Chamberblietchen

2008-2009

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2008-2009

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1	37
CR n°2	Séances n°2, 3	85
CR n°3	Séances n°4, 5, 6	149
CR n°4	Séances n°7, 8, 9	213
CR n°5	Séances n°10, 11, 12, 13, 14	273
CR n°6	Séances n°15, 16, 17, 18	333
CR n°7	Séances n°19, 20, 21, 22	389
CR n°8	Séances n°23, 24	453
CR n°9	Séances n°25, 26, 27, 28	491
CR n°10	Séances n°29, 30, 31, 32, 33	555
CR n°11	Séances n°34, 35, 36	619
CR n°12	Séances n°37, 38	673
CR n°13	Séances n°39, 40, 41, 42	737
CR n°14	Séances n°43, 44, 45, 46	793
CR n°15	Séances n°47, 48, 49	849
CR n°16	Séances n°50, 51	905
CR n°17	Séances n°52, 53	945

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2008-2009

L'année parlementaire 2008-2009

53 séances publiques. Près de 180 heures de débats en séance plénière. 126 projets de loi évacués. 541 réunions de commissions et de groupes de travail. 441 questions parlementaires adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des quatre heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 41 questions, des 23 questions urgentes, des quatre questions avec débat, des cinq débats d'orientation, des six interpellations, etc.

Ces quelques chiffres-clés de la session 2008-2009, la dernière de la législature, seront développés - parmi tant d'autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2008-2009 le 14 octobre 2008 jusqu'à la dissolution de la Chambre des Députés le 7 juin 2009.



Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2008-2009

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	**Appartenance politique**
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BERGER Eugène	DP
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
ROTH Gilles	CSV
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	**Appartenance politique**
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse*	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
KRIEPS Alexandre	DP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick**	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	**Appartenance politique**
ETGEN Fernand	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR

* remplacée le 10/2/2009 par GAUL Fabienne
** remplacé le 17/3/2009 par WEYDERT Raymond



Députés de la Circonscription de l'Est	**Appartenance politique**
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2004	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Professions indépendantes	**28**	**23**	**23**	**23**	**21**
avocat / notaire	11	7	7	7	6
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	1	1	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	11(1)	11(1)	11(1)	10(1)
agriculteur / viticulteur	1	2	2	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	10	2	2	2	2
Salariés secteur privé	**10**	**11**	**11**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	2(1)	2	2	2	2
journaliste	1	0	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	7(1)	9(3)	9(3)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**22**	**26**	**26**	**27**	**28**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	4	4	3	3
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	0	0	0	0
fonctionnaire	15(1)	22(1)	22(1)	24(1)	25(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 8 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 8.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-sept fois au cours de la session 2008-2009.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens, François Bausch, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

En leurs réunions du 18 février 2009 et du 18 mars 2009, les membres du Bureau ont décidé d'octroyer le titre honorifique de leur fonction à Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ainsi qu'à Monsieur Patrick Santer, les deux députés ayant renoncé à leur mandat au cours de la session ordinaire 2008-2009.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté sur le plan international la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Ainsi le Bureau a reçu en visite officielle:

Son Excellence Monsieur Dr. H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie (14 novembre 2008)

Son Excellence Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne (4 décembre 2008)

Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag (5 février 2009)

Son Excellence Monsieur Patrick M. Antonio Herminie, Président de l'Assemblée nationale de la République des Seychelles (20 février 2009)

Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas (28 mai 2009)

Au niveau des missions internes qui lui sont conférées par le Règlement de la Chambre, le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes et s'occupe de façon générale de la gestion des affaires de la Chambre des Députés.

A relever que les membres du Bureau se sont vus présenter par le Secrétaire général le plan d'action du CAF, acronyme de Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques.

Le CAF est une réalisation du Groupe pour des Services publics innovants (IPSG), groupe d'experts européens en management public issus des services publics des Etats membres de l'Union Européenne. Le but poursuivi est d'améliorer continuellement les processus de travail en utilisant des instruments analytiques et en impliquant l'ensemble des collaborateurs. En pratique, un groupe de travail représentant l'ensemble des agents d'une entité administrative produit une évaluation critique de l'administration dans tous les aspects qui la composent en vue d'obtenir une «photo» avec ses points forts et ses points d'amélioration. Cette démarche aboutit à un plan d'action.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents se composait durant la session ordinaire 2008-2009 de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens et François Bausch.

Au cours de cette session, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 18 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

La Conférence des Présidents a au cours de ses réunions des mois de novembre et décembre 2008 déterminée les modalités de création ainsi que les missions de la Commission spéciale «crise économique et financière».

Enfin, elle a avisé 9 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.





Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics

Commission spéciale

Commission spéciale «Crise économique et financière»

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales

Commissions réglementaires

Commission des Comptes



Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Présidents: Frank Marie-Josée (CSV), Castegnaro John (LSAP)
Membres:
CSV: Haupert Norbert, Roth Gilles, Thiel Lucien
LSAP: Angel Marc, Negri Roger
DP: Etgen Fernand, Wagner Carlo
ADR: Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008/2009 les membres de la Commission des Comptes se sont réunis à **quatre** reprises.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006:

Lors de la réunion du **22 janvier 2009**, Monsieur Camille Gira a été nommé rapporteur des comptes pour l'exercice 2006 à l'unanimité des membres présents.

Ensuite, les membres de la commission ont examiné les comptes 2006.

Les comptes annuels 2006 sont présentés sous forme d'un bilan et d'un compte de revenus et charges.

Au bilan qui retrace les ressources et les emplois, on trouve à l'actif le poste «CREANCES» comprenant les postes «Produits à recevoir» et «Remboursements frais à recevoir», le poste «AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE» qui regroupe les actifs disponibles au 31 décembre 2006 et le poste «COMPTES DE REGULARISATION ACTIF» où sont repris les charges payées d'avance en 2006 pour l'exercice 2007.

Au passif du bilan figurent les postes «PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES» et «DETTES». Le «Fonds de réserve Assurance Accidents» est constitué des réserves prélevées sur les crédits budgétaires pour effectuer des remboursements à l'Association d'Assurance contre les Accidents. Les «DETTES» représentent les «Dettes échéant dans l'année» qui regroupent les charges à payer au 31 décembre 2006, les «Frais de photocopieurs à payer» ainsi que les «Frais mobilier de bureau à payer»; il s'agit de provisions constituées en vue de l'acquisition ultérieure de photocopieurs et de mobilier de bureau. Sur décision du Bureau de la Chambre des Députés, chaque groupe politique respectivement chaque sensibilité politique a droit au remboursement des frais d'acquisition d'un photocopieur par législature jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 12.400 € voire de 3.100 €. En outre, chaque groupe politique respectivement sensibilité politique ont également droit au remboursement des frais d'acquisition de mobilier de bureau par législature jusqu'à concurrence d'un montant de 12.400 € par groupe voire de 2.500 € par sensibilité politique et de 500 € par député.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2006 sont reprises les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

L'exercice 2006 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 3.031.204,93 €.

Au 1er janvier 2007, les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à 12.729.350,96 € (9.698.146,03 € d'excédents au 1er janvier 2006 augmentés du résultat de l'exercice 2006 de 3.031.204,93 €).

Cette réserve financière permettra entres autre l'acquisition éventuelle d'un immeuble administratif pour parer au manque de surface de bureaux pour les besoins du Greffe.

Afin d'éviter que des excédents aussi substantiels se répètent, il incombe de veiller à ce que, lors de l'établissement de futurs budgets, les crédits demandés s'alignent davantage sur les dépenses effectives.

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Dans sa réunion du **4 février 2009**, le Président-rapporteur, a présenté le rapport de la commission, qui a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007:

Lors de la réunion du **20 avril 2009**, les membres ont nommé Monsieur Camille Gira rapporteur des comptes de l'exercice 2007.

L'examen des comptes a fait ressortir que la réserve se chiffre à 14.571.933,88 € au 1er janvier 2008 soit une augmentation de 1.842.582,92 €.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

A) Députés 9.910.344,38 €

B) Institutions parlementaires internationales 644.671,78 €

C) Groupes politiques 2.196.951,64 €

D) Personnel 5.624.073,89 €

E) Administration 5.966.465,78 €

F) Compte rendu 1.041.550,66 €

Au 31 décembre 2007 les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 25.384.148,13 € soit une augmentation de 6,25 % (1.492.342,32 €) par rapport à l'exercice 2006.

L'exécution du budget de la Chambre des Députés a accusé des moins-values de dépenses de l'ordre de 1.419.764,87 € par rapport au budget adopté (-5,30 %).

Dans sa réunion du **29 avril 2009**, le Président-rapport a exposé les différents chapitres du projet de rapport. Après un échange de vues et exament du projet de rapport, la commission a adopté le rapport à l'unanimité des membres présents.

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Président: Goerens Charles (DP)
Vice-Présidents:
Membres:
CSV Wolter Michel
LSAP Fayot Ben
DÉI GRÉNG Bausch François

Le contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat fut mis en place par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat et plus particulièrement par les articles 14 et 15 de la loi précitée:

«Art. 14.- Mise en place d'un contrôle parlementaire

Sans préjudice des contrôles et inspections organisés en vertu des dispositions légales et réglementaires, les activités du Service de Renseignement sont soumises au contrôle d'une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés. Chaque membre y dispose d'un nombre de voix égal au nombre des membres du groupe qu'il représente. Les règles de fonctionnement de la Commission sont définies par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Art. 15.- Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire

(1) Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos. Les délibérations au sein de la Commission sont secrètes.

(2) Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.

(3) La Commission peut procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. A cette fin, la Commission est autorisée à prendre connaissance de toutes les informations et pièces qu'elle juge pertinentes pour l'exercice de sa mission, à l'exception d'informations ou de pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers. La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.

(4) Lorsque le contrôle porte sur un domaine qui requiert des connaissances spéciales, la Commission peut décider, à la majorité des deux tiers des voix et après avoir consulté le Directeur du Service de Renseignement, de se faire assister par un expert.

(5) A l'issue de chaque contrôle, la Commission dresse un rapport final à caractère confidentiel qui inclut les observations, conclusions et recommandations formulées par ses membres et, le cas échéant, les commentaires relatifs aux contrôles spécifiques définis au paragraphe (3). Ce rapport est adressé au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du Service de Renseignement et aux députés qui sont membres de la Commission de Contrôle parlementaire.

(6) Le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement.

La Commission peut de même et de sa propre initiative émettre un avis concernant les questions visées à l'alinéa précédent.

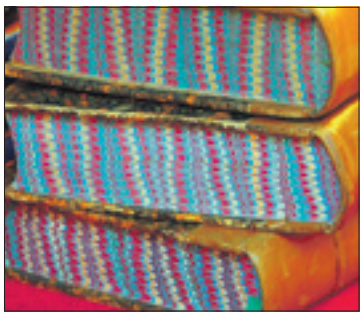
(7) La Commission de Contrôle parlementaire est informée tous les six mois des mesures de surveillance des communications ordonnées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat à la demande du Service de Renseignement.

(8) La Commission de Contrôle parlementaire soumet chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.»

La commission s'est composée durant la session visée de Monsieur Charles Goerens, Président, de Messieurs Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch, membres.

La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat s'est réunie trois fois au cours de la session 2008-2009 en vue de s'acquitter des obligations de contrôle parlementaire lui dévolues par la loi.

A la fin de la session ordinaire 2008-2009 les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat ont publié leur rapport d'activités, conformément à l'article 15(8) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.



Commission des Pétitions

Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Président: Err Lydie (LSAP)
Membres:
CSV Doerner Christine, Gaul Fabienne, Schank Marco, Weydert Raymond
LSAP Diederich Fernand, Spautz Vera
DP Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR Koepp Jean-Pierre



Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission des Pétitions s'est réunie à neuf reprises.

Lors de sa réunion du 11 novembre 2008, elle a procédé à un échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur.

En date du 20 novembre 2008, ensemble avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population. Ensuite, les membres de la Commission des Pétitions ont poursuivi leur échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur. Ils ont par ailleurs examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°288 en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des criantes inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal sur le revenu et la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 15 décembre 2008, les membres de la Commission des Pétitions se sont entretenus avec les pétitionnaires de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach. Ils ont ensuite examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°291 pour la dépénalisation de l'euthanasie et la pétition N°292 pour la vie. En outre, l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur a été poursuivi.

En date du 5 février 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec le Ministre du Travail et de l'Emploi et avec le Ministre de la Santé au sujet de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 19 février 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur, puis a examiné la recommandation du Médiateur N°35-2008 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Lors des réunions des 3 et 17 mars et du 21 avril 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur et préparé le débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Finalement, en date du 28 avril 2009, la Commission des Pétitions s'est vue présenter le projet de rapport relatif audit débat d'orientation. Ce projet de rapport a par la suite été adopté à l'unanimité (voir document parlementaire 5998).

Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gaston (ADR)
Vice-Président: Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Weydert Raymond, Wolter Michel
LSAP Fayot Ben, Schreiner Roland
DP Bettel Xavier, Flesch Colette
DÉI GRÉNG Bausch François

Durant la législature 2008 - 2009, la commission du Règlement a adopté deux modifications majeures du Règlement interne de la Chambre:

1. Procédure d'examen des propositions de loi (rapporteur: M. Gast Gibéryen, doc. parl. 5864):

La procédure ancienne était trop compliquée et contenait trop d'étapes. Vu que l'initiative législative parlementaire constitue un droit fondamental de chaque député et qu'il s'agit de la promouvoir, la commission a essayé d'alléger la procédure, de modifier la procédure de retrait et propose donc les étapes suivantes:

1. Décision sur la recevabilité par la Chambre suite à une proposition de la Conférence des présidents. La commission a décide de supprimer l'ancienne première phrase de l'article 58 (1), afin que le Règlement ne fasse plus référence à l'ordre public et aux bonnes mœurs, notions difficiles à cerner et à appliquer dans le contexte des propositions de loi.

2. Dans un délai de 6 mois, la proposition de loi doit figurer à l'ordre du jour d'une réunion de commission et d'une séance publique. Le gouvernement peut fournir un avis au sujet de la proposition de loi, mais n'y est pas obligé.

3. Après la présentation en séance publique, la Chambre doit se prononcer par un vote sur la poursuite de la procédure législative. En cas de vote positif, la proposition de loi entre dans la procédure législative classique (examen en commission, avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles concernées). En cas de vote négatif, la proposition de loi est classée sans suite, c'est-à-dire retirée du rôle.

2. Coopération entre la Chambre et le gouvernement en matière de politique européenne (rapporteur: M. Ben Fayot, doc. parl. 5979):

La Chambre des Députés entend s'impliquer davantage dans les affaires européennes, afin d'intervenir à un stade précoce durant la phase de négociation des textes et de ne plus se limiter à la transposition de directives adoptées. L'aide-mémoire conclu entre la Chambre et le gouvernement définit le cadre des relations de confiance entre les deux institutions et décrit les informations à transmettre par le gouvernement.

La commission a décidé de formaliser le contenu de l'aide mémoire en l'annexant au Règlement.



Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV), Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Angel Marc, Err Lydie
	DP	Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Défense), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Défense)



Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration s'est réunie à quarante-quatre reprises. Les travaux législatifs de la commission étaient concentrés en particulier sur l'organisation du Centre de rétention, la Convention sur les armes à sous-munitions ainsi que sur l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

A relever que les membres du Parlement européen sont systématiquement invités à participer aux travaux de la commission. Les députés européens en profitent pour présenter les dossiers en discussion au Parlement européen.

Affaires étrangères

Dans le volet «affaires étrangères», la commission a analysé onze projets de loi, a accueilli huit délégations, dont trois Présidents de Parlement et trois Ministres des Affaires étrangères et s'est intéressée à des sujets aussi variés que la situation au Proche-Orient, le litige entre la Russie et l'Ukraine sur l'approvisionnement en gaz ou encore la fermeture du camp de Guantanamo.

Travaux législatifs

Les membres de la commission ont adopté les rapports relatifs aux projets de loi suivants:

- **5752** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006
- **5753** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006
- **5841** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007
- **5850** - projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007
- **5882** - projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg
- **5961** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008
- **5962** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5963** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5964** - projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007
- **5970** - projet de loi portant approbation - du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958 - du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux - de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008
- **5981** - projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Entretiens dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Les membres de la commission ont procédé à des échanges de vues avec les responsables politiques suivants:

- 12 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Abdelwaheb Abdallah, Ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne
- 14 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Dr H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie
- 25 novembre 2008: M. Andrei Klimov, Vice-Président de la Commission des relations internationales et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Douma d'Etat de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg
- 5 février 2009: Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag allemand
- 6 mars 2009: Son Excellence Monsieur Nur Hassan Wirajuda, Ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie
- 18 mars 2009: Son Excellence Monsieur Grigol Vashadze, Ministre des Affaires étrangères de Géorgie
- 24 avril 2009: Monsieur Vadim Goustov, Président du Comité pour les relations avec la Communauté des Etats indépendants du Conseil Fédéral de la Fédération de Russie
- 28 mai 2009: Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas

Autres travaux

Le 27 octobre 2008, les membres ont discuté sur une mission d'observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan.

La visite de Monsieur Andrei Klimov. Vice-Président de la Commission des relations internationales de la Douma d'Etat de la Russie et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Russie avec les Parlements des Etats du Benelux a été préparée le 24 novembre 2008.

En date du 15 décembre 2008, les membres ont eu un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la signature de la Convention internationale contre les armes à sous-munitions (BASM).

La réunion du 5 janvier 2009 était consacrée à un échange de vues sur la situation au Proche-Orient.

Le 12 janvier 2009, les membres ont discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur le litige entre la Russie et l'Ukraine à propos de l'approvisionnement en gaz et sur le conflit israélo-palestinien dans la Bande de Gaza,

En date du 19 janvier 2009, la commission a donné un avis positif sur la prolongation de la participation luxembourgeoise à la mission de police en Géorgie et en date du 22 janvier 2009 sur la participation luxembourgeoise à la mission de contrôle de l'Union européenne à la frontière entre l'Egypte et Gaza à Rafah.

Les membres ont été informés le 9 février 2009 sur une récente entrevue informelle avec la communauté des Baha'is et sur les doléances de la communauté des Bidjans.

Le 2 mars 2009, la commission a procédé à un bref échange de vues sur le camp de Guantanamo et a approuvé la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'OSCE des élections parlementaires en Moldavie.

Lors d'une réunion jointe avec la Commission juridique en date du 11 mars 2009, les membres ont eu une entrevue avec le Ministre de la Justice et le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du Conseil Justice - Affaires intérieures des 26 et 27 février 2009.

Le 23 mars 2009, la commission a analysé les recommandations du Médiateur énoncées dans son rapport d'activités 2007 - 2008 qui concernent les matières pour lesquelles la commission est compétente. Lors de la même réunion, le Ministre des Affaires étrangères a informé sur la réunion Durban II et sur la situation au Moyen-Orient.

En date du 30 mars 2009, les membres ont eu un entretien avec Monsieur Vic Reuter, retourné au Luxembourg après une mission au Kosovo, et ont approuvé la prolongation de la participation luxembourgeoise à ladite mission.

Le 9 avril 2009, la commission a discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, dont la conférence internationale sur l'Afghanistan, le sommet de l'OTAN, le sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, la Conférence sur l'Alliance des civilisations et la situation en République tchèque.

Lors de la même réunion, les membres ont donné un avis positif sur la participation luxembourgeoise à la mission d'observation électorale de l'OSCE en Albanie à l'occasion des élections parlementaires du 28 juin 2009.

Affaires européennes

La commission assure la coordination générale des dossiers européens et effectue un tri des dossiers communiqués par la Commission européenne en les classant en «documents A»

(documents ne présentant aucun intérêt politique, économique, législatif ou financier particulier pour le Luxembourg ou documents dont la procédure est déjà trop avancée sur le plan européen) ou en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé). Les «documents B» sont renvoyés par la Conférence des Présidents aux différentes commissions sectorielles.

Entretiens dans le cadre des visites officielles de la Chambre des Députés

Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la commission a accueilli tant Monsieur José Manuel Barroso, le Président de la Commission européenne, que Monsieur Hans-Gert Pöttering, le Président du Parlement européen.

L'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso a eu lieu le 4 décembre 2008, après une discussion en séance publique. Monsieur Hans-Gert Pöttering a été invité le 13 mars 2009. Le Président du Parlement européen a procédé avec les membres de la commission à un échange de vues avec des étudiants de l'Université du Luxembourg sur les élections européennes et sur la crise économique.

Les membres de la commission ont en outre reçu la visite de délégations parlementaires des deux pays qui ont exercé la présidence de l'Union européenne en 2009, à savoir la République tchèque et la Suède. Ainsi, un échange de vues a eu lieu le 2 février 2009 avec une délégation de la Commission des affaires européennes du Riksdagen du Royaume de Suède sous la conduite de sa Présidente, Madame Anna Kinberg Batra, et une autre discussion a été organisée le 28 avril 2009 avec une délégation de la Commission des Affaires européennes du Sénat de la République tchèque, présidée par Monsieur Ludek Sefzig.

Autres travaux

Les membres de la commission ont analysé à plusieurs reprises les listes des nouveaux documents communiqués par la Commission européenne et étudié les documents B qui sont dans sa compétence.

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne sur le processus de Barcelone et sur l'Union pour la Méditerranée.

Le 27 octobre 2008, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a présenté le rapport sur la politique européenne du Gouvernement (2007 - 2008).

En date du 10 novembre 2008, les membres ont été informés sur la XLième COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes) qui s'était réunie en octobre à Paris.

Des documents sur la politique économique et sur la fiscalité des revenus de l'épargne ont été analysés le 24 novembre 2008. Lors de la même réunion, l'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso du 4 décembre a été préparé.

Le 15 décembre 2008, le Ministre des Affaires étrangères a donné des informations sur le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 ainsi que sur la réunion du CAGRE des 8 et 9 décembre 2008. Le 2 février 2009, le Ministre des Affaires étrangères a renseigné sur la réunion du CAGRE des 26 et 27 janvier 2009, consacrée notamment à la situation à Gaza et à la fermeture du camp de Guantanamo.

En date du 9 février 2009, les membres ont discuté de manière générale sur l'examen des dossiers européens par la Chambre des Députés.

La commission a été informée le 2 mars 2009 sur la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC qui s'est déroulée au mois de février à Prague.

Un échange de vues a été organisé le 23 mars 2009 avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, et en particulier sur le référendum irlandais.

Les activités d'Europol étaient à l'ordre du jour de la réunion du 20 avril 2009, en présence de Monsieur Romain Nettgen, Directeur général de la Police grand-ducale, et de Monsieur Patrice Solagna, Directeur de la Police judiciaire.

Le 4 mai 2009, la commission a étudié le bilan de la stratégie européenne de la Chambre des Députés et le traitement des dossiers européens par les commissions permanentes.

En date du 11 mai 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le rapport relatif à la transposition des directives.

Défense

Travaux législatifs

La commission a approuvé le rapport du projet de loi 5938 portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

Autres travaux

Lors de la réunion du 20 octobre 2008, le Ministre de la Défense a renseigné sur des réunions au niveau de l'Union européenne, à savoir sur une réunion des Ministres de la Défense de l'Union européenne à Deauville les 1er 2 octobre 2008, une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN, organisée les 18 et 19 septembre 2008 à Londres ainsi que sur une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays de l'OTAN à Budapest, les 9 et 10 octobre 2008. La commission a également été informée sur une entrevue que le Ministre de la Défense a eue avec Monsieur Robert Gates, secrétaire d'Etat à la Défense américain, qui s'est déroulée le 17 octobre 2008 à Washington.

Le 10 novembre 2008, les membres ont discuté sur la réunion des Présidents des commissions parlementaires de défense, qui s'est déroulée le 27 octobre 2008 à Paris.

En date du 15 décembre 2008, la commission a été renseignée sur un déplacement en Afghanistan et a procédé à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la réunion des Ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, qui s'est déroulée les 2 et 3 décembre 2008.



Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Défense sur les missions au Liban, au Tchad, en Bosnie, en Afghanistan, sur la reconversion, sur les groupements tactiques et sur le hall logistique à construire dans la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch.

Le Ministre de la Défense a informé le 9 mars 2009 sur la participation luxembourgeoise à la FINUL, à l'ISAF, au Groupement tactique ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Lors d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics organisée le même jour, le projet de loi 5952 a été étudié.

En date du 16 mars 2009, le Ministre de la Défense a donné des explications sur le sommet de l'OTAN, les adhésions de l'Albanie et de la Croatie à l'Alliance, la situation en Afghanistan, le concept stratégique de l'OTAN, la situation au Liban et au Kosovo, la reconversion ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Le Ministre a également renseigné sur une visite de l'Ecole royale militaire (ERM) en Belgique.

Le 7 avril 2009, la commission a visité ensemble avec la Commission des Travaux publics la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

Coopération

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération et a été informée sur le renouvellement de la Convention entre Lux-Development et l'Etat. Lors de la même réunion, les membres ont discuté sur le rapport d'activités 2007 du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants.

En date du 16 janvier 2009, le Ministre de la Coopération a informé sur la situation à Gaza.

Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur le rôle des Parlements dans la coopération au développement, les assises de la coopération, l'éducation au développement, les agréments des ONG et la situation à Gaza.

Un échange de vues avec le Cercle de coopération des ONG de Développement de Luxembourg a été consacré le 16 mars 2009 à la crise financière et à la crise climatique.

Le 11 mai 2009, la commission a eu un échange de vues sur la coopération interparlementaire.

Immigration

Travaux législatifs

La commission a adopté le rapport relatif au projet de loi 5947 portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Echange de vues dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Le 30 mars 2009, les membres ont eu un échange de vues avec Monsieur Antonio Guterres, Haut Commissaire pour les réfugiés (UNHCR).

Autres travaux

Le 17 novembre 2008, la commission a discuté avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur les rapatriements.

En date du 1er décembre 2008, une entrevue informelle a été organisée avec M. Pierre-Emmanuel Chabry, le directeur du Centre de rétention de Genève.

Le 16 février 2009, un échange de vues a été organisé avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne. Le Ministre a également donné des explications sur plusieurs documents élaborés par la Commission européenne et renseigné sur la situation au Kosovo. De surcroît, un premier bilan sur la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration a été dressé.

La loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a été analysée lors de la réunion du 30 mars 2009.



Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP), Helminger Paul (DP)
Membres:
CSV: Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia
DP: Etgen Fernand
DÉI GRÉNG: Gira Camille
ADR: Gibéryen Gaston

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session parlementaire, suite à une motion du 25 octobre 2007 du groupe parlementaire «déi gréng», par une réunion consacrée à la présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des mesures concrètes réalisées depuis novembre 2007 au ministère afin d'y améliorer la situation et notamment en relation avec «le constat de maintes communes qui déplorent des déficits d'ordre organisationnel, structurel et décisionnel au sein du Ministère de l'Intérieur».

Une réunion jointe avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse avait pour objet la présentation par la Ministre de la Famille du système des chèques-service.

Les avant-projets des plans sectoriels «Transports» (rapport technique) et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» ont été présentés au cours d'une réunion jointe de la Commission des Transports, de la Commission de l'Environnement, de la Commission des Travaux publics et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire.

Une autre réunion jointe avec la Commission des Pétitions avait pour objet un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population.

Par ailleurs, une réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports était réservée à la présentation de l'avant-projet du plan sectoriel «Zones d'activités économiques».

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté à la Commission les règlements d'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, de même que les règlements grand-ducaux modifiant les dispositions du congé politique des mandataires locaux.

La Commission a également eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire concernant les finances communales dans le contexte de la crise économique et financière.

La présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des règlements grand-ducaux relatifs à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a fait l'objet d'une autre réunion.



En réunion jointe avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté l'avant-projet du Plan directeur sectoriel «Logement».

Projets de loi

La Commission a terminé au cours de cinq réunions ses travaux relatifs au **projet de loi 5695 relative à l'eau** (Rapporteur: M. Marco Schank), notamment en examinant le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau)*

Elle a également terminé ses travaux concernant le **projet de loi 5859 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national** (Rapporteur: M. Marco Schank) par l'adoption d'une série d'amendements, l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national)*

Les travaux de la Commission relatifs au **projet de loi 5893 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux** (Rapporteur: M. Gilles Roth) ont abouti à la *Loi du 3 mars 2009 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*.

Au cours de trois réunions, la Commission a aussi poursuivi l'examen du **projet de loi 5828 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)** (Rapporteur: M. Gilles Roth) qui est devenu la *Loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)*.

Elle a encore examiné le **projet de loi 5953 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure**. (Rapporteur: M. Fred Sunnen) *(Loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure)*

La Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5846 sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz** (Rapporteur: M. Gilles Roth) et la **proposition de loi 5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux**. Elle a examiné l'avis du Conseil d'Etat et, suite à l'adoption de deux séries d'amendements au projet de loi 5846, elle a analysé l'avis complémentaire et le deuxième avis complémentaire de la Haute Corporation. Le projet de rapport a été présenté et adopté au cours de la réunion du 21 avril 2009.

En cinq réunions jointes avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission a achevé ses travaux relatifs au **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), notamment par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a fait à la Commission une présentation succincte du **projet de loi 6023 portant modification: 1. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 2. de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 3. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles 4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain 5. de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.**

Le **projet de loi 5994 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen** (Rapporteur: M. Marco Schank) a fait l'objet de deux réunions de la Commission et est devenu la *Loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen*.

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président: Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
DP: Wagner Carlo
DÉI GRÉNG: Kox Henri
ADR: Mehlen Robert

Au cours de cette dernière session parlementaire de la législature 2004-2009, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est réunie à neuf reprises.

Ces réunions lui ont notamment permis d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés deux projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 26 mai 2009 ayant pour objet de modifier: 1) l'article 832-4 du code civil; 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé (doc. parl. 5958), votée le 5 mai 2009 et dont M. Lucien Clement était Rapporteur;
- la loi du 28 mai 2009 portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (doc. parl. 6002), votée le 5 mai 2009, dont M. Marcel Oberweis était Rapporteur.

Régulièrement, la commission a fait le point en ce qui concerne l'activité des instances communautaires en matière agricole en examinant de près les documents européens transmis aux parlements nationaux (propositions de directives, de règlements, de décisions, rapports d'évaluation, livres verts, etc.). Le cas échéant, elle a requis des précisions supplémentaires ou une prise de position de la part du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

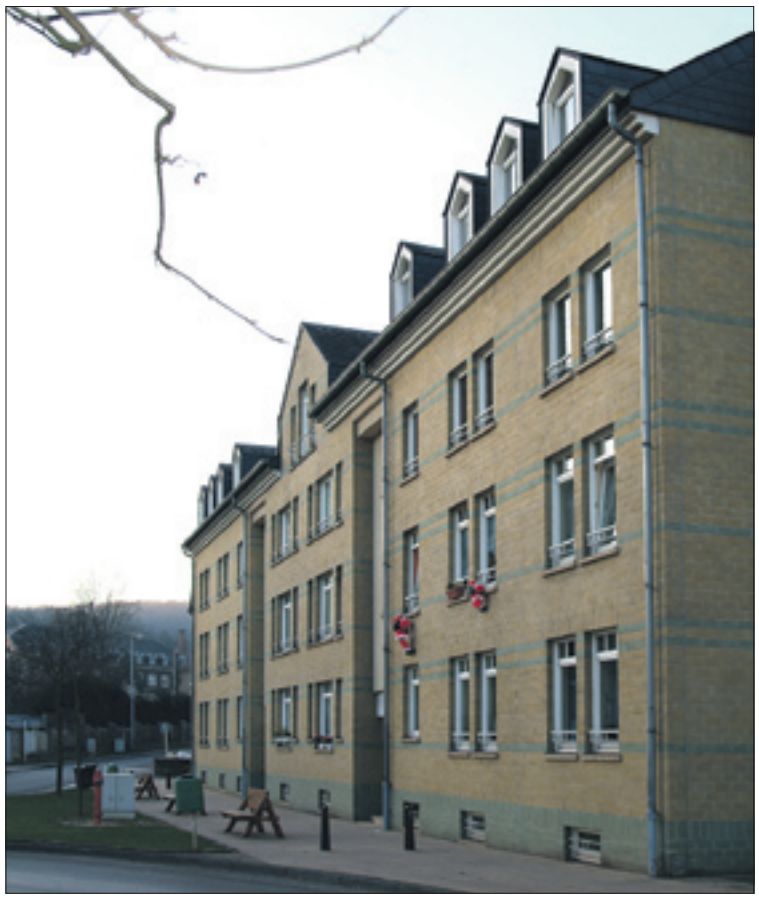
La commission parlementaire a continué à être à l'écoute des acteurs du monde rural. Ainsi, une série d'entrevues ont eu lieu:

- le 12 novembre 2008 et le 20 mai 2009 avec des représentants de la Chambre d'Agriculture, dont un thème majeur a été la chute des prix de vente de maints produits agricoles et notamment du lait;
- le 27 novembre 2008 avec une délégation de la Fédération des Unions d'Apiculteurs au Grand-Duché de Luxembourg concernant la situation actuelle de l'apiculture;
- le 15 janvier 2009 avec des délégations de l'association syndicale du remembrement forestier à Tarchamps et de l'association Lëtzebuerger Privatbësch ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires compétents en ce qui concerne les remembrements forestiers.

Par ailleurs, intéressée par le développement d'activités visant à diversifier l'économie rurale, la commission a visité, le 5 mars 2009, une ferme pédagogique à Schuttrange. Une autre visite, en date du 23 mars 2009, lui a permis de se faire une idée des possibilités de la recherche scientifique appliquée dans les domaines de l'environnement et des agro-biotechnologies au Luxembourg, ainsi que de l'état actuel de différents projets de recherche.



Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement



Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP), Berger Eugène (DP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP	Bettel Xavier (pour le volet Logement), Etgen Fernand (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
	DÉI GRÉNG	Kox Henri
	ADR	Henckes Jacques-Yves (pour le volet Logement), Koepp Jean-Pierre (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)



25.3.2009: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5984 modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Examen du projet de loi et des avis

Examen des parties du rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) qui concernent la Commission

22.4.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5984 (Rapporteur: M. Lucien Clement)

Examen et adoption du projet d'avis de la Commission relatif au rapport d'activité du Médiateur

4.5.2009: Présentation du Plan sectoriel «Logement» (réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire)

13.10.2009: Présentation par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme du programme gouvernemental concernant le département des classes moyennes et du tourisme

Organisation des travaux

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Présidente:	Flesch Colette (DP)	
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV), Castegnaro John (LSAP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
	DP	Goerens Charles
	DÉI GRÉNG	Bausch François
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'est réunie à 18 reprises sous la présidence de Mme Colette Flesch.

En date du 13 octobre 2008, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a présenté le contenu du projet de loi 5911 portant sur la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'exposition universelle à Shanghai en 2010 et a suscité l'autorisation des membres de la Commission de pouvoir procéder aux premières soumissions en attendant que le projet de loi correspondant soit voté.

Le 10 novembre 2008, M. Henri Grethen, membre de la Cour des comptes européenne, a présenté le rapport annuel 2007 de la Cour aux membres de la Commission.

En date du 15 décembre 2008, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative a présenté l'évolution du programme «eGouvernement» aux membres de la Commission.

Au cours de cette même réunion, ainsi que de celle du 19 janvier 2009, Monsieur le Ministre des Travaux publics a présenté le bilan financier des grands chantiers aux membres de la Commission.

Vu le contexte de crise économique générale, Monsieur le ministre du Trésor et du Budget a régulièrement présenté l'évolution mensuelle de la situation budgétaire aux membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget. Des réunions à cet effet ont ainsi eu lieu les 12 février 2009, le 7 avril 2009, 12 mai 2009 et le 5 juin 2009.

Le 9 mars 2009, la Commission (en présence des membres de la Commission des Transports) a entendu Monsieur le ministre des Transports au sujet de problèmes rencontrés dans le cadre du projet de réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg et a pris acte que des transferts de crédits auront lieu entre les différents projets repris dans la loi du 18 avril 2004 et qu'un nouveau projet de loi précisant les changements de programme sera déposé.

En vue du passage du seuil à partir duquel le gouvernement doit soumettre un projet de loi à la Chambre des Députés de 7,5 millions d'euros à 40 millions d'euros (projet de loi 6011), la Commission a défini, en date du 20 avril 2009 et en collaboration avec Monsieur le ministre des Travaux publics, une nouvelle procédure permettant à la Chambre des Députés d'être informée et de pouvoir s'exprimer quant aux projets n'atteignant pas ce nouveau seuil. Cette procédure a été communiquée au gouvernement par le biais d'une motion; elle sera intégrée au règlement de la Chambre des Députés suite au vote d'une résolution allant dans ce sens.

Le 27 avril 2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a approuvé les comptes annuels de la Cour des comptes pour les exercices financiers 2006 et 2007.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le Bâtiment Tour B situé sur le Plateau du Kirchberg le 3 décembre 2007. M. François Bausch a été nommé rapporteur du rapport spécial et a présenté une première version de son rapport aux membres de la Commission le 1er décembre 2008. Suite aux discussions en commission, une série de questions a été transmise à MM. les ministres du Trésor et du Budget, des Travaux publics et de la Fonction publique (pour les questions relatives à la mise en place éventuelle d'un code de déontologie destiné aux fonctionnaires). Le 6 avril 2009, Monsieur le ministre des Travaux publics et de la Fonction publique a répondu à ces questions. La Commission a discuté de la nouvelle version du projet de rapport au cours de la réunion du 11 mai 2009 pour en adopter la version définitive le 20 mai 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur les associations para -administratives le 26 janvier 2009. Ce rapport spécial a été réalisé sur demande de la Commission à la suite de problèmes apparus entre le ministère de la Culture et le contrôle financier au sujet de l'asbl «The roots and leaves association».

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur les établissements publics - année 2006 le 27 avril 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur le Musée de la Forteresse au cours de la réunion du 10 mars 2008. Suite à une entrevue avec Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche en date du 2 juin 2008, la Commission a rencontré l'IGF au sujet des résultats de l'audit réalisé par un auditeur externe dans le cadre de l'établissement de l'état financier du projet du Musée de la Forteresse, ainsi que des constatations et conclusions de l'IGF. Cette rencontre a eu lieu le 21 juillet 2008. Le 16 mars 2009, la Commission a une première fois examiné le projet de rapport du rapporteur, M. Norbert Haupert, pour en adopter la version finale le 30 mars 2009 en présence de Mme Octavie Modert.

Projets de loi:

La Cour des comptes a présenté son rapport général portant sur le projet de loi 5891 portant règlement du compte général de l'exercice 2007 aux membres de la Commission le 27 avril 2009. Ce projet de loi a été avisé par le Conseil d'Etat en date du 10 novembre 2009 et a été évacué en séance publique avec les comptes généraux des exercices 2005, 2006 et 2008 le 9 décembre 2009.



Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV), Flesch Colette (pour les volets Economie, Energie et Postes) (DP)
Membres:
CSV Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
LSAP Castegnaro John, Scheuer Jos
DP Berger Eugène, Brasseur Anne (pour le volet Sports)
DÉI GRÉNG Huss Jean (pour le volet Sports), Kox Henri (sauf pour le volet Sports)
ADR Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Sports), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Sports)

Au courant de la session ordinaire 2008-2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports s'est réunie à 21 reprises.

En cette période de fin de législature 2004-2009, les travaux de la commission furent marqués par l'aggravation de la crise financière internationale en automne 2008 qui s'est rapidement répercutée sur l'activité économique.

Ses réunions ont notamment permis à la commission d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés dix projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

1) la loi du 18 décembre 2008 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques; 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(dossier parlementaire N°5910)*, voté le 19 novembre 2008 par la Chambre des Députés;

2) la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5725)*, voté le 18 décembre 2008;

3) la loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5887)*, voté le 18 décembre 2008;

4) la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5555)*, voté le 11 février 2009:

5) la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5684)*, voté le 11 février 2009;

6) la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant - la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers; - la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance; - la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5881B)*, voté le 23 avril 2009:

7) la loi du 22 mai 2009 portant transposition de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier: - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données, - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention. Monsieur Jos Scheuer était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5895)*, voté le 12 mai 2009;

8) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6003)*, voté le 12 mai 2009;

9) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6004)*, voté le 12 mai 2009;

10) la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet 1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche 3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6005)*, voté le 12 mai 2009.

Ces trois derniers projets de loi, déposés le 11 mars 2009, faisaient partie du «*Plan de conjoncture du Gouvernement*» et revêtaient un caractère urgent.

Ses réunions ont également permis à la commission d'accompagner activement la politique économique du Gouvernement par l'intermédiaire de divers échanges de vues qui portaient:

- en date du 21 novembre 2008, sur les volets du budget de l'Etat 2009 concernant les départements de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports ainsi que sur les prévisions économiques du Statec;
- les 21 novembre et 5 décembre 2008, sur la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai;
- le 5 février 2009, sur la fusion finalement réalisée entre Cegedel, Soteg et Saar Ferngas;
- le 12 mars 2009, sur le plan de relance économique du Gouvernement et le Livre blanc sur la stratégie énergétique du Luxembourg;
- les 12 et 23 mars 2009, sur l'avant-projet de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques»;
- le 21 avril 2009, sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie et l'application du plan Lux 2011.



Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Hetto-Gaasch Françoise (CSV), Brasseur Anne (DP)
Membres:
CSV Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP Castegnaro John, Diederich Fernand
DP Berger Eugène
DÉI GRÉNG Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Loschetter Viviane (pour le volet Formation professionnelle)
ADR Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle s'est réunie à 28 reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 15 octobre 2008, la Commission a adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. John Castegnaro et concernant le **projet de loi 5805** portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Par le biais de ce projet de loi est modifié le Code du Travail en ce qui concerne son volet portant sur la formation continue.

Lors de la même réunion, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le **projet de loi 5622** portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Le 12 novembre 2008, la Commission a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur des amendements gouvernementaux et sur un amendement parlementaire pour adopter ensuite le projet de rapport établi par le rapporteur M. John Castegnaro. Le projet de loi sous rubrique restructure le système de formation professionnelle.

La Commission a consacré de nombreuses réunions aux projets de loi relatifs à la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Ainsi, dans sa réunion du 29 octobre 2008, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur le **projet de loi 5758** relative à l'obligation scolaire. C'est le 7 janvier 2009 qu'est adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich. Le texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de onze années à douze années. L'obligation scolaire prend désormais son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours.

Le 3 décembre 2008, la Commission a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5759** portant organisation de l'enseignement fondamental. Dans sa réunion du 14 janvier 2009, elle a adopté le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer. Le projet de loi institue l'enseignement fondamental comprenant neuf années de scolarité, réparties en quatre cycles d'apprentissage. Le premier cycle englobe une année d'éducation précoce dont la fréquentation est facultative et deux années d'éducation préscolaire faisant partie de l'obligation scolaire. Les deuxième, troisième et quatrième cycles constituent l'enseignement primaire. Le projet fixe le cadre de l'organisation et des objectifs pédagogiques de l'enseignement fondamental et en définit également les structures administratives et gestionnaires.

Pour ce qui est du **projet de loi 5760** concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et élaboré une série d'amendements dans ses réunions des 19 et 26 novembre 2008, ainsi que des 1er et 3 décembre 2008. Le 7 janvier 2009, elle s'est penchée sur l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et a formulé une nouvelle proposition d'amendement. Le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 14 janvier 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer est adopté. Le projet de loi sous rubrique crée un corps du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, définit les conditions d'admission, de nomination et d'affectation du personnel de cet ordre d'enseignement et contient des dispositions quant à la discipline, aux remplacements et à la planification des besoins.

Le 8 décembre 2008, en remplacement de M. Fernand Diederich, M. Jos Scheuer a été désigné rapporteur du **projet de loi 5847** portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovtion pédagogiques



et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Dans la même réunion, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat, avant d'adopter le projet de rapport le 7 janvier 2009. Réorganisant le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), ce projet de loi constitue en quelque sorte le quatrième pilier de la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Dans sa réunion du 8 décembre 2008, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5787** portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle, 3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Le 4 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5975** portant création d'une Ecole de la 2e chance. Dans ses réunions du 16 février 2009 et du 4 mars 2009, elle a procédé à l'examen des articles. Le 2 avril 2009, elle a analysé l'avis du Conseil d'Etat et adopté une série d'amendements. Le 23 avril 2009 a été examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. A la même occasion, le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été approuvé. Le projet de loi a pour objet de créer une base légale pour la mise en œuvre d'une nouvelle structure d'enseignement à l'intention de tous les élèves qui, pour des raisons d'échec scolaire, de mauvais choix au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle ou de manque de motivation, ont décroché des classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Il s'agit ainsi de leur donner une 2e chance éducative.

Au cours de la réunion du 4 mars 2009 a été présenté le **projet de loi 5909** modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer: 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer. A la même occasion, la Commission s'est penchée sur le texte du projet de loi, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 11 mars 2009, le projet de rapport établi par le rapporteur M. Roger Negri est adopté. Le projet de loi prévoit que le lycée de Mamer pourra désormais organiser des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire. Dans ce contexte, il est proposé que l'établissement scolaire porte dorénavant la dénomination de «Lycée» au lieu de «Lycée technique».

Le **projet de loi 5883** modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée», a été présenté le 11 mars 2009. Dans la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, travaux qu'elle a poursuivis le 24 mars 2009. C'est le 2 avril 2009 que le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été adopté. Le projet de loi a pour objet de compléter l'offre scolaire du lycée-pilote dénommé «Neie Lycée» par la mise en place d'un cycle supérieur. Ce «cycle de formation» comprend la division supérieure de l'enseignement secondaire, à l'exception de la classe polyvalente, et les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique. L'extension de la scolarité au «Neie Lycée» par la création d'un cycle de formation et l'augmentation du nombre des élèves en résultant conduisent à des besoins supplémentaires en personnel enseignant, socio-éducatif, administratif et technique. Par ailleurs, le projet de loi prévoit un renforcement du personnel pour les besoins de l'internat de l'«Atert-Lycée» par l'engagement de six fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué.

Dans ses réunions des 11 et 24 mars 2009, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5884** portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. A la même occasion, elle a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 29 avril 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer a été adopté. Le projet de loi vise tout d'abord à donner à l'Institut national des langues (INL), successeur du Centre de langues Luxembourg (CLL) actuel, l'autonomie dont il a besoin pour se développer et pour réagir de manière flexible et rapide aux changements démographiques du pays. En même temps, il établit une structure administrative avec une direction adaptée à la taille de l'établissement et à l'envergure de ses missions. De plus, le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise.

2) Dossiers européens

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la Commission a examiné six documents européens concernant les sujets suivants: le cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation, les expériences faites dans le cadre de l'initiative «eLearning» mise en route en 2000, l'évaluation externe du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, l'évaluation finale du programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation, le fonctionnement du système des écoles européennes et la Fondation européenne pour la formation.

3) Sujets généraux, échanges de vues et visites

Dans ses réunions des 22 et 29 octobre 2008, la Commission a mené une discussion sur le **cours d'instruction religieuse et morale, le cours de formation morale et sociale et l'éducation aux valeurs dans le système scolaire luxembourgeois**.

Le 4 février 2009, Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a présenté les conclusions d'un **projet pilote d'orientation scolaire professionnelle** lancé en 2007-2008 dans quatre lycées et lycées techniques du pays.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ainsi que de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Suite à une demande du groupe politique «déi gréng», une entrevue avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur la **mise en vigueur de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental** a eu lieu au cours de la réunion du 26 mars 2009.

Le 1er avril 2009, la Commission a visité l'établissement **«Eis Schoul»** à Luxembourg-Kirchberg, école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Le même jour, elle s'est aussi renseignée sur le **projet «schoul.ID»** mis en œuvre à Berchem, dans la commune de Roeser.

Enfin, le 20 mai 2009, la Commission a procédé à une visite de l'**école préscolaire et primaire de Bourglinster** qui est une des cinq écoles du pays appelées **«écoles en mouvement»**. A l'instar des écoles de Schifflange, Beaufort, Roodt-Syre et Grosbous, l'école de Bourglinster, dès l'année scolaire 2008-2009, a commencé à mettre en pratique certains éléments de la réforme de l'enseignement fondamental.



Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Sunnen Fred (CSV)	
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
	DP	Brasseur Anne
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture s'est réunie à onze reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 18 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5693** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006. A la même occasion a été présenté le **projet de loi 5878** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006. La Commission a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur des deux projets susmentionnés, avant de procéder à l'analyse du texte des projets de loi et des avis respectifs du Conseil d'Etat. Les projets de rapport ont été adoptés le 4 mars 2009.

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Il a été lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier. Etant donné que le système GALILEO sera un système mondial, la coopération internationale constitue un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. Ainsi, la République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Quant à l'accord de coopération avec le Royaume du Maroc, signé le 12 décembre 2006 à Bruxelles, il permettra aux entreprises marocaines d'acquérir une expertise dans une nouvelle génération de systèmes fondés sur la radionavigation par satellite. S'y ajoute la création d'un nombre considérable d'emplois à moyen terme.

Le **projet de loi 5866** portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003, a été présenté le 18 février 2009. Au cours de la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat. Le rapport établi par le président-rapporteur M. Fred Sunnen a été adopté le 4 mars 2009.

L'Institut Forestier Européen a été créé en 1993 pour renforcer la coopération scientifique européenne en matière forestière et pour stimuler la prise en compte de la recherche forestière au niveau européen. Après dix ans d'existence, l'Institut a décidé de poursuivre son internationalisation en changeant de statut pour devenir une organisation internationale dont les nouveaux membres sont des pays, tandis que les anciens membres - organismes à caractère scientifique, pédagogique, industriel ou commercial - deviennent membres associés. La nouvelle convention a été signée en 2003 par 20 pays dont le Luxembourg. Elle est entrée en vigueur le 4 septembre 2005.

Dans sa réunion du 4 mars 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5865** portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007. Le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat ayant été analysés à la même occasion, le projet de rapport établi par la rapportrice Mme Martine Stein-Mergen est adopté le 2 avril 2009.

Notons que l'Accord de coopération entre le Luxembourg et le Laos porte sur la coopération dans les domaines de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur. L'accord est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par reconduction tacite pour une période indéterminée.



Au cours de la réunion du 10 mars 2009, sur base d'un relevé des points donnant lieu à des problèmes de nature juridique, la Commission s'est livrée à un échange de vues au sujet du **projet de loi 4715** relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel.

Lors de la réunion du 25 mars 2009, la Commission a désigné M. Marcel Oberweis comme rapporteur du **projet de loi 5876** portant organisation de l'enseignement supérieur, fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur. A la même occasion, la Commission a examiné le texte du projet à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat et a adopté une série d'amendements. Le 22 avril 2009, elle a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le projet de rapport dans sa réunion du 29 avril 2009.

L'objet du projet de loi précité est de compléter la réforme de l'enseignement universitaire et supérieur luxembourgeois, réforme entamée par la mise en vigueur de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le projet vise, d'une part, à accorder une nouvelle assise légale au brevet de technicien supérieur qui sanctionne un cycle d'études d'une durée de deux ans et, d'autre part, à régler, par le biais de l'accréditation, les conditions préalables à l'établissement au Luxembourg d'organismes d'enseignement supérieur publics et privés, luxembourgeois et étrangers, dispensant un enseignement universitaire qui conduit à la délivrance d'un diplôme.

Le **projet de loi 5921** ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service a été présenté à la Commission dans sa réunion du 25 mars 2009. Dans cette même réunion, la Commission a désigné son président, M. Fred Sunnen, comme rapporteur et elle s'est penchée sur le texte gouvernemental, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 2 avril 2009, la Commission a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé lors de la réunion du 22 avril 2009 et le projet de rapport a été adopté le 29 avril 2009.

Ce projet de loi a pour objet de transposer en droit national plusieurs dispositions de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un Etat membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre Etat membre avec les mêmes droits que les nationaux.

2) Sujets généraux et échanges de vues

Le 27 novembre 2008, dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5898** relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval, ainsi que le **projet de loi 5897** relatif à la construction de la Maison du Savoir sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'enseignement, de l'administration centrale et du rectorat de l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte a pu être menée une **discussion sur le concept de «Cité des Sciences»**.

Au cours de la réunion du 10 mars 2009, suite à l'interpellation de M. Ben Fayot et au vote unanime d'une motion en date du 23 octobre 2008, la Commission a dressé un état des lieux concernant la **question de la Bibliothèque nationale de Luxembourg**. A la même occasion, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche a fourni des renseignements concernant le **statut de l'artiste professionnel**, renseignements sollicités le groupe politique DP le 4 décembre 2008. En outre, suite à des demandes du groupe politique «déi gréng» datant du 31 août 2007, du 5 octobre 2007 et du 25 février 2008, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche et M. Patrick Sanavia, directeur du Service des Sites et Monuments nationaux, ont apporté des précisions au sujet du fonctionnement et de la composition du **Service des Sites et Monuments nationaux**.

Dans la réunion du 12 mars 2009, des membres du **Comité d'évaluation externe de l'Université du Luxembourg** ont présenté les résultats de leur évaluation et se sont livrés à un échange de vues avec les membres de la Commission.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ensemble avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Enfin, le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture.



Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV), Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
LSAP Angel Marc, Schneider Romain
DP Berger Eugène, Goerens Charles
ADR Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 18 occasions.

Au cours de la réunion du 16 octobre 2008, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5819 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Les membres de la Commission ont en outre débuté les travaux parlementaires concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, en désignant Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet et en examinant le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d' Etat.

En date du 28 octobre 2008, conjointement avec la Commission des Transports, la Commission des Travaux publics et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter les avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers».

Lors de la réunion du 03 novembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont examiné la prise de position du Mouvement écologique au sujet de projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, puis ils ont adopté une série d'amendements à ce projet de loi. Ils ont en outre examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Au cours de la réunion du 19 novembre 2008, la Commission de l'Environnement a adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. En outre, elle a entamé les travaux parlementaires relatifs au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, en désignant M. Roger Negri Rapporteur et en analysant le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 644 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché):
- COM (2008) 645 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Combattre la déforestation et la dégradation des forêts pour lutter contre le changement climatique et la diminution de la biodiversité):
- COM (2008) 651 (Communication de la Commission – Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs assignés au titre du Protocole de Kyoto):
- COM (2008) 660 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Établissement du plan de travail 2009-2011 dans le cadre de la directive sur l'écoconception).

Lors de la réunion du 03 décembre 2008, la commission parlementaire a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

En date du 15 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ils ont par ailleurs examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Pour finir, un nouvel amendement parlementaire au projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux a été adopté.



Le 09 février 2009, Monsieur le Ministre de l'Environnement a présenté aux membres de la commission parlementaire les plans d'action de lutte contre le bruit à élaborer par le Luxembourg en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La Commission de l'Environnement a en outre examiné le projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (Projet de loi 5903).

Lors de la réunion du 09 mars 2009, la commission parlementaire a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

En outre, les membres de la Commission ont examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Ils ont par ailleurs discuté les documents européens suivants:

- COM (2008) 748 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Surveillance mondiale de l'environnement et de la sécurité (GMES): le souci d'une planète plus sûre):
- COM (2008) 773 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative à l'application du droit communautaire de l'environnement):
- COM (2008) 768 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Énergie éolienne en mer: réaliser les objectifs de politique énergétique à l'horizon 2020 et au-delà):
- COM (2008) 809 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 810 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 811 (Livre Vert sur la gestion des biodéchets dans l'Union européenne):
- COM (2008) 812 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des voitures particulières dans les stations-service).

En date du 12 mars 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont adopté deux projets de rapports, à savoir celui relatif au projet de loi 5819 et celui relatif au projet de loi 5877. Ils ont en outre entamé les travaux parlementaires relatifs à deux nouveaux projets de loi: le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Dans les deux cas, ils ont désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet, puis examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Ils ont encore procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre Lucien Lux concernant les mesures anti-crise à prendre dans le domaine de l'environnement.

Au cours de la réunion du 25 mars 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues concernant le rapport annuel du Médiateur (2007-2008).

En date du 1er avril 2009, ils ont adopté une prise de position au sujet du rapport annuel du Médiateur. Ils ont en outre procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 838 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°1080/2006 sur le Fonds européen de développement régional et portant sur l'éligibilité des investissements en efficacité énergétique et énergies renouvelables liées au logement):
- COM (2008) 864 (Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions – Evaluation à miparcours de la mise en œuvre du plan d'action communautaire en faveur de la diversité biologique):
- COM (2008) 875 (Rapport de suivi de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la communication sur la rareté de la ressource en eau et la sécheresse dans l'Union européenne):
- COM (2009) 9 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Surveillance des émissions de CO_2 des voitures particulières dans l'UE: données concernant les années 2005, 2006 et 2007):
- COM (2009) 27 (Proposition de décision du Conseil définissant la position à adopter au nom de la Communauté européenne, en ce qui concerne les propositions de modification des annexes A, B et C de la convention de Stockholm, lors de la quatrième conférence des parties du 4 au 8 mai 2009):
- COM (2009) 39 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague):
- SEC (2008) 3104 (Commission Staff working document - Integrated climate change research following the release of the 4th Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) and most recent research developments);
- SEC (2009) 102 (Commission Staff working document accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European economic and social Committee and the Regions Committee - Towards a comprehensive climate change agreement in Copenhagen - Additional background information);
- SEC (2009) 53 (Commission Staff working document analysing the replies to the Green Paper on market-based instruments for environment and related policy purposes);
- Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre:
- COM (2009) 82 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Une approche communautaire de la prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine).

Au cours de la réunion du 06 avril 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont examiné l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5888 relative à la chasse, ainsi que les avis complémentaires du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et au projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 15 avril 2009, la Commission de l'Environnement a adopté deux projets de rapports, le premier concernant le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le second concernant le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 23 avril 2009, la commission parlementaire a entamé ses travaux relatifs au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. Elle a désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet puis examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Au cours de la réunion du 30 avril 2009, il a été procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. En outre, les membres de la Commission se sont vus présenter le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 30 avril 2009 et conjointement avec la Commission des Travaux publics, la Commission de l'Environnement a procédé à l'examen du projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, ainsi qu'à l'avis du Conseil d'Etat y afférent.

Au cours de la réunion du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter la nouvelle nomenclature des établissements classés, puis elle a continué son échange de vues sur le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement et la Commission des Travaux publics ont adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Présidente:	Frank Marie-Josée (CSV)	
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP), Bettel Xavier (pour les volets Egalité des chances et Jeunesse depuis le 20/12/2007) (DP)	
Membres:	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Arendt épouse Kemp Nancy, Schaaf Jean-Paul
	LSAP	Angel Marc (sauf pour le volet Egalité des chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Err Lydie (pour le volet Egalité des chances), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
	DP	Berger Eugène, Etgen Fernand (pour le volet Famille)
	DÉI GRÉNG	Loschetter Viviane
	INDEP	Jaerling Aly



En ce qui concerne les volets «Famille» et «Jeunesse»:

La Commission a commencé la session parlementaire par un échange de vues avec la Ministre de la Famille et le Ministre de la Justice au sujet du système des chèques-service.

Elle a consacré une réunion à la présentation et la discussion du Rapport 2008 de l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand).

Une autre réunion, auxquelles se joignaient la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, était destinée à la présentation et à la discussion de l'étude sur le Girls' Day-Boys' Day 2008 par Mme Christa Brömmel du Centre d'information et de documentation des femmes «Thers Bodé» (CidFemmes) et le Dr. Anette Schumacher de l'Université du Luxembourg.

Les représentants de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) ont été reçus par la Commission pour une entrevue au sujet des résultats de la Convention des Jeunes «A toi la parole!» du 21 novembre 2008.

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Projets de loi:

La Commission a achevé au cours de deux réunions les travaux concernant le **projet de loi 5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg** (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank), par l'examen du deux-

ième avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg)*

Les travaux relatifs au **projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance et à la famille** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) se sont terminés par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille*)

Au cours de cinq réunions jointes avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission a continué ses travaux concernant le **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), en examinant l'avis et l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant le projet de rapport.

La Commission a encore examiné le **projet de loi 5937 autorisant la participation de l'Etat à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval** (Rapportrice: Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (*Loi du 28 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval*) et le **projet de loi 5985 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) (*Loi du 19 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden*).

En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

Une réunion était consacrée à la présentation des textes communautaires suivants:

- COM (2008) 530-1 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 530-2 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, du protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 503 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Rapport d'évaluation final de la stratégie-cadre et du programme d'action communautaire concernant la stratégie communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2006);
- COM (2008) 635 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Redoubler d'efforts pour mieux concilier vie professionnelle, vie privée et vie de famille;
- COM (2008) 636 Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante et abrogeant la directive 86/613/CEE;
- COM (2008) 638 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Mise en œuvre des objectifs de Barcelone concernant les structures d'accueil pour les enfants en âge préscolaire.

La préparation de la Journée internationale de la femme s'est étendue sur quatre réunions avec, comme sujet, l'analyse des recommandations du Comité CEDAW de l'ONU relatives au 5e rapport périodique du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW).

Projets de loi:

La Commission a terminé ses travaux relatifs au **projet de loi 5874 portant sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) (*Loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile*).



Commission des Finances et du Budget



Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:

CSV	Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
DP	Meisch Claude
DÉI GRÉNG	Bausch François
ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission s'est réunie à 44 reprises.

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2009:

Le rapporteur du budget 2009, M. Norbert Haupert, a été nommé le 16 septembre 2008. L'examen du projet de budget pour 2009 (document parlementaire 5900) a débuté le 2 octobre 2008 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la Commission en date du 27 novembre 2008.

En tout, la Commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget. Les deux premières réunions (celles du 2 et du 7 octobre 2008) ont eu lieu dans le cadre de la session 2007-2008. Les neuf réunions suivantes ont eu lieu au cours de la session 2008-2009.

(La Commission avait consacré 9 réunions au budget au cours de l'année précédente).

- Le 7 octobre 2008, la Commission a entendu l'Administration des Contributions Directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat;
- Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques aux membres de la Commission le 17 octobre et le 21 novembre 2008;
- Le 31 octobre 2008, les membres de la Commission ont eu un échange de vues avec les représentants du Conseil Supérieur du Développement durable;
- Le 11 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale;
- La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 13 novembre 2008.
- La Commission a entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2009 le 14 novembre 2008.
- La Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et les avis des chambres professionnelles lors de sa réunion du 18 novembre 2008.
- Le 20 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la situation et de l'évolution financière des communes.

Visites et échanges de vues:

Durant les trois premiers mois de l'année, la Commission a effectué un certain nombre de visites de travail auprès de ses homologues des Parlements suisse, autrichien et français.

- Une délégation de six membres de la Commission s'est ainsi déplacée à Berne les 12 et 13 janvier 2009.
- Une deuxième visite de travail a été effectuée à Paris les 4 et 5 mars 2009, afin de rencontrer une délégation de députés et de sénateurs français.
- Enfin la troisième visite avait pour objet de rencontrer une partie des membres des Commissions des Finances du *Nationalrat* et du *Bundesrat* à Vienne le 29 et le 30 mars 2009

Le 17 novembre 2008 la Commission a eu un échange de vues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget au sujet de l'évolution de la crise financière internationale.

L'entrevue du 20 décembre 2008 avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avait pour objet de faire le point sur l'évolution des dossiers de certains établissements financiers en relation avec la crise financière.

Le 8 janvier 2009, La Commission des Finances et du Budget a assisté à une entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget sur la proposition de modification de la directive sur la fiscalité de l'épargne.

Le 15 janvier 2009, la Commission a reçu des représentants de l'Association des Cadres Fonctionnaires de la Douane dans le cadre d'une entrevue au sujet du projet de loi 5901 (Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises).

Un certain nombre d'entrevues (notamment celles du 11 et du 13 mars ainsi que celle du 7 avril 2008) avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avaient comme sujet le secret bancaire ou l'échange d'informations et les listes publiées par l'OCDE.

Par ailleurs, dans le contexte de la crise économique et financière, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont organisé un certain nombre d'entrevues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget afin de faire le point sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire. Ces réunions ont eu lieu le 12 février, le 11 mars, le 7 avril, le 12 mai et le 5 juin 2009. Le principe d'une réunion mensuelle devrait être maintenu tout au long de la session 2009-2010.

Autres travaux et projets de loi traités:

La Commission des Finances et du Budget a examiné les documents européens qui lui ont été attribués au cours de quatre réunions.

Le projet de loi 5815 *relative au système des ressources propres des Communautés européennes* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 23 octobre 2008. Lors de cette réunion, le projet de rapport (rapporteur M. Lucien Thiel) a été présenté et adopté.

Le projet de loi en question a pour objet d'approuver la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013 et de remplacer, une fois la décision 2007/436/CE en vigueur, la loi du 31 janvier 2002 relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2000-2006.

Le projet de loi 5745 *portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financier* a fait l'objet d'une réunion, le 23 octobre 2008.

Cet accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre auto-

rités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières. Lors de la réunion du 23 octobre, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat. Par ailleurs, ils ont examiné et adopté le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar).

La Commission a consacré cinq réunions au projet de loi 5924 *portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.*

Les mesures prévues par le projet de loi sous rubrique s'inscrivent dans la continuité de la politique fiscale décidée en 2007 et s'appliquant à partir du 1er janvier 2008, à savoir la réduction générale de la pression fiscale et l'introduction du boni pour enfant.

Au niveau des personnes physiques, le projet de loi propose une adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 9%.

Le boni pour enfant a introduit l'impôt négatif au Luxembourg en favorisant notamment les enfants des ménages ne payant aucun ou peu d'impôt sur le revenu. Ce changement fiscal de cap est continué en 2009 par l'introduction de plusieurs crédits d'impôt.

Au niveau des entreprises, le projet de loi entend favoriser, en dehors de l'abolition du droit d'apport et de l'adaptation tarifaire, la distribution des dividendes du Luxembourg vers les sociétés mères étrangères.

Par ailleurs il entend encore soutenir davantage le mécénat et la philanthropie tant des personnes physiques que des collectivités par des adaptations fiscales.

A l'origine le projet de loi prévoyait en outre de modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire. Or, la Commission des Finances et du Budget a proposé la suppression dans le projet de loi des dispositions relatives à l'adaptation de la législation fiscale aux nouvelles normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards, IFRS) et de la modification du système de garantie de dépôts et de créances et autres instruments d'investissement. Cet amendement a été essentiellement motivé par la crise financière qui rend nécessaire une analyse approfondie des répercussions inhérentes et intrinsèques.

Le projet de rapport a été présenté et adopté (rapporteur M. Laurent Mosar) lors de la réunion du 12 décembre 2008.

Le projet de loi 5913 *portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement* a été examiné au cours de cinq réunions.

L'objectif de ce projet de loi est de transposer en droit national la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux et d'abroger le droit d'apport avec effet au 1er janvier 2009. Un autre objectif du projet de loi sous rubrique est de réviser le régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 12 décembre 2008.

L'objet du projet de loi 5902 *approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international* consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement et dans l'approbation de deux amendements au statut du Fonds monétaire international. Le premier amendement vise à élargir le pouvoir d'investissement et le deuxième à réformer la gouvernance du Fonds monétaire international. Ce projet de loi a fait l'objet de deux réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5757 *ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;- la loi générale des impôts ("Abgabenordnung");- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes;- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 9 décembre 2008.

Ce projet de loi a pour objet d'établir les bases légales pour une coopération intensifiée entre l'Administration des Contributions Directes et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il fait partie d'un ensemble de mesures visant à améliorer sur le plan national les capacités d'actions des deux administrations dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Il s'agit de renforcer le dispositif légal afin de permettre un échange d'informations efficace entre ces administrations en vue de la détermination surtout des impôts budgétairement les plus importants, à savoir l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des collectivités, la TVA et les droits d'enregistrement. A noter que l'Administration des Douanes et Accises est également pleinement associée à la coopération avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Le projet de loi crée également le cadre légal pour un échange de données entre les administrations fiscales, d'un côté, et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, le STATEC, le Centre Commun de la Sécurité Sociale, le Ministère des Transports, la Caisse Nationale des Prestations Familiales, le Fonds National de Solidarité et l'Inspection du Travail et des Mines de l'autre côté. En effet, ces administrations détiennent des informations nécessaires à l'établissement correct et au recouvrement des différents impôts et taxes relevant des compétences des administrations fiscales.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5901 *portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises* propose de réorganiser les cadres de l'Administration des douanes et accises à travers une modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises.

Le projet de loi complète l'ensemble des mesures destinées à renforcer progressivement les moyens d'action des administrations fiscales dont le bon fonctionnement est indispensable à la conduite des affaires publiques par le pouvoir exécutif. Après y avoir consacré les réunions du 15 et du 20 janvier, les membres de la Commission ont adopté le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) le 16 avril 2009.

L'objet du projet de loi 5880 *relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce* est d'autoriser le Gouvernement à dépenser pour la période 2006 à 2014 un montant maximum de 29.658.000.- euros pour la mise en place d'un système informatisé permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelé «Paperless Douanes et Accises (PLDA)». Ce projet de rapport a fait l'objet de trois réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré deux réunions au projet de loi 6009 *modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.* Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre du plan de relance adopté par le Gouvernement en vue de faire face à la crise économique.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance dans le secteur du bâtiment, le présent projet de loi envisage de modifier les articles 26 (Fonds d'investissements publics) et 29 (Fonds des routes) de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

La modification susmentionnée est la suite logique de la modification de l'article 80 (1) c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat qui porte le seuil pour les réalisations de projets d'infrastructure au profit de l'Etat de 7.500.000 euros à 40.000.000 euros (cf. projet de loi N°6011A). En conséquence bon nombre de projets prévus par le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics et du fonds des routes ne nécessitent dorénavant plus le vote, par la Chambre des Députés, d'une loi spéciale d'autorisation, indispensable jusqu'à maintenant pour les projets d'investissement dépassant le seuil de 7.500.000 euros.

C'est la raison pour laquelle des projets, dont le montant d'investissement se situe entre 7,5 et 40 millions d'euros et qui étaient en attente d'une loi spéciale tout en étant prêts à être mis en adjudication, sont ajoutés aux articles 26 respectivement 29 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

Le projet de rapport (rapporteur M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

Le projet de loi 6011A *portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat* fait également partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros.

En pratique, les seuils préalablement applicables se sont révélés être relativement bas. Par conséquent les nouvelles constructions



d'envergure moyenne de l'Etat, ainsi que de nombreuses rénovations ou réhabilitations nécessitaient le vote d'une loi d'autorisation.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009

Le projet de loi 6011B *portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financie* a été examiné lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 30 avril 2009.

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans sa partie relative à la protection des dépôts bancaires.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il est prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts.

Ces changements visent en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré une réunion au projet de loi 5936 *portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/ CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance, – et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit*.

Le projet de loi a pour objet de transposer, en ce qui concerne les établissements de crédit, la directive 2006/46/CE modifiant les directives concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, les comptes consolidés, les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance. La transposition est effectuée moyennant une adaptation de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit.

La directive 2006/46/ CE a pour objectif de faciliter l'investissement transfrontalier, d'améliorer la comparabilité des états financiers et des rapports de gestion dans toute l'Union européenne et de renforcer la confiance du public envers ces publications par l'insertion d'informations spécifiques, de meilleure qualité et au contenu cohérent.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

Par ailleurs, la Commission des Finances et du Budget a poursuivi son travail en relation avec la conclusion de conventions contre la double imposition. Les quatre conventions suivantes s'inscrivent dans la liste des nombreuses conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier.

- Le projet de loi 5862 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007* a fait l'objet de deux réunions.

La convention sous rubrique offrira des opportunités d'investissements aux entreprises désirant s'implanter à Hong Kong, ainsi qu'aux entreprises originaires de la RAS de Hong Kong et de Chine désirant investir au Luxembourg.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 4 décembre 2008.

- La Commission a consacré trois réunions au projet de loi 5767 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

- Le projet de loi 5799 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006* a été examiné au cours de la réunion de la Commission du 23 avril 2009.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009.

- Au cours de sa réunion du 23 avril, la Commission a également examiné le projet de loi 5948 *portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications



Président:	Thiel Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP), Etgen Fernand (DP)	
Membres:	CSV	Meyers Paul-Henri, Roth Gilles, Weydert Raymond
	LSAP	Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
	DP	Berger Eugène
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à onze occasions.

Le 27 octobre 2008, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 106 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant un programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication);
- COM (2008) 207 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la protection des consommateurs, et en particulier des mineurs, en ce qui concerne l'utilisation des jeux vidéo);
- COM (2008) 313 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: faire progresser l'Internet - Plan d'action pour le déploiement du protocole Internet IPv6 en Europe);
- COM (2008) 334 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Évaluation finale du programme eTEN);
- COM (2007) 833 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une approche européenne de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique).

Lors de la réunion du 24 novembre 2008, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues avec des représentants de LuxTrust S.A. Elle a par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 579 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative aux conclusions du réexamen du fonctionnement du règlement (CE) N°717/2007 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et modifiant la directive 2002/21/CE);
- COM (2008) 580 (Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°717/2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et la directive 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 594 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur les réseaux et l'internet du futur).

Lors de sa réunion du 1er décembre 2008, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public. En outre, Monsieur Paul-Henri Meyers a été désigné Rapporteur du projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

La commission parlementaire a entamé l'examen dudit projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Elle a ensuite examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, puis elle a procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 481 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Huitième communication relative à l'application des articles 4 et 5 de la directive 89/552/CEE "Télévision sans frontières", telle que modifiée par la directive 97/36/CE, pour la période 2005-2006);
- COM (2008) 572 (Communication de la Commission au Parle-



ment européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur le deuxième réexamen de la portée du service universel dans les réseaux et services de communications électroniques, conformément à l'article 15 de la directive 2002/22/CE).

Au cours de la réunion du 8 décembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre des Communications sur les conclusions du "Conseil Télécommunications" du 27 novembre 2008. Ils ont en outre adopté les projets de rapport relatifs aux projets de loi suivants:

- Projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public;
- Projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

En date du 12 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues sur le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 703 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Procurer les avantages du marché unique en renforçant la coopération administrative);
- COM (2008) 720 (Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Autorité européenne du marché des communications électroniques);
- COM (2008) 723 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) N°2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs).

Lors de la réunion du 19 janvier 2009, les membres de la Commission ont adopté une série d'amendements parlementaires concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 724 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux et services de communications électroniques ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques);
- C (2008) 5925 (Recommandation de la Commission du 15.10.2008 concernant les notifications, délais et consultations prévus par l'article 7 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 804 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - « Vers une société de l'information accessible »);
- COM (2008) 845 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Cadre juridique pour les réseaux et les services de télévision mobile: Meilleures pratiques en matière d'autorisation – le modèle de l'Union européenne).

En date du 2 mars 2009, la Commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Elle a ensuite adopté le projet de rapport y relatif. En outre, la Commission a examiné le projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a également nommé Monsieur Paul-Henri Meyers Rapporteur de ce projet de loi.

Le 16 mars 2009, la Commission a adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat. Elle a en outre examiné le document européen COM (2008) 892 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant le programme *MEDIA Mundus* de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers).

Le 30 mars 2009, les membres de la Commission ont entamé leurs travaux relatifs au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information. Ils ont nommé Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du texte puis discuté le projet de loi. Par ailleurs, ils ont examiné le document européen COM (2009) 64 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Evaluation finale de la mise en œuvre du programme communautaire pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre de l'internet et des nouvelles technologies en ligne).

En date du 22 avril 2009, la commission parlementaire a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information; elle a ensuite adopté le projet de rapport y afférent. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 103 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Améliorer l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication);
- COM (2009) 116 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une stratégie pour la R&D et l'innovation en matière de TIC en Europe : passer à la vitesse supérieure).

Au cours de la réunion du 5 mai 2009, la Commission a désigné Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du projet de loi 6012 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original. Elle a ensuite examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, puis elle a adopté le projet de rapport afférent. En outre, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 108 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Infrastructures TIC pour la science en ligne);
- COM (2009) 140 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – 14e Rapport d'avancement sur le marché unique européen des communications électroniques).

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Doerner Christine, Sauber Marcel, Weydert Raymond
	LSAP	Err Lydie, Negri Roger
	DP	Helminger Paul
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves



a) **6030** - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

La Commmission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une dizaine de réunions (22 et 29 octobre, 26 novembre 2008,14 et 28 janvier, 11 février, 11, 18 et 25 mars, 1er avril 2009) aux discussions relatives à un nouvel ordonnancement de la Constitution.

Elle a entre autres revu les articles de la Constitution à l'aide de tableaux synoptiques qui lui ont permis finalement d'aboutir au dépôt du document parlementaire 6030 le 21 avril 2009.

b) **5458** - Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat (Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission a consacré une réunion aux suites à réserver au projet de loi 5458.

c) **5967** - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution (Rapporteur : Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission parlementaire a examiné non seulement le projet de révision en question, mais également l'avis du Conseil d'Etat afférent. Finalement elle a adopté son rapport le 10 décembre 2008. A la suite des deux votes constitutionnels (11 décembre 2008 et 12 mars 2009), le projet sous rubrique a abouti à la loi du 12 mars 2009 (Mém. A N°43 de 2009).

d) **6025** - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne (Auteur : Monsieur Jacques-Yves Henckes)

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une réunion à la discussion de la proposition de révision 6025.

e) Echange de vues sur les modifications éventuelles à apporter à la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Commission juridique

Présidente: Doerner Christine (CSV)
Vice-Présidents: Err Lydie (LSAP), Bettel Xavier (DP)
Membres:
CSV Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent, Roth Gilles
LSAP Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
DP Flesch Colette
DÉI GRÉNG Braz Félix

Sous-Commission «Divorce» de la Commission juridique

Présidente: Doerner Christine (CSV)
Membres:
LSAP Err Lydie
DP Flesch Colette
DÉI GRÉNG Braz Félix
ADR Henckes Jacques-Yves

I. résumé des travaux législatifs pour la session 2008-2009

a) **5155** Projet de loi portant réforme du divorce

- présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat du 16 mars 2004 (réunion du 15 octobre 2008)

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 5 mai 2009

En date du 22 octobre 2008, il a été décidé d'instituer une sous-commission «Divorce».

Réunions de la Sous-commission «Divorce»

- 28 octobre, 11 et 12 novembre, 2 et 9 décembre 2008

- 13 et 30 janvier, 3 février, 24, 27 et 30 mars 2009

Le projet de loi 5867 et les propositions de loi 5285, 5304 et 5553 ont été examinés dans le cadre de la réforme du divorce.

b) **5867** Projet de loi relatif à la responsabilité parentale

Les **propositions de loi 5285** (M. Laurent Mosar), **5304** (M. Jacques-Yves Henckes) et **5553** (Mme Marie-Josée Frank et M. Laurent Mosar) sont examinées dans le cadre de l'examen du projet de loi 5867

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 31 mars 2009, 6 et 15 avril,

c) 5860 Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation:

(a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et

(b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'Instruction criminelle

Examen: réunions du 22 octobre, 12 et 19 novembre 2008

Adoption du rapport: 28 janvier 2009

d) **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Examen: réunion du 29 octobre 2009

Adoption du rapport: 12 novembre 2008

e) **5588** Projet de loi portant portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Examen: réunions du 29 octobre, 12 novembre 2008, 1er avril 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

f) **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Réunions: 10 septembre 2008

Adoption du rapport: 5 mars 2009

g) **5156** Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins

La **proposition de loi 4839** (M. Alex Bodry) est examinée dans le cadre du projet de loi 5156.

Examens: le 24 septembre, 19 novembre 2008, 9, 14, 28 et 29 janvier 2009, 4 et 11 février, 25 mars, 1er avril,

Adoption du rapport: 29 avril 2009

h) **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leur activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008 et 12 novembre 2008

Le projet de loi a été voté lors de la séance plénière du 20 novembre 2008

i) **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Réunions: 26 novembre 2008, 14 janvier 2009

j) **5730** Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915

concernant les sociétés commerciales

Réunions: 7 janvier 2009, 18 février,

k) **5660B** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. des articles 2273 et 2276 du Code civil

Réunions: 28 janvier 2009, 11 février 2009

l) 5848 Projet de loi portant modification:

1. de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3. de l'article 1046 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Réunion: 18 février 2009,

Adoption du rapport: 18 mars 2009

m) **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Réunion: 11 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

n) **5718** Projet de loi 1. Introduisant la responsabilité des personnes morales dans le

Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Réunion: 27 mars 2009

o) **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:



- Du Code d'instruction criminelle, et

- De la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police

Réunion: 25 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

p) **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes;

ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

– du Code du travail

Réunion: 1er avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

q) **5955** Projet de loi relative à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant: - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des pairs relatifs aux épreuves sportives

Réunion: 22 avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

*

A côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

II. échanges de vues

- échange de vues, suite à une lettre du groupe politique DP du 31 octobre 2008, avec Monsieur le Ministre de la Justice sur l'application de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise jusque fin décembre 2008 et sur la mise en œuvre de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise (le 12 novembre 2008),
- échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du conseil JAI des 26-27 février 2009 (11 mars 2009),
- échange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice relatif à l'information relatée par M. le Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg quant à la disparition de pièces à conviction dans le cadre de l'enquête dite «Bommeleeër» (18 mars 2009),

III. débat d'orientation

- sur demande du groupe politique «Déi Gréng», un débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle a été organisé.

Réunions: 29 janvier 2008, 13 et 20 février 2008, 7 mai 2008, 4 et 10 juin 2008

Adoption du rapport: 4 et 11 février 2009,

IV. visites

- visite du nouveau Centre Pénitentiaire de Nancy (le 28 novembre 2008)

V. examen de demandes en naturalisation

La Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation au cours des mois de septembre à décembre 2008. Il convient de souligner qu'avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2009 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, les demandes en naturalisation relèvent désormais de la compétence du Ministère de la Justice.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente:	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV), Wagner Carlo (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Frank Marie-Josée (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Meyers Paul-Henri, Santer Patrick (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Schaaf Jean-Paul (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909)
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP	Krieps Alexandre
	DÉI GRÉNG	Braz Félix (pour le volet Sécurité sociale), Huss Jean (sauf pour le volet Sécurité sociale)
	NDEP	Jaerling Aly

Au cours de la session 2008/2009, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans ses réunions des 16 et 23 octobre 2008, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et la proposition de loi 4909 sur le droit de mourir en dignité par l'euthanasie et l'assistance au suicide. Dans sa réunion du 30 octobre, la commission a adopté de nouveaux amendements. Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif à la proposition de la loi 4909. Dans la réunion du 4 décembre 2008, la commission a adopté le rapport complémentaire du projet de loi 5584 établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch ainsi que le rapport de la proposition de loi 4909 établi par les rapporteurs Mme Lydie Err et M. Jean Huss.

Dans la réunion du 13 novembre 2008, M. le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures. Suite à cette présentation, un échange de vues a eu lieu dans cette même réunion ainsi que dans celle du 29 janvier 2009.

Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi amendé 5839 modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, ainsi que les avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 11 décembre 2008, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans cette même réunion, la commission a encore examiné les projets de loi 5768 portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006 et 5885 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale ainsi que les avis y relatifs du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 11 décembre 2008 les rapports établis par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans la réunion du 4 décembre 2008 la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5941 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007. Dans cette même réunion, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 11 décembre 2008.

Dans cette même réunion du 4 décembre 2008, M. le Ministre Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de loi 5900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009 relatif aux départements de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans sa réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné la Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation en vue d'un test de subsidiarité de la COSAC avant d'adopter dans sa réunion du 29 janvier 2009 un avis.

Dans cette même réunion du 15 janvier 2009, le bilan intermédiaire de la mise en œuvre du plan d'action 2005 - 2009 en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie a été présenté à la commission par l'expert gouvernemental.

Dans la réunion du 29 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5920 portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 12 février 2009 le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch.

Dans cette même réunion, la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet loi 5925 portant modification: 1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, et 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. La commission a adopté des amendements relatifs à ce projet de loi. Dans sa réunion du 2 avril 2009, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 23 avril 2009, elle a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans ses réunions du 29 janvier et 12 février 2009 la commission a examiné le projet de loi 5856 relatif à l'hospitalisation sans leur



consentement de personnes atteintes de troubles mentaux et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 19 février 2009, la commission a examiné le projet de loi 5927 portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord" avant d'adopter, dans sa réunion du 19 mars 2009, le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, dans sa réunion du 19 février 2009, a désigné des rapporteurs concernant différentes directives européennes. Dans la réunion du 2 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice, a présenté à la commission les directives COM(2008) 414 - Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers et COM (2008) 415 - COMMUNICATION DE LA COMMISSION Un cadre communautaire relatif à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. Dans la réunion du 23 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice a présenté à la commission les documents COM/2008/0836 FIN - COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci et COM/2008/0837 FIN - Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci.

Dans sa réunion du 19 mars 2009, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale a présenté sa prise de position concernant le rapport d'activité du Médiateur (2007/2008) relative au volet Sécurité sociale

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la présidente Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale. Dans cette même réunion la commission a examiné le projet de loi 5552 ainsi que le projet de loi 5528 portant approbation - de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 - du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 2 avril 2009, le Gouvernement a présenté à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sa prise de position par rapport à l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5552.

Dans sa réunion du 23 avril 2009, M. le Ministre de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo a présenté le rapport de l'Inspection générale de la Sécurité sociale à l'intention du «Groupe de Réflexion Pensions» sur les mesures envisageables pour garantir la viabilité à long terme du système de pensions.



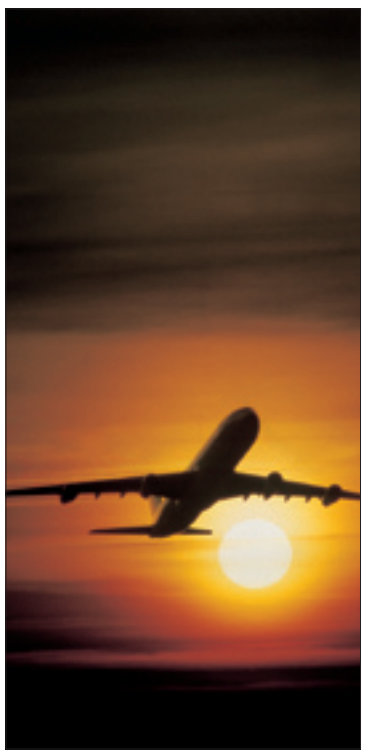
Commission des Transports

Président: Schreiner Roland (LSAP)
Vice-Présidents: Spautz Marc (CSV), Braz Félix (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Wolter Michel
LSAP Angel Marc, Negri Roger
DP Berger Eugène, Helminger Paul
ADR Koepp Jean-Pierre

Sous la présidence de M. Roland Schreiner, la Commission des Transports s'est réunie à neuf reprises durant cette ultime session parlementaire de la législature 2004-2009.

Ainsi, six projets de loi ont pu être examinés, voire amendés le cas échéant, et portés au vote de la Chambre des Députés. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet de modifier 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile; 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (*doc. parl. 5273),* votée le 7 mai 2009 et dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (*doc. parl. 5905),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, l'article 179 du Code d'instruction criminelle, et l'article 40 de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (*doc. parl. 5906),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (*doc. parl. 5968),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5710),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 22 juillet 2009 ayant pour objet A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires; B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire; C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et D) de modifier a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5824),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur.



La Commission des Transports ne s'est toutefois pas limitée au seul travail législatif. Ainsi, lors d'une réunion jointe, en date du 28 octobre 2008, la commission parlementaire a pris connaissance de l'avant-projet du plan sectoriel «Transports», tandis qu'une autre réunion jointe, le 9 mars 2009, lui a permis d'analyser des dépassements des crédits accordés en relation avec les projets d'infrastructure ferroviaire de la Gare de Luxembourg.

La commission a en outre consacré une réunion à la présentation du nouveau contrat de service public RGTR (Régime général des transports routiers) ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la renégociation des contrats avec la société CFL, d'une part, celui concernant la gestion de l'infrastructure ferroviaire et, d'autre part, ceux concernant le service public par rail et par route. Elle s'est par ailleurs appliquée, fin avril 2009, à une première évaluation de la mise en œuvre des recommandations retenues par le Plan d'action national pour la mobilité douce.

Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP), Krieps Alexandre (DP)
Membres:
CSV Clement Lucien, Kaes Ali, Spautz Marc
LSAP Schneider Romain, Spautz Vera
DP Etgen Fernand
DÉI GRÉNG Loschetter Viviane
INDEP Jaerling Aly



Au cours de la session 2008/2009, la Commission de Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 21 octobre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné le projet de loi 5886 portant: 1. introduction du congé linguistique; 2. modification du Code du travail et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat et elle a adopté des amendements.

Dans cette même réunion, la commission a également examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5144 contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau, 2. l'article L. 631-2 du Code du Travail. La commission, dans sa réunion du 29 octobre 2008, a adopté un texte coordonné et amendé. Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 29 octobre 2008, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a donné des explications concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Dans cette même réunion du 29 octobre 2008, M. Marcel Glesener a été désigné comme rapporteur du projet de loi 5943 modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi. Dans la réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans sa réunion du 9 décembre 2008 le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans cette même réunion, M. Ali Kaes a été désigné comme rapporteur du projet de loi 4942 portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 et concernant la problématique du détachement de travailleurs. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi.

Dans sa réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi 5853 portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du code du travail avant d'adopter dans sa réunion du 10 février 2009 le rapport présenté par M. le rapporteur Ali Kaes.

Dans sa réunion du 25 novembre 2008, le Médiateur M. Marc Fischbach a présenté le volet consacré à l'ADEM de son Rapport d'activité couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008. Dans la réunion du 3 février 2009, la commission a désigné M. le Président Marcel Glesener comme rapporteur pour avis. Dans sa réunion du 17 février, la commission a examiné l'avant-projet de rapport pour avis avant d'adopter, dans la réunion du 3 mars 2009, le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5886 portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 16 décembre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, en vue du Conseil européen des Affaires sociales du 17 décembre 2008, en particulier en ce qui concerne l'évolution du dossier «Aménagement du temps de travail».

Dans cette même réunion du 16 décembre 2008, la commission a également eu un échange de vues sur les premières «Journées Nationales de l'Emploi».

Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5973 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail. Dans la réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz. Dans cette même réunion, la commission a eu un échange de vues sur le projet «INDURA», projet pilote pour l'intégration durable dans le marché du travail de chômeurs inscrits à l'ADEM par le biais d'une collaboration avec les entreprises de travail intérimaire.

Dans la réunion précitée du 13 janvier 2009, la commission a encore eu une réunion d'information sur l'organisation et le fonctionnement de l'ADEM et une entrevue avec Mme le Directeur et différents responsables de service. Cette réunion s'est tenue dans les localités de l'ADEM.

Dans la réunion jointe du 10 février 2009, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre Nicolas Schmit sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne.

Dans la réunion du 3 mars 2009, la Commission du Travail et de l'Emploi a procédé à l'examen de l'état d'avancement de certaines directives européennes et de communications européennes ressortissant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Dans la réunion du 24 mars 2009, la commission a désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 6006 portant modification de la loi du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail et elle a examiné le projet de loi. Dans sa réunion du 21 avril 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes dans sa réunion du 28 avril 2009.

Dans la réunion jointe du 21 avril 2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports et la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie – application du plan Lux 2011.

Commission des Travaux publics

Président: Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP), Etgen Fernand (DP)
Membres:
CSV Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
LSAP Diederich Fernand, Schreiner Roland
DP Brasseur Anne
DÉI GRÉNG Loschetter Viviane
ADR Mehlen Robert

28.10.2008: Présentation des avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» (réunion jointe avec la Commission des Transports, la Commission de l'Environnement et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

10.11.2008: Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5911 relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai et 5898 relatif à la construction du bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval

Présentation du projet de loi 5911 et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

19.11.2008: Adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5898 (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval)

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 (Rapporteur: M. Ali Kaes)

Explications par M. le Ministre des Travaux publics concernant la mise à niveau des bâtiments de la Cour de Justice des Communautés européennes

24.11.2008: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Présentation du projet de loi 5897relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

27.11.2008: Discussion sur le concept Cité des Sciences concernant les projets de loi 5898 et 5897 (réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

1.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5897

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

5.12.2008: Entrevue au sujet de l'aspect organisationnel de la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai; projet de loi 5911 (Rapporteur : M. Lucien Clement) (réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports)

8.12.2008: Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

11.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport relatif au projet de loi 5911

9.3.2009: Examen des projets de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (Rapporteur: M. Ali Kaes) et 5940 concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

26.3.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 5952 et 5940

Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5991 relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé, 6007 portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6010 portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics et 6014 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées

7.4.2009: Visite de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

15.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

Examen des projets de loi 6007 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 6010 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 5655 (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat

16.4.2009: Continuation de l'évacuation de l'ordre du jour de la réunion du 15.4.2009

23.4.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 6007 et 6010

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

30.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5655

Présentation et adoption d'un projet de rapport

30.4.2009: Examen du projet de loi 6008 (Rapportrice : Mme Sylvie Andrich-Duval) et de l'avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission de l'Environnement)

6.5.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 6008

Examen du projet de loi 5991 (Rapporteur : M. Lucien Clement) et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport y relatif



Commission spéciale

Crise économique et financière

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
LSAP Castegnaro John, Fayot Ben
DP Meisch Claude
DÉI GRÉNG Bausch François
ADR Gibéryen Gaston



La Commission spéciale «Crise économique et financière», instituée lors de la séance publique du 11 décembre 2008, s'est réunie à vingt-quatre reprises, au cours de la session 2008-2009, aux dates et avec les ordres du jour suivants :

1. Le vendredi 19 décembre 2008 pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

2. Le mardi 23 décembre 2008 pour la constitution du bureau: M. Lucien Thiel a été désigné Président, MM. Alex Bodry et Charles Goerens ont été désignés Vice-Présidents.

3. Le lundi 5 janvier 2009, pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

4. Le mercredi 14 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL), Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), Association des Compagnies d'Assurance (ACA) et LuxembourgforFinance (LFF) au sujet du secteur financier;

5. Le vendredi 16 janvier 2009, pour une entrevue avec le Président de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) et les représentants du Commissariat aux Assurances au sujet du secteur financier;

6. Le lundi 19 janvier 2009, pour une entrevue avec le Professeur Norbert Walter et le Directeur général représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au sujet du secteur financier;

7. Le vendredi 23 janvier 2009, pour une entrevue avec M. Gian-Marco Magrini au sujet du secteur financier.

Lors de cette réunion, M. Lucien Thiel a été désigné comme rapporteur.

8. Le mardi 27 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des industriels luxembourgeois (FEDIL), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), du Conseil Economique et Social (CES), et de l'Université de Luxembourg au sujet de la diversification industrielle;

9. Le jeudi 29 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des artisans et de la Chambre des métiers au sujet de la construction et de l'artisanat;

10. Le mardi 3 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC) et de la Chambre du Commerce au sujet du commerce et des services;

11. Le vendredi 6 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE), de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et de Lux-Development au sujet des agents économiques du secteur public;

12. Le lundi 9 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (SYVICOL) et de Fédération générale de la fonction communale (FGFC) au sujet de l'apport du secteur public;

13. Le vendredi 13 février 2009, pour une entrevue avec M. Lionel Fontagné du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

14. Le lundi 16 février 2009, pour une entrevue avec M. Raymond Torres de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière;

15. Le vendredi 20 février 2009, pour une entrevue au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière avec des représentants de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), de la Chambre des Salariés, de l'Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGBL) et du Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond (LCGB);

16. Le lundi 2 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Trésor et du Budget, M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative;

17. Le vendredi 6 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Communications, M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi et Mme Mariette Scholtus, Directrice de l'Administration de l'emploi (ADEM);

18. Le mercredi 11 mars 2009, pour une entrevue avec M. Jean-Luc Annaert de la Commission européenne au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

19. Le vendredi 13 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Environnement et M. le Ministre de la Sécurité sociale;

20. Le lundi 16 mars 2009, pour:

- une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et
- une lecture du projet de rapport

21. Le vendredi 20 mars 2009 à 10h30, pour une entrevue avec des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sujet de l'environnement international;

22. Le vendredi 20 mars 2009 à 14h30, pour une lecture du projet de rapport;

23. Le lundi 23 mars 2009, pour l'adoption du projet de rapport (doc. parl. N°5977), intitulé «Vers un nouveau modèle de croissance»;

24. Le mardi 24 mars 2009, pour l'approbation des dernières modifications.

Le projet de rapport contient 21 recommandations à l'adresse du Gouvernement. Ces recommandations se dégagent des réflexions de la Commission spéciale et reprennent l'essentiel des conclusions. Elles sont orientées surtout vers le moyen et le long terme.

Clés:

CSV	Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)
LSAP	Lëtzebuerger Sozialistesch Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)
DP	Demokratesch Partei (Parti démocratique)
DÉI GRÉNG	(Les Verts)
ADR	Alternativ Demokratesch Reformpartei (Parti démocrate réformateur)
INDEP	Député Indépendant



Affaires européennes


Robert Goebbels


Erna Hennicot-Schoepges


Astrid Lulling


Lydie Polfer


Jean Spautz


Claude Turmes

Institutions

Sur le plan institutionnel, l'événement le plus remarquable est certainement l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne pour le 1er décembre 2009. Le processus de ratification qui a débuté en décembre 2007 a pu être finalisé grâce à un second référendum populaire en Irlande et la ratification par le Parlement tchèque. En effet, le peuple irlandais avait rejeté le traité lors d'un premier référendum le 12 juin 2008, mais après la garantie d'un paquet de concessions, comme par exemple le maintien d'un commissaire par Etat membre, le respect de la neutralité irlandaise ainsi que le maintien de sa souveraineté en matière de fiscalité, de questions sociales et éthiques, les Irlandais ont voté en faveur du traité.

Le traité de Lisbonne vise à simplifier le processus décisionnel en introduisant une réforme du système de vote au Conseil et en étendant le vote à la majorité qualifiée à 40 domaines politiques, notamment ceux liés à l'asile, l'immigration, la coopération policière et la coopération judiciaire en matière pénale. Le traité introduit également deux nouvelles hautes fonctions européennes: un président qui présidera les réunions des sommets européens pour un mandat de deux ans et demi et un nouveau responsable de la politique étrangère. Lors d'un sommet extraordinaire le 19 novembre 2009 à Bruxelles, les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE ont soutenu unanimement le premier ministre belge Herman Von Rompuy pour le poste de premier président permanent du Conseil européen et l'actuelle commissaire au Commerce, la Baronne Catherine Ashton, pour le poste de Haut représentante aux Affaires extérieures.

Le traité de Lisbonne renforce également les droits des parlements nationaux. Pour la première fois, un article spécifique est consacré au rôle des parlements nationaux dans un traité, tout en distinguant entre trois catégories de droits; le droit d'information, le droit d'objection et le droit de participation. Les parlements nationaux sont ainsi directement destinataires de l'ensemble des documents d'information de la Commission, ainsi que de tous les projets d'actes législatifs, qu'ils émanent de la Commission Européenne ou d'un groupe d'Etats membres. Le droit d'information est étendu à toutes les propositions de révision des traités ou aux révisions de traité simplifiées et aux nouvelles candidatures de pays souhaitant adhérer à l'UE. Les parlements nationaux ont un droit d'objection appelé «carton jaune» ou «carton orange» vis-à-vis de toute législation ne respectant pas le principe de subsidiarité. Dans un délai de huit semaines à compter de la transmission d'un projet d'acte législatif, les parlements nationaux ont le droit d'adresser aux institutions de l'Union un «avis motivé» exposant les raisons pour lesquelles ils estiment que le texte ne respecte pas le principe de subsidiarité. Lorsque 1/3 des parlements nationaux identifient une violation du principe de subsidiarité, la Commission européenne doit réexaminer le projet (carton jaune); si un projet d'acte législatif est contesté à la majorité simple des voix attribuées aux parlements nationaux et si la Commission décide de le maintenir, le Conseil et le Parlement européen doivent se prononcer sur la compatibilité de ce projet avec le principe de subsidiarité (carton orange) et le projet est écarté lorsque le Conseil (à la majorité de 55 % de ses membres) ou le Parlement (à la majorité simple des suffrages exprimés) donne une réponse négative. Par ailleurs, un parlement national a la possibilité de porter devant la Cour de justice tout acte qui, à ses yeux, viole le principe de subsidiarité. En dernier lieu, l'article 12 assure un droit de participation aux parlements en reconnaissant qu'ils participent activement au bon fonctionnement de l'Union, au contrôle d'Eurojust et d'Europol et à la coopération interparlementaire.

Les septièmes élections au Parlement européen, élu au suffrage direct, ont également marqué l'année 2009. Elles ont permis l'élection de 736 députés européens, comme prévu par le traité de Nice, alors en vigueur (le traité de Lisbonne portera leur nombre à 750 plus le Président du Parlement européen). Suite aux élections européennes et la victoire de la droite européenne devant les socialistes, les libéraux et les verts, M. Barroso a reçu le soutien unanime des chefs d'Etat et de gouvernements lors du sommet du 18 et 19 juin pour un second mandat de cinq ans à la tête de la Commission européenne. Le 16 septembre, le Parlement européen lui a donné son aval pour prendre la barre de la Commission européenne pour un second mandat de cinq ans. Le gouvernement luxembourgeois a proposé Mme Reding pour un troisième mandat de commissaire européenne. Mme Reding prendrait la tête de la DG Justice et serait responsable des droits fondamentaux et des libertés civiles, y compris les droits de citoyens et de minorités. Les candidats désignés aux postes de commissaire seront encore auditionnées par le Parlement européen avant que celui-ci puisse confirmer la nouvelle Commission au mois de janvier.

Affaires économiques et financières

Imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

En 2009, un certain nombre de textes importants dans le domaine économique et financier ont été examinés comme par exemple la modification de la directive relative à l'imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. Cette directive permet aux pays européens d'échanger des informations sur l'épargne des non résidents placée dans leurs banques, sauf pour les pays qui ont opté pour le système de retenue à la source comme le Luxembourg pendant une période de transition. En effet, l'Autriche et le Luxembourg peuvent appliquer ce système transitoire jusqu'à ce que la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein, la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin garantissent un échange effectif et complet d'informations. L'objectif de la Commission est de mettre un terme à cette exception du système de retenue à la source en faveur d'un système d'échange d'informations. Pour l'instant, cette proposition législative est toujours en attente d'une décision finale du Conseil Ecofin.

Solvabilité II

L'adoption de la directive Solvabilité II permet de réviser fondamentalement le droit des assurances de l'UE et vise à améliorer la protection des consommateurs, à moderniser la supervision, à accroître l'intégration des marchés et à renforcer la compétitivité des assureurs européens. Dans le nouveau régime, il incombe aux assureurs de prendre en compte tous les types de risques auxquels ils sont exposés et de gérer ces risques plus efficacement et de manière plus transparente. Le texte introduit deux notions nouvelles, le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis. Le premier est établi selon une approche basée sur le risque et s'il tombe sous ce seuil, c'est le contrôleur qui interviendra. Le deuxième seuil est calculé sur base du capital de solvabilité requis et se situe entre 25 et 45% de celui-ci en fonction des capacités à rester opérationnel. Si le seuil du minimum de capital requis est franchi, la licence de la compagnie sera retirée.

De plus, la directive introduit également un nouveau système de supervision; les autorités nationales pourront désormais contrôler de façon plus efficace les activités des groupes d'assureurs en se basant sur un ensemble de principes tout en conférant à l'une des autorités nationales le rôle de superviseur de groupe. Le superviseur de groupe contrôle les activités des compagnies multinationales et implique tous les superviseurs dans le processus de décision concernant les affaires du groupe.

Réforme des fonds d'investissements

L'UE s'est mis d'accord sur une vaste révision du cadre communautaire régissant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), qui offre aux consommateurs la possibilité d'accéder, à un coût raisonnable, à des placements gérés par des professionnels. Il est vrai que le marché européen des fonds d'investissement reste fragmenté par rapport à celui des Etats-Unis et, en particulier, il est formé d'entités dont la taille est plus petite. En outre, des interprétations différentes des Etats membres entravent la vente transfrontalière des produits. La directive actuelle permet déjà la vente transfrontalière des produits, mais une procédure de notification très encombrante ralentit les transactions transfrontalières de façon significative, et selon des estimations de la Commission européenne, cette procédure engendre des coûts de 45 millions d'euros par année.

L'adoption de cette directive permet de lever les obstacles administratifs à la distribution transfrontalière des fonds des OPCVM, en remplaçant par exemple la procédure de notification par une procédure électronique, de créer un cadre pour les fusions entre fonds d'OPCVM. Elle permet également l'utilisation de structures «maître-nourricier», de remplacer le prospectus simplifié par un nouveau concept d'«informations clés pour l'investisseur», d'améliorer les mécanismes de coopération entre autorités de surveillance nationales et d'introduire des provisions pour les fusions entre les fonds d'investissements pour remédier au problème de la taille relativement restreinte des fonds européens.

Suite à l'intervention du Parlement européen, un passeport des sociétés de gestion a été intégré à la directive afin de permettre à ces sociétés de transférer leurs services de gestion collective des portefeuilles sur tout le territoire de l'UE, en vertu du principe de la libre prestation des services. Ainsi, les fonds autorisés dans un État membre pourraient être gérés à distance par une société de gestion établie dans un autre État membre.

Energie

Marché de l'électricité et du gaz

Depuis la première directive européenne relative au marché de l'énergie, une discussion sur le meilleur moyen de créer un marché européen de l'énergie intégré était amorcée dans lequel les consommateurs - que se soit les ménages privés ou les installations industrielles - peuvent acheter de l'électricité auprès d'un vaste choix de fournisseurs concurrents en dehors ou au sein des frontières de leur propre Etat membre.

Le point d'achoppement du paquet gaz et électricité concerne la question du dégroupage de la production et du transport du gaz et de l'électricité. En avril, un accord sur ce point essentiel est dégagé entre le Conseil et le Parlement européen. Ce compromis permet aux Etats membres d'opérer un choix entre trois possibilités pour séparer les activités de production et d'approvisionnement de la gestion des réseaux, aussi bien pour le marché du gaz et de l'électricité:

- la dissociation totale des structures de propriétés
- un gestionnaire de réseau indépendant
- un gestionnaire de transport indépendant

La dissociation totale des structures de propriété force les entreprises d'énergie intégrées à vendre leurs réseaux de transport de

gaz et d'électricité créant ainsi des gestionnaires séparés des réseaux de transport d'énergie. Une entreprise de production et d'approvisionnement ne pourra donc pas détenir la part majoritaire dans une entreprise gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau indépendant et le gestionnaire de transport indépendant sont des alternatives offertes aux entreprises pour garder la propriété de leurs réseaux de transport. Pour libéraliser le marché, les Etats membres peuvent obliger les entreprises de confier la gestion de leur réseau à un organisme spécifique désigné à cet effet, le gestionnaire indépendant du système. En ce qui concerne la troisième alternative, le gestionnaire de transport indépendant, elle permet aux entreprises intégrées de conserver les activités de production et de transport, mais oblige les entreprises à se conformer à certaines mesures pour garantir que ces deux branches d'activités fonctionnent de manière réellement indépendante.

La nouvelle directive permet notamment de renforcer les droits des consommateurs, comme par exemple de changer de fournisseur sans frais en trois semaines, de recevoir un décompte de clôture final au plus tard six semaines après le changement de fournisseur ou de recevoir toutes les données relatives à la consommation de gaz et d'électricité. Les consommateurs devraient également avoir accès à des calorimètres intelligents, destinées à éviter les pics de consommation en énergie. La directive prévoit que 80% des consommateurs devront disposer de tels systèmes en 2020.

La directive prévoit également de protéger particulièrement les consommateurs vulnérables, et les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées pour adresser la pauvreté énergétique par des plans d'action nationaux ou l'utilisation des systèmes de sécurité sociale pour garantir l'approvisionnement en énergie à ces consommateurs vulnérables.

Un autre point important concerne l'agence communautaire de coopération des régulateurs de l'énergie. Cette agence sera indépendante, mais devra rendre des comptes devant le Parlement européen. L'agence est compétente en matière de questions transfrontalières et établit un cadre pour les régulateurs nationaux. Cependant, les lignes directrices auront un caractère non contraignant. Les Etats membres peuvent charger la Commission européenne d'adopter des codes de réseau contraignants basés sur les lignes directrices de l'Agence - par exemple sur les procédures à suivre en cas de situations d'urgence.

Société de l'information

Paquet télécom

En novembre 2009, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur une révision générale des règles régissant les communications électroniques proposée par la Commission européenne en 2007. Les divergences entre le Conseil et le Parlement européen étaient très importantes, notamment sur la protection des utilisateurs et des fournisseurs de services internet. Selon la proposition du Conseil, l'accès internet d'un utilisateur pouvait être bloqué par une autorité spéciale suite à des violations des dispositions relatives au piratage, prévoyant même la suspension de l'accès aux Internautes récidivistes. Le compromis adopté par le Conseil et le Parlement européen dans le comité de conciliation stipule que l'accès d'un utilisateur à Internet pourra être restreint si cela est jugé «nécessaire et proportionné» au terme d'une procédure dite «juste et impartiale» tenant compte du droit pour l'internaute d'être entendu, de la présomption d'innocence et du droit à la vie privée.

Le paquet renforce le droit des citoyens et la protection des données. Il prévoit des contrats plus clairs entre les citoyens et leurs opérateurs, un numéro d'appel d'urgence plus accessible, une hotline pour les enfants disparus, une meilleure prise en compte du droit des personnes handicapées ou encore la possibilité de changer d'opérateur télécom en un jour. En outre, il introduit des mesures visant l'harmonisation du spectre radioélectrique dans l'UE, dans le but de faciliter la transition de la télévision analogique vers le numérique d'ici 2012. Afin de permettre davantage de concurrence sur le marché des télécommunications, les opérateurs dominants devront effectuer une séparation entre leurs réseaux de communication et la prestation de leurs services commerciaux.

Emploi

Directive sur le temps de travail

La directive sur le temps de travail reste une question épineuse au niveau européen depuis des années. La première directive datant de 1993 devait être révisée à la suite d'un certain nombre de décisions de la Cour de justice des communautés européennes, et un projet d'acte législatif était proposé par la Commission européenne en mai 2004. Cependant, en avril 2009, le Conseil et le Parlement européen ont constatent l'échec des négociations.
En principe, le temps de travail devait être limité à 48h par semaine, mais un certain nombre d'Etats ne voulaient pas renoncer à leurs dérogations. La clause «d'opt-out» à la règle de la semaine de 48 heures a été originellement introduite à la demande du gouvernement britannique et a permis aux Etats membres d'aller bien au-delà des 48 heures de travail hebdomadaire. Cette clause était le principal point d'achoppement de la proposition et il n'a pas été possible de trouver un accord, même en comité de conciliation (troisième lecture).

Chambre des Députés
Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1re session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1re session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1re session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1re session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

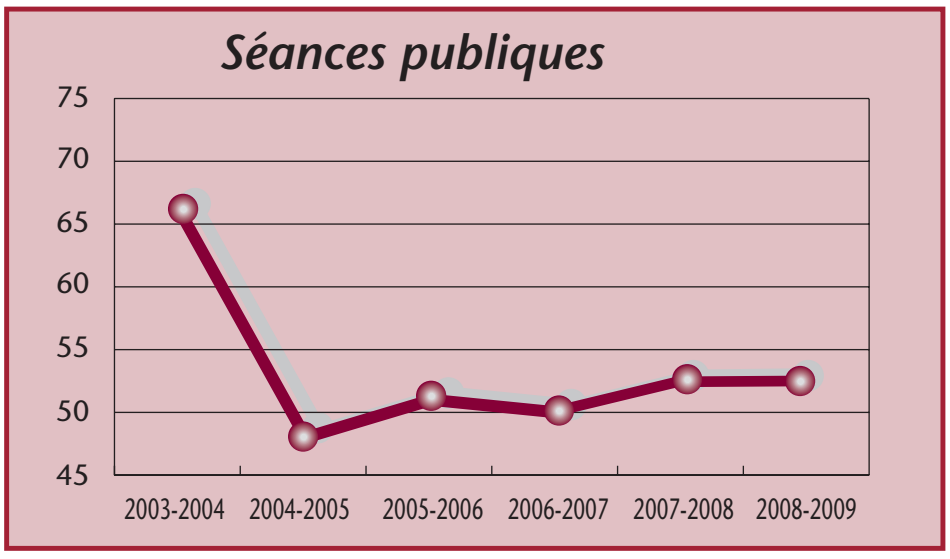
Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)

Session ordinaire 2006-2007:
151,25 hrs (50 séances)

Session ordinaire 2007-2008:
185,08 hrs (53 séances)

Session ordinaire 2008-2009:
177,59 hrs (53 séances)



Chambre des Députés
Rapport d'activité de la session parlementaire 2008-2009
Supplément commun aux quotidiens: Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services de l'administration parlementaire. ***Photos:*** Chambre des Députés, Martine May, Pierre Matgé, ImageForum, Nathalie Flenghi, Christian Simon, Tageblatt archives. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange.
Concept et coordination générale: BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Les séances publiques

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5620** Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°158, p.2222

2) 15.10.2008 **5698B** Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008

Loi du 9 décembre 2008. Mémorial A, N°182, p.2452

3) 15.10.2008 **5842** Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant - les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 21.02.2008

Loi du 24 octobre 2008. Mémorial A, N°161, p.2250

4) 21.10.2008 **5805** Projet de loi portant modification du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

Loi du 19 novembre 2008. Mémorial A, N°196, p.2614

5) 22.10.2008 **5882** Projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Lydie Err

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 22.05.2008

Loi du 21 novembre 2008. Mémorial A, N°180, p.2442

6) 23.10.2008 **5818** Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 26 novembre 2008. Mémorial A, N°174, p.2402

7) 11.11.2008 **5825** Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 31.12.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°209, p.3156

8) 18.11.2008 **5622** Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.10.2006

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°220, p.3274

9) 19.11.2008 **5752** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°190, p.2570

10) 19.11.2008 **5753** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°189, p.2562

11) 19.11.2008 **5841** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.02.2008

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°191, p.2578

12) 19.11.2008 **5910** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 01.09.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°193, p.2590

13) 20.11.2008 **5745** Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.07.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°204, p.3108

14) 20.11.2008 **5754** Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°192, p.2584

15) 20.11.2008 **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°195, p.2608

16) 20.11.2008 **5815** Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.12.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°205, p.3122

17) 20.11.2008 **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 16.06.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

18) 03.12.2008 **5855** Projet de loi a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°219, p.3256

19) 10.12.2008 **5862** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007

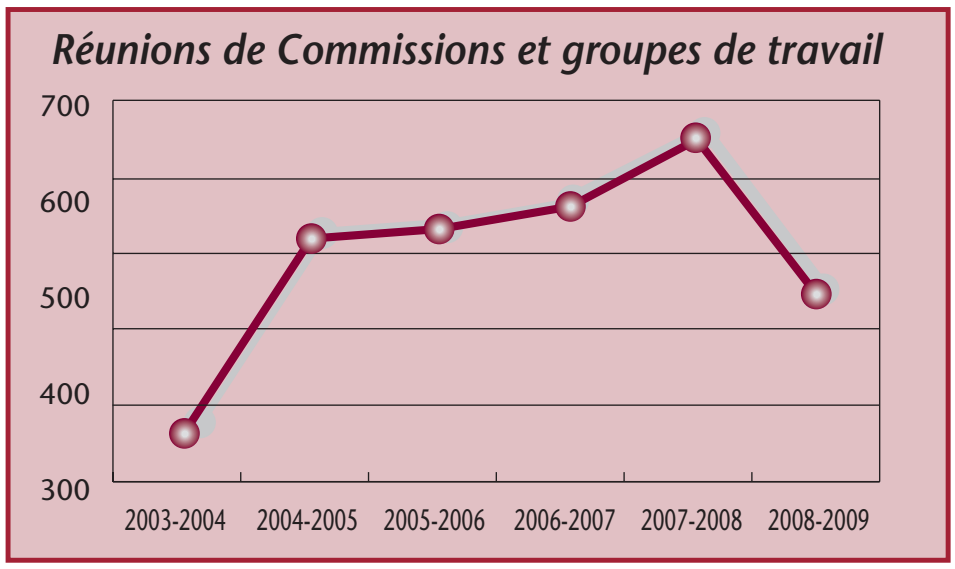
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°202, p.3084

20) 10.12.2008 **5897** Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg



Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

21) 10.12.2008 **5898** Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

22) 11.12.2008 **5695** Projet de loi relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°217, p.3206

23) 16.12.2008 **5900** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°200, p.2771

24) 16.12.2008 **5913** Projet de loi - portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°207, p.3136

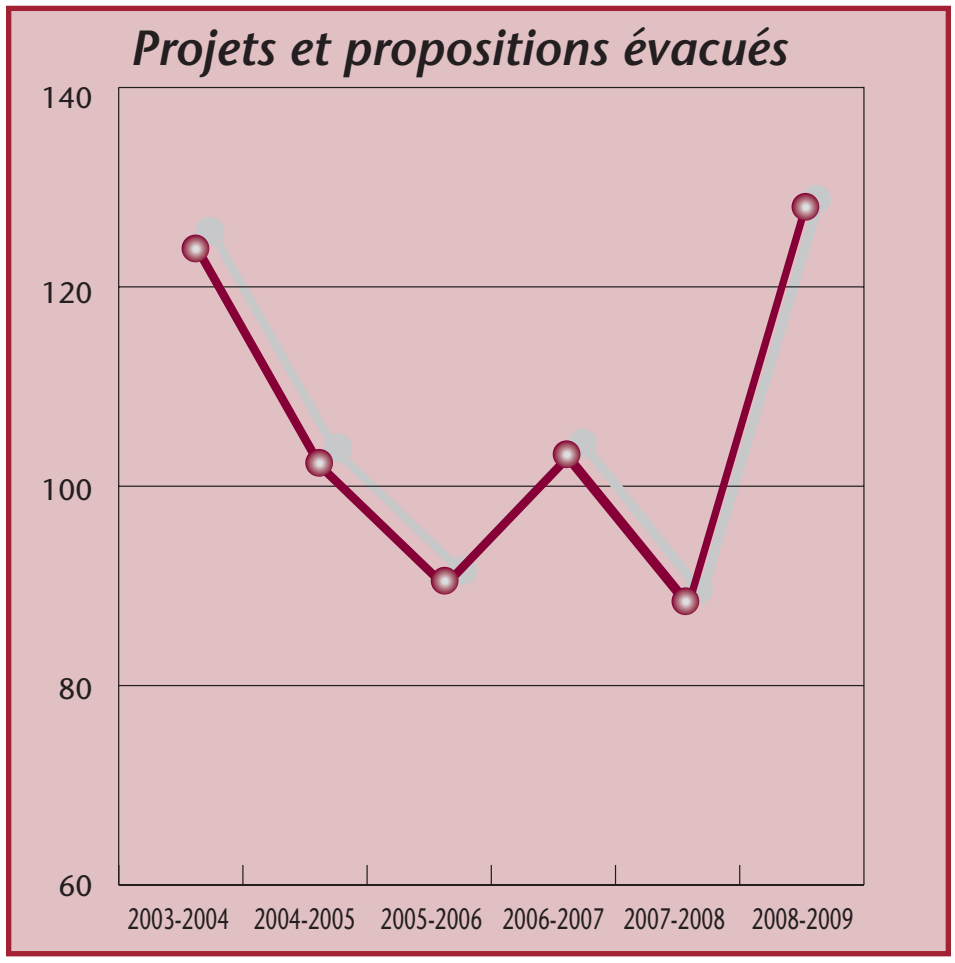
25) 16.12.2008 **5924** Projet de loi portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°198, p.2622



26) 17.12.2008 **5757** Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; - la loi générale des impôts ("Abgabenordnung"); - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes; - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°206, p.3130

27) 17.12.2008 **5768** Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°203, p.3096

28) 17.12.2008 **5839** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 01.02.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°212, p.3178

29) 17.12.2008 **5859** Projet de loi portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°210, p.3162

Commentaire: PPL 5575 et 5669 évacuée avec le PL

30) 17.12.2008 **5870** Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 29.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°215, p.3194

31) 17.12.2008 **5885** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.05.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°201, p.3072

32) 17.12.2008 **5889** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 04.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°214, p.3186

33) 17.12.2008 **5902** Projet de loi - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°221, p.3290

34) 17.12.2008 **5911** Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

35) 17.12.2008 **5941** Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

36) 18.12.2008 **5584** Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant: 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 4. le Code du travail

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.06.2006

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.610

37) 18.12.2008 **5725** Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°211, p.3172

38) 18.12.2008 **5887** Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre des Sports, le 03.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

39) 18.12.2008 **5943** Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

40) 21.01.2009 **5144** Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant: 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau 2. l'article 631-2 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 20.05.2003

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°41, p.568

41) 21.01.2009 **5758** Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.198

42) 21.01.2009 **5759** Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.200

43) 21.01.2009 **5760** Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°98, p.1471

44) 21.01.2009 **5847** Projet de loi portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 28.02.2008

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°19, p.192

45) 21.01.2009 **5886** Projet de loi portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 29.05.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°33, p.434

46) 21.01.2009 **5893** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°47, p.622

47) 21.01.2009 **5973** Projet de loi 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°35, p.444

48) 10.02.2009 **5903** Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°53, p.700

49) 11.02.2009 **5555** Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°71, p.878

50) 11.02.2009 **5684** Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°69, p.866

51) 11.02.2009 **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier: - le Nouveau Code de procédure civile, - le Code civil, - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, - la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°50, p.668

52) 11.02.2009 **5860** Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°51, p.672

53) 11.02.2009 **5961** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°57, p.728

54) 11.02.2009 **5962** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.412

55) 11.02.2009 **5963** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.408

56) 18.02.2009 **5853** Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

Loi du 18 mars 2009 Mémorial A, N°63, p.824

57) 18.02.2009 **5920** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

Loi du 23 mars 2009 Mémorial A, N°68, p.858

58) 10.03.2009 **5693** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°89, p.1036

59) 10.03.2009 **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°80, p.946

60) 10.03.2009 **5734** Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°109, p.1608

61) 10.03.2009 **5866** Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°86, p.1014

62) 10.03.2009 **5878** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°90, p.90

63) 12.03.2009 **5850** Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°96, p.1108

64) 12.03.2009 **5964** Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°107, p.1562

65) 18.03.2009 **5819** Projet de loi a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) , instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 27 avril 2009 Mémorial A, N°94, p.1090

66) 19.03.2009 **5877** Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 28.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°82, p.968

67) 19.03.2009 **5909** Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 26.08.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°87, p.1020

68) 24.03.2009 **5874** Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances, le 22.04.2008

Loi du 8 mai 2009 Mémorial A, N°129, p.1778

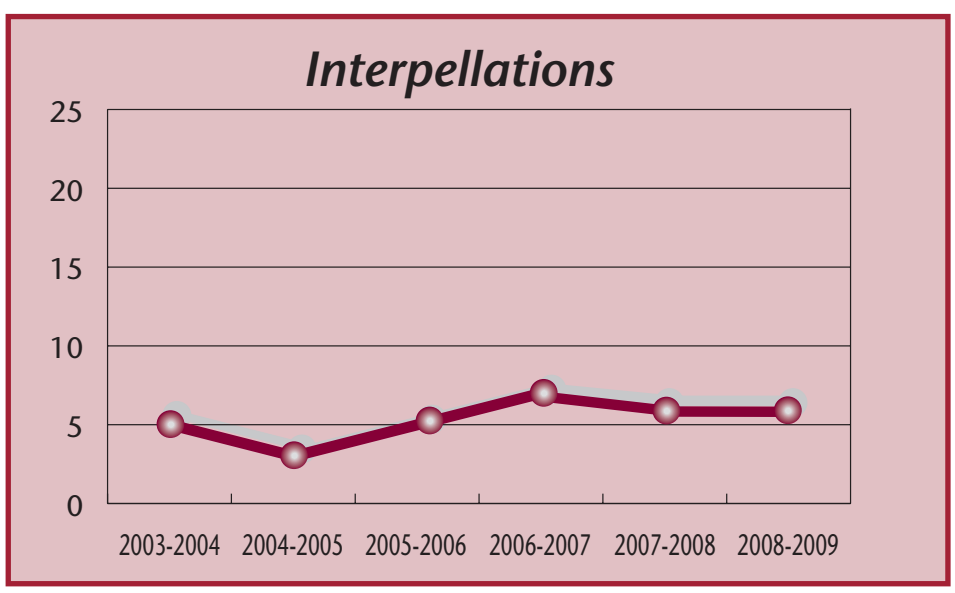
69) 24.03.2009 **5912** Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.09.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°81, p.962



70) 24.03.2009 **5927** Projet de loi portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord"

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°84, p.1000

71) 25.03.2009 **5938** Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.10.2008

Loi du 22 avril 2009 Mémorial A, N°95, p.1104

72) 23.04.2009 **5881B** Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008

Loi du 29 avril 2009 Mémorial A, N°88, p.1028

73) 23.04.2009 **5883** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur Attert, dénommé par la suite "Atert-Lycée"

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°106, p.1558

74) 23.04.2009 **5940** Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

75) 23.04.2009 **5952** Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.11.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1719

76) 28.04.2009 **5710** Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

77) 28.04.2009 **5824** Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007

78) 28.04.2009 **5828** Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

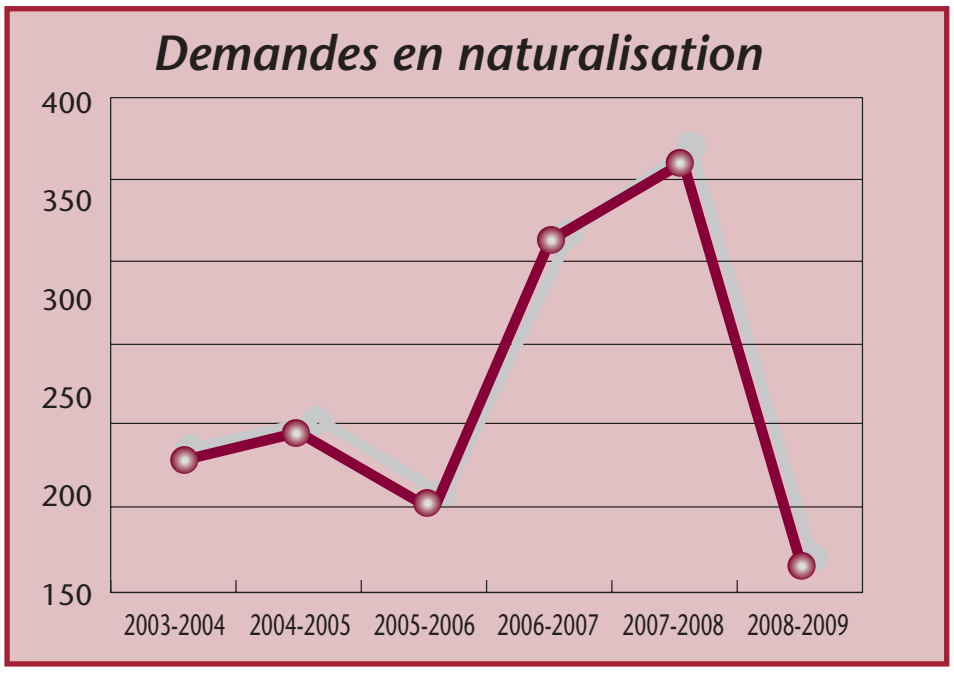
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

79) 28.04.2009 **5933** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Rapporteur: Monsieur Roger Negri



Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

80) 28.04.2009 **5957** Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

81) 29.04.2009 **5767** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°136, p.1900

82) 29.04.2009 **5799** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°138, p.1928

83) 29.04.2009 **5880** Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1621

84) 29.04.2009 **5901** Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

85) 29.04.2009 **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°135, p.1896

86) 29.04.2009 **5996** Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°102, p.1527

87) 30.04.2009 **5925** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

3. du Code de la sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 02.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°104, p.1546

88) 30.04.2009 **5975** Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°105, p.1550

89) 30.04.2009 **5984** Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

90) 30.04.2009 **5985** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

91) 05.05.2009 **5655** Projet de loi sur les marchés publics

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006

92) 05.05.2009 **5958** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

Loi du 26 mai 2009 Mémorial A, N°128, p.1768

93) 05.05.2009 **6002** Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°124, p.1752

94) 06.05.2009 **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du travail

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008

Loi du 10 juin 2009 Mémorial A, N°151, p.2268

95) 06.05.2009 **5848** Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

96) 06.05.2009 **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

97) 06.05.2009 **5936** Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°133, p.1882

98) 06.05.2009 **5948** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°137, p.1912

99) 06.05.2009 **5955** Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.11.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°120, p.1714

100) 07.05.2009 **5273** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports, Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre des Transports, le 14.01.2004

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°146, p.2024

101) 07.05.2009 **5876** Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°153, p.2286

102) 07.05.2009 **5905** Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008

103) 07.05.2009 **5906** Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°154, p.2294

104) 07.05.2009 **5934** Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la nature et des forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°142, p.1976

105) 07.05.2009 **5937** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval

Rapporteur: Madame Nancy Arendt épouse Kemp

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°130, p.1782

106) 07.05.2009 **5947** Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°119, p.1708

107) 07.05.2009 **5953** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.11.2008

Loi du 16 juin 2009 Mémorial A, N°152, p.2279

108) 07.05.2009 **5968** Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

109) 07.05.2009 **5970** Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration

signés à La Haye, le 17 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°139, p.1942

110) 07.05.2009 **5981** Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°147, p.2038

111) 07.05.2009 **5994** Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°125, p.1756

112) 12.05.2009 **5884** Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

et portant modification

a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°112, p.1638

113) 12.05.2009 **5895** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°117, p.1684

114) 12.05.2009 **5921** Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°156, p.2310

115) 12.05.2009 **5991** Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°126, p.1760

116) 12.05.2009 **6003** Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1730

117) 12.05.2009 **6004** Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1732

118) 12.05.2009 **6005** Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°150, p.2256

119) 12.05.2009 **6007** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1737

120) 13.05.2009 **6006** Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1736

121) 13.05.2009 **6008** Projet portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

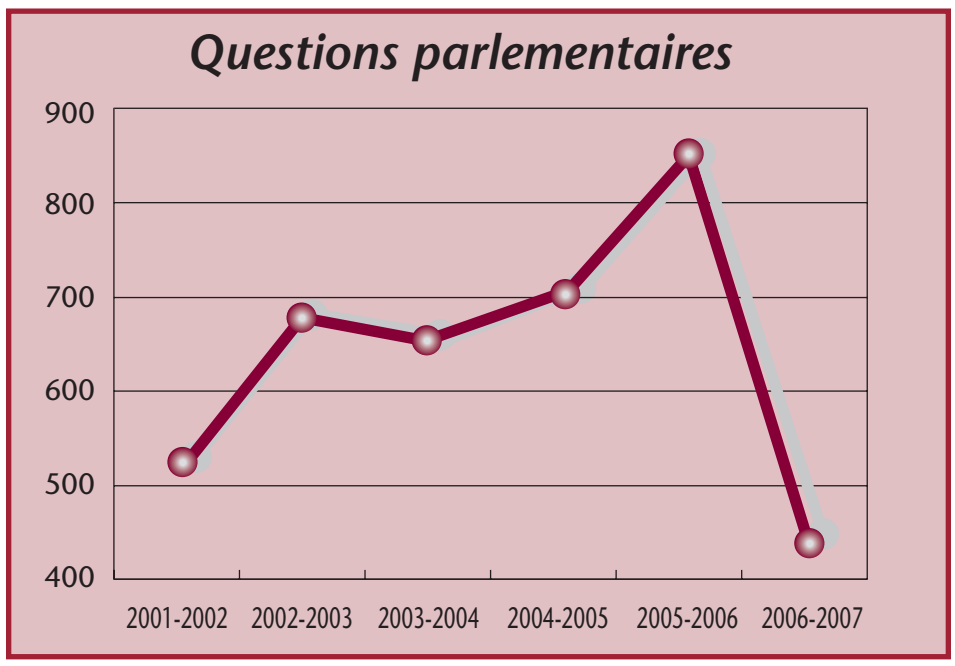
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1738



122) 13.05.2009 **6009** Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1742

123) 13.05.2009 **6011A** Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

124) 13.05.2009 **6011B** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

125) 13.05.2009 **6012** Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5696** Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé "Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall"; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

Loi du 22 octobre 2008. Mémorial A, N°159, p.2230

Propositions de loi adoptées en premier vote constitutionnel

1) 18.12.2008 **4909** Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

Dépôt: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss, le 05.02.2002

Rapporteur: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.615

Commentaire: 1er vote: 19.02.2008 Refus de la dispense par le CE: 04.03.2008

Projets de révision de la Constitution votés en second vote constitutionnel

1) 12.03.2009 **5967** Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 03.12.2008

Loi du 12 mars 2009 Mémorial A, N°43, p.586

Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5595** Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 12.07.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

2) 15.10.2008 **5672** Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 30.01.2007

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

Autres évacuations

1) 11.02.2009 **5989** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

Dépôt: , le 04.02.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

2) 07.05.2009 **5864** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Dépôt: Monsieur Gaston Gibéryen, le 08.04.2008

Rapporteur: Monsieur Gaston Gibéryen

Commission du Règlement

3) 07.05.2009 **5979** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Dépôt: Monsieur Ben Fayot, le 12.01.2009

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission du Règlement

4) 07.05.2009 **6032** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

Dépôt: , le 29.04.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

Demandes en naturalisation

1) 16.10.2008 165 demandes en naturalisation

Total: 165 demandes en naturalisation adoptées

Motions adoptées

1) 23.04.2009 Motion de M. Jean Huss au sujet de la participation à la Journée Internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

Résolutions adoptées

1) 22.10.2008 Résolution de Madame Lydie Err concernant l'organisation d'un débat annuel sur le rapport d'activités de la Commission Consultative des Droits de l'Homme

2) 18.11.2008 Résolution de M. Charles Goerens concernant l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique

3) 11.02.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

4) 05.05.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

5) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

6) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes

7) 06.05.2009 Résolution de M. Charles Goerens concernant la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale

Heures d'actualité

1) 22.10.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du nouveau plan hospitalier

2) 19.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe déi greng au sujet de la Conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

3) 24.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie

Débats de consultation

1) 16.10.2008 Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010)

Débat d'orientation

1) 23.10.2008 Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat

2) 17.02.2009 Débat d'orientation sur l'organisation interne de la Police plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

3) 17.03.2009 Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées

4) 26.03.2009 Débat d'orientation sur la crise économique et financière

5) 06.05.2009 Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)

Débats

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier

2) 21.10.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie

3) 19.11.2008 Débat suivant la déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

4) 21.01.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza

5) 25.03.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

6) 22.04.2009 Débat suivant la déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Interpellations vidées

1) 23.10.2008 Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la bibliothèque nationale

2) 11.11.2008 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire

3) 18.02.2009 Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

4) 19.02.2009 Interpellation de M. Félix Braz au sujet du plan sectoriel Transport

5) 18.03.2009 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet des grossesses chez les jeunes filles et les avortements

6) 25.03.2009 Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la poli-

tique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation

Questions avec débat

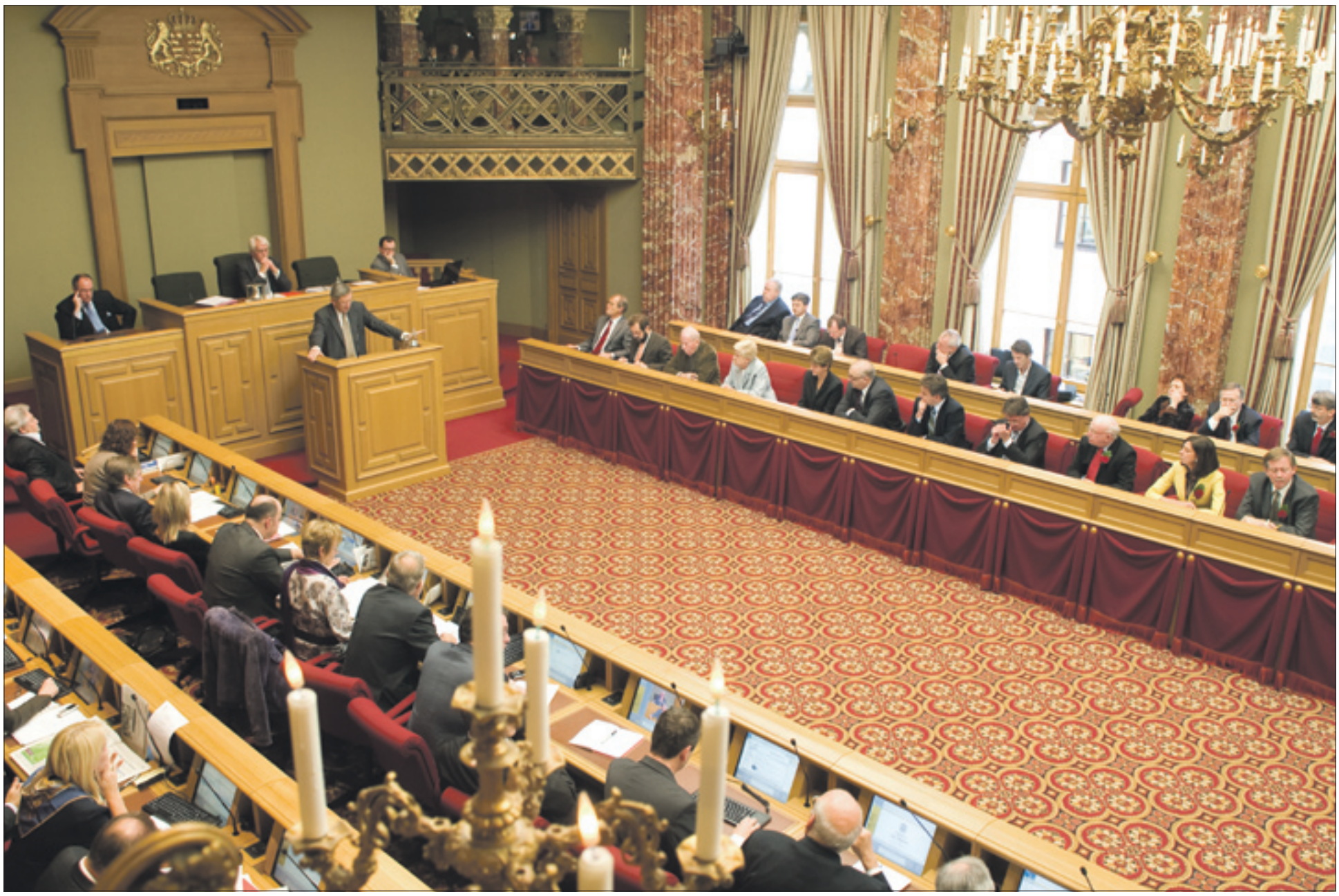
1) 21.10.2008 Question avec débat N°37 de M. Claude Adam et de Mme Viviane Loschetter relative à une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg
2) 23.10.2008 Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments
3) 19.03.2009 Question avec débat N°41 de M. Felix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg
4) 24.03.2009 Question avec débat N°42 de M. Marco Schank relative aux problèmes de la circulation lors de la période hivernale

Déclarations

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier
2) 21.10.2008 Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie
3) 19.11.2008 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
4) 21.01.2009 Déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza
5) 25.03.2009 Déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
6) 21.04.2009 Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Divers

1) 14.10.2008 Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp
2) 23.10.2008 Prise de position du Parlement luxembourgeois relative à la présentation de la place financière luxembourgeoise à la télévision française
3) 04.12.2008 Visite et déclaration de Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
4) 11.12.2008 Institution et composition de la Commission «Crise économique et financière»
5) 18.12.2008 Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler
6) 21.01.2009 Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen à l'occasion de la démission de son mandat de député
7) 10.02.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul
5) 10.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen
6) 10.03.2009 Hommage à M. Patrick Santer à l'occasion de la démission de son mandat de Député
7) 17.03.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert
8) 24.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à M. Patrick Santer
9) 28.04.2009 Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
10) 13.05.2009 Discours de fin de législature de M. le Président Lucien Weiler



- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

Session ordinaire 2007-2008
53e séance, mardi 14 octobre 2008
Session ordinaire 2008-2009
1re séance, mardi 14 octobre 2008

DANS CE NUMÉRO

Composition des Commissions parlamentaires

Crise du secteur financier – Déclaration du Premier Ministre p. 2

Sommaire des séances publiques p. 9

Sommaire des questions parlementaires p. Q1

De Lucien Weiler zu Hinzert: „D'Erënnerung huet Zukunft!"

„D'Erënnerung huet Zukunft!" Dat war den Haaptmessage vum Chamberspresident Lucien Weiler, deen den 20. September den Haaptriedner war op der internationaler Commémoratiounsfeier zu Hinzert. Wéi all Joer waren och dëst Joer nees vill Leit - Iwwerliewender vun Hinzert, Familljemembere vun de Victimen a Vertrieder vu verschiddene Lëtzebuerger Resistenzorganisatiounen op de Site vum fréiere KZ komm, fir un déi grujelech Evenementer ze erënneren, déi do an de 40er Jore geschitt sinn.

Méi wéi 1.500 Lëtzebuerger sinn tëschent 1940 an 1945 duerch d'Häll vun Hinzert gaang. Op d'mannst 82 vun hinnen, wahrscheinlech waren et der awer méi, hu se net iwwerlieft. Dorënner déi 20 Lëtzebuerger, déi ufanks September 1942 nom Generalstreik higeriicht gi sinn.



De Chamberspresident war den Haaptriedner op der internationaler Commémoratiounsfeier zu Hinzert.

A senger Ried huet de Chamberspresident ënner anerem dee Message vun der Grande-Duchesse Charlotte zitéiert, deen am Mäerz 1946 an alle Schoule virgelies ginn ass: „Dëser Deeg kommen aus dem frieme Land déi erëm, déi am Déngscht vun der Fräiheet gefall sinn. Mir empfänke si mat Léift an Dankbarkeet a mir leeë si an de Lëtzebuerger Buedem, deen hir Heemecht ass. Hiert Undenke lieft an onsen Häerzer wéi eng helleg Flam. Haalt Dir d'Wuecht op hirem Graf; vergiesst si net a gëtt weider hire fräie Geescht".

A senge weideren Ausféierungen huet de Lucien Weiler sech virun allem mam Sënn an Zweck vu Commémoratiounsfeieren am Allgemenge beschäftegt, fir um Enn zu dëser Konklusioun ze kommen - un d'Adress vun där jonker Generatioun: „In nicht so ferner Zukunft werden wir damit konfrontiert sein, dass es uns nicht mehr möglich sein wird, Zeitzeugen direkt zu befragen. Die jungen Menschen sind nicht verantwortlich dafür, was damals geschah. Aber es ist ihre Aufgabe, die Erinnerung auch in Zukunft aufrecht und für alle zugänglich zu erhalten. Morgen werden sie die Bürger sein, in deren Verantwortung es liegen wird, eine Wiederholung der Vergangenheit nicht nur zu verhindern, sondern sie bereits im Keim zu ersticken. Die Geschichte Europas und die gelebte Erinnerung an seine Vergangenheit bilden im europäischen Friedensprojekt ein Ganzes. Mit der Erinnerung an die Schrecken der Vergangenheit im Kopf und mit dem Glauben und Wissen um die Kraft Europas im Herzen, ist es mir nicht bange um unsere gemeinsame Zukunft."

➤ Union Interparlementaire

Finanzkris

D'Madame Colette Flesch, Vizepresident vun der Chamber, huet kierzlech d'Lëtzebuerger Parlament zu Genève bei der 119ter Assemblée vun der Union Interparlementaire (UIP), der gréisster an eelster internationaler parlamentarescher Versammlung vertrueden.

D'Parlamentarier hunn ënner anerem an engem «Point d'urgence» iwwert déi international Finanzkris debattéiert an hunn eng Resolutioun adoptéiert, mat där si dem Conseil directeur, dem wichtegsten Organ vun der UIP, den Optrag ginn hunn, fir „sou séier wéi méiglech eng international parlamentaresch Konferenz ze organiséieren mat Experten, fir d'Grënn an d'Effetë vun der internationaler Finanzkris op de Weltwirtschaftssystem ze examinéieren a fir Moyenen ze proposéieren, fir de Konsequenzen dovun entgéintzewierken". D'UIP fuerdert d'Regierunge vun den entwéckelte Länner op, fir „schnellstméiglech d'Engagementer ze honoréieren, déi si vis-à-vis vun den Entwécklungslänner geholl hu fir hinnen ze hëllefen, hir intern ekonomesch Problemer ze behiewen, fir d'Aarmut, den Analphabetismus an d'Krankheeten ze bekämpfen a méi een héijen ekonomesche Wuesstem ze erreechen».

D'Aarbechte vun de Kommissioune vun der UIP hunn sech ënner anerem konzentréiert op de Klimawandel, déi nohalteg Entwécklung an d'erneierbar Energien. Grousse Wäert gëtt heibäi op d'Zesummenaarbecht vun den entwéckelte Länner mat den Entwécklungslänner an de Schwellelänner geluecht.



D'Madame Colette Flesch, Vizepresident vun der Chamber, huet un der 119ter Assemblée vun der UIP zu Genève deelgeholl.

➤ Relations belgo-luxembourgeoises

«Rien de ce qui est belge ne nous est étranger!»

Parmi les relations du Grand-Duché avec ses pays voisins, les liens noués avec la Belgique sont sans doute les plus étroits, et ceci depuis près d'un siècle et demi! Collaboration politique et culturelle, liens économiques et dynastiques, sans oublier les quelque 40.000 frontaliers venant travailler à Luxembourg tous les jours et les 15.000 Belges résidant au Grand-Duché: Tous ces aspects contribuent à cette relation particulièrement étroite.

Lucien Weiler l'a relevé et s'en est félicité au cours d'un entretien en tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Représentants du Royaume de Belgique, M. Herman van Rompuy. Il n'a cependant pas caché qu'actuellement, face aux problèmes institutionnels en Belgique, le Grand-Duché se sent très concerné, car rien de ce qui est belge ne lui est étranger.

Suite aux explications détaillées du Président van Rompuy sur la complexité de la situation - exercice qu'il allait d'ailleurs répéter plus tard devant des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes -, M. Weiler a souligné «que le choix de leur structure étatique appartient aux seuls Belges». Il a réitéré sa confiance et son espoir de «voir le génie du compromis belge aboutir», en se félicitant d'ores et déjà de la volonté déclarée des responsables politiques de régler les problèmes par la voie du dialogue et de la concertation et



Le Président de la Chambre des Représentants du Royaume de Belgique, M. Herman van Rompuy reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

non par la dictature du nombre. Dans le chapitre des relations bilatérales, MM. Weiler et van Rompuy ont surtout évoqué le problème des étudiants luxembourgeois aux universités de la Communauté française. Les deux se disaient convaincus qu'une négociation compréhensive de part et d'autre devrait mener à une solution globale.

Finalement, il a été question de politique européenne et du rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne. M. Weiler a souligné qu'avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne «que vous comme moi espérons très prochaine», des mécanismes inédits allaient se mettre en place. «Pour que ceux-ci soient à la pleine mesure de l'enjeu, qui est de rapprocher nos concitoyens de l'Union européenne, il conviendra que les parlements sachent intervenir à bon escient, en se donnant les structures adéquates et surtout en évitant de se noyer sous le flot des documents de Bruxelles.» Pour les deux Présidents, l'Europe fournit et continue à fournir l'unique réponse aux grands défis mondiaux.

Avant ses entretiens politiques au Parlement, le Président de la Chambre des Représentants belge avait été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc au Palais grand-ducal. Au cours de sa visite officielle, M. van Rompuy a également rencontré le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker et le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn.

La Chambre des Députés à la rencontre de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluence

Dans le cadre des relations bilatérales entre l'Assemblée nationale française et la Chambre des Députés, le Député-maire de Sarreguemines et Président du groupe d'amitié France-Luxembourg de l'Assemblée nationale Céleste Lett avait invité une délégation parlementaire luxembourgeoise à avoir un échange de vues avec la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluence.

Suite à un contrat conclu entre l'État français, le Conseil Régional de Lorraine et la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluence cette dernière a élaboré un projet d'agglomération qui prévoit un programme pluriannuel d'actions organisé autour de quatre grands axes de développement:

- promouvoir le territoire, conforter son rayonnement et son attractivité;

- impulser un développement favorisant l'équilibre et la gestion durable du territoire;

- offrir une qualité et un cadre de vie respectueux de l'identité et répondant aux attentes de la population;

- renforcer les solidarités.

La Chambre des Députés venant de sortir d'un débat sur la réorganisation territoriale du pays, les députés luxembourgeois s'intéressaient tout particulièrement au fonctionnement et aux moyens à disposition de la Communauté d'Agglomération pour l'application du plan d'action retenu. Lors de l'échange de vues qui a eu lieu entre représentants français et luxembourgeois au sein de l'Assemblée Communautaire, des similitudes au niveau de la stratégie de développement territorial et des axes de travail ont pu être constatées. L'Agglomération sarregueminoise s'est en effet engagée avec les autres collectivités de l'arrondissement dans l'élaboration d'un projet qui a pour vocation d'unir autour de projets structurants et fédérateurs les territoires de Sarreguemines, Bitche et Sarralbe. D'un côté, il s'agit d'effacer la dichotomie qui peut exister entre territoires urbains et ruraux, d'un autre côté, ladite communauté a à faire face à une forte vocation industrielle de la proximité du cœur du bassin minier charbonnier de Lorraine sans oublier qu'elle possède également des relations transfrontalières très importantes avec le Land de Sarre.



Échange de vues d'une délégation parlementaire luxembourgeoise avec la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluence.

Pour mettre en œuvre son projet de développement de l'Agglomération, six groupes de travail ont été créés pour travailler sur les thèmes suivants:

- développement économique, tourisme;

- aménagement de l'espace, transport et urbanisme;

- enseignement supérieur, formation;

- environnement;

- politique de la ville et de l'habitat;

- sports, culture, loisirs.

Pour pouvoir aboutir à un programme d'actions, lesdits groupes de travail ont

- établi un diagnostic;

- défini les enjeux et les potentialités du territoire en question;

- mis en œuvre des stratégies adaptées et originales pour le développement durable du territoire intercommunal;

- traduit les orientations politiques retenues en un plan de développement voire un programme d'action opérationnel.

À la fin de ses travaux, la Communauté d'Agglomération a décidé de décliner la programmation de 59 actions pour un total de 58 millions d'euros pour la seule période de 2004 à 2006.

Ces actions tournaient plus particulièrement autour de

- l'aménagement de zones d'activités;

- la création d'une médiathèque;

- la création de nouvelles stations d'épuration;

- l'aménagement d'équipements de pistes cyclables;

- l'extension du service de transports en commun;

- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat;

- l'épanouissement de l'enseignement supérieur.

Interparlamentarische Konferenz im Europaparlament zum Thema Migration und Integration

Europa dürfe nicht zu einer Festung werden, zu dieser Schlussfolgerung kamen die Europa- und nationalen Abgeordneten anlässlich einer gemeinsamen Konferenz über Migrationen in Europa. Angesichts einer alternden Bevölkerung und eines Mangels an Arbeitskräften dürfe die Immigration nicht als Gefahr, sondern als Teil der Lösung des Problems gesehen werden.

Immigrations- und Integrationspakt

Zu Beginn der Konferenz unterstrich der französische Minister für Integration Brice Hortefeux die Übereinstimmung zwischen der europäischen Kommission und der französischen Ratspräsidentschaft im Themenfeld Migration und Integration; es bedürfe einer gemeinsamen europäischen Politik in diesem Bereich, die Europäische Union könne es sich nicht leisten, 27 unterschiedliche Systeme aufrechtzuerhalten. Brice Hortefeux präsentierte anschließend den von der französischen Ratspräsidentschaft unterbreiteten Vorschlag eines Immigrations- und Integrationspakts, der fünf Aktionsfelder beinhaltet:

- die Organisation der legalen Immigration, unter Berücksichtigung der Prioritäten, des Bedarfs und der Aufnahmekapazitäten des jeweiligen Mitgliedstaats sowie der Förderung der Integration;

- der Kampf gegen die illegale Migration, insbesondere durch die Rückführung der illegalen Einwanderer in Transitstaaten beziehungsweise in ihr Heimatland;

- die Verbesserung der Kontrollen an den Grenzen;

- der Aufbau eines Europa des Asyls;

Demographische Herausforderung

- die Schaffung einer Partnerschaft mit den Herkunftsländern durch die Verknüpfung von Migration und Entwicklungshilfe.

Der Kommissar für Justiz und Inneres, Jacques Barrot, unterstrich nochmals die demographische Herausforderung, vor der die EU steht. Hochrechnungen deuteten darauf hin, dass im Jahr 2050 über die Hälfte der europäischen Bevölkerung über 65 Jahre alt sein werde und die aktive Bevölkerung stark rückläufig sei. Die Migration sei also eine Notwendigkeit, besonders wenn man in Betracht ziehe, dass viele Hochqualifizierte Europa den Rücken kehrten.

Aus diesem Grund habe die Europäische Kommission den Vorschlag zur Schaffung einer „Blue Card" (in Anlehnung an die amerikanische „Green Card") für Hochqualifizierte unterbreitet, um Europa zu einem attraktiven Anziehungspunkt für hoch qualifizierte Fachkräfte zu machen (derzeit installieren sich nur 5% der Hochqualifizierten in Europa, 55% hingegen entscheiden sich für die USA). Abschließend hob Jacques Barrot hervor, dass der Kampf gegen die illegale Immigration eine Priorität der EU bleibe.

Die Vizegeneraldirektorin der Internationalen Organisation für Migration, Ndioro Ndiaye, warf fünf Kernfragen auf, mit denen die Europäische Union konfrontiert ist: der Umgang mit Hochqualifizierten, der Umgang mit der zirkulären Migration, die Verlinkung der Migrationspolitik auf nationaler und europäischer Ebene, die Rechte der Migranten sobald sie in der EU angekommen sind und die Zusammenarbeit zwischen den Herkunftsländern und den Mitgliedstaaten der EU.

Einwanderungspolitik

In seiner Rede vor den Abgeordneten erklärte Kommissionspräsident José Manuel Barroso, dass der Wegfall der internen Grenzen in der EU eine gemeinsame Einwanderungspolitik dringend erforderlich mache. Er unterstrich auch die Notwendigkeit einer gelungenen Integrationspolitik, denn eine gescheiterte Integration führe oft zu gesellschaftlichen Spannungen und zur Steigerung der Kriminalität.

Die Integrationspolitik unterliege jedoch dem Kompetenzbereich der Mitgliedstaaten und eine gemeinsame Integrationspolitik sei nicht realistisch. Die EU könne hingegen eine Reihe von gemeinsamen Prinzipien festlegen, an denen sich die Mitgliedstaaten orientieren könnten. Abschließend bemerkte der Kommissionspräsident, dass die Immigration eine Facette der Globalisierung bilde, die zum Wohlstand und zur Dynamik Europas beitrage.

Félix Braz (Déi Gréng) sprach sich angesichts sinkender Einwohnerzahlen in Europa und des Rückgangs der aktiven Bevölkerung im Laufe der Debatte gegen eine zu strenge Einwanderungspolitik aus. Er wies auf den spezifischen Migrationskontext im Großherzogtum hin; derzeit leben über 42% Ausländer in Luxemburg und ihre Zahl wird weiter steigen.

Die Situation in Luxemburg sei ein Beweis dafür, dass es keine „natürliche" Aufnahmekapazität gäbe. Was die erfolgreiche Integration der Migranten in einem Staat angehe, spielten die Faktoren wie soziale Kohäsion und die an die Migranten verliehenen Rechte eine große Rolle.



Aly Jaerling, Marie-Josée Frank, Lydie Err und Félix Braz (von links nach rechts) nahmen an der Interparlamentarischen Konferenz im Europaparlament teil.

➤ Prise de position du Parlement luxembourgeois

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg tient à protester vigoureusement contre la manière dont a été présentée la place financière luxembourgeoise au cours du journal télévisé de 20.00 heures daté du 21 octobre 2008 sur France 2. Elle s'insurge particulièrement contre le reportage, la soi-disant «enquête» et sa mise en images, introduisant l'interview du Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker. L'amalgame qui y a été fait entre «paradis fiscal», «blanchiment d'argent» et «secret bancaire» est à ses yeux inacceptable et indigne d'un organe d'information qui se veut sérieux en général et d'une chaîne de service public en particulier. Il est par ailleurs irresponsable, voire diffamatoire dans la mesure où il suggère aux téléspectateurs de France 2 une image de la place bancaire qui n'a aucun lien avec la réalité.

De façon plus générale, la Chambre des Députés récuse toute insinuation visant à discréditer le Grand-Duché de Luxembourg et sa place financière. Elle dénonce toute tentative d'établir une relation quelconque entre la crise financière actuelle et les activités développées par le secteur financier luxembourgeois, ce dernier n'étant de toute évidence pas à l'origine de l'autre.

➤ Krich tëschent zwee Membere vum Conseil de l'Europe



D'Deputéiert Marcel Glesener, Lydie Err, Anne Brasseur a Jean Huss (vu lénks no riets) hunn d'Chamber an der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot vertrueden.

Fir d'éischte Kéier an der Geschicht vum Conseil de l'Europe sinn zwee vu senge Memberen am Krich. Et ass also kee Wonner, dass dëse Krich tëschent Russland a Georgien der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot hir lescht Sëtzungswoch (28.09.-03.10.2008) zu Stroossbuerg dominéiert huet.

„Mir wäerten ni acceptéieren, datt e Land am Fall vun engem Konflikt net alles a Bewegung gesat huet, fir e mat friddleche Mëttel ze léisen an esou en Ausbroch vum Krich ze verhënneren." Dat sot de Luc Van den Brande, Member vun der Ad-hoc-Kommissioun, déi selwer, am September, a Russland an a Georgien war. Der Kommissioun hire Rapport gouf an der Parlamentarescher Versammlung presentéiert an et gouf driwwer diskutéiert. Der russescher Delegatioun hir Pouvoire goufen nach eemol nogekuckt. Well nëmmen de Ministeschcomité vum Conseil de l'Europe e Memberland provisoresch ausschléisse kann an d'Parlamentaresch Versammlung héchstens de Konfliktparteien d'Stëmmrecht oferkennen oder se aus de Fraktiounen ausschléisse kann, gouf driwwer diskutéiert, ob dat ubruecht wier. D'Äntwert op dës Fro war „neen", mat dësem Argument: „Problemer iwwerwannen an de Krich évitéieren ass nëmmen duerch den Dialog méiglech, andeem ee kloer a prezis Virschléi mécht a kuckt, ob se ugeholl an ëmgesat ginn oder net."

Méi Informatiounen iwwert d'Sëtzungswoch vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot gëtt et um Internetsite http://assembly.coe.int.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

➤ Assemblée Parlementaire de l'OSCE

La crise en Géorgie fait débat

Crise géorgienne

La crise en Géorgie a retenu particulièrement l'attention des 200 parlementaires issus de 49 États membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) participant aux réunions d'automne.

Le Président émérite et envoyé spécial pour la Géorgie, M. Göran Lennmarker, qui a relaté sa récente visite dans la région, a proposé la mise en place d'une commission spéciale pour essayer de mettre au clair ce qui s'est réellement passé durant les hostilités et si oui ou non il y a eu nettoyage ethnique. Dans ce contexte il a aussi appelé l'Europe à s'opposer contre tout nettoyage ethnique. «Quelle est la vérité?», demande M. Lennmarker qui demande à ce que des observateurs indépendants et objectifs soient envoyés en Ossétie du Sud et en Abkhazie.

La présence de la Ministre des Affaires étrangères géorgienne, Eka Tkeshelashvili, et du représentant permanent russe aux Nations Unies, Vitaly Churkin, a permis la tenue d'un débat à la fois enrichissant et houleux.

Au terme de la discussion le Président de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE, M. João Soares, a exprimé toute sa sympathie aux victimes de ce conflit et s'est réjoui de la présence de représentants russes et géorgiens ayant permis une meilleure compréhension des divergences. Le Président a également appelé les membres de l'OSCE à mettre tout en œuvre pour trouver une solution à la crise.

Sécurité

À côté d'une session spécialement destinée à la discussion sur la Géorgie, la réunion d'automne avait comme sujet principal *L'OSCE dans un monde ouvert: commerce, sécurité et migration*. L'allocution principale a été tenue par M. Gareth Evans, Président et chef de la direction du *International Crisis Group* et ancien Ministre des Affaires étrangères australien. Il s'est exprimé en faveur d'un renforcement du rôle sécuritaire de l'OSCE à travers un monitoring international plus accru et immédiat et pour une prévention majeure des conflits par le biais du Centre de Prévention des Conflits de l'OSCE. L'OSCE doit saisir l'opportunité qui se présente par le conflit géorgien de réduire les tensions sur la scène internationale. L'aspect sécuritaire à dimension humaine de l'action de l'OSCE et son expérience dans le règlement de conflits sensibles mettant en jeu les droits des minorités, en font un des meilleurs candidats possibles dans la résolution des conflits internationaux. Dans cette perspective, Evans a appelé les membres de l'OSCE à donner le ton pour une désescalade du conflit, à travers des déclarations et par les activités de sa présidence et de ses envoyés spéciaux.

Migration

Le volet migration a particulièrement bien été illustré par Mme Ratna Omidvar, présidente de la *Maytree Foundation*, fondation privée dont le but est de réduire la pauvreté et l'inégalité au Canada. Elle a expliqué la politique canadienne d'immigration sélective ainsi que la politique de réunification familiale.

Le directeur du Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (B.I.D.D.H.) de l'OSCE, M. Janez Lenarčič, a donné des explications sur l'organisation des missions internationales d'observations électorales. Il a aussi plaidé en faveur d'un rôle plus actif des immigrants dans le processus d'intégration et a déclaré que la prohibition d'extradition ne devrait pas être appliquée pour les criminels de guerre.

Forum méditerranéen

Avec comme but le développement de relations plus étroites entre l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et les Partenaires européens pour la coopération, le Forum Méditerranéen annuel s'est tenu en début de la session d'automne en présence de parlementaires représentant l'Algérie, Israël, la Jordanie et le Maroc. Un des orateurs, M. Gilles Mentré, secrétaire général de la Mission pour la Méditerranée, a expliqué les grandes lignes de l'Union pour la Méditerranée. En résumé, le projet qui s'appuie sur le processus de Barcelone préconise une redynamisation du processus au niveau politique et une réforme de la gouvernance en plaçant le nord et le sud sur un pied d'égalité. Ceci sera réalisé à travers une coprésidence nord-sud (actuellement: France et Égypte), une impulsion politique de la part des chefs d'État et de Gouvernement et la mise en place d'un secrétariat conjoint. Les prochaines étapes prévues sont la tenue d'une réunion des ministres des affaires étrangères à Marseille les 3 et 4 novembre prochains, la création du secrétariat en 2009 et la tenue d'un sommet des chefs d'État et de Gouvernement en 2010.

La réunion d'automne de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE s'est tenue du 18 au 20 septembre à Toronto (Canada). La Chambre des Députés y était représentée par Mme Lydie Err et M. Félix Braz.

➤ De Friddensprozess am Noen Osten an d'EU-MENA-Kooperatioun iwwert d'Solar-Energie

„Zwee Hindernisser verspären de Wee an d'Léisung vum Konflikt am Mëttleren Orient: Déi stänneg Vergréisserung vun de Siedlungskolonien an d'Bewegungsfräiheet vun de Palestinenser, déi nach ëmmer extrem limitéiert ass. Dës zwee Phenomeener verhënneren d'Investissementer an d'Relance vun der palestinensescher Wirtschaft." Där Iwwerzeegung ass de President vun der Euro-med-Parlamentarescher Versammlung (Euromed) a vum Europaparlament, den Här Hans-Gert Pöttering.

Den 12. an 13. Oktober 2008 huet eng ausseruerdentlech Sëtzung zu Amman a Jordanien stattfonnt.

Union pour la Méditerranée

D'Euromed, dat heescht déi gemeinsam parlamentaresch Versammlung vum Europaparlament, den Nationalparlamenter an de Mëttelmierstaten, mécht een Appel un d'Ausseministere vun der EU, fir dës Versammlung offiziell als legitim parlamentaresch Institutioun vum Barcelona-Prozess «L'Union pour la Méditerranée (UPM)», déi während dem Sommet vu Paräis am Juli 2008 lancéiert gouf, unzeerkennen.

Déi Recommandatioun vun der Versammlung un d'Réunioun vun den Ausseministere vum Barcelona-Prozess «Union pour la Méditerranée», déi zu Marseille vum 3. bis de 4. November stattfënnt, ass op folgendem Site ze fannen: http://www.europarl.europa.eu/intcoop/empa/.



Un der ausseruerdentlecher Sëtzung zu Amman hunn d'Deputéiert Martine Stein-Mergen, Xavier Bettel a Lydie Err deelgeholl (vu lénks no riets).

Euromed-Workshop iwwert d'Sonnen-Energie an der EU-MENA (Mëttleren Orient an Nord-Afrika) - Kooperatioun

Am Kader vun engem Workshop kruten d'Membere vun der Versammlung déi aktuell Technologië virgestallt, déi et erméigleche mat Sonnenenergie Stroum ze produzéieren a gläichzäiteg d'Méiglechkeete fir d'Waasser ze entsalzen, souzesoe mat engem kommerziellen „Offallprodukt" vun der Energiegewannung.

Déi nächst Plénière

D'Europaparlament empfänkt d'Membere vun der Versammlung zu Bréissel vum 15. bis de 17. Mäerz 2009. Jordanien wäert dann d'Présidence fir ee Joer iwwerhuelen.

Bildungsausschuss besuchte Schengen-Lyzeum Perl



hintere Reihe: Volker Staudt, Direktor, Gérard Zens vom Luxemburger Bildungsministerium, Marion Zenner, Direktorin des Lyzeums, Franz-Peter Basten, Honorarkonsul für Luxemburg in Trier, Bruno Schmidt, Bürgermeister der Gemeinde Perl, Fernand Diederich und Fred Sunnen (Abgeordnete)

Reihe vorn: Abgeordnete Robert Mehlen, Claude Adam, Jos Scheuer (Ausschussvorsitzender), Françoise Hetto-Gaasch, Mady Delvaux-Stehres (Bildungsministerin), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen

Das Deutsch-Luxemburgische Schengen-Lyzeum Perl hat Ende Juli 2007 seine Türen geöffnet. 270 Schülerinnen und Schüler ab der 5. Klasse besuchen im Moment die Schule. Ein 50:50-Anteil an deutschen und Luxemburger Kindern wird angestrebt, konnte aber noch nicht erreicht werden.

Die Leitgedanken der Schule lauten: Internationalität, Integration und Innovation.

Die Schule funktioniert nach dem Prinzip der Ganztagsschule. Die Schülerinnen und Schüler werden in 8 Jahren bis zum Abitur geführt. Sie bekommen nach dem bestandenen Examen zwei Abiturientenzeugnisse: eines aus Luxemburg und eines aus Deutschland. Ein berufsbildender Zweig ist im Aufbau.

30 Lehrpersonen unterrichten zurzeit am SLP; 10 stammen aus Luxemburg, 20 aus Deutschland. Lehrerinnen und Lehrer bieten im SLP nicht nur Kurse in ihrem Spezialgebiet an, sondern unterrichten auch in einem zweiten Fach.

Die Schule zeichnet sich ebenfalls durch ihr Förderkonzept sowie ein besonderes Sprachenangebot aus. In der unteren Jahrgangsstufe werden zwei Sachfächer in französischer Sprache unterrichtet, in der oberen Stufe (ab der 9. Klasse) läuft ungefähr 40% des Unterrichts in Französisch.

Die Schülerinnen und Schüler können in der Schule essen. Es handelt sich im Moment noch um eine „Ausgabeküche", wünschenswert ist aber eine Ausstattung, die die Zubereitung der Mahlzeiten vor Ort ermöglicht.

Das nachmittägliche Betreuungsangebot wird mit dem SOS-Kinderdorf zusammen organisiert. Die Betreuung erfolgt durch Sozialpädagogen.

Das SLP verfügt auch über einen SPOS, was eine Neuerung für Deutschland darstellt.

Das schulinterne Förderkonzept sieht ein schülerorientiertes Arbeiten mit verschiedenen Sozialformen (Gruppenarbeit, individuelles Arbeiten,…) vor. Für jedes Kind gibt es individuelle Lehrpläne, die auf Grund einer individuellen Lerndiagnose erstellt werden. Nach einer bestimmten Zeit werden die Resultate ausgewertet.

Bei einem kurzen Rundgang konnten die Abgeordneten sich von der Ausstattung der Schule sowie vom Fortgang der Arbeiten zum Ausbau und zur Vergrößerung überzeugen.

Le Parlement Benelux en visite chez ArcelorMittal



Sur initiative de M. Xavier Bettel, Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux), les membres du Parlement Benelux ont visité l'usine ArcelorMittal à Belval le 3 octobre dernier.

Après une présentation du groupe ArcelorMittal, les parlementaires ont été guidés à travers l'usine et ont pu se faire une idée concrète du fonctionnement du four électrique, de la coulée continue et du laminoir TMB. Les députés luxembourgeois et membres du Parlement Benelux MM. Roger Negri, Marcel Oberweis et Félix Braz, ainsi que Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch ont également pris part à la visite.

Op Besuch…

René Closter, President vun der LAR

Viru Kuerzem huet de Chamberspresident Lucien Weiler de President vun der Lëtzebuerger Air Rescue empfaang.

Bei dëser Entrevue hunn déi zwee Presidenten déi aktuell Problemer, mat deenen d'Lëtzebuerger Air Rescue - als eenzeg Organisatioun hei am Land, déi Loftrettung bedreift - konfrontéiert ass, diskutéiert.

Dozou gehéiert haaptsächlech de Problem vun der Finanzéierung. Europäesch Reglementatiounen obligéieren d'Air Rescue zu ëmmer neien Investissementer, déi si eleng kaum droe kann. E weidere Problem, deen zur Diskussioun stoung, ass d'Infrastruktur um Flughafen, déi dem Equipement vun der Air Rescue net gerecht gëtt.

De Chamberspresident huet dem Här Closter d'Ënnerstëtzung vun der Chamber bei der Léisung vun de genannte Problemer zougesot.

Des Weideren huet de Lucien Weiler dem Här Closter a senger ganzer Equipe félicitéiert a Merci gesot fir hiren Engagement an hiren Asaz am Déngscht vun de Mënschen an Nout.



Neit Liewe fir eis Bongerten!



Esou kéint een déi Initiativ iwwerschreiwen, déi d'Chamberkommissioun Agrikultur ënnert dem Impuls vun hirem President Marcel Oberweis zesumme mat der Ëmweltkommissioun ergraff huet.

Zu Jonglënster gouf Enn September en Äppelbongert besicht, fir esou d'Ënnerstëtzung vun Aktiounen ze markéieren, déi zum Zil hunn, déi jonk Generatioun, mä och de grousse Public am Allgemengen, op Produkter aus eise Gäert a Stécker opmierksam ze maachen.

A Presenz vun de Ministere Mady Delvaux-Stehres a Fernand Boden, der Statssekretärin Octavie Modert esou wéi Vertrieder vun der Fondatioun „Hëllef fir d'Natur" sinn d'Schoulkanner Äppel plécke gaangen an hunn doraus Fiz gepresst. De Fierschter Jean-Claude Pitzen huet hinnen iwwerdeems explizéiert, datt et aus ökologesche Grënn vill méi sënnvoll ass, fir Äppel vun heiheem z'iessen an ze verschaffen, amplaz vu bëllegen Importprodukter. Ausserdeem gouf erkläert, wat fir e gesond Liewensmëttel en Apel ass.

Die Universität Luxemburg zu Gast beim Parlament



Die Vertreter der Universität Luxemburg im Gespräch mit den Abgeordneten:

(von links nach rechts) André Prum, Dekan der Fakultät für Rechtswissenschaften, Massimo Malvetti, Dekan der technischen Fakultät, Rolf Tarrach, Rektor der Universität Luxemburg, Ben Fayot, 2. Vorsitzender des Ausschusses für Hochschulbildung, Michel Margue, Dekan der Fakultät für Geisteswissenschaften, Germain Dondelinger vom Ministerium für Hochschulbildung

Seit 2003 verfügt Luxemburg über eine eigene Universität mit drei Fakultäten. In der Aufbauphase mussten kleinere und größere Schwierigkeiten bewältigt werden, wie die Organisation der Studiengänge, die Einstellung der Wissenschaftler, Lehr- und Fachkräfte oder die Aufstellung eines Mehrjahresplans für die verschiedenen Entwicklungsphasen.

Die Uni Luxemburg zeichnet sich heute durch ihre Mehrsprachigkeit aus sowie durch die Tatsache, dass sie aus einem geographisch kleinen Land heraus eine Vernetzung mit großen Partnern aus Wissenschaft, Lehre und Wirtschaft anstrebt. Alle Studenten müssen während ihres Bachelor-Studiengangs, der drei Jahre dauert, ein Semester an einer ausländischen Partner-Uni verbringen. Die Uni selbst sieht sich stark mit mehreren anderen Hochschulen der Großregion verbunden.

Ein zentrales Anliegen besteht im Aufbau der wissenschaftlichen Forschung.

Den Verantwortlichen der Universität liegt die gute Qualität der Lehre am Herzen. So bemüht man sich besonders, hoch qualifizierte Wissenschaftler und Professoren an der Uni Luxemburg zu verpflichten, um den Ruf der Institution europaweit zu festigen. Besonders im Bereich der Rechtswissenschaften scheint sich die Zusammenarbeit mit Richtern der Europäischen Gerichtsbarkeit und dem Finanzplatz Luxemburg positiv auszuwirken.

Für die Zukunft muss die Uni entscheiden, ob Studiengebühren eingeführt werden sollen. Solche Gebühren sind in den europäischen Nachbarländern schon seit mehreren Jahren üblich.

Dem Rektor der Uni, Herrn Tarrach, liegt der schnelle Bau der neuen Infrastrukturen auf Esch-Belval besonders am Herzen. Es wäre wichtig, so Tarrach, wenn die verschiedenen Fakultäten, die zurzeit noch auf vier Standorte verstreut sind, bald näher zusammenrücken und enger zusammenarbeiten könnten. Besonders der technischen Fakultät würde dies zugutekommen, weil ihre Entwicklung durch fehlende Labors und Büros unmöglich ist.

Rektor Tarrach bat die Bevölkerungdas Volk und ihreseine Vertreter um etwas Geduld: Der Aufbau einer nationalen Universität ließe sich nicht in ein paar Jahren bewerkstelligen. Nicht jede wissenschaftliche Forschung münde in eine ökonomische Umsetzung und nicht jeder Frage könne nachgegangen werden, scheine sie auch noch so wichtig für die Luxemburger Gesellschaft.

An der Uni Luxemburg studieren zurzeit über 4.000 Frauen und Männer aus 89 Ländern. 186 betreiben Forschung zur Erlangung eines Doktortitels. Die Uni zählt außerdem 550 Angestellte und 157 Mitglieder des Lehrkörpers, davon 61 Professoren und 74 Assistenten.

Assemblées parlementaires internationales

(14.10.2008)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Lydie Err (Présidente de la délégation luxembourgeoise depuis le 01.09.2007) (LSAP)
Marcel Glesener (Vice-Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)
Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
Jean Huss (DÉI GRÉNG)
Norbert Haupert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:
Marcel Glesener (Président de la délégation luxembourgeoise depuis décembre 1999) (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
Norbert Haupert (CSV)
Jean Huss (DÉI GRÉNG)
Anne Brasseur (DP)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Lucien Weiler (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Jos Scheuer (Trésorier international) (LSAP)
Michel Wolter (CSV)
Charles Goerens (DP)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:
Lucien Weiler (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)
Patrick Santer (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Marcel Sauber (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:
Lydie Err (Présidente de la délégation luxembourgeoise) (LSAP)
Martine Stein-Mergen (Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise) (CSV)
Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:
Christine Doerner (CSV)
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Marc Spautz (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:
Fred Sunnen (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne (COSAC)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Charles Goerens (DP)
François Bausch (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Roger Negri (Président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux depuis le 01.01.2007) (LSAP)
Marcel Oberweis (Président de la délégation luxembourgeoise depuis le 11.10.2005) (CSV)
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Marco Schank (CSV)
Jean-Paul Schaaf (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Lucien Weiler (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Christine Doerner (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Romain Schneider (LSAP)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Roland Schreiner (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Charles Goerens (DP)
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Lucien Thiel (CSV)
Ali Kaes (CSV)
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Vera Spautz (LSAP)
Lydia Mutsch (LSAP)
Marc Angel (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Fernand Etgen (DP)
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Composition des Commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

(14.10.2008)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV Marie-Josée Frank, Norbert Haupert, Gilles Roth, Lucien Thiel

LSAP Marc Angel, John Castegnaro, Roger Negri

DP Fernand Etgen, Carlo Wagner

DÉI GRÉNG **Camille Gira**

ADR Robert Mehlen

Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV Michel Wolter

LSAP Ben Fayot

DP **Charles Goerens**

DÉI GRÉNG François Bausch

Commission des Pétitions

CSV Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Patrick Santer, Marco Schank

LSAP Fernand Diederich, Lydie Err, Vera Spautz

DP Xavier Bettel, Anne Brasseur

DÉI GRÉNG **Camille Gira**

ADR Jean-Pierre Koepp

Commission du Règlement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Marcel Glesener, Patrick Santer, Michel Wolter

LSAP Marc Angel, Ben Fayot, Roland Schreiner

DP Xavier Bettel, Colette Flesch

DÉI GRÉNG François Bausch

ADR **Gast Gibéryen**

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV Nancy Arendt, Marcel Glesener, Norbert Haupert, Laurent Mosar

LSAP Marc Angel, Lydie Err, **Ben Fayot**

DP Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Charles Goerens, Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)

DÉI GRÉNG Félix Braz

ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Défense)

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Gilles Roth, **Marco Schank**, Fred Sunnen

LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Lydia Mutsch

DP Fernand Etgen, Paul Helminger

DÉI GRÉNG Camille Gira

ADR Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV Lucien Clement, Marie-Josée Frank, **Marcel Oberweis**, Jean-Paul Schaaf

LSAP Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Romain Schneider

DP Charles Goerens, Carlo Wagner

DÉI GRÉNG Henri Kox

ADR Robert Mehlen

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

CSV Lucien Clement, **Norbert Haupert**, Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber

LSAP Claudia Dall'Agnol, Jos Scheuer, Vera Spautz

DP Eugène Berger, Xavier Bettel (pour le volet Logement), Fernand Etgen (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)

DÉI GRÉNG Henri Kox

ADR Jean-Pierre Koepp (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Logement)

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV Lucien Clement, Norbert Haupert, Laurent Mosar, Michel Wolter

LSAP John Castegnaro, Ben Fayot, Roger Negri

DP **Colette Flesch**, Charles Goerens

DÉI GRÉNG François Bausch

ADR Robert Mehlen

Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

CSV Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz

LSAP **Alex Bodry**, John Castegnaro, Jos Scheuer

DP Eugène Berger, Colette Flesch (remplaçante: Anne Brasseur pour le volet Sports)

DÉI GRÉNG Henri Kox (remplaçant: Jean Huss pour le volet Sports)

ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Sports)

Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Fred Sunnen

LSAP John Castegnaro, Fernand Diederich, **Jos Scheuer**

DP Anne Brasseur, Eugène Berger

DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Formation professionnelle)

ADR Robert Mehlen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

CSV Marcel Oberweis, Martine Stein-Mergen, **Fred Sunnen**, Lucien Thiel

LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Lydia Mutsch

DP Anne Brasseur, Colette Flesch

DÉI GRÉNG Claude Adam

ADR Robert Mehlen

Commission de l'Environnement

CSV Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen

LSAP Marc Angel, Roger Negri, Romain Schneider

DP Eugène Berger, Charles Goerens

DÉI GRÉNG Camille Gira

ADR Robert Mehlen

Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

CSV Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, **Marie-Josée Frank**, Jean-Paul Schaaf

LSAP Marc Angel (remplaçante: Lydie Err pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (remplaçante: Vera Spautz pour le volet Égalité des chances)

DP Xavier Bettel (pour les volets Égalité des chances et Jeunesse), Eugène Berger, Fernand Etgen (pour le volet Famille)

DÉI GRÉNG Viviane Loschetter

Indépendant Aly Jaerling

Commission des Finances et du Budget

CSV Norbert Haupert, **Laurent Mosar**, Lucien Thiel, Michel Wolter

LSAP Ben Fayot, Lydia Mutsch, Roger Negri

DP Charles Goerens, Claude Meisch

DÉI GRÉNG François Bausch

ADR Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

CSV Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Patrick Santer, Lucien Thiel

LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner

DP Eugène Berger, Fernand Etgen

DÉI GRÉNG Claude Adam

ADR Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV Christine Doerner, **Paul-Henri Meyers**, Patrick Santer, Marcel Sauber

LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Roger Negri

DP Colette Flesch, Paul Helminger

DÉI GRÉNG Félix Braz

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission juridique

CSV Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, **Patrick Santer**

LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein

DP Xavier Bettel, Colette Flesch

DÉI GRÉNG Félix Braz

ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV Nancy Arendt (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Marie-Josée Frank (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Paul-Henri Meyers, Patrick Santer (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Jean-Paul Schaaf (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Martine Stein-Mergen

LSAP Claudia Dall'Agnol, **Lydia Mutsch**, Romain Schneider

DP Alexandre Krieps, Carlo Wagner

DÉI GRÉNG Jean Huss (remplaçant: Félix Braz pour le volet Sécurité sociale)

Indépendant Aly Jaerling

Commission des Transports

CSV Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Michel Wolter

LSAP Marc Angel, Roger Negri, **Roland Schreiner**

DP Eugène Berger, Paul Helminger

DÉI GRÉNG Félix Braz

ADR Jean-Pierre Koepp

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV Lucien Clement, **Marcel Glesener**, Ali Kaes, Marc Spautz

LSAP John Castegnaro, Romain Schneider, Vera Spautz

DP Fernand Etgen, Alexandre Krieps

DÉI GRÉNG Viviane Loschetter

Indépendant Aly Jaerling

Commission des Travaux publics

CSV Sylvie Andrich-Duval, **Lucien Clement**, Ali Kaes, Marcel Sauber

LSAP Fernand Diederich, Jos Scheuer, Roland Schreiner

DP Anne Brasseur, Fernand Etgen

DÉI GRÉNG Viviane Loschetter

ADR Robert Mehlen

Les noms des **présidents** des commissions sont signalés en gras;
ceux des vice-présidents sont soulignés.

Mardi, 14 octobre 2008

SÉANCE 53

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Session ordinaire 2007-2008

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député
- *M. le Président*

2. Clôture de la session ordinaire 2007-2008 et ouverture de la session ordinaire 2008-2009
- *M. le Président - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun engem fréieren Deputéierten, dem Här Joseph Wenkin vun Alschent, matzedeelen, deen dëse Summer am Alter vun 90 Joer verstuerwen ass.

Säi Liewen hat hien an den Déngscht vu senge Matbierger gestallt. Als Eelste vu sechs Kanner huet hien no sengem Diplom an der Belsch fir d'éischt am elterleche Betrib geschafft. Am Krich war hien e ganz aktive Resistenzler an huet an där Zäit ville jonke Mënschen zur Sécherheet verhollef.

1951 koum hien an d'Chamber, wou hien deen deemolege Groupement démocratique als Norddeputéierte vertrueden huet. Als Deputéierten hat de Joseph Wenkin sech virun allem fir den Norde vum Land a fir d'Landwirtschaft agesat.

No zwee Joer ass hie ganz onerwaart aus sengem Amt hei um Krautmaart zréckgetrueden, fir an de belsche Kongo ze goen. Zwee Joer drop koum hien zréck op Lëtzebuerg an huet 1976 d'Buergermeeschteramt vun der Gemeng Kautebaach iwwerdroe krut, eng Gemeng, déi hie während zwielef Joer mat vill Asaz geleet huet.

Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill ausdrécken. Ech géif lech bieden, ee Moment opzestoen, fir deem Verstuerwenen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, 3. Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir:

«Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 5. September 2008 huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session ordinaire 2007-2008 zouzemaachen an d'Session ordinaire 2008-2009 opzemaachen. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

2. Clôture de la session ordinaire 2007-2008 et ouverture de la session ordinaire 2008-2009

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, de Grand-Duc huet mech de 5. September autoriséiert, déi lafend Chambersessioun zouzemaachen an déi nächst opzemaachen.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Domat ass d'Sessioun 2007-2008 zou an déi nei Sessioun ass op.

Domat ass dës Sitzung eriwwer.

(Fin de la séance publique à 15.04 heures)

Mardi, 14 octobre 2008

SÉANCE 1

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Session ordinaire 2008-2009

Sommaire

1. Composition du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
- *M. le Président*

2. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président (pas de modification)*

3. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président (proposition de changement adoptée)*

4. Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp
- *M. le Président - M. Jean-Pierre Koepp*

5. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Jacques-Yves Henckes - vote (proposition Henckes rejetée)*
- *M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, M. Aly Jaerling, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen, Mme Marie-Josée Frank - vote (proposition Gibéryen rejetée)*

6. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier
- *M. le Président*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Composition du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général

Mir kommen elo zur Ernennung vum Chambersbüro. Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbüro bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass.

Da wëll ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2008-2009 ze erneieren?

(Assentiment)

Och dat ass de Fall an et ass also esou décidéiert.

De Büro bleift deemno fir d'Sessioun 2008-2009 a senger bishereger Form bäibehalen. Dat heescht, mat mir selwer als President, d'Vizepresidente sinn den Här Jos Scheuer, d'Madame Colette Flesch, den Här Laurent Mosar, an d'Membere sinn déi Häre Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens, François Bausch, Lucien Clement an Alex Bodry. De Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

2. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vun de Kommissiounen.

Dozou si keng Ännerungsvirschléi eragereecht ginn.

Ass d'Chamber mat där Lëscht averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

3. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der Zesummesetzung verdeelt ginn.

Bis elo ass een Ännerungsvirschlag vun der Fraktioun vun deene Gréngen eragereecht ginn, wat d'Zesummesetzung vun der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe OSCE ubelaangt:

- Den Här Jean Huss, membre suppléant, gëtt duerch den Här Félix Braz ersat.

Sinn nach aner Ännerungsvirschléi dozou?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Dann ass et esou décidéiert.

Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

Nodeems dass d'Chamber elo hir Organer konstituéiert huet, komme mer dann zu deenen eigentleche parlamentareschen Aarbechten.

4. Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp

Erlaabt mer awer fir d'éischt, Kolleeginnen a Kolleegen, eise Kolleeg, de Jean-Pierre Koepp, no ganz laanger krankheetsbedéngter Ofwiesenheet haut de Mëtteg erëm hei ënner eis ze begréissen. Mir gesinn alleguerten, dass et him vill besser geet, a mir wënschen him dat Allerbescht fir d'Zukunft.

(Applaudissements)

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, ech si frou, elo erëm bei Iech ze sinn. Et huet zwar laang gedauert, mä ech hu mäi Bescht gemaach, fir datt ech erëm esou séier wéi méiglech op d'Bee komm sinn. Ech hat och vun alle Säite vill Hëllef a wëll nach gären alleguerten deene Fraktiounen, déi mer déi schéi Blumme geschéckt hunn, villmools Merci soen.

(Applaudissements)

M. le Président.- Mir si frou, Här Koepp, dass Dir erëm hei sidd!

5. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Deklaratioun vum Här Stats- a Finanzminister iwwert déi weltwäit Finanzkris, uschléissend debattéiere mer iwwert d'Deklaratioun vum Statsminister.

Muer de Mëtteg ëm hallwer dräi hu mer de Second vote constitutionnel vun zwou Propositions de révision de la Constitution, wou eng qualifizéiert Majoritéit beim Vote erfuerdert ass. Dann de Projet iwwert d'duebel Nationalitéit. Duerno de Projet de loi 5842 iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg, de Projet de loi 5698B, eng Konventioun iwwert d'Biens aéronautiques, a schliesslech de Second vote constitutionnel vum Projet de loi 5696 iwwert de Pacte logement.

En Donneschdeg de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Et ass eng Propositioun eragereecht ginn, fir de Projet de loi 5842 virun der duebeler Nationalitéit muer de Mëtteg ze traitéieren. Mir maache fir d'éischt déi Voten iwwert d'Propositions de révision vun der Constitutioun, duerno de Projet 5842 iwwert d'Finanzplaz, dann d'duebel Nationalitéit an da fuere mer mam Ordre du jour weider, esou wéi e virgesinn ass.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech froen d'Wuert fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour, an zwar fir dat Gesetz, wat mer an zweeter Lecture solle stëmmen iwwert de Pacte logement, vum Ordre du jour ze huelen.

De Grond, woufir ech dat froen, ass de Fait, datt d'Europäesch Kommissioun eng Plainte kritt huet géint dat Gesetz wéinst Violatioun vun den Artikele 86, 87 an 88 vun dem Traité iwwert d'Communauté européenne. Do geet et haaptsächlech dorëm, datt d'Commission européenne eng Plainte kritt huet, wou festgestallt gëtt, datt et an onsem Wunnbaurecht eelef Artikele gëtt, déi net en conformité sinn zu den Dispositioune vun den europäeschen Traitéën. Ënnert deenen eelef sinn der fënnef an dem Gesetz vum Pacte logement.

Wann ech de Gesetzesprojet, dee mer an éischter Lecture hei diskutéiert hunn, kucken, ass dat den Artikel 3 Alinea 6, an d'Artikelen 30, 2, 1; 30, 2, 2; den Artikel 31, 6 an den Artikel 30, 5. Do si ganz seriö Beanstandungen dran. Wann een den Délai, deen hei d'Europäesch Kommissioun der Regierung ginn huet, kuckt - dat heescht fir innerhalb vun 20 Deeg ze äntwerten -, a wann ech dann unhuelen, datt och d'Europäesch Kommissioun wäert innerhalb vun enger kuerzer Zäit, vläicht och innerhalb vun 20 Deeg, eng Äntwert ginn, da kënnt een héchstwahrscheinlech bis um Enn vum Joer eng kloer Situatioun hunn.

Dofir géif ech mengen, datt et besser wier, wa mer d'Gesetz dës Woch net zur Ofstëmmung bréngen, well mer soss riskéieren, datt et eventuell an engem oder zwee Méint misst geännert ginn. Wa mer au contraire elo ofwaarden, dann évitéiere mer vill Schwieregkeeten, juristescher a legaler Natur, déi mer soss kéinte kréien. Dofir wier et gutt, wann déi Propositioun kéint ugeholl ginn.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, den Här Henckes proposéiert eng Modifikatioun an deem Sënn, dass den zweete Vote constitutionnel iwwert de Pacte logement soll vum Ordre du jour erofgeholl ginn.

Vote

Wien ass mat där Propositioun vum Här Henckes d'accord?

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass déi iwwergrouss Majoritéit dergéint ass. Deementspriechend bleift den Ordre du jour esou wéi d'Presidentekonferenz en arrêtéiert huet.

Den Här Gibéryen huet d'Wuert, och zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 19. Februar hate mer hei an der Chamber zwee Gesetzer gestëmmt, dat iwwert d'Palliativmedezin eestëmmeg an dat iwwert d'Euthanasie mat enger Majoritéit. De Statsrot huet déi zwee Gesetzer net vum zweete Vote constitutionnel entbonnen. Duerfir hat ech de 27. Mee op dëser Plaz gefrot, datt d'Chamber soll d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin an zweeter Lecture stëmmen.

Deemools ass vun de Leit, déi do dergéint gestëmmt hunn - dat war déi ganz grouss Majoritéit heibannen -, argumentéiert ginn, datt déi zwee Gesetzer virun der Summervakanz iwwert déi legislativ Bühn wieren. Mir stellen elo fest, datt mer Oktober sinn an datt déi Gesetzer net gestëmmt sinn. Mir si momentan mat véier Oppositions formelles am Avis vum Conseil d'État konfrontéiert, esou datt och elo nach kee ka wëssen, wéini et gestëmmt gëtt, quitte datt déi Leit, déi gesot hunn, et wier virun der Summervakanz gestëmmt, elo soen, et géif nach virun der Chrëschtvakanz gestëmmt.

Duerfir géife mer haut nach eng Kéier hei d'Demande stellen, fir d'Palliativgesetz dës Woch op den Ordre du jour ze huelen, fir den zweete Vote constitutionnel hei virzehuelen, esou datt dat Gesetz kann a Kraaft trieden, wat jo heibanne vun deene 60 Deputéierten eestëmmeg gestëmmt ginn ass.

Et gëtt also keng Ursaach, firwat dat Gesetz net sollt a Kraaft trieden. Mir kënnen dat roueg als Gesetz stëmmen, well all Mënsch am Land hätt dat gären. Wa mer dann iwwert d'Euthanasiegesetzgebung eng Kéier eng majoritär Eenegung heibanne fannen, kann een dat Gesetz nach ëmmer nostëmmen. Ech fannen et falsch vun eiser Säit, datt een un déi Décisioun ëmmer d'Palliativmedezin mat drunhänkt, an datt doduerch dat Gesetz net gestëmmt gëtt. Duerfir eis Demande, datt dës Woch den zweete Vote iwwert d'Palliativgesetz op den Ordre du jour kënnt.

Merci.

M. le Président.- Och hei läit eis eng Propositioun vir, fir den Ordre du jour ze änneren an de Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs op den Ordre du jour ze setzen.

Den Här Wolter freet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, déi Propositioun, déi den Här Gibéryen gemaach huet, ass engem a priori jo net onsympathesch, well effektiv de Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin e Projet ass, op deen d'Lëtzebuerger waarden. Et ass allerdéngs esou, dass mer an engem Processus législatif sinn, an an deem, esou wéi ech dat matkritt hunn, ass den nächsten Donneschdeg eng Sitzung vun där zoustänneger Kommissioun virgesinn.

Ech géif proposéieren, dass mer déi Propositioun do, déi mer éischter politesche Charakter huet, géifen an där Kommissioun diskutéieren, fir ze kucken, wat een da mécht. An d'Kommissioun soll eng Propositioun maachen, fir eis ze soen, opgrond vum Avis vum Statsrot - an ech hu verstanen, dass d'Presidentin och esou wëllt fonctionnéieren -, opgrond vum Avis vum Statsrot, ob et e bindende Lien tëschent deenen zwee Projete gëtt oder ob een deen ee ka par rapport zu engem anere lasstrennen. Fir dat elo dës Woch ze maachen, dat schéngt mer relativ irrealistesch ze sinn, dans la mesure wou d'Parlament e gewëssene Kalenner huet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech géif mengen, Här President, fir dat ze tranchéiere brauche mer déi Kommissiounssitzung net ofzewaarden, well déi Demande ass an der leschter Kommissiounssitzung gestallt ginn, an d'Kommissioun huet sech derfir ausgeschwat, dass sollen déi zwee Gesetzer matenee gestëmmt ginn.

Ech fannen et awer trotzdeem sënnlos, fir elo nach ze waarden, dat eent Gesetz vun deem aneren ofhängeg ze maachen, well dat eent Gesetz ass kloer. Et si just nach e puer technesch Ännerungen, déi am Fong de Statsrot do am Palliativgesetz virgesinn huet, awer keng formell Oppositioun, esou dass dat Gesetz elo kënnt gestëmmt ginn an d'Leit an de Genoss vun deem Gesetz kënnte kommen.

Bei deem anere Gesetz sollen déi Leit, déi dat Gesetz do hei an d'Chamber bruecht hunn, emol kucken, dass se selwer domadder eens ginn, an da kënne mer erëm an d'Chamber zréckkommen.

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, déi Chamber hei huet déi zwee Gesetzer vun Ufank un zesummen traitéiert. De Statsrot huet a sengem Avis nom éischte Vote och e gemeinsamen Avis iwwert dat engt an dat anert ginn. Ech mengen, mir sollen an där Logik virufueren. Déi Chamberskommissioun kënnt iwwermuer zesummen, schafft op deem Avis vum Conseil d'État a probéiert a kuerzer Zäit, sech doriwwer kloerzemaachen, an da kréie mer et hei an d'Plénière an dann hëlt jiddferee seng Responsabilitéit. Ech mengen, dat ass e legislative Prozess, deen amgaangen ass an dee mer op déi Manéier sollen duerchzéien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir bleiwe bei eiser Meenung, datt een dee Projet soll dës Woch stëmmen. All déi Argumenter do sinn net iwwerzeegend. Vun Ufank un, och déi éischte Kéier, sinn déi zwee Gesetzer zwar an enger Sitzung, awer separat gestëmmt ginn. Et ass eestëmmeg gestëmmt ginn, et ass keng Opposition formelle do, et hënnert eis also guer näischt drun, fir d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin ze stëmmen. Dat wier a fënnef Minutten iwwert d'Bühn an da kéint dat Gesetz a Kraaft trieden.

Här President, ech hu keng Zäit,...

M. le Président.- Här Gibéryen, mir hunn Är Argumentatioun héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir meng Argumentatioun hei ze ginn, an duerfir hale mir wéi gesot drop, datt en op den Ordre du jour kënnt.

M. le Président.- D'Madame Frank freet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, ech deelen d'Meenung vun deene Virriedner vun der ADR an och vum anere Kolleeg, datt mer sollen de Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin ganz kuerzfristeg hei an der Chamber zum Vote stellen, well d'Leit am Land, déi op d'Soins palliatifs waarden, déi sinn dorop ugewisen.

M. le Président.- Merci, Madame Frank.

Mir kommen elo zur Décisioun. Wie mat der Propositioun vum Här Gibéryen d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Dat ass déi iwwergrouss Majoritéit vun der Chamber. Also bleift den Ordre du jour deen, dee proposéiert gi war an dee mer virdrun arrêtéiert hunn.

Mir kommen elo zu der Deklaratioun vum Här Stats- a Finanzminister iwwert déi international Finanzkris.

6. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier

Ech wëll an deem Zesummenhang sougutt dem Stats- a Finanzminister wéi och dem Budgets- an Trésorminister an dem Wirtschaftsminister Merci soe fir dat ganz enkt Abanne vun der Chamber an déi eenzel an décisiv Momenter, déi mer bis elo erlieft hunn. Ech mengen, ech hätt an Ärem Numm do geschwat.

Den Här Stats- a Finanzminister huet elo d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir erliewen an dësen Deeg, an dëse Minutten, an de leschte Wochen déi déifste Finanzkris, déi d'Welt zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich erlieft huet.

Et ass de Wonsch vun der Chamber, dass ech iwwert déi weltwäit Finanzkris schwätzen, an net esou séier iwwert déi lëtzebuergesch Ausleefer dovun. Mä déi zwou Saache vuneneen ze trennen, ass schwiereg, an dofir géif ech lech virschloen, dass mer d'Debatt no dëser Deklaratioun, och wann den Här Minister Frieden hei ass - all Minutt si mer domat amgaang -, notzen, falls dat de Wonsch ass vum Haus, fir och iwwer lëtzebuergesch Aspekter vun där weltwäiter Finanzkris, soufern een ouni Gefor kann doriwwer schwätzen, ze diskutéieren.

Déi weltwäit Finanzkris, déi kënnt net einfach esou. Déi huet eng Explikatioun, eng Geschicht, een Ursprong. An deen Ursprong läit eigentlech an engem Wirtschaftsmodell ideologesch ënnermoolt a seltenst contestéiert, wann och vu mir och hei am Haus mat munchen Nuancë versinn, deen doranner besteet, fir dat kuerzfristegt Interesse an de Mëttelpunkt vum mënschlechen Handelen, och vun deem wirtschaftlechen Handelen ze stellen.

Eng Ideologie eigentlech, eng Pensée unique, déi iwwer Europa déferléiert ass an deene leschte Jorzéngten, wou all Regelen, déi Regierungen an anerer, déi interesséiert sinn u geuerdnete Finanzverfahren, wollten an déi dorop ausgeriicht waren, fir déi méi Schwaach, fir déi méi Kleng, fir déi, déi manner gutt dru sinn, ze schützen, als eng Brems fir Wuesstem gesi gi sinn.

Déi Politik vum Wuelstandsschafen a vum Räichtumsschafen eleng baséiert op Scholden an op Defiziter, déi Politik vum séiere Geld a vum niddregen Effort ass gescheitert, well déi Géigenargumenter, déi Nuancéierungen, déi probéiert gi sinn, där Politik bäizebréngen, op ville Plaze mat Kapprëselen ofgelehnt gi sinn, an déi, déi se virbruecht hunn, als Vertrieder vun engem archaeschen Deel vun der Welt, vun engem der Globaliséierung net richteg zougewantenen Deel vun der Welt agestuuft gi sinn.

Elo sti mer virun engem Koup vu Schierbelen, wat dat fräit Spill vun de Kräfte vum Maart fäerdeg bruecht huet, an d'Regierunge sinn elo domat amgaang, déi Schierbelen opzerafen an zu engem neien Dëppen zesummenzeflécken, dat Feier, Wand, Reen an Äis besser aushält an deenen nächste Joren a Méint.

Europa huet näischt mat der Origine vun dëser Kris ze dinn. Europa ass wéi vun engem Geisterfahrer, dee mat Vollgas iwwert d'Autobunn fiert, mat an dee Chaos do eragerappt ginn. Dee Geisterfahrer fiert zënter deem leschte Sonndeg e bësse méi lues, well e gebremst ginn ass, mä e kann all Moment op enger anerer Strooss erëm optauchen. Dat muss ee wëssen, an dofir ass trotz positive Boursëreaktioune vun deene leschten zwee Deeg keng Ursaach do, fir d'Enn vun der Finanzkris ze décrétéieren oder fir an een iwwerdriwwenen Optimismus ze verfalen.

Déi global Finanzkris, vun där hei ze schwätzen ass, déi huet hiren Ursprong net an Europa, wéi gesot, mä an de Vereenegte State vun Amerika, wou d'Banken an déi, déi se féieren, gemengt hunn, d'Regele vum Einmaleins géifen am 21. Jorhonnert net méi zielen. Si hu systematesch Hypothekarkreditter u Leit ginn, déi Haiser kaaft hunn, déi déi Leit sech net leeschte konnten, sougenannten „subprime"-Kreditter, a si hunn dat gemaach an der Hoffnung, dass de Wäert vun den Haiser, déi kaaft gi sinn, méi séier géif klammen, wéi d'Scholdzënse géife falen. Dës Rechnung konnt net opgoen an dës Rechnung ass och net opgaangen.

An Amerika hunn d'Banken nei Finanzprodukter entwéckelt, déi et hinnen erlaabt hunn, dës Risikokreditter, déi ech beschriwwen hunn, zesumme mat anere manner risikobelaaschte Kreditter ze verpaken an hinne mat der Hëllef vun de Ratingagenturen de Stempel vu qualitativ héichwäertege Finanzprodukter opzedrécken a se da weiderzeverkafen.

Wéi déi spekulativ Bulle um amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech zesummegebrach ass, geplatzt ass, trotz Warnunge vun europäescher Säit vum Joer 2004 un, ëmmer méi däitlech am Krees vun de G7-Länner formuléiert, wéi dës spekulativ Blos geplatzt ass, wou dës sougenannten toxesch Produkter mat Origine um amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech de gesamten amerikanesche Finanzsystem infizéiert hunn, ass et duerch déi enk Vernetzung vun den internationale Finanzmäert och zu engem Iwwerschwappe vun där Kris op Europa komm, ënner anerem och, well och vill europäesch Banken an hirer exceptioneller Weisheet dës toxesch Produkter kaaft haten.

Jorelaang gouf sech an deene betraffene Bankekreesser géint all klengste Regeländerung gewiert, well gemengt ginn ass, et wier net gutt fir d'Weltwirtschaft, fir d'Globaliséierung, fir den allgemengen Zoustand vun den nationale Volleksekonomien, dass sougenannte modern Finanzprodukter wéi d'Derivater ze reglementéiere wieren.

Et ass de Feeler vun der Politik - manner vun där europäescher wéi vun där angelsächsescher an där amerikanescher -, dass ee sech deem forschen Denke vun deene modernen, zukunftsorientéierten Iwwerleeungen do ënnerworf huet. An Europa ass versicht ginn, och vu lëtzebuergescher Säit aus, fir zu Reglementéierungen ze kommen, mä reng op Europa bezunne Reglementéierungen hätten natierlech keng Wierkung entfaalt. Am Géigendeel, se hätten zu erhiefleche Verwerfungen - och du schonn - op de Finanzmäert gefouert. Dofir konnt et nëmmen eng international, dat heescht eng déi angelsächsesch an déi amerikanesch Finanzwelt englobéierend Gesamtléisung ginn.

Well et net dozou komm ass, ass et net falsch, fir sech d'Fro ze stellen, wien eigentlech ursächlech dru bedeelegt war, dass mer an déi Finanzkris do eragerode sinn. An ursächlech dorunner bedeelegt sinn d'Banken. Net d'Banken zu Lëtzebuerg, net déi, déi d'Banken zu Lëtzebuerg féieren, well déi sinn am Regelfall extrem gutt gefouert, wéi mer an deene leschte Wochen an deene Gespréicher mat Fortis a mat Dexia ëmmer erëm konnte feststellen; net wéinst de Beamten, wéinst de Leit, déi op de Banke schaffen, mä wéinst deenen hire grousse Chefen, déi weltwäit den Toun uginn.

Sech d'Fro net ze stellen, wie schold un der Kris ass, heescht d'Fro net beäntwerten, wéi et no der Kris soll mat enger geuerdneter Finanzwelt virugoen. De Moment ass net komm, fir d'Défense vu weltwäit agéierende Finanzgruppen ze huelen, déi op alles Rücksicht huelen, just net op déi Leit, deene se dauernd erklären, si wieren am philanthropeschen Optrag ënnerwee. Ech hu wéineg Verständnis fir eenzel Verdeedegungsrieden, déi dëser Deeg lancéiert gi sinn.

An enger éischter Phas vun där Finanzkris, déi am Summer den 9. August 2007 ugefaangen huet, si just déi Banke betraff gewiescht, déi am stäerksten duerch dee Phenomeen do infiltréiert waren. Mä zënter dem 15. September vun dësem Joer, wéi d'amerikanesch Autoritéiten - och d'Regierung, och de President, och de Finanzminister; ech hat d'Geleeënheet, deenen dëser Deeg déi Scholdzouweisung an Erënnerung ze ruffen - décidéiert hunn, eng grouss amerikanesch Investmentbank, Lehman Brothers, déi systemesche Charakter huet, faillite goen ze loossen, spéitstens zënter deem Dag, an dat weisen all Tabellen, déi ee ka consultéieren, huet déi Kris eng Form ugeholl, déi duerchaus u Wierkungen, Niewewierkunge vun där grousser Finanzkris vun 1929 erënnert.

Lëtzebuerg, dat eng gutt Bankeniwwerwaachung huet; Lëtzebuerg, deem seng Banke bis op ganz wéineg Ausnahmen, déi ech emol net kennen, gutt gefouert sinn; Lëtzebuerg, deem säi Bankesystem an deem seng Banke selwer gesond sinn, war bei dësem Stuerm eng vun deenen éischten direkt betraffene Finanzplazen, well mer op eiser Finanzplaz systemesch Banke kennen. Banken, déi, wann ee se géif - fir dat emol salopp auszedrécken - rëtsche loossen, aner Banken heiheem an aner Banke virun allem an Europa am Ëmfalprozess an no de Regele vum Dominoeffekt matgerass hätten.

Dofir wier et absolut noutwendeg, an engster Koordinatioun mat hire Frënn a Partner aus dem Benelux an aus Frankräich, souwuel bei Fortis wéi bei Dexia ze hëllefen, dass et net zu Schlëmmerem géif kommen.

Wann Der Iech d'Décisiounslat ukuckt vun deene leschten zwou Wochen, wäert Der onschwéier erkennen, dass d'lëtzebuergesch Regierung sech bei deene Rettungsaktioune bedeelegt huet, fir déi deene Ministere Frieden - surtout - a Krecké déi gréissten Unerkennung zoukënnt - déi zwee sinn obligéiert ze soen, dass ech och eppes domat ze dinn hat, mä dat maache se herno. Déi Rettungsaktiounen, déi Lëtzebuerg zesumme mat anere gemaach huet, bauen exakt op deene Prinzipien op, déi elo weltwäit, europawäit als Basis fir de Kampf géint d'Kris gëllen.

Et ass kloer ginn an deene leschte Wochen, dass mer et net mat der isoléierter Kris vun enger, zwou oder dräi Banken, systemesch oder net, ze dinn hunn. Eise globale Finanzsystem, ouni deen eng Ekonomie net fonctionnéiere kann, egal wa mer iwwer Privatleit schwätzen, iwwer Kleng- a Mëttelbetriber oder Industriebetriber, eng fonctionnéierend Ekonomie, déi net op engem gesonde Finanzsystem opbaut an ouni gesonde Finanzsystem net virstellbar ass, geroden a Gefor. Souwuel de Finanzsystem selwer wéi och d'Realekonomie, déi duerch dee Finanzsystem do mat deem néidege Liewensäifer erfëllt gëtt.

Dofir si mer hei zu Lëtzebuerg wéi och am Rescht vun Europa zur Konklusioun komm, dass, op déi systemesch Gefor eng Bank fält an esou vill aner Banke falen no an da fënnt Wirtschaftswuesstem an Aarbechtsplazschafung net méi statt, et nëmmen eng systematesch a global Äntwert ka ginn an dass déi global Äntwert esou muss sinn, dass erëm ee verluerend Vertrauen zréck ënner erneierter Form an de Finanzsystem erëmkënnt. De Finanzsystem brauch Vertrauen an e brauch dofir och Vertrauensbekundunge vun öffentlecher Säit.

Eis Suerg an dëser Kris ass et net, fir d'Banke wéinst de Banken ze retten. Et geet och net drëm, de groussen Aktionären hir Renditen ze sécheren. An et geet net drëm, den décke Bankdirekteren hir déck Paien ze garantéieren. Dee Saz, dem klenge Mann géif an d'Täsch gegraff ginn, fir de System iwwer Waasser ze halen, an de System wiere Manager, déi am Geld géife schwammen a sech iwwregens deementspriechend och ganz dacks behuelen, oder fir d'Banken ze rette wéinst dem schéine Gesiicht vun de Banquieren, dee Saz ass einfach falsch.

D'Banken - et muss een et wëssen - spillen eng eminent wichteg Roll am Fonctionnement vun eiser Ekonomie. Si sécheren dat Geld, wat d'Privatleit gespuert hunn, si spillen eng wichteg Roll beim Finanzéiere vum Konsum vun den Haushalter a si maachen d'Investissementer vun de Betriber eréischt méiglech.

D'Gefor fir déi Realwirtschaft, fir d'Industrie, fir de Mëttelstand, fir d'Landwirtschaft, fir d'Betriber am Land an an Europa ass grouss, wann et kee Vertraue méi an d'Banke gëtt. Dofir däerf een de Risiko net agoen, fir näischt ze maachen.

Kee Risiko agoen, ass dee gréisste Risiko vun alle méigleche Risiken agoen. Dofir kann een eng Situatioun, déi entstanen ass duerch ee Laissez-faire-Behuelen, net beäntwerten duerch eng politesch Attitüd, déi och am Laissez-faire géif bestoen.

Mir mussen am Géigendeel alles drusetzen, fir grousse Schued vun eisen Ekonomien a vun de Leit, déi an hinne schaffen, ofzehalen, fir derfir ze suergen, dass d'Geforen aus dem Finanzsystem sech net massiv iwwerdroen an d'Realekonomie. A mir mussen alles maachen, fir d'negativ Effekter vun enger schonn ufänglecher Infizéierung vun der Realekonomie esou séier wéi méiglech ze begrenzen an anzefänken.

Ech hu gesot, mat der Faillite vu Lehman Brothers hätt de 15. September déi international Finanzkris eng nei Dimensioun erreecht. Richteg ass et - dat gesäit een an alle Chifferen, déi publizéiert ginn -, dass no där Décisioun vun den amerikaneschen Autoritéiten, dës Bank rëtschen ze loossen, all aner Banke weltwäit, och heiheem, a Panik verfall sinn. D'Vertrauen tëschent de Banken ass op den Nullpunkt gefall. Dëst huet och den Zesummebroch vum sougenannten „Marché interbancaire" no sech gezunn. Dee Marché, op deem d'Banke sech géigesäiteg Kreditter zur Verfügung stellen.

Déi amerikanesch Autoritéiten hunn doropshi probéiert, mat engem massive 700 Milliarden Dollar schwéiere Rettungspak d'Vertrauen an hire Finanzsecteur erëm hierzestellen. Mä nodeem dëse Rettungspak vun der amerikanescher Administratioun an der Innenpolitik vorübergehend stieche bliwwe war, ass d'Situatioun weltwäit weider eskaléiert.

Fir eis an Europa, fir den Eurogroup war et kloer, vun deem Moment un, wou den amerikanesche Rettungspak stieche bliwwen ass, dass een nëmme mat enger limitéierter amerikanescher Hëllef fir d'Zukunft kéint rechnen an dass Europa selwer misst d'Initiativ ergräifen, fir d'Gefore vun enger finanzieller Kernschmelz an Europa ze évitéieren a fir net total ofhängeg ze gi vum amerikanesche Verméige voire Onvermëigen, fir aus där Kris, déi an Amerika ursächlech verschëllt ginn ass, erauszekommen.

Dofir ass zënter Ufank Oktober d'Koordinatioun tëschent deene wichtegsten Acteuren europa- a weltwäit staark intensivéiert ginn. Mir haten de 4. Oktober zu Paräis déi europäesch Membere vum G7 zesummen, fir d'G7-Réunioun um Niveau vun de Finanzministeren zu Washington gemeinsam ze preparéieren.

Ech hunn a menger Qualitéit als Eurogroup-President un där Sitzung deelgeholl, deelhuele missen, deelhuele wollt, well et kann een net deene grousse véier Europäer eleng d'Virbereedung vun enger Sitzung iwwerloossen, wou schicksalhaft Décisiounen hätte kënne fale fir d'gesamteuropäesch Unioun a fir de gesamten Euroraum.

D'lëtzebuergesch Regierung ass ni begeeschtert, wann nëmmen déi Grouss an Europa sech zesummesetzen, an dofir hat den Här Ausseminister mat mengem Accord duerchaus Recht fir d'Format vun där Sitzung ze kritiséieren, un där ech net als Lëtzebuerger Premier deelgeholl hunn, mä opgrond vu menger besonnescher Responsabilitéit als President vun der Eurozon. An ech hunn och Bedenken, déi aner Regierunge géint d'Format vun där Sitzung haten, dann awer a menger Qualitéit als Lëtzebuerger Premier, nodeem ech deen aneren Hutt ee Moment ausgedoen hunn, virbruecht.

Ech géif Iech bieden, Här President, déi Äntwert als eng Äntwert op eng parlamentaresch Fro ze considéréieren, déi mer dëser Deeg zougeluecht ginn ass: Déi, déi op engem wichtegsten Thema vun europäescher Politik mat weltwäitem Zouschnëtt probéieren, hei och nëmmen e Lëschblat tëschent den Ausseminister a mech ze kréien, déi scheiteren un där kompakter Mass, déi mir zwee zesummen duerstellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- De 4. Oktober hate mer esou eng Sitzung vum G4 mat Eurogroup a mam Zentralbankchef a mam Kommissiounspresident. De 6. an de 7. Oktober hunn den Eurogroup zu Lëtzebuerg méindes owes an dënschdes moies den ECOFIN-Conseil sech op gemeinsam Prinzipië gëeenegt fir géint dës Kris virzegoen. Europa huet d'Gangaart virgeschloen an d'Gangaart virgeschriwwen an de Rhythmus virginn, an deem zënterhier marschéiert gëtt.

Den 10. Oktober d'lescht Woch, freides, waren déi siwe wichtegst Ekonomië vun der Welt am Kader vum G7 zu Washington zesummen, fir iwwert déi grouss Linne vum globalen Asaz géint d'Finanzkris ze schwätzen. An de leschte Sonndeg, den 12. Oktober, ware schliesslech d'Stats- an d'Regierungschefe vun de Länner aus der Eurozon zu Paräis zesummen, fir sech op ee gemeinsamen Aktiounsplang ze eenegen. Eurogroup, dee fir d'alleréischt um Niveau vun de Stats- a Regierungschefe vun deene Länner getagt huet, an deenen den Euro gemeinsaamt Geld ass.

D'Tatsaach a sech eleng weist, dass dat duerchaus eng historesch Sitzung war, wou d'Europäer fir d'alleréischt zënter der Aféierung vum Euro gewisen hunn, dass se um héchsten Niveau bereet sinn, all Responsabilitéiten aus der predominanter Roll, déi den Euro zënter senger Aféierung am Weltwährungsgefüge spillt, ze zéien.

Wann och also d'Kris hir Origine an Amerika huet, esou ass et awer esou, dass d'Äntwert op dës Kris, esou wéi se bis elo formuléiert ginn ass, ganz staark vun den europäesche Sculpteure geprägt ginn ass.

Mir hunn an deene leschten zwou Woche bewisen, als Europäer, dass een op Europa, besonnesch op d'Eurozon ziele kann, wann et drëm geet, schnell a kohärent Äntwerten ofzeliwweren. Mir hu bewisen an Europa, dass mer bereet sinn, global ze denken, mä awer lokal europäesch ze handelen.

Dat ass net nëmmen eng Floskel, deen „act locally, think globally", dat ass an Europa zum Programm gemaach ginn, an Dir hutt gemierkt, dass och anerer, och an de Vereenegte State vun Amerika, sech entretemps deenen europäesche Vorgaben do nahtlos ugeschloss hunn. Dat gesäit een och, scho virun der Sitzung vun de Stats- a Regierungschefen, an der Aart a Weis, wéi de G7-Sommet zu Washington sech Enn der Woch ausgedréckt huet.

Déi Linnen, déi mer gezunn hunn an Europa, dat sinn déi Linne laanscht déi mer zu Lëtzebuerg agéiert hunn, wéi et drëm gaangen ass, d'Interventioune vun der Lëtzebuerger Regierung bei Fortis a bei Dexia ze maachen.

Wann een et mat esou enger Kris ze dinn huet, déi esou déif schëppt an déi esou breet Grief zitt, dann ass et wichteg, souwuel heiheem wéi och an Europa Nerven ze behalen. An och wann ee se zwëschenduerch heiansdo verléiert, ass den Auswee net am Nationalegoismus ze sichen.

Dat huet d'franséisch Presidentschaft, besonnesch de President vun der Republik fäerdeg bruecht sécherzestellen. En hätt dat net kënne maachen, wa mer an Europa keng gemeinsam Währung hätten.

Stellt Iech vir, déi Kris hei, déi wier lassgaangen zu engem Moment, wou mer, statt den Euro ze hunn, deem 16 Länner vum 1. Januar un ugehéieren, nach 16 national Währungen hätten! D'europäesch Wirtschaft, d'europäesch Aarbechtsmäert géifen haut schonn total um Buedem leien, well mer jo dann nieft dem Ëmgank mat der Kris selwer och de fein filtréierten Ëmgank mat de Währungsdifferenzen an -divergenzen tëschent deenen eenzelnen europäesche Länner hätte misse staark am A behalen.

Dofir wäert d'Geschicht enges Daags zréckbehalen, dass den Euro seng éischt grouss international Prouf bestanen huet, nodeem e se scho bestanen hat den 11. September 2001 am Zesummenhang mat där vun Amerika ausgeléister Finanzkris.

An alleguer déi, déi mengen, d'Europäer wiere besser versuergt an der europäescher Parzelliséierung, der Zréckdividéierung an national Entitéite vum europäesche Währungs- a Wirtschaftsraum, déi misste spéitstens elo gesinn hunn, dass et besser war, dass mer 1991 de Maastrichter Vertrag ënnerschriwwen hunn an dass mer deen 1992 hei am Haus gestëmmt hunn. Déi, déi en net gestëmmt hunn, solle sech déi Fro an éischter Linn stellen.

Mir hunn de leschte Sonndeg zu Paräis en europäesche Plang géint d'Kris zesummegebitzt, an dee stellt eigentlech eng Geschirkëscht duer, an där Hummeren, Zaangen a Schrauwenzéier leien, déi iwwerall an Europa d'selwecht sinn, mä déi awer ënnerschiddlech vun deenen eenzelnen nationale Regierungen, gemäss den Noutwendegkeete vun hirer nationaler Situatioun, mussen an d'Hand geholl an aktionéiert ginn.

Zwou Haaptachse gëtt et an deem Paräiser Décisiounspak vum Eurogroup.

Éischtens hu mer fir jiddfereen däitlech, souwuel an Europa wéi am Rescht vun der Welt, zum Ausdrock bruecht, dass keng relevant Bank, virun allem keng, déi systemesch Nofollegeffekter am Fall vum Ëmfalen hätt, géif wéinst dëser Kris an d'Labränte komme gelooss ginn. Keng Bank gëtt fale gelooss. Dat ass en essenzielle Message, dee mer zu Paräis formuléiert hunn.

Déi europäesch Regierunge sinn alleguer bereet - ech schwätze vun deene 16, mä vun e Mëttwoch u wäerten dat der 27 sinn -, déi Banken, déi strukturell gesond sinn, mä deenen hir Kapitaldecke wéinst der Kris ze dënn ginn ass, mat frëschem Geld a Form vun Eegemëttele géint Aktien oder géint aner Ofsécherungen ze stäerken.

Dës Kapitalsprëtzen, déi d'Regierunge ginn, gëtt et a kengem Land fir näischt.

De Saz, „d'Banke kréie Suen a maachen domat wat se wëllen", ass ee falsche Saz. Keng Regierung, kee responsabele Finanz- oder Trésorminister gëtt däraarteg Hëllefen ouni net sécherzestellen, dass e Géigepartië kritt.

Dat hu mer zu Lëtzebuerg jo och gemaach an deenen zwee Fäll Fortis an Dexia, well

d'State kréien, nieft dem Iwwerdroe vun Activa, deen déi Banken haten, an de Statsbesëtz, ee Matsproocherecht souwuel heiheem wéi och am Ausland, schwätze bei der Festleeung vun de grousse Linne vun der Geschäftspolitik mat, ouni sech an dat operatiivt Alldagsgeschäft vum Management anzemëschen.

D'Ministere si keng Manager vu Banken a si solle sech och net abilden, si kéinten dat iwwer Nuecht ginn. Mä d'Regierungen, och eis, schwätze mat beim Besetze vun der Direktioun vun deene Banken a bei der Festleeung vun der Rémunératioun vun dem Management vun deene Banken. Dat ass richteg an Europa, dat ass richteg heiheem; woubäi ech gäre géif hei soen, dass de Management vun deenen zwou Banken, mat deene mer hei an de Rettungsaktiounen zu Lëtzebuerg ze dinn hunn, souwuel d'Fortis, déi elo erëm d'Banque Générale gëtt, wéi och d'Dexia, eng absolut gutt Leeschtung an deene leschte Wochen a Méint bruecht huet.

Mir hu jo vill Samschteger a Sonndeger an Nuechte mat deene Leit verbruecht. An ech wëll soen, dass déi mindestens esou lëtzebuergesch funktionéiert hunn, wéi se bankendirektiounsméisseg funktionéiert hunn. Dofir huet d'Regierung och dat gréisste Vertrauen an déi Leit, déi déi zwou Banke fir de Moment féieren. Et kënnt also net zu Ëmstellungen op den Direktiounsetage vun deenen zwou Banken, wou mer rettend agespronge sinn.

Kloer muss och sinn, dass d'Regierungsparticipatioun an d'Kapital vun deene Banken net op laang Stecken ausgeluecht ass, net op all Éiwegkeet. Et entsprécht iwwerhaapt net mengem wirtschaftlechen Denken an och net mengem Denken iwwert d'Matenee vu Wirtschaft a Politik, dass d'Regierung als natierlech Vocatioun hätt, Kapitaldeeler u Banken ze halen. Dat hu mer fréier och bei der Sidérurgie misse maachen. An och do hu mer ni fonnt, dass dat en normalen Zoustand wier.

Mir zéien eis also aus deene Kapitalstrukturen zréck esou séier wéi et geet, awer esou gutt rémunéréiert a bezuelt an entschiedegt wéi et muss sinn. Keen Dag éischter, keen Dag méi spéit. Well hei geet et net drëm, den décken Aktionäre Cadeauen ze maachen, mä hei ass et drëm gaang, fir eis Wirtschaft flott ze behalen a fir och d'Aarbechtsplaze vun de Bankemataarbechter, vun de Bankbeamten ze sécheren, déi nu wierklech absolut keng Schold un deem Marasmus hunn, deen iwwert d'europäesch an déi amerikanesch - an anerer - Finanzplazen eragebrach ass.

A well ech bei de Lëtzebuerger Banke sinn a bei deem, wat fir si a fir d'Leit heiheem wichteg ass, wëll ech soen, fir dass dat definitiv kloer ass: Keng Bank, mat där d'Lëtzebuerger Bankgeschäfter maachen, gëtt vun der Regierung faillite goe gelooss! Keng Bank, mat där d'Lëtzebuerger Bankgeschäfter heiheem maachen, gëtt vun der Lëtzebuerger Regierung fale gelooss! Et gëtt also wierklech keng Ursaach, fir dass d'Leit, déi hiert Erspuertent oder aner Finanzprodukter bei Lëtzebuerger Banke leien hunn, hiert Erspuertent oder hir Finanzprodukter vun do op aner Plazen hibewegen.

Mäi Privatverméigen ass net grouss, mä bei menger Pai kann een awer spueren. Dat, wat ech gespuert hunn, läit op enger vun deenen zwou Lëtzebuerger Banken, déi am Gespréich waren: Fortis oder Dexia. An déi leien nach ëmmer do. An ech denken net drun, meng Suen do ewechzehuelen, well ech Vertrauen hunn an de Management…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- …vun deene Betriber an an d'Lëtzebuerger Regierung och, déi iwwregens haut Ursaach huet, bei deenen anere politesche Kräften hei am Parlament Merci ze soe fir eng grouss solidaresch Ënnerstëtzung an der Breet.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech war jo nach ni an der Oppositioun, kommen awer vläicht geschwënn dran.

(Interruption et hilarité)

Jo, mä Dir hutt jo awer gemierkt, wa meng Partei eng Kéier dran ass, dann ass se erëm séier eraus an da sinn anerer dran. Insofern hutt Der besser, deen Intermezzo iwwerhaapt net an d'A ze faassen.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir wësst guer net, wat Der verpasst hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech halen d'Oppositioun awer och fir eng wichteg Aarbecht.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- D'Demokratie deelt sech an hirer Gestaltungskraaft net nëmmen optesch an déi, déi regéieren, an an déi, déi opponéieren a matenee streiden. Och Oppositiounsparteien hunn ee wichtege Bäitrag ze leeschten, wann et ëm d'Ausriichtung vun der Gesamtpolitik geet, besonnesch wann, esou wéi d'Demokratesch Partei zum Beispill, se jorelaang séier zum Gudde vun eisem Land matregéiert hunn.

Dofir hunn ech hei Merci ze soe bei deenen anere politesche Parteien. Keng vun deenen huet probéiert, aus deene Virgäng hei primitiv parteipolitescht Kapital ze schloen. Ech halen dat fir e gutt Wertegütezeichen - ech hunn dofir kee lëtzebuergescht Wuert -, e Wertestempel fir d'Lëtzebuerger Politik, dass, wann et drop ukënnt, mer dann net ufänken, topeg mateneen ëmzegoen, mä dass mer an déiselwecht Richtung zéien.

A wann ech soen, dass kee Lëtzebuerger seng Suen a säin Erspuertent a seng Finanzprodukter vun enger lëtzebuergescher Bank soll ewechhuelen, mat där d'Lëtzebuerger Geschäfter maachen, da soen ech dat net nëmmen am Optrag vun der Regierung an aus der Iwwerzeegungskraaft eraus, déi een als Regierungschef huet, mä da mengen ech, da kann ech dat an eiser aller Numm soen. Et misst d'Lëtzebuerger eigentlech beandrocken, dass all Partei heibanne ganz genau datselwecht seet, dass et keng Ursaach ass, de Lëtzebuerger Banken d'Gefolgschaft opzekënnegen. Dofir wier ech frou, wann dat och géif vun de Leit hei am Land esou verstane ginn.

Mä dat, wat mer maachen an Europa an heiheem, dat ass keng Vollkaskoversécherung fir onverantwortlech Bankmanager - woumat ech net déi mengen, déi heiheem d'Banke féieren - nach ee Blankoscheck fir irresponsabelt weltwäit Bankeverhalen.

Am Mëttelpunkt vum Interessi mussen ëmmer d'Interesse vun der Allgemengheet stoen. Dofir hu mer an Europa siwe Grondprinzipië festgeluecht, déi sech am Fall vun der Rekapitaliséierung vun engem Finanzinstitut imposéieren a musse vum deene Regierungen, déi zu Rekapitaliséierungsschrëtt kommen, agehale ginn.

Fir d'éischt geet et drëm - dat soen ech ëmmer fir Europa an och fir heiheem -, dass d'Interventioun vum Stat zäitlech limitéiert ass; net Engagement am Kapital op Dauer, mä zäitlech limitéiert Engagement.

D'Staten hunn derfir ze suergen - den zweete Prinzip -, dass d'Interesse vum Steierzueler d'Prioritéit behalen. Dat heescht, dass, wann ee Suen zur Verfügung stellt, ouni direkt an d'Statskeess oder an d'Täsch vum klenge Mann ze gräifen, wann alles riichtgeet - an et geet riicht -, dass dann d'Staten och mussen an de Genoss vun de Gewënner kommen, déi opgrond vun hirer Politik an net opgrond vun der Politik vum grousse Privatactionnariat realiséiert gi sinn.

Et muss kloer gemaach ginn - den drëtte Prinzip -, dass déi bestehend Groussaktionäre vun de betraffene Banke mussen d'Konsequenze vun de Schwieregkeete vun de Banke matdroen.

An de véierte Prinzip ass - ech hunn e scho bei der Erklärung vum zweete genannt -, dass d'Staten an de Genoss vum rémunéréierte Retour vun hirer Ënnerstëtzung musse kommen; grad wéi et muss kloer sinn, dass déi Dirigente vu Banken, déi graff Feeler gemaach hunn, mussen zur Rechenschaft gezu ginn.

Dat soen net nëmmen den Här Lafontaine an den Här Juncker, dat seet och den Här Brown, dat seet d'Madame Merkel, dat seet den Här Sarkozy, dat seet den Här Leterme, dat seet den Här Balkenende. Déi ganz Weltrevolutioun seet dat, an net nëmmen déi, déi sech zu hir bekennen. Well et geet hei ëm de Prinzip vum Anhale vum gesonde Mënscheverstand. Wien eng komme gelooss huet, dee kann net virufueren, wéi wann näischt geschitt wier!

Dofir mussen do selbstverständlech Moossnamen ergraff ginn. Mä dat betrëfft net Lëtzebuerg, dat betrëfft déi europäesch an déi amerikanesch Bankelandschaft. An déi amerikanesch huet näischt ze di mat där europäescher; domat hu mir eppes ze dinn. Dofir wollt ech dat hei nach eng Kéier soen.

Dofir ass et ganz evident, dass Regierungen, déi an d'Kapital vun enger Bank antrieden, och zum Deel iwwert d'Rémunérationsstruktur vun den Dirigente vun de Banke musse kënne matschwätzen. Net andeem mer klenglech a stupid do virginn, net andeem mer dat, wat privatkontraktrechtlech besteet, einfach duerch de Fait du Prince annulléieren, mä doduerch, dass mer eis Meenung zum Ausdrock bréngen.

Jiddefalls wëll ech d'Chamber mat engem Text befaassen, falls den einfache Wee oder eng Circulaire vum Steierdirekter net duergeet, fir sécherzestellen, dass, wann zu Lëtzebuerg géife sougenannten „gëlle Fallschiermer" ausgedeelt ginn, déi Banken, déi dat maachen, an dat géif ech och gären op aner Betriber applizéiert gesinn, jiddefalls déi Versementer, déi se maachen, net méi kënne vun der Steier ofsetzen. Dee klenge Steierzueler an och deen normale Steierzueler ass net do, fir dat steierentlaaschtend ze begleeden. D'Allgemengheet ass net zoustänneg fir gëlle Prabbelien. Wa gëlle Prabbelien opgespaant sinn, sollen déi se op hir Käschte bezuelen, déi mengen dat wier dee richtege Wee, fir eng Carrière op en Enn ze bréngen.

En anere Prinzip ass, dass mer mussen oppassen - an dat maache mer -, dass mer duerch d'staatlech Interventiounen d'Konkurrenten och am Bankesecteur net benodeelegen, déi besser gewirtschaft hunn. Et kann net sinn, dass gesond Banken an d'Struddele kommen, an d'Rëtsche kommen, well mer, a Broch vun elementare Maartregelen, elo deene Banke géifen ënnert d'Äerm gräifen, déi schlecht dru sinn, well se schlecht gefouert gi sinn. Dofir ass och noutwendeg, dass d'europäesch Regelen, déi d'Statshëllefe betreffen, musse weider bestoen. Grad wéi et engem och muss kloer sinn, dass een net an engem Land ka Moossnamen ergräifen, déi an engem anere Land zu grousse Schwieregkeete féieren.

Mir hunn Eenzelner vun deene Schwieregkeete schonn hei am Land, well Nopeschregierungen, ier mer eis op ee gemeinsame Verhalenskodex gëeenegt hunn, Moossnamen ergraff hunn. Mir mussen oppasse bei deene Moossnamen, déi mir geholl hunn oder huele wäerten, dass net Nopeschlänner doduerch a Schwieregkeete kommen.

Déi Kris, déi mer wëlle behiewen duerch déi millimetergenau Applikatioun vun deene siwen Euro-Prinzipien, déi ech lech elo genannt hunn, ass net nëmmen eng klassesch Finanzkris, an där et de Banken un Eegekapital feele géif, feele wäert oder aktuell feelt. Souguer fundamental gesond Banke sinn a Schwieregkeete komm, well d'Banke sech ënnerenee ganz einfach net méi trauen, sech ënnerenee géigesäiteg kee Geld méi léinen; se also och keng Liquiditéite méi kréien. Liquiditéiten, déi se awer dréngend brauchen, fir hiren Aufgaben an der Wirtschaft kënnen nozekommen. Dee sougenannten interbancairë Marché, deen d'Häerzstéck ass vun engem effiziente Finanzsystem, an deem ee Kreditter zu engem verstännegen Taux kritt, ass zënter der Faillite vu Lehman Brothers och an Europa total zesummegebrach. D'Banken traue sech ënnereneen net méi, an dofir ass d'Wirtschaft a grousser Gefor.

Well dat esou ass, hu mer eis an Europa drop gëeenegt, deene Banken, déi gesond sinn an déi genuch Kapital hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, eng Statsgarantie fir hir Interbank-Geschäfter ze kréien.

Et ass essenziell, Statsgarantië fir Interbank-Geschäfter zur Verfügung ze stellen. Eppes, vun deem ech gemengt hätt - hätt ee mer déi Fro virun engem Joer gestallt -, dat wier deen absoluten ordnungspolitesche Sëndefall, dass ee muss Statsgarantië ginn, fir dass d'Banke sech ënnereneen trauen. Wahrscheinlech kennen déi sech ze gutt!

(Hilarité)

Dat zur Verfügung ze stellen, déi Statsgarantie, ass essenziell, fir dass d'europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft net zesummebrécht. Dofir ass et elementar, dass een déi Zurverfügungstellung vun dëser Statsgarantie fir d'Interbank-Geschäfter net gratis mécht, mä dass dat vun de Banke muss bezuelt ginn, dass déi Statsgarantië musse rémunéréiert ginn.

Mä d'Instrument an d'Asetze vun deem Instrument ass onverzichtbar fir dat néidegt Vertrauen an de Finanzsystem selwer erëm hierzestellen, well wann dat Vertrauen net besteet, kann d'Bankewelt net fonctionnéieren a kënnt et zu engem gesamtwirtschaftlechen Totalinfarkt, deen een onbedéngt muss verhënneren.

D'Dexia profitéiert beispillsweis haut schonn opgrond vun dem Wierke vun der Lëtzebuerger Regierung vun esou enger Statsgarantie.

Mä déi Liquiditéitskris um Interbanke-Marché, déi trëfft leider net nëmmen d'Banken - dat wier jo scho schlëmm genuch. Si riskéiert och zum Deel déi sougenannte Geldmaartfongen oder, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, d'SICAV monétaires ze treffen.

Zesumme mat der Lëtzebuerger Zentralbank an no Gespréicher vum Här Frieden a vu mir selwer mat därselwechter si mer d'accord, dass och dës Geldmaartfongen elo bei der Zentralbank Liquiditéite kënne kréien, fir hiert normaalt Fonctionnéieren ze garantéieren.

D'Geldmaartfongen zu Lëtzebuerg sinn esou sécher wéi d'Geldmaartfongen an Däitschland. Die luxemburgischen Geldmarktfonds sind so sicher wie die deutschen Geldmarktfonds.

Dës Fonge ginn also ähnlech wéi d'Banke behandelt, déi jo och zu all Moment géint d'Hannerleeë vu Wäertpabeier an aner Garantië Liquiditéite bei der Zentralbank kënne kréien.

Dëse Schrëtt ass wichteg fir och duerch dës Kris eis awer d'Vertrauen an d'Finanzplaz Lëtzebuerg bei internationalen Investisseuren ze garantéieren.

Dann hu mer eis och drop gëeenegt am Eurogroup, am ECOFIN zu Paräis, dass d'Garantië fir d'Privatleit beim Erspuerte bei de Banke vun 20.000 Euro no uewen ugepasst ginn. Dës Garantië gëllen och fir all aner Form vu Placementer, wéi d'Obligatiounen oder d'SICAVen, am Fall wou eng Bank, déi däraarteges an hirem Portefeuille huet, géif an d'Labränte kommen.

Muer, e Mëttwoch, leet d'Europäesch Kommissioun hir Propositiounen zu de Bankegarantië vir. D'Lëtzebuerger Regierung studéiert dat exakt, millimetergenau a wäert nächste Freideg matdeelen, zu wat fir enger Konklusioun mer an deem Beräich komm sinn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, eng Rei vun deenen europäesche Prinzipien, op deene mer eis ze verstännege wossten, no schwierege Verhandlungen, wéi Der lech virstelle kënnt.

D'Ëmsetze vun deene Prinzipië geschitt no nationalem operative Muster, well et ass wichteg, dass eng Regierung op hirem Territoire a fir hir Banke kann décidéieren, wat fir Banken an d'absolut Rettungskategorie gehéieren, wat fir Banken ee muss dräimol kucken, ier een öffentlech Gelder riskéiert ze verléieren.

Wann een intervenéiert, mussen et och d'Nationalregierunge sinn, well déi iwwerhuele jo Verantwortung, opgrond vun engem europäesche Kader, virun hirem nationale Parlament, déi déi operativ Rettungsgestaltunge mussen duerchféieren. Et kann een net vun enger anerer Regierung obligéiert ginn, eng Bank a sengem Land ze retten. Et muss ee selwer zur Iwwerzeegung komm sinn, dass et aus nationale Grënn oder aus grenziwwergräifende Grënn noutwendeg ass, dass een engem Bankinstitut hëlleft.

Fir Lëtzebuerg hunn ech gesot, dass déi Banken, mat deenen d'Lëtzebuerger Bankgeschäfter maachen, vun deene Remarquen net betraff sinn, well mer eis sécher sinn, 1. dass se keng Problemer hunn, 2. dass se gesond sinn an 3., wa se duerch Internationales bedéngt Problemer géife kréien, dass mer selbstverständlech esou eng Bank net géife fale loossen.

Mir sinn elo am Kuerz- an am Mëttelfristegen.

Laangfristeg muss de Weltfinanzsystem nei opgestallt ginn. Laangfristeg brauche mer net manner Regelen, mä méi Regelen.

Laangfristeg muss och d'Lëtzebuerger Finanzplaz wëssen, dass se méi streng reglementaresch encadréiert gëtt. Laangfristeg mussen déi wëssen, déi mengen, d'lëtzebuergescht Gléck kéint wuessen um Buedem vun der Netreglementéierung, während de Rescht vun der Welt reglementéiert ass, dass dat net méi geet an dass et haut jo och schonn net méi esou ass.

Well ech kann an onsem prudentielle Gesamtorchester keng Partituren entdecken, déi zu Lëtzebuerg méi einfach ze spille wieren, wéi dat op anere Plaze vun der Welt de Fall wier.

Mä d'Finanzplaze musse méi seriö reglementéiert ginn. D'international Finanzfluxen, wéi ech dat heibannen öfters scho plädéiert hunn, gehéieren an een normative Kanal agewisen, deen d'Iwwertriede vun den Uferen net zu engem normale Risiko, mä zu engem aussergewéinlechen Événement décrétéiert.

Mir mussen derfir suergen, als Europäer, als Eurogroup, mä och als Europäesch Unioun, dass mer dat Gespréich iwwert d'Refondatioun vum Weltfinanzsystem net als eng transatlantesch Aufgab nëmme begräifen, net als d'Siche vun engem Kompromiss tëschent Kontinentaleuropäer, Briten an den Amerikaner, mä dass mer mussen an deem Effort, fir de Weltfinanzsystem méi sécher, méi stabil an och méi gerecht ze maachen, och Inder, Chineesen an anerer abannen.

Ass et lech opgefall, an deene leschte Wochen, dass et an Europa keng Artikele méi an den Zeitunge gëtt iwwert d'Drëtt Welt, iwwer Problemer, déi déi arem Länner mat deem hunn, wat mir hei als kapitalistesch Länner fäerdeg bruecht hunn, dass kee sech drëm bekëmmert, wéi een dann déi Gefore kann opfänken, déi fir déi arem Länner dra bestinn, ëmmer méi ofgehaang ze gi vum Rescht, vun deem no Wuelstand lechzende Mainstream, dass mer fannen, eurozentresch an amerikaverléift wéi mir sinn a wéi si sinn, dass d'Problemer vun der Welt eis näischt uginn?

Selbstverständlech gehéieren d'Afrikaner an arem Asiate mat un deen Dësch, wou eng Welt soll entstoen, entworf ginn, erduecht an erdreemt ginn, an där et méi gerecht ass an an där et sech also och besser liewe léisst.

Ech soen lech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Statsminister Merci fir seng Deklaratioun. Mir kéimen elo, wann dat gewënscht ass vun de Fraktiounen, zur Debatt. Den Här Mosar huet als Éischten d'Wuert fir d'CSV-Fraktioun.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir erliewen déi wuel schlëmmste Finanzkris zënter 1929. Dat soen d'Boursecoursen aus, déi ni zënterhier iwwer esou eng laang Zäit global esou drastesch gefall sinn.

Lëtzebuerg als internationale Finanzzentrum kann net verschount bleiwen, wann eng global Kreditkris sech astellt. Och wa mir selwer, wa Lëtzebuerg keng Schold un där Kris dréit.

D'Ursaache vun der Kris leien am Fonctionnement vun enger globaler Finanzwirtschaft, där hir Logik a Mechanismen näischt méi mat der reeller Wirtschaft ze dinn hunn. All laangfristeg Perspektiv a Verantwortung gouf dem immédiatë Geldverdéngen an onvirstellbaren Dimensioune geaffert. Dëst alles ënnert dem Leitmotiv vun der Dereguléierung, och op de Finanzmäert, e Leitmotiv, dat mer hei zu Lëtzebuerg ni an deem Mooss akzeptéiert hunn. D'Finanzplazgesetzgebung zu Lëtzebuerg ass zolidd an effikass, si déngt der Regulatioun an dem responsablen Ëmgank mat Kreditmechanismen. Leider ass dat awer eben net iwwerall esou.

Déi, déi bis viru kuerzem nach de Stat an déi öffentlech Hand esou wäit wéi méiglech aus hirem Geschäft eraushale wollten, jäizen elo no staatlecher Ënnerstëtzung. Hinne selwer wier een déi am Fong net schëlleg, wuel awer all deene Leit - a mir sinn et bal alleguer -, déi ouni esou eng Ënnerstëtzung géife riskéieren hir Aarbechtsplaz, hir Erspuernisser a vläicht hir ganz Existenz ze verléieren. Esou eng Finanzkris kann nämlech Ramificatioune kréien, déi wäit iwwer faul Kreditter an deenen hir Bewäertung op der Bourse erausginn.

Wou et kee Kredit méi gëtt, well d'Banke sech ënnereneen näischt méi léinen, do setzt wirtschaftlechen Néiergank an. Ouni handlungsfäeg Banke kee Wuesstem, keng nei Aarbechtsplazen, keng Existenzgrënnungen. Ouni all dat kee Konsum. Ouni Konsum kee Wirtschaftskreeslaf méi; den Däiwelskrees ass bekannt. Well et esou geféierlech, jo potenziell katastrophal wier, wann d'Kreditkris sech géif massiv op déi reell Wirtschaft néierschloen, hunn d'Regierunge queesch uechtert d'Welt beschloss, de Bankesystem esou ze stäipen, datt de Kreditsystem oprechterhalen a gestäerkt gëtt. Dat setzt viraus, datt keng Bank, déi fir de Kreditsystem relevant ass, muss hir Dieren zoumaachen an domadder och dat Geld, dat d'Spuerer bei hir placéiert hunn, a Gefor kéim.

Fir de Kreditsystem oprechtzeerhalen, muss neit Vertrauen an an op de Finanzmäert hiergestallt ginn. Fir dat ze erreechen, wëllen d'Staten de Banken hir Kreditter ënnerenee garantéieren, hinne bei Liquiditéitsenkpäss mat Kapitalsprëtzen ophëllefen, an och gegebenenfalls an d'Kapital vu Banken eraklammen, fir se esou ze stäerken.

Honnerte vu Milliarden Euro mussen opbruecht ginn, fir entweder direkt oder als Garantie zur Verfügung gestallt ze ginn. E gudden Deel vun deenen Transferten a Garantië lafen, esou wéi dat och bei eis an de Fortis- an Dexia-Operatiounen de Fall ass, ausserhalb vun de Statsbudgeten, déi dat och op ville Plazen net kéinte verkraaften. Wat mer hei gesinn an erliewen - an de Statsminister huet et virdrun exzellent beschriwwen -, ass näischt manner wéi e postmoderne Marshall-Plang fir den Zesummebroch vum Finanzsystem ze verhënneren.

Här President, esou eng massiv international Interventioun ass néideg, dorunner besteet keen Zweifel, genee wéi keen Zweifel dorunner besteet, datt d'Rettung vu Fortis an Dexia, esou wéi d'Regierung se ficeléiert huet, néideg a richteg war. An deem Kontext freeën ech mech iwwregens gradesou wéi de Premier iwwert dee breede Konsens, deen dozou och am parlamentaresche Raum tëschent alle Parteie besteet. Keen huet versicht hei politescht Kapital aus de Banken hire Problemer ze schloen, well mer alleguerten heibanne wëssen, wat um Spill steet.

D'Kreditonfäegkeet vun deenen zwou groussen internationale Banken, déi zu Lëtzebuerg Guicheten ënnerhalen an an der ganzer Wirtschaft, besonnesch och am Mëttelstand, hir Clientèle bedéngen, hätt Konsequenze gehat, déi kee Mënsch sech wëllt am Detail ausmolen. Den Zesummebroch vu weltwäit operéierende Banken, mat all deem, wat dat fir déi reell Ekonomie géif bedeiten, ass gradesou wéineg eng Optioun.

An deem Kontext wëll ech och deene Ministeren, déi d'Gestioun vun der Kris bei eis a fir eis iwwerholl hunn, ausdrécklech d'Unerkennung vu mir selwer a vu menger Fraktioun ausschwätzen. De Luc Frieden, de Jeannot Krecké a virun allem de Jean-Claude Juncker hu Bemierkenswäertes geleescht. Déi Beamten, déi bei deene sëlleche Sessiounen Dag an Nuecht derbäi waren, iwwregens och. Dat determinéiert Handele vum Eurogroup e Sonndeg zu Paräis ass net zulescht de Mérite vu sengem President Jean-Claude Juncker, an och dat Engagement fënnt eis resolut Unerkennung.

Ech freeë mech als President vun der Finanzkommissioun besonnesch iwwert d'Aart a Weis, wéi déi Kommissioun, an domadder d'Chamber, permanent a quasi an Echtzäit an d'Démarche fir d'Rettung vun der Fortis an der Dexia agebonne goufen. Déi parlamentaresch Zoustëmmung zu engem Emprunt fir dëse Banken ënnert d'Äerm ze gräifen, déi mer nach dës Woch wäerte ginn, schreift sech an déi exemplaresch Kooperatioun vu Regierung a Chamber an.

Ech begréissen och déi Aussoen, déi de Statsminister haut de Mëtteg hei vun dëser Tribün aus gemaach huet, fir d'Liquiditéite vun de Geldmaartfonge bei der Zentralbank och ze garantéieren. Dëst ass eng äusserst wichteg Ausso, déi och d'Soliditéit an de Seriö vun dëse Fongen hei zu Lëtzebuerg garantéiert.

Här President, elo schéngt et wéi wann d'Noutoperatioune géife geléngen. D'Bourssë stabiliséiere sech einstweilen, dat ass eng gutt Noriicht. Mä nach, Här Bettel, solle mer net jubiléieren, d'Situatioun ass nach ëmmer ganz eescht. Wat sécherlech kloer wäert sinn, ass, datt déi Welt, déi mer haut schonns kennen, net méi déi ass, wéi mer se nach virun e puer Méint kannt hunn, an datt d'Finanz- a Kreditmäert net kënnen esou virufonctionnéiere wéi wann näischt geschitt wier. D'Zerstéierung vun iwwer dausend Milliarden Euro am Verlaf vun e puer Wochen ass kee Virgank, iwwert deen een einfach kann ewechgoen.

Méi Transparenz vun den internationale Finanzbewegungen, e Verbuet vu renge Fantasieoperatiounen, mat deene Betriber, Währungen a Staten an de Ruin kënne gedriwwe ginn, an eng Modifikatioun vun de Kontabilitéitsregelen dränge sech op. Wichteg ass virun allem aus dem Wahn vun dem schnellstméigleche Profit erauszekommen an der Finanzwirtschaft eng längerfristeg Geschäftsperspektiv opzeerleeën. Finanzmanager mussen hir Verantwortung kloergemaach kréien, wat sech och doranner muss ausdrécken, datt hir Bezuelung an de Beräich vun Zuelen zréckgeféiert gëtt, deenen hir Nullen een emol erëm kann zielen.

All dëst soll neit Vertraue schafen. Vertraue brauche mer, fir datt e Kreditsystem, national an international, ka fonctionnéieren. Et muss och geléngen, den Aktionären ze vermëttelen, datt si weiderhi gebraucht ginn an domadder och hiert Vertrauen an de System zréckzegewannen. D'Bourssë goufen erfonnt, fir datt um Wee vun öffentlechen Investissementsopriff d'Betriber déi néideg Mëttele sollte kréie fir kënnen ze expandéieren. Ouni dëst Instrument wär et keng Fligeren a keng Computere ginn. Aktionären, virun allem déi kleng, sinn noutwendeg Acteure vun engem maartwirtschaftleche System, an d'Rettungsaktioun fir de globale Finanzsystem kënnt och hinnen zegutt.

Iwwregens gi si am Fong net schlecht behandelt. Am Kader vun de Lëtzebuerger Rettungsaktiounen ass hiren Investissement op d'mannst op engem bestëmmten Niveau erhale ginn. Ouni dës Aktiounen hätte se vläicht onwidderrufflech alles verluer. De Maart huet nämlech seele Matleed, politesch Verantwortlecher schonns méi. Duerfir mengen ech och, datt d'Initiativ vun der belscher Regierung zugonschte vun deene klenge Fortisaktionären an déi richteg Richtung geet, och wann déi Aktioun sécherlech net wäert duergoe fir d'Aktien op engem normalen Niveau ze halen.

Ech wéilt och vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier een Appell un d'Regierung ze maachen, och dat Gesetz iwwert de Schutz vun deene klengen Aktionären op den Instanzewee ze bréngen, quitte datt dat eis an dëser Problematik net virugehollef hätt.

Här President, fir d'Acteure vun der Ekonomie ass et schliesslech och eng gutt Noriicht, datt d'Europäesch Zentralbank am Kader vun deem ganze Fächer vu Stabiliséierungsmoossnamen och eng spierbar Senkung vum Leetzëns beschloss huet. Déi muss allerdéngs séier vun deenen eenzelne Banken op hir Clienten iwwerdroe ginn. Nëmmen esou kënne mer unhuelen, datt méi niddreg Zënsen d'Konsumente vun de Kreditter dozou inspiréieren, weider an normalem Mooss vun dësen Instrumenter Gebrauch ze maachen, vun deenen d'Banke liewen an déi d'Realwirtschaft dréie loossen. Ech begréisse ganz besonnesch, datt schonns zwou Banke vun der Plaz hier Clientë wäerte vun där Reduktioun vun deenen Intérêtë profitéiere loossen, nämlech d'Fortis an d'Spuerkeess, déi dat de Mëtteg ugekënnegt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanz- an d'Bankewelt muss sech doru gewinnen, datt d'Beem och hei zu Lëtzebuerg net an den Himmel wuessen. Och mir mussen an Zukunft vläicht méi kleng Bréidercher baken an eis dorop astellen, datt mer eis net méi all Joer am Budget iwwer impressionnant Progressiounen zum Beispill an der Taxe d'abonnement kënne freeën an doriwwer streiden, wéi a wou mer eis säfteg Plus-valuen affectéieren.

Wéi all Kris kann awer och d'Finanzkris eng Chance duerstellen, nämlech fir sech bewosst ze ginn, datt et niewent finanzielle Wäerter nach aner Wäerter gëtt, wéi Bescheidenheet, Solidaritéit a Verantwortungsgefill géintiwwer deenen aneren. Déi si fir eng mënschlech Gesellschaft nämlech méi wichteg wéi déi, déi mat Geld ze dinn hunn. Net nëmmen, awer ganz besonnesch déi Leit aus de Chefetage vun de grousse Bankegruppen, déi net hei zu Lëtzebuerg sëtzen an déi jo net ganz onschëlleg sinn un der aktueller Situatioun, wiere gutt beroden, emol doriwwer ze meditéieren.

Här President, hoffe mer also, datt déi Moossnamen, déi beschloss goufen an déi de Mëtteg vum Statsminister och nach eng Kéier hei am Detail virgestallt goufen, hir Wierkung esou weisen, wéi mir eis dat wënschen. An hoffe mer virun allem, datt et der Politik geléngt, hiert Primat iwwert d'Wirtschaft, vun deem a leschter Zäit nees vill méi geschwat gëtt, esou ze notzen, datt d'Finanz- an d'Bankewelt net nëmmen iwwerlieft, mä doriwwer eraus transparent, novollzéibar a verantwortungsbewosst gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll aganks nach eng Kéier betounen, datt déi Rettungsaktiounen, déi vun der Regierung mat der Bank Fortis, mat der Bank Dexia, mat der Ënnerstëtzung, der kräfteger Mathëllef och vun aneren europäesche Regierungen eis proposéiert gi sinn, datt déi nach emol déi ganz Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei fannen.

Et gëtt an eisen Ae keng Alternativ zu deene Rettungspläng. Alles aneschters wär en Horrorzeenario gewiescht. Virun allem muss ee bedenken, datt a béide Fäll, souwuel bei der Fortis wéi och bei der Dexia, eng gewëssen Urgence geherrscht huet, datt ee sech net alles konnt dräimol iwwerleeën a sech net fënnefmol konnt réckversécheren an nach eng Kéier eng Nuecht driwwer schlofen, ier een Décisioune konnt huelen. An duerfir sinn déi Décisiounen do richteg geholl ginn. Si sinn zum richtegen Zäitpunkt geholl ginn a si hu jo och finalement dozou bäigedroen, datt d'Situatioun sech bis ewell, op d'mannst hei zu Lëtzebuerg, berouegt huet. An dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, huet jo och eng Répercussioun fonnt op globalem Niveau, well villes vun deem, wat mer viru Wochen diskutéiert hunn hei am Land, fir konkret d'Banken ze retten, jo och mëttlerweil op anere Plazen esou kopéiert ginn ass.

Et war indispensabel, fir den Zesummebroch vun zwou grousse Banken hei am Land ze évitéieren. Mir kënnen eis ausrechnen, wat d'Alternativ gewiescht wier, wéi vill dausende vun Aarbechtsplazen direkt verschwonne gewiescht wieren, wat dat geheescht hätt fir d'Erspuernisser vu ganz ville klengen a gréissere Spuerer. Mir wëssen, wat d'Répercussiounen op de Mëttelstand gewiescht wieren, well grad déi zwou Banken do gehéieren zu den Haaptfinanciere vun de mëttelstännege Betriber hei am Land.

Mir wëssen, wat d'Répercussiounen op aner Banke gewiescht wieren, déi direkt riskéiert hätten, an eng ähnlech oder nach schlëmmer Situatioun ze kommen. A mir wësse finalement och, wéi däitlech dat dote sech negativ op d'Statsrecetten ausgewierkt hätt. An duerfir nach emol gëtt et an eisen Aen dofir keng Alternativ.

Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi e Stat huet, déi eng Regierung huet, déi hei dann och d'Parlament huet, fir an esou enger Kris do d'Banken ze stäipen?

Generell huet een elo festgestallt, datt et der eigentlech dräi gëtt. An déi dräi sinn an enger gewëssener Kombinatioun dann och hei zu Lëtzebuerg zum Asaz komm.

Et gëtt déi Statsgarantie fir déi Emprunten, déi eng Bank bei enger anerer Bank mécht, fir déi ze garantéieren, fir datt erëm Vertrauen an de Marché kënnt, datt d'Banke kënnen d'Garantie hunn: Wann ech engem Geschäftspartner Geld léinen, gesinn ech dat finalement dann och erëm eng Kéier erëm.

Et gëtt déi Kapitalbedeelegungen, fir an d'Kapital vu Banken eranzeklammen; Deelverstaatlechung gëtt dat dann och zum Deel hei am Land an och op anere Plaze genannt.

An et gëtt eben och d'Méiglechkeet, faul Kreditter, faul Pabeieren, déi „toxic assets“, wéi dat jo deelweis genannt ginn ass - mëttlerweil en neien Term, deen zum Unwort des Jahres wahrscheinlech wäert gekürt ginn -, fir déi opzekafe respektiv ze séparéiere vun deene gesonde Betribsdeeler vun de Banken.

Mir fannen dat doten op internationalem Plang erëm; mir fannen dat doten och bei deenen zwou konkrete Rettungsaktiounen hei zu Lëtzebuerg fir Fortis an Dexia an där enger oder an där anerer Form erëm, virun allem, wa mer och kucken, wat jo net nëmme fir Fortis an Dexia hei am Land geschitt ass, mä wat eben och a Frankräich, wat an der Belsch a wat an Holland gemaach ginn ass.

Contrepartië gëtt et do derzou, an déi si richteg. Et ass net um Stat, hei rettend anzesprangen an dat sief et fir näischt ze maachen, sief et sech och nach eppes kaschten ze loossen, a finalement, wann alles erëm gutt geet, just nach Merci gesot ze kréien. Duerfir gëtt et eng Rei vu Garantien; duerfir ginn déi Engagementer vum Stat rémunéréiert, an duerfir huet de Stat jo och, op d'mannst während enger gewësser Zäit, dach en däitlechen Afloss op d'Geschäftspolitik vun deem engen oder anere Geldinstitut.

Et muss ee sech dann och lues a lues mat der Fro beschäftegen, wat no deenen Noutléisunge geschitt. Do läit eis, mengen ech, alleguerte ganz besonnesch um Häerz, wat

d'Auswierkunge vun der Finanzkris op déi reell Ekonomie, op d'Betriber, op d'Industrie, op de Mëttelstand, op aner Serviceberäicher, op aner Déngschtleeschtungsentreprisë sinn. Do musse mer kucken, datt deen Afloss, deen negativen Afloss sou wäit wéi méiglech limitéiert bleift.

Do kann ee sech virstellen, datt mer deen Afloss, deen de lëtzebuergesche Stat elo bei enger Bank wéi der Fortis, bei enger Bank wéi der Dexia huet, och positiv geltend maachen, fir da kënnen ze assuréieren, datt lëtzebuergesch Entreprisen, datt de Mëttelstand, datt d'Industrie am Land hei weiderhi kënnen investéieren, datt hir Projete finanzéiert ginn, datt déi Liquiditéitskris, déi an de Banke geherrscht huet, net automatesch herno och zu Finanzéierungsenkpäss vun noutwendegen Investitioune vun dem ganze Rescht vun der Ekonomie féiert.

Wa mer da méi wäit no vir kucken, da musse mer natierlech kucken, wat d'Ursaache ware vun där doter Kris, vun enger internationaler Finanzkris vun där doter Envergure. Do solle mer probéieren, eng sachlech Analys ze maachen, eng sachlech Analys sou wäit wéi méiglech ouni Polemik. Dat hu mer zum ganz groussen Deel fäerdeg bruecht. Eenzelner konnten et trotzdeem net ëmmer si loossen. Et brauch ee jo momentan net ganz besonnesch vill Courage, fir iwwert d'Banken an d'Banquieren hierzefalen an op hinnen erëmzetrampelen. Munchmol mag et berechtegt sinn - nun, des Öftere war et bestëmmt och net berechtegt.

Une voix.- Wou war et dann net berechtegt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen, wann een, Här Statsminister, seet - dat waart Dir, deen dat gesot hutt -, datt Der esou vill Respekt fir d'Banquieren am Generellen hätt, wéi si fir Äre Beruffsstand hätten, datt dat eppes ass, wat een als Premierminister vun engem Land wéi Lëtzebuerg, wat awer ofhängeg ass vun enger grousser, importenter Finanzplaz, vun där mer laang profitéiert hunn, datt dat net onbedéngt hätt misse sinn.

(Interruptions)

Ech mengen, datt och virdru scho vill Banquiere Respekt haten net nëmme fir de Premier, mä och fir déi Leit an der Politik, déi jo ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg mat responsabel derfir waren, datt mer déi Finanzplaz hei konnten opbauen. Et war jo net e Geschäft vun de Banquieren an e Match vun de Banquieren eleng, dat hunn d'Bankewelt an d'Banquieren zesumme gemaach. Duerfir solle mer kucken, datt mer och zesumme kënnen an d'Zukunft kucken an net esou een iwwert deen anere schwätzen, wéi et dann emol heiansdo geschitt ass, Här Statsminister.

(Interruptions et hilarité)

Ech hunn haut festgestallt, datt Der Iech méi differenzéiert ausgedréckt hutt, wat ech absolut begréissen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Dat hunn ech nëmme gemaach, well Dir dozwëschent geschwat hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dann ass et jo heiansdo gutt, datt mer dat maachen. Mir wäerten dat dann och an Zukunft, wann et ubruecht ass, widderhuelen, Här Statsminister.

Mä och an den Ausféierunge vum Statsminister, och an den Ausféierunge vun de Virriedner a bestëmmt och vun de Noriedner héiere mer, datt et eng komplex Situatioun ass, mat där mer eis hei musse beschäftegen. Et gëtt keng einfach Léisungen a mer sollen dach wann ech gelift och differenzéieren. Duerfir proposéieren ech wierklech, net all Banquier an net all Bank ze verdäiwelen an eng ganz Branche ze verdäiwelen. Grad mir als Lëtzebuerg wëssen, wat mer un deene Banken hei zu Lëtzebuerg haten. A wa mer keng Bankeplaz méi wëllen, da kënne mer elo schonn ufänken, de Rimm vill, vill méi enk ze zéien, an do geet ee Rimmlach net duer, do wäerten et där gläich e puer beienee misse sinn.

(Interruption)

Ma ech beschäftege mech, Här Statsminister, domat, datt mir als Lëtzebuerg vill profitéiert hu vun där aktiver Bankeplaz, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Duerfir soll een elo net, wéi een op Däitsch seet, „das Kind mit dem Bade ausschütten". Mir mussen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ma wie wëllt dat da maachen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Et héiert een Eenzelner, Här Statsminister, an Dir wësst gradesou gutt, datt et vläicht net hei am Land wëllt gemaach ginn, mä datt besonnesch op anere Plaze wäert profitéiert gi vun dëser Situatioun, fir eis munch Saachen elo opzedrängen als Lëtzebuerger Finanzplaz, mat deene mer eigentlech bis ewell guer net esou frou waren. Duerfir solle mir als Lëtzebuerger, och als Lëtzebuerger politesch Klass derfir suergen, datt mer en differenzéierten Débat kréien iwwert déi dote Problematik.

Mir brauche mat Sécherheet Reglementatioun. Mir brauchen nei Reglementatioun a si ass punktuell méi wéi sécher noutwendeg. Mä mir sollen awer kucken, wat fir eng Reglementatioun datt mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, wat fir eng datt gutt ass fir eis Finanzplaz, a wat fir eng Fuerderungen dann elo eventuell aus dem Ausland kënnen op eis duerkommen, déi eis finalement an där Foulée elo do opgedrängt ginn, wou ee wéineg Méiglechkeeten huet, dann och dergéint ze argumentéieren, mä déi eis herno ënnert dem Stréch riskéieren awer kënne wéizedoen.

Wann ech bei der Ursaachefuerschung op de Fong ginn - an ech deelen déi Analys quasi zu 100% wéi de Statsminister se hei gemaach huet -, da fänke mer natierlech an den USA un, da fänke mer bei deenen Hauskreditter un, déi d'amerikanesch Banke fir Objete ginn hunn, déi eigentlech net garantéiert waren. Kreditter, déi hei an Europa, déi hei zu Lëtzebuerg, déi op ganz villen aneren Ecker a Länner op der Welt esou an där doter Form net méiglech gewiescht wären.

Da muss een och diskutéieren iwwert d'Zënspolitik vun der amerikanescher Zentralbank, déi jo probéiert huet, mat extrem niddregen Zënsen déi Hoffnung an deen éiwege Boom, dee jo um Immobiliemarché an a villen aneren Domäner an den USA geherrscht huet, nach weider unzefachen, fir datt dee Boom ni soll op en Enn goen. Dat dote schéngt mer och US-amerikanesch Politik gewiescht ze sinn, déi do derhannert stoung, fir dat ze favoriséieren.

Kritesch solle mer eis och domadder auserneesetzen, an et ass de Mëtteg och schonn hei gesot ginn, datt et mat Sécherheet net normal ass, datt an engem Secteur wéi dem Bankgeschäft eng Rendite vun 20 oder 25% muss erziilt ginn. Well wann d'Aktionären dat verlaangen a wann alles gemaach gëtt, fir dann och déi dote Rendite ze erwirtschaften, fir dem Aktionär um Enn vum Joer 20 oder 25% kënnen zréckzeiwwerweisen, dann ass de Risiko ganz, ganz grouss, datt een eng Kéier ze vill Risiko ageet, fir dat doten dann och nach ze assuréieren.

Well deen, deen et bis ewell jo net gemaach huet, déi Bank, déi do net matgespillt huet, ass vum Aktionär jo meeschtens och am Stach gelooss ginn. Déi hunn et oft net bis an dës Kris gepackt a sinn éischter vun engem aneren iwwerholl ginn. Dat schéngt mer och e wichtegt Element vun der Analys ze sinn.

Och ass et richteg drop hinzeweisen, op wat fir eng geféierlech Aart a Weis dës Kris sech zougespëtzt huet, andeems d'amerikanesch Institutioune Lehman Brothers fale gelooss hunn; wat jo eigentlech en Experiment war, fir ze kucken, wat da wierklech d'Konsequenze wären, wann esou eng Bank wéi déi dote géif faillite goen, wéi wäit ee kéint d'Banke faillite goe loossen. Mir hu gesinn, datt een dat net nach emol soll widderhuelen. Mëttlerweil ass déi Asiicht jo queesch ronderëm de Globus dann och iwwerall ukomm.

Duerfir ass et wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg, datt mer an Europa d'Konsequenzen doraus zéien. Et ass awer eben och wichteg, datt mer zesumme mat den amerikanesche Partner doriwwer diskutéieren, déi mat Sécherheet och momentan mussen déi Asiicht do hunn, datt munches a Fro soll gestallt ginn, an datt een aneschters soll weiderfueren.

Mir brauche méi Transparenz op de Finanzmäert. Et schéngt mer och evident ze sinn: Wann op där enger Säit faul Kreditter kënne konstruéiert ginn, si ginn nei agepaakt, a se op där anerer Säit als sécher Finanzinvestitioun kënne weiderverkaaft ginn, da schéngt dat mer net normal ze sinn. Duerfir musse mer de Risiko och kënnen aneschters betitelen, an e muss sichtbar si bei Finanzinvestitiounen. Do brauche mer natierlech en anere Rating System wéi deen, deen hei jo zu 100% versot huet.

Mir brauchen och d'Verantwortung vun den Décideuren an der Bankewelt. Mir brauchen en Zesummeréckele vun der Décisioun, vum Risiko a vu Verantwortung dofir ze droen.

Bis ewell war et jo relativ einfach, eng Bank ze leeden. Wann een uewen un der Spëtzt stoung an et huet een e riskanten Deal gemaach, et huet een eng Fusioun entaméiert, et huet een eng grouss Investitioun getätegt: Wann den Deal gutt gaangen ass, dann huet een enorm vill Geld verdéngt, a wann den Deal schifgaangen ass, dann huet een nach ëmmer ganz vill Geld verdéngt. Déi Praxis do hat op jidde Fall…

Une voix.- Ma Dir sot dach, et däerft een näischt géint déi soen.

Une autre voix.- Ganz richteg!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, ech mengen, dann hutt Dir mir net richteg nogelauschtert. Ech hu gesot, déi uewen…

(Brouhaha)

Madame Minister, mir mussen eng differenzéiert Approche hunn, an duerfir hunn ech gewarnt, fir all Banquier, fir all Bank an all Finanzplaz hei mateneen an en Dëppen ze geheien. An ech probéieren…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Wien huet dat da gemaach?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma ech mengen, datt een déi Zitater, déi vun Iech ze héiere waren an der auslännescher Press, hätt esou kënne verstoen. Falls ech se…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Et handelt sech ëm zwou Zeilen op enger Agence. Neen, ech froen, a wat fir engem Zesummenhang dee Saz gesot ginn ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Falls ech e sollt falsch verstanen hunn…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Et ass net falsch verstanen. En ass esou gesot ginn. Et war esou gemengt. Et sinn d'Bänker weltwäit, déi eis an dee Misär gefouert hunn, an et ass net Är Aufgab, déi ze verteidegen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä ech maachen dat jo och net, Här Juncker!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat doten ass erëm eng schrecklech Ënnerstellung!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Esou geet dat, gesitt Der. Esou geet dat!

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Den Här Meisch sot hei,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Eleng den Här Meisch huet d'Wuert!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Den Här Meisch verteidegt hei net déi Bänker, déi ech ugegraff hunn, mä déi, vun deenen hie gemengt huet, ech hätt se kënnen ugräifen. Wann hien domat d'accord ass, werfen ech him och net vir, hie géif déi verteidegen, déi ech zu Recht ugegraff hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hu jo gesot, Här Statsminister, falls ech Iech sollt falsch verstanen hunn doranner,…

(Interruption)

…da sinn ech frou, datt Dir dat aneschters gemengt hat, wéi ech a vläicht och aner Leit et dann opgefaasst hunn.

Ech op jidde Fall verteidegen hei net all Banquier, well ech hu grad gesot mat menge Wierder, datt ech et eben net normal fannen, datt Direktioune vun enger Bank kënnen Décisiounen huelen, fir déi se herno net musse gruedstoen, an datt dee System, dee mer bis elo erlieft hunn, jo derzou gefouert huet, datt, egal wéi den Deal ausgeet, e Bankdirekter herno nach ëmmer vill Geld verdéngt huet.

Dat fannen ech net normal. Dat ass op jidde Fall net esou, wéi ech mer d'Privatwirtschaft virstellen a wéi ech och eng liberal Maartwirtschaft gesinn, déi mer finalement jo nach ëmmer brauchen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Liberal a sozial, a mir sinn enger Meenung.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma ganz genau.

(Interruption)

Dat ass dat nächst Stéchwuert, dat ech mer opgeschriwwen hunn. An Europa hu mer eng Traditioun vun enger sozialer Maartwirtschaft a mir sollen déi halen an och dat, wat an Europa aneschters wéi bis ewell gelaf ass, eis europäesch Approche zur sozialer Maartwirtschaft ervirsträichen an och emol heiansdo op déi weisen, déi eng aner Approche dozou hunn.

Do musse mer alt erëm eng Kéier op Amerika eriwwerkucken. Villes vun deem, wat vun do schlecht eriwwerkomm ass, huet mat hirer Approche zur Maartwirtschaft ze dinn. Villes vun deem wier bei der europäescher Approche vun eiser Maartwirtschaft net méiglech gewiescht.

Mir schwätzen elo schonn heiansdo esou, wéi wann déi Kris quasi iwwerstane wär, well d'Bourssë sech elo zwee Deeg eenegermoosse gutt beweegt hunn. Dat ass awer net esou. Déi Kris do ass mat Sécherheet nach net iwwerstanen.

Mir musse kucken nach munches ze maachen, fir datt eventuell déi eng oder déi aner Bank, déi gesond ass, net onnéideg futti gemaach gëtt. Mir mussen nach wie vor Suerg droen, datt mer d'Aarbechtsplazen am Bankesecteur a ronderëm hei zu Lëtzebuerg esou wäit et geet erhalen. Nach wie vor soll eis Suerg sinn, wéi mer kënnen d'Einlage vun de Spuerer - ob dat elo e Compte courant ass, ob dat e Spuerkont ass, ob et Aktië sinn, an déi een investéiert huet, Sicaven oder wat och ëmmer - beschtméiglech garantéieren. Mir sollen nach wie vor kucken, wéi mer d'Répercussioun vun där heiter Finanzkris op déi Realekonomie, ganz besonnesch och op de Mëttelstand an d'Industrie hei am Land, esou wäit wéi méiglech niddreg halen, an datt mer en Iwwergräifen op aner Secteuren esou gutt wéi méiglech verhënnert kréien.

Wann déi akut Situatioun sech da berouegt huet, da musse mer nach emol eng sachlech Analys maachen, alles Revue passéiere loossen.

(Interruption)

Ech sinn esou gutt wéi zum Schluss, Här President.

Ech wëll awer nach soen, datt et eis wichteg ass, déi richteg Konklusiounen ze zéien, an eis dann awer och Gedanken ze maachen iwwert déi staatlech Participatiounen, déi de Stat elo geholl huet an d'Banken an awer och an aner Entreprisen.

Ech si frou nach emol ze héieren, datt et net d'Intentioun vun der Regierung ass, dauerhaft a grousse private Bankhaiser Bedeelegungen ze halen. Et schéngt mer net sënnvoll ze sinn, datt de Lëtzebuerger Stat an dräi sech eigentlech konkurrenzéierende Banken hei am Land bedeelegt ass.

Mir sollen awer gläichzäiteg dann och emol drun denken, datt mat enger vun deenen Operatiounen do de Lëtzebuerger Stat awer elo no un eng Zweedréttelmajoritéit vun der Luxair kënnt. Och do hätte mer awer gären eng Kéier den Industrieplang fir d'Luxair.

Ech mengen och, datt et net sënnvoll wär, dass de Lëtzebuerger Stat an där doter Envergure dauerhaft an enger Industriegesellschaft wéi der Luxair vertrueden ass. De Lëtzebuerger Stat an de Stat am Allgemengen huet sech hei als e gudde Retter bewisen. Allerdéngs heescht dat nach net, datt en ëmmer e gudden Entrepreneur wäert sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Fayot huet elo d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung fir dat, wat se an de leschte Wochen ënnerholl huet, fir d'Finanzkris ze meeschteren, an dozou gehéiert selbstverständlech dat, wat se fir Fortis an Dexia zu Lëtzebuerg gemaach huet an och, fir déi europäesch a Weltfinanzkris ze meeschteren.

Dat ass en Asaz vun der Lëtzebuerger Regierung, besonnesch och vum Premierminister, deen ze würdegen ass an dee ganz vill dozou bäigedroen huet, den euro-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

päeschen an internationale Finanzsystem ze stabiliséieren.

Mir wëssen, dass fir den Ableck déi Kris nach dréit. De Krisemanagement muss also weidergoen. D'Politik huet d'Verantwortung - mir alleguerte gehéieren och zur Politik -, Vertrauen ze schafen, Panik ze vermeiden a Polemik ze verhënneren.

Wichteg ass och, fir dass dat virugeet, dass d'Chamber regelméisseg informéiert an agebonne gëtt, dass Weeër fonnt ginn - déi hu mer jo och fonnt -, fir déi finanziell Engagementer vum Stat legal ofzesécheren. Wichteg ass och, dass mer d'Portée vun deenen Engagementer fir de Statsbudget vun 2009 an duerno erkennen.

Sécher ass mat der Rettungsaktioun vun den zwou systemesche Banken net all Problem aus der Welt geschaf. Aner Banke kënnen a Schwieregkeete kommen, Aarbechtsplazen a Gefor sinn, Spuerer ëm hir Erspuernisser bruecht ginn. Lëtzebuerg als international Finanzplaz huet eng Renommee, also och e Stéck Responsabilitéit vis-à-vis vun all deenen, déi onser Finanzplaz vertraut hunn.

Här President, well se an Amerika de Sozialismus méi wéi alles fäerten, huet déi konservativ Bush-Administratioun eng grouss systemesch Bank fale gelooss, wat déi schwelend Finanzkris an den USA zu engem Krach an der ganze Welt gemaach huet.

D'öffentlech Hand muss elo grouss international Banke mat de Sue vum Steierzueler retten, also mat de Sue vun nationale Staten. D'Staten an Europa an elo och endlech d'USA hu resolut géint d'Finanzkris agegraff. D'Interesse vun der Allgemengheet kënnen net duerch de Maart erreecht ginn. Eng responsabel international Gouvernance ka sech net op déi blann Emotioune vun de Bourssen opbauen. A villen héich entwéckelte Länner nationaliséiert de Stat grouss Banken - et kann een et och anescht nennen, mä et ass en fait eng Nationalisatioun -, gëtt Garantien, fir dass d'Banken ënnereneen erëm Vertrauen opbauen.

Massiv Zomme vun öffentleche Gelder gi mobiliséiert, d'Länner verscholde sech op Joren, d'Staten iwwerhuele grouss Verantwortung an de Bankhaiser selwer. Dat ass eng grouss Erausfuerderung an eng Chance, fir Strategien ze beaflossen, fir Feelentwécklungen ze ënnerbannen, Transparenz a Verantwortung an der Gestioun vun der Épargne iwwerall duerchzesetzen.

Ob méi oder manner Regulatioun wesentlech ass, dat sief emol dohinnergestallt. Mä wichteg ass, dass déi Regulatioun déi Feeler verhënnert, déi ons Länner un de Bord vum Ruin bruecht hunn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Surveillance vun de Bankhaiser an de Finanzinstituter muss ëmfaassend sinn an d'Fräiraim fir héich riskant Produkter mussen agëenkt ginn. Lëtzebuerg, fir säin Deel, schafft mat de Milliounen aus senger Trésorerie, ass ons gesot ginn, mécht en Emprunt vun dräi Milliarden, déi mer muer stëmmen, a gëtt eng Garantie vu 4,5 Milliarden, déi mer iwwer e Règlement grand-ducal ënnermaueren an där mer am Dezember am Budget eng Base légale ginn.

Dat ass net näischt fir e klengt Land. Souguer wann d'Banken déi Hëllef rémunéréiere mussen, wat jo net méi wéi gerecht ass, mécht Lëtzebuerg domat en enormen Effort fir d'Finanzplaz.

Här President, an den éischten Deeg vun der Kris huet all Land probéiert sech selwer ze hëllefen. Et huet sech séier gewisen, dass domat d'Regele vum europäesche Bannemaart a Gefor koumen. Et huet sech och gewisen, dass eng international Kris an enger globaler Welt net méi mat nationale Mëttelen eleng ze bekämpfen ass.

Mir kënnen dofir frou sinn, dass Europa eng staark Währung huet, déi deenen Turbulenze standgehalen huet, dass Europa eng Zentralbank huet, déi schnell an effikass reagéiert huet, an dass Europa zesummebliwwen ass, fir Weeër aus der Kris gemeinsam ze sichen.

Sécher ass dës Kris net nëmmen d'Stonn vun dem eenzelne Stat, wéi gesot ginn ass, oder vum staarke Stat insgesamt, mä virun allem ass et d'Stonn vun Europa. Dat soll all deenen Euroskeptiker gesot ginn, déi ëmmer erëm un Europa erëmnörgelen. Do ass dat hei eng wesentlech Stonn vun Europa - de Statsminister huet et och gesot.

Déi spannend Fro, déi mer ons stelle mussen, wann den Héichpunkt vun der Kris iwwerwonnen ass, ass déi hei: Wéi eng Finanzwelt wëlle mer an enger sozialer Maartwirtschaft? Wëlle mer de Statu quo ante? Oder wëlle mer eng nei Finanzwelt, an där e systemesche Krach, wéi mer en elo erlieft hunn, net méi méiglech ass?

Ech menge schonn, dass eng nei Finanzwelt mat neie Verhalensregelen a méi Verantwortungsgefill entstoe muss. Dat heescht net méi an net manner wéi eng Zähmung vum Finanzkapitalismus. Bei der Sich duerno muss ee sécher de Finanzinstituter entgéintkommen, fir flexibel a schnell op schwiereg Entwécklungen ze reagéieren. Mä d'Normalisatioun muss och eng Moralisatioun vun de Finanzgeschäfter sinn. Héich riskant Finanzprodukter solle verbuede ginn, d'Geschäftsgebare méi virsiichteg sinn, d'Sécherheet viru Risikofreed gestallt ginn.

An da kënnt nach dat hei derbäi: Op Lëtzebuerg selwer als eng grouss Finanzplaz kënnt eng schwiereg Equatioun duer. Mir wëllen ons Finanzplaz erhalen a stäerken. Mir hunn en nationalen Intérêt drun, finanziell a wirtschaftlech, dass de gudde Ruff vun onser Plaz erhale bleift, och a schwieregen Zäiten. Eng nei Gouvernance vun deem Finanzsecteur ass ouni europäesch Regelen net ze maachen. Wat dat fréier oder spéider fir Auswierkungen op d'Lëtzebuerger Finanzplaz huet, ass fir den Ableck net ofzegesinn.

D'Finanzkris bréngt ons och nach an Erënnerung, dass d'Diversificatioun vun onser Wirtschaft eng Garantie ass, dass mer manner ufälleg fir Krisen an engem dominante Secteur sinn. De Wirtschaftsminister huet an deene leschten Deeg a Wochen oft gesot an ënnerstrach, dass och domat eng nei Erausfuerderung op onst Land duerkënnt.

Iwwert déi Problemer eraus, déi d'Finanzkris onsem Land schaaft, ass se och a mengen Aen eng eemoleg Geleeënheet, villes ze iwwerdenken, wat an de leschte Jorzéngten an der Wirtschaft an an der Gouvernance zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Et ass och d'Geleeënheet, aus der Kris eraus eng Prise de conscience dobaussen an der Gesellschaft iwwert dat, wat mer an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn, wéi mer et gemaach hunn, wéi mer et och vis-à-vis vun deenen anere Länner, oft géint déi aner Länner gemaach hunn, ze huelen an domat en Neiufank ze woen an deenen nächste Joren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, 1929 hate mer déi gréisste Finanz- a Wirtschaftskris, mat desastréise Konsequenzen. Déi huet eis zu 1933 gefouert. An 1933 huet eis zu 1940 gefouert. An déi fënnef Joer duerno ass d'Welt an engem risege Krich ënnergaangen, mat enger Vernichtung esou wéi d'Geschicht vun der Mënschheet se bis dohinner net kannt huet.

Mä 1945, wéi dat eriwwer war, sinn awer och Bilanë gezu ginn. 1945 war eng Konferenz an deem klengen amerikaneschen Nascht Bretton Woods, an do ass de Bilan gezu gi vun deem Dilemma a vun deem Desaster tëschent 1929 an 1945, an et sinn do Décisioune geholl ginn, déi baséiert hunn op eben deenen Erfahrungen.

Déi Décisiounen, déi do geholl gi sinn, sollte maachen, datt dat, wat tëschent 1929 an 1945 virkomm war, ni méi sollt passéieren. Doraus huet sech eng ganz Politik erginn, déi an den europäesche Länner - deemools nach an de westeuropäesche Länner - zu der europäescher sozialer Maartwirtschaft, zum europäesche Sozialmodell gefouert huet, an eigentlech ass d'Weltgemeinschaft bis an den Ufank vun de 70er Jore gutt mat där Situatioun eens ginn.

Mir hunn d'„golden sixties" kannt a mir hunn eng Period vu Fridde kannt, op d'mannst a Westeuropa, wéi ni virdrun, an de Wuelstand vun de Leit huet sech kontinuéierlech verbessert. Ufank de 70er Jore sinn déi Accordë vu Bretton Woods unilateral vun de Vereenegte Staten opgekënnegt ginn. D'Grënn wëll ech hei net méi am Detail erläuteren, well dat géif ze wäit féieren.

Wichteg ass awer drun ze erënneren, datt dat, wat mer haut erliewen oder déi lescht Wochen erlieft hunn, am Fong d'Konsequenz vun den Décisiounen ass, déi Ufank der 70er Jore geholl gi sinn an déi sech kontinuéierlech gesteigert hunn iwwert d'80er, d'90er Joren eraus. Deenen hir Verfechter am Hannergrond, sougenannte Wirtschaftswëssenschaftler, hunn d'Welt ëmmer erëm enges Bessere beléiert, nämlech datt am Fong Reguléierung schlecht wär an Dereguléierung gutt wär. D'Politik soll beschtefalls fir „law and order" am Stat suergen, fir de Rescht sech awer wa méiglech aus allem eraushalen, well de Marché als solche géif souwisou all Problemer an de Gréff kréien, sech vum selwe regelen, an d'Schwieregkeete sech vum selwe berengegen.

Duerfir ass dat, wat mer déi lescht Wochen erlieft hunn an och nach wäerten déi nächst Méint erliewen - well mir sinn nach net um Enn vun deem Ganzen -, eng gutt Saach - an dat soen ech am Positiven -, well et ass d'Enn vun deenen Theorien an et ass eigentlech eng Réckbesënnung op d'Léiere vun 1945. Ech hoffen, datt mer et fäerdeg bréngen, dee positive Prozess - deen amgaang ass sech elo an de Käpp festzesetzen, fir erëm zréckzekommen op d'Léiere vun 1945 - sech elo weiderentwéckelen ze loossen, an datt mer aus där Kris hei - déi zwar schlëmm ass an déi och nach wäert eng Rei Konsequenzen hunn - déi richteg Léieren zéien, fir gläich duerno zum Positiven iwwerzegoen.

Et gëtt bei där Kris hei ganz vill Verléierer an et wäert och ganz vill Leit wéidoen, awer leider oft net deene Leit wéidoen, déi et verursaacht hunn. Och wa mer ons vill ustrenge wäerten, fir och déi Leit zur Responsabilitéit ze zéien - vill ze vill hu sech der scho mat deene sougenannten „parachutes d'or" op sécher Insele bruecht a wäerte sech elo net méi vill zu Wuert mellen -, wäerte nach vill aner Leit, déi näischt domadder ze dinn hunn, et ze spiere kréien.

Och mir zu Lëtzebuerg wäerten et ze spiere kréien, ganz sécher. Vläicht, an dat hoffe mer jo alleguerten, an engem manner staarken Ausmooss wéi verschidden anerer. Da si mer nach eng Kéier e bësse besser dovukomm. Et wäert awer och hei esou sinn, datt déi, déi schonn haut am schlechtsten dru sinn, et am stäerksten ze spiere kréien. Och dat ass eng Konsequenz dovunner, déi mer an deenen Diskussioune solle bedenken.

Mä bei aller Roserei, déi ee kann hunn iwwert dat Ganzt, bei allem Misär, deen dat ka produzéieren, solle mer dat Ganzt och als en neit Zeeche gesinn, als en Opbrochzeeche fir déi nächst Joren, fir d'Zukunft, a mir solle gesinn, datt et och Gewënner gëtt, am positive Sënn, aus där Kris hei. Ee Gewënner ass emol an deem heite Fall sécherlech d'Realekonomie, net well ech der Meenung sinn, datt d'Realekonomie näischt ze spiere wäert kréie vun där Finanzkris, mä well d'Realekonomie rehabilitéiert ginn ass.

Ech wëll just drun erënneren, datt mer bis viru kuerzem ganz vill Leit an der Gesellschaft, an der Wirtschaft haten, déi fir all déijéineg, déi mat Renditë geschafft hunn, déi ënner 30% louchen, just nach ee midd Lächeln iwwreg haten, an datt et fir déi Leit net derwäert war, datt een driwwer diskutéiert huet. An där Hisiicht ass d'Realekonomie erëm de Gewënner, well och déi Mentalitéit fort ass, nämlech d'Mentalitéit, déi vill Leit gleewe gedoen huet, datt ee kënnt einfach esou vill Sue verdéngen, ouns datt ee misst dofir schaffen. Well dat war jo eigentlech d'Logik, déi sech do hannendrunner verstoppt huet. Duerfir wäert sécherlech d'Realekonomie ee Gewënner sinn, well erëm vill méi op si gekuckt wäert ginn, an dat ass eng gutt Saach.

Zweete Gewënner ass sécherlech Europa, d'Europäesch Unioun. Ech wëll dat net méi alles widderhuelen, mä wa mer se net hätten, wa mer den Euro net hätten, wa mer déi 15 Eurolänner net hätten, da wär et sécherlech desastréis a kierzester Zäit fir vill europäesch Länner ausgaangen, fir net ze soe fir se alleguerten. Et ass eigentlech nëmmen dem Fait ze verdanken, datt mer haut den Euro an deene 15 Länner hunn, datt et iwwerhaapt méiglech war, datt déi 15 Länner eng gemeinsam Haltung konnten anhuelen, déi eis op déi méi positiv Spur bruecht huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et gëtt jo oft hei tëschent den Zeilen ugedeit, wéi wann déi Leit, déi 1992 beim Maastrichter Vertrag eng kritesch Haltung ageholl hunn - do schwätzen ech elo och vu mir selwer -, géint den Euro oder géint d'Währungsunioun gewiescht wären. Dat ass net richteg. 1992 hat ech eng kritesch Haltung zum Maastrichter Vertrag aus zwee Grënn.

Deen éischte war, datt de Stabilitéitspakt, esou wéi e bei Maastricht opgestallt ginn ass, mir vill ze vill op eng reng monetaristesch Basis ausgeriicht war, eben d'Realekonomie vill ze vill ausser Uecht gelooss huet an d'Stabilitéitskritären ze vill enk gesi gi sinn. Wann ee gesäit, wat passéiert ass, haaptsächlech no der éischter Finanzkris 2000/2001, nom Platze vun där sougenannter Internet-Bulle, da gesäit een, datt genau do d'Schwaachpunkte louchen an deem Stabilitéitspakt. Well wat hu mer nämlech opgeweecht no där éischter Finanzkris 2001? Mä genau dee Kritär, wou ech nach ëmmer fonnt hunn, datt en eigentlech vill ze vill enk gefaasst war, nämlech dee vun den 3% Neiverscholdung fir e Land op d'Joer gerechent.

Mir wäerte gesinn, datt an deenen nächste Joren dee Kritär nach eng Kéier wäert, zumindest kuerzfristeg, opgeweecht ginn, well soss eng ganz Rei Länner, a virun allem grouss Länner, dee Kritär do mat Sécherheet net kënnen anhalen. De Stabilitéitspakt war eis ze vill enk gesinn an ze vill enk gefaasst, an dat huet sech haut eiser Meenung no bestätegt, esou datt mer eigentlech Recht haten. Mä mir waren ni géint d'europäesch Währungsunioun an och ni géint den Euro.

Een zweete Punkt war, datt mer gesot hunn, datt eng gemeinsam politesch Unioun feelt, fir datt dat do ka fonctionnéieren. Wat déi lescht Deeg geschitt ass, weist eis dat. Ouns datt mer déi néideg institutionell Mechanismen haten, einfach duerch de Reflex aus der Kris eraus, hunn déi 15 Länner zesummegehalen - ouns datt se dat hätte misse maachen, well näischt huet se dozou gezwongen - a si hu gemeinsam Décisioune geholl. Och dat gesinn ech dann éischter als e positiivt Omen fir d'Zukunft vun der Entwécklung vun der Europäescher Unioun.

Et ass esou, datt d'Europäesch Unioun duerch dee Prozess hei sécherlech zum Gewënner zielt, well fir d'Biergerinnen an d'Bierger an Europa méi wéi jee muss däitlech gi sinn, datt nëmmen d'Europäesch Unioun fäeg ass, de Bierger ze schützen an där Welt, an där mer haut liewen. An et ass och e wichtege Message fir dat, wat d'nächst Joer wäert stattfannen, nämlech d'Europawahlen, datt déi doten Diskussioune sollen den Europawahlkampf bestëmmen.

Da muss een awer och eng Kritik ausüben, nämlech datt mer eng Kommissioun Barroso 2, also eng Kommissioun vun der Dereguléierung, net méi brauchen an der nächster Legislaturperiod an Europa. Dat heescht, déi Debatt soll och an deem Sënn am Kader vum Europawahlkampf gefèiert ginn, datt muss drop higewise ginn, datt mer leider eng Rei Leit um europäeschen Niveau haten, déi vill ze vill deem angelsächsesche Modell verfall waren. Duerfir kann esou eng Debatt och nëmme fructuéis sinn, wann hoffentlech no den Europawahlen déi néideg Konsequenzen doraus gezu ginn, wann déi nei Kommissioun vum nächsten Europaparlament bestëmmt wäert ginn.

Een drëtte Gewënner, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass sécherlech d'Politik als solches a virun allem de Stat. Et ass scho krass ze gesinn, wéi vill een de Moment Appeller héiert un de Stat, wéi vill Leit, och wéi vill Politiker een héiert erëm soen, de Stat gëtt gebraucht, mir brauche Reguléierung. A wann een emol géif d'Rieden och hei am Haus noliesen, wat eenzel Leit an deene leschte Jore gesot hunn, da sinn der och do eng ganz Rei derbäi, déi haut nom Stat an no der Politik ruffen, déi nach ganz aner Saache gesot hu viru kierzester Zäit.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä och dat - ech kucke léiwer an d'Zukunft wéi an d'Vergaangenheet - huet als Positiivt, datt de Stat an d'Politik hir Rehabilitatioun kritt hunn. Dat ass nëmmen eng positiv Saach a kann eis an Zukunft weiderbréngen, fir datt mer wéi gesot d'Gesellschaft erëm esou gestalten op Basis vun de Léieren, wéi se no 1945 gezu gi sinn.

Elo gëtt vill iwwer Reguléierung geschwat, a jiddferee seet, mir brauche se. Kee mécht awer nach de Moment esou däitlech, wat et soll genau sinn. Dat Eenzegt, wat kloer ass: Mir brauche sécherlech Reguléierung op internationalem Plang.

Eng al Fuerderung, déi schonn oft och vun eis gestallt ginn ass, ass déi, fir de Fonds monétaire international an d'Weltbank ze rehabilitéieren, zwar net an där Form op Basis vun där se geschaf gi si bei Bretton Woods, mä am Fong am neie Kontext vum 21. Jorhonnert, fir hinnen aner Méiglechkeeten ze ginn. Dat ass sécherlech um internationale Plang eng vun den urgentesten Aufgaben, déi mer mussen hunn, datt déi Institutiounen zu Institutioune ginn, déi derfir suergen, datt mer weltwäit net nëmme vill Räichtum produzéieren, mä datt en och insgesamt méi gerecht verdeelt gëtt an datt mer Sécherungsmechanismen agebaut kréien, duerch déi mer eigentlech mat deem, wat vu villen och heibannen de Mëtteg ugeschwat ginn ass, nämlech där kuerzsichteger Vue ophalen, déi Verschiddener hu vun der Ekonomie.

Mir brauchen awer och op europäeschem Niveau Regelen, aner Regelen, a mir brauchen der um nationalen Niveau. Mir sollen eis och bewosst sinn, datt mer als Lëtzebuerg mat där Finanzplaz, déi mer hunn, eng besonnesch Responsabilitéit hunn. Mir sollen natierlech selbstverständlech oppassen, datt net verschidde Luusspättere versichen, elo Lëtzebuerg an deem Sënn an den Eck ze drécken an aner Matcher ze maachen, déi net hei an d'Diskussioun gehéieren, fir sech op d'Käschte vu Lëtzebuerg dann aner Saachen ze arrangéieren.

Mä eent ass awer glaskloer: Mir dierfen och net zu de Bremser zielen an deem doten Diskussiounsprozess. Mir hunn eng Responsabilitéit a mir hu souguer méi eng grouss wéi déi meeschte Länner an der Europäescher Unioun. Et ass och nëmmen esou, wéi mer déi Eegeninteressen, déi mer hunn an deem Ganzen, nämlech par rapport zu eiser Finanzplaz, kënnen ofsécheren.

Well et soll jo awer kee sech Illusiounen higinn: Wa mer esou Krise wéi déi heiten net verhënnert kréien an Zukunft, a wa wierklech eng Kéier dat dozou géif féieren, datt déi Kris géif definitiv duerchschloen, da gëtt et fir eis besonnesch haart hei zu Lëtzebuerg, well mir sinn an engem Ausmooss ofhängeg vun deem Secteur wéi keen anert Land an der Europäescher Unioun. Desto méi hu mer och e verdammten Intérêt, datt mer Schutzmechanismen, datt mer Reglementer kréien, déi insgesamt derfir suergen, datt déi Finanzmäert do op stabile Féiss stinn an datt d'Banken och op stabile Féiss stinn.

Duerfir erhoffe mir eis bei där Diskussioun, déi elo kënnt, datt d'Regierung hei eng couragéiert Haltung anhélt an och bereet ass, offensiv un déi Saach erunzegoen a sech net verstoppt hanner falsche Prémissen, fir hei als Bremser ze wierken.

Déi Verhandlungen, déi wäerte jo kommen, déi komme mat Sécherheet spéitstens no den Europawahlen, wann de Match gelaf ass vun den Europawahlen, wann déi nei Kommissioun steet. Op internationalem Niveau wäerte se sécher schonn éischter ugoen, nämlech spéitstens nom 3. oder 4. November, wann d'Wahlen an Amerika geschloe sinn. An da wäerte mer sécherlech net derlaanscht kommen, ons där Diskussioun ze stellen. Duerfir solle mer se offensiv ugoen, well mir hunn insgesamt en Intérêt dorunner.

Wat dee spezifesche Lëtzebuerger Charakter ubelaangt vun deem, wat déi lescht Woche geschitt ass, brauch ech net ze widderhuelen, datt meng Fraktioun déi Approche, déi d'Regierung gewielt huet, ënnerstëtzt huet.

Et war déi eenzeg richteg Haltung, déi do ageholl ginn ass. Mir hunn och an der Finanzkommissioun zum Ausdrock bruecht, datt mer déi Décisiounen, déi d'Regierung geholl huet, voll matdroen. An deem Sënn wäerte mer och dat, wat mer zur Ofstëmmung muer virgeluecht kréien, matstëmmen. Et war absolut wichteg, dat ze maachen, doru gëtt et keen Zweifel.

Et geet duerfir elo drëm, net nach an d'Vergaangenheet ze kucken, mä et geet drëm, d'Vergaangenheet ze notzen als Analys, fir an d'Zukunft ze kucken. Mä mir sollen d'Zukunft, mengen ech, esou gesinn, wéi ech se de Moment beschriwwen hunn.

Och de Fait, datt gëschter een den Nobelpräis fir Ekonomie kritt huet wéi de Paul Krugman - fir déi, déi wëssen, wien dat ass -, en Ekonomist, dee vill virun deenen Entwécklungen hei gewarnt huet an deen ee vun de gréisste Kritiker war vun der Bush-Regierung, déi - ech mengen - och net ganz onschëlleg ass an deene leschten aacht Joer un där Kris, och dee Fait léisst mech Hoffnung schöpfen, datt mer et fäerdeg brénge wäerten, och um internationale Plang an den nächste Méint a Joren d'Kéier ze kréien an erëm op e verstännege wirtschaftleche Wee ze kommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den honorabelen Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi séier an enger mondialiséierter Welt Prinzipien, déi bis viru kuerzem als helleg an onantastbar erschéngt sinn, quasi iwwer Nuecht fundamental ännere kënnen, konnte mer an deene leschte Wochen hautno feststellen.

„De Privatmaart, d'Finanzwelt regelt alles selwer. D'Politik, de Stat huet sech do eraushalen." - Dat war an der Vergaangenheet ëmmer den Tenor. Haut ass de Ruff nom Stat net méi ze iwwerhéieren. Nëmmen de Stat kann d'Finanzkris débloquéieren. Nëmmen de Stat huet déi gëeegent finanziell Mëttelen, déi de Maart brauch. Nëmmen duerch de Stat kann d'Vertrauensbasis erëm hiergestallt ginn.

Kee vun ons hätt virun e puer Wochen dru geduecht, datt mer esou séier e fundamentale Sinneswandel géifen erliewen, an iwwerhaapt huet kee vun eis virun e puer Woche sech kënne virstellen, dass mer an eng esou grouss weltwäit Finanzkris géife falen, a scho guer keen huet dru geduecht, datt mir als Lëtzebuerg vun esou enger Finanzkris géifen direkt an haart getraff ginn.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

D'Realitéit schwätzt awer eng aner, eng onmëssverständlech Sprooch. Mir si weder e Schlaraffeland nach eng Insel. Als international Finanzplaz si mir engersäits prédestinéiert, vun enger weltwäiter Finanzkris getraff ze ginn, an anerersäits muss bei eis all als klengem Land, dat wéi keen anert finanziell vun engem Secteur, dem Finanzsecteur, ofhänkt, d'Suerg ëmsou méi grouss sinn.

Ech erënneren drun, datt iwwert d'Halschent vun eisem Statsbudget direkt oder indirekt vun der Finanzplaz ofhänkt. D'Décisiounen, déi eis Regierung kuerzfristeg eleng oder mat anere Regierunge wéi der belscher, hollännescher oder franséischer Regierung getraff huet, ware richteg an onëmgänglech.

Et huet misse séier a konkret reagéiert ginn, eng aner Méiglechkeet ass et net ginn. Ech sinn iwwerzeegt, datt, egal wat fir eng hei am Parlament vertruede Parteien an der Regierung gewiescht wieren, egal wéi d'Regierung zesummegesat gewiescht wier, d'Décisiounen am Interessi vu Lëtzebuerg déiselwecht gewiescht wieren.

Ech wëll och duerfir vun eiser Säit aus der Regierung ausdrécklech Merci soe fir déi Transparenz, déi se vis-à-vis vum Parlament hei spille gelooss huet. D'Eestëmmegkeet, déi et tëschent alle Parteien hei am Haus an dësem Dossier ginn ass, war exemplaresch, dat ëmsou méi, wann ee weess, datt mer siwen, aacht Méint virun de Parlamentswahle stinn.

All politesch Manöveren tëschent de Parteien oder all aner Décisioun oder och Netdécisioun vun der Regierung hätt onwahrscheinlech negativ an an hirer Gesamtheet net novollzéibar Auswierkungen op d'Finanzplaz, d'Bankeclienten, déi Leit, déi do schaffen, op de Statsbudget an d'national Ekonomie gehat.

An anere Wierder: Duerch d'Faillite vun enger vun onse grousse Banke wiere mir als Land voll getraff ginn, et wier de Super-GAU gewiescht.

Här President, och wa mir als Lëtzebuerg séier, ganz séier, deels eleng, deels mat Nopeschlänner zesumme reagéiert hunn, esou war dach sécher séier kloer, dass eng international Finanzkris an enger mondialiséierter Welt och nëmmen duerch eng international Äntwert eng Léisung vun hirer Problematik kéint fannen.

Dat séiert Zesummekommen um Niveau vun de G7-Staten zu Washington, de 15 Eurostaten zu Paräis, fir nëmmen déi ze nennen, huet Léisunge proposéiert, déi Hoffnung ginn, dass sech d'Blat zum Bessere kéint dréinen, obschonn een, an dat huet déi rezent Vergaangenheet bewisen, ëmmer nach op déi eng oder déi aner Iwwerraschung gefaasst muss sinn.

Déi Zommen, déi déi eenzel Staten der Finanzwelt zur Verfügung stellen, sief et als Garantie oder Participatioun, iwwersteigen dem Normalstierfleche seng Fantasien. Eleng gëschter an Europa hunn déi grouss Staten eng Zomm vun 1,5 Billiounen Euro zur Verfügung gestallt. Déi Décisiounen, déi um internationalen Niveau geholl goufen, dierften eis am Prinzip net weider treffen, well et sinn an der grousser Linn d'Décisioune wéi Lëtzebuerg se mat sengen Nopeschstaten an de leschten Deeg a Woche schonns applizéiert huet.

Déi Gelder, déi d'Banken elo vun de Steierzueler an där enger oder an där anerer Form zur Verfügung gestallt kréien, dierfe keng Cadeauxen un d'Banquiere sinn, mä mussen als exklusiivt Zil hunn, d'Finanzwelt um Fonctionnéieren ze halen an d'Vertrauen erëm hierzestellen. Dës Gelder, déi vum Steierzueler garantéiert ginn, mussen och vun de Banke gerecht an no handelsübleche Konditioune rémunéréiert ginn.

No dëse puer méi allgemenge Remarquë wëll ech dann op eng Rei vu Punkten agoen iwwert d'Konsequenze vun dëser Finanzkris. Fir datt esou eng Situatioun an Zukunft net méi virkënnt, ass d'Politik gefuerdert, op nationalem an internationalem Plang. Eng mondialiséiert Finanzwelt kann och nëmmen eng mondialiséiert politesch Äntwert fannen. Eng Uerdnungspolitik op Weltniveau vun de Finanzmäert, déi als Zil huet: Gerechtegkeet, Transparenz a Responsabilitéit.

Och mir als Lëtzebuerger kënnen ons dëser Diskussioun net entzéien, wëssend, datt mer als Lëtzebuerg an der Vergaangenheet ëmmer mat engem gewëssen Erfolleg der Lëtzebuerger Finanzplaz Avantagë verschaaft hunn, déi eis all zeguttkomm sinn. Mir mussen also mat rouegem Kapp un déi Diskussiounen erugoen, fir engersäits d'Risiken anzeschränken an anerersäits eiser Finanzplaz eng Zukunft ze garantéieren. Dat dierft keen einfache Wee ginn, mä mir mussen e matgoen.

Wat déi Gelder ugeet, déi de Lëtzebuerger Stat der Fortis respektiv der Dexia zur Verfügung gestallt huet, esou sinn dës Zommen am internationale Verglach minimal, fir de Lëtzebuerger Stat awer enorm. An deene Leit, déi elo am Land soen, elo kréien d'Stater Banken esou vill Milliarden dohinnergeworf, muss ee soen, datt een emol muss zréckkucken, wéi vill Milliarden an deene leschte Jorzéngten de Lëtzebuerger Stat an domadder d'Allgemengheet vun der Bankeplaz kritt huet, an datt mer och en Intérêt hunn, datt déi Bankeplaz iwwerlieft an an Zukunft dem Land a senge Bierger ka gutt Déngschter leeschten.

Muer stëmmt d'Chamber en Emprunt an der Héicht vun dräi Milliarden Euro, a viru 14 Deeg huet de Budgetsminister en Emprunt, dee schonns gestëmmt war, awer nach net opgeholl, an der Héicht vun 0,5 Milliarden opgeholl. Esou datt d'Regierung iwwer 3,5 Milliarden Euro verfügt, ouni an d'Statstrésorerie ze goen.

Fir dës Zomm sinn d'Gelder duerch d'Décisioune vis-à-vis vu Fortis an Dexia nach net ganz engagéiert. Et bleift der Regierung also nach e Sputt fir wa misst iergendwou intervenéiert ginn.

D'Regierung huet bis elo ëmmer gesot, datt dës Operatioun de Steierzueler näischt kascht an de Budget net belaascht. Dat ka sinn, muss awer net esou sinn. Zum enge muss de Stat, wann hien en Emprunt ophëlt, op d'mannst seng ufalend Zënse bezuelen, och wann d'Kapital zu engem spéideren Zäitpunkt soll zréckbezuelt ginn. Bei dräi Milliarde mécht dat 120 Milliounen Euro oder fënnef Milliarden aler Frang d'Joer aus, déi vum Statsbudget musse gedroen ginn.

Et kommen op där anerer Säit awer och Gelder eran. Gelder, déi de Stat de Banken als Emprunt zur Verfügung stellt, geet de Stat léinen an e verléint se zu engem besseren Taux op där anerer Säit weider. Oder Gelder, déi als Garantie zur Verfügung gestallt ginn, awer net vum Stat duerfir mussen ausbezuelt ginn, musse vun de Banke vis-à-vis vum Stat indemniséiert ginn. Oder Gelder, déi an Aktien investéiert si ginn - an dat ass de Gros -, wou awer nach kee weess, wéini oder wat se eng Kéier als Dividend kënnen ofwerfen.

Kuerzfristeg dierft also an där Hisiicht, wat d'Dividenden ubelaangt, net vill geschéien. Mëttel- a laangfristeg kann dat awer e Geschäft fir de Stat ginn.

D'Aktië selwer dierften och an Zukunft u Wäert klammen, an dann dem Stat säi Kapital automatesch mat. D'Fro stellt sech, ob de Stat sollt esou séier wéi méiglech erëm aus dem Bankenactionnariat erausklammen. Mir mengen als ADR, datt dat net sollt als Stat eist éischt Zil sinn. Och d'Spuerkeess ass eng Bank an déi gehéiert dem Stat ganz. Et kënnt keen op d'Iddi, datt de Stat soll aus der Spuerkeess erausgoen. An dat ass och gutt esou.

Duerfir menge mir, de Stat soll wa méiglech och laang Aktionär bei der Dexia an der BGL-BNP Paribas bleiwen. Et soll net eist Zil sinn, esou séier wéi méiglech erëm erauszeklammen. Engersäits kann dat sech fir de Statsbudget positiv auswierken an anerersäits schéngt et eis och wichteg ze sinn, wann de Stat a grousse Lëtzebuerger Banke present ass an och mat décidéiere kann an esou déi national Interesse ka wierke loossen a mer domadder net ganz vun Décisiounen, déi soss exklusiv am Ausland geholl ginn, ofhänken. Mir plädéieren also derfir, net en éischt Zil doranner ze gesinn, erëm erauszeklammen.

E puer weider Remarquen. D'Garantien op de Spuerbicher, wou bis elo 20.000 Euro pro Persoun a pro Bank als Mindestbetrag garantéiert sinn, sollen elo europawäit op 50.000 Euro eropgesat ginn. D'Belsch ass op 100.000 Euro eropgaangen. Hei si mer och der Meenung, wéi de Statsminister dat ugekënnegt huet, datt een dat soll a Rou a mat kloerem Gedanken iwwerdenken, ier een eng Décisioun hëlt, virun allem wann ee weess, wéi de System op der Bankeplaz a mat der solidarescher Garantie tëschent deenen eenzelne Banke fonctionnéiert.

De Prinzip vun enger Aktië ass, wat d'Fortis-Aktien ubelaangt, datt ee ka méi Geld a wann ee Chance huet souguer vill méi Geld verdéngen, wéi wann ee säi Geld op en normaalt Spuerbuch setzt. Et weess een awer och, datt, wann ee Pech huet, ee Geld ka verléieren. A wann ee vill Pech huet, kann ee vill wann net souguer alles verléieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wivill Zäit hat ech schonn?

M. le Président.- Elo schonn zéng Minutten.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Nach eng Minutt, Här President, da schléissen ech of.

Fir déi Leit, déi Fortis-Aktien hunn, dierft dat Lescht de Fall sinn, well d'Fortis-Aktien enger Holding gehéieren, déi praktesch näischt méi huet. Et muss ee sech awer mat der Problematik auserneesetzen. Ech denken net a priori un d'Groussaktionären, mä un déi vill kleng Aktionären, ouni awer eng Vollkasko ze garantéieren. D'belsch Regierung huet do richtungsweisend schonn Iddië lancéiert.

Ee weidere mat Recht vill ëmstriddene Punkt sinn d'Managergehälter a virun allem d'Cadeaux-départ, wann d'Manager - wéi mir op Lëtzebuergesch soen - e Blat musse botzen, meeschtens wa se - wéi mer och soen - eng fléie gelooss hunn.

Déi Zommen, déi do bezuelt ginn, si pervers a mussen all normale Mënsch revoltéieren! Et kann an et däerf net sinn, datt Leit, déi op kuerzfristeg ausgeriichte Spekulatiounsbenefisser hir Gehälter fixéiert kréien, dofir immens Risikogeschäfter aginn, fir esou kuerzfristeg maximal ze verdéngen. Hei ass d'Politik gefuerdert. Et geet net duer, datt mer nëmmen driwwer schwätzen, hei muss gehandelt ginn.

Här President, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. A wa vun all deenen Zeenarien, déi mer an eise Käpp hunn, déi beschten antrieden, da kann och eng gutt Säit un dëser Finanzkris gewiescht sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och Félicitatiounen un d'Regierung fir déi Mesuren, déi se huet misse kuerzfristeg huelen. An ech kann Iech soen, wann ee mech an de leschten Deeg gefrot hätt, ech hätt och keng aner Léisung fonnt.

(Hilarité)

Mir ware bis elo gewinnt, an engem Finanzparadis ze liewen, mä dat Paradis, dat ass, nodeem dass d'Politik dem Kapitalismus den Apel gereecht huet, un d'Wackele komm. Et ass och esou, elo wonnere mer eis dann, wann déi, deene mer den Apel gereecht hunn, dee bis op de Batz wëllen ofknabberen. Elo maache mer, wéi wa mer dat net gesinn hätte kommen, mä mir sinn awer alleguerte mat dru schold!

Net nëmmen d'Politiker, mä och deen Eenzelnen, sinn ech der Meenung, deen ëmmer gär méi an ëmmer gär méi séier gehat hätt, dee sech ëmmer gär méi séier weiderentwéckelt a gär all seng Wënsch erfëllt hätt. Elo gesi mer, wou dat kann hifëieren! Mir sinn eben an eng Gesellschaft eragerode vun e bësse Partikularegoismus, alleguer. Dofir si mer och elo do, wou mer sinn. Dat heescht, mir kënnen och e bësse mea culpa soen.

Mä mir dierfen awer net vergiessen, wa mer vun de Banke schwätzen, dass eise ganze Sozialsystem an eise ganze Wirtschaftssystem awer mat drunhänkt an dass mer dat esou opgebaut hunn, dass dat eent ouni dat anert net méi geet. A wann dann esou Mesurë wéi déi heite kommen, da sinn ech der Meenung, dass een déi dann och hei voll muss vertrieden. Dofir félicitéieren ech dem Här Statsminister fir dee staarke Message, deen hien no bausse ginn huet, fir d'Vertrauen an eise Finanzsecteur erëm hierzestellen.

Wat ech awer positiv gesinn un dëser Kris - et kann een zwar net vill Positives dervu soen, mä elo ass et awer esou -, dass Verschiddener, déi ëmmer hei d'Globaliséierung an de Liberalismus gepriedegt hunn, elo mussen an de Beichtstull goen an dass, wa se erauskommen, et net mat engem Vaterunser duergeet, fir se wäiss-zewäschen. Dat heescht, déi musse schonn anescht gerëselt ginn.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass se elo schonn e bësse gerëselt ginn an dass se esou e bëssen a sech eraginn an elo awer endlech musse mierken, dass et dee falsche Wee war an dass een net nëmme kann op den Egoismus, op de Partikularegoismus an op de permanente Räichtum opbauen, mä dass eng Gesellschaft och muss opgebaut gi parallell mat engem zolitte Sozialsystem. An dee Sozialsystem ass leider esou, dass een ouni Wirtschaft an ouni och de Bankesystem, esou wéi mir en hei am Land hunn, net ka fonctionnéieren.

Dofir hoffen ech, dass an Zukunft, esou wéi dat awer och elo hei vun alle Säiten ugeklongen ass, och déi, déi nach viru kuerzem de Liberalismus hei gepriedegt hunn, dann awer all déi Mesuren, déi se elo versprach hu matzedroen, och wäerten droen an dass se net dann erëm op eemol iergendwéi Ursaache fanne fir e Rückzieher ze maachen, wann et e bësse besser geet - an ech kennen den Här Statsminister jo e bësse gutt elo, esou dass ech weess, dass e se dann och zu deem Moment wäert zurechtstutzen, wa se erëm d'Kéier maachen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. D'Sitzung ass elo eriwwer. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 53 (session ordinaire 2007-2008) et 1 (session ordinaire 2008-2009)

Session ordinaire 2007-2008

Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député — page 1

Clôture de la session ordinaire 2007-2008 et ouverture de la session ordinaire 2008-2009 — page 1

Session ordinaire 2008-2009

Composition du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général — page 1

Composition des commissions parlementaires — page 1

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales — page 1

Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp — page 2

Ordre du jour — page 2

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier et débat — pages 2-9

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2562	M. Aly Jaerling	Portes des trains «Bombardier 3000»
2610	Mme Claudia Dall'Agnol	Événements en plein air
2617	M. Gast Gibéryen	Situation du personnel des CFL
2625	M. Gast Gibéryen	Difficultés d'accès au marché national de rénovation respectivement d'extension des stations d'épuration
2654	Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Marie-Josée Frank	Laboratoire National de Santé (LNS)
2657	M. Marcel Oberweis	Accidents ferroviaires à hauteur d'un passage à niveau
2658	M. Ben Fayot	Résultats des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques communiqués par voie électronique
2668	M. Gilles Roth	Directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers
2673	M. Félix Braz	Résultats des investigations concernant le projet EuroCap-Rail suite au projet de la SNCB d'une mise en service éventuelle de trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg
2674	M. Marcel Oberweis	Affranchissement des timbres de l'Ordre souverain de Malte
2677	M. Claude Adam	Publicité à l'école
2678	M. Alexandre Krieps et M. Carlo Wagner	Résultats d'analyses du sang demandés par la Commission médicale des permis
2679	M. Alexandre Krieps et M. Carlo Wagner	Chambres réservées aux soins palliatifs
2680	M. Robert Mehlen	Statut de la «International School of Luxembourg»
2681	M. Marcel Oberweis	Oxygénothérapie en milieu extrahospitalier
2685	M. Jacques-Yves Henckes	Construction d'un vélodrome à Luxembourg-Cessange
2687	M. Gast Gibéryen	Évolution des prix
2688	Mme Claudia Dall'Agnol	Accidents de travail dans le domaine de la santé
2689	M. Camille Gira	Installations sanitaires dans les nouveaux établissements scolaires
2691	M. Lucien Clement	Construction d'un nouveau bâtiment pour la Police grand-ducale à Grevenmacher
2692	M. Gilles Roth	Distribution gratuite de fruits dans les écoles
2695	M. Félix Braz	Rénovation de la piscine du Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette
2697	M. Jean Huss	Cas de leucémie infantile enregistrés par le Registre Morphologique des Tumeurs (RMT)
2700	Mme Viviane Loschetter et M. Félix Braz	Formation pour adultes
2701	M. Alexandre Krieps	Vente de parts du capital d'une compagnie aérienne privée
2702	M. Xavier Bettel	Tarification des taxis
2703	M. Gast Gibéryen	Projet «Rapido»
2704	M. Robert Mehlen	Corruption auprès de l'Administration des Douanes et Accises
2705	M. Laurent Mosar	Passeport européen pour les sociétés de gestion
2707	M. Claude Adam et M. Félix Braz	Langue des signes
2708	M. Marc Spautz	Utilisation du sirop de fructose-glucose dans l'agroalimentaire
2709 cf. 2725	M. Félix Braz	Invitation au retour assisté pour des demandeurs d'asile
2710	Mme Lydia Mutsch	Augmentation des accises sur le tabac
2711	M. Henri Kox	Incident nucléaire de Tricastin
2712	M. Eugène Berger	Incident nucléaire de Tricastin
2714	M. Ben Fayot	Situation des électeurs luxembourgeois vivant dans les régions frontalières
2715	M. Gast Gibéryen	Système «eCall»
2716	Mme Anne Brasseur	Pourparler avec les représentants des différentes confessions et du monde laïc
2717	M. Ali Kaes	Disponibilité des hélicoptères de sauvetage
2718	M. Camille Gira	Impossibilité de faire certifier des véhicules modifiés après achat pour fonctionner au gaz de pétrole liquéfié (LPG)
2719	M. Marco Schank	Ligne ferroviaire du Nord
2720	M. Roland Schreiner	Hangar de l'a.s.b.l. «Luxembourg Air Rescue» (LAR)
2721	M. Alexandre Krieps	Dénomination du futur vélodrome de Cessange
2722	M. Camille Gira	Fonds carbone qui financent des projets CDM (Crédit de Développement Mutuel) dans le cadre de l'accord de Kyoto
2723	M. Marco Schank	Exposition au radon dans les établissements scolaires
2724	M. Robert Mehlen	Contrôle douanier pendant le Tour de France
2725 cf. 2709	M. Félix Braz	Retours forcés vers le Kosovo
2726	Mme Claudia Dall'Agnol	«Agence Dageselteren»
2727	M. Carlo Wagner	Campagnes d'information et de sensibilisation lancées par le Ministère de la Santé
2728	M. Carlo Wagner	Frais de transport ambulanciers
2729	M. Fernand Etgen	Risques d'échinococcose accrus dû à l'augmentation de la population vulpine
2730	M. Fernand Etgen	Évolution de la population du renard
2731	M. Robert Mehlen	Réaction sur des accusations envers un enseignant
2732	M. Robert Mehlen	Certificat de décès
2733	M. Robert Mehlen	Droit d'auteur
2735	M. Robert Mehlen	Interdiction du téléphone portable à l'école
2736	M. Laurent Mosar	Déplacement du milieu de la drogue vers la rue de Strasbourg
2738	M. Laurent Mosar	Censure de l'Internet par les autorités chinoises
2739	M. Marcel Oberweis	Cancer colorectal
2740	M. Marco Schank	Arrondissement judiciaire de Diekirch
2741	M. Robert Mehlen	Bulletins de vote adaptés pour les personnes malvoyantes
2743	Mme Claudia Dall'Agnol	Accord écrit entre le médecin et le patient
2744	Mme Claudia Dall'Agnol	Facturation d'opérations médicales
2745	Mme Claudia Dall'Agnol	Délai entre l'infraction et la publication de l'avis de recherche
2746	M. Roland Schreiner	Allocation postnatale
2748	M. Roland Schreiner	Centre de Transfusion Sanguine (CTS)
2750	Mme Claudia Dall'Agnol	Système de vidéosurveillance
2751	M. Aly Jaerling	Concours Eurovision de la Chanson
2752	M. Aly Jaerling	Tarif «DMG1» (dossier médical du patient)
2753	M. Gast Gibéryen	Fibrose pulmonaire
2754	M. Gast Gibéryen	Indemnisation pour travailleurs handicapés
2755	M. Jacques-Yves Henckes	Tribunal de la Jeunesse
2756	M. Fernand Etgen	Publication des données des agriculteurs percevant des aides étatiques
2757	M. Fernand Diederich	Tunnels équipés de systèmes d'antennes émettrices d'ondes radio
2758	M. Marc Spautz	Installations de stockage de l'Agrocenter à Mersch
2759	M. Marc Spautz	Relations de transport en commun entre la région Est du pays et les zones industrielles de Bettembourg/Dudelange
2760	M. Marc Spautz	Harcèlement moral
2761	M. Henri Kox	Stockage de déchets nucléaires
2762	M. Alexandre Krieps	Qualifications requises pour moniteurs dans des colonies de vacances
2763	M. Alexandre Krieps	Participation obligatoire à un stage de premiers secours pour les candidats à l'épreuve du permis de conduire
2764	M. Claude Adam	Apprentissage de la natation dans le cadre de l'enseignement primaire
2765	Mme Colette Flesch	Gestion des bagages à l'arrivée à l'Aéroport de Luxembourg
2766	M. Marc Spautz	Échographie
2767	M. Marc Spautz	Élaboration d'une cartographie du cancer
2768	M. Henri Kox	Transport de matériaux nucléaires
2769	M. Fernand Etgen	Aides financières
2771	M. Gast Gibéryen	Recettes résultant des avertissements taxés
2772	M. Marc Spautz	Prise en charge de l'assurance dépendance des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer
2773	Mme Christine Doerner	Attribution du nom aux enfants adoptés
2774	Mme Sylvie Andrich-Duval	Respect des règles du Code de la Route par les membres de la Police grand-ducale
2776	M. Aly Jaerling	Carrefour à sens giratoire - Rond-point
2779	Mme Sylvie Andrich-Duval	Unité Spéciale de la Police (USP)
2780	M. Marcel Oberweis	«Rentrée scolaire verte» dans le cadre de l'«Année internationale de la planète Terre»
2781	M. Xavier Bettel	Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES)
2782	M. Xavier Bettel	Discriminations par des banques
2784	M. Robert Mehlen	Prix des médicaments

2787	M. Alex Bodry	Fourrière communale pour chiens
2788	M. Roland Schreiner	Renaturation de l'Alzette
2789	M. Marc Spautz	Constructions de bâtiments publics par les communes
2791	M. Gilles Roth	Droit d'information des passagers d'un avion en cas de panne technique ou autres incidents pouvant influencer la qualité d'un vol
2794	M. Gast Gibéryen	Nouveaux plans de vol de la compagnie aérienne Cargolux
2796	M. Aly Jaerling	Aéroport de London-Heathrow plus desservi par Luxair
2797	Mme Claudia Dall'Agnol	Acide picrique
2798	M. Robert Mehlen	Cours organisé par le Centre de Langues de Mersch
2799	Mme Martine Stein-Mergen et M. Laurent Mosar	Octroi des concessions de pharmacie
2800	M. Claude Adam	Centre de Langues - annexe Mersch
2802	Mme Anne Brasseur	Approvisionnement d'un produit pharmaceutique dans le domaine de la médecine nucléaire
2805	M. Ali Kaes	Réglementation de la vitesse maximale autorisée hors agglomération
2811 urgente	M. Claude Adam	Cuisine du lycée de Schengen à Perl
2812	M. Xavier Bettel	Réforme des cours complémentaires en droit luxembourgeois
2813	M. Xavier Bettel	Conférence nationale de la Justice
2820	M. Aly Jaerling	Changement du nom du site Belval Usines en Belval Université
2822 urgente	M. Xavier Bettel	Décès d'un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig
2823	M. Xavier Bettel	Détecteur de drogues du Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig
2824 urgente	M. Aly Jaerling	Mesures d'économies annoncées par ArcelorMittal
2835 urgente	M. Ben Fayot	Interdiction de la pratique boursière de vente à découvert (short selling)
2836 urgente	M. Alexandre Krieps	Appel d'offre Luxtram S.A.
2868 urgente cf. 2869 urgente	M. Alex Bodry	Indemnités payées aux dirigeants démissionnaires des groupes Fortis et Dexia
2869 urgente cf. 2868 urgente	M. Aly Jaerling	Indemnités payées aux dirigeants démissionnaires des groupes Fortis et Dexia
2882 urgente	M. Gast Gibéryen	Retard concernant le payement des pensions
2895 urgente	M. Aly Jaerling	Autorités judiciaires et indicateurs
2832 urgente cf. 2845	M. Aly Jaerling	Fonds de pension
2845 cf. 2832 urgente	M. Ben Fayot	Crise sur les marchés financiers et fonds de compensation du régime général de pension

Question 2562 (26.5.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **portes des trains «Bombardier 3000»:**

Aus der Press war erauszeliesen, ma och op eegen Nofroen hinn, soll et ëmmer méi heefeg virkommen, datt d'Dire vun den Zich «Bombardier 3000» - déi jo erréicht 2005 geliwwert goufen - net opginn, wat derzou gefouert huet, datt Zich Verspéidung haten, respektiv de betraffenen Zuch guer net konnt fueren, well de Problem net konnt behuewe ginn. Dës Problemer sollen ëmmer méi heefeg virkommen.

Dës Problemer hu fir eng Rei vu Passagéier negativ Konsequenzen, sief et datt se ze spéit op hir Aarbecht koumen, respektiv och Leit a Panik geroden, wat besonnesch fir eeler Leit kann dramatesch ginn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wat sinn d'Ursaache vun dësen technesche Problemer, a wéi oft sinn der bis elo festgestallt ginn?

2. Besteet eng Méiglechkeet vun Entschiedegung, wa Leit duerch technesch Zuchproblemer ze spéit op hir Aarbecht kommen, respektiv zumindest d'Méiglechkeet vun enger schréftlecher Bestätegung, datt en Zuch Verspéidung hat fir dem Employeur virweisen ze kënnen?

Réponse (18.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro mat engem Problem bei der Ouverture vun den Diren bei den duebelstäckegen Zich vum Constructeur Bombardier.

Effektiv gouf et vun 2006 u sporadesch Problemer mam System vun der Ouverture vun den Diren. De Constructeur Bombardier ass deemools beoptraagt gi fir eng Léisung fir dee Problem ze fannen. Doropshin huet Bombardier decidéiert fir bei 85 Voiturë vun dësem Typ eng Parti Elementer vun der Elektronik auszetauschen. Duerno ass och ni méi esou en Incident virkomm.

Wat d'Entschiedegung bei enger Verspéidung wéinst technesche Problemer ugeet, sou gëtt et am Moment nach kee Reglement wat esou eppes virgesäit. De Chef de Surveillance vun deene fënnef grousse Garen um Lëtzebuerger Réseau ass awer habilitéiert fir de Clienten am Fall vun enger Verspéidung op Nofro eng Attestatioun auszestellen.

An deem Kontext sief drop higewisen, dass den 9. Dezember 2009 d'Reglement (CE) N°1371/2007 vum europäesche Parlement a vum Conseil iwwert d'Rechter an d'Obligatiounen vun den Zuchreesenden a Kraaft trëtt.

Dëst Reglement bestëmmt gemeinsam Regelen am internationalen an am grenziwwerschreidenden Zuchverkéier wat folgend Punkte betrëfft:

- d'Informatiounen déi d'Zuchentreprisen de Reesende mussen zoukomme loossen;

- d'Konklusioun vun Transportkontrakter;

- d'Emissioun vun de Billjeeën an d'Ausféierung vun engem informatiséierten Informatiouns- a Reservéierungssystem;

- d'Responsabilitéit vun den Zuchentreprisen an hir Obligatioune betreffend d'Assurance vun de Reesenden an hire Bagagen;

- d'Obligatiounen am Fall vu Verspéidungen;

- de Schutz an d'Begleedung vu Persoune mat ageschränktener Mobilitéit;

- d'Handhabung vum Risiko wat déi perséinlech Sécherheet vun den Zuchreesenden ubelaangt;

- d'Behandlung vun de Kloen.

Question 2610 (11.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **événements en plein air:**

Ces dernières années, lors des mois de printemps et d'été, de plus en plus d'événements en plein air se réjouissent d'une popularité toujours croissante. Des milliers de spectateurs se retrouvaient dans les rues pour suivre par exemple le «ING Europe Marathon», le Tour de Luxembourg et nombreux vont être ceux qui, dans les mois à venir, se rendront aux différents festivals «open air» ou fêtes musicales dans les rues. Evidemment, tous ces événements nécessitent un grand effort organisationnel afin de garantir un déroulement impeccable, y compris la sécurité des nombreux participants et visiteurs.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quels sont les règlements en vigueur que les organisateurs d'événements en plein air doivent observer afin de garantir la sécurité de tous les visiteurs et participants et d'être préparés à un incident majeur?

- Les règlements en vigueur, précisent-ils le nombre de sécuristes, d'ambulanciers, de médecins d'urgence et/ou de pompiers qui doivent obligatoirement être présents lors de tels événements? Dans l'affirmative, quels sont les critères qui déterminent cet effectif/nombre?

Réponse (28.8.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question de l'honorable Députée vise les prescriptions de sécurité applicables en cas d'organisation de manifestations importantes. Dans ce contexte, il y a lieu de différencier entre les événements et les spectacles qui se tiennent en plein air et ceux qui se tiennent endéans des enceintes fermées comme des salles de spectacles.

Les salles de spectacles, comme les théâtres, salles de fêtes, halls polyvalents, etc. sont des établissements classés et les dispositions de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et du règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés sont d'application. Pour les établissements classés, l'Inspection du Travail et des Mines a établi des prescriptions qui visent des dispositions spécifiques en matière de la sécurité des salles de spectacles. Ces prescriptions règlent entre autres les moyens de secours et d'intervention à mettre en œuvre par les organisateurs de spectacles, comme par exemple le nombre de secouristes de garde, le nombre d'ambulances ou encore la présence de sapeurs-pompiers.

Par contre, pour les événements organisés en plein air, il n'existe pas de législation spécifique. Pour ces événements, l'Administration des Services de Secours a établi des règles qui s'inspirent d'une part des prescriptions que l'Inspection du Travail et des Mines a établi pour les salles de spectacles et d'autre part des règles appliquées dans nos pays voisins.

Il y a lieu de noter que certaines fédérations ou groupements sportifs, comme par exemple la fédération de football ou encore les associations sportives de course automobile ont leurs propres prescriptions nationales ou internationales de sécurité. Dans ces cas, les services de secours appliquent ces prescriptions spécifiques.

Finalement, les communes peuvent édicter des prescriptions spécifiques conformément à l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités pour assurer la sûreté dans les rues, lieux et édifices publics.

Question 2617 (12.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **situation du personnel des CFL:**

Bei senger Ried vum 1. Mee huet de President vun der FNCTTFEL op d'Personalsituatioun bei der Eisebunn opmierksam gemaach. En huet ënner anerem drop higewisen, datt besonnesch beim «personnel roulant» nach ganz vill Roudeeg respektiv Congésdeeg opstinn.

Op d'parlamentaresch Fro N°2516 huet den Transportminister folgend Zuele matgedeelt *(cf. compte rendu N°14/2007-2008)*.

Op den 30. Abrëll 2008 war den Nachholbedarf, wat d'Roudeeg ugeet, 7.793 Deeg fir d'Mécanicienen a 7.120 Deeg fir d'Zuchbegleedungspersonal.

Weider huet den Transportminister geschriwwen: «…wat dem aktive Personal erlaabt hir Roudeeg banne maximal fënnef Joer eran ze huelen».

Dës Äntwert wäerft eng Rei Froen op, déi an d'Aarbechtsrecht falen, an ech géif den Aarbechtsminister bieden op dës ze äntwerten.

1. Fält d'Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) ënnert d'allgemengt Aarbechtsrecht?

2. Wa jo, wéi ass de grousse Retard u Roudeeg mam Aarbechtsrecht ze erklären? Ënner wat fir Ëmstänn kann den Transportminister sech op eng Période de référence vu fënnef Joer beruffen?

3. Wann neen, wat ass d'legal Basis vum Aarbechtsrecht fir d'Salariée vun der CFL respektiv den Eisebunner am allgemengen (CFL Cargo, …). Gesinn dës Aarbechtskonditiounen eng «Période de référence» vu fënnef Joer vir?

4. Fält d'CFL ënnert d'Kompetenz vun der Inspection du Travail et des Mines (ITM)?

5. Wa jo, wat huet d'ITM an dësem Dossier ënnerholl, dëst besonnesch no den Aussoe vum President vun der FNCTTFEL?

6. Wann neen, wat fir eng Instanz ass zoustänneg fir d'Aarbechtskonditiounen op der CFL ze kontrolléieren a wat huet dës Instanz an dem Dossier ënnerholl?

7. Ass den Aarbechtsminister och der Meenung, dass d'Bestëmmungen iwwert d'Roudeeg ganz besonnesch am Transportsektor mussen agehalen ginn, dat och fir d'Sécherheet vun alle Bedeelegten ze garantéieren?

Réponse (29.8.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Als aleedend Bemierkung muss gesot ginn, datt eng Rei Äntwerten op déi aktuell Froe vum Här Deputéierte sech direkt oder implizit aus de prezisen an expliziten Äntwerte vum Här Transportminister op d'parlementaresch Froen Nummeren 2629, 2525 an 2516 vun den Hären Deputéierten Berger, Schreiner an dem Här Gibéryen selwer, genee zum selwechte Sujet, erginn *(cf. comptes rendus N°14 et N°16/2006-2007)*. Ënner anerem wat d'Erklärungen zu de Roudeeg, déi net kënne geholl ginn, ugeet. Ech verweisen den Här Deputéierten also op dës Äntwerten a ka mech am Kader vun dëser Fro op e puer zousätzlech Remarquen zu de Froe beschränken.

1.-3. D'Cheminots falen net ënnert dat allgemengt Aarbechtsrecht.

D'Gesetz vum 28. Dezember 1920 autoriséiert d'Regierung e spezielle Statut iwwert d'Aarbechtskonditiounen, d'Léin an d'Pensionéierung vun den Eisebunnsagenten ze huelen. Dëse Statut ass 1930 beschloss ginn a regelméisseg ugepasst ginn, fir d'lescht duerch groussherzoglecht Reglement vum 24. August 2007 iwwer précisément Aarbechts a Rouzäiten.

Dat mat der Referenzperiod vu fënnef Joer muss den Här Deputéierte falsch verstanen hunn, sou eng Referenzperiod gëtt et am Statut net.

D'Referenzperiod ass véier Wochen an d'Roudeeg mussen ënnerhalb vu fënnef Joer eragholl ginn. Do kënnt also d'Mëssverständnes hier.

4.-6. Jo, d'ITM ass zoustänneg, mä kontrolléiert hei d'Applikatioun vun de speziellen Aarbechtskonditioune bei de Cheminots, an net d'allgemengt Aarbechtsrecht. D'ITM agéiert am Kader vun hirer loi organique wéi bei all Patron. Et muss ee soen, datt d'ITM keng spezifesch Plaintë vu säite vun CFL-Agente kritt huet. Op där anerer Säit huet jo d'CFL beschloss, kuerzfristeg massiv Personal anzestelle fir d'Problemer an de Gréff ze kréien. Et wier also elo de falsche Moment fir repressiv täteg ze ginn, wa schonns den Employeur wëlles ass, duerch relativ massiv Engagementer de Problem ze léisen. E Problem deen also bekannt ass, a wou et e konkreten Aktiounsplang gëtt (cf. d'Äntwerten op déi uewen ernimmte parlementaresch Froen).

7. Jo, den Aarbechtsminister ass dëser Meenung an hofft, datt déi ugekënnegt Moossname wéi geplangt duerchgezu ginn, fir de Problem an de Gréff ze kréien.

Question 2625 (16.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **difficultés d'accès au marché national de rénovation respectivement d'extension des stations d'épuration:**

Dans son édition du 13 juin, le Quotidien donne des détails sur la société Epuramat, lancée en 2005 au Technoport Schlassgoart où elle a développé un système de traitement des eaux usées innovant qui utilise beaucoup moins de place, nécessite un entretien sensiblement réduit et émet moins de nuisances sonores et olfactives que les installations conventionnelles.

L'un des responsables de la société se plaint dans l'article des difficultés à accéder au marché national de rénovation respectivement d'extension des stations d'épuration. Il met en cause un système qui n'est pas fait pour les jeunes sociétés et affirme: «Il faut disposer de références, d'un chiffre d'affaires conséquent et d'un nombre d'employés élevés» mais encore «les marchés publics, c'est le plus grand obstacle à l'innovation».

Suite à ces affirmations, je me permets de soumettre les questions suivantes aux ministres concernés par la gestion des eaux respectivement les marchés publics.

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant des innovations proposées par la société Epuramat et sont-ils prêts à l'appuyer pour déployer leur système en conditions réelles?

2. Les reproches formulées par le responsable vis-à-vis de la loi sur les marchés publics sont-elles justifiées, et quelles modifications faudrait-il y apporter pour permettre l'émergence de techniques innovantes?

3. D'une manière générale, quelles sont les mesures concrètes à prendre pour que les différents ministères et administrations soient mieux sensibilisés aux efforts de recherche et de développement des jeunes «start-up» luxembourgeoises afin de leur faciliter le démarrage dans la phase opérative ou industrielle?

Réponse commune (23.9.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire de l'honorable Député Gast Gibéryen a pour objet les difficultés d'accès au marché national de rénovation respectivement d'extension des stations d'épuration.

La question fait référence à un article de presse donnant des détails sur la société «Epuramat» paru le 13 juin 2008 au journal «Le Quotidien». Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est au courant des innovations réalisées par la société en question dans le domaine des techniques liées à l'épuration des eaux industrielles et des eaux urbaines résiduaires.

Il convient de rappeler que chaque système d'épuration d'eaux usées se compose de plusieurs modules, notamment une technique visant la séparation des matières en suspension, un bioréacteur classique ou membranaire destiné à l'élimination des composantes solubles des eaux usées, ainsi qu'une technique de gestion et de traitement des biosolides. L'élément innovateur du concept d'épuration pour lequel la société a déposé un brevet est le décanteur liquide/-solide «Extreme Separator» (ExSep) qui permet d'obtenir une séparation très efficace des matières en suspension présentes dans les eaux usées industrielles ou urbaines résiduaires par la mise en application combinée de la force centrifuge et l'ajout d'agents floculants.

Dans le cadre de sa mission de mise en œuvre de mesures de réduction et d'élimination des rejets polluants industriels par le biais de l'application des meilleures techniques disponibles, l'Administration de la Gestion et de l'Eau a préconisé à plusieurs reprises la mise en œuvre de cette technique innovatrice pour le traitement des eaux usées d'industries agro-alimentaires et d'autres industries présentant des rejets chargés en matières en suspension.

Pour ce qui concerne le niveau communal, la mise en œuvre de cette technique en tant qu'élément du système d'épuration d'une localité est actuellement étudiée par l'Administration de la Gestion et de l'Eau en concertation avec une commune et le syndicat de dépollution des eaux usées dont la commune en question fait partie. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que l'implémentation du séparateur innovant n'est qu'un élément technique du concept global d'assainissement des eaux urbaines résiduaires d'une localité. Ainsi une solution technique doit comprendre également un procédé biologique conventionnel ou membranaire et un système de gestion et de traitement des biosolides, à côté du système de séparation par le procédé «ExSep» développé par la société «Epuramat». Si ces conditions sont remplies, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire se trouverait en mesure de pouvoir donner un avis favorable pour ce qui concerne le déploiement du système en question en conditions réelles.

Le fait que des pouvoirs adjudicateurs en charge du traitement des eaux usées fassent des études relatives à la possibilité d'utiliser le système développé par la société «Epuramat» montre que la commande publique s'intéresse à ce nouveau procédé.

L'on ne peut pas simplement affirmer que les marchés publics forment obstacle à l'innovation de ce nouveau système, mais l'on doit se rappeler tout d'abord qu'un des principes directeurs des marchés publics est la bonne gestion des deniers publics. Admettre une offre dans le cadre d'un marché public comprenant un nouveau système qui n'a pas encore fait ses preuves dans le secteur public du traitement des eaux usées comporte un risque certain.

En conséquence, le fait que des études quant à l'application du procédé sont en cours, constitue un premier pas en vue de la possibilité de recourir à ce système dans le cadre de marchés publics, notamment comme variante parmi d'autres systèmes.

Comme la construction de stations d'épuration constitue souvent un marché public d'envergure, il est évident que les pouvoirs adjudicateurs exigent des références de la part des soumissionnaires ou encore des critères minima en ce qui concerne le chiffre d'affaires ou le nombre de salariés. Mais c'est précisément en ayant la possibilité de faire l'objet d'études dans le secteur communal que la société «Epuramat» pourra se prévaloir, dans l'hypothèse que des conclusions positives soient tirées, de références dans le milieu communal. Évidemment, pour le surplus plusieurs entreprises peuvent également remettre une offre commune sous la forme d'association momentanée.

Le lancement de ces études, de même que des initiatives de Luxinnovation, à titre d'exemple, montrent que le secteur public est déjà bien sensibilisé, et qu'il s'intéresse aux innovations pouvant constituer un intérêt dans le cadre de l'exercice de ses missions. À cet effet il s'agit également de souligner qu'une des missions de l'Administration de la Gestion et de l'Eau est la conduite de travaux de recherche dans le domaine de l'eau. Cette activité de recherche, réalisée entre autres en partenariat avec les Centres de Recherche Public Gabriel Lippmann et Henri Tudor, constitue un facteur important dans le contexte du transfert de technologies dans le domaine de l'eau.

Question 2654 (26.6.2008) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **Laboratoire National de Santé (LNS):**

En avril 2008 Monsieur le Ministre a annoncé que le Ministère de la Santé et les responsables du LNS avaient entamé une étude générale sur le programme de détection précoce du cancer du col de l'utérus.

Un expert de renommée internationale aurait eu comme mission d'analyser d'éventuelles divergences d'interprétation et de se prononcer sur l'efficacité et l'efficience de la détection précoce du cancer du col telle qu'elle existe et évolue depuis des décennies au Luxembourg.

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- L'expert international a-t-il déjà achevé ses travaux?

- Dans l'affirmative, quelles sont ses conclusions et quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer?

Réponse (8.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à la question parlementaire N°2654 concernant l'étude sur le programme de détection précoce du cancer du col de l'utérus, je puis informer les honorables parlementaires que cette étude n'est pas achevée, alors que nous avons décidé d'en compléter la portée et le caractère.

En effet, nous ne nous contenterons pas de la collaboration d'un expert isolé, mais nous sommes sur le point d'étendre, sur base conventionnelle, notre collaboration à «l'Institut scientifique de Santé publique» de Bruxelles et notamment son «Unité épidémiologie du Cancer» dirigée par l'expert en question.

Ainsi la démarche envisagée ne sera pas limitée à d'éventuelles divergences d'interprétation qui n'ont fait que la déclencher, mais s'étendra plutôt à la perspective d'avenir en vue de garantir et, le cas échéant, d'améliorer la qualité du programme de détection précoce du cancer du col de l'utérus.

L'approche qualitative se reflète encore dans la volonté des responsables du LNS de procéder à la certification des services du LNS qui n'ont pas encore fait l'objet d'une telle démarche.

À noter encore que depuis l'introduction du dépistage précoce du cancer du col de l'utérus par frottis dans les années 70, le taux de mortalité par ce type de cancer est tombé de 8,1/100.000 femmes pour la période quinquennale de 1970-1974 à 1,9/100.000 pour la période de 2000-2004. Avec ce taux, nous nous situons parmi les pays à taux bas, ce qui démontre bien l'efficacité du dépistage précoce dans notre pays.

Question 2657 (30.6.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **accidents ferroviaires à hauteur d'un passage à niveau:**

Récemment plusieurs accidents impliquant des trains et des véhicules ont eu lieu à l'étranger sur des passages à niveau automatique causant plusieurs morts et blessés. Dans la majorité des cas, les véhicules sont percutés de plein fouet par les trains alors qu'ils essaient de franchir le passage à niveau pourtant fermé.

Afin d'éviter ce type d'accidents, plusieurs pays ont mis au point un système de préalerte qui informe le mécanicien de façon instantanée et automatique d'un éventuel incident à un passage à niveau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que nos passages à niveau sont sécurisés par un tel système de préalerte?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'équiper les passages à niveau par un tel système?

- À quel stade se trouve la suppression de plusieurs passages à niveau sur le réseau ferroviaire luxembourgeois?

Réponse (11.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'expérience montre que la plupart des franchissements non autorisés de la sorte survenaient juste avant l'arrivée du train sur le passage à niveau. Vu que la distance de freinage est de plusieurs centaines de mètres, un tel dispositif serait dans la majorité des cas inefficace. Voilà pourquoi il n'est pas envisagé de recourir à ce genre de palliatif en cas d'infraction par un usager de la route.

À l'instar de ce qui se pratique à l'étranger la volonté de réduire les situations dangereuses causées par des usagers de la route fautifs doit plutôt passer par l'information, la sensibilisation et, le cas échéant, par la répression.

Malgré tous les efforts entrepris par les CFL en faveur de l'amélioration de la sécurité, chaque passage à niveau reste une source de risques du fait des impondérables liés à la circulation routière. Pour cette raison, les CFL s'appliquent à éliminer les passages à niveau. Pour autant que la voirie de l'État soit touchée, les CFL travaillent en étroite collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées. Cette dernière pilote, en raison de ses compétences spécifiques, les projets où une solution de substitution routière est nécessaire.

Les plus récentes réalisations de suppression étaient celles du passage à niveau 70 sur la N14 à Biwer ainsi que du passage à niveau 6 sur le CR163 à Leudelange. La route nationale passe maintenant en dessous de la ligne ferroviaire, et les riverains ont bénéficié d'une amélioration substantielle de leur qualité de vie. Actuellement, un projet similaire est en cours d'achèvement pour le passage à niveau 2 sur le CR110 à Bascharage.

Après que durant 20 ans, en moyenne un passage à niveau a pu être supprimé par an, ne subsistent aujourd'hui que les passages à niveau dont la suppression est complexe et demande de longues négociations avec les instances responsables pour la circulation routière et piétonne. S'y ajoutent les procédures d'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des travaux sur site.

Question 2658 (1.7.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **résultats des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques communiqués par voie électronique:**

Le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques (…) prévoit dans son article 15 que les résultats sont communiqués aux étudiants par voie d'affichage. Selon les informations obtenues dans différents lycées du pays, il est fixé un jour et une heure à partir desquels les étudiants peuvent ainsi prendre connaissance sur place du résultat de leur examen. Il est par ailleurs interdit au personnel de communiquer les résultats par téléphone.

Sachant que des universités étrangères permettent par exemple aux étudiants d'avoir connaissance de leur résultat par voie d'Internet en entrant le code d'étudiant ainsi qu'un mot de passe, j'aimerais savoir pourquoi un tel système allégé n'existe pas au Luxembourg.

- Est-ce que le portail «my school» ou le site du Ministère ne se prêtent pas pour la communication de telles informations?

- Sinon, est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale a l'intention d'étendre à l'avenir les moyens par lesquels les étudiants peuvent se renseigner sur leurs résultats d'examen sans être contraints de se déplacer à travers le pays?

Réponse (27.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'organisation des examens de fin d'études de l'enseignement secondaire, du régime technique et de la formation de technicien de l'enseignement secondaire technique est déterminée par le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires et par le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien.

Il y est précisé que «les décisions sont communiquées aux candidats par affichage». L'affichage s'effectue au lycée où a lieu l'examen et il indique la réussite ou l'échec ou les épreuves complémentaires et ajournements éventuels et, en cas de réussite, la mention qu'a obtenue le lauréat.

Il est à noter que cette publication par affichage se fait depuis des lustres. Les règlements de 2006 n'ont fait qu'entériner cet usage et jusqu'à ce jour mon département n'a pas été sollicité pour modifier la procédure de la publication des résultats des examens, ni par les associations de parents ni par celles des élèves ou étudiants. Il est vrai qu'il y a eu l'une ou l'autre intervention mettant en question la compatibilité de l'affichage avec la protection des données, vu que le public peut prendre connaissance des résultats des examens, c'est-à-dire des noms des élèves qui ont réussi ou qui ont échoué. C'est la raison pour laquelle la procédure de l'affichage a été inscrite aux règlements de 2006.

Les avantages de la publication par affichage sont les suivants:

- C'est une procédure simple et sans équivoque. Si le commissaire et le directeur ont contrôlé la liste destinée à être affichée, il n'y a plus de source d'erreur pouvant compromettre l'exactitude des résultats publiés.

- L'élève est informé de l'ensemble des résultats de sa classe et de son lycée ce qui lui permet de situer sa performance.

- Une grande partie des élèves sont en effet concernés par une épreuve complémentaire qui peut être obligatoire ou facultative; pour celle-ci, l'élève «est tenu de s'y inscrire au secrétariat du lycée où il a passé l'examen, dans les 24 heures suivant l'affichage de la décision». Avec l'affichage les élèves sont immédiatement informés du lieu et de la date d'une épreuve complémentaire éventuelle qui «a lieu au plus tôt le troisième jour après l'affichage de la décision».

Une publication sur le site Internet du Ministère sera envisagée mais il me paraît évident qu'elle ne pourra qu'être décalée par rapport à la publication réglementaire des résultats via affichage dans les écoles.

Question 2668 (4.7.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers:**

En date du 2 juillet 2008, la Commission européenne a adopté un projet de directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Si la plupart des patients se font soigner dans leur propre pays, certains soins sont parfois mieux prodigués à l'étranger: par exemple, pour suivre un traitement hautement spécialisé, ou dans les zones frontalières où l'établissement compétent le plus proche se trouve dans un pays voisin.

Les règles concernant les soins de santé transfrontaliers et le remboursement des frais ne sont pas toujours très claires ni faciles à comprendre. C'est pourquoi la Commission propose la création d'un instrument juridique visant à clarifier les possibilités de recevoir des soins dans un autre État membre. Cette proposition éclaircira également les responsabilités en matière de qualité et de sécurité des soins dans un contexte transfrontalier. Enfin, elle renforcera la coopération dans différents domaines, par exemple grâce à des réseaux de centres de référence en matière de soins spécialisés.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement à l'égard de ce projet de Directive et quels sont les changements auxquels les patients luxembourgeois peuvent s'attendre?

Réponse (11.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'idée d'une initiative législative spécifique au niveau communautaire dans le domaine des soins de santé transfrontaliers a pris forme dans le cadre des négociations sur la proposition de directive relative aux services en 2004. Le Luxembourg a tout au long des discussions insisté sur la spécificité des soins de santé en avançant que, devant répondre à des valeurs fondamentales que sont l'universalité, l'accès à des soins de qualité, l'équité et la solidarité, ils ne peuvent être assimilés aux autres services marchands. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg n'a jamais nié l'utilité d'une réglementation spécifique relative à ce domaine.

Le Ministre de la Santé a dès le début des discussions adopté une approche proactive. Ainsi, il a saisi tous les acteurs concernés dans le cadre de la consultation publique sur le contenu d'une initiative législative dans le domaine des soins de santé transfrontaliers lancée en septembre 2006 par la Commission. Par ailleurs, dans une lettre adressée en date du 4 décembre 2006 à Monsieur le Premier Ministre, le Ministre de la Santé a estimé qu'une concertation au niveau gouvernemental serait utile à un stade où on peut encore largement influencer la discussion et a prié Monsieur le Premier Ministre à saisir un des prochains Conseil de Gouvernement de la question. Cette approche a permis de déterminer les idées force des autorités luxembourgeoises bien en amont sur la proposition annoncée.

Le Ministre de la Santé a aussi profité des réunions des 27 ministres de la santé ayant précédé la présentation de la proposition de directive pour souligner, avec un certain nombre de ses homologues, qu'une telle réglementation doit garantir aux États membres l'exercice de leur capacité de pilotage nationale dans des conditions de sécurité juridique maximales et qu'elle ne doit pas mettre pas en danger les valeurs propres à notre système de santé. Le Ministre a par ailleurs insisté sur le fait que la directive ne doit pas aboutir à une mobilité des patients arbitraire et artificielle voire à une santé à deux vitesses.

Il s'avère que la version initiale de la proposition de directive ne reprend que partiellement ces revendications. Lors du premier examen du texte par le groupe de travail compétent du Conseil en juillet, une large majorité de délégations a partagé les critiques du Luxembourg qui ont eu trait notamment aux conditions de mise en place d'un système d'autorisation préalable pour les soins hospitaliers, aux possibles charges administratives nouvelles, à l'impact du texte sur la capacité de pilotage des États membres ainsi qu'à l'articulation de la directive avec l'acquis communautaire en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale (règlement 883/2004/CE) et le mécanisme de remboursement y prévu.

Il s'agit là des grands axes autour desquels les efforts de négociations vont se concentrer dans les mois à venir et sur lesquels les services du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale ont engagé un exercice de réflexion et de coordination afin d'assurer une approche cohérente et favorable aux intérêts luxembourgeois.

1. Les changements auxquels les patients luxembourgeois peuvent s'attendre

En vertu de l'exposé des motifs de la proposition, celle-ci viserait à améliorer la situation des patients en abolissant tout obstacle éventuel au souhait de se faire soigner dans un autre État membre, mais aussi en clarifiant les procédures de remboursement des frais et en mettant en place les garanties nécessaires pour des soins de haute qualité. Dans l'analyse d'impact qui accompagne la proposition de directive, la Commission explique qu'en créant plus de sécurité juridique, l'initiative augmenterait les possibilités de se faire soigner à l'étranger tout en diminuant les coûts administratifs. Les services de la Commission y soulignent en outre que tant le pays d'origine que le pays d'accueil y gagneraient en raison de l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des soins, qu'ils soient transfrontaliers ou dispensés sur place.

L'impact exact de la proposition de directive sur les patients luxembourgeois n'est à ce stade pas facile à évaluer. Tout d'abord, la situation du Luxembourg est particulière dans la mesure où notre pays est situé en plein milieu d'une zone frontalière ce qui génère un profil de patient peu traditionnel. La contribution luxembourgeoise à la consultation publique avait par ailleurs souligné que, vu cette situation spécifique, le Luxembourg est particulièrement intéressé à ce que la mobilité des patients puisse s'exercer dans les meilleures conditions possibles tant pour ses citoyens que pour les nombreux travailleurs frontaliers se déplaçant tous les jours sur son territoire.

Si la Commission prône que la directive engendrera des changements positifs pour les patients en termes de remboursement, il n'en reste pas moins que les dispositions relatives à l'interopérabilité avec les mécanismes de remboursement qui sont déjà en place manquent particulièrement de transparence. Même si l'exposé des motifs tente de fournir les explications nécessaires, de nombreuses questions subsistent et la Commission a, à ce jour, été incapable d'y répondre de manière satisfaisante. Il est vrai que le processus d'analyse n'est qu'à ses débuts.

Le Luxembourg veillera tout au long des négociations à ce que la proposition soit davantage clarifiée afin que le texte final revête une véritable valeur ajoutée pour tous ses citoyens. Par ailleurs, une étroite coordination interministérielle tout au long des discussions visera à suivre de près l'avancement des travaux et à assurer que les intérêts des patients luxembourgeois soient pris en compte de manière adéquate.

Question 2673 (7.7.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **résultats des investigations concernant le projet EuroCap-Rail suite au projet de la SNCB d'une mise en service éventuelle de trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg:**

Les responsables ferroviaires du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg devaient communiquer les résultats de leurs investigations concernant le projet EuroCap-Rail suite au projet de la SNCB d'une mise en service éventuelle de trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg pour le 30 juin 2008.

Dans ce contexte, et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je me permets de soumettre une question parlementaire au Ministre des Transports.

- Cette date butoir du 30 juin a-t-elle été respectée?

- Quels sont les résultats de ces investigations?

Réponse (11.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En effet une lettre d'intention a été signée par les Ministres belges de la Mobilité et des Entreprises publiques ainsi que par le Ministre des Transports luxembourgeois en date du 9 mars 2008. Ce document a pour objet le renforcement de la coopération ferroviaire entre les deux pays notamment en ce qui concerne l'amélioration de la liaison Bruxelles-Luxembourg.

La lettre d'intention n'a pas pour objet de mettre en service des trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg pour le 30 juin 2008, mais «d'approfondir les conditions dans lesquelles il serait envisageable de mettre en œuvre des trains pendulaires sur la liaison Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg et au-delà vers la Suisse, tant en ce qui concerne l'exploitation des services de trains qu'en ce qui concerne les adaptations éventuelles à apporter à l'infrastructure, y compris son équipement de sécurité et de signalisation».

Les discussions sont en cours entre la SNCB et les CFL et les premiers résultats en seront analysés lors du prochain sommet belgo-luxembourgeois.

Question 2674 (7.7.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**affranchissement des timbres de l'Ordre souverain de Malte:**

Sujet de droit international public, l'Ordre possède sa propre constitution, ses propres institutions et émet des passeports et des timbres. La première émission de timbres par le Bureau des Postes du Grand Magistère de l'Ordre remonte au 15 novembre 1966. Cette première série comportait neuf timbres de différentes valeurs illustrant les symboles et images de l'Ordre. Depuis lors, les timbres sont principalement consacrés aux neuf siècles d'histoire de l'Ordre, à ses activités charitables et humanitaires, à son patrimoine artistique, à la religion.

Le courrier affranchi avec des timbres de l'Ordre souverain de Malte peut être expédié dans 53 pays avec lesquels un accord postal a été négocié, à condition d'être posté au siège de la Poste Magistrale, Via Bocca di Leone 68 à Rome.

- Selon mes informations, le Luxembourg n'a pas négocié un tel accord postal. Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur si le Gouvernement a l'intention de négocier un tel accord postal afin de faciliter le financement des activités humaines de l'Ordre.

Réponse (21.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La conclusion d'accords sur la distribution de courrier est de la responsabilité exclusive de l'opérateur public du Luxembourg, c'est-à-dire de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) pour les envois appartenant au service réservé, sinon de tout opérateur postal agréé auprès de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) s'il s'agit d'envois en dehors du domaine du service réservé. Le Gouvernement n'a donc pas de rôle à jouer dans l'établissement de tels accords.

En ce qui concerne en particulier l'Ordre souverain de Malte, l'EPT m'a fait connaître qu'elle n'a pas été directement contactée par cette organisation pour la conclusion d'un éventuel accord de distribution. L'EPT me signale cependant que de temps en temps des personnes privées, dont elle ignore la motivation, s'adressent à elle pour poser la même question que l'honorable Député Oberweis vient de me poser. Dans ces cas l'EPT fait à chaque fois connaître qu'elle est tout à fait disposée à distribuer du courrier affranchi avec des timbres-poste de l'Ordre de Malte, à condition qu'elle soit rémunérée pour ce travail.

Comme il me semble qu'il existe un certain intérêt à ce que l'Ordre de Malte puisse avoir la possibilité de faire distribuer du courrier au Grand-Duché de Luxembourg, j'ai demandé à l'EPT de prendre d'elle-même l'initiative en vue de la négociation d'un éventuel accord de distribution de courrier affranchi avec des timbres-poste de l'Ordre de Malte et ceci dans le respect du cadre légal national et international.

Question 2677 (8.7.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **publicité à l'école:**

Les enfants sont depuis longtemps une cible très prisée des professionnels du marketing. Des études ont démontré que les enfants sont souvent initiateurs des achats effectués par leurs parents ou encore qu'une grande partie des produits consommés pendant l'enfance, le sont encore à l'âge adulte. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que le secteur privé ainsi que certaines associations s'intéressent de plus en plus à l'École, lieu idéal pour familiariser les enfants avec certains produits, marques ou idées. Diverses entreprises (exemple: institution bancaire, société d'alimentation, compagnie d'électricité, constructeur automobile, association de chasseurs, etc.) proposent ainsi gracieusement nombreux supports pédagogiques, activités de classe, animations ou concours.

Ces intrusions «publicitaires» ne sont toutefois pas anodines et je me permets donc, conformément au règlement de la Chambre des Députés, de soumettre une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- L'École devant pouvoir être protégée contre des méthodes publicitaires indésirables, Madame la Ministre ne trouve-t-elle pas qu'il serait temps de réglementer ce qui tombe dans le domaine de la publicité ou du sponsoring à l'école?

- En attendant, ne faudrait-il pas éditer une circulaire permettant d'aider les instituteurs et institutrices à gérer cette question sachant qu'ils et elles sont de plus en plus confrontés avec des demandes ou encore des courriers leur rappelant de participer à certaines actions?

Réponse (21.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai que l'école est souvent la cible d'actions de la part de diverses entreprises. La plupart de ces actions sont bien intentionnées, de sorte qu'on ne peut pas dire que le matériel proposé et les actions de ces sociétés ne puissent pas constituer dans certains cas une plus-value pour l'école.

Toutes les interventions à l'école, que ce soit la distribution d'un support pédagogique, d'activités de classe ou de concours doivent être soumises à l'accord préalable du Ministre de l'Éducation nationale et des communes concernées. Quand il s'agit de matériel d'appoint pédagogique, ces documentations doivent être analysées au préalable par la Commission d'Instruction. En aucun cas les enseignants ne sauraient être

obligés à donner une suite quelconque aux initiatives d'entreprises du secteur privé et ils peuvent se renseigner à tout moment, si les intervenants disposent d'autorisation ou d'associations requises.

Finalement j'estime que chaque enseignant est capable de déterminer le bien-fondé de telles offres et de prendre en compte le subtil équilibre entre l'apport pédagogique et le caractère purement commercial de telles actions.

En ce qui concerne l'offre et la vente de produits dans l'école publique, les instructions et circulaires ministérielles stipulent que le colportage et la publicité commerciale dans les écoles sont défendus. De même, les autorités communales sont tenues de refuser à toute personne non munie d'une autorisation officielle l'accès aux locaux scolaires.

Je ne pense donc pas qu'il faille mettre en place une réglementation supplémentaire.

Question 2678 (8.7.2008) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **résultats d'analyses du sang demandés par la Commission médicale des permis:**

La Commission médicale des permis de conduire du Ministère des Transports se réfère aux dispositions des articles 77 et 90 modifiés du Code de la Route pour exhorter par courrier certains détenteurs d'un permis de conduire de leur envoyer les résultats d'analyses récentes du sang, notamment le glucose à jeun et les valeurs du test HbA1c. Les destinataires de ce courrier sont informés que les résultats peuvent avoir des conséquences sur la validité de leur permis de conduire. L'Association luxembourgeoise du Diabète estime que la collecte de ces informations serait absurde du fait que ces valeurs sont sujettes à de fortes variations dans le temps. Aussi la capacité de conduire des diabétiques ne pourrait être entravée que par des séquelles conséquentes à un mauvais traitement du diabète telles troubles de la vision et maladies cardio-vasculaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- La collecte de ces informations s'avère-t-elle toujours nécessaire aux yeux des Ministres?

- Sur base de quels critères un tel courrier est-il adressé aux différents destinataires?

- S'agit-il dans la majorité des cas de diabétiques qui reçoivent un tel courrier?

- Dans l'affirmative, de quelles sources la Commission médicale des permis de conduire du Ministère des Transports tire-t-elle les informations quant au diabète supposé de ces personnes?

- Le secret médical ne se voit-il pas ainsi violé?

Réponse commune (28.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, stipule dans son article 77 que chaque conducteur peut être obligé à se soumettre à un examen médical s'il existe des doutes sur ses aptitudes et capacités de conduire. Cet examen peut porter notamment sur l'état de santé en relation avec les troubles endocriniens (diabète par exemple). Quelques-unes des complications du diabète (rétinopathies, neuropathies, cardiopathies) peuvent engendrer des limites, des restrictions voire l'inaptitude à conduire un véhicule sur la voie publique.

Dans le cadre de la prise en charge adéquate du diabète, et en vue de se prononcer sur l'aptitude de la conduite d'un véhicule par une personne diabétique, il nous paraît opportun que les médecins agréés par le Ministre des Transports et/ou la Commission médicale du Ministère des Transports vérifient en cas de doute, la prise en charge du diabète et notamment la surveillance du contrôle glycémique par le patient. L'introduction d'un test permettant le contrôle de la glycémie sur une période de deux à trois mois (hémoglobine glyquée ou HbA1c) est un moyen fiable pour contrôler une prise en charge adéquate du diabète par le patient alors que les tests réalisés par l'autocontrôle sont sujets à de fortes variations.

Dans un souci d'assurer un contrôle et par conséquent un suivi des personnes souffrant de diabète la collecte d'informations relatives au diabète s'avère dès lors utile et obligatoire. Elle se fait principalement par la demande aux titulaires de permis de conduire d'adresser les résultats d'analyses du sang indiquant les valeurs du glucose à jeun et celles du HbA1c. Ces analyses sont sollicitées par la Commission médicale du ministère des Transports, prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité.

En ce qui concerne les critères d'un courrier sollicitant certains détenteurs d'un permis de conduire d'envoyer les résultats d'analyses récentes du sang, la Commission médicale se base sur les éléments résultants du certificat médical, prévu en cas de première demande, d'extension à une autre catégorie, de renouvellement ou de transcription du permis de conduire, certificat médical remis par le demandeur au Ministère des Transports. Sur ledit certificat médical à produire se trouve au recto un questionnaire consistant en questions à poser par le médecin au demandeur du certificat. Il y figure notamment la question «Souffrez-vous d'un diabète? (date début)».

Enfin le médecin peut encore, lui-même dans son examen médical, relaté au verso du formulaire, donner des indications concernant d'éventuels troubles endocriniens et préconiser la visite chez un médecin-spécialiste ou faire effectuer des analyses sanguines. Par après, la Commission médicale peut, le cas échéant, requérir périodiquement un rapport établi par un diabétologue, respectivement des analyses de sang concernant le glucose à jeun et les valeurs HbA1c. Seules les personnes, dont le médecin a certifié qu'elles présentent des troubles endocriniens, doivent fournir les analyses précitées.

La Commission médicale reçoit par conséquent les informations du médecin-traitant. Dans quelques cas la Commission médicale reçoit également les informations par les personnes elles-mêmes ou par le biais de rapports de police.

Dans le cas d'espèce, il n'y a pas violation du secret médical, en ce sens qu'il s'agit d'informations médicales à destination d'une Commission médicale présidée pour chaque cas par un médecin.

Question 2679 (8.7.2008) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **chambres réservées aux soins palliatifs:**

Il nous revient que deux patients qui bénéficiaient de soins palliatifs se partageaient une chambre commune. Un des deux patients étant décédé, le personnel du service en soins palliatifs concerné a dû se contenter de placer un paravent entre les deux lits avant de procéder à la mise en bière du patient décédé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette situation soit loin d'être idéale et réconfortant pour le patient partageant la même chambre?

- Combien de chambres réservées aux soins palliatifs avec un seul lit existe-t-il actuellement? Combien de chambres disposent de deux lits?

- Ne devrait-on pas se limiter à l'avenir à des chambres individuelles?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en matière de soins palliatifs le supplément pour une chambre individuelle devrait être abrogé?

Réponse (29.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Actuellement quatre hôpitaux disposent d'un service de soins palliatifs et sont donc en droit de facturer les unités d'œuvres en soins palliatifs. Ces hôpitaux disposent en tout de 29 lits réservés à ce service, répartis sur 27 chambres. En d'autres mots, 25 lits sont en chambre individuelle et 4 lits en chambre à deux lits. Dans un établissement sans unité dédiée de façon exclusive aux soins palliatifs le principe est d'offrir une culture palliative dans tous les services notamment avec le soutien d'une équipe mobile de soins palliatifs destinée à soutenir et conseiller les collaborateurs des différents services.

Dans les nouvelles structures hospitalières réalisées ces dernières années les unités ou sections de soins palliatifs ne comportent que des chambres à un lit. Il en sera de même pour les constructions à venir.

D'après les informations reçues par mes services il est veillé dans la mesure du possible à ce que les patients se trouvant dans un état de fin de vie très rapproché, même non hospitalisés dans une unité de soins palliatifs, bénéficient d'une chambre individuelle.

D'après les mêmes informations les hôpitaux ne demandent ni en unité de soins palliatifs, ni en situation de fin de vie de supplément de première classe ou de supplément pour accompagnement.

Disposer que de chambres à un lit pour les unités de soins palliatifs serait certainement un avantage. Je tiens cependant à préciser que l'hôpital dans lequel l'unité palliative comporte également des chambres à deux lits me dit son vécu, à savoir qu'il y a des patients en soins palliatifs qui préfèrent une chambre à deux lits pour diverses raisons.

Contrairement à ce que rapportent les honorables Parlementaires la mise en bière du patient décédé ne se fait jamais dans la chambre d'hôpital.

Quant au supplément pour journée d'hospitalisation en première classe, il est rendu attentif au fait que le séjour en chambre individuelle n'est pas considéré comme séjour en première classe donnant lieu à supplément du moment que le médecin atteste, de l'accord du contrôle médical, la nécessité du séjour en chambre individuelle pour raisons médicales. Le règlement d'exécution à prendre sur base de la loi à intervenir en matière de soins palliatifs devrait disposer que la déclaration médicale ouvrant droit aux soins palliatifs emporte pour le patient concerné le droit de séjourner en chambre individuelle sans supplément, sans qu'une indication médicale doive encore être certifiée de cas en cas par le médecin traitant.

Question 2680 (8.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **statut de la «International School of Luxembourg»:**

Meng Fro betrëfft de Statut an d'Funktiounsweis vun der privater Schoul «International School of Luxembourg» (fréier «American School») déi jo vu staatlecher Säit finanziell ënnerstëtzt gëtt.

Mir ass e Fall zougedroe ginn, an deem dës Schoul den Opnahmeantrag vun enger scho laang hei am Land wunnhafter Lëtzebuerger Famill iranescher Origine fir hire Fils ofgeleent huet.

Dobäi huet dës Famill zu kengem Moment matgedeelt kritt firwat hire Fils net kënnt an d'ISL opgeholl ginn, an dat obschonn an deem Joer Plaz war, déi Famill sech d'Schoulgeld ouni Problem konnt leeschten an och déi akademesch Resultater vum Jong näischt ze wënschen iwwreg gelooss hunn.

D'Famill vum Jong huet, souguer iwwer en Affekot, verschiddentlech probéiert fir déi betreffend Begrënnung gewuer ze ginn, leider ouni Resultat, an dat während engem ganze Joer. Kee Wonner, datt dës Famill d'Impressioun huet, datt hir Originë respektiv hir Relioun d'Ursaach vun dësem Refus sinn. Virun dësem Hannergrond wollt ech Iech dës Froe stellen:

1. Fannt Dir et richteg, datt Elteren einfach keng kloer Äntwert kréien iwwert d'Grënn vun der Ofleenung? Wat seet eis Legislatioun/ Reglementatioun doriwwer?

2. Wat sinn Är Méiglechkeeten, fir an esou engem Fall vu manifestem Abus ze intervenéieren?

3. Deelt Dir d'Meenung, datt sou Fäll vu (présuméierter) ethnescher Diskriminatioun riskéiere Lëtzebuerg an e schieft Liicht ze setzen?

4. Sidd Dir net der Meenung, datt eng Schoul, déi staatlech Suë kritt, misst kloer, novollzéibar Kritären hu fir Kanner opzehuelen oder ofzeleenen? Am Fall wou dat noutwenneg wär, sidd Dir gewëllt, fir dës legislativ Lacune ze schléissen?

Réponse (20.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Privatschoulgesetz vum 13. Juni 2003 gesäit net vir, datt de Stat sech an déi détailléiert Regelen, déi eng Privatschoul sech gëtt, fir Schüler ze rekrutéieren, amëscht. Zoustänneg ass de Conseil d'administration vun der Schoul, un deen d'Eltere sech, an engem Litige mat der Direktioun, kënne wenden, an deen och gerichtlech ka belaangt ginn, wann e manifeste Fall vun Diskriminatioun virläit.

Ganz allgemeng gesinn huet de Stat och d'Méiglechkeet, bei gravë Verstéiss, op Grond vun dem Artikel 5 vum Privatschoulgesetz, enger Privatschoul d'Autorisatioun ze entzéien. («Si un établissement ne se conforme pas aux conditions prévues par la loi ou si par son fonctionnement il porte gravement préjudice aux intérêts matériels ou moraux des élèves, l'autorisation est révoquée par arrêté grand-ducal dûment motivé»).

Et ass also net néideg, fir an där Fro weider ze légiféréieren oder ze réglementéieren.

Wat elo d'International School ubelaangt, wou Kanner vun 42 Nationalitéiten ageschriwwe sinn, ginn et op enger Rei vu Klasse méi Demandë wéi Schüler opgehol kënne ginn. Wéi aner Schoulen och, huet d'International School Waardelëschten. Nationalitéit a Relioun, déi vum Här Mehlen ugefouert ginn, sinn awer keng Kritäre bei dem Aschreiwe vun engem Schüler. Wat allerdéngs eng Roll ka spillen ass d'Fro op dee spezifesche Programm vun der International School och fir dee jeeweilege Schüler adaptéiert ass.

Question 2681 (9.7.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**oxygénothérapie en milieu extrahospitalier:**

L'oxygénothérapie de longue durée administrée au domicile permet de traiter efficacement l'insuffisance respiratoire chronique et de pallier à un poumon défaillant. La situation des personnes oxygénodépendantes est marquée par une qualité de vie réduite, d'une part par leur insuffisance respiratoire ainsi que leurs capacités physiques amoindries, et d'autre part par les outils de thérapie mis à leur disposition au Luxembourg.

Sur prescription médicale et moyennant une documentation par des gazométries, les patients insuffisants respiratoires peuvent actuellement bénéficier, soit d'un concentrateur d'oxygène, appareil fixe installé au domicile, émettant un bruit sonore continu et fonctionnant à l'électricité, produisant de l'oxygène en éliminant l'azote de l'air ambiant, soit des bonbonnes d'oxygène gazeux avec valve économiseur permettant de courts déplacements à l'extérieur. Ces bonbonnes sont très lourdes à porter et de capacité et donc d'autonomie réduite.

Dans de nombreux pays il existe depuis le milieu des années 80 le système d'oxygène liquide avec une station fixe et un petit appareil portable très léger que le patient peut remplir lui-même. Les avantages de ce système sont une réserve en oxygène gazeux beaucoup plus grande du fait du stockage de l'oxygène sous forme liquide permettant une déambulation prolongée, un maintien par conséquent d'une activité physique et professionnelle ainsi qu'une administration d'oxygène plus silencieuse, à débit élevé et sans consommation d'électricité. Les frais sont pris en charge par la sécurité sociale de nombreux pays.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de personnes sont concernées par une oxygénothérapie au domicile au Luxembourg?

- Comment sont réglées la prescription, l'installation, la surveillance et la révision de l'appareillage, la fourniture du matériel consommable (par exemple: lunettes et tuyaux de reliure à la source d'oxygène, humidificateur…) ainsi que la fourniture et le remplissage des bonbonnes?

- Selon quels critères sont choisis les fournisseurs autorisés au Grand-Duché et qui contrôle le matériel fourni ainsi que les tarifs appliqués?

- Quelle est la participation financière incombant au patient?

Réponse (28.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Actuellement deux sources d'oxygène, l'oxygène médical gazeux en bonbonne et le concentrateur d'oxygène médical, sont prises en charge par l'assurance maladie sous réserve de l'accomplissement des conditions statutaires. La troisième source, l'oxygène liquide, peut être prescrite, mais n'est pas prise en charge par l'assurance maladie. Sur le plan médical, il est admis qu'il n'y a aucune raison de préférer une source d'oxygène plutôt qu'une autre, l'oxygène déli-

vré ayant les mêmes qualités thérapeutiques quelle qu'en soit la source. À remarquer aussi que toute délivrance d'oxygène, qu'il soit gazeux ou liquide, est soumise à prescription médicale.

1. Le concentrateur d'oxygène

Ces appareils servent à «extraire» l'oxygène de l'air ambiant en retenant l'azote pour fournir un débit continu d'air suroxygéné. Ce système permet donc une production continue d'oxygène (pur à environ 95%) au domicile du patient. Puisque l'appareil est dépendant d'une source d'énergie électrique, il limite le rayon d'action du patient.

Au 1er janvier 2008 l'Union des Caisses de Maladie prend en charge la location du concentrateur d'oxygène pour 455 personnes protégées. La prise en charge est conditionnée par un accord préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale qui vérifie si les conditions médicales précisées dans les statuts de l'Union des Caisses de Maladie sont remplies.

Ces appareils sont gérés exclusivement par le Service Moyens Accessoires a.s.b.l. qui les met à disposition des patients sur présentation du titre de prise en charge établi par l'Union des Caisses de Maladie sans frais supplémentaires pour l'assuré.

2. Les bonbonnes d'oxygène médical gazeux

La prise en charge d'un maximum de deux bonbonnes d'oxygène médical gazeux avec valve économiseuse est conditionnée par la prise en charge au préalable du concentrateur d'oxygène. Les bonbonnes d'oxygène gazeux fonctionnent indépendamment d'une source d'énergie électrique, mais leur débit réduit ne les destine pas à une utilisation prolongée. Ainsi, les problèmes liés au transport, au stockage, aux précautions d'emploi, aux renouvellements fréquents et à l'autonomie faible de ces bonbonnes limitent leur utilité à des déplacements de courte durée, en cas de panne d'électricité ou du concentrateur.

En outre, elles ne sont pas destinées à être utilisées en lieu et place du concentrateur.

3. L'oxygène liquide

L'oxygène peut être aussi stocké sous forme liquide à très basse température (-185°C). Ce dispositif d'oxygène liquide se compose d'un réservoir fixe d'oxygène qui est installé et reste au domicile du patient, et d'un réservoir portable dont la capacité d'oxygène liquide varie de 0,5 l à 1,2 l suivant les modèles. Le réservoir fixe est régulièrement rempli par des distributeurs agréés, tandis que le réservoir portable est rempli par le patient lui-même à partir de son réservoir fixe. Le réservoir portable facilite la déambulation, car il peut être porté en bandoulière par le patient ou bien être disposé sur un caddie.

L'oxygène liquide permet en l'absence de bruit une déambulation plus longue comparée à celle de l'oxygène gazeux. Néanmoins, l'organisation de la mise en place, l'instruction du patient pour une utilisation sûre, la nécessité de l'organisation du remplissage de la source fixe par un distributeur agréé équipé spécialement pour cela suivant la consommation du patient (au moins une fois par semaine), l'évaporation de l'oxygène lorsque la source d'oxygène n'est pas en fonctionnement, la perte d'oxygène lors du remplissage du matériel portable, le remplissage qui peut paraître difficile à certains et le poids du matériel portable, sont autant de désavantages qui ont amené l'assurance maladie à ne pas prendre en charge ce système.

4. Projet en cours

Devant les nombreuses demandes d'oxygène pour une déambulation de longue durée et considérant les avantages et désavantages que présentent les différents systèmes, l'Union des caisses de maladie conduit une analyse approfondie pour la prise en charge des concentrateurs d'oxygène portables avec piles qui semblent présenter une solution adaptée pour couvrir les besoins des personnes actives en dehors de leur domicile, présentant une insuffisance respiratoire chronique grave, justifiant de gros débit d'oxygène et déambulant souvent et régulièrement.

Dans ce contexte, il sera également tenu compte des difficultés organisationnelles et techniques rencontrées dans le passé lors du remplissage des bonbonnes d'oxygène dans le cadre du système d'échange vide contre plein.

5. Choix des fournisseurs

Depuis le 1er mai 2008, la société Air Liquide qui approvisionnait le marché luxembourgeois à partir de son adresse de Rodange a fermé ses portes.

Seule la société Hospilux assure actuellement l'échange des bonbonnes d'oxygène gazeux dans un système vide contre plein. Il s'agit en fait d'une délivrance d'un médicament vers le milieu ambulatoire assurée par un pharmacien responsable pour la distribution en gros pharmaceutique.

La société Hospilux organise en collaboration avec la société Air Liquide (Belgique) le remplissage des bonbonnes en Belgique.

Question 2685 (9.7.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **construction d'un vélodrome à Luxembourg-Cessange:**

Le 25 juillet le conseil communal de la ville de Luxembourg s'apprête à voter un avant-projet sommaire relatif à la construction d'un vélodrome à Luxembourg Cessange.

Le lieu de construction se situe à proximité du centre sportif Boy Konen plus précisément entre l'autoroute et ce complexe sportif. Le Ministre des Sports s'est engagé à subventionner ce vélodrome à hauteur de 80% de son coût et le Ministre de l'Environnement a fait établir un avis technique très circonspect quant à la faisabilité de ce projet au niveau environnemental.

Or, il me revient que le lieu d'implantation prévu se situe sur le tracé de la future ligne ferroviaire entre Esch/Alzette et la Ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le tracé de la future ligne ferroviaire Esch-Luxembourg et le site d'implantation du future vélodrome se superposent voire se juxtaposent de sorte à rendre impossible la réalisation des deux projets?

2. Le Gouvernement entend-il donner une priorité à l'un des projets, si oui lequel?

3. Le Gouvernement entend-il réserver sa réponse dans l'attente d'une étude plus approfondie du problème? Si oui, quand peut-on espérer une réponse concrète?

Réponse commune (11.9.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Concernant le tracé de la future ligne ferroviaire Esch-Luxembourg, il m'importe de signaler à l'honorable Député qu'à ce stade de la procédure il s'agit de lancer sur base de l'étude comparative effectuée par les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire une enquête publique telle que prévue par la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive CE97/11. Cette enquête publique sera prochainement lancée par les CFL pour le compte du Ministre des Transports. Ce n'est qu'au terme de cette enquête publique que le Ministre des Transports soumettra au Gouvernement en Conseil la variante qu'il se propose de finalement retenir. Partant, il n'est pas possible à ce stade de renseigner l'honorable Député sur la variante qui sera finalement retenue. Néanmoins les deux variantes qui sont soumises à l'enquête ne sont pas incompatibles avec une réalisation conjointe des deux projets, à savoir la future ligne ferroviaire Esch-Luxembourg et le vélodrome à Luxembourg-Cessange.

Il s'ensuit que la deuxième question de l'honorable Député ne se pose pas et que la troisième question devient de ce fait superfétatoire.

Question 2687 (9.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**évolution des prix:**

A senger «Note de conjoncture» deelt de Statec regelméissech d'Präisentwécklung a Prozenter mat fir déi verschidde Produktkategorien, déi den Index-Wuerekuerf ausmaachen.

An dësem Zesummenhang wëll ech dem Här Wirtschaftsminister gären déi heite Froe stellen:

1) Et ass unzehuelen, datt de Statec sech beim Zesummestelle vun der Präisentwécklung vum Wuerekuerf op d'Entwécklung vum reelle Präis an de Geschäfter vun den eenzelne Produkter baséiert. Ass den Här Minister an der Lag mer d'Präisser iwwer e bestëmmten Zäitraum fir verschidde prezis Produkter an Déngschtleeschtungen ze nennen?

2) Wa jo, kann de Minister mir fir d'Joren 2000 bis 2008 pro Joer den Duerchschnëttspräis nenne fir:

a) e Pond normaalt wäisst Brout

b) e Pak Spaghettien

c) e Kilopräis vum Randfleesch

d) e Kilopräis vum Schwéngefleesch

e) e Kilopräis vum Hingerfleesch

f) e Kilopräis vum Fësch

g) e Liter Vollmëllech

h) eng Dozen Eeër

i) e Pond Botter

j) e Kilo Äppel

k) e Kilo Gromperen

l) eng Laitues-Zalot

m) e Kilo Zocker

n) e Pond Kaffi

o) en Härenhiem

p) eng Dammebox

q) e puer Kannerschong

r) den Duerchschnëttspräis vum Loyer pro Quadratmeter

s) den Duerchschnëttspräis vum Elektreschen

t) den Duerchschnëttspräis vun de Medikamenter

u) eng Dokteschconsultatioun

v) e Bustrajet

w) en Entreesbilljee fir de Kino

3) Wann neen:

a) Firwat kann de Minister mer dës prezis Äntwerten net ginn?

b) Opgrond vu wat fir engen Donnéeë stellt de Statec d'Präisentwécklung vum Wuerekuerf dann zesummen?

4) Wier d'Präisentwécklung fir d'Öffentlechkeet net besser nozevollzéien, wann de Statec a senger «Note de conjoncture» nieft der prozentualer Präisentwécklung fir d'Kategorië vu Produkter an Déngschtleeschtungen aus dem Wuerekuerf, fir eng Partie ausgewielte Produkter de reelle Präis géif nennen?

Réponse (21.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1) L'indice des prix à la consommation

L'évolution générale des prix (c'est-à-dire l'inflation) est mesurée mensuellement par l'indice des prix à la consommation établi par le Statec. Cet indicateur se base sur une méthodologie harmonisée au niveau européen, en effet la grande majorité des concepts méthodologiques est définie par des règlements communautaires.

Le calcul de l'indice des prix s'appuie sur un relevé de prix qui se fonde sur un échantillon représentatif de biens et services de consommation, qui sont regroupés, selon leur fonction, dans des agrégats élémentaires («positions de l'indice»). Chaque position comporte plusieurs variétés. Le prix de chacune des variétés (plus de 7.500) qui compose le panier de biens et services de l'indice est recueilli mensuellement au moyen d'une enquête dans les magasins et autres points de vente, ainsi que chez les prestataires de services. Tous les mois des enquêteurs (employés ou fonctionnaires du Statec) se déplacent dans les différents points de vente alors que d'autres observations sont réalisées à distance par téléphone, fax, e-mail ou Internet.

Une des priorités en termes de qualité de l'indice est de veiller à suivre au plus près les prix tels qu'ils sont effectivement supportés par le consommateur final. De ce fait le Statec tient par exemple compte des soldes, des promotions et des remises accordées à tous les consommateurs. Pour cette raison également dans le domaine de la santé le Statec suit uniquement la participation à charge de l'assuré et non le prix total d'une prestation.

Le relevé de prix se fait avant tout dans les villes de Luxembourg, Esch/Alzette, Ettelbruck et Diekirch et leurs périphéries. Toutefois, en raison de la concentration dans le commerce d'une part, et de l'implantation de points de vente d'une importance plus que locale en dehors de ces centres, le relevé de prix a tendance à s'étendre à d'autres localités.

L'échantillon est continuellement tenu à jour par l'intégration de points de vente et de fournisseurs de services nouveaux, dont l'importance sur le marché s'affirme.

Par ailleurs, la représentativité des échantillons est assurée par leur mise à jour continue: des articles disponibles depuis une période prolongée sont remplacés par des produits plus récents quand leur position sur le marché s'affaiblit.

Les prix individuels (variétés de l'indice) recueillis pour un mois donné sont convertis en indices particuliers de la manière suivante: le prix constaté pour une variété dans la période courante est divisé par le prix constaté pour la même variété dans la période de base. Le résultat de cette division, multiplié par 100, correspond à l'indice particulier de la variété. Chaque variété de l'indice est agrégée avec les autres variétés qui composent un agrégat élémentaire (ou position de l'indice) en ayant recours à une moyenne géométrique.

Chaque agrégat élémentaire (qui se compose donc de plusieurs variétés) est affecté d'un poids, qui correspond à son importance relative dans la consommation finale des ménages. C'est avec ce poids que la position en question entre dans l'opération d'agrégation qui mène à l'indice général.

L'indice général se compose de 255 agrégats élémentaires, dont la liste mise à jour avec la pondération de chaque agrégat, est arrêtée annuellement par règlement grand-ducal[1] sur avis du Conseil économique et social et des chambres professionnelles.

2) Les prix moyens

Le calcul de prix moyens à partir des données que le Statec collecte mensuellement pour établir l'indice des prix à la consommation se heurte à plusieurs obstacles pratiques et conceptuels.

L'indice des prix à la consommation tel que calculé par le Statec mesure l'évolution des prix et n'est en aucun cas destiné, tant d'un point de vue méthodologique que d'un point de vue de programmation informatique, à comparer des niveaux de prix.

Il est veillé à ce qu'à l'intérieur de chaque agrégat élémentaire (par exemple le pain, les pâtes alimentaires etc.) l'échantillon des biens ou services tienne compte d'un maximum de variétés différentes, afin que la diversité de l'offre sur le marché soit représentée de manière adéquate. Souvent la composition hétérogène des différents agrégats entraîne que le calcul d'un prix moyen pour un agrégat n'est pas d'un grand intérêt. En effet, l'hétérogénéité mesurée par l'écart-type (ou la variance qui correspond au carré de l'écart-type) des variétés peut être très importante pour certains agrégats. Par exemple, pour un kilo de pain le prix moyen calculé à partir de 33 variétés est 3,76 € avec un écart-type de 0,52 €. Le prix de la variété la moins chère équivaut à 2,52 € alors que la plus chère se vend à un prix de 4,60 €.

De plus, le Statec procède à des révisions dès que des changements de l'offre sur le marché apparaissent ou se préparent. Ces rééquilibrages, effectués dans le but de capter des évolutions de prix futures de manière réaliste, restent elles-mêmes sans effet sur l'évolution de l'indice. En effet, le fait de recourir à la transformation du prix des variétés en indices au premier stade d'agrégation permet d'effectuer des neutralisations des effets liés au changement de la composition des échantillons ou de la modification de la qualité des produits, alors que le recours à un prix moyen ne le permet pas.

En raison de considérations méthodologiques telles que le changement de la composition des échantillons et les neutralisations des améliorations de qualité des produits de l'échantillon, il est donc difficile de reproduire une série chronologique à l'aide de prix moyens. Le simple fait de remplacer un produit qui disparaît du marché par un autre produit possède une influence directe sur le prix moyen d'une position donnée, alors que cet effet est neutralisé pour l'indice de cette catégorie.

Cependant pour un certain nombre de produits, pour lesquelles les difficultés méthodologiques pour établir un prix moyen sont moins importantes, le Statec publie régulièrement depuis 2003 des données dans sa publication annuelle «Le Luxembourg en chiffres» ou sur le portail Internet des statistiques (voir sous la rubrique du menu «Economie et finance» la sous rubrique «Prix à la consommation»)[2].

[1] Cf. Règlement grand-ducal du 12 février 2008 actualisant le règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation

[2] http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=1531

Le tableau ci-dessous reprend les prix moyens pour certains produits tels qu'ils peuvent être consultés à partir des deux sources mentionnées. Bien sûr comme indiqué ci-dessus il faut être vigilant dans l'interprétation de ces chiffres, et être conscient du fait que pour certaines positions l'écart-type peut être important.

	Prix en Euro au 1.6.2003	Prix en Euro au 1.6.2004	Prix en Euro au 1.6.2005	Prix en Euro au 1.6.2006	Prix en Euro au 1.6.2007	Prix en Euro au 1.6.2008
Pain de ménage (1 kg non coupé)	1.90	2.00	2.30	2.40	2.50	2.50
Croissant (1 pièce)	0.70	0.70	0.70	0.70	0.73	0.80
Côtes de porc (1 kg)	7.30	7.30	7.50	7.40	7.53	7.50
Lait frais (1 l)	0.90	0.90	0.90	1.00	0.95	1.20
Oeufs (la douzaine)	2.90	3.00	2.90	3.00	3.06	3.60
Beurre (500 g)	2.50	2.50	2.50	2.60	2.57	3.20
Pommes de terres (5 kg)	4.30	5.70	5.20	5.90	6.83	6.50
Café (250 g)	2.60	2.60	2.70	2.80	2.69	2.90
Eau minérale non gazeuse (1,5 l)	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Soft drinks (1 l)	0.90	0.80	0.90	0.90	0.94	1.00
Gasoil chauffage (1 l)	0.30	0.30	0.50	0.60	0.52	0.84
Briquettes (1000 kg)	233.10	233.0	240.10	240.10	308.00	318.00
Consultation médecin spécialiste	22.20	29.60	29.80	30.30	31.00	31.80
Consultation médecin spécialiste (médecin interne)	22.40	30.00	30.10	30.60	31.40	32.20
Essence super 95 octane (1 l)	0.80	0.90	1.00	1.10	1.18	1.31
Diesel (1 l)	0.60	0.70	0.80	0.90	0.92	1.26
Taxi, aller simple (4 km)	9.60	9.60	11.20	11.40	12.18	12.42
Téléphone, abonnement mensuel	18.40	18.40	18.40	18.40	18.40	18.40
Entrée au cinéma	6.70	7.50	7.50	7.50	7.50	8.00
					source:	**STATEC**

3) Niveau comparé de certains prix

Un projet de la Direction générale de la santé et des consommateurs de la Commission européenne, connu sous l'appellation «Consumer Markets Scoreboard» a été initié courant 2008. La démarche de la Commission vise à réaliser un tableau de bord de la consommation qui contribuera à parfaire le marché intérieur en détectant les domaines où les performances de marché en termes économiques et sociaux sont peu probantes. Les statistiques de prix font partie intégrante de ce tableau de bord.

Le Luxembourg, représenté par le Statec, contribue au sein du groupe de travail «Harmonisation de l'indice des prix à la consommation» présidé par Eurostat à recueillir l'information nécessaire à la publication de prix moyens pour environ 80 positions de l'indice. Comme exposé plus haut, les données de l'indice des prix à la consommation ne se prêtent pas directement à la compilation de tels prix moyens. Les informations disponibles devront être complétées par d'autres relevés de prix sur le terrain et certaines difficultés méthodologiques devront être surmontées avant de rendre ces informations accessibles au public.

Question 2688 (9.7.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP)* concernant les **accidents de travail dans le domaine de la santé:**

Des accidents de travail dans le domaine de la santé par blessure accidentelle par une aiguille médicale ayant été en contact avec des liquides humains probablement infectieux (par exemple sang) de patients peuvent donner lieu à des maladies infectieuses (par exemple hépatite C ou infection VIH), potentiellement mortelles. Le risque de ces accidents de travail est particulièrement élevé dans les urgences des hôpitaux, mais également dans les services de secours. L'Allemagne connaît une réglementation technique pour des produits de travail biologiques (Technische Richtlinie Biologische Arbeitsstoffe, TRBA 250), qui ordonne entre autres que dans les urgences des hôpitaux, ainsi que dans les services de secours, les aiguilles médicales doivent être équipées d'un mécanisme de sécurité rendant une blessure accidentelle par le personnel engagé presque impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est pour l'année 2007 le nombre d'accidents de travail déclarés pour cause de blessure avec une aiguille médicale ayant été en contact avec des liquides humains probablement infectieux?

- Existe-t-il une réglementation en matière de prévention de tels accidents? Dans l'affirmative, en quoi consiste-t-elle?

- Si tel n'est pas le cas, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les établissements hospitaliers et les services de secours luxembourgeois devraient, à l'instar de la réglementation allemande, mettre à disposition de leur personnel uniquement des aiguilles médicales équipées d'un mécanisme de sécurité ce qui diminuerait largement le risque d'une blessure accidentelle ainsi que d'infections liées à cette blessure?

Réponse commune (9.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En 2007 on notait 255 accidents de travail pour cause de blessure avec une aiguille médicale. On ne peut cependant pas affirmer que toutes ces piqûres sont dues à des aiguilles ayant été en contact avec des liquides humains infectés. Les services de santé au travail de l'Entente des Hôpitaux enregistrent un taux similaire depuis 1999, soit +/- 4% du personnel soignant. Les personnes les plus exposées sont les infirmiers/infirmières suivi(e)s par les ATM en chirurgie et les infirmiers/infirmières anesthésistes. Les accidents surviennent le plus fréquemment lors de piqûres souscutanées, suivies des injections intraveineuses. Parmi les mécanismes accidentels on note par ordre de fréquence décroissant les accidents avec instruments utilisés non sécurisés, les accidents avec containers à aiguilles, les accidents survenant en retirant ou en recapuchonnant les aiguilles.

La réglementation luxembourgeoise en matière de prévention des accidents exposant au sang s'appuie sur les prescriptions de prévention de l'association d'assurance contre les accidents, notamment le chapitre «services de santé» (traitant entre autres des déchets des services de santé). À l'heure actuelle les prescriptions existantes (prescriptions de prévention de l'association d'assurance contre les accidents et conditions-type de l'Inspection du Travail et des Mines) ne prescrivent pas l'utilisation d'aiguilles médicales équipées d'un mécanisme de sécurité.

Il faut cependant préciser clairement que le Ministre de la Santé, soucieux - tout autant que ses collègues et leurs administrations/services associé(e)s - de prévenir les risques d'infection chez les personnels de santé et autres personnels exposés aux risques de piqûre, a encore récemment insisté - par une lettre de la Direction de la Santé à un gestionnaire de services de santé - sur l'application des mesures préventives, dont l'utilisation des matériels de sécurité (seringues à capuchon glissant, aiguilles rétractables etc.) lors d'actes à risque d'accidents d'exposition au sang. Dans cet ordre d'idées les administrations concernées seront chargées d'étudier les amendements à apporter aux prescriptions de prévention et prescriptions-type dans le sens de la réglementation technique allemande déjà évoquée par Madame la Députée, et qui nous paraît être judicieuse pour atteindre le but recherché en la matière. En attendant le Ministre de la Santé a dès à présent recommandé à tous les établissements concernés d'anticiper dans ce sens.

Question 2689 (10.7.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **installations sanitaires dans les nouveaux établissements scolaires:**

Actuellement plusieurs projets de construction d'établissement scolaires sont prévus sous la régie du Ministère des Travaux publics, notamment la nouvelle école européenne à Bertrange/Mamer et le Lycée de Junglinster.

Les documents parlementaires et techniques relatifs aux deux projets ne fournissent pas assez de précisions sur la technique prévue pour équiper les installations sanitaires et spécialement les toilettes. Comme il s'agit de bâtiments avec une capacité d'accueil de 3.000 élèves à Mamer et de 1.400 élèves à Junglinster, la consommation d'eau potable serait considérable en utilisant les techniques usuelles de chasses d'eau pour équiper les installations sanitaires. En utilisant des techniques soit sans consommation d'eau, soit à consommation réduite et une récupération des eaux pluviales, des économies substantielles d'eau potable pourraient être réalisées.

Ensuite, les deux projets ne mentionnent pas non plus une utilisation de l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque.

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que des techniques sans consommation d'eau respectivement à consommation réduite d'eau sont prévues pour équiper les toilettes?

- Pour quelles raisons la récupération des eaux pluviales n'a-t-elle pas été prévue?

- Pour quelles raisons n'a-t-on pas prévu l'utilisation de l'énergie solaire, soit pour les besoins thermiques, soit pour produire de l'électricité?

Réponse (19.9.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, j'ai l'honneur de vous informer qu'en ce qui concerne les mesures de réduction de la consommation de l'eau, il échet de préciser qu'aussi bien dans le Lycée de Junglinster que dans l'École Européenne II, toutes les toilettes sont équipées d'un système de chasse d'eau à deux fonctions (1 x 6 litres et 1 x 3 litres), correspondant à la technologie actuelle sur le marché.

En outre, le projet de Junglinster prévoit des urinoirs sans eau.

Enfin, tous les lavabos des sanitaires sont équipés avec des armatures poussoirs à arrêt automatique, ce qui réduit considérablement la consommation d'eau.

En ce qui concerne les techniques de la récupération des eaux pluviales, celle-ci n'est effectivement pas prévue pour les deux projets, ni pour les toilettes, ni pour un arrosage éventuel. En fait, vouloir utiliser l'eau de pluie pour les installations sanitaires sollicite la mise en place d'un réseau complètement séparé de sorte qu'une telle installation est particulièrement onéreuse.

Quant aux aménagements extérieurs, le choix s'est porté sur des plantes indigènes qui n'ont pas besoin d'un arrosage intensif. À noter encore à ce sujet que pour le lycée de Junglinster tout comme pour l'École européenne, les eaux du lycée et du contournement seront évacuées en système séparé avec bassins de rétention vers le collecteur communal.

Concernant l'utilisation de l'énergie solaire, soit pour les besoins thermiques, soit pour produire de l'électricité, l'on précise qu'en général, lors de la phase APS, des études sont entamées afin de déterminer l'énergie renouvelable la plus adaptée au type de construction et de son utilisation.

Dans le contexte des deux projets en question, le choix s'est porté sur un système de chauffage avec une chaudière à copeaux de bois. Cet investissement correspond approximativement à 1% du budget à investir dans des énergies renouvelables.

Il échet de remarquer que pour des projets scolaires, l'installation de collecteurs solaires n'est pas adaptée au fonctionnement recherché au motif qu'en été, alors que les collecteurs sont le plus rentables, l'école n'est pas occupée et la consommation d'eau chaude fortement réduite en conséquence.

L'utilisation de l'énergie photovoltaïque n'a pas été prise en considération dans la mesure où le système du chauffage en bois a été retenu à titre définitif et où l'installation de quelques panneaux pour des raisons pédagogiques se révélerait comme une solution peu rationnelle.

Question 2691 (10.7.2008) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau bâtiment pour la Police grand-ducale à Grevenmacher:**

Par la loi du 5 juillet 2004 le Gouvernement a été autorisé à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police grand-ducale à Grevenmacher.

Les travaux ont été entamés rapidement et le projet est déjà bien avancé.

Or, selon mes informations les travaux de construction sont suspendus depuis un certain temps.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons qui expliquent que les travaux sont interrompus depuis un certain temps?

- Quel est l'impact de ces problèmes sur l'état d'avancement du projet en général?

- Quelle est la date probable de la finalisation du projet de construction?

Réponse (22.9.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Par une question parlementaire N°2691 concernant la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police grand-ducale à Grevenmacher, l'honorable Député Lucien Clement voulait avoir des informations sur la suspension des travaux sur le site.

L'Administration des Bâtiments publics a, en effet, dû prendre la décision d'interrompre les travaux sur ce chantier alors que, d'une part, une contamination du sol par des hydrocarbures s'est produite et, d'autre part, un problème de stabilité du talus derrière le bâtiment projeté a été constaté.

À préciser qu'entre-temps, une décontamination selon les règles de l'art et sous la surveillance d'un bureau de contrôle et des administrations compétentes a été effectuée. En ce qui concerne les problèmes de stabilité du sol, des solutions techniques adéquates ont dû être élaborées. Ces deux situations ont évidemment entraîné des coûts supplémentaires imprévus.

C'est pour cette raison qu'il a été indispensable que l'Administration des Bâtiments publics, en collaboration avec les bureaux en charge de ce projet procède à diverses adaptations sans mettre pour autant en question la qualité intrinsèque du projet.

Les travaux devraient reprendre en principe en automne 2008.

Question 2692 (10.7.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **distribution gratuite de fruits dans les écoles:**

Pour lutter contre la prise de poids des enfants, la Commission européenne propose d'instaurer un système permettant aux écoles de mettre des fruits gratuitement à disposition des élèves. La commissaire à l'Agriculture Mariann Fischer Boel met sur la table un budget de 90 millions d'euros par an pour financer l'opération.

Cette idée est née lors de la réforme des subventions au secteur des fruits et légumes qui date de 2007. Plutôt que de retirer des fruits du marché et de les détruire, dans le but de soutenir les prix, il est prévu de les utiliser pour les distribuer gratuitement dans les écoles pour combattre le surpoids et l'obésité. Les États de l'Union européenne vont être appelés à décider s'ils participent eux aussi ensuite au financement de l'opération parce que l'idée de Bruxelles est que chaque pays verse des sommes équivalentes aux montants qu'il reçoit du budget communautaire pour la distribution de fruit et légumes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition de la Commission européenne?

- Le Gouvernement envisage-t-il appuyer cette proposition et le cas échéant participer au financement de l'opération?

Réponse (19.9.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Monsieur l'honorable Député se réfère à la proposition de règlement du Conseil modifiant les règlements (CE) N°1290/2005 relatif au financement de la politique agricole commune et (CE) N°1234/2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique») en vue de la mise en place d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école.

L'objectif général de cette proposition est l'élaboration d'un programme en faveur de la consommation de fruits (et légumes) dans les écoles à l'échelle de l'Union européenne et de créer ainsi un cadre d'action et de financement pour les initiatives des États membres qui visent à augmenter durablement la part des fruits et légumes dans l'alimentation des enfants, à un moment où se forment leurs habitudes alimentaires. Ce programme représente un investissement pour l'avenir, puisqu'il devrait permettre d'éviter ou de réduire les dépenses de santé liées à une mauvaise alimentation. En outre, les effets positifs sur la consommation concourent à la réalisation des objectifs de la PAC.

Le programme en question comprend les trois éléments suivants:

- la distribution gratuite de fruits (et/ou de légumes) dans les établissements scolaires,

- une série de mesures d'accompagnement,

- un suivi et une évaluation.

La mise en œuvre de ce programme est prévue dès l'année scolaire 2009/2010.

Le Conseil des Ministres de l'UE (Agriculture) est en train d'analyser cette proposition.

La délégation luxembourgeoise a pris une position favorable à l'adoption de cette proposition.

Le Ministère de l'Agriculture se propose de mettre à la disposition les crédits nécessaires au cofinancement national de cette mesure pour assurer l'objectif recherché.

Question 2695 (14.7.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **rénovation de la piscine du Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette:**

Les gouvernements successifs ont insisté à plusieurs reprises - et à juste titre - sur le fait que certaines parties du Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette devaient impérativement être modernisés.

Le 9 juillet 1999, le Conseil de Gouvernement a même décidé de construire un nouveau Lycée Hubert Clément sur un site à définir, le Ministre des Travaux publics de l'époque ayant quant à lui exprimé une nette préférence pour le site «Lentille Terres Rouges» à Esch/Alzette.

Après maints revirements dans ce dossier, il a finalement été décidé par le Gouvernement actuel de rénover les infrastructures existantes de ce lycée. Dans une première phase, les travaux de rénovation viseront la piscine du lycée et il est prévu d'en faire un projet pilote. Le début des travaux est programmé après les vacances de la Pentecôte 2009. Ces travaux ne manqueront pas de bouleverser, pendant une période prolongée, l'organisation scolaire de ce lycée. En effet, la piscine représente 50% des activités sportives du lycée, sans compter les plages horaires mises à disposition du Lycée de Garçons d'Esch/Alzette, de l'école primaire Jean Jaurès et d'un certain nombre d'associations sportives locales.

À titre de comparaison, le centre aquatique du Centre national sportif et culturel «la Coque» subira également des travaux de rénovation et ne sera fermé que pendant trois mois (mi-juin à fin septembre) et essentiellement pendant les vacances scolaires d'été.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Ne devrait-on pas également profiter des «grandes vacances» pour rénover la piscine du Lycée Hubert Clément sur la base d'un calendrier des travaux spécifiquement adapté aux exigences d'un établissement secondaire?

- Quand est-ce que le Gouvernement présentera un projet global pour la transformation et la rénovation du Lycée Hubert Clément incluant la mise en conformité des infrastructures actuelles, l'ajout de salles spéciales et la reconstruction du complexe sportif?

Réponse commune (19.9.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Par une question parlementaire N°2695 concernant les travaux de rénovation futurs du Lycée Hubert Clément Esch, l'honorable Député Félix Braz voulait savoir tout d'abord «si l'on ne devrait pas profiter des 'grandes vacances' pour rénover la piscine du Lycée Hubert Clément (...)».

Il y a lieu de préciser d'abord qu'il ne sera pas uniquement procédé à la rénovation de la piscine mais également à la rénovation de la cuisine et de la cantine du Lycée Hubert Clément à Esch/Alzette se trouvant dans un même bâtiment.

À cette occasion, l'Administration des Bâtiments publics procédera à un assainissement énergétique complet du clos et du couvert incluant les façades, les fenêtres et la toiture.

En outre, le bâtiment sera aménagé de façon à garantir un accès conforme aux personnes à mobilité réduite. De même, de nouveaux vestiaires pour professeurs seront créés et le sanitaire des douches dans les vestiaires existants sera remis à neuf. En outre, le faux-plafond de la piscine sera remplacé par un plafond acoustique. Enfin, la ventilation de la cuisine ainsi que celle de la piscine seront entièrement remplacées.

Les travaux en question commenceront en principe au mois de juin 2009 et continueront pendant toute la durée des vacances scolaires 2009. Il est prévu de demander les dérogations permettant de travailler pendant le congé collectif de 2009.

À noter que la durée intégrale prévue pour cette rénovation s'étend sur une période d'un an et il faudra élaborer, en collaboration avec les autorités scolaires, un planning précis qui permettra de déterminer la période de la fermeture de la piscine. La fermeture s'étendra probablement jusqu'à Noël 2009.

À préciser encore qu'à partir des vacances de Pentecôte, seulement six semaines de classe subsisteront avant les grandes vacances durant lesquelles les classes terminales n'ont plus de cours de sorte que le taux d'occupation des infrastructures sportives diminue de façon considérable. Les autres classes pourront profiter des plages libérées et utiliser les installations sportives extérieures à cette époque de l'année.

Tous les travaux effectués après Noël 2009 n'auront, en principe, plus d'influence sur le fonctionnement de la piscine. Le chantier devrait être entièrement terminé pour la rentrée scolaire 2010.

En ce qui concerne le programme du projet de transformation et de rénovation globale du Lycée Hubert Clément, l'on prévoit en principe les travaux suivants:

- l'assainissement énergétique des bâtiments existants;

- la démolition de la salle des sports vétuste ainsi que la construction d'une nouvelle aile des sports comprenant deux unités de sport;

- la création d'un bloc administratif pour la direction ainsi que six salles de classe et un atelier;

- des travaux de transformation dans le bâtiment existant pour pouvoir créer un auditoire ainsi qu'un TP pour la chimie, une salle pour la formation aux sciences, six salles de classe et une bibliothèque.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle vient de finaliser en début juillet 2008 le programme de construction détaillé et précis qui permettra à l'Administration des Bâtiments publics de lancer dorénavant les études nécessaires. Comme pour tout autre projet, une étude de faisabilité sera effectuée et soumise par la suite à la Commission d'analyse critique. Par la suite, des bureaux d'architectes et d'ingénieurs seront chargés d'élaborer d'abord l'avant-projet sommaire et, ensuite, l'avant-projet détaillé. Ce n'est qu'alors qu'un projet de loi pourra être déposé à la Chambre des Députés. Le dépôt d'un projet de loi ne pourra, dès lors, être envisagé que pour la fin de l'année 2009, début 2010.

Question 2697 (14.7.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **cas de leucémie infantile enregistrés par le Registre Morphologique des Tumeurs (RMT):**

Selon son site web, le Registre Morphologique des Tumeurs (RMT) du Laboratoire national de la Santé a pour premier but de recueillir les données nécessaires pour établir les statistiques annuelles des cas de cancers diagnostiqués au Luxembourg, ceci sur des bases morphologiques à partir des résultats des examens de pathologie fournis par les divisions d'anatomie pathologique, de cytologie clinique et d'hématologie. Actuellement, le RMT fait état d'environ 2.000 nouveaux cas de cancers diagnostiqués annuellement au Luxembourg.

Bien que très complet comparé aux registres de nos pays voisins, le registre luxembourgeois possède également ses points faibles, notamment en ce qui concerne les cas de leucémie infantile. Dans ce cas particulier, les prélèvements en vue d'une analyse, ainsi que leurs interprétations se font le plus souvent par des instituts spécialisés à l'étranger. La confirmation définitive du diagnostic échappe ainsi aux statistiques nationales, même si la suspicion initiale était basée sur un examen sanguin effectué au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part du Ministre:

- Est-ce qu'il y a des projets ou initiatives en cours visant à augmenter le degré d'exhaustivité du registre des tumeurs luxembourgeois? Dans le cas contraire, est-ce que des projets sont néanmoins prévus? Quelles sont les solutions envisageables dans le cas spécifique des leucémies infantiles?

- Quels sont les moyens humains alloués à la gestion du RMT? Est-ce qu'une augmentation des effectifs est prévue, vu l'augmentation continue du nombre de dossiers et de comptes rendus à analyser chaque année?

Réponse (5.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Afin d'augmenter le degré d'exhaustivité il a été décidé au sein de mon Ministère de développer le Registre Morphologique des Tumeurs actuel, tenu au Laboratoire national de Santé, en registre du cancer relié dans un deuxième temps à des registres hospitaliers. Les préparatifs de ce projet sont en cours et un cahier des charges a été élaboré par un groupe d'experts.

Ce registre national sera accompagné d'un conseil scientifique et aura pour mission de recenser tous les cas de cancers diagnostiqués et traités au Luxembourg, et dans la mesure du possible tous les cancers des ressortissants luxembourgeois diagnostiqués ou traités à l'étranger avec un suivi médical au Luxembourg.

Ce registre des cancers hautement exhaustif aura un volet médical avec des informations minimales sur les différents traitements.

Dans une deuxième phase ce registre pourra être relié aux différents registres hôpitaux du pays permettant ainsi, selon les besoins, une évaluation de toutes les données cliniques en fonction des différents types de cancer et des différentes questions épidémiologiques à examiner.

Sachant que le nombre des leucémies infantiles est et restera faible au Luxembourg, ceci en raison d'une population réduite dans un petit pays, et sachant que la majeure partie de ces enfants sont diagnostiqués et traités à l'étranger, il paraît opportun de trouver une solution à court terme pour retracer ces cas rares échappant aux statistiques nationales.

À moyen et à long terme une approche moyennant des liens avec les différents registres cliniques hospitaliers est envisageable. Par ailleurs une troisième approche, telle qu'elle est d'application pour le Registre du Cancer de la Sarre (RFA), serait de passer par le biais d'une déclaration par les médecins traitants.

Le fonctionnement du Registre Morphologique des Tumeurs est actuellement assuré par une équipe constituée d'un médecin et d'une data-manager travaillant à mi-temps, ainsi que par trois employées de bureau à tâche complète.

Le déploiement du Registre Morphologique des Tumeurs vers un registre du cancer morphologique et clinique nécessitera de facto une augmentation à court et à moyen terme d'un personnel hautement qualifié. Cette équipe devrait être constituée par des médecins spécialistes en épidémiologie à visée oncologique pour les études épidémiologiques descriptives et analytiques, par des statisticiens spécialisés dans le domaine médical pour l'évaluation des résultats et par des data-managers pour la collecte des données au niveau national et à l'étranger.

Question 2700 (15.7.2008) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **formation pour adultes:**

Sur le site Internet du Ministère de l'Éducation nationale on peut lire au sujet de la formation des adultes qu'elle s'adresse entre autres «aux personnes qui n'ont pas terminé leurs études ou formations et qui souhaitent acquérir une formation de base ou un diplôme de l'enseignement secondaire ou secondaire technique (2e voie de qualification)».

Le règlement grand-ducal du 8 mai 2007 exige des candidats des connaissances suffisantes de la langue dans laquelle une formation est dispensée, mesure compréhensible afin d'assurer un enseignement efficace. La majorité des cours pour l'obtention d'un CATP sont pourtant dispensés en allemand, excluant d'office une grande partie des personnes intéressées à compléter leurs qualifications au Luxembourg.

Dispensé en allemand uniquement, le cours CATP «informatique» illustre un réel problème: Alors que nous manquons d'informaticiens qualifiés sur le territoire, nous préférons les recruter à l'étranger au lieu de former les personnes résidentes motivées dont le seul «défaut» est leur manque de connaissance de la langue allemande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Pourquoi la plupart de ces formations ne sont pas dispensées en langue française? N'est-ce pas discriminatoire?

- N'est-il pas incohérent d'exclure une grande majorité des candidats potentiels en informatique alors que cette branche est toujours en pleine expansion et que l'on va de plus en plus loin pour recruter du personnel qualifié?

- Ne serait-il pas plus judicieux de prévoir cette formation dans les deux langues ainsi que toute autre formation qui joue ou jouera un rôle important pour notre économie?

Réponse commune (18.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Par tradition les branches à l'enseignement secondaire technique, notamment dans les classes du régime professionnel, sont dispensées en grande partie en langue allemande. Toutefois, depuis plusieurs années déjà, le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle entreprend de grands efforts pour organiser également des for-

mations en langue française. Ci-dessous, vous trouverez toutes les formations offertes en langue française:

Au régime technique de l'enseignement secondaire technique:

Division technique générale (LTC)

- Tous les cours, sauf l'allemand, sont donnés en français.

- En 10e et 11e, l'allemand est enseigné à deux niveaux.

- En 12e et 13e, il n'y a plus de cours d'allemand.

- Le niveau d'allemand est mentionné sur le diplôme final.

Division administrative et commerciale (LTC)

- Tous les cours, sauf l'allemand, sont donnés en français.

- À partir de la 10e, l'allemand est enseigné à deux niveaux.

- À l'examen final, l'élève se soumet à une épreuve d'allemand correspondant au niveau enseigné.

- Le niveau d'allemand est mentionné sur le diplôme.

Division des professions de santé et des professions sociales (10e et 11e au LTC, 12e, 13e et 14e au LTPS)

- Tous les cours, sauf l'allemand, sont donnés en français.

- En 10e et 11e, l'allemand est enseigné à deux niveaux.

- En 12e, 13e et 14e, les élèves choisissent deux langues parmi le français, l'anglais et l'allemand.

- Des connaissances en luxembourgeois sont requises.

Au régime de la formation de technicien:

Division administrative et commerciale (LTC)

- Tous les cours, sauf l'allemand, sont donnés en français.

- À partir de la 10e, l'allemand est enseigné à deux niveaux.

- À l'examen final, l'élève se soumet à une épreuve d'allemand correspondant au niveau enseigné.

- Le niveau d'allemand est mentionné sur le diplôme.

Division électrotechnique (LTE)

- Tous les cours sont donnés en français.

- Il n'y a pas de cours d'allemand.

Technicien en hôtellerie (LTHAH)

- En 10e et 11e, les langues allemande et française sont obligatoires.

- Un choix entre l'allemand et le français comme cours de langue se fait à partir de la 12e.

Technicien en tourisme (LTHAH)

- L'accès en 12e du technicien en tourisme est possible à partir de toutes les classes de 11e du régime de technicien et des classes de 3e de l'enseignement secondaire, donc aussi à partir de filières purement francophones.

Au régime professionnel:

- Les cours sont donnés en français.

- Il n'y a pas de cours d'allemand.

- Pour les sections marquées d'un astérisque (*), les cours sont bilingues.

Apprentissage CATP

Aide-soignant LTPS

Boucher LTB*

Boulanger LTB*

Coiffeur LTC

Cuisinier LTB*, LTHAH

Hôtelier-Restaurateur LTHAH

Installateur chauffage LTC, LTEtt*

Installateur sanitaire LTC, LTEtt*

Mécanicien automobile LTEtt

Métiers de l'électricité LTE

Métiers de la mode LTB*

Restaurateur,

option cuisine/ option service LTHAH

Serveur LTB*

Traiteur LTB*

Vendeur LTL

Apprentissage CITP

Installateur chauffage LTC, LTE*, NOSL*

Installateur sanitaire LTC, LTE*

Electricité LTC, LTE*, NOSL*

Mécanique automobile LTC, LTE*, NOSL*

Vendeur LTC, NOSL*, LTMA*

Apprentissage CCM

Coiffeur LTC, LTE*, LTEtt*

Lycées proposant des classes RLS (année scolaire 2008/2009):

- Lycée technique de Bonnevoie (LTB) à Luxembourg

- Lycée technique du Centre (LTC) à Luxembourg

- Lycée technique hôtelier Alexis Heck (LTHAH) à Diekirch

- Lycée technique pour Professions de Santé (LTPS)

- Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt)

- Lycée technique d'Esch/Alzette (LTE)

- Lycée technique de Lallange (LTL) à Esch/Alzette

- Lycée technique Mathias Adam (LTMA) à Pétange

- Nordstadtlycée (NOSL) à Diekirch

À noter que pour l'année scolaire prochaine, la formation du gestionnaire en logistique s'y ajoute. On constate donc que bon nombre de classes francophones sont organisées.

En ce qui concerne l'informaticien qualifié, il appert d'une enquête menée récemment par la FEDIL auprès des entreprises industrielles, financières et commerciales du Grand-Duché de Luxembourg dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), que les besoins en informaticiens qualifiés sont limités.

En effet, l'enquête réalisée, qui avait comme but de contribuer à mener une orientation professionnelle adaptée aux réalités du marché de l'emploi, montre qu'il y a de fortes prévisions d'embauche dans ce secteur pour les personnes hautement qualifiées. Les niveaux de formations recherchés dans le domaine des TIC sont les suivants:

- Master/Doctorat	24,3%
- Bachelor	34,5%
- BTS	17,7%
- Technicien	3,9%
- CATP	1,4%.

Les données fournies par le Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi corroborent cette enquête. En date du 4 juillet 2008, seulement 25 offres de postes d'apprentissage pour 28 demandeurs ont été signalées à cette administration.

À la lumière de ce qui précède, j'estime que pour le moment, il n'est pas indiqué de prévoir une classe francophone dans cette spécialité.

Question 2701 (15.7.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **vente de parts du capital d'une compagnie aérienne privée:**

Il me revient qu'une grande banque de notre place financière entend vendre les parts qu'elle détient dans le capital d'une compagnie aérienne privée.

Ainsi, j'aimerais poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend faire usage du droit de préemption de l'État luxembourgeois en tant qu'actionnaire de ladite compagnie aérienne et acquérir le cas échéant les parts de cette banque?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas, après usage du droit de préemption par l'État et après que l'État, en concertation avec la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, est devenu actionnaire majoritaire de cette compagnie aérienne, de procéder à une «nationalisation» de facto de ladite compagnie?

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas utile, dans l'esprit d'entrepreneur, de laisser la priorité de la reprise d'actions de ladite compagnie aérienne à des investisseurs privés?

Réponse (30.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur la vente de la participation de la société Fortis S.A. de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Le Gouvernement a été informé par courrier du 10 juin 2008 de l'intention de la société Fortis S.A. de vendre sa participation de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Suite aux discussions y relatives lors du Conseil de Gouvernement du 25 juillet 2008, l'État, qui détient actuellement 23,11% des actions de la société Luxair S.A., a décidé de faire utilisation de son droit de préemption concernant la vente de la participation de la société Fortis S.A. dans le capital de la société Luxair S.A..

La BCEE, détenant actuellement une participation de 13,41% dans le capital de la société Luxair S.A., en fera de même en vue de la reprise du reste du paquet Fortis mis en vente.

La décision de l'État de faire jouer en concertation avec la BCEE son droit de préemption a pour toile de fond l'intention du Gouvernement de conclure avec succès dans les prochains mois les discussions entamées visant la cession d'une grande partie de ce paquet à un partenaire stratégique et industriel compatible avec les intérêts de la société Luxair S.A..

Question 2702 (15.7.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **tarification des taxis:**

À l'occasion de l'inauguration de la nouvelle aérogare, Monsieur le Premier Ministre avait déclaré qu'à son avis au Luxembourg les prix des taxis étaient trop élevés.

Partant et au risque de me répéter, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur le Premier Ministre?

- Est-ce qu'une tarification forfaitaire pourrait, de l'avis de Monsieur le Ministre, mener à une baisse des prix? Les dispositions légales en vigueur permettent-elles une telle tarification? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il mettre en place un tel système de tarification?

Réponse (14.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le niveau des prix des courses en taxi est déterminé par plusieurs facteurs, notamment la réglementation des services de taxis issue de la loi du 18 mars 1997 qui limite l'offre sur le marché et qui organise la segmentation géographique du marché en cause. Ces éléments agissent sur la situation concurrentielle et sur la rentabilité des entreprises.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement élabore actuellement un nouveau régime qui rendra le marché plus ouvert et plus concurrentiel. La loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence a été modifiée le 11 mars 2008 dans le but d'anticiper les changements ci-dessus évoqués. Qu'il soit forfaitaire ou proportionnel au kilométrage parcouru, le système de tarification à mettre en place se basera sur une étude des coûts et des prix de revient du secteur.

Question 2703 (15.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **projet «Rapido»:**

E grousse Problem am deeglechen Verkéiersopkommes ass déi ëmmer méi grouss Zuel vu Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen. Dowéinst misst all Projet, dee mat onsen Nopeschlänner ausgeschafft gëtt, fir dëse Problem an de Grëff ze kréien, begréisst a virugedriwwe ginn.

Elo schéngt et wéi wann an der Belsch e Projet prett wier fir ëmgesat ze ginn, an zwar de Projet «Rapido», wou e Bus kéint an enger éischter Phas vun Habay an an enger zweeter Phas vun Neufchâteau bis op Lëtzebuerg fueren. Dëse Bus géif d'Standspuer vun der Autobunn notzen, wéi dat och schonns deelweis de Fall ass fir de Bustransport vu Frankräich aus op Lëtzebuerg.

An engem Interview an enger Lëtzebuerger Zeitung wonnert sech de Buergermeeschter vun Attert an der Belsch allerdéngs iwwert den «silence, côté luxembourgeois, du Ministre Lux, par rapport à cette proposition».

Dowéinst géif ech dem Här Transportminister gäre folgend Froe stellen:

1. Sidd Dir au courant iwwert dëse Projet?

2. Wa jo, wéi steet d'Regierung zu dësem Projet?

3. Kéint esou eng Verbindung kuerzfristeg ageriicht ginn, oder wat schwätzt géint esou eng Buslinn?

Réponse (7.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Mir ass vun engem Projet «Rapido» bis elo näischt bekannt.

Säit längerer Zäit fueren iwwregens ewell 13 Buslinnen aus dem belsche Grenzgebitt op Lëtzebuerg, dovu siwen, déi vu Betriber aus der Belsch ausgeféiert ginn, déi aner ginn am Kader vum RGTR no Lëtzebuerger Kritäre gefuer. Et däerft deemno kee Problem sinn eng weider Buslinn vun Habay oder Neufchâteau op Lëtzebuerg fueren ze loossen, wa sech dofir genuch Klienten interesséieren.

Ob allerdéngs dofir d'Standspur vun der Autobunn Arel-Lëtzebuerg genotzt ka ginn, hänkt vum Resultat vun eiser aktueller Etüd doriwwer of. Am Moment fueren och d'Busser vu Frankräich aus op Lëtzebuerg net op der Standspur vun den Autobunnen.

Question 2704 (16.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **corruption auprès de l'Administration des Douanes et Accises:**

Ënnert dem Titel «Massiver Korruptionsverdacht» informéiert d'Wochenzäitschrëft «Télécran» an hirer Editioun vum 16. Juli iwwert d'Ënnerschloung vu Gelder aus Protokolle bei der Douane, méi genee bei der «Brigade motorisée» vu Fréiseng. Deem Artikel no géif et sech ëm zirka 100.000 Euro handelen, déi vun enger oder méi Persounen ënnerschloe gi wären. Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir dës Zeitungsinformatioun bestätegen?

2. Wa jo, wéi vill Persounen sinn implizéiert, iwwer wat fir en Zäitraum erstrecke sech dës Machenschaften a wéi héich ass de Schued, deen dem Lëtzebuerger Stat entstanen ass?

3. Wat fir immediat Sanktioune si gegebenefalls géint déi verantwortlech Fonctionnairë geholl ginn?

4. Wouraus besteet de Sécherheetsdispositif an der Administratioun vun der Douane fir esou Machenschaften ze ënnerbannen? Wann dësen Dispositif versot huet, wou sinn d'Schwaachstelle gewiescht?

5. Wat sinn d'Konklusiounen, déi Dir aus dëser Affär zitt, respektiv d'Moossnamen um administrative Plang, déi Dir huele wëllt, fir datt sou Virfäll sech net méi widderhuele kënnen?

Réponse (29.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Une confirmation de la qualification juridique des faits et de la portée de l'instruction judiciaire en cours dont fait état l'article de presse auquel il est fait référence m'est impossible et j'entends ainsi me limiter à lui fournir les explications et les précisions administratives requises dans l'affaire soulevée.

Simultanément à sa notification adressée à Monsieur le Procureur d'État conformément à l'article 23 (2) du Code d'instruction criminelle, Monsieur le Directeur des Douanes et Accises m'a informé en date du 30 avril 2008 du manquement grave d'un fonctionnaire de l'Administration des Douanes et Accises affecté à la brigade motorisée de Frisange aux devoirs prévus à l'article 9 (1) et (2) ainsi qu'à l'article 10 (1) premier paragraphe et l'article 9 (3) de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

En considération des faits découverts et des précisions fournies par l'Administration des Douanes et Accises, Monsieur le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire a été saisi par mes soins en vue d'ouvrir une procédure à l'encontre du fonctionnaire visé conformément à l'article 56 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

En outre, j'ai prononcé en date du 5 mai 2008 à l'encontre dudit fonctionnaire une suspension de l'exercice de ses fonctions jusqu'à décision définitive conformément à l'article 48 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Le fonctionnaire visé se voit en effet reproché d'avoir soustrait des fonds publics qui lui étaient confiés dans le cadre de son travail quotidien avec l'obligation de les verser directement sur le compte chèque de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

La conclusion de la reconstitution administrative interne ordonnée par Monsieur le Directeur des Douanes et Accises pour analyser la façon dont le fonctionnaire visé a su déjouer le système de contrôle en place jusqu'au début de l'année courante est double.

D'une part, le fonctionnaire a su mettre à profit une faille procédurale dans le système informatique «Douane Contrôle (DOCON)», et, d'autre part, le fonctionnaire visé n'a pas fait l'objet du contrôle requis dans le cadre des instructions internes relatives aux avertissements taxés.

La procédure relative à la gestion des avertissements taxés dans le système DOCON a permis au fonctionnaire d'introduire dans le système les avertissements taxés établis par lui en déclarant que les versements des sommes perçues se trouvent effectués auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sans que ces versements soient par après intervenus.

La vérification, détaillée et rétroactive, sur pièce et comptabilité informatique ordonnée par le Directeur de l'Administration des Douanes et Accises amène au résultat qu'aucun agissement identique d'autres agents a eu lieu.

L'Administration des Douanes et Accises, en concertation avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, a fait remplacer tous les carnets d'avertissements taxés par des nouveaux et a conçu une nouvelle procédure de versement de fonds de sorte à obliger dorénavant les agents des Douanes et Accises de verser toute somme d'argent exclusivement sur le compte chèque de la Recette Centrale des Douanes et Accises.

En accord avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, les fonds déposés à la Recette Centrale des Douanes et Accises seront transférés en bloc une fois par mois après un contrôle administratif et financier complet.

En plus de la possibilité introduite dans le système informatique de détecter automatiquement tout retard relatif au délai de versement de fonds par un agent et afin de permettre une vérification continue et un contrôle individualisé, l'attribution de nouveaux carnets d'avertissements taxés est conditionnée par l'obligation de retourner au préalable toutes les souches des avertissements taxés des carnets leurs délivrés auparavant avec les récépissés originaux de versements de l'institut bancaire.

Si le comportement fautif et malhonnête qui a permis de détourner une somme atteignant un total de 88.000 euros incombe donc indiscutablement au fonctionnaire suspendu, le prolongement de l'imposture se trouve reproché aussi à son supérieur hiérarchique immédiat qui a omis, depuis août 2006, de vérifier et de contrôler la gestion correcte des carnets d'avertissements taxés dudit fonctionnaire et partant le versement en conformité avec les instructions de services des sommes d'argents perçues par ce dernier au nom et pour le compte de l'État.

Au vu de ce dernier constat, j'ai saisi, conformément à l'article 56 paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, Monsieur le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire aux fins de procéder à une instruction à l'encontre de ce supérieur hiérarchique qui a manqué à son devoir de contrôle et de surveillance stipulé par les instructions internes à l'Administration des Douanes et Accises.

Tous les inspecteurs divisionnaires ont été instruits à veiller personnellement à ce que les lieutenants, supérieurs hiérarchiques des brigades motorisées, effectuent dorénavant leurs contrôles avec toute la diligence requise sans exception aucune conformément aux instructions en la matière.

Les mesures décidées qui se trouvent mises en œuvre et suivies permettent d'affirmer que la reproduction d'un tel détournement de fonds est exclue.

Pour conclure, je souhaite faire remarquer que Monsieur le Directeur des Douanes et Accises m'a fait savoir que l'affaire ne laisse point indifférent les fonctionnaires des Douanes et Accises qui regrettent profondément qu'un des leurs, par son comportement inqualifiable, terne le dévouement et l'engagement quotidien du corps entier.

Question 2705 (16.7.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **passeport européen pour les sociétés de gestion:**

La création d'un véritable marché européen des fonds coordonnés ou «Ucits» avance à grands pas. La quatrième révision sur ces fonds qui prévoit l'assouplissement de leur cadre réglementaire est actuellement discutée.

Dans ce contexte est également discutée la création d'un passeport européen pour les sociétés de gestion. Ces sociétés souhaitent qu'un acteur dans un pays donné puisse créer des fonds domiciliés dans un autre pays de l'Union européenne et non plus seulement dans leur pays comme c'est le cas à l'heure actuelle.

Un tel passeport de sociétés de gestion pourrait le cas échéant conduire à une perte d'activité pour l'industrie de fonds à Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au projet de révision de la directive «Ucits 4»?

- Où en sont actuellement sur le plan européen les discussions au sujet de la création d'un passeport européen pour les sociétés de gestion?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette initiative?

Réponse (7.8.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement a accueilli favorablement, dans ses grandes orientations, le projet de révision de la directive OPCVM. Les propositions de la Commission auront, à notre avis, des retombées positives à la fois pour l'industrie des fonds d'investissement et pour les investisseurs. Une procédure de notification simplifiée devrait faciliter pour les promoteurs la commercialisation transfrontalière des OPCVM et offrir aux consommateurs un plus grand choix de produits aux moindres coûts. Les mesures relatives aux fusions transfrontalières et au «pooling» d'actifs devraient contribuer à la création d'économies d'échelle et améliorer la compétitivité des OPCVM par le biais d'une réduction des coûts et la création d'effets de synergie. Un prospectus simplifié, plus court et plus lisible, devrait permettre aux investisseurs de détail de mieux appréhender les produits et faciliter leur comparaison. Enfin, les nouvelles propositions de la Commission renforceront la coopération entre autorités de surveillance et par là même renforceront la protection des investisseurs.

Le Gouvernement salue l'approche de la Commission de traiter à part le sujet du passeport des sociétés de gestion.

Le Gouvernement estime qu'un équilibre doit être trouvé entre d'une part la possibilité accordée à un gestionnaire d'actifs de pouvoir gérer un fonds à distance et d'autre part la nécessité de protéger les intérêts des investisseurs, ce qui exige une surveillance efficace et une substance réelle de l'OPCVM dans son État d'origine.

Question 2707 (17.7.2008) de **MM. Claude Adam** et **Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **langue des signes:**

En juin 1988, le Parlement européen approuvait une résolution concernant les langues et demandant à tous les États-membres de reconnaître sa langue des signes comme langue officielle des sourds.

Depuis de nombreux pays ont officialisé leur langue des signes.

Parmi eux, nous pouvons citer le Danemark, l'Allemagne, la France, le Portugal, la Belgique (régions wallonne et flamande), etc...

Il existe bien une multitude de langues des signes nationales, parfois régionales, mais au Luxembourg, la langue «gestuelle» luxembourgeoise n'est pas reconnue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- 20 ans après l'adoption de cette résolution au Parlement européen, le Luxembourg ne devrait-il pas enfin entamer un processus de reconnaissance officielle de la langue des signes?

- Si le Luxembourg ne choisit pas d'aller dans la voie de la reconnaissance constitutionnelle de la langue des signes, ne devrait-il pas la reconnaître sous une autre forme (par exemple: langue d'éducation des sourds, etc.)? Dans l'affirmative, laquelle?

- Tant que les langues des signes ne sont pas formellement reconnues, ne devrait-on pas prendre davantage en considération leur usage lors de l'élaboration de lois et règlements afin qu'ils soient compatibles avec l'exercice d'une langue signée (par exemple: maîtrise des langues dans le projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise, etc.)?

Réponse commune (12.9.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La langue des signes constitue une langue à part entière, avec son vocabulaire, sa grammaire et sa syntaxe, qui utilise non pas le canal audio-oral mais la modalité visuelle-gestuelle adoptée par une communauté de personnes présentant une déficience auditive. Elle n'est dès lors pas une langue universelle. Elle diffère de pays en pays et parfois même de région en région. Une personne allemande, locutrice de la DGS (Deutsche Gebärdensprache) ne pourra d'emblée communiquer aisément avec une personne utilisant la langue des signes française ou néerlandaise. Or, ces problèmes de communication ne se posent non seulement entre personnes qui utilisent différentes langues des signes mais aussi entre les personnes ayant bénéficié d'une éducation strictement oraliste et celles communiquant exclusivement au moyen d'une langue des signes. À noter qu'il n'existe pas de langue des signes luxembourgeoise.

Une autre technique qui permet aux personnes malentendantes ou sourdes de communiquer entre elles et/ou avec des personnes entendantes est celle des langues orales signées qui doivent être comprises comme un système de communication qui utilise les signes des langues gestuelles avec l'ordre des mots et les règles grammaticales de la langue orale correspondante. Il s'agit donc d'un système mixte qui est souvent utilisé dans la communication entre personnes ayant une déficience auditive et personnes entendantes et dans l'enseignement de la langue orale aux enfants sourds et malentendants.

Les statistiques concernant les personnes utilisant une quelconque langue des signes ne sont pas centralisées. Actuellement, les organisations de et pour personnes présentant une déficience auditive estiment à 100 le nombre des personnes qui utiliseraient actuellement au Luxembourg la langue des signes allemande et à 60 les personnes qui communiqueraient en une autre langue des signes.

L'éducation des personnes malentendantes et sourdes se fait principalement en allemand. Cette situation a pour conséquence que les enfants issus de familles romanophones se voient dans l'impossibilité de communiquer avec leurs proches qui ne parlent pas l'allemand ou de continuer leurs études dans un pays francophone. Ainsi l'une ou l'autre de ces familles a choisi d'orienter leur enfant dès le début vers un enseignement en Belgique ou en France.

Au niveau de l'éducation nationale, il convient encore de relever que 57 enfants présentant une déficience auditive sont actuellement pris en charge au Centre de Logopédie. (Ces enfants utilisent principalement l'allemand signé comme moyen de communication.)

La situation linguistique particulière du Grand-duché se caractérise par la pratique et la reconnaissance de trois langues officielles. Ce trilinguisme combiné au défaut de langue des signes luxembourgeoise implique que les personnes qui présentent une déficience auditive et qui veulent communiquer en langue des signes sont obligés de recourir soit à la langue des signes allemande, soit à la langue des signes française, soit à la langue des signes de Belgique francophone ou une des nombreuses autres langues des signes.

Il résulte des développements qui précèdent que trouver un accord sur la langue des signes à reconnaître au Luxembourg n'est pas tâche facile au vu du risque élevé de discrimination de l'un ou de l'autre groupe. Or, c'est une condition «sine qua non» pour pouvoir entamer un quelconque processus de reconnaissance officielle.

Si cette question se révèle très complexe, il convient toutefois de relever qu'en attendant cet accord, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a conventionné dès 2007 un demi-poste d'interprète en langue des signes auprès de l'a.s.b.l. «Solidarität mit Hörgeschädigten» qui se tient à disposition de toute personne intéressée et qui assiste les personnes ayant une déficience auditive dans différentes situations, notamment au bureau de police ou lors de visites médicales.

Il s'agit d'un projet qui devrait, après une phase de démarrage, permettre de mieux cerner les besoins de la population malentendante ou sourde vivant au Luxembourg et d'avancer au niveau de la question de la reconnaissance d'une langue des signes au Luxembourg.

Question 2708 (18.7.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**utilisation du sirop de fructose-glucose dans l'agroalimentaire:**

Le sirop de fructose-glucose, qui provient de l'amidon c'est-à-dire soit du maïs soit du blé, est de plus en plus utilisé dans l'industrie agroalimentaire en remplacement du sucre de canne ou de la betterave en raison de son coût inférieur et de son pouvoir sucrant supérieur. On le retrouve dans la plupart des boissons gazeuses, mais également dans les yaourts, dans les plats préparés et aliments congelés.

Il est admis depuis belle lurette que sa consommation excessive augmente la synthèse de triglycérides responsable de l'obturation des artères. D'après certaines études, il serait également incriminé dans l'obésité, car il favoriserait le stockage des graisses ainsi que de la stéatose hépatique (maladie du foie). Or, pour ne reprendre que l'exemple de l'obésité, la lutte contre cette maladie constitue une des priorités sanitaires les plus importantes vu le coût effarant en termes de dépenses de santé publique qu'elle engendre annuellement.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- si le Gouvernement est au courant des dernières études concernant les effets néfastes de l'utilisation du sirop de fructose-glucose dans l'industrie agroalimentaire. Quelle est son opinion par rapport à ces études? Partage-t-il ou non les inquiétudes de certains chercheurs qui mettent en garde contre les effets nocifs de cet ingrédient et prônent sa suppression?

- Ne faudrait-il pas réglementer son utilisation au niveau de l'industrie agroalimentaire nationale voire à terme interdire son utilisation dans les produits luxembourgeois?

- N'estime-t-il pas nécessaire de se concerter au niveau européen et par voie de conséquence n'entend-il pas agir au niveau de l'Union européenne afin d'obtenir une réglementation stricte voire une interdiction de l'utilisation de ce sirop dans l'alimentation agroalimentaire au niveau européen?

Réponse (19.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député s'enquiert des possibles effets que peut avoir sur la santé une consommation excessive de sirop de fructose-glucose. Ce sirop, qui provient de l'amidon de blé, voire de l'amidon de maïs, et dont le prix est nettement plus avantageux, est un additif alimentaire résultant de processus enzymatiques qui augmentent la teneur en fructose du sirop d'amidon.

On retrouve le sirop de fructose-glucose surtout dans les boissons gazeuses, les laitages aux fruits, les desserts fruités ainsi que dans certaines sauces. Ce sirop possède un pouvoir sucrant comparable à celui du sucre de table (saccharose).

Monsieur le Député se réfère à plusieurs études qui ont démontré qu'un apport important de fructose augmente le taux sanguin en triglycérides. En effet, le fructose affecte le métabolisme lipidique dans le foie en favorisant la formation de précurseurs des triglycérides. Cependant, ces études qui ont été effectuées in vitro et in vivo, portaient sur les effets d'apports de fructose pur, et non pas sur le mélange fructose-glucose. Toujours en ce qui concerne les effets du seul fructose, une étude qui a été effectuée sur des souris, indique que ce produit peut favoriser l'obésité.

Au niveau national, certaines préparations de fruits, qui contiennent du sirop de fructose-glucose à base de blé, sont utilisées pour la fabrication de laitages et de desserts fruités. S'agissant d'un édulcorant calorique ayant le même apport en calories, il est évident qu'une consommation excessive de sirop de fructose-glucose peut entraîner une prise de poids. Par contre, une consommation raisonnable, de surcroît dans le cadre d'une alimentation saine et équilibrée n'a pas d'influence sur le poids.

Cela étant dit, je reste persuadé de la nécessité de continuer à in-

former la population sur les effets néfastes sur la santé d'une consommation excessive de sucres quels qu'ils soient, et de favoriser plutôt des modes de vie sains, à l'instar de ce qui se fait notamment par le biais de l'initiative intitulée «Gesond iessen, méi bewegen».

Toujours est-il que mes services suivent l'évolution des connaissances scientifiques dans ce domaine, ainsi que les initiatives éventuelles à venir au niveau de la réglementation à l'échelon européen.

Question 2709 (18.7.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**invitation au retour assisté pour des demandeurs d'asile:**

Il me revient que bon nombre de demandeurs d'asile déboutés ou en situation de tolérance se voient invités ces dernières semaines par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration pour signer un retour assisté dans leur pays d'origine.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de personnes ayant reçu telle invitation?

- Quels sont les critères appliqués par votre Ministère pour sélectionner les attributaires de cette invitation?

- Y a-t-il parmi les concernées, des personnes en provenance du Kosovo ainsi que des personnes appartenant à des minorités du Kosovo? Quels sont les pays d'origine des autres personnes?

- Une aide financière est-elle prévue pour la réinstallation des personnes qui optent pour ce retour assisté?

Question 2725 (29.7.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **retours forcés vers le Kosovo:**

Dans plusieurs rapports, l'organisation «Human Rights Watch» dénonce les nombreux actes de violence physique à motivations raciste et ethnique qu'endure au quotidien la minorité serbe du Kosovo. Vu que dans les prochains jours des retours forcés vers le Kosovo semblent être prévus à partir du Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre de personnes dont l'expulsion est prévue pendant les mois de juillet, août et septembre 2008 à partir du Luxembourg?

- Quelle est la répartition entre adultes et mineurs?

- Quelle est la durée moyenne de leur résidence au Grand-Duché?

- Combien d'enfants étaient scolarisés au Luxembourg?

- Quelle est la durée moyenne de scolarisation des enfants concernés?

- Vers quelles régions ces personnes seront-elles expulsées?

- Est-ce qu'à votre avis la sécurité des minorités serbes, roms et autres est garantie au Kosovo?

Réponse (14.8.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a adressé en date du 17 juin 2008 un courrier à 87 personnes appartenant à des minorités du Kosovo (20 personnes seules et 16 familles) ayant bénéficié d'une tolérance après avoir été déboutées de leur demande d'asile posée après le 1er janvier 2005. Les personnes concernées ont donc séjourné moins de trois ans au Luxembourg.

Les personnes ont été informées de la décision du gouvernement de respectivement leur retirer et ne pas renouveler cette tolérance compte tenu de l'évolution de la situation au Kosovo. Le Gouvernement estime que les circonstances de fait ayant empêché l'exécution matérielle du retour de ces personnes au Kosovo, telles qu'énoncées à l'article 22 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ne sont plus données. En effet, la sécurité de ces personnes appartenant à des minorités n'est plus menacée, et leurs droits sont garantis par les nouvelles autorités kosovares.

Ces 87 personnes appartiennent aux minorités suivantes:

- origine bochniaque: 46 personnes;

- origine goranaise: 20 personnes;

- origine serbe: 19 personnes;

- origine albanaise: 2 personnes.

En respect de la procédure administrative non contentieuse, le Ministre a accordé un délai de 15 jours aux personnes contactées pour présenter leurs observations. Par la suite, le Ministre a effectué un nouvel examen individuel de chaque dossier avant de procéder au retrait définitif de la tolérance en l'absence d'aucune raison médicale ou humanitaire. Seules les personnes pour lesquelles l'UNMIK a marqué son accord pour un retour au Kosovo seront rapatriées. En effet, l'UNMIK vérifie, indépendamment de l'appartenance ethnique, si les critères concernant la sécurité individuelle d'une personne sont remplis.

Le Ministre a vivement encouragé les personnes concernées à opter pour un retour volontaire vers le Kosovo, en leur proposant un encadrement spécifique devant les aider à préparer au mieux ce retour. Les personnes étaient informées en plus que l'aide financière au retour était augmentée à un montant de 1.800 euros par adulte et 900 euros par enfant pour toutes les personnes acceptant un retour volontaire. Pratiquement personne n'a manifesté son intention d'accepter un retour volontaire en bénéficiant ainsi de cette aide matérielle et de l'encadrement spécifique proposé.

Le 5 août dernier, le Ministre a présenté le mandat confié à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) relatif à une assistance lors du retour de ces personnes, de même que lors de leur réintégration dans leur pays d'origine. Cette assistance évaluée selon les besoins individuels peut consister, outre en une assistance au départ, après le retour notamment en une assistance matérielle (hébergement, nourriture, habillement…), une assistance légale, une assistance médicale ou une assistance dans la réintégration scolaire des enfants et la recherche d'un emploi. L'OIM collabore étroitement au sein de partenariats avec des organisations de réfugiés et de migrants, des ONG, des gouvernements ou avec d'autres organisations internationales. En ce qui concerne le Kosovo, l'OIM possède un bureau principal à Pristina, ainsi que des antennes à Mitrovica, Peja, Gjilan, Prizren, Zvecan, Gllognoc et Vushri.

Parmi les 61 personnes qui doivent rentrer au Kosovo et pour lesquelles l'UNMIK a délivré les documents nécessaires au retour, 30 avaient reçu le courrier du 17 juin prémentionné; 31 personnes n'ont pas reçu de courrier spécifique, alors qu'elles n'ont jamais bénéficié d'une tolérance. 45 personnes parmi les 61 sont des adultes (dont 21 des personnes seules), 16 des enfants, dont 13 étaient scolarisés pendant leur séjour de 1 à 3 ans au pays.

Le 7 août, ces différentes mesures ont également été présentées aux représentants du Collectif Réfugiés, et le délai accordé aux personnes pour décider de retourner volontairement et de bénéficier ainsi des aides a été prolongé jusqu'au 11 août au soir.

Question 2710 (18.7.2008) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**augmentation des accises sur le tabac:**

En date du 16 juillet 2008, la Commission européenne a présenté une proposition de directive visant à augmenter les niveaux minimaux communautaires de taxation applicables aux cigarettes et au tabac fine coupe. D'après la Commission européenne, cette proposition ne réduira pas seulement les écarts de prix des produits du tabac au sein de l'Union européenne, mais contribuera également à endiguer le commerce illicite et les achats transfrontaliers. Avec l'objectif déclaré de réduire la consommation de tabac dans l'Union européenne de 10% dans les cinq prochaines années, la proposition se veut également de soutenir les objectifs de l'Union en matière de protection de la santé.

Selon la nouvelle proposition, d'ici à 2014, les accises perçues sur les cigarettes doivent représenter au moins 63% du prix moyen pondéré de vente au détail des cigarettes vendues et s'élever au moins à 90 euros par 1000 cigarettes. Selon des articles de presse, le Luxembourg devrait, pour correspondre aux exigences de cette proposition, augmenter de 25,4% les prix des cigarettes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement à l'égard de cette proposition de directive?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'augmentation des accises sur le tabac soit une mesure appropriée pour réduire la consommation de tabac et ainsi contribuer à une santé publique améliorée?

Réponse (25.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La récente proposition de directive de la Commission européenne visant une hausse des prix des produits de tabac se doit d'être considérée dans son juste contexte. Alors que le prix de ces produits influe sur les habitudes des gens en matière de consommation de tabac, il n'en est pas moins vrai qu'une augmentation des prix des produits de tabac risque également de dynamiser l'activité de contrebande et de contrefaçon de ces produits.

Les produits contrefaits sont par ailleurs de plus en plus facilement accessibles à travers internet. S'y ajoute que certains pays se trouvant aux frontières extérieures de l'UE, où les produits de tabac sont moins chers qu'à l'intérieur de l'UE, sont de plus en plus accessibles. Il s'ensuit que le renchérissement des produits de tabac risquerait d'abord de renforcer la position compétitive de ces pays aux dépens de l'UE.

L'ensemble de ces facteurs fait par ailleurs que l'inflation, qui atteint d'ores et déjà des taux incompatibles avec l'objectif de stabilité des prix dans la zone euro, risquerait de s'accélérer davantage.

Il y a également lieu de constater que ce sont surtout les nouveaux pays de l'UE qui sont touchés par la hausse des prix. La position géographique de certains pays de l'Est fait que ces derniers risqueraient de s'exposer davantage au trafic illicite de produits de tabac, phénomène combattu par la Commission européenne qui a signé en concertation avec les États membres plusieurs accords de coopération avec des grands producteurs de cigarettes afin d'endiguer le phénomène.

Même s'il est prématuré de faire des développements exhaustifs quant aux répercussions exactes sur le marché des tabacs au Luxembourg, ci-après quelques exemples de calculs montrant l'impact de la proposition de directive sur les différents prix des produits de tabacs:

1. Le prix de vente du paquet populaire de cigarettes servant de base pour le calcul du minima des accises (57%) est actuellement 4,00 €/ 25 cigarettes.

Si la proposition de directive était adoptée en l'état, l'accise minimale à respecter à partir de 2010 ne se verrait pas modifiée, sauf que le calcul ne se fait plus sur base du paquet populaire mais sur base du prix moyen pondéré (PMP).

L'évolution du prix du paquet de 25 cigarettes pourrait dès lors être la suivante au Luxembourg au fil des prochaines années:

Cigarettes	1.7.2008	1.1.2010	1.1.2014
Prix	4,00 €	4,375 €	6,50 €
Charge fiscale	2,28 €	2,49 €	4,35 €

La charge fiscale totale serait de 4,35 euros par paquet de cigarettes au 1er janvier 2014, contre 2,28 euros aujourd'hui.

2. Pour le tabac «fine coupe» l'augmentation proposée des accises donnerait l'évolution suivante pour le prix de vente de ce produit au Luxembourg au 1er janvier 2014:

Paquet de ... gr	Prix de vente 1.7.2008	Prix de vente 1.1.2010	Prix de vente 1.1.2014
50	3,05 €	4,25 €	5,50 €
100	6,10 €	8,50 €	11,00 €
200	12,20 €	17,00 €	22,00 €

La charge fiscale totale serait de 71,20 euros par kg au 1er janvier 2014, contre 36 euros aujourd'hui.

S'il est vrai que le Luxembourg collaborera activement à la recherche d'un nouveau compromis en matière de fiscalité des tabacs, la proposition faite par la Commission semble être loin de faire l'unanimité.

Question 2711 (18.7.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**incident nucléaire de Tricastin:**

Le 2 juillet 2008, la société Socatri qui traite des effluents radioactifs sur le site nucléaire français de Tricastin, constate un défaut d'étanchéité sur un bac de rétention entourant une cuve de solution uranifère. Six jours plus tard, le 8 juillet, on découvre un débordement de cette solution et sa fuite - avec environ 74 kg d'uranium - dans l'environnement. Aujourd'hui, des doutes persistent toujours sur l'étendue de la pollution. L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) a repéré dans la nappe phréatique des concentrations anormales et fluctuantes d'uranium qui ne s'expliqueraient pas par cet incident mais indiqueraient éventuellement une contamination préexistante. Au vu des résultats inquiétants, le Ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo a décidé de lancer un contrôle systématique des nappes phréatiques près de toutes les centrales nucléaires françaises.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que vous suivez activement les développements autour de ce nouvel incident nucléaire?

- Vu l'intention du Ministre Borloo de faire analyser les nappes phréatiques autour de toutes les centrales françaises, est-ce que vous entendez demander auprès des autorités françaises les résultats complets des analyses pour les nappes phréatiques à proximité de la centrale de Cattenom?

- Entendez-vous insister auprès de Monsieur Borloo pour que ces analyses ne soient pas réalisées par les exploitants des centrales nucléaires eux-mêmes?

- Est-ce que des analyses radiologiques des eaux souterraines ont déjà été effectuées à proximité de la centrale nucléaire de Cattenom de par le passé?

- Est-ce que la nappe phréatique en dessous du site de Cattenom se prolonge sur le territoire luxembourgeois?

- L'OMS préconise une limite à ne pas dépasser de 15 µg d'uranium par litre d'eau potable. Quelle est la norme afférente luxembourgeoise en matière d'eau potable et en matière d'eau minérale naturelle?

Réponse commune (3.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La division de la radioprotection auprès de la Direction de la Santé suit activement tous les développements autour des incidents nucléaires, où qu'ils se produisent. Dans le présent cas les agents de ce service ont immédiatement pris contact avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) en France.

En France le Ministre compétent, à savoir celui de l'écologie, a demandé dès le 22 juillet au Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN) d'élaborer un avis sur le suivi radio-écologique de l'ensemble des sites nucléaires. Le HCTISN a été créé par la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. Il est composé de 34 membres nommés, pour une durée de six ans, par décret du 28 février 2008. Avec des représentants de toutes les parties prenantes concernées, le HCTISN constitue un lieu de débat pluraliste et indépendant. En vertu de ce statut indépendant du HCTISN, la division de la radioprotection est d'avis que les vérifications des nappes phréatiques à proximité de la centrale de Cattenom seront réalisées en toute transparence et impartialité. Elle va évidemment demander les résultats complets des analyses concernant le site de Cattenom.

Les développements autour de l'incident en question seront à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire qui aura lieu au premier trimestre de l'année 2009. Ce cadre offre aux autorités françaises la possibilité de présenter en détail le projet du suivi radio-écologique du site nucléaire de Cattenom. La délégation luxembourgeoise soulignera à cette occasion l'impor-

tance d'une analyse indépendante et exhaustive.

En dessous du site de Cattenom des analyses sont réalisées tous les mois depuis la création du site pour déterminer le taux de radioactivité dans les eaux souterraines. Du côté luxembourgeois, la division de la radioprotection, en collaboration avec l'Administration de la Gestion de l'Eau, effectue depuis l'an 2000 régulièrement des analyses radiologiques sur des échantillons d'eau souterraine mis à disposition par les syndicats d'eau. Depuis deux ans une quarantaine de communes se sont également ralliées à ce programme.

S'agissant de la question de la nappe phréatique soulevée par l'honorable Parlementaire, il est clair que les couches géologiques et les nappes aquifères ne s'arrêtent pas aux frontières. La centrale de Cattenom repose sur les couches géologiques du Pliensbachien (Lias moyen). Ce substratum géologique est constitué de marnes très peu perméables jusqu'à une profondeur d'environ 75 mètres, suivies d'une alternance de marnes et de calcaires. La formation aquifère du Grès d'Hettange, qui peut être rattachée au Grès de Luxembourg, se trouve à une profondeur supérieure à 190 mètres. Ces couches géologiques font partie du bassin de Paris et plongent vers le centre de ce bassin.

En conséquence, en plus d'une excellente protection naturelle par la barrière des couches imperméables qui le protègent, on constate que les circulations d'eaux souterraines dans cet aquifère se font en direction du Luxembourg vers le site de Cattenom. Une influence sur l'aquifère du Grès de Luxembourg, réserve d'eau d'importance nationale, peut donc être exclue.

La directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine définit une limite de dose efficace de 0,1 Milli-Sievert par année résultant de la consommation d'eau potable. Cette limite d'exposition a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et comprend essentiellement le risque radiologique de l'ensemble des radionucléides susceptibles d'être représenté dans l'eau potable, le tritium, le potassium-40, le radon et ses produits de filiation étant exclus. Une limite spécifique pour l'uranium n'existe donc pas. Or, la directive précitée est sous révision au niveau européen et l'inclusion de limites spécifiques pour certains radionucléides, dont également l'uranium, est en effet discutée. Ces limites ne s'appliquent cependant pas aux eaux minérales naturelles.

Question 2712 (18.7.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**incident nucléaire de Tricastin:**

Sur le site atomique du Tricastin les nouvelles alarmantes se succèdent depuis la contamination à l'uranium remontant au 7 juillet dernier. Pas moins de 74 kg d'uranium ont été rejetés dans l'environnement. Cet incident serait dû d'après le groupe Areva à des erreurs et des dysfonctionnements internes à l'usine Socatri. La consommation d'eau, la baignade et la pêche ont été interdites par précaution aux abords du site. Areva indique maintenant que ce rejet «involontaire» n'a eu de conséquence ni sur la santé des personnels et des riverains, ni sur leur environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois s'est-il enquis auprès des autorités françaises sur les causes et les conséquences de cet incident?

- Peut-on d'ores et déjà tirer des conclusions de cet incident? Si oui, lesquelles?

- Un incident similaire aurait-il pu se produire à la centrale nucléaire de Cattenom?

- Pourquoi cet incident n'a pas donné lieu de la part de l'Union européenne au lancement du système d'alerte européen sur les risques radioactifs, à l'instar de ce qui s'est fait lors de l'incident à la Centrale de Krsko en Slovénie en juin 2008 qui a dû être mise à l'arrêt?

Réponse (26.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La division de la radioprotection auprès de la Direction de la Santé a immédiatement pris contact avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) en France. Cette autorité a rapidement et de façon régulière informé mes services sur l'événement, les décisions et actions prises, ainsi que sur les résultats préliminaires des mesures effectuées sur le site et autour.

Il faudra attendre les résultats de l'enquête menée sur place sur les causes de l'incident avant de pouvoir en tirer les conséquences. En tout état de cause l'incident confirme la nécessité des inspections et contrôles destinés à mettre à jour le non-respect de procédures et les dysfonctionnements dans l'exploitation. D'ailleurs les inspections et les contrôles effectués par l'Autorité de Sûreté Nucléaire figurent régulièrement sur l'ordre du jour des réunions de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de Sécurité nucléaire, et ceci notamment en relation avec le site de Cattenom.

Étant donné que la centrale électronucléaire de Cattenom n'est pas une industrie de traitement de combustible, le même incident ne peut pas s'y produire. Cependant il faut noter que le risque zéro pour les accidents dans les centrales nucléaires n'existe pas. Un incident similaire, entraînant des rejets radioactifs dans l'environnement, ne peut donc pas être exclu à la centrale de Cattenom. De ce fait le Luxembourg a déjà commencé avant la construction du premier réacteur à Cattenom à mettre en place un réseau de mesure et d'alerte automatique pour la radioactivité dans l'air et dans les eaux de la Moselle. Complémentairement à cette mesure un programme de contrôle radiologique de la chaîne alimentaire, y compris l'eau potable, et du milieu biologique sur le territoire luxembourgeois est effectué en routine par le laboratoire de la division de la radioprotection. Ces résultats sont publiés mensuellement.

Les critères pour activer le système d'alerte européen (ECURIE) se limitent au cas d'un accident nucléaire majeur avec des conséquences transfrontalières. Une alerte peut encore être déclenchée si un incident d'ordre mineur représente un intérêt pour la communauté internationale (par exemple une contamination de produits agricoles ou industriels).

Question 2714 (21.7.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **situation des électeurs luxembourgeois vivant dans les régions frontalières:**

À l'heure actuelle, il s'avère que le nombre de personnes de nationalité luxembourgeoise qui choisissent leur lieu de résidence à l'étranger et notamment dans la région frontalière est en constante augmentation. Ainsi, ces ressortissants ne figurent plus sur le registre de la population d'une commune du Grand-Duché de Luxembourg, mais gardent bien évidemment leur qualité d'électeur.

- En vue des élections législatives et européennes de juin 2009, j'aimerais savoir sur quelle liste électorale les personnes susmentionnées figurent. Quelle est plus particulièrement leur circonscription électorale? Comment cette problématique a-t-elle été résolue au cours des élections législatives passées?

Réponse (28.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La loi électorale contient les réponses aux questions posées par l'honorable Député Ben Fayot au sujet de l'exercice du droit de vote - à l'occasion des élections législatives et européennes - des Luxembourgeois qui ont leur résidence à l'étranger.

En ce qui concerne les élections législatives, les articles 1er et 168 de la loi électorale permettent la participation des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger aux élections législatives par la voie du vote par correspondance. Le deuxième alinéa de l'article 169 dispose que «est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché de Luxembourg, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la Ville de Luxembourg». La circonscription électorale est celle dans laquelle se situe la commune d'inscription déterminée sur base de l'article 169.

En ce qui concerne les élections européennes, l'article 3 prévoit que les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger sont admis aux élections européennes par la voie du vote par correspondance. Le deuxième alinéa de l'article 329 définit la commune d'inscription dans les mêmes termes que l'article 169.

Question 2715 (21.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **système «eCall»:**

Zënter 2002 gëtt an Europa un engem System vun intelligenten Autoe geschafft, fir d'Zuel vun de Blesséierten an Doudege bei Verkéiersaccidenter ze reduzéieren. Dozou gehéiert den «eCall», e System deen am Fall vun engem Accident automatesch d'Hellefskräften alarméiert an d'Positioun vum Auto ugëtt.

Den 19. Juni huet d'europäescht Parlament eng Resolutioun ugeholl, aus där erausgeet, dass nëmmen 13 Memberstaten de Protocole d'accord «eCall» ënnerschriwwen hunn. D'Parlament fuerdert d'Länner op, déi dëst nach net gemaach hunn, wa méiglech dëst Dokument viru Mëtt 2008 ze ënnerschreiwen.

Wéinst der zentraler Lag an dem villen Transitverkéier schéngt et fir Lëtzebuerg besonnesch wichteg ze sinn fir vun Ufank un an esou engem System integréiert ze sinn.

Dowéinst géif ech den Här Transportminister an den Här Innenminister, dee fir den 112 Service zoustänneg ass, biede mir op dës Froen ze äntwerten:

1. Huet Lëtzebuerg de Protocole d'accord «eCall» ënnerschriwwen?

2. Wann net, firwat, a wäert Lëtzebuerg dëst Dokument ënnerschreiwen?

3. Ass Lëtzebuerg amgaang sech op dës Technologie virzebereeden, a wa jo, vu wéini u kënne Gefierer, déi mat dëser Technologie équipéiert sinn, vun dësem Sécherheetsvirsprong profitéieren?

Réponse (15.9.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le système «eCall» est un système paneuropéen d'appel de secours d'urgence, généré, soit directement par communication vocale par le conducteur d'une voiture en cas d'un accident, soit automatiquement par des capteurs en cas de choc subi par un véhicule. Dans ce cas, le système lance automatiquement un appel d'urgence au centre de réception des appels d'urgence le plus proche (PSAP-Public Service Answering Point) et une série de données (MSD - Minimum Set of Data) sera transmise, en particulier les coordonnées géographiques permettant aux opérateurs du PSAP de repérer sur une cartographie électronique (GIS, Geographical Information System) le lieu de l'accident. Au Luxembourg, le Central des Secours d'Urgence (CSU-112) de l'Administration des Services de Secours est le seul point de contact pour tout le pays auquel aboutit le numéro européen unique standardisé, le 112.

Pour réaliser le système «eCall», plusieurs conditions doivent être remplies. Les producteurs d'automobiles doivent développer des standards techniques permettant la transmission automatique en cas d'un appel d'urgence. Les données (MSD) à envoyer automatiquement au CSU-112 le plus proche sont à fixer par des protocoles standardisés.

Or, actuellement le contenu du protocole MSD a été élaboré sous la tutelle de l'Institut européen des normes de télécommunication, mais la forme du protocole ainsi que la voie de transmission de ce protocole vers les PSAP font encore l'objet de discussions. Ces discussions retardent sensiblement la mise en service du système «eCall», initialement prévue pour 2009, qui s'annonce maintenant pour 2010 ou 2011. La division administrative, technique et médicale de l'Administration des Services de Secours suit de près l'état d'avancement de ces travaux. C'est seulement après que la forme de ce protocole a été définitivement fixée et que la voie de transmission a été clairement définie que le service technique, responsable pour la gestion des équipements techniques du CSU-112, pourra procéder à l'acquisition des équipements et logiciels nécessaires permettant la mise en œuvre technique du système «eCall».

Le CSU-112 est un utilisateur final de ce produit et ne participe pas activement à l'élaboration de standards ou de protocoles dans le cadre du «eCall». De même, le Luxembourg ne dispose pas d'une industrie automobile, qui est tenue de développer des technologies et d'équiper leurs nouvelles voitures avec les installations nécessaires à partir de l'année 2009.

Le protocole d'accord qui porte sur la réalisation et l'interopérabilité du système «eCall» vise en premier lieu toutes les parties prenantes chargées de la recherche, du développement et de la coordination technique, de la mise en œuvre de plans commerciaux et de la production des installations et des équipements permettant l'utilisation du système «eCall», ainsi que les pays qui disposent de nombreux centraux de secours 112, notamment ceux exploités par des sociétés privées. Ce protocole vise en deuxième lieu les utilisateurs finaux comme le Luxembourg, où l'implémentation est assez simple. Il est prévu que le Ministre de l'Intérieur signera ce protocole au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg dans un avenir proche.

Il y a lieu de souligner que l'Administration des Services de Secours a signalé à la Direction générale «Société de l'information et des médias» de la Commission européenne que les fonctionnalités du système «eCall» seront intégrées au CSU-112, dès que les spécificités techniques ont été finalisées.

Question 2716 (21.7.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **pourparler avec les représentants des différentes confessions et du monde laïc:**

RTL Radio vient d'annoncer que pour célébrer la fête nationale en Belgique le Te Deum à Arlon se déroule en présence des représentants de tous les cultes ainsi que des représentants du monde laïc.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement estime utile d'engager des pourparlers avec les représentants des différentes confessions et du monde laïc pour trouver une formule analogue pour célébrer la fête nationale luxembourgeoise afin d'associer toutes les communautés à ces festivités.

Réponse (22.9.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question de Madame la Députée, j'ai l'honneur de lui faire savoir que les représentants des cultes israélite et protestant, donc les communautés religieuses les plus anciennement ancrées au Grand-Duché à côté du culte catholique, sont depuis toujours conviés au Te Deum solennel à l'occasion de la Fête Nationale.

Le Gouvernement ayant durant ces dernières années passé des conventions, sur base de l'article 22 de la Constitution, avec un certain nombre d'autre communauté religieuses, je ne vois évidemment pas d'objection à ce que des mandataires de ces cultes soient également invités au Te Deum solennel ou à d'autres services à caractère national. Je jugerais opportun d'y convier également un représentant de la communauté musulmane avec laquelle le Gouvernement est en phase de négociation d'un conventionnement et dont le nombre important de fidèles ne saurait être ignoré.

En ce qui concerne la communauté laïque évoquée par Madame la Députée, j'aimerais indiquer que cette communauté n'a d'existence qu'en Belgique où elle bénéficie d'un statut légal semblable à celui des autres cultes. En doit, cette communauté de laïques est traitée comme n'importe quelle communauté religieuse et bénéficie des mêmes avantages financiers et autres. Au Luxembourg, une communauté laïque institutionnalisée comme en Belgique n'existe pas. Or le Te Deum solennel célébré à l'occasion de la Fête Nationale rassemble prioritairement ce que l'on peut appeler les corps constitués respectivement institutionnalisés. Avant tout autre progrès en la matière, il y aurait donc lieu de réfléchir sur l'opportunité de doter une communauté laïque luxembourgeoise d'un statut officiel.

Question 2717 (22.7.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **disponibilité des hélicoptères de sauvetage:**

Récemment, un randonneur luxembourgeois s'est cassé la jambe dans une région isolée du Nord du pays. Le sauvetage de l'accidenté par les équipes de sauvetage a duré plus de trois heures compte

tenu du caractère escarpé du paysage. En fait, l'ambulance n'a pas pu rejoindre le lieu de l'accident et le blessé a dû être transporté en civière sur une distance de plusieurs kilomètres. Le sauvetage par hélicoptère de sauvetage n'a pas été autorisé par les responsables du Service d'Aide Médicale d'Urgence parce que l'accident n'a pas été considéré comme une urgence et pour des raisons de coûts. Or, l'hélicoptère de «Luxembourg Air Rescue» aurait pu atterrir sans problème sur le lieu de l'accident, réduisant ainsi considérablement le temps de l'opération de sauvetage.

Au vu du fait que des accidents similaires risquent de se reproduire, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures:

- Dans de telles circonstances, ne faudrait-il pas envoyer d'office, si la situation le permet, l'hélicoptère de sauvetage sur le lieu de l'accident?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en l'espèce, l'argumentation de la rapidité et de la qualité de l'intervention devrait primer sur celle des coûts?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier en conséquence la convention avec l'association «Luxembourg Air Rescue»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'à long terme les hélicoptères de sauvetage devraient faire partie intégrante du Service d'Aide Médicale d'Urgence?

Réponse (19.9.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les conditions d'intervention des hélicoptères de sauvetage de l'association «Luxembourg Air Rescue» (LAR) sont réglées dans une Convention du 23 décembre 2005 signée entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la LAR. Cette convention a notamment pour objet l'intégration du sauvetage de personnes par hélicoptères dans le service SAMU. L'organisation et les conditions d'intervention du SAMU sont quant à elles déterminées par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente.

Les missions tombant sous le champ d'application de cette convention sont «le transfert rapide de l'équipe médicale d'urgence sur le site d'un accident pour l'administration de soins salvateurs, selon la législation en vigueur sur le SAMU», ainsi que «le transport de patients accidentés vers l'hôpital de service». Ces deux types d'interventions sont considérés comme des interventions primaires. Est considérée comme urgence par la législation en vigueur sur le SAMU «la personne dont l'état de santé requiert des soins médicaux ou chirurgicaux immédiats».

Il y a lieu d'informer qu'en cas d'un appel détresse qui requiert l'intervention d'une aide médicale urgente, le médecin de garde décide du moyen d'intervention mis en œuvre, c'est-à-dire soit l'antenne terrestre, soit l'antenne mobile aéroportée. Or, la fracture d'une jambe ne requiert normalement pas une intervention médicale. Ainsi, le sauvetage d'une personne souffrant d'une fracture d'une jambe ne fait pas partie des missions tombant sous le champ d'application de la convention susmentionnée. De ce fait, ces interventions ne sont pas remboursées par l'Union des Caisses de Maladie.

L'État peut cependant commander des services auprès de la LAR pour des missions qui ne tombent pas sous le champ d'application de la convention. Ces services sont alors facturés à l'État à la minute de vol. Si de telles interventions sont donc déjà actuellement possibles, sans qu'il y ait besoin de modifier la convention actuellement en vigueur, il est évident que de telles missions resteront des cas exceptionnels en fonction de leur gravité et de leur caractère urgent. L'intervention de l'hélicoptère pour réduire le temps d'une opération de sauvetage, dans le seul but d'améliorer le confort d'un patient, est donc un service qui ne saurait être généralisé.

Question 2718 (22.7.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**impossibilité de faire certifier des véhicules modifiés après achat pour fonctionner au gaz de pétrole liquéfié (LPG):**

À côté des voitures fonctionnant au gaz naturel (CNG), il existe également et depuis longtemps des voitures fonctionnant au gaz liquéfié (LPG). Leur utilisation ne produit pas de particules fines, très peu d'oxyde d'azote, moins d'émissions de CO_2 et une moindre usure du moteur comparé à l'essence ou au diesel. L'absence sur le marché luxembourgeois de modèles de série LPG contraint néanmoins les personnes et sociétés intéressées à acheter un modèle normal et à faire placer l'installation LPG ultérieurement. Cette transformation ultérieure invalide le certificat de conformité d'origine du véhicule. Il faudra donc établir un nouveau certificat avec toutes les mesures que cela implique.

Or, il m'est parvenu que les personnes désireuses d'ajouter une installation LPG dans leur véhicule se heurtent actuellement à un problème de taille: l'impossibilité de faire certifier leur véhicule modifié au Luxembourg. Sans la certification, il n'est pas possible d'adapter la taxe sur les véhicules en fonction des émissions de CO_2 améliorées, ni de bénéficier le cas échéant de la prime de 750 euros.

Dans ce contexte je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer le problème de certification des installations LPG? La SNCT et la SNCH à Sandweiler ne sont-elles pas compétentes ou pas équipées pour effectuer de telles certifications?

- Par quel moyen et à quelle échéance le Ministre entend-t-il résoudre ce problème?

Réponse (7.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite des précisions sur la certification des installations LPG des voitures.

Un véhicule équipé d'un moteur pouvant être alimenté au gaz LPG est immatriculé au Luxembourg à condition:

- qu'il réponde, du point de vue technique, aux exigences du règlement grand-ducal modifié du 10 avril 1996 sur l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (LPG) comme carburant pour la propulsion des véhicules automoteurs;

- que le système LPG ait été installé sur le véhicule soit par le constructeur de celui-ci ou un de ses mandataires, soit par un atelier répondant aux exigences du point d) du paragraphe 2. de l'article 23 du règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers;

- qu'il soit, le cas échéant, couvert par une attestation de transformation répondant aux exigences du point e) du paragraphe 2. de l'article 23 du règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 précité.

Les experts de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) sont évidemment compétents pour procéder à la réception des véhicules munis d'un système de propulsion LPG sur base des exigences réglementaires précitées.

En ce qui concerne la certification de la valeur des différentes émissions gazeuses d'un véhicule fonctionnant au carburant LPG, deux cas de figure peuvent se présenter:

- les véhicules équipés d'origine d'un système LPG: pour ces véhicules aucun problème ne devrait se poser en matière de leurs émissions, la valeur de celles-ci étant inscrite par le constructeur du véhicule sur le certificat de conformité communautaire;

- les véhicules qui sont d'origine destinés à la seule alimentation à l'essence et qui sont transformés ultérieurement pour pouvoir également fonctionner au LPG; pour ces véhicules, la valeur des émissions, et tout particulièrement la valeur des émissions CO_2, doit en effet être déterminée et certifiée par un organisme qui est compétent en la matière et qui dispose des installations appropriées (laboratoires) pour effectuer les essais techniques prescrits dans les réglementations et normes internationales pertinentes.

Alors que ni la SNCT, ni d'ailleurs la Société Nationale de Certification et d'Homologation (SNCH), ne dispose des installations requises pour la détermination conforme des émissions des véhicules routiers, les propriétaires des véhicules concernés sont orientés à cette fin par la SNCT vers les Services techniques agréés au Luxembourg en matière de l'homologation des véhicules routiers et de leurs systèmes et composants. Il est également loisible à ces propriétaires de s'adresser à un Service technique ou un laboratoire dûment agréé à cette fin dans un autre État membre de l'Espace Economique Européen.

Question 2719 (23.7.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire du Nord:**

Lors de la réunion de la Commission des Transports du 26 février 2008, Monsieur le Ministre des Transports avait annoncé un certain nombre de mesures destinés à augmenter l'attractivité de la ligne ferroviaire du Nord. Ainsi, il a précisé que l'introduction d'une tarification transfrontalière unique serait discutée le 19 mai 2008 lors de la Conférence des Transports de la Grande Région.

En ce qui concerne l'aspect de la sécurité dans les tunnels, une étude a été réalisée par les CFL et des experts de la SNCF sur tous les tunnels sur l'ensemble du réseau ferroviaire. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre avait invité les CFL à donner, en concertation avec les responsables de la Protection civile et de l'ITM, une suite concrète aux conclusions de cette étude.

En dernier lieu, Monsieur le Ministre avait encore annoncé qu'une étude de faisabilité était attendue pour le 15 mai en ce qui concerne le réaménagement et l'adaptation de la gare d'Ettelbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les conclusions de la Conférence des Transports de la Grande Région du 19 mai 2008 notamment en ce qui concerne l'introduction du billet transfrontalier?

- Quelles sont les conclusions essentielles de l'étude sur la sécurité des tunnels? Est-ce que la réunion de concertation entre les CFL et les responsables de la Protection civile et de l'ITM a déjà eu lieu? Dans l'affirmative, quelles sont les suites concrètes aux conclusions de cette étude?

- L'étude de faisabilité concernant l'aménagement de la gare d'Ettelbruck est-elle terminée et le cas échéant quelles sont les conclusions de cette dernière?

Réponse (22.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En conclusion de la Conférence des Transports, un forum de discussion sera organisé par le Ministère des Transports et la Communauté des Transports lors de la semaine européenne de la mobilité qui se déroulera cette année du 16 au 22 septembre. Pendant cette journée de l'usager «De Client vum öffentlechen Transport huet d'Wuert!», les utilisateurs nationaux et frontaliers du transport en commun auront la possibilité de poser des questions et de faire des propositions. Après une table ronde, différents groupes de travail seront organisés où la problématique de la tarification transfrontalière sera également un des sujets à traiter.

En ce qui concerne plus particulièrement l'idée de l'introduction d'un billet transfrontalier il y a lieu de remarquer qu'à présent déjà de nombreuses coopérations bilatérales existent entre le Luxembourg et les régions limitrophes pour favoriser les relations transfrontalières d'accès au transport public.

Dans les ateliers organisés lors de la Conférence des Transports, la problématique de la tarification transfrontalière était un des sujets majeurs. Une autre conclusion tirée par la Conférence des Transports de la Grande Région réside dans la nécessité d'établir une stratégie commune du transport public dans la Grande Région. Dans ce contexte, il y a lieu de relever l'idée proposée par le groupe de travail «Transport» du Comité Économique et Social de la Grande Région (CESGR), qui est en train de préparer, en collaboration avec la Communauté des Transports luxembourgeoise, un projet Interreg IV A dont le but est notamment d'établir une vision commune du transport public dans la Grande Région.

L'objectif de ce projet est de procéder à une étude de faisabilité pour créer une Communauté des Transports pour la Grande Région, et ce le cas échéant par le moyen d'un Groupement européen de coopération territoriale (GECT), organisme de coopération territoriale au niveau européen. Le financement, la délimitation et l'organisation de cette structure seront abordés dans l'étude.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, qui pourrait être financé à hauteur de 50% par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le CESGR est actuellement à la recherche de partenaires cofinanceurs.

Cette étude de faisabilité constitue un premier pas pour mieux nouer les liens du transport public dans la Grande Région. Elle permettra de créer des coopérations multilatérales remplaçant les nombreuses coopérations bilatérales existantes. En fonction de la réussite de l'étude de faisabilité du projet Interreg en vue, l'introduction d'un billet transfrontalier sera une des premières missions de la Communauté des Transports de la Grande Région.

Pour ce qui est de la sécurité des tunnels, je tiens à remarquer dans ce contexte que des entrevues ont eu lieu entre les CFL, l'Administration des Services de Secours et les sapeurs-pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg. Y ont été présentées les conclusions de l'étude réalisée par l'Ingénierie SNCF sur l'ensemble des tunnels du réseau ferré luxembourgeois, y compris celui situé sur la partie du réseau industriel repris par l'État en 2006. Les deux instances contactées par les CFL n'ont pas encore fait parvenir leurs avis aux CFL. L'ITM sera saisie du dossier dès que les remarques et suggestions des responsables des deux instances contactées auront été intégrées au dossier.

En ce qui concerne l'aménagement de la Gare d'Ettelbruck, j'ai l'honneur de vous informer qu'un groupe de travail a été instauré à cet égard. Ledit groupe est en train d'effectuer l'étude de faisabilité y relative.

Question 2720 (24.7.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **hangar de l'a.s.b.l. «Luxembourg Air Rescue» (LAR):**

Une délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) a récemment rencontré le président de l'a.s.b.l. «Luxembourg Air Rescue» (LAR). Au cours de cette entrevue, il est apparu que le hangar utilisé actuellement par «LAR» n'est pas adapté aux besoins de l'association. Il semble qu'il existe un accord informel que «LAR» pourra utiliser un autre hangar de maintenance mieux équipé du moment que la société «Cargolux» occupera un nouveau hangar actuellement en construction. Selon les informations du président de la «LAR», cet accord serait remis en question.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'accord mentionné par le président de la «LAR» est toujours valable? Si oui, quand est-ce que la «LAR» pourra utiliser le hangar de maintenance libéré par «Luxair» qui occupera à son tour un hangar de «Cargolux»?

- Si l'accord était remis en question, quelle solution alternative Monsieur le Ministre envisage-t-il proposer à «LAR»?

Réponse (29.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député est informé qu'il est toujours dans mon intention de demander aux responsables de la société lux-Airport S.A., chargée de la gestion immobilière à l'aéroport de Luxembourg, de faire en sorte à ce que le hangar dit «Nennig» puisse être mis à disposition entre autres à la Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. selon les conditions à arrêter par la société lux-Airport S.A. et au cas où la société Luxair S.A. entend faire utilisation de l'actuel hangar de maintenance exploité par la société Cargolux S.A., et ce dans les mois qui suivent la mise en exploitation du nouveau hangar de maintenance de la société Cargolux S.A. qui est en cours de construction.

Question 2721 (24.7.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **dénomination du futur vélodrome de Cessange:**

Au cours des dernières semaines, les trois participants luxembourgeois au Tour de France ont réalisé des performances extraordinaires en se classant dans les tout premiers rangs du classement général de cet événement sportif majeur.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement envisage de faire décorer, à titre exceptionnel, les trois cyclistes susmentionnés dans un des ordres nationaux?

- Dans une des réunions du conseil communal de la Ville de Luxembourg, il a été proposé de dénommer le futur vélodrome à Cessange «Vélodrome Charly Gaul». Or, comme il s'agit d'un projet d'envergure nationale, le conseil communal de la Ville de Luxembourg n'est pas compétent en ce qui concerne la dénomination du vélodrome. Partant, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est envisagé d'attribuer au futur vélodrome l'éponyme «Charly Gaul».

Réponse (12.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Avec beaucoup de satisfaction je partage les louanges exprimées par l'honorable Député Alex Krieps à nos coureurs cyclistes pour les performances et classements dont ils peuvent se prévaloir au Tour de France qui vient de se terminer.

La liesse et la fierté des supporters continuent à les gratifier de toute l'admiration qui leur est due et qui s'exprimera certainement aussi par une reconnaissance nationale.

Bien que nous puissions nous réjouir encore tout particulièrement que, de pair avec des résultats sportifs si probants, la mise en réalisation tant attendue d'une piste cycliste vient également d'être décidée, je considère toutefois le moment actuel comme prématuré pour l'attribution d'un nom.

Monsieur Krieps se déclare pour l'éponyme Charly Gaul dont la prestigieuse et non oubliée victoire au Tour de France 1958 vient de connaître, par le hasard des événements, en ce moment aussi le cinquantenaire.

Cependant, s'il est question de piste ou de vélodrome, la renommée mondiale durant de longues années de Lull Gillen comme notre représentant dans les épreuves de cette spécialité du «pistard» appelle également à être honorée et pérennisée.

Je me réjouis du droit de cité qu'on s'empresse de donner à nos grands champions sportifs. Les mérites d'un chacun sont à particulariser et à mettre en évidence; donnons-nous le temps des patientes réflexions afférentes.

Question 2722 (24.7.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **fonds carbone qui financent des projets CDM (Crédit de Développement Mutuel) dans le cadre de l'accord de Kyoto:**

En réponse à la question parlementaire N°2418 *(cf. compte rendu N°13/2007-2008)*, le Ministre de l'Environnement informe que le Luxembourg participe financièrement à cinq fonds carbone de différentes institutions financières internationales, à savoir le «Biocarbon Fund» de la Banque Mondiale (5 mio. US$), le «Community Development Carbon Fund» de la Banque Mondiale (10 mio. US$), le «Mulitilateral Carbon Credit Fund» de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (10 mio. €), le «European Carbon Fund» de la Banque Européenne d'Investissement/Banque Mondiale (10 mio. €) et le «Asian Pacific Carbon Fund» de la Banque Asiatique pour le Développement (15 mio. US$).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- À quel prix le Luxembourg a déjà acheté des RECs (Réductions d'Émissions Certifiées) auprès de chacun des cinq fonds carbone mentionnés?

- Combien de RECs nous ont ainsi été accordées en provenance de chacun des cinq fonds en question?

- Pouvez-vous nous donner, par fonds carbone, des informations détaillées en relation avec les projets qui génèrent les RECs qui nous sont accordées, notamment en ce qui concerne le pays dans lequel le projet est réalisé, le numéro de référence UNFCCC et les RECs par année?

- Est-ce que le Luxembourg a la possibilité de choisir entre différents projets d'un même fonds carbone? Si oui, de quel fonds s'agit-il?

- Est-ce qu'à côté des projets mentionnés dans la réponse à la question parlementaire N°2418, il y a des pourparlers en vue de réaliser d'autres projets pour l'acquisition de RECs? Si oui, lesquels (pays, n°UNFCCC, RECs estimées)?

Réponse (27.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que plusieurs contrats d'achats de réductions d'émissions («Emission Reduction Procurement Agreement» - ERPA) ont pu être finalisés par plusieurs des cinq fonds carbone auxquels le Luxembourg participe. Il faut savoir que le degré d'avancement des travaux diffère d'un fonds à l'autre. Ainsi, le «Carbon Fund for Europe-CFE» et le «Asian Pacific Carbon Fund-APCF» n'ont été lancés qu'en mars 2007 respectivement mai 2007. Par ailleurs, le «Multilateral Carbon Credit Fund-MCCF» concerne essentiellement des projets JI («Joint Implementation») pour lesquels la mise en place des procédures au niveau des UNFCCC ne s'est faite qu'à partir de 2007. Aussi, actuellement seulement une vingtaine de projets JI ont été enregistrés auprès des UNFCCC, alors que le nombre de projets CDM enregistrés («Clean Development Mechanism») est de 1.200.

Si donc un certain nombre de ERPAs ont pu être signés, les projets y relatifs ne sont pas tous enregistrés à ce stade (voir détails plus loin). Ceci explique aussi pourquoi les Comités exécutifs des différents fonds carbone n'ont pas encore pris de décision quant à une répartition des crédits d'émission entre les participants. Dès lors il n'y a pas encore eu de crédits d'émission directement octroyés au Luxembourg. En principe, l'attribution de crédits d'émission provenant d'un projet entre les participants se fait au prorata de leur participation financière à un fonds carbone.

Si les procédures diffèrent d'un fonds à l'autre, et que ce sont les fonds carbone qui choisissent, développent et proposent des projets aux participants, chaque participant a néanmoins la possibilité de renoncer à une participation à un projet donné.

Le «Biocarbon Fund» et le «Community Development Carbon Fund-CDCF» de la Banque Mondiale sont les deux fonds où les travaux sont le mieux avancés, car ils sont opérationnels depuis quelques années, et la Banque Mondiale a une bonne expérience en la matière.

1. En ce qui concerne le «Biocarbon Fund», sa tranche 1 est opérationnelle depuis mai 2004. Dû au succès rencontré, la Banque Mondiale a décidé d'ouvrir une 2e tranche, opérationnelle depuis 2007.

La 1ère tranche, à laquelle le Luxembourg participe avec 13 autres pays et firmes, comporte un budget de 53,8 millions USD. Notre participation s'élevant à cinq millions USD représente donc 9,30%. Les autres pays participants sont: le Canada, l'Espagne, la France et l'Italie.

À ce stade, un total de 16 ERPAs ont pu être signés, correspondant à un volume total de 4,88 Mt CO_2 (millions de tonnes de dioxyde de carbone), dans le cas du «Biocarbund Fund» jusqu'en 2017, et à un montant de 20,4 millions USD. Ceci correspond à un prix moyen de 4,18 USD/T CO_2. En principe, le volume de crédits d'émission revenant au Luxembourg s'élève à 388 000 t CO_2.

Parmi les projets concernés, seul un projet en Chine a été enregistré sous le No UNFCCC 0547. Il s'agit du projet dénommé «Facilating Reforestation for Guangxi Watershed Management in Pearl River Basin», dont les crédits d'émission escomptés d'ici 2017 s'élèvent à 462 000 t CO_2.

Les 15 autres projets sont:

- Albanie: «Assisted Natural Regeneration» 257 000 t CO_2;
- Colombie: «San Nicolas Agroforestry» 120 000 t CO_2;
- Colombie: «Caribbean Savannah» 246 000 t CO_2;
- Costa Rica: «Coopeagri Forestry» 557 940 t CO_2;
- Ethiopia: «Humbo Assisted Regeneration» 165 000 t CO_2;
- Honduras: «Pico Bonito Forest Restoration» 450 082 t CO_2;
- Inde: «Improving Rural Livelihoods» 276 000 t CO_2;
- Kenya: «Green Belt Movement» 375 000 t CO_2;
- Madagascar: «Andasibe-Mantadia Biodiversity Corridor» 200 000 t CO_2;
- Mali: «Senegal Plantation Project» 190 000 t CO_2;
- Moldavie: «Soil Conservation» (BioCF) 600 000 t CO_2;
- Nicaragua: «Precious Woods» 174 796 t CO_2;
- Niger: «Acacia Community Plantations» 500 000 t CO_2;
- Philippines: «Laguna de Bay Community» 32 323 t CO_2;

  Watershed Rehabilitation Project -1

- Uganda: «Nile Basin Reforestation» 261 211 t CO_2

2. Le «Community Development Carbon Fund (CDCF)» de la Banque Mondiale est opérationnel depuis fin 2006, avec une enveloppe financière de 128,6 millions USD.

La participation du Luxembourg s'élève à 10 millions USD, soit 7,77%. Les autres pays/régions participants sont: Autriche, Canada, Espagne, Danemark, Italie, Pays-Bas, Région Bruxelles-Capitale, Région Flamande, de même que plusieurs firmes internationales.

24 ERPAs ont été signés, pour un volume total de 7,9 Mt CO_2 (dont 629 000 t CO_2 post-2012) et un montant total de 74,25 millions USD, soit un prix moyen de 9,40 USD/t.

En principe, la part de crédits d'émission revenant au Luxembourg s'élève donc à 614 000 t CO_2.

Les 10 projets suivants ont pu être enregistrés:

- Argentine: «Olavarria Landfil Gas Recovery» (n°0140) 131 000 t CO_2;
- Chin: «Guangrun Hydropower Project» (n°0904) 485 000 t CO_2;
- Guyane: «Skeldon Bagasse Cogeneration» (n°1458) 165 000 t CO_2:
- Honduras: «La Esperanza Hydro» (n°0009) 310 000 t CO_2;
- Inde: «Vertical Shalf Brick Kihn Cluster» (n°0582) 396 000 t CO_2;

  «FaL-G Brick and Block: Micro Industrial Plants» 600 000 t CO_2;

  (n°0707)
- Moldavie: «Biomass Heating and Energy Conservation» (n°0173) (n°0159, n°0160) 348 000 t CO_2;
- Népal: «Biogas Program» (n°0136, 0139) 1 Mt CO_2;
- Pérou: «Santa Rosa Bundled Small Hydro» (n°0088) 88 000 t CO_2;
- Philippines: «Laguna De Bay Community Waste Management» 344 000 t CO_2; (n°1547)

Les autres projets, pas encore enregistrés sont:

- Argentine: «Salta Landfill Gas Capture Project» 60 000 t CO_2;
- Bangladesh: «Installation of Solar Home Systems» 192 000 t CO_2 et 372 000 t CO_2;
- Bolivie: «Urban Wastewater Methane Gas Capture» 200 000 t CO_2;
- Chine: «Hubei Ecofarming Biogas» 370 000 t CO_2;
- Colombie: «Rio Frio Waste Management» 250 000 t CO_2;
- Chine: «Shandong Poultry Manure Biogas» 465 000 t CO_2;
- Colombie: «Furatena Energy Efficiency Project» 60 000 t CO_2;
- Géorgie: «Small Hydro Rehabilitation» 114 000 t CO_2;
- Kenia: «Olkaira/Geothermal Expansion» 700 000 t CO_2;
- Kenia: «Redevelopement of Tana Power Station» 186 000 t CO_2;
- Népal: «Micro Hydro Project» 191 000 t CO_2;
- Nigéria: «Aba Cogeneration» 732 000 t CO_2;
- Ouganda: «Expand existing sugar crushing and cogen plant» 342 000 t CO_2.

À noter que le CDCF est en train de négocier d'autres contrats, de sorte que le nombre de projets serait à ce stade de 43, pour un volume total de crédits d'émission de 16,1 Mt CO_2 et d'un montant total de 200 millions USD. Il faut toutefois attendre la conclusion des négociations pour pouvoir fournir des informations plus précises.

3. Le «Multilateral Carbon Credit Fund-MCCF» de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement est opérationnel depuis fin 2006 et concerne 29 pays d'Europe centrale et d'Asie centrale, y compris la Russie. Son capital s'élève à 190 millions euros, dont 40 millions euros sont engagés pour les «Green Investment Schemes».

Seulement l'Irlande et l'Espagne sont concernés par ce dernier volet, à ce stade.

La participation du Luxembourg (10 millions d'euros) représente donc 6,67% du budget de 150 millions d'euros.

À noter qu'aucun ERPA n'a pu être conclu jusqu'à présent. Des «Project Idea Notes» (PINs) ont été soumises aux participants. Mais il faudra déjà attendre les négociations pour connaître le résultat.

Une dizaine de PINs concernent également le Luxembourg, correspondant à un volume de 7,7 Mt CO_2. La part du Luxembourg s'élèverait à 514 000 t CO_2.

Mais il faudrait attendre la conclusion d'ERPAs pour connaître les volumes exacts.

4. Le «Carbon Fund for Europe-CFE», fonds géré conjointement par la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Mondiale, est opérationnel depuis mars 2007 et a un capital de 50 millions d'euros. La participation du Luxembourg s'élève donc à 20%. Les autres participants sont l'Irlande, le Portugal, la Région Flamande et Statkraft Carbon Invest SA (Norvège).

Pour 15 projets des «Project Idea Notes» (PINs) ont été élaborées. Selon ces PINs, le volume total de crédits d'émission serait de 8,75 Mt CO_2 et le montant total est estimé à ± 90 millions d'euros. Toutefois, les négociations sont en cours, et les prix ne sont donc pas définitifs.

On peut aussi constater que le capital disponible du CFE serait largement dépassé. Il est certain que divers projets n'aboutiront pas, et il appartient aux participants de faire leur choix.

À ce stade, trois ERPAs ont été signés:

- Égypte: «Landfilling and processing services-Cairo» 325 000 t CO_2;
- Jordanie: «Amman Landfill Gas» 900 000 t CO_2;
- Malaisie: «Kota Kinabalu Composting Project» 340 000 t CO_2

Sur les 1,56 Mt CO_2 contractés, le Luxembourg pourrait acquérir 313 000 t CO_2.

5. L'Asia Pacific Carbon Fund (APCF) de la Banque Asiatique pour le Développement est devenu opérationnel le 1er mai 2007. L'engagement total est de 151,8 millions USD, dont 15 millions USD pour le Luxembourg, soit 9,88%. Les autres participants sont l'Espagne, la Finlande, le Portugal, la Région Flamande, la Suède et la Suisse.

Actuellement, 12 projets ont été présentés sous forme de «Project Idea Note» (PIN), correspondant à un volume de crédits d'émissions de 2,31 Mt CO_2. La part revenant au Luxembourg serait de 228 000 t CO_2. L'APCF négocie des prix aux alentours de 10 à 13 euros/t CO_2.

Trois ERPAs ont pu être signés:

- Chine: «Erlongshan Hydropower», 294 000 t CO_2 (n°UNFCC, 0574);
- Inde: «Tata Power Wind Energy», 180 000 t CO_2;
- Indonésie: «Gikoko Palembamg-LFG Flaring», 140 000 t CO_2.

Question 2723 (25.7.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**exposition au radon dans les établissements scolaires:**

La législation luxembourgeoise actuellement en vigueur prévoit uniquement une limite de dose pour l'exposition au radon et à ses produits de filiation pour les travailleurs exposés à des rayonnements d'origine naturelle. Cette limite correspond à une concentration moyenne en radon de 1.000 Bq/m³. Pour les habitations privées il existe une valeur guide, non légiférée, de 150 Bq/m³. Sur base du principe de précaution, et en rejoignant les recommandations d'autres pays, le Luxembourg s'est fixé 200 Bq/m³ comme valeur seuil à partir de laquelle des mesures correctives sont recommandées.

Or, des mesures effectuées par la Division de la Radioprotection ont montré que certaines salles de classe ainsi que des maisons relais dans sept communes au nord du pays présentent des valeurs en radon supérieures à la limite de 200 Bq/m³.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quels peuvent être les risques d'une telle exposition au radon?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir et soutenir les communes afin de réussir un assainissement radon adéquat?

Réponse (26.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le radon est un gaz radioactif naturellement présent à la surface de la terre. Il est quantifié en becquerels (nombre de désintégrations par seconde) par mètre cube d'air (Bq/m³). De nombreuses études sur les travailleurs dans les mines d'uranium ont établi qu'une exposition forte et prolongée au radon entraînait un risque accru de développer un cancer pulmonaire. C'est la raison pour laquelle le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), organe de l'OMS spécialisé dans le cancer, a classé le radon parmi les agents cancérigènes. De même l'Institut de veille sanitaire français souligne dans le Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire (BDH) que le radon est responsable pour environ 9% des décès par cancer du poumon et environ 2% de tous les décès attribuables au cancer en Europe. Récemment il a même été observé que le risque de cancer pulmonaire augmentait de 16% par tranche de 100 Bq/m³.

Suite à la campagne de mesures faites en 2006-2007 dans des écoles du Nord du pays par le Laboratoire de la Division de la Radioprotection des travaux d'assainissement en radon ont été recommandés dans les établissements scolaires de sept communes dans lesquelles les valeurs moyennes en radon dépassaient 200 Bq/m³. Le Luxembourg n'ayant actuellement pas d'expert en assainissement, tous les travaux actuellement en cours ont été proposés par l'expert suisse de l'Office Fédéral de la Santé Publique. Les propositions ont été faites de manière à pouvoir être réalisées très facilement par les techniciens communaux et au moindre coût tout en donnant d'excellents résultats. Dans le futur, en cas de travaux d'assainissement nécessaires dans les établissements scolaires, la Division de la Radioprotection proposera un support logistique. Des recommandations seront faites par un expert en assainissement radon, et la Division de la Radioprotection contrôlera l'efficacité des mesures d'assainissement prises.

En collaboration avec l'expert prémentionné et les responsables de la Division de la Radioprotection j'ai récemment rencontré les responsables politiques des sept communes concernées, que je me permets de remercier pour leur bonne collaboration.

Question 2724 (28.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **contrôle douanier pendant le Tour de France:**

En Donneschdeg, de 24. Juli, sinn zwee Lëtzebuerger, déi den Tour de France begleet hunn, dobäi de Johnny Schleck, Papp vun de Coureure Fränk an Andy Schleck, vun der franséischer Douane ugehalen an op verbuede Substanze kontrolléiert ginn. Déi ruppeg Aart a Weis, wéi dat - mat virgehalenem Revolver, wéi wa se et mat geféierleche Kriminellen ze dinn hätten?! - ofgelaf ass, ka kee verstännege Mënsch akzeptéieren. Well et sech hei ëm eng intolerabel Attitüd vu Vertrieder vun dem franséische Statsapparat vis-à-vis vun integre Lëtzebuerger Statsbierger handelt, géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1. Wat haalt Dir vun dëser Aart a Weis, wéi déi franséisch Douaniere virgaange sinn? Ass de passive Gebrauch vu Schosswaffen an esou engem Fall no der franséischer Législatioun iwwerhapt erlaabt?

2. Sidd Dir bereet, bei de franséischen Autoritéite géint dës Cowboy-Methoden ze protestéieren an d'Zousécherung ze verlaangen, datt esou eppes sech net méi widderhëlt?

Réponse (11.8.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Wat Virgoe vun der franséischer Douane de 24. Juli ugeet, de Renseignementer vum franséische Ministère de l'Intérieur no huet et sech bei deem Beamten, deen d'Waff gezunn huet, ëm e Gendarme, an net ëm en Douanier gehandelt, deen éischter zoufälleg sur place war an net wosst, ëm wéi eng Operatioun vun der Douane et sech hei géif handelen.

De Fait, datt den Här Schleck net direkt op d'Coups de sifflet vun de franséischen Douaniere reagéiert huet a stallgehal huet, e Fait, deen de Johnny Schleck net ofstreit - hie sot, hien hätt net direkt stallhale kënnen -, ass vun deem bewosste Gendarme als «refus d'obtempérer» ugesi ginn, an an esou engem Fall huet hien d'Recht, seng Waff ze zéien.

Och wann deem esou ass, esou schéngt mir d'Aart a Weis, mat där do virgaange ginn ass, wéi ech dat jo och schonns d'Geleeënheet hat ze soen, iwwerdriwwen.

Fir op déi zweet Fro vum honorabelen Deputéierten ze äntwerten: De 25. August, also den Dag no där ganzer Aktioun, huet eisen Ambassadeur zu Paräis beim franséische Protokoll intervenéiert an huet do eis Bedenken iwwert déi Aart a Weis, wéi hei vu franséischer Säit virgaange ginn ass, ausgedréckt.

Question 2726 (29.7.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**«Agence Dageselteren»:**

Suite à la création d'un nouveau mode de garde pour enfants par la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a récemment institué une «Agence Dageselteren». Cette agence, dont l'objectif principal est d'informer et de consulter en matière de garde d'enfants, ainsi que d'organiser des formations requises pour l'exercice du métier de l'assistant parental, se compose de plusieurs organisations œuvrant dans le domaine de la garde d'enfants. Néanmoins, selon mes informations, le Service de Placement familial de l'Entente des Gestionnaires des Centres d'Accueil (SPLAFA) n'est pas intégré au sein de l'«Agence Dageselteren».

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Madame la Ministre peut confirmer que le SPLAFA ne fait pas partie de l'«Agence Dageselteren»? Par ailleurs, existe-t-il d'autres organisations œuvrant dans ce domaine qui ne sont pas associées à l'«Agence Dageselteren»?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette omission? Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il serait opportun que l'agence regroupe toutes ces organisations afin de pouvoir offrir l'entièreté des prestations et services existants en matière de garde d'enfants au Luxembourg?

- En outre, il ressort d'un article de presse récent que l'assistant parental potentiel doit maîtriser la langue luxembourgeoise afin d'être reconnu comme tel par l'«Agence Dageselteren».

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette affirmation?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs qui justifient que l'«Agence Dageselteren» accepte seulement des assistants parentaux qui maîtrisent la langue luxembourgeoise tandis que selon l'article 4(3) de la loi susmentionnée, l'assistant parental peut exercer son métier tout en comprenant et en s'exprimant «dans au moins une des trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues»? Quel est le niveau de connaissance de la langue luxembourgeoise requis? Sera-t-il identique par rapport à celui requis pour l'obtention de la nationalité luxembourgeoise dans le cadre du projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise?

Réponse (18.8.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale le Ministère de la Famille et de l'Intégration a effectivement institué un service national d'accompagnement, l'«Agence Dageselteren», qui à titre facultatif propose aux assistants parentaux des prestations de formation continue, d'appui administratif et de conseil pédagogique.

L'«Agence Dageselteren» s'est constituée à partir des ressources dont bénéficiaient les services «Fir Ons Kanner» et «AFP-Dageselteren», qui sont les seuls services conventionnés ayant assuré par le passé l'encadrement des personnes assurant l'accueil éducatif de jour dans le cadre d'une «conciliation vie familiale/vie professionnelle».

Le Service de Placement Familial (SPLAFA) ne contribue pas aux activités de l'«Agence Dageselteren», ses attributions étant qualifiées de mesures d'aide sociale à l'enfance.

Parallèlement à la mise en place de l'«Agence Dageselteren» le Ministère de la Famille et de l'Intégration a tenu à mettre clairement en évidence la différence entre le placement familial qui est une mesure d'aide sociale à l'enfance et l'accueil d'enfants dans le cadre d'une «conciliation vie familiale/vie professionnelle».

J'ai pris connaissance de l'article paru dans «WOX» le 4 juillet 2008, affirmant que la maîtrise de la langue luxembourgeoise est une condition indispensable pour pouvoir obtenir l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance parentale et pour pouvoir bénéficier des services de l'«Agence Dageselteren». Cette information est fausse. La loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale prévoit à l'article 4, point 3 que pour obtenir l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance parentale le requérant doit comprendre et s'exprimer dans au moins une des trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues (luxembourgeois, français, allemand).

Question 2727 (29.7.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **campagnes d'information et de sensibilisation lancées par le Ministère de la Santé:**

Au cours des dernières années, nombre de campagnes d'information et de sensibilisation sur des sujets divers ont été lancées par le Ministère de la Santé.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant aux coûts de toutes les campagnes au cours des dernières années?

- Est-ce qu'un bilan de chaque campagne a été dressé? Si oui, quels ont été les effets enregistrés? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (19.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Avant d'en venir au coût et au bilan des campagnes d'information, j'aimerais exposer la stratégie de travail suivie par mes services en matière de promotion de la santé et de prévention.

D'après les recommandations de l'OMS nous optons, depuis toute une série d'années déjà, pour une démarche «globale» dans le traitement des thématiques de santé publique, considérées comme prioritaires, et au sujet desquelles des actions s'avèrent nécessaires. Cette approche «globale» se caractérise par plusieurs axes d'intervention, dont un se dédie plus spécifiquement à la sensibilisation et à l'information en santé du public en général, d'un public particulièrement ciblé, des médias, des professionnels, des représentants politiques.

D'autres axes d'intervention sont la constitution de partenariats et de réseaux de collaboration, l'élaboration d'indicateurs pertinents de santé, l'élaboration de programmes pluriannuels etc.. Ces axes forment réellement le cadre d'action et permettent le développement durable du processus de promotion de la santé. Les actions de sensibilisation ne sont qu'un élément de cet ensemble.

Parmi les thématiques explorées citons les maladies cardio-vasculaires, le cancer, la santé mentale, l'alimentation saine et l'activité physique, la santé sexuelle, les assuétudes.

Les campagnes ont ciblé la population générale, mais également des groupes-cibles particuliers: les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ou de handicap, les groupes défavorisés ou exclus.

Pour ce qui est maintenant du coût, celui des campagnes d'information et de sensibilisation proprement dites s'est élevé au total à 2.210.000 €? pour les dernières cinq années, le montant inscrit à l'article budgétaire afférent, à savoir l'article 14.1.12.140, étant de 500.000 €? pour l'année en cours. À lui seul ce chiffre ne reflète cependant qu'imparfaitement les efforts financiers consentis en matière de médecine préventive, alors que d'autres articles budgétaires de mon département permettent de financer des programmes joignant l'action à la sensibilisation et à l'information. Tel est notamment le cas pour le programme de mammographie, le programme de vaccination contre la grippe, le programme de substitution à la méthadone. Sur ces articles sont imputés tant des rémunérations de divers intervenants que le coût de produits divers (vaccins, méthadone) et les feuillets et dépliants d'information.

Bien que je sois très en faveur d'une évaluation systématique des actions menées, et que l'évaluation soit un élément fixe de nos programmes, des mesures directes de «cause à effet» ne sont en général pas possibles en prévention et en promotion de la santé. Ces actions ont pour objet de changer les habitudes des modes de vie, d'agir sur les facteurs de risque, de prévenir précocement les maladies. Avant qu'effectivement leurs effets soient mesurables sur des indicateurs comme la mortalité, la morbidité, les habitudes alimentaires, ce sont des années d'interventions multiples qui sont nécessaires. Il n'est guère probable qu'une seule campagne de sensibilisation isolée puisse avoir des effets de santé immédiats, objectivement mesurables et durables.

Si donc il est illusoire de s'attendre à une incidence rapide, mesurable, sur les indicateurs précités, il n'en reste pas moins que mes services ont pu enregistrer, au moyen de diverses enquêtes, une augmentation des connaissances globales sur les facteurs de risque en santé, le SIDA, l'importance des vaccinations. La prise de conscience sur les modes de vie sains s'est améliorée, une augmentation très sensible des examens préventifs (exemple coloscopies) a été notée et une chute du taux des fumeurs a été notée avec satisfaction.

Par ailleurs nous avons obtenu des échos très positifs de la part des divers partenaires avec lesquels les diverses actions ont été menées. Les actions faites dans les écoles ont été très favorablement accueillies par les enseignants et par les parents. Finalement, dans un contexte international, nous avons recueilli des observations très flatteuses notamment de la part d'experts de la Commission de Bruxelles.

Question 2728 (29.7.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **frais de transport ambulanciers:**

Selon mes informations, le remboursement des frais des transports ambulanciers a été limité à partir du 1er janvier 2007 à 20 transports par an.

Sachant qu'un tel transport occasionne souvent des frais non négligeables et que beaucoup de gens sont obligés d'avoir souvent recours à ce moyen de transports pour pouvoir recourir à des traitements réguliers, comme par exemple dans le cadre d'une rééducation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quels ont été les motifs de cette décision?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces nouvelles dispositions reflètent une politique en matière de santé basée sur le principe de solidarité et sur des critères sociaux?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées concernant les économies réalisées par cette mesure?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons la population n'a pas été informée de ce changement?

Réponse (17.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Lors de l'assemblée générale du 15 novembre 2006 de l'Union des Caisses de Maladie, des modifications substantielles ont été apportées au chapitre de la rééducation fonctionnelle et réadaptation, rééducation gériatrique et rééducation cardiaque. Il a été de même pour le transport des assurés bénéficiaires des traitements dont question.

La prise en charge des frais de transport en série en ambulance ou en taxi pour se soumettre à une rééducation fonctionnelle, gériatrique ou cardiaque a été limitée à un maximum de 20 journées de traitement. Jusqu'à cette date, les transports en série pour lesdits traitements n'avaient pas été limités. Or, face à des suspicions d'abus en ce qui concerne ces transports et dans le souci de ne pas défavoriser les traitements de kinésithérapie du secteur libéral, l'UCM a jugé nécessaire de limiter ces déplacements.

La mesure décidée lors de l'assemblée générale du 15 novembre 2006 et entrée en vigueur à partir du 1er janvier 2007 a réduit de presque la moitié les frais engendrés par les déplacements pour traitement à Hamm.

En ce qui concerne le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, cette mesure avait visé à inciter les assurés concernés à organiser leurs déplacements en collaboration avec les responsables du CNRFR. Ce dernier pourrait, par le biais du budget à négocier avec l'Union des Caisses de Maladie, demander des ressources financières lui permettant d'organiser un système de rassemblement des patients via une navette.

Cependant, je tiens à informer l'honorable Député qu'un accord conclu entre le CNRFR et le Ministère des Transports prévoit que les transports dépassant la limite de 20 par an sont effectués par une navette sur avis des médecins du Centre. D'après les renseignements reçus par mes services, le nombre de ces transports n'a cessé de croître depuis la mise en place de cette navette.

Quant à la question de Monsieur le Député sur les raisons pour lesquelles la population n'a pas été informée de ce changement, je tiens à signaler que toutes les modifications apportées aux statuts de l'Union des Caisses de Maladie sont publiées au Mémorial, en l'occurrence au Mémorial A N°221 du 21 décembre 2006. De même, le texte coordonné des statuts, ainsi que les modifications récentes y apportées peuvent être consultés sur Internet à l'adresse www.ucm.lu sous la rubrique «Législation assurance maladie». Il est vrai que ces informations ne sont pas accessibles à tous les assurés. Il s'agira, dans le cadre de la nouvelle Caisse nationale de santé, d'améliorer systématiquement l'information au grand public.

Question 2729 (29.7.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **risques d'échinococcose accrus dû à l'augmentation de la population vulpine:**

Depuis l'éradication de la rage, les populations vulpines ont augmenté considérablement au cours des dernières années de sorte qu'aujourd'hui le Luxembourg se voit confronté à une surpopulation de renards sur son territoire.

La rurbanisation croissante de nos agglomérations contribue cependant à une augmentation de la probabilité de rencontres entre l'homme et le renard. L'échinococcose est une maladie qui se transmet à l'homme par l'ingestion d'œufs excrétés par les déjections du renard. Voilà pourquoi, cette évolution de la population vulpine comporte des risques accrus pour notre population.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de cas d'échinococcose ont été enregistrés au Luxembourg au cours des cinq dernières années?

- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement en vue d'une information des citoyens sur les risques de transmission de l'échinococcose?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il réaliser ces mesures?

- Au cas où aucune mesure spécifique ne serait envisagée, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cette décision?

Réponse (22.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'échinococcose alvéolaire est une zoonose, provoquée par un ténia Echinococcus multilocularis. En allemand: «Fuchsbandwurm». Cette maladie est particulièrement répandue dans l'hémisphère nord (France, Allemagne, Suisse, ainsi que la plupart des pays de l'Est). L'hôte principal est le renard, mais peut également être le chien ou le chat. L'hôte intermédiaire habituel est la souris ou le campagnol. Contrairement à l'hôte principal, la souris qui s'infeste devient très malade et est une proie facile pour le renard, le chien ou le chat et le cycle se ferme de nouveau.

L'homme s'infecte accidentellement en ingérant des œufs microscopiques du parasite:

- Par la consommation de plantes et fruits souillés (sauvages principalement) par des excréments de renards infectés (et non pas par l'urine, comme on le prétend souvent). De plus, les œufs sont très résistants au froid et peuvent survivre dans la nature 190 jours à une température de -18°C, mais sont détruits par la chaleur.

- Par le contact d'animaux infectés (chien, chat, renard).

Les œufs produisent des larves qui s'installent dans le foie et détruisent lentement cet organe, endéans plusieurs années. Le diagnostic se pose toujours de façon très tardive, de sorte qu'un retraçage de l'origine exacte de la maladie est quasiment impossible.

L'échinococcose alvéolaire est une maladie grave qui se développe lentement et de manière asymptomatique, autrefois souvent confondue avec la cirrhose ou le cancer du foie: douleurs abdominales, jaunisse, fièvre, avec augmentation du volume du foie. Le seul traitement curatif, à côté de la prise d'un antiparasitaire qui bloque l'évolution du parasite sans le tuer, peut être une intervention chirurgicale avec une éventuelle greffe du foie, mais la maladie reste gravissime avec une issue souvent mortelle pour le malade non traité. Le diagnostic peut être posé par échographie, scanner ou IRM et confirmé par une sérologie.

L'échinococcose est une maladie à déclaration obligatoire, selon le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire. Depuis l'application de ce règlement, deux cas de cette maladie ont été déclarés auprès des services de la Direction de la Santé.

Les mesures pour prévenir une contamination par les œufs de ce ver sont des mesures générales d'hygiène comme le lavage des mains, le lavage poussé à l'eau courante de fruits sauvages récoltés jusqu'à une hauteur de 25 cm du sol ou même la cuisson des aliments susceptibles d'être contaminés par des déjections de renard, mais également le traitement vermifuge régulier des chiens et chats domestiques. Dans les zones connues de transmission, il faut éviter de consommer des baies sauvages, porter des gants pour les travaux en plein air et se laver les mains après ces travaux ou après avoir toiletté son animal de compagnie, cuire les aliments provenant des champs, des forêts ou des jardins potentiellement accessibles aux renards.

Au Luxembourg, un monitoring en matière d'échinococcose de la population vulpine a été mis en place à partir de 2001 par l'Administration des Services Vétérinaires, en collaboration étroite avec le «Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken». La prévalence du parasite «echinococcus multilocularis» mis en évidence à ce moment était de l'ordre de grandeur de 25%.

Le taux de dépistage positif était de 26% en 2002 et de 27,5% en 2003 où le nombre de renards analysés n'était que de 29 unités et donc peu représentatif au point de vue statistique.

Un monitoring plus intensif, effectué en cette année 2005, dans le cadre de la surveillance active de la rage chez les renards, a donné une incidence d'infectiosité de 23,4% des renards examinés. Ce chiffre est dans les grandes lignes représentatif pour tout le territoire de notre pays, étant donné que les renards analysés venaient de l'ensemble du Grand-Duché de Luxembourg.

En France, dans certaines régions à risque, dites endémiques (le Massif Central, la Franche-Comté, la Lorraine), des dépliants sont à disposition des habitants. Voir aussi l'adresse Internet: http://www.sante.gouv.fr/htm/pointsur/zoonose/1z.htm.

Compte tenu de la rareté de la maladie et du cercle étendu de personnes potentiellement exposées, notamment tous les propriétaires de chiens et de chats, il ne paraît pas indiqué de lancer auprès du grand public une campagne d'information ciblée sur l'échinococcose. Toutefois mes services rappellent régulièrement les mesures générales d'hygiène susceptibles de prévenir les maladies infectieuses ou transmissibles généralement quelconques. La dernière campagne en la matière ne remonte qu'à l'automne 2007. Elle s'est réalisée au moyen d'un dépliant intitulé «Halte aux microbes - Des gestes simples et efficaces qui nous protègent», envoyé aux médecins du pays en vue d'être consulté par leurs patients en salle d'attente, aux pharmaciens, aux administrations communales, etc. D'après mes informations certaines communes ont repris le message du dépliant dans leur bulletin de liaison ou courrier communal périodique.

Question 2730 (29.7.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**évolution de la population du renard:**

Depuis l'éradication de la rage suite à diverses campagnes de vaccination orale, les populations vulpines ont augmenté considérablement ces derniers temps dans nos régions. De ce fait, le renard est aujourd'hui un animal omniprésent sur notre territoire.

Sachant que la population, et en particulier les agriculteurs, se soucient au sujet des renards intrépides qui peuvent propager des maladies dangereuses comme l'échinococcose, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées sur l'évolution de la population du renard sur le territoire luxembourgeois au cours des dernières cinq années?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation actuelle, sachant que la capacité de reproduction de la plupart des espèces de canidés, dont fait partie le renard, est telle que les pertes occasionnées par la chasse sont rapidement compensées par une natalité accrue?

Réponse (18.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Des données exactes sur l'évolution du nombre de renards au Luxembourg n'existent pas. Les seules données disponibles sont celles du nombre des renards tirés annuellement. L'on peut cependant admettre que ce nombre reflète quelque peu l'évolution du nombre des animaux présents dans la nature. Le nombre de renards tirés annuellement connaissant des fluctuations assez importantes, il faut toutefois être prudent pour en tirer des conclusions valables sur l'évolution de la population.

Le graphique annexé montre l'évolution très intéressante de cette espèce depuis 1947 *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Après la deuxième guerre mondiale le renard a connu une longue phase plus ou moins stable, voire légèrement croissante jusqu'en 1966, année où le premier cas de rage vulpine a été diagnostiqué au Luxembourg. En 1967, le nombre de renards tirés a chuté dramatiquement pour se maintenir à un niveau relativement bas jusqu'au milieu des années '80. En 1986, une première vaccination antirabique des renards a été mise en œuvre, suivie de campagnes de vaccination biannuelles jusqu'en 2002. Parallèlement aux vaccinations antirabiques, le nombre de renards tirés, et donc probablement aussi de renards présents dans la nature, a augmenté rapidement pour atteindre un maximum absolu en 1998/99. À partir de cette année record, le nombre de renards a de nouveau baissé, mais semble se stabiliser actuellement aux alentours de 4.500 renards tirés annuellement.

En résumé, il faut constater qu'au cours du 20e siècle l'évolution de la population vulpine a connu quatre phases bien différentes au Luxembourg:

Une première phase entre 1900 et 1940, où le nombre de renards tirés annuellement était d'environ 600 en moyenne, sans que le nombre absolu n'ait jamais atteint le nombre de 1.000 (période non comprise dans le graphique);

une deuxième phase entre 1946 et 1968, où le nombre de renards avait augmenté considérablement de sorte que le tableau annuel de tir comptait 2.000 animaux en moyenne;

une troisième phase entre 1968 et 1989, où la population vulpine fut régulée par le vecteur de la rage et où le nombre de renards tirés n'atteignait plus que 1.400 animaux en moyenne;

et une quatrième phase à partir de 1989 jusqu'à aujourd'hui, marquée d'abord par une véritable explosion des populations de renards suite aux vaccinations antirabiques, et ensuite par une stabilisation à un haut niveau. Le nombre d'animaux tirés annuellement pendant cette dernière phase est de 4.700 en moyenne.

En ce qui concerne une régulation éventuelle de la population vulpine, il faut admettre que ni les moyens de la chasse, ni les moyens de la destruction (piégeage dans les zones urbaines et périurbaines) n'ont influencé la population de façon durable.

L'effet régulateur de la chasse des populations vulpines s'est en effet avéré comme étant négligeable, comme cela a pu être démontré par des études scientifiques réalisées au Royaume-Uni (Baker et al. 2002, Baker & Harris 2006).(1)

Par ailleurs, il importe de noter que cinq associations non gouvernementales sont intervenues auprès du Président de la Chambre des Députés, suite au débat d'orientation sur la chasse pour plaider en faveur d'un arrêt complet de la chasse au renard, mettant en cause notamment la capacité de la chasse à réguler les populations. Cette position reflète d'ailleurs assez bien l'opinion publique, très largement en faveur d'une limitation de la chasse au renard.

En conclusion, il s'avère que finalement un des moyens les plus efficaces permettant d'éviter des conflits potentiels entre l'homme et les renards ainsi que la faune sauvage en général est une sensibilisation ciblée du public par rapport à un certain nombre de comportements à adopter et des précautions à prendre face au rapprochement de certaines espèces de la faune sauvage et les agglomérations. Toutefois, il n'est pas exclu d'envisager des actions ponctuelles en cas de conflits évidents mettant en cause notamment la santé publique.

Question 2731 (30.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **réaction sur des accusations envers un enseignant:**

Meng Froe betreffen d'Aart a Weis, wéi Äre Ministère mat Kloen ëmgeet, déi him iwwert d'Verhale vu Léierpersounen zougedroe ginn, an dat besonnesch, wann et sech ëm grave Fäll handelt, zum Beispill vu kierperlecher Gewalt géint Kanner. Mengen Informatiounen no hutt Dir de 16. Mäerz 2007 e Bréif kritt iwwer e Fall vun angeblecher Kierperverletzung duerch eng Léierin vu Recken/Mess géint e Kand vun deemools fënnef Joer. Äre Ministère huet dem Affekot vun der betraffener Famill och banne véier Deeg en «Accusé de réception» geschéckt. Duerno ass awer net méi dat Geréngst erfollegt, obwuel Dir de 16. Mee 2007 nach en zousätzlecht Schreiwes kritt hutt. Op dëse Bréif ass net mol méi en «Accusé de réception» erfollegt.

Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wat gesinn Är Prozeduren an esou engem Fall vir?

2. Fannt Dir et normal, datt an esou engem Fall vun Ärem Ministère einfach net geäntwert gëtt?

3. Ass hei jo oder neen, eppes ënnerholl ginn, a wa jo, wat?

4. Wann neen: Sidd Dir der Meenung, datt de Ministère an esou Fäll näischt sollt ënnerhuelen? Sidd Dir net der Meenung, datt esou Accusatioune misste mat gréisster Sériositéit iwwerpréift ginn, fir erauszefannen, ob se am Endeffekt richteg oder falsch sinn? Dat souwuel am Intérêt vun eventuell gefäerdete Kanner wéi am Intérêt vun eventuell zu Onrecht beschëllegte Léierpersounen?

Fannt Dir net, datt esou eng Attitüd derzou féiere muss, datt eng Famill sech an esou engem Fall extrem am Stach gelooss fillt a sech schlussendlech als Affer vun hirem eegenen Zivilcourage gesäit?

5. Kann déi betreffend Famill respektiv hiren Affekot eventuell dach nach mat enger Äntwert rechnen?

Réponse (22.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Als Äntwert op Är Froen iwwert d'Prozeduren, wéi ech mat Kloen iwwert d'Léierpersonal ëmginn, wollt ech lech informéieren, datt mir eis fir t'éischt beim zoustännegen Inspekter an/oder der betraffener Gemeng informéieren an dann de betreffende Bréif beäntwerten.

Ech géif et net normal fannen, wa Bréiwer, déi u mech adresséiert ginn, net géife beäntwert ginn. Allerdéngs ass an deem Fall, deen Dir zitéiert, just eng Kopie vun deene Bréiwer, déi den Affekot vun der betraffener Familljen un de Buergermeeschter vu Reckeng un der Mess adresséiert huet, un de Ministère geschéckt ginn. Deementspriechend ass et un de Gemengeverantwortleche fir Stellung ze bezéien, an net um Ministère.

(1) Baker,PJ&Harris, S. (2006) Does culling reduce fox (Vulpes vulpes) density in commercial forests in Wales, UK?

European Journal of Wildlife Research 52, 99-108

Baker, PJ, Harris, S&Webbon, CC (2002) Effect of British hunting ban on fox numbers, Nature, 419, 34

Et ass trotzdeem eppes ënnerholl ginn, an zwar hu mir Informatioune vun der zoustänneger Inspektorin gefrot, déi eis och eng Stellungnahm vun der betraffener Léierin zoukomme gelooss huet.

Well, wéi gesot, deen éischte Bréif un d'Gemeng Reckeng un der Mess vum 16. Mäerz 2007 just als Kopie u mech adresséiert gouf an deen zweete Bréif vum 16. Mee 2007 un d'Gemeng Reckeng och just als «Copie pour information» un de Ministère geschéckt ginn ass, hunn ech net d'Intentioun, op dës Bréiwer ze reagéieren.

Question 2732 (30.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **certificat de décès:**

D'Dageszeitung «Le Quotidien» schreift an hiren Editioune vum 15. a 16. Juli iwwer en erstaunlecht Behuele vun engem Dokter aus dem Escher Spidol. No engem déidlechen Aarbechtsonfall bei ArcelorMittal, an der Schmelz vun Esch-Belval, hätt dësen Dokter als alleréischt en Doudesschäin mat der Mentioun «mort naturelle» ausgestallt. Eréischt an engem zweeten Ulaf, nodeems d'Famill sech beschwéiert hat, hätt deeselwechten Dokter en Doudesschäin mat der Mentioun «mort accidentelle» ausgestallt.

Dësen dach awer bemierkenswäerte Virgang werft ënner anerem dës Froen op:

1. Stëmmt dës Duerstellung, a wa jo, hutt Dir Explikatiounen duerfir, wéisou et an dësem konkrete Fall zu enger esou ënnerschiddlecher Bewäertung vun der Doudesursaach duerch deeselwechten Dokter konnt kommen, a wat sinn d'Konsequenzen, déi aus dëser Affär ze zéie sinn?

2. Wéi ass d'Ausstelle vum Doudesschäin an der Lëtzebuerger Législatioun geregelt?

3. An Däitschland ass bei enger nodréiglecher Iwwerpréifung duerch e geriichtsmedizinescht Institut festgestallt ginn, datt en erstaunlech héije Prozentsaz vu Stierffäll, déi als natierlechen Doud bescheinegt gi waren, a Wierklechkeet op Gewaltawierkung zréckzeféire waren. Geet déi betreffend Ausbildung vun eisen Dokteren duer, fir eng verstoppte Gewaltuwendung kënne festzestellen? Gëtt och zu Lëtzebuerg sporadesch kontrolléiert, ob d'Doudesschäiner korrekt ausgestallt si ginn, a wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëse Kontrollen?

Réponse (15.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Servicer vum Gesondheetsministère kréien d'Doudesschäiner nëmme fir statistesch Zwecker. Déi sinn dann och an enger anonymer Form gehalen. Aus deem Grond kann ech zu deem bestëmmte Virfall, deen den éierewäerten Här Deputéierten usprécht, keng Stellung bezéien.

Ech kann awer den Här Deputéierten doriwwer informéieren, dass den Doudesschäin, sou wéi den Dokter e fir d'Gemeng ausstellt, dräi Rubriken huet, wat d'Doudesursaach ubelaangt, an zwar «mort naturelle ou mort violente non suspecte», «mort violente et suspecte» an «mort de cause inconnue et suspecte». Andeem et sech an dësem Fall ëm en Aarbechtsonfall gehandelt huet, huet den Dokter ganz richteg d'Rubrik «mort naturelle ou mort violente non suspecte» ugehaakt. D'Rubrik «mort violente et suspecte» ass nëmmen am Fall vun engem Verdacht op ee Verbriechen unzehaken. Eng Rubrik «mort accidentelle» gëtt et um Doudesschäin net.

Déi nei Formulare fir Doudesschäiner, déi meng Servicer an Drock ginn hunn, gesinn allerdéngs fir «mort naturelle» a fir «mort violente non suspecte» jeeweils eng separat Rubrik vir. Déi déidlech Onfäll falen ënnert d'Rubrik «mort violente non suspecte».

Souwisou huet d'Aart a Weis wéi den Doudesschäin ausgestallt gëtt keng Auswierkungen op d'Behandlung vum Dossier bei der Assurance-accidents. Laut dem Code des Assurances sociales muss all Aarbechtsaccident op engem virgedréckte Formular gemellt ginn. Wann et sech ëm en déidlechen Onfall handelt, gëtt eng Ënnersuchung iwwert d'Ursaache vum Onfall ageleet. Dat ass an deem vum Här Deputéierten ugeschwate Fall och geschitt.

Ech halen also fest, datt wann an dësem Fall den Dokter um Doudesschäin d'Rubrik «mort naturelle ou mort violente non suspecte» ugehaakt huet, hie richteg verfuer huet, mä dass doriwwer eraus och ee falscht Ausstelle vum Doudesschäin keng Konsequenze betreffend d'Unerkennung vum Virfall als Aarbechtsonfall hätt kënne kréien.

Während hirer Ausbildung léieren d'Dokteren och, den Doud a seng Ursaache festzestellen. Eng zousätzlech Formatioun ass net néideg.

Question 2733 (31.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **droit d'auteur:**

Viru kuerzem sinn d'Rechnunge vu Coditel an Eltrona un d'Abonnente verschéckt ginn. Fir en «normalen» Haushalt sinn dorop 55,00 Euro un «Droits d'Auteur» opgefouert. Dat féiert mech derzou, fir dës Froen un lech ze riichten:

1. Wéi héich ass d'Augmentatioun opgrond vun der neier Tarifikatioun, a wourop berout d'Héicht vun dëser Augmentatioun?

2. Ginn all privat Televisiounsbenotzer gläich behandelt, je nodeem u wat fir eng Antenne si ugeschloss si respektiv hir eegen Antenne hunn?

3. Wéi vill Finanzmëttel kommen iwwert dëse Wee bei der SACEM zesummen?

4. Wéi vill Finanzmëttel kommen am Total pro Joer bei der SACEM zesummen, wéi ass d'Verwendung vun dëse Suen a wéi gëtt d'Verwendung vun dëse Gelder vun offizieller Säit kontrolléiert?

Réponse (29.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Déi 55 Euro sinn d'Resultat vun engem Accord tëschent de Câblo-opérateurs an de Chaînen souwéi den Auteurs an de Compositeurs (SACEM an d'ALGOA: Association Luxembourgeoise de Gestion des Œuvres Audiovisuelles).

Dësen Accord définitéiert d'Tariffer déi d'Câblo-opérateurs bezuele musse fir d'Programmer kënnen ze diffuséieren. Den Accord ass à la base eigentlech d'Regularisatioun vun enger ongesonder Situatioun aus der Vergaangenheet, déi dodranner bestan huet, datt mir als Lëtzebuerger während Joren eng ganz Rei Programmer illegal gekuckt hunn, als Zaungäscht, ouni dofir eppes bezuelt ze hunn.

Et muss een an deem Zesummenhang wëssen, datt eis Noperen a Frankräich schonn eleng nëmme fir hir national Chaînen ze kucke pro Joer 116 Euro bezuelen, eis Noperen an der Wallonie 154,42 Euro an eis däitsch Noperen 204,36 Euro (domadder si just déi national öffentlech Chaîne bezuelt).

2. Eisen Informatiounen no hunn d'Câblo-opérateurs déi bal 90% vun den Haushalten ugeschloss hunn alleguer deen Accord ënnerschriwwen.

Deen, deen d'Tëlee vun der Post huet, bezilt och déi 55 Euro.

3. D'Autorerechter, déi esou zesummefléissen, ginn opgedeelt tëschent de Chaînen, der SACEM an der ALGOA. Déi Finanzmëttel, déi bei der SACEM zesummekommen, sinn an hirem Bilan publizéiert.

Allerdéngs geet d'Activitéit vun der SACEM wäit iwwert d'Câblo-distributioun eraus.

4. D'SACEM verdeelt déi Gelder, déi am Total pro Joer zesummenkommen (no Déductioun vu Frais de gestion an de Fonds consacrés à l'action sociale et culturelle), un d'Ayants droits vun de Wierker, je noodeem wéi oft an wéi laang déi diffuséiert, reproduzéiert oder opgefouert gi sinn, no verschidde clés de répartition an no Konventiounen, déi d'SACEM mat den Ayants droits ofgeschloss huet.

D'Verwendung vun der Collecte vun den Droits-d'auteuren am Allgemengen, vun alle Sociétés de gestion collective, gëtt kontrolléiert vum Commissaire aux droits d'auteur nom Artikel 66 vun der «loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données».

Question 2735 (1.8.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**interdiction du téléphone portable à l'école:**

Aus dem leschte Gemengerotsbericht vun der Gemeng Lëntgen war gewuer ze ginn, datt de Gemengerot eestëmmeg op d'Demande vum Léierpersonal décidéiert hätt, datt Kanner hiren Handy weder an der Schoul nach um Schoulhaff benotzen däerfen. Och a Schoulen am Ausland existéiert sou e Verbuet, haaptsächlech, well de mannegfaltege Gebrauch vun deenen Apparaten den Unterrecht stéiert. Dat féiert mech derzou, fir dës Froen un Iech ze riichten:

1. Wéi ass d'Meenung vum Unterrechtsministère zu esou engem Verbuet?

2. Misst de Gebrauch vun den Handyen an ähnlechem Geschier an der Schoul net landeswäit eenheetlech reglementéiert ginn?

3. Sidd Dir eventuell bereet, fir eng Initiative an deem Sënn ze huelen?

Réponse (18.8.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ech ginn dem Här Deputéierte Roby Mehlen Recht, datt d'Benotzung vun dem Handy an der Schoul den Unterrecht stéiert an och op Grond vun der Entwécklung vun de Funktionalitéite vun dësen Apparaten allgemeng eng Gefor duerstellt.

Et ass och richteg, datt ons Gemengen dës Problematik ënnerschiddlech handhaben. De Gesetzesprojet iwwert den enseignement fondamental gesäit am Artikel 49 e groussherzoglecht Reglement vir dat, genausou wéi bei onse Lycéeën, bestëmmte Verhalensweisen a Regele fixéiere soll, déi fir all Schoulen am Land gëlteg sinn.

Ech hu kierzlech dëse Projet vun engem groussherzogleche Reglement, wéi d'ailleurs och anerer déi am Gesetzesentworf virgesi sinn, der zoustänneger Kommissioun virgeluecht. Doranner ass ausdrécklech virgesinn, datt eis Kanner keen Handy an der Schoul wéi och am Schoulhaff benotzen däerfen.

Question 2736 (1.8.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **déplacement du milieu de la drogue vers la rue de Strasbourg:**

Il a été porté à ma connaissance que depuis un certain temps la rue de Strasbourg est devenue un véritable milieu de la drogue. En effet il semble que l'installation des caméras de surveillance près de la Gare ait entraîné un déplacement du milieu de la drogue vers d'autres quartiers, dont notamment la rue de Strasbourg.

Par conséquent beaucoup de citoyens n'osent plus circuler dans cette rue au milieu du quartier de la Gare par crainte d'être agressés par un toxicomane ou un trafiquant de drogue.

Au vu de ce qui précède j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin de remédier à cette situation?

Réponse (12.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne la rue de Strasbourg, la police n'a pas pu constater une augmentation des faits depuis l'installation du système de vidéosurveillance près de la Gare.

Cependant, tenant compte de plaintes d'habitants de la rue de Strasbourg, la Police a renforcé son dispositif de patrouilles du Centre d'Intervention de la Gare ainsi que du commissariat de proximité de Gare-Hollerich.

Question 2738 (1.8.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **censure de l'Internet par les autorités chinoises:**

Suivant des informations parues dans la presse internationale il semble que la Chine censure actuellement l'accès Internet aux journalistes étrangers. Ainsi de nombreux sites Internet seraient bloqués entre autres ceux de la BBC et de la «Deutsche Welle» et de Amnesty International.

Cette censure aurait par ailleurs été confirmée par le responsable des relations publiques du Comité Olympique International.

Il ne fait aucun doute que la censure décrite ci-dessus constitue un non-respect flagrant du droit à l'information et ne peut en aucun cas être toléré.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes:

1) Le Gouvernement est-il au courant des pratiques décrites ci-dessus?

2) Est-ce que le Gouvernement entend protester officiellement contre de telles pratiques et quelles sont par ailleurs les démarches qu'il envisage entreprendre?

3) Quelles sont éventuellement les mesures que l'Union européenne va entreprendre pour garantir l'accès Internet aux journalistes étrangers par le Gouvernement chinois?

Réponse (1.9.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Fin juillet 2008, des journalistes étrangers ont en effet rencontré des problèmes d'accès à certains sites Internet. Dès le 1er août 2008, les autorités chinoises ont toutefois débloqué l'accès et des sites tels que BBC Chine, Amnesty International, Human Rights Watch ou encore Reporters sans frontières ont été accessibles. Cette information a été confirmée par des ONG qui surveillent la liberté d'accès à l'Internet. Par la suite, certains sites ont à nouveau été fermés par les autorités chinoises. Cependant, devant les protestations internationales, ils ont été à nouveau débloqués.

Lors d'une visite auprès de l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine à Luxembourg, le 15 juillet 2008, j'ai, pour ma part, soulevé la question de l'accès à Internet et encouragé les autorités chinoises à lever les restrictions.

Le libre accès à l'Internet, la liberté de presse, la liberté de parole figurent par ailleurs parmi les préoccupations soulevées régulièrement dans le cadre du Dialogue Droits de l'Homme que l'Union européenne entretient avec la République Populaire de Chine depuis 1997. La prochaine réunion du Dialogue Droits de l'Homme entre l'UE et la RPC est prévue du 24 au 26 novembre 2008 à Pékin.

Question 2739 (1.8.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **cancer colorectal:**

Le Conseil de Gouvernement a adopté en date du 25 juillet 2008 un projet de règlement grand-ducal visant des modifications du Code de la Route. Entre autres il est prévu de prolonger la durée de validité du permis de conduire jusqu'à l'âge de 60 ans, en lieu et place du seuil des 50 ans prévu jusqu'ici.

La Fondation luxembourgeoise contre le cancer déplore cependant vivement cette prolongation de dix ans, comme 50 ans est l'âge idéal recommandé dans le cadre du dépistage de certains cancers, et plus particulièrement du cancer colorectal.

En effet, au Luxembourg, le cancer colorectal qui est fréquent est malheureusement souvent diagnostiqué trop tard. L'actuelle visite médicale obligatoire présentait l'avantage de toucher une population nombreuse, et plus particulièrement des personnes n'allant pas souvent chez un médecin et auxquelles on pouvait ainsi expliquer et conseiller des examens de dépistage.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel est l'avis du Gouvernement quant aux objections de la Fondation luxembourgeoise contre le cancer?

- Le Gouvernement donnera-t-il suite auxdites remarques?

- Dans l'affirmative, quelles sont les alternatives que le Gouvernement entend proposer?

Réponse commune (3.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'avis du Gouvernement quant aux objections de la Fondation luxembourgeoise contre le cancer soulevées suite à l'adoption par le Conseil de Gouvernement d'un projet de règlement grand-ducal visant, entre autres, la prolongation de la durée de validité du permis de conduire jusqu'à l'âge de 60 ans.

En effet, la modification projetée de l'article 87 du Code de la Route prévoit la prolongation de la durée de validité du permis de conduire de la catégorie A (motocycle), B

(automobile) et F (tracteur) de 50 à 60 ans. C'est-à-dire que le titulaire d'un de ces permis de conduire ne doit procéder à un examen médical certifiant qu'il est apte à la conduite d'un véhicule qu'à l'âge de 60 ans au lieu de 50 ans.

La longévité accrue des titulaires des permis de conduire ainsi que l'amélioration générale de la santé des personnes âgées justifient une extension de la validité du permis de conduire pour les catégories susmentionnées.

Cette approche est également confirmée par les études menées sur le plan européen. Partant, les recherches effectuées par la Commission européenne en 2005 dans le cadre du rapport «New standards for the visual functions of drivers» affirment que si une harmonisation des standards en matière d'un examen de vue des titulaires du permis de conduire de la catégorie B était désirée, alors cet examen médical ne devrait pas commencer avant l'âge de 60 ans.

Par ailleurs, la plupart des États membres de l'Union européenne ne connaissent pas de limite de validation en matière du permis de conduire, notamment les pays limitrophes du Luxembourg, en l'occurrence la France, la Belgique ou l'Allemagne ignorent toute sorte d'examen médical en vue du renouvellement du permis de conduire. En outre, il s'avère difficile de faire comprendre aux titulaires d'un permis de conduire luxembourgeois que le Luxembourg exige des conditions qui vont au-delà de ce qui est de pratique à l'étranger, alors que de nombreux frontaliers empruntent quotidiennement le réseau routier sans être soumis à des exigences similaires.

L'objet du contrôle médical est en effet de s'assurer au moment de l'établissement du certificat médical de l'état de santé du conducteur et au vu de ce qui précède le Gouvernement estime raisonnable d'augmenter sensiblement la durée de validité du permis de conduire sans pourtant vouloir abolir de manière générale le contrôle médical.

Dans la mesure où la Fondation luxembourgeoise contre le cancer, dont l'honorable Parlementaire se fait l'écho, déplore la prolongation de la durée de validité du permis en ce qu'elle pourrait retarder le dépistage notamment du cancer colorectal, il faut rendre attentif au fait que ce dépistage ne fait nullement l'objet de l'examen médical d'aptitude pour le permis de conduire.

Il est vrai que dans une optique de santé publique, et indépendamment du dépistage du cancer, la visite médicale obligatoire à cinquante ans a permis de mettre en relation avec un médecin beaucoup de personnes qui n'avaient plus subi d'examen médical général depuis dix ou vingt ans, et d'identifier ainsi d'éventuels problèmes de santé ou facteurs de risque pour le développement de maladies.

Mais indépendamment de la présente discussion les services du Ministère de la Santé sont en train de travailler sur un projet de «checks préventifs» pour toute une série de pathologies à des âges clefs. Ces examens devraient permettre de dépister à un stade précoce entre autres les maladies cardio-vasculaires, le diabète, mais aussi les différentes formes de cancer.

Question 2740 (1.8.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**arrondissement judiciaire de Diekirch:**

D'après les informations du soussigné, l'arrondissement judiciaire de Diekirch, qui a pris de plus en plus d'importance au cours de ces dernières années et décennies, manque

- d'une part, cruellement de place - des locaux ont dû même être loués près du Tribunal d'arrondissement afin de pallier un tant soit peu à la pénurie de bureaux -, et,

- d'autre part, d'effectifs au niveau du Parquet. Par ailleurs, les délits économiques se multipliant et devenant de plus en plus complexes, la nécessité de la mise en place d'un service «Affaires économiques» plus effectif auprès du Parquet du Tribunal d'arrondissement de Diekirch se fait sentir.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et des Travaux publics:

- Le Gouvernement est-il au courant des problèmes décrits ci-dessus? Dans l'affirmative quelles sont les mesures qu'il a déjà prises ou entend prendre à court terme pour y remédier?

- En tout état de cause, ne faudrait-il pas songer à terme à construire un nouveau Palais de Justice à l'image de celui dont l'arrondissement judiciaire de Luxembourg est en train de se doter?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait songer à la mise en place d'un service «Affaires économiques» plus effectif au niveau du Parquet de Diekirch à l'instar du Parquet de Luxembourg? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement songe-t-il à répartir les effectifs entre les différents services du Parquet et à partir de quand un tel service pourrait-il être opérationnel?

- Dans un même ordre d'idées les affaires attribuées au (seul) magistrat en charge du Parquet dit «jeunesse» y compris le volet «violences domestiques» sont en progression. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il convient d'en tenir compte dans la détermination de l'effectif du Parquet de Diekirch et d'éviter que la rotation par rapport au service de permanence soit trop rapprochée?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il convient de mettre le Parquet de Diekirch au même niveau que toutes les autres juridictions en y créant le poste de procureur d'État adjoint ce qui pourrait augmenter les possibilités d'avancement en évitant les changements d'affectation trop fréquents?

Réponse commune (30.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1) En ce qui concerne le volet «locaux» du Palais de Justice de Diekirch:

Dès 2003 un bureau d'architecture avait été chargé d'une étude des transformations à faire au Palais de Justice de Diekirch suite notamment à des problèmes de sécurité du bâtiment, de manque de bureaux et de places de stationnement.

Entre-temps divers travaux ont été accomplis et il a été prévu de construire une annexe dans la cour arrière du Palais de Justice. Le projet a été reporté dans le temps dans le cadre des mesures d'assainissement des finances publiques.

À l'heure actuelle et suite à la demande de l'Administration des Bâtiments publics, les plans élaborés à l'époque ont été soumis début avril 2008 aux autorités judiciaires de Diekirch pour avoir leur avis quant à la question de savoir si le programme de construction de l'époque est toujours d'actualité. À la lumière de cet avis, le Gouvernement envisage de réaliser ce projet.

2) En ce qui concerne le volet «effectifs» et «organisation» du Parquet de Diekirch:

À l'heure actuelle le Parquet de Diekirch est composé de cinq magistrats, à savoir un procureur d'État, un substitut principal, un premier substitut et deux substituts. Le dernier renforcement date du 16 septembre 2006 et a été prévu par la loi du 1er juillet 2005 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire. Des travaux préparatoires à cette loi il résulte que le procureur d'État de Diekirch avait demandé le renforcement de son Parquet par un substitut. Par la loi du 1er juillet 2005 ce poste de substitut a été prévu pour le 16 septembre 2006.

Le Gouvernement partage les réserves émises par le procureur général d'État auquel la question parlementaire a été soumise pour avis, quant à la mise en place d'un service autonome «affaires économiques».

En dehors du fait que certaines matières économiques, comme le blanchiment, relèvent de par la loi de la seule compétence des organes judiciaires de Luxembourg et que la plupart des affaires de la criminalité financière trouvent leur origine dans l'arrondissement de Luxembourg, il est difficile de constituer un service «affaires économiques» dans un Parquet avec un effectif de cinq magistrats.

S'il est vrai que la rotation par rapport au service de permanence est plus rapprochée à Diekirch qu'à Luxembourg, Monsieur le Procureur général d'État estime que le service de permanence est autrement plus accaparant à Luxembourg qu'à Diekirch, au niveau notamment des appels téléphoniques et des descentes sur les lieux.

En tout état de cause, cette rotation plus fréquente ne justifie pas à elle seule une augmentation du nombre des magistrats du Parquet de Diekirch.

Le renforcement éventuel du Parquet de Diekirch, y compris l'éventuelle création d'un poste de procureur d'État adjoint, devront être examinés dans le cadre du prochain programme pluriannuel de recrutement pour la justice luxembourgeoise.

Question 2741 (1.8.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **bulletins de vote adaptés pour les personnes malvoyantes:**

An deene leschte Jore si vill Effortë gemaach ginn, fir deene Leit, déi méi schlecht gesinn, d'Liewe méi einfach ze maachen. Sou stinn zum Beispill ewell och Zeechen a Braille-Schréft op eise Suen. D'Wahlziedele sinn de Moment nach net fir Leit, déi méi schlecht oder näischt méi gesinn, adaptéiert.

An deem Zesummenhang géif ech gäre vum Här Minister wëssen:

1) Mengt Dir net, datt een och d'Wahlziedele fir d'Europa-, d'National- an d'Gemengewahle fir Leit, déi méi schlecht oder net méi gesinn, misst upasse respektiv separat Wahlziedele fir dës Leit drécken?

2) Gëtt et eventuell scho Pläng an dës Richtung?

3) Wann net, wier et dann net méiglech, fir zukünfteg Wahléchéancen all Wahlbüro eng bestëmmten Zuel vun esou spezielle Wahlziedelen a Braille-Schréft zur Verfügung ze stellen?

4) Géif et zäitlech nach duergoen, fir dat scho fir d'Europa- an d'Nationalwahlen de 7. Juni 2009 ze maachen?

Réponse (12.8.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'Wahlgesetz gesäit fir blann oder kierperbehënnert Wieler folgend Méiglechkeet vir:

«Art. 79. Lorsqu'il est constaté qu'un électeur est aveugle ou infirme, le président l'autorise à se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien et même à faire formuler par celui-ci le vote qu'il se trouverait dans l'impossibilité de formuler lui-même.»

Den Artikel 79 gëtt och nach Preziséiounen zur Persoun vum Guide.

Den honorabelen Deputéierte Roby Mehlen proposéiert, fir speziell Wahlziedelen a Braille-Schréft drécken ze loossen.

Ech kann dësem Virschlag awer net zoustëmmen, well e riskéiert géint d'Wahlgeheimnis ze verstoussen, am Fall wou an enger Gemeng nëmmen een eenzege Wieler ass, deen de Wahlziedel a Braille-Schréft benotzt.

Ausserdeem huet déi aktuell Regelung menges Wëssens bis haut kee Problem duergestallt a si ass och vun de betraffene Leit akzeptéiert. Duerfir ass et net néideg, eppes un de bestehende Bestëmmungen ze änneren.

Question 2743 (4.8.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**accord écrit entre le médecin et le patient:**

Lors d'une opération médicale ou d'une anesthésie, d'autres pays de l'Union européenne, notamment l'Allemagne, garantissent une sécurité accrue aux patients par un accord sur les modalités de l'acte médical signé au préalable et dans un délai raisonnable entre le médecin et le patient. Cet accord précise à la fois l'acte planifié, notamment les indications, les méthodes alternatives, les risques et les complications, et le consentement après que le médecin aura fourni oralement les explications nécessaires. Suivant mes informations, une telle pratique n'est guère utilisée par le corps médical au Grand-Duché.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'est pas d'avis que la pratique courante d'un consentement oral est incompatible avec une pratique «lege artis» et risque, le cas échéant, de mener à des problèmes juridiques en cas de litige.

- Ne faudrait-il pas, dans le cadre d'une meilleure gestion du risque, insister à côté des explications orales sur un consentement écrit avec signature du patient pour des actes médicaux majeurs?

Réponse (15.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire estime opportun d'introduire dans notre réglementation l'exigence d'un consentement écrit du patient avant tout acte médical majeur, notamment les interventions en salle d'opération et toutes interventions précédées d'une anesthésie.

Elle fait état de réglementations en vigueur en la matière existant apparemment dans certains pays de l'Union européenne, et plus particulièrement en Allemagne.

S'agissant de la France, le Code de la santé publique exige certes le consentement libre et éclairé du patient avant toute intervention, mais le recueil d'un consentement écrit n'est obligatoire que dans certaines circonstances exceptionnelles, notamment dans le cas de la participation d'un patient à un projet de recherche biomédicale, ou encore en cas de procréation médicalement assistée ou de prélèvement d'organe sur un donneur vivant. S'agissant de l'Allemagne, je n'ai pas connaissance d'une disposition législative émanant de l'État fédéral, mais je pense que l'affaire relève de la compétence des «Länder».

Ceci étant dit, je n'ignore pas que le consentement écrit préalable avant intervention chirurgicale se pratique dans de nombreux hôpitaux à l'étranger, même en l'absence de législation. Au Luxembourg d'ailleurs la même pratique s'installe progressivement dans les hôpitaux.

Au Luxembourg le principe de l'information du patient en vue du consentement éclairé est inscrit tant dans la loi hospitalière qu'au Code de déontologie des médecins. Si la pratique d'une signature préalable demandée au patient se répand en dehors de toute disposition légale en ce sens, c'est sans doute que les hôpitaux et médecins entendent se prémunir dès le départ contre tout reproche de ne pas avoir pleinement informé le patient. Aussi les formules de déclaration de consentement éclairé préétablies que j'ai pu me procurer et qui sont présentées à la signature du patient font dire à celui-ci qu'il reconnaît avoir été pleinement informé notamment sur les complications et risques possibles, avoir eu réponse à toutes ses questions, être pleinement satisfait des explications fournies etc.. Ce genre d'exercice, où la forme risque de se substituer au fond, ne remplace pas le dialogue entre médecin et patient, dont il n'est pas possible de tracer le contenu dans une disposition normative.

Ceci dit, je pense que des efforts supplémentaires en vue d'une information compréhensible et généralisée des patients sont nécessaires et le futur dossier patient standardisé encouragera les démarches allant dans ce sens.

Question 2744 (4.8.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **facturation d'opérations médicales:**

Certains actes médicaux dans le domaine des opérations (par exemple l'endoprothétique) nécessitent par le chef de leur complexité la présence et la participation d'au moins deux médecins dont un est considéré comme opérateur et l'autre comme assistant. Selon mes informations, il semble que certains médecins facturent leur participation comme assistant à une opération sans pour autant ayant participé à celle-ci. Les patients sous anesthésie générale ignorent ce fait et se voient obligés de payer ce mémoire d'honoraires injustifié.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il a connaissance de ces faits.

- Dans l'affirmative, quelle mesure Monsieur le Ministre a-t-il prise afin de mettre fin à cette pratique illégale?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un mémoire d'honoraires pour assistance à une opération devra au futur impérativement être accompagné d'un rapport d'opération portant, entre autres, les noms de l'opérateur et de son assistant afin de rassurer la présence d'un assistant et donc de la légitimité du mémoire d'honoraire.

Réponse (12.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, qui se rapporte à l'assistance médicale, il est légi-

time pour le médecin assistant de mettre en compte des honoraires médicaux à charge de l'assurance maladie, si la complexité de l'intervention chirurgicale exige une assistance médicale.

Selon l'article 1er du règlement grand-ducal précité, les actes et services des médecins ne peuvent être pris en charge par une institution d'assurance maladie que si ces actes ont été effectués personnellement par le médecin les mettant en compte. Partant, toute facturation injustifiée d'honoraires médicaux pour assistance médicale non réalisée est à considérer comme un acte indu.

Dans la pratique, il échappe toutefois à la connaissance de l'Union des Caisses de Maladie de quelle manière l'assistance opératoire lors des interventions chirurgicales est organisée par les médecins dans les différents établissements hospitaliers. Le législateur n'a pas conféré à l'Union des Caisses de Maladie les moyens pour intervenir dans la manière dont les médecins s'organisent pour assurer ladite assistance opératoire, ni les moyens pour effectuer des contrôles systématiques de cette activité.

Cependant, conformément à l'article 36, alinéas 4 et 6 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, le patient dispose de la possibilité de consulter directement son dossier à l'hôpital au cas où il aurait des doutes quant à la facturation d'une ou de plusieurs assistances opératoires. En effet, ces deux alinéas sont libellés comme suit:

«Art. 36. al 4 Le patient a un droit d'accès à son dossier individuel qu'il exerce en personne ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne, attaché ou non audit établissement hospitalier.

Art. 36. al 6 L'hôpital est tenu de remettre au patient ou à son médecin sous forme de copies les pièces figurant obligatoirement au dossier. Ceux-ci peuvent de même consulter le dossier sur place.»

Ce même article 36 précise dans son alinéa 2 que «le dossier comprend obligatoirement les données médicales sous forme d'anamnèse, de rapports médicaux et soignants, de résultats d'analyses, de comptes-rendus d'investigations diagnostiques, d'ordonnances ou de prescriptions, de radiographies et de tout autre document ou effet intéressant l'état de santé respectivement le traitement d'un malade.»

Le Chapitre 5 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, qui a trait aux rapports médicaux ainsi que la convention médicale ne retiennent pas la possibilité d'une communication directe d'un rapport médical opératoire au patient. Les rapports médicaux sont adressés soit aux médecins traitants, soit sur demande au Contrôle médical de la sécurité sociale.

Question 2745 (4.8.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **délai entre l'infraction et la publication de l'avis de recherche:**

Dans la presse écrite et sur le site Internet de la Police grand-ducale on retrouve souvent des avis de recherche accompagnés d'une photographie de personnes qui ont essayé de se procurer illicitement d'argent liquide auprès d'un distributeur automatique de billets par le moyen d'une carte bancaire volée auparavant.

On constate cependant que dans de nombreux cas, ces actes illicites ont eu lieu plusieurs mois, voire même presqu'une année avant la date de publication de l'avis de recherche.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Pour quelles raisons les avis de recherche décrits ci-dessus sont publiés si longtemps après la commission de l'infraction?

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un tel avis de recherche devrait être publié à travers les médias dès que la victime a porté plainte et que les forces de l'ordre sont en possession de la photographie du/des malfaiteur(s) probable(s)?

Réponse (4.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La publication d'un avis de recherche accompagné d'une photographie d'une personne suspecte est une mesure qui s'inscrit dans le cadre général d'une enquête judiciaire et doit être, après perquisition et saisie de la photo ordonnée par l'autorité judiciaire, autorisée par celle-ci. Cette mesure est également accompagnée d'autres actes de recherche de manière à ce que l'opportunité et le choix du moment de la publication d'un avis de recherche peuvent varier d'une enquête à l'autre.

Question 2746 (5.8.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**allocation postnatale:**

Il me revient que bon nombre de demandes en obtention de l'allocation postnatale en faveur des nouveau-nés ont été refusées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales du Luxembourg (CNPF) pour cause de dépassement du délai de prescription.

Dans son argumentation, la CNPF se réfère à l'article 18 de la loi du 20 juin 1977 selon lequel l'allocation postnatale se prescrit par une année à partir de la date à laquelle l'enfant atteint l'âge de deux ans accomplis. Or, sur le formulaire de demande d'une telle allocation postnatale émis par la CNPF, il est question d'un délai de prescription de deux années à partir du deuxième anniversaire de l'enfant.

Vu le caractère officiel du formulaire émis par la CNPF qui énonce explicitement les (fausses) conditions pour l'obtention de l'allocation postnatale et qui comprend un certificat à remplir par le bureau de la population, ainsi que six cachets et signatures de médecins, il semble évident que l'ayant droit ne vérifie pas l'exactitude des informations fournies par la CNPF dans ses propres formulaires. En l'occurrence, il s'agit donc d'une erreur matérielle commise par la CNPF dans l'élaboration de son formulaire qu'il serait injuste à faire payer par les ayants droit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Combien de demandes en obtention de l'allocation postnatale ont été refusées pour cause de dépassement du délai de prescription tel que décrit ci-dessus depuis que le formulaire erroné existe?

2. Combien de recours ont été introduits contre ces décisions de la CNPF et quel a été le résultat de ces recours?

3. Est-ce que la CNPF s'est entretemps rendue compte de l'erreur renseignée sur ses formulaires de demande en obtention de l'allocation postnatale et quelles en sont les conséquences?

4. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'on doive trouver une solution afin de ne pas punir les parents et enfants pour l'erreur sur le formulaire en question et partant de les faire profiter de l'allocation qui leur est due?

Réponse (1.10.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 21 novembre 2002 a modifié notamment l'article 25 de la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) en étendant le délai de prescription des arrérages d'allocations familiales d'une année à deux années.

Cette mesure poursuivait un double objectif:

1. mieux sauvegarder les droits des citoyens, parmi lesquels les immigrants réfugiés se voyaient à l'époque, après une longue période d'instruction de leur demande d'asile, opposer presque toujours la prescription, alors qu'ils n'étaient éligibles au droit aux prestations familiales qu'après l'obtention du statut de réfugié politique et de ce fait, d'un domicile au Luxembourg,

2. harmoniser dans une plus large mesure la prescription des prestations luxembourgeoises avec celle des prestations étrangères, ce qui contribua à simplifier considérablement les régularisations rétroactives dans le cadre des droits transfrontaliers.

La perte des droits des réfugiés politiques en raison de la prescription annale concernait également les différentes tranches de l'allocation de naissance.

Or, le chapitre IV de la loi modifiée du 19 juin 1985 qui contient des dispositions d'ordre général dont, entre autres, l'article 25 précité, est pris en référence par toutes les autres lois en matière de prestations familiales, et notamment par la loi modifiée du 20 juin 1977 concernant l'allocation de naissance. La prescription biennale constitue partant désormais la règle générale pour les prestations familiales.

La Caisse Nationale des Prestations Familiales en concluait qu'il était dans les intentions du législateur de généraliser le délai de prescription biennal, bien que la loi du 20 juin 1977 qui rappelle le délai de prescription d'une année du fait qu'elle doit en préciser pour chaque tranche le point de départ, ne fût pas adaptée en même temps.

C'est ainsi que, dans un souci d'équité et dans l'attente d'une prochaine harmonisation des dispositions légales visées, la Caisse commença à appliquer la prescription biennale également à l'allocation de naissance tout en modifiant les formulaires de demande en conséquence pour que les familles ciblées ne soient pas découragées de présenter leur demande après l'expiration d'une année, alors qu'en pratique elle serait acceptée endéans le délai de deux années.

L'adaptation de la loi du 20 juin 1977 ne fut cependant pas réalisée.

Dans le cadre des travaux préparatoires à la mise en œuvre du statut unique, il fut demandé à la CNPF de soumettre une proposition de texte coordonné des dispositions relatives aux prestations familiales en vue de leur intégration dans le nouveau Livre IV du code de la sécurité sociale. À cette occasion, la Caisse proposa une disposition harmonisée relative à la prescription, incluant l'allocation de naissance.

Or, cette proposition ne fut pas retenue, de sorte que la Caisse se rendit compte que la volonté politique actuelle est de différencier la prescription de l'allocation de naissance de celle de toutes les autres prestations familiales dans un sens plus restrictif, peut-être en vue de maintenir dans des limites raisonnables l'impact financier de la décision de la commission européenne imposant aux autorités luxembourgeoises - et à elles seules - d'exporter l'allocation de naissance sur base du règlement (CE) N°1612/68, nonobstant le fait qu'elle est déclarée non exportable dans le cadre du règlement (CE) N°1408/71. La Caisse se devait dès lors de respecter cette volonté et d'appliquer à nouveau la prescription annale. De nouveaux formulaires furent commandés dans les meilleurs délais, mais il restait évidemment un certain nombre d'anciens formulaires en circulation. Sur les anciens formulaires encore en possession de la Caisse, la durée du délai fut corrigée.

Il importe de savoir que les familles visées par la loi du 20 juin 1977, auxquelles les formulaires de demande de l'allocation postnatale sont distribués dans le cadre des examens périnatals effectués en milieu hospitalier luxembourgeois, sont extrêmement rares à ne pas présenter leur demande dans les semaines qui suivent le 2e anniversaire de l'enfant, sauf par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, dans quel cas il n'est pas fait application de la prescription. Il n'est guère à admettre que des familles attendent plus d'une année avant de présenter leur demande du simple fait que le formulaire renseigne un délai de deux ans.

La Caisse n'est pas outillée pour établir des statistiques sur les refus, de sorte qu'elle ne peut pas chiffrer le nombre de demandes d'allocations postnatales refusées. Les recours sont peu nombreux, aucune décision de justice n'ayant par ailleurs été prise à ce jour. Vu que la Caisse est dessaisie suite aux recours, elle est actuellement tenue d'attendre la position de la justice.

Question 2748 (4.8.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **Centre de Transfusion Sanguine (CTS):**

Dans sa réponse du 31 mars 2008 à la question parlementaire 2358 *(cf. compte rendu N°12/2007-2008)* relative au Centre de Transfusion Sanguine (CTS), Monsieur le Ministre avait annoncé plusieurs mesures visant à optimiser le fonctionnement de cet organe.

Ainsi, le Centre de Transfusion Sanguine devait engager une infirmière supplémentaire, renforcer temporairement son équipe de sélection des donneurs au moyen de ressources internes et mettre en place une deuxième cabine pour la sélection des donneurs.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si les mesures annoncées ont pu être réalisées.

- Dans l'affirmative, quelle est à l'heure actuelle la durée normale d'attente pour un premier rendez-vous?

- Le Centre de Transfusion Sanguine ayant escompté pouvoir procéder à l'examen de 130 candidats donneurs par mois, est-ce que cet objectif a pu être atteint?

- D'une façon plus générale, quels sont les développements que le CTS a connus au cours des derniers mois?

Réponse (22.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire s'étant inquiété dans une première question parlementaire du délai assez long pour un premier rendez-vous fixé au candidat donneur de sang, j'ai pu dans ma réponse du 31 mars l'informer sur les mesures projetées par la Croix-Rouge pour faire face à un recrutement exceptionnellement élevé de nouveaux donneurs, lui-même dû au succès d'une campagne de sensibilisation menée fin 2007.

Dans sa nouvelle question parlementaire consacrée au même sujet l'honorable Parlementaire aimerait savoir si les mesures annoncées ont effectivement été prises et si elles ont rencontré l'effet voulu.

Comme déjà dit dans ma précédente réponse une infirmière supplémentaire a été engagée au 1er mars. De la mi-avril à la mi-juillet deux infirmières ont été momentanément détachées d'un autre service de la Croix-Rouge au CTS pour y faire face à la surcharge de travail exceptionnelle et temporaire. Un nouveau médecin a été engagé au 16 juillet, entre autres, pour s'occuper de la sélection des candidats donneurs.

Les prédits efforts ont permis au CTS d'accueillir d'avril à août régulièrement plus de 100 donneurs nouveaux par mois, avec un pic de 163 donneurs en avril, contre une moyenne de 90 nouveaux donneurs par mois en 2005 et 2006.

Le retard dans le traitement des demandes constaté en début d'année a ainsi pu être épongé et le traitement des demandes nouvelles est revenu en «vitesse de croisière». En d'autres mots, tout nouveau candidat donneur reçoit un écho à sa demande endéans les 15 jours. Le délai d'attente pour le premier rendez-vous en vue de sa sélection ne dépasse guère six semaines.

Dans la mesure où l'honorable Parlementaire s'intéresse aux «développements que le CTS a connus au cours de ces derniers mois», je puis lui faire savoir que le recrutement de donneurs évolue favorablement. Pour l'année en cours le CTS note jusqu'au 1er septembre 778 demandes de donneurs traités, dont 724 donneurs acceptés. L'indice de satisfaction des nouveaux donneurs que le CTS enregistre au moyen d'un questionnaire d'évaluation et de satisfaction, déjà très élevé précédemment, a encore augmenté. Le nouveau directeur du CTS qui remplacera son prédécesseur parti à la retraite entrera en fonction à la mi-octobre. Il lui appartiendra de définir une organisation interne qui permettra à l'avenir de réagir à court terme à un afflux élevé de nouveaux donneurs.

Question 2750 (5.8.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **système de vidéosurveillance:**

À ma question parlementaire N°2572 du 30 mai 2008 concernant la création et l'exploitation par la Police grand-ducale d'un système de vidéosurveillance, Monsieur le Ministre a avancé qu'il est trop tôt pour tirer un bilan du projet en question *(cf. compte rendu N°16/2007-2008)*. Néanmoins, il a énuméré les principaux faits qui ont été constatés ou élucidés jusqu'au 31 mai 2008 dans les trois zones de sécurité par la police via vidéosurveillance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel fait a été constaté ou élucidé dans quelle zone de sécurité par quelle caméra?

- Combien de caméras ont été installées dans les différentes zones de sécurité? À quels endroits précis sont-elles installées?

- D'après quels critères ces caméras ont été installées?

Réponse (17.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans ma réponse du 10 juillet 2008, je vous avais fourni le détail des infractions constatées par le système de la vidéosurveillance. Trois infractions (coups et blessures volontaires et délits de fuite) ont pu être constatées dans la zone de sécurité du Glacis/Kin-

nekswiss et sept faits pénaux au Centre Aldringen (stupéfiants, coups et blessures volontaires, vols simples, arrestations suite à la détection d'auteurs d'infractions en dehors des zones de sécurité, trouble à l'ordre public). Toutes les autres infractions ont été constatées dans la zone de sécurité de la gare.

Actuellement, 51 caméras fonctionnent dans les trois zones de sécurité. Conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance, les caméras se trouvent dans des zones de sécurité qui sont clairement délimitées par des panneaux de signalisation.

Le règlement ministériel du 27 septembre 2007 pris sur base d'une évaluation des risques s'appuyant notamment sur les statistiques policières ainsi que des avis du procureur d'État et du comité de prévention communal de Luxembourg, détermine ces zones de sécurité.

Question 2751 (6.8.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **Concours Eurovision de la Chanson:**

Lëtzebuerg huet sech an der Vergangenheet um «Concours Eurovision de la Chanson» bedeelegt, an dëse Concours esouguer fënnef Mol gewonnen. Dëse Concours huet et talentéierte Museker ëmmer erméiglecht sech international ze bewähren.

Leider bedeelegt sech Lëtzebuerg, als eent vun de wéinege Länner, säit längerer Zäit net méi un dësem Concours, deen awer vu ville Lëtzebuerger Zuschauer gär gesi gëtt.

Dëse Concours, an d'Musek iwwerhaapt, ass säit laanger Zäit e wichtegen Aspekt am grenziwwerschreidende Versteesdemech vun de Völker.

Kann den Här Kulturminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wie war zoustänneg fir d'Lëtzebuerger Participatioun beim «Grand Prix d'Eurovision de la Chanson»?

2) War dat eventuell RTL, wou de Lëtzebuerger Stat mat Aktionär ass?

3) Aus wat fir enge Grënn bedeelegt sech Lëtzebuerg net méi un dësem Concours?

4) Gedenkt d'Regierung Initiativen ze ergräifen, fir datt Lëtzebuerg sech ërem un deem Concours bedeelegt, fir eventuell Lëtzebuerger Sänger respektiv Chansonnieren eng Chance ze gi sech international op deem Wee ze beweisen?

Réponse (15.10.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling freet d'Regierung iwwert d'Méiglechkeete fir zu Lëtzebuerg de «Grand Prix d'Eurovision de la Chanson» ze organiséieren. Ech wollt dem Här Deputéierten dës Informatioune ginn als Äntwert op seng Fro:

De «Grand Prix Eurovision de la Chanson» ass eng Initiative vun der UER/EBU, der «European Broadcasting Union» a gëtt vun der Eurovisioun ausgedroen, dat heescht vun allen öffentlech-rechtlechen Televisiounsanstalten, déi Member vun dëser Organisatioun sinn. De «Grand Prix» gëtt all Joer vun deem Land organiséiert, wat dat Joer virdru gewonnen huet.

RTL/CLT huet zwar no 1995 hir aktiv Memberschaft an der UER zréckgeschrauwt, ass awer, als Grënnungsmember, weiderhi Member vun der UER, an dës Medienanstalt kënnt dann och als eenzeg a Fro, fir Lëtzebuerg bei dësem Grousse Präis ze vertrieden. Dat huet se jo och an der Vergaangenheet gemaach, mat deem grousse Succès, dee mer kennen.

D'Grënn firwat RTL net méi um Grand Prix deelhëlt kann eleng dës Gesellschaft nennen. Gewosst ass, datt déi aktiv Memberschaft bei der UER an d'Participatioun um Grand Prix vill Sue kascht, woubäi sech dës Initiative fir eis Artisten awer net als ganz erfollegräich gewisen huet.

D'Bedeelegung um «Grand Prix Eurovision de la Chanson» ass net am Lastenheft mat der CLT stipuléiert, sou datt d'Regierung do keen Afloss drop huet.

De Kulturminister leet den Akzent op direkt Moosname, fir méi geziilten Aktiounen ze ënnerstëtzen an ze organiséieren, wou der Promotioun vun eise Museker an Artisten, och am Ausland, op direktem Wee gedéngt ass.

Fir weider Detailer erlaben ech mir zousätzlech op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroe N°9 vum Här Deputéierten Eugène Berger vum 12. Oktober 1995 *(cf. compte rendu relié 1995-1996)* an N°2110 vum Här Deputéierten Gast Gybérien vum 31. Mäerz 2003 *(cf. compte rendu N°16/2002-2003)* ze verweisen.

Question 2752 (6.8.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **tarif «DMG1» (dossier médical du patient):**

D'Union des Caisses de Maladie huet an der Nomenclature des Actes et Services vun den Dokteren een Tarif «DMG1» (Dossier médical du patient) agefouert fir d'Gestioun vun dem medezineschen Dossier vum Patient.

Et handelt sech ëm ee medezineschen Dossier, deen de Familljendokter, an der Regel e Generalist, fir e Patient verwalt mat der Zilsetzung ee medezineschen Iwwerbléck iwwert d'Leeschtungen a besonnesch d'Resultater vu Kontakter mat de verschiddene Medeziner oder och iwwert déi divers Ënnersichungen ze behalen.

D'Motivatioun fir den DMG1 anzeféiere war sécherlech fir eng besser Gestioun vun den Elementer vun engem Patientendossier erbäizeféieren.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Kann een haut schonns een exakte respektiv estimative Bilan zéie vum Erfolleg vun der Uwendung vun dësem DMG1 am nationale Gesondheetswiesen?

2) Wéi vill Mol ass den DMG1 (code nomenclature) aus der Nomenclature bis elo verrechent ginn an wivill Patienten/Assuréë vun de Krankekeesse sinn am Genoss vun de Servicer, déi mat dem DMG1 zesummeginn?

3) Wat sinn d'Progressiounsraten vun der Benotzung vum DMG1 iwwer all déi Jore wou de Code DMG1 als Ofrechnungsméiglechkeet an der Nomenclature disponibel ass?

4) Kann den Här Minister Preziséoune ginn iwwert den exakten aktuelle Fonctionnement vum Code DMG1?

5) Iwwer wéi eng prezis Mechanismen ass zum Beispill garantéiert, dass all Dokumenter, déi fir ee bestëmmte Patient am Gesondheetswiese generéiert ginn, och effektiv am «Dossier médical du patient» landen?

6) Muss sech de Patient selwer drëm këmmeren, dass den Austausch vun den Dokumenter tëschent Medeziner mat Destinatioun vu sengem perséinlechen Dossier stattfënnt?

7) Wéi fonctionnéiert dëse perséinlechen Dossier, wann ee Patient dringend hospitaliséiert muss ginn?

8) Huet ee Service d'Urgences eng Méiglegkeet fir dann an dëser liewenswichteger (bis liewensbedrohlecher) Situatioun an dës Dokumenter anzegesinn?

9) Gëtt et eventuell aus der Siicht vum Gesondheetsminister Opportunitéite fir de perséinleche medezineschen Dossier progressiv weider auszebauen?

10) Vläicht am Kader vun de Käschtenaspuerungen duerch Evitéiere vu redundanten Ënnersichungen am Fall wou de Patientendossier net zur Verfügung steet, an opgrond vu mangelnden Informatiounen iwwer fréier rezent Ënnersichungen an anere nationale Strukturen déiselwescht Investigatiounen onnéidegerweis nees frësch gemaach musse gi mat negative Konsequenzen op d'Käschtelag vun de Krankekeessen a virun allem als Belaaschtung fir de Patient?

Réponse (2.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que le dossier médical du patient auprès du médecin généraliste (DMG1) est toujours au stade de projet. Le projet, qui a été présenté en 2003-2004 à la Commission nationale pour la protection des données n'a en effet jamais abouti à un démarrage concret.

Bien que la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD) ait signalé clairement à l'époque à l'UCM et à l'AMMD son approbation sur les conditions générales du système d'échange et de compilation de données médicales auprès d'un médecin généraliste librement choisi par le patient, sa mise en route s'est heurtée entre autres à une réserve substantielle exprimée par ses membres. Cette dernière portait sur la nécessaire standardisation d'un niveau élevé de sécurité de données au niveau à la fois de la communication des données de santé et du fonctionnement des cabinets des médecins chargés de constituer les dossiers. À l'époque, des réunions de travail entre la CNPD et en particulier avec l'AMMD ont été tenues à ce sujet.

La Commission Nationale pour la Protection des Données, qui ne veut pas se refermer devant une modernisation du système de santé et de la sécurité sociale au Luxembourg à l'époque où les technologies et les communications connaissent une évolution fulgurante, a proposé sa collaboration constructive dans l'élaboration d'un nouveau projet et ce dès un stade assez précoce pour pouvoir faire bénéficier les travaux de ses réflexions et recommandations.

Dès lors le projet DMG1 ne sera pas poursuivi sous sa forme initiale de 2003, mais sous une conception axée également sur un support électronique dans lequel peuvent être importés d'office des résultats d'examens demandés par le médecin comme notamment ceux des analyses de laboratoire et d'imagerie médicale. Le Centre de Recherche Public Henri Tudor a été approché pour développer un tel modèle répondant à la fois aux exigences fonctionnelles et sécuritaires.

Par ailleurs ce nouveau modèle, en cours d'élaboration, devra être interopérable avec le dossier hospitalier, prévu à l'article 36 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, pour lequel je m'apprête à saisir très prochainement le Gouvernement en Conseil d'un projet de règlement.

Question 2753 (8.8.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **fibrose pulmonaire:**

Et ginn hei am Land eng Partie Leit, déi un enger Longenerkrankung leiden, wéi zum Beispill un Longefibros. Fir dës Krankheet ze behandele muss e groussen Deel vun dëse Patienten, jee nom Stadium vun dëser Krankheet, 24 Stonnen den Dag um Sauerstoff ugeschloss sinn. An der Wunneng kann dat iwwer e stationären Apparat, deen de Sauerstoff aus der Loft filtert, geregelt ginn.

Fir kënnen aus dem Haus ze goen, sinn dës Persounen op Sauerstoffflässche vun 0,8 oder zwee Liter ugewisen. Domadder hunn déi betraffe Persounen eng Autonomie tëscht zwou an aacht Stonne pro Fläsch. Vun der Krankekeess ginn zwou Fläschen iwwerholl. Et kann een zousätzlech nach Fläschen derzou kafe fir 113 € pro Fläsch. D'Fläsche kënnen nëmme bei der Hospilux zu Conter ofgeholl ginn. Dës Fläsche gi bei enger Firma a Frankräich opgefëllt, wat bis eng Woch dauere kann. Dofir musse se eng Woch virdru bestallt ginn, an et muss ee beim Ofhuelen déi eidel Fläsche matbréngen. Wann ee bedenkt, datt d'Autonomie maximal 16 Stonnen d'Woch ass, déi de Patient mat deenen zwou Fläschen huet, ass dat schonn en zimlechen Opwand, besonnesch wann e Patient aus dem Norde vum Land muss bis op Contern fueren, wou e bis zwou Stonnen ënnerwee ass. D'Fläsche ginn och an d'Haus geliwwert fir 17,00 € pro Transport, Käschten, déi awer net vun der Krankekeess iwwerholl ginn. Erschwéierend kënnt nach derbäi, datt net ëmmer genuch Fläschen zur Verfügung stinn, well zum Beispill nei Patienten derbäi komm sinn.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi ass et méiglech, datt eent fir de Patient esou liewenswichtegt Element net ëmmer a genügender Quantitéit op Stock ass?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dësen Ëmstand ze verbesseren?

3. Wéisou gëtt et nëmmen eng Plaz am Land, wou een dës Sauerstoffflässche bezéie kann?

4. Kann den Här Minister sech virstellen, datt eng Verdeelung vun dëse Fläschen iwwer eenzel Spideeler organiséiert ka ginn, wou een ouni Problem flächendeckend e Verdeelernetz opbaue kann?

5. Wat kann ënnerholl gi fir den Délai fir d'Opfëlle vun dëse Fläschen ze verkierzen.

6. Gëtt et hei am Land keng Firma déi dat maache kann?

7. Wann net, misst een dann net och aner Firmen zum Beispill an Däitschland kontaktéieren, déi zimlech um neiste Stand vun der Technik sinn a mat Flëssegsauerstoff schaffen (eng Method, déi hei am Land net zougelooss ass am Géigendeel zu onsen Nopeschlänner) a mat engem Tankwon op d'Plaz opfëlle kommen?

8. Gesäit den Här Minister keng Méiglechkeet, fir datt d'Käschte fir den Transport vun de Fläschen an de Kaf vun zousätzleche Fläschen, déi d'Beweegungsfräiheet bedeitend verbesseren, fir déi Patiente mat engem klengen Akommes vun der Krankekeess iwwerholl ginn?

Réponse (22.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En premier lieu, je tiens à signaler à l'honorable Député que la thématique a fait l'objet de la question parlementaire N°2681 de Monsieur le Député Marcel Oberweis. Il y a donc lieu de se référer à ma réponse y relative pour des renseignements supplémentaires *(cf. ci-dessus)*.

Le système d'échange et de remplissage des bonbonnes

Le 1er mai 2008, la société Air Liquide qui approvisionnait le marché luxembourgeois à partir de son adresse de Rodange a fermé ses portes.

Depuis lors, seule la société Hospilux assure l'échange des bonbonnes d'oxygène gazeux dans un système vide contre plein.

La société Hospilux gère le stock des bonbonnes et organise en collaboration avec la société Air Liquide le remplissage de celles-ci en Belgique. Par le transfert des activités de Air Liquide du Luxembourg vers la Belgique, le délai inhérent au remplissage est passé à une semaine, ce qui a nécessité à deux reprises une augmentation du stock circulant par environ 60 bonbonnes.

Dans la première phase de ce changement imposé à courte échéance par la société Air Liquide, la mise en place du nouveau circuit de distribution a effectivement entraîné quelques difficultés d'approvisionnement. Cependant, durant toute cette période, l'Union des Caisses de Maladie a été en contact permanent avec les différents intervenants du système afin de répondre rapidement et au mieux aux questions et problèmes soulevés.

Le nombre de fournisseurs

L'oxygène médical gazeux, c'est-à-dire le contenu, est classé par le Ministère de la Santé comme médicament, tandis que le contenant, c'est-à-dire la bonbonne doit être conforme à des normes légales qui sont de la compétence de l'Inspection du Travail et des Mines.

De par leur classement comme substances dangereuses, les bonbonnes et le médicament oxygène gazeux exigent d'être gérés de manière adéquate et professionnelle par un pharmacien.

Les officines ouvertes au public et les pharmacies hospitalières ne font pas partie du circuit de distribution de l'oxygène médical gazeux et ce pour des raisons de sécurité, de logistique et de coût. Suite à la demande d'Hospilux, le Ministère de la Santé a accordé en 2003 à cette société qui disposait déjà d'une autorisation pour le gros pharmaceutique, l'autorisation de détenir des bonbonnes d'oxygène gazeux et de les distribuer.

Il s'agit en fait d'une délivrance d'un médicament vers le milieu ambulatoire assurée par un pharmacien responsable pour la distribution en gros pharmaceutique.

La livraison des bonbonnes

L'assurance maladie ne prévoit pas de prise en charge pour la livraison des bonbonnes vers le domicile de la personne protégée.

Projet en cours

Finalement, je tiens à informer l'honorable Député que face aux nombreuses demandes d'oxygène pour une déambulation de longue durée et considérant les avantages et désavantages que présentent les différents systèmes, l'Union des Caisses de Maladie conduit une analyse approfondie pour la prise en charge des concentrateurs d'oxygène portables avec piles qui semblent présenter une solution adaptée pour couvrir les besoins des personnes actives en dehors de leur domicile, présentant une insuffisance respiratoire chronique grave, justifiant de gros débits d'oxygène et déambulant souvent et régulièrement.

Dans ce contexte, il sera également tenu compte des difficultés organisationnelles et techniques rencontrées dans le passé lors du remplissage des bonbonnes d'oxygène dans le cadre du système d'échange vide contre plein.

Question 2754 (8.8.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**indemnisation pour travailleurs handicapés:**

Laut Gesetz vum 12. September 2003 hunn déi handikapéiert Beschäftegt eng Ausgläichsentschiedegung zegutt wann hiert Akommes net un eng bestëmmten Héicht erukënnt.

Elo ass ons awer verschiddentlech matgedeelt ginn, datt dës Entschiedegung net ëmmer pünktlech ausbezuelt gëtt a laut neiste Relevéë sinn hei iwwer véier Méint Réckstand ze verzeechnen. Dëst war schonns virun e puer Joer de Fall. Geld wat awer déi Betraffen dringend brauche fir hiren normalen Liewensënnerhalt kënnen ze bestreiden.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Firwat si bei dëser Ausbezuelung esou laang Verspéidunge festzestellen, obschonns déi eenzel «Ateliers protégés», wou dës Leit schaffen, hir Ofrechnungen an de virgesinnen Zäiten areechen?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dëst ze verbesseren?

3. Wie vill Leit bezéien de Moment dës Ausgläichsentschiedegung?

4. Wéi vill Leit hunn zanter dem Bestoe vun dësem Gesetz dës Ausgläichsentschiedegung kritt?

5. Kréien och Leit dës Ausgläichsentschiedegung, déi net a «geschützten» Ateliere schaffen?

6. Wa jo, wéi vill Leit kreien dës Entschiedegung ausbezuelt, déi net a sougenannten «Ateliers protégés» schaffen?

Réponse (1.9.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ad 1) D'Ausbezuele vun dësen Ausgläichsentschiedegunge gëtt opgrond vu Chiffrë gemaach, déi de «Fonds National de Solidarité» mengem Ministère op den 1. Juni 2004, also zum Akraafttriede vum Gesetz, matgedeelt huet, an den Netto-Salaireë vun de Persounen aus den «Ateliers protégés». Dës Salairë sollen am Prinzip den 20. vun all Mount menge Servicer matgedeelt ginn.

Effektiv si bei verschidden eenzelne Persounen aus dëse «geschützten Atelieren» Verspéidunge beim Ausbezuele vun den Entschiedegunge festzestellen, e Fakt deen awer op verschidden Ëmständ zréckzeféieren ass, ënner anerem duerch informatesch Problemer an divergent Informatiounen (zum Beispill Bankkontosnummeren). Déi eenzel Dossiere sinn awer amgaang nogekuckt an och nogerechent ze ginn a wäerte bis Enn September an d'Rei bruecht gi sinn.

Ad 2) Déi monatlech Ausbezuelung vun der Entschiedegung wäert an Zukunft nach méi genee kontrolléiert ginn, dass esou Zwëschefäll ganz évitéiert wäerte ginn. Et fannen och méi oder manner regelméisseg Sitzunge mam «Fonds national de la solidarité» statt fir eng méi transparent an efficace Ausbezuelung ze erméiglechen (cf. Rapport d'activité 2007 vum Ministère du Travail et de l'Emploi, Säit 24). Des Weidere wäert de Kontakt mat de «geschützten Atelieren» méi konstant gi wat zum Beispill Ännerunge vu Bankkonten ugeet fir ee méi schnellt Réagéieren ze erméiglechen.

Ad 3) D'Ausgläichsentschiedegung bezéien, laut dem Gesetz vum 12. September 2003, nëmmen déi Persounen, déi op den 1. Juni 2004, den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz vum 12. September 2003, een Aarbechtskontrakt an engem «geschützten Atelier» haten. Am Moment sinn dëst 345 Persounen (Stand August 2008), aus «geschützten Atelieren», déi dës Ausgläichsentschiedegung bezéien. D'Zuel schwankt duerch «Congé sans solde» vun de betraffene Persounen oder awer och duerch alters- oder gesondheetsbedengtem Ausscheeden.

Ad 4) Mam Akraafttriede vum Gesetz vum 12. September 2003, also op den 1. Juni 2004, sinn 365 Persounen an de Genoss vun dëser Entschiedegung komm. Dës Mesure ass natierlech, esou eméi d'Gesetz et virgesäit, eng Iwwergangsmesure a wäert och no an no auslafen.

Ad 5) Neen, den Artikel 45(1) vum Gesetz vum 12. September 2003 seet ganz kloer, dass nëmme Persounen, déi beim Akraafttriede vum Gesetz an engem «geschützten Atelier» engagéiert waren, dës Entschiedegung kënnen ausbezuelt kréien. Domat eriwwregt sech och d'Äntwert op d'Fro N°6 vum honorablen Députéierten.

Ad 6) Vläicht verwiesselt den Här Deputéierten hei mat der Ausgläichsentschiedegung aus dem Gesetz iwwert de berufleche Reklassement. Soss eriwwregt sech d'Fro, wéi déi Äntwerten op déi Froe virdru beleeën.

Question 2755 (11.8.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **Tribunal de la Jeunesse:**

La Commission consultative des droits de l'Homme a publié son avis (03/2008) sur la situation des mineurs en prison. À la page 9 de ce rapport on peut lire que le Tribunal de la Jeunesse de Diekirch procéderait systématiquement de façon «contraire au texte de loi» pour ce qui est du renouvellement des mesures de garde provisoires.

La Commission va même jusqu'à qualifier la pratique du Tribunal en question d'arbitraire. Elle relève que cette pratique «ne permet aucun débat contradictoire, peu importe l'assistance d'un avocat». De même la Commission relève que le même Tribunal «respecte rarement» le délai légal de trois jours endéans duquel une demande de mainlevée d'une telle mesure de garde doit être traitée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il est parfaitement intolérable qu'un Tribunal viole de façon aussi flagrante et de manière régulière les lois du pays?

2. Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin que le ou les magistrats concernés appliquent la législation en vigueur?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une procédure disciplinaire envers le ou les magistrats concernés?

Réponse (30.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le rapport de la Commission consultative des droits de l'Homme a retenu toute mon attention. Les mesures privatives de liberté et la sanction de placement dans une institution fermée ne doivent être appliquées qu'en ultime solution et lorsque toutes les autres mesures socioéducatives auront échoué.

Or, il faut souligner que ni les textes normatifs de droit international (Convention européenne des droits de l'Homme, convention des droits des enfants, pacte international relatif aux droits civils et politiques) ni les résolutions des Nations Unies ou les recommandations du Conseil de l'Europe n'interdisent les placements privatifs de liberté de mineurs à problèmes.

En ce qui concerne les préoccupations de la Commission consultative des droits de l'Homme qu'un mineur puisse par mesure de garde provisoire être placé en prison sans que lui-même ni les personnes investies de l'autorité parentale n'aient été entendues, je tiens à apporter les précisions suivantes:

Selon l'article 25 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, une mesure de garde provisoire ne peut être prise qu'en cas de circonstances exceptionnelles et s'il y a urgence.

Dans la quasi-totalité des cas, les placements provisoires au CPL ne sont ordonnés qu'en cas de commission d'une infraction grave et lorsque toutes les autres possibilités (assistance éducative, placement en institution ou en établissement de rééducation) ont été épuisées au préalable sans résultat.

Vu l'urgence dans de telles situations, il est difficilement envisageable d'organiser au préalable un débat contradictoire auquel toutes les parties intéressées seraient conviées.

Par ailleurs et en application de l'article 26 de la loi du 10 août 1992 précitée, le mineur ne pourra être gardé provisoirement au CPL plus d'un mois. Un débat contradictoire aura partant lieu au plus tard endéans ce délai.

Dès son placement, le mineur est informé par écrit des voies de recours qu'il peut intenter contre la mesure de placement provisoire.

Les affaires au Tribunal de la Jeunesse de Luxembourg sont fixées en principe endéans la semaine.

En ce qui concerne les critiques concrètes à l'égard du Tribunal de la Jeunesse de Diekirch, Monsieur le Procureur général d'État a été rendu attentif à ces critiques contenues dans le rapport de la Commission consultative des droits de l'Homme et en application de l'article 73 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, il veillera à l'application correcte de la loi sur la protection de la jeunesse.

Question 2756 (11.8.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **publication des données des agriculteurs percevant des aides étatiques:**

Conformément à des règlements européens, les données personnelles (nom, adresse, montant des aides) des agriculteurs profitant des aides étatiques vont sous peu être publiées sur le site du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à partir de quelle date ces données vont être publiées?

- Une telle publication des données en question est-elle conforme avec les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que notamment les montants des aides financières constituent des données à caractère hautement personnel et que par conséquent ces données ne devraient pas être rendues publiques?

- La Commission nationale pour la protection des données a-t-elle été saisie pour avis? Dans la négative, quelles sont les raisons de cette décision?

Réponse (1.9.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En premier lieu, il convient de rappeler que le règlement (CE) N°1437/2007 du Conseil du 26 novembre 2007 modifiant le règlement 1290/2005 relatif au financement de la politique agricole commune a introduit une nouvelle disposition concernant la publication d'une liste des bénéficiaires. L'article 44bis du règlement prévoit que «Conformément à l'article 53ter, paragraphe 2, point d), du règlement (CE, Euratom) N°1605/2002, les États membres assurent la publication annuelle a posteriori des noms des bénéficiaires du FEAGA et du Feader ainsi que des montants reçus par chaque bénéficiaire au titre de chacun de ces Fonds.

Ces informations comprennent au minimum:

a) dans le cas du FEAGA, l'indication du montant concerné, ventilé en paiements directs au sens de l'article 2, point d), du règlement (CE) N°1782/2003 et autres dépenses;

b) dans le cas du Feader, le montant total du financement public par bénéficiaire».

Cette disposition fait suite à une modification du règlement (CE, Euratom) N°1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes. Lors de la révision de ce règlement par les Ministres des Finances en décembre 2006, les dispositions relatives à la publication annuelle a posteriori des noms des bénéficiaires de fonds en provenance du budget européen ont été ajoutés aux fins de la mise en œuvre de l'initiative européenne en matière de transparence. Le règlement (CE) N°259/2008 a par la suite défini les modalités d'application du règlement 1290/2005 telles que le contenu, le format et la date de la publication, de même que l'information des bénéficiaires.

Quant aux questions concrètes posées par Monsieur le Député Fernand Etgen, les réponses sont les suivantes:

1) Les dates de publication de ces données ont été fournies dans le cadre de la réponse à la question parlementaire N°2479 *(cf. compte rendu N°14/2007-2008)* de Monsieur le Député Marco Schank: Concernant les montants reçus par les bénéficiaires au titre du Feader pour l'année 2007, une première publication des données aura lieu pour le 30 septembre 2008 au plus tard. Les données concernant les bénéficiaires des montants reçus pour l'année 2008 dans le cadre du FEAGA et du Feader seront publiées au 31 mars 2009 au plus tard.

2) La publication annuelle a posteriori des noms des bénéficiaires du FEAGA et du Feader, ainsi que des montants reçus par chaque bénéficiaire au titre de chacun de ces fonds, est conforme aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. La loi précitée est basée sur la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. En outre, dans le cadre de la procédure d'adoption du règlement 1437/2007 précité, le contrôleur européen de la protection des données a donné son avis, prévu par la directive précitée, sur la proposition de règlement en question. Dans son avis le contrôleur a formulé certaines recommandations, qui ont été reprises dans le texte.

3) Comme il a été rappelé en introduction, la publication des données est basée sur la réglementation communautaire qui est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tous les États membres. Dans le cadre de l'adoption de cette réglementation (au niveau du Conseil et au niveau de la Commission), la délégation luxembourgeoise a fait part de ses réserves et n'a pas voté en faveur de ces règlements. Les règlements en question ont été adoptés malgré ces réserves et en application des règles communautaires en la matière, le Luxembourg, à l'instar des autres États membres de l'Union européenne, doit procéder à la publication annuelle a posteriori des noms des bénéficiaires ainsi que des montants reçus par chaque bénéficiaire au titre de chacun de ces fonds.

4) Mes services ont pris contact avec la Commission nationale pour la protection des données concernant la publication des données en question.

Question 2757 (12.8.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant les **tunnels équipés de systèmes d'antennes émettrices d'ondes radio:**

Alors que certains tunnels autoroutiers semblent être équipés d'un système d'antennes émettrices de programmes de radio FM, tel n'est manifestement pas le cas dans le «Tunnel René Konen», mieux connu sous la dénomination «Tunnel du St Esprit», à Luxembourg-ville. En effet, dans ce tunnel, qui fait partie de la route nationale N57, le captage de programmes de radio est interrompu.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le Tunnel René Konen n'est pas équipé d'antennes servant à l'émission d'ondes de radio FM?

- Existe-t-il des raisons techniques qui empêchent l'équipement dudit tunnel d'un tel système? Dans l'affirmative, lesquelles?

- En cas de faisabilité technique, Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire équiper ce tunnel d'un système d'antennes qui permettrait d'assurer la continuité de la radiodiffusion à son intérieur? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Sachant qu'un système d'antennes fonctionne parfaitement dans le nouvel «Tunnel Gousselerbierg» entre Mersch et Lorentzweiler, quelle est la situation dans les autres tunnels du pays?

Réponse (19.9.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Diederich il faut constater qu'il est vrai que le tunnel René Konen n'est actuellement pas équipé d'antennes pouvant capter le signal extérieur d'émetteurs de programmes de radio. En effet, au début du chantier de construction de la Cité judiciaire, les antennes captant les signaux extérieurs nécessaires à la retransmission des fréquences FM ont dû être démontées. Toutefois l'installation de retransmission dans le tunnel est toujours en place et fonctionnelle.

La faisabilité technique étant donc donnée, il a été décidé d'équiper de nouveau le tunnel de St Esprit d'un système d'antennes permettant d'assurer la continuité de la radiodiffusion à son intérieur. Vu le coût des travaux à réaliser et vu le fait que d'autres tunnels sur le territoire de la ville de Luxembourg doivent être adaptés, une soumission publique a été lancée pour améliorer ou rééquiper les tunnels du St. Esprit, de la Pénétrante-sud, Howald et Cents. Le tunnel du St Esprit sera équipé en priorité et la radiodiffusion devrait être en état opérationnel vers la fin du mois de mars 2009.

En outre du tunnel Gousselerbierg, les tunnels suivants sont équipés d'une installation de retransmission des programmes de radio FM: Cents, Howald, Mersch, Frisange, Mondorf, Markusberg, Pénétrante-sud et St Esprit.

Question 2758 (12.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **installations de stockage de l'Agrocenter à Mersch:**

L'Agrocenter avec ses différentes installations de stockage de grains est installé à Mersch depuis 1958. En vue de la modernisation des différentes infrastructures et notamment du silo à grains, la Cepal est pour l'instant à la recherche d'un nouveau site approprié. Selon mes informations, il est prévu de construire ce nouveau silo à grains à Roost, non loin de la nouvelle laiterie Luxlait.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la construction d'un nouveau silo à grains à Roost?

- Dans l'affirmative, quelle est l'affectation future du site de Mersch?

- Les anciens silos à grains vont-ils être détruits?

Réponse (4.9.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Il est vrai que les différentes installations de stockage de céréales sont installées à Mersch depuis 1958. Une modernisation et une mise aux normes de ces silos ne peuvent guère être justifiées pour des considérations économiques et de rentabilité. Dans ces conditions, la société Versis a opté pour une nouvelle construction et est actuellement à la recherche d'un nouveau site approprié pour accueillir cette nouvelle implantation. Le site du Roost évoqué par l'honorable Député est un site potentiel, mais à ce stade aucune décision définitive n'a été prise par Versis.

2. L'affectation future du site des silos actuels à Mersch n'est pas encore définie. Cette nouvelle affectation demandera encore des démarches administratives et de prospection. De même la question de la destruction des anciens silos se posera en fonction de cette nouvelle affectation.

Question 2759 (12.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **relations de transport en commun entre la région Est du pays et les zones industrielles de Bettembourg/Dudelange:**

Le développement quantitatif et qualitatif du transport en commun est incontournable pour satisfaire la demande accrue de mobilité des gens. Il est vrai que les lignes publiques d'autobus RGTR dont l'offre et la cadence ont été considérablement développées ces derniers temps, connaissent un succès auprès de la population. De plus en plus de gens se servent des transports publics pour effectuer entre autres leurs trajets professionnels.

Même si l'offre s'est nettement diversifiée, des problèmes existent encore dans la région Est du pays, notamment sur le parcours entre Remich et les zones industrielles de Bettembourg/Dudelange. Depuis un certain temps, ces dernières ne sont plus desservies par les transports publics nationaux. Selon mes informations, il n'existe plus qu'un «Shuttle Service» pour les frontaliers travaillant dans ces zones industrielles, les résidents luxembourgeois étant forcés de recourir au transport individuel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état des choses?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre des Transports afin d'offrir un meilleur service aux usagers concernés et pour améliorer l'offre de transport public au niveau des zones industrielles susmentionnées?

Réponse (3.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député confirme le succès que connaissent depuis ces derniers temps les transports publics au Grand-Duché.

C'est en effet grâce à une offre régulièrement adaptée et améliorée des transports publics que le nombre d'usagers de ce mode de transport est en augmentation permanente.

Concernant plus particulièrement l'offre de transport public entre la région Est et le Sud du Grand-Duché, une ligne régulière 304 existe depuis près de dix ans entre Mondorf et la Gare de Bettembourg.

Contrairement aux constatations de Monsieur le Député, cette ligne a évolué d'année en année. Ainsi, à partir du 15 septembre 2008, trois nouvelles courses y seront introduites entre Aspelt et Bettembourg.

Pour ce qui est du service de transport pour des frontaliers allemands, mentionné par Monsieur le Député, cette ligne est accessible également aux résidents luxembourgeois sur tout son trajet entre Mertzig (D) et la zone industrielle Dudelange/Bettembourg.

D'autres formes de dessertes de la prédite zone industrielle n'ont pas encore pu être réalisées, tenant compte notamment de la proximité du chemin de fer dans cette région.

Par ailleurs mon département n'est saisi actuellement d'aucune demande d'un tel transport de la part de travailleurs provenant de l'Est du Grand-Duché.

Question 2760 (12.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **harcèlement moral:**

Monsieur le Ministre de la Justice vient de déposer à la Chambre des Députés un projet de loi visant à insérer une disposition dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel (stalking).

À coté du harcèlement obsessionnel, il existe le harcèlement moral qui peut également avoir de graves conséquences sur le plan psychologique et social des victimes. En fait, le «mobbing» peut engendrer des remises en questions, de la fatigue et du stress.

Dans le pire des cas, l'harcèlement moral peut se traduire par des dépressions chroniques ou une incapacité de travail. Le «mobbing» ne concerne pas seulement les employés. Il peut aussi avoir des conséquences néfastes pour l'employeur vu la dégradation du climat social dans son entreprise, voire la baisse de motivation et de productivité de son personnel.

Bien que le harcèlement moral est fort répandu sur le marché du travail luxembourgeois. Il n'existe malheureusement jusqu'à ce jour aucune législation spécifique y relative.

Dans l'optique de compléter et de renforcer notre législation en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail, j' aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- À l'instar du projet de loi susmentionné qui permet de réprimer le «stalking», le Gouvernement envisage-t-il faire élaborer un projet de loi contre le phénomène du «mobbing» afin de pénaliser également ces actes de harcèlement?

- Dans l'affirmative, quand un tel projet de loi pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés?

Réponse (27.8.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En tant que Ministre du Travail et de l'Emploi, il m'incombe d'abord de limiter ma réponse au phénomène du harcèlement moral sur le lieu du travail.

Je rejoins entièrement Monsieur le Député en ce qui concerne ses soucis face aux conséquences néfastes du mobbing sur le lieu du travail.

Je suis aussi d'accord avec lui en ce qui concerne la nécessité d'une réglementation.

Je suis cependant fermement d'avis que les partenaires sociaux sont les mieux placés pour élaborer une réglementation qui tienne la route dans la vie quotidienne des entreprises.

C'est ce que les partenaires sociaux européens ont reconnu en élaborant l'Accord-cadre européen sur le harcèlement moral et la violence au travail du 26 avril 2007.

Cet Accord prévoit que la transposition doit prioritairement être faite par voie d'accords entre partenaires sociaux aussi au niveau national.

Aussi les partenaires sociaux luxembourgeois ont-ils inscrit sur la liste des priorités du dialogue

social interprofessionnel au niveau national la transposition de l'Accord précité et m'en ont informé par lettre du 14 février 2008.

Depuis, je n'ai pas eu d'informations récentes plus précises sur l'avancement des discussions dans le cadre du dialogue social interprofessionnel.

Je compte laisser aux partenaires sociaux encore deux ou trois mois pour terminer leurs travaux, parce que je crois vraiment qu'ils sont les mieux outillés pour mettre en place une réglementation efficace et proche des réalités du terrain.

Cependant, si aucun projet n'aura été adopté par eux avant la fin du mois de novembre, je me devrai de me saisir du dossier et de procéder par la voie législative. Je vais d'ailleurs rappeler aux partenaires sociaux l'importance d'une telle réglementation.

Question 2761 (12.8.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **stockage de déchets nucléaires:**

Les recherches et expériences allemandes en matière de stockage final des déchets nucléaires - surtout à Gorleben, Asse et Morsleben - indiquent qu'il n'existe toujours pas de technologie ni de site adaptés à assurer le stockage sécurisé des déchets nucléaires pendant des milliers d'années. Or, le développement du site français d'enfouissements des déchets hautement et moyennement radioactifs de Bure - proche du Luxembourg - entre dans une nouvelle phase. L'Agence nationale française en charge de la gestion des déchets radioactifs (Andra) y prospecte une zone de 200 kilomètres carrés et retiendra comme emplacement final une zone d'environ 250 hectares. Parallèlement, l'Andra renforce également sa recherche de sites d'enfouissement pour déchets faiblement radioactifs mais à vie longue (FAVL). Selon mes informations, l'agence aurait contacté depuis début juin plus de 3.000 communes afin de les convaincre à accueillir un site d'enfouissement. Il paraît que de nombreuses communes de l'Est et du Nord-Est de la France soient concernées.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?

- Est-ce que le groupe de travail interministériel annoncé en 2006 par le Ministère de la Santé et celui des Affaires étrangères pour faire le suivi du projet «Bure» existe toujours? Est-ce que le groupe de travail sera aussi chargé du suivi des nouveaux projets de l'Andra?

- Est-ce que le Ministre dispose de nouvelles informations, études ou évaluations de risque concernant le projet de stockage de déchets hautement radioactif à Bure?

- Est-ce que l'expert qui a effectué en 2006 une étude sur les risques du site de Bure pour le Grand-Duché a réalisé encore d'autres études pour le compte du Gouvernement? Qui est cet expert?

- Est-ce que le Ministre a connaissance de la liste des 3.000 communes présélectionnées par l'Andra? Est-ce qu'il s'y trouve des communes proches ou voisines du Luxembourg?

Réponse (12.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Plusieurs pays effectuent à présent des recherches dans des laboratoires souterrains afin de révéler les technologies les plus adaptées à assurer le stockage sécurisé des déchets nucléaires de haute activité et de longue vie dans des formations géologiques profondes. Les programmes de recherche ciblent soit les formations argileuses, soit les roches granitiques, soit les gisements de sel gemme.

Si, en France, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a conclu en 2005 que le stockage de déchets radioactifs dans la couche argileuse étudiée à Bure apparaît techniquement faisable, les recherches continuent afin d'affiner les connaissances. De 2007 à 2012 plusieurs centaines de mètres de galeries supplémentaires seront creusés pour permettre la réalisation de nouvelles expérimentations géotechniques et hydrogéologiques en souterrain. En parallèle, un programme de reconnaissance depuis la surface vise à étudier l'homogénéité du contexte géologique à l'échelle de la zone de transposition de 250 km² en vue du choix d'une zone restreinte (environ 30 km²) en 2009. Une zone de quelques centaines d'hectares correspond en effet aux besoins d'un futur centre de stockage géologique.

D'ici là, les technologies conçues et les sites présélectionnés doivent encore se soumettre à des analyses intenses de plusieurs années. Il en est de même dans d'autre pays, comme la Finlande, la Suisse et les États-Unis où, de manière similaire à la France, des programmes importants de conception d'un stockage géologique sont en cours.

Il y a toutefois lieu de noter que la situation des sites expérimentaux de stockage en Allemagne est difficilement comparable à la situation française, vu que leur contexte géologique et hydrogéologique (stockage dans des dômes de sel gemme, en partie à partir d'anciennes exploitations souterraines de sel) est assez différent du site étudié à Bure (formation argileuse de grande étendue et épaisseur).

Concernant l'enfouissement des déchets faiblement radioactifs mais à longue vie (FAVL), l'Autorité de Sûreté Nucléaire française (ASN) a confirmé à mes services la diffusion d'un dossier aux collectivités locales disposant d'une géologie potentiellement favorable. L'Andra proposera en décembre 2008 au Gouvernement français des zones à investiguer parmi celles qui sont proposées par les collectivités intéressées.

Le caractère interdisciplinaire de ce projet nécessite sur le plan luxembourgeois une étroite coordination interministérielle, étant donné qu'il n'y a pas de département ministériel qui disposerait de l'expertise nécessaire à suivre, à lui seul, un dossier d'une telle envergure. Devant cette toile de fond, le soussigné ainsi que le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration ont initié la formation d'un groupe interministériel pour suivre les aspects scientifiques ainsi que la dimension politique transfrontalière voire européenne des développements à Bure.

Le groupe est actuellement composé d'experts en géologie, en hydrogéologie, en nucléaire et en affaires internationales. Ses membres relèvent, à part des deux Ministères initiateurs, du Ministère de l'Environnement, du Ministère des Travaux publics et du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Ils continuent à s'informer sur le déroulement des travaux et études qui sont et seront entrepris sur place et à procéder à un échange régulier et le plus large possible avec les autorités françaises. En agissant ainsi le groupe peut, au moins, réévaluer la situation au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

En outre, les travaux du groupe visent à accumuler et, par là, renforcer la compétence nationale en matière de sécurité des déchets nucléaires. Une telle expertise est indispensable pour assurer le suivi de ce dossier, mais sera également utile si d'autres projets similaires se concrétisent à proximité de notre frontière.

Les études et publications liées aux recherches souterraines à Bure étant très nombreuses, le groupe interministériel se concentre à évaluer les impacts potentiels pour le Luxembourg, en se basant sur la littérature pertinente et en participant à des échanges internationaux. L'analyse indépendante par le groupe interministériel est programmée sur plusieurs années et tient compte de tout nouveau développement. Une étude sur les circulations d'eau souterraine dans l'aquifère du Grès de Luxembourg dans le Sud du pays, lancée par l'Administration de la Gestion de l'Eau, est actuellement en cours et complétera les connaissances pour l'évaluation des risques potentiels en relation avec un site de stockage à Bure.

Le Gouvernement avait chargé Monsieur le Professeur Alec Baer en 2003 d'étudier l'impact éventuel pour le Luxembourg du projet français de dépôt définitif des déchets radioactifs de haute activité en couche géologique profonde sur le site de Bure. Le Professeur Baer, expert en gestion de déchets radioactifs en Suisse, a réalisé cette étude en coopération avec Madame Geister-Franz, experte en hydrogéologie, de nationalité luxembourgeoise.

D'autres études commandées par le Gouvernement ne sont pas actuellement en cours.

L'Andra a publié non pas des noms de communes mais des zones présentant une géologie potentiellement favorable à l'accueil d'un centre de stockage de déchets FAVL. La zone la plus proche de notre pays se situe à environ 25 km de la frontière.

Question 2762 (12.8.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **qualifications requises pour moniteurs dans des colonies de vacances:**

Suite à l'accident de noyade tragique d'un jeune faisant partie d'une colonie de vacances sur la côte belge, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles sont les qualifications requises pour devenir moniteur dans une colonie de vacances?

- Est-ce que les moniteurs participant à de telles colonies doivent avoir suivi un cours de premiers secours? Dans la négative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'au vu de l'évènement tragique susmentionné la participation à de tels cours devrait être rendue obligatoire pour les personnes concernées?

- Madame la Ministre peut-elle me dire si dans les colonies subventionnées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration la responsabilité de l'État est engagée? Dans l'affirmative, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'État devrait dans ce cas définir les critères de qualification pour les moniteurs participant à ces colonies?

Réponse (22.8.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Pour les activités de vacances soumises à l'obligation d'un agrément de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration, les conditions de formation sont définies par le règlement grand-ducal du 10 novembre 2006 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles (*Mémorial A N°201 du 29 novembre 2006*).

L'article 6 précise «qu'au moins 60% des agents du personnel d'encadrement contribuant à assurer l'activité (…) doivent faire valoir, soit une qualification professionnelle sanctionnée par des diplômes et certificats luxembourgeois ou étrangers reconnus, destinant leur titulaire à une profession dans les domaines pédagogique, psychologique, social, juridique, économique, médical, des professions de santé, sociofamilial, socioéducatif, psychosocial, ou gérontologique, soit une formation acceptée par le ministre d'au moins 100 heures dans un des domaines visés à l'article 2» (domaines visés: accueil et animation, formation et conseil, médiation, consultation thérapeutique).

Conformément à l'article 1er de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ne sont soumises à l'obligation d'un agrément ministériel que les activités exercées «contre rémunération» et de «manière non occasionnelle». Le Ministère de la Famille et de l'Intégration agrée les activités de vacances proposées par les organismes suivants: Caritas Jeunes et Familles, Croix-Rouge luxembourgeoise, Foyer de la Femme, Maisons Relais pour Enfants (initiatives proposées en concertation étroite avec les administrations communales).

De nombreuses associations organisent au bénéfice de leurs membres, voire des enfants de leurs membres, des activités de vacances de manière occasionnelle et/ou avec le seul concours de collaborateurs intervenant à titre bénévole. C'est le cas notamment des fédérations de scouts et de guides, mais concerne également à titre d'exemples l'Union Grand-Duc Adolphe ou la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers.

Soucieux de promouvoir la formation des moniteurs et monitrices bénévoles, les gouvernements successifs ont confié cette mission au Service National de la Jeunesse. Le règlement grand-ducal du 18 décembre 1985 a précisé les conditions générales relatives à l'obtention du brevet d'aide-animateur respectivement du brevet d'animateur et a instauré une commission consultative chargée de la formation.

Ce règlement a permis le développement d'une bonne collaboration entre les organismes qui travaillent dans ce domaine et l'attribution de plus de 6.000 brevets à des jeunes ayant terminé une formation. En 2007, les organisations suivantes ont coopéré aux activités de la commission consultative à la formation des animateurs de loisirs: l'Association des Girl-Guides du Luxembourg (AGGL), le Centre d'animation pédagogique et de loisirs (CAPEL), Caritas Jeunes et Familles, la Croix-Rouge luxembourgeoise, l'École de Musique de l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA), l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports (eneps), la Fédération Nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg (FNEL), le Groupe Animateur, la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC), les Lëtzebuerger Guiden a Scouten (LGS), les Lëtzebuerger Jugendpompjeeën, le Service des Sports de la Ville de Luxembourg et le Service National de la Jeunesse (SNJ).

Le curriculum des formations pour aide-animateurs et animateurs s'articule autour de trois grands axes: savoir, savoir-faire et savoir-être. Une place de choix revient aux thèmes de la protection, de la prévention, de l'hygiène, de la sécurité physique (surtout pendant les activités à risque telle la baignade), de la surveillance et des premiers secours.

Les cycles de formation de l'aide-animateur et de l'animateur comprennent chacun 150 heures de formation et de stage dont au moins 75 heures de formation théorique. Le 1er cycle est centré sur l'acquisition des techniques d'animation, la constitution d'un répertoire de jeux ainsi que sur les connaissances de base de la sécurité et de l'hygiène. Pour plus de détails, il est renvoyé aux «dossiers de l'animateur» élaborés par la commission, publiés par le Service National de la Jeunesse et y disponibles sur demande.

En 2007, les membres de la commission consultative ont signé une charte de prévention des risques qu'ils ont élaborée pendant deux ans et qui est publiée dans un dossier spécifique (N°2).

Face à l'accident de noyade tragique d'un enfant luxembourgeois participant à une colonie de vacances, les responsables des activités de loisirs pour enfants, jeunes et familles aux niveaux politique, administratif ou pédagogique, ont témoigné de leur compassion par rapport au grand chagrin des parents et de la famille affectés et ont pris l'engagement de réexaminer leurs concepts d'encadrement et de formation dès la rentrée scolaire. Les services compétents au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration ne manqueront pas d'orienter et d'appuyer cette démarche.

Question 2763 (12.8.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **participation obligatoire à un stage de premiers secours pour les candidats à l'épreuve du permis de conduire:**

En 1995, l'honorable Monsieur Carlo Wagner avait suggéré la participation obligatoire à un stage de premiers secours pour tous les candidats à l'épreuve du permis de conduire. Dans sa réponse, Madame la Ministre avait fait savoir à l'époque qu'elle prenait, le moment venu, en considération la suggestion de Monsieur Wagner. Or, force est de constater que depuis lors aucune initiative réglementaire ou législative n'a été entamée en vue de la mise en pratique de la propo

sition de Monsieur Wagner.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Madame la Ministre de l'époque? Dans l'affirmative, quelles sont les initiatives prévues par le Gouvernement en vue de la réalisation d'une participation obligatoire à un stage de premiers secours pour les candidats à l'épreuve du permis de conduire? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la mise en place des dispositions législatives nécessaires?

Réponse (5.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à une proposition émise par Monsieur le Député Carlo Wagner en 1995 tendant à rendre obligatoire la participation à un stage de premiers secours pour tous les candidats à l'épreuve du permis de conduire.

Certes, une formation aux premiers secours présente un atout important pour intervenir en cas d'accident et par conséquent pour apprendre les techniques et gestes susceptibles de sauver une vie.

Dans ce contexte, vous n'êtes certainement pas sans savoir qu'une de mes priorités constitue la réduction significative des accidents sur nos routes et de contribuer par toutes les mesures possibles à une amélioration de la sécurité routière.

Du fait, je me permets de vous signaler que la présence d'un coffret de secours est, suite à une modification du Code de la Route, obligatoire depuis le 1er juin 2008 pour les véhicules dépassant 3.500 kg et que j'ai également mis sur la voie procédurale la transposition d'une directive communautaire prévoyant, entre autres, l'obligation d'une formation aux premiers secours pour l'ensemble des conducteurs professionnels.

Par ailleurs, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai chargé un groupe de travail ayant pour mission de me soumettre des propositions pour une refonte générale de l'apprentissage du permis de conduire où la proposition soulevée à l'époque sera discutée.

Question 2764 (12.8.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**apprentissage de la natation dans le cadre de l'enseignement primaire:**

Le dimanche 11 août 2008 un garçon de huit ans qui a participé à une colonie de vacances luxembourgeoise, s'est noyé dans la mer du Nord entre Blankenberge et Zeebrugge. Ni le déroulement ni les causes exactes de l'accident ne sont éclairés à ce stade-ci, il paraît cependant que le petit garçon ne savait pas nager.

D'après une enquête récente qui a été menée en France, il est ressorti que près d'un enfant sur deux ne sait pas nager à l'entrée en 6e. Pour cette raison, le Gouvernement français a mis au point un programme ambitieux avec l'objectif que chaque enfant entrant en classe de 6e sache nager. Il s'agit de donner aux enfants les moyens de pratiquer des activités aquatiques en toute sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'il existe une directive ou des recommandations du Ministère de l'Éducation concernant l'apprentissage de la natation dans le cadre de l'enseignement primaire?

- L'offre de cours de natation est-elle assurée dans toutes les communes? Quelles sont le cas échéant les raisons pour lesquelles certaines communes ne peuvent assurer cette offre?

- À l'instar du modèle français, ne devrait-on pas promouvoir de façon conséquente l'apprentissage de la natation en école primaire, de façon à ce que chaque enfant atteignant la fin de l'enseignement primaire sache nager et dispose d'un diplôme attestant cette capacité?

Réponse (2.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le plan d'étude pour les écoles primaires prévoit les activités suivantes dans le cadre de l'éducation physique et sportive:

	degré inférieur	degré moyen	degré supérieur
Exercice et jeux de familiarisation aquatique	recommandé	possible	à éviter
Exercices et jeux de flottaison, de propulsion, de respiration, de saut et de plongée dans et sous l'eau	possible	recommandé	possible
Forme globale des techniques de nage	à éviter	possible	recommandé
Plongeon tête en avant	possible	possible	recommandé
Exercice d'orientation et de propulsion sous l'eau	possible	possible	recommandé

Il en ressort que ces activités visent à ce que les élèves aient appris à nager à la fin de l'école primaire.

Toutes les communes à l'exception de deux qui ne disposent pas d'infrastructures offrent des cours de natation pour les élèves de l'enseignement primaire. Un grand nombre offre également des cours pour les enfants de l'éducation préscolaire. Dans ces cours l'enfant est familiarisé avec la natation.

En principe tout enfant devrait avoir appris à nager. Toutefois comme dans d'autres domaines également, un enseignement ou un entraînement n'engendre pas automatiquement les finalités visées. Il existe de grandes différences au niveau de l'aptitude et de la motivation des enfants et certains maîtrisent déjà la technique de la nage à la fin de la 2e année d'études alors que d'autres peinent à surmonter leurs réticences.

Question 2765 (13.8.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **gestion des bagages à l'arrivée à l'Aéroport de Luxembourg:**

À titre d'exemple, je cite l'arrivée du vol LG8258 en provenance de Nice le 10 août 2008. Les bagages sont arrivés 30 minutes au moins après l'arrivée de l'avion sur le convoyeur N°3, tel qu'indiqué sur les moniteurs appropriés. Rapidement l'arrivée des bagages a cessé. Sans préavis, le reste des bagages (le plus grand nombre) a été dirigé après quelque temps vers le convoyeur N°1, ajoutant à la confusion, aux retards et au mécontentement. De l'avis d'agents de différents services et d'autres professionnels présents, de tels retards et incidents sont fréquents.

- Le Ministre estime-t-il qu'un tel service soit satisfaisant? Qu'il répond aux attentes des voyageurs et des compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Luxembourg? Qu'il contribue à la bonne réputation de l'Aéroport de Luxembourg?

- Est-il disposé à demander des explications à la société lux-Airport et à les faire parvenir à l'auteur de la présente question?

- Est-il disposé à inviter la société lux-Airport à améliorer son service? Dans quel délai?

Réponse (18.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la gestion des bagages à l'Aéroport de Luxembourg et notamment les délais d'attente pour leur réception par les clients en citant un exemple concret, le vol LG8258 du 10 août 2008 en provenance de Nice.

Tout d'abord il convient de préciser que la société lux-Airport, qui est responsable du tri-bagages proprement dit, a sous-traité à Luxair-Services, qui fait office d'agent d'escale, le traitement des bagages. C'est-à-dire que pour une arrivée à l'Aéroport de Luxembourg, les bagages sont pris en charge par LuxairServices du déchargement des bagages de l'avion jusqu'à leur dépôt sur le tapis de remontée des bagages.

Le 19 mai 2008, le contrat de concession relatif à l'assistance en escale passagers a été signé entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et Luxair S.A. en présence de la société lux-Airport, en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de règlementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre règlementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile.

Afin de garantir un service de qualité au passager, ce contrat de concession prévoit des normes de qualité minimales à respecter par l'agent d'escale et en particulier des délais pour la réception des bagages comptés dès l'extinction des moteurs de l'avion.

Ainsi ledit contrat stipule que:

«Le concessionnaire s'engage à respecter un délai de délivrance des bagages de:

- 15 minutes pour le premier bagage, 25 minutes pour le dernier bagage concernant les petits-porteurs;

- 15 minutes pour le premier bagage, 35 minutes pour le dernier bagage concernant les moyens-porteurs;

- 15 minutes pour le premier bagage, 45 minutes pour le dernier bagage concernant les gros-porteurs.»

Depuis l'ouverture de la nouvelle aérogare, les statistiques des

temps de délivrance me communiquées par la société Luxair respectent en général les dispositions du contrat de concession.

Néanmoins, j'ai demandé à la société lux-Airport, qui est chargée de l'administration et de la gestion des infrastructures aéroportuaires, d'intervenir auprès de l'agent en escale LuxairServices afin de veiller au respect des dispositions contractuelles et, de manière générale, de veiller à une amélioration continue du service offert au client.

Malheureusement, il se peut que les passagers doivent attendre plus longtemps que prévu la délivrance de leur bagage et ce pour diverses raisons, tel qu'un contrôle douanier des bagages, une erreur de convoyage, une panne technique etc..

La société lux-Airport m'informe qu'elle s'est d'ores et déjà concertée avec l'assistant en escale LuxairServices afin de veiller à ce que ces retards soient à chaque fois analysés pour éviter qu'ils ne se reproduisent.

Dans ce contexte, l'enquête concernant le retard dans la délivrance des bagages du vol LG8258 du 10 août 2008 en provenance de Nice mentionné par Madame le Député a révélé que celuici était dû à un problème d'organisation au niveau de la salle de bagages.

Ceci dit, vu la volonté claire d'offrir aux passagers décollant de ou atterrissant à l'Aéroport de Luxembourg des services de qualité dans des délais raisonnables et ce pour l'ensemble des étapes d'un voyage aérien, le Gouvernement surveillera de manière rapprochée à travers la société de gestion aéroportuaire lux-Airport et les statistiques de mesurages établies, le respect des normes de qualité et l'évolution en général de la qualité en matière d'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg.

Il va de soi que ces normes de qualité s'appliqueront mutatis mutandis au deuxième agent en escale pour lequel le processus de sélection devrait aboutir prochainement.

Question 2766 (13.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**échographie:**

L'échographie est un outil de diagnostique très répandu dans les différents domaines de la médecine moderne. Elle est par exemple utilisée dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse ou pour examiner les organes du bassin (prostate, utérus, vessie), de l'abdomen (foie, rate ou cœur) et du cou (thyroïde).

Dans le cadre d'examens médicaux de prévention ou pour repérer une maladie, il arrive que plusieurs échographies doivent être réalisées sur un même patient. Or, selon mes informations, chaque patient n'a droit qu'à une seule échographie par jour, sauf le premier jour d'une hospitalisation où plusieurs échographies peuvent être effectuées. Ainsi, un examen simultané par échographie de la prostate et de la vessie ne peut être effectué dans l'état actuel des choses au cours d'une même séance.

Cette situation est déplorable parce qu'il cause de nombreux inconvénients pour les patients et surtout pour les personnes âgés ou à mobilité réduite qui se voient forcées de se déplacer à plusieurs reprises à l'hôpital pour faire des analyses qui pourraient sans aucun problème être réalisées en une seule séance.

En plus, une telle procédure engendre également un surcoût pour la caisse de maladie.

Au vu de ce qui précède j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état des choses?

- Pour quelles raisons la réalisation de plusieurs échographies pendant une même séance est-elle non autorisée?

- Est-ce qu'une telle limitation existe également pour d'autres prestations médicales comme dans le domaine de la radiographie?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend remédier à cette situation afin de garantir un service optimal aux patients?

Réponse (23.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 17, alinéas 3 et 4 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 portant introduction d'une nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, qui se rapporte aux dispositions particulières applicables aux actes d'imagerie médicale est libellé comme suit:

«Lorsque, lors d'une même séance, plusieurs procédés d'imagerie médicale sont mis en œuvre pour examiner le même organe, respectivement le même segment, ces procédé ne sont pas cumulables, sauf dérogations précisées dans la 2e partie de l'annexe ou accord du contrôle médical. Les actes de la sous-section 1 (échographie), section 3, du chapitre 8 de la deuxième partie de l'annexe ne sont pas cumulables entre eux.»

Les dispositions de la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, telles qu'elles sont actuellement applicables, ont été déterminées dans la commission de nomenclature conformément aux articles 65 à 67 du Code des assurances sociales.

Lors de la révision de 2000 de la sous-section 1 (échographie), section 3 du chapitre 8 de la 2e partie de l'annexe de la nomenclature, des modifications considérables se sont concrétisées par l'introduction de nouvelles positions pour les différents examens. On distingue depuis cette révision entre l'examen de l'ensemble des certains organes ou d'une région partielle et les libellés des actes ont été précisés en conséquence.

Par contre, lors de cette révision, aucun changement n'est intervenu quant à la disposition de l'article 17, alinéa 4 de la nomenclature précitée, qui dispose que les échographies restent non cumulables entre elles. Les modifications votées par la commission de nomenclature ont trouvé l'accord de l'Association des Médecins et Médecins Dentistes, représentée dans ladite commission de nomenclature, le collège médical ayant été saisi pour avis.

Dans les cas où le patient consulte le même jour des médecins de spécialités médicales différentes et lorsque un examen échographique est de rigueur lors de chaque séance, ces échographies, effectuées dans des séances différentes par des médecins différents, sont prises en charge par l'assurance maladie.

La disposition reprise à l'article 10 sous 7) du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie prévoyant que pendant les deux premiers jours d'hospitalisation le forfait pour traitement hospitalier et les actes techniques peuvent être mis en compte à plein tarif et sans limitation de leur nombre ne s'applique pas aux actes pour lesquels la nomenclature prévoit des restrictions, comme par exemple le non-cumul des échographies entre elles. Par conséquent, la disposition de non-cumul des examens échographiques est également applicable pendant les deux premiers jours d'hospitalisation de la personne protégée.

Toutefois, il ressort des libellés des actes repris au chapitre 8, section 3, sous-section 1 de la 2e partie de l'annexe de la nomenclature des médecins que les examens échographiques se rapportent dans la plupart des cas à des régions du corps humain, qui permettent des examens simultanés par échographie sur plusieurs organes d'une même région. Ces examens sont considérés dans leur ensemble comme un seul acte et donnent lieu à la facturation par le médecin d'une seule échographie. Ceci est le cas pour l'examen simultané par échographie de la prostate et de la vessie au cours d'une même séance.

Question 2767 (14.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'une cartographie du cancer:**

Le Ministère de l'Environnement a fait élaborer une cartographie stratégique du bruit qui a permis de déterminer pour des infrastructures de transport précises l'exposition de la population au bruit. Les résultats de la cartographie servent à l'élaboration de plans d'action de lutte contre le bruit regroupant l'ensemble des mesures qui doivent être prises pour gérer et réduire le bruit et les effets y relatifs.

Dans cet ordre d'idées, l'élaboration d'une cartographie du cancer pourrait par exemple repérer le type et le nombre de cancers et leur fréquence dans les différentes régions du pays. Cette cartographie permettrait ainsi de déterminer les populations et les problèmes à cibler moyennant des plans d'actions.

Au vu de ce qui précède j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'élaboration d'une telle cartographie au Luxembourg?

- Existe-t-il des statistiques sur les cancers selon le type et leur fréquence par région?

Réponse (17.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis plusieurs dizaines d'années nous disposons au Luxembourg de statistiques de mortalité par cancer, (Direction de la Santé) et d'un registre des tumeurs (Laboratoire national de Santé) qui enregistre les nouveaux cancers.

Ces statistiques peuvent être analysées selon différentes variables, âge, sexe, type de cancer et lieu de résidence (commune).

Le cancer n'étant pas un phénomène statique, comme le bruit, mais un processus qui évolue sur 10, 20 voire 30 ans, et les personnes qui en sont frappées ne demeurant souvent pas à un même endroit pendant ces longues périodes, une cartographie du cancer, «photographie» d'un phénomène précis à un moment précis, ferait peu de sens, d'autant plus que l'étiologie du cancer est multifactorielle.

Les statistiques des causes de décès et le Registre Morphologique des Tumeurs (RMT) servent à la surveillance de l'évolution de la mortalité et de la morbidité par cancer au Luxembourg et forment la base pour l'élaboration des différents plans et programmes de lutte contre le cancer (programme Mammographie, programme antitabac, dépistages du cancer du col de l'utérus et du cancer colorectal, vaccination contre HPV, promotion de modes de vie sains...).

Pour plus de détails sur le Registre Morphologique des Tumeurs et son évolution vers un registre du cancer je me permets de renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse que j'ai donnée à Monsieur le Député Jean Huss relative au registre en question *(cf. ci-dessus)*.

Question 2768 (14.8.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **transport de matériaux nucléaires:**

Après quatre jours d'immobilisation pour raison de sécurité en gare frontalière d'Apach (F) - en face de Schengen - un train transportant du minerai d'uranium depuis le port de Hambourg vers une usine de traitement dans le sud de la France, a finalement été autorisé hier à emprunter le réseau français. L'immobilisation temporaire fut décrétée suite à la découverte d'un wagon surchargé à plus de 10%.

La gare frontalière, située sur la ligne ferroviaire Trèves-Thionville longeant la Moselle, est devenue un point de passage habituel pour de très nombreux convois de substances liées aux activités nucléaires françaises et allemandes (minerai d'uranium, uranium enrichi, combustible usé ou retraité, déchets nucléaires,...). Des sources indépendantes locales indiquent que de tels convois à risque y passent toutes les deux ou trois semaines. En effet, le risque ne vient pas seulement de la radioactivité, mais également des autres propriétés chimiques des substances transportées. L'hexafluorure d'uranium (UF6) réagit par exemple au contact de l'air en dégageant rapidement un acide corrosif et hautement toxique. Un accident aurait des conséquences catastrophiques. Celles-ci ont pu être évitées de justesse lorsqu'en février 1997 un convoi transportant des combustibles irradiés avait déraillé à Apach, endommageant heureusement que la voie, des essieux et des tampons de wagon.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer qu'Apach est devenue un point de passage important pour les convois liés aux activités nucléaires?

- Le Ministre est-il préoccupé par le fait qu'un convoi à risque surchargé a pu parcourir 650 km sans que des contrôles allemands ne le découvrent?

- Est-ce que le Luxembourg est régulièrement informé du passage de convois «nucléaires» proche de la frontière? Si oui, combien de convois ferrés sont passés par la vallée de la Moselle depuis 2003?

- Est-ce qu'il y a eu au cours de cette même période des transports de matières radioactives - par voie ferrée ou par route - à travers notre pays? Si oui, de quelles matières s'agissait-il?

Réponse (13.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Monsieur le Ministre des Transports, à qui la présente question parlementaire était initialement adressée, me la transmet pour compétence.

Il est un fait que des convois liés à des activités nucléaires passent par Apach. Ces convois ont cependant diminué en nombre, depuis que l'Allemagne ne fait plus retraiter son combustible nucléaire en France.

Le transport de matières dangereuses, qu'il soit effectué par route, avion ou chemin de fer, est régi par des conventions et accords internationaux. Ces conventions ou accords ne prévoient pas l'obligation d'informer un État de transports qui ne touchent pas son territoire national. Pour ces raisons le Luxembourg n'est pas informé en cas de transport de matières radioactives effectué dans un pays limitrophe aux confins de la frontière luxembourgeoise.

L'honorable Parlementaire fait état d'«un convoi à risque surchargé (ayant) pu parcourir 650 km sans que des contrôles allemands ne le découvrent», immobilisé pendant quelques jours par les autorités françaises en gare d'Apach.

Renseignements pris, il s'avère que ce convoi n'était pas particulièrement à risque, mais que c'est la surcharge qui a causé problème. Les renseignements obtenus par mes services font penser que pour ce type particulier de transport les normes françaises différeraient des normes allemandes.

S'agissant de transports de matières radioactives au Luxembourg, je puis assurer à l'honorable Parlementaire qu'aucun transport de ce type ne se fait sur le territoire national par voie ferroviaire.

Par ailleurs aucun transport de matières radioactives fissiles du cycle nucléaire ne se fait au Luxembourg, que ce soit par route ou par chemin de fer.

Les transports sur route au Luxembourg enregistrés par la division de la radioprotection concernent des produits radio-pharmaceutiques pour approvisionner les hôpitaux et les laboratoires de recherche, les sources radioactives scellées de faible à moyenne activité servant dans l'industrie, les sources scellées de haute activité utilisées sur des chantiers de gammagraphie, des produits radioactifs transitant par l'aéroport, et enfin des déchets radioactifs, provenant surtout de la collecte de sources radioactives anciennes.

Les règles régissant les prédits transports sont déterminées au chapitre 3 du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, transposant la directive 56/29 Euratom, ainsi que dans divers accords européens ou règlements internationaux.

Question 2769 (18.8.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **aides financières:**

Il ressort d'un article de presse dans l'hebdomadaire «De Lëtzebuerger Bauer» paru en date du 14 août 2008 que nombre de demandes d'aides financières des années 2005 et 2006 n'ont pas encore été traitées par les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et que, par conséquent, les montants respectifs n'ont pas encore été versés aux agriculteurs concernés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, de combien de demandes s'agit-il? Quelles sont les raisons de ce retard?

- S'agit-il uniquement de demandes des années 2005 et 2006 ou est-ce que des demandes antérieures sont également concernées?

- Dans quels délais les personnes concernées peuvent-elles s'attendre au traitement de leur dossier et au versement des primes respectives?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'à l'avenir les délais pour le traitement de ces demandes devraient être réduits?

Réponse (23.9.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère aux mesures agroenvironnementales instaurées par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, et s'interroge sur les délais de paiement.

Mes départements me confirment que pour les années 2006 et 2007, un certain nombre de dossiers sont encore en traitement. Pour les années antérieures, les dossiers litigieux sont les seuls qui ne sont pas encore clôturés.

Entre juillet et août 2008, 572 dossiers ont pu été liquidés pour un montant global de 1.618.027,12 euros, et les retards ont donc considérablement diminué.

Le retard est essentiellement dû à l'introduction d'un nouveau système de référence pour l'administration des parcelles agricoles, instauré par la réglementation communautaire et qui a exigé l'adaptation du système de gestion et de contrôle de toutes les primes agricoles. Comme ces adaptations n'ont pas pu être réalisées simultanément, certaines demandes introduites dans le cadre des mesures agroenvironnementales n'ont pas pu être traitées jusqu'en début 2008. À noter que ces adaptations n'ont qu'un caractère provisoire et qu'une rénovation complète du système de gestion des mesures agroenvironnementales, notamment par l'ajout des technologies SIG (déjà introduites en 2006 pour les paiements directs) est actuellement en cours. Il est attendu que ce nouveau programme deviendra opérationnel pour la campagne 2009, mais il n'est pas exclu que sa mise en route provoquera éventuellement des délais additionnels, ce qui est inévitable dans des projets informatiques de cette envergure. Le Ministère de l'Agriculture fera évidemment tout le possible pour limiter ces délais à un strict minimum. Une fois établi, ce nouveau programme de gestion devrait accélérer les procédures de traitement des dossiers et permettre de respecter des délais de traitement raisonnables.

Question 2771 (19.8.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **recettes résultant des avertissements taxés:**

Den 10. Mäerz 2008 huet de Budgets- an Trésorminister Luc Frieden e Budgetsdépassement fir de Finanzministère guttgeheescht an der Héicht vu 85.805 Euro. Viséiert ass de Budgetsartikel 04.0.11.300 mam Titel: «Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive.» Als Explikatioun fir den Dépassement gëtt explizéiert: «La dépense supplémentaire trouve son origine dans le montant des recettes effectuées au titre du produit des amendes et des confiscations en matière répressive. Dans ce contexte, un montant équivalent à 5% du produit des recettes visées ci-avant est attribué aux agents dits «méritants».»

Wat ee wësse muss ass, datt dëse Budgetsartikel schonns mat engem votéierte Kredit vu 540.000 Euro ausstaffiert ass, dësem Posten no dem accordéierte Budgetsdépassement also 625.805 Euro zur Verfügung stinn.

An dësem Zesummenhang hätt ech déi heite Froen un de Minister vum Budget a vun der Justiz:

1. Wéi héich sinn d'Gesamtrecettë vun den «Avertissements taxés» pro Semester zënter dem Joer 2000 bis dat éischt Semester 2008 inclus?

2. Wéi deelen déi Recettë sech no deene verschiddene Kategorien (zum Beispill Parken, Vitesse, Alkohol, Gurt, Telefonéieren am Auto) op a wéi ass d'Evolutioun vun deene Recettë pro Kategorie a Semester zënter 2000?

3. Wann et grouss Variatiounen an deene Recettë ginn, wéi kann den Här Minister dëst erklären?

4. Wat fir eng vun dëse Recettë ginn un d'Beamte verdeelt an no wat fir enge Kritären ass e Beamte méritant?

Réponse (23.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le montant total des recettes dues au recouvrement des avertissements taxés émis par la Police grand-ducale et les agents municipaux sont détaillés ci-dessous:

Année	Montant
2002	8.219.123,08 EUR
2003	7.599.581,84 EUR
2004	8.913.946,20 EUR
2005	8.567.072,00 EUR
2006	9.754.065,00 EUR
2007	10.939.744,00 EUR
2008 (1er semestre)	5.512.613,00 EUR

La valeur du 1er semestre 2008 est à considérer comme provisoire.

La répartition selon les principales catégories stationnement, vitesse, ceinture de sécurité et utilisation du téléphone portable se départage comme suit:

Année	Stationnement	Vitesse	Ceinture	Téléphone	Alcool
2002	62,91%	5,64%	0,23%	0,74%	0,01%
2003	62,21%	21,37%	2,81%	1,19%	0,01%
2004	56,07%	26,07%	3,64%	1,74%	0,01%
2005	52,57%	26,47%	3,62%	1,88%	0,02%
2006	56,11%	21,99%	3,11%	1,71%	0,01%
2007	59,21%	20,73%	2,35%	1,59%	0,09%
2008	60,71%	17,46%	1,72%	1,69%	0,23%

Le concept de circulation routière de la Police grand-ducale repose sur une répartition égale entre prévention-répression, d'une part, et une application thématique des contrôles suivant les saisons, d'autre part. Le choix des campagnes de prévention avec notamment le Ministère des Transports et la Sécurité routière, les mises en place des Services régionaux de police de route aux six régions de police ainsi que les modifications du Code de la Route ont certainement des incidences sur les variations dans les chiffres.

La Police grand-ducale, mais également des fonctionnaires du Ministère des Travaux publics, du Ministère des Transports ainsi que du Ministère de l'Intérieur sont bénéficiaires de la disposition de l'article 15 de la loi budgétaire.

À l'exception des membres de l'Inspection générale de la Police, des fonctionnaires en congé sans traitement, des fonctionnaires ayant perdu leur habilitation d'établir des avertissements taxés et des fonctionnaires ayant été puni par des peines disciplinaires graves, tous les fonctionnaires de la police bénéficient de la prime.

Le montant des gratifications est calculé en fonction de l'ancienneté et des jours de maladie. Ainsi le nombre d'avertissements taxés établis par chaque fonctionnaire n'est pas un critère entrant en compte dans le calcul de la gratification.

Depuis l'an 2000, la gratification moyenne était de 191 euros par an.

Question 2772 (21.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prise en charge de l'assurance dépendance des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer:**

Pour pouvoir être considéré comme dépendant et pouvoir bénéficier, le cas échéant, de l'assurance dépendance, il faut avoir besoin de l'aide de quelqu'un pour les actes essentiels de la vie quotidienne, le besoin d'aide doit persister pour un minimum de six mois ou être irréversible, le besoin d'aide doit, en outre, présenter une certaine gravité et être la conséquence d'une maladie. Plusieurs catégories de personnes ont droit à l'assurance dépendance sans que ces conditions soient satisfaites.

Les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer sont considérées comme dépendantes à partir du moment où elles présentent des déficiences importantes, par exemple lorsqu'elles ne savent plus s'habiller seules ou manger sans l'aide de quelqu'un. En d'autres termes, ces personnes ont droit à l'assurance dépendance à un stade avancé de la maladie. Or, cette maladie dégénérative est progressive et commence par de simples troubles de la mémoire qui peuvent cependant s'avérer très handicapants. Laissés seuls, les malades sont désorientés, il leur est, entre autres, souvent impossible de suivre le moindre traitement médical qui permettrait de retarder la progression de leur maladie. Ils ont besoin d'une aide ou d'une assistance. Or, tous les malades ne sont pas entourés par une famille ou des amis qui peuvent leur venir en aide non-stop et leur rappeler par exemple qu'ils doivent s'habiller ou se rendre chez le médecin ou qu'il est temps de prendre leurs médicaments. Bien que le besoin d'aide soit réel dès le début de la maladie, les personnes atteintes d'Alzheimer se voient refuser tout bénéfice de l'assurance dépendance au motif qu'elles sont encore à même d'accomplir seules les actes essentiels de la vie de tous les jours. Ce qui n'est pas faux, mais encore faut-il qu'elles se rappellent qu'elles doivent accomplir ces actes!

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait dans l'intérêt des personnes atteintes d'Alzheimer de les faire bénéficier de l'assurance dépendance dès le début de leur maladie respectivement dès que la maladie aura été diagnostiquée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les prestations auxquelles les personnes atteintes d'Alzheimer et qui continuent à vivre à domicile peuvent prétendre?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour améliorer la situation des malades concernés?

Réponse (23.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'assurance dépendance répond essentiellement au besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie qui relèvent du domaine de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité.

L'aide d'une tierce personne revêt différentes formes selon la nature et la gravité de la dépendance. L'article 348 du Code des assurances sociales précise que l'assistance d'une tierce personne consiste à effectuer en tout ou en partie à la place de la personne dépendante les actes essentiels de la vie ou à surveiller ou à soutenir la personne dépendante en vue de permettre l'exécution autonome de ces actes.

Il n'est dès lors pas exact de dire que les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer se voient refuser tout bénéfice de l'assurance dépendance au motif qu'elles sont encore à même d'accomplir les actes essentiels de la vie ... mais encore faut-il qu'elles se rappellent qu'elles doivent accomplir ces actes! Lorsqu'il est constaté lors de l'évaluation réalisée par la Cellule d'évaluation et d'orientation que la personne, bien que physiquement capable d'accomplir l'acte, ne l'accomplit plus, parce qu'elle l'oublie ou qu'elle n'est plus à même de savoir comment il faut réaliser l'acte, l'aide ou le soin est retenu au plan de prise en charge de la personne dépendante.

Cependant, le bénéfice des prestations de l'assurance dépendance est accordé si la personne dépendante requiert un minimum de trois heures et demie d'aides et soins par semaine pour les actes essentiels de la vie. Ce seuil d'entrée limite l'accès aux prestations de l'assurance dépendance à des situations de dépendance présentant une certaine gravité et il arrive que des personnes atteintes de maladies évolutives se voient refuser l'octroi de prestations de la part de l'assurance dépendance, lorsque la maladie est à un stade précoce parce que le besoin d'aide est insuffisant pour satisfaire à cette condition. C'est le cas pour certaines personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou pour d'autres maladies évolutives comme la sclérose en plaques, la maladie de Parkinson...

Au moment de l'introduction de l'assurance dépendance, le législateur n'a pas voulu, au moment de l'introduction de la loi, définir la dépendance par rapport à un catalogue de pathologies. En effet, pour une même pathologie, le besoin d'aide peut s'avérer très différent et inversement, des pathologies très différentes peuvent engendrer un besoin d'aide de même intensité et même on peut dire que certaines maladies très graves au pronostic vital très défavorable n'engendrent aucun besoin d'aide pour les actes essentiels de la vie, jusqu'à un stade très avancé de la maladie.

Dans le cas de la démence de la maladie d'Alzheimer s'ajoute en outre la difficulté de poser ce diagnostic avec certitude.

En effet, la maladie d'Alzheimer est une maladie dégénérative du système nerveux central dont le diagnostic positif de certitude ne peut être posé qu'en réalisant un examen anatomopathologique du cerveau (par biopsie ou examen post-mortem). De plus, la démence de la maladie d'Alzheimer est certes la plus fréquente des démences (environ 75% des démences sont dues à cette maladie) mais il existe aussi des démences d'autres causes qui présentent des symptômes similaires.

Une estimation de la prévalence des démences (toutes causes confondues) (estimation réalisée par Alzheimer Europe suivant deux études de prévalence Eurodem de 1980-1990 et Ferri et al. en 2005) fixe le nombre de personnes atteintes de démence en 2005 pour l'Allemagne, la France et la Belgique de 1,22 à 1,36% de la population totale.

En extrapolant ces chiffres au Luxembourg (avec une population générale de 476.200, estimation Statec au 1er janvier 2007), on peut donc estimer que le nombre de personnes atteintes de démence se situe entre 5.800 et 6.500 personnes. Le nombre de personnes atteintes de démence (que cette démence soit la cause principale de la dépendance ou associée à une autre maladie) prises en charge par l'assurance dépendance représente près de 3.040 personnes, à domicile ou en établissement d'aides et de soins.

Faire bénéficier les personnes démentes de l'assurance dépendance dès le diagnostic d'une démence reviendrait à augmenter de plus de 30% le nombre de bénéficiaires actuels de l'assurance dépendance, sans que le besoin d'aide de ces personnes ne soit identifié, défini ni mesuré.

Et ceci rejoint la deuxième question de l'honorable Député. Une prestation de sécurité sociale, quelle qu'elle soit, répond à un besoin. Si ce besoin n'est pas identifié, défini et mesuré, il est particulièrement difficile de définir une prestation qui y réponde.

Il serait essentiel, avant d'envisager la prise en charge de personnes démentes lorsqu'elles n'atteignent pas le besoin minimum requis dans l'assurance dépendance, de recenser précisément leurs besoins afin d'y répondre adéquatement.

Certes, des mesures doivent être prises pour améliorer encore la situation des malades atteints de la maladie d'Alzheimer et elles le seront. Je voudrais toutefois attirer l'attention de l'honorable Député sur l'importance de l'aide qui est actuellement déjà accordée aux personnes démentes. Dans le cadre de l'assurance dépendance, ces personnes bénéficient non seulement d'un temps d'aide particulièrement élevé pour les actes essentiels de la vie (une moyenne de 17 heures par semaine), mais elles peuvent en outre bénéficier de la prise en charge d'activités de soutien, par exemple la fréquentation d'un centre de jour spécialisé. Cette activité permet d'un côté à la personne démente de profiter d'une prise en charge multidisciplinaire adaptée à sa pathologie et de l'autre côté garantit un répit à l'aidant informel. Ce répit pour l'aidant informel peut également être garanti par la mise en place d'un système de garde à domicile.

Pour les personnes atteintes de démence, le temps d'aide accordé sous forme d'activités de soutien représente en moyenne 23,5 heures par semaine. Le temps total d'aides et soins accordé aux personnes atteintes de démence dans le cadre de l'assurance dépendance représente une moyenne hebdomadaire de 42,6 heures. Pour l'ensemble des bénéficiaires, y inclus les bénéficiaires atteints de démence, ce temps moyen représente 27,9 heures par semaine.

En ce qui concerne les structures, on recense 26 centres psycho-gériatriques. Toutes les maisons de soins sont organisées pour ac-

cueillir et garantir des soins spécifiques aux personnes démentes. L'une des maisons de soins (Goldknapp à Erpeldange) est exclusivement réservée aux personnes démentes. Pratiquement chaque commune du Luxembourg compte avec un club-senior, dont les actions de prévention sont des plus précieuses.

Question 2773 (21.8.2008) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant l'**attribution du nom aux enfants adoptés:**

Antérieurement à la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants, entrée en vigueur le 1er mai 2006, l'article 359 alinéa 1 du Code Civil relatif à l'attribution du nom aux enfants adoptés via adoption simple disposait que:

«L'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant et, en cas d'adoption par deux époux, le nom du mari, en substituant le nom de l'adoptant ou celui du mari au nom de l'adopté. Le Tribunal peut toutefois, à la demande des parties, décider que l'adopté conservera son nom.»

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2005 précitée, l'article 359 alinéa 1 a été modifié comme suit:

«L'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant.

En cas d'adoption par deux époux, le nom conféré à l'adopté est déterminé par les règles énoncées à l'article 57 et ce dans le respect de l'unicité du nom des enfants communs des adoptants.

Si l'adoptan est une personne mariée, le Tribunal peut, dans le jugement d'adoption, décider du consentement du conjoint de l'adoptant que le nom de ce dernier est conféré à l'adopté, soit en substituant son nom ou l'un de ses noms à celui de l'adoptant, soit en l'accolant à celui de l'adoptant dans l'ordre choisi par les époux et dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux.

(…)»

Suite à la modification législative opérée par la loi de 2005 précitée, l'adopté ne peut ainsi plus conserver son nom.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que le fait pour un adopté de ne plus pouvoir conserver son nom d'origine soit contraire à l'objet de la loi du 23 décembre 2005 précitée voire constitue un oubli?

- En tout état de cause n'y aurait-il pas lieu de prévoir la possibilité pour l'adopté de conserver son nom d'origine, du moins dans l'hypothèse où l'adoptant ou les adoptants n'ont pas d'enfants communs, de sorte que le principe de l'unicité du nom des enfants communs soit respecté?

Réponse (24.8.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'intention du Gouvernement étant d'assurer que l'adopté se voie systématiquement conférer le nom de l'adoptant, respectivement, dans certaines hypothèses réglées à l'article 359 du code civil, le nom du conjoint de l'adoptant, le projet de loi N°4843 relatif au nom patronymique des enfants avait à dessein omis la possibilité pour le Tribunal de décider, à la demande des parties, que l'adopté conserve son nom.

La Chambre des Députés n'est pas revenue sur cette intention du Gouvernement lorsque, par l'adoption de la version amendée du projet de loi qui lui était soumise par sa Commission juridique, elle a ajouté la condition du respect de l'unicité du nom des enfants communs des adoptants.

Question 2774 (22.8.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **respect des règles du Code de la Route par les membres de la Police grand-ducale:**

La filature est une technique de renseignement réalisée par la surveillance des activités et des contacts d'un ou de plusieurs individus en le/les suivant dans ses/leurs déplacements quotidiens. La police a parfois recours à ce moyen de renseignement dans le cadre de ses missions notamment lorsqu'elle enquête sur des infractions graves. Afin de garantir le succès de telles missions, il est indispensable que les filatures soient entourées de la plus grande discrétion. Ainsi, la police utilise-t-elle des véhicules banalisés et bannit-elle tout recours aux feux bleus et aux sirènes dans le cadre de ses missions de filature.

Notre législation n'ayant pas réglementé l'utilisation de véhicules banalisés par la Police lors d'opérations de filature et de surveillance, il s'ensuit que les officiers de police chargés de telles opérations sont soumis au respect des règles du Code de la Route. Or, un tel respect compromet sérieusement l'efficacité des filatures et le risque de voir la Police commettre des infractions au Code de la Route afin de mener à bien ses missions est grand. Par ailleurs se pose dans le cas de cette hypothèse la question de la responsabilité des policiers en cas d'accident résultant du non-respect d'une règle du Code de la Route.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser la question suivante à Messieurs les Ministres de la Justice et des Transports:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il y aurait lieu, dans l'intérêt tant des citoyens que des fonctionnaires chargés d'une filature, de prévoir, à l'instar d'autres pays européens tels que la Belgique ou l'Allemagne, des dispositions spéciales dans le cadre du Code de la Route et visant les pouvoirs des officiers de police dans le cadre de missions de filature?

Réponse commune (5.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Députée souhaite savoir si le Gouvernement n'était pas disposé à modifier le Code de la Route de sorte à offrir un cadre légal à la Police grand-ducale en matière de circulation routière à des opérations spéciales, telles que les opérations de filature et d'observations.

En effet, le Gouvernement avait déposé en mai 2006 un projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques visant, entres autres, la création d'un cadre légal définissant les conditions sous lesquelles la Police grand-ducale pouvait transgresser les règles du Code de la Route dans des situations bien définies.

Or, dans son avis relatif au projet de loi, précité, le Conseil d'État a émis son opposition formelle contre cette disposition.

Dans ses explications très détaillées, le Conseil d'État reconnaît qu'il «peut certainement y avoir des cas de figure où la police, dans l'exercice de ses fonctions, peut être confrontée à des situations où elle-même peut être amenée à transgresser des normes. Ces cas de figure sont susceptibles de tomber sous le couvert de la cause de justification que constitue l'état de nécessité. La notion d'état de nécessité a évolué dans la jurisprudence belge. Étant tout d'abord assimilée à la force majeure ou à une situation de contrainte normale, elle apparaît aujourd'hui, comme une cause de justification objective. L'état de nécessité peut donc être admis comme cause de justification, lorsque l'auteur s'est trouvé dans un mal grave et imminent et qu'il ne peut sauvegarder les intérêts qu'il est tenu ou en droit de protéger en priorité, qu'en commettant le fait qui est mis à sa charge».

Partant, le Conseil d'État conclut que «les solutions dégagées par la jurisprudence devraient amplement suffire» à couvrir les situations évoquées par le législateur.

Afin de souligner son opposition à l'égard d'une extension des compétences de la Police grand-ducale en matière de filature, le Conseil d'État allègue qu'il «ne saurait en aucun cas cautionner un texte qui en définitive autorise la Police, l'Administration des Douanes et Accises et le service de renseignements à se dispenser eux-mêmes de l'observation de certaines règles en matière de circulation routière».

Par conséquent, le Gouvernement, suite à l'avis de la Haute Corporation, a décidé de supprimer les dispositions visant les compétences de la Police grand-ducale en matière de filature.

Question 2776 (26.8.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **carrefour à sens giratoire - rond-point:**

Et ass des Öfteren ersiichtlech, datt hei am Land net onbedéngt eng groussaarteg entwéckelt Fuerkultur am Kreessverkéier herrscht.

Besonnesch ineffizient an zum Deel och gemenggeféierlech ass et wa mer, wéi zum Beispill am Iergäertchen zu Hamm/Sandweiler, dräi Bunnen op fënnef bis sechs Op- an Offahrten an engem grousse Kreessverkéier hunn.

Verschidden Offahrten hu jo an der Lescht nach eng Bunn bäigemaach kritt (zum Beispill d'Offahrt vun der A1 an de Kreessverkéier vum Iergäertchen), fir de Verkéiersfloss ze optiméieren. Dëst Zil gëtt awer nëmme bedéngt erreecht. Ass et net méi geféierlech ginn, fir sech an dëse Kreessverkéier ze beginn, ëmsou méi wéi et jo offesiichtlech keng allgemeng unerkannte Verhalensregelen, oder vläicht och nëmmen ee praktesche Verhalenskodex ze gi schéngt?

An doriwwer eraus d'Vitesse, mat där verschidden Zäitgenossen an dësem Kreessverkéier ënnerwee sinn eng Roll spillt, wéi och den Émstand, dass vill Fuerer einfach Blénker-Muffele sinn (also hir Blénkluucht einfach net betätegen, fir ze weise wou se wëlles hunn hinzefueren).

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wéi geféierlech sinn d'Rondpointen zu Lëtzebuerg (am Verglach mam Ausland) anzeschätzen?

2) Gëtt et eng vergläichbar Statistik?

3) Gëtt et eventuell eng Korrelatioun tëschent der Zuel vu Bunnen am Kreessverkéier an der Zuel vun Op- an Offahrten zum Kreessverkéier am Verglach mat den Accidenter, déi do geschéien?

4) Wat hält d'Regierung vun der Iddi, fir am Kader vun der Bekämpfung vun de Geforen an der Preventioun vun Accidenter am Verkéier, weider Moossname fir de Kreessverkéier auszeschaffen?

5) Kéint net d'Anzeechne vu gestréchelte Leetlinnen, fir déi eenzel Automobilisten an déi richteg Spueren ze leeden, déi direkt op déi bestëmmten Op- an Offahrte féieren, zu méi Verkéiersséchereheet bäidroen, esou wéi dat zum Beispill am schotteschen Transportwiesen de Fall ass? (Zwou Grafiken als Beispill leie bäi)

Réponse (5.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Renseignementer iwwert den Accidentspotenzial vu Rond-pointen zu Lëtzebuerg.

Et ass schwiereg d'Geféierlechkeet vun de Rond-pointen hei zu Lëtzebuerg par rapport zum Ausland anzeschätzen, well mir zum enge keng Zuelen aus dem Ausland zu den Accidenter a Kreessverkéiere virleien, a well zum aneren déi Zuele mat de lëtzebuergeschen Donnéeën nëmme bedéngt vergläichbar wieren.

Fakt ass, datt et am Joer 2007 zu Lëtzebuerg dräi déidlech Accidenter an dräi méi schwéier Accidenter an engem Kreessverkéier gouf.

Am Joer 2008 si bis de Mount Juni zwee Accidenter mat Schwéierblesséierten an engem Rond-point passéiert.

Opgrond vun deenen Erkenntnisser hunn ech déi staatlech Verkéierskommissioun beoptraagt, fir bis zum Enn vun dësem Joer eng Analys vun dësen Accidenter ze maachen an zousätzlech een Avis auszeschaffen, wéi een d'Rondpointe kann allgemeng méi sécher maache bezéiungsweis d'Fuerkultur am Kreessverkéier verbesseren.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 2779 (27.8.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**Unité Spéciale de la Police (USP):**

Actuellement les agents de l'USP profitent d'une indemnité spéciale de 32,23 euros par mois pour compenser certains frais liés à leur profession. Or, ces agents sont confrontés à un grand nombre de dépenses résultant des diverses missions du service.

En outre, les membres de l'USP font face à des contraintes spéciales dues au risque accru auquel ils s'exposent dans le cadre d'interventions dangereuses. Ils sont par exemple obligés de contracter une assurance de protection juridique et de responsabilité civile spécifique et plus onéreuse. Aussi leurs primes d'assurances dans le privé, notamment pour l'assurance-vie, sont plus élevées.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait augmenter l'«indemnité unité spéciale» afin que les membres de l'USP puissent compenser les frais résultant de leur profession?

Réponse (29.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je partage l'analyse de l'honorable Députée qu'il y a lieu d'adapter l'indemnité accordée aux membres de l'Unité Spéciale de la Police en raison de la spécificité de ses missions et pour faciliter le recrutement de ses membres.

Dans la mesure où l'augmentation de cette indemnité requiert une modification législative, il y a lieu d'en tenir compte au cours d'un prochain projet de loi relatif à la police ou aux traitements des fonctionnaires.

Question 2780 (27.8.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **«rentrée scolaire verte» dans le cadre de l'«Année internationale de la planète Terre»:**

Les Nations Unies ont proclamé 2008, «Année internationale de la planète Terre», pour sensibiliser le public à limportance de la gestion durable des ressources naturelles. Cet engagement devra aussi se refléter par une «rentrée scolaire verte» à partir de septembre prochain, entre autres par une offre de produits respectueux de l'environnement.

Selon mes informations, une circulaire relative aux listes de fournitures scolaires du Ministre français de l'Éducation nationale du 10 juillet 2008 fait un appel pour simplifier et alléger ces dernières. Dans cette même circulaire, il invite également les enseignants à appeler leurs élèves à adopter des comportements consuméristes responsables, qui tiennent compte de l'environnement en privilégiant, dans la mesure du possible, l'achat de produits de type écolabel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce que Madame la Ministre partage les recommandations de son homologue français?

- Dans l'affirmative, entend-elle élaborer une circulaire analogue ou similaire?

Réponse (10.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'action de Monsieur le Ministre Xavier Darcos visait avant tout, comme en août 2007 déjà, de négocier les prix des fournitures scolaires avec les grands distributeurs français. Dans la circulaire de juillet 2008 que vous mentionnez, il profite également de la communication pour promouvoir un comportement responsable face à l'environnement, ceci en incitant les consommateurs à acheter des produits respectant des critères stricts de type écolabel.

Mes services ont élaboré, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, l'Ëmweltberodung Lëtzebuerg et la Ville de Luxembourg, pour la fin de l'année scolaire écoulée un numéro spécial bilingue du Courrier de l'Éducation nationale qui traite les sujets de la consommation intelligente, le respect de l'environnement et de la santé. Le dépliant a connu un vif succès auprès des enseignants, des parents d'élèves, des élèves ainsi que des commerçants impliqués dans la distribution de matériel scolaire. L'impact de cette action bien concertée n'est donc pas négligeable et une réédition sera probablement réalisée le moment nécessaire.

Question 2781 (27.8.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES):**

Le Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES) a été créé par la loi du 10 août 2005 et est le successeur de l'Institut de Formation pour Éducateurs et Moniteurs (IFEM) et de l'Institut d'Études Éducatives et Sociales (IEES) créé par la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales. Le LTPES de Livange comptait au cours de l'année scolaire 2007-2008, 672 élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de nouveaux élèves sont attendus au LTPES à la rentrée 2008?

- Combien d'éducateurs gradués alimenteront au cours des prochaines années le marché du travail?

- Combien d'éducateurs gradués diplômés sont actuellement à la recherche d'un emploi?

- Combien d'éducateurs gradués diplômés exercent actuellement une demi-tâche?

- Combien d'éducateurs non diplômés sont actuellement engagés dans les maisons relais?

Réponse commune (1.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. Le terme générique «éducateur» escamote des différences significatives en termes de formation et d'attribution qui existe entre l'éducateur (appelé aussi éducateur diplômé) et l'éducateur gradué.

La formation de l'éducateur est une formation de trois années de l'enseignement secondaire technique sanctionnée par un diplôme de fin d'études secondaires techniques donnant accès aux études supérieures et un diplôme d'État d'éducateur donnant accès sur le marché du travail à la profession réglementée de l'éducateur. Pour la rentrée scolaire 2008, quelque 280 élèves sont inscrits dans la première année de formation de l'éducateur au Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales.

2. L'éducateur gradué a effectué trois années d'études supérieures après le bac. Cette formation a longtemps été offerte par l'Institut pour Études Éducatives et Sociales puis reprise en 2003 par l'Université du Luxembourg.

Depuis 2005, une nouvelle formation est offerte par l'Université du Luxembourg: le bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives. Cette formation, dont la première promotion est sortie en juin 2008, vise à former un agent généraliste du développement de l'action sociale et éducative. Chaque année 45 étudiants sont admis dans cette formation.

3. Il serait extrêmement difficile d'estimer le nombre d'éducateurs gradués qui alimenteront le marché de l'emploi étant donné que cette profession ne compte plus parmi les professions réglementées et que de ce fait tout détenteur d'un titre de formation supérieure dans le domaine socio-éducatif luxembourgeois ou étranger peut postuler un emploi qui requiert la qualification professionnelle de l'éducateur gradué.

En ce qui concerne les éducateurs, 206 élèves ont obtenu leur diplôme d'éducateur. Selon nos informations, environ deux tiers de ceux-ci comptent travailler dans le secteur socio-éducatif, tandis qu'un tiers envisage de continuer des études supérieures. Par ailleurs 151 requérants luxembourgeois et étrangers ont obtenu en 2007 une reconnaissance d'équivalence d'un diplôme étranger d'éducateur en vue d'intégrer le marché de l'emploi.

Il ressort de ces chiffres que quelque 300 professionnels alimentent au cours de cette année le marché du travail.

En date du 11 septembre 2008, l'Administration de l'Emploi comptait 11 demandeurs d'emploi ayant clôturé avec succès une formation d'éducateur et 14 demandeurs d'emploi ayant terminé avec succès la formation d'éducateur gradué.

Par ailleurs, à l'heure actuelle 34 demandeurs d'emploi souhaitent trouver un poste d'éducateur gradué et 82 demandeurs d'emploi souhaitent en trouver un d'éducateur diplômé. Néanmoins, cela ne signifie pas que ces derniers soient en possession du diplôme requis et ne reflète qu'un desideratum du demandeur d'emploi. Ce critère permet de cibler une aire d'activité se rapportant à la demande d'emploi de la personne concernée.

4. Concernant le nombre de professionnels exerçant actuellement une demi-tâche, il ressort d'une enquête par échantillon qui a été réalisée au niveau national dans les maisons relais pour enfants que 38% du personnel éducatif ont une demi-tâche.

5. La réglementation concernant la qualification professionnelle du personnel pour les maisons relais pour enfants est extrêmement précise.

Tout d'abord, un nombre maximal d'usagers par agent d'encadrement présent est fixé au sein de chaque unité du service:

- enfants en dessous de 2 ans: 1 éducateur pour 6 enfants,

- enfants âgés de 2 à 5 ans: 1 éducateur pour 9 enfants,

- enfants âgés de 6 à 12 ans: 1 éducateur pour 11 enfants,

- enfants âgés de plus de 12 ans: 1 éducateur pour 15 enfants.

De plus dans les maisons relais, 80% des heures d'encadrement doivent être assurées par des agents dits «qualifiés». Les qualifications suivantes sont visées: éducateur gradué et éducateur diplômé, psychologue, pédagogue, pédagogue curatif et pédagogue social, instituteur, assistant social et assistant d'hygiène sociale.

Les heures restantes peuvent être confiées aux professionnels de santé et de soins, aux aides socio-familiales, ou aux personnes faisant valoir au moins cinq années d'études post primaires réussies et une formation continue dans le domaine socioéducatif.

En analysant l'échantillon, l'on remarque les disparités au sein des différentes maisons relais. Ces différences de personnel viennent non seulement des différences liées à la population «cliente» des maisons relais, mais également du fait des grandes disparités au niveau des services offerts au sein même des maisons relais. Une maison relais qui prépare sur place ses repas verra le nombre de son personnel «ouvrier» augmenter, une maison relais offrant un soutien scolaire aura un personnel qualifié bien plus nombreux.

Le souci fondamental des maisons relais pour enfants est d'apporter un encadrement adapté aux besoins de sa population. Les enfants sont stimulés, soignés et accompagnés dans leur vie scolaire. De plus en plus de parents inscrivent leurs enfants dans des maisons relais car ils savent que dans ces structures ils trouveront une réponse à leur attente.

Sud	ed. gradués	ed. diplômés	dont mi-temps	total pers. educ	% de mi-temps	personnel total	% educ.sur pers. Tot	aide socio-ed.	pédagog. Bac+4	pers. Adm
Dudelange	5	10	3	15	20,00	22	68,18	7		
Petange	2	7	0	9	0	24	37,50	15		
Centre										
Mersch	4	8	7	12	58,33	29	41,38	17		
Walferdange	3	2	3	5	60,00	11	45,45	3	1	2
Niederanven	3	3	2	6	33,33	9	66,67	1		2
Nord										
Hosingen	3	4	0	7	0	19	36,84	11	1	
Ettelbruck	3	4	2	7	28,57	10	70,00	3		
Est										
Grevenmacher	1	3	2	4	50,00	9	44,44	4		1
Mompach	3	1	4	4	100,00	11	36,36	4		3
Junglinster	8	8	5	16	31,25	53	30,19	34		3

Question 2782 (27.8.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **discriminations par des banques:**

L'autorité suédoise de lutte contre les discriminations a annoncé ce mardi avoir ouvert une enquête à l'encontre d'une banque suédoise soupçonnée d'avoir refusé des services courants à des clients portant des prénoms à consonance arabe.

Une porte-parole de la banque en question, la Skandiabanken, a expliqué au quotidien suédois Svenska Dagbladet que la banque vérifiait seulement les noms figurant sur une liste de personnes soupçonnées d'activités terroristes établie par l'Union européenne, après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Des prénoms arabes tels qu'Ahmad, Mohammed ou Hussein de même que José Maria et James figurent sur cette liste.

Il me revient qu'une personne au nom à consonance arabe, résidant et travaillant au Grand-Duché et ayant la double nationalité américaine et libanaise s'est vue refuser des services courants par deux banques luxembourgeoises au seul motif de sa nationalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que les banques européennes vérifient les noms figurant sur une liste de personnes soupçonnées d'activités terroristes établie par l'Union européenne?

- N'estiment-ils pas scandaleux que certaines banques refusent des services courants à des clients au seul motif qu'ils portent des prénoms à consonance arabe?

- Peuvent-ils confirmer le fait que des clients se sont vus refuser des services courants par des banques luxembourgeoises au seul motif de leur nationalité ou de leur nom?

- Dans l'affirmative, comment y remédier à l'avenir?

Réponse (25.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Ad point 1:

Le règlement (CE) N°2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, tel qu'il a été modifié à plusieurs reprises, constitue le texte légal directement applicable pour la mise en œuvre dans l'UE des résolutions des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme. Il établit la liste des personnes par rapport à laquelle les professionnels du secteur financier et tous les autres professionnels au sens de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, sont tenus de faire leurs vérifications.

De manière additionnelle, en vertu des différentes résolutions des Nations Unies, d'autres règlements communautaires édictent des mesures restrictives internationales à l'encontre de certains pays, de certaines autorités ou de certaines personnes juridiques.

Une liste européenne consolidée reprenant toutes les listes établies par les différents règlements communautaires est tenue à jour et publiée sur le site Internet de la Commission à l'adresse:

http://ec.europa.eu/external_relations/cfsp/sanctions/list/consol-list.htm

Ad points 2 à 4:

Ni le Gouvernement ni les autorités de surveillance du secteur financier luxembourgeois n'ont connaissance d'un cas de discrimination en raison de la seule consonance arabe du nom d'un client.

Toutefois en pratique des problèmes d'homonymie peuvent se poser par rapport aux personnes sur la liste indiquée au point 1 ci-dessus.

Ainsi une exigence constante des autorités nationales et des professionnels concernés à l'adresse des Nations Unies et au niveau européen est celle d'être le plus précis et complet possible dans la désignation des personnes visées afin de réduire au mieux le risque d'erreurs pouvant créer des problèmes à des personnes innocentes.

Question 2784 (28.8.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **prix des médicaments:**

An engem kierzlech publizéierte Lieserbréif beschwéiert eng Persoun sech iwwert de «Präisgangsterismus op de Medikamenter». Den Auteur zitéiert d'Beispill vum «Andractim», wou de Präis vun 8,66 Euro op 16,68 Euro fir déiselwecht Packung an d'Luucht gaangen ass. D'Packung dréit nach ëmmer de belsche Präis vun 8,66 Euro. Laut den Informatioune vum Auteur vum Lieserbréif war dës Verdueblung vum Präis ab dem 1. August vun dem Wirtschaftsminister bewëllegt ginn. Op Nofro an enger Apdikt ass mer bestätegt ginn, datt kierzlech eng ganz Rëi vu Medikamenter am Präis eropgesat gi sinn an des Weideren, datt déi belsch Präisser, déi op munche Verpackunge gedréckt sinn, net zu Lëtzebuerg gëllen. Duerfir géif ech gären dës Froen un déi Häre Ministere riichten:

1. Kënnen déi Häre Ministere mer soen, wat fir Medikamenter am Laf vun dësem Joer eng Präiserhéijung accordéiert kritt hunn, mat Indikatioun vum ale Präis, dem aktuelle Präis an den Ursaache vun der Erhéijung?

2. Wéi kënnt den offizielle Präis vun engem Medikament zustanen, a wat fir Kontrollmechanisme bestinn, fir sécherzestellen, datt um Niveau vun der Präisentwécklung bei de Medikamenter keng Abusë geschéien?

3. Wat fir Auswierkungen hunn dës Haussen op de Budget vun de Krankekeesen, de Portemonnaie vun de Versécherten a wat fir en Afloss hu se op den Index?

4. Stëmmt et, datt fir eng Rei Medikamenter, déi iwwert d'Belsch importéiert ginn, en aneren - dacks méi héije - Präis zu Lëtzebuerg gefrot gëtt? Wa jo, wéi sinn dës Ënnerscheeder ze erklären?

5. Misst et net méiglech sinn, dofir ze suergen, datt d'Medikamenter hei am Land net méi deier kaschte wéi deen niddregste Präis aus engem vun eisen dräi Nopeschlänner?

6. Wat fir Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir dofir ze suergen, datt an enger Zäit, wou den Indexmechanismus ausser Kraaft gesat ass a vill Stéid um Verloscht vun der Kafkraaft leiden, d'Präisser vun de Medikamenter kënne stabil ze halen?

Réponse commune (15.10.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Medikamentepräisser ënnerleie wéi aner Produkter och gewësse Präisfluctuatiounen, déi op eng ganz Rei Parameteren zréckzeféiere sinn. D'Beispill vum Produkt «Andractim» ass do ganz sécher eng vu wéinegen Ausnahme vu Medikamenter, déi an deem Ausmooss méi deier gi sinn, woubäi ee muss festhalen, dass et munchmol och Präisfluctuationen an dësem Mooss no ënne gëtt.

D'modifizéiert Gesetz vum 17. Mee 2004 iwwert d'Konkurrenz gesäit vir, dass d'Medikamentepräisser zu Lëtzebuerg reglementéiert ginn.

De «Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur» setzt dës Präisser op Ufro vun de Pharmaproduzenten fest, an alignéiert se dobäi op d'Präisser, déi an deene Länner autoriséiert an applicabel sinn aus deenen déi Medikamenter importéiert ginn. D'groussherzoglecht Reglement vum 13. Dezember 1988 gëtt do d'Berechnungsmodalitéite vir.

Et kann een also dovunner ausgoen, dass d'Medikamentepräisser hei zu Lëtzebuerg net méi deier si wéi datselwecht Produkt am selwechte Conditionnement an dem respektiven Ursprongsland kascht. D'groussherzoglecht Reglement setzt och maximal Gewënnmargë fest zwëschent dem Grossist an dem Apdikter, déi net duerfen iwwerschratt ginn, a vum Ministère an der UCM (Union des Caisses de Maladie) rigouréis iwwerpréift ginn.

Wat spezifesch Medikamenter ugeet, déi aus der Belsch importéiert ginn, ass d'Prozedur esou, dass de belsche Prix «ex-usine» iwwerholl gëtt, an de «prix public» zu Lëtzebuerg 1,56% ënnert deem belsche «prix public» läit, esou dass Medikamenter zu Lëtzebuerg méi bëlleg verkaf gi wéi an eisem Nopeschland. Wa lo awer op engem Medikament nach ee méi bëllegen oder méi deire Präis aus der Belsch steet, dann ass dat, well de Grossist nach dat Medikament akaf huet virun der Hausse oder der Baisse, déi ëmmer zum éischte vun engem Mount a Kraaft trëtt.

De Statec relevéiert am Kader vum Index e Medikamentenechantillon, bei deem awer nëmmen déi effektiv Participatioun vum Assuré a Betruecht gezu gëtt. Vu Januar bis August 2008 sinn d'Präisser vun dësem Echantillon ëm 1% gefall, an hunn domadder en negligablen Afloss vun -0,01% op de Gesamtindex.

Laut der Union des Caisses de Maladie si vu Januar bis August 2008, 410 Medikamenter méi deier ginn a bei 419 ass eng Baisse festgestallt ginn.

Question 2787 (29.8.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **fourrière communale pour chiens:**

D'après la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens, chaque commune doit disposer d'une fourrière communale apte à l'accueil des chiens saisis en exécution de la loi.

Elle peut aussi bénéficier du service, contre rémunération, d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune, avec l'accord de cette commune ou d'une fourrière appartenant à une association agréée.

- J'aimerais savoir de Madame la Secrétaire d'État si ses services ont connaissance de l'existence de fourrières communales.

- Dans l'affirmative, quelles sont les communes qui en disposent et quel est le mode de fonctionnement de ces fourrières?

- Combien existe-t-il de fourrières appartenant à une association agréée dans le cadre de la législation sur la protection de la vie et du bien-être des animaux?

- Est-ce que les associations locales peuvent également disposer d'une fourrière conforme à la nouvelle loi de 2008?

- Madame la Secrétaire d'État est-elle d'avis qu'à l'heure actuelle toutes les conditions sont réunies pour assurer une application correcte de la loi précitée?

Réponse (2.10.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'article 24 de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens prévoit que: «Chaque commune doit disposer d'une fourrière communale apte à l'accueil des chiens saisis en exécution de la présente loi. Elle peut aussi bénéficier du service, contre rémunération, d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune, avec l'accord de cette commune ou d'une fourrière appartenant à une association agréée».

Actuellement, aucune commune n'a installé une fourrière communale propre au sens de l'article 24 de la loi du 9 mai 2008 précitée. Or, comme les communes ont la possibilité, introduite par la loi précitée, de bénéficier du service d'une fourrière appartenant à une association agréée, on peut citer les trois fourrières appartenant à des associations agréées, à savoir les fourrières de l'asile de Luxembourg, de l'asile de Dudelange et de l'asile de Differdange. Ces fourrières appartiennent à des associations de protection des animaux, et bénéficient souvent déjà du soutien des communes respectives. Ces associations sont affiliées à la Ligue nationale pour la protection des animaux et sont agréées dans le cadre de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux. Il existe aussi des communes qui disposent, conformément à leurs missions générales, de quelques places pour placer temporairement des chiens.

En ce qui concerne la question de l'honorable Député relative aux associations locales, celles-ci peuvent disposer d'une fourrière en conformité avec l'article 24 de la loi du 9 mai 2008 précitée sous condition qu'il s'agisse d'associations qui sont agréées au sens de la loi du 15 mars 1983 précitée.

Il existe actuellement trois fourrières qui sont conformes à la nouvelle loi relative aux chiens, qui ont une grande capacité d'accueil et qui sont contrôlées régulièrement par l'Administration des Services vétérinaires. En outre, de nouvelles fourrières respectivement de nouvelles capacités seront certainement mises en activité dans les plus brefs délais, notamment à la vue des dispositions légales précitées. J'estime dès lors que tous les éléments sont réunis en vue d'une application correcte, à l'avenir, de la nouvelle loi relative aux chiens.

Question 2788 (29.8.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **renaturation de l'Alzette:**

Dans le cadre du programme européen LIFE, la commune de Schifflange, en collaboration étroite avec les ministères et les administrations compétentes, a réalisé la renaturation de l'Alzette sur trois tronçons. Il s'agit en l'occurrence de la partie «Am Brill», achevée en 2001, de la partie «Dumontshaff» achevée en 2005 et de la liaison des deux parties achevée en 2007.

Un premier objectif de la renaturation de l'Alzette était d'améliorer sensiblement la qualité biologique de l'eau. Au constat si oui ou non la renaturation est capable d'apporter une amélioration s'adjoint l'interrogation de son envergure, ainsi que des facteurs déterminants qui en sont responsables.

Un autre objectif de la renaturation de l'Alzette était d'augmenter la capacité de rétention des eaux en cas de crues.

Soucieux de pouvoir affirmer l'atteinte de ces objectifs, la commune de Schifflange a fait réaliser trois études, la première en l'an 2000, avant les travaux de renaturation, et les deux autres en 2001, une année après l'achèvement des travaux du premier tronçon et en 2007, après la finalisation de tous les travaux sur le territoire de la commune de Schifflange.

Force est de constater qu'aujourd'hui, sept ans après les premières analyses, aucune tendance à l'amélioration de la qualité de l'eau de l'Alzette n'est constatée. Les principaux descripteurs de la pollution organique évoluent même dans le sens d'une détérioration en 2007 par rapport aux analyses de 2000 et 2001. L'évolution de la qualité biologique ne met en évidence aucune amélioration. Les indices obtenus sont synonyme d'une qualité du milieu respectivement très mauvaise à mauvaise.

En ce qui concerne l'objectif d'augmenter le volume de rétention en cas de crues, il y a lieu de soulever les dépôts considérables de sédiments noirs sur les berges initialement abaissées. À certains endroits lesdits dépôts dépassent une hauteur de 50 centimètres et le lit de l'Alzette se rétrécit en permanence. Ainsi, la capacité de rétention est fortement réduite. Une analyse sur la quantité des matières en suspension estime qu'environ 250 tonnes desdites matières soient transportées par l'Alzette au courant d'une année.

Afin de remédier aux problèmes soulevés, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les principales sources de pollution de l'Alzette sont connues? Dans l'affirmative, les déversements d'eau polluée constatés respectent-ils les normes en vigueur? Quelles sont les mesures entreprises pour déterminer les principales sources de pollution de l'Alzette et pour réduire cette pollution? Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il y ait lieu de rendre plus strictes les normes concernant le déversement d'eaux usées? Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les contrôles pour faire respecter ces normes devraient être renforcés?

- Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que les dépôts de sédiments constatés risquent d'anéantir les efforts du projet de renaturation et de réduire considérablement le volume de rétention créé initialement?

Réponse commune (15.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire de l'honorable Député Roland Schreiner a pour objet certains aspects liés aux projets de renaturation de l'Alzette aux environs de Schifflange, notamment la qualité de l'eau de l'Alzette et l'augmentation de son volume de rétention.

Dans le contexte, il y a lieu de noter que les analyses chimiques et biologiques de l'Alzette réalisées par l'Administration de la Gestion de l'Eau entre les années 2000 et 2008 dans son tronçon en amont entre le point de surveillance à la frontière franco-luxembourgeoise et celui à Noertzange ne montrent pas de tendance à l'amélioration de la qualité de l'eau de l'Alzette.

En effet, déjà à la frontière, la pollution organique est forte (indice de pollution organique 4) et la qualité organique et biologique aux points de surveillance à Noertzange, respectivement à Schifflange (en amont du tronçon renaturé) varie entre un indice de pollution de 4 à 5, c'est-à-dire entre une pollution forte, voire même très forte.

Les principales sources de pollution de l'Alzette sont connues et sont dues aux rejets d'eaux urbaines résiduaires issus des bassins tributaires non encore épurés tel que prévu par le règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif aux eaux urbaines résiduaires. L'origine de la pollution est confirmée par les analyses réalisées mensuellement par la société ArcelorMittal et communiquées à l'Administration de la Gestion de l'Eau conformément aux prescriptions des autorisations d'exploitation. Ainsi, l'effluent des étangs d'Esch/Belval se versant dans le Dipbach, montre un dépassement sporadique, mais parfois notable, du seul paramètre des matières en suspension ainsi que des nutriments azote et phosphore. Ce fait peut en être expliqué par le déversement d'eaux usées non épurées de la localité de Belvaux et en conséquence par l'accumulation depuis des décennies de boues d'épuration dans les étangs. En cas de fortes pluies, une partie des sédiments accumulés sont remis en suspension et déversés dans le Dipbach, confluent de l'Alzette.

En ce qui concerne l'assainissement des localités luxembourgeoises en amont des sites renaturés, les communes concernées en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau sont en cours de réaliser d'importants travaux qui ont pour but d'améliorer la qualité de l'Alzette à court et à moyen terme afin d'atteindre un meilleur état pour 2015 tel qu'imposé par la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau). Ce programme ambitieux d'investissement, co-financé par le Fonds pour la Gestion de l'Eau, comprend les éléments suivants:

Au niveau du bassin de la Dipbach et de l'Alzette, il y a lieu de noter que les réseaux de la ville d'Esch/Alzette sont déjà majoritairement réalisés en système séparatif et qu'en plus une étude générale des réseaux est en cours d'élaboration afin de détecter et d'éliminer d'éventuels faux branchements respectivement d'adapter des déversoirs qui ne correspondraient plus au règles de l'art. Quant à la ville de Schifflange le plan directeur d'assainissement est finalisé et les mesures arrêtées, dont notamment la suppression de différents déversoirs et la réalisation de plusieurs bassins d'orage, sont en cours de réalisation pour être achevées à l'horizon 2009.

Le plan directeur d'assainissement des localités Soleuvre, Ehlerange, Mondercange et Foetz qui font partie du bassin de la Brillbaach et de la Kiemelbaach, est finalisé. Les mesures telles que l'adaptation des déversoirs d'orage aux meilleures techniques disponibles et la réalisation de bassins d'orage sont en partie réalisées respectivement en phase d'exécution voire en projection. La finalisation de la totalité de ces ouvrages devrait se situer vers les années 2011-2012.

Force est de constater que la station d'épuration existante à Reckange/Mess est actuellement surchargée. Afin d'assainir également le bassin versant de la Mess, il est prévu de la mettre hors service et de raccorder les eaux usées de ce bassin versant via Ehlange, Wickrange, Pontpierre et Bergem à la station d'épuration du syndicat Sivec à Schifflange. Les mesures projetées prévoient en même temps la suppression de plusieurs déversoirs ainsi que la réalisation de bassins d'orage ainsi que la réfection de différents tronçons de collecteurs.

En ce qui concerne la partie française du bassin versant, il y a lieu de noter que le projet de programme de mesures établi conformément aux dispositions de la directive-cadre sur l'eau prévoit l'assainissement des localités françaises du bassin de l'Alzette dans les délais prévus. Ce programme a été établi en concertation entre l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et l'Administration de la Gestion de l'Eau. Notons encore que ce programme ainsi que le projet de plan de gestion pour la partie française du bassin hydrographique du Rhin ont été récemment soumis pour avis aux autorités luxembourgeoises.

En ce qui concerne le volume de rétention de la mesure de renaturation, il y a lieu de noter que le but du projet de renaturation était de déplacer l'Alzette dans son tracé original c'est-à-dire dans le thalweg, afin qu'elle puisse modeler son lit d'écoulement elle-même.

Dès lors, par des travaux de remblayage et de déblayage, le cours d'eau crée un lit présentant une morphologie plus structurée, permettant ainsi une réduction des débits de pointe lors des crues. Cet effet bénéfique permet une meilleure mobilisation du potentiel de rétention de la plaine alluviale.

Question 2789 (29.8.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **constructions de bâtiments publics par les communes:**

Afin de pouvoir répondre aux besoins des citoyens, les communes au Grand-Duché doivent investir des sommes de plus en plus importantes dans des constructions de bâtiments publics, tels qu'écoles ou halls sportifs.

Contrairement aux procédures prévues au niveau étatique, les communes peuvent désigner un architecte pour élaborer les plans et surveiller l'exécution de ces derniers.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Compte tenu des énormes enjeux financiers de la part des communes, ne devrait-on pas prévoir une procédure plus transparente telle qu'un concours d'architectes lors de l'adjudication de projets d'une certaine envergure?

Réponse (3.10.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La procédure telle que préconisée par la question parlementaire N°2789 de Monsieur le Député Marc Spautz n'est pas exclue par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. Dans le cadre des marchés d'une certaine envergure, l'article 48 de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics y renvoie même expressément.

Or, la décision de procéder par concours d'architectes relève du domaine de l'autonomie communale. En effet, la législation sur les marchés publics ne l'impose pas et il ne peut s'agir par conséquent que d'un choix purement politique de procéder par concours d'architecte.

Il est vrai que le choix se porte rarement sur un concours alors que sa durée est relativement longue et son coût est très conséquent pour n'aboutir au final qu'au stade d'un avant-projet à soumettre à la décision du conseil communal sous l'approbation du ministre de l'Intérieur en vertu de l'article 156 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale du 13 décembre 1988.

Question 2791 (2.9.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **droit d'information des passagers d'un avion en cas de panne technique ou autres incidents pouvant influencer la qualité d'un vol:**

Selon mes informations un avion d'une compagnie aérienne luxembourgeoise a récemment connu un incident de nature technique au moment de son envol depuis Naples à destination de Luxem-

bourg. Les passagers ont été invités à quitter l'avion en raison d'un problème qualifié de «majeur» par le personnel de bord. Il a été d'abord annoncé aux passagers qu'un avion de remplacement assurerait le retour vers Luxembourg. Après quelques heures d'attente il leur a été ensuite signalé que le premier avion était à nouveau en parfait état de marche et que le retour se ferait bien à bord de cet avion et non plus à bord d'un avion de remplacement. Cette désinformation a finalement amené 13 passagers à refuser de monter à bord et à assurer le retour à leurs propres frais.

J'aimerais dans ce contexte, poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce qu'il existe une réglementation spécifique à charge des compagnies aériennes battant pavillon luxembourgeois en rapport avec l'information des passagers en cas de panne technique ou autres incidents pouvant influencer la qualité des vols?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de mieux informer les passagers sur les droits respectifs des consommateurs en cas de contrat de transport conclu au Luxembourg?

Réponse (13.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la législation applicable en matière d'information des passagers aériens en cas d'incident technique respectivement en matière de respect des droits des consommateurs.

S'agissant de la première question, je tiens à souligner qu'il n'existe aucun texte réglementaire spécifique (ni communautaire, ni national) prescrivant aux opérateurs aériens une obligation d'informer leurs passagers sur les raisons ou les causes des pannes techniques, voire d'autres genres d'incidents.

L'information des passagers ressort de la politique de transparence et de qualité qu'applique le transporteur aérien vis-à-vis de ses clients.

S'agissant de la seconde question, l'information des passagers sur leurs droits est réglée par le règlement (CE) n°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n°295/91.

Conformément à ce règlement, qui est entré en vigueur le 17 février 2005, les passagers aériens de l'Union européenne, et donc des compagnies aériennes battant pavillon luxembourgeois, disposent de certains droits d'information sur les vols et les réservations, les retards et les annulations, la surréservation et les indemnisations qui sont dues dans de tels cas.

À l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la réglementation des marchés et de la consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a été désignée comme organisme compétent pour prendre les mesures nécessaires afin de faire respecter lesdits droits des passagers.

Le passager qui entend déposer plainte contre une compagnie aérienne pour non-respect de ses obligations peut s'adresser audit organisme ou bien par voie postale ou bien par voie de courriel (passagersaeriens@eco.etat.lu).

Une brochure librement téléchargeable au sujet des droits des passagers est disponible sur le site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:

http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/protection_consomateurs/annexe_4/2006/brochure_aerien_fr.pdf

Quant au déroulement des faits décrits par l'honorable Député, c'est-à-dire les événements survenus lors de l'escale napolitaine du vol Luxair Catane-Naples-Luxembourg du 30 août 2008, la société Luxair m'a informé qu'elle avait effectué une enquête interne analysant le déroulement exact des faits, enquête qui a relevé que l'inquiétude des passagers concernés prenait son origine dans une communication incohérente lors de l'escale.

La société Luxair a communiqué le détail des conclusions de cette enquête interne aux passagers du vol concerné et s'est engagée à ce que les résultats de cette enquête interne soient utilisés pour parfaire les procédures internes afin d'éviter de telles situations dans le futur.

Quant aux passagers qui avaient décidé de ne pas poursuivre leur voyage, alors même que conformément au règlement (CE) N°261/2004 précité aucune indemnisation ou assistance n'était due, la direction de Luxair a pris exceptionnellement la décision de rembourser le ticket d'avion non utilisé aux passagers vu le caractère extraordinaire de la situation.

Question 2794 (3.9.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **nouveaux plans de vol de la compagnie aérienne Cargolux:**

D'Associatioun vun de Lëtzebuerger Piloten (ALPL), ënnerstëtzt vun der Gewerkschaft LCGB-SEA, fäert ëm d'Sécherheet vun de Flich bei der Cargolux. An engem Communiqué behaapten dës Organisatiounen, dass d'Cargolux zënter dem Juli 2008 d'Fluchpläng esou geännert huet, dass d'Pilote bis zu 18 Stonnen den Dag fléie mussen.

Laut dem Communiqué wär d'Fluggesellschaft vun der «Direction de l'Aviation civile» informéiert ginn, dass déi néi Fluchpläng géint déi aktuell Legislatioun verstoussen. D'Cargolux géif sech allerdéngs op eng nei europäesch Directive vum Juli 2008 beruffen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Kann den Här Minister déi grave Uschëllegunge vun der ALPL an dem LCGB-SEA bestätegen?

2. Wa jo, wat fir Moyenen huet d'Direction de l'Aviation civile fir déi aktuell Legislatioun duerchzesetzen a wéi schnell kënnen dës Moyenen ëmgesat ginn?

3. Wat si laut der aktueller Legislatioun d'Limite vu Fluchstonnen an Déngschtstonnen (amplitude) fir Piloten, déi fir eng Lëtzebuerger Fluggesellschaft fléien? Gëtt et Ausnahme fir d'Pilote vun der Cargolux?

4. Wat ka sech un deene Limiten änneren, wann déi nei Direktiv ëmgesat gëtt?

5. Wéi steet den Här Minister am allgemengen zu de Bestëmmunge vun der neier europäescher Direktiv an a wat fir engem Zäitraum soll dës zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn?

6. Huet Lëtzebuerg dës Direktiv am europäesche Ministerrot ënnerstëtzt?

Réponse (13.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la véracité des accusations formulées dans un communiqué de presse commun de l'ALPL et du syndicat LCGB-SEA, faisant état de craintes sur la sécurité des vols opérés par Cargolux, en rapport avec le changement des règles de programmation en vol des équipages de ladite compagnie «contraints de voler jusqu'à 18 heures par jour», et ce malgré le rappel par la Direction de l'Aviation civile à la compagnie Cargolux de la législation en vigueur. Selon ce même communiqué, Cargolux se retrancherait derrière une «directive européenne» de juillet 2008 pour justifier ces nouvelles règles de programmation.

En premier lieu, il importe de préciser qu'il ne s'agit pas d'une directive mais bien d'un règlement européen (en l'occurrence le règlement 1899/2006/CE), donc d'application directe sans passage par un acte de transposition, modifiant les règles techniques et procédures applicables au transport aérien commercial par avion «OPS 1» et introduisant notamment en sa sous-partie Q des nouvelles dispositions harmonisées au niveau de l'Union européenne quant aux limitations des temps de vol et de service et aux exigences en matière de repos visant à assurer des normes de sécurité harmonisées élevées pour tous les exploitants communautaires.

Entré en vigueur le 16 juillet dernier, ce règlement comporte quelques dispositions qui subsistent à l'appréciation des autorités compétentes nationales, tout en respectant le principe de la subsidiarité dans le domaine social.

Ainsi est-il rappelé dans le paragraphe 6 des considérants dudit règlement qu'«aucune disposition du règlement ne devrait être interprétée comme limitant la possibilité de conclure ou de maintenir des conventions (collectives)» et que: «les États membres sont autorisés à maintenir leur législation contenant des dispositions plus favorables que celles prévues par le présent règlement».

En outre, il est demandé à l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) de produire, d'ici le 16 janvier 2009, une évaluation scientifique et médicale des dispositions de la sous-partie Q afin de permettre à la Commission européenne, si nécessaire, d'élaborer et de soumettre sans tarder les propositions de modification des dispositions techniques pertinentes.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg, le règlement grand-ducal du 18 mars 1995 concernant les limitations des temps de vol et de service et exigences en matière de repos applicables aux membres d'équipage de conduite des aéronefs exploités sous licence d'exploitation luxembourgeoise a été adopté sur la base du projet de code JAR-OPS 1, sous-partie Q, section 1 et 2, élaboré par les autorités conjointes de l'aviation (JAA) qui n'a pas été repris dans la version finale du JAR-OPS 1 publiée en mars 1998, ni dans aucun amendement par la suite.

La récente introduction des nouvelles dispositions harmonisées de la sous-partie Q de l'OPS 1 a fait l'objet d'un certain nombre de commentaires dans la presse européenne, notamment de la part des organisations professionnelles inquiètes, parfois à juste titre, devant le risque de voir remises en cause certaines dispositions de leur réglementation nationale à la lueur d'une harmonisation non achevée. Certains États ont en effet purement et simplement abrogé leur réglementation antérieure pour permettre l'application pure du règlement européen, avec quelques dispositions complémentaires ne traitant que des cas non couverts actuellement par le texte communautaire, en particulier en matière d'équipage renforcé, de période de vol fractionnée et d'exploitation exclusivement de nuit, ainsi que pour l'exploitation avec un seul pilote et pour les opérations médicales d'urgence.

Au Luxembourg le règlement grand-ducal y relatif reste d'application sauf sur les points couverts par le texte européen dès lors qu'il fixe des limites plus contraignantes. En outre une procédure de modification dudit règlement a été engagée au mois d'avril, après consultation tant des employeurs que des organisations syndicales, afin de prévoir la possibilité de pouvoir déroger aux dispositions en vigueur, comme cela est prévu dans le règlement européen, notamment pour garantir aux transporteurs une souplesse suffisante dès lors qu'«ils peuvent démontrer leur capacité à atteindre un niveau de sécurité équivalent par des moyens autres que l'application des règles communes».

Le règlement modifié prévoit, outre la nécessité pour l'opérateur de démontrer le bien-fondé de sa demande et le maintien du niveau de sécurité, que l'octroi d'une telle dérogation devra faire l'objet d'une consultation préalable des organisations syndicales représentatives. Par ailleurs, un système de gestion des risques liés à la fatigue des équipages (FRMS) sera introduit pour examiner le respect des limitations de temps de vol et des exigences de repos au sein des opérateurs, tel que le préconise l'OACI.

Dans l'attente de la publication du règlement grand-ducal modifié, tous les opérateurs doivent respecter le règlement grand-ducal et les instructions afférentes, ainsi que les prescriptions de la sous-partie Q de l'OPS 1 lorsqu'elles s'avèrent plus restrictives.

C'est dans ce contexte qu'intervient le communiqué de presse en question, alors que la direction de Cargolux a, en complément du manuel d'exploitation tel qu'accepté par la Direction de l'Aviation civile, et notamment du dernier amendement introduisant la conformité au règlement OPS 1, publié une note aux équipages anticipant d'éventuelles dérogations par rapport au règlement grand-ducal.

Il y a lieu de rappeler que la référence à d'éventuelles programmations de temps de service de vol à concurrence de 18 heures (y compris la préparation des vols et les temps d'escale éventuels) n'est utilisable qu'en cas d'équipage renforcé et lorsque les pilotes disposent à bord de couchettes isolées, du poste de pilotage et des passagers, permettant à chacun de se reposer au moins pendant 50% du temps de vol total.

Cargolux n'a pas modifié la programmation de ses vols obligeant les pilotes à voler à concurrence de 18 heures par jour. Elle avait anticipé une éventuelle dérogation sur les restrictions applicables en cas d'équipage renforcé avec plus de deux pilotes, lorsqu'il y a deux étapes. La Direction de l'Aviation civile a demandé à Cargolux de continuer à respecter la réglementation en vigueur et de préparer une demande de dérogation avec consultation des organisations syndicales qui ne pourrait être accordée qu'après la publication du règlement grand-ducal modifié.

En cas de litige persistant avec un opérateur, et en application des dispositions tant nationales qu'européennes, la Direction de l'Aviation civile est tenue de vérifier au moyen d'inspections appropriées la conformité aux règlements en vigueur, notamment par le contrôle de la programmation des vols pour chaque pilote. Si des infractions manifestes et délibérées sont constatées, les inspecteurs de la Direction de l'Aviation civile doivent en informer sans délai le directeur qui, après demande d'explication auprès de la compagnie, pourra prendre toute mesure appropriée pour empêcher les opérations non conformes, vis-à-vis de la compagnie comme des pilotes, allant jusqu'à une éventuelle suspension du certificat de transporteur aérien. Dans ce dernier cas, en application des dispositions communautaires, la Commission européenne serait avisée de la situation sans délai.

Cargolux ne dispose aujourd'hui d'aucune dérogation en ce qui concerne les limitations de temps de vol et de service et d'exigences en matière de repos pour ses pilotes. Les limitations qui lui sont applicables par rapport au temps de service de vol quotidien sont de 13 heures en vertu de l'OPS 1 (au lieu de 14 auparavant) pouvant être augmentées dans les conditions prévues par le règlement grand-ducal, notamment en cas d'équipage renforcé en fonction du temps de repos alloué à chaque pilote, y compris le temps de préparation du vol et les éventuelles escales, sous certaines conditions.

Pour ce qui est des limitations des temps de vol, force est de reconnaître que le règlement européen a introduit un système harmonisé plus clair sur plusieurs points avec des dispositions plus restrictives, même s'il ne traite pas de tous les sujets, dans l'attente d'une étude scientifique et médicale attendue pour le mois de janvier prochain.

À l'issue de cette période, un nouveau règlement européen OPS sera mis en place après consultation en bonne et due forme par l'AESA de tous les acteurs concernés, notamment des représentants sociaux et de la communauté scientifique. Il faut enfin rappeler que ce premier règlement vient combler un vide juridique qui persiste depuis l'adoption de la première édition du JAR-OPS 1, il y a dix ans, puisqu'il pose enfin des règles harmonisées visant à garantir un niveau de sécurité élevé en matière de temps de vol et de repos pour les pilotes et les hôtesses dans un secteur où l'on sait combien ces limites ont une influence, tant sur le niveau de sécurité du transport aérien que sur la compétitivité des entreprises.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, le Luxembourg a participé activement aux travaux d'élaboration du présent règlement et la Direction de l'Aviation civile continue à suivre avec l'AESA la préparation des nouveaux règlements européens à venir en matière d'aviation civile, qu'il s'agisse des règlements OPS ou encore des règlements FCL en matière de formation, de qualification et de licences des pilotes, de supervision des aéronefs étrangers, de contrôle de la circulation aérienne et d'exploitation des aéroports.

Question 2796 (4.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**Aéroport de London-Heathrow plus desservi par Luxair:**

Wéi aus engem Bäitrag aus der Financial Times vun Enn Juni 2008 ze enthuele war, huet eis national Fluggesellschaft Luxair hir Landerechter zu London-Heathrow fir fënnef Joer un Ethiad Airlines aus den Arabeschen Emirater geleast.

Dat heescht dann och, dass d'Luxair Enn Oktober hire Flugbetrib vu Lëtzebuerg op London bis op Weideres komplett astelle wäert.

Domadder verléiert Lëtzebuerg eng direkt Ubannung un ee vun de bedeitendste Flughäfe vun der Welt, nämlech London-Heathrow.

D'Bäibehalen duerch d'Luxair vun der Verbindung op de klengen «London City Airport» kann dëse Verloscht wuel net emol usazweis kompenséieren.

Lëtzebuerg, als Flughafe vun der Groussregioun, huet an e puer Wochen keng direkt Verbindung méi zu engem vun de geschäftegsten a betribsamste Flughäfe vun Europa, mat engem ausgepräegte Streckennetz vu Flugverbindungen an d'ganz Welt.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wiem gehéiert déi Slot a Form vu Landerechter zu London Heathrow: eleng der Gesellschaft Luxair oder huet de Lëtzebuerger Stat och en Matbesëtzrecht respektiv e Matsproochrecht?

2) Ass der Regierung hiren Accord gefrot ginn, wéi dëst Ofkommes tëschent der Luxair an der Ethiad Airlines iwwert de Leasing vun de LuxairLanderechter um Flughafe London Heathrow zoustane komm ass?

3) War et net méiglech dës Slot enger anerer Gesellschaft ze verlounen, déi amplaz vun der Luxair d'Flich vu Lëtzebuerg op Heathrow eventuell mat iwwerholl hätt?

4) Gëtt eventuell dru geschafft, fir datt eng nei Fluggesellschaft um Findel ugesidelt gëtt, déi nees Flugverbindungen tëschent Lëtzebuerg an dem Flughafe London-Heathrow ubidd, an zwar am Interessi vun de ville Passagéier vum neien Aushankschëld Flughafegebai «Terminal - Aéroport de Luxembourg» an der Groussregioun?

5) Wéi konnt et zu esou enger Situatioun kommen, wou dach d'Regierung ëmmer fir d'Interesse vun der nationaler Fluggesellschaft Luxair an hire Passagéier vum Lëtzebuerger Flughafen antriede wëll?

Réponse (10.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den éierbaren Députéierte stellt verschidde Froen a Relatioun mat de Landerechter vun der Gesellschaft Luxair um Flughafen Heathrow zu London.

1) an 2)

D'Start- a Landesloten um Flughafen Heathrow gehéieren der Gesellschaft Luxair S.A., an domadder hiren Aktionären. De Stat ass am Verwaltungsrot vun der Gesellschaft nieft deenen aneren Aktionäre vertrueden.

D'Entscheedung dës Start- a Lande-«Sloten», déi der Luxair S.A. gehéieren, enger anerer Gesellschaft ze «léinen», ënnersteet dem Kompetenzberäich vum Verwaltungsrot vun der Luxair, an ass an der Sëtzung vum 15. Februar 2008 esou ugeholl ginn.

Et muss ënnerstrach ginn, datt d'Direktioun vu Luxair S.A. sech zënter 2007 mat der Strategie fir London unzefléie befaasst huet an dat andeem d'Entwécklung vun der effektiver Benotzung vun deene verschiddene Flugverbindungen esouwéi d'Entwécklungsperspektiven analyséiert goufen, ënner anerem nodeems d'Capacitéiten op London City mam Q400 an d'Luucht gesat goufen.

D'Entscheedung, d'Sloten ze «léinen» ass aus deem Grond geholl ginn, well d'Potenzial fir weiderhin an op eng nohalteg Manéier d'Verbindung mat Heathrow auszebauen net méi existéiert, vu datt den Horaire vun de Sloten de Flughafen Heathrow net attraktiv fir en Aller-retour an engem Dag mécht, an datt d'Nofro vu Luxair fir e Slot owes ze kréie keen Erfolleg hat.

Effektiv huet d'Gesellschaft missen e Réckgang vum Trafic op London Heathrow feststellen, dee sech doduerch erkläert, datt den Trafic haaptsächlech aus Passagéier, déi op London selwer fléien, zesummegesat ass a vill manner aus Passagéier, déi op eng drëtt Destinatioun weiderfléien. Sou ass de Réckgang vun de Passagéierzuelen op London Heathrow begleet gi vun engem praktesch identeschen Zouwuess u Passagéier op London City, e Flughafen, deen de Virdeel huet am Häerz vun der britescher finanzieller a politescher Haaptstad ze leien.

Derbäi kënnt, datt als eenzeg regional Gesellschaft déi de Flughafen Heathrow mat engem mëttelgrousse Fliger uflitt, de virun allem finanziellen Drock vun den Bedreiwer vum Flughafen Heathrow op d'Luxair ëmmer méi grouss ginn ass. Schlussendlech nach huet d'Luxair keng privilegéiert Bezéiung a keng speziell kommerziell Accorde mat enger grousser Gesellschaft, déi vun Heathrow aus operéiert, wat de Clienten de Benefiss vu bessere Konditiounen op hire Flugreese net erméiglecht.

Et muss ënnerstrach ginn, entgéint deem wat hätt kéinte beim Liese vun engem Deel vun der Press verstane ginn, datt Luxair S.A. seng Sloten net verkaf huet, mä sech fir eng «Locatioun» vun dësen entscheet huet, ënner anerem op Demande vun de Vertrieder vum Stat am Verwaltungsrot. Deemno bleift d'Gesellschaft weiderhin de Besëtzer vun de Sloten, mä verzicht op d'Benotze vun dëse géint eng finanziell Rémunératioun a behält d'Méiglechkeet se an Zukunft erëm kënnen ze benotzen.

3) a 4)

Duerch déi aktuell ekonomesch Perspektivë vun der Flugverbindung Lëtzebuerg - London-Heathrow an d'Flughafepolitik vu London Heathrow ass d'Méiglechkeet vum Iwwerhuele vun där Verbindung duerch iergendeng drëtt Fluggesellschaft net gi gewiescht, a bis elo huet sech och nach keen interesséiert gewisen.

5. Entgéint der Undeitung vum éierbaren Députéierten, ass d'Entscheedung fir Luxair-Sloten zu Heathrow ze «léinen» net nëmme rational an op objektiv Grënn fondéiert, wéi hei virdrun erklärt, mä hir ass och eng déifgräifend Analys vum Marché virausgaangen, an dat am Respekt vun den Intérêten vun de Passagéier déi vum Flughafe Lëtzebuerg fortfléien.

Effektiv offréieren, och no der «Locatioun» vun deene Sloten op Heathrow, dräi Fluggesellschaften - d'Opérateure Luxair, British Airways a VLM - aacht deegleg Verbindungen an der Woch an déi britesch Haaptstad, op dat op London Gatwick oder London City ass.

Heibäi kënnt, datt d'Clientë vum Flughafe Lëtzebuerg weiderhi ganz gutt Verbindungen zu den europäeschen Huben, wéi Frankfurt, Paräis, Wien, London-Gatwick, Amsterdam oder Zürich hunn, déi hinnen erméiglechen d'Quasi-totalitéit vun de vu London Heathrow aus offréierten Destinatiounen einfach a séier ze erreechen.

Esou verbënnt den Opérateur Luxair, nieft de Routen, déi vun aneren Opérateuren ofgedeckt ginn, weiderhi Lëtzebuerg mat de groussen europäeschen Huben, mat e puer Frequenzen pro Dag, an Zesummenaarbecht mat verschidde Fluggesellschaften, wat de Passagéier en einfachen Zougang zu den Entscheedungszentren, souwéi den (inter)kontinentale Verbindungen, erlaabt.

Et handelt sech ëm d'Verbindungen op:

- Frankfurt, véier deegleg Verbindungen, Zesummenaarbecht mat Lufthansa;

- München, dräi deegleg Verbindungen, Zesummenaarbecht mat Lufthansa;

- Paräis Charles de Gaulle, véier deegleg Verbindungen, Zesummenaarbecht mat Air France KLM;

- Wien, véier deegleg Verbindungen, Zesummenaarbecht mat Austrian Airlines (zwee deegleg Flich duerch Luxair an zwee deegleg Flich duerch Austrian Airlines);

- Mailand Malpensa, äi deegleg Verbindungen, Zesummenaarbecht mat Alitalia.

Schlussendlech, ofgesi vum bedeitende finanziellen Akommes fir d'Luxair an engem ekonomesch ongewësse Kontext an engem héich konkurrenzielle Maart vum Flugtransport, erlaabt d'Locatioun vun de Sloten op London Heathrow der Gesellschaft Luxair et och, déi Routen, déi en héije Potential opweisen, auszebauen an ausserdeem d'Viabilitéit vu senge Verbindungen zu deenen aneren Huben ze erhalen.

Question 2797 (4.9.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**acide picrique:**

En Allemagne, et notamment en Rhénanie-Palatinat et en Sarre, de nombreuses pharmacies et écoles ont procédé à une vérification de leurs stocks en acide picrique ces dernières semaines. L'acide picrique, utilisé pour dépister la créatinine dans le sang ou pour conserver des prélèvements en anatomo-pathologie, peut se transformer en une substance très sensible et potentiellement hautement explosive lorsqu'elle dessèche et crée des cristaux. Lors de la Première Guerre mondiale, l'acide picrique fut même fréquemment utilisé comme explosif. Afin de minimiser le risque d'une explosion dangereuse et imprévue, les autorités allemandes ont désamorcé de nombreux anciens stocks d'acide picrique tant dans les pharmacies que dans les laboratoires chimiques des écoles.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame et Monsieur les Ministres si les pharmacies et les écoles au Luxembourg disposent d'un stock en acide picrique.

- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une vérification de l'état de tous les stocks en acide picrique et, le cas échéant, leur désamorçage s'impose? De manière générale, quels sont les mécanismes de contrôle pour de telles substances chimiques dangereuses?

- Existe-t-il des substances chimiques alternatives moins dangereuses qui pourraient, dans la mesure du possible, remplacer l'acide picrique?

Réponse commune (2.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ont demandé aux directions de tous les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et aux pharmacies de vérifier leurs stocks en acide picrique.

Sur base de l'inventaire établi, et après concertation avec les autorités compétentes, la collecte et la destruction de l'acide picrique stocké aussi bien dans les salles de chimie des établissements scolaires que dans les pharmacies ont été assurées par le Service de déminage de l'armée luxembourgeoise.

La totalité des stocks déclarés par les écoles et les pharmacies a ainsi été neutralisée avant la rentrée.

En ce qui concerne les lycées et lycées techniques, la gestion des stocks dans les laboratoires de chimie incombe au responsable désigné par la direction de l'établissement scolaire.

Il existe entre-temps des substances alternatives pouvant remplacer l'acide picrique et ne présentant pas de danger.

www.chd.lu

Question 2798 (4.9.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **cours organisé par le Centre de Langues de Mersch:**

D'Beherrschung vu Friemsproochen ass ekonomesch a kulturell vu groussem Virdeel. Dës Iwwerleeung huet sécher derzou gefouert, datt am Mierscher Raum eng Parti Leit sech an d'Engleschcoursë vum Centre de Langues - Annexe Miersch ageschriwwen hunn. Wéi aus engem Lieserbréif (LW 3. September 2008) ervirgeet, soll et awer fir d'Schüler vum Cours 82.1 vum leschte Joer elo kee Suivi zu Miersch ginn, deen zum Ofschloss an domatt zum Diplom B2 géif féieren. Déi Betraffe bekloe sech och driwwer, datt si keng valabel Erklärung kréie konnten, wuefir datt dat esou décidéiert ginn ass. Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wat sinn d'Ursaachen duerfir, datt zu Miersch den Engleschcours net bis un d'Enn ofgehale gëtt?

2. Wär et net aus ekologeschen a regionalpolitesche Grënn sënnvoll an noutwendeg, fir dës Coursen och zu Miersch komplett unzebidden?

3. Wéi vill Persoune mussen als Minimum un engem Cours interesséiert sinn, fir datt dëse Cours ofgehale gëtt?

4. Sidd Dir bereet, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir datt dee betreffende Problem geléist gëtt?

Réponse (10.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) D'Offer vun de Coursë vum Centre de Langues baséiert um europäesche Referenzkader fir d'Sproochen. D'Niveaue gi vum A1, dem Ufänger, bis zum C2, dem héchsten Niveau, deem vum Akademiker deen a sengem Fachgebitt an enger Friemsprooch schafft. Fakt ass, datt beim Centre de Langues am Englesche kaum Nofro ass no esou engem héijen Niveau, sou datt de CLL keng Klassen op deem Niveau ubitt, weder an der Stad nach zu Miersch.

Doriwwer eraus ass et esou, datt d'Offer u Coursen esou opgebaut gëtt, datt se engem Maximum vun Interessente gerecht gëtt, an déi gréissten Nofro ass nun eemol fir déi ënnescht Niveauen.

2) Et ass pedagogesch net sënnvoll, e Cours unzebidden an deem nëmmen e Grapp voll Leit ageschriwwe sinn a wou een och aus Erfahrung weess, datt am Laf vum Joer keng Leit derbäikommen. De Géigendeel ass éischter de Fall, datt Leit am Laf vum Joer ophalen, aus wat fir Grënn och ëmmer.

3) Fir en allgemenge Sproochecours solle 15 Persounen ageschriwwe sinn, fir méi e spezifesche Cours zwielef Persounen. Trotz villen Efforte fir d'Offer vu Miersch bekannt ze maachen, hapert et awer mat den Aschreiwungen, besonnesch bei den Net-Ufänger, sou datt déi Virschrëften zu Miersch net kënnen applizéiert ginn.

4) D'Offer zu Miersch kann ni déiselwecht gi wéi an der Stad.

Engersäits ass d'Nofro eng ganz aner, si beschränkt sech haaptsächlech op Ufängerklassen an déi ënnescht Niveauen.

D'Aschreiwungen op den Datum vum 22. September 2008, weisen och datt d'Englesch manner gefrot ass (60 Kandidaten), géint 128 fir d'Lëtzebuergesch an 155 fir d'Franséisch.

Anerersäits huet de CLL-Miersch och nëmme fënnef Klassesäll, wouvun der véier zimlech kleng si fir en handlungsorientéierten Unterrecht.

Doriwwer eraus, a fir den allgemenge Besoinen nozekommen, huet de CLL-Miersch dësen Hierscht seng Offer u Lëtzebuergeschcourse staark vergréissert, vu siwe Coursen am September 2007, op zwielef Coursen fir dës Rentrée.

Question 2799 (5.9.2008) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant l'**octroi de concessions de pharmacies:**

Actuellement la Cour de Justice européenne statue sur la plainte de certains pharmaciens allemands dirigée contre une multinationale néerlandaise. Cette dernière a commencé à ouvrir des pharmacies dans certaines villes allemandes, alors qu'en Allemagne ce droit est réservé aux pharmaciens. Une autre loi allemande qui défend aux pharmaciens de posséder plus de trois pharmacies, est mise en question.

Il dépend donc du jugement de la Cour de Justice européenne, si d'autres firmes ou chaînes auront la possibilité d'ouvrir des pharmacies.

En principe la législation luxembourgeoise maintient un contrôle sur le nombre et la localisation des pharmacies.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que le jugement de la Cour de Justice aura des conséquences sur le droit d'établissement d'officines pharmaceutiques au Luxembourg?

Réponse (19.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'admets que l'honorable Parlementaire se réfère à une affaire qui a été plaidée il y a une dizaine de jours devant la Cour de Justice des Communautés européennes. À ma connaissance un jugement est attendu pour le milieu de l'année prochaine.

Si les pharmaciens allemands obtiennent gain de cause, l'affaire n'aura pas de répercussions sur l'établissement des pharmacies au Luxembourg. Si en revanche la multinationale l'emporte devant la Cour, des conséquences sur le plan national ne peuvent pas être exclues. Il faudra cependant à ce moment analyser en détail l'arrêt de la Cour, alors que la situation légale en matière d'établissement de pharmacies n'est pas la même au Luxembourg qu'en Allemagne.

Question 2800 (5.9.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Centre de Langues - annexe Mersch:**

Depuis novembre 2005, le Centre de Langues Luxembourg (CLL) a également ouvert ses portes dans une annexe à Mersch et offre des cours qui s'adressent à un public adulte désireux d'acquérir ou de perfectionner ses compétences linguistiques.

Les inscriptions pour débutants ou pour non débutants passent obligatoirement par une étape d'inscription dont le délai, pour le semestre d'hiver 2008-2009, vient de s'achever aujourd'hui même.

D'après mes informations, le Centre de Langues - annexe Mersch ne pourrait plus dispenser l'intégralité de ses cours, devant en supprimer certains.

Dans ce contexte, et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je désire poser cette question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelle est actuellement l'offre proposée par le CLL - annexe Mersch (les langues et leurs différents niveaux)?

- Combien de personnes fréquentent les cours du CLL pour ce semestre d'hiver? Y a-t-il assez de participants pour dispenser les divers cours? Y a-t-il assez d'enseignants?

- Quelle est l'évolution de l'offre et de la fréquentation des cours depuis que l'annexe Mersch a ouvert ses portes?

- Une évolution est-elle prévue afin de donner plus d'envergure au CLL - annexe Mersch (évolution de son offre, de son programme, etc.)?

- Qu'en est-il des discussions sur le projet d'ouvrir une autre annexe du CLL dans le sud du pays?

Réponse (15.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Pour le semestre d'hiver 2008-2009, le Centre de Langues propose en son annexe de Mersch l'offre de cours suivante:

- anglais: 5 classes sur 4 niveaux

- français: 12 classes sur 5 niveaux

- luxembourgeois: 12 classes sur 5 niveaux

2) À la date du 22 septembre 2008, le nombre total des inscriptions s'élevait à 343 étudiants dont 60 pour l'anglais, 155 pour le français et 128 pour le luxembourgeois.

La répartition de cette population dans les différents cours s'opère de façon très inégale selon les langues, les niveaux et les horaires. Ainsi pour le français et le luxembourgeois, les groupes de niveau débutants atteignent-ils un effectif supérieur à 15 élèves alors que plusieurs classes de non débutants comptent actuellement moins de 5 élèves.

Bien que le Centre de Langues ait, à plusieurs reprises, publié des communiqués de presse destinés à informer le public sur les formations en langue à Mersch, le nombre de candidats pour certains cours demeure bien inférieur aux seuils fixés par le MEN pour l'ouverture d'une classe (15 personnes pour un cours général, 12 personnes pour un cours spécifique). D'ailleurs, afin de renforcer les effectifs des classes, une journée supplémentaire d'inscription a été annoncée par voie de presse pour le mardi 30 septembre.

À noter que le nombre d'enseignants ne pose pas de problème.

3) Lorsqu'en 2005, l'annexe de Mersch ouvre ses portes, l'offre de cours concerne les langues suivantes: l'allemand, l'anglais, le français, le néerlandais, le luxembourgeois et l'espagnol et 192 apprenants sont inscrits. En 2007, en raison d'effectifs extrêmement faibles ou fluctuants, les cours d'allemand, d'espagnol et de néerlandais sont abandonnés. Par contre, en 2006 et 2007, des enseignants ont pu bénéficier de cours de portugais. Aujourd'hui, 343 personnes fréquentent les cours, soit une augmentation de 78% par rapport à la première année, mais beaucoup de classes demeurent en sous-effectifs.

D'une façon générale, il faut souligner que ce sont, depuis la création de l'annexe, surtout les cours pour débutants qui sont les plus fréquentés. Par ailleurs, les étudiants qui ne trouvent pas de place à Luxembourg se montrent souvent réticents à s'inscrire à Mersch. Ceci peut s'expliquer par la situation géographique mais aussi par l'absence d'infrastructures telles que médiathèque ou restaurant scolaire à l'annexe ou par des conditions d'apprentissage différentes. En effet, la dynamique de groupe ne saurait être la même dans un groupe de cinq personnes et dans une classe de 20 étudiants en provenance d'horizons très divers.

En outre, si le Centre de Langues à Luxembourg ne souffre pas de la concurrence d'autres acteurs sur le terrain, tel n'est pas le cas pour le CLL - annexe Mersch qui, dès le début, a ressenti lourdement l'offre de cours dans les communes avoisinantes ainsi que celle des cours du soir dans les lycées d'Ettelbruck et de Diekirch.

4) Compte tenu de la remarque cidessus, le Centre de Langues n'envisage pas, pour le moment, de diversifier son offre de cours à l'annexe de Mersch. Toutefois le choix de l'offre est aussi déterminé par les changements politiques et des projets de loi tels que celui sur la double nationalité ou le congé linguistique qui ont conduit à une augmentation du nombre de classes de luxembourgeois, tant à Luxembourg qu'à Mersch. D'autre part, il convient de rappeler que le bâtiment de Mersch n'abrite que cinq salles de cours de taille modeste, ce qui limite les possibilités offertes, même dans le cas d'une demande accrue pour les tranches horaires les plus recherchées.

5) Un projet de ce type n'est pas à l'étude pour l'instant.

Question 2802 (8.9.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**approvisionnement d'un produit pharmaceutique dans le domaine de la médecine nucléaire**:

Il me revient que dans le domaine de la médecine nucléaire l'approvisionnement du produit radio pharmaceutique le plus utilisé n'est plus garanti. Ceci risque de rendre certains bilans diagnostiques ainsi que certains traitements impossible.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir ce que Monsieur le Ministre compte entreprendre pour assurer l'approvisionnement de ces produits pour permettre aux services de médecine nucléaire de garantir le meilleur traitement aux patients.

Réponse (25.9.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite à un incident dans le réacteur de Petten (NL) qui couvre pratiquement 60% de l'approvisionnement en technétium-99 m au niveau européen, ainsi qu'au centre de traitement IRE à Fleurus, les centres de médecine nucléaire en Europe et donc aussi au Luxembourg doivent faire face à une réduction des approvisionnements pendant quelques semaines.

Ces incidents se sont produits à un moment où les deux autres réacteurs européens, situés à Mol en Belgique et à Saclay en France, sont fermés pour maintenance.

Afin de diminuer les conséquences d'une pénurie probable, mes services ont contacté les responsables des services de médecine nucléaire au Luxembourg en leur demandant d'optimiser dès à présent la programmation des examens utilisant ce radio-isotope et de privilégier l'utilisation d'alternatives. Ainsi il est recommandé de réserver en priorité les quantités disponibles en technétium-99 m pour les examens d'urgence non programmables et pour les examens n'ayant pas d'autres alternatives, tels que la recherche d'embolie pulmonaire chez la femme enceinte ou pour les patients ayant une contre-indication aux produits de contrastes radiologiques.

Les examens demandés pour le suivi régulier d'affections chroniques pourront être retardés sans risque pour le patient.

Si ces mesures ne suffisent pas, une grande partie des examens par scintigraphie au technétium-99 m pourront être substitués par des méthodes d'imagerie de médecine nucléaire utilisant d'autres traceurs ou par d'autres techniques d'imagerie (scanner, IRM ou échographie).

Des concertations sont en cours au niveau national, européen et mondial afin de chercher des solutions pour diminuer autant que possible l'impact de cette pénurie transitoire sur la prise en charge des patients et d'assurer à l'avenir une meilleure coordination de l'approvisionnement.

J'ajoute que ce radioélément est utilisé pour le diagnostic de certaines affections, mais qu'il n'intervient pas dans le traitement proprement dit de ces maladies.

Question 2805 (11.9.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **réglementation de la vitesse maximale autorisée hors agglomération:**

Monsieur le Ministre des Transports avait annoncé de charger un groupe de travail de la Commission de circulation de l'Etat de réviser le règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations et d'examiner si, le cas échéant, une adaptation du terme «agglomération», défini à l'article 2 du Code de la Route, était de mise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Le groupe de travail susmentionné a-t-il déjà commencé respectivement terminé ses travaux et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions?

Réponse (22.9.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'avancement des travaux d'un groupe ad hoc de la Commission de circulation de l'État qui a comme mission de réviser le règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de l'État en dehors des agglomérations.

Tout en me référant à la question parlementaire N°2276 du 31 janvier 2008 *(cf. compte rendu N°9/2007-2008)*, je peux vous confirmer qu'un groupe de travail de ladite Commission est actuellement en train d'élaborer un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004, précité. Bien que l'avant-projet de règlement grand-ducal demande une préparation méticuleuse, j'estime que les travaux pourront être finalisés dans les prochains mois.

Question urgente 2811 (12.9.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **cuisine du lycée de Schengen à Perl:**

D'après mes informations, le Lycée Schengen, établissement germano-luxembourgeois à Perl, devrait très prochainement se voir équiper d'une cuisine de redistribution. Cette décision, prise par le Landkreis Merzig-Wadern, n'est pas satisfaisante car une cuisine permettant de préparer des repas sur place serait une solution qui répondrait davantage aux besoins des élèves, l'établissement scolaire étant organisé en journée continue. Les raisons de ce choix seraient d'ailleurs purement budgétaires alors que le complément financier nécessaire à l'aménagement d'une cuisine équipée ne serait pas démesuré.

Sachant bien que se sont les autorités allemandes qui sont compétentes dans ce domaine mais compte tenu de l'importance qu'attache désormais le Ministère de l'Éducation nationale aux questions relatives à la restauration scolaire, notamment à travers son plan d'action national permettant de sensibiliser les élèves à consommer des aliments sains et frais ou encore à travers la multiplication des établissements scolaires ayant des cantines qui préparent les repas sur place, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre.

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'installation d'une cuisine équipée répond davantage au projet d'établissement moderne et novateur du Lycée Perl, école qui fonctionne en journée continue?

- Dans l'affirmative, ne s'avèrerait-il pas utile que le Ministère de l'Éducation nationale contacte au plus vite les autorités compétentes pour les influencer à débloquer plus de capitaux ou afin de trouver une autre solution?

Réponse (30.9.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est plausible d'équiper le nouveau lycée à Perl d'une cuisine qui produit sur place. Il ressort des expériences du Neie Lycée et de la Ganzdagsschoul Jean Jaurès à Esch/Alzette que la restauration scolaire constitue un élément important pour la qualité de la vie scolaire dans les écoles à journée continue.

L'actuel plan de construction est la résultante des capacités de financement du Landkreis Merzig-Wadern, de l'enveloppe budgétaire votée par la Chambre des Députés et des besoins d'un lycée moderne et novateur qui fonctionne en journée continue.

Dans un souci de circonscrire les dépenses d'investissement liées à la construction du nouveau lycée à Perl, le Gouvernement a négocié un accord avec la partie allemande qui limite le risque pour le budget luxembourgeois. Jusqu'à un coût total de 25 millions d'euros, les dépenses sont partagées à raison de 50%; tout surcoût est supporté entièrement par la partie allemande.

Je relancerai prochainement la partie allemande en vue de trouver pour le lycée à Perl une solution qui offre la même qualité de vie scolaire que dans les autres écoles à journée continue.

Question 2812 (15.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réforme des cours complémentaires en droit luxembourgeois:**

Dans le cadre d'une conférence de presse de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, tenue en date du 10 septembre 2008, les responsables de l'Ordre ont mentionné une réforme des cours complémentaires en droit luxembourgeois à l'Université du Luxembourg

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant à la réforme envisagée des cours complémentaires en droit luxembourgeois?

- Dans quels délais cette réforme va-t-elle être réalisée?

Réponse (25.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'envisage de réformer les cours complémentaires afin de tenir compte d'un certain nombre de suggestions qui ont été faites au cours des dernières années par les enseignants et les étudiants de ces cours. La finalité des cours restera celle de compléter l'enseignement théorique des futurs avocats acquis aux universités à l'étranger par des cours portant sur la pratique et les spécificités du droit luxembourgeois. À cet effet, j'ai chargé un groupe de travail multidisciplinaire à me faire des propositions. Il est prévu que ce groupe conclut ses travaux d'ici la fin de l'année. Il est dans mes intentions d'arrêter les programmes des cours immédiatement après, afin que les cours commençant en automne 2009 puissent déjà suivre le nouveau programme.

Question 2813 (15.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **Conférence nationale de la Justice:**

Dans le cadre d'une conférence de presse, tenue en date du 10 septembre 2008, les dirigeants de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg se sont notamment interrogés sur l'avancement des travaux en vue d'une réforme du système judicaire luxembourgeois.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les travaux des différents groupes de travail de la Conférence nationale de la Justice?

- Combien de fois se sont réunis les différents groupes de travail?

- Quelles ont été les conclusions de ces travaux?

- Quelles sont les conclusions qui ont déjà été mises en pratique?

- Quelles recommandations tardent encore d'être réalisées? Pour quelles raisons?

- Dans quels délais seront-elles mises en place?

Réponse (25.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les travaux de la Conférence nationale de la Justice constituent un travail de réflexion très utile sur les défis de la justice luxembourgeoise de demain. Les groupes constitués des différents acteurs de la famille judiciaire ont fait un excellent travail qui énonce un certain nombre de pistes, même si, comme souvent dans de tels groupes, il n'y a pas eu de vue unanime sur la plupart des conclusions tirées. Le but des travaux était d'enrichir la réflexion sur l'avenir et non d'élaborer un plan d'action précis que le ministre n'aurait qu'à exécuter.

Il est évidemment impossible de résumer dans le cadre d'une question parlementaire les rapports volumineux élaborés par les différents groupes. Les travaux ont porté sur le statut de la magistrature, la communication, l'administration, les procédures pénale et civile. Je ferai volontiers rapport à la commission juridique de la Chambre de ces travaux si tel était son souhait.

Ces rapports constituent un précieux outil de travail pour d'éventuels projets de réforme que je souhaite faire à l'avenir. Il s'agit en particulier de ma volonté d'instituer un conseil de la magistrature (sur lequel je vais consulter sous peu les différents groupes parlementaires), l'autonomie budgétaire de la justice, et la professionnalisation de la communication des juridictions.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2008-2009

Question 2820 (16.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **changement du nom du site Belval Usines en Belval Université:**

Op enger Pressekonferenz iwwer Belval Mobil war gewuer ze ginn, datt de Site Belval Usine deemnächst soll a Belval Université ëmbenannt ginn. Dëst wier eng Ongeheierlechkeet vis-à-vis vun allen Aarbechter a Beamten, déi op dëser Schmelz geschafft hunn.

D'Héichiewen, un deenen ëmmer méi ofgerappt gëtt bis geschwënn näischt méi iwwreg ass, sollten als Erënnerung un eis Stolgeschicht erhale bleiwen. Mat der Erënnerung ass och de Numm Schmelz mat verbonnen. Wann een och kann domadder d'accord sinn, datt eng Universitéit op déi Brooch Belval West kënnt, sou kann een awer net d'accord sinn, datt den Numm Schmelz verschwënnt.

De Site Belval war, ass a bleift eng Schmelz, an däerf säin Numm net gestuel kréien!

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, datt d'Regierung den Numm Belval Usine vum Site ARBED Belval wëll a Belval Université ëmbenennen?

2) Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir esou eng sënnlos Nummännerung virzehuelen?

3) Ass eis Geschicht vum Stolsektor näischt méi wäert, fir datt elo den historeschen Numm Belval Schmelz soll verschwannen, fir engem aneren Numm Plaz ze maachen?

Réponse (10.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Har Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro vum 16. Septemher 2008 mat der Dénominatioun vun der Zuchhaltestell bei der Rockhal zu Esch-Belval.

Ech ka bestätegen, datt d'Haltestell «Belval-Usines» vu Mëtt Dezember 2008 un op Wonsch vun der Gemeng Esch «Belval-Université» genannt wäert ginn. Déi nei Dénominatioun vun dëser Haltestell ass eng vun enger Rei vu Mesüren, déi et erlabe wäerten an de Käpp vun de Leit sech een neit Bild vun dësem Site ze maachen, deen an der Vergaangenheet staark vun der Stolindustrie geprägt gouf.

Wou fréier Hektare vu Land fir d'Stolindustrie gebraucht goufen, ginn dës Terrainen elo fir en harmonescht Wunnen, gekoppelt mat Geschäfter an Déngschtleeschtungsservicer, genotzt. Bei esou Ännerungen ass et kloer, datt och den Numm vun der direkt derbäi geleeëner Gare dëse Gegebenheeten ugepasst muss ginn. Et kënnt derbäi, datt den Numm «Belval-Université» och auslännesche Studenten, déi op der Universitéit studéiere wäerten, et erlabe sollt automatesch op der richteger Haltestell eraus ze klammen. An deem Zesummenhang muss een am Kapp behalen, datt och geplangt ass, eng nei Haltestell an der Géigend vum Lycée Belval bäizesetzen.

Datt duerch all dës Mësuren déi historesch Dimensioun vun dësem Site net verluer geet, weist sech doduerch, datt en Deel vun deenen alen Installatiounen, déi typesch fir d'Stolindustrie waren, fir déi zukünfteg Generatiounen um Site bestoe wäerte bleiwen.

Question urgente 2822 (17.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **décès d'un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) à Schrassig:**

Il me revient qu'aujourd'hui un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg a été trouvé mort dans sa cellule.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance du rapport relatif à cet incident tragique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant aux circonstances exactes du décès du détenu en question? Une surdose de stupéfiants peut-elle être exclue comme cause de décès?

Réponse (19.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le mercredi 17 septembre 2008 vers 11.00 heures, les gardiens ont trouvé le corps inanimé d'un détenu condamné, de nationalité luxembourgeoise et âgé de 40 ans, sur le lit de la cellule, qu'il partageait avec deux autres condamnés.

Les services médicaux et sanitaires de la prison et l'équipe du SAMU, qui arrivait rapidement sur place, n'ont malheureusement pas réussi à réanimer l'intéressé.

Le médecin a constaté un arrêt cardiaque. Le Parquet de Luxembourg a ordonné l'autopsie du cadavre et une enquête pour déterminer plus précisément les raisons du décès. À l'heure actuelle il n'y a pas d'éléments laissant conclure à un suicide ou à une surdose de stupéfiants.

Question 2823 (17.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **détecteur de drogues du Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig:**

Afin d'endiguer le trafic de stupéfiants au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL), un détecteur de drogues a ces derniers temps été installé au CPL.

Dans ce contexte, et compte tenu de nombreux décès de détenus à cause d'une overdose ces dernières années, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les coûts d'acquisition du dispositif en question?

- Pendant combien d'heures le détecteur est-il en fonction par jour?

- Combien de personnes ont suivi une formation spécifique afin de pouvoir manœuvrer l'appareil?

Réponse (13.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Un détecteur de stupéfiants est en usage au CPL depuis 2001. Le coût à l'époque était de 65.000 euros. Le remplacement de ce détecteur est prévu à charge du budget 2009 au prix de 70.000 euros.

L'appareil actuel n'est utilisé que pour le diagnostic des substances trouvées lors des fouilles, son utilisation pour la recherche systématique s'étant avérée difficile. C'est la raison pour laquelle son remplacement par un détecteur de la toute dernière génération s'impose.

Initialement sept agents de l'Administration pénitentiaire avaient été formés par le fournisseur. Actuellement dix agents sont autorisés à manipuler l'appareil. Un adjudant-chef a été formé comme formateur.

Question urgente 2824 (18.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **mesures d'économies annoncées par ArcelorMittal:**

Vun ArcelorMittal goufe Spuermoossnamen ugekënnegt, ouni datt awer Personal soll hei am Land entlooss ginn. Iwwert de Wee vun natierlechen Ofgäng soll d'Zuel vun de Beschäftegte reduzéiert ginn.

Hei am Land géif dëst heeschen iwwert d'Préretraite-ajustement respektiv iwwert d'Prépensioun oder fräiwëlleg Kënnegung.

D'Préretraite-aujustement, déi der ARBED, Arcelor an elo ArcelorMittal säit dräi Jorzéngten zougestane gouf, leeft Enn dëst Joer aus. Fir datt d'Personal weider an de Genoss vun dëser Faveur komme kann, misst ArcelorMittal eng nei Demande fir d'Préretraite-ajustement areechen.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir matdeelen:

1) Sinn der Regierung déi genau Restrukturéierungspläng vun ArcelorMittal bekannt, a wat fir eng Repercussiounen hu se op d'Lëtzebuerger Siten, respektiv déi hei Beschäftegt?

2) Huet Arcelor-Mittal eng Demande un den Aarbechtsministère eragereecht fir d'Préretraite-ajustement iwwer 2008 eraus weiderzeféieren?

3) Wa jo, gedenkt d'Regierung esou enger Demande positiv géigeniwwer ze stoen?

Réponse (2.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Wat déi genau Restrukturatiounspläng vun ArcelorMittal uginn, sinn déi der Regierung net bekannt.

Et ass awer bekannt, dass d'Sozialpartner amgaang sinn iwwert déi Pläng ze diskutéieren an d'Regierung wäert och a Kenntnis vun de Resultater gesat ginn.

Eng Demande vun der ArcelorMittal fir d'Préretraite-ajustement iwwer 2008 eraus weiderzeféieren ass nach net am Aarbechtsministère erakomm.

Dofir ass et ze fréi eng Ausso dozou ze machen.

Question urgente 2835 (19.9.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**interdiction de la pratique boursière de vente à découvert (short selling):**

Les autorités de contrôle des marchés financiers américaine et britannique, SEC et FSA, viennent d'annoncer l'interdiction de la pratique boursière de la vente à découvert («short selling»), c'est-à-dire la vente de titres que le vendeur ne possède pas, mais dont il espère qu'il pourra les racheter à un cours moins élevé par après.

- Vu les turbulences sur les marchés financiers internationaux, et vu le fait que la pratique du «short selling» a contribué ces derniers jours à la déstabilisation des marchés boursiers, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre compte prendre des mesures équivalentes à celles décidées par la SEC et la FSA. Est-ce que Monsieur le Ministre a demandé l'avis de la CSSF à ce sujet? Dans l'affirmative, quelle est la position de la CSSF à l'égard de la pratique du «short selling»?

Réponse (22.9.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je me permets de renvoyer l'honorable Député au communiqué de presse de la CSSF du 19 septembre 2008 qui a immédiatement rejoint l'initiative d'autres autorités de surveillance pour interdire les ventes à découvert visées par sa question.

Question urgente 2836 (19.9.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**appel d'offre Luxtram S.A.:**

Il ressort d'un grand quotidien luxembourgeois que le délai de publication valable pour les marchés publics n'ait pas été respecté dans l'appel d'offre lancé au profit de Luxtram S.A.. En effet, l'envoi de l'appel d'offre date du 2 septembre 2008, alors que la date de réception des offres est fixée au 22 septembre 2008 à 17 heures. Or, la législation européenne prévoit, selon mes informations, que pour tout appel d'offre un délai de publication minimal de 22 jours doit être respecté, sauf en cas d'urgence où ce délai peut être ramené à 15 jours, condition qui ne me semble pas être remplie dans le présent dossier.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la légalité de l'appel d'offre en question? Monsieur le Ministre peut-il exclure toute irrégularité par rapport à la législation européenne afférente?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure toute prise d'influence dans la procédure susmentionnée?

Réponse (7.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire urgente N°2836, je tiens à souligner que la procédure adoptée par le groupement d'intérêt économique «GIE Luxtram» est celle de la soumission restreinte avec présélection des candidatures. Le GIE a utilisé la possibilité offerte par la réglementation européenne et la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics, de réduire à 15 jours le délai de réception des demandes de participation. Le GIE a invoqué l'urgence afin de pouvoir lancer les études nécessaires pour déposer dans les meilleurs délais un projet de loi autorisant la construction du tram léger.

La date de l'envoi pour publication dans le Supplément au Journal officiel de l'Union européenne est celle du 2 septembre 2008. La date limite de remise des dossiers de candidature a été fixée au 22 septembre 2008, respectant ainsi le délai minimal de 15 jours.

Question urgente 2868 (2.10.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **indemnités payées aux dirigeants démissionnaires des groupes Fortis et Dexia:**

Les medias ont fait état de rumeurs concernant le paiement d'indemnités exorbitantes aux dirigeants démissionnaires des groupes bancaires Fortis et Dexia.

Ainsi, selon ces informations, l'ancien administrateur-délégué de la Dexia, Monsieur Axel Miller, toucherait la modique somme de quatre millions d'euros, tandis que son ancien collègue déchu du groupe Fortis aurait droit à une somme de plus de cinq millions d'euros au moment du départ.

- J'aimerais connaître la position du Gouvernement sur la pratique de ces «parachutes dorés» dont bénéficieraient les dirigeants d'entreprises déchus pour mauvaise gestion.

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention et les moyens d'intervenir dans ces cas précis pour mettre fin à la dilapidation de biens de la société au profit d'anciens dirigeants?

- Ne faudrait-il pas légiférer dans ce domaine tout comme dans le domaine des «stock options» pour dirigeants dans le but de moraliser le monde des affaires?

Question urgente 2869 (2.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **indemnités payées aux dirigeants démissionnaires des groupes Fortis et Dexia:**

D'Lëtzebuerger Regierung huet richtegerweis deenen zwou hei am Land établéierte Banken, déi duerch déi international Finanzkris a Gefor gerode waren, eng Ënnerstëtzung zougestane fir déi Banken ze erhalen an och déi domadder verbonnen Dausenden Aarbechtsplazen.

An deem Kontext war aus der Press gewuer ze ginn, datt déi Banke führend Leit, deenen eventuell Feelentscheedungen am Finanzgeschäft virgeworf goufen, entlooss hunn, dat awer verbonne mat Ofgangsentschiedegunge vun 1,2 bis 4,7 Milliounen Euro. Während also d'Bankbeamten ëm hir Aarbechtsplaz an hir Léin, an déi kleng Spuerer em hiert Gespuertes zidderen, gëtt deene Verantwortleche riseg Ofgangsentschiedegungen zougestanen. Och wann déi Entschiedegungen eventuell op Aarbechtsverträg baséiere sollten, ass et fir d'Spuerer einfach inakzeptabel. Mat dem Apport fir déi betreffend Banken ze retten, misst d'Lëtzebuerger Regierung eigentlech och méi Matsproochrecht an de Banke kréien.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Stëmmen déi publizéiert Informatiounen iwwer Entloossunge vu Bankmanager respektiv Direkteren an déi publizéiert Chifferen iwwert d'Ofgangsentschiedegungen?

2) Kann den Här Finanzminister, dee jo misst Ableck an all d'Dossiere kréien ier e Statsgelder investéiert, mer matdeelen wivill Manager respektiv Direkteren am Kader vun dëser Finanzkris bei deene Banken, wou de Lëtzebuerger Stat finanziell gehollef huet, entlooss goufen, a wat fir eng Montanten un Ofgangsentschiedegungen ausbezuelt goufen?

3) Gedenkt d'Regierung anzewierken, datt et net méi zu esou onverständlechen Ofgangsentschiedegunge kënnt?

Réponse (17.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement est opposé aux «parachutes dorés» tels que décrits dans les questions parlementaires.

Le Gouvernement veillera à ce que de tels mécanismes ne puissent fonctionner dans les entreprises dans lesquelles l'État détient une participation importante.

Par ailleurs, le Gouvernement découragera de tels mécanismes par l'introduction de nouvelles dispositions de droit fiscal.

Question urgente 2882 (6.10.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **retard concernant le payement des pensions:**

Bei enger Parti Leit hei am Land, déi eng Pensioun bezéien, war e Freideg den 3. Oktober nach keng Iwwerweisung op hirem Bankkonto agaangen. Et ass üblech, datt d'Pensioun fir spéitstens den éischte vun all Mount op de Bankkonto vun de Bezéiher agaangen ass.

Kann den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass den Här Minister iwwert d'Verspéidung beim Ausbezuele vun de Pensiounen informéiert?

2. Kann den Här Minister mer d'Grënn vun dëser Verspéidung nennen?

Réponse (13.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

A senger parlamentarescher Fro wëll de honorabelen Deputéierte wëssen ob et beim Ausbezuele vun de Pensioune fir de Wäimount 2008 zu Verspéidunge komm ass.

Nofroe vu menge Servicer bei deene véier Pensiounskeesen a bei dem Centre informatique vun der sozialer Sécherheet hunn erginn, datt néirenswou - ech betoune bei kengem vun deenen Organismen - iergendee Retard opgetratt ass a sämtlech Pensioune fir de Mount Oktober fristgerecht liquidéiert goufen.

Question urgente 2895 (8.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **autorités judiciaires et indicateurs:**

An engem Artikel aus enger Dageszeitung mat der Iwwerschrëft «Paktiert die Justiz mit Klatschpostillen», gëtt bericht, datt en Éditeur vun enger Wochenzäitschrëft hei aus dem Land, dee wéinst Hehlerei inculpéiert gouf, viru Geriicht Aussoe gemaach hat, wéi wann hie géif de Justizautoritéiten Informatioune liwweren, an déi him als Géigeleeschtung och géifen Insiderinformatioune liwwere fir seng Zeitung.

Wann dat stëmmt, wier dëst staatlecht gefördert Denunziantentum, an ëmsou méi verwerflech, well de Bénéficiaire och nach perséinleche Profit dorausser kann zéien. Wann dat net esou schnell wéi méiglech kloergestallt gëtt, werft dat alt ërem eng Kéier e schlecht Liicht op eis Justiz.

Zumools der Lëtzebuerger Justiz jo awer misst bekannt sinn, datt géint de betraffenen Éditeur en internationalen Haftbefehl vun der belscher Justiz virläit.

En Haftbefehl, deen awer net konnt exekutéiert ginn, well déi Persoun als Lëtzebuerger net huet däerfen un d'belsch Autoritéiten ausgeliwwert ginn, well eis Legislatioun dat net zougelooss huet.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, dass d'Lëtzebuerger Justizautoritéite mat Indikateuren zesummeschaffen, an hinnen als Géigeleeschtung och een oder den anere Gefale maachen?

2) Gedenkt den Här Justizminister schnellstméiglechst eng Enquête anzeleede fir festzestellen, ob Insiderinformatiounen un den Éditeur vun der Wochenzäitschrëft weidergeleet goufen?

3) Ass dem Här Justizminister bekannt, datt den zitéierten Éditeur vun de belsche Justizautoritéiten iwwer en internationalen Haftbefehl gesicht gëtt?

Réponse (15.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Parquet de Luxembourg m'informe que l'affirmation selon laquelle la personne dont question fournirait des informations aux autorités judiciaires et qu'en retour elle bénéficierait d'informations d'initié de la part des mêmes autorités est fausse.

Question urgente 2832 (19.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **Fonds de pension:**

Et gëtt sech allgemeng Suerge gemaach iwwert déi aktuell international Finanzsituatioun, dëst wéinst där enger oder där anerer Faillite vun Investmentbanken.

Eiser Sécurité sociale ass et gesetzlech erlaabt ginn, fir d'Rentefonge vun de Rentekeessen aus dem Privatsecteur, nieft deenen normale laang- a kuerzfristege Placementer bei eisen traditionelle Banken, och Gelder an Investmentfonge respektiv Aktien ze plazéieren, fir eng besser Plus-value erauszeschloen. Dës Aart vu Placement kann awer mat Risike verbonne sinn. Opgrond vun de Faillitë vun där enger oder anerer Investmentbank verdéiwe sech och d'Suergen, wat d'Placementer vun eise Rentefonge betrëfft.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wou a wéi sinn eis Rentefonge placéiert?

2) Wivill vun eise Rentefonge sinn an Investmentfonge respektiv Aktie placéiert?

3) No wat fir enge Kritäre gi Rentefonge placéiert a wien trëfft dës Décisiounen?

4) Wat si bis elo d'Plus-valuë respektiv d'Moins-valuë vun deene Placementer?

5) Sinn déi Placementer ofgesécher géint eventuell Failliten, wa jo, op wat fir eng Aart a Weis?

Question 2845 (23.8.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **crise sur les marchés financiers et** les **fonds de compensation du régime général de pension:**

Depuis quelques jours, la crise sur les marchés financiers internationaux va en s'aggravant, un nouveau sommet ayant été atteint lundi dernier avec la mise sous gestion contrôlée de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, le rachat en urgence d'un certain nombre d'autres instituts financiers par leurs concurrents, et la quasi-étatisation de la plus grande compagnie d'assurance mondiale, à savoir l'AIG, par l'État américain. Ces évènements ont non seulement ébranlé la confiance des investisseurs dans le système financier mondial, mais ont également conduit à des chutes très importantes des principaux indices boursiers.

Sachant que la Trésorerie de l'État gère des avoirs financiers importants (fonds spéciaux de l'État, réserve budgétaire, etc.) et que les caisses de pension ont placé, conformément aux dispositions de la loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension, une partie significative de leurs réserves par le biais d'organismes de placement collectif créés spécialement à cette fin sur les marchés financiers internationaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner comment les avoirs de la Trésorerie de l'État et ceux du Fonds de Compensation du régime général de pension ont été investis? Les dépôts de l'État et des caisses de pension sont-ils suffisamment bien protégés contre des pertes dans le cadre de la tempête boursière actuelle?

- Quel est le montant qui a été investi initialement par le Fonds de Compensation dans les OPC susmentionnés? Quelle est la valeur nette d'inventaire actuelle de ces fonds?

- L'article 248, alinéa 2 du Code des assurances sociales dispose que «Les placements effectués par les caisses de pension sont limités aux investissements en prêts à l'État et, moyennant autorisation du Gouvernement, en prêts aux communes et aux entreprises industrielles, en prêts nantis d'une hypothèque ou d'un cautionnement et en acquisitions immobilières. Les liquidités excédentaires peuvent encore être placées à court terme en euros.» Étant donné que la crise actuelle sur les marchés financiers a été déclenchée par l'écroulement du marché des prêts hypothécaires «subprime» aux États-Unis, suivi d'un repli sur les marchés immobiliers un peu partout dans le monde, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si le Fonds de Compensation a investi une partie de ces avoirs dans des instruments financiers du type «subprime mortgage loan» ou dans des fonds d'investissements immobiliers. Dans l'affirmative, quel est le montant des sommes ainsi investies?

- Quels sont les instituts financiers et les gestionnaires de fonds qui se sont vus attribuer la gestion des avoirs de la Trésorerie de l'État et du Fonds de Compensation du régime général de pension? Le Gouvernement estime-t-il que les instituts ayant obtenu un mandat de gestion présentent toujours toutes les qualités et garanties nécessaires à la bonne gestion des avoirs qui leurs ont été confiés?

Réponse (3.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je voudrais tout d'abord rappeler que la gestion de cette réserve invoquée dans les questions parlementaires des honorables Députés incombe au Fonds de Compensation commun au régime général de pension (ci-après FDC), qui est un établissement public créé par la loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension.

À cette fin et conformément à la loi susmentionnée, le FDC a créé en date du 16 juillet 2007 une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société anonyme dénommée «Fonds de Compensation de la Sécurité sociale, SICAV-FIS» (ci-après la SICAV), dont il est le seul actionnaire et à travers laquelle se font les investissements.

Au courant de l'année 2007, le FDC a désigné Citibank International plc (Luxembourg Branch) en qualité de banque dépositaire, chargée de la surveillance et de la conservation des titres détenus par la SICAV, et 13 gérants internationaux, lesquels ont tous été sélectionnés à l'issue d'un processus d'évaluation extrêmement sévère et rigoureux (liste des gérants en annexe).

Le choix de répartir la réserve en cinq différentes classes d'actifs, à savoir «obligations euros» et «monde», «actions européennes» et «monde» ainsi que «liquidités» et d'attribuer ces portefeuilles à 13 gérants distincts fut motivé par un souci de diversification au niveau des actifs éligibles, au niveau géographique et sectoriel ainsi qu'au niveau du style de gestion propre à chaque gérant.

À cette polyvalence des actifs éligibles et des gérants sélectionnés s'ajoute le choix du FDC de procéder à une diversification temporelle des investissements, période s'étendant de 2007 à 2009.

Au 19 septembre 2008, quelque 5,8 milliards d'euros furent investis à travers la SICAV, dont les quotas maxima pour les années 2007 et 2008 ont été définis par deux règlements grand-ducaux, le dernier datant du 15 mai 2008. Ce règlement fixe ainsi les seuils maxima des obligations et des actions (toutes devises confondues) à 1.368, voire 1.172 millions d'euros, le solde pouvant être placé en liquidités. Les tous premiers investissements ont été réalisés le 21 août 2007.

Les décisions d'investissement sont, dans le respect de la loi et des règlements, prises par le conseil d'administration du FDC, sur avis d'un comité d'investissement. Tout au long de l'année 2008, ces deux organes du FDC ont eu une vision plutôt pessimiste des marchés financiers de sorte à favoriser la classe d'actif à moindre risque des liquidités au détriment de celle des obligations et des actions. En conséquence, uniquement 21%, sont actuellement investis dans la classe d'actif des obligations, voire 4,2% dans celle des actions, ce qui représente des quotas largement inférieurs à ceux de la stratégie d'investissement initialement prévue. Il s'ensuit que le solde, à savoir 4,35 milliards d'euros, soit 75% du total des actifs de la SICAV, est investit à travers le compartiment monétaire.

Les actifs sous gestion doivent tous répondre à des critères de qualité minimaux tels que définis dans le document d'émission lequel doit être respecté par chaque gérant. Ceci implique entre autres que les portefeuilles actuels ne comprennent pas de titres «subprime».

Les investissements dans des fonds immobiliers sont très limités et reflètent partiellement l'indice de référence octroyé aux gérants pour la gestion de leurs portefeuilles. Une des missions de la banque dépositaire consiste d'ailleurs à contrôler la stricte application de ces critères imposés aux gérants.

Malgré un environnement financier extrêmement difficile au cours des 13 derniers mois, le FDC a réussi à dégager à ce jour une plus-value s'élevant à quelque 136,5 millions d'euros. *(en annexe tableau avec le total des actifs nets par classe d'actif au 19 septembre 2008)*

Si la crise financière, dont les conséquences se sont amplifiées au cours de la semaine écoulée, a laissé quelques séquelles au niveau de l'un ou de l'autre portefeuille, dont notamment ceux des actions, les bouleversements au niveau du portefeuille global restent limités, ceci grâce à la large diversification des investissements jadis réalisés.

Néanmoins les actifs de la SICAV ne sont pas garantis en cas de faillite de l'un ou l'autre émetteur. Étant donné que le document d'émission interdit à un gérant de prendre une position dominante (investissement supérieur à 5% des actifs qui lui sont confiés dans des titres émis par un même émetteur) la perte potentielle que le FDC pourrait subir en cas de faillite reste limitée.

Ce n'est que grâce à une pondération des risques appropriée qui consiste principalement dans une large diversification du portefeuille et dans un assujettissement des investissements à des critères de qualité minimaux auxquels les sociétés émettrices doivent répondre, que des à-coups pourront être amortis.

Situation des actifs (en €) au 19 septembre 2008			
Compartiment/Gérant	**Montant net (€) au 19.09.2008**	**Montant net (%) au 19.09.2008**	**Montant investi (€) au 31.12.2007**
FDC SICAV Actions Euro - Actif 1 Degroof Fund Management Company	26.361.285,36	0,45%	35.000.000,00
FDC SICAV Actions Euro - Actif 2 Dexia Asset Management Luxembourg S.A.	24.964.359,47	0,43%	35.000.000,00
Total Actions Euro	**51.325.644,83**	**0,88%**	**70.000.000,00**
FDC SICAV Actions Monde - Actif 1 Insight Investment Management	56.650.527,76	0,98%	70.000.000,00
FDC SICAV Actions Monde - Actif 2 Invesco Asset Management	53.977.137,63	0,93%	70.000.000,00
FDC SICAV Actions Monde - Indexé State Street Banque S.A.	81.062.048,82	1,40%	100.000.000,00
Total Actions Monde	**191.689.714,21**	**3,30%**	**240.000.000,00**
Total Actions	**243.015.359,04**	**4,19%**	**310.000.000,00**
FDC SICAV Monétaire EUR - Actif 1 AXA Investment Managers Paris S.A.	1.451.961.759,15	25,01%	1.386.470.000,00
FDC SICAV Monétaire EUR - Actif 2 Crédit Agricole Asset Management	1.447.700.154,03	24,93%	1.386.470.000,00
FDC SICAV Monétaire EUR - Actif 3 Fortis Investment Management Luxembourg S.A.	1.448.569.902,78	24,95%	1.386.470.000,00
Total Fonds Monétaires	**4.348.231.815,96**	**74,89%**	**4.159.410.000,00**
FDC SICAV Oblig EUR - Actif 1 AGF	301.544.395,01	5,19%	300.000.000,00
FDC SICAV Oblig EUR - Actif 2 BNP Paribas Asset Management	307.606.176,90	5,30%	300.000.000,00
FDC SICAV Oblig EUR - Actif 3 Société Générale Asset Management	304.808.734,70	5,25%	300.000.000,00
Total Obligations EUR	**913.959.306,61**	**15,74%**	**900.000.000,00**
FDC SICAV Oblig Monde - Actif 1 Aberdeen Fund Management Limited	148.913.483,24	2,56%	150.000.000,00
FDC SICAV Oblig Monde - Actif 2 Franklin Templeton Investment Management Limited	151.811.382,76	2,61%	150.000.000,00
Total Obligations Monde	**300.724.866,00**	**5,18%**	**300.000.000,00**
Total Obligations	**1.214.684.172,61**	**20,92%**	**1.200.000.000,00**
Grand Total	**5.805.931.347,61**	**100,00%**	**5.669.410.000,00**

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

2e séance, mercredi 15 octobre 2008
3e séance, jeudi 16 octobre 2008

Rapport 2007-2008 vum Ombudsmann

Wéi schonn an de Jore virdrun huet den Ombudsmann Marc Fischbach och bei der Présentatioun vu sengem Joresrapport 2007-2008 kee Blat virun de Mond geholl a mat däitleche Wierder op eenzel Mëssstänn bei der öffentlecher Verwaltung an hire Prozeduren higewisen. Generell leien dem Médiateur besonnesch zwee Phenomeener um Mo, déi plazeweis usus sinn: iwwerdriwwe laang Délaien an Décisiounen, géint déi kee Recours méiglech ass - Phenomeener, déi de Marc Fischbach zu der rhetorescher Fro verleet hunn, «wat e Recht wäert ass, dat een net bannent enger raisonnabeler Zäit afuerdere kann». Donieft beklot de Médiateur och de Manktem un Informatioun a verschiddene Beräicher, deen et dem Bierger onméiglech mécht, sech den néidegen Duerchbléck ze verschafen.

Besonnesch haart geet de Médiateur a sengem Rapport mam Aarbechtsamt, der ADEM, an d'Gerichter: Eng strukturell Reform vun där Administratioun schéngt him inévitabel. Ausdrécklech begréisst huet de Marc Fischbach d'Bereetschaft vun der Regierung, zousätzlecht Personal an der Kannergeldskeess anzestellen: Dee Schrëtt géif sécher dozou bäidroen, déi berechtegt Onzefriddenheet vu ville Leit mam Fonctionnement vun där Verwaltung, op déi hie selwer an der Vergaangenheet e puermol higewisen hat, ofzebauen.



Den Ombudsmann Marc Fischbach bei der Présentatioun vu sengem Rapport den 30. Oktober 2008 an der Chamber an de President vun der Petitiounskommissioun Camille Gira (riets).

Tëschent dem 1. Oktober 2007 an dem 30. September 2008 hu sech eng 2.400 Leit un den Ombudsmann adresséiert; hie gouf an deem Zäitraum mat 925 Reklamatioune befaasst. Opgrond vun de Schwaachpunkten a Mëssstänn, op déi hien am Laf vu sengen Investigatioune gestouss ass, huet de Marc Fischbach bannent de leschten zwielef Méint siwen nei Recommandatiounen un d'Regierung verfaasst. Hir Zuel ass domat op 34 zënter Mee 2004 - soulaang existéiert d'Institutioun vum Ombudsmann zu Lëtzebuerg - geklomm.

All Privatpersounen, mä och Gesellschaften, déi sech vun enger öffentlecher Verwaltung schlecht oder ongerecht behandelt fillen, kënne sech un de Médiateur wennen, deen dann de Kontakt mat der respektiver Verwaltung sicht, fir eng Léisung ze fannen.

Weider Informatioune gëtt et um Internetsite vum Médiateur www.ombudsman.lu.

Den integralen Text vum Rapport 2007-2008 vum Ombudsmann Marc Fischbach fannt Dir um Enn vun dësem Chamberblietche.

DANS CE NUMÉRO

Loi sur la nationalité luxembourgeoise p. 15

Pacte logement (second vote constitutionnel) p. 30

Rapport 2007-2008 du Médiateur à la fin de ce compte rendu

Sommaire des séances publiques Nos 2 et 3 p. 45

Énergie, environnement et biodiversité

Le paquet énergie-climat de la Commission européenne a servi d'arrière-plan au séminaire organisé par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) les 24 et 25 octobre 2008 à la Chambre des Députés et intitulé «Énergie, environnement et biodiversité».

Comme l'a précisé M. Oberweis, membre de la Commission de l'Environnement et de l'Énergie du Parlement Benelux et coinitiateur de ce séminaire, la dépendance énergétique de l'Union européenne actuellement de 50% passera à environ 70% d'ici 2030, dont 90% du pétrole, 70% du gaz naturel et 100% du charbon. Considérant que la combustion des énergies fossiles est principalement responsable des émissions de gaz à effet de serre, il est évident qu'il y a lieu de réduire leur consommation pour enrayer le changement climatique en cours. Le défi majeur du XXIe siècle sera donc de réduire la consommation d'énergie et d'utiliser plus efficacement les énergies renouvelables. C'est principalement ce message que les parlementaires des trois pays du Benelux ont voulu faire passer durant les deux journées du séminaire qui a réuni un panel d'experts de différents secteurs.

«Le réchauffement climatique ne fait plus aucun doute», a affirmé le directeur de la «European Climate Foundation», M. Jules Kortenhorst, qui a ajouté que la fonte des glaces s'est accélérée de manière considérable ces dernières années et que ce processus risquerait de devenir incontrôlable si la température de l'atmosphère augmentait de plus de 2°C. S'il est vrai que, d'un côté, le facteur humain est en grande partie responsable du changement climatique, il ne faut pas oublier, de l'autre, qu'une croissance économique de 3% dans les cinquante prochaines années est nécessaire pour assurer un niveau satisfaisant de richesse de la planète. La question est donc de se donner les moyens de produire plus en émettant moins de CO_2.

La situation au Luxembourg

Dans sa présentation sur la situation au Luxembourg, M. Tom Eischen du Ministère de l'Économie a mis en avant les solutions proposées par le Gouvernement luxembourgeois pour atteindre d'ici 2020 une part de 11% d'énergies renouvelables de la consommation totale d'énergie exigée par la Commission européenne. Ces instruments prévoient des niveaux de performance énergétique prédéfinis des maisons et bâtiments nouveaux, proposent des aides à l'investissement pour l'assainissement des bâtiments et habitats et des incitations à la construction de maisons à basse consommation d'énergie et des maisons passives. Depuis le 1er septembre 2008 un passeport énergétique doit être établi pour toute nouvelle construction ou lors d'un changement de propriétaire d'un bâtiment déjà existant.

Avec une dépendance énergétique de 99%, le Luxembourg doit faire preuve de flexibilité en important du biocarburant ou de l'électricité verte. Il est clair que le Luxembourg devra compter sur la collaboration avec d'autres pays pour atteindre les objectifs fixés par la Commission européenne. Le cadre du Benelux se prêtant d'ailleurs très bien à ce genre de coopération, notamment pour le projet de construction d'un parc d'éoliennes en mer du Nord.

Des acteurs de l'économie luxembourgeoise tels que DuPont de Nemours, Chaux de Contern et Solarwood sont des exemples de secteurs qui allient évolution économique et respect de l'environnement pour atteindre l'objectif de croissance durable.

M. Arsène Schiltz, directeur de DuPont Luxembourg, a présenté les moyens mis au point par son entreprise pour atteindre cet objectif d'ici 2015. Cela passera par une augmentation de l'investissement dans la recherche et le développement, une augmentation de la vente de produits à grand rendement énergétique et émission réduite de gaz à effet de serre, et un doublement des revenus en provenance des ressources renouvelables. Toutes ces mesures visent la réduction massive de l'empreinte environnementale de l'entreprise.

Le directeur adjoint de Chaux de Contern, M. Eric Klückers, a évoqué la responsabilité du secteur du bâtiment face au changement climatique. Il y a lieu de revoir la méthode traditionnelle de construction pour l'adapter aux besoins écologiques actuels. Afin d'améliorer l'efficacité énergétique des nouvelles bâtisses les critères suivants doivent être respectés: construire de manière compacte et étanche, isoler l'enveloppe du bâtiment, orienter les fenêtres vers le sud tout en réduisant les surfaces vitrées exposées au nord et en protégeant le bâtiment de la chaleur en été, installer un chauffage adapté et performant.

L'énergie solaire produite à partir de panneaux photovoltaïques tels qu'ils sont produits par la société Solarwood sont un bon exemple d'énergie alternative. Son directeur, M. Michel Unsen-Bellion, a présenté le concept de toiture solaire intégrée au bâtiment avec une intégration parfaite de la toiture garantissant un aspect esthétique optimal et un rendement énergétique élevé. Le recours plus systématique à ce genre d'installation au Luxembourg pourrait suffire à garantir 100% de l'énergie électrique tout en réduisant drastiquement les émissions de CO_2.

Le séminaire s'est déroulé en présence du président du Parlement Benelux, M. Roger Negri, qui en a tiré les conclusions et qui a annoncé la rédaction d'une résolution à destination des Gouvernements du Benelux qui sera adoptée lors de la prochaine séance plénière les 12 et 13 décembre prochain. M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a adressé un mot de bienvenue aux parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois venus assister nombreux.



Les participants au séminaire organisé par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Audienz am groussherzogleche Palais



Wéi all Joers bei der Ouverture vun där neier parlamentarescher Sessioun huet de Grand-Duc de 16. Oktober 2008 de President, d'Vizepresidenten an d'Membere vum Bureau vun der Chamber an Audienz empfaang.

(vu lénks no riets) 1. Rei: D'Häre Michel Wolter, François Bausch, de Chamberspresident Lucien Weiler, S.A.R. de Grand-Duc, d'Häre Jos Scheuer, Laurent Mosar a Ben Fayot

2. Rei: d'Häre Charles Goerens, Lucien Clement, Alex Bodry a Claude Frieseisen

Zukunftsinvestitionen

Erfolgsstory Schienentransport



Das Bild zeigt (von links nach rechts) die Abgeordneten Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, den Geschäftsführer der CFL Multimodal S.A. Fränz Benoy, Marcel Oberweis, den Vorsitzenden des Transportausschusses Roland Schreiner, Marc Angel, den Aufsichtsratsvorsitzenden der CFL Cargo Fernand Rippinger, den Ersten Regierungsrat im Transportministerium Frank Reimen, den Verwaltungsratspräsidenten der CFL Cargo und stellvertretenden Generaldirektor der CFL Marc Wengler sowie die Abgeordneten Fernand Etgen, Roger Negri und Robert Mehlen

Am 30. September laufenden Jahres besuchte der Transportausschuss des Parlaments das wachsende Eisenbahnfrachtzentrum in Bettemburg. Ziel des Besuchs: Vor Ort und mit Verantwortlichen der Frachtgesellschaften CFL Cargo, CFL Multimodal und Lorry-Rail deren Herausforderungen und Zukunftsperspektiven zu erörtern.

Die Förderung schienengebundener Frachtaktivitäten gilt als konkreter Beitrag zur Diversifizierung der luxemburgischen Wirtschaft. So war dieser Vorortttermin auch im Vorfeld der im Parlament anstehenden Entscheidung über die Lancierung von Studien zu zehn Schieneninfrastrukturprojekten anberaumt worden. Eines dieser öffentlichen Investitionsprojekte gilt der Rundumerneuerung und Modernisierung der Infrastruktur des Rangierbahnhofs Bettemburg.

Bei einer Busrundfahrt über das Areal konnten sich die Abgeordneten zudem von der Notwendigkeit eines Ausbaus der dortigen Infrastruktur überzeugen. Insbesondere der Containerterminal hat die Grenzen seiner Kapazität erreicht, ja überschritten. Die Abgeordneten inspizierten auch den Beladevorgang eines Lorry-Rail-Waggons der sogenannten Schienen-Autobahn, die im Herbst vergangenen Jahres ihren regulären Betrieb aufnahm.

Im Anschluss an die Besichtigung der Infrastrukturen des Frachtzentrums wurde in drei ausführlichen Präsentationen der Ist-Zustand der teils noch sehr jungen drei Frachtgesellschaften beleuchtet und die Verantwortlichen stellten sich den Fragen der Abgeordneten.

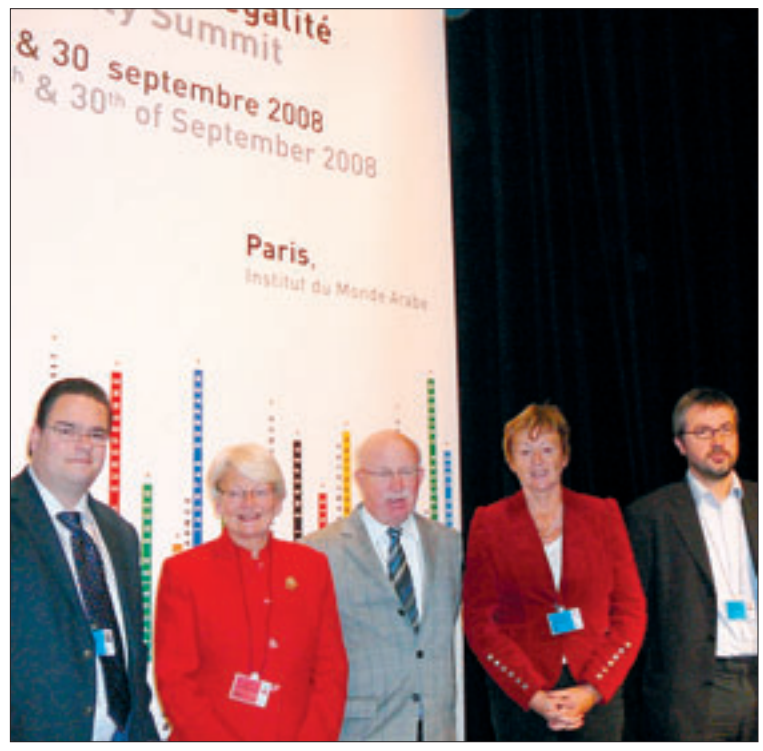
Begrüßt wurde, dass die Startschwierigkeiten bei der Schienenautobahn Lorry-Rail resolut angegangen werden, die Auslastung dieser Züge zuletzt stetig anstieg und aller Voraussicht nach 2009 die Gewinnschwelle erreicht werden dürfte. Die Diversifikations-, Modernisierungs- und europaweiten Expansionsanstrengungen des erst im Oktober 2006 gegründeten Joint-Venture-Unternehmens von CFL und ArcelorMittal, CFL Cargo, wurden mit Zufriedenheit notiert. Besonders erfreut zeigten sich die Volksvertreter aber über den in den letzten vier Jahren starken Beschäftigungszuwachs im Containerfrachtgeschäft, wie auch über die Ausweitung des Geschäftsmodells der CFL Multimodal in den Logistikbereich. Mittlerweile stehen dort 188 Personen in Lohn und Brot.

Europäesche Gläichstellungsgipfel

Den 29. an 30. September 2008 huet d'Mme Marie-Josée Frank, Presidentin vun der Chamberskommissioun fir Famill, Chancëgläichheet a Jugend, mat der Lëtzebuerger Delegatioun ëm d'Mme Marie-Josée Jacobs, Ministesch fir Chancëgläichheet, um 2. Europäesche Gläichstellungsgipfel deelgeholl, deen ënnert der Schirmherrschaft vun der franséischer EU-Presidentschaft an der EU-Kommissioun organiséiert ginn ass.

Ausféierlech Debatte si gefouert ginn zum Thema Diskriminéierunge bei der Ausbildung, Beschäftegung, Beruffsausbildung an am Zougang zu Wueren an Déngschtleeschtungen. Den 2. Juli 2008 huet d'EU-Kommissioun eng Propositioun fir eng Direktiv fir de Schutz vrun Diskriminéierung bausst dem Aarbechtsmaart, opgrond vum Alter, enger Behënnerung, der sexueller Orientéierung oder der Relioun gemaach. Et ass zu Paräis en allgemenge Konsens fonnt gin, datt déi Propositioun fir eng Direktiv hiert Potenzial nëmme mat der vollstänneger Bedeelegung vun all de betraffenen Acteuren erreeche kann.

D'multipel Diskriminatiounen, déi schonn e Schwéierpunkt waren am europäesche Joer vun der Chancëgläichheet 2007, waren och en Haaptpunkt op der Dagesuerdnung vum Paräiser Sommet, grad ewéi den néidegen Opbau an d'Duerchféierung vu fräiwëllege Charten op der Aarbechtsplaz. An deem Zesummenhank huet d'franséisch EU-Presidentschaft mat der EU-Kommissioun d'europäesch Entreprisen an hir Vertrieder encouragéiert, fir sech aktiv mat der Promotioun vun der Diversitéit um Aarbechtsmaart an Europa ze befaassen an op d'Schafe vun enger europäescher Charta vun der Diversitéit hinzeschaffen.



D'Mme Marie-Josée Frank (2. vu riets) huet d'Chamber um 2. Europäesche Gläichstellungsgipfel vertrueden. Zur Lëtzebuerger Delegatioun hunn ë.a. och d'Mme Marie-Josée Jacobs (2. vu lénks), Ministesch fir Chancëgläichheet, an den Här Jean-Pierre Klein (Mëtt), President vum Syvicol, gehéiert.

Op Besuch…

Yves Mersch, President vun der Zentralbank

Bei Geleeënheet vum 10. Anniversaire vun der Lëtzebuerger Zentralbank gouf hire President Yves Mersch vum Chamberspresident Lucien Weiler empfaang.

Déi international Finanzkris, hiren Ursprung an hir Konsequenze waren d'Haaptgespréichsthema bei dëser Entrevue.

De Chamberspresident huet dem Yves Mersch félicitéiert fir de Prestige, deen d'Zentralbank am Laf vun hirer 10-jähreger Aarbecht gewonn huet.

Hien huet och hirem President fir säi perséinlechen Asaz an dee vu senger ganzer Equipe Merci gesot.



Naturalisation…

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

1. La situation juridique actuelle

L'article 10 de la Constitution, tel qu'il a été modifié par la révision du 6 mai 1948 est libellé comme suit:

«*(1) La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.*

(2) La loi détermine les effets de la naturalisation.».

La disposition constitutionnelle réservant la faculté au pouvoir législatif d'accorder la naturalisation, invariablement inscrite dans la loi fondamentale depuis 1848 et reprise de la Constitution belge de 1831, marque clairement la conception traditionnelle selon laquelle «*l'obtention de la nationalité belge par la voie de la naturalisation n'est pas un droit mais résulte de l'exercice d'un pouvoir souverain d'appréciation.*» (arrêt N°75/98 du 24 juin 1998 de la Cour d'arbitrage de Belgique).

Toutefois, même si la naturalisation est une prérogative du pouvoir législatif, celui-ci s'en tient dans ses décisions aux conditions et modalités fixées par la législation sur la nationalité luxembourgeoise.

Plusieurs des conditions fixées par la loi laissent à la Chambre des Députés un large pouvoir d'appréciation, notamment pour déterminer si «*l'intégration est suffisante*».

Les décisions en matière de naturalisation prises par la Chambre des Députés, après un délibéré à huis clos, relèvent du pouvoir législatif souverain et ne peuvent faire l'objet d'aucun recours devant une juridiction impartiale et indépendante, encore que dans ce cas «*le pouvoir législatif ne fait œuvre générale et impersonnelle, mais particulière et personnelle; il remplit aussi une mission d'administration*» (Francis Delpérée: Droit constitutionnel, tome I, deuxième édition, page 137).

Enfin, il faut relever que, sauf en Belgique, l'intervention du pouvoir législatif n'est prévue en matière de naturalisation dans aucun autre État européen.

2. La proposition de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, contrairement à la conception traditionnelle de la naturalisation, a été d'avis que dans une société respectueuse des droits fondamentaux chacun doit avoir le droit de porter, en toutes circonstances, sa cause devant une juridiction indépendante et impartiale. La commission s'est partant unanimement ralliée à la proposition de faire de la naturalisation un droit. Dorénavant, les décisions en matière d'acquisition de la nationalité sont des décisions à prendre par le pouvoir exécutif sur la base d'un texte de loi fixant des critères précis, excluant, dans la mesure du possible, toute appréciation discriminatoire.

Cette approche de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui a trouvé l'accord du Conseil d'État, conduit à la proposition de supprimer dans la Constitution luxembourgeoise l'article 10 qui réserve au pouvoir législatif la prérogative de décision en matière de naturalisation.

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 12.07.2006
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

09.01.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.04.2008	Adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 30.04.2008
Second vote constitutionnel: 15.10.2008

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

a) Texte proposé par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Dans sa proposition de révision de l'article 10 de la Constitution (doc. parl. 5595), déposée à la Chambre des Députés le 12 juillet 2006, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle propose l'abrogation de l'article 10 libellé actuellement comme suit:

«*(1) La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.*

(2) La loi détermine les effets de la naturalisation.»

Avec l'abrogation des dispositions de l'article 10, il appartient au pouvoir exécutif, à savoir au Ministre de la Justice, de prendre toutes les décisions en matière de nationalité. Les décisions de la Chambre des Députés en matière de naturalisation, qui relèvent du seul pouvoir législatif souverain, sont remplacées par des décisions à caractère administratif susceptibles d'un recours juridictionnel.

Le projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise (doc. parl. 5620), déposé à la Chambre des Députés le 13 octobre 2006, tient compte de cette modification constitutionnelle, mais maintient la compétence des juridictions civiles en matière de nationalité, en se référant à l'article 9, alinéa 1er et à l'article 84 de la Constitution.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et la Commission juridique sont cependant d'avis qu'il est préférable de confier dorénavant aux juridictions administratives l'ensemble des contestations en relation avec l'acquisition ou la perte de la nationalité luxembourgeoise.

Les décisions en relation avec la nationalité peuvent en effet être considérées comme l'aboutissement d'une procédure administrative, basée sur des critères objectifs conférant «*un statut que l'État élabore de manière exclusive et unilatérale et dont il accorde le bénéfice à ceux qu'il définit comme étant ses nationaux*» (Francis Delpérée: Droit constitutionnel, tome 1, page 132, Édition Larcier 1987).

L'objet de la législation sur la nationalité relève aussi, de nos jours, davantage de ce que l'on peut qualifier de droits politiques permettant aux citoyens de participer pleinement à l'exercice de leurs droits.

Par ailleurs, la législation sur la nationalité s'inscrit dans la continuité d'une politique volontaire d'intégration politique et sociale d'une partie croissante de résidents non luxembourgeois, permettant ainsi de garantir une meilleure cohésion sociale de la population.

Les considérations qui précèdent ont amené la commission à proposer une modification de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution en supprimant, d'une part, le terme «civile» à la fin de la première phrase et, d'autre part, en ajoutant une deuxième phrase nouvelle conférant compétence aux juridictions administratives pour les contestations en relation avec l'acquisition et la perte de la nationalité luxembourgeoise («*Les contestations y relatives sont du ressort des juridictions administratives*», doc. parl. 56720).

Cette approche a été partagée par la Commission juridique qui, dans ses amendements relatifs au projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise (doc. parl. 5620), transmis au Conseil d'État le 26 mars 2007, propose de confier l'ensemble du contentieux relatif à la nationalité aux juridictions administratives.

b) Avis du Conseil d'État

Le Conseil d'État marque son accord avec la suppression à l'article 9, alinéa 1er de la Constitution du terme «civile» entendu comme un renvoi au «Code civil».

Quant à la modification consistant à conférer la compétence juridictionnelle pour connaître du contentieux de la nationalité aux juridictions administratives, le Conseil d'État rappelle que «*la compétence des juridictions administratives reste, nonobstant la révision constitutionnelle opérée par la loi du 12 juillet 1996, une compétence d'attribution, et partant une compétence d'exception*».

La détermination du juge compétent en matière d'acquisition, de perte ou de recouvrement de la nationalité doit se faire au regard des dispositions constitutionnelles inscrites aux articles 84, 85 et 95bis.

Au regard des développements du Conseil d'État concluant que l'article 85 de la Constitution constitue une base suffisante pour attribuer la compétence en matière de décisions sur la nationalité aux juridictions administratives, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle se rallie à la proposition du Conseil d'État et fait abstraction de la deuxième phrase qu'elle avait proposée à l'endroit de l'article 9, alinéa 1er.

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 30.01.2007
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

09.01.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.04.2008	Adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 30.04.2008
Second vote constitutionnel: 15.10.2008

…et nationalité

5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Introduction

Le dépôt du projet de loi sous rubrique a été précédé de nombreuses consultations, le Gouvernement tenant à ce que les forces vives du pays soient entendues dans une matière aussi sensible que celle touchant à la nationalité. Le Gouvernement s'est aussi grandement inspiré, en ce qui concerne l'orientation du projet de loi, du rapport des professeurs Francis Delpérée et Michel Verwilghen intitulé «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg», rapport qui fut présenté au Gouvernement à la demande de M. le Ministre de la Justice Luc Frieden en janvier 2004.

À noter encore que les discussions et tours de tables ont continué après que le projet de loi fut déposé et ce à l'initiative cette fois-ci de la Commission juridique.

La Commission juridique ne s'est pas contentée d'examiner le texte du projet de loi et d'y apporter quelques modifications mineures, afin de tenir compte des critiques, des remarques et autres suggestions du Conseil d'État. Elle a amendé de sa propre initiative le texte gouvernemental et ce parfois de manière substantielle. Le texte du projet de loi sous examen y a gagné en clarté, logique et précision.

1. Quelques réflexions philosophiques quant à l'objet du projet de loi sous rubrique

Au moment de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg, proclamée par le Traité de Londres en date du 19 avril 1839, s'est posée la question de la nationalité luxembourgeoise. La première Constitution, celle du 12 octobre 1841, a laissé à la loi civile, et plus précisément au Code civil, le soin de déterminer les règles relatives à l'acquisition, à la conservation et à la perte de la nationalité luxembourgeoise. Les Constitutions subséquentes, celles du 27 novembre 1857 et du 17 octobre 1868, ont précisé les fondements de la nationalité luxembourgeoise, sans pour autant remettre en question le principe selon lequel la nationalité relève du domaine civil.

Au cours du XIXe siècle déjà, le législateur s'employa à apporter les adaptations et modifications estimées nécessaires à l'époque aux dispositions régissant la nationalité par le biais des lois du 27 janvier 1878 et du 5 février 1890. Ces deux lois témoignent d'une certaine ouverture de la législation sur la nationalité puisqu'elles apportent quelques correctifs au principe du «*jus sanguinis*», règle de droit accordant aux enfants la nationalité de leurs parents, correctifs inspirés par le principe du «*jus soli*» en vertu duquel toute personne physique acquiert la nationalité du territoire sur lequel elle est née, indépendamment de la nationalité de ses parents. Les convictions politiques du moment, mais également les changements démographiques et surtout les premières vagues d'immigration à la fin du 19e siècle ont favorisé cette ouverture timide du droit de la nationalité.

Lors de l'adoption de la première codification de l'ensemble des dispositions relatives à la nationalité, concrétisée par la loi du 23 avril 1934, les tensions internationales passées et présentes s'y reflètent. Cette loi, comme la loi subséquente du 9 mars 1940, qui vint remplacer celle de 1934, sont caractéristiques d'une société préoccupée de ne pas admettre dans les rangs de ses nationaux des éléments jugés indésirables. Il a fallu attendre plus de 20 ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale avant que le législateur, poussé notamment par une forte immigration, se soit décidé à assouplir sensiblement le régime juridique relatif à la nationalité en adoptant la loi du 22 février 1968. Cette loi a été à son tour aménagée à plusieurs reprises. La dernière adaptation importante de la loi de 1968 est intervenue en 2001. La loi du 24 juillet 2001 a fait de la naturalisation la pierre angulaire d'une véritable politique d'intégration et a posé ainsi les jalons d'une politique d'intégration nécessaire à la continuation de notre remarquable développement économique et de notre paix sociale.

Comme il résulte de ce bref historique, les lois concernant la nationalité sont périodiquement modifiées, lorsque les causes profondes, qui ont poussé le législateur dans ses choix en matière de réglementation de la nationalité, changent. L'évolution de l'attitude des législateurs va de pair avec les changements de circonstances politiques, économiques, sociaux, démographiques, culturels et autres que connaissent les États[1].

Le présent projet de loi n'échappe pas à ce principe. Il a, en effet, pour objet d'adapter la législation luxembourgeoise sur la nationalité aux changements intervenus dans la société luxembourgeoise au cours de ces dernières décennies et de contribuer à consolider l'intégration des étrangers résidents.

Comme le remarque à juste titre la Chambre de commerce dans son avis du 4 avril 2007, le Luxembourg est sans aucun doute le pays le plus ouvert de l'Union européenne, et l'on pourrait ajouter du monde. Les échanges commerciaux avec l'étranger, ainsi que les investissements étrangers importants reflètent cette ouverture d'un point de vue économique, de même que la présence considérable de travailleurs frontaliers sur le marché de l'emploi luxembourgeois. Ils sont plus de 137.000 à franchir tous les jours les frontières pour venir travailler au Luxembourg et représentant près de 43% des salariés. L'ouverture du pays se manifeste également au niveau démographique. Le Luxembourg, avec ses 40% de résidents étrangers, est le pays avec le taux le plus élevé de population d'origine étrangère. À noter dans ce contexte que c'est grâce au taux de fécondité élevé des résidents étrangers que le taux de fécondité national figure parmi les plus élevés de l'Union européenne. En ce qui concerne le nombre des nationaux, celui-ci est stable depuis plus de 25 ans et lorsque la population luxembourgeoise augmente, ceci est largement le résultat des naturalisations et options. Selon les projections 2005-2055 du STATEC, la population d'origine étrangère dépassera la population autochtone au cours des années 2020 à 2030. Cette situation s'est déjà réalisée à Luxembourg-Ville qui compte actuellement

près de 60% de résidents non luxembourgeois.

Cette ouverture du Luxembourg est source de prospérité économique. Par ailleurs, le fait qu'autant de personnes d'horizons et de cultures différents vivent et/ou travaillent au Luxembourg est un atout considérable faisant de la société luxembourgeoise une société cosmopolite et tolérante, où l'étranger, pour peu qu'il s'intègre, est le bienvenu.

L'ouverture de la société et de l'économie luxembourgeoises ne s'est pas faite d'aujourd'hui à demain. Elle a été progressive débutant à la fin du 19e, début du 20e siècle avec l'arrivée des premiers travailleurs étrangers, le plus souvent saisonniers, venant d'Allemagne et d'Italie et employés essentiellement dans la sidérurgie, branche économique en plein essor à cette époque. À partir de la fin des années cinquante, le Luxembourg a poursuivi une politique d'immigration destinée non plus seulement à faire venir des milliers de saisonniers au Luxembourg afin de pallier le manque de main-d'œuvre, mais axée cette fois-ci sur l'immigration de familles entières. C'est à la suite de ce changement de politique que de nombreux ressortissants portugais sont venus s'installer au Luxembourg avec leurs familles afin d'y trouver un travail et pour y vivre. Au courant des années quatre-vingt-dix, au plus fort des crises et conflits dans les Balkans, de nombreux ressortissants yougoslaves ont fui leur pays et se sont réfugiés au Luxembourg.

Si l'intégration des étrangers s'est rapidement faite au niveau du marché de l'emploi et de la société luxembourgeoise, de nombreux étrangers prenant part à la vie culturelle, sportive et associative de notre pays, la participation des étrangers à la vie institutionnelle et politique reste à consolider. Face à l'existence d'une communauté étrangère en constante progression, au constat du rôle essentiel de la main-d'œuvre étrangère dans la croissance économique du pays sans oublier l'intégration toujours plus profonde du Grand-Duché dans l'Union européenne, elle-même en phase d'élargissement, il y a lieu de s'interroger sur l'opportunité d'une nouvelle révision, plus fondamentale, de la législation sur la nationalité. À cette question, il ne peut y être répondu que par l'affirmative, alors que l'État - pour reprendre le député Léon Blum lors d'une séance publique à la Chambre des Députés en date du 11 mai 1939 - *«a intérêt à accroître le plus possible le nombre de ses nationaux en assimilant tous ceux qui naissent sur son territoire»* afin *«d'empêcher la constitution de colonies d'étrangers dans notre pays»*. Il en va de la cohésion sociale du pays.

Le projet de loi sous examen entend remédier à la dichotomie ambiante et permettre plus largement que par le passé aux étrangers d'acquérir la nationalité luxembourgeoise. Il y parvient en reconnaissant entre autres formellement le principe de la double nationalité et en réintroduisant un élément de droit du sol dans la législation sur la nationalité luxembourgeoise[2]. Ce faisant, il poursuit l'œuvre réformatrice entamée en 2001.

À l'époque, le législateur n'avait pas voulu se prononcer définitivement sur la question de la double nationalité, ce qui ne signifie nullement qu'il ne souhaitait pas débattre de la question. Au contraire, la question fut examinée, et il était clair pour tout le monde que d'autres discussions allaient suivre comme en témoigne le discours du soussigné, rapporteur de l'époque, M. Laurent Mosar, prononcé au moment de l'adoption du projet de loi, devenu la loi du 24 juillet 2001 à la Chambre des Députés selon lequel: *«D'Diskussioun iwwert d'Nationalitéit ass sécherlech mam Dag vun haut net ofgeschloss a si muss an deenen nächste Méint a Jore virugefouert ginn, wëlle mir och an Zukunft d'sozial Kohesioun ënner all de Bierger, Lëtzebuerger an Auslänner, assuréieren. Nëmmen eng réusséiert Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger wäert an Zukunft dës Kohesioun garantéieren»*.

Alors que certains groupes parlementaires s'étaient déjà à l'époque prononcés en faveur de l'introduction d'un régime de nationalité multiple, la majorité politique avait préféré attendre les conclusions des professeurs Delpérée et Verwilghen chargés en 2001 par le Ministre de la Justice, M. Luc Frieden, de préparer entre autres un avis sur les problèmes techniques que peut susciter la reconnaissance de la double citoyenneté ou double nationalité, voire de citoyennetés multiples ou nationalités multiples.

Les auteurs du rapport «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg» ont remarqué dans leurs conclusions que *«La citoyenneté multiple est dès à présent un fait. La nationalité multiple est un autre fait. Ni le Grand-Duché de Luxembourg, ni aucun autre État, européen ou non européen, ne sauraient lutter contre un phénomène tout à la fois politique et social qui caractérise des sociétés contemporaines de plus en plus perméables aux influences extérieures. Par contre, il revient sans aucun doute au Grand-Duché de Luxembourg, comme aux autres États, de reconnaître ce mouvement, de le canaliser (…) pour que les effets pervers du système de citoyennetés et de nationalités multiples n'en perturbent pas le développement ou ne génèrent pas de tels inconvénients qu'ils en compromettraient l'équilibre.»*

Ils ont encore donné à considérer que *«les cumuls de nationalités perdent progressivement la marque d'infamie qu'ils ont longtemps portée.»* Bien plus *«un courant doctrinal est apparu en Europe, il y a peu, pour démontrer que la bi-patridie, à condition d'être retenue sans excès et avec réalisme, pouvait contribuer à rencontrer certains besoins étatiques et à répondre aux vœux particuliers de se voir juridiquement rattachés à deux États.»* Cette évolution s'explique certainement aussi par le fait qu'il est apparu peu à peu que la pluripatridie ne posait plus guère de problèmes juridiques insurmontables et, qu'au contraire, cette situation juridique, autrefois jugée anormale, pouvait présenter certains avantages et ceci non seulement pour les particuliers, mais également pour les États.

Le projet de loi sous examen vient renforcer l'ouverture de la société luxembourgeoise à l'égard de sa population d'origine étrangère, ouverture commencée à la fin des années soixante. Il reflète la transition de la conception classique ou romantique de la nation vers la conception moderne de celle-ci. Si la nation continue d'être définie au travers d'un certain nombre de critères objectifs, tels que par exemple la langue commune, le présent projet de loi accorde une place prépondérante à la conception moderne de la nationalité, et partant à la volonté des individus de vivre ensemble, dans un même pays et de participer à un projet commun de société.

Dans l'approche moderne ou subjective de la nation, cette volonté de projet commun de société peut coexister avec la volonté d'un individu de vouloir maintenir des liens juridiques avec son État d'origine. Ceci ne signifie nullement que la nationalité de l'État d'accueil est bradée au bénéfice d'individus désireux de jouer sur plusieurs tableaux dans leur unique intérêt égoïste. S'il ne faut pas tomber dans la méfiance absolue et verrouiller l'accès à la nationalité, il ne faut pas non plus tomber dans l'excès inverse et se montrer excessivement tolérant. Comme l'ont souligné à juste titre les professeurs Delpérée et Verwilghen *«ceux qui veulent ruser avec les conflits positifs de nationalités et ces étrangers - peu nombreux au demeurant - qui entendent devenir nationaux de leur État d'accueil sans le mériter, pour des motifs douteux, dans la ferme intention de demeurer exclusivement fidèles à leur État d'origine dont ils conservent la nationalité, ne méritent pas la naturalisation ou l'acquisition par option de la nationalité de l'État d'accueil»*. Pour détecter ces personnes, ils ont préconisé la mise en place de conditions claires, objectives et non exagérément laxistes d'acquisition de la nationalité.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la démarche des auteurs du projet de loi qui ont maintenu, voire précisé et renforcé les conditions sous-jacentes à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

2. Les principaux points du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous examen prévoit trois conditions essentielles auxquelles est soumise l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise:

- avoir résidé pendant au moins sept ans de façon consécutive au Luxembourg;

- comprendre et savoir parler l'une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et réussir une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée;

- avoir suivi un cours d'instruction civique sur les institutions luxembourgeoises et les droits fondamentaux.

De ces conditions, seule la dernière, à savoir l'obligation d'avoir suivi des cours d'instruction civique, constitue une vraie nouveauté. Les deux autres conditions figuraient déjà dans la loi du 22 février 1968 telle que modifiée par la loi du 24 juillet 2001. Le projet de loi sous examen ne fait que les reprendre tout en les renforçant pour les raisons invoquées précédemment. En contrepartie, le projet de loi admet, pour la première fois, le principe de la double nationalité, puisque les résidents étrangers qui désirent acquérir la nationalité luxembourgeoise, mais également les Luxembourgeois qui résident à l'étranger et qui souhaitent prendre la nationalité de leur pays d'accueil, n'ont plus besoin de renoncer à leur nationalité pour devenir luxembourgeois, respectivement pour acquérir la nationalité du pays d'accueil.

Les conditions précitées permettent de vérifier le degré d'intégration d'une personne et de s'assurer que l'individu qui souhaite devenir luxembourgeois soit suffisamment intégré dans la communauté luxembourgeoise, condition sine qua non pour participer à la vie politique et institutionnelle de notre pays.

Il échet de revenir brièvement sur ces différents points en commençant par l'innovation majeure du présent projet de loi, à savoir:

2.1. La reconnaissance du principe de la double nationalité ou de la nationalité multiple

Actuellement, l'article 7 de la loi modifiée du 22 février 1968 dispose que *«La naturalisation sera refusée à l'étranger (…) lorsqu'il ne prouve pas, par des certificats ou attestations, qu'il a perdu sa nationalité d'origine ou qu'il la perd de plein droit à la suite de l'acquisition d'une autre nationalité (…)»*. Quant à l'article 25 de la même loi précitée, il prévoit, quant à lui, que *«Perd la qualité de Luxembourgeois, celui, qui, à partir de l'âge de dix-huit ans révolus acquiert volontairement une nationalité étrangère (…)»*.

Cette condition de perte ou de renonciation à la nationalité d'origine est abandonnée dans le cadre du projet de loi sous rubrique. Il convient toutefois de noter dès à présent que pour savoir si l'acquisition ou le maintien de la nationalité luxembourgeoise peut en réalité se cumuler avec le maintien ou l'acquisition d'une autre nationalité, il faudra prendre en considération la loi étrangère. À noter encore que tous les pays n'admettent pas encore le principe de la pluripatridie. Il se peut donc que, même après l'entrée en vigueur du présent projet de loi, un individu ne dispose pas de la double nationalité, la législation de son État originaire ou de l'État dont il souhaite acquérir la nationalité n'admettant pas la double nationalité ou la nationalité multiple.

En adhérant ouvertement au principe de la nationalité multiple, le projet de loi ne fait qu'ériger en principe général ce qui, jusqu'à hier, était considéré comme une exception. Il ne fait que traduire au niveau des dispositions relatives à la nationalité une réalité sociétale. La double nationalité existe, en effet, depuis de nombreuses années au Luxembourg.

On estime généralement le nombre de personnes disposant de la double nationalité entre 20.000 et 30.000. Il s'agit soit d'enfants nés de parents n'ayant pas la même nationalité et dont l'un est Luxembourgeois, soit de personnes qui ont décidé de devenir luxembourgeoises, mais dont la loi du pays d'origine interdit toute renonciation à leur nationalité pour quelles raisons que ce soit. Le projet de loi sous examen entérine de ce fait davantage une situation de fait qu'il n'en crée une nouvelle.

De nombreuses personnes qui ont quitté leur pays d'origine pour immigrer ailleurs, peuvent, après avoir vécu pendant de nombreuses années dans leur pays d'accueil, se sentir profondément binationales. Elles se sentent d'ici et d'ailleurs et éprouvent le besoin de garder, à travers leur nationalité d'origine, des liens avec le pays et la culture de leurs ancêtres, tout en voulant exprimer leur allégeance à leur pays d'accueil en adoptant la nationalité de celui-ci. Le projet de loi sous rubrique tient compte de cette réalité sociologique en acceptant la naturalisation non conditionnée par la perte obligatoire de la nationalité d'origine.

Ce faisant, le projet de loi reflète le changement de mentalités opéré en matière de nationalité. Si autant de pays ont fini par admettre le principe de la double nationalité, c'est parce que la juxtaposition de nationalités apparaît de plus en plus comme un procédé juridique recelant maintes potentialités. Les États d'immigration ont surtout compris quels intérêts étatiques ils pouvaient tirer de cette évolution. La binationalité contribue à l'intégration des étrangers dans leur milieu de vie.

À défaut de nationalité acquise par la voie du droit du sol, le Luxembourg accusera une population étrangère de plus en plus nombreuse. À moins de prendre des mesures ciblées pour accroître la population de nationalité luxembourgeoise, il y aura à terme davantage de résidents de nationalité étrangère que de Luxembourgeois au Grand-Duché. Une telle situation recèle de nombreux dangers et risque de mettre en question la paix sociale de notre pays qui a contribué au développement économique de ce dernier. Dans ce contexte, il est inconcevable qu'une minorité puisse exercer le pouvoir politique actif et passif et puisse imposer ses décisions à une majorité sans voix au chapitre.

La double nationalité apparaît, dans ce contexte, comme le meilleur gage de la cohésion sociale. Elle permet d'atténuer le décalage qui existe de nos jours entre la contribution des étrangers au développement économique du pays et leur rôle au niveau des instances politiques et des rouages étatiques.

Finalement, la double nationalité ou la nationalité multiple profite également aux Luxembourgeois et notamment aux Luxembourgeois d'origine immigrés à l'étranger, et qui ont dû abandonner la nationalité luxembourgeoise pour acquérir la nationalité de leur pays d'accueil. Grâce au principe de la double nationalité, ils peuvent, selon le principe de la réciprocité, recouvrer leur nationalité luxembourgeoise tout en gardant leur autre nationalité.

2.2. L'allongement de la durée de résidence

Le projet de loi sous rubrique prévoit de porter la durée de résidence obligatoire au Grand-Duché de Luxembourg pour pouvoir acquérir la nationalité luxembourgeoise, qui est actuellement de cinq ans, à sept ans.

La durée de sept ans résulte d'un compromis découlant de l'avant-projet de loi du Ministère de la Justice qui prévoyait un régime dualiste comportant des durées de résidence différentes - 5 et 10 ans - selon que la nationalité luxembourgeoise était acquise en renonçant à la nationalité d'origine ou, au contraire, en maintenant cette dernière.

Lors du dépôt du présent projet de loi, le Ministère de la Justice a tenu compte des critiques et remarques soulevées par la mise en place projetée d'un système dualiste. Ce faisant, un seul texte de loi fut élaboré devant régler toutes les questions relatives à la nationalité. Il fut néanmoins convenu de relever la durée de résidence obligatoire pour pouvoir acquérir la nationalité luxembourgeoise.

De l'avis de la majorité de la Commission juridique, ce relèvement de la durée de résidence s'explique par la volonté du législateur de s'assurer que les étrangers qui entendent acquérir la nationalité luxembourgeoise désirent vraiment devenir luxembourgeois. Ce renforcement constitue en quelque sorte le contrepoids de l'abandon de la condition de renonciation ou de perte de la nationalité d'origine. À partir du moment où l'on admet qu'une personne puisse avoir plusieurs nationalités, il est nécessaire, voire indispensable de vérifier que les motifs pour lesquels elle souhaite un cumul de nationalités soient dignes de respect et n'entravent nullement son intégration réelle dans la société luxembourgeoise. L'abandon ou la perte de la nationalité d'origine consécutive à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise suppose une plus grande volonté d'intégration dans le chef de l'étranger que la possibilité de posséder à côté de sa nationalité d'origine la nationalité de son pays d'accueil. Dans cette hypothèse, il ne fait aucun doute pour la majorité de la Commission juridique que les conditions à la base desquelles les autorités compétentes sont amenées à apprécier le degré d'intégration de l'étranger doivent être renforcées.

Par ailleurs, quand bien même la durée obligatoire de résidence est augmentée de deux années, il n'en demeure pas moins qu'une durée de résidence de sept ans reste, de l'avis de la majorité de la Commission juridique, tout à fait acceptable. Dans ce contexte, il échet de noter encore que dans l'immense majorité des cas, les personnes entament les démarches pour changer de nationalité après de longues et mûres réflexions. Le délai de sept ans prend ce fait en considération. In fine, il échet encore de relever que la simplification des procédures par rapport au régime actuel de la naturalisation permettra de garantir que la durée totale de la procédure demeure raisonnable.

2.3. Les conditions linguistiques précisées

La loi du 24 juillet 2001, qui a adapté la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, exige de l'étranger qui souhaite acquérir la qualité de Luxembourgeois qu'il justifie d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et au moins d'une connaissance de base de la langue luxembourgeoise, appuyée par des certificats ou documents officiels.

Le présent projet de loi reprend les exigences relatives à la connaissance d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 et précise le niveau à atteindre en ce qui concerne les connaissances de base du luxembourgeois. Il soumet également les demandeurs à une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée.

En précisant les critères de connaissance de la langue luxembourgeoise et en prévoyant une épreuve d'évaluation, le projet de loi sous rubrique soumet tous les candidats à la nationalité luxembourgeoise à des critères précis et objectifs. En effet, les critères linguistiques actuels sont relativement flous et peuvent partant donner lieu à toute sorte d'interprétation. Il s'ensuit que la mise en œuvre de ces critères est trop subjective.

De l'avis du Gouvernement et de la majorité de la Commission juridique, le niveau de compétence à atteindre est celui du niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues pour la compréhension de l'oral et du niveau A2 du même cadre pour l'expression orale. Ces niveaux ont été fixés, en tenant compte du fait que l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise suppose que les étrangers soient capables de suivre une émission à la radio ou à la télévision en luxembourgeois, qu'ils soient à même de s'exprimer de manière générale sur leur vie quotidienne, sur leur travail, leur vie familiale et leurs loisirs. Il est rappelé dans ce contexte que les connaissances en luxembourgeois se rapportent uniquement à la langue luxembourgeoise parlée. Il en est de même du test d'évaluation qui a pour objectif de vérifier si une personne est à même de comprendre le luxembourgeois et si elle est capable de s'exprimer en luxembourgeois.

Au-delà du fait que les Luxembourgeois se définissent entre autres à travers leur langue maternelle, contraindre les candidats à la nationalité luxembourgeoise à parler et à comprendre tant soit peu la langue du pays fait preuve de bon sens et de logique. Il faut bien un élément qui réunisse des populations d'origines disparates. Il serait également surprenant qu'une personne puisse acquérir la nationalité luxembourgeoise sans de réelles connaissances de la langue luxembourgeoise, alors que les débats de la vie politique se déroulent principalement en luxembourgeois. La participation à la vie politique luxembourgeoise ne serait dans cette hypothèse pas entière, puisque cette personne risquerait de ne rien comprendre aux débats politiques.

En exigeant des connaissances de luxembourgeois pour les candidats à la nationalité, notre pays ne fait que suivre la tendance de la majorité des États qui exigent de leurs futurs ressortissants qu'ils comprennent et parlent leur langue nationale ou officielle. Certains pays vont jusqu'à exiger des connaissances linguistiques précises attestées par des certificats ou autres attestations pour obtenir une simple carte de séjour.

À noter dans ce contexte que M. le Ministre du Travail et de l'Emploi vient de déposer un projet de loi[3] ayant pour objet d'introduire un congé linguistique dont pourront bénéficier les candidats à la nationalité luxembourgeoise, afin d'apprendre ou de parfaire leurs connaissances en luxembourgeois, alors que la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a déposé un projet de loi[4] destiné à mettre en place un Institut national des langues, qui remplace l'actuel Centre des langues. Cet établissement est appelé à jouer un rôle de premier ordre en tant qu'organe d'enseignement de la langue luxembourgeoise et de certification pour les diplômes et certificats réglementés de la langue luxembourgeoise. Ces différents projets de loi sont destinés à organiser et faciliter l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

2.4. L'obligation de suivre un cours d'instruction civique

Le projet de loi soumet l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise à l'obligation pour l'étranger de suivre au moins trois cours d'instruction civique dont un doit obligatoirement porter sur les institutions luxembourgeoises et un autre sur les droits fondamentaux. Il s'agit de familiariser les étrangers avec les principaux rouages institutionnels de notre pays, ainsi qu'avec les principes fondamentaux sur lesquels est fondée la société luxembourgeoise. Il convient de noter que si la participation à ces cours est obligatoire, ces cours ne seront, en revanche, pas sanctionnés par un examen.

2.5. L'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par un enfant mineur né de parent(s) étranger(s) de deuxième génération

Le projet de loi sous rubrique innove en ce qu'il réintroduit un élément de «jus soli» en droit positif luxembourgeois. Un enfant né au Grand-Duché de Luxembourg de parents non luxembourgeois, dont un des parents est né sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg est luxembourgeois. Ce point a été introduit dans le texte via amendements parlementaires.

2.6. Le cas particulier des étrangers disposant d'une autorisation de séjour d'avant le 31 décembre 1984

Si les étrangers qui désirent acquérir la nationalité luxembourgeoise sont en principe soumis à des conditions linguistiques et à l'obligation de suivre des cours d'instruction civique, le projet de loi a prévu une exception pour les étrangers disposant d'une autorisation de séjour au Grand-Duché avant le 31 décembre 1984 et qui séjournent depuis au moins cette date sur le territoire luxembourgeois. Ces personnes n'ont besoin ni de se soumettre à une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise ni de suivre des cours d'instruction civique. Ces personnes sont arrivées à une époque où le luxembourgeois n'avait pas encore son statut de langue nationale, acquis uniquement en 1984. Il ne serait dès lors pas juste d'exiger de ces personnes qu'elles sachent s'exprimer en luxembourgeois si elles souhaitent acquérir la qualité de Luxembourgeois.

Par ailleurs, à l'époque si une offre en cours luxembourgeois existait déjà, elle était loin d'être aussi bien organisée, diversifiée et flexible qu'aujourd'hui. Il s'ensuit que pour des générations d'étrangers, les conditions matérielles pour apprendre le luxembourgeois étaient bien plus difficiles que celles pour les étrangers d'aujourd'hui.

2.7. Une procédure d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise unique de nature administrative

Il existe actuellement deux modes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. La qualité de Luxembourgeois peut s'acquérir soit par la procédure de l'option, qui vise en premier lieu les enfants nés au Luxembourg de parents étrangers ou ceux nés à l'étranger dont les parents ont eu la qualité de Luxembourgeois d'origine et qui peuvent choisir à partir de la majorité de devenir luxembourgeois, soit par la naturalisation qui concerne a priori les étrangers venus s'installer au Luxembourg à l'âge adulte et qui souhaitent acquérir après un certain laps de temps la nationalité luxembourgeoise.

Conformément à la loi modifiée du 22 février 1968 actuellement en vigueur, il appartient à la Chambre des Députés d'adopter ou non la demande en naturalisation. En d'autres termes, il revient aux députés d'accorder la nationalité luxembourgeoise, du moins dans le cadre d'une naturalisation. Les déclarations d'option sont soumises, quant à elles, à l'agrément du Ministre de la Justice.

Le projet de loi sous rubrique ne prévoit plus qu'un seul mode d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, à savoir la naturalisation qui est accordée exclusivement par le pouvoir exécutif c'est-à-dire le Ministre de la Justice.

Comme toute décision administrative, l'arrêté ministériel portant refus de la demande en naturalisation ou de recouvrement, de même que celui prononçant la déchéance de la qualité de Luxembourgeois, peut faire l'objet d'un recours devant les juridictions administratives. Il s'agit assurément, à côté de l'introduction du principe de la double nationalité en droit luxembourgeois, de l'innovation la plus importante du projet de loi sous examen.

Ainsi, on passe du droit de la nationalité à un droit à la nationalité soumis à un contrôle de légalité par des juges indépendants. Il s'ensuit que la procédure devient beaucoup plus transparente renforçant de ce fait les mécanismes démocratiques.

1) Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg», rapport présenté au Gouvernement luxembourgeois par les professeurs Francis Delpérée et Michel Verwilghen en 2004.

2) Le droit du sol, qui repose sur la logique selon laquelle une personne née sur un territoire donné adopte la nationalité de ce territoire quelle que soit la nationalité de ses parents, fut déjà inscrit dans la loi sur la nationalité luxembourgeoise pendant la période allant de 1878 à 1934.

3) doc. parl. 5886

4) doc. parl. 5884

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

18.10.2006	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
06.12.2006	Présentation du projet de loi (suite)
14.12.2006	Examen du projet de loi
17.01.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
16.02.2007	Examen et adoption d'amendements parlementaires
01.03.2007	Continuation de l'examen et de l'adoption d'amendements parlementaires
14.03.2007	
19.03.2008	Échange de vues sur les connaissances linguistiques requises
23.04.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.06.2008	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement visant à insérer un nouvel article 12 dans le texte de loi proposé
02.07.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.07.2008	Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2008

Pacte logement

5696 - Projet de loi portant:

1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie,

3. modification

a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs;

b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier;

c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé „Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall";

e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation;

f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal

et le développement urbain;

g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le présent projet poursuit principalement deux objectifs, l'un à court terme et l'autre à moyen et à long terme.

À court terme, le projet vise à augmenter l'offre de logements et de terrains à bâtir avec comme conséquence une stabilisation voire une réduction du coût de l'habitat.

À moyen et à long terme, l'objectif du projet consiste à doter les instances publiques de réserves foncières leur permettant d'intervenir sur le marché du foncier en cas d'offre insuffisante afin d'éviter une flambée des prix à laquelle nous assistons aujourd'hui. Pour atteindre ces objectifs, le projet de loi propose une série de mesures dont les unes sont plutôt de nature à encourager l'offre sur le marché immobilier, tandis que les autres ont un caractère plutôt dissuasif à la rétention d'immeubles dans un but spéculatif.

Mesures incitant les communes à se développer

La participation des communes au développement du logement est cruciale pour garantir une politique dynamique de l'habitat. Le pacte logement que le Gouvernement se propose de conclure avec les communes constitue l'axe central du projet de loi. Il implique, d'une part, pour les communes de viser par la création de nouveaux logements une augmentation de leur population au-delà d'une croissance normale tout en respectant certaines conditions dans le développement de leur territoire, et, d'autre part, pour le Gouvernement de participer au financement des équipements s'imposant par cet accroissement moyennant paiement d'une contribution par habitant dépassant la croissance normale.

Par ailleurs, le projet de loi propose de relever de 40% à 50% la contribution de l'État à l'acquisition de terrains par les communes destinés à la construction de logements sur base d'un contrat d'emphytéose ou de droit de superficie. Cette contribution restera entièrement acquise à la commune même en cas de lotissement des terrains par un promoteur privé.

Mesures favorisant la création de réserves foncières par les instances publiques

Afin de mettre les instances publiques en mesure de se constituer des réserves foncières leur permettant d'agir en cas de besoin sur l'offre du marché foncier, le projet prévoit un droit de préemption au profit de l'État, des communes et du Fonds de logement. Ce droit n'est pas général, mais est limité par pouvoir préemptant à des terrains se trouvant dans des zones bien déterminées. Notons que le droit de préemption des instances publiques s'exerce au prix du marché, c'est-à-dire au prix auquel le vendeur aurait réussi à céder son terrain à un particulier.

Une autre mesure qui devrait encourager les particuliers à céder leurs terrains à un acquéreur public consiste en l'exemption fiscale de la plus-value et du bénéfice de spéculation réalisés sur cette cession si elle s'effectue au profit d'un acquéreur public. Cette mesure devrait permettre aux pouvoirs publics de se constituer des réserves foncières à un prix inférieur au prix du marché puisque l'exemption fiscale permet au vendeur une plus grande marge sur le prix de vente réellement touché.

Mesures devant contribuer à réduire le prix des logements

Les précisions apportées à la législation sur le bail emphytéotique et le droit de superficie devraient inciter les particuliers à avoir à l'avenir plus souvent recours à ces instruments lors de l'acquisition d'un logement. L'emphytéose et le droit de superficie permettent de neutraliser en quelque sorte le prix du terrain ce qui devrait contribuer à réduire sensiblement la valeur actuelle du logement à acquérir.

L'obligation pour le promoteur d'un lotissement dépassant 1 ha de réserver 10% de la surface au logement à coût modéré ne devrait pas seulement assurer une certaine mixité sociale de la population locale, mais également contribuer à un accroissement substantiel de l'offre de logements de cette catégorie permettant à davantage de personnes à revenu modeste d'accéder à la propriété d'un logement.

Une des mesures imposées par le pacte logement aux communes devrait résider dans l'obligation d'une utilisation plus rationnelle du foncier avec pour conséquence une réduction du coût des constructions.

Mesures devant avoir une incidence directe sur l'offre d'immeubles

Les taxes spécifiques pouvant grever les immeubles bâtis non affectés au logement et les terrains à construire laissés en friche pour des raisons de spéculation, ont pour objectif d'amener leurs propriétaires à offrir ces immeubles sur le marché immobilier. Il en est de même de la taxe obligatoire de non-affectation à la construction des terrains viabilisés.

L'actualisation de l'impôt foncier devrait également constituer un élément encourageant les propriétaires de terrains à bâtir de faire fructifier leur patrimoine en le vendant ou en y construisant un immeuble plutôt que de le laisser en friche et improductif.

L'objectif du présent projet n'est pas d'amener une réforme en profondeur de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain en vue de simplifier les mesures et de raccourcir les procédures de réalisa-

tion de PAG et de PAP. Tel sera l'objet d'un projet de loi à part en préparation par le Ministre de l'Intérieur. En attendant cette réforme, le présent projet prévoit quelques mesures ponctuelles raccourcissant la procédure d'obtention d'un PAP ce qui devrait avoir une influence directe sur le volume d'offre de terrains à construire et par conséquent le prix du foncier.
Le projet prévoit encore quelques adaptations des législations sur l'aménagement communal, sur l'aide au logement ainsi que sur le bail à loyer qui constituent plutôt des modifications formelles aux textes actuels que des mesures destinées à promouvoir la politique du logement du Gouvernement.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement le 08.03.2007

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Norbert Haupert):

22.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.04.2007	Examen du projet de loi
09.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
24.05.2007	Examen des dispositions suivantes: - Chapitre 1er du Titre 4: de la taxe communale spécifique sur certains immeubles (art. 15-29) - modification de la loi concernant l'aide au logement (art. 32)
06.06.2007	Examen des mesures fiscales avec le Directeur de l'Administration des Contributions directes
14.06.2007	Examen de propositions d'amendements en vue de leur adoption
	Examen des avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce
20.06.2007	Examen des dispositions portant modification de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain (art. 33)
28.06.2007	Examen des avis
05.07.2007	Continuation de l'examen des avis
	Examen de propositions d'amendements en vue de leur adoption
08.10.2007	Examen et adoption de propositions d'amendements
20.12.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.01.2008	
17.01.2008	Examen et adoption de propositions d'amendements élaborées suite à l'avis du Conseil d'État
26.02.2008	Présentation et examen d'une ébauche de rapport
20.03.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.04.2008	Examen et adoption de propositions d'amendements
	Examen et adoption d'un projet de rapport
20.05.2008	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption du rapport définitif

Premier vote constitutionnel: 11.06.2008

Second vote constitutionnel: 15.10.2008

Aviation civile

5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

La Convention relative à l'Aviation internationale civile, connue aussi sous le nom de Convention de Chicago, signée le 7 décembre 1944 à Chicago, a instauré l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), une agence spécialisée des Nations Unies chargée de la coordination et de la réglementation du transport aérien international. La convention établit les règles de l'air, de l'immatriculation des aéronefs et de la sécurité. Elle précise par ailleurs les droits et devoirs des pays signataires en matière de transport aérien international. Par la loi du 25 mars 1948, le Luxembourg a adhéré à la Convention de Chicago et instauré le registre des immatriculations en conformité avec cette convention.

L'hypothèque aérienne comme droit de gage sans transfert de possession a été consacrée par la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronef signée à Genève, le 19 juin 1948. Cette convention a été approuvée par le législateur luxembourgeois en vertu de la loi du 4 août 1975.

La loi du 19 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef a ancré l'hypothèque aérienne dans la législation luxembourgeoise et a mis à la disposition des entreprises luxembourgeoises de transports aériens l'instrument indispensable pour assurer le financement d'appareils très coûteux.

L'hypothèque aérienne offre une garantie comparable à l'hypothèque immobilière. Elle a la même nature que l'hypothèque fluviale introduite dans la législation luxembourgeoise par la loi du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure. Elle s'en différencie toutefois par certains détails, étant donné qu'il faut tenir compte non seulement de la mobilité plus grande d'un aéronef par rapport à un bateau de navigation intérieure, mais également des textes internationaux en la matière.

La Convention du Cap et le Protocole aéronautique ont été adoptés le 16 novembre 2001 sous les auspices conjoints de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) et de l'OACI. Ces instruments sont entrés en vigueur le 1er mars 2006 et comptent aujourd'hui une vingtaine d'États contractants. La Chambre des Députés a approuvé la Convention et le Protocole aéronautique en date du 24 avril 2008.

L'objectif de la Convention est de garantir aux prêteurs impliqués dans une opération de financement d'un bien aéronautique la continuité d'exploitation du bien financé et des flux de revenus sur lesquels repose l'équilibre de l'opération. À cet effet, la Convention pose les règles pour la constitution et l'inscription d'une garantie internationale sur le bien financé alors qu'actuellement le régime de l'hypothèque aérienne est purement national et donc différent d'un État à l'autre. La Convention permet une unification du régime de l'hypothèque aérienne alors que la Convention de Genève permet uniquement la reconnaissance des hypothèques entre États contractants et ne se prononce pas quant à l'exécution de ces hypothèques.

Le principe cardinal de la Convention et du Protocole est celui de l'autonomie des parties. La Convention et le Protocole forment un cadre juridique dans lequel les parties à l'opération de financement anticipent clairement l'hypothèse d'une défaillance du débiteur. Celui-ci a normalement consenti, dès l'octroi du crédit, aux mesures susceptibles d'être exercées par le titulaire de la garantie internationale en cas de défaillance.

En cas de défaillance du débiteur, la Convention autorise le titulaire d'une garantie internationale inscrite à reprendre rapidement le contrôle du bien financé. À cet effet, elle oblige les autorités de l'État contractant à fournir rapidement coopération et assistance au créancier dans la mise en œuvre des mesures qui s'imposent, dans les limites bien sûr du respect des dispositions internationales applicables en matière de sécurité aérienne.

La Convention du Cap et le Protocole aéronautique, en facilitant à la fois la mobilité de l'investissement dans l'aviation civile et la reprise rapide du bien aéronautique par le créancier titulaire d'une garantie internationale en cas de défaillance du débiteur, entend établir un meilleur équilibre entre les intérêts des fournisseurs de crédits, d'une part, et ceux des compagnies aériennes, d'autre part, qui pourront profiter le cas échéant d'économies substantielles dans l'acquisition d'aéronefs nécessaires à l'exploitation de leur entreprise.

Un Protocole ferroviaire à la Convention du Cap a été négocié et adopté au Luxembourg en février 2007. Le registre international y prévu sera établi au Luxembourg.

Objet du projet de loi

L'adhésion du Luxembourg à la Convention du Cap implique des modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef. La loi révisée couvrira désormais trois régimes qui coexistent dans un même texte législatif et peuvent même, dans certains cas, s'appliquer simultanément. Le projet de loi introduit la notion de „bien aéronautique", la notion de registre international et une obligation d'assistance de l'État luxembourgeois quant à l'exécution des mesures prévues par la Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

20.03.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.04.2008	Adoption d'une série d'amendements
10.06.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement
03.07.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2008

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 2

Mercredi, 15 octobre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch, Vice-Présidents; Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

1. Ordre du jour
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Question urgente N°2897 de M. Claude Adam relative aux dégâts apparus lors des projets de rénovation de l'îlot A
- *M. Claude Adam - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

4. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution
- *Second vote constitutionnel*
- *M. Paul-Henri Meyers (rapporteur)*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry*
- *Second vote constitutionnel*

5. 5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution
- *Second vote constitutionnel*
- *Second vote constitutionnel*

6. 5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant
- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise
- *Rapport de la Commission juridique: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Patrick Santer (à qui M. Xavier Bettel pose une question), Mme Colette Flesch (déposant 2 amendements), Mme Lydie Err (déposant une motion), M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling (déposant une motion), M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions 1 (adoptée) et 2 (déclarée irrecevable)*

8. 5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Second vote constitutionnel
- *M. Norbert Haupert (rapporteur)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Vera Spautz, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (à qui M. Xavier Bettel pose une question)*
- *Second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Här Minister Wiseler?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Neen, Här President.

1. Ordre du jour

M. le Président.- Wat eisen Ordre du jour ubelaangt: De Moien huet d'Commission juridique déi lescht Naturalisatiounen aviséiert, déi nach nom ale System vun der Chamber mussen ugeholl ginn. Ech froen d'Chamber, ob se domat averstanen ass, dass mer déi muer op den Ordre du jour setzen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008

5902 - Projet de loi - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.07.2008

5903 - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE, b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants, c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

5904 - Projet de loi portant modification - de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats - du Code du Travail - de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État - de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et - de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 15.07.2008

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008

5906 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, - l'article 179 du Code d'instruction criminelle et - l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

5908 - Projet de loi ayant pour objet de lutter contre les mariages et partenariats forcés ou de complaisance ainsi que de modifier et compléter certaines dispositions: - du Code civil - du Nouveau Code de procédure civile - du Code pénal

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.08.2008

5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 01.09.2008

5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.09.2008

5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.09.2008

5913 - Projet de loi - portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: - la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, - la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, - la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), - la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, - la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.09.2008

5914 - Projet de loi ayant pour objet de modifier l'âge légal du mariage et les dispositions y afférentes, ainsi que d'abroger les délais de viduité et de compléter certaines dispositions du Code civil

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances, le 11.09.2008

5915 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles en Azerbaïdjan

Dépôt, à la demande de Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 12.09.2008

5916 - Projet de loi relative à l'élargissement des compétences des agents municipaux et portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988, du Code pénal et des dispositions législatives concernant les gardes champêtres

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.09.2008

5917 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 17.09.2008

5918 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 18 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne (EUFOR Tchad/RCA) en soutien de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINURCAT)

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 17.09.2008

5919 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 17.09.2008

5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

5921 - Projet de loi ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

5922 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt, à la demande de Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 22.09.2008

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.09.2008

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

5924 - Projet de loi portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 01.10.2008

5925 - Projet de loi portant modification: 1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, et 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 02.10.2008

5926 - Projet de règlement grand-ducal 1. relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques artificiels et au rayonnement solaire) 2. portant modification du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine de travail

Dépôt, à la demande de Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 02.10.2008

5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord»

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2008

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève le 27 octobre 1994

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.10.2008

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève le 2 juillet 1999

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.10.2008

5931 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail

Dépôt, à la demande de Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 08.10.2008

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008

Mir hunn eng Question urgente gehat vum honorabelen Här Adam iwwert d'Schied, déi während der Renovatioun vum Îlot A agetruede sinn. D'Regierung huet sech bereet erkläert, direkt op déi Fro ze äntwerten. Dofir kann den Här Adam déi elo virdroen an den Här Wiseler äntwert direkt drop.

3. Question urgente N°2897 de M. Claude Adam relative aux dégâts apparus lors des projets de rénovation de l'îlot A

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir hutt et scho gesot, am Kader vun de Renovatiounsprojete sinn um Îlot A Bauaarbechten u verschiddene Bauwierker, déi an der rue Wiltheim situéiert sinn an wou d'Section des Arts décoratifs Arts & traditions populaires vum Musée national d'histoire et d'art ënnerbruecht sinn.

Do si scho länger Zäit Aarbechten amgaang a mengen Informatiounen no ass et an der Lescht do zu seriöe Schied komm. Et gesäit aus wéi wann do verschidde Saache géifen zesummefalen. D'Sécherheet wier net méi assuréiert an et wier och souguer dervu geschwat ginn, fir mussen d'Lokaler ze evakuéieren.

An deem Kontext wollt ech wëssen, Här Minister: Kënnt Der mer déi Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi grouss sinn déi Schied? Wat ass d'Envergure vun deene Schied? Wéi eng Moossname sinn do virgesinn, fir dat doten erëm an d'Rei ze setzen? Gëtt et ee Schëllegen, a wa jo, wéi eng Konsequenzen huet dat doten?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Bauteminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech kann dem Här Adam seng Ausso zum Deel confirméieren. Den Här Adam huet Recht, wann hie seet, datt an der leschter Woch eng Rei Problemer opgedaucht sinn an den Haiser 8 bis 12 vun der rue Wiltheim. Dat ass a sech d'Annex vum Musée, net dat neit Gebai, mä déi eeler Haiser, déi vis-à-vis sinn.

Ëm wat fir eng Problemer handelt et sech? Nodeem datt d'Personal Vibratiounen am Haus festgestallt huet, ass eng Kontroll do gemaach ginn. Et ass festgestallt ginn, datt am Keller aus dem Gewëllef Speis an e puer kleng Steng erausgefall waren, datt e puer Käfferen aus der aler Charpente vermuuscht sinn. Déi Charpente ass awer elo schonn zu engem ganz groussen Deel frësch gemaach ginn, esou datt et keng Stabilitéitsproblemer duerstellt. An e puer hëlze Puttere si gerass. Och dat stellt awer kee Problem duer, well d'Bëtonsdallë schonn op deene Plazen nei agezu waren.

Souwuel de Fonds de Rénovation de la Vieille Ville wéi d'Administration des Bâtiments publics ware sur place, fir sech dat unzekucken. D'lescht Woch ass och op Recommandatioun oder op Avis vun de Bâtiments publics déi Sektioun vum Musée, déi direkt hei betraff war, direkt e Freideg och zougemaach ginn. Dat, well mer e Freideg den Owend d'Nuit des musées haten a well mer alleguer wollte sécher sinn, datt net dee mindeste Risque do wär.

Et handelt sech also hei ëm d'Section des Arts décoratifs Arts & traditions populaires vum Musée, dat wat een am lëtzebuergesche Volleksgebrauch „Folklorsektioun" nennt, déi also momentan net op ass. Dat huet awer keng Influenz op de Fonctionnement vum Rescht vum Musée. E groussen Deel vun de Saachen, déi sech an där Sektioun befonnt hunn, sinn och an der Zwëschenzäit schonn do ewechgeholl ginn.

De Fonds de Rénovation de la Vieille Ville huet direkt en Ingenieursbüro op deen Dossier gesat, fir ze kucken, wat dann elo déi reell Problemer effektiv si respektiv ob eng Gefor do existéiert. Et sinn eng Rei Témoinen, déi gesat ginn. D'Observatioune wäerten an deenen nächsten eng bis zwou Woche gemaach ginn, esou datt mer déi éischt Resultater wäerte spéitstens a 14 Deeg hunn.

Op Basis vun där éischter Analys stellt sech eraus, datt wahrscheinlech keng gréisser Problemer do sinn, mä ech sinn awer ëmmer virsiichteg mat deenen Aussoen. Dofir wäert och déi Sektioun zoubleiwen, bis mer déi definitiv Resultater hunn. Dann décidéiere mer eréischt, ob se opgemaach gëtt oder ob se net erëm opgemaach gëtt.

Do, wou den Här Adam net Recht huet mat senger Ausso, dat ass, datt et sech baséiert op Aarbechten, déi momentan géife gemaach ginn an deem Quartier, well keng Aarbechte säit zwee, dräi Joer an deem Quartier do gemaach ginn. Déi Relatioun, déi ee kann - vläicht, wann ee wëllt - maachen, dat sinn Aarbechten, déi virun zwee, dräi Joer am Quartier gemaach gi sinn, wéi den Îlot A respektiv de Conseil d'État frësch gemaach ginn ass.

Wat awer elo d'Grënn vun deene Problemer hei sinn, ass momentan net festzestellen: Handelt et sech ëm eng direkt Relatioun zwëschent deem Chantier vu virun zwee, dräi Joer? Handelt et sech ëm eng Surcharge op deenen eenzelne Stäck? Oder ass et en anere Grond? Dat kënne mer momentan net soen. D'Analys wäert dat feststellen. An d'Analys, déi mer dann an enger, zwou Woche kréien, wäert eis och soen, wat fir eng Aarbechte mussen do gemaach ginn, wann der musse gemaach ginn, a wéini mer erëm kënnen opmaachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Second vote constitutionnel iwwert d'Proposition de révision vum Artikel 10 vun der Verfassung. Den 30. Abrëll hat d'Chamber eng éischte Kéier heiriwwer ofgestëmmt. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an datt de Vote par procuration hei net erlaabt ass.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Propositioun ergräifen?

Den honorabelen Här Meyers, wann ech gelift.

4. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution - Second vote constitutionnel

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi de President dat elo gesot huet, huet d'Chamber den 30. Abrëll vun dësem Joer an engem éischte Vote eestëmmeg d'Revisioun vun den Artikelen 9 an 10 vun der Verfassung ugeholl. Haut soll also d'Chamber deen zweete Vote virhuelen, esou wéi dat am Artikel 114 vun eiser Verfassung virgesinn ass.

Här President, ech kommen net méi op de Fong vun der Diskussioun zréck. Fir just ze rappeléieren: Déi wesentlech Ännerung vun den Artikelen 9 an 10 vun der Verfassung besteet doranner, dass an Zukunft déi Lëtzebuerger Nationalitéit bei der Naturalisatioun net méi duerch eng Entscheedung vun der Chamber, dat heescht duerch e Gesetz, mä duerch eng administrativ Entscheedung vum zoustännege Minister geholl gëtt.

D'Verfassungsännerung vun den Artikelen 9 an 10 ass dofir eng Viraussetzung fir de Vote vun deem neien Nationalitéitegesetz, wat mer haut de Mëtteg solle stëmmen. D'Revisioun vun den Artikelen 9 an 10 vun der Verfassung an d'Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit stelle juristesch gesinn am Fong geholl eng Eenheet duer a mussen dofir zesummen a Kraaft trieden, fir ze vermeiden, dass ee juristesche Vide géif entstoen tëschent dem Vote vun der Verfassungsännerung an dem Akraafttriede vum Nationalitéitegesetz.

De Statsrot huet op déi Problemer higewisen. Den Artikel 4 vum Nationalitéitegesetz gesäit vir, dass dat Gesetz den éischten Dag vum drëtte Mount nom Veröffentlechen am Mémorial a Kraaft trëtt. Wann also den Text haut gestëmmt gëtt, an e kann dëse Mount am Mémorial veröffentlecht ginn, da wier dat den 1. Januar 2009.

Wann d'Verfassungsännerung vun den Artikelen 9 an 10 haut an deem zweete Vote ugeholl gëtt, da kann awer no der Promulgatioun an der Sanktioun vun deenen Ännerungen duerch de Grand-Duc d'Verfassungsännerung selwer eréischt Enn Dezember am Mémorial veröffentlecht ginn, well do d'Akraafttrieden dräi Deeg no der Publikatioun stattfënnt.

Ech wollt hei op déi Situatioun opmierksam maachen, fir ze vermeiden, dass dat géif antrieden, wat de Conseil d'État a sengem Avis och opgeworf huet. Fir de Rescht géif ech awer d'Chamber bieden, an deem zweete Vote deene Verfassungsännerunge vum Artikel 9 an 10 hir Zoustëmmung ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi honorabel Madame Flesch huet d'Wuert nach gefrot. Madame Flesch, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, zu den Texter vun der Ännerung vun der Verfassung ass näischt méi ze soen. Dat ass alles gesot gi bei der leschter Diskussioun den 30. Abrëll. Mä ech wéilt op dat insistéieren, wat den Här Meyers elo just virgedroen huet.

Wa mer wëllen, dass mer net ouni Base juridique si bei den Naturalisatiounen - an et sinn nach eng ganz Partie Naturalisatiounen an der Pipeline -, wa mer also wëllen, kënne mer déi Naturalisatiounen nach duerchexercéieren an deene Leit entgéintkommen, déi hir Demandë gemaach hunn, déi hiren Dossier zesummegestallt hu virum Enn vum Joer, dann däerf déi Modifikatioun vun der Constitutioun, déi elo gestëmmt gëtt bei den Artikelen 9 an 10, net publizéiert gi bis Enn Dezember. Soss fale mer an e Vide juridique an da kënne mer dat net méi maachen, well

dat neit Gesetz nach net gëllt, a well mer dann d'Base juridique verluer hätten, fir no deem ale Gesetz ze operéieren.

Also mäi Plädoyer a meng Demande un d'Regierung ass, wa mer d'Nationalitéitegesetz duerno gestëmmt hunn, soll een dat publizéieren esou séier wéi méiglech, fir dass et kann „le premier jour du troisième mois après sa publication" a Kraaft trieden, mä et soll een déi zwou Ännerungen, déi mer elo stëmmen, net am Mémorial publizéiere bis Enn Dezember, fir dass dee Problem net optaucht, deen den Här Meyers schonn opgeworf huet an deen ech elo op eng méi, wéi soll ech soen, brutal Aart a Weis duergeluecht hunn.

Dofir mäin Appel un d'Regierung, dass mer zesumme versichen - a mer haten den 30. Abrëll an der Diskussioun schonn op déi Problematik opmierksam gemaach -, eng Léisung ze fannen. Et ass just, dass mer elo dat Auermécherswierk mussen duerchzéien, dass et ons erlaabt, nach déi Demanden ze traitéieren, déi souzesoe fäerdeg sinn, dass mer eng Base juridique dofir hunn an dass mer dann am Ufank vum nächste Joer op neie Grondlage kënnen d'Gesetz applizéieren, esou wéi et wahrscheinlech de Mëtteg gestëmmt gëtt.

Här President, Merci.

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Bodry huet d'Wuert nach gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech brauch net dat ze widderhuelen, wat meng zwee Virriedner scho gesot hunn. Mir deelen déi Appréciatioun wat den Datum an den Zäitpunkt vun der Publikatioun vun där Verfassungsreform ugeet.

Ech wëll awer nach e Wuert zum Fong soen, well déi Verfassungsreform hei - also d'Abolitioun vum Artikel 10 an d'Modifikatioun vum Artikel 9 - awer an eisen Aen de Wee elo fräi mécht fir ee vun de wesentlechen Aspekter vun der Reform iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit.

Et geet drëm, dass mer eigentlech mat enger Anomalie Schluss maachen, déi zënter laange Joren hei zu Lëtzebuerg bestanen huet, déi nach just an e puer anere Länner an Europa iwwerhaapt besteet. Dat ass déi, dass et eng souverän Décisioun vum Parlament ass, déi net ka virun de Geriichter attackéiert ginn, déi haut décidéiert, ob een iwwer Naturaliséierung d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt oder net.

Dat ass an engem Rechtsstat an eisen Aen net normal. Duerfir ass et wichteg, dass mer deen heite Schratt maachen, dass mer iwwert de Wee vun der Ännerung vun der Verfassung d'Bunn fräi maache fir eng Rechtskontroll anzeféieren, iwwer eis administrativ Geriichter, wat d'Froe vun der Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit ugeet, wou et also elo net méi eng politesch Décisioun ass am Endeffekt, déi doriwwer décidéiert, wie Lëtzebuerger gëtt a wien net, mä dass dat u sech eng administrativ Décisioun gëtt, wou onofhängeg Geriichter kënnen dat kontrolléieren.

Dat schéngt fir eis en immens wichtege Fortschrëtt ze sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Mir kommen dann zum Vote vun dëser Proposition de révision. Dir wësst, dass de Vote par procuration net erlaabt ass.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de révision 5595 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun, am Second vote constitutionnel ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5842 iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, den Här Fayot an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel.

5. 5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution - Second vote constitutionnel

Mir kommen dann zur Proposition de révision vum Artikel 9 vun der Verfassung. Hei gëllen déiselwecht Bestëmmungen. Freet heizou nach een d'Wuert?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da komme mer och hei zum Vote.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de révision 5672 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun, am Second vote constitutionnel ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

6. 5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant

- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dee Projet, iwwert dee mir elo befanne sollen, ass schonn eppes Besonneches, well iert hien iwwerhaapt hei an der Plénière zur Sprooch komm ass, hat hie scho gejéngert.

Wéi Der an de Chambersdokumenter konnt liesen, goung et bei dësem Gesetzesprojet, mat deem dee legislative Kader vun eiser Finanzplaz an eenzelne Punkte verbessert soll ginn, am Ufank ëm zwee Themekreeser mat all Kéiers zwee Voleten. Mä net méi spéit wéi d'lescht Woch koum dunn nach en drëtte Sujet derbäi. Wéinst senger Dréngleschkeet gouf deen am Schnellverfahren op den Originaltext dropgeprafft an duerch d'Instanze gejot, esou datt mir elo e Projet mat fënnef verschiddene Sujeten hunn, déi de Rapporteur an där kuerzer Zäit, déi him zur Verfügung steet, dësem héijen Haus méi no brénge wëllt, fir datt et en connaissance de cause jugéieren an décidéiere kann.

Deen éischte Volet befaasst sech mat zwee Finanzprodukter, déi längst zu de Spezialitéite vun eiser Plaz gehéieren an déi dank de Verbesserungen, déi hei virgeschloe ginn, nach e bësse méi maartgerecht a méi attraktiv gi sollen. Dorunner ännert och déi aktuell Finanzkris näischt, am Contraire.

Beim éischte Produkt geet et ëm déi sougenannte Pfandbréiwer oder Lettres de gage, déi am Gesetz vum 21. November '97 bei eis agefouert goufen an déi am Ablack vu fënnef spezialiséierte Banken hei verdriwwe ginn. Dës Pfandbréiwer zeechne sech doduerch aus, datt si besonnesch zolidd sinn, well si duerch éischtklasseg Garantien ofgedeckt sinn. Dat setzt ënner anerem och viraus, datt si net vun eisen traditionellen Universalbanken, mä vu speziellen „Banques des missions de lettres de gage" kommerzialiséiert ginn.

D'Pfandbréiwer baséieren op engem einfachen Hypothéikeprinzip, dee sengerzäit de Fritz de Groussen agefouert huet fir senge Landjunker zu Barem ze verhëllefen, andeem si hir Lännereie konnte verpfänden. Déi Buedemgebonnenheet erkläert och, firwat laang Zäit d'Pfandbréiwer nëmmen am Land selwer an net iwwert d'Grenzen ewech gehandelt konnte ginn.

Mä just déi geographesch Barrière ass mat eisem Gesetz vu '97 ewechgeraumt ginn. Domat gouf de Wee fräi gemaach fir de grenziwwerschreidende Pfandbréifhandel, mat deem sech virun allem öffentlech Kollektivitéiten, déi jo am Prinzip net kënne faillite goen, uechtert d'Welt finanzéieren.

Déi fënnef Pfandbréifbanke bei eis haten Enn Juli 35 Milliarden Euro Kreditter an hire Bicher stoen, wat engem Undeel vu 5% vun allen Engagementer vun der Plaz entsprécht. Schonn eleng dat justifiéiert wuel, datt een dat Instrument soignéiert a vun Zäit zu Zäit erëm op Héichglanz wichst.

Dat soll elo mat dësem Gesetz geschéien, dat ënner anerem niewent de Pfandbréiwer, déi entweder duerch eng öffentlech Kollektivitéit wéi Gemengen oder Regiounen oder duerch ugemiessen Hypothéiken ofgedeckt sinn, och déi Pfandbréiwer unerkennt, deenen hir Garantien aus natierlech bëtonssécher Wäertpabeiere bestinn.

Ausserdeem soll et an Zukunft méiglech sinn, och iwwer Succursalen, oder op Däitsch Niederlassungen, Pfandbréiwer uechtert d'ganz OCDE ze vermaarten, wat allerdéngs den etabléierten Instituter, déi all als S.A., dat heescht als voll Lëtzebuerger Gesellschafte bei eis fonctionnéieren, net esou richteg schmaacht. Si musse sech elo mat där neier Konkurrenz ufrënnen, déi schonns an de Startlächer steet fir de Maart vu Lëtzebuerg aus opzehuelen.

Zweete Volet vun der Produktverbesserung: d'SICARen; fir den Normalstierfleche Société d'investissement en capital à risque. Dëse Finanzvehikel, deen de Législateur viru véier Joer lancéiert huet, ass zu enger vun deene séllechen „success stories" vun der Plaz ginn.

Entre-temps si bei der CSSF iwwer 200 SICARen enregistréiert, wat beweist, datt de Maart op dëst Instrument gewaart hat an datt et eng gutt Iddi war, fir nieft deenen üblechen Investmentfongen, déi fir de Grand public geduecht an duerfir entspriechend encadréiert a reglementéiert sinn, och e Vehikel ze schafen, deen op de sougenannten Investisseur averti, also souzesoen op d'Profien ënnert den Investisseuren zougeschnidden ass.

Déi ënnerscheede sech jo doduerch vum normale Fongeclient, datt si amstand sinn, d'Risiken ofzeweien, wa se a méi gewote Fongen aklammen, an déi dofir net déiselwecht Protektioun brauchen, wéi e gewéinlechen Investisseur. Och hei ginn, genee wéi bei de Pfandbréiwer, opgrond vun der Erfahrung an der Praxis eng Rëtsch Korrekture virgeholl. Virun allem awer gëtt elo och déi Gesellschaftsform zougelooss, déi sech am beschte fir esou en Instrument eegent, nämlech d'Société en commandite simple, déi bis dohinner nëmme mat fixem an net mat variablem Kapital fonctionnéiere konnt.

Doriwwer eraus däerfe vun elo un och d'Souscriptiounsprimen an d'Gesellschaftskapital agerechent ginn, an d'SICARe kënne sech a méi Kompartimenter opsplécken, wéi dat scho laang de Fall fir hir Schwësterprodukter aus der Fongefamill ass. Dat alles soll d'SICAR nach méi attraktiv maachen an domat eiser Plaz hir Avance op d'Konkurrenz an där hir Produkter ofsécheren oder souguer nach ausbauen.

Deen zweete Reformblock vun dësem Gesetz bezitt sech op déi Institutiounen, déi eis Finanzplaz encadréieren, dat heescht engersäits d'Zentralbank an anerersäits d'Iwwerwaachungskommissioun CSSF an och den Assurancëkommissariat. Och hei geet et ëm déi eng oder aner liicht Modifikatioun, wéi zum Beispill ëm d'Upassung un déi an der Tëschenzäit festgeluechte Regele fir d'Établissements publics an un de Statut vun de Statsbeamten. Dat ass fir d'CSSF de Fall.

Et geet ëm d'Erlaabnes fir d'Zentralbank, fir periodesch hir Reserven an hiert Kapital ze integréieren, fir eventuell Participatiounen an öffentlechen oder och a privaten Entreprisen ze huelen, a souguer, an exceptionnellë Fäll, Banken, déi a Liquiditéitsschwieregkeete gerode sinn, mat Barem ënnert d'Äerm ze gräifen. Datt dat alt virkënnt, wësse mer jo säit kuerzem. A schliesslech geet et och nach ëm d'Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Iwwerwaachungsinstanzen, déi noutgedronge jo och net an hirem Eck kënnen eleng fonctionnéieren.

Méi fundamentaler Natur awer sinn déi zwou Froen, déi och mat dësem Gesetz geléist ginn, nämlech engersäits d'Kompetenzopdeelung tëschent CSSF an Zentralbank, an anerersäits d'Schafung vun enger legaler Basis fir déi Regelen, déi déi zwou Instanzen hire Schützlingen, also de Banken an anere Finanzprofien, imposéieren.

Bei der Kompetenzopdeelung ass et elo kloer, datt d'CSSF all d'Finanzacteuren, ausser den Assurancen, kontrolléiert an dofir vun deene mat allem méiglechen Zuelematerial muss gefiddert ginn. Dat ass eigentlech näischt Neies. D'Zentralbank hirersäits ass fir d'Liquiditéitsfroen, also fir d'Versuerge vun de Banke mat barem Geld zoustänneg, an ass dofir och op d'Informatiounen aus de Banken ugewisen.

Et ass net esou, wéi d'Chambre de Commerce an hirem Avis geschriwwen hat, datt d'Bankekontroll duerch déi zwou Instanzen zugläich, an zwar „sous l'égide de la Banque centrale", geschéie soll. A Wierklechkeet këmmert jiddferee sech ëm seng Missioun, och wann et gewëssen Iwwerschneidunge bei deene Missioune gëtt an dofir eng Zesummenaarbecht tëschent Zentralbank an CSSF onëmgänglech ass.

Op d'mannst esou wichteg wéi dës Clarificatioun awer ass wuel, datt mat dësem Gesetz d'Richtlinnen an d'Oploen, déi d'CSSF an d'Zentralbank de Finanzacteure maachen, elo endlech op e séchere legale Buedem gestallt ginn. Béid Ariichtunge sinn nach relativ nei am Land an hunn dofir hire Wee an de konstitutionelle Kader vun eisem Stat nach net esou richteg fonnt. Dat huet an der Vergaangenheet ëmmer erëm zu Reiwereie mam Statsrot gefouert, deen, wuel zu Recht, drop higewisen huet, datt d'Circulairen an aner Edikter vun CSSF an Zentralbank eigentlech keng gesetzlech Kraaft dierften hunn, well déi zwou Instanze méi oder wéineger ausserhalb vun der Gesetzesmaschinerie fonctionnéiere géifen.

Fir deem opzehëllefen, kréien d'Zentralbank an d'CSV...

(Interruptions)

D'CSSF, pardon!

(Hilarité)

Et wär ganz schéin, lauschtert, wat elo kënnt...

Fir deem opzehëllefen, kréien d'Zentralbank an d'CSSF elo ganz offiziell d'Recht, an hirem jeeweilege Beräich verbindlech Regelen - an Dir hutt Iech ze fréi gefreet -, verbindlech Regelen, assortéiert mat entspriechende Sanktiounen, ze imposéieren, an zwar an der Form vu Reglementer. Domat wier och déi leedlech Sträitfro vun der legaler Kompetenz vun deenen zwou Instanzen ee fir allemol geléist.

Esou wäit dat, wat urspréinglech am Text vum Projet de loi stoung a wat dann och am grousse Ganze Gnod fonnt huet, souwuel an den Ae vum Statsrot wéi an deene vun der Europäescher Zentralbank. Esou wäit déi zwee genannte Gremien nach Beanstandungen haten, gouf hinne mat dräi Amendementer zum urspréinglechen Text Rechnung gedroen. Just en zweeten Avis

vun der Europäescher Zentralbank ass net méi berücksichtegt ginn, an dat net nëmmen, well en e bësse spéit agelaf ass, mä well d'Regierung fonnt huet, hie géif fundamental Froen opwerfen, déi méi genee ënnersicht misste ginn, déi dann an zwee aner Projeten, déi souwisou an Ausaarbechtung sinn, verschafft kënne ginn.

Elo kéime mer dann zu deem Deel, deen eréischt am allerleschte Moment als fënnefte Punkt an den Text eragequëtscht gouf - duerfir feelt en och am Intitulé - an deen et nawell a sech huet. Rieds geet hei vun der Autorisatioun, mat där d'Parlament dem Trésorminister d'Dier opmécht, fir en Emprunt vun dräi Milliarden Euro ze maachen. Dat sinn ëmmerhin 120 Milliarden eiser aler Frang, oder een Drëttel vun eisem Statsbudget. Mä dee brauch eisen Trésorminister, fir d'Rettungsaktioun fir zwou vun eise gréisste Banke finanzéieren ze kënnen.

Dir wësst all heibannen, wat an de leschten Deeg a Wochen op de Finanzmäert lass war, an Dir wësst och, wat dat fir eis eege Finanzplaz bedeit huet. Zwou vun eise Lëtzebuerger Traditiounsbanke sinn, net duerch hir Schold, mä duerch déi vun hiren auslännesche Mammen, an natierlech och duerch déi verréckte Finanzkris uechtert d'Welt, an d'Rutsche geroden an hu misse vum Stat mat Milliarde gestäipt ginn.

An engem éischten Tour huet de Lëtzebuerger Stat 2,5 Milliarden Euro an d'Fortis gepompelt, déi elo net méi Fortis, mä BGL-BNP Paribas heescht, an 376 weider Millioune sinn an d'Dexia-BIL gefloss, déi einstweilen emol nach weider Dexia-BIL heescht. Domat sollen déi zwou Banken, déi opgrond vun hirem Gewiicht an eiser Ekonomie an hirer Vernetzung mam Rescht vun der Plaz e systemesche Risque duerstellen, virum Ausdréchne bewahrt ginn. Dobäi goung et an éischter Linn der Regierung dodrëm, d'Dépôte vun deene sëlleche Lëtzebuerger Clienten ze retten, an natierlech och déi bal 8.000 Aarbechtsplazen an deenen zwou Banken ze erhalen.

E puer Deeg no där Operatioun gouf nach eng Kéier eng Garantie vu 4,5 Milliarde fir d'Dexia nogeschoss, mat där där hir Ausstänn bei anere Banken an den nächsten zwielef Méint ofgedeckt ginn, dat heescht hir Bonitéit an hir Glafwierdegkeet erëm hiergestallt gëtt. Well et sech awer hei ëm eng Garantie an net ëm eng Bedeelegung handelt, brauch den Trésorminister einstweilen nach net an d'Täsch ze gräifen. Dat wier eréischt de Fall, wann eppes sollt schifgoen an d'Dexia net méi bezuele kéint.

Den Emprunt, dee mir mat dësem Gesetz ofseene sollen, an deen, wéi och de Rescht vun där massiver Rettungsaktioun, an der Finanzkommissioun déi voll Ënnerstëtzung vu sämtleche Parteie fonnt huet, wäert dozou déngen, déi direkt Engagementer oder Participatioune vum Stat bei Fortis Lëtzebuerg an Dexia-BIL ofzedecken. D'Garantie fir d'Dexia fält, wéi gesot, do net drënner, an de Budget gëtt och kengesfalls an dësem Moment dovunner belaascht. Nuren d'Statsschold wäert vun elo ëm déi 7 op 13% vum PIB klammen, wat zwar net näischt ass, mä nach ëmmer wäit ewech vun deene 60% ass, déi als iewescht Limite an de Maastrichtkritäre stinn.

Mir hunn eis an der Budgets- a Finanzkommissioun des Laangen an des Breeden doriwwer ënnerhalen, wéi de Législateur mat deem Emprunt soll ëmgoen, deen ëmmerhin all Rekorder brécht. Well den Artikel 99 vun der Verfassung virschreift, datt all Statsemprunten duerch e Gesetz ofgeseent musse ginn, an d'Regierung doriwwer eraus och fonnt huet, datt et politesch nëmme korrekt wier, wann een dës eemoleg Operatioun mam ausdrécklechen Accord vun der Chamber duerchzéie géif, ass do no deem séierste Wee fir déi Operatioun gesicht ginn.

Hei ass en! Et ass deen, deen ech lech elo grad virgestallt hunn. Et ass elo un eis fir ze décidéieren, ob mer dee Wee matginn oder net. Är Budgets- a Finanzkommissioun ass jiddefalls der Meenung, et géif kee besseren. Deem schléisst sech och d'CSV-Fraktioun un, där hiren Accord ech heimat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt, dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, Merci ze soe fir déi detailléiert Explikatiounen, souwuel am schréftleche wéi och elo grad hei am mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer et, net méi op all Detail mussen zréckzekommen, souwuel op den initiale Projet de loi, wou jo souguer schonn an der Finanzkommissioun vun dësem Haus de Rapport ugeholl gouf, wéi dann och op deen Deel, wou mer finalement nach drugehaangen hunn, dee jo extrem wichteg ass, fir der aktueller Finanzkris kënnen ze begéinen.

Den initialen Deel, de Rapporteur huet et gesot, betrëfft eng Rei vun éischter punktuelle Modifikatiounen, wat d'Gesetzgebung ubelaangt iwwert d'Pfandbréiwer, iwwert d'SICARen, wat d'Modifikatioune vum Kader vun der CSSF a vun der Banque centrale ubelaangt, gradesou wéi och vum Assurancësecteur. Déi Punkten do kënnen op jidde Fall d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei hei am Haus fannen.

Am Deel, deen drugehaange ginn ass - an do hätten déi Allermeescht wahrscheinlech heibanne virun e puer Wochen d'Welt net méi verstanen, wa mer deen eng Kéier virfonnt hätten -, freet d'Regierung d'Chamber, fir d'Autorisatioun ze kréien, dräi Milliarden Euro Emprunt opzehuelen an dann dat Geld a Banken ze investéieren, u Banken ze verléinen, Titrë vu Banken ze kafe respektiv bei Banke weider ze placéieren, fir se ze stabiliséieren.

Nun, d'Welt ass net méi esou, wéi se nach virun e puer Woche war, an duerfir fënnt eben och déi dote Propos d'Zoustëmmung, eng breet Zoustëmmung, wéi mer jo alleguerte kënnen unhuelen, hei am Parlament.

Et ass en Emprunt vun dräi Milliarden, deen d'Regierung hei wëllt ophuelen, an dat, fir ebe wéi scho gesot an aner Banken ze investéiere respektiv ze verléine respektiv stabiliséierend anerersäits kënnen anzegräifen.

No dem Weekend, dem éischte Weekend, wou d'Fortis diskutéiert ginn ass tëschent de Regierungen, et muss een an dësem Fall soen, an der Fortis an aneren eventuelle privaten Investisseuren, huet d'Finanzkommissioun deen Dag drop hiren Accord ginn zu deem, wat do ausgehandelt ginn ass, huet awer gläichzäiteg direkt gesot: Am léifsten hätte mer, datt mer dat, wat do ofgemaach ginn ass, och am Parlament kéinte matstäipen.

Mir hätten op där anerer Säit Schwieregkeete gehat ze verstoen, datt d'Regierung - oder an dësem Fall de Budgetsminister - iwwert de Weekend quasi, fir et emol salopp auszedrécken, eng Bank oder en Deel vun enger Bank géif kafen a méindes moies bei d'Parlament géif kommen a soen: Elo hunn ech dat dote gemaach.

An dësem Fall hu mer et alleguerte verstanen a kënnen et novollzéien. Allerdéngs fanne mer et net normal, datt dat eigentlech geet. De Budgetsminister huet eis erkläert, datt hien der Meenung ass, datt dat iwwert d'Kontabilitéitsgesetz méiglech wär an och iwwert d'Trésoreriesgesetz méiglech wär. Och dat kann een novollzéien.

Trotzdeem géif ech et net gutt fannen, wa mer dat doten einfach esou gemaach hätten, esou zougelooss hätten, ouni deen Engagement vum Stat dann och hei am Parlament kënne guttzeheeschen.

Dir wësst, wéi oft an a wat fir engen Envergurë mer heiansdo hei diskutéieren, fir an der Envergure am Verglach vill méi - dat muss ech bal soen - bedeitungslos Investitiounen an Engagementer vum Stat vum Parlament ofzeseenen. Do hu mer déi berühmte Limite vun de siwe Milliounen Euro.

Wann iergendzwousch eng Landstrooss méi grondleeënd nei gemaach gëtt, wann iergendzwousch eng Bréck gebaut gëtt, muss d'Parlament zoustëmmen.

Nun, hei geet et awer ëm Engagementer, déi wéi am Fall Fortis sech op 2,5 Milliarden Euro belafen, an och do ass et nëmmen normal, datt d'Parlament deem soll zoustëmmen.

Mir begréissen dann och, datt d'Regierung ganz schnell mat op deen dote Wee gaangen ass, fir eben där Rettungsaktioun am Dossier Fortis an och am Dossier Dexia kënnen e parlamentarescht Standbeen ze ginn.

Ech hätt mer eigentlech gewënscht, datt an deem Amendement hei och eng zäitlech Limite virgesi gewiescht wär, bis wéini d'Regierung dann d'Recht huet, fir déi dräi Milliarden do opzehuelen. Nun, dat ass net zréckbehale ginn. Dat huet mech awer bis ewell nach net derzou iwwerzeegt, fir dëse Gesetzesprojet net ze stëmmen. E fënnt also eis Zoustëmmung.

Ech wëll awer ze bedenke ginn, datt een iergendwann eng Kéier, wann d'Welt dann erëm esou ass, wéi se viru véier Woche war, emol soll drop zréckkommen a kucken, wéi et sech elo entwéckelt huet, ob d'Regierung déi dräi Milliarden oder en Deel dovunner opgeholl huet, an ob déi Autorisatioun dann do nach noutwendeg ass oder vläicht bei enger nächster Geleeënheet eng Kéier kann, sief et zréckgefouert ginn, sief et ganz ofgeschaf ginn, well soss jo reng theoretesch a 15, an 20 Joer iergendwann eng Kéier e Budgetsminister awer kéint méindes moies bei d'Chamber kommen a soen: Elo hunn ech nees eng Bank kaaft. An d'Chamber eigentlech net hätt kënne matdiskutéieren.

Et ass jo och hei esou, datt envisagéiert ass an datt och déi Meenung breet gedeelt gëtt hei am Haus an och tëscht dem Parlament an der Regierung, datt et och do nëmmen temporär Participatioune solle sinn an deene Banken, an een dann dovunner ausgeet, wann alles gutt geet - an dat hoffe mer jo ganz, ganz staark -, an eigentlech si mer jo fest dovunner iwwerzeegt, datt duerno, wann d'Regierung hir Participatioun an der BGL-BNP Paribas eng Kéier zréckschraufft respektiv opgëtt, och Moyenen do sinn, fir deen Emprunt do zréckzebezuelen. Datselwecht gëllt fir déi Participatioun an der Dexia.

Duerfir ass dat, wat de Lucien Thiel virdru gesot huet, wouer, datt mer mat deem Emprunt hei zwar eis Statsschold an d'Luucht setzen, awer jo eigentlech och nëmmen eng virtuell Statsschold, well op där anerer Säit mer dovunner ausginn, datt mer déi hoffentlech relativ schnell kënnen zréckbezuelen.

An et ass jo och eppes, wou mer eppes derfir kréien. Mir kréie Participatiounen a grousse Bankhaiser, an dat jo awer och a Bankhaiser, an dat wësse mer, déi gesond sinn, déi net duerch hiert eegent Verfehlen a Schieflag komm sinn, mä eben duerch d'Verfehlungen an hire Maisons mères am Ausland an duerch déi Auswierkunge vun der grousser internationaler Finanzkris a Schwieregkeete komm sinn.

Finalement kënne mer wierklech dovunner ausgoen, datt de Stat dann hei, och wann e sech elo temporär verschëllt, ënnert dem Stréch herno - an engem Joer weess ee wahrscheinlech scho méi - erëm dat dote kann zréckbezuelen.

Mir wäre frou, a bis ewell huet et op jidde Fall esou ausgesinn, wann d'Parlament kéint e Suivi maache vun all deenen Engagementer do, net nëmme géif wëssen, wéi vill vun deenen dräi Milliarde wéini a fir wat fir eng Zwecker da genee gebraucht ginn ass, well de Budgetsminister huet och gesot, datt hie fir déi eng oder aner Operatioun och bereet wär, eventuell iwwert d'Trésorerie vum Stat ze fueren, mä och op där anerer Säit all Kéiers géif informéiert ginn, wéi et dann am Dossier Dexia an am Dossier Fortis wär, fir als Parlament och do kënne mat um Ball ze bleiwen an, wann et da muss sinn, eng Kéier eng Hand mat unzepaken.

Ech soen Iech Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Nolauschteren. Falls Dir et net sollt eraushéieren hunn, versécheren ech lech, datt mer dëse Projet de loi wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Ben Fayot huet elo d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Hien huet e bësse Business as usual gemaach, wéi wann eigentlech näischt geschitt wär elo déi lescht Wochen, an och wéi wa mer gëschter net iwwer eppes geschwat hätten, wat iergendwéi dorëmmer an der Welt oder an Europa lass ass.

D'Finanzplaz méi attraktiv maachen, nei Produkter bréngen, d'Surveillance verbesseren: Et muss een d'Fro stellen - wat d'Produkter nach méi zahlreich ginn, wat se nach méi sophistiquéiert sinn -, wéi staark dann d'Surveillance ass, ob se dat alles wierklech esou ka surveilléieren, wéi dat wënschenswäert wär, wéi mer jo an der Finanzkris gesinn hunn, well et risquéiert Produkter waren, déi zu där Kris gefouert hunn.

Ech hätt mer vum Rapporteur, deen e Spezialist vun de Banken ass, e bëssen Nodenklechkeet gewënscht, fir just an dësem Ableck, no deem, wat mer gëschter hei vum Statsminister héieren hunn, déi Nodenklechkeet och virum Vollek kundzedoen.

Ech hunn näischt dergéint, wann d'Plaz méi attraktiv gëtt, mä ech hätt wierklech gären, dass mer nëmmen déi Produkter maachen, déi keng systemesch Risquen a sech biergen an déi wierklech dann och de Leit, de Spuerer, den Entreprisen d'Sécherheet ginn, dass déi Produkter an déi Verflichtungen, déi an deene Produkter leien, och kënne vun de Banken agehale ginn.

Dat ass elo keen „bank bashing", dat ass einfach eng Konklusioun, déi een aus deem muss zéien, wat an de leschte Wochen a Méint a Jore geschitt ass.

Mir begréisse selbstverständlech, dass och d'Surveillance méi kloer gëtt, dass d'Kompetenzen tëschent der CSSF an der Banque centrale méi kloergemaach ginn.

Mir hoffen, dass d'Koordinatioun vun der Surveillance an och d'Zesummenaarbecht vun den zwou Institutioune gutt fonctionnéiert. Mir wëssen, dass jiddfer Betrib am Stat ëmmer e bëssen eng Festung ass an d'Zesummenaarbecht net ëmmer esou einfach ass. Mä besonnesch an enger schwiereger Situatioun misst dat méiglech sinn.

Eng Fro dreift mech natierlech ëm. Dat ass déi vun der Surveillance vun internationale Gruppen, well mer gesinn hunn, dass souwuel bei Fortis wéi bei Dexia déi Surveillance um nationale Plang wuel fonctionnéiert huet, mä um internationale Plang net fonctionnéiert huet, oder op jidde Fall net esou fonctionnéiert huet, fir dass Saachen, déi zum Beispill bei der Dexia Schwieregkeete bruecht hunn, wou een Element vun Dexia mat enger Firma eben de ganze Grupp a Schwieregkeete bruecht huet, net virkommen.

Dofir gëtt jo och an Europa vill diskutéiert iwwert d'international Surveillance. Et gëtt diskutéiert, ob ee soll een europäesche Régulateur maachen. Mir hunn als Lëtzebuerger ëmmer vertratt, dass mer dat net wëllen. Mä mir hunn awer vertratt, dass mer eng staark Koordinatioun, besonnesch wat international Finanzgruppen ugeet, ustriewe sollen. Do wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint Neies um europäesche Plang héieren. Dat ass expressément an all deene Kriseréuniounen, déi elo stattfonnt hunn, gesot ginn.

Selbstverständlech, mir ënnerstëtzen d'Regierung an hirer Aktioun, fir der Bankeplaz an der internationaler Kris ze hëllefen a besonnesch déi zwou systemesch Banken ze retten. Dofir si mer mat deem Emprunt vun dräi Milliarden d'accord. Dat ass wierklech eppes, wat effektiv kee sech virun zwou, dräi Wochen iwwerhaapt konnt virstellen, dass mer esou en Emprunt géifen ophuelen.

Mir hoffen, dass mer déi Schold schnell kënnen ofbezuelen an dass mer vläicht och nach fir dee Risque, dee mer do huele fir de Stat, fir d'Allgemengheet, en Avantage erauszéien. Mä fir den Ableck ass et keng virtuell Schold, mä et ass eng reell Schold op dem Bockel vun de Lëtzebuerger, vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen a Steiere bezuelen. Dofir ass dat natierlech fir all Deputéierten, deen derfir stëmmt, e groussen Engagement.

Déi weider Développementer, déi nach amgaange sinn, kënne mer fir den Ableck net iwwerkucken. Besonnesch och net dat, wat d'Lëtzebuerger Regierung vu Verflichtungen huet vis-à-vis vun der Finanzplaz. Ech menge schonn, dass d'Renommee vun enger internationaler Finanzplaz, wéi Lëtzebuerg eng ass, um Spill steet. Déi Renommee ass eng Erausfuerderung fir d'Lëtzebuerger Regierung, fir ze kucken, wat fir Verflichtunge se vis-à-vis vun där Finanzplaz huet.

Mir Sozialisten hunn e Jo zu deem Projet de loi hei, mä mat Nodenklechkeet, well mer gesinn, dass d'Finanzwelt zwar oft vill Profiter schaaft, mä heiansdo och vill Problemer bréngt. Déi muss ee géinteneen ofweien, wann een esou Gesetzer mécht.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech ëmmer batter, wann een als Véierten drukënnt a wann de Virriedner dat seet, wat een och selwer wollt soen.

Mir als gréng Fraktioun hu genau déi nämlecht Iwwerleeunge gefouert, oder déi féiere mer de Moment, déi den Här Fayot am Numm vu senger Fraktioun hei virgedroen huet. Mir wäerten dee Projet och stëmmen, an zwar déi zwee Volete vun deem Projet.

Bon, dat ass elo vläicht kee Reproche, deen een direkt dem Rapporteur ka maachen, vu datt déi Ereignisser sech och iwwerstierzt hunn an dee Projet eigentlech an engem anere Geescht zustane komm ass, wat wahrscheinlech och dozou gefouert huet, datt ee keng grouss Iwwerleeunge konnt an dësem Rapport hei maachen.

Mä nach musse mer ons iwwerleeën - an do ginn ech dem Här Fayot Recht -, datt mer an Zukunft bei allen neie Finanzprodukter, déi mer schafe fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, déi doten Iwwerleeunge mat abauen an alles dräimol kritesch hannerfroen, wat mer maachen. Well aus deene Grënn, wéi hei gesot ginn ass, kann dat alles herno e schéine Bumerang no hanne ginn, jee nodeem wat ee mécht.

Ech mengen duerfir, datt mer och an der Zukunft an der Finanzkommissioun vläicht gutt géifen drun doen, all déi Projeten do, wa mer se analyséieren, net nëmmen ausschliesslech vun engem finanztechnesche Volet aus ze kucken. An zwar aus engem finanztechnesche Volet wat et dann der Finanzplaz kuerzfristeg bréngt, wat fir eng nei Marchéen een doduerjer kritt, mä datt ee vläicht och ëmmer méi déi makroekonomesch Analysen eng Kéier derbäi mécht, an dann déi Iwwerleeungen do bei all deene Projete matféiert.

Et ass wichteg, datt mer dat maachen, well soss riskéiere mer och, jee nodeem wann d'Kris sech - wat mer jo alleguerten hoffen - awer elo iergendwa berouegt an nach e gutt Enn fënnt - an dat ass normal beim Mënsch -, dass déi Léieren net gezu ginn, déi mer am Fong mussen heirauser zéien. Respektiv mir riskéieren, séier erëm an den normalen Alldag iwwerzegoen a vergiesslech ze sinn. Da riskéiere mer déiselwecht Feeler nach eng Kéier ze maachen. Duerfir solle mer an Zukunft all déi Projeten do aus deem Liicht ëmmer eng Kéier kucken an analyséieren.

Fir de Rescht wëll ech dem Rapporteur awer Merci soe fir de Rapport, bei deem ech vun der technescher Analys hier mat allem d'accord sinn; ausser natierlech deen ee Punkt, deen hien zwar duerno erëm korrigéiert huet, wou hie gesot huet, hie wéilt der CSV hei méi Rechter verschafen. Mä fir de Rescht kënne mer mat allem d'accord sinn.

Ech wëll dann zum zweete Volet awer Stellung bezéien a soen, datt ech am Numm vu menger Fraktioun frou sinn, datt dee Wee fonnt ginn ass, fir där Operatioun, déi mer mat deenen zwou Banke maachen, haut e rechtleche Charakter ze ginn duerch de Fait, datt mer dat am Gesetz ugaange sinn an och hei duerch e Vote vun der Chamber eigentlech der Regierung souzesoe Réckendeckung gi fir déi jo awer net onwesentlech Operatioun, déi do gemaach gëtt.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt hei all Fraktioun sech konnt dozou bekennen. Dat stäerkt jo och nëmmen am Endeffekt d'Operatioun. Et ass awer och wichteg, datt mer an engem gewëssene legale Kader bleiwen, dee mer jo awer ganz staark uwende bei ganz villen anere Projeten, déi net am finanzielle Beräich unzesiedele sinn, mä zum Beispill éischter am Bauteberäich, wou mer an der Zwëschenzäit ganz streng gi si mat Engagementer par rapport zur Regierung. An där Hisiicht ass et awer och, wann een et heiansdo kuckt, wéi mer dat gehandhaabt hunn.

D'Regierung huet eis an der Finanzkommissioun relativ gutt am Detail doriwwer informéiert. Mä datt mer dee Wee schnell fonnt hunn, fir och de Vote kënnen iwwer e Gesetz an der Chamber ze huelen, beweist awer, wann de Wëllen do ass an esou Situatioune wéi där doter, datt dann och e Wee ka fonnt ginn, fir relativ schnell esou ze handelen, datt et och rechtlech an der Rei ass.

Dat solle mer eis och verhalen, well mer jo oft, wann et ëm méi kleng Saache geet am Bauteberäich, mengen, et géif keng Weeër ginn. Wann de Wëllen do ass, da fënnt een och déi Weeër. Duerfir si mer frou, datt mer deen esou hei ginn. Fir de Rescht wäert eis Fraktioun dee Projet mat sengen zwee Volete stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Dann huet den honorabelen Här Gibéryen d'Wuert. An als Leschte kënnt den Här Jaerling drun.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop och e Wuert vu Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Lucien Thiel. Dat hei wier am Prinzip e Projet gewiescht, bei deem ech dervun ausginn, wann net déi aktuell Situatioun agetratt wier, datt am Fong just de Rapporteur geschwat hätt an déi meescht Fraktiounen dann heibannen hir Zoustëmmung ginn hätten. Mä aus der aktueller Situatioun eraus op der Finanzplaz wësse mer, datt ee Volet bäikomm ass an deene leschten Deeg, an datt dëse Projet eng Ajoute kritt huet, andeem datt mer och elo dräi Milliarde stëmmen, fir datt d'Regierung kann en Emprunt ophuelen.

Mir hu gëschter heibannen no der Deklaratioun vum Statsminister alleguer déi Politik, déi vun der Lëtzebuerger Regierung gemaach ginn ass, ënnerstëtzt. Dat heescht an anere Wierder, wa mer gëschter A gesot hunn, da musse mer haut B soen, well d'Konsequenz vun der Politik ass, datt ee se och kann a muss kënne finanzéieren an datt duerfir och d'Lëtzebuerger Regierung muss à même gesat ginn, fir déi ganz Décisiounen, déi an deene leschte Woche geholl si ginn, och kënnen ze finanzéieren.

Duerfir, well mer och alleguer als Parteie verlaangt hunn, datt d'Chamber misst mat implizéiert ginn an déi Prozedur, ass et dann normal an all eise Wonsch gewiescht, datt mer op legislativem Plang hei géifen eng Prozedur fannen, fir kënnen eis Zoustëmmung zu deem groussen Emprunt vun dräi Milliarden, wat menger Meenung no dee gréissten Emprunt ass, deen dës Chamber jeemools gestëmmt huet, ze ginn.

D'Fro, déi sech selbstverständlech stellt, dat ass, wa mer hei en Emprunt stëmme vun dräi Milliarden - et ass wéi gesot dee gréissten Emprunt, dee mer jeemools gestëmmt hunn; wéi den Här Frieden als Budgets- an als Trésorminister de Budget hei deponéiert huet, dunn hu mer vun enger Statsschold geschwat, déi eventuell géif vu 7 op 10% eropgoen -, duerch déi nei Evénementer musse mer elo wëssen, datt déi Schold hei am Land weider wäert klammen a sech wäert bei 13, 14% apendelen. Dat ass natierlech nach wäit ewech vun deem Seuil, dee gesat ginn ass laut de Maastrichtkritäre vu 60%, mä et muss een awer trotzdeem wëssen, wa mer fënnef, sechs Joer zréckkucken, do hate mer praktesch keng Statsschold, datt also och dat hei zu Lëtzebuerg lues a lues eng Realitéit gëtt.

Quitte datt dat heiten eng Schold ass, déi ee vläicht net wéi all déi aner Scholde kann interpretéieren. All déi aner Scholden, déi mer gemaach hunn, déi an der Regel an eis Fonge ginn, dat sinn Emprunten, déi derzou dénge fir Investitiounen ze maachen a Projeten; Projeten, déi dann net méi récupérabel sinn. Par contre dëse Prêt, dee mer haut hei ophuelen, kann ënner Ëmstänn och récupérabel sinn an e ka souguer gewënnbréngend entstoen.

Et muss een awer wëssen, datt dee Prêt hei och kann eng Répercussioun direkt op eise Statsbudget huelen. Well mer wëssen alleguer, wa mer e Prêt ophuelen als Stat, muss de Stat och Zënse bezuelen, a wann de Stat mat 4% géif léine goen, wat üblech ass am Abléck, da misst de Stat vun elo un 120 Milliounen Euro, dat sinn ëmmerhi bal fënnef Milliarden aler Frang, d'Joer als Zënsen opbrénge fir de Prêt ze rembourséieren. Wat also dach dann awer eng direkt Répercussioun op onse Statsbudget hätt.

Ee Statsbudget, wou mer alleguer wëssen, deen dëst Joer ganz enk gemooss ass a wou, wann dee rengsten Dérapage géif virkommen, d'Gefor besteet, datt dee Budget vun 2009 schonn net méi däerf opgoen.

Et sinn natierlech eng Rei vu Pufferen hei méiglech, wou mer kënnen déi Zënse kompenséieren. Engersäits wann de Stat higeet an e geet de Banke Gelder léinen, dann ass et normal, an esou wéi d'Regierung dat verhandelt huet, geet d'Regierung zu engem Zënsfouss vu 4% am Fong dat Geld léinen an d'Banke kréien et op där anerer Säit zu engem méi héijen Zënsfouss weiderverléint, esou datt dat am Fong kéint eng Plus-value fir de Statsbudget op deem Niveau ginn.

Op där anerer Säit, wann de Stat de Banke Garantië gëtt, dann hu mer Garantien, déi wuel och net fléissen, mä déi awer vun de Banke musse rémunéréiert ginn, a wann déi Suen hei géifen an Aktien investéiert ginn, da komme mer an eng Situatioun, datt de Stat och eng Kéier kéint Dividende vun deenen Aktië kréien. Woubäi een net dervun ausgoe kann, datt dat ka kuerzfristeg sinn, mä mëttelfristeg kéint dat awer entstoen, esou datt also och kéinte Recetten duerch déi Investitiounen hei entstoen. Mä kuerzfristeg, muss ee gesinn, wäert et eng Belaaschtung fir de Statsbudget ginn.

Op där anerer Säit musse mer och wëssen, datt d'Regierung heimat am Fong d'Méiglechkeet kritt, nodeem datt den Här Budgetsminister schonn déi 0,5 Milliarden, also 500 Milliounen opgeholl huet, wou e scho vun der Chamber - ech mengen et war 2007 beim Budgetsgesetz - d'Autorisatioun kritt huet, mä duerch déi wirtschaftlech Entwécklung d'Regierung net huet brauchen deen Emprunt opzehuelen; deen Emprunt ass elo opgeholl ginn an ass och scho weidergeleet ginn, esou datt d'Regierung am Fong iwwer 3,5 Milliarden Emprunt verfügt fir kënnen an der Bankekrisesituatioun ze agéieren. Woubäi mer zum jëtzegen Zäitpunkt wëssen, datt déi Suen net alleguer bis elo engagéiert sinn, mä an eventuelle Situatiounen, déi mer net hoffen, d'Regierung dann awer op där anerer Säit nach d'Méiglechkeet kritt fir kënnen ze agéieren.

Et ass also hei eiser Meenung no, net wéi verschidde Virriedner gesot hunn, eng reng virtuell Schold. Et ass eng Schold, déi do ass, wou mer och mussen Zënse bezuelen, déi mer kënnen zum Deel vläicht an der Zukunft récupéréieren, mä wou mer nëmme just kënnen hoffen, an ech hunn dat och gëschter hei gesot, datt vun allen Zeenarien, déi mer eis virgestallt hunn, déi optimistesch hoffentlech antrieden, wou dann aus där ganzer Situatioun de Stat ënner Ëmstänn souguer nach kéint e Geschäft maachen.

Mir als ADR hu vun Ufank un déi Décisiounen, déi d'Regierung geholl huet, voll a ganz mat begleet an et ass selbstverständlech wéi ech gesot hunn, wa mer A gesot hunn, musse mer och B soen, datt mer haut och eis Zoustëmmung zu dësem Projet wëlle bréngen.

Ofschléissend géif ech nach soen, datt mer awer frou wieren - esou wéi dat an deene leschte Wochen de Fall war, datt tëschent der Regierung an der Chamber iwwert d'Finanzkommissioun eng absolut a formidabel Transparenz fonctionnéiert huet, wou mer ëmmer eng kloer Aussprooch haten a jiddferee seng Responsabilitéit iwwerholl huet -, wann och an Zukunft d'Chamber iwwert de Wee vun der Finanzkommissioun ëmmer informéiert géif ginn, wéi wäit d'Regierung deen Emprunt hei ophëlt an a wat fir eng Richtung datt déi Suen investéiert ginn an och wat d'Konsequenze vun deenen Investitioune sinn, ob et a Richtung vun Aktienukeef oder a Richtung vu Garantië gaangen ass, oder ob et a Richtung gaangen ass vu Liquidatiounen zur Verfügung ze stellen.

Insgesamt gesi schéngt et mir, no all deenen Diskussiounen, déi mer haten, datt d'Regierung elo am Fong genuch Moyenen hätt iwwert de Wee vun den Emprunten, fir déi ganz Krisesituatioun am Finanzsecteur ze finanzéieren, ouni mussen an d'Trésorerie vum Stat eranzegoen.

Mir hu selbstverständlech an der Trésorerie vum Stat Gelder leien, relativ vill Gelder, mä dat sinn awer Gelder, déi gréisstendeels hierkomme vun eise Fongen, Gelder, déi also engagéiert sinn, a wou et eiser Meenung no net richteg gewiescht wier, wa mer elo higaange wieren a mir hätte Gelder aus der Trésorerie geholl fir se an d'Restrukturatioun vum Finanzsecteur ze investéieren, well dat eben och zur Konsequenz hätt, datt mer déi Suen, wa mer se an engem oder an zwee Joer bei de Fonge brauchen, net méi hätten.

Esou datt ech dervun ausginn, datt d'Regierung elo mat dëse Moyenen net brauch direkt an d'Trésorerie vum Stat ze goen an datt de Stat dann och do seng Liquidatioun behält, fir déi Investitiounen, déi an de Budgete stinn, déi an dësem Parlament gestëmmt si ginn, och kënnen an den nächste Joren ze realiséieren. Well dat och wichteg a grad elo wichteg ass, datt mer als Stat higinn a vill a grouss Investitioune maachen, fir domadder eis Ekonomie um Lafen ze loossen.

Duerfir, wéi gesot, mir kënne mat dësem Projet d'accord sinn; wien A seet, muss B soen, an duerfir eis Zoustëmmung zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner huet den honorabelen Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Nodeem dass meng Virriedner alles scho gesot hunn, wat ech eventuell hätt kënne soen, brauch ech elo näischt méi ze soen a ginn nach just meng Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Budgets- an Trésorminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, och an Zäite vun enger graver internationaler Finanzkris geet d'Liewen op der Finanzplaz weider. A grad da muss d'Liewen op der Finanzplaz an an der Ekonomie weidergoen.

Duerfir ass et - wann et och Zoufall ass - gutt, datt dëst Gesetz a senger initialer Form elo zur Ofstëmmung kënnt. Well ech hätt gären, d'Regierung hätt gären, datt déi Aktivitéiten, déi mer do hunn, op eng gutt iwwerluechten an, jo, op eng virsiichteg Aart a Weis och weiderentwéckelt ginn, an dee Projet de loi, deen hei vum honorabelen Här Thiel exposéiert ginn ass, huet zum Zil, eben eng Rei Mechanismen auszebauen, ze verbesseren, déi mer zu Lëtzebuerg hunn an déi sécherstellen, datt och an Zukunft op där Finanzplaz Aktivitéite stattfannen, datt och an Zukunft op där Finanzplaz Leit eng Schaff fannen. An deem Sënn ass déi Gesetzgebung iwwert d'Pfandbréiwer, iwwert d'SICARen an aner Dispositioune wichteg.

Duerfir soen ech der Chamber an och dem honorabelen Här Thiel Merci fir déi gutt Aarbecht an deem dote Kontext.

Selbstverständlech deelen ech d'Meenung vum Här Fayot, datt een net egal wat däerf op där Finanzplaz maachen an datt vläicht och d'Lektioune vun där Kris sinn, datt een alles, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall muss iwwerkucken, ob alles iwwerschaubar war, ob all d'Risquen ëmmer richteg aschätzbar waren, an et ass dorophin, wou ee muss schaffen.

Ech mengen, datt déi Produkter, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, gréisstendeels, wann net souguer ganz, an d'Kategorie vun deem Seriöen an Iwwerschaubare falen.

Et ass och kloer, datt mer där internationaler Zesummenaarbecht musse Rechnung droen, déi um Bankenniveau besteet. Duerfir ass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt déi bescht Solutioun déi ass vun enger enker Zesummenaarbecht vun den Iwwerwaachungsorganer, net engem groussen Organ, wat iergendwou an Europa géif sëtzen, mä vun engem Collège vun Iwwerwaacher, déi och déi Gruppe mussen zesumme kucken, vun deene Filialen an eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun sinn.

Ech muss och iwwregens soen, datt am Fall vun deenen zwou Banken, mat deene mer an deene leschte Woche vill ze doen haten, d'Kooperatioun, d'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Organer, bei eis d'CSSF, an deenen anere Länner hir Contrepartien, gutt fonctionnéiert huet, mä dat muss een nach verbesseren.

Dat Gesetz hei ass och effektiv utile, fir der Banque centrale hir Zoustännegkeeten ze preziséieren, ech géif soen ze confirméieren. Dat ass ganz normal, datt eng Zentralbank, heiheem wéi am Ausland, zoustänneg ass fir d'Liquiditéiten. Ob een dat huet missen an dëst Gesetz schreiwen? Ech mengen, et wär gutt, wann een et an d'Gesetz schreift, da gëtt et keng Diskussioun doriwwer, wie fir wat zoustänneg ass. Fir mech ass dat Gesetz hei eng Confirmatioun vun de Kompetenzen, déi d'Lëtzebuerger Zentralbank muss hunn, déi dat och an dësen Deeg op eng ganz gutt Aart a Weis an an enker Kooperatioun mat der CSSF a mat der Regierung iwwert d'Bühn kritt.

Da géif ech gär e Wuert soen iwwert dee Volet, deen a leschter Minutt, selbstverständlech wéinst deenen Evénementer, bäikomm ass an deen, ech si mer däers ganz bewosst, eng exceptionell Dimensioun huet.

D'Lëtzebuerger Regierung huet an deene leschte Wochen, a besonnesch ugefaangen um Weekend vum 27. an 28. September, op eng schnell an determinéiert Aart a Weis, par rapport zu Problemer am Bankesecteur - bei Fortis fir d'éischt, bei Dexia duerno -, gehandelt. Ideal an normal wier gewiescht, datt, wann e Problem besteet, deen eng privat Maartléisung géif fannen. Leider ass et esou, datt d'Privatwirtschaft net à même ass, op engem Weekend esou Décisiounen ze huelen, well eng ganz Rei Iwwerpréiwungen, eng ganz Rei Gespréicher stattfonnt hunn an hu misse stattfannen, fir datt esou eng Solutioun vun Ufank u méiglech war.

D'Regierunge waren déi Eenzeg, déi à même waren, op eng schnell Aart a Weis - dat heescht d'Regierunge vu Lëtzebuerg, der Belsch an Holland, an an deem zweeten Dossier vu Lëtzebuerg, der Belsch a Frankräich - zesummen eng Léisung ze sichen, déi d'Soliditéit vun de Banke schnell erëm konnt hierstellen. Et ass duerfir, datt mer - ouni datt mer bis an de leschten Detail all Chifferen iwwerpréiwe konnten, mä an der fester Iwwerzeegung, datt, wa mer net géifen agräifen, et géif zu Panikreaktioune kommen, an d'Vertraue vun de Clienten an d'Banken, an d'Relatiounen tëschent de Banken total zerstéiert wären - décidéiert hunn, schnell anzegräifen. Fir d'éischt

duerch eng Rekapitalisatioun vun de Banke Fortis an Dexia, fir d'Zweet bei deem engen, andeem mer en internationale Bankpartner gesicht hunn, a bei där anerer Bank, andeem mer fir d'Interbankgeschäft, fir de Refinanzement um Marché interbancaire, eng Statsgarantie ginn hunn.

Déi Rekapitalisatioun vun deenen zwou Banken, Fortis an Dexia, kascht selbstverständlech Geld. Wann ee Suen an eng Bank eragëtt, da muss een duerfir eppes bezuelen, a mir hunn eis engagéiert bei der Fortis 2,5 Milliarden ze bezuelen a bei der Dexia ronn 0,4 Milliarden. Domadder kritt de Lëtzebuerger Stat natierlech eng Contrepartie. E kritt fir 1,6 Milliarden Aktië vun der BGL-BNP Paribas, a fir dee verbleiwende Montant kritt en Aktië vun der Mammegesellschaft BNP Paribas, a bei der Dexia kréie mer fir déi 0,37 Milliarden Aktië vun der Dexia-BIL hei zu Lëtzebuerg. Et ass eis also drop ukomm, eng Lëtzebuerger Léisung an engem europäesche Kontext ze sichen, dat heescht, d'Sue virun allem do unzeleeën, fir déi Lëtzebuerger Filialen - un deenen esou munch Lëtzebuerger Spuerer hänkt - zolidd finanziell dohinner ze stellen.

Ech hu gesot, wéi ech fir d'éischte Kéier zu deem Dossier Stellung geholl hunn, datt et ganz kloer ass, opgrond vun dem Gesetz iwwert d'Statskontabilitéit, datt den Trésorminister d'Recht huet fir Bons du trésor ze emittéieren, fir déi Zomm do opzehiewen, an och kann iwwert d'Trésorerie an esou engem Fall fräi verfügen. Et ass awer gradesou kloer, datt - wéinst der Ampleur vun där Zomm hei - et normal schéngt, datt een domadder an d'Parlament kënnt. Mir waren duerfir gären an der Regierung d'accord, fir deem Wonsch vun der Chamber nozekommen, fir eis hei d'gesetzlech Zoustëmmung ginn ze loossen. D'Parlament stëmmt de Mëtteg of, fir d'Regierung, en fait fir den Trésorminister ze autoriséieren, dräi Milliarde léinen ze goen.

Ech wëll hei d'Chamber informéieren, datt ech décidéiert hunn, déi Sue wéi folgt opzehiewen: Ech wäert net déi dräi Milliarden an enger éischter Phas ophiewen. En fait hunn ech wëlles, e Statsemprunt vun zwou Milliarden ze maachen. E Statsemprunt, dee fir de Grand public opgemaach gëtt, dat heescht, datt d'Lëtzebuerger kënne mat hiren Erspuernisser sech un dësem Statsemprunt bedeelegen. Ech hätt och gären, datt Coupone gemaach gi vu 5.000 Euro, datt och jiddfereen, dee wëllt, seng Suen do kann uleeën. De Stat bezilt déi also als Obligatiounen zréck. Dëse Statsemprunt vun zwou Milliarden Euro wäerte mer virum Enn vun dësem Joer, dat heescht an deenen nächste Woche lancéieren.

500 Millioune vun deem Emprunt huele mer opgrond vun e puer Autorisatiounen, déi mer vun der Chamber an deene leschte Joren autoriséiert kritt hunn. An deene leschte Joren huet d'Chamber eis oft d'Autorisatioun ginn, Emprunten opzehiewen, mä well ech op eng spuersam Aart a Weis de Budget exekutéiert hunn, a well ech am Fong kee grousse Frënd vu Statsschold sinn, hunn ech déi Autorisatiounen net gebraucht. Duerfir konnt ech déi 500 Milliounen, opgrond vun nach bestehende gesetzlechen Autorisatiounen, schonn ophiewen. Déi 500 Milliounen, déi hu mer elo scho geléint, an déi hu mer fir dës Operatioun och gebraucht.

400 Millioune schliesslech huele mer aus der Statstrésorerie. Mir hunn eng gesond, eng zolidd Statstrésorerie, an dorauser huele mer 400 Milliounen. Dat heescht, datt déi Autorisatioun, déi d'Chamber eis de Mëtteg gëtt, um Niveau vun zwou Milliarde gebraucht gëtt, an eng Milliard hale mer als Reserv - wann ech dat esou däerf nennen -, fir wann aner Operatiounen am Kontext vun der internationaler Finanzkris noutwendeg sinn. Et ass ganz kloer, datt dës Sue fir keen aneren Zweck gebraucht ginn an och net kënne gebraucht ginn, well mir hu jo duerfir ausdrécklech am Projet de loi proposéiert, an d'Chamber schéngt dat jo ze approuvéieren, datt déi Suen eleng kënne gebraucht ginn, fir esou Moossname wéi d'Rekapitalisatioun vu Banken an dësem Kontext ze maachen.

D'Regierung kritt domadder déi noutwendeg Handlungsfäegkeet, fir och an der Zukunft schnell do ze intervenéieren, wou dat noutwendeg ass. Et ass och kloer, datt dës Statsschold keng Statsschold ass wéi déi aner, an dat ass och vun engem vun de Virriedner gesot ginn. Eng normal Statsschold gëtt gebraucht - an der Vergaangenheet zu Lëtzebuerg -, fir Bauprojeten ze finanzéieren; meeschtens limitéiere mer dat op de Fonds du rail an de Fonds des routes. Hei gi keng Projeten domat finanzéiert, hei kafe mer domat Aktien, fir d'éischt Obligatiounen an dann Aktien. Dee Moment, wou de Stat aus deene Banken erausklëmmt, kréie mer déi Sue selbstverständlech erëm, an dodder ass dann och déi Schold an deem Moment rembourséiert.

Et ass also eng atypesch Statsschold, mä et ass eng Statsschold, dat ass ganz kloer. Ech wëll awer preziséieren - well hei gesot ginn ass, datt d'Statsschold no den europäesche Kritäre fir de Moment 7% vum Bruttoinlandsprodukt ass -, datt déi reng Statsschold, dat heescht déi, déi den Zentralstat huet, sech fir de Moment nëmmen op 1,2 Milliarden Euro beleeft. Dat ass also e ganz klenge Montant par rapport zu där Gesamtschold, déi hei mentionnéiert ginn ass. Dat anert, dat ass d'Schold vun de Gemengen, déi mat considéréiert gëtt, wa mer zu deene 7% vum Bruttoinlandsprodukt kommen. D'Statsschold beleeft sech fir de Moment nëmmen op 1,2 Milliarden Euro.

Et kommen also elo zwou Milliarden zousätzlech derbäi, déi an dësem Gesetz de Mëtteg autoriséiert ginn. Domadder komme mer dann op eng Statsschold, déi bei ongeféier 13% vum Bruttoinlandsprodukt läit, erëm eng Kéier d'Gemengeschold derbäi. D'Statsschold selwer ass méi kleng, a wéi gesot, mir wäerten déi rembourséieren an deem Moment, wou mer déi Aktien erëm verkafen. Et kann een haut nach net genee soen, wéini een erausklëmmt, mä et ass kloer d'Intentioun vun der Regierung, an e puer Joer erëm eng Kéier aus deene Banken do erauszeklammen.

Et ass net d'Aufgab vum Stat, bis in alle Ewigkeit an dräi Banken, Dexia, Fortis a Spuerkeess, säi Kapital ze loossen. An der Spuerkees ass dat eng aner Saach, well mer do Grënner an 100% Aktionär sinn. An deenen anere Banken ass dat eng Operatioun, déi mer maachen, fir sécherzestellen, datt déi Banken zolidd sinn, datt d'Vertrauen erëm hiergestallt gëtt, an datt d'Spuerer sécher sinn, datt hir Suen och kënnen ausbezuelt ginn.

Ech wëll nach kuerz ofschléissend soen, datt, wat déi Statsgarantie ubelaangt, déi mer der Dexia gi fir de Refinanzement, dee se muss maachen um Marché interbancaire, mer duerfir fir d'éischte Kéier an der Geschicht op déi extra Dispositioun vun der Verfassung, dat, wat dat fréiert Habilitatiounsgesetz war, zréckgegraff hunn. An enger internationaler Kris a wann eng Urgence ass, da kann d'Regierung opgrond vun där Verfassungsbestëmmung all Moossnamen huelen, déi noutwendeg sinn, y compris déi Moossnamen, déi ofwäiche vu bestehende Gesetzer. Dat hu mer gemaach den 10. Oktober duerch Regierungsbeschloss.

Dee Règlement grand-ducal ass gülteg während dräi Méint, esou wéi d'Verfassung dat virgesäit, an d'Regierung wäert also d'Chamber befaasse virum Enn vum Joer mat engem Projet de loi, deen déi Statsgarantie dann och wäert an eng Gesetzesform ëmwandelen, fir datt déi Statsgarantie och iwwer hir ganz Durée ka weiderlafen.

Déi Operatiounen, déi mer gemaach hunn, gradesou wéi deen Emprunt, deen Dir haut autoriséiert, sinn a bleiwen exceptionnel. Déi Moossnamen, déi mer geholl hunn, ware schwéier Moossnamen, ware grave Moossnamen, an ech kann lech soen, mir sinn eis där grousser Verantwortung bewosst, déi mer bei deenen Entscheedungen an och bei där riseger Zomm vu Suen engagéieren, voll a ganz bewosst. Duerfir muss ech extrem ënnersträichen, wéi dankbar mer si fir déi breet Zoustëmmung, déi mer an deene schwéiere Momenter hei am Parlament fannen.

Et ass en Zeechen, datt d'Lëtzebuerger an déi, déi politesch Responsabilitéit am Land hunn, zesummestinn, wann et schwéier ass. Dat hei ass keng einfach Zäit. Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt mer déi Zäit hei iwwerbréckt kréien, datt mer déi richteg Moossname geholl hunn. Mir sinn net um Enn vun enger schwiereger Period, mä mir hunn awer héchstwahrscheinlech dee schwieregste Moment, wat Lëtzebuerg betrëfft, an dëse Wochen erlieft, a mir wäerten dat mat Konsequenz an a voller Transparenz mam Parlament weider exekutéieren.

Duerfir engagéieren ech mech och hei, esou wéi dat gewënscht ginn ass, fir regelméisseg d'Finanzkommissioun vun der Chamber iwwer all weider Schrëtt ze informéieren. Ech mengen, dat ass dat Mannst, wat een an dëse Momenter ka maachen.

Ech soen nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi dëse Projet hei an der Chamber fënnt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum Projet 5842.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5842 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 5620 iwwert d'duebel Nationalitéit. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Braz, Henckes a Bodry an déi Damme Flesch an Err. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar.

7. 5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Rapport de la Commission juridique

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «Les hommes ne naissent pas citoyens mais le deviennent.» Mat dësem Saz aus sengem Traité politique huet de Philosoph Spinoza wëllen ënnersträichen, datt kee Mënsch eng Statsbiergerschaft an d'Wéi geluecht kritt, mä datt hie se iwwer Joren opbaue muss.

Dësen Opbau vun enger Statsbiergerschaft ass eminent wichteg, fir d'sozial Kohesioun vun engem Land mëttel- a laangfristeg ze erhalen. Wat d'sozial Kohesioun vun eisem Land betrëfft, ass de Gesetzesprojet iwwert d'lëtzebuergesch Nationalitéit sécherlech dee wichtegste vun dëser gesamter Legislaturperiod.

Mat der Unerkennung vun der duebeler Nationalitéit ginn net nëmmen d'Integratiounseffortë vun eisen auslännesche Matbierger hei zu Lëtzebuerg unerkannt, mä dës auslännesch Matbierger kënnen, wa se dann eis Nationalitéit unhuelen, an Zukunft um aktiven a passive politesche Liewen an eisem Land deelhuelen.

Här President, um Ufank vu menger Interventioun erlaabt mer, fir d'éischt eng allgemeng Observatioun ze maachen, an duerno och nach eng Rei vu Mercië lasszeginn.

D'Regierung huet de Projet de loi iwwert d'Nationalitéit den 13. Oktober 2006 deponéiert. Deem virausgaange si laang Consultatioune mat de Parteien, mä och mat de Forces vives de la nation, déi den zoustännege Justizminister gefouert huet. Déi zoustänneg Kommissioun huet sech während 13 Sitzungen intensiv mat dem Projet auserneegesat an huet en och op enger Rei vun Dispositioune substanziell verännert.

D'Resultat heivun ass en Text, deen zu engem Deel eng méi grouss Ouverture zur lëtzebuergescher Nationalitéit mécht, andeem hien ënner anerem en Element vun Droit du sol an d'Gesetz aschreift.

Mir hunn awer op där anerer Säit och op enger Rei vu Punkten den Text preziséiert, andeem mer zum Beispill e festen Délai vun aacht Méint drageschriwwe respektiv den Niveau vun de Sproochkenntnisser am Text festgeluecht hunn.

Ech mengen also soen ze kënnen, datt de Projet op verschidde wesentleche Punkten eng aner Ausriichtung kritt huet. Erlaabt mer och hei festzestellen, datt ech als Rapporteur mam Ennresultat eigentlech ganz zefridde sinn. De Mérite heivunner huet sécherlech net de Rapporteur, mä all d'Memberen aus der Kommissioun, déi alleguerten ouni Exceptioun op eng äusserst konstruktiv a positiv Manéier matdiskutéiert hunn.

Wa schlussendlech et keng Unanimitéit op dësem Projet gëtt, huet dat haaptsächlech mat zwou Konditiounen ze dinn, nämlech der Residenzdauer an dem lëtzebuergesche Sproochentest, mat deem d'Oppositiounsfraktioune sech net konnten averstanen erklären.

Trotzdeem vun dëser Plaz aus e grousse Merci un all Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun fir hiren Engagement an hir Mataarbecht, awer och fir hir Gedold, déi se mam Rapporteur haten. Och e Merci un de Justizminister, deen d'Aarbechte ganz enk an no matbegleet huet.

A menge Mercië wëll ech awer och ganz besonnesch de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Laurent Bech, aschléissen, genausou wéi d'Mataarbechterin aus der CSV-Fraktioun, d'Madame Rangan, déi hei och allen zwee eng virbildlech Aarbecht ofgeliwwert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass sécherlech eent vun deenen oppenste Länner an der Europäescher Unioun. Dëst ass ganz besonnesch wouer, wat den Aussenhandel an déi auslännesch Investissementer hei zu Land ugeet. Dës exceptionnel Offenheet ass da sécherlech och ee vun de Schlëssele vum wirtschaftlechen Erfolleg vun eisem Land an deene leschte Joren a Jorzéngten.

Eist Land huet an deene leschte Jorzéngten déi duebel Erausfuerderung gemeeschtert, déi doranner besteet, seng Wirtschaft fir auslännesch Investisseuren opzemaachen an op där anerer Säit déi sukzessiv Welle vun Immigratioun an eisem Land ze integréieren.

Ech erënneren un d'50er an d'60er Joren, wou mer vill Immigranten, besonnesch aus Italien, hei op Lëtzebuerg kruten, duerno an de 70er an 80er Jore mat eise portugisesche Frënn, a schlussendlech méi rezent ganz vill Bierger aus dem Balkan an aus Zentraleuropa. D'Integratioun vun all dësen auslännesche Matbierger ass eng Realitéit an eise Betriber an domadder op eisem Aarbechtsmaart.

Och ëmmer méi auslännesch Matbierger spillen eng aktiv Roll am associative Liewen, an duerfir läit et op der Hand, datt mir all dësen auslännesche Matbierger, déi zu engem Deel ganz laang an eisem Land liewen a schaffen an déi reell Integratiounseffortë gemaach hunn, och eng ugemiesse Plaz an eiser Gesellschaft zougestinn.

Allerdéngs, Här President, muss ee wëssen, datt d'gesellschaftlech Struktur an eisem Land sech an deene leschte Jore staark verännert huet an datt mer elo scho méi wéi 40% auslännesch Matbierger hunn, déi an eisem Land liewen. Wann een d'Haaptstad kuckt, gesi mer, datt mer do scho méi wéi 60% vun Netlëtzebuerger hunn. Wann een de Statistike gleewe kann, solle mer spéitstens tëschent 2020 an 2025 den „Breakeven-Punkt" dépasséieren, wou hei zu Lëtzebuerg méi Auslänner wäerte liewe wéi Lëtzebuerger.

All eis auslännesch Matbierger ouni Exceptioun droen hiren net onwesentlechen Deel zu der „success story" bäi, déi eis Ekonomie an deene leschte Jore kannt huet.

Op där anerer Säit bréngt dës Situatioun en demokrateschen Defizit an eiser Gesellschaft mat sech, well déi Leit, déi d'Wahlrecht fir d'Chamberwahlen hunn, nëmme méi e begrenzten Deel vun de sougenannte Forces vives vun der Lëtzebuerger Ekonomie representéieren.

Fir dat ze ënnersträichen, wëll ech nach emol op ee Prozentsaz agoen, deen ech aus deem iwwregens exzellenten Avis vun der Chambre de Commerce eraushuelen, nämlech deen, datt mer elo schonn Dräivéierels vun de responsabele Kadere vun eise Betriber hunn, déi Netlëtzebuerger sinn.

Dëse Prozentsaz beweist méi wéi all aner Zuelen, datt mer hei e gewëssenen Déca-

lage hunn tëschent deem groussen Undeel, deen eis auslännesch Matbierger un eiser gudder wirtschaftlecher Situatioun hunn, an op där anerer Säit hirer politescher Sousrepréstentatioun. Dëst ka mëttel- a laangfristeg zu enger ongesonder Situatioun féieren, well déi kollektiv Choixen, déi vun der Politik musse gemaach a gedroe ginn, riskéieren, net genügend de Suergen an den Erausfuerderunge vun enger Wirtschaft Rechnung ze droen, déi sech ëmmer méi muss mat der internationaler Konkurrenz dobausse moossen. Dës Realitéit wäert sécherlech duerch déi aktuell Kris op den internationale Finanzmäert nach verschäerft ginn.

Dëst huet och scho viru ganz ville Joren ee vun de Virgänger, de Léon Blum, den 11. Mee 1939 an enger bemierkenswäerter Interventioun an der Chamber ënnerstrach, andeem hie gesot huet - ech zitéieren -: «L'État a intérêt à accroître le plus possible le nombre de ses nationaux en assimilant tous ceux qui naissent sur son territoire afin d'empêcher la constitution de colonies d'étrangers dans notre pays.»

Här President, d'duebel Nationalitéit kann hei sécherlech en Hiewel sinn, deen zumindest deelweis Äntwerten op dësen demokrateschen Defizit an eisem Land ka ginn. Sécherlech, an dat ass jiddfereen heibanne sech bewosst, wäert et eleng mat dësem Gesetz net duergoen, fir eng méi grouss Implikatioun vun eisen auslännesche Matbierger an de Fonctionnement vun eisen Institutiounen ze kréien; nach schéngt et mer awer e ganz wichtegen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun Nationalitéit schwätzt, kënnt een net derlaanscht sech och ze hannerfroen, wat u sech eng Natioun duerstellt. Déi ënner Iech, déi sech méi mat philosophesche Froe beschäftegen, wëssen, datt et a sech zwou Conceptioune vun der Natioun gëtt: déi méi traditionell oder romantesch Conceptioun vun der Natioun, déi sech haaptsächlech iwwert d'Sprooch an iwwer gemeinsam Wuerzelen definéiert; an dann op där anerer Säit déi modern Conceptioun, déi sech iwwert de Wëllen definéiert zesummen ze liewen.

Erlaabt mer vläicht heizou de franséische Philosoph Ernest Renan ze zitéieren, deen - ech hunn hien och e puermol a mengem schrëftleche Rapport zitéiert - heizou Folgendes seet: «Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses (…) constituent cette âme (…). L'une est la possession en commun d'un riche leg de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir (…) ensemble (…); avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple.»

Mat deem Projet, dee mer haut diskutéieren, fanne mer eis erëm op enger Kräizung tëschent deenen zwou Conceptiounen, vun deene mer eng Rei vun Elementer am Gesetzesprojet erëmfannen: op där enger Säit déi méi romantesch Conceptioun iwwer eis lëtzebuergesch Sprooch; op där anerer Säit awer och déi modern Conceptioun, an där mer d'lëtzebuergesch Nationalitéit méi wäit opmaache fir all déi auslännesch Matbierger, déi wëllen zu eiser Natioun gehéieren.

Ech fannen dofir, datt dëse Projet a sech eng gesond Mëschung vun dësen zwou Conceptiounen duerstellt, och wann net jiddfereen heibanne sécherlech 100%eg mam Resultat zefridden ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann domadder op déi wesentlech Dispositioune vum Projet anzegoen. Ech wäert dat op eng relativ kuerz Manéier maachen. Fir den Detail verweisen ech lech alleguerten op mäi schrëftleche Rapport.

Wat sinn elo déi grouss Neierungen, déi dëst Gesetz mat sech brëngt par rapport zur bestehender Législatioun?

Fir d'alleréischt, an dat ass wahrscheinlech eent vun deene wichtegsten Elementer, brauch also an Zukunft kee Bierger, deen d'lëtzebuergesch Nationalitéit wëllt unhuelen, op seng eegen Nationalitéit ze verzichten. Dat ass sécherlech eng, wann net déi wesentlech, Innovatioun vun dësem Projet de loi.

Heizou wëll ech betounen, datt déi sougenannten „duebel Nationalitéit", déi eigentlech eng multipel Nationalitéit ka sinn, sech net an der Législatioun vun allen anere Länner an där Form erëmfënnt. Esou gesinn ongefeier d'Halschent vun de Memberlänner vun der Europäescher Unioun d'Méiglechkeet vun enger sougenannter duebeler Nationalitéit vir; dat heescht, déi aner Halschent leider net.

Wa mir also elo de Mëtteg dëst Gesetz stëmmen, heescht dat domadder net automatesch, datt jiddfereen niewent der lëtzebuergescher Nationalitéit och nach kann eng oder méi aner Nationalitéiten hunn. Dat hänkt nämlech in fine och dovunner of, wat d'Législatioun vun deem Land virgesäit, vun deem een déi aner Nationalitéit huet.

Allerdéngs, an dat ass dann eigentlech äusserst positiv, stellt een eng Tendenz an der Europäescher Unioun zumindest fest, datt ëmmer méi Länner a Richtung vun esou enger duebeler Nationalitéit ginn; wann ech d'Beispill vun der Belsch huelen, déi am Abrëll vun dësem Joer och hir Législatioun fir d'duebel Nationalitéit opgemaach huet.

Déi zweet grouss Neierung ass, datt an Zukunft d'Nationalitéit net méi vun der Chamber accordéiert gëtt - dat hu mer virdrun nach eng Kéier duerch eisen zweete Vote constitutionnel confirméiert -, mä an Zukunft vum Justizminister accordéiert gëtt, mat der Konsequenz, datt d'Naturalisatioun kee Gesetz méi wäert sinn, mä just nach en administrativen Akt, géint dee jiddfer Bierger virun den administrative Geriichtsbarkeete ka kloen.

An deem Kontext wëll ech betounen, datt am ursprünglechen Text déi zivil Juridictioune sollten d'Kompetenz kréien, fir iwwer Recoursë géint d'Décisioune vum Justizminister ze statuéieren. Mir sinn allerdéngs an der zoustänneger Kommissioun zur Iwwerzeegung komm, datt et méi logesch wär, et géif een den administrative Geriichtsbarkeeten d'Kompetenz, fir iwwer déi Recoursen ze statuéieren.

Betoune wéilt ech allerdéngs, datt, wéi dat am Nationalitéitegesetz festgeschriwwe war, et nach ëmmer fir d'Chamber och an Zukunft wäert méiglech sinn, an exceptionnellen Ëmstänn enger auslännescher Matbiergerin oder Matbierger d'Nationalitéit iwwert de Wee vun engem Gesetz ze attribuéieren.

Déi drëtt grouss Neierung, Här President, ass, datt an Zukunft och all déi fréier Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi an engem gewëssene Moment hir lëtzebuergesch Nationalitéit hu missen opginn, fir eng aner Nationalitéit kënnen unzefroen, dës erëm kënnen duerch eng einfach Deklaratioun beim Officier de l'État civil erëmkréie vun der Gemeng vun hirer leschter Residenz.

Derbäi kënnt, datt och an Zukunft lëtzebuergesch Statsbierger niewent hirer Lëtzebuerger Nationalitéit och kënnen eng aner Nationalitéit unhuelen, ënnert der Bedéngung ëmmer erëm, datt d'Législatioun vun deem Land dat och erlaabt, an datt si heifir natierlech och d'Konditiounen erfëllen.

Déi véiert grouss Neierung ass, datt op Initiativ vun der zoustänneger Kommissioun en Element vun Droit du sol an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass. Dozou wëll ech vermierken, datt mir hei zu Lëtzebuerg bis elo ëmmer an eise successive Gesetzestexter den Droit du sang, oder nach op Latäin ausgedréckt den „Jus sanguinis", als Fundament vun eiser Nationalitéit considéréiert hunn.

An Zukunft wäert et esou sinn, datt d'Kanner, vun deenen een Elterendeel hei zu Lëtzebuerg gebuer ass, automatesch an de Genoss vun der lëtzebuergescher Nationalitéit kommen. Dëst ass eng Ouverture par rapport zum Droit du sol an Direktioun vun der zweeter respektiv drëtter Generatioun vun auslännesche Bierger, déi an eist Land komm sinn.

Déi fënneft Neierung, déi och op d'Bestriewe vun der Kommissioun an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass, ass d'Klausel, datt déi auslännesch Matbierger, déi virun 1984 an eist Land komm sinn, net brauchen d'Konditioune vum Sproochentest respektiv vun de Cours d'instruction civique ze erfëllen; op déi ech nach méi spéit ze schwätze kommen.

Dëst schéngt mer eng mënschlech räsonnabel Ausnahmebestëmmung zu deenen allgemeng gültege Regelen ze sinn. Dës Leit sinn an de 70er an an den 80er Joren an eist Land komm, well mer se gebraucht hunn, fir a verschiddene Beräicher a ganz besonnesch am Bau ze schaffen. Dës Leit sinn total bei eis integréiert an hunn och schonn oft Kanner, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Vill vun deene Leit haten einfach keng Méiglechkeet, an deene Joren d'lëtzebuergesch Sprooch ze léieren, well et och deemools quasiment nach keen Ugebuet vu lëtzebuergesche Sproochecoursë ginn ass.

Ech mengen duerfir, datt et wichteg ass, datt mer esou eng Ausnahmeregelung fir déi Leit an d'Gesetz ageschriwwen hunn. Domadder erliichtere mer dëse Mënschen d'Kréie vun der lëtzebuergescher Nationalitéit, ouni datt mer hinnen nach virschreiwen, d'lëtzebuergesch Sprooch ze léiere respektiv déi Cours d'instruction civique ze suivéieren.

Dëst ass sécherlech, Dir Dammen an Dir Hären, dann och eng Unerkennung fir hire wesentleche Bäitrag zur Prosperitéit vun eiser Wirtschaft an domadder eisem Land, zu där si an de leschte Jorzéngten a Joren och bäigedroen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann elo kuerz op déi wichtegst nei Konditiounen anzegoen, déi de Projet vun deene Leit fuerdert, déi an Zukunft wëllen eis Nationalitéit unhuelen.

Eng éischt Konditioun ass déi vun der Honorabilitéit. Do wëll ech nach just eng Kéier drop hiweisen, datt déi zoustänneg Kommissioun d'Prisongsstrof, déi urspréinglech op zwee Joer festgeluecht war, op ee Joer erofgesat huet, well mer an der Kommissioun der Meenung waren, datt en Nationalitéitegesetz jo eigentlech net do wier fir Leit, déi op eng grave Manéier géint d'Strofgesetzer verstouss hätten, och nach eis Nationalitéit ze ginn. Betoune wéilt ech, datt et egal ass, ob déi Prisongsstrof hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland prononcéiert ginn ass; allerdéngs dierf se net méi wéi 15 Joer zréckleien, soss gëtt se net méi a Betruecht gezunn.

Zweet Konditioun ass déi vun der Residenzdauer vu siwe Joer, déi par rapport zum aktuelle Gesetz vu fënnef op siwen eropgesat gëtt. Dëst ass ee vun deene Punkten, wou mer an der Kommissioun déi längsten a schwieregsten Diskussiounen haten.

Ech wëll elo net méi am Detail op déi Diskussiounen agoen, mä mech drop beschränke fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt der Meenung no vun der Majoritéit vun der Kommissioun dës Residenzdauer vu siwe Joer absolut akzeptabel schéngt, well ee se nämlech muss och gesinn a Relatioun mat deem Délai vun aacht Méint, dee mir am Projet festgeschriwwen hunn, an deem den zoustännege Justizminister muss an Zukunft seng Décisiounen huelen.

Wann een also elo, Dir Dammen an Dir Hären, déi fënnef Joer an d'Dauer vun der Prozedur, déi sech oft tëschent zwee an dräi Joer erausgezunn huet - a mir haten de Moien nach e Beispill an der Commission juridique vun enger Prozedur, déi néng Joer gedauert huet -, wann een also alles dat zesummenzielt, da kënnt een och elo op eng Dauer vu mindestens siwe bis aacht Joer. Elo mat där neier Prozedur vun aacht Méint an enger Residenzdauer vu siwe Joer gesäit een also, datt et zumindest zu kenger Verschlechterung par rapport zu der aktueller Situatioun fir zukünfteg Demandeure fir d'lëtzebuergesch Nationalitéit kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déiselwecht schwiereg Diskussiounen hate mer och wat d'lëtzebuergesch Sprooche-klausel betrëfft. Hei wëll ech fir d'alleréischt nach eng Kéier ënnersträichen, datt dës Sprooche-klausel jo schonn am Gesetz vum 24. Juli 2001 ageschriwwe gi war, andeem dëst Gesetz verlaangt, datt jiddfereen, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, e Minimum vun aktiven a passive Sproochkenntnisser an eiser Mammesprooch muss hunn.

Bis elo ass et allerdéngs esou gewiescht, datt een dës Sproochkenntnisser konnt duerch all méiglech Dokumenter a Certificaten noweisen. Dës Dispositioun huet sech awer an der Praxis als net ëmmer esou einfach duerchzéibar erausgestallt, dëst ëmsou méi, well et a sech jo d'Police war, déi bis elo déi Sproochkenntnisser huet misse kontrolléieren.

Am neie Gesetz gëtt elo just nach e Sproochentest virgesinn, dee vum Centre de Langues soll organiséiert ginn a wou och déi zoustänneg Kommissioun de Wonsch hat, datt de Centre de Langues déi Tester net nëmmen hei an der Stad, mä iwwert d'ganzt Land an Zukunft organiséiert.

D'Kommissioun huet och, nodeem de Statsrot hei eng Opposition formelle soulevéiert hat, de Kompetenzniveau vun der lëtzebuergescher Sprooch an de Gesetzestext ageschriwwen; den A2 fir d'Schwätzen an de B1 fir d'Verstoe vun eiser Mammesprooch.

Dësen Niveau ass esou fixéiert ginn, datt an Zukunft jiddfereen, dee wëllt d'lëtzebuergesch Nationalitéit kréien, esou vill Lëtzebuergesch versteet a schwätzt, datt en zum Beispill d'Neiegkeeten um Radio oder op der Télee kann novollzéien, respektiv e ganz normaalt Gespréich mat senge Bekannten an Nopere ka féieren.

Betoune wëll ech nach eng Kéier, datt et hei just ëm d'Verstoen an d'Schwätze vun eiser Sprooch an net ëm hiert Schreiwe geet. Et schéngt mer nämlech eng vun deenen normaalste Saachen ze sinn, datt, wann een d'Nationalitéit vun engem Land wëllt unhuelen, een och e Minimum vu Kenntnisser vun där Sprooch vun deem Land huet. Dëst ass praktesch, Dir Dammen an Dir Hären, op der ganzer Welt esou, an et wär net novollzéibar, firwat datt dat bei eis hei zu Lëtzebuerg net esou sollt sinn.

Erlaabt mer vläicht an deem Zesummenhang - Dir gesitt, ech sinn de Mëtteg an engem grousse philosopheschen Denkprozess - ee vun deene grousse Philosophen ze zitéieren, nämlech den Immanuel Kant, deen emol eng Kéier gesot huet: „Kein größerer Schaden kann einer Nation zugefügt werden, als wenn man ihr den Nationalcharakter, die eigene Sprache nimmt."

Bei eis kënnt jo dann och nach derbäi, datt mer net nëmmen e Wahlrecht, mä och eng Wahlflicht hunn, esou datt déi zukünfteg Lëtzebuerger musse sech an Zukunft un de Chamberwahle bedeelegen. Ouni déi geréngste Kenntnisser an der lëtzebuergescher Sprooch kann ech mer mam beschte Wëllen net virstellen, wéi een iergendwéi eppes vun der Wahlcampagne wëllt matkréien, well wéi Dir alleguerte wësst, gëtt dës Wahlcampagne jo zu engem ganz groussen, wann net exklusiven Deel a lëtzebuergescher Sprooch gefouert.

Ech wëll och nach derbäifügen, datt d'Léiere vun der lëtzebuergescher Sprooch erliichtert gëtt doduerch, datt den Aarbechtsminister eis an deenen nächste Woche wäert mat engem Projet de loi iwwer e Congé linguistique befaassen, wat dann och all deene Leit erméiglecht, déi dorunner interesséiert sinn, eis Sprooch ze léieren, ouni dofir nach mussen dat owes no engem laangen Aarbechtsdag ze maachen.

Wa meng Informatioune richteg sinn, schéngt et och esou ze sinn, datt, nodeem de Projet de loi hei déposéiert ginn ass, an deem dës Sproocheregelung virgesinn ass, d'Demande fir Lëtzebuergesch-Coursen enorm an d'Luucht gaangen ass, esou datt also och dëst Gesetz en Incitatif duerstellt fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Schlussendlech wëll ech zu dësem Punkt och nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer par rapport zu allen aneren europäeschen oder och anere Länner näischt Extraordinäres vun de Kandidate fir d'lëtzebuergesch Nationalitéit verlaangen, wëssend, datt elo schonn ëmmer méi Länner Sproochekenntnisser fuerderen, nëmme fir an de Besëtz vun enger Openthaltsgenehmegung ze kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner Neierung vun dësem Projet ass, datt déi Kandidaten, déi eis Nationalitéit wëlle kréien, an Zukunft musse mindestens dräi Coursë vun der Instruction civique beleeën, wou et drëm geet, se mat eisen Institutiounen ze familiariséieren.

Betoune wéilt ech hei och, datt, obwuel d'Participatioun un deene Coursen obligatoresch ass, se awer net duerch en Exame wäerte bewäert ginn.

Da wëll ech awer och nach op zwee Punkten ze schwätze kommen, déi sech och op Initiativ vun der zoustänneger Kommissioun am Gesetzestext erëmfannen. Dat ass op där enger Säit dat Element vun „Jus soli", vun deem ech och scho virdru geschwat hunn, wou also an Zukunft all Kand, wat hei zu Lëtzebuerg gebuere gëtt, vun engem Elterendeel, dee selwer hei an eisem Land op d'Welt komm ass, automatesch an Zukunft déi lëtzebuergesch Nationalitéit kritt.

Mat dëser Dispositioun erliichtere mer den Zougank zu der lëtzebuergescher Nationalitéit, besonnesch der zweeter an der drëtter Generatioun vun eisen auslännesche Frënn.

Dësen Amendement ass staark vum Statsrot begréisst ginn, an ech sinn och perséinlech dervun iwwerzeegt, datt dës Ouverture zum Droit du sol de Realitéiten an eisem Land ganz besonnesch Rechnung dréit.

En anere wichtege Punkt, deen och zum Schluss nach an de Gesetzesprojet drakomm ass, ass dee vun deenen auslännesche Matbierger, déi an eist Land virun 1984 komm sinn. Dës Leit brauche weder de Sproochentest ofzeleeën nach d'Cours d'instruction civique ze suivéieren; an och dës Ausnahmeregelung schéngt mer eng vum gesonde Mënscheverstand ze sinn.

Hei geet et nämlech zu engem gréissten Deel ëm auslännesch Bierger, déi an de 70er, 80er Joren an eist Land komm sinn an déi deemools d'Méiglechkeet net haten, d'lëtzebuergesch Sprooch ze léieren. Ech

mengen iwwregens och, datt dës Ausnahmeregelung sech justifiéiert, well jo eigentlech eis lëtzebuergesch Sprooch eréischt 1984 de Statut vun der Nationalsprooch kritt huet, wat se bis zu deem Zäitpunkt net hat.

Derbäi kënnt, datt deemools quasi keng oder nëmmen eng ganz kleng Offer vu lëtzebuergesche Coursen existéiert huet, esou datt déi Leit, wéi ech och scho virdrun ënnerstrach hunn, eigentlech ni d'Geleeënheet haten, eis Sprooch ze léieren. Haut sinn déi allermeescht vun dëse Leit total an eisem Land integréiert, hunn oft scho Kanner, déi eis Nationalitéit hunn, a mir sinn also gutt beroden, dëse Leit net méi onbedéngt elo nach e Sproochentest respektiv Cours d'instruction civique opzeerleeën.

Ofschléissend zu de Konditioune wëll ech ënnersträichen, datt d'Sproochentester wéi och d'Civiquescoursen net mussen erfëllt gi vun deene Kandidaten, déi mindestens siwe Joer an enger vum Ministère unerkannter Schoul hei am Land verbruecht hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann awer och nach e puer Wuert iwwert d'Iwwergangsbestëmmunge vun dësem Gesetzesprojet ze verléieren. Och op dësem Punkt hate mer länger Diskussiounen, éier mer eigentlech eng ganz zefridde stellend Léisung fonnt hunn.

An Zukunft wäert et also esou sinn, datt all déi Leit, déi elo nach eng Demande unhängeg hunn, och d'Recht hunn, datt dës Demande zu engem Ofschloss kënnt. Allerdéngs no de Regele vun der neier Prozedur, wéi mer se elo am Text festleeën, dat heescht eng administrativ Prozedur beim Justizminister, fir déi allerdéngs den Délai vun aacht Méint net spillt, a mat de Konditiounen, wéi se am ale Gesetzestext virgesi waren.

Am Kloertext heescht dat, datt all déi Bierger, déi opgrond vun deem ale Gesetz hir Nationalitéit vum Justizminister kréien, dës net als duebel Nationalitéit unerkannt kréien, well jo eng vun deene Konditioune vum ale Gesetz eben déi war, datt se op hir aner Nationalitéit oder Nationalitéiten hu misse verzichten. Dës Leit hunn allerdéngs dann d'Méiglechkeet, zu engem spéideren Zäitpunkt erëm hir viregt Nationalitéit kënnen zréckzefroen.

Betoune wëll ech och nach eng Kéier hei, datt all déi Bierger awer och d'Méiglechkeet hunn, op hir Demande ze verzichten an direkt am Ufank vum Mount Januar, wann dëst Gesetz hoffentlech a Kraaft trëtt, eng nei Demande bei der Gemeng eranzeginn, déi dann och op der Basis vun deenen neie Konditiounen appréciéiert gëtt an déi natierlech dann och d'Méiglechkeet vun enger duebler Nationalitéit opmécht. Ech mengen, datt mat dëser Iwwergangsléisung jiddfer auslännesche Bierger ka liewen, well hie jo de Choix behält, ënnert deem ale Gesetz virunzefueren oder awer eng nei Demande ënnert deem neie Gesetz ze stellen.

Schlussendlech wëll ech dann nach op ee Punkt agoen, deen eis och vill a laang beschäftegt huet, an dat ass dee wat d'Akraafttriede vum Gesetz ugeet. Och hei huet de Statsrot a senge successiven Avisen drop higewisen, datt ee misst évitéieren, datt et eng Iwwergangszäit géif ginn, wou kee Gesetz méi kéint sech applizéieren, well dat aalt Gesetz ofgeschaf an dat neit nach net a Kraaft getruede wär, dëst well, wéi Der jo alleguerte matkritt hutt, mer gläichzäiteg mat der Adoptioun vun dësem Gesetz och eis Verfassung änneren.

Fir esou en Décalage an der Zäit ze évitéieren, géif ech dem Minister nach eng Kéier un d'Häerz leeën, bei der Publikatioun derfir ze suergen, datt déi Gesetzer esou publizéiert ginn, datt déi Period esou kuerz wéi méiglech wäert ausfalen. Soulaang wéi dat neit Gesetz nach net publizéiert ass, kann dann och dës Chamber nach Naturalisatioune stëmmen, wat eis dann dee grousse Plëséier wäert ginn, nach e puermol, oder zumindest eemol, eis Kolleegin, d'Madame Doerner, dozou ze héieren.

E lescht Wuert zu der Prozedur. Hei ännert näischt, well esou wéi bis elo wäerten et an Zukunft och nach d'Gemenge sinn, an deenen d'Kandidate fir d'lëtzebuergesch Nationalitéit wunnen, déi d'Demande an Empfang huelen a se och viruleeden un de Justizminister. Wat allerdéngs ännert, ass, datt d'Demandë mussen an Zukunft komplett sinn, dat heescht, datt all Dokumenter a Pièçë musse bäigeluecht sinn, fir datt den zoustännege Gemengebeamte se däerf an Empfang huelen. An Zukunft kann also net méi ee seng Demande nach während der Prozedur duerch eng Pièce oder en Dokument komplettéieren, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war. Dëst huet nämlech e gudde Grond: Vum Datum vum Dépôt u leeft nämlech den Délai vun aacht Méint, an deem de Minister muss seng Décisioun huelen.

An dësem Zesummenhang wëll ech och de Justizminister froen, ob et net méiglech wär, datt déi Formulairen, déi en Demandeur muss ausfëllen, an Zukunft och a lëtzebuergescher Sprooch kéinte virgesi ginn. Ech fannen et nämlech e bësselche speziell, datt mer op där enger Säit vun den zukünftege Lëtzebuerger verlaangen, datt se Lëtzebuergesch kënnen, op där anerer Säit se awer mussen hir Demande a franséischer oder däitscher Sprooch ausfëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen och domadder scho bal zum Schluss. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass en oppent Gesetz, well et d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger erliichtert, mä hinnen och iwwert d'aktiivt an d'passiivt Wahlrecht méi eng grouss Representativitéit um Niveau vun de politeschen Décisioune gëtt. An ech géif do vläicht nach eng Kéier eise Statsminister zitéieren, deen a senger Erklärung zur Lag vun der Natioun vum 4. August 2004 Folgendes gesot huet, ech zitéieren: „D'Integratioun vun den Netlëtzebuerger ass eng Offerte, déi d'Lëtzebuerger musse maachen, an d'Netlëtzebuerger mussen dës Offerte unhuelen. Et gëtt keng Flicht zur totaler Assimilatioun, mä et gëtt eng Flicht zur Integratioun. Ouni dës Offer, an ouni d'Unhuele vun dëser Offer, an ouni Respekt virun deenen aneren hiren Eegenaarten, an ouni Respekt virun eise fundamentale gesellschaftleche Wäerter gëtt et weder Integratioun nach Kohesioun." Enn vum Zitat.

Ech sinn iwwerzeegt, datt dëst Gesetz eng Äntwert op dës Erausfuerderung gëtt. Dernieft mécht dëst Gesetz d'Erlaange vun der lëtzebuergescher Nationalitéit wesentlech méi einfach a méi schnell, wat sécherlech och méi auslännesch Matbierger wäert dozou bewegen, hir Demande, fir Lëtzebuerger ze ginn, ze maachen.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Schlussendlech kritt eis lëtzebuergesch Sprooch an deem Gesetz de Stellewäert, dee se verdéngt, als e wesentlecht, wann och net dat eenzegt Element vun eiser nationaler Identitéit. Dëst Gesetz ënnersträicht dann och de Stellewäert, dee mer eiser lëtzebuergescher Sprooch wëlle ginn, ouni awer op där anerer Säit d'Lat esou héich ze leeën, datt d'Erléiere vun eiser Sprooch en oniwwerwannbaart Hindernis wär fir eis Nationalitéit ze kréien. Nach ass eng Nationalitéit awer net nëmmen e Pass, mä et ass och en Déngscht am Interessi vum Land.

Erlaabt mer vläicht zum Schluss vu mengen Ausféierungen den Nehru ze zitéieren: „Citizenship consists in the service of the country."

(Hilarité)

Ech sinn op jidde Fall iwwerzeegt, Madame Presidentin, datt mer mat dësem Gesetz e wichtege Schrëtt a Richtung besser a méi Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger maachen, an domadder d'sozial Kohesioun vun eisem Land mëttel- a laangfristeg substanziell verbesseren. An deem Sënn mäin Appel un Iech alleguer, dësem Gesetzesprojet eng méiglechst breet Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Santer. Dir hutt d'Wuert, Här Santer.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt géif ech gären dem Här Rapporteur, mengem Fraktiounskolleeg Laurent Mosar, Merci soen an him félicitéiere fir seng schréftlech a mëndlech Rapporten.

D'Gesetz, wat mer haut an der Chamber wäerten ofstëmmen, reit sech an déi Lëscht vu Gesetzer a Gesetzesprojeten an, déi als Zil hunn, eis Gesetzgebung der Evolutioun vun der Immigratioun an den demographesche Perspektive Rechnung ze droen. Dat ass ënner anerem den Objet vum Immigratiounsgesetz, wat mer virun der Vakanz hei gestëmmt hunn, oder vum Gesetzesprojet iwwert d'Integratioun, deen an den nächste Wochen um Ordre du jour vun der Chamber wäert stoen.

All dës Texter zeie vun enger Prise de conscience a sollen d'Weiche stelle fir eng méi aktiv, eng méi voluntaristesch Immigratiouns- an Integratiounspolitik. D'Noutwendegkeet vun esou enger Politik läit op der Hand. D'Zukunftsprojektioune weisen, datt den Undeel vun den Auslänner an der Lëtzebuerger Bevölkerung stänneg zouhëlt a mëttelfristeg d'Zuel vun den auslännesche Matbierger d'Zuel vun den Eenheemesche wäert iwwerhuelen, wat iwwregens schonn a verschiddene Géigende vum Land de Fall ass.

Wann d'Auslänner sech längst um Niveau vun dem Aarbechtsmaart a vun der Gesellschaft integréiert hunn, esou ass hir Integratioun um politeschen Niveau nach net komplett. Sécher, dem EU-Statsbierger gi sämtlech politesch Rechter um kommunale Plang unerkannt. Dëst ass sécherlech e wichtege Schratt a Richtung Integratioun, mä et bleift, datt d'Unerkennung vu politesche Rechter sech nëmmen op de kommunale Plang bezitt. Déi national Sphär ass net betraff, och wa mer zënter dem Vertrag vu Maastricht d'Konzept vun der Citoyenneté européenne hunn, déi mer nach mussen an deenen nächste Jore mat Inhalt fëllen.

An dëser Diskussioun däerf een net vergiessen, datt, obschonn déi meeschten Auslänner hei zu Lëtzebuerg aus Europa, aus dem EU-Europa stamen, et och vill auslännesch Matbierger gëtt, déi aus Drëttlänner kommen. D'Zuel vun deenen net EU-Auslänner wäert och an Zukunft zouhuelen. D'Immigratiounsgesetz vum 28. August 2008 dréit dëser Realitéit Rechnung, andeems et Ënnerscheeder tëschent de verschiddene Kategorië vun Auslänner zum Deel ofschaaft.

Et gesäit zum Beispill vir, datt d'Bierger aus Drëttlänner eng „Autorisation de séjour de longue durée" kënne kréien, nodeems se wéinstens fënnef Joer laang zu Lëtzebuerg gelieft hunn. Duerch dëse Statut ginn d'Bierger aus Drëttlänner, zumindest op verschidden Niveauen, mat deenen aus der Europäescher Unioun assimiléiert. E Schratt, dee noutwendeg war am Zeeche vun der Integratioun.

Integratioun heescht awer och, déi auslännesch Matbierger um politesche Plang ze integréieren, natierlech nëmmen, wa se dat wëllen. An deem Kontext spillt d'Unerkennung vum Prinzip vun der duebler Nationalitéit eng ganz wichteg Roll. Dëse Prinzip dréit dozou bäi, datt déi auslännesch Bierger, déi d'Konditiounen erfëlle fir déi Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen, dëse Schratt och éischter wäerte maachen, wéi dat bis elo de Fall war. Si vervollstännegen domadder hir Integratioun, well se vun deem Moment u kënne ganz um politesche Liewen deelhuelen.

D'Duebelnationalitéit ass deemno do, fir d'sozial Kohesioun ze garantéieren. Wéi de Laurent Mosar dat a sengem schréftleche Rapport richteg erkannt huet, hu vill Auslänner, déi zënter Joren a Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg liewen, Schwieregkeeten domadder, hir Nationalitéit opzeginn, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn. Si fille sech als „binational", als „bipatride", als eng Persoun, déi zwee Länner als hir Heemecht ugesäit. Hire gréisste Wonsch ass, datt dës Situatioun sech och an hirem Pass erëmfënnt. Si sti virun engem Choix cornélien, fille sech an engem Dilemma gefaangen, dee fir Leit ouni Immigratiounshannergrond net einfach nozevollzéien ass.

Et däerf een ni vergiessen, datt vun der Unerkennung vum Prinzip vun der duebeler Nationalitéit iwwregens net nëmmen eis auslännesch Matbierger profitéiere kënnen, mä och all déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen an déi d'Nationalitéit vun deem Land ugeholl hunn, wou si ausgewandert sinn, an dëst aus professionellen, familiären oder soss Grënn. Och si kréien elo d'Méiglechkeet, fir hir Lëtzebuerger Nationalitéit nees zréckzekréien.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dem Rapport «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg», deen déi zwee belsch Droitsprofessere Francis Delpérée a Michel Verwilghen 2004 verfaasst hunn, geet kloer ervir, datt am Kader vun enger moderner Approche vun der Nationalitéit, wou de Wëllen, gemeinsam un engem Gesellschaftsprojet deelzehuelen, mam Wëlle vun engem Individuum, net op seng Wuerzelen ze verzichten, ka koexistéieren, et wichteg ass, kloer an objektiv Konditiounen opzestellen.

Dës Konditioune solle weder ze streng nach iwwerdriwwe laxistesch formuléiert sinn. Och wann een elo däerf niewent der Lëtzebuerger Nationalitéit eng aner Nationalitéit hunn, esou bleift et, datt een d'Lëtzebuerger Statsbiergerschaft net esou einfach geschenkt soll kréien. Et soll een ni esou eng Nationalitéit verschenken. Dorënner géif d'Kohesioun, déi sozial wéi och déi politesch, enorm leiden.

D'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit ënnerläit och an Zukunft bestëmmte Konditiounen. Dës Konditioune sinn net nei. Déi eenzeg nei Bedéngung ass d'Verflichtung fir de Kandidat, um Cours d'instruction civique deelzehuelen.

D'Openthaltsdauer an déi sproochlech Kenntnisser ginn am Kader vum virleiende Gesetzentworf preziséiert respektiv verschäerft.

Fir kënne Lëtzebuerger ze ginn, muss een zënter op d'mannst siwe Joer ouni Ënnerbriechung hei am Land wunnen. Dëse Punkt war an ass net onëmstridden an huet fir vill Diskussioun gesuergt, net nëmmen an der Kommissioun, mä och an der Öffentlechkeet.

D'Diskussioune sinn entstanen, well de virleiende Gesetzentworf d'Dauer vum néidege Mindestopenthalt vu fënnef op siwe Joer eropsetzt. Et geet hei beim Projet de loi dorëm, sécherzestellen, datt jiddfereen, dee Lëtzebuerger wëllt ginn, och wierklech eis Nationalitéit unhuele wëllt.

«On ne prend pas une nationalité comme on prend son parapluie», huet déi franséisch Journalistin Françoise Giroud geschriwwen. Eng Nationalitéit opzeginn, fir kënnen eng aner unzehuelen, setzt eleng duerch d'Tatsaach, datt een eppes muss opginn, e gréisseren Integratiounswëlle viraus, wéi wann een zwou oder méi Nationalitéite cumuléieren däerf.

Et ass evident, datt een an dëser leschter Hypothees muss méi genee den Integratiounsgrad vun enger Persoun ënnersichen. Dat erkläert d'Eropsetze vun der Residenzdauer vu fënnef op siwe Joer. Dobäi ass nach ze bemierken, datt mam virleiende Gesetzentworf eng vereinfacht Prozedur virgesinn ass, déi maximal aacht Méint soll daueren.

Déi heiteg Naturalisatiounsprozedur läit do och mat enger Residenzdauer vu fënnef Joer wäit driwwer, wéi mer dat nach de Moien an der Commission juridique festgestallt hunn, wou eng Prozedur 1999 ugefaangen huet an haut, also de 15. Oktober 2008, fäerdeg ginn ass.

E weideren ëmstriddene Punkt war d'Definitioun vun engem Niveau, deen en an der Lëtzebuerger Sprooch muss erreechen, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn, respektiv d'Iwwerpréiwung vun de Kenntnisser am Lëtzebuergeschen iwwert de Wee vun engem Test.

Déi sproochlech Konditioune ginn am Kader vum virleienden Text preziséiert. Nom aktuellen Text muss de Kandidat Kenntnisser vun enger vun deenen Amtssproochen, déi am Gesetz vun 1984 festgeluecht sinn, souwéi och Basiskenntnisser vum Lëtzebuergeschen noweise kënnen. Or, genee dës Basiskenntnisser vum Lëtzebuergesche sinn en zimlech vage Kritär a loossen, wéi mer dat och an eiser laanger Experienz an der Commission juridique feststelle konnten, all subjektiv Interpretatiounen zou.

Et ass also néideg, d'Niveauë vun de Kenntnisser an der Lëtzebuerger Sprooch objektiv festzehalen. D'Bedéngung, déi Lëtzebuerger Sprooch ze schwätzen an ze verstoen, ass net a Fro gestallt ginn. Op d'mannst net an der Kommissioun. Deejéinegen, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, muss sech an eiser Sprooch verstännege kënnen. D'Lëtzebuergescht ass, wéi dat och an anere Länner de Fall ass, a souguer wéi dat an deenen anere Länner de Fall ass, onzertrennbar mat eiser eegener Identitéit. Wann international Verträg, eng Verfassung, eng Gesetzgebung de Stat ausmaachen - de Stat mat senge Kritären: Population, Territoire, Souveraineté -, esou ass d'Sprooch onzertrennbar mat der Identifikatioun vun enger Natioun.

Et gëtt keng Natioun ouni gemeinsam Sprooch. Eng Sprooch ass wéi en Zement fir eng Natioun. Sprooch verbënnt also. Sprooch trennt net. Si grenzt net aus, mä bréngt zesummen. De Sproochekonflikt bei eise belschen Noperen ass heifir dat bescht negatiivt Beispill.

Well et ëm déi Lëtzebuerger Statsbiergerschaft geet, ass et net iwwerdriwwen, wann ee vun engem zukünftege Lëtzebuerger verlaangt, hie misst e Minimum vu senger zukünfteger Sprooch verstoen. Déi lëtzebuergesch Sprooch ass Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Identitéit. Kee Mënsch fënnt et anormal, datt ee muss Däitsch oder Franséisch oder Italienesch oder Russesch kënnen, fir déi däitsch, franséisch, italienesch oder russesch Nationalitéit ze kréien. Ech gesinn awer net, firwat mir dat anescht zu Lëtzebuerg handhabe sollen, wéi an anere Länner.

No dësem Text mussen d'Kandidaten den Niveau A2, fir ze schwätzen, respektiv B1,

fir ze verstoen, vum europäesche Referenzkader erreechen. Et gëtt dachs dem Projet de loi virgeworf, dës Niveauë wären ze héich a géifen domadder den Accès op déi Lëtzebuerger Nationalitéit méi schwéier maachen.

Et gëtt net vun de Leit verlaangt, datt se perfekt Lëtzebuergesch kënnen oder datt se missten e komplizéiert technescht Referat op Lëtzebuergesch halen. Et geet dorëms, datt Leit sech op Lëtzebuergesch ënnerhale kënnen, mat hiren Aarbechtskolleege schwätze kënnen oder d'Noriichten op Lëtzebuergesch nolauschtere kënnen.

De Gesetzestext differenzéiert och tëschent Kenntnisser vum Verstoen a vum Schwätzen. Et ass och méi einfach, eng nei Sprooch ze verstoen, wéi ze schwätzen. Duerfir hu mer den Niveau beim Niveau beim Schwätze méi niddreg gehalen, wéi den Niveau beim Verstoen: A2 a B1.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Beim Niveau A2, fir ze schwätzen, steet an den Erklärunge beim europäesche Referenzkader dat heiten: «Je peux utiliser une série de phrases ou d'expressions pour décrire en termes simples ma famille et d'autres gens, mes conditions de vie, ma formation et mon activité professionnelle actuelle ou récente.»

Beim Niveau B1 heescht et: «Je peux comprendre les points essentiels quand un langage clair et standard est utilisé et s'il s'agit de sujets familiers concernant le travail, l'école, les loisirs, etc. Je peux comprendre l'essentiel de nombreuses émissions de radio ou de télévision sur l'actualité ou sur des sujets qui m'intéressent à titre personnel ou professionnel si l'on parle d'une façon relativement lente et distincte.»

Dës Erklärunge beweisen, datt déi Niveauen, déi mer hei ugeschriwwen hunn - A2 a B1 - net onméiglech sinn.

Wann ee vu Basiskenntnisser schwätzt, kann ee sech net op e puer Wierder, e puer allgemeng Sätz reduzéieren. Wann een den Niveau A1 kuckt, an dat ass dat, wat mer an der Majoritéit an der Kommissioun net zréckbehalen hunn, da steet do ganz kloer: «Je peux utiliser des expressions et des phrases simples pour décrire mon lieu d'habitation et les gens que je connais. Je peux comprendre des mots familiers et des expressions très courantes au sujet de moi-même, de ma famille et de l'environnement concret et immédiat, si les gens parlent lentement et distinctement.»

Wéi se an der Kommissioun war, huet d'Madame Educationsministesch och gesot, deen Niveau A1 souwuel beim Schwätze wéi beim Verstoe géif wierklech net duergoen, fir kënnen ze behaapten, eng Sprooch richteg schwätzen ze kënnen oder sief et nëmmen, datt ee Basiskenntnisser dovunner huet beim Schwätzen oder beim Verstoen.

Den Niveau A1 geet also eiser Meenung net duer, fir um politesche Liewen deelzehuelen oder et ze verfollegen. Iwwert d'Wahlflicht eraus ass et an enger Demokratie noutwendeg, datt sech Bierger fir dat Öffentlecht, fir d'«res publica» interesséieren, an duerfir solle se sech och an där Sprooch verstännege kënnen oder déi wéinstens verstoen.

«La liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.» Lëtzebuergesch ass d'Sprooch an dësem Haus, Lëtzebuergesch ass d'Sprooch an de Gemengeréit an, wéi den Här Rapporteur virdru gesot huet, Lëtzebuergesch ass d'Sprooch och vum Lëtzebuerger Wahlkampf.

D'Niveauen A2 a B1, wéi mer se an der Kommissioun majoritär zréckbehalen hunn, droen dëser Zilsetzung Rechnung. Et kann an et däerf am Land net zu zwou Klasse vu Lëtzebuerger kommen: Déi eng, déi eis Sprooch kennen, an déi aner, déi se net kennen. Beim Niveau B1 heescht et jo: «Je peux comprendre l'essentiel de nombreuses émissions de radio ou de télévision sur l'actualité.»

De Fait, datt mir niewent dem Lëtzebuergeschen aner Sprooche beherrschen, ass hei net relevant. Natierlech kann een zu Lëtzebuerg wunnen, zu Lëtzebuerg schaffen oder nëmme wunnen a schaffen, ouni musse Lëtzebuergesch schwätzen ze kënnen. Et kann een och säi ganzt Liewe laang hei zu Lëtzebuerg wunnen, ouni wëlle Lëtzebuerger ze ginn.

Et bleift, datt Lëtzebuergesch eis Nationalsprooch ass an dofir e besonnesche Stellewäert huet. Dofir muss se och an eiser Verfassung verankert ginn. D'Institutiounskommissioun beschäftegt sech mat der Formulatioun wéi mer dat erreeche kënnen.

Doriwwer eraus steet elo schonn am Gesetz, an de virleiende Gesetzesprojet huet et iwwerholl, datt et net duergeet, just Lëtzebuergesch schwätzen ze kënnen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Et muss een och Kenntnisser an enger vun deenen dräi anere Sproochen hunn. Wann de Législateur net weider op déi Kenntnisser agaangen ass, dann huet dat domadder ze dinn, datt do keen Handlungsbedarf besteet. Mir brauchen net an engem Gesetz festzeleeën, wéi gutt een Däitsch oder Franséisch muss kënnen. D'Dynamik vum Aarbechtsmaart, d'Dynamik vum Alldagsliewe regelt déi Fro ouni noutwendeg Interventioun vum Gesetzgeber.

Et ass awer evident, datt, wa mer gären hätten, datt d'Auslänner sech zu Lëtzebuerg integréieren an eis Sprooch solle schwätzen ouni op d'Käschte vun der Méisproochegkeet ze goen, déi auslännesch Matbierger d'Méiglechkeeten an d'Moyenen zur Verfügung gestallt musse kréien, fir eis Sprooch kënnen ze léieren. Dat setzt viraus, datt genuch Coursen zu flexibelen Zäiten iwwerall am Land ugebuede musse ginn.

De Projet de loi iwwert de Congé linguistique, deen an deenen nächste Woche wäert gestëmmt ginn, ass an dësem Kontext begréissenswäert. E féiert e Congé linguistique vu maximal 200 Stonne fir all Salarié an, deen domadder d'Méiglechkeet kritt, lëtzebuergesch Coursen ze beleeën, an zwar während senger Aarbechtszäit an ouni finanziell Verloschter, weder fir hien nach fir säin Employeur, vu datt de Stat fir d'Indemnitéiten, déi dem Salarié während sengem Congé linguistique ausbezuelt ginn, opkënnt.

Mä et geet net duer, datt een et de Leit méi einfach mécht, fir kënne Lëtzebuergesch ze léieren. Et ass wichteg, datt déi lëtzebuergesch Sprooch, souwuel an der Schoul wéi och bei der Ausbildung vum Léierpersonal, méi e grousse Stellewäert kritt.

Lëtzebuergesch ass e wesentlecht Element, fir d'Integratioun ze förderen. Lëtzebuergesch soll net nëmmen déi national Sprooch sinn, si soll och als Kommunikatiounssprooch am Alldag benotzt ginn.

Villes ass schonn op dësem Gebitt geschitt. Ech denken do un déi verschidde Publikatiounen, déi an de leschte Joren iwwert déi lëtzebuergesch Sprooch veröffentlecht gi sinn. Zënter e puer Joer gëtt et um Niveau vun der Uni Lëtzebuerg e Laboratoire de linguistique et de littérature luxembourgeoises, wou Chercheuren déi Lëtzebuerger Sprooch ënnersichen, fir ënner anerem erauszefannen, wéi d'Sprooch an hire Gebrauch sech am Laf vun der Zäit entwéckelt huet.

De Gesetzesprojet, deen d'Regierung virun der Vakanz déposéiert huet an deen d'Schafung vun engem Institut national des langues virgesäit, deen den aktuelle Centre de Langues ersetze soll, dréit deem neie Stellewäert, dee mir fir eis Sprooch gären hätten, Rechnung. Dëse Gesetzesprojet gesäit ënner anerem och d'Schafung vun engem Diplom „Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" vir. D'Schafung vun esou engem Diplom ass en éischte Schrëtt fir sécherzestellen, datt eis Sprooch enges Daags, wéi och all aner Sprooch, an enger Schoul vun engem qualifizéierte Schoulpersonal enseignéiert ka ginn.

An der Schoul muss weider Lëtzebuergesch als Kommunikatiounssprooch, also och als Integratiounsfacteur benotzt a geléiert ginn. Dat gëtt schonn am Précoce gemaach. Dat soll am Primaire an am Secondaire weider ënnerstëtzt an ausgebaut ginn.

Här President, den Här Rapporteur ass schonn a sengem mëndleche Rapport op d'Exceptioun agaangen, déi mer am Projet de loi virgesinn hu fir déi Leit, déi virun 1984 an d'Land komm sinn. D'Sproocheklausel ass fir déi Leit net méi virgesinn. Dat hänkt domadder zesummen, datt deemools d'Méiglechkeeten, fir eis Sprooch ze léieren, vill méi beschränkt ware wéi dat haut de Fall ass. Et soll een dëst awer net als - solle mer soen - „Iwwergangsbestëmmung" ausleeën; wéi wa virun 1984 iwwerhaapt net Lëtzebuergesch an eisem Land geschwat gi wier.

Derbäi kënnt, datt d'Kanner vun deenen, déi virun 1984 an d'Land komm sinn, well mer se och gebraucht hunn an déi Leit vill zu eiser wirtschaftlecher Entwécklung bäigedroen hunn, an eise Schoulsystem an iwwer hir Aarbechtsplaz integréiert goufen a sech doheem fillen. Och wa se net oder nach net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn.

Här President, nach e puer Wierder iwwert d'Prozedur. E wichtegen Aspekt vum Gesetzesprojet ass d'Aféierung vun enger eenzeger administrativer Prozedur. Eis aktuell Gesetzgebung kennt zwou Prozeduren: d'Optioun, déi virun allem Immigranten aus zweeter Generatioun, déi hei am Land gebuer sinn an hei an d'Schoul gaange sinn, usprécht; an d'Naturalisatioun. Nom aktuelle Gesetz ass et un der Chamber, fir d'Nationalitéit am Kader vun der Naturalisatiounsprozedur ze gewähren, während d'Optiounen ënnert d'Attributioune vum Här Justizminister falen.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit nëmmen nach ee Modus vir, fir déi Lëtzebuerger Statsbiergerschaft unhuelen ze kënnen, an zwar d'Naturalisatioun. E schaaft d'Prozedur vun der Optioun of. Verschidde Beruffschamberen an och de Statsrot hunn dat bedauert, well bestëmmte Kategorië vu Leit konnten iwwert de Wee vun der Optioun vun enger vereinfachter a méi séierer Prozedur profitéieren.

Mä mat enger prozeduraler Vereenheetlechung ass dat net méi méiglech, obschonn dëst, wéi dat zu Recht vum Statsrot a sengem Avis ervirgehuewe gi war, dem Gläichbehandlungsprinzip tëschent de Bierger entsprécht. Derbäi kënnt, datt sech mam virleiende Gesetzesprojet och d'Philosophie, déi hannert der Nationalitéit stécht, verännert.

Mir si vun engem Droit de la nationalité eriwwergaangen op en Droit à la nationalité; also en individuellt Recht op déi Nationalitéit. Jiddferee muss d'Konditiounen, fir Lëtzebuerger kënnen ze ginn, erfëllen, an dat selwer, perséinlech. De Fait, datt een hei am Land gebuer ass oder mat engem Lëtzebuerger bestuet ass, soll net zielen, wann déi aner Konditiounen net erfëllt sinn. Jiddfereen ënnerläit deeneselwechte Bedéngungen.

An Zukunft huet de Justizminister an net méi d'Chamber den Entscheedungspouvoir bei den Naturalisatiounen. Dat bréngt zwee wesentlech Virdeeler mat sech:

D'Prozedur - éischtens - ass méi rapid. Nom Gesetzentworf huet de Justizminister maximal aacht Méint Zäit, fir eng Entscheedung ze treffen.

Zweetens, e Recours virun der Juridiction administrative ass virgesinn, wann ee mat der Entscheedung vum Här Justizminister net averstanen ass. Dat ass eng eminent Verbesserung vun der Prozedur, déi de Kritäre vun engem Rechtsstat Rechnung dréit. Eng Entscheedung muss een och viru Geriicht ufechte kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet ass ee vun de wichtegsten, net nëmmen an dëser Legislaturperiod, mä och an de leschte Joren, well en eppes mat eiser Identitéit ze dinn huet, well e fir d'sozial Kohesioun steet andeems hien derfir suergt, datt d'Bedeelegung vun den Auslänner um politesche Liewen iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit méi einfach gëtt an doduerch hir Integratioun op allen Niveauë promouvéiert. Duerch dëse Projet de loi stäerke mer d'Zesummegehéieregkeetsgefill vun alle Lëtzebuerger, dat d'Nationalitéit duerstellt.

La patrie, Dir Dammen an Dir Hären, c'est là où l'on se sent bien. Ech ginn och domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hätt just, Här President, eng kleng Fro, well ech hunn d'Haltung net héiere vum Här Santer iwwert d'Délaie vu fënnef, siwen oder zéng Joer.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Dann hätt Der missen éischter do sinn. Ech hunn an deenen éischte fënnef Säite vu menger Ried doriwwer geschwat.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ah, ech hunn et net matkritt.

Une voix.- Dir kënnt et noliesen, Här Bettel.

Une autre voix.- Verpasst!

M. le Président.- Den nächste Riedner ass déi honorabel Madame Colette Flesch.

Une autre voix.- D'Madame Flesch huet alles héieren.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, als Alleréischt wéilt ech dem Rapporteur Merci soen. Dat wäert hie vläicht erstaunen, well mir hunn ons an der Kommissioun beim Vote iwwert dee Rapport enthalen. E war ons - ech soen dat ganz offen - e bëssen ze vill hurra-nationalistesch. Mä ech wëll him awer Merci soen, dass hie bereet war, Amendementer unzehuelen an deem Rapport, deen doduerjer am Toun an onsen Ae besser ginn ass, an dass hien och déi Amendementer ugeholl huet, déi duerstellen, dass et och eng aner Meenung an der Kommissioun gouf, wéi nëmmen déi vun der Majoritéit. Dofir soen ech him Merci. Ech soen him och Merci fir seng Ouverture bei enger ganzer Rei vun Amendementer, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Här President, ech ginn elo net am Detail an op déi eenzel Bestëmmungen an op d'Modifikatiounen, déi d'Kommissioun oder de Conseil d'État zu deem engen oder deem aneren Artikel proposéiert hunn. Dat huet de Rapporteur a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport gemaach, mä besonnesch an deem schréftlechen. Ech verweisen also op dee Rapport souwéi och op d'Avisë vum Conseil d'État.

Zweet Bemierkung: Dee Projet, dee mer haut diskutéieren, ass e wichtege Projet um gesellschaftspolitesche Plang. Wéi de Rapporteur an och aner Riedner et ënnerstrach hunn, ass wahrscheinlech kee Land op der Welt esou op, wéi mir et sinn.

Mir hu 40% grosso modo auslännesch Résidenten an dësem Land an da schwätze mer nach guer net vun de Frontalieren, déi all Dag an d'Land schaffe kommen. An der Stad Lëtzebuerg hu mer schonn iwwer 62% auslännesch Résidenten.

Ech mengen net, dass et vill Länner a vill Stied op der Welt gëtt, déi esou Prozentsätz kennen.

Mir wëssen awer och, dass déi auslännesch Matbierger eng Source vu wirtschaftlechem Wuelstand fir onst Land sinn, an ech verweisen do op den Avis vun der Chambre de Commerce, deen am Detail op déi Problematik an op deen Tatbestand agaangen ass.

D'Integratioun huet sech och an onsem Land op ville Pläng gemaach am Kulturliewen, am sportleche Liewen, an de Veräiner, an de Gewerkschaften, mä nach si mer konfrontéiert mat engem Déficit démocratique, well ons auslännesch Matbierger net voll kënnen am politeschen an am institutionelle Liewe vun dësem Land participéieren. Déi Participatioun muss also consolidéiert, renforcéiert ginn, fir dass mer zu enger méi grousser sozialer Kohesioun an onsem Land kommen.

Ech kann och vläicht nach drop hiweisen, dass a sengem Rapport den Här Mosar ervirgestrach huet, dass laut Statec-Previsioune vun 2005-2006 déi auslännesch Populatioun, vun där ech virdru geschwat hunn, insgesamt am Land wäert d'Populatioun vun den Einheimeschen iwwerschreiden. Mir kréien also do eng politesch onbekannte Situatioun, déi et bestëmmt och net op anere Plaze gëtt. D'Zäit ass komm, erneit ons Législatioun iwwert d'Nationalitéit ze iwwerpréiwen.

An ech géif soen, Här President, am Ufank wor och alles ganz gutt ugaangen. D'Regierungserklärung vun 2004 hat gesot, mir brauchen eng Ouverture an huet du proposéiert, dass mer d'duebel Nationalitéit sollten aféieren.

De But vun deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, ass also d'Ouverture vun der Lëtzebuerger Gesellschaft à l'égard vun der auslännescher Populatioun ze förderen.

Mä wéi d'Diskussiounen ugelaf sinn, ass d'Feld vun där Diskussioun ëmmer méi enk ginn. An zwar well an där Diskussioun zwou Konzeptioune vis-à-vis vunenee stinn iwwert d'Definitioun vun der Naturalisatioun; an dat huet de Conseil d'État a sengem Avis ganz kloer beschriwwen.

Fir déi eng ass d'Acquisitioun vun der Nationalitéit e wichtegt Element um Wee vun der Integratioun; deen, dee freet d'Lëtzebuerger Nationalitéit an dësem Fall ze kréien, dee beweist domadder, dass e sech wëllt integréieren.

Fir anerer ass d'Nationalitéit d'Schlussphas, den Aboutissement vun deem Prozess vun Integratioun.

Déi Differenz an der Approche an an der Philosophie ass fundamental. Déi Contradictioun fënnt sech och am Laf vun de Jorzéngten ëmmer erëm an onser Gesetzgebung iwwert d'Nationalitéit erëm. De Législateur huet eng Hand opgemaach an dann déi aner erëm schnell zougemaach.

Et ass also eng Contradictioun, déi mer an onser Législatioun fannen an déi beson-

nesch evident ginn ass an deene Reformen, déi no 1945 gemaach si ginn. Déi Contradictioun ass am Detail analyséiert ginn duerch den Denis Scuto, an de Conseil d'État mécht och a sengem Avis Referenz op déi Etüd.

Déi Dichotomie fënnt sech och erëm an der Diskussioun iwwert de jëtzege Projet de loi, deen engersäits d'CSV enger relativ lauer Oppositioun vun der LSAP entgéintstellt an enger fermer Oppositioun vun der grénger an der bloer Fraktioun. D'Majoritéit, mat enger LSAP, géif ech soen, contrainte et forcée, gesäit an der Législatioun iwwert d'Nationalitéit e Mëttel fir ze préiwen, ob d'Auslänner effektiv integréiert sinn.

An, Här President, wann ech hei vun enger LSAP contrainte et forcée schwätzen, dann hunn ech e Beweis derfir. Ech weisen hin op den triumphalistesche Communiqué vun der CSV de 24. Abrëll 2008, nom Vote an der Commission juridique iwwert déi zwou Bestëmmungen iwwert d'Durée de résidence an den Niveau vun de sproochleche Kenntnisser, eng CSV, déi sech an deem Communiqué félicitéiert huet, an ech zitéieren elo wiertlech: „dass si et fäerdeg bruecht hunn, sech ze imposéieren".

(Interruptions)

Här President, d'Oppositioun vun der grénger Partei a vun der DP wëllt den ausländnesche Résidenten, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, den Accès zu onser Nationalitéit méi einfach maachen.

Déi zwee Punkten, déi de Moment nach an der Diskussioun sinn, dee vun der Residenzdauer an dee vum Niveau vun de Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch, sinn exemplaresch fir déi Differenz an der Approche tëschent der Majoritéit engersäits an der Oppositioun vun der grénger Partei an der DP op där anerer Säit.

Ech kommen duerno nach méi ausféierlech op déi zwee Punkten zréck.

Ech schéngen den Här Jaerling vergiess ze hunn.

(Interruption)

Den Här Jaerling kritt bestëmmt d'Geleeënheet, Här President, nach zu deene Froen d'Wuert ze ergräifen.

(Interruption)

Drëtt Bemierkung, Här President, ech wëll dee Projet de loi net verdäiwelen. En huet an onsen Aen zwee ganz wesentlech positiv Aspekter. Dat Éischt ass d'Introduktioun vun der duebeler Nationalitéit; aus all deenen Ursaachen, déi schonn opgeféiert si gi vum Rapporteur, vum Conseil d'État, vu menge Virriedner.

Anerersäits - an dat ass dat zweet positiivt Element - de Fait, dass mer vun enger legislativer Prozedur, fir d'Naturalisatioun ze accordéieren, eriwwerginn op eng administrativ Prozedur, ass an onsen Aen e wesentleche Fortschrëtt.

De Conseil d'État huet et ervirgestrach, de Rapporteur huet et elo erëm just ervirgestrach, et ass hei e richtege Paradigmewiessel. Mir gi vun engem Recht „de la nationalité" eriwwer op e Recht „à la nationalité", mat - an dat ass dat Wichtegst - enger Rekursméiglechkeet, wann d'Nationalitéit refuséiert gëtt. Dat sinn zwou wesentlech Innovatiounen an dësem Gesetz, déi mir approuvéieren.

Véiert Bemierkung, Här President, mir haten an der juristescher Kommissioun eng ganz gutt, eng ganz lieweg an eng ganz positiv Diskussioun, an ech mengen et ass hei gutt parlamentaresch Aarbecht gemaach ginn.

D'Kommissioun huet de Projet vun der Regierung verbessert. D'Kommissioun huet eng ganz Partie Suggestioune vum Conseil d'État iwwerholl. D'Majoritéit huet verschidde Propositioune vun der Oppositioun ugeholl a mir hunn an der Kommissioun am Konsens eng Partie Modifikatiounen zesumme lues a lues definéiert, déi sech am Projet de loi, esou wéi en elo virun ons läit, erëmfannen.

Zum Beispill ass eng Exceptioun virgesi ginn zu de sproochleche Konditiounen an zu der Obligatioun vum Cours d'instruction civique fir déi Auslänner, déi eng Autorisation de séjour hate virum 31. Dezember '84.

Zum Beispill ass d'Prise en compte vun der Scolaritéit ofgeännert ginn, ëmdefinéiert ginn, a mir sinn eriwwergaange vu siwe Joer Scolarité obligatoire op siwe Joer Scolarité tout court. Dat heescht, et kënnen och aner Schouljoren derbäigezielt ginn. Et muss net onbedéngt d'Scolarité obligatoire sinn. Dat ass och e Fortschrëtt.

Et ass méi eng grouss Ouverture an deem Projet, deen elo hei virläit, wéi soll ech soen, am Versuch d'Fäll vun Apatridie vu Kanner ze évitéieren - wat ons och schéngt eng ganz wichteg Dispositioun ze sinn.

De Minister, vu dass et elo eng administrativ Prozedur ass, huet en Délai gesat kritt vun der Chamber. E muss an aacht Méint seng Décisioun geholl hunn.

Mir hunn d'Distinctioun tëschent Adoption simple an Adoption plénière am Kontext vun der Nationalitéit suppriméiert. Mir hunn och d'Distinctioun tëschent „réhabilitation judiciaire" an „légale" suppriméiert bei de Conditions d'honorabilité. Dat sinn alles positiv Punkten, Améliorationen, déi am Kader vun den Aarbechte vun der Commission juridique an dee Projet erakomm sinn.

Sécherlech hätte mir gewënscht, esou wéi de Conseil d'État et och gewënscht huet, dass an deem Mooss, wou d'Optioun suppriméiert ass, déi Leit, déi ganz besonnesch enk Verbindunge mat Lëtzebuerg hunn, zum Beispill Kanner, déi hei am Land gebuer sinn, zwar vu friemen Elteren, mä déi hei am Land gebuer sinn, géife kënnen Allégementer kréie bei deene Konditioune fir un d'Nationalitéit ze kommen. Datselwecht gëllt fir d'Conjointen oder d'Partenaires légaux vu Lëtzebuerger Ressortissanten. Dat waren alles Saachen, déi an der Optiounsprozedur méiglech waren an déi elo net méi méiglech sinn, well mer eben eng Procédure unique hunn.

Mir hätten ons och gewënscht, dass zousätzlech Derogatiounen hätte kënne virgesi gi fir déi Leit, déi als besonnesch vulnérabel betruecht ginn, notamment fir déi, déi Bénéficiaire si vun enger Protection internationale, wat enger Demande entsprécht vun dem Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Mir hätten ons och gewënscht, esou wéi de Conseil d'État et och gefrot huet, dass de Certificat de réussite bei dem Sproochentest an de Certificat de participation am Cours d'instruction civique kéinten nogereecht ginn.

Mir hunn awer och als Oppositioun eng Partie Argumenter vun der Majoritéit ugeholl, a mir hunn déi Demandë fale gelooss. Ech hunn déi Beispiller elo ginn, fir ze weisen, dass awer an der Kommissioun eng ganz offen an eng ganz gutt Diskussioun war, fir déi ech dem Rapporteur wéilt Merci soen.

Et goufen awer leider zwee Punkten, wou d'Diskussioun direkt ofgeschnidde ginn ass. Do huet net däerfen driwwer diskutéiert ginn. Ech huelen un, aus parteipolitesche Considérationen an aus Ursaache vun der Koalitiounsraison. Dat war d'Residenzdauer an dat war den Niveau vun de Sproochekenntnisser, déi d'Kandidaten zur Naturalisatioun mussen erreechen. De Fait, dass do iwwerhaapt keng Diskussioun méiglech war, entsprécht natierlech der Situatioun, dass et eng Meenungsverschiddenheet gëtt tëschent der CSV engersäits an ons, an entsprécht och der Tatsaach, dass d'CSV eng dominant Positioun an der Regierung huet, an dass d'LSAP eben huet missen dat matmaachen, wat do um Plateau zerwéiert gëtt. Op Franséisch nennt een dat „avaler des couleuvres".

Här President, ech kommen elo zur Residenzdauer.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Madame Flesch, fuert Dir weider!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech kommen elo méi ausféierlech zu der Fro vun der Residenzdauer. Ech brauch lech och hei net drun ze erënneren, dass an dësem Haus 2001 décidéiert ginn ass, dass d'Residenzdauer soll vun zéng op fënnef Joer erofgesat ginn. Zu där Zäit, 2001, hunn d'Spriecher vun der CSV - den deemolege scho Rapporteur, den Här Mosar, an den Här Minister Frieden - gemengt, dass déi Reduktioun eng verstänneg Propositioun wär. De Minister huet souguer drop higewisen, dass déi Dauer vu fënnef Joer deem géif entspriechen, wat an der Moyenne an der EU, deemools war et nach d'EG, Gëltegkeet hat. Dat ass haut och nach esou. Den honorabelen Här Fayot huet am Numm vun der LSAP dofir plädéiert, dass ee soll d'Residenzdauer op véier Joer erofsetzen. Haut dréit d'Rad vun der Geschicht zréck, dat heescht d'CSV dréit d'Rad vun der Geschicht zréck an d'LSAP kuscht.

Här President, mir sinn et net eleng, déi dat soen. Ech zitéieren elo den Avis vum Conseil d'État vum 18. Mäerz 2008. Zitat: «Face à la volonté affichée par le Gouvernement d'encourager le parcours d'intégration des personnes étrangères par l'octroi de la nationalité luxembourgeoise, la démarche plutôt restrictive adoptée dans le projet sous avis ne manque pas de surprendre. En effet, comment cette volonté se concilie-t-elle avec le relèvement de la condition de résidence de cinq à sept ans? Le Conseil d'État s'interroge sur les motifs sous-jacents au prolongement du délai de résidence de cinq à sept ans (…). Le Conseil d'État considère que cette exigence d'une durée de résidence plus longue met le projet en porte-à-faux avec son objectif, qui est une plus grande ouverture à la nationalité luxembourgeoise. Il rejoint les critiques voyant dans l'allongement de la durée de résidence un retour en arrière du processus de modernisation de la législation sur la nationalité entamée depuis des années, et un signal négatif vis-à-vis des ressortissants étrangers susceptibles de postuler à la nationalité luxembourgeoise.» Enn vum Zitat.

Här President, de Conseil d'État referéiert sech un déi vill Kritiken, déi gemaach gi sinn. A se sinn och ganz zahlreich: D'Chambre de Commerce, d'Chambre de Travail, d'Gewerkschaften FNCTTFEL, LCGB, OGB-L, SYPROLUX, d'ONGen, déi an deem Secteur täteg sinn, vun ASTI bis zur Caritas, froen, bieden drëm, dass mer bei der Residenzdauer vu fënnef Joer bleiwen.

Den Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés mécht sech Suergen iwwert dëse Projet de loi, am Zesummenhang mat de Réfugiéen. A senge Kommentare vum 2. Abrëll 2007 schreift den Haut-Commissariat: «La durée de sept ans de résidence requise préalablement à la demande de naturalisation constitue une préoccupation pour l'UNHCR. (…) L'UNHCR regrette l'augmentation du délai porté à sept ans de résidence comme prérequis à la demande de naturalisation, car une telle disposition entrave la mise en place de solutions durables au régime des réfugiés. (…) L'UNHCR suggère que le délai pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise soit maintenu à la durée de cinq ans de résidence. Ce délai, actuellement en vigueur, semble satisfaire les préoccupations des personnes en quête d'une solution durable et celles d'une société ouverte à intégrer des personnes ayant résidé durablement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.» Enn vum Zitat.

Här President, ech huelen un, dass d'Regierung sech gefreet huet, dass Lëtzebuerg d'lescht Woch an de Comité exécutif vum UNHCR gewielt ginn ass. Déiselwecht Regierung wär also gutt beroden, wa se deene Recommandatiounen hiert Ouer géif léinen, deene Recommandatiounen, déi vun enger Institutioun kommen, wou si elo am Comité exécutif sëtzt. Ech wënschen dem Ausseminister a senge Leit zu Genève an zu New York bonne chance, wa se da sollen explizéieren, woufir mir hei op deen dote Wee gaange sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, wat nun de sougenannte Package soll betreffen, wou d'Verlängerung vum Délai de résidence zesummegeschloe gëtt mat engem Délai, dee gekierzt ginn ass, well de Minister jo méi schnell, an engem Délai vun aacht Méint, seng Décisioun muss huelen, do wëll ech einfach dat widderhuelen, wat ech schonn den 30. Abrëll gesot hunn: Den Délai vun aacht Méint, deen d'Kommissioun proposéiert dem Minister ze fixéieren, huet näischt mat der Durée de résidence ze dinn. Deen hänkt nëmmen dovunner of, dass mer elo vun enger legislativer op eng administrativ Prozedur ginn, wou vill manner Avisë gefrot ginn a wou een also ouni Weideres déi administrativ Prozedur verkierze kann.

Dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, géif ech soen, dass seng Argumentatioun mech net iwwerzeegt. Hie schreift op der Säit 9 vu sengem Rapport, wat den Här Wolter schonn hei an der Diskussioun den 30. Abrëll gesot hat. Ech zitéieren: «Ce renforcement» - also vun der Residenzdauer - «constitue en quelque sorte le contrepoids de l'abandon de la condition de renonciation ou de perte de la nationalité d'origine.»

Här President, déi zwee Häre schéngen ze vergiessen, dass mer an Zukunft eng eenzeg Procédure de naturalisation hunn, déi sech souwuel un déi Leit applizéiert, déi hir Nationalité d'origine wëllen halen, wéi och un déi, déi op hir Nationalité d'origine verzichten. Also ass dat Räsonnement dach e bësselche spécieux.

Mir schéngt et, dass déi Motifs sous-jacents, vun deenen de Conseil d'État sech freet, wat dat wuel kéint sinn, am Fong Ursaachen hunn. Dat sinn d'Frilositéit an de Konservatismus vun der CSV, de Mangel u Courage vun der LSAP souwéi déi fundamental Divergenz an der Konzeptioun vun der Naturalisatioun, déi ech uganks vu menger Interventioun évoquéiert hunn.

Här President, ofschléissend zu deem Kapitel wëll ech nach eng Kéier mäin Appel un d'Parteie vun der Majoritéit riichten, dass se hir Positioun sollen iwwerpréiwen iwwert d'Residenzdauer an dass se sech sollen dem Virschlag rallliéieren, op fënnef Joer ze goen. Dat heescht, op fënnef Joer ze bleiwen.

An deem Sënn, Här President, bréngen ech en Amendement an am Numm vun der grénger Fraktioun a vun der DP-Fraktioun, en Amendement zum Artikel 6, deen eben déi Reduktioun vun der Residenzdauer virgesäit vu siwen op fënnef Joer. Mir hunn de Moment nëmmen zu zwee dësen Amendement ënnerschriwwen, den Här Braz an ech. Wann aner Leit en also wëllen ënnerschreiwen, steet dat hinne fräi. Wann dat net sollt de Fall sinn, Här President, wäerte mir an onsen zwou Fraktiounen déi néideg Ënnerschréfte fannen, fir den Amendement recevabel ze maachen.

Amendement 1

L'article 6 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 6. Pour être admis à la naturalisation, il faut:

1° avoir atteint l'âge de dix-huit ans révolus;

2° disposer d'une autorisation de séjour au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins cinq années consécutives précédant immédiatement la demande de naturalisation et y avoir résidé effectivement pendant la même période.

Pour les réfugiés reconnus selon la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés la période entre la date du dépôt de la demande d'asile et la date de la reconnaissance du statut de réfugié par le ministre compétent est assimilée à un séjour autorisé au sens de l'alinéa 1er, point 2°.

Les conditions d'âge et de résidence doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande prévue à l'article 10.

(s.) Colette Flesch, François Bausch, Félix Braz, Charles Goerens, Claude Meisch.

Här President, sechst Bemierkung, do geet et iwwert den Niveau vun de Sproochekenntnisser. Déi Debatt iwwert d'Sproochekenntnisser huet elo esou eng Dimensioun ugeholl, dass ee wierklech sech muss e bësse méi laang domadder beschäftegen.

D'Sprooch ass sécherlech e wesentlecht Element vun der nationaler Identitéit, besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg. D'Awunner vun onsen Nopeschregiounen - Lothringen, Rheinland-Pfalz, Saarland, d'belsch Provënz vu Lëtzebuerg - hunn e Profil socio-politico-économique, dee sech net vill vun onsem Profil ënnerscheet. Mir hunn eng gemeinsam geschichtlech Traditioun. Mir hunn e gemeinsamen Héritage historique. Wat ons anescht mécht zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mir Lëtzebuergesch schwätzen. Mä mir hunn awer och an dësem Land eng ganz laang Traditioun vum Multilinguisme. Säit jehier, géif ech soen, si Franséisch an Däitsch och en Deel vun onsem Patrimoine linguistique. Loosse mer dat net vergiessen!

Ech erënneren zum Beispill drun, dass den eminente Constitutionnaliste, den Alex Bonn, 1984 säi Wierk iwwert de Statsrot bewosst op Däitsch geschriwwen huet an a senger Préface ganz kloer drop hiweist, dass hien domadder wollt der däitscher Sprooch eng Reverenz erweisen an op onse Patrimoine multilingue hiweisen. Et ass scho verwonnerlech, wann e Rechtswëssenschaftler esou e wichtegt Buch net op Franséisch schreift. Mir wëssen, dass am Fong am Droit Franséisch d'lingua franca ass, an dach huet den Alex Bonn drop gehalen, dat Buch op Däitsch ze schreiwen an hie seet expressément woufir.

Mir sinn der Meenung als DP, dass d'Kenntnis vun der Lëtzebuerger Sprooch sécherlech e wichtegt Element ass, fir d'Integratioun an onsem Land ze dokumentéieren. Dat ass jo och d'Ursaach, woufir mer d'Gesetz vun 2001 matgestëmmt hunn. Dat wär och eng Ursaach, woufir mer dat Gesetz hei kéinte stëmmen, wann déi Exigenze bei de Sproochekenntnisser op engem verstännegen Niveau wären.

Här President, ech maachen hei eng Parenthèse op, déi am Fong keng Parenthèse ass, mä déi eppes ass, wat mir besonnesch um Häerz läit. Mir hunn och an der Kommissioun dovu geschwat. Mir hunn an der Kom-

missioun gesot, fir déi Matbierger, déi daf an dafstomm sinn, däerf deen Handicap net en Élément d'exclusion sinn. Si däerfen net dowéinst vun der Nationalitéit ausgeschloss ginn. De Minister huet ons an der Kommissioun gesot, dat wär net de Fall. Déi Fäll wäre Gott sei Dank ganz, ganz rar. Wa se sech gestallt hunn am Kader vum Gesetz vun 2001, war dat ni e Problem an deen Handicap huet net dozou geféiert, dass déi Leit net konnte Lëtzebuerger ginn. An de Minister huet ons gesot, dass an Zukunft d'Praxis wäert déiselwecht bleiwen.

An deem Mooss, wou am Gesetz keng Referenz dorop gemaach ass - de Rapporteur huet zwar a sengem Rapport dovu geschwat -, wär ech frou, wann de Minister hei an der Chamber, an der Plenarsitzung géif confirméieren, dass dat effektiv d'Attitüd ass an dass et wäert an Zukunft esou goen.

Ech weess, dass eng Partie Leit, déi eben héiergeschiedegt sinn an déi wëssen, dass mer an dësem Land den Enseignement vun der Zeechesprooch nëmmen op Däitsch maachen, sech iwwert déi do Saach Suerge gemaach hätten. Ech mengen, et wär also gutt, wann een do haut hei kéint déi néideg Assurancë ginn. An domadder maachen ech déi Parenthèse erëm zou.

Mir sinn also der Meenung, dass d'Kenntnisser vum Lëtzebuergeschen e wichtegen Deel vun dem Processus d'intégration sinn. Mir si mam Conseil d'État der Meenung, dass déi Sproochekenntnisser e wichtege Facteur sinn, mä si sinn net deen eenzegen. De Conseil d'État schreift, an ech zitéieren erëm: «...qu'il serait réducteur de ramener le thème de l'intégration à la seule connaissance de la langue, alors que l'intégration dans la société devrait s'apprécier sur la base de tout un faisceau d'éléments qui témoignent de l'intégration économique, culturelle et sociale de la personne concernée. Aussi déplore-t-il la focalisation sur le seul élément linguistique à l'exclusion de tous les autres, pour apprécier l'intégration suffisante d'un ressortissant étranger. Le Conseil d'État se rallie à la Chambre de Commerce qui recommande de valoriser la connaissance de la langue luxembourgeoise sans en faire un obstacle qui empêcherait un grand nombre de personnes d'accéder à la nationalité luxembourgeoise.» Enn vum Zitat.

Den Här Mosar huet a sengem Exposé an a sengem Rapport oft drop higewisen, dass, wat vun de Leit verlaangt gëtt, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, eng aktiv a passiv Kenntnis vun der geschwatener Sprooch ass. Dat ass richteg. Hien huet awer och gesot, dass déi Kenntnisser sech beschränken op elementar Kenntnisser, an hien huet gesot, d'Kandidate missten - dat huet hie geschriwwen a sengem Rapport - eng einfach Konversatioun kënne verfollegen, eng Radiosemissioun, si missten à même sinn, sech allgemeng iwwer hiert deeglecht Liewen ze expriméieren, iwwer hir Aarbecht, hiert Famillejiewen, hir Loisiren.

Här President, wann dat de Fall ass, hu mir keng Problemer. Mä da misste mer onser Meenung no an d'Gesetz en Niveau de connaissance A1 vum Cadre européen commun de référence pour les langues aféieren.

En fait, wat verlaangt d'Regierung? Den 19. Mäerz 2008 krute mer an der Commission juridique vum Här Justizminister e Projet de règlement grand-ducal concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de la compétence de communication en langue luxembourgeoise parlée en vue de l'admission à la naturalisation. Aus deem geet ganz kloer ervir, wat d'Regierung gären hätt. Deen Text, deen Exposé des motifs vun deem Projet de règlement grand-ducal vergläicht de Seuil, dee misst erreecht gi vun de Kandidaten, mat deene verschiddene Schlussetappen an dem Niveau, deen an der Schoul muss erreecht ginn, fir op déi nächst Etapp weiderzegoen.

An ech zitéieren elo aus deem Text vun der Regierung: «Le niveau A2 en allemand et en français pour accéder à l'enseignement post-primaire, et le niveau B1 en français pour accéder au cycle moyen et supérieur de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire...» - Lauschtert gutt no! - «...pour pouvoir suivre les cours d'économie, de philosophie, de sciences naturelles dispensés en langue française.» Enn vum Zitat.

D'Regierung huet also wëlles vun de Kandidaten un d'Naturalisatioun ze verlaangen, dass se esou vill Lëtzebuergesch kënnen an där geschwatener Sprooch - dat, wat mer schwätzen -, dass se um Niveau vu sechs Joer Primärschoul sinn, a fir d'Verständnis um Niveau vu sechs Joer Primaire an dräi Joer Secondaire. Dat ass dat, wat d'Regierung ons als Ënnerlage ginn huet an der Commission juridique fir deen Examen, deen also elo soll virgesi ginn. An dat soll alles, Här President - an dat si mer d'lescht Woch an der Commission du Travail gewuer ginn -, méiglech sinn duerch e Congé linguistique vun 200 Stonnen. Ech froe mech wierklech, wat fir Genien dat dote kënne fäerdeg bréngen!

Mir wëssen, Här President, dass à l'origine de Ministère de l'Éducation nationale, deen d'Kompetenz an där Fro huet quant au fond, au départ en Niveau proposéiert, deen ënnert dem A2 an dem B1 louch. D'Ministesch vun der Educatioun sollt an d'Commission juridique kommen an huet sech dunn e gewëssene Moment ofbestallt. Den Datum, wéini se sollt kommen an ons den Text weisen, wor scho fixéiert. Si huet sech du misse récuséieren ënnert dem Drock vum Koalitiounspartner, deen déi Exigenze wollt eropsetzen.

Dat huet dozou gefouert, dass während Méint dee wichtegen Dossier broochlouch, dass mer guer net weiderkoumen, dass mer ëmmer gefrot hunn: Wéini kommen déi Texter? Während Wochen a Méint ass dunn an deem Dossier näischt geschitt, bis dass op eemol en Accord fonnt gi wor an der Koalitioun, bien entendu op de klengkaréierte Linne vun der CSV.

(Interruption)

Klengkaréierten net; étriquéiert ass besser.

(Interruption)

Här President, déi Exigenzen, déi mer elo hei virun ons leien hunn, sinn exorbitant, dissuasif an discriminatoire. An d'Offer vum Enseignement ass dérisoire. Domadder komme mer net weider.

Dat ass d'Ursaach, Här President, woufir mir ons zu deenen Exigenzen opposéieren; nach eng Kéier: Net zur Exigenz vun der Kenntnis vun der Lëtzebuerger Sprooch, mä Oppositioun zu deem Niveau, deen hei envisagéiert a préconiséiert gëtt.

Här President, fir dem Här Mosar a senge Frënn ze erlaben, hir Aussoen an Aklang ze brénge mam Text vum Projet de loi - dat heescht Connaissances élémentaires, compréhension d'une conversation simple, faculté de s'exprimer de manière générale sur la vie quotidienne; ech zitéieren de Rapport vum Här Mosar -, déposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun an an onsem Numm en Amendement zum Artikel 7, wou mer proposéieren, den Niveau de compétence op den Niveau A1 ze fixéieren. Och hei hu mer nëmmen zu zwee ënnerschriwwen. Et kënnen nach aner Leit sech uschléissen; wat mer wënschen. Wann dat net sollt de Fall sinn, fanne mer aner Ënnerschrëften.

Amendement 2

L'article 7, point 1°, est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 7.

1° La naturalisation sera refusée à l'étranger lorsqu'il ne justifie pas d'une intégration suffisante, à savoir:

a) lorsqu'il ne remplit pas les conditions prévues à l'article 6;

b) lorsqu'il ne justifie pas d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et lorsqu'il n'a pas réussi une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée. Le niveau de compétence à atteindre en langue luxembourgeoise est celui du niveau A1 du Cadre européen commun de référence pour les langues pour la compréhension de l'oral et pour l'expression orale;

c) lorsqu'il n'a pas suivi au moins trois cours d'instruction civique dont un doit obligatoirement porter sur les institutions luxembourgeoises et un sur les droits fondamentaux.

Les modalités relatives à l'organisation des épreuves et l'attestation de la compétence en langue luxembourgeoise parlée ainsi que celles relatives à l'organisation des cours d'instruction civique seront précisées par voie de règlement grand-ducal.

Les frais de participation aux cours de langue luxembourgeoise et d'instruction civique seront pris en charge par l'État suivant les modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

(s.) Colette Flesch, François Bausch, Félix Braz, Charles Goerens, Claude Meisch.

Här President, ech wëll och nach e puer allgemeng Remarquen zur Sproochefro maachen. Eng effikass Aktioun am Intérêt vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch bei onsen auslännesche Matbierger ka sech net eleng un d'Fro vun der Nationalitéit knäppen.

Mir hunn am Joer méi oder wéineger 1.000 Naturalisatiounen. An därselwechter Zäit - an engem Joer - kommen iwwer 16.000 Auslänner an d'Land an de Solde migratoire, wann een also d'Départë vun den Arrivéeën ofzitt, etabléiert sech am Joer op 6.000 Leit. Dat si Chiffere vum Statec. Ech hunn déi net erfonnt. Dat sinn offiziell Chifferen.

Souguer wann d'Naturalisatioune sollten an d'Luucht goen duerch de Fait vun dëser Législatioun, déi mer elo diskutéieren, bleiwe mer doudsécher ganz wäit ewech vun deene Chifferen, déi ech elo genannt hunn. Wa mer also wierklech wëllen eppes fir den Apprentissage vum Lëtzebuergesche maachen, da musse mer deene Leit, déi nei an d'Land kommen, d'Méiglechkeet ginn, ons Sprooch ze léieren.

An anere Wierder: Deen Effort muss vill méi vaste sinn, wéi nëmmen eng Dispositioun am Nationalitéitegesetz. Da musse mer och bei der Immigratioun, bei der Integratioun, bei all deene Gesetzgebungen Dispositiounen aschreiwen, wou mer ons d'Mëttele ginn - an déi si gewalteg -, deene Leit, déi an d'Land kommen, effektiv d'Méiglechkeet ze ginn, fir ons Sprooch ze léieren. Da geet et - dat soen ech nach eng Kéier - mat den 200 Stonne vum Congé linguistique net duer.

An Däitschland si se bei ähnlechen Dispositiounen op 600 Stonnen an engem Milieu unilingue, wou d'Leit eng total Immersioun an d'däitsch Sprooch maachen, während mir hei an engem Milieu multilingue sinn. Et si ganz vill Leit, déi op hirer Aarbechtsplaz net vill Lëtzebuergesch schwätzen, mä éischter Englesch oder Däitsch oder Franséisch. Also, et ass nach méi schwéier bei ons, wéi an engem Land wéi Däitschland. A Frankräich hu se e ganz souple System. Do adaptéiert sech de System un de Besoinë vun deene concernéierte Leit. Also, ons mickreg 200 Stonne ginn doudsécher net duer!

Wa mer also d'Diskussioun iwwert d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch duerch ons auslännesch Matbierger wëlle beschränken un de Kader vun der Naturalisatioun, dann ass dat déi verkéiert Debatt. An déi Debatt bei der Naturalisatioun huet eppes ze di mat Motifs sous-jacents, iwwert déi de Conseil d'État sech Froe stellt.

Här President, eng zweet Bemierkung. D'CSV huet elo eng Campagne lancéiert „eng Offensiv fir eis Sprooch", mam Zil, fir d'Lëtzebuergesch an d'Verfassung anzeschreiwen.

Här President, säit zwee oder dräi Joer diskutéiere mir an der Verfassungskommissioun iwwert déi Fro vun der Inscriptioun vun enger Referenz un d'Lëtzebuerger Sprooch an onser Verfassung. Ech schwätzen ënnert dem Contrôle vum Här Paul-Henri Meyers, dem President vun där Kommissioun, vum Här Bodry a vun all deenen anere Membere vun där Kommissioun.

An enger éischter Etapp hu mer an där Kommissioun zu véier Fraktiounen déi ausgrenzend Formulen à la „Lëtzebuerg de Lëtzebuerger" écartéiert. Déi Formulen, déi onse Frënn vun der ADR esou um Häerz leien. Do hu mer gesot: Dat dote geet net! Mir kënnen net soen: D'Lëtzebuergesch ass nëmmen d'Sprooch vun de Lëtzebuerger. Mir hätte gären, dass d'Lëtzebuergesch d'Sprooch ass, déi hei am Land geschwat gëtt vun de Lëtzebuerger, mä och wa méiglech vu villen anere Leit.

Mir hunn zu véier Fraktiounen eng équilibréiert Formule fonnt, déi eng Referenz mécht op ons linguistesch Situatioun, ons Sproochesituatioun hei am Land; dat heescht, eng Referenz mécht un d'Lëtzebuerger Sprooch, d'Franséischt an d'Däitscht. A mir hunn eng Formule bäigesat, wou mer soen, d'Regierung soll derfir suergen, dass Promotioun gemaach gëtt vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Här President, elo schwätzen ech ënner Ärem Contrôle. Den 29. Mee 2008 hutt Dir de Fraktiounen an de Sensibilités politiques geschriwwen, fir se ze froen, si solle sech ausspriechen iwwert d'Opportunitéit, de Régime linguistique an ons Verfassung anzeschreiwen. Dir hutt déi Formule, déi dee Moment vun der Kommissioun envisagéiert wor an déi ech virdru résuméiert hunn, an Ärem Bréif bäigefügt.

Säit deem Bréif vum 29. Mee hu véier Fraktiounen op Äre Bréif, Här President, geäntwert: d'CSV, d'LSAP, Déi Gréng a mir. Déi véier Fraktiounen hunn déi Formule akzeptéiert. Déi Formule huet also den Accord vun enger ganz grousser Majoritéit vun der Commission juridique. Eng Majoritéit, déi ouni Weideres duergeet, fir déi constitutionnel Modifikatioun hei am Plenum duerchzezéien. Dass d'CSV elo probéiert, sech dat eleng un den Hutt ze stiechen, fannen ech net éierlech, net brav, an ech fannen et léisst déif blécken.

(Interruption)

Ech wonnere mech och, Här President, dass déi Häre Biltgen, Wolter, Schank a Mosar an d'Madame Modert probéieren, den Här Paul-Henri Meyers, deen ech als e gudde President vun der Verfassungskommissioun kennen an deen ech als integere Politiker schätzen, an där Fro ze instrumentaliséieren. Hien huet dat doudsécher net verdéngt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Esou ass d'CSV!

(Interruptions diverses)

Typesch CSV!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, hei si mer erëm bei de Motifs sous-jacents, déi dem Conseil d'État Suerge gemaach hunn an Interrogatiounen agefloss hunn.

Ech wéilt an deem Kontext och, Här President, op e Lapsus vum honorabelen Här Wolter hiweisen, a senger Interventioun vum 30. Abrëll 2008 bei deemselwechte Sujet vun de Sproochen. Fir ganz prezis ze sinn, zitéieren ech de Compte rendu vum Plenum vun der Chamber - Säit 487; fir déi, déi wëllen nokucken -, an ech zitéieren den Här Wolter: „Mir gesinn d'Angscht, jo, Madame Flesch, an dat differenzéiert eis."

Effektiv, Här President, dat differenzéiert ons!

Mir hu keng Angscht. Mir erkennen de Wäert vun onser Sprooch a gleewen, dass se en Element ass vun onser Identitéit.

Ech stelle fest a mir freeën ons doriwwer, dass se am Opdriff ass. Ech hunn dat hei scho gesot: Wéi ech '69 an dëst Parlament komm sinn, sinn néng Zéngtel vun de Rieden op Franséisch gehale ginn a knapp een Zéngtel op Lëtzebuergesch. Et gëtt keng franséisch Ried méi an dësem Parlament gehalen. Ech schwätzen emol net vun de Gemengeréit. Ons Sprooch ass am Opdriff. Mir brauchen ons do keng Suergen ze maachen.

Mir mengen, wéi den Här Braz viru kuerzem gesot huet, dass ons Sprooch net der ADR, net der CSV, net iergendenger Partei gehéiert. Si gehéiert alle Lëtzebuerger an alle Leit, déi se wëlle léieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Mir plädéieren also fir eng breet gefächert Offerte vum Unterrecht vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Beim Nationalitéitegesetz am 21. Jorhonnert, als Bierger vun engem Land, wat Member ass vun der Europäescher Unioun, an där Situatioun, an där mir ons an onsem Land befannen a wou mir onsen auslännesche Matbierger esou vill vun onsem Wuelstand verdanken, plädéiere mir fir d'sozial Kohesioun, fir en echt Demokratieverständnis, fir eng reell Ouverture, déi de Kandidaten zur Naturalisatioun keng inavouéiert an inavouabel Obstaclen an de Wee leet.

Här President, wann ons Amendementen net sollten ugeholl ginn, kënne mir dëse Projet de loi net stëmmen. Mir kënnen deem Projet de loi ons Zoustëmmung net ginn.

Ofschléissend wëll ech nach eng kuerz Bemierkung zur Prozedur maachen. Si ass scho gemaach gi bei deenen Diskussioune virdrun, bei der Verfassung.

Wa mer wëllen, dass déi Period, déi elo kënnt, korrekt iwwert d'Bühn geet, da wär et gutt, wann dat Nationalitéitegesetz, wann et gestëmmt ass, esou schnell wéi méiglech kéint publizéiert ginn. Mä et soll een awer ofwaarden, ier een d'Modifikatioune vun den Artikelen 9 an 10 vun der Verfassung publizéiert, fir dass mer évitéieren, dass mer an deenen dräi leschte Méint vum Joer e Vide juridique kréien.

Et sinn nach ganz vill Naturalisatiounen am Tube, déi nom ale System agereecht si ginn, déi scho ganz wäit beaarbecht sinn. Ech fannen et wär schued, wa mer dat net kéinten ofschléissend nach maache virum Enn vum Joer.

Ech géif also d'Regierung bieden, dorobber opzepassen. Mir hate scho bei der Diskussioun den 30. Abrëll op dee Problem higewisen. De President vun der Verfassungskommissioun an de Rapporteur hunn haut de Mëtteg drop higewisen. Ech wier frou wann d'Regierung ons kéint bestätegen, dass et esou gemaach gëtt, dass mer do kee Problem kréien.

Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Madame Flesch. Als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun huet elo d'Madame Err d'Wuert.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech uganks vu mengen Ausféierungen dem Rapporteur Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi en an dëse Rapport gestach huet. Dat ass incontestabel, och dann, wann ech manner mam Contenu wéi mat der Form vun dësem Rapport meng Problemer hunn. Besonnesch och dofir, well schréftlech Amendementer, déi reklaméiert gi sinn an déi an Zäit vun dräi, véier Deeg ofgeliwwert gi sinn, net iwwerholl gi sinn.

Et bleift, dass et hei net ëm en Toun geet. Hei geet et ëm e Resultat. Hei geet et ëm e Gesetz, an ech wäert mer Méi ginn, trotz där gewëssener Frustratioun par rapport zum Toun, en objektive Compte rendu ze maache vun dësem Gesetz.

Wann een iwwer Froe vun Nationalitéit schwätzt, da werft dat Froen op, wéi zum Beispill déi: Wat ass Lëtzebuerg fir e Land? Wat sinn d'Lëtzebuerger fir eng Natioun? Wat si se fir Leit? Wat ass et, wat d'Geschicht vun de Gesetzer iwwert d'Nationalitéit an der Vergaangenheet an an der rezenter Vergaangenheet ausmécht? Wat mécht de Lëtzebuerger aus? A gegebenenfalls och: Wat ass de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch?

Aus engem Sondage vum „Jeudi", deen anlässlech zum Nationalfeierdag gemaach ginn ass, wou gefrot gouf: „Wat mécht e Lëtzebuerger aus?", liesen ech Iech just déi Äntwerte vir, ouni d'Prozentsätz hei ze preziséieren: 1. Lëtzebuergesch schwätzen; 2. gären zu Lëtzebuerg wunnen; 3. zu Lëtzebuerg gebuer sinn; 4. zënter laangem zu Lëtzebuerg liewen; 5. eng Lëtzebuerger Identitéitskaart hunn; 6. zwee Elterendeeler hunn, déi Lëtzebuerger waren; 7. d'Institutioune vum Land kennen; an dann: een Elterendeel Lëtzebuerger hunn oder awer - siehe und staune! - zu Lëtzebuerg schaffen. Och dat ass also an de Käpp vun deene Sondéierten ee méiglecht Element vun der Lëtzebuerger sougenanntener Identitéit.

Dat, wat mech op jidde Fall verwonnert, wann ech déi Äntwerten hei kréien, dat ass, dass alles dat, wat fir mech en Element vun der Cohésion sociale zu Lëtzebuerg ass - zum Beispill de Bien-être économique et social, deen ouni Zweifel vill vun deene Leit, déi net hei liewen, déi awer op Lëtzebuerg kommen, op Lëtzebuerg bréngen, oder Saache wéi eng gemeinsam Kultur oder eng Geschicht, déi am Zesummenhang mat der europäescher Geschicht vill Similaritéiten huet mat der Geschicht vun anere Länner -, Niewesaach ass par rapport zu der Sprooch. Duerfir wonnert ee sech och net allze vill, wann een elo gesäit, wat fir een Intérêt der Sprooch an dësem Text hei zougemooss gëtt.

Zum Land: Wat ass Lëtzebuerg fir e Land? Wann een heibanne géif d'Leit froen, géife mer soen: Et ass e klengt Land, e schéint Land a sécherlech och e Land, an deem et de Leit iwwert den Duerchschnëtt, net nëmmen iwwert den europäeschen Duerchschnëtt, mä op dem Weltplangduerchschnëtt, ekonomesch a sozial gutt geet.

Et ass e Land, wou d'Densitéit vun der Populatioun relativ kleng ass an et ass e Land vu manner wéi enger hallwer Millioun Awunner. Et ass e Land, wou de PNB duebel esou héich ass wéi d'Moyenne vun deenen anere europäesche Länner - jiddefalls elo nach -, praktesch duebel esou héich wéi bei eisen direkten Noperen; Belsch, Frankräich an Däitschland.

Dobäi muss ee soen, dass déi Zifferen do awer mat Virsiicht ze genéisse sinn, well d'Ziffere vum PIB, dat ass am Fong d'Zomm vun de Revenuen an de Salairen, Richessen, déi zu Lëtzebuerg geschafe ginn, an déi ginn natierlech matgeschafe vun de Frontalieren - an dat sinn der 130.000 zu Lëtzebuerg -, esou dass een dee Montant sécherlech muss pondéréieren.

Et bleift awer, dass eise Liewensstandard zu Lëtzebuerg jiddefalls bis auf Weiteres nach ëmmer e besseren ass wéi den normalen Duerchschnëtt an Europa.

Och den Index vun der mënschlecher Entwécklung ass zu Lëtzebuerg gutt. Vill manner gutt wéi dee vun der ekonomescher Entwécklung. Well wa mer op deem Punkt, vum PNB a vum RMB, déi Éischt sinn, si mer beim Index vun der mënschlecher Entwécklung op 18. Plaz. A wann et ëm d'sexospezifesch Appréciatiounen oder Kritäre geet, da rutsche mer souguer och nach op 23.

Et bleift, dass Lëtzebuerg en interessant Land ass; fir d'Lëtzebuerger sécherlech. D'Lëtzebuerger, déi de Moment 60% vun der Bevölkerung ausmaachen.

An interessant ass et, déi Zifferen hei ze héieren: 91% vun deene Lëtzebuerger, déi hei liewen, hunn een Elterendeel, dee Lëtzebuerger ass. 9% nëmmen hätten zwee Elterendeeler, déi Lëtzebuerger sinn, während 25% een Elterendeel sollen hunn, deen Auslänner ass, a souguer Grousselteren an der Proportioun vun 89%.

Do kéint een zur Schlussfolgerung kommen, dass souguer déi 60% Lëtzebuerger, déi de Moment hei liewen, ganz wéineg e sougenanntene Luxembourgeois de souche sinn - wat jo Gott sei Dank an deem neie Gesetz eng Notioun ass, déi ofgeschaaft gëtt, well se a priori diskriminatoresch ausgesäit. Well ee sech kéint virstellen, dass déi Leit, déi Luxembourgeois de souche sinn, méi Wäert wiere wéi Lëtzebuerger, déi en echten Effort gemaach hunn an e Wëlle gewisen hunn, fir dat ze ginn.

90% vun de Lëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg si Lëtzebuerger duerch Gebuert, 5% duerch Optioun a 5% iwwer Naturalisatioun. 2007 waren dat 1.250 Leit, hallef Naturalisatioun an hallef Optioun.

Duerfir sinn ech erstaunt, dass bis elo op dëser Tribün am Fong nach kee sech Gedanken driwwer gemaach huet, wat d'Ofschafung an dësem Gesetz vun der Optioun eventuell vu Répercussiounen huet op den Total vun den Netlëtzebuerger, déi wëlle Lëtzebuerger ginn an déi am Fong dee vereinfachte Wee vun der Optioun net méi hunn. Dat sécherlech eleng wier eng Iwwerleeung wäert gewiescht, fir eventuell déi Konditiounen, déi par ailleurs am Gesetz stinn, ze vereinfachen.

40% Auslänner zu Lëtzebuerg de Moment, haaptsächlech europäesch Auslänner, 40% vun deem Auslännerundeel si Portugisen, 12% Fransousen, 10% Italiener, 9% Belsch a 5% Däitscher, 2,8% Briten an 2% Holländer. 15% nëmme vun deene 40 sinn net Europäer an domadder sinn d'Demandeurs d'asile mat ageschloss.

Wat elo en neit Element ass, dat ass, wat d'Statistiken oder d'Sondagë jiddefalls viraussoen, dass an der Zukunft déi Zuel vun deenen net europäesche Matbierger zu Lëtzebuerg wäert an d'Luucht goen, an dass dat e Renversement mat sech bréngt vun der Sprooch, déi en règle générale zu Lëtzebuerg am meeschte geschwat gëtt. Dat ass, wéi mer wëssen, de Moment Franséisch, well et ebe kloer ass, wéi aus de Prozentsätz ervirgeet, déi ech Iech virgelies hunn, dass déi meescht Europäer aus Romanesch schwätzende Länner kommen an dat dat mat sech bréngt.

Wa mer elo dovunner ausginn, dass deen Undeel erofgeet an dass mer aus slawesche Länner sécherlech vill méi Leit heihinner kréien, dann ass et kloer, dass mer eis musse Gedanke maachen, ob déi allgemeng Sprooch, déi zu Lëtzebuerg am meeschte geschwat gëtt, wéi et haut de Fall ass, muer och nach déiselwecht wäert sinn, an ob et dann eng Sprooch wäert sinn, déi allen Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunne wäerten, déiselwecht Chancë gëtt an hirer Integratioun, virun allem och wat d'Kanner ubelaangt an hirer Scolaritéit.

Interessant schéngt et mir ze sinn, dass an enger Analys vun der OCDE gesot gëtt, dass indépendamment vun de Sproochen d'Durée de résidence ni géif mat sech bréngen, dass eng méi grouss Mass vu Leit géifen d'Nationalitéit ufroen, wéi dat virdrun de Fall ass. Dat ass eng berouegend Constatatioun, well mir hu festgestallt, dass mer no eiser Reform vun 2001, wou mer den Délai de résidence fir d'Naturalisatiounen erofgesat hunn, wou mer d'Optioun awer bäibehalen hunn, obscho mer eng Populatioun hunn, déi massiv eropgaangen ass, keng Zuelen haten, déi an d'Luucht geschnellt sinn.

Dorauser kann ee schléissen, dass och dann, wann um Pabeier wéinstens d'Durée de Moment sollt eropgoen, dat net onbedéngt eng Diminutioun vun der Zuel vun deene Leit duerstellt, déi wäerte probéieren, Lëtzebuerger ze ginn.

Mir wëssen, dass Lëtzebuerg, wat d'Sproochen ubelaangt an iwwerhaapt och wat d'Ekonomie ubelaangt, kee Land ass wéi déi aner ronderëm. Well an engem anere Land wéi Lëtzebuerg géif sech déi Fro guer net stellen, ob ee muss d'Sprooch kënnen oder net. Duerfir mengen ech, ass et iwwerflësseg, fir ze soen, an all Land wier dat esou, an duerfir misst et och zu Lëtzebuerg esou sinn.

Mir sinn an engem Stat, wou Plurilinguisme ass, an an enger Etüd vum Europarot iwwert de Capital linguistique vun de Memberstate gëtt gesot: «La langue maternelle du Luxembourgeois est le plurilinguisme.»

Da kënne mer elo unhuelen,...

(Interruption)

...dass deem esou ass.

Et bleift awer, dass zu Lëtzebuerg eng Situatioun ass, déi néierens esou ass, an zwar folgend: Dass een Drëttel vun der Bevölkerung zwee Drëttel vun de Kanner kritt, an dat sinn d'Netlëtzebuerger, dass ee Résident op zwee, ee Salarié op dräi an ee Créateur d'entreprise op véier Netlëtzebuerger sinn, mä dass awer déiselwecht Leit, déi d'Kanner kréien, déi schaffen an déi Entreprisë schafen zu Lëtzebuerg, kee Stëmmrecht hunn an dass dat u sech op d'laang Weil sécherlech en Defizit net nëmmen démographique, mä och démocratique ass, deem probéiert soll ginn, iwwert de Wee vun dësem Gesetz ofzehëllefen.

Dee Sproch, deen d'Madame Flesch hei uklénge gelooss huet - Lëtzebuerg de Lëtzebuerger -, ass also eppes, wat haut net méi hei gëlle kann. An et ass, wann een d'Zukunft kuckt a wann een d'Vergaangenheet analyséiert, onzoumuttbar, fir d'Roll an de Mérite vun den Auslänner zu Lëtzebuerg ze ënnerschätzen, well Lëtzebuerg brauch d'Auslänner, och dann, wann d'Auslänner sécherlech och Lëtzebuerg brauchen an eventuell och d'Lëtzebuerger.

2020 - et ass ugeklongen - wäerten zu Lëtzebuerg méi Auslänner liewe wéi Lëtzebuerger, a mir géifen also gutt drun doen, eis lues a lues un dee Gedanken ze gewinnen, eis drop virzebereeden an ze probéieren, voluntaristesch eng Integratioun ze maachen, déi bis elo net allze vill schlecht geklappt huet, mä déi éischter d'Resultat vun engem glécklechen Zoufall war, well d'Auslänner zu Lëtzebuerg eng ähnlech Kultur, eng ähnlech Geschicht haten a sech domadder gutt matenee respektiv ouni Problemer niewentenee konnten zesummefaassen.

Interessant ass et, ze analyséieren, ob dat Gesetz, wat haut hei zum Vote virläit, där Ambitioun, déi et huet, den demographeschen an den demokrateschen Defizit ze decken, gerecht gëtt.

Duerfir dräi Wierder Introduktioun, ier ech zum Text selwer kommen, iwwert d'Natioun. De Rapporteur huet ugeklonge gelooss, wat eng klassesch an eng modern Definitioun vun der Natioun wier.

Ech wollt am Fong de klasseschen Historiker, de Gilbert Trausch, zitéieren, fir ze soen, dass mir theoretesch net nëmmen déi Kritären, déi klassesch Kritäre vun der Natioun erfëllen, déi do sinn: Territoire, langue, réflexion sur le passé, sacrifice - net fir eis selwer, mä fir eis Virfahre sécher am Krich - a Bien-être commun. An eigentlech kéint een derbäisetzen: Cohésion sociale.

Menges Erachtens feelt un deem Konzept eigentlech net méi ganz vill, ausser deem vun dem Wëllen, zesummenzeliewen an zesummen an engem gemeinsame Geescht, an engem gemeinsamen Intérêt ze schaffen.

Mir hunn ausser deene klasseschen Elementer vun der Natioun och nach aner Saachen, wéi eis Nationalhymn, mir hu souguer net nëmmen een, mä zwee Fändelen. Mir hunn also kee Problem, fir d'Kritäre vun der Natioun ze erfëllen.

Derniewent ass et awer och interessant, dem Denis Scuto säin Aufsatz «Qu'est-ce que c'est qu'un Luxembourgeois?» ze analyséieren, deen da kuckt, wéi d'Evolutioun vun eise Gesetzer iwwert d'Nationalitéit an der leschter Zäit war. Ech maachen déi Analys ganz zesummegerafft folgendermoossen: Hie seet virun allem, an dat wëll ech hei ënnersträichen, dass d'Nationalitéit net nëmmen e Recht ass, mä och eng Politik. Eigentlech misst ee soen: Och eng Politik misst sinn - mä et ass ni ze spéit, fir besser ze maachen.

Ech mengen, dass et géif Zäit ginn, dass Lëtzebuerg sech mat der Integratiounspolitik, mat der Immigratiounspolitik, mat der Nationalitéitepolitik och géif oprappen a konkret eng voluntaristesch Sproochepolitik géif maachen, a sech am Kader vun där Sproochepolitik géif mat allen Aspekter, net nëmme vun deenen Inlänner an de Résidentë vun haut, mä och vun deenen, déi muer an iwwermuer hei wäerten erakommen, auserneesetzen.

Et muss een also kucken, dem Denis Scuto no, dass zu Lëtzebuerg sech - net nëmmen an de Käpp vun de Leit an an den Aussoe beim Comptoir notamment - zwou Aspiratioune Plaz maachen, déi kontradiktoresch sinn: engersäits de Wonsch vun Auslänner an Integratioun vun deeneselwechten Auslänner, an awer anerersäits och eng gewësse Méfiance an e Wëllen ze kontrolléieren, ob déi Auslänner, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, dann effektiv och gutt genuch integréiert sinn, fir kënnen dee Sprong do ze schaffen.

Dat ass keng ganz kloer Sprooch, an ech mengen, dass Lëtzebuerg sech och muer muss determinéieren, e klore Wee virzegi vun enger wierklecher Ouverture oder enger wierklecher Kontroll vun der Integratioun.

Ouverture a Méfiance charakteriséieren also dann och eis Législatiounen, déi nom Zweete Weltkrich verständlecherweis ganz restriktiv gi sinn. D'Optioun war ofgeschaaft ginn. 1968 ass dat éischt e bësse méi oppent Gesetz komm, wou d'Optioun erëm agefouert ginn ass. 1986 ass et eréischt zu enger Egalitéit zwëschent Männer a Frae komm, wat d'Nationalitéitegesetz ubelaangt, an och ass do den Délai vu 15 op zéng Joer erofgesat ginn. 2001 ass den Délai op fënnef Joer gekierzt ginn, an, wéi ech et elo grad scho gesot hunn, huet d'OCDE festgestallt, dass trotz där Verkierzung do keng massiv Augmentatioun vun den Demandë komm ass.

Duerfir denken ech och, dass dat, wat haut um Dësch läit a wat zwar um Pabeier eng Augmentatioun vum Délai, fir Lëtzebuerger ze ginn, duerstellt, awer an der Praxis datselwecht wäert bleiwe wéi dat, wat mer bis elo hunn a keng massiv Ännerunge wäert am Taux vun den Naturalisatioune mat sech bréngen.

Et sief dann, dass d'Tatsaach, dass mer d'Optioun ofschafen - dat heescht, dee vereinfachte Wee fir gewësse Leit, Lëtzebuerger ze ginn -, eventuell negativ Influenze kritt. Duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, mer dat mussen evaluéieren no kuerzer Zäit, éischtens, ob et gutt war, dass mer d'Optioun ofgeschaaft hunn, wat am Prinzip a mengen Ae wichteg ass, well d'Optioun ass iergendwou gesinn, par rapport zur Naturalisatioun, eng Discrimination positive fir verschidde Leit, ouni dass déi derfir eppes hu misse maachen, fir déi Vereinfachung ze kréien.

Duerfir wëll ech ganz kuerz résuméieren, wat eist Gesetz, wat mer haut hunn, duerstellt, a wat déi Haaptännerunge sinn, fir dann op zwee, dräi Punkten duerno anzegoen.

Eist Gesetz vun haut mécht eng Distinctioun zwëschent den echten, de waschechte Lëtzebuerger, sougenanntene Luxembourgeois de souche, an de Luxembourgeois par naturalisation. Dat hu mer fäerdeg bruecht erauszehuelen, well och dat ass eng diskriminatoresch Notioun. Mir haten eng Procédure légale, a jiddfereen, deen där Procédure légale emol bäigewunnt huet, dee weess, dass dat net dat Gielt vum Ee war, well et ganz schwéier ass, op Basis vun engem Dossier, deen zesummegestallt gëtt aus Avisë vu verschiddene Gemengen, vum Statsrot, vun der Police vu verschiddene Plaze vum Land, den Dénominateur commun erauszestellen, fir ze kucken, ob d'Konditioun vun der Integratioun erfëllt ass.

D'Konditioune sinn de Moment bekannt: fënnef Joer Résidence, vun enger vun deenen dräi Sproochen - och vum Lëtzebuergeschen - Basiskenntnisser ze hunn an och d'Honorabilitéit. Meng Virriedner sinn op alles agaangen.

Interessant ass et just fir festzestellen, dass et an eisem heitege Gesetz d'Optioun gëtt fir Kanner, déi hei vun auslänneschen Elteren op d'Welt kommen, oder fir Kanner, déi am Ausland op d'Welt kommen an déi en Elterendeel hunn, dee Lëtzebuerger ass, oder fir Kanner, déi hir Scolaritéit zu Lëtzebuerg gemaach hunn oder vu Lëtzebuerger adoptéiert ginn, oder Leit, déi mat engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuergerin bestuet sinn. Déi hunn eng vereinfacht Manéier, fir Lëtzebuerger ze ginn. Wéi gesot ass och dat net justifiéiert duerch aner Elementer wéi déi, déi den Hasard vum Liewen esou spillt, esou dass et am Fong a mengen Aen

eng richteg Optik war, fir déi Optioun ofzeschafen a jiddferee gläichzestelle virum Gesetz vun der Nationalitéit.

Et muss ee just elo kucken, ob mer domadder net nach méi eroffalen am Prozentsaz vu Leit, déi all Joer zu Lëtzebuerg eis Nationalitéit ufroen, well mir sinn de Moment schonn a ganz Europa dat Land, wat am mannsten Auslänner pro Joer seng Nationalitéit gëtt, obschonns mir dat Land sinn, wat déi meeschten Auslänner huet a wat dee gréissten Intérêt hätt, fir méi opzemaache wéi aner Länner. Dat schéngt also bis elo net de Fall gewiescht ze sinn.

D'Neiegkeet ass, dass elo mer eng duebel Nationalitéit, eng Plurinationalitéit kënne kréien. Dat heescht also, dass net nëmmen Auslänner, déi zu Lëtzebuerg sinn, kënne Lëtzebuerger ginn, ouni hir Nationalité d'origine ze verléieren, mä och virun allem - an dat ass nëmmen en marge hei ugeklongen -, dass Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn an do d'Nationalitéit ugeholl hu vun hirem Pays d'adoption, hir Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen erëmkréien. Et ass keng Optioun méi.

Dat Wichtegst an dee favorabelste Punkt zesumme mat der duebeler Nationalitéit am Prinzip ass sécherlech, dass d'Procédure administrative géintiwwer der Procédure actuelle, wat eng legislativ ass, mat all deenen Handicapen, déi dat an der Dauer an an der Schikanerie mat sech bréngt, eng sensibel Verbesserung duerstellt.

D'Procédure administrative geet vill méi schnell, si muss an aacht Méint eriwwer sinn an huet den enormen Avantage par rapport zu der Procédure légale, dass e Recours gemaach ka ginn, wann d'Resultat vun der Demande net deem entsprécht, wat ee sech erwaart huet.

D'Konditioune gi geännert, wéi dat schonn ugeklongen ass: siwe Joer amplaz fënnef an Instruction-civique-Coursen, wat duerchaus ze begréissen ass. Et wier och wënschenswäert, Lëtzebuerger op déi Coursen do ze invitéieren, fir eventuell Geleeënheeten ze schafen, dass sech op enger voluntaristescher Basis Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger begéinen, fir utile Saachen zesummen ze léieren an doduerjer am Fong sozial Kontakter ze knäppen op eng aner Aart a Weis, wéi déi hei de Moment normalerweis üblech ass.

Eng Ausnahm gëllt bei deene Konditiounen, an zwar fir Auslänner, déi viru 1984 zu Lëtzebuerg ukomm sinn, well eréischt 1984 eist Gesetz iwwert d'Sprooche komm ass. Dat ass eng Bestëmmung, déi mir als Sozialiste besonnesch begréissen, well mer fannen, dass Leit, déi schonn iwwer - ech kann esou schlecht rechnen - 24 Joer zu Lëtzebuerg sinn, och wa se d'Lëtzebuerger Sprooch net wäerte gutt schwätzen, sécherlech op deen een oder deen anere Wee integréiert sinn. Sief et doriwwer, dass se an enger Association de parents d'élèves sinn oder a soss enger Associatioun, sief et dass se Aktivitéiten hunn am Kader vun hirer professioneller Aktivitéit, déi iwwert de Kader vun deem reng Professionellen erausginn. Jiddefalls kann ech mer net virstellen, dass ee 24 Joer an engem Land lieft, ouni dass ee sech iergendwéi integréiert huet.

Et ass iwwregens och net eleng d'Sprooch - an dat ass jo schonn ugeklongen -, déi hei spillt, mä d'Sprooch vereinfacht sécherlech déi Integratioun, déi mer alleguerte gären hätten.

De Projet, dee virläit, féiert also net nëmmen de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit, mä vun der Plurinationalitéit an eis Gesetzgebung an. Dat ass sécherlech e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Ob et duergeet, fir eisen demokrateschen Defizit erofzesetzen an eis sozial Kohesioun eropzesetzen, dat muss d'Zukunft weisen.

Mir musse jiddefalls d'Resultater vun deem Gesetz vun haut am A behalen, se evaluéieren a wann néideg ajustéieren, wann an deem engen oder anere Fall déi Resultater net dat sinn, wat mer eis erwaart hunn.

Wat bis elo och nëmmen en marge hei ugeklongen ass, dat ass, dass dat Gesetz hei nëmme spillt sous condition de réciprocité. Dat heescht nëmme par rapport zu deene Länner, déi och an hirer Gesetzgebung d'Méiglechkeet vun enger duebeler Nationalitéit hunn. Dat sinn a priori nëmmen europäesch Staten. Vu 27 Länner aus der Europäescher Unioun hunn der 15 eng Méiglechkeet vun enger duebeler Nationalitéit. Mir hunn also 15 Länner, mat deenen eis Klausel ka spillen.

Erstaunlecherweis awer huet vun deene 15 aneren europäesche Länner, ausser engem, keen d'Réciprocitéitsklausel agefouert. Duerfir wier ech interesséiert ze wëssen, wat d'Lëtzebuerger Regierung beweegt huet, fir op dee Wee do ze goen, deen engem a priori eng logesch Affär erschéngt, bis een ebe kuckt, wat an deenen anere Länner passéiert. Et schéngt mir kloer ze sinn, dass déi Clause de réciprocité et méi schwéier mécht, dass méi Leit, wat mir jo eigentlech gären hätten, eis Nationalitéit ufroen, wéi wa mer déi net hätten.

D'Aféierung vun der duebeler Nationalitéit - an do adresséieren ech mech speziell un d'Madame Flesch - hunn d'Sozialiste schonn zënter Jore gefrot, notamment 2001, wéi hei e Gesetz gestëmmt ginn ass, wou den Délai de résidence erofgaangen ass, a wou gemengt ginn ass vun den deemolege Koalitiounspartner, d'Zäit wier net räif. Ech denken, dass jiddferee sech kann un déi Zäiten erënneren. Esou laang ass et nach net hier, esou dass et haut sécherlech fir eis als Sozialisten och e Fortschrëtt ass, dass mer dee Schrëtt do maachen.

Wann déi Konditiounen, mat deenen dee Fortschrëtt do verbonnen ass, haart sinn a priori, dann denken ech, musse mer ofwaarden, fir ze kucken, wat d'praktesch Konsequenze vun dësem Gesetz sinn a gegebenenfalls upassen, nodeem mer no enger Uwendungszäit vun zwee oder dräi Joer festgestallt hunn, wat dann elo déi Inzidenzen an der Praxis sinn.

Mir hunn aus demographeschen an demokrateschen Defizitursaachen eraus en Intérêt derfir, dass méi auslännesch Matbierger d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen. Dat ass kloer. Dass d'Konditiounen, ënnert deene se ugeholl gëtt, anerer sinn, wéi déi, déi an anere Länner gang und gäbe sinn, ass och kloer, aus deenen Ursaachen, déi ech schonn erkläert hunn.

Perséinlech huet mech gewonnert, dass a verschiddene Versammlungen, notamment mat auslänneschen Organisatiounen an A.s.b.l.en, op deenen ech zum Nationalitéitegesetz geschwat hunn, contre toute attente vu menger Säit et kloer war fir déi Auslänner, déi meeschtens Portugise waren - vu dass se 40% vun der auslännescher Populatioun hei ausmaachen -, dass kee vun deene Leit, mat deene mer iwwert d'Sprooche geschwat hunn, fonnt huet, dass dat eng onméiglech Saach wier, fir hinnen zouzemudden, Lëtzebuergesch ze léieren.

Sécherlech hu vill Leit vun deenen, déi scho länger Zäit hei am Land schaffen, Schwieregkeeten, déi Sprooch ze léieren, scho besonnesch doduerjer, well déi wéinegste Leit op hirer Aarbechtsplaz oder an hirem Privatliewe Lëtzebuergesch musse schwätzen an doduerjer am Fong déi Sprooch verléieren, och dann, wa se se geléiert hunn.

Ech erënnere mech do un eng Mataarbechterin - eng net Lëtzebuerger Mataarbechterin -, déi ech hat, déi op Lëtzebuerg komm ass an déi eleng Englesch geschwat huet, déi duerno Franséisch geléiert huet an, wéi se bei eis geschafft huet, Lëtzebuergesch geléiert huet. Vu dass all Mënsch virdru mat hir Franséisch geschwat huet, huet kee sech druginn oder huet kee se Lëtzebuergesch schwätze gelooss, esou dass trotz deem jorelaangen Uléiere vum Lëtzebuergeschen - wat wierklech keng einfach Geschicht war - am Endeffekt alles vergiess ginn ass, aus enger Situation de fait eraus, wou mir als Lëtzebuerger sécherlech och en Deel schold dru sinn, well mir ëmmer bereet sinn, wann een eng Sprooch schwätzt, wou mir mierken, dass e Schwieregkeeten huet, op déi ëmzesprangen, vun där mer unhuelen, dass se fir deen anere méi geleefeg ass.

Et ass also duerfir kloer, dass déi Konditiounen, déi mer hei hunn, mussen an engem Gesamtkonzept analyséiert ginn. Et muss een dann och kucken, dass een d'Resultater vun deene Konditiounen an der nächster Zukunft evaluéiert.

Et bleift och, dass d'Durée de résidence an d'Sproocheklausel et sécherlech net evident maachen, dass eisen demokrateschen Defizit domadder kann opgehuewe ginn, dass déi Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, selbstverständlech jo och kënnen oder souguer musse bei den Nationalwahle wiele goen. Wa mer gesinn, wat déi Méiglechkeet bei den Europawahlen a bei de Gemengewahle fir eis europäesch Matbierger ausgemaach huet, da kann ee menger Meenung no dofir net ze vill optimistesch sinn.

Ech wëll och hei ervirsträichen, dass op d'Wierke vun der LSAP-Fraktioun hi sech en Element vum Droit du sol an dësem Gesetzzestext erëmfonnt huet - ënnerstëtzt natierlech vun der grénger Fraktioun -, de sougenannten „Double droit du sol". Dat heescht, Kanner, déi zu Lëtzebuerg gebuer sinn, deenen hir Elteren Auslänner waren, vun deenen een Elterendeel awer och schonn zu Lëtzebuerg gebuer war, kréien automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit accordéiert.

Dat ass e wichtegt Signal, besonnesch och fir eis italienesch a portugisesch Matbierger, déi elo schonn an zweeter, an drëtter Generatioun zu Lëtzebuerg sinn. Déi kënnen hir Nationalitéit behalen an an engems d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien.

Vill vun deene Leit sinn och dann, wa se net Lëtzebuerger sinn, zu Lëtzebuerg integréiert. Mech huet besonnesch touchéiert, dass bei sportlechen Evénementer, beispillsweis wa portugisesch, franséisch oder aner Equipen e wichtege Match gewannen, ganz oft net nëmmen de Fändel eraushänkt vun där Natioun, déi gewonnen huet, mä niewendrun och de Lëtzebuerger Fändel. Dat ass a mengen Aen och en Zeeche vun Integratioun, vum Zesummegehéiregkeetsgefill, wat leider net ugerechent gëtt am Kader vun dësem Gesetz.

Zur Sprooch ass villes gesot. D'Madame Flesch huet sech an allen Detailer mat där Problematik auserneegesat. Villes kéint een deelen. Sécherlech ass awer och ee ganz kloeren Avantage an der jëtzeger Prozedur par rapport zur heiteger dran, an zwar deen, dass déi Evaluatioun, wéi se geschitt, uniform geschitt, objektiv geschitt: Sproochekenntnisser, déi ee muss ganz kloer definéiert hunn, andeem dass ee sech am Cadre européen commun de référence pour les langues vum Conseil de l'Europe eng Referenz gesicht huet, déi et erlaabt, dass all Mënsch op därselwechter Adress logéiert ass. Dat heescht, dass all Mënsch d'selwecht evaluéiert gëtt. Dat war bis elo kengesweegs de Fall.

Et besteet keen Zweifel drun, dass déi Tatsaach Lëtzebuergesch ze schwätzen eng Méiglechkeet ass, fir sech besser ze integréieren. Et ass awer och kloer, dass een och déi Incitatiounen, fir dëse Facteur vun Integratioun ze maachen, hätt kënne verbesseren, amplaz eng Obligatioun doraus ze maachen. Et bleift, dass een näischt verléiert, wann ee probéiert wéi déi Sproochenexigenze sech op den Integratiounsfacteur auswierken.

Ech géif proposéieren, dass mer dee Sproochenniveau, wéi en och ëmmer ass, an enger Zäit vun dräi Joer evaluéieren, ganz detailléiert op seng Répercussiounen, op d'Zuel vun den Naturalisatioune gradesou wéi op déi aner Konditiounen hin. A wa mer gesinn, dass mer trotz dëser Ouverture iwwert d'duebel Nationalitéit keng Répercussiounen an den Zuelen hunn, dann ergëtt sech ganz kloer déi Konklusioun doraus, dass een déi eng oder déi aner Konditioun muss réevaluéieren.

Et ass och kloer, dass et virum Apprentissage vun enger Sprooch keng Egalitéit gëtt. Eng Egalitéit ass souwisou eppes Theoretesches, wat an der Praxis ganz schlecht ze faassen ass. Mä et liicht jiddferengem an, dass et fir een, deen zu Lëtzebuerg seng Schoul gemaach huet an dee seng Schoulzäit zur Halschent domat verbruecht huet Sproochen ze léieren, sécherlech vill méi einfach ass, eng aner, eng nei Sprooch derbäizeléieren, wéi fir Leit, déi zu Lëtzebuerg ukommen an déi knapps hir eege Sprooch schwätzen.

Och dat ass en Element vun Egalitéit, wat net däerf hei verluer goen. Et kann net sinn, dass Lëtzebuerg drop aus wier, de Leit den Accès op eis Nationalitéit ze favoriséieren, just well se méi en héije QI hu wéi anerer. Dat ass och fir Lëtzebuerg net akzeptabel.

Dee geplangten Institut national des langues gesäit vir, am Beräich vun de Lëtzebuerger Coursen Efforten ze maachen: mei Coursen, méi Personal an eng besser Formatioun fir Formateuren. Dat alles ass sécherlech ze begréissen, awer et ass zesumme mam Congé linguistique - deen ouni Zweifel nach ze wënschen iwwreg léisst, besonnesch well mer en nach net hunn - och nach eng Tatsaach, dass mer och vum Institut national des langues eng Antenn am Süde brauchen, well schliesslech sinn do déi meeschte Leit, déi eventuell interesséiert wieren, un deene lëtzebuergesche Coursen deelzehuelen.

Iwwert d'Durée de résidence ass och scho villes gesot ginn. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'OCDE duerch d'Analys vun den Zuele bewisen huet, dass zënter 2001, wou den Délai de résidence vun zéng op fënnef Joer erofgaangen ass, trotz Augmentatioun vun der Zuel vun den Auslänner zu Lëtzebuerg keng Augmentatioun vun der Zuel vun den Naturalisatioune war.

Dat gëtt engem ze denken, well dat schéngt an anere Wierder ze heeschen, dass d'Gesetzgebung iwwert d'Naturalisatioun net en Haaptfacteur ass, deen d'Auslänner dozou bréngt, fir d'Nationalitéit vun engem Land unzehuelen. Wann deem zu Lëtzebuerg och sollt esou sinn, da musse mer wierklech erausfannen, wéi een d'Auslänner dozou bréngt, aneschters wéi iwwert d'Gesetz de Wonsch auszedrécken an d'Realisatioun vun enger Naturalisatioun weiderzedreiwen.

Mäi Fraktiounskolleeg a Parteipresident Alex Bodry wäert am Detail op déi Tatsaach agoen, dass op Drock vun der Sozialistescher Partei - awer net eleng - drop verzicht ginn ass, den Avant-projet an der Teneur unzehuele wéi e virlouch, dee virgesinn huet, dass et zwee verschidde Weeër géif ginn, fir d'Nationalitéit ze kréien: een einfachen, während fënnef Joer Résidence fir eng Nationalitéit mat Abandon de la nationalité d'origine; an en anert Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit mat engem Délai vun zéng Joer.

De Kompromiss ass, wéi dat oft esou ass, eppes an der Mëtt. Dat heescht, et ass zwar nëmme méi ee Gesetz ginn, mä een Délai, deen allongéiert war par rapport zu deem, wat mer bis dohinner haten.

Ech wëll awer dozou soen, dass et an der Praxis net vill wäert änneren. Dir hutt hei vum Patrick Santer héieren, dass mer de Moien an der Commission juridique e Fall hate vun enger Naturalisatioun, déi néng Joer gedauert huet. Ech wëll net behaapten, dass dat d'Regel ass, mä d'Regel ass zwee an en halleft Joer, eventuell dräi. Wa mer eng Moyenne genau géifen ausrechnen, da géife mer also mat fënnef Joer Durée de résidence an zwee an en halleft bis dräi Joer Prozedur op datselwecht erauskommen, wéi dat, wat mer elo hunn. Dat heescht: siwe Joer Délai de résidence, an eng Prozedur vun aacht Méint, mam Avantage hannendrun, fir kënnen dergéint ze reklaméieren, wann d'Resultat net dem Wëllen entsprécht.

Ech denken duerfir, dass et derwäert ass ze probéieren, wat dat heite bréngt, well den Ausgangspunkt vun dësem Gesetz ouni Zweifel e positiven ass. Da musse mer eben no enger Zäit kucken, ob déi positiv Auswierkungen, déi mer eis vun dësem Gesetz erwaarden, sech an der Praxis realiséiert hunn oder net.

Sollt deem net esou sinn, dann ass et a mengen Ae jiddefalls kloer, dass een dat Gesetz hei nach eng Kéier muss op de Leescht huelen. Entre-temps mengen ech, dass et awer esou ausgesäit, dass et vum Prinzip hier a vun den Tatsaachen hier e positive Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Duerfir bréngen ech vun hei aus den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Ech wollt och profitéieren, Här President, fir eng Motioun ofzeginn, déi net nëmme vu Sozialisten ënnerschriwwen ass, mä och vun de Kolleege vun der CSV, vun deene Gréngen an och vun der Demokratescher Partei, wou mer froen, dass mer sollen iwwer all Froen, déi mat der Nationalité zesummenhänken, notamment Acte de naissance, Immigration, etc., eng Codifikatioun maachen.

Well wa mer iwwer all eenzelt Gesetz, wat mer elo hunn - Integratioun, Immigratioun, Asyl, Nationalitéit -, Loi-spécialë maachen, da fënnt sech nach herno just de Fachmann an deenen Texter erëm. Wa mer et fäerdeg bréngen, wéi an der Verfassung, all déi Texter mat der Evolutioun an der Zäit an ee Buch ze setzen, da kann och den Ottonormalverbraucher sech all Moment an engem eenzege Buch utilement renseignéieren, wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Dat wier ze begréissen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 29 août 2008 sur l'immigration, la loi du 5 mai 2006 concernant le droit d'asile et les formes complémentaires de protection ainsi que la loi sur la nationalité luxembourgeoise constituent un ensemble dans le sens qu'elles contribuent à un meilleur vivre-ensemble entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois;

- s'attendant à ce que la législation sur l'immigration sera sous peu complétée par d'autres directives européennes ainsi que par une loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à codifier tous les textes en rapport avec l'état civil, la nationalité et les migrations, de manière à augmenter la lisibilité de la législation luxembourgeoise en les matières.

(s.) Lydie Err, Félix Braz, Ben Fayot, Colette Flesch, Laurent Mosar.

Eng allerlescht Remarque un d'Regierung. Ech weess net, wat fir ee Minister et war; ech huelen un, dass et de Kulturminister ass. Ech wëll him nach e gutt Wuert ginn iwwert déi Informatiounsheftercher, déi hei erauskommen. Hei hunn ech eent iwwer Sproochen. Ech mengen, dass et och iwwert dat heiten eraus an dëser Serie Bicher - esou Déplianten - gëtt, déi wierklech ganz interessant sinn. Et ass jo seelen, dass ee fir Saachen, mat deenen ee ganz d'accord ass, e gutt Wuert héiert, duerfir wollt ech dervu profitéiere fir heirobber opmierksam ze maachen a jiddfereen ze invitéieren, se net einfach op de Koup ze leeën, mä och emol eng Kéier dranzekucken; et ass derwäert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Mosar, Merci soen, besonnesch fir säi mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

Merci och dem President vun der Commission juridique, dem Här Santer, deen et erlaabt an och méiglech gemaach huet, dass mer an der Kommissioun eng net nëmme flott Diskussioun haten, mä dass mer och an der Kommissioun den initialen Text vun der Regierung op enger ganzer Rei vu Punkten, déi alles anescht wéi onwesentlech waren, konnten änneren.

De Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, ass en Text, deen op ganz ville Punkten en zolitte Krack besser ass wéi deen Text, deen d'Regierung dem Parlament virgeluecht hat, an duerfir och de Kolleegen an der Commission juridique vun eiser Säit aus e Merci.

Et ass haut am Kontext vun der Debatt ronderëm dëse Projet vill vum Stéchwuert duebel Nationalitéit geschwat ginn, och vill vun der Sprooch. Dat ass allerdéngs net alles wourëms et an deem Text hei geet. Dat hei ass e Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wou ee vun den Aspekter den Abandon ass vun där Exigenz, dass een eng Nationalité d'origine muss ofginn. Dat ass awer nëmmen ee Volet vun deem heite Gesetz.

Dëst Gesetz geet op enger Rei vu Punkten, wéi mir fannen, an der Bedeitung e gutt Stéck méi wäit wéi elo nëmmen deen Aspekt vun der duebeler oder pluri-Nationalitéit respektiv vun de Konditiounen, déi zum Deel am Gesetz drastinn. Hei gëtt wierklech op enger Rei vu Punkten e grousse Worf gemaach an der Relatioun an an der Definitioun vun der Nationalitéit; an dat ass eng Debatt, déi haut vläicht e bëssen ze kuerz komm ass, well mer eis all - an ech wäert och net derlaanscht kommen - natierlech mat deem Aspekt vun der sougenannter duebeler Nationalitéit an och mat den Aspekter an - déi domat zesummenhänken - mat de Sproochenexigenzen an anere wäerte beschäftegen.

Mä d'Gesetz ass wäit méi wéi nëmmen de Volet vun der duebeler Nationalitéit. Et stécht och hannendrun déi fundamental Fro, wéi mer net nëmmen an Zukunft, mä eigentlech vun haut un eist Zesummeliewen zu Lëtzebuerg wëllen organiséieren.

Firwat déi Fro pertinent ass ze stellen, gesäit een dorunner, wann ee sech e puer Zuele virun Ae féiert, déi d'Lëtzebuerger Realitéit vun haut beschreiwen an déi och eng Projektioun op d'Lëtzebuerger Realitéit an den nächste puer Joer maachen.

Haut si ronn 60% vun de Leit, déi hei am Land liewen, Lëtzebuerger. 40% ronn sinn dat net. Woubäi vun deene 40% Leit, déi net Lëtzebuerger sinn, der ganz vill derbäi sinn, déi vu Gebuert un hei liewen. Do sinn der ganz vill derbäi, déi vu ganz Klengem un hei liewen. Oder vu Klengem un hei liewen. Oder an hirer Schoulzäit op Lëtzebuerg komm sinn. Mä déi de Pass nach hunn an der Regel vun hiren Elteren.

Esou dass déi Realitéit, déi sech hannert den Zuele verstoppt vu 60/40, eng aner ass wéi déi Realitéit, déi déi Zuelen op den éischte Bléck géifen aussoen.

Déi Leit, déi hei liewen, hunn entweder schonn e Lëtzebuerger Pass oder liewen zu engem groussen Deel scho ganz laang hei an hu bis haut de Pass vun den Elteren. Déi hunn nach keen anert Land kannt, oder kaum en anert Land kannt, wéi d'Lëtzebuerger Land a sinn net nëmmen hei opgewuess, mä hunn all hir Relatiounen, och am private Beräich, hei zu Lëtzebuerg.

Ëmgedréint sinn d'Zuele bei der Population active. D'Population active ass zu iwwer 60% eng net lëtzebuergesch. Do sinn dann déi ronn 140.000 mëttlerweil, oder souguer liicht driwwer, Frontaliere mat dran, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Eng aner wichteg Zuel ass déi, dass all Joer tëschent 10.000 an 12.000 - dat hänkt vun de Joren of - Leit op Lëtzebuerg wunne kommen. Nei Leit, zousätzlech Leit. All Joers. Deem géintiwwer stinn awer och 7.000 bis 10.000 Leit, déi d'Land nees verloossen. Déi net wëllen heibleiwen. Déi komm sinn, déi eng méi oder manner kuerz Zäit hei waren an och nees zréckginn.

Mir hunn also e Solde migratoire, dee bon an mal an ëm déi 3.000 Leit pro Joer ausmécht, an et ass net esou, dass jiddfereen, deen op Lëtzebuerg kënnt, och onbedéngt wéilt heibleiwen.

Nach zwou aner Zuelen - dann halen ech mat den Zuelen op: Ronn dräi Véirel vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg a Positioune mat Verantwortung sinn, hunn och kee Lëtzebuerger Pass. D'Kaderen a ganz ville Firme ginn haut rekrutéiert aus dem Ausland. Dat huet an der Haaptsaach mat Qualifikatioun ze dinn, déi mer net an ausräichendem Mooss zu Lëtzebuerg hunn a kënnen zur Verfügung stellen. Dofir si mer och do ugewisen op Leit, déi aus dem Ausland bei eis kommen an déi zu dräi Véirel déi dirigent Plazen anhuelen.

Eng lescht Zuel fir drop hinzeweisen, dass och d'Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg geschafe ginn, gréisstendeels vu Leit geschafe ginn, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Och ronn dräi Véirel vun de Créateurs d'entreprises - vun de Leit, déi a liberalen an a selbstständege Beruffer probéiere Fouss ze faassen, an domadder d'Créateurs d'emplois sinn - hu kee Lëtzebuerger Pass.

Et ass also net nëmmen, dass d'Aarbechtsplazen zu engem groussen Deel duerch déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun vun Netlëtzebuerger Résidenten oder Grenzgänger besat ginn, mä et ass och esou, dass de groussen Deel vun den Aarbechtsplazen, déi Joer fir Joer geschafe ginn an déi zu der Ofsécherung vun eise soziale Versécherungssystemer bäidroen, och vu Leit geschafe ginn, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn.

Dat ass déi ganz Lëtzebuerger Realitéit. Dat ass déi ganz Lëtzebuerger méi komplex Realitéit an e puer Zuelen ausgedréckt.

Dofir stellt och déi Fro sech ronderëm d'Nationalitéitegesetz. Wéi de Statsrot et och scho beschriwwen huet, deen zwou fundamental Optiounen opgemaach huet. Och an eisen Aen esou, dass een e Choix huet. Dass ee sech muss fir e Choix awer och décidéieren.

Déi Fro, déi sech stellt, an dee Choix, deen ee muss treffen, ass eiser Meenung no folgenden: Wann een an engem Land en Accès gëtt zu der Nationalitéit vun deem Land, dann ass d'Fro: Als wat considéréiert een dat, deen Accès zu der Nationalitéit? Ass et eng Faveur, eng Gefällegkeet? Ass et eng Zort Cadeau, deen ee mécht pour services rendus un deem Land?

Do hannendru stécht déi Konzeptioun, déi och de Minister Frieden verteidegt, déi seet, et ass eng Kréinung, en Ofschloss vun engem Prozess. Oder - dat ass déi aner Optioun -: Mécht een dat als Land, mécht Lëtzebuerg dat, well mer domadder en eegene Problem wëlle léisen?

D'Fro ass: Wien huet de Problem? Hunn déi Leit, déi hei liewen an de Lëtzebuerger Pass net hunn, e Problem? Oder huet Lëtzebuerg insgesamt - eis Gesellschaft insgesamt - e Problem doduerch, dass esou vill Leit - déiselwecht - de Lëtzebuerger Pass net hunn?

D'Äntwert op déi Fro, mengen ech, war nach virun enger Rei Jore vu bal jiddferengem déiselwecht. Och wann ee konnt gedeelter Meenung sinn an den Argumenter, déi een ugefouert huet. Mä wann een d'Regierungserklärung vun 2004 sech nach eng Kéier virun Ae féiert an déi Saachen, déi gesot gi si ronderëm déi Regierungserklärung op dëser Fro, och vun de Majoritéitsfraktiounen, da war dat bal deckungsgläich mat deem, wat bis haut och déi liberal Kolleeginnen a Kolleege soen an och déi gréng Fraktioun seet.

Ech hat gemengt 2004, dass mer eigentlech op dëse Froen hei e Konsens erreecht hätten. E Konsens an der Analys, e Konsens an der Beschreiwung vum Problem. An de Konsens huet doranner bestanen, dass mer eis eens waren, dass Lëtzebuerg en Demokratiedefizit huet. A wann een déi Zuelen, déi ech virdru genannt hunn opgrond vu Projektioune vum Statec, och nach eng Kéier no vir kuckt, da gesäit een, dass domadder gerechent gëtt - esou ëm den Horizont 2020 bis 2030 -, dass da souguer eng Majoritéit vun de Leit, déi hei am Land liewen, duerchaus laang schonn hei kënne liewen, kee Lëtzebuerger Pass hunn.

An dass deen Demokratiedefizit, dee mer haut hunn, well esou en héijen Undeel vu Leit net kann zum Beispill bei de Wahle fir d'Chamber deelhuelen, am Fong geholl d'Ursaach war an déi Suerg no enger zerbréckelter Cohésion sociale, déi Suerg vun enger Cohésion sociale, déi net staark genuch wier, fir och a Krisenzäite kënnen ze bestoen an d'Gesellschaft beieneen ze halen.

Dass dat d'Erkenntnis war, déi d'Regierung, an op deem Punkt mat Ënnerstëtzung vun DP a Gréng, dozou bruecht huet, fir op de Wee ze goe vun enger Reform vum Nationalitéitegesetz a vun enger vun der Schafung vun der Méiglechkeet vun der duebeler Nationalitéit.

D'Land huet an där Zäit net geännert, ausser dass déi Prognosen an Indicateuren alleguerte sech weider an déi Richtung entwéckelt hunn, déi eis dozou gefouert huet, viru véier Joer ze soen, mir hunn elo schonn e Problem. All d'Indicateuren hunn déi Tendenz an deen Trend bestätegt.

D'Land huet also net geännert, au contraire. D'Vue vun der Regierung huet awer geännert. Well contrairement zu deem, wat an der Regierungserklärung stoung a virun allem och an de Gespréicher an Interviewen, déi eng ganz Rei Regierungsmemberen a Majoritéitsmemberen 2004 gemaach hunn, seet den zoustännege Minister, den Här Frieden, virun e puer Wochen, wéi d'Commission juridique d'Adoptioun vum Rapport virgeholl huet, eppes anescht.

Uschléissend an engem Interview op der Télee huet den Här Frieden geschwat. D'Fro war: Wat ass d'Zil vun dësem Projet? D'Zil war net méi wéi 2004, d'Cohésion sociale ze stäerken an Demokratiedefiziter ze behiewen, mä dem Minister Frieden seng Äntwert war - an ech zitéieren aus dem Kapp: „D'Zil vun dësem Gesetz ass et, sécherzestellen, dass déi, déi Lëtzebuerger ginn, gutt integréiert sinn."

Dat ass d'Zil. Dat ass elo ewell no véier Joer Diskussioun d'Zil, wat Rescht bliwwen ass. Et ass net méi d'Erkenntnis dovunner, dass eis Gesellschaft riskéiert, e Problem ze hunn, wa mer net och iwwert deen dote Wee zu méi Kohesioun fannen, mä d'Zil ass et haut - seet de Minister -, dass mer bei deenen - tëschent Guillemeten - „puer", déi Lëtzebuerger wëlle ginn, sécherstellen, dass déi scho gutt integréiert sinn.

Mir sinn also vun engem Ouverturesgesetz, wat et sollt eigentlech sinn an de Käpp vu villen, well mer e Problem haten, op en Examensgesetz, op en Testgesetz iwwergaangen, wou mer schonn nees an der Logik sinn, dass mer eigentlech Gefällegkeeten a Cadeaue verdeelen un déi, déi et verdéngen, an dobäi d'Aen zoumaache virun der Realitéit, dass eis Gesellschaft op deem Punkt do schwaach ass an dass se misst gestäerkt aus dësen Diskussiounen erauskommen.

Et ass och duerfir, dass elo net méi véier vu fënnef Fraktiounen aus der Chamber dat esou kënnen ënnerstëtzen, mä dass der zwou haut net bereet sinn, dat ze ënnerstëtzen, well dëst Gesetz sech vun den initiale Finalitéiten an der Diskussioun ewechbeweegt huet, a mer haut am Resultat net méi dat wäerten erreechen, wat mer missten erreechen, esou dass mer also an zwou Phase wäerten dat heiten an den nächste Jore misse méi vernünfteg maachen.

E puer Wuert awer och zu eppes, wouriwwer ganz vill am Land geschwat gëtt. An dat ass gutt, dass mer doriwwer schwätzen. Ech fannen dat ganz salutaire a positiv. Et gëtt ëmmer verwisen op de Béierdësch an op de Comptoir, wou dovunner geschwat gëtt. Mir fannen als gréng Fraktioun, dass et ënnert dem Strëch positiv ass, dass doriwwer geschwat gëtt, dass eng ganz Rei Froen opgeworf ginn. Et huet net jiddfereen déiselwecht Äntwert op déi Froen. Et gëtt net jiddfereen déiselwecht Äntwert. Mä an der Bevölkerung, an der Populatioun, net nëmme bei de Lëtzebuerger iwwregens - gell! -, mä och bei deenen, déi nach kee Lëtzebuerger Pass hunn, gëtt doriwwer diskutéiert, wéi ee sech dat Zesummeliewe virstellt. An dat ass eigentlech en Element zu enger Prise de conscience, och wa vläicht d'Äntwerten divergenter kënne sinn.

A well esou vill awer doriwwer geschwat gëtt, wëlle mer och nach eng Kéier rappeléieren, wat déi duebel Nationalitéit - fir dann och dee Begréff ze iwwerhuelen, deen et e bësse résuméiert, vläicht ze vill résuméiert, wat mer haut maachen - alles net ass. Well et huet ee bal d'Gefill, d'duebel Nationalitéit wier elo alles. Do kéint een alles drasetzen an et kéint een alles domadder maachen. Dat ass net de Fall.

Éischtens emol ass d'duebel Nationalitéit net déi eenzeg Léisung an net dat eenzegt Instrument, fir kënnen zu enger verstäerkter Cohésion sociale ze kommen. Do si ganz aner Instrumenter a ganz aner Leit gefuerdert, wéi nëmmen haut d'Parlament an d'Regierung oder en Dokument, wat en Text beinhalt.

Och d'Schoul ass gefuerdert, hire Rôle ze spillen. Mir wëssen, wat fir eng Schwieregkeeten dass et am schoulesche Beräich do gëtt. D'Schoul huet net deen Effet intégrateur, dee se misst hunn. Zënter Jorzéngten net hei zu Lëtzebuerg. Och do muss eppes änneren.

Och d'Gewerkschafte si gefuerdert, fir bäizedroen zu méi Cohésion sociale an zu méi Demokratie hei am Land, well och d'Demokratie an d'politesch Participatioun sech net limitéieren op en Acte électoral. Si limitéiere sech net dorop, Kandidat ze sinn, a si limitéiere sech net dorop, fir wielen ze goen. Matschwätzen an de Gewerkschaften, matschwätzen an de Parteien, an de Gremië vun de Parteien, dat ass erlaabt, onofhängeg vum Pass. Alles dat sinn och Vecteuren, déi hire Rôle musse spillen, an dat kann net eleng e Gesetz iwwert d'Nationalitéit stämmen.

Eng zweet Limite vun der duebeler Nationalitéit: Si ass net fir all d'Leit. Och wa Lëtzebuerg elo net méi verlaangt, dass ee seng Nationalité d'origine opgëtt, da kann et awer duerchaus sinn, an dat ass de Fall, dass eng ganz Rei aner Länner dat nach ëmmer maachen. Den Här Mosar huet et gesot. D'Halschent vun de Länner an der EU erlaben d'duebel Nationalitéit. Déi aner Halschent net. Dat, wat mer haut maachen, ass also en vue vun der Behiewung vum Demokratiedefizit fir eng ganz Partie Leit keng Äntwert, well déi opgrond vun hirer Législation d'origine weider virun de Choix gestallt ginn, wa se wéilten de Lëtzebuerger Pass unhuelen. Dat ass also keng Léisung fir jiddfereen.

Drëtt Remarque. Ass d'duebel Nationalitéit elo wierklech eppes Neies? Well och dat Gefill kritt een, nämlech wéi wa mat dësem Vote vun haut op deem Punkt eppes ganz Wesentleches géif anescht ginn an änneren.

Och do ass d'Äntwert éischter Neen. D'duebel Nationalitéit ass eigentlech näischt Neies. Mir hu schonn zu Lëtzebuerg dausenden, zegdausende vu Leit, déi zwou Nationalitéiten hunn, Tendenz steigend.

Woufir? Well zu Lëtzebuerg duerch déi Populatioun, déi do ass, mat 60% Leit mat Lëtzebuerger Pass a 40% Leit, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn, d'Zuel vu Mariagen, wou déi Leit, déi bestuet ginn, net déiselwecht Nationalitéit hunn, net nëmmen héich ass, mä d'Tendenz och steigend ass. An an den allermeeschte Fäll, an do sinn d'Gesetzer a ganz Europa praktesch identesch, ass et esou, dass e Kand bei der Gebuert d'Nationalitéit vu sengen Eltere kritt. A wann déi Elteren eben net déiselwecht Nationalitéit hunn, dann hunn déi Kanner de plein droit d'Recht, d'Nationalitéit vun der Mamm an d'Nationalitéit vum Papp ze hunn, an déi hélt och keen hinnen of. Esou dass mer haut schonn zu Lëtzebuerg net nëmmen dausenden, mä zegdausende Leit hunn, déi par naissance an de plein droit duebel, zwou Nationalitéiten hunn, an dass duerch déi ëmmer méi héich Zuel vu Mariages binationaux och déi Zuel vu Kanner mat zwou Nationalitéiten, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen an opwuessen, klëmmt.

Dëse Vote wäert also net d'duebel Nationalitéit zu Lëtzebuerg aféieren, mä dëse Vote anticipéiert en Trend, deen do ass, en Trend, deen iwwert déi nächst zwee, dräi Jorzéngte souwisou géif derfir suergen, dass eng Majoritéit vun de Leit hei am Land eng duebel Nationalitéit hätt. Dëst Gesetz anticipéiert deen Trend a schaaft eng legal Basis, fir dat, wat et scho gëtt, ze generaliséieren. Dëst Gesetz ass also op deem dote Punkt elo net déi extra grouss Nouveautéit, déi vun haut un am Land géif d'Klacken anescht laude loossen, mä d'Gesetz mécht e Constat an anticipéiert doduerch, dass et eng Méiglechkeet generaliséiert, déi am Land souwisou do ass an als Trend ëmmer an enger verstäerkter Form sech bemierkbar mécht.

D'Gesetz selwer huet och eng Rei positiv Punkten. Déi wichtegst positiv Punkten dovun - an eng ganz Rei vun de Virriednerinnen a Virriedner si schonn drop agaangen - sinn an der Commission juridique an den Text vun der Regierung agefloss.

Éischte wichtege Punkt ass de Prinzip selwer. Mir wëllen dat als gréng Fraktioun haut gären nach eng Kéier bestätegen. Ech mengen, dass kaum een en Zweifel driwwer hat, mä mir bestätegen et nach eng Kéier, dass mer de Prinzip selwer, fir den Abandon vun der Nationalité d'origine net méi ze verlaangen, ënnerstëtzen.

Dofir huet och d'Regierung hei an dësem Parlament eng iwwer 90%eg Ënnerstëtzung, fir op deen dote Wee ze goen an dat och kënnen de Leit ze erklären an ze soen, woufir dass mer dat dote wëlle maachen.

Wat och e ganz wichtege Punkt ass, ass de Fait, dass mer vun där legislativer Prozedur, där politescher Prozedur, eriwwerginn op eng administrativ Prozedur. E Punkt, deen eis ganz wichteg war a fir dee mer eis och schonn a Gespréicher mam Minister virum Dépôt vum Projet ausgeschwat hate virun enger Partie Jore scho mëttlerweil, fir dee mer eis och an enger Rei Kommissiounen, wéi der Verfassungskommissioun vum Här Meyers, fréizäiteg agesat hunn, fir dass och vun do aus eng Initiativ, déi vu jiddferengem gedroe war, konnt erausgoen un d'Adress vun der Regierung.

Dat ass ee wichtege Punkt aus enger Rei vu Grënn. Well duerch dës Prozedur, déi administrativ Prozedur, d'Rechtsstatlechkeet an d'Biergerrecht eriwwergeholl gëtt, dass mer also ofréckele vun enger Prozedur, wou d'Leit Bittsteller waren an d'Äntwert, déi se kritt hunn, net an hirem Aflossberäich louch, an déi, déi d'Äntwert ginn hunn, se och nach am Huis clos geholl hunn a se net hu misse justifiéieren. Dat ass mat engem Rechtsstat am Joer 2008 nëmme ganz schwéier ze vereinbaren, an eiser Meenung no guer net.

Duerfir si mer frou, dass mer vun där politescher Prozedur elo eriwwerginn op eng rechtsstaatlech zäitgeméiss Prozedur, wou kloer Konditiounen drastinn a wou jiddferee weess, ob hie se kann erfëllen oder net. Iwwert déi Konditioune kënne mer gedeelter Meenung sinn, mä si sinn zumindest kloer. Wann hie se erfëllt, dann huet hien d'Recht drop, de Lëtzebuerger Pass ze kréien, an hie freet net just, ob hien dat wann ech gelift kéint kréien, mä hie kann, wann d'Verwaltung där Demande net géif Rechnung droen, souguer viru Geriicht goen, bei d'Verwaltungsgeriicht, an do da Gain de cause kréien, an do wäerten och Jurisprudenze sech kënnen développéieren an den nächste Joren.

Dat ass fir eis wierklech ee wichtege Punkt, also dee Passage - wéi de Statsrot et scho beschriwwen hat - vum Droit sur la nationalité eriwwer bei en Droit à la nationalité. Et ass wierklech eng fundamental aner Relatioun zu der Nationalitéit, déi duerch dëst Gesetz entsteet. Keng vun der Gläichgültegkeet: Dat war virdrun net de Fall an dat gëtt och elo net de Fall. Et ass och elo net gläichgülteg, et ass och elo net dem Zoufall iwwerlooss, wéi een d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, mä zumindest geschitt et no Regelen, déi fir e Rechtsstat am Joer 2008 eiser Meenung no déi eenzeg richteg sinn.

Positiv ass och, dass déi Diskussioune ronderëm d'Sproochekritären och elo versachlecht ginn. Op dat, wat eis op deem Punkt trennt, gi mer herno nach an. Mä wou mer awer d'accord sinn, ass, fir ze soen, dass dat, wat mer 2001 am Gesetz geännert hunn, versachlecht gëtt, well - just pour rappel - bis 2001 war et ëmmer esou, dass een, dee wollt Lëtzebuerger ginn, de Lëtzebuerger Pass wollt kréien, eng vun den dräi Sprooche vu Lëtzebuerg huet misse beherrschen an net onbedéngt nëmmen déi eng. Hien hat de Choix, wéi eng vun den dräi hien huet misse beherrschen.

2001 hu mer eng éischte Kéier an d'Gesetz ageschriwwen, dass dat Lëtzebuergesch misst sinn a mir hu vu Connaissances de base geschwat. Wien déi awer appréciéiert huet, dat ware ganz vill Verschiddener. An aller Regel war et d'Police am Kader vun den Enquêten, déi gemaach gi si vun der Demande. Dat si Leit, déi net derfir forméiert gi sinn; hire Beruff ass en aneren. Dat sinn och Leit, déi do keng kloer Richtlinnen haten. Dat war zu Esch eppes anescht wéi an der Stad an an der Stad eppes anescht wéi zu Wolz. Lauter Aspekter, déi maachen, dass och do et fir e Rechtsstat net onbedéngt dee séchere Wee war, dee mer do begaangen hunn, mä éischter de Contraire. Dat hu mer jo an der Commission juridique oft genuch materlieft, wa mer d'Dossiere gekuckt hunn an déi Bewäertungen, déi gemaach gi sinn. Dat héiert elo op.

Onofhängeg vum Niveau de connaissances, iwwert dee mer eis jo net eens sinn, héiert et zumindest op, dass Leit ouni kloer Konditiounen an ouni kloer Richtlinnen an ouni kloer Formatioun dat doten appréciéieren. An Zukunft gëtt dat um Niveau vum Centre de langues gemaach, no Kritären, déi objektivéierbar sinn an och objektivéiert gi sinn an déi mer aus internationale Referenzdokumenter erausgeholl hunn, esou dass also och op där doter Fro an Zukunft et kee Pilotage à vue méi gëtt, mä kloer Décisiounen, déi och kënne kloer begrënnt sinn.

E weidere Punkt, dee fir eis positiv ass, ass dat Stéck Droit du sol, wat mer elo aféieren. Et ass en Amendement vum Alex Bodry, deen déi Formulatioun proposéiert huet, wéi se elo am Text steet. Dat war allerdéngs, nodeems eng Diskussioun, déi déi Gréng als Amendement eraginn haten, gefouert gi war. Déi Gréng haten nämlech en Droit du sol proposéiert, net de deuxième génération, mä en Droit du sol de première génération. Et ass wuel positiv, dass mer e Stéck Droit du sol elo integréieren, contrairement zu der initialer Absicht vun der Regierung. Mir fannen et awer schued, dass et net scho bei der éischter Generatioun gemaach gëtt.

Wat ass d'Differenz? Am Text steet elo, et gëtt eigentlech zwee Fäll, wéi e Kand ka Lëtzebuerger ginn. E Kand, wat zu Lëtzebuerg op d'Welt kënnt, vun deem ee vu béiden Elterendeeler Lëtzebuerger ass, ass Lëtzebuerger. E Kand, wat zu Lëtzebuerg op d'Welt kënnt, vun deem béid Elteren net Lëtzebuerger sinn, kann och Lëtzebuerger ginn am Fall, wou ee vu béiden Elterendeeler selwer schonn zu Lëtzebuerg op d'Welt komm ass. Et ass also duerch dëst Gesetz méiglech, dass an Zukunft e Kand, wat zu Lëtzebuerg op d'Welt kënnt, Lëtzebuerger gëtt, obwuel kee vu sengen Eltere Lëtzebuerger ass. Mä dat geschitt eréischt an der zweeter Generatioun, well ee vu béiden Elterendeeler selwer schonn huet missen zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen.

Mir hate proposéiert, dass dat schonn an der éischter Generatioun geet, dass also e Kand och ka Lëtzebuerger ginn, wann et zu Lëtzebuerg op d'Welt kënnt, ouni dass ee vu béiden Elterendeeler Lëtzebuerger ass, à condition, dass ebe wéinstens ee vu béide scho fënnef Joer hei wunnt.

Firwat wier dat eiser Meenung no richteg? Ganz einfach, well vun de Kanner, déi hei op d'Welt kommen, bäi Wäitem déi meescht - bäi Wäitem déi meescht! -, nobal all mat 18 Joer nach ëmmer hei liewen an nach ëmmer hei wunnen. Déi allermannst, déi hei op d'Welt kommen, hunn herno duerch de Liewenschoix vun den Elteren d'Situatioun, dass se virun 18 Joer d'Land verloossen. Där gëtt et. Mä déi allermeescht bleiwen hei.

Wat ass den Intérêt vu Lëtzebuerg? Wat ass den Intérêt aus der Suerg eraus vun der Cohésion sociale ze soen, elo wou och d'Optioun ewechfält, mir loossen déi Kanner do bis zu hirer Majoritéit am Zweifel, ob eis Gesellschaft se zu hiren zielt oder net?

Firwat musse mer deene Kanner bis 18 Joer d'Äntwert schëlleg bleiwen, ob mer se dann elo als ee vun eis betruechten oder net? Et gëtt dofir kee gudde Grond.

Duerfir hätte mir léiwer gehat, mir hätten opgrond vun deene Faiten do gesot, den Droit du sol bien entendu mécht fir en Immigratiounsland ganz vill Sënn. Dat ass net zréckbehale ginn. Mir sinn awer trotzdeem frou, dass d'Notioun vum Droit du sol elo a Lëtzebuerger Recht integréiert gëtt, well et entsprécht engem Besoin.

An der zweeter Generatioun entsprécht et vill manner engem Besoin en fait. Duerch déi Mariages binationaux, Tendenz steigend, ass mat der Zäit an deene meeschte Fäll souwisou ee vu béiden an der zweeter Generatioun Lëtzebuerger, esou dass hei wuel d'Notioun agefouert gëtt, mä déi praktesch Portée mat der Zäit u Wierkung verléiere wäert.

Duerfir menge mer, et hätt éischter bei d'Lëtzebuerger Situatioun a Besoinë gepasst, dass een dat schonn an der éischter Generatioun gemaach hätt.

E weidere positive Punkt ass d'Fro vun deene Leit, déi scho laang hei sinn. Och dat war en Amendement vun der grénger Fraktioun, dee mir initiéiert haten an der Kommissioun, deen awer do net ugeholl gi war. Mir hate proposéiert, ähnlech wéi et elo am Text steet, dass déi Leit, déi scho ganz laang hei wunnen, vun all weider Konditioun géifen dispenséiert ginn, wéi hirer ausräichender Residenz.

Woufir? Ma well mer der Meenung sinn, dass déi Leit scho ganz laang zu eiser Gesellschaft gehéieren. A wann een domadder net averstanen ass, da muss een awer wierklech och emol soen, wat mer vun deene Leit nach wëlle verlaangen. U Leit, déi onbescholte Bierger sinn, déi iwwer zwee Jorzéngten hei sinn, schaffen, Steiere bezuelen, all Zorte Cotisatioune bezuelen, déi dëst Land Minimum esou vill als hiert ugesi wéi hire Pays d'origine, an nodeems mer ganz laang se wollten dozou kréien, hir Nationalité d'origine ofzeginn, haut dorobber verzichten, géife mer no all där Zäit trotzdeem nach Exigenze stellen, fir ze weisen, dass se integréiert sinn.

Ech mengen, dat wär eng Beleidegung un d'Liewensleeschtung vun all deene Leit, wa mer haut nach géife réckwierkend praktesch nei Konditioune verlaange fir Leit, déi oft ënner fir si perséinlech emotional schwierege Liewenskonditioune komm sinn, well mer se gebraucht hunn, well se alles hei gemaach hunn, wat fir si a fir eis gutt a richteg war, a mir géifen haut nodréiglech soen, dat ass eis egal, déi Zort Integratioun interesséiert eis net.

Duerfir ass et eiser Meenung no ganz gutt, dass d'Regierung, nodeems se nach an der Kommissioun dergéint war, dass déi Iddi als Amendement opgegraff gëtt, duerno hir eege Positioun revidéiert huet an en eegene Regierungsamendement eragereecht huet, deen och ugeholl ginn ass an der Kommissioun bei just enger Géigestëmm, well deen Amendement do ass virun allem eppes: En ass gerecht, gerecht par rapport zu deene Leit, déi wäerte kënnen dovunner, wa se et da wënschen, Gebrauch maachen.

D'Gesetz huet awer och negativ Punkten an där Form, wéi mer et elo hunn. D'Madame Flesch ass schonn op ganz villes agaangen. Ech kann dat duerfir méi kuerz maachen. Ech wëll dat awer och just nach eng Kéier am Numm vun der grénger Fraktioun ënnersträichen.

De Sproochenniveau, dee verlaangt gëtt. Déi eng nennen dat e Minimum. Mir fannen net, dass dat e Minimum ass. D'Madame Flesch huet et scho gesot, déi Niveauen A2 a B1 si wäit méi wéi nëmmen e Minimum a sinn équivalent zum sechste Joer Primärschoul, wat den A2 betrëfft; dat heescht, dat, wat ee muss schwätze kënnen. Déi sinn éischter zweet, drëtt Joer Secondaire bei deem, wat ee muss verstoe kënnen.

Dat ass alles anescht wéi eng Connaissance de base. Dat och nach an engem Land, wou d'Sprooche realitéit eng méi komplex ass. Souguer déi Leit, déi géifen déi Coursë suivéieren, fir dës Niveauen ze kréien, soubal se d'Dier vum Cours verloossen, gi se an aller Regel mat Däitsch a Franséisch - éischter Franséisch - vill méi konfrontéiert, well dat eis Realitéit ass. Ënnert deene Konditiounen ass et fir Leit, déi au départ net vill Schoulen haten oder net vill Schoule konnte maachen, ganz schwéier, fir un deen doten Niveau erunzekommen.

Dat ass deen ee Punkt. Ech ginn herno nach op aner Aspekter vun der Sproochendiskussioun an, well déi jo eng ganz grouss Bedeitung am Kader vun deem Projet op eemol kritt hunn.

Den zweeten Aspekt ass dee vun der Durée de résidence, déi eropgesat soll gi vu fënnef op siwe Joer, nodeems se vun zéng op fënnef am Joer 2001 erofgesat gi war. Ech waarde bis haut op e Grond do derfir. Ech weess, wéi et entstanen ass.

(Interruption)

Et war d'Iddi au départ - ech hat bal gesot „wéi um Maart" -: fënnef Joer fir eng Nationalitéit, zéng Joer fir déi zwou. Dat war déi initial Iddi. Dat ass dem Minister ausgeriet gi vun enger ganzer Rei vu Leit; aus guddem Grond.

Trotzdeem war et net méiglech ze soen: Okay, d'accord, da bleiwe mer bei deem, wat mer hunn. Et huet missen e Kompromiss ginn. Dee louch dann tëschent fënnef an zéng Joer. Fënnef plus zéng dividéiert duerch zwee, da kënnt een op siwen; ofgeronnt. Vill méi stécht hei net derhannert.

Ech fannen et onwierdeg an onseriö, dass een op esou enger seriöer a wichteger Fro mat esou enger Method zu enger Zuel kënnt. Wann Der d'Finanzkris esou géréiert hätt wéi dat doten, da wier dat, wat d'Leit haut hoffen, schonn elo als Illusioun zerstéiert. Wann Der mat där doter Method dat dote géift wëllen händelen, da wäre mer integral gescheitert op dem Dossier vun der Finanzkris.

Et gëtt kee Grond, dee vun Iech ugefouert gi wier, fir ze soen: Dofir musse mer op siwe goen. Dach, et gëtt een, deen Der genannt hutt; een eenzegen, mä Dir hutt e just eng Kéier genannt an dunn hutt Der direkt domat opgehalen. Dir hutt eng Kéier an der Commission juridique gesot: Dach, et gëtt Leit, déi op Lëtzebuerg kommen an da fënnef Joer hei liewen an dann awer nees d'Land verloossen.

Dir hutt op d'Bänker gewisen; woumat mer nees beim Thema vun de Banke wieren. Dir hutt gesot: Dach, et gëtt eng ganz Rei Bänker, héich Cadre-dirigeanten, déi eng Rei Joren zu Lëtzebuerg sinn an, wa mer dat op fënnef loossen, déi dann en anere Posten am Ausland kréien an - esou hutt Dir Iech ausgedréckt - en passant géifen d'Lëtzebuerger Nationalitéit mathuelen. Gutt.

Doropshin hunn ech Iech gefrot: Hutt Der Zuelen? Wivill Leit sinn dat? Wivill Leit kommen op Lëtzebuerg schaffen, déi méi wéi fënnef Joer hei wunnen a manner wéi siwen? Do hutt Der Är Mataarbechterin gekuckt an Dir hutt mer allen zwee geäntwert: Mir hu keng Zuelen. Déi hu mer net.

Et war och fir d'Lescht, wou ech dat Argument aus Ärem Mond héieren hunn. Dat ass en Argument, wat vläicht gutt geklongen huet, mä ob dat der fënnef sinn oder 300 oder 500, wosst Dir selwer net. An egal wéi wär et par rapport zu den 200.000, déi hei liewen an déi zu eisem Land gehéieren, manner wéi insignifiant. Mä dat war deen eenzege Versuch, e plausibelt Argument op den Dësch ze leeën, firwat dass een op siwe muss goen.

Et gëtt keent! Domat gëtt just Politik gemaach. Alles, wat hannert där Zuel siwe steet, ass de Versuch, Politik ze maachen. 2001 huet jiddferee gesot, dee Konsens vu fënnef Joer wär gutt. Jiddfereen, mat lauter vernünftegen Argumenter, mam Verweis op déi aner europäesch Länner, huet 2001 gesot: Fënnef mécht Sënn. D'Moyenne an Europa läit bei plus/minus sechs. Et ass ongeféier richteg. Et gouf keng Ursaach, un där doter Schrauf ze fréckelen.

Elo sinn ech d'accord mat Iech, fir ze soen: Dat ass a senger praktescher Importenz vläicht net de wichtegste Punkt vum Gesetz. Déi Leit, déi elo scho méi wéi siwe Joer hei sinn, trëfft dat doten net. Dat sinn déi allermeescht. Dat huet also fir déi keng praktesch Bedeitung. Déi, déi nei kommen, ob déi fënnef oder siwe gesot kréien, dat ass fir si mat Sécherheet béides annehmbar. D'praktesch Bedeitung ass also net de Punkt. De Punkt ass en aneren. Ech kommen herno nach dozou.

Deen drëtte Punkt, dee mer bemängelen - den Här Mosar huet dat och méi wéi eng Kéier elo rezent a sengen Argumenter ugefouert -, dat ass fir ze soen: Majo, dee Passage vu fënnef op siwe Joer ass jo wierklech net wichteg, well mir verkierze jo d'Prozedur. Also, fir näischt ze änneren, kann ee sech och méi einfach uleeën.

Wann näischt sollt änneren un der Durée vun der Prozedur, dann hätt ee guer näischt brauchen ze änneren. Mä fir hinzegoen an ze soen: Doduerch, dass mer op eng administrativ Prozedur iwwerginn, doduerch, dass mer an d'Gesetz en Délai aschreiwe fir d'Verwaltung, brénge mer et fäerdeg, dass an Zukunft net méi d'Moyenne tëschent zwee an dräi Joer läit, mä no maximal aacht Méint misst Schluss sinn.

Well mer dat dann esou gutt maachen, kënne mer jo da soen: Dee ganze Benefiss, deen een dovunner huet, brauche mer jo da guer net ze huelen. Kommt, mir verlängeren den Délai de résidence op siwe Joer. Dann hu mer eis zwar elo eng tipptopp Prozedur ausgeduecht: rechtsstaatlech kohärent; dat passt; mir hunn Délaien; mir hu Geriichter, déi iwwerwaachen. Mä fir dass awer nëmmen näischt als Resultat dobäi erauskënnt, hiewe mer den Délai de résidence op siwen.

Also, dat misst Der zum Beispill am Ministère de l'Économie, bei enger Verwaltungsreform ustriewen, mat där doter Logik géif et eng ganz Rei Saache fir d'Betriber, fir et méi séier ze maachen, verbesseren. Mä et geet jo net drëm, dass et besser geet. Kommt, mir hiewen dat doten nëmme séier op mat enger anerer Mesure. Dat ass dat, wat Der hei maacht.

Duerfir, dat doten Argument, fir ze soen: Et ass net schlëmm, well mir kompenséieren dat op enger anerer Plaz, beim beschte Wëllen, do bäisst sech awer d'Kaz an de Schwanz; op Lëtzebuergesch gesot. Dat ass awer wierklech keen Argument, fir ze justifiéieren, dass den Délai de résidence vu fënnef op siwe Joer soll eropgoen.

Et huet och e gudde Grond: Et gëtt keen Argument, kee plausibelt Sachargument, fir dat doten ze begrënnen. Et ass reng e politescht Argument. Dass d'Prozedur heimad-

der esou liichtfankeg dierf gemaach ginn, ass eise Virworf. Dat ass de Feeler, deen heibäi gemaach gëtt. An engem Gesetz, wat eng Ouverture sollt maachen, wat eisen Demokratiedefizit sollt hëllefe behiewen, wat eis Cohésion sociale sollt stäerken, an deem Gesetz gi mer hin a senden esou Signaler aus wéi dat doten. Wann ee sech wëllt bestueden an eng Braut oder e Bräitchemann fannen, da muss ee sech anescht uleeë wéi dat doten.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et sinn net nëmmen déi Gréng an déi Blo, déi dat hei an der Chamber oder an der Kommissioun soen. Am Fong geholl seet ausser der CSV an der ADR keen dat doten. All d'Avisen, déi vum Statsrot komm sinn, waren awer vu vir bis hanne kohärent an hunn och dofir déi Kritiken do an därselwechter Kohärenz als Stringenz virbruecht.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre de Travail, d'Gewerkschaften - et si jo vill Gewerkschaftler heibannen -; d'Gewerkschaftler vum LCGB, d'Gewerkschaftler vum OGB-L, vum Landesverband, déi hunn all datselwecht gesot a geschriwwen. D'Muecht vun der CSV, ënnerstëtzt vun der ADR, ass grouss. Dir hutt et fäerdeg bruecht, all déi Leit a Schach ze halen.

Une voix.- Dat ass verdächteg.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ob dat awer dem Land wierklech nëtzt, déi Fro woen ech haut net mat Jo ze beäntwerten.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Braz, setzt Iech duerch!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Braz, gitt emol zréck an d'CSV.

M. le Président.- Mir freeën eis dann dorop. Mir féieren duerno d'Dialoger. Här Braz, fuert weider, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Dann zum Thema vun der Sprooch. D'Gesetz ronderëm d'Nationalitéit huet jo iergendwann eng Kéier en Dréi geholl. Et ass en Dréi drakomm, wou op eemol d'Sprooch am Mëttelpunkt stoung. Wann een esou eenzel Äntwerten an Interviewen héiert oder eenzel Kommentare liest, dann huet ee jo d'Gefill, dass et zwou Zorte Leit am Land an an der Politik gëtt: déi, deenen d'Sprooch wichteg wier, an déi, deenen d'Sprooch net wichteg wier.

Den Här Mosar huet x-mol a sengen Interviewe gesot: Et ass dach net méi wéi normal, dass een, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, Lëtzebuergesch kann. Jo. An déi aner? All déi, déi net d'Demande wëlle maachen, fir Lëtzebuerger ze ginn, ëm déi këmmert kee sech. An dofir soe mir Iech: Déi grouss Rieden, déi hei gehale gi ronderëm d'Bedeitung vun deene Sproochenexigenzen am Nationalitéitegesetz fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dat ass Bluff!

Domadder gëtt fir d'Lëtzebuerger Sprooch dräimol näischt gemaach. D'Zuel vu Leit, déi d'Naturalisatioune froen, dat ass eng ganz geréng haut. Mir hunn 200.000 Leit hei wunnen, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Dovunner froen der bon an mal an esou ëm déi 1.000 - heiansdo emol e puer méi, e puer manner - d'Nationalitéit; et kommen der nach all Joer 3.000 derbäi, och heiansdo méi.

Dat heescht, déi 0,5, déi sinn Tendenz falend. Dat heescht, dass fir iwwer 99% vun de Leit duerch dëst Gesetz un der Sproochesituatioun vum Land näischt, nada, niente ännert. Guer a glat näischt!

Wa mer also alleguerte wëllen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch méi Bedeitung kritt als Langue véhiculaire - an do ass jiddfereen heibannen der Meenung, dass dat wichteg wier -, da muss ee sech an engem anere Kader drëms këmmeren. An engem Kader, deen dann awer vill méi opwändeg gëtt, dee vill méi vun eis verlaangt, och finanziell, och infrastrukturell.

Da musse mer de Leit, déi op Lëtzebuerg wunnen a schaffe kommen, dès leur entrée am Land soen, wou se kënnen a wéi se kënnen d'Méiglechkeeten hunn, déi Sprooch ze léieren. Vum selwen, dat hu mer jo festgestallt, léiere se net onbedéngt alleguerte séier d'Lëtzebuerger Sprooch. Si léieren an der Regel eng vun eisen zwou anere Sproochen.

Mir hu jo net nëmmen eng Sprooch zu Lëtzebuerg. Eis Sprooch sinn der dräi. Eng, déi mer ënner eis schwätzen. Zwou anerer, déi mer ënner eis schreiwen. Mir benotzen déi dräi als eis Sproochen. An dass déi Leit natierlech als Éischt eng Tendenz hunn, besonnesch wa se aus dem romanophonë Beräich kommen, déi Sprooch ze léieren, déi se och op all de Schréftstécker bei der Gemeng virfannen, dat ass awer iergendwou novollzéibar. Déi hu kee schlechte Wëllen, an déi maachen och net „keen Effort d'intégration linguistique".

Déi maachen deen. Déi Leit, déi hei sinn, maachen en Effort d'intégration linguistique. Si léieren eng vun eisen dräi Sproochen. Si léieren déi, déi mer hinnen an de Grapp drécken. Op der Gemeng a beim Stat. Wa se eppes brauchen, eng Demande musse stellen, dat steet ëmmer do op Däitsch an op Franséisch.

Et ass dach evident, dass se spontan dat als Éischt léieren. Wiem solle mer dat virwerfen? An dass een net och nach eng zweet Sprooch aus engem ganz anere Sproochberäich liicht léiert, liicht jo awer an.

Wat ech domat wëll soen, ass: Wa mer wëllen, dass déi Leit, déi bei eis an d'Land kommen, Lëtzebuergesch léieren, da geet dat net vum selwen. Da musse mer tatsächlech do den Hiewel usetzen an derfir suergen, dass déi Leit an d'Konditioun gesat ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren, duerch de Congé linguistique - ech kommen nach dorop. Mä dat ass en aneren Effort wéi nëmmen ze soen: „A wann Der se net kënnt, da kritt Der de Pass net", an dann hu mer eben iergendwann eng Kéier eng Majoritéit vun Netlëtzebuerger an da geet just nach eng Minoritéit vun de Leit hei am Land sech u Wahle bedeelegen. Dann hu mer nämlech trotz Wahlflicht manner Wahlbedeelegung par rapport zu der Bevölkerung, wéi all déi Länner, déi keng Wahlflicht hunn; déi kommen dann op méi héich Pourcentagen, an dorobber, mengen ech, brauche mer eis net ze freeën an dorobber brauche mer och net houfreg ze sinn.

Ech wëll ee Beispill uginn, firwat dass dat vläicht guer net esou anormal ass, wann all déi Leit net liicht a spontan déi Sprooch léieren. Ech hu virun e puer Deeg duerch Zoufall nach eng Kéier e Film ze kucke kritt, deen ech schonn eng Kéier gesinn hat. Ech mengen déi meescht heibanne wäerten deen och gesinn hunn, deen heescht „Luxemburg, USA". Et ass den éischte Long-métrage vun engem jonke Regisseur, dem Christophe Wagner, deen 2005 den „Prix du Jeune Espoir" kritt huet beim Lëtzebuerger Filmpräis - dee Film ass viru ronn engem Joer an de Kinoen erauskomm.

Deen ass an Amerika filme gaangen, do wou d'Lëtzebuerger am 19. Jorhonnert an der Haaptsaach ausgewandert sinn. Dir wësst, tëschent 1830 an 1900 si ronn 70.000 Lëtzebuerger ausgewandert, e Véirel vun der Lëtzebuerger Populatioun. Deemools war Lëtzebuerg frou, dass et d'Immigratioun hat, fir kënne fortzegoen, fir d'Situatioun ze verbesseren. A mir sinn och frou, zënter den 20er Joren an och nom Krich, dass och Leit bei eis kommen.

Lëtzebuerg huet vum Phénomène migratoire nach ëmmer nëmme profitéiert. Déi Zäit, wou d'Lëtzebuerger fortgaange sinn an Amerika, an och déi Zäit, wou anerer bei eis kommen, mir hunn nach ëmmer de Phénomène migratoire zu de Gonschte vum Land kenne geléiert. Nach ni anescht. Da kommt mir maachen net, wéi wann et ëmgedréint wier!

Mä dee Film, deen hat eng ganz Rei ganz interessant, witzeg, pittoresk, émouvant Zeenen. En hat awer och eng, déi mech am Kontext vun dësem Gesetz interpelléiert huet.

Do ass en Här zur Sprooch komm, en eelere Här, iwwer 80 Joer, dee gezielt huet wéi dat war wou hie Kand war. Déi, déi de Film gesinn hunn, kënne sech vläicht un hien erënneren. Et ass deen, deen eng Kéier kuerz zu Lëtzebuerg war, a wou se hie gefrot hunn: „Wat ass dann den Ënnerscheed vu Lëtzebuerg mat Amerika?", huet e gesot mat sengem Accent, deen ech awer elo net wëll nomaachen: Zu Lëtzebuerg hätte se ganz kleng Autoen, sot en, dat war déi éischt Differenz, a si géife fuere wéi „S Punkt Punkt Punkt", op Englesch.

(Hilarité)

Dat sot dee Mann an deem Film, an dee Mann huet och eppes anescht gesot. Dee sot: „Wéi ech als Kand - deen ass jo do gebuer, vu Lëtzebuerger Elteren, ufanks 20. Jorhonnert - an d'Primärschoul gaange sinn, konnt ech kee Wuert Englesch."

E konnt kee Wuert Englesch. Deen huet doheem bei sengen Elteren aus dem Éislek nëmme Lëtzebuergesch geschwat. Deen huet dat gemaach, wat d'Auslänner bei eis och haut maachen. Net well se verbruet wieren, well d'Lëtzebuerger an Amerika waren och net verbruet. Si maachen dat, well se an enger Communautéit sech fannen, sech sichen.

Selbstverständlech maachen déi dat hei bei eis wéi d'Lëtzebuerger dat och am 20. Jorhonnert an Nordamerika gemaach hunn. Si siche sech. Si hunn déiselwecht Suergen, si hunn déiselwecht Geschicht, si hunn déiselwecht Hoffnungen. A si fanne sech, an dorop baue se op. Wéi d'Auslänner bei eis.

Dofir solle mer ophalen, wa mer doriwwer diskutéieren, mat Scholdkategorien d'Froe wëllen ze beäntwerten; dat bréngt kee virun.

Méi wichteg ass et, dass ee probéiert, d'Konditiounen ze schafen, dass déi Leit d'Sprooch tatsächlech léieren. Géife mer dat maache soubal se an d'Land kommen, bräichte mer eis am Nationalitéitegesetz d'Fro iwwerhaapt net méi ze stellen. Well da géif jiddfereen, deen an d'Land kënnt, no relativ kuerzer Zäit esou wäit am Lëtzebuergeschen doheem sinn, dass e ka Connaissances de base hunn an dorobber opbauend säin Integratiounsprozess, och dee sproochlechen, kéint weiderféieren. Duerfir si mer der Meenung, dass mer dat am Immigratiounsgesetz hätte solle behandelen.

Dat Gesetz ass elo votéiert. Deen Zuch ass laanscht. Mir kréien awer nach eng zweet Chance am Kader vum Gesetz iwwert de Congé linguistique, vläicht souguer am Integratiounsgesetz, wou mer dee Problem erëm eng Kéier kënnen diskutéieren. Mä da musse mer awer och do konsequent sinn a soen, dat, wat mer vun de Leit verlaangen am Nationalitéitegesetz, muss awer och dat sinn, wat mer hinnen erméiglechen am Gesetz iwwert de Congé linguistique. Mir kënnen net just soen, esou vill gëtt verlaangt fir de Pass, mä wann Der an d'Land kommt, hëllefe mer Iech just esou vill fir et kënnen ze léieren.

Dat ass en Double langage. Dat iwwerzeegt keen. Duerfir soe mer jo, et gëtt net e Clivage hei am Land tëschent deenen, deenen d'Lëtzebuerger Sprooch als Integratiounsvektor wichteg wier - dat wier d'CSV an d'ADR -, an et géifen déi ginn, deenen dat net wichteg wier - déi Blo an déi Gréng, an ech mengen och d'Kolleege vun der sozialistescher Fraktioun. Jiddfereen deelt déi dote Suerg.

Doriwwer diskutéiere mer net. Mä et gëtt déi, déi wëlle maache wéi wa se heimadder vill géifen erreechen, well an e puer Méint Wahle sinn a well se mengen, do wäre Stëmmen ze kréien. An et gëtt déi, déi soen, haalt op mat deem Bluff.

Wa mer eppes wëlle maache fir den Apprentissage vum Lëtzebuergeschen, da musse mer et maachen am Kader vun der Entrée zu Lëtzebuerg an do den Hiewel usetzen. Mä dat ass méi e groussen Effort, och méi e grousse finanziellen. Da musse mer 12.000 Leit, déi an d'Land erakomme pro Joer, direkt iergendwou iwwer e Congé linguistique a Coursen erakréien.

Mir si bereet, deen Effort ze maachen, an duerfir wäerte mer och Amendementer maache beim Gesetz iwwert de Congé linguistique, fir éischtens méi en héije Sockel vu Stonnen ze proposéiere wéi dat, wat elo ugeduecht ass, an zweetens iwwert dee Sockel eraus, en fonction des besoins, nach weidere Congé linguistique kënnen de Leit ze bidden; dat mécht Frankräich.

Frankräich seet net, mir behandelen ee wéi deen aneren; dat mécht net vill Sënn. Frankräich seet och, du hues där, déi et séier léieren - déi, déi vum Kierchbierg an d'Sproochecoursë ginn, aus dem Service fir d'Traductioun, déi brauche keng 500 Stonnen. Déi musse mer net 500 Stonne vun hirer Aarbecht ewechhalen, an dat och nach de Steierzueler eppes kaschte loossen. Et gëtt dofir kee Grond.

Déi, déi Schwieregkeeten hunn ze léieren, awer datselwecht Recht mussen hunn, eis Sprooch dann als Langue véhiculaire vecteur d'intégration ze léieren, déi brauchen der vläicht méi.

Duerfir muss ee kënnen no enger Évaluation initiale nuancéieren a soen: Wien huet méi Stonnen, wien huet der manner? Do brauch een net jiddfereen op een Nenner ze bréngen.

Frankräich mécht dat. Kommt mir maachen dat no. Dat ass eng gutt Léisung an dann hu mer tatsächlech derfir gesuergt, dass mer d'Sprooch als Integratiounsvektor notzen. Dat ass jiddferengem heibanne wichteg a mir maachen net dorauser en Instrument d'exclusion, wat kengem an dësem Land déngt.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen zum Schluss, Här President, just fir nach eng Kéier kuerz ze résuméieren, firwat dass mir d'Gesetz net stëmmen: Well ganz einfach eiser Meenung no en Deel vun den Ziler, déi mer domadder verbonnen haten, praktesch alleguer nach viru véier Joer, haut am Gesetz net wäerte kënnen erfëllt ginn.

A wann ech eng Paraphras dierft maachen oder nach en zweete Verweis. Zu Esch um Stadhaus hu mer och de Saz stoen: „Mir wëlle bleiwe wat mer sinn." Dir wësst, aus wéi enger Zäit dass dee Saz hierkënnt a wiem mer dat wollte soen a woufir.

Haut si mer nees Här a Meeschter iwwer eist Gescheck. Haut misste mer eigentlech soen: „Mir wëlle ginn, wat mer sinn." Mir si scho wäit méi, wéi mer ëmmer wëllen zouginn. Da kommt, mir ginn dat och nach elo an der leschter Konsequenz a maache vernünfteg Léisunge fir d'ganzt Land.

Esou huet och eng Ausstellung geheescht - ech hunn dat do net erfonnt - aus dem Kulturjoer 2007, wou mer och probéiert hunn, Lëtzebuerg beispillhaft iwwert d'Regiounen eraus duerzestellen. Dat war eng Ausstellung vum Claudia Passeri a vum Michèle Walerich, déi huet „Borderline" geheescht. Ech mengen, dee Saz „Mir wëlle ginn, wat mir scho sinn" ass een, dee wierklech derwäert ass, dass een doriwwer nodenkt.

Dëst Gesetz, Här President, mécht wuel eng Partie Dieren op, mä dëst Gesetz mécht d'Äerm net op, fir d'Leit opzehuelen. Wéini maache mer dat?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zuéischt och e Wuert vu Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Et ass, fir esou e Gesetz, wat politesch esou sensibel ass a wou d'Meenungen ausenanerginn a wou et eng etlech Amendementer gëtt, souwuel technescher Natur wéi politescher Natur, net einfach, e Rapport ze maachen. Hien huet dat gutt gemaach, mä hien ass sech awer och bewosst, datt et hei am Haus keng grouss Unanimitéit wäert ëm dëse Projet ginn.

Ech wëll direkt och duerfir vu virera soen, datt d'ADR dëst Gesetz net wäert stëmmen, well mir op engem wesentleche Punkt enger grondsätzlech anerer Meenung sinn, wéi se hei an dësem virleiende Gesetzesprojet steet.

D'ADR ass der Meenung, a mir hunn dëst kloer an onsem Wahlprogramm fir déi lescht Wahle festgehalen, datt, wann e Bierger eng nei Nationalitéit wëllt unhuelen, wann ee wëllt Lëtzebuerger ginn, en da muss e Choix treffen. Entweder décidéiert hien, Lëtzebuerger ze ginn an nure Lëtzebuerger, oder hien entscheet, seng ursprünglech Nationalitéit ze halen. Déi béid Choixë sinn ze respektéieren, a mir mengen, datt et och esou sollt bleiwen.

Wann een nure Lëtzebuerger gëtt, heescht dat net, datt ee seng Identitéit muss opginn, déi ee mat senger ursprünglecher Nationalitéit verbënnt. Et bedeit awer och, datt ee sech ausschliesslech senger neier Lëtzebuerger Communautéit wëllt uschléissen.

Mir waren d'accord, an dat hu mer jo och beim Vote iwwert d'Verfassungsännerung gewisen, déi mer haut de Mëtteg an zweeter Lecture gestëmmt hunn, fir datt an Zukunft d'Décisioun, wéi een eng Nationalitéit kritt, soll iwwert den administrative Wee goen.

Mä et ginn awer Punkten, wou mer mengen, datt mer missten e puer Kommentare maachen, an notamment musse mir ons och d'Fro stellen: Wat geschitt am Résumé, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt?

Ech wëll hei also e puer Punkte speziell ervirsträichen.

Éischtens, an Zukunft gëtt et Leit, déi nure Lëtzebuerger sinn, a Leit, déi ënner anerem och Lëtzebuerger sinn. Mir féieren net d'duebel Nationalitéit an, mä d'Multinationalitéit, an dëst net nure fir d'Zukunft, mä och réckwierkend.

Den Auslänner kritt d'Lëtzebuerger Nationalitéit am Ufank vun der Integratioun, an net, wéi bis elo, um Enn. D'Optioun fir d'Leit, déi sech mat engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuergerin bestueden oder pacsen, gëtt ofgeschaaft. Leider!

Verschidde Bierger profitéiere vun dësem Gesetz, anerer net. Eng 10.000 bis 15.000 Leit, esou gëtt geschat, ginn elo vum 1. Januar un d'office Lëtzebuerger, an hei gëtt et praktesch Problemer.

D'Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, gi preziséiert, notamment wat d'Kenntnisser an der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, mä Lëtzebuergesch ass net méi d'Sprooch vun de Lëtzebuerger, mä nuren eng administrativ Sprooch nieft der franséischer an der däitscher Sprooch.

Ech wëll elo am Detail op déi puer Punkten do agoen an direkt ervirsträichen, datt mir net d'duebel Nationalitéit aféieren, mä d'Multinationalitéit. An Zukunft gëtt et also Leit, déi nure Lëtzebuerger sinn an dat och bleiwen, a Leit, déi ënner anerem och Lëtzebuerger sinn.

Wa béid Eltere Lëtzebuerger sinn, hunn deenen hir Kanner nuren eng Nationalitéit. Do ass et ganz kloer, datt also do kee Choix besteet.

Ech erlabe mer, Här President, en Tableau ze weisen, wéi et geet, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt. Do gesäit een, datt, wann zwee Leit, déi eng verschidden Nationalitéit hunn, sech bestueden, schonn an der éischter Generatioun dat Kand, wat aus deem Mariage ervirgeet, dräi Nationalitéiten huet. Wann op där anerer Säit dat Kand sech spéiderhi bestuet mat engem, deen och deeselwechte Background huet, dann ass schonn an der zweeter Generatioun e Kand do, wat sechs verschidden Nationalitéiten huet, an esou kann et weidergoen.

Dat ass dat, wat mat dësem Gesetz geschitt a vun deem mir fannen, datt et falsch ass.

Ech wëll och hei, Här President, Iech dat Dokument ginn. Ech hoffen, datt et méiglech ass, fir dat heiten ze publizéieren, well dat illustréiert justement d'Problematik, déi mer ervirsträiche wëllen.

Ech hu gesot, déi Dispositiounen iwwert d'duebel Nationalitéit gëllen, bien entendu, fir d'Zukunft, vum 1. Januar un, wou d'Gesetz gestëmmt gëtt, mä et huet awer och réckwierkend Effetë fir alleguerten déi, déi hir Nationalitéit opginn hunn an der Vergaangenheet, well si kënnen elo, wann hir Gesetzgebung dat erlaabt, hir ursprünglech Nationalitéit ufroen an deen Ablack verléiere se déi lëtzebuergesch Nationalitéit net méi.

Den drëtte Punkt, deen ee muss ervirsträichen, ass, datt den Auslänner d'Lëtzebuerger Nationalitéit elo um Ufank vun der Integratioun kritt, an net, wéi bis elo, um Enn.

De Conseil d'État sträicht dat ganz kloer ervir, andeem hie seet: «…l'acquisition de la nationalité ne devra plus être considérée comme l'aboutissement du processus d'intégration de l'étranger, mais plutôt comme un signe manifeste de la volonté d'intégration de la personne concernée.» Et geet also dorëm, fir elo an Zukunft just nach ze dokumentéieren, datt déi Persoun am Prinzip gewëllt ass, sech als Lëtzebuerger ze considéréieren.

Wat ee muss bedaueren, dat ass, datt d'Optioun fir Leit, déi sech mat engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuergerin bestueden oder pacsen, ofgeschaaft gëtt. Traditionell war d'Chamber ëmmer der Meenung, datt, wann e Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuergerin en Auslänner bestuet, dëst ee vun de Facteure war, deen de Beweis bruecht huet, datt ee sech wollt als Lëtzebuerger integréieren. De Conseil d'État an d'Chambre de Commerce bedaueren, datt dës Méiglechkeet verschwënnt. D'ADR och. Dëst desto méi, well doduerjer fir d'Kanner, déi aus deem Mariage erausginn, elo d'duebel Nationalitéit bal d'Regel gëtt. Lëtzebuerger ginn, wann een e Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuergerin bestuet, gëtt doduerjer nach erschwéiert, well aus deenen dräi Joer, wou ee konnt d'Optioun maachen, ginn der elo siwen. Dat heescht, d'Lat gëtt just nach villech méi héich geluecht a mir fierderen doduerjer nach weider d'duebel an d'multiple Nationalitéit.

De Conseil d'État seet a sengem Avis, woufir hie mengt, datt dës Dispositioun iwwerhaapt ofgeschaaft ginn ass: «Le spectre de la fraude et du mariage de complaisance ne devrait pas empêcher le législateur de reconnaître que le mariage conclu entre un étranger et un ressortissant luxembourgeois vaut présomption d'intégration, après un certain délai et à condition que la communauté de vie entre époux soit effective.»

Mariages blancs - mir wëssen alleguerten, datt et där gëtt. Duerfir ass, wann ech richteg informéiert sinn, jo och elo kierzlech e Gesetzesprojet déposéiert ginn, deen dergéint soll a wëllt ukämpfen. Do muss et och effektiv strofrechtlech Bestëmmunge ginn, well ee ganz genau weess, datt haut esou e Mariage blanc e puer dausend Euro kann abréngen. Dat muss ënnerbonne ginn. Mä et ass awer doduerjer net fir op de Wee ze goen, fir deen Ablack d'Optioun fir déi bestuete Leit ofzeschafen.

En anere Punkt, dee sech hei aus dem Gesetz ergëtt, a vun deem erkenne mer un, datt et eng positiv Saach ass, dat ass déi Evolutioun am Jus soli. Déi Leit, déi scho bis elo um Territoire waren, déi konnte schonn, wa se hei gebuer waren a wa se hei an d'Schoul gaange sinn, deen Ablack mat 18 Joer optéiere fir Lëtzebuerger ze ginn.

Elo gi mer e ganz aneren, villech méi wäite Wee am Kapitel «Des Luxembourgeois d'origine». Ech zitéieren de ganzen Text, fir datt ech herno och richteg verstane ginn. Mir fannen dat am Artikel 1.5: «Est luxembourgeois l'enfant né au Grand-Duché de Luxembourg de parents non-luxembourgeois, dont un des parents est né sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.»

Wann d'Gesetz also elo a Kraaft trëtt, sinn alleguerten déi Leit, déi op den 1. Januar 2009 déi Konditiounen erfëllen, d'office Lëtzebuerger. Si hunn d'office Droit op e lëtzebuergesche Pass an déi, déi iwwer 18 Joer sinn, déi mussen d'office ageschriwwe ginn op d'Lëtzebuerger Wielerlëschten. Dat ass dat, wat sech hei aus dësem Text ergëtt. Dat ergëtt sech net nure fir déi Leit, déi elo an zweeter Generatioun hei gebuer sinn, mä et ergëtt sech och fir alleguerten déi aner Leit, déi ënnert d'Artikelen 1 Paragraph 2, 3 a 4 falen.

Dorauser ergëtt sech natierlech eng grouss praktesch Schwieregkeet, Här Justizminister, well no virsiichtege Schätzungen, déi gemaach gi sinn, kann een unhuelen, datt eng 10.000 bis 15.000 Leit kéinte vun dëser Dispositioun profitéieren. Dovunner e gudden Deel Leit oder Persounen, déi Wieler sinn. An dat wäerten haaptsächlech Leit vun italienescher a franséischer Origine sinn, mä och aus aneren Originen.

Wann déi e Lëtzebuerger Pass brauchen, dann ass et relativ einfach. Si komme mat hiren zwee Gebuertsschäiner an de Passbüro an da kréie se e Lëtzebuerger Pass. Mä et ass en anere Problem bei de Gemengen. Déi mussen elo, fir deen Ablack, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt - dat ass jo am Prinzip geduecht fir den 1. Januar 2009 -, alleguerten déi Recherchë praktescher Natur maachen iwwerall an hire Fichieren, fir ze kucken, ob eng vun deene Persounen do ënnert d'Stipulatioune vum Gesetz fält.

Duerfir wollt ech den Här Justizminister froen: Wéi gesäit d'Regierung, dass déi Aarbecht do soll vir sech goen? Ass do den Innenministère gewëllt, eng Circulaire erauszeginn? Wéi kann de Gemengen do gehollef ginn? Well et ass e richtegen Défi, fir déi ganz Aarbecht do ze meeschteren, ze kontrolléieren a seriö ze maachen.

Da ginn an dësem Gesetz weider Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn, preziséiert, notamment wat d'Kenntnisser an der Lëtzebuerger Sprooch ugeet, mä d'Lëtzebuergesch ass net méi d'Sprooch vun de Lëtzebuerger, mä nuren eng administrativ Sprooch nieft der franséischer an der däitscher Sprooch.

Ee vill diskutéierte Punkt an den heitegen Debatten ass d'Diskussioun, wéi vill Lëtzebuergeschkenntnisser eng Persoun muss hunn, fir Lëtzebuerger ze sinn. Dës Debatt ass net nei. Si gouf scho gefouert bei der leschter Reform vum Nationalitéitegesetz 2001.

Deemools hat d'CSV/DP-Regierung e Gesetzesprojet vum Här Justizminister adoptéiert, an deem drastoung, datt, fir Lëtzebuerger ze ginn, et géif duergoen, fir eng vun deenen dräi Amtssproochen ze kennen, dat heescht, entweder Lëtzebuergesch oder Franséisch oder Däitsch.

D'ADR huet direkt nom Pressebriefing, deen d'Regierung ofgehalen huet, dergéint protestéiert am Joer 2001, an dëst mëndlech a schréftlech, esou datt - an da gesäit een heiansdo, wéi séier reagéiert gëtt - nuren e puer Woche méi spéit de Regierungsrot en neie modifizéierte Gesetzesprojet déposéiert huet, an deem den heitegen Text vum Gesetz festgehale gouf.

Dës Kéier gouf deeselwechte Feeler net méi gemaach. Dës Kéier huet den Här Justizminister opgepasst. Mä déi generell Iddi a Matière Lëtzebuerger Sprooch bleift awer, datt fir d'LSAP, d'DP an déi Gréng, mä och - an dat ass erstaunlech - fir d'CSV d'Lëtzebuerger Sprooch nuren eng vun deenen dräi administrative Sproochen ass, an net d'Sprooch vun de Lëtzebuerger.

Dëst gouf illustréiert, wéi et dorëm gaangen ass, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an onser Verfassung ze verankeren. Ech hat am Numm vun der ADR eng Proposition de loi déposéiert, fir ons Verfassung ze änneren. D'Propositioun goung dorop eraus, fir déi Dispositiounen, déi am Sproochegesetz vun 1984 stinn, och an onser Verfassung festzehalen.

Den éischte Saz huet duerfir kloer gesot, d'Sprooch vun de Lëtzebuerger ass d'Lëtzebuergescht. Déi véier aner Parteien hu kloer schréftlech matgedeelt, datt si déi Propositioun vun der ADR net wéilten iwwerhuelen, an duerfir gouf de Saz, dee seet, datt d'Sprooch vun de Lëtzebuerger d'Lëtzebuergescht ass, net zréckbehalen. D'Lëtzebuergescht ass also nuren an den Ae vun dëse Parteien eng vun onsen dräi administrative Sproochen. D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt also mat der däitscher a franséischer Sprooch op een Niveau gesat. An dëst erkläert och déi Debatt, déi mir haut hunn iwwert den Niveau vun de Connaissancen, de Kenntnisser, déi een am Lëtzebuergesche muss hunn.

Wann an onser Verfassung verankert gi wier, datt d'Sprooch fir de Lëtzebuerger d'Lëtzebuergescht ass, da wier alles kloer, an da wier och hei an dësem Gesetz déi Dispositioun méi kloer a méi logesch wéi dat, wat elo virläit a wéi elo argumentéiert gëtt.

An d'ADR seet och, datt dës Kenntnisser deen Ablack och an onsen Aen de strikte Minimum duerstellen. Duerfir fuerdere mer och d'CSV op, politesche Courage ze weisen an hir Meenung ze änneren a sech der Propositioun vun der ADR ze ralliéieren, déi seet, datt an ons Verfassung muss den Text stoe kommen, datt d'Sprooch vun de Lëtzebuerger d'Lëtzebuergescht ass.

Geschitt dëst net, dann hunn och déi Dispositiounen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, déi an dësem Gesetz verankert sinn, net weider vill Wäert a riskéieren an der nächster Legislatur geännert ze ginn.

Dat, wat een och muss festhalen, ass, datt et erstaunlecherweis och nach, wann déi Propositioune vun der DP an deene Gréngen duerchginn, hei zu Lëtzebuerg zweeërlee Zorte vu Lëtzebuerger wäert ginn: déi Lëtzebuerger, déi Lëtzebuerger sinn an nure matstëmmen däerfe goen, an déi Lëtzebuerger, déi an d'Fonction publique däerfe goen.

Woufir? Well bei der Fonction publique, fir do eranzekommen, fir do Member ze ginn, gëtt et e speziellen Test linguistique, deen e villech méi héijen Niveau virgesäit, wéi deen, deen elo hei am Gesetz virgesinn ass.

(Interruptions)

An et ass dorëmmer, wou et geet, wann een déi zwee Niveauen esou no wéi méiglech beienee bréngt, well mer ganz genau wëssen,...

(Interruption)

...datt ganz vill Auslänner, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit unhuelen, och an d'Fonction publique mat erakomme wëllen. Dat ass e Wonsch vu ganz ville Leit, déi hei esou handelen.

Duerfir menge mer och, datt dee Minimum, déi Konditioun, déi hei virgesinn ass, wat d'Lëtzebuergeschkenntnisser ugeet, esou an der Rei ass, well doduerjer et villech méi einfach ass, fir deen Ablack och déi nächst Etapp ze packen.

(Interruptions)

Da muss ee festhalen, datt verschidde Bierger vun dësem Gesetz profitéieren an anerer net. An der Europäescher Unioun gëtt et eng Halschent ongeféier vu Länner, déi keng duebel Nationalitéit virgesinn. Zum Beispill Däitschland, Griichenland, Dänemark, Holland. Souguer wann een dëst Gesetz unhëlt, gëllt dat och fir ons. Déi Bierger, déi zum Beispill Belsch wëlle ginn, déi mussen deen Ablack hir lëtzebuergesch Nationalitéit och opginn, well d'Belsch eng duebel Nationalitéit nuren unerkennt, wann een, deen d'belsch Nationalitéit huet, eng aner Nationalitéit mat géif unhuelen.

Da gëtt et Länner, déi d'duebel Nationalitéit kennen: d'Emigratiounslänner Italien, Spuenien, Portugal. An do muss een och festhalen, datt verschidde Länner wéi Portugal notamment, mä och aus dem Maghreb Dispositiounen an hirer Verfassung oder Gesetzgebung hunn, déi soen, datt een hir Nationalité d'origine net ka verléieren. Dat gëllt notamment fir alleguer ons portugisesch Matbierger. Den Ambassadeur vu Portugal huet ons schréftlech confirméiert, datt also elo schonn ënnert dem bestehende Gesetz déi portugisesch Mataarbechter hir Nationalitéit net verluer hunn, wa se Lëtzebuerger gi sinn.

Et muss een also festhalen, datt, wann d'Gesetz gestëmmt gëtt, et net esou ass, datt da jiddfereen hei am Land wäert eng duebel oder eng multipel Nationalitéit hunn. Et wäerten déi Leit sinn, déi nure Lëtzebuerger sinn; et wäerten déi Leit sinn, déi nuren Däitsch oder Belsch sinn; an et wäerten déi sinn, déi eng hallef Dosen Nationalitéite kënnen hunn, jee nodeem wéi et sech auswierkt.

Als ADR kënne mir just mat deenen Dispositiounen an dësem Gesetz d'accord sinn, déi eisem Wahlprogramm entspriechen. Dat ass besonnesch d'Dispositioun, datt d'Kenntnisser an der Lëtzebuerger Sprooch misste kloer festgeluecht ginn an net méi vu Gemeng zu Gemeng vun Dossier zu Dossier verschidde sinn.

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Der eng Tëschefro?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Jo, Här President.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Just eng Tëschefro, well Der jo ëmmer nees mat deem Argument do vun där hallwer Dose kommt, wat also herno en infimen Deel ass, also sechs, keen, dach, oder dräi. Jo, wa mer - den Här Gibéryen, Äre Fraktiounschef, ass jo och Gewerkschaftler - géifen aarbechtspolitesch a sozialpolitesch Mesuren esou diskutéieren, da géife mer praktesch eis ganz aarbechtsrechtlech a sozial Gesetzgebung ofschafen.

(Interruption)

Wa mer mat sougenannt Abusen hei argumentéieren…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dir vermëscht hei Äppel a Biren.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Wat ech awer wollt froen, Här Henckes, ass:…

M. le Président.- Den Här Braz stellt eng Fro.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- …lech stéiert jo, Här Henckes, wann ech Iech gutt verstanen hunn, dass déi Leit, déi eng aner Nationalitéit hunn, elo en plus och déi Lëtzebuerger kéinte kréien an dann dat domadder géife cumuléieren.

Wéi wär et am ëmgedréinte Fall? Wat sot Der deene Lëtzebuerger, déi elo Lëtzebuerger sinn an déi am Ausland liewen an déi et duerch dëst Gesetz och erlaabt kréien, do eng nei unzehuelen? Wat sot Dir deenen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Wann déi Länner dat erlaben, da solle se dat maachen. Mir hu jo all Kéiers gesot, wann een…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ah! An déi Richtung ass et also wonnerbar, an déi aner ass et falsch!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Mir hunn dat heiten och schonn 2001 gesot. Also, et ass guer näischt Neies. Ech géif just drop hiweisen, datt, wann een d'däitsch Nationalitéit oder déi éisträichesch oder déi griichesch oder déi dänesch oder déi hollännesch unhëlt, da muss een déi lëtzebuergesch ofginn, well déi dat net unhuelen.

Et ass dowéinst wou ech och gesot hunn, datt alleguerten déi Leit, déi elo hir Nationalitéit opginn hunn, spéiderhi kënnen, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt, hir Nationalité d'origine nees unhuelen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ass dat da gutt?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- An ech wëll domadder ofschléissen: Wie Lëtzebuerger wëllt ginn, dee muss och Lëtzebuergesch schwätze kënnen. Dat gëtt mat dësem Gesetz garantéiert.

Dat geet awer net duer, fir datt mir dësem Gesetz kënnen zoustëmmen. Als ADR si mir nämlech prinzipiell géint d'duebel Nationalitéit an, wéi ech virdru gesot hunn, nach méi géint d'Multinationalitéit, déi mat dësem Gesetz agefouert gëtt. Et kann een nëmmen eng Nationalitéit hunn, mat alle Rechter a Flichten, déi dozou gehéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir eis steet och de Lëtzebuerger Pass um Enn vum Integratiounsprozess. Dëst Gesetz awer dréit dee Prinzip deelweis op d'Kopp. Hei gëtt e Lëtzebuerger Pass praktesch gratis ugebueden. Domat kann d'Alternativ Demokratesch Partei net averstane sinn.

(Interruption)

Mir bedaueren och, datt mat dësem Gesetz d'Optioun ofgeschaaft gëtt fir déi Persoun, déi e Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuergerin bestuet. D'ADR wäert also géint dëst Gesetz stëmmen, well mat dësem Gesetz, an engem Saz gesot, de Lëtzebuerger Pass an domat och d'Lëtzebuerger Nationalitéit bradéiert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling ageschriwwen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir säin explizite Rapport. Elo weess ech endlech och emol, wat an deem Gesetz steet. Ech si frou, dass an dësem Gesetz eng Dispositioun dran ass, wou mer vum souveräne politesche Wee, fir Lëtzebuerger ze ginn, op den administrative Wee ginn. Well dat war eng Propositioun, déi ech virun néng Joer an der zoustänneger Kommissioun gemaach hunn - jo, Här Fayot -, a wou se dann alleguer gesot hunn: Hei, vu wou kënnt hien dann? Maja, ech si vun do komm an elo gi mer alleguer zesummen dohinner, wou ech gär gaange wier.

(Interruption)

Bon, ech wëll awer emol soen, dass och esou e klenge Geescht wéi ech heiansdo kann eng gutt Iddi hunn.

Här President, wann een dëse Gesetzesprojet analyséiert, da muss ee sech d'Fro stellen: Ass et wierklech eng Verbesserung zum Wee an d'Integratioun oder ass et eng Brems? Esou wéi ech d'Saach gesinn an d'Dispositioune gekuckt hunn, ass et éischter eng Brems. Och wann elo an deem Gesetz d'Dieren opgemaach gi fir d'duebel Nationalitéit, wou ee jo kënnt mengen, dëst kënnt integratiounsfördernd sinn, mä dat muss d'Zukunft eis awer beweisen.

Anerer mengen, déi Mesure, déi mer elo héieren hunn, kéint eis Identitéit a Fro stellen, an déi hunn elo versicht mat skurrile Beispiller de Lëtzebuerger Angscht ze maachen, andeem se behaapt hunn, mat där Mesure kréiche mer Bierger mat e puer Nationalitéiten. Wou ech awer kee Problem gesinn, well ech net gesinn, ob een e Virdeel oder en Nodeel dovunner huet. Dee Beweis si se schëlleg bliwwen.

Well fir iwwerhaapt zwou Nationalitéite kënnen ze hunn, muss een emol fir d'éischt Lëtzebuerger ginn. An d'Lëtzebuerger Nationalitéit priméiert och duerno. Dofir verstinn ech elo déi Argumenter net, déi hei virbruecht gi sinn. Ech hoffen, dass d'Lëtzebuerger sech och net dovunner verblende loossen.

An dësem Gesetz, Här President, hu mer zwou Mesuren, iwwert déi ech awer wëll méi speziell schwätzen. Dat ass d'Residenzklausel an d'Erléiere vun der Sprooch an d'Kenntnisser vun eisen institutionelle Strukturen an Dispositiounen.

Déi éischt ass déi vun der Residenzklausel. Et gëtt einfach keng logesch Erklärung - dat huet den Här Braz och schonn hei gesot -, firwat mer elo vu fënnef op siwe Joer eropginn. Ech war vun Ufank un do ëmmer enger anerer Meenung. An ech stelle mer iwwerhaapt d'Fro: Firwat eng Residenzklausel, wa mer jo scho vun de Leit nach zousätzlech zwou Bedéngunge verlaangen, déi se mussen erfëllen a wou se wierklech mussen e wesentlechen Integratiounseffort maachen?

Meng Approche ass éischter déi gewiescht, fir iwwerhaapt keng Residenzklausel an d'Gesetz anzeschreiwen, well den Integratiounswëllen huet net onbedéngt eppes mat Zäit oder mat Joren ze dinn. Ech sinn der Meenung, dass, wann eng Persoun sech wierklech wëllt integréieren an déi zwou Bedéngunge vun der Sprooch an eiser Bürgerkunde, wéi mer dat ëmmer genannt hunn, schonn no zwee oder dräi Joer erfëllt, misst se kënnen hir Demande areechen, ouni siwe respektiv fënnef Joer mussen ze waarden. Déi onsënneg Residenzklausel ass fir mech op jidde Fall schonn e Grond, fir dëst Gesetz net ze stëmmen.

Komme mer dann zu där anerer Dispositioun, d'Erléiere vun der Sprooch. Ech sinn 100% domat d'accord: Een, dee wëllt eis Nationalitéit erstriewen, muss eis Sprooch an eisen institutionelle Fonctionnement an d'Dispositioune kennen. Mä ass et wierklech noutwendeg, Bac +7 an der Lëtzebuerger Sprooch mussen ze erreechen, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn?

Wat gëtt eigentlech gefaart? Dass, wann déi Leit eis Sprooch net richteg schwätzen, eis Sprooch da mat ze vill Friemwierder zersat gëtt oder entfriemt gëtt? Mä gëtt eis Sprooch net elo scho permanent mat Friemwierder zersat? Ech denken zum Beispill hei u verschidde Riedner an der Chamber, wou deen een oder anere mengt, dass, wann hie méi Friemwierder a senge Rieden abaut, seng Ried da méi gescheit géif kléngen, bis hie sech herno heiansdo selwer net méi versteet.

Wéi gesäit et och an der Praxis aus, wann en Netlëtzebuerger elo Lëtzebuergesch kann? Da si mer nach virum Fait, dass eis Dageszeitungen op Däitsch oder op Franséisch sinn. Hie ka sech also, wann hien nëmme Lëtzebuergesch kann, doriwwer net informéieren an och net weiderbilden. Oder en anert Beispill: eng russesch Statsbiergerin, déi sech Lëtzebuerger maache gelooss huet, perfekt Lëtzebuergesch an nach just Russesch schwätzt, dann awer wollt de Führerschäi maachen an do festgestallt huet, dass mer kee Code de la Route op Lëtzebuergesch fonnt hunn, a se domadder zum Examen net zougelooss ginn ass.

Dofir wëll ech och op d'Wichtegkeet vum Congé linguistique hiweisen, deen onbedéngt muss kommen. Mä ech sinn awer der Meenung, dass dee Congé linguistique net nëmme fir Lëtzebuergesch duerf gëllen, well mer einfach och mussen de Wee opmaachen, fir de Lëtzebuerger an iwwerhaapt jiddferengem, dee sech wëllt sproochlech weiderbilden, eng Méiglechkeet ze ginn, fir dat kënnen ze maachen; zum Beispill och bei der Sich vun enger neier Schaff, wou heiansdo Sproochekonditioune gesat ginn.

Dat heescht, dee Congé linguistique ass onbedéngt noutwendeg. Mä ech sinn awer der Meenung, dass en net nëmme fir d'Lëtzebuergescht soll gëllen, an et misst ee sech och, wéi den Här Braz gesot huet, Gedanken driwwer maachen, ob een net dee Congé soll staffele jee no de Bedierfnisser vun de Leit; dat kann ech voll ënnerstëtzen.

Dann elo zu eiser Sprooch selwer. Si steet net emol als Sprooch vun de Lëtzebuerger an eiser Verfassung, déi selwer emol net op Lëtzebuergesch ze fannen ass!

Zwee Gesetzesprojete sinn deponéiert ginn, also net nëmmen dee vun der ADR, fir d'Lëtzebuerger Sprooch als Sprooch vun de Lëtzebuerger an der Verfassung anzeschreiwen.

Wat mécht awer déi zoustänneg Kommissioun doraus? Si wëllt nach just an d'Verfassung aschreiwen, dass de Stat derfir suerge soll, dass d'Lëtzebuerger Sprooch soll gefördert ginn. Dat ass awer net dat, wat d'Auteure vun de Gesetzesprojete wollten, an et ass och net dat, wat eis Sprooch opwäert.

An et ass och net dat, wat d'„Aktioun Lëtzebuergesch Eis Sprooch" wëllt; eng Aktioun, déi sech scho säit Jorzéngte fir eis Sprooch asetzt. Déi Aktioun wëllt, dass an eis Verfassung d'Lëtzebuergescht als Sprooch vun de Lëtzebuerger verankert gëtt. Dat Eenzegt, wat eis Sprooch opwäert an hir eng richteg rechtlech Basis gëtt, ass, dass an d'Verfassung endlech stoe kënnt, d'Sprooch vun de Lëtzebuerger ass d'Lëtzebuergescht.

Här President, dann nach en anere Phenomeen: Eis Sprooch steet och net an der offizieller Lëscht vun den unerkannten europäesche Sproochen. D'Lëtzebuerger Sprooch ass déi eenzeg, déi net an där Lëscht steet, an dat obwuel mer Grënnerland vun der EU sinn!

Wa mer also vu Leit verlaangen, si sollen eis Sprooch léieren, da solle mer vläicht fir d'éischt emol derfir suergen, dass eis Sprooch an eis Verfassung kënnt an dass se offiziell op europäeschem Niveau unerkannt gëtt. D'„Aktioun Lëtzebuergsch" stellt sech souguer d'Fro, zu Recht, iwwert d'Verfassungskonformitéit, wat d'Dispositiounen an dësem Gesetz iwwert d'Erléiere vun eiser Sprooch betreffen.

An deem Kontext, Här President, wëll ech nach eemol eng Motioun erareechen, déi d'Regierung opfuerdert, sech anzesetzen, dass eis Sprooch um europäesche Plang endlech offiziell unerkannt gëtt an dass se als Sprooch vun de Lëtzebuerger och kloer an eis Verfassung stoe kënnt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

Motion 2

D'Volleksvertriederkummer,

- déi sech am Kader vum Gesetzprojet 5620 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit ënner anerem derfir ausgeschwat huet, datt en Demandeur vun der Lëtzebuerger Nationalitéit der Lëtzebuerger Sprooch misst mächteg sinn;

- wëssend, datt d'Lëtzebuerger Sprooch nach net an eiser Verfaassung festgeschriwwen ass;

- wëssend, datt d'Lëtzebuerger Sprooch net an der offizieller Lëscht vun den unerkannten europäesche Sproochen ageschriwwen ass;

- sech doropshin d'Fro stellt, ob ee ka vun engem Bierger verlaangen, eng Sprooch ze léieren, déi net offiziell europäesch unerkannt ass;

fuerdert d'Regierung op

- dermat averstanen ze sinn, dass d'Lëtzebuerger Sprooch an eiser Verfaassung als Sprooch vun de Lëtzebuerger verankert gëtt ënner folgendem Text: „D'Sprooch vun de Lëtzebuerger ass d'Lëtzebuergescht";

- bei den zoustännegen EU-Instanzen anzewierken, fir datt d'Lëtzebuerger Sprooch endlech an der Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen ageschriwwe gëtt.

(s.) Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wéilt nach bemierken, dass ech an deem Kontext net eleng stinn an ech dem Här Chamberspresident eng Petitioun mat 3.500 Ënnerschréften iwwerreecht hunn, fir meng Motioun ze ënnermaueren.

Dat heescht also, ech sinn net eleng, a wann ech lech soen, dass ech déi 3.500 Ënnerschréften innerhalb vu 14 Deeg zu Esch an der Uelzechtstrooss gesammelt hunn, an enger hölzerner Bud, da kënnt Der lech jo virstellen, wann ech Ënnerstëtzung kritt hätt vun der Press, déi ech guer net kritt hunn, wou emol net ee Wuert iwwer meng Aktioun - trotz menge Pressecommuniquéën - matgedeelt ginn ass, ech sinn iwwerzeegt, dann hätt de Fändel den zweete Präis kritt mat senger Petitioun.

Dofir sollte mer emol fir d'éischt déi Viraussetzunge schafen, déi eis Sprooch opwäerten, ier mer vun den Netlëtzebuerger en „Bac +7" an eiser Sprooch verlaangen, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn!

Här President, an de leschte Wochen ass vill Rieds gaangen iwwer eis Sprooch. Et ass souguer eng geféierlech riets Allianz ugebuede ginn, anscheinend am Interessi vun eiser Sprooch.

Et ass just e bëssen erstaunlech, dass dëst Interessi fir eis Sprooch elo virun de Wahlen esou intensiv optaucht. Ech fannen et einfach aarmséileg, wann eis Sprooch elo zu wahlpoliteschem Calcul benotzt gëtt respektiv zu rietsem Populismus.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- DÉI GRÉNG an och d'„Aktioun Lëtzebuergesch" hu Recht, wa se soen, eis Sprooch gehéiert eise Bierger an ass kee Spillobjet fir riets Parteien. Dofir solle mer ganz gutt oppassen, wie sech a wat fir enger Aart a Weis fir eis Sprooch asetzt a genau analyséieren, aus wat fir enge Grënn dat geschitt.

Déi Eenzeg, déi sech bis elo säit Joren intensiv fir d'Lëtzebuerger Sprooch agesat hunn - a weider asetzen -, ass d'„Aktioun Lëtzebuergesch Eis Sprooch". All Fortschrëtter am Erhale vun eiser Sprooch sinn hinne guttzeschreiwen a kenger Partei.

Dofir sollte Verschiddener sech elo besser net als Retter vun eiser Sprooch opblosen, well déi eng maachen et aus rietspopulisteschem Calcul, Wahlcalcul, an déi aner, fir deenen engen net den Terrain vun dësem Wahlpotenzial ze iwwerloossen.

Dat ass aarmséileg! Mä ech sinn iwwerzeegt, dass d'Lëtzebuerger net dorobber wäerten erafalen.

Wat elo dee Gesetzesprojet hei ubelaangt, Här President, esou muss ech mech enthalen. Och wann eng Rei Dispositiounen dra sinn, déi mer gefalen. Mä et stinn zwou Dispositiounen dran, déi fir mech einfach onrealistesch sinn, an dat sinn d'Residenzklausel an déi ze héich Dispositiounen, wat d'Erléiere vun eiser Sprooch betrëfft - an ech hoffen, dass mer dat an nächster Zukunft kënnen nobesseren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Merci bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann hu mer als leschte Riedner den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt nach eng Kéier ganz kuerz op deen heite Projet zréckkommen an op déi fundamental Fro, déi jiddferee sech virun där Ofstëmmung ze stellen huet.

D'Fro ass nämlech déi, ob mer der Meenung sinn, dass dee Gesetzestext, deen hei virläit, a senger Versioun esou wéi e vun der juristescher Kommissioun zréckbehale ginn ass, e Fortschrëtt oder e Réckschrëtt duerstellt par rapport zu eisem Nationalitéitegesetz, wéi mer et zënter 2001 hei zu Lëtzebuerg kennen.

Et muss ee sech also d'Fro stellen, ob Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger sech mat deem heite Gesetz akapselen oder sech weider opmaache fir Leit opzehuelen an déi Lëtzebuerger Gemeinschaft, déi an dësem Land, an dëser Gesellschaft e gewëssene Grad vun Integratioun erreecht hunn.

Mir mussen eis d'Fro stellen, ob dëst Gesetz der sozialer Realitéit vun der Multinationalitéit Rechnung dréit a schliesslech musse mer eis d'Fro stellen, wéi et steet mam Respekt vun de Prinzipië vun der Rechtsstaatlechkeet bei individuellen Décisiounen.

Wann een déi eenzel Froen duerchgeet an et kuckt een den Text, ass fir mech d'Äntwert relativ einfach.

Dëse Gesetzesprojet entsprécht all deenen dräi Kritären, global gesinn deenen dote Virstellungen, an e stellt an eisen Aen also och e Fortschrëtt duer par rapport zu där Législatioun, wéi mer se haut kennen.

Dat eleng eigentlech misst eist Ofstëmmungsverhale bestëmmen, wa mer herno iwwert deen heiten Text ze befannen hunn.

D'Fro kann ech natierlech stellen, firwat et elo scho sechs, siwe Joer nodeem mer eng Reform vun der Gesetzgebung virgeholl hunn, duerch e Gesetz vum 24. Juli 2001, noutwendeg war, erëm eng Kéier ze légiféréieren, wou mer normalerweis relativ seelen un eist Nationalitéitegesetz ginn. Och do ass fir mech d'Äntwert relativ kloer: well eng onvollstänneg Aarbecht gemaach ginn ass am Joer 2001.

Dëst Gesetz ass noutwendeg, well 2001 der deemoleger CSV/DP-Majoritéit de Courage gefeelt huet, zum Beispill op de Wee ze goe vun enger duebeler Nationalitéit. Déi viregt Koalitioun huet dat formell ausgeschloss. Si wollt an där Mandatsperiod net un d'duebel Nationalitéit erugoen; eng Erneierung, déi, ausser vun der ADR, vu sämtleche Fraktiounen haut mat grousser Begeeschterung hei opgeholl ginn ass.

Déi deemoleg CSV/DP-Regierung huet och versäumt gehat, en Akt ze setzen, wat den Droit du sol ugeet, fir déi nei Elementer vum Buedemrecht an eis Nationalitéitegesetzgebung anzeféieren. Dat geschitt duerch deen Text, esou wéi e vun der Kommissioun zréckbehale ginn ass. An déi deemoleg CSV/DP-Regierung a -Koalitioun huet et verpasst, och eng Rechtskontroll anzeféieren, wat individuell Décisiounen iwwert d'Naturalisatiounen hei zu Lëtzebuerg ugeet; wierklech eng Schwaachstell vun eisem ganze Rechtssystem hei zu Lëtzebuerg.

All dës Defiziter ginn duerch deen heiten Text ausgebigelt, an duerfir wäerte mir och als LSAP deen doten Text stëmmen.

(Interruption)

Ech sinn der Meenung, dass mer hei wierklech amgaange sinn, zum Deel eis déi wichteg Errongenschaften eigentlech vun deem heiten Text ze zerrieden. Déi ginn an engem Saz begréisst, wou dat bal revolutionär Neierunge sinn, déi hei erakommen, an et gëtt sech fokaliséiert an der Kritik op zwee Aspekter, wat vläicht keng Detailaspekter sinn, mä déi een awer och muss an engem historesche Kontext an hirer Bedeitung e bësse méi zrécksetzen.

Ech komme gären op déi dote Punkten zréck an ech ginn och gären zou, ech hunn dat schonn hei gemaach bei aneren Debatten, dass deen heiten Text sech net zu 100% mat eiser Virstellung deckt, wéi ech och herno wäert weisen, dass deen heiten Text sech och net mat de Virstellunge vun der CSV a vum Justizminister deckt, esou wéi hie se an engem éischte Virprojet am Abrëll 2006 presentéiert huet.

Mä dat schéngt mer awer normal ze sinn an engem politesche Prozess, an engem legislative Prozess, wou jiddferee sech muss bewegen a wou mer schlussendlech mengen ech awer hei en Text fonnt hunn, deen ee kann als Kompromisstext bezeechnen, deen awer an eisen Aen akzeptabel ass, deen och fir d'Gesellschaft akzeptabel ass. Ech mengen et sollt een och bei esou Texter wéi deem heite Kampfofstëmmunge vermeiden.

Et ass wichteg, dass een op esou Froe probéiert e relativ breede Konsens ze erreechen. Mä mir hunn awer och hei gemierkt, dass eenzelne Leit deen Text schonn ze wäit geet. Anere Leit geet en net wäit genuch.

Ech géif awer mengen, dass mer par rapport zu 2001 en däitleche Schratt no vir maachen, dass mer manner Angscht hate fir wierklech waarmt Eisen unzepaken, dass duerfir dat heiten u sech e gudden Text ass.

Eng Residenzdauer vu fënnef Joer, dat war eis Virstellung. D'CSV hat eng aner Virstellung.

De Minister hat en ursprüngleche Virprojet presentéiert, wou e wollt a Richtung Dualsystem goen, dat heescht fënnef Joer sinn ze loosse fir d'Optiounen an zéng Joer anzeféiere fir déi Leit, déi net wéilten op hir éischt Nationalitéit verzichten. Mir hu gesot, mir kéinten esou e System net akzeptéieren, deen et a kengem Land gëtt. Et gëtt keen Dualsystem fir esou Naturalisatiounen. Jiddferee soll gläich behandelt ginn. Duerfir ass sech op siwe Joer gëeenegt ginn.

Mir hate laang Zäit zéng Joer. Et ass erofgaangen op fënnef Joer. Mä déi fënnef Joer waren esou arbiträr festgeluecht wéi sengerzäit déi zéng Joer. Dat si jo keng wëssenschaftlech Délaien, déi hei feststinn.

(Interruption)

Esou ass och dee vu siwe Joer kee wëssenschaftlechen Délai, mä effektiv e Kompromiss, dee fonnt ginn ass opgrond vun zwou verschiddene Propositiounen, déi um Dësch louchen.

Ech wëll awer nach soen - dat schéngt mer awer nach eng Kéier wesentlech ze sinn -, dat war och eng Konditioun, fir dass mir als LSAP mat op dee Wee gaange sinn. Mir hunn awer gläichzäiteg Assurancë vum zoustännege Minister kritt, dass hie personalméisseg an och budgetär déi néideg Schrëtter ageleet huet, fir wann dat Gesetz hei den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trëtt, dass da garantéiert ass, dass déi Dossiere schnell kënne behandelt ginn, dass mer wierklech bei maximalen Délaië vun aacht Méint ukommen an dass déi Zäiten definitiv eriwwer sinn, wou esou Dossiere vun Naturalisatiounen zwee, dräi Joer - mir hunn haut gesinn, bis zu néng Joer - gedauert hunn, ier dann eng definitiv Décisioun konnt an der Chamber geholl ginn.

Déi doten Zäite mussen eriwwer sinn. Da wäert et de facto dozou kommen, dass mat deem neien Délai vu siwe Joer par rapport zu deem aneren Délai vu fënnef Joer d'Leit esou schnell wéi virdru praktesch géifen d'Lëtzebuerger Nationalitéit mat deem neie System kréien. Esou dass et net zu enger Verschlechterung vun der Situatioun vun de Leit kënnt. Well deen eenzegen Datum, deen zielt, ass net deen, wéini ee kann eng Demande erareechen, mä dee wichtegen Datum ass deen, wéini dass ee wierklech Lëtzebuerger gëtt, wéini dass een d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt. Dat ass u sech duerch deen heite System garantéiert, wann d'Regierung hir Engagementer op deem dote Punkt hält. Dat wäerte mer natierlech an deenen nächste Joren als Chamber ze kontrolléieren hunn.

Sengerzäit war et och d'Absicht vum Minister, fir de System vun den Naturalisatiounen an den Optioune bäizebehalen. Dat heescht, d'Chamber sollt weider d'Kompetenz behalen, fir ze décidéieren, wie Lëtzebuerger gëtt iwwer Naturalisatioun, ouni d'Kontroll vun de Geriichter. Mir hunn duerch gutt Argumenter erreecht, fir dat ze änneren, an dass mer elo e System hunn, deen zu eisem Rechtsstat passt, dat heescht, wou eng Kontroll vu Geriichter ass a wou jiddfereen e Recht op eng Nationalitéit huet, wann hien dann d'Bedéngunge vum Gesetz erfëllt.

Wat et och noutwendeg mécht, fir déi Bedéngungen am Gesetz méiglechst prezis festzeleeën, well mer eben elo hei zu Lëtzebuerg eng Rechtskontroll hunn; wat e Fortschrëtt ass par rapport zu virdrun.

Relativ houfreg sinn ech och, dass et an der Kommissioun gelongen ass, déi aner Leit vun eiser Meenung ze iwwerzeegen, dass mer sollten deene Leit - den Immigranten aus der drëtter Generatioun - automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit ginn. Dat ass en immense Fortschrëtt. Do gëtt kee Mënsch méi gefrot. Dat ass de droit, wou déi Leit, vun deenen een Elterendeel hei gebuer ass a si selwer och hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, wäerten automatesch duerch d'Gebuert Lëtzebuerger ginn.

Dat wäert derzou féieren, dass ab dem 1. Januar vum nächste Joer un e puer dausend Leit wäerten automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien duerch déi dote Bestëmmungen. Mir fannen dat e ganz wichtege Punkt, deen hei duerchgesat ginn ass. Wat iwwregens och eng Suggestioun war, déi den auslänneschen Expert, den Här Weil, virun enger Zäit hei gemaach huet. Mir sollten emol deen dote Schrëtt probéieren. Abee, mir setzen deen heite Schrëtt hei ëm.

Och dat war am ursprüngleche Projet vum Här Frieden net virgesinn. Wéi och an der Enddiskussioun eng relativ large Derogatiounsklausel erakomm ass, wat d'Sproocheregelung ugeet fir all déi Leit, déi sech virun Enn 1984 hei zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn, wou och ganz vill Leit vun der éischter Generatioun wäerte kënnen an de Genoss vun där doter Dispositioun kommen. Och dat ass e Pluspunkt par rapport zu den ursprüngleche Virstellungen, déi op deem dote Plang bestanen hunn. Esou dass een also kann dervun ausgoen, dass mer do e wichtege Fortschrëtt hunn.

D'Lëtzebuerger Sprooch; och e Wuert dozou. Et ass villes dozou gesot ginn. D'Lëtzebuerger Sprooch ass net duerch dësen Text hei an déi Sessioun erakomm, mä do ass de grousse Schratt bei der leschter Reform am Joer 2001 gemaach ginn, wou vu Basiskenntnisser am Lëtzebuergesche geschwat ginn ass, déi ee misst hunn. Dat gëtt hei preziséiert.

Iwwert den Niveau kann ee streiden. Mir sollen den Essai elo maachen, wéi dat dote fonctionnéiert, wat dat dote mat sech bréngt. Da musse mer an zwee, dräi Joer de Bilan zéien. Wa muss nogebessert ginn op deem dote Punkt, mengen ech, dass sech dann och eng Majoritéit géif hei an der Chamber fannen, fir déi Nobesserung do ze maachen, wat den Niveau vum Lëtzebuergeschen ugeet.

Nach menge mer, dass d'Fro vum Lëtzebuergeschen eng wichteg Fro ass. Lëtzebuergesch schwätzen, Lëtzebuergesch verstoen, dat ass schonn eppes vu Bedeitung. Mir bedaueren allerdéngs effektiv e bëssen dat parteipolitescht Spill ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch, wat sech elo och am Virfeld vun deenen nächste Wahle schéngt breetzemaachen.

Effektiv, d'Lëtzebuerger Sprooch gehéiert kengem, a virun allem ass een net méi e schlechte Lëtzebuerger, wann ee sech erdreist, fir eventuell den absolute Kritär vun der Lëtzebuerger Sprooch a Fro ze stellen. Et ass ee vun de Kritären, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, et ass awer net deen allereenzege Kritär, deen ze berücksichtegen ass. D'Integratioun ka sech op ganz verschidden Aart a Weise realiséieren, och an der lëtzebuergescher Gesellschaft.

Mir mengen awer, dass dëst Gesetz eng Chance duerstellt, dass ee virun allem duerch de Fait, dass et méiglech ass, Lëtzebuerger ze ginn ouni op seng Ursprongsnationalitéit ze verzichten, Barrièren ewechraumt, dass hei nei Weeër opginn, nei Méiglechkeeten opginn, neit Potenzial opgeet fir nei Lëtzebuerger. Dat schéngt eis immens wichteg ze sinn; wann et geléngt, deen heiten Text och elo uerdentlech ëmzesetzen.

Dat ass eng Suerg, déi mer gemeinsam mussen hu mat der Regierung, dass et net elo duergeet mat deem Akt, dass mer deen Text hei stëmmen oder eis enthalen. Elo geet et nach drëm, fir déi Informatiounen do weiderzereechen, dass déi ukommen op deene Plazen, wou se sollen ukommen, dass mer fir d'Sproochecoursen, fir déi aner Coursen, déi organiséiert ginn, och d'Viraussetzungen um Terrain schafen, dass dat Gesetz hei ka gräifen an dass mer u sech aus enger Zwéckmillchen hei zu Lëtzebuerg erauskommen.

Mir wëssen horgenau, dass no deene leschte Berechnunge spéitstens an zéng Joer, wa sech déi Tendenzen esou weiderschreiwen, mer zu Lëtzebuerg wäerten an der Situatioun sinn, wou mer méi Netlëtzebuerger op eisem Territoire wunnen hu wéi Lëtzebuerger.

Dat ass eng seriö Erausfuerderung fir eist Land. Eng seriö Erausfuerderung, wat d'Matsproocherecht ugeet vun deene Leit, déi hei wunnen. Duerfir, wa mer aner Diskussiounen net wëllen, hu mer all Intérêt, dass deen heite Projet gräift, dass mer et fäerdeg bréngen, eppes Guddes aus deem heiten Text ze maachen. Op jidde Fall verdéngt deen heiten Text d'Chance, fir ëmgesat ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dat war net iwwerzeegend.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Här Bettel, hutt Dir d'Wuert nach gefrot?

(Interruption)

Ech hat geduecht, Dir wollt nach dozou Stellung huelen. Wann dat net de Fall ass, dann ass et elo um Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären Deputéierten, dat, wat mer haut hei zur Ofstëmmung bréngen, ass eng grouss gesellschaftspolitesch Reform, well et ass keen einfache Schrëtt fir d'Leit an et ass och keen onwichtege Schrëtt fir e Land, wann nei Mënschen an e Land wunne kommen an décidéieren, déi Nationalitéit unzehuelen. Et ass duerfir e Gesetz vun enger grousser Wichtegkeet.

Ech soe mengem Virriedner, dem Alex Bodry, datt, wann ee Justizminister war an der CSV/DP-Koalitioun, a Justizminister war an der CSV/LSAP-Koalitioun, da gesäit een eng Kontinuitéit an deenen zwee Texter. Ech mengen net, datt deen een Text eng Kontradiktioun mat deem Text vu virdrun ass, mä datt et eng Evolutioun an de Gedanke gëtt an eng Evolutioun och an der Zesummesetzung vun eisem Land gëtt, déi verschidde Saache mat sech gezunn hunn.

Ech mengen, datt haut och an engem Europa, wat wichteg ass, wat mer brauchen, d'Décisioun, fir eng Nationalitéit unzehuelen, d'Konzept vun der Natioun eppes ass, wat a jiddferengem sengem Kapp eng schwiereg a wichteg Entscheedung ass. Well Natioun, dat ass eng gemeinsam Vergaangenheet, dat ass eng gemeinsam Fassong zesummen ze liewen an et ass och e gemeinsame Wëllen, d'Zukunft zesummen ze plangen.

Et ass och eppes, wat mat Gefill ze dinn huet, mat deenen, déi zu enger Natioun gehéieren. Sief dat frou Evénementer: Dat mierke mer bei Sportsévénementer, wéi d'Olympiad an esou, wou een dat nationaalt Gefill op eng erstaunlech Aart a Weis op eemol entdeckt. An et mierkt een et och a Krisenzäiten, sief dat an engem Krich oder sief dat och, wéi elo, an der Kris, wou op eemol déi Leit aus enger Natioun - a mir hunn dat och de Mëtteg an der Chamber gesinn - ganz enk zesummeréckelen.

Duerfir mengen ech, datt d'Natioun eppes ass, wat och an engem noutwendegen onersetzbaren Europa wichteg ass. Natioun natierlech ëmmer an deem Sënn, datt et net dierf e Gefill vun Iwwerhieflechkeet par rapport zu aneren Natioune mat sech zéien, well mer wëssen, zu wat fir engen Dramen dat geféiert huet.

Ech stelle fest, wann ech déi Debatt vun de Mëtteg, déi laang war, hei dierf résuméieren, datt en fait mat Ausnahm vun enger politescher Sensibilitéit - der ADR - jiddferee mat der Grondausriichtung vun dësem Gesetz d'accord ass. Dat ass fir mech eng ganz grouss Satisfaktioun. De Rescht setzen ech éischter op d'Kategorie vun de parteipolitesche Reflexiounen.

Ech soen och deenen, déi dergéint sinn, nämlech der ADR, datt déi Nationalitéit net bradéiert gëtt, well hei si jo eng ganz Rei ganz prezis Konditiounen dra virgesinn. Bradéiere wär, wa mer déi Konditiounen, déi mer haten, alleguerten einfach ewechgelooss hätten.

Dat hei ass e Gesetz, fir déi eenzel Nationalitéit ze kréien, oder d'Nationalitéit ze kréien, ouni d'Ursprongsnationalitéit opzeginn. Dat ass e wichtege Punkt, deen ech hei rappeléieren.

Ech stellen also fest: Et gëtt ee groussen Accord zu de Grondausriichtunge vun dësem Gesetz.

Zu de Konditioune kann ee selbstverständlech ënnerschiddlech Meenungen hunn. Ech wëll just soen, zu deenen zwou Konditiounen, déi am meeschten hei zur Diskussioun geféiert hunn, datt et selbstverständlech arbiträr ass, ob een elo siwe Joer seet, aacht Joer oder sechs Joer.

Ech soe just, datt ech net déi Meenung deelen, wéi se besonnesch hei vun dem Vertrieder vun där grénger Fraktioun verdeedegt ginn ass, datt mir dat einfach op eng quasi domm Aart a Weis an de Raum gesat hunn. Ech mengen nämlech, datt et e groussen Ënnerscheed gëtt tëschent deem ale System an deem neien, an dat erkläert och, firwat 2001, wou ech jo och den Auteur vum Projet de loi war als Justizminister, deen Ënnerscheed war mat der Durée de résidence vun haut.

Ech kenne vill Leit, déi mer gesot hunn: Ech ginn net Lëtzebuerger, well ech net wëll meng Ursprongsnationalitéit opginn. Oder si maache sech et ganz schwiereg, fir dee Schrëtt ze maachen. Wa se awer kënnen d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen an hir Nationalité d'origine halen, wat hir Famill, hir Kultur, hiren Ursprong reflektéiert, da maache se dee Schrëtt méi liicht.

Et heescht also, datt et e fundamentalen Ënnerscheed gëtt, ob een d'duebel Nationalitéit aféiert oder d'eenzel Nationalitéit. Duerfir mengen ech schonn, datt een dat kann an der Durée de résidence ënnerschiddlech behandelen. Ob dat elo siwe Joer ass, sechs oder aacht, ginn ech gären zou, datt dat diskutabel ass an datt een och do kann en anert Resultat aféieren.

Ech soen awer och derbäi, datt dat Gesetz hei jo gemaach gëtt fir jiddfereen, deen d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhëlt, an datt et e wesentlechen Ënnerscheed och ass, ob een aus engem EU-Land kënnt, aus engem Nopeschstat oder vun enger anerer Regioun an der Welt. Wa mer also d'Gesetz maache fir jiddfereen, wat natierlech muss fir jiddferee sinn, dann ass et net absurd, datt ee siwe Joer virgesäit, well siwe Joer ass an engem Mënscheliewe guer net laang. Wann ech bedenken: Viru siwe Joer, mä dat war gëschter!

A wann ech déi Leit kucken, déi bei eis kommen...

(Interruption)

Oh dach, fir mech ass dat gëschter.

Une voix.- Siwe Joer?

Une autre voix.- Wéi laang sidd Der Minister?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, ech si schonn eelef Joer Minister, gesitt Der!

Une voix.- Vill ze laang!

(Interruptions)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Mä ech soen Iech och, datt déi meescht vun deene Leit, déi ech begéint hunn an déi vun dësem Gesetz profitéiere wëllen, dat sinn déi, déi an zweeter Generatioun hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat sinn a groussen Zich d'Kanner vun de portugisesche Immigranten, déi hei och an d'Schoul gaange sinn. Déi falen alleguerten ënnert dat Gesetz.

Duerfir mengen ech, datt een déi Debatt hei iwwer fënnef oder siwe Joer, vun där ech natierlech ka verstoen, datt een déi féiert, och net soll iwwerméisseg bewäerten.

Et ass en Ënnerscheed mat deem, wat mer viru sechs Joer gemaach hunn an deem Sënn, datt mer elo de Leit erlaben, d'Nationalitéit ze huelen, ouni datt se mussen hir Nationalité d'origine opginn, an datt, fir awer sécherzestellen, datt déi Integratioun assuréiert ass, siwe Joer keng oniwwerwindlech Hürd sinn. Am Géigendeel, dat stellt eng gutt Integratioun duer.

Dat eleng geet awer net duer, et ass een Element vu villen. Siwe Joer ass eng kuerz Period. Et ass jo och net, datt déi Leit, wa se net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn a bei eis wunnen, ausgeschloss wären. Ech mengen, et kann een och an dësem Land wunnen an eng aner Nationalitéit hunn.

Duerfir, wann ech gelift, soll een dee Punkt net iwwerbewäerten.

Ech mengen awer, datt mer méi eng gutt Integratioun an duerfir Cohésion sociale assuréieren, wa mer e gudde Critère de résidence hunn, an ech fannen, siwe Joer ass do e Minimum, fir dat ze assuréieren.

Wat d'Sprooch ubelaangt, kann een och laang driwwer diskutéieren. Ech géif et den Owend kuerz maachen. Ech mengen net, datt déi Kritären iwwerdriwwe sinn, well ech fannen, datt et e Minimum ass, datt een en Auszuch aus den Noriichten um Radio muss kënne verstoen. Fir mech ass dat awer net eppes Exzeptionelles, well et jo awer och dozou féiert, datt déi Leit wëssen, wat am Land leeft.

Déi Leit, déi hei am Land an Zukunft...

(Interruption)

Dat ass awer de Kritär, dee verlaangt gëtt. Et gëtt net méi verlaangt.

Dee Kritär, deen d'Madame Educationsministerin hei proposéiert, deen ass räsonnabel, well se eis ganz kloer gesot huet, datt bei allem, wat drënner wär, een eng Sprooch net géif verstoen. D'Madame Ministerin huet an der Kommissioun gesot, si hätt eng Sprooch geléiert, wou se den A1 erreecht hätt, an dat géif net duergoen, fir eppes ze verstoen.

Ech mengen, Neiegkeeten um Radio ze verstoen, fir Leit, déi an Zukunft och hei d'Wahlrecht an d'Wahlflicht kréien, ass wichteg. Si mussen och wëssen, wat lass ass. Ech stelle fest, datt de Mëtteg kee seng Ried hei op Franséisch gehalen huet. Also...

M. le Président.- Kolleegen, de Minister huet elo véier Stonnen eisen Debatten nogelauschtert. Ech mengen, d'Héiflechkeet géif verlaangen, dass mir him och e puer Minutten nolauschteren.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Also mengen ech...

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech lauschteren!

M. le Président.- Ech weess dat, Här Castegnaro, ech hunn dat och gemierkt, mä Dir sidd awer net deen Eenzegen heibannen.

(Interruption)

Jo, et ass wéi an der Kierch.

(Interruptions et hilarité)

Dat ass vläicht e Feeler, Här Bettel. Dir misst vläicht méi oft dohinnergoen. Här Minister Frieden, fuert elo weider!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Also, ech mengen, datt déi Kritäre vun der Sprooch noutwendeg sinn, fir datt déi Leit och um sozialen a politesche Liewe besser mat deelhuele kënnen.

Et ass e Fakt, datt an eisem Land eng Rei Sprooche geschwat ginn. Dat ass eng Chance, dat ass och gutt esou. Nach ass et eng Schwieregkeet, wann ee Lëtzebuergesch net versteet, well eis Zeitunge virun allem op Däitsch geschriwwe sinn, d'Radioen an d'Televisioun op Lëtzebuergesch sinn, an datt, wann ee wëllt vun der Politik eppes matkréien, ee ganz grouss Schwieregkeeten huet, wann ee just Englesch oder Franséisch versteet.

Duerfir ass Lëtzebuergesch e Wee, fir eng besser Integratioun hei zu Lëtzebuerg och ze assuréieren. Duerfir mengen ech, datt déi Konditioune wierklech net iwwerdriwwe sinn, well déi e bësse méi héich Konditioune verlaange mer jo am Fong just beim Verstoe vum Lëtzebuergeschen, a mir wëssen, datt eng Sprooch verstoe méi einfach ass, wéi eng Sprooch schwätzen.

Ech sinn also frou, datt d'Majoritéit an der Chamber sech zu dëse Sproochekonditiounen hei ausgeschwat huet. 2001 hu mer fir d'éischte Kéier ënner mengem Impuls iwerhaapt eng Sproochekonditioun an d'Gesetz gesat. Mir sinn an engem Land, wou ganz vill verschidden Nationalitéite wunnen, a wa jiddferee seng eege Sprooch schwätzt, da kann een dat Zesummeliewen net à la longue assuréieren. Hei si Leit, déi eis Nationalitéit wëlle kréien. Mir forcéiere jo keen, se ze huelen. Mir encouragéieren d'Leit, se ze huelen. A wa se se huelen, musse se och kënne mat deenen anere kommunizéieren.

Net jiddferee ka vun dësem Gesetz Gebrauch maachen. Dat ass e wichtege Punkt, op deen ech nach eng Kéier muss hiweisen. Verschidde Riedner hunn och drop higewisen. Et ass evident, datt och d'Ursprongsland muss den Duebelnationalitéitsprinzip akzeptéieren. Déi Lëscht, déi do genannt ginn ass, reflektéiert net all d'Nuancen an de Gesetzgebungen. Et sinn eng Rei Länner, déi erlaben d'duebel Nationalitéit, wann een an hiert Land wunne kënnt, mä net, wann een d'Land verléisst. Et ass also essenziell, datt jiddferee sech bei senger Ambassade oder sengem Konsulat informéiert. Mä dat Gesetz hei gëllt an Zukunft - ech ënnersträichen et nach eng Kéier - fir jiddfereen, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, och wann en d'Ursprongsnationalitéit net wëllt oder net ka behalen.

Et ass evident, datt déi Konditiounen do vu jiddferengem erfëllt ginn, deen hei an d'Schoul gaangen ass, och dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen. Wann een also Kanner vu portugiseschen Immigranten hëlt, fir déi Kategorie ze huelen, well et där ganz vill wäerte sinn, déi dëst Gesetz wäerten an Usproch huelen, déi waren hei an der Schoul, déi schwätze Lëtzebuergesch, déi erfëllen d'Condition de résidence, déi brauche selbstverständlech och keng Tester ze maachen.

Gradesou gëllt - dat wëll ech hei nach eng Kéier soen, well d'Madame Flesch déi Fro opgeworf huet -, datt bei Leit, déi en Handicap hunn, wéi zum Beispill déi hörgeschiedegt sinn, et evident ass, datt mer do keng Konditiounen applizéiere wäerten, déi déi Leit aus evidente Grënn net kënne respektéieren. Där Situatiounen hate mer an der Vergaangenheet, si ware rar, an do hu mer ëmmer dat op eng normal Bon-sens-Aart a Weis gemaach. Dat géif ech respektiv déi, déi no mir déi Fonctioun hunn, och an Zukunft esou maachen.

Dat Gesetz hei ass e Gesetz fir eng erfollegräich, gelongen Integratioun. Ech soen dem honorabelen Här Mosar an de Membere vun der juristescher Kommissioun Merci fir déi exzellent Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Mir hunn a ville Sitzungen eis drëm bekëmmert.

Ech hoffen, datt d'Beamten a mengem Ministère déi relativ sec Virschrëft vun deenen aacht Méint wäerte kënne respektéieren, fir mir d'Décisioun virzeleeën. Ech wëll soen, datt, wann et heiansdo laang gedauert huet, dat awer net nëmmen dem Ministère seng Schold war. Vill Dossiere waren och net komplett.

(Interruption)

Et si Saachen nogefrot ginn, et gouf Tëschenetappen, déi et komplizéiert gemaach hunn. Ech mengen, datt a leschter Zäit déi Délaie scho vill méi kuerz gi sinn. Ech wäert selwer derfir suerge mat menge Beamten, datt dat och an deenen Délaie geet, wéi dat hei virgesinn ass.

Dat Gesetz wäert den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden, wann d'Chamber dat den Owend stëmmt. Ech sinn domat d'accord, fir d'Publikatioun esou ze maachen, wéi dat hei suggéréiert ginn ass. Dat heescht, mir wäerten et direkt awer ënnerschreiwen no der Dispens vum zweete Vote, well mir kënne jo net e Gesetz ënnerschreiwen, wou d'Verfassung nach net geännert ass. Mä d'Publikatioun vum Gesetz wäert virun der Publikatioun vun de Verfassungsbestëmmunge kommen, déi den honorabelen Här Meyers de Mëtteg hei virgestallt huet.

Dëst Gesetz ass net einfach an der Ëmsetzung. Et wäert ganz vill Froen opwerfen. Duerfir wäerte mer och vu muer oder iwwermuer un iwwert de Site vun der Regierung op Internet eng ganz Rei praktesch Informatioune ginn. A vu muer oder iwwermuer u gëtt et och eng gratis Télefonsnummer, den 8002-1000, eng Hotline,…

(Interruption)

Mä dat ass net Lëtzebuerg, Här Bodry.

…wou d'Leit kënnen uruffen an all déi praktesch Froe kënne stellen, en vue vum Akraafttriede vun dësem Gesetz op den 1. Januar 2009.

Wéi gesot, Här President, et ass eng grouss gesellschaftspolitesch Reform. Ech si frou, datt se hei am Parlament eng ganz breet Zoustëmmung fënnt, déi sech net onbedéngt am Vote reflektéiert, mä déi sech a villen Aussoen hei reflektéiert huet. D'Resultat ass dat, wat zielt. Ech mengen, datt mer heimadder e grousst Stéck virukommen zu enger gudder Nationalitéit an enger gudder Integratioun. Dat war eist Zil an dat hu mer erreecht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Ech hat virdrun zwee Amendementer déposéiert an ech hat gesot, mir hätte se nëmmen zu zwee ënnerschriwwen. Wann aner Leit dat wéilte mat ënnerschreiwen, wäre se wëllkomm.

Et wor keng Avalanche vun Zoustëmmung fir déi Amendementer, dofir géif ech lech elo, Här President, déi zwee Amendementer iwwerreeche mat fënnef Ënnerschrëften, deene vum Här Bausch, vum Här Meisch, vum Här Goerens, vum Här Braz a vu mir selwer, esou dass se recevabel sinn.

M. le Président.- Ech hunn net dru gezweifelt, Madame Flesch, dass Der déi Ënnerschrëfte krit. Mir kommen dann och elo direkt zur Décisioun iwwert déi Amendementer, déi fënnef Ënnerschrëften hunn. Mir maachen dat, ier mer zum Vote vum Projet de loi kommen.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement 1, deen d'Madame Flesch déposéiert huet, betreffend den Artikel 6. Mir stëmmen iwwert dësen Amendement of.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 38 Stëmmen, déi dergéint sinn, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 2

Mir stëmmen dann iwwert den Amendement 2 of, betreffend den Artikel 7, Punkt 1, deen d'Madame Flesch agereecht huet.

Vote

Och deen Amendement ass ofgelehnt, Madame Flesch, bei 39 Nee-Stëmmen, 17 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Sauber), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Deen, dee sech enthalen huet, wëllt dee seng Abstentioun motivéieren?

Wann dat net de Fall ass, da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5620 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 21 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank (par M. Marcel Sauber), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Ech denken, Här Mosar, dass mer bei der Motioun 1, déi déposéiert ginn ass, kënne par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

D'Motioun 2 vum Här Jaerling dréit nëmmen eng Ënnerschrëft an ass domat net recevabel. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wollt jiddferengem hei d'Geleeënheet iwerloossen, säin Interessi fir d'Lëtzebuerger Sprooch ënner Beweis ze stellen. A wann ech dann do keng fënnef Ënnerschrëfte kréien, fir zumindest den Dépôt vun där Motioun, da brauch ech näischt méi derzou ze soen, wat fir en Interessi an dësem Parlament fir d'Lëtzebuerger Sprooch besteet. Da brauch ech doriwwer keng Wierder méi ze verléieren.

Ech hoffen also, dass ech vläicht awer déi fënnef Ënnerschrëfte kréien, dass zumindest kann eng Diskussioun driwwer stattfannen.

M. le Président.- Här Jaerling, ech géif lech jo gären hëllefen, mä dat geet leider net. D'Motioun huet keng Ënnerschrëften an ass domat net recevabel a gëtt domadder klasséiert.

(Interruption)

Dat hätt och näischt genotzt, Här Jaerling. Et wier nach ëmmer net duergaangen.

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn nach zwee Punkten um Ordre du jour, déi mer allen zwee evakuéieren an iwwert déi mer och ofstëmmen.

(Interruption)

Et hat jiddfereen den Ordre du jour zougestallt kritt, esou dass jiddferee censéiert ass ze wëssen, wat mer um Ordre du jour hunn. Déi zwee Projeten, déi diskutéiere mer nach an et gëtt och nach iwwert déi zwee Projeten ofgestëmmt. Den Här Haupert huet elo d'Wuert als Rapporteur vum Projet de loi 5698B iwwert d'Aéronefen. Här Haupert, wann ech gelift.

8. 5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëse Projet ass gradesou wichteg wéi dee virdrun, mä den Interessi dobaussen ass manner grouss. Dofir kann en alt méi séier iwwert d'Bühn goen.

De Projet 5698B gesäit eng Adaptatioun vum Gesetz vun 1978 iwwert d'Unerkennung vun de Rechter op de Fligeren an op

verschidde Kategorië vu Fligerdeeler vir. Dës Adaptatioun ass duerch d'Ratifikatioun vun der Convention du Cap, déi de Kolleeg Marc Angel am Fréijoer hei presentéiert huet, noutwendeg ginn. D'Gesetz vun 1978 hat d'Hypothéik vun de Fligeren, déi duerch d'Konventioun vu Genève vun 1948 an d'Liewe geruff gouf, an eis Législatioun hei verankert.

Dës Hypothéik ass e wichtegt Instrument, wat et eiser Fligergesellschaft erlaabt, de Finanzement vun hiren deiere Fligeren iwwerhaapt ze assuréieren. D'Hypothéik op de Fligere gëtt de Kreditgeber, dat heescht de Banken, ähnlech, fir net ze soen, déiselwecht Garantië wéi bei enger Immobilienhypothéik. Dernieft assuréiert se awer och nach d'Mobilitéit vum Fliger, op deem d'Hypothéik berout; wat äusserst wichteg ass, well de Fliger, deen um Buedem immobiliséiert ass an net fléie kann, kengem eppes notzt.

D'Haaptobjektiv vun der Konventioun vum Cap huet dora bestanen, fir der Bank d'Kontinuitéit vun der Exploitatioun vum hypothekéierte Fliger ze assuréieren an esou d'Revenuen, déi doduerch entstinn, net ze beeinträchtegen. D'Konventioun fixéiert eenheetlech Regelen, fir d'Erstellung an d'Aschreiwung vun esou enger Hypothéik, déi bis elo vun deenen eenzelnen nationale Gesetzer bestëmmt goufen an nëmmen tëschent de Staten, déi d'Konventioun vu Genève ënnerschriwwen haten, gegollt hunn.

Eng vun de fundamentalen Neierunge vun der Konventioun vum Cap besteet doranner, datt déi zwou Parteien um Finanzement, dat heescht d'Bank an d'Fluggesellschaft, am Viraus, dat heescht dee Moment, wou de Kredit accordéiert gëtt, eng Défaillance vum Emprunteur kënne virgesinn a Mesurë kënne festleeën, wat mam Fliger geschéie soll, wann de Propriétaire mam Bezuelen net méi nokënnt.

Dëst erlaabt der Bank séier d'Kontroll iwwert den hypothekéierte Fliger ze kréien, dat heescht de Fliger erëm esou schnell wéi méiglech un d'Fléien ze kréien; dat selbstverständlech am Respekt mat den internationale Virschrëften, wat d'Sécuritéit ubelaangt. Staten, déi d'Konventioun vum Cap ënnerschreiwen, si verflicht, der Bank déi néideg Hëllefen ze leeschten, fir datt si hir Rechter, déi se iwwert d'Konventioun an och den additionelle Protokoll kritt hunn, esou séier wéi méiglech kënne geltend maachen.

Et ass e wichtegt Gesetz fir eis national Fluggesellschaften, dat et hinnen erlaabt, an Zukunft d'Uschafe vun hire Fligere méi bëlleg finanzéiert ze kréien, well de Kredit, deen d'Banken hinnen accordéiert, mat besser Garantië versinn ass.

D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport den 3. Juli eenheetlech ugeholl. Si proposéiert selbstverständlech der Chamber dëst Gesetz ze stëmmen esou wéi et virläit. Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Ech si sécher, dass Der mer alleguerte bäiflicht, wa mer dem Här Norbert Haupert Merci soe fir dee Rapport. Et ass net ëmmer e Cadeau, fir bei esou Projete Rapporteur ze spillen. Hie mécht dat ëmmer an hie mécht dat gutt. Dofir gebührt him eise Respekt an eisen Dank.

(Interruption et hilarité)

Huet nach een eppes bäizefügen?

(Négation)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi, deen den Här Haupert eis elo just presentéiert huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5698B ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Sauber), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Second vote constitutionnel iwwert de Pacte logement.

Wie freet d'Wuert zu dësem Projet?

(Interruption)

Selbstverständlech, Här Kox. Wann Dir d'Wuert frot, da kritt Dir dat. Huelt Iech och roueg Zäit, fir dass näischt geschitt.

(Interruptions)

Mä lauschtert emol, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn eng Diskussioun vun dësem Projet virgesinn. Jiddfereen, dee sech zu dësem Projet wëllt zu Wuert mellen, dee soll sech aschreiwen.

Här Kox, et ass esou, dass et geschéngt huet, dass kee sech hei zu Wuert géif mellen, bis Dir Iech gemellt hutt. Wa mer awer elo eng Diskussioun féieren, dann, denken ech, sollt een der Rei no fueren.

Här Kox, et deet mer leed. Mir kënnen och, Här Haupert, wann Der wëllt, den Här Kox fir d'éischt schwätze loossen, well en...

(Interruptions)

Da fuere mer schéin der Rei no. Den Här Rapporteur huet fir d'éischt d'Wuert. Här Haupert, wann ech gelift.

9. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- Second vote constitutionnel

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, am Fong geholl wollt ech net Stellung zu dësem Projet huelen, mä wann d'Diskussioun schonn opgeet, dann erlaabt mer trotzdeem kuerz drop anzegoen.

Also et ass den zweete Vote zu engem Projet de loi, dee mer am Summer hei an enger éischter Lecture ofgestëmmt hunn. Fir de Projet hat am Fong geholl de Statsrot nach, no all deenen Amendementer, déi mer proposéiert hunn, finalement dräi Oppositions formelles virgesinn. Déi éischt war déi, déi d'Virkafsrecht vun de Gemengen an dem Fonds du Logement op deenen Terrainen hunn, déi un de Bauperimeter vun der Gemeng ugrenzen.

Eng zweet huet d'Taxe d'obligation de construire als Alternativ zur Expropriatioun bedeit an eng drëtt war déi, datt de Stat amplaz vun de Gemenge kéint Expropriatiounen, am Fall vun enger Obligation de construire, virhuelen.

Mir haten an der Chamberskommissioun am Rapport versicht, mat deenen néidegen Argumenter déi Oppositioune vum Statsrot - oder wéinstens d'Meenung vum Statsrot - kënnen ze änneren. De Statsrot huet awer, a senger Décisioun vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel, déi Dispens net ginn, wat säi Recht ass, an duerfir musse mer haut eng zweete Kéier heiriwwer ofstëmmen.

Ech wier frou, wa mer kéinten dee Projet an der zweeter Lecture esou ofstëmmen, wéi mer en an der éischter Lecture virgeholl hunn, an ech bréngen och heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Berger. Ech wëll Iech soen, dass mat deene Wuertmeldungen, déi ech bis elo hunn, d'Debatt sech ongeféier iwwer eng Stonn hinzéie wäert, fir dass jiddferee sech kann ariichten. Den Här Berger huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun iwwer dräi Méint hu mer jo schonns eng Kéier hei an der Chamber iwwert de virleiende Projet, de sougenannten „Pacte logement" debattéiert an ofgestëmmt. Well awer deemools d'Majoritéitsparteien, d'CSV an d'LSAP, iwwert d'Bedenke vum Statsrot ewechgaang waren an och déi verschidden Oppositions formelles vun der héijer Kierperschaft ignoréiert haten, musse mer haut nach eng Kéier iwwert den Text befannen.

Ech verstinn, datt d'Leit presséiert sinn, mä ech fannen, datt et awer e wichtege Sujet ass, besonnesch wann ee muss en zweete Vote huelen, a mer eis also dann Zäit sollen huelen, fir nach eng Kéier hei iwwert deen Text an aller Serenitéit kënnen ze debattéieren.

Une voix.- Très bien.

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Regierung an d'Majoritéitsparteie kruten also Bedenkzäit, mä dat huet awer näischt gehollef, well jo kee Jota um Text geännert ginn ass. D'Positioun vun der Regierung huet net geännert an där leschter Zäit an et wäert Iech net wonneren, datt d'DP also och net hir Meenung geännert huet zu deem Text.

Ouni am Detail op all Awänn a Remarquen zum Text anzegoen, wëll ech nach eng Kéier e puer wesentlech Punkten ervirsträichen. Interessant ass et awer och, an dat ass dann aktuell, fir e Bléck ze werfen op d'Situatioun um Terrain, fir ze kucken, wat fir eng Evolutioun mer dann elo an deene leschte Méint och ouni Pacte logement konnte feststellen.

Et ass ganz interessant, gëschter an der Chamberskommissioun vun de Classes moyennes hate mer en Austausch mat Leit vum Observatoire de l'Habitat, déi déi lescht Entwécklungen um Terrain kommentéiert a chiffréiert hunn. Eng Feststellung, déi ee ka maachen: Mir hunn effektiv eng Stabilisatioun vun de Präisser säit e puer Méint.

Et kéint een och soen, et huet een eng manner grouss Progressioun vun der Deierecht. Am Vergläich mam Virjoer hu mer awer nach +5% Deierecht bei Appartementer, +3% Deierecht bei den Haiser. Dat am Vergläich mat dem Virjoer; ech beruffe mech op déi Zuelen, déi mer gëschter an der Kommissioun gesot kruten.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Och interessant, den Här Minister Boden hat an engem Face à face op RTL - ech mengen et war den 10. oder 11. Juni - gesot, déi liicht Präisstabilisatioun, dat wier schonn den éischten Effet vum Pacte logement. Dat kann een also och nolauschteren an den RTL-Archiven.

Ech fannen dat zimlech bosseg, well de Pacte logement war an ass jo och de Moment nach net gestëmmt, an do hat dann den Här Boden wahrscheinlech sech a Wonschdenke geübt.

Ech interpretéieren déi Zuelen awer anescht wéi den Här Boden. Virun allem, schéngt et mer, si se en Effet vun der ofhuelender Kafkraaft vun den eenzelne Bierger a Stéit hei zu Lëtzebuerg. Well en anere Constat, deen ee parallell ka maachen, dat ass, obwuel d'Haiser manner progresséieren an der Deierecht, datt der awer net méi verkaaft ginn. Au contraire, de Verkaf vun den Haiser geet zréck.

Et kéint ee jo soen, dat ass well elo jiddfereen da seng Wunneng huet. Dat ass awer och net de Fall, well op där anerer Säit stellt ee fest, datt d'Locatiounen amgaang si ganz staark zouzehuelen. D'Leit hei am Land sichen also ëmmer nach eng Plaz fir ze wunnen an trotz enger Präisstabilisatioun sti vill Familljen, besonnesch an der Mëttelschicht, déi jo och ëmmer méi mat hirer ofhuelender Kafkraaft an d'Quëtsch kommen, viru grousse Problemer sech en Eegenheem kënnen ze leeschten.

Sécherlech kommen och elo nach an de leschte Wochen an Deeg déi Schwieregkeeten derbäi, datt et och wahrscheinlech méi schwéier gëtt e Prêt ze kréien, fir wann ee sech wëllt en Eegenheem uschafen.

Oder mir hunn dann deen Effet, datt d'Leit an d'Grenzregioune vun den Nopeschlänner regelrecht auswanderen. An Däitschland hu mer jo do déi Kolonien op där anerer Säit vun der Musel, do wou d'Brécke sinn. Et ass och interessant, gëschter an der Kommissioun krute mer Auskunft iwwert d'Zuel vun deene Leit, déi an d'Nopeschregioune ginn.

Ech hat nach am Juni, bei dem éischte Vote, vun enger Zuel vu 7.000 Leit geschwat - Lëtzebuerger -, déi anscheinend am Ausland géife wunnen. Awer gëschter krute mer gesot, datt dat vun 2001 u bis 2008 12.000 Persoune wieren. Ech louch also do wäit drënner, wat ech mat menge 7.000 avancéiert hat.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Et muss een och berücksichtegen, datt ëmmer méi Jonker méi laang doheem bleiwen, well se eben net déi néideg Mënz hunn, fir sech kënnen eng Wunneng unzeschafen.

(Interruption)

Ech hat gesot, och am Juni, datt de Pacte logement, esou wéi e virläit, keng adequat Äntwert ass op d'Versoe vum Premier a senger Regierung - „d'Versoe vum Premier": deen Term hat hie selwer gesot. Här Clement, esou hat de Premier selwer déi Situatioun duergestallt.

Bon, net nëmmen dat. De Projet riskéiert eng Rei juristesch a verfassungsrechtlech Problemer ze schafen, déi herno mussen d'Geriichter tranchéieren. Déi Plainte, déi jo elo bei der Kommissioun zu Bréissel agereecht ginn ass, gëtt do schonn en éischte Virgeschmaach.

Den Här Boden huet e Gesetzestext ausgeschafft, wou de Statsrot, Juristen an eng Rei Experten aus deene verschiddensten Domäner all zu enger Konklusioun kommen: Mat dësem Text wäerte mer net haut, an och net an Zukunft, méi schnell an och net méi bëlleg hei am Land bauen. Hei huet d'Regierung, dat muss ee ganz kloer soen, an esou engem wichtegen Dossier versot. Déi Hällewull vu Kritiken a pertinenten Oppositions formelles, déi zu deem Text erakomm sinn, hate jo genuch gesot.

Ee Punkt, dee ganz vill diskutéiert gouf am Projet de loi, ass dee vum staatlechen a kommunalen Agréff an de Wunnengsmaart. Mir sinn net iwwerzeegt, als DP, datt de Stat méi bëlleg a méi schnell ka bauen. Bei öffentleche Gebaier, zum Beispill Schoulen an aner Gebaier, gesi mer dat ëmmer erëm, datt dat oft fënnef, sechs a méi Joren an Usproch hëlt, an och zu Lëtzebuerg kann d'Spill vun der Offer an der Demande nun emol net ausser Kraaft gesat ginn, wéi mer dat an de leschte Statistike jo och gesinn hunn.

Wann also d'Gemengen als Promoteur optrieden, mussen alleguerten d'Décisiounen duerch de Gemengerot a vum Innenministère approuvéiert ginn. Ech hat och schonn am Juni gesot, datt vun der Ënnerzeechnung vum Pacte logement bis zum Schlësseliwwerreeche wäerten alt bis zu aacht

Joer oder méi vergoen. An där Zäit muss sech de Gemengerot - ech hat deemools dem Här Chamberspresident d'Lëscht eragi mat deenen eenzelnen Etappen - 14 Mol mat dem Dossier befaassen, a vun der Säit vum Innenministère si 36 Genehmegungen noutwendeg. Wien dat net wëllt gleewen, dee kann dat nokucken. Ech huelen un, Madame Presidentin, datt dat nach hei iergendwou wäert an den Archive vun der Chamber klasséiert sinn.

Et ass och erstaunlech, datt op eemol dann den Innenminister respektiv d'Regierung d'Gemengen als Promoteur gesäit, well bis elo ganz oft d'Initiative fir méi geschäftlech Autonomie, zum Beispill als Exploitant vun erneierbaren Energien, ëmmer haaptsächlech vum Innenministère ofgeblockt gi sinn. Dernieft muss een dann och, wann ee wëllt méi schnell bauen, onbedéngt d'Flächennotzungsgesetz vun 2004 reformëieren, fir eben déi Prozedursdauere verréngeren ze kënnen. Och hei huet d'Regierung hir Aufgaben net gemaach.

Insgesamt stelle mer fest, an dat huet jo och nach viru kuerzem den Handwierkerverband gesot, datt mer hei zu Lëtzebuerg einfach ze laang Prozeduren hunn, an datt dat sécherlech och am ganze Secteur vum Immobilier en Hënnernis ass.

Wann de Stat an d'Gemengen als neien Acteur op de Marché kommen, gëtt de Bauterrain hei zu Lëtzebuerg och net méi bëlleg. Mat der öffentlecher Hand kënnt en zousätzlechen Acteur op de Marché, deen d'Demande dann nach an d'Luucht dreift. Ech wëll betounen, datt, och wa mer gëschter Statistike kruten iwwert d'Präisser vun den Haiser an Appartementer, keng Donnéeë virgeluecht gi konnten iwwert d'Präisser vun den Terrainen. Bei den Terrainen ass et op alle Fall esou, datt do d'Präisser nach ëmmer ganz héich sinn. Wann elo nach en zousätzlechen Interessent, en zousätzleche Keefer, de Stat oder d'Gemengen, optrieden um Marché, dann ass et jo normal, datt de Produit wäert méi deier ginn, datt d'Präisser an d'Luucht ginn. Ech hat dat am Juni „basic economy" genannt.

Den Här Boden hat am Juni gefrot, wat mir da géifen am Géigesaz proposéieren. Mir hunn - an ech ginn elo hei net op all déi Punkten an - ënner anerem an eisem Famillejepabeier stoen, datt mer derfir sinn, de Familljen hei zu Lëtzebuerg méi konsequent beim Kaf vun enger Wunneng ze hëllefen an ze kucken, datt se méi bëlleg dorunner kommen. Duerfir hu mer e Wunngeld fir Familljen hei zu Lëtzebuerg proposéiert. Esou eng Leeschtung, mir hunn dat vun Experten iwwerpréiwe gelooss, wier net exportabel, déi géif all deenen hei am Land zeguttkommen, déi Kanner hunn an déi hei wëlle wunnen a bauen. Doriwwer eraus kënnt een dann déi Hëllefen och méi selektiv staffelen an och sozial ausriichten.

Verschidde Mesuren, déi de Pacte logement virgesäit, sinn net konform zur Constitutioun. Ech zielen dann nach eng Kéier schnell e puer op, déi wichtegst: D'Virkafsrecht fir d'Gemengen, de Stat an de Fonds du logement verstéisst géint den éischte Protokoll vun der europäescher Convention des droits de l'Homme souwéi géint den Artikel 16 vun eiser Verfassung, deen den Droit de propriété regelt. Doriwwer eraus muss ee sech och nach froen, ob, wann d'Gemengen dat Virkafsrecht hunn, se déi néideg finanziell Ressourcen hunn, fir esou e Recht kënnen auszeüben.

D'Juriste weisen dann och nach op eng aner Schwieregkeet hin, an zwar op d'Dispositioun, déi virgesäit, datt de Projet vun engem Promoteur vun enger gewëssener Gréisst u muss 10% Sozialwunnengen enthalen. Dat verstéisst géint den Artikel 10bis, 11 a 16 vun eiser Verfassung souwéi géint den éischten Artikel vum Premier Protocole. Doriwwer eraus muss ee sech och froen - wa Privatprojete soziale Wunnengsbau beinhalte mussen -, wéi dat geregelt ass par rapport zu der Situatioun vum Fonds du logement zum Beispill. Kréie se déiselwecht Hëllefe respektiv kënne se do och op déiselwecht Subside vum Stat zréckgräifen, oder si se do benodeelegt an et gëtt fir si quasi eng Zort vu Concurrence déloyale?

Dann ass do nach déi steierlech Begënschtegung vun de Plus-valuë beim Verkaf vun Terrainen un d'öffentlech Hand, déi géint den Artikel 10bis vun eiser Constitutioun verstéisst. De Statsrot huet sech a sengem Avis jo och formell dergéint ausgeschwat, dee Prinzip bäizebehalen, wouno d'Plusvaluen, déi ee beim Verkaf vun engem Terrain oder engem Haus un de Stat realiséiert, steierfräi sinn, beim Verkaf un e Particulier oder Gesellschaften awer net. D'Regierung geet also geziilt an eng Richtung vun enger manifester Atteinte un de Prinzip vun der Egalitéit virun de Steiergesetzer. Et wäert also sinn, wéi esou oft, datt de Pacte logement herno wäert vun de Geriichter a seng Grenze verwise ginn.

E weidere Punkt, dee vill Froen opwerft, ass dee vun de Subventioune fir d'Gemengen, déi e Pacte logement ënnerschreiwen. Falls ee Subventiounen un d'Gemenge gëtt, si mer der Meenung, datt een dat muss no Kritäre maachen, déi eng Gemeng erfëllt, an net nëmme well eng Gemeng eng Konventioun ënnerschriwwen huet. Hei versicht de Stat jo och nees eng Kéier eng Emprise op d'Gemengen ze kréien oder seng Emprise op d'Gemengen auszebauen, wat net konform zum Artikel 99 vun der Verfassung ass. Mir sinn éischter der Meenung, datt, wann d'Gemenge méi Subventioune vum Stat kréien, se méi ofhängeg vum Zentralstat ginn. Dat ass awer net déi Aart a Weis vu Politik, déi eise Virstellungen entsprécht, wéi een d'Land ze verwalten huet.

Mir wëlle staark Gemengen, déi hir eegen Initiativen ergräife kënnen, an duerfir sollt een éischter iwwerleeën, déi Suen ze benotzen, fir eng Reform vun de Gemengefinanzen an Ugréff ze huelen. Mir sinn och dergéint, datt et de Gemenge soll iwwerlooss bleiwen, eng Steier op net bebautem Terrain oder net bewunnte Wunnengen ze erhiewen. De Statsrot huet jo och a sengem Avis drop higewisen, datt dës Mesure eng Violatioun vum Prinzip vun der Autonomie communale ass, mä, wéi gesot, d'Regierung hält trotzdeem och un deenen Dispositioune fest.

E lescht Wuert nach zu deem manner juristeschen, mä méi konzeptuellen Aspekt vun deem ganzen Text. Do wéilt ech nach eng Kéier op den Avis vum Dokter Ewringmann zréckkommen, dee monéiert huet, datt ee misst vill méi geziilt ausgewielte Projete finanzéieren, an datt dat misst besser op den IVL ofgestëmmt ginn, well soss den Effet virun allem doranner géif bestoen, datt d'Perimetere géifen ausgeweit ginn, wat net am Sënn vun der Nohaltegkeet a vun enger rationeller Notzung vum Buedem wier. Dat ass eppes, wat an eisen Aen och ganz wichteg ass, datt mer do sollten e Gesamtkonzept hunn.

Wéi hänkt dat Ganzt zesumme mam IVL? Dat ass jo dee berühmtene Pabeiertiger, wéi den Här Halsdorf gesot hat, dee jo awer nach ëmmer, souwäit ech dat feststelle kann, net vun der Regierung a Fro gestallt ass. Wéi agencéiert sech dee ganzen Text mat dem Plan sectoriel logement, wou den Här Halsdorf nach ëmmer kee Plang virgeluecht huet?

Madame Presidentin, ech maachen et kuerz, ech wëll just op déi aner Argumenter verweisen, déi ech och am Juni a menger Ried méi ausféierlech duergeluecht hunn. Am Résumé bleift dëse Projet de loi e Fléckwierk, wou dat Zesummespill tëschent Ekologie, Ekonomie a Soziales, also d'Nohaltegkeet net zum Droe kënnt.

Madame Presidentin, mir si weiderhin der Meenung, datt dëse Projet net effizient, net nohalteg ass. Baue gëtt mam Pacte logement, esou wéi en hei virläit, net méi bëlleg an et gëtt och hei zu Lëtzebuerg net méi schnell doduerjer gebaut, an d'Leit kommen net méi schnell zu Wunnengen.

Den Text, deen d'Regierung virgeluecht huet, werft dernieft ganz pertinent rechtlech Froen op, déi nei Problemer wäerte mat sech bréngen, déi an Zukunft dann erëm musse vun de Geriichter tranchéiert ginn. Et wäert Iech also net verwonneren, datt mir och dës Versioun vum Pacte logement, déi déiselwecht ass wéi am Juni, net wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Spautz ageschriwwen.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech huet un den Donnéeën näischt changéiert, awer och absolut näischt changéiert vun deem, wat mer viru véier Méint diskutéiert a gestëmmt hunn. Also, ech hunn elo eigentlech keng nei Erkenntnis an deem héieren, wat de Vertrieder vun der DP gesot huet.

Fir mech gëtt et zwou Saachen, déi wesentlech changéiert hunn, vun deenen ech awer denken, dass kee Mënsch hei am Sall se sech esou konnt virstellen. Dat Éischt ass awer schonn déi zimlech Onverfruerenheet an dee Culot, deen ee muss hunn, fir zu Bréissel anonym - anonym! - eng Plainte ze maachen.

Ech hu viru véier Méint gesot, et wäerten nach eng Rei Lobbyisten hei fatzeg géint dee Pacte logement Stuerm lafen. Ech hat gesot, dass och mir als LSAP gäre gehat hätten, a verschiddene Punkte kënne weiderzegoen, wat awer elo net de Fall ass, an dass eng ganz Rei Lobbyisten, anerer awer, géifen nach ganz massiv dru schaffe bis zum zweete Vote, fir kënne verschidde Saache verhënnert ze kréien. Dass et esou wäit géif goen an dass déi hir Fratz esou géife weisen, dat heescht, andeem se hir Fratz net weisen...

(Interruption)

...an anonym - anonym! - eng Plainte maachen, dat ass scho wierklech e ganz staarkt Stéck!

(Interruptions)

Gëschter ass an der Kommissioun schonn eng Kéier gesot ginn,...

(Interruptions diverses)

Gëschter ass schonn eng Kéier an der Kommissioun doriwwer eppes gesot ginn. Här Henckes, Dir kënnt deenen dat da soen, déi déi Plainte gemaach hunn, wat hei geschwat ginn ass a gëschter geschwat ginn ass an der Kommissioun. Also, et ass e staarkt Stéck, fir sech net ze weisen an anonym Stuerm ze lafen.

Den zweete Punkt, deen ech awer - an ech denken och eng ganz Rei Leit - méi wichteg fannen, oder wat den neie Moment ass elo beim zweete Vote vum Pacte logement, dat ass dat, wat eis zënter enger Woch oder 14 Deeg wierklech an Otem hält, dat ass d'Finanzkris.

Dovunner wäerte mer Auswierkungen hunn op dat, wat elo gestëmmt gëtt, op de Wunnengsmaart, net eleng op de Pacte logement, awer op dat, wat um Wunnengsmaart hei leeft. Ech denken, do wäerten eng ganz Rei Saachen op eis zoukommen, wou mer musse soen, do musse parallell elo scho Mesurë geholl ginn, fir an eng Richtung ze goen, fir dat kënnen opzefänken.

Et wäerte Leit herno déi Präisser net méi kënne bezuelen, déi gefrot ginn, respektiv net méi op de Banke Geld geléint kréien, an et wäert och eppes passéieren, wou mer ëmmer virdru gewarnt hunn, parallell zu deene Mesuren, déi elo a Kraaft trieden, wéi dat och zum Beispill beim Mietsgesetz an och elo beim Pacte logement war: Mir musse vill méi an de Locatif eragoen, kucken, Mietwunnengen zu abordabele Präisser ze kréien, fir Leit opzefänken, déi an Zukunft wäerte ganz staark Problemer kréien.

Dat si fir mech déi zwee nei Momenter: d'Finanzkris an dat falscht Spill, wat gedriwwe ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach wie vor ass et esou, dass eis Partei dëse Pacte logement wäert stëmmen, och, wéi ech gesot hu viru véier Méint, mat schwéierem Häerz. Trotzdeem ass et eng Mesure, a mir wäerte mathëllefen, anerer ze entwéckelen, fir dass et net zu der absoluter Kris och hei um Wunnengsmaart kënnt, esou wéi mer se elo kennen an de Finanzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Den honorabelen Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wäert probéieren, mech kuerzzefaassen an awer just op dee wesentleche Punkt nach eng Kéier zréckkommen, firwat mir dëse Pakt wëllen oflehnen.

Wéi Der wësst, ass virun enger gudder Woch oder zéng Deeg um Kierchbierg d'Semaine du logement ageweit ginn, wat a sech eng ganz flott Saach ass - dat soll een och emol eng Kéier ervirsträichen. Dat si jo och positiv Elementer, déi do lafen, well et kritt een eng Abberzuel vu gudden Informatiounen do.

Wat mech awer e bëssen iwwerrascht huet, dat ass d'Konklusioun oder d'Ausso vum Här Minister bei der Ouverturesried, zum Beispill: „D'Lag um Wunnengsmarché huet sech berouegt: D'Moossname vun der Regierung hu Wierkung gewisen, esou datt d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg och an der Zukunft fir jiddfereen erschwénglech bleift." An nach e weidere Punkt: „De Pacte logement huet derzou bäigedroen, datt eng Abberzuel vu Wunnengsobjekter de Wee op de Maart zréckfonnt hunn."

(Interruption)

Tipptopp, mir brauchen also dëst Gesetz guer net méi ze stëmmen, well schonn d'Ukënnegung eleng vum Gesetz Angscht a Schrecken ënnert de Promoteuren ausgeléist huet, eng Angscht, déi dozou gefouert huet, dass d'Offer um Marché neierdéngs méi grouss ass wéi d'Demande.

Ech muss Iech awer enttäuschen: Déi Freed kënne mir awer net esou direkt mat Iech deelen. Net dass mir eppes dergéint hätten, dass d'Präisser elo endlech erofginn. Mä dat eleng op d'Aarbecht vun der Regierung zréckzeféieren, schéngt mer awer e staarkt Stéck ze sinn.

De Marché huet sech säit 2004 staark verännert. Mir sinn u sech net méi am selwechten Zeenario, wéi wéi éischt Diskussiounen ëm de Pakt ugefaangen hunn. Villes huet sech säitdeem geännert, vun der momentaner Finanzkris - et ass virdru gesot ginn - an der Gefor vun engem Iwwerschwappen op d'Realekonomie emol guer net ze schwätzen. Eng Finanzkris, déi sécherlech och hei zu Lëtzebuerg Auswierkungen op de Wunnengsmarché wäert hunn.

Säit 2004 huet d'Unzuel vun de Bauautorisatioune Joer fir Joer stänneg zougeholl. D'Resultater vun deene Bauautorisatioune si schwaarz op wäiss an de rezente Publikatioune vum Observatoire de l'Habitat nozeliesen. D'Präisser ginn effektiv bei der Vente vun den Haiser an och vun den Appartementer säit dem éischten Trimester 2008 lues awer sécher erof, ëm de Schnëtt vun 3%. Ze hoffen ass, dass dat och en dauernde Prozess wäert bleiwen.

Et stellt sech d'Fro, wien dann elo responsabel ass fir d'Autorisatioune vun den Haiser auszestellen, de Stat oder d'Gemengen? Et sinn natierlech d'Gemengen, déi d'Autorisatiounen ausgestallt hunn. Si waren déi, déi grouss Effortë gemaach hunn, fir zu dëser Entwécklung bäizedroen.

Wann Dir et vläicht net wëllt soen, ma da soen ech et fir Iech, nämlech e Merci u sämtlech Gemenge vu kleng bis grouss, IVL-konform oder net IVL-konform. Dir hutt derzou bäigedroen, dass endlech eng Entspanung um Wunnengsmarché festzestellen ass.

D'Gemengen hu kee Pakt mat dem Stat gebraucht. D'Gemengen hu keng Sue gebraucht, fir d'Autorisatiounen auszestellen. D'Gemengen hunn aus fräie Stécker all déi Jore scho Bauprojeten autoriséiert. Wat éischter vun de Gemenge gebraucht gi wär, wär eng staatlech Hand, fir ze hëllefen, statt engem staatleche Fanger, fir unzekloen.

Firwat - nach eng Kéier kuerz - mer haaptsächlech dëse Projet oflehnen: Mir fannen et nach ëmmer falsch, datt hei de Stat probéiert, sech mat Geld aus der Wunnengspolitik fräizekafen an dobäi déi ganz Verantwortung op d'Gemengen ofzewälzen. Geld, wat an eisen Aen an déi falsch Richtung wäert fléissen an d'Feelentwécklung vun de leschte Jore souguer nach zementéiere wäert.

Dëst Gesetz féiert just zu méi groussen Onzefriddenheete bei de Gemengenautoritéiten. Besonnesch kleng Landgemenge wäerte probéieren, och un déi Suen ze kommen. Et kann een hinnen dat emol guer net verdenken, wëssend, dass jo stänneg nei Aufgabe vum Stat op d'Gemengen ofgewälzt ginn. Fir déi Suen awer vum Pakt ze kréien, musse si mindestens 30 nei Awunner am Joer ophuelen. Dëst bedeit bei enger Gemeng vun 1.000 Awunner e Wuesstum vun 3% pro Joer. Op d'laang Siicht kann dat nëmmen zu engem onkoordinéierte Wuesstum vun de Landgemenge féieren, besonnesch wa gewosst ass, dass grad am ländlech Raum de meeschte Bauterrain nach ze fannen ass.

Wann een dann nach héiert, dass vum Intérieursministère och nach éischter an dëse Landgemengen op Eefamilljenhaiser gesat gëtt, kann ee sech liicht ausmolen, wéi de Flächeverbrauch weiderhin an d'Luucht wäert goen. Dëst ka jo awer net am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung sinn.

Aner Gemengen, déi duerch natierlech Gegebenheete vun hirem Terrain, vun hirer Topographie, vun hirer Geographie net d'Méiglechkeet hunn, ze wuessen, ginn eidel aus. Dee Frust konnt ee jo scho bei munchen Zeitungsartikele vu Gemengerotsberichter, wou et iwwert de Pacte logement goung, noliesen.

Aner Gemengen erëm mussen, fir un de Genoss vun deene Suen ze kommen, spezifesch Taxen aféieren. Taxen, déi wuel hir Berechtegung hunn, déi mir jo och scho laang matgefuerdert hunn, wéi déi op Baulücken oder och vun eidel stehenden Haiser, déi awer net an all Gemeng agefouert musse ginn. Esou kënnt et, dass déi eng Gemeng

ouni Taxen un de Genoss vun de Sue kënnt an déi aner dergéint déi Taxen natierlech muss aféieren.

Mir hunn do vun deenen 117, mëttlerweil 116 Gemenge bestëmmt och herno, wa se all ënnerschreiwen, ënnerschiddlech Konventiounen.

Wéi a wien décidéiert, ob déi Konventioun dann elo richteg agehale gëtt? Wéi ass et mat der Transparenz vun dëser Entscheedung, déi an eisen Aen op vill ze vill subjektive Kritäre berout? Et ass dëst, wat ech hei nach eng Kéier wollt ënnersträichen. Mir hätten et léiwer gesinn, dass déi Suen an eng staatlech Wunnengsbaugesellschaft komm wären, déi am Numm vun de Gemengen Terrainen dofir opkeeft. Well et kann net sinn, dass d'Gemeng Punkt fir Punkt eenzel Projeten opkeeft oder Terrainen opkeeft ouni de landesplanneresche Kritären ze entspriechen.

Duerfir zum Schluss nach eng Kéier: Gitt lech e Ruck, stëmmt d'Gesetz net an iwwerleet lech nach eng Kéier landesplanneresch Kritären anzeféieren, fir eng gutt an nohalteg Politik hei auszeféieren!

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer déi leschte Kéier iwwert dëst Gesetz debattéiert hunn, hunn ech gesot, datt ech dem Här Logementsminister géif félicitéieren, well hien et fäerdeg bruecht huet, dat schlechteste Gesetz vun dëser ganzer Legislatur ze déposéieren.

Et ass dat Gesetz, wat effektiv net de Wunnengsbau méi bëlleg a méi attraktiv mécht, mä méi deier. Alles ass hei an dësem Gesetz gemaach, fir de Wunnengsbau méi deier ze maachen deen Ablack, wou et a Kraaft trëtt. Woufir? Ma well mer scho wëssen, datt mer ganz laang Prozeduren hunn, fir zum Beispill e PAP genehmegt ze kréien. Theoretesch sinn et sechs Méint, mä praktesch gesäit een oft, datt dat fënnef a sechs Joer an der Moyenne dauert, deen Ablack, wou de PAP e bësse méi grouss ass.

Do hat ech mer erwaart, datt d'Regierung géif Akzenter setzen, fir e bësse méi Leit anzestellen, fir ze kucke fir d'Prozeduren ze vereinfachen, datt deen, deen an en Terrain investéiert, well e wëllt bauen, deen Ablack net jorelaang muss mat senger Investitioun, senge Sue waarden, well et einfach administrativ net virugeet. An elo kréie mer nach méi Formalismus an dat Ganzt mat eran. Dëst Gesetz gëtt also just nuren en Trend, fir de Wunnengsbau méi deier ze maachen.

Den Här Minister - ech weess dat - huet ëmmer eng gutt Excuse. Hie seet: Dat war ënnert der viregter Regierung déi béiss DP, déi ons dat doten octroyéiert huet. Dat ass net onbedéngt…

(Interruption)

Et war eng Kommissioun heibannen, déi dat déi leschte Kéier majoritär guttgeheescht huet, an de Minister muss dat elo ausféieren.

(Interruption)

Dat mag och nach sinn, mä d'Resultat ass awer net gutt. A wann ee gesäit,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hat erëm eng gutt Influenz.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …wat dobäi erauskënnt, da gesäit een, datt dat heiten e schlecht Gesetz ass, wat net nuren näischt zum Wunnengsbau bäidréit, fir e méi bëlleg ze maachen, mä wat zum Problem, fir méi Sozialwunnengen a méi Mietwunnengen ze kréien, wat d'Aufgab vum Stat ass, näischt Wesentleches bäidréit. Och do ass effektiv e Manktum do.

Da muss ee festhalen, datt mer elo nach déi juristesch Schwieregkeeten, op déi mer bei der leschter Debatt higewisen haten, direkt illustréiert kréien duerch déi Plainte, déi net anonym ass; bei där also ganz identifizéiert ass, wien et war. D'Commission européenne weess dat.

(Interruption)

Dat Eenzegt, wat ass, dat ass, wann Der am Formulaire kuckt, deen et dofir gëtt, do steet dran: « tes-vous autorisé à dévoiler l'identité?» Et ass deen Ablack net anonym. Dat heescht, eng anonym Plainte ass et net.

Dat, wat à la base ass, ass eng Violatioun vun den Artikele 86, 87 an 88 vum Traité de Rome. Et geet notamment ëm eng etlech Artikelen aus dem Gesetz vum Pacte logement, an zwar déi Artikelen 30-5, 31-6, 30-2.1, 30-2.2 an 3, Alinea 6. Dat sinn déi Texter, wou effektiv eng Violatioun oder eng Contradictioun besteet mat den Dispositioune vum Traité de Rome an och mat deenen Décisiounen, déi d'Europäesch Kommissioun a ganz ville Fäll scho geholl huet, notamment wat déi Hëllefen an déi indirekt Hëllefe bei dem Droit de préemption ugeet. Do si schonn ähnlech Condamnatioune virgeholl ginn.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dat ass wierklech egal wat! Dir sot egal wat!

(Brouhaha général, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, ech hunn lech als Riedner ageschriwwen.

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dir sot egal wat!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister Boden, Dir verwiesselt mech mam Här Bettel. Mä ech wëll just nuren eppes soen,…

(Hilarité et brouhaha)

…dat ass, datt déi Décisiounen… Ech wäert mer erlaben, Här Minister, lech e klengen Avis juridique zoukommen ze loossen.

Une voix.- Aaahhh!

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Hei hunn ech nämlech eng ganz labber Zuel vun ongeféier 15 Décisiounen, déi an déi Richtung ginn. Dat ass d'Typologie des aides illicites au titre de l'article 87 vum Traité. Do steet dran: «Aide aux investissements concernant l'achat d'un terrain et construction d'un bâtiment». Do gëtt et där Saachen nach e puer, esou datt et héchstwahrscheinlech…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här Henckes, hutt Der och schonn eng Kéier de Logement social gekuckt?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu gekuckt. Et ass kloer: Deen Ablack, wou et ëm de Logement social geet, ass et richteg, datt däerf subsidiéiert a gehollef ginn.

(Interruption)

Mä nure fir de Logement social an nure fir d'Mietwunnengen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dat ass och net richteg.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä deen Ablack, wou Der higitt an Dir élargéiert op eng Kéier de Champ d'application aus enger Entreprise publique, esou datt et op munch Aart, dat heescht, datt et en fait d'selwecht ass wéi iergendee private Promoteur, wou hien déiselwecht Missioune kritt, da geet et net méi.

Et wäerten och, Här Minister, souwisou mat dësem Gesetz nach Schwieregkeete kommen, wann dat Gesetz, wat d'Regierung déposéiert huet iwwert d'Marchés publics, hei an der Chamber gestëmmt gëtt. Well do steet dran, datt all Kéiers wann eng Privatentreprise oder en öffentlechen Träger 50% oder méi Subside kritt fir iergendeppes, da muss se iwwert de Wee vum Marché public virgoen, fir déi Aarbechte kënnen ze maachen. Dat ass och eppes, wat nei ass.

Elo wäert Der mer soen: Da maachen ech et mat 49%. Dat ass elo eng aner Geschicht. Mä et gesäit een, datt een op jidde Fall mat dësem Gesetz net weiderkënnt. Et si vill juristesch Schwieregkeeten, ofgesinn och nach elo hei, wat den Traité de Rome ugeet. Mä mir wëssen, datt et viraussiichtlech och nach wäert zu Prozesser kommen, wat d'Verfassung ugeet, well och do Contradictioune sinn a Privileger festgehale ginn, déi géint ons Verfassung verstoussen. On n'est pas sorti de l'auberge. Dofir géif ech mengen, datt een op jidde Fall esou engem schlechte Gesetz nuren eng Äntwert ka ginn: Neen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Är ganz Fraktioun ass fort. Et huet keen et gepackt vun Ärer ganzer Fraktioun, Här Henckes.

M. le Président.- Elo huet fir d'éischt den Här Jaerling d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wann Der d'Aarbechtsfraktioun gesitt, da si mer an de Proportioune gläich.

M. le Président.- Elo huet fir d'éischt den Här Jaerling d'Wuert an duerno den Här Bettel. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir wësst dach näischt am Rechnen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, hei ass ee vun deene Momenter, wou ee sech ka freeën, dass wierklech d'Riedezäit begrenzt ass.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass et um Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hu schonn alles gesot.

M. le Président.- Ech hat gemengt, Dir hätt lech wëllen als Riedner hei aschreiwen, well Der lech esou dacks zu Wuert gemellt hat. Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versichen et esou kuerz wéi méiglech ze maachen.

Éischtens emol wëll ech festhalen a soen an nach eng Kéier ënnersträichen, wat anerer och schonn emol gemaach hunn, datt d'Pacte-logements-Gesetz eng couragéiert Äntwert ass op de Wunnengsbauproblem hei am Land.

(Interruption)

Beim éischte Vote hat ech jo gesot, et wier e Pakt vun der Hoffnung fir déi Leit, déi sech en Eegenheem wëllen uschafen. Woufir? Ma éischtens emol ass et virgesinn, datt d'Offer soll vergréissert ginn duerch d'Konventioune mat Gemengen. Gemengen, déi sech engagéieren an där Konventioun, fir Efforten ze maachen, eng aktiv Wunnengsbaupolitik ze maachen, fir méi ze wuessen, wéi normal.

Jiddfereen ass mat där Konventioun averstanen, just DÉI GRÉNG net. Ech kommen och nach eng Kéier dorobber zréck.

D'Zil ass nämlech, fir 3.000 Wunnenge pro Joer kënnen ze bauen. Dat ass en ambitiéist Zil, ech weess dat. Am Fong misst jiddfereen, deen am Handwierk täteg ass, doriwwer frou sinn. Jiddfereen, dee wëllt bauen, misst doriwwer frou sinn, an ech mengen de Stat an d'Gemengen zesumme bréngen et fäerdeg, dat Zil ze erreechen, wa se alleguer un engem Strang zéien a vill Gemenge bereet sinn, esou eng Konventioun mam Stat ze maachen.

Zweetens,…

(Interruption)

Oh, mir wëssen alleguer, datt déi gréisser Offer ganz sécher de Präis wäert drécken. Mir gesinn och eng Rei vu Moossname vir, fir zousätzlech dat präisgënschtegt Bauen ze förderen, an zwar d'Ierfpachtrecht, wou am Fong d'Käschte vum Terrain neutraliséiert ginn, wat jo och an deem Pacte-logements-Gesetz hei verstäerkt a verbessert gëtt. An a Lotissementer iwwer een Hektar, do mussen 10% Logements à coût modéré sinn. Dat wäert also och d'sozial Mixitéit vergréisseren an d'Präisser no ënnen drécke fir Leit, déi manner héich Akommes hunn.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Dann hat ech och déi leschte Kéier gesot, datt et wichteg wär, datt mer eng besser Maîtrise kréie vu Grond a Buedem. Dat gëtt gemaach iwwert d'Virkafsrecht, wat jo ville Leit um Mo läit.

D'Chambre immobilière huet dat déi Deeg erëm eng Kéier gesot. Mä ech mengen, dat wär eng gutt Méiglechkeet, fir datt laangfristeg och Stat a Gemenge kënnen am richtege Moment Terrainen op de Marché ginn, fir d'Präisser no ënnen ze drécken. An och iwwert déi Steierbefreiung vun de Plus-valuë beim Verkaf u Stat a Gemenge vun Terrainen.

Dann hat ech och gesot déi leschte Kéier, datt et e Pakt vum Däiwel wär fir déi, déi sech duerch iwwerhéichte Baulandpräisser eng gëllen Nues verdénge wëllen.

(Brouhaha)

Ech hunn och d'Impressioun - an ech mengen, vill Leit deelen déi Impressioun -, datt déi Plainte bei der Bréisseler Kommissioun, vun där hei geschwat ginn ass, aus deene Kreesser kënnt.

Une voix.- Frot den Här Henckes!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech kann nëmme mat der Madame Spautz d'accord sinn, datt et e bëssen,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, da lauschtert awer ee Moment no!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …datt deen op d'mannst net vill Courage bewisen huet, fir sech net offen zu där Plainte do ze bekennen.

Wann ee gutt Argumenter huet, da soll ee sech dozou bekennen an déi Argumenter och plädéieren. Si haten dee Courage net, an ech mengen och, datt se net vill Chancen hätten, mat där Plainte duerchzekommen.

Well et ass net wéi den Här Henckes seet, et wäre schonn Uerteeler do, wou State veruerteelt gi waren am Logement social. Am Contraire! Ech hunn dem Här Henckes an och dem Här Gibéryen op d'Questions parlementaires an deem Sënn och geäntwert. Ech hu Jurisprudenzen zitéiert: den Arrêt Altmark. Et ass eng nei Jurisprudenz derbäikomm, den Arrêt BUPA, wou ganz kloer gesot gëtt, datt am Logement social Ausnahme gemaach ginn, datt do d'Länner ganz vill Méiglechkeeten hunn, fir eben do anzewierken, derfir ze suergen, datt an deem Beräich kënnen Effortë gemaach ginn, fir d'sozial Kohesioun ze förderen, an datt d'Länner do eng ganz grouss Fräiheet hunn, fir ze agéieren. Also, mir wäerte schonn op déi Saachen äntwerten.

Bei där Plainte sinn och eng ganz Partie Saache gesot ginn, déi falsch sinn. En Haaptargument vun der Plainte ass, datt gesot gëtt, et wär e Monopol do fir de Fonds du Logement, fir d'SNHBM a fir d'Gemenge beim soziale Wunnengsbau. Dat ass jo guer net richteg! Beim Verkaf kréien d'Privatpromoteuren och Bäihëllefen. D'privat Bauträger musse just genee déi Konditiounen erfëllen, déi déi aner och mussen erfëllen.

Bis elo huet een dovu profitéiert, fir en normalen, richtege Lotissement ze maachen. Deen huet och seng Bäihëllefe kritt. Wat muss hie maachen? Hie muss à livre ouvert beweisen, datt hien all déi Bäihëllefen, déi hie kritt, weidergëtt un d'Acquéreuren.

Am Reglement ass dat festgehale ginn. Also jiddfer Privatpromoteur, dee wëllt soziale Wunnengsbau maachen, brauch nëmme bei de Wunnengsbauminister ze kommen, da maache mer eng Konventioun, wou dat drasteet, an da kann hien déi Bäihëllefe kréien.

Also ass et guer net richteg, wat do an där Argumentatioun steet. Et ass kee Monopol do vum Stat, de Gemengen, der SNHBM oder dem Fonds du Logement, fir soziale Wunnengsbau ze maache wat Vente ass.

Wou se näischt bäikréien, dat ass beim soziale Mietwunnengsbau. Mir wëssen alleguer, datt do iwwerhaapt kee private Promoteur drun denkt fir matzemaachen. Well do d'Loyere fixéiert sinn opgrond vun de Revenuë vun de Leit, déi doranner wunne kommen. Do si Prioritéite festgehalen, wien an esou Wunnenge kommen däerf.

Dat heescht, et ass nëmmen en defizitäert Geschäft. Also, wa se et gären hätten, ech ka maachen, datt se déi nämlecht Konditioune kréie wéi déi aner. Mä ech denken, datt an 20 Joer nach keen drun denkt, fir do Sue bäizeleeën.

Dat heescht, wann dat sollt de Problem sinn, ass guer keng Schwieregkeet do, datt se och ënnert den nämlechte Konditioune kënne Logement locatif social maachen, wann dat de Wonsch ebe wär. Mä ech mengen, dat ass en absolut net.

Hei ass et drëm gaangen, fir dee Pacte logement - d'Deputéiert sollten, hu se vläicht gehofft, op eemol Angscht kréie fir en ze stëmmen - nach weider erauszezögeren, well déi Leit ebe fäerten, duerch de Pacte logement géife vläicht gewësse Saachen, wou se soss konnten déck dervu profitéieren, verluer goen. Ech menge wierklech, datt et wichteg ass, datt dee Pacte loge-

ment kënnt, datt déi Leit, déi wëlle bauen, déi wëlle sech en Eegenheem uschafen zu gënschtege Konditiounen, zu akzeptabele Konditiounen, nei Chancë kréien.

Dat ass ebe wat d'Regierung wëllt maachen, wat d'Majoritéitsparteie wëlle maachen. Hei muss ee Faarf bekennen.

Fir wien ass een? Ass ee fir déi Leit, déi e gutt Liewe kënne féiere mat deiere Baulandpräisser, oder ass ee fir déi Leit, déi wëllen zu akzeptabele Konditioune sech en Eegenheem uschafen?

(Brouhaha)

D'ADR huet ganz kloer gesot, fir wien datt se ass. Si sinn déi Éischt an déi Vehementst, déi antriede fir déi, déi vill Geld verdénge mam Wunnengsbau. Dat ass déi Partei, déi mengt, si wier fir déi kleng Leit!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Déijéineg, déi fir déi Leit sinn, déi wëllen en Eegenheem uschafen zu akzeptabele Konditiounen, déi sinn och fir gewësse Konditiounen a Moossnamen, déi d'öffentlech Hand kritt, déi d'Gemenge kréien, fir de Wunnengsbau e bësse méi käschtegënschteg ze maachen, fir d'Offer kënnen ze vergréisseren. Bis elo war d'ADR op jidde Fall do dergéint.

M. Une voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'DP wonnert mech och e bëssen, dat muss ech éierlech soen. Ech hunn d'leschte Kéier scho gesot, si hu Motioune matgestëmmt, wou ähnlech Moossnamen dra waren, wéi se nach an der Majoritéit waren. Elo si se net méi an der Majoritéit, elo reniéiere se, elo negéiere se dat, wat se virdrun am Fong mat begréisst hunn.

(Brouhaha général)

Jo, den Här Berger war an där Regierung! Hie war an där Regierung!

(Interruptions diverses)

Och hir Appréciatioun vum Wunnengsbaumaart wonnert mech e bëssen. Ech hu bal ëmmer nëmmen héieren, et wär absolut näischt, wat d'Regierung gemaach hätt, si hätt versot, si hätt alles falsch gemaach.

Dann héieren ech den Här Gudenburg op Chamber-TV soen, mir hätte kee Problem am Verglach mam Ausland. Also ech weess net, wat fir eng DP alt hei schwätzt! Si soen eemol dëst, si soen eemol dat anert.

(Interruptions diverses)

Voilà! Jo, et ass gutt! Ech hu gemengt, Dir géift dann e bëssen anescht handele wéi déi, Dir wäert besser wéi déi.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, lauschtert emol! Ech versti jo, et ass scho spéit. Mä ech géif awer ëm Är Mataarbecht bieden!

(Brouhaha)

Wësst Der, et sinn net déi Interventiounen, déi hei am haartste sinn, déi ëmmer am fundéiertste sinn! Duerfir loosse mer elo de Minister hei seng Ausféierunge fäerdeg maachen an da komme mer zum Vote.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Wat ass am Fong d'Attitüd vun der DP? Mä si soen, de Maart soll et regelen.

(Brouhaha)

Mir hu bei der Finanzkris gemierkt, wat de Maart alles regelt! Gradesou wéi bei dem Bankesecteur, wéi am Finanzsecteur ass et och hei am soziale Wunnengsbausecteur - an am Wunnengsbausecteur iwwerhaapt - wichteg, datt Regele bestinn, fir datt jiddferee sech kann dee Wonsch no engem Eegenheem méiglechst erfëllen.

(Interruption)

De Maart eleng huet dat net fäerdeg bruecht. Mir mengen, do musse Moossnamen ergraff ginn, an dëse Pacte logement gëtt de Gemengen, gëtt dem Stat d'Méiglechkeeten, fir kënnen ze intervenéieren, fir datt dee Wonsch no engem Eegenheem kann ënner bessere Konditioune stattfannen, wéi dat virdrun de Fall war.

Wéiwäit datt d'Gemengen an de Stat dës Méiglechkeeten ausnotzen oder ausnotze wëllen, dat ass eng aner Fro.

Hei gi laangfristeg Moossnamen erméiglecht, wou de Stat an d'Gemengen eng besser Maîtrise iwwer Grond a Buedem kréien. Si kënne sech Réserves foncières uschafen a si kënne se am richtege Moment op de Marché bréngen, wann d'Präisser géifen ausuferen.

Ech denken, datt déi Berouegung, déi elo um Maart ass, positiv ass. Ech hoffen, datt se och weidergeet, an ech wëll och soen, datt dat, wat hei gesot ginn ass, guer net richteg ass.

Ech hunn net gesot, dat wier den Erfolleg vum Pacte logement! Deen ass net do.

Ech hu gesot, dat wier den Erfolleg vun enger aktiver Wunnengsbaupolitik. An ech hunn an där Ried opgezielt, wou den Här Kox derbäi war, op der Semaine nationale du logement, wat mer alles do gemaach hunn.

(Interruption)

Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot, déi leschte Kéier: 12% Remboursement vun der TVA; all déi Wunnengsbaubäihëllefen, déi mir ginn, méi wéi an iergendengem anere Land. Mir hunn x Moossnamen ergraff, déi de Wunnengsbau solle förderen; Bäihëllefe fir d'privat an öffentlech Promoteuren, wa se wëlle präisgënschtege Wunnengsbau maachen.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Ech hunn also net gesot, datt et eleng de Mérite vun der aktiver Wunnengsbaupolitik vun der Regierung wär. Ech hunn och derbäi gesot, datt d'Banken- a Finanzkris och en Deel zu där Berouegung géif bäidroen.

Ech géif awer hoffen a wënschen an och mengen, datt mer net déi nämlecht katastrophal Zoustänn kréie wéi an Amerika oder an aneren Nopeschlänner, wou en drastescht Erofgoe vun de Präisser ass. Och dat wier net ganz glécklech fir d'Lëtzebuerger Ekonomie.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt. Erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Bettel?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, den Här Minister huet jo elo just vun der DP geschwat. Ech wëll hie just froen: Hunn d'Gemengen op de Pacte logement gewaart, fir elo Sozialwunnengen ze bauen? A wivill Gemenge sinn da schonn interesséiert um Pacte logement? Well de Minister, d'Regierung huet et jo ugekënnegt. Et schéngt, datt schonn déi eng oder aner Gemeng hir Mécontentementer an hir Hostilitéit vis-à-vis vum Pacte logement gewisen hunn. Wivill Gemenge sinn et da schonn, wou dat da soll lafen?

Elo sinn ech awer och gespaant op d'Äntwert, Här President.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir hu misse 16 Joer waarden, bis d'Stad Lëtzebuerg, vun 1980 un…

M. le Président.- Här Spautz, et ass den Här Minister, deen äntwert!

(Hilarité)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Also, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, Här Bettel, sinn an der Wahlcampagne fir d'Gemengerotswahlen Zuele genannt gi wéi wann an deene sechs Joer virdru 60 Wunnenge vun der Gemeng aus geschaaft gi wären. Also, d'Stad Lëtzebuerg huet wierklech keng grouss Mériten.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech hoffen a wënschen…

(Interruption)

Oh, ech hunn dat déi leschte Kéier am Detail erkläert. Ech kann et och nach eng Kéier erklären.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat musst Der dem Här Mosar erklären, dee fir de Logement zoustänneg war, Här Boden. Sot dem Här Mosar dat. Hie wäert sech iwwer Äre Kommentar freeën.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*-

Ech kann et nach eng Kéier hei widderhuelen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Mä lauschtert emol!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*-

Ech kann et nach eng Kéier hei widderhuelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sot och, wien zoustänneg war!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, den Här Bettel ass wierklech dee Leschten, deen hei däerf optrompen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wëll just soen, datt ech e groussen Intérêt bei de Gemenge fanne fir e Pacte logement ze maachen. Wivill der finalement effektiv matmaachen, dat kann ech lech elo net soen. Mir hu Kontakter mat 70 Gemenge gehat. Eng ganz Rei vu Gemenge si begeeschtert, fir matzemaachen an hunn och gudde Wëllen, fir eppes do ze realiséieren, fir ze kucken d'Prozeduren ze beschleunegen, fir aktiv matzehëllefen.

Wou sinn elo Mécontentementer komm, wéi ech dat gelies hunn? Dat ass dee Problem vun den 30 Awunner, déi Minimum musse kommen. Dat ass eppes, wat net a mengem Projet de loi war. Dat ass eppes, wat an der Chamber derbäigesat ginn ass.

(Interruption)

Et ass och net richteg - dat wëll ech och nach soen -, datt se all Joer mussen ëm 30 Awunner wuessen. Si mussen an zéng Joer ëm 15% wuessen. A wa se an engem Joer manner wéi 30 Awunner bäikréien, da kréie se fir dat Joer keng Bäihëllefen. Wa se dat Joer duerno ëm 50 Awunner wuessen, da kréie se natierlech eppes fir dat Joer. Dat heescht, et ass guer net esou, datt een all Joer muss ëm 30 Awunner wuessen. Et muss een an deenen zéng Joer ëm 15% gewuess sinn. Dat ass et.

Ech muss soen, ech wonnere mech iwwert den Här Kox, deen elo hei mécht wéi wann d'Gemenge géife schlecht ewechkommen. Déi leschte Kéier huet hien hei gesot, mir géifen de Landgemengen d'Suen nogeheien an déi dierften iwwerhaapt net wuessen. Hien huet dat och haut erëm hallef gesot, mä et weess een net richteg wat säi Message ass.

Mir hunn déi réckwierkend Moossnam gemaach. Dat huet och d'Chamber gemaach - dat wëll ech soen -, fir just derfir ze suergen, datt déi kleng Gemengen, déi zënter 2003 vill gewuess sinn, net nach mussen onbedéngt an den nächste Jore gradesou vill wuessen, datt déi kënnen déi lescht véier Joer ugerechent kréien, an datt mer deene wollten entgéintkommen, fir och kënne vum Pacte ze profitéieren.

Ech hunn et schonn eng Kéier gesot: Et verléiert keen eppes beim Pacte. Dat Schlëmmst, wat engem ka geschéien, dat ass, datt en null Frang kritt, wann e keng Konditiounen, déi en opgeschriwwen huet, erfëllt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä et ass eng eemoleg Geleeënheet, fir sech Gedanken ze maachen: Wat soll an den nächsten zéng Joer bei eis an der Gemeng um Wunnengsbaumaart geschéien? Wou sinn déi Projeten, déi mer wëlle prioritär virundreiwen? Wivill Wunnenge ginn dat? Wivill Awunner kommen da bei eis weider? Da muss een eng zweet Lëscht maachen: Dee Wuesstem do, wat comportéiert deen un Infrastrukturen, déi ech muss maachen? Déi Suen, déi se kréien, si jo geduecht, fir déi Infrastrukture kënnen ze finanzéieren.

Ech menge schonn, datt dee Pacte logement eng gutt Saach ass. Wéi gesot, ech hoffen a wënschen, datt ganz, ganz vill Gemengen do matmaachen. Ech hunn nach gudde Mutt, datt dat esou ass. An ech mengen, datt dee Message, dee mer wëlle ginn, datt d'Gemenge solle matmaachen, och gehéiert gëtt. Ech mierken natierlech, datt gewësse Leit frou wären, wann et der net esou vill wären, mä déi Gemengen, déi net matmaachen, sinn net um richtege Wee.

Da wëll ech just nach op eng Saach agoen, wou och hei vum Här Berger gesot ginn ass, mir hätten eis iwwert d'Bedenke vum Statsrot ewechgesat. Ech muss éierlech soen, datt ech net ganz frou sinn, wéi gewësse Prozeduren hei bei eis am Stat oflafen. Dat soll ee vläicht an aller Rou eng Kéier seriö iwwerdenken.

Mir wëssen, datt de Statsrot Problemer mat dësem Projet de loi hat. Hien huet eng ganz Rei vu Bedenken ugemellt. Hien huet och Opposition-formellë gemaach. Dobäi huet d'Chamberskommissioun an och d'Regierung x Amendementer gemaach, fir deene Bedenken do entgéintzekommen. Et si finalement och vun - ech mengen - 13 Opposition-formellen, déi gemaach si ginn, der dräi rescht bliwwen.

Vun deenen dräi, déi rescht bliwwe sinn, huet d'Chamberskommissioun sech d'Méi gemaach, fir ze argumentéieren, woufir datt si mengen, datt déi dräi Opposition-formellen net berechtegt wären, datt se net ëmmer hirer Meenung no juristesch 100% an einwandfräi argumentéiert wären.

Dat ass esou hei vun der Kommissioun kloer an engem Rapport schréftlech, vum Norbert Haupert och mëndlech, gesot ginn. Ech selwer hunn e puer Argumenter do bruecht. Wat ass d'Resultat dovunner?

Da geet dat nom éischte Vote bei de Statsrot. De Statsrot argumentéiert iwwerhaapt net. An engem Saz setzt e sech ausenaner mat den Argumenter, déi hei an der Chamber développéiert gi sinn, vun der Chamber, vun der Kommissioun. Si soen einfach: Mir refuséieren d'Dispens vum zweete Vote. Ech weess net, ob dat an enger Demokratie, an engem demokratesche Matenaner dee richtege Wee ass. Domadder muss ee sech ausenanersetzen.

Wann d'Chamber haut an hirer Majoritéit seet: Neen, et ass näischt geschitt. Mir hunn e Vote gemaach, duerno ass einfach Nee gesot ginn, ouni Argument. Da soe mir: Da bleiwe mir bei deem, wat mer gesot haten a mir stëmmen och dat, wat mer d'leschte Kéier gestëmmt hunn. Ech géif d'Chamber bieden, esou ze stëmmen, wéi se et d'leschte Kéier gemaach huet.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Häre, domat ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel vun dësem Projet.

Second vote constitutionnel

Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5696 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 21 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank (par M. Ali Kaes), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.03 heures)

SÉANCE 3

Jeudi, 16 octobre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010)

- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Débat: M. Marcel Sauber, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

2. Demandes en naturalisation

- *Adoption en séance non publique de 165 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*
- *Adoption en séance non publique de onze demandes de changement de nom ou de prénom*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech froen den Här Minister Krecké, ob hien am Numm vun der Regierung eis eppes matzedeelen huet.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, net souwäit ech wéisst.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner a kommen direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass eng Konsultatiounsdebatt iwwert de Projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sauber, den Här Meisch, den Här Bodry, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Jaerling. Als éischte Riedner, Här Minister, ass et un Iech, fir am Numm vun der Regierung Stellung ze huelen. Duerno féiere mer d'Debatt. Här Minister Krecké, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Als ee vun deenen, déi dat Reglement mat beaflosst hunn, wat mer haut hunn, weess ech, dass u sech d'Regierung an engem Débat de consultation fir d'éischt hir Iddien duerleet an dann d'Chamber dorop reagéiert. An dësem Fall si mer awer e bëssen anescht gelagert. Vu dass d'Regierung en ausgiebegt Dokument virgeluecht huet, wat all Deputéierte kritt huet, a vu dass mer och zwou Audiences publiques am Ënneren hei vun deem Haus haten zu deem dote Sujet, géif ech proposéieren, dass den Här Biltgen an ech fir d'éischt nolauschteren an da géife schwätzen opgrond vun den Interventioune vun den Deputéierten.

Une voix.- Dat kënnt net a Fro.

(Interruptions)

M. le Président.- Deementspriechend géif ech dann dem éischte Riedner, dem Riedner vun der CSV, dem honorabelen Här Sauber, d'Wuert ginn. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, entschëllegt nach ee Moment, fir eppes kloerzestellen.

Ech kréien elo gesot, virun zwee Deeg wier eréischt d'Dokument ukomm. Dat Dokument ass awer e Freideg verschéckt ginn.

(Interruptions)

M. le Président.- Et ass mir och rapportéiert ginn, dass Deputéierten e Méindeg an de Besëtz vun deem Dokument komm sinn a sech Eenzelner wierklech driwwer beschwéiert hunn, dass se net genuch Zäit gehat hätten. Mä ech gesinn awer, dass mer alleguerten à même sinn, fir déi Debatt haut de Mëtteg ze féieren, an deementspriechend huet elo emol den Här Sauber d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir et net e Méindeg erausgeschéckt hunn, mä e Freideg.

M. le Président.- Jo, da misste mer nach klären, wourunner et gehaangen huet, mä dat hëlleft eis och elo alles guer net weider, an deementspriechend, Här Sauber, géife mer Iech elo emol wëllen nolauschteren.

Débat

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat vun haut dréit sech ëm de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, ausgeschafft vun der Regierung am Kader vun deem neien Dräijoreszyklus vun der Lissabonner Strategie, also vun 2008 op 2010.

Wann dësen Titel vum Débat de consultation vläicht enger Rei vun Insider eppes seet, esou ass en dach, einfach emol esou gesot, relativ onverständlech fir den Normalstierflechen, dat op jidde Fall op den éischte Bléck.

Ëm wat geet et am Wesentlechen? Ech versichen hei, fir d'éischt e kuerze Bléck no hannen ze werfen, fir ze résuméieren, wat ënnert deem Titel ze verstoen ass a firwat datt de Projet de rapport vun der Regierung un déi zoustänneg europäesch Instanze fir eist Land esou wichteg ass.

D'Iddi, fir aus der Europäescher Unioun «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et de respect de l'environnement et d'une plus grande cohésion sociale» ze maachen, gouf ënnert der portugisescher Présidence am Joer 2000 festgehalen, an an engem Strategiepabeier doriwwer, wéi een dat erreeche kéint, niddergeschriwwen. Dohier och den Numm Stratégie de Lisbonne.

Grouss Orientéierungen, sougenannt Lignes directrices, goufe festgeluecht, fir datt Europa sech gemeinsam a méi staark an der globaliséierter Welt erëmfanne sollt. En ambitiéise Programm, deen awer zum gréissten Deel emol um Pabeier stoe blouf.

Mir erënneren eis un de Bericht vun dem Hollänner Wim Kok, deen 2004 de Quasiéchec vun der Lissabonner Strategie festgestallt huet. Et koum do och eréischt neie Wand an dat Ganzt ënnert der Lëtzebuerger Présidence. Et goung net nëmmen ëm eng nei Prise de conscience vun der Wichtegkeet vun enger gemeinsamer Wirtschaftsstrategie, mä zwou weider gläichrangeg Komponente si mat erageholl ginn: déi sozial a mënschlech Komponent ënner all hire Facetten an d'Notioun vun der Nohaltegkeet.

Gläichzäiteg goufen op europäeschem Plang déi Grandes orientations de politique économique an de Pacte de stabilité et de croissance konkretiséiert, dat Ganzt ergänzt duerch Iwwerleeungen, fir d'Vollbeschäftegung ze erreechen. Dat ass de Kader.

Déi eenzel Länner droen an hiren eegene Plans nationaux den europäesche Recommandatioune Rechnung, berichten all Joer doriwwer op Bréissel a kréie gewëssermoossen och eng Zensur.

Déi Relance vun der Stratégie de Lisbonne ënner Lëtzebuerger Présidence ass bekannt ënnert dem Numm „Nouveau partenariat pour la croissance et l'emploi", Numm, deen d'Akzenter fir d'Zukunft verréit.

All dräi Joer muss säit 2005 all Stat en nationale Strategieplang un de Conseil européen viruginn. An dësem Dokument definéiert all Land seng Initiativen a Projeten, déi am Kader vun der gemeinsamer Strategie geholl gi sinn oder nach ze huele bleiwen. Spezifesch prioritär Aktioune goufen 2006 vum Conseil européen weider mat erabruecht. Als prioritär goufe festgehal: Investissementer an d'Wëssensgesellschaft an an d'Innovatioun; Förderung vun de Betriber an haaptsächlech de Kleng- a Mëttelbetriber; d'Aktiounen, fir méi Aarbechtsplazen ze schafen, an dann och d'Zesummeschaffen a Richtung vun enger europäesch integréierter Energiepolitik mat méi rationellem Asaz vun den Energiequellen.

2005 gouf den éischten Dräijoreszyklus lancéiert. 2008, dat heescht elo, si mer mat deem zweeten Dräijoresplang ënnerwee. Dëse gëllt wéi gesot vun 2008 bis 2010. De Conseil européen huet nach eng Kéier bestätegt, datt dat aus dem Zyklus vun 2005-2008, wat mer am Fachjargon als Lignes directrices intégrées bezeechnen, weider gülteg bleift.

Hien huet awer och ënnerstrach, datt an der elo ulafender Period vun dräi Joer déi eenzel Länner sech besonnesch mat deenen am europäesche gemeinsame Strategieprogramm virgesinnene Moossnamen ofgi sollen a Richtung verstäerkter Ëmsetzung. Zënter de Méindeg hunn d'Deputéierten déi elo nach provisoresch Versioun vun dem Plan national pour l'innovation et le plein emploi 2008, ausgeschafft vun der Regierung, virleien. Also den nationalen Dräijoresprogramm fir Lëtzebuerg am Kader vun der Zilsetzung vun der Lissabonner Strategie.

Dëst Dokument soll dann elo kuerzfristeg op Bréissel, als Lëtzebuerger Hausaufgab gewëssermoossen, weidergeleet ginn, nodeem haut d'Chamber driwwer debattéiert huet.

Den Auteure vum Dokument no iwwerhëlt de Rapport déi sëlleche Moossnamen an Initiativen - an et sinn der vill -, déi am leschte Joer op der Basis vun den Objektiver vum Plang vun 2005 am Kader vun dem Plan national pour l'innovation et le plein emploi an deijéineg, déi an deenen zwee Berichter vun 2006 an 2007 iwwert d'Ëmsetzung vun deene viséierten Objektiver geholl gi sinn.

Bei der ganzer Analys vun der Lissabonner Strategie dierf een net aus den Ae verléieren, datt et sech ëm e laangfristegen a permanenten Upassungsprozess handelt, deem seng Objektiver kloer ëmrass musse sinn an deen op Stabilitéit an op Kohesioun opbaut.

Déi grouss Akzenter, déi sech an esou engem Strategiepabeier erëmfannen, sinn op EU-Basis tëschent de Memberstaten ofgesprach a koordinéiert. Dëst geschitt net en vase clos. Déi betreffend Ministere si mat agebonnen, d'Europaparlament och. Am Februar 2008 hat dat Parlament op en Neits op eng Rencontre parlementaire - Parlement européen a Parlements nationaux - zu Bréissel invitéiert. Während zwee Deeg gouf hei iwwer Akzenter an Neiorientéierunge vun der Lissabonner Strategie beroden an diskutéiert. Eist Parlament war och mat enger Delegatioun vun deenen eenzelne Fraktioune vertrueden.

Eist Parlament hat dëst Joer am Juni och e Meenungsaustausch mat der Commission européenne an eiser Ekonomieskommissioun, déi op nationalem Plang d'Koordinatioun vun der Lissabonner Strategie an eiser Chamber assuméiert. D'Forces vives de la nation an d'Vertrieder vun der Zivilgesellschaft hate genügend Méiglechkeeten nozelauschteren, wat d'Experte gesot hunn, mä och matzediskutéieren an hir Akzenter mat eranzebréngen, an dat an zwee Hearingen, déi am Mäerz an am Abrëll stattfonnt hunn.

De Comité de coordination tripartite huet wesentlech Akzenter gesat, déi am Strategiepabeier mat berücksichtegt gi sinn. De Conseil économique et social huet och e spezifesche Bäitrag geliwwert. Dës kuerz Opzielung fir ze weisen, datt net hannert zouenen Dieren diskutéiert gouf. D'Öffentlechkeet ass mat abezu ginn.

Den Débat ass wuel haut am Parlament. Dësen Débat bezitt sech op den nationale Plang fir d'Innovatioun a fir d'Beschäftegung, deen u sech e Bericht ass iwwert déi Aspekter, déi hei am Parlament iwwert déi verschidde Matièren diskutéiert an a Form vu Gesetzer scho realiséiert goufen. E begräift weider déi Projeten, déi zurzäit nach a Kommissioune vum Parlament unhängeg sinn. E begräift och Äntwerten op déi Froen, déi nach an deem engen oder anere Gremium solle behandelt ginn.

Ech gesinn de Pabeier engersäits als en Aktivitéitsbericht un iwwert dat, wat gemaach ginn ass, an anerersäits iwwert dat, wat nach an der Maach ass, a schlussendlech och iwwert dat, wat d'Regierung nach wëlles huet ze maachen.

Et ass iwwregens berouegend, wa mer feststelle kënnen, datt Lëtzebuerg eent vun deene rare Länner ass, dat um Fréijoersconseil 2008 keng formell Recommandatioun krut. 2007 war et iwwregens och schonn esou. Also eng Bonne note.

De Conseil européen huet allerdéngs op Punkten, déi mer am A behale sollen, higewisen. Mir kenne se, an déi eenzel zoustänneg Ministere sinn, souwäit wéi mer dat och aus de Rapporten erausliesen, amgaang drun ze schaffen. Et sinn: d'Problematik vum Taux d'emploi des travailleurs âgés; - wat den Enseignement ubelaangt - d'Lutte contre le taux de décrochage scolaire et le décloisonnement des filières d'enseignement; d'Iwwerwaachung vum Impakt vun de Moossnamen, fir d'Jugendaarbechtslosegkeet erofzesetzen. Et sinn am wirtschaftleche Beräich: renforcer l'attractivité de l'environnement économique, mesures favorisant l'émergence de marchés concurrentiels, an d'Ënnerstëtzung vun den Aktivitéite vun de PME. Et ass weider: d'Verbesserung vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven hei am Land.

An da schreift de Rapport: «Il importe également que le Luxembourg prenne des mesures visant à réformer son système de pensions, en vue d'en assurer la viabilité à long terme.» Ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt, op deen ech och nach kuerz duerno wäert zréckkommen.

D'Regierung huet zu dëse Punkte Stellung bezunn. Dir fannt se am Rapport. An dës Äntwerte ginn der CSV-Fraktioun och Satisfaktioun. Si fanne sech an der Regierungspolitik erëm, esou datt ech hei net weider spezifesch op déi eng oder aner wëll agoen.

Ech fannen et och gutt, datt am Rapport fir Bréissel ënnerstrach gëtt, datt et all Land iwwerlooss muss sinn, am Kader vun der Lissabonner Strategie seng Akzenter esou ze setzen, wéi seng Prioritéite sinn, ouni datt allerdéngs de globale Kader dobäi dierf vergiess ginn.

Ech begréissen et och, datt de Lëtzebuerger Plan national kompatibel ass mat deem neie Plan de développement durable, deen amgaangen ass ausgeschafft ze ginn. Och dës Aspekter gehéieren an eng Lissabonner Strategie eran.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Moosse vum Succès vun eenzelnen Initiative ka wuel Virdeeler hunn, zumools wann dat quantitativ a qualitativ a waméiglech och nach vernetzt geschitt - déi nei Orientéierung vun der Statistik zu Bréissel.

Mä och bei dëse Statistiken dierf een net ze séier Konklusioune wëllen zéien. Lëtzebuerg huet eben duerch säi besonneschen territorialen a wirtschaftlechen - an ech géif och soen - soziale Charakter eng Rei vu Spezifissitéiten, déi ee mat a Considératioun muss zéien.

Wat soll eis allerdéngs net verhënneren, eis Gedanken ze maachen, wa mer am Tableau de bord Compétitivité 2008 vun der 6. op déi 9. Plaz rutschen. An ech fäerte ganz, et geet an Zukunft net duer domat, datt mer eis Gedanke maachen.

Bei deene grousse wirtschaftlechen Orientéierunge gëtt d'Politique macroéconomique fir de Wuesstum an d'Beschäftegung ëmrass. Déi eenzel Mesuren, déi geholl goufe fir de Budget ze konsolidéieren, an eng rigouréis Kontroll vun den öffentlechen Ausgaben hunn eis Statsfinanzen erëm an d'Gläichgewiicht bruecht.

Allerdéngs ass et och elo esou, datt duerch déi nei Evénementer op der Finanzplaz als Folleg vun der internationaler Bankkris, zesumme mat dem Phenomeen vun enger méi lues dréiender Wirtschaft an dem Facteur, datt eis Wirtschaft ganz staark ofhängeg ass vum Ausland, et elo net un der Zäit ass, fir Hurra ze jäizen.

Eng Klammer op: D'Bankkris huet ënner anerem bewisen, datt ee sech an der EU ganz séier, wann et muss sinn, zesummen un en Dësch setze kann a ganz séier wichteg Décisiounen zesummen huele kann. Europäesch Koordinatioun ass also méi wäit méiglech, wéi een dat vläicht geduecht hat. Dës Zeeche gi mer och nei Hoffnung, fir aner Problemer op EU-Basis kënnen ze léisen, voire Stratégie de Lisbonne. Klammer zou.

D'Wirtschaftsstabilitéit, unhalende Wuesstum, Ausbau vun der Beschäftegung, d'Inflatioun am Grëff behale si weider Themen, déi zur Zefriddenheet am Rapport behandelt ginn.

Eng Bemierkung vläicht iwwert d'Auswierkung vun der Projektioun vun der Veralterung vun der Populatioun an den Afloss op d'Statsfinanze vun der Finanzéierung vun de Pensiounsregimer.

Heizou seet de Rapport - an ech zitéieren: «Les projections montrent que des adaptations devront être envisagées en temps voulu pour assurer la pérennité des finances publiques en général et pour maintenir la viabilité financière du système de sécurité sociale.» Fin de citation.

De Problem ass also bekannt an och erkannt. Mä wéini datt mer eis seriö derhannert setzen, fir en ze léisen, geet net aus deem Saz ervir. „En temps voulu" ass mer nun awer e bëssen ze vag.

Fir d'Croissance weider ze stimuléieren, gëtt am mikroekonomesche Beräich op déi Efforten higewisen, déi mer maachen, fir d'Investissementer an der Recherche an dem Développement ze förderen. D'Budgetskreditter goufen eropgesat an dësem Domän vun 0,27% vum PIB am Joer 2004 op 0,54% vun dësem Produit intérieur brut fir 2009, also eng Verduebelung. Fir 2010 geet en nach an d'Luucht op 0,58%.

An dësem Beräich fält de Betriber och eng ganz besonnesch wichteg Roll zou. De Rapport hält fest, datt d'Zuel vun de Projets de recherche et de développement, déi duerch déi verschidden Ënnerstëtzungsinstrumenter vum Stat matfinanzéiert ginn, ëm 28% säit 2006 an d'Luucht gaange sinn, och wann d'Finanzsprëtz ëm 8% ofgeholl huet.

Dat Gebitt Recherche et Développement ass zweifellos e wichtegen an zukunftsträchtege Créneau, an d'CSV ënnerstëtzt ausdrécklech all Initiativen, déi a Richtung Ausbau vun dësem Créneau ginn. Net ze vergiessen déi wichteg Roll, déi d'Uni Lëtzebuerg an dësem Beräich spille kann a muss.

Natierlech gëllt et och, am mikroekonomesche Beräich d'Kreatioun an den Développement vun neie respektiv och bestehende Betriber ze favoriséieren. Eng nei Struktur soll d'Kreatioun vun Entreprises innovantes besser encadréieren.

D'Promotioun vun der Propriété intellectuelle, dat heescht d'Breveten, ass ausbaufäeg.

Aus den Diskussiounen, déi mer zu Bréissel erlieft hunn iwwert dëst Thema, geet allerdéngs kloer ervir, datt dat guer net esou einfach ass, datt do nach eng ganz Partie international Problemer sech stellen, juristescher Natur a forcément och ganz finanzieller Natur. Problemer, déi awer missten eng Kéier geléist ginn.

Loosse sech weider weisen déi Efforten, déi fir d'Uwendung vun deenen neie Kommunikatiounstechnologien a Richtung „société de l'information" gemaach goufen an nach gemaach ginn. Objektiver, déi do heeschen: „favoriser une politique environnementale équilibrée", „promouvoir une politique énergétique compétitive" an „promouvoir l'économie d'efficacité". Dëst si staark Akzenter vun eiser Nationalpolitik a liwweren Äntwerten op verschidde Lignes directrices.

E Punkt, dee mer besonnesch um Häerz läit, ass d'Ligne directrice 15: „encourager l'esprit d'entreprise et créer un environnement favorable aux PME", an haaptsächlech de Slogan „think small first", deen ech ganz gutt fannen. Ëmmerhi consacréiert de Rapport fënnef Säiten dësem Kapitel - a mat Recht, géif ech behaapten.

Et sinn - an déi rezent Evénementer um wirtschaftleche Plang maachen et nach méi däitlech - haaptsächlech déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi Aarbechtsplaze schafen, déi nawell sécher Aarbechtsplaze schafen, déi der Jugend Formatioun an Aarbechtsplazen ubidden, déi regional verspreet Aarbechtsplazen offréieren an déi an der Zwëschenzäit de gréissten Arbeitgeber hei am Land gi sinn.

Dës Betriber - an ech ginn net midd et ze soen - sinn d'Stäerkt vun enger Wirtschaft, an net hir Schwächt.

Dës Betriber bidden nach weider zukunftsträchtegen Ausbaupotenzial un, och um Gebitt vun der Recherche et développement.

Fir d'Politik gëllt et, dëse Betriber déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi op hire spezifesche Charakter, dee vun enger PME passt.

Datt déi Politik zesumme mat den zoustännege Beruffsorganisatioune geschitt, ass gutt.

Datt déi x-Punkte-Programmer ausgeschafft a permanent ugepasst ginn, ass begréissenswäert.

Datt déi verschidde Lois-cadres, d'SNCI a ganz spezifesch Ënnerstëtzunge besonnesch de PMEe Rechnung droen, dréit seng Friichten.

D'Richtung stëmmt. D'Ëmsetzung vun den Objektiver ass net ëmmer esou einfach, awer méiglech.

De Plan national mécht eng Bestandsopnahm vun deem, wat méi konkret realiséiert gouf, respektiv vun deem, wat d'weider Zilsetzunge bis 2010 sinn, wat d'„mise en œuvre de la charte européenne des petites et moyennes entreprises et du small business act" betrëfft.

Ech muss soen, e gudde Réckbléck an e gudde Bléck an d'Zukunft, an ech géif d'Liese vun dësem Kapitel alle Kolleeginnen a Kolleegen hei un d'Häerz leeën.

Gläichrangeg zur Wirtschaftspolitik behandelt de Plan national d'Beschäftegungspolitik. Wat sinn op dësem Gebitt d'Akzenter?

Vläicht am Telegrammstil: Et geet drëm eng Aarbechtsmaartpolitik ze applizéiere fir d'Vollbeschäftegung ze erreechen, d'Qualitéit an d'Produktivitéit vun der Aarbecht ze verbesseren, d'sozial an d'territorial Kohesioun ze renforcéieren.

Ausser deem, wat zu dësem Thema déi lescht Jore geschitt ass, geet de Rapport - an ech géif soen, zu Recht - op Projeten, déi virun der Realisatioun stinn, déi sech op den Aarbechtsmaart auswierken, an.

Et geet do ëm d'Aféierung vun de Chèques services, d'Prise en charge vun de Schoulkanner ausserhalb vun de Schoulstonnen, et geet ëm „lifelong-learning", ëm d'Gläichstellung zwësche Mann a Fra, ëm d'Aglidderung vun der Jugend an den Aarbechtsmaart.

Et geet awer och ëm d'Redynamiséierung vun der Économie solidaire, d'Prise en charge vun den handicapéierte Matbierger, awer och ëm d'Moderniséierung vun dem Aarbechtsamt, der ADEM, fir eben nach besser déi Roll ze spillen, déi dëser wichteger Administratioun zousteet.

Op all dës Punkten an och op aneren, déi ech hei net opgezielt hunn, résuméiert de Plan national d'Charakteristiken an d'Zilsetzunge vun der Regierungspolitik op deenen eenzelne Lignes directrices, déi d'Stratégie de Lisbonne virgesäit; alles an allem ee gudde Résumé mat Bléck an d'Zukunft vun eiser nationaler Politik.

Aus menger Erfahrung vun där enger oder anerer internationaler Sitzung an dësem Kontext, mengen ech kënnen ze behaapten, datt mer eis mat dem Inhalt vun deem virleienden „Plan national pour l'innovation et le plein emploi" kengesweegs ze schumme brauchen. Au contraire, mir kënnen eis dermat mengen.

Ech bréngen dann och deementspriechend den Accord vun der CSV-Fraktioun hei mat an, ouni awer ze vergiessen all deenen, déi zu dësem Dokument bäigedroen hunn, mat dem Minister vun der Ekonomie un der Spëtzt, dee fir d'Koordinatioun zoustänneg war, meng Unerkennung auszedrécken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Fir d'DP-Fraktioun huet den honorabelen Här Claude Meisch d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, de Wirtschaftsminister huet en décke Schal un, e wäert sech also liicht erkaalt hunn. Ech hoffen, datt dat net symptomatesch ass fir d'Ekonomie hei am Land an dëse schwieregen a wandegen an turbulente stiermeschen Deeg!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert de Programme national pour l'innovation an de Plein emploi schwätzen, da wëll ech eigentlech den Emploi an de Vierdergrond stellen, well et ass dat d'Finalitéit firwat mer sollen innovativ sinn, et ass dat d'Finalitéit firwat mer solle kompetitiv sinn, firwat mer staark Entreprisen hei am Land brauchen, déi sech kënnen op deene lokalen, regionalen an eben och weltwäite globale Marchéë behaapten.

Dann ass et, fir datt mer kënnen Aarbechtsplazen hei am Land behalen, neier schafen, wou d'Leit eng gutt Pai verdéngen an datt se hiert Liewen domadder kënne maachen, sech hir Dreem an hir Wënsch erfëllen an eng Existenz op gesonden an op stabile Féiss kënne féieren.

Grad op dem Aarbechtsmaart an an der Aarbechtsmaartpolitik bleift nach villes ze maachen.

Mir hu jo eng Rei vu Joren hannert eis, wou et eis wirtschaftlech dach gutt gaangen ass, wou mer staark Croissancen hate vum PIB. Allerdéngs hu mer festgestallt, datt déi sech net positiv op d'Aarbechtsmaartstatistiken ausgewierkt hunn, well trotz staarke Croissancë vun der Wirtschaftsleeschtung op där anerer Säit d'Zuele vun deene Leit am Land, déi keng Aarbecht hunn, déi an enger Beschäftegungsmesure sinn, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, net ofgeholl hunn, wéi et eigentlech ze erwaarde gewiescht wär.

Ech wëll elo d'Bild net komplett schwaarz molen, mä mer musse jo awer wëssen, datt déi Finanzkris, an där mer drastiechen, net ouni Répercussiounen op d'Realekonomie wäert sinn. Wa mer e Ralentissement kréien, dann ass ze fäerten, datt dat sech ganz besonnesch negativ nees op den Aarbechtsmaart wäert ëmstellen, well mer et net fäerdeg bruecht hunn, an deene gudde Joren eng Rei vu strukturelle Reformen ëmzesetzen.

D'Demokratesch Partei huet eng Rei vun deenen dote strukturelle Reforme proposéiert. Ënner anerem schonn 2006. Mir stellen awer fest, datt mer nach ëmmer op deemselwechte Punkt stoe bliwwe sinn.

Mir hunn ënner anerem gefuerdert, fir eben och privat Vermëttelung um Aarbechtsmaart zouzeloossen. Dat hu mer nach ëmmer net ëmgesat. Dat gëtt mat dëser Regierung offensichtlech och net ugepaakt. Mir bleiwen a mir schwätzen nach ëmmer nëmmen iwwer eng Reform vun der Administration de l'emploi.

Mir sinn eis heibannen eens, datt déi, déi eng Aarbecht sichen, musse besser encadréiert ginn, datt mer manner Leit pro Placeur mussen encadréiere loossen. Mä allerdéngs mierke mer, datt sech do um Terrain - wann ee mat deene Leit, déi betraff sinn, schwätzt - nach séier wéineg bis ewell gedunn huet.

Eis Propositioun bleift duerfir nach ëmmer déi, fir och an der Struktur eppes ze änneren. Mir brauche keng Aarbechtsmaartverwaltung, déi de Problem géréiert, déi e verwalt, wéi den Term vun där Administratioun jo scho seet, mä mer brauchen op där anerer Säit eng Agence, déi sech aktiv beméit fir Leit individuell ze beroden an net nëmmen de Problem, dee besteet, ze verwalten.

A wat ass den eigentleche Problem? De Problem hei am Land war bis ewell jo op jidde Fall net, datt mer net genuch Aarbechtsplazen hätten. Mir schafen hei am Land pro Joer eng Kéier 11.000, eng Kéier 12.000, eng Kéier 13.000, eng Kéier 14.000 nei Aarbechtsplazen.

De Problem ass, datt déi Leit, déi an der ADEM ageschriwwe sinn, oft net à même sinn, eng vun deenen Aarbechtsplazen do unzehuelen. Well soss hätte mer jo eigentlech ganz schnell de Problem geléist, an duerfir geet et eben net nëmmen duer, d'Verwaltung vun deem Problem do ze maachen.

Duerfir musse mer kucken, datt mer alles drusetzen, fir déi, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, fit ze maachen, datt se um éischten Aarbechtsmaart, wat jo eigentlech déi regulär Beschäftegung awer nach muss bleiwen, eng Plaz kënne finalement kréien.

Duerfir brauche mer eiser Meenung no net eng Aarbechtsmaartverwaltung, duerfir brauche mer eng Weiderbildungsagence, déi ganz geziilt op Formation continue setzt an deem, deen op der Sich ass no enger Aarbecht, deen no enger gewëssener Zäit net eng nei Plaz ugeholl huet oder net konnt vermëttelt ginn, seet: Okay, mir hëllefen dir weider, mä du muss déi Hëllef awer dann och unhuelen, andeems de zum Beispill bei engem Weiderbildungsprogramm och matméchs.

Aneschters, fäerten ech, komme mer vun deenen dach fir lëtzebuergesch Verhältnisser relativ héije Chômagetauxen net an noer Zukunft erof.

Mir mussen also och e Stéckelche méi contraignant ginn. Dat ass an eisen Aen och nëmmen normal. Wann d'öffentlech Hand engem d'Hand reecht, fir ze soen, mir hëllefen der an där Situatioun, do wou s du eng Aarbecht verluer hues, wou s du op der Sich no enger Aarbecht bass, wou s de zréck vläicht op den Aarbechtsmaart wëlls kommen, do hëllefe mer der; da muss och deen Eenzelnen, dee vun där Hëllef wëllt Gebrauch maachen, seng eegen Hand ausstrecken an aschloen, fir zesummen dat Bescht dorauser ze maachen.

Et ass dat ee vun deene Prinzipië vun der Flexicurity, wat jo leider hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer nëmmen e Schlagwuert ass, mä wou mer net mierken, wou an der alldeeglecher Aarbechtsmaartpolitik da wierklech nei Akzenter solle gesat ginn. Mä datt esou Politike kënnen Erfolleg hunn, an och kéinten Erfolleg hu fir Lëtzebuerg, weisen déi Länner, déi sech getraut hunn, nei Weeër an der Aarbechtsmaartpolitik ze goen.

Aarbechtsmaartpolitik soll selbstverständlech gemaach ginn, fir deene Leit ze hëllefen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, well de Mënsch sech jo och definéiert iwwert déi Aarbecht, déi en all Dag mécht, a well jiddfereen, all Expert an all Statistik engem seet, datt, wann ee keng Aarbecht huet, de Schrëtt, fir eigentlech an der Gesellschaft ofzerëtschen, vill méi no läit, wéi fir an der Gesellschaft eropzeklammen. Duerfir muss et eng gemeinsam Suerg si vun eis alleguerten, fir de Leit ze hëllefen, un Aarbecht ze kommen.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt besonnesch hei am Land d'Ekonomie freet fir méi qualifizéiert Leit zur Verfügung gestallt ze kréien. Eng Ekonomie, déi, wéi ech et gesot hunn, dausende vun Aarbechtsplazen an de leschte Jore konnt schafen, déi awer heiansdo Problemer hat, dann déi néideg Qualifikatiounen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart och ze fannen.

Do ass et bedauerlech, datt mer grad bei esou enger performanter Ekonomie hei am Land, bei Entreprisen, déi Leit sichen a wëllen astellen, et net fäerdeg bruecht hunn, eben och méi Leit ze motivéieren, aktiv ze ginn, oder hinnen d'Fäegkeeten ze ginn, fir dann um Aarbechtsmaart kënnen deelzehuelen.

Den Taux d'emploi hei zu Lëtzebuerg läit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt an e läit nach e ganzt Stéck ewech vun deem, wat dann d'Lissabon-Strategie eis als Objektiv gesat huet; dat ware 70%. Momentan leie mer hei am Land bei 64,2%. Do bleift also nach munches ze maachen, fir méi Leit an Aktivitéit hei am Land ze kréien. Dat wär op jidde Fall och bénéfique fir eis Entreprisen, well se och op der Sich sinn no gutt qualifizéierte Leit.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et schiele sech zwou Gruppen eraus, wou mer besonnesch Problemer hunn hei am Land, se a Beschäftegung ze hale respektiv se a Beschäftegung ze kréien. Et sinn dat virun allem déi eeler Mataarbechterinnen a Mataarbechter, wou mer d'Tendenz hunn hei zu Lëtzebuerg, fir dach relativ schnell aus dem Beruffsliewen auszetrieden. 32% vun deene 55- bis 64-Jähregen hei am Land sinn nach a Beschäftegung; dat ass däitlech méi niddreg wéi am europäeschen Duerchschnëtt vu 44,7%.

Awer och bei deene Jonken huet d'Situatioun sech déi lescht Jore verschlechtert an net verbessert. 1999 waren nach 6,9% vun deenen, déi op der Sich waren no enger Aarbecht, Jonker. Haut sinn et 15,5%. Aner Länner hunn do, och an deene jëtzege wirtschaftleche Situatiounen, däitlech besser Resultater.

Ech denken nees erëm eng Kéier un Dänemark mat 7,9%. Elo hu mer eng grouss Diskussioun hannert eis hei am Parlament, dobaussen a virun allem och mat deene Jonken. Dee berühmte Projet de loi 5611 ass jo

mëttlerweil Realitéit a gëtt um Terrain ëmgesat. Do sinn allerdéngs d'Erfolleger bis ewell dach zimlech mäßeg, well dat Joer, wou en a Kraaft ass - de 5611 -, ass de Jugendchômage vun 1.610 Unitéiten op 1.474 Unitéiten erofgaangen.

D'Tendenz stëmmt. Allerdéngs ass dat doten nach net alles, wat ze maache bleift, an et soll eng Suerg vun eis alleguerte sinn, fir weider drun ze schaffen, fir virun allem déi Jonk méi schnell an d'Aarbecht eranzekréien.

E weidere Punkt, wou mer kënne besser ginn als Lëtzebuerg, dat ass den Taux d'emploi vun de Fraen, well och do eng grouss Reserv läit, well och do oft ganz besonnesch gutt forméiert Fraen net voll vun hire Capacitéite kënnen oder wëlle profitéieren, an d'Ekonomie awer eigentlech op hir Erfahrung an op hiert Kënnen an op hir Ausbildung, déi se oft jo gemaach hunn, kéint zréckgräifen.

Den Taux d'emploi vun de Frae läit hei zu Lëtzebuerg, alt wéi oft aner Kategorien och, däitlech ënnert dem EU-Duerchschnëtt. A besonnesch fir gutt forméiert Frae mierke mer, datt et nach ëmmer net einfach ass, Beruff a Famill ënner een Hutt ze kréien. Et ass oft kee Choix do. Et ass oft net méiglech, béides ze kombinéieren. Finalement ass et esou, datt de Choix entweder fir de Beruff oder fir d'Famill geholl gëtt; an dat ass fir béides ni gutt.

Duerfir musse mer och an eiser Familljepolitik kucken ëmzedenken. Duerfir hu mir jo als Demokratesch Partei plädéiert, fir méi Betreiungsplaze kënnen unzebidden, fir datt et ebe méiglech gëtt, datt Mammen a Pappen zesumme beruffstäteg sinn, wa se dat da wënschen, wa se dann och um Aarbechtsmaart gebraucht ginn.

Duerfir brauche mer eng Reform vum Congé parental. Duerfir solle mer och an der Steiergesetzgebung eppes wéi de Splitting a Fro stellen. Duerfir solle mer effektiv och iwwer Käschte vun de Betreiungsstrukturen an de Servicer nodenken, fir déi ze reduzéieren, well finalement muss et nach ëmmer esou sinn, datt Aarbecht sech méi lount wéi net Aarbecht.

Dat gëllt ganz besonnesch och, wann d'Fraen hei am Land sech d'Fro stellen, wëll ech schaffe goen oder wëll ech net schaffe goen. Dann däerf et net esou sinn, datt ech duerch d'Besteierung an duerch dat, wat ech fir d'Betreiung vun de Kanner bezuelen, herno méi schlecht ewechkommen, wéi op där anerer Säit, wann ech eppes derbäi géif verdéngen.

Wa mer iwwert den Aarbechtsmaart schwätzen, iwwert de Chômage schwätzen, da si mer natierlech ganz schnell bei der Diskussioun vun de Lounkäschten.

Nun, ech bleiwen der fester Iwwerzeegung, datt mer net dauerhaft d'Konkurrenzfäegkeet mam Ausland, mat anere Wirtschaftsregiounen hei op der Welt kënnen assuréieren, andeems mer am Loun no ënne ginn. Wa mer dat wëlle maachen, da maache mer villes futti hei am Land, well mer kënne mat anere Regiounen, déi net hei virun der Dier leien, mä déi méi wäit ewech leien, net op deem dote Punkt konkurrenzéieren, ouni datt munches, wat eis dach léif ginn ass hei am Land, zesumme wäert briechen.

Duerfir plädéiere mer, datt mer op villen anere Facteure besser ginn, wéi mer haut sinn. Duerfir musse mer eis Steierlandschaft permanent hannerfroen. Dat maache mer an dat musse mer net nëmmen ukënnegen.

Mir mussen och ëmsetzen déi nächst Joren. Duerfir musse mer kucken, datt de Präis vun der Energie hei zu Lëtzebuerg och bezuelbar ass. Duerfir musse mer kucken, datt mer d'Prozedure méi schnell evakuéiert kréien, datt ee méi schnell Autorisatioune kritt, hei vläicht wéi soss anzwousch, an all déi Atouten, déi mer hunn duerch eis geographesch Lag, duerch déi gutt forméiert Leit hei, duerch déi Kenntnisser, déi Capacitéiten, déi mer am Land hunn, déi musse mer alleguerten zesummen en valeur setzen, wa mer ebe wëllen évitéieren op där anerer Säit ze vill mussen, wat d'Lounkäschten ubelaangt, d'Konkurrenz auszehalen.

Duerfir si mir och als Demokratesch Partei am Prinzip d'accord mam Index. Mir sinn d'accord, datt en dem Lëtzebuerger Land sozial Stabilitéit bruecht huet, soziale Fridde bruecht huet. Mir sinn d'accord, datt en och d'Produktivitéit bruecht huet, well och duerch den Index ganz vill Betriber permanent sech jo hu misse froen, wéi ginn ech mat deene méi héije Lounkäschten do ëm, a wéi kann ech besser ginn an d'Produktivitéit stäerken.

Mir mierke jo och, datt den Index eng Diskussioun ass, déi ganz gäre gefouert gëtt heibannen an dobaussen, awer gläichzäiteg mierke mer, datt d'Kollektivverträg oft nach iwwert dat erausginn, wat just de reelle Kafkraaftverloscht ausmécht duerch d'Inflatioun. Esou datt mer, wa mer iwwer Kafkraaft an iwwer Kompetitivitéit schwätzen, net nëmmen däerfen iwwert den Index schwätzen.

Et ass heiansdo eng ze vill fokusséiert Diskussioun, déi mer do féieren. Wa mer a Situatioune si wéi mer 2006 waren, wéi mer riskéieren och erëm eranzekommen, oder a Situatiounen, wou mer eng Inflatioun hu wéi déi, déi mer elo déi lescht Méint a Joren haten, no ëm déi 4%, da wësse mer natierlech och, datt den Index kann e Problem sinn an datt mer awer musse bei enger moderater Lounpolitik bleiwen.

Do plädéiere mer dann awer och, datt de Stat alles méiglech muss maachen, fir datt déi moderat Lounpolitik méiglech ass. Mir musse se ënnerstëtzen, zum Beispill duerch Steierreduktiounen. Dat ass ee vun den Argumenter, firwat mer als DP zënter Joren elo derhannert sinn, fir datt d'Steiertabell méi staark, jo souguer integral un d'Inflatioun ugepasst gëtt. Well doduerjer erméigleche mer eréischt eng moderat Lounpolitik, an dat ass zum Wuel vun der Kompetitivitéit vun den Entreprisen hei am Land.

Mir musse kucken, datt mer de Problem um Wunnengsmaart ze pake kréien, datt ebe wunnen och hei am Land bezuelbar bleift. Well wann d'Wunnen ëmmer méi deier gëtt, ass et normal, datt d'Leit natierlech gären hätten, datt se méi solle verdéngen, fir déi Laascht do ze schëlleren.

Och do si mer ganz schnell nees bei de Präisser vun der Kannerbetreiung. Och do musse mer kucken, datt d'Leit aus der Energiefal erauskommen, datt se hir Haiser kënne renovéieren, datt se sech kënnen erneierbar Energien op den Daach setzen, fir ebe mat manner Energien a mat manner Investissement herno kënnen hire Liewensstandard ze halen.

Do ass also eng Gesamtpolitik an eng Globalpolitik noutwendeg, déi sech an engem Plang wéi deem heite kann erëmfannen, wou awer an eisen Ae munches och nach vermësst gëtt, a wou mer virun allem musse vernetzt denken an eis net nëmmen op reng ekonomesch Aarbechtsmaartaspekter fokusséieren.

Fir natierlech fit ze bleiwen als Land, als Betriber, als Ekonomie, musse mer kucken, datt Innovatioun groussgeschriwwe gëtt. Do si mer eis alleguerten hei am Haus eens, datt Innovatioun nëmmen duerch Fortschrëtt, och duerch wëssenschaftleche Fortschrëtt geet. Déi Efforten, déi Lëtzebuerg an deem dote Beräich déi lescht Jore gemaach huet, sinn duerchaus remarquabel a weider ze ënnerstëtzen.

Och den Opbau vun der Universitéit ass sécherlech dat richtegt Signal. Déi Universitéit, déi jo schonn e Succès kennt, op jidde Fall wann een d'Aschreiwunge kuckt. Haut wëlle vill méi Studenten op der Uni Lëtzebuerg studéieren, wéi een dat nach virun enger Rei vu Jore jee fir méiglech gehalen hätt. Dat ass en éischten Deel vun enger „success story Uni Lëtzebuerg". Mir brauche méi héich qualifizéiert Leit, wa mer wëllen an Zukunft innovativ, performant a kompetitiv bleiwen.

Duerfir muss déi Formatioun, déi do ugebuede gëtt, eng Qualitéit hunn, datt se wierklech herno och erlaabt, hei zu Lëtzebuerg nei Innovatioune kënnen doduerjer unzestiwwelen, datt méi Leit eng universitär Formatioun hei um Aarbechtsmaart hunn. Well mir wëssen, datt jo awer grad déi Plazen, déi geschafe sinn, zu engem gudden Deel - oft gëtt gesot, zur Halschent - fir Absolvente vun Héichschoule reservéiert sinn.

Um Gebitt vun der Fuerschung kënne mer net alles hei am Land maachen, well och wann dat, wat de Stat mëttlerweil a Fuerschung investéiert oder an Zukunft nach méi wëllt investéieren, a puncto vum Statsbudget an a puncto vum PIB schonn e grousse Pak ausmécht - vun all deem, wat weltwäit gefuerscht gëtt, mécht et natierlech ëmmer nëmmen e ganz klengen Deel aus.

Duerfir kënne mer do net an all Domän präsent sinn. Duerfir ass et wichteg, sech do op gewëssen Themeberäicher, op gewësse Spezialitéiten ze fokusséieren. Virun allem plädéiere mir als Demokratesch Partei ëmmer erëm derfir, fir Betribsnofuerschung ze ënnerstëtzen, fir zesummen ze fuerschen - öffentlech Hand a privat Hand zesummen -, fir ze garantéieren, datt mer dat, wat mer hei am Land entwéckelen a wat mer hei am Land entdecken, och herno kënnen hei am Land uwennen an de Betriber, fir nei Produitë kënnen ze produzéieren, déi dann och anzwousch aneschters kënnen exportéiert ginn.

Duerfir geet et net nëmmen duer, hei am Land ze fuerschen an ze entwéckelen; duerfir muss och de Kader ronderëm stëmmen, fir datt déi Produktioun herno och hei am Land nach stattfënnt, datt mer net nëmmen hei eppes erfonnt hunn, mä datt et herno iergendwou aneschters weltwäit ugewannt ka ginn. Soss wär den Investissement och vum Lëtzebuerger Stat an d'Fuerschung mat Sécherheet net zum Wuel vun eisem Land.

Mir kënnen net iwwer Kompetitivitéit, iwwer Innovatioun an iwwert den Aarbechtsmaart schwätzen, ouni natierlech op déi jëtzeg Situatioun, déi zënter e puer Wochen hei am Land eng aner ass, bedéngt duerch eng international Finanzkris, anzegoen. Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt mer momentan musse kucken dem Wirtschaftsofschwong entgéintzewierken, ze évitéieren, datt dat, wat an der Finanzwelt lass ass, ze wäit op déi aner Wirtschaftsdomäner iwwerschwappt an agräift. Mir mussen évitéieren, datt de Mëttelstand, d'Industrie an all déi aner Secteuren hei am Land ze staark a Matleedeschaft gezu ginn.

Dat muss den zweeten Objektiv sinn; den éischten ass selbstverständlech d'Finanzkris ze bekämpfen, d'Situatioun op de Finanzmäert a bei de Banken ze stabiliséieren. Mä duerno musse mer kucken, datt zum Beispill d'Investitioune vun de mëttelstännegen Entreprisen, vun den Industrien hei am Land garantéiert sinn, datt se finanzéiert ginn. Et däerf net esou sinn, datt herno opgrond vun enger Finanzkris bei de Banken déi Betriber, déi gutt dostinn, déi gutt Iddien hunn, déi gutt Projeten hunn, déi net kënnen ëmsetzen an doduerjer zréckgehäit ginn.

Duerfir hu mir zum Beispill proposéiert, de Rôle vun der SNCI an där aktueller Finanzkris ze iwwerdenken. Duerfir invitéiere mir d'Regierung och elo, hiren Afloss, dee se als Stat kritt huet duerch d'Participatioun bei Dexia a bei Fortis hei zu Lëtzebuerg, ze notzen, datt séchergestallt ass, datt de Mëttelstand finanzéiert gëtt an datt e seng Investitiounsprojete finanzéiert kritt. Alles aneschters géif nëmme riskéieren, déi aktuell Finanzkris zu enger genereller Wirtschaftskris och hei am Land auszebauen.

Déi Kris do, wa se eppes Guddes hat, dann ass et jo grad, datt mer gesinn hunn, datt d'Finanzwelt, den Déngschtleeschtungsberäich net alles ass. En ass wichteg, en ass extrem wichteg fir Lëtzebuerg. Mir musse kucken, datt mer e weider kënnen hei halen, datt mer eis Finanzplaz op sécher Féiss kënne stellen an datt mer och do performant an d'Zukunft kënne kucken.

Mä op där anerer Säit gesi mer, datt een net lassgeléist vun der Realekonomie kann eleng wirtschaften. Do ass et ganz besonnesch esou - an dat ass ze begréissen -, datt mer mëttlerweil alleguerten entdecken, datt de Mëttelstand deen ass, dee globaliséierungsresistent ass, deen och bei esou Finanzkrise resistent ass an datt dat een ass, dee mat lokale Leit hei ka schaffen, dee fir lokal Marchéë ka schaffen, deen eng lokal, eng regional Kliantell hei ka fannen an dee sech net duerch Phenomeener, déi internationale Charakter hunn, esou schnell ëmstousse léisst.

Fir de Mëttelstand ze stäerken, brauche mer méi einfach a méi schnell Prozeduren. Gradesou wéi ech gesot hunn, et kann net sinn, datt e Betrib e Projet, dee wichteg ass, dee gutt ass fir seng eegen Zukunft, net kann tätegen, well momentan d'Banken d'Geld méi knapp hunn, esou däerf et och net sinn, datt en en net kann tätegen, well de Stat oder eng Gemeng net à même ass, do eng Autorisatioun ze ginn.

Do gëtt et munches, wat nach ze maache bleift. Ech denken zum Beispill un dat berühmten 2004er Gesetz, wou mer am Joer 2005 schonn d'Situatioun haten, datt duerch en neit Gesetz vun 2004 am Aménagement communal vill Wunnengsbauprojeten net konnte realiséiert ginn, datt awer och Gewerbeprojeten net konnte realiséiert ginn, datt deen een oder anere Mëttelständler oder déi eng oder déi aner Industrie sech net konnt esou schnell ausbauen, wéi et dann eigentlech gewollt gewiescht wär.

Mir waarde mat grousser Sehnsucht - muss ech soen - op e Projet de loi vum Innenminister, fir genau dat dote Gesetz ze amendéieren. Mir waarden zënter 2005 op deen dote Projet de loi, well den Innenminister huet och hei an dësem Haus 2005 versprach, bis Enn 2005 géif hien dee Projet do bréngen. Hien huet de Leit am Land versprach, et wär bis Enn 2006, et wär bis Enn 2007. Elo si mer gläich Enn 2008 an dee Projet de loi läit nach ëmmer net do.

Mir wëssen, datt doduerjer vill Investitiounen hei am Land net méiglech sinn. Ech huelen un, de Wirtschaftsminister deelt meng Meenung, well ech hunn hie virun e puer Deeg um Radio héiere soen, datt e Projet, deen d'Regierung selwer wëllt virundreiwen, deen zu enger grousser Prioritéit vum Wirtschaftsministère géif gehéieren - nämlech d'Frichë vun der WSA zu Beetebuerg/Diddeleng als Logistik-Center ze développéieren -, blockéiert ass, well mer op där anerer Säit staatlech Prozeduren hunn, déi ze vill rigide sinn, ze vill Zäit brauchen.

Dat kann et jo net sinn, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg selwer d'Féiss stellen, datt do, wou Potenzial do ass a wou mer alleguerten hei am Haus der Meenung sinn, datt eppes muss gemaach ginn, näischt geschitt, well op enger anerer Säit e Ministère oder eng Verwaltung domadder nach e Problem huet.

Dat weist awer och, wéi wéineg handlungsfäeg déi Regierung an eenzelne Punkten ass. A wann d'wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land, a wa Projete wéi d'Revalorisatioun vun deene Frichen, do eng grouss Prioritéit wär, da wär et esou, datt de Conseil de Gouvernement scho laang och do kloer Sprooch geschwat hätt an Tacheles par rapport zu hirem Innenminister geschwat hätt. Leider schéngt dat momentan nach ëmmer net de Fall gewiescht ze sinn.

Dat ass ee Beispill, dat weist, datt deen Entfesselungsprogramm, dee vum Mëttelstandsminister proposéiert a presentéiert ginn ass, nach ëmmer net gräift an datt en a senger Verwurrelung stieche bliwwen ass op ganz villen Niveauen. Mir haten direkt vun Ufank u festgestallt, datt vill vun deene Mesuren, déi proposéiert gi sinn, näischt aneschters ware wéi Aarbechtsgruppen, déi geschafe ginn, respektiv Punkten, déi schonn an der Vergaangenheet ëmgesat waren. Nun, um Terrain ass nach ëmmer d'Nofro fir méi schnell a méi einfach Prozedure ganz grouss. Mir mussen dohinner kommen.

Wa mer da wëllen zu Lëtzebuerg Mëttelständler favoriséieren, wa mer wëllen eng Produktioun hei zu Lëtzebuerg favoriséieren, da musse mer och bereet sinn, Terrainen duerfir zur Verfügung ze stellen, an dat ass natierlech net evident an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou den Terrain jo eppes ass, wat extrem rar ass. Duerfir muss d'Politik derfir suergen, datt mer Terrainen zu akzeptable Präisser hunn, an och do komme mer eigentlech net esou weider, wéi et hätt misse sinn.

E Plan sectoriel ass an Ausaarbechtung, an deem allerdéngs nëmmen eng Rei vu Projeten, déi bis elo schonn, sief et vum Stat, sief et vu Gemengen, vu Regiounen an Ausaarbechtung waren, regruppéiert ginn. Och do spillt zum Beispill d'2004er Gesetz mat eran an et verhënnert, datt mer Terraine mat Zäite kënnen développéieren.

Wa mer de Mëttelstand wëllen ënnerstëtzen, da musse mer kucken, datt mer d'Zukunftsprojeten an d'Zukunftserausfuerderungen uginn an de Mëttelstand do mat abannen. Ech denken do un déi grouss Zukunftserausfuerderung, fir de Leit ze hëllefen, der Energiefal ze entkommen. Investitiounen an erneierbar Energien, Investitiounen an d'Isolatioun vun den Haiser bréngt net nëmmen deem eppes, deen dra wunnt, well en da manner Heizkäschten huet, an dem gudde Gewësse vun deemjéinegen eppes, deen dran investéiert, mä et bréngt och dem Lëtzebuerger Mëttelstand eppes, well et ass e Konjunkturprogramm par excellence fir de Lëtzebuerger Mëttelstand.

Mir sollen och kucken, datt mer d'Baubranche hei am Land um Rullen halen. Dat ass extrem wichteg, net nëmmen, well d'Nofro nach ëmmer grouss ass, mä well nëmme wa vill gebaut gëtt finalement och d'Präisser kënne stabil bleiwe respektiv no ënne goen. Des Weidere musse mer oppassen, datt mer et deem ganze Secteur net duerch d'Politik an d'Reglementéierung ze schwéier maachen. Duerfir och eis Kritik um Pacte logement.

Ausserdem musse mer eppes ënnerhuelen, fir datt d'Leit och weiderhin hei am Land wëlle wunne bleiwen, well et gëtt vill Résidanten, och vill lëtzebuergesch Résidanten, déi déi lescht Joren an d'Ausland geplënnert sinn, net fir iergendzwousch dem lëtzebuergesche Klima ze entkommen, mä déi sech op där anerer Säit, knapp hannert der Grenz, niddergelooss hunn, well se oft d'Liewen an d'Wunnen hei am Land als ze deier ëmfonnt hunn.

Duerfir menge mer, datt mer dat, wat mer um Niveau vun der Familljepolitik, vun der Steierpolitik a vun der Wunnengspolitik

maachen, mussen iwwerdenken, fir datt Wunnen hei am Land fir ganz normal, duerchschnëttlech lëtzebuergesch Familljen nach bezuelbar bleift. Mir hunn do e Konzept vun engem Wunngeld op den Dësch geluecht. Leider, soen ech nees, ass d'Regierung bis ewell net mat op deen dote Wee gaangen.

Et gesäit een also, datt Kompetitivitéit an Emploi zesummenhänke mat ganz villen anere Politiken hei am Land. Ech hunn an deene puer Wierder probéiert hei d'Zesummenhäng tëschent deenen dote Politikberäicher an deem, wat mer op anere Plaze maache respektiv während deenen nächste Joren nach sollen a musse maachen, ze verdäitlechen. Leider - ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen - hu mer déi gutt Jore verpasst, fir Strukturreformen ëmzesetzen, sief et um Wunnengsmaart, sief et um Aarbechtsmaart, sief et op där anerer Säit bei de Prozeduren, déi mer hätten erliichtere kënnen.

Mir mussen alles drusetzen, fir elo an der aktueller Finanzkris en Ofschwong vun der realer Ekonomie ze évitéieren, an zwar duerch geziilten Interventiounen, esou wéi ech se beschriwwen hunn. Mir brauchen en Ëmsteieren um Aarbechtsmaart vun der Aarbechtsmaartpolitik, wou mer eng aner Richtung mussen aschloen. D'Regierung huet bis ewell hir Richtung bäibehalen, obschonn all Zuele weisen, datt déi dote Richtung falsch ass, an obschonn am Ausland gutt Beispiller weisen, datt eng aner Aarbechtsmaartpolitik méi Erfolleg ka bréngen a méi Leit an d'Aarbecht ka bréngen.

Finalement ass et esou, datt de Stat oft blockéiert, amplaz datt en ënnerstëtzt. Duerfir muss och domadder Schluss sinn, an ech hoffen, datt d'Regierung nach eng Kéier a sech geet an an dësem Programme national pour l'innovation et pour l'emploi déi eng oder aner Iwwerleeung an déi dote Richtung integréiert. Dat wär wichteg fir d'Beschäftegung hei am Land an et wär wichteg fir d'Betriber hei am Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dëser Debatt ronderëm eisen zweete Reformplang vu Lëtzebuerg, fir d'Lissabon-Strategie ëmzesetzen, muss eng eenzeg Fro am Mëttelpunkt stoen: Wéi kënne mir eise Bäitrag leeschten, fir Wuesstem an Aarbecht an Europa an hei am Land no vir ze bréngen?

Nach ni war déi dote Fro méi aktuell wéi haut. Europa steet ënnert dem Risiko vun enger Rezessioun. Déi international Finanzkris huet hiren Impakt op d'Wuesstemsperspektiven. Déi sougenannte Realekonomie weist zumindest am Ausland éischt Unzeeche vu Schwächt. All Länner an international Strukture sinn am Begréff, hir Wuesstemsprognose fir 2008, a besonnesch natierlech fir 2009, no ënnen ze korrigéieren. Fir eenzel europäesch Länner gëtt souguer mat réckleefegem Wuesstem gerechent. Et kéim schonn engem Wonner gläich, wa Lëtzebuerg sech där doter Entwécklung ganz kéint entzéien.

D'Regierung huet bei der Opstellung vum Statsbudget 2009 - déi Zuele fanne sech och an hirem Projet de programme fir Lissabon erëm - folgend Gronddate berücksichtegt: eng Progressioun vum PIB vun 2,5% fir 2008 an eng Progressioun vun 3% fir 2009. Fir d'Eurozon féiert d'Regierung an hirer Aktualiséierung vum Stabilitéitsprogramm 2008/2011 e Wuesstem vun 1,4% fir 2009 an 1,2% fir 2008 un. En duebele Wuesstem zu Lëtzebuerg, am Verglach zu der Moyenne vun der Eurozon, wär a mengen Ae schonn e schéinen Exploit. Et wär wënschenswäert, wann d'Regierung bis zur Diskussioun vum Budget am Dezember déi Prognose vum 1. Oktober géif aktualiséieren; an den Nopeschlänner geschitt dat och.

Loosse mer - besonnesch och hei zu Lëtzebuerg - net vergiessen, dass d'Gewiicht vum Finanzsecteur an eiser Ekonomie iwwerduerchschnëttlech grouss ass. Eng Kris vun deem Secteur kéint deemno och iwwerduerchschnëttlech negativ Auswierkungen hunn, gradesou wéi mer während laange Joren hei zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vun der Dynamik vun deem Finanzsecteur profitéiert hunn. No den Zuele vun 2006 - nozeliesen an engem Rapport vum Comité fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg - ass virgerechent ginn, dass am Joer 2006 de Finanzsecteur, am breetste Sënn, 40% vun eisem PIB ausgemaach huet, 29% vun eise Steiereinnahmen an 13% vun eisem Emploi zu Lëtzebuerg.

Et ass vläicht net schlecht, nach eng Kéier an deem leschte Rapport vun der OCDE iwwer Lëtzebuerg nozebliederen, deen am Juni vun dësem Joer erauskomm ass, also virun der aktueller Finanzkris. Do hu sech d'Experte vun der OCDE - deenen een net ëmmer muss Recht ginn - menger Usiicht no déi richteg Fro gestallt: «Le secteur financier peut-il rester le principal moteur de la croissance au Luxembourg?» Un eis ass et, dorop eng Äntwert ze ginn!

Eng méi negativ Entwécklung gesäit d'Regierung och an hiren Dokumenter, wéi iwwregens och all déi aner Regierungen an déi international Institutiounen, bei der Aarbechtslosegkeet. Trotz der Schafung vu villen neien Aarbechtsplazen - d'Regierung geet dovunner aus, dass den Emploi total intérieur ëm 3,7% an d'Luucht geet am Joer 2008 an ëmmerhin nach ëm 2,7% am Joer 2009 -, gëtt awer fir 2009 mat enger Erhéijung vun der Aarbechtslosegkeet gerechent, obwuel sech d'Zuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg no Aarbecht sichen, an dësem Joer 2008 prozentual no ënne beweegt huet, iwwregens fir d'éischt an deene leschten zéng Joer.

Aus all deene Statistiken a Prognosen zeechent sech also eng schwiereg Dräijoresperiod 2009 bis 2011 of, déi jo duerch deen heiten nationale Reformplang ofgedeckt gëtt. Am Vergläich zu deem presentéiert sech déi lescht Period, déi vum éischten nationale Reformplang, réckwierkend als äusserst positiv. Et waren, global betruecht, dräi Joer mat héijem Wuesstem a mat ganz staarken Aarbechtsplazschafungen, an den Tripartite-Accord vun 2006 huet sécherlech säint dozou bäigedroen. Déi kollektiv Efforten do hunn hire positiven Effet net verfeelt.

Déi méi däischter kuerz- a mëttelfristeg Prognose ginn dësem neien nationale Programm, fir d'Lissabon-Strategie ëmzesetzen, net manner, mä méi Bedeitung. Grad elo gëllt et, niewent engem effiziente Krisemanagement, strukturell Viraussetzunge fir en nohaltegt Wuesstem a méi Beschäftegung ze schafen. D'Regierung huet een Akzent am Budget 2009 gesat. Trotz Rezessiounstendenzen, oder grad well d'wirtschaftlecht Ëmfeld riskéiert sech ze verschlechteren, setzt dës Koalitioun op eng aktiv, eng offensiv Géigesteierung. Net liberale laissez-faire, laissez-aller ass ugesot, keng gréng Dreemereie stinn um Programm, keng ADR-Vereinfachunge wäerte sech duerchsetzen, mä eng voluntaristesch Wirtschafts- a Sozialpolitik, déi op e staarken an effiziente Stat opgebaut ass.

Grad an dëse Krisenzäiten erweist sech d'Noutwendegkeet vun engem handlungsfäege Stat, dee reguléiert, investéiert an d'Kafkraaft erhält.

All déi Politiker a Parteien - et sinn der och hei zu Lëtzebuerg ginn -, déi net midd gi sinn, iwwer laang Jore vum schlanke Stat, der noutwendeger absoluter Fräiheet vun de Wirtschaftsmäert ze schwätzen an ze schreiwen, gi Lige gestrooft. Et ass - ech géif soen - eng nobel Aufgab vun der Politik, de wirtschaftlechen Aktivitéiten e Kader ze setzen, ze reguléieren.

Dës al sozialdemokratesch Thees ass haut méi richteg wéi jee. Regele festleeën, do wou se néideg sinn, a Bürokratie ofbauen, wou se onsënneg ass, dat ass dee Wee, dee mer zesumme wëlle goen. D'Regierungspolitik, esou wéi se am Budgetsprojet 2009 niddergeschriwwen ass, hält d'Investitiounsquot vum Stat op engem héijen Niveau.

Grad elo gëllt et, net déi falsch Signaler ze ginn. All zu Enn geplangte Projete mussen ëmgesat ginn. D'Erhéijung vum Mindestloun an de Rentenajustement grad wéi d'Upassung ëm 9% vun den Tabellë bei der Akommessteier wéi och d'Ausbezuele vun enger Indextranche erhalen d'Kafkraaft a garantéieren héich Konsumausgaben.

Nëmmen esou kann och den Impakt vun der Bankekris op d'Gesamtwirtschaft, den Handel an de Mëttelstand an akzeptabele Grenze gehale ginn. Nei Sozialmoossnamen erlaben et, déi negativ Konsequenze vum Wirtschaftsréckgang fir déi ënnescht Akommeskategorien ofzefiederen.

Grad am Kader vun der Lissabon-Strategie muss och d'Regierung d'Banken dozou incitéiert kréien, hir Kreditgeschäfter géintiwwert de Privatpersounen a géintiwwert de Betriber erëm normal opzehuelen. Grad do, wou de Stat eng direkt Aflossméiglechkeet huet iwwert de Wee vun enger Participatioun vum Kapital, muss e säin Afloss an deenen nächste Woche geltend maachen, fir ze gewährleeschten, dass mat där ofwaardender Haltung, déi bei bal alle Banken och hei zu Lëtzebuerg besteet, wann et drëm geet, fir Prêten ze verginn, Schluss ass, an dass mer erëm an en normale Circuit vu Vertrauen erakommen, dass eng Bereetschaft do ass vun de Banken, hir normal Kreditgeschäfter géintiwwert de Betriber, géintiwwert dem Mëttelstand a géintiwwert de Privatpersounen erëm opzehuelen. Wa sech un där ofwaardender Haltung vu ville Banken näischt ännert, da riskéiere mer tatsächlech en décke Problem och hei zu Lëtzebuerg an der Realwirtschaft ze kréien.

D'Regierungspolitik a Saachen Inflatiounsbekämpfung weist och éischt positiv Effeten op. Fir 2008 däerft d'Inflatiounsrat kloer ënner 4% falen. Fir d'nächst Joer geet d'Regierung vun engem weideren Inflatiounsréckgang aus. Hei si wéi ëmmer d'Entwécklunge beim Pëtrolspräis entscheedend. Op d'Experten - dat muss ee feststellen - kann ee sech bei där doter Fro wéineg verloossen.

Et waren déiselwecht Experten, déi am Summer, wéi de Pëtrolspräis nach Héichte kannt huet, dovunner ausgaange sinn, dass de méigleche Barrel-Präis ganz kuerzfristeg géif bei 200 Dollar leien. An déiselwecht Experten hu viru kuerzem matgedeelt, nodeem de Barrel-Präis ënnert d'100-Dollar-Grenz gerutscht ass a weider erofgeet, dass ee vläicht souguer am Dezember kéint mat engem Barrel-Präis vu 50 Dollar vum Pëtrol rechnen.

Fir richteg hale mir als LSAP och déi Initiativ vun der Regierung, gedroe vu ganz ville Gemengen, fir d'Präisser am öffentleche Secteur, haaptsächlech also d'Taxen am öffentleche Secteur, 2008 an 2009 anzefréieren. Och dat ass dat richtegt Signal no baussen.

Ee gréisseren Ënnerscheed bei de makroekonomeschen Donnéeë par rapport zu deem, wat mer traditionell hei kannt hunn a wat besonnesch och am leschten Dräijoresplang festgehale gi war, läit bei der Statsverschëldung. Duerch déi noutwendeg Stützungsmoossname fir d'Banke gëtt verstäerkt vun der Regierung op Emprunten zréckgegraff.

Gëschter huet d'Chamber jo och hei eestëmmeg der Regierung d'Autorisatioun ginn, fir Geld an der Héicht vun dräi Milliarden Euro léinen ze goen. Domadder wäert sech d'öffentlech Schold an dëser Zäit géintiwwer 2007 verduebelen. Mir bleiwen allerdéngs nach wäit ewech vun der ieweschter Grenz, wéi se vun den europäeschen Texter virgeschriwwe ginn ass.

No där ablécklecher Aschätzung vu Regierungssäit ass an deenen nächsten dräi Joer net mat engem Defizit no de Maastricht-Kritäre vun der öffentlecher Verwaltung insgesamt ze rechnen, dat haaptsächlech dank där exzellenter ablécklecher Situatioun bei der Sécurité sociale a besonnesch bei de Pensiounskeesen. Den Zentralstat allerdéngs muss no engem exzellenten Exercice 2007 spéitstens ab 2009 erëm mat engem Defizit rechnen.

Ech wëll a menge weideren Ausféierungen net an den Detail vun deem nationale Reformprogramm agoen. Den Text läit jiddferengem vir. Ech wollt mech drop beschränken, fir e puer méi prinzipiell Bemierkungen ze maachen am Numm vun der sozialistescher Fraktioun.

Den éischte Punkt betrëfft de Fait, dass déi vun der Regierung an den eenzelne Ministèrë virbruechten Iddien, Initiativen a Projete selbstverständlech an déi richteg Richtung ginn. Si leien an der Kontinuitéit vun deem, wat schonn am éischte Reformplang ze liese war.

Si si bekannt, an och bis elo hunn ech net festgestallt, dass eng vun hinne fundamental hei géif vun de Parteien a Fro gestallt ginn. Och dës Debatt huet wéi all déi Debatte virdrun och vun der Säit vun der Oppositioun bis elo kaum nei an zousätzlech Iwwerleeungen an d'Diskussioun erabruecht.

Eng Kritik allerdéngs kann een deelweis deelen. Et ass de Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, mat enger zäitgerechter Ëmsetzung vun deene ville gudden Usätz. Do hapert et déi eng oder déi aner Kéier. Eis legislativ Prozedure sinn an der Regel ze laang, eis Verwaltungsstrukturen a Verwaltungsprozedure sinn oft schwéierfälleg. Dat mécht et net einfach, fir schnell kënnen ze reagéieren.

(Interruption)

De Mëttelstandsminister huet zum Beispill e flotten Aktiounsprogramm fir de Mëttelstand presentéiert, deen hei begréisst ginn ass, deen och vum Secteur begréisst ginn ass. Elo waart natierlech jiddferee gespaant drop, wéi schnell esou e Programm kann ëmgesat ginn. Et ass e Beispill. Hei muss den néidegen Drift hannert déi dote Reforme kommen.

Den zweete Punkt: Dësen nationale Reformplang am Kader vun der Lissabon-Strategie muss mat anere méi prinzipiell a laangfristeg ausgeriichten Iwwerleeungen iwwert d'Zukunft vun dësem Land verbonne ginn. Dat schreift d'Regierung och an hirem Rapport.

Lëtzebuerg ass zurzäit amgaang, säin nationale Plang fir nohalteg Entwécklung auszeschaffen. Zënter kuerzem läit e ganz kriteschen Avis vun eisem nationalen Nohaltegkeetsrot vir. Mir mussen et fäerdeg bréngen, dës méi fundamental Optiounen, déi nach enger grousser Diskussioun bedürfen, ronderëm d'Nohaltegkeet mat där mëttelfristeger Optik vun dësem Lissabon-Programm ze verbannen. Hei besteet weiderhin e grousse Koordinéierungsbedarf tëschent der laangfristeger Zäitachs an deem, wat mer kuerz- a mëttelfristeg maachen.

Den drëtte Punkt: Déi aktuell international Kris vun der Finanzindustrie huet d'Noutwendegkeet méi wéi ënnerstrach, d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft onermiddlech weiderzedreiwen. Neen, mir kënnen hei zu Lëtzebuerg haut an och net muer op d'Industrie verzichten, och wa verschidde Parteien dat net gären héieren. Den Déngschtleeschtungssecteur eleng als eenzegt Standbee vun eiser Ekonomie geet definitiv net duer.

De Wirtschaftsminister läit goldrichteg, wann hie seng Efforten déi lescht Jore ronderëm e puer Entwécklungsachsen opgebaut huet. D'Logistikbetriber - d'Beispill ass genannt ginn -, mä awer och de Beräich vun den Ëmwelt- a vun de Gesondheetstechnologien, dat sinn zwee Wirtschaftszweiger, déi besonnesch och weltwäit e ganz héicht Entwécklungspotenzial hunn.

All Kéiers mam Versuch, fir déi Politik fir d'Betriber an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg unzesiedelen ze verbanne mat der Sich no Ureizer no engem reglementaresche fiskaleschen Ëmfeld, deen et och wierklech méiglech mécht, fir Betriber ze iwwerzeegen, hei op Lëtzebuerg ze kommen. Well Dir wäert Iech net wonneren, déi aner Länner hunn och erausfonnt, wat déi Secteure sinn, wou vill Entwécklungspotenzial dran ass, an och si maache selbstverständlech Efforten, fir Betriber an deenen dote Beräicher ze entwéckelen. Do musse mer déi kleng Souveränitéitsnisch, déi eis nach bleift, weiderhin notzen, fir duerch Incitatiounen esou Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Et ass duerfir och richteg, fir ronderëm d'Uni Lëtzebuerg an op betriblechem Plang d'Fuerschung auszebauen. Et ass scho remarquabel, dass déi staatlech Mëttele fir Recherche an Développement an nëmme sechs Joer mat véier multiplizéiert gi sinn, fir am Joer 2010 héchstwahrscheinlech op 250 Milliounen Euro ze landen. Iwwert d'Centres de recherche ginn och wirtschaftlech Aktivitéiten an Aarbechtsplaze geschaf. Betribsgrënnunge musse geziilt gefördert ginn. An déi national Pläng vun der Landesplanung an de Beräicher Transport, Aktivitéitszonen, Wunnen an Naturschutz erméiglechen eng koordinéiert Politik, déi souwuel doucë wéi och haarde Standuertfacteure Rechnung dréit. Et ass duerfir onerlässlech, dass déi sektoriell Pläng huerteg an eng demokratesch Diskussiouns- an Entscheedungsprozedur eragefouert ginn.

(Interruptions diverses)

Véierte Punkt: A puncto Kompetitivitéit trëppelt Lëtzebuerg op der Plaz. Géintiwwert deenen anere Länner huet eist Land 2007, wann ech déi lescht Statistike kucken, e bëssen u Buedem verluer. Mir situéieren eis geméiss engem EU-Klassement just nach am éischten Drëttel vun deene 27 europäesche Länner, un néngter Plaz. An et si besonnesch, wann een am Detail kuckt, eis makroekonomesch Performancen, déi eis no vir bréngen an deem dote Klassement; also ouni eis korrekt öffentlech Finanzen an eisen héije Wuesstem riskéiere mer definitiv do an d'Mëttelfeld ofzerutschen, wann net strukturell reforméiert gëtt.

Doraus ergëtt sech, an eisen Aen, d'Nécessitéit fir weider ze investéieren an d'Reform vun der Schoul, an d'Beruffsausbildung, an d'Formation continue. Nëmme mat engem entscheedende qualitative Sprong an dem Ausbildungsberäich, bei der Kompetenz-

vermëttlung kënne mer Schrëtt halen, kënne mer och zu Lëtzebuerg en héije Beschäftegungsgrad halen.

Fënneftens: Et ass eis Suerg, dass bei där aktueller Zouspëtzung vun der Wirtschaftssituatioun weltwäit mat méiglechen Auswierkungen op den Aarbechtsmaart déi ökologesch Komponent vun der Lissabon-Strategie net verluer geet. Steigerung vun der Energieeffizienz, Energie spueren, bleift och haut fir eis eng éischt Prioritéit, an d'Klimaverännerung bleift eng global Erausfuerderung, och wann d'Finanzwelt dobaussen an och hei zu Lëtzebuerg kriselt.

Sechste Punkt: An alle Virbereedungsdebatten zur Ausaarbechtung vun dësem Plang ass eng Iwwerleeung kloer ervirgestrach ginn, eng Suerg, déi ganz kloer zu Dag getratt ass, mat Ausnahm vläicht vun de Vertrieder vun der Wirtschaft: dee Risiko, dass dat Méi u Wuesstem, wat mer kannt hunn déi lescht dräi Joer - mir haten déi lescht Joren iwwerduerchschnëttleche Wuesstem hei zu Lëtzebuerg -, net gerecht opgedeelt gëtt. Mat engem Aarmutsrisiko, deen hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer bei 13% ageschat gëtt, besteet d'Gefor vun enger sozialer Ausgrenzung, engem Lëtzebuerg vun den zwou Vitessen.

D'Wuesstemspolitik muss deemno gekoppelt ginn un eng voluntaristesch Ëmverdeelungspolitik zugonschte vun deene sozial Schwaachen. Duerfir och eist kloert Bekenntnis als LSAP zu enger selektiver Sozialpolitik. D'Aféierung vun enger Aart Negativsteier an eis Fiskal- a Sozialpolitik, fir déi mer eis laang staarkgemaach hunn, bedeit an där Hisiicht en entscheedenden Duerchbroch.

Och do setzt de Budgetsprojet vun 2009 e weideren Akzent an der Kontinuitéit vun deene Moossnamen, déi d'Regierung an deene leschte Méint schonn op deen dote Plang geholl huet.

Dee siwenten a leschte Punkt wëll ech hei ufëieren: D'Chamber wéi och d'Forces vives vum Land waren an d'Ausaarbechtung vun dësem zweete Programm mat agebonnen. Net nëmmen duerch deen Hearing, deen hei organiséiert ginn ass, mä och duerch Kontakter, déi Ressortministeren hate mat deene Secteuren, déi hinnen direkt zougeuerdnet sinn.

Wichteg ass et, dass souwuel d'Chamber wéi och d'Forces vives vum Land hei mat agebonne bleiwen, bei der Ausféierung vun deem heite Programm. Dat däerf kee Rendez-vous ginn, dee mer eis erëm an dräi Joer hei ginn, mä dat muss e Prozess ginn, dee weiderfiert an dee mer partnerschaftlech an deenen nächste Jore musse weiderféieren.

Fir d'Zukunft stellt sech och eng aner Fro. D'Fro, ob een net och misst d'Gemenge méi staark an de Lissabon-Prozess mat abannen. Och si - d'Gemengen eleng oder wa se sech zesummendinn - kënnen e Bäitrag zu méi Wuesstem an Aarbechtsplaze leeschten.

Deen Aspekt do sollt ee vläicht net vernoléissegen an, wéi dat eigentlech op europäeschem Plang suggéréiert ginn ass, méi staark och mat deem lokalen a mat deem regionalen Niveau zesummeschaffen, wuelwëssend, dass dat zu Lëtzebuerg vläicht eng aner Dimensioun huet, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Et schéngt eis kloer ze sinn, dass, nëmme wa mer et fäerdeg bréngen, all öffentlech a privat Kräften ze bündele ronderëm eng gemeinsam Zilsetzung, mer deen dote Pakt fir nohaltege Wuesstem a Beschäftegung och kënne sécher ëmsetzen.

D'sozialistesch Fraktioun steet hannert deem Reformplang vun der Regierung.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent Entwécklung vun de leschte Wochen an Deeg um Finanzmarché, mat all hire Folge fir d'Realekonomie, mécht déi Debatt hei - jiddefalls fir mech - méi interessant. D'Finanzwelt stoung a steet nach ëmmer um Kapp. Zeg Milliarden u staatleche Garantien hu missen an de leschte Wochen an Deeg an d'Finanzinstituter gestach ginn, fir engem Kollaps vun Instituter weltwäit entgéintzesteieren.

Mir selwer hu jo bekanntlech nach gëschter hei an der Chamber en Emprunt vun dräi Milliarden ophuele missen, fir besonnesch zwee Lëtzebuerger Geldinstituter virun hirer Zahlungsonfäegkeet, sprëch Faillite ze retten.

Hätte mir dat net gemaach, wären d'Auswierkunge schlëmm, besonnesch fir eis mëttelstänneg Betriber hei zu Lëtzebuerg gewiescht. Net nëmme wären dausende vun Aarbechtsplazen op der Bankeplaz a Gefor gewiescht, neen, et wären och nach duerch eng staark Verflechtung mat der Lëtzebuerger Wirtschaft Auswierkungen op aner Betriber komm an domat Aarbechtsplaze staark a Gefor geroden.

Längerfristeg Auswierkunge vun dëser Kris sinn nach net ofzeschätzen. D'Vertraue schéngt jiddefalls de Moment emol erëm do ze sinn. Datt mer eis awer op méi kleng Wuesstumsraten astelle mussen, schéngt evident ze sinn. Irland an Däitschland, fir nëmmen déi ze nennen, wäerten déi wirtschaftlech Aktivitéiten deels a Rezessioun, deels punkteweis zréckgoen.

Fir e Land, wat op eng oppe Wirtschaft ugewisen ass, wat och nach ganz staark vum Finanzsecteur ofhängeg ass, wäerte mer och dëse wirtschaftlechen Abroch ze spiere kréien. Wéi grouss deen elo wäert ausfalen, ass deels Spekulatioun.

Sécher ass awer elo schonn, datt mer spéitstens 2010 eis op méi e luese Wuesstum astelle mussen. 2010, also d'Joer vum Erreeche vun den Ziler vun der Lissabonner Strategie. Eng Strategie, entwéckelt vun der Europäescher Unioun um Lissabonner Sommet vun 2000, déi bekanntlech aus der EU déi wëssensbaséiertst Wirtschaft a gläichzäiteg déi kompetitiivst vun der Welt soll maachen.

Déi Strategie gouf 2005 um Lëtzebuerger Sommet iwwerschafft an och ergänzt, esou datt souwuel déi wirtschaftlech, sozial awer och déi ekologesch Komponente vun engem nohaltege Wuesstum gläichberechtegt berücksichtegt ginn. Haut, dräi Joer méi spéit, sti mer virun der gréisster Finanzkris säit den 30er Joren aus dem leschte Jorhonnert.

Et stelle sech natierlech eng ganz Rei vu Froen. Froen, déi 2000 nach net gestallt goufen. Huet d'Strategie vu Lissabon nach ëmmer hir Berechtegung? Wéi steet et mat den eenzelne Lignes directrices aus der Strategie? Kënne mer einfach esou iwwert déi Finanzkris ewechgoen, ouni eis déif gräifend Froen iwwert de Wuesstum, iwwert d'Zesummeliewen, iwwert den Handel, iwwer eisen Ëmgang mat der Natur an der Ëmwelt ze stellen?

An dëse schwieregen Zäiten iwwer eng Strategie ze schwätzen, déi aus engem anere Kontext entstanen ass, mécht d'Aufgab net einfach. Vläicht mécht eis dës Kris d'Aen awer op, méi déif gräifend iwwert d'Problematik vun eenzelnen Entwécklunge vun de leschte Joren nozedenken.

All Kris huet och ëmmer hir positiv Säit. Wann een hei vu positiv Säit däerf schwätzen, och wa ganz vill Leit hu missen drënner leiden an deels mat eidelen Hänn haut dostinn.

De Retour vum Stat an der Finanzwelt gëtt awer queesch duerch d'Reie positiv opgeholl. D'Enn vun der Dereguléierung schéngt agelaut ze hunn. Hätt een dat nach virun engem Joer behaapt, et wär een als Utopist, wann net souguer als Kommunist betitelt ginn!

De Stat als Garant huet missen asprangen. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, besonnesch och an den angelsächsesche Länner hu missen drastesch Hëllefsmoossnamen opgestallt ginn, fir net ze soe Verstaatlechung vu Banken duerchgefouert ginn. Eng Finanzwelt, déi an de leschte Joren op d'Onendlecht schéngt wuessen ze wëllen.

D'Konsequenzen op sämtlech aner Aktivitéite sinn haut net méi ofzeschätzen! Ouni gesond, vertrauensvoll Finanzwelt keng Kreditter fir Innovatioun, kee Risiko fir Investitiounen an esou weider an esou fort. D'Angscht virun enger Rezessioun ass dann natierlech grouss.

Mir sollten d'Chance elo net verpassen, endlech e Paradigmewiessel vun eise Wirtschaften anzeleeden, besonnesch wat den Ëmgang mat eisen natierleche Ressourcen ubelaangt. Dëse Weekend, um Sommet vun de Regierungschefen aus den EU-Länner, ginn déi nei Weiche gestallt. Wa mer et do net fäerdeg bréngen, déi richteg Schlëss aus dëser Finanzkris ze zéien, brauche mer iwwert dës Lissabon-Strategie net weider ze diskutéieren.

D'Scheitere vun enger jorzéngtelaanger neoliberaler Politik schéngt erkannt ze sinn. Nei, méi schaarf Reguléierunge vum Finanzmaart, méi staark Kontroll- an Iwwerwaachungssystemer si mëttlerweil beschloss. All déi Moossname fanne genausou eis Ënnerstëtzung, wéi d'Aschränkung vun de Paie vun de Bankmanager, den üppege Bonussystemer an esou weider. Dës Gier war sécherlech ee vun den Haaptgrënn vun dëser Entgleisung vum Finanzsystem.

Déi schwiereg Finanzkris däerf awer kengesfalls als Ausried benotzt ginn, fir déi dréngend noutwendeg Klimaschutzmoossnamen opzeweechen oder ze verschieben. D'Zeitunge vun haut si voll vun esou Iwwerleeungen. Déi, déi esou Fuerderungen opstellen, gläichen an hirer Verantwortungslosegkeet deene Schëllege vun der Finanzkris. Wa mer elo net richteg handelen, kann eng zukünfteg Klimakatastroph e Villfacht vun deem kaschten, wat mer am Moment mussen am Kader vun der Finanzkris u Geldmëttelen opbréngen.

Mir maachen duerfir en dréngenden Appel un d'Regierungschefen, datt si um europäesche Sommet vun dësem Weekend iwwert den Dag eraus denken! Et däerf net um Klimaaccord vun 20/20/20, wëll soen 20% CO2-Aspuerung, 20% erneierbar Energien, 20% Energieeffizienzsteigerung bis 2020, gerüttelt ginn! Alles aneschters wär eng Katastroph.

Fir déi drohend Rezessioun ze vermeiden, brauche mer dréngend eng europäesch Investitiounsoffensiv, déi de Klimaschutz an déi ökologesch Erneierung vun Europa no vir bréngt. Mir brauchen en europäeschen Investitiounsplang fir erneierbar Energien, Energiespuermoossnamen, Energieeffizienz, Sanéierungspläng fir eis Gebaier an nohalteg europäesch Verkéiersweeër. Duerfir si massiv Opstockunge vun de Mëttel fir Fuerschung a Bildung um europäeschen Niveau néideg, a sech d'Kärstéck vun der Lissabonner Strategie. Et si besonnesch déi Punkten, déi Europa zukunftsfäeg maachen.

Fir d'Finanzéierung vun dësen Investitiounsoffensive mussen um europäesche Plang och nei Weeër beschratt ginn, wéi zum Beispill d'Kreditméiglechkeet vun der Europäescher Investitiounsbank fir d'Finanzéierung vun den noutwendegen ekologeschen Investitiounen auszeweiten. De Klimaschutz däerf um Sommet vun de Stats- an de Regierungschefe vun dësem Weekend net en Affer vun der Finanzkris ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zréck zum Strategiepabeier vun der Lëtzebuerger Regierung. E Pabeier, deen also nach ëmmer op der Basis vun 2005 opgebaut ass. Meng Virriedner si schonn des Laangen an des Breeden op den Opbau vun dem Pabeier agaangen. Et ass och schwiereg, déi nei Evolutioun um Finanzmaart an dësem Pabeier ze integréieren. Ee Saz muss ech awer hei erauspicken, deen am Kontext vun der Finanzkris erëmzefannen ass.

Esou steet an der Ligne directrice 2, iwwert den Équilibre économique et financier, folgende Saz: «Le Luxembourg est bien placé pour faire face au ralentissement de l'économie mondiale par les conséquences de la crise financière internationale et la hausse des prix de l'énergie et des matières premières agricoles.»

Dëse Saz ass awer net esou ouni Weideres ze ënnerschreiwen. Sécherlech huet Lëtzebuerg nach deen een oder anere Polster méi wéi vläicht aner Länner ronderëm. Ech brauch awer nëmmen un 2000 an 2001 ze erënneren, mat wéi enger Wucht d'Platze vun der Spekulatiounsblos op de Bourssen deemools op de Lëtzebuerger Wuesstum respektiv d'Finanzen ageschloen huet. Derbäi kënnt, datt sech zënter där Zäit un eiser Ofhängegkeet vis-à-vis vun der Finanzplaz respektiv vum Energiepräis net vill geännert huet.

Ier ech méi oder manner zum Fong vun eenzelne Lignes directrices Stellung huelen, wollt ech nach e puer Wierder iwwert d'Form vun dësem Pabeier verléieren. Ech hätt mer scho gewënscht - an dat ass virdru vum Minister och scho gesot ginn -, datt d'Dokument e bëssen éischter ukomm wier, mä mir hunn et leider eréischt e Méindeg den Owend zougestallt kritt. E puer Deeg éischter hätte sécherlech dénglech hei gewierkt.

Déi eenzel Lignes directrices liese sech och éischter wéi eng selwer ausgestallte Regierungszensur, wéi elo e kritesche Rapport zu den eigentleche Froen. Ech ka verstoen, datt ee sech zu Bréissel gutt verkafe wëllt. Ech weess awer net, ob d'Zivilgesellschaft, déi sech vill Méi gemaach huet, fir hei zu zwou Hearingsveranstaltungen e Pabeier eranzeginn an déi an der Chamber och opgetrueden ass, nach laang wëllt esou Prozesser matmaachen. Ech fannen nämlech net vill vun deenen Ureegungen a Kritiken, déi och deels op Pabeier niddergeschriwwe goufen, am Strategiepabeier erëm. Duerfir misst ee sech vläicht nei Formen iwwerleeën, wéi een déi eenzel Ureegungen a Kritike besser an engem Syntheespabeier zesummestellt.

Egal wéi eng Regierung elo dohanne sëtzt, oder wéi eng Parlamentarier heibannen nach sëtzen, musse mer oppassen, datt mer d'Zivilgesellschaft net vergraulen, wann hir Ureegungen herno an engem Dokument net méi erëmzefanne sinn. Duerfir misste mer déi eenzel Bäiträg zu deenen eenzelne Lignes directrices, déi do komm sinn, an engem zentralen Dokument regruppéieren, esou datt een dann Ureegungen aus esou engem Dokument eraushuele kéint. Dëst Dokument brauch jo schliesslech dann och net als Strategiepabeier op Bréissel geschéckt ze ginn.

Ech weess och net, wat vun dëser Debatt hei elo nach vill wäert um Inhalt vun dem Pabeier änneren, well d'Zäit, fir dëse Pabeier ze vervollstännegen, ass knapp bemooss. Et schéngt mer, datt dat heiten dann duerchaus als Flichtübung ze gesinn ass. Trotzdeem wëll ech awer zu enger Rei vu Lignes directrices Stellung huelen, ouni awer wëllen a kënnen ausféierlech ze sinn.

Iewescht Prémisse vun der grénger Fraktioun ass awer, den Auswee aus der Uelechfal konsequent unzegoen. Dëst net nëmmen aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen, mä ëmmer méi och aus sozialen Iwwerleeungen, an awer och a virun allem aus wirtschaftlechen Iwwerleeungen.

Aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen eraus muss ee bedenken, datt d'Konsequenze vum Nethandelen ëmmer méi grouss ginn. Et ass ëmmer méi evident, datt mer eis op e Klimawandel astelle mussen, verbonne mat dem Verloscht u Biodiversitéit, mat Wierbelstierm a mat Ëmweltmigratiounen, déi ëmmer méi wäerten zouhuelen.

Aus sozialpoliteschen Iwwerleeungen eraus muss ee gesinn, datt déi héich Ofhängegkeet vum Uelechkonsum besonnesch déi Leit mat méi klenge Revenuen trëfft. Dëst op laang Siicht duerch ëmmer méi cibléiert sozialpolitesch Moossname wëllen opzefänken, geet schif. Hei muss un der Source gehandelt ginn.

Aus wirtschaftspoliteschen Iwwerleeungen eraus muss ee soen, datt et eng ganz Rei vun Etüde gëtt, déi ëmmer nees op déi héich Käschte fir d'Wirtschaft bei Nethandelen hiweisen. Et gëtt fir d'Wirtschaft, an domat fir eis all, méi deier, wa mer et op déi nächst Generatioun ofwälzen. Net nëmme leeschte mer eise Kanner a Kandskanner keen Déngscht, mä mir verpassen och haut d'Chance, aus dësem Paradigmewiessel fir jiddfereen eppes erauszehuelen. Ech wëll duerfir a menger Stellungnahm zu den eenzelne Lignes directrices der e puer eraushuelen, déi eis besonnesch wichteg schéngen an déi an déi Richtung solle goen.

An der éischter Ligne directrice, wat d'Stabilité économique an och eng durabel Croissance ubelaangt, gëtt ëmmer erëm vum Index geschwat. Och mir Gréng stinn zu deem Index. Den Index war a bleift weiderhin en Thema hei zu Lëtzebuerg. Ouni Indexupassung keng Upassung vun der Kafkraaft, et sief dann, datt eng ganz Rei vu Steiermoossnamen ergraff ginn, fir dëse Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Eenzelner wäerte jo och vun eis ënnerstëtzt ginn. Déi eng oder aner Moossnam ass richteg an och wichteg.

Mir mussen awer oppassen, datt de Stat och weiderhin en Handlungsspillraum behält, fir kënne géigenzesteieren. Mir mierke bei där Finanzkris, datt et wichteg ass, datt de Stat och Impulser duerch Investitioune ka maachen. Mir brauche weiderhin de Stat souwuel als Reguléierungsorgan wéi och als Impulsgeber. D'Finanzkris huet eis gewisen, datt d'Wirtschaft eleng op ville Pläng et net fäerdeg bréngt a souguer massiv vu staatleche Schwächte profitéiert huet.

Besonnesch elo beim wirtschaftlechen Ofschwong muss de Stat kënne géigesteieren a wichteg Impulser ginn, besonnesch och op wirtschaftlechem Plang. Dëst geet awer nëmmen, wa mer weiderhi staark a gutt opgestallte staatlech Strukturen an dann och Handlungsspillraum behalen.

Méi wichteg an eisen Aen ass awer d'Inflatiounsbekämpfung. Besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg ass dat ëmmer méi schwéier, well mer dach vill importéiert Inflatioun hunn. Hei weist sech nach méi wéi bei anere Länner déi héich Ofhängegkeet

vum Uelech. D'Inflatioun war iwwert déi lescht zwielef Méint eng vun den héchsten an Europa. Bei engem Land mat héijem Verbrauch u Ressourcen a besonnesch un Uelech schléit dës Präissteigerung méi staark duerch, wéi dat de Fall ass a Länner, wou déi Ofhängegkeet net esou grouss ass. Do sinn d'Adaptatioune vum Waasserpräis an de Gemengen, déi jo d'Inflatioun esou staark sollen unheizen, Peanuts.

D'Inflatiounsbekämpfung geet just iwwer eng massiv Investitioun an Zukunftsprojeten, déi déi Ofhängegkeet reduzéieren. Ze mengen awer, elo wou den Uelechpräis erëm op 80 oder respektiv - wéi de Moien ze liese war - 74 Dollar de Barrel gefall ass, mir bräichten dat net unzegoen, wär fatal. Dës kuerzzäiteg konjunkturell Ofschwächung vum Uelechpräis täuscht iwwert déi strukturell Schwächten ewech, déi nach ëmmer bestinn.

Eng Schwächt, déi wéi gesot op eng vill ze vill staark Ofhängegkeet zréckzeféieren ass. Den nächsten Uelechschock steet scho virun der Dier a wäert nach vill méi hefteg ausfale wéi deen, dee mer elo erlieft hunn, mat Präisser vu bal 150 Dollar de Barrel.

Déi energieintensiv westlech Ekonomie, där och nach vun de Schwellelänner wéi China, Indien, Brasilien nogeäifert gëtt, verstäerkt dës strukturell Schwächt ëmsou méi, wëssend, datt den Ölpeak, also d'Erreeche vum Maximum vun der Fördercapacitéit am Uelech, schonn erreecht ass an d'Demande schonn haut méi grouss ass wéi d'Offer. D'Inflatiounsbekämpfung zesumme mat der Hëllefstellung, fir déi eegen Ofhängegkeet vum Uelech ze reduzéieren, ass déi beschten Hëllef fir d'Haushälter mat klengem Revenu.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéi wäit léisst sech de Lëtzebuerger Modell nach auswäiten? E Modell, deen op ville Pläng niewent dem héijen Uelechkonsum och op eng massiv Zounahm vu Grenzgänger opgebaut ass?

Wéi laang kënne mer nach op déi Grenzgänger zielen, déi zu héije Récklagen zum Beispill bei de Pensioune féieren? Wéi laang ouni zousätzlech staark Investitiounen a performant grenziwwerschreidend öffentlech Transportmëttel léisst sech de Grenzpendler nach weiderhin op Lëtzebuerg transportéieren? Froen iwwer Froen, déi och am Zesummenhang mat der Strategie vu Lissabon behandelt musse ginn.

Mir hunn dëst Froespill hei zu Lëtzebuerg e puermol jo schonn duerchgespillt. Eng nohalteg Léisung ass awer nach net ze erkennen. Weder fir d'Wunnen nach fir den Transport nach fir déi längerfristeg Ofsécherung vun eise Sozialversécherungen hu mer nohalteg Léisunge fonnt.

Et geet fir eis nach ëmmer an déi falsch Richtung. D'Problemer vun haut wëlle mer nach ëmmer mat Léisunge vu gëschter léisen.

D'Beispill vum Ausbau vum Autobunnsnetz op dräi Spuren ass dobäi méi wéi symptomatesch. Wann den Ausbau bis fäerdeg ass, parke mer net op zwou Spuren, wéi haut, mä op dräi Spuren.

Wéi wäit kënne mer eis nach op e wirtschaftleche Wuesstum vu 4%, deen um Rentendësch zréckbehale gouf, stäipen? Verlaangt net och déi momentan Finanzkris eng nei Diskussioun iwwert déi eenzel Accorden, déi an de leschte Jore getraff goufen?

Soubal e bësse Rou um Finanzmarché erreecht ginn ass, sollte mer déi Chantieren onbedéngt erëm ugoen.

D'Recherche ass, dat ass scho vu menge Virriedner gesot ginn, e wichtege Volet, fir weider innovativ Tätegkeeten hei am Lëtzebuerger Land auszebauen. Och do fannt Der eng Rei vun Impulser am Pabeier vun der Regierung. Mir ënnerstëtzen och gréisstendeels dës Impulser, gi se fir eis dach an déi richteg Richtung, well mer jo ëmmer méi an eng Gesellschaft schlidderen, an där d'Innovatioun an den Déngschtleeschtungsberäich ëmmer méi wäerten d'Prioritéit kréien.

Eng vun de Prioritéite muss awer d'Recherche an Ökotechnologië sinn. Et gi schonn eenzel Usätz, mä dat muss eng regelrecht Haaptprioritéit fir zukünfteg Fuerschungsprojekter hei zu Lëtzebuerg ginn.

Wëlle mer den Auswee aus der Uelechfal mat all de Konsequenze richteg ugoen, sinn d'Prioritéiten entspriechend opzestellen. Dëst huet eng ganz Rei vu positive Réckkoppelungen och fir eis gesamtwirtschaftlech Aktivitéiten.

Ech wëll just un d'Etüd vun der Handwierkerkummer erënneren, déi am Beräich vun den Ëmwelttechnologien e grousse Potenzial un Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg gesäit. Et ass virdru scho vu menge Virriedner an deem Beräich ugeschwat ginn.

Een Aspekt ass bei der Recherche natierlech och wichteg, an dat steet och ënnert den Objektiver vun deem Kapitel, nämlech d'Ressources humaines. Esou huet sech awer erausgestallt, datt déi Restriktiounen, déi mer vis-à-vis vun deenen neien EU-Länner agefouert haten, falsch waren, well se dach eng gewëssen Hemmung ausgesprach hunn. Mir hunn am Ufank och ganz staark déi Restriktiounen a Fro gestallt.

Et stellt sech haut d'Fro, ob mer och fir Länner wéi Rumänien a Bulgarien nach ëmmer déi Restriktioune sollte weiderhin oprechterhalen. D'Angscht virun enger Iwwerfriemung gesi mir jiddefalls net, mä eng Chance souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir déi betreffend Länner.

Ee Beräich, vun deem Der Iech jo virstelle kënnt, datt en eis besonnesch um Häerz läit, sinn all déi Moossnamen, déi an der Ligne directrice 11 zréckzefanne sinn. Alles, wat „encourager l'utilisation durable des ressources et renforcer les synergies entre la protection de l'environnement et la croissance" ugeet.

Do stelle sech och eng ganz Rei vu Froen, ob mer schlussendlech op dem richtege Wee sinn an ob mer och d'Kéier hei zu Lëtzebuerg kritt hunn, fir kënnen endlech en nohaltege Wuesstum ze garantéieren.

Fir eis feelt d'Visioun vun dëser Regierung, fir dës grouss Erausfuerderung unzegoen. Eenzel Stécker sinn do. Et feelt awer d'Gesamtwierk. D'Widerspréchlechkeet kënnt ëmmer nees zum Virschäin, jee no Ulass a Publikum.

Et gëtt en aneren Discours gefouert bei der FEDIL wéi deen, dee bei den Ëmweltorganisatioune gefouert gëtt oder bei Aweiunge vu Wandmillen. Mol heescht et, d'Potenzialer vun den erneierbaren Energië si marginal, mol heescht et dann erëm, vill onerschlosse Potenzialer hätte mer awer hei zu Lëtzebuerg, fir weiderhi kënnen auszebauen. Hei feelt fir eis déi néideg politesch Kohärenz.

Et feelt och déi néideg Kohärenz bei der Autotax zum Beispill, der Autotax, déi wuel eng gewëssen Erliichterung beim Kaf vu spuersamen Autoe mat sech bruecht huet, vun där d'Resultat awer nach bescheiden ass.

D'Betribsautoe sollen deemnächst fir d'Joer 2009 ugesteiert ginn. Hei schéngt et awer zum Réckzuch ze kommen, an datt dach nëmmen eng marginal Steier wäert erhuewe ginn.

Ech wëll awer dovu profitéieren, een Expert aus esou engem Hearing hei ze zitéieren. Am éischten Hearing hate mer dräi Experten - ee fir d'Wirtschaft, ee fir dat Soziaalt an ee fir d'Ëmwelt - agelueden. Bei der Ëmwelt war et den Här Spangenberg, an ech wéilt awer e puer Zeilen aus sengem Bericht zitéieren, déi eis trotzdeem zum Nodenke sollten uregen:

„Nicht nachhaltige Entwicklungen beeinträchtigen demnach auch die erfolgreiche Umsetzung der Lissabon-Strategie. Auf Grundlage der Analyse der EU-Kommission für die Revision der EU-Nachhaltigkeitsstrategie und modifiziert, um sie an die Bedingungen Luxemburgs anzupassen, konnte eine Reihe von nicht nachhaltigen Entwicklungen identifiziert werden, die politischer Reaktion bedürfen:

- ungebremste Klimaänderung, vor allem durch wachsenden Energieverbrauch;

- Übernutzung der natürlichen Ressourcen, Verlust der biologischen Vielfalt;

- anhaltende Zunahme des Transports, mit negativen Folgen für Energie- und Flächenverbrauch sowie für die Verkehrssicherheit, und schließlich

- ein weiterhin zu hoher Flächenverbrauch mit negativen Wirkungen auf Landschaft und Erholung, Boden, Grundwasser und biologische Vielfalt."

A weider - et ginn eng ganz Rei vun negativen Usprëch hei opgezielt; ech wëll just nach vläicht een ernimmen -: „Zunahme des Transports: Die Automobildichte in Luxemburg ist die höchste in Europa, mit rund 650/1.000 Einwohner" - mëttlerweil, mengen ech, si mer bei 680 - „ca. 30% über dem Durchschnitt der EU 15 - und dabei ist der Automobilbestand der Berufspendler noch nicht mitgezählt. Hinzu kommt der durch den Tanktourismus angelockte Grenz- und Transitverkehr."

An dann nach: „Flächenverbrauch: Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstum sowie Ausbau der Infrastruktur verbrauchen zunehmend Flächen und führen zur Fragmentierung der Landschaften. Trotz ambitionierter Ansätze im Raumentwicklungsplan konnten die negativen Trends bisher nicht gestoppt werden."

Ech kéint hei nach weider Zitater nennen.

Och wat d'Förderung vun allgemengen anere Technologien ubelaangt, esou wéi d'erneierbar Energien, wéi d'Energieeffizienz, ass munches vun dëser Regierung am Ufank - muss ech soen - retardéiert ginn an duerno krampfhaft erëm an d'Liewe geruff ginn.

De Bilan vun den erneierbaren Energien ass ernüchternd. Mir sinn nach wäit hannert den Erwaardunge vun der LUXRES-Etüd. Eng LUXRES-Etüd, déi an eisen Aen nach mat pessimisteschen Zuele virgaangen ass. Mir bräichten nach vill méi Innovatioun an innovativ Kräften, fir dee Wee ze beschreiten.

Jee, wat onbedéngt muss ugaange ginn, ass spueren, spueren an nach eng Kéier spueren.

(Interruption)

Merci, Här Oberweis. Heibanne kéinte mer domadder ufänken!

Eng vun de gréissten Erausfuerderungen ass nämlech d'Aspuere vun Energie. Dat nämlech, wat mer net verbrauchen, brauche mer schliesslech net duerch Atomkraaftwierker, Kuelekraaftwierker, Gaskraaftwierker oder aner Kraaftwierker, déi de Moment nach um Netz sinn, ze produzéieren.

Wann een de Budget vun 2009 kuckt, ginn am Kader vum Kyoto-Accord - well mer eis CO_2-Ziler bis 2012 net wäerten erreechen - iwwer 100 Milliounen an d'Ausland eraus. 100 Milliounen dergéint ginn an deem Beräich hei a Lëtzebuerg investéiert. 100 Milliounen, déi an eiser Wirtschaft, besonnesch a Mëttelbetriber wëllkomm wären. Mat deenen 100 Milliounen, déi awer an d'Ausland ginn, hu mir séier wéineg ze dinn.

Zur Ligne directrice 16 wollt ech awer och nach kuerz Stellung huelen. Hei geet et ëm déi international Transportweeër wéi Zuchverbindungen, Stroossebau a Weideres. Hei hunn ech besonnesch eng Streck an d'A gefaasst. Dat ass déi Streck, déi tëschent Saarbrécken a Lëtzebuerg soll entstoen. Eng nei Zuchlinn, déi do jiddefalls Erwähnung fënnt.

Dir erënnert Iech drun, datt DÉI GRÉNG sech déi Zäit vehement géint d'Saarautobunn ausgeschwat hunn; datt d'Saarautobunn net d'Léisung vum Transport kéint sinn, dee grenziwwerschreidend aus Däitschland no Lëtzebuerg kënnt.

D'Erkenntnis kann ee schwaarz op wäiss zu Réimech op der Bréck nozielen. 2000 oder 2001, wéi d'Saarautobunn opgaangen ass, ass de Verkéier zréckgaangen; ze beobachte bis 2003.

Haut si mer iwwert deene Wäerter vun 2000 an 2001. Et weist sech, datt mer haut elo déi Diskussiounen erëm nei mussen ufachen, fir eng Alternativ fir eis Grenzgänger opzeweisen. Et weist sech, datt eng ganz Rei vu Wonschdenken an dëser Strategie vu Lissabon opzeweise sinn. Den Handlungsberäich ass méi wéi grouss a wäert eis och nach bäi Wäitem an der nächster Zukunft beschäftegen.

Ech wëll just nach zum Schluss op ee Punkt agoen, dee fir Lëtzebuerg och ganz wichteg ze si schéngt, besonnesch wat d'Cohérence sociale a wat d'Zesummeliewen tëschent Lëtzebuerger an och Auslänner ubelaangt; dat ass d'Bildung. Och do dee Saz, deen ech virdru scho gesot hu beim spueren, spueren a spueren: Mir mussen op Bildung, Bildung an nach eng Kéier Bildung setzen!

Ech si frou, datt endlech d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912 ugaange gëtt. Eng Reform, déi scho laang hätt missen ëmgesat ginn.

Ech sinn och frou, datt d'Formation professionnelle ugaange gëtt. Eng Formation professionnelle, déi wichteg ass, grad fir eisem Mëttelstand déi richteg a wichteg Meeschteren zréckzebréngen.

Ech sinn awer e bëssen enttäuscht, datt et just an eng Richtung geet, déi mer 1990 mat engem Projet de lycée technique „deen anere Lycée" ugefaangen hunn. Selwer hunn ech an där Schoul matgehollef, selwer hunn ech matgehollef un deene Formatioune schaffen. Ech ginn awer d'Angscht net lass, datt mer zréckfalen an eng Tendenz, déi och vum Conseil économique et social a Fro gestallt gëtt.

Do steet zum Schluss: «Par ailleurs, il convient de rapprocher davantage l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique qui à l'heure actuelle fonctionnent chacun selon des règles différentes et où les passerelles du secondaire technique vers le secondaire classique sont quasi inexistantes.»

Schonn 1990, wann net virdrun, hu mer ëmmer nees vun deene Passerellë geschwat.

D'Tendenz schéngt awer grad an déi aner Richtung ze goen.

Weider proposéiert de Conseil économique et social: «d'élargir la formation professionnelle aux formations de brevet de technicien supérieur, de brevet de maîtrise, de bachelor professionnel et de master professionnel».

Et weist sech nämlech, wa mer net oppassen, datt e Clivage besteet tëschent deenen, déi mer aus dem Lycée technique erausbréngen, an deenen, déi mer op der Uni Lëtzebuerg ausbilden als Ingenieur, datt hei ze grouss Etappen dertëschent sinn. Déi eenzel Brécken - fäerten ech - gi bei dëser Reform vum Enseignement professionnel verluer.

Zum Schluss just nach eng Bemierkung, déi ech och virdru scho gemaach hunn.

Ech wär frou, wa mer et géife fäerdeg bréngen, déi sämtlech Dokumenter, déi mer an deenen eenzelnen Hearingen ausgeschafft hunn oder zougeschéckt kruten, an engem grousse Syntheespabeier zesummegestallt ze kréien, wou mer d'Regierungsapprochen an déi Kritiken, déi mer vun der Zivilgesellschaft kritt hunn, kéinte géigeniwwergestallt kréien, fir weiderhi genuch Diskussiounsbasis ze hunn.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Debatt hat ech geduecht, datt mer scho géifen d'lescht Joer domadder ufänken, well et ass geduecht e Plang auszeschaffe fir d'Joren 2008 bis 2010. Mir sinn haut Oktober 2008. Dat heescht, d'Joer huet scho viru bal zéng Méint ugefaangen. Et ass doduerjer wou mer dann och e bëssen am Retard mat der ganzer Saach sinn.

Dat Zweet betrëfft d'Informatioun. Den 10. Oktober ass anscheinend vun der Regierung en Dokument ausgeschafft ginn, wat mer dann den 13. Oktober kruten. Esou ginn déi fundamental Debatte wéi déi hei virbereet!

Ech fannen dat net ganz seriö an ech wollt dat och éierlech esou soen. Quitte datt ech begréissen, datt am Virfeld d'Chamber higaangen ass a Consultatioune mat de Forces vives vun der Natioun - wéi een dat nennt - gemaach huet. Mä et wier besser gewiescht, et hätt een dat am Joer 2007 gemaach, fir datt een an den Délaien hätt kënnen agéieren.

Et muss een och festhalen, datt mer an deenen turbulenten Zäite finanzieller an ekonomescher Natur, déi mer elo kennen, natierlech nach méi virsiichteg musse sinn an op déi Grondwäerter, déi eng Ekonomie huet, mussen zréckgräifen, fir verschidde Visiounen an Zukunft kënnen ze realiséieren an auszedäitschen.

Et ass kloer, datt, soulaang déi Turbulenze bestinn, soulaang wéi net bei de Banke verschidden Ännerunge kommen an der Aart a Weis wéi kontabiliséiert gëtt, soulaang wéi bei de Ratingagenturen net nei Kritären a Kontrollen agefouert ginn, wéi déi d'Entreprisë bewäerten, soulaang wéi nach vill Leit, déi eventuell an der leschter Zäit Pertë gemaach hu bei hiren Investitiounen, hésitéieren, fir nees nei an Aktien ze investéieren, wäerte mer an enger zimlech onsécherer Situatioun sinn.

Dat soll awer net verhënneren, fir deen Ablack awer op deene wichtegen, deenen essenzielle Wäerter, déi eng Ekonomie an e Land hunn, opzebauen a fir resolut an d'Zukunft ze kucken.

Et ass ganz kloer, datt mir hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, eng staark Ekonomie ze hunn, mat enger grousser Croissance. Déi wäert héchstwahrscheinlech an den nächste Joren net esou héich sinn a souguer villech méi niddreg ginn, wann ee gesäit, wéi et an de Länner ronderëm ons zougeet. Mä nach muss ee kucken, datt een an deem Konkurrenzkampf bei de Gewënner ass an net bei de Verléierer.

Mir brauchen eng aktiv Bevölkerung, déi zahlräich ass an dynamesch, e Wëssen an

technologesch Innovatiounen, déi permanent mussen aktualiséiert ginn. Mir brauchen eng Finanzplaz, déi mer musse konsolidéieren. Do muss jo elo munches an den nächste Wochen a Méint geschéien.

Mir mussen och natierlech kucken, datt mer hei am Land iwwer méi sozial Gerechtegkeet, iwwer méi Goût zum Risiko verfügen, deen deen Eenzelne soll iwwerhuelen. Mir mussen dat Ganzt op deene Féiss opbauen an eng zolidd Zukunftsvisioun ausschaffen.

Dat, wat zu Lëtzebuerg ëmmer Angscht mécht, ass déi demographesch Evolutioun, notamment um Niveau vun der aktiver Bevölkerung. Et gesäit een, datt mer do nach munch Problemer hunn. Ech wäert herno nach e bësse méi am Detail dorop agoen.

Da muss een och soen, datt fir ons op jidde Fall ee Message muss kloer am Land sinn, dat ass, datt d'Zukunft net nuren an der Fonction publique ze gesinn ass, mä och an den Entreprisen, an datt an den Entreprisen och d'Zukunft net an de Subventioune läit, mä an der Moderniséierung an an der Formatioun vun hirem Personal.

Mir sinn och der Meenung, datt all déi Reformen, déi noutwendeg sinn am Laf vun dëse Joren, fir d'Zukunft ze preparéieren, fir Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger méi staark ze maachen, all d'Bierger musse concernéieren, ob et den öffentleche Secteur ass oder dee privaten, an datt een net däerf hésitéieren, fir déi Reformen duerchzezéien, déi musse gemaach ginn.

Deen zweete Prinzip, deen ons soll guidéieren an allen Aktiounen, ass, datt een haaptsächlech déi, déi am schwaachste sinn, déi déi meeschten Hésitatiounen hunn, am meeschte sollt begleeden, fir se justement méi staark ze maachen an hinnen Zukunftschancen ze bidden.

An da musse mer all déi Reformen, déi mer amgaange sinn ze maachen, déi mer wëlle maachen, periodesch evaluéieren, ob se dat bruecht hunn, wat mer ons vun hinnen erwaart hunn, an ob mer net sollen déi eng oder déi aner Rectificatioun virhuelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Déi éischt wichteg Geschicht, déi mer mussen ugoen - an dat ass, mengen ech, den Haaptdéfi -, ass, datt mer eng Schoulreform duerchzéien, déi et erlaabt, datt ons Jugendlech eng Zukunft an der Welt vu muer hunn.

Do muss ee soen, datt Lëtzebuerg relativ schlecht dosteet. Mir investéieren an Europa déi meeschte Suen a mir hu mat där schlechtst Resultater. Esou ass elo d'Situatioun.

Et gesäit een och, datt mer zu Lëtzebuerg nuren 69,3% vu Jonker hunn, déi d'Première, déi e Baccalauréat hunn. An deene meeschten europäesche Länner läit deen Taux gutt 10% driwwer, dat heescht bei iwwer 80%. Mir kënne feststellen, datt 17,4% vun de Jonken d'Schoul virzäiteg verloossen. Dat ass e ganz héijen Taux. En huet sech zwar liicht verbessert, mä awer ass deen Taux nach ee vun deenen héchsten an Europa an ass schlecht.

Déi aner Statistik oder Feststellung, déi ee muss maachen, dat ass, datt hei zu Lëtzebuerg 40% vun den Aarbechtsplazen, den neien Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, no den Aussoe vum Här Aarbechtsminister elo Plaze sinn, déi un Universitäre ginn oder u Leit, déi eng Formatioun postprimaire oder BAC+ hunn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- 56% BAC+, dat sinn net alles Universitären, dat sinn och Enseignement-supérieurs-Formatiounen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, et ass dowéinster, datt ech wollt soen, dat heite si justement Donnéeën, déi ganz spezifesch fir Lëtzebuerg sinn a mat deene mir ons och mussen erëmklappen, fir do duerchzekommen.

Dat bedeit, datt mer an onsen Ae musse verschidde Reformen duerchzéien. D'Iddi vun de Cyclen an de Kompetenzen ass gutt. Mä et geet net duer.

Mir mussen och kucken, woufir déi Resultater schlecht sinn, wat mer musse soss nach debattéieren. Et ass wichteg, datt mer bei de Soclen, déi doriwwer mussen ausgeschafft ginn, wat deen, deen aus der Schoul erausgeet, als Minimum muss hunn, oppassen, datt ee muss léieren a wëssen, fir en groupe kënnen ze schaffen an net méi individuell. Et muss een Engleschnotiounen hunn, Informatik an Ekonomie. Munech vun deenen Notioune musse mer nei aféieren an ausbauen.

Mir mussen och méi Autonomie am Primaire an am Secondaire, am Postprimaire ginn. D'Professere mussen iwwer hir Capacitéiten evaluéiert ginn, wéi se et fäerdeg bréngen, hir Schüler méi staark ze maachen a se progresséieren ze loossen. Mir mussen och den Elteren d'Méiglechkeet ginn, d'Scolarisatioun vun hire Kanner ze wielen an ze kucken, wou se hir Kanner solle scolariséieren.

E wichtege Punkt schéngt ons och ze sinn, datt een alleguerten deenen, déi et net am traditionelle Schoulschema gepackt an deen Ablack décrochéiert hunn, eng zweet Chance gëtt. A Frankräich nennt een dat École de la deuxième chance. Mir hunn et deelweis hei bei de Chargés de cours scho gemaach. Mä et muss méi generaliséiert ginn, et muss méi systematiséiert ginn, datt een déi Erfahrung, déi een eventuell huet, herno ka valoriséieren, an datt een iwwert dee Wee dann herno kann en Diplom kréien, deen engem weider Perspektiven opmécht.

Da wëll ech och op déi Problematik agoe vu Recherche et Développement, wat jo eng vun deene groussen Debatten am Kader vun der Lissabon-Strategie ass. Do muss ech zouginn, datt d'Regierung, wat d'Recherche publique ugeet, déi Montantë geheicht huet, déi an d'Recherche publique fléissen. Mä ech muss awer och soen, datt, wat d'Recherche privée ugeet, wann do eng Étude comparative géif gemaach ginn a verschiddene Betriber, wou mer hei bal iwwer 1.000 Leit an deem Secteur hunn, sief et bei der Goodyear, Arcelor an esou weider, ob se hei zu Lëtzebuerg sollte bleiwen oder op Diddenuewen, Arel oder Tréier goen, da wier de Choix an deenen dräi Fäll negativ fir Lëtzebuerg.

An et ass dowéinst, datt ech wëll drun erënneren, datt ech schonn 2004 eng Proposition de loi déposéiert hunn, fir do méi Kompetitivitéit ze maachen, fir Crédits d'impôt Recherche fir déi Entreprisë virzegesinn. Dat sollt deenen Entreprisen erméiglechen, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, fir sech hei ze développéieren an och deen Ablack déi interessant Développementer a Resultater kënnen opzeweisen. Wa mer dat net maachen, riskéiere mer, datt ee gudden Ablack eng Étude comparative kënnt an datt dann déi eng oder déi aner Delokalisatioun riskéiert ze kommen.

Duerfir fuerdere mer vun der Regierung, datt se soll emol esou eng Étude comparative maachen an deen Ablack déi néideg Décisiounen huelen, déi a mengen Aen doranner bestinn, datt een e Crédit d'impôt fir d'Recherche soll aféieren.

Da geet et och dorëm, datt mer fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber musse méi investéieren, datt mer fir si méi Chancë mussen opmaachen. D'Regierung hat 2004 dovu geschwat, datt se géif e Plan PME ausschaffen. Mir gesinn, datt deen am Abrëll 2008, dat heescht bal véier Joer duerno, eréischt zum Droe kënnt a presentéiert ginn ass.

(Interruption)

Datt e bal véier Joer duerno presentéiert ginn ass an datt mer vläicht wäerte gesinn, wat en da bréngt. Mä ech muss soen, do ass vill wäertvoll Zäit verluer gaangen.

Dat Zweet, wat feelt, dat ass dee Plan sectoriel iwwert d'Kreatioun vun Zones d'activités. Do gëtt scho jorelaang driwwer geschwat, do geschitt näischt, do ass näischt esou virgesinn. Mir bedaueren dat, well doduerjer kënne sech munch Entreprisen net décidéieren, wou se dann elo sollen investéieren, wéi se hire Betrib sollen organiséieren. Mir hu wéi vill Betriber, déi à l'étroit sinn a verschiddenen Uertschaften, déi do eraus mussen an net wësse wouhin. Dee Plan sectoriel «Zones d'activités» misst onbedéngt erauskommen, an ech hoffen, datt d'Regierung deen an den nächste Méint kann erausbréngen.

Wat d'Reform ugeet vun der ADEM, do menge mer och, datt munches muss geännert ginn an datt méi privatrechtlech Prinzipien do sollten agefouert ginn, notamment wat d'Placeuren ugeet, datt mer do Rémunératioune fäerdeg bréngen, déi méi op d'Resultat dovunner ausgeriicht sinn, wat déi eenzel Placeure fäerdeg brénge sollen.

Dat Zweet, wat ons wichteg schéngt, dat ass, datt mer bei de Chômeure mussen den Accompagnement an d'Formatioun verbesseren an accéléréieren. Woufir? Well mer gesinn, an den Här Aarbechtsminister wäert eis herno och vläicht déi genau Zuele soen, datt mer eng 1.800 bis 2.000 Chômeuren hunn aus Pays tiers, déi kee Lëtzebuergesch, kee Franséisch, keen Däitsch a keen Englesch kënnen. Déi falen deen Ablack am Chômage mat duerch an da sëtze se am RMG an da geet et do virun.

Do mengen ech, datt mer just an deene Fäll mussen en Effort d'accompagnement maachen, och mat Resultater verbonnen. Keen Effort vun deene Leit muss herno sanktionéiert ginn um finanzielle Plang. Do muss déi Interaktioun duerchgezu ginn, well mer soss hei riskéieren, eng ganz grouss Zuel vun esou Chômeuren ze hunn, déi herno wierklech onglécklech sinn, well se sech net kënnen entwéckelen, an déi total verluer si fir ons Ekonomie.

Dann ass et awer och interessant ze kucken, wéi d'Inflatioun an d'Gehälter evoluéiert hunn an de leschte Joren zënter 2004. Wat d'Inflatioun ugeet, do muss ee festhalen, datt Lëtzebuerg eng Inflatioun huet, déi wäit iwwert där vun Däitschland mat 2,3, vu Belgien mat 1,8 a Frankräich mat 1,6% pro Joer läit. Dat beweist, datt mer munches net am Gréff hunn, datt mer hei eng hausmaacher Inflatioun hunn.

D'Regierung huet festgestallt, datt een Deel vun de Prix administrés dorunner schëlleg wier, mä da muss een awer och Konsequenzen zéien a vläicht verschidde Mesurë méi contraignanter Natur ergräifen, fir dat doten an de Gréff ze kréien.

Et muss een och festhalen, ech wëll nuren ee Beispill ginn, datt mer beim Präis vun de Medikamenter par rapport zu Frankräich tëschent 50 an 80% bei verschiddene Medikamenter méi héich leien. D'Explikatiounen dofir muss een analyséieren.

Ass dat, well de Gros vun de Medikamenter, déi an onst Land kommen, iwwert d'Belsch kommen, an datt do Tëschenhändler sech dumm und dämlech dorunner verdéngen?

Datselwecht kann och geschéien iwwer verschidden aner Wueren, déi hei bei ons kommen.

Ech géif also mengen, datt et wichteg wier, datt d'Regierung eng Kéier eng méi déif gräifend Analys mécht, wat da wierklech d'Grënn sinn, woufir d'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg méi staark ass wéi justement an den Nopeschlänner. Een Deel sinn natierlech och d'Gehälter, mä et ass net nuren dat, an duerfir misst ee kucken, ob déi Intermédiairen, déi heiansdo am Commerce mat dra sinn, eng Roll spillen, an ob do verschidde Verkafsprozeduren net nei iwwerduecht misste ginn.

Dann ass et natierlech och esou, datt de Coût salarial unitaire réel, wéi een dat nennt, dat heescht de Käschtepunkt vum Gehalt, ëm 5,6% zënter 2004 zréckgaangen ass. Et gesäit een, datt ganz vill Leit, déi hei am Land schaffen, ëmmer manner netto iwwreg hunn, datt se sech ëmmer manner leeschte kënnen.

Duerfir ass et fir d'ADR absolut wichteg, datt mer den Index nees erëm aféieren, an duerfir musse mer déi Gesetzgebung, déi mer elo iwwert d'Tripartite kritt hunn, ofschafen. Dat ass eng vun deene Garantien, fir datt mer och eng méi gerecht Distributioun vun de Revenuë kënnen hei am Land garantéieren an haaptsächlech deene méi Schwaachen an de Mëttelschichte kënnen entgéintkommen.

Wat d'Logementer ugeet, do muss ee festhalen - ech wëll net op déi Debatt vu gëschter zréckkommen -, datt ee vun deene Grënn, fir datt mer hei am Logement, am Bau iwwerhaapt méi séier virukommen, eng Vereinfachung vun de Prozeduren ass. Et kann net sinn, datt, fir e PAP ze froen, deen e bëssen eng Importenz huet, dat fënnef, sechs, siwe Joer dauert. An där Zäit muss de ganzen Invest rémunéréiert ginn, an dat féiert zu Verdeierungen. An der Stad Lëtzebuerg hu mer leschte Méindeg festgestallt, datt en Avant-projet fir e Bau vun enger Waasseropbereedungsanlag iwwer ee Joer beim Ministère de l'Intérieur war, ier eng Äntwert koum,…

Une voix.- Oh!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...an datt doduerjer net konnt doriwwer ofgestëmmt ginn. Ech mengen, do gesäit een, woufir et hei an der Ekonomie heiansdo zu Schwieregkeete kënnt. Investitiounen, déi musse gemaach ginn, déi solle gemaach ginn, déi bleiwen hänken, well iergendeng Administratioun en Dossier verschlof huet.

Dat däerf et net ginn, an duerfir musse mer do Reformen huelen. Mä ech gesinn, datt am Strategiepabeier vun der Regierung op jidde Fall relativ wéineg doriwwer steet.

Mir sinn och der Meenung, datt méi sozial Gerechtegkeet och onser Ekonomie kënnt déngen. Zënter 2001 freet d'ADR, datt mer sollen de Prinzip vun enger Steierreform, vun enger moderner a vereinfachter Steierreform duerchzéien, fir datt d'Steieren och méi sozial gerecht solle ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hunn nach 30 Sekonnen, ech wäert dat och duerfir esou halen.

(Interruptions)

Une voix.- Oh, Här Bausch!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech weess, Dir hutt vläicht nach aner Obligatiounen, Här Bausch, duerfir loossen ech lech dat och duerchgoen.

(Interruptions)

Une voix.- Dat ass fir den Här Bausch kee wichtegt Thema.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà!

Ech géif mengen, datt mer also och do fir méi sozial Gerechtegkeet iwwert de Wee vun der Negativsteier munch Reforme kënnen duerchzéien.

Dat, wat ech hoffen, dat ass, datt déi Debatt wéinstens dozou féiert, datt mer déi nächste Kéier an zwee Joer deen nächste Plan triennal fir Lissabon vläicht zur Zäit kënnen diskutéieren, datt mer ons do sérieusement organiséieren a mat de Forces vives de la nation dann déi richteg Orientéierung maachen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes.

(Interruption)

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Nodeem dass jo dann hei haaptsächlech iwwert d'Ekonomie Rieds gaangen ass, d'Lignes directrices pour l'emploi awer e bësse vergiess gi sinn - anscheinend schéngt dat net esou wichteg ze si fir verschidde Leit -, wëll ech dann awer dorobber agoen.

Ech sinn erstaunt, dass déi Lignes directrices pour l'emploi ugi mat „une approche fondée sur le cycle de vie à l'égard du travail". Dat erënnert mech einfach un eng Rei OECD-Berichter oder Recommandatiounen, déi an der leschter Zäit komm sinn, wou einfach gesot gëtt, dass eise Pensiounsalter, an deem mer effektiv an d'Pensioun ginn, ze niddreg wier.

Eise Sozialminister huet och eng Kéier gesot, mir missten den effektiven Alter méi no un de legalen Alter erubréngen. Do stellt ee sech dann d'Fro: Et gëtt zwou Méiglechkeeten, entweder dee legalen Alter erofzesetzen oder deen effektiven erop.

Duerfir maachen ech mer dann an der leschter Zäit Gedanken iwwer eis Préretraitesystemer. Wann ech elo d'Situatioun bei ArcelorMittal kucken, wou soll d'Préretraite dëst Joer auslafen, dann ass et anscheinend esou, dass dach Arcelor nach keng Demande gemaach huet, fir déi Préretraite weiderzefëieren. Dat ass mir an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Aarbechtsminister gesot ginn.

Da liesen ech awer an engem Interview mat engem eminente Gewerkschaftssekretär, dass se amgaang sinn, iwwer nei Modeller vun der Préretraite ze diskutéieren, wouriwwer awer an der Äntwert vum zoustännege Minister kee Wuert drastoung.

Dat heescht also, mir sinn op engem Wee, wou mer ufänken, iwwer verschidde sozial Errungenschaften elo op eemol ze diskutéieren, an dat mécht mer Angscht, well all Kéiers wa mer iwwer sozial Errungenschaften diskutéiert hunn, ass et an déi falsch Richtung gaangen. Gewéinlech ass et ëmmer op d'Käschte vun de Leit gaangen.

Ech maache mer och Gedanken doriwwer an hoffen, dass déi Kris elo hei net och dozou benotzt gëtt, fir erëm eng Kéier an d'Richtung vun enger méi moderater Lounpolitik ze goen, wéi dat schonn an de leschte Joren de Fall war.

Ech maache mer Gedanken iwwer Initiativen, déi solle kommen: Méi Aarbecht, méi Loun - dat heescht, d'Iwwerstonne sollen

net méi besteiert ginn. Dat geet dann a Richtung vun Zehnkämpfer. Dat heescht, déi, déi schaffe kënnen, déi kënnen Iwwerstonne schaffen, déi schaffe se, an déi aner bleiwen da gären op der Streck. Mä dat geet awer fir jiddfereen op jidde Fall op d'Käschte vun der Liewensqualitéit. Et soll een deene Leit dat dann och emol soen.

Derbäi kënnt dann nach eng Initiativ Compte épargne-temps, déi och hei drasteet, a wou ech staunen, dass do steet: «La mise en place judicieuse de comptes épargne-temps dans certaines branches devrait pouvoir retarder l'âge d'entrée en retraite.»

Also, dat verstinn ech zwar net. Well, wann d'Leit, besonnesch déi, déi Iwwerstonne maachen, nämlech hir Stonnen, déi se geschafft hunn, op e Koup tässelen, da schaffe se jo riicht weider, an dat geet op d'Käschte vun hirer Liewensqualitéit. Da sinn ech éischter der Meenung, dass se doduerch krank ginn an éischter an d'Pensioun ginn, awer net doduerch méi spéit an d'Pensioun ginn, wa se kënnen hir Stonnen do, déi se méi geschafft hunn, cumuléieren an iergendwann eng Kéier zesummesammele bis à la Saint-Glinglin.

Da gëtt et Begréffer wéi Flexicurity an all déi Begréffer, vun deenen nach kee weess, wat dorënner ze verstoen ass, wou et also einfach erëm eng Kéier an d'Richtung geet, dass d'Salariéë sech musse méi Flexibilitéit hierginn, fir nach méi de Betriber zur Verfügung ze stoen. Do froen ech, wéi dat alles an Zukunft soll fonctionnéieren, well all déi Mesuren, déi ech elo hei gesinn, niewent der ekonomescher Entwécklung, déi sinn net am Interessi vum Salarié. Déi sinn eleng am Interessi vun der Ekonomie, déi sinn eleng am Interessi vun de Betriber, an dat ka jo awer einfach net sinn, dass mer alt erëm weider an déi Richtung ginn, dass déi eng musse bludden an déi aner Profitter an d'Täsch stiechen.

Wat och net vill hei ervirbruecht ginn ass, dat ass d'Aarmut, déi hei ëmmer méi klëmmt, wou mer elo bei 14% leien an awer gesinn, dass mer keng Léisung fannen.

Duerfir ass menger Usiicht no dat Wichtegst, wat mer elo musse maachen, dass mer och emol méi mussen an de Mënsch investéieren an net nëmmen an d'Ekonomie, well et gëtt net an de Mënsch investéiert.

Natierlech, wann ee seet, wéi den Här Kox, et muss ee méi an d'Educatioun investéieren, dann ass dat kloer, mä da muss een awer och wëssen, wou een d'Suen hierhëlt.

Do hunn ech zum Beispill eng Alternativ, dat wär, wa mer géifen higoen an eis Millitärausgaben emol kierzen. Dann hätte mer emol Geld, fir anerwäerts déi Sue sënnvoll am Interessi vum Mënsch ze verwäerten. Natierlech kënnen déi Gréng dat net matdroen, well si hu jo den Traité vu Lissabon gestëmmt, wou drasteet, dass d'Militärausgabe jo mussen erhéicht ginn an allen europäesche Länner. Also kënnt Der net mat op dee Wee goen. Da musse mer natierlech kucken, wou mer déi Suen anescht sollen hierkréien.

(Interruption)

Ech maache mer just Suergen ëm déi Leit, déi ech vertrieden. Ech mengen, do sinn eng Rei Leit heibannen, déi sech déi Suergen net maachen, well wann ech gesinn, wat alles op déi Leit zoukënnt, besonnesch op d'Salariat, da ginn d'Schuddere mer aus. An da froen ech mech, ob hei d'Interessevertriedung net nëmmen a Richtung vun de Lobbyë geet an net a Richtung vun de Mënschen. Dat sollt sech emol an Zukunft änneren!

Ech hoffen, dass déi nächst Regierung, déi kënnt, dann eng gëtt, déi och emol an de Mënsch investéiert.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Minister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech gi just op e puer Saachen an, déi hei gesot goufen.

Dat Éischt geet iwwert den Aarbechtsmaart. Do wëll ech natierlech soen, dass elo kee weess, wéi et mam Aarbechtsmaart weidergeet. Well dat, wouvir mer Angscht hu schonn zënter e puer Méint, dat ass, dass d'Wirtschaft eng Kris, eng Rezessioun u sech anticipéiert. Duerfir ass et jo wichteg, dass mer dee Budget hunn, deen erëm eng Kéier Vertrauen hierstellt, fir och nei Aarbechtsplazen ze schafen. Wa keng nei Aarbechtsplaze méi hei geschaf ginn, wäert Der gesinn, dass mer e risege Problem kréien um Aarbechtsmaart, well an der Konkurrenz den Drock op déi Aarbechtsplazen, déi do sinn, nach méi grouss gëtt, an déi, déi manner Qualifikatioun hunn, déi manner produktiv sinn, nach méi ewechfueren.

Mir wäerten och duerfir mam Wirtschaftsminister zesummen, och mam Trésorminister kucken, fir elo eng gewësse Solidaritéit ze kréie vum Bankesecteur, wa misste Leit entlooss ginn. Bis elo war dat ni e Problem, wann eng Bank huet missen entloossen, well déi Leit direkt ënnerdaach komm sinn. Wat mer mussen évitéieren, dat ass, dass et geet wéi 2001, wou op eemol insgesamt dégraisséiert ginn ass an dann déi Leit an d'Aarbechtsamt komm sinn.

Do hu mer nei Politike vum Maintien dans l'emploi, do wäerte mer eis och zesummesetzen, fir ze kucken, dass esou eppes net ka virkommen. Bis elo gesäit et nach net duerno aus, mä ech mengen, et muss een hei einfach Fouss bei Mol behalen.

An nach eng Kéier: Wichteg ass d'Relance économique, an duerfir sinn all déi Messagë wichteg, déi mer mam Budget weiderginn.

Un der Aarbechtsmaartreform schaffe mer, opgrond vum Audit vun der OCDE. Dat ass net ëmmer esou einfach, well fir dat, wat ech gär am léifsten hätt - en Établissement public, dat wësst Der -, huet haut souguer d'DP net méi plädéiert. Dat waren nach déi Eenzeg mat der CSV, déi derfir plädéiert hunn heibannen. Dobaussen hu se all dergéint plädéiert. Bis op eng Gewerkschaft, déi do manner retizent war. All déi aner, vum Patronat bis iwwert déi aner Gewerkschaften, hu radikal géint den Établissement public plädéiert.

Ech kann elo kämpfen, fir den Établissement public ze kréien, deen ech net kréien. Ech kämpfen derfir, fir dat ëmzesetzen, och ouni Établissement public, wat ëmzesetzen ass.

Et muss een nach ëmmer wëssen, wat d'Aarbechtsamt kann a wat et net ka maachen. D'Aarbechtsamt kann net d'Panacée universelle sinn, den Dokter fir alles, wat an dësem Land um Aarbechtsmaart schifgeet.

Et ass schéin a gutt fir ze soen, d'Aarbechtsamt muss eng Weiderbildungsagence ginn. Et muss ee wëssen, dass 55% vun de Leit, déi ageschriwwe sinn, net gebilt sinn. Dat heescht, déi hunn nëmmen d'Scolarité obligatoire a meeschtens nach an hirem Pays d'origine.

Et sinn 1.500, Här Henckes, oder 1.800, dat ass egal. Fir mech sinn et der 1.500, dat si meng Zifferen. 1.500, dat sinn awer och 15%, souguer méi wéi 15% vun de Leit, déi verstinn de Placeur net, wa se bei e kommen. Mat deene kënne mer zum Beispill keng Convention d'activation maachen. Déi kënne se emol net liesen an net ënnerschreiwen, déi wëssen net, wat drasteet. Da musse mer laangwiereg Sproocheprogrammer mat deene maachen. Mir sinn elo amgaang domat. Dat ass eng Aufgab, déi den Aarbechtsminister um Aarbechtsmaart elo ginn huet.

Ech soe just, et wier besser, d'Aarbechtsamt kéint effektiv Weiderbildung maache fir déi, déi hir Plaz verluer hunn an déi musse weidergebilt ginn. Mä dat sinn déi mannst, déi um Aarbechtsamt sinn.

Duerfir muss een oppassen, dass een net vum Aarbechtsamt elo méi verlaangt, wéi ze verlaangen ass, woubäi ech nach ëmmer astinn, dass deen OCDE-Rapport duerchgezu gëtt. Do stinn ech hannendrun.

E Wuert, wou ech natierlech och dem Här Meisch Recht ginn, mä dat maache mer, fir ze soen, Dir musst kucken, dass d'Leit weidergebilt ginn.

Éischtens, bei ville geet et net. Wou maache mer et? Beim 5611, do huet d'DP mech net grad ënnerstëtzt, do hu mer et ebe just gemaach, andeem mer nämlech gesot hunn, déi Jonk, déi keng Ausbildung hunn, kommen iwwer CIE, CAE an eng Ausbildung.

A wat hu mer faërdeg bruecht? Mir hunn et fäerdeg bruecht, dass mer elo vill manner Jonker an de Mesuren hunn, well déi Zuelen huet den Här Meisch net genannt, déi erofgaange sinn an de Mesuren. Dat sinn der och nach eng Kéier gutt 300. An déi Leit sinn net zréckgefall an de Chômage, well do sinn der, wéi den Här Meisch et richteg gesot huet, vill manner wéi virdrun.

Dat heescht, d'Gesetz 5611 huet bis elo geschéngt seng Friichten ze droen. Elo musse mer kucken, wéi et weidergeet an där neier Situatioun. Mä mir hu just gesot, mir bidden eng Formatioun un.

Vill Leit kënnen net an en CAE oder CIE kommen. Och déi mussen eng Formatioun ugebuede kréien. Och dat sinn der erëm eng Kéier, déi keng initial Formatioun hunn, näischt. Duerfir hu mer d'Beschäftegungsinitiativen.

Duerfir hoffen ech, dass mer nach an den nächste Woche fäerdeg gi mam 5144, fir dass mer d'Beschäftegungsinitiativen uerdentlech ofsécheren. Well déi Beschäftegungsinitiative maachen näischt aneschters wéi déi Leit, déi bei se kommen, effektiv ze formëieren. A formëiere fänkt do beim Mënschlechen un, mat der ganzer Begleedung psychosozialer Natur.

Duerfir musst Der Iech eng Kéier auserneesetze mat dem Problem vun der Populatioun vun deene Meeschten, déi eng Schaff sichen. Déi Meescht hu keng uerdentlech initial Ausbildung. Do ass et ganz schwiereg, fir einfach esou eppes aus dem Steen ze schloen. Mir versichen, dat dote weider auszebauen, mä d'Populatioun ass eben ëmmer méi schwiereg drun, an duerfir ass et och ëmmer méi schwiereg, einfach Solutiounen a séier Solutiounen ze fannen.

Zwee Wuert zum Compte épargne-temps. Do wäert ech Iech deemnächst mat engem Projet saiséieren, deen och amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De leschte Punkt ass dee vun der Flexicurity, wat den Här Jaerling ugeschwat huet. Mir hunn e Modell zu Lëtzebuerg vun der Flexicurity. Do ass et nämlech net esou, dass et nëmmen ee Modell gëtt. Ech weess, dass ëmmer gären deen dänesche geholl gëtt, mä da muss een deen dänesche ganz kucken. Vum dänesche gëtt nämlech ëmmer nëmme gesot, notamment vun der DP-Säit, dass do de Kënnegungsschutz ofgeschaaft ass. Jo, do gëtt et kee legale Kënnegungsschutz. Mä do gëtt et flächendeckend Kollektivverträg. Zu Lëtzebuerg falen nëmme 50% ënner Kollektivverträg.

Wann een also wëllt an engem Flexicurity-Kader manner Gesetzer maachen, da muss ee méi Sozialpartnerschaft maachen. Dat wëlle mer och zu Lëtzebuerg maachen, mä mir sinn an deem Beräich net an där Kultur, wéi dat zum Beispill an de skandinavesche Länner de Fall ass.

Flexicurity wëllt soen, dauernd Flexibilitéit a Sécuritéit fir deen een an deen aneren, dat op véier Gebidder. Dat eent ass kontraktuell Fräiheet, wou mir awer soen: Keng individuell kontraktuell Fräiheet, well da geet de Salarié ënner, mä kollektiv kontraktuell Fräiheet. Eist Gesetz vun 2004 huet dat gemaach.

Zweete Punkt ass d'Adaptatioun un d'Wirtschaftswelt. Dat ass zum Beispill och d'Gesetz 5611, déi ganz Politique de maintien dans l'emploi.

En drëtte Punkt, dat ass d'Formation continue, un där mer dauernd schaffen, wou mer nach net do sinn, wou mer gäre wären, mä dat ass déi grouss Erausfuerderung.

An de véierte Punkt, dat ass eng Ofsécherung vun deene Leit, déi hir Schaff verléieren, dass se net direkt an e soziaalt Lach falen. Och dofir plädéieren ech. Ech hu jo ëmmer gesot, dat ass den eenzege Punkt, wou ech mat der OCDE net d'accord sinn.

Duerfir plädéieren ech derfir, dass mer déi Héichte vun den Indemnités de chômage bäibehalen, déi mer elo hunn, fir dass eben een, dee seng Schaff verléiert, net direkt och nach op eemol an eng sozial Nout geréit. Dat dauert bei eis nëmmen zwielef Méint. An anere Länner dauert et méi laang, an duerfir gesinn ech déi zwee nach ëmmer zesummen a wëll net un déi zwee goen.

Voilà, ech mengen, domadder hätt ech op déi puer Froe geäntwert, déi zu de Lignes directrices emploi komm sinn, an elo kann de Lissabon-Minister de ganze Rescht maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kritt d'Wuert de Wirtschafts- oder Lissabon-Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu mäi Schal ausgedoen a probéieren elo emol, ob ech mat där wéineger Stëmm, déi mer iwwreg bleift, nach genuch Kraaft fannen, fir awer op e puer Saachen ze äntwerten, déi noutwendeg sinn.

Ech wollt net op d'Prozeduren nach eng Kéier agoen an op de Kalenner, vu dass den Här Sauber dat schonn ausgiebeg gemaach huet. Ech kann awer eenzel Saachen net hei am Raum stoe loossen.

Dat Éischt ass, wat d'Informatioun vun den Deputéierten ubelaangt. Dat Dokument, wat nach net an der Regierung virbruecht ginn ass, wat also eréischt muer an d'Regierung kënnt, war an der Chamber hei um fënnef op dräi leschte Freideg. Wat duerno geschitt ass, entzitt sech menger Kenntnis. Mä ech loosse mer awer elo net vu jiddferengem, deen hei op d'Riednerpult kënnt, soen, mir hätten eis Aarbecht net esou gemaach, dass Dir mat Zäit d'Dokumenter hätt kënnen hunn!

Um dräi Auer hu mir et fortgeschéckt. Et kann een dovunner ausgoen, dass et fënnef op dräi, vu dass et iwwert den elektronesche Wee kënnt, hei war. Wat duerno hei geschitt ass, weess ech net. Mä um dräi Auer ass et bei eis fortgaangen. Dat dozou.

Dann zum Här Henckes. Här Henckes, d'Regierung huet et och net éischter kritt, well do gëtt et e Kalenner. Den Här Henckes huet och gemengt, mir wieren onheemlech a Retard.

Wat si mer haut, de 15.?

Plusieurs voix.- De 16.!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, Dir hutt Recht, mir sinn immens a Retard, mir sinn nämlech ganz genau een Dag en retard. An dat, well d'Chamber jo eréischt de 14. zesummekënnt. De 14. war e ganze Programm, de 15. och, duerfir hu mer et op de 16. geluecht, wat keen Drama ass. An duerfir gi mer muer an d'Regierung a muer drécke mer op de Knäppchen, dann huet d'Kommissioun et och muer den Owend.

(Interruption)

Här Henckes, Dir sollt net denken, Dir sollt eng Kéier...

(Interruptions diverses et hilarité générale)

Här Henckes, ech hätt léiwer, Dir géift liesen, wat drasteet.

Am Oktober 2007 hu mer de leschte Rapport eraginn, esou wéi et virgesinn ass. Da kënnt d'Kommissioun zesummen a gëtt doriwwer en Avis. Da kënnt am Fréijoer, am Mäerz de Conseil européen zesummen a mécht seng Recommandatiounen.

Doropshin hu mir am Mäerz an am Abrëll hei en Débat gefouert en audience publique. Et ass iwwerdroe ginn iwwert d'Televisioun. D'Kommissioun kënnt ëmmer am Juni/Juli erof, fir mat de Länner iwwer hire Programm ze schwätzen. Mir kënnen et also och net éischter maachen. An dunn hu mer ugefaangen, dee ganze Programm duerchzeéie mat eise Réseauen, an da presentéiere mer Iech en. Ech gesinn net, wou ech awer nëmmen ee Centime hätt kënnen änneren un deem Kalenner, dee virginn ass, an deen all Land esou anhält a mat deem och jiddferee mat d'accord ass, mat Ausnahm vun Iech.

Dat zu där Richtegstellung, wat de Retard ubelaangt an den Diskussiounen.

Et ass nämlech en Dräijoresprogramm an net en Zweejoresprogramm. Et ass en Dräijoresprogramm. Ech verstinn, dass och heiansdo e bëssen eng Konfusioun do ass - dat héieren ech och heiansdo an de Rieden -, dass dat eppes ass fir Europa. Jo, bis 2005 war et eppes, dat kann ee soen, fir Europa, well mir hunn hei an der Chamber - déi Zäit war ech jo och nach hei - net Kenntnis geholl vun der Strategie vu Lissabon. Säitdeem gëtt awer Kenntnis geholl gléckleche rweis an der Chamber an an der Regierung, well säit 2005 ass gefrot ginn, dass dat och en nationalen Impakt misst hunn, an et misst eng Appropriatioun vun den nationale Parlamenter a Regierunge kommen, fir dass et iwwerhaapt géif weidergoen.

Duerfir sinn déi Sujeten och meeschtendeels hei diskutéiert ginn. An der Chamber x-mol. X-mol och mat der Société civile. Mir hunn och d'Chamber gewielt, net nëmmen aus praktesche Grënn, mä well mer gemengt hunn, dat wier vläicht déi gutt Plaz, fir mat der Société civile doriwwer ze schwätzen.

Bemängelt ginn ass vum Här Kox, dass déi Dokumenter net disponibel wieren, déi vun der Société civile erakomm sinn.

(Interruption)

Also, Här Kox, si sinn um Internet vun eis publizéiert ginn, an et steet selbstverständlech och der Chamber fräi, déi Géigeniwwerstellung, déi si fir noutwendeg hält, ze maachen.

(Interruption)

Ech hunn eng gewëssen Aufgab, ech sinn amgaangen, déi ze maachen. Ech akzeptéieren, dass - ech mengen, et war den Här Bodry oder den Här Kox, déi dat gemengt hunn - mir misste probéieren, d'Gemenge

vläicht e bësse méi anzebannen. Ech akzeptéiere selbstverständlech déi Propositioun do. Ech weess nach net richteg, wéi mer et upaken. Mä dat soll een awer absolut elo mat an de Kalenner erabauen.

Ech wëll och drun erënneren, dass mir hei zu Lëtzebuerg exemplaresch am Moment virginn an deem heiten Dossier vis-à-vis vun anere Länner. Et ass och méi einfach, well mir méi kleng sinn. Am CES ass dat diskutéiert ginn. Et ass op x Kolloquien a Konferenzen an deene Méint virdrun doriwwer geschwat ginn, fir dass d'Spezialiste sech och konnten doriwwer ausloossen.

An net ze vergiessen, dass aus där ganzer Lissabon-Strategie et jo och eng Rei Indicateure gëtt, fir ze wëssen, wou een drun ass. Déi sinn, mengen ech, op der Zuel vu 14. Déi hu mir ausgebaut op 86, well mer eng ganz Rei Elementer mat eragehoil hunn. Déi ginn all Joer publizéiert. Déi sinn och um Internetsite vum Observatoire de la compétitivité, well dat Wuert Compétitivité jo net nëmmen e Begréff ass, dee wirtschaftlech ze verstoen ass, mä, esou wéi d'Definitioun ass, déi mir akzeptéiert hunn, heescht et: «la capacité d'une nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale tout en préservant l'environnement». Dat ass d'Definitioun vun der Kompetitivitéit, esou wéi mir se festgehalen hunn. Déi hu mir net erfonnt, mä mir hu se iwwerholl.

Dee Rapport iwwert d'Kompetitivitéit ass elo viru kuerzem erauskomm. Do gëtt et also 86 Indicateuren. An do ka jiddferee sech e Beispill huelen, well wéi gesot, déi sinn alleguerten zougänglech.

Déi Bäiträg vun der Société civile si vun den eenzelne Ministèren duerchgeholl ginn, an et ass dat zréckbehale ginn, wat politesch als noutwendeg emfonnt ginn ass. Dass do net jiddferee sech honnertprozenteg ëmmer erëmfënnt, kënnt Der lech virstellen, an och, dass et tëschent den Exigenze vun de Patronatsverbänn an den Exigenze vun deene Verbänn, déi sech mat der Aarmut hei zu Lëtzebuerg ofginn, natierlech riseg Ënnerscheeder gëtt, an dass en Arbitrage vun der Politik do noutwendeg ass. Muer gi mer mat deem Rapport hei an d'Regierung, huelen déi Remarquë mat, déi ech hei héieren hunn, a wäerten dann en definitiven Text festhalen.

Ech gesti gären an, dass d'Strategie vu Lissabon näischt ass, wat weder heibannen nach dobaussen ee vum Hocker räisst. Dobäi ass et awer e Begréff, deen elo méi oft gebraucht ginn ass, an et muss een deem Begréff just eppes Verständleches matginn. Dat ass och duerchaus méiglech, well et ass näischt Absurdes, et ass eppes Gräifbares, an et ass eppes, wat mir als Lëtzebuerger probéieren absolut, souguer méi wéi déi aner, duerchzezéien. Mir maachen et net fir Europa, mä mir maachen et fir eis.

Mir sinn der Meenung, dass mer net méi op d'Souveränitéitsnischen opbaue sollen, mä op d'Kompetenznischen. Elo gëtt gesot, jo, wat ass dat dann? Mir probéieren net en Avantage dorauser ze zéien, dass mer vläicht eenzel Gesetzer anescht gestalte wéi d'Nopeschlänner, mä mir ginn op de Wee, dass mer eng Rei Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg opbauen an ausbauen, déi et eis erlabe wäerten, och wirtschaftlech méi kompetitiv ze ginn.

Mir probéieren duerfir e besonneschen Effort an der Fuerschung an an der Innovatioun ze maachen. Een anere besonneschen Effort, dee jo awer net ze verkennen ass, gëtt an allem, wat Ausbildung, Weiderbildung ass, gemaach. Et muss ee gesinn, dass déi eenzel Secteuren, déi mer eis erausgewielt hunn, also déi Wirtschaftssecteuren, déi mer nach méi wëllen développéieren, och ëmmer erëm op dat doten achséiert sinn.

D'Strategie vu Lissabon ass also näischt anescht wéi d'Opbauen op Kompetenzen, an zwar vu sengen eegene Leit. Et probéiert een, déi auszebauen an dorobber opzebauen, an net nëmme sech iwwer Gesetzer Avantagë vis-à-vis vum Ausland ze verschafen. Dobäi handelt et sech ëm Kompetenzen, déi ee probéiert huet selwer ze développéieren, wou d'Basis hei am Land ass an domadder och bleift. Dat erlaabt och, wann een et richteg mécht, eng anständeg finanziell Situatioun am Land ze hunn. Mir hunn, makroekonomesch gesinn, eng gesond Situatioun. Dat huet eis et erlaabt, hinzegoen an elo an deene ganzen Turbulenzen eng Rei Décisiounen ze huelen, wou mer eis verschëllt hunn, well mer eng Verschëldungscapacitéit haten, déi wesentlech méi grouss war, wéi déi vun deenen aneren.

E leschte Punkt schlussendlech, deen d'Strategie vu Lissabon beinhalt, ass deen, dass déi sozial Kohesioun soll erhale bleiwen, dass déi Ëmverdeelungsmechanismen - déi noutwendeg sinn an engem Land, wou villes erwirtschaft gëtt, wou vill Suen an deene leschte Jore verdéngt gi sinn - bewierken, dass dat eenegermoossen anständeg ëmverdeelt gëtt. Well vu sech aus verdeelt et sech jo net op eng anständeg Aart a Weis. Dat muss ee steieren, an dat ass de Rôle vun enger Regierung, dat ass de Rôle vun der Politik. Duerfir hu mer eis Rou behalen, och elo an dësen Zäiten, an hu gesot, dass mer och weiderhin op déi selektiv Politik setzen, esou wéi den Alex Bodry dat och ënnerstrach huet.

Mir probéieren net - wat och de Claude Meisch ënnerstrach huet, dass dat net richteg wier - just op de Lounkäschten en Avantage ze ergatteren. Wa mer bei der TDK kengem méi eng Pai ginn hätten, da wiere mer awer net méi kompetitiv gewiescht, eben aus enger Rei anere Grënn. Duerfir ass et richteg, wat Dir gesot hutt. Et huet kee Wäert, eng Course ze maachen op de Lounkäschten. Et muss ee kucken, hei zu Lëtzebuerg aner Kritären ze développéieren, zum Deel douce Standuertkritären, esou wéi Dir se genannt hutt. Dat ass ganz richteg.

Wann ech wëll Leit heihinner unzéien, déi eis och e gewësst Wësse matbréngen, déi eis hëllefen e gewësst Wëssen auszebauen, muss ech beispillsweis derfir suergen, dass déi Haiser hunn, wou se wunnen, dass hir Kanner an enger internationaler Schoul ënnerbruecht sinn, dass se eng anständeg Liewensqualitéit virfannen, dass Sécherheet herrscht. Dat sinn alles Saachen, wou mer zum Deel ganz gutt dostinn, zum Deel nach verbesserungsfäeg sinn.

Ech mierken ëmmer méi, dass d'Standuertvirdeeler eben esou gekuckt ginn, an net elo einfach just iwwert de Steierdeel. Sécherlech geschitt dat nach heiansdo bei enger iwwerflächlecher Analys, zum Nodeel vu Lëtzebuerg, mä meeschtendeels geet et awer méi déif, an duerfir hu mer och déi Chancen, déi mer a leschter Zäit wouergeholl an och publizéiert hunn.

D'wirtschaftlech Situatioun ass schonns ugeschwat ginn, an ech wëll elo hei net ze vill an den Detail iwwert déi finanziell Turbulenze goen - dat huet de Premierminister jo en Dënschdeg gemaach -, mä mir sollen einfach verhalen, dass dat, wat mer an de leschte Joren hei gemaach hunn, op gesonde Féiss steet a stoung. Déi Banken, déi a Gefor waren, waren alleguerte gesond, haten alleguerten anständeg Geschäfter gemaach an hunn och alleguerte mat Succès geschafft. De Misär war, dass se u Mammegesellschaften houngen, wou dat net de Fall war, an dass se quasi duerch Kollateralschied an dee Sog mat eragezu gi sinn. Dat war de Misär vun deene Banken, wou mir als Stat probéiert hunn anzegräifen, fir se iwwer Waasser ze halen.

Datselwecht riskéiert bei deem Deel anzetrieden, deen ee Realekonomie nennt, a wou mir och Filiale vu grousse Mammegesellschaften hei hunn, wou mir Betriber hunn, déi eegestänneg schaffen, mä déi duerch d'Aart a Weis, wéi hir Ofsazgebidder sech entwéckelen, gegebenenfalls och Kollateralschied kënne kréien. Wann d'Automobilindustrie Schwieregkeete kritt - an Dir wësst, dass mer méi wéi 30 där doter, héich performanter Betriber hei zu Lëtzebuerg hunn -, ass et evident, dass déi natierlech och dann a Schwieregkeete kommen. Mä, wéi gesot, déi stoungen a stinn haut nach op gesonde Féiss, an et sinn d'Influencë vu baussen, op déi mer mussen hëllefen anzewierken.

Mir hu net nëmme gehollef, fir d'Dépôte vun den Épargnanten ze retten, mä och d'Banken als solches ze retten, well esou vill Betriber dorunner hänken. Et muss een och bedenken, dass eng vun deenen zwou Banken d'Nummer eent am Beräich vun de Betriber, vum Corporate ass. Wa mer do näischt ënnerholl hätten, da wieren hei massiv Betriber a Schwieregkeete komm an et wiere keng Paie méi ausbezuelt ginn. Duerfir hu mer dee Wee ageschloen.

Eenzel Leit mengen, mir hätten do einfach Banken, well déi sech vläicht besser verkaaft hu vis-à-vis vun eis, gerett, an anere wär vläicht manner ënnert d'Äerm gegraff ginn. Dozou muss ech soen, dass mer probéiert hunn, déi Banken, déi wierklech e systemesche Charakter hunn an déi och hätte kënne systemesch Problemer duerstellen, ze ënnerstëtzen. Domadder hu mer och d'PMEen an all déi Betriber, déi dorunner hänken, am Fong geholl mat ënnerstëtzt. Et däerf een net vergiessen, dass mer iwwert d'Stäerkung dovunner och d'Stäerkung vun eisen anere Secteure gemaach hunn.

Sécherlech, an et ass schonns gesot ginn, wäert d'Welt muer net méi déiselwecht sinn. Mir mussen eis d'Fro stellen, éischtens wéinst den Transportkäschten - dee Problem gëtt et awer scho méi laang -, an zweetens wéinst de Problemer, déi mer elo gesinn hunn, ob net all d'Länner sollten higoen a vläicht erëm sollte kucken och selwer e bësse méi Responsabilitéit ze huele fir dat, wat een a sengem Land brauch. Ech wëll net soen, eng Selbstversuergung, mä et sollt een awer net just mengen, et kéint ee vun allem liewen an et bräicht een näischt méi selwer ze produzéieren, well ee jo aus dem Rescht vun der ganzer Welt alles hei op Lëtzebuerg ka bréngen. Dat wier en Trugschluss. Et wier e Feeler ze mengen, mir géifen e puer Servicer ginn, déi ebe kengem Misär maachen, a fir de Rescht géife mer déi aner produzéiere loossen. Dat ass e Feeler.

Eleng d'Transportkäschte plus d'Salaireskäschten an deene Länner sinn amgaangen déi Lounkäschtestruktur, an déi Ënnerscheeder an de Lounkäschten, staark ze nuancéieren. Duerfir sinn ech der Meenung, dass mer erëm verstäerkt - ech hunn et schonn x-mol gesot, dat ass net nei - op Industrie an Handwierk musse setzen, verstäerkt op méi kleng Betriber musse setzen. Dat ass, wat ech prônéieren, dat ass, wat ech probéieren, an et ass dat, wou zu Lëtzebuerg gemengt gëtt, dass een et an deem Mooss net méi ze maache bräicht, well domadder awer eng ganz Rei Onannehmlechkeete verbonne sinn. Do wou Damp ass, do wou Kaméidi ass, do wou e Camion fiert, do wou Stëbs ass, ass et manner agréabel, wéi wann een eng Bank als Noper huet. Et muss ee just wëssen, dass mer esou net kënne weiderfueren, an dass duerfir e gewësse Versteesdemech noutwendeg ass.

Méi spezifesch wéilt ech elo nach op e puer Punkten zréckkommen, déi hei opgeworf gi sinn. Dir sot, Här Henckes, et soll emol eng Étude comparative am Beräich Recherche & Développement gemaach ginn. Ma dat brauch ech net ze maachen, well déi, déi sech hei usiedelen an deem Beräich, déi hunn dat largement gemaach. D'Delphi huet weltwäit hir Fuerschungszentren ofgebaut. D'Delphi ass hei zu Lëtzebuerg, ass hei zu Lëtzebuerg bliwwen an huet zu Lëtzebuerg ausgebaut. Dir wäert jo net mengen, et wier wéinst eise schéine Gesiichter. Si hu ganz kloer eng Étude comparative gemaach, och ouni dass et en „Crédit impôt recherche“ gëtt, well ech weess net, ob deen d'Delphi gerett hätt. Ech kennen déi Proposition de loi, Här Henckes. Mir hunn Instrumenter genuch, fir dat do ze maachen, an zwar op enger anerer Échelle, wéi dat iwwer en „Crédit impôt recherche“ méiglech ass. Mir hu ganz aner Méiglechkeete fir dat ze maachen, an déi hu mer spille gelooss.

Mir hunn och nach nei Elementer erabruecht, andeems mer d'lescht Joer duerchgesat hunn, dass 80% vun de Revenuen op der Propriété intellectuelle, op de Breveten notamment, steierfräi sinn an nëmmen op 20% besteiert gëtt. Mir wäerten an dem Projet, deen Dir wäert debattéieren, och e Punkt dran hunn, wou den Impôt sur la fortune op de Breveten an op allem, wat d'Propriété intellectuelle ubelaangt, steierfräi ass.

Dat ass ebe just, fir där doter Betriber unzezéien, fir Leit unzezéien, déi an d'Fuerschung investéieren. Et ass do, wou mer probéieren, aktiv ze ginn.

Wat d'Finanzéierung ubelaangt vun de Betriber, deelen ech d'Suergen, déi hei eenzel Leit ausgedréckt hunn. Dat riskéiert, e Problem ze ginn. Dat riskéiert, e Problem ze ginn, well d'Betriber éischtens konjunkturméisseg wäerten ze spiere kréien, wat an den Nopeschlänner lass ass.

Nach eng Kéier zur Erënnerung: An der Moyenne wäerte mer 60% exportéieren an déi dräi Länner, déi ronderëm eis sinn. Zwëschent 56 a 60% ass dat. Dat heescht, wat an Däitschland geschitt, kritt eng riseg Influence op dat, wat hei zu Lëtzebuerg wäert lass sinn. An duerfir ass d'Konjunkturofschwächung deen éischte Problem. Deen zweeten ass dee vum - wat se nennen - „credit crunch“, nämlech d'Erdrosselung vun de Kreditter. De Moien, fir d'lescht, ass um Niveau vun der SNCI beschwat ginn, wat fir eng Méiglechkeete mer iwwert d'SNCI géifen huelen, fir deem entgéintzewierken.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass och richteg, dass mer probéiere mussen, souwuel bei de Betriber wéi bei de Privatleit ze verhënneren, dass et do zu engem Enkpass kënnt. Dat ass och elo geschitt doduerch, dass d'Spuerkeess jo schonn en éischte Move gemaach huet. Mir musse kucken, datt mer do, wou mer nach Méiglechkeeten hunn, oppassen.

Well et ass sécher, dass och zu Lëtzebuerg eng Rei Immobiliëpräisser ze héich sinn. Elo ass dat net dramatesch, wann ech wëll verkafen.

(Interruption)

Eleng wann ech awer eppes anescht scho kaaft hunn an der Gewëssheet, ech géif mäint verkafen zu engem gewëssene Präis, an en Engagement och schonn um Präis op deem Neie geholl hunn, dann entsteet dee Moment do e Problem. Well ganz oft kritt een net méi de Präis op der Immobilie, deen een als Garantie quasi ginn huet, an do si sougenannt Iwwerbréckungskreditter noutwendeg um Niveau vun de Banken. Dat passéiert och zum Deel. Mä dat passéiert nach net iwwerall.

E Wuert zum Plan sectoriel. Ech ginn net richteg eens mat deem, wat Dir gesot hutt, Här Henckes. Dir hutt am Fong geholl gesot, do ass näischt passéiert.

(Interruption)

Do ass extrem vill passéiert, just ass dat net kommunizéiert ginn.

Ech weess, dass Dir eng ganz Rei Leit vertriet, déi ech eben net wëll informéieren. Ech wëll nämlech net d'Spekulatioun unheizen, an duerfir ass bis elo och nach kee Wuert doriwwer erausgaangen.

Mir wäerten Ufank Januar eng Informatioun erausbrénge mat de Prinzipien, mä ech wäert mech wuel hidden, iergendee Kadasterplang dohinnerzeleeën, wou ech soen, do wäert an Zukunft eng Zon entstoen oder do gëtt eng Zon ausgeweit.

Ech wäert verhënneren, dass et dozou kënnt zu dësem Zäitpunkt, bis mer och e Mechanismus fonnt hunn, dass ebe just dat net antrëtt, dass dann direkt aus Stëbs Gold gëtt an een net méi sech kann erwieren an dass deen Terrain dann einfach onerschwinglech gëtt. Mä mengt net,…

(Interruption)

Jo, jo, hie kritt d'Wuert, mä ech maachen nach mäi Saz fäerdeg.

Mengt nëmmen net, do wier näischt geschitt. Do ass enorm vill geschitt an exzellenter Zesummenaarbecht, muss ech soen, mat der Landesplanung a mat deene Büroen, déi fir eis do schaffen. Dat Eenzegt, wat ass, mir konnten zu dësem Zäitpunkt näischt kommunizéieren, aus deem Grond, deen ech lech elo gesot hunn. Mä iwwert d'Prinzipië sinn ech awer bereet, nach ze schwätzen, an zwar Ufank Januar.

M. le Président.- Här Henckes, Dir hutt d'Wuert, awer net fir en Exposé, mä fir eng Fro!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech wollt just froen, am Avis vum CES vum 1. Oktober koum déiselwecht Kritik, fir gewuer ze ginn, wéini de Plan sectoriel géif erauskommen, wéini en definitiv wär.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat soen ech lech och elo nach net.

Une voix.- Très bien!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Aus deene Grënn, déi ech lech virdru gesot hunn. Mir musse fir d'éischt e Mechanismus fannen - an dee fannen ech net eleng -, duerch dee mer verhënneren, dass eng riseg Plus-value direkt gemaach gëtt op deem Terrain, wou mir e Stréch ronderëm zéien. Wann dat lech net aliicht, dann deet et mer leed.

Duerfir hu mer dee Retard. Ech kënnt lech schonn d'Pläng elo dohinnerleeën, well déi gëtt et. Déi sinn do. Déi si bei mir am Tirang. Déi kënnt ech lech dohinnerleeën. Mä da gitt Dir direkt bei iergendeen, dee sech da säi Mehrwert do eraushëlt.

Neen, dat maachen ech net. Mir waarden, bis mer dee Mechanismus hunn, vun deem ech lech geschwat hunn.

E Wuert zu de Prozeduren.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Lauschtert dem Minister no!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech menge wierklech, dass mer en Effort solle maachen an éischtens d'Législatioun nach eng Kéier kucken an - wéi een esou schéi seet - screenen: Sinn net ongënschteg Dispositiounen dran? Well d'Beamten applizéieren, dat dierf een net vergiessen, meeschtendeels dat, wat mir hei an der Chamber ofgestëmmt hunn an all deene Joren.

Mir hunn hei d'Verantwortung an hu während Joren, wann eng Direktiv komm ass, nach dropgeluecht. Et ass eréischt säit zwee, dräi Joer, wou mer eent zu eent probéieren ëmzesetzen, mä do virdrun hu mer ëmmer alleguerte mat dropgesat.

Mir musse menger Meenung no dat erëm eng Kéier kucken, ënnert d'Lupp huelen, well do si Saachen dran, muss ech lech soen, wann Dir dat einfach am Oflaf, am prakteschen Oflaf kuckt, da fält et engem op, an da seet een, dat do kann et net sinn.

Duerfir soll een éischtens d'Législatioun duerchkucken. Zweetens sinn ech der Meenung, mir kéinte redoutabel effikass ginn, wa mer eis d'Moyenen effektiv géife ginn, well déi douce Kritären, doranner ass mat Sécherheet d'Schnellegkeet an d'Flexibilitéit vun enger Administratioun.

Ech sinn der Meenung, wann dat e kompetitiven Element ass, da solle mer kucken, fir dass déi eenzel Administratiounen éischtens eng Opklärung kréien iwwert den Enjeu, well et ass ganz oft den Enjeu, deen net kannt ass, an zweetens och esou ausstaffiert ginn, dass se schnell a flexibel kënne schaffen. Ganz oft si se ënnerbesat an hunn och doduerch einfach Retarden.

Duerfir mengen ech och, et ass net ëmmer eng aner Décisioun, déi muss geholl ginn, - ech soen: net ëmmer -, mä et ass méi schnell eng Décisioun ze huelen. Dat ass am Moment méi de Problem, quitte dass och dat eent oder dat anert soll iwwerduecht ginn.

(Interruption)

Une voix.- Wat bleift dann elo nach vum Entfesselungsprogramm ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Do bleiwen nach eng ganz Rei Saachen ze maachen, déi den Här Boden a säi Programm ageschriwwen huet. Dat sinn déi, déi ech jo elo just ernimmt hunn, net am Detail, mä wou ech mengen, dass Sputt wier a wou dat Land hei redoutabel effikass kéint ginn. Vill méi, wéi wa mer un de Schrauwe vun de Steieren dauernd dréinen. Do sinn der ëmmer, sief et am Oste vun Europa, sief et am Weste vun Europa - Irland, fir et net ze nennen -, déi einfach méi kompetitiv sinn, a wou mir net drun erukommen.

Et huet kee Wäert, eleng op deene Punkten ze spillen. Mir musse kucken, am Peloton vun deene Länner ze bleiwen, mä et huet kee Wäert, dee Rabatt no ënnen total duerchzezéien. Mir mussen aner Punkte probéieren ze verbesseren.

E Wuert zur Energie, Här President. Wann ech den Här Kox a sengen Deeg, wou hie verstänneg ass, héieren,…

Une voix.- Oh!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …da sinn ech jo mat senger Analys zu 98% d'accord. Ech sinn net ëmmer d'accord mat senge Léisungen, déi hie ganz oft och net detailléiert a just pauschal duerleet.

(Interruption)

Neen, soss wier hie bei eis an der Partei.

(Hilarité)

Et kann ee sech och verbesseren.

Une voix.- Mir schaffen drun.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä e bleift pauschal an e bleift mer eng Rei Detailfroe schëlleg.

Richteg ass - an ech hoffen, dass d'Handwierk dat erkannt huet: Déi Wärmeschutzverordnung, déi mir elo erausginn hunn; déi Hëllefstellungen, déi mer als Begleitmoossname ginn hunn; déi besser Informatioun, déi mer elo probéieren, iwwert d'Agence de l'énergie an „my energy" ze ginn, dat gekoppelt mat engem Bewosstsinn vum Handwierk, dass fir si do eng Autobunn ass, mä eng Autobunn zum Erfolleg. Ech hoffen, dass se dat ophuelen.

Wa se dat maachen, hunn nämlech net nëmme si eppes dovun. Mir hu méi Aarbechtsplazen, mä och d'Leit hunn eppes dovun an d'Land huet a senger Gesamtbilanz eppes dovun. Well Effizienz a Spueren ass déi Schrauf, un där een am einfachste kann dréinen.

Ech gesinn eis schlecht hei iergendwann décidéieren, wéi vill Kilometer nach jiddferee pro Woch mam Auto dierf fueren. Well do läit de gréisste Problem. Mä e läit och am Privatverbrauch. Also probéiere mer, um Niveau vun der Effizienz och iwwert dee Programm, dee mer elo zu Bréissel hu missen eraginn, eng Steigerung ze kréien.

Mir probéieren eis natierlech och esou opzestellen, dass mer déi Energie, déi nach ëmmer noutwendeg ass, ëmmer kënne garantéieren, an dass mer keng Enkpäss kréien an dass dat zu anstännege Präisser ass. Déi Fusioun, déi ech amgaange sinn nach duerchzezéien, wäert hoffentlech elo an deenen nächste Wochen an hir lescht Phas kënne goen, dann, wa mer nämlech d'Kartellamtsavisen hunn.

Ee Wuert zu den erneierbaren Energien.

Här Kox, ech si jo total mat lech d'accord, a vun all gutt Propositiour, déi Dir mir maacht, soen ech lech haut schonn, dass ech derfir suergen, dass déi gemaach gëtt.

Just mir wëssen duerch d'Potenzialanalys - och wann Der dorunner nach een, zwee Prozent wëllt dréinen, well Der net d'accord sidd -, dass mer e Potenzial vun ongefeier 4% hunn. Wa mer elo Biofioul, deen Dir awer net wëllt, derbäihuelen, hätte mer nach eng Kéier d'Méiglechkeet, 5% méi ze maachen. Da bleiwen nach ëmmer iwwer 90%, déi mer mussen assuréieren.

Ech sinn och domat d'accord, dass dat eng Uelechfal ass! Just: Dir bleift mir schëlleg, dass Dir dem Land erkläert, wa mer dann direkt aus där Fal wëllen erausgoen, wéi Der dat éischtens technesch gesinn am Energieberäich maacht, an zweetens finanziell, wann Der sot, mir ginn aus dem Tanktourismus eraus.

Esou einfach ass dat net, an dat wësst Dir.

D'Kohärenz bei de Wandmillen ass total. All Plaz, déi méiglech ass an déi den noutwendege Rendement huet, gëtt a Betruecht gezunn. Well Dir sidd jo mat mir d'accord, dass do, wou ech hierkommen, zu Beggen an am Pafendall, et schwéier ass, eng Wandmillen opzeriichten. Mir hunn nëmmen e puer Plazen, wou mer kënne Wandmillen opriichten.

(Interruptions)

Nämlech op de Koppen, an déi Koppe sinn och net alleguerten erschléissbar.

Ech hat e flotte Projet zu Miersch, op de Koppe vu Miersch.

Wat ass de Problem? Dat weess Ären Noper besser: Mir stéieren domat de Radar vum Flughafen. Also fält de Mierscher Site elo schonn total flaach. An dat akzeptéieren ech och.

Mä just fir ze soen, et ass keng Inkohärenz am Discours. Mir maachen de Maximum, dee méiglech ass op deene Siten, déi do sinn. Ech wäert lech an nächster Zäit nach e puer Projete weisen, mä da stousse mer awer scho wahrscheinlech un d'Limiten.

Mir probéieren och mat der Biomass, wou dat gréisst Potenzial menger Meenung no dran ass, en Effort ze maachen, an da muss ech lech soen, bleift dach eng Ofhängegkeet souwuel vum Uelech wéi vum Gas an op der Kuel. An da musse mer spillen op der Technologie vun deem Ganzen.

Bei der Kuel ginn ech d'Hoffnung net op, dass et muer och nach méiglech ass, den CO_2 do ofzesplécken, virdrun an net hannert dem Prozess, an dass et méiglech ass, och dat nach iergendwou ze stockéieren. Wa mer net dorunner gleewen, dann huet et kee Wäert, dass mer nach Suen dora stiechen.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer an déi do Technologië misste Sue stiechen, net nëmmen - an domadder ass jiddfereen d'accord - an déi erneierbar Energien. Et zweifelt keen dorun, dass mer dat musse maachen. An d'Solarenergie och.

D'Solarenergie ass menger Meenung no d'Energie vun der Zukunft, mä leider net muer an iwwermuer, a bréngt och net genuch zu dësem Zäitpunkt, fir dass et elo direkt d'Rettung wier. Et soll een dorunner weider schaffen. Menger Meenung no ass do nach vill Effizienzsteigerung méiglech.

Ee Wuert zu de Grenzgänger. Ech muss soen, dat stéiert mech e bëssen, wéi mer awer dee Problem vun deene Leit hei duerleeën. Et ass net de Problem vun engem Grenzgänger. Et ass de Problem vun enger Metropol, wann een esou wëllt, vun enger Stad oder enger Regioun, déi einfach vill Aarbechtsplaze kreéiert an déi doriwwer also Leit unzitt.

Lauschtert, wa mer zu Nürnberg wieren oder zu Stuttgart oder zu München, an et kéim ee vun 100 km wäit ewech, da schwätzt Dir jo och net vun deem als Grenzgänger a vun engem spezifesche Problem vun engem Grenzgänger. Neen, dee kënnt einfach vun 100 km, an domat huet et sech, a mat genau deeneselwechte Problemer - dat gestinn ech gären an -, déi mir hei hunn. Duerfir solle mer ophalen, vum Problem vum Grenzgänger ze schwätzen. Mir hunn e Problem vun öffentlechen Transportméiglechkeeten, déi esou attraktiv an esou intensiv musse sinn, dass een d'Méiglechkeet huet, d'Leit direkt opzefänken an der Géigend, wou se wunnen. An dat ass eben 30, 40, 50 an 100 km ewech vun hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Direkt an d'Stad!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat ass de Problem, dee mir hunn, an dat ass awer e Problem, dee mir net eleng hunn. Dat huet all Metropol am Moment.

Bei esou Beispiller wéi deem vun der Réimecher Bréck, do géif ech awer och gäre soen, firwat dass dat ass. Et kann een net einfach schléissen aus der Zuel vun den Autoen, déi op eemol do an d'Luucht geet, dass dat eppes ze dinn huet mat gutt oder schlecht fonctionnéierenden Transportméiglechkeeten. Et hat och ganz einfach domat ze dinn, dass et zu deem Zäitpunkt zu enger Explosioun komm ass vun de Grenzgänger. Kuckt emol eng Kéier d'Zuele vun de Grenzgänger am Joer 2000 a kuckt lech se haut un. Et huet och domadder ze dinn.

Dat heescht, mir sinn - ech gestinn dat gären an - net schnell genuch nokomm am Transport, fir dat ze regelen. Mä ech verstinn dat jo. Ech hunn och gesot, mir mussen do Effortë maachen. Déi Ubannung un Däitschland ass zimlech schlecht a muss verbessert ginn.

Une voix.- Baut eng nei Bréck!

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- E lescht Wuert vläicht nach zu de Präisser.

Also, dat mat de Medikamenter, domadder musst Der elo iergendwann ophalen. Da liest dach wann ech gelift awer d'Äntwerten, déi mir lech ginn!

Et war een, deen och behaapt huet, déi belsch Präisser wiere wesentlech méi gënschteg. Mir hunn dat alles kontrolléiert. Dat ass iwwerhaapt net wouer. Mir si souguer nach méi gënschteg wéi déi belsch Präisser am Moment. Mir fixéiere jo déi Präisser och, déi maximal Präisser, opgrond vun deene Präisser, déi mer aus der Belsch kréien.

Wann elo nach eng Kéier eng Fro kënnt iwwert d'Präisser an Däitschland, da kucke mer déi däitsch Präisser nach eng Kéier.

Mir kennen och déi Problemer, déi hu mer jo bei eiser Inflatiounsbekämpfung entdeckt, dass jo eng Rei Generalvertriedungen et net erlaben, do anzekafen, wou een awer vläicht méi bëlleg kéint akafen. Natierlech ass de ganze Secteur vun den Apdikten e relativ protegéierte Milieu. Loosse mer dat awer elo emol soen, wéi et hei zu Lëtzebuerg gehandhaabt gëtt. An dee Secteur ass erop an der Chaîne, der „supply chain" net anescht. Dat heescht, och do handelt et sech net ëm en absolut fräie Maart. Dat schéngt mer op alle Fall esou ze sinn.

Mir hunn also probéiert, op der Inflatioun dat ze maachen, wat mer hei zu Lëtzebuerg als Méiglechkeet hunn. Mir hunn och kuerzfristeg Präisser agefruer.

Ech sinn och frou, dass d'Gemengen zu 99% do matgezunn hunn. Zumindest vun deem Zäitpunkt un, wou mer dat gefrot hunn. Mir hunn zesummen en Intérêt drun ze verhënneren, dass dat e Krich gëtt, wa mer eng héich Inflatioun hunn. Dass mer méi eng héich hunn - huet ee gesot -, wéi am Ausland, dat war ganz einfach doduerch bedéngt, dass, wann ee méi Wuesstum huet wéi d'Ausland, een och méi Inflatioun huet.

Ech hat lech dat schonn eng Kéier gesot: Wann ech géif fäerdeg bréngen, dass mir eng niddreg Inflatioun hätte bei héijem Wuesstum, da krit ech doudsécher den Nobelpräis an der Wirtschaft, well dat huet nach kee fäerdeg bruecht op der Welt.

Une voix.- Et wier ustriewenswäert!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo. Et wier ustriewenswäert, mä dat huet nach keen op der Welt fäerdeg bruecht. Ech iwwerloossen dann...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Minister, et deet mer leed. D'Zäit vun der Regierung ass elo ofgelaf.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hunn net gär, wann ech dat vum President héieren.

(Interruptions diverses)

Ech probéieren awer, lech dann net méi laang ze belästegen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Inflatiounsprogramm ass ganz am Detail beschriwwen, wat mer gemaach hunn. Dat sinn déi Schrauwen, un deene mer kënnen dréinen.

Wann een eng gutt Iddi huet, da sot mer et. Kommt awer net mam Office des prix, well mir haten ni esou eng héich Inflatioun wéi déi Zäit, wéi mer den Office des prix haten. Dat braucht Dir nëmmen nozekucken, a wann Dir wëllt, da ginn ech lech d'Chifferen och nach eng Kéier.

Mir probéieren, d'Kafkraaft ze stäerke vun de Leit, well mer eis awer bewosst sinn, dass do Problemer sinn. Bei den niddregen Akommes - dat soen ech nach eng Kéier - steet ganz kloer, dass mer d'Allocation de vie chère erëm aféieren. D'Steierkreditter an de Kannerbonus gi fir déi niddreg Akommes wesentlech méi wäit wéi iergendeng Indextranche. An ech muss soen, fir déi mëttler Akommes ass d'Upassung vun der Steiertabell jo mëttlerweil och eppes, wat décidéiert ass.

Schlussendlech, Här President, sinn ech frou, dass ech trotzdeem gréisstméiglech Ënnerstëtzung awer hei gespuert hunn, wann och op eenzelnen Elementer dat vläicht net esou ervirkomm ass.

Ech si mer bewosst, dass, wann een e Paradigmewiessel wëllt duerchzéien, esou wéi dat hei ugeklongen ass, da kënnt op eemol de Choix de société, dee mer awer och als Ausdrock nach eppes seet, erëm op, an da sinn ech awer gespaant...

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt elo net nach domadder ufänken. Dat féiert eis wierklech ze wäit.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, mä ech sinn awer gespaant op dee prekären Equiliber, deen am Choix de société läit zwëschent deenen dräi Pilieren, wéi deen dann ausgesäit.

(Interruption)

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Mir soen lech Merci, Här Minister, dass Dir trotz Ärem ugeschloene Gesondheetszoustand eis esou ausféierlech hei iwwert d'Lissabon-Strategie vun der Regierung bericht hutt.

2. Demandes en naturalisation

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat sinn d'Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.31 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.40 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 165 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni '89 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat 11 Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 16 octobre 2008

1. ADAMOWICZ Jakub, né le 11 novembre 1978 à Varsovie (Pologne), demeurant à Differdange

2. AJDARPASIĆ Asad, né le 18 mars 1972 à Novi Pazar (Serbie), demeurant à Differdange

3. ARAÙJO DOS SANTOS Danilo, né le 1er mai 1970 à Sitio de Figueira das Naus/Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange

4. AYDIN Sirac, né le 20 novembre 1966 à Karakoçan (Turquie), demeurant à Esch-sur-Alzette

5. CARDOSO DA SILVA Eliana Sofia, née le 29 septembre 1984 à Tadim/Braga (Portugal), demeurant à Beaufort

6. CHERSTOBITOVA Kristina, née le 18 août 1984 à Dimitrovgrad/Oulianovsk (Russie), demeurant à Berchem

7. COUTINHO LOPES Ariano, né le 4 août 1989 à Ribeira Grande/Nossa Senhora do Rosário (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

8. DA GRAÇA DOS SANTOS Milanka Virginia, née le 7 novembre 1986 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

9. DOUANG Lorraine Kim, née le 8 novembre 1988 à Moyeuvre-Grande (France), demeurant à Luxembourg

10. FENNICHE Hanane, née le 2 mars 1979 à Douar Chemamna/Zaggota (Maroc), demeurant à Differdange

11. IZADPANAH ZARANDI Atoussa, née le 17 janvier 1971 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de IZADPANAH Atoussa.

12. Jacquemart Nicoletta Jeanne Michèle Marie, née le 9 août 1989 à Silistra (Bulgarie), demeurant à Mondorf-les-Bains

13. LIMA SEQUEIRA Viviane Euridice, née le 4 avril 1984 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

14. MORINA Dugagjin, né le 10 mars 1969 à Mitrovicë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

15. MURZYNSKI Marian, né le 19 août 1950 à Maszewo (Pologne), demeurant à Schuttrange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MURZYNSKI Marc.

16. PORRAS CHIPO Rosa Abelina, née le 5 février 1964 à Escobaya (Pérou), demeurant à Bereldange

17. QASIMZADEH Fuad Subhan, né le 19 octobre 1973 à Bakou (Azerbaïdjan), demeurant à Ettelbruck

18. REYTER Valérie, née le 1er avril 1981 à Messancy (Belgique), demeurant à Pétange

19. SHEHAPI Ergys, né le 28 novembre 1981 à Tirana (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

20. SILVA ANDRADE Noémia Helena, née le 28 août 1974 à Boca de Figueiral/Santa Crucifixo (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

21. STREICHER Sonja, née le 5 décembre 1977 à Verviers (Belgique), demeurant à Luxembourg

22. TAPPRICH Antonia, née le 29 avril 1970 à Trier (Allemange), demeurant à Wasserbillig

23. TIRUNEH TEBEJE Mazengia, né le 30 avril 1962 à Gojam (Éthiopie), demeurant à Luxembourg

24. TOKER Damla, née le 18 novembre 1988 à Izmit (Turquie), demeurant à Olm

25. TÜRERER Erdal Arda, né le 16 septembre 1973 à Ankara (Turquie), demeurant à Strassen

26. ÖZTÜRK Asli, née le 27 mai 1974 à Eskisehir (Turquie), demeurant à Strassen

27. ZHOU Min, née le 2 septembre 1965 à Xi'an/Shaanxi (Chine), demeurant à Strassen

* * *

28. ADROVIĆ Ermina, née le 10 août 1964 à Donja Vrbica (Monténégro), demeurant à Differdange

29. BÖHM Meinhard Herbert, né le 13 septembre 1954 à Siersdorf (Allemagne), demeurant à Liefrange

30. BRANTA Leticia, née le 28 août 1954 à Sibalom/Antique (Philippines), demeurant à Luxembourg

31. BOUZOUBAA Malika, née le 1er janvier 1942 à Meknes (Maroc), demeurant à Hamiville

32. CABRIETO Estelita, née le 9 décembre 1951 à Leon/Iloilo (Philippines), demeurant à Luxembourg

33. CAKO Milan, né le 5 janvier 1988 à Belgrade (Serbie), demeurant à Echternach

34. CHERIF Mohamed Sofiene, né le 8 janvier 1962 à Tunis (Tunisie), demeurant à Mondorf-les-Bains

35. FERATI Ismet, né le 15 janvier 1969 à Vllahi (Kosovo), demeurant à Esch-sur-Alzette

36. FERIZI Aferdita, née le 1er novembre 1968 à Mikushnicë (Kosovo), demeurant à Esch-sur-Alzette

37. GOTTHELF Fabian Fréderic, né le 1er septembre 1989 à Frankfurt am Main (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

38. HODZIĆ Ferid, né le 31 juillet 1972 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

39. HODZIĆ Jasmin, né le 6 mars 1976 à Brcko (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

40. HURSID Skender, né le 3 mai 1963 à Ohrid (Macédoine), demeurant à Schifflange

41. IBRIĆ née MUJKIĆ Asima, née le 14 mars 1983 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

42. JURLETA Ljubica, née le 24 mars 1975 à Ptuj (Slovénie), demeurant à Bascharage

43. KALAĆ Adela, née le 16 août 1986 à Rožaje (Monténégro), demeurant à Mersch

44. LI Yueqian, né le 8 octobre 1973 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Echternach

45. LIOUBIMOVA Tatiana, née le 2 décembre 1946 à Dnepropetrovsk (Ukraine), demeurant à Luxembourg

46. LOKAJ Rasim, né le 1er décembre 1966 à Deçan (Kosovo), demeurant à Wallendorf-Pont

47. THAQI Zejni, née le 18 août 1974 à Kosuriq (Kosovo), demeurant à Wallendorf-Pont

48. LUCAS FREIRE Ana Carolina, née le 4 janvier 1985 à Loriga/Seia (Portugal), demeurant à Tétange

49. MBALLA Christiane Mélanie, née le 9 janvier 1977 à Yaoundé (Cameroun), demeurant à Grevenmacher

50. MEDINI Najet, née le 12 mars 1962 à Nabeul (Tunisie), demeurant à Mondorf-les-Bains

51. MICANOVIĆ Pero, né le 1er mai 1963 à Gredice/Brcko (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

52. MURZYNSKI Roman Gabriel, né le 3 novembre 1980 à Szczecin (Pologne), demeurant à Schuttrange

53. OMIDI Sepideh, née le 5 mai 1982 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

54. PEDERNEIRA PINTO Almerinda Maria, née le 30 novembre 1961 à Samora Correia/Benavente (Portugal), demeurant à Fouhren

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de PINTO Almerinda Maria.

55. RADMAN Dijana, née le 3 juin 1983 à Travnik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rodange

56. RADMAN Ljiljana, née le 28 octobre 1984 à Travnik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rodange

57. RUJOVIĆ Anes, né le 23 janvier 1981 à Berane (Monténégro), demeurant à Differdange

58. UZAMUKUNDA Juliette, née le 14 décembre 1957 à Ngoma/Gishyita/Kibuye (Rwanda), demeurant à Niederfeulen

59. WEN Shaoguang, né le 18 juillet 1954 à Tianjin (Chine), demeurant à Luxembourg

* * *

60. ABAZOVIĆ Jusuf, né le 2 avril 1965 à Kovrage (Kosovo), demeurant à Dudelange

61. ABYAR Ameneh, née le 20 septembre 1979 à Ispahan (Iran), demeurant à Luxembourg

62 AHMETI Ganimete, née le 5 février 1979 à Rezallë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

63. AHMETI Minela, née le 30 août 1989 à Prishtinë (Kosovo), demeurant à Oberkorn

64. ALARCON SIMPAUCAR Fanny Diana, née le 13 novembre 1977 à Lima (Pérou), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ALARCON Fanny Diana.

65. AL HOWZY Laya, née le 1er juillet 1951 à Dhok (Iraq), demeurant à Luxembourg

66. ANDRADE DELGADO Neida Maria, née le 28 mars 1977 à Santo António das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Pétange

67. AVDIĆ Aldina, née le 24 mai 1981 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bascharage

68. BACKÈS Vincent, né le 3 juin 1966 à Arlon (Belgique), demeurant à Senningen

69. BAHADORI Hadi, né le 19 avril 1974 à Shiraz (Iran), demeurant à Luxembourg

70. BAHRAMI PIROOZ Mohammad, né le 29 mars 1971 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

71. BARDONIQI Kaltrina, née le 14 mars 1987 à Gjakovë (Kosovo), demeurant à Bettembourg

72. BATHICHE Soad, née le 7 août 1926 à Kelaiat (Liban), demeurant à Bertrange

73. BILALI Makvira, née le 5 juin 1968 à Vraniste (Kosovo), demeurant à Oberkorn

74. BOTEA Elena Cornelia, née le 2 novembre 1971 à Cehu-Silvaniei (Roumanie), demeurant à Dudelange

75. CAKU Heldi, né le 13 juin 1988 à Shkoder (Albanie), demeurant à Echternach

76. CARNEIRO DA COSTA Elsa Elisabete, née le 22 octobre 1984 à Burgaes/Santo Tirso (Portugal), demeurant à Sanem

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DA COSTA Elsa.

77. CHANTRE MIRANDA Eliane Magali, née le 31 décembre 1987 à Nossa Senhora do Rosário/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

78. CHENG Hong Wei, né le 23 mars 1959 à Zhejiang (Chine), demeurant à Wiltz

79. CORREIA PINTO Guilherme Manuel, né le 20 février 1966 à Santa Justa/Lisboa (Portugal), demeurant à Luxembourg

80. CROÉ René Maximilien, né le 29 juillet 1946 à Eupen (Belgique), demeurant à Sandweiler

81. WEISS Josefine Charlotte Maria, née le 14 janvier 1944 à Eupen (Belgique), demeurant à Sandweiler

82. DA SILVA RIBEIRO Antonio Fernando, né le 12 septembre 1961 à Aguas Santas (Portugal), demeurant à Echternach

83. DE JESUS VIEIRA ROSA Jeisa, née le 14 janvier 1988 à Achada Grande/Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

84. DE PINA FORTES Maria, née le 1er décembre 1977 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Rumelange

85. DESCAMPS Mia Martine, née le 16 juin 1969 à Kortrijk (Belgique), demeurant à Schwebsingen

86. DOS ANJOS CORREIA Maurizio, né le 15 janvier 1989 à Napoli (Italie), demeurant à Ettelbruck

87. DUNKMANN Elisabeth, née le 10 mai 1967 à Würzburg (Allemagne), demeurant à Clemency

88. DUONG Phuoc Lucas Tai, né le 6 octobre 1989 à Metz (France), demeurant à Luxembourg

89. EHDAIE Fereidoon, né le 9 mars 1954 à Shvaz (Iran), demeurant à Strassen

90. ERRICO Maurizio, né le 10 février 1958 à Cagliari (Italie), demeurant à Oberkorn

91. FARGHADANI Seyed Ali, né le 13 juillet 1942 à Esfahan (Iran), demeurant à Roodt

92. GHAFFARI KASHANI Parvin, née le 16 octobre 1940 à Esfahan (Iran), demeurant à Roodt

93. FEDOTOVA Inga, née le 30 novembre 1972 à Orlovskiy (Russie), demeurant à Niederkorn

94. GLORIOZOV Andrey, né le 3 février 1962 à Moscou (Russie), demeurant à Luxembourg

95. GRAMATIKO Akile, né le 9 juillet 1948 à Durrës (Albanie), demeurant à Pétange

96. NIKA Angjelina, née le 10 mai 1957 à Plovdiv (Bulgarie), demeurant à Pétange

97. GUBERINIĆ Arnela, née le 22 novembre 1984 à Berane (Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

98. HALILOVIĆ Ajka, née le 18 juin 1970 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Tétange

99. HUBERT Christophe Gérard, né le 26 mars 1989 à Thionville (France), demeurant à Rodange

100. HUSSAIN Dilawar, né le 24 mai 1969 à Lahore (Pakistan), demeurant à Vianden

101. KANAGANYAGAM Sarojadevi, née le 6 décembre 1945 à Colombo (Sri Lanka), demeurant à Mamer

102. KRASNIQI Mira, née le 24 juin 1960 à Dollashaj (Kosovo), demeurant à Bettembourg

103. LAIDEBEUR Olivier Bernard Didier, né le 4 juillet 1975 à Colmar (France), demeurant à Hautcharage

104. SÉRAFIN Natacha, née le 20 octobre 1976 à Mont-Saint-Aignant (France), demeurant à Hautcharage

105. LOU Ruhong, né le 23 juillet 1953 à Shanghai (Chine), demeurant à Moutfort

106. YING Xiaomei, née le 19 juin 1962 à Shanghai (Chine), demeurant à Moutfort

107. LOPES DA COSTA Josefina Maria, née le 2 juin 1969 à Santo Amaro (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

108. LÖWENICH Petra Gertrud, née le 18 février 1958 à Elfgen/Grevenbroich (Allemagne), demeurant à Wolwelange

109. LU Jing, née le 17 juin 1969 à Beijing (Chine), demeurant à Schifflange

110. LUTZ Jeannine Verena, née le 1er décembre 1948 à Freyming-Merlebach (France), demeurant à Brachtenbach

111. MA Jiacheng, né le 30 mai 1971 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Echternach

112. MALCHAIRE Philippe Jean Bernard Marie, né le 2 février 1961 à Liège (Belgique), demeurant à Grevenmacher

113. MANGANARO Giuseppe, né le 12 novembre 1967 à Thionville (France), demeurant à Sandweiler

114. MBUMET KÉMAJOU Ghislain Gontran, né le 16 août 1975 à Douala (Cameroun), demeurant à Luxembourg

115. MEHMEDOVIQ Naser, né le 22 mai 1959 à Prishtinë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

116. HASANI Igball, née le 2 mai 1955 à Mitrovicë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

117. MICHEL Klaus Peter, né le 23 mars 1952 à Hamm (Allemagne), demeurant à Born

118. PETZOLD Marlies Edelgard, née le 20 novembre 1952 à Landsberg (Allemagne), demeurant à Born

119. MONTEIRO MEIRELES Anabela, née le 17 septembre 1978 à Oliveira do Hospital (Portugal), demeurant à Rodange

120. MOREIRA SEMEDO Angela, née le 20 mars 1987 à Achada Grande/Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MOREIRA Angela.

121. MUJKIĆ Asmir, né le 12 septembre 1981 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Weidingen

122. MUJKIĆ Sevad, né le 13 juin 1985 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Noertrange

123. MUKUNAYI Tshinza, né le 24 septembre 1958 à Lubumbashi (République démocratique du Congo), demeurant à Esch-sur-Alzette

124. NDOJ Alban, né le 17 mars 1989 à Vau-Dejes (Albanie), demeurant à Ettelbruck

125. NGONO Yah Yvette Martine, née le 29 mars 1962 à Yaoundé (Cameroun), demeurant à Luxembourg

126. NGUEPNANG KOMGUEP Jeanine-Andrée, née le 3 septembre 1975 à Buea (Cameroun), demeurant à Lamadelaine

127. NI Chengzhe, né le 15 juillet 1987 à Shanghai (Chine), demeurant à Vianden

128. NTEMO Alain Léopold, né le 23 août 1976 à Douala (Cameroun), demeurant à Flaxweiler

129. NURCHIS Severina, née le 30 janvier 1968 à Villacidro/Cagliari (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

130. Oliveira Tavares Angelo, né le 19 août 1985 à Portal de Furna/Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Bereldange

Sommaire des séances publiques Nos 2 et 3

Ordre du jour page 10

Communications pages 10-11

Question urgente N°2897 de M. Claude Adam relative aux dégâts apparus lors des projets de rénovation de l'îlot A page 11

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 11-12

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution - Second vote constitutionnel page 12

5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant

- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 12-15

5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise pages 15-29

5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques pages 29-30

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Second vote constitutionnel pages 30-33

Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010) pages 34-43

Demandes en naturalisation pages 43-45

131. Pan yuyu, né le 1er avril 1981 à Shanghai (Chine), demeurant à Rodange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de PAN William.

132. PIRES RAMOS Jorge Miguel, né le 3 septembre 1984 à Freixial do Campo/Castelo Branco (Portugal), demeurant à Bettembourg

133. POPESCU Alexandru, né le 14 avril 1986 à Craiova (Roumanie), demeurant à Kayl

134. POUNGOUÉ KAMENI Dora Blanche, née le 22 novembre 1981 à Banka Bafang (Cameroun), demeurant à Lintgen

135. RABANILLO Danilo, né le 28 janvier 1964 à Alaminos (Philippines), demeurant à Luxembourg

136. RAMBELOJAONA Sonia, née le 7 avril 1974 à Ankadifotsy/Tananarive (Madagascar), demeurant à Luxembourg

137. ROCHA MONTEIRO Lucia de Jesus, née le 24 avril 1972 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de ROCHA MONTEIRO Lucia.

138. ROLKO Miloslav, né le 13 octobre 1960 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de ROLKO Miloslav.

139. RUGOVAJ Bedri, né le 8 août 1963 à Cerrcë (Kosovo), demeurant à Elvange (Beckerich)

140. SAHITI Hajrije, née le 15 mars 1968 à Klinë e Poshtme (Kosovo), demeurant à Elvange (Beckerich)

141. RUSU Lafcadio Robert, né le 15 juin 1968 à Balati (Roumanie), demeurant à Eisenborn

142. SANTOS LIMA Nelson Jorge, né le 4 mars 1986 à Ribeira Torta/São João Baptista (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

143. SANTOS MORIM Liliana Patricia, née le 1er septembre 1983 à Tavarede/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Bettembourg

144. SANTOS FORTES Riza Paula, née le 18 décembre 1988 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

145. SEMEDO MONTEIRO Janique de Jesus, né le 29 juillet 1987 à São Lourenço/Santa Cruz (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SEMEDO Janique.

146. SHADIEV Olimjon, né le 26 juin 1973 à Tachkent (Ouzbékistan), demeurant à Luxembourg

147. SALIMOVA Nodira, née le 23 décembre 1974 à Tachkent (Ouzbékistan), demeurant à Luxembourg

148. SHAO Hebin, né le 4 octobre 1988 à Wenzhgou/Zhejang (Chine), demeurant à Luxembourg

149. SHEQERI Gezim, né le 16 janvier 1954 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

150. SILVA AFONSO Ana Paula, née le 31 octobre 1973 à Vieira do Minho (Portugal), demeurant à Strassen

151. STEFANOVIĆ Slobodan, né le 7 janvier 1981 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

152. SUJDOVIĆ Jovana, née le 20 décembre 1983 à Belgrade (Serbie), demeurant à Biwer

153. SUSIĆ Mirsad, né le 19 mai 1979 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Niederdonven

154. SUSIĆ Zlata, née le 10 décembre 1973 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mertzig

155. THOMÉ Jean Edmond Joseph, né le 3 mai 1939 à Metz (France), demeurant à Mondorf-les-Bains

156. REMY Marie Madeleine, née le 14 février 1943 à La Roche Posay (France), demeurant à Mondorf-les-Bains

157. TOTH Erika, née le 20 janvier 1966 à Becej (Serbie), demeurant à Luxembourg

158. TCHEUGOUÉ TCHAMI Viala, né le 4 octobre 1982 à Douala (Cameroun), demeurant à Lintgen

159. TEIXEIRA RIBEIRO Celeste da Conceição, née le 30 décembre 1972 à Formos/Marco de Canaveses (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de TEIXEIRA Céline.

160. TORNARE Roland Marcel, né le 20 juin 1953 à St-Maurice de Gourdans/Ain (France), demeurant à Strassen

161. TUPELLA Iliriana, née le 19 février 1977 à Mitrovicë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

162. VANHULLE Beatrice Rachel, née le 24 septembre 1938 à Beenem (Belgique), demeurant à Diekirch

163. VISOQI Rasim, né le 26 janvier 1971 à Begov Lukavac (Kosovo), demeurant à Howald

164. YANG Jie, née le 7 mars 1989 à Qingtian County/Zhejiang (Chine), demeurant à Niederkorn

165. ZHANG Ailin, née le 24 février 1989 à Jiaxing/Zhejiang (Chine), demeurant à Heffingen

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir d'nächst Woch den 21., 22. an 23. Oktober. Dir kritt eng schréftlech Convocatioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.40 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Rapport d'activité du Médiateur

Relevé global (du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008)

1.1. Statistiques

Relevé global
(du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION: 82,07%

Nombre total de réclamations:	**925**
Dossiers en cours:	**203**
Dossiers clôturés:	**722**

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires:	64
Affaires clôturées:	52
Affaires en cours:	12
=> taux de correction:	95,83%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires:	52
Affaires clôturées:	39
Affaires en cours:	13
=> taux de correction:	95,24%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires:	23
Affaires clôturées:	17
Affaires en cours:	6
=> taux de correction:	66,66%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires:	20
Affaires clôturées:	102
Affaires en cours:	18
=> taux de correction:	88,24%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires:	48
Affaires clôturées:	32
Affaires en cours:	16
=> taux de correction:	84,62%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires:	88
Affaires clôturées:	62
Affaires en cours:	26
=> taux de correction:	78,57%

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité sociale

Nombre d'affaires:	121
Affaires clôturées:	89
Affaires en cours:	32
=> taux de correction:	86,04%

1.1.3.2. Administration de l'Emploi (ADEM)

Nombre d'affaires:	58
Affaires clôturées:	51
Affaires en cours:	7
=> taux de correction:	50%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires:	91
Affaires clôturées:	72
Affaires en cours:	19
=> taux de correction:	87,50%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires:	17
Affaires clôturées:	17
Affaires en cours:	0
=> taux de correction:	80%

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a diminué par rapport à l'année précédente.

Le Médiateur constate que les prises de position qui lui sont transmises par le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, et plus précisément par la Direction de l'Immigration, ont dépassé largement les délais fixés même si le Ministre a souvent fait droit à ses arguments et que le taux de correction, suite à ses interventions, reste élevé.

Le Médiateur recommande aux Ministres compétents de veiller à ce que dans toute la mesure du possible les délais de réponse tels qu'impartis par le Médiateur soient respectés.

Le Médiateur a été saisi de réclamations concernant des lenteurs dans la durée de traitement de demandes en obtention d'une autorisation de séjour, d'un permis de travail ou du statut de protection internationale.

Le Médiateur a également été saisi par l'organisation «Jonk Lénk» d'un certain nombre de réclamations présentées au nom et pour le compte d'une soixantaine de demandeurs d'asile déboutés, qui font partie d'une minorité ethnique du Kosovo et qui ont bénéficié d'un statut de tolérance au Luxembourg.

Ces personnes se sont adressées au Médiateur alors qu'elles s'opposaient à un retour forcé au Kosovo du fait que leur sécurité n'y serait pas garantie.

Le Médiateur a demandé au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration de réexaminer ses décisions en tenant compte de rapports et appels de différentes ONG tels amnesty international et Human Rights Watch qui estiment que la sécurité de ces minorités ethniques n'est pas encore garantie au Kosovo et qu'un retour forcé au Kosovo ne serait guère approprié en ce moment.

Le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a refusé de prolonger le statut de tolérance desdites personnes estimant que leur sécurité était garantie au Kosovo. Le Ministre a toutefois informé le Médiateur que leur rapatriement serait organisé après un examen individuel de chaque dossier.

Dans son rapport annuel de 2005-2006, le Médiateur s'était posé la question s'il ne faudrait pas procéder à une régularisation des sans-papiers qui séjournent au pays depuis plus de cinq ans, qui sont affiliés à la Sécurité sociale luxembourgeoise depuis plusieurs années, paient régulièrement leurs impôts et qui, depuis leur arrivée au pays, n'ont jamais été menacés d'expulsion en raison de leur situation irrégulière.

La loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit dans son article 89 que «sous réserve que sa présence n'est pas susceptible de constituer un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique, et sous condition de n'avoir pas utilisé des informations fausses ou trompeuses relatives à son identité et de faire preuve d'une réelle volonté d'intégration, une autorisation de séjour peut être accordée par le ministre au ressortissant de pays tiers au regard des motifs exceptionnels suivants:

1. il rapporte la preuve par tout moyen qu'il a séjourné de façon continue sur le territoire et qu'il y a habituellement travaillé depuis au moins huit ans, ou
2. il rapporte la preuve qu'il a accompli sa scolarité dans un établissement scolaire au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins six ans, sous la condition d'introduire sa demande dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire.»

Le Médiateur salue cette disposition qui clarifie les critères de régularisation de personnes se trouvant en séjour irrégulier sur notre territoire.

Au cas où le Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions continuerait à procéder à des régularisations «au cas par cas» en dehors des critères retenus à l'article 89 de la prédite loi, le Médiateur veillera à l'objectivité et à la transparence de tels critères de régularisation.

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un père divorcé contre une décision du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration qui avait refusé l'établissement d'un passeport au profit de ses enfants alors que le père, ayant sollicité un tel passeport, n'était pas investi de l'autorité parentale et que seule la mère des enfants détentrice de l'autorité parentale était en droit de demander un passeport pour ses enfants.

Le règlement grand-ducal du 25 janvier 2008 fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés ainsi que pour l'obtention de légalisations dispose que chaque demande de passeport pour mineurs non émancipés doit obligatoirement être introduite par le parent exerçant l'autorité parentale, ou le cas échéant, par le tuteur légal.

Constatant que le réclamant n'était effectivement pas détenteur de l'autorité parentale à l'égard de ses deux enfants, le Médiateur a suggéré au représentant du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration de le considérer comme leur «tuteur légal» et d'établir un passeport au profit de ses deux enfants.

Le représentant du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a suivi cette argumentation et a remis au réclamant un passeport pour ses deux enfants.

Le Médiateur a encore été saisi par un réclamant qui n'avait pas été renseigné par les agents du Bureau des Passeports, Visas et Légalisations sur les conditions exactes exigées par les autorités luxembourgeoises en vue de l'obtention d'un visa Schengen (visa touristique) au profit de sa partenaire, et notamment sur les garanties financières que la personne invitante et la personne invitée devaient fournir.

Le Médiateur, ayant constaté un manque de transparence quant aux critères qui déterminent l'octroi des visas touristiques, est intervenu auprès du Bureau des Passeports, Visas et Légalisations afin que les conditions d'attribution d'un visa touristique au Luxembourg soient précisées.

Suite à l'intervention du Médiateur, la pratique administrative d'attribution d'un tel visa a été clarifiée au regard notamment de la preuve de ses moyens personnels à rapporter par le demandeur.

Le Médiateur a encore été saisi par plusieurs ressortissants originaires du Kosovo en séjour régulier sur notre territoire qui s'étaient vu refuser un nouveau titre de voyage par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

En effet, suite à la déclaration d'Indépendance du Kosovo, il appartient aux seules autorités kosovares de déterminer la nationalité kosovare, de sorte que les personnes originaires du Kosovo devaient effectuer les démarches requises pour déterminer leur nationalité et obtenir un passeport kosovare ou alors une attestation officielle des autorités kosovares indiquant qu'elles n'étaient pas des ressortissants de ce pays auquel cas elles pourraient bénéficier d'un nouveau titre de voyage.

Dans ce contexte, le Médiateur salue le communiqué de presse explicite tel que publié par le Gouvernement dans la presse luxembourgeoise par lequel les ressortissants originaires du Kosovo et séjournant au Luxembourg ont été informés des démarches à effectuer auprès des autorités kosovares pour l'obtention d'un passeport national.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

La collaboration entre le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Médiateur est constructive.

Le Médiateur déplore cependant le temps mis par la commission compétente en matière d'aides au logement pour répondre à ses demandes d'information ou de réexamen d'une décision.

Le Médiateur invite le Ministre compétent à mettre en œuvre tous les moyens qui sont les siens afin que dans toute la mesure du possible les délais de réponse tels qu'impartis par le Médiateur soient respectés.

Aides au Logement

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant des demandes de remboursement d'une bonification d'intérêt telle que prévue par le règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévue par l'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Le Médiateur avait déjà fait état de réclamations similaires dans son rapport annuel 2006-2007 sans qu'une solution satisfaisante n'ait été trouvée dans un certain nombre de cas où le requérant avait sollicité une nouvelle bonification d'intérêt.

Dans ces dossiers, le fait générateur d'une demande de remboursement était un changement dans la situation du ménage bénéficiaire du fait du départ d'un des adultes du logement familial.

L'article 7 du prédit règlement grand-ducal prévoit que la bonification d'intérêt n'est pas due si le bénéficiaire ou son conjoint n'habite plus le logement pour lequel la bonification est payée.

Dès lors, suite au départ d'un des parents du logement pour lequel une bonification d'intérêt a été versée, le versement de celle-ci est arrêté par le Service des aides au Logement.

L'article 13 du même règlement prévoit qu'une nouvelle bonification d'intérêt ne peut être accordée au même ménage que si la première a été remboursée intégralement.

Dans la pratique administrative, la commission instituée en matière d'aides au logement admet que le parent restant seul dans le logement familial avec un ou plusieurs enfants et qui en reprenant le prêt immobilier devient l'unique propriétaire de ce logement, peut obtenir une nouvelle bonification d'intérêt, s'il en fait la demande, sans devoir rembourser la bonification d'intérêt initialement touchée. La question de savoir si le requérant touche alors rétroactivement la bonification d'intérêt à partir de la date de départ de son conjoint (partenaire) du logement n'est actuellement pas encore tranchée, mais il semble que la nouvelle bonification d'intérêt soit versée à partir de la date de la nouvelle demande.

Par ailleurs, la même commission estime qu'un ménage recomposé constitue un nouveau ménage et peut dès lors bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt sans devoir au préalable rembourser l'ancienne bonification d'intérêt.

La Commission retient qu'il y a ménage recomposé lorsqu'un adulte précédemment lié avec une autre personne refait sa vie avec un nouveau partenaire, et que ce nouveau ménage décide d'habiter ensemble avec un ou plusieurs enfants dans un nouveau logement. Dans pareille hypothèse ce nouveau ménage peut obtenir une bonification d'intérêt sans que l'adulte précédemment engagé avec un autre partenaire n'ait à rembourser la bonification d'intérêt initialement touchée avec son ancien(ne) partenaire.

Au contraire, il n'en n'est pas de même lorsque, suite à une séparation, la mère ou le père s'installe seul avec un ou plusieurs enfants dans un nouveau logement.

Dans pareille hypothèse, la commission ne considère pas qu'il s'agisse d'un nouveau ménage et cette personne ne peut bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt qu'en cas de remboursement au préalable de l'ancienne bonification d'intérêt.

Le Médiateur estime qu'une telle différence de traitement n'est guère justifiable eu égard aux charges incombant à un adulte vivant seul avec un ou plusieurs enfants dans le logement familial. Comme cette inégalité de traitement relève de problèmes d'application et d'interprétation du règlement grand-ducal du 17 juin 1991, le Médiateur recommande de veiller à ce que les travaux de réforme du prédit règlement soient activés et finalisés dans les meilleurs délais.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations relatives au refus d'octroyer certaines aides au logement à des acquéreurs d'un logement du fait que la surface du logement (construit après le 10 septembre 1944) n'entrait pas dans les limites prévues par l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 qui dispose que pour obtenir certaines aides au logement la surface utile d'habitation d'une maison unifamiliale doit être de 65 m² au moins et ne doit pas dépasser 140 m². Pour le logement en copropriété divise, la surface d'habitation doit être de 52 m² au moins et de 120 m² au plus. Ces surfaces sont augmentées en tenant compte du nombre d'enfants d'un ménage et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions peut dispenser de la condition minimum de surface pour des cas à caractère social.

Le Ministre refusa d'accorder des dispenses de la condition de la surface utile d'habitation minimale «eu égard notamment au prix élevé des logements en question». Le Ministre refuse de faire droit à une telle dispense dès lors qu'il estime que le prix par m² d'un logement est trop élevé par rapport au prix moyen par m² pour les appartements de même taille dans une localité donnée. Dans un cas pareil, il est tenu compte du prix moyen par m² pour les logements de même taille dans la même localité sur base des données de l'Observatoire de l'Habitat.

Par ailleurs, le Médiateur a demandé au Ministre ayant le Logement dans ses attributions de lui faire part du fondement de cette condition de surface minimum de 52 m² alors que les personnes désireuses de résider au pays ont de plus en plus de mal à trouver des logements à un prix abordable et sont dès lors souvent obligés d'acquérir des logements de moindre envergure.

Le Ministre est d'avis qu'il ne convient pas d'encourager la création de logements de trop petite taille «jugés incommodes et indignes pour y loger décemment des ménages avec/sans enfants». Le Ministre a cependant informé le Médiateur que dans le cadre d'une nouvelle réglementation en matière d'aides au logement une modification de la surface minimum de 52 m² à 45 m² serait envisagée pour les logements en copropriété divise.

Le Médiateur a encore demandé à être informé des critères sur lesquels le Ministre se fonde pour considérer un demandeur des aides au logement comme cas à caractère social. Le Ministre cite, au-delà du prix, d'autres éléments à prendre en considération et notamment le revenu du demandeur ou des problèmes de santé voire des problèmes d'ordre familial.

Le Médiateur recommande au Ministre d'intégrer ces critères dans le nouveau règlement d'ores et déjà en élaboration. Aux fins d'une plus grande lisibilité et d'une plus grande transparence des différentes aides au logement, le Médiateur suggère également au Ministre d'incorporer les diverses aides au logement avec toutes les conditions d'attribution dans un seul règlement.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi d'une réclamation de Madame A. agissant au nom et pour compte de son fils mineur. À la suite du décès du père, le fils A., représenté par sa mère, a acquis un logement et sa mère a présenté une demande en obtention des aides individuelles au logement. Certes Madame A. a fait cette demande en son nom propre, mais elle a toujours indiqué que son fils est le propriétaire du logement. La demande de Madame A. a été rejetée au motif qu'elle n'était pas propriétaire du logement pour lequel les aides ont été demandées.

Suite à l'intervention du Médiateur, les membres de la Commission compétente en matière d'aides au logement ont décidé que Madame A pouvait introduire la demande en obtention d'aides au logement au nom de son fils, propriétaire de l'immeuble, tant qu'elle signait cette demande en sa qualité d'administrateur légal.

Ainsi, le fils de Madame A. a pu bénéficier d'une prime d'acquisition.

Fonds du Logement

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant l'attribution d'un logement social locatif. Les réclamants se plaignaient que nonobstant l'écoulement d'un temps considérable depuis le dépôt de leur demande, ils restaient toujours sans nouvelles sur l'état de leur dossier.

La réponse du Président du Fonds du Logement se limitait à se référer à l'article 8 du règlement modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement qui dispose «qu'en cas de vacance d'un logement, le ménage bénéficiaire est choisi parmi les ménages qui ont fait une demande et auxquels ce logement est adapté. Par logement adapté on entend un logement qui comprend:

- une chambre à coucher par personne âgée de douze ans ou plus, ou par couple;
- une chambre à coucher par deux enfants de moins de douze ans.
- un enfant handicapé peut, indépendamment de son âge, occuper seul une chambre à coucher si un certificat médical établit cette nécessité.»

Dans le cas d'une demande présentée par une famille ayant plusieurs enfants à charge et nécessitant dès lors un logement à plusieurs chambres à coucher, le Président a informé le Médiateur qu'il serait rare qu'un tel logement se libère, ce qui expliquerait donc les longs délais d'attente. Il n'était dès lors pas en mesure de pouvoir donner une date exacte à partir de laquelle les réclamants peuvent effectivement prétendre à un logement social.

Le Médiateur prend acte de cette prise de position. Il ne manquera pas de solliciter des informations complémentaires de la part du Président pour savoir si en cas de vacance d'un logement adapté, le rang de priorité tel que fixé par les articles 10 et 11 du règlement grand-ducal précité est toujours respecté.

Classes moyennes

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations dirigées à l'encontre du Ministère des Classes moyennes concernant le manque de diligence dans le traitement des demandes d'autorisation d'établissement et notamment les difficultés à joindre directement les gestionnaires compétents des dossiers.

1.2.3. Administration judiciaire

Par rapport aux exercices précédents, le Médiateur note une légère baisse du nombre de réclamations introduites. Il se félicite de la bonne coopération avec les services du Parquet près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg. En effet, le Médiateur a souvent été interpellé par des justiciables, tant plaignants que parties civiles, du fait qu'ils étaient sans informations quant aux suites réservées à leur affaire. Grâce à la disponibilité du Parquet, ces dossiers peuvent, depuis un certain temps déjà, être réglés sans délai et efficacement par voie téléphonique. Il est indéniable que cette coopération exemplaire joue non seulement en faveur du citoyen, mais elle évite également tant au Médiateur qu'au Parquet d'engager des procédures écrites lentes et superflues.

Le Médiateur continue à être saisi régulièrement par des justiciables ayant des intérêts dans une procédure de faillite en tant que salariés, faillis, anciens bailleurs ou créanciers chirographaires. Souvent ces réclamations sont relatives à des lenteurs excessives auxquelles les personnes concernées doivent faire face avant d'obtenir satisfaction. Dans pratiquement l'intégralité des dossiers de ce type soumis au Médiateur, les origines des lenteurs invoquées se trouvent dans les agissements du curateur. Dans ces cas, le Médiateur saisit généralement le juge-commissaire en charge du dossier en le priant d'intervenir auprès du curateur. En règle générale cette intervention suffit à débloquer la procédure et à faire avancer le dossier.

Tout comme dans les rapports annuels précédents, le Médiateur tient à souligner l'importance et l'utilité du Service d'Accueil et d'Information juridique. En effet, de nombreux citoyens qui prennent contact avec le Secrétariat du Médiateur font état de leur satisfaction quant à l'aide qu'ils ont pu obtenir par ce service. Le Médiateur se féliciterait si d'autres administrations dotées de procédures complexes mettaient à la disposition du citoyen un service d'une qualité similaire.

Pendant l'exercice écoulé, le Médiateur n'a pas été saisi de réclamation contre une juridiction d'instruction.

Le Médiateur se doit de faire état de trois dossiers dont il a été saisi en 2008 concernant tous le refus de porter une affaire à une audience. En cas de placement judiciaire d'un mineur hors de sa famille, la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse reconnaît expressément dans son article 37 la faculté réservée au mineur placé, à ses parents, tuteurs ou aux autres personnes qui ont la garde du mineur de saisir le Juge de la Jeunesse d'une demande en annulation respectivement d'une demande en modification de la décision de placement prise. À cet effet, le législateur a prévu un délai d'un an à compter du jour où la décision ordonnant la mesure de placement est devenue définitive. Or, comme il a été dit plus haut, le Médiateur a été saisi de trois refus par le Tribunal de la Jeunesse de Diekirch de porter des requêtes en annulation respectivement en modification d'une décision de placement à une audience utile, malgré le fait que les demandeurs avaient parfaitement respecté les délais et les formes légalement prévues. Dans tous les cas, le Médiateur s'est directement adressé à Monsieur le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch en le priant de faire cesser immédiatement ce dysfonctionnement grave et de faire porter les affaires en cause dans les meilleurs délais à une audience. Le Tribunal de la Jeunesse concerné a réservé une suite favorable aux trois interventions du Médiateur dans un délai relativement raisonnable. Dans ce contexte, le Médiateur se doit de renvoyer également aux constats opérés par la Commission Consultative des Droits de l'Homme en son avis sur la situation des mineurs en prison du mois de mars 2008.

Dans ce domaine, il y a également lieu de relever que le Médiateur est régulièrement saisi par des réclamations ou des demandes d'information concernant les huissiers de justice. Généralement, ces réclamations concernent le comportement des huissiers et plus particulièrement l'établissement de leurs mémoires d'honoraires. En effet, la pratique démontre que certains huissiers, heureusement une infime minorité, n'hésitent pas à mettre en compte des frais qui doivent être qualifiés d'abusifs ou de superfétatoires. Le Médiateur se félicite dans ce contexte des contacts réguliers et fructueux avec les représentants de la Chambre des Huissiers et leur conseiller juridique. En effet, grâce à cette collaboration, un grand nombre de différends peut être résolu dans des délais raisonnables à la satisfaction de toutes les parties impliquées. Le Médiateur transmet également à titre régulier des réclamations contre des huissiers de justice aux Procureurs d'État si ces réclamations tombent dans le champ des compétences réservées aux Parquets. Le Médiateur se féliciterait si les Procureurs d'État concernés faisaient preuve d'un maximum de diligence en assumant avec rigueur les responsabilités qui sont les leurs en ce domaine.

Dans ce contexte, le Médiateur va prochainement, et après consultation de la Chambre des Huissiers, adresser une recommandation à Monsieur le Ministre de la Justice visant à une réforme partielle des attributions des huissiers de justice et des procédures qu'ils sont appelés à mettre en œuvre. Cette recommandation tend notamment à réduire les coûts des actes d'huissier, voire à les rendre plus transparents, à réduire et réglementer le nombre d'actes à poser et à introduire une proportionnalité entre le coût d'une procédure coercitive et la créance principale à sa base.

Le Médiateur continue à suivre avec la plus grande attention ses recommandations concernant l'administration judiciaire et plus particulièrement celle visant à créer un Conseil Supérieur de la Justice et celle visant à réformer la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire.

1.2.4. Administration pénitentiaire

Le Médiateur veille à ce qu'à des intervalles réguliers d'environ 6 semaines les réclamations des détenus soient recueillies au CPL.

Le nombre de réclamations reprises sous cette rubrique a quelque peu diminué par rapport à l'exercice précédent du fait que les réclamations introduites par des retenus ou des personnes détenues et ayant trait à un problème concernant le droit des étrangers et plus particulièrement leur droit de séjour figurent à partir de ce rapport annuel sous la rubrique «immigration».

La nature des réclamations déposées pendant cet exercice par des personnes détenues au CPL ou au CPG ne diffère guère des réclamations dont le Médiateur a été saisi pendant les exercices précédents. La plus grande partie des réclamations concerne toujours des lenteurs, voire des difficultés d'accès à des soins médicaux, et des problèmes liés au retransfert de détenus du CPG au CPL. Finalement quelques réclamations isolées concernent le régime interne du CPL et notamment des dispositions relatives à la discipline ou au régime cellulaire, voire au régime carcéral. Il est entendu que les réclamations concernant le régime carcéral appliqué ont été déclarées irrecevables alors que ce régime est appliqué en vertu d'une décision de nature judiciaire interdisant toute immixtion du Médiateur.

Il est cependant à relever que le travail du Médiateur dans les prisons diffère très largement de ses autres domaines de compétence. En premier lieu, il s'agit d'une population de réclamants potentiels assez réduite, composée d'environ 680 à 750 personnes seulement, mais qui du fait de l'incarcération est autrement plus sensible et plus fragilisée que la majorité des citoyens vivant en liberté.

Ainsi il est constant qu'une dizaine de détenus purgeant des peines souvent très longues ou condamnés à perpétuité font régulièrement appel au Médiateur, notamment par voie de courrier ou par voie téléphonique, mais également par l'entremise de leur famille. Il n'est en effet pas rare qu'un même détenu téléphone entre trois et huit fois par semaine au Secrétariat du Médiateur et qu'il lui fasse parvenir en parallèle un ou deux courriers. Ces saisines, très fréquentes, pour ne pas dire journalières, concernent avant tout des problèmes mineurs d'ordre procédural, des problèmes liés au manque de communication ou à une mauvaise communication entre les différents services pénitentiaires, des problèmes apparus soudainement suite à une situation donnée qui peuvent être difficiles à gérer pour une personne incarcérée, par exemple un refus de visite de proches suite à une erreur administrative ou alors des comportements agressifs ou des menaces par des codétenus, qu'ils soient véridiques ou simplement le fruit de l'imagination.

Le Médiateur se doit de constater que mise à part les réclamations introduites en la matière par les voies habituelles, donc par courrier ou par déclaration orale, les saisines spontanées par voie téléphonique ou par l'entremise de membres de la famille traduisent souvent une situation aiguë de stress psychologique à laquelle le détenu est exposé. De telles situations peuvent être très variées et également assez nombreuses en milieu pénitentiaire, en tout état de cause, elles y sont autrement plus fréquentes que dans la vie en liberté. Ces situations peuvent être le fait de pressions que subit le détenu par d'autres codétenus, normalement à l'insu du personnel de garde, elles peuvent encore être générées par le fait de la détention elle-même ce qui se remarque le plus souvent chez des détenus en début de peine ou alors chez ceux qui sont déjà incarcérés depuis de nombreuses années. Elles peuvent encore se manifester au cours de la période précédant la libération définitive ou conditionnelle du détenu et sont alors souvent la traduction d'une peur existentielle et d'une absence de perspectives. Il faut encore ajouter que, malheureusement, il n'est pas rare de constater qu'un détenu souffre de problèmes d'ordre psychiatrique ou psychologique d'une gravité très variable. À cet égard il faut mentionner à titre d'exemple le détenu qui a pris contact avec le Secrétariat du Médiateur pendant le week-end pour annoncer son suicide qui heureusement a pu être empêché in extremis alors que le détenu en question avait pris une dose potentiellement létale de médicaments.

Il faut également relever que le Médiateur ne peut s'empêcher de douter, à l'occasion, du bien-fondé de certaines réclamations téléphoniques alors qu'il ressort bien souvent de ces entretiens que la prétendue réclamation n'est qu'un prétexte pour pouvoir parler à quelqu'un. Ceci est un fait qui devient de plus en plus fréquent et qui ne devrait pas laisser indifférent les responsables politiques, ainsi que les responsables en charge du Service médico-psychiatrique et du Service psychosocial et socio-éducatif.

Il est clair que les pouvoirs et les compétences du Médiateur doivent se limiter clairement à ceux qui lui ont été accordés par sa loi organique du 22 août 2003. Le Médiateur ou ses collaborateurs n'ont ni les compétences, ni la formation nécessaire pour faire office de psychologues ou de conseillers moraux. Bien au contraire, son devoir absolu de neutralité et d'impartialité en tant que personne équidistante entre le citoyen et l'administration interdit au Médiateur d'être le confident d'un détenu ou de s'entretenir avec lui sur des problèmes qui vont au-delà des compétences qui lui sont été réservées par le législateur. Dans ce domaine, il est extrêmement important de faire la part des choses et de faire comprendre cette démarche aux détenus pour qu'ils limitent leurs saisines au strict champ de compétences du Médiateur. Il s'agit là d'un exercice délicat qui doit être renouvelé chaque jour.

Tout comme dans le passé, le Médiateur se félicite de l'excellente collaboration avec les directions du CPL et du CPG. Le Médiateur tient également à souligner la disponibilité du personnel de garde qui fait de son mieux pour faciliter la tâche du Médiateur au sein du CPL et ce dans des conditions de travail pas toujours évidentes.

Comme lors des exercices précédents, le Médiateur tient à souligner le fait qu'il n'a été saisi d'aucune réclamation formelle relative à un comportement inadapté d'un gardien ou à une voie de fait à l'égard d'un détenu.

Le Médiateur salue le dépôt du projet de loi 5849 portant 1) approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'AGNU à New York le 18 décembre 2002 et 2) modifiant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur.

Ce projet de loi vise à la mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle externe de tous les lieux privatifs de liberté. Il ne se limite partant pas aux seuls établissements pénitentiaires, mais prévoit également le contrôle externe du Centre de rétention, des cellules d'arrêt de la Police grand-ducale, des Centres socio-éducatifs de l'État et toutes les unités psychiatriques fermées dans les hôpitaux luxembourgeois.

Le même projet de loi prévoit que cette tâche est à confier au Médiateur qui ferait également office de contrôleur général des lieux privatifs de liberté. Il est clair que cette mission doit rester strictement séparée de celle du Médiateur. En ce qui concerne les lieux privatifs de liberté, le Contrôleur général a une fonction d'auditeur doté de la faculté d'autosaisine, appelé à exercer une action proactive en amont alors que les missions du Médiateur s'exercent sur saisine et d'une manière réactive en aval.

Il est évident que le Médiateur suivra de près le cheminement de ce projet à travers les instances législatives.

Le Médiateur a également adressé une recommandation à Monsieur le Ministre de la Justice visant à une réforme en profondeur du système de l'exécution des peines et de l'organisation administrative des établissements pénitentiaires.

Cette recommandation, qui sera détaillée au chapitre prévu à cet effet, propose notamment d'introduire la fonction du juge à l'application des peines qui serait appelé, comme cela se fait dans tous les pays limitrophes, à se prononcer par voie de décision judiciaire appelable sur toutes les questions ayant trait à la détention, donc notamment les demandes de mise en liberté provisoires, anticipées et conditionnelles. Il lui appartiendrait en outre de se prononcer sur les recours introduits par des détenus en matière disciplinaire et de décider sur des transferts au CPG. Actuellement ces fonctions sont exercées par le Délégué du Procureur Général d'État, le cas échéant, avec la Commission pénitentiaire, voire par le Procureur Général lui-même.

Le deuxième volet de cette recommandation tend à la création d'une direction générale aux établissements pénitentiaires pour faire de l'administration pénitentiaire une administration indépendante, travaillant sous la tutelle du Ministre de la Justice, à l'image des autres administrations étatiques. À l'heure actuelle, la Direction générale des établissements pénitentiaires est également assurée par le Procureur Général d'État. Il serait dans l'intérêt d'une plus grande transparence, d'un travail de proximité plus efficace de confier cette tâche à des personnes qui de par leur expérience et leur qualification sont parfaitement outillées pour assurer les diverses missions relevant de la bonne gestion des établissements pénitentiaires.

Le Médiateur suit de près les suites réservées à cette recommandation.

1.2.5. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines avec le Médiateur est excellente.

Les réclamations récurrentes peuvent pour l'essentiel être rangées dans trois rubriques.

L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002

L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription, également dénommé crédit d'impôt, continue à susciter de loin le plus grand nombre de réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Aux termes de l'article 11 de la loi susvisée, la durée d'occupation d'une habitation dont l'acquisition a donné lieu à l'octroi d'un crédit d'impôt est fixée à une période ininterrompue de cinq ans au moins.

La computation de ce délai de cinq ans, notamment la détermination de la date de départ, a suscité un certain nombre de réclamations que le Médiateur a dû déclarer non fondées. En principe, la loi prend comme point de départ du délai quinquennal non pas la date d'acquisition de l'immeuble, mais la date du début de son occupation qui peut parfois avoir lieu longtemps après en raison d'importants travaux de remise en état à réaliser. L'administration prend en considération à ce titre la date à laquelle les intéressés se sont inscrits au registre de la population de la commune de résidence.

Par contre, en cas de liquidation-partage d'une communauté de biens après divorce, le conjoint qui continue à habiter le logement commun et reprend la part de l'autre dans l'habitation commune peut de nouveau profiter du crédit d'impôt, mais reste tenu à respecter un nouveau délai d'occupation quinquennal dont le point de départ sera alors la date de l'acte notarié translatif des droits de propriété de l'ex-conjoint. En pareil cas, la période d'occupation du domicile commun antérieure à l'acte notarié susvisé n'est pas prise en considération.

L'article 11 de la loi susvisée selon lequel toute cession d'un immeuble dans le délai de cinq ans donne lieu au remboursement du crédit d'impôt a également suscité plusieurs réclamations. Ce n'est pas nécessairement la date de la fin de l'occupation effective de l'immeuble qui est cette fois prise en compte mais la date de sa cession. Ainsi, au cas où les vendeurs se réservent un droit d'habitation de plusieurs mois après la vente, cette période d'occupation ne sera pas prise en considération. Il n'est dès lors pas rare que des acquéreurs ont à rembourser un crédit d'impôt bien que le temps pendant lequel ils ont occupé l'immeuble ait dépassé cinq ans.

L'article 11 de la loi susvisée permet au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder une dispense de remboursement au cas où des événements assimilables à une force majeure ont contraint les intéressés à quitter l'immeuble avant l'accomplissement du délai quinquennal. L'agrandissement de la famille n'est pas considéré par l'administration comme équivalant à une force majeure vu qu'un tel événement n'est pas imprévisible et constitue une suite normale du mariage. Il n'en reste pas moins que le Médiateur est régulièrement saisi de réclamants invoquant ce motif pour justifier une dispense de remboursement.

Le Médiateur n'a pu qu'approuver l'administration dans son contrôle rigoureux de l'existence d'une force majeure dont la preuve incombe aux intéressés. Des réclamants ont invoqué devant le Médiateur des obligations résultant du règlement des bâtisses dont l'exécution aurait renchéri considérablement le prix de la construction envisagée au point qu'ils ont été contraints de revendre leur place à bâtir. Il ne s'agit pas là d'une force majeure vu qu'il est possible de s'enquérir du règlement des bâtisses auprès du service technique de la commune avant l'acquisition de la place à bâtir.

Bien que le Médiateur ait pu résoudre favorablement plusieurs réclamations de parents invoquant l'état de santé de leurs enfants notamment de ceux affectés de troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité contraignant la famille à déménager et à s'installer à proximité de l'établissement scolaire spécialisé, il a dû déclarer non fondée une réclamation invoquant ce même motif, car la preuve que la maladie des enfants concernés rendait impossible l'occupation de l'habitation n'était pas rapportée à suffisance.

Le transfert du lieu de travail a été soulevé dans plusieurs réclamations en tant que motif d'une dispense de remboursement. Ce cas de dispense est prévu au dernier alinéa de l'article 11 et constitue en principe seulement un motif de suspension du délai quinquennal, l'occupation de l'habitation devant être reprise après le retour de l'intéressé.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a cependant été d'accord à considérer également le transfert à l'étranger d'un cadre employé d'une banque de la place comme un cas de force majeure donnant droit à une dispense définitive de remboursement. Celle-ci a pu être accordée du fait que la preuve était rapportée, d'une part que, selon les prévisions du cadre en question et de son employeur, l'affectation à Luxembourg était à long terme, ce qui était d'ailleurs le cas pour les autres postes du groupe correspondant à celui de l'intéressé, et d'autre part, que la réaffectation auprès de la société mère à l'étranger a été décidée de manière inattendue par la direction générale du groupe en raison d'une vacance de poste survenue inopinément.

TVA Logement

Une autre catégorie de dossiers soumis au Médiateur a trait au remboursement de la TVA Logement et de l'application du taux super-réduit de 3%. Aux termes de l'article 6 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002, les travaux substantiels d'amélioration d'un logement bénéficient d'un remboursement à condition que la construction date de vingt ans au moins. Plusieurs réclamations ont eu pour objet le problème de la fixation du point de départ du délai de vingt ans. Certains réclamants se sont basés sur la date du début des travaux de construction. Or, vu qu'à cette date la construction n'existe pas encore, le bon sens commande, en vue de déterminer l'âge d'un immeuble, de prendre comme point de départ la date d'achèvement de la construction renseignée dans un protocole de réception définitive.

À titre de simplification, l'administration a recours à la date d'inscription des acquéreurs au registre de la population de la commune afin de vérifier l'âge de la construction. Cette date facile à vérifier correspond approximativement à la date à laquelle la construction a été achevée. Rares devraient être les maîtres d'ouvrage qui déménagent après un délai de plusieurs mois après l'achèvement de la construction.

Aux termes de l'article 7, alinéa 2 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002, le remboursement de la TVA Logement est soumis à la condition que l'habitation n'ait encore fait l'objet d'aucune affectation de quelque nature que ce soit. Des acquéreurs qui avaient déjà emménagé dans l'immeuble nouvellement construit avant la passation de l'acte notarié opérant le transfert de propriété ont réclamé contre une décision rejetant la demande de remboursement de la TVA Logement. C'est sur cette habitation antérieure à l'acte notarié que l'administration s'était basée pour conclure que la condition tenant à la non-affectation antérieure n'était pas remplie. C'était en raison des retards pris par l'établissement du cadastre vertical que la conclusion de l'acte notarié avait dû être reportée de plusieurs mois. Il résulte du dossier que les réclamants ont été les premiers acquéreurs de l'immeuble nouvellement construit, dont ils étaient les premiers occupants et cela au titre du compromis de vente fixant l'entrée en jouissance à la date de la remise des clés. Dans cette réclamation, qui est en cours de traitement, le Médiateur a conclu que l'habitation antérieure à l'acte notarié ne peut être qualifiée d'occupation antérieure au sens de l'article 7, alinéa 2 du règlement susvisé et que les acquéreurs ont droit à un remboursement de la TVA Logement.

Recouvrement des dettes de TVA

Un dossier de réclamation introduit par une société contre laquelle l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines avait entamé une procédure de recouvrement par huissier de justice a révélé que ce dernier a continué avec retard les fonds encaissés à la Recette centrale. De ce fait, des intérêts de retard non dus ont été mis en compte par l'administration à la réclamante. Cette réclamation a donné lieu à une intervention du Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines auprès de la Chambre des Huissiers rappelant son instruction que les fonds collectés sont impérativement à continuer à la Recette centrale dans un délai d'un mois.

Le Médiateur se félicite du suivi par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de ces recommandations tendant à régler en équité la situation de certains réclamants.

B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est excellente. Les réclamations à l'encontre de cette administration ont eu des objets très divers. Le Médiateur entend se limiter à évoquer les problèmes qui ont été itérativement soulevés par les réclamants.

L'assurance prévoyance-vieillesse

Des réclamants ayant conclu plusieurs contrats de prévoyance-vieillesse dont le montant total dépasse le maximum déductible fixé selon l'âge du souscripteur se sont vu refuser par l'administration le bénéfice de la déduction pour l'intégralité des versements de prévoyance-vieillesse. Les réclamants ont contesté devant le Médiateur cette décision en affirmant que le texte légal n'imposerait nullement cette solution qui aurait finalement pour effet de décourager la conclusion de ces contrats d'assurance considérée comme le troisième grand pilier du système de retraite.

L'examen des travaux parlementaires ayant pour objet l'article 111bis L.I.R. révèle cependant que cette décision est conforme à l'intention du législateur. Le tribunal administratif a d'ailleurs confirmé cette solution dans un récent jugement. Le Médiateur se demande si le refus de déduction opposé aux personnes dont les versements de prévoyance-vieillesse dépassent le plafond susvisé n'a pas un effet trop dissuasif au point d'affaiblir ce troisième pilier de notre système de retraite.

Classes d'impôt

Le problème qui s'est posé itérativement dans plusieurs dossiers est celui de fixer le point de départ de la période triennale prévue par l'article 119. 3. c) L.I.R. au cours de laquelle des divorcés ont droit à la classe d'impôt 2 sans imposition collective. Il s'agit des trois années suivant celle de l'octroi de l'autorisation judiciaire de résidence sépa-

rée respectivement, à défaut d'une telle autorisation, des trois années suivant celle du prononcé du divorce. Un dossier a pu être réglé suite à l'intervention du Médiateur.

La fixation de la date de début de cette période triennale peut donner lieu à des complications dues à des difficultés d'interprétation des procédures de divorce étrangères.

Au Luxembourg, en cas de divorce par consentement mutuel, l'autorisation de résidence séparée est de façon générale accordée dans l'ordonnance de première comparution. En France, la question d'une éventuelle autorisation de résidence séparée n'est pas nécessairement abordée dans l'ordonnance de première audition devant le juge aux affaires familiales. Dans un dossier en cours de traitement, un réclamant en a tiré argument pour revendiquer la classe d'impôt 2 à partir de l'année suivant celle de la dissolution du mariage.

Dans un autre dossier en cours de traitement, l'ordonnance de première audition devant le juge français n'a pas formellement accordé l'autorisation de vie séparée mais a provisoirement fixé la résidence respective des deux époux dans deux immeubles différents appartenant au couple, procédé qui, aux yeux du Médiateur, équivaut implicitement à une autorisation de résidence séparée.

Une autre réclamation concernait un couple résidant au Luxembourg, qui était toujours uni en communauté de vie et d'intérêts et non pas séparé de fait. L'épouse cependant disposait également d'un domicile officiel à l'étranger, mais semblait effectivement passer la majorité de son temps au Luxembourg où elle pouvait être considérée comme disposant également d'un domicile fiscal. Cela aurait dû permettre au couple d'entrer dans le bénéfice de l'imposition collective et de la classe d'impôt 2. Pour différentes raisons cependant, l'époux avait marqué dans toutes les démarches administratives effectuées au Luxembourg qu'il vivait séparé de son épouse dont le domicile officiel serait à l'étranger. C'est en raison de ces contradictions que la réclamation n'a malheureusement pas pu être résolue en faveur des réclamants.

Assimilation de l'union libre au mariage

En vertu de l'article 99ter alinéa 6 L.I.R., la plus-value provenant de l'aliénation de la résidence principale plus de deux ans après son acquisition ou sa construction n'est pas imposable. L'article 102 bis L.I.R. assimile à une résidence principale une habitation non occupée que l'intéressé avait cependant habitée depuis l'acquisition ou l'achèvement, mais qu'il a par la suite dû quitter pour des raisons d'ordre professionnel ou familial. Suite à l'intervention du Médiateur, l'administration s'est déclarée d'accord dans deux dossiers à élargir la notion de raisons d'ordre familial en y comprenant également l'intention de fonder un foyer commun en dehors du mariage.

Notion de faute matérielle au sens du § 92 al. 3 de la loi générale des impôts

Aux termes du § 92 (3) de la loi générale des impôts (Abgabenordnung, AO), „Schreibfehler, Rechenfehler und ähnliche offenbare Unrichtigkeiten können auch nach Bekanntgabe oder Verkündung berichtigt werden." Les fautes visées par ce paragraphe peuvent être rectifiées après l'expiration du délai de recours de trois mois prévu au § 228 AO. Il arrive que des contribuables réclament tardivement contre leur bulletin d'imposition et se voient par conséquent rejeter leur réclamation pourtant fondée en droit. D'où l'intérêt d'une interprétation large du § 92 (3) susvisé, qui permet d'atténuer les rigueurs procédurales.

Pendant un certain temps, la doctrine et la jurisprudence allemande ont interprété très largement ce paragraphe en l'étendant même à des fautes élémentaires et évidentes dans l'application de la loi. Elles sont ensuite revenues à une interprétation plus étroite. La loi parle de fautes d'inattention, de fautes de calcul et d'autres erreurs du même ordre. Elle vise par là des inexactitudes formelles et «mécaniques» et exclut de son champ d'application des erreurs d'appréciation, de compréhension et de jugement, fussent-elles patentes ou élémentaires. Des erreurs dans l'application de la loi ou l'appréciation des faits ne seraient donc pas visées.

Dans plusieurs dossiers, le Médiateur a proposé une rectification de bulletins d'imposition sur la base du § 92 (3) AO.

Dans un dossier, un contribuable avait oublié d'inscrire dans sa déclaration d'impôt ses cotisations sociales, qui résultaient cependant du certificat de rémunération qu'il avait bien versé. Le bureau d'imposition qui est appelé à vérifier les montants repris sur la déclaration d'impôt au moyen du certificat de rémunération ne tint cependant pas compte des cotisations sociales déductibles que tout salarié doit pourtant obligatoirement payer.

Dans un autre dossier, une simple faute de calcul s'était glissée dans un bulletin d'impôt que le réclamant avait omis de soulever lors d'un recours devant le tribunal administratif où le débat se limitait à une question de qualification juridique de certains revenus.

Dans ses prises de position, le Directeur des Contributions n'a pas suivi le Médiateur et a défendu une interprétation très restrictive du paragraphe 92(3) AO.

Il se réfère d'abord au libellé de ce paragraphe („Schreibfehler … *können* … berichtigt werden"), pour affirmer que son application relève du pouvoir discrétionnaire du préposé à qui il incombe de juger chaque demande «sur base des circonstances particulières du dossier». Il insiste sur le caractère très subsidiaire du § 92 (3) susvisé, les contribuables devant tout d'abord recourir aux procédures généralement applicables avant l'expiration du délai de recours de trois mois.

Seule une faute dont la responsabilité incombe exclusivement au bureau d'imposition pourrait être prise en considération alors que dans le premier dossier susvisé, il y aurait plutôt faute partagée.

Il se réfère en outre à la raison d'être du § 92 (3) AO qui serait de permettre une rectification d'erreurs matérielles dans des cas où celle-ci constitue le seul problème se posant dans le cadre d'une imposition. Au cas cependant où le bulletin d'impôt incriminé a fait l'objet d'une procédure contentieuse, ce serait une toute autre situation que celle visée par le § 92 (3) AO. Il est vrai que rien n'a empêché le contribuable de découvrir et de soulever l'erreur de calcul en question dans le cadre de cette procédure.

Il n'en reste pas moins que le § 92 (3) n'énonce pas expressément ces deux conditions d'application invoquées par le Directeur des Contributions. Le Médiateur entend à l'avenir suivre l'interprétation faite par l'administration du § 92 (3) AO qu'il considère comme un correctif précieux des rigueurs de la procédurale fiscale.

La prescription prévue par le paragraphe 153 AO et l'article 17 alinéa 2 du règlement du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 L.I.R.

Un nombre récurrent de réclamations concernait des demandes en modération d'impôt introduites en vue d'une régularisation de la retenue sur traitements et salaires dans lesquelles les réclamants ont fait valoir des frais d'obtention, notamment des frais de déplacement, et des dépenses spéciales. Les salariés ou les retraités qui ne sont pas admis à l'imposition par voie d'assiette et n'ont pas fait inscrire ces dépenses en déduction sur leur fiche d'impôt bénéficient d'une régularisation des retenues sur la base d'un décompte annuel au sens de l'article 145 L.I.R.

En vertu de l'article 17 alinéa 2 du règlement du 9 mars 1992, cette demande est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte.

Les réclamants, qui se sont vu rejeter leurs demandes pour les avoir introduites tardivement, ont tiré argument de leur confiance légitime en avançant que les années précédentes, l'Administration des Contributions ne leur aurait pas opposé cette prescription et que des agents du bureau compétent les auraient conforté dans l'idée d'une tolérance de l'administration à cet égard.

Le Médiateur a dû rejeter comme non fondées toutes ces réclamations. L'administration est tenue d'appliquer la loi et ne saurait y déroger même en faveur des contribuables. Elle est dès lors parfaitement en droit de changer une pratique antérieure illégale et d'exiger, en cas de dépassement du délai, que les contribuables établissent des circonstances susceptibles de justifier un relevé de forclusion (§§ 86 et 87 AO).

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de mentionner deux réclamations ayant trait à des demandes d'imposition par voie d'assiette de la part de non-résidents sur la base de l'article 157ter L.I.R. Il est important de signaler que ces demandes d'imposition ne pourront donner lieu qu'à un remboursement des retenues d'impôt excédentaires et, au cas où l'imposition liquiderait un impôt plus élevé, il y est renoncé d'office.

L'Administration ne considère ces demandes d'imposition dès lors que «comme expression du droit de faire valoir un remboursement d'impôts (Erstattungsanspruch) au sens du § 153 de la loi générale des impôts (AO), droit qui s'éteint à la fin de l'année qui suit celle de sa naissance».

Une demande d'imposition introduite après l'expiration du délai prévu au § 153 de la loi générale des impôts (AO) sera donc rejetée par l'administration.

Frais déductibles en matière de revenu de location

Avant l'emménagement dans les lieux, les acquéreurs d'une maison d'habitation font normalement réaliser des travaux de réparation et de rénovation. Les frais y relatifs ne sont déductibles que dans la mesure où ils peuvent être qualifiés de frais d'entretien et de simple rénovation. Par contre, en cas de changement de la nature du bâtiment, d'une augmentation essentielle de sa substance ou d'une amélioration considérable de son état antérieur, les dépenses sont à qualifier de dépenses d'investissement et sont par conséquent non déductibles.

C'est l'application de ce troisième critère qui pose problème en pratique. Le Médiateur a été saisi de quelques propriétaires qui se sont vu refuser la déduction de frais vu qu'ils étaient qualifiés par le bureau d'imposition de dépenses d'investissement.

Selon les critères appliqués par l'Administration des Contributions, il y a lieu de vérifier, en prenant en compte l'ensemble des travaux exécutés, si ces derniers ont amélioré considérablement l'état antérieur du bâtiment par l'augmentation réelle de ses possibilités d'utilisation ou s'ils ont amélioré significativement l'état de plusieurs éléments majeurs de l'équipement du bâtiment, même si considérés isolément, ceux-ci seraient acceptés comme entretien de l'habitation. L'application des critères susvisés se complique encore du fait qu'en principe une séparation est à établir parmi les travaux ayant conduit à une amélioration considérable entre travaux de simple rénovation, qui sont déductibles, et travaux d'investissement non déductibles. Dans un des dossiers en cours de traitement, le bureau d'imposition a qualifié la totalité des frais liés à la rénovation de dépenses d'investissement sans procéder à une telle séparation.

Le traitement de ces réclamations est difficile. C'est une question d'appréciation dans laquelle peuvent souvent entrer des éléments subjectifs. Ces difficultés de qualification des travaux risquent de donner lieu à des divergences dans l'appréciation par les différents bureaux d'imposition.

C. Administration des Douanes et Accises

La collaboration entre les services du Médiateur et l'Administration des Douanes et Accises est excellente dans la mesure où le Directeur ne tarde jamais à transmettre ses prises de position au Médiateur.

D'emblée il y a lieu de signaler que le Médiateur a dû déclarer comme non fondée plusieurs réclamations mettant en cause le nouveau mode de recalcul de la taxe sur les véhicules routiers tel qu'introduit par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006 précitée.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations révélant des problèmes d'accessibilité de l'Administration des Douanes et Accises tant par téléphone que par d'autres moyens de communication tels que la télécopie ou l'envoi d'e-mail.

Certains réclamants ont également fait état de longs délais d'attente en matière de remboursement de la taxe sur les véhicules routiers, notamment en cas de vente d'un véhicule ou dans le cas où une voiture n'est enregistrée que pour une durée de quelques mois.

Les réclamants ont notamment soulevé la question de savoir s'il n'était pas possible de contrebalancer le trop-perçu de la part de l'administration avec le montant qui lui restait dû suite au recalcul de la taxe sur les véhicules routiers.

Généralement les interventions du Médiateur se sont soldées par une issue positive. Toujours est-il que l'administration n'a pas été en mesure de faire une quelconque opération de compensation dès lors qu'une telle opération n'aurait pas été conciliable avec une comptabilité transparente.

Le Médiateur s'est rendu personnellement dans les bureaux de l'Administration des Douanes et Accises afin de mieux appréhender les problèmes d'accès tels qu'invoqués par les réclamants et d'évaluer la capacité d'adaptation de l'administration suite aux innovations législatives introduites par la loi du 22 décembre 2006.

Lors de cette visite, le Médiateur a pu se rendre compte de la surcharge de travail à laquelle l'administration a dû faire face suite à l'introduction de la nouvelle taxe sur les véhicules routiers. Des problèmes, notamment d'ordre informatique, ont largement entravé la bonne exécution de la nouvelle loi.

L'administration, soucieuse de répondre au mieux aux doléances des citoyens, a toutefois réussi à résoudre les principaux problèmes auxquels elle était initialement confrontée suite à l'introduction de la loi du 22 décembre 2006. Par ailleurs une nouvelle ligne téléphonique et une meilleure communication par e-mail ont largement facilité l'accès à l'administration.

1.2.6. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

La collaboration entre le Ministère de l'Environnement et le Médiateur est dans l'ensemble bonne.

En ce qui concerne les relations entre le Ministère de l'Environnement et les citoyens, le Médiateur a été saisi de réclamations ayant révélé une lenteur particulière dans le traitement de certains dossiers.

Les différents domaines visés par les réclamations concernent les aides financières accordées par le Ministère de l'Environnement, la procédure d'approbation de plans d'aménagement généraux et particuliers, les autorisations d'aménagement en zone verte et les autorisations d'implantation d'exploitations agricoles.

Aides financières

Le Médiateur a été saisi de réclamations concernant les aides financières telles que prévues par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, ainsi que les primes d'encouragement écologiques, telles que prévues par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz.

Les réclamants ont déploré ne pas avoir été informés des suites réservées à leurs demandes concernant leurs installations photovoltaïques collectives.

Dans le cadre de ces dossiers, l'intervention du Médiateur s'est souvent soldée par des explications supplémentaires de la part du Ministère relatant les raisons pour lesquelles ces dossiers n'étaient pas encore clôturés. En effet, il s'est avéré que souvent les demandeurs n'étaient pas en mesure de fournir les pièces nécessaires pour pouvoir prétendre à ces subventions.

Le Ministère a donc expliqué qu'il ne pouvait accorder les aides demandées puisque les preuves nécessaires attestant que les demandeurs étaient effectivement les copropriétaires de l'installation photovoltaïque collective et qu'ils avaient réellement participé à son financement ne pouvaient pas être rapportées.

Récemment le Médiateur a été saisi de réclamations relatives à des aides financières telles que prévues par le règlement du règlement grand-ducal du 3 août 2005 modifié instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable. Ces réclamations concernaient plus spécifiquement de nouvelles habitations à performance énergétique élevée et les longs délais d'attente auxquels étaient confrontés les bénéficiaires potentiels de ces aides.

Dans une prise de position qui lui a été transmise par le Ministre de l'Environnement le manque du personnel en place et la complexité des dossiers ont été considérés comme les raisons principales desdits délais.

Le Médiateur a demandé d'être informé sur les mesures que le Ministre compte prendre afin de voir traiter les dossiers dans des délais raisonnables.

Approbation de plans d'aménagement généraux

Le Médiateur a été saisi de deux réclamations à l'encontre du Ministère de l'Environnement concernant des difficultés et des lenteurs survenues dans la procédure d'approbation de plans d'aménagement généraux.

Dans le rapport de l'exercice écoulé, le Médiateur avait exposé la raison d'être de la circulaire n°2643 du 13 juillet 2007 relative notamment à l'application de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, commune aux Ministères de l'Intérieur et de l'Environnement. Il avait notamment souligné l'importance de la recommandation faite par les ministères concernés aux communes de recourir dès la phase d'élaboration d'un projet d'aménagement au Ministère de l'Environnement pour prévenir un «veto» ultérieur. Selon l'article 5 précité, le Ministre de l'Environnement n'est en effet censé intervenir dans la procédure que sur saisine du Ministre de l'Intérieur, à savoir soit après le vote provisoire du conseil communal en l'absence de réclamations, soit après le vote définitif du projet par le conseil communal. La loi ne règle donc pas la transmission du dossier au Ministère de l'Environnement au stade du vote provisoire en cas de réclamations contre ce vote.

Durant l'année écoulée, une réclamation fut soumise à l'analyse du Médiateur, qui avait trait à la procédure d'approbation d'un projet d'aménagement général d'une commune modifiant la délimitation de la zone verte et aux rapports qu'ont entretenus à ce sujet les Ministères de l'Environnement et de l'Intérieur, au cours de la procédure.

En l'espèce, la loi du 19 juillet 2005 portant modification notamment de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'était pas applicable de sorte que c'est l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 avant modification par la loi du 19 juillet 2005 qui devait s'appliquer.

Selon cet article, «*le Ministre* [de l'Environnement] *statue sur le vote provisoire du conseil communal relatif à la zone verte dans le mois suivant la réception de la décision du Ministre de l'Intérieur. Il en est de même du vote définitif du conseil communal. Toutefois s'il y a eu des réclamations à l'encontre du projet d'aménagement, les avis du conseil communal et de la commission d'aménagement sont joints à la décision du Ministre de l'Intérieur.*»

Dans l'affaire en question, plus d'un an et demi s'était écoulé depuis l'approbation du projet d'aménagement par le Ministre de l'Intérieur quand le Médiateur a été saisi.

Pour justifier le fait de ne pas s'être exprimé sur le projet dans le délai imparti, le Ministre de l'Environnement a invoqué que le Ministre de l'Intérieur ne l'avait pas encore saisi ni du vote provisoire du conseil communal ni de sa décision au sujet de ce vote provisoire.

Le Ministère de l'Intérieur s'est défendu contre ces critiques en invoquant que conformément à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes applicable en l'espèce, le vote provisoire n'avait pas été soumis au Ministre de l'Intérieur de sorte que ce dernier aurait été incapable de faire suivre une telle décision au Ministre de l'Environnement et le dossier y relatif dont il n'a été saisi qu'après le vote définitif du conseil communal.

Il ressort d'un jugement du tribunal administratif du 21 janvier 2008 (Trib. Adm. 21 janvier 2008, n° de rôle 22318) que:

«*Il se dégage de la disposition précitée* [en l'occurrence l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 pris dans sa teneur initiale] *que le Ministre de l'Environnement est appelé à statuer sur le vote provisoire du conseil communal dans le mois suivant la réception de la décision du Ministre de l'Intérieur. Étant donné que dans le cadre de la procédure d'adoption prévue par l'article 9 de la loi précitée du 12 juin 1937, il n'est pas prévu que le projet adopté provisoirement soit soumis au Ministre de l'Intérieur pour approbation, sauf l'hypothèse où il n'y a pas eu de réclamations, le Ministre de l'Intérieur ne peut pas communiquer de décision au Ministre de l'Environnement. Toutefois, s'il n'y a pas eu de réclamations à la suite du vote provisoire, le Ministre de l'Intérieur approuve le vote provisoire du conseil communal. Il s'ensuit que le vote provisoire n'est soumis à l'approbation du Ministre de l'Environnement que dans le cas où il n'y a pas eu de réclamations. Si, au contraire, des réclamations ont été introduites contre le projet adopté provisoirement par le conseil communal, le Ministre de l'Intérieur est appelé à approuver la décision d'adoption définitive du conseil communal. De plus, si des réclamations ont été adressées au Gouvernement, le Ministre de l'Intérieur devra également statuer sur les réclamations lui adressées après avoir entendu le conseil communal et la commission d'aménagement en leurs avis. Le Ministre de l'Intérieur devra transmettre sa décision à laquelle seront joints les avis du conseil communal et de la commission d'aménagement au Ministre de l'Environnement qui est tenu de statuer par rapport au vote définitif du conseil communal dans le mois de la réception de la décision du Ministre de l'Intérieur.*»

En l'espèce, le Ministre de l'Environnement devait donc uniquement être saisi du vote définitif du conseil communal. Ce n'est qu'en l'absence de réclamations que le vote provisoire du conseil communal est transmis au Ministre de l'Intérieur pour approbation et qu'à cette occasion, et s'il y a modification de la zone verte, le Ministre de l'Intérieur continue le projet au Ministre de l'Environnement pour approbation.

Le Médiateur constate un manque de concertation entre les Ministres de l'Intérieur et de l'Environnement. Aucune disposition ne prévoit que le Ministre de l'Intérieur statue sur le vote provisoire du conseil communal en présence de réclamations contre celui-ci. Dès lors le Ministre de l'Intérieur ne pouvait pas saisir le Ministre de l'Environnement. Le Médiateur a fait observer cela à Monsieur le Ministre de l'Environnement. Mais par la suite, le Ministre a changé son fusil d'épaule et a invoqué n'avoir pas reçu communication de la décision du Ministre de l'Intérieur concernant le vote définitif.

Le problème de la transmission des différents avis n'étant pas plus claire dans le nouvel article 5 de la loi du 19 janvier 2004 telle que modifiée par la loi du 19 juillet 2005, le Médiateur est d'avis qu'il est urgent de clarifier le problème concernant la saisine du Ministre de l'Environnement dans une prochaine réforme législative. Cette affaire traduit par ailleurs un manque flagrant de communication de la part du Ministère de l'Environnement tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les communes, étant donné qu'après tant d'années il est difficile d'imaginer que le Ministère de l'Environnement n'était pas en possession du dossier dans son intégralité, ou le cas échéant, qu'il n'aurait pas été à même de se faire communiquer les documents manquants, alors justement que le Ministre insiste pour dire que ses agents ont eu plusieurs entrevues avec les autorités communales.

Se pose la question de savoir si les arguments avancés par le Ministère ne l'étaient pas pour se protéger contre une éventuelle sanction de forclusion dont la décision du Ministre pourrait faire l'objet de la part des juridictions compétentes.

En effet par jugement du 21 janvier 2008, le Tribunal administratif a déclaré fondé le recours en annulation d'un arrêté du Ministère de l'Environnement qui a statué sur le vote définitif du conseil communal, alors que l'approbation du ministre était intervenue en dehors du délai prévu par l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004. Le Tribunal a déclaré également qu'il n'y a pas lieu de renvoyer le dossier devant le Ministre de l'Environnement étant donné que celui-ci n'est plus dans le délai pour statuer.

Le Médiateur estime qu'un tel manque de diligence est hautement regrettable voire inacceptable au regard des attentes légitimes tant des autorités communales que des personnes qui entendent être fixées sur les possibilités de construire ou de s'établir dans la commune.

Autorisations de construire en zone verte

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation en relation avec des aménagements en zone verte.

Monsieur B. a été, d'une part, contraint à se conformer dans un court délai à une autorisation ministérielle concernant le revêtement de ses hangars. Par ailleurs une seconde autorisation d'aménagement de son verger ne pourrait lui être accordée que sous la condition de se conformer au préalable à la première autorisation ministérielle.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a prorogé le délai en vertu duquel Monsieur B. devrait se conformer aux termes de son autorisation ministérielle tout en l'autorisant à procéder à l'aménagement de son verger sans autre condition préalable.

Implantation d'exploitations agricoles

Le Médiateur a eu à connaître de plusieurs réclamations dirigées contre le Ministère de l'Environnement pour des refus d'autoriser la construction d'exploitations agricoles.

Le Ministre a refusé de faire droit à certaines de ces demandes au motif que la construction envisagée porterait préjudice à la beauté du site et serait de ce fait contraire à l'esprit de la loi du 19 janvier 2004.

Quand bien même cette appréciation ne saurait être remise en cause par le Médiateur, il est toutefois critiquable que dans une partie de ces dossiers, le Ministre de l'Environnement ait mis tant de temps pour se prononcer et ait de ce fait mis en suspens l'activité des agriculteurs.

Il résulte par exemple d'un des dossiers que suite à un premier refus basé sur le fait que la construction causerait préjudice à la beauté du paysage, le réclamant avait contacté le Ministère de l'Environnement afin de se faire préciser les exigences du Ministère quant à la future construction. Les suggestions sur les modifications à apporter au projet communiquées oralement par les agents du Ministère ont à chaque fois été suivies.

Malgré les adaptations apportées au projet par le réclamant, le Ministre a, au final, fait part de son refus d'autoriser le projet en question.

Le Ministre explique *qu'«il est logique que le Ministère de l'Environnement en tant que service public trace d'éventuels scénarios susceptibles d'emporter des améliorations au niveau d'un projet soumis à évaluation sans pour autant garantir d'office que les dossiers trouveront l'accord du ministre respectivement de la cellule d'évaluation en charge de ces dossiers.*»

Ce réclamant ne s'est toutefois vu notifier que plus de deux ans après sa première demande, après avoir acquis des terrains rendant possible le déplacement suggéré par le Ministère et après avoir apporté les diverses modifications suggérées par le Ministère, que «*toute construction en ces lieux ainsi que les activités conséquentes seraient de nature à y porter préjudice*».

Or, à quoi bon amener des citoyens à investir dans un projet sur la base de modifications suggérées par les agents en charge du dossier, si de telles modifications devaient rester sans effet sur la décision du Ministre? Sans vouloir aucunement remettre en cause le pouvoir discrétionnaire du Ministre, le Médiateur est définitivement d'avis qu'une décision de refus notifiée au demandeur plus de deux ans après que les agents du Ministère lui ont fait croire le contraire n'est pas de nature à renforcer la confiance du citoyen dans l'administration.

En renvoyant aux observations déjà faites dans ses deux précédents rapports, le Médiateur recommande au Ministre de l'Environnement de veiller à plus de clarté et de transparence dans la communication des agents de son Ministère avec les citoyens.

Travaux publics

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre du Ministère des Travaux publics et plus particulièrement à l'encontre de l'Administration des Ponts et Chaussées. Il s'agissait essentiellement de la réparation de dommages, occasionnés par des travaux publics, de l'indemnisation suite à une emprise ainsi que du défaut de réponse suite à une demande d'information concernant le fonctionnement des bornes d'appel du réseau autoroutier.

Transports

La collaboration entre le Médiateur et le Ministère des Transports est bonne dans la mesure où les délais de réponse fixés par le Médiateur sont généralement respectés.

Certaines réclamations dont le Médiateur a été saisi étaient relatives à des refus d'immatriculation de véhicules ainsi qu'à des décisions de retrait de permis de conduire. Le Médiateur a dû constater que ces réclamations n'étaient pas fondées.

La majorité des dossiers concernaient des contestations sur les éléments qui déterminent le montant de la taxe sur les véhicules routiers.

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par Monsieur L. au nom d'un groupe de personnes propriétaires d'une voiture de type Ford Mustang. Pour ce type de voiture, le taux des émissions CO_2 a été augmenté sans autre explication au courant de l'année 2007. Or il n'existe pas de taux officiel des émissions CO_2 pour ce type de voiture.

Les personnes concernées ont ensuite cotisé pour l'obtention d'un certificat officiel TÜV allemand attestant le taux des émissions CO_2 d'une voiture Ford Mustang. Ce certificat est attribué pour une voiture spécifique avec un numéro de châssis déterminé. Le certificat a attesté un taux des émissions inférieur à celui retenu par la Société nationale de contrôle technique.

Initialement la SNCT ne voulait reconnaître ce taux qu'à la voiture expressément visée par le certificat TÜV. Suite à l'intervention du Médiateur, elle a finalement été d'accord à réviser sa position et à appliquer également ce taux aux autres personnes du groupe dont faisait partie Monsieur L.

Éducation nationale et Formation professionnelle

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ayant notamment trait aux critères de sélection appliqués dans le cadre du projet *Eis Schoul*, à une contestation de l'avis d'orientation vers l'enseignement technique, à la difficulté d'un élève de se voir admettre dans un autre Lycée suite à un renvoi, ainsi qu'à l'engagement en qualité de chargé d'éducation d'un candidat ayant échoué à l'examen de fin de stage en vue de devenir professeur.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les réponses aux demandes de prise de position ont été généralement transmises dans les délais impartis.

Les réclamations ont concerné des demandes d'homologation de diplômes et de grades ainsi que des demandes en obtention d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Ainsi, le Médiateur a été saisi par une réclamante qui s'est vu refuser une deuxième prolongation de deux semestres de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

L'article 5 de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures prévoit que «*l'étudiant peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de la totalité des 1er et 2e cycles d'études*». La durée officielle des études de la réclamante était de 11 semestres. Elle avait obtenu l'aide financière pendant 13 semestres, conformément à l'article précité.

Par ailleurs, une prolongation lui a été accordée pour deux semestres supplémentaires alors qu'elle s'était réorientée après la 1ère année d'études, et ce conformément à l'article 5(3) de la loi du 22 juin 2000. Cet article énumère quatre cas exceptionnels dans lesquels une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée à l'étudiant.

«*Dans des cas exceptionnels et sur demande écrite de l'étudiant, une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée dans les cas suivants*:

lorsque l'étudiant, après la réussite de son 2e cycle, poursuit des études complémentaires pour une durée maximale de trois ans;

lorsque l'étudiant veut terminer son cycle d'études resté inachevé, il pourra bénéficier de l'aide financière sous forme de prêt pour une année supplémentaire au maximum;

lorsque l'étudiant se réoriente au plus tard après la 1ère année d'études;

lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et exceptionnelle.»

Une deuxième prolongation, conformément à l'article 5(3) précité, a été demandée par la réclamante. Cette demande de prolongation a été refusée à la réclamante et elle a été informée que les différents cas de figure ne seraient pas cumulables. Suite à l'intervention du Médiateur, une prolongation supplémentaire de deux semestres a été accordée à la réclamante pour lui permettre de terminer ses études.

Le Médiateur, après s'être informé des critères sur lesquels la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche se base pour accorder une pro-

longation de l'aide financière, le Médiateur a été informé qu'une prolongation est automatiquement accordée dans les trois premiers cas énumérés à l'article 5 (3). Le quatrième cas de figure, à savoir lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et difficile, n'est applicable que lorsque l'étudiant peut prouver, documents à l'appui, que la prolongation de sa durée d'études est due à des circonstances exceptionnelles, par exemple en cas de maladie grave, nécessitant un traitement lourd et donc une interruption momentanée des études. Par ailleurs, le Médiateur prend acte que les prolongations accordées suivant les cas énumérés à l'article 5(3) sont cumulatives.

Dans le cadre des demandes d'homologation de diplômes, les réclamations émanaient de personnes qui se sont plaintes du fait qu'elles étaient sans nouvelles quant aux suites qui seraient réservées à leur demande d'homologation.

Cadastre et Topographie

La relation entre le Médiateur et l'Administration du Cadastre et de la Topographie est bonne alors que l'Administration s'évertue dans chaque dossier à exposer de manière exhaustive sa position.

Le Médiateur a été saisi de deux réclamations à l'encontre de l'Administration du Cadastre et de la Topographie notamment pour la non-intervention de l'Administration suite à une demande expresse du réclamant. L'une des réclamations s'est révélée non fondée, tandis que l'autre affaire a abouti à une solution satisfaisante pour le réclamant.

Dans deux autres dossiers, où les réclamations étaient dirigées à l'encontre de communes, le Médiateur a saisi l'Administration du Cadastre afin d'obtenir son avis quant à la situation de blocage dans laquelle se trouvaient les propriétaires relativement à l'élaboration du cadastre vertical.

Police grand-ducale

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations mettant en cause le comportement d'agents de Police.

Le Médiateur a réorienté ces réclamants vers l'Inspection générale de la Police chargée entre autres de l'examen des plaintes en rapport avec le comportement des agents de police. Conjointement le Médiateur s'est adressé à l'Inspecteur général pour lui demander de le tenir informé du suivi de ces affaires.

1.3. Affaires relevant des Communes

Les relations entre le Médiateur et les administrations communales sont globalement bonnes, étant à noter que certaines administrations se distinguent par la rapidité de leur réaction aux courriers du Médiateur.

À l'instar des années précédentes, le Médiateur a du connaître d'un nombre important de réclamations dirigées contre des administrations communales.

Beaucoup de cas de non-réponse ou de lenteurs administratives sont à noter de la part des communes à l'égard de leurs administrés.

1.3.1. Urbanisme

A. Autorisation de construire

Le médiateur a eu à connaître d'un certain nombre de réclamations à l'encontre d'administrations communales par lesquelles les administrés critiquaient la délivrance par le bourgmestre d'autorisations de construire. Certaines de ces autorisations ne respectaient effectivement pas le règlement des bâtisses de la commune et causaient un véritable préjudice aux réclamants. D'autres réclamations concernaient la lenteur dans la procédure de délivrance d'autorisations de construire ou la soumission de la délivrance de l'autorisation de construire à des conditions ne relevant pas de la compétence du bourgmestre. D'autres encore étaient relatives à un défaut de surveillance de la part des autorités communales quant à la conformité de travaux de construction aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux autorisations délivrées.

B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

En ce qui concerne les plans d'aménagement particulier, le Médiateur a été saisi de deux réclamations à l'encontre d'administrations communales qui exigent de la part des propriétaires, qui entreprennent de mettre en œuvre un PAP sur leur terrain, le paiement d'une indemnité compensatoire de 25% au titre de l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, lequel est relatif à la cession des fonds réservées à des aménagements publics.

Se pose dans ces cas la question de savoir si la commune est en droit d'exiger de ces propriétaires le paiement d'une indemnité compensatoire couvrant la contre-valeur des 25% du terrain, alors même qu'en l'espèce la viabilisation du PAP n'exige pas l'aménagement d'infrastructure publique spécifique.

Les communes s'appuient sur une jurisprudence de la Cour d'appel du 7 juin 2007 pour dire qu'une indemnité compensatoire est obligatoirement redue par le propriétaire dans la limite du quart de la surface du projet d'aménagement particulier.

Le Médiateur a quelque difficulté à interpréter cette jurisprudence dans ce sens et a toujours plutôt penché pour l'application de cette disposition dans le sens indiqué dans la circulaire relative à l'application de l'article 34 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui explique que l'article 34 (2) prévoyant la possibilité pour la commune de renoncer à la cession en nature en contrepartie d'une indemnité compensatoire *«prévoit le cas où un nouveau lotissement engendrerait nécessairement l'aménagement d'un édifice public, mais qui, de par la configuration ou l'implantation des terrains, ne s'y prête pas. L'aménagement public en question devrait alors être érigé à proximité et, pour ce faire, la commune pourra exiger du propriétaire la contrepartie en espèces de la cession. Le lotisseur pourra, dès lors, viabiliser à 100% les terrains pour ses propres besoins.»*

Le Médiateur se félicite de la clarification apportée à ce sujet par le projet de loi portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes et modifiant notamment la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. En effet l'article 34 a été modifié en ce sens qu'il dispose que la commune doit déterminer les travaux de voirie et d'équipements publics, prévus à l'article 23, alinéa 2, nécessaires à la viabilisation du plan d'aménagement particulier et que l'indemnité compensatoire servira à l'acquisition de terrains à proximité du plan d'aménagement particulier en vue d'y réaliser les travaux de voirie et d'équipements publics prévus au paragraphe 1er.

1.3.2. Inscription au registre de la population

Le Médiateur a été saisi de manière récurrente de réclamations de la part de personnes auxquelles des communes refusaient l'inscription au registre de la population.

Ces réclamations concernaient tant les Luxembourgeois que les personnes de nationalité étrangère.

Les communes ont invoqué diverses raisons pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population, par exemple le fait que la maison dans laquelle elles désirent s'inscrire a fait l'objet de transformations qui n'avaient jamais été autorisées par la commune, ou encore le fait que le logement est situé dans une zone qui, selon le PAG de la commune, n'était pas destinée à l'habitation permanente de personnes.

Le problème n'est pas nouveau et la jurisprudence en la matière a évolué.

Jusque récemment le seul critère qui pouvait être pris en considération pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population, à défaut d'autre mention spécifique à ce sujet dans un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de la population, était celui de la résidence habituelle.

S'il s'avère que la personne n'habite pas vraiment à l'endroit où elle désire s'inscrire, la commune est en droit de refuser son inscription.

De même si le règlement communal relatif au registre de la population comporte une mention spécifique concernant les délimitations géographiques des parties du territoire de la commune sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible sur base de motifs tenant à la sécurité et la salubrité publiques, à l'aménagement du territoire et à l'organisation des infrastructures et des services communaux, une commune était en droit de refuser l'inscription d'une personne qui entend établir sa résidence habituelle sur son territoire.

À défaut d'une mention spécifique dans le règlement communal relatif au registre de la population, une commune ne peut refuser l'inscription d'une personne qui établit sa résidence habituelle sur son territoire.

Si la commune estime pour des raisons inhérentes à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène que le lieu en question ne se prête pas à une résidence habituelle, il lui appartient d'entamer une procédure séparée en usant de son pouvoir de police général en matière de sécurité et de salubrité et d'y faire interdire toute résidence.

Sur ce point la jurisprudence n'a pas changé.

Une jurisprudence récente de la Cour administrative du 22 mai 2008 considère cependant *«qu'une commune est en droit de refuser l'inscription sur ses registres de la population d'un administré qui ouvertement et manifestement, par son établissement en un endroit précis du territoire communal, entend violer les dispositions du plan d'aménagement général communal qui peuvent prévoir des zones où l'habitation à titre principal est prohibée».*

De fait actuellement une commune peut donc refuser l'inscription d'une personne au registre de la population si celle-ci entend s'établir à un endroit, qui selon le PAG de la commune, n'est pas destiné à l'habitation permanente de personnes.

Cette jurisprudence a des conséquences sociales graves pour les personnes concernées, alors que de nouveaux arrivants risquent de se voir opposer de plus en plus fréquemment un refus d'inscription et ainsi le bénéfice des droits y liés.

Dès lors, le Médiateur a formulé une recommandation adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

En attendant qu'une nouvelle loi sur le registre de la population soit votée, il s'agissait d'adresser aux communes une circulaire afin que celles-ci ne s'opposent pas à l'inscription au registre de la population des personnes ayant établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et ayant déclaré leur arrivée du moment que ces personnes remplissent toutes les conditions pour satisfaire à une telle inscription et sans qu'il soit tenu compte de considérations liées à la réglementation de police ou à celle relative à l'urbanisme sauf dans les cas où le plan d'aménagement général de la commune contient une disposition expresse concernant les zones du territoire où l'habitation à titre principal est prohibée ou dans le cas où un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 renferme une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible et ce sur base de motifs tenant à la sécurité et la salubrité publiques, à l'aménagement du territoire et à l'organisation des infrastructures et des services communaux.

Le Ministre de l'Intérieur a repris la recommandation du Médiateur dans une circulaire adressée aux communes en date du 9 juin 2008.

Quelques communes ont également invoqué le règlement grand-ducal du 22 décembre 2007 modifiant le règlement grand-ducal du 28 mars 1972 relatif aux conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'étrangers faisant l'objet de conventions internationales pour refuser l'inscription de personnes venant d'autres États de l'Union.

Selon les nouvelles dispositions en matière de libre circulation des personnes et d'immigration, le citoyen de l'Union qui entend s'établir au Grand-Duché pour une durée supérieure à 3 mois, sollicite la délivrance d'une attestation d'enregistrement auprès de la commune. Selon le cas, la personne doit présenter à cet effet différents justificatifs. Les communes à l'encontre desquelles étaient dirigées les réclamations refusaient d'inscrire les personnes au registre de la population parce que les personnes concernées ne présentaient pas les documents sollicités pour la délivrance de l'attestation d'enregistrement.

Elles considéraient en effet que leur inscription au registre de la population entérinerait une situation illégale.

D'après le Médiateur l'inscription d'une personne au registre de la population et la délivrance d'une attestation d'enregistrement sont deux choses différentes, qui ne dépendent pas l'une de l'autre.

Il ressort en effet clairement de l'avis du Conseil d'État au sujet de la phrase finale du paragraphe 3 de l'article 8 du projet de loi 5802 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, que le délai de 3 mois pour solliciter l'attestation d'enregistrement ne préjudicie pas aux réglementations existantes en matière de registre de la population.

Or, il est un fait que la plupart des règlements communaux, sinon tous, prévoient des sanctions pénales à l'encontre des personnes qui ne font pas de déclaration au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population dans un délai arrêté. Ainsi, il ne saurait être refusé à une personne de s'inscrire au registre de la population sous prétexte que cette personne n'a pas fourni l'ensemble des pièces nécessaires à la délivrance de l'attestation d'enregistrement sous peine de contrevenir aux règlements communaux existants en la matière.

Le Médiateur souligne que la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose dans ses articles 8 (1), 15 (1) et 40 (1) que la sollicitation d'une attestation d'enregistrement auprès de l'Administration communale dans les trois mois de l'arrivée du citoyen de l'Union qui a l'intention de séjourner sur le territoire pour une durée supérieure à trois mois ou encore la sollicitation d'une attestation d'enregistrement ou le cas échéant de la délivrance d'une carte de séjour pour les membres de la famille présents pour un séjour supérieur à trois mois ou enfin de la déclaration d'arrivée du ressortissant d'un État tiers autorisé à séjourner sur le territoire pour une durée supérieure à trois mois se font sans préjudice des réglementations existantes en matière de registre de la population.

Il est donc clair pour le Médiateur que les communes ne sauraient refuser l'inscription au registre de la population sous prétexte que les personnes concernées n'aient pas présenté les documents sollicités selon les dispositions de la législation sur l'immigration.

1.3.3. Affaires communales générales

Le Médiateur a également été saisi d'un certain nombre de réclamations reprochant aux autorités communales de rester inactives face aux nuisances que peuvent provoquer certains établissements comme des cafés ou des restaurants.

1.4. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF, et le FNS)

1.4.1. Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM, de la CNPF et du FNS

A. Sécurité sociale

Le Médiateur se félicite des bonnes relations qu'il entretient avec les organismes de sécurité sociale.

Accès des assurés à l'information

Le Médiateur avait insisté dans ses rapports d'activité des années 2005-2006 et 2006-2007 sur un meilleur accès des assurés sociaux à l'information par l'élaboration de brochures d'information en version imprimée et électronique reprenant les principes et les modalités de prise en charge des traitements médicaux à l'étranger afin d'éclairer les assurés sociaux sur leurs droits et obligations.

Selon les informations dont le Médiateur dispose, aucune brochure spécifique n'a été élaborée en la matière et le contenu des sites Internet n'a pas été complété en ce sens.

Le Médiateur souhaite que le regroupement des différents organismes de sécurité sociale suite à l'introduction du statut unique soit mis à profit pour améliorer les sites Internet de la sécurité sociale non seulement pour ce qui est de toutes les informations utiles relatives à la prise en charge des traitements médicaux à l'étranger mais en général au niveau d'une information plus complète et détaillée aux assurés sociaux dans les différents domaines de la sécurité sociale.

Par ailleurs, ce regroupement devrait faciliter la mise en place d'un Guichet unique en matière de sécurité sociale accessible à tout appel et demande d'informations de la part des assurés sociaux tel que le Médiateur l'avait déjà suggéré dans sa recommandation N°18 relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics. Les agents affectés à ce service devraient être hautement qualifiés et dûment expérimentés ayant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et maîtrisant les rouages, les pratiques et les procédures administratifs de la sécurité sociale.

Le Médiateur voudrait aussi rappeler l'importance de l'accessibilité générale à la jurisprudence en matière de sécurité sociale. L'accessibilité aux décisions juridictionnelles en matière de sécurité sociale au sens large (incluant l'ADEM, la CNPF et la Commission mixte de reclassement) étant un préalable à la garantie des droits de la défense de tout citoyen, le Médiateur entend insister une nouvelle fois sur la nécessité d'une mise à disposition de la jurisprudence en la matière par le biais d'un site Internet qui pourrait s'inspirer du site Internet des jurisprudences administratives et/ou par l'élaboration d'une «Pasicrisie sociale» consacrée à la jurisprudence en matière de sécurité sociale à l'image de la Pasicrisie de la jurisprudence administrative.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs affaires en matière de prise en charge des prestations de transport. Ainsi, les informations données aux assurés sociaux concernant les conditions de prise en charge de transports en taxi en cas de traitements médicaux en série ou de transports en ambulance (obligation pour le médecin traitant de certifier dans son ordonnance médicale que pour des raisons médicales une position allongée ou immobilisée est indispensable pour l'aller respectivement pour le retour) sont souvent incomplètes. Il en est de même pour les informations fournies aux assurés sociaux quand aux conditions et montants pris en charge en tant qu'indemnités de voyage par les caisses de maladie.

Remboursement de prestations étrangères

Le Médiateur a été saisi de deux réclamations, l'une contre la CMO et l'autre contre la CMFEP, relatives à des refus de prise en charge de tests génétiques effectués dans des laboratoires étrangers. Ces tests génétiques ne pouvant être effectués au Luxembourg, les caisses de maladie compétentes ont refusé de prendre en charge les factures y relatives alors qu'il n'existe pas de tarification desdits tests dans la nomenclature luxembourgeoise.

Si une telle tarification luxembourgeoise avait existé, les assurés en question auraient obtenu la prise en charge selon le taux prévu dans la nomenclature luxembourgeoise conformément aux arrêts «Decker/KohlI».

Le Médiateur estime qu'il ne saurait être dans l'esprit des arrêts «Decker/KohlI» de refuser le remboursement d'un tel test génétique à un assuré social alors même qu'il s'agit d'une prestation non tarifée au Luxembourg. Aussi a-t-il recommandé aux caisses de maladie compétentes de procéder au remboursement par analogie au tarif applicable dans le pays où les tests ont été effectués. Finalement la CMFEP et la CMO se sont ralliées à l'argumentation du Médiateur en acceptant de rembourser les tests en question selon la tarification du pays prestataire.

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de mentionner une réclamation ayant pour objet le refus d'une caisse de maladie de rembourser des frais supplémentaires d'hospitalisation en Allemagne générés par une «Wahlleistungsvereinbarung». Le réclamant, qui avait bien suivi la procédure d'autorisation E 112, s'était basé sur la jurisprudence Vanbraekel de la CJCE pour réclamer un remboursement complémentaire du fait que le remboursement des frais exposés pour les services hospitaliers fournis à l'étranger serait inférieur à celui qui aurait résulté de l'application des règles luxembourgeoises.

L'examen du dossier a cependant révélé que ces «Wahlleistungen» sont des prestations choisies pour convenance personnelle et qui ne sont prises en charge ni en Allemagne, ni au Luxembourg (voir les articles 74 CAS, 38 et 44 des statuts de l'UCM). En vertu de l'article 22, al.1, c), i du règlement CEE 1408/71, la prise en charge des prestations avait eu lieu conformément aux dispositions de la législation appliquée par l'institution du lieu du séjour (l'Allemagne). La réclamation a par conséquent été déclarée non fondée.

À signaler également une réclamation de la part d'un assuré belge auquel, à la suite d'un accident de travail, avait été délivré un formulaire E 123 («Attestation de droit aux prestations en nature de l'assurance contre les accidents du travail et les maladie professionnelles») autorisant la mutuelle belge compétente à prendre en charge pour le compte de l'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) des frais de traitement dentaire. L'assuré en question n'avait cependant pas obtenu une prise en charge en Belgique du fait que le traitement en question n'était pas prévu dans la nomenclature belge. Suite à l'intervention du Médiateur, l'AAA s'est déclarée d'accord à accorder un remboursement dans le cadre de l'article 109 CAS, à condition que l'assuré verse une décision de refus de la part de la mutuelle belge.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de retraités assurés au Luxembourg qui se sont installés à l'étranger. Ces assurés ont droit à toutes les prestations en nature conformément à la législation du pays de résidence. C'est l'institution d'assurance maladie du lieu de résidence qui sert les prestations comme si les assurés y étaient affiliés. Ces derniers sont donc désavantagés car généralement la prise en charge prévue à l'étranger est moins généreuse que celle prévue par la législation sociale luxembourgeoise. Les assurés installés à l'étranger ne peuvent pas demander une prise en charge supplémentaire aux caisses de maladie luxembourgeoises.

Grâce à la collaboration active de l'UCM et de l'IGSS, le Médiateur a pu régler récemment une affaire en instruction depuis le mois de mai 2006. Il s'agissait d'une réclamation qui lui avait été soumise par un réclamant qui avait subi en 1985 une amputation de l'avant-bras droit suite à un accident. La personne en cause s'était fait confectionner des prothèses en Italie où elle habitait jusqu'en l'an 2000. Depuis son arrivée au Luxembourg, le réclamant était régulièrement affilié auprès des organismes luxembourgeois de sécurité sociale. En 2002, l'UCM avait marqué son accord pour la confection de deux nouvelles prothèses en Italie. Ces prothèses avaient été régulièrement livrées au réclamant, mais la facture y afférente n'avait été prise en charge ni par la sécurité sociale italienne ni par la CMO. En principe, les organismes de sécurité sociale italienne auraient dû prendre en charge le coût de ces prédites prothèses selon les tarifs applicables aux assurés italiens et ensuite transmettre un décompte à l'UCM aux fins de remboursement des montants avancés.

Néanmoins, les autorités italiennes refusaient de verser un quelconque montant au Centre de prothèses italien.

Le Centre en question sollicita auprès du réclamant le remboursement du solde restant dû de quelque 18.000 euros qui n'avait été réglé ni par l'organisme de sécurité sociale compétent en Italie ni par la CMO.

En juin 2007, les prothèses du réclamant étant devenues défectueuses, celui-ci avait obtenu une autorisation de l'UCM afin de se faire confectionner de nouvelles prothèses auprès du même Centre. Cette commande fut refusée au motif que le solde restant dû n'aurait pas encore été payé.

Suite à l'intervention du Médiateur, l'UCM a été disposée à rembourser à titre tout à fait exceptionnel au Centre italien le solde restant dû depuis 2002 et a permis au réclamant de se faire remplacer ses prothèses sans devoir avancer les dépenses y afférentes.

L'affiliation au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) suite à une mesure de reclassement interne

Le Médiateur avait également été saisi par une réclamante bénéficiant d'une mesure de reclassement interne en 2003 et qui touchait à ce titre une indemnité compensatoire versée mensuellement par l'ADEM.

L'employeur de la réclamante lui payait chaque année un 13e mois avec son salaire du mois de décembre, ce qui a eu pour conséquence qu'elle ne touchait pas d'indemnité compensatoire de la part de l'ADEM au mois de décembre.

Les modalités de calcul de l'indemnité compensatoire suite au reclassement d'un salarié sont définies à l'article L.551-2 du Code du Travail qui dispose que *«le travailleur sous contrat de travail a droit à une indemnité compensatoire représentant la différence entre l'ancienne rémunération et la nouvelle rémunération. L'ancienne rémunération est calculée sur la base de la rémunération mensuelle brute effectivement touchée par le travailleur au cours des douze mois entiers précédant immédiatement la décision de reclassement et résultant du dernier contrat de travail en vigueur avant la décision de reclassement (...) la gratification et le treizième mois sont mis en compte à raison d'un douzième par mois.»*

En principe l'ADEM aurait dû mettre en compte le 13e mois de la réclamante en déduisant mensuellement 1/12 du montant de celui-ci de l'indemnité compensatoire qu'elle touchait chaque mois. L'ADEM avait néanmoins ajouté (probablement pour des raisons pratiques) l'intégralité de son 13e mois au salaire que l'employeur lui avait payé en décembre, ce qui a eu comme résultat que la réclamante ne touchait pas d'indemnité compensatoire pour ce mois.

En conséquence, le CCSS n'avait mis en compte que 11 mois d'assurance pension du fait que la réclamante n'avait pas touché d'indemnité compensatoire au mois de décembre. Le Médiateur estima que les modalités pratiques de mise en compte du 13e mois de la part de l'ADEM ne devaient néanmoins pas avoir de conséquences sur la carrière d'assurance pension de la réclamante et il a demandé au CCSS de rectifier sa carrière d'assurance en lui reconnaissant une affiliation pension pour le mois de décembre de l'année en question. Le CCSS a fait suite à la demande du Médiateur.

Du remboursement dans un cas particulier

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation de la part de Madame L. La fille de Madame L. souffre d'un trouble de déficit d'attention (TDA) et le pédiatre de l'enfant lui a prescrit des séances d'ergothérapie dans le cadre de son traitement de TDA.

Madame L. a envoyé à la Caisse la prescription en vue d'une prise en charge. Y était clairement indiqué que cette ergothérapie allait se faire auprès d'une ergothérapeute graduée.

La Caisse l'a avisée positivement selon le code Y22.

Une fois les séances terminées, la Caisse a pourtant refusé le remboursement de ces factures au motif que le traitement pour être pris en charge conformément à la nomenclature aurait dû se faire par un psychomotricien et non par une ergothérapeute.

Suite à l'intervention du Médiateur et eu égard à l'autorisation, le comité-directeur de la Caisse a fait preuve de flexibilité et a accordé le remboursement des frais occasionnés pour le traitement de la fille de Madame L.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre les services de l'Administration de l'emploi (ADEM) et le Médiateur est satisfaisante dans la mesure où l'ADEM répond généralement aux interventions du Médiateur dans les délais qui lui ont été impartis.

Le Médiateur regrette néanmoins que dans certains dossiers dont il a été saisi et qui ne posent pas de difficultés juridiques particulières (ex. lenteur dans le paiement d'une aide de réinsertion, état d'instruction d'une demande en obtention d'une prime d'apprentissage, etc.) ses collaborateurs ne puissent pas directement solliciter des informations auprès de l'agent de l'ADEM en charge du dossier, mais qu'ils doivent systématiquement s'adresser au sous-directeur de l'ADEM.

L'ADEM est la seule administration étatique qui interdit à ses agents une communication et transmission directe des informations avec les collaborateurs du Médiateur, ce qui ralentit l'instruction de certaines réclamations.

De la mise en œuvre de la loi du 22 décembre 2006

L'instruction d'une réclamation ainsi que la nature de certaines demandes d'information dont le Médiateur a été saisie à l'encontre de l'ADEM ont révélé des insuffisances et des faiblesses au niveau du déroulement des procédures et du suivi des jeunes demandeurs d'emploi et ceci nonobstant les réformes législatives et réglementaires qui ont été mises en œuvre par le Ministre du Travail et de l'Emploi.

C'est pourquoi, le Médiateur est allé s'enquérir sur place dans les locaux de l'Administration à Luxembourg de la manière dont la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement était appliquée.

Lors de son passage à l'ADEM, le Médiateur s'est entretenu avec des agents du Service placement ainsi que du Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi (SAPDE), agents dont il a pu apprécier l'engagement et la motivation. À cette occasion, le Médiateur a eu également des entretiens avec un certain nombre de demandeurs d'emploi.

Suite à cette visite à l'ADEM, le Médiateur a eu une entrevue avec le Ministre du Travail et de l'Emploi afin de lui faire part de ses observations.

Une des mesures phares de la loi du 22 décembre 2006 est l'introduction dans l'arsenal juridique de la convention d'activation qui, selon la volonté du législateur, devrait en principe être le produit final d'un processus d'accompagnement du demandeur d'emploi visant à le réintégrer sur le marché du travail.

L'article L. 521-9 qui a été introduit dans le Code du Travail par la loi du 22 décembre 2006 dispose que l'ADEM propose à chaque demandeur d'emploi la conclusion d'une convention d'activation individualisée. Cette convention d'activation devrait être conclue au plus tard avant la fin de leur troisième mois d'inscription pour les demandeurs d'emploi âgés de moins de trente ans et au plus tard avant la fin de leur sixième mois d'inscription pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de trente ans.

Selon la disposition précitée, la convention d'activation fixe les droits et obligations respectifs des services de l'ADEM et du demandeur d'emploi. Elle devrait contenir non seulement une partie générale détaillant les procédures régissant les relations entre les deux parties, mais aussi une partie spécifique axée sur le profil et les besoins individuels du demandeur d'emploi et fixant, dans la mesure du possible, son plan d'insertion respectivement de réinsertion sur le marché du travail.

Lors des divers entretiens qu'il a eus tant avec des agents de l'ADEM qu'avec des demandeurs d'emploi, le Médiateur a constaté que les préalables à la conclusion de la convention d'activation ne sont souvent pas remplis ou que la convention proposée ne fait que reprendre les clauses types du modèle de convention mis à disposition des placeurs.

La partie spécifique et individualisée de la convention d'activation qui devrait être axée sur le profil et les besoins individuels de chaque demandeur d'emploi et fixer un plan d'insertion ou de réinsertion du demandeur d'emploi sur le marché du travail fait le plus souvent défaut.

Les raisons à la base de ce constat sont multiples.

Le Médiateur déplore surtout un manque de coordination et de dialogue entre le Service placement et le SAPDE. La collaboration entre les agents de ces deux services, qui interviennent directement dans le processus d'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi, est quasi inexistante.

Par ailleurs, des difficultés dans le processus d'élaboration de la convention d'activation apparaissent dès l'inscription du demandeur d'emploi à l'ADEM. En effet, le demandeur d'emploi qui vient s'inscrire à l'ADEM doit évaluer lui-même lors de l'enregistrement définitif de son dossier d'inscription par les agents du «Guichet unique» son niveau de connaissances langagières sans que les agents en charge de l'enregistrement ne procèdent à un quelconque contrôle desdites connaissances. Ils n'ont d'ailleurs pas à leur disposition une grille standardisée leur permettant de procéder à un tel contrôle.

Les demandeurs d'emploi sont ensuite classés suivant leurs connaissances langagières, les plus forts rangeant dans la catégorie 4 et les plus faibles dans la catégorie 1. Les demandeurs d'emploi figurant dans les catégories 1 et 2 ne sont pas convoqués à un entretien individuel au SAPDE et ne peuvent dès lors pas bénéficier d'une convention d'activation.

Il résulte néanmoins d'une enquête interne faite par le SAPDE que, suite à une saisine trop simplifiée et non contrôlée du niveau des compétences langagières, de nombreux demandeurs d'emploi non convoqués seraient tout à fait à même de comprendre et de participer à un entretien individuel avec les agents du SAPDE et de bénéficier ainsi d'un suivi personnalisé permettant la conclusion d'une convention d'activation.

Par ailleurs, lors du premier entretien entre le demandeur d'emploi et le placeur, ce dernier devrait compléter le dossier d'inscription et établir un premier bilan sommaire en évaluant notamment l'employabilité du demandeur d'emploi.

Sur base d'un tel bilan le SAPDE procède à un entretien individualisé avec le demandeur d'emploi pour établir le bilan de ses compétences.

D'après les informations qui ont été transmises au Médiateur concernant près de 1.800 demandeurs d'emploi depuis janvier 2008, seuls quelque 800 demandeurs d'emploi auraient fait l'objet d'un bilan sommaire complet.

Les agents du SAPDE déplorent cette situation alors qu'ils seraient souvent obligés d'établir eux-mêmes le bilan sommaire faisant défaut, ce qui engendrerait des retards considérables dans la tenue des entretiens individualisés.

Suite aux entretiens individualisés et à l'élaboration du bilan de compétences du demandeur d'emploi par le SAPDE, le placeur devrait procéder à la conclusion d'une convention d'activation adaptée aux besoins de chaque demandeur d'emploi.

L'accompagnement défaillant du demandeur d'emploi dès son inscription et le manque de collaboration entre les agents du Service placement et le SAPDE font que la volonté du législateur, qui a voulu instaurer une convention d'activation personnalisée et adaptée au profil de chaque demandeur d'emploi, reste souvent lettre morte.

Dans un tout autre contexte, le Médiateur, à travers les divers entretiens qu'il a eus avec des agents de l'ADEM, constate qu'il n'existe pas de directives de nature à garantir une certaine homogénéité dans l'attitude et la prise de position des placeurs à l'égard des demandeurs d'emploi dont la disponibilité pour le marché du travail est mise en cause.

Compte tenu de toutes les faiblesses et insuffisances constatées tant au niveau du fonctionnement que de l'organisation interne de l'ADEM et ce nonobstant l'engagement et la motivation de nombre de ses agents, le Médiateur estime qu'il serait opportun de procéder à une réorganisation structurelle de l'ADEM dans le sens d'un décloisonnement entre les différents services à travers une étroite collaboration et un partage des responsabilités à tous les niveaux, y compris au niveau d'une direction collégiale.

Des contestations en matière d'assignation et d'emploi approprié

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de demandeurs d'emploi dont les indemnités de chômage ont été retirées parce qu'ils n'avaient pas donné suite à une assignation.

En principe les demandeurs d'emploi doivent répondre à toutes les assignations qui leur sont envoyées par l'ADEM et suivre les indications y mentionnées. Les cartes d'assignations sont transmises aux demandeurs d'emploi par voie de courrier recommandé.

Si le destinataire ne se trouve pas à l'adresse indiquée au moment du passage du facteur et que personne ne peut dès lors réceptionner personnellement la carte d'assignation, le facteur remet un avis de passage renseignant le destinataire, en l'occurrence le demandeur d'emploi, qu'il doit récupérer ce courrier au bureau de la Poste dans un délai de 30 jours.

Or il arrive qu'un tel avis de passage se perde et que le demandeur d'emploi non informé de l'envoi d'une carte d'assignation ne se présente pas auprès de l'employeur désigné.

Faute de récupérer la carte d'assignation endéans le délai imparti, celle-ci est renvoyée à l'expéditionnaire, c'est-à-dire à l'Administration de l'Emploi, et le demandeur d'emploi peut être sanctionné pour ce fait.

Suite à un débat contradictoire, il incombe aux placeurs de décider du traitement du demandeur d'emploi qui n'a pas répondu à une assignation. Le Médiateur regrette qu'il n'existe apparemment pas de directives guidant les placeurs dans les décisions qu'ils sont amenés à prendre à l'égard des demandeurs d'emploi concernés.

Ainsi le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes sanctionnées par un retrait de leurs indemnités de chômage. Ces personnes n'avaient pas retiré leur carte d'assignation au bureau de la Poste et alléguaient ne pas avoir reçu d'avis de passage. Il s'agissait essentiellement de réclamants qui avaient répondu à toutes les assignations leurs envoyées par l'ADEM et qui de ce fait avaient donc démontré leur motivation de rechercher un travail.

Dans ces cas, le Médiateur s'est adressé à la Commission spéciale de réexamen compétente pour statuer sur les recours à l'encontre des décisions prises par la Directrice de l'ADEM.

Le Médiateur a entre autres été saisi d'une réclamation par Monsieur M. Ce dernier s'était vu arrêter le paiement de ses indemnités de chômage au motif qu'il n'avait entrepris aucune tentative pour récupérer sa carte d'assignation et que celle-ci avait été retournée à l'ADEM. Or Monsieur M. a déclaré ne pas avoir reçu l'assignation en cause.

Par ailleurs la société auprès de laquelle Monsieur M. devait se présenter l'a contacté pour lui proposer une date d'entretien. C'est donc ainsi que Monsieur M. a appris qu'il devait s'y présenter en vue d'un éventuel engagement. Il a donc répondu à cette invitation et la société a également confirmé sa présence.

Toujours est-il que le placeur a considéré le fait de ne pas avoir récupéré la carte d'assignation dans les délais comme un refus de travail de la part de Monsieur M. En conséquence il a été procédé au retrait des indemnités de chômage.

La Commission spéciale de réexamen a toutefois considéré qu'un comportement fautif de Monsieur M. ne pouvait pas être établi avec certitude et que la décision de retrait des indemnités de chômage complet était à annuler.

Dans une affaire similaire par contre, l'intervention du Médiateur ne s'est pas soldée par un succès. En effet, l'ADEM a décidé d'arrêter immédiatement le paiement des indemnités de chômage de Madame M. alors qu'elle n'avait pas répondu à une assignation. Nonobstant les affirmations de Madame M. que durant une certaine période une partie de son courrier s'était retrouvée dans les boîtes aux lettres de ses voisins et qu'en l'occurrence elle n'avait jamais eu connaissance de la carte d'assignation en question, la Commission spéciale a décidé de ne pas donner suite à son recours et de maintenir la décision d'arrêt des indemnités de chômage prise par la Directrice de l'ADEM. Le Médiateur a donc invité Madame M. à introduire un recours devant le Conseil arbitral des assurances sociales où l'affaire est actuellement pendante.

À cet égard, il y a également lieu de soulever que le Conseil supérieur des assurances sociales, en tant que dernier recours, considère généralement que le fait de ne pas avoir répondu à une seule assignation ne devrait pas d'office être considéré comme un refus de travail. En effet, le Conseil se réfère plutôt à l'attitude générale des demandeurs d'emploi en analysant leur engagement à trouver un emploi.

Pour faciliter l'envoi des cartes d'assignation et faire en sorte que les demandeurs d'emploi soient mieux informés de cet envoi, le Médiateur a recommandé au Ministre du Travail et de l'Emploi, dans sa recommandation n°29, de changer la procédure d'envoi des cartes d'assignation en s'inspirant notamment de la procédure telle que introduite par le règlement grand-ducal du 15 mai 1991 relatif aux significations et notifications en matière civile et commerciale. Ainsi la carte d'assignation serait confiée sous pli fermé et recommandé à la poste accompagné d'un avis de réception. En même temps une copie de la carte d'assignation serait envoyée au destinataire par simple lettre. Dans tous les cas la remise de la carte d'assignation serait réputée avoir été faite le jour du dépôt de l'avis par le facteur.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi a décidé de ne pas donner suite aux propositions du Médiateur. À cet effet, il s'est notamment basé sur un avis négatif rendu par la Directrice de l'ADEM. Celle-ci considère que l'envoi des actes d'assignation tel que pratiqué actuellement devrait être maintenu. Par ailleurs elle s'est notamment référée à un arrêt de la Cour d'appel siégeant en matière du droit du travail du 11 octobre 2007(N°31390) qui retient qu' «*il ne saurait en effet appartenir au destinataire de faire dépendre de son bon vouloir la régularité de la notification du licenciement en décidant lui-même de la remise effective du licenciement. Le fait que la dame (..) a été dûment avisée par les services postaux du courrier du (…), expédié le (…), établit qu'elle était régulièrement touchée, qu'elle était donc au courant de l'envoi…*»

Aux yeux du Médiateur, cet arrêt n'est guère relevant alors qu'il se trouve en contradiction avec les décisions rendues par le Conseil supérieur des assurances sociales en matière de contestations de la réception d'une carte d'assignation suivant lesquelles le fait de ne pas avoir récupéré une carte d'assignation ne suffit pas à lui seul pour être considéré comme un refus de travail.

Le Médiateur regrette profondément que le Ministre du Travail et de l'Emploi ne soit pas disposé à suivre sa recommandation. Aussi veillera-t-il scrupuleusement à ce que l'ADEM traite «*le problème des envois recommandés non réceptionnés avec discernement et doigté*», tel qu'affirmé par la Directrice de l'ADEM dans son courrier adressé au Médiateur en date du 7 mars 2008.

Le Médiateur avait fait état dans son dernier rapport annuel d'une réclamation relative à la notion «d'emploi approprié». L'article 3 du règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prévoit que «lorsque l´administration de l´emploi ne se trouve pas en mesure d´assigner à un demandeur d´emploi qualifié un emploi identique à son emploi antérieur, est réputé approprié l´emploi lui offert dans une profession apparentée à sa profession antérieure, compte tenu de sa formation professionnelle et de son expérience professionnelle.»

Par ailleurs, l'article 5 du même règlement dispose que «l´emploi offert au demandeur d´emploi doit répondre à ses aptitudes physiques et psychiques».

Dans une affaire spécifique dont il a été saisi, le Médiateur estima que l'emploi d'agent de sécurité tel que proposé par le placeur concerné était un emploi inapproprié pour un demandeur d'emploi qui, âgé de 56 ans, avait exercé pendant 26 ans le métier de libraire (et auparavant le métier de cambiste) et dont la formation consistait dans un diplôme de fin d'études secondaires section économie. L'ADEM n'a pas suivi les observations du Médiateur. Le Conseil supérieur des assurances sociales a réformé la décision de l'ADEM en considérant que l'emploi proposé au réclamant n'était pas un emploi approprié. En conséquence, la personne concernée a pu récupérer les indemnités de chômage qui lui étaient dues.

Le Médiateur tient à signaler qu'il vient d'être saisi d'une réclamation de même nature par un jeune demandeur d'emploi de nationalité luxembourgeoise qui a suivi une formation en multimédia et qui a été assigné par son placeur à un poste de «dj spécialisé en musique latino-brésilienne» alors qu'il n'a jamais été dj et qu'il n'a aucune connaissance en musique latino-brésilienne.

Le Médiateur estime que le premier des soucis des placeurs devrait être de veiller à assigner des demandeurs d'emploi à des postes vacants qui correspondent à leur formation ou expérience professionnelle de même qu'aux attentes et demandes des patrons. Il ne faut pas oublier dans ce contexte que si un demandeur d'emploi indemnisé ne donne pas suite à une assignation, il n'a plus droit à des indemnités de chômage.

Du fonctionnement de la Commission spéciale de réexamen

Un nombre important de personnes s'est plaint auprès du Médiateur des délais excessifs dans le traitement de leur recours par la Commission spéciale de réexamen.

Le Médiateur a constaté qu'il arrivait que plus de 6 mois s'étaient écoulés depuis le dépôt de la demande de réexamen avant que la Commission spéciale n'ait pris de décision.

La Commission spéciale de réexamen est, d'après l'article L.527-1 du Code du Travail, l'institution compétente pour réexaminer les décisions portant notamment attribution, maintien, refus ou retrait des indemnités de chômage prises par le Directeur de l'ADEM ou des fonctionnaires délégués à cet effet.

Comme une décision de retrait des indemnités de chômage revient fréquemment à priver les demandeurs d'emploi de la seule source de revenus dont ils disposent, il y a lieu de statuer sur la situation des concernés dans des délais aussi courts que possibles.

Le Médiateur a demandé au Président de la Commission et au Ministre du Travail et de l'Emploi des précisions sur la fréquence et le nombre de dossiers traités par séance. Ce dernier a estimé que, suite à un renforcement des effectifs personnels et des améliorations informatiques, le délai entre le dépôt du recours et la décision de la Commission spéciale ne devrait à moyen terme pas dépasser 2 mois.

Le Médiateur ne manquera pas de vérifier si les délais tels qu'indiqués par le Ministre seront effectivement respectés.

Le Médiateur a également été saisi d'un certain nombre de dossiers qui avaient trait à des lenteurs dans le paiement de l'indemnité de réemploi et de l'indemnité compensatoire.

Le Médiateur a encore constaté des lenteurs dans le paiement des indemnités précitées avec souvent des conséquences financières importantes pour les citoyens qui ont des difficultés à faire face à leurs échéances mensuelles. Pour éviter de tels retards, le Médiateur se doit une nouvelle fois d'insister sur la nécessité d'une révision des procédures administratives en vue de réduire ces retards.

Le Médiateur va suivre de très près une affaire actuellement pendante devant les juridictions civiles dans laquelle l'État a intenté une action en responsabilité contre un réclamant en vue de récupérer des indemnités de chômage. Il faut savoir qu'il s'agit en l'occurrence d'un cas où l'ADEM estimait au départ que ces indemnités étaient dues au réclamant lors de son inscription en tant que demandeur d'emploi et que ce n'est qu'après un long et difficile procès devant les juridictions du travail que la Cour d'appel a qualifié la fin du contrat de travail du réclamant comme démission et non comme licenciement.

Parallèlement, la Cour d'appel avait déclaré irrecevable la demande de l'État en remboursement des indemnités de chômage dirigée contre le réclamant.

Sur l'initiative de l'ADEM, l'État a finalement décidé d'engager un nouveau procès contre le réclamant en souhaitant récupérer les indemnités de chômage sur le fondement de sa responsabilité civile.

Le Médiateur déplore que par une telle démarche, l'État impose une charge excessive au réclamant.

Le Médiateur a encore été saisi d'une réclamation relative à la procédure de reclassement lors de laquelle l'avis médical du médecin du travail compétent prévu à l'article L.552-2 du Code du Travail (en l'espèce STM) divergeait, en ce qui concernait le régime de travail hebdomadaire d'un travailleur bénéficiant d'une mesure de reclassement interne, de l'avis du médecin du travail de l'ADEM prévu à l'article 7 du règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 concernant le mode de désignation et d'indemnisation des membres, les règles de fonctionnement et les délais de procédure de la commission de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail. Le Médiateur s'est demandé lequel de ces deux avis devrait finalement prévaloir Le Médiateur n'a jusqu'à ce jour pas obtenu de réponse de la part du Président de la Commission mixte de reclassement à ce sujet et cette affaire est actuellement pendante devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Tout comme les années précédentes, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Le Médiateur apprécie la bonne collaboration qu'il entretient avec le Président de la Caisse nationale des Prestations familiales. Des réunions mensuelles avec le Président ont lieu pour discuter des différents problèmes concernant le domaine des prestations familiales. Lors de ces réunions sont également traités les dossiers qui sont encore en suspens, ainsi que les lettres qui n'ont pas encore reçu de réponse de la part de la Caisse.

Concernant le fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales, il y a lieu de rappeler que cette administration n'est pas accessible par téléphone. Il n'est pas non plus possible de contacter directement l'agent en charge de son dossier.

Les réclamations ont trait essentiellement à des lenteurs dans l'instruction des dossiers respectivement dans le paiement des prestations familiales.

Par ailleurs, les réclamants se sont plaints du fait qu'ils ne reçoivent pas de réponse à leurs demandes écrites et qu'ils ne sont pas informés par écrit du suivi de leurs dossiers.

D'autres personnes se sont plaintes du fait que le paiement des allocations familiales a été suspendu ou arrêté, sans avoir été prévenues et sans avoir été informées des motifs de cette suspension, ou de cet arrêt.

Une recommandation relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales avait été formulée par le Médiateur pour attirer l'attention de la Ministre de la Famille et du Gouvernement sur ces dysfonctionnements qui sont notamment dus à l'insuffisance flagrante des effectifs de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Soucieux de garantir un service de qualité aux citoyens, le Président de la Caisse s'était adressé l'année dernière à la Ministre de la Famille en vue de lui faire part de cette problématique, et notamment de la nécessité impérieuse d'un renforcement des effectifs. Au vu de cette situation très préoccupante, le Médiateur avait également recommandé à la Ministre de la Famille, ainsi qu'au Gouvernement, de réserver, au plus vite, les suites qui s'imposent à la requête de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Malheureusement, jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu d'amélioration à ce niveau de sorte que les réclamations adressées au Médiateur sont toujours les mêmes que les années précédentes.

En ce qui concerne le fond des affaires, les réclamations portent sur tous les domaines de compétence de la Caisse.

Certaines personnes se sont plaintes du fait que les décisions présidentielles de la Caisse nationale des Prestations familiales ne sont pas compréhensibles. Il s'agit souvent de réponses standardisées avec indication de plusieurs articles de textes de loi, sans autres explications. La décision du comité-directeur de la Caisse, confirmant la décision antérieure, n'apporte souvent pas d'autres précisions. Les réclamants se plaignent du fait que le comité-directeur ne répond pas à leurs arguments.

Plusieurs réclamations concernaient des problèmes relatifs à la priorité de paiement des prestations familiales entre certaines Caisses familiales allemandes et la Caisse luxembourgeoise, notamment en relation avec le paiement de l'*Elterngeld* en Allemagne. Une solution définitive n'a pas encore pu être trouvée par les Caisses compétentes.

D'autres réclamants contestent le fait que le paiement des allocations familiales a été arrêté alors que les études suivies par leurs enfants, âgés de plus de dix-huit ans, ne seraient pas clôturées par un diplôme reconnu par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Suite à une circulaire de la Ministre de la Famille invitant la Caisse nationale des Prestations familiales à interpréter d'une manière moins stricte la disposition relative aux études supérieures, ces dossiers ont pu être clôturés à la satisfaction des réclamants.

D'autres personnes se sont adressées au Médiateur pour se plaindre d'une discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes. Ainsi, le parent qui habite et travaille au Luxembourg, et dont les enfants naturels ne sont pas élevés dans son ménage, mais à l'étranger, doit rapporter la preuve qu'ils sont à sa charge principale. Par contre, chez le parent qui se trouve dans la même situation mais qui a des enfants légitimes, cette charge principale est présumée. Cette disposition est par ailleurs contraire à l'article 14 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales relatif à l'interdiction de discrimination. Afin que les enfants légitimes et les enfants naturels soient traités de la même manière, une modification de la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales s'impose.

Le Médiateur a encore été saisi de réclamations de la part de parents salariés et de parents exerçant une activité indépendante, qui se sont vu rejeter leur demande en obtention de l'indemnité pour le congé parental consécutif au congé de maternité alors que le délai pour introduire la demande n'a pas été respecté. Une recommandation a été formulée à l'attention de la Ministre de la Famille en vue de réexaminer les dispositions afférentes de la loi du 22 décembre 2006 modifiant la loi modifiée du 12 février 1999 dans un sens plus favorable aux futurs parents.

Les enfants placés

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation à l'encontre du Ministère de la Famille et de l'Intégration qui a eu pour objet une demande de rétrocession du Service de Placement familial d'une rente d'orphelin allouée à un enfant placé auprès d'une famille d'accueil.

Le Ministère se base sur une convention des services de placement familial de 1997 dont l'annexe C prévoit que les deux tiers de la rente d'orphelin reviennent à l'organisme gestionnaire qui les comptabilise comme recettes, l'autre tiers étant versé jusqu'à un plafond de 200.000 LUF (n.i. 100) à un troisième livret d'épargne destiné à l'enfant.

La rente d'orphelin étant une pension de survie qui remplace le revenu des parents obligés de pourvoir à l'entretien des enfants, le Médiateur a proposé que seule la participation au paiement de laquelle les parents de l'enfant s'étaient obligés pouvait être imputée sur la rente d'orphelin. Vu qu'il revient légalement à l'administrateur public de l'enfant d'en exercer les droits patrimoniaux et cela sous le contrôle du juge des tutelles, c'est à ce dernier que la demande de rétrocession de la rente d'orphelin doit être soumise. Le Médiateur a cependant signalé au Ministère de la Famille qu'il est nécessaire d'instituer des règles claires en cette matière, une éventuelle rétrocession d'une rente d'orphelin ne pouvant être décrétée par des stipulations contractuelles d'une convention signée par le Ministère de la Famille et le Service de placement familial. Une convention n'oblige que les parties signataires et ne saurait avoir d'effet à l'égard de tiers.

Le même problème se pose en ce qui concerne la participation financière des mineurs placés hors de leur famille et disposant de revenus professionnels. Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à ce sujet. Les principes régissant cette participation se trouvent inscrits dans une convention conclue entre l'État et l'organisme gestionnaire du placement aux termes de laquelle les jeunes apprentis sont tenus de verser audit organisme un tiers de leur indemnité d'apprentissage pour couvrir leurs frais de placement. Le Médiateur a soulevé également que cette obligation pose problème au regard du principe d'égalité car les adolescents concernés sont discriminés par rapport aux autres adolescents qui eux bénéficient de l'intégralité de l'indemnité d'apprentissage.

Le Médiateur ne manquera pas de revenir sur ces problèmes dans une recommandation qu'il formulera à l'adresse de la Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Par ailleurs le Médiateur a été saisi par des parents dont les enfants ont fait l'objet d'une mesure définitive de placement dans une institution. Alors que cette mesure entraîne toujours un transfert de l'autorité parentale, les allocations familiales sont également versées à l'institution auprès de laquelle l'enfant est placé. Lorsqu'une mesure de congé est prononcée, qui peut parfois durer plusieurs mois, il n'y a pas de transfert de l'autorité parentale aux parents de l'enfant, et les allocations familiales continuent à être versées à l'institution, qui les continue aux parents. Dans de tels cas, la Caisse nationale des Prestations familiales s'est déclarée d'accord pour payer les prestations familiales directement sur le compte des parents.

Suite à l'introduction du boni pour enfant par la loi du 21 décembre 2007, le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations y relatives. Les réclamants se sont plaints du fait que pour diverses raisons, ils n'avaient pas droit au paiement du boni pour enfant. Dans d'autres cas, le boni pour enfant n'a pas pu être payé pour des raisons techniques. Une solution permettant de verser le boni aux demandeurs a pu être trouvée dans plusieurs cas.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Les réclamations contre le Fonds national de Solidarité n'ont pas augmenté par rapport à l'année précédente.

Un certain nombre de réclamations concernaient des refus, respectivement des retraits de l'allocation complémentaire, des demandes en répétition de l'indu, ainsi que des demandes en restitution. D'autres réclamations concernaient le forfait d'éducation.

Le Médiateur a été saisi par une réclamante bénéficiant d'une allocation complémentaire pendant plusieurs années. Suite au décès du père de la réclamante, celle-ci est devenue avec sa sœur cohéritière d'une maison d'habitation. Les héritiers ont procédé à la vente de cet immeuble de sorte que la réclamante est revenue à meilleure fortune. Le Fonds national de Solidarité, ayant avancé pendant une longue période la pension alimentaire en faveur de la réclamante, a demandé au notaire de verser sur ses comptes au titre de remboursement des sommes avancées la part du produit de la vente.

La réclamante s'est alors renseignée auprès du Fonds pour trouver une solution lui permettant de profiter de son héritage en l'investissant dans l'achat d'une propriété immobilière. En effet, après avoir contacté plusieurs établissements bancaires, il s'était avéré que la réclamante ne pouvait pas bénéficier d'un crédit immobilier du fait de ses faibles revenus.

Alors qu'une personne qui revient à meilleure fortune est obligée légalement de restituer au Fonds national de Solidarité les prestations versées à titre d'allocation complémentaire, la restitution des sommes versées à titre d'avance sur pension alimentaire relèvent par contre du pouvoir discrétionnaire du Fonds. En effet, la loi du 26 juillet 1980 prévoit que le Fonds national de solidarité peut réclamer la restitution des pensions alimentaires par lui versées.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Fonds, faisant usage de son pouvoir discrétionnaire, a renoncé à sa demande en restitution des pensions alimentaires.

Une autre réclamation concernait également une demande en restitution de la part du Fonds national de Solidarité. Le réclamant ne contestait pas la demande proprement dite mais la façon de procéder du Fonds, consistant à réclamer la somme qui lui est due à un tiers détenteur de fonds, en l'occurrence le notaire, sans en informer la personne concernée. Afin que le débiteur ait au moins connaissance de la revendication du Fonds, et par conséquent, qu'il ait la possibilité de former opposition au paiement, le Médiateur a recommandé au Fonds d'informer dans tous les cas la personne concernée.

Afin d'éviter qu'un pareil litige se produise à l'avenir, le Fonds national de Solidarité a informé le Médiateur qu'il entend suivre sa recommandation.

2.1. L'équité dans la pratique

L'article 4 (2) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur permet à celui-ci d'émettre une recommandation afin que l'administration règle en équité des cas où l'application stricte de la loi aboutirait à un résultat inéquitable heurtant le sentiment élémentaire de la justice.

À six reprises le Médiateur est intervenu auprès des ministères et administrations concernés afin de proposer des solutions de nature à permettre un règlement en équité des litiges en question.

A. Une réclamante qui avait été engagée à partir du 1er janvier 1998 par l'État en tant que femme de ménage se trouvait en période d'incapacité de travail prolongée en raison d'une discopathie grave.

La réclamante n'ayant plus été capable de reprendre son ancienne activité de femme de ménage, la Commission mixte de reclassement décida à deux reprises, à savoir en mars 2004 et en octobre 2006, son reclassement interne. L'État ne lui proposa aucun poste adapté à ses capacités de travail résiduelles ni au sein du Ministère des Finances (son ancien lieu de travail) ni au sein d'un autre ministère ou d'une autre administration publique de sorte que les décisions de la Commission mixte sont restées lettre morte.

Le 1er janvier 2006 la réclamante se trouvait en incapacité de travail depuis 52 semaines mais elle continuait à toucher son salaire mensuel.

En date du 12 janvier 2007, donc plus d'une année après que la réclamante avait atteint la 52e semaine d'incapacité de travail, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative lui notifia la fin de sa relation de travail avec un effet rétroactif d'une année. Par ailleurs, il sollicita le remboursement des salaires qu'elle avait continué à toucher pendant cette même année.

La réclamante n'avait touché aucun autre revenu pour la même période et elle ne pouvait plus toucher rétroactivement des indemnités de chômage pour l'année en question.

Le Médiateur a estimé que l'État n'avait pas respecté la législation du travail et que la demande de remboursement d'une somme aussi importante (13.823 euros) constituait une charge excessive et inéquitable pour la réclamante. En se fondant sur le principe d'équité, il suggéra au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative de renoncer à récupérer auprès de la réclamante le montant en question. Le Médiateur demanda également que la réclamante soit réintégrée dans un poste de travail adapté à ses capacités de travail résiduelles au sein d'un ministère ou d'une autre administration publique ainsi que la Commission mixte l'avait retenu à deux reprises.

Les représentants étatiques ont donné suite aux recommandations du Médiateur.

Dans une autre affaire, un réclamant qui était salarié auprès du Centre informatique de l'État se trouvait en date du 13 mai 2003 en incapacité de travail depuis 52 semaines et son contrat de travail a été résilié de plein droit à la même date.

L'Administration du personnel de l'État a néanmoins continué à lui verser sa rémunération mensuelle jusqu'au 13 octobre 2003. Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a exigé le remboursement des salaires touchés après la résiliation de son contrat de travail.

Le réclamant avait demandé l'obtention d'une pension d'invalidité qui lui avait été refusée par une décision présidentielle de l'AVI du 9 août 2002.

Aucune procédure de reclassement prévue par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle ne fut entamée alors que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative estimait à l'époque que la prédite loi n'était pas encore en vigueur.

Fait étonnant, en date du 19 décembre 2005 la Commission mixte de reclassement décida le reclassement externe du réclamant.

Le Médiateur estima que la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle aurait dû être appliquée à la situation du réclamant et qu'une procédure de reclassement aurait dû être entamée suite au refus de l'AVI d'août 2002 de lui accorder une pension d'invalidité.

Par ailleurs, les salaires touchés par le réclamant suite à la résiliation de son contrat de travail et dont le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative demandait le remboursement avaient été utilisés par le réclamant pour subvenir à ses besoins alors qu'à l'époque il ne touchait pas d'autres revenus.

Pour toutes ces raisons, le Médiateur a estimé que la demande de remboursement du montant touché à titre de salaires par le réclamant constituait une charge excessive et inéquitable. Aussi a-t-il suggéré au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative d'y renoncer.

Le Ministre a suivi la recommandation du Médiateur.

B. Deux réclamations ont été introduites par des épouses divorcées qui ont été sollicitées par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour payer des arriérés de TVA, demandes basées sur la solidarité prévue à l'article 84 de la loi TVA.

En effet, en vertu de cette disposition, les époux habitant ensemble sont solidairement redevables de la taxe sur la valeur ajoutée et les amendes fiscales dues dans le chef du conjoint commerçant quelque soit le régime matrimonial qui régit leur union.

Dans les deux dossiers, les ex-conjoints avaient encouru des dettes de TVA importantes durant leur mariage.

Les ex-conjointes mal loties et ne gagnant qu'un modeste salaire, ont des enfants à

charge aux besoins desquels elles doivent subvenir elles-mêmes, leurs ex-conjoints ne s'acquittant même pas ou très irrégulièrement des pensions alimentaires. Elles se trouvent dans une situation désespérée, car elles ne gagneront jamais suffisamment d'argent pour s'acquitter de cette dette fiscale et pour prendre un nouveau départ dans la vie.

Les cas de responsabilité solidaire des époux en matière fiscale constituent un terrain où le Médiateur peut intervenir et mettre en avant des considérations d'équité. Dans ces dossiers, l'exécution stricte de la loi pourra avoir des conséquences qui heurtent le sentiment élémentaire de justice et qui ne sont pas voulues par le législateur dès lors qu'elle impose aux réclamantes une charge excessive.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a été disposé à abandonner les poursuites contre les femmes en question.

Un autre dossier qui a donné lieu à une application du principe d'équité concerne les droits de succession. Une association sans but lucratif est devenue légataire universelle, mais a dû mener deux longs procès avant de pouvoir bénéficier du legs. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines mit en compte des intérêts de retard immédiatement à la fin du 6e mois à partir du décès du testateur et sanctionna l'association pour avoir déposé tardivement la déclaration de succession. Le Médiateur a pu établir grâce aux pièces des procédures judiciaires que ce n'était qu'à la fin des deux procès que la qualité de légataire de l'association était devenue certaine et que la consistance des biens hérités a été définitivement acquise. En outre, la liquidation des actifs de la succession n'a pu être entamée avant la fin des procès.

Les sanctions infligées posaient surtout problème au regard du principe d'équité, alors qu'elles imposaient à l'association une charge excessive parce que disproportionnée par rapport au but visé par le législateur qui est de sanctionner les héritiers qui, sans autre excuse, n'ont pas déposé leur déclaration de succession avec la diligence requise. Aussi le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines accorda-t-il une remise des pénalités encourues et renonça à mettre en compte des intérêts de retard.

C. Dans une autre réclamation à l'encontre du Ministre de l'Éducation nationale se posait le problème de la nature du contrat conclu entre le Ministère et un chargé d'éducation.

Monsieur K. était engagé depuis janvier 2001 comme chargé d'éducation. Son contrat à durée déterminée a été reconduit à plusieurs reprises.

En avril 2005, Monsieur K. ne pouvant pas, d'après son statut de chargé d'éducation, prétendre à un congé sans solde a dû résilier son contrat de travail pour participer à une mission européenne d'observateur des élections dans plusieurs pays africains.

À son retour de mission il a repris, le 1er janvier 2006, son travail comme chargé d'éducation avec un contrat de travail à durée déterminée. Ce contrat devait être reconduit une fois et se terminer le 31 décembre 2007.

Toutefois les contrats de travail à durée déterminée des chargés d'éducation, dont la durée a dépassé 24 mois ou qui ont été renouvelés plus de deux fois, devraient être modifiés en vertu d'une jurisprudence administrative en contrats de travail à durée indéterminée.

Le contrat de travail de Monsieur K. n'allait pas être reconduit pour une durée indéterminée puisque que dans le calcul de sa durée de travail n'était pris en compte que le contrat conclu depuis son retour, c'est-à-dire depuis le 1er janvier 2006.

Le Médiateur a toutefois demandé au Ministre de l'Éducation nationale de prendre en compte la situation globale de M. K., à savoir le fait que depuis janvier 2001, il a occupé la fonction de chargé d'éducation et de ne pas le pénaliser de façon exorbitante pour avoir dû résilier son contrat de travail afin de participer à la tâche d'observateur international.

Suite à l'intervention du Médiateur, le contrat de travail de Monsieur K. a été modifié en contrat de travail à durée indéterminée.

3.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 34 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 32 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 13 ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Parmi les autres recommandations non encore transposées, le Gouvernement, voire les Ministres compétents, ont pris l'engagement ferme d'en suivre 15 et de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N°6 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations introduites en matière de remboursement de TVA Logement qui critiquent le délai de traitement des demandes de remboursement, lequel s'étendrait sur au moins 18 mois, est effectivement trop long eu égard au principe du délai raisonnable.

Le Médiateur recommande à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de poursuivre énergiquement leurs efforts entrepris dans le but de réduire sensiblement le délai de traitement des demandes de remboursement TVA et il recommande au Ministre des Finances de soutenir l'administration dans ses efforts.

Réponse:

Dans sa prise de position du 20 septembre 2005, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur que, dans le cadre du numerus clausus 2005, 3 employés de la carrière C ont été affectés à des fonctions où ils pourront au mieux aider à réduire les retards en matière de remboursement de la TVA Logement.

Le Directeur a exprimé sa confiance quant au rattrapage rapide des retards au fil des années alors que le renforcement du personnel aurait permis d'accélérer considérablement le flux du courrier et la restitution de la TVA aux citoyens.

Aussi, le Médiateur a-t-il été pour le moins surpris de lire dans un récent rapport établi par la Commission du contrôle et de l'exécution budgétaire et des comptes que les délais de remboursement du différentiel de TVA entre le taux normal de 15% et le taux super-réduit de 3% serait toujours de l'ordre de 15 mois.

Après s'être adressé à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour avoir des explications plus précises, le Directeur a répondu au Médiateur, en date du 3 octobre 2006, que le délai de traitement des demandes de remboursement TVA Logement serait actuellement de 12 mois. Malgré plusieurs changements qui devaient être apportés au niveau du personnel du bureau compétent, l'Administration estime qu'il est réaliste de parvenir, à court terme, à un délai de 11 mois.

Tout en appréciant les efforts entrepris par l'Administration compétente en vue de réduire sensiblement les délais de remboursement en matière de TVA Logement, le Médiateur encourage la Direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de faire tout son possible pour ramener les délais de remboursement à moins de 10 mois.

Par courrier du 8 août 2008, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur que le délai des demandes de remboursement en matière de TVA Logement traitées strictement selon leur date d'entrée à l'Administration est actuellement de huit mois.

Le Médiateur salue les efforts accomplis par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour traiter les demandes de remboursement de TVA Logement dans un délai qui, eu égard aux multiples tâches incombant à cette administration, peut être considéré comme raisonnable.

Recommandation N°18 relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics

Le Médiateur **considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour, il a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;**

considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présupposent leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées, les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique dans tout courrier adressé aux citoyens du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des Affaires étrangères et de l'immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de 3 mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des 3 mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

considérant que le dépassement du délai de 3 mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

recommande au Gouvernement

d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des de-

mandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

Réponse:

Dans une lettre adressée au Médiateur en date du 3 mai 2007, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique qu'il a pris un certain temps avant de prendre position alors qu'il voulait attendre le lancement et la mise en place de plusieurs projets et, le cas échéant, les premières leçons à en tirer en matière de réforme administrative, avant de répondre au Médiateur.

En annexe à ce courrier le Ministre a transmis au Médiateur copie d'un document retraçant à la fois les activités lancées pendant la première moitié de la présente législature et les actions programmées pour la deuxième période.

Le Médiateur constate que nombre de projets initiés par le Ministre répondent aux préoccupations exprimées dans sa recommandation notamment au regard de l'accueil du public et de la formation tant initiale que continue ciblée plus particulièrement sur le développement des compétences sociales et relationnelles des agents de l'État.

Après avoir lu et examiné attentivement le plan d'action, tel que présenté par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et approuvé par le Conseil de Gouvernement, le Médiateur regrette cependant que ce plan ne retienne pas comme priorité première l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques administratives alors qu'un tel guide devrait servir de base à la définition d'objectifs clairs et précis en matière de réforme administrative.

Par ailleurs, le Médiateur estime que l'auto-évaluation par les différentes administrations, telle que privilégiée par le Gouvernement, ne saurait porter ses fruits à moyenne échéance que si parmi les administrations, qui se prêtent à l'auto-évaluation, figurent en priorité celles qui sont le plus sollicitées par les citoyens.

Il serait dès lors indiqué que le Gouvernement prenne ses responsabilités et désigne d'office les administrations devant se soumettre à une auto-évaluation.

Dans sa recommandation le Médiateur a également évoqué le besoin impératif d'aménager, essentiellement au sein des administrations et des services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tous les appels et les demandes d'informations externes.

À cet effet et au vu de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes du domaine de la Sécurité Sociale, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur s'impose en priorité.

Dans sa prise de position du 2 octobre 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale a informé le Médiateur que ses services sont en train de finaliser une convention-cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre au différents organismes de Sécurité Sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures de sorte à ce qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de Sécurité Sociale.

Le Médiateur se félicite d'un tel engagement qui répond parfaitement à sa recommandation.

Si dans le programme gouvernemental de 2004, il est établi un lien direct entre la réforme et la modernisation de l'administration d'une part, et l'informatisation des services publics et la gouvernance électronique d'autre part, le Gouvernement s'est aussi engagé à accorder une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des petites et moyennes entreprises (PME).

Il s'agit là d'un engagement hautement salutaire pour le développement d'une économie dont le fonctionnement est lourdement hypothéqué par des charges administratives trop encombrantes.

Le Médiateur a examiné longuement le plan d'action pour la simplification administrative élaboré par le Comité national pour la simplification administrative (CNSAE) et approuvé par le Conseil de Gouvernement le 30 mars 2007.

Tout en appréciant la qualité du travail accompli par le CNSAE, le Médiateur regrette que le Gouvernement n'ait pas fixé de calendrier contraignant en vue de la transposition des différentes mesures et procédures indiquées dans le plan d'action.

Le Médiateur estime que le travail accompli par le CNSAE devrait dans les années à venir aboutir à des résultats significatifs à condition qu'un certain nombre de préalables soient respectés.

Dans ce contexte le Médiateur se félicite de l'entrée en vigueur au 1er septembre 2007 de la loi du 27 juillet 2007 portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il faut dire que la nouvelle loi apporte des allègements notables de la charge administrative qui pesait sur les entreprises dans la mesure où cette charge était sans plus-value pour la protection de la vie privée et de la liberté individuelle.

Cependant, aux yeux du Médiateur, la mission attribuée aux différents groupes de travail institués par le Gouvernement ne relèvera d'une obligation de résultat que dans la mesure où les Ministres concernés en premier lieu, à savoir les Ministres en charge des Classes moyennes, de l'Économie et de la Réforme administrative, s'engagent personnellement à assurer le pilotage des différents groupes de travail tout en veillant à la quantification systématique des coûts standards liés aux charges administratives qui incombent aux entreprises.

En date du 17 juin 2008, le Médiateur a eu une entrevue avec le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative avec notamment pour objet l'avancement des travaux en matière de réforme administrative et les suites données à sa recommandation.

Par lettre du 19 août 2008, le Ministre a transmis au Médiateur des informations complémentaires au sujet du rapport intermédiaire et du suivi du plan d'action de la réforme administrative tels qu'ils ont été approuvés par le Gouvernement en conseil lors de sa réunion du 6 juin 2008.

Le Médiateur se félicite de l'engagement du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative en vue de la mise en œuvre du plan d'action de la réforme administrative.

Il résulte du bilan intermédiaire et du suivi du plan d'action présentés au Conseil de Gouvernement qu'un certain nombre de programmes et de projets en cours sont d'ores et déjà sortis des phases pilotes et que les démarches, les méthodes et les outils qu'ils proposent sont d'ores et déjà opérationnels ou sur le point de l'être au courant de l'année 2008.

Quant à l'auto-évaluation en tant que préalable à tout projet d'amélioration, le Médiateur note avec satisfaction que sur la liste des administrations qui se prêtent déjà à cet exercice figurent entre autres deux administrations qui rangent parmi les services les plus sollicités des citoyens, à savoir la Caisse nationale des Prestations familiales et le Service de l'Immigration.

Il serait hautement souhaitable que les Ministres veillent à ce que les autres administrations en contact direct avec le public suivent l'exemple en ne tardant plus à procéder également à une auto-évaluation.

Au-delà des projets initiés par le Ministre et qui répondent aux préoccupations exprimées dans la recommandation notamment au regard de l'amélioration de l'accueil du public et de l'amélioration du recrutement, de la formation initiale et la formation continue des agents de l'État, le Médiateur se félicite aussi de la décision du Gouvernement de suivre ses suggestions relatives tant à la disponibilité effective des agents gestionnaires de dossiers, notamment par l'aménagement de plages horaires journalières fixes, qu'à leur accessibilité par les citoyens, notamment par l'indication dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné.

Considérant l'élaboration d'un Code de bonne conduite administrative comme un préalable à la mise en œuvre du plan d'action de réforme administrative, le Médiateur a formulé à l'attention du Ministre une recommandation relative aux règles et aux principes devant guider l'agent public dans ses relations avec les citoyens.

Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonctions, le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Emploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulières pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;

considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;

considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;

considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont du Service Placement, en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;

considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servie par la création d'un Service du Contentieux;

considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;

considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnancement et la liquidation des indemnités de chômage;

considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des Travailleurs handicapés et celui des Travailleurs à capacité de travail réduite;

considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;

considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi n°5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;

considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

Le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:

- de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;

- de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;

- de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;

- de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les expectatives d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;

- d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;

- de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;

- de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.

Réponse:

En date du 2 juillet 2007, le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail et de l'Emploi en le priant de lui faire connaître l'état actuel de transposition de celles des propositions contenues dans sa recommandation qui ont trouvé un accueil favorable de la part du Ministre.

Par courrier du 28 juillet 2007, le Ministre du Travail a transmis au Médiateur la prise de position suivante:

«L'accompagnement personnalisé a été facilité dans le sens où le dispositif de suivi individualisé a pu être complètement réaménagé et ceci de manière systématique depuis juillet 2007 par une activité de collaboration soutenue entre le Service placement, le Service emploi des jeunes et le Service d'accompagnement.

En ce qui concerne la précocité des interventions, il faut souligner qu'un premier bilan (sommaire) est dressé dès l'inscription par le placeur, à la fois pour les jeunes (moins de trente ans) et pour les adultes (âgés de plus de trente ans). Ce bilan débouche sur une analyse de l'employabilité du demandeur en question. Le placeur dispose alors de toute une panoplie de mesures applicables en fonction de sa première analyse. De plus, dès l'inscription, le placeur encadre en principe les efforts propres du demandeur l'emploi jeune ou adulte.

Le Sapde (Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi) intervient de manière complémentaire, dès le 2e mois d'inscription pour les jeunes demandeurs d'emploi (en dessous de 30 ans). Pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans une action complémentaire du Sapde est programmée dès le 5e mois d'inscription.

Le moment d'intervention de ces procédures d'intervention est organisé selon des raisons bien précises.

En premier lieu, en ce qui concerne les jeunes demandeurs d'emploi, il s'est avéré utile d'attendre le 2e mois d'inscription pour vérifier la persévérance du jeune dans son inscription auprès de l'ADEM. Lorsque le jeune reste inscrit à l'ADEM, le service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi analyse et traite les obstacles qui se dressent à une première intégration réussie sur le marché du travail. De manière parallèle, le placeur, mais aussi les agents du Service Emploi des Jeunes vérifient individuellement les efforts propres des jeunes.

Ensuite, pour les chômeurs adultes, il s'est avéré que la plupart d'entre eux avaient déjà eu un ou plusieurs emplois avant leur inscription à l'ADEM, et de manière générale, ils savent plutôt comment rechercher du travail et où ils peuvent postuler (ce qui n'est pas forcément le cas chez les jeunes). C'est pourquoi, en ce qui concerne les adultes, ce sont avant tout les efforts propres qui sont importants et qui sont contrôlés et accompagnés (de manière individuelle) en principe par le placeur dès l'inscription du demandeur d'emploi.

De manière complémentaire, un bilan exhaustif sera dressé de la situation (évolutive) par le Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi adultes qui sont toujours inscrits auprès de l'ADEM après cinq mois de chômage. Pour les adultes il y a donc un accompagnement personnalisé qui commence dès l'inscription chez le placeur et qui est intensifié par les actions engagées par le Service Sapde dès le 5e mois d'inscription.

Par ce qui précède, on peut se rendre compte que l'ADEM ait adapté, depuis juillet 2007, ses services d'accompagnement aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi jeunes et adultes tout en déclanchant des actions de suivis et d'encadrement dès leur inscription.»

Le Médiateur se félicite des efforts substantiels accomplis par l'Administration de l'Emploi afin d'intensifier l'accompagnement personnalisé et de le rendre plus conforme aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi. Le Médiateur déplore cependant que malgré un rappel de sa lettre du 2 juillet 2007, il n'a pas encore obtenu d'informations plus précises quant aux suites réservées aux autres propositions formulées dans sa recommandation.

En date du 4 octobre 2007, le Ministre du Travail et de l'Emploi a transmis au Médiateur un certain nombre d'informations complémentaires quant à la proposition du Médiateur de promouvoir l'efficacité du «Service Placement» notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs. Il résulte d'un organigramme de l'Administration de l'emploi établi en 2008 qu'au cours des années 2007 et 2008, 11 postes sont venus s'ajouter aux 25 occupés par des placeurs en 2006.

Sur les 11 agents nouvellement recrutés, 6 ont cependant été affectés au «Guichet unique» dont la tâche consiste d'une part à organiser l'accueil journalier des demandeurs d'emploi, à vérifier les présences obligatoires, à diriger les demandeurs d'emploi vers les bureaux des placeurs et d'autre part à préparer et à gérer les dossiers des demandeurs d'emploi.

Si cette réorganisation permet de décharger les conseillers placeurs de certaines tâches administratives, il n'en reste pas moins que 30 placeurs restent actuellement en charge du placement de quelque 14.200 demandeurs d'emploi.

Le Médiateur prend acte que sur les 18 agents supplémentaires engagés par l'ADEM, seules 5 nouvelles recrues ont été chargées d'une mission de placement proprement dite.

Avec 14.000 dossiers répartis sur une trentaine de placeurs, l'objectif des 100 clients par conseiller placeur tel que préconisé par les experts de l'OCDE est loin d'être atteint.

Quant à l'opportunité, voire la nécessité de prévoir pour les besoins particuliers du «Service Placement» une formation initiale et continue axée essentiellement sur la tâche d'accompagnement et de conseil des placeurs, le Médiateur salue les nouvelles initiatives prises par l'ADEM tant en matière de formation initiale qu'en matière de formation continue.

Cependant au regard de l'évaluation des premiers cours de formation organisés depuis 2007, le Médiateur est définitivement d'avis qu'avant leur engagement et à travers une formation initiale appropriée, les candidats à la fonction de placeur devraient rapporter la preuve de leur aptitude et de leur qualification pour une telle fonction.

Quant à la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'emploi à travers un remplacement périodique des agents du «Service de Placement» par des agents nouvellement formés, le Ministre informe le Médiateur de la mutation interne de 6 placeurs dans un autre service sans indiquer toutefois s'il s'agit en l'occurrence de mutations fortuites opérées à la demande des intéressés ou de mutations voulues par l'Administration suivant un plan de remplacement préétabli.

Quant à l'utilité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet, le Ministre ne fait que transmettre au Médiateur l'avis de Madame le Directeur de l'Administration suivant lequel, faute de personnel qualifié et de bureaux, il serait actuellement impossible d'envisager la création d'un service supplémentaire.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire d'une telle réponse, qui revient tout au plus à une explication de la situation actuelle mais non à une justification sur le fond.

Quant à l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employés peu scrupuleux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réponse de la part du Ministre.

Le Médiateur se félicite de l'engagement d'un second médecin du travail à partir du 1er mars 2007 tout comme il salue l'engagement supplémentaire d'un agent chargé d'assurer le suivi des jeunes demandeurs d'emploi qui bénéficient d'un contrat appui emploi (CAE).

Recommandation N°24 relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur considérant que bon nombre de réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour ont trait à la quasi impossibilité de communiquer par voie téléphonique avec les agents de la Caisse Nationale des Prestations Familiales;

considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présuppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

considérant que tous les citoyens qui résident au Grand-Duché de Luxembourg ou qui y travaillent tout en résidant à l'étranger, désireux et pressés de s'enquérir sur leurs droits à l'allocation de prestations familiales ou sur l'évolution de leur dossier, sont obligés de se déplacer à Luxembourg-ville et de se présenter à l'un des guichets de la Caisse ouverts du lundi au vendredi de 8h00–11h30 et de 14h00–15h30;

considérant dès lors il n'est pas rare que des citoyens doivent parcourir un long trajet pour arriver sur place et souvent patienter encore pendant une ou plusieurs heures supplémentaires ou même, en cas de forte affluence, être invités à revenir le lendemain avant de recevoir des renseignements qu'ils auraient pu recueillir facilement, et sans la moindre perte de temps, par voie téléphonique;

reconnaissant les efforts entrepris tout récemment afin de mieux répondre aux attentes des citoyens notamment par le déménagement d'un certain nombre de bureaux aux fins de l'aménagement d'une structure d'accueil plus moderne et plus fonctionnelle;

considérant cependant que cette amélioration au niveau de l'infrastructure et de l'organisation interne n'a pas été accompagnée d'un renforcement des effectifs du personnel;

considérant qu'il n'est de toute évidence pas compatible avec le principe d'un bon fonctionnement du service public que des citoyens en quête du moindre renseignement personnel doivent soit se déplacer à Luxembourg-ville et à cet effet prendre souvent congé pour une demi-journée au moins, soit s'adresser par écrit à la Caisse Nationale des Prestations Familiales au risque d'attendre de longues semaines avant d'obtenir une réponse;

Recommande au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions

requises afin qu'aux jours et heures indiqués la Caisse Nationale des Prestations Familiales soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Réponse:

Dans sa réponse du 19 avril 2007, Madame le Ministre de la Famille informe le Médiateur qu'elle va transmettre sa recommandation au Ministre d'État qui est en charge de la mise en place du renforcement des administrations et services de l'État en personnel à charge du numerus clausus 2008.

Madame le Ministre fait observer que le service téléphonique n'est qu'un des services les plus apparents et les plus visibles ou révélateurs des besoins de la Caisse nationale des Prestations familiales mais ne serait pas révélateur en tant que tel des besoins réels importants en personnel de celle-ci.

D'après les explications de Madame le Ministre la Caisse nationale des Prestations familiales a un besoin urgent indéniable et incompressible de vingt postes à durée déterminée dont certains devront être transformés en postes définitifs.

Tout en partageant l'avis de Madame le Ministre quant au besoin d'un renforcement sensible du personnel de la Caisse nationale des Prestations familiales, le Médiateur suivra de près les suites qui seront réservées à sa recommandation et plus particulièrement celle que le Conseil de Gouvernement lui donnera dans le cadre du numerus clausus pour l'exercice 2008.

Le Médiateur déplore que jusqu'à ce jour sa recommandation n'ait pas été suivie d'effet.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention Européenne des Droits de l'Homme

Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelle relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

vu la décision de radiation du Collège des bourgmestre et échevins du 1er mai 2003;

constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; […]»;

notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

considérant que les articles 1er, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour Européenne des Droits de l'Homme;

devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention Européenne des Droits de l'Homme;

que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnées;

qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole No1;

que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au coeur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelle à la lumière de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations prédécrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

En vue de la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec la Convention européenne des Droits de l'Homme le Ministre de la Justice s'est adressé en date du 22 août 2007 à Madame la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement en la priant de soumettre à la Chambre des Députés la question de l'opportunité d'une modification de l'article 53 de la Constitution avant toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

En date du 23 juillet 2008, le Premier Ministre a informé le Médiateur que le Gouvernement est intervenu auprès de la Chambre des Députés pour la rendre attentive sur la nécessité de modifier l'article 53 de la Constitution préalablement à toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

Le Médiateur prend acte de l'intention déclarée par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés de proposer dans le cadre des travaux relatifs à la réforme constitutionnelle une modification de l'article 53 précité dans le sens d'une limitation de l'interdiction du droit de vote actif et passif à la durée de l'exécution de la peine privative de liberté.

Le Médiateur estime cependant que toute interdiction automatique et absolue du droit de vote pour les condamnés à des peines criminelles de plus de 10 ans ne serait pas conforme au niveau de protection minimum tel que défini par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Recommandation N°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des Droits de l'Homme;

qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des Droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1er protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;

que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des Droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

En date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a confirmé l'intention du Gouvernement de tenir compte de sa recommandation dans le cadre d'un projet de loi relatif à la sécurité sociale des détenus qu'il compte présenter avec le Ministre de la Sécurité sociale au Conseil de Gouvernement en automne 2008.

C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation N°7 relative à la procédure de la déclaration

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'État de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur, que dans le cadre d'une prochaine réforme, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

Par une lettre en réponse du 24 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé au Ministre de la Justice pour avoir des informations plus précises sur l'état d'avancement du projet de réforme.

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'un projet de loi réservant une suite favorable à cette recommandation est en voie d'élaboration et sera soumis fin 2008 au Conseil de Gouvernement.

Recommandation N°14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article

peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet, ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

attendu que six membres de la prédite Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du Réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale, rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

Réponse:

Dans sa prise de position du 28 août 2007, le Ministre du Travail et de l'Emploi informe le Médiateur que par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de Sécurité sociale et de politique de l'environnement, le législateur a tenu compte des préoccupations exprimées dans sa recommandation.

Ainsi l'article 21 de la prédite loi ne réserve plus au directeur de l'Administration de l'Emploi le droit de se pourvoir en justice contre les décisions de la Commission spéciale de réexamen.

Pour ce qui est du respect des droits des demandeurs d'emploi, l'article 15 de la loi précitée consacre bien le principe du contradictoire en prévoyant que «le refus par le chômeur indemnisé d'un emploi approprié et des mesures actives en faveur de l'emploi proposées par les services de l'administration de l'emploi avant de pouvoir faire l'objet d'un refus ou d'un retrait des indemnités de chômage complet, tel que prévu par l'article L.527-1 paragraphe 1, donne lieu à un débat contradictoire entre le placeur et le demandeur d'emploi».

En vertu de l'article L.521-9 du Code du Travail et de son règlement d'exécution, les droits et obligations respectifs du demandeur d'emploi et de l'ADEM sont fixés dans une convention d'activation qui sera proposée aux demandeurs d'emploi âgés de moins de trente ans au plus tard avant la fin de leur troisième mois d'inscription et aux demandeurs d'emploi de plus de trente ans au plus tard avant la fin de leur sixième mois d'inscription.

Les services de l'ADEM ont par ailleurs élaboré un nouveau guide remis à chaque demandeur d'emploi inscrit qui précise à la fois ses droits et obligations et les procédures en place auprès des différents services de l'administration.

Tout en se félicitant des suites réservées à sa recommandation, le Médiateur continue à se poser des questions sur le respect du principe de l'égalité des armes dans la procédure de l'instruction devant la Commission spéciale de réexamen.

Le Médiateur estime en effet que devant la Commission spéciale de réexamen l'Administration de l'Emploi ne devrait être entendue en ses explications qu'en présence du requérant.

Dans sa prise de position en date du 12 novembre 2007, le Président de la Commission spéciale de réexamen a informé le Médiateur que, suite à l'aval de Monsieur le Ministre, il marquait son accord avec la proposition de ne plus entendre l'ADEM qu'en présence de l'administré.

Le Médiateur se félicite d'une telle décision tout en invitant le Ministre du Travail et de l'Emploi à veiller à une modification en ce sens de l'article 3.3 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée de réexaminer les décisions de l'Administration de l'emploi en matière d'indemnisation du chômage complet.

Recommandation N°19 relative à l'exercice de l'autorité parentale

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations de la part de pères divorcés non attributaires de la garde de leur enfant desquelles il résulte qu'ils se voient souvent privés par les administrations de tous droits en relation avec leur enfant;

considérant par exemple que des pères divorcés se sont vu refuser l'inscription de leur enfant dans leur passeport par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, la remise d'un certificat de composition du ménage dans lequel vit leur enfant de la part d'administrations communales ou la communication d'informations médicales au sujet de leur enfant de la part d'une caisse de maladie;

considérant qu'il résulte de l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, que «les époux jouissent de l'égalité de droits et de responsabilités de caractère civil entre eux et dans leurs relations avec leurs enfants au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution»;

considérant que la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 a consacré le droit des enfants à être élevés par leurs deux parents;

qu'aux termes de l'article 9 de cette Convention, les États sont tenus de respecter «le droit de l'enfant séparé de ses parents ou de l'un deux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents»;

que l'article 18 de cette Convention a consacré le principe selon lequel «les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement»;

considérant qu'il se dégage de ces Conventions le principe de l'égalité des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants quelles que soient les situations familiales;

considérant qu'aux termes de l'article 378 du code civil luxembourgeois, en cas de divorce ou de séparation de corps, l'autorité parentale est exercée par le parent qui s'est vu confier la garde de l'enfant, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre;

vu que le régime de l'exercice unilatéral de l'autorité parentale en vigueur au Luxembourg engendre au dépens du parent non attributaire de la garde de l'enfant une discrimination qui est contraire à l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

considérant que le père divorcé ou séparé de corps n'ayant pas la garde des enfants communs ne saurait se voir dénier tout droit et toute prérogative dans l'exercice de l'autorité parentale;

qu'à l'instar d'autres États européens dont la France et la Belgique, il y a lieu de procéder à une réforme légale des règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale en cas de divorce et de séparation de corps et de mettre en place un régime de droit commun prévoyant l'exercice de l'autorité parentale conjointe;

Le Médiateur recommande au Ministre de la Justice de réexaminer les dispositions du Titre IX du Code civil relative à l'autorité parentale à la lumière de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 afin de les rendre conformes aux principes de ces conventions et d'instaurer une plus grande égalité entre les pères et mères dans l'exercice de leur droits parentaux.

Réponse:

Dans sa prise de position du 21 décembre 2005, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'il partage entièrement le contenu de sa recommandation.

Dans ce contexte, le Ministre renvoie tant au projet relatif à la réforme du divorce (doc. parl. 5155), qu'aux deux propositions de loi que Messieurs les Députés Mosar (doc. parl. 5285) et Henckes (doc. parl. 5304) ont déposées en 2004 et qui ont trait à l'exercice de l'autorité parentale conjointe, lesquelles trouveraient son approbation quant aux principes y retenus.

Le Ministre espère que le Conseil d'État avisera et que la Chambre des Députés approuvera sous peu les textes en question.

Le Médiateur prend acte de la réponse du Ministre de la Justice.

Le Médiateur se félicite du dépôt, en date du 14 avril 2008, du projet de loi n°5897 relative à la responsabilité parentale qui tient largement compte de sa recommandation.

Recommandation N°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Le Médiateur a été saisi de la part d'un certain nombre de réclamants par l'intermédiaire du Syndicat national du Logement social a.s.b.l.

Il résulte des dossiers versés que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 a suscité une insatisfaction certaine auprès des locataires du Fonds pour le développement du Logement et de l'habitat. Les principales critiques formulées à l'encontre du règlement grand-ducal en question concerne surtout le mode de calcul du loyer tel qu'il résulte de la formule indiquée à l'article 18 du règlement grand-ducal, les autres tiennent à l'établissement des décompte de loyers, aux obligations des locataires et aux conditions d'application des loyers de faveur en cas de location de logements pour personnes âgées et personnes handicapées.

La réforme entreprise par la loi du 20 avril 1998 et le règlement grand-ducal susvisé a eu pour objectif une fixation du loyer en fonction de l'évolution du revenu disponible du ménage afin de sanctionner les locataires ayant les possibilités de se loger sur le marché locatif. Il semble bien que cette réforme est allée trop loin.

Par ailleurs, il a été porté à ma connaissance que d'autres promoteurs au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'appliquent plus le règlement susvisé dans toute sa rigueur et y ont apporté en fait un certain nombre d'aménagements non prévus par le texte.

C'est la raison pour laquelle le Médiateur a par lettre du 13 janvier 2006 recommandé de réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui ne semble plus répondre ni aux objectifs sociaux ni aux attentes des promoteurs.

Réponse:

Lors d'une entrevue que le Médiateur a eue avec Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Logement et du Tourisme en présence du Président Fonds du Logement, le Ministre s'est engagé à réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 à la lumière des observations formulées dans la recommandation du Médiateur.

Le Ministre s'est notamment dit disposé à examiner la possibilité de modifier le prédit règlement dans le sens que les premiers revenus des jeunes entrant dans la vie professionnelle ne soient que partiellement pris en compte au cours des premières années.

Le Ministre s'est également engagé à réfléchir tant sur la valeur de l'unité de consommation allouée aux jeunes que sur la procédure de fixation rétroactive des loyers et son impact sur l'endettement des ménages locataires du Fonds du logement.

Finalement le Ministre a accepté de soumettre à l'appréciation du Comité directeur du Fonds la question de la redéfinition de la notion de personne handicapée.

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de cette entrevue qui lui a été adressé par le Médiateur en date du 28 juin 2007, le Ministre a informé ce dernier que le dossier se trouve entre les mains du Président du Fonds du logement.

Par lettre du 17 septembre 2007, le Médiateur a relancé le Président du Fonds du logement en le priant de bien vouloir l'informer sur l'état d'avancement de ses réflexions.

En date du 18 septembre 2007, le Président du Fonds a informé le Médiateur qu'il transmettra sous peu une proposition de modification du texte à son Ministre de tutelle.

Le Médiateur salue l'entrée en vigueur du règlement du 18 mars 2008 modifiant le règlement grand-ducal précité.

Le nouveau règlement grand-ducal qui transpose quasi intégralement les propositions formulées par le Médiateur est le résultat d'un dialogue constructif et fructueux tant entre le Ministre du Logement et le Médiateur qu'entre le Ministre et les commissions compétentes de la Chambre des Députés.

Recommandation N°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds National de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

considérant cependant que, tant les demandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi

en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 euros par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 euros.

La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, a fait le commentaire suivant: «*Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessible et saisissable. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.*»

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 euros en cas de cession «immobilière» et de 1.120 euros en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 euros en cas d'une cession et à 1.000 euros en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, s'est exprimé en ces termes: «*Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (…). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-arrêts excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.*»

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. A priori, les dispositions du prédit article 8 sont ici de nature plutôt théoriques alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 euros par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

Saisie(s), cession («immobilière»),
agent public: 500 euros

Saisie(s), cession («immobilière»),
agent privé: 620 euros

Saisie(s), cession normale: 760 euros
Saisie (s): 1.005 euros

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses, les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes, et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 euros brut, soit à 1.312,67 euros net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 euros brut, soit à 1.028,48 euros net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

Saisie(s) seulement: 1.177,01 euros
Saisie(s) et cession: 1.041,35 euros

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 euros à 12,87 euros supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiant de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiant du salaire social minimum, ni celui bénéficiant du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Le montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

Saisie(s) seulement: 1.204,16 euros
Saisie(s) et cession: 1.059,45 euros

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiant du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 euros brut, soit de 1.545,86 euros net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 euros et 486,41 euros en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiant d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 euros brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1.732,72 euros. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 euros et 673,27 euros en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas redevoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appelable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel, considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement interdite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

* * *

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu minimum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;

d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;

de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;

d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;

d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du code pénal;

de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrêt spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrêt spéciale sur salaire.

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi no. 4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrêts spéciales sur salaire et les cessions, seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi no.5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds National de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Le Médiateur salue la remise à l'ordre du jour de la Chambre des Députés du projet de loi 4955.

Par un courrier du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur que la Commission juridique de la Chambre des Députés se penche actuellement sur ledit projet de loi.

En effet d'après les informations qui lui ont été transmises par le Ministre de la Justice, la Commission juridique de la Chambre des Députés a déjà entamé l'instruction dudit projet de loi alors même qu'il n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État.

Recommandation N°26 relative à la mise en place d'un échange d'informations et d'une concertation dans le recouvrement des créances entre le Centre commun de la Sécurité Sociale, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de dossiers de la part d'entreprises débitrices du Centre commun de la Sécurité sociale, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes, qui en raison de leurs difficultés de paiement, se sont trouvées sous la menace de voies d'exécution forcée;

considérant que, dans la plupart des cas, il s'agissait de débiteurs considérablement endettés à l'égard des trois administrations susvisées;

considérant que les actions en recouvrement de créances émanant d'une de ces administrations conduisent souvent, sinon régulièrement, à accroître l'endettement des entreprises concernées auprès des deux autres administrations;

considérant en effet que pour parer au risque imminent d'une exécution forcée, il arrive fréquemment que les entreprises en cause s'empressent de satisfaire l'administration demanderesse au détriment des autres créanciers publics ou privés;

considérant, d'une part, qu'une approche trop rigoriste des administrations, procédant sans délai et sans différenciation au recouvrement forcé de ses créances, risquerait de précipiter la faillite des entreprises en difficulté de paiement alors que celles-ci, au regard de leur situation financière passagèrement précaire, pourraient s'en sortir au moyen d'un échelonnement de leur dette ou par l'octroi de délais de paiements;

considérant, d'autre part, qu'à défaut d'une vue globale de la situation financière des débiteurs, les administrations encourent le reproche d'avoir, par l'octroi de délais de paiements prolongés, maintenu artificiellement en vie des entreprises financièrement malsaines dont le passif n'aura fait que s'alourdir tant au détriment de la collectivité, qu'au détriment des créanciers privés;

considérant que s'il n'entre pas dans les attributions des administrations de jouer le rôle de banquier, elles sont aussi tenues de veiller à ne pas provoquer des faillites qui, avec de plus de compréhension de leur part, pourraient être évitées;

considérant qu'il n'existe actuellement aucun échange d'informations entre les administrations en matière de recouvrement de créances;

considérant qu'à défaut d'un tel échange d'informations et donc d'une vue plus globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices, les créanciers publics ne disposent pas de toutes les informations requises pour prendre leurs décisions en connaissance de cause;

considérant qu'un échange d'informations, voire une concertation étroite entre les administrations concernées, est un préalable nécessaire à toute gestion efficace et équitable en matière de recouvrement de créances;

considérant en effet que ce n'est que sur la base d'une évaluation globale de la situation économique et financière du débiteur que les administrations sont en mesure d'apprécier si un échelonnement de la dette pourra aider l'entreprise concernée à s'en sortir ou si, au contraire, dès lors que celle-ci n'arrive plus à honorer les termes courants, un tel échelonnement n'aurait d'autre effet que de prolonger une situation définitivement compromise;

considérant que, face au nombre croissant de faillites, une pratique de recouvrement coordonnée, voire un service de recouvrement commun aux trois administrations, permettrait de déclencher, en temps voulu, les clignotants d'alerte et d'obliger les entreprises en difficulté de paiement à prendre, sans autre délai, les mesures de restructuration et d'assainissement qui s'imposent, tout en évitant de maintenir artificiellement en vie des entreprises malsaines;

considérant en effet qu'un règlement rapide de certaines situations réduira d'autant le risque de voir d'autres entreprises privées devenir les victimes de débiteurs financièrement malsains et partant diminuera le risque de faillites en cascades;

considérant dès lors l'opportunité, voire la nécessité, d'instituer un organe commun aux trois administrations avec pour tâche de procéder, à partir d'un échange d'informations, à l'évaluation de la situation économique et financière des débiteurs communs et, de prendre, à la lumière des données recueillies, des décisions éclairées en matière de recouvrement des créances;

considérant que la mise en commun de telles attributions requiert une réforme législative portant sur l'adaptation des prescriptions en matière de secret fiscal et qui tienne également compte des dispositions de l'article 16 «Interconnexion des données» de la loi du 22 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le Médiateur recommande

la mise en œuvre d'un échange d'information entre les trois administrations susvisées,

la mise en place d'un organe commun dont la tâche consistera

à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations les décisions en matière de recouvrement des créances.

Réponse:

Dans sa prise de position adressée au Médiateur le 10 septembre 2007, le Ministre des Finances fait état de la coopération renforcée entre les administrations fiscales telle que prévue par le projet de loi n°5757 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans cette lettre le Ministre des Finances attire l'attention du Médiateur sur la décision prise par le directeur de l'Administration des Contributions directes d'encadrer à l'avenir une éventuelle assignation en faillite par certaines mesures également développées dans la recommandation:

échelonnement de la dette fiscale par l'octroi d'un délai de paiement;

analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices;

échanges avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le cas échéant avec le Centre commun de la Sécurité sociale.

Ces critères pris dans leur ensemble devraient permettre d'écarter un éventuel reproche d'une approche trop rigoriste.

Quant à la seconde partie de la recommandation, le Ministre des Finances se pose la question quant à l'utilité d'un organe commun dont la tâche consisterait à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations des décisions en matière de recouvrement de créances.

Concernant l'échange d'information le Ministre estime qu'un tel échange pourrait se faire aisément au travers des nouvelles technologies sans devoir recourir à un nouveau service tel qu'un organe commun.

Quant à la proposition d'attribuer à un tel organe un pouvoir décisionnel en matière de recouvrement des créances le Ministre des Finances est d'avis que la spécificité des différents impôts et taxes s'oppose à un traitement uniforme en matière de recouvrement de créances.

Dans sa lettre de réponse adressée au Ministre des Finances en date du 19 septembre 2007, le Médiateur fait observer que le texte proposé de loi ne répond que partiellement aux objectifs de sa recommandation.

S'il est vrai que le projet de loi permet une coopération plus étroite entre les administrations fiscales en matière de recouvrement, il n'en reste pas moins que le projet laisse le Centre commun de la Sécurité sociale en dehors de cette coopération prévue au chapitre 1 du prédit projet de loi.

La raison en est que le projet de loi vise avant tout à mettre en œuvre une coopération en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, son premier objectif n'étant pas d'optimiser le recouvrement d'impôts et de cotisations auprès des entreprises en difficulté.

Le Centre commun de la Sécurité sociale se trouve certes mentionné au chapitre 3 du projet de loi, aux articles 7-10, mais les dispositions y prévues ne permettent pas l'organisation, ni la coordination en matière de recouvrement de créances entre les administrations fiscales d'une part, et le Centre commun de la Sécurité sociale d'autre part.

Ainsi le projet prévoit une transmission de certaines données par le Centre commun de la Sécurité sociale aux deux administrations fiscales à savoir:

les coordonnées de l'employeur du débiteur de créances ou de la caisse de pension du pensionné;

le relevé des travailleurs indépendants affiliés;

les coordonnées des salariés, leurs emplois, lieu du travail et rémunération;

les coordonnées des pensionnés, l'indication sur la pension et l'organisme de pension.

Il n'y est nullement question d'une communication de données relatives à l'endettement des entreprises auprès du Centre commun de la Sécurité Sociale.

À titre de transmission de données de l'Administration des Contributions directes au Centre commun, l'article 10 (e) prévoit seulement à des fins statistiques la transmission d'une matricule du salarié de l'employeur, du lieu de travail, des dates de début et de fin de ce dernier.

Les administrations fiscales ne transmettront pas au Centre commun des informations sur les dettes fiscales des contribuables.

Les dispositions du projet de loi n'autorisent donc pas une transmission réciproque de ces données entre le Centre commun de la Sécurité sociale d'une part et les administrations fiscales d'autre part, ni un échange d'information au sujet de la situation financière générale des administrés en difficulté de paiement.

L'objectif de la recommandation est de mettre en œuvre une coordination dans toutes les actions en matière de recouvrement, ce qui présuppose d'abord un échange d'information au sujet de l'endettement des administrés envers les administrations respectives.

Le Médiateur se félicite des mesures dont le Directeur de l'Administration des Contributions directes entend entourer une éventuelle assignation en faillite des entreprises débitrices, mesures qui reflètent largement les considérations développées dans la recommandation.

Ces mesures prévoient un échange tant avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qu'avec le Centre commun de la Sécurité sociale. Le Directeur de l'Administration des Contributions directes reconnaît donc la nécessité de faire intervenir le Centre commun dans le cadre de l'échange d'information entre les administrations fiscales.

Parmi les mesures citées par le Directeur de l'Administration des Contributions directes figure également l'analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices.

La recommandation insiste tout particulièrement sur la nécessité d'une telle analyse avant l'octroi d'un échelonnement de la dette ou d'un délai de paiement à une en-

treprise en difficulté ou le lancement d'une assignation en faillite. Il n'y a pas de raison de laisser les administrations concernées faire ce travail chacune pour soi.

Le Médiateur estime plus rationnel et préférable que l'élaboration d'une telle analyse soit prise en charge par un organe dans lequel devrait figurer au moins un économiste et qui pourrait par ailleurs être rattaché à l'une des administrations concernées.

Loin d'empêcher une administration de prendre des actions urgentes en cas de nécessité, elle garantira que les actions en matière de recouvrement seraient prises en connaissance de cause et sans retard.

Aux yeux du Médiateur, il est impératif que l'échange d'information et la concertation entre les administrations fiscales doivent être étendues au Centre commun de la Sécurité sociale. Il échet par conséquent de compléter le projet de loi sur ce point.

Dans sa lettre adressée au Ministre des Finances le Médiateur conclut que les expériences futures en matière de recouvrement forcé des créances montreront s'il serait avantageux d'organiser une concertation entre les administrations concernées dans le cadre d'un organisme spécifique investi de pouvoir de décisions propres.

Le Médiateur se félicite de l'amendement au projet de loi 5757 adopté par le Gouvernement en conseil en date du 21 décembre 2007 dont le contenu répond parfaitement aux considérations développées dans sa recommandation.

Recommandation N°27 relative à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 de la compagnie aérienne Luxair survenu le 6 novembre 2002

Le Médiateur saisi par les époux K. et Monsieur F. de deux réclamations relatives tant au manque d'information qu'à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 immatriculé LX-LGB survenu le 6 novembre 2002;

considérant que le fils des époux K. et l'épouse de Monsieur F. ont trouvé la mort dans cet accident dans lequel 20 personnes ont succombé;

considérant que depuis lors l'instruction de cette affaire est toujours en cours;

considérant qu'au cours des dernières années tant les époux K. que Monsieur F. se sont adressés à d'itératives reprises au Juge d'instruction en charge du dossier afin d'être informés sur l'état d'instruction de cette affaire;

considérant que ces demandes d'informations ont jusqu'à une date récente régulièrement connu la même réponse stéréotype, à savoir que l'instruction serait toujours en cours;

considérant que pour répondre aux réclamations dont il a été saisi, le Médiateur s'est adressé en date du 7 mars 2007 au Procureur Général d'État, pour obtenir des informations sur le délai approximatif dans lequel le Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction;

considérant que le Médiateur s'est vu répondre par le Procureur d'État en lieu et place du Juge d'instruction que ce dernier traiterait le dossier en question prioritairement, mais qu'il serait «impossible voire aventureux de répondre à la question quand un Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction»;

considérant qu'une telle réponse n'est pas satisfaisante alors qu'elle ne permet pas au Médiateur de donner aux réclamants les explications requises quant à la diligence avec laquelle cette affaire a été traitée tout au long de plus de quatre années écoulées depuis la survenance de l'accident en question;

considérant qu'en vertu de l'article 6 paragraphe 1 première phrase de la Convention des droits de l'Homme, «toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle»;

considérant que d'après la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, le caractère raisonnable de la durée d'une procédure doit s'apprécier suivant des critères tenant tant à la nature du litige qu'au comportement des parties à la procédure et des autorités compétentes;

considérant que pour ce qui est de la nature du litige il y a lieu de tenir compte à la fois de son degré de complexité et de l'enjeu de la procédure pour les requérants;

considérant que depuis le dépôt de deux expertises techniques datant de janvier respectivement de décembre 2003 et surtout depuis les deux inculpations auxquelles il a été procédé en juin et en décembre 2004, le doute est pour le moins permis quant au degré de complexité particulière que continuerait à revêtir cette affaire;

considérant que depuis lors deux ans et demi se sont écoulés avant de voir le Juge en charge de l'instruction procéder à deux nouvelles inculpations au mois de juin 2007;

considérant que l'enjeu de la procédure pour les parties civiles, et donc pour les personnes dont les proches parents ont été les victimes d'un accident d'avion, requiert de la part des autorités judiciaires une diligence spéciale en vue de l'élucidation des circonstances et des causes de l'accident;

considérant que pour ce qui est du comportement des autorités compétentes l'avocat de Monsieur F. a reçu en date du 30 avril 2007 l'information de la part du Juge d'instruction que celui-ci aurait chargé en date du 25 janvier 2006 le service de la police judiciaire de l'exécution de 17 devoirs différents;

considérant qu'il y a lieu de déduire de cette information que depuis la deuxième inculpation à laquelle il a été procédé en date 16 décembre 2004 jusqu'au 25 janvier 2006 il ne semble pas y avoir eu d'activité de la part de l'autorité compétente;

considérant qu'au regard de la gravité et de l'enjeu de cette affaire une période d'inactivité de plus d'un an n'est guère compatible avec les exigences de l'article 6 paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande à l'autorité compétente d'activer l'instruction de cette affaire en vue d'en clôturer l'instruction dans les tous meilleurs délais.

Réponse:

Par un courrier du 5 octobre 2007, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'il n'a pas manqué de transmettre la recommandation à Monsieur le Procureur général d'État.

Dans sa lettre de transmission, le Ministre de la Justice fait observer que de nombreux citoyens ont du mal à comprendre pourquoi, presque cinq ans après l'accident, l'instruction judiciaire de ce dossier n'a pas encore pu être clôturée.

L'instruction de cette affaire étant toujours en cours, la recommandation garde toute son actualité.

D'après les informations dont dispose le Médiateur, une des parties civiles a entretemps saisi la Cour européenne des droits de l'Homme d'une requête en violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme par l'État luxembourgeois.

D. Recommandation visant l'institution d'un nouvel organe constitutionnel

Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales, ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du code de la route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits, etc.).

2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le législateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1er janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire à l'abri de toute pression ou prise d'influence peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger ce qui au cours du XXe siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': *«(…) il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quelconque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (…) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse.»* (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, No.6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'auto-saisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feront sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judicaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation prédécrites. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats, membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications, professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef, est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'auto-saisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

9.1. D'une plainte:

par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

9.2. D'une demande d'avis:

par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

par le Ministre de la Justice.

9.3. D'une plainte disciplinaire:

par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non-magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Réponse:

Par courrier du 30 avril 2007 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le Gouvernement continue sa réflexion sur l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Le Médiateur prend acte que dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 9 mai 2007, le Premier Ministre a confirmé que le Ministre de la Justice veut, dans le dialogue avec tous les acteurs de la justice, promouvoir l'idée d'un Conseil Supérieur de la Magistrature qui pourrait examiner les plaintes concernant le fonctionnement de la justice ainsi que certaines questions en rapport avec la nomination des juges.

Enfin dans le rapport relatif au débat d'orientation sur la sécurité à Luxembourg, qui a eu lieu à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2007, la Commission juridique a accueilli favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Voilà autant de prises de position qui, aux yeux du Médiateur, augurent bien des chances de voir se concrétiser l'idée d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur qu'il partage l'idée de l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Toutefois, selon le Ministre, les choses se compliqueraient et les opinions divergeraient quant à la composition et aux compétences à attribuer à un tel Conseil.

Le Ministre est d'avis que, quelle que soit la solution finalement retenue et aux fins de voir garantie l'indépendance de la Justice, les membres non-magistrats d'un tel Conseil ne devraient pas intervenir en cas de nomination et de promotion des magistrats.

Le Ministre entend informer le public de sa position lors de la rentrée judiciaire 2008-2009.

Dans la mesure où une réforme de cette envergure nécessite une révision constitutionnelle et donc une large majorité parlementaire, le Ministre estime utile de débattre notamment de cette question dans le cadre de la prochaine campagne électorale afin que le Parlement issu des élections du 7 juin 2009 puisse se prononcer.

Dans sa lettre de réponse du 12 septembre 2008, le Médiateur, tout en se félicitant de l'approche du Ministre, s'étonne, qu'au motif de vouloir garantir l'indépendance de la magistrature, le Ministre se départe de l'idée de voir les membres non-magistrats du Conseil intervenir dans la procédure de nomination et de promotion des magistrats.

À l'instar du Conseil Supérieur de la Magistrature en France et du Conseil Supérieur de la Justice en Belgique, le Médiateur ne voit pas d'argument qui s'opposerait à l'intervention de membres non-magistrats du Conseil dans les propositions de nomination et de promotion des magistrats pour autant que ces propositions découlent de critères objectivement définis.

Si, pour des raisons qui lui échappent, le Ministre persistait néanmoins dans sa position, le Médiateur estime qu'il serait pour le moins indiqué de prévoir des modalités de recrutement des magistrats sur base de critères autrement plus transparents et plus pertinents que ceux du système actuel.

Il constate en effet qu'au-delà de la réussite à l'examen de fin de stage judiciaire le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain nombre de points à l'examen, encore que cette dernière condition ne soit entérinée nulle part.

S'agissant là d'un critère qui pour être pertinent ne saurait à lui seul suffire pour garantir le recrutement adéquat des magistrats, le Médiateur recommande au Ministre de bien vouloir définir et rendre publics les différents critères qui serviront à l'évaluation de l'aptitude de tout candidat à la fonction de magistrat.

E. Nouvelles recommandations

Recommandation N°28 relative à l'indépendance objective des experts judiciaires

Considérant qu'il a été saisi d'un certain nombre de réclamations contre l'administration judiciaire dans le cadre desquelles les réclamants ont soulevé oralement des réserves quant à l'indépendance et l'impartialité d'experts chargés par les Cours et Tribunaux;

qu'il a également reçu plusieurs courriers émanant d'un avocat du barreau de Luxembourg dans lesquels les mêmes craintes sont soulevées;

qu'il est de pratique courante que les experts nommés conformément aux dispositions de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes sont dans le cadre de litiges extrajudiciaires également sollicités comme experts, notamment par des compagnies d'assurances et ce à titre habituel ou ponctuel;

que de tels litiges, à défaut de trouver un règlement à l'amiable, font très souvent l'objet d'une saisine des Cours et Tribunaux;

que les instances judiciaires procèdent régulièrement, dans le cadre de l'instruction d'une affaire ou de l'évaluation d'un dommage, à la nomination d'experts;

que des cas ont été soumis à la connaissance du Médiateur où l'expert nommé par le juge travaille aussi à titre ponctuel ou habituel et contre rémunération, pour une compagnie d'assurances ayant des intérêts dans la procédure judiciaire;

que de telles situations sont susceptibles de nuire du moins en apparence à l'indépendance et à l'impartialité des experts judiciaires;

que dès lors, si l'impartialité subjective des experts doit être présumée jusqu'à preuve du contraire, leur impartialité objective pourra se voir exposer à des critiques par le justiciable;

que la légitime confiance du citoyen dans la Justice risque partant de pâtir de pareille pratique;

recommande au Ministre de la Justice

de soumettre au législateur une modification de la prédite loi du 7 juillet 1971 qui prévoit la création de deux listes séparées d'experts assermentés, les experts inscrits sur la première liste étant limités aux seules expertises judiciaires et ceux inscrits sur la deuxième liste étant limités aux seules expertises extrajudiciaires;

d'étendre cette obligation de choix aux sociétés ou associations d'experts, qu'elles soient de droit ou de fait;

de prévoir des sanctions pour ceux des experts qui ne respecteraient pas les prédites dispositions limitatives;

d'inciter plus d'experts étrangers à s'inscrire sur une des deux listes.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur qu'il se rallie à l'analyse de la Commission juridique de la Chambre des Députés (voir doc. parl. 5808 page 39) qui relève que la création de deux listes séparées d'experts assermentés entraînerait plus d'inconvénients que d'avantages.

Le Médiateur ne partage pas ce point de vue qui d'ailleurs n'est étayé par aucun argument de fond.

Le Médiateur estime que dans tout État de droit qui se réclame d'une ancienne démocratie, le législateur devrait donner l'exemple en s'efforçant de veiller aux apparences à travers des dispositions claires, précises et objectivement vérifiables garantissant l'impartialité objective des experts judiciaires.

Recommandation N°29 relative à l'envoi des cartes d'assignations aux demandeurs d'emploi

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives au refus de maintien de l'indemnité de chômage, voire à la suspension de la gestion des dossiers de demandeurs d'emploi qui n'avaient pas récupéré les cartes d'assignations envoyées par lettre recommandée;

considérant que dans les cas où les demandeurs d'emploi ne sont pas présents au moment du passage de l'agent des postes avec une lettre recommandée de la part de l'Administration de l'emploi, celui-ci remet un avis de garde dans la boîte aux lettres les invitant à récupérer l'envoi recommandé au bureau des postes dans un délai de 30 jours;

considérant qu'à défaut de récupérer le courrier recommandé dans le délai imparti, il est renvoyé à l'Administration de l'emploi;

considérant qu'il arrive que ces avis de garde soient égarés et que dès lors les personnes concernées ne sont pas renseignées sur l'existence d'une lettre recommandée;

considérant que l'article 151-3 du Code du Travail dispose que pour être admis au bénéfice de l'indemnité de chômage complet, le travailleur doit notamment être chômeur involontaire, être disponible pour le marché du travail et prêt à accepter tout emploi approprié;

considérant que l'ADEM exige à juste titre du demandeur d'emploi qu'il soit disponible et qu'il entreprenne avec la diligence requise toutes les démarches nécessaires en vue de sa réinsertion sur le marché de l'emploi;

considérant qu'à défaut de s'être présenté endéans les 30 jours auprès du bureau des postes indiqué pour y récupérer sa ou ses carte(s) d'assignation(s), le demandeur d'emploi n'est plus considéré comme disponible pour le marché du travail;

considérant qu'il résulte de deux arrêts rendus par le Conseil supérieur des assurances sociales en date du 3 octobre 2007 que le fait de ne pas avoir répondu à une assignation, faute de ne pas avoir récupéré le courrier recommandé contenant la ou les carte(s) d'assignation(s) ne suffit pas pour ne plus considérer le demandeur d'emploi comme chômeur involontaire et disponible pour le marché du travail;

considérant qu'il appartient à l'ADEM de prouver que le demandeur d'emploi a effectivement reçu l'avis de garde du courrier recommandé;

considérant que pour éviter que l'égarement d'un avis de garde n'entraîne des conséquences préjudiciables pour le demandeur d'emploi,

le Médiateur recommande au Ministre du Travail et de l'Emploi de modifier la procédure de délivrance des cartes d'assignations en s'inspirant de la procédure telle qu'elle a été introduite par le règlement grand-ducal du 15 mai 1991 relatif aux significations et notifications en matière civile et commerciale.

Suivant cette procédure l'assignation serait confiée sous pli fermé et recommandé à la poste accompagné d'un avis de réception. En même temps une copie de l'assignation serait envoyée au destinataire par simple lettre.

Dans tous les cas la remise de l'assignation serait réputée être faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes.

Réponse:

Dans sa prise de position du 17 mars 2008, le Ministre du Travail et de l'Emploi informe le Médiateur qu'il entend se rallier à l'avis négatif de la responsable de l'Administration de l'emploi.

Le Ministre estime que le système actuel pratiqué par l'ADEM fournit toutes les garanties requises notamment au regard de la jurisprudence de la Cour d'Appel.

Le Médiateur regrette que, dans sa prise de position, le Ministre suive l'avis de la responsable de l'administration alors qu'il lui semble évident qu'une procédure consistant à communiquer les assignations par envoi simultané de courriers recommandés avec accusé de réception et de courriers simples écarterait définitivement la possibilité de voir les demandeurs d'emploi contester la réception des assignations qui leur sont adressées.

Recommandation N°30 relative à une nouvelle répartition des compétences en matière d'exécution des peines privatives de liberté

Depuis la mise en place de son Secrétariat, le Médiateur a été saisi de 46 réclamations formelles émanant de personnes détenues ayant eu pour objet une contestation née du fait de leur incarcération.

En outre, le Médiateur a été saisi par écrit de quelque 200 demandes émanant de détenus qui ont sollicité des informations en rapport avec des problèmes relatifs ou connexes à leur détention.

Depuis l'ouverture d'une permanence au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL), le Médiateur s'y est rendu à 9 reprises pour entendre les dépositions de détenus qui avaient sollicité un rendez-vous auprès de lui.

Toutes ces saisines, qu'elles aient donné lieu à une réclamation formelle ou non, ainsi que les nombreux entretiens qu'il a menés tant avec les directions des Centres pénitentiaires, les responsables du service médico-psychiatrique, du Service psycho-socio-éducatif (SPSE), du Service central d'Assistance sociale (SCAS) qu'avec la Représentation du personnel de l'administration pénitentiaire lui ont permis de déceler un certain nombre de problèmes ou d'insuffisances souvent récurrents.

Il s'agit globalement de 4 catégories de problèmes ou d'insuffisances, à savoir:

des problèmes, voire un manque de communication tant entre les différents services à l'intérieur des établissements pénitentiaires qu'entre les responsables à tous niveaux, notamment du CPL et leurs supérieurs hiérarchiques;

une mise en œuvre et un suivi déficients d'une politique pénologique à double finalité;

les procédures de prise de décision en matière d'exécution des peines réservées à l'heure actuelle au Délégué du Procureur général, voire à la Commission pénitentiaire (prévue à l'article 12 de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté), ne sont plus guère compatibles avec les principes du contradictoire et le droit à un recours devant un organe indépendant et impartial;

un alourdissement inutile des procédures administratives dû à la répartition des compétences administratives entre d'une part les Directeurs des établissements pénitentiaires et d'autre part le Procureur général et/ou son Délégué.

De ces constats, et à l'instar de ce qui s'est déjà fait dans d'autres pays, notamment en France, un remaniement en profondeur du

système de l'exécution des peines s'impose.

Il convient de distinguer en cette matière deux aspects différents, à savoir, le domaine de l'administration des services pénitentiaires et celui des décisions de fond en matière d'exécution des peines.

Les compétences concernant les décisions de fond en matière d'exécution des peines

Il s'agit ici des compétences réservées par la loi au Délégué du Procureur général ou à la Commission pénitentiaire. Ce domaine vise plus particulièrement les demandes basées sur l'article 100 du code pénal, les demandes de transfèrement du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) au Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG) ainsi que les demandes en obtention d'un congé pénal.

Les décisions sur ces demandes appartiennent actuellement pour tout, en cas de compétence exclusive du Délégué, ou majoritairement en cas de compétence de la Commission pénitentiaire, à des magistrats faisant partie du Ministère public.

Il apparaît donc que le Ministère public, appelé à requérir une peine contre un futur détenu, est à l'heure actuelle également l'instance principalement responsable pour décider d'une libération conditionnelle, voire d'un aménagement de la peine qu'il a lui-même requise auprès d'un Tribunal ou de la Cour.

Force est également de constater que les fonctions de Délégué du Procureur général à l'exécution des peines et de membre de la Commission pénitentiaire ne correspondent pas à des postes prévus dans l'évolution de carrière des magistrats ce qui implique une rotation plus fréquente au niveau des magistrats appelés à remplir ces fonctions. L'expérience a montré que le Délégué du Procureur général change en moyenne tous les trois à quatre ans. Cette pratique va clairement à l'encontre d'une spécialisation à long terme et donc également de l'expérience requise de tout titulaire d'une fonction aussi difficile, complexe et délicate.

De même, il y a lieu de remarquer que les décisions du Délégué ou de la Commission pénitentiaire ne sont pas prises à l'issue d'une procédure contradictoire et qu'elles sont également sans appel quant au fond.

Les compétences administratives en matière d'exécution des peines

La direction générale des établissements pénitentiaires est actuellement réservée par la loi au Procureur général d'État qui en pratique délègue cette compétence à un magistrat du Parquet Général. De ce fait, le Secrétariat général des établissements pénitentiaires se trouve également établi près du Service de l'exécution des peines du Parquet général.

Toutes les propositions administratives au niveau budgétaire, incluant donc les ressources humaines, sont actuellement de la compétence du Délégué du Procureur général à l'exécution des peines.

En pratique, le plus grand nombre de ces propositions qui sont préparées par les Directeurs des établissements pénitentiaires (budget, acquisitions, équipements, ressources humaines, infrastructures) doivent être soumises au Délégué du Procureur général qui peut y apporter les modifications qu'il estime utiles et nécessaires. En suite ces propositions sont soumises au Procureur général auquel incombe la décision de les transmettre au Ministre compétent. Cette pratique témoigne de l'absence d'autonomie administrative dans le chef des Directeurs des établissements pénitentiaires qui gèrent au quotidien les centres pénitentiaires et qui de ce fait ont une connaissance approfondie de la réalité des prisons et des problèmes qui s'y manifestent, aussi au niveau de la gestion. Ces responsables ont parcouru tous les échelons de leur carrière au sein des établissements pénitentiaires, ce qui leur confère une connaissance intime de leur domaine.

Redistribution des compétences pour un meilleur traitement pénologique

Si la compétence générale en matière de politique pénologique doit rester acquise au Ministre de la Justice, auquel il appartient de définir les lignes directrices de cette politique, la mise en œuvre concrète et le suivi de cette politique relèvent de la compétence du Procureur général ou de son Délégué qui au demeurant, agissent très souvent sur proposition ou sur l'initiative des Directeurs des établissements pénitentiaires.

Une politique en matière de pénologie efficiente et efficace, tenant à la fois compte des besoins et des intérêts spécifiques des différentes catégories de condamnés pendant et après leur détention ainsi que des intérêts légitimes de la société est le meilleur garant d'un taux de récidive aussi faible que possible et donc également de la sécurité publique.

Cette politique, pour devenir efficiente et utile, doit se baser sur les expériences et les initiatives des experts du milieu carcéral. Il serait partant logique de confier la mise en œuvre et le suivi de cette politique à des personnes qui connaissent au mieux les réalités dans les établissements pénitentiaires, le comportement et l'attitude des détenus ainsi que les besoins spécifiques des détenus et du personnel.

Des ces considérations se dégage la nécessité de revoir l'organisation pénitentiaire dans son ensemble et d'envisager la création de la fonction du Juge à l'application des peines et d'une direction générale de l'administration pénitentiaire autonome, dissociée du Parquet Général. Cette proposition comporterait en matière de peines privatives de liberté, comme en matière des modalités d'exécution des travaux d'intérêt général, l'abolition de la fonction du Délégué du Procureur général à l'exécution des peines dès lors que la loi ne réserverait plus de compétences au Procureur général en ce domaine.

Il est entendu que le Procureur général d'État restera compétent pour l'exécution de toutes les autres peines non privatives de liberté et des amendes pénales.

Le Juge à l'application des peines

Il serait créé auprès de chaque Tribunal d'Arrondissement un Juge à l'application des peines ainsi qu'en matière d'appel, auprès de la Cour, un Conseiller à l'application des peines.

Il appartiendrait à ces magistrats de statuer sur toutes les requêtes qui leur seront soumises sur base de l'article 100 du code pénal, des requêtes en matière de transfèrement du CPL au CPG, des demandes en matière de congé pénal comme plus généralement de toutes requêtes qui tombent actuellement sous la compétence du Délégué du Procureur général ou de la Commission pénitentiaire, prévues notamment aux sections I-IV de la loi modifiée du 26 juillet 1986 relative à certains modes d´exécution des peines privatives de liberté.

La procédure contradictoire serait déclenchée sur requête à présenter par le détenu ou son avocat. Après avoir entendu le représentant du Ministère public en son réquisitoire et le détenu, le cas échéant assisté de son mandataire, en leurs moyens et conclusions, le Juge à l'application des peines rendrait une décision susceptible d'appel par le détenu ou le Ministère public dans un délai à fixer.

Le Juge à l'application des peines se prononcerait après s'être entouré de tels avis du comité de guidance ou de la CLP (commission pour le traitement pénologique des condamnés à de longues peines de prison) qu'il estime utiles et nécessaires. Il est entendu que tant le Ministère public que le détenu ou son représentant seraient admis à déposer toute offre de preuve.

Afin d'éviter une surcharge du Juge à l'application des peines par des requêtes répétitives déposées par des détenus qui n'ont pas prospéré lors d'une précédente saisine, il serait indiqué de prévoir un délai d'attente minimal avant que le détenu ne soit admis à resaisir le Juge à l'application des peines de la même demande. On pourrait à cet égard s'inspirer du modèle prévu par le règlement grand-ducal modifié du 19 janvier 1989 déterminant l´affectation des rémunérations revenant aux condamnés soumis au régime de semi-liberté et fixant les modalités d´octroi du congé pénal, tout en recommandant avec insistance de lier les délais à prévoir à la nature de la demande et à la durée de la peine privative de liberté.

Actuellement, le recours contre des sanctions disciplinaires infligées par les Directeurs des établissements pénitentiaires aux détenus relève de la compétence du Procureur général. Les recours contre les décisions de placement au régime cellulaire strict, prises par le Procureur général, sont de la compétence de la Commission pénitentiaire.

En vue du contrôle judiciaire de toutes les décisions prises en matière d'exécution des peines, il serait opportun d'attribuer aux Directeurs des établissements pénitentiaires l'intégralité du pouvoir disciplinaire et de prévoir un recours judiciaire contre toutes ces décisions devant le Juge à l'application des peines, qui statuerait contradictoirement, le cas échéant par voie d'urgence, et en tout cas sans possibilité d'appel.

Bien que s'agissant en l'occurrence de recours contre des décisions administratives, cette procédure permettrait au Juge à l'application des peines d'obtenir une meilleure connaissance des détenus, connaissance qui peut s'avérer utile si ces mêmes détenus saisiront ce magistrat par une requête sur base des dispositions de l'article 100 du code pénal par exemple.

Il est entendu que la complexité et la responsabilité de la mission du Juge à l'application des peines requièrent la nomination d'un magistrat qui devrait pouvoir se prévaloir d'une certaine ancienneté et d'une certaine expérience en matière pénale. Dans la même optique, il devrait être possible au titulaire de cette fonction de bénéficier d'une évolution de carrière normale.

La direction générale des établissements pénitentiaires

Il serait créé la fonction d'un Directeur général aux établissements pénitentiaires.

La direction générale serait appelée notamment à assurer les missions suivantes:

<u>en matière de l'élaboration de stratégies et du développement de l'institution:</u>

- la mise en œuvre de la politique pénologique;
- l'élaboration et l'application d'un concept de gestion et de coordination entre les différents services de l'administration pénitentiaire;
- la supervision de la gestion au sein des établissements pénitentiaires;
- l'élaboration de statistiques et la mise en place d'outils d'évaluation;
- l'analyse de l'évolution de la démographie carcérale;
- la coordination et la surveillance de l'exécution des grands projets (construction, etc.);

<u>en matière de communication vers l'extérieur:</u>

- la mise en place d'une stratégie de communication externe;
- le contact avec les médias;
- la coordination et le suivi des relations internationales;

<u>en matière de gestion des ressources humaines:</u>

- l'organisation du recrutement, des examens-concours, des examens de carrière et de promotion;
- l'organisation de la formation de base et de la formation continue, l'élaboration des différents curricula;
- la gestion centralisée du personnel et des affaires disciplinaires;
- la gestion et l'organisation centralisée de la médecine du travail;

<u>en matière budgétaire:</u>

- l'élaboration du budget de l'ensemble de l'administration pénitentiaire;
- le contrôle interne de la comptabilité;
- les marchés publics;
- le suivi des PPP (public private partnerships);

<u>en matière de sécurité:</u>

- le développement d'une politique de sécurité;
- l'acquisition, le contrôle, le suivi et l'évaluation des technologies de sécurité;
- l'organisation de la coopération avec la Police grand-ducale;
- l'organisation d'audits et de contrôles en matière de sécurité par des organismes agréés;
- la gestion du volet «sécurité dans la fonction publique»;

<u>en matière de technologies d'information et de communication:</u>

- la gestion centralisée des données informatiques;
- le développement des stratégies et outils informatiques;
- la protection des données;

<u>en matière administrative et juridique:</u>

- le suivi des plaintes pénales dirigées contre l'administration pénitentiaire;

<u>en matière de contrôle et d'inspection:</u>

- la réalisation d'enquêtes internes en cas de besoin;
- la réalisation de missions d'inspection in situ;
- l'inspection de tous les établissements quant au respect des normes sanitaires.

Il est à noter que la mission de contrôle interne compléterait utilement le rôle de l'organe indépendant à créer qui aura pour vocation d'assurer le contrôle général et l'évaluation externe des lieux privatifs de liberté ainsi que le rôle de contrôle politique exercé par la Chambre des Députés.

À cet effet, la direction générale serait dotée d'un cadre de personnel comprenant outre le Directeur général un nombre suffisant d'agents de la carrière supérieure et moyenne de l'État, voire, pour les compétences à caractère sécuritaire, par détachement du cadre des officiers de police, pour pouvoir remplir les missions ci-avant décrites.

Il est entendu que la direction générale devra également bénéficier de personnel administratif et d'appui.

Les deux établissements pénitentiaires existants resteraient dotés de leurs structures administratives actuellement existantes au sein desquelles des capacités pourront être dégagées par la dévolution de certaines tâches à la nouvelle direction générale.

Il est évident que le Directeur général à recruter devrait bénéficier d'une très large expérience dans le domaine pénitentiaire.

En vue de la mise en œuvre de cette recommandation, mais également au vu du projet tendant à la mise en place d'une maison d'arrêt, il est indiqué de prendre aussi rapidement que possible les dispositions budgétaires qui s'imposent afin de permettre un recrutement suffisant en personnel appelé à assumer des fonctions à responsabilité dans un proche avenir, ceci sans préjudice des besoins supplémentaires en personnel de l'administration pénitentiaire, notamment dans le domaine socio-éducatif.

Réponse:

Dans sa prise de position adressée au Médiateur en date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice se prononce en faveur de l'introduction d'un management différemment conçu de l'administration pénitentiaire.

Il estime toutefois que cette idée mérite une analyse plus approfondie quant à son impact budgétaire.

Par ailleurs, sans prendre position par rapport aux autres propositions contenues dans la recommandation notamment par rapport à celle d'envisager la création de la fonction du juge à l'application des peines, le Ministre renvoie aux avis écrits du Procureur général d'État et du Procureur général d'État adjoint.

Après avoir lu attentivement les critiques formulées dans la prise de position des responsables du Parquet général, le Médiateur n'a pas détecté le moindre argument de fond qui militerait contre la prise en compte de sa recommandation.

Les réflexions à la base de sa recommandation relèvent en fait de la seule considération que de par leur nature les compétences et les missions de la direction générale des établissements pénitentiaires ne devraient pas être réservées à un organe externe, de même qu'en matière d'exécution des peines privatives de liberté les décisions de nature judiciaire ne devraient plus relever de la compétence de magistrats du corps en charge de la poursuite des infractions à l'ordre public.

Recommandation N°31 relative à la rectification des actes de l'état civil des transsexuel(le)s

Saisi de deux réclamations de la part de transsexuelles qui se sont plaintes de la lenteur et de la complexité de la procédure à suivre en vue de la rectification des actes de l'état civil et du changement de leur prénom, qui constituent le prolongement logique d'une réassignation sexuelle;

considérant que les réclamantes se sont retrouvées à plusieurs reprises dans des situations très pénibles sinon humiliantes alors que leur physique ne coïncidait plus avec le prénom indiqué sur la carte d'identité respectivement sur le permis de conduire;

considérant qu'il peut y avoir un intervalle de plusieurs mois, voire même de plus d'une année, entre l'intervention chirurgi-

cale et la rectification des actes de l'état civil et le changement de prénom;

que ce n'est qu'à partir de ce moment, que les personnes concernées peuvent solliciter de nouveaux documents administratifs conformes à leur identité;

que par ailleurs les réclamantes ont dû recourir à un avocat pour engager la procédure en rectification de leur acte de naissance, ce qui a engendré des frais non négligeables;

considérant qu'en vertu de la législation actuelle, un changement de prénom après changement de sexe ne peut se faire que sur la base d'un jugement définitif du Tribunal d'Arrondissement ayant ordonné la modification de l'indication du sexe sur l'acte de naissance des personnes concernées;

considérant que dans d'autres pays de l'Union européenne dont l'Autriche, la Slovaquie, la Slovénie, le Danemark, la Finlande et la Norvège les règles applicables voire les pratiques administratives en la matière sont moins exigeantes et surtout moins onéreuses que les procédures prévues par la législation luxembourgeoise;

considérant qu'en Belgique, une loi relative à la transsexualité du 10 mai 2007 entrée en vigueur le 1er septembre 2007 a allégé considérablement les formalités administratives auxquelles les transsexuel(le)s sont confronté(e)s;

considérant qu'ainsi, le code civil belge prévoit que «toute personne inscrite aux registres de la population qui a la conviction intime, constante et irréversible d'appartenir au sexe opposé à celui qui est indiqué dans l'acte de naissance et dont le corps a été adapté à ce sexe opposé dans toute la mesure de ce qui est possible et justifié du point de vue médical, peut déclarer cette conviction à l'officier de l'état civil auquel il remettra une déclaration du psychiatre et du chirurgien attestant qu'il a cette conviction et qu'il a subi une réassignation sexuelle qui le fait correspondre au sexe opposé»;

recommande au Ministre de la Justice de réexaminer les dispositions afférentes du Code civil afin de simplifier et d'écourter la procédure en vue de la rectification des actes de l'état civil des transsexuel(le)s.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur qu'un projet de loi réservant une suite favorable à sa recommandation est en voie d'élaboration et sera soumis fin 2008 au Conseil de Gouvernement.

Recommandation N°32 relative à l'inscription au registre de la population

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes auxquelles des communes refusent l'inscription au registre de la population en invoquant pour cela des considérations étrangères au critère de la résidence habituelle, seul critère qui peut être pris en compte pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population,

considérant ainsi que des personnes se sont vu refuser une telle inscription pour des considérations d'ordre urbanistique ou pour des raisons relatives à la réglementation de police,

considérant que selon la jurisprudence des juridictions administratives, «dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire la déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient en principe à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée» (TA 5 mai 2004),

considérant qu'au droit d'avoir son domicile sur le territoire d'une commune sont liés d'autres droits, comme le droit de séjour et de travail et des droits sociaux comme par exemple le droit au revenu minimum garanti, ainsi que le droit à certaines aides et subventions publiques,

considérant qu'en cas d'incarcération de personnes condamnées à des peines privatives de liberté, certaines communes d'origine des personnes concernées procèdent à leur radiation d'office du registre de la population, sans que par ailleurs les mêmes personnes puissent se faire inscrire au registre de la population de la commune du lieu de leur incarcération,

considérant que des motifs de refus se rapportant à la sécurité, la salubrité, l'hygiène ne sauraient être invoqués pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population,

considérant que «si la commune estime pour des raisons inhérentes à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène que le lieu en question ne se prête pas à une résidence habituelle, il lui appartient d'entamer une procédure séparée en usant de son pouvoir de police général en matière de sécurité et de salubrité, ce pouvoir revenant au bourgmestre, en vertu de l'article 67 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» (CA 22 mai 2008),

considérant qu'il est impérieux que chaque personne qui habite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg puisse être inscrite au registre de la population de la commune dans laquelle elle a sa résidence habituelle,

considérant cependant qu'en vertu d'une jurisprudence récente «une commune est en droit de refuser l'inscription sur ses registres de la population d'un administré qui ouvertement et manifestement, par son établissement en un endroit précis du territoire communal entend violer les dispositions du plan d'aménagement général communal qui peuvent prévoir des zones où l'habitation à titre principal est prohibée» (CA 22 mai 2008),

considérant qu'à fortiori une commune est en droit de refuser l'inscription dans le registre de la population d'un administré si elle a édicté un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 qui contient une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est admissible ou non et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire,

considérant qu'il découle de la jurisprudence actuelle des conséquences sociales graves pour les personnes concernées, alors que de nouveaux arrivants risquent de se voir opposer de plus en plus fréquemment un refus d'inscription et ainsi le bénéfice de droits liés à l'inscription au registre de la population,

considérant qu'à défaut de texte clair et précis sur le registre de la population la jurisprudence semble évoluer dans un sens toujours plus restrictif et donc défavorable au citoyen désirant s'inscrire dans la commune de son choix,

considérant dès lors qu'il est impérieux de légiférer dans cette matière afin de clarifier les droits des personnes et des communes,

recommande au Ministre de l'Intérieur

d'élaborer dans les tous meilleurs délais un projet de loi tenant compte de la nécessité de prévoir une obligation pour les communes d'inscrire, au moins provisoirement, toute personne qui établit sa résidence habituelle sur leur territoire,

en attendant de voir clarifier la situation de par une nouvelle loi, de rédiger une circulaire adressée aux communes afin que celles-ci ne s'opposent pas à l'inscription au registre de la population de personnes ayant établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et déclaré leur arrivée du moment que ces personnes remplissent toutes les conditions pour satisfaire à une telle inscription et sans qu'il soit tenu compte de considérations liées à la réglementation de police ou à celle relative à l'urbanisme sauf dans les cas où le plan d'aménagement général de la commune contient une disposition expresse concernant les zones du territoire où l'habitation à titre principal est prohibée ou dans le cas où un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 renferme une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire.

Réponse:

Le Ministre de l'Intérieur a informé le Médiateur que par une circulaire du 9 juin 2008 il a transmis la recommandation aux administrations.

Recommandation N°33 relative au délai de notification de la demande de congé parental consécutive au congé de maternité

Saisi par un certain nombre de réclamations de la part de parents salariés et de parents exerçant une activité indépendante, qui se sont vu rejeter leur demande en obtention de l'indemnité pour le congé parental consécutive au congé de maternité alors que les délais pour introduire la demande n'ont pas été respectés;

considérant qu'aux termes des anciennes dispositions de l'article 4 (1) de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, le parent salarié qui entendait exercer son droit au congé parental consécutif au congé de maternité devait notifier sa demande à son employeur, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, avant le début du congé de maternité ou du congé d'accueil;

qu'aux termes de l'article 4 (2) de la même loi, le parent salarié qui entendait exercer son droit au congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans de l'enfant, devait notifier sa demande à son employeur, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, au moins quatre mois avant le début du congé parental;

qu'en vertu de l'article 4 (3) de cette loi, le parent exerçant une activité indépendante, devait notifier le début du congé à la Caisse nationale des Prestations familiales dans les formes et délais prévus aux paragraphes (1) et (2);

considérant que la loi du 22 décembre 2006, entrée en vigueur le 1er janvier 2007, et modifiant la loi modifiée du 12 février 1999, a avancé de deux mois supplémentaires la date limite à laquelle peut être demandé le premier voire le deuxième congé parental, afin de rencontrer notamment le souci des employeurs de disposer de plus de temps pour engager une personne remplaçante et ainsi pour mieux gérer les ressources humaines de leur entreprise;

considérant donc que les délais ont été raccourcis tant pour les salariés que pour les indépendants;

considérant qu'aux termes de l'article L.234-45. (1) du Code du Travail, le parent qui entend exercer son droit au congé parental consécutif au congé de maternité doit notifier sa demande à son employeur, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, deux mois avant le début du congé de maternité;

qu'en cas d'adoption et par exception, le parent adoptant qui entend exercer son droit au congé parental consécutif au congé de maternité doit notifier sa demande à son employeur dans les mêmes conditions de forme avant le début du congé d'accueil;

qu'aux termes de l'article L.234-45. (2) du Code du Travail, le parent qui entend exercer son droit au congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans de l'enfant, doit notifier sa demande à son employeur, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, au moins six mois avant le début du congé parental;

que l'article 2 (2) de la loi du 22 décembre 2006 prévoit que le parent qui exerce une activité indépendante certifie le début de son congé parental moyennant déclaration sur l'honneur jointe à sa demande, qui est à notifier à la Caisse deux mois avant le début du congé de maternité en ce qui concerne le congé parental consécutif au congé de maternité, et au moins six mois avant le début du congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant;

considérant que le Gouvernement avait souhaité avancer la date limite pour la demande en obtention du congé parental afin que l'employeur dispose d'un temps suffisamment long pour parer au remplacement des employés concernés et donc pour mieux planifier les ressources de son personnel;

que le législateur a cependant tenu compte de la situation particulière des parents adoptifs qui ne connaissent pas d'avance la date exacte de l'accueil de l'enfant;

que le parent adoptant qui entend exercer son droit au congé parental consécutif au congé de maternité doit notifier sa demande à son employeur avant le début du congé d'accueil;

que le législateur s'est donc prononcé délibérément pour un traitement différent des parents adoptants en justifiant cette différence par la situation particulière des adoptants;

considérant que le Conseil d'État s'était opposé à la modification envisagée d'avancer de deux mois la date de la notification à l'employeur de la demande pour le congé parental alors qu'il serait contre-indiqué pour des raisons tant médicales que familiales d'imposer un choix au parent à une date aussi précoce de la grossesse;

considérant que l'intérêt du bon fonctionnement d'une entreprise ou d'un service ne saurait cependant justifier l'obligation imposée à la mère ou au père de solliciter le congé parental à une date aussi lointaine de la naissance de l'enfant se situant à six, voire à sept mois du début du congé parental;

recommande au Ministre de la Famille et de l'Intégration de réexaminer les dispositions afférentes de la loi du 22 décembre 2006 modifiant la loi modifiée du 12 février 1999 dans un sens plus favorable aux futurs parents.

Réponse:

Dans sa prise de position, la Ministre de la Famille et de l'Intégration informe le Médiateur que la prolongation du délai de notification de la demande en obtention du congé parental telle que prévue par la loi du 22 décembre 2006 résulte d'un compromis entre partenaires sociaux au niveau de la tripartite.

Ce compromis comporte de nombreux avantages pour les travailleurs et on ne saurait toucher unilatéralement à ce compromis sans risquer de remettre en cause l'équilibre fragile entre les différentes positions des partenaires sociaux.

Depuis un certain temps la Caisse nationale des prestations familiales respectueuse d'une jurisprudence en vertu de laquelle le non-respect du délai de notification de la demande de congé parental n'entraîne pas le refus de l'indemnité, ne sanctionne plus le dépassement du délai par un refus du congé parental.

À la lumière de ces explications, le Médiateur n'entend pas insister sur la nécessité d'une révision de la loi alors surtout que des négociations entre partenaires sociaux européens viennent de reprendre à Bruxelles pour modifier la directive sur le congé parental.

Recommandation N°34 relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite

Code de bonne conduite administrative

Le sens du devoir et le respect mutuel sont à la base des bonnes relations entre les agents publics et le citoyen.

Chapitre Ier - Champ d'application et Objet

Art. 1er Le présent code s'applique à tous les agents publics.

Art. 2. Il a pour but de préciser les règles et les principes écrits et non écrits d'une bonne conduite administrative.

Chapitre II - Définition

Art. 3. On entend par «agent public»: toute personne au service de l'État, des communes, des établissements publics relevant de l'État et des communes ainsi que des personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public.

Art. 4. On entend par «Administration»: les services de l'État et des communes, de même que des établissements publics relevant de l'État et des communes et des personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public.

Art. 5. On entend par «décision»: toute décision à caractère administratif

Chapitre III - L'accessibilité, l'accueil et le devoir d'information

Art. 6. L'Administration doit être facilement accessible au public.

Art. 7. Cette accessibilité, pour être effective, requiert de tout agent public en contact direct avec le citoyen d'être joignable par courrier électronique et par téléphone au moins pendant certaines plages horaires à indiquer dans l'annuaire téléphonique et sur le site Internet du service concerné pour répondre à toute demande de renseignements, notamment à toute demande d'informations sur les dossiers en cours de traitement.

Son accessibilité, pour être effective, conditionne un service téléphonique dont la capacité répond au mieux à la demande ainsi que des heures d'ouverture des bureaux qui tiennent compte des réalités sociales et familiales.

Art. 8. L'agent public se doit d'être courtois et prévenant dans ses relations avec le citoyen.

Art. 9. L'agent public se doit de faire connaître son nom au citoyen avec lequel il communique et d'indiquer également son numéro de téléphone dans tout courrier postal ou électronique.

Art. 10. L'agent public doit adopter une approche personnalisée et respectueuse du citoyen évitant de traiter celui qui requiert une information ou qui demande un service ou une prestation comme quelqu'un qui bénéficie d'une faveur alors qu'il exerce un droit.

Art.11. Si une question ne relève pas de la compétence d'un agent public, il orientera le citoyen vers le service compétent.

Art. 12. L'agent public doit obéir dans ses relations avec le citoyen aux principes d'impartialité, d'égalité et de transparence.

Art. 13. L'agent public doit s'abstenir de toute manifestation de ses convictions politiques, religieuses ou idéologiques lors de l'accueil d'un citoyen ou du traitement de sa demande d'informations.

Art. 14. Dans ses relations directes avec le citoyen l'agent public devra s'adapter à la compétence langagière et à la faculté de compréhension de son interlocuteur.

Art. 15. Lorsqu'un citoyen sollicite une information en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'agent public devra répondre, dans la mesure du possible, dans la langue choisie par le citoyen.

Art. 16. L'agent public a l'obligation d'assister et d'informer le citoyen de manière compréhensible et précise sur ses droits, ses obligations ainsi que sur les démarches administratives que le citoyen doit entreprendre pour obtenir satisfaction.

Art. 17. L'Administration se doit de recourir aux supports appropriés pour mettre à la disposition du public une information aussi complète que possible sur les lois et règlements qu'elle applique et en particulier sur les règles et pratiques régissant les prestations, aides et subventions publiques.

Chapitre IV - L'instruction d'un dossier

Art. 18. L'agent public ne doit se laisser influencer par des intérêts privés ou personnels ou par un quelconque préjugé. En présence d'un tel risque, il doit se dessaisir du dossier.

Art. 19. Les documents et informations qui concernent le citoyen et dont l'agent public a connaissance lors de l'exercice de sa fonction sont à traiter de manière confidentielle.

Art. 20. Toute demande d'un citoyen fera l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines, sauf évidemment si dans le même délai une réponse exhaustive peut être transmise au citoyen.

Cet accusé de réception indique le nom ou, pour le moins, des signes distinctifs permettant de contacter l'agent public en charge du dossier, son numéro de téléphone et éventuellement son adresse de courrier électronique.

Art. 21. Les documents originaux nécessaires à l'instruction d'une demande et transmis par le citoyen à l'Administration doivent également faire l'objet d'un accusé de réception et seront retournés au citoyen une fois la décision prise.

Art. 22. En cas de transmission d'un courrier à un service non compétent, l'agent qui réceptionne le courrier le transfère au service compétent en indiquant au citoyen le nom de ce service, son adresse et son numéro de téléphone.

Art. 23. Lorsqu'une demande est incomplète, l'agent public informe le citoyen à bref délai des pièces ou éléments manquants.

Art. 24. Tout agent public peut se réserver le droit de cesser tout échange de courriers avec un citoyen dès lors que les courriers qu'il reçoit peuvent raisonnablement être qualifiés d'abusifs parce que répétitifs, outrageux ou sans objet.

Art. 25. Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'agent public devra se servir, dans sa réponse et dans la mesure du possible, de la langue choisie par le citoyen.

Art. 26. L'agent public est tenu d'instruire les dossiers dans un délai raisonnable. Ce délai ne devrait pas dépasser 3 mois.

Si tel ne peut être le cas pour des raisons objectives tenant notamment à la complexité du dossier, l'agent public compétent ne tardera pas d'en informer le citoyen tout en lui indiquant dans toute la mesure du possible les délais dans lesquels il peut raisonnablement s'attendre à une prise de décision.

Art. 27. Avant toute prise de décision, le citoyen doit avoir la possibilité de faire valoir son point de vue ou de fournir tous les renseignements utiles.

Art. 28. Lorsqu'une décision est susceptible d'affecter les droits de tiers, ceux-ci doivent en être avisés dans les formes appropriées afin qu'ils puissent faire valoir toutes leurs observations avant la prise de décision définitive.

Chapitre V - La prise de décision

Art. 29. L'agent public prend ses décisions dans le respect des principes de légalité, d'égalité et de proportionnalité en tenant compte de la spécificité de chaque dossier.

Art. 30. L'agent public rend ses décisions dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Art. 31. L'agent public doit exercer son pouvoir discrétionnaire de manière impartiale ainsi que dans le respect de critères objectifs garantissant l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Art. 32. Des citoyens se trouvant dans des situations analogues ou comparables ne peuvent faire l'objet d'un traitement distinct sauf justification objective et raisonnable.

L'agent public ne doit en aucun cas agir de manière discriminatoire ou tirer un avantage personnel financier ou autre d'une décision qu'il est amené à prendre.

Art. 33. Toute décision doit être proportionnée par rapport au but visé. Les mesures prises par l'Administration doivent respecter un juste équilibre entre l'intérêt public et l'intérêt privé.

Art. 34. L'agent public doit veiller à la cohérence de son action en suivant les pratiques administratives usuelles de manière à respecter la confiance légitime du citoyen dans l'Administration.

En cas de changement d'interprétation d'une législation ou d'une pratique administrative, l'agent devra en informer le citoyen. Ces changements doivent se réduire au strict minimum et doivent se justifier par des considérations de sauvegarde de l'intérêt général.

Art. 35. Toute décision portant atteinte aux droits du citoyen doit contenir une motivation claire et précise fondée sur les éléments de droit et de fait pertinents.

Art. 36. L'agent public notifiera toute décision dans les plus brefs délais au citoyen.

Art. 37. En cas d'erreur manifeste lors de l'instruction d'un dossier ou lors de la prise de décision, l'agent public devra mettre en œuvre tous les moyens qui sont les siens pour y remédier dans les meilleurs délais.

Il en est de même en cas de comportement inapproprié ou de propos désobligeants de l'agent public envers le citoyen. Dans cette dernière hypothèse, l'agent public se doit de présenter des excuses au citoyen.

Art. 38. La décision devra indiquer clairement au citoyen les recours dont il dispose y compris le recours gracieux.

Art. 39. Chaque citoyen a le droit d'obtenir communication intégrale de son dossier sauf les restrictions prévues par la loi.

Chapitre VI - Les suites à donner à l'intervention du Médiateur

Art. 40. L'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant le Médiateur prévoit que le Médiateur est informé des suites données à son intervention dans un délai qu'il fixe. Il est dès lors impératif que le responsable de l'administration mise en cause respecte le délai indiqué par le Médiateur.

Art. 41. Toutes les pièces que le Médiateur juge nécessaires à l'instruction d'une réclamation doivent lui être transmises, sauf si elles relèvent du secret de la défense nationale, de la sûreté de l'État ou de la politique extérieure.

Art 42. Le Médiateur dispose de la possibilité de formuler des recommandations que l'Administration se doit d'examiner au fond en vue d'y réserver les suites qu'elle estime opportunes.

Réponse:

Le Médiateur reste en attente d'une réponse quant aux suites que le Ministre entend donner à sa recommandation.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

4e séance, mardi 21 octobre 2008
5e séance, mercredi 22 octobre 2008
6e séance, jeudi 23 octobre 2008

E Budget géint den negativen Trend

Interview mam Budgetsrapporteur Norbert Haupert

Budgetsrapporteur sinn ass wuel vill Aarbecht, awer och eng Unerkennung. Oder war et dëst Joer en „vergëftene Cadeau"?

Neen, virun allem eng Unerkennung, an dëst Joer eng ganz besonnesch spannend Experienz.

D'Aarbecht vum Rapporteur ass an enger mouvementéierter Zäit wéi elo wahrscheinlech souguer méi interessant wéi an „normalen" Joren.

Dobäi konnt ee sech scho beim Dépôt vum Budget d'Fro stellen, ob d'Hypotheesen, vun deenen en ausgeet, nach aktuell wären…

Dat stëmmt. Am Ufank konnt ee jo nach hoffen, dass d'Kris op de Finanzsecteur limitéiert bléif. Wär dat esou gewiescht, hätt een eventuell Ausfäll bei de Recettë wahrscheinlech eleng duerch d'Andreiwe vu Steiersolden, déi nach opstinn, kënne kompenséieren. Wéi d'Kris sech dunn awer verschäerft huet an op d'Realekonomie iwwergeschloen ass, ass ëmmer méi däitlech ginn, dass d'Steierrecetten dach substanziell hannert den Erwaardunge géifen zréckbleiwen. Wat maachen? Mir sinn eis an der Kommissioun - an zwar queesch duerch d'Parteien - relativ séier eens gewiescht, dass een de Budget wéi virgesinn als „Budget vum Vertrauen" sollt duerchzéien…



De Chamberspresident Lucien Weiler, den Ausseminister Jean Asselborn an de Budgetsrapporteur Norbert Haupert (riets) beim Dépôt vum Budget den 1. Oktober 2008 an der Chamber.

…als sougenannten antizyklesche Budget?

Jo, als e Budget, deen trotz der Kris op héich Investitioune setzt an deen eng zolidd Augmentatioun vun der Kafkraaft bei de Leit virgesäit. Domat wëllt d'Regierung der allgemeng méi negativer Stëmmung entgéintsteieren. Deen Usaz stéisst an der Chamber och op eng breet Zoustëmmung, quitte dass d'Oppositioun an den Debatten natierlech op punktuell Nuancen a konkret Divergenze wäert hiweisen. Mä wat déi allgemeng Démarche ubelaangt, si mer eis eens. A wann dee Budget vläicht herno mat engem Defizit ofschléisst, musse mer dat a Kaf huelen.

Mengt Der, dass dee Message vu Berouegung, dee vum Budget ausgoe soll, och bei de Leit ukënnt?

Ech denken, dass déi 40% vun de Leit am Land, déi keng Steiere bezuelen, déi also méi e klengt Akommes hunn, dat, wat se iwwert de Budget méi an d'Täsch kréien, och zum gréissten Deel erëm wäerten ausginn. Bei de Leit mat méi Akommes, déi net op all Sou ugewise sinn, wäert een net kënnen évitéieren, dass se sech méi virsiichteg verhalen a manner an de Konsum stiechen. Ech hoffen awer, dass se déi Suen, déi se wäerten ausginn, zu Lëtzebuerg ausginn, fir dass eis Betriber an hirer Existenz ofgeséchert ginn.

Däerfe mir esou egoistesch sinn? Musse mer net un d'Groussregioun denken?

Dach, mä et ass jo och am Interessi vun der Groussregioun, wann et de Lëtzebuerger Betriber gutt geet. Si beschäftege jo awer dausende vu Leit, déi vun déisäits de Grenzen heihinner schaffe kommen.

Dir sitt säit zéng Joer Deputéierten. Huet d'Aarbecht als Rapporteur Iech awer nach nei Erkenntnisser bruecht?

An ob! Zënter menge Studien hunn ech mech ni méi esou intensiv an eng komplex Matière missen eraschaffen, wéi elo. Budgetspolitik gräift an esou vill verschidde Beräicher eran, dass een op eemol Verbindungen an Zesummenhäng erkennt, déi ee virdru vläicht net esou kloer gesinn huet.

DANS CE NUMÉRO

Secret bancaire p. 47
Nouveau plan hospitalier p. 58
Fonctionnement de la CNPF p. 63
Sommaire des séances publiques Nos 4, 5 et 6 p. 82
Sommaire des questions parlementaires p. Q34

D'europäesch Aktualitéit aus der Siicht vun den nationale Parlamenter

Den Här Ben Fayot huet d'Chamber vertruede bei der XL. COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), déi den 3. a 4. November 2008 zu Paräis organiséiert gouf. D'Vertrieder vun de parlamentaresche Kommissiounen, déi sech ëm d'europäesch Dossiere këmmeren an den nationale Parlamenter vun den EU-Länner an an de Kandidatelänner, hunn zesumme mat Membere vum Europaparlament iwwert d'europäesch Aktualitéit diskutéiert.

Franséisch Présidence

A sengem Exposé, dee sech op d'franséisch Présidence konzentréiert huet, huet de franséische Premierminister, den Här François Fillon, am Kontext vum Lissabonner Vertrag ënnerstrach, datt *„déi franséisch Présidence dru schafft fir um Conseil européen vun Dezember eng detailléiert Feuille de route adoptéieren ze loossen, fir datt endlech all Memberstaten den neien Traité kënne ratifizéieren"*. Hie wier sech bewosst, datt et net einfach wäert sinn, eng Léisung ze fannen, mä hie géif *„och wëssen, datt et ganz einfach onméiglech ass, keng ze fannen"*.

Den Här Ben Fayot huet seng Interventioun op d'Gouvernance économique konzentréiert. *„Wëllt Frankräich een Directoire vun de grousse Länner?"*, wollt hie vum franséische Premierminister wëssen am Kontext vun Aussoe vum franséische President zur Finanzkris. *„Neen, dat ass net de Fall, mä et existéiert an der Eurozon eng besonnesch Responsabilitéit a Wirtschaftsfroen, an den Eurogroup muss sech regelméisseg um Niveau vun de Stats- a Regierungschefe gesinn"*, war d'Äntwert.

Dem Bierger Europa méi no bréngen

Den Här Jean-Pierre Jouyet, franséische Statssekretär fir europäesch Ugeleeënheeten, huet fir säin Deel eng Ried gehal zum Thema „Rapprocher les citoyens de l'Europe. Quelles actions? Quel rôle pour les Parlements?"

Hien huet ervirgehuewen, datt *„Europa dem Bierger méi no ze bréngen, dat ass och d'europäesch Citoyennetéit ze konkretiséieren"*. De Statssekretär huet eng Rei Beispiller genannt, déi entweder schonn duerchgesat goufen oder an der Maach sinn: Méiglechkeet fir eng grenziwwerschreidend Krankeversécherung (dee Projet ass an der Ausschaffung), Accord fir e Règlement fir grenziwwerschreidend Pensions alimentaires, europäesch Protection civile (Projets pilotes goufe schonn a Griichenland an a Rumänien duerchgefouert), Lancement vun den Aarbechte fir den europäesche Konsumenteschutz ze verstäerken, Analys vun den Tariffer vun der mobiler Télefonie mat engem Plafonnement vum Präis vun den SMSen oder och Kreatioun vun enger „europäescher bloer Kaart" nom Modell vun der amerikanescher „grénger Kaart". *„D'Europäer erwaarde fir d'éischt, datt Europa eng positiv Auswierkung op hiren Alldag huet, andeems et erméiglecht, ouni bürokratesch Barrièren an der Europäescher Unioun ze reesen, ze liewen an ze schaffen"*, huet hie soulignéiert.

Wat dësen Thema ugeet, weist sech d'COSAC an der Schlussdeklaratioun *„besuergt iwwert d'Proposition de règlement relatif à l'accès du public aux documents (COM (2008) 229), déi net dierf erauskommen op e méi limitéierten Accès wéi bis elo vum Publikum op d'Dokumenter. Si invitéiert d'Europäescht Parlament an de Conseil, de ganzen Accès vum Publikum op déi europäesch Dokumenter ze garantéieren, am Respekt vun der Transparenz."* D'Parlamentarier hunn och zréckbehal, datt *„fir vun de Bierger verstanen ze ginn, muss d'Unioun sech op déi grouss Froe vu gemeinsamem Interessi konzentréieren, fir déi si de beschten Niveau ass, a mam Publikum iwwert déi Theme kommunizéieren"*.

(Suite page 2)

Finnischer Staatsbesuch



Am 24. November empfing die Präsidentin der Republik Finnland, Tarja Halonen, Kammerpräsident Lucien Weiler im großherzoglichen Palast. In dem Gespräch ging es hauptsächlich um die Auswirkungen der Wirtschaftskrise sowie die Europapolitik. Kammerpräsident Lucien Weiler zeigte sich erfreut über das Gespräch, das er als sehr interessant und herzlich bezeichnete. *(c) Cour grand-ducale/Carlo Hommel*

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

D'europäesch Aktualitéit aus der Siicht vun den nationale Parlamenter

(Suite de la page 1)

Europol an Eurojust

En anere Sujet, dee während der XL. COSAC diskutéiert gouf an deen och schonn am Joer 2005 ënner Lëtzebuerger Présidence ugeschnidde gouf, war d'Associatioun vun den nationale Parlamenter beim Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice, a méi prezis bei der Kontroll vun Europol a bei der Evaluatioun vun Eurojust.

Gaaschtriedner zu dësem Thema waren den Här Jacques Barrot, Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, den Här Max-Peter Ratzel, Direkter vun Europol, an den Här José Luís Lopes da Mota, President vum Collège vun Eurojust.

An dësem Kontext wier d'COSAC frou, wann *„d'Europäesch Kommissioun e Konsultatiounsdokument publizéiert, éier seng Propositions de règlement iwwert d'Aktivitéite vun Eurojust an Europol finaliséiert ginn an d'national Parlamenter géif implizéieren"*.



Den Här Ben Fayot während senger Interventioun am franséische Sénat.

„D'Chamber muss hir Interventioun an der Europapolitik massiv verbesseren"

No sengem Retour vun der XL. COSAC (den 3. a 4. November 2008 zu Paräis), huet de President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun an der Chamber Ben Fayot sech virun der Press eng Rei grondsätzlech Gedanken iwwert den Ëmgang vun den nationale Parlamenter mat den Enjeuë vun der Europapolitik gemaach.

D'Ofkierzung COSAC steet iwwregens fir «Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires». Et handelt sech dobäi ëm eng Konferenz vun nationalen Deputéierten aus de Länner vun der Unioun, déi sech an hirer parlamentarescher Aarbecht speziell mat Europapolitik befaassen. D'COSAC kënnt zweemol d'Joer beieneen.

„Mir mussen ophalen an Europa just nach iwwert Traitéën ze schwätzen, iwwer Proportionalitéit a Subsidiaritéit", sot de Ben Fayot. Hie wënscht sech, dass „an de Parlamenter endlech nees iwwert déi konkret Problemer geschwat gëtt, déi um europäesche Plang mussen ugepaakt ginn". Am Hibléck op d'Europawahle vum nächste 7. Juni wär et eminent wichteg, d'Bierger nees fir Europa interesséiert a sensibiliséiert ze kréien. Am Zesummenhang mat deene Wahlen hofft den LSAP-Deputéierten iwwregens, dass d'Wielerlëschte fir EU-Auslänner hei am Land, déi u sech schonn zënter dem 31. Mäerz zou sinn, nach eemol opgemaach ginn.

De President vun der aussen- an europapolitescher Chamberskommissioun huet nach eng aner kloer Opfuerderung u seng Kolleegen Deputéiert geriicht: „D'Chamber muss hir Interventioun an der Europapolitik massiv verbesseren." Et wär d'Responsabilitéit vun all eenzelnem Member vum Parlament, déi Roll eescht ze huelen.

D'Chamber huet sech jo eng Prozedur ginn, déi virgesäit, dass all d'europäesch Dokumenter, déi fir Lëtzebuerg vu Bedeitung sinn, vun der aussepolitescher Kommissioun un déi jeeweileg Fachkommissioun virugeleet ginn, fir dann do deen néidege Suivi ze kréien. „Dat funktionéiert an eenzelne Kommissiounen och ganz gutt, an aneren awer manner", sot de Ben Fayot, deen nach drop higewisen huet, dass och d'Regierung un enger Chamber, déi sech an europäesche Froen amëscht, interesséiert ass.

Le nouveau Traité Benelux

M. Jan Van Laarhoven, Secrétaire général du Benelux, a dressé un tableau des principales différences entre l'ancien Traité Benelux de 1958 et le nouveau Traité signé le 17 juin 2008. D'une façon générale, le nouveau Traité confère à la coopération au sein du Benelux une dimension plus actuelle et active.

Si l'ancien Traité n'avait qu'une durée de vie de cinquante ans, le nouveau a été conclu pour une période indéterminée. Il a le caractère d'un accord-cadre, ce qui lui permet plus de flexibilité et de capacité d'adaptation face à une société en constante mutation et à un contexte international changeant. C'est ainsi que le nouveau Traité retient trois thèmes de coopération principaux: la justice et les affaires intérieures, le marché intérieur et l'union économique, et le développement durable. Par souci de transparence le nombre d'institutions a été réduit à cinq: le Comité des Ministres Benelux, le Conseil Benelux, le Secrétariat général du Benelux, la Cour de Justice Benelux et le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux.

C'est sur invitation de M. Roger Negri, Président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, que se sont réunis début novembre les représentants des institutions du Benelux (Cour de Justice, Secrétariat général et Parlement) et de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle pour discuter des changements liés au nouveau Traité instituant l'Union Benelux et des récents développements au sein des institutions depuis leur dernière rencontre.

En effet, les représentants des différentes institutions organisent des échanges périodiques présidés à tour de rôle par l'une ou l'autre institution.

La Région Europe de l'APF réunie à Sofia (Bulgarie)



(de gauche à droite) M. Freddy Deghilage, Vice-président du Parlement de la Communauté française et Chargé de Mission Europe de l'APF - Mme Assia Mihailova, Députée et Vice-présidente de la section bulgare de l'APF - M. Michel Wolter, Député.

La Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie du 5 au 8 novembre 2008 sur invitation de la section bulgare. La Chambre des Députés y fut représentée par M. le Député Michel Wolter.

La Bulgarie figure en tant que section associée parmi les 28 sections de la Région Europe de l'APF. Ces sections associées sont formées par les parlements qui font usage de la langue française, notamment dans les réunions internationales, et qui encouragent l'usage, l'enseignement et la diffusion de la langue française.

Sur le plan culturel et spirituel, des générations de Bulgares considèrent l'apprentissage de la langue française comme une voie de ralliement et d'association aux valeurs et aux idéaux humains universels. L'enseignement du français et le respect pour la culture et la civilisation française témoignent de leur volonté d'édifier leur société et leur État démocratique et de droit sur base de ces valeurs universelles. Le français est la première langue ouest-européenne enseignée dans les écoles et les universités bulgares.

Au cours de son allocution lors de la cérémonie solennelle d'ouverture, M. Freddy Deghilage, Chargé de Mission Europe de l'APF, a souligné qu'avec la mondialisation *«la francophonie est passée de la langue à la culture, de la culture à la politique et de la politique à l'économie»* et qu'elle entretient *«des rapports étroits avec d'autres régions du globe et veille, grâce à une diplomatie préventive, à rendre aux pays ou aux régions en crise une légitimité au sein de la communauté internationale»*.

Les travaux à l'ordre du jour

Les travaux de la XXI[e] Assemblée régionale Europe ont porté sur le thème «Le développement des relations internationales régionales dans l'Europe élargie: de nouveaux espaces de coopération pour la Francophonie et pour une Europe plus forte et plus crédible».

Ce thème a été discuté à travers trois panels: La Francophonie, un acteur global dans les relations internationales, au service de la démocratie; les rapports de la Francophonie, ensemble géopolitique, avec les régions, et les liens régionaux de coopération de l'UE et au sein de l'UE: enjeux pour les États membres de la Francophonie.

Adoption d'une résolution

À l'issue des débats, une résolution a été adoptée dans laquelle les quelque 60 parlementaires participants invitent l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) *«à continuer à axer ses interventions sur les droits de l'Homme, l'État de droit, le développement durable et la diversité culturelle»* et *«à favoriser l'organisation, dans la sphère francophone, de débats d'idées à tous les niveaux de représentation»*.

Programme d'actions et de coopération

M. Tanguy de Wilde, Professeur à l'Université catholique de Louvain, a présenté le rapport final concernant la formation par visioconférences qui a été organisée au profit de la section moldave, en collaboration avec l'Université d'État de Moldavie. Au vu du bilan très positif, cette expérience va être renouvelée avec une université de la section roumaine.

Lieu et date de la prochaine réunion

La prochaine Assemblée régionale Europe se tiendra du 21 au 25 avril 2009 à Saint-Hélier sur l'île de Jersey.

Treffen der Außen- und Verteidigungsausschüsse in Brüssel

Kommission präsentiert neue Strategie für EU-Beitrittspolitik



Der Abgeordnete Xavier Bettel (rechts) und Yves Carl, Ständiger Vertreter des Luxemburger Parlaments bei den europäischen Institutionen in Brüssel, nahmen am Treffen der Außen- und Verteidigungsausschüsse teil.

Welche Länder zukünftig der EU beitreten werden, auf diese Frage versucht die neue Erweiterungsagenda der Kommission eine Antwort zu geben. Sie betrifft derzeit den westlichen Balkan und die Türkei, denen die Aussicht eröffnet wurde, Mitglieder der EU zu werden, sobald sie die erforderlichen Voraussetzungen erfüllen. Olli Rehn, der europäische Kommissar für die Erweiterungspolitik, präsentierte vor den Mitgliedern der außenpolitischen Ausschüsse der nationalen Parlamente die neue Strategie für die beiden kommenden Jahre. Olli Rehn machte deutlich, dass Serbien, Montenegro, Mazedonien, Albanien und Bosnien-Herzegowina sowie das Kosovo noch einen langen Weg vor sich hätten, bis ein EU-Beitritt realistisch werde.

Er unterschied bei der Vorstellung der Kandidatenländer und der potenziell neuen Mitglieder klar zwischen Kroatien und den übrigen Bewerbern des Westbalkans. Für Kroatien könnte 2009 ein historisches Jahr werden; insofern es die notwendigen Vorbereitungen, insbesondere im Bereich der Reform der Gerichtsbarkeit und der Bekämpfung der Korruption trifft, kann die Endphase der Beitrittsverhandlungen bis Ende 2009 erreicht werden. Der Kommissar unterstrich, dass vor dem Hintergrund der Finanzkrise und der Krise in Georgien die strategische Bedeutung der Türkei für die EU in wesentlichen Bereichen zugenommen habe, darunter Energiesicherheit, Konfliktprävention und -bewältigung und regionale Sicherheit im südlichen Kaukasus und im Nahen Osten. Obwohl das Jahr in der Türkei durch starke innenpolitische Spannungen gekennzeichnet war, beispielsweise durch den Versuch, die Regierungspartei wegen antilaizistischer Aktivitäten zu verbieten, wurden doch Fortschritte erzielt; Artikel 301 des Strafgesetzbuches wurde geändert, um den Schutz der Meinungsfreiheit auszubauen, und das Parlament verabschiedete ein neues Stiftungsgesetz, mit dem einige der Probleme der nicht muslimischen Religionsgemeinschaften angegangen werden können.

Xavier Bettel fragte während des anschließenden Meinungsaustausches den Kommissar, wann die Kommission ein genaues Beitrittsdatum nennen würde. Die Türkei habe sich schon der Europäischen Union nähern wollen, als er noch gar nicht geboren war, so Herr Bettel. Er wollte von Olli Rehn auch wissen, ob innerhalb der Europäischen Kommission in dieser Frage überhaupt ein Konsens herrsche.

In seiner Antwort unterstrich der Kommissar, dass das Tempo der Reformen in der Türkei auch künftig das Tempo der Beitrittsverhandlungen bestimmen würde. Den Reformen in der Türkei müsse dabei neuer Schwung verliehen werden, damit Demokratie und Menschenrechte gestärkt und die Modernisierung und Entwicklung der Türkei sowie ihre Annäherung an die EU vorangetrieben würden.

Die neue Beitrittsstrategie sieht keinen Kandidatenstatus für die ehemalige jugoslawische Republik Mazedonien vor, obwohl dies allgemein erwartet worden war. Olli Rehn begründete die Entscheidung der Kommission gegen die Verleihung eines Kandidatenstatus damit, dass politische Kriterien nicht erfüllt werden. Der Boykott des Parlaments durch die Opposition in der Balkanrepublik ist ausschlaggebend für die Entscheidung der Kommission gewesen. Was die weiteren Länder des westlichen Balkans betrifft, so sollen sie durch Stabilitäts- und Assoziierungsabkommen näher an die Europäische Union herangeführt werden.

Neie Joresrapport vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand



D'Presidentin, d'Madame Marie Anne Rodesch-Hengesch, an déi Responsabel vum ORK hunn dem Chamberspresident Lucien Weiler hire Rapport iwwerreecht.

Den 20. November hunn déi Responabel vum ORK dem Chamberspresident Lucien Weiler de Rapport 2008 iwwerreecht. D'Haapttheme vun dësem Rapport sinn dëst Joer d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung vun de Kanner.

D'Presidentin vum ORK huet de Chamberspresident iwwert d'Evolutioun vun hirer Aarbecht an iwwert déi aktuell Prioritéite vum Comité informéiert. Dozou gehéiert ënner anerem och den Avis vum Ombuds-Comité iwwer eng méiglech Reform vun der Adoptioun.

E besonnescht Uleies besteet och doranner, de Kanner e Gehéier ze verschafen, wann et ëm de Verdacht vu Mësshandlung geet. Vill aner spezifesch Problemer, mat deenen eis Kanner konfrontéiert sinn, ginn an deem excellente Rapport vum ORK diskutéiert.

De President huet dem Ombuds-Comité an de Membere Merci gesot fir hiren Engagement: „Dir maacht eng extrem wichteg Aarbecht an Dir maacht se richteg gutt. Fuert esou weider!"

Varia

Pünktlich zur Rentrée an der Luxemburger Universität luden der Ausschuss für Bildung und der Ausschuss für Hochschulbildung und Forschung die Vertreter der Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften (FLSHASE) der Uni Luxemburg zu einem Gespräch.

An dieser Fakultät werden die zukünftigen Lehrpersonen für den Luxemburger Primar- und Sekundarunterricht betreut. Die Fakultät bietet im Ganzen vier Bachelor- und acht Masterstudiengänge an und sieht ihre Hauptaufgabe in Studium und Begleitung „der gesellschaftlichen Entwicklung in ihren sozioökonomischen, kulturellen, politischen und pädagogischen Aspekten". Deshalb wird großer Wert „auf die enge Bindung zwischen Forschung und Lehre" gelegt.

Neben den Bachelor-Studiengängen in Sprachen und Literatur, Geschichte, Philosophie, Psychologie, bilden der „Bachelor professionnel" in Erziehungswissenschaften, der „Bachelor professionnel" in Sozialwissenschaften, die pädagogische Begleitung der Referendare im Sekundarunterricht und das Angebot „Lëtzebuergesch als Friemsprooch" Themenbereiche, die die Parlamentsausschüsse im Zusammenhang mit der legislativen Arbeit zurzeit direkt ansprechen. Bekanntlich wird ja im Bildungsausschuss (Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle) die Reform des Luxemburger Unterrichtswesens, aber auch die Erwachsenenbildung und die Ausbildung der Lehrpersonen kontrovers diskutiert.

Nach der Unterredung war man sich einig, dass der Austausch von Informationen ein notwendiger Schritt ist, der in regelmäßigen Zeitabständen wiederholt werden sollte.



Rektor Rolf Tarrach und Vizerektor Lucien Kerger während der Unterredung mit den Parlamentsausschüssen

Die A.s.b.l. „Fir méi Liäwensqualitéit" überreichte am 12. November dem Präsidenten des Luxemburger Parlaments, Lucien Weiler, eine Unterschriftenaktion gegen überhöhte Immissionswerte in der Umgebung der RTL-Sendeanlage in Marnach.

Die A.s.b.l. fordert, dass die von der Weltgesundheitsorganisation und von der ICNIRP (International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection) vorgeschriebenen Grenzwerte zum Schutz der Bevölkerung in der Umgebung der Sendeanlage von Marnach nicht überschritten werden. Des Weiteren besteht sie darauf, dass die von der europäischen Norm EN 61000-6-1 vorgeschriebenen Immissionsgrenzwerte zum Schutz der elektronischen Geräte überall eingehalten werden. Außerdem verlangt sie, dass die erlaubte Betriebsleistung der Sendeanlage nur so hoch ist, dass Störungen von Geräten und Gefährdung für die Gesundheit nicht mehr möglich sind.

Der Kammerpräsident drückte den Vertretern der A.s.b.l. seinen Respekt aus für ihr Engagement und versprach, dass die zuständige Kommission im Rahmen ihrer Kompetenzen die besagte Petition mit der notwendigen Sorgfalt und Aufmerksamkeit behandeln wird.



Formation continue

5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail

Par le biais du présent texte est modifié le Code du Travail en ce qui concerne son volet portant sur la formation continue. L'expérience montre en effet que nombre d'entreprises financent ou cofinancent des cours d'enseignement supérieur pour leurs salariés, voire interviennent financièrement au niveau des cours préparatoires de maîtrise.

Dans un esprit de simplification administrative et conformément à une politique de l'apprentissage tout au long de la vie, il est proposé de remonter le montant à partir duquel une entreprise doit présenter un plan de formation, assorti d'une demande d'agrément préalable, de 12.395 à euros 75.000 euros.

De cette manière, 20% des entreprises qui ont introduit une demande d'approbation les années précédentes peuvent passer par une procédure simplifiée.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

01.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
15.10.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.10.2008

Déchets industriels

5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Le présent projet de loi transpose en droit national la directive 2006/21/CE du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale.

Chaque année, le secteur minier (ou industrie extractive) produit plus de 400 millions de tonnes de déchets en Europe. Ces déchets représentent plus de 20% du volume total des déchets en Europe et forment la catégorie de déchets la plus importante. Le stockage de ces déchets peut présenter des dangers, soit en raison des techniques parfois défaillantes mises en œuvre, soit en raison de la présence de substances polluantes, comme les métaux lourds ou le cyanure. À défaut d'une prise en charge adaptée, ces déchets peuvent ainsi être très dangereux pour la santé et l'environnement. Ils s'accumulent et peuvent provoquer des rejets acides ou dégager des substances toxiques. Les déchets miniers sont d'ailleurs à l'origine d'une série de catastrophes qui ont frappé l'Europe ces dernières années et entraîné le rejet de substances toxiques dans des rivières.

La directive 2006/21/CE fixe des normes minimales à respecter pour protéger la santé et l'environnement et en particulier pour empêcher la pollution des sols et des eaux due à l'entreposage des déchets, en insistant notamment sur la stabilité à long terme des installations concernées. Elle traite de tous les aspects de la gestion des déchets: la planification, la délivrance des autorisations, l'exploitation, la fermeture des installations et le suivi après leur fermeture. Elle est à voir en étroite relation avec la directive révisée SEVESO II concernant la maîtrise des accidents majeurs industriels.

Le Luxembourg dispose d'établissements et d'entreprises pratiquant l'extraction de ressources minérales. Pour ce qui est de la gestion des déchets résultant de l'exploitation de carrières, le Luxembourg n'est concerné que par l'extraction de matières inertes et, partant, que par la production de déchets inertes. Les dispositions applicables à la prévention des accidents majeurs et aux informations afférentes ne concernent que théoriquement le Luxembourg.

Le Conseil de Gouvernement a, dans un premier temps, approuvé un projet de règlement de transposition de la directive 2006/21/CE. Mais suite à la prise de position du Conseil d'État en la matière, il a finalement été décidé de déposer le projet de loi 5818. En effet, la Haute Corporation a considéré qu'il était de mise de transposer la directive par voie législative.

Le projet de loi, tout en transposant de manière fidèle les prescriptions de la directive, introduit également des dispositions ayant trait à la recherche et à la constatation des infractions.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

29.05.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.06.2008	Examen et adoption d'amendements parlementaires
09.07.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.09.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.10.2008

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

Place financière

5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant

- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique se décompose en plusieurs volets et a pour objet d'améliorer et de moderniser le cadre législatif de la place financière de Luxembourg. À cette fin, il modifie les dispositions concernant les banques d'émission de lettres de gage ainsi que la loi modifiée relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR). Par ailleurs il amende sur plusieurs points les lois organiques de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL). De plus il modifie la loi relative au secteur des assurances. Enfin il entérine le dispositif de financement mis en place par l'État consistant à octroyer des prêts convertibles en actions à deux établissements de crédit.

1. Principales modifications des dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage

Le projet de loi procède à un certain nombre de modifications des dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage, introduites dans la loi sur le secteur financier de 1993 par une loi du 21 novembre 1997. Abstraction faite des modifications apportées par la loi du 22 juin 2000, ces dispositions n'ont pas connu de mise à jour depuis leur introduction dans la loi.

Actuellement les cinq banques d'émission de lettres de gage établies au Luxembourg peuvent émettre deux types de lettres de gage, à savoir les lettres de gage publiques et les lettres de gage hypothécaires. Le projet de loi sous rubrique élargit la masse de couverture des lettres de gage publiques.

En ce qui concerne le fonctionnement des lettres de gage hypothécaires, le projet de loi sous rubrique propose d'abandonner le principe de l'accès direct à la garantie hypothécaire.

Par ailleurs le projet de loi élargit la palette des produits en instituant une nouvelle catégorie de lettre de gage à savoir les lettres de gage mobilières.

Finalement le projet de loi ouvre le domaine des lettres de gage, réservé jusqu'ici aux seuls instituts de droit luxembourgeois, également aux succursales luxembourgeoises d'opérateurs étrangers.

2. Modifications de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

Le projet de loi procède à un certain nombre de modifications ponctuelles de la loi du 15 juin 2004. Parmi les modifications on peut citer l'extension de la définition *d'investisseur averti*, qui constitue la base des SICAR, aux associés d'une société en commandite simple. Le projet de loi sous rubrique introduit en plus les SICAR à compartiments multiples.

Une autre modification concerne la méthode de calcul du capital d'une SICAR et vise à prendre en considération, en dehors du capital souscrit, également les primes d'émission pour la détermination du capital d'une SICAR.

3. Principales modifications de la loi organique de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)

Le projet de loi sous rubrique vise à apporter différentes modifications à la loi organique de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), cela pour tenir compte des dispositions de l'instruction du Gouvernement en Conseil du 11 juin 2004 qui fixe une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics.

Suite à la réforme de la Constitution réalisée par la loi du 19 novembre 2004, il est en plus proposé de permettre à la CSSF, sur base de l'article 108bis de la Loi fondamentale, de prendre des règlements qui puissent compléter les dispositions légales ou réglementaires dans la limite de la spécialité et des compétences de la CSSF.

En outre, les nouvelles dispositions dans la loi organique CSSF tiennent également compte des modifications apportées au cours des dernières années à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

À l'instar de ce qui est proposé pour la CSSF, il est décidé de permettre également à la BCL, sur base de l'article 108bis de la Constitution, de prendre des règlements qui puissent compléter les dispositions légales ou réglementaires dans la limite de la spécialité et des compétences de la BCL.

D'autre part, le présent projet de loi autorise la Banque centrale à procéder à un rééquilibrage périodique de ses fonds propres par l'incorporation de ses réserves obligatoires au capital.

Il élargit en plus les missions de la BCL en lui confiant la responsabilité de la surveillance permanente de la gestion des liquidités, ceci dans le cadre de la coopération avec les autorités de surveillance prudentielle, en l'occurrence avec la CSSF et le cas échéant avec le Commissariat aux Assurances, en vue de garantir la stabilité financière.

Enfin, il est prévu que la BCL peut prendre et céder des participations dans des organismes tiers (établissements publics, sociétés ou associations de caractère public ou privé) et accorder des prêts à titre exceptionnel à des établissements de crédit qui rencontrent des problèmes de liquidités temporaires. Elle assume ainsi la fonction de prêteur en dernier ressort.

4. Autorisation d'émission d'un emprunt à moyen ou long terme

La crise financière actuelle a amené l'État, aux fins d'assurer la stabilité des marchés financiers, à octroyer, en utilisant des fonds publics, des prêts convertibles en actions à deux établissements financiers.

Le projet de loi sous rubrique vise à entériner par voie législative l'action de l'État.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 21.02.2008

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

23.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.10.2008	Adoption d'un projet de rapport
09.10.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 15.10.2008

SÉANCE 4

Présidence: M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch, Vice-Présidents

Mardi, 21 octobre 2008

Sommaire

1. Dépôt de trois projets de loi

- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

2. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi

- *M. Eugène Berger*

3. Communications

- *M. le Président*

4. Ordre du jour

- *M. le Président*

5. Question urgente N°2912 de M. Claude Meisch relative au secret bancaire

- *M. Claude Meisch - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances - M. Claude Meisch - M. le Ministre Jean-Claude Juncker (M. Claude Meisch et M. Ben Fayot interviennent)*

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°279 du 21 octobre 2008 de M. Marco Schank relative à l'état d'avancement du projet du lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
  - *M. Marco Schank - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- Question N°280 du 20 octobre 2008 de M. Eugène Berger relative aux dispositions dans le statut du personnel des CFL réglant la procédure pour les prochaines élections sociales, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
  - *M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- Question N°281 du 20 octobre 2008 de M. Romain Schneider relative à l'introduction d'une loi-cadre relative au compte épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
  - *M. Romain Schneider - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- Question N°282 du 20 octobre 2008 de M. Claude Adam relative à l'organisation des cours du soir, notamment des conditions d'admissibilité des élèves à l'examen pratique du CATP, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question N°286 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative à la Convention N°94 de l'Organisation Internationale du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
  - *Mme Viviane Loschetter - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- Question N°289 du 21 octobre 2008 de M. Gast Gibéryen relative à la nomination d'une nouvelle direction à la Chambre du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
  - *M. Gast Gibéryen - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- Question N°283 du 21 octobre 2008 de M. Gilles Roth relative à l'avant-projet de loi sur les communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
  - *M. Gilles Roth - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- Question N°284 du 21 octobre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la création d'un «Marketingboard» dans le secteur de la viande, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
  - *M. Robert Mehlen - M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la - Viticulture et du Développement rural*
- Question N°285 du 20 octobre 2008 de M. Roger Negri relative à la lutte contre l'ostéoporose dans le cadre de la journée mondiale de l'ostéoporose du 21 octobre 2008, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - *M. Roger Negri - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- Question N°287 du 21 octobre 2008 de M. Alex Bodry relative à la construction d'un nouvel échangeur à la sortie Burange de la Collectrice du Sud à Dudelange, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
  - *M. Alex Bodry - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- Question N°288 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative aux projets gouvernementaux concernant une réforme de la législation relative à l'adoption, adressé à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - *Mme Viviane Loschetter - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

* * *

- *M. Charles Goerens - M. le Président*

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie, suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Jean Huss, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

8. Question avec débat N°37 de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Adam au sujet d'une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg

- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - M. Claude Adam - Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres*

9. 5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Plusieurs voix.- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, Här President.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

1. Dépôt de trois projets de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech stoung jo hannert dem Premier, duerfir konnt hien net gesinn, dass ech de Projet de loi erausgeholl hunn, deen eis et soll erlaben, op den 1. Januar d'Renten an d'Pensiounen ëm 2% ze adaptéieren.

- Projet de loi N°5941 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dem Projet de loi. Den Här Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Vu dass den Här Di Bartolomeo an ech villes zesumme maachen, wëll ech dann och de Projet de loi déposéieren, mat deem mer de Mindestloun op den 1. Januar ëm 2% erhéijen. Zur gläicher Zäit kritt Der awer och de Projet de loi, wou mer eist Gesetz vun 2002, wat d'Transpositioun vun der Détachements-direktiv ubelaangt, reforméieren.

- Projet de loi N°5942 portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

- Projet de loi N°5943 modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ass nach ee Minister, dee wëllt en Dépôt maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun deenen dräi Projets de loi. D'Projete ginn un déi zoustänneg Kommissioune verwisen. Den Här Berger huet gefrot, fir eng Proposition de loi ze deponéieren.

2. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hat d'Wuert gefrot, fir eng Proposition de loi kombinéiert mat enger Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Constitutioun ze déposéieren. Et geet hei ëm d'Modifikatioun vun der Loi électorale, a méi spezifesch op Lëtzebuergesch gesot ëm d'Erofsetze vum Wahlalter op kommunalem an op Landesniveau.

- Proposition de révision N°5944 de l'article 52 de la Constitution

et la

- Proposition de loi N°5945 portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. le Président.- Merci, Här Berger.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5934 - Projet de loi portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008

5935 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 15.10.2008

5936 - Projet de loi - portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance, - et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégation, le 16.10.2008

5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.10.2008

5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Dépôt : Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de Économie et du Commerce extérieur, le 20.10.2008

3) Du 29 septembre au 3 octobre 2008 s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la présidente de la délégation, Madame Lydie Err, le vice-président, M. Marcel Glesener, et les membres respectivement effectifs et suppléants, M. Charles Goerens, Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss. M. Norbert Haupert s'est excusé.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever le débat selon la procédure d'urgence: «Les conséquences de la guerre entre la Géorgie et la Russie» auquel étaient réservées une journée et demie.

Dix orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour, à savoir: M. Jorge Sampaio, Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, M. Yavuz Mildon, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, M. Jorge Pizarro, Président du Parlement latino-américain, M. Demetris Christofias, Président de la République de Chypre, M. Frank Belfrage, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Suède, représentant la présidence du Comité des Ministres, M. Haris SilajdÏiç, Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, M. Mehmet Ali Talat, dirigeant de la communauté chypriote turque, M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, Mme Nyamko Sabuni, Ministre de l'Intégration et de l'Égalité entre les sexes de la Suède et M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède.

Il reste à signaler que lors de l'élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre du Luxembourg M. Dean Spielmann a été élu à la majorité absolue des suffrages exprimés et que son mandat commencera le 31 octobre pour s'achever le 31 octobre 2013.

L'Assemblée parlementaire a adopté onze résolutions, sept recommandations et un avis.

La première partie de session de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 janvier 2009.

4. Ordre du jour

Mir kommen dann zum Ordre du jour. An hirer Réuniouun vum 16. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Froestonn un d'Regierung; zweetens eng Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert d'Lag a Georgien mat uschléissender Debatt; drëttens d'Question avec débat N°37 vun der Madame Viviane Loschetter an dem Här Claude Adam zu enger Etüd iwwert den Décrochage scolaire; véiertens de Projet de loi 5805, eng Ofännerung vum Code du Travail. D'Diskussioun fënnt nom Modell 1 statt.

Muer de Mëtteg sti folgend Punkten um Ordre du jour: éischtens eng Aktualitéitsstonn iwwert den neie Plan hospitalier; zweetens dann d'Question avec débat N°39 vun der Madame Vera Spautz iwwert d'Caisse nationale des prestations familiales; drëttens de Projet de loi 5882 iwwert d'Schafe vun der Commission consultative des droits de l'Homme. Och dës Diskussioun fënnt nom Modell 1 statt.

Iwwermuer evakuéiert d'Chamber dann éischtens eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Finanzéierung vun de groussen Infrastrukturen - dat och nom Modell 1 -; zweetens de Projet de loi 5818 iwwert d'Gestion des déchets de l'industrie extractive - och nom Modell 1 -; drëttens d'Interpellatioun vum Här Ben Fayot iwwert d'Nationalbibliothéik a véiertens d'Question avec débat N°38 vum Här Claude Adam iwwert de Service des sites et monuments.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum véierte Punkt vum Ordre du jour, der Question urgente N°2912 vum Här Claude Meisch: Question urgente relative au secret bancaire. Den Här Claude Meisch huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet dann zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

5. Question urgente N°2912 de M. Claude Meisch relative au secret bancaire

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann Der elo um Internet op www.spiegel.de kuckt, dann ass ee vun de groussen Titele folgenden: „Steinbrück..." - dat ass den däitsche Finanzminister - „...sagt Steueroasen den Kampf an." Am Énnertitel heescht et: „Finanzminister Steinbrück prangert auch die Schweiz, Österreich und Luxemburg an - und droht mit Peitsche statt Zuckerbrot."

Wann ech d'lescht Woch hei op dëser Plaz gewarnt hunn, datt elo an der Suite vun der Bankekris wäert probéiert ginn, munches ëmzesetzen, wat Eenzelner bis elo net konnten ëmsetzen, wat d'international Finanzplazen ubelaangt, notamment d'lëtzebuergesch Finanzplaz, dann hunn ech net gemengt d'lescht Woch, datt et esou schnell kéint goen, datt Lëtzebuerg an d'Kräizfeier vun der Kritik kéint geroden. Nun ass et awer leider esou.

Anscheinend ass et esou, datt den däitsche Finanzminister an de franséische Budgetsminister eng Initiativ geholl hunn, fir ronn 20 OECDs-Länner beieneen ze ruffen an do haaptsächlech iwwert d'Paradis fiscaux ze diskutéieren.

Et gëtt geschwat iwwert déi mëttelfristeg Disparitioun vun deene Paradis fiscaux. Gläichzäiteg gëtt dann awer och do nees Lëtzebuerg genannt, éischter am Zesummenhang awer mam Bankgeheimnis, esou wéi dat ze liese war.

Och gëtt gesot, datt op OECD-Niveau eng méi realistesch Lëscht misst erstallt ginn, wéi déi, déi momentan existéiert, wann et ëm Paradis fiscaux geet, an och do nees kënnt dann de Bléck eriwwer op Lëtzebuerg.

Nun, déi Froen, déi ech gëschter an där Question urgente formuléiert hunn, waren: Weess d'Lëtzebuerger Regierung Bescheed iwwert déi Initiativ do? Gesi mer eis als viséiert un?

Falls jo, wat ass d'Attitüd vun der Lëtzebuerger Regierung par rapport zu deene Reprochen do, a wéi reagéiere mer dorobber?

Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung d'Chance, datt mer op déi Lëscht do komme respektiv datt mer net op déi Lëscht do kommen?

Och ginn ech ze bedenken a stellen d'Fro un d'Lëtzebuerger Regierung, awéiwäit iwwerhaapt elo hei an dësem Kontext kann iwwert d'Bankgeheimnis geschwat ginn, wou mer jo awer wëssen, datt bis ewell kee gesot huet, datt d'Bankgeheimnis eng vun den Ursaache vun der aktueller Finanzkris war, mä datt déi op ganz villen aneren Niveauen ze siche sinn.

Et schéngt also hei wierklech vun der Geleeënheet profitéiert ze ginn, fir d'Lëtzebuerger Bankgeheimnis, souwäit et dann nach Bestand huet, an d'Diskussioun ze bréngen, a fir vun der internationaler Finanzkris ze profitéieren, fir dat ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, déi Fro, déi den Här Meisch stellt ënner Drénglechkeetsform, ass eng Fro, déi sech a kengerlee Hisiicht un de Finanzminister oder un de Statsminister riicht, mä un den Trésorminister. Deen ass zoustänneg fir déi Froen, déi mat där Gesamtfro, déi hei invoquéiert gëtt, zesummenhänken.

Vu dass de Minister Frieden sech awer am Kuwait an am Katar ophält, fir der Finanzplaz Lëtzebuerg weider Clienten zouzeféieren, déi mer dréngend brauchen, a vu dass et den Här Meisch ass, deen déi Fro stellt, deen ëmmerhin deen ass, deen hien ass, an déi Usprécher huet, déi hien huet, huet et mer normal geschéngt, dass ech mech haut de Mëtteg soll hei an der Chamber presentéieren, fir dem Kolleeg Meisch op seng Froen eng Äntwert ze ginn.

Den däitsche Finanzminister, deen net zu menger Bluttgrupp gehéiert, mä zu enger anerer, an de franséische Budgetsminister, deen zu enger Bluttgrupp gehéiert, vun där een net weess, wéi se ausgesäit, déi hu fir haut eng Sitzung no Paräis aberuff ënner Form vun enger Invitatioun un all OECD-Staten, fir iwwert d'Froe vun de sougenannte Steierparadieser ze schwätzen.

Contrairement zu deem, wat déi suggestiv Formuléierung vum Här Meisch géif gleewen dinn, ass dat eng Invitatioun, déi dräi Méint al ass. An déi näischt mat der aktueller Finanzkris ze dinn huet. Well et muss ee wëssen - déi, déi an der fréierer Regierung waren, wëssen dat; déi an dëser sinn, wëssen et och -: D'Thema Bankgeheimnis ass ee permanent Thema an Europa. Et ass liicht, hei doriwwer ze schwätzen. Et ass schwéier, et ze verdeedegen an der Europäescher Unioun.

Mir hunn an der Europäescher Unioun eng Eenegung iwwert d'Besteierung vun den Erspuernisser erziilt ënner schwieregste Bedéngungen, géint de Wëlle vun der Regierung eigentlech, a géint de Wëlle vun der Chamber prinzipiell. Mä souwuel Regierung wéi Chamber - ech schwätze vun deene leschte Regierungen a Chamberen - hunn dee Wee, deen den Här Grethen, den Här Frieden an ech der Regierung proposéiert hunn, du streng imposéiert hunn, dunn der Chamber explizéiert hunn an dunn der Chamber imposéiert hunn, matgemaach, an dat war ee kollektiivt Wierke vun den Haaptkräften, déi hei am Parlament vertruede sinn.

Déi europäesch Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne huet, entgéint deem, wat d'ADR deemools gesot huet, déi deemools gesot huet, dat wier den Aus, den definitiven Aus fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, der Finanzplaz Lëtzebuerg kee Millimeter wäit geschuet, mä huet dem Statsbudget supplementar Recetten abruecht, wat ee vläicht bescheidenheetshalber heiansdo emol sollt agestoen.

Mir hunn un där Sitzung zu Paräis net deelgeholl. Mir si Member vun der Europäescher Unioun. Mir si Member vun der OCDE. Mir stinn net ënner belsch-franséischem Invitatiounskommando. An duerfir hu mer un där Sitzung haut net deelgeholl, an duerfir ass déi Fro, wat fir eng Attitüd dass d'Lëtzebuerger Regierung an där Sitzung bezitt, eng Fro, déi sech net stellt, well d'Lëtzebuerger Regierung huet zënter zwee Méint laang scho kloergemaach, si géif un där Sitzung net deelhuelen, à moins dass déi proposéiert Konklusioune vun där Sitzung esou wieren, dass mer mat hinne kënne liewen. Déi proposéiert Konklusioune vun där Sitzung sinn awer, dass eng Equatioun hiergestallt gëtt tëschent Secret bancaire a Paradis fiscal.

An deem Mooss, wou mer déi Basishypothees do net akzeptéieren, hu mer net agesinn, firwat dass mer un där Sitzung, déi eng privat Initiativ vun zwou Regierungen ass, sollen deelhuelen, well dat hätt dozou gefouert, dass d'Lëtzebuerger Regierung haut den Owend erkläert hätt, et wär eng interessant Sitzung gewiescht, mä mir wiere mat de Konklusiounen net d'accord.

Vu dass déi, déi invitéiert hunn, zënter Méint wëssen, dass mir mat de Konklusiounen, déi ugeduecht gi waren, net d'accord wieren, huet et mir richteg geschéngt, net un där Sitzung deelzehuelen, obschonn ech prinzipiell der Meenung sinn, dass een un alle Sitzunge soll deelhuelen, fir säi Standpunkt ze vertrieden. Mä déi Tatsaach, wéi déi ganz Affär ugeleiert ginn ass, war esou, dass mer nëmmen den zweeten, drëtten, véierten oder fofzéngte Präis kritt hätten.

Duerfir si mer also net an déi Sitzung gaangen. Dat hu mer ofgeschwat och mat anere Kolleegen an Europa, notamment den Éisträicher, déi och un där Sitzung net deelgeholl hunn. Ech hu gëschter Owend ee laangt Gespréich mam Éisträicher Finanzminister gefouert, ob mer net awer sollten dohinner goen, fir eise Standpunkt virzebréngen, a mir si gemeinsam zur Konklusioun komm, dass eise Standpunkt eigentlech net esou wier, dass en déi aner géif esou vun der argumentativer Kraaft hier op de Réck geheien, dass se op hire Communiqué géife verzichten.

Duerfir huet et mer geschéngt, de Schued wier manner grouss, wa mer net do wieren, wéi wa mer do wieren a mir géife soen, mir wiere mat allem d'accord, just net mat deem Punkt.

Den Här Meisch stellt eng zweet Fro. Ech hale mech hei u säi schréftlechen Exposé, mä säi mëndleche war deem plus ou moins konform. Den Här Meisch freet an enger zweeter Fro, wéi mer dozou géife stoen, dass de franséische Budgetsminister, den Här Woerth, de Reproche formuléiert hätt, dass mir eis net kéinten op Dauer, dat war säi Reproche, der Ofschafung - ech interpretéiere säi Propos, mä esou war e gemengt - vum Bankgeheimnis opposéieren a stattdessen de System vun der Quellesteier, vum Échange d'informations géifen der Ofschafung vum Bankgeheimnis préféréieren.

Wéi soll ech dorop reagéieren? Ech reagéieren dorop am Numm vun dëser Regierung an am Numm vun der leschter Regierung.

Mir hunn en Accord an der Europäescher Unioun fonnt, dass dräi Länner - Éisträich, d'Belsch, Lëtzebuerg - en Échange d'informations géife maachen an dass déi aner Länner kee Bankgeheimnis hätten. Mir wollten eist Bankgeheimnis net opginn, net deemools, net elo, an duerfir maache mer keen Échange d'informations.

Duerfir maache mer d'Quellesteier, an duerch dee System vun der Quellesteier kréien déi Staten, déi ronderëm eis leien, an och déi, déi méi wäit ewech leien, een Deel vun deene Recetten, déi op der Finanzplaz Lëtzebuerg realiséiert ginn. Ech muss soen, déi sinn net substanziell.

Dat kann zwou Ursaachen hunn. Entweder setzt d'Finanzplaz Lëtzebuerg sech aus ville Clienten zesummen, déi Steieren hannerzéien. Dat sinn net eis Frënn. Mir mengen, mir géife vun deene profitéieren, mä eis Frënn sinn net déi, déi hir Steieren an hirem Heemechtsland hannerzéien.

Ass Lëtzebuerg déi natierlech Ulafplaz vu Leit, déi an hirer nationaler Kollektivitéit déi gemeinsam Chargen net wëlle matfinanzéieren?

Een, dee mengt, dat wier de groussen Argumentaire fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, dee versënnegt sech durabel un de Lëtzebuerger Statsfinanzen an um Lëtzebuerger Finanzwiesen. Mir sinn net déi, déi kënnen op d'Käschte vun den Nopeschlänner liewen doduerch, dass déi, déi vill Fric hunn, hir Steieren net bei sech bezuelen an hir Suen zu Lëtzebuerg ënnerbréngen. D'Mindestmoral muss sinn. D'Mindestmoral muss sinn!

Mä mir stelle fest, dass och ganz vill Clienten, déi aus Däitschland kommen, aus der Belsch kommen, aus Frankräich kommen, hiren eegene Steierautoritéiten ënnert dem Sigle vun deenen europäeschen Arrangementer deklaréieren, wat se vu Suen zu Lëtzebuerg hunn. Dat nennt sech op Lëtzebuergesch „disclosure“. Déi soen dem däitschen, dem belschen, dem franséische Fisc, wat se zu Lëtzebuerg hunn, an déi ginn do besteiert.

Ergo kënne mer net Suen iwwerweisen, déi schonn eng Kéier ënner Form vu klingender Münze an deene Statskeese gerabbelt hunn. Ergo hale mer déi Léisung, déi mer fonnt hunn, fir gutt.

Et muss ee gesinn, dass déi Léisung e puer Etappe kennt. Dat gëtt oft vergiess an der aktueller Diskussioun. Mir bezéien elo eng 10%teg Quellesteier fir déi Leit, déi heiheem wunnen. Mir hunn eng 20%teg fir déi Leit, déi am Ausland wunnen. Déi geet awer graduell erop bis op 35%.

Et war allgemeng d'Meenung an Europa gewiescht, wéi mer d'Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne ugeholl hunn, dass, wann een eng 35%teg Quellesteier hätt, dat am dissuasive Steierfluchtsberäich déiselwecht Wierkung hätt wéi d'Ophiewung vum Bankgeheimnis. Do komme mer eréischt hin. Mir komme lues a lues dohin, well mer lues a lues nëmmen d'accord waren, eis als Lëtzebuerg op dee Wee ze beginn.

Deen Dag, wou d'Quellesteier 35% bedréit, ass d'Quellesteier mindestens esou dissuasiv fir Steierflüchtlingen, wéi d'Bankgeheimnis attraktiv fir Steierflüchtlingen ass. Also kann ech net a priori agesinn, firwat dass dat Regelwierk soll geännert ginn.

Mir hunn eng Diskussioun an der Europäescher Unioun, ob aner Finanzproduitë wéi déi, déi haut am Uwendungsberäich vun der Fiscalité-de-l'épargne-s-Direktiv leien, och sollen an den Anzéiungsberäich vun därselwechter kommen. Et ass eng Diskussioun, un där mer eis bedeelegen.

Mä fir ze soen, mir kéinten eis op Dauer net dem Informatiounsaustausch, dat heescht der Ophiewung vum Bankgeheimnis entzéien, well dat net konform wier mat de Wënsch, den Erwaardungen an dem positive Recht vun der Europäescher Unioun, ass eng falsch Behaaptung.

Mir sinn an engem evolutive Prozess, deen duerchaus ee Verhandlungsprozess war, deen an eng positiv Rechtsnorm gegoss ginn ass, un déi mer eis halen, a vun där mer och gären hätten, dass déi Nopeschstate sech géifen dorun halen.

Nun hunn ech zur Kenntnis geholl, wat de President vun der Franséischer Republik haut am Europäesche Parlament gesot huet, dee sech mat Lëtzebuerg séier marginalement beschäftegt huet, opgrond vun enger Fro vum Europadeputéierte Goebbels, déi hien net ze beäntwerte gehat hätt, wa se net gestallt gi wier.

Et ass keng Kritik um Här Goebbels, wëll ech soen, well ech dat homerescht Gelächter do héieren, mä de franséische President huet op d'Tatsaach reagéiert, dass de Lëtzebuerger Deputéierte gefrot huet. Wann ee franséischen Deputéierte mech iwwert den extrae Steierregime an Europa am Europaparlament interpelléiert, halen ech deem och ëmmer e Virtrag iwwer korsesch an aner steierrechtlech Nischen. Soufern muss ee wëssen, wie wiem eng Fro stellt, well ee sech duerchaus denke kann, wie wiem wat fir eng Äntwert gëtt. Mä déi Fro vum Här Goebbels, déi war berechtegt, well hien huet gesot, de gesamte Weltfinanzsystem misst ëmgestallt ginn.

Hien hat vergiess ze soen, dass Lëtzebuerg een Deel vun der Welt ass. Dat ass allerdéngs wouer.

Wa sech de President vun der Republik iwwert d'Steierparadieser opreegt, rege mir eis net iwwert déi op? Firwat fille mir eis eigentlech interpelléiert, souguer de Chef vun der Oppositioun, wann ee vu Steierparadieser schwätzt? Firwat fille mir eis dann do extra interpelléiert?

Dir zitéiert an Ärer Fro d'Aussoe vum franséische Premierminister, dee gesot huet, d'Steierparadieser misste verschwannen.

Firwat reegt dat Iech op? Si mir ee Steierparadies?

(Interruption)

De franséische Finanzminister huet eis net opgezielt. Dat ass d'Madame Lagarde, an déi huet sech zu deene Froen net geäussert. De franséische Budgetsminister huet gesot, wéi 25 Finanzministeren an Europa, Lëtzebuerg kéint net virufuere mat dem Échange d'informations - pardon - mat der Quellesteier, well d'Belsch ännert de System. D'Belsch schaaft d'Bankgeheimnis of, dat ass Iech jo bekannt. De liberale belsche Finanzminister schaaft d'Bankgeheimnis of, well en dat net am Intérêt vun der Belsch fënnt. Da bleiwe mer mat Éisträich a mat Lëtzebuerg. Dat ass d'Diskussiounslag, den Tabellestand.

M. le Président.- Mir sinn d'accord fir dem Statsminister zousätzlech Zäit ze ginn, bei enger Oppositioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Ech géif mengen! Well ech sinn extra heihinner komm, well den Här Meisch mer eng Fro gestallt huet.

Den Tabellestand ass, dass nach just Lëtzebuerg an Éisträich d'Bankgeheimnis wëlle bäibehalen, an d'Belsch schaaft d'Bankgeheimnis of. Mir hunn also, an de klasseschen Ausdrocksformen, een Alliéierte verluer, dee fréier iwwregens net eisen Alliéierte war, mä deen et eréischt ginn ass, wéi mer eis iwwert d'Fiscalité de l'épargne ze ënnerhalen haten.

Mä mir sollen eis dach net extra interpelléiert spieren, wann de franséische Premier vun der Ofschafung vun de Steierparadieser schwätzt! Si mer, oder si mer net der Meenung, mir wieren e Steierparadies? Firwat gëtt hei, an enger parlamentarescher Fro, de franséische Premier zitéiert mat sengem Opruff, géint d'Paradis fiscaux virzegoen, wa mer der Meenung sinn, mir wiere keent? Ech verstinn dat eigentlech net! Entweder mir sinn et, oder mir sinn et net! Ech mengen, mir wieren et net. Mä wann Dir mengt, mir wieren et a mir missten eis géint de franséische Premier wieren, dann hutt Der gesot, mir wieren eent. Mä Dir sidd jo d'accord, dass mer keent sinn. Also brauche mer eis och net ze wieren.

Ech hunn de franséische Premier an de franséische President - well mer eis jo dauernd gesinn, nächtens und tagsüber -, gefrot, ob se do speziell Iwwerleeungen iwwer Lëtzebuerg hätten, an de franséische President an de franséische Premier hu mer gesot, wa si vu Paradis fiscaux géife schwätzen, géife se net u Lëtzebuerg denken. Well se mer dat gesot hunn, soen ech dat och den Owend an engem Interview vu France 2, dass déi Zwee mer gesot hätten, et géif net ëm Lëtzebuerg goen. Well wat een engem esou seet an enger Sitzung, dat ass jo och wichteg, dass déi aner Leit dat wëssen. Et ass och wichteg, eleng fir déi franséisch Regierung, fir déi, déi net där Meenung wiere vum franséische President a vum franséische Premierminister, fir ze wëssen, dass net Lëtzebuerg domat gemengt ass.

Pour le reste sinn ech der Opfaassung, dass d'Existenz vum Bankgeheimnis net ursächlech schold ass un där Finanzkris, déi mer de Moment erliewen. D'Tatsaach, dass mer e Bankgeheimnis hunn an eenzelne Länner an Europa, ass net schold drun, dass mer déi Finanzkris hunn.

Déi Tatsaach, dass et, duerch d'Bankgeheimnis ënnerstëtzt, zu enger séier wäit ausgedehnter Intransparenz vun de Finanzprodukter an der Welt komm ass, déi Tatsaach kann ech allerdéngs net ofstreiden. Mä ech gesi keen extrat lëtzebuergescht Beméien an deem Zesummenhang. Mä dass et aner Territoirë gëtt, och an der Europäescher Unioun, och d'britesch Kanalinselen, déi Produkter an d'Welt gesat hunn, déi zur Intransparenz bäigedroen hunn - dat ass net esou séier eise Fall, wéi dee vun aneren -, dat kann een net contestéieren.

Lëtzebuerg ass esou wéineg schold un der Finanzkris, déi mer de Moment erliewen, wéi den Olympique vun Äischen schold drun ass, dass Bayern München net däitsche Fussballmeeschter ginn ass.

(Hilarité)

Mä, wa Fussball gespillt gëtt no Regelen, déi net iwwerall déiselwecht sinn, wa Fussball gespillt gëtt no Regelen, wou deen, dee méi klug ass wéi deen aneren, well e méi spéit aus der Kabinn kënnt oder während der Paus keen Téi zerwéiert, mä en Aschléiferungsmëttel, da kann dat duerchaus dozou bäidroen, dass de Finanzsystem net fonctionnéiert. Ergo musse mer bereet sinn, an der Europäescher Unioun, net an der OECD, iwwer Weeër ze schwätzen, wéi een nocif Ausflëss vun der Persistenz vu Bankgeheimnisser op eenzelnen europäesche Finanzplaze kann évitéieren.

Mir sollen an déi Diskussioun eragoen ouni Angscht. Déi Leit, déi Argumenter virbréngen, séier, oft séier richteg Argumenter géint d'Bankgeheimnis, déi hu Recht, mä si hunn net op der ganzer Linn Recht. Déi Leit, déi Argumenter virbrénge fir d'Bankgeheimnis, déi hunn och Recht, mä si hunn net op der ganzer Linn Recht. Mir mussen also kucken, wéi mer an den nächste Joren déi zwou Positiounen openee bréngen.

Déi Virstellung allerdéngs, dass de ganze Finanzsystem vun der Welt geännert muss ginn, just dass zu Lëtzebuerg näischt sech däerf änneren, dat ass eng, där ech net ka spontan unhänken. D'Insistenz vun der Regierung allerdéngs, fir d'Bankgeheimnis ze verdeedege géint Argumenter, déi net méi wäert sinn, wéi déi Argumenter, déi fir d'Bankgeheimnis schwätzen, déi ass och integral. Et ass eng Diskussioun, déi mer musse mat eise Partner a Frënn an der Europäescher Unioun féieren, a mir féiere se och.

Lëtzebuerg gëtt muer de Moien net d'Bankgeheimnis op, mä Lëtzebuerg bedeelegt sech un all Diskussioun, déi zu méi Transparenz op de Finanzmäert bäidréit, a Lëtzebuerg wäert an deem Kontext verlaangen, dass all aner extra Steierregelungen, déi et soss op den Territoirë vun der Europäescher Unioun gëtt, engem kriteschen Examen ënnerworf ginn, dee mindestens esou intensiv ass, wéi deen, deem eist Bankgeheimnis ënnerworf gëtt.

Lëtzebuerg wäert och drop opmierksam maachen, wéi mer dat déi lescht siwen, aacht Joer gemaach hunn, an zwou verschiddene Regierungskompositiounen, dass aner Extraen, déi aner Länner hunn, gradesou kritesch gekuckt ginn. Der Welt entsteet manner Schued duerch een intelligent applizéiert Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg - wat ee muss iwwerpréiwen, ob dat op déi nächst 20 Joer ka bestoe bleiwen -, wéi der Welt Schued entsteet duerch de Waffenexport vun deene Länner, déi eis kritiséieren.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

Här Meisch, hutt Dir eng zousätzlech Fro?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech soen dem Premier- a Finanzminister Merci fir seng Explikatiounen.

D'Fro ass gestallt ginn, ob ech Lëtzebuerg als Paradis fiscal géif betruechten, well ech déi Fro hei gestallt hunn, a well et jo offensichtlech ëm d'Paradis fiscaux geet am Zesummenhang mat där Réunioun, déi haut zu Paräis stattfënnt. Ech wëll net soen, datt ech dee Lien gemaach hunn. Ech hunn hei just déi international Press an och déi däitsch Press zitéiert, wou steet: „Steinbrück sagt Steueroasen den Kampf an“, „Steinbrück prangert auch die Schweiz, Österreich und Luxemburg an“. Dat heescht, do gëtt ganz kloer och Lëtzebuerg viséiert, an ech fannen et ganz normal, datt e lëtzebuergeschen Deputéierten, datt d'Lëtzebuerger Chamber sech dorëm Suerge mécht an dofir och hei däerf Froe stellen.

Ech si frou ze héieren, wann de Premierminister seet, datt op där Réunioun, déi haut zu Paräis stattfënnt, Lëtzebuerg net viséiert ass. Allerdéngs froen ech mech dann och, firwat et esou ass, datt mer net dohinner gaange sinn, well mer jo offensichtlech mat deene Konklusiounen, déi souwisou schonn am Virfeld gezu gi sinn, finalement net kënnen d'accord sinn. Dat schéngt mer nach ze klären ze bleiwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Ech hunn, Här President, a kenger Sekonn gesot, dass Lëtzebuerg net duerch déi Réunioun zu Paräis viséiert wier. Ech hu gesot, dass déi Konklusiounen, déi proposéiert gi sinn als Resultat vun där Paräisser Konferenz, drop erausgelaf si fir ze soen, dass ee Land, wat e Bankgeheimnis huet, an der Kategorie vun de Steierparadieser anzereien ass, an ech hu gesot, Lëtzebuerg wier keent, well, dat soen ech elo derbäi, de Secret bancaire zu Lëtzebuerg virun dem Untersuchungsriichter och net kann invoquéiert ginn; den Untersuchungsriichter ka sech selbstverständlech doriwwer ewechsetzen.

Et gouf keng Ursaach fir dohinner ze goen. Wa vu vireran an enger Konklusioun steet, mat där 20 Länner d'accord sinn - huelt iwwregens zur Kenntnis, dass 20 industrialiséiert Länner domat d'accord sinn, huelt dat emol ganz gutt zur Kenntnis! -, dass ee Bankgeheimnis gläichzesetzen ass mat engem Steierparadies - eng Meenung, déi mir net deelen an déi ech net deelen -, un esou Konklusioune wëlle mer net deelhuelen. Mir hunn och allen Autoritéiten, déi invitéiert hunn, vun Ufank u gesot, wann et esou géif goen, wiere mer do net derbäi.

Dass den däitsche Finanzminister, all Finanzminister, all däitsch Finanzministeren zënter 20 Joer soen: Bankgeheimnis ass gläich Steierparadies; dass d'franséisch Finanzministeren zënter 20 Joer dat soen, déi belsch souguer heiansdo och - bis se gemierkt hunn, dass se selwer mat an der Affär drunhungen -, an all aner europäesch Finanzministeren, dat kann Iech vläicht e Gefill derfir ginn, wéi lëschteg dass et ass, fir lëtzebuergesch Bankplazinteressen an Europa ze verdeedegen.

Ech si keen Unhänger vum Bankgeheimnis, dat hunn ech heibannen oft zu Protokoll ginn. Bankgeheimnisser si net erfonnt ginn, fir dem Finanzminister zu Hëllef ze kommen. Si sinn eigentlech erfonnt ginn, fir just de Géigendeel ze bewierken. Allerdéngs leeën ech och vill Wäert drop, dass de Schutz vun der Privatsphär virum Stat vum eenzelne Bankclient och en eegene Wäert ass, an et geet ëmmer drëm, déi Intersektioun ze fannen tëschent Bankgeheimnis an dem normale Fonctionnement vun enger Finanzplaz.

Déi, déi zu Lëtzebuerg mengen, dës Finanzplaz géif just bestoe wéinst dem Bankgeheimnis, déi ire sech fundamental! Déi, déi mengen, d'lëtzebuergesch Finanzplaz hätt eng Zukunft just, well mir als isoléierten Uert, zesumme mat Éisträich, an der Europäescher Unioun e Bankgeheimnis hätten, déi ire sech fundamental!

Dës Finanzplaz besteet just viru wéinst der Qualitéit vun hire Finanzprodukter, wéinst deem Sech-Abannen an en internationaalt Regelwierk. Déi Noutwendegkeeten hunn an de leschte Méint, Wochen an Deeg a Stonnen zougeholl, an doraus musse mer de Stoff maachen, aus deem d'zukünfteg Lëtzebuerger Finanzstanduertpolitik gemaach gëtt.

D'lëtzebuergesch Regierung seet net, dass mer d'Bankgeheimnis muer ofschafen. Wann Dir sot, dass d'Bankgeheimnis ënner alle Fäll, an ënnert där Form, wéi et elo besteet, muss mordicus bäibehale ginn, egal wat an der Welt passéiert, da musst Der dat zum Ausdrock bréngen.

Meng Meenung ass dat net. Ech sinn der Meenung, dass mer hei am rouege Gespréich mam Secteur, am rouege Gespréich mat eise Partner an der Europäescher Unioun - esou wéi mer dat an der leschter Legislaturperiod och gemaach hunn a Saache Besteierung vun den Erspuernisser -, musse Léisunge fannen, déi bei eis passen, bei eis Ambitioun, déi mer soss fir d'Welt hunn, bei eis moralesch Usprëch, déi mer hunn, wann et ëm d'uerdnungspolitesch Gestaltung vun de Verhältnisser an der Welt geet, an déi zu de Virstellunge passen, déi eis Partner an Europa hunn.

Wann alles ännert, ass et falsch fir dovunner auszegoen, zu Lëtzebuerg dierft guer näischt änneren. Wann een net weess, wat alles ännert, ass et falsch fir dovunner auszegoen, zu Lëtzebuerg misst fir d'éischt emol alles änneren, ier déi aner eppes änneren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ech géif proposéieren, fir elo mat där Diskussioun opzehalen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, a wéi enger Prozedur si mer hei, wann ech gelift?

M. le Président.- Mir sinn an der Prozedur vun enger „Question urgente“, mat eng Kéier „Parole après ministre“. Eng Kéier „Parole après ministre“, an dann huet et sech.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech wëll hei, Här President, nach eng Kéier präzisëieren, datt ech aus den Ausféierunge vum Här Statsminister eraushéieren hunn, wéi wann hien der Meenung kéint sinn, et géifen der ginn - an ech géif zu deene gehéieren -, déi mengen, d'Finanzplaz zu Lëtzebuerg géif just nach um Bankgeheimnis foussen. Ech weess net, wéi de Statsminister dorobber kënnt, mä hie soll mer da wann ech gelift Zitater sichen, wou hien zu där doter Konklusioun komm wär, falls hien déi sollt esou geholl hunn.

De Statsminister huet richteg gesot, datt ee muss a rouege Gespréicher doriwwer schwätzen, mat de Partner. Da soll…

M. le Président.- Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP)*.- …een och a rouege Gespréicher heibannen doriwwer diskutéiere kënnen. Dat wär mer dann awer

wichteg, datt mer sachlech an ouni géigesäiteg…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Da maache mer dat an enger anstänneger Prozedur, Här Meisch, net einfach esou…

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- …däerf ee sech dann och Gedanke maachen, wann op internationaler…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir kënnt lech Gedanke maachen, mä an enger Prozedur, déi d'Chamber sech hei ginn huet!

M. le Président.- Här Statsminister, Dir hutt dat lescht Wuert elo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, ech si frou, dass Dir mat Ärer Autoritéit mir dat lescht Wuert gitt.

(Hilarité)

Meng natierlech Modestie, déi Dir alleguer appréciéiert, bréngt mech dozou fir mäi Wuert net als dat lescht Wuert ze appréciéieren, mä och net als dat virlescht.

Ech hu mam Här Meisch kee Sträit. Ech halen et fir normal, dass ee vun den Oppositiounschefen déi Fro hei stellt. Obschonn ech am Fong net zoustänneg sinn, hunn ech awer fonnt, wéinst der Qualitéit vun deem, deen d'Fro stellt, misst ech heihinner kommen.

Den Här Meisch gëtt hei zu Protokoll - woufir ech him dankbar sinn -, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz net eleng um Bankgeheimnis hält, an dass mer mat den Acteure vum Secteur, mat eise Partner an Europa, mat deenen, déi eis an der Welt observéieren a mat deene mer commercéieren, mussen zu gemeinsame Léisunge kommen, fir dass mer deen internationale Finanzsystem an d'Uerdnung kréien, nodeem mer allen zwee zum Ausdrock bruecht hunn, dass d'Existenz vum Lëtzebuerger Bankgeheimnis déi Finanzkris hei nu wierklech net ausgeléist huet.

Mä wann all Regele geännert ginn, wa mer zu enger Refondatioun vum „capitalisme de spéculation" kommen a gäre vun deem „capitalisme aventurier" ewechkommen an en „capitalisme d'entreprenariat" - wat een typesch liberale Gedanken ass, deem ech unhänken -, da musse mer dovunner iwwerzeegt sinn, dass mer eis selwer musse Froe stellen iwwert d'Aart a Weis, wéi mer bestëmmte Saache maachen, ouni dass mer Virleeschtunge maachen, déi unilaterale Charakter hätten. An deem Sënn fannen ech, dass dat, wat de Kolleeg Meisch a wat ech selwer hei zum Ausdrock bruecht hunn, deem entspriechen, wat dem Lëtzebuerger gesonde Mënscheverstand och entsprécht.

Merci.

M. le Président.- Merci. Mir kommen dann zur Heure de questions.

6. Heure de questions au Gouvernement

Mir hunn eng Froestonn un d'Regierung. D'Deputéierten hu jeeweils zwou Minutten Zäit, fir d'Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Et gëtt ofgewiesselt tëschent der Majoritéit an der Oppositioun.

Mir fänken u mat der Fro N°279 vum Här Marco Schank un den Här Bauteminister iwwert de Bau vum Klierfer Lycée. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°279 du 21 octobre 2008 de M. Marco Schank relative à l'état d'avancement du projet du lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, nodeem datt de Réidener Kanton ee wonnerschéine Lycée krut, sinn d'Leit aus dem nördlechen Norden ëmsou méi ongedëlleg, well se och gären en neie Lycée hätten. Net méi spéit wéi gëschter huet sech nees déi Initiativ zu Wuert gemellt, déi fir ee Lycée am Klierfer Kanton antrëtt.

Ech wollt deemno den Här Bauteminister froen, wou mer do mat den Aarbechten dru sinn, wéi et mat der Etüd ass, déi entaméiert gouf, respektiv mat dem Avant-projet, a wéi et mat den Terrainen ass, déi virun allem och an der Peripherie vum eigentleche Bausite sollten ugeschaaft ginn. Dat wier meng Fro.

Merci.

M. le Président.- Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President.

Fir op déi Fro do ze äntwerten, wëll ech just soen, datt mer beim Lycée vu Klierf an där normaler Prozedur sinn, déi mer eis hei zesumme ginn hunn. Et ass eng Prozedur, déi doranner besteet, datt mer, anescht wéi dat viru véier, fënnef Joer nach de Fall war, eis Preparatiouns- an eis Programmatiounsphasen esou maachen, datt mer dee Programm, dee mer an dëser Phas hikréien, méi wäit drécken a méi definitiv maachen, wéi dat soss de Fall war. Dat heescht awer an der Praxis, datt déi Programmatiounsprozedur e wéineg méi Zäit brauch.

Mir haten am Januar dëst Joer eng éischt Sitzung iwwert de Rahmenprogramm vun der Schoul, wou doriwwer geschwat ginn ass, wat genee an déi Schoul komme soll. Den 28. Oktober wäert probéiert ginn, dee Programm ze finaliséieren, also all déi Aarbechten esou ze maachen, datt mer kënnen an déi nächst Etapp goen. Et wäert e Lycée vu 640 Schüler ginn, e Lycée technique de proximité, mat normale Säll, Spezialsäll, Atelieren, Sportsinfrastrukturen, a mir hoffen, datt mer dëse Mount dee Programm nach finaliséiert kréien.

Déi nächst Prozedur ass dann, datt mer bis zum Enn dës Joers wëllen en Appel de candidatures maachen, wou souwuel d'Architekte wéi d'Bureaux d'études gefrot ginn, fir ze kandidéieren. Dat soll bis Enn dës Joers dann och geschéien, wa mer d'Kandidaturen erëmkréien. D'Designatioun vum Architekt a vum Ingenieursbüro soll Ufank 2009 gemaach ginn. Eng Planifikatioun brauch, wéi bei all Lycée - inklusiv wéi beim Lycée Réiden zum Beispill, dee relativ schnell gebaut ginn ass -, zwee bis dräi Joer, ier mer prett si fir ze bauen. Esou e Lycée wéi deen hei, dee brauch zwee bis dräi Joer Bauzäit.

An Zwëschenzäit ass et esou, datt d'Terrainen, déi vum Stat kaaft gi sinn, nach mussen assainéiert ginn. Dat sinn Aarbechten, déi elo kënnen ulafen, esou datt mer prett si mat dem Assainissement, wann d'Programmatioun, d'Ausaarbechtung vum Text zesumme mat der gesamter gesetzlecher Prozedur fäerdeg ass.

Wat den Akaf vum Terrain ugeet, esou wësst Der, datt mer elo den Terrain hunn, fir de Lycée drop ze bauen. Et ass esou, datt niewent deem Terrain, deen actuellement am Statsbesëtz ass, nach en aneren Terrain existéiert, wou Négociatioune waren, a wou et eng Bereetschaft vum Stat gëtt, fir deen Terrain och ze kafen. Mat deenen Négociatioune si mer awer an dësem Moment nach net zum Schluss komm. Ech weess och net, ob mer do en Accord mat dem Propriétaire fannen.

Dat war awer nëmme geduecht, fir eng eventuell zukünfteg Extensioun vum Lycée ze maachen. Ob et an deenen Négociatioune wäert zu engem Accord oder Désaccord kommen, stellt de Projet, esou wéi mer en elo concevéieren, net a Fro. Dee Projet ka realiséiert ginn op deem Terrain, dee mer elo hunn, a wäert och an deenen Délaien, déi ech virdru genannt hunn, realiséiert ginn, wann alles riicht leeft, a wa mer net an de Prozeduren, wéi et alt heiansdo virkënnt, en Accident kréien. Ech denken an ech hoffen net, datt dat de Fall wäert sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Fro N°280 vum Här Berger riicht sech un den Aarbechtsminister a bezitt sech op de Personalstatut vun der CFL an op déi nächst Sozialwahlen. Här Berger, wann ech gelift.

- Question N°280 du 20 octobre 2008 de M. Eugène Berger relative aux dispositions dans le statut du personnel des CFL réglant la procédure pour les prochaines élections sociales, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn effektiv eng Fro un den Aarbechtsminister par rapport zu den Dispositioune fir d'Sozialwahle respektiv d'Erneierung vun de Personaldelegatiounen, déi den 12. November dëst Joer wäerte stattfannen.

Et ass esou, datt bei der CFL eng Note erauskomm ass, déi sech op de Statut vum Personal bezitt an déi ënner anerem stipuléiert, datt nëmmen déi professionell Organisatioune kënnen eng Lëscht fir d'Wahle vum 12. November presentéieren, déi 10% vum Personal representéieren an op d'mannst 299 Memberen hunn. Eng zweet Dispositioun aus där Note seet, datt bei der CFL d'Délégation principale hei simultan mat der Délégation divisionnaire gewielt géif ginn.

Dat sinn op alle Fall schonn zwee Punkten, déi schéngen a mengen Ae contraire ze sinn zu deene verschiddenen Dispositioune vum ofgeännerte Reglement vum 21. September 1979, an deem verschidden Detailer vun de Sozialwahle geregelt ginn.

Dofir meng Froen un den Aarbechtsminister: Huet de Minister, respektiv d'ITM, Kenntnis dovunner? Kann hien och confirméieren, datt déi Punkten am Fong geholl contraire sinn zu deem Reglement, respektiv gedenkt de Minister eppes ze ënnerhuelen, fir datt dann och d'Personalstatute vun der CFL ëmgeännert ginn, fir datt se konform zu de Reglementer sinn?

M. le Président.- Merci, Här Berger. Här Biltgen, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech stellen emol fir d'éischt fest, dass den Här Berger sech um Adressat iert, well zoustänneg fir de Statut vun den CFL ass net den Aarbechtsminister, mä den Transportminister.

Zweet Remarque: Et handelt sech beim Statut wéi beim Code du Travail ëm zwee Gesetzer. Ech weess net, wat am Statut steet, dat huet mech och net ze interesséieren. Dofir ginn ech emol dovunner aus, dass dat, wat den Här Berger hei gesot huet, och esou am Statut steet.

Wann et e Konflikt zwëschent zwee Gesetzer gëtt, dann ass et net un engem Minister fir ze décidéieren, virun allem net dee vun deem zweete Gesetz, dass dat konform wier oder net. Dann ass souwisou am Endeffekt héchstens de Riichter - wann e sollt befaasst ginn - kompetent fir dat ze vidéieren.

Zwee Gesetzer, do muss ee kucken, wat de Conflit de loi ass. Et muss ee kucken, ob verfassungsrechtlech Problemer do sinn. Et ass net um Minister dat ze maachen.

Dobäi wëll ech soen, wann e Geriicht da géif eventuell domadder befaasst ginn, da misst de Riichter eigentlech zwee Prinzipien analyséieren. Deen éischten ass deen, specialia generalibus derogant, dat heescht e Spezialgesetz steet ëmmer iwwert dem Generalgesetz. Dat heescht, wann am Statut vun den CFL spezial Regelunge virgesi sinn, da priméieren déi iwwert de Code du Travail. Dat ass en allgemengt Prinzip.

Dat Zweet ass, wann een dergéint wëllt virgoen, da misst ee scho beweisen, dass de Salarié, net d'Organisation syndicale, mä dass de Salarié duerch de Statut vun den CFL manner Protektioun hätt wéi d'allgemeng Protektioun vum Code du Travail. Esou dass ech nach eng Kéier soen, dass déi Fro sech eigentlech net un den Aarbechtsminister adresséiert, mä héchstens, wa se sech géif un e Minister adresséieren, un den Transportminister, an am Endeffekt, wann et wierklech géif hei haart op haart kommen, un de Riichter.

M. le Président.- Merci. Nächsten ass den Här Romain Schneider. Seng Fro adresséiert sech un den Aarbechtsminister iwwert d'Aféierung vun enger Loi-cadre zum Compte épargne-temps.

- Question N°281 du 20 octobre 2008 de M. Romain Schneider relative à l'introduction d'une loi-cadre relative au compte épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Wéi Der all wësst, trëtt an zwee an engem hallwe Mount, den 1. Januar 2009, d'Gesetz vum Statut unique a Kraaft. Nieft enger Harmonisatioun vun den Aarbechter- an Employésstatuten, dem Aféiere vun enger Gesondheetskeess oder nach der Lounfortzuelung am Krankheetsfall, gesäit d'Gesetz awer och nach Neierungen am allgemengen Aarbechtsrecht vir. Esou zum Beispill den Ëmgank mat den Iwwerstonnen, wou d'Gesetz d'Aféierung an d'Benotze vun engem Compte épargne-temps ernimmt, also engem Zäitspuerkont, wou geschafften Iwwerstonne kënnen agespuert ginn, fir zu engem spéideren Zäitpunkt benotzt ze ginn.

Fir esou engem Compte épargne-temps awer eng legal Basis ze ginn, muss ee Kadergesetz hier, wéi dat och de Statsrot an d'Chambre de Commerce bemierkt hunn. Dëst ass bis haut awer nach net um Instanzewee.

Well awer d'Aféierung vun esou engem Kadergesetz ëmmer méi laang op sech waarde léisst, riskéiert een am Endeffekt x verschidde Modeller mat deene verschiddenste Modalitéiten an de Betriber virzefannen. Dëst wier da schlussendlech deene meeschte Betriber an hire Salariéen net onbedéngt ee groussen Déngscht geleescht. Virun allem kéint d'Kadergesetz de Salariéen awer hir gespuerten Zäit garantéieren, och beim Fall vun enger Faillite.

An deem Zesummenhang, wéi gesot, meng Fro un den Aarbechtsminister, wéini hie gedenkt dëse Projet de loi an der Chamber ze déposéieren.

Zweetens, an engem Interview am „Tageblatt" vum 21. Mee 2008 huet de Minister gesot, datt - ech zitéieren, awer op Lëtzebuergesch iwwersat -: „Mir hoffen, nach an deenen nächste Wochen een Avant-projet de loi zur Diskussioun fräizeginn." Ass dësen Avant-projet de loi derbäi, vun de Sozialpartner ënnert d'Lupp geholl ze ginn?

An dann drëttens, am Juli 2004 huet de Wirtschafts- a Sozialrot een ausféierlechen Avis zu den Zäitspuerkonten ausgeschafft. Kann een dovunner ausgoen, datt de Projet de loi den Haaptiwwerleeunge vun dësem Avis Rechnung dréit?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dozou véier Remarquen.

Déi éischt ass déi: Et ass net esou, dass, wa mer kee Gesetz hätten, et keng Aarbechtszäitkonte kéinte ginn, well mir hunn Aarbechtszäitkonten. Déi meescht ginn iwwert d'Sozialpartner an de Kollektivvertrëg schonn duerbruecht. Dass ech selwer ëmmer derfir plädéiert hunn, e Gesetz ze maache mat engem allgemenge Kader, ass virun allem, fir eng Rumm deenen Entreprisen an deene Salariéen ze bidden, déi net ënner Kollektivvertrëg falen.

D'Gesetz, op deem mer schaffen, gesäit also dofir zwou Saache vir. Engersäits d'Basisdispositioune fir déi Betriber, déi net ënner Kollektivvertrëg falen, a weidergehend Bestëmmungen, déi nëmmen d'Kollektivvertrëgpartner kënne maachen. Well eis Philosophie - an och meng perséinlech als Aarbechtsminister – déi ass, dass mer méi Sozialpartnerschaft brauchen a manner Gesetz.

Zweet Remarque, dat ass zum Wirtschafts- a Sozialrot: Et ass richteg, dass mer eis op dem Wirtschafts- a Sozialrot säin Avis baséieren; esou hu mer dat och an der Regierungserklärung virgesinn.

Allerdéngs muss ee soen, dass een domadder net vill ufänke kann, well dee just allgemeng Prinzipië seet, awer net Detailprinzipien. Dat, wat de Salarié, wat de Betribschef interesséiert, dat sinn d'Detailprinzipien. Déi sinn net esou einfach.

Dofir eng drëtt Remarque: Deen Avant-projet hu mer ausgeschafft, deen hu mer nach net de Sozialpartner ginn. Dat ass richteg. Well wann ee wëllt en uerdentlecht Zäitspuerkontegesetz maachen, da muss een net nëmmen aarbechtsrechtlech Problemer léisen, da muss een och fiskalrechtlech Problemer a Sécurité-sociale-rechtlech Problemer léisen.

Deen Avant-projet de loi, deen effektiv scho fäerdeg war virun der grousser Vakanz, ass elo bei eise Kolleegen, déi zoustänneg si fir d'Sécurité sociale, a fir d'Steieren ass deen elo op déi lescht Iwwerpréiwung weidergeschéckt ginn. Wann déi fäerdeg sinn an eis soen, dass dat dote geet, da wäert och dee Moment dann de Regierungsrot saiséiert ginn.

Wat mech dann zu där véierter Remarque bréngt an zur Äntwert op déi éischt Fro: Dass ech natierlech hoffen, esou séier wéi méiglech déi kënnen ze deponéieren, mä et huet kee Wäert, en net fäerdege Projet ze deponéieren. Déi Zäitspuerkonte si bis elo ëmmer dru gescheitert, well et eben net nëmmen eng aarbechtsrechtlech Fro ass, mä well et eng Fro ass, déi a ganz vill aner Domänen erageet; a wann déi net geléist sinn, notamment och déi, déi den Här Schneider ugeschwat huet vun der Solvabilitéit, da gëtt et näischt.

Dat ass alles méi einfach gesot wéi gemaach, mä ech si gudde Mutts, dass mer dat an deenen nächste Wochen nach wäerten diskutéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Fro N°282 vum Här Claude Adam riicht sech un d'Erzéiungsministesch a befaasst sech mat den Owescoursen an de praktesche Exame vum CATP. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°282 du 20 octobre 2008 de M. Claude Adam relative à l'organisation des cours du soir, notamment des conditions d'admissibilité des élèves à l'examen pratique du CATP, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, eisen Informatiounen no gëtt de Lycée technique du Centre eng ronn 60 Schüler d'Chance, fir hiren CATP-Ofschloss an Owescoursen nozehuelen. Bei de 60 Schüler handelt et sech gréissten-deels ëm sougenannten Décrocheurs scolaires; a mir begréissen et ausdrécklech, datt den LTC dës Méiglechkeet ubitt.

Wann dës Schüler regelméisseg an hir Owescoursë vun der 10e, 11e an 12e professionnelle, commerce et administrative ginn, kënne se och den theoreteschen Exame maachen. Fir hire prakteschen Examen ze maachen, mussen dës Schüler zwee Joer am administrative Beräich schaffen. Eisen Informatiounen no géifen dës Schüler nëmmen op 11e kommen, wa si en Aarbechtskontrakt am administrative Beräich hätten.

Hei bäisst sech dann awer d'Kaz an de Schwanz. Onqualifizéiert Jugendlech fanne keng Aarbecht, well se keng Qualifikatioun hunn. Déiselwecht Jugendlech kréie keen Zougank zur Qualifikatioun, well se keng Aarbecht hunn.

Déi meescht vun deene betraffene Schüler sinn eisen Informatiounen no entweder am Chômage oder hunn zwar eng Aarbecht, awer net am administrative Beräich.

Madame Minister, sinn eis Informatioune richteg? Ass et och esou, datt déi Schüler, déi hire Schoulofschloss wëllen nohuelen, effektiv ëmmer méi jonk ginn? Dat heescht, mir hunn et hei ëmmer méi mat enger École de la deuxième chance ze dinn a manner mat enger Formation continue.

Wéi wëllt de Ministère esou Schüler weider motivéieren an encouragéieren? Ass et denkbar, d'Angebot vun dëser École de la deuxième chance auszebauen?

M. le Président.- Kolleegen, vu datt den Här Aarbechtsminister Terminer huet a well mer a Verzuch sinn, freet en, fir d'Froen 286 an 289 elo direkt kënnen ze behandelen. Sidd Der domadder d'accord?

(Assentiment)

Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, den Här Adam stellt mer eng Fro, wou ech e Freideg e Mail krut, wou alles dat drasteet, wat den Här Adam elo a senger Fro gesot huet. An effektiv hunn ech e Méindeg, also gëschter, e Bréif un den Direkter vum Lycée technique du Centre geschéckt, fir ze preziséieren, ëm wat et geet.

Fir déi, déi de Mail net kruten - ech weess awer net, ob där heibanne sinn - wéilt ech just soen, dass dat eng Formatioun ass, Owescoursen, fir an der Formation professionnelle zu engem CATP am Commerce an administratif ze kommen.

D'Formation professionnelle ass par définition eng Kombinatioun vu Schoulausbildung an Ausbildung an der Praxis, an dofir gi jo Contrats d'apprentissage gemaach. Dat heescht, et muss een e Contrat d'apprentissage maachen, fir Léierjong oder Léiermeedchen ze ginn.

Elo ass et esou, wat den CATP administatif ugeet, do gëtt et an den Dagescoursen eng Dixième an eng Onzième plein temps, an ab der Douzième muss een dann e Patron fannen, e Contrat d'apprentissage, fir kënnen deen Exame vum CATP ze maachen, wat Theorie a Praxis ass.

Ech hunn an deem Bréif, deen ech dem Direkter vum Lycée technique du Centre geschriwwen hunn, deen ech lech och ka gär ginn, op déi Froe vun deene Schüler geäntwert. Ech weess allerdéngs net, wou d'Opreegung hierkomm ass, dass op eemol, nodeem dat dote scho jorelaang fonctionnéiert, am Lycée technique du Centre nei Froe gestallt gi sinn. Mä jiddefalls hu mer da gesot: Alleguerten déi Leit, déi op enger Dixième, enger Onzième oder enger Douzième elo an Owescoursen ageschriwwe sinn, kënne selbstverständlech weider an deene Coursen ageschriwwe bleiwen.

Déi, déi op der Dixième oder op der Onzième sinn, mussen - wäre se am Dagescours, dann hätte se jo plein temps an der Schoul - och da just, fir op der Douzième zum Examen zougelooss ze ginn, zwielef Méint - also ee Joer - Praxis hunn. Vu dass se elo op Dixième oder Onzième sinn, kënne se jo e Patron sichen, deen hinnen e Léiervertrag mécht, wou se kënnen deen Deel maachen.

Mir soen awer, vu dass dat Apprenant-adultë sinn, wa se scho virdru Beruffspraxis haten, da kann déi unerkannt ginn a si mussen net an eng nei Léier goen. Déi, déi elo op der Douzième sinn - dat ass jo deenen hiert lescht Joer -, mussen natierlech eng gewësse Beruffspraxis hunn. Si kënnen zwar den theoreteschen Deel vun der Prüfung maachen, mä si kréien awer keen CATP, wa se net dee ganze Volet ofdecken. Deene soe mer, si sollen dann elo probéieren e Patron ze kréien, esou wéi déi aner, déi elo an enger Léier sinn. Bei deene géifen dann néng Méint duergoen, fir sech deem ganzen Exame kënnen ze stellen.

Den Här Adam huet mech dann nach gefrot, ob déi Leit an der Formation des adultes, dat heescht déi iwwert den zweete Bildungswee probéieren an den Apprentissage ze kommen, ëmmer méi jonk ginn. Déi Fro kann ech net esou beäntwerten.

Meng lescht Informatioun war: Mir hu virun engem Joer e Rapport maache gelooss iwwert d'Léier an iwwert den Apprentissage des adultes. Do war et deemools schonn esou, dass déi meescht vun deenen, déi säit ëmmer am Apprentissage des adultes sinn, eigentlech ëm 19, 20, 21 Joer hunn. Ech hunn also elo net d'Impressioun, dass deen Alter an deene leschte Joren erofgaange wär. Mä dat kann ech awer nëmmen als Impressioun beäntwerten. Ech kann et net mat Chiffere vun dësem Joer ënnerleeën. Dat musse mer nach kucken.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur aachter Fro vun der Madame Viviane Loschetter un den Aarbechtsminister iwwert d'Konventioun 94 vum OIT.

- Question N°286 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative à la Convention N°94 de l'Organisation Internationale du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wann ech déi Fro elo hei stellen, dann ass et, well déi mat enger gewëssener Aktualitéit ze dinn huet. An zwar gëtt net méi spéit wéi haut am Europaparlament de Rapport vum honorabelen Här Andersson, betreffend eng Adaptatioun vun der Directive détachement, duerchdiskutéiert. Hien invitéiert d'État-membren, fir déi Convention sur les clauses de travail, betreffend d'Marché-publicen, ze ënnerschreiwen; fir déi Länner, déi et eben nach net ënnerschriwwen hunn.

Or gehéiere mir zu deene Länner fir déi Konventioun, déi schonn eng Zäitche besteet. Si ass an de 50er Joren aktiv ginn an ass du vun enger ganzer Rutsch vun EU-Länner ënnerschriwwe ginn.

Firwat huet Lëtzebuerg déi nach net ënnerschriwwen? Mir sinn am Ganzen elo zu zéng EU-Länner - ënner anerem Éisträich, d'Belsch a Bulgarien, Zypern, Dänemark, Spuenien, Finnland, Frankräich, Italien an Holland -, déi déi Konventioun net ënnerschriwwen hunn.

Gëtt et do Incompatibilitéiten, firwat mir déi Konventioun net kënnen ënnerschreiwen? A wa jo, firwat? Oder gëtt et keng Incompatibilitéite mat anere Législatiounen? An deem Fall: Gedenkt d'Regierung déi Konventioun ze ënnerschreiwen? Wa jo, wéini?

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Här Aarbechtsminister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll drop agoen, andeem ech soen, dass déi Konventioun 94 net direkt eppes mat der Détachements-direktiv ze dinn huet, mä fir do op Detailer anzegoen, bräicht ech elo ze laang Zäit.

(Interruption)

Jo gutt, dat ass an der Rei, mä domadder ass nach net gesot, dass dat och esou ass.

Déi Konventioun huet awer och zu Lëtzebuerg eng gewësse Relevanz. Ech wëll och erklären, woufir mer se bis ewell nach net ratifizéiert hunn. Et geet eigentlech méi an där Konventioun ëm d'Clause-socialen an de Marché-publicen.

Währenddeem et bei den Directives détachement drëm geet - ech maachen dann awer en Ausfluch bei d'Directives détachement -, fir eng Rechtssécherheet, wat d'Conflits de loi ubelaangt, ze brëngen tëschent engersäits de libres prestations de services, déi verankert sinn am Artikel 49 vum Traité, an anerersäits den Droit-socialen. Also, et ass Liberté fondamentale an Droit fondamental.

Do ass d'Jurisprudenz an Europa ëmmer ganz kloer gewiescht, dass et déi zwee gëtt. Mä well et Conflits de loi gëtt tëschent der Convention de Rome an effektiv zu engem gewëssenen Deel der Konventioun 94 vun OIT - mä déi manner wéi Rome -, huet Europa de Problem geléist duerch d'Directive détachement, andeem et gesot huet - an dat war d'Ursaach vun der Directive détachement -: Et geet hei net drëm, fir d'libres prestations de services duerchzesetzen an Europa, mä et geet drëm, fir eng Sécurité juridique ze fannen tëschent deenen enge Regelen an deenen aneren. Dat ass d'Directive détachement.

Wat jo mëttlerweil geschitt ass, dat ass, déi Directive détachement, déi aus engem Kompromëss entstanen ass, gouf interpretéiert no enger Aart a Weis wéi ee se kann interpretéieren. Ech bleiwen der Meenung, dass eng aner Interpretatiouns-weis och méiglech wär.

An ech bleiwen och der Meenung, dass et do Léisunge gëtt, déi et eis kënnen erlaben, dat esou ze maachen, wa jiddfereen dat wëllt an Europa; net nëmmen d'Europaparlament, mä och de Conseil an d'Kommissioun wa méiglech, ouni dass mer mussen un Texter goen. Well wa mer un d'Texter ginn, dat ass ëmmer d'Pandora-Bécks. Dat ass also de Punkt vun der Directive détachement.

D'Konventioun 94 huet also effektiv eng kleng Inzidenz, awer manner grouss wéi d'Convention de Rome. Si huet awer nach wie vor eng Inzidenz op d'Lëtzebuerger Gesetzgebung, well et och ëm d'Clause-socialë geet an de Marché-publicen.

Dat ass eng Diskussioun, déi mer och ëmmer an dësem Haus gefouert hunn, wou mer bis elo keng Clause-socialen am Marchés-publics-Gesetz haten. Allerdéngs ass zënter 2006 en neie Projet de loi um Instanzewee, deen dat virgesäit.

Well mer do nach net wäit komm sinn, war de Wonsch vun der Regierung, dass den Aarbechtsminister déi Konventioun net géif ratifizéieren. Also dass mer se net ratifizéiert hunn, huet eppes mat eisem Marchés-publics-Gesetz ze dinn, wou dëse Minister, deen hei am Sall ass, versicht huet, d'Clause-socialen, vun deenen hien an ech mengen, dass déi konform wären zum europäesche Recht, a verschidde Marché-publicen eranzebréngen.

Allerdéngs sinn déi Clause-socialen, wéi mer se ewell hunn, vu Geriichter an éischter Instanz ëmgehäit ginn. Elo waarde mer also op d'Jurisprudenz vun zweeter Instanz, ier dass mer do kënne kucke weiderzegoen. Dat heescht, eréischt wa mer déi Jurisprudenz vun zweeter Instanz hunn, wa mer d'Avisen hunn, notamment déi vum Statsrot, zu de Projets de loi iwwert d'Marché-publicen, da kënne mer och kucken, ob een effektiv kann d'Konventioun 94 ënnerschreiwen oder net.

De Problem, dee mir mam Détachements-gesetz hunn, wou mer jo deemnächst wäerten driwwer schwätzen, well ech haut de Projet deponéiert hunn, ass net ze léisen iwwert d'Konventioun 94. Nach eng Kéier: Wa mer déi kënne ratifizéieren opgrond vun eisem Marchés-publics-Gesetz, si mer selbstverständlech bereet, déi ze ratifizéieren, mä et ass net eisen Haaptpunkt bei den Détachement-Direktivs-Poblemer.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur eelefter Fro vum Här Gibéryen iwwert d'Direktioun vun der Chambre du Travail.

- Question N°289 du 21 octobre 2008 de M. Gast Gibéryen relative à la nomination d'une nouvelle direction à la Chambre du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Januar 2009 trëtt bekanntlech de Statut unique hei zu Lëtzebuerg a Kraaft a gläichzäiteg hu mer dann, wat d'Salariat ubelaangt, och nëmme méi eng Chambre professionnelle duerch d'Fusioun vun der Aarbechter- an der Privatbeamtekummer. Vill Leit hu sech Gedanke gemaach, wat mat deem Personal an deenen zwou Chambere geschitt, déi jo da fusionéieren, virun allem well all Chamber en Direkter an e Sous-Direkter huet, datt mer dann herno bei der Fusioun zwee Direkteren an zwee Sous-Direkteren hätten.

Elo huet den Zoufall da gewollt, datt an der Aarbechterkummer souwuel den Direkter wéi de Sous-Direkter dëst Joer den 31. Juli an d'Pensioun gaange sinn. Domadder wier de Problem am Fong geléist gewiescht, wann net d'Aarbechterkummer an hirer Plenarsitzung vum 6. Juni dunn awer direkt erëm en neien Direkter an en neie Sous-Direkter gewielt hätt, obschonn déi Beruffs-chamber nëmme méi sechs Méint besteet.

Wann d'Gewerkschaften hei schonn net spuersam mat de Flichtbäiträg vun de Membere vun de Beruffschamberen ëmginn an hei - menger Meenung no - iwwerflësseg Poste besat hunn, ass d'Fro un d'Regierung, déi den 18. Juli am Regierungsrot déi Poste confirméiert huet, ob si dann net zumindest dorunner geduecht hätt?

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Aarbechtsminister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech hu jo de ganze Mëtteg versicht, uerdentlech Äntwerten op d'Froen ze ginn, souguer wann ech net direkt den Adressat war. Hei ass et méi schwiereg, eng Äntwert ze ginn. Ech kann eng gesetzlech Äntwert ginn; déi ginn ech och.

Et muss ee wëssen, dass d'Chambres professionnelles am eigentleche Sënn vum Wuert Établissement-publicë sinn. Dat heescht, si sinn autonom. D'Regierung approuvéiert nëmmen d'Virschléi, déi vun de Chambres professionnelles kommen. Dat heescht, d'Regierung kann och nëmmen dann nee soen, wa se mengt, dass wierklech d'Prozedure mëssuecht wieren. Wat d'Virschlagsrecht ubelaangt, gehéiert dat eenzeg an eleng de Chambres professionnelles.

Dat heescht, dee Moment wou d'Virschléi, déi d'Chambre du Travail dës Kéier gemaach huet un d'Regierung, via de Minister, deen dat der Regierung da weidergëtt, de Prozedure konform sinn, huet de Minister keen anere Choix, wéi déi ze akzeptéieren. Dat huet de Minister gemaach an huet och d'Regierung gebieden, déi ze akzeptéieren, wat d'Regierung och gemaach huet.

Wat elo déi nächst Direktioun ubelaangt vun enger Chambre des Salariés unique, do ass et ganz kloer, dass et elo müßeg ass, doriwwer ze épiloguéieren, well épiloguéiere mécht een zum Schluss an net am Virfeld. Also kënne mer net épiloguéieren, bis dass gewielt ass - eréischt den 12. November.

Wa mer wëssen, wien dann d'Soen huet an där Chambre des Salariés, dann eréischt kann déiselwecht Chambre des Salariés dem Minister och Propositioune maachen iwwert déi zukünfteg Direktioun, woubäi se muss kucken, d'Effikassitéit ze respektéieren. Dat ass eng Opportunitéitsfro vun der Chambre des Salariés, do ass si total fräi.

Dat Zweet, wat si natierlech muss respektéieren, dat ass dat allgemengt Aarbechtsrecht, well dat dote si Privatbeamten. Dat heescht, do dierf kee verschlechtert ginn, et sief dann, dee fréieren Artikel 37 wär hei respektéiert iwwert d'Kënnegungs-ännerung. Mä ech mengen, dat ass eppes, wouriwwer et elo ze fréi ass, iergendwéi Kommentaren ofzeginn.

Fir d'éischt muss gewielt ginn den 12. November. De 5. Januar, wann ech dat gutt am Kapp hunn, trëtt d'Chamber fir d'éischt konstitutiv zesummen, an da wäert d'Chamber och hir nei Organer bestëmmen. An nach eng Kéier: Si ass fräi, hir Organer ze bestëmmen. De Minister respektiv d'Regierung hunn déi ze akzeptéieren, soulaang se konform sinn zu de Prozeduren.

M. le Président.- Merci, Här Aarbechtsminister. Mir kommen dann nees zréck un den normalen Oflaf vun der Froestonn, an zwar op déi fënneft Fro vum Här Roth. Den Här Roth freet den Innenminister zum Avant-projet de loi sur les communautés urbaines.

- Question N°283 du 21 octobre 2008 de M. Gilles Roth relative à l'avant-projet de loi sur les communautés urbaines, adressée à M.

le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Virun der Summervakanz huet den Innen- a Landesplanungsminister eng Rei vu Konsultatiounen zu engem Avant-projet de loi iwwert déi sougenannt Communautés urbaines gemaach.

D'Begeeschterung ass méi oder manner grouss gewiescht. Déi eng hunn an deem Instrument vun der Communauté urbaine e wichtegt Element vun enger effikasser Landesplanung gesinn. Anerer hu Bedenke geäussert an deem Sënn, dass d'Autonomie vun de Gemengen, déi an enger Communauté urbaine matschaffe missten oder sollten, a Fro gestallt wier.

Den Innenminister hat och eng Upassung vun dem Congé politique fir d'Gemengepolitiker mat der Adoptioun vun dem Gesetzesprojet iwwert d'Communautés urbaines verbonnen.

Gëschter elo hunn déi Verantwortlech vun der Nordstad dem Statsminister an dem Innenminister de Masterplang fir déi zukünfteg Entwécklung vun der Nordstad iwwerreecht.

Meng Froen an deem Kontext sinn deemno déi un den Innenminister:

Wëllt d'Regierung un engem generellen Text fir d'Communautés urbaines festhalen oder e spezifescht Gesetz fir d'Nordstad maachen?

Am Fall, wou et e spezifescht Gesetz fir d'Nordstad géif ginn, wéi sollt an deem Fall den Dossier vun dem Congé politique evoluéieren?

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*-Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass, dass ech virun der Summervakanz en Avant-projet vun enger Communauté urbaine am Regierungsrot diskutéiert hunn, zesumme mam Congé politique an zesumme mat enger Kartographie iwwer eist Land, wat eng Base de discussion sollt sinn, wéi mer eist Land wëllen organiséieren.

Tatsaach ass, dass deen Avant-projet de loi an der Regierung Froen opgeworf huet, wou ech dann den Optrag kritt hunn, déi Froen ze klären an dann nees zréckzekommen an de Regierungsrot mat deenen dräi Punkten, déi ech elo opgeféiert hunn.

Dat Ganzt beweegt sech awer op enger Matrice, déi fir mech immens wichteg ass. Mir hunn eng Spezialkommissioun, déi während méi wéi dräi Joer getaagt huet, an eng vun hire Konklusiounen ass déi, dass eist Land eng Communauté urbaine brauch. Dat huet net nëmmen de Minister gesot, mä dat hunn d'LSAP gesot, d'DP, déi Gréng an och d'CSV.

Gradesou huet gëschter Mëtteg eise Statsminister gesot, wéi mer de Masterplang vun der Nordstad iwwerreecht hunn, dass hie sech virstellt, dass d'Nordstad sech och ka fir eng Form vun enger Communauté urbaine prett maache fir déi Erausfuerderungen, déi op se zoukommen. Esou dass de Prinzip vun enger Communauté urbaine guer net a Fro gestallt ass an dass mer also do e grousse Konsens hunn.

Well nun awer sech Froen do opgeworf hunn, si mer an der Diskussioun nach net weiderkomm. Ech ginn dovun aus, dass ech iwwert déi nächst Woch nach eng Kéier Diskussioune mat verschiddene Politikerinnen a Politiker hunn iwwert déi modifizéiert Versioun vun der Communauté urbaine, esou wéi se elo virläit. An da ginn ech dovun aus, dass mer kënnen Neel mat Käpp maachen. Dat heescht, dass mer, éischtens, de Projet de loi iwwert d'Communautés urbaines kënnen déposéieren; zweetens de Règlement grand-ducal iwwert de Congé politique och kënnen déposéieren, dee sech, wat ech schonn e puermol gesot hunn, un den Iwwerleeunge vum Syvicol orientéiert; an drëttens, dass mer fir déi Kartographie, déi ech mam Syvicol ausgeschafft hunn, dann och kënnen den Aval ginn am Regierungsrot an da kënnen duerch d'Land goen, fir ze kucken, wéi mer staark Gemenge kréien, eng gutt Kollaboratioun mat eise Gemenge kréien, esou dass fir mech kuerz- bis mëttelfristeg - ech géif soen éischter kuerzfristeg - d'Schinn ganz kloer ass.

Ech gesinn hei keng Problemer, déi net ze léise wären. Ech géif éischter mengen, dass mer kéinte wéi gesot an deenen nächsten Deeg a Woche konkret déi Dossieren evakuéieren.

Nach e lescht Wuert. Den Här Roth huet mech gefrot, ob ech éischter géif mer eng Communauté urbaine virstellen, déi en nationale Charakter hätt mat engem Gesetz oder eng op d'Mooss gemaach.

Nun, ganz kloer muss ech soen, géif ech mer wënschen, an dat ass och mäi Wëllen, eng national Léisung ze fannen, well ech mengen, datt een do e gudde Kader soll setzen. Dat ass jo e fakultatiivt Instrument, an do kann een dat Instrument jo huelen, et muss een et awer net huelen, esou dass ech géif mengen, dat sollt d'Léisung sinn, déi een zréckbehält.

D'Alternativ derzou ass déi, fir effektiv eng Communauté urbaine ze maache fir d'Nordstad, fir d'Haaptstad, fir de Süden. Da muss ee kucken, wéi een dat da géif tässelen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi ech awer à titre subsidiaire gesinn, ganz kloer à titre subsidiaire. Meng Léisung wär eng national Léisung. Och wann ech weess, dass mer zum Beispill, wat d'Fusiounen ugeet, éischter amgaange sinn, Fusiounen op Mooss ze maachen, wou mer ëmmer e Gesetzesprojet maachen, an net ee Kadergesetz bis elo gemaach hunn, wéi dat och am Ausland geschitt ass.

Nun d'Zukunft, déi nächst Zukunft wäert eis dat soen.

Här Klein, ech weess, dass Dir och interesséiert sidd. Dir hutt net méi fréi wéi haut mer nach e Bréif zoukomme gelooss, wou Dir gesot hutt, dass Dir gär onbedéngt hätt, mir sollte konkret eppes ënnerhuelen. Ech wëll konkret eppes ënnerhuelen, a wann Dir mer gutt hëlleft, Här Klein, mam Syvicol a mat all Äre Leit, da komme mer och gutt weider.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Innenminister. Mir kommen dann zur sechster Fro. Dat ass d'Fro vum Här Mehlen un de Landwirtschaftsminister. Hie stellt eng Fro zum „Marketingboard" am Fleeschsecteur.

- Question N°284 du 21 octobre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la création d'un «Marketingboard» dans le secteur de la viande, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Mat Datum vum 25. Juli 2008 huet de Budgetsminister de Landwirtschaftsminister autoriséiert, fir en Dépassement de crédit ze maachen op der Positioun Frais d'experts et d'études.

D'Motivatioun ass déi, datt déi Aarbechten um „Marketingboard" méi deier kascht hate wéi geplangt an datt duerfir en Zousazkredit géif ugefrot ginn. De Kredit beleeft sech elo am Ganzen op 265.500 Euro, dat heescht ronn 10,7 Millioune Frang.

Duerfir wollt ech de Minister emol froen:

Wien ass konkret mat dëser Saach beoptraagt? Wéi vill huet deen Dossier bis elo de Steierzueler kascht? A wat fir engem Stadium ass dësen Dossier de Moment?

Gëtt dës Initiativ vun de Professionellen am Fleeschgeschäft matgedroen? A wie sinn dës Acteuren, déi bereet sinn, an dësem Kader matzeschaffen?

Kann de Minister dem Parlament garantéieren, datt dëst net nëmmen eng Alibiaktioun ass, fir eppes ze maachen, nodeems datt déi Schluechthausetüd kee konkret Resultat erginn huet?

A kann de Minister garantéieren, datt dëser Aktioun en ähnlecht Schicksal erspuert bleift wéi der Etüd Pricewaterhouse, déi Enn 1997 am Wäibau erauskomm ass, nämlech datt déi ganz Aarbecht am Endeffekt Lettre morte bleift a jiddfer eenzelnen Acteur weiderhi seng eegen Zëppche kacht?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Siwe Froen un de Landwirtschaftsminister, véier Minutten Zäit, fir ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen stellt eng ganz Rei vu Froen. Aus dem Fong vu senge Froe geet ervir, datt den Här Mehlen net ganz frou ass, well nei Initiativen ergraff ginn, fir de Secteur zesummenzekréien, datt do soll zesummegeschafft ginn. Hien ass do ganz skeptesch. Wann dann eng Etüd gemaach gëtt an déi gëtt net 100% esou exekutéiert, wéi déi Leit, déi d'Etüd gemaach hunn, dat virgeschloen hunn, da war alles fir näischt. Dat ass awer guer net esou.

Et ass jo wichteg, datt periodesch Etüde gemaach ginn. Och déi am Wäibausecteur, déi elo ugeschwat ginn ass, huet eng ganz Rei vu Konsequenze gehat, huet eng ganz Partie vun Ëmännerunge bruecht. Et misst ee vläicht eng Kéier mat de Wënzer doriwwer schwätzen, wat sech alles, zum Beispill am Laboratoire an am Institut vitivinicole, gedoen huet. Do ass ganz villes dovunner ëmgesat ginn.

Wat elo dës Etüd ubelaangt, hunn ech 2007 eng Etüd iwwert de Fleeschsecteur maache gelooss. Un där Etüd hunn alleguer déi concernéiert Acteuren aus dem Fleeschsecteur matgeschafft, a jiddferee war d'accord domadder, datt een esou munches misst an dësem Secteur verbesseren, well en net kompetitiv genuch wär a well do nach vill Efforten ze maache wären, fir dee ganze Secteur méi kompetitiv ze maachen. Déi Etüd ass, wéi gesot, am Oktober 2007 ofgeschloss ginn.

Do sinn eng ganz Rei vu Recommandatioune gemaach ginn, ënner anerem fir am Schluechtsecteur an am Veraarbechtungssecteur ze rationaliséieren, ëmzestrukturéieren. Eng Rei vun deene Saache sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Dat weess den Här Mehlen d'ailleurs och ganz gutt.

Eng zweet Recommandatioun war, e sougenannten „Marketingboard" ze schafen, fir d'Kommerzialisatioun vum Fleesch, vun de Lëtzebuerger Fleeschprodukter ze verbesseren. Wat ass e Marketingboard? Dat ass en Organismus, wou all d'Acteure vun der Filière Fleesch, dat heescht d'Baueren, d'Bauerenorganisatiounen, d'Schluechthaiser, de Veraarbechtungssecteur, den Handel, d'Leit, déi an der Marque nationale schaffen, d'Metzler, mat dran implizéiert sinn.

Et geet also drëm, all déi Acteure beieneen ze kréien, se ze vereenen, fir eng koordinéiert Zesummenaarbecht ze maachen, besonnesch eng verbessert Upassung vun der Offer un d'Nofro, fir méi clientsgerecht hei zu Lëtzebuerg produzéieren ze kënnen, an eng Ofgrenzung ze maachen tëschent de Lëtzebuerger Qualitéitsprodukter an deenen auslänneschen, fir eben déi Lëtzebuerger Qualitéitsprodukter besser un de Mann ze kréien, esou datt d'Lëtzebuerger Clientë bereet sinn, dës Qualitéitsprodukter méi staark ze kafen an och e puer Frang méi dofir auszeginn.

Et soll also eng strategesch Ausriichtung festgeluecht ginn, gemeinsam vun alleguer den Acteuren zesummen, fir do méi effikass a méi performant ze ginn a fir de Secteur vum Fleesch ze relancéieren. Domadder ware se alleguerten averstanen, a jiddfereen huet gesot, datt et eng gutt Saach ass, esou e Marketingboard ze schafen. Eng éischt Phas ass och schonn am Abrëll vun dësem Joer ugelaf. Do sinn dräi Gremien als Coordinateuren designéiert ginn, an zwar d'Landwirtschaftskammer, Convis a Cochy. Si si berode ginn, an dofir sinn déi Suen, déi hei am Budget nogefrot gi sinn, vu Co-Konzept, déi déi Etüd ausgeschafft hat.

Den Dokter Besch ass als Expert ernannt ginn, fir derfir ze suergen, datt do géif effikass Aarbecht geleescht ginn an datt et kënnt gutt virugoen. Do sollten och sechs Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff ginn, déi verschidde Problemer sollten analyséieren, an et sollt eng interprofessionell Datebank opgeriicht ginn, déi et erlabe géif, eng méi zilgerecht Vermaartung ze maachen. Et sollten nei Qualitéitsschinnen a -linnen ausgeschafft gi fir d'Rëndfleeschproduktioun, nei Qualitéitslinnen a Kritäre fir eng Qualitéitsschwéngefleeschproduktioun, et sollten nei Produkter geschafe ginn, an et sollten och gemeinsam Promotiounsaktioune gemaach ginn.

Dëse Gremium sollt definitiv, no där éischter Ulafphas, Enn Oktober an d'Liewe geruff a richteg konstituéiert ginn. Ech hunn awer den 10. September e Bréif vun deenen dräi Coordinateursorganismen - Landwirtschaftskammer, Convis a Cochy - kritt, wou si gefrot hunn, d'Schafung vun dësem Marketingboard ëm zwee bis dräi Méint zréckzesetzen, well de Moment Diskussiounen amgaange wären ëm d'Schluechthaus vun Ettelbréck. Do géifen eng ganz Rei vun Acteuren aus där Filière zesummesëtzen, fir eng nei Struktur ze schafen, dat Schluechthaus auszebauen an ëmzestrukturéieren, a si wären och amgaang sech Iddien ze maachen, fir en Embryo vun engem Marketingboard an deem Kader ze schafen.

M. le Président.- Här Minister, d'Zäit, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Wéi gesot, déi Initiativen, déi zu Ettelbréck lafen, ginn och an déi dote Richtung, a si hu gemengt, dat kënnt Inzidenzen op de Fonctionnement vun deem virgesinnene Marketingboard hunn. Dofir ass gefrot ginn, fir dat zwee bis dräi Méint no hannen ze setzen.

Ech sinn der Meenung, datt e Marketingboard eng richteg an eng gutt Saach ass. Lëtzebuerg erfënnt do näischt Neies, dat besteet schonn an enger Rei vun Nopeschlänner wéi Holland, Belsch, Éisträich, Dänemark. Do bekëmmere se sech, mat - finanzieller Ënnerstëtzung vum Stat, ëm d'Ofsazförderung vun de Produkter, et gëtt eng Koordinatiounsaktioun vun der Produktioun gemaach, an et gëtt och versicht eng geziilt Steigerung vun den inlännesche Produkter ze maachen.

Ech mengen, datt dat och fir Lëtzebuerg wichteg wier, an ech hoffen, wéi gesot, datt dëse Marketingboard zustane kënnt, an datt mer do kënnen effikass am Intérêt vum Fleeschsecteur schaffen, wou nach munches méiglech ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro vum Här Roger Negri riicht sech un de Gesondheetsminister a bezitt sech op d'Osteoporose.

- Question N°285 du 20 octobre 2008 de M. Roger Negri relative à la lutte contre l'ostéoporose dans le cadre de la journée mondiale de l'ostéoporose du 21 octobre 2008, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut op den 21. Oktober ass de Weltdag vun der Lutte géint d'Osteoporose, déi Krankheet, déi de Mënschen hir Schanken am Alter ëmmer méi porös mécht. Dëst féiert ganz oft zu Knachebréch, wat d'Liewensqualitéit vun deenen eelere Leit staark reduzéiert. Een Drëttel vun de Fraen an ee Fënneftel vun de Männer leiden ab 50 Joer schonn ënnert der Osteoporose. Dës Wäerter huele mam Alter nach zou.

Nom Aktiounsplang vun der Europäescher Unioun ass d'Osteoporose keng Fatalitéit, a souwuel um preventive wéi och um kurative Plang ka villes ënnerholl ginn, fir och nach am Alter gesond Schanken ze hunn. Heizou gehéiert eng gesond Liewensweis. Wichteg ass awer och eng fréizäiteg Diagnos, déi an engem sougenannten Osteodensitometer virgeholl gëtt.

Ech wollt dofir de Gesondheetsminister froen, ob et net sënnvoll wär, ab 50 Joer, wéi bei der Mammographie oder der Daarmspigelung, d'Leit systematesch opzeruffen, sech dës Analys op d'Osteoporose maachen ze loossen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo de Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz richteg, esou wéi de Roger Negri seet, dass d'Osteoporose e gravë Problem kann duerstellen a sécher ee vun deene wichtege Punkten an der Santé publique ass. Hien huet richtegerweis drop higewisen, dass eng vun dräi Fraen, nom Alter vu 50, kann ënner Osteoporose - wann d'Schanke méi sprock a méi brécheg ginn - leiden, a bei de Männer ass et ee vu fënnef.

Dofir ass et extrem wichteg, dass um europäesche Plang, mä awer och um nationale Plang en effikassen Asaz fir d'Verhënnerung vun de Folge vun der Osteoporose zum Droe kënnt. Hei zu Lëtzebuerg gëllt d'Lutte géint d'Osteoporose als e wichtege Punkt an eisem deeglechen Asaz. Mir haten zum Beispill dee leschte Weekend eng Journée nationale vun der Osteoporose, wou Professioneller mam Grand public zesummekomm sinn a gekuckt hunn, wéi een um preventive Plang - awer och wat d'Sensibiliséierung vun de Professionellen a vun de Leit dobaussen ugeet - kéint effikass géint déi Krankheet virgoen.

Et ass richteg, dass et keng Fatalitéit ass. Bei der Osteoporose gëllt, wéi bal bei alle Gesondheetsproblemer, dass, wann ee sech un eng Rei Basisregelen hält, et méi einfach ass fir derlaanscht ze kommen. Eng équilibréiert gesond Ernährung a genuch Bewegung droen dozou bäi. Op där anerer Säit kënnen Abusë beim Genoss vun

Alkohol an och staarken Tabagismus e weidere Bäitrag zum Ausbroch vun der Osteoporose leeschten.

Dat heescht also, dass mer e ganz kloeren Akzent op d'Preventioun vun där Krankheet setzen, mä awer och den Dépistage wëlle verbesseren. Am Géigesaz allerdéngs zu deem, wat de Roger Negri an Aussiicht stellt, am Géigesaz zu der Preventioun vun dem Broschtkriibs an dem Daarmkriibs, ass et néierens erwisen, och wëssenschaftlech net erwisen, dass en ähnleche Screeningsprogramm ab 50 Joer bei der Osteoporose eppes géif bréngen.

D'Gefor ass nämlech ganz grouss, dass een, wann een esou en totale Screening géif maachen an een och nëmmen dee geréngsten Zweifel hätt, erëm géif zu der Schëpp gräifen a Medikamenter verdeelen. Sou wéi dat ufänkt zu enger Zivilisatiounskrankheet hei zu Lëtzebuerg, awer och an deenen aneren europäesche Länner, ze ginn, dass een, wann een e Risiko vu Krankheete feststellt, dann emol direkt zu de Medikamenter gräift, déi mat de Schëppen eragehäit, amplaz dass ee bei deem Einfachsten ufänkt, an dat sinn déi gesond Liewensaart a -weisen.

Dir wësst, dass Ähnleches bei Cholesterol, Häerz- a Kreeslafkrankheete gëllt; wann déi geréngst Zweifel do sinn, da gëtt ugefaang Medikamenter ze verschreiwen. Ech mengen, dass et méi wichteg ass, dass een op d'Ursaachen awierkt. Dat wëllt allerdéngs net heeschen, dass mer den Dépistage net och sollte verbesseren. Do gëtt et eng Rei vu Regelen, un déi ee sech soll halen. Dat wëllt awer net heeschen, dass Medikamenter net hir Roll hätten, mä si musse richteg agesat ginn.

Et muss ee bei der Schoulung vu Gesondheetspersonal drop hiweisen an drop insistéieren, dass, wann e Verdacht do ass - an och déi europäesch Direktive ginn an déi Richtung -, een da soll déi Analysen, déi Ënnersichungen iwwert den Osteodensimeter féieren an dann déi richteg Therapie kann engagéieren.

Einfacht Beispill: Wann en eelere Mënsch sech eppes brécht, dann ass déi schlecht Solutioun, dass een em just e Gips undeet an en dann heemgoe léisst an näischt mécht. Déi richteg Attitüd ass, wann en eelere Mënsch sech e Glidd brécht, dass ee virsiichtshalber och d'Schankendicht moosst an, wann e Problem domat verbonnen ass, dass een dann och déi richteg Therapie mécht. An déi Richtung wëlle mer goen, Preventioun an Zesummenaarbecht mat de Professionellen, fir op déi dote Krankheet kënne geziilt anzegoen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gesondheetsminister. Da kritt den Här Bodry d'Wuert. Hie freet de Minister vun den Travaux publics, wéi et mam Échangeur zu Biereng steet.

- Question N°287 du 21 octobre 2008 de M. Alex Bodry relative à la construction d'un nouvel échangeur à la sortie Burange de la Collectrice du Sud à Dudelange, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Fro vu menger Säit wat e gréissere Bauprojet ugeet, dee scho méi laang, eng Rei vu Joren an Diskussioun ass. Et geet ëm de Bau vun engem neien, méi groussen Échangeur an der Sortie Biereng op der Collectrice du Sud.

All Erhiewungen, wat d'Verkéiersopkommes ugeet, weisen, dass deen alen Échangeur, déi al Op- an Ausfahrten eigentlech net méi zäitgeméiss sinn. Duerfir gëtt un deem Projet scho méi laang geschafft. Déi Viraarbechte waren och schonn esou wäit ofgeschloss, wat den Échangeur selwer ugeet.

Bis eng nei Iddi komm ass am Zesummenhang mat der neier Erschléissung vun de WSA-Terrainen zu Diddeleng/Beetebuerg, wou jo vu Regierungssäit geplangt ass - an déi Ëmklasséierungsprozedure si schonn amgaang -, fir do eng spezialiséiert national Zon fir Logistik-Betriber ze installéieren. Dat trainéiert natierlech nach zousätzlechen Trafic an déi dote Géigend eran, an duerfir ass d'Iddi opkomm, fir eng Stéchstrooss ze baue vun deem neien Échangeur a Richtung WSA-Terrain, fir esou de Verkéiersfloss do och an Zukunft kënnen ze garantéieren.

Meng Fro un d'Regierung, un de Bauteminister ass déi, wéi wäit elo déi Viraarbechte fortgeschratt sinn un deem neie Gesamtprojet Échangeur Biereng plus Stéchstrooss hin zu den ale WSA-Terrainen, a wéini dass eventuell mam Dépôt vun engem Gesetzesprojet an där Hisiicht ze rechnen ass.

Merci.

M. le Président.- Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Den Här Bodry huet a sech d'Geschicht vun deem hei Projet scho ganz gutt beschriwwen. Et war effektiv schonn, datt virun enger Rei Joren e Projet de loi quasiment fäerdeg war fir ze déposéieren, fir hei an d'Prozedur ze goen. Dat ass awer dee Moment net geschitt, well eben eng nei Iddi komm ass fir de Logistik-Zenter bei Diddeleng ze implantéieren.

E Logistik-Zenter, deen natierlech wäert och Verkéier beinhalten, an dee Verkéier, dee muss een esou an de Gréff kréien, datt mer en net duerno op deene Stroossen hunn, op deene mer en net wëllen, an datt mer en duerch eis Gemenge fueren hunn. Duerfir ass deen éischte Projet, dee fäerdeg war, och eng Kéier ganz frësch gekuckt ginn. An deen ass och esou gekuckt ginn, datt een déi Entréeën op de Logistik-Zenter dann och iwwer e Bypass op dem Rond-point selwer mécht, datt mer, ouni de Rond-point méi ze belaaschten, an de Logistik-Zenter uerdentlech erakommen; datt mer och um Logistik-Zenter selwer kënnen eng Organisatioun vun dem Verkéier maachen, déi logesch ass an déi keng Problemer stellt.

E puer Variante waren ausgeschafft ginn. Varianten, déi deelweis a Konflikt ware mat deene Projeten, déi d'Eisebunn do hat, och um Niveau vun der Eisebunn.

Et musse selbstverständlech an esou engem Logistik-Zenter eng ganz Rei Léisunge fonnt ginn. Elo ass et esou, datt am Laf vun dësem Mount d'Ponts et Chaussées e Projet fäerdeg gemaach huet, wou all déi Konfliktsituatiounen, déi bestanen hunn, menge mer, geléist sinn. Deen ass pour avis un d'CFL gaangen, pour approbation un d'Travaux publics mat enger Propositioun vum Finanzement.

Dir wësst, datt et hei selbstverständlech muss e Mëschfinanzement zwëschent den Travaux publics op där enger Säit, den CFL an der Ekonomie, wéinst der Zone d'activités anerersäits ginn.

Ech denken, datt dee Projet, esou wéi mer en elo hunn, okay ass, esou datt ech kann an deenen nächste Wochen - eventuell nach dëst Joer, dat musse mer kucken - e Projet de loi hei an der Chamber presentéieren.

Dee Projet de loi wäert dann och e Bypass beinhalten, deen also gebaut gëtt a wäert - wat och wichteg ass a wat eng Demande war vun de Gemengen - all Bewegunge garantéieren, datt een also vun alle Säite vun der Autobunn kann, ouni op d'Niewestroossen ze fueren, an de Logistik-Zenter erakommen. Dat war jo déi wichtegst Revendicatioun, déi gestallt ginn ass.

Den Dossier geet also hei virun an ech denken, datt mer an deenen nächste Méint deen nächste Schrëtt da wäerte kënne maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur leschter Fro. D'Madame Loschetter adresséiert sech un d'Familljeministesch iwwert d'Gesetzer zur Adoptioun. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°288 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative aux projets gouvernementaux concernant une réforme de la législation relative à l'adoption, adressé à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir kommen zum Schluss vun der Legislaturperiod an ech wëll ganz kuerz zitéieren, wat am Koalitiounsaccord drastoung. Do stoung dran: «Le Gouvernement envisage d'engager une réflexion sur cette question de société.»

Dat ass natierlech e Saz, deen zimlech vag bleift, esou datt mir dee Saz deemools, 2004, zur Kenntnis geholl hunn. Entretemps ass jo awer scho munch Fro iwwert dat Thema vun der Adoptioun hei an dësem Plenum gestallt ginn, notamment vu mengem Kolleeg Marc Angel, deen am Juli 2007 eng Question avec débat zum Thema Adoptioun ugefrot hat.

Do hat d'Madame Ministesch och an deem Kontext d'Informatioun weiderginn, datt scho länger Zäit amgaange wier studéiert ze ginn, eng Reform zum Adoptiounsgesetz ze maachen, an dat nächst Joer - dat wär jo dann 2008 normalerweis - kéint ee mat enger Propositioun kommen. Datt och e Centre de ressources en matière d'adoption gegrënnt gi wier an datt deen och géif schaffen.

Am Januar 2008 huet de Kolleeg Laurent Mosar och eng Question parlementaire gestallt, notamment am Kader vun dem Uerteel, dem Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'Homme, wou eng Persoun, déi Single an homosexuell war, e Refus kritt hat an därselwechter Thematik, an dëst wéinst hirer Orientation sexuelle. Do krut den honorabelen Här Mosar als Äntwert, datt d'Aarbecht vun der Reform vum Adoptiounsgesetz en cours wier an datt do och munch Neiegkeete kéinten hei eng Kéier verkënnegt ginn.

Vu datt mer elo bal zum Schluss komm si vun där Reflexioun, déi d'Regierung sech jo awer virgeholl hat ze maachen, wollt ech d'Madame Ministesch froen, wou se da mat den Aarbechten dru wären am Kader vun der Adoptioun, notamment och vun hiren Dérivéen, wéi Familles d'accueil zum Beispill, a wat de Centre de ressources en matière d'adoption schonn un Aarbechte geleescht hätt.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech géif vläicht mat der Fro zum Centre de ressources, dee fonctionnéiert an dee jo haaptsächlech do ass, fir d'Familljen ze beroden, ufänken. D'Familljen ze beroden am Virfeld vun den Adoptiounen, mä virun allem och de Familljen zur Verfügung steet dee Moment, wou d'Kanner do sinn a besonnesch och a méi schwierege Situatiounen dee Moment, wou d'Kanner an d'Pubertéit kommen, wou ee ganz dacks mierkt bei adoptéierte Kanner, mä awer och bei anere Kanner, datt dat net ëmmer esou einfach ass.

Dofir also, dat fonctionnéiert schonn. Ech hunn och bis haut keng Kloen doriwwer héieren, esou datt ech denken, datt dat och gutt fonctionnéiert. Déi maache jo d'Aarbecht fir sämtlech Servicer, déi an der Adoptioun schaffen. Déi sinn awer ënnert der Koordinatioun vun der Croix-Rouge geschitt.

Ech war elo e bëssen iwwerrascht, datt Der déi Fro iwwert déi Aarbechten iwwert d'Adoptioun esou gestallt hutt. Mir haten eng Réunion jointe zwëschent der Famille an der Justice. An där Kommissioun hu mer eis jo laang a breet doriwwer ënnerhal. Do ass gesot ginn, mir géifen eis kënne virstellen, an d'Richtung vun enger eenzeger Adoptioun ze goen, déi mer nach géifen halen. Mir hätten och gären nom Virbild vun der franséischer Gesetzgebung, datt mer bei den Accouchements anonymes géife kucken Elementer ze kréien, fir datt d'Kanner herno kéinten erausfannen, wien dann hir Eltere wieren.

Zur gläicher Zäit hu mer do décidéiert, datt mer géifen Avisë froen: eng Kéier beim Kannerrechtscomité - deen Avis ass d'lescht Woch oder dës Woch komm - an ee bei der Commission nationale d'éthique. Do hu mer nach keng Äntwert drop.

Ech muss éierlech soen, de Rapport, dee vum Kannerrechtscomité komm ass, geet eigentlech an eng aner Richtung wéi déi, déi mir gemengt hunn datt mer kéinten huelen. Well d'Kommissioun seet:

Éischtens soll een net iwwerstierzt Décisiounen huelen. Dat ass emol ee vun de Punkten, dee se soen. Si soen: Iwwerleet lech dat doten alles ganz gutt, well dat huet alles ganz wäitreechend Konsequenzen. Et gëtt kee Recht op ee Kand, et gëtt nëmme Rechter vun de Kanner. Déi mussen an alle Fäll respektéiert ginn.

Si soen, si wieren iwwerhaapt net där Meenung, fir d'Adoption simple ofzeschafen, mä si wieren éischter der Meenung, datt een d'Adoption simple misst ausbauen an och d'Adoption plénière bäibehalen.

Da soe se iwwert den Accouchement anonyme - ech maachen dat elo alles hei am Schnellverfahren -, datt si am Prinzip derfir wieren, datt d'Kanner misste kënne wëssen, wien hir Eltere wieren. Et géif awer Fäll ginn, wou dat erëm aneschters wier, esou datt se eigentlech soen, datt een dat awer och nach an der Zukunft soll bäibehalen.

Mir waarden elo. Well ech fannen et awer onmanéierlech, fir elo sollen e Gesetzestext auszeschaffen, wa mer ewell zwee esou Organer froen, fir hir Meenung ze soen, an da soe mer: Eis ass et awer egal, wat Dir sot; mir maachen elo emol e Gesetzestext.

Ech denken, datt mer an der nächster Zäit och den Avis vun der Ethikskommissioun kréien. Da géif ech et gutt fannen, wa mer eis nach eng Kéier - déi zwou Kommissiounen - géifen zesummesetzen an da gemeinsam kucken, wat elo wierklech soll geännert gi respektiv wat net soll geännert ginn.

Mä an dësem Moment an opgrond och vun deem Rapport, deen - denken ech - Der och gelies hutt, hunn ech erëm nach vill méi nei Froen, déi ech mer stellen, wéi dat am Viraus war, obscho schonn eng ganz Partie dervun déiselwecht si wéi déi, déi si sech stellen, a wou se och zu deene Konklusioune kommen, datt et net einfach ass, fir do mat engem Fiederstréch ze soen: Mir maachen et elo esou an domadder huet et sech.

Ech hat och bis elo keng Geleeënheet, fir mam Justizminister iwwert deen Avis ze schwätzen, well hien elo eréischt dëse Weekend komm ass an den Här Frieden net am Land ass. Mä et wier meng Propositioun vis-à-vis vun der Chamber, wann deen zweeten Avis och do ass, datt mer eis nach eng Kéier zesummesetzen, fir nei mateneen ze beroden, a wéi eng Richtung datt et kéint goen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Den Här Goerens freet d'Wuert.

* * *

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt e Virschlag maachen. Mir hunn elo erëm eng Kéier an der Fro- an Äntwertestonn vum Här Biltgen héieren, datt hien net eleng zoustänneg wier, fir op eng Fro ze äntwerten.

Kënne mer eis net drop eenegen, datt d'Regierung, wa si mengt, si kéint nëmmen op een Deel vun enger Fro äntwerten, engem anere Kolleeg dat seet, datt deen entweder och mat heihinner kënnt oder datt deen dann dee schréftlechen Deel noliwwert?

Et ass d'Praxis am ganze Stat, datt, wann een Dépositaire ass vun enger Demande, déi och fir en anere gëllt, deen Departement, Minister oder déi Verwaltung déi virugëtt un een aneren. Et misst och bei de Ministeren esou sinn, wa se Dépositaire si vun enger Question parlementaire.

M. le Président.- Ech mengen, mir sollten dat doten an d'Conférence des Présidents ginn. Dat ass absolut logesch a vertrietbar. Et ass eng Fro vun Ofsprooch. D'Fro ass, ob d'Regierungsmemberen Zäit genuch hunn, fir dat doten ze maachen. Et geet an d'Conférence des Présidents.

Ech soen de Kolleege Merci fir d'Disziplin. Mir hunn d'Froestonn a knapp enger Stonn ofgeweckelt; eelef Froen, eelef Äntwerten. Merci fir d'Disziplin!

(Interruption)

Haut de Mëtteg ass de Moment, fir et ze maachen.

Mir kommen dann un d'Deklaratioun vum Ausseminister iwwert d'Lag a Georgien. Um Uschloss dorun hu mer eng Debatt. D'Riedezäite sinn 20 Minutte fir d'Regierung, an dann hunn d'Fraktioune fënnef Minutte respektiv zwou an eng hallef Minutten. Et hu sech ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Huss an den Här Henckes.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Ausbroch vun der mat militäresche Mëttele gefouerter Kris a Georgien de 7. an den 8. August an och nom Waffestëllstand-Ofkommes vum 12. August ass d'Situatioun a Georgien an och am Kaukasus an den Zentrum vun der internationaler politescher

Aktualitéit geréckelt. D'Evénementer, déi an där Regioun stattfannen, concernéieren direkt déi europäesch Sécherheetsinteressen. Et ass duerfir néideg, d'Lag am Kaukasus ze stabiliséieren, och am Interessi selbstverständlech vun der Stabilitéit an der Europäescher Unioun.

Wichteg Etappen op deem Wee goufen iwwert de Summer geholl. Nieft der Aktivitéit vun der Présidence wësst Der, dass d'Ausseministeren zesumme waren, dass och d'NATO-Ausseministeren zesumme waren. Wichteg Etappe bleiwen nach ze duerchlafen. Dorobber komme mer zréck.

Lëtzebuerg engagéiert sech mat sengen europäeschen an internationale Partner staark fir een Erfolleg vun deem Prozess, deen zënter August säi Wee geet. Ech sinn dofir och dankbar, Här President, dass mer hei an der Chamber kënnen eng Analys vun der Situatioun an der öffentlecher Sitzung maachen, nodeem mer jo an der Kommissioun schonn am Summer matenee konnten doriwwer schwätzen.

Wann haut d'Waffen a Georgien net méi am Asaz sinn a mer vun engem Stabiliséierungsprozess schwätze kënnen, esou ass dat an éischter Linn de Verdéngscht vun der Europäescher Unioun, déi wuel fir d'éischt an hirer aussepolitescher Geschicht an engem Konflikt deen eenzegen effikassen an och kredibelen Acteur fir de Fridden duergestallt huet a sech als aktive Vermëttler tëschent de Parteie ka beweisen.

Der Europäescher Unioun ass dës Roll zougedroe ginn indirekt souwuel vun den USA wéi vu Russland, well mer eng équilibréiert Positioun a Saache Beuerteelung vum Ausbrieche vun dësem Konflikt ageholl hunn. Nämlech déi, dass de militäresche Konflikt vu georgescher Säit ugefaange gouf an d'Riposte vu Russland onverhältnisméisseg war.

Als Europäesch Unioun ass et eis zouzeschreiwen, dass mer an eiser éischter Sitzung vun den Ausseministeren am August zu Bréissel net de Feeler gemaach hunn, de Schëllegen ze sichen oder ze uerteelen, mä eis ze konzentréieren: a) op de Waffestëllstand, b) op d'humanitär Hëllef an drëttens c) op d'politesch Stabiliséierung.

Wann de politesche Wëllen an der EU do war, fir zesummen ze agéieren, kënne mer an der Europäescher Unioun Grousses leeschten an den europäesche Gedanke vu Fridden a Stabilitéit och ausserhalb vun de Grenze vun Europa, vun der Europäescher Unioun zur Realitéit maachen.

D'Erreechen an de Respekt vun der Waferou war effektiv déi éischt Prioritéit - wéi Der wësst - um Sechspunkteplang, deen déi franséisch Présidence am Numm vun der Europäescher Unioun mam President Medwedjew an dem georgesche President Saakaschwili ausgehandelt huet.

Op dee Sechspunkteplang vum 12. August huet sech dunn den 8. September een zweeten Accord grefféiert, deen d'Ëmsetze vun deem Sechspunkteplang eigentlech am Fong detailléiert. Dozou gehéiert de Réckzuch vun allen Truppen aus de Pufferzonen ëm Südossetien an Abchasien an hir Positioun vu virum Ausbroch vum Konflikt.

Déi russesch Säit huet hire Réckzuch konditionéiert un den Déploiement vun enger europäescher ziviler Observatiounsmissioun, déi an de Pufferzonen de Réckzuch vun den Truppe soll observéieren.

D'Europäesch Unioun gouf domat zu engem zentralen Acteur, net nëmme fir d'Verhandele vum Friddensofkommes, mä och fir deem seng konkret Ëmsetzung. A si huet Wuert gehalen. A Rekordzäit - dat muss een zouginn - vu knapp dräi Wochen hunn déi 27 Memberstaten eng iwwer 300 Mann staark Missioun, déi sougenannten EUMM, dat heescht EU Monitoring Mission, op d'Bee gestallt, déi wéi ofgemaach den 1. Oktober a Georgien konnt hir Aarbecht ophuelen.

Loosst mech och hei direkt e Wuert soen zur Lëtzebuerger Bedeelegung un där Missioun. Virun allem ass Lëtzebuerg an der EUMM-Missioun mat zwee Leit vertrueden - Membere vun eiser Police -, déi zu Gori, südlech vun der Regioun Südossetien, zesumme mat Kolleegen aus Frankräich, Polen, Bulgarien a Malta stationéiert sinn. Lëtzebuerg huet ausserdeem den Transport vun engem Groussdeel vu Material, notamment de gepanzerte Gefierer, déi aus ganz Europa zur Verfügung gestallt goufen, fir d'Sécherheet ze garantéieren, assuréiert an huet domat ee ganz wichtege Bäitrag geleescht, dass d'Europäesch Unioun hiren Engagement konnt zur Zäit anhalen.

An et war d'Anhale vun deem Engagement, wat als Konsequenz hat, dass Moskau seng Truppen aus de Pufferzonen ofgezunn huet an domat sengersäits de Fuerderunge vum Friddensplang nokomm ass.

D'Europäesch Unioun viséiert ee weidere Réckzuch vu russeschen Truppen aus Regioune wéi der Kodori-Schlucht an Abchasien an Akhalgori a Südossetien.

Här President, et sief an dësem Kontext och drun erënnert, dass Lëtzebuerg sech staarkgemaach huet fir eng international Enquêtëkommissioun anzesetzen, fir den Originë vun deem Konflikt op de Fong ze goen. Et bleiwen nämlech vill Froen ze klären iwwert d'Originen an den Déroulement vum Konflikt, a leider och iwwert d'Afferzuelen, vun deene mer awer all Grond hunn ze hoffen, dass se sech maximal am Honnerterberäich an net, wéi oft am Ufank behaapt gouf, am Dausenderberäich bewegen.

D'Iddi vun enger Enquêtëkommissioun gouf am September och vum Europäesche Ministerrot zréckbehalen. Op e Bréif hin, dee mer mat eisen däitschen, belschen an hollännesche Kolleegen un déi franséisch Présidence geschéckt hunn, mécht dës elo Propose fir d'Ëmsetze vun där Iddi. Et geet drëm, d'Energie, déi a géigesäitege Scholdzouweisunge géif verluer goen, ze bündelen, an engem gewëssene Mooss och ze depolitiséieren, fir dass mer eis deene Froe kënne widmen, déi elo vu méi grousser Urgence sinn.

D'Europäesch Unioun, déi sech engagéiert huet, fir der Gewalt een Enn ze setzen a fir d'Truppen aus Georgien zréckzezéien, déi dem georgesche Vollek am humanitären an am Sécherheetsberäich hëlleft, déi Europäesch Unioun kann et net den Historiker eleng iwwerloossen, déi wierklech Grënn, déi de Konflikt ausgeléist hunn, erauszefannen. Et muss virun allem Kloerheet geschafe ginn, fir ähnlech Fäll selbstverständlech ze verhënneren.

Ech ginn dovunner aus, dass d'franséisch Présidence an den nächsten Deeg konkret op eise Bréif wäert äntwerten. Et ass e Courrier an der Virbereedung, an doropshi wäerten och an deenen nächsten Deeg kënnen déi Décisioune geholl ginn an och déi Kommissioun zesummegesat ginn.

Zu deene Froe gehéiert notamment d'Situatioun vun de Flüchtlingen. Déi lescht Woch huet den UNHCR, d'Agence vun de Vereenten Natioune fir d'Flüchtlingen, ee massive Retour vu méi wéi 20.000 Leit an hir Dierfer südlech vun Ossetien gemellt. Uganks leschter Woch konnt de Flüchtlingscamp zu Gori zougemaach ginn. Vun den 113.000 Flüchtlingen, déi Tbilissi als Konsequenz vum Konflikt am August gezielt huet, sinn der elo eng 78.000 nees zréckkomm. An Nordossetien, also op russeschem Territoire, hale sech haut nach eng 2.000 vun ursprünglech 30.000 Flüchtlingen op.

Mir wëssen, dass de Wanter méi no kënnt, an den UNHCR schafft dru fir déi 35.000 Flüchtlingen, déi et nach ëmmer queesch duerch Georgien gëtt, ënnerdaach ze bréngen.

Lëtzebuerg huet och hei direkt reagéiert an huet der Croix-Rouge an och der Caritas je 50.000 Euro ginn, ausserdeem gounge 70.000 Euro un de Programme Alimentaire Mondial a 25.000 Euro u Care, dëst alles fir Flüchtlingen ze hëllefen, déi nach net konnten heemgoen oder déi sech doheem mussen a schwierege Konditiounen op de Wanter virbereeden. Eisen Engagement ass gekoppelt un d'Besoinë vun deene Leit op der Plaz a bleift dofir och 2009 bestoen.

Eng aner Fro, där mer eis musse stellen, ass déi politesch a rechtlech Situatioun vun de sécessionnistesche Regioune Südossetien an Abchasien. Am Kader vun der Europäescher Unioun hu mer kloergemaach, dass dës Regiounen, deenen hir soi-disant Onofhängegkeet just vun zwee Länner, nämlech vu Russland a vun Nicaragua unerkannt gëtt, weiderhin zum georgeschen Territoire gehéieren.

Dës Positioun ass am Aklang mat der Resolutioun 1808, déi de Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen de 15. Abrëll adoptéiert huet an déi ganz eendeiteg déi territorial Integritéit a Souveränitéit vu Georgien iwwert de gesamten Territoire, also och Südossetien an Abchasien, festhält. Och Russland - muss ee betounen, an engem positive Sënn - hat am Abrëll fir dës Resolutioun gestëmmt.

Och wa mer d'Unerkennung vun enger Onofhängegkeet vun den zwou Regiounen oflehnen, esou musse mer dach der russescher Positioun Rechnung droen an no dauerhafte Léisunge sichen. Well mir musse wëssen, dass eppes geschitt ass. Et ass e Konflikt ausgebrach, deen net vu Russland provozéiert ginn ass.

Dofir gouf am Kader vum Accord vum 8. September festgehalen, fir sougenannten „international Diskussiounen" zu Genf ze lancéieren, un deenen all d'Parteie géifen deelhuelen, fir genee déi Léisungen ze fannen. Dëse Prozess ass selbstverständlech ongemeng wichteg. All Stëllstand bedeit d'Festegung vun enger fir eis inakzeptabeler Situatioun.

Eng éischt Ronn - Dir wësst dat - vun de Gespréicher huet de 15. Oktober zu Genf stattfonnt. D'Usetze vun dëse Gespréicher esou kuerz no dem Enn vun den Hostilitéiten ass eleng schonn e groussen diplomatesche Succès, deen alt erëm just dank der Aktioun vun der Europäescher Unioun an d'Weeër geleet gouf. Si huet och, vertrueden duerch hire Représentant spécial, de Pierre Morel, zesumme mat der OSZE an der UNO, d'Coprésidence vun de Gespréicher gestallt. Et war jiddferengem kloer, dass dës Gespréicher alles anescht wéi liicht géife ginn - de Pierre Morel huet säit senger Ernennung ouni Paus dru geschafft, fir d'Modalitéite vun de Gespréicher festzeleeën.

Et war ze liesen an et war och ze héieren, dass d'Gespréicher no engem Échec hu misse reportéiert ginn. Richteg awer ass, dass déi verschidde Parteie formal a prozedural Froen an de Vierdergrond gestallt hunn, déi also fir d'éischt musse gekläert ginn, ier ka vun der Substanz geschwat ginn. Dëst ass an deem Prozess an an deem Sënn normal, dass d'Formalitéiten hei natierlech och eng politesch Bedeitung hunn.

Dofir war et scho wichteg an och e grousse Schrëtt, dass all Parteien zu de Gespréicher op Genf komm sinn a sech am Palais des Nations begéint sinn, och wa se formell net direkt mateneen diskutéiert oder verhandelt hunn. Den Unnäherungsprozess ass lancéiert an d'Tatsaach, dass déi nächst Diskussiounsronn mam Accord vun alle Parteie fir den 18. November festgehale gouf, weist, dass eng Dynamik kreéiert gouf, op där kann opgebaut ginn.

Nieft der Fro vun den zwou sécessionnistesche Regiounen, bleift och d'Fro vun der Stabiliséierung vu Georgien selwer ze klären. Déi georgesch Wirtschaft huet selbstverständlech duerch de Konflikt ferm Abousse gelidden. Eisen Intérêt muss et sinn, Georgien laangfristeg ze stabiliséieren, an dofir brauch dat Land am Kaukasus eng Ekonomie, déi fonctionnéiert. Dëst ass d'Grondlag fir déi demokratesch Entwécklung vun deem Land, déi jo och nach net ofgeschloss ass.

Et ass kloer, dass d'Europäesch Unioun och hei hir Responsabilitéit hëlt an aktiv zur Verbesserung vun der Situatioun bäidréit. Et ass an deem Sënn wou d'Europäesch Kommissioun, wéi Der wësst, e Paquet vu 500 Milliounen Euro an Aussiicht stellt. E Paquet, dee fir déi nächst dräi Joer selbstverständlech zielt. E Paquet, wou d'Suen och nëmmen däerfe fléissen, wann d'Affectatioun vun deene Sue kloer ass. Nun, d'Sue wäerten duerch bestehend Programmer débourséiert ginn an de Flüchtlinge virun allem zeguttkommen, grad wéi och der Rehabilitatioun vun der Wirtschaft an där makroökonomescher Stabiliséierung.

Dëse Paquet wäert muer bei der Conférence des Donateurs fir Georgien zu Bréissel virgestallt ginn. Bei där Geleeënheet wäerten och aner Staten hir Ënnerstëtzung fir Georgien ukënnegen.

Ech widderhuelen nach eng Kéier, dass d'Stabilitéit am Kaukasus net nëmme militäresche, mä virun allem och wirtschaftlecher an demokratescher Natur muss sinn. Op dëser Schnëttstell vun eisem Dialog mat eisen östleche Partner kënne mer eis näischt anescht leeschten. An eisen Aen ass de Stand vun der Demokratie a Georgien nach net - ech hunn et ugedeit - op sengem Maximum ukomm. De Wahlsystem, d'Justiz, d'Fräiheete vum Eenzelne wéi och vun der fräier Meenungsbildung si staark verbesserungsbedürfteg. Grondleeënd Reforme mussen also duerchgesat ginn.

Här President, loosst mech nach kuerz e Bléck op d'Zukunft vun dësem Dossier geheien, well deen ass jo esou wichteg, wann net vill méi wichteg wéi d'Vergaangenheet.

Déi nächst Etappe si festgeluecht a si vu grousser Wichtegkeet. No der Conférence des Donateurs vu muer musse mer déi nächst Ronn fixéieren; wéi gesot, den 18. November zu Genf. Virdrun awer fënnt e wichtege Rendez-vous statt, nämlech de 14. November ass zu Nice de Sommet tëschent der Europäescher Unioun a Russland. Do gëtt mat Russland op héchstem Niveau iwwert de Sujet dialogéiert. Och mat op de Wee gi soll a muss ee Russland, dass mir an der Europäescher Unioun op eng konstruktiv Astellung vun hirer Säit hoffen.

Am Dezember kommen dann nach zwee grouss Rendez-vousen op eis zou an deem Kontext. Deen éischten ass sécherlech e ganz wichtegen, wann e vläicht och indirekt nëmmen domat ze dinn huet, mä et ass d'Réunioun vun de Ministeren aus den NATO-Länner zu Bréissel.

Wéi Der wësst, krut Georgien um leschten NATO-Sommet zu Bukarest am Abrëll dëst Joer an Aussiicht gestallt, der Allianz enges Daags kënne bäizetrieden. Déi Lëtzebuerger Positioun dozou huet sech net geännert: Mir, a mat eis vill Bündnispartner, sinn iwwerzeegt, dass de Rendez-vous am Dezember eng gutt Geleeënheet ass, fir eng éischt - an ech betounen: eng éischt - Evaluatioun vun de Progrèsë vu Georgien ze maachen. Eng Entscheedung ass mat Sécherheet op deem Sommet net ze erwaarden.

Deen zweete grousse Rendez-vous wäert och uganks September stattfannen, dann direkt duerno zu Helsinki d'Réunioun vun den OSZE-Ausseministeren. Dës Réunioun ass wichteg, well d'OSZE zënter 1992 eng wichteg Roll a Südossetien spillt. Dëst duerch d'Präsenz vun hirer Missioun, hir Roll an alle Verhandlungsronnen, déi et säitdeem zur Südossetien-Fro gouf, an duerch Observateuren, déi hirem Mandat no och a Südossetien operéieren dierften.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Iddi vun enger Ausweidung vun dëser Observatiounsmissioun, déi leider nach ëmmer vu Russland blockéiert bleift. Mir plädéieren am Kader vun der OSZE fir den Déploiement vun den zousätzlechen 80 Observateuren a si bereet, eis um Finanzement vun där Missioun ze bedeelegen. Mir fuerderen och, dass déi Observateure sech kënne fräi a Südossetien bewegen; wat bis elo net de Fall ass.

Et sief hei och un d'UNO-Observatiounsmissioun MONUG erënnert, där hire Mandat, fir an Abchasien d'Situatioun ze observéieren, kierzlech bei der UNO zu New York ëm véier Méint - also bis am Fréijoer - d'nächst Joer verlängert ginn ass.

De Kader ass also gesat, fir aus der Kris kënnen erauszekommen. Et bleiwen nach vill Froen ze klären an et gëtt keen einfache Wee dohinner. Mä d'Europäesch Unioun huet et fäerdeg bruecht, sech anzemëschen, d'Waffe rouen ze dinn an eng international Diskussioun ze lancéieren. D'Europäesch Unioun war an dësem Konflikt ëmmer op der Hutt an huet gemaach wat néideg war, fir dëst ze erreechen.

Gläichzäiteg ass vu kapitaler Wichtegkeet, dass mer gutt Relatioune mat Russland ënnerhalen. Léisunge kënnen nëmmen am Dialog fonnt ginn a Spannungen nëmmen duerch Kontakt a Gedold ofgebaut ginn. Russland ass bereet fir deen Dialog a mir däerfen déi Offer net ausschloen. Lëtzebuerg setzt op Kooperatioun, setzt net op Konfrontatioun oder Distanzéierung zu Russland.

Och wa mir net drun denke kënnen, fir Abchasien oder Südossetien unzeerkennen, esou ass et dach an engem Kooperatiounsgeescht, wou ech en Donneschdeg, also iwwermuer, op Moskau fléien, fir mech ënner anerem mat mengem russeschen Homolog, dem Ausseminister Lawrow, ze ënnerhalen a virun allem selbstverständlech och iwwert de Konflikt a Südossetien an Abchasien am Kaukasus ze schwätzen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och weiderhin d'Weiderféieren an d'direkt Erëm-Ophuelen - fir et besser ze soen - vun den Négociatioune fir een neit Partnerschaftsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Russland. Dës Négociatioune bidden ee perfekte Kader, esou menge mer, fir eis gemeinsam Problemer an eis gemeinsam Ziler ze beschwätzen an och eng Zukunft ze schafen, an där et net méi néideg ass, fir Differenze mat Gewalt ze léisen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir huelen Akt vun Ärer Deklaratioun. Deen éischte Riedner ass den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, matzen am August, prezis an der Nuecht vun der Ouverture vun den Olympesche Spiller, war nees Krich am Kaukasus. Dës Kéier a Südossetien, wou sech südossetesch Truppen, vu Russland kräfteg ënnerstëtzt, mat der georgescher Arméi Gefechter geliwwert hunn. Ob et Russland war, dat sech duerno dru gemaach huet, grouss Deeler vum georgesche Kärland ze besetzen, oder Georgien, fir ee fir allemol d'Kontroll iwwer Südossetien zréckzegewannen, déi et schonn 1992 verluer huet, bis haut an doriwwer eraus wäert nach vill gerätselt ginn, wien dann elo dëse Krich ugefaangen huet.

D'Fro no der Aggressioun an der Reaktioun, no Iwwerfall a Verdeedegung soll den europäeschen Ausseministeren no gekläert ginn. Dat ass e luewenswäerten Usproch, an den Ausseminister Jean Asselborn huet et schonn e puermol däitlech formuléiert.

Allerdéngs, ech mengen, ech verroden hei kee Geheimnis, wann ech soen, datt dës Opklärung wäert schwéier, fir net ze soen onméiglech ginn. No de Scharmützele während den Deeg virum 8. August tëschent georgeschen a südosseteschen Truppe riskéiert eng Enquête driwwer, wien den eigentleche Krich ugefaangen huet, sech séier eidelzelafen.

Och Russland muss sech de Virworf gefale loossen, ob Aggresseur oder Verdeedeger, datt säin Amarsch a Georgien objektiv muss als disproportionéiert bezeechent ginn. Dofir Russland mat Boykott a Sanktiounen ze beleeën, halen ech allerdéngs fir keng gutt Iddi. Eis Regierung huet sech de Riff no esou Aktiounen och net ugeschloss a Russland géintiwwer déiselwecht Moderatioun bewisen, wéi se och Georgien entgéintbruecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kärpunkt vum georgesch-russesche Konflikt virum Krich war an ass sécherlech och d'Perspektiv vun engem georgeschen NATO-Bäitrëtt. Esou en NATO-Bäitrëtt wëllt Moskau ënner kengen Ëmstänn. Dat dierf eis eigentlech net wonneren. E militäresch Bündnis, wou Russland net dran erwënscht ass, wat méi a méi no un d'Grenze vu Russland expandéiert, gëtt zu Moskau als eng Bedroung, awer och als eng Form vun Aggressioun emfonnt.

D'Europäer, also déi Staten, déi Russland als Noper, Alliéierten, Géigner jee nodeem wéi et grad nun emol war, während Jorhonnerte kannt hunn a kennen, misste wëssen, datt et e Stat ass, deem een net sollt d'Gefill vermëttelen, e géif gedemütegt.

Datt verschidden nei Memberstate vun der Unioun, déi Russland an d'Sowjetunioun ni als Partner, mä virun allem oder souguer nëmmen als Besatzungsmuecht kannt hunn, gewësse Ressentimenter an Angschtgefiller virun deem Noper hunn, ass zwar verständlech, mä där Angscht musse mer duerch d'Konsolidatioun vun der aussen- a verdeedegungspolitescher Dimensioun vun Europa begéinen. Dëst iwwert d'NATO ze maachen, hëlleft hei net onbedéngt.

Net de baltesche Staten, déi eigentlech am meeschte Grond hunn, éischter ängschtlech op Moskau ze kucken, an och net deenen alen europäesche Memberlänner, déi Russland als Partner brauchen an net als geopoliteschen oder souguer militäresche Géigner. Mir sollen duerfir virsiichteg sinn, ier mer d'Prozedur, fir Georgien an d'NATO opzehuelen, aleeden a mir sollen eis op jidde Fall déi néideg Zäit heifir huelen.

Här President, d'Realitéit am Kaukasus ass elo eng nei, mat där d'Europäesch Unioun sech muss offannen, wa se wëllt e positiven Afloss op d'Geschécker vun där Regioun huelen. D'Europäesch Unioun muss sech bewosst ginn, datt et an dëser Regioun vun der Welt ëm d'Interesse vun de Groussmuechten, ëm Uelech an aner Ressourcë geet.

Ee vun deenen häertesten Tester fir d'Soliditéit an d'Wierksamkeet vun enger europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik waart genee do. Dëst kann e grousse Risiko, mä awer och eng grouss Chance fir eng gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik vun der Europäescher Unioun sinn.

Här President, eng Léier solle mer aus dem Krich am Summer op jidde Fall zéien: D'Expansioun vun der NATO géint déi russesch Bedenke soll ënner kengen Ëmstänn iwwerstierzt ginn! Dat gëllt fir Georgien an et gëllt gradesou fir d'Ukraine. Och d'Bäitrëttsbestriewunge vun dëse Staten zur Europäescher Unioun - an der Ukraine méi ausgeprägt wéi a Georgien - sinn am Moment verfréit a kënnen net befriddegt ginn. D'Europäesch Unioun huet nach e grousse Schantjen um Westbalkan opzeschaffen, ier se wäit no Oste kann a soll kucken.

Dat muss een och de betraffene Staten éierlech soen an net elo schonn Hoffnunge schüren, déi een zumindest esou bal net kann erfëllen. D'NATO ass net do, fir aggressiv géint Russland virzegoen oder op d'mannst den Androck dovunner ze erwächen. D'Europäesch Unioun ass net do, fir sech definitiv duerch Iwwerexpansioun ze schwächen. Dovun hätt keen eppes; net déi, déi haut an deenen zwou Organisatioune Member sinn, an nach manner déi, déi et ze séier wëlle ginn.

Weder d'NATO nach d'Europäesch Unioun kënne jiddfereen ophuelen, besonnesch an dësem Deel vun der Welt. Net nëmmen, mä och dës Erkenntnis muss an Zukunft de wesentleche Bestanddeel vun enger gemeinsamer Sécherheets- an Aussepolitik vun der Europäescher Unioun sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Charles Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et am Fong an der Kris Georgien/Russland mat engem dräifachen Échec, engem zweifelhafte Succès ze dinn.

En dräifachen Échec, well éischtens, sur le plan humanitaire hu mer leider ganz vill Victimen ze bekloen. Mir hunn et mat honnertdausende Personnes déplacées ze dinn. Déi, déi iwwerlieft hunn, si menacéiert oder insécuriséiert.

Ech wëll hei net dee ganze Cortège vun Humiliatiounen, vun Déplacementer, vu Pillagen opzielen, déi zu de Konflikter gehéieren, ouni ze schwätze vun de Mines anti-personnel oder vu Streebommen, déi och gebraucht goufen. Ofgesinn dovunner, datt och souguer d'georgesch Ausseministesch d'Wuert „purification ethnique" gebraucht huet an enger Réunioun, déi den 20. August am Europaparlament war a wou och d'Représentantë vun den nationale Parlamenter invitéiert waren - ech hat d'Éier fir d'Chamber do ze vertrieden. Déi Informatioun ass natierlech duerno vun eenzelne Kolleegen als eesäiteg emfonnt ginn, well déi russesch Partie net vertruede war, well och keen Invité vum Rang vum Minister konnt dohinner kommen. Duerfir huet d'Europaparlament och kee vun där Säit invitéiert. Also en Échec sur le plan humanitaire.

Zweetens ass et och en Échec vun enger Partie vun Institutiounen. Ech wëll emol beim Conseil de l'Europe ufänken. Et ass déi éischte Kéier säit de Conseil de l'Europe besteet, datt zwee vu senge Memberen, déi sech engagéiert hunn, all hir Différendë mat friddleche Mëttelen ze léisen, Krich géintenee féieren. D'Preventioun huet net fonctionnéiert, an och d'Knäppe vu Kontakter huet net fonctionnéiert. Wann de Generalsekretär vum Conseil de l'Europe virun der Assemblée parlementaire zum Beispill seet, datt e sech virgeholl hat, zesumme mat enger Delegatioun souwuel an d'Haaptstad vu Georgien wéi och an d'Haaptstad vu Russland ze goen, an datt hien eng „fin de non-recevoir" vun de russeschen Autoritéite kritt huet, ass dat och en Échec, wat d'Seriöhuele vun där Organisatioun duerch Russland ubelaangt.

Et ass och en Échec fir d'OSCE, well déi Mechanismen, déi normalerweis virgesi sinn, fir Konflikter ze beenden, net fonctionnéiert hunn. Wat an dësem Fall d'UNO ubelaangt, ass leider dem De Gaulle seng Bezeechnung vum „machin" och net ganz feel op der Plaz, well mir hunn et hei och mat engem Échec vum Conseil de Sécurité ze dinn, aus deene Grënn, déi mer natierlech kennen, well eng vun de Parties en conflit selwer am UNO-Sécherheetsrot sëtzt, mat Vetorecht.

Eng drëtt Serie vun Échecen huet mat de Relatioune vu Russland mat enger Partie vun internationalen Organisatiounen ze dinn. Ech denken do zum Beispill un d'NATO/Russland, ech denken awer och un d'Relatioune Vereenegt Staten/Russland. Ech wëll hei net mam Fanger op deen een oder deen anere weisen. D'Schold ass gedeelt, och wann et evident ass, datt d'Reaktioun vu Russland disproportionéiert war.

Et muss een awer soen, datt dat hei sech och op enger Toile de fond vun Degradatioun vu Relatiounen tëschent Russland a senge Partenairen ofwéckelt. Ech denken zum Beispill un de Système de défense antimissile, deen a Polen soll opgeriicht ginn, deen elo beschlosse Saach ass, mat enger Radarstatioun an der Tschechescher Republik, wou et och kredibel Alternativen dozou gouf. Ënner anerem huet den Henry Kissinger der genannt. Déi Propositioune sinn an de Wand geschloe ginn. Also ass dat och en Échec, dee mer musse bekloen.

Ech denken och un ee gewëssenen Expansionismus vun der NATO, woubäi ee sech wierklech froe muss, ob et indispensabel ass, datt d'NATO esou séier wiisst, an datt ee parallell zu dem Expansionismus net à même ass, fir d'europäesch Sécherheet als Ganzt ze iwwerdenken. Wa mer elo emol iwwert d'Menace militaire schwätzen, stelle mer awer fest, datt Russland momentan e Militärbudget huet, deen ongeféier 10% ass vun deem vun de Vereenegte Staten, wat awer trotzdeem och schonn eng relativ Lecture zouléisst vun der Menace, déi vun do ka kommen. Ech wëll aus Zäitgrënn deen Aspekt net verdéiwen.

Ech hat gesot, datt mer et och mat engem „Succès douteux" ze dinn hätten. Et muss een hei dem President Sarkozy deen Tribut zollen, deen en zegutt huet, well en huet schnell reagéiert, en huet schnell eng Mediatioun gemaach. D'Fro ass just déi, ob en de Succès, deen e remportéiert huet, an deen ech net wëll aus der Welt diskutéieren, fir d'Obtentioun vun engem Cessez-le-feu, Frankräich, senger Funktioun als President vun der Franséischer Republik, ze verdanken huet, oder ob en dee senger Funktioun als President vum Conseil européen ze verdanken huet.

Wa mer ganz éierlech sinn - wann ee gesäit, wéi Russland mat Eenzelnen ëmgesprongen ass, och mat Institutiounen -, gleewen ech net, datt an dësem Fall d'Funktioun vum President vum Conseil européen méi schwéier gewien huet, wéi déi vum President vun der Franséischer Republik. Ech soen dat, well domadder de Prinzip vun der Gläichheet vun de Staten innerhalb vun der Europäescher Unioun tangéiert ass. En ass tangéiert, well déi nächst Présidence vun engem klenge Land gemaach gëtt, vun der Tschechescher Republik. Ech hoffen duerfir, datt déi Grouss alleguer hannert deene Klenge stinn a näischt maachen, wat an deem Moment kéint de Rôle vum President vum Conseil européen minéieren.

Här President, ofschléissend wëll ech soen, datt mer esou net kënne viru Politik maachen. Et wier déck Zäit, datt mer eis Gedanke géife maachen, ob mer net erëm eng Kéier sollen eng Aart Sécherheetskonferenz an Europa maachen, esou wéi dat an de 70er Joren de Fall war, wou mer wierklech alles op den Dësch leeën, wat stéiert, alles, wat kéint en Obstacle sinn zu engem friddleche Reglement vun den Différenden, an da vläicht kucken, wéi mer d'Rapports de force solle maachen.

Well dat hei ass en „waste of time" an en „waste of money", wou mer d'Suen an d'Moyenen dach vill méi néideg op aner Plaze bräichten, wéi elo erëm Rekonstruktiounsprogrammer ze maachen, déi hätte kënnen évitéiert ginn, wa mer méi preventiv kéinte wierke wéi reaktiv. Wa mer wëlle méi preventiv wierken, da musse mer eis och déi Moyenë ginn, an ech mengen, esou wéi d'Institutiounen elo fonctionnéieren, geet et net duer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo den Här Fayot. Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ich möchte auf der Tribüne unseren Kollegen Walter Kolbow begrüßen, Mitglied des aussenpolitischen Ausschusses des deutschen Bundestages, der sich ganz besonders für den Konflikt im Kaukasus interessiert und daher auch Kontakte mit den nationalen Parlamenten aufnimmt. Willkommen in Luxemburg!

Här President, ech wollt dem Ausseminister fir d'éischt emol Merci soe fir seng Deklaratioun de Mëtteg an och fir déi permanent Informatioun, déi mer vun him kritt hunn zénter dem Ufank vun deem Konflikt a Georgien. Hien huet ons an der aussepolitescher Kommissioun permanent iwwert de leschte Stand vun der Situatioun informéiert. Obschonn elo de militäresche Konflikt net méi an de Medien à la une ass, ass et dach nach e Politikum vun éischter Importenz, a mir mussen ons also weider domat ofginn. Mir begréissen, als LSAP, d'Approche vun der Regierung, déi équilibréiert war an och nach ass an ouni Scholdzouweisung an d'Behandlung vun deem Konflikt eragaangen ass.

Haut stelle sech dräi Froen, zu deene mer eng Haltung mussen hunn. Déi éischt Fro betrëfft d'Zukunft vu Georgien. Mir hëllefe mat dat Land an eng richteg Demokratie opzebauen, a mir hoffen, dass d'Politik a Georgien, a besonnesch de President vun deem Land, dat och ganz seriö wëllen. Mir kënnen a mir wëllen och net an den interne Konflikt tëschent Georgien a sengen zwou oftrünnege Provënzen agräifen. Mir erkenne jo déi zwou - vu Russland onofhängeg erkläerte Republiken - net un, a mir wäerten dat héchstwahrscheinlech och nach laang net maachen, wat awer net verhënnert, dass een natierlech muss probéieren, op laang Siicht de Konflikt tëschent deenen zwou Provënzen a Georgien duerch vertrauensbildend Moossname lues a lues ze léisen.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Déi zweet Fro hänkt enk domat zesummen. Georgien wëllt jo enges Dags an d'Europäesch Unioun kommen; dat ass verständlech an nozevollzéien. Ech warnen awer, dass mer et net maachen, wéi mer dat virdru schonn öfters gemaach hunn, nämlech dass mer Georgien Hoffnunge maachen, déi esou bal net ze erfëlle sinn. Georgien wëllt och an d'NATO. Déi Organisatioun bedeit Solidaritéit ënnert de Memberen, besonnesch wann e Memberstat vu baussen ugegraff gëtt. Ech ka mer net virstellen, dass Georgien Member vun der NATO gëtt, soulaang et säin internen offene Konflikt net bäigeluecht huet a mat Russland op Konfrontatioun geet.

Mat anere Wierder: Well d'NATO keng Krichsmaschinn géint en anert Land méi ass, ka se och net vun engem Memberstat géint en anert Land instrumentaliséiert ginn.

Déi drëtt Fro betrëfft Russland. Mir wëssen net genee, wie wien an deem Konflikt provozéiert huet a wien ugefaangen huet. Mä dat Opflame vu Gewalt an deem Eck bedeit näischt Guddes, weder am August nach elo. Net fir Georgien a net fir Russland, dat esou hefteg reagéiert huet, wou een eigentlech vun enger Groussmuecht, déi d'Weltgeschäfter wëllt matbestëmmen, méi Rou an Zréckhaltung erwaarde muss.

Et ass e Fait, dass Europa mat Russland zesummeliewe muss an dass dat Zesummeliewen organiséiert muss ginn. Duerfir mussen onst Partnerschaftsofkommes mat Russland erneiert an ons wirtschaftlech a politesch Relatiounen ausgebaut ginn. Konstruktiv a gutt Relatioune mat Russland ginn éischter méiglech a méi einfach, wann dat Land oppen, fräi an demokratesch ass, wéi wann et autoritär an net viraussehbar ass, zum Beispill wann et mat sengen Energiereserven Europa wëllt ënner Drock setzen.

Ech hoffen, dass déi politesch Kräften a Russland dat selwer esou schnell wéi méiglech unerkennen, well d'Vertrauen zwëschent Russland an der Europäescher Unioun muss opgebaut ginn. Dat ass fir Länner, déi un der Grenz vu Russland liewen a virdrun am Sowjetimperium waren, méi schwéier wéi fir ons. Déi Aufgab brauch hir Zäit. De Fridden op onsem Kontinent hänkt jiddefalls dovunner of. Ech mengen, och als Parlament si mer engagéiert, fir mat onse russesche Kolleegen aus dem Parlament dorunner ze schaffen, fir déi Relatiounen opzebauen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Madame Presidentin. De 7. Juni 2008, also praktesch zäitgläich mat der Ouverture vun den Olympesche Spiller zu Peking, ass am Kaukasus en oppene Krich ausgebrach. Den direkten Ausgangspunkt dovunner war, datt de georgesche President, de Michail Saakaschwili, säi Militär an déi abtrünneg Regioun Südossetien geschéckt huet an domadder eng vehement an disproportionéiert militäresch Reaktioun vu Russland provozéiert huet.

Den Zäitpunkt war sécher iwwerraschend, mä de Krich u sech hat sech schonn zënter Méint ugekënnegt, an trotzdeem war d'Europäesch Unioun net dorobber virbereet. Well nämlech schonn a sengem Wahlkampf hat de georgesche President ugekënnegt, de georgeschen Territoire schnell an noutfalls mat Gewalt ze vereenegen. Zënterhier huet d'Land massiv opgerüst. De Rüstungsbudget huet sech op quasi eng Milliard Dollar vervielfacht.

D'Ukraine, Israel, d'USA an och verschidden EU-Länner hu monter Waffe verkaaft. Israel an d'USA hunn honnerte vu Militärausbilder a Beroder dohinner geschéckt. No engem russesche Militärmanöver am Norde vum Kaukasus huet d'NATO mat der Bedeelegung vu Georgien an der Ukraine e Militärmanöver am Schwaarze Mier ofgehalen. An e bësse méi spéit gouf et dunn och nach e gemeinsamen US-georgesche Manöver a Georgien selwer. Kee Wonner, datt Russland just op eng gutt Geleeënheet gewaart huet fir eng Muechtdemonstratioun.

D'Ursaache vun dësem Konflikt sinn awer komplex. Op där enger Säit de georgeschen Nationalismus, verschäerfte geopolitesch Aflosskämpf zwëschent den Amerikaner, der Europäescher Unioun a Russland. An natierlech och de Sträit ëm d'Energiereserven, dat heescht den Zougang zu de Pëtrols- a Gasreserve ronderëm de Kaukasus an d'Kaspescht Mier.

Georgien war fir de Westen e strategesche Pilier, fir d'europäesch Energieversuergung der russescher Kontroll ze entzéien. Eng aktuell Pipeline vun Uelech an e weidere Gasprojet sollten den Uelech an de Gas laanscht Russland a Richtung Europa transportéieren. Duerch deen aktuelle Konflikt ass dat georgescht Nadelöhr oder Transitland elo alles aneschters wéi sécher.

Dräi weider Hannergrondelementer dierfte jiddferengem bekannt sinn. Den Här Goerens huet och virdru schonn dovunner geschwat. Dat sinn op där enger Säit den amerikanesche Rakéitenofwierprojet an Osteuropa, op där anerer Säit d'NATO-Kandidatur vu Georgien an der Ukraine, an zu gudder Lescht déi völkerrechtlech net onëmstridden Unerkennung vum Kosovo. Dräi kruzial Elementer mat als engem Point commun dozou och nach eng feelend eenheetlech Haltung vun den europäesche Länner.

Et muss een allerdéngs der Europäescher Unioun zegutthalen, datt se nom Ausbroch vum Konflikt relativ séier reagéiert huet an d'franséisch Présidence den Accord vu Russland fir hire Sechs-Punkte-Plang krut. Russland huet zënterhier seng Truppen nëmme ganz lues a widderwëlleg aus Georgien ofgezunn a se a Südossetien an Abchasien par conter verstäerkt an demonstrativ d'Onofhängegkeet vun dësen zwou Regiounen unerkannt. An dach ass dësen EU-Russland-Plang bis elo emol e gewëssenen Deelerfolleg.

Allerdéngs steet dee leschten an entscheedende Punkt awer eréischt zënter dem 15. Oktober um Ordre du jour, nämlech déi international Verhandlungen zu Genf ëm eng endgülteg Léisung vun der Situatioun.

Dëse Konflikt weist an eisen Aen awer nees, datt Krich a Gewalt nimools eng Léisung fir politesch an ethnesch Problemer kënne sinn, am Géigendeel, si verschäerfen dës Problemer just nach.

Déi Gréng sinn allerdéngs haut méi wéi skeptesch, datt et zu Genf schnell zu konkrete Resultater ka kommen. Duerch all déi ernimmten Elementer an Hannergrënn hänkt eng Eenegung bäi Wäitem net nëmme vu Russland a Georgien of a wäert extrem schwéier ginn.

Speziell d'Europäesch Unioun an hir Memberlänner mussen oppassen, mat wéi enger Kap se dobäi och wëlle schwätzen, ob se als EU schwätzen, als NATO oder als interesséiert Clienten oder Lobbyiste fir Energiefroen.

Den NATO-Bäitrëtt vu Georgien schéngt haut definitiv keng Optioun méi ze sinn. Stattdesse misst een an eisen Aen éischter goen a Richtung vun enger privilegéierter Partnerschaft mat der Europäescher Unioun. Dat wär e wichtegt net militärescht Signal an e wichtege Pilier fir den ekonomeschen Erëmopbau an d'Stabiliséierung vun der Regioun.

Wéi den Här Ausseminister hei betount huet a senger Deklaratioun - an domadder si mir d'accord -, gehéiert zur Stabiliséierung vun der Regioun awer net nëmmen eng ekonomesch Stabiliséierung, mä virun allem och eng demokratesch Stabiliséierung a Georgien selwer, wou wierklech nach villes ze maache bleift, an et muss een déi zwou Saachen an eisen Ae maachen, fir do eng Chance ze hunn, fir dat Land wierklech iwwert déi nächst zéng Joer zu engem privilegéierte Partner ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an deenen zwouanenghallef Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech op e puer Punkten agoen.

Éischtens, d'EU huet wëlles, fir eng wirtschaftlech Hëllef a Georgien ze ginn. Ech fäerten, datt dat net vill wäert bréngen.

Firwat? Well Georgien sech selwer an eng ganz schwiereg Situatioun bruecht huet, doduerjer, datt et aus der CIS ausgetratt ass. Och e gudden Deel vun den Entreprisen, déi a Georgien sinn, si justement an deem Land, well se deen Ablack konnten no Russland an no anere CIS-Länner exportéieren. Dës Entreprisë sinn amgaangen elo ze kucken, fir sech an Aserbaidschan an an Armenien ze delokaliséieren.

Zweete Punkt, deen an der Debatt steet, ass eng NATO-Memberschaft vu Georgien. Ech muss éierlech soen, do si mer méi wéi skeptesch, wann net grad ganz kritesch, fir op dee Wee ze goen, well souwisou d'Konditiounen net erfëllt sinn.

Éischtens ass Georgien bäi Wäitem net dat, wat ee kéint eng Demokratie nom westleche Modell nennen. Mir hu gesinn, datt d'politesch Flüchtlingen zimlech zahlräich sinn, datt et keng Pressefräiheet gëtt, weder an der geschriwwener Press nach op der Televisioun.

Mir gesinn, datt de fréiere Verdeedegungsminister accuséiert ginn ass vum President, hie géif politesch Opponenten an onbequem Leit ermorde loossen. D'Wahle si vun der OSZE kritiséiert ginn. Bref, do bleift nach ganz vill Aarbecht ze maachen.

Et ass och kloer, datt een net kann e Land als Member vun der NATO ugesinn, wat à tout moment nees erëm eng Kéier ka Rakéiten op d'Zivilbevölkerung schéissen an eng ganz NATO an e Krich mat eranzéien.

Deen drëtte Punkt, deen ons wichteg schéngt an Ärer Erklärung, dat ass, datt mer eng gutt Relatioun musse mat Russland hunn. Ech mengen, dat schéngt jo och de gudde Wee ze sinn, quitte datt nach an der EU net onbedéngt déi gréissten Unanimitéit dofir do ass. Duerfir muss een e bësse Gedold weisen.

Eng lescht Fro, Här Minister. Lëtzebuerg huet sech am Kader vun dem georgesche Konflikt och derfir agesat, fir eng etlech Finanzhëllefen ze ginn. Duerfir wollt ech froen, wat do d'Kontributioun vu Lëtzebuerg ass a woufir déi Sue solle gebraucht ginn.

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Elo geet d'Wuert zréck un d'Regierung. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Ech hat dat gesot, Här Henckes, ech ginn lech dann nach eng Kéier d'Ënnerlagen.

Ech wollt ee Wuert soen zu deem, wat den Här Goerens gesot huet. Ech deele seng Approche, dass duerch déi Diskussioun ëm d'Rakéiteschëld villes an eng schlecht Richtung gedréint huet, wat d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland ugeet. Villes!

Mä ech sinn net esou pessimistesch wéi hien, wann hie seet, dat wier beschlosse Saach. Et ass beschlosse Saach tëschent deenen zwou Regierungen. Dat stëmmt. Mä et ass net beschlosse Saach ënnert de Parlamenter, déi deen Accord, dee jo bilateral tëschent den Amerikaner, de Polen an Tschechen ausgehandelt ginn ass um Niveau vun de Regierungen, musse ratifizéieren.

Do hunn ech nach grouss Hoffnung, dass nach ganz villes kéint an eng aner Direktioun gedréint ginn, dass nach villes kéint geschéien, souguer um Niveau vun der Europäescher Unioun a vun der NATO, fir, ier déi lescht Décisioun do geholl gëtt, dass do sech nach eng Kéier wierklech de Kapp zerbrach gëtt, nach eng Kéier nogeduecht gëtt, wat d'Konsequenze vun esou enger Décisioun kënne sinn.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt vun onsem Ordre du jour, dat ass d'Fro mat Debatt N°37 vun der Madame Loschetter a vum Här Adam iwwer eng Etüd iwwert den Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg. Ech weess eigentlech net, wéi een den Décrochage scolaire op Lëtzebuergesch nennt, mä dat ginn ech da vläicht elo gewuer.

(Hilarité)

Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

8. Question avec débat N°37 de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Adam au sujet d'une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, wéi Enn Juni dëst Joer déi nei Etüd iwwert den Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg erauskomm ass - ech géif den Décrochage scolaire mat Schoulofbriechen op Lëtzebuergesch ausdrécken -, dunn hu mir eis, wahrscheinlech genausou wéi Dir, Madame Minister, fir d'éischt emol gefreet, well d'Zuel vun deene Jonken, déi hir Studien am Lycée technique oder am Lycée classique ouni Diplom opginn hunn, ass nämlech an där Zäit vun dëser Etüd tëschent Mee 2006 an Abrëll 2007 erofgaangen. Par rapport zu 2003/2004 souguer ëm 45%. Dat ass zwar erfreelech, mä leider kee Beweis, datt mer an eise Schoulen alles am Gréff hätten, a keng Ursaach, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën an näischt méi ze schaffen. Duerfir hu mer och direkt den 3. Juli dës Question avec débat ugefrot, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt déi Etüd derwäert ass, hei eng Kéier debattéiert ze ginn.

Mir schwätzen an der Etüd vun 1.320 Schüler, déi hir Schoul am Zäitraum vun engem Joer ouni Diplom, ouni Ofschloss verlooss hunn. Fir ee groussen Deel ass dat een endgültege Schrëtt. A wann ee weess, datt mer zu Lëtzebuerg tëschent 5.000 an 5.500 Schüler pro Joergang hunn, da gëtt ee sech bewosst, mat wéi engem grousse Phenomeen mir et hei ze dinn hunn. Ee vu véier Schüler ënnerbrécht seng schoulesch Carrière a geet aus der Schoul ouni Ofschloss. Vun deenen 1.320 hu sech der 369 am Laf vum Joer erëm an d'Schoul ageschriwwen. Zwee Drëttel zu Lëtzebuerg, deen aneren Drëttel am Ausland, meeschtens an der Belsch.

Mir stelle fest, datt méi wéi 100 Jonker zwar keng Décrocheurs scolaires tout court sinn, mä Décrocheurs du système scolaire luxembourgeois. Mir stellen och fest, datt d'Orientation scolaire zu Lëtzebuerg ze wënschen iwwreg léisst.

538 Jonker hunn d'Schoul definitiv ouni Diplom verlooss. 104 hunn eng Aarbecht fonnt, woubäi mer mussen dovun ausgoen, datt besonnesch dës Aarbechtsplaze vu jonken net qualifizéierte Salariéen alles anescht wéi stabil sinn. Nëmme 36,5% vun hinnen hunn en CDI. 138 Jonker sinn an enger Mesure d'insertion professionnelle, wou mer jo och wëssen, datt dat nach keng besonnesch roseg Perspektive fir den Aarbechtsmaart sinn.

An da liese mer an der Etüd, datt 296 Jonker näischt maachen. De Gros vun hinne sicht eng Léier oder eng Aarbecht, e puer sinn och krank oder erwaarden e Kand, mä ëmmerhin 24% vun hinne soen, si géifen näischt maachen oder näischt sichen oder näischt méi sichen. 413 Schüler sinn trotz den Effortë vun der Action locale pour jeunes verluer gaangen.

Et ass net nëmmen erstaunlech, et ass och onbefriddegend, datt esou eng grouss Zuel vu Schüler aus eise Schoule verschwënnt, ouni datt mer genau wëssen, wou se dru sinn a wou se hi sinn. Datt déi meescht vun hinnen eventuell net méi am Land sinn, schéngt eng plausibel Erklärung, beluecht ass déi Hypothees awer net, wéinstens net komplett.

Déi Etüd confirméiert och eng ganz Rei Fakten, déi mer scho méi laang kennen a wou mer bis elo nach keng Äntwert, keng Léisung fonnt hunn. Zum Beispill, et si méi Jonge wéi Meedercher vum Décrochage scolaire betraff. Schüler, déi schonn een oder méi Joren eng Klass doubléiert hunn, riskéieren éischter, d'Schoul ofzebriechen, wéi Schüler, déi nach net doubléiert hunn. Schüler mat Migratiounshannergrond si prozentual méi betraff wéi Schüler ouni Migratiounshannergrond. Als Ursaache gëtt vun de Schoulofbriecher selwer de Mangel u Léierplazen, feelend Motivatioun, schlecht Orientatioun a keng Perspektiv op schouleschen Erfolleg uginn.

Wéi schonn am Ufank gesot, och mir freeën eis, datt d'Statistike besser si wéi déi Jore virdrun. Oder misste mer net méi richteg soen, d'Statistike sinn e bësse manner schlecht wéi virdrun?

D'Madame Minister huet am Communiqué gemengt, als Reaktioun op déi Etüd, datt déi besser Statistike schonn e Resultat wiere vun enger Rei Mesuren, déi ergraff gi wieren. Mir wëssen awer, datt déi meeschte Mesuren net esou nei si wéi déi verbessert Statistiken. Mir mengen, et wier Zäit, och déif gräifend strukturell Reformen an eiser Schoul ze maachen: eng Filière unique fir all schoulflichteg Kanner, an aneren Ëmgang mat eiser Sproochevielfalt - besonnesch, wann d'Kanner bis an de Secondaire ginn.

Mir si frou, datt mer d'Geleeënheet kruten, hei an der Chamber dës wichteg Etüd unzeschwätzen, an an deem Kontext géife mer och gären héieren, wéi eng politesch Konklusiounen d'Madame Minister aus der Etüd zitt a wéi eng Moossnamen d'Regierung eventuell nach ze ergräife gedenkt, fir géint den Décrochage scolaire virzegoen.

Ech soen lech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Adam. Madame Loschetter, wëllt Dir och nach d'Wuert huelen?

(Négation)

Dann ass et un der Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Madame Presidentin, ech si frou, dass e puer Leit déi Etüd gelies hunn. Ech brauch näischt méi dozou ze soen. Den Här Adam huet se esou gutt résuméiert. Ech freeë mech fir déi Leit, déi d'Aarbecht gemaach hunn, dass se Lecteurë fannen, well et ass näischt méi frustrant, wéi wann ee probéiert, Chifferen zesummenzestellen, an et ass keen, deen dovunner Kenntnis hélt.

Ech wéilt och soen, dass meng Freed iwwert déi besser Statistike sech a Grenze gehalen huet. Ech ka mech net erënneren, dass ech do eng grouss Freed ausgedréckt hätt.

Ëmmerhin, den éischte Mérite vun deenen Etüden ass, dass mer 2004 emol ugefaangen hunn ze kucken, wéi vill Schouldofbriecher mer hunn. Dat wosste mer virdrun net.

Mir haten der am Joer 2004, dat ass also dat éischt Joer, wou mer déi Etüd gemaach hunn, nach 1.984. Bei där leschter Etüd, déi mer gemaach hunn, si mer nach bei 1.320. Dat sinn der nach ëmmer fuerchtbar vill. Eis Joergäng hunn de Moment ongeféier 5.500 Kanner.

Dat Éischt, wat ech emol wollt soen, dat ass, dass mer e groussen Effort gemaach hu bei all deenen, déi dat Joer, nodeem d'Rentrée erëm ass, net méi an eisem Fichier erschéngen, dass d'ALJ gefrot ginn ass, fir deenen emol alleguerten nozetelefonéieren a kucken ze goen, wou se sinn. Duerfir wollt ech deene Leit vun der ALJ villmools Merci soen, well dat ass nämlech keng einfach Aarbecht. A vill vun deene Jugendlechen hu gesot, dat ass elo déi éischte Kéier, wou een no eis kucke kënnt, Dir hätt besser gehat, éischter ze kommen.

Duerfir kommen ech dann op déi Fro, déi den Här Adam mer gestallt huet, dat ass: Wat kënne mer maachen, fir dass mer manner Schoulofbriecher kréien, well dat ass jo den Enjeu? Ech mengen, et gëtt zwee Enjeuen: Éischtens, wéi verhënnere mer et? An zweetens, wat offréiere mer dann deenen, déi zréck an d'Schoul kommen?

Well ëmmerhi sinn 369 Kanner, déi sech frësch an eng Schoul ageschriwwen hunn, dovunner 122 am Ausland, mä awer och 247 zu Lëtzebuerg. Dat heescht, vun deenen, déi zréck an d'Schoul gaange sinn, sinn zwee Drëttel an eng Lëtzebuerger Schoul gaangen, an et geet drëm, fir deenen eng Offer ze maachen, dass se och waméiglech zu enger Qualifikatioun kommen. Dat ass dee groussen Effort, dee mer musse maachen.

An deen zweete groussen Effort ass, fir ze kucken: Wéi verhënnere mer an der Zukunft, dass esou vill Kanner ophalen?

Do gëtt et ganz vill, an och net vill Äntwerten. Also, ech sinn dankbar fir all Suggestioun. Ech mengen, mir fänken un an der Primärschoul. Et ass jo d'Zil vun der Primärschoul, ze soen, mir solle kucken, dass mer esou mann wéi méiglech Kanner kréien, déi schonn an der Primärschoul den Anschluss verpassen.

Wann een nämlech d'Etüd genau kuckt, da gesäit een, dass déi éischt Ursaach, firwat

den Décrochage ass, dee méi wéi zwee Joer Retard scolaire ass vu jonke Leit. Dat ass de Redoublement. A mir hunn an eise Primärschoulen onheemlech vill Redoublement.

Wann ech par ailleurs kucken, vun deene ronn 800 Schüler, déi an de Préparatoire orientéiert ginn, déi am Joer dohinner ginn, si 40%, déi nach net am sechste Schouljoer sinn. Dat ass natierlech dann en immens groussen Effort, dee muss gemaach ginn, fir deene Kanner erëm zu enger Qualifikatioun an zu enger Motivatioun ze verhëllefen. Duerfir setzen ech grouss Hoffnungen an dat Primärschoulgesetz an déi Reform, déi dorauer entsteet, fir eben ze verhënneren, dass et esou wäit kënnt, dass mer d'Kanner esou demotivéieren, dass se erëm mat vill Méi mussen opgebaut ginn.

Ech wëll och fir de Préparatoire soen, dass mer d'Halschent vun deenen 800 Schüler, déi an de Préparatoire orientéiert gi sinn, elo suivéieren, säit mer déi besser Datebanken hunn, a fënnef Joer duerno ass d'Halschent vun hinnen an engem klasseschen Ausbildungsdeal. Dat heescht, si sinn op de CATP an d'Formation professionnelle erakomm, Verschiddener op den Technique a ganz, ganz selten an e klassesche Lycée. Mä ëmmerhi brénge se et fäerdeg, fir d'Halschent vun deene Schüler erëm esou opzebauen, dass se zréck an de Schoulcircuit fannen, wat ech eng gutt Leeschtung fannen.

Dir frot mech elo: Wat ass d'Äntwert fir déi aner?

Mir hu jo virun engem, zwee Joer e Gesetz gestëmmt fir déi Klassen, déi mer COIPs-Klassen nennen, wouhinner de Moment ganz vill Kanner orientéiert ginn. Déi sinn elo e Joer gelaf. Ech hat gehofft, ech kéint Iech haut de Suivi gi vun deene Kanner. Dat kann ech nach net. Mir hu misse waarde bis den Dezember, well der do eng ganz Rei amgaang sinn, no enger Léier ze sichen, an dat nach net ofgeschloss ass. Ech kann Iech déi Chifferen also haut nach net ginn. Och do ass en Optrag eraus un d'Leit um Terrain, fir de Suivi ze maachen.

Mir wëlle méi Preventioun maachen. Eent vun de Mëttele sinn d'Classes Mosaïque. An 13 Lycéeën hu mer esou Klassen, wou Kanner, déi grouss Schwieregkeeten hunn, periodesch erageholl ginn, fir hinnen ze hëllefen a se besser opzebauen.

Mir hunn och mat engem Lycée e Projet duerchgefouert mat relativ vill Succès, fir mat de Redoublantë fir dat Joer, wou se redoubléieren - well déi kritesch Klass jo d'Neuvième oft ass -, e geziilte Programm ze maachen an op hir Schwieregkeeten anzegoen, net einfach e Redoublement ze maachen, mä ze soen: Hei, du muss méi Mathematik maachen, du méi Sproochen, fir deen Niveau u Kompetenzen ze kréien.

Da maache mer natierlech all déi alternativ Schoulen, déi jo am Fong och e Moyen sinn, fir op d'Spezifissitéite vun de Schüler anzegoen. Ech mengen, leider gëtt et net eng eenzel Äntwert, well all Kand, all Jugendlech, deen an der Schoul ophält, ass jo en Échec fir hie selwer, ass en Échec fir eis Gesellschaft, an d'Ursaachen dovunner sinn oft net eenzelner. Et gëtt net eng Ursaach, mä et sinn der vill, déi zesummekommen. Duerfir muss een eng Betreiung maachen, déi ganz op déi Jugendlech zougeschnidden ass. An dat ass eng ganz intensiv Betreiung. Mir sinn och amgaang, un engem Projet de loi ze schaffe fir déi Betreiung, an hoffen, dat eventuell nach ze déposéieren an der nächster Zäit.

Ech hoffen dobäi op Är Ënnerstëtzung.

Mme le Président.- Merci, Madame Minister. Här Adam, wëllt Dir nach d'Wuert ergräifen?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, wann Der erlaabt, Madame Presidentin a Madame Minister. Ech hätt am Fong geholl eng Fro, déi méi wäit geet. Ech mengen, dee Problem vum Décrochage scolaire ass jo e bësselchen eppes, wat een haaptsächlech an deene Länner kennt, déi wéi mir mat engem dräigliddrege Schoulsystem funktionéieren. Dat ass och eppes, wat d'Uni Lëtzebuerg ronderëm de Romain Martin zum Beispill kritiséiert. Zum Beispill seet de Romain Martin a sengem leschte Wierk, mir sollen déi Schüler méiglechst méi laang zesummen enseignéieren.

Ass dat och eppes, wat een als Mesure wéinstens da mëttelfristeg soll ugoen? Wéi gesitt Dir dat?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Also, déi Fro do geet awer elo iwwert déi gesaten Zäit vun enger Question avec débat eraus.

Ech kommen nach eng Kéier drop zréck, dass et vill Ursaache gëtt, firwat mer en Décrochage hunn. Et kann ee feststellen, wann een d'Etüd liest, dass déi Länner, déi méi en integrative Modell hunn, effektiv manner Décrochage hunn.

Allerdéngs gehéieren zu engem integrative Modell eng Ausbildung vun den Enseignanten; eng Method, fir Schoul ze halen; eng Benoutung, déi anescht ass; eng Evolutioun, déi anescht ass, an haaptsächlech gëtt et do kee Redoublement.

A wann Der Iech elo referéiert op eng Ausso aus enger Etüd wéi där vum Romain Martin, Chercheur op der Uni an Auteur vun engem Buch iwwert d'Lëtzebuerger Schoul, da gëtt et dach e ganze Koup, déi mussen zesummegoen.

Ech sinn also wierklech e Vertrieder dovunner, fir d'Integratioun ze praktizéieren a se esou laang wéi méiglech duerchzeféieren. Nach soen ech, musse mer eis Konditioune ginn, an deenen een dat dote ka realiséieren, an déi schaaft een net duerch eng Strukturreform, mä déi schaaft een doduerch, dass een d'Leit forméiert, dass een et fäerdeg bréngt, se zesummenzebréngen, an dass mer vill kleng Elementer un der Formatioun änneren.

Ech wëll awer nach eppes dobäi soen. Wann ech d'Population scolaire vu Lëtzebuerg kucken an ech vergläiche se mat där vu villen anere Länner, notamment deenen, déi da méi en integrative Modell hunn, dann hunn déi e Prozentsaz vun Auslänner oder vu Kanner mat Migratiounshannergrond, dee variéiert tëschent zwee, zéng a 15%. Mir hunn no deene leschte Chiffrë 46%. Dat heescht, mir hunn ee risege Problem als System, fir déi jonk Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, wa se e gewëssenen Alter hunn a wa se schonn eng gewëssen Zuel vu Jore vu Schoul hanneru sech hunn, an eise Schoulsystem ze integréieren. An dat sinn der natierlech vill, déi mer dann herno erëmfannen, déi 12, 13 Joer hunn, wa se op Lëtzebuerg kommen, déi keng vun eise Sprooche vun der Schoul schwätzen, mat deene mer dann natierlech ganz grouss Problemer hunn, fir déi zu enger Qualifikatioun ze bréngen.

Do mengen ech, dass ee muss alternativ Schoulmodeller proposéieren an och Ziler, fir ze erreechen, fir hinnen awer zu enger Qualifikatioun ze verhëllefen. An do hëlleft deen Opbau vun ënnen natierlech net alles.

Mme le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass de Punkt ofgeschloss, a mir kommen zum nächsten a leschte Punkt vun onsem Ordre du jour. Et ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5805, deen de Code du Travail modifizéiert. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här John Castegnaro.

9. 5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Madame Presidentin, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet haut, wéi d'Presidentin dat gesot huet, ëm eng Modifikatioun vum Code du Travail iwwert de Projet de loi 5805. Mir erliewen a mir wäerten nach erliewen, dass ëmmer öfters de Code du Travail muss ugepasst ginn.

De Problem ass, dass déi Titelen, déi dann iwwert de Projets de loi stinn, sech wéi e Geheimcode unhéieren an net méi siichtbar ass respektiv net méi erëmgi gëtt, ëm wat et sech eigentlech inhaltlech handelt. Mä dat läit an der Natur vum Code du Travail, a senger Roll an a sengem Opbau.

Mä haut geet et da bei deem, wat mer solle maachen, ëm d'berufflech Weiderbildung an d'staatlech finanziell Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi do matmaachen. Fir dat kënnen nei ze organiséieren, muss d'Basisgesetz vum 22. Juni 1999 ëmgeännert ginn, an dat eben, andeem den Artikel 542 aus dem Code du Travail och geännert gëtt.

Den Intitulé vum Gesetz vum 22. Juni 1999 erspueren ech Iech, well e riseg laang ass, mä eigentlech gëtt dat do ëmschriwwen ënner anerem als „un système de soutien de la formation professionnelle continue dans les entreprises". Et geet schlicht an einfach ëm d'berufflech Weiderbildung an ëm dat, wat mer op Lëtzebuergesch „lifelong learning" nennen.

De Projet de loi ass den 22. November 2007 hei deponéiert ginn. D'Beruffschamberen hu kuerz duerno hir Avisen ofginn, an och de Conseil d'État huet sech den 23. September dëst Joer derzou geäussert. Déi zoustänneg Parlamentskommissioun huet an zwou Sitzunge Stellung bezunn an de 15. Oktober de Rapport verabschit.

Eng positiv Approche gouf et vun alle Säiten, wann och d'Privatbeamtechamber an d'Arbeiterkammer deels eng méi kritesch Approche haten, déi dora bestan huet, dass se soen, dass mat deem Projet hei d'Grousszügegkeet géif agefouert ginn a fir si d'Gefor géif bestoen, dass manner Qualitéit herno an der berufflecher Weiderbildung géif ugebuede ginn.

Ech wëll elo scho profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi hei matgeschafft hunn.

Zum Inhalt e puer Bemierkungen. Mir hunn hei d'lescht Woch am Débat iwwert d'Lissabon-Strategie an domat iwwert déi onendlech Diskussioun a permanent Diskussioun fir méi Wirtschaftswuesstum a méi Beschäftegung eigentlech en Deel vun där Problematik ugeschwat. Dee Projet de loi vun haut reit sech wéi e Mosaiksteen a vill Moossnamen an, déi noutwendeg sinn, wann een déi Ziler vu Lissabon wëllt erreechen.

Dëse Projet de loi huet eng duebel Funktioun - wat net ëmmer esou ass -, déi dora besteet, souwuel d'Interesse vun de Salariéen ze vertrieden, mä och déi vun de Betriber. Dat erklärt sech doduerch, dass mer mat engem permanenten technesche Wandel konfrontéiert sinn, deen ëmmer méi grouss Ufuerderungen un d'Arbeitnehmer stellt, an deen et duerfir noutwendeg mécht, dass ee konkret Moossnamen am Beräich vum „lifelong learning" entwéckelt, am Sënn vun där beschter Qualifikatioun.

Ech wëll hei eng Klammer opmaachen, fir drop hinzeweisen, dass mer deemnächst d'Basisgesetz vun der Beruffsausbildung hei wäerten diskutéieren. De Projet de loi 5622 ass sprooch- an diskussiounsräif, well mer d'Aarbechten d'lescht Woch an der Kommissioun konnten ofschléissen a mer dervun ausginn, dass mer Enn November de Projet hei zum Vote kënne stellen.

Nach eng Kéier: Déi beschte Qualifikatioun an déi regelméisseg Upassung un d'technesch Entwécklung erfuerderen eben, dass een all Viraussetzunge schaaft an dass et domat méiglech gëtt, dass een an d'Lag versat gëtt, liewenslaang léieren ze kënnen. Dat féiert derzou, dass a) de Risiko vun engem Aarbechtsplazverloscht méi kleng gëtt, a b) d'Chance méi grouss gëtt, dass déi Betraffen, déi permanent léieren, och méi kënne verdéngen a sech kënnen eng besser Stellung an hire Betriber erschaffen.

Et muss een awer och an dësen Zäiten derbäi soen, dass an där Zäit, an där mer liewen, wou Mobilitéit a Flexibilitéit verlaangt sinn, et nach ëmmer keng absolut Beschäftegungsgarantie gëtt. Dat ännert och näischt mat deem Projet de loi hei. Mä wann een op där anerer Säit vill léiert, wann ee sech permanent adaptéiert, ass d'Chance awer méi grouss, wann een eng Aarbechtsplaz verléiert, dass een eng nei ka méi schnell oder iwwerhaapt fannen doduerch, dass ee méi eng héich Qualifikatioun huet.

Dat Gesetz, wat mer mat dësem Projet de loi reforméieren, ass eréischt e puer Joer al. Et ass den 1. Januar 2000 a Kraaft getratt an huet direkt en enorme Succès kannt. Dat dréckt sech an e puer Zuelen aus. Am Joer 2000 gouf et 167 Demandë säitens de Betriber. Déi sinn 2006 op 500 Dossieren ugewuess. De Schéinheetsfeeler läit doran, dass et wéineg bis guer keng kleng Betriber gouf, déi sech dofir interesséiere konnten. De finanziellen Impakt vun deem Gesetz huet 118 Milliounen an der Zäitspan 2000 bis 2006 bedroen. Et gesäit een also, dass dat schonn unerkannt a genotzt ginn ass.

Mä wann de Succès hätt kënne méi grouss sinn, dann erkläert sech dat doran, dass mer besonnesch déi kleng Betriber net interesséiere konnten, duerch schwéierfälleg Prozeduren an duerch Grenzwäerter, déi esou ware wéi se waren, nämlech, dass de Montant, de Käschtepunkt fir de Plan de formation bei 12.395 Euro respektiv mindestens 0,5% vun der Masse salariale vun de leschten dräi Joer huet misse bedroen. Da waren dat Saachen, déi net jiddferee konnt esou novollzéien. Déi Lourdeur administrative huet et deene klenge Betriber praktesch onméiglech gemaach, fir dobäi matzemaachen.

Une voix.- Ganz richteg.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Wéi scho gesot, wëlle mer dat Gesetz vun 1999 haut mat de prakteschen Erkenntnisser, déi sech elo a sechs Joer zesummegedroen hunn, erweideren. Mir wëllen den Aktiounsradius méi grouss maachen a mir wëlle virun allem d'Schwéierfälligkeet eraushuelen an e wéineg mat manner restriktiven Dispositiounen d'Attraktivitéit erhéijen.

D'Objektiv also vum Projet de loi, dat erreecht soll ginn, ass a) méi Betriber an och méi kleng Betriber un de Weiderbildungsmoossnamen duerch vereinfacht Prozeduren an de staatleche Kofinanzement méiglech ze maachen, a b) domadder natierlech och méi Salariéen ze erreechen, fir dass si hir Kompetenze kënne verbesseren. Dat bedeit fir si méi Chancen, mä et bedeit och fir d'Betriber méi Kompetitivitéit, méi Performance, méi Qualitéit, eng besser Konkurrenzfäegkeet. Esou gesinn, ass souwuel de Betrib wéi de Salarié Gewënner.

Am Résumé, wat de Projet de loi ubelaangt:

Éischtens ginn déi Montanten, fir de Plan de formation opzestellen, changéiert. An zwar gi se vun 12.395 op 75.000 Euro eropgesat. Dat féiert derzou, dass eigentlech 20% vun den Entreprisë vun enger méi einfacher Prozedur profitéiere kënnen, well se dann nach just ee Plan de formation auszeschaffen hunn, deen aus engem Dokument besteet - e Bilan annuel -, amplaz vun zwee - Demande d'approbation a Rapport final -, wéi et elo de Fall ass, wat vill administrativen Opwand fir d'Betriber bedeit huet.

Zweetens, e Plus besteet doran, dass d'Donnéeën, déi d'Betriber am Plan de formation musse weisen, och reduzéiert ginn. Esou brauchen d'Betriber just Donnéeën unzeginn, déi beim Plangen an Opstelle vu Weiderbildungsmoossname wierklech relevant sinn.

Drëttens, de Kritär, dass den Investissement a Weiderbildungsmoossname mindestens 0,5% vun der duerchschnëttlecher Masse salariale vun deene leschten dräi Joer vum Betrib ausgemaach muss hunn, gëtt fale gelooss. Och esou kënne méi Entreprisë vun der staatlecher Ënnerstëtzung profitéieren an dobäi eben erëm eng Kéier virun allem déi kleng, mä och eng ganz Rei vu Mëttelbetriber.

Véiertens, d'Formatioun fir Persounen, déi a Sous-traitance bei Betriber schaffen, ass och elo méiglech. Déi ginn also och éligibel fir e staatleche Kofinanzement.

Fënneftens - dat muss een ervirsträichen -, 50% vun der Ausbildungszäit muss während der normaler Aarbechtszäit duerchgeféiert ginn a gëllt als Aarbechtszäit.

Sechstens, betraff sinn d'Salariéen, déi bei Lëtzebuerger Gesellschafte schaffen, déi hei etabléiert si respektiv déi bei der Lëtzebuerger Sécurité sociale affiliéiert sinn; an dat alles am Privatsecteur.

Siwentens, den INFPC, also den Institut national de la formation professionnelle continue, bleift responsabel fir d'Ofwécklung an ass duerfir och personell an informatesch opgestockt ginn. Do waren an der Vergaangenheet Problemer. Déi sinn elo behuewen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Op déi Fro vun der Qualitéit an der Kontroll, do muss een drop hiweisen - dat ass jo eng Fro, déi, wéi ech gesot hunn, d'Arbeiterkammer an d'Privatbeamtechamber opgeworf hunn -, dass déi Formatiounen ausschliesslech a staatlech unerkannte Schoulen am In- an am Ausland stattfannen an deenen normale Kontrollen do ënnerleien.

Fazit: Dëst Gesetz soll d'Zuel vun de Betriber an de Salariéen erhéijen. A wann et 2006 500 Betriber waren, déi sech ugemellt haten an déi ronn 92.000 Salariéen - wat en Drëttel vun de Gesamtbeschäftegten ouni Secteur public duerstellt - representéieren, da wäert dat sech veränneren. Mä et muss een derbäi soen, dass déi 500 Betriber virun allem aus véier grousse Branchë komm sinn an dass aner Branchë wéi de Commerce, de Bau, d'Hotelen, d'Restauratioun net konnte matmaachen, well se den administrativen Opwand net ronnkritt hunn. Déi Simplification administrative, déi hei och stattfënnt, wäert dat ebe veränneren a grondsätzlech verbesseren.

Ech wéilt nach eng Kéier alle Kommissiounsmitglieder Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'LSAP dëse Projet de loi stëmme wäert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Wuert huet elo d'Madame Hetto.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport.

2000 gouf e Gesetz agefouert, dat dem Stat et erméiglecht, d'Weiderbildung an de Betriber finanziell ze ënnerstëtzen.

Dës Ënnerstëtzungsbestëmmunge goufe vum Code du Travail iwwerholl.

D'Weiderbildung vum Personal an de Betriber ass eng fundamental Mesure, well si erméiglecht, dass d'Employéen hiert Wëssen an hir Kompetenze permanent un d'Entwécklung vun de Produktiouns-, den Organisatiouns- an och de Verkafstechnike vun de Betriber upassen. Doriwwer eraus erlaabt d'Formation continue de Salariéen an hire Virgesetzten awer och, sech op eng aner professionell Aktivitéit respektiv méi eng exigent Aarbecht virzebereeden, déi den Aarbechtsmarché eventuell verlaangt.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Betriber, déi an d'Weiderbildung vun hirem Personal investéieren an och schonn investéiert hunn. De Produktiounsfacteur „Wëssen" gewënnt ëmmer méi u Bedeitung. A wa Weiderbildung no un der Aarbechtsplaz geschitt, ergëtt sech doraus de Virdeel, dass eng genee Bedarfsanalys an och eng bedarfsorientéiert Bildung méiglech ass. Esou geléngt et am beschten, sech geziilt a käschtespuerend op d'Aarbechtswelt vu muer ze preparéieren.

Madame Minister, an deem Kontext ass mer e Saz an d'A gesprongen, deen an der Broschür vun der Reform vun der Formation professionnelle steet an dee sécherlech och heifir zoutrëfft: „Et kann ee säin Job vun haut net mat de Methode vu gëschter ausféieren an dobäi hoffen, am grousse Geschäft vu muer derbäi ze sinn." Genee dorëms geet et bei der Formation continue an de Betriber.

Zënter d'Weiderbildungsprogrammer finanziell vum Stat ënnerstëtzt ginn, ass d'Zuel vun den Dossieren, déi eragereecht goufen, permanent gewuess. De Rapporteur ass och schonn drop agaangen. Am Joer 2006 si 500 Ufroe fir eng staatlech Ënnerstëtzung erageschéckt ginn. Am Joer 2000 waren et der eréischt 167.

Dem Stat seng Ausgabe fir déi finanziell Bedeelegung un de Betriber hirer Weiderbildung si vun 12 Milliounen am Joer 2000 op 20.000 Milliounen am Joer 2005 geklommen. Dobäi variéieren déi Dépensen natierlech ëmmer a Fonctioun vun der Unzuel vun de Betriber, déi op dës Hëllefen zréckgräifen, an a Fonctioun vum Investissement, deen d'Entreprisë getätegt hunn.

Dernieft spillen awer och eng ganz Rei extern Facteuren eng Roll, déi konjunkturell Situatioun, eventuell Fusioune vun Entreprisen, d'Astelle vun neie Mataarbechter oder och nach d'Benotze vun neien informatesche Systemer.

Fir an de Genoss vun de staatleche Bäihëllefen ze kommen, mussen d'Betriber ee Formatiounsplang respektiv e Bilan annuel un den Educatiounsministère eraschécken. Bis ewell hunn d'Betriber dat och gemaach, awer dacks ënner engem enormen administrativen Opwand. Et ass awer esou, dass dës Bildungspläng aus ënnerschiddlechen externen Ursaachen, déi een net konnt virausgesinn, net ëmmer 100%eg konnten ëmgesat ginn; wat dann derzou gefouert huet, dass se vum Ministère net ugeholl goufen.

Fir also d'Formation continue rigouréis kënnen ze plangen, fir der ëmmer méi grousser Demande nozekommen an en vue och vun enger Simplification administrative hu sech Ännerungen un dësem Gesetz opgedrängt. An dësem Projet de loi 5805 ginn also folgend Haaptännerunge virgeholl:

Éischtens: D'Prozedur, fir eng Ënnerstëtzung ze kréien, gëtt vereinfacht. An Zukunft brauch e Betrib eréischt dann eng ministeriell Approbatioun unzefroen an en detailléierte Formatiounsplang ze presentéieren, wann déi Formatioun méi wéi 75.000 Euro kascht. Heiranner mussen dann awer d'Objektiver, d'Dauer vun der Formatioun, d'Käschten an den Avis vun der Personaldelegatioun festgehale ginn. Momentan läit de Montant bei 12.395 Euro.

Läit e Betrib also ënnert dem Montant vu 75.000 Euro, da geet et duer, dass e just de Joresbilan vun de realiséierte Formatioune presentéiert. 20% vun deene Betriber, déi eng Demande gemaach hunn, géife vun dëser vereinfachter administrativer Prozedur profitéieren.

Zweetens: An Zukunft kënnen och Leit an de Weiderbildungsprogramm opgeholl ginn, déi fir de Betrib, deen eng Demande mécht, als Sous-traitant schaffen.

Drëttens: An Zukunft brauch sech och e Betrib, wat den Invest a Formatiounen ubelaangt, net méi un d'Limite vun 0,5% vun der Moyenne vun der Masse salariale vun de leschten dräi Joer ze halen. Duerch dës Mesure kënnen da vill méi Salariéë vun enger Weiderbildung profitéieren.

D'CSV begréisst selbstverständlech all dës Changementer um Gesetz, well se derzou féiere wäerten, dass wesentlech méi Betriber a Weiderbildungsprogrammer investéieren. D'Betriber sinn deemno gefuerdert, a Relatioun mat hirer Produktiouns- a Gestiounsstrategie qualitativ héichwäerteg an effizient Formatiounen unzebidden.

Nëmmen esou kann d'Personal op d'Erausfuerderungen, déi duerch d'Entwécklung vum Betrib op si duerkommen, virbereet ginn. Nëmmen esou kann de Chef d'entreprise sech nei Kompetenzen uneegnen, souwuel a senger Spezialisatioun, fir kënnen a komplexe Systemer ze denken an dës organisatoresch ëmzesetzen, wéi och - an dat ass och ganz wichteg - am Ëmgang mat senge Mataarbechter. An nëmmen esou kann d'Personal sech déi noutwendeg Kompetenzen uneegnen, fir den Ufuerderunge vum Aarbechtsmarché vu muer gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat mécht et engem och méi einfach, fir dann nach duerno d'Wuert ze ergräifen, respektiv kann een och da méi kuerz sinn. Ech géif mech duerfir op zwou, dräi Remarquë beschränken.

Éischtens wéilt ech nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der Weiderbildung ënnersträichen; dat an enger Aarbechtswelt, déi a permanenter Evolutioun ass a wou bal all Dag nei Erausfuerderungen op d'Betriber an natierlech och op hir Mataarbechter zoukommen.

D'Weiderbildung muss e permanent Uleies fir d'Betriber sinn, fir datt hiert Personal ëmmer um leschte Stand vum Know-how ass, fir datt d'Entreprise performant bleift. Dat ass dann ënnert dem Strëch och e Plus fir d'Kompetitivitéit. Mir hate jo d'lescht Woch eng Debatt hei an der Chamber iwwert de Prozess vu Lissabon, an do ass jo méi wéi eng Kéier op d'Wichtegkeet eben och an deem Beräich vun der Weiderbildung higewise ginn.

D'Weiderbildung, de Lifelong learning, muss awer och eng permanent Erausfuerderung fir den eenzelne Mënsch an der Beruffswelt sinn. Doduerch, datt ee sech weiderbilt, bleift een e kompetente Mataarbechter am Betrib, bleift een um leschte Stand vun der Exzellenz vu sengem Beruff. An doduerjer verbessert een och da seng Positioun an engem Betrib, mécht sech nei Chancen op, zum Beispill wann ee wëllt Carrière an engem Betrib maachen oder vläicht een aneren, méi responsabele Poste kréien.

Och vläicht wann dat net ëmmer déi éischt Motivatioun ass, kann eng performant Weiderbildung et och erméiglechen, fir besser gestiwwelt ze sinn, wann een entweder wëllt oder leider heiansdo och muss de Betrib changéieren; wat jo an de leschten Zäiten och méi oft op der Dagesaktualitéit ass.

Ouni elo all déi Iddien nach weider vill wëllen auszebreeden, ze verdéiwen, kënne mer alleguerten dermat d'accord sinn, datt d'Weiderbildung eng Plus-value ass, souwuel fir de Betrib op där enger Säit wéi awer och fir d'Employéen op där anerer Säit. Duerfir gëtt och net a Fro gestallt, datt mer d'Betriber bei deenen Efforten an dësem Beräich sollen ënnerstëtzen a se dobäi och uspornen.

Mir haten Dispositiounen am Code du Travail, déi staatlech Ënnerstëtzung fir déi Betriber virgesinn hunn, déi an d'Weiderbildung investéieren. D'Erfahrung an d'Praxis hunn eben elo gewisen, datt déi Dispositiounen e bëssen ze komplizéiert an der Prozedur waren an duerfir vläicht och net genuch Betriber Hëllefen ugefrot hu respektiv incitéiert gi sinn, fir an d'Weiderbildung ze investéieren.

Mir hu kuerz d'Zuelen an der Kommissioun diskutéiert: Ronn 500 Entreprisen, ronn 92.000 Leit, sinn an de Genoss vun esou Hëllefe komm. Do kann ee sech elo froen: Ass dat vill? Net genuch? Wann ee bedenkt, datt dat awer nëmmen en Drëttel vun de Beschäftegten hei zu Lëtzebuerg ass, kann ee soen: Dat geet sécherlech net duer.

Et ass och scho virdru vum Rapporteur gesot ginn, datt ee virun allem och festgestallt huet, datt déi kleng Betriber net esou vill op déi Mesuren oder déi Méiglechkeeten do zréckgegraff hunn an datt dat sécherlech e Schwaachpunkt ass, deen ee muss verbesseren.

Dëse Projet de loi oder d'Ëmännerung vun deem bestehende Code du Travail gesäit also elo Dispositiounen am Sënn vun de Betriber vir, datt nach méi Betriber an d'Formation continue investéieren, datt do also verschidden Ëmännerunge virgeholl gi sinn, déi de Rapporteur am Detail hei virgestallt huet.

An engem Wuert: De Mot d'ordre war hei virun allem „Simplification administrative". Wat mer och ganz ausdrécklech begréissen, well d'DP huet scho méi wéi eng Kéier hei op der Tribün gefrot, fir méi konsequent an allen Domäner d'administrativ Prozedure beim Stat ze vereinfachen. Hei hu mer dat emol eng Kéier ganz schnell fäerdeg bruecht, dat am Intérêt vun de schaffende Leit an de Betriber. Duerfir kënne mir och voll dës vereinfacht Mesuren am Intérêt vun der Weiderbildung ënnerstëtzen. Mir stëmmen och dëse Projet de loi a mir hoffen, datt domat och an Zukunft nach méi Betriber da wäerte vun där Offer profitéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Adam.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, kréien ech d'Wuert och nach?

M. le Président.- Den Här Gibéryen kënnt och nach.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Castegnaro, Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dee Rapport an d'Ausféierung vu menge Virriedner erlabe mir et mech kuerzzefaassen.

D'Zil vun deem neie Gesetz ass et, fir eng Rei administrativ Démarchë méi einfach ze maachen, fir nach méi enger grousser Zuel vu Betriber den Zougang zu staatlechen Hëllefen am Kader vun der berufflecher Weiderbildung zougänglech ze maachen. D'Wichtegkeet vum sougenannte Lifelong learning soll domat souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Salariéen nach weider ervirgehuewe ginn.

Souwuel de Statsrot wéi och d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers begréissen dëst Gesetz. Déi Mesuren, déi vun dësen zwou Kummere begréisst ginn, ginn awer vun der Aarbechter- a vun der Privatbeamtekummer kritiséiert. Dës Kummere ginn ze bedenken, datt d'Eropsetze vum Montant vu bis elo 12.395 Euro op 75.000 Euro fir e Plan de formation mussen ze presentéieren an d'Opgi vum Critère d'éligibilité vun 0,5% vun der Moyenne vun der Masse salariale vun deene leschten dräi Exercicen zu enger Déresponsabilisatioun vun de Chefs d'entreprises kéinte féieren.

Besonnesch d'Chambre de Travail bezweifelt, datt dat aalt Gesetz vum 22. Juni '99, dat am Januar 2000 a Kraaft getrueden ass an dat ënner anerem den Zougank zu staatlechen Hëllefen an d'Entwécklung vun der berufflecher Weiderbildung vun Entreprisen zum Zil hat, e Succès war, esou wéi dat am Exposé des motifs steet. Well jo haaptsächlech d'Banke bis elo de gréissten Deel vun de staatleche Gelder akasséiert hunn, a well ee kann dovun ausgoen, datt d'Banken och an d'Weiderbildung vun hirem Personal investéiert hätten, wa se keng staatlech Hëllef kritt hätten, schreift dës Kummer an hirem Rapport, an ech zitéieren: «La question de la pertinence de la loi et celle du gaspillage des deniers publics qui y est liée continuent à se poser.»

Mir huelen dës Bedenken net op déi liicht Schëller, ginn awer dovun aus - an dat ass och hei vun all Riedner betount ginn -, datt grad duerch déi nei Mesuren an dësem Gesetz den Zougank méi einfach gëtt fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber, fir datt dat Ongläichgewiicht vun den Hëllefen zugonschte vun de groussen Entreprisë mat deem neie Gesetz an een aneren, besseren Equiliber kënnt. Duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Erlaabt mer zum Schluss nach eng Fro an eng Ureegung. Meng Fro ass: Kann een dovunner ausgoen, datt déi Commission consultative, déi mat dem Amendement vum Gesetz vun 2002 an d'Liewe geruff ginn ass, fir déi Mesuren ze begleeden, hir Aarbecht weidermécht a mer och eng Evaluatioun kréien, fir ze gesinn, ob dat Gesetz an déi Richtung geet, wéi mer eis et alleguerten erhoffen?

An eng Ureegung: Et ass jo kloer, datt dat Gesetz hei d'öffentlech Hand ausschléisst. Do ass eng gewësse Logik derhannert. Mä mir denken, et wier vläicht sënnvoll, sech ze iwwerleeën, ob een net och kéint esou Mesurë fir d'Gemengen ergräifen, déi jo och un enger Weiderbildung vun hirem Personal interesséiert sinn. Well och déi Weiderbildung ka ganz villsäiteg sinn, an et kéint ee sech iwwerleeën, wéi een d'Gemengen do mat abezéie kéint.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Adam. De leschte Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg John Castegnaro Merci soen, well hie war wierklech komplett a sengen Ausféierungen, wat de Rapport zu dësem Projet de loi ubelaangt. Dat hunn ech och bei menge Virriedner gemierkt, esou datt kee méi ka vill derbäifügen, wat den Inhalt vun dësem Projet de loi ubelaangt, ausser datt mer versichen nach déi eng oder déi aner allgemeng Remarque ze maachen.

D'Weiderbildung ass fir jiddferee vun eis heibannen e wichtege Punkt, a jiddfereen heibannen huet, an all deenen Diskussiounen, déi mer an de leschte Jore gefouert hunn, ëmmer en Akzent op d'Weiderbildung geluecht. D'Weiderbildung ass wichteg fir d'Betriber, se ass awer och wichteg fir d'Salariat, an duerfir ass et wichteg, géif ech soen, fir eis national Ekonomie, wa mer e Maximum vu Leit un enger Weiderbildung participéiere loossen, fir se am Interessi vun eiser Ekonomie an an hirem perséinlechen Interessi kënnen anzesetzen.

Weiderbildung gëtt awer nëmme profitéiert, vun de Betriber a vun de Leit, wa se akzeptabel ass, wa se praktikabel ass, souwuel wat d'Prozedure wéi d'Fonctionnement vun der Weiderbildung ubelaangt. Duerfir ass et wichteg, datt een e Gesetz huet, an datt ee sechs Joer duerno Erkenntnisser erauszitt, wat gutt ass a wat positiv ass, an dann eben déi Korrekturen ubréngt, déi néideg sinn. Dat, wat an dësem Gesetz gemaach gëtt, ass nun emol einfach déi Korrektur, déi verlaangt ginn ass, fir datt all d'Betriber, virun allem och méi kleng Betriber, kënne vun der Weiderbildung profitéieren, well mer eben elo, kann ee soen, eng Procédure simplifiée hei uwenden.

Mir schwätze praktesch permanent - och wa mer iwwer eis Betriber, wa mer iwwert d'Mëttelstandspolitik heibannen diskutéieren - vun der administrativer Vereinfachung. Et gëtt ëmmer kritiséiert, datt vill doriwwer diskutéiert gëtt, awer wéineg an der Praxis geschitt. Ech sinn ee Politiker, dee léiwer eng Politik vu klenge Schrëtt gesäit, wéi datt ee mengt, et misst een ze vill an en Dëppen erantässelen, an da kritt een näischt realiséiert. Dat hei ass ee klenge Schratt, awer ee wichtege Schratt an dësem Domän.

Ech wier frou, wa mer nach vill weider där Schrëtt kéinten ënnerhuelen, net nëmmen am Kader vun der Weiderbildung, mä insgesamt. Wéi laang schwätze mer elo schonns heibannen zum Beispill vun engem Guichet unique fir d'Betriber, wat mer awer nach ëmmer net realiséiert hunn! Duerfir sinn ech awer zumindest frou, datt mer hei, wat d'Weiderbildung ubelaangt, elo eng Procédure simplifiée realiséiert hunn, an dovunner kënnen dann, wéi gesot, och méi kleng Betriber profitéieren.

Et huet kee Wäert méi, datt ech op d'Technik oder op d'Chifferen aginn, se sinn

elo schonn e puermol genannt ginn. Et bleift mer duerfir nach just d'Zoustëmmung vun eisem Grupp ze bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Madame Unterrechtsministerin huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, a wéi de John Castegnaro et gesot huet, ass dat Gesetz hei e klengt Element fir d'Strategie vu Lissabon. E klengt Element, mä et ass een Element, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren.

D'Gesetz vun 1999, wat also d'Ënnerstëtzung an d'Entwécklung vun der Formation professionnelle continue als Objet hat, war e gutt Gesetz. Ech wëll dat awer hei ënnersträichen. Et huet haaptsächlech och dozou gefouert, dass déi Betriber, déi wollte vun der finanzieller Hëllef vum Stat profitéieren - all meng Virriedner hunn hei gesot, dass dat haaptsächlech déi grouss Entreprisë waren, déi souwisou Formation continue fir hir Leit gemaach hunn -, an ee Kader erabruecht goufen, dass e Plang do war, dass eng Iwwerleeung do war, wat d'Strategie ass, an dass dann och e Bilan dovunner gemaach ginn ass. En éischte Pluspunkt vun deem Gesetz war also, dass mer eng besser Strukturatioun an eng besser Reflexioun iwwert dat, wat d'Zil vun der Formation continue ass, an de Betriber hunn, an duerfir war et scho richteg, dat Gesetz deemools ze stëmmen.

De Succès vum Gesetz beweist dat jo och. Mir hunn d'lescht Joer 25 Milliounen Euro als Hëllef fir d'Weiderbildung am Betrib un d'Betriber ausbezuelt. Wann een ausrechent, dass dat ongeféier 14% vum ganze Chiffer ass, da weess ee jo, wéi ee Montant zu Lëtzebuerg a betriblech Weiderbildung gestach gëtt. Dat ass substanziell, an dat ass och wichteg fir d'Leit an de Betriber a fir d'Betriber selwer.

Den Text, deen elo doläit, ass, wéi meng Virriedner all gesot hunn, eng administrativ Vereinfachung. Dat ass och d'Resultat vun den Iwwerleeungen a Reflexioune vun der Commission consultative, déi jo all Projet begleet, déi da Leitlinne festleet an déi zur Konklusioun kënnt, dass, wa mer gär e Schrëtt weiderginn - nodeems en éischte Schrëtt gemaach ginn ass, fir all déi grouss Entreprisen dran ze kréien - an d'PMEe wëlle mat implizéieren, mer net raisonnablement vun hinne verlaange kënnen, dass se an engem Joer eigentlech zwee grouss Effortë maachen, eng Kéier e Plang presentéieren, deen dann eng Approbatioun kritt, an duerno e Bilan, wat all Kéiers e ganz groussen Opwand ass, mä dass et duergeet, wa se eemol e Bilan presentéieren an dann hir Hëllef kréien. Duerfir gëtt dee Seuil vun 12.395 op 75.000 Euro gehuewen. Ech hoffen, dass mer dat Zil, wat mer eis fixéiert hunn, dat heescht, méi mëttel a kleng Betriber an déi Pläng vu Formation professionnelle continue eranzekréien, mat dësem Gesetz erreechen.

Et kann een ëmmer driwwer nodenken, wat mer nach alles als Instrumenter mussen opbaue fir d'Formation continue an anere Secteuren, wéi zum Beispill an de Gemengen, mä dat ass elo net den Objet vun dësem Gesetz, an ech mengen, denke kann een ëmmer weider. Duerfir wollt ech lech alleguerte Merci soe fir déi interessant Bäiträg, a sämtlechen Deputéierte Merci soe fir dee breeden Accord, an ech si frou, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, dass déi Ännerunge kënne fir den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5805[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Gesetz 5805 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Enthalung a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun der Sëtzung ukomm. Muer treffe mer eis dann erëm um hallwer dräi.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.13 heures)

SÉANCE 5

Mercredi, 22 octobre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le nouveau plan hospitalier
- *Exposé: Mme Lydia Mutsch*
- *Débat: Mme Martine Stein-Mergen, M. Carlo Wagner, M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

* * *

Mme Vera Spautz - M. le Président

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. 5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydie Err (déposant une motion et une résolution)*
- *Discussion générale: M. Marcel Glesener, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 et résolution 1: adoptées*

5. Question avec débat N°39 de Mme Vera Spautz au sujet du fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales
- *Mme Vera Spautz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

En date du 12 au 13 octobre 2008 s'est tenue une réunion extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) à Amman (Jordanie).

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Lydie Err, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente et M. Xavier Bettel, Membre de la délégation luxembourgeoise.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. Hans-Gert Pöttering, Président de l'APEM et du Parlement européen, de M. Abdel-Hadi Majali, Vice-Président de l'APEM et Président du Parlement jordanien ainsi que de M. Nader Dahabi, Premier Ministre du Royaume hachémite de Jordanie. L'Assemblée a adopté une recommandation sur le rôle de l'APEM au sein du Processus de Barcelone: une Union pour la Méditerranée ainsi qu'une déclaration sur le Processus de Paix au Proche-Orient.

Mme Lydie Err et Mme Martine Stein-Mergen ont également participé à une réunion sur l'énergie solaire et la désalinisation de l'eau de mer.

Mme Martine Stein-Mergen a assisté à une réunion de la commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme qui s'est tenue le 11 octobre 2008.

Fir haut de Mëtteg hu mer op eisem Ordre du jour, esou wéi dat gëschter arrêtéiert ginn ass, fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn iwwert den neie Plan hospitalier. D'LSAP-Fraktioun huet dës Aktualitéitsstonn ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir:

Déi Fraktioun, déi ufreet, huet zéng Minutten, déi aner Fraktioune jeeweils, Här Wagner, fënnef Minutten, an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madame Mutsch, wann ech gelift.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le nouveau plan hospitalier

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet vum neie Plan hospitalier gouf als Exekutiounsinstrument vum Spidolsgesetz vun 1998 scho virum Summer vun der Regierung guttgeheescht a fir d'Rentrée un de Statsrot weidergereecht. Mir kënnen eis heibannen nach gutt erënneren, dass beim leschte Spidolsplang, deen am Abrëll 2001 virgeluecht an 2006 liicht modifizéiert gouf, d'Chamber den ausdréckleche Wonsch hat, fir méi staark an d'Diskussiounen agebonnen ze ginn an d'Stoussrichtunge fir d'Zukunft matzebestëmmen.

Dofir sinn ech frou, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, fir d'Gesamtausriichtung ze kommentéieren, an domat och déi rezent Offer vum Minister kënnen unhuelen, iwwert den Detail an der Gesondheetskommissioun weiderzediskutéieren. Et ass esou wéi et muss sinn.

Dass sech d'Spidolslandschaft vun engem Land, och wann et esou kleng ass wéi Lëtzebuerg, net vun haut op muer ännere léisst, weist d'Tatsaach, dass schonn ënnert dem Gesondheetsminister Lahure mat der Sema-Etüd d'Jalonë gesat goufe fir déi zukünfteg Entwécklung vum Spidolswiesen. Deemools gouf, wann och nach méi zaghaft, e Kader fir d'gesondheetspolitesch Zukunft vum Land skizzéiert, net ouni d'Fangeren op eis Faiblessen ze leeën, mä virun allem op déi enorm Potenzialitéite fir d'Verbesserung vun der gesondheetlecher Versuergung fir d'Lëtzebuerger Populatioun hinzeweisen.

Haut sti mer matzen dran an där Phase de transition, dem Remodelage vun eiser Spidolslandschaft, dee mam Spidolsgesetz vun 1998 - also deem leschten neien - an d'Weeër geleet gi war. Hat de Spidolsplang 2001 nach virrangeg d'Vocatioun, fir de schwieregen Equiliber tëscht ze villen Haiser an ze villen Acteuren hierzestellen, esou hunn déi wichteg Regruppementer vun haut a vun de leschte Joren den enorm grousse Mérite, dass dëse Plan hospitalier déi wichteg Pistë fir d'Zukunft mam Numm nenne kann, an domat déi iwwerfälleg Debatt erlaabt, en neit Spidolsgesetz fir déi nächst zéng bis 15 Joer laangfristeg an nohalteg virzebereeden.

An déi Pistë sinn:

1. d'Qualitéit vun de Gesondheetsleeschtungen a vun de Soinë fir de Patient kontinuéierlech eropzesetzen, mat der beschtméiglecher Proximitéit an de Spideeler an de Services nationaux a vernetzt op nationalem Plang, mat festen Indicateuren, ob-

jektive Moossparameteren a kloeren Objektiver fir d'Qualitéitsufuerderunge vun der Zukunft;

2. nei Kompetenzzentre schafen a bestoender festegen, mat kloeren Zilsetzungen, prezise Laaschtenhefter, mat Qualitéits- an Evaluatiounskritären, déi deen Numm dann och herno verdéngen, mat Convention-decollaborationen, déi e Suivi assuréieren a garantéieren, an domat och last but not least d'Investitioune justifiéieren, déi d'Fonctionnement vun dëse Centre-de-compétencen iwwerhaapt erméiglechen;

3. der demographescher Entwécklung, dem Alterungsprozess vun der Populatioun Rechnung droen an duerch den dréngend noutwendege konsequenten Ausbau vun der Gériatrie nei Behandlungsméiglechkeeten, nei Forme vun der Prise en charge an nei Servicer schafen, an

4. ouni Qualitéitsofbau de Virage ambulatoire do erlaben, wou e Sënn mécht, an duerch d'Erhéije vun de stationäre Behandlungsméiglechkeeten nei Ressourcë fräisetzen, déi dem Patient da leschtendlech kënnen zeguttkommen.

Här President, op dëser Plaz wéilt ech ganz besonnesch ervirsträichen, dass et nëmme méiglech ass, dës laangfristeg a laangzäiteg orientéiert Perspektive fir eng qualitativ Opwäertung vun eiser Gesondheetsversuergung ze schafen, well d'Regioune sech am Partenariat mat der Regierung regruppéiert hunn an duerch liewenswichteg Synergien d'Wuel vun hirer Populatioun viru lokalpolitesch Intérête gestallt hunn.

Ech denken hei virun allem un d'Pionéieraarbecht vun der Südregioun, déi als neie Centre hospitalier Emile-Mayrisch, genannt CHEM, no de Fusiounen als Hôpital régional multisite modern Déngschtleeschtunge fir de Patient ubidde kann an nei Weeër fir d'Gesondheetsversuergung am Süde konnt goen.

Gläiches gëllt fir d'Nordregioun, wou sech mat der Fusioun vun der Wolzer Klinik an dem Ettelbrécker Spidol eng exemplaresch Allianz fir e Centre hospitalier du Nord bilde konnt, an domat beschtméiglech Perspektive fir d'Zukunft erginn hunn.

D'Tatsaach, dass den neie Plan hospitalier dës Entwécklung begleet, d'Bettenzuel an deenen dräi Régions hospitalières net reduzéiert, mä confirméiert, dass déi noutwendeg Investitiounen, fir virrangeg nieft dem Zentrum och de Süden an den Norde vum Land weider ze stäerken, am aktuelle Budget pluriannuel integréiert sinn, beweist, dass hei Hand an Hand geschafft gëtt an d'Weeche fir dat neit Spidolsgesetz, dat mer an der nächster Legislaturperiod ausschaffe mussen, haut richteg gestallt sinn.

Grad am Hibléck op dat neit Spidolsgesetz bleiwe weider wichteg Diskussiounen ze féieren iwwert dat, wat haut nach net geregelt ass oder eréischt amgaangen ass geregelt ze ginn oder an der Zukunft nach muss geregelt ginn, iwwert d'Opdeelung vun de Responsabilitéiten an de Spideeler, d'Organisation interne, d'Nomenclature an de Rôle vun de Spidolsdokteren, iwwer en neit Patientegesetz - jo, och dat ass noutwendeg -, iwwer zukünfteg Finanzéierungsmodeller, fir déi zum Deel awer nach ëmmer bestoend infrastrukturell a strukturell Defiziter ze besäitegen.

Fir dës an aner grouss Erausfuerderungen ze meeschteren, gëtt et wuel verschidden Instrumenter, wou et och kee Sënn mécht, fir se duercherneenzegeheien, well e Plan hospitalier ass kee Spidolsgesetz; dat muss een auserneenhalen. Mä si mussen awer alleguerte vun enger Visioun gedroe ginn - dat ass och mäi Schluss -: där vu moderne Spideeler mat enger beschtméiglecher Gesondheetsversuergung fir all d'Bierger vun eisem Land an alle Regioune vum Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Martine Stein-Mergen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee mat de betraffene Fachleit iwwert deen neie Spidolsplang geschwat huet, da krut een eng Rei gelungen Äntwerten. Déi eng soen: Et ass e Wischiwaschi-Dokument. Dat sinn awer wuel déi, déi en net richteg gelies hunn.

Déi aner soen: Et ass en Iwwergangsspidolsplang, an dat haaptsächlech aus zwou Ursaachen. Well e puer Spideeler, déi hei an dësem Plang nach individuell gefouert ginn, amgaange sinn, mat aneren - d'Madame Mutsch huet et schonn ugeschwat - méi grousse Strukture gemeinsam Weeër ze sichen.

Mir hu jo deemnächst de Projet iwwert d'Fusioun vu Wolz an Ettelbréck op der Dagesuerdnung. Och d'Sainte-Marie zu Esch kënnt dem Centre Emile-Mayrisch méi no a sollt sech an dësem Zesummenhang ëmmer spezialiséieren.

Déi zweet Ursaach, firwat et en Iwwergangsspidolsplang ass, ass ganz sécher déi, dass, wéi d'Entente des hôpitaux dat bemierkt huet, eng Rei Incongruencë bestinn tëscht dem Spidolsgesetz, esou wéi et de Moment besteet, an dem Règlement grand-ducal vum Spidolsplang. Zum Beispill ass de Spidolsplang jeeweils fir siwe Joer gülteg, an d'Autorisation d'exploitation vun de Servicer ëmmer nëmme fir fënnef Joer.

Ganz allgemeng gehéiert wuel éischter d'Spidolsgesetz deemnächst op d'Lee geholl. Ech mengen, däers - d'Madame Mutsch huet et och schonn ugeschwat - ass sech onse Gesondheetsminister och bewosst. Mir hunn am Rapport général vun der Sécurité sociale alt erëm dëst Joer gelies, dass de Spidolssecteur deen ass, deem seng Käschte weiderhin am stäerksten explodéieren. Visioune vun deene Moossnamen, déi néideg wieren, fir dëse wichtege Posten an de Gréff ze kréien, feelen der CSV an dësem Spidolsplang.

Ouni Reform vum Spidolsgesetz ass de Spidolsplang eleng och net dee richtegen Outil. Eng Moossnam, déi hei kënnt gräifen, wier zum Beispill e kloere Jo zur ambulanter Chirurgie a Medezin. Verschidden Haiser hunn dës Initiativ selwer geholl, si hunn dëse Wee kloer erkannt. Mir fannen och am virleiende Règlement grand-ducal eng Rei vun Dagesbetten erëm, notamment déi vun der Chirurgie ambulatoire, d'Dagesbetten an der Psychiatrie, a schliesslech d'Litsporte fir d'Polyclinique, wat scho laang a verschiddene Spideeler onse Wonsch war.

Déi absolut Bettenzuel ass méi oder wéineger déiselwecht bliwwen. Elo ass awer ons Populatioun gewuess. Dat heescht, an der Realitéit hu mer eng Reduktioun vun de Betten. Ech wëll awer hei rappeléieren, dass, obwuel e Spidol ni zu 100% beluecht ass, een déi net beluechte Better net beliebeg an der Praxis kann interchangéieren. Et mussen dauernd eng gewëssen Zuel vu Betten zur Verfügung stoe fir Urgencen, fir de Fall, dass d'Dagesbetter mussen an e richtegt Bett, an en normaalt Bett ëmgewandelt ginn.

Schliesslech wollt ech rappeléieren, dass mer op nationalem Plang missten iwwer eng Reserv verfügen, wann et bei ons zu engem groussen Accident kënnt a wann de „Plan nombreuses victimes" misst beméit ginn - mir hoffen, dass dat natierlech net de Fall ass -, oder wann zum Beispill e Spidol misst evakuéiert ginn, wat an der Vergaangenheet e puermol de Fall war.

Dat war nach zu enger Zäit, wou d'Betten net streng no de Kritäre vun der Akutmedezin beluecht waren. Et war zu deem Zäitpunkt also nach méiglech, eng Rei Patienten heemzeschécken. Wann dat net méi de Fall wäert sinn, wann also déi Kritäre streng ugewannt ginn, da wäert dat net méi esou einfach méiglech sinn. Et misst een an dësem Zesummenhang och méi Donnéeën hunn iwwer regional a grenziwwerschreidend Bewegungen, déi ze erwaarde sinn, och am Liicht vun deem neie Projet de directive iwwert d'Circulatioun vun de Patienten an Europa.

Wien dann also dëse Spidolsplang wierklech gelies huet, deem ass awer och d'Kapitel 4 opgefall. Dat ass eng Neierung, et handelt iwwert de Quality management am Spidol. Der AMMD war et opgefall, also den Dokteren, an hire President hat an dësem Zesummenhang vum KGB geschwat. Mir wëllen net dramatiséieren, mä et bleiwen eng ganz Rei Froen an dësem Zesummenhang net beäntwert. Wann och de Fong, also dass eng Spidolsdirektioun sollt wëssen, wat fir eng Aarbecht a wat fir eng Qualitéit an hirem Haus geleescht gëtt, respektiv wat dra virgeet, wichteg ass. Et ass esou, dass de Patient - dat huet jo dëslescht e Geriicht festgestallt -, deen an e Spidol geet, zwee kontraktuell Verhältnisser ageet, eent mat dem Spidol an eent mat sengem Dokter.

D'CSV-Fraktioun stellt sech och d'Fro no der Anonymitéit vun den Dossieren am Kader vun deene Comités d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières. Si freet sech, ob bei deenen Dossieren, déi do sollen analyséiert ginn, de Secret médical ausräichend an dëse Prozedure garantéiert ass.

Eng Fro, déi d'CSV-Fraktioun sech och gestallt huet, ass déi vun der kloerer Rollebezeechnung vun deenen neie Gériatrien, déi sollen an de Spideeler entstoen. Mir däerfen net vergiessen, dass a leschter Zäit ganz vill Effortë gemaach gi sinn, fir de Lien vun dem Hospitalier mat dem Extrahospitalier ze verbesseren, haaptsächlech och mat de Fleegeinstitutiounen.

M. le Président.- Madame Stein, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Jo, pardon. Sinn dës Gériatrien dofir geduecht, fir déi aner héich spezialiséiert Servicer ze entlaaschten? Wann et sech ëm kuerz Séjouren handelt, kann de Gériater ganz sécher souwuel am Spidol wéi och duerno eng berodend Roll spillen. Wann et sech awer ëm moyen Séjouren handelt, muss ee bedenken, dass an dësem Fall eng ganz Rei vu Fleegebetter, jee nodeem wéi d'Envergure vun de Gériatrien ass, wäerte blockéiert bleiwen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Plan hospitalier ass en äusserst wichtegt Dokument am Krankewiesen, besonnesch am Secteur hospitalier. Ech hätt dofir begréisst, wa mer de Mëtteg hätte wéinstens kënne méi eng déif gräifend Diskussioun doriwwer féieren, well an Zäit vu fënnef Minutten ass et einfach net méiglech fir vill ze soen. Dat wär awer méiglech gewiescht, wann ee bedenkt, wéi moer dass de Programm haut nees eng Kéier hei an der Chamber ass.

Dat Zweet, wat ech awer och wollt virausschécken, ass, dass mir frou gewiescht wären a mir et begréisst hätten, wa mer d'Dokumentatioun iwwert dëse Plan hospitalier méi fréi kritt hätte wéi e Méindeg den Owend. Esou war et net méiglech, och an de Fraktiounen doriwwer ze schwätzen.

Méi allgemeng, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellen ech fest, dass et siwen an en halleft Joer hier sinn zënter deem leschte Plan hospitalier. Dee Plan hospitalier kann also net esou schlecht gewiescht sinn, well soss hätt de Minister e jo selbstverständlech direkt op de Leescht geholl. Mä en huet sech iwwer véier Joer Zäit geholl.

Wann een da bedenkt, wéi eng Attacken a Kritiken deemools fuséiert sinn! Ech wëll drun erënneren, éischtens emol, dass souwuel vum deemolegen Oppositiounspolitiker an heitege Minister, awer och ënnerstëtzt vun der CSV, gesot ginn ass, dass dee Règlement grand-ducal misst ofgeschaaft ginn, dass dat misst e Projet de loi ginn. Or, ech mengen alleguerten déi doten Acteure sinn haut, siwen an en halleft Joer méi spéit, mat mir averstanen iwwert de Bien-fondé vun deem Reglement.

En zweete Punkt, wou ech wollt drun erënneren, ass, dass déi allergréissten Erneierung an deem Plan hospitalier vun 2001 jo awer d'Synergiespolitik war. Or, wat waren deemools d'Attacken hefteg! Si sinn haaptsächlech aus de klenge Spideeler komm, mä awer och, muss ech soen, vum deemolegen Oppositiounspolitiker a jëtzege Minister, dem Här Di Bartolomeo, deen deemools och nach als Buergermeeschter selbstverständlech versicht huet fir Diddeleng ze retten.

Ech muss soen, dass ech frou sinn, dass de Minister haut och erkannt huet, dass déi Synergie déi eenzeg richteg war, an dass hie konsequent och op dem Wee vu sengem Virgänger weidergefuer ass. Ech muss awer, trotz deene positiven Evolutiounen, déi mer an de Synergien hunn, verschidde Froe stellen, notamment wat d'Zukunft beispillsweis vun der Sainte-Marie ass, oder vun der Zithaklinik hei an der Stad. D'Zithaklinik war jo laang am Gespréich mat dem CHL, mä et ass leider net zu engem Kompromëss komm.

En drëtte Punkt, an dat war ëmmer dee vehementsten an den Attacken, war dee vun der Reduktioun vun de „Beeter", „Better" soe se hei an der Stad.

(Hilarité)

Deemools, wéi mer op fënnef Promille erofgaange sinn, hunn ech ëmmer argumentéiert, dass, doduerch dass d'Durée de moyen séjour géif sensiblement erofgoen, den Ambulatoire géif ëmmer méi zouhuelen, mer eis dat erlabe kéinten. Och do schéngen alleguerten d'Avisë sech awer elo ralliéiert ze hunn. Ech menge souguer - den Här Minister verbessert mech, wann ech eppes Falsches soen -, dass mer haut ëner fënnef Promille sinn - bei 4,6 Promille dorëmmer wäerte mer leien -, an deen neie Plan hospitalier gesäit vir, dass ee souguer kéint op véier Promille erofgoen, eréischt da géif eng Interventioun vum Minister kommen.

Ech muss soen, Här Minister, Dir hutt eng formidabel Metamorphos gemaach. Mä vu dass se awer an déi richteg Richtung geet, dat heescht an d'Richtung vun der Politik vun Ärem Virgänger, wëll ech Iech dozou begléckwënschen.

(Hilarité)

Et bleiwen awer bei deem neie Plan hospitalier, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ganz vill Froen op. Esou maachen ech mer beispillsweis Gedanken ëm den Artikel 18 Alinea 3, dee virgesäit, dass Lits aigus kënne konvertéiert ginn an Emplacementer fir den Ambulatoire, awer och fir de moyen Séjour, a wou souguer och gesot gëtt, déi Better vum moyen Séjour kéinten déi vun der Reduktioun vun de Lits aigus iwwertrompen. Ech stelle mer d'Fro, ob et wierklech néideg ass, dass mer d'Lits aigus an deem dote Fall erofsetzen. Ech weess net, hu mer do Projektioune fir d'Zukunft, oder wéi?

En zweete Punkt, dee mech e bësselchen intrigéiert, ass deen, dass sämtlech Etablissementer, souwuel d'Hôpitaux régionaux wéi och d'Hôpitaux généraux, an awer och d'Hôpitaux de proximité, an Zukunft sollen d'Prise en charge huele vun de Personnes âgées poly-pathologiques, an dat am Kader vun engem Service spécialisé vun der Gériatrie. Ass dat nëmmen à l'intérieur vun de Spideeler? Kann dat och an Antenne geschéien? Ass do beispillsweis, an deem Sënn, eppes virgesi fir den Hôpital Sainte-Marie, oder net?

An d'Fro stellt sech och: Wär et net besser gewiescht, mir hätte fir déi dote geriatresch Fäll direkt Better, speziell Better am Viraus virgesinn?

Den Artikel 22 - wéi gesot, ech zielen der nëmmen e puer op vun deene Saachen, déi mer an där kuerzer Zäit, déi ech hat, opgefall sinn - gesäit vir, dass d'Etablissementer sollten de Virage ambulatoire en fait favoriséieren op d'Hospitalisation de jour zou. Dat sollt duerch e Règlement ministériel an d'Hand geholl ginn.

M. le Président.- Här Wagner, Är Zäit leeft of.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech froe mech, ob dat de Rôle vun dem Minister ass oder ob een net sollt dee Moment awer d'Leit um Terrain gewäerde loossen.

Ech kommen direkt zum Schluss, well ech - am Géigesaz zu anerer - versichen, mech esou wäit wéi méiglech un d'Zäit ze halen, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Dir laaft deenen anere fort an der Zäit.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech si schonn um leschte Punkt, Här President.

Dee véierte Punkt ass d'Missioun an d'Kompositioun vun de Structures d'assurance qualité. D'Madame Stein war schonn dorobber agaangen.

Do stellen ech mer d'Fro awer, ob et richteg ass, fir deen dote Punkt an de Règlement vum Plan hospitalier ze setzen, oder ob et net méi richteg wär, fir een eenzelt Reglement am Kader vum Artikel 23 vun der Loi hospitalière vun 1998 virzegesinn. Dat ware wéi gesot nëmmen e puer Remarquen.

Méi laang däerf ech leider net schwätzen, Här President, duerfir maachen ech och Schluss. Wéi gesot, et ass jo versprach ginn, dass mir am Kader vun der Kommissioun och nach op munch aner Punkte kënnen zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Fënnef Minutte Riedezäit, fir

den neie Plan hospitalier hei ze diskutéieren, ass u sech e schlechte Witz, duerfir just a Stéchwierder e puer Aschätzungen.

Et geet dobäi haaptsächlech ëm eng Weiderentwécklung vun der bestehender Entwécklungsplanung an der Spidolslandschaft, woubäi mir als Gréng mat der Opdeelung vun dräi regionalen Zentren a mat der Definitioun vu Services spécialisés, Services nationaux an esou viru kee Problem hunn. Datselwecht gëllt och fir d'Opdeelung a Rééducatiouns-, Convalescence- a Kurhaiser.

Als Gréng hu mer sécher och keng gréisser Problemer mat der envisagéierter Betteplanung ënnert der Responsabilitéit vum Gesondheetsminister, mat der sënnvoller Förderung vu méi ambulanten oder Kuerzzäitbehandlungen oder mat méi Eebettzëmmeren.

Mir fannen et och wichteg, datt bei der Planifikatioun vun deieren Apparater an Equipementer virun allem och no Qualitéitskritären an no der Participatioun u Qualitéitsprogrammer gekuckt soll ginn. All dës Aspekter vun enger méi seriöer Planifikatioun bleiwen hei am Land leider méi wéi néideg, net eleng fir eng méiglechst rational a rationell Verdeelung vu stationären Traitementer an alle Regioune vun eisem Land ze garantéieren, mä virun allem ass dat och néideg, fir endlech dat onséilegt Konkurrenzdenken tëschent de groussen öffentlechen a konfessionelle Spideeler e wéineg anzeschränken.

Amplaz vu Prestige- a Konkurrenzdenken tëschent de Spideeler soll laut den Artikele 25 bis 28 vum virleiende Plan hospitalier den Aspekt vun der Qualitéit vun de medezineschen oder fleegende Prestatioune méi staark betount ginn.

Duerfir sollen an alle Spideeler an all Services nationaux e sougenannte Comité d'évaluation et d'assurance qualité geschafe ginn, chaperonnéiert um nationalen Niveau vun engem Comité national de coordination de l'assurance qualité. Dat kléngt natierlech alles ganz positiv, wann elo endlech offiziell an ëmfaassend d'Problematik vun der Qualitéitskontroll vun eise Spideeler an de Mëttelpunkt gestallt soll ginn.

Woubäi ech awer kloer wéilt betounen, datt eis Spideeler sécherlech net méi schlecht dostinn, wéi Spideeler an eisem internationalen Ëmfeld. Bei eis wéi am Ausland ass awer an deene vergaangene Jore leider ëmmer méi heefeg vu Patienten a vu Medien iwwer Qualitéitsproblemer, iwwer Feelbehandlungen, iwwer Operatiounspannen, iwwer geféierlech Infektiounserreger a Spideeler an esou viru geklot ginn.

Zwee kleng auslännesch Beispiller, fir datt ech net nëmmen hei als Nestbeschmutzer dostinn, wat eis Spideeler ubelaangt: Laut enger kanadescher Etüd, déi 2004 an der kanadescher Dokteschzeitung publizéiert gouf, ware ronn 7,5% vun de Spidolspatienten, dat ware ronn 200.000 Patienten, mat sougenannten Effets indésirables an de Spideeler konfrontéiert ginn. 37 bis 51% vun deenen Accidenter hätte kënne verhënnert ginn, an tëschent 9.250 an 23.750 Doudesfäll an de Spideeler hätte kënnen évitéiert ginn a Kanada.

Zweetklengst, mä topaktuellt Beispill aus der däitscher Press vu gëschter. Zitat: „Die Zustände in vielen deutschen Krankenhäusern sind so schlecht, dass sich rund 800.000 Menschen im Jahr durch die Übertragung von Krankheitserregern eine Infektion zuziehen, wie die Deutsche Gesellschaft für Krankenhaushygiene berechnet hat. Davon erkranken 64.000 Menschen an einer Blutvergiftung, 25.600 von ihnen sterben daran."

Erschreckend Zuelen, wann ee weess, datt dobäi och nach dausende vun Doudege kënne kommen duerch Feelbehandlungen oder Feelmedikatiounen, well doriwwer gëtt et och erschreckend Zuelebeispiller aus dem Ausland.

Et waren also sécherlech net eleng déi ominéis Evénementer an der Neurochirurgie vum CHL vum leschte Joer, déi zur neier Betounung vum Aspekt Qualitéit a Qualitéitskontroll am neie Plan hospitalier gefouert hunn.

E klengen zweifelhaften Deelaspekt bei deem neie Comité fir d'Evaluatioun an d'Kontrollfunktiounen, Här Minister, ass allerdéngs an eisen Aen d'Absence vu Patientevertrieder. Obschonn et bei dem Usproch op Qualitéit a beim Vermeide vu Feeler dach grad och erëm ëm d'Droits du patient an ëm öffentlech Transparenz geet.

Ech hunn elo leider hei net d'Zäit, fir derzou Proposen ze maachen, mä grad op dësem Gebitt vun der Implikatioun vu Patientevertrieder an dem Prozess bleift dee virleiende Plang e bëssen enttäuschend.

Weider wichteg Problemer oder Aspekter, déi eis an dësem Kontext e wéineg feelen, sinn zum Beispill - mä ech hu leider net d'Zäit, fir dorop anzegoen - den Aspekt vun den Ufuerderungen no Nohaltegkeet, no ekologescher a gesondheetlecher Nohaltegkeet vun eise Spideeler a Saache Material- oder Ressourcëverbrauch.

Wat och feelt, ass de Problem zum Beispill vum Statut vun engem Médecin hospitalier. Wat och feelt, ass de Problem vun de lafende Käschtesteigerungen, a virun allem vun deenen an den nächste Joren ze erwaardende Käschtesteigerungen, déi duerch d'Spidolswiesen op eis wäerten zoukommen.

Wat och feelt, ass dee vun de Gewerkschaften a vum Fleegepersonal invoquéierte Frust iwwer hir Aarbechtskonditiounen a virun allem iwwer hire Personalmangel. A wat feelt an dësem Kontext a wat een awer och misst diskutéieren, sinn déi nach relativ onkloer Implikatioune vun där neier EU-Direktiv op eist Lëtzebuerger Spidolswiesen. An et gëtt nach eng Rei vun anere Problemer.

Här President, Här Minister, ech gesinn, datt ech op meng fënnef Minutten zoukommen. Et ass also wéi gesot net méiglech, op déi dote Problemen anzegoen. Et wier awer noutwendeg am Kontext vun engem neie Plan hospitalier, och alles matzediskutéieren, esou datt ech e wéineg onglécklech sinn iwwert déi gewielte Form vun där Heure d'actualité, wou een hei soll a fënnef Minutten iwwer all déi dote Saache schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et sinn, mengen ech, zéng Minutten, déi ech hunn, gell?

M. le Président.- Jo. Ech kucken dat no.

(Interruption)

Ech hunn eng gutt Nouvelle fir Iech, Här Minister, Dir hutt net nëmmen zéng Minutten, mä eng Véirelstonn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Seriö?!

M. le Président.- Jo, jo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da brauch ech mech jo net ze hetzen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dir hutt all d'Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci, Här President, dat do ass jo onerwaart.

Fir d'éischt emol de Kolleegen aus der Chamber Merci fir déi Ureegungen, déi ech mat op de Wee kritt hunn.

Zweetens ass et zwar richteg, dass déi Heure d'actualité limitéiert an der Zäit ass, mä et ass awer zumindest emol eng Stonn méi, wéi dat normalerweis bei de Plans hospitaliers war, well d'Plans hospitaliers si laanscht d'Chamber gelaf, gréisstendeels laanscht d'Chamber gelaf, a sinn net um offiziellen Ordre du jour vun der Chamber gewiescht.

Et ass ganz richteg, wat de Carlo Wagner, mäi Virgänger, gesot huet, dass déi leschte Kéier, wou an der Chamber doriwwer diskutéiert ginn ass, gesot ginn ass, dass aus deem Grond, well mer am Virfeld, ier de Plan hospitalier veröffentlecht war, net déi Geleeënheet haten, fir doriwwer ze diskutéieren, mer eventuell sollte vun engem Règlement grand-ducal zu engem Gesetz iwwergoen.

Ech war och ee vun deenen, déi där Meenung waren, an ech gi ganz gär zou, dass ech meng Meenung revidéiert hunn, well een net sollt d'Spidolsgesetz mat dem Exekutiounsreglement vum Spidolsgesetz vermëschen, a well, wann ee gär méi fundamental Ännerunge mécht wéi just Exekutiounsreglementer vun engem Spidolsgesetz, ee jiddfer Zäit un d'Spidolsgesetz selwer ka goen.

De Plan hospitalier an d'Reglementsform gëtt engem méi Flexibilitéit. Normalerweis huet de Plan hospitalier eng Lafdauer vu siwe Joer. Dëse Plan hospitalier huet eng vu fënnef Joer, ass also méi limitéiert, do kann ee méi schnell reagéieren. Et ass also esou, dass mer eng éischte Kéier Geleeënheet hunn, zu engem Zäitpunkt iwwert de Plan hospitalier ze schwätzen, wou en nach net a Kraaft ass.

E läit beim Conseil d'État. Ech huelen dat Ugebuet och ganz gär un, fir mam Projet vum Spidolsplang an d'Chamberskommissioun ze kommen a fir dann nach eng Kéier a Rou mat de Kolleegen aus der Gesondheets- a Sozialkommissioun doriwwer ze diskutéieren an och eng Rei vun Äntwerte kënnen ze ginn op déi Froen, déi vun der Initiatorin vun dëser Aktualitéitsstonn, der Madame Lydia Mutsch, suscitéiert gi sinn an och vun deenen anere Kolleegen.

Ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen: Et ass zënter den 90er Joren, wou déi Moderniséierung, Renovatioun, Neigestaltung vun der Spidolslandschaft ënnert dem Johny Lahure incitéiert ginn ass, ënnert dem Carlo Wagner weidergefouert ginn ass an elo vu mir weidergefouert gëtt. Et ass extrem vill geschitt um Terrain, awer och an de Mentalitéiten.

An et ass richteg, dass, wa mer ufanks den 90er Joren eng Prise de conscience an Enn den 90er Jore bis zu dëser Amtsperiod eng Konfrontatioun oder eng Polarisatioun haten, mer duerch déi Entwécklung virukomm sinn. Ech bedaueren och déi Polarisatioun net, déi et zu gewëssenen Zäite ginn ass, well dat huet erlaabt an deem heiten Dossier virunzekommen. Et huet net jiddferee just op senge Positioune campéiert, mä mir hu probéiert dat ze maachen, firwat dass mer eigentlech hei sinn, fir en adaptéierte Spidolssecteur ze kréien, deen op d'Besoinë vun de Leit heibannen an hoffentlech och muer vun dobausse kann agoen.

Och bei mir ass eng Evolutioun komm an eenzelnen Domänen, grad wéi et bei anere Kolleegen an eenzelnen Domänen zu Evolutioune komm ass. Wat derzou féiert, dass mer haut mat méi Serenitéit kënnen iwwert deen dote Secteur schwätzen.

Ech wëll ausdrécklech soen, dass et an deem Dossier vun der Evolutioun vun der Spidolslandschaft eng ganz Rei vu Leit gëtt, déi sech kënnen Tranchen erofschneiden, dass mer haut op deem Punkt stinn, wou mer haut stinn: Leit um Terrain, déi eng Wäitsiicht haten, dass den „stand alone" am Spidolssecteur net dee richtegen ass, mä dass et wichteg ass, Regruppementer ze fannen; Leit, déi d'Polariséierung net gescheit hunn an och emol de Sträit a Kaf huelen; Leit, déi bereet waren, sech a Fro ze stellen.

Haut kënne mer soen, opgrond vun Investitiounen, déi mer iwwer zéng Joer gemaach hunn, déi 700 Milliounen Euro bedroen, dass mer e gutt evoluéierte Spidolssecteur hunn, an eenzelne Beräicher toppmodern, an anere Beräicher mat engem grousse Besoin fir weider ze investéieren. En Investitiounsbesoin, deen ech graff schätzen an deenen nächste puer Joer op nach eng Kéier eng hallef Milliard Euro. Wa mer dat hannerun eis hunn, dann hu mer e ganz modernt Instrument a Saachen Infrastrukturen.

Mir hunn am Norden e fuschneit Spidol mam Saint-Louis, e Spidol, dat a Moderniséierung ass mam Saint-Joseph, a ganz kloer ass an engem Projet de loi, deen hei deponéiert ginn ass, d'Intentioun, de Wonsch vun deenen zwee Haiser dokumentéiert, fir ze fusionéieren an de Centre hospitalier du Nord. Domat wäert déi Regioun mëttelfristeg, wann déi Moderniséierungspläng vum Saint-Joseph ofgeschloss sinn, wiederfest si fir déi nächst zéng, 15, 20 Joer.

Am Zentrum hu sech fréi eng Rei vun Haiser zesummegedoen an hunn den Hôpital Kierchbierg gebaut; zesummegewuess mat der Klinik Bohler. Dat ass ee vun deene Pôlen, déi fir d'Zukunft gerüst sinn.

Am Zentrum ass och den CHL, deen an der Metamorphos ass, dee moderniséiert gëtt, wou d'Moderniséierung wäit fortgeschratt ass, a wou elo weider Etappe wäerte kommen, fir dat Schwéierpunktspidol um leschte Stand ze halen. D'Zitha, d'Sainte-Thérèse, wou de Projet fir d'Moderniséierung an der Instruktioun ass, bal ofgeschloss ass, a wou mer gudder Hoffnung sinn, dass mer der Chamber an deenen nächste Méint kënnen dee Moderniséierungsprojet virleeën. Esou dass dann déi Zentrumsregioun och gerüst ass.

De Süden - d'Madame Mutsch huet et gesot - ass vill méi enk zesummegeréckelt. No der Fusioun vun Esch an Diddeleng am CHEM ass Nidderkuer derbäikomm. D'Sainte-Marie steet nach e bëssen als klengt Spidol eleng an där Landschaft. Mä och dat soll a muss sech änneren.

Wat déi zukünfteg Investitiounen an de Süden ugeet, wäert e groussen Deel vun där hallwer Milliard Euro an de Süden erafléissen, well do e grousse Moderniséierungsbedarf ass am Escher Haus, am Déifferdenger, Nidderkuerer Haus, an am Moment si kuerzfristeg Renovatiounen amgaange gemaach ze ginn zu Diddeleng.

Ech hu mer soe gelooss, dass déi nächst Etapp vum Escher Schwéierpunktzentrum an deenen nächsten Deeg am Ministère wäert landen. Dee gëtt gradesou schnell instruéiert wéi déi aner Projeten, déi an deene leschte Méint erakomm sinn.

Fir déi méi längerfristeg Zukunft vun Diddeleng an der Sainte-Marie ass e Projet ugeduecht. Et ass en Accord de principe do, fir d'Sainte-Marie an dat Diddelenger Haus an e spezialiséiert Spidol fir Gériatrie eranzeféieren. D'Spidol soll zu Diddeleng entstoen.

Fir och op d'Fro anzegoen, wéi déi Ausriichtung vun deem Spidol soll sinn: selbstverständlech en akute Beräich, selbstverständlech och weiderhin e Rehabilitatiounsberäich, a selbstverständlech och méi Flexibilitéit wéi en Akutspidol, fir d'Leit esou laang dozehalen, wéi et noutwendeg ass. Doniewent bleift d'Proximitéitsmissioun vun dem Haus.

Ech wëll net weider vill iwwert déi national Servicer schwätzen, déi awer och eréischt zum Deel an deene leschten zéng Joer entstane sinn. Wann ech den INCCI huelen: eng Success Story. Wann ech de Centre François-Baclesse huelen: eng Success Story. Wann ech kucken, wat am Moment an der Psychiatrie geschitt, entaméiert ënnert deem viregte Gesondheetsminister, realiséiert ënnert dësem Gesondheetsminister, wou mer vum grousse Badetti - deem risege Building, dee fir d'Psychiatrie vu gëschter stoung - an eng dezentraliséiert Psychiatrie eraginn a wou mer elo am Extrahospitalier amgaang sinn extrem vill ze investéieren. Dat wollt ech just eng Kéier soen, fir dee Plan hospitalier hei ze situéieren.

Dee Plan hospitalier kann op dat opbauen, wat sech an deene leschte Joren um Terrain gemaach huet. Dat ass ganz relevant. Et ass bahnbriechend, wann ee sech ëm 15 Joer zréckversetzt a sech iwwerleet, wéi schwéier dass esou Mouvementer viru 15 Joer nach gewiescht wären. Do ass et zu engem komplette Bouleversement vun den Approchë komm.

D'Madame Mutsch huet eng ganz Rei vu Froen opgeworf. Ech wäert probéieren op hir an op d'Iwwerleeunge vun hire Kolleegen anzegoen.

Dee Plan hospitalier hei muss och grad wéi d'Spidolslandschaft insgesamt sech an déi europäesch Evolutiounen eranartikuléieren. Mir gehéieren zu deenen an Europa, wann et ëm eng Direktiv Santé geet, déi op eis traditionell Wäerter opbauen, op déi mer houfreg sinn. Dat ass e gudde garantéierten Zougang zu qualitativ héije medezineschen Déngschtleeschtungen, ouni Ënnerscheed vu Revenu. Also, e kloeren Neen zu enger Zwouklassemedezin, an e kloeren Neen zu enger voll kommerzialiséierter, dem Maart no orientéierter Gesondheetspolitik, wou de Gesondheetssystem Rücksicht op de Maart muss huelen an de Maart keng Rücksicht hélt op déi Valeuren, déi eis sinn.

Do hu mer eis ganz kloer artikuléiert. Mir wäerten eppes aneschters och net zouloossen. Mir gehéieren zu deene Länner, déi der Meenung sinn, dass d'Steiercapacitéit fir d'Gesondheetssystemer, d'Planungshoheit fir d'Gesondheetssystemer an den Hänn vun deenen eenzelne Länner soll bleiwen an dass een eis traditionell Wäerter, déi sech bewäert hunn, net soll um Altoer vum Maart afferen. Do sti mer net eleng, a mir wäerten an deenen nächsten Deeg als Ministeren, déi déi Meenung do deelen, eis och nach méi zolidd opstellen, fir d'Pläng vun enger Kommissioun, déi vläicht an eng aner Richtung ginn, mat Zäit kënne richteg ze kanaliséieren.

D'Madame Stein huet gesot, wéi iwwerflächlech een deen heite Plan hospitalier, wann een en iwwerflächlech hätt wëlle liesen, interpretéieren hätt kënnen, an huet gesot, dass Eenzelner, déi de Projet wuel net richteg gelies hunn, vu Wischiwaschi geschwat hunn. D'Madame Stein huet ganz richteg gesinn, dass dee Projet eng ganz Rei vun neien Akzenter huet, grad wéi d'Madame Mutsch an och de Carlo Wagner an den Här Huss.

Ech schwätzen éischtens emol vun der Méiglechkeet, fir d'Visibilitéit vun deem, wat eis Spideeler kënnen, eropzesetzen. Et ass richteg gesot ginn, eis Spideeler sinn net méi schlecht wéi anerer, mä si hu méi Schwieregkeeten, fir et ze dokumentéieren, well se heiansdo net kënnen noweisen, wat geschitt.

Dofir schafe mer d'Méiglechkeet, fir Kompetenzzentren auszeweisen. Dat setzt méi eng staark Aufgabendeelung an den Haiser viraus. Esou Kompetenzzentre ginn opgrond vu Laaschtenhefter accordéiert, wou Engagementer musse geholl ginn, fir dat ze garantéieren, wat se virgi wëllen ze maachen.

Dann ass et wichteg, dass mer d'Bettenzuel, déi stabil bleift, an engem anere Liicht gesinn, well zu Lëtzebuerg si mer wäit vun deenen Zilsetzungen an de Realitéiten am Ausland ewech, wat den Ambulatoire ugeet.

Mir hunn eenzel Disziplinen, wou am Ausland zu 80%, bis zu 90% ambulatoire behandelt gëtt, a bei eis hei zu Lëtzebuerg zu 20%. Do gëtt et e risege Potenzial an do gi Sue verbëtzt, do gi Leit hospitaliséiert, déi net brauchen hospitaliséiert ze ginn, nëmme fir d'Zuel vun de Better heiansdo kënnen ze legitiméieren. Wou ech ganz nuancéiert derzou sinn, mä wou et awer am Intérêt vum Patient, vum Finanzéierungssystem a vum Dréinen an de Spideeler ass, dass mer dat ambulatoire maachen, wat mer ambulatoire kënne maachen.

Dofir soll mam Plan hospitalier déi ambulant Behandlung gefördert ginn.

Hei ass d'Méiglechkeet am Plan hospitalier, dass mer eng Lëscht opstelle vun deenen Interventiounen, déi prioritär mussen hei zu Lëtzebuerg och ambulatoire gemaach ginn. Et ka jo net sinn, dass de Katarakt am Ausland bal zu 100% ambulatoire behandelt gëtt, a bei eis hei zu Lëtzebuerg bal zu 100% stationär. Dat ass net seriö, dat kann net esou sinn.

M. le Président.- Här Minister, gesitt Der, elo hutt Der schonn iwwerzunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zum Schluss, Här President.

Da mengen ech, wat wichteg ass...

M. le Président.- Awer wierklech, Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zum Schluss. Ech follegen Iech direkt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Passt op Äre Bluttdrock op, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wichteg ass am neie Plan hospitalier, dass mer eng regelrecht Gériatriefilière aféieren. D'Fro ass gestallt ginn, ob nëmmen an den Haiser oder a spezialiséierte Kliniken. Selbstverständlech a Filièren an deene groussen Haiser, déi mer jo nei kategoriséiert hunn an Hôpitaux régionaux an Hôpitaux généraux, wou mer an deene verschiddene Regiounen Hôpitaux régionaux hunn - am Süden eent, am Norden eent, am Zentrum zwee, an d'Zitha als Hôpital regional -, esou dass an deene groussen Haiser jeeweils och Filièrë fir d'Gériatrie entstinn a Pôles de compétence a Saache Gériatrie.

Ech insistéieren net méi vill op déi lescht wichteg Neierung, well e puer Kolleegen dorop insistéiert hunn. Dat ass déi ganz Démarche Qualité an den Haiser, an de spezialiséierte Servicer an enger Superstruktur driwwer, wou mer net méi aneschters kënnen, wa mer am Verglach mam Ausland wëllen duerhalen, well am Ausland ass déi Démarche largement entaméiert vun dokumentéierte Resultater a vun dokumentéierten Aktivitéiten. Mir mussen datselwecht kënne maachen, well soss ginn d'Leit déi aner Säit kucken, net nëmme kucken, mä loosse sech och déi aner Säit behandelen. Et ass ëmmer méi schwéier, fir een zréckzehalen, an et brauch een een och net zréckzehalen, wann ee Qualitéit ka bidden.

Dofir ass e ganzt Kapitel am neie Plan hospitalier der Qualitéitssécherung, der Patientesécherheet gewidmet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Merci, Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- De Kolleegen een häerzleche Merci fir déi konstruktiv Beiträg, an Iech, Här President, dass Der mer esou vill Flexibilitéit geséchert hutt.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vun der Madame Spautz iwwert de Fonctionnement vun der Familljekeess.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Ech kann den Débat mat mer selwer féieren, d'Ministesch ass net do.

Une voix.- Déi ass ënnerwee!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Solle mer esou laang waarden, oder?

M. le Président.- Mir waarden, bis d'Madame Minister hei ass.

(Interruption)

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Den Här Di Bartolomeo kennt den Dossier a kéint drop äntwerten.

M. le Président.- Mir kënnen den nächste Punkt vum Ordre du jour huelen. Ier mer awer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, komme mer nach zum Ordre du jour vu muer.

3. Ordre du jour

Mir hate virgesinn, fir an eiser Sitzung vu muer de Punkt iwwert de Finanzement vun de grousse staatlechen Infrastrukturen ënnert der Form vun engem Débat de consultation ze traitéieren. Ech muss awer soen, dass no Récksprooch mat de Fraktiounen et eis besser schéngt, dass mer dëst ënner enger anerer Form maachen, wéi mer dat och d'lescht Joer gemaach hunn, dat heescht, fir d'éischt schwätzen d'Rapporteuren, duerno déi eenzel Deputéierten an zum Schluss äntworten d'Ministeren op déi Froen, déi gestallt gi sinn.

Si mer d'accord mat där doten Ëmännerung vun der Prozedur?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Vu dass d'Madame Minister nach net hei ass, géif ech emol proposéieren, dass mer kéinten deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour huelen, de Projet de loi 5882. Madame Err, wiert Dir bereet, fir direkt de Rappport ze maachen?

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech kann dat maachen. Ech schwätze jo oft am Liewen. Dat ass kee Problem.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

4. 5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Projet, deen eigentlech e konsultatiivt Organ vun der Regierung schaaft, mä deen eis sécherlech gradesou vill ugeet wéi d'Regierung. Mir kënnen dee jo dann och an aller Rou ënner eis hei an aller Intimitéit behandelen. Et geet dorëms, fir dass mer déi Commission consultative des droits de l'Homme, déi mer zënter 1999...

M. le Président.- Ech géif dann emol ëm Opmierksamkeet fir d'Madame Err bieden!

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- ...annoncéiert kruten an déi et zënter Joren - mä iwwert de Wee vun engem Reglement - gëtt, haut sollen ëmwandelen an eng Commission consultative, déi eng aner Base légale kritt, dat heescht, déi am Fong e Gesetz als Basis kritt.

Firwat ass dat esou wichteg? Mä well entretemps vun der UNO aus nei Prescriptiounen erauskomm sinn, déi virschreiwen, dass d'Nationalstrukturen iwwer Mënscherechter mussen eng Base légale hunn, fir als representatiivt nationaalt Gremium um internationale Plang kënnen unerkannt ze ginn.

Mir wëllen natierlech och, dass eis Commission consultative eis och kann am Ausland valablement vertrieden. Dat ka se net ënner hirem aktuelle Statut, deen am Fong nëmmen - enfin, „nëmmen" - eng Reglementsbasis huet. Dat ass och d'Ursaach, firwat mer dee Projet hei elo e bësse rapid op den Ordre du jour kritt hunn, well en ass eréischt am Laf vum dësem Joer déposéiert ginn.

De Statsrotsavis koum elo rezent, mä och déi Chambres professionnelles, déi hiren Avis dozou ofginn hunn, hu relativ schnell geschafft. An och wa mer eréischt dee Projet hei d'virlescht Woch akzeptéiert hunn a viregt Woch eréischt diskutéiert hunn an der Kommissioun, hu mer dat gemaach, fir dass eng Sitzung, déi uganks November stattfënnt, dësem alen oder bestehende Gremium et erlaabt, ënner senger neier Form als vollwäertegt Mitglied unerkannt ze ginn.

Vläicht an dräi Wierder, wat an deem Gesetz hei drasteet a wat de Mandat vun der Kommissioun ass. Et ass ganz kloer, déi Commission consultative ass en Organe consultatif vun der Regierung a ka gefrot gi vun der Regierung, fir Avisen zu Texter an zu Problemer ze maachen. Si ka sech awer och autosaiséieren a sech gegebenenfalls selwer ausdrécken iwwer Projeten, déi an der Aktualitéit sinn.

Déi Kommissioun huet 21 Memberen. Wa mer an deem leschte Rapport annuel vun der Kommissioun kucken, da stellt ee fest, dass do verschidde Profiler dra vertruede sinn, logescherweis och Juristen. Mä vläicht sinn aner Profiler wéi déi vun de Juristen ënnerrepresentéiert, esou dass een, och wann een elo net wëllt nei Konsultatiounsgremië fir d'Kompositioun oder fir de Renouvellement vun der Kommissioun schafen, sech eventuell ka froen, a wat fir enge Beräicher et particulièrement interessant nach kéint sinn, Spezialisten derbäi ze hunn.

Et ass jo net par hasard, wou Synergië sollen duerch dëst Gesetz geschaaft ginn, déi et net nëmmen dem Médiateur, mä och dem ORK, der Commission nationale de protection des données an nach anere Gremien erlaben, als konsultativ Membere bei den Assemblée-généralen derbäi ze sinn, ebe just fir hiert Fachwëssen an engem spezielle Gebitt vun de Mënscherechter mat afléissen ze loossen an déi Debatten, déi an der Kommissioun stattfannen.

Den aktuelle President ass de Jean-Paul Lehners. Mir an och d'Regierung hunn eis bis elo net an déi Saachen do anzemësche gehat, ausser d'Nominatiounen, déi vun der Regierung proposéiert ginn, mä de President an de Fonctionnement vun dëser Kommissioun, déi ginn natierlech décidéiert vun der Kommissioun selwer. De President an d'Vizepresidente musse mat enger Majorité absolue vun hiren eegene Kolleege genannt ginn. A si hunn, wéi dat logesch ass, d'Méiglechkeet, un hir Avisen en Avis minoritaire mat unzeschléissen. En Avis minoritaire, deen nëmme kann annexéiert ginn, wa wéinstens dräi Leit aus dëser Kommissioun domadder averstane sinn.

Vläicht ee Wuert Explikatioun. De Statsrot huet a sengem Avis gemengt, et wär logesch, dass ëmmer dann, wann ee Member en aneren Avis hätt, dee kënnt en Avis minoritaire uschléissen. An der Kommissioun ware mer der Meenung, dass et räsonnabel wier, fir d'Kohärenz vun där Kommissioun do unzeerkennen, fir dräi Leit als Support vun engem Avis minoritaire virzegesinn. Mir sinn also och dobäi bliwwen a mir hunn op deem Punkt d'Suggestioun vum Statsrot net ugeholl.

Mir hunn och eng aner kleng Ännerung als Kommissioun virgeschloen, an zwar déi, dass et an der Assemblée plénière, esou wéi et am Text vun der Regierung drastoung, méiglech ass, e Vote par procuration ze maachen. Mir fannen et wichteg, dass dee Vote par procuration ka passéieren. Mir hunn eng Prezisioun derbäigesat an deem Sënn dass mer soen: Ee Member kann eng Procuratioun hunn, mä hie kann net eng Procuratioun fir méi aner Memberen hunn.

Et hätt ee sech och nach kënne Froe stellen, ob déi Procuratioun muss schréftlech sinn, fir dass ee sécher ass, dass dat par procuration ofgestëmmt gëtt. Mä bon.

Vu dass am Projet de loi selwer drastoung, dass deen Text ausgeschafft ginn ass an enger Konsultatioun mat deene Leit aus der Kommissioun, gi mer dervun aus, dass dat bis elo kee Problem war. A mir wëllen dann als Baussestehend souzesoe keng Problemer do siche goen, wou déi Leit, déi selwer concernéiert sinn, keng haten.

Interessant ass et dann och nach - wéi dat bis elo och de Fall war -, dass déi Kommissioun sech kann entouréiere loosse vu Groupe-de-travailen an organiséieren an Experten héieren an dass se hiert eegent Reglement kënne maachen.

Interessant ass och bei den Dispositions financières - an dat kënnt een eigentlech contestéieren -: «Les frais de fonctionnement de la commission sont à charge du budget de l'État dans la limite des crédits budgétaires. Le secrétariat est assuré par des employés de l'État.» Dat ass eng Formulatioun, déi d'Madame Ministesch, déi de Moment heibannen ass, ganz gutt kennt, well mir hunn déiselwecht Formulatioun am Centre de l'égalité.

Och do hunn ech se net bedeitend gutt fonnt, mä…

(Interruption)

…enger Struktur, där ee wëllt iergendeng wichteg Missioun ginn, misst een eigentlech eng Garantie ginn, dass net nëmmen déi Memberen, déi doranner schaffen, respektéiert ginn, mä du moins dass se e Sekretariat hunn, wat d'Kontinuitéit kann assuréieren.

Ech kann Iech soen, dass ech probéiert hunn, Detailfroen iwwert déi Kommissioun gewuer ze ginn, an dass déi Télefonsnummer, déi am Rapport annuel an och um Internet steet, net besat war. Dat wonnert mech net, esou wéi den Artikel libelléiert ass. Ech fannen dat net gutt, well ech denken, dass, wann een e Gesetz mécht, fir eng Kommissioun, déi eng wichteg Missioun huet, ofzeänneren, een da misst hinnen och d'Méiglechkeet ginn an d'Moyenen zur Verfügung stellen, fir déi Missiounen, déi se hunn, wierklech auszeféieren.

Ech soen Iech vläicht nach zur Organisatioun e puer Elementer. Si hu Sous-Kommissiounen. Véier Sous-Kommissioune gëtt et an der Commission actuelle. Eng iwwer Educatioun, eng iwwer Institutiounen an eng iwwert Demandes d'asile et d'immigration, an da gëtt et e Groupe de travail iwwert d'Mineurs en prison.

All déi Saachen do maachen déi Organisatioun vun den Aarbechte ganz logesch, fir ze wëssen, wat op der Table des matières vun 2007 vun dëser Kommissioun stoung. Fir d'éischt emol en Avis zu engem Projet de loi iwwert de Centre de rétention. Si hunn och par autosaisine e Communiqué gemaach iwwert d'Gesetz vum Droit d'asile. Si hunn iwwer Refoulementer e Communiqué gemaach. A si hunn natierlech am Kader vum 60. Anniversaire vun der Déclaration universelle des droits de l'Homme - dëst lescht Joer - Aktivitéite gehat, déi dëst Joer an d'Praxis ëmgesat gi sinn.

Aner Aktivitéite vun der Kommissioun 2007 waren notamment iwwer hire Statut, wou d'Konklusiounen zu där Gesetzgebung gefouert hunn, déi mer haut iwwert d'Ronne kréien. Nach eng Kéier iwwert d'Mineuren am Prisong, iwwert d'Education aux droits de l'Homme, obschonn dee Volet wierklech och an hirem Rapport annuel vläicht e bëssen ze kuerz kënnt; wat awer och vläicht eppes domat ze dinn huet, dass déi Leit, déi an där Commission consultative des droits de l'Homme dra sinn, e Jeton kréien, deen net terribel incitativ ass, fir op verschiddene Punkten an den Detail ze goen.

Ech menge beispillsweis, dass d'Education aux droits de l'Homme eppes wier, wat wichteg wier fir ausgeschafft ze ginn, fir Programmer oder wéinstens Deelprogrammer virzeschloen. Dat ass de Moment net geschitt. Vläicht ass déi Base légale en neien Incentive fir dës Kommissioun, fir all déi nombreuses Missiounen, déi se hunn, obscho se eigentlech keng Moyenen zur Verfügung gestallt kréien, mat enger neier Base légale méi effizient kënnen ze exekutéieren, wéi dat bis elo de Fall ass.

Ech wollt och, Här President, zu dësem Thema eng Motioun an eng Resolutioun erausginn. Déi ass ënnerschriwwe vum Här Fayot, vum Här Glesener, vum Här Carlo Wagner, vum Här Félix Braz a vu mir selwer. Do steet am Fong haaptsächlech dran - an ech si sécher, dass d'Ministesch dee Message un d'Regierung mat grousser Convictioun kënnt weiderginn -, dass et wichteg wier, dass déi Commission consultative déi néideg budgetär Kreditter zur Verfügung gestallt kritt, och wann eng Reserv am Text selwer ass, fir dass se hir Missioune kann uerdentlech erfëllen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'adoption du projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg permettra à celle-ci de rejoindre au plus vite le Comité international de Coordination des Institutions nationales de protection des droits de l'Homme, qui fonctionne sous les auspices du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme;

- insistant que la Commission des droits de l'Homme puisse développer pleinement ses potentialités;

invite le Gouvernement

- à mettre à la disposition de la CCDH les crédits budgétaires nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement du secrétariat de la CCDH, qui est assuré par les employés de l'État.

(s.) Lydie Err, Félix Braz, Ben Fayot, Marcel Glesener, Carlo Wagner.

An eng zweet Resolutioun. Déi schéngt mer wichteg, och besonnesch fir d'Chamber. Eng Resolutioun, well am Text vum Gesetz steet dran, dass de Rapport vun dëser Kommissioun soll publizéiert ginn. Et steet awer néierens dran, wéi e soll publizéiert ginn.

Mir fannen et wichteg, dass et net mat der Publikatioun eleng duergeet, mä dass mer duerch d'Publikatioun vun deem Rapport kënnen en Débat public lancéieren iwwer Froe wéi Mënscherechter. Duerfir proposéiere mer, dass zu dëser Publicitéit éischtens eemol d'Joer eng Debatt an der Chamber soll gefouert ginn. D'Dauer dovunner ka jo esou gehale ginn, wéi de Contenu vun deem Rapport dat verlaangt. Mä dat hätt den Avantage, dass mer dann an engems och wéissten, dass dee Rapport géif am Chambersblietche mat publizéiert ginn an dass am Fong eventuell contestéiert oder discutabel Sujeten hei kéinten öffentlech debattéiert ginn.

Ech mengen, dass dat zur Opwäertung vun den Aarbechte vun dëser Commission consultative géif bäidroen. Et ass sécherlech och aus där Ursaach eraus, wou d'Kolleege vun alle Borden d'accord waren, fir déi Resolutioun ze ënnerschreiwen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- saluant le fait que le projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg prévoit de manière générale une publicité obligatoire des travaux de la CCDH;

- estimant que cette plus large diffusion animera le débat politique et contribuera ainsi à une sensibilisation de l'opinion publique aux droits de l'Homme;

décide

- d'organiser annuellement un débat public à la Chambre des Députés sur le rapport général sur les activités de la CCDH;

- de publier l'intégralité du rapport dans le compte rendu de la Chambre des Députés.

(s.) Lydie Err, Félix Braz, Ben Fayot, Marcel Glesener, Carlo Wagner.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Dann huet den éischte Riedner, den honorabelen Här Glesener, d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, fir d'éischt wëll ech der Rapportrice, eiser Kolleegin, der Madame Lydie Err, villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, a virun allem awer och fir déi Schnellegkeet, mat där si et färdeg bruecht huet, fir dëse Rapport ze presentéieren. Esou dass mer haut an der Chamber kënnen iwwert dee Projet de loi ofstëmmen.

Esou wéi d'Madame Err elo gesot huet, existéiert d'Mënscherechtskommissioun hei zu Lëtzebuerg zënter dem Mee 2000. Si ass an d'Liewe geruff ginn nodeem d'Generalversammlung vun der UNO am Joer 1993 eng Rei vu Grondsätz adoptéiert huet, déi ënnert dem Numm vun „Paräiser Prinzipien" bekannt sinn, an deenen d'Länner opgefuerdert gi sinn, eng national onofhängeg - an ech leeën den Akzent op „onofhängeg" - Mënscherechtskommissioun an hiren eenzelne Länner ze schafen.

Zënter hirer Schafung huet dës Struktur hiren Avis hei zu Lëtzebuerg zu enger ganzer Rei vu Gesetzesprojeten a Sujeten ofginn. Wéi zum Beispill zum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008, zum Gesetz vum 27. August 2007 iwwert de Centre de rétention, zu der europäescher Verfassung, zu der Integratioun vu behënnerte Kanner oder méi rezent zur Situatioun vu Mannerjähregen, déi am Prisong sëtzen.

Si dréit mat hirer Aarbecht a Präsenz dozou bäi, iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus ze informéieren, Mënscherechtsverletzunge virzebeuge souwéi Mënscherechter ze schützen an och ze promouvéieren.

Si lenkt d'Opmierksamkeet vun der Regierung op problematesch Aspekter a stellt Moossname vir, déi an hiren Ae fir e gréissere Schutz vun de Mënscherechter sinn.

Dir gesitt also, eng ganz wichteg Institutioun. Mat hirer Informatioun an der Promotioun spillt d'Mënscherechtskommissioun, wéi gesot, eng wesentlech Roll an eiser demokratescher Gesellschaft.

Ech wéilt dës Geleeënheet benotzen, fir och alle Memberen aus dëser Kommissioun fir hir wäertvoll Aarbecht an hiren Engagement Merci ze soen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Bis haut huet dës Kommissioun op der Basis vun engem Reglement vum Regierungsrot vum 26. Mee 2000 fonctionnéiert. Zënter datt den institutionelle System vun der UNO evoluéiert huet, brauche mir e legale Kader.

Den internationale Koordinatiounscomité vun den nationale Mënscherechtsinstitutiounen huet virun e puer Joer d'Akkreditatiounskritären, déi déi national Strukture mussen erfëllen, nei definéiert. Just national Institutioune mat engem legale Kader dierfen an Zukunft un de Réunioune vum Koordinatiounscomité deelhuelen.

Wéi d'Rapportrice, d'Madame Err, zu Recht gesot an an hirem Rapport ënnerstrach huet, iwwerhëlt de virleienden Text vum Projet déi meescht Dispositioune vum Reglement vun 2000.

Déi eenzeg Innovatioun besteet doranner, datt aner Organer wéi de Médiateur, den Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand, d'Dateschutzkommissioun un den Assembléeë vun der Kommissioun kënne mat Voix consultative deelhuelen, wat sécherlech fir eng besser Informatioun vun de Membere vun der Mënscherechtskommissioun steet, déi e Gesamtbild vun deene verschiddene Situatiounen heimadder kréien.

Extrem begréissenswäert ass doriwwer eraus d'Tatsaach, datt d'Avisë vun der Mënscherechtskommissioun eng gréisser Publicitéit kréien. De virleienden Text gesäit nämlech vir, datt de Premier all Avisen, Etüden, Recommandatioune vun der Kommissioun der Chamber wäert zoukomme loossen. Dëst dréit, wéi de Statsrot zu Recht gesot huet a sengem Avis, zur Sensibiliséierung vun der öffentlecher Meenung iwwert d'Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg an an der Welt bäi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss nach ee Wuert. Et ass absolut noutwendeg, der Mënscherechtskommissioun ee legale Kader ze ginn, fir datt dës Kommissioun weiderhin hire Flichten an Aufgaben um internationale Plang nogoe kann. Dat ass genau den Objet vun dem virleiende Gesetzesprojet an dofir, ënner anerem, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech och Merci, datt Der mer esou opmierksam nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt uganks der Madame Rapportrice félicitéieren. Si huet dat Meescht gesot. Ech wëll mech just op e puer Bemierkunge beschränken, déi menger Meenung no awer am Zesummenhang mam Projet de loi 5882 ubruecht sinn.

Mir begréissen et als demokratesch Fraktioun, datt dee Règlement grand-ducal elo ersat gëtt duerch e Gesetz, well esou d'Commission nationale de promotion des droits de l'Homme méi eng zolidd legal Basis kritt. Dat ass och noutwendeg, fir am internationale Kontext kënnen en accord ze si mat de Principes de Paris, déi Bezuch hunn op de Statut, op d'Pouvoiren an op de Fonctionnement, wat d'Promotioun an d'Protektioun vun den Droits de l'Homme ubelaangt.

Déi Bemierkungen, déi ech wollt maachen, hunn engersäits Bezuch op dat, wat um nationale Plang geschitt, an zweetens anersäits op d'Promotion et la protection des droits de l'Homme um internationale Plang.

National gesi begréisse mer et, datt den ORK an och den Ombudsmann d'Voix consultative kréien an de Plénièren, déi mindestens all zwee Méint eng Kéier sollen zesummekommen. Mir fannen dat gutt. Aus zwee Grënn. Wuel huet d'Commission nationale des droits de l'Homme eng spezifesch Aufgab a beschränkt sech an hire wesentlechen Aspekter jo op d'Protection an op d'Promotion des droits de l'Homme vun der éischter Generatioun, déi am Fong grosso modo kënne résuméiert ginn als d'Kodifikatioun vun de Prinzipien, déi an deem doten Domän an der Franséischer Revolutioun gebuer goufen.

Mir begréissen dat a mengen och, datt, well et am Fong déi eenzeg Rechter sinn, déi bis haut richteg codifiéiert sinn, déi och sollen eng ganz zolidd Méiglechkeet kréien, fir hir Promotioun an och hir Protektioun ze assuréieren.

Mir sinn awer net dobäi stoe bliwwen, an d'Droits sociaux, d'Droits économiques an och Droits environnementaux mussen och eng Kodifkatioun kréien, well mir kënnen eis net virstellen, datt ee Rechter huet a Fräiheet huet, deen näischt ze räissen an näischt ze bäissen huet - fir et op Lëtzebuergesch ze soen.

Mir haten eng Kéier als Lëtzebuerger Kooperatioun zu Dakar e Colloque iwwert d'Promotion des droits de l'Homme, un deem och deemools d'Chamber deelgeholl huet a vertruede war duerch den Här Vizepresident Scheuer. Op deem Colloque ass deemools och festgehale gi vun der Madame Aminata Traoré, der fréierer Kulturministesch vu Mali, datt am Fong een Aarme keng Droits de l'Homme huet, well d'Droits de l'Homme d'Existenz vun der Fräiheet présupposéieren, a wann een aarm ass an et ass een dépourvu de tout, huet ee keng Optioune méi. A wann ee keng Optioune méi huet, huet een och keng Fräiheet. Jiddefalls net d'Wahlfräiheet tëschent verschiddenen Optiounen.

Duerfir menge mer, och wann et méi laang dauert, mussen déi Rechter awer progressiv codifiéiert ginn a wa méiglech och international harmoniséiert ginn, fir datt och déi Leit, déi vun deene Rechter privéiert sinn - ech denken un déi ekonomesch an déi sozial -, aus deene Rechter och kënnen aklobar Rechter maachen, wa se dovu privéiert si respektiv wann déi Rechter blesséiert sinn.

Wat den internationale Plang ubelaangt - dat ass meng zweet a lescht Bemierkung an deem doten Zesummenhang -, wollt ech unhand vun deem onsägleche Skandal vun den illegale Volë vun der CIA soen, datt mer mat deem neien Instrument, wat jo konform ass zu de Prinzipië vu Paräis, och misste kënne Politik maachen, an am Fall, wou international Gremien, wéi zum Beispill de Conseil de l'Europe oder d'Europaparlament sech esou enger Saach unhuelen, déi Gremien aschalten - déi national Commission consultative des droits de l'Homme.

Firwat? De Generalsekretär vum Conseil de l'Europe huet, wéi den Här Dick Marty säi Rapport gemaach huet - dee Rapport, deen natierlech d'Synthèse war vun där Enquêtekommissioun, déi agesat ginn ass -, déi eenzel Regierungen ugeschriwwen, fir hir Haltung ze kréien, ob déi Virwërf, déi Allégatioune géifen op si zoutreffen, an et si ganz wéineg Reaktioune komm an engem éischte Stadium, an déi Reaktioune waren oft enttäuschend.

D'Enquête, déi d'Europaparlament gemaach huet, huet eng ganz Partie Faiten un d'Dagesliicht gezunn, an dat, wat erauskomm ass - an dee Rapport ass och der Öffentlechkeet zougänglech -, léisst mech schléissen, datt mer als Europäer am Fong net ganz stolz brauchen ze sinn iwwert dat, wat an deem doten Domän passéiert ass.

Wat kann een do maachen? Dat einfach aktéieren a soen, hoffentlech kënnt näischt méi esou vir, geet net duer. Mä vläicht kucken, ob de Système institutionnel, dee besteet, richteg openeen agestëmmt ass an ob deen à même ass, fir esou Saachen un d'Dagesliicht ze zéien. Et geet net, fir nëmme just ex post esou eppes festzestellen an dann duerno de Comportement vun eenzelne Regierungen ze stigmatiséieren, mä et geet och dorëm, fir esou eppes an Zukunft ze prévenéieren.

Also mussen déi Gremien do och eng dissuasiv Fonctioun hunn. A wéi kéinte se méi dissuasiv ginn, wéi duerch e gutt Zesummeschaffe vun deenen eenzelnen nationale Gremien?

Ech kéint mer virstellen, wa mer an Zukunft a Präsenz vun esou engem schwieregen Dossier sinn, datt mer géifen d'Regierung froen, ob se net kéint déi national Kommissioun, wann déi sech net selwer autosaiséiert, chargéiere mat engem Rapport iwwert deen doten Tatbestand. Da kéint een deen och mat deem vergläichen, wat aner Kommissiounen zesummebréngen u Fakten, un Analysen, un Erkenntnisser, an da kéint menger Meenung no déi dissuasiv Fonctioun, vun där ech geschwat hunn, voll zum Droe kommen.

En zweete Grond, firwat déi international Zesummenaarbecht a mengen Ae wichteg ass, ass d'Onfäegkeet fir gewësse Méssstänn a puncto Non-respect des droits de l'Homme ze stigmatiséieren. Huele mer zum Beispill de Fall vun de Mënscherechter a China. De fréieren hollänneschen Ausseminister huet emol eng Kéier probéiert virun der Commission des droits de l'Homme zu Genève - wéi se nach esou geheescht huet; haut heescht se jo Conseil - d'Situatioun vun den Droits de l'Homme a China ze thematiséieren.

E war ee vun deene ville Presidente vum Conseil Affaires générales et relations extérieures vun der Europäescher Unioun, deen dat probéiert huet. En ass awer ofgeblëtzt um Widderstand vun enger Partie Länner aus de Memberstate vun der Europäescher Unioun, deenen hir Vertrieder seng Démarche net gedeelt hunn. Et däerf een dräimol roden, ob et war wéinst de Kontrakter, déi amgaange waren ausgehandelt ze ginn. De Fait war jiddefalls deen, datt duerno den hollänneschen Ausseminister, President vum Conseil, am Fong eleng am Ree stoe gelooss ginn ass.

Dat däerft am Fong net virkommen. Dat kënnt och net virkommen, wann déi 27 Memberstate sech eens wieren, bei esou fundamentale Saachen duerch ee Rouer ze schwätzen, de President ze mandatéieren, iwwer seng Vertrieder am Conseil de Protection et de Promotion des Droits de l'Homme vun der UNO, mat enger Sprooch ze schwätzen, an da mat 27 Stëmme versichen déi Punkten op den Ordre du jour ze kréien. Wa mer et net fäerdeg bréngen, international emol esou Punkten iwwerhaapt op den Ordre du jour ze kréien, da stëmmt eppes an deem ganze Gefüge net. An et ass dat précisément, wat mer misste verbesseren.

Dat ännert guer näischt un de Mériten, déi eis Leit hei am nationale Conseil hunn, an esou wéi ech Eenzelner vun deene kennen, sinn déi och un deenen doten Aspekter ganz staark interesséiert, well d'Droits de l'Homme sont indivisibles, an et kann een dat net op d'Grenze vun engem eenzelne Land beschränken.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wënschen deem neie Gremium vill Chance, eng konstruktiv Zesummenaarbecht, an ech hoffen och, datt mer hei an der Chamber periodesch e Rapport ze diskutéiere kréien iwwert d'Erkenntnisser vun deem Gremium do.

Mir hunn elo also e Gremium, deen - bei där zolitter Besetzung, an och bei deem Ancrage an der Lëtzebuerger Realitéit, bedéngt duerch d'Präsenz vum Ombudsmann a vum ORK - absolut d'Héicht muss hale mat den Erausfuerderungen, an déi si bekanntlech net kleng. Mir hunn haut an engem Kontext, dee markéiert ass vun enger berechtegter Angscht vis-à-vis vum Terrorismus an och heiansdo mat Iwwerreaktiounen op deeselwechte Phenomeen, ze di mat enger ganz grousser Erausfuerderung, an déi kënnen nëmme just Leit mathëllefe behiewen, déi déi néideg Pondératioun hunn, déi richteg Sensibilitéit an och dee richtegen institutionellen Encadrement, fir deenen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Esou kann ech absolut déi Konklusiounen deelen, déi d'Madame Err hei, am Numm vun der Commission des Affaires étrangères, der Chamber matgedeelt huet, hir nach eng Kéier Merci soen, an deem neie Gremium vill Chance wënschen, fir senge wichtegen Aufgaben nozekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Braz huet als leschte Riedner d'Wuert, ier d'Regierung kënnt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech kann och ganz kuerz sinn, well d'Madame Err huet als Rapportrice wierklech alles gesot an och an hirem Rapport geschriwwen, wat ze soen ass. Den Här Goerens huet nach e puer Saachen drugehaangen, wou ech mer och eenzel Stéchwierder notéiert hat, déi ech mer dann awer ka spueren an net méi hei nach eng Kéier widderhuelen.

Just zwou, dräi ganz kuerz Remarquen. Déi éischt, fir z'ënnersträichen, dass mer et ausdrécklech ënnerstëtzen, dass déi Kommissioun elo eng legal Basis kritt. Och wa se weiderhin e berodende Gremium vun der Regierung bleift, fanne mer et besser, dass d'Parlament hei e Wuert matzeschwätze kritt, an dat aus zwee Grënn.

Deen éischte Grond ass, well hei zu Lëtzebuerg d'Mënscherechter sech net automatesch astellen. Et ass net esou, dass mer zu Lëtzebuerg keng Problemer hätten. Problemer mat de Mënscherechter ass net en Apanage vun Diktature vun anere Kontinenter, mä och hei an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, gëtt et am Beräich vun de Mënscherechter praktesch am Alldag Froen opzewerfen an och Froen ze diskutéieren.

Mir hu gesinn, dass déi Kommissioun an de leschte Jore wuel eng Rei Avisen ofginn huet; mir hunn awer och gesinn, dass déi Avisen net ëmmer vun der Regierung ugefrot waren. Mir sinn der Meenung, dass et dofir eng Valoriséierung vun der Kommissioun brauch, déi se duerch hire neie Statut och kritt, well de Réckgréff op déi Kommissioun an de leschte Joren net esou oft an automatesch stattfonnt huet, wéi et eiser Meenung no hätt misse sinn. Dofir hu mer dat och ëmmer ënnerstëtzt, wann d'Kommissioun vu sech aus eng Initiativ geholl an en Avis produzéiert huet zu Themen, déi wichteg waren, notamment ronderëm dee ganzen Themekomplex Asyl an Immigratioun.

Mir mengen, dass een d'Kommissioun soll doranner bestäerken, op hir eegen Initiativ hi weiderhin Avisen ze maachen, an dass se probéiere soll, d'Bandbreet vun hiren Aktivitéite méi breet ze begräifen. Mir sinn net der Meenung, dass se soll beschränkt bleiwen op originaire Mënscherechter, wéi se an der Mënscherechtskonventioun geschriwwe sinn, mä dass se tatsächlech soll probéieren, net nëmme reaktiv ze schaffen, mä an enger proaktiver Logik sech selwer mat Froen ze saiséieren, déi am breede Sënn vum Wuert mat Mënscherechter ze dinn hunn. Do falen da Stéchwierder wéi d'Recht op eng gesond Ëmwelt, Sozialrechter, Aarmut fir eis ausdrécklech och mat an hiert Aufgabegebitt, a mir wëlle se och doranner als gréng Fraktioun ënnerstëtzen a bestäerken.

Eng lescht Remarque, fir nach eng Kéier z'ënnersträichen, dass dat awer och eng Saach ass vun de Moyenen. D'Madame Err huet schonn drop higewisen, dass déi Moyenen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn, vläicht nach net optimal sinn. Si sinn zum Deel un der Limite vun deem, wat een als Minimum géif qualifizéieren. Do si mer och der Meenung, dass, an deenen nächste Méint a Joren, zesumme mat der Aarbecht vun där Kommissioun, een dat am A behale sollt, wéi déi Kommissioun sech entwéckelt.

Et läit och eng Resolutioun um Dësch, déi déi gréng Fraktioun mat ënnerstëtzt, fir dass mer och op enger jährlecher Basis sollen net nëmmen en inhaltleche Bilan iwwert d'Aarbecht vun der Kommissioun maachen, mä och all Kéiers préiwen, ob déi Moyenen, déi se hunn, et erlaben, hiren Aufgaben an hiren héijen Ziler, déi mer ënnerstëtzen, gerecht ze ginn.

Et ass also och eng Fro vu Moyenen, an do ass eiser Meenung no, och nom Vote vun dësem Text, dee mer ënnerstëtzen, nach munches ze verbesseren. An deem Sënn wäert déi gréng Fraktioun d'Aarbecht vun der Kommissioun suivéieren, fir dass se déi Hoffnung, déi a se gesat gëtt, an den nächste Joren och erfëlle kann.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs.

(Interruption)

Pardon! Här Henckes, Dir waart net ageschriwwen, Dir hat Iech och net gemellt. Mä et ass ni ze spéit.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wäert mech och ganz kuerzfaassen. Fir d'éischt wëll ech der Madame Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Bericht. Si huet och zwou Motiounen déposéiert, wou ech direkt wëll soen, datt mir bereet sinn, se matzedroen an ze stëmmen.

Am Projet de loi geet et ëm dräi Punkten. Beim éischte geet et drëm, der Commission consultative eng legal Basis ze ginn, wat noutwendeg ass fir um Niveau vun der UNO kënne matzeschwätzen. Dofir ass et och richteg, datt mer op dee Wee do ginn.

Déi zweet wichteg Neierung läit doranner, datt alleguerten déi aner Organismen, wéi de Médiateur, d'Commission nationale pour la protection des données, den Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand an de Centre pour l'égalité de traitement entre hommes et femmes, och elo iergendwéi mat an dee ganze Komplex vu Mënscherechter integréiert ginn. Dat bewierkt, datt se kënne matdiskutéieren, datt dat institutionaliséiert gëtt, datt viraussiichtlech och méi Publikatiounen a méi Avisë wäerten aus deem Ganzen do entstoen, an datt eng gewësse Koordinatioun um Niveau vun den Avisë wäert geschéien. Doduerch ass och d'Palette, mat där elo d'Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg sollen ofgedeckt ginn, erweidert ginn.

Et schéngt mer och wichteg ze sinn, datt mer hei am Gesetz virgesinn, datt d'Avisë vun der Kommissioun publizéiert ginn. Wa se net publizéiert ginn, da bleift et just nuren Insiderwëssen, an dat ass net gutt.

Duerfir ass dat heiten och eng ganz wichteg Neierung an dësem Gesetz. Bien entendu geet et och drëm, fir d'Moyenen zur Verfügung ze stellen, wat mer jo och iwwert de Wee vun enger Motioun dann un d'Regierung wëlle realiséieren. Ech hoffen, datt deem dann och Rechnung gedroe gëtt am Budget fir d'nächst Joer.

Dat gesot, hoffen ech, datt mer alleguerten haut hei a grousser Unanimitéit dësem gudde Gesetz kënnen zoustëmmen.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Madame Marie-Josée Jacobs huet elo d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech géif awer, fir unzefänken, de Statsminister wëllen entschëllegen, deen eigentlech dee Projet hei déposéiert huet, a selbstverständlech mech och deene Félicitatiounen an de Mercien uschléisse vis-à-vis vun der Rapportrice, déi hei op eng exzellent Aart a Weis dee Projet virgestallt huet, sou datt et sech eriwwregt fir eis alleguerten, fir nach laang doriwwer ze schwätzen.

Ech denken, datt mer, esou wéi et ausgesäit, jo à l'unanimité dat wäerte stëmmen, wou mer dee Comité haten, dee fonctionnéiert huet, deen elo Gesetzesgewalt kritt an doduerch dat eenzegt Organ ass, dat Lëtzebuerg och op internationalem Niveau wäert vertrieden an all deene Froen, déi mat Mënscherechter ze dinn hunn.

Esou wéi eng Rei vu Virriedner et gesot hunn, ass et och wichteg, datt déi Zesummenaarbecht stattfënnt mat dem Médiateur an dem Kannerrechtscomité. Mir sinn awer an engem klenge Land, also ass et och wichteg, datt déi verschidden Organer matenee schaffen an datt déi Vernetzung do wäert stattfannen, déi wichteg an néideg ass.

Dee Comité gëtt entweder vun der Regierung befaasst, fir sech mat engem Thema ze befaassen, oder awer e ka sech och selwer saiséieren, esou datt ech denken, datt dat och eppes ass, wat all deenen Erwaardungen, déi hei un hie gestallt ginn, Rechnung dréit.

Ech huele selbstverständlech déi Motioun mat, déi hei vun der Chamber proposéiert gouf, fir dann och déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir datt dee Comité ka fonctionnéieren. Iwwert d'Resolutioun hunn ech näischt ze soen, dat ass der Chamber hir Aufgab.

Duerfir géif ech Iech Merci soen a mech deene gudde Wënsch mat uschléissen, datt dee Comité och an deenen nächste Joren eng ganz wäertvoll Aarbecht mécht fir d'Land, awer doriwwer eraus och am Kader vun der UNO a vun all deenen internationale Gremien, an deene mer vertratt sinn.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Häre, zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5882 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi d'Madame Err déposéiert huet, ass vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen. Kënne mer par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit.

Résolution 1

D'Resolutioun ass och vun alle Gruppen ënnerschriwwen. Och do kënne mer par main levée stëmmen.

Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Déi Resolutioun ass och à l'unanimité ugeholl.

Dann, Dir Dammen an Dir Häre, komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, der Fro vun der honorabeler Madame Spautz iwwert d'Caisse nationale des Prestations familiales. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°39 de Mme Vera Spautz au sujet du fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee Problem, op deen ech hei wëll agoen, ass leider net nei. Schonn 1993, also viru 15 Joer, huet de fréiere Familljeminister etlech Froen iwwert de Fonctionnement vun der Kannergeldkeess misse beäntwerten. Ënner anerem eng vun dem deemolegen LSAP-Deputéierte Mars Di Bartolomeo, dee wollt wëssen, firwat dass d'Kannergeldkeess e Retard vu sechs Méint hätt, fir Dossieren ze evaluéieren. Deemools huet de Minister sech engagéiert, dës Administratioun mat zousätzlechem Personal opzestocken, an ausserdeem hu Leit de Samschdeg Iwwerstonne gemaach, fir mat der Aarbecht nozekommen.

1998 ass dunn en Audit vun der Kannergeldkeess gemaach ginn. An déi Recommandatiounen - wéi zum Beispill eng komplett Reorganisatioun vun de Servicer -, déi dobäi erauskomm sinn, sinn 1999 an 2000 ëmgesat ginn.

Ech wëll ënnersträichen, dass ech net dorunner zweifelen, dass déi Leit, déi op der Kannergeldkeess schaffen, hir Aarbecht gutt a gewëssenhaft erleedegen a sech all erdenklech Méi ginn, fir den Demandeuren esou schnell wéi méiglech dat zoukommen ze loossen, wat si zegutt hunn.

Ech gesinn och, dass déi jeeweileg Ministeren eng ganz Rei Ustrengunge gemaach hunn a maachen, fir d'Kannergeldkeess esou auszestatten, dass si en optimale Service um Client ka bidden. Trotzdeem ass d'Situatioun net wierklech besser ginn.

Op eng nei Fro vum Mars Di Bartolomeo, dës Kéier war dat am Juli 2001, huet d'Familljeministesch eng ganz Rei Erklärunge ginn iwwert den Traitement vun den Dossieren, iwwert d'Kollaboratioun mat den Autoritéite vun eisen Nopeschlänner fir d'Demandë vun de Frontalieren, iwwert d'Situatioun vum Personal an esou weider, mä si huet awer och ënnerstrach, dass generell d'Dossieren innerhalb vun enger Woch géifen traitéiert ginn. Just an Ausnahmefäll a wa Piècë feelen, géif et méi laang schleefen. Esou wäit an esou gutt.

Wann ech dann awer de Rapport d'activité vun dem Familljeministère aus dem Joer 2007 liesen, stellen ech fest, dass d'Problemer an all deene Joren anscheinend net konnte geléist ginn, oder wéi erkläert ee sech, dass de Volet iwwert d'Prestations familiales feelt, an dat mat folgender Erklärung: «À noter également qu'en vue de la charge de travail accrue de la Caisse nationale des Prestations familiales ainsi que le manque de personnel particulièrement ressenti, il n'a pas été possible d'intégrer dans le présent rapport le volet des 'Prestations familiales'.»

Dëst Joer den 23. September 2008 huet eng lëtzebuergesch Televisioun de Fonctionnement vun der Kannergeldkeess erëm op en Neits op de Leescht geholl. Ech weess och, dass déi zwee Beispiller vu Frontalieren, déi iwwer ee Joer op hir Sue waarden, net däerfe generaliséiert ginn. Trotzdeem sinn an deem Reportage awer och erëm Schwieregkeeten op d'Tapéit komm, déi menges Wëssens nach net geléist sinn an op déi ech gären dann hei eng Äntwert hätt.

Ech hu mech selwer dovunner kënnen iwwerzeegen, dass et eng Saach vun der Onméiglechkeet ass, fir bei der Kannergeldkeess een op den Télefon ze kréien. Ech wéisst gären, firwat dass dat nach ëmmer esou ass, oder wéi d'Ministesch gedenkt, dee Kommunikatiounswee méi einfach ze maachen.

An deem Kontext stellt sech natierlech d'Fro, wéi wäit dann den Internetsite genotzt gëtt, fir Froen aus der Bevölkerung ze kläre respektiv fir mat der Kannergeldkeess a Kontakt ze trieden. Och do hunn ech selwer eng Rei Deeg gewaart.

Ass et richteg, dass och schréftlech Ufroen un d'Kannergeldkeess eréischt no e puer Woche beäntwert ginn?

Ech denken, d'Zil vun der Regierung muss et sinn, déi Administratioun méi clientsfrëndlech ze maachen.

Ee Problem sinn awer ganz sécher och déi ageschränkten Öffnungszäiten. Et kann net sinn, dass een um Télefon guer keng Äntwert kritt, schréftlech wochelaang duerno, a wann een dann an de Guichet wëllt goen, een och nach stonnelaang muss waarden, well den Undrang esou grouss ass, dass ee schonn eleng stonnelaang muss waarden, fir en Ticket ze kréien, fir da weider ze waarden.

D'Kréinung ass dann awer och, dass d'Büroen an der Mëttesstonn zou sinn an de schaffenden Normalbierger sech muss Congé huelen, fir op d'Kannergeldkeess ze goen. D'Öffnungszäiten, fir se vläicht ze soen, si vun 8 bis 11.30 a vu 14 bis 15.30 Auer mëttes.

Huet d'Ministesch geplangt deem Zoustand entgéintzewierken, a wa jo, wéi?

Wéi huet dee Guichet unique sech entwéckelt a wéi e Bilan kann een dorauser zéien?

Méi generell wéilt ech einfach wëssen, wéi d'Regierung den aktuelle Fonctionnement vun der Kannergeldkees aschätzt an ob Moossname geplangt sinn, fir en optimalen Accueil an Zukunft ze garantéieren.

Wéi ech virdrun erwähnt hunn, feelt de Volet iwwert d'Prestations familiales am Rapport d'activité vum Ministère vun 2007. Kënnt deen nach? Oder kann d'Ministesch der Chamber e puer Zuelen nennen iwwert d'Evaluatioun vun der Unzuel vun den Dossieren an deene leschte Joren...

M. le Président.- Madame Spautz, Är Zäit leeft of.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- ...an d'Charge de travail vum Personal am Allgemengen?

Ech sinn direkt fäerdeg.

Well d'Frontaliere méi eng spezifesch Situatioun hunn, wéilt ech och wëssen, wéi laang et an der Regel elo dauert, ier déi Dossieren evalueiert sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert fir d'Äntwert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et ass domat wéi iwwerall hei am Land.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir hutt de Moment d'Wuert net.

(Hilarité)

Dir hätt Iech kënnen zu Wuert mellen, mä Dir hutt et elo op jidde Fall net. Elo huet d'Madame Minister Jacobs d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, ech géif Iech wëlle fir d'éischt, fir op eng ganz Partie vu Froen ze äntwerten a fir datt d'ganz Chamber sech doriwwer kann informéieren, de Compte rendu vum Exercice vun der Kannergeldkeess vun 2007 iwwerreechen, wouran Der eng ganz Partie vun Donnéeën a Grafike fannt, wat de Fonctionnement vun der Kannergeldkeess ubelaangt.

M. le Président.- Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- D'Lëtzebuerger Kannergeldkeess ass méi eng komplex Entreprise wéi vläicht verschidden anerer et sinn. Ech wëll Iech just e puer Zuelen nennen, fir Iech och ze sensibiliséiere fir dat, wat do an deem Betrib lass ass.

1997 hate mer 135.000 Kanner, déi an der Kannergeldkeess affiliéiert waren; 2007: 185.234. Mir rechne fir d'nächst Joer mat ronn 240.000 Kanner, déi an der Lëtzebuerger Kannergeldkeess affiliéiert sinn.

Domadder gëtt do e Montant vu Suen ausginn: Fir 2007 sinn 863.760.402 Euro virgesinn; fir d'Joer 2008 estiméiere mer dat op 1.119.202.000 Euro. Ech denken, datt dat deene Leit, déi nolauschteren an déi et interesséiert, ewell e bëssen en Iwwerbléck gëtt iwwert dat, wat dat doten heescht.

Mir hunn 243.258 Kanner. Dovu sinn 120.922 Résidanten an 122.336 Netrésidanten. Dat heescht also, datt mer méi Kanner hunn, déi Netrésidantë sinn, wéi déi, déi Résidantë sinn. Alleguerten, déi sech och nëmmen e ganz bëssen derfir interesséieren, wëssen, datt et dann ëmmer erëm zu Complementë kënnt, déi an deenen anere Länner ausbezuelt ginn. Och d'Kannergeldkeess ass net eleng Meeschter doriwwer.

Mir sinn also och zu engem gudden Deel ofhängeg vun deenen auslännesche Kannergeldkeesen. Mir hu Verhandlunge gefouert mat de Fransousen, mat deene mer eis och zu engem Deel konnten eenegen, fir ze soen: Mir bezuelen dat ganzt Kannergeld op Lëtzebuerger Säit aus a mir ginn et bei lech als Keess erëmsichen. Mir fannen awer kee Partner, weder an der Belsch nach an Däitschland, well dat ëmmer erëm anescht ers organiséiert ass. Entweder sinn et d'Länner, d'Gemengen oder och nach aner Träger wéi d'Mutuellen, déi dat maachen, mat deenen een also muss verhandelen.

D'Madame Spautz huet zu Recht hei d'Analys vun der KPMG vun 1999 ervirgefouert a gesot, deemools wier gesot ginn, datt dat misst alles reforméiert ginn; wat och gemaach ginn ass. Mä d'KPMG hat och deemools erausfonnt, datt d'Zäit fir e Frontaliersdossier, wat d'Complémenten ubelaangt, véiermol méi Zäit un Usproch hëlt, wéi en Dossier vun engem Résidant. Seele sinn och d'Reklamatioune vun de Résidanten a vun de Lëtzebuerger, mä se kommen haaptsächlech selbstverständlech iwwert d'Frontalieren.

Dat ass keng Entschëllegung. Dat ass och net fir ze soen, datt dat eis egal wier oder datt dat mer net gradesou wichteg wier. Mä dat erklärt selbstverständlech, wéi et dann och bei deene Länner ass a wéi et bei eis ass.

D'Kannergeldkeess huet zéng verschidde Prestatiounen; wann ech de Congé parental als Prestatioun rechnen. Dat ass eigentlech keng Prestatioun, dat ass eng aner Form, mä dat ass egal. Fir och ze soen: Ëmmer erëm changéiert eppes bei eis. Du koum de Kannerboni derbäi. Déi aner Länner si jo net besser wéi mir, déi changéieren och permanent. Wat dann erëm derzou féiert, datt et erëm méi komplizéiert gëtt, et erëm anescht ers muss gerechent ginn, erëm alles nei muss organiséiert ginn.

An deene leschte Joren hate mer, wat d'Personaleffektiver ubelaangt: 1998 een an der Carrière supérieure; haut hu mer der dräi doranner. An der Carrière moyenne waren et der 25, an haut sinn et der 58. Dat sinn also 35 Unitéite méi. An deenen anere Prestatiounen huet dat net geännert.

Ech sinn awer ganz frou Iech kënnen haut matzedeelen, nodeem datt och de Médiateur sech ewell am Joer virdru geäussert hat, datt mer zousätzlecht Personal misste kréien, datt de Regierungsrot de Moien décidéiert huet, fir 25 nei Posten an der Kannergeldkeess ze schafen.

Ech hoffen, datt mer de President elo net schwaachfält douewen,…

(Hilarité)

…well mer hunn eis elo zënter laange Jore vill zerstridden. An dat heite si Posten - dat muss ee wëssen -, déi ginn op d'Käschte vun aneren. Da kritt Der vläicht nach Gespréicher mat Verschiddenen dorëmmer, déi dann hir mussen hierginn, fir eben déi heiten an d'Kannergeldkeess ze setzen. Mä wann een en Numerus clausus huet, da muss ee jo och kucken, datt ee sech iergendwou dorunner hält.

(Interruption)

Mir hunn awer doriwwer eraus eng ganz Partie och vun anere Vereinfachungen am Laf vun deene leschte Jore gemaach. Ech wëll lech just déi opziele bei der Allocation de naissance, wou mer d'Délaie vun de medezineschen Examen ofgeschaaft hunn, well dat selbstverständlech anerer sinn an Däitschland, anerer sinn a Frankräich, anerer sinn zu Lëtzebuerg, wat dann ëmmer derzou gefouert huet: Da sinn d'Leit bei eis froe komm. Dann hu mer gesot: Ah neen, Dir hutt lech net un den Délai gehalen. Duerno hu se Recours beim Comité oder beim President gemaach, an da goung erëm dee ganze Spaass vu vir un. Herno hu mer gesot, da géife mer dat ofschafen.

Mir wollten dat och bei de Kanner maachen. Do war awer de Gesondheetsminister net d'accord, well hie gesot huet, aus gesondheetleche Grënn wier et wichteg, datt een och déi Délaie géif halen, déi awer och erëm anerer sinn zu Lëtzebuerg wéi am noen Ausland, wat d'Saach net méi einfach mécht.

Dann hu mer och eng Allocation familiale agefouert fir Kanner, déi net a Länner sinn, déi zu Europa gehéieren. Ech denke besonnesch un de Cap-Vert, un Tunesien, Exjugoslawien, wou an der Zäit déi Elteren, déi hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn a Kanner do haten, iwwerhaapt näischt kritt hunn. Déi kréien elo, wa se kënne beweisen, datt se all Mount dohinner Suen iwwerweisen, och ee Montant, deen awer selbstverständlech een aneren ass wéi deen, deen hei zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt.

Dann denken ech, datt eng ganz Partie vun Iech vläicht emol konfrontéiert gouf mat de Problemer - well dat war ee vun deene Punkten, wou d'Lëtzebuerger sech driwwer opgereegt hunn -, wann d'Kanner viru léiere gaange sinn. Net heiansdo, mä ëmmer muss de beweisen, datt déi Plaz, wou se gaang sinn, och unerkannt wier, an dat och en Diplom wier, deen entweder vun der Lëtzebuerger Uni oder dem Educatiounsministère unerkannt wier.

Och dat hu mer ofgeschaaft, well mer gesot hunn: Mir wëssen et net, si wëssen et net. Et ass heiansdo schwiereg erauszefannen, wie wat fir eng Schoule mécht. Dofir hu mer gesot: Hei, een, deen nach wëllt am Ausland op eng Schoul goen, dee solle mer goe loossen. Mir hunn der net esou vill, déi dat wëlle maachen, esou datt mer dat och méi kulant behandelen.

Dat, wat ech awer och wëll maachen, dat ass: Mir hunn eis d'accord erklärt mam Minister vun der Fonction publique, esou wéi virgesinn an der Réforme administrative déi Autoevaluatioun ze maachen, fir eben och ze kucken, wat zousätzlech aner Saache wieren, déi mer kéinte vereinfachen, fir domadder och d'Aarbecht an der Kannergeldkeess selwer méi einfach ze maachen.

Ech hat eng ganz Rei vu Réunioune mat de Gewerkschaften an och dräimol de Comité directeur, mat deenen ech diskutéiert hunn, wou mer e Comité de méthodologie hunn, e Comité de pilotage a wou och verschidden Aarbechtsgruppen draschaffen, fir ebe justement déi Aarbechten an och déi Prestatiounen. Do muss ee sech an deenen nächste Joren iwwerleeën: Wou kann een eventuell Regruppementer maachen? Wat kann een aneschters maachen, fir domadder vläicht vun deenen zéng verschiddene Leeschtungen erofzekommen? Wuelwëssend, datt da wahrscheinlech d'Gejäiz lassgeet, well dann awer erëm ee fënnt, datt hie vläicht en hallwe Frang iergendwou erëm manner géif kréien, wéi dat, wat elo de Fall ass.

Dann hu mer an deene leschte Joren enorm vill Suen an d'Informatioun investéiert. D'Kannergeldkeess bezuelt all Joer Millioune Cotisatiounen. An deene leschte sechs Joer waren et 13 Milliounen un de Centre informatique vun der Sécurité sociale, fir Programmer gemaach ze kréien; plus nach 3,7 Milliounen Eegemëttel, déi se doraner investéiert hunn, fir also besser kënnen ze fonctionnéieren.

D'Guichete sinn op vu Véierel vir aacht bis hallwer zwielef a vu Véierel vir zwou bis hallwer véier. A wa Leit dobanne sinn, déi iwwert der Mëttesstonn do sinn, da gëtt och selbstverständlech hire Problem geregelt a si ginn net erausgesat bis déi aner Leit vum Mëttegiessen erëmkommen.

Den Tëlefon, dat ass eng ganz interessant Fro, déi ech ewell méi dacks hei beäntwert hunn. Eng Etüd vun 2001 huet gewisen, datt am Duerchschnëtt 82.500 Appels téléphoniques de Mount an d'Kannergeldkeess erakomm sinn. Dat heescht, datt ee misst 20 Mann Personal eleng op den Tëlefon setzen, wann ee wëllt hunn, datt dat dote géif fonctionnéieren.

De Guichet unique hu mer am Juni 2008 agefouert, woubäi d'Kannergeldkeess déi éischt Institutioun ass, déi dat mécht, wou ee kann iwwert d'Signature électronique mat der Keess schaffen. Den Téléchargement vu Formulairen ass bis elo keen esou e groussen Erfolleg, muss ech soen.

Et sinn eng bis zwou Demandë pro Dag, déi iwwert de Guichet unique erakommen. Et ass och virgesi fir an deenen nächste Joren zousätzlech mat engem Serveur vocal kënnen ze schaffen, fir déi gängeg Froen och doriwwer kënnen ze beäntwerten. Woubäi ech meng Zweifelen doriwwer hunn, well ëmmer all Dossier aneschters ass a well et am Fong wahrscheinlech ganz vill individuell Dossieren awer ëmmer wäerte bleiwen.

Wann dann dat eent Kand an dat zweet Kand an dat drëtt Kand an dann erëm de Rang changéiert an d'Nimm vun de Kanner changéieren, well dat gehéiert jo och zu de moderne Familljen derzou, mécht dat alles d'Aarbecht vun deene Leit net méi einfach.

Ech géif mech do gären der Madame Spautz ralliéiere fir ze soen, datt déi Leit an der Kannergeldkeess ganz vill schaffen an datt se et net liicht hunn, besonnesch net déi, déi am Guichet sinn, an och net déi, déi heiansdo um Tëlefon sinn, wa se dann net am Guichet sinn, an déi heiansdo dat alles auszedrénke kréie vun deene villen Demanden, déi do sinn, an déi dofir nu wierklech net kënnen.

Elo hoffen ech, datt mer iwwert déi verschidde Moossnamen an, wéi gesot, besonnesch och iwwert déi grouss Zuel vun neie Leit, déi mer kënnen an deem nächste Joer astellen, et besser kënnen an de Gréff kréien, fir domadder och e bessere Service um Client kënnen ze garantéiere wéi dat, wat mer bis elo konnte maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.14 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Jeudi, 23 octobre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer et M. Laurent Mosar, Vice-Présidents

Sommaire

1. Prise de position du Parlement luxembourgeois
- *M. le Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Michel Wolter*

3. Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Papier de discussion de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement, corapporteur (déposant une motion)*
- *Papier de discussion de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner, corapporteur (déposant une motion)*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter (déposant une motion), M. Robert Mehlen, M. Ali Kaes (qui répond à M. Jean-Pierre Klein), M. Xavier Bettel, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics (à qui M. Ali Kaes pose une question), M. Lucien Lux, Ministre des Transports (répondant à Mme Viviane Loschetter et à M. Fernand Etgen), M. Charles Goerens, M. Xavier Bettel, M. le Ministre Claude Wiseler*
- *Motions 1 (adoptée), 2 (adoptée) et 3 (rejetée)*

4. 5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Camille Gira, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

5. Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la Bibliothèque nationale
- *Exposé: M. Ben Fayot (déposant une motion)*
- *Débat: M. Marco Schank, Mme Colette Flesch, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Motion 1 (adoptée)*

6. Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments
- *M. Claude Adam - Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Neen, Här President.

1. Prise de position du Parlement luxembourgeois

M. le Président.- Mesdames, Messieurs, chers collègues, permettez-moi de faire dès l'ingrès la déclaration suivante:

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg tient à protester vigoureusement contre la manière dont a été présentée la place financière luxembourgeoise au cours du journal télévisé de 20 heures du 21 octobre 2008 sur France 2. Elle s'insurge particulièrement contre le reportage, la soidisant «enquête» et sa mise en images, introduisant l'interview de Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker. L'amalgame qui y a été fait entre «paradis fiscal», «blanchiment d'argent» et «secret bancaire» est à ses yeux inacceptable et indigne d'un organe d'information qui se veut sérieux en général, et d'une chaîne de service public en particulier. Il est par ailleurs diffamatoire dans la mesure où il suggère aux téléspectateurs une image de la place bancaire qui ne correspond d'aucune manière à la réalité.

De façon plus générale, la Chambre des Députés récuse toute insinuation visant à discréditer le Grand-Duché de Luxembourg et sa place financière. Elle dénonce toute tentative d'établir une relation quelconque entre la crise financière actuelle et les activités développées par le secteur financier luxembourgeois, ce dernier n'étant de toute évidence pas à l'origine de la crise qui préoccupe le monde entier.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg.

(Interruption)

Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech géif gär den Dépôt maache vun enger Proposition de loi, wann Der dat géift akzeptéieren.

M. le Président.- Den Här Wolter huet d'Wuert.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären den Dépôt maache vun enger Proposition de loi, déi d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Secteur financier an d'Gesetz vum 5. August 2005 iwwert d'Contrats de garantie financière géif ofänneren.

Et geet mer en substance dorëm, dass am Kader vun enger méiglecher Faillite vun enger Bank et zu engem automateschen Ausgläichen tëschent dem Aktiv an dem Passiv vun de Konten, déi e Client bei enger Bank huet, géif kommen.

Ech géif Iech bieden, dat an d'Prozedur ze ginn a vläicht mat anere Mesuren, déi vun der Regierung de leschte Freideg annoncéiert gi sinn, zesumme kënnen ze diskutéieren. Dat schéngt mer e wesentlecht Element ze sinn, fir de Bierger dobaussen an deem seng Suen ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an d'Prozedur weidergeleet gëtt.

Mir kommen dann zur Debatt iwwert d'Finanzéierung vun deene grousse staatlechen Infrastrukturen. Mir waren eis gëschter eens ginn, fir d'Prozedur ëmzeänneren, sou dass, Dir Häre Ministeren, fir d'éischt d'Rapporteuren d'Wuert kréien, duerno d'Debatt stattfënnt an um Enn vun der Debatt d'Regierung op d'Suggestiounen an d'Iddië vun den Deputéierten äntwert.

Deementspriechend huet elo fir d'éischt den honorabelen Här Clement d'Wuert, an duerno den honorabelen Här Roland Schreiner. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Etgen, Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Braz. Den Här Clement huet als Éischten d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Papier de discussion de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), corapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dat och schonn an de leschte Joren de Fall war, wëll ech haut op dëser Plaz mäin Diskussiounspabeier zum Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojete virstellen.

Iwwert d'Prozedur, déi virun zwee Joer déi éischte Kéier duerchgefouert ginn ass, brauch ech jo elo keng weider Explikatioune méi ze ginn. Ech wëll awer just drop hiweisen, datt mer den Timing an d'Délaie ganz exakt kënnen anhalen.

D'Regierung hat hir Lëscht zur Zäit ausgeschafft, a mir hunn an der Bautekommissioun an der Sëtzung vum 22. September alles virgestallt an och explizéiert kritt, a selbstverständlech hu mer och doriwwer diskutéiert.

Wéi och an de Jore virdrun, hunn ech kee Rapport geschriwwen, dee mer dann noutwendegerweis och hätte missen an der Kommissioun ofstëmmen, mä e Papier de discussion, an deem alles kuerz virgestallt gëtt.

Op Basis vun dësem Papier de discussion sinn dann och all Fraktiounen en mesure heibannen, beim Débat ze soen, mat wat fir enge Projete si averstane sinn a mat wat fir enge Projete si dat dann eben net sinn.

An deem Kontext, Här President, wëll ech dann och direkt eng Motioun presentéieren. Eng Motioun, déi d'Regierung autoriséiert, weider op deenen eenzelne Projeten ze schaffen a selbstverständlech och déi Gelder ze engagéieren, déi fir dës Etüden noutwendeg sinn.

D'Motioun gëtt gedroe vun der CSV, vun der LSAP, der DP an der ADR an erfreet sech also, wéi Der gesitt, enger grousser Majoritéit hei an der Chamber.

Déi gréng Fraktioun huet mer matgedeelt, si géif dës Motioun net ënnerstëtzen. D'Grënn an d'Ursaachen dofir, denken ech, wäert hire mandatéierte Spriecher herno hei op dëser Tribün sécherlech selwer erläuteren.

Dem onofhängegen Deputéierte Jaerling seng Meenung weess ech net, vu datt hien och net Member vun der Bautekommissioun ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure telle qu'elle a été mise en évidence par la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

- vu la volonté du Gouvernement, affirmée dans la même déclaration gouvernementale, d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics;

- vu notamment les trois premières étapes de cette procédure qui comprend en tout les six points ci-dessous:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le Ministère des Travaux publics présente à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 7,5 millions d'euros, hors emprises. Cette liste comporte des projets émanant de divers ministères, mais n'englobe pas les projets de construction auxquels l'État participe par l'intermédiaire d'une subvention (plafonnée). Le prix des projets figurant sur cette liste sert à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.

2. La Commission des Travaux publics examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions concernées par certains projets (par exemple, de la Commission de l'Éducation nationale en cas de construction d'un établissement scolaire). Ce débat a lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.

3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. La liste finale des projets accordés figure en tant qu'article budgétaire dans la loi budgétaire dont le vote permet au Ministère des Travaux publics d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.

4. Pour chaque projet, le Ministère des Travaux publics dépose un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.

5. Tout changement important de programme survenant après le vote de la loi doit faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.

6. Un nouveau projet de loi doit être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé, un dépassement inférieur à 5% étant à régulariser au moment du décompte final du projet. Cette régularisation a lieu dans le cadre de l'approbation de la loi portant règlement du compte général de l'État.

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation de principe et d'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du Département des travaux publics en 2008/2009 présentée par Monsieur le Ministre des Travaux publics lors de la séance du 22 septembre 2008 de la Commission des Travaux publics;

- considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre

des Travaux publics, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2009 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics:

1. doter le pays d'une infrastructure spécifique permettant d'accueillir dans des conditions appropriées les détenus préventifs en complément du centre pénitentiaire de Schrassig: maison d'arrêt de Sanem

2. valoriser un élément important de notre patrimoine industriel en lui donnant une affectation permettant à la fois de répondre à sa récente vocation culturelle et de contribuer à la revitalisation du quartier concerné de la ville de Luxembourg: aménagement des rotondes à Luxembourg-Bonnevoie

3. poursuivre les efforts entrepris depuis 2004 en vue d'améliorer substantiellement l'infrastructure scolaire du pays, ceci dans le respect des principes de décentralisation de l'aménagement du territoire: construction du Lycée technique pour professions de santé et construction du Centre national de la formation professionnelle continue à Ettelbruck

4. intégrer à la priorité d'intervention qu'est l'infrastructure scolaire également des projets de rénovation et de réaménagement, en vue notamment d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments en question: rénovation de l'Athénée de Luxembourg, réaménagement et extension du Lycée Hubert-Clément à Esch/Alzette, transformation du Centre d'éducation différenciée à Esch/Alzette

5. lancer au cours de la prochaine année un apport au niveau d'une autre priorité d'action du Gouvernement, à savoir celle des infrastructures sociales: transformation du centre intégré pour personnes âgées à Bofferdange

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Ponts et Chaussées:

1. assurer une liaison directe de la «Nordstad» au réseau autoroutier, d'aménager un réseau performant jusqu'au rond-point «Fridhaff»: mise à 2x2 voies de la B7 entre le viaduc de Colmar-Berg et Ettelbruck, élargissement de l'assise de la N27A entre le rond-point «Fridhaff» et l'échangeur d'Erpeldange

2. dégager les localités de Heinerscheid et de Hosingen du trafic de transit et des poids lourds, tout en se donnant la possibilité de déclasser l'ancienne N7 en déplaçant la route européenne E421/N7 sur les deux contournements concernés: contournements de Heinerscheid et de Hosingen

3. améliorer et assurer une meilleure cohérence du tracé de la collectrice du sud par la création d'une liaison performante entre les parties est et ouest de cette autoroute, assurer le désengorgement de l'échangeur de Lankelz, ainsi que le délestage du réseau secondaire: élargissement de l'autoroute A4 entre l'échangeur Ehlerange/Lankelz et l'échangeur Foetz

4. adapter le réseau routier aux besoins de capacité et de sécurité suite au développement des localités de Sanem et Differdange, de créer la possibilité de raccorder le crassier Differdange/Sanem via le CR175 à l'A13 et d'offrir ainsi un deuxième accès à cette friche en vue de sa reconversion: réaménagement de l'échangeur de Sanem sur la collectrice du sud

5. améliorer les performances du réseau routier dans le Sud par des mesures de détail ciblées: réaménagement de l'échangeur Gadderscheier sur la collectrice du sud

6. compléter au niveau de la voirie le projet de la nouvelle maison d'arrêt compte tenu des exigences spécifiques de cette infrastructure: voirie d'accès vers la nouvelle maison d'arrêt de Sanem

donne son accord de principe aux projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la Commission des Travaux publics lors de sa séance du 22 septembre 2008.

(s.) Lucien Clement, Fernand Diederich, Fernand Etgen, Ali Kaes, Robert Mehlen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn lech elo e kuerzen Aperçu vun all deene Projeten, déi mir an der Kommissioun virgestallt kruten an iwwert déi mer natierlech och, wéi ech scho gesot hunn, diskutéiert hunn.

Ech weess, Här President, datt esou en Exercice bis op vläicht e puer Ausnahmen eng relativ dréche Matière ass, mä ech wäert probéieren, dat esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Ech fänken u mat de Projeten, déi ënnert d'Kompetenz vun der Administration des Bâtiments publics falen.

1) De Bau vun dem Prisong zu Suessem. Dëse Projet, dee jo ganz rezent ass, rezent op jidde Fall wat de Site ugeet, ass nach net ganz prezis an ass eréischt an enger éischter Etapp vun der Programmatioun. D'Administration judiciaire muss nach déi genee Besoinen definéieren.

Aus dësem Grond konnt verständlecherweis och kee Budget heifir ausgeschafft ginn. Gewosst ass, datt de Prisong eng Capacitéit soll kréie vu 400 Prisonnéier. E soll och a véier Bléck ënnerdeelt ginn. Et solle kleng Unitéite mat maximal 15 bis 20 Persoune ginn. Déi Responsabel vum Ministère hunn der Kommissioun bestätegt, datt och Strukturen ageplangt ginn, fir verschidde Services judiciaires dran ënnerzebréngen, wa si dat wëllen.

2) Den Aménagement vun de Rotonden zu Bouneweg. Ech denken net, datt ech lech d'Rotondë laang muss virstellen, Dir kennt se alleguerten.

Dëse Projet huet initialement dem Kulturministère ënnerstanen an ass op Demande vun der Madame Statssekretärin an d'Travaux publics transferéiert ginn. Mir waren eis eens, datt dësen Transfert u Kompetenz Sënn mécht. Ech denke schonn, datt d'Bâtiments publics besser outilléiert sinn, fir esou eng Renovatioun vun dëser Gréissenuerdnung duerchzefëieren, wéi dat vläicht de Ministère de la Culture kënnt maachen.

Trotzdeem bleiwe verschidden Aspekter vum Projet ënnert der Responsabilitéit vu Sites et Monuments. Esou gëtt zum Beispill en detailléierte Plang vun den Aarbechten no den Uweisunge vun de Beamten aus dem Kulturministère ausgeschafft, an och dat huet eis logesch geschéngt, well do si si jo schliesslech d'Spezialisten.

Wat d'Käschte vun der Dekontaminatioun ugeet, esou ass festzehalen, datt d'CFL de Propriétaire vun de Rotonden ass oder war. Normalerweis misst de Prinzip vum Pollueur-payeur do och dann zum Droe kommen.

Dës Froe konnten an der Kommissioun awer net direkt beäntwert ginn. Ech denke schonn, datt se am Kader vum Projet de loi, deen da kënnt, hei an der Chamber kënnen diskutéiert ginn.

3) D'Démolitioun an d'Neikonstruktioun vum Verwaltungsgebai an der Ënneschtgaass op der Nummer 11. Dëse Projet gëtt der Chamber just zur Informatioun virgeluecht, well e mat engem viraussiichtleche Budget vun 2,5 Milliounen Euro däitlech ënnert der virgeschriwwener Limite vu 7,5 Milliounen Euro läit.

4) De Bau vum Lycée technique fir Gesondheetsberuffer zu Ettelbréck an de Bau vum Centre national de formation professionnelle continue, och zu Ettelbréck.

Den neie Lycée fir Gesondheetsberuffer huet eng Capacitéit vu bis zu 430 Schüler. Dobäi kënnt och en Internat fir 30 Schüler.

D'Fro ass: Soll de Lycée fir Gesondheetsberuffer op deeselwechte Site komme wéi zum Beispill den Nordstad-Lycée?

Wier dat de Fall, wieren hei sécherlech Synergië méiglech, virun allem wat de Volet vu parascolairen Infrastrukturen ugeet. Ass de Lycée awer méi no beim Spidol, wier dat als e groussen Avantage fir d'Stagë vun de Schüler unzegesinn. Ech denken, datt deen zweeten hei opgezielten Avantage eventuell iwwerweie kënnt.

Et ass ervirzeträichen, datt beim Ausschaffe vun dësen zwee Projeten a virun allem och bei der Auswiel vun den Terrainen, op déi déi zwee Gebaier stoe kommen, d'IVL-Konzept ëmmer muss am Hannerkapp gehale ginn.

Déi zwee Projete gehéiere selbstverständlech zum Konzept Nordstad.

5) D'Renovéierung vum Stater Kolléisch an de Réaménagement vum Lycée Hubert-Clément zu Esch.

Bei dësen zwee Projete geet et, nieft de Renovéierungsaarbechten, och ganz zolidd ëm d'Verbesserung vun den Energiewäerter an deenen zwou Schoulen. De Kolléisch, gebaut 1964, ass energetesch gesinn, kënnt ee soen, eng eenzeg Katastroph an entsprécht a kengem Moment méi deenen heitege Kritären a muss deemno total nei isoléiert ginn, fir datt en déi virgeschriwwen Normen a puncto Performance énergétique kann erfëllen. Zum Deel kënnen dës Aarbechten och aus dem Kyoto-Fong matfinanzéiert ginn. Dernieft sollen ënner anerem och d'Sanitäranlage souwéi d'Kantin renovéiert ginn.

Well een déi plus/minus bal 1.400 Schüler aus dem Kolléisch awer net esou einfach delogéiere kann, mussen d'Aarbechten och zu engem groussen Deel während de Schoulstonne gemaach ginn. Dat geschitt awer an Etappen, an et misst méiglech sinn, datt de Schoulbetrib duerch de Kaméidi, dee logescherweis entsteet, och net ze vill gestéiert gëtt. Dës Prozedur fir ze bauen ass net déi bescht, mä ass scho bei anere Schoulgebaier ugewannt ginn an huet jo och, bis op e puer Ausnahmen, muss ee soen, dach ëmmer nach relativ gutt geklappt.

Am Lycée Hubert-Clément besteet nach d'Méiglechkeet, en Deel vun de Schüler an aner Etablissementer ze verdeelen, soulaang wéi d'Aarbechten hei daueren. Och hei geet et ëm d'Energiekonzept, dat den Norme muss ugepasst ginn. Et gi verschidde Säll bäigebaut souwéi en neie Bloc administratif an eng nei Sportshal. Anescht wéi beim Stater Kolléisch ass d'Bausubstanz vum Lycée Hubert-Clément nach an engem relativ gudden Zoustand, oder op jidde Fall an engem besseren Zoustand. Alles an allem...

Gelift?

Une voix.- ...dat hält besser.

M. Lucien Clement *(CSV), corapporteur.*- Dat hält besser. Fréier hu se besser gebaut.

Alles an allem huet de Lycée Hubert-Clément Plaz fir 900 bis 1.000 Schüler.

6) D'Transformatioun vum Centre d'éducation différenciée zu Esch. Och bei dësem Projet, wou d'Gebai sech an engem relativ schlechten Zoustand befënnt, geet et, nieft verschiddenen Transformatiounen, haaptsächlech ëm d'energetesch Sanéierung vun de Gebailechkeeten, an eventuell ëm en Ausbau fir 95 Schüler.

7) D'Transformatioun vum CIPA zu Bouferdeng. Bei dësem Projet soll déi bestoend Capacitéit vun 130 Zëmmere bäibehale ginn. Duerch d'Transformatioun sollen d'Zëmmere virun allem un den aktuelle Standard vu Gréisst a Komfort ugepasst ginn. Dës Aarbechte sinn als lescht Etapp vun engem a Phasen opgedeeltene Konzept unzegesinn.

Här President, ech kommen elo zum zweeten Deel vu mengem Exposé, mat de Projeten, déi ënnert d'Kompetenz vu Ponts et Chaussées falen.

1) Do hu mer fir d'éischt den Ausbau op zweemol zwou Spure vun der B7 tëschent Colmar-Bierg an Ettelbréck an d'Verbreederung vun der N27A tëschent dem Rondpoint Fridhaff an der Op- an Offahrt zu Ierpeldeng.

Déi uwiesend Membere vun der Bautekommissioun begréissen dës Moossname selbstverständlech an och ausdrécklech, well heiduerch d'Sécherheet op Deeler vun der N7 an der aler B7 erhieflech wäert verbessert ginn. Hei gëtt deenen dach groussen Autosbewegunge Rechnung gedroen. Pro Dag ginn 18.000 Autoe Richtung Süde gezielt a 6.000 Bewegunge Richtung Norden. Ausserdeem gëtt hei och den Accès zu der Zone industrielle Fridhaff mat verbessert.

Trotzdeem wäert duerch dës Aarbechten de Verkéiers- a Sécherheetsproblem, deen ouni Zweifel op dëser Strooss besteet, sécherlech net ganz geléist ginn, soulaang wéi dësen Tracé net op zweemol zwou Spuren ausgebaut gëtt. Zu dëser Konklusioun koumen och kierzlech 13 Gemengen aus dem Norden an hunn dat och via Communiqué an als Fuerderung un d'Regierung an de Medië publizéiert. Heizou ass awer ze soen a soll och ënnerstrach ginn, an den Här Wiseler huet eis dat och an der Kommissioun confirméiert, datt dës zwee Projete just en Deel vun deem globale Programm sinn, an deem mëttelfristeg virgesinn ass, datt d'B7 an d'N27A op zweemol zwou Spuren ausgebaut solle ginn.

Well d'Konzept Nordstad nach net ganz steet, ass dat Stéck Ettelbréck bis Échangeur Ierpeldeng einstweilen nach ausgeklamert. Des Weidere gëlle souwuel administrativ wéi och finanziell Grënn als Ursaach, fir deen dach grousse Projet a verschiddene Phasen ze realiséieren.

2) De Contournement vun Hengescht an och de Contournement vun Housen, dat ass op där nämlechter Strooss. Ech mengen, ech brauch och kengem heibannen d'Noutwendegkeet vun dësen zwee Projeten ze erklären, jiddefalls net deenen, déi dës Streck méi dacks fueren oder méi dacks fuere mussen. Et muss awer ervirgehuewe ginn, datt de Contournement vun Housen, mat ronn 40 Milliounen Euro, ganz erhieflech méi deier kaschte wäert, wéi dee vun Hengescht, mat just - entre guillemets awer gesot - 15 Milliounen.

Dat ass doduerch bedéngt, datt zu Housen vill méi muss investéiert ginn, fir d'Nuisancen, déi duerch esou eng Émgehungsstrooss entstinn, kënnen ze entschäerfen. Ech schwätzen hei vun enger méi héijer Geräischkuliss, déi dann d'Liewensqualitéit vun den Awunner zolidd géif reduzéieren. Fir eben esou en Zeenario ze verhënneren, ass virgesinn, Deeler vum Contournement duerch e méi déiwe Gruef, oder besser gesot, Dall ze féieren. Fir duerch e klengen Hiwwel am Norde vum Duerf ze kommen, muss souguer en Tunnel gebaut ginn. All dat erkläert natierlech déi grouss Käschtendifferenz vun deenen zwee Projeten.

Fir de Contournement vun Housen, deen 2,8 km laang gëtt, ass grad wéi fir dee vun Hengescht, wat d'Breet vun de Fuerspuren ugeet, virgesinn, mat därselwechter Strooss ebreet eran- respektiv erauszefueren, wéi se dee Moment op der N7 op där Plaz ass. All Dag passéieren hei ronn 12.000 respektiv 8.000 Autoen. Et gëtt elo awer schonn esou gebaut, datt och hei en Ausbau vun deene Contournementer op zweemol zwou Spure méiglech ass, sollt dat sech spéiderhin als néideg erweisen.

Et mécht kee Sënn, an et wier och nach äusserst geféierlech, fir elo schonn op engem Stéck vun 2,8 respektiv 1,8 km vun zweemol zwou Spuren op manner Spuren, ob dat eng oder zwou sinn, zréckzewiesselen.

Den Här Molitor huet eis och an der Kommissioun gesot, datt d'Autosbewegungen, déi iwwert dem Seuil vun 8.000 leien, Ulass géife gi fir e Contournement ze bauen. 35-40.000 Autoe pro Dag géifen als Argument gëlle fir de Bau vun enger Autobunn. Ze soe bleift awer, datt mat dem Contournement vun Hengescht, dee plus/minus 1,8 km laang gëtt, och e besseren Accès zu der Zone d'activité garantéiert gëtt.

Doduerch, datt de Contournement vun Hengescht an de Contournement vun Housen elo gebaut ginn an déi Verbreederung gemaach gëtt, gëtt d'Sécherheet op der N7 natierlech verbessert. Et sinn an der Lescht vill, an och verschidde ganz schwéier Accidenter op dëser Streck geschitt. Duerch déi virleiend Projete soll, an enger éischter Phas, probéiert ginn, déi geféierlech Plazen e bësselchen ze entschäerfen.

3) Dann hu mer d'Deelung vun der Autobunn A4 tëschent den Échangeuren Élereng, Lankelz a Féiz. Hei gëtt et zwou méiglech Varianten, an eng Etüd soll elo klären, wéi eng dann déi bescht Optioun ass. Fir wat fir eng Variant elo schlussendlech optéiert gëtt, hänkt nach vu verschiddenen Etüden of. Mir wäerten eis jo an Zukunft, wann de Projet bis an der Chamber déposéiert ass, nach eng Kéier ausféierlech domadder beschäftege kënnen. Et bleift awer ze ënnersträichen, datt d'Zuchlinn Lëtzebuerg-Esch absolut kompatibel ass, egal mat wat fir enger vun deenen zwou Varianten.

4) Da komme mer zu der Erneierung vum Échangeur Suessem op der Collectrice du Sud. Déi aktuell an déi zukünfteg Entwécklung vu Suessem an Déifferdeng mécht eng Upassung op dësem Stéck un d'Standarde vu Capacitéit a Sécherheet dréngend néideg. D'Erneierung vum Échangeur Suessem erlaabt et och, de Crassier Déifferdeng-Suessem via den CR175 un d'A13 unzebannen an esou de Frichen en zweeten Accès ze ginn. Op laang Siicht bleift dës Liaisoun och kompatibel mat der Visioun vun enger interurbaner Desserte vu Bieles, Uewerkuer, Déifferdeng an och Nidderkuer.

5) Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zu mengem leschte Punkt fir haut, dat ass d'Erneierung vum Échangeur Gadderscheier op der Collectrice du Sud an d'Stroossen, déi zu deem neie Prisong zu Suessem féiere sollen. Dës zwee Projete sinn nach an hirer Planifikatioun guer net ausgeräift, a folglech konnt och nach kee prezise Budget heifir opgestallt ginn. Et ass awer laut den Aussoe vum Här Wiseler souguer méiglech, datt dës Projeten ënnert dem Seuil vu 7,5 Milliounen Euro bleiwen an deemno dann och net den Ac-

cord vun der Chamber via Gesetz géife brauchen.

Här President, dat wier et gewiescht, wat déi eenzel Projeten ugeet. Et ass sécherlech opgefall, datt ech relativ wéineg, oder nëmmen approximativ Informatiounen zum finanzielle Volet gemaach hunn. Dat ass bewosst esou geschitt an och gewollt esou geschitt, well déi Motioun, déi ech déposéiert hunn, autoriséiert d'Regierung jo eréischt, fir Gelder ze engagéieren, fir déi eenzel Projete méi am Detail ze studéieren. Méi am Detail bedeit jo och, datt mer herno, wa mer de Projet de loi zu deenen eenzelne Projeten hei an der Chamber diskutéieren, da wesentlech méi no bei der finanzieller Realitéit sinn, an ech denken, dat ass eigentlech de Wonsch vun eis alleguerten heibannen.

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen an der Regierung Merci soen, datt si trotz Finanzkris, an trotz allem aneren, wat nach do esou drunhänkt, gewëllt ass, hir Investitiounspolitik op engem dach héijen Niveau ze halen. D'Héichhale vum Investitiounsvolume ass e wichtegt Element, dat zum Iwwerliewe vun der Realekonomie, oder besser gesot vun eisen Handwierksbetriber an dëse fir si dach schwieregen Zäite bäidréit.

Hei geet et an nächster Zukunft ëm d'Erhale vun Aarbechtsplazen, ëm d'Erhale vun der Kafkraaft vun all Eenzelnem, oder besser gesot ëm d'Wuel vum Lëtzebuerger Land, also ëm d'Wuel vun eis alleguerten.

Ech soen dat net nëmmen als President vun der Bautekommissioun, mä virun allem als Mëttelständler. Aus menger laangjähreger Beruffserfahrung als Patron vun engem Mëttelstandsbetrib weess ech, vu wat ech schwätzen. Ech kennen deemno och d'Problemer, mat deenen e Betrib ze kämpfen huet, wann et eemol net méi grad esou richteg dréit wéi ee sech dat virstellt; wann haut net méi richteg ass, wat gëschter nach als selbstverständlech gegollt huet.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, datt d'Politik vun der Regierung an dësem Domän d'Ënnerstëtzung vun enger breeder Majoritéit hei an der Chamber huet a soe selbstverständlech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Har Clement. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Schreiner, wann ech gelift.

Papier de discussion de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), corapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Lucien Clement huet elo grad a senger Interventioun e bëssen d'Prozedur beschriwwen, déi mer als Chamber décidéiert hunn unzewenden, fir e bessere Suivi ze kréie vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat wëllt realiséieren. Dat erspuert mer alles dat nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech wëll just soen, dass, wa mer vu groussen Infrastrukturprojete schwätzen, natierlech och déi grouss Investissementer an eis Schinneninfrastruktur derzougehéieren. Dat huet dann och virun zwee Joer mëttlerweil schonn den Transportminister dozou beweegt, de Wonsch zum Ausdrock ze bréngen, déiselwecht Prozedur anzeschloe wéi de Bauteminister fir seng Projeten. Grad wéi bei de Bauteprojete beinhalt déi Lëscht, déi mer all Joer vum Minister virgeluecht kréien, déi prioritär Projeten, déi am Laf vum nächsten Exercice respektiv vun den nächsten Exercicer solle realiséiert ginn an déi de Seuil vun de 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden oder susceptibel si se ze iwwerschreiden.

Un eis ass et dann, eise prinzipiellen Accord dozou ze ginn an iwwert d'Loi budgétaire de Minister ze beoptragen, d'Kreditter ze engagéieren, fir d'Projeten iwwert den Niveau APS, APD bis hin zum Projet de loi weiderzedéveloppéieren. Do gëllt och fir d'Schinneprojeten, wat de Lucien Clement virdru fir d'Bauteprojete gesot huet. Eréischt da wäert et méiglech sinn, och déi finanziell Envergure genee ofzeschätzen, well dann d'Projete jo an hirer definitiver Versioun virleien. Dofir ass u sech hei de finanziellen Impakt bei all deenen eenzelne Projeten nach net genee chiffréiert an och net de Mëttelpunkt vun den Diskussiounen.

Här President, den Transportminister huet de 24. September der Transportkommissioun eng Lëscht vun zéng Projete virgeluecht a virgestallt, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn. Dës Lëscht komplettéiert eigentlech d'Lëscht vun deene mëttlerweil insgesamt 21 Projeten, déi mer schonn an deene leschten zwee Joer virgeluecht kruten an déi alleguer zesumme mat deenen, déi schonn an deene Jore virdru gestëmmt goufen, e Globalkonzept duerstellen, fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg an och am Grenzberäich weiderzedéveloppéieren. Dëst Konzept huet jo och mëttlerweil mat „mobil 2020" e konkreten Numm. Déi zéng zousätzlech Projeten, vun deene mer haut schwätzen, reie sech an dëse Konzept an a sinn e feste Bestanddeel dovun.

Ech erënneren och drun, dass déi grouss Projeten, déi ëmmer erëm diskutéiert ginn, wéi zum Beispill d'Aféierung vum Tram oder déi nei Eisebunnsstrecken op Esch respektiv Beetebuerg oder och de Bau vun de Gare-périphériquen, scho virun zwee Joer op där Lëscht stounge bei deene 16 Projeten. Et ass also net, wéi dat heiansdo gesot gëtt, dass déi vergiess gi sinn. Déi si schonn eng Kéier op der Lëscht gewiescht an duerfir brauche mer net méi drop zréckzekommen. Déi si jo och schonn entretemps weiderdéveloppéiert ginn, ebe fir dann hei an der Chamber an hirer definitiver Versioun diskutéiert ze ginn.

Ier ech kuerz op déi eenzel Projeten aginn, wëll ech drun erënneren, dass d'Regierung sech jo an hirer Regierungserklärung zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an zu enger Eisebunn, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen, bekannt huet.

(Interruption)

Et gëtt och e parteiiwwergräifende Konsens an der Aschätzung, dass, wa mer den affichéierten „modal split" vu 25/75 am Kader vum IVL wëllen erreechen, mer hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, déi sécher ass, déi attraktiv ass an déi an der Lag muss sinn, fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze befriddegen. Mir brauchen also dofir zousätzlech Transportcapacitéiten iwwert d'Schinn, wa mer wëllen d'Eisebunn fit maache fir déi zukünfteg Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen.

Et ass richteg, dass mer um Niveau vun den Infrastrukturen am Schinneberäich nach e groussen Nohuelbedarf hunn. Duerfir hu mer och an der Transportkommissioun mat grousser Satisfaktioun festgestallt, dass et en ambitiéisen Investitiounsprogramm gëtt, deen d'Eisebunn an d'Lag soll versetzen, fir och an der Zukunft dat zousätzlecht Transportopkommes am Persounen- an och am Gidderverkéier ze bewältegen.

Wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht iwwer all déi Investitiounsprojeten, déi zum Deel schonn amgaang sinn ausgefouert ze ginn, an déi vill, déi nach geplangt sinn, da komme mer awer ganz séier op e globale Montant vu ronn - souwäit dat haut méiglech ass ofzeschätzen - 3,5 Milliarden Euro. De Minister verbessert mech, wann ech e falsche Chiffer gesot hunn. An dat an engem Zäitraum vun, jo bis zu 15 Joer!

Ech wëll derbäi soen, dass jo och de Budget vum Joer 2009 Investissementer an enger Rekordhéicht vu 458 Milliounen Euro um Niveau vum Fonds du rail virgesäit. Dorënner falen och dann 100 Milliounen Entretiens constructifs a 60 Millioune Maintenance. Et gesäit een also, dass net nëmmen investéiert gëtt an nei Projeten, mä och a bestoend Infrastrukturen, wat net ze négligéieren ass a wat wichteg ass, wéi gesot, am Kader vun deem ganze Konzept. D'Konzept steet also a muss elo ëmgesat ginn.

Här President, ech hu gesot, Bestanddeel vun dësem Globalkonzept sinn och all déi Projeten, deene mer haut eis prinzipiell Zoustëmmung solle ginn. Et sinn der zéng, déi mer de 24. September an der Kommissioun vum Transportminister proposéiert kritt hunn.

Ech wëll emol einfach ufänke mat deem éischten, mat der Gare Beetebuerg respektiv dem Triage zu Beetebuerg/Diddeleng, wou et drëms geet, d'Gleisinstallatiounen, déi schonn aus de Joren 1978 an 1982 respektiv 1980 an 1981 hierdatéieren, ze moderniséieren an ze erneieren. Datselwecht gëllt dann och fir déi jeeweileg Stellwierker, déi aus de Joren 1981 respektiv 1982 stamen, déi altersbedéngt musse moderniséiert ginn a fit musse gemaach ginn, fir deem zukünftegen Transportopkommes, wat sech jo nach wäert positiv weiderentwéckelen, kënne gerecht ze ginn.

D'Eisebunn huet jo aus wirtschaftlechen, awer och aus organisatoresche Grënn all hir Rangéieraktivitéiten op Beetebuerg konzentréiert, wat natierlech zur Folleg huet, dass déi bestoend Capacitéiten, esou wéi den Triage viru Jore geplangt ginn ass, net méi duerginn. Dat ëmsou méi ee jo och dervun aus ka goen, dass de Gidderverkéier, opgrond vun där erfreelecherweis positiver Entwécklung vun der CFL Cargo - mir hate viru kuerzem d'Geleeënheet, den zweete Gebuertsdag ze feieren -, an der Zukunft nach wäert zouhuelen, wann ee kuckt, wéi d'Entwécklungen do sinn.

Bei der Modernisatioun vum Triage ass dann och virgesinn, fir véier nei zousätzlech Gleiser unzeleeën an och d'Bremsvirrichtungen op deene bestehende Gleiser am Triage ze erneieren.

An déiselwecht Richtung wéi ech elo vu Beetebuerg geschwat hunn, geet eigentlech och d'Modernisatioun an d'Erneiere vun de Gleisanlagen an der Gare Belval, déi och hir Alterslimite lues a lues erreechen. Dës Anlagen datéieren aus dem Joer 1989 a musse spéitstens an de Joren 2014 bis 2016 komplett erneiert ginn. Dëst soll am Kader vun engem globale Projet geschéien, dee souwuel d'Erneiere vun den Haaptgleiser wéi och d'Erneiere vun den Niewegleiser wäert erfaassen.

Derniewent ass dann och virgesinn, dat bestoend Stellwierk, wat och seng Alterslimite mëttlerweil erreecht huet, duerch en neit informatiséiert Stellwierk ze ersetzen, wat da vum moderniséierte Stellwierk vun Esch aus wäert télécommandéiert respektiv bedéngt ginn.

En anere Projet, dee virgesinn ass, ass weider d'Suppressioun vun de Barrièren. Nodeem mer d'lescht Joer dräi Stéck zu Schëffleng, eng zu Heeschdref an eng zu Luerenzweiler op der Lëscht haten, geet och déi Politik weider. D'Suppressioun vu gläich dräi Barrièren ass dës Kéier virgesinn. An zwar geet et hei drëm - wéi ëmmer bei der Suppressioun vu Barrièren -, fir potenziell Géforequellen ze eliminéieren an domat d'Sécherheet an eisem Schinnen-, awer och an eisem Stroosseverkéier wesentlech ze verbesseren.

Bei deem éischte Projet geet et ëm d'Suppressioun vum Passage à niveau 4a zu Beetebuerg, deen ersat gëtt duerch eng Bréck, déi dann - fir déi, déi op der Plaz kënneg sinn - d'Rue Dicks mat den Terrainë vun der fréierer Propriétéit Valvasori, déi mëttlerweil dem Fonds du rail gehéieren, verbënnt. Deen Ouvrage soll eng reng lokal Verbindung tëschent zwee Quartieren duerstellen, an duerfir bleift och d'Verdeelung vun de Käschte mat der Gemeng Beetebuerg auszehandelen.

D'Barrièren Nummer 13 a 14 zu Uewerkuer bedénge praktesch exklusiv zwee Wunnquartieren, déi natierlech ënnert der heefeger Schléissung vun de Barrièren, bedéngt duerch déi héich Zuchfrequenzen, ze leiden hunn. Hei soll amplaz vun de Barrièren eng Unterführung kommen, déi ënnert der Linn Péiteng-Esch duerchféiert. Woubäi nach studéiert gëtt, a wéi enger Form och kënnen d'Foussgänger an d'Vëlofuerer do mat agebonne ginn, well et awer wichteg ass, dass och d'Kritäre vun der Mobilité douce an all deene Projeten dès le départ mat virgesi sinn a mat berücksichtegt ginn.

Beim nächste Projet geet et dann ëm d'Erneierung vun de Gleisanlagen am Mäerterter Hafen. Dëst a Concertatioun mat der Hafegesellschaft an deene verschiddenen Opérateuren, déi am Hafen täteg sinn. Hei sollen déi bestoend Gleiser a Weiche komplett erneiert ginn an och sollen zousätzlech Gleiser aménagéiert ginn, fir d'Desserte vun dräi zousätzlechen neien Tanken, déi opgeriicht ginn, ze erméiglechen. Dann ass awer och virgesinn, d'Stellwierk, wat schonn aus dem Joer 1962 staamt a säin Déngscht méi wéi geleescht huet, duerch en neie Poste mat enger méi moderner zäitgeméisser Technologie ze ersetzen.

Här President, e ganz wichtege Projet ass och dee vum Réaménagement vun den Alentoure vun der Gare Ettelbréck. Mir hu schonn des Öfteren hei op dëser Plaz iwwert d'Zukunft vun der Eisebunn am Norde vum Land geschwat. Hei gëtt duerch dëse Projet och e ganz wichtegen Akzent gesat mam Réaménagement an der Rekonstruktioun vun der bestehender Gare, mat der Schafung vun enger neier Gare routière fir d'Autobusservicer an och mat dem Uleeë vun engem neie Park & Ride.

Och ass am Kader vun dësem Projet virgesinn, en zweete Souterrain fir d'Zuchbenotzer ze aménagéieren. E Souterrain, deen natierlech och handicapéiertegerecht soll ugeluecht ginn.

Well hei an dësem Projet méi Acteuren implizéiert sinn, muss och nach d'Verdeelung vun de Käschten tëschent deene verschiddene Partner definéiert ginn.

Vläicht net gradesou visibel, mä dofir awer net manner wichteg ass de Projet vun enger neier elektrescher Sous-statioun um Eisebunnsréseau, an zwar zu Fléiber, mam But fir d'elektresch Capacitéit vun der Linn Lëtzebuerg-Ëlwen-belsch Grenz, also der Nordstreck ze erhéijen. Hei gëtt eng nei Sous-statioun gebaut mat 225kW respektiv zweemol 25kW, déi mam Aspeicherungsposte vu Michelau a Verbindung ass.

Dëse Projet schreift sech an an d'Globalstrategie vun der Viabilisatioun an der elektrescher Capacitéitserhéijung vum gesamte lëtzebuergeschen Eisebunnsréseau, an e stäipt sech op de Konzept vun dräi Sousstatiounen: eng zu Esch-Belval, eng zu Bierchem an eben déi zu Fléiber. E Konzept, dat virgesäit, dass och bei enger Pann zwou vun deenen dräi Statiounen et fäerdeg bréngen, d'Alimentatioun vum gesamten Netz kënnen ze garantéieren an ze assuréieren, wat mat enger Sous-statioun net méiglech wär. Wann dann eng géif ausfalen, hätte mer grouss Défaillancen, wat dann natierlech ënner Ëmstänn zum Zesummebroch vum Netz oder vum Zuchverkéier kéint féieren.

E ganz bedeitende Projet am Sënn vun enger besserer Organisatioun vun de betriblechen Ofleef am Zuchverkéier ass och d'Installatioun vun enger sougenannter Betribleitzentral, wat och en Novum ass hei zu Lëtzebuerg, wat et awer schonn am Ausland gëtt. Eng Betribleitzentral, déi et erméiglecht, e Suivi quasi online ze maache vun den Zich en temps réel - wéi ech gesot hunn - an domat och d'Fluiditéit vum Trafic besser kënnen ze assuréieren.

Dat ass virun allem wichteg a Konfliktsituatiounen, wou de Régulateur vum Trafic da kann agräifen a seng Propositiounen, well hien de Gesamtverkéier jo dann iwwerbléckt, un déi verschidde Fahrdienstleiter op deene verschiddene Stellwierker ka weiderginn, déi dann hir Décisiounen en toute connaissance de cause all Kéiers kënnen huelen.

Dës Leitzentral soll awer net nëmmen en direkte Suivi vun den Zich maachen, mä och Statistike féieren an auswäerten, virun allem och wat d'Verspéidungen ugeet. Dat am Sënn vun engem bessere Service au client an enger méi effizienter betriblecher Organisatioun.

Beim leschten, dem zéngte Projet geet et dann ëm d'Schafe vun enger nationaler Zentral, déi et soll erméiglechen, déi verschidden Installatiounen aus dem Génie technique, déi et bei der Eisebunn gëtt, wéi zum Beispill Feierschutzanlagen, Ventilatiouns- a Klimatisatiounssystemer, Heizungen, Lifter, Videoanlagen, Rulltrapen an esou weider à distance ze iwwerwaachen. Op déi Manéier soll all Störung am Fonctionnement vun esou Anlage méi séier kënnen détectéiert ginn an natierlech och d'Behiewung méi effizient organiséiert ginn, well einfach den Dépannage direkt kann an d'Wee geleet ginn.

Dës Zentral soll dann awer och Interface mat de Rettungsdéngschter an deene jeeweilege Forces de l'ordre sinn, fir méi séier kënnen anzegräifen an déi verschidde Problemer, déi optauchen oder optauche kënnen, fir deene kënnen nozekommen a se ze behiewen.

Här President, domadder hätte mer, wat d'Schinneprojeten ugeet, d'Lëscht vun de Projeten, déi d'Regierung eis virgeluecht huet, ofgehandelt. Wéi gesot, mat deenen zéng vun haut komme mer op insgesamt 31 an deene leschten zwee, dräi Joer. Als Transportkommissioun si mer der Meenung, dass all dës Projeten, jiddfereen individuell, seng Wichtegkeet huet an dass se sech areien an d'Bestriewunge fir eist Eisebunnsnetz nach méi sécher, méi performant ze maachen an domadder insgesamt d'Qualitéit vun der Offer am öffentlechen Transport, awer och am Gidderverkéier ze verbesseren.

An deem Sënn wëlle mer och d'Regierung invitéieren - esou wéi de Lucien Clement dat och scho virdru gemaach huet, wat d'Bauteprojeten ugeet -, fir dës Projeten all weiderzedéveloppéieren, fir dass mer hinnen hei an der Chamber kënnen eng gesetzlech Basis le moment venu ginn. Mir hunn dat och an där Motioun, déi an der Prozedur virgesinn ass, festgehalen.

Dës Motioun dréit déi néideg Ënnerschréfte vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn. Eng Motioun, déi ech Iech da géif heimadder iwwerreechen, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- considérant l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 et la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 y relative;

- considérant les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- considérant la procédure à suivre en matière de préparation et de pésentation des grands projets d'infrastructure ferroviaire, adoptée par la Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire et des Comptes au cours de sa réunion du 10 juillet 2006;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- considérant la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports qui ont atteint le niveau d'avant-projet sommaire ou qui sont susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2009 et la note y relative, établies à l'attention de la Chambre des Députés conformément à la procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dépassant le seuil de 7,5 millions d'euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et présentée par Monsieur le Ministre des Transports en date du 24 septembre 2008 aux membres de la Commission des Transports;

- considérant le papier de discussion que la Commission des Transports a émis après avoir examiné la liste des projets d'infrastructure ferroviaire précitée;

- considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Transports, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2009 afin:

1) de moderniser et de renouveler à la gare de Bettembourg les infrastructures ferroviaires en raison de leur âge et de l'usure avancée du matériel de superstructure et pour pouvoir répondre dans les années à venir à l'augmentation du trafic;

2) de moderniser et de renouveler au triage de Bettembourg/Dudelange les installations fixes en raison de leur âge et de l'usure avancée du matériel de superstructure, pour réduire au minimum les risques de sécurité et pour pouvoir répondre dans les années à venir à l'augmentation du trafic de toutes directions;

3) de réduire le risque d'accidents, ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Bettembourg par la suppression du passage à niveau N°4a à Bettembourg;

4) de moderniser et de renouveler à la gare Belval-Usines les installations fixes en raison de leur âge et de l'usure avancée du matériel de superstructure et pour réduire au minimum les risques de sécurité;

5) de renouveler et de compléter au Port de Mertert les installations fixes, en remplaçant des installations qui arrivent à limite d'âge et par l'adjonction des voies supplémentaires pour les besoins des exploitants dans le faisceau de voies côté Grevenmacher et dans la cour près du bassin portuaire;

6) de réaménager les alentours de la gare d'Ettelbruck, de reconstruire le bâtiment-voyageurs, de créer une gare routière et un Park & Ride et d'adjoindre un deuxième souterrain pour voyageurs répondant aux critères d'accessibilité pour personnes à mobilité réduite;

7) de construire une sous-station 225 kV / 2x25 kV à Flebour liée au poste d'injection de Michelau dans le cadre d'une stratégie globale de fiabilisation et d'augmentation de capacité électrique du réseau ferroviaire luxembourgeois;

8) d'installer un système de suivi et de régulation de la circulation des trains en temps réel pour permettre aux régulateurs de la circulation de prévoir des mesures de disposition nécessaires pour parer à d'éventuels conflits et d'augmenter ainsi la fluidité du trafic ferroviaire;

9) de créer une centrale nationale en vue de la surveillance à distance des multiples installations de génie technique du réseau ferré luxembourgeois;

10) de réduire le risque d'accidents, ainsi que les frais de maintenance et de faciliter l'accès à certains quartiers d'Oberkorn par la suppression des passages à niveau N[os] 13 et 14 à Oberkorn

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement des avant-projets sommaires, des avant-projets détaillés, des dossiers d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que des projets de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Transports à la Commission des Transports lors de sa réunion du 24 septembre 2008.

(s.) Roland Schreiner, Eugène Berger, Félix Braz, Robert Mehlen, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci.

M. Roland Schreiner *(LSAP), corapporteur.*- Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleegen, ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun hei op dëser Plaz just zum Beräich vum öffentlechen Transport schwätzen, fir duerno dem Kolleeg Ali Kaes d'Geleeënheet ze ginn, zu den Travaux publics Stellung ze bezéien.

Mir hunn also hei vum Här Schreiner een Zéng-Punkte-Programm virgestallt kritt, dee mer och schonn an der Transportkommissioun diskutéiert hunn a wou mer och schonn do eigentlech eis positiv Meenung derzou ausgedréckt hunn. Déi Projete komme jo - an dat ass och gesot ginn - nach eng Kéier heihinner zréck ënner Form vu Projets de loi. Duerfir ass et net den Zäitpunkt, fir hei am Detail op déi oder déi aner Saachen anzegoen. Si erlaben eis awer haut ze gesinn, a wat fir eng Richtung dass den Zuch fiert - fir bei deem Sproochgebrauch ze bleiwen -, fir also ze gesinn, wéi dëst Land sech am Transportberäich op d'Zukunft virbereet.

Mir wësse jo alleguer, dass den öffentlechen Transport esou e bëssen en vogue ass am Land. Net nëmmen zënter dem IVL, mä och scho virdrun, wësse mer alleguerten, dass bei alle landesplaneresche Modeller, Initiativen, Iddien ëmmer erëm den öffentlechen Transport groussgeschriwwe gëtt an dass d'Ubannung un den öffentlechen Transport bei alle Realisatiounen eng Roll spillt.

Duerfir ass et jiddferengem kloer, dass den Zuch d'Réckgrat vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg ass. A mir sinn eis och all eens, dass d'Sécherheet an d'Zouverlässegkeet vun der Eisebunn eng Noutwendegkeet ass, där mir eis op kee Fall kënnen an däerfen entzéien. Mir sinn eis och eens, dass mer deen aktuellen Niveau net kënnen halen, mä dass bei wuessenden Awunnerzuelen, wuessenden Aarbechtsplazen, méi Grenzgänger eng Erweiderung an eng Moderniséierung vum öffentlechen Transportréseau muss realiséiert ginn. Dës grouss Infrastrukturprojete musse sech liesen ebe virum Hannergrond vun engem klenge Land mat awer engem grousse Bedarf u Mobilitéit.

Déi zéng noutwendeg Projets de loi fir eist Eisebunnsnetz sinn - an den Här Schreiner huet dat richteg gesot - eng impressionnant Zuel. Dës Projeten auszeschaffen, sprochräif ze maachen, se ëmzesetzen, ass dann och ee grousst Stéck Aarbecht. Duerfir wëll ech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun alle Mataarbechter vum Transportministère a vun der CFL wierklech ee grousse Merci ausdrécken, gradesou wéi dem Transportminister, fir dat doten ze maachen an an där Form weiderzebréngen.

Si leeschten eigentlech eng komplizéiert Aarbecht. Komplizéiert dowéinst, well et héich technesch ass, a komplizéiert op där anerer Säit, well do och e mënschlechen Aspekt hannendrustécht, deen net ëmmer ganz einfach ass, mat de Befindlechkeete vun all deene Leit, déi duerch déi Projete concernéiert sinn. Ech weess aus eegener Erfahrung vun den Diskussioune ronderëm d'Gare Ettelbréck, wou ech jo dann och ee vun deene sinn, mat deenen ee muss diskutéieren, dass dat wierklech net ëmmer esou einfach ass mat allen Acteuren an een duerfir ebe Gedold, awer och Zilstrebegkeet brauch, fir e Konsens ze fannen. Ech mengen, dass déi Viraussetzungen do sinn.

Virun allem musse mer awer och wëssen, dass d'Ukënnegung vun dëse Projeten och mat Erwaardunge fir eng séier Ëmsetzung verbonnen ass. Duerfir meng Hoffnung wierklech, dass dës Sujete séier zréckkommen an dëst Haus ënner Form vun engem Projet de loi.

Vun deenen zéng Projeten, dat ass gesot ginn, sinn der dräi zu Beetebuerg, ronderëm d'Installatioune vun der Gare, den Triage an och d'Suppressioun vun engem Gleisiwwergang. Et ass d'Gare vu Belval-Usines, Mäerterter Hafen, eng national Zentral fir d'Surveillance, d'Ferniwwerwaachung Fléiber nach dobäi. All déi dote Projete sinn noutwendeg technesch Erneierungen. Déi si wichteg, mä si bleiwen eigentlech fir den Zuchbenotzer net direkt spierbar.

Spierbar ginn d'Suppressioune vun de Gleisiwwergäng zu Uewerkuer an zu Beetebuerg, allerdéngs méi fir den Autofuerer wéi fir den Zuchbenotzer direkt, wat awer net heescht, dass se net gradesou noutwendeg sinn.

Spierbar fir de Benotzer vum öffentlechen Transport bleiwe bei all dësen zéng Projeten also haaptsächlech den zentrale Steierungssystem, wéinst eben der Verbesserung oder op alle Fall der Hoffnung op Verbesserung vun der Pünktlechkeet, a virun allem dann deen anere Projet, de Réaménagement vun der Gare vun Ettelbréck.

Ech wëll och do wierklech meng grouss Satisfaktioun zum Ausdrock brénge fir déi Bereetschaft, déi zweetgréisst Gare am Land, wann een d'Passagéierzuele kuckt, op dee Stand ze setzen, dee se wierklech dréngend brauch.

Dee Chantier huet jo méi Facetten. Et ass eng Kéier d'Busgare. Mir hunn de Moment ronn 160 Busse pro Dag, déi do zirkuléieren. Dat geet net méi duer op deene Quaien, déi do sinn. Et ass weder komfortabel nach sécher nach accessibel fir d'Leit. Dann dréint et sech ëm d'Gebai vun der Gare selwer, wou tëschent Renovatioun, Vergréisserung oder Neibau an deenen nächste Méint muss eng Entscheedung falen. Déi fält tëschent der Gemeng, de CFL, dem Transportministère an dann awer och dem Bauteministère, well eben an deem Kontext, an dat ass deen anere Volet vun der Saach, dann och eng nei Stroosséfiérung laanscht d'Gare an der Ausaarbechtung ass, woubäi d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées eng extrem positiv a wäertvoll Aarbecht leescht an deem dote Sujet.

Op dat Lescht vun dem Aspekt wollt ech mat zwee Sätz nach agoen. Dat ass deen extrem wichtegen Dossier vun dem Parking Park & Ride bei der Gare. Ronderëm déi Ettelbrécker Gare hu mer haut effektiv een akute Parkplazmangel. Et gëtt vill Leit, déi géife mam Zuch fueren, wa se eng Parkplaz bei der Gare géife kréien. Ech kennen der perséinlech, déi entre-temps mam Auto schaffe fuere just aus deem dote Grond. Ech kennen der, déi nördlech vun Ettelbréck wunnen, déi fuere mam Auto bis op Miersch op d'Gare an huelen dann op der Mierscher Gare den Zuch, fir déi lescht 16 km an d'Stad eranzefueren. Si géife gradesou gären zu Ettelbréck den Zuch huelen. Et ass net méi méiglech, zu Kautebaach net méi, zu Dikrech och net, respektiv ass d'Verbindung net esou, wéi si sech et wënschen.

Dat si Situatiounen, déi net glécklech sinn, esou dass mer eigentlech froen op dëser Plaz, Här Minister, fir awer och do e Gesamtkonzept, wat déi Park & Ride-Problematik ubelaangt, virzeleeën.

Ech mengen, dass dat méi wéi noutwendeg ass. Déi Problemer, déi mer zu Ettelbréck hunn, déi hu mer zu Kautebaach, déi hu mer zu Clierf, déi hu mer zu Ëlwen. Derbäi kënnt dann och nach de Grenzverkéier. Mir hunn de Problem och nach e bëssen déi Säit der Grenz, wou een de Leit muss eng Méiglechkeet ginn, fir deen Zoubrénger-déngscht bei den öffentlechen Transport, dee se oft mat hirem Auto maachen, kënne propper hinzekréien. Ech wëll do gären aschléissen, dass een déiselwecht Iwwerleeung och bei de Busarrêten a Busgaren op verschiddenen zentrale Plazen, wou Linne sech kräizen, misst an d'A faassen.

Ech denken, dass bei esou enger Gesamtplanung een ebe muss virausgesinn, dass een net plangt mat de Parkplazen, déi haut do sinn, mä mat deenen, déi een, wann een den „modal split" erreecht hätt, géif brauchen, esou dass ee se eigentlech grouss muss virgesinn.

Ech weess och net, ob et an alle Fäll richteg ass, fir de Gemengen de Ball ze iwwerloossen an ze soen, si sollen e Park & Ride baue mam Hiweis, dass si jo 80% Subsid kréien, wat wäertvoll a vill ass a wourop och vill Gemenge positiv reagéieren. Wa si fir d'Eisebunn e Parking bauen, kréie se also dann 80%. Ech weess trotzdeem net, ob et ëmmer esou ka sinn, dass d'Gemengen dat sollen an Eegeregie maachen.

Da wëll ech awer nach op eppes hiweisen. Do kënnt een als Norddeputéierten op dëser Plaz net derlaanscht, well et eis ëmmer en Uleies ass am Norden. D'CSV-Norddeputéierten hunn et schonn e puermol hei gesot, dat ass déi Fuerderung, de Wonsch wierklech, déi Noutwendegkeet, déi sech ergëtt, fir eng duebelgleiseg Nordstreck an d'A ze faassen, aus enger Rei vun Argumenter, déi eiser Meenung no eendeiteg sinn.

Dat ass un alleréischter Stell selbstverständlech d'Sécherheet, bedéngt duerch eben d'Topographie, duerch Lagen, wou een net bäikënnt, duerch Tunnelen, déi enk a schwéier zougänglech sinn, wat eigentlech wierklech e Problem ass, wou jo och en Audit de sécurité, wéi Dir geäntwert hutt op eng Fro vum Kolleeg Marco Schank, ënnerwee ass.

Dann ass en anert Argument selbstverständlech d'Auslaaschtung vun der Streck. Haut ass déi Streck op hirem Maximum ausgelaascht. Eng Erhéijung vum Takt, eng Verbesserung wäert mat deenen aktuelle Méiglechkeete kaum do sinn. Mir begréissen natierlech den Ausbau vu Méchela, mengen awer trotzdeem, dass dat e klengt Stéck ass vun der Solutioun, déi ee vläicht am Hibléck op de Wuesstum, dee mer am Land a besonnesch am Norden hunn, wierklech misst iwwerdenken. Duerfir eise Wonsch, fir dach awer eng Etüd emol ze maachen iwwert d'Machbarkeet an och iwwer eventuell d'Käschten, déi dat géif mat sech bréngen.

De Marco Schank huet och a senger Question parlementaire op eppes higewisen, wat eis nach wichteg schéngt. Dat ass de Billet transfrontalier mat am Fong geholl engem eenheetlechen, einfache Präis, deen elo bilateral ëmmer négociéiert gëtt, deen awer och schwiereg ass. Do hu mer grouss Hoffnung, dass den Transportminister et fäerdeg bréngt, dass mer wierklech am Land do eng Einfachheet hätte fir déi vill Frontalieren, déi mer hunn, fir dass déi all Intérêt hätten, bei sech an den Zuch oder an de Bus ze klammen, fir dann iwwert d'Grenz ze fueren.

Fazit ass, dass munches dran ass an dësen zéng Projeten, virun allem awer Entretien a Sécherheet. Duerfir gi mer selbstverständlech eis Zoustëmmung zu all deenen dote Projeten, déi hei uleien.

Erlaabt mer awer zum Schluss just nach eng Remarque ze maachen an domat eigentlech eng kleng Bréck an de Stroossebau ze schloen. Ech wëll dat un engem Beispill erklären: Zënter méi wéi 15 Joer - ech denken, dass et der wéinstens 20 sinn - ass e Contournement Ettelbréck-Feelen scho bekannt an an der Planung. Scho wéi déi N7 verlängert ginn ass Richtung Colmar, ass dat virgesi ginn, sinn d'Opfahrten an Zone reservéiert ginn an esou weider, fir e Contournement Feelen ze maachen.

Dann héiert een awer esou, wéi wa vu Säite vum Ëmweltministère e Plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» esou ausgeschafft wier, dass en deem net géif Rechnung droen, wat op Onverständnis stéisst an op d'Suerg op alle Fall, ob mer domadder net riskéieren, eis eegen Transportpolitik, déi mer awer brauchen an dësem Land, méi komplizéiert respektiv souguer op Plaze vläicht onméiglech ze maachen.

Duerfir, Här Transportminister, denkt eng Kéier drun, wann Der beim Ëmweltminister sidd, fir hien ze froen, ob hien dann awer och der Transportpolitik - an dozou gehéiert nun emol och den Individualverkéier an de Bus, well déi deele sech eng Strooss - a senge Projete kéint Rechnung droen.

Dat gesot, hunn ech domat eng kleng Bréck zum Stroossebau gebaut, an den Ali Kaes kënnt elo iwwert d'Bréck.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité et interruptions)

Mir hunn awer en Tour de rôle hei.

(Interruptions)

Ech wëll soen, dass mer hei eng Regel hunn, dat ass den Tour de rôle, dat heescht, eng Fraktioun wiesselt mat enger anerer of. Elo ass et um honorabelen Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President, fir déi Uerdnung, déi Dir hei an d'Haus bréngt.

(Hilarité)

Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell weltwäit Finanzkris gëtt dësem Débat en aneren, mat Sécherheet e méi wichtegen Aspekt wéi déi Jore virdrun. Jiddfereen an dësem Haus, mengen ech, ass vun der Richtegkeet vun der Prozedur, déi 2006 vun der Budgetskontrollkommissioun ausgeschafft ginn ass, iwwerzeegt. Op dës Manéier soll en optimale finanzielle Suivi vun de groussen öffentlechen Infrastrukturprojete garantéiert ginn.

A wirtschaftlech méi schwieregen Zäite gëllt et awer och, dës Prioritéiten ze iwwerpréiwen an op hir Opportunitéit ze analyséieren. Weider gëllt et, Projeten esou ze ficeléieren, datt se a puncto Effizienz beschtméiglech geplangt sinn.

Erlaabt mer duerfir bei menger Interventioun bei deene puer méi generellen Iwwerleeungen unzefänken. Grouss Projete brauche virum Ufank vun den Aarbechten um Chantier selwer eng detailléiert Aarbechtsplanung. Am Allgemenge gëllt: Wat ee Projet méi grouss ass, wat et méi laang dauert, fir Käschten, Dauer, Ëmfang an déi eigentlech Ziler richteg ze definéiere respektiv anzeschätzen.

Wat d'Projete méi grouss sinn, wat weiderhin och Feelplanunge méi grouss ausfale respektiv méi an d'Geld schloen. Heivunner kann ee sech unhand vun der neier Cité judiciaire e gutt Bild maachen: Raim, déi ze kleng oder ze grouss sinn; Mikroen, déi net fonctionnéieren an esou weider.

Bei all neiem Projet gëtt et Saachen, déi falsch gemaach kënne ginn. Mat enger gudder an detailléierter Planung kann een eng Rei Facteuren am Viraus erkennen a vermeiden.

Et gëllt awer net nëmmen op d'Qualitéit an d'Käschten uechtzeginn. Bei öffentleche Projete musse mer verstäerkt d'Kritäre vun der Nohaltegkeet, Ëmweltverträglechkeet an Energieeffizienz a Considératioun huelen. De Prinzip vun der Nohaltegkeet grad wéi de Prinzip vun der Energieeffizienz muss bei allen öffentlechen Ausschreiwungen zur absoluter Prioritéit ginn, esou wéi dat am DP-Ëmweltpabeier nozeliesen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- An der Vergaangenheet ass et allze oft ënnerlooss ginn, fir staatlech Gebaier enger regelméisseger Kontroll op eventuell Mängel an dëser Hisiicht ze analyséieren an esou gréisser Sanéierungsaarbechten ze vermeiden. Haut hu mer dann och Projeten op der Lëscht, déi genee an dëst Muster falen. Ech wäert am weidere Verlaf vu menger Ried nach eng Kéier méi genee dorop agoen.

Grad a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten, wéi mer se aktuell erliewen, ass et bedauerlech, datt vill Sue mussen duerfir ausgi ginn, well an der Vergaangenheet net genuch op esou Saache beim Bau vun neie Gebaier opgepasst ginn ass. Am Respekt vun der Nohaltegkeet an de Wirtschaftlechkeetskritäre muss bei öffentleche Gebaier op erneierbar Energien zréckgegraff ginn. De Stat muss hei absolut eng Virreiderroll spillen an all Potenzialitéiten ausnotzen.

Här President, och bei den Investitiounen, déi geduecht si fir d'Mobilitéit ze verbesseren, mussen d'Kritäre vun der Nohaltegkeet de politeschen Décisiounsprozess méi staark beaflossen. Grad hei musse bei de Käschteberechnungen och Zousazkäschten, déi eventuell duerch nei Ëmweltschied oder Schadstoffbelaaschtunge fir d'Loft entstinn, mat a Betruecht geholl ginn; e weidert Element aus dem DP-Ëmweltpabeier.

Transportpolitik, Ëmweltpolitik a Klimaschutzpolitik kënnen net vunenee lassgeléist behandelt ginn. Duerfir brauche mer e couragéiert Gesamtkonzept, fir alle Facettë Rechnung ze droen. Fléckaarbecht oder Puzzlestécker ze leeën, ass a bleift an dëser Fro déi falsch Äntwert. Ee méi staarke Conseil national pour le développement durable kënnt hei wegweisend, zukunftsorientéiert Akzenter virginn, fir Wirtschaftlechkeet mat Nohaltegkeet bei den Investitiounen am Hibléck op eng besser Mobilitéit ze verbannen.

Allerdéngs schéngt et mer de Moment jo esou ze sinn, datt d'Membere vun der Sozialistescher Aarbechterpartei net vill vun dësem Gremium halen. Op jidde Fall ass rezent ee vun hinnen ausgetrueden; vläicht war hien och einfach net op enger Linn mat sengem Ëmweltminister. Oder awer deen anere Member, deen de CNDD verlooss huet, hat Problemer mat de Prioritéite vum Landesplanungsminister.

All gutt Virsätz déngen awer näischt, wa mer déi verschidde Plans sectoriels net endlech kréien. De Minister fir Landesplanung huet hei schonn e puermol just grouss Ukënnegunge gemaach. Schéi Prosa fir d'Säite vum Compte rendu ze fëllen, ouni datt awer eppes Konkretes geschitt wier.

Et ass sécher richteg, datt d'Opstelle vun de sektorielle Pläng seng Zäit brauch. Vun 2004 bis haut ass awer ee laangen, ee ganz laangen Dag. Mir bedaueren hei haaptsächlech, datt de Stat et net fäerdeg bréngt, a sengen Décisiounen déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren. Dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen.

Allze oft ginn awer nach ëmmer öffentlech Gebaier op een net kompatibele Site implantéiert. A wann ee Projet et bis op d'Prioritéitelëscht gepackt huet, da geet ee prozedurale Wirrwarr sonnergläichen un: Transportetüden, eng Etüd iwwert den Impakt op d'Ëmwelt, op d'Ëmweltverträglechkeet an esou weider.

Um Enn vun all dësen Etüde kënnt dann eraus, datt de Plan sectoriel «Grands paysages» a Widdersproch steet zum Plan sectoriel «Transports» oder awer a Widdersproch mat de Pläng vun „route 2020" vun de Ponts et Chaussées. Hei muss et onbedéngt zu engem besseren horizontalen Zesummeschaffen tëschent deene verschiddene Ministèrë kommen. An de Kolleeg Jean-Paul Schaaf huet et virdrun unhand vun engem Beispill gesot.

Haut schwätze mer iwwert déi grouss vum Stat geplangte Projeten. Erlaabt mer awer eng Klammer opzemaachen.

Bei ville klenge Projeten ass d'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Administratiounen net besser wéi bei deene groussen. D'Ponts et Chaussées hunn eng ganz Rei vu Projeten am Budget, déi awer net kënnen exekutéiert ginn, well d'Autorisatioun vum Ëmweltminister net virläit. Grad an dëse wirtschaftlech méi schwéieren Zäite kënne mir eis esou Verzögerungen net leeschten.

Hei stinn Aarbechtsplazen an der Realwirtschaft um Spill. Vill Kleng- a Mëttelbetriber aus eisem Mëttelstand, deen d'Réckgrat vun eiser Ekonomie duerstellt, sinn op eng séier Ëmsetzung vun dëse Projeten ugewisen. Et kann net sinn, datt schwéierfälleg Prozeduren an Autorisatiounen, déi net ausgestallt ginn, dozou féieren, datt d'Betriber musse Leit entloossen an datt Leit onverschëllt an de Chômage rëtschen. Klammer zou.

Zu de generelle Remarquë wëll ech nach soen, datt de Stat sech oft schwéierdeet beim Ukaf vun Terrainen. Et ass gewosst, datt an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou den Drock op d'Land grouss ass, wou d'Terrainen oft rar sinn, dëst net ëmmer einfach ass. Duerfir misst de Stat an eisen Aen eng méi offensiv Akafspolitik praktizéieren, fir d'Realisatioun vu grousse Projeten net ze vill an d'Längt ze zéien a fir gegebenenfalls och Terrain am Besëtz ze hunn, fir en échange ze ginn.

Här President, d'Lëscht, déi de Bauteminister an den Transportminister der Chamber presentéieren, ass jo bekanntlech d'Lëscht mat deene Projeten, déi de Stat am Laf vun de kommende Jore wëlles huet ze realiséieren. Dës Projete mussen awer an engem räsonnabelen Zäitraum um Terrain konkret realiséiert ginn. Hei ass ze bemängelen, datt d'Chamber vum Gros vun de Projeten, déi an deenen zwee leschte Joren op der Lëscht stoungen, nach net mat engem entspriechende Projet de loi befaasst ginn ass. Déi nei Prozedur däerf awer net zu enger purer Ukënnegungsprozedur verkommen, wou de Minister just tape à l'oeil mécht, fir d'Gemidder dobaussen ze berouegen.

Här President, erlaabt mer elo e puer konkret Projete vun der Lëscht méi genee ze analyséieren. Fir d'éischt awer wëll ech nach vläicht deenen zwee Rapporteuren, dem Här Lucien Clement, wat de Volet vun den Travaux publics ubelaangt, an dem Här Roland Schreiner, wat de Volet vum Transport ubelaangt, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport, esou datt ech mech am Fong geholl ka mat e puer punktuelle Remarquë begnügen.

An deene leschte Joren an och dëst Joer kréie mer een neit Puzzlesték ronderëm d'Nordstad zerwéiert. Ech wëll gläich virewechhuelen, datt dës Deelrealisatioune meng Zoustëmmung fannen, well se a villfacher Hisiicht vu grousser Wichtegkeet sinn. D'Sécherheetsproblemer um Contournement vu Schieren an Ettelbréck si bekannt a wäerte sech mam zouhuelende Verkéier an deenen nächste Joren nach verschäerfen, besonnesch wann dann iergendwann eng Kéier och d'Nordstrooss ganz fäerdeg wäert sinn.

Wa mer aus der Nordstad wëllen ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum maachen, een Zentrum respektiv ee Service provider fir d'ganz Ardennen, da musse fir d'éischt emol déi duerfir néideg Infrastrukture geschafe ginn. Wéi am Süden no 20 Joer déi sougenannt Collectrice du Sud bis fäerdeg war, war et méi einfach, déi wirtschaftlech Diversifikatioun an där Regioun virunzedreiwen. Datselwecht gëllt fir den Nordstadraum. Och hei brauche mer ee kohärent Mobilitéitskonzept a kee Fléckwierk, wou opgrond vun enger vun der Regierung propagéierter Salamitaktik iwwerfälleg Décisiounen einfach no hanne verdrängt ginn.

Eppes ass kloer: D'Kärstéck vum Nordstadprojet ass d'Realisatioun vun der Zentralachs Ettelbréck/Dikrech. Dëse Projet kann awer verkéierstechnesch eréischt no der Realisatioun vun der Collectrice Nordstad, dat heescht vum Bau vun der Südwestumgehung vun Ettelbréck, dem Bau vun der Nordumgehung vun Dikrech vun der Bleesbréck op de Fridhaff an dem Ausbau vun der B7 op véier Spuren tëschent Schieren a Fridhaff an Ugréff geholl ginn.

Dësen Ausbau op véier Spuren hätte mir eis an engem eenzege kohärente Projet gewënscht.

Den Ausbau vu Colmar op Ettelbréck an den Accès zu där nach ze schafenden Industriezon um Fridhaff léisen zwar akut Sécherheetsmängel, mä schafen awer parallell och nei Geforequellen op de verbleiwenden Enkpäss. Besonnesch den Échangeur zu Angelduerf wäert dann de Point noir ginn, well hei Schluss ass mat der Autobunn A7. Den Iwwergank vun der A7 op d'N7 misst eiser Meenung no direkt an ouni Zäit ze verléieren um Rond-point Fridhaff geschéien.

Vill ass a leschter Zäit iwwert de weidere Verlaf vun der N7 geschwat a geschriwwe ginn. Mëttelfristeg wäerte mer kaum derlaanschtkommen, e véierspuregen Ausbau do ze vollzéien. Et gëllt aus dëser Optik och d'Realisatioun vu weidere Puzzlestécker ze gesinn, déi op der Lëscht, iwwert déi mir haut diskutéieren, stinn, nämlech d'Contournementer vun Housen a vun Hengescht. Dës zwou Uertschafte sinn zu de Spëtzenzäite mat engem immens héijen a virun allem a puncto Liewensqualitéit onerträgleche Verkéiersopkommes konfrontéiert.

Mat der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss wäert een an der Zukunft séier vun der Haapt- an d'Nordstad an ëmgedréint kommen. Mir mussen awer och kucken, datt d'Leit aus dem Rescht vum Éislek, aus der Nordspëtzt, dat heescht aus de Regiounen nördlech vun Ettelbréck an Dikrech, beschtméiglech an d'Nordstad kommen. Dozou gehéiert niewent enger sécherer N7 och en effikassen öffentlechen Transport.

Duerfir begréisse mir als DP d'Investitiounen an d'Schinnennetz am Generellen, an am Besonneschen och de Réaménagement vun der Ettelbrécker Gare an déi Investitiounen an d'Nordstreck. Esou sollen de Confort, d'Sécherheet an d'Frequenz vum öffentlechen Transport optiméiert ginn.

Här President, déi aner Stroossebauprojeten op der Lëscht dokumentéiere gutt, wat ech virauser schonn uklénge gelooss hunn: Iwwerall do, wou op der Collectrice du Sud minimalistesch geplangt ginn ass, musse mer haut d'Échangeuren optimiséieren, dédoubléieren a réaménagéieren.

Duerfir plädéieren ech nach eng Kéier derfir, datt dëse Feeler bei weidere Stroossebauprojete soll ënnerlooss ginn. Leider si schonn nees Usätz vun deeneselwechte Feeler bei de Projeten op a ronderëm d'N7 erkennbar.

Här President, déi generell Iwwerleeungen, déi ech ufanks iwwert déi bestehend Gebaier gemaach hunn, gi beschtens beluecht mat der Sanéierung a Renovatioun vu Gebaier wéi dem Athénée hei an der Stad, dem Lycée Hubert-Clément zu Esch, deen endlech op der Lëscht ass, oder och mam administrative Gebai an der Rue Notre-Dame.

D'Regierung huet de bluttnéidegen Ausbau vum CNFPC zu Ettelbréck wéi och de Bau vum Lycée technique pour professions de santé ëmmer erëm no hanne geréckelt, an d'Fro vun den Terrainen dobäi als Argument ugefouert, fir dës dréngend Projete méi oder manner laang schleefen ze loossen. An och haut sinn nach déi méiglech Standuerten optional oder an Etüd, wéi et esou schéin heescht.

Et feelt einfach un engem Gesamtkonzept fir am Raum Nordstad d'Schoullandschaft esou ze gestalten, datt mer hei eng Offer vun alle méigleche Formatioune fir de gesamten Nordbezierk kënnen ubidden. De Schoulchaos an der Nordstad ass momentan stabil. Dëst ganz einfach, well keng Besserung an Aussiicht ass.

Hei geet et awer och ëm e politesche Message. De Raum vun der Nordstad ass als e wirtschaftlecht a soziaalt Ganzt ze gesinn, an hei gëllt et eng vollstänneg Schouloffer unzebidden, wéi et sech fir een Haaptunzéiungspunkt aus enger Regioun gehéiert. Dëst wär iwwregens och konform zu den Ziler vun der Landesplanung.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Nei Infrastrukture gehéieren op d'Zentralachs Nordstad, op d'Achs Ettelbréck/Dikrech. Hei schéngt et awer esou ze sinn, datt de Stat sech bis elo nëmmen hallefhäerzeg ëm den Ukaf vun den néidegen Terrainë beméit huet.

Dee viséierten CFL-Terrain als Standuert fir den CNFPC ass allemol en Terrain, deen den IVL-Kritären entsprécht. Dësen Terrain läit bei der Gare an huet direkten Uschloss un d'Ëmgehungsstrooss. Hei kënnt een och eng nei Busgare bauen. Virun allem awer kënnt dësen Terrain séier mobiliséiert ginn.

Fir d'Nordstad an hirer Fonctioun als Wunnan Aarbechtsschwéierpunkt, awer och als Déngschtleeschtungszentrum ze stäerken, wier fir de Lycée technique pour professions de santé de Site an direkter Proximitéit zur neier Klinik déi ideal Léisung.

Wat d'Schoulinfrastrukturen am Raum Nordstad ugeet, wëll ech hei fir déi x-te Kéier widderhuelen, datt et gëllt, de Site bei der Laduno zu Angelduerf als Optioun am A ze behalen.

Här President, a wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten däerfe mer net vergiessen, datt grad dann déi öffentlech Investitioune mussen op engem héijen Niveau gehale ginn, fir e laangfristege Wuesstum ze garantéieren.

Et gëllt an deem Zesummenhang awer och dorop opzepassen, datt déi Lëtzebuerger Betriber vun dësem héijen Investitiounsvolume kënne profitéieren. Grad elo, wou mer um Punkt sinn, datt d'Finanzkris amgaang ass, op d'Realwirtschaft iwwerzeschloen, muss d'Regierung bei den Ausschreiwunge vu grousse Projeten oppassen, datt och d'Lëtzebuerger Entreprisen un dësen Ausschreiwunge kënnen deelhuelen. Et bréngt eiser Ekonomie net vill, wann de Stat seng Investitiounen héich hält, an eis Betriber awer net kënnen dovu profitéieren.

Här President, zum Schluss wëll ech och de Wonsch ausdrécken, datt dës Prioritéitelëscht keng einfach a belanglos Déclaration d'intention bleift, mä datt konkret un dëse Projete geschafft gëtt, fir hir Realisatioun a kuerzer Zäit ze erméiglechen.

Prioritéite setzen, däerf am negative Sënn jiddefalls net heeschen, déi Projeten auswielen, déi solle leie bleiwen. An dësem Sënn wëll ech dëser Lëscht den Aval vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Wéi bei esou villem ass d'Bedeitung vun den Investitiounen och schonn an der Bibel op de Punkt bruecht ginn: Nëmme wie séit, kann och duerno an d'Récolte goen.

(Interruptions)

Wien awer vill Wand ëm näischt mécht, riskéiert vu senger eegener waarmer Loft ëmgeblosen ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Diederich.

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat ass, well Dir déi gutt Relatiounen hutt!

M. le Président.- Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, no dem Exkurs an d'Bibel ass et mer schwéier, elo nach eng Kéier hei ze toppen, wat den Här Etgen gesot huet.

Ech wëll mech och ganz kuerzfaassen, well de Rapporteur en exzellente Bericht gemaach huet an op all Punkt am Detail zefridde stellend agaangen ass.

Ech wollt just e puer Saache ganz kuerz soen. Éischtens begréisse mer natierlech d'Renovatioun vun der Rotonde, déi fir eis an der Stad e grousse Patrimoine industriel duerstellt, wou ganz vill Aktivitéite waren am Kulturjoer an déi och zur Opwäertung vum Quartier Bouneweg natierlech bäigedroen huet.

Frou si mer och iwwert de Lycée technique pour professions de santé, deen, nodeem d'lescht Joer eng ganz Rei Lycéeë schonn op deem Programm figuréiert hunn - d'Akerbauschoul, de Lycée technique an och den Noly zu Dikrech -, elo och nach mat deem zweeten, deen nach gefeelt huet, dem Centre national de formation professionnelle continue zu Ettelbréck débloquéiert ginn ass. Wa mer ëmmer esou vill schwätze vu Formation professionnelle continue, ass et och noutwendeg, dass mer déi gëeegent Infrastrukture schafen. De Moment sinn déi zu Ettelbréck natierlech ze kleng. Mir hunn do natierlech de Moment Gott sei Dank d'Chance, zwee alternativ Siten ze hunn, wou mer kënnen déi Schoul och dann nei opbauen.

Une voix.- Dir braucht awer nëmmen een!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Mir brauchen e Site. Mir hunn zwou Méiglechkeeten, an dat ass natierlech besser, wéi wa mer keen Terrain hätten, Här Etgen.

Ech wollt awer nach soen, datt mer eppes mussen zu Ettelbréck besonnesch beuechten, de Buergermeeschter ass hei, an dat ass - ob een et elo IVL nennt oder Landesplanung - d'Auswierkung vum Verkéier. E Beispill: Mir hate virun e puer Méint eng Kéier eng Versammlung mat de Beamte vun de verschiddene Ministèren zu Bierden a sinn duerno, ëm Punkt sechs Auer, erofgefuer, fir heem an an d'Stad ze fueren. Do hu mer ganz genee eng Stonn gebraucht, fir Warken, Ettelbréck ze passéieren, fir Richtung Stad op d'Autobunn ze kommen. Dat ass e Beispill fir ze weisen, wat an der Planung falsch gelaf ass a wou de Moment jo gekuckt gëtt fir mat deenen eenzelne Gemengen d'PAGen ofzestëmmen, fir datt keng esou Situatioune wéi zu Warken méi solle virkommen.

Wat elo d'Renovatioun vum Hubert-Clément a vum Atheneum ubelaangt, wär ech frou vum Här Minister ze héieren, wéi en déi Renovatioun gedenkt ze maachen, well jo awer ëmmer vill Problemer entstinn, wa währenddeem wou d'Schüler sech am Gebai ophalen a léieren och nach Transformatioune stattfannen. Mir kënnen eis do jo nach gutt un d'Problemer zu Wolz erënneren.

Et ass och gesot ginn, datt am CIPA zu Luerenzweiler, Bouferdeng, gekuckt gëtt, de Komfort an d'Raimlechkeete ze verbesseren.

De nächste Punkt, deen ech wichteg fannen, sinn déi Diskussiounen tëschent dem Minister an all deene Gemengen, déi am Kader vun der N7 concernéiert sinn. Ech war déi éischte Kéier e bëssen entäuscht, datt mir als Nordstadgemenge Colmar a Schieren net derbäi waren, well just op deem Tronçon, géif ech soen, déi gréisste Gefor besteet. Ech sinn awer frou, datt ech konnt liesen, datt den Ausbau op zweemol zwou Pistë besonnesch op deem Tronçon do och mat virgesinn ass, quitte datt e sech muss afügen an d'Gesamtkonzept. Den Här Etgen huet et jo dräimol gesot, datt et dorëms geet, a Richtung Norden an och a Richtung Süden, méiglechst schnell aus der Nordstad kënnen erauszekommen, wat een och muss am Kontext vun der Planung vum Contournement Ouest gesinn, deen och d'lescht Joer am Programm mat dra war.

Wat déi zwee Contournementer ubelaangt - mir waren och erop an de Norden -, sinn ech frou, datt déi och an d'Weeër geleet ginn. Ech ginn Iech e Beispill: Zënter zwee Deeg ass den Tunnel zu Luerenzweiler zou gewiescht. Dat huet mat sech bruecht, datt een eng hallef Stonn méi spéit aus der Stad a Richtung Nordstad komm ass. Mat all deene Problemer, och nach innerorts zu Lëntgen an zu Miersch, gesäit een also, datt, wann déi Tunnellen oder Contournementer gutt fonctionnéieren, dat awer fir vill Leit, fir d'Chauffeuren, awer och fir déi Leit, déi an den Uertschafte wunnen, eng grouss Verbesserung bréngt.

An deem Sënn, mengen ech, sinn all déi eenzel Projete beliicht ginn. Ech wëll heimadder soen, datt mir, aus diverse Grënn, déi Projeten, déi virgestallt gi sinn, begréissen, an ech hoffen, datt et net ze laang dauert bis se kënne realiséiert ginn, a bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Editioun 2009 vun den „grands projets d'infrastructure" empfänken déi Gréng, wéi d'lescht Joer an dat Joer virdrun, natierlech och mat gemëschte Gefiller. Mat gemëschte Gefiller, well mer et awer mat enger ganzer Rei vu Puzzlestécker ze dinn hunn, Puzzlestécker, déi kënne Schoulgebaier sinn, Renovatioune vu Schoulgebaier, Konstruktiounen oder Vergréisserunge vu CIPAen, Rotonden, déi renovéiert ginn, oder och Puzzlestécker wéi Verbreederunge vun Autobunnen oder vun Haaptstroossen, verschidde Contournementer, Réaménagementer vun diversen Échangeuren, oder Projete betreffend e bessert Fonctionnement vum bestehenden öffentlechen Transport.

Mir sinn och der Meenung, datt eenzel Projete Sënn maachen, muncher duerchaus noutwendeg sinn. Dat wëlle mer och net ofstreiden. Allerdéngs stelle mer fest, datt, trotz den Effortë vum Minister des Transports publics, fir eng gewëssen Transparenz an och eng gewësse Logik an déi nei Prozedur eranzebréngen, et awer un engem, ech wëll elo net „Management" soen, mä un engem „Leitbild" vun der Regierung, oder besser gesot un engem Gesamtbild feelt, dat Bild also, wat eigentlech déi eenzel Stécker vun deem Puzzle soll duerstellen.

Et ass scho virdrun ugeklongen, an ech denken, datt deen décksten Hummer deen ass, datt eenzel Plans sectoriels, virop de Plan sectoriel «Transports», deen ech och d'lescht Joer bei därselwechter Ried schonn ernimmt hat, eis nach ëmmer net heibanne virgestallt gi sinn. Wann et net annulléiert gëtt, da soll ons d'nächst Woch en Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» virgestallt ginn.

Datselwecht zielt fir déi Remarque, déi ech och schonn d'lescht Joer gemaach hat, déi ech awer och dëst Joer nach eng Kéier muss widderhuelen, nämlech dat korrekt Anhale vum „Programme directeur de l'aménagement du territoire", deen eng Rei verbindlech Aspekter beinhalt, a wou wierklech net ëmmer grad no deem gebaut ginn ass, esou wéi den Här Etgen et virdru scho gesot huet. Ee Beispill war de Mamer Lycée, obwuel déi Demokratesch Partei deen och deemools matgestëmmt hat. Deen hätt am Fong geholl net zu Mamer gehéiert, mä zum Capellener Kanton, also zu der Cap.

Dann hu mer elo den Ofschloss gehat vun enger Spezialkommissioun, déi zwee Joer intensiivst geschafft huet iwwert „d'Réorganisation territoriale". Et muss een och soen, datt déi „Réorganistion territoriale", déi do ganz kontrovers diskutéiert ginn ass, awer och Incidencë kann hunn, zumindest datt déi Konsequenzen dovunner kënnen Incidencen hunn op d'infrastrukturell Organisatioun vun de Gemengen, notamment awer och vum Land, an net nëmmen, mä virun allem am Héichbau.

Dat heescht, et feelt eis, Här President, nach ëmmer a wéi déi lescht zwee Joren un deem noutwendege Kader, deen eigentlech misst am Virfeld do sinn, fir datt d'Chamber kënnt prezis informéiert ginn an duerno, en connaissance de cause, déi verschidde Projeten, déi sech am Fong geholl doranner mussen integréieren, stëmmen oder och eben net stëmmen. Deem ass net esou.

Mir hunn et duerfir immens schwéier fir ze wëssen, wéi dës Regierung gedenkt sech déi nächst Joren an deem Sënn ze organiséieren. Wéi kënne mir heibanne seriö Décisiounen huelen, wa mer all Joer Stéck fir Stéck stëmme vun engem vläicht Gesamtaspekt, ouni d'Richtlinn fir déi nächst Joren, voire fir déi nächst Jorzéngten ze kennen?

Ech wëll hei kuerz ernimmen, datt et verschidden aktuell Statistiken, voire Pronosticë gëtt, notamment wat d'Mobilitéit ubelaangt. Mir wëssen, datt mer haut Schwieregkeeten hunn an der Mobilitéit, a meng Virriedner hu sech alleguer iwwer Staue beklot, déi op der Strooss stattfannen. Ech wëll just bemierken, datt et schwéier ass, e Stau op de Schinnen ze kréien, doriwwer gëtt net oft geschwat.

Mir wëssen och, datt mer mat Sécherheet eng Augmentatioun vun den Ëmweltschied kréien, wa mer an dëser Kadenz virufueren, notamment wat d'Loftqualitéit ubelaangt. Ech denken, datt den Ëmweltminister, deen och haut de Mëtteg hei sëtzt, de Moment ellen domadder beschäftegt ass, verschidden Direktiven anzehalen, wat d'Loftqualitéit ubelaangt, an och probéiert déi Moossnamen, déi dofir noutwendeg sinn, als Land ze definéieren an ëmzesetzen.

Ausserdem denken ech, et wär eng Ligen, wa mer heibannen net géife soen, datt - wa mer déi Kritäre wëllen anhalen, déi an der Direktiv iwwert d'Loftqualitéit virgeschriwwe sinn - mer virun allem eppes un eiser aktueller Mobilitéit ännere mussen. Dat heescht, mir musse virun allem massiv an den öffentlechen Transport investéieren a mir mussen eis och Gedanke maachen, wéi eng Prioritéite mer wëllen hei an dësem Land par rapport zur Mobilitéit setzen, a wéi mer déi verschidden Aarte vu Mobilitéiten eng zu där anerer en rapport wëlle setzen.

Här President, ech wëll lech nach soen, datt ech hei och am Numm vu mengem Kolleeg Félix Braz schwätzen, deen herno net méi wäert schwätzen. Wat ons nach ëmmer gestéiert huet, an och haut erëm eng Kéier stéiert, ass, datt mir, anescht wéi anerer, déi „grands projets d'infrastructure" eigentlech am Generelle gesinn, also dat, wat d'Mobilitéit ubelaangt, den öffentlechen Transport engersäits, an den Déifbau anerersäits, als ee Ganzt, an dofir schwätzt och nëmmen ee fir eis.

Mir mierken awer ëmmer erëm och an den Aarbechten an deene verschiddene Kommissiounen, datt an där enger Kommissioun respektiv an där enger Verwaltung, déi dem Transportministère ënnersteet, iwwer öffentlechen Transport a virun allem alles, wat mat Schinnen ze doen huet, mä net nëmmen, diskutéiert, planifizéiert an och rapportéiert gëtt, an datt an deem anere Ministère, an deenen anere Verwaltungen, an där anerer Kommissioun dann iwwert de Biais vun der Verwaltung vu Ponts et Chaussées iwwert de Stroossebau diskutéiert gëtt an och do rapportéiert gëtt. Wivill ee mat deem aneren am Aklang ass, sief emol dohinnergestallt.

Ons deet et e bësse wéi, wa mer de Rapporteur Clement héieren, dee seet: Ma egal wat fir eng Variant elo geholl gëtt, dat beeinträchtegt eigentlech net de Projet vun der Schinn vun Esch op Lëtzebuerg. Gott sei Dank ass dat e positiven Nieweneffekt vun der Mobilitéit, datt mer wëllen de Schinnebau ausbauen. Oder wär et vläicht net esou, datt, wann eng Variant géif de Projet vum Schinnenausbau hënneren, mer déi Variant dann emol automatesch misste fale loossen? Also, et ass einfach: Wéi gesi mir dat? A wat huet eng Prioritéit?

Do géif ech nach gären an där Diskussioun hei e puer gréng Kritike mat erabréngen, well mer awer wëllen der Regierung emol insgesamt, net nëmmen deenen zwee Ministeren, d'Fro stelle par rapport zum Budget 2009 an iwwerhaapt zu där virsiichteger Budgetiséierung, déi d'Regierung jo awer wëllt maachen an zum Deel jo och mécht, datt de Budget jo net iergendwann net méi kann opgoen, fir nëmme budgetär, nëmme finanziell ze schwätzen, wa mer am Stroossenausbau esou virufuere wéi bis elo an da soen: Mä kuckt emol, wat mir an den öffentlechen Transport investéieren! Kuckt emol déi Zuelen, wéi déi an d'Luucht gaange sinn! Esou vill wéi elo déi lescht fënnef Joer sinn déi Zuelen nach ni an d'Luucht gaange par rapport zum Ausbau vum öffentlechen Transport a méi prezis zum Ausbau vum Schinnentransport.

Dat erfreet eis selbstverständlech. Mä ass dat déi Politik, déi d'Regierung wëllt féieren? An ass dat iwwerhaapt eng Politik, déi finanziell, déi budgetär och liefbar ass; fir emol nëmmen de Budget ze nennen? A vläicht à court terme oder vläicht à moyen terme, ass et net un der Regierung iergendwann eng Kéier och eng Prioritéit ze setzen an ze soen, wou elo soll prioritär investéiert ginn a wou vläicht muss méi lues getrëppelt ginn?

Et bleift eng Diskrepanz op deem Punkt an et gëtt och kee Choix gemaach. D'Stroosse ginn op där enger Säit monter weider ausgebaut, well mer och wëssen, datt trotz „modal split" 75/25 sécherlech den Individualverkéier wäert zouhuelen. D'Statistiken, d'Pronosticë beweisen dat. Ass dat e befriddegend Argument, fir ze soen, datt mer elo emol alles op zweemol zwee oder dräimol dräi ausbauen?

Ass et iwwerhaapt en Argument, wéi den Här Clement et gesot huet, wa mer eng Zuel vun 8.000 an de Spëtzestonnen erreechen, fir e Contournement ze bauen?

M. Lucien Clement *(CSV), corapporteur.*- Dat ass eppes aneres.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mir wësse jo awer, Här Clement - an den Här Kaes, Äre Kolleeg, wäert dat bestëmmt herno och nach bestätegen -, datt et ëm d'Spëtzestonne geet. Dat ass jo de Problem. Voilà! Hie bestätegt et.

Also, d'Fro ass, d'Argument, fir ze soen: Wann an de Spëtzestonnen eng Strooss iwwerlaascht ass, dat ass d'Argument, fir d'Strooss auszebauen. Et kann net en Argument sinn, fir ze soen: Majo, do musse mer emol eng Analys maachen, eng Etüd maachen, eng Null-Plus-Variant - fir deen Term emol erëm opzegräifen - envisagéieren a kucken.

Hei ass awer eng Geleeënheet, fir an den öffentlechen Transport ze investéieren, anstatt datt mer fir d'éischt emol d'Stroossen ausbauen, souwisou erëm Stau kréien an da vläicht an enger zweeter Phas, wa mer endlech vläicht e bësse besser kapéiert hunn, datt mer domadder weder der Mobilitéit nach onse Finanzen nach onser Ëmweltpolitik hëllefen, nach der Liewensqualitéit vun onse Leit, déi hei wunnen an déi geplot sinn, hëllefen, effektiv wëllen driwwer nodenken, wéi mer kënnen an den öffentlechen Transport investéieren.

Ass et net elo un der Zäit fir emol iwwer Plan-sectorielen, iwwer Organisatioun vun onsem Land fir déi nächst Jorzéngten ze kucken, wou eng Prioritéit muss gesat ginn a wat da muss zréckgeschrauft ginn?

An deem Kontext, Här President, ass déi Diskussioun d'lescht Joer gefouert ginn zu deem heiten Exercice. Déi Diskussioun féiert och de Minister vun den Travaux publics, notamment och an de Medien, iwwert deen noutwendegen Ausbau vun der Metzer an der Areler Autobunn. Mir gesinn och do eng Grozon, well mir natierlech Bedenken hunn iwwert deen Ausbau, well mir net kënnen op viabel Etüden zréckgräifen, ausser déi, datt d'Zuel vun den Autoen zouhëlt an datt mer mussen alles verbreederen, fir datt d'Autoen e bësse méi sécher virukommen. Wie seet ons, datt an e puer Joer d'Autoe méi séier do virukommen, mä net vläicht méi an der Breet am Stau stinn?

Da wëll ech awer och nach derbäifügen, an dat ass firwat mir dës Motioun wëllen an dës Diskussioun hei erafëieren, datt mer éischtens gären hätten d'Presentatioun an d'Konklusioune vum Plan sectoriel «Transports», datt mer gären hätten, datt emol Null-Variant-Etüde gemaach ginn zum Ausbau vun den Autobunnen op zweemol dräi Bunnen an datt mer mussen ee fir allemol d'Regierung opfuerderen als Regierung - an net als eenzel Ministeren, als eenzel Ministèren an eenzel Verwaltungen - ze denken.

An dorauser musse mer kucken, ob mer wierklech eng Plus-value hunn, ob mer wierklech herno besser ewechkommen, ob mer souguer vläicht herno net méi Suen ausginn, wa mer esou massiv an d'Verbreederung vun den Autobunnen investéieren, ob dat eis net op anere Punkte vill méi deier ze kaschte kënnt, wéi wa mer elo dat doten emol suspendéieren an emol kucken, wéi mer kënnen effizient an effikass an den öffentlechen Transport investéieren.

Dozou wëll ech hei eng Motioun ofginn.

Motion 3

La Chambre des Députés, considérant

- que le débat sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État exige des membres de la Chambre des Députés de prendre en considération les exigences d'une mobilité à moyen et à long terme en respectant également les engagements passés dans d'autres domaines tels que pour la protection du climat ou encore la qualité de l'air;

- que le bon fonctionnement de notre économie exige le développement d'une mobilité durable en respectant assez rapidement la première phase du „modal split" de 25/75, rapport qui devra évoluer considérablement en faveur des transports en commun dans les prochaines décennies;

- que le plan sectoriel «Transports» n'en est toujours qu'au stade d'avant-projet et que compte tenu de la complexité de ce dossier il ne puisse pas être considéré comme base légale pour la planification coordonnée de la mobilité;

- que le Ministre des Travaux Publics a annoncé, en plus des projets routiers qui sont actuellement présentés à la Chambre des Députés, d'autres grands projets routiers comme l'élargissement des autoroutes A3 et A6 à 2x3 voies;

- que les effets de ces projets d'élargissement d'autoroutes sur la mobilité et la qualité de l'air de la région «Centre» ne semblent pas avoir été analysés en détail;

- qu'il est indispensable dans tout grands projets d'infrastructures de comparer différentes solutions de substitution dites variantes 0+ (alternatives à développer dans le domaine des transports publics et de la mobilité douce);

invite le Gouvernement

- à suspendre les travaux en relation avec la planification des projets pour l'élargissement des autoroutes A3 et A6 à 2x3 voies au moins jusqu'à ce que le plan sectoriel «Transports» ait été établi, discuté et arrêté et que les variantes 0+ aient été analysées en relation avec la mobilité et la qualité de l'air de la région Centre.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

Fir de Rescht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, denken ech, datt dat, wat ech elo hei gesot hunn, Argumenter genuch sinn, fir dem Här Clement a menger Kommissioun ze erklären, firwat mir déi Motioun vun der Travaux-publics-Kommissioun net kënne matdroen a firwat mir ons och wäerte bei där Motioun enthalen. A well mer jo awer wëssen, datt am öffentlechen Transport e risegen Nachholbedarf ass, mat oder ouni Plan sectoriel «Transports», dat ass och d'Ursaach firwat mir déi Efforten, déi gemaach ginn, fir d'Fonctionnement vum aktuellen öffentlechen Transport sécherzehalen an déi Motioun vun der Commission des Transports mat ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir sinn haut mat engem Débat a mat zwou Motioune befaasst, fir déi grouss Projeten ze approuvéieren, déi d'Regierung wëllt an d'Detailplanung huelen. Ech wëll hei ënnersträichen, datt dat déi Projete sinn, déi iwwer 7,5 Millioune wäerte kaschten. Dat heescht, dat ass net de ganze Programm, deen d'Regierung sech virgeholl huet. Et sinn och grouss Projeten, déi vläicht net grad 7,5 kaschten, mä duerfir net noutwendegerweis dann hei zur Sprooch kommen. Ech hunn net ganz vill Zäit, duerfir wëll ech direkt op eenzel Saachen agoen.

Dat eent ass de Prisong zu Suessem. Här President, mir sinn der Meenung, datt et eng Failliteerklärung vun der Politik - vun dëser a vun deene viregte Regierungen - ass, datt mer iwwerhaapt deen zweete Prisong musse bauen. Et ass d'Resultat vun enger verfeeltener Jugend- an Drogepolitik hei am Land.

Éischtens, d'Resultat vun enger verfeeltener Schoulpolitik, déi all Joer eng Onmass Jonker aus der Schoul erauskatapultéiert, ouni datt se déi néideg Qualifikatioun hunn an déi iwwert den Échec scolaire - net alleguer, Gott sei Dank, mä deelweis - am Misär an dann och herno eventuell an der Kriminalitéit landen.

Zweetens, an der Drogepolitik, wou mer scho laang verlaangen, datt Lëtzebuerg misst nei an innovativ Weeër goen; dat heescht - an do hätt ee mat engem Pilotprojet am Heroin kënnen ufänken -, iwwer eng medezinesch kontrolléiert Drogenabgab a Begleedung vun deenen, déi ofhängeg sinn, dem Drogemaart d'Waasser ofgruewen, dem Drogenhandel d'Waasser ofgruewen.

Mir wëssen, datt ronn d'Halschent vun deene Leit, déi zu Schraasseg sëtzen, iergendwéi mat der Drogeproblematik konfrontéiert sinn. Wa mer dat an der Vergaangenheet resolut ugaange wären, dann hätte mer der wahrscheinlech wesentlech manner do sëtzen.

Drëttens, an och dat ass e Skandal fir dat räicht Land hei, dat ass, datt mer et net fäerdeg bréngen, déijéineg, déi am Prisong sëtzen, esou ze resozialiséieren, datt se net méi réckfälleg ginn. Mir wëssen, datt mer eng ganz héich Réckfallquot hunn. Och dat erkläert, woufir datt de Prisong zu Schraasseg de Moment iwwerbeluecht ass.

Souwäit, wat d'Bâtiments publics ubelaangt. Ech kann net op alles agoen.

Ech géif da gären zu de Stroossebauprojete kommen. Et ass eng grouss Diskussioun, awéiwäit datt den Individualverkéier nach eng Zukunft huet. Ech wëll hei generell soen, datt mir der Meenung sinn, datt den Individualverkéier och weiderhin eng grouss Zukunft wäert hunn.

Datt eis Autoen an Zukunft manner wäerte verpeschten, dat ass net nëmmen e Wonsch, mä dat ass eng Noutwendegkeet, vu datt de Sprit ëmmer méi rar an ëmmer méi deier gëtt, a vu datt och d'Automobilsfirme gezwonge ginn, mat neien Technologien ëmmer méi propper Autoen ze bauen. Ech perséinlech - an ech mengen, och déi meescht aus menger Fraktioun - gleewen drun, datt iergendwann, souguer a relativ kuerzer Zäit, eng ganz Partie Autoe mat elektreschem Antrieb wäerte fonctionnéieren. Esou datt dat Argument, datt mer d'Ëmwelt géifen ze vill belaaschten a verpeschten, menger Meenung no laangfristeg - an hei schwätze mer jo vu laangfristeger Planung - net onbedéngt realistesch ass.

E Wuert zur Nordstrooss, wou elo dann erëm e weidert Stéck soll ausgebaut ginn op véier Spuren. Dat ass ze begréissen, well ee weess, wéi geféierlech datt ganz besonnesch zu Kolmer-Bierg do deen Iwwergang ass. Et stellt sech an deem Zesummenhang natierlech d'Diskussioun, wéi ee weiderfiert no Norden.

Mir sinn, Här President, Här Minister, absolut der Meenung, datt den Norden déiselwecht Infrastrukturen, deeselwechten Accès zum Zentrum vum Land muss hunn, wéi och déi aner Regiounen am Land. Den Oste profitéiert vun enger Autobunn, déi gutt ausgebaut ass. De Süden huet ganz dense Verkéiersinfrastrukturen, Stroosseninfrastrukturen. Et kann net sinn, datt deen Deel vum Land, dee vläicht e bësse manner dicht bevölkert ass, mä deen awer amgaang ass, sech bevölkerungsméisseg séier ze entwéckelen, an där Bezéiung stiefmütterlech behandelt gëtt.

Allerdéngs muss een d'Fro hannendru stellen, Här President: Bréngt dat et da leschtenenns, wa mer net gläichzäiteg eng Partie aner Aufgabe léisen? Wa mer et nëmme fäerdeg bréngen, datt d'Leit méi séier vun Housen oder vun Ettelbréck erof op Luerenzweiler oder an den Tunnel Grouft kommen, fir dann do eng Stonn am Stau ze stoen, dann hu mer natierlech net vill geschafft.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat anert ass - an do si mir och dervun iwwerzeegt -, datt een all deene Leit, déi regelméisseg schaffe fueren oder an d'Schoule fueren, eng optimal Verkéiersinfrastruktur op der Schinn och am Norde muss ubidden. An dozou gehéiert, datt d'Zich pünktlech, regelméisseg kënne verkéieren.

Mir sinn och ganz kloer fir en uerdentlechen Ausbau vun der Nordstreck. Et ass eigentlech onbegräiflech, datt d'Leit virun 150 Joer a mat deene Moyenen, déi se haten, déi Streck an Zäit vun zwee, dräi Joer gebaut haten, an datt mir eis haut - ech erkennen un, bei lafendem Betrib ass esou en Ausbau méi schwéier wéi wann näischt an där Bezéiung besteet, mä - mat deenen technesche Mëttelen, déi mer hunn, esou schwéierdoen, fir deen Ausbau esou ze maachen, wéi en am Fong geholl sollt sinn.

Eng Viraussetzung ass, an den Här Schaaf hat et ugeschnidden, datt mer bei all deenen Arrêten op där Streck och Parkméiglechkeete genuch hunn, fir de Leit et liicht ze maachen, fir eng kuerz Streck ze fuere mat hirem Auto bis do wou se den Zuch kënnen huelen, an datt och d'Frequenz vun den Zich héich genuch ass, datt se net ze vill Zäit verléieren, wa se dann eventuell op den Zuch musse waarden.

Ech hu vum Stau geschwat, an deem déi Leit stinn, wann déi Autobunn eng Kéier fäerdeg ass - Här Minister, mir hoffe jo, datt mer se eng Kéier fäerdeg hunn - bis op de Kierchbierg. A wat passéiert dann?

An dobäi kommen ech op déi Projeten, déi haut net diskutéiert ginn, wou mir awer der Meenung sinn, datt et eng Prioritéit misst sinn: dee Fläschenhals uewen am Accès vum Kierchbierg vun der Tréierer Autobunn, wou een erafiert, fir op de Kierchbierg ze kommen, wou muttwëllegerweis e Fläschenhals konstruéiert ginn ass a Form vun engem Kreesverkéier, duerch deen alleguer déi, déi vun Oste kommen a spéiderhin déi vun Norde kommen, sech mussen derduerchquälen; wat guer net misst si fir déi, déi riichtduerch fueren. Wann een déi Unterführung ënnert dem Rond-point erduerch jeeweils zweespureg gebaut hätt, da wär et nëmmen hallef esou schlëmm wéi et elo ass.

Et gëtt an Zukunft, wann dat doten ass, mir hu jo schonn dacks driwwer geschwat, esou schlëmm, datt dee Verkéier net méi ze meeschteren ass. Duerfir, Här Minister, wier et dréngend néideg, datt dee Projet och heihinner géif kommen, fir dee Fläschenhals do ze eliminéieren.

Well - an doriwwer si mer eis eens - egal wéi eng Entwécklung de Kierchbierg wäert huelen, mir bréngen et net fäerdeg, den öffentlechen Transport, déi ominéis Eisebunnstreck vun Hamm erop iwwert de Findel an dann erëm d'Kéier erof op de Kierchbierg - mat där mir net d'accord sinn, well mer eng besser Solutioun gesinn - zur Zäit fäerdeg ze hunn, fir déi Leit, déi och nach bereet wären, fir mam Zuch dohinner ze fueren, iwwerhaapt dann dohin ze kréien. Et gëtt keng Solutioun. Well mer esou ënner Zäitdrock stinn, muss dat do aus der Welt geschafe ginn. Dat ass mat näischt ze justifiéieren.

Eppes aneschters ass de Réckbau vun der aler Kierchbierger Autobunn, deen och muttwëlles gemaach ginn ass. Et war ursprünglech geplangt, iwwert dee Wee d'Verbindung eriwwer op d'Areler Autobunn ze maachen. Dat war menger Meenung no eng gutt Solutioun, well se net allze deier kascht huet a well se realisabel gewiescht wär. Elo schwätze mer dervu fir d'Westtangente - an dat ass och eng Demande vun eiser Säit - dach awer fäerdeg ze maachen, fir op der Ostsäit d'ganz Infrastrukturen e bëssen ze entlaaschten.

E weidere Projet, dee mir géife begréissen, wann en endlech géif an Ugréff geholl ginn, ass dee vum Contournement vun Iechternach. Här President, dat freet Iech sécher ganz besonnesch. Et ass schonn 30 Joer, wou doriwwer geschwat gëtt a wou elo mat ganz klenge Schrëtt op der fréierer Charlys Trace dëst Joer dräi Millioune virgesi sinn, fir do den Ausbau ze maachen. Mir wëssen alleguer, datt dat Fléckaarbecht ass.

Nodeem datt mer eng grousszügeg Léisung fir Jonglënster fonnt hunn, nodeem datt d'Regierung plangt, och eng grousszügeg an net bëlleg Léisung fir Ettelbréck virzegesinn op Feelen eriwwer, wär et wierklech un der Zäit, datt fir Iechternach eng seriö Planung géif gemaach ginn, qui tient la route, wou een och wierklech gesäit, datt et zu enger uerdentlecher Entlaaschtung kënnt.

Här President, mir bleift net méi vill, fir iwwert d'Eisebunn generell ze schwätzen. Mir droen déi Projeten alleguer mat. Mir si fir den öffentlechen Transport. Mir si fir eng modern, leeschtungsfäeg Eisebunn. Mä dat kann nëmme fonctionnéieren, wann do, wou d'Eisebunn zesummeleeft, do, wou dee gréisste Verkéier zesummekënnt hei um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg, déi richteg Solutioun fonnt gëtt. Dat kann den Tram net sinn. Den Tram ass en noutbehollefen Ersatz fir déi vill Bussen, déi lafen, awer e bréngt keng Plus-value.

D'Plus-value - a mir ginn net fäerdeg als Partei, als ADR, dat hei ze soen - kann nëmmen dra leien, datt mer den Zuch ënnert der Stad erduerch lafe loosse mat verschiddene Garen, déi mer do ariichten, datt een d'Leit, déi vun Norden, vu Süden, vu Westen a vun Osten an d'Stad wëlle kommen an erëm heemfueren, direkt esou wäit wéi méiglech op d'Plaz bréngt, ouni datt se mussen iwwert d'Gare op en Tram goen, deen et da leschtenenns dach net bréngt, an do erëm de Problem just verlageren.

Här President, ech gesinn, meng Riedezäit ass ofgelaf. Ech hätt nach vill ze soen. Trotz allem wäerte mir déi zwou Motioune matstëmmen, mä mir mellen hei, wéi gesot, Diskussiounsbedarf u fir Projeten, déi drëngend musse gemaach ginn, wann dat heite soll e Sënn hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den Här Ali Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt erlaabt mer och deenen zwee Rapporteure villmools Merci ze soe fir déi detailléiert Presentatioun vun deenen zwee Dossieren, wou a sech all déi grouss Infrastrukturen, déi sollen an där nächster Zäit konkretiséiert, geplangt an ëmgesat ginn, dran zréckbehale sinn.

Ech wëll och an deem Sënn der Regierung an notamment deenen zwee zoustännege Ministere félicitéiere fir all dat, wat se, zousätzlech zu deem, wat schonn alles an deene leschte Jore virgedroe respektiv zréckbehale ginn ass fir ëmzesetzen a wat och an Zukunft nach wäert presentéiert ginn, zustane bruecht hunn.

Erlaabt mir spezifesch iwwert den Norden ze schwätzen an iwwer alles dat, wat am Norden a puncto Travaux publics geschitt respektiv och scho geschitt ass.

Ech wëll fir d'éischt soen, datt an där Legislaturperiod hei ënnert dem Minister Claude Wiseler am Beräich vun de Schoule ganz villes am Norde sech gedoen huet.

Réiden huet e ganz flotte Lycée kritt, wouvunner ee sech bei der Aweiung konnt iwwerzeegen a vun deem senger Effikassitéit ee sech och konnt iwwerzeegen. Dann ass et esou, datt an engem enorm schnellen Tempo zu Dikrech e provisoresche Lycée technique gebaut ginn ass, fir kënnen och eng ronn 600 Schüler opzehuelen. Do derniewent gëtt Wolz weider ausgebaut, mat deene Schwieregkeeten, déi mer kennen, well gläichzäiteg Schoul an deem Gebai gehale gëtt. Beim Lycée technique vun Ettelbréck ass amgaang geplangt ze ginn, fir eng Rei Verbesserungen an deem Lycée ze realiséieren. Doriwwer eraus ass awer och virun allem endlech e Site fonnt gi fir d'Akerbauschoul, an et ass eng Décisioun geholl ginn, fir datt Clierf e Lycée kritt. Alles dat ass ganz vill.

Et bleift awer och nach ze erwähnen, datt bei der Hotelschoul eng ganz Rei vu Problemer de Moment nach sinn, mä datt och do den zoustännege Minister amgaang ass ze kucken, fir Solutioune mat senge Leit zesummen ze fannen, fir och déi Boboe vun dësem Lycée ze behiewen.

Ech mengen, dat ass ganz vill. An ech kann nëmmen dem Minister félicitéiere fir alles dat, wat en dach awer an där Legislaturperiod a Bewegung bruecht huet a puncto Schoulen am Norden.

Doriwwer eraus gëtt et natierlech - an ech mengen, jiddferee weess et - mäi ganz speziellen Dada. An dee speziellen Dada ass d'N7.

Une voix.- Ah jo!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech wëll drun erënneren, datt ech de 14. Juli 2005 bei Geleeënheet vum Projet de loi 5477, vun deem ech Rapporteur war - wou et drëm gaang ass, eng drëtt Spur an de steigenden Tunnel Grouft ze maachen, mat engem zousätzleche Säitentunnel, wat d'Sécherheet ubelaangt, mat enger ganzer Rei aneren eenzelnen Elementer op där sougenannter Nordstrooss, op där sougenannter A7 -, uschléissend op déi Problematik tëschent dem Kreesverkéier oder dem Krees Fridhaff an dem Ufank vun der A7, nämlech ganz besonnesch och ronderëm Schieren opmierksam gemaach hunn.

Ech hunn deemools gesot, datt et zwar immens gutt ass, datt mer déi A7 esou sécher maachen, d'Tunnele ganz sécher maachen, mä datt vläicht awer eng ganz Rei Leit aus dem Norden net bis dohinner kommen, well se - dat kann een alles noliesen - um Contournement Schieren an deem Doudeskanal, wéi ech en nach ëmmer nennen, esou wéi en haut ass, dann en Accident, jo souguer e schwéieren Accident hunn.

Ech hunn deemools och gesot, datt een am Kader vun der Entwécklung vun der Nordstad misst ganz kloer mindestens emol an enger éischter Phas bis op de Rond-point Fridhaff d'Véierspuregkeet realiséieren. Dat wier fir d'zukünfteg Entwécklung vun der Nordstad vu ganz grousser Wichtegkeet.

Deemools, Här Minister, waart Der net esou begeeschtert iwwer meng Ausso hei - och dat kann ee noliesen -, mä ech muss awer soen, Dir hutt ganz schnell iwwert déi do Suggestiounen nogeduecht. An ech si ganz frou, datt mer haut déi Suggestioune vun deemools als Projeten um Pabeier hunn, déi an der Zukunft solle realiséiert ginn. Nämlech virun allem de Contournement vu Schieren, dat Ganzt a méi Phasen, mä an enger zweeter, drëtter Phas dann awer och d'Véierspuregkeet bis op de Fridhaff.

Mäi Kolleeg, de Jean-Paul Schaaf, huet ugeschnidden, wou elo nach eng ganz Rei Problemer sinn, an huet hei déi Problemer presentéiert. Ech wëll net nach eng Kéier dorop agoen. Mä wa mer dann nach d'Ubannung vun engem Contournement Ettelbréck - well déi Ettelbrécker brauchen onbedéngt e Contournement vu Feelen un - emol realiséiert hunn, dann hu mer sécher scho verkéierstechnesch a sécherheetstechnesch esou munches ronderëm d'Nordstad realiséiert.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, da si mer beim Rond-point Fridhaff.

Ech erzielen Iech näischt Neies, wann ech soen, datt et fir mech a fir déi meescht Leit, déi un där N7 leien, keng Alternativ zum Ausbau vun enger véierspureger Strooss gëtt, déi bis op Wämperhaart geet respektiv bis dohin, wou eng Kéier ganz sécher eis belsch Noperen, déi amgaang sinn ze plangen, op hirer Säit eppes maachen, fir déi katastrophal Situatioun, déi op hirer Säit besteet, ze behiewen, an och do eng propper

Ubannung ze maache bis un d'Autobunn, déi op Léck féiert. An dat ass eng Ursaach, firwat mer en Ausbau vun där N7 op véier Spure brauchen.

Déi zweet Ursaach ass ganz einfach d'Sécherheet op där N7, déi, mat där ëmmer wiesselnder Prioritéit fir kënnen ze iwwerhuelen, eng ganz Rei Geforen huet mat all deene Situatiounen, wou ee queesch iwwert déi Strooss muss fueren, fir sech an de Verkéier anzereien. Alles dat entsprécht net méi deem Verkéiersopkommes, wat haut do ass.

Et muss een nëmme kucken, wéi vill de Verkéier zougeholl huet an deene leschte Joren. Ech wëll nëmme just hei rappeléieren, datt vun 2000 bis 2007 ronderëm Hengescht de Verkéier ëm 40% zougeholl huet a siwe Joer - vill méi séier wéi een dat IVL-méisseg geschat hat. Ronderëm Housen huet en nach méi wéi 40% zougeholl, an dat dote wäert sech an deenen nächste Jore weiderentwéckelen.

Et ass also ganz kloer esou, datt een einfach muss eng global Léisung haut plangen, fir se an deenen nächste Joren an där Form kënnen ëmzesetzen.

Ech wëll dann awer net nëmmen hei d'Sécherheet an den zousätzleche Verkéier, deen an den nächste Joren op där Strooss wäert opkommen, erwähnen, mä ech wëll och ganz einfach soen - an et ass vun engem vun de Virriedner scho gesot ginn -: Den Norden huet Recht op déiselwecht Infrastrukture wéi aner Regiounen. Den Norden huet och Recht op en normalen Développement. An ouni adequat Transportinfrastrukture geet dat net.

Selbstverständlech ginn ech der Madame Loschetter absolut Recht, datt mer och zousätzlech an den öffentlechen Transport investéieren mussen, mä dodrop kommen ech nach.

Ech kann nëmmen dat ënnersträichen, wat de Jean-Paul Schaaf gesot huet an och anerer, vun der Zweegleisegkeet vun der Nordstreck, mä dozou gehéiert ganz einfach och, datt mer eis Stroossen deementspriechend développéieren, datt se sécher sinn, datt se effikass an zukunftsorientéiert sinn. Mir wäerten net manner, mä méi Individualverkéier kréien.

Wann ech dann déi zwee Projeten, déi ronderëm Housen, d'Ëmgehungsstrooss Housen an d'Ëmgehungsstrooss Hengescht kucken, selbstverständlech si mer do uewe ganz frou, datt dat geschitt. Mä et muss ee sech och ganz kloer d'Fro stellen, ob et net dach awer méi sënnvoll wier, wa mer d'Baggere schonn dohinner huelen - ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, datt dat eent 2.800 Meter, an dat anert 1.800 Meter sinn -, datt mer dann higinn an dat Stéck, wat tëschent deenen zwee Contournementer läit, direkt mat aménagéieren, an datt mer dann u sech e Stéck vu ronn 14 km schonn direkt fäerdeg stellen. Et gëtt sécher laangfristeg méi bëlleg an et ass och sécher méi effikass, wa mer géife vu virun Housen bis hanner Hengescht direkt eppes Ganzes maachen. Dann hätte mer dat Stéck scho fäerdeg.

Wa mer da gläichzäiteg, wéi ech virdru gesot hunn, dat, wat elo an de Pabeieren drasteet, bis op de Rond-point Fridhaff no ënne fäerdeg hätten, an dann, an enger nächster Phas, dat Stéck do dertëschent, da kréiche mer mëttelfristeg effektiv dat lescht Stéck no uewe bis op d'Grenz fäerdeg a mer kréichen eng Strooss, déi mer brauche fir den Norden, well dat do ganz einfach d'Oder ass, fir den Norden zumindest op där ganzer Säit ze développéieren.

Ech ginn net midd dat ze soen, an ech wëll och hei drun erënneren, datt den 28. Juli 13 Schäfferéit - an den Här Minister war séier iwwerrascht, wéi esou vill Leit a sengem Sall souzen - mat enger ganz grousser Vehemenz - zwar ganz konstruktiv a fein, esou wéi mer dann eben am Norde sinn - dem Här Minister ënnerbreet hunn, datt déi 13 Gemengen, déi do concernéiert sinn, sech net wäerte ginn, ech soen dat emol esou, bis mer endlech dat Zil do erreecht hunn. Dat ass ganz kloer, an et wier, wann ech dat hei net géif erwähnen, net korrekt vis-à-vis vun all deene Kolleegen aus deene verschiddene Schäfferéit.

Trotzdeem wëll ech ganz kloer Merci soe fir alles dat, wat elo scho geschitt, a wann Dir, Här Minister, gradesou schnell an déi richteg Richtung reagéiert, wéi Dir dat an deene leschten dräi Joer gemaach hutt, mengen ech, wäert do kee Problem méi sinn, an da wäerte mer relativ schnell déi N7 op véier Spuren ausgebaut hunn. Et sief, an dat ass dann en anere Problem, et géif bei esou engem Projet wéi deem do, dee jo natierlech och ee bestëmmten Impakt op eis Natur huet, gradesou vill Problemer ginn, wéi et de Moment Problemer gi fir d'CRen op déi normal Situatioun ze bréngen, esou wéi den Transportminister se brauch, wann hien zousätzlech Bussen asetzt, fir zousätzlechen öffentlechen Transport ze realiséieren.

Ech kann Iech nëmme fir alles félicitéieren, Här Lux, wat Dir am öffentlechen Transport gemaach hutt. Wann den Transportminister awer zousätzlech Busse fuere léisst - an dat geschitt op Stroossen, wou e Bus an en Auto emol net laanschtenee kommen - a vergësst mam Ëmweltminister ze schwätzen, fir sécherzestellen, datt d'Strooss och déi néideg Breet huet, datt och zwee Busse laanschtenee kommen, an dann all méiglech Argumenter an d'Feld gefouert ginn, virun allem d'Argument vun der „Beauté du paysage" - dat schéngt eng fantastesch Expressioun ze sinn, ënnert där een am Norden alles soll op besser Geessepied loossen -, dann deet et mer leed, well dat dee falsche Wee ass.

Duerfir, Här Lux, wier ech ganz frou, wann Dir et géift fäerdeg bréngen, an Zukunft an deem anere Ministère, fir deen Dir zoustänneg sidd, déiselwecht Effikassitéit eranzekréien, wéi dat am Transportministère de Fall ass. Dat géif eis alleguerten hëllefen, an ech kéint mer souguer virstellen, datt et och an de Verwaltunge vun Ärem Noper eng Rei Saache géif vereinfachen. An deem Sënn wollt ech zum Schluss kommen.

M. le Président.- Här Klein, wollt Dir eng Fro un den Här Kaes riichten?

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech hunn dem Här Kaes mat Interessi nogelauschtert iwwert den Asaz fir den öffentlechen Transport am Norden. Wéi steet et da mat der Eisebunnsverbindung tëschent Ettelbréck an Dikrech?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Majo, Här Klein, et ass ganz einfach. Den Här Lux huet viru kuerzem nach gesot, bei Geleeënheet vum Kongress vum Syprolux, datt de Moment emol déi Streck an där Form géif bestoe bleiwen. Ech wëll Iech do ganz einfach meng perséinlech Meenung soen, Här Klein. Et wier fir mech en absolut falscht Signal, wann een, an engem Moment, wou mer nei Schinne wëlle leeën, géif bestoend Schinnen ofbauen. Dat wëll ech ganz kloer dozou soen, a méi wëll ech net dozou soen. Ech hoffen, datt dat eng Äntwert op Är Fro ass.

Ech kann Iech nëmme just nach eng Kéier villmools Merci fir d'Nolauschtere soen, an nach eng Kéier dem Här Minister Lux un d'Häerz leeën, datt hie vläicht a sengem Ëmweltministère kuckt, datt dee wierklech e bësse méi effikass gëtt, well ech kann Iech soen, datt et esou munch Gemenge ginn, déi schwéier sauer sinn. Dir konnt viru kuerzem an der Zeitung liesen, an dat wollt ech hei nach soen, datt déi Gemeng am Norden, wou Dir jo dach awer e wéineg Attachen dozou hutt, nämlech d'Gemeng Ëlwen, och déi Onzefriddenheet am Gemengerot zum Ausdrock bruecht huet. Ech kann Iech och soen, datt vill aner Gemengen déiselwecht Onzefriddenheet hunn, an datt et wierklech wichteg wier, wann eppes an där doter Richtung am positive Sënn géif geschéien. Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung zur Motioun fir d'Infrastrukturen, déi an de Beräich vun den Travaux publics falen.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wéi ass et da mat dem zweespuregen Ausbau vun...

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just op ee spezifesche Punkt agoen, an dat ass de Bau vun enger Maison d'arrêt zu Suessem. Et ass elo Zäit, dass zu Lëtzebuerg verstane gëtt, dass Schraasseg net en Dépotoire ass fir alles, vun deem mer net wëssen, wou mer sollen domadder higoen.

Et gëtt endlech fir d'Kanner eng Struktur gebaut - gëtt gebaut, et ass jo nach net fäerdeg -, et gëtt e Centre fir déi Réfugiéen, déi déboutéiert gi sinn, gebaut. Mir hunn haut awer nach ëmmer zu Schraasseg vun allem, och Détenus préventifs a Condamnéierter, dat heescht, dass alles zesummen ass, an dat ass net gutt. Am Ausland sinn och selbstverständlech d'Maison d'arrêt an de Prisong getrennt, an et soll een d'Leit net zesummesetzen. Deen een ass jo nach ëmmer présuméiert innocent ze sinn, vis-à-vis vun deem aneren, deen eng Strof kritt huet.

Här President, et kann ee sech awer virstellen, mat där Plaz, déi elo an deem heiten Text zu Suessem ausgesicht ginn ass, dass intensiv muss virum Bau gekuckt ginn, zesumme mat den Organisations judiciaires, fir dat ze organiséieren. Dir wësst, dass d'Geriichter ëm néng Auer ufänken - a vu Suessem bis an d'Stad dauert et ganz laang -, dat heescht, wa Stauen do sinn.

An déi zweet Saach ass virun allem, Dir gesitt et jo och regelméisseg hei an der Stad, wa geféierlech Détenuen transportéiert ginn, dass do d'USP mat fënnef Autoe kënnt, mat Helikopter. Ech froe mech, wéi dat op der Autobunn geet, wann déi moies zou ass. Ech weess net, ob et da riets laanscht geet, mä do sinn d'Autoen ze breet, dat heescht, du point de vue Organisatioun wëll ech net wëssen, wéi dat gebaut gëtt. Da gëtt mer vläicht eng Kéier gesot, dass d'Autobunn muss vergréissert ginn. Ech stelle mer just déi technesch Fro, wéi dat soll goe mat Suessem.

M. le Président.- D'Zäit ass eriwwer.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, déi Fro, déi ee sech dann awer kéint stellen - ech weess, dass den Här Wiseler net dofir responsabel ass, mä ech hat et schonn e puermol soulevéiert, och wann ech net vum Bezierk Süde sinn -, ass déi no der Opportunitéit vun engem Bezierksgeriicht zu Esch. Mir hu schonn e puermol gefrot - an dat soll een net vergiessen, och wa mer hei elo beim Bau vun engem Prisong zu Suessem sinn -, ob zu Esch net och sollt e Bezierksgeriicht sinn. Et gëtt eent zu Dikrech, et gëtt eent an der Stad, mir hunn dat scho gesot, a mir insistéieren nach eng Kéier, dass dës Regierung déi Iddi eng Kéier sollt an d'Weeër leeden.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech hunn u sech zu deenen Ausféierungen, déi den Här Clement gemaach huet, fir déi Projete vun den Travaux publics ze explizéieren, net vill ze soen. Dat war komplett. Dat war genau dat, wat ech och gesot hätt, wann ech se ze présentéiere gehat hätt.

Zu deene Froen an zu deenen Aussoe vun deenen eenzelne Fraktiounen e puer Punkten, wou ech wëll Stellung huelen. Den Här Etgen huet mer jo eppes reprochéiert, andeem hien déi Prozedur, déi mer hei ageschloen hunn, awer gutt fonnt huet. Och ech fanne se am Nachhinein ëmmer besser, wann ech kucken, wéi mer kënnen domadder schaffen a wéi eis Relatioune mat der Chamber doduerch op en Niveau komm sinn, deen extrem sachlech ass, sou datt ech de Kommissiounen, souwuel där vun den Travaux publics wéi och där vun der Exécution budgétaire, villmools Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi mer kënnen zesummeschaffen.

Den Här Etgen huet mer awer als Reproche gemaach, datt et net soll eng Wonschlëscht ginn, wou een am Fong nëmmen ausdréckt, wat ee gär hätt, mä datt et soll eng Lëscht ginn, déi an d'Realitéit ëmgesat gëtt.

Ech muss soen, mir hunn niewent der Prozedur, datt mer hei eng Kéier au préalable iwwert d'Projete schwätzen, gesot, datt mer an der Planifikatioun, déi mer maache vun deenen eenzelne Projeten, wesentlech méi wäit géife fuere wéi soss, wesentlech méi wäit wéi den APS, den Avant-projet sommaire, mä eng Phas vun engem Avant-projet définitif géife plangen, fir datt mer duerno och iwwert dee finanzielle Volume besser gesinn an och méi sécher plange kënnen.

Dat heescht awer, datt mer mateneen och ofgemaach hunn, datt déi Planifikatiounsphas méi laang Zäit brauch, fir fäerdeg ze ginn, an datt et evident ass, datt déi Zäit, déi vergeet, ier erëm e Projet an d'Chamber kënnt, vläicht e wéineg méi laang ass wéi virdrun. Dat heescht awer och, datt, wa mer bis an der Chamber waren, d'Programmatioun an de Bau selwer kënne méi schnell a méi sécher gemaach ginn.

Et ass also eppes Komplettes un där Prozedur. Dat heescht, datt Dir vläicht vu verschiddene Projeten dann een, zwee Joer näischt méi héiert, bis mer mat engem APD fäerdeg hei kënnen an d'Chamber kommen. Mä ech kann Iech soen, op deene Projeten, déi mer Iech an deene leschten zwee Joer virgestallt hunn, gëtt geschafft, an do si mer mat enger ganzer Rei Projete geschwë prett, fir kënnen heihinner ze kommen. Dat war déi éischt Remarque.

Da krute mer och vun der Prozedur - ech huelen déi Saache vir - gesot, hei géife mer eng Rei Puzzlestécker virstellen, mä d'Gesamtbild géif feelen. Wann een déi Lëscht, wéi mer se elo hei virschloen, kuckt, da kann een effektiv déi Impressioun kréien, datt dat Puzzlestécker sinn. Mä wann een e Puzzle zesummebaut, dann existéiert en awer ganz. Deen ass u sech zäitverschoben an deenen eenzelne Realisatiounsaarbechten.

Mä wéi Der d'nächst Woch wäert och gesi respektiv wéi Der et och schonn am IVL gesinn hutt, sinn déi verschidde Puzzlestécker eenzel zesummepassend a bilden dann, wa se alleguer gebaut sinn, och e kohärenten Ensembel. Just datt mer se net kënnen all zesumme maachen. A mer kënne se net all zesumme maachen, well mer aus finanzielle Grënn a well mer aus technesche Grënn a well mer aus Organisatiounsgrënn vun eisen Administratiounen a well mer aus ekonomesche Grënn nun net alles zesumme packen.

Et ass sécher e kohärent Bild do. Et ass sécher en Ensemble vu Planifikatioun do. Dat, wat mer hei maachen, dat ass, all eenzel Stéck dozouzefügen.

Da sot Der, Dir hätt gär eng Prioritéitelëscht. Dat kann ech am Fong och deelen. Mir maachen och a priori déi Projeten, déi vun dem Besoin, der Urgence hier déi sinn, déi am wichtegste schéngen.

Den Travaux-publics-Ministère - dat hunn ech ganz schnell geléiert, wéi ech dohinnerkomm sinn - ass een, deen extrem der Realitéit muss sech fügen an ugepasst sinn. Elo kënnt et awer heiansdo bei Projete vir, datt mer bei engem méi schnell virukommen, well mer Terrainen hunn, well mer d'Prozeduren anescht kréien, well mer d'Kompensatiounsmoossnamen anescht méi schnell kënne maachen, sou datt mer niewent där logescher Priorisiérung, déi mer maachen, och eis der Realitéit mussen upassen, fir mat de Projete ganz einfach weiderzekommen.

Ee vun deene grousse Punkten, déi hei ugeschwat gi si vu ville Riedner, an zulescht vum Här Kaes - et ass net fir d'éischt, wou ech hien héieren iwwert dee Projet schwätzen -, ass déi ganz Problematik vun der N7.

Dir wësst jo, datt mer do an e puer Punkte fueren. Dat Éischt, wat elo net gesot ginn ass, dat ass, datt mer e Sécuritéitsaudit iwwert d'N7 gemaach hunn.

Mäin éischte Problem op der N7 a momentan dee prioritäre Problem op der N7, dat ass, datt mer eng ganz Rei Accidenter do hunn, datt mer ze vill Accidenter hunn, datt mer ze vill Blesséierter hunn, an datt mer och eng ganz Rei Leit hunn, déi hiert Liewe schonn do gelooss hunn, an datt mer do mussen urgent Moossnamen huelen.

Mir hunn also eng Rei Moossnamen do virgeschloen. Dat si baulech Moossnamen, dat sinn technesch Moossnamen, dat si Beschëlderungsmoossnamen, dat si Beliichtungsmoossnamen, dat si Moossnamen, wou mer d'Vitesse op verschiddene Plazen erofsetzen. All déi Moossname gi relativ schnell a kuerzfristeg ëmgesat, well dat elo emol Prioritéit ass. Punkt Nummer 1.

Punkt Nummer 2, dat ass déi Fro vun dem Ausbau, dee mer brauchen. Do soen ech kloer, wat mer elo an där nächster Zäit, an deenen nächste Jore brauchen: Well mer an dem Kader vun der Nordstad jo awer mat all deenen Entwécklungen, déi mer iwwert d'Landesplanung do virgesinn, e grousst Potenzial der Nordstad zouschreiwen, fir iwwert déi nächst Joren ze kréien, ass et evident, datt mer bis op de Fridhaff mussen där Strooss eng Struktur ginn, déi deenen Zukunftspotenzialitéite gerecht gëtt an déi dann och deene Sécherheetskritären entsprécht, déi mer brauchen.

Mir hunn effektiv eng Rei Sécherheetsproblemer op der Streck tëschent Colmar-Bierg an Ettelbréck respektiv duerno bis op de Fridhaff, an deene musse mer Rechnung droen. Dat sinn och déi zwee Grënn - éischtens d'Sécherheet an dann zweetens d'Zukunftscapacitéiten -, fir de Verkéier ronderëm d'Nordstad an de Gréff ze kréien.

Mir haten d'lescht Joer an där Diskussioun, déi mer op därselwechter Plaz hei gefouert hunn, jo de Projet vum Südcontournement vun Ettelbréck erop bis op Feelen och souguer um Ordre du jour, fir iwwert d'Planifikatioun do ze fueren. Do si mer och amgaang ze plangen. Do stelle sech awer nach eng Rei Froen. An dat kritt Der d'nächst Woch an dem Plan sectoriel «Transports» och mat, deen zesumme mam Plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» virgestallt gëtt.

Do stelle sech eng Rei Froen, wéi mer déi do Problematike sollen och am Kader vun der Ëmwelt ëmgoen, wéi mer kënnen uerdentlech, korrekt, virsiichteg domadder ëmgoen, wat ka sinn a wat net ka sinn. Déi Froe stelle sech, déi Froe mussen och geléist ginn, déi musse korrekt geléist ginn, wa mer wëlle weiderkommen.

Da komme mer zum Rescht vun der N7. Do ass et fir mech och kloer, datt zu Hengescht an Housen momentan, esou wéi et elo ass, e Problem ass, well de Verkéier do matzen duerch d'Duerf oder duerch d'Gemeng féiert, an dat an där Transportachs, déi awer déi N7 ass, wat eng Zentralachs fir den Norden ass, problematesch ass.

Duerfir déi hei zwou Propositiounen, fir déi Contournementer do ze maachen, déi aus Sécherheetsgrënn alt erëm eng Kéier wichteg sinn, mä déi eis awer och Zäit gewanne loossen op där doter Achs. Duerfir mengen ech, datt se sech justifiéieren.

Dir hutt an der Diskussioun gesot, ech wär iwwerrascht gewiescht, datt esou vill Leit bei mech an de Büro komm wären, fir iwwert d'N7 ze schwätzen, an datt dat och an engem erëm relativ dringlechen Toun virgedroe ginn ass.

Dir waart de Wortführer, den Toun war gradesou dringlech, wéi en haut war. Dat wonnert jo dann och keen, Här Kaes.

Mä do soen ech nach eng Kéier datselwecht haut wéi dat, wat ech déi Zäit gesot hunn. Et ass fir mech kloer, datt haut, haut wou mer dostinn, mat deem Verkéier, deen op der N7 ass, wat tëschent 8.000 an heiansdo 12.000 Autoen op verschiddene Plaze sinn, e véierspuregen Ausbau sech net justifiéiert. Haut net justifiéiert!

Dat seet awer näischt aus iwwert d'Potenzialitéiten, déi et an der Zukunft wäert ginn. Haut justifiéiert et sech net.

Mir maachen dat, wat mer elo als Ausbau maachen, esou, datt, wa mer an Zukunft eng Kéier gesinn, datt et sech géif justifiéieren, een et ka bauen. Dat heescht, mir maachen elo haut näischt, wat contraire dozou ass, mä an deem, wat mer haut maachen, maache mer elo emol dat, wat sécherheetstechnesch am urgentsten ass, an dat, wat eise gréisste Problem op där Stréck ass. A fir all déi Leit...

(Interruption)

Ech sinn d'accord, datt den Här Kaes duerno eng Fro stellt, mä ech wollt mäi Saz just fäerdeg maachen.

Deene Leit, déi mengen, e véierspuregen Ausbau vun der N7 géif just doranner bestoen, eng Spur derbäizesetzen, soen ech awer, datt se sech iren, well de Gabarit vun där Strooss respektiv d'Stroosseféierung, esou wéi se elo ass, erlaabt guer net, einfach eng Spur derbäizesetzen, fir dann eng zweemol véier ze hunn.

Wann een dat eng Kéier wéilt maachen, da muss een engem groussen Deel vun där Strooss do e ganz frësche Gabarit ginn, eng ganz frësch Tracésféierung a se ganz anescht leeën, wéi dat haut de Fall ass, an da kënnt Der lech virstellen, wat fir eng Froe sech da stellen an och wat fir eng Envergure financière dat Ganzt huet. Dat nach zum Zousaz derbäi.

M. le Président.- Den Här Kaes huet d'Wuert fir eng Fro.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Jo, ech wollt u sech eppes soen zu där leschter Ausféierung, déi den Här Minister gemaach huet, déi ech verstinn an déi och vun de Leit vu senge Servicer scho méi dacks esou ugeduecht an och gesot ginn ass.

Mir wëssen, datt de Verkéier rasant zouhëlt. Mir wëssen, datt mer iergendeng Kéier an der Zukunft déi véier Spure brauchen. Dat geet jo awer e wéineg aus den Aussoe vum Här Minister ervir. Mir wëssen, wéi laang datt mer brauchen, ier mer esou eng Strooss gebaut kréien.

Dann ass einfach d'Fro,…

M. le Président.- Här Kaes, kuckt emol no Ärem Handy, wann ech gelift.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Et ass mäin Handy net.

…firwat maache mer haut net e Gesamtkonzept, fir datt mer da kënnen au fur et à mesure esou séier wéi méiglech déi Streck an hirer Gesamtheet op véier Spuren ëmbauen? Alleguerten déi, déi bei lech am Büro waren, wëssen, datt dat net mar Realitéit ass. Mä et geet einfach drëm: Firwat net haut e Gesamtkonzept ufänken? Dat war jo och dat, wat mer gefrot hunn.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Kaes.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also d'Äntwert ass: Mir maachen haut emol an de Capacitéite vun deenen, wat eis Administratioun kann, an an de Prioritéitslëschten, déi mer eis gesat hunn, déi Projeten, déi mer momentan absolut direkt als noutwendeg emfannen an déi musse sinn. An domat hu mer fir déi nächst Joren esou vill Aarbecht, datt ech mech heiansdo froen, wéi mer all déi Aarbecht do ënnert deene Konditiounen, wéi ech se gär hätt, hikréien. Inklusiv fir den Norde gëtt - an dat sinn déi Projeten, déi ech hei virgestallt hunn - enorm vill gemaach.

Den Här Diederich huet virdru gefrot zum Beispill, firwat hien net derbäi gewiescht wär, wéi den Här Kaes mat sengen 13 Schäfferéit komm ass. Hie war wahrscheinlech net derbäi, well dat, wat hie gefrot hätt, haut um Ordre du jour steet, fir et ze plangen. Duerfir hu mer eis geduecht: Den Här Diederich brauche mer net derbäi,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …well soss freet hien eppes, wat mer souwisou wëlles hunn ze maachen. Dat war déi Explikatioun.

Une voix.- Hien ass eng Beräicherung fir lech.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dat ass zwar wouer.

(Hilarité)

Dann huet - elo weess ech net méi, wien et war - den Här Etgen, mengen ech, gesot, et feelt e Gesamtkonzept fir de Schoulbau an der Nordstad. Den Här Kaes huet dem Här Etgen scho geäntwert; ech kann et nach eng Kéier widderhuelen. Esou vill wéi fir de Schoulbau zu Ettelbréck/Dikrech momentan gemaach gëtt, esou vill Projeten an der Pipeline momentan sinn, musst Der mer awer iergendzwousch eng Kéier soen, wéini an deem Raum méi gebaut, méi gemaach ginn ass!

Mir bauen do. Mir sinn amgaang ze plangen un enger neier Akerbauschoul. Mir hunn eng Extensioun vun der aktueller Akerbauschoul gemaach. Mir hunn eng Extensioun vum aktuelle Lycée technique gemaach. Mir sinn amgaang ze plange fir de Lycée technique. Eng ganz Rei Deeler sinn och frëschgemaach ginn. Mir sinn amgaang deen neie Lycée technique ze plangen, fir en an déi al Akerbauschoul eriwwerzehuelen. Haut hutt Der zwee Projeten, de CNFPC an de Lycée technique pour professions paramédicales, um Ordre du jour stoen.

Wéini ass méi gebaut gi just fir déi doten Nordstad? Mir hunn et och esou gemaach, datt mer op deenen zwee Pôlen, wou mer elo amgaang sinn ze développéieren - Gilsdref op där enger Säit an op där anerer Säit zu Ettelbréck do, wou d'Schoul selwer ass -, eis d'Méiglechkeeten ophalen, fir och zukünfteg nach Expansiounen ze maachen.

Ech weess net, wéi mer nach solle méi maachen. Elo kann een engem soen, mir sollen nach méi schnell maachen. Ech probéieren esou schnell wéi méiglech ze maachen,…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Gemeng Tandel hëlleft do derbäi.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …mä ech gesinn awer net, wéi mer eis nach méi do kënnen uleeën.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Lauschtert no, Här Kaes!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Gemeng Tandel paakt eng Hand mat un.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Da war eng Remarque gemaach ginn; ech wëll do nach eng kleng Rectificatioun maachen. Bei deene Schoulen, déi mer frësch bauen, wéi de Kolléisch, ass et mir och bewosst, datt et extrem schwiereg ass, wa mer déi missten ëmbauen, wann d'Schüler nach deelweis dra sinn, mat all deenen Experienzen, déi mer an der Nordstad haten. Duerfir probéiere mer do eng Léisung ze fannen, wou mer dat kënne méi schnell a gréisser ugoen.

Dann, well meng Zäit ofleeft a well den Här Lux och nach gär logescherweis e puer Wuert zu senge Projete géif soen, wëll ech nach ee Wuert zur Motioun soen, wou ech selbstverständlech mengen, datt mer se aus e puer Grënn net kënnen unhuelen.

Éischtens, d'lescht Joer sinn ech hei op dëser Plaz autoriséiert ginn, fir déi Etüden, déi Planifikatiounen ze maachen, déi mer elo amgaang sinn ze maachen, vum Zweemoldräi-Ausbau. Duerfir fannen ech et ganz normal, datt ech an der Press éischtens driwwer schwätzen, well ech vun der Chamber d'Autorisatioun krut, fir d'Autorisatiounen ze maachen. An duerfir fannen ech et och normal, datt ech dëst Joer net méi driwwer schwätzen, well mer d'lescht Joer d'Autorisatioun kruten, well mer mat der Planifikatioun nach net ganz fäerdeg sinn an einfach amgaang sinn, hei eis Aarbecht ganz korrekt ze maachen.

Déi Planifikatioun leeft also ganz normal mat all deenen Etüden, déi noutwendeg sinn. Am PST wäert se d'nächst Woch virgestallt ginn. Do wäerten och all déi Prozeduren, déi noutwendeg sinn, fir se ze maachen, agehale ginn. D'Chamber kritt, wann et esou geet wéi ech mer et virstellen, souwisou nach véiermol, well mir maachen dat a véier Etappen, d'Geleeënheet, fir sech ganz am Detail driwwer auszeschwätzen a Jo oder Neen zu där Propositioun ze soen. Duerfir mengen ech, datt mer déi heite Motioun, wéi se hei ass, net kënnen unhuelen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo kritt dann den Transportminister, den Här Lux, d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll kuerz op e puer Punkten agoen, déi an der Debatt hei kommentéiert gi sinn, fir d'éischt awer dem President-Rapporteur vun der Transportkommissioun, dem Kolleeg Roland Schreiner, iwwerhaapt Merci soe fir d'Aarbecht an der Transportkommissioun.

A wann ech bei där sinn, da wëll ech direkt domadder och der Kolleegin Loschetter eng Äntwert ginn op déi Fro, ob mer dann och eng Prioriséierung hätten a wéi mer et géife fäerdeg bréngen, fir an deenen nächste Joren all déi Projeten do ze finanzéieren.

Dat ass natierlech eng berechtegt Suerg, déi ee kann hunn. Ech wëll dofir soen, dass mer och virun der grousser Vakanz an der Transportkommissioun dräimol an déi leschte Kéier an enger laanger Sëtzung en Dokument vum Ministère entgéintgeholl hunn an zur Kenntnis geholl hunn, wou op enger 60 Säiten eng genau Prioriséierung gemaach ginn ass vun alle Projeten am öffentlechen Transport, mat enger pluriannueller Finanzplanung fir déi eenzel Projeten.

Ech hat d'Gefill, dass all d'Memberen an der Kommissioun enchantéiert waren iwwert déi Diskussioun an iwwert dat, wat mer virgeluecht hunn. Dat weist, dass mer éischtens konzeptuell wëssen, wou mer hanne wëllen erauskommen, dass mer och wëssen, a wat fir engen Délaie mer eenzel Projete wëlle maachen. Mir hu schwiereg Prioriséierungen an dëser Legislaturperiod virgeholl, fir eenzel Projete virun anerer ze huelen an och ze wëssen, wéi mer d'Finanzéierung wëlle maachen.

An engem Punkt wëll ech der Madame Loschetter Recht ginn, nämlech deem, dass mer eis awer ëmmer erëm virun der Décisioun versiche laanschtzemogelen, dass mer genau wëssen, dass alles dat, wat um Dësch läit, souwuel am Stroossebau wéi am Ferroviaire, also am öffentlechen Transport, zesummen, esou schnell wéi Eenzelner dat mengen, net wäert goen, an dass mer eis a sech och heiansdo virun der Décisioun scheien, ob mer, wa mer soen „Prioritéit fir den öffentlechen Transport", dat och wierklech mengen, an net iwwerall am Land op alle Plazen niewent engem Contournement och nach eng Schinnestreck wëlle bauen, well mer ganz genau wëssen, dass niewent de Schied, der Ëmweltverträglechkeet, déi domadder verbonnen ass - dat hunn eenzel Riedner jo gesot -, einfach domat och eng finanziell Belaaschtung op de Stat an deenen nächste Joren zoukënnt, déi riseg wäert ginn, a wou mer och, wa mer iwwer aner Saache schwätzen, musse wëssen, wat dat um Niveau vun der budgetärer Planung heescht, an ob mer wierklech bereet sinn, dann och déi Décisiounen ze huelen, fir deene Mëttele gerecht ze ginn.

M. le Président.- Här Minister, d'Madame Loschetter wëllt eng Fro stellen.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Sécher, gären.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt nach eng Kéier déi Fro stellen als Prezisioun, Här Transportminister, Här Ëmweltminister: Sidd Dir dann der Meenung, datt déi gesamt Regierung, vun där Dir jo en Deel sidd, Prioritéite setzt tëschent effektiv de Mobilitéitsinfrastrukturen am Stroossebau an de Mobilitéitsinfrastrukturen am öffentlechen Transport an am Schinnebau? Dat war éischter ons Reflexioun.

Sidd Dir der Meenung, datt d'Regierung dat mécht an datt se och eng Prioritéit tëschent deenen zwee mécht? Et erfreet eis, wann Dir nach eng Kéier widderhuelt, datt effektiv eng budgetéiert - praktesch - Prioritéitslëscht an der Commission des Transports ass. Mä vu datt mir dat als e Ganzt gesinn, ass meng Fro déi: Gëtt och tëschent Stroossebau an öffentlechem Transport/Schinnebau eng Prioritéit envisagéiert um Niveau vun der Regierung?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech kann dorobber nëmmen äntwerten, an ech maachen dat och gären a Präsenz vum Bauteminister selwer, wann Der lech d'Chifferen ukuckt vun der Entwécklung vun den Avoiren an den Dépensen am Fonds des routes an deenen am Fonds du rail vun 2004 bis 2009 a se niewenteneeleet, da gesitt Der, dass mer déi Prioriséierung an der Regierung virgeholl hunn. Well déi weisen nämlech ganz kloer, dass bis 2004 an nach 2005 de Fonds des routes ëmmer méi Mëttelen hat wéi de Fonds du rail an dass à partir vum Budget 2005 a virun allem 2006 an nach méi wéi jee am nächste Budget 2009 de Fonds du rail ganz däitlech méi Moyenen zur Verfügung huet.

Am Ufank vun der Legislaturperiod hat de Fonds du rail eppes 210 Milliounen Euro, fir Dépensen ze tätegen. Dat waren der an dësem Joer 408 Milliounen, an et si proposéiert fir d'nächst Joer 458 Milliounen. Ech mengen, dat weist ganz däitlech, dass haut déi Moyenë vum Fonds du rail wäitaus méi grouss si wéi déi vum Fonds des routes, wat einfach weist, dass mer - an d'Chiffere sinn do, fir dat ze beleeën - déi Prioriséierung innerhalb vun der Regierung virgeholl hunn.

Ech mengen, dass an der Essenz déi Kritik do eng ass, déi mer solle mathuelen, fir eis domadder ze beschäftegen. Wa mer den nächsten Dënschdeg an deene véier Kommissiounen hei an der Chamber de Plan sectoriel «Transports» an de Plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» wäerte virstellen, da kënnt jo duerno och nach eng Prozedur, déi SUP genannt gëtt, an dat heescht, dass eng strategesch Ëmweltverträglechkeetsprüfung gemaach gëtt, déi also horizontal iwwergehend iwwert déi eenzel Projete soll kucken, awéiwäit dass dat, wat mer hei virleeën, mat deene groussen iwwergeuerdneten Engagementer, déi dëst Land hëlt, och kompatibel ass.

Erméiglecht also dat, wat mer virleeën, en „modal split" vu 25/75?

Erméiglecht dat, déi Klimaschutzziler ze erreechen, déi mer eng Kéier ënnerschriwwen hunn, oder déi Ziler, déi Dir zu Recht genannt hutt am Zesummenhang mat dem Anhale vun den Direktiven, wat d'Loftpollutioun ubelaangt, déi eis hei an der Stad, mä net nëmmen hei an der Stad, grouss Suerge maachen?

Dat sinn also déi Froen, déi an där Ëmweltverträglechkeetsevaluéierung do musse beäntwert ginn, an duerno kënnt all eenzelne Projet, souwuel Schinneprojet wéi Stroosseprojet, och nach eng Kéier an déi sougenannte 9711, déi jo gutt bekannt ass, déi och nach eng Kéier wäert déi Analys, ënner anerem och vun Nullvarianten, maachen, wou nach eng Kéier ze kucken ass, ob mer dann do an déi richteg Richtung ginn. Mä ech mengen, dass mer an der Prioriséierung an an der Finanzplanung richteg leien.

Ech soen lech just, de Fonds du rail gesäit am Moment an der pluriannueller Finanzplanung am Joer 2012 iwwer 600 Milliounen Investitioune vir. Et muss een dann also och wëssen, wat ee wëllt, an heibannen hunn ech der nëmmen héieren, déi gesot hunn, dass se déi Prioriséierung wëllen. Et muss een och wëssen, wat dat dann heescht, wann ee muer haart Décisioune muss huelen, fir derfir ze suergen, dass dat budgetär och klappt.

Zu e puer méi prezise Punkte wëll ech just soen, dem Kolleeg Schaaf, dass bei de Park & Ride ech dat effektiv fir eng wichteg Politik virun allem och am Norden halen, mä net nëmmen do, fir derfir ze suergen, dass jiddfer Usager muer kann den Auto an den öffentlechen Transport intelligent matenee kombinéieren.

Ech halen näischt vun der Diskussioun, dass et ëmmer heescht, entweder Auto

oder öffentlechen Transport. Ech mengen, dass ee Méiglechkeete soll schafen, wou een och mam Auto bis bei seng Gare, wann déi néideg Parkméiglechkeeten do sinn, ka fueren.

Duerfir hu mer bis Enn vun dësem Joer e Gesamtkonzept virleien, wat am Moment an der Ausaarbechtung ass, fir ze kucken, wéi mer déi Park & Ride-Systemer kënne weiderféieren, niewent der Décisioun, déi Dir genannt hutt, déi wichteg war, fir ze décidéieren, dass d'Gemenge just nach 20% bäileeën amplaz 50%, wéi et nach virun zwee Joer war, wat sécherlech wäert erlaben a schonn amgaang ass ze erlaben, fir eenzel Projeten, virun allem och am Norden, kënne weiderzedreiwen.

Da kënnt ëmmer déi Fro am Norden. Ech wëll just iwwert déi Nordstreck kuerz eppes soen. Niewent deenen Investitiounen aus deene leschte Joren, vun 2001 un, waren déi scho relativ substanziell. Ech mengen, dass een déi och soll weiderféieren. Ech deelen och deen Aussproch, deen de Kolleeg Kaes elo zum Schluss gesot huet, fir ze mengen, dass et e falscht Signal wär an dësen Zäiten, fir eng Streck tëschent Ettelbréck an Dikrech ze abrogéieren an ofzebauen. Ech mengen, dass et éischter am Moment dorëm geet, ze investéieren an de Rail, amplaz de Rail ofzebauen. Ob dat a senger Fraktioun vu jiddferengem esou gesi gëtt, ass emol eng aner Saach, mä ech mengen, et wier wichteg, dass mer déi Diskussioun emol eng Kéier entweder an der Transportkommissioun oder doriwwer eraus hei solle féieren, wat mer op deem Gebitt wëlle maachen.

Mir hate jo e puer Réunioune gehat mat den Deputéierten iwwert déi Fro vun der Duebelgleisegkeet vun der Nordstreck, déi jo vun enger Rei vun Deputéierten aus dem Norden ëmmer erëm virbruecht gëtt an haut nach eng Kéier ugeschwat ginn ass. Ech hunn dem Här Schank dat an e puer Questions parlementaires an Entrevuen, déi mer haten, och scho gesot: Ech hunn der Eisebunn den Optrag ginn, fir emol eng Kéier e sommairen Devis ze maachen, wat eng Duebelgleisegkeet bis douewen an den Norde géif kaschten.

Ech wëll de Chiffer och haut soen. E läit haut fir eng Duebelgleisegkeet vun der Nordstreck an engem sommairen Devis bei 1,1 Milliard Euro. Ech soen domadder net, dass d'Berechtegung vum Dësch soll sinn, wann een dee Chiffer héiert. Mä ech wëll nach eng Kéier op Folgendes zréckkommen: Wann ech alles dat huelen, wat mer um Niveau vun dem „Mobil 2020" - konform a kompatibel mat deem, wat mer am IVL zréckbehalen hunn - an deenen nächste Jore wëlle maachen, da muss ee wëssen, wat dat um Niveau vun de finanzielle Contrainten an der finanzieller Finanzplanung, déi mer maachen, bedeit. Dat ass mäin eenzege Propos.

Ech si gäre bereet, dass de Fonds du rail muer pro Joer net nëmme 600 Millioune soll hunn, mä wéinst menger och nach eng Milliard Euro d'Joer soll hunn, mä ech mengen, et muss ee wëssen - dat ass deen eenzege Message, deen ech jiddferengem wëll ginn -, wat dat heescht.

Beim Här Etgen muss ech éierlech soen, hunn ech net richteg verstanen, wat d'Demissioun vun zwee Memberen aus dem Conseil supérieur vum Développement durable mat mir ze dinn huet. Dat ass mer schleierhaft.

Ech wëll just soen, Här Etgen, fir dass keng Legendebildung soll entstoen, dass deen ee Member demissionéiert huet, well e keng Zäit huet, fir un deenen Aarbechten deelzehuelen, an dass den Här Jean-Claude Reding, deen hutt Dir jo gemengt, demissionéiert huet aus Ursaachen, déi mat menger Politik awer nu wierklech guer näischt ze dinn hunn. Deen huet sech Gedanke gemaach, awéiwäit de Conseil supérieur du développement durable niewent engem Wirtschafts- a Sozialrot an niewent villen anere Gremien iwwerhaapt eng Berechtegung kënnt hunn.

Dat ass eng Diskussioun, déi kënne mer féieren, mä d'Asetze vum Conseil supérieur vum Développement durable ass e Gesetz. Et ass d'Ëmsetzung vun engem Gesetz, et ass also net iergendeen, deen eng Kéier moies op d'Iddi komm ass, fir dat ze maachen. Duerfir hu mer eis domadder auserneenzesetzen. Mä dat huet awer wéi gesot mat deem, wat d'Politik vun dëser Regierung ass, näischt ze dinn.

An eng zweet Bemierkung, déi Dir gemaach hutt, wëll ech awer da ganz schäerfstens zréckweisen. Dat maachen ech elo sachant bien, dass am Sall am Moment sech ee vun deene Fonctionnairë befënnt, deen dofir d'Haaptresponsabilitéit dréit.

Ech muss soen, et ass net richteg, wa gesot gëtt, dass et Betriber gëtt, déi dobausse bal missten zoumaachen a Leit missten entloossen, well se um Niveau vum Environnement, an et ka sech jo dann nëmmen ëm de Kommodo handelen innerhalb vun der Ëmweltverwaltung, ze vill laang misste waarden. Dat ass net richteg!

Ech wëll hei soen, dass an deem Service wéi an der Legislaturperiod virdrun eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt, dass ganz schnell geschafft gëtt.

Ech wëll Iech pour preuve just soen, dass ech virun e puer Méint déi dräi Patronatsorganisatioune selwer gefrot hunn, ob de Besoin bei hinne géif bestoen, fir bei mech laanschtzekommen, fir doriwwer ze diskutéieren, wéi et mat de Genehmegungsprozedure wär, an allen dräi, ouni Ausnahm, hu gesot, esou eng Entrevue mam Minister wär net néideg, well si hätten eng ganz gutt Relatioun mat der Ëmweltverwaltung, si géife ganz gutt virukommen an deenen Dossieren.

Duerfir mengen ech, loosse mer awer net soen, dass Betriber bal missten zoumaachen oder Leit missten entloossen. Dat ass net richteg, well sech do d'Méi gemaach gëtt, fir dat op eng ganz gutt Aart a Weis ze maachen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här Minister, ech hat vu Ponts-et-Chaussées-Projete geschwat an der Autorisatioun vum Ëmweltminister, wat den Naturschutz ubelaangt.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Et deet mer leed, da kënnt Dir awer esou eppes net soen. Wann et ëm Naturschutz a Stroosse geet, da kann et jo awer wuel kaum domat ze dinn hunn, dass Betriber hir Diere missten zoumaachen um Niveau vun Naturschutzautorisatioune fir Ponts et Chaussées. Also de deux choses l'une: Entweder huet et mat Betriber ze dinn, da kann et nëmme mam Kommodo ze dinn hunn, oder et huet mat Naturschutzautorisatiounen ze dinn. Zu deene wäert ech och nach kommen am Zesummenhang mat där Bemierkung, déi den Här Kaes gemaach huet.

Mä an der Ëmweltverwaltung ass, och an der leschter Legislaturperiod - dat soen ech ënnert deem strenge Bléck vu mengem Virgänger -, e groussen Effort gemaach ginn, am Beräich vum Kommodo, fir virunzekommen, an deen Effort ass mat därselwechter Inbrunst an deene leschte Jore weidergedriwwe ginn. An d'Betriber an deenen eenzelne Chambere si ganz zefridden iwwert déi Aart a Weis, wéi dat fonctionnéiert.

Da wëll ech zum Schluss kommen. Ech hu gesot bei der Loftqualitéit, dass dat eng Suerg ass, déi ee sech wierklech muss maachen, fir ze kucken, dass mer déi Direktiven anhalen. Iwwregens gëtt an de Bréisseler Gefilden un enger Verschäerfung vun deenen eenzelnen Direktive geschafft. Dat heescht, mir denken net nëmmen un dee Stand, wou mer haut sinn, mä et gëtt och nach geduecht, doriwwer eraus ze goen.

Ech wëll eng lescht Bemierkung maachen zu deem, wat den Här Kaes gesot huet an der Fro, ob et net emol gutt wär, wann den Transportminister sech eng Kéier géif Zäit huelen, fir mam Ëmweltminister ze schwätzen, fir dass mer an eenzelne Saache weiderkommen. Do sinn ech bei den Naturschutzautorisatiounen, déi den Här Etgen dann anscheinend awer gemengt huet.

Ech wëll just soen, ech sinn an der Diskussioun mat ville Kommunalpolitiker, Buergermeeschteren a Schäffen- a Gemengeréit. Ech hunn der jo vill vun Iech Dag fir Dag - dohannen, do grinst och een, well dat nach haut de Fall war - um Tëlefon, fir doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll just eng prinzipiell Bemierkung dozou maachen. Mir läit et och um Häerz an heiansdo um Mo, wann eenzel Dossieren an der Zäit verschleeft ginn, wann et net ëm de Fong geet, mä wann een d'Gefill huet, dass et einfach un der Form hänke bleift a wéinst deenen néidegen Avisen an esou virun net virugeet. Duerfir ploen ech mech vill, fir ze kucken, dass mer schnell Décisiounen huelen.

Mä ech wëll awer och eppes dobäi soen: Den Ëmweltminister - ech weess net, ob dat ëmmer esou war, mä jiddefalls stellen ech dat bei mir fest: Ech sinn en effikassen Ëmweltminister, dee jiddfereen zefridde stellt, wann ech ëmmer schnell Jo soen. Nee soen ass anscheinend um Niveau vum Naturschutzgesetz, also um Niveau vun der Konventioun vu Florenz, net erlaabt. Et ass een ëmmer dann als Ëmweltminister beléift, wann een direkt, comme une lettre à la poste, méindes erakomm, dënschdes gekuckt a mëttwochs décidéiert, awer net egal wat décidéiert, mä ëmmer Jo seet.

Duerfir soen ech, en Ëmweltminister ass och do fir en Naturschutzgesetz, wat hei am Januar 2004 gestëmmt ginn ass, an eng Florenzer Konventioun iwwer Landschaftsschutz, déi hei mat 60 Stëmmen à l'unanimité gestëmmt ginn ass, eescht ze huelen an och heiansdo Neen ze soen. Nee soen, dat ass awer net gär gesinn.

An de Gemengeréit, Dir hutt dee vun Ëlwen genannt, do leien negativ Avisë vir, a well se negativ sinn, sinn d'Leit direkt onzefridden. Ech soen Iech, dass den Ëmweltminister dofir do ass, an dat ass seng Aufgab, och bei deenen zwee CRen, déi Dir gemengt hutt, wou ech mer Zäit geholl hunn, fir se selwer op d'Plaz kucken ze goen, esou wéi den Här Wiseler dat och gemaach huet, do wäerte mer zu enger Eenegung kommen. Mä mir hunn en Naturschutzgesetz a mir hunn eng Florenzer Konventioun, fir se eescht ze huelen.

Den Ëmweltminister ass dofir do, fir se eescht ze huelen, an net ëmmer comme une lettre à la poste, wa méiglech, Jo an Amen ze soen, mä och heiansdo eng Décisioun ze huelen, déi Neen ass. Dann ass natierlech keen zefridde mat him, an da gëtt gesot, hien ass net effikass. Neen, dann huet hie seng Aufgab gemaach, well d'Beem an d'Hecken an d'Biotopen, déi kënnen net an d'Entrevue kommen, fir sech bei eis opzereegen, wa se verschwannen, mä dofir ass en Ëmweltminister do.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wëll just soen, datt een dat, wat den Här Etgen gesot huet, iwwerpréiwe muss. Et muss ee kucken, ëm wat fir eng Projeten et geet, an da kann ee jo opgrond vun de Fakte festleeën, ob do Retarde sinn, déi d'Ponts et Chaussées an hiren Aarbechte genéieren, oder net.

Mä wat ech awer och prinzipiell wëll festhalen, dat ass, datt - ech hu jo och e bëssen Experienz an deem Domän, an den Ëmweltminister huet et elo grad ugeschwat -, wann d'Forstverwaltung an eng aner Verwaltung musse mateneen zesummeschaffen, wéi dat zum Beispill bei den Autorisations de construction en zone verte de Fall ass, dann hu mer awer Schwieregkeeten, an déi Schwieregkeete misste mer eng Kéier behiewen.

Ech wëll net soen, datt et ganz einfach ass - soss bräicht ech d'Remarque net ze maachen, ech hat selwer eng Responsabilitéit -, mä an dësem Stat ass et wierklech schwéier, fir zwou Verwaltunge mateneen un d'Schaffen ze kréien. Meng Partei ass och net der Meenung, datt een all Kéiers muss Jo soen, wann eng Demande kënnt, mä et muss een awer kënnen eng Äntwert ginn, positiv oder negativ, an den Délaien. Do hu mer awer effektiv nach e Problem.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Bettel huet d'Wuert nach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hat eng Fro gestallt, wéi et wier mat den Accèsen, mam Verkéier fir de Suessemer Prisong. Ech hunn awer keng Äntwert vun de Ministere kritt.

M. le Président.- Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dir kritt selbstverständlech ganz gär eng Äntwert, obwuel déi Äntwerte schonn deelweis an deene Projete leien, déi haut um Ordre du jour stinn. An zwar hu mer drop gehalen, fir datt Der haut och géift dee Projet kréien, wou mer d'Voirie zu Suessem virum Prisong esou maachen, datt den Accès kann esou gestalt ginn, éischtens, datt e gutt a schnell geet, zweetens, datt en net duerch d'Lokalitéite féiert, an drëttens, datt mer verschidde Stroossen an de Lokalitéite souguer kënnen als Riverains-Stroosse maachen, fir de Verkéier ze berouegen. Och dat ass an Äre Projeten, déi Dir haut hutt.

Dir hutt och den Échangeur Gadderscheier an Äre Projeten, dee frëschgemaach gëtt. Dat ass deen Échangeur vun deene Stroossen, déi op den Autobunnsréseau féieren. Dee gëtt frëschgemaach, fir e méi fluid, méi flexibel ze maachen a fir d'Entrée op d'Autobunn dann och uerdentlech a korrekt ze gestalten.

Mir hunn natierlech op eisem Stroosseréseau zu där enger oder anerer Zäit ëmmer Schwieregkeeten. Mir hunn och verschiddentlech Schwieregkeete beim Iergaart, vu Schraasseg aus. Mir probéieren déi Schwieregkeete mat deene Moyenen, déi mer hunn, an de Gréff ze kréien a mir maachen déi dote Stroosseprojeten esou wéi mer se am beschte Fall kënne maachen, fir den Accès op deen neie Site hei ze garantéieren, mat eben och enger ganzer Rei Investissementer, déi um Programm stinn an déi Dir hoffentlech haut wäert autoriséieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu de Motiounen, déi am Zesummenhang mat der Debatt an an der Debatt déposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun huet den Här Clement déposéiert. Et ass eng Motioun iwwert de prinzipiellen Accord vun der Chamber zu de Projeten, déi de Bauteminister an der Commission des Travaux publics vum 22. September 2008 presentéiert huet.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Wien d'accord ass, stëmmt mat Jo.

D'Motioun 1 ass mat 52 Jo-Stëmmen ugeholl, bei 7 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner (par Mme Anne Brasseur);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Motion 2

Mir kommen dann zur zweeter Motioun vum Här Roland Schreiner. D'Motioun iwwert de prinzipiellen Accord vun der Chamber zu de Projeten, déi vum Transportminister an der Commission des Transports vum 24. September presentéiert goufen.

Kënne mer hei par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da bieden ech ëm Handzeechen. Merci.

Vote

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech? Keen.

D'Motioun 2 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 3

Mir kommen zur drëtter Motioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Stoppe vun der Erweiderung op dräi Spure vun den Autobunnen A3 an A6.

Ass de Vote électronique gefrot? Ech ginn dovun aus.

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Marc Angel;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

Mmes Anne Brasseur et Colette Flesch;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 5818 iwwert d'Gestion des déchets de l'industrie extractive. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, wann ech gelift.

4. 5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5818 setzt d'EU-Direktiv 2006/21/CE an nationaalt Recht ëm. Heibäi geet et ëm d'Gestioun vun den Offäll vu Mineralien, also Material, wat aus dem Buedem eraus gewënnbréngend weiderverschafft ka ginn.

Mir kennen dat vu fréier, vun eiser Minette an och vum Schiefer, wou a Galerien an an oppener Bauweis dës Mineralien ofgebaut gi sinn an zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen hunn. Zu der Ëmsetzung vun der Direktiv zielt och d'Exploitatioun vu Steebréch, oder wann Der wëllt Steecarrièren. Zesummegefaasst gëtt dat am Fachjargon vun der Direktiv d'Gestioun vun den Offäll vun der Industrie extractive genannt.

De Secteur minier produzéiert an Europa 400 Milliounen Tonnen Offall pro Joer. Dat sinn 20% vum Offall, deen a ganz Europa produzéiert gëtt an ass vum Volume hier déi gréisste Kategorie vun Offäll. Ënner Déchets miniers geet an der Direktiv och Rieds vum Ofbau vun der Kuel, an zum Beispill, bei offener Bauweis, och vum Ofbau vum Buedem, deen iwwert deene Kueleschichte läit. Dëse Buedem muss duerno fachgerecht an ëmweltschounend traitéiert ginn.

Et huet sech gewisen, dass d'Lagerung vun dësen Offäll oft problematesch ass, sief et, well se net fachgerecht duerchgefouert gouf, oder well se gëfteg Substanzen enthale wéi Schwéiermetaller, Zyankali an esou weider. Dat ka fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Ëmwelt ganz geféierlech sinn. Dës Materialie kënne sech zu gëftege Substanze cumuléieren an acide an toxesch Stoffer an de Buedem an an d'Waasser ofleeden.

An der Vergaangenheet gouf et grouss Katastrophen, wou gëfteg Substanzen an d'Waasser gefloss sinn, déi e Fëschstierwen ausgeléist hunn a wou ganz Ökosystemer zerstéiert gi sinn. Déchets miniers stinn à l'origine vu groussen Ëmweltkatastrophen, wou d'Duerchbrieche vu Minièresbasengen dozou gefouert huet, dass gëfteg toxesch Substanzen an d'Baache gelaf sinn oder d'Grondwaasser verschmotzt hunn.

Här President, dës EU-Direktiv féiert Mindeststandarden an, déi bei der Gestioun vun esou Offäll mussen agehale ginn, fir dass esou Accidenter net méi geschéien an de Buedem an d'Waasser viru schwéiere Contaminatioune geschützt ginn.

Wichteg ass dobäi virun allem, dass dësen Offall esou gelagert gëtt, dass och laangfristeg d'Stabilitéit a gegebenenfalls d'Ofdichtung vun den Deponië geséchert ass. D'Direktiv dréit deemno de Sécherheetskritäre Rechnung no der reviséierter Direktiv vu Seveso 2 am Sënn vun der Maîtrise vu schwéieren Accidenter.

Et ass eng ganz ëmfaassend EU-Direktiv, déi sech souwuel mat der Planifikatioun vun den Anlage beschäftegt wéi och mat de Genehmegungsprozeduren a mat der Exploitatioun, entspriechend Finanzgarantien afuerdert, mä och festleet, wat no der Schléissung vun engem Site geschitt a wéi de Suivi op d'laang Weil gemaach gëtt.

Här President, wat bedeit dës Direktiv elo fir Lëtzebuerg? D'EU-Direktiv differenzéiert natierlech jee nodeem, wat ofgebaut gëtt a wat fir Substanzen dobäi als Offall gelagert musse ginn. Duerfir betrëfft se Lëtzebuerg nëmmen zum Deel, och wa mer d'Direktiv natierlech komplett an nationaalt Recht ëmsetze mussen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng Anlag, déi problematesch Offäll vun der Kategorie A géif produzéieren, wéi se an der Annex 3 vum Gesetz festgehalen ass. Et ass och net virgesinn, dass mer esou eng Anlag op Lëtzebuerg kréien. Dat, wat zu Lëtzebuerg ofgebaut gëtt, produzéiert also keng geféierlech Offäll. Esou entsti bei der Exploitatioun vu Carrièren zu Lëtzebuerg just Déchets inertes wéi Steng, Kisel, Muselwaken an esou weider. Also Material, wat keng problematesch Substanzen enthält.

Mir hunn de Moment 16 Steecarrièren zu Lëtzebuerg an Exploitatioun, dovunner 14 offe Carrièren zu Gilsdref, Konstem, Léiler, Äischen, Kielen, Briddel, Ernzen, Recken bei Miersch, Moesdorf, Altwis, Sennengerbierg, Folschette, Binsfeld a Saassel. Zu Rëmerschen a Bech-Klengmaacher hu mir dann zwou Gravièrë bei der Musel.

Här President, zoustänneg fir d'Planifikatioun, d'Autorisatioun an d'Exploitatioun sinn den Ëmweltminister an den Aarbechtsminister opgrond vu Propositioune vun der Ëmweltverwaltung, der Waasserwirtschaftsverwaltung an der Inspection du Travail et des Mines am Kader vun engem entspriechende Comité.

D'Inspection du Travail et des Mines chargéiert och virun der Mise en exploitation vun enger Anlag en agréémierte Büro fir preventiv e Plan d'urgence am Fall vun Accidenter opzestellen. Bei allen Anlage muss den Exploitant eng Sécherheetsstrategie opstellen an e Sécherheetsresponsabelen designéieren, deem seng Missioun et ass, eng Preventiounsstrategie géint schwéier Accidenter opzestellen, a virun allem dës och duerno nach ze iwwerwaachen. Dëse ganze Sécherheetssystem muss ëmmer op Basis vun de sougenannte Meilleurs techniques possibles opgestallt ginn.

Den Ëmweltminister verlaangt ausserdeem vum Exploitant virun der Mise en service den Dépôt vun enger entspriechender Finanzgarantie. De Plan de gestion gëtt an deem Sënn och all fënnef Joer nogekuckt a wann néideg ugepasst.

Bei Sécherheets- an Ëmweltproblemer muss den Exploitant innerhalb vun 48 Stonnen déi uewe genannten zoustänneg Verwaltungen informéieren. D'Schléissung vun engem Site an de weidere Suivi vun enger Anlag ginn no genau definéierte Prozedure vun deeneselwechten zoustännege Ministeren a Verwaltungen autoriséiert a kontrolléiert.

Am Süde vum Land beim fréieren Ofbau vum Minette muss genau gekuckt ginn, dass déi Galerien, déi scho säit ville Joren zou sinn, ofgeséchert sinn a korrekt zougemaach gi sinn. Des Weidere muss och kontrolléiert ginn, dass Galerien, déi agefall sinn, esou ofgeséchert sinn, dass do näischt ka passéieren a kee Mënsch do kann drafalen.

Ech ka mech aus menger Jugend erënneren, dass mer als Kanner zu Keel um Kalebierg oft do gespillt hunn, wou fréier Galerien ënnert dem Buedem waren an duerno agefall sinn. Dat war net ëmmer esou ongefeierlech, mä där Gefor ware mer eis als Kanner net bewosst, wann eis Elteren dowéinst a Suerg waren. Op dëser Plaz ass hautdësdags alles zougewuess an e schéint Naturschutzreservat entstanen, an domat ass hei kee Problem méi, ëm deen et an dësem Projet de loi geet.

Fir Anlagen awer, déi méi spéit eréischt a méi rezent eréischt zougemaach gi sinn, ass elo am Gesetz virgesinn, e sougenannten Altlastenverdachtskadaster opzestellen, dee bis den 1. Mee 2012 muss fäerdeg sinn. Deen Inventär vun den zougemaachten Anlage muss deemno bis den 1. Mee 2012 vun der Ëmweltverwaltung opgestallt an duerno och dem Public zur Verfügung gestallt ginn, ganz am Sënn vun der Århus-Konventioun, vun där mir hei schonn oft bei Ëmweltgesetzer geschwat hunn, fir d'Ëmweltpolitik méi transparent a méi participativ fir de Public ze maachen.

Hei sief och bemierkt, dass d'Ëmweltorganisatioune Klorecht hunn a viru Geriicht kënnen zéien, wann am Kader vun dësem Gesetz si et fir néideg fannen, aktiv ze ginn.

Här President, den Ëmweltminister huet de Projet de loi den 12. Dezember 2007 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet säin Avis de 4. Mäerz 2008 ofginn. D'Ëmweltkommissioun huet sech den 29. Mee 2008 déi éischte Kéier mam Projet de loi a mat den Avisen auserneegesat. An der Réunioun vum 12. Juni 2008 huet d'Ëmweltkommissioun eng Rei Amendementer proposéiert, déi de Remarquë vum Statsrot Rechnung droen. Den Avis complémentaire vum Statsrot dréit den Datum vum 1. Juli 2008. Den 9. Juli huet d'Ëmweltkommissioun den Avis complémentaire analyséiert an den 18. September de Rapport ugeholl.

D'Remarquen an de verschiddenen Avisen hu sech op d'Form vun der Ëmsetzung vun der Direktiv beschränkt. De Statsrot huet a senge Considérations générales drun erënnert, dass am Ufank virgesi war, d'Direktiv iwwer e Règlement grand-ducal ëmzesetzen, dass d'Regierung duerno awer opgrond vu sengem Avis décidéiert huet, en eegestännegt Gesetz ze maachen, fir eng korrekt Ëmsetzung vun der EU-Direktiv ze garantéieren, déi mat de Prinzipië vun eiser Verfassung konform ass.

Doriwwer eraus huet de Statsrot eng Rei vu Remarquë gemaach, wou e virun allem bei bestëmmte Formuléierungen zu méi enger grousser Prezisioun réit. D'Ëmweltkommissioun huet deem a ville Punkte Rechnung gedroen, huet awer och e puer Formuléierunge bäibehalen, déi tel quel an der Direktiv stinn a wou mer eng méiglech genau Ëmsetzung wollte garantéieren.

De Statsrot huet dës Amendementer och guttgeheescht, esou dass mer d'Chamber bieden, dësem Projet de loi zouzestëmmen. Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, ech kënnt elo einfach den Accord vu menger Fraktioun ginn, mä ech wollt awer am Kader vun den Décheten e puer Froe stellen.

Fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur Roger Negri fir säi mëndlechen a schréftlecht Rapport Merci soen. Wéi hie gesot huet, geet et hei ëm d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Gestioun vun Décheten aus der extraktiver Industrie.

Vläicht sollt een drop agoen, dass dëse Gesetzesprojet och ënnerstëtze soll, dass mer déi negativ Effeten op eis Ëmwelt reduzéiere sollten, am beschte Fall iwwerhaapt keng opkomme loossen. Am Spezielle solle mer eis Liewensressourcë Buedem, Waasser a Loft, d'Fauna an och nach d'Flora respektéieren an net zerstéieren, an doriwwer eraus och eis Kulturlandschaften erhalen an d'Gesondheetsrisike fir de Mënsch reduzéieren.

Op Lëtzebuerg iwwerdroen ass et ganz einfach: Et geet hei iwwert d'Prospektioun iwwert d'Extraktioun, d'Behandlung an d'Oflagerung vun den Décheten aus de Carrièren.

E Punkt, dee mir hei interessant schéngt, ass de Plan de gestion; dat heescht wéi d'Décheten am Kontext vun der nohalteger Entwécklung ofgelagert musse ginn. Et geet einfach drëm, d'Mass vun den Déchete kleng ze halen. Doriwwer eraus mussen d'Exploitanten awer och hir Décheten oflageren, recycléieren oder souguer enger besserer Verwäertung zouféieren.

E klengt Beispill a eng Fro un de Minister. Mir sinn bei Beetebuerg, Helleng an Diddeleng amgaangen, eng grouss Deponie opzebauen, eng Décharge fir inerte Décheten. Meng Fro: Wat geschitt mat der Décharge, wa se eng Kéier voll gefëllt ass? Gëtt et e Biotop oder gëtt si fir aner Zwecker verwennt?

E weidert Beispill: D'Trous d'excavation, déi mer erëm eng Kéier kënnen opfëllen. Do soll awer déi ursprünglech Topographie hiergestallt ginn. Ech kéint mer virstellen, dass een dorauser e Biotop mécht, ënnert der Viraussetzung, dass kee Grondwaasser belaascht gëtt.

An deem Zesummenhang eng weider Fro un de Minister: Mir hunn dat begrachent Material aus dem Tunnel „Gousselerbierg" a „Grouft" no dem Südportal vum „Gousseler Tunnel" ofgelagert an dës nei Déchargë si schonn deelweis begréngt. Kéint ee sech virstellen, wann déi mat enger extensiver Bewirtschaftung ausgeféiert kéinte ginn, ob een dann op eng deelweis Kompensatioun vun der Nordstrooss am Dall verzichte kéint?

Dann eng lescht Fro un de Minister: D'Stad Freising bei München huet aus inerten Décheten eng Lärmschutzwand vun 1,3 Kilometer erriicht, fir hir Stad virum Kaméidi vun der Autobunn ze schützen. Si hunn doriwwer eraus nach dës Décharge mat Fotovoltaikzelle besteckt a produzéieren och nach grénge Stroum doraus.

Dat sinn e puer Ureegungen. Well den Här Roger Negri a sengen Ausféierunge scho komplett war, wëll ech näischt méi bäiflécken.

Dofir géif ech och da vun der CSV den Accord bréngen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Elo kritt den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Ech hu vläicht eng kleng Bemierkung zu sengem mëndleche Rapport. Hien huet do gesot, datt den Altlastenkadaster nach net fäerdeg wär. Ech hunn awer gemengt ze wëssen, datt do schonn eng Rei Aarbechte gemaach si respektiv datt awer do och schonn eppes ofgeschloss ass. Mä doriwwer kann eis vläicht herno den Ëmweltminister weider Opschloss ginn.

Wat positiv bei dësem Text ze bemierken ass, ass, datt et eng Direktiv ass, déi mer emol eng Kéier praktesch am Délai op e puer Deeg hin ëmgesat hunn. Inhaltlech ass och näischt ze bemängelen. De Rapporteur ass am Detail dorop agaangen. Déi Texter, déi am Sënn vum Ëmweltschutz sinn, ginn natierlech wéi esou oft hei zu Lëtzebuerg ëmgesat duerch Virgaben, déi vu Bréissel kommen, ier se de Wee op Lëtzebuerg fannen.

Wann ech inhaltlech och keng Bemierkungen ze maachen hunn, stellen ech mer awer e puer Froen zur Form vun der Ëmsetzung vun der Direktiv, well et ass wierklech schwéier, nach den Iwwerbléck ze behale bei där ganzer Législatioun. Ech muss soen, datt ech, bedéngt duerch meng berufflech Vergaangenheet, awer e bëssen Experienz hunn, fir esou Texter ze liesen. Bei dësem Text hei hunn ech nom éischten Artikel schonn d'Saach opginn, well do gëtt da gesot, wat alles exclu wier respektiv datt et complémentaire wier zum Gesetz vun den Décheten, zum Gesetz vum Kommodo, zum Gesetz vun der Mise en décharge an esou weider.

Et ass also eng Matière, déi wierklech esou komplex gëtt, wou beschtefalls nach e puer Experte sech kënnen dran erëmfannen. Derbäi kënnt dann och nach, datt den Text eng Hällewull vu Prozedure virgesäit, deelweis Iwwerlappunge mat aneren Dispositiounen. Hei ka schonn e gewëssenen Duercherneen entstoen.

De Risiko ass dann awer am Endeffekt, datt den Ëmweltschutz dobäi ze kuerz kënnt, well ebe kee méi den Iwwerbléck huet an och net méi kann déi ganz Prozedure suivéieren. Och wa Lëtzebuerg nëmmen zum Deel betraff ass, sinn et awer eng Rei Betriber, déi dovunner betraff sinn an déi am Endeffekt och kéinten doduerjer negativ betraff sinn.

Eng aner Fro, déi ee sech muss stellen, ass déi, ob dann och d'Ëmweltverwaltung, déi mat der Exekutioun vun dësem Gesetz beoptragt ass, outilléiert ass fir dat ze maachen. Mir wësse schonn, datt et an der Ëmweltverwaltung knapp mam Personal ass, datt se do ganz vill Aarbecht hu mat villen aneren Dossieren an datt also do an Zukunft nach méi Man- oder Womanpower gebraucht gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

De Moment ass et op alle Fall esou, datt ee sech muss erwaarden, datt nieft den Dossieren, déi se schonn hunn, nach nei Dossiere kommen an een net onbedéngt kann dovunner ausgoen, datt duerfir déi Dossiere méi schnell kënnen traitéiert ginn. Duerfir och vläicht en Opruff un d'Regierung, fir och drun ze denken, fir hei dann och eben déi néideg Personalbesoinen virauszegesinn, well jo besonnesch am Ëmweltberäich ganz vill Aarbecht eben entsteet, well ëmmer erëm nei Direktiven op eis zoukommen, déi mer mussen ëmsetze mat deene wéinege Leit, wou déi aner Länner ganz oft vill méi Personal hunn, fir genau déiselwecht Saachen ëmzesetzen.

Dat gesot, wäerte mer awer natierlech deen Text hei stëmmen, well en am Sënn vum Ëmweltschutz ass. Ech wollt awer trotzdeem déi puer Bemierkunge maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Da kritt den Här Gira d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur villmools Merci soe fir seng ausféierlech Berichter, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen. A well déi Berichter esou ausféierlech waren, bleift mir soss näischt ze soen, wéi dass déi Gréng selbstverständlech fir dee Projet och wäerte stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Mehlen huet d'Wuert nach als leschte Riedner gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Och mir si mat dësem Projet d'accord. Et muss ee bedaueren, datt mer déi Gesetzgebung net méi fréi haten. Mir hunn zwar gutt Gesetzgebungen am Ëmweltschutz, an trotzdeem, wann ee gesäit, wat mer hei un Extraktioun hunn. Et ass geschwat gi vun deene Steebréch. Dat ass Matière inerte, déi eigentlech d'Ëmwelt net bedreet. Hei ass geschwat gi vun der Instabilitéit vum Terrain. Mir kennen dat och doënnen am Waasserbëlleger Kallekwierk, dat deelweis uewen agebrach ass a wou souguer d'Leit, déi do mat Maschinne geschafft hunn, a Gefor gerode sinn.

Här President, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier eise Mépris auszedrécken iwwert d'Aart a Weis wéi am Fall vun der Arcelor verfuer ginn ass. Well do geet et ëm Matièren, déi aus dem Buedem geholl gi sinn, déi weiderverschafft gi sinn, déi deelweis deponéiert gi sinn.

Ech hat am August 2007 eng Questioun parlementaire gestallt, déi ausféierlech beäntwert ginn ass, wou een da gesäit, datt, nodeem datt den Exploitant en Terrain op eng onméiglech Aart a Weis verseucht huet, hien e fir d'éischt an eng Agora eragëtt - et ass net ëmmer ganz einfach fir en Aussestehenden, fir dat Ganzt ze verstoen -; 109 Hektar fir ronn 20,25 Milliounen Euro. Da keeft de Stat 27 Hektar Terrain, deen zu engem groussen Deel verseucht ass, fir 85 Milliounen Euro erëm. Dat héiert sech no net vill un, mä dat sinn 3,4 Milliarden där aler Frang.

Am Kontrakt steet, d'Agora verkeeft dem Stat e sanéierten Terrain fir 85 Milliounen Euro, an un der Basis vun deem Sanéierungskonzept steet d'Autorisatioun vum Ëmweltministère vum 30. Januar 2004. Awer, steet am Kontrakt, all Moossnamen, déi doriwwer eraus ginn, bezilt de Stat. An elo huet de Stat dann décidéiert, datt et mat deene Moossnamen net duergeet, an elo muss de Steierzueler derfir opkommen!

D'Dekontaminatioun vu geféierleche Matièren. Mir hunn am Projet de loi 5845 Micheville 2 stoen: Déblais des boues de hauts-fourneaux; traitement des boues de hauts-fourneaux; évacuation et mise en œuvre des boues de hauts-fourneaux fir 20 Millounen Euro. Dat heescht, de Steierzueler bezilt 800 Millioune Frang, well deen, deen den Terrain virdrun exploitéiert huet, dat net esou gemaach huet, wéi hien dat hätt misse maachen, wann dat Gesetz hei - ech ginn emol dovun aus - virdrun a Kraaft gewiescht wier. Et steet alt esou am Kontrakt.

Mir stellen eis just d'Fro, Här President: Wéi wär hei verfuer ginn, wann et sech ëm e klengen Handwierksbetrib gehandelt hätt? Hätt dann och de Stat säin Terrain fir deier Geld ofkaaft an nach eng Kéier deier Steiergelder dragestach, fir en ze dekontaminéieren? Mir stelle jiddefalls e grousst Fragezeechen do hannendrun.

Ech halen op mat engem Zitat, wat Dir alleguer kennt: „All animals are equal, but some animals are more equal than others."

(Hilarité)

Ech hoffen, datt dat an Zukunft hei, nodeem mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, net wäert de Fall sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Mehlen. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech wëll ganz kuerz engersäits Merci soen der Ëmweltkommissioun an dem President a Rapporteur Roger Negri, fir och emol drop opmierksam ze maachen, well Eenzelner dat gesot hunn, dass mer an der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven an deem Beräich duerch déi gutt Aarbecht an der Kommissioun an hei an der Chamber ganz schnell virukomm sinn an deene leschte Méint.

Ech denken, wann déi Projets de loi iwwert d'Batterien, iwwer „REACH" an iwwert d'Responsabilité environnementale, déi praktesch fäerdeg sinn, hei wäerte gestëmmt sinn, da si mer an der Ëmsetzung vun den Direktive praktesch ganz bäi. Wat sécherlech och hei fir d'Chamber an d'Kommissioun eng ganz gutt Aarbecht bedeit, déi do gemaach ginn ass.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, dass et par rapport zum Kadaster richteg ass, wat de Kolleeg Berger gesot huet, dass an deem bestehende Kadaster déi 16 Siten, déi den Här Negri genannt huet, schonn dran enthale sinn, mä dass mer hei natierlech e qualitative Sprong elo musse maachen an dat, wat eben Altlastenverdachtskadaster heescht, dee mer also och bis 2012 wäerte fäerdeg maachen, mat deene Prozeduren, Enquêtes publiques an esou virun, Participatioun an Informatioun vun de Bierger, déi domadder verbonne sinn. Dat ass also nei par rapport zu deem, wat mer bis elo kannt hunn.

Eng lescht Bemierkung wëll ech maache fir de Kolleeg Marcel Oberweis am Zesummenhang mat deene flotte Projeten, déi an der Géigend vu München realiséiert ginn, fir ze soen, dass mer am Moment amgaange sinn, déi dräi Plans d'action fäerdeg ze maachen am Zesummenhang mat der Ëmsetzung vun der Kaméidisdirektiv, déi mer a ganz kuerzer Zäit dann och wëlle public maachen. Am Kader dovunner wäerten eng ganz Rei vu Projete souwuel um Niveau vun dem Stroossebau wéi och um Niveau vun de Schinnennetzer aktuell ginn an deenen nächste Joren.

An deem Plan d'action, deen op mengem Dësch läit, ass och d'Iddi, fir nach ëmmer ze kucken dat ze verbanne mat der Produktioun vun Energie, also iwwer Fotovoltaiksprojeten, fir dat domadder ze verbannen, esou dass also déi Iddi net gestuerwen ass, mä dass dat am Kader vun der Ëmsetzung vun deene Projete weider kéint eng Iddi ginn. Dir kënnt Iech leschtenenns virstellen, dass, wann d'Décharge Beetebuerg/Diddeleng fäerdeg ass - dat war schonn an de Virbereedungsaarbechte mat der Forstverwaltung esou virgesinn, esou ass de Projet konzipéiert -, da wäerte mer op deen Areal do keng Industrie hisetzen, mä da wäerte mer Biotopen, Beem an Hecken a wierklech e flotte Projet maachen, deen op där doter Plaz och, mengen ech, op der richteger Plaz wäert sinn.

Duerfir Merci der Kommissioun an och Merci der Chamber.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5818. Dir fannt den Text am Dokument 5818[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5818 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen. Et gëtt keng Neen-Stëmm a keng Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par Mme Colette Flesch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Interpellatioun vum Här Ben Fayot iwwert d'Nationalbibliothéik. D'Wuert huet den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Ben Fayot.

5. Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la Bibliothèque nationale

M. Ben Fayot *(LSAP), interpellateur.*- Här President, et geet mer bei dëser Interpellatioun ëm d'Saach, dat heescht ëm d'Nationalbibliothéik. Et geet mer dorëm, der Regierung ze hëllefen, an der Fro vun der Nationalbibliothéik virunzekommen, well ech iwwerzeegt sinn, dass dës Institutioun fir d'Zukunft vum Land an der Wëssensgesellschaft zu Lëtzebuerg vun eminenter Bedeitung ass.

Et ass kloer, dass de kulturpoliteschen Asaz vun dëser an och vun deene viregte Regierungen net a Fro gestallt ka ginn. Mir hunn an de leschten 20 Joer vill fir d'Kultur gebaut an och fir de Fonctionnement vun deenen eenzelnen Institutioune gesuergt. Och d'Gemengen hu vill an där Hisiicht gemaach.

Et fält bei all deem, wat mer bis elo gemaach hunn, op - dat ass eng e bësse philosophesch Remarque -, dass dat Meescht am Fong geholl fir den - ech nennen dat emol esou - Kulturkonsum ass. Ech wëll dat net pejorativ gemengt hunn. Fir de Kulturkonsum ass gebaut ginn, an net esou séier fir d'Kreatioun.

Ech weess, dass dës Andeelung a passive Konsum an aktiv Kreatioun e bëssen artificiel ass a simplistesch, well Plaze schafen, wou Kultur konsuméiert gëtt, heescht och, Plaze schafen, wou Kreatioun entstoe kann. Mä et bleift, dass vun deene leschte Kulturinstituter, déi an deene leschte Jorzéngten hei hannendragerode sinn, et grad déi sinn, déi dem Eenzelnen Instrumenter ginn, fir selwer aktiv ze ginn. Dat heescht, fir sech ze informéieren, ze sichen, ze fuerschen, ze verdéiwen.

Den Nationalarchiv grad wéi d'Nationalbibliothéik sinn alle béid op der Streck bliwwen, wat hir Gebaier an och hir Mëttelen ugeet.

Firwat ass dat esou? Et ka sinn, ech kann et net beweisen, mä ech ka mer et virstellen, dass d'Bibliothéiken an d'Archive kee grousse Lobby hunn, dee Pressioun op d'Politik mécht. D'öffentlech Meenung gesäit och net direkt ëmmer den Notzen an de Wäert vun esou Institutiounen.

Nu sinn awer mat der Uni Lëtzebuerg, fir just nëmmen dat ze zitéieren, e ganze Koup vun neien Usageren entstanen. Doriwwer eraus schwätze mir alleguer, d'Politiker, an onse Riede vu Wëssensgesellschaft, an et freet ee sech: Wou sinn d'Mëttelen dofir, wann net an enger Bibliothéik?

Natierlech net egal wat fir eng Bibliothéik. D'Nationalbibliothéik ass en öffentlecht Instrument, fir d'Wëssensgesellschaft ze diffuséieren a fir liewenslaangt Léieren ze erméiglechen. Si muss sech permanent erneieren an ausbauen, well d'Erausfuerderunge permanent wuessen.

Ech wëll duerfir och d'Problematik vun der Nationalbibliothéik an dräi Deeler behandelen: éischtens, déi absolut Noutwendegkeet vun engem Neibau fir d'Nationalbibliothéik, zweetens d'Fro vun der Verwaltungsstruktur, an drëttens d'Roll an d'Entwécklung vun der Nationalbibliothéik och a besonnesch am Zesummenhang mat dem Opbau vun der Uni Lëtzebuerg an der Entwécklung vun de kulturellen Institutiounen, Fuerschungs- an Innovatiounsinstrumenter.

Här President, fir d'éischt d'Noutwendegkeet vun engem Neibau. Ech rappeléieren, dass d'Chamber iwwer hir Kommissiounen zu widderhueltem Mol d'Nationalbibliothéik besicht huet, säit 1990 op d'mannst sechsmol.

D'Nationalbibliothéik ass fir d'Kulturkommissioun vun der Chamber eng „never ending story", an et versteet een d'Amertume och vun deene Responsabelen, déi dora geschafft hunn oder schaffen.

2006 huet ons Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture d'Lokaler vun der Nationalbibliothéik an der Ënneschtgaass, um Boulevard Prince Henri, am Gebai vun dem fréieren Eurocontrol an am Bâtiment Wagner um Kierchbierg besicht. Et war opgrond vun enger Ufro vum Här Claude Adam. D'Kommissioun konnt dobäi constatéieren, dass déi Lokaler den Usprëch vun enger Nationalbibliothéik net genügen, dass eng Partie provisoresch Behëllefssolutioune getraff goufen, mä dass mat der fortschreidender Entwécklung d'Situatioun vun der Nationalbibliothéik insgesamt méi schwiereg gëtt.

D'Manéier, wéi déi 150.000 Luxemburgensiaen, 3.000 Périodiquen an déi 750.000 friem Bicher an déi 3.500 friem Périodiquen ënnerbruecht ginn, entspriechen net den internationale Bibliothéiksnormen. D'Zentrallokal an der Ënneschtgaass bascht aus allen Néit. Et gëtt keng Plaz méi, fir Bicher ënnerzebréngen. All Eck ass ausgenotzt.

Iwwregens, wéi 1973 d'Nationalbibliothéik an dem fréiere Kolléisch installéiert gouf, waren d'Infrastrukture schonn ze kleng. Si hu vun Ufank un dem Besoin vun enger moderner Bibliothéik net entsprach. Et war vun Ufank un eng Feelplanung.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et war déi Zäit net besser wéi haut.

M. Ben Fayot *(LSAP), interpellateur.*- Et war vun Ufank un eng Feelplanung. Also, ech menge schonn, dass ee sech hei an der Longue durée befënnt, an da muss een dat soen. Et war eng Feelplanung, fir eng wesentlech Infrastruktur vun engem modernen an innovative Kulturbetrib an e Gebai aus dem 17. Jorhonnert mëtten an enger klenger Stad ze setzen. En däitschen Expert huet 1995 Alarm geschloen. E Projet fir eng Annex vun der Nationalbibliothéik gouf ausgeschafft, hei gestëmmt, awer net realiséiert, well gefaart gouf, d'Bibliothéik géif domat auserneefalen.

De Fait, dass een hautdësdags Computeren an engem Liessall brauch, verlaangt aner, méi geraimeg a besser strukturéiert a spezifesch Liessäll. De Fait, dass vill Recherchen um Computer gemaach ginn, verlaangt méi Surveillance respektiv Hëllef. De Fait, dass eng modern Bibliothéik e fräien Accès zu ville Standardwierker ubitt, verlaangt méi Rayonnagen a méi Plaz, fir ze liesen an ze schaffen. Haut scho sinn 30.000 Bicher fräi zougänglech. Et missten der zéngmol méi sinn.

D'Sécherheet ass e Problem an engem Gebai, wat net no deem Gesiichtspunkt conceféiert an transforméiert gouf. D'Surveillance ass bal net ze maachen, oder nëmme mat groussem personellem Opwand, an engem Gebai, wou ee liicht eran- an erauskënnt a klaue kann, wann ee wëllt. Och den Accès zu de Stockageraim ass net sécuriséiert, all Visiteur ka mat e bësse Geschéck doranner kommen. Ech verweisen op de Rapport vun der Kommissioun hirer Visite, dat ass e Rapport vum 13. Februar 2006, wou dat alles in extenso duergestallt gëtt. Ech wëll also elo net weider dorop agoen.

Am Joer 2002 huet d'Regierung décidéiert, d'Nationalbibliothéik op engem eenzege Site ze lokaliséieren, also net ze splécken, wéi dat 1998 décidéiert gi war. De Site, deen zréckbehale gouf, war de Bâtiment Schuman um Kierchbierg, direkt niewent der Philharmonie an dem sougenannte Musée Pei. Och déi jëtzeg Regierung huet kloergemaach, dass se als Site dofir d'Place de l'Europe um Kierchbierg festgehalen huet. Déi viregt Regierung hat jo duerfir 2003 en Architekteconcours ausgeschriwwen an e Präis verginn. Déi jëtzeg Regierung huet duerch den Här Biltgen kloergemaach, dass se um Bâtiment Schuman festhält, dat ofgerappt an duerch en neit, fonctionnelt Gebai ersat soll ginn.

An der Chamberskommissioun, den 21. Juni 2006, sot de Minister, dass d'Konzeptioun dovunner direkt ugefaange soll ginn, also 2006. Wat ass elo d'Zäitschinn fir d'Konstruktioun vun enger neier Bibliothéik, do op där Plaz?

D'Regierung huet am September 2006 en Accord mat dem Europaparlament ofgeschloss, fir de Bâtiment Konrad Adenauer, och KAD genannt, auszebauen an ze renovéieren, an doran dann all d'Europabeamten aus dem Europaparlament opzehuelen, och déi aus dem Bâtiment Schuman. Dat soll 2012 oder 2013 fäerdeg sinn, da sollen all Servicer vum Parlament zu Lëtzebuerg zentraliséiert ginn. Dat heescht awer, dass mer dann 2020 fir eng nei Nationalbibliothéik am A hunn. Nun ass de Bau vum KAD nach net ugefaangen, vill Zäit ass verluer gaangen duerch Onstëmmegkeeten zwëschent dem Fonds du Kirchberg an dem Europaparlament - ech maachen do keng Scholdzouweisungen -, esou dass kee

weess, ob deen Timing vun 2020 kann agehale ginn, oder ob mer éischter mussen un 2025 denken.

D'Europaparlament huet viru kuerzem gefrot, dass eng Partie Aarbechte vu Mise en conformité um Bâtiment Schuman gemaach solle ginn, déi scho laang hätte gemaach misse ginn. Am Statsbudget vun 2009 ass e Kredit vu 750.000 Euro dofir virgesinn. D'Regierung, mengen ech, sollt mam Europaparlament verhandelen a probéieren ze erreechen, dass de Bâtiment Schuman méi schnell fräi gëtt. Am Bâtiment Schuman, wou also d'Nationalbibliothéik hikomme soll, schaffen nach ëmmer ongeféier 600 Beamten, dat ass beim Europaparlament ni esou genee festzestellen.

D'Regierung misst also e Bürosgebai um Kierchbierg fannen, fir 600 Leit ënnerzebréngen. Méiglechkeeten dofir gëtt et anscheinend um Kierchbierg, well d'Europaparlament huet viru kuerzem 10.000 m² an engem neie Bürosgebai fir sechs Joer gelount. Et gëtt mer gesot, dass et an deemselwechte Gebai nach 12.000 m² gëtt, déi fräi sinn. Firwat geet de Stat net hin, lount déi Fläch fir d'Europaparlament, an amplaz 750.000 Euro an en alt Gebai ze stiechen, solle mer déi Suen huelen a se an de Loyer stiechen, an domat de Schuman méi fréi fräi kréien, wéi een dat kënnt virausgesinn.

Ech wëll nach soen, dass et och nach Méiglechkeeten am Héichhaus ginn, dat an engem Joer soll fäerdeg ginn. Do ass bestëmmt och Plaz fir déi Beamten aus dem Schuman, wann da keng aner Solutioun méiglech wier. Wéi gesot, mir geet et drëm, dass mer mat der Nationalbibliothéik virukommen an net nach fënnef, sechs oder méi Jore waarde mussen, wat, wéi gesot, en Horizont vun 2020 bis 2025 opmécht a wat, mengen ech, awer inakzeptabel, fir d'Institutioun onerträglech wier.

Da stellt sech och nach d'Fro, wat d'Plaz ugeet - de Stat keeft jo elo déi Bibliothéik vun Aansebuerg, eng ganz wäertvoll Bibliothéik -, wou gi mer domat hin? Wou brénge mer dee wäertvolle Patrimoine anstänneg ënner, wa mer elo scho keng Plaz méi an der Nationalbibliothéik hunn?

Här President, en zweete Problem ass, dass d'Nationalbibliothéik och vill an héich spezialiséiert Personal brauch, fir Datebanken, informatesch Verbindungen, fir komplex Froe vun Droits d'auteur an d'Droits voisins ze behandelen. Wat d'Nationalbibliothéik sech méi entwéckelt, wat se sech méi opmécht fir Fuerscher, Studenten a soss Leit, muss se méi laang Öffnungszäiten hunn, also och erëm méi Personal. Wéi iwwerall gëtt d'Aarbecht méi spezialiséiert an erfuerdert méi Formatioun. Formatiounen am Ausland fir d'Personal sinn néideg, awer nëmme méiglech, wa genuch Personal do ass, fir déi ze ersetzen, déi op enger Formatioun sinn. D'Ëmstellung op den informateschen Traitement ass oft laangwiereg a schwiereg.

D'Nationalbibliothéik ass eng öffentlech Verwaltung an ënnerläit also dem Numerus clausus beim Stat. 2004 huet déi deemoleg Kulturministesch hei an der Chamber erkläert, si hätt am Numerus clausus 49 Poste fir d'Kultur insgesamt gefrot, hätt awer keen eenzege kritt. 2004 ass och Rieds gaange fir aus der Nationalbibliothéik en Établissement public ze maachen, wat personalméisseg méi flexibel ka sinn. D'Kulturministesch vun deemools huet gesot, et wier dofir keng Begeeschterung gewiescht, weder bei der Regierung nach beim Personal. D'Regierung hätt wëllen ofwaarden, bis en definitive Kader fir d'Établissements publics virléich. Dobäi ass allerdéngs zu exakt deemselwechten Zäitpunkt, wëll ech rappeléieren, den Établissement public vun der Rockhal de 26. Mee 2004 geschaf ginn, a virdrun, nämlech den 12. August 2003, den Établissement public vun der Uni Lëtzebuerg.

Fir mech ass d'Schafung vun engem Établissement public fir d'Nationalbibliothéik déi eenzeg Solutioun, fir dem Institut dee Fräiraum an der Gestioun ze ginn, deen et brauch, fir sech weiderzeentwéckelen an innovativ ze bleiwen. De Statsrot hat iwwregens a sengem Avis zu deem Gesetz vun 2004 iwwert d'Kulturinstituter virgeschloen, d'Gestion séparée fir d'Kulturinstituter insgesamt anzeféieren, déi et jo schonn deemools am CNA, am Musée national d'histoire et d'art an am Musée d'histoire naturelle gouf. Dat hat der Chamber deemools eng gutt Solutioun geschéngt. Et ass awer net geschitt. Et bleift, dass haut d'Nationalbibliothéik mat engem 20 Joer ale Gesetz vun 1988 fonctionnéiert, wat duerch déi rasant Entwécklung vun de Kulturinstituter an der kultureller Aktivitéit, op jidde Fall fir d'Nationalbibliothéik, iwwerholl ass.

Här President, nach en drëtte Problem. Am Gesetz vum 25. Juni 2004 goufen d'Missioune vun der Nationalbibliothéik preziséiert, doduerch, dass de wëssenschaftleche Charakter vun der Nationalbibliothéik ënnerstrach gouf. Wat nei dobäi war, ass, dass d'Qualitéit vun der Nationalbibliothéik als wëssenschaftlech a Fuerschungsbibliothéik unerkannt ginn ass an dass d'Nationalbibliothéik d'Fonctioune vun enger, ech zitéieren, „bibliothèque universitaire" kéint exerzéieren, ech zitéieren, „selon les modalités à convenir avec les instances compétentes".

Am Rapport vum Kulturministère vun 2007 gëtt am Kapitel iwwert d'Nationalbibliothéik gesot, dës Institutioun géif hir Politik vun der Verdéiwung vun der Zesummenaarbecht mat der Uni weiderentwéckelen. Den 19. Mee 2004 huet déi deemoleg Kulturministesch an der Chamber erkläert, dass um Site Belval eng wëssenschaftlech Bibliothéik virgesinn ass, wat och aliicht, well eng Bibliothéik souwuel fir déi exakt Wëssenschafte wéi fir d'Literatur, d'Humanwëssenschaften no bei de Studenten an de Proffen néideg ass.

Fir den Ableck schafft d'Nationalbibliothéik mat 33 Lëtzebuerger Bibliothéiken am Kader vum bibnet zesummen. Dat ass de Réseau vun de Bibliothéiken, déi den Informatikssystem Aleph 500 benotzen, dee vun der Nationalbibliothéik koordinéiert gëtt. An deem Kader ass d'Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg bis elo gelaf.

Da gëtt et e Konsortium fir de Kaf vun elektronesche Publikatiounen, deen aus der Bibliothèque nationale an der Uni besteet. Déi Publikatioune ginn iwwert de Portail www.bnu.lu zougänglech gemaach. D'Bibliothèque nationale ass mat anere méiglecheche Partner fir déi Entreprise, nämlech CRPen an de CEPS am Kontakt. Am Joer 2007 sinn iwwer 100.000 Kontakter fir Recherchen op deem Réseau constatéiert ginn. Iwwer 100.000!

Et ass kloer, dass eng politesch Weichestellung sech als Äntwert op folgend Fro imposéiert: Soll d'Uni fir all Fakultéit an Institut Bibliothéiken entstoe loossen, oder soll an der Zesummenaarbecht vun Uni an Nationalbibliothéik eppes entstoen, wat eng Aart zentral Bibliothèque nationale et universitaire kënnt sinn, déi zum Deel virtuell an zum Deel reell ass? Virtuell, well haut villes iwwer Informatik leeft; reell, well et ëmmer eng zentral Stell muss ginn, wou de Patrimoine vun Impriméen, Manuskripter, Supports électroniques konservéiert an zougänglech gemaach muss ginn.

Wann ee vun enger zentraler Bibliothéik schwätzt, heescht dat, dass et eng zentral Instanz gëtt, déi alles géréiert, wat gemeinsam ass, wéi zum Beispill de Kaf vu Bicher, elektronesche Revuen. Anerersäits kann den Accès zu esou enger Bibliothéik dezentral sinn, dat heescht, dass den Zougang zu de Fichieren iwwer Internet den Zougang zu de Bestänn vill méi flexibel mécht, wéi dat nach virun e puer Joer denkbar war.

Dobäi ass et evident, dass d'Fachbibliothéike fir d'Uni Aarbechtsinstrumenter sinn, déi no bei de Studenten an de Proffe musse sinn. Mä all déi Fachpublikatiounen op elektroneschem Support kënnen iergendwou stoen. Dofir kann eng Bibliothèque nationale et universitaire eng virtuell grouss Bibliothéik sinn, déi enk mat de Fachbibliothéiken zesummeschafft a se complétéiert.

Ech ginn net weider op d'Detailer vun där bestoender Kollaboratioun zwëschent Uni an Nationalbibliothéik an. Ech wëll awer soen, dass d'Nationalbibliothéik fir d'Uni eng ganz Partie Aarbechte mécht. Schonn haut hëlt d'Nationalbibliothéik dagdeeglech un de Projeten vun der Unisbibliothéik deel. Eng Equipe vun der Nationalbibliothéik, aus Spezialiste vun der Informatik a Bibliothécairen zesummegesat, mécht Logicielen a Réseaue vun der Unisbibliothéik a bréngt se op de Qualitéitsniveau vun deem, wat gefrot gëtt. An ech mengen, och wann ech dat gelies hunn, wat d'Bibliothekarin vun der Uni Lëtzebuerg gesot huet, dass de Portail BNU mat 21.000 elektroneschen Zäitschréfte mat der Offer vun de gréissten Unie rivaliséiere kann.

Wat ech aus den Diskussiounen op der Uni zréckbehalen hunn, ass, dass d'Noutwendegkeet vun adaptéierten a studentennoe Bibliothéiken an de Fakultéiten, an zweetens eng enk Zesummenaarbecht vu Nationalbibliothéik an Unisbibliothéiken noutwendeg ass. Déi Zesummenaarbecht mécht sech haut um Terrain, well déi Responsabel dat esou wëllen. Nach besser wär et, wann een eng strukturéiert Zesummenaarbecht beschreiwen a realiséiere kéint a sech eng Strategie vu Bibliothéiksentwécklung op engem méiglechst héije Qualitéitsniveau kéint ginn.

Dofir brauche mer en neit Gesetz, wann een aus der Nationalbibliothéik en Établissement public „Bibliothèque nationale et universitaire" wëllt maachen, wat nëtzlech ass am Hibléck op d'Zesummenaarbecht mat der Uni, déi och en Établissement public ass. Wichteg ass et, dass eng zentraliséiert Gestioun vun alle wëssenschaftleche Bibliothéiken entsteet, an zwar an der Bibliothèque nationale et universitaire, wourop sech eng ganz Partie Antenne kënne greffféieren.

Et huet op jidde Fall kee Sënn, eng hallef Dosen onofhängeg Bibliothéiken opzebauen, déi alleguer hir eege Verwaltung hunn. D'Informatik mécht dat haut méiglech, souwuel fir déi intern Kommunikatioun wéi och fir d'Utilisateuren. D'Avantagë vun esou engem System leien op der Hand: eng eenzeg informatesch an elektronesch Infrastruktur, gemeinsamen Akaf vun elektronesche Publikatiounen, wat méi bëlleg gëtt, personalméisseg kritt een och eng Masse critique, déi et erlaabt, d'Personal ze spezialiséieren.

Dat wesentlecht Konzept besteet doran, dass et zu Lëtzebuerg eng zentral national Plattform gëtt fir d'Diffusioun vun der Wëssensgesellschaft, also eng Aart nationale Service Center fir all d'Bibliothéiken am Land. Fir déi Roll drängt d'Nationalbibliothéik sech op, well se duerch d'Gesetz vun 2004 och d'Agence fir Lëtzebuerg vum ISBN an dem ISSN an och dem URN ass, also „uniform resource name".

D'Nummeriséierung ass noutwendeg fir d'Standardiséierung, d'Interopérabilitéit an d'URN-Adressen. Dës Aarbechte ginn elo an der Nationalbibliothéik gemaach, gradesou wéi se all Lëtzebuerger nummeresch Publikatiounen an hir Datebanken ophëlt a fir d'Zukunft konservéiert.

Iwwert den Opbau vum Bibliothéikssystem an iwwert d'Froen, déi sech an deem Zesummenhang stellen, wat de Statut vum Personal, den Organigramm, d'Gebaier an de Fonctionnement ugeet, ass et sécher ze fréi, fir an dësem Kader esou wäit ze goen. Et ass awer wichteg, dass d'Regierung eng politesch Strategie festleet a sech och do mat allen Acteuren ofschwätzt.

Här President, fir dës Introduktioun ofzeschléissen, wollt ech eng Motioun virleeën, déi ënnerschriwwen ass vum Här Schank, der Madame Flesch, dem Här Adam, der Madame Dall'Agnol a mir selwer, an där am Dispositiv gefrot gëtt, dass d'Regierung virum Enn vun der Legislatur e Projet fir eng Bibliothèque nationale et universitaire virleet, déposéiert; zweetens, dass och d'Aarbechten un engem Projet de loi fir de Bau vun engem neie Gebai fir d'Bibliothèque nationale schnell virugedriwwe ginn; parallell dozou natierlech och, dass een déi virbereedend Aarbechte fir e Gebai vun enger Bibliothèque universitaire op Esch/Belval weiderdreift; dass een d'Europaparlament derzou bréngt, fir de Site schnell fräizeginn, an dass een och der Bibliothèque nationale déi Mëttele gëtt, déi se brauch, fir hir Missiounen ze erfëllen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions tirées par la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture à la suite de ses visites des locaux de la Bibliothèque nationale et de ses annexes le 13 février 2006 et le 22 mars 2006 et de la réunion du 21 juin 2006;

- considérant l'insuffisance des lieux de stockage et des surfaces administratives (bureaux, gestion et traitement des livres);

- considérant l'impossibilité de disposer des surfaces nécessaires pour étendre les salles de lecture pour rendre possible l'accès direct aux documents et pour développer l'utilisation des TIC;

- considérant l'absence de salle de conférence et de salle d'exposition indispensables à la valorisation du patrimoine de la Bibliothèque nationale;

- considérant les problèmes de la sécurité et de l'accès qui se posent dans les locaux actuellement disponibles;

- considérant l'évolution technologique d'une bibliothèque moderne de haut niveau et les besoins en personnel hautement qualifié;

- considérant la nécessaire clarification quant à l'organisation du système de haut niveau des bibliothèques scientifiques au Luxembourg (BN et bibliothèques de l'Université du Luxembourg), suite à l'affirmation du Gouvernement de vouloir créer une «Bibliothèque nationale et universitaire» (BNU) permettant aux deux institutions de fonctionner sur plusieurs sites, mais au sein d'un système interne commun;

- considérant l'intention du Gouvernement de construire une nouvelle Bibliothèque nationale sur le site de l'actuel Bâtiment Schuman, occupé par les services du Parlement européen;

invite le Gouvernement

- à déposer avant la fin de la présente législature un projet de loi «Bibliothèque nationale et universitaire» (BNU) pour fonder sur une base légale la collaboration largement entamée entre la Bibliothèque nationale et l'Université du Luxembourg;

- à faire avancer rapidement les travaux d'un projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour les besoins de la Bibliothèque nationale et universitaire qui a déjà fait l'objet d'un concours entre architectes en 2003;

- à poursuivre les travaux préparatoires du bâtiment de la Bibliothèque universitaire Esch-Belval;

- à amener le Parlement européen à libérer rapidement le site du Bâtiment Schuman par le transfert de ses bureaux;

- à doter la BnL du personnel et des ressources nécessaires pour permettre à cet important institut culturel de développer pleinement ses potentialités et d'exercer ses missions légales à la hauteur des exigences de la société de la connaissance.

(s.) Ben Fayot, Claude Adam, Claudia Dall'Agnol, Colette Flesch, Marco Schank.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann huet elo den Här Schank als éischte Riedner d'Wuert. Här Schank, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mat engem Zitat ufänke vun engem renomméierten amerikanesche Journalist, dee renomméiertste Journalist vu CBS, de Walter Cronkite, dee gesot hutt: Wat och ëmmer eis Bibliothéike kaschte wäerten, esou ass de Präis bëlleg am Verglach vun enger Natioun vun Ignoranten.

Insgesamt, géif ech soen, huet d'Regierung an deene leschte Jore vill fir d'Nationalbibliothéik gemaach, an domat awer och bewisen, datt se de Stellewäert vun der Kultur vum Buch eigentlech ganz eescht hélt. Leider ass déi aktuell Regierung beim Thema Nationalbibliothéik deelweis mat enger Rei vu Problemer konfrontéiert, wou se dacks keen direkten Afloss konnt huelen. Wann een emol liest, wat an deene leschte Joren dozou vu Regierungssäit an och vun där zoustänneger Chamberskommissioun gesot ginn ass, dann erkennt ee ganz däitlech, datt och d'Regierung scho gären - an dat scho méi laang - eng nei Bibliothéik um Kierchbierg stoen hätt.

Am Joer 1973 ass d'Nationalbibliothéik an den Ale Kolléisch komm. A scho relativ séier, an den 80er Joren, virun allem awer och zënter den 90er Joren huet sech erauskristalliséiert, datt déi Plaz hannen a vir net duergeet, datt d'Raimlechkeeten ze kleng si ginn. Dee Problem, iwwert dee mer haut schwätzen, ass also - wéi de Ben Fayot och scho gesot huet - een, dee schonn zënter ganz Laangem besteet.

Mëtt den 90er Joren huet en däitschen Expert an engem Kader vun der Expertise, de Rolf Fuhlrott, Folgendes festgehalen. Hien huet gesot: „Der Zerstörungsprozess des wichtigsten Kulturgutes unter diesen Aufbewahrungsbedingungen ist unaufhaltsam, wenn nicht bald Abhilfe geschaffen wird." Effektiv ass dës Bibliothéik e wesentlecht Element vun eiser - an dat braucht Der elo kengem ze soen - nationaler Kulturpolitik. An hire Mauere geschitt souwuel d'Konservatioun vun eisem ureegene Wëssenspatrimoine engersäits, an anerersäits awer och d'Wëssensvermëttelung fir d'Zukunft.

Haut am Hierscht vum Joer 2008 ginn et wuel Annexen an Dépôte vun der Nationalbibliothéik um Kierchbierg an och soss, mä d'Problemer, déi sech stellen, sinn eigentlech ëmmer nach déiselwecht: net genuch Plaz, net genuch Méiglechkeeten, wäertvoll Bicher an aner Dokumenter adequat a fachgerecht ze konservéieren. Dann duerch d'Infrastruktur bedéngten onpraktesch Aar-

bechtskonditioune fir Deeler vum Personal, vill Inconvénienten, Geld- an Zäitverloscht duerch d'Opspléckung op dräi Sitë plus nach aner Dépôten, an och Mangel u Plaz fir modern a gutt équipéiert attraktiv Liessäll; wat jo ee wesentleche Punkt ass vun enger moderner Bibliothéik.

Nu sinn dës Ëmstänn net op d'Versoe vun eiser Kulturpolitik zréckzefeieren. Et sinn Décisioune geholl ginn - et ass och scho vum Interpellant gesot ginn -, an de Site vun der Place de l'Europe, do wou am Moment de Bâtiment Schuman steet, ass fir déi nei Bibliothéik festgehal ginn. 2003 gouf och een Architekteconcours international ausgeschriwwen, mat engem däitschen Architektebüro als Laureat.

Heiduerch gëtt um Kierchbierg eng Plaz geschaf, wou sech dann och eng Partie Kulturinstitutiounen op engem regelrechten Îlot culturel erëmfannen - Dir wësst dat -: d'Philharmonie, de Mudam, geschwënn de Musée Dräi Eechelen a schlussendlech dann och d'Nationalbibliothéik.

Dat Eenzegt, wat der Ëmsetzung vun dëser Politik nach am Wee steet, ass d'Tatsaach, datt Servicer vum Europaparlament d'Schumans-Gebai nach ëmmer net verlooss hunn. Et wier also wichteg, datt dëse Schrëtt esou séier wéi méiglech, am beschte kuerzfristeg géif geschéien, fir datt déi weider Etappe fir d'Kreatioun vun där neier Nationalbibliothéik kéinten an Ugrëff geholl ginn.

Da muss een awer och däitlech maachen, datt eng Bibliothéik net nëmmen aus hire Raimlechkeete besteet, och wann am Fall vun der Nationalbibliothéik op dësem Punkt de Problem vläicht am gréissten an och am akutsten ass, an natierlech eng ganz Rei vun negative Konsequenzen och do drunhänken.

Här President, mir all wëssen, datt Kulturpolitik a Bibliothéikspolitik vill Sue kaschten. Ech mengen awer, datt ee Stat an och d'Gemengen op dësem Punkt net däerfen op der falscher Plaz spueren. Egal ob et fir d'Nationalbibliothéik ass - an ech muss d'Stad Lëtzebuerg félicitéieren, si hunn ee Bijou geschaf mat där neier Bibliothéik, déi enorm flott ass - respektiv och déi méi kleng regional Bibliothéiken, déi iwwer Land entstinn, déi leider manner Suen hunn, wéi eng Stad Lëtzebuerg, awer da probéiere mat hire Moyenen an och ganz dacks mat Leit, déi éierenamtlech schaffen, hire Match ze maachen.

Well an deenen Haiser läit ee wichtegen Deel vun eisem ureegene kulturelle Patrimoine engersäits, an anerersäits hunn d'Bibliothéiken an d'Kultur vum Buch net nëmme mat der Wëssensvermëttlung fir d'Zukunft ze dinn, mä och ganz vill mam Fördere vu Wäerter wéi zum Beispill Weltoffenheet, wéi Toleranz oder och Fridden.

De Stellewäert, deen d'Nationalbibliothéik fir d'Regierung huet - dat wollt ech awer och ervirsträichen -, gesäit ee sécher och dorun, datt hire Budget vu ronn 5,8 Milliounen 2007 op 7,1 Milliounen am Joer 2009 klamme wäert. Vill ass och vum Stat an d'Informatikstrukture vun der BNL investéiert ginn.

Dës Erhéijung ass eng ganz bedeitend fir en Zäitraum vun zwee Joer. Heifir wëll ech och dem Budgetsminister an der Statssekretärin fir Kultur e Luef ausspriechen. Si hunn d'Wichtegkeet erkannt an och déi noutwendeg finanziell Moyenen hei labbergemaach.

En vue vun der Uni Lëtzebuerg - dat wollt ech nach soen, déi jo och, wéi Der alleguerte wësst, an engem ganz dynameschen Opbau ass, wou villes a Bewegung ass - ass eng gutt a kompetent Nationalbibliothéik een immens wichtege Bestanddeel vun eiser Wëssensinfrastruktur hei am Land. Schonn haut ass et d'Nationalbibliothéik, déi déi noutwendeg Informatiksystemer fir d'Bibliothéike vun der Uni am Kader vum Lëtzebuerger Bibliothéiksnetz, dem bibnet.lu, bedreift. Ee Bibliothéiksnetz, zu deem och nach aner Lëtzebuerger wëssenschaftlech Bibliothéike gehéieren: zum Beispill déi vum Statec; zum Beispill déi vum CRP Tudor oder och dem Centre national de la littérature.

D'Zesummenaarbecht vun der Nationalbibliothéik an der Stad mat der Universitéitsbibliothéik op Belval wäert och an Zukunft e ganz wichtegt Element fir d'Entwécklung vun der Uni Lëtzebuerg ginn.

Awer net nëmmen um Universitéitsniveau spillen d'Bibliothéiken eng Roll. Et ass erwisen, datt d'Motivatioun fir ze liese bei Kanner a jonke Leit enk mam schoulesche Succès verbonnen ass. Stéchwuert PISA 2006, Stéchwuert PIRLS. D'Resultater vun där Etüd, déi d'Lieskompetenz vun eise 15-jährege Schülerinnen a Schüler ënnersicht huet, war an ass séier beonrouegend. D'Lëtzebuerger Schüler leien, wat d'Lieskompetenz ubelaangt, am internationale Verglach ënnert dem OECD-Duerchschnëtt.

Dann an der PIRLS-Etüd, do si jo déi eelefjähreg Schülerinnen a Schüler gekuckt ginn. Do hu mer dogéint net esou schlecht ofgeschnidden; dat muss ee soen. Trotzdeem muss een awer festhalen, datt eis eelefjähreg Jongen a Meedercher manner gär liesen, wéi hir Alterskolleegen an den europäeschen Nopeschlänner.

Mir hunn also do nach vill Reserven, vill Méiglechkeeten, fir d'Liesmotivatioun vun deene Jonken, vun eise Kanner ze steigeren. A selbstverständlech spillen a mengen an an eisen Aen déi regional Bibliothéiken eng ganz wichteg Roll.

Wa mir et fäerdeg bréngen, eise Kanner eng Lieskultur ze vermëttelen doduerch, datt d'Eltere méi dacks mat hinnen an öffentlech Bibliothéike ginn, da wäerte mir och an Zukunft gutt an nach besser Resultater erreechen an entspriechenden Tester. An anere Wierder: D'Virbild vun den Elteren ass enorm wichteg, wat d'Fördere vun der Lieskompetenz vun eise Kanner ubelaangt. Just zwou Zuelen an deem Kontext: Nëmmen 20,1% vun den Eltere ginn heiansdo mat hire Kanner an eng Bibliothéik; 74,3% maachen dat ni oder bal ni.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gutt Lieser ginn net nëmmen an der Schoul forméiert, mä och a besonneschem Mooss an de Familljen. An hei spillt - ech soen et nach eng Kéier - dat neit Konzept vun de Regionalbibliothéiken eng wichteg Roll. Ech géif bal gär soen, dat si keng einfach Bibliothéike méi, déi do kreéiert ginn. Dat si Multimediathéiken, wou ebe méi wéi Bicher offréiert gëtt, wou een CDe fënnt, DVDen, Hörbicher an esou weider, a wou och ronderëm eng Animatioun geschitt. Et ass jo wesentlech, datt ronderëm och d'Lieskultur gefördert gëtt; net einfach eng Hardware, wou ee ka Bicher oder aner Datenträger léinen.

Wa mir d'Leit wëlle méi vum Liese begeeschteren, mä och fir d'Formation permanente ze förderen, da musse mir eben och derfir suergen, datt mer a verschiddene Regioune vun eisem Land, do, wou Bibliothéike feelen, der och dohinner kréien. An deem Kontext ass et de Moment esou, datt esou eng „bottom up"-Bewegung ass. Dat heescht, déi Bibliothéike kreéiere sech, well et A.s.b.l.e ginn, well et eventuell Elterevereenegunge ginn, well et d'Gemenge sinn, déi sensibel sinn op deem Sujet an derfir suergen, datt eng Bibliothéik entsteet.

Dat neit Konzept vun deene regionale Bibliothéiken ass eigentlech e ganz flott, well d'Nationalbibliothéik an aner grouss Bibliothéiken abezu ginn doduerch, datt een iwwer Internet jo an all Bibliothéik erakënnt a ka kucken, ob déi Bicher do sinn, Bicher bestellen. An dann hu mer e Service kreéiert, wou regional Bibliothéiken oder vill vun hinnen d'Bicher an d'Stad oder wou och ëmmer siche fueren, datt d'Leit um Land sech net mussen déplacéieren, fir e Buch ze léinen; wat ee ganz flotte Service ass.

Eleng d'Grënnung vun enger Unioun vu 15 öffentleche Bibliothéiken d'lescht Joer huet bewisen, datt déi staark „bottom up"-Entwécklung, vun där ech geschwat hunn, wierklech dezentral a modern Multimediathéiken amgaang ass ze schafen, dat - dat wëll ech awer och ervirsträichen - an enker Zesummenaarbecht mam Bicherbus. Och de Bicherbus ass fir mech oder fir eis ee Complément zu deem, wat eng Nationalbibliothéik a wat d'Regionalbibliothéiken dobausse fäerdeg bréngen.

Elo ass et awer esou, datt all déi dezentral Initiativen a Projeten, dat heescht och déi Renaissance vum Buch, déi een awer spiert, an Zukunft eng strukturell an eng professionell Begleedung brauchen, soss hu se an Zukunft keng Iwwerliewenschance. Wa se keng Sue kréien a soss keng Moyenë kréien, da verschwanne se erëm ganz séier.

D'Nationalbibliothéik mécht elo scho wat se kann an deem Kontext. Mä hir Moyenë si begrenzt. Si hëlleft bei der Berodung, si hëlleft och bei Formatioun, mä si kann, esou wéi se elo fonctionnéiert, net dat maachen, wat néideg wier, fir de Bibliothéiken iwwer Land ze hëllefen.

Deemno mussen déi regional Bibliothéiken an Zukunft finanziell, fachlech a logistesch begleet ginn. Ech selwer hunn an deem Kontext d'lescht Joer eng Proposition de loi gemaach. Ech wëll och drun erënneren, datt de fréiere Kolleeg, de Marc Zanussi, dee vill ze frél vun eis gaangen ass, och viru Joren eng entspriechend Proposition de loi gemaach huet. Ech selwer hu probéiert ze proposéieren, datt mer ee spezielle Service kréien, deen un der Nationalbibliothéik géif ugehaange ginn, fir an Zukunft déi öffentlech Bibliothéiken, déi entstinn, oder ze hëllefen, datt se entstinn, dann och weider ze begleeden.

D'Bibliothéike wieren dann och Member am Réseau vum bibnet, wat wichteg ass, a si géifen dann no prezise Kritäre staatlech gehollef kréien. Wa mer deemno staark genuch a gutt équipéiert regional Bibliothéike wëllen, da brauche mer och eng staark Nationalbibliothéik. Dat hänkt also enk zesummen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech weess, datt am Kulturministère e Projet de loi amgaang ass, ausgeschafft ze ginn, oder amgaang ass, finaliséiert ze ginn. Ech mengen, datt och eis Statssekretärin sécher e Saz dozou wäert soen, wou mer do grad stinn.

Här President, modern an effizient Bibliothéike schaffen och mat deenen neitsten Technologien, also informatesche Programmer, déi et dem Benotzer, also dem Lieser, méi einfach maachen, en Accès zu de Bicher ze kréien. Hei muss festgehale ginn, datt mer zu Lëtzebuerg do scho relativ gutt fonctionnéieren. Et kann een haut, an net nëmme fir d'Nationalbibliothéik, bequem vun doheem aus kucken - ech hu schonn drop higewisen -, ob een dat Buch, wat ee grad wëllt a brauch, kann ausléinen. Et kann een et da virbestellen, fir et einfach nëmme sichen ze goen.

Mä fir datt déi Systemer awer fonctionnéieren, an ënnert dem Drock vun enger rasanter informatescher Entwécklung, muss d'Nationalbibliothéik, déi jo d'Systemer fir de Réseau bibnet bedreift, genuch Fachleit hunn. Dat huet och schonn den Interpellant gesot. Et ass och kloer, datt do genuch qualifizéiert a forméiert Personal muss am Asaz sinn, fir datt souwuel de Lieser éischtens ka kompetent betreit ginn, bedéngt ginn, an zweetens awer och d'Bicher selon les règles de l'art stockéiert a konservéiert ginn.

Mir mussen eis also selwer d'Mëttele ginn, fir d'Nationalbibliothéik an och aner Bibliothéiken hei am Land ze valoriséieren an op engem héijen Niveau ze halen, deen och mam Ausland Schrëtt hält. Da si mer um richtege Wee, fir eng performant Wëssensgesellschaft ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Madame Statssekretärin, léif Kolleegen, meng Virriedner sinn op d'Virgeschicht agaange vun dem Projet Nationalbibliothéik an hunn dorop higewisen, dass jiddfereen unerkennt, dass de Projet urgent ass, mä nach fënnt en ni déi néideg Prioritéit, fir weiderzekommen.

Ech stellen an deem Dossier dach eng gewëssen Dimensioun vun Immobilismus fest, esou dass ech mengen, dass d'Interpellatioun vum Här Fayot am richtege Moment kënnt.

Här President, ech wëll net op all déi Donnéeën oder déi Detailer agoen, déi meng Virriedner an der Virgeschicht erwähnt hunn, mä ech wëll awer insistéieren op dat, wat am Gesetz vun 2004 iwwert d'Reorganisatioun vun de staatlechen Instituts culturels iwwert d'Nationalbibliothéik gesot ginn ass.

Déi Bibliothéik huet am Wesentlechen dräi Fonctiounen. Si soll de Patrimoine national culturel verwalten. Si soll netlëtzebuergesch wëssenschaftlech Publikatioune verwalten. Si huet also ganz kloer laut Gesetz eng Vocatioun als wëssenschaftlech a Recherchebibliothéik. An et gëtt am Gesetz och gesot, si kann d'Fonctioune vun enger Universitéitsbibliothéik ausüben. Drëtt Fonctioun ass d'Koordinatioun vun alle Lëtzebuerger Bibliothéiken an d'Erstelle vun engem gemeinsame Katalog.

Dës Fonctiounen erfëllt d'Nationalbibliothéik an huet a leschter Zäit ganz vill Efforten investéiert an notamment ganz vill Efforten an der Informatik. Esou zum Beispill an der Utilisatioun vun der Informatik zur Gestioun vun den traditionellen Aktivitéite vun enger Bibliothéik, an der Gestioun vun den Acquisitiounen, landeswäit, an domadder d'Erstellen an d'Géréiere vun engem gemeinsame Katalog, an d'Bereetstelle vum Accès un d'Material op elektroneschem Support.

Ech mengen, et misst een ervirsträichen, dass de Gebrauch vu Material op elektroneschem Support gewalteg a ganz schnell zouhëlt an dass effektiv d'Nationalbibliothéik an deem Domän zum zentralen „service provider" ginn ass.

Dës Missiounen alleguerten erfëllt also d'Bibliothéik, obscho se net iwwert déi néideg Mëttele verfügt.

Kucke mer ons fir d'éischt d'Installatiounen un: Mangel u Plaz, verspreet a ville Gebaier an deelweis a Gebaier, déi net gëeegent sinn oder an engem desolaten Zoustand sinn, an heiansdo déi zwee.

D'Gebai an der Ënneschtgaass ass ze kleng a misst sanéiert ginn, huet notamment e Fiichtegkeetsproblem. D'Annex vum Boulevard Prince Henri ass och net ideal a souwisou muss d'Bibliothéik geschwënn do fortgoen, esou wéi se och huet missen de Bâtiment Wagner verloossen. D'Annex zu Bartreng, do gëtt et och e Fiichtegkeetsproblem. D'Annex um Kierchbierg an den ale Gebaier vun Eurocontrol, wou d'Informatik ënnerdaach ass a wou d'Formatiounssäll och sinn.

Da muss ee feststellen, dass d'Incunables am Safe vun enger Bank leien an dass d'Réserve précieuse zum Deel bei den Archives nationales ass. Et ass also eng explodéiert Bibliothèque nationale, mä net am gudde Sënn vum Wuert Explosioun, net am Sënn vun enger Floraison, mä am Sënn vun enger Zerstreeung, déi - wéi soll ech soen? - d'Fonctionnement vun der Bibliothéik sécherlech net méi einfach mécht.

Entre-temps huet d'Zuel vun de Clienten, vun de Lecteuren, vun deene Leit, déi also an d'Bibliothéik ginn, sech säit 2000 méi wéi verduebelt a läit elo bei iwwer 70.000. D'Unzuel vu Prêtë sinn an deemselwechten Zäitraum ëm 30% geklommen.

D'Personalmëttele sinn awer net am selwechte Mooss an d'Luucht gaangen. Beispill: Eng vergläichbar Bibliothéik an Däitschland huet ongefeier 110 Mataarbechter. D'Bibliothèque nationale zu Lëtzebuerg huet ronn 50 bis 60 voll Kaderen. Dat gëtt engem d'Ausmooss vun der Divergenz an och de Wee, dee mer nach ze bestreiden hunn, wa mer der Bibliothéik wëllen d'Mëttele gi vun hiren Ambitiounen - vun deenen Ambitiounen, déi Regierung an d'Chamber der Bibliothéik gesat hunn.

An där Situatioun ass et also net verwonnerlech, dass d'Regierung eng Léisung gesicht huet an décidéiert huet, d'Bibliothéik op engem Site ze regruppéieren, an zwar um Kierchbierg am sougenannte Schumans-Gebai, wou bis elo en Deel vum Sekretariat vum Europaparlament ënnerdaach war. Dës Décisioun ass den 22. Februar 2002 gefall an ass de 4. Juni 2004 confirméiert ginn.

Laut Äntwerte vun der Regierung vum 9. Februar 2005 a vum 26. Mee 2005 op parlamentaresch Ufroe soll de Site vun der Place d'Europe um Kierchbierg déi duebel Missioun vun Nationalbibliothéik an zentraler Universitéitsbibliothéik erfëllen.

Et ass och en internationale Concours ausgeschriwwe ginn, fir d'Schumans-Gebai ëmzebauen an u seng nei Bestëmmung ze adaptéieren. En internationale Jury huet de Projet vun den däitschen Architekte Bolles & Wilson erausgesicht. An 2005 ass och an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro gesot ginn, dass e Groupe de travail, zesummegesat aus Beamte vun den Travaux publics a vun der Kultur, den Avant-projet géif finaliséieren.

Wann een elo de Budget 2009 kuckt, da gesäit een, dass d'Frais d'études fir d'Transformatioun vum Schumans-Gebai am Budget virgesi si beim Fonds d'investissements publics administratifs, a bei deem Fong fënnt een och e Montant vun 118 Milliounen Euro fir d'Transformatioun vum Schumans-Gebai, mä leider an der Rubrik 5 „autres projets". Dat sinn also déi, déi hannert all deenen anere kommen, fir déi eng méi grouss Prioritéit besteet.

Dat ass alles schéin a gutt, mä entre-temps deet sech näischt. Deet sech guer näischt!

Duerfir meng prezis Froen un d'Regierung:

Ginn d'Servicer vum Europaparlament aus dem Schumans-Gebai eraus?

Hat d'Regierung a leschter Zäit an där Fro Kontakt mam Europaparlament? Wa jo, wat ass bei deene Gespréicher erauskomm? A wéini kann een domat rechnen, dass déi Servicer erausginn?

Wéi ass et mam Här Fayot senger Propositioun, déi hien elo just hei gemaach huet an déi mer ganz gutt schéngt, dass een déi néideg Meter carréen um Kierchbierg soll lounen, déi néideg sinn, fir déi Beamten, déi nach am Schumans-Gebai sinn, ënnerzebréngen, fir dass ee kann effektiv ufänken, kuerzfristeg ufänke mat dem Ofrappen?

Dat ass meng drëtt Fro: Wéini gëtt d'Schumans-Gebai ofgerappt, deelweis oder ganz?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Also, et ass ze hoffen, dass et ganz ofgerappt gëtt.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat bréngt mech dann zu menger anerer Bemierkung: Et ass mer gesot ginn - ech konnt dat net vérifiéieren -, dass de Bauteminister an d'Statssekretärin vun der Kultur bei där enger oder anerer Geleeënheet sech geäussert hätten, d'Schumans-Gebai sollt ofgerappt ginn an et sollt en neit Gebai fir d'Bibliothéik opgeriicht ginn.

Dat géif ons schéngen déi besser Solutioun ze sinn am Intérêt vun der Bibliothéik, vun hirem Personal a vun dem urbanisteschen Aménagement vum Kierchbierg a vun der Place de l'Europe.

Éischtens kréich d'Bibliothéik e Gebai, wat wierklech en fonction vun hire Besoinë konzipéiert wär, doduerjer och besser adaptéiert wär a wahrscheinlech manner deier géif ginn.

Zweetens géif d'Schumans-Gebai, wat net méi zäitgeméiss ass an an der Perspektiv vun deenen zwee schéine Gebaier vun der Philharmonie a vum Mudam stéiert, verschwannen, wat sécherlech vun architektoneschem an urbanisteschem Interessi wär.

Och hei wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint klore Wäin aschëdden. D'Fro wennt sech net un d'Secrétaire d'État vun der Agriculture, mä vun der Kultur.

(Interruption et hilarité)

Här President, esou wäit zu der Problematik vun der National- an Universitéitsbibliothéik an der ugepeilter Léisung, déi onser Meenung no wierklech urgent ass.

Et schéngt mer kloer, dass op de jëtzegen an zukünftege Sitë vun der Universitéit déi gëeegent Proximitéitsbibliothéike mussen installéiert ginn, ugepasst un den Enseignementsbedarf, fachbezunn, an - wéi et esou schéin op Däitsch gesot gëtt - fir d'Studenten „in Laufreichweite". Dat gëllt sécherlech a ganz besonnesch fir Bicher an Zäitschréften op Pabeiersupport. Fir d'elektronescht Material ass den Accès souwisou fir jiddfereen iwwerall a jidderzäit geséchert.

Wat déi méiglech Proximitéitsbibliothéike betrëfft, gëtt et iwwregens schonn Usätz. Et gëtt déi zwou Bibliothéike vum fréieren ISERP zu Walfer. Et gëtt d'Bibliothéik vum IST um Kierchbierg an et gëtt d'Bibliothéik vum Centre universitaire um Lampertsbierg. Mä dat geet net duer. Et muss do nach munches derbäikommen.

Och sinn d'Öffnungszäite vun de Bibliothéiken e Problem - vun deene Bibliothéiken a vun iwwerhaapt de Bibliothéiken. Si sinn op vun 9 bis 13 a vu 14 bis 17 Auer. Dat heescht a klorer Sprooch, dass, wann d'Studente keng Coursen hunn a kéinten an d'Bibliothéike goen, d'Bibliothéiken zou sinn. Ech maachen drop opmierksam, dass zu Tréier d'Universitéitsbibliothéik bis Mëtternuecht op ass a staark besicht ass, besonnesch an deene Stonnen no de Coursen.

Et gëtt mer gesot, dass och beim Problem vun den Öffnungszäiten de Grond dofir de Personalmangel wär. Do muss also eppes geschéien. Et géif mech interesséieren ze héieren, wat d'Regierung do virgesinn huet a wat se wëlles huet ze ënnerhuelen.

Et schéngt mer och kloer, dass déi Proximitéitsbibliothéike mussen den Ufuerderunge vum Enseignement ugepasst sinn. Fir den Zyklus vum Bachelor sinn d'Besoinen anescht wéi beim Master a beim Master anescht wéi beim Doktorat a bei der Recherche. Et schéngt mer gradesou kloer, dass zu Belval eng wëssenschaftlech Bibliothéik muss entstoen, déi de Besoinë vun deem groussen zukunftsträchtege Site ugepasst ass.

Besonnesch bei Belval sinn d'Informatiounen awer leider net kloer. Op de Pläng, déi vum Fonds Belval publizéiert gi sinn, fënnt een eng Maison du livre. Soll dat d'Bibliothéik sinn oder soll dat eppes anescht sinn?

Leschten Informatiounen no, déi ech kritt hunn, soll et awer esou sinn, dass d'Bibliothéik zu Belval sech déi all Mëllerei mat dem Centre national de la culture industrielle misst deelen. Ass dat esou? Also, wat ass do virgesinn? Ech mengen, et wär och gutt, wann d'Regierung ons do eng kloer Äntwert kéint ginn iwwert d'Projeten, déi fir Belval envisagéiert sinn.

Här President, ech wëll dorun erënneren, dass am Contrat d'établissement pluriannuel tëschent dem Stat an der Université du Luxembourg vum 10. Oktober 2006 ausdrécklech festgehalen ass - an ech zitéieren: «Dans le respect de son autonomie, et en attendant le développement du projet de création de l'établissement public 'Bibliothèque nationale et universitaire' l'Université développe la bibliothèque universitaire en veillant à une mutualisation de ses moyens technologiques et de ses procédures d'acquisition avec ceux de la Bibliothèque nationale.» Enn vum Zitat.

Déi Kooperatioun tëschent der Bibliothèque nationale et universitaire engersäits an der Universitéit anerersäits schéngt ze fonctionnéieren, wéi zum Beispill den informatesch géréierten Acquisitiounssystem vun der Nationalbibliothéik beweist, souwéi de Portail BLU, déi zentraliséiert Plattform, déi den Accès zu der elektronescher Dokumentatioun vun der Bibliothéik a vun der Universitéit erméiglecht.

Nach sinn op Säite vun der Universitéit an der Lescht Deklaratioune gemaach ginn, déi Froen opwerfen. De Recteur, de Professer Tarrach, schreift am Strategic Framework for the Université du Luxembourg 2006-2009, 2010-2015 Folgendes - an ech zitéieren: „There is no good university without good infrastructures, necessary for both teaching and research. In particular a good library with advanced information technology services and access to electronic journals and data bases, like the web of knowledge/ web of science, is a must.

Many of these services should be offered to all research and higher education institutions countrywide by the Bibliothèque nationale et universitaire, which would allow us to lower costs substantially."

So far so good, géif ech soen, Här President, mä da fiert de Recteur weider - an ech zitéieren erëm: „If not, the University will have to proceed on its own, in 2007." - Bon, deen Datum ass schonn dépasséiert, mä et gesäit een awer d'Intentioun. - „A library needs to be set up in each of the two campuses of the university, ideally one of them being the central premises of the Bibliothèque nationale et universitaire." Enn vum Zitat.

An deemselwechten Zesummenhang kéint ech hei, Här President, déi rezent Carte blanche vun de Professere Pauly a Gilles zitéieren.

Et dierft ee jo hoffen, dass de Ministère vun der Kultur, de Minister, d'Statssekretärin vun der Kultur, vum Enseignement supérieur a vun der Recherche, déi d'Bibliothèque nationale et universitaire an d'Universitéit ënner hire Fittichen hunn, wëssen, wat an der Universitéit geschitt a wat geplangt ass, dass se d'Besoinë vun der Bibliothèque nationale et universitaire iwwerdeems net vergiessen, an dass se, wéi den Här Fayot gesot huet, eng valabel Strategie mëttelfristeg a laangfristeg fir d'Zukunft entwerfen an dann och uwenden.

Ech géif also an deem Zesummenhang vun der Strategie dem Gedanke vum Här Fayot bäiflichten a wier och frou, wann d'Madame Statssekretärin zu deenen doten Aussoen an Tendenzen, déi schéngen ze bestoen, géif kënne kloer Stellung huelen.

Ofschléissend, Här President, schéngt ons, dass d'Madame Statssekretärin der Chamber eng kloer Äntwert schëlleg ass zur Zukunft an zum Timing iwwert de Projet fir d'Bibliothèque nationale et universitaire. D'Realisatioun vun deem Projet ass nämlech den eenzege Moyen, fir et der nationaler an Universitéitsbibliothéik ze erlaben, engersäits deene Missioune gerecht ze ginn, déi d'Gesetz fir si virgesäit, dem Personal uerdentlech Aarbechtsbedéngungen ze sécheren an de Clientë vun der Bibliothéik dee Service unzebidden, op dee se en Usproch hunn.

Ech wëll ofschléissend soen, Här President, dass d'DP-Fraktioun wäert selbstverständlech d'Motioun, déi vum Här Fayot agereecht ginn ass, ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass erstaunlech an erfreelech, datt den Här Fayot eng Interpellatioun zur Nationalbibliothéik gefrot huet. Erstaunlech, well hien hei sech an och eis d'Méiglechkeet ginn huet, fir senger Regierung, wat och eis Regierung ass, an dësem Dossier eng Datz auszestellen. Erfreelech ass et aus deemselwechte Grond, awer nach vill méi, well mer dann nach eng Kéier, wéi scho bei der Heure d'actualité vun der grénger Fraktioun zum selwechte Sujet den 29. November 2005, unisono kënnen öffentlech deklaréieren, wéi wichteg eis eis Nationalbibliothéik ass.

Deem wëll ech schonn direkt virewechgräifen: All Riedner hu bis elo plus ou moins an déiselwecht Richtung geschwat, an ech hu keng grouss Differenze festgestallt ënnert de verschiddene Meenungen. Ech wäert och net vill vun deem Gesoten ofwäichen.

Ech erënneren nach eng Kéier un d'Debatt vun 2005:

D'CSV hat virun dräi Joer gesot, datt mer ee Gesamtkonzept brauchen, datt eng Léisung muss kommen, déi mëttelfristeg iwwert d'Provisorien an d'Zwëscheléisungen, déi iwwregens an der Vergaangenheet schonn enorm Zomme verschlongen hunn, erausgeet.

Den Här Fayot hat deemools ënner anerem gemengt, datt hie sech géif perséinlech freeën, wann et mat der Nationalbibliothéik géif séier virugoen. Hien hat och Iwwerleeungen iwwer Unis- a Bibliothéikssitë gemaach, déi vun der Zäit iwwerrannt gi sinn.

D'DP hat sech bereet erkläert, d'Regierung bei allen Ustrengungen, déi se mécht, ze ënnerstëtzen, fir eng uerdentlech Nationalbibliothéik an eng uerdentlech Universitéitsbibliothéik, déi den Numm och verdéngen, hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Wa mir dann elo dräi Joer no der Heure d'actualité oder am leschte Joer vun dëser Legislaturperiod ee Bilan sollen zéien, wat d'Regierungspolitik am Kader vun der Nationalbibliothéik betrëfft, da kann dee Bilan net positiv sinn.

Mir sinn och mat der Kulturkommissioun am Februar, Mäerz 2006 d'Raimlechkeeten an d'Annexe vun der Nationalbibliothéik kucke gaangen. D'Resultat war iwwerdäitlech; et ass och scho vu menge Virriedner hei ugefouert ginn. Déi Lëtzebuerger Nationalbibliothéik ass an enger 400 Joer aler Schoul ënnerbruecht, huet am Beräich Luxemburgensia net déi néideg Standarden, fir hire Bestand ze schützen, wéi zum Beispill wéineg Liicht, klimatiséiert Magasinen, ofgesécher Raimlechkeeten, Noutfallpläng an esou weider. Plaz- a Personalmangel gëtt et säit Jorzéngten am Iwwerfloss.

D'Ëmnotzung vun engem bestoende Gebai - och dat ass scho gesot ginn -, dat komplett transforméiert sollt ginn a wou dann d'National- an d'Universitéitsbibliothéiken och vum groussherzoglechen Institut ënnerdaach solle kommen, ass 2003 op Äis geluecht ginn. En neie Projet ass net en vue.

Et ass schonn erstaunlech, datt mer, wat d'Nationalbibliothéik ugeet, an dëser Chamber Gesetzer stëmmen, déi zwar nach ëmmer a Kraaft sinn, déi mer awer net applizéieren. Ech trieden net derfir an, datt mir Gesetzer applizéieren, déi mer nodréiglech net méi gutt fannen; esou wéi den Här Biltgen eng Kéier gemengt hat mech däerfen ze interpretéieren. Ech trieden awer fir eng kloer an transparent gesetzlech Grondlag, op där mer kënne schaffen, an. Esou schaffe mer jo och an deenen anere Beräicher.

D'Gesetz vum 12. August 2003 iwwert d'Uni Lëtzebuerg huet kee spezifescht Kapitel iwwert d'Unisbibliothéiken. Den Artikel 13 soll d'Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Unisbibliothéiken erméiglechen. Am Artikel 27 iwwert d'Zesummesetzung vum Universitéitsrot geet Rieds vun engem Vertrieder vum wëssenschaftleche Personal vun de Bibliothéiken.

Am Unisgesetz steet näischt iwwert d'Relatioun mat der Nationalbibliothéik. Duerfir si mir ausdrécklech frou iwwert den éischten Tiret vun der Motioun, déi den Här Fayot hei déposéiert huet: D'Regierung muss nach virun deenen nächste Wahlen ee Gesetzesprojet iwwer eng Bibliothèque nationale et universitaire déposéieren, wou mer eng legal Basis fir d'Zesummenaarbecht tëschent Nationalbibliothéik an Unisbibliothéik kréien. Eng Zesummenaarbecht, déi um Terrain net méi ewechzedenken ass.

D'Schafung an den Ausbau vun der Uni Lëtzebuerg hunn en neien Akzent op d'Bedeitung an d'Wichtegkeet vu wëssenschaftleche Bibliothéike geluecht. Et ass och vu kengem a Fro gestallt ginn, datt mer musse vun enger National- an d'Unisbibliothéik schwätzen. D'Avantagen a puncto Käschten an Effikassitéit, fir Unisbibliothéik an Nationalbibliothéik an enger Hand ze bündelen, leien op der Hand. An och wann d'Décisioun vum Site net déi wichtegst ass, si muss geholl ginn. Si schéngt och geholl ze sinn. Ob mer se dann elo exekutéieren oder net, bleift awer nach ofzewaarden.

Unisbibliothéik op Belval, National- an Unisbibliothéik op de Kierchbierg: Dat werft och eng Rei Problemer op. Eng Gefällegkeetsléisung wier jo de Volet d'Nationalbibliothéik mat der Luxemburgensia an der Stad ze loossen, d'Unisbibliothéik ganz op Belval ze setzen. Dat ass denkbar, awer net genial, well et bestëmmt Iwwerschneidunge gëtt, wat d'Bestänn vun de Medien ugeet, an esou eng radikal Opspléckung wier och net mat de villfältegen Aufgabe vun enger Nationalbibliothéik ze vereinbaren. Dat schéngt eis keng akzeptabel Léisung.

Haut scho schaffen d'National- an d'Unisbibliothéik enk zesummen. Dat ass och vun alle Riedner hei gesot ginn. Esou kann een et op alle Fall och an enger Newsletter vun der Uni Lëtzebuerg vum Mee 2008 noliesen. All Projete vun den Unisbibliothéike brauchen d'Hëllef zum Beispill vun enger Equipe vu spezialiséierten Informatiker a Bibliothécairë vun der Nationalbibliothéik.

Wat elo d'Unisbibliothéik zu Belval ugeet. Ech si frou iwwert der Madame Flesch hir Froen. Ech wëll déi dann nach eng Kéier stellen. Meng Informatioune sinn elo e bëssen anerer. Da kucke mer herno, wiem seng am nooste bei der Wourecht leien.

Am Februar 2008 krut den honorabele Marc Spautz als Äntwert op eng Question parlementaire vum Bauteminister matgedeelt, datt, wat d'Unisbibliothéik ugeet, de Bauprogramm steet an en Avant-projet sommaire ausgeschafft soll ginn. Vläicht ass deen och mëttlerweil schonn um Dësch.

Mir sinn och mam drëtten Tiret vum Här Fayot senger Motioun d'accord, wou hie seet, datt et mat der Unisbibliothéik zu Belval muss séier virugoen. Mir sinn eis awer bewosst, datt vläicht de Site vun där Bibliothéik, esou wéi mir e kennen, net zentral genuch läit. Dat gëtt och scho vun enger Rei Enseignantë bedauert, déi soen, d'Bibliothéik léich net am Zentrum vun der Uni, mä iergendwou um Bord. Wann eng Bibliothéik méi ass wéi eng Plaz, wou ee Bicher stockéiert, wann eng Bibliothéik hire Rôle als Treffpunkt fir Informatioun a Kommunikatioun, als Liewensraum fir Enseignanten a Studente soll anhuelen, da mussen d'Weeër tëschent de Seminarsäll an der Bibliothéik kuerz sinn.

D'Unisbibliothéik vun Tréier ass och hei erwähnt ginn. Déi gëtt och an där Newsletter vun der Uni Lëtzebuerg zitéiert. An dëser zentraler Bibliothéik schaffe 96 Leit. D'Bibliothéik ass 95 Stonnen d'Woch op.

An deene fënnef Bibliothéike vun der Uni Lëtzebuerg schaffe fënnefmol manner Leit. Si hunn zesummen 185 Stonnen op, wat awer fir all eenzel Bibliothéik natierlech vill manner gëtt wéi zum Beispill zu Tréier.

Um Site Belval sinn - mengen Informatiounen no - 10.100 Meter carré fir eng Unisbibliothéik virgesinn. Ech kann net aschätzen, ob dat grouss genuch ass. Ech ginn emol dervun aus; d'Uni war jo bei der Planung derbäi, och wann elo kritiséiert gëtt, d'Bibliothéik wier net zentral genuch. Ech stellen awer fest, datt zum Beispill op deemselwechte Site Belval 16.000 Meter carré fir d'Rockhal bereetstoungen. Dat huet mech dann och e bëssen nodenklech gemaach, an ech hu mer d'Chifferen am Budget emol ugekuckt.

Erfreelecherweis ginn alleguerten d'Ausgaben, déi méi oder manner direkt mam Bibliothéikswiesen ze dinn hunn, an d'Luucht. Et fält zum Beispill op, datt de Budget fir d'Regionalbibliothéiken - an ech si ganz dankbar, datt den honorabele Marco Schank och op dee Volet agaangen ass -, deen onglécklech fir net ze soe falsch libelléiert ass, sech vun 2007 op 2008 verduebelt huet a fir 2009 nach eng Kéier ëm 20.000 Euro verbessert huet.

Déi Regionalbibliothéiken, déi jo och eng Kéier zu engem richtege professionell gefouerte Réseau vu Bibliothéiken an enker Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothéik ausgebaut solle ginn, kréien also gehollef, mä leider op engem ganz onzefridde stellenden Niveau. 110.000 Euro fir déi ronn 15 regional a lokal Bibliothéiken: Dat ass eigentlech net ze gleewen! Wann ech géif opzielen, wat aner kulturell Ariichtunge vu staatlechen Hëllefe kréien, da kéint ee mer ënnerstellen, ech géif deenen dat net gënnen. Dat ass awer net de Fall. Duerfir zielen ech och keng aner Beispiller op.

Mir bleiwen awer der Meenung, datt déi ablacklech Hëllef bäi Wäitem net duergeet. An ech ginn es net midd drop hinzeweisen, datt hei vum Kulturministère eng gewalteg Chance verpasst gëtt, aus enger Bewegung vun ënnen - de Marco Schank huet dat och gesot - mat vill bénévolem Engagement vun

eenzelne Leit, Associatiounen a Gemengen een duerchduechte Réseau vu modernen öffentleche Bibliothéiken - oder wann Der se léiwer Mediathéiken nennt - opzebauen.

Och d'Budgete fir de Centre national de la littérature a fir d'Nationalbibliothéik sinn an deene leschte Jore permanent an d'Luucht gaangen. Wann een awer emol eng Kéier d'Ausgabe fir d'Lieskultur mat de Gesamtausgabe vum Kulturministère a Relatioun setzt, da stellt ee fest, datt d'Ausgabe fir d'Lieskultur ee ganz modesten Deel vum Gesamtbudget vun der Kultur ausmaachen.

Den Här Fayot huet hei d'Wuert vum Kulturkonsum ubruecht; et kéint een och vun enger Eventkultur schwätzen, déi mer méi fleege wéi d'Lieskultur. Ech mengen, datt dat ganzt Trauerspill Nationalbibliothéik eigentlech d'Resultat vun enger Gesellschaft ass, an där d'Literatur an d'Buchkultur ni dee Stellewäert haten, dee se eigentlech missten an enger Wëssensgesellschaft hunn.

Fir e bëssen ze illustréieren, wat ech mengen, zitéieren ech aus dem Nico Helminger senger Ried, wou hie Merci gesot huet fir de Batty-Weber-Präis, deen hien den 9. Oktober 2008 am nationale Literaturzentrum zu Miersch iwwerreecht kritt huet. D'Madame Staatssekretärin kennt d'Ried schonn. Dir kennt se net, si ass nach net publizéiert. Ech bréngen och just ganz kuerz Extraiten.

Den Nico Helminger gräift zwee Type vun enger typesch Lëtzebuerger negativer Haltung zur Lëtzebuerger Literatur eraus: Engersäits de brave Bierger, dee sech ze Douds kann opreegen, wann e säi Béier op enger Terrass op Franséisch muss bestellen, dee sengem lerger Loft mécht a laange Lieserbréiwer, an deenen hie vun all Frontalier verlaangt, perfekt Lëtzebuergesch ze kënnen, ier en e Fouss an eist Land setzt. Deen awer selwer keng Ahnung vum Lëtzebuergeschen huet, keen eenzege vun eise Schréftsteller kennt, an duerfir och kee vun hire Bicher.

Op där anerer Säit hu mer awer dann de beliesenen a kultivéierte Mënsch vu Welt, esou gesäit hie sech emol selwer, deen, soubal en héiert, datt en Auteur Lëtzebuergesch schreift, e Schrack no hanne mécht a seet, et géif no Bauer richen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wat wëllt Der domat soen?!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Dës Duerstellung ass selbstverständlech iwwerspëtzt.

Ech zitéieren den Här Helminger. - Dat ass e berechtegten Aworf, Här Mehlen.

(Interruptions)

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir huelen dat net au premier degré.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Dës Duerstellung ass selbstverständlech iwwerspëtzt, mä si weist, wéi schwéier mir eis mat eiser Méisproochegkeet an der dozougehéierender Literatur dinn.

Natierlech gëtt et och zu Lëtzebuerg eng ganz Rei positiv Beispiller, Beispiller, déi Courage maachen. An de Schoulen zum Beispill gëtt et Liesconcoursen an -aktioune fir d'Liesförderung. D'Resultater vu PIRLS a PISA soen eis jo och däitlech, datt mer mussen esou Aktiounen duerchféieren. Den honorabele Marco Schank ass hei méi detailléiert dorop eragaangen, duerfir maachen ech dat elo net méi.

E weidert absolut positiivt Beispill ass de Centre national de la littérature zu Miersch, dee sech ëm d'Lëtzebuerger Literatur a Lieskultur verdéngt mécht. Positiv ass och, datt d'Bibliothéiken op de Campuse vun der Uni zwar nach ëmmer keng spektakulär gutt Öffnungszäiten hunn, souguer nach ëmmer schlechter hunn, mä hei huet sech och schonn eppes beweegt, och hei si schonn e bësselche besser Zäiten.

Ech hunn och scho vill vun deene ville regionale Bibliothéiken an hire Méritë geschwat. An et ass och kloer, dass d'Leit an der Nationalbibliothéik eng gutt, eng engagéiert Aarbecht maachen, an och, wann d'Bedéngungen net gutt sinn, eng virbildlech Aarbecht leeschten.

Ech ginn zum Schluss nach eng Kéier bei den Nico Helminger léinen, dee sech gefrot huet, wéi eng Bedeitung mir Politiker eiser Literatur a Kultur allgemeng zoukomme loossen. Ech zitéieren hien aus senger Ried: „Do gëtt dacks Kultur als Fräizäithäppche konsuméiert a vergiess, wéi ëmfaassend si ass, net Fassad, mä Fëllement. Grad an eiser sougenannter globaliséierter Gesellschaft wäert si ëmmer méi wichteg ginn. Däers sollte sech déi politesch Verantwortlech bewosst sinn, iwwert de Kulturministère eraus, an déi néideg Zeeche setzen, déi weisen, datt d'Kultur an déi zoustänneg Literatur keng Niewesaach sinn, mä Essenz."

Mat der Nationalbibliothéik kënne mer esou en Zeeche setzen. Am Moment géif ech mat der Madame Colette Flesch soen: „Et huet sech guer näischt,...

(Hilarité)

...awer och guer näischt gedoen am Beräich vum Bau vun der Nationalbibliothéik."

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech wëll meng Ried domat ufänken, datt ech dem Här Fayot félicitéiere fir seng Initiativ. Et ass jo relativ rar, datt e Majoritéitsdeputéierten optrëtt, fir d'Regierung ze interpelléieren, well en - meeschtens ass dat jo esou, wann een eng Interpellatioun mécht - mat der Regierung onzefridden ass.

Mä mir begréissen d'Initiativ vum Här Fayot, dee sech op deem Gebitt hei sécher gutt auskennt, well hien huet eiser Meenung no och Recht. D'Regierunge vun der Vergaangenheet, an deenen d'Sozialiste meeschtens derbäi waren, hunn et net ënnerlooss, fir vill Geld a Kultur ze investéieren, a Gebaier, déi mir éischter géifen als Prunk- a Prestigebaute qualifizéieren, a wou een eleng mat deem, wat d'Devisen iwwerschratt gi sinn, eigentlech nei Gebailechkeete fir eng zentral Nationalbibliothéik hätt kënne bauen. Elo kënnt et eventuell sinn, datt déi fett Jore fir eng laang Zäit eriwwer wären an d'Geld méi knapps géif ginn.

Här President, dann hu mer en deiere Pei-Musée dostoen - deen een och fir manner Geld hätt kënne kréien - an net schrecklech vill dran, fir ze weisen, mä dat passt jo gutt an d'Landschaft: Mir hu jo och schonn e Festungsmusée dostoen, wou mer näischt hunn, fir ze weisen, a wou mer net wëssen, wéini datt en opgemaach gëtt.

Här President, ech hunn déi Visiten och matgemaach - ech konnt se zwar leider net alleguerte matmaachen - a kann nëmmen ënnersträichen, wat meng Virriedner gesot hunn, datt den Zoustand, wéi eis Nationalbibliothéik de Moment dosteet, wéi se opgesplittert ass, wéi déi Raimlechkeeten équipéiert sinn, effektiv net der Zäit ugepasst ass, an en ass och engem räiche Land wéi Lëtzebuerg net würdeg.

E Wuert zum Statut légal. Den Här Fayot huet dat hei ugeschnidden, an ech muss soen, datt ech seng Meenung deelen. Et soll een der Bibliothèque nationale genügend Autonomie verschafen. An déi Iddi vun der Gestion séparée, déi jo och scho laang am experimentelle Stadium gelaf ass an och duerno ausgeweit ginn ass, déi gehéiert hei op jidde Fall applizéiert. Dat schéngt eis och e wënschenswäerte Modell ze sinn.

Den Här Fayot huet och interessant Pisten hei opgewisen, wéi een d'Nationalbibliothéik an d'Unisbibliothéik kënnt zesummefëieren oder op d'mannst matenee vernetzen, wat haut mat de moderne Kommunikatiounsmëttele kee Problem dierft duerstellen. Mir deelen dës Virstellung ënner anerem och, well se eng Partie Synergië géif méiglech maachen.

Mä déi schéinsten Infrastrukture sinn näischt, wann een net genügend gutt forméiert a gutt motivéiert Personal zur Verfügung huet. Mir wëssen alleguer, datt et do an der Vergaangenheet béis gehapert huet. Mir hunn déi bedauernswäert Situatioun gehat, datt e Fonctionnaire am Rang vun engem Conservateur praktesch fënnef Joer laang suspendéiert war, souguer ënner Violatioun vun de gesetzleche Bestëmmungen. De Stat huet där Persoun hiert Gehalt virubezuelt a si huet net däerfe schaffen, obscho se gäre geschafft hätt. Dat ass eppes, dat kann ee sech an der Privatwirtschaft eigentlech net virstellen. De Stat ass nodréiglech zu 20.000. Euro Schuedensersaz condamnéiert ginn, well e sech net un d'Spillregele gehalen huet.

Déi Meescht vun eis wëssen, wat den Ausgangspunkt war. Den Ausgangspunkt war effektiv e Sträit, dee vun alle Säiten, menger Aschätzung no, gutt gemengt war, iwwert d'Approche, wéi ee soll a Saachen Nationalbibliothéik an der Zukunft virgoen. A Saachen Erweiderung, a Saache Moderniséierung vun den Infrastrukturen.

Mir soen haut ganz kloer, datt déi deemoleg Ministesch an dëser Fro komplett versot huet. Amplaz zesumme mat allen Acteuren, och mat der Chamber, déi bescht Solutioun ze sichen an déi richteg politesch Décisiounen ze huelen a se dann och duerchzefëieren, gëtt e Fonctionnaire heemgeschéckt, awer d'Problemer, déi à la base sinn, ginn net geléist.

D'Madame Statssekretärin huet mir am Mäerz vun dësem Joer op eng Question parlementaire an där Saach Folgendes geäntwert - ech zitéieren: „Haut, bal zéng Joer duerno, a véier Joer no der Réintegratioun vum viséierte Conservateur an d'Nationalbibliothéik, kann ee behaapten, datt eis Nationalbibliothéik an där Atmosphär ka schaffen, déi hirer würdeg ass. Dësen Zoustand gouf schonns méi laang erëm rétabléiert an dat ass de Verdéngscht vun där heiteger Directrice a vun hirem Personal." Enn vum Zitat.

Madame Statssekretärin, ech fäerten, datt Dir schlecht iwwert déi wierklech Situatioun informéiert sidd. Mengen Informatiounen no ass dës Situatioun wäit vun deem ewech, wéi Dir se beschreift. Mir gëtt jiddefalls gesot, datt den Aarbechtsklima nach wie vor schlecht wär, d'Motivatioun vum Personal - geréng Koordinatioun tëschent deene verschiddene Responsabelen - quasi inexistent.

Dat féiert mech dozou fir ze soen, datt déi schéinste Gebaier, déi schéinsten Ariichtungen, déi beschten informatesch Systemer, a wat et och ëmmer alles gëtt, näischt hëllefen, wann um operativen Niveau Sand am Gedriff ass. Och hei, Madame Statssekretärin, ass niewent all deem, wat mer materiell mussen investéieren, e Chantier, deen dréngend muss ugepaakt ginn. An ech soen Iech ganz éierlech, ech beneiden Iech net dorëms.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, datt mir d'Motioun, déi den Här Fayot virgeluecht huet, wäerte stëmmen, well se eis an hirer grondsätzlecher Ausriichtung gefält a well mer dat och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci, an elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin vun der Kultur.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Nationalbibliothéik ass effektiv e wichtegt Instrument vun der Wëssensgesellschaft, an domadder och en Deel vun der Lissabonner Strategie fir Wuesstem a Kompetitivitéit. Dat ass hei schonn e puermol ervirgestrach ginn, an dat steet jo zu engem gewëssen Deel am Géigesaz zu deem, wat d'Leit ganz dacks als Bild virun An hunn, wa se u Bibliothéiken denken, nämlech datt do einfach vill Bicher stinn, déi ee sech huele kann, oder datt ee sech se eventuell och nach bestellt, an da kritt ee se, an da war et dat. Dat ass dat, wat ee vierdergrënneg gesäit. Hannendrun ass awer e ganz komplext Gebilde mat ville Missiounen, an et komme fir d'Nationalbibliothéik haut nach ganz vill Aufgaben derbäi, déi zukunftsweisend musse sinn.

Eis Nationalbibliothéik war nach ëmmer eng multifonctionnel Bibliothéik, zënter se 1798 gegrënnt ginn ass. Et ass och eng patrimonial Bibliothéik, eng enzyklopädesch Bibliothéik - hir Gesamtkollektioun behandelt all Wëssensberäicher, ouni Ausnahm -, an domadder ass si och mat der Zäit, an dat ass se haut méi wéi jee, déi haaptwëssenschaftlech Bibliothéik aus dem Land ginn, a si ass op fir all Publikum vu 16 Joer un.

Si huet zénter 1985 och nach nei Missioune bäikritt. Si ass zoustänneg gi fir d'Koordinatioun vun de Bibliothéiken am Land, iwwert de Réseau bibnet.lu, dat heescht, si géréiert fir all Bibliothéiken den integréierte Bibliothéikssystem Aleph. Do hänken haut 35 Bibliothéiken drun - net 33, et sinn der effektiv 35, an et kommen der sécher demnächst och nach e puer derbäi -, dovunner e gudden Deel vun deenen öffentleche Bibliothéiken, vu Gemengen, Lycéeën, an och zum Beispill déi vun der Uni oder vun den CR-Pen, de Kulturinstituter, der Zentralbank, dem Statec an esou virun. Et ass also eng ganz wichteg Roll, déi d'Nationalbibliothéik do spillt a gutt wouerhëlt.

Natierlech huet se mat der Informatiounsgesellschaft an der nummerescher Revolutioun nei, wichteg national Aufgaben an Tätegkeetsfelder kritt, déi se och muss wouerhuelen. Do sinn déi elektronesch Publikatiounen, déi se muss mat bäihuelen, an där et och ëmmer méi gëtt, well dat ass natierlech ganz wichteg fir Studenten a Fuerscher, an net nëmme fir déi, datt een aus der Distanz kann eng Bibliothéik consultéieren. Op där anerer Säit ass se mat engem ambitiéisen Digitaliséierungsprogramm amgaangen, fir dann domadder och eisen nationale Patrimoine ze valoriséieren, fir deen och op internationalem Niveau an op Distanz zougänglech ze maachen. Mir maache jo mat bei der Bibliothèque numérique francophone, déi elo d'lescht Woch zu Québec ageweit ginn ass, wou ech och derbäi war, a gradesou bei der Europeana, wat de Pendant an der Europäescher Unioun ass.

Dat ass eng grouss Chance, et ass awer gradesou gutt eng grouss Erausfuerderung. D'Digitaliséierung mécht nämlech d'Wësse méi grouss a méi einfach zougänglech, an do läit natierlech dann och d'Komplikatioun dran, well et ass, wéi gesot, eng ganz grouss Erausfuerderung. Et gëtt haut ganz aner Methode vun Diffusioun a vu Wëssensuneegnung, a bäi där Erausfuerderung musse mer onbedéngt virbäi matmaachen.

Dat waren elo just e puer Sätz, fir d'Komplexitéit vun den Aufgabefelder vun der Nationalbibliothéik duerzestellen. Dir hutt och schonn e ganze Koup dovunner selwer genannt gehat. Vill Informatioune si jo hei scho gesot ginn an Detailer bekannt ginn. D'Chamber ass jo schonn dacks do gewiescht. Et waren och ganz aktuell Informatiounen, déi Dir hei scho gesot hutt.

Well d'Aufgabefelder esou komplex sinn, ass et wichteg, sech ëm dëst Instrument vun der Zukunft, wat d'Nationalbibliothéik ass, ze këmmeren. Den Haaptproblem vun der Nationalbibliothéik ass awer hire Plazmangel, an deen erliichtert hir dës Aufgaben net. Et ass hei gesot ginn, datt mer an der Lescht vill Gebaier gebaut hätten, déi awer haaptsächlech fir de Kulturkonsum do wären. Ech mengen, datt et sech dobäi haaptsächlech ëm Gebaier handelt, déi bis elo guer net do waren, mat Fonctiounen, déi bis elo net wouergeholl gi sinn.

Et deet mir natierlech och ganz déck, datt grad d'Nationalbibliothéik, déi nu wierklech net am beschten dosëtzt, déi ass, déi nach weider muss e bësse waarden - aus deenen Ursaachen, déi zu engem Deel gesot gi sinn, an op déi ech och nach kuerz wäert agoen -, bis si a raimlech dezente Konditiounen ënnerkomme kann. Hire Plazmangel ass nämlech effektiv net nei, och dat ass hei scho gesot ginn. Schonn ausganks vun de 60er Joren huet den deemolegen Direkter dorop opmierksam gemaach gehat, laang éier d'Nationalbibliothéik an hirem heitege Gebai, am ale Kolléisch, war. Ech ginn dem Här Ben Fayot ganz Recht, datt dat Gebai vläicht och vun Ufank un net ideal war. Et ass awer e Gebai am Stadzentrum, an déi Diskussioun ass nach ganz laang mat virugedroe ginn an huet nach ganz laang och d'Diskussiounen ëm déi nächst, ëm eng nei Nationalbibliothéik mat konditionéiert.

Ech bedaueren och, datt en neit Gebai net vun haut op muer méiglech ass, grad ebe well d'Personal vun der Nationalbibliothéik an alles anerem wéi optimale Konditioune schaffe muss, dat awer mat ganz vill Idealismus mécht an d'Erausfuerderungen unhëlt. Ech wëll och hei de Mataarbechter, ënnert der kompetenter an engagéierter Féierung vun hirer Direktesch, e grousse Luef ausdrécke fir hiren Dynamismus an hire Savoir-faire an hir Motivatioun, mat deene bal alleguer vun hinne schaffen.

Ech hu virdru vun der Plaz geschwat, well d'Fro vum Standuert ëmmer eng war, déi hei mat eragespillt huet. Laang ass gesot ginn, mir kënnen net aus dem Stadzentrum fort. Duerfir ass deemools, an den 90er Joren, nodeems opgrond vum Rapport vun deem internationalen Expert hi festgestallt ginn ass, datt dat definitiv néideg a wichteg ass - souwäit et néideg war, dat iwwer een Expert feststellen ze loossen -, e Gesetz ausgeschafft ginn, fir eng Annex um Kierchbierg ze maachen, déi awer, wéi scho gesot ginn ass, net realiséiert ginn ass.

Ech mengen, datt déi Entscheedung eigentlech richteg war, well déi Annex um Kierchbierg ze maachen hätt an dem dagdeegleche Fonctionnéiere vun der Nationalbibliothéik ganz vill Misär bruecht. Dofir war et och richteg, dat Gesetz net auszeféieren. Et ass och gutt gewiescht, an do kann ech scho bal en Hommage ausschwätzen, datt d'Nationalbibliothéik domadder d'accord war, fir aus dem Stadzentrum erauszegoen op eng aner Plaz, déi ganz gutt accessibel ass, wou d'Leit ganz gutt hikommen, an déi net méi an engem enk gedrängte Kär läit, wou keng Plaz ass.

De Kierchbierg ass eng ideal Plaz fir déi nei Nationalbibliothéik. Net de Stadzentrum, mä um Kierchbierg, op der Place de l'Europe, ass och weiderhin déi beschte Plaz. Et ginn och net ganz vill aner Plazen do, respektiv wann et se ginn, da si se net besser a virun allem net méi séier. All aner Terrainen, déi eventuell nach do a Fro kéimen - an ech hu mech am Laf vun de leschten zwee Joer vill domadder amëséiert gehat, fir erauszefannen, ob een net kënnt awer op eng aner Plaz goen -, all déi aner Plazen, déi ee géif kënnen huelen, sinn éischtens net esou gutt, virun allem ass hir Realisatioun net méi séier, mä éischter nach méi laang, an zweetens och nach zu engem gudden Deel prozedural méi komplizéiert.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Historique vun den neie Raimlechkeeten ass hei scho gemaach ginn. D'Gebai Robert Schuman op der Place de l'Europe, do schaffe mer drun, fir dohinner ze kommen. Tatsächlech ass et esou, datt dat Gebai soll ganz ofgerappt ginn, fir en anert amplaz ze setzen. Domadder kann een de Programm vun der Nationalbibliothéik optimiséieren, an déi Virbereedunge sinn amgaangen.

2004 hat d'Regierung jo d'Entscheedung geholl, fir d'Gebai, am Géigesaz zu engem éischte Projet, net deelweis stoen ze loossen an an dee Carcan eng nei Nationalbibliothéik ze integréieren, mä dat Gebai ganz ofzerappen an domadder méi eng fonctionnel a besser geplangten Nationalbibliothéik ze erméiglechen.

D'Virbereedunge vun deem neie Gebai, déi allerdéngs eréischt am Horizont Enn 2013 leien, wat natierlech net ganz séier ass, lafen awer un. Den Här Biltgen huet, wéi et gesot ginn ass, 2006 gesot, datt d'Konzeptioun direkt ugefaange gëtt, an ech hunn der Nationalbibliothéik hiren optimiséierte Programm an de Ministère des Travaux publics gi gehat. Et si jo och am Budget Frais-d'étudë virgesinn, fir de Projet de loi op Basis vun deem Programm auszeschaffen.

Mam Bauteminister, dem Claude Wiseler, hunn ech d'Ofkommes, datt mir alles esou séier wéi et geet virundreiwen, fir dat ze maachen - an zwar och ganz séier -, an datt mer awer och uechtdoen, datt een net elo e Gesetz stëmmt e puer Joer éier et zur Realisatioun kënnt. Et wär elo net gutt, wa mer géifen - wat ee souzesoe géif kënne maachen - ganz séier ee Gesetz deponéieren, wat da ganz séier géif kënne gestëmmt ginn, mä et awer nach e puer Joer dauert, bis et souwisou kënnt realiséiert ginn, bis d'Europaparlamentsbeamten aus dem Schuman erausginn, fir da mat engem Gesetz dozestoen, wat zu engem Deel schonn eventuell net méi aktuell ass. Normalerweis kënnt nach vill ze vill an esou enger Period vir. Dat wär u sech net esou gutt.

Mir hunn awer ausgemaach, datt all Viraarbechte lafen, all Etüde gemaach ginn, de Projet de loi ausgeschafft gëtt, déposéiert gëtt a gestëmmt gëtt, an datt en deen Dag gestëmmt ass, wou d'Europaparlament erausgeet, an datt direkt deen Dag selwer da kënnen d'Ausschreiwungen ugoen, fir d'Aarbechten auszeschreiwen, d'Prozedure kënnen ugoen, wann eben de Bâtiment Robert Schuman eidel ass. Da kann duerno direkt mat Bauen ugefaange ginn.

Ech hoffen an drécken d'Daumen, datt dësen Zäitplang och agehale gëtt. Et ass natierlech wichteg, datt de Schuman zur Zäit eidel gëtt. Ech hu mam Bauteminister eng ganz gutt - awer wierklech eng ganz gutt - Zesummenaarbecht op dësem Plang, deen och ëmmer en oppent Ouer huet fir dëse schwieregen Dossier vum Neibau.

Déi Fro, ob net d'Europaparlament éischter kann erausgoen, muss ee vläicht éischter him stellen. Tatsaach ass allerdéngs och, datt d'Europaparlament souwisou permanent amgaangen ass, nach ëmmer méi Europabeamten an aner Gebaier ze setzen, éier et dat ka maachen. Dofir sinn net méi genuch Plazen do. An da muss ee jo och nach derbäi soen, datt mir Ville siège sinn an och dorobber halen an och dorunner festhalen; dat ass och eng gedeelte Meenung heibannen. Do muss een natierlech och kucken, wéi ee mat den Institutioune vun der Europäescher Unioun ëmgeet.

Mir hunn eis also systematesch ëm den Dossier vum Neibau bekëmmert. Ech bedaueren natierlech, datt et net méiglech ass, dat e puer Joer éischter ze maachen, well wierklech d'Konditiounen an der Nationalbibliothéik fir hiert Personal, esou wéi se dosëtzen, net optimal sinn; fir dat emol scho bal ënnerdriwwen ze soen. Mä duerfir kréie mer awer herno en optimaalt Gebai, e funktionellt Gebai, wou d'Nationalbibliothéik gutt, wichteg a richteg kann doranner operéieren.

Well et méi laang dauert, bis mer endlech kënnen en Neibau ugoen, hunn ech mech ganz vill druginn, fir der Nationalbibliothéik bis dohinner nei Plaz verschafen ze kënnen. Mir hunn - wéi et schonn zitéiert ginn ass - déi Annex um Kierchbierg, den Eurocontrol, kritt, wat relativ vill gehollef huet. Do si Büroen an Dépôten dran. Säit zwee, dräi Joer ass deen do. Mir hunn och zanter engem décke Joer richteg ageriichten Dépôten zu Bartreng gelount, mat Compactusen dran, wou déi richteg klimatesch Konditiounen och dragemaach gi sinn, mat hydrologesche Konditiounen, esou wéi et muss sinn.

Dat ass alles immens, mä et ass bal wéi verhext. Kaum ass eng Verbesserung do, da fält den Zoufall engem schonn nees op de Kapp. Wéi mer déi nei Dépôte bis haten, dunn huet de private Propriétaire vun der Annex Prince Henri de Bail gekënnegt op dëst Joer. Du si Waasserschied an deem neien Dépôt zu Bartreng opkomm, esou datt mer elo no deene Saache kucken. Dofir hunn ech et awer hikritt, datt de Bail an der Annex Prince Henri bis d'nächst Joer de September verlängert ginn ass.

Dat heescht awer och, datt, wann dat alles erëm gefléckt ass zu Bartreng, mer logescherweis weider wäerten no zousätzleche Stockage-Raimlechkeete kucke mussen. Alles dat ass net ideal. Mir hunn et hei zesumme festgestallt. Ech kann et natierlech nëmmen ënnersträichen. Ech muss awer och soen, mir hunn alles gemaach, fir déi Situatiounen am Provisoreschen esou gutt wéi méiglech ze iwwerbrécken. Esou datt et also wierklech néideg ass, fir e ganz neit an e funktionellt Gebai ze kréie fir d'Nationalbibliothéik.

Mir sinn dann, wéi gesot, och permanent amgaangen ze schaffen, fir déi momentan a viriwwergehend Situatioun ze verbesseren. Also kann een och net soen, datt mer näischt géife maachen, mä leider ass et ëmmer e Provisorium bis deen neie Bau do ass.

Et ass aus villem dat Bescht gemaach ginn. Mir hunn och en neie Liessall mat Computeruschloss, fir den normale modernen Usprëch vun enger Nationalbibliothéik ze genügen, deen am Mansfeld-Sall an der Nationalbibliothéik ageriicht ginn ass. Och do ass ëmmer e Matdenken, Weiderdenken, Virundenke vun de Verantwortleche vun der Nationalbibliothéik a vun hirem Personal, datt d'Bibliothéik trotzdeem an hire bestoende Raimlechkeete kann esou gutt wéi méiglech fonctionnéieren an all déi Méiglechkeete bidden, déi néideg si fir eng Nationalbibliothéik esou wéi se haut muss ausgesinn.

Natierlech, fir déi Erausfuerderungen unzehuelen, brauch d'Nationalbibliothéik och Personal. Dat ass kloer. Fir hir villfälteg Aufgaben ass dat evident. Anerersäits, wa se vill Leit bäikritt, dann huet se nach méi en akute Plazproblem bis dat neit Gebai do ass. Och hei ass awer trotzdeem schonn agéiert ginn, och wann nach an Zukunft do ze maache bleift, wéinst der ëmmer méi grousser Spezialisatioun vun hiren Aarbechten an de Koordinatiounsaufgaben, déi d'Nationalbibliothéik fir vill anerer mat iwwerhëlt, an ouni datt dat eppes ass, wat onbedéngt dobausse vill gesi gëtt an opfält an heiansdo emol guer net gewosst ass.

Just vläicht, fir e puer Zifferen ze soen:

Vun 1999 bis 2005 sinn an der Nationalbibliothéik 12% méi Personal agestallt ginn. Dat war eng Zäit, wou insgesamt ganz vill beim Stat agestallt ginn ass. Dat war an der CSV/DP-Regierung.

Vun 2005 bis 2008 sinn 12,6% méi Leit agestallt ginn. Dovunner war och ee Joer den Numerus clausus null. Dat war d'CSV/LSAP-Regierung; wou ech elo verantwortlech gi sinn.

Et genéisst also déiselwecht Prioritéit, fir Leit anzestellen ënnert deenen zwou Regierungen. 12,01% bis 2005, an 12,6% zanterhier. Et kann een also net soen, datt déi eng oder déi aner Regierungen do Prioritéite vernoléissegt gehat hätten.

Dir kennt jo och de Kontext vum Numerus clausus. Et ass jo och esou, Dir kennt déi Prozeduren. Alles dat muss jo an deene Prozeduren erofgoen. An net méi spéit wéi gëschter hutt Der jo nach héieren, datt Prioritéitesetzen dacks op d'Käschte vun anere geet. Et leien och nach Gesetzer hei am Haus, déi Numerus-claususe virgesinn - wéi mir dat nennen - an also aneren hir Fräiraim aschränken. An deem Kontext muss ech leider soen, ass och heiansdo bei eis eppes esou ze gesinn, wann anerer vill Personal bäikréien, da sinn nach anerer, déi erëm zum Deel dorënner leiden.

Och budgetär konnt ech Ustrengungen duerchzéien an Akzenter setzen. Annerhallef Millioun Euro méi vun 2007 op d'nächst Joer am Budget; dat ass awer schonn e wesentleche Sprong. Dovunner 800.000 Euro, also 13,8%, vun 2007 op 2008, a 550.000 Euro, also 8,5%, vun dësem op d'nächst Joer, oder insgesamt 28% méi innerhalb vun dräi Joer.

D'Regierung weist also, datt se och a méi schwieregen Zäiten d'Nationalbibliothéik net vernoléissegt. Et ass iwwregens och dat Kulturinstitut mat där héchster Dotatioun vun all eisen Instituter; wat näischt dovunner ewechhëlt, datt se alleguerte wichteg Missiounen hunn. Akzenter bei deene Budgetserhéijungen hunn ech gesat op d'Digitalisatioun an op nei Acquisitiounen, esou wéi iwwregens och an anere Kulturinstituter. Dat ass eppes, wou d'Nationalbibliothéik ganz staark dran aktiv ass a vill schafft.

Wat de Service à gestion séparée ugeet, deen och ugeschwat gi war, esou ass et schonn esou, datt deen do ass. Deen ass 2007 accordéiert ginn. Dat gëtt natierlech och der Nationalbibliothéik méi Flexibilitéit. 2004 waren et just eis Muséeën - déi zwee Muséeën -, déi se haten.

Wa mer vun Erausfuerderungen a vun zukünftegen Aufgaben a Strategië schwätzen, dann ass et natierlech och ganz wichteg, fir d'Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg ze ernimmen, déi et haut schonn um Terrain gëtt. Dat ass ernimmt ginn, do brauch ech net méi weider drop anzegoen. Dat war e ganz wichtege weidere Schrëtt, fir nach méi eng enk Integratioun vun der Bibliothéik vun der Uni a vun der Nationalbibliothéik ze maachen, déi elo schonn en Deel Aarbechte fir d'Uni iwwerhëlt.

Dobäi bleift et natierlech esou, datt och Bibliothéiken an de Fakultéite sinn a sollen a musse sinn; déi sougenannte Proximitéitsbibliothéiken. Dat ass evident. Déi musse bei all Fakultéit oder op alle Plaze mat derbäi sinn. An et ass esou virgesinn, datt d'Bibliothéik op Belval an d'Mëllerei kënnt, an dat risegt Gebai vun der Mëllerei.

Wann ech vum Zesummeschaffen Uni Lëtzebuerg, Bibliothéiken an Nationalbibliothéik schwätzen, do schwieft eis natierlech d'Konzept vun enger nationaler an universitärer Bibliothéik vir. Dat däerf een awer net verwiesselen. Dat heescht net, datt alles op enger geographescher Konzentratioun, op enger eenzeger Plaz géif oflafen. Ebe just net. Et ass eng zentraliséiert Gestioun, am Akaf, eventuell Centrale d'achats besonnesch och fir digital Publikatiounen, Mise en ligne, informatesch Gestiounssystemer. Dobäi ass d'Nationalbibliothéik besonnesch e Prestataire, ouni sech awer an déi intern Organisatioun vun de Proximitéitsbibliothéiken anzemëschen, déi bei der Uni wäerte sinn.

Also: zentral Gestioun, mä dezentral Plazen.

Dat ass e wichtegen Aspekt, un deem mir schaffen, an Diskussioun mat der Uni an och den CRPen an de Fuerschungsinstituter, fir a Richtung Bibliothèque nationale et universitaire ze goen. Ech begréissen et och, datt d'Chamber dat och esou gesäit. D'Fro, ob ee soll en Établissement public maachen, kann ee sech stellen. An et muss een d'Opportunitéiten dovun analyséieren - d'Vir- an d'Nodeeler -, fir ze kucken, ob ee soll en Établissement public heifir schafen an ob dat Sënn mécht.

Vläicht just do eng kleng Klamer op zu deem Tiret, deen een an där Motioun virgesäit, deen ech kann ouni Problem akzeptéieren. Zu deem Tiret ass just vläicht ze soen: Wann do steet, nach an dëser Legislatur e Gesetz iwwert d'BNU déposéieren, dann hänkt dat och mat der Forme juridique zesummen, falls mir géife fir eng aner Forme juridique wéi déi heiteg optéieren. A wann dat en Établissement public wär, hänkt et jo och of vum Ausschaffe vun engem Projet, mat deem d'Regierung amgaang ass, fir e Leitfuedem fir esou Etablissementer ze schafen, fir och déi néideg juristesch Kohärenz ze behalen. Dat ass wichteg. Also ass et net ganz sécher, wéi een Délai realistesch do kann agehale ginn, well do zwou Saache mateneen zesummenhänken.

Voilà! Här President, villes ass vu menge Virriedner gesot ginn. Do brauch ech net méi op alles anzegoen. Vill Detailer hu se gesot. Vill Informatiounen hate se. Sécherlech muss een och soen, datt nach eng nei Aufgab, falls se interesséiert, do ass. Dat ass eng zentral Roll, déi och d'Nationalbibliothéik an Zukunft soll hunn am Réseau vun den öffentleche Bibliothéiken, wou mir dru schaffen. De Marco Schank an de Claude Adam hu se ugeschwat gehat. Do si mir amgaang dee Projet ze finaliséieren. Selbstverständlech huet d'Nationalbibliothéik ganz vill Fuerschungsaufgaben, déi se och elo scho wouerhëlt an nach weider ausbaue wäert.

D'Konklusioun. Eis Nationalbibliothéik ass keng altehrwürdeg Damm, mä e moderne Betrib mat Zukunftsaufgaben a Visiounen, wann och an enger aler Haut vu Gebai. Mä mir mussen hir d'Mëttele ginn, fir datt se als richtege Kompetenzzentrum hir wichteg strategesch Missiounen am Interessi vun eiser Gesellschaft a fir d'Entwécklung vun eisem Land ausübe kann. Ech soen der Chamber an alle Fraktiounen, déi där Meenung jo waren, hei Merci fir hir Ënnerstëtzung heiran, well mir mussen eis Wëssensgesellschaft och eppes wäert si loossen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin.

Motion 1

Mir hunn dann eng Motioun virleien, déi vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Ech ginn dervun aus, datt déi erkläert ass. Mir kënnen dann driwwer ofstëmmen a maachen dat par main levée.

Vote

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ech stellen eng Unanimitéit fest.

Merci.

Da komme mer zum leschte Punkt vun der Dagesuerdnung: d'Question avec débat Nummer 38 vum Här Claude Adam. D'Fro bezitt sech op de Service des Sites et Monuments. Här Adam, wann ech gelift.

6. Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech kierzen e bëssen a mengem Text.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, den 31. August 2007 hu mir als grénge Groupe parlementaire en éischte Bréif un d'Chamber geschriwwen, wou mer am Kader vum Projet de loi 4715 drëm gebieden hunn, datt déi Responsabel vun deene verschiddene Servicer, déi duerch dëst Gesetz betraff sinn, eng Kéier an d'Kulturkommissioun sollte kommen, fir déi aktuell personell a finanziell Méiglechkeete vun hire Servicer kënnen ze beliichten a fir ze soen, wat dann d'Ufuerderungen un hir Servicer wieren, wa mir dat Gesetz bis gestëmmt hätten.

Well et esou laang roueg war ëm de Projet de loi 4715 a vläicht guer kee méi weess, ëm wéi ee Gesetz datt et geet: Dat ass d'Gesetz iwwert de Schutz…

(Interruption)

…an d'Erhale vun eisem archeologeschen, historeschen, architektoneschen a landschaftleche Patrimoine. Do hu mer en amendéierten Artikel 43. Do steet dran: «Le Ministre intègre les sites archéologiques au plan directeur sectoriel des secteurs sauvegardés culturels (…)». Mir hu gemengt, et wier emol interessant ze wëssen, ob eng Chance besteet, dat um Terrain ëmzesetzen, wat mer an d'Gesetz schreiwen.

De 5. Oktober 2007 huet déi gréng Fraktioun nach e Bréif nogereecht un Iech, Madame Statssekretärin, wou mer Iech, Madame Statssekretärin, invitéiert hunn an d'Chamber ze kommen an eis déi Analys, déi vun Deloitte gemaach ginn ass, iwwert de Fonctionnement vum Service des Sites et Monuments virzestellen an ze diskutéieren.

De 25. Februar 2008 hu mir schréftlech un eis zwee Bréiwer erënnert. Mir krute bis haut nach keng Satisfaktioun an der Kommissioun. Dozou muss gesot ginn, datt de President vun der Kommissioun dës Punkte wuel op den Ordre du jour gesat hat, datt et awer ni derzou komm ass se ze diskutéieren, ënner anerem well Dir aus der Kommissioun fortgaange sidd, wéi mer zur Diskussioun sollte kommen. Et kann een dat am Rapport noliesen.

Dat huet eis derzou gefouert, dann den 30. Juli 2008 iwwer eng Question avec débat Äntwert op eis Froen ze froen. Zënter dem August 2007, wou eisen éischte Bréif erausgaangen ass, an haut ass d'Zäit net stoe bliwwen; ausser vläicht beim Projet de loi 4715, dee schonn zënter 2000 um Instanzewee ass. Do ass jo näischt Wesentleches geschitt, vläicht ausser dem Festungsmusée, deen och nach net fäerdeg ass. Den Décompte final läit nach net vir. Et ass kee responsabel a keen huet eppes falsch gemaach.

(Interruption)

D'Direktesch vum Sites et Monuments ass mëttlerweil an d'Pensioun gaangen an den Här Sanavia ass de 4. September 2008 vum Regierungsrot als neien Direkter confirméiert ginn. An engem Interview am „paperJam" vun dësem September seet den Här Sanavia, datt him den Inventar vum gebaute Patrimoine géif ganz um Häerz leien. Säi Service huet d'Aarbechten ewell virun dräi Joer ugefaang. Zurzäit sinn eng zéng Gemengen um Inventaire. Et bleiwen der also nach méi wéi 100.

Mir hunn héieren, datt en Deel vun den Aarbechten oder Missiounen, déi u sech dem Service des Sites et Monuments zoufalen, elo vum Ministère des Travaux publics solle gemaach ginn. Huet dat eppes mam Personalmangel beim Service des Sites et Monuments national ze dinn, deen den neien Direkter Sanavia an engem Interview am „Tageblatt" jo och zouginn huet? Kënnt Dir eis driwwer weider Informatioune ginn? Fannt Dir, datt esou eng Démarche kompatibel ass mat der Missioun vum Denkmalschutz? Wat wëllt Dir, Madame Statssekretärin, ënnerhuelen, fir datt dem Här Sanavia säi leschte Saz am Interview - «Il faut que dans quelques années on sache exactement ce que l'État veut protéger.» - sech ka realiséieren?

An dann erlaabt mer och d'Fro: Gëtt et iergendeng Ursaach, firwat datt de Service des Sites et Monuments net eng Kéier sollt an der Chamberskommissioun virgestallt ginn?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Merci, Här President. Ech ginn zou, Här Adam, bei Ärer leschter Fro, déi Der elo gestallt hutt, sinn ech net ganz sécher, wat Der domat mengt. Et ass absolut kee Problem, datt den neien Direkter eng Kéier a menger Begleedung an d'Kommissioun kënnt. Hie war jo virdrun och do, ënner enger anerer Qualitéit, dat ass evident. Mä trotzdeem, dat ass kee Problem.

Wat natierlech éischter ongewéinlech ass, dat ass, datt administrativ a Personalfroen an der Chamber diskutéiert ginn. A priori ass dat jo normalerweis net de Fall. Ech sinn awer gär derzou bereet, hei e puer Wuert dozou ze soen. Dat ass kee Problem. Dat ass ganz sécher.

Dir schwätzt de Gesetzesprojet un, dee virgesäit, datt solle sektoriell Pläng vu Secteurs sauvegardés ausgeschafft ginn. Déi ginn ausgeschafft - dat steet och am Gesetzesprojet esou dran - no de Regele vum '99er iwwert d'Landesplanung. Mir hunn zwee Haiser, déi doranner musse matmaachen an déi dorunner schaffen.

Dat eent ass de Geschichtsmusée, deen amgaangen ass, eng Lëscht vun de Sites archéologiques opzestellen. Do si se amgaangen drun ze schaffen. Si si scho ganz gutt doranner virukomm, sou datt ee fir de Summer vum nächste Joer ka mam Ofschloss vun deenen Aarbechte bei hinne rechnen, wat d'Lëscht vun de Sites archéologiques ugeet.

Op där anerer Säit ass et den Inventaire vum Patrimoine architectural hei zu Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat Sites et Monuments mécht. Ech hunn dem Service d'lescht Joer gesot, e soll och do roueg Experte vu bausse mat zouzéien, fir déi Aarbechten ze maachen.

Do muss ee soen, datt een heibäi och nach eppes aneres muss feststellen, nämlech, datt d'Gesetz an d'Reglement vun 2004 iwwert den Aménagement communal virgesäit, datt bei de PAGen d'Gemengen och hire Patrimoine architectural inventuréiere mussen. An de Sites et Monuments bitt vun elo un do eng spezifesch a gratis Formatioun un. Do hu sech och ganz vill Verantwortlecher respektiv Experte gemellt, fir an där Formatioun matzemaachen.

Mat verschiddenen interne Reorganisatioune respektiv temporären Hëllefen och an Zukunft a kuerzer Zäit respektiv op kuerz Zäit gehalen, kann dann de Service seng Missiounen heiran erfëllen. En Deel vun de Viraarbechte si jo scho gemaach. Si hu schonn domadder ugefaangen.

Wat Är Fro vum Audit organisationnel ugeet, do hat ech schonn an der Comexbu driwwer geschwat. E gudden Deel vun den Äntwerten hutt Dir jo och schonn a menger Äntwert op de Rapport vun der Cour des Comptes gelies. Den Audit huet am Fong déi Saache confirméiert - zwar natierlech méi am Detail -, déi ech mat der Zäit och festgestallt hunn a mat menge Leit gekuckt hunn do ze behiewen.

Feststellunge si gemaach ginn um Niveau vu Responsabilisatioun, vun interner Kommunikatioun, Intraservice, Cogestioun vun de Projeten, vun Délaien an Enveloppen ze respektéieren, vun interner Kontroll am Service. Ech hat dem Service geschriwwen, e soll standardiséiert Fichen ausschaffen an e Manuel des procédures iwwer Gestioun, Kontroll, och vum Budget an esou weider. Dat ass esou gutt wéi fäerdeg an a Finalisatioun.

Ech hat och dem Minister vun der Fonction publique geschriwwen, fir hien ze bieden, fir eng spezifesch Formatioun doranner ze maache fir meng Leit: Prozeduren, Marché, Konta an esou weider.

Mir hunn eng Clarificatioun vun de Verantwortunge virgeholl. Mir hunn d'Tâchë festgesat, eng integréiert, dat heescht transversal Handhabung a Gestioun vun de Projeten agesat an en neien Organigramm opgestallt. Mir hunn och esou Klengegkeeten duerno gekuckt, wéi e Réseau informatique am Service an esou weider.

Selbstverständlech hunn ech gesot, datt an Zukunft - deemools, 2007, hunn ech dat gesot - déi finanziell Dossiere musse pro Projet opgestallt ginn an net einfach den Datumen no klasséiert ginn, wat et natierlech ganz schwiereg géif maachen, fir iergendeppes erëmzefannen. All déi Saache si mëttlerweil ëmgeännert respektiv si se amgaangen, dee leschte Schlëff ze kréien.

En Deel vum Personal huet och changéiert. Dir hutt en neien Direkter ernimmt, effektiv. Mir hunn och en neie Kontabel, dee Mëtt 2007 komm ass an dann uganks 2008 op eemol alles huet missen iwwerhuelen, well dee Kontabel, deen do war, gesot huet, hie géif an d'Pensioun goen. Hien hat effektiv schonn eppes iwwert de Pensiounsalter. Domadder ass d'Transitioun dann awer och do gewiescht, an deen neie Kontabel huet dat ganz gutt virugefouert.

Vun exakt elo un, nämlech vun elo un de Prozeduren no, hunn ech och dat agesat, wat een am Privatsecteurjargon géif „Kontroller" nennen, dat heescht een, deen de Suivi an de Contrôle vun den administrative budgets- a kontastechneschen Aspekter vun de Projete mécht, de Projeten, déi selbstverständlech vun den eenzelne Conservateuren ofhänken - dat ass normal, dat ass logesch, dat ass evident, dat ass esou an dat bleift esou.

Domadder sinn dann endlech och zwee Leit am Kontasservice. Dat war scho virdru vill fir een eleng, an dee war dann natierlech och zu engem Deel iwwerfuerdert an huet heiansdo deemno reagéiert.

Nach e puer aner Verbesserungs- respektiv och Renforcementsmoossname si geholl ginn, esou datt ech ganz zouversiichtlech sinn, datt d'Aarbechte vum Service kënne gutt virugoen, a ganz zouversiichtlech si fir d'Zukunft, datt mer aus deene Froen erauskommen, déi sech iwwert déi lescht Zäit esou laang gestallt hunn.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Adam, Dir hutt d'Recht, fir nach eng zousätzlech Fro ze stellen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, ech stelle keng zousätzlech Fro. Ech si frou iwwert d'Äntwerten a bedaueren, datt mer dat net eng Kéier an enger Kommissioun konnte maachen, wéi et virgesi war. Do hätte mer méi Zäit gehat, fir eis auszeschwätzen.

M. le Président.- Gutt, da brauch d'Madame Statssekretärin och net ze äntwerten. Mir sinn elo um Schluss vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 11., 12. an 13. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.26 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 4,5 et 6

Dépôt de trois projets de loi page 46

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi page 46

Communications pages 46-47

Ordre du jour page 47

Question urgente N°2912 de M. Claude Meisch relative au secret bancaire pages 47-49

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°279 du 21 octobre 2008 de M. Marco Schank relative à l'état d'avancement du projet du lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 49
- Question N°280 du 20 octobre 2008 de M. Eugène Berger relative aux dispositions dans le statut du personnel des CFL réglant la procédure pour les prochaines élections sociales, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49
- Question N°281 du 20 octobre 2008 de M. Romain Schneider relative à l'introduction d'une loi-cadre relative au compte épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49
- Question N°282 du 20 octobre 2008 de M. Claude Adam relative à l'organisation des cours du soir, notamment des conditions d'admissibilité des élèves à l'examen pratique du CATP, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 50
- Question N°286 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative à la Convention N°94 de l'Organisation Internationale du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50
- Question N°289 du 21 octobre 2008 de M. Gast Gibéryen relative à la nomination d'une nouvelle direction à la Chambre du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50
- Question N°283 du 21 octobre 2008 de M. Gilles Roth relative à l'avant-projet de loi sur les communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 50-51
- Question N°284 du 21 octobre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la création d'un «Marketingboard» dans le secteur de la viande, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 51
- Question N°285 du 20 octobre 2008 de M. Roger Negri relative à la lutte contre l'ostéoporose dans le cadre de la journée mondiale de l'ostéoporose du 21 octobre 2008, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 51-52
- Question N°287 du 21 octobre 2008 de M. Alex Bodry relative à la construction d'un nouvel échangeur à la sortie Burange de la Collectrice du Sud à Dudelange, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 52
- Question N°288 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative aux projets gouvernementaux concernant une réforme de la législation relative à l'adoption, adressé à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 52

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie, suivie d'un débat pages 52-55

Question avec débat N°37 de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Adam au sujet d'une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg pages 55-56

5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail pages 56-58

Communication page 58

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le nouveau plan hospitalier pages 58-61

Ordre du jour page 61

5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg pages 61-63

Question avec débat N°39 de Mme Vera Spautz au sujet du fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales pages 63-64

Prise de position du Parlement luxembourgeois page 65

Dépôt d'une proposition de loi page 65

Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 65-75

5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive pages 75-76

Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la Bibliothèque nationale pages 76-81

Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments pages 81-82

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2597	M. Laurent Mosar	Site de l'émetteur d'ondes électromagnétiques à Obersyren
2637	M. Camille Gira et M. Jean Huss	Rayonnements non ionisants
2638	M. Camille Gira et M. Jean Huss	Puissance des émetteurs radio de Marnach
2659	Mme Lydia Mutsch	Système du tiers payant
2669	M. Claude Meisch	Cours de préparation à la naissance
2672	M. Gast Gibéryen	Résultats des initiatives pour l'emploi de l'OGB-L et du LCGB
2676	M. Aly Jaerling	Site «Lentille Terre Rouge»
2706	M. Marc Spautz	Durée du congé postnatal
2713	M. Marc Spautz	Suppléments d'honoraires réclamés par les médecins dans le cadre d'une convenance personnelle
2742	M. Robert Mehlen	Test de paternité au Luxembourg
2747	Mme Anne Brasseur	Travaux de finition des immeubles de la Cité judiciaire
2770	M. Gast Gibéryen	Procédure de recrutement du groupe Cactus
2775	M. Gilles Roth	Inscription d'un fœtus né sans vie sur les registres de l'état civil
2777	M. Marcel Oberweis	Installation de panneaux photovoltaïques par les communes et l'État
2778	M. Roger Negri	Délai à respecter pour l'introduction de la déclaration d'impôt sur le revenu
2783	M. Alex Bodry	Principes du développement durable
2785	M. Gilles Roth	Commerce illégal de données à caractère personnel
2790	M. Carlo Wagner	Augmentation échelonnée des pensions en fonction de l'âge et de la carrière du bénéficiaire
2793	M. Jacques-Yves Henckes	Modalités de calcul de l'aide au réemploi
2795	M. Marco Schank et M. Marcel Oberweis	Régimes d'aides étatiques en matière d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables
2801	M. Patrick Santer	Protection des personnes à l'égard des traitements de leurs données à caractère personnel
2803	Mme Claudia Dall'Agnol	Bibliothèque nationale
2804	M. Gilles Roth	Sites de téléchargement de sonneries pour GSM
2806	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Développement d'une stratégie en matière d'approvisionnement en gaz naturel
2807	M. Ali Kaes	Zones d'activités
2808	M. Eugène Berger	Sondage à l'occasion de la semaine européenne de mobilité
2809	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marc Spautz	Remboursement des traitements de la dyslexie
2814	M. Fernand Etgen	Atert-Lycée et nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires de la Nordstad
2816	M. Aly Jaerling	Homologation des diplômes dans les professions de la santé
2817	M. Aly Jaerling	Aides financières pour études supérieures et lifelong learning
2818	M. Alexandre Krieps	Référentiel commun du «secours à personnes»
2819	M. Gilles Roth	Stationnement de véhicules devant les accès privés
2821	M. Fernand Etgen	Arriérés et défauts fiscaux des personnes physiques morales
2825	M. Alexandre Krieps et M. Carlo Wagner	Statut unique et «Lohnfortzahlung»
2826	M. Alexandre Krieps et M. Carlo Wagner	Statut unique et mise en commun des caisses de maladie et de pension
2827	M. Alexandre Krieps et M. Carlo Wagner	Statut unique et créances de cotisations sociales
2828 cf. 2830	M. Laurent Mosar	Prix des produits pétroliers
2829	M. Marcel Oberweis	Liaisons ferroviaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Nord-Ouest de la République fédérale d'Allemagne
2830 cf. 2828	M. Ben Fayot	Prix des produits pétroliers
2831	M. Carlo Wagner	Discussions entre le Gouvernement et les partenaires sociaux sur l'avenir des pensions
2834	M. Jean-Pierre Koepp	Construction de piscines dans la région Nord du pays
2838	M. Roland Schreiner	Milieu hospitalier et langue luxembourgeoise
2839	M. John Castegnaro	Téléchargement illégal de contenus protégés via Internet
2840	M. Lucien Thiel	Exécution de la directive concernant l'imposition des revenus de l'épargne
2841	M. Eugène Berger	Nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange
2842	M. Alexandre Krieps	Test génétique en vue de la conclusion d'une assurance-vie
2843	M. Aly Jaerling	Paracétamol et asthme chez l'enfant
2844	M. Aly Jaerling	Évaluation des différents systèmes de notation des élèves
2846	M. Alexandre Krieps	Augmentation des remboursements pour prothèses dentaires et verres correcteurs
2847	M. Xavier Bettel	Organisation pratique du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)
2848	M. Xavier Bettel	Modification du plan d'aménagement général de la commune de Schuttrange
2849	M. Marc Spautz	Indication des prénoms au niveau des passeports et cartes d'identité
2850	M. Aly Jaerling	e-Health
2852	Mme Anne Brasseur	SC Ellergronn et débit de boissons
2854	M. Robert Mehlen	Projet de remembrement de Langsur
2855	M. Romain Schneider	Groupe Tarkett
2858	M. Jacques-Yves Henckes	Statistiques foncières
2859	M. Jacques-Yves Henckes	Laboratoire National de Santé
2860	M. Gilles Roth	Entretien des lits et des berges des cours d'eau
2863	M. Aly Jaerling	Attribution de prêts hypothécaires
2864	M. Aly Jaerling	Site de l'Université du Luxembourg
2867	M. Romain Schneider	Desserte de la ligne ferroviaire entre Trois-Ponts et Luxembourg-ville
2870	M. Fernand Diederich	Reclassement de la carrière de l'instituteur
2871	M. Carlo Wagner	«Air Tramp»
2876	M. Robert Mehlen	Terrains appropriés à la construction de parcs éoliens
2877	M. Aly Jaerling	Impact de la crise financière sur les fonds de pension
2881	Mme Claudia Dall'Agnol	Familles d'accueil
2884	M. Alexandre Krieps	Assurance dépendance
2885	M. Alex Bodry	Accessibilité des avis émis par le Conseil d'État
2886	M. Aly Jaerling	Campagne antitabac
2887	M. Aly Jaerling	Aides financières pour étudiants
2888	M. Henri Kox	Projets d'installations de biogaz
2891	M. Laurent Mosar	Commerce illicite des données à caractère personnel
2892	M. Robert Mehlen	«Directoire européen»
2894	M. Robert Mehlen	Réglementation en matière de la Bioénergie
2903	M. Félix Braz	Trafic de poids lourds à Windhof
2904	M. Marc Spautz	Procédure administrative relative à l'assurance accident
2906	Mme Claudia Dall'Agnol	Baisse des taux d'intérêts
2920	Mme Lydie Err	Élections sociales
2938 urgente	M. Félix Braz	Retour forcé en Macédoine de 13 personnes dont une lycéenne de 6e

Question 2597 (6.6.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **site de l'émetteur d'ondes électromagnétiques à Obersyren:**

À Obersyren, au lieu-dit «Op dem Keller», est actuellement exploité un émetteur d'ondes électromagnétiques. Selon mes informations, deux autres sociétés ont demandé l'accès au mât existant. En effet, le site est prévu par le règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communication mobiles».

Cependant, cette parcelle est inscrite depuis 1971 sur l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si l'élaboration du plan sectoriel a suffisamment respecté cette zone de protection naturelle.

Réponse (24.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le site d'émetteurs d'ondes électromagnétiques à Schuttrange, section D de Uebersyren, au lieu-dit «auf dem Keller» est exploité par les trois opérateurs, P&T, Tango et VOXmobile.

Il s'agit d'un seul pylône tubulaire d'une hauteur de 30 mètres et d'un local technique de 6 mètres sur 2,75 mètres. Sur ce pylône sont autorisés de la part du Ministre de l'Environnement les émetteurs suivants:

P&T: arrêté 3/04/0217 du 10 janvier 2007

trois émetteurs	GSM 900 MHz 1.130 W
trois émetteurs	DCS 1'800 MHz 356 W
trois émetteurs	UMTS 2'100 MHz 856 W

Tango: arrêtés 3/07/0193 du 15 octobre 2007 et 3/07/0339 du 29 mai 2008

trois émetteurs	GSM 900 MHz 1.837 W
VOXmobile arrêté 1/05/564 du 22 octobre 2007	
trois émetteurs	DCS 1.800 MHz 1.995 W
et	UMTS 2.100 MHz 851 W

L'antenne supportant les stations de base GSM des trois opérateurs LUXGSM, Tango et VOX est située dans une future réserve naturelle (RN RD 28 Schuttrange «Kréckelsbierg»).

Les trois opérateurs sont en possession d'une autorisation délivrée par le Ministre de l'Environnement en vertu de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le plan directeur sectoriel «Stations de base GSM», s'agissant des sites exploités préalablement à son adoption, reprend tout simplement les emplacements existants d'antennes GSM.

Étant donné que les stations existantes au «Kréckelsbierg» ont fait l'objet d'une autorisation du Ministre de l'Environnement, rien ne s'opposait à leur intégration au plan sectoriel du point de vue de notre département.

Question 2637 (20.6.2008) de **MM. Camille Gira** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **rayonnements non ionisants:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°2467 *(cf. compte rendu N°13/2007-2008)*, le Ministre de la Santé affirme que le Service de la Radioprotection n'est pas compétent pour le contrôle des rayonnements non ionisants. Ceci nous semble inexact au regard de la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé: «La division de la radioprotection a compétence pour toutes les questions concernant la protection contre les rayonnements ionisants et non ionisants (…)». Selon nos informations, ce n'est donc pas la mission de contrôle qui fait défaut, mais bien la base légale définissant les normes maximales à respecter en matière de rayonnements non ionisants ainsi que les sanctions possibles en cas de dépassement.

Il s'agit d'une lacune législative d'autant plus grave qu'il existe des recommandations européennes (Conseil du 12 juillet 1999) et internationales (ICNIRP) et que cette famille de rayonnements concerne un ensemble très vaste: les rayonnements acoustiques (sons, ultrasons et infrasons), la lumière visible, les champs électriques et magnétiques, les ondes radio, les micro-ondes, ainsi que les rayonnements infrarouges et la majorité des ultraviolets. Il s'agit notamment des rayonnements émis par les lignes à haute tension, les appareils électriques, les émetteurs de stations radio et TV, les GSM, les fours à micro-ondes, les solariums, etc. Les rares dispositions sectorielles concernant le matériel médical ou la norme de 3V/m pour les émetteurs du réseau de télécommunication ne dérogent pas à l'absence de législation générale sur les rayonnements non ionisants.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part de M. le Ministre de la Santé:

- Est-ce que M. le Ministre peut confirmer cette analyse de la situation légale?

- Est-ce qu'il entend faire de la rédaction d'une base légale concernant les rayonnements non ionisants une priorité ministérielle? Si non, pourquoi?

- Est-ce que le Service de la Radioprotection du Ministère est compétent et outillé pour faire des mesures régulières des rayonnements visés? Dans l'affirmative, est-ce qu'il effectue des mesures régulières à l'heure actuelle? Si oui, combien? À quelle fréquence? Et sur quelles parties de la famille des rayonnements non ionisants?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis confirmer aux honorables Parlementaires que la loi du 25 mars 1963 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes est limitée quant à son champ d'application aux radiations ionisantes et qu'elle n'offre aucun cadre légal pour les radiations non ionisantes.

Pour autant que les travailleurs sont concernés, ce vide juridique est susceptible d'être comblé par la transposition de la Directive 2004/40 en matière de surveillance de l'exposition des travailleurs aux champs électromagnétiques. Les mesures de protection prévues par cette directive sur le site de l'établissement émettant ces champs auront également des répercussions positives sur la protection de l'environnement et des personnes habitant à proximité de l'établissement. La transposition de cette directive a connu des retards dans la plupart des pays de l'Union européenne, en raison de dispositions apparemment trop strictes à l'égard des appareils médicaux émettant des champs électromagnétiques, et une révision partielle est envisagée par la Commission. Sans attendre cette révision le Gouvernement procédera à la transposition des dispositions essentielles et non controversées de cette directive, de façon à assurer une meilleure protection des travailleurs et du public.

La division de la radioprotection ne dispose pas de l'outillage requis pour mesurer avec toute la précision voulue les rayonnements visés par les honorables Parlementaires. Toutefois, s'agissant des mesures à faire à proximité du centre de radiodiffusion à Marnach, Monsieur le Ministre du Travail, en concertation avec les riverains, en chargera un organisme de contrôle agréé externe.

Concernant l'évolution future de notre législation, j'entends en collaboration avec mon collègue le Ministre du Travail en saisir le Conseil de Gouvernement endéans les meilleurs délais.

Question 2638 (20.6.2008) de **MM. Camille Gira et Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **puissance des émetteurs radio de Marnach:**

L'a.s.b.l. «Fir méi Liäwensqualitéit» des riverains du centre d'émission radio de Marnach se bat depuis des années contre les effets négatifs occasionnés par la puissance des émetteurs radio du site, et ceci aussi bien en public qu'en justice. Au-delà des conséquences connues et visibles, telles que des portes de garages électriques s'ouvrant ou se fermant spontanément ou le mauvais fonctionnement d'appareils audiovisuels ou de télécommunication, des riverains se soucient également des possibles effets sur leur santé.

Suite à la lecture d'articles faisant état d'une apparition surproportionnelle de certaines formes de cancers, telle que la leucémie enfantine, et l'existence de trois cas de cancers - dont une leucémie enfantine - dans une seule rue aux alentours des émetteurs, les riverains se sont adressés début janvier au Ministère de la Santé pour avoir plus d'informations sur une éventuelle relation de cause à effet et l'intensité du rayonnement non ionisant des émetteurs.

Le 10 mars 2008, la directrice de la Direction de la Santé répond dans une lettre qu'elle «comprend les inquiétudes des habitants, même s'il ne nous est pas possible (…) de tirer une quelconque conclusion quant à une relation de cause à effet avec la station d'émission RTL à Marnach». En réponse à la citation par l'a.s.b.l. de mesures indépendantes ayant démontré un rayonnement électromagnétique maximal de 267 V/m, la lettre de l'administration se limite à préciser que les «moyens d'intervention [du Service de la Radioprotection] se limitent donc à l'émission d'avis non contraignants basés sur des études et recommandations internationales, sans possibilité d'imposer des mesures spécifiques.»

En réponse à une question parlementaire traitant du même sujet (*N°2467, cf. compte rendu N°13/2007-2008*) et demandant si l'intensité de rayonnement en question est régulièrement contrôlée par le Ministère de la Santé, le Ministre en personne déclare même que ses services ne sont pas du tout compétents pour ce type de rayonnements, tout en affirmant que les mesures citées par l'a.s.b.l. ne sont pas pertinentes.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part du Ministre:

- En l'absence de normes luxembourgeoises en la matière, quels sont les seuils de rayonnement recommandés au niveau européen et international applicables aux émetteurs radio de Marnach?

- Est-ce qu'il faut conclure de ce qui précède que le Ministère n'a connaissance d'aucun résultat de mesure fiable sur le rayonnement électromagnétique des émetteurs radio de Marnach?

- Dans l'affirmative, est-ce que ces mesures ne pourraient pas être réalisées rapidement et ensuite de manière régulière par le Service de la Radioprotection lui-même pour les comparer aux recommandations européennes et internationales, nonobstant l'impossibilité de sanctionner les éventuels dépassements en raison d'une lacune législative luxembourgeoise?

- Dans la négative, qui a effectué ces mesures, à quels endroits précis et à quelle époque? Pourquoi ces résultats ne furent pas mentionnés ni dans la réponse parlementaire ni dans la réponse écrite à l'association des riverains?

Réponse commune (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les seuils recommandés au niveau européen pour l'exposition du public sont déterminés dans la Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques. L'arrêté d'autorisation accordé par le Ministre de l'Environnement à l'exploitant du centre de radiodiffusion à Marnach fait explicitement référence aux valeurs limites et conditions d'application de la prédite recommandation. À son tour l'autorisation d'exploitation de l'Inspection du Travail et des Mines réfère aux conditions types ITM–CL, qui elles aussi font référence à la recommandation en question.

Quant au respect des seuils et valeurs limites par l'exploitant, il s'est avéré qu'il est très difficile d'obtenir des mesures fiables, compte tenu de l'extrême technicité des opérations de mesure. C'est ainsi que la présence d'un objet quelconque dans la zone de mesure est de nature à perturber les résultats. Aussi le Ministre du Travail chargera-t-il un organisme de contrôle agréé externe de procéder aux mesures en question à des endroits à définir en concertation étroite avec les riverains.

À signaler qu'entre 2003 et 2006, dix campagnes de mesurage ont été effectuées par un organisme indépendant, à savoir l'EMV Services de Hambourg. Ces campagnes de mesurage ont été ordonnées par le Tribunal administratif (jugement du 7 juillet 2003 - N^{os} 14920 et 15704 du rôle) et arrêtées par l'autorisation d'exploitation du Ministre du Travail et de l'Emploi (N° 1/2001/0227/55001/106 mod du 10 octobre 2003). Les résultats de ces campagnes ont été transmis par l'intermédiaire du Commissaire de district de Diekirch aux administrations communales concernées, à savoir Munshausen et Hosingen.

Question 2659 (1.7.2008) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **système du tiers payant:**

Le système du tiers payant, c'est-à-dire de la prise en charge directe par les caisses de maladie des prestations de soins de santé, a sans doute fait ses preuves au Luxembourg. Les travaux entre autres du réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale «EAPN-Lëtzebuerg» démontrent régulièrement la relation étroite entre la pauvreté et les problèmes de santé et bon nombre d'associations regrettent que le tiers payant ne soit pas étendu aux mémoires d'honoraire des médecins, permettant ainsi une prise en charge effective des malades indépendamment de leur situation financière. Ce moyen assurerait qu'un recours à un médecin ne soit évité pour des raisons financières tenant au fait que le montant des frais doit être avancé par la personne malade.

Lors de la «Rencontre participative pour l'Inclusion sociale» à Esch/Alzette, le 22 mars 2007, Monsieur le Ministre s'est montré favorable à une discussion sur le tiers payant ciblé pour les personnes à revenu modeste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que des négociations avec l'Union des caisses de maladie sur l'introduction d'un tiers payant ciblé ont eu lieu? Dans l'affirmative, quel a été le résultat?

- Sinon, est-ce que le Gouvernement a l'intention d'œuvrer en faveur du tiers payant ciblé?

- Quelle est l'approche du Gouvernement par rapport à l'introduction d'un tiers payant généralisé pour toute la population?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La loi réforme du 27 juillet 1992 a établi le principe que l'extension du tiers payant fait l'objet des conventions collectives à négocier entre l'Union des caisses de maladie et les groupements représentatifs des médecins et professionnels de santé.

Jusqu'à présent, toute demande d'une généralisation du tiers payant aux actes, consultations et aux visites à domicile des médecins s'est heurtée à une fin de non recevoir de la part du groupement représentatif des médecins et médecins dentistes.

C'est à juste titre que différentes associations œuvrant dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont attiré l'attention des autorités publiques sur le fait que des personnes démunies puissent ne pas recourir à des soins requis par leur état de santé.

Comme l'accès aux soins de santé ne saurait être conditionné par la situation financière des malades, le Gouvernement a invité les instances compétentes de l'Union des caisses de maladie à entrer en négociations avec l'Association des médecins et médecins dentistes en vue de la mise en place d'un tiers payant social. Les pourparlers à ce sujet ont été entamés et je tiens à ce qu'ils aboutissent dans les meilleurs délais.

D'autre part, je me permets d'informer l'honorable Députée que l'article 162 des statuts de l'Union des caisses de maladie permet d'ores et déjà, sous certaines conditions, une assistance exceptionnelle aux assurés pour lesquels le paiement d'une prestation ou d'une fourniture représente une charge insurmontable dans les circonstances où elle se trouve. À cette fin, l'Union des caisses de maladie établit un titre de prise en charge d'une avance permettant à la personne protégée de satisfaire les demandes en paiement des prestataires de soins.

Question 2669 (4.7.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **cours de préparation à la natation:**

Monsieur le Ministre n'ayant pas répondu à ma question parlementaire N°2582 relative au remboursement des cours de préparation à la naissance qui sont proposés par plusieurs maternités afin de préparer les femmes enceintes de façon optimale à l'accouchement, cette question n'ayant fait l'objet que d'une réponse de la part de Madame la Ministre de la Famille se limitant aux conventions signées avec le Ministère de la Famille, je me permets de reposer les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les cours mis en place par les établissements hospitaliers luxembourgeois, sous tutelle du Ministre de la Santé, devraient faire l'objet d'un remboursement, au moins partiel, de la part des caisses de maladie?

- Pour quelles raisons ces cours ne sont-ils pas remboursés actuellement?

- Peut-on envisager un remboursement, au moins partiel, de ces cours dans un avenir proche?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le catalogue des cours offerts aux femmes enceintes au cours de la grossesse est très varié. Il s'agit soit de cours théoriques de préparation à l'accouchement et à la maternité, des cours de physiothérapie prénatale ou postnatale, des cours de gymnastique respiratoire, de consultation en alimentation au cours de la grossesse et en lactation après l'accouchement, des séances d'information gratuites, des cours dénommés «Eltereschoul» et finalement des cours de yoga et d'haptonomie.

À l'image des différents sujets traités dans ces cours, les «chargés» de cours sont variés. Les uns sont organisés par des sages-femmes (salariées ou libérales), les autres sont dispensés par des kinésithérapeutes (salariés ou libéraux) travaillant dans un établissement hospitalier, certains prévoient l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire comportant médecin gynécologue, sage-femme et kinésithérapeute. L'exposé des différents cours n'est pas exhaustif. Ainsi la clinique de Wiltz offre des séances de natation aux femmes enceintes dans la piscine de Wickrange. Ces cours payants sont dispensés par les sages-femmes de la clinique.

Enfin, en ce qui concerne le financement, il faut constater que

certains de ces cours sont gratuits pour les femmes concernées. Il en est ainsi de la quasi-intégralité des cours offerts par le CHL (seules les séances de yoga et d'haptonomie sont payantes), ainsi que des cours théoriques de préparation à la naissance et de consultation à l'alimentation et à la lactation organisés par la Clinique St-Louis. Il en est de même de quatre séances d'information dispensées par le personnel de la Clinique Dr Bohler. Comme la plupart de ces cours sont dispensés par des membres du personnel, il faut en conclure que l'assurance maladie-maternité intervient du moins pour partie dans le financement de ces cours via le budget hospitalier.

Par contre les cours de gymnastique prénatale organisés tant par la Clinique St-Louis que par la Clinique Dr Bohler et le CHEM sont facturés aux patientes, à raison d'un montant par séance ou par cycle de séances fixé individuellement au niveau de chaque hôpital. Ces cours sont organisés dans l'enceinte des infrastructures hospitalières et par des membres du personnel.

L'article 26 du Code des assurances sociales énumère dans son alinéa 1er toutes les prestations en nature prises en charge par l'assurance maladie. Il s'agit des soins d'une sage-femme, de l'assistance médicale, du séjour dans une maternité ou clinique, de fournitures pharmaceutiques et de produits diététiques pour nourrissons. Le détail de ces prestations figure dans un règlement grand-ducal.

Depuis le règlement grand-ducal du 30 avril 2004 portant sur les modalités des consultations complémentaires pouvant être exécutées par la sage-femme, les sages-femmes ont la possibilité de procéder à deux consultations complémentaires, dont la première se situe avant et la deuxième après la naissance de l'enfant. Le coût des consultations complémentaires, ainsi que celui de l'indemnité de déplacement et des frais de voyage, est à charge de l'État.

Ces consultations ont pour objet de contribuer à la surveillance de la grossesse ainsi que de transmettre aux parents ou futurs parents des connaissances adéquates pour assurer au quotidien le bien-être de leur enfant. Dans le cadre de cette transmission de gestes et de pratiques courants, la sage-femme établit un programme de préparation individualisé. Elle donne notamment des informations sur la physiologie et les modifications physiques et psychiques en rapport avec la grossesse et fournit des explications et des conseils en matière d'hygiène, d'alimentation et de protection de la mère ou future mère et de l'enfant né ou à naître.

En ce qui concerne la consultation post-partum, elle a pour objet de faciliter le passage de la maternité au domicile ainsi que l'adaptation au nouvel environnement tout comme la poursuite de l'allaitement et de contribuer à la surveillance des suites de couches de la femme ayant accouché. La sage-femme preste tous soins et conseils utiles permettant d'élever le nouveau-né dans les meilleures conditions, et elle conseille la mère pendant toute la période de l'allaitement au sein. Pour la réalisation des objectifs énumérés au présent article, la sage-femme collabore avec tout autre prestataire de soins de santé ainsi qu'avec tout intervenant du domaine social.

En guise de conclusion, il faut retenir que l'affirmation que l'assurance maladie-maternité n'intervient pas du tout dans les cours de préparation à la naissance organisés par les hôpitaux est erronée. Cette intervention a lieu tant au niveau de budgets hospitaliers qu'au niveau de la prise en charge des consultations complémentaires des sages-femmes.

Il est vrai que des améliorations sont souhaitables et envisageables. C'est dans ce sens que je me concerterai avec ma collègue Ministre de la Famille qui est responsable pour le conventionnement de certaines associations œuvrant dans ce domaine.

Question 2672 (7.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **résultats des initiatives pour l'emploi de l'OGB-L et du LCGB:**

Zanter 1998 sinn d'Zommen, déi d'Beschäftegungsinitiative kruten, regelméisseg an d'Luucht gaangen, fir 2008 e Rekord ze erreechen.

Esou ginn d'Beschäftegungsinitiative vun OGB-L an LCGB am Budget 2008 mat ronn 30 Milliounen Euro dotéiert. Vu datt dës Initiative mam But an d'Liewe geruff gi waren, onqualifizéierte Leit eng Méiglechkeet ze ginn, sech an d'Aarbechtsliewen ze integréieren, hunn ech déi heite Froen un den Här Aarbechtsminister:

1) Wéi vill Leit sinn zanter hirem Bestoen 1998 all Joer vun den dräi Beschäftegungsinitiativen - Forum pour l'Emploi, ProActif an Objectif Plein Emploi - betreit ginn?

2) Gëtt et Statistiken driwwer, wéi vill vun de Leit, déi vun de Beschäftegungsinitiative betreit gi sinn, um regulären Aarbechtsmarché ënnerkomm sinn, a wa jo, kann den Här Minister mer déi fir déi lescht zéng Joer nennen?

3) Wéi vill fest Personal huet all Beschäftegungsinitiativ agestallt a wéi ass d'Evolutioun vun dem Personalbestand zanter dem Bestoe vun deenen dräi Beschäftegungsinitiativen?

4) Wéi vill Suen huet jiddfer eenzel vun deenen dräi Beschaftegungsinitiative pro Joer fir hire feste Staff ausginn a wéi ass hei d'Evolutioun zanter hirem Bestoen?

5) Wéi vill Prozent sinn dëst vum Gesamtpersonalbudget (Staff + beschäftegt Leit) jee Initiativ a Joer?

6) Wéi vill Prozent sinn dëst vum gesamte budgetaire Coût?

Réponse (13.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Duerch seng parlamentaresch Fro N°2672 wëllt den éierewäerten Deputéierte Gast Gibéryen eng Rei vun Informatiounen iwwert déi dräi Beschäftegungsinitiativen Objectif Plein Emploi, ProActif a Forum pour l'Emploi, kréien.

Als Bäilag schécken ech d'Informatiounen, déi ech vun den dräi Beschäftegungsinitiativen zougeschéckt krut *(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Zu de Froe 5 a 6 seet Objectif Plein Emploi (OPE), dass et keng direkt Relatiounen tëschent dem OGB-L an OPE während de betraffene Jore ginn huet.

Datselwecht seet de Forum pour l'Emploi.

De ProActif seet zu der administrativer Relatioun: De President vun der A.s.b.l. ProActif ass och President vum LCGB; de President vu ProActif ënnerschreift verschidden offiziell Dokumenter vun der A.s.b.l..

Wat déi finanziell Relatioun ugeet, schreift ProActif, dass hie kleng Aarbechte fir den LCGB duerchféiert zu deene selwechte Konditiounen, wéi se fir all anere Klient gëllen.

Personell Relatioune gëtt et laut ProActif keng mam LCGB.

Question 2676 (8.7.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **site «Lentille Terre Rouge»:**

Fir de Site «Lentille Terre Rouge» zu Esch, deen am Bericht vum Här Innenminister un d'Chamber vum 30. Mee 2000 als éischt Phas fir eng Rekonversioun agestuuft gouf, ass elo en Urbaniséierungsprojet vun engem Baupromoteur virgestallt ginn, deen ënner anerem e Foussballterrain an eng Rei aner sportlech Infrastrukture virgesäit.

Op dem virzitéierte Site war ursprünglech e Lycée geplangt.

D'Commission d'analyse critique huet an hirem Avis vum 12. Juni 2005 recommandéiert, vum Bau vun engem Lycée op dësem Site ofzegesinn, wéinst de substanziellen Zousazkäschten, wéi dem Ofrappe vun de bestehende Gebaier an anere Konstruktioune fir 5,4 Milliounen Euro; dem Buedemaustausch, fir déi néideg Portance ze garantéieren, fir 10,3 Milliounen Euro, an der Dépollutioun vun de Buedemmasse fir 4,7 Milliounen, Gesamtkäschtepunkt: 20,4 Milliounen. Wa soll en Urbaniséierungsprojet op dem Site realiséiert ginn, besteet deeselweschten Urbaniséierungsproblem wéi fir de Bau vun engem Lycée.

Kënnen déi zoustänneg Här Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Hunn déi zoustänneg Här Ministere Kenntnis vum virzitéierte Projet?

2) Hunn déi virzitéiert Erkenntnisser iwwert d'Sanéierung an d'Stabiliséierung vun der «Lentille Terre Rouge» och Gültegkeet fir all Urbaniséierungsprojeten?

3) Oder mussen opgrond vun all neiem Projet aner Analysen iwwert d'Kontaminéierung vun dem Terrain gemaach ginn an aner Sanéierungsprozeduren agesat ginn?

4) Wann den Escher Gemengerot géif seng Zouso gi fir de virzitéierte Projet, wie wier da fir d'Sanéierung vum Site responsabel respektiv fir déi virzitéiert Zousazkäschten?

Réponse commune (10.11.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Op déi véier Punkte vun der Fro vum honorabelen Deputéierte kann ee folgend Äntwerte ginn:

1. D'Ministèren hunn net un der Ausaarbechtung vun deem ugeschwatene Projet deelgeholl.

2. Et ass esou, datt d'Neinotzung och d'Exigenze festleet vun der Sanéierung an der Stabiliséierung. All Neientwécklung op dem Site vun der «Lentille Terre Rouge» verlaangt am Viraus eng genau Analys an eng definéiert Method, fir datt d'Sanéierung an déi eventuell Stabiliséierung kompatibel ass mat der jeeweileger Neinotzung, déi envisagéiert gëtt op deene verschiddenen Deeler vun der «Lentille Terre Rouge». Heifir muss de gegebene Moment och d'Ëmweltverwaltung hiren Accord ginn.

3. Wa verschidde Projeten envisagéiert ginn, da mussen detailléiert Studie gemaach ginn, fir en adaptéiert Sanéierungskonzept ze erschaffen.

4. Den aktuelle Propriétaire an den Entwéckler mussen eng Sanéierung, déi konform ass mat den Oploen, sécherstellen.

Question 2706 (17.7.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **durée du congé postnatal:**

La durée du congé postnatal est, en principe, de huit semaines après l'accouchement. Elle peut toutefois être portée à douze semaines entre autres en cas d'allaitement de l'enfant par sa mère au-delà de huit semaines.

Il en résulte que les femmes qui ont accouché et qui soit ne veulent soit ne peuvent pas allaiter leur enfant au-delà de huit semaines doivent, si elles souhaitent rester actives, réintégrer leur emploi deux mois après l'accouchement. Ceci ne constitue en soi pas un problème, sauf que la plupart des crèches - pour ne pas dire la totalité - ne prennent les enfants qu'à partir de trois mois accomplis. Les crèches ne souhaitent, en effet, pas accueillir de nourrissons tant que ceux-ci n'aient pas subi les vaccinations obligatoires, du moins tant que les deux premières vaccinations qui ont lieu à deux et trois mois n'aient été accomplies.

Si cela ne pose pas non plus de problème aux mères qui ont décidé de prendre le congé parental ou d'arrêter temporairement ou définitivement toute activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants, il en est autrement des femmes qui retravaillent tout de suite après leur congé de maternité et qui n'ont d'autre choix que de recourir à une crèche pour faire garder leurs enfants pendant qu'elles travaillent. Si la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle n'est déjà pas en soi chose aisée, pour ces femmes elle relève de l'utopie.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

1) si le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il faudrait repenser la durée du congé postnatal en la coordonnant notamment avec les exigences sanitaires imposées aux jeunes parents (vaccinations des nourrissons);

2) s'il n'y aurait pas lieu d'harmoniser la durée du congé postnatal en ne prévoyant qu'une seule durée de congé, la même pour toutes les mères qu'elles allaitent ou non au-delà de huit semaines en maintenant une exception en cas d'accouchement prématuré ou multiple, alors qu'il y a d'autres moyens et d'autres arguments pour promouvoir l'allaitement maternel.

3) En tout état de cause, quelles solutions le Gouvernement préconise-t-il pour remédier au problème décrit ci-dessus?

Réponse commune (12.11.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et* de l'Emploi, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire soulève la question de l'âge minimum des enfants lors de leur première admission à la crèche en rapport avec un problème qui se poserait pour les mères n'allaitant pas et ne pouvant donc pas bénéficier de congé de maternité prolongé pour allaitement en vue des vaccinations à faire entre le 2e et le 3e mois de la naissance. Les crèches refuseraient de prendre les enfants avant la fin du 3e mois d'âge motif pris des vaccinations restant à faire. Monsieur le Député se demande s'il n'y pas de discrimination à l'égard de femmes qui n'allaitent pas et propose soit de prolonger le congé de maternité à trois mois pour l'ensemble des femmes, allaitantes ou non, soit de le fixer pour toutes les femmes à deux mois en abolissant le congé prolongé pour allaitement.

Il faut d'abord savoir que les vaccinations visées par Monsieur le Député et qui empêcheraient souvent les femmes de trouver une place en crèche avant le 3e mois suivant la naissance ne sont pas obligatoires mais recommandées par le Ministère de la Santé. La première de ces vaccinations devrait se faire entre le 2e et le 3e mois de la naissance. Les autres s'échelonnent sur une durée de 24 mois. Il est donc difficile de concevoir une prolongation du congé de maternité qui devrait dès lors, si elle se voulait logique, être de 24 mois, durée des vaccinations. Par ailleurs, les visites médicales espacées s'échelonnant en définitive sur 24 mois ne justifient pas un congé en continu.

D'autre part, une enquête effectuée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration auprès de 24 crèches, dont 12 commerciales et 12 conventionnées, a mis en évidence que la grande majorité des enfants commencent certes à fréquenter la crèche à l'âge de trois mois, donc à la fin du congé prolongé, mais qu'aucune des crèches sollicitées ne refuse l'admission d'enfants âgés de moins de trois mois. La disponibilité des crèches ne semble donc pas être, sauf cas individuels toujours possibles, un obstacle à la reprise de l'activité professionnelle de mères qui n'allaitent pas.

Comme par ailleurs le traitement particulier des femmes qui allaitent est basé sur des raisons objectives, on ne saurait en tirer une quelconque discrimination, et ni la prolongation ni la réduction du congé de maternité ne sont justifiées sur base des arguments ayant donné lieu à la question parlementaire.

Question 2713 (21.7.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **suppléments d'honoraires réclamés par les médecins dans le cadre d'une convenance personnelle**:

Il résulte de la réponse ministérielle précitée que le concept de «convenance personnelle» est sujet à de nombreuses discussions et négociations, l'Union des caisses de maladie ainsi que le Ministère de la Sécurité sociale donnant une interprétation différente de celle habituellement prônée par l'Association des médecins et médecins dentistes. Il n'existe d'ailleurs pas non plus d'unité au niveau des professionnels de la médecine, chacun faisant ce que bon lui semble.

Une telle situation est intolérable et hautement préjudiciable pour les assurés qui ignorent souvent leurs droits et sont peu rassurés face notamment à l'attitude attentiste du Gouvernement qui s'en remet aux principaux concernés pour trouver une solution acceptable. S'il n'est pas rare que le Gouvernement laisse le soin aux acteurs sociaux de trouver des solutions et des compromis dans différentes matières, encore faut-il que les négociations aboutissent à un moment donné. Or, il résulte de la réponse ministérielle du 9 juin 2008 que les discussions durent depuis «belle lurette» et que jusqu'à présent «aucune des parties n'a accepté les solutions présentées de part et d'autre», de sorte que certains médecins continuent de réclamer un supplément de prestation qui ne leur est aucunement dû et sans avoir, au moins, l'obligeance d'en informer préalablement le patient.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- si le Gouvernement n'estime pas que le temps des négociations est terminé et que partant celui de l'intervention du législateur est venu;

- dans l'affirmative, si le Gouvernement n'entend pas définir clairement la notion de «convenance personnelle» qui s'imposera ainsi à tout le monde de la même façon sans qu'il puisse y avoir des divergences d'interprétation et ce dans l'intérêt des patients.

- si le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il y aurait, en tout état de cause, lieu d'obliger les médecins et médecins dentistes à afficher dans leurs cabinets la réglementation relative à la facturation des prestations médicales aux fins d'information de leurs patients.

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans ma réponse à la question parlementaire N°2509 de l'honorable Député, j'ai exposé le cadre juridique dans lequel s'inscrit le traitement des convenances personnelles. Il n'est pour le moment pas dans les intentions du Gouvernement de modifier les dispositions en cause, alors qu'une telle modification rouvrirait inévitablement le débat sur le principe du conventionnement obligatoire, qui est à la base de notre système de prise en charge des soins de santé. Il appartient dès lors aux partenaires tarifaires, à savoir l'Union des caisses de maladie et l'Association des médecins et médecins dentistes de trouver dans les limites du cadre légal tracé, des solutions transparentes évitant que les assurés soient exposés à des exigences arbitraires de la part des médecins traitants.

Des renseignements dont je dispose, il résulte que les retards pris ne sont pas nécessairement dus à l'opposition du corps médical, mais plutôt au processus décisionnel propre à l'Union des caisses de maladie.

Question 2742 (1.8.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **test de paternité au Luxembourg:**

Lors du Conseil des Ministres réuni le vendredi 25 juillet 2008, le Gouvernement a précisé ses intentions concernant l'abolition du délai de viduité de 300 jours imposé aux femmes veuves et divorcées en cas de remariage.

Il est dit en particulier dans le compte rendu qui a été publié suite à ce Conseil: «Les dispositions afférentes du Code civil datent de l'époque napoléonienne et ont eu à l'origine pour fondement la protection des intérêts de l'enfant et de sa filiation. Il s'agissait d'éviter qu'un enfant puisse être rattaché à deux mariages successifs. Par souci d'égalité entre les hommes et les femmes et en considération du fait que les moyens scientifiques de preuve de la filiation sont aujourd'hui tels qu'un conflit de paternité peut être résolu, il est proposé de suivre le législateur français qui a annulé le délai de viduité en 2004.»

Cette volonté du Gouvernement soulève un certain nombre de questions concernant les tests de paternité au Luxembourg:

1. Monsieur le Ministre de la Justice peut-il préciser quelle est la valeur légale de ces tests de paternité au Grand-Duché?

2. Quels sont les laboratoires habilités à faire un tel test et selon quels critères? Est-ce que les tarifs sont fixés et sous quelles conditions ces frais sont-ils remboursables?

3. Est-ce que les résultats d'un test de paternité ont force de preuve en justice?

4. Quels sont les droits d'un homme marié qui a découvert à l'aide d'un tel test qu'il n'est pas le père biologique d'un enfant qu'on a fait passer comme tel?

5. Dans le cas d'une séparation ou d'un divorce, est-ce qu'un homme qui a payé des pensions alimentaires pour un enfant qui n'est pas le sien peut les récupérer?

6. Est-ce que le Gouvernement a l'intention de légiférer pour clarifier les droits des hommes en la matière comme cela a déjà été fait dans d'autres pays européens?

Réponse (23.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Les tests de paternité sont admis comme modes de preuve notamment au sens des articles 322-1, 339 et 340 du Code civil, qui permettent la preuve par tous moyens de la paternité et de la non-paternité, ainsi qu'au regard des articles 432 à 448, et 461 à 480 du nouveau Code de procédure civile relatifs aux expertises.

2. Aucun laboratoire luxembourgeois n'est spécifiquement habilité. Le règlement grand-ducal sur le tarif des experts ne contient aucun poste spécifique sur les honoraires et frais du test ADN. La tarification générale sur les honoraires des experts doit donc être appliquée, en cas de conflit.

3. Lorsque les conclusions de l'expert sont formelles, le résultat des tests de paternité revêt une grande force probatoire, soit que l'expertise confirme les liens de filiation entre l'enfant et son prétendu père, soit qu'elle exclut tout lien de filiation.

4. L'article 322-1 du Code civil régit l'action en contestation.

5. Compte tenu de l'effet déclaratif des jugements en la matière, le jugement accueillant une contestation de paternité légitime prive l'enfant, dès la naissance, de la qualité d'enfant légitime. En conséquence, toutes les obligations, y compris alimentaires à charge du mari sont dépourvues de cause.

6. Il n'est pas prévu de légiférer en la matière au cours de la présente législature.

Question 2747 (5.8.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **travaux de finition des immeubles de la Cité judiciaire:**

Dans le cadre des travaux de finition des immeubles de la Cité judiciaire quatre statues viennent d'être érigées pour «embellir» le site.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir qui a pris l'initiative pour cette création, qui a passé la commande et si d'autres «œuvres d'art» seront ajoutées.

- Toujours dans le cadre des travaux de finition, j'aimerais savoir pourquoi une sorte de guérite a été ajoutée à l'immeuble de l'ancienne caserne détruisant ainsi l'harmonie de la façade.

Réponse (21.10.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Anne Brasseur souhaite avoir quelques informations sur la Cité judiciaire.

En ce qui concerne, d'une part, les quatre statues érigées sur les colonnes au-dessus de l'entrée principale du Palais de la Cour supérieure de Justice, il échet de préciser que celles-ci font partie de l'expression architecturale du projet. Les frais de conception et de réalisation de ces statues ont intégralement été pris en charge par l'architecte lui-même.

D'autres œuvres artistiques seront effectivement réalisées dans les différents bâtiments de la Cité judiciaire. Ces œuvres seront déterminées par le biais d'un concours d'idées entres artistes conformément aux stipulations de la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique et de son règlement d'exécution du 26 septembre 2003.

Concernant, d'autre part, la structure du petit pavillon (guérite), érigé devant l'entrée principale du bâtiment de l'ancienne caserne «bâtiment Vauban», il y a lieu de préciser que, vérification faite, cet ouvrage ne faisait effectivement pas partie du projet initial autorisé par la Ville de Luxembourg. Or, l'architecte estime que cette construction permet de mettre plus en valeur l'entrée du Tribunal. En conformité avec les procédures applicables, une demande complémentaire sera soumise aux autorités communales. Au cas où les autorités communales décideraient de ne pas donner une suite favorable à cette demande, il est évident que la construction sera mise en conformité avec l'autorisation délivrée.

Question 2770 (19.8.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **procédure de recrutement du groupe Cactus:**

An der Nummer 90 (Woch 32) vun der Wochenzeitung «Lëtzebuerg Privat» stoung en Artikel, an deem beschriwwe gëtt, datt de Grupp Cactus bei der Astellung vun neie Mataarbechter op eng Praxis zréckgräife géif, déi sech esou resüméiere léisst: Jonk Chômeuren, déi an enger Ausbildungs-, Ëmschoulungs- oder soss enger Beschäftegungsmoossnam vun der ADEM dra wieren, géifen agestallt ginn, kriten e CDI mat enger Proufzäit vun dräi Méint a géifen no e puer Wochen an nach an der Proufzäit erëm entlooss. Dës jonk Leit kriten da keng Ënnerstëtzung méi vun der ADEM an och kee Chômage, well se nach keng sechs Méint geschafft hunn. U sech géifen - esou schreift d'Zeitung virun - dës jonk Leit just derfir gebraucht ginn, fir d'Stammpersonal an Zäite mat vill Betrib (zum Beispill Chrëschtdag) ze ënnerstëtzen, respektiv et dësem Stammpersonal ze erlaben, Congésdeeg (déi duerch Iwwerstonnen zustane koumen) eranzehuelen.

Am Zesummenhang mat de Behaaptungen aus dësem Artikel wëll ech dem Här Aarbechtsminister déi heite Froe stellen:

1) Wéi vill Chômeure si vu Januar 2006 u bis haut un de Grupp Cactus vermëttelt ginn?

2) Ëm wat fir eng Alterskategorien huet et sech do gehandelt?

3) Ëm wat fir eng Zort vu Chômeuren (Laangzäitaarbechtsloser, jonk Chômeuren, Jonker, déi just vun der Schoul koumen) huet et sech bei deenen tëscht Januar 2006 an haut un de Cactus vermëttelt Leit gehandelt?

4) Wéi vill Chômeure sinn zanter Januar 2006 bis haut iwwer e CAT vum Grupp Cactus agestallt ginn? Wéi vill vun dëse Leit sinn nom Oflaf vum CAT vum Grupp Cactus iwwerholl ginn?

5) Wéi vill vun de Chômeuren, déi zanter Januar 2006 bis haut vum Grupp Cactus agestallt goufen, kruten e CDD a wéi vill e CDI? Wéi vill vun dëse CDDe sinn an e CDI ëmgewandelt ginn a wéi vill vun de CDIe goufen nach an der Proufzäit gekënnegt?

Réponse (16.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Den Aarbechtsminister huet natierlech kee Recht, d'Astellungspolitik vun individuelle Betriber op der Place publique breetzetréppelen an ze kommentéieren. An dësem Sënn ass dës Ufro eng, déi en individuellen Administré betréfft, an déi nëmmen a generellen Termen a mat Rücksicht op reng intern Informatioune ka beäntwert ginn.

8.000 spontan Ufroe fir eng Plaz erreechen de Personalservice vum Cactus all Joer. Grondsätzlech huet all Employeur d'Recht, fir seng Astellungspolitik selwer ze bestëmmen, an et ass och e Grondrecht vun all Betribschef, fir déi Leit anzestellen, déi hie fir déi bescht hält. Et ass un der ADEM, fir via permanent Gespréicher a mëttels allen Hëllefen, déi den Employeur an de Chômeur zegutt hunn, den Employeur ze iwwerzeegen, Leit anzestellen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn. An dësem Kader spillen natierlech d'Stagen an de Contrat d'Initiation à l'Emploi (CIE) oder virdrun de CAT eng wichteg Roll.

Ënnert deene Leit, déi de Cactus astellt, kréien déi meescht e klasseschen Aarbechtsvertrag, onbefrist oder befrist, woubäi déi befriste Verträg fir zäitlech begrenzt Remplacementer oder fir d'Fester vum Joresenn benotzt ginn. Déi parlamentaresch Fro viséiert haaptsächlech dës Verträg, déi jo awer de droit no där ganz begrenzter Period auslafen.

Vu Januar 2006 un huet de Cactus op 88 Assignatioune vun der ADEM positiv geäntwert, ënnert deenen 38 CAT a 14 CIE ënnerschriwwe goufen. Vun deene Leit iwwer 30 Joer kruten der aacht e «Stage de réinsertion», 14 e CDD an 13 e CDI. Eemol ass eng Weiderbildung proposéiert ginn.

Wat déi 14 CDD ubelaangt, huet eng Persoun eng Erwuessenenausbildung kritt, sechs Leit sinn net méi ageschriwwen, sechs Leit sinn nach ageschriwwen, eng Persoun krut e CDI nom CDD.

Wat déi 13 CDIen ubelaangt, ass nëmmen nach eng Persoun nach ageschriwwen, nodeems se e CDI krut.

Wat d'Altersstruktur am Kader vun deenen 88 Assignatioune mat positiver Äntwert ugeet, kann d'Aarbechtsamt folgend Feststellung maachen: Aacht Persounen hate manner wéi 20 Joer, 39 Persounen tëschent 20 a 24 Joer, 18 Persounen tëschent 25 an 29 Joer, zéng Persounen tëschent 30 an 39 Joer, eelef Persounen tëschent 40 an 49 Joer an zwou Persounen tëschent 50 a 60 Joer.

Wat d'Zäitdauer vun der Aschreiwung ubelaangt, kann ee Folgendes festhalen: 48 Persoune waren tëschent dräi Méint a sechs Méint ageschriwwen, 14 Persoune ware manner wéi 12 Méint ageschriwwen a souguer 19 Persoune ware méi wéi 12 Méint ageschriwwen, wat en général ëmmer e besonneschen Effort vum Patron néideg mécht.

Laut der Recherche vum Service vun deene Jonken huet de Grupp Cactus zënter dem 1. Januar 2006 bis haut insgesamt 67 jonk Leit am Kader vun enger Jugendmoossnam (CAT a CIE) beschäftegt, vun deenen der 20 fest agestallt goufen, während nach 18 Moossname lafen, dat heescht vun 49 Kontrakter (67-18), déi ofgelaf sinn, goufen 31% iwwerholl, sous réserve vu weideren Astellungen ënnert deenen 18 Moossnamen, déi nach lafen.

Et ass natierlech fir den Aarbechtsminister onméiglech, sech esou an d'Astellungspolitik vun engem Betrib ze mëschen, datt hie kënnt soen, firwat Leit en onbefristen Aarbechtsvertrag kréien oder net. Et gëtt e puer méiglech Grënn. Entweder passt déi betraffe Persoun net op de Posten, oder si selwer wëllt de Posten net, oder awer de Vertrag war vun Ufank u befrist, wéi et zum Beispill bei den Aarbechten iwwert d'Fester zum Joresenn Usus ass.

Un deenen Ënnerstellungen, déi den éierewäerten Deputéierten als Basis vu senger Fro benotzt, ass also näischt drun.

Am Iwwregen huet de Grupp Cactus seng Zesummenaarbecht mat der ADEM déi lescht Méint staark entwéckelt mat zum Beispill regelméissegen Atelieren, déi zesumme vun der ADEM an dem Grupp Cactus organiséiert ginn. Eng positiv Evolutioun vun den Astellunge vun Aarbechtslosen ass also ze erwaarden.

Question 2775 (25.8.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**inscription d'un fœtus né sans vie sur les registres de l'état civil:**

Deux décrets du Ministère de la Justice français parus vendredi 22 août au Journal officiel autorisent l'inscription d'un fœtus né sans vie sur les registres de l'état civil. Ces décrets viennent combler un vide juridique qui existait en France pour les foetus de 16 à 22 semaines morts in utero ou après une interruption médicale de grossesse. Ils font suite à une décision de la Cour de cassation qui en février avait jugé dans trois arrêts qu'un fœtus né sans vie pouvait être déclaré à l'état civil, quel que soit son niveau de développement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à la nouvelle réglementation française?

2) Est-ce que cette problématique est réglementée par la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants?

3) Dans la négative est-ce que le Gouvernement entend modifier les dispositions afférentes?

Réponse (16.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Consciente de la situation traumatisante pour les familles en deuil d'un enfant mort-né, la loi du 23 décembre 2005 a apporté une réponse humaine à cette problématique.

L'article 79-1 introduit au Code civil par la loi du 23 décembre 2005 permet l'inscription sur les registres d'état civil des enfants mort-nés. Vu le libellé très large, cette inscription est possible pour tous les enfants mort-nés, y compris les fœtus de 16 à 22 semaines.

Question 2777 (26.8.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**installation de panneaux photovoltaïques par les communes et l'État:**

Dans de nombreux pays européens et notamment en Allemagne des efforts considérables ont été réalisés dans le domaine de l'énergie solaire en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Sur le site de Waldpolenz à l'est de Leipzig a été récemment inaugurée la plus grande centrale solaire au monde capable de produire 40 MW d'électricité par année. Ainsi seront économisées près de 25.000 tonnes de $C0_2$ chaque année. Une autre centrale photovoltaïque d'une capacité de 8,4 MW va prochainement être installée par les «Stadtwerke Trier» dans le «Industriepark Region Trier» près de Föhren. Elle va devenir la plus grande installation photovoltaïque de la Rhénanie-Palatinat.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les installations photovoltaïques mises

en service pendant les quatre dernières années par les communes et l'État et notamment sur la puissance installée en MW crête?

- Existe-t-il encore d'autres projets qui sont en cours de réalisation ou en élaboration?

Réponse (30.10.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la réalisation d'installations photovoltaïques depuis la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne les installations mises en service et projetées par l'État je reprends ci-après les informations telles que fournies par Monsieur le Ministre des Travaux publics:

Monsieur le Ministre des Travaux publics précise que l'Administration des Bâtiments publics recherche à minimiser le plus possible, pour chaque projet de construction, les consommations énergétiques. En effet, il s'agit principalement d'optimiser l'efficacité énergétique d'un bâtiment, y compris ses installations techniques, par l'octroi de caractéristiques énergétiques très sévères.

En outre, l'Administration des Bâtiments publics fait, pour chaque projet, analyser la production d'énergie avec les possibilités d'intégration d'énergies renouvelables (photovoltaïque, collecteurs solaires thermiques, raccordement à des centrales d'énergie biogaz, refroidissement naturel) en fonction des avantages et désavantages respectifs. La solution retenue tient par conséquent toujours compte des spécificités de chaque projet de construction.

En ce qui concerne en particulier l'implémentation d'installations photovoltaïques sur les bâtiments étatiques, il est à noter que les surfaces à disposition sont limitées et ne s'y prêtent pas toujours facilement, de sorte que toute installation de ce type sur un bâtiment administratif ou scolaire par exemple entraîne des coûts spécifiques plus élevés que pour des centrales photovoltaïques de type industriel.

La réponse précise à la demande de renseignements de Monsieur le Député se lit comme suit:

- Au niveau de l'État trois installations dont la puissance de crête varie entre 3 et 24 kW ont été mises en place au cours des années 2005 à 2008. La puissance totale de ces installations s'élève à 48 kW.

Actuellement cinq installations d'une puissance variant de 28 à 396 kW sont à l'état du projet. La puissance totale de ces installations s'élève à 617 kW.

- En ce qui concerne les installations mises en service et projetées par les administrations communales et les syndicats communaux, d'après les informations dont dispose le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et recueillies auprès de l'Institut Luxembourgeois de Régulation et des gestionnaires de réseau, la situation se présente comme suit:

Au cours des quatre dernières années 16 installations d'une puissance totale de 122 kW et variant entre 2,5 et 18 kW ont été installées par des communes ou des syndicats de communes.

Actuellement six installations sont projetées au niveau communal. La puissance de crête totale de ces installations s'élèvera à 111 kW variant entre six et 30 kW par installation.

Question 2778 (26.8.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **délai à respecter pour l'introduction de la déclaration d'impôt sur le revenu:**

Selon un article paru au «Luxemburger Wort» le 26 août 2008, des interprétations fort différentes semblent exister au sein de l'Administration des Contributions Directes (ACD) en ce qui concerne les délais à respecter par les administrés pour l'introduction de leur déclaration d'impôt sur le revenu. Alors que la déclaration d'impôt devrait en principe parvenir à l'ACD jusqu'au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition, en pratique, l'administration ne réclamerait les déclarations manquantes qu'au mois d'octobre, voire au mois de décembre de cette année.

Voilà pourquoi j'aimerais savoir si Monsieur le Premier Ministre peut me confirmer cet état des choses. Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que la flexibilité déployée par l'administration concernée ne risque de tourner vers l'arbitraire, notamment lorsque ces différences d'interprétation conduisent à une application inégale des sanctions pécuniaires prévues par la loi en cas de non-remise de la déclaration d'impôt dans les délais impartis? De l'avis de Monsieur le Premier Ministre, n'y aurait-il pas lieu de préciser les dispositions légales ou réglementaires en la matière, sinon de clarifier les dispositions existantes par voie de circulaire ministérielle à l'administration concernée?

En deuxième lieu, l'article de presse susmentionné fait état de délais d'attente plus ou moins importants pour l'établissement du décompte d'impôt par l'ACD.

Dès lors, j'aimerais savoir quels sont en moyenne les délais d'attente pour les décomptes d'impôts (décompte annuel (Jahreslohnsteuerausgleich) et décompte suite à l'introduction d'une déclaration complète)? La loi ou la réglementation en vigueur prévoient-elles des délais de réponse à respecter par l'ACD? Dans l'affirmative, quels sont ces délais? Ces délais sont-ils respectés? Dans la négative, ne serait-il pas nécessaire de fixer de tels délais par la voie législative ou réglementaire?

Enfin, selon les agents de l'ACD, les retards importants rencontrés lors du traitement des déclarations d'impôt seraient à imputer à un manque de personnel auprès de l'ACD.

Est-ce que Monsieur le Premier Ministre partage cette appréciation? Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis qu'il y a lieu de renforcer l'ACD en personnel, afin qu'elle puisse traiter les dossiers introduits par les administrés dans des délais plus raisonnables?

Réponse (16.10.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Les délais à respecter par les contribuables pour la remise des déclarations fiscales sont clairement régis par les dispositions inscrites au paragraphe 167 de la loi générale des impôts (AO).

Pour les personnes physiques, ce délai est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition.

Sur demande motivée, et suivant le paragraphe 167 alinéa 4 de la loi générale des impôts (AO), ce délai peut être prolongé jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition et ce pour les déclarations fiscales à remettre par les personnes physiques.

En pratique, et afin de remémorer aux contribuables concernés l'oubli de la remise de la déclaration fiscale, des rappels sont envoyés par voie informatique fin septembre de l'année qui suit l'année d'imposition accordant un délai ultime jusqu'à fin octobre.

Passé ce délai, les préposés des bureaux d'imposition ont la possibilité de forcer la rentrée de la déclaration fiscale par l'envoi d'une sommation-astreinte, suivie le cas échéant, de la fixation d'une amende. Aucune amende ne peut dépasser la somme de 1.235 euros. Entre la décision fixant l'astreinte et la sommation-astreinte un délai minimum de quatre semaines est prévu. La décision de fixer une amende est une décision discrétionnaire prévue par le paragraphe 2 de la loi d'adaptation fiscale (StAnpG) et doit être prise selon des considérations d'équité et d'opportunité.

Une autre mesure répressive prévue est le supplément de retard et le supplément pour défaut de dépôt de déclaration. En effet, tout contribuable qui n'a pas déposé sa déclaration d'impôt dans le délai prescrit ou qui a omis de la remettre, peut se voir décerner un supplément d'impôt fixé à la limite supérieure de 10% de la cote d'impôt définitivement arrêtée (paragraphe 168 alinéa 2 de la loi générale des impôts (AO)).

Afin de garantir un traitement uniforme en la matière, une circulaire interne datant du 31 juillet 2008 a été transmise au personnel concerné.

En ce qui concerne les délais d'attente en rapport avec les bulletins d'impôt, il y a lieu de relever que les bureaux d'imposition procèdent généralement suivant la date d'entrée. Ainsi, les déclarations remises endéans le délai légal (31.3.) sont celles qui sont traitées prioritairement. Fin septembre 2008, 50% des bulletins d'impôt en rapport avec les déclarations des personnes physiques soumis à l'impôt sur le revenu pour l'année 2007 sont établis. Un effectif de personnel de l'ordre de 185 fonctionnaires au 31.12.2007 responsables pour l'établissement des bulletins d'impôt concernant les impositions en rapport avec l'impôt sur le revenu et l'impôt commercial communal des personnes physiques s'occupe de 163.000 bulletins d'impôt à établir pour l'année 2007.

Les services de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ont établi 29.655 décomptes annuels au courant de l'année 2007. Le délai prévu concernant l'introduction d'une demande d'un décompte annuel est le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte (paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO), règlement ministériel du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 139 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (Art.12(4)) et règlement grand-ducal du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (Art.17(2)).

Ainsi, une demande relative à une année d'imposition antérieure n'est recevable que si elle est introduite au plus tard le 31 décembre de l'année suivante.

Il va de soi que les demandes donnant droit à un remboursement sont traitées de façon prioritaire.

En ce qui concerne les délais d'attente en rapport avec les bulletins d'impôt, l'Administration des Contributions entame la voie de la déclaration électronique. Ainsi, le contribuable aura sous peu la possibilité de déposer la déclaration fiscale de façon électronique via le guichet unique. Ses données seront traitées de manière électronique et il va de soi que les délais d'attente concernant l'émission des bulletins d'impôt diminueront.

Une amélioration est également attendue après la mise en œuvre de certaines dispositions inscrites dans le projet de loi N°5757 (Coopération interadministrative) déposé à la Chambre des Députés en date du 23 août 2007.

En effet, l'article 18 dudit projet de loi prévoit l'introduction d'un nouveau paragraphe 100a au niveau de la loi générale des impôts (AO) qui a pour but d'introduire le système de l'imposition suivant déclaration, même si dans une première étape, cette procédure est uniquement prévue pour les sociétés de capitaux. L'objectif principal est l'accélération et la dynamisation de la procédure d'imposition.

Question 2783 (28.8.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **principes de développement durable:**

Dans son programme le Gouvernement s'est engagé d'orienter sa politique selon les principes du développement durable.

Ceci comporte qu'il y a lieu de favoriser des attitudes et comportements compatibles avec une telle stratégie et de défavoriser des comportements contraires à cet objectif.

La discussion sur le soutien à un modèle de développement axé sur la cohésion sociale, la croissance économique et le respect de l'environnement conduit à la question d'une réforme d'une partie de la fiscalité, notamment celle concernant la consommation de certains biens et services.

Le Gouvernement est-il disposé à s'orienter vers une extension progressive d'un système bonus-malus concernant les prix de certains produits ou catégories de produits dont la consommation a un impact sur l'environnement naturel ou humain?

Le Gouvernement n'estime-t-il pas que de telles mesures qui sont actuellement en discussion, notamment en France ou en Allemagne, permettraient de favoriser un comportement responsable du consommateur sans pour autant accentuer la pression fiscale globale des contribuables?

Réponse (16.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Alex Bodry, nous soulignons que le Gouvernement continuera bien entendu à s'efforcer à favoriser des modes de consommation plus responsables. Dans ce contexte, il observera avec intérêt à quel degré l'introduction respectivement l'extension annoncée de systèmes bonus-malus dans nos pays voisins portera ses fruits.

Comme le montrent les statistiques récemment publiées, la restructuration de la taxe sur les véhicules routiers selon des critères environnementaux, en collaboration avec d'autres mesures telles que les aides étatiques de 750 € pour voitures économes en carburant, la «contribution changement climatique» prélevée sur les carburants routiers et les nombreux efforts en matière de sensibilisation du consommateur, a bien contribué à une tendance générale nette vers des voitures plus économes en carburant. En effet, au cours des huit premiers mois de 2008, les ventes de nouvelles voitures émettant moins de 120 g de CO_2 par km ont augmenté de 35% par rapport à 2007 et même de 59% par rapport à 2006.

Encouragé par ces résultats, le Gouvernement continuera à miser sur des actions renforcées d'information et de sensibilisation du consommateur, à l'image des récentes campagnes en matière d'économie d'énergie dans le domaine du logement et en matière de promotion des voitures à faibles émissions de gaz à effet de serre, du guide d'achat online des produits les plus écologiques oekotopten.lu ou encore de la campagne «conduite écologique» devant débuter à la mi-octobre. En parallèle, des incitations financières ciblées sous forme d'aides étatiques pourront utilement compléter les efforts de sensibilisation précités, comme le régime d'aides financières pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement, le régime d'aides pour les voitures économes en carburant lequel sera d'ailleurs prochainement étendu aux voitures de société, ou encore les subventions de 150 € pour réfrigérateurs et congélateurs à faible consommation d'électricité introduites prochainement.

Par ailleurs, je rappelle que le projet de budget 2009 prévoit de faire usage des facultés prévues par la législation communautaire en faisant bénéficier la chaleur fournie au moyen d'un réseau de chauffage et les bois destinés au chauffage du taux de TVA réduit de 6%.

Question 2785 (28.8.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **commerce illégal de données à caractère personnel:**

Récemment, un vaste scandale de trafic commercial de données privées a éclaté en Allemagne. Des informations personnelles et financières touchant des millions d'Allemands étaient mises à disposition contre rétribution sur l'Internet.

Au Luxembourg, l'article 30 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel règlemente le droit d'opposition de la personne concernée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais avoir les précisons suivantes de Monsieur le Ministre des Communications:

- Est-ce que notre législation permet d'empêcher efficacement ces pratiques commerciales douteuses?

- Afin de protéger davantage les données à caractère personnel de nos citoyens, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire d'interdire le trafic commercial de données privées pour éviter toute utilisation des données personnelles à des fins frauduleuses?

Réponse (27.10.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Quant à la première question:

En application des articles 26 et 30 de la loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les personnes concernées sont à informer au préalable à toute cession de données à des tiers. Elles peuvent s'opposer à ce que leurs données soient transmises à des tiers à des fins de prospection. Les dispositions en question se lisent comme suit:

«Art. 26. Le droit à l'information de la personne concernée

(1) (…).

(2) Lorsque les données n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, le responsable du traitement doit, dès l'enregistrement des données ou, si une communication de données à un tiers est envisagée, au plus tard lors de la première communication de données, fournir à la personne concernée, sauf si elle en est déjà informée, les informations suivantes:

(a) l'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant;

(b) la ou les finalités déterminées du traitement auquel les données sont destinées;

(c) toute information supplémentaire telle que:

- les catégories de données concernées;

- les destinataires ou les catégories de destinataires des données auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées;

- l'existence d'un droit d'accès aux données la concernant et de rectification de ces données;

dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données sont collectées, ces informations supplémentaires sont nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données.»

«Art. 30. Droit d'opposition de la personne concernée

(1) Toute personne concernée a le droit:

(a) (…)

(b) de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement la concernant envisagé par le responsable du traitement des données à des fins de prospection; il incombe au responsable du traitement de porter l'existence de ce droit à la connaissance de la personne concernée;

(c) d'être informée avant que des données la concernant ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de prospection et de se voir expressément offrir le droit de s'opposer, gratuitement, à ladite communication ou utilisation.»

Le non-respect de ces dispositions peut être sanctionné pénalement aux termes de la loi.

L'article 26 (3) de la loi modifiée dispose que la violation du droit à l'information de la personne concernée est punie d'«(…) un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction ».

Aux termes de l'article 30 (2) de la loi modifiée la violation du droit d'opposition de la personne concernée est punie par «(…) un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement».

Quant à la deuxième question:

J'estime que les dispositions susénoncées portent interdiction des pratiques de «trafic» de données au sens frauduleux du terme (ce qui ne signifie pas que toute «cession» est illicite).

Question 2790 (29.8.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**augmentation échelonnée des pensions en fonction de l'âge et de la carrière du bénéficiaire**:

Lors du Rentendësch de 2001, une augmentation échelonnée des pensions en fonction de l'âge et de la carrière du bénéficiaire avait été initiée afin d'inciter les assurés à prolonger leur vie active. Pour chaque année supplémentaire à partir du point de départ (âge fixé à 55 ans + carrière de 38 ans = facteur 93), une augmentation du taux de majoration de 0,01 points s'applique aux nouvelles pensions, de 1,85% jusqu'à un maximum de 2,05%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est à l'heure actuelle le bilan de cette disposition?

- Combien de gens ont ainsi pu bénéficier d'une majoration de leur pension?

Réponse (20.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Tous les assurés, qui à la date du début de la pension ont accompli l'âge de 55 ans et qui justifient de 38 années au moins au titre de l'assurance obligatoire, bénéficient d'une double augmentation du taux de majoration (majorations échelonnées) pour les années où ils ont prolongé leur vie professionnelle.

Le taux de majoration de 1,85% est augmenté d'une unité supplémentaire de 0,01% par année d'âge et d'une unité supplémentaire de 0,01% par année d'assurance. Le taux maximal ne peut cependant dépasser un maximum de 2,05%.

Sur la période 2003-2006, 67% des nouveaux attributaires d'une pension anticipée ou d'une pension de vieillesse ont bénéficié de majorations échelonnées et en moyenne les majorations proportionnelles des bénéficiaires de la mesure ont été augmentées de 6%. L'âge effectif de départ à la retraite n'a pas évolué après l'introduction de la mesure en 2002 et l'âge moyen de départ en retraite des bénéficiaires dépasse légèrement les 60 ans.

	femmes				hommes			
	pas de majorations échelonnées		majorations échelonnées		pas de majorations échelonnées		majorations échelonnées	
	pension de vieillesse	pension de vieillesse anticipée	pension de vieillesse	pension de vieillesse anticipée	pension de vieillesse	pension de vieillesse anticipée	pension de vieillesse	pension de vieillesse anticipée
bénéficiaires des majorations échelonnées	13,4%	4,1%	1,0%	6,8%	11,4%	3,7%	10,5%	49,1%
augmentation des majorations proportionnelles	0,0%	0,0%	7,8%	4,6%	0,0%	0,0%	8,2%	5,5%
âge moyen de départ à la retraite	65,0	60,7	65,0	59,8	65,0	60,6	65,0	59,3

Question 2793 (3.9.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **modalités de calcul de l'aide au réemploi:**

Le Règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 portant modalités et conditions d'attribution 1. des aides à la mobilité géographique; 2. d'une aide au réemploi; 3. d'une aide à la création d'entreprises; 4. d'une aide à la création d'emplois d'utilité socioéconomique prévoit, dans son article 16 les modalités de calcul de l'aide au réemploi.

Entre autres, cet article exclut les heures supplémentaires de la base de calcul pour la détermination de la rémunération perçue antérieurement et partant de l'indemnité perçue par le salarié.

Ceci est logique et équitable du fait des objectifs de cette aide et du fait du caractère non permanent du paiement des heures supplémentaires. Dans le cadre du paiement de cette aide au réemploi, il me revient que l'ADEM a une interprétation très spécifique de cet article 16. D'après l'ADEM, tout paiement d'heures supplémentaires, dans le cadre du nouveau contrat de travail, vient en déduction de l'aide versée. L'ADEM affirme apparemment fonder cette interprétation de l'article 16 sur sa propre lecture du règlement grand-ducal.

Cette interprétation me semble illégale et erronée pour plusieurs raisons:

- Ni la loi, ni le règlement grand-ducal ne prévoient cette diminution de l'aide de manière explicite.

- L'exclusion initiale de la base de calcul des heures supplémentaires (pour ne pas obtenir une aide trop élevée) implique par analogie juridique que l'on n'en tienne pas compte ultérieurement pour baisser le montant de l'aide.

- Si l'employeur décide de rémunérer les heures supplémentaires par du temps de repos (en admettant que cela intéresse un salarié en manque de pouvoir d'achat), le raisonnement de l'ADEM n'a plus de prise.

- Outre une légalité douteuse, cette méthode de calcul de l'ADEM a un effet pervers en pratique, puisqu'elle pousse les bénéficiaires de l'aide, partagés entre leur volonté de satisfaire à la demande de leur employeur et la nécessité de ne pas perdre le bénéfice de l'aide, à diminuer le nombre d'heures supplémentaires, voire tout simplement à refuser d'en effectuer. Ceci handicape l'employeur, qui ne peut dès lors pas compter sur l'entière collaboration de ces salariés en cas d'accroissement temporaire de son activité.

Certains salariés pourraient même être tentés de demander à leur employeur de rémunérer ces heures par d'autres moyens (ticket carburant ou chèques-cadeaux p.ex.). Dans ce dernier cas, il s'agit bien évidemment d'une fraude à la législation sur les heures supplémentaires, mais dont la preuve sera pratiquement impossible à rapporter.

Monsieur le Ministre pourrait-il:

1. me confirmer cette pratique de l'ADEM dans les cas dont question?

2. me dire si le Gouvernement partage le raisonnement de l'ADEM? Si oui, pour quels motifs et quelle serait la base légale de ce raisonnement?

3. me fournir le montant global des montants mis en déduction depuis la mise en place de l'aide au réemploi voire m'indiquer le nombre de salariés ayant du subir une réduction illégale de leur indemnité?

4. Vu que l'interprétation et partant l'application de l'article 16 dont question par l'ADEM me semble illégale, antisociale et antiéconomique, je demande au Gouvernement s'il entend donner instruction à l'ADEM de revoir son interprétation de l'article 16 et de restituer aux salariés concernés les indemnités illégalement réduites.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Réponse (20.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'ADEM applique correctement l'article 16 du Règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1995. Ce texte, d'ailleurs joint à la question parlementaire par Monsieur le Député, dispose que l'aide au réemploi doit garantir à son bénéficiaire, compte tenu de la nouvelle rémunération perçue, 90% de la rémunération antérieure pendant les 48 premiers mois du reclassement. Le chômeur reclassé a donc droit à ces 90% pendant quatre ans, l'ADEM étant juridiquement tenue à compenser les augmentations salariales, peu en importe la raison, en recalculant le montant de l'aide au réemploi. D'ailleurs le Contrôle financier n'a pas critiqué l'application du texte par l'ADEM. L'ADEM ne tient pas de statistiques sur le montant global mis en déduction.

Les questions posées par Monsieur le Député par ailleurs sont donc sans objet.

Conformément à la recommandation de l'OCDE, qui incrimine notamment certains effets négatifs de l'aide, dont l'effet d'opportunité («Trittbrettfahrereffekt»), qui incite certains employeurs à sous-payer le chômeur embauché par rapport à sa qualification, sachant que le Fonds pour l'Emploi comblera la différence, le Ministre du Travail et de l'Emploi procédera à une réévaluation globale de l'efficacité de cet instrument de la politique active de l'emploi en prenant en compte toutes les réflexions pertinentes et constructives. Les remarques de Monsieur le Député seront intégrées dans ces réflexions.

Question 2795 (4.9.2008) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **régimes d'aides étatiques en matière d'économie d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables**:

En date du 24 janvier, le Ministre de l'Environnement a présenté le Règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Ces aides sont destinées à soutenir les particuliers qui souhaitent investir dans des mesures d'économie d'énergie dans le domaine du bâtiment ou recourir à des sources d'énergie renouvelables pour le chauffage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le nombre total de demandes reçues depuis l'entrée en vigueur du règlement susmentionné?

- Quel est le montant des différentes aides accordées aux personnes physiques?

- Quelle est approximativement la charge budgétaire annuelle résultant de l'application de cette nouvelle réglementation?

Réponse (15.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Jusqu'à présent, 717 dossiers de demande ont été introduits dans le cadre du Règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Il s'agit plus précisément de:

- 623 demandes concernant la production d'énergie, le conseil en énergie et le raccordement à un réseau de chaleur;

- 78 demandes concernant les maisons à performance énergétique élevée et tombant sous le régime des dispositions transitoires;

- 16 demandes concernant l'assainissement énergétique d'une maison existante et tombant sous le régime des dispositions transitoires.

Il est à noter que dans le cadre du régime des dispositions transitoires, le taux des aides est celui qui a été accordé dans le cadre du règlement grand-ducal du 3 août 2005, expiré le 31 décembre 2007.

En ce qui concerne les 623 demandes d'aide relatives à la production d'énergie, le conseil en énergie et le raccordement à un réseau de chaleur, soit 634 installations ou prestations de services, le tableau suivant en fait une ventilation détaillée tout en indiquant les montants totaux respectifs que représentent ces demandes d'aides:

Installations /service	Nombre	Aides (€)
Solaire thermique	219	722.700
Photovoltaïque	18	54.000
Chaudière à condensation	294	58.800
Chauffage central au bois	59	218.300
Pompe à chaleur	16	128.000
Raccordement réseau chaleur	17	12.240
Conseil en énergie	11	1.650
Total	634	1.195.690

Situation au 15/09/2008

En ce qui concerne les 78 demandes relatives aux maisons à performance énergétique élevée et les 16 demandes relatives à l'assainissement énergétique, le total des demandes représente une somme de 1.724.000 €.

Quant à la charge budgétaire, celle-ci se présente comme suit, conformément aux estimations faites dans le cadre de la fiche financière établie dans le cadre de l'élaboration du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007.

Année budgétaire	Estimation charge budgétaire (€)
2008	7.682.000
2009	7.269.000
2010	8.282.000
2011	9.386.000
2012	10.647.000

Question 2801 (8.9.2008) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant la **protection des personnes à l'égard des traitements de leurs données à caractère personnel:**

La presse internationale abonde de pertes, publications (sur Internet ou sur un autre support) voire même de vols de données à caractère personnel. Ainsi des données confidentielles, telles que des données bancaires ou d'identification de cartes de crédit, ont pu être consultées sur Internet. De même des données à caractère personnel ont été vendues à des fins commerciales sans lien avec la finalité pour laquelle elles ont été collectées et traitées.

De tels faits constituent sans aucun doute une intrusion dans la vie privée des personnes concernées, à moins que celles-ci naturellement y aient donné leur accord. Il existe certes des mécanismes de protection inscrits notamment dans la loi modifiée du 2 août 2002 concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, comme par exemple un droit d'opposition en cas de prospection, ou dans la loi du 30 mai 2005 relative, entre autres, aux dispositions spécifiques de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, telles que les communications non sollicitées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Est-ce que la Commission nationale pour la Protection des Données (CNPD) a eu connaissance de vols, détournements ou divulgations de données à caractère personnel, lorsque les personnes concernées n'y avaient pas donné leur accord. Dans l'affirmative, quelles ont été les mesures prises par la CNPD à l'encontre des responsables du traitement?

- Est-ce que les dispositions d'ordre pénal existant dans la loi modifiée du 2 août 2002, la loi du 30 mai 2005 ou la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée ainsi que les dispositions du Code pénal permettent suffisamment de protéger les personnes concernées contre de telles pratiques portant atteinte à leur vie privée?

- Ne faudrait-il pas compléter les dispositions légales sur la protection des données en ce sens que lorsqu'un vol ou une publication non autorisée, qu'elle soit volontaire ou non, d'une donnée à caractère personnel a eu lieu, les personnes concernées et la CNPD doivent être immédiatement informées par le responsable du traitement?

Réponse (27.10.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Quant à la première question:

La Commission nationale pour la protection des données n'a à ce jour pas été spécifiquement saisie de plaintes ayant trait à des vols ou détournements de données à caractère personnel.

Quant à la deuxième question:

Les dispositions d'ordre pénal existant dans la loi modifiée du 2 août 2002, la loi du 30 mai 2005 et la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée ainsi que les dispositions du Code pénal constituent à mon sens un arsenal juridique qui protège de façon adéquate les personnes concernées contre les pratiques portant atteinte à leur vie privée. De toute manière, des initiatives nouvelles, pour être tant soit peu efficaces, devraient être des initiatives prises au niveau européen.

Quant à la troisième question:

Ainsi que je l'indique plus haut, la réponse devra être une réponse européenne. Je signale dans ce contexte,que dans le cadre de la révision de la directive 2002/58/CE «vie privée et communications électroniques», la Commission européenne propose de compléter l'article 4 relatif à la sécurité du traitement de la directive par un ajout qui se lit comme suit: «En cas de violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière en relation avec la fourniture de services de communications accessibles au public dans la Communauté, le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public informe sans retard indu l'abonné concerné et l'autorité réglementaire nationale de cette violation. La notification faite à l'abonné décrit au minimum la nature de la violation et recommande des mesures à prendre pour en atténuer les conséquences négatives possibles. La notification faite à l'autorité réglementaire nationale décrit en outre les conséquences de la violation et les mesures prises par le fournisseur pour y remédier.»

Le Parlement européen quant à lui, propose le texte suivant:

«En cas de violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière en relation avec la fourniture de services de communications accessibles au public dans la Communauté, le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public et toute entreprise fournissant des services aux consommateurs via l'Internet et qui est le contrôleur des données et le fournisseur de services de la société de l'information informent sans retard indu l'autorité réglementaire nationale ou l'autorité compétente en vertu du droit national de l'État membre de cette violation. La notification faite à l'autorité compétente décrit au minimum la nature de la violation et recommande des mesures à prendre pour en atténuer les conséquences négatives possibles. Ladite notification décrit en outre les conséquences de la violation et les mesures prises par le fournisseur pour y remédier.

Le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public et toute entreprise fournissant des services aux consommateurs via l'Internet, qui est le contrôleur des données et le fournisseur de services de la société de l'information, informent préalablement leurs utilisateurs pour éviter un danger imminent et direct pour les droits et les intérêts des consommateurs.

La notification d'une violation de sécurité à un abonné ou un particulier n'est pas nécessaire si le fournisseur a prouvé à l'autorité compétente qu'il a mis en œuvre les mesures de protection technologiques appropriées et que ces dernières ont été appliquées aux données concernées par ladite violation. De telles mesures de protection rendent les données incompréhensibles à toute personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès.»

Question 2803 (9.9.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **Bibliothèque nationale:**

Par rapport aux missions de la Bibliothèque nationale telles qu'elles sont définies par la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, je me permets de poser les questions suivantes:

- Selon l'article 10 de la loi susmentionnée, «Un règlement grand-ducal détermine tout ce qui a trait à la mise en œuvre du dépôt légal et à la distribution des publications ainsi collectées». Quand est-ce qu'un nouveau règlement sera publié, remplaçant celui du 10 août 1992?

- Dans le même contexte, Madame la Secrétaire d'État envisage-t-elle de faire introduire une terminologie plus précise en rapport avec les exceptions prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal du 10 août 1992, afin de mettre un peu plus de clarté pour des dépositaires souvent confus et un personnel de la Bibliothèque nationale démuni, ne comprenant pas de juristes et souvent incapable de donner des réponses précises? Sinon, est-il prévu d'ajouter des précisions par voie d'arrêté?

- L'article 31(1) de la loi du 25 juin 2004 concernant les infractions aux dispositions relatives au dépôt légal prévoit des amendes. Étant informée qu'il existe des dépositaires ne faisant qu'un dépôt légal partiel ou le refusant catégoriquement et de façon notoire, j'aimerais savoir combien d'amendes pour cause de non-respect de l'obligation de dépôt légal ont été infligées depuis la publication de la loi sur les instituts culturels du 28 décembre 1988?

- Selon l'article 9 de la loi du 25 juin 2004, la Bibliothèque nationale «constitue et diffuse la bibliographie nationale des publications entrées par dépôt légal et acquis en complément du dépôt légal». Cependant la Bibliothèque nationale ne publie plus de «bibliographie luxembourgeoise» imprimée depuis 2005, après 50 années d'existence. Cette importante publication, envoyée aux plus grandes bibliothèques du monde, était la figure de proue de notre production intellectuelle nationale, physiquement visible et maniable dans les salles de lecture parmi d'autres bibliographies nationales. Qui est-ce qui a pris la décision de supprimer cette dernière publication périodique imprimée de notre Bibliothèque nationale, et pour quelles raisons?

Réponse (16.10.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Suite à l'adoption de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, qui a redéfini le dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale et du Centre national de l'audiovisuel, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a entrepris l'élaboration d'un avant-projet de règlement grand-ducal pour remplacer celui du 10 août 1992 qui avait défini les modalités de la mise en œuvre du dépôt légal au bénéfice de la Bibliothèque nationale sur la base de la loi du 28 décembre 1988 réglant le statut des instituts culturels. Le futur règlement grand-ducal regroupera dans un texte réglementaire unique les dispositions réglant les modalités du dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale et du Centre national de l'audiovisuel. Les travaux préparatoires sont en phase de finalisation et la soumission de l'avant-projet en question au Conseil de Gouvernement est imminente.

Concernant la terminologie en rapport avec les exceptions figurant à l'article 3 de l'actuel règlement grand-ducal, Madame la Députée vise sans doute:

a) les «travaux d'impression dits de ville», c'est-à-dire, principalement, les faire-part d'événements familiaux, civils et religieux, les cartes de visite et d'adresse, les cartes et lettres d'invitation, ainsi que la lettre et l'enveloppe à entête;

b) les «travaux d'impression dits de commerce», c'est-à-dire, principalement, la lettre à entête, la facture, la carte commerciale, le bon de commande, l'étiquette, ainsi que les instructions et modes d'emploi; à noter que les imprimés publicitaires ne relèvent pas de cette catégorie et sont donc soumis à l'obligation du dépôt légal;

c) les «travaux d'impression dits administratifs», c'est-à-dire des documents du type circulaire, fiche de contrôle, bordereau, etc.

Le futur règlement grand-ducal réglant les modalités du dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale et du Centre national de l'audiovisuel prendra soin de faciliter aux assujettis la compréhension des dispositions réglementaires qui les concernent, en particulier par l'intégration dans le commentaire des articles de définitions précisant et expliquant le sens des termes utilisés dans le texte du nouveau règlement grand-ducal. Ces explications et définitions, donc également celles concernant les exceptions prévues par l'actuel article 3, sous réserve de l'approbation par le pouvoir réglementaire, seront publiées sur le site Internet de la Bibliothèque nationale sous la rubrique réservée au dépôt légal.

Pour ce qui est des infractions aux dispositions réglementaires relatives au dépôt légal, il convient de préciser que la très grande majorité des personnes physiques et morales concernées se conforme aux mesures prescrites pour le dépôt légal. Il est vrai qu'il arrive que des personnes physiques et morales ne remettent pas spontanément leurs publications à la Bibliothèque nationale. Néanmoins, ces omissions ne résultent pas d'une quelconque mauvaise foi, mais plutôt de l'ignorance des dispositions légales les concernant. Dans ce cas, la Bibliothèque nationale, dès qu'elle prend connaissance de telles publications, contacte les éditeurs pour les informer de la législation en vigueur. En règle générale, les personnes concernées réservent une suite favorable aux démarches de la Bibliothèque nationale. Il en résulte que le non-respect intentionnel du dépôt légal est très rare. Il est vrai que la procédure de mise en œuvre de l'amende et du montant élevé de l'amende prévue par les lois du 28 décembre 1988 et du 25 juin 2004 est d'une certaine lourdeur et n'a pas été mise en œuvre depuis 1988.

La Bibliothèque nationale respecte pleinement sa mission de constitution et de diffusion de la bibliographie nationale. Il est vrai que depuis 2005, la Bibliothèque nationale a cessé la publication de la Bibliographie nationale sur support papier qui a été remplacée par l'édition numérique de la Bibliographie, édition consultable sur le site www.bnl.lu. À noter que maintes bibliothèques nationales d'autres pays ont choisi la même voie. La publication en ligne augmente la visibilité de la Bibliographie nationale et facilite sa consultation. Elle est conforme à la politique «e-Gouvernement» mise en œuvre par le Gouvernement. La Bibliothèque nationale lancera à bref délai une nouvelle présentation de la version numérique de la Bibliographie nationale qui présentera des atouts supplémentaires par rapport aux versions imprimées antérieures à 2005.

Question 2804 (9.9.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **sites de téléchargement de sonneries pour GSM:**

Récemment une enquête menée par la Commission européenne a déniché des pratiques douteuses au niveau de sites de téléchargement de sonneries, jeux et fonds d'écran pour GSM.

Des utilisateurs tirant profit de l'offre de certains sites Internet de personnaliser leurs téléphones mobiles se sont ainsi retrouvés à leur insu engagés par un abonnement ou ont dû payer des frais importants lors de la réception de leur facture de téléphone.

Il s'avère que les problèmes les plus récurrents sont liés au manque de clarté de l'information concernant les prix et frais liés aux téléchargements tout comme à l'absence d'informations légales obligatoires comme les coordonnées de la société sur les sites Internet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre des Communications:

- Est-ce que l'autorité nationale de contrôle a connaissance de telles pratiques? Si oui, est-ce que des plaintes lui ont été adressées dans ce sens?

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend envisager afin de mieux protéger les consommateurs contre de telles pratiques?

Réponse (15.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le sondage intitulé «sweep on mobile phone content» effectué début juin 2008 sur l'initiative de la Commission européenne par tous les États membres dont le Luxembourg, s'est effectué sur grand nombre de sites commerciaux à travers l'Union européenne. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est donc au courant de pratiques commerciales douteuses détectées au niveau de certains opérateurs de sites Internet qui distribuent du contenu électronique comme par exemple des sonneries, des logos ou des fonds d'écran pour téléphones portables.

Comme ce contrôle s'est déroulé dans le cadre du réseau des autorités compétentes chargées de mettre en œuvre le règlement (CE) 2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs, c'est mon département, mandaté à ce titre par la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs, qui a analysé les sites luxembourgeois. Lors des travaux préparatifs de l'enquête en question, il s'est avéré que ni l'ULC (Union Luxembourgeoise des Consommateurs), ni le CEC (Centre Européen des Consommateurs) ni la Police grand-ducale avaient été saisis de plaintes en relation avec ce sujet. De même, à ce jour, aucune plainte n'a été adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

Lors de cette enquête, les sites Internet des opérateurs luxembourgeois sondés, n'ont pas donné lieu à contestation. Des irrégularités ont pourtant été constatées sur deux sites étrangers, dont une société opératrice qui a son siège en France, et une autre dont les origines n'ont pas encore pu être déterminées. En ce qui concerne la société française, les autorités françaises sont déjà en charge du dossier.

Étant donné que la plupart des sociétés qui évoluent dans ce domaine n'ont pas leur siège au

Grand-Duché, voire dans l'espace économique européen, il est souvent très difficile, sinon impossible de prendre des mesures appropriées à leur encontre. Le moyen le plus efficace pour lutter contre ces pratiques commerciales trompeuses est la sensibilisation du public, ce qui était notamment un des buts de l'enquête menée en juin 2008.

Les consommateurs sont cependant encouragés de dénoncer toutes pratiques abusives à la direction de la réglementation des marchés et de la consommation.

Question 2806 (11.9.2008) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **développement d'une stratégie en matière d'approvisionnement en gaz naturel:**

Depuis la première crise pétrolière de 1973, la sécurité d'approvisionnement énergétique est devenue une des préoccupations principales de l'Union européenne. Actuellement les importations russes couvrent environ 20% de ses besoins en pétrole et 40% de ses besoins en gaz naturel. Selon les experts, cette dépendance envers l'énergie russe va encore augmenter dans les années à venir.

Hélas, les récents événements dans le Caucase mettent en exergue les tensions politiques entre les producteurs et les consommateurs dans un contexte énergétique mondial défavorable.

Il semble donc opportun que le Luxembourg s'assure une diversification des sources d'approvisionnement en gaz naturel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre partage-t-il nos préoccupations en matière d'énergie?

- Quelles sont les démarches entreprises dans le domaine de l'approvisionnement en gaz naturel?

- Est-ce que le Luxembourg dispose de points de stockage de gaz naturel en cas d'interruption d'approvisionnement et quelle en est la capacité?

Réponse (15.10.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis et de l'honorable Député Marco Schank concernant le développement d'une stratégie en matière d'approvisionnement en gaz naturel, je puis vous communiquer les informations ci-après:

L'Union européenne, et a fortiori le Luxembourg, est de plus en plus dépendante d'importations d'énergie de pays tiers. La sécurité de l'approvisionnement énergétique est dès lors un sujet d'importance toujours croissante. Le Conseil européen de mars 2007 s'est fixé trois objectifs pour la politique européenne de l'énergie: accroître la sécurité de l'approvisionnement, assurer la compétitivité des économies européennes et la disponibilité d'une énergie abordable, promouvoir la viabilité environnementale et lutter contre le changement climatique. Le plan d'action Énergie pour l'Europe 2007-2009 adopté à cette occasion comprend de nombreuses mesures qui contribuent, directement ou indirectement à l'objectif de sécurité énergétique. Dans ce contexte,le Conseil européen de mars 2008 a demandé que la deuxième Revue Stratégique de l'Énergie, que la Commission publiera en novembre, soit «axée notamment sur la politique énergétique de l'approvisionnement, y compris en ce qui concerne les interconnexions, et sur la politique énergétique extérieure.» Le Conseil européen du printemps 2009 évaluera la mise en œuvre du plan d'action Énergie pour l'Europe et adoptera les mesures qui s'imposent en matière de sécurité énergétique en vue de l'adoption du Plan d'action en 2010.

Le Luxembourg ne dispose ni de production de gaz naturel ni de possibilité géologique de stockage de gaz naturel. La question de la sécurité d'approvisionnement se pose à différents niveaux: la sécurité de l'infrastructure de réseaux, la sécurité des fournitures et les mesures législatives en la matière.

La sécurité de l'infrastructure de réseaux se décline d'abord à travers la diversification des routes de transport. Le gaz naturel est acheminé au Luxembourg à travers quatre points d'entrée: un avec la France, deux avec la Belgique et un avec l'Allemagne. Alors que le point d'entrée avec la France ne présente qu'une capacité réduite, les points d'entrée belges (Pétange, Bras (Bastogne)) et allemand (Remich) sont quant à eux reliés aux grands réseaux européens interconnectés. Ils donnent accès au hub de Zeebrugge avec son installation de regazéification de gaz naturel liquéfié de provenance globale, aux réseaux en amont des producteurs de la mer du Nord ainsi qu'au gaz de provenance russe, danoise et norvégienne par le réseau interconnecté allemand.

Un autre élément essentiel est la sécurité technique des réseaux assurée par une maintenance adéquate des réseaux. L'introduction du gaz naturel au Luxembourg ayant lieu dès 1972, les réseaux de transport de gaz naturel ont connu des extensions importantes vers le nord en 1993 et vers l'est en 2001.

Leur maintenance s'opère suivant des plans de contrôle stricts se basant entre autres sur le procédé de vérification par écouvillon, le survol régulier des réseaux par hélicoptère, la surveillance des réseaux et cabines de détente par des sociétés de contrôle spécialisées. Des investissements sont entrepris de façon conséquente: remplacement de tronçons vétustes, remplacement et adaptation à l'état de l'art de stations de détente, motorisation de vannes, modernisation des systèmes de surveillance, etc..

La sécurité des fournitures de gaz naturel dispose d'un nouvel élément de taille depuis la libéralisation des marchés européens du gaz naturel. Elle offre la possibilité à tout fournisseur européen de fournir du gaz naturel au Luxembourg et, par corollaire, tout client de gaz naturel au Luxembourg a la possibilité de se fournir auprès de tout fournisseur européen, à condition que ces fournisseurs disposent d'une autorisation de fourniture au Luxembourg.

Comme il est de coutume dans le secteur, la majorité de l'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg est assurée par des contrats de fourniture à long terme avec plusieurs fournisseurs en amont. Ces contrats à long terme offrent des disponibilités garanties. Ils sont complétés par des contrats flexibles sur des quantités spot.

De ce qui précède résulte une diversification géographique des pays producteurs dans l'approvisionnement du pays.

La loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel a transposé outre la directive 2003/55/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel, la directive 2004/67/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et a introduit bon nombre de dispositions relatives à la sécurité d'approvisionnement dans la législation nationale, dont notamment l'obligation généralement applicable aux gestionnaires, fournisseurs, clients grossistes et producteurs (de biogaz) de garantir la sécurité d'approvisionnement envers leurs clients respectifs, la confirmation d'un système d'autorisation pour les fournisseurs actifs au Luxembourg, la définition d'un fournisseur de dernier recours qui prend en charge les fournitures en cas de défaillance d'un premier fournisseur, la définition d'obligations de service public pour les fournisseurs et les gestionnaires de réseaux comme la garantie de la régularité et de la qualité des fournitures, la garantie de fourniture dans des conditions extrêmes comprenant la rupture partielle de l'approvisionnement national pendant une certaine période, des températures extrêmement basses pendant une certaine période ou une demande extrêmement élevée pendant des périodes de grand froid arrivant tous les 20 ans. De plus les gestionnaires de réseau doivent définir des critères et prescriptions de sécurité technique et établir un plan quinquennal de développement des réseaux.

La loi prévoit que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur assure le suivi de l'état général des réseaux et des interconnexions ainsi que la qualité et sécurité de l'approvisionnement, elle définit des procédures en cas d'événements exceptionnels annoncés ou prévisibles et donne au Gouvernement la possibilité de prise de mesures de sauvegarde en cas de crise soudaine sur le marché de l'énergie ou de menace pour la sécurité physique ou la sûreté des personnes, des équipements ou des installations, ou pour l'intégrité du réseau.

Il reste à préciser que le Luxembourg participe activement dans le groupe de travail «Gas coordination group» au niveau de la Commission européenne lequel s'occupe primairement du suivi de la situation de la sécurité de l'approvisionnement au niveau des États membres et qui a été introduit suite à la mise en vigueur de la directive 2004/67/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. Parallèlement le Luxembourg supporte le «Forum pentalatéral gaz naturel» rassemblant les États Benelux, l'Allemagne et la France dans lequel la sécurité des approvisionnements en gaz naturel et l'aide mutuelle en cas de crise figureront à l'ordre du jour.

Question 2807 (11.9.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **zones d'activités:**

En 2004 il a été retenu que le plan sectoriel «zones d'activités économiques» sera élaboré à partir d'un inventaire de l'existant, d'une analyse régionalisée et d'une synthèse permettant de déterminer l'offre et les besoins en surfaces par régions.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quels sont les critères selon lesquels les autorisations pour les zones d'activités sont attribuées?

- Quels sont les Ministères impliqués dans le processus de décision?

- Le Gouvernement peut-il me confirmer que les critères du Ministère de l'Intérieur et ceux du Ministère de l'Environnement divergent?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait harmoniser ces critères?

Réponse conjointe (20.10.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. Quels sont les critères selon lesquels les autorisations pour les zones d'activités sont attribuées?

L'article 6 de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire stipule que dès sa publication au Mémorial, le programme directeur oriente les démarches et les décisions du Gouvernement et des pouvoirs locaux pour autant que sont appliquées les dispositions visées à l'article 4 de la même loi. Ce dernier article précise que le programme directeur arrête les orientations générales et les objectifs prioritaires du Gouvernement en ce qui concerne - entre autres - le développement des activités économiques.

À l'échelle locale, la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain précise dans son article 2 que l'aménagement communal et le développement urbain ont principalement pour mission de concevoir, de développer, de coordonner et de mettre en œuvre, au niveau communal, les moyens nécessaires pour garantir le développement harmonieux des structures urbaines et rurales, y compris les réseaux de communication et d'approvisionnement compte tenu des spécificités respectives de ces structures, et en exécution des objectifs de l'aménagement général du territoire.

Le programme directeur adopté le 27 mars 2003 par le Gouvernement définit dans son chapitre II intitulé «Les objectifs politiques», dans les champs d'action «Développement urbain et rural», «Transports et télécommunications» et «Environnement et ressources naturelles», les objectifs à respecter. Ces objectifs se déclinent du principe du développement durable afin d'assurer un développement territorial équilibré.

Il découle de ce qui précède, que l'ensemble des objectifs du programme directeur est applicable. Pour illustrer plus précisément les objectifs à prendre en compte, les tableaux qui suivent indiquent quelques objectifs fondamentaux à poursuivre:

Champ d'action: Développement urbain et rural	
Objectif politique I2	Renforcer la structure économique des régions par la diversification et le développement du potentiel endogène local
Objectif politique II3	Renforcer l'économie régionale en améliorant le tissu économique au niveau des PME / concentrer le développement économique dans des centres locaux et régionaux multifonctionnels
Objectif politique III2	Réduire à l'indispensable l'utilisation d'espace non bâti à des fins de construction
Objectif politique III3	Créer des structures urbaines et rurales permettant de limiter les déplacements et d'encourager l'utilisation des transports en commun
Objectif politique III6	Optimiser l'affectation des sols à l'échelle régionale et nationale / développer une gestion régionale et nationale des sols pour orienter et concentrer le développement aux endroits les plus appropriés du point de vue de la décentralisation, de l'urbanisme, de l'accessibilité et de l'environnement
Objectif politique V2	Promouvoir le système des centres de développement et d'attraction par le lancement d'une politique active de décentralisation / regrouper les infrastructures, activités et emplois qualifiés, notamment liés au secteur tertiaire, dans les centres de développement et d'attraction régionaux et d'ordre moyen
Objectif politique VI1	Renforcer les centres urbains et leurs activités / réduire le mouvement de suburbanisation en périphérie des agglomérations
Objectif politique VII1	Développer des projets territoriaux à l'échelle intercommunale et régional
Champ d'action: Transports et télécommunications	
Objectif politique I1	Créer des structures urbaines et rurales et promouvoir une économie contribuant à la réduction du volume de trafic et des trajets à parcourir
Objectif politique I3	Limiter la consommation de terrain liée à la construction de routes et optimiser l'utilisation de l'infrastructure routière existante
Objectif politique II3 Objectif politique II5	Favoriser les transports en commun lors de la définition des politiques sectorielles / coordonner le développement urbain et rural avec l'offre en transports en commun et réciproquement Développer et concrétiser une politique intégrée de transports et d'aménagement du territoire

Champ d'action: Environnement et ressources naturelles	
Objectif politique I1 -5	Sauvegarder et améliorer la qualité des ressources en eau Assurer la qualité des sols Adapter l'occupation du sol au maintien de la qualité de l'air Conserver la diversité des espaces naturels et des espèces Renforcer la coordination des fonctions écologiques, sociales et économiques des paysages par une amélioration de la planification territoriale
Objectif politique II2	Réduire les nuisances liées aux risques naturels et aux causes de contamination par un aménagement du territoire préventif
Objectif politique III1 Objectif politique III2	Garantir la viabilité des écosystèmes dont dépend la survie des espèces Mettre en réseau les espaces naturels luxembourgeois, dans le contexte du réseau naturel paneuropéen / constituer des réseaux écologiques au niveau régional

2. Quels sont les Ministères impliqués dans le processus de décision?

Les procédures généralement applicables sont celles définies par la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, qui impliquent la commission d'aménagement, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi que le Ministère de l'Environnement, s'il s'agit d'une extension du périmètre de construction en zone verte.

À cela s'ajoute évidemment encore l'Administration de l'Environnement et l'Inspection du Travail et des Mines en ce qui concerne l'autorisation commodo-incommodo sur base de la législation en vigueur dans ce contexte.

Au cas où il s'agirait de la création et de l'aménagement d'une zone régionale, voire nationale, le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, sans pour autant constituer une autorité dans le cadre de la procédure légale de classement, participe au processus de planification en tant qu'exploitant intégral d'une zone (zones nationales) ou comme contributeur au financement d'une zone (zones régionales), dans le cadre de l'exécution de sa politique en matière de développement économique national ou régional.

3. Le Gouvernement peut-il me confirmer que les critères du Ministère de l'Intérieur et ceux du Ministère de l'Environnement divergent.

Comme le programme directeur oriente le Gouvernement dans son ensemble, ainsi que les pouvoirs publics, les critères ne peuvent être divergents. Il est cependant évident que chaque ministère analysera chaque projet en fonction de ses compétences respectives.

Question 2808 (12.9.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **sondage à l'occasion de la semaine européenne de mobilité:**

À l'occasion de la semaine européenne de mobilité qui se déroulera la semaine prochaine, Monsieur le Ministre des Transports vient de présenter les résultats d'un sondage sur l'utilisation des transports en commun. Dans ce même sondage, les personnes ont également été interrogées sur leur satisfaction avec la politique menée par Monsieur le Ministre.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les coûts du sondage en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il pense que le recours à des moyens publics pour faire évaluer sa politique est opportun?

- Est-il vrai que Monsieur le Ministre a déjà dans le passé fait sonder son action politique environnementale dans le cadre de sondages financés par des deniers publics?

Réponse (16.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur les coûts et l'opportunité d'un sondage sur l'utilisation des transports en commun.

L'enquête-satisfaction réalisée en août 2008 par le biais d'un questionnaire de quatorze unités de questions auprès de mille personnes portait sur leurs habitudes d'utilisation des transports publics au Luxembourg et les attentes et doléances des citoyens, utilisateurs et non utilisateurs des transports publics. Le coût de ce sondage s'élevait à 14 unités de questions à 780 € = 10.920 € hTVA.

Le recours à des deniers publics pour faire réaliser un tel sondage s'avère opportun. En effet, une bonne gouvernance présuppose la prise de connaissance de la perception que les citoyens ont de l'action gouvernementale, en l'occurrence celle dans le domaine de la mobilité et des transports publics. Le sondage indique quels sont les points forts et les points faibles de la politique menée en la matière et me guide dans quel sens mon département devra orienter son travail afin de répondre au mieux aux besoins des citoyens. Aussi fut-il d'une grande utilité pour les travaux préparatifs du premier forum des usagers des transports en commun organisé en septembre 2008.

Un sondage similaire fut d'ailleurs réalisé en février 2007 pour déterminer la perception de la problématique environnementale par la population du Luxembourg.

Question 2809 (12.9.2008) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement des traitements de la dyslexie:**

La dyslexie ou trouble spécifique du langage écrit, se définit comme une difficulté durable d'apprentissage de la lecture et d'acquisition de son automatisme, chez les enfants personnes d'intelligence normale, ne présentant aucun trouble sensoriel (visuel ou auditif) ou psychologique préexistant. Ce défi, quand il n'est pas relevé, génère très souvent des retards cumulés et des déficits constatés qui vont bien au-delà des apprentissages scolaires.

Bien que la dyslexie soit reconnue officiellement en tant qu'handicap par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dans sa «Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé», il n'en reste pas moins que tel n'est pas le cas au Grand-Duché et que par conséquent les enfants concernés par ces troubles ainsi que leurs parents ne bénéficient dans le cadre du traitement de ces troubles d'aucun soutien de la part des caisses de maladie.

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles la dyslexie n'est pas reconnue en tant qu'handicap voire maladie au Grand-Duché?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il conviendrait de soutenir dans la mesure du possible les enfants concernés, notamment en remboursant les traitements relatifs à leurs troubles, à savoir les séances d'orthophoniste ainsi que les traitements médicamenteux?

Réponse (14.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je voudrais d'abord rappeler aux honorables Parlementaires qu'en ce qui concerne les aides offertes aux enfants souffrant de dyslexie, j'ai informé les honorables Parlementaires dans ma réponse du 6 mai 2008 à leur question parlementaire N°2443 sur les initiatives prises par le Ministère de l'Éducation nationale en la matière *(cf. compte rendu N°13/2007-2008)*. Il s'agit-là de prises en charge offertes gratuitement dans le cadre de l'enseignement. Ce type de prise en charge est davantage de nature à réduire les déficits dus à la dyslexie qu'une prise en charge purement médicale. J'avais en outre informé les honorables députés qu'un groupe de travail composé de représentants de mon Ministère et du Ministère de l'Éducation nationale est chargé d'étudier les possibilités d'améliorer la prise en charge des enfants présentant une dyslexie, une dysphasie ou une dyscalculie, et cela tant à l'école qu'en dehors du milieu scolaire. Le projet de budget de l'État pour l'année 2009 prévoit une augmentation sensible des crédits en faveur des mesures d'accompagnement en faveur de ces enfants.

En ce qui concerne la présente question j'aimerais préciser qu'en vertu de la Classification internationale des Maladies de l'Organisation Mondiale de la Santé la dyslexie est regroupée parmi les troubles mentaux et du comportement, et plus particulièrement en tant que troubles spécifiques des acquisitions scolaires.

Cette catégorie de troubles spécifiques est encore subdivisée comme suit:

- trouble spécifique de la lecture

- trouble spécifique de l'acquisition de l'orthographe

- trouble spécifique de l'acquisition de l'arithmétique

- trouble mixte des acquisitions scolaires

- autres troubles du développement, des acquisitions scolaires

- trouble du développement, des acquisitions scolaires, sans précision.

On peut ainsi définir la dyslexie comme étant un trouble fréquent, pour lequel des antécédents familiaux sont souvent remarqués. Force est toutefois de souligner que la nature génétique manque encore de preuves scientifiques évidentes.

La dyslexie, qui concerne au minimum 3 à 5% des enfants âgés de dix ans, regroupe un ensemble de troubles d'acquisition de la lecture et de l'écrit, et englobant également la dysorthographie et la dyscalculie, d'expressions et de gravité très diverses.

Bien que l'intelligence des enfants touchés ne diffère pas de celle des enfants non touchés, la dyslexie représente dans nos enseignements 80 à 90% des troubles d'apprentissage.

Du fait de l'importance de la lecture et de l'écrit dans notre système d'enseignement, on peut constater que la grande majorité des enfants touchés par la dyslexie rencontre des difficultés au niveau de leur parcours scolaire. Divers auteurs soulignent même que du fait des difficultés et de l'échec scolaire les enfants touchés accusent souvent un retard scolaire de deux ans.

Toujours est-il que les auteurs sont unanimes pour souligner l'importance d'une détection précoce, d'un diagnostic détaillé, d'une aide spécialisée de surcroît régulièrement adaptée aux besoins spécifiques de l'enfant.

Des traitements médicaux, dont les honorables Députés réclament le remboursement, n'existent pas à ma connaissance pour la dyslexie. En revanche, le traitement orthophonique est pris en charge par la Caisse de Maladie, conformément aux statuts de l'UCM. Par ailleurs il existe une co-morbidité psychologique et psychosociale, primaire ou secondaire, importante. En effet, en raison des efforts démesurés constants que ces enfants sont appelés à faire pour suivre le rythme et les exigences des programmes d'enseignement et des échecs répétés qu'ils doivent le cas échéant accuser, ils sont susceptibles de souffrir d'une manière sur-représentative de troubles d'attention, de dépression, de manque de confiance en soi, voire de troubles du comportement.

Ces enfants, tout comme d'ailleurs leurs familles peuvent recourir outre à des services pédagogiques et/ou pédo-thérapeutiques spécialisés, à un accompagnement et à un soutien multidisciplinaire, notamment psychologique.

Dans ce contexte, je tiens à informer les honorables Parlementaires que j'ai chargé un groupe de travail de me faire une proposition en vue de réglementer la profession du psychothérapeute, condition nécessaire pour permettre le remboursement de ces actes par la Caisse nationale de Santé.

Question 2814 (15.9.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**Atert-Lycée et nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires de la Nordstad:**

En ce moment de la rentrée scolaire, les milieux scolaires se réjouissent de l'ouverture du Atert-Lycée à Rédange. Cette nouvelle structure scolaire est entre autres appelée à décharger les établissements scolaires surpeuplés de la Nordstad.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- De quels cantons viennent les élèves inscrits dans le nouveau lycée à Rédange?

- Y a-t-il moins d'inscriptions pour les classes de 7e dans les établissements scolaires de la Nordstad, c'est-à-dire au Lycée classique de Diekirch, au Nordstad-Lycée, au Lycée technique d'Ettelbruck ainsi qu'à l'École privée Sainte-Anne?

- Est-ce qu'une éventuelle diminution du nombre d'élèves a engendré une diminution du nombre de classes dans les établissements scolaires en question?

- Au cas où le status quo en ce qui concerne le nombre des inscriptions dans les établissements scolaires de la Nordstad était maintenu, la planification du Nordstad-Lycée tiendra-t-elle compte de l'augmentation du nombre d'élèves au cours des prochaines années scolaires et ceci compte tenu du développement souhaité de la Nordstad?

Réponse (11.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Cantons de provenance des élèves inscrits au Atert-Lycée Rédange

(situation au 01/10/08)

Cantons	Nombre d'élèves	%
Rédange	234	65,36%
Mersch	46	12,85%
Diekirch	44	12,29%
Wiltz	8	2,23%
Autre (hors Luxbg.)	7	1,96%
Esch	5	1,40%
Capellen	4	1,12%
Luxembourg	3	0,84%
Grevenmacher	2	0,56%
Clervaux	2	0,56%
Echternach	2	0,56%
Remich	1	0,28%
Vianden	0	0,00%
Total	358	

La majorité des élèves provient du canton de Rédange (65%). À cela s'ajoutent des élèves résidant dans des communes des cantons de Mersch et Diekirch (13% resp. 12%). Le nombre d'inscriptions provenant d'autres cantons n'est pas significatif.

Nombre d'élèves en classe de 7e dans les lycées de la Nordstad

(situation au 01/10/08)

Lycées	7ES/(classe)		Variation	7EST/AD(classe)		Variation	7MOD(classe)		Variation
	2007/08	2008/09		2007/08	2008/09		2007/08	2008/09	
LCD	259	206	**-53**	125	108	**-17**	30	10	**-20**
NOSL	23	17	**-6**	103	111	**8**	44	28	**-16**
LTETT	0	0	**0**	76	76	**0**	0	23	**23**
EPSA	0	0	**0**	77	64	**-13**	36	36	**0**
LTA	0	0	**0**	47	44	**-3**	0	0	**0**
ALR	0	98	**98**	0	111	**111**	0	24	**24**
TOTAL	**282**	**321**	**39**	**428**	**514**	**86**	**110**	**121**	**11**

Dans l'enseignement secondaire, on peut constater une diminution significative des inscriptions au Lycée classique Diekirch en 2008/2009 par rapport à l'année scolaire 2007/2008.

Dans l'enseignement secondaire technique, on observe un impact sur le nombre d'inscriptions au Lycée classique Diekirch et à l'École privée Sainte-Anne.

Pour l'enseignement préparatoire, l'introduction d'une classe modulaire au Lycée technique d'Ettelbruck et l'ouverture de l'Atert-Lycée Rédange ont engendré une diminution du nombre d'élèves au Lycée classique Diekirch et au Nordstad-Lycée.

Nombre de classes de 7e dans les lycées de la Nordstad

(situation au 01/10/08)

Lycées	7ES/(classe)		Variation	7EST/AD(classe)		Variation	7MOD(classe)		Variation
	2007/08	2008/09		2007/08	2008/09		2007/08	2008/09	
LCD	10	9	**-1**	6	6	**0**	3	1	**-2**
NOSL	1	1	**0**	5	5	**0**	3	2	**-1**
LTETT	0	0	**0**	4	4	**0**	0	2	**2**
EPSA	0	0	**0**	3	3	**0**	2	2	**0**
LTA	0	0	**0**	3	3	**0**	0	0	**0**
ALR	0	4	**4**	0	5	**5**	0	2	**2**
TOTAL	**11**	**14**	**3**	**21**	**26**	**5**	**8**	**9**	**1**

Le nombre de classes est resté identique dans l'enseignement secondaire et secondaire technique dans les lycées concernés à l'exception du Lycée classique Diekirch où le nombre de classes à diminué d'une unité dans l'enseignement secondaire.

Dans l'enseignement préparatoire, le Lycée classique Diekirch enregistre une diminution de deux classes et le Nordstad-Lycée une diminution d'une classe, tandis qu'au Lycée technique d'Ettelbruck deux classes ont été nouvellement créées.

L'évolution du nombre d'élèves dans les lycées fait l'objet d'un suivi de près de mes services. La planification du Nordstad-Lycée tient compte de l'évolution démographique de la future Nordstad.

Question 2816 (16.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**homologation des diplômes dans les professions de la santé:**

Et schéngt wéi wa mer ëmmer nach Problemer hunn am Gesondheetsberäich dat néidegt qualifizéiert Personal ze rekrutéieren. Do dernieft konnt een awer an de leschte Joren oft feststellen, dass Gesondheetsberuffler aus Net-EU-Staten (Dokteren, Fleegepersonal; alliéiert Gesondheetsberuffer wéi Kinéen, Ergo, Psychologen) dru gehënnert goufen, fir an eisem Gesondheets- a Sozialsystem an hiren eigentleche Beruffer ze schaffen.

Dëst, well d'Diplomer aus hirem Heemechtsland an der EU net unerkannt wieren. Obwuel dës Demandeuren an hire Gesondheetssystemer unerkannte Gesondheetsberuffler waren, si se aus reglementaresche Grënn hei am Land net unerkannt ginn. Nodeems awer hir Länner irgendwann an d'EU opgeholl waren, gouf hir professionell Situatioun iwwer Nuecht eng aner. Si war wéi duerch e Wonner gekläert. Déi Leit, déi nach gëschter net bei ons praktizéiere konnten, hunn dat elo duerfe fräi maachen. Trotzdeem muss ee sech awer Froe stellen iwwert de System vun der einfacher an der exklusiver Homologatioun vun Diplomer am Gesondheetswiesen iwerhaapt.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Misst een net nodenken iwwer ee méi intelligente, méischichtegen a virun allem eenheetlech definéierte System vun Homologatioun an Unerkennung vu professioneller Aptitude, ebe well vill Gesondheetsberuffler, déi bei eis schaffen, haut aus deenen ënnerschiddlechste Länner kommen?

2) Misst een net iwwerpréifen, ob déi Professionell, déi bei eis am Gesondheets- a Sozialberäich schaffen, sech regelméisseg an och noweislech fortbilden a fortbilde mussen, fir hir Lizenz, fir ze praktizéieren, ze behalen, esou wéi dat schonn am Ausland praktizéiert gëtt, an dat an engem nationale Register festhalen?

3) Misst een net Sanktioune virgesinn, wann ee sech net regelméisseg a Gesondheets- an Sozialberuffer weiderbilt?

4) Misst een net vläicht en öffentlech zougängleche Register vu Professionnellen am Gesondheets- a Sozialwiesen aféieren, wou all Patient iwwerpréife kënnt wien eng uerdentlech an aktiv Registratioun an eng permanent Weiderbildung huet?

5) Géif dat net zu enger gewësser Dynamiséierung bäidroen an deem Sënn wéi d'Leit, déi am Gesondheets- a Sozialwiese behandelt a versuergt ginn, éischtens méi Vertraue kënnten hunn a sécheren Hänn ze sinn; zweetens och iwwer an duerch dëse Registersystem méi Qualitéit an der Versuergung agefouert géif, an dréttens och déi Professionell an eisem System zu méi aktueller, innovativer Praxis ugehale kënnte ginn ebe wéinst méigleche Sanktiounen?

6) Géif esou e Register net och eisem Fleegepersonal zegudd kommen, a fir den Handicap vun der aktuell (souguer vu professionelle Vereenegungen aus dësem Beruffsstand) als net genügend emfonter Ausbildungszäit e bësse kompenséieren hëllefen?

Réponse commune (23.10. 2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Den éirewäerten Deputéierte stellt verschidde Froen am Zesummenhang mat der Qualifikatioun an der Unerkennung vu Beruffer aus dem Gesondheetsberäich.

D'Basis fir d'Unerkennung vu professionelle Qualifikatioune fir EU-Bierger berout op enger europäescher Richtlinn aus dem Joer 2005 (directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles), an där all déi schonns virdru bestoend Richtlinnen zesummegeluecht gi sinn.

Dës Richtlinn schreift fir sechs spezifesch Beruffer, an zwar fir den Dokter (Medeziner), den Zänndokter, den Apdikter, d'Infirmière, d'Hiewamm an den Déierendokter eng automatesch Unerkennung vun den Diplomer vir. Fir déi aner reglementéiert Beruffer muss e Verglach vum auslännesche Beruffsprofil, Ausbildungsinhalter an Ausbildungsdauer mat den nationale Kritäre gemaach ginn: Falls dës iwereneestëmmen, kann eng Unerkennung ausgeschwat ginn. Ass dat awer net de Fall, da kann eng Unerkennung mëttels kompensatoresche Moossname gemaach ginn (Anpassungsstage oder Eignungsprüfung). Dësen allgemenge Prinzip, fir ze vergläichen, gëtt och meeschtens fir Net-EU-Bierger ugewannt. Duerch déi europäesch Harmonisatiounsbestëmmung gëtt also séchergestallt, dass d'Personal am Gesondheetsberäich, egal aus wat fir engem Land et hierkënnt, déi néideg Qualifikatioune muss hunn, fir kënnen hei am Land an engem Gesondheetsberuff ze schaffen.

Souwuel d'Doktere wéi och d'Gesondheetspersonal si vum Gesetz aus dru gehalen hir professionell Kenntnisser à jour ze halen. Wat méi spezifesch d'Doktere betrëfft, bitt zum Beispill d'«Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue» (Alformec) eng ganz praxisorientéiert Formatioun un am Beräich vu Primär-Soinen an öffentlecher Gesondheet. Un esou Weiderbildungsformatiounen, déi e Maximum u medezinesche Sujeten abordéieren, huelen an der Regel eng 50 Dokteren deel; dëst bei ongefeier eelef bis zwielef Konferenzen an zwou bis dräi Ganzdagsformatiounen am Joer.

Et ass awer och esou, dass ganz vill Dokteren u Konferenzen am Ausland deelhuelen a sech esou och weiderbilden. Doriwwer eraus steet et och jiddfer Dokter fräi sech duerch Fachzäitschréften iwwert de medezinesche Fortschrëtt um Lafenden ze halen.

Wat elo de paramedezinesche Secteur ubelaangt, do ass et esou, dass d'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer virgesäit, dass d'Participatioun u maximal fënnef Weiderbildungscourse pro Joer, déi vum Gesondheetsminister organiséiert oder agréeiert goufen, als Déngschtzäit considéréiert ginn. Ech mengen deemno feststellen ze kënnen, dass d'Akzeptanz vum Prinzip vun der Weiderbildung zefriddestellend ass.

Zur Informatioun vum Public wëll ech ënnersträichen, dass de Portail Santé, deen ufanks vum nächste Joer soll online goen, all Patient respektiv Client vum Gesondheetswiesen et erméiglecht en direkten Accès ze hunn op en elektronescht Télefonsbuch mat de Coordonnéeë vun all den Dokteren, déi zu Lëtzebuerg den Dokterberuff däerfen ausféieren. Dësen Annuaire gëtt selbstverständlech permanent aktualiséiert.

Question 2817 (16.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **aides financières pour études supérieures et lifelong learning:**

No deem vun der OECD estallte wéineg erfreeleche Bildungsrapport 2008 fir Lëtzebuerg, muss ee sech Froe stellen, wéi een eppes un dëser Situatioun nohalteg kann änneren.

D'Gesetz vum 22. am Broochmount 2000 iwwert d'Förderung vun Héichschoulstudië gesäit Grenzen an der Dauer vun esou enger finanzieller staatlecher Ënnerstëtzung vir. Et schéngt deemno, wéi wa Leit, déi aus beruffleche respektiv perséinleche Grënn op liewenslaangt Léieren (lifelong learning) setzen, net esou gutt ënnert dësen aktuelle Kaderbedingungen géifen ewechkommen, well se nom Erreeche vun der Maximaldauer vun der Ënnerstëtzung duerch de Stat deen nächste Studiegang, dee se eventuell nach eemol spéider an engem anere Liewens- respektiv Carrièreofschnëtt absolvéiere wëllen, aus der eegener Täsch bezuele missten.

Kann den Här Héichschoulminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Kann den Här Minister déi virzitéiert Feststellung esou bestätegen?

2) Ass et virgesinn, déi virzitéiert Gesetzgebung un déi nei Erausfuerderunge vum liewenslaange Léieren unzepassen an eng Ausnahmeregelung virzegesi fir Leit, déi weider akademesch Studiegäng wëllen ugoen, nodeem se schonn hir regular Maximaldauer vu staatlecher Ënnerstëtzung erreecht hunn?

3) Gëtt et vläicht haut scho Méiglechkeeten, déi et erlaben, och all déi Leit, déi sech akademesch weider- a fortbilde wëllen, respektiv mussen, an dat am Kader vu Studiegäng am Bologna-Prozess, weider finanziell ze ënnerstëtzen?

4) Ass d'Regierung gewëllt, sech déi néideg Mëttelen ze ginn, fir dës Hürd aus der Welt ze schafen, fir d'«Lifelong learning» nach méi attraktiv ze gestalten?

5) Géif et eisem Bildungsland net gutt zu Gesiicht stoen, wa mer nach méi Héichschoulofschléss pro Persoun kënnten opweisen, a wa mer domadder e bëssen eis héich Ausgaben am Beräich vun der Schoul am Allgemenge kënnte rechtfertegen?

6) Wéi kënnten esou gestalten Ënnerstëtzungsmoossnamen ausgesinn?

Réponse commune (10.10. 2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'parlamentaresch Ufro vum Här Aly Jaerling betrëfft déi staatlech finanziell Hëllefe fir Héichschoulstudenten.

Mir kënnen d'Feststellung vum Här Deputéierten net bestätegen.

D'Gesetz iwwert déi staatlech finanziell Hëllefe fir Héichschoulstudente gesäit wuel eng Maximaldauer vir, während där ee kann eng finanziell Hëllef kréien, mä déi Maximaldauer bezitt sech op ee Studiegang. Dat heescht, datt eng Persoun, déi e Studium, fir dat se eng finanziell Hëllef kritt huet, mat engem Diplom ofgeschloss huet a spéider nach eng Kéier e Studium ufänkt, erëm kann an de Genoss vun enger Hëllef vum Stat kommen. Déi Hëllef ass natierlech dann och erëm op d'Dauer vum

Studiegang plus ee Joer beschränkt.

Et ass also net néideg, déi aktuell Gesetzgebung unzepassen, well se ee liewenslaangt Léiere scho virgesäit. Zënter dem Gesetz vun 2000 profitéieren all Joer Leit, déi schonn am Beruff sinn an déi sech um akademeschen Niveau weiderbilde wëllen, vun de staatlechen Hëllefen.

Question 2818 (16.9.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **référentiel commun du «secours à personnes»:**

Il y a quelques jours, une automobiliste a subi un grave accident routier dans la région du Centre du pays. Les témoins sur place se sont plaints de l'arrivée tardive des équipes de secours. En effet, les premiers sauveteurs n'auraient été sur place qu'une trentaine de minutes après l'accident.

Au vu des circonstances tragiques de l'accident susmentionné, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Messieurs les Ministres ne croient-ils pas que la question d'un référentiel commun du «secours à personnes» devrait être traitée prioritairement afin d'améliorer la coopération entre les sapeurs-pompiers, la protection civile et les services d'assistance médicale urgente (SAMU) à l'instar de ce qui s'est fait récemment en France?

Réponse conjointe (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député pose la question quant à l'opportunité d'élaborer au Luxembourg un référentiel commun sur les «secours à personnes» pour garantir une meilleure coordination fonctionnelle de l'organisation du secours et de l'aide médicale urgente, à l'instar de celui élaboré par la France et publié en juin 2008.

I y a lieu de souligner qu'en France s'était installé un différend important entre les deux intervenants dans la chaîne de secours médical préhospitalier, c'est-à-dire les secouristes pompiers, d'une part, et les urgentistes hospitaliers du SAMU, d'autre part. En effet, il existe en France différents numéros d'appels accessibles à des personnes en détresse: le numéro d'appel 15, qui est le centre de réception et de régulation des appels du SAMU et le numéro 18 pour joindre les centres de traitement d'alertes des services incendie. Il existe en plus le numéro 112 qui est rallié aux centres d'appels des pompiers. Cette configuration du traitement des appels d'urgence a entraîné un problème de compétences et de rivalités entre les centres d'appel du SAMU et des pompiers au point qu'il était devenu nécessaire d'établir un référentiel pour améliorer la coopération entre ces deux organisations.

Ce référentiel fixe les statuts, missions et prérogatives des organisations en place, assure une meilleure interconnexion entre les différents centres d'appels et de régulation, inscrit une démarche d'évaluation et de qualité de la chaîne des secours, fixe le financement et définit les axes techniques et l'évolution du dispositif technique mis en œuvre.

Au Luxembourg, par contre, il n'existe qu'un numéro unique et un seul centre d'appel et de régulation, le Central des Secours d'Urgence (CSU-112) de l'Administration des Services de Secours. Ce central est chargé de l'alerte de tous les intervenants de la chaîne de secours médical préhospitalier. Aussi, les compétences des intervenants sont clairement fixées entre les différents intervenants, c'est-à-dire les médecins urgentistes, les unités d'ambulanciers et les unités de sauveteurs, ainsi que les sapeurs-pompiers. Les rôles et compétences de ces intervenants sont complémentaires et ne donnent pas lieu à un différend. Pour cette raison, l'élaboration d'un référentiel tel qu'élaboré par les autorités françaises ne semble pas indiquée.

Cependant, conscients de l'évolution historique de la chaîne de secours médical préhospitalier et en réaction à diverses sollicitations itératives pour réformer l'un ou l'autre aspect de ce secteur, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi que le Ministre de la Santé ont décidé en 2007 de charger leurs administrations compétentes en cette matière de faire élaborer un rapport d'analyse critique et de propositions d'amélioration et de mise à jour à tous les maillons de la chaîne de secours, depuis l'appel émis au Central de Secours d'Urgences jusqu'à l'admission dans un centre hospitalier. Cette analyse est en cours d'élaboration et un rapport intermédiaire est sur le point d'être finalisé.

En ce qui concerne la question relative aux délais d'intervention des services de secours et de leurs raisons, il y a lieu de se référer, d'une part, à la réponse fournie à la question parlementaire N°2165 du 11 décembre 2007 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant le Central des Secours d'Urgence et, d'autre part, à la réponse à la question parlementaire N°2327 du 22 février 2008 de Monsieur le Député Marc Spautz concernant le système d'alerte de l'Administration des Services de Secours *(cf. compte rendu N°11/2007-2008).* Il est compréhensible que ce délai d'intervention moyen, qui est de 15 minutes environ, puisse paraître bien plus long pour les personnes qui attendent avec impatience l'arrivée des secours.

En ce qui concerne plus spécifiquement le cas mentionné par l'honorable Député, il y a lieu de mentionner qu'une enquête interne de l'Administration des Services de Secours n'a pas révélé des délais d'intervention hors normes entre le moment où l'appel est entré au Central des Secours d'Urgence et l'arrivée sur place des unités alertées.

Question 2819 (16.9.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **stationnement de véhicules devant les accès privés:**

L'article 165-d) du Code de la Route dispose que tout véhicule ou animal en stationnement doit être placé de manière à ne pas entraver les entrées et les sorties des parkings et des garages publics ou privés, les accès carrossables des immeubles et les accès aux emplacements de stationnement privés.

Cette disposition est susceptible d'interprétations divergentes en rapport avec le droit du propriétaire d'une voiture de stationner lui-même devant son accès privé notamment dans le cadre de bandes de stationnement ininterrompues devant les entrées privées (p.ex. entrées de garage).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que l'article 165-d) du Code la Route doit être interprété dans le sens qu'il interdit même au propriétaire de stationner devant son accès privé? Ou, est-ce qu'en revanche le stationnement devant son accès privé est autorisé au propriétaire dans la mesure où il ne saurait entraver son propre accès privé?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il y a lieu de préciser davantage le contenu de l'article 165-d) du Code de la Route face aux interprétations divergentes auxquelles cette disposition est susceptible de donner lieu notamment dans le cadre de l'aménagement de bandes de stationnement ininterrompues devant les accès privés dans le cadre du rétrécissement des chaussées au niveau des zones dites «30 km/h»?

Réponse (16.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'article 165-d) de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement sur toutes les voies publiques, communément Code de la Route. Cet article stipule notamment que «tout véhicule ou animal en stationnement doit être placé de manière à (…) ne pas entraver les entrées et les sorties des parkings et des garages publics ou privés, les accès carrossables des immeubles et les accès aux emplacements de stationnement privés.»

Or, cet article ne saura être interprété comme érigeant en infraction le fait pour un conducteur de stationner son véhicule respectivement, devant l'accès à sa propriété privée ou devant son garage privé.

Partant, je peux réconforter l'honorable Député dans son interprétation qu'il donne à la disposition dont question, à savoir qu'une personne stationnant sa voiture devant l'accès à sa propriété privée ou devant son garage privé n'est pas en infraction à la législation routière alors qu'elle ne saura entraver l'accès à sa propriété.

Par conséquent, j'estime que la disposition sous examen est sans équivoque et en méconnaissance de problèmes liés à d'éventuelles interprétations divergentes à cet égard, je ne vois aucune raison pour modifier le texte réglementaire.

Question 2821 (17.9.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **arriérés et défauts fiscaux des personnes physiques morales:**

En date du 1er octobre 2008, Monsieur le Ministre déposera le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à combien s'élèvent actuellement les arriérés et défauts fiscaux des personnes physiques morales? Quelle a été l'évolution de ces montants au cours des cinq dernières années?

- Quelles sont les démarches entreprises par les administrations concernées en vue de la récupération des sommes dues?

- Les montants en question sont-ils pris en considération lors de l'élaboration du projet de budget des recettes et des dépenses de l'État? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les détails de cette prise en considération?

Réponse (5.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Pour l'Administration des Contributions directes, les arrières portant sur les soldes d'impôts restant à payer sont repris dans le tableau ci-dessous.

	31.12.2003	31.12.2004	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007	30.09.2008
Personnes physiques	168.729.412 euros	161.267.409 euros	192.666.841 euros	221.202.634 euros	221.628.957 euros	208.120.240 euros
Personnes morales	176.157.628 euros	180.251.957 euros	385.773.505 euros	275.204.339 euros	301.873.247 euros	294.637.379 euros

En ce qui concerne le recouvrement des impôts directs, il convient de distinguer deux phases successives, à savoir la phase administrative et la phase judiciaire.

La phase administrative consiste dans:

- l'avertissement public, précédant de quelques jours les échéances régulières des principaux impôts (avances trimestrielles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial, quarts trimestriels de l'impôt sur la fortune et échéances de l'impôt sur les salaires), publié par la voie de la presse;

- l'extrait de compte envoyé trimestriellement aux contribuables;

- un premier rappel et ensuite un deuxième rappel par voie postale.

Si la phase administrative s'avère inopérante, on entre dans la phase judiciaire et le redevable est poursuivi par toutes les voies de droit. Elle débute avec la contrainte-commandement de payer. Ensuite, toujours à défaut de paiement, l'Administration des Contributions directes poursuit le recouvrement forcé par les voies d'exécution normales (saisies). À noter, que les procédures de saisies sont longues et coûteuses et peuvent néanmoins aboutir à un procès-verbal de carence.

Dans ce contexte, il reste à souligner que l'assistance internationale en matière de recouvrement sert au recouvrement forcé des créances d'impôt au-delà des frontières.

Par ailleurs, le projet de loi N°5757, ayant pour objet une meilleure coopération interadministrative, la réorganisation de l'Administration des Contributions directes et l'optimisation de la procédure d'établissement et de recouvrement des impôts directs, contient certaines dispositions afin de faciliter le recouvrement des arriérés d'impôts. Par exemple, le service des poursuites indépendant créé par la loi du 29 juillet 2002 s'avérant inefficace, sa réintégration dans le service de recette (article 19 du projet de loi N°5757) est de rigueur pour permettre une organisation plus rationnelle du recouvrement forcé des créances fiscales. D'autre part, la procédure actuelle de la saisie immobilière étant extrêmement compliquée, sa simplification s'impose par la mise en place de la «petite procédure de saisie immobilière ou procédure par voie parée» prévue par l'article 879 du nouveau Code de procédure civile (article 20 du projet de loi N°5757).

Il y a lieu de préciser que les montants des arriérés d'impôts directs ont une répercussion de moindre envergure sur l'élaboration du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne peut fournir des montants comparables que depuis 2005. L'évolution des créances TVA est reprise dans le tableau ci-dessous.

Année	Montant TVA à recouvrer	Retard moyen de recouvrement
31.08.05	335 169 036 euros	45 jours
31.08.06	322 656 768 euros	44 jours
31.08.07	327 464 137 euros	41 jours
31.03.08	311 518 966 euros	38 jours

Les droits d'exécution et les garanties du Trésor pour le recouvrement des créances TVA sont énumérés à l'article 83 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA. «Le Trésor a pour le recouvrement des créances résultant de la présente loi:

- le droit d'exécution sur contrainte administrative;

- le droit à l'inscription d'une hypothèque en vertu de la contrainte administrative;

- un privilège d'un rang et d'un droit de priorité égaux à ceux des contributions directes, s'exerçant sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables en quelque lieu qu'ils se trouvent;

- une hypothèque légale dispensée d'inscription sur les immeubles des redevables;

- le droit de procéder à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accises sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale.»

En outre, le nouveau système informatique, qui est en phase de mise en production, permettra un suivi automatisé de la situation des assujettis ayant accumulé des arriérés de TVA.

Les montants des arriérés de TVA ne sont pas pris en considération pour l'élaboration du projet de budget des recettes et des dépenses de l'État parce que, d'une part, la somme globale ne varie que d'une manière insignifiante et, d'autre part, les montants en question ne sont définitifs qu'après l'imposition.

Question 2825 (18.9.2008) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **statut unique et la «Lohnfortzahlung»:**

En date du 1er janvier 2009, le statut unique, voté par la Chambre des Députés le 29 avril 2008, entrera en vigueur. La loi du 13 mai 2008 afférente prévoit la création d'une mutuelle permettant aux entreprises de réassurer leur risque lié à l'introduction générale de la «Lohnfortzahlung».

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres se sont-ils assurés que les employeurs ayant des retards dans le paiement des cotisations sociales auront les moyens financiers nécessaires après le 1er janvier 2009 d'assurer la continuité des salaires de leurs salariés pendant 13 semaines en cas de maladie?

- En cas de défaut de paiement des salaires, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire quelles sont les possibilités de recours des salariés pour assurer leurs revenus?

- En cas de litige, la mutuelle, prévue par la loi du 13 mai 2008, est-elle censée avancer 80% des revenus dus?

Réponse commune (23.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question suppute que la généralisation de la continuation de la rémunération lors des arrêts de travail pour cause de maladie au 1er janvier 2009, à la suite de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique, mettrait certaines entreprises dans l'impossibilité de s'acquitter des salaires dus.

À l'analyse des effets de la généralisation de la continuation de la rémunération sur la trésorerie des entreprises, on constate:

- pour les employés privés, l'employeur devait dès à présent assurer la continuation de la rémunération sans contrepartie financière; à l'avenir la mutualité lui rembourse prévisiblement 80% sur toute la période de l'obligation patronale;

- pour les ouvriers, l'employeur devait avancer d'après l'article 11 alinéa 3 du Code des assurances sociales «l'indemnité se rapportant au mois de calendrier de la survenance de l'incapacité de travail et aux trois mois subséquents ainsi que les impôts y relatifs», au niveau de la trésorerie de l'entreprise l'introduction du statut unique n'aura pas d'incidence immédiate, sauf que les employeurs ne se verront remboursés que 80% des salaires versés.

Le salaire dû pendant l'obligation patronale a la même nature juridique que le salaire dû pendant l'exercice de l'occupation. Les garanties prévues par le droit commun en matière de salaires sont applicables, et, le cas échéant, l'article L-126-1 du Code du Travail relatif à la garantie des créances du salaire en cas de faillite de l'employeur.

En toute échéance la mutualité ne fait que rembourser à l'employeur les salaires qu'il a payés.

Question 2826 (18.9.2008) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **statut unique et la mise en commun des caisses de maladie et de pension:**

En date du 1er janvier 2009 sera introduit le statut unique, voté par la Chambre des Députés le 29 avril 2008. Il nous revient pourtant que la fusion de différentes caisses de maladie et de pension, prévue par la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique, pose encore nombre de problèmes dans les administrations concernées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état d'avancement des travaux de mise en commun des caisses de maladie et de pension? Ces travaux peuvent-ils être finalisés dans les délais prévus par la loi du 13 mai 2008, c'est-à-dire pour le 1er janvier 2009?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La fusion des caisses de maladie et des caisses de pension au sein de la Caisse nationale de santé et de la Caisse nationale d'assurance pension sera opérée dans les délais prévus par le législateur, c'est-à-dire au 1er janvier 2009.

Depuis le vote de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique, des groupes de travail, composés d'experts des différentes institutions de sécurité sociale, ont œuvré sur les différents chantiers sous la direction stratégique d'un comité de pilotage, composé du Gouvernement, des partenaires sociaux et des responsables des différentes institutions, et avec l'assistance d'un consultant externe.

Des avancées significatives ont été réalisées

- en matière de généralisation de la continuation de la rémunération et de mise en place d'une mutualité des employeurs,

- l'élaboration des organigrammes des nouvelles institutions,

- l'élaboration des statuts du personnel de ces institutions.

Les différents travaux s'inscrivent dans le planning, de sorte que l'on peut admettre que les rouages essentiels seront en place à la date prévue. Évidemment tous les problèmes ne seront pas résolus au 1er janvier 2009, mais tout sera mis en œuvre pour que le service des prestations aux assurés puisse être assuré sans heurts.

Question 2827 (18.9.2008) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **statut unique et les créances de cotisations sociales:**

En date du 1er janvier 2009, le statut unique, voté par la Chambre des Députés le 29 avril 2008, entrera en vigueur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire à combien s'élèvent actuellement les arriérés et déchets de cotisations sociales des personnes physiques, sociétés et entreprises auprès du Centre commun de la Sécurité sociale? Quelle a été l'évolution de ces montants au cours des cinq dernières années? Quelle a été l'évolution du nombre des créances au cours des cinq dernières années?

- Quelles sont les démarches entreprises par les administrations concernées en vue de la récupération des sommes dues? Est-ce qu'en vue de l'introduction du statut unique des démarches spécifiques sont prévues en vue d'une récupération de ces montants avant le 1er janvier 2009? Si oui, de quels moyens s'agit-il?

Réponse (20.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Code des assurances sociales oblige les débiteurs à payer les cotisations dues dans les dix jours de l'émission de la facture par le Centre commun de la Sécurité sociale. Comme les factures sont envoyées vers le quinzième jour de chaque mois, il y a lieu de considérer comme arriérées toutes les cotisations impayées à la fin du mois.

Au cours des dernières années, le montant global des arriérés de cotisations a évolué comme suit:

	31.08.2004	31.08.2005	31.08.2006	31.08.2007	31.08.2008
Cotisations	186.859.063,73	197.133.259,37	183.783.514,20	176.456.841,96	197.798.990,82
Intérêts	4.529.758,76	4.131.177,73	4.233.754,82	4.109.891,30	3.684.707,81
Amendes	573.590,40	508.516,23	470.816,86	394.804,83	351.309,02
Total	**191.962.412,89**	**201.772.953,33**	**188.488.085,88**	**180.961.538,09**	**201.835.007,65**

Le recouvrement forcé proprement dit des cotisations est entamé au moment où le solde impayé du compte «cotisations» est supérieur au total des cotisations réclamées par les cinq dernières factures. La condition de ce seuil est vérifiée chaque mois et pour les débiteurs nouvellement décelés la procédure de recouvrement suivante est appliquée:

1. Lorsque les arriérés dépassent le seuil en question, le dossier du cotisant est confié au service du recouvrement forcé qui adresse alors une sommation par lettre recommandée au retardataire, laquelle tient lieu de dernier rappel l'invitant à s'acquitter des cotisations échues dans la quinzaine de la réception de ladite sommation ou du moins à demander des délais de paiement.

2. Le service du recouvrement forcé accorde des délais de paiement sur demande écrite du débiteur qui s'oblige à s'acquitter mensuellement, outre des cotisations courantes, également des acomptes sur les arriérés permettant l'apurement de ceux-ci dans un délai accepté par ledit service.

3. Si, par contre, le débiteur ne réagit pas, le recouvrement forcé des cotisations est entamé le mois suivant. Il en est de même du débiteur qui ne respecte pas les délais de paiement lui accordés. Dans ces cas, le Centre commun procède au recouvrement forcé de ses créances au moyen d'une contrainte rendue exécutoire par le président du comité directeur du Centre commun et notifiée au débiteur par lettre recommandée. Celle-ci est alors transmise à un huissier de justice pour exécution.

4. Finalement, au cas où l'huissier constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible faute d'actif dans le chef du débiteur, le Centre commun transmettra le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite.

Dans certains cas, d'autres possibilités s'offrent parallèlement au Centre commun pour recouvrer les cotisations arriérées dues par une entreprise, à savoir notamment «la sommation à tiers détenteur». Cette mesure prévue à l'article 8 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant, entre autres, le recouvrement forcé des cotisations d'assurance sociale, permet à l'administration de pratiquer une opposition sur les deniers appartenant ou dus aux redevables (p.ex. opposition pratiquée entre les mains de la Caisse de Maladie sur les indemnités pécuniaires à rembourser à l'employeur qui en a fait l'avance à ses ouvriers se trouvant en congé de maladie; opposition pratiquée par le Centre commun entre les mains du notaire afin de faire valoir ses droits hypothécaires lors d'une vente immobilière...).

Il y a lieu de noter que les cotisations non payées à l'échéance sont en outre productives d'intérêts moratoires au taux de 0,6% par mois, mis en compte à la fin du mois suivant celui de l'émission des factures.

L'évolution des dossiers du service du recouvrement forcé du Centre commun de la Sécurité sociale se présente comme suit:

Dates de référence	Total arriérés	Nombre retardataires	Employeurs	Non salariés	Agriculteurs	Ménages
01/09/04	61 172 481	4 712				
01/09/05	58 094 092	4 507				
01/09/06	54 855 076	4 508				
01/09/07	38 422 238	2 784	1 110	1 628	13	33
01/09/08	40 845 178	2 609	1 054	1 502	16	37

Chaque année, le comité directeur du Centre commun de la Sécurité sociale accorde par ailleurs des décharges d'arriérés de cotisations sociales qui se révèlent irrécouvrables notamment pour raison de clôture de faillite du débiteur, de son insolvabilité, de son décès, de son départ à l'étranger sans laisser d'adresse ou alors sur base de la prescription quinquennale des cotisations.

L'état de ces décharges sur les dernières années se présente comme suit:

Exercices	Montants
2004	1.863.422
2005	516.278
2006	1.274.788
2007	1.804.615
2008	disp. en décembre

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique a laissé inchangées les dispositions du Code des assurances sociales concernant le recouvrement forcé des créances de la sécurité sociale.

Néanmoins, avec la mise en opération de la nouvelle Mutualité des employeurs à partir du 1er janvier 2009, le Centre commun de la Sécurité sociale disposera d'un moyen de recouvrement supplémentaire tant à l'encontre des employeurs qui y seront affiliés obligatoirement qu'à l'encontre des travailleurs indépendants qui se seront affiliés à la Mutualité sur une base volontaire. La Mutualité aura pour mission d'assurer les employeurs contre les charges salariales résultant de la continuation du salaire en cas d'incapacité de travail de leurs salariés. Le Centre commun, qui par ailleurs sera chargé d'effectuer les remboursements pour compte de la Mutualité, procédera immédiatement à la compensation des cotisations sociales avec les sommes dues aux employeurs au titre de leur assurance, et cela tant pour le personnel qualifié jusqu'à présent d'«ouvrier» que pour le personnel qualifié d'«employé».

Question 2828 (18.9.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **prix des produits pétroliers:**

Depuis les prix record de début juillet 2008, le baril de pétrole a perdu 38% de sa valeur pour passer de nouveau sous la barre symbolique des 100 $. Au Luxembourg les consommateurs n'ont malheureusement pas encore profité de cette baisse parce que le prix des carburants n'a pas reculé au même rythme que celui du pétrole. Au contraire, après de multiples hausses, le prix des produits pétroliers n'a que légèrement diminué ces derniers jours.

Dans ce contexte,j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce:

- Pour quelles raisons la chute du prix de pétrole n'a pas encore eu des répercussions directes sur les prix à la pompe?

- Quand est-ce que les consommateurs pourront s'attendre à une baisse substantielle des prix des carburants, reflétant la perte de 38% de la valeur du baril de pétrole?

Question 2830 (18.9.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **prix des produits pétroliers:**

Ces dernières semaines, on peut constater un fort recul du prix du baril de pétrole brut, alors que les prix de l'essence qui, tout en connaissant un certain repli, se maintiennent à un niveau élevé. Cette situation constitue un souci sérieux pour bon nombre de ménages, qui se voient confrontés à des hausses de prix du carburant, alors que l'État luxembourgeois, par le biais du Ministère de l'Économie, fixe des prix maxima pour les produits de pétrole en fonction de plusieurs paramètres.

- Tout en sachant que l'essence et le diesel sont des produits raffinés, dont les prix ne doivent pas nécessairement correspondre au prix du pétrole brut, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut m'informer sur les données sur lesquelles reposent les critères pour la fixation des prix maxima.

- Est-ce qu'il est également tenu compte des hausses et des baisses du pétrole?

Réponse (27.10.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse aux questions parlementaires des honorables Députés Ben Fayot et Laurent Mosar concernant le prix des produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Le calcul des prix maxima pour les produits pétroliers repose sur la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence qui prévoit que le Ministre ayant dans ses attributions l'économie peut conclure dans le secteur des produits pétroliers des contrats de programme avec des entreprises du secteur comportant des engagements relatifs au niveau des prix maxima. Le contrat de programme conclu au Luxembourg prévoit que les prix des différents produits pétroliers sont calculés sur base des cotations journalières des produits pétroliers raffinés de la bourse de Rotterdam ceci tant à la hausse qu'à la baisse.

Il faut savoir que les prix de marché du pétrole brut et des produits raffinés (essence, gazole,...)

peuvent varier de façon considérable en fonction de différents paramètres tels que la demande au niveau du pétrole brut, la demande au niveau des produits pétroliers raffinés, la situation de stockage de pétrole brut et de produits raffinés dans le monde, le cours de change entre le dollar et l'euro, etc.. C'est ainsi que des baisses de prix au niveau du pétrole brut n'impliquent pas automatiquement des baisses équivalentes au niveau des produits raffinés.

S'y ajoute qu'une grande partie des prix à la pompe ne varie pas avec les cotations du brut tel que les accises, les frais liés au transport et au stockage ainsi que les marges des pétroliers et des stations de service.

Depuis la date de vos questions, les prix à la pompe ont évolué de la façon suivante:

Diesel:	- 12,90%
Essence 95:	- 14,93%
Essence 98:	- 14,81%
Mazout 1.000 ppm S:	- 16,76%
Mazout 10 ppm S:	- 19,53%

Quant à la question de l'évolution future des prix pétroliers, celle-ci est difficile à prédire. Avant la crise financière internationale, les institutions internationales partaient de l'hypothèse d'une tendance générale haussière au niveau des énergies de toutes formes et prédisaient une hausse considérable de la demande mondiale dans les années à venir. Il s'agira maintenant d'analyser les répercussions probables de cette crise financière sur l'économie mondiale avant de pouvoir s'exprimer sur l'évolution future des prix pétroliers.

Question 2829 (18.9.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **liaisons ferroviaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Nord-Ouest de la République fédérale d'Allemagne:**

L'accès du Grand-Duché de Luxembourg aux réseaux ferroviaires de ses pays voisins est d'une grande importance pour l'économie nationale. À l'heure actuelle le Luxembourg est relié au réseau ferroviaire de l'Allemagne du Nord-Ouest en général et à la région de la Ruhr en particulier, entre autres grâce aux trains IC «Norddeich» empruntant la ligne Luxembourg-Trèves-Coblence.

Or, selon mes informations, la compagnie ferroviaire nationale allemande (DB) envisage de supprimer cette liaison interurbaine pour des raisons économiques. De plus la Sarre et la Rhénanie-Palatinat ont entamé des discussions avec leurs groupements de transports régionaux sur l'avenir des liaisons ferroviaires entre les villes de Coblence, Sarrebruck et Luxembourg. Lors de ces discussions, la possibilité a été envisagée d'abandonner la desserte directe du Luxembourg. Il en résulterait que notre capitale ne serait plus reliée aux grands axes ferroviaires de l'Allemagne que par des trains régionaux passant par Trèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelles démarches Monsieur le Ministre envisage-t-il entreprendre afin de garantir l'accès direct du Grand-Duché de Luxembourg au réseau ferroviaire de l'Allemagne?

Réponse (8.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2829 du 16 septembre 2008, l'honorable Député Marcel Oberweis invoque la question de l'accès direct du Grand-Duché de Luxembourg au réseau ferroviaire allemand.

Actuellement le Luxembourg est relié au réseau ferré allemand du Nord-Ouest en général et de la région de la Ruhr en particulier notamment aux trains IC «Norddeich». Je n'ai pas de connaissance que la DB AG envisagerait de supprimer cette liaison «IC».

Actuellement le Ministère des Transports et les CFL sont en discussions avec les responsables allemands en vue d'une amélioration de la desserte du Luxembourg par Coblence et par Sarrebruck.

Question 2831 (18.9.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **discussions entre le Gouvernement et les partenaires sociaux sur l'avenir des pensions:**

Le président du LCGB vient de déclarer dans les pages d'un quotidien luxembourgeois que les discussions relatives à l'avenir des pensions menées entre Gouvernement et partenaires sociaux allaient dans le sens d'une réduction plutôt que d'une augmentation du niveau des prestations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Peut-il me confirmer cette orientation des discussions?

- Où en sont actuellement les discussions relatives à l'avenir des pensions?

- Quand est-ce que le Gouvernement consentira-t-il à rendre public le contenu de ces discussions?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il ne m'appartient pas de confirmer ou d'infirmer les impressions d'un participant aux discussions du groupe de réflexion sur la viabilité à long terme des régimes de pension. Il est un fait que nos régimes de pension se présentent en bonne santé financière; il est par ailleurs acquis qu'à long terme, nos régimes seront exposés au risque de leur vieillissement démographique.

Le défi pour le groupe de réflexion est dès lors d'élaborer des pistes permettant d'aborder l'avenir de nos pensions avec sérénité.

À cet effet, le groupe de réflexion a analysé jusqu'à présent les forces et les faiblesses de nos régimes de pension, de sorte à fournir dans une deuxième étape aux décideurs différentes options. En amont de cette deuxième étape, j'ai demandé à mes services de préparer sur base des constatations dégagées un rapport de synthèse pour le début de l'année 2009.

Question 2834 (19.9.2008) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **construction des piscines dans le Nord du pays:**

Mat Bezuch op d'Upassung vun der Infrastruktur u Schwämmen am Norden, wou eng Noutwendegkeet besteet, hat den Här Sportminister op meng parlamentaresch Fro mat Datum vum 2. Mäerz 2006 duerchblécke gelooss, datt am Kader vum sougenannte Plan sectoriel «Lycées» eng grouss Schwämm am Raum Ettelbréck/Dikrech virgesinn ass fir besonnesch all postprimär Bedürfnisser ofzedecken an dem Kompetitiounssport zur Verfügung ze stoen. Des Weideren huet de Gemengesyndikat SISPOLO och eng Demande gemaach, fir eng Schwämm zu Housen ze realiséieren.

Well awer elo geplangt ass d'Ackerbauschoul vun Ettelbréck op Gilsdref ze verleeën, wier et menger Meenung no och ubruecht, fir iwwert de Bau vun enger grousser Schwämm respektiv Erliewnisschwämm nozedenken, respektiv an dës Planunge mat anzebezéihen. Et wier dëst net nëmme wichteg fir d'Schoulen an de Sport, mä et wier och een zousätzlechen Attrait fir Privatleit an den Tourismus an eiser Regioun, speziell fir d'Nordstad.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1. A Bezuch op d'Planunge vun enger neier Ackerbauschoul op Gilsdref, gëtt et do Bestriewungen, fir eng Schwämm hei mat anzeplangen?

2. Oder lafen d'Pläng fir eng nei Schwämm an eng aner Richtung? A wat fir enger Aart sinn dës Pläng?

3. Ass am Beräich vu regionale Schwämmen (Nordstad an Housen) vun der Regierung schonns décidéiert wéi se hiren Investitiounsprogramm am Norde kuerz-, mëttel- a laangfristeg realiséiert?

4. Wa jo, wéi gesäit dëse Programm aus? Wann neen, fir wéini kann ee mat enger Décisioun vun der Regierung rechnen?

Réponse commune (5.11.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Den honorablen Deputéierten Här Koepp hat am Kader vun der Infrastruktur u Schwämmen am Norden dräi Froe gestallt. Dozou ass Folgendes ze soen:

Wat de Konstruktiounsprogramm fir déi nei Ackerbauschoul zu Gilsdref betrëfft, ass festgehale ginn, dass keng Infrastrukture fir eng Schwämm virgesi ginn. Am Kader vum Projet fir d'Instandsetzung an den Ausbau vun de Sportinfrastrukturen an der Rue Merten zu Dikrech gouf allerdéngs de Bedürfnisser vun der zukünfteger Ackerbauschoul Rechnung gedroen, esou datt dëst Gebai also vun der neier Infrastruktur wäert kënne profitéieren. De Projet fir d'Instandsetzung an den Ausbau vum existéierende Sportkomplex an der Rue Merten zu Dikrech berücksichtegt ënner anerem och d'Bedürfnisser vu Schwämmanlagen, souwuel fir déi staatlech Lycéeën op dësem Site wéi och fir déi précoce, préscolaire a primär Schoule vun de Gemengen Dikrech, Bettenduerf, an deelweis Tandel a Veianen.

Déi nei Schwämm wäert also net de Charakter vun enger Erliewnisschwämm opweisen, mä am Wesentlechen de Bedürfnisser a Sportinfrastrukture vun deene virgenannte Schoulen a Lycéeën entgéintkommen

Wat déi verschidden Infrastrukturen u Schwämmen am Norde vu Lëtzebuerg ugeet, esou gëllt et an éischter Linn zwou Piscinen ze ernimmen. Déi eng besteet a funktionéiert zur Zefriddenheet scho méi laang zu Ëlwen, an déi aner zu Wëntger. Dës Lescht gouf kierzlech grëndlech renovéiert a moderniséiert, well se ee Léierbaséng vu virdrun ersat huet. Et sief gesot, dass dës Piscinen alle béid souwuel dem Schoulsport déngen, wéi och der Öffentlechkeet zougänglech sinn.

An zweeter Linn muss op d'Schwämm zu Klierf higewise ginn. Déi bestoend Struktur ass vereelst. Deemno gëtt envisagéiert se am Kader vum neie Lycée zu Klierf ze ersetzen a se zougänglech ze maache fir de primären a postprimäre Schoulunterricht, esou wéi och zu verschiddenen Zäiten dem Public.

Am Kader vum 9. Fënnefjoresplang ass dann och nach d'Realisatioun vun enger Schwämm am Park Housen virgesinn. Dee Projet soll verwierklecht ginn ënnert dem interkommunale Syndikat SISPOLO. Et handelt sech hei ëm eng regional Infrastruktur, déi och op Fräizäit mat ausgeriicht ass.

Wat d'Schwämmen am Raum Ettelbréck/Dikrech ugeet, esou gëllt et dës Infrastrukturen an eng nei global Programmatioun, mat Hibléck op d'Nordstad, an am Kader vum Aménagement du territoire opzehuelen. Mat de Sportprofessere sinn d'Besoinë fir de postprimäre Schoulbetrib festgesat a beim Unterrichtsministère eragereecht ginn. Et ergëtt sech doraus, dass zur aktueller Schwämm zu Dikrech wéinstens e 25-Meter-Baséng muss derbäikommen.

Question 2838 (19.9.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **milieu hospitalier et langue luxembourgeoise:**

Depuis l'adoption de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, il peut être fait usage des langues luxembourgeoise, allemande et française en matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire. Par ailleurs, la majorité des résidents ayant poursuivi leurs études primaires et secondaires au Grand-Duché sont capables d'évoluer normalement dans le système linguistique complexe qui caractérise notre pays.

Or, un grand nombre de personnes âgées, scolarisées avant ou pendant la Deuxième Guerre mondiale n'a pas eu la possibilité d'apprendre le français. Ces personnes, qui sont pourtant celles qui ont le plus souvent recours aux services médicaux et hospitaliers, se sentent souvent mal à l'aise et incomprises quand elles doivent expliquer leurs maux et besoins dans une langue qu'elles ne maîtrisent pas suffisamment.

D'une manière plus générale, on peut dire qu'il est difficile de se familiariser avec les expressions médicales et les termes du domaine de l'anatomie dans une langue autre que la langue maternelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comme le secteur médical et hospitalier a de plus en plus recours à du personnel étranger, est-ce que le Gouvernement a pris des mesures afin de permettre à ce personnel d'apprendre les trois langues usuelles du pays, du moins pour comprendre les patients?

- Est-ce que des mesures sont envisagées pour inciter le personnel à apprendre le luxembourgeois? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Les équipes de soins sont-elles composées de manière à assurer qu'au moins une personne parlant le luxembourgeois soit en permanence présente?

Réponse (10.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député soulève un problème qui est réel et qui me préoccupe.

Néanmoins j'aimerais signaler à Monsieur le Député qu'au cours des années 2004 et 2005 mon département a mené, de concert avec le Ministère de l'Éducation nationale, une campagne de sensibilisation aux professions de santé auprès des jeunes des classes de 9e et 11e de l'enseignement technique et de 3e de l'enseignement secondaire afin d'augmenter le recrutement pour les formations de professionnels de la santé dispensées au Lycée Technique pour Professions de Santé (LTPS). Cette campagne a eu un franc succès.

Il est vrai que le pourcentage des professionnels de santé étrangers et frontaliers dans nos hôpitaux est en croissance constante, notamment en raison de l'augmentation des besoins en professionnels de santé, et que leur connaissance de toutes langues usuelles du pays n'est pas sans poser des problèmes.

La législation relative à l'exercice des professions de santé, qui s'impose à toute personne autorisée à exercer une telle profession au pays, prévoit que les personnes en question doivent posséder les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession au pays; par ailleurs ces personnes engagent leur responsabilité disciplinaire, civile et pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances, elles commettent une erreur dans l'exercice de la profession ou font commettre une erreur à d'autres dans l'exercice de leur profession. Le même constat vaut pour les médecins.

Pour ces raisons notamment, mais aussi parce qu'ils sont très dépendants du recrutement de collaborateurs étrangers, les hôpitaux organisent des formations linguistiques adaptées à l'intention de leurs collaborateurs étrangers. Ces formations sont souvent offertes comme heures de travail et par ailleurs financées dans le cadre de la budgétisation par l'Union des Caisses de Maladie.

Toutefois, il convient de relever aussi que le Grand-Duché compte parmi ses résidents, et partant parmi les patients hospitaliers, une forte population étrangère, notamment lusitaine ou francophone, qui requiert également une connaissance linguistique spécifique.

Si la mixité linguistique du personnel hospitalier peut parfois poser problème, elle permet cependant également de recourir, en cas de besoin, à du personnel parlant la langue du bénéficiaire de soins, même s'il ne peut pas être garanti que dans toutes les équipes de soins et en toutes circonstances il y ait une personne parlant le luxembourgeois ou la langue requise.

Nonobstant l'offre de formation disponible au Luxembourg, je compte toutefois thématiser la problématique récurrente et importante des connaissances linguistiques avec l'Entente des Hôpitaux et les directeurs des établissements hospitaliers pour dégager en collaboration avec eux toutes sortes de mesures visant à assurer dans le cadre des dispositions des directives européennes en matière de libre circulation et nationales en matière de droit du travail, que le bénéficiaire de soins puisse se faire comprendre dans sa langue maternelle et être rassuré par l'attitude compréhensive des prestataires qui le prennent en charge.

Ce point figurera à l'ordre du jour d'une réunion prochaine avec les directeurs des établissements hospitaliers.

Question 2839 (22.9.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **téléchargement illégal de contenus protégés via Internet:**

Le 18 juin 2008, Madame Christine Albanel, Ministre française de la Culture et de la Communication, a présenté le projet de loi «Création et Internet», qui vise à remédier au pillage des œuvres musicales, cinématographiques et audiovisuelles via Internet. En résumé, le projet de loi prévoit que les personnes qui téléchargent illégalement des contenus protégés seront poursuivies de la manière suivante:

- un premier avertissement leur sera envoyé par courriel;

- le deuxième avertissement prendra la forme d'une lettre recommandée, pour s'assurer que l'intéressé a bien pris connaissance du manquement reproché;

- en cas de renouvellement du manquement, la sanction prendra la forme d'une suspension de l'abonnement Internet de trois mois à un an, assortie de l'interdiction de se réabonner pendant la même durée auprès de tout autre opérateur.

Selon des informations diffusées par la presse internationale, le Gouvernement français aurait par ailleurs l'intention de profiter de sa présidence du Conseil des Ministres de l'Union européenne pour lancer une initiative similaire au niveau communautaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a pris connaissance du projet de loi «Création et Internet» et de la volonté du Gouvernement français de lancer une initiative similaire au niveau européen?

- Quelle est la position du Gouvernement à l'égard du téléchargement illégal de contenus protégés via Internet? Le Gouvernement estime-t-il que le dispositif légal existant au Luxembourg est suffisant pour combattre efficacement le piratage en ligne?

- Quelle sera l'approche du Gouvernement luxembourgeois lorsque le Gouvernement français ou la Commission européenne saisiront le Conseil des Ministres d'une initiative législative similaire à celle préconisée par le Gouvernement français?

Réponse commune (4.11.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- Le projet de loi français visant à remédier au piratage des œuvres créatives en ligne par la mise en place d'un dispositif dit «de riposte graduée» a bien évidemment été étudié par mes services. Il a été largement discuté dans la presse française et internationale et a fait l'objet de débats au niveau communautaire, essentiellement au sein du Parlement européen. Il a encore été régulièrement évoqué dans le cadre de séminaires sur les contenus créatifs en ligne ou sur la propriété intellectuelle auxquels nos collaborateurs ont participé.

- Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'une rémunération équitable des auteurs et créateurs de contenus créatifs est indispensable au maintien et au développement d'une industrie culturelle florissante et diversifiée en Europe, et ceci que les contenus soient disponibles en ligne ou hors ligne. Aussi est-il essentiel que le piratage soit réprimé, comme le prévoit d'ailleurs la législation nationale.

- La possibilité qu'une initiative similaire soit lancée au niveau communautaire reste à ce stade hypothétique, puisque:

- d'une part, le Parlement européen y a exprimé avec véhémence son opposition en adoptant à une très large majorité (573 voix pour, 74 voix contre) un amendement, dans le cadre de la première lecture du paquet Télécom, qui condamne tout dispositif qui mettrait en cause les notions de procès équitable et respect de la présomption d'innocence dans le cadre de la lutte contre le piratage sur Internet;

- d'autre part, la Commission européenne a repris cet amendement, contrairement à ce qui avait été espéré par le Gouvernement français.

Si néanmoins le Conseil des ministres venait à devoir se prononcer sur un tel dispositif, le Gouvernement luxembourgeois pourrait certes décider de soutenir les efforts de recherche d'une solution pragmatique, en concertation avec tous les acteurs concernés, au problème du téléchargement illégal sur Internet. Il devrait toutefois émettre des réserves sérieuses quant aux moyens actuellement proposés dans le projet de loi français, notamment quant aux risques qu'un tel dispositif ne compromette d'autres droits fondamentaux, tels la protection de la vie privée et des données personnelles, le droit à un procès équitable ou encore le droit d'accès à l'information.

Le Gouvernement luxembourgeois insisterait également sur l'importance de la prévention et ajouterait que, s'il est incontestable que la lutte contre le piratage doit impérativement comporter un volet répressif, cette lutte ne sera efficace que si elle est accompagnée, à terme, de la création en Europe des conditions nécessaires au développement d'une réelle offre légale, attractive et diversifiée, accessible à tous les consommateurs de l'Union européenne.

Question 2840 (22.9.2008) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**imposition des revenus de l'épargne:**

La Commission européenne vient de publier son rapport sur l'exécution de la directive concernant l'imposition des revenus de l'épargne. Outre que cette analyse montre de substantielles lacunes dans les statistiques sur les pays ayant opté pour l'échange d'informations, la Commission tire un nombre de conclusions qui aboutissent dans plusieurs recommandations en vue d'un perfectionnement du système.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de suivre ces recommandations?

Réponse (5.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le rapport de la Commission européenne du 15 septembre 2008 sur la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts se situe dans la procédure prévue à l'article 18 de la directive, qui prévoit que la Commission présente tous les trois ans un rapport au Conseil sur le fonctionnement de la directive.

L'objectif de cet exercice est, conformément à la directive, d'examiner la nécessité éventuelle de modification de cette dernière afin d'assurer une imposition effective des revenus de l'épargne.

Puisqu'il est établi que le système de la retenue à la source fonctionne comme prévu par la directive, le Gouvernement s'attendait de ce rapport notamment une appréciation de l'efficience du système d'échange d'informations. Or, la Commission admet dans son rapport que certaines données sur le fonctionnement de la directive «sont manquantes, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations».

Le Gouvernement estime que les débats à venir devront apporter des éléments d'analyse supplémentaires.

Le Gouvernement estime utile d'attendre les propositions de modifications de la directive de 2003 que la Commission entend prendre sur base de ce rapport avant la fin de l'année avant de se prononcer.

Question 2841 (22.9.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange:**

Le nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias Adam (LTMA) à Pétange vient d'ouvrir ses portes à l'occasion de la rentrée scolaire. Il me revient toutefois que nombre de problèmes persistent encore sur le chantier en question. Ainsi, plus précisément le chauffage du bâtiment ne fonctionnerait toujours pas.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Si oui, est-il notamment correct que le chauffage du bâtiment ne fonctionne pas encore?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel des travaux sur le chantier en question? Monsieur le Ministre peut-il fournir un délai concret en vue de la finalisation des travaux encore en cours sur le chantier?

- J'aimerais également savoir de la part de Monsieur le Ministre si, en vue d'une finalisation à temps des travaux pour la rentrée scolaire, une démarche en vue d'une dérogation au congé collectif avait été entamée auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi? Dans la négative, quels étaient les motifs d'une telle décision? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que des chantiers d'infrastructures scolaires devraient être traités prioritairement dans ce contexte?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il éviter à l'avenir de tels retards et problèmes sur des chantiers d'infrastructures scolaires afin que l'enseignement puisse se faire dans des conditions acceptables?

Réponse (21.10.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations sur le Lycée Technique Mathias Adam à Pétange qui vient d'ouvrir ses portes à l'occasion de la rentrée scolaire 2008/2009.

En ce qui concerne en premier lieu les prétendus problèmes de chauffage, il y a lieu de préciser que le 16 septembre 2008, le chauffage fut prioritairement mis en service pour la zone des salles de classe du bâtiment. L'administration et les zones des ateliers ont été mises en service le 19 septembre 2008. Les réglages se sont faits dans les jours suivants de sorte qu'à l'heure actuelle, le chauffage du bâtiment est assuré de manière adéquate.

En ce qui concerne en deuxième lieu l'état actuel des travaux en cours, il échet de préciser que les travaux en cours, en étroite collaboration avec la direction du Lycée, avancent, comme d'ailleurs déjà annoncé le 9 septembre 2008. Ainsi, les étages 1 et 2 sont mis en service au courant du mois d'octobre, de même que le hall des sports et la bibliothèque.

Les ateliers nécessaires au fonctionnement du Lycée sont en service, mis à part le département électrotechnique, où des problèmes de livraison ne permettent une utilisation complète qu'à partir du 2e trimestre scolaire. Les salles spéciales devraient être terminées suivant l'échéance annoncée, c'est-à-dire le département biologie pour le 3 novembre, le département chimie pour le 10 novembre et le département physique pour le 24 novembre 2008.

Concernant la cuisine, la zone de distribution est opérationnelle depuis le 6 octobre, la cuisine de production proprement dite fonctionnera à partir du 10 novembre 2008. La salle des fêtes sera terminée pour les congés de Noël.

En ce qui concerne les dérogations au congé collectif, celles-ci ne sont accordées, conformément à la réglementation en vigueur, que pour des travaux de transformation de bâtiments existants.

Par ailleurs il faut ajouter que, de manière générale, des retards cumulés peuvent être dus à des facteurs difficilement contrôlables, comme notamment des procédures d'adjudication contestées par un soumissionnaire non retenu, des problèmes de livraison ou encore des faillites de quelques sociétés adjudicataires, sous-traitants ou fournisseurs.

En conclusion, il convient de préciser que l'Administration des Bâtiments publics met actuellement tout en œuvre pour finaliser les bâtiments scolaires de manière à pouvoir respecter la date de la rentrée scolaire.

Question 2842 (22.9.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **test génétique en vue de la conclusion d'une assurance-vie:**

Récemment le Gouvernement fédéral allemand a adopté un projet de loi donnant aux compagnies d'assurances la possibilité d'exiger du client, avant la conclusion d'une assurance-vie supérieure à 300 000 euros, un test génétique.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le législateur luxembourgeois va prévoir également la possibilité d'exiger un test génétique en vue de la conclusion d'une assurance-vie? Dans l'affirmative, les ministres ne croient-ils pas que le fait d'instituer une limite tout à fait arbitraire, par exemple à 300.000 euros, ne soit complètement discriminatoire, non seulement du point de vue santé, mais aussi du point de vue financier?

- Messieurs les Ministres seraient-ils, le cas échéant, disposés à empêcher des dispositions législatives aussi darwinistes et discriminatoires?

Réponse commune (10.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Conseil de l'Europe a élaboré un Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine relatif aux tests génétiques à des fins médicales. Ce Protocole, qui est ouvert à la signature à partir de fin novembre, écarte cependant de son champ d'application les problèmes les plus épineux auxquels donnent lieu les tests génétiques, à savoir ceux se situant au niveau de l'emploi et de l'assurance, et notamment de l'assurance-vie. Ceux-ci, qui méritent des discussions spécifiques plus approfondies, feront l'objet d'un instrument distinct de la part du Conseil de l'Europe.

Cependant les discussions menées au sein du comité directeur pour la Bioéthique du Conseil de l'Europe ont révélé de fortes réticences manifestées par plusieurs délégations nationales à l'égard de la pratique de tests génétiques préalables à l'emploi ou à la conclusion d'une assurance-vie. Les soussignés partagent ces réticences.

Question 2843 (22.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **paracétamol et asthme chez l'enfant:**

Eng Etüd, déi an Neuseeland gemaach gouf, a sech op 200.000 Kanner an 31 verschiddene Länner bezitt, ass zur einstweileger Schlussfolgerung komm, dass et ënner Ëmstänn een Zesummenhang kënnt ginn, tëschent dem Anhuele vu Paracetamol-haltege Medikamenter an dem spéideren Ausbroch vun Asthma bei Kanner.

An deene leschten Deeg ass dës Etüd aus dem prestigiéise medezinesche Fachblad «The Lancet» kontrovers diskutéiert ginn. Si huet awer virun allem fir vill Opreegung gesuergt.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat ass, zu dësem Zäitpunkt, vun dëser Etüd ze halen?

2) Hunn hir Resultater Auswierkungen op d'Behandlunge vu Kanner hei am Land?

3) Gëtt et zu Lëtzebuerg wëssenschaftlech fondéiert Empfehlunge wat d'Verschreiwe vu Paracetamol fir Kanner betrëfft?

4) Wat seet d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) zur Verwendung vu Paracetamol bei Kanner?

5) Wéi eng Empfehlunge kann den Här Minister zu dësem Moment ginn, dëst an der Optik zur allgemenger Berouegung?

6) Wou ginn dës Empfehlungen eventuell publizéiert a fir jidder Interesséierten zougänglech gemaach?

7) Wéi bannend wäerten esou Empfehlunge fir Verschreiwer (Dokteren) da sinn?

8) Wivill Paracetamol-halteg Medikamenter gi fir Kanner bei eis verschriwwen, a wéi engen Dosséierungen, a wéi gesäit dëst Verschreiwungsverhale fir Lëtzebuerg am Vergläich mat anere Länner aus?

9) Ass et virgesinn, fir Kanner, déi bis elo vill Paracetamol verschriwwe kruten, speziell op d'Gefor vun Asthma ze ënnersichen, a se laangfristeg ze iwwerwaachen?

Réponse (10.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Déi Etüd, op déi den éierewäerten Här Deputéierte sech berifft, ass am «Lancet» publizéiert ginn.

D'Problematik ass an der Septembersessioun vum Grupp «pharmacovigilance» vun der europäescher Agence fir d'Registréierung vu Medikamenter zu London zur Sprooch komm.

England huet do den Optrag kritt, ee «rapport d'évalution» auszeschaffen, deen alle verfügbaren Elementer Rechnung dréit. Dee Rapport gëtt da wahrscheinlech schonn an der Oktobersessioun vum Grupp «pharmacovigilance» zu London diskutéiert. Jee nodeem kënnt dee Rapport zu enger concertéierter Aktioun um communautairen Niveau féieren.

Bis dohinner wier et verfréit iergendeng Stellung zu där Etüd ze bezéien.

Question 2844 (23.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**évaluation des différents systèmes de notation des élèves:**

Uechter d'Land gi jo matt dësem Schoulufank nei Forme vun Unterrecht am «Primaire» an am «Secondaire» ugebueden.

Den traditionelle Schoulsystem bestoung jo bis elo doranner fir festzestellen, ob ee Schüler um Enn vum Joer de gewënschten an erfuerderten Niveau erreecht huet.

Dat gouf iwwer Prüfunge mat Bewäertungen x/60 ermëttelt.

Wann deen Niveau net erreecht war, dann huet de Schüler d'Joer ebe missen doubléieren.

Den neie System schafft am Kader vun enger individueller Förderung a perséinlecher Entwécklung vun Talenter a Potential vun engem Student.

Et gi Berichter iwwert den Entwécklungsstand verfaasst amplaz vun Zensuren, a virun allem verzicht op redoubléieren vun engem Schouljoer.

Et kënnt ee mengen, an deem neie System wier et méi einfach, manner streng, an et ass ee geneigt sech Froen ze stellen iwwert déi méiglech global Resultater vun dëser Aart Schoul ze halen.

Elo gesäit ee jo awer an deenen eenzelne Pisa-Studien, dass oft Länner, déi dësen neie System vu Schoulhalen adoptéiert hunn, grad besser Resultater hunn, wéi vill aner Länner, déi dee méi traditionellen, selektiven an normative System uwenden.

Nodeems an eisem Land elo och Schoulen nom System vun der individueller Förderung schaffen, si mer elo an enger Situatioun wou mer iwwer zwee konkurrentiell Schoulsystemer bestëmme mussen, fir festzestelle wéi een System eis Kanner a Jugendlecher besser op d'Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft an der Zukunft virbereet.

Fir dat maachen ze kënnen, misst ee menger Meenung no, iwwer neutral Vergläicher an Erfahrungswäerter vun deenen zwee, zum Deel ganz verschiddene Schoulsystemer, verfügen.

Dofir meng Froen:

1) Ass et virgesi fir dës Schoulmodeller onofhängeg bewäerten ze loossen, fir ze kucke wéi een System besser Resultater bei dem eenzelne Schüler bréngt?

2) Wa jo, wien ass beoptragt fir dës Bewäertung/Evaluatioun ze maachen a wéini kënnt ee mat konkrete Resultater rechnen?

3) Ass et virgesinn, fir am Kader vun engem nationalen, eenheetlechen Test, quasi wéi an engem nationalen Examen dee bestëmmte Fächer betrëfft (Liesen, Schreiwen a Rechnen), Schüler aus dem traditionellen an aus dem neie System beweisen ze loossen op wéi engem Léierniveau / perséinlechen Entwécklungsniveau se mëttlerweilen (an dem engen an an dem anere Schoulsystem) ukomm sinn?

4) Ass et virgesinn, fir dës Resultater vun esou engem Vergläich ze publizéieren, fir domadder eng gewëssen Dynamik an d'Kompetitioun an eise Schoulsystem ze bréngen?

Réponse (10.10.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ëm wat geet et:

Wann ee Schoulkanner mat ganz ënnerschiddleche Fäegkeeten ze ënneriichten huet, muss méi individuell geschafft ginn an zwar esou, datt déi eng sech net langweilen an déi aner net permanent iwwerfuedert sinn. Déi eng an déi aner kréien ugepassten Aufgaben, awer all musse se den Niveau erreechen deen zum Beispill am Primaire fir all Cycle festgeluecht gëtt. Domatt gëtt d'Schoul net méi oder manner streng, mä fir jiddereen esou exigent, dass hie säi Bescht muss maachen.

Well eis Schoul deen héchsten Taux d'échec an Europa huet an eis Kanner net méi domm sinn ewéi anerwäerts, musse mer eis froen, ob eist Gerechens mat Punkten a mat Moyennen net kontraproduktiv ass. Hei e Beispill: Zwee Schüler hunn déiselwecht Moyenne vun 30 Punkten am Joer: deen een hat am 1. Trimester 50 am 2. 30 an am 3. 10; deen aneren hat am 1. Trimester 10, am 2. 30 an am 3. Trimester 50. Ween huet sech am meeschten dru gin, wien ass am beschte virbereed fir an der nächster Etapp weiderzefueren.

Well et letztendlech dorops ukënnt wat e Kand um Enn vun engem Parcours wierklech kann, stellt d'Schoul sech op Kompetenzen ëm, an den Niveau, deen an de Kompetenzen erreecht gëtt, gëtt bësser a Wierder wéi an Notë beschriwwen.

Dei Schoulen, déi elo schonns méi differenzéieren, kompetenzorientéiert ënnerriichten an och évaluéieren maachen dat esou wéi dat an der Reform vun der Primärschoul virgesinn ass a wouriwwer d'Parlament deemnächst befanne soll, an net fir ze kucken ob dat besser wier, mä fir den Terrain ze preparéieren. Aus där Ursaach wär et och onsënneg elo Etüden iwwert déi zwee vermeintlech verschidde Modeller ze maachen. Et geet net drëms déi traditionnell Schoul mat enger neier a Konkurrenz ze bréngen, mä et geet drëms eis Schoul méi effikass ze maachen, fir dass si all Schüler esou wäit bréngt wéi hie senge Capacitéiten no komme kann.

Et ass virgesinn all Schüler am Primaire an am Secondaire, egal ob hir Schoul bei engem Projet matmécht oder net, bei nationalen Tester matmaachen ze loossen.

Näischt verhënnert, dass déi Resultater publizéiert ginn, mir hunn dat schonns gemaach zum Beispill am Kader vu PISA, wou mer konstatéiert hunn, datt déi Schüler aus de Lycéeën, déi kompetenzorientéiert geschafft hunn, eng significant Avance haten.

Question 2846 (23.9.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**augmentation des remboursements pour prothèses dentaires et verres correcteurs:**

Monsieur le Ministre se rappelle sûrement qu'en tant que député dans les rangs de l'opposition il s'était fait un devoir de réclamer haut et fort une augmentation substantielle des remboursements pour prothèses dentaires et verres correcteurs. Or, force est de constater que plus de quatre ans après son entrée au Gouvernement, cette revendication d'antan est restée lettre morte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que lors de la prochaine Assemblée générale de l'UCM, le représentant de l'État est disposé à plaider en faveur d'une augmentation substantielle des remboursements pour prothèses dentaires et verres correcteurs?

- Dans la négative, quelles raisons empêchent une telle démarche?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les travaux préliminaires pour pouvoir réaliser une révision de la nomenclature des actes et services des médecins dentistes sont en cours au niveau de l'Union des caisses de maladie.

Vu que l'UCM ne dispose pas elle-même des compétences médicales nécessaires pour réaliser ce projet, elle a eu recours dans une première phase à un expert étranger. Les propositions élaborées par l'expert feront l'objet d'une rencontre, fin octobre, avec celui-ci. L'expert avait en effet été chargé d'une actualisation de sa première étude.

Parallèlement, l'administration de l'Union des Caisses de Maladie, en collaboration avec le Contrôle médical de la sécurité sociale a mis à l'étude certains éléments de la nomenclature dentaire actuelle, dont l'adaptation pourrait venir améliorer à brève échéance le système de prise en charge des prestations dentaires. Comme la mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature dentaire constitue un projet de longue haleine, vu ses répercussions tant sur la tarification des différentes positions que sur le taux de prise en charge, une adaptation ponctuelle du système de prise en charge et de la nomenclature actuelle est souhaitable.

Il convient de noter que la décision sur le taux de prise en charge revient au comité directeur de la future Caisse nationale de santé et non au ministre du ressort.

Concernant l'adaptation des fournitures optiques, le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie examine ces jours-ci un projet d'amendement de la convention liant l'Union des Caisses de Maladie au groupement professionnel des opticiens. Les tarifs des verres correcteurs ont été adaptés de manière à ce que les tarifs retenus correspondent pour chaque type de verre au meilleur prix du marché des grands fabricants de verres, dont les produits sont disponibles sur le marché luxembourgeois. Ce système garantit l'accès des assurés à la gamme complète des verres correcteurs prévus dans la liste des prix au taux de 100% des tarifs conventionnels. Des montures au prix de 40 euros, représentant le tarif d'intervention de l'assurance santé, doivent être tenus à disposition par chaque opticien (Kassenbrille).

Il convient de préciser que certains choix personnels des assurés, dépassant l'utile et le nécessaire ne sont, comme par le passé, pas pris en charge.

Il est attendu que les améliorations explicitées ci-avant devront entrer en vigueur en principe à partir du 1er janvier 2009.

Question 2847 (23.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**organisation pratique du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU):**

Depuis le 1er juillet 1989 le Service d'Aide Médiale Urgente (SAMU) fonctionne dans les trois régions sanitaires du pays par le biais de trois antennes mobiles qui, équipées du matériel de mise en condition et de réanimation nécessaire et alertées par le 112, secourent les patients se trouvant en état de détresse vitale réelle ou supposée.

Dans le contexte,de l'organisation pratique du SAMU, j'aimerais poser une partie de questions à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Depuis quand date la dernière version du catalogue («Ärztliche Versorgung der Notfälle») d'après lequel le SAMU est alerté? Est-ce qu'il est revu et, le cas échéant, adapté régulièrement en vue des exigences et de l'évolution de la médecine d'urgence moderne?

- Quels sont le rôle et l'indemnité du médecin coordinateur SAMU qui est nommé pour chaque région sanitaire? Est-ce qu'il joue plutôt un rôle de coordinateur administratif et technique pour sa propre antenne mobile («Ärztlicher Leiter Notarztstandort») ou bien de coordinateur médical en cas d'incident de grande envergure («Leitender Notarzt») selon le plan d'intervention «Nombreuses victimes»?

- Si le rôle de coordinateur médical joue également un rôle, est-ce que pour ces cas il existe une permanence avec disponibilité permanente («Leitende Notarztgruppe») équipée du matériel de protection individuelle, du matériel tactique et de télécommunication nécessaire ainsi que d'un véhicule d'intervention? Si tel n'est pas le cas, ne faudrait-il pas en établir une?

- Est-ce qu'il existe pour le SAMU national un médecin (indépendant) en fonction de coordinateur et surveillant administratif et médical («Ärztlicher Leiter Rettungsdienst»)? Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de créer un tel poste à temps plein afin de maintenir et de développer la qualité de l'ensemble du système SAMU et de nos services de secours?

- Avec qui le contrat pour les prestations médicales dans le système SAMU est-il conclu et avec quelle date d'échéance? Quelle est la rémunération pour une période de garde de 24 heures? Finalement, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'avant tacite reconduction dudit contrat et considérant un chiffre financier élevé pour ces prestations, qu'il faut prévoir à l'avenir une soumission européenne pour les prestations médicales et paramédicales du système SAMU?

Réponse (27.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La grille de décision SAMU fait l'objet de discussions et est remise à jour continuellement; la dernière révision importante a été faite en 2006, lors de la mise en place des «stroke units».

Dans chaque région hospitalière il y a un médecin coordinateur ainsi qu'un médecin coordinateur adjoint. Le médecin coordinateur établit le plan de service des médecins participant au SAMU. En temps normal chaque médecin coordinateur assume une mission d'organisation et de coordination dans sa région.

En situation de catastrophe, déclenchant le plan «Nombreuses victimes» établi par l'Administration des Services de Secours, le médecin coordinateur de la région dans laquelle l'événement s'est produit assume la direction générale des secours médicaux et met en place la chaîne des secours médicaux en tant que Directeur des Secours Médicaux (DSM). À noter que dès les premiers instants suivant le déclenchement de l'alerte, le médecin de service du SAMU de la région se trouve sur place et participe à la mise en place du PMA (poste médical avancé) qu'il gère en tant que médecin chef du PMA.

Le médecin du service du SAMU est en disponibilité permanente et est équipé du matériel ad hoc. Le médecin coordinateur ou son adjoint peuvent être joints si nécessaire et peuvent rejoindre (par leur propre moyen ou au moyen d'un transport organisé par l'Administration de Services de Secours) le poste de commandement opérationnel, qui lui dispose également des équipements adaptés.

La surveillance et la coordination du système SAMU relève en grande partie de mon Ministère et de la Direction de la Santé, vu que le SAMU représente un prolongement du service des soins intensifs de l'hôpital de garde.

Je puis d'ailleurs informer l'honorable Parlementaire que j'ai, en concertation avec le Ministre de l'Intérieur responsable des services de secours, fait procéder à un audit externe pour mettre en évidence les forces et faiblesses des services de secours préhospitaliers en général et du système SAMU en particulier. Une réforme éventuelle du système est fonction du résultat de cet audit, actuellement en cours.

La convention SAMU a été conclue en 2003 avec l'AMMD et est tacitement reconduite d'année en année. Elle prévoit pour chacun des trois centres une indemnisation globale de 525.600 euros, liée à l'indice et à la valeur du point des fonctionnaires. Pour l'année en cours l'indemnisation totale versée pour les trois centres s'élève à environ 1.800.000 euros. La convention ne précise pas la part dans cette indemnisation touchée par les coordinateurs d'une part et les médecins de garde d'autre part. Cette répartition est faite par l'AMMD.

La nature des missions du SAMU exige la participation de médecins impliqués dans la prise en charge des urgences à l'hôpital et ayant une parfaite connaissance du fonctionnement des hôpitaux du pays. Tous ces médecins sont regroupés dans l'AMMD. Dans les conditions données je ne vois pas l'intérêt de lancer une soumission pour ce type de prestations.

Question 2848 (23.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **modification du plan d'aménagement général de la commune de Schuttrange:**

En date du 18 juin 2008, le conseil communal de Schuttrange a délibéré sur une modification partielle du plan d'aménagement général de la commune. La modification prévoit de ramener le recul latéral des bâtisses de 5 à 3 m dans la zone à faible densité.

Un article publié le 3 septembre 2008 dans un quotidien luxembourgeois fait part d'un conflit d'intérêts né dans le chef de membres du collège échevinal de la commune de Schuttrange selon les circonstances particulières suivantes:

Suivant le précité article de presse, les deux échevins de la commune de Schuttrange auraient procédé avant la délibération du conseil communal à une transaction immobilière, le premier échevin ayant acquis auprès de la famille du second échevin un terrain sis dans la commune de Schuttrange. Sur ce terrain, situé en zone de faible densité, d'une longueur de façade de 17,50 m, la largeur maximale d'une construction libre des quatre côtés serait limitée à 7,50 m.

De par la modification du plan d'aménagement général, ramenant le recul latéral de 5 à 3 m, la largeur maximale d'une construction libre des quatre côtés serait étendue de 7,5 à 11,5 m. Le premier échevin serait ainsi directement concerné et avantagé par le vote auquel il a participé. Le deuxième échevin qui a également participé au vote a entre-temps démissionné de son mandat d'échevin.

Au vu de ce qui précède, est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer (a) les faits tels que relatés par la presse, (b) si le vote du conseil communal de Schuttrange est conforme à l'article 20. 1° de la loi communale, qui interdit aux membres du conseil communal d'être présents aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct et si (c) un recul latéral de 3 m, dans des zones d'habitation à faible densité, lui semble compatible avec les principes généraux, notamment de salubrité et de sécurité, régissant de telles zones.

Réponse (27.10.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'après les éléments du dossier, une transaction immobilière a eu lieu entre deux échevins de la commune de Schuttrange.

Néanmoins, à mes yeux, le vote du 18 juin 2008 ne contrevient pas à l'article 20 1) de la loi communale, lequel interdit à tout membre du corps communal d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets

auxquels il a un intérêt direct et personnel.

En effet, il résulte tant de la doctrine que de la jurisprudence luxembourgeoise que l'article 20 précité vise un intérêt matériel, direct et personnel.

En ce qui concerne le caractère personnel de l'intérêt, Monsieur Jean Thill dans son ouvrage «L'art d'être édile communal» souligne que cet intérêt doit être personnel par opposition à l'intérêt collectif qui affecte toute une catégorie d'habitants de la commune.

De même, selon la doctrine belge, un intérêt n'est personnel que s'il résulte immédiatement de la décision prise et affecte en même temps exclusivement le patrimoine du conseiller communal ou de ses proches.

En l'espèce, il est évident que ce ne sont pas uniquement les membres du corps communal qui sont touchés par les modifications du plan d'aménagement général, mais l'ensemble de la population de la commune de Schuttrange.

À ce sujet, il y a d'abord lieu de souligner que la modification du plan d'aménagement général de la commune de Schuttrange approuvée provisoirement en date du 18 juin 2008 est une modification globale. En effet, il s'agissait non seulement de modifier certaines prescriptions dimensionnelles mais aussi la définition des niveaux de chaussée, des structures et lucarnes, des murs et des cloisons et les prescriptions relatives aux pièces destinées au séjour prolongé des personnes.

Il s'agit dès lors d'une modification générale visant différentes zones du plan d'aménagement général et ayant comme but de favoriser une harmonisation des dispositions de la partie écrite du plan d'aménagement général.

En ce qui concerne plus particulièrement la modification visant à ramener le recul latéral de 5 à 3 m, il y a lieu de souligner que celle-ci a pour but d'adapter la partie écrite du plan d'aménagement général aux besoins d'un urbanisme contemporain et actuel. En effet, un recul latéral de 5 m n'est ni adapté aux nouvelles formes d'habitations, ni à la politique de logement de nos jours, alors que tant le programme directeur de l'aménagement du territoire, que l'article 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, préconisent une utilisation rationnelle du sol et partant une densification de l'urbanisation.

En outre, sous l'empire de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, cette disposition a d'ores et déjà été contournée à de maintes reprises par la voie d'élaboration de plans d'aménagement particuliers et ceci à partir de l'année 1992. Comme une telle dérogation n'est plus possible depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, une modification du plan d'aménagement général en ce sens s'est imposée aux yeux de la commune.

Il reste encore à souligner que la commune de Schuttrange est une des seules communes au Grand-Duché de Luxembourg dont le plan d'aménagement général continuait à fixer un recul latéral de 5 m dans les zones d'habitation à faible densité, alors que la plus grande majorité des communes a, depuis de nombreuses années, fixé des reculs latéraux de 3 m.

J'estime dès lors que la modification intervenue a été décidée dans un souci de protection de l'intérêt général et qu'un recul latéral de 3 m est parfaitement compatible avec les zones d'habitation à faible densité.

Question 2849 (23.9.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**indication des prénoms au niveau des passeports et cartes d'identité:**

Selon l'article 45 du Code civil: «(…) Les actes inscrits sur les registres (de l'état civil), ainsi que les extraits certifiés conformes aux registres et dûment scellés, font foi jusqu'à inscription de faux.» Il s'ensuit que les noms et le ou les prénoms des personnes tels que figurant sur les registres de l'état civil sont les seuls dont une personne puisse se prévaloir. Or, il arrive parfois qu'une personne inscrite sous un nom et prénom déterminés au registre de l'état civil de la commune de sa naissance dispose d'une carte d'identité ou d'un passeport sur lequel figure un autre prénom que celui qui lui a été conféré au moment de sa naissance et sans qu'il y ait eu entretemps un changement officiel de prénom. Si le plus souvent la différence de prénom s'explique par le fait qu'une personne est appelée dans la vie de tous les jours par son deuxième prénom qui figure seul sur la carte d'identité et/ou le passeport, il arrive également qu'une personne se fasse appeler par un autre prénom de son choix. Il arrive même que la carte d'identité et le passeport renseignent des prénoms différents, la première se réfère par exemple au prénom officiel et le deuxième au prénom «choisi».

Sauf erreur, ni la loi du 14 avril 1934 concernant les passeports à l'étranger et l'établissement d'un droit de chancellerie pour légalisation d'actes ou ses règlements d'exécution, dont le dernier en date, le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 concernant les passeports biométriques, les titres de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés et l'établissement d'un droit de chancellerie pour légalisation d'actes, ni l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire ne prévoient aucune mesure destinée à vérifier les informations relatives à l'identité de la personne concernée.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères et de l'Immigration ainsi que de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire,

1. si le Gouvernement est au courant de la problématique que le soussigné vient de décrire;

2. si le Gouvernement n'estime pas qu'il soit nécessaire de modifier la législation existante et de préciser notamment au niveau des lois régissant la délivrance d'un passeport ou d'une carte d'identité que le demandeur doit obligatoirement verser un extrait certifié conforme de son acte de naissance.

3. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement préconise de prendre?

Réponse commune (29.10. 2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le droit international privé définit le nom et le prénom comme éléments constitutifs de l'état des personnes. De ce fait, aussi bien l'attribution des nom et prénoms que leur orthographe relèvent de la loi nationale de la personne concernée. Ainsi, comme le précise Monsieur le député Spautz, le nom et les prénoms d'une personne de nationalité luxembourgeoise figurent sur son acte de naissance à moins qu'elle ait entre-temps opéré un changement officiel de prénoms.

En ce qui concerne les étrangers pouvant prétendre à l'obtention d'un passeport, ceux-ci doivent justifier de leur nationalité et du contenu de leur loi nationale.

Ces règles sont ancrées dans des conventions internationales, voire dans le Code civil, et ont vocation à s'appliquer d'office à tout document administratif, que ce soit une carte d'identité ou un passeport, devant refléter les nom et prénoms d'un administré.

1. Il est cependant vrai, et le Gouvernement en a conscience, que lors des demandes de carte d'identité ou de passeports certaines erreurs sont commises, notamment celle de ne pas demander d'acte de naissance ou un autre acte d'état civil appliquant les mêmes règles que pour l'acte de naissance.

Un exemple classique et d'ailleurs très délicat est celui des prénoms de personnes nées sous l'occupation allemande. Leurs actes de naissance contiennent des prénoms à consonance allemande. Afin de transformer ces prénoms à consonance allemande en prénoms à consonance française, les personnes concernées doivent s'adresser à l'officier de l'état civil du lieu de leur naissance et ceci en vertu de l'article 4 de la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms. Or, il y a lieu de constater que souvent leurs cartes d'identité indiquent déjà un prénom à consonance française sans que l'officier de l'état civil compétent ait été saisi d'une quelconque demande de modifier la consonance du prénom.

D'autres sources d'erreur sont les registres de la population ainsi que le répertoire national. Si un fonctionnaire, en toute bonne foi, croit devoir se référer à ces données au lieu de se référer à un acte d'état civil, il recopie parfois des données qui ne se basent sur aucune pièce ayant une valeur juridique certaine.

Et puis en dernier lieu, il est certain qu'une fois l'erreur commise elle est reprise dans les documents qui suivent. Lorsqu'une carte d'identité périmée est remise lors de la demande d'une nouvelle carte d'identité, le réflexe est souvent de reprendre les données indiquées sur le document périmé sans procéder à de nouvelles vérifications puisque le document a été considéré comme valable.

2. Au vu de ce qui précède, il convient de constater que le malaise existant en la matière n'est pas dû à un manque de dispositions légales, mais se situe au niveau même de l'application des dispositions existantes. Si une personne demande l'obtention d'une carte d'identité ou d'un passeport et que les lois et règlements y afférents indiquent qu'il faut mettre un nom et un prénom, il va de soi qu'il s'agit du nom et du prénom faisant partie de l'état de cette personne et donc des données retenues par l'état civil. L'extrait d'un acte de naissance ou d'un acte équivalent pour une personne étrangère est, en effet, la pièce à exiger lors de toute demande de carte d'identité ou de passeport.

Il faut cependant garder à l'esprit que les cas cités par Monsieur le député Spautz ne constituent fort heureusement qu'une minime partie des demandes traitées. Il n'en reste pas moins que le Gouvernement a souhaité prendre les choses en mains afin de remédier à toute source d'erreur.

3. Un état des lieux concernant les données nécessaires à l'identification des personnes physiques a été effectué par le Gouvernement et il a été retenu que l'assurance de la qualité de ces données, principe non seulement essentiel pour la protection des données, mais également pour le bon fonctionnement de toute personne publique, est primordiale.

C'est notamment dans ce contexte,que deux projets de loi, couvrant d'ailleurs encore bien d'autres aspects relatifs aux questions d'identification, sont sur le point d'être déposés. Il s'agit du projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, du registre national des personnes physiques et à la carte d'identité, ainsi que du projet de loi relatif aux registres communaux des personnes physiques.

Question 2850 (23.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**eHealth:**

Eng ganz rezent SAP/Accenture-Etüd stellt um Beispill vum däitsche Gesondheetssystem ee Käschtenaspuerpotenzial vu 400 Milliounen Euro iwwert d'Joer fest, fir de Fall wou déi elektronesch ënnerstëtzte Gesondheetsversuergung (eHealth) optimal ausgenotzt géif ginn.

Déi Etüd gesäit ganz spezifesch fir all Spidol een Aspuerpotenzial pro Joer vun 100 Euro pro Patient vir.

Niewent dëse wirtschaftleche Virdeeler vun eHealth ginn awer och klinesch Méiwäerter ausgemaach, an zwar um Niveau vun der Behandlungsqualitéit fir deen eenzelne Patient, déi duerch eng méi engmascheg integréiert an digital vernetzten Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Déngeschtleeschter am Gesondheetswiesen zustane kéim.

An der Etüd geet Rieds vun den eenzelnen Effekter, déi eHealth-Plattformen an der Gesondheetsversuergung ervirbrénge géifen; zum Beispill eng besser direkt Kommunikatioun, an ee méi interaktiven Informatiounsaustausch mat manner administrative Käschten.

D'Verbesserung vun der Versuergung vum individuelle Patient kënnt duerch eng direkt Vernetzung vun den Déngeschtleeschter zoustane kommen.

Esou kënnte Méimolënnersichunge respektiv Analysen, Röntgen, an esou weider, vermidde ginn an Zäit gewonne ginn, fir schlussendlech derzou bäizedroen d'Openthaltszäiten an der Klinik ze verkierzen.

Ee besseren Informatiounsaustausch a méi transparent Kommunikatioun géifen derzou bäidroe Quelle vu Feeler a Mëssversteesdemecher ze reduzéieren an esou och Käschten ze vermeiden.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass eHealth e Kärstéck vun der aktueller Moderniséierungsstrategie vun der Regierung fir eist nationaalt Gesondheetswiesen?

2) Wa jo, gesäit d'Regierung am selweschte Mooss Aspuerpotenzial bei der gläichzäiteger Verbesserung vun der Behandlungsqualitéit an der Gesondheetsversuergung vum eenzelne Patient wann et zu méi Asaz vun innovativen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië kënnt?

3) Gëtt et am aktuelle Monderniséierungsplang vum Gesondheetswiese Beispiller vun Uwendungen, déi dës souwuel ökonomesch wéi och klinesch Zilsetzungen haut schonn erfëllen?

4) Wat sinn déi grouss Linne vun der Weiderentwécklung vun eHealth am Lëtzebuerger Gesondheetswiesen?

5) A wéi engem Zäitraum kann ee sech d'Ëmsetze vun esou engem Plang virstellen?

Réponse (16.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den honorabelen Här Deputéierte sträicht unhand vun enger rezenter Etüd de wirtschaftlechen Aspuerpotenzial vun «eHealth» ervir. Den Asaz vun innovativen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië ka sécher zum Deel zu Käschtenaspuerunge féieren. Zu Lëtzebuerg ass dëse Potenzial awer wahrscheinlech méi kleng wéi a méi grousse Länner, wann een d'Investitiounskäschte pro Patient berücksichtegt. D'Regierung ass awer, wéi d'Experte vun der EU-Kommissioun bestätegen, der Meenung, datt sech Investitiounen an «eSanté» lounen.

Enn 2006 gouf deen nationalen «eSanté»-Plang vum Regierungsrot ugeholl. Dëse Plang fixéiert déi grouss Orientatiounen, fir duerch eng schrëttweis, koordinéiert a konsequent Investitiounspolitik an Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, zu enger Verbesserung vun der Qualitéit a laangfristeg Aspuerungen duerch e méi rationellen Asaz vun de bestehende Mëttelen ze kommen.

E weidert Zil ass awer och eng verbessert Informatioun vum Bierger an e bessert Abanne vum Patient a seng Behandlung. Et geet drëm d'Zesummenaarbecht vun de Professionellen an d'Abanne vum Patient duerch Verbesserungen an der Kommunikatioun an der Vernetzung geziilt ze ënnerstëtzen. E verbesserten Informatiounsaustausch hëlleft Behandlungsfeeler a Méimolënnersichungen ze vermeiden an dréit derzou bäi d'Behandlungsqualitéit an d'Patientesécherheet ze verbesseren.

De qualitativen Optiméierungspotenzial duerch verbessert Kommunikatioun ass besonnesch grouss wann de Patient vu verschiddene Leeschtungserbrénger betreit gëtt oder de Patient regelméisseg d'Ëmfeld wiesselt. An eisem Gesondheetswiese ginn dës Situatiounen ëmmer méi heefeg, well d'Betreiung haut méi ambulant oder doheem geschitt an och well d'Patiente méi oft u multiple Pathologië leiden an dofir op eng gutt Vernetzung vun de verschiddenste Gesondheetsberuffler ugewise sinn. Fir d'Regierung ass «eHealth» dofir e wichtegt Element an der Moderniséierungsstrategie vum nationale Gesondheetswiesen.

Flott Beispiller vun „eHealth"-Uwendunge goufen och schonns hei zu Lëtzebuerg realiséiert. Zënter enger Rei vu Joren erlaabt esou zum Beispill d'Labo-Uwendung de sécheren elektroneschen Austausch vu Labo-Resultater zwëschent dem verschreiwenden Dokter an deem mat der Analys uvertraute medezinesche Laboratoire. Rezent krut och den CRP Henri Tudor vum Gesondheetsministère den Optrag fir d'Ëmsetze vum Carnet Radiologique, enger Uwendung, déi soll den Historique vun de radiologeschen Ënnersichungen, hire Compte-rendu, esou wéi an enger spéiderer Phas signifikativ Biller, enthalen.

D'Zil ass duerch dës Informatiounen onnéideg Duebelënnersichungen ze vermeiden, wat net nëmmen eng Käschtenaspuerung ass, mä och fir de Patient méi Behandlungsqualitéit a manner radiologesch Expositioun bedeit.

E villverspriechenden innovative Projet ass och den «LuHF», eng telemedezinesch Uwendung, déi vum CRP Henri Tudor zesumme mat Medeziner aus dem CHL an engem däitsche Spidol erprouft gëtt. Entwéckelt gëtt hei een Apparat, deen duerch d'Kontroll vu Referenzwäerter fréizäiteg den Dokter virun engem Réckfall vu Patiente mat Häerzinsuffizienz warnt. Dësen Apparat kann am Spidol oder vum Patient doheem benotzt ginn. Dëst verbessert d'Versuergungsqualitéit a -sécherheet a vermeit déi bei engem Réckfall verursaachte Käschte vun enger Intensivbetreiung am Spidol.

E Schwéierpunkt fir d'Zukunft gesäit d'Regierung am Ausbau vun elektroneschen Dossieren, an am

Opbau vun enger gemeinsamer Plattform fir den ofgesécherten Austausch vun dëse Patientendossieren a Patientendaten. Well d'Gesondheetsdate sensibel Date sinn, ass den Ausbau vun der Sécherheet e weidere Kärpunkt.

Wat déi nächst Ëmsetzungen am Beräich «eSanté» ugeet, esou soll nach dëst Joer de Portail Santé online goen, eng Informatiounsplattform am Internet fir de Bierger an d'Acteuren aus dem Gesondheetsa Sozialwiesen. Et ass geduecht, de Portail schrëttweis zu enger interaktiver Plattform auszebauen. Den HealthNet, dat nationaalt ofgesécher informatescht Netzwierk fir d'Acteuren aus dem Gesondheetsa Sozialwiesen, soll an de kommende Joren zu enger Plattform fir den Austausch vu Gesondheetsdate mat neie Servicer ausgebaut ginn.

En éischte Schrëtt a Richtung Gesondheetskaart a méi Sécherheet gëtt och schonns an den nächste Méint gemaach, wann déi bestehend Infrastruktur vum HealthNet op LuxTrust-Technologien ëmgestallt gëtt. Am Kader vum Lancement vum Portail Santé kréien d'Gesondheetsberuffler d'Méiglechkeet sech gratis mat LuxTrust-Kaarten an den entspriechende Liesgeräter ze équipéieren. Dëst erlaabt dann dëse Gesondheetsberuffler elektronesch ze ënnerschreiwen a Messagen ze verschlësselen. HealthNet a Portail Santé kënnten dann an der Zukunft ëmmer méi matenee verschmëlzen zu enger «eSanté»-Plattform.

Weider schafft en Aarbechtsgrupp am Gesondheetsministère doru mat de Spideeler déi haut nach verschidde Systemer fir Patientendossieren am Spidol schrëttweis ze harmoniséieren an interoperabel ze maachen. E Pilotprojet fir en neien nationalen elektroneschen Dossier soll, an der Zesummenaarbecht mat alle Spideeler, am CHL realiséiert ginn. Den neie Spidolsplang leet esou och ee Schwéierpunkt op d'Finanzéierung vun interoperablenen nationalen informateschen Uwendungen am Spidolswiesen.

Wéi a menger Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N°1287 *(cf. compte rendu N°2/2005-2006)* schonns ënnerstrach gouf, kann d'Ëmsetzung vun dëse Mesuren awer nëmme geléngen, wa se op déi néideg Akzeptanz bei de Professionellen an de Patiente stoussen. Et ass dëst een dynamesche Moderniséierungsprozess, dee vun der Regierung ënnerstëtzt a begleet gëtt. D'Erfahrungen a Beispiller vun eisen Nopeschlänner weisen awer, datt ee kee festen Zäitraum am Viraus festleeë kann, mä plädéiere fir eng schrëttweis Ëmsetzung.

Question 2852 (24.9.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **SC Ellergronn et débit de boissons:**

En date du 8 août 2006 j'avais posé une question parlementaire à Monsieur le Ministre concernant les travaux du centre d'accueil «Ellergronn».

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait à l'époque fait savoir qu'un débit de boissons serait installé pour «mettre en pratique la sensibilisation environnementale du grand public et pour initier des processus de développement durable».

Il ressort d'une annonce de la part de SC Ellergronn, parue dans la presse au mois d'août, que cette société, qui est domiciliée chez l'a.s.b.l. «Femmes en détresse», 1, rue de Bonnevoie à Luxembourg, cherche du personnel pour le centre d'accueil.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1) Quels étaient les critères pour confier l'exploitation de ce centre à la société SC Ellergronn?

2) Quelles sont les qualifications de cette société pour ces activités et quels sont ses liens avec l'a.s.b.l. «Femmes en détresse»?

3) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que ce débit risque de faire concurrence aux commerces établis dans le voisinage?

Réponse (30.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) La gestion du centre d'accueil «Ellergronn» se fait par l'Administration des Eaux et Forêts.

L'exploitation du café-restaurant a été confiée à l'a.s.b.l. «Femmes en détresse» suite à un appel de candidatures lancé en juillet 2006 et accompagné d'un cahier des charges définissant les charges du tenancier. La candidature de l'a.s.b.l. «Femmes en détresse» a été jugée comme reflétant au mieux l'esprit du développement durable (écologie, économie, social).

L'exploitation se fera sous la forme juridique de la société coopérative Ellergronn, donc d'une société commerciale distincte de l'a.s.b.l. «Femmes en détresse».

ad 2) Si l'a.s.b.l. «Femmes en détresse» n'a jusqu'ici pas d'expérience dans l'exploitation d'un café-restaurant, elle a cependant acquis par l'exploitation de son atelier de lavage-repassage dans le cadre du Centre de Formation Naxi une certaine expérience dans la formation professionnelle visant à favoriser l'insertion, respectivement la réinsertion de femmes sur le marché du travail.

Cette expérience pourra lui servir comme base pour l'exploitation du café-restaurant en permettant de combiner les objectifs propres à l'Administration des Eaux et Forêts et le souhait de l'a.s.b.l. d'étendre leurs activités d'insertion pour femmes éloignées du marché du travail au secteur de la restauration.

Une collaboration étroite sera recherchée avec des associations œuvrant dans le domaine écologique et notamment dans celui de la cuisine biologique.

L'a.s.b.l. ne pouvant pas elle-même agir en tant que tenancier du café-restaurant, l'exploitation se fera sous la forme juridique de la société coopérative Ellergronn qui est une société commerciale distincte de l'a.s.b.l..

ad 3) Le café-restaurant du centre d'accueil n'a pas vocation à faire concurrence aux commerces établis dans le voisinage. Il a pour objet de promouvoir une alimentation saine avec des produits du terroir et des produits d'une production biologique. Il offrira une petite restauration traditionnelle et préparera des paquets de pic-nic pour les classes d'élèves.

Le bon fonctionnement du centre d'accueil attirera de nombreux visiteurs et offrira des opportunités commerciales intéressantes pour les commerces voisins.

Question 2854 (24.9.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **projet de remembrement de Langsur:**

Am «Regulus N°10/2008», der Zeitung vun der Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga (LNVL), gëtt de Remembrementsprojet vu Laser (Langsur) bei Waasserbëlleg ënner Beschoss geholl. D'LNVL beklot sech doriwwer, datt d'Prozedure betreffend d'Observatioun vun den Naturschutzbestëmmungen (Sites Natura 2000) net respektéiert gi wieren. Den Ëmweltminister Lucien Lux hätt och schonn ugekënnegt, datt hien d'Genehmegung fir dëse Remembrement géif refuséieren.

Dovun ofgesi froe sech net wéineg Leit an der Ëmgéigend vum Projet, woufir dat Ganzt soll gutt sinn, wann ee bedenkt, wat de Projet leschten Enns kaschte wäert. Hei ass d'Fro vun der «Kosten-Nutzen-Rechnung» méi wéi aktuell.

Virun dësem Hannergrond géif ech de Här Landwirtschaftsminister gären dës Froe stellen:

1. Sinn Ärer Aschätzung no Feeler an der Prozedur geschitt, déi de Refus vum Ëmweltminister géife justifiéieren, a wa jo, wat fir eng?

2. Wéi ass et méiglech, datt et bei Remembrementsprojeten ëmmer erëm zu Reiwereien an deiere Blocagë kënnt? Ass eng Konzertatioun tëschent deenen zwou Verwaltungen net méiglech, a wie muss fir de Schued riichtstoen, deen dobäi entsteet?

3. Wat soll dee Remembrement am Endeffekt de Steierzueler kaschten?

4. Wouranner läit, aus ekonomescher Siicht gekuckt, d'Justifikatioun vun dësem Remembrement respektiv staatlechen Investissement?

Réponse (20.10.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à un article dans la publication «Regulus 10/2008» édité par la Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, pour poser quatre questions au sujet du projet de remembrement Wasserbillig-Langsur.

En préliminaire, j'aimerais faire remarquer que ce projet a été entamé à la demande de l'administration communale de Mertert ainsi que de tous les 130 propriétaires des parcelles situées dans le périmètre du remembrement. Le projet de remembrement couvre en tout quelque 50 hectares, dont 40 hectares sont situés dans le périmètre viticole, alors que quelques 10 hectares constituent des surfaces boisées. L'administration communale de Mertert ainsi que les propriétaires/exploitants des parcelles viennent par ailleurs d'adresser une lettre dans ce sens à Monsieur le Ministre de l'Environnement pour confirmer leur accord à ce projet.

Les questions particulières posées par l'honorable Député appellent de ma part les réponses suivantes:

1. Les procédures prévues tant sur le niveau national que communautaire (UE) ont été respectées, à savoir le règlement grand-ducal du 7 novembre 2007 et les directives de l'UE en vigueur. L'étude d'impact évaluant les incidences sur une douzaine de biens à protéger a été réalisée en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement et selon ses instructions et desiderata sur la méthode d'évaluation à appliquer par le bureau d'études à charge de l'étude d'impact. En plus l'étude d'impact globale s'est soldée par un bilan positif sur tous les points analysés. Aucune réclamation n'a été introduite pendant la période de l'enquête publique officielle.

2. Il existe des contacts continus et des concertations régulières entre l'Office National du Remembrement (ONR) et les services du Ministère de l'Environnement respectivement les services de la Protection de la Nature, des Eaux et Forêts sur tous les projets de remembrement en général et en particulier pour le projet de Wasserbillig-Langsur de la commune de Mertert. Il est vrai que les projets en question ont suscité par le passé des discussions et controverses répétées entre ces services. Afin d'améliorer le processus de consultation pour les projets de remembrement agricoles et viticoles, un projet de vade-mecum sur la procédure de coopération en matière de remembrements agricoles et viticoles a été élaboré par le Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement en concertation avec l'ONR. Un tel vade-mecum a déjà été signé pour les remembrements forestiers. Dès la signature de ce vade-mecum par le Ministre de l'Agriculture et par le Ministre de l'Environnement, les difficultés évoquées par l'honorable Député ne devraient plus surgir.

3. Le coût du remembrement de Wasserbillig-Langsur s'aligne dans la fourchette des projets viticoles similaires, à savoir dans un investissement variant entre 100.000 et 150.000 euros/ha (hors taxes).

4. Le projet de Wasserbillig-Langsur comporte cinq orientations diverses, à savoir: la viticulture traditionnelle, la viticulture biologique, l'arboriculture (nouveaux vergers à essences autochtones), la sylviculture (exploitation plus rationnelle par l'aménagement de nouveaux chemins) et l'agriculture moyennant un pâturage extensif par des moutons et brebis. Il s'ensuit que le projet en question permet de réaliser les finalités suivantes: un intérêt économique pour les exploitations, un rehaussement de la biodiversité et une image du paysage plus attrayante via la valorisation par réapparition des murs existants en maçonnerie sèche.

Question 2855 (25.9.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **groupe Tarkett:**

Selon plusieurs articles de presse, le groupe international Tarkett à Lentzweiler, producteur de revêtements de sol, envisage de ne plus reconduire les contrats à durée déterminée (CDD) de 24 de ses salariés expirant en novembre. Par ailleurs, le groupe Tarkett ne pourrait garantir qu'il n'y aura pas de licenciements supplémentaires au cours de cette année.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est au courant de la situation précaire auprès de Tarkett.

- Dans le cadre d'une politique de maintien dans l'emploi, quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre envisage entamer? Monsieur le Ministre est-il en contact avec les responsables du groupe Tarkett?

Réponse (10.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député Romain Schneider fait état d'articles de presse qui font mention d'une réduction des effectifs de la société par le biais de non reconduction de contrats à durée déterminée et de risque de licenciements au courant de l'année 2008.

La société Tarkett sise à Lentzweiler emploie à l'heure actuelle au total 474 salariés. Elle produit principalement des revêtements de sol utilisés dans le domaine de la construction, ainsi que des sous-couches isolantes pour l'industrie automobile.

Le ralentissement de l'activité de construction au cours des derniers mois sur ses principaux marchés a contraint l'entreprise à réduire sa production.

Suite à plusieurs licenciements pour raisons économiques, la présidence du comité de conjoncture a invité lors de sa réunion mensuelle du 24 septembre son secrétariat à prendre contact avec la direction de l'entreprise, ceci avant même que l'honorable Député ne se soit adressé au Gouvernement et que le syndicat LCGB ait invité publiquement le Ministre du Travail à intervenir.

Une première réunion a eu lieu récemment afin d'évoquer les différents instruments et moyens mis à disposition dans le cadre de la politique de maintien dans l'emploi.

Il revient maintenant aux partenaires sociaux de discuter, dans le cadre du dialogue social, des mesures qui pourraient trouver leur application au cas où un plan de maintien dans l'emploi devrait être envisagé.

Il est évident que le secrétariat du comité de conjoncture continuera à suivre de près l'évolution du dossier.

Question 2858 (26.9.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **statistiques foncières:**

L'objectif premier du Gouvernement en matière de logement semble être «de baisser voire stabiliser de manière durable les prix du foncier et de l'habitat[1]». Pour contrôler cette évolution, le Gouvernement se base sur les chiffres de l'Observatoire de l'Habitat qui lui se base sur les chiffres souvent fantaisistes publiés dans les annonces immobilières.

Dans son rapport annuel 2006 le Conseil Économique et Social écrit:

L'insuffisance des statistiques disponibles … devient un véritable obstacle à l'analyse du marché du logement et empêche toute politique rationnelle. Le CES demande au Gouvernement … d'améliorer sensiblement les statistiques foncières par une saisie complète et un traitement adéquat de toutes les données disponibles auprès des acteurs impliqués y compris les notaires.

* * *

S'il est vrai que les recensements décennaux de la population fournissent certaines informations sur l'inventaire global des logements existants, ces indications sont toutefois incomplètes et fournies avec une périodicité trop faible, le dernier recensement datant de 2001…».

J'estime que le Code civil devrait pour tous les immeubles prévoir la mention obligatoire de la surface sur les actes de transactions immobilières et ce sur base d'une unité de mesure standardisée et donc comparable. L'utilité de telles dispositions ne se limite pas à l'établissement de statistiques. Son principal étant que les particuliers acheteurs ou locataires potentiels d'un logement puissent être informés objectivement sur le prix de l'immeuble et avoir un élément de comparaison. En France de telles dispositions ont été introduites (loi Carrez) ainsi que dans la plupart des pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si le Gouvernement,

1. estime fiable les données actuelles sur les prix des immeubles et des loyers établis par l'Observatoire de l'Habitat sur base des annonces immobilières;

2. entend mener une politique du logement basée sur des données fiables et partant permettant de mieux cibler la politique du logement;

3. entend envisager positivement l'indication obligatoire dans tout acte de vente d'immeuble et dans tout contrat de location des indications valables et comparables quant à la surface utile d'une habitation sans possibilité d'y déroger comme c'est le cas actuellement (Art. 1619 cc);

4. entend soit déposer un projet de loi afférent ou à défaut ordonner une étude de faisabilité en se basant notamment sur l'avis et les suggestions du CES.

Réponse (21.10.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

[1] selon l'exposé des motifs du projet de loi N°5696 promouvant l'habitat, créant un «pacte au logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil.

À la demande de la Chambre des Députés, l'Observatoire de l'Habitat a été créé au sein du département du Logement. Il a commencé ses travaux de recherche à partir de l'année 2003. Depuis lors, sa mission consiste à combler des lacunes statistiques existantes, notamment dans les domaines de recherche suivants: l'analyse de l'offre et de la demande sur le marché du logement différencié par type (maisons unifamiliales, appartements, logements de luxe, etc.), l'étude de l'évolution des prix de vente/d'acquisition réelle des différentes transactions immobilières (logements et terrains à bâtir), l'état des lieux des logements inoccupés ou transformés en bureaux ainsi que les réserves foncières, pour ne citer que ces quelques exemples.

Il va de soi que le département du Logement à lui seul n'aurait jamais pu concrétiser un tel projet ambitieux et que partant sa réalisation dépendait dès le début de l'étroite collaboration entre plusieurs acteurs compétents en ce domaine: l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration du Cadastre et de la Topographie, le Statec, etc..

Entre-temps, l'Observatoire de l'Habitat a réalisé bon nombre de publications, à savoir: les indicateurs trimestriels des prix proposés à la vente et à la location, les Notes de l'Observatoire biannuelles (cf. travaux de recherche sur un sujet précis en la matière), etc..

En ce qui concerne la publication des prix proposés à la vente et à la location, exploités sur base des annonces immobilières relevées durant la première semaine de chaque mois dans la presse quotidienne et spécialisée, ainsi que sur Internet, les chercheurs de l'Observatoire ont bien conscience du fait que les prix réels, notamment du segment des ventes immobilières, sont souvent inférieurs aux prix annoncés. Néanmoins, les prix proposés publiés fournissent une indication précieuse sur les tendances et les dynamiques du marché immobilier du Grand-Duché, informations qui, avant la création de l'Observatoire, faisaient entièrement défaut.

D'ailleurs, une mesure de l'écart sur base d'un extrait fourni par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines entre les prix annoncés et les prix enregistrés (cf. prix nets, hors frais de droit de mutation, de notaire et d'agence) pour le 2e trimestre 2008 révèle que cet écart se situe à seulement 5%!

À la question si le Gouvernement entend mener une politique du logement basée sur des données fiables, il y a lieu de rappeler que c'était justement la raison pour laquelle l'Observatoire de l'Habitat a été créé il y a cinq ans, vu qu'il existait un grand manque de données et de statistiques fiables à l'époque, néanmoins indispensables à la réalisation d'une politique cohérente et efficace à court, moyen et long terme en matière de logement en particulier, et de l'habitat en général.

Dans cette optique, l'information sur l'évolution réelle des prix des terrains à bâtir - qui ont littéralement explosé au cours des dernières 10 à 15 années - constitue un élément de recherche de première importance pour l'Observatoire de l'Habitat. Or, sans une collaboration étroite avec d'autres organismes comme la Chambre des Notaires, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou l'Administration du Cadastre et de la Topographie, la détermination des prix réels, et notamment des prix des terrains à bâtir, s'avérera une mission impossible.

À la question si le Gouvernement entend légiférer dans le sens à ce que tous les actes de vente ou les contrats de bail à loyer relatifs aux bâtiments résidentiels (maisons unifamiliales et immeubles d'appartements) contiennent de manière obligatoire des données claires quant aux surfaces utiles d'habitation, le Ministère du Logement étudie actuellement la possibilité de suivre l'exemple de la loi Carrez tel qu'en application en France depuis 1998, imposant au vendeur d'un lot de copropriété - ou d'une fraction de lot - de mentionner la superficie privative dans tous les documents relatifs à la vente.

Quant aux suggestions du CES (voir avis d'avril 2006) demandant notamment à ce que les données rassemblées par l'Observatoire de l'Habitat sur base d'annonces immobilières soient évaluées par le Statec, il y a lieu de souligner que la méthodologie employée en la matière est telle que l'Observatoire a réussi à mettre en œuvre au cours des deux dernières années une méthode de calcul robuste, s'inspirant étroitement de celle développée par la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) en France. Pour de plus amples informations à ce sujet, la consultation du site Internet du Ministère du Logement est recommandée (www.logement.lu; sous «Observatoire de l'habitat», rubrique «Méthodologie sur les indicateurs des prix»).

Question 2859 (26.9.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **Laboratoire National de Santé:**

D'après la loi du 21 novembre 1980, le Laboratoire National de Santé a notamment pour mission d'étudier les problèmes d'épidémiologie et d'hygiène, d'effectuer des travaux de laboratoire, d'assurer le contrôle des denrées alimentaires, d'effectuer des analyses toxicologiques et d'exécuter des travaux de recherche.

Suite à l'adoption de la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales qui a libéralisé le marché, le secteur hospitalier s'est doté de laboratoires et des laboratoires privés ont vu le jour. Par ailleurs les tribunaux recourent à des laboratoires étrangers les plus divers en matière de police scientifique et la police travaille avec ses services spécialisés en quasi autonomie.

Résultat: Le Laboratoire National de Santé n'est devenu qu'un laboratoire parmi d'autres et il n'y a plus aucune coordination ni aucun contrôle au niveau national.

Or, j'estime qu'un Laboratoire National de Santé doit être la clef de voûte de tous les laboratoires du pays. Par ailleurs, alors qu'à l'Université du Luxembourg sont enseignées les sciences biologiques et médicales et que des chercheurs s'activent dans ce contexte (Centre de Recherche Santé), il faut regretter que le Laboratoire National de Santé n'y soit intégré que par la bande.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1. Est-ce que le Gouvernement est d'avis que les missions du Laboratoire National de Santé doivent être redéfinies de sorte à lui donner un rôle central de coordination, de formation et de contrôle sur les activités de laboratoire dans le pays?

2. Si non, quelles sont les raisons pour ne pas suivre cette voie? Si oui, le Gouvernement envisage-t-il de déposer un projet de loi définissant les futures missions du Laboratoire National de Santé?

3. En ce cas quelles seraient ces missions?

4. Par ailleurs, estimez-vous qu'il faudrait revoir le statut du personnel employé au Laboratoire alors que celui-ci date de 1980 et n'est plus adapté aux réalités actuelles?

Réponse (5.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire estime que suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales, le Laboratoire National de Santé (LNS) ne serait devenu de nos jours qu'un laboratoire parmi d'autres et qu'il n'y aurait plus aucune coordination, ni aucun contrôle au niveau national et pose dans ce contexte,la question du rôle futur du LNS et de l'opportunité de redéfinir ses missions actuelles.

Si les développements de l'honorable Député quant aux raisons rendant opportune une redéfinition des missions du LNS ne sont pas partagés par le Gouvernement, je puis cependant rassurer l'honorable Député que le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'accompagner le renouveau de l'infrastructure et des locaux du LNS à Dudelange par une redéfinition législative de ses activités, de ses missions et de son cadre organisationnel. Le Gouvernement entend ainsi déposer sous peu un projet de loi portant réorganisation du LNS, afin de tenir compte de l'apparition de nouvelles techniques de laboratoire, de même que du développement de missions et compétences nouvelles, notamment dans les domaines de la médecine préventive, de la surveillance de la chaîne alimentaire, de la toxicologie et des analyses relatives aux empreintes génétiques en matière pénale et de médecine légale et des besoins nouveaux résultant de l'évolution constante de l'arsenal législatif et réglementaire, national et communautaire. Le Gouvernement n'entend toutefois pas revoir le statut public du LNS et de son personnel.

Le soussigné estime tout comme l'honorable Député qu'il y a lieu de veiller à ce que le LNS ne devienne pas un «laboratoire comme tous les autres». Pour cette raison il estime important de renforcer les missions du LNS effectuées dans l'intérêt général, surtout en matière de santé publique, de façon à permettre au LNS de jouer de par son excellence dans ses domaines de compétences spécifiques le rôle d'un laboratoire de référence.

Dans cet ordre d'idées, le LNS a comme vocation primaire d'assurer et de renforcer des missions d'intérêt général stratégiquement importantes pour le pays et les activités pour lesquelles une compétence nationale indépendante est souhaitable. Ceci est par exemple le cas en matière de veille sanitaire visant à répondre à des menaces bio-terroristes, mais aussi dans le domaine d'activité du futur service de médecine légale et d'analyses relatives aux empreintes génétiques. J'estime par ailleurs que le LNS doit aussi jouer un rôle primordial et renforcé dans la mise en œuvre de programmes d'analyses d'intérêt général et de programmes nationaux de santé publique en particulier.

Dans le domaine de la biologie médicale, le LNS a un rôle de premier ordre par rapport aux laboratoires privés hospitaliers et extrahospitaliers, en tenant à la disposition de la population et des hôpitaux une capacité d'expertise analytique spécialisée spécifique, complémentaire aux laboratoires de biologie médicale. Le soussigné estime toutefois qu'il y a lieu en la matière de continuer à réduire un certain nombre d'analyses courantes.

Le LNS a finalement vocation à contribuer dans ce domaine au développement, à l'harmonisation et à la promotion des méthodes et techniques de laboratoire, en étroite collaboration avec les laboratoires des établissements hospitaliers et les laboratoires d'analyses médicales privés. Ceci notamment en participant à la formation du personnel et à travers des actions de coordination. En ce qui concerne cependant le contrôle stricto sensu des activités de laboratoire requérant l'exercice de la puissance publique, j'estime que cette activité devra à l'avenir relever plutôt de la Direction de la Santé, sans exclure en la matière une collaboration avec les experts du LNS.

Question 2860 (26.9.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**entretien des lits et des berges des cours d'eau:**

Il s'avère que les berges de l'Eisch notamment entre les localités de Septfontaines et de Roodt sont régulièrement encombrées par des arbres, arbustes et autres végétations qui constituent autant de barrages naturels à un écoulement normal de l'eau. Il s'ensuit que surtout à l'occasion de fortes crues, l'Eisch déborde régulièrement ses berges et inonde les propriétés avoisinantes.

Je voudrais dans ce contexte,poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Qui est légalement responsable du nettoyage des cours d'eau qui relèvent du domaine public?

- Existe-t-il des programmes d'entretien des cours d'eau et des berges visant à assurer un flux normal des eaux?

- Si oui, à quel intervalle de temps l'entretien des berges de l'Eisch est-il assuré?

Réponse (11.11.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire de l'honorable Député Gilles Roth a pour objet certains aspects liés à l'entretien des berges des cours d'eau en général et de l'Eisch en particulier.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, telle qu'elle a été modifiée par l'article 18 de la loi du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau, «les travaux (...) d'entretien (...) à faire aux cours d'eau non navigables ni flottables et à leurs dépendances (...) sont ordonnés par le Gouvernement et exécutés, avec le concours des riverains, s'il y a lieu, et le conseil communal entendu en son avis, par les soins et sous la conduite de l'Administration de la Gestion de l'Eau».

L'entretien des cours d'eau se fait donc par l'Administration de la Gestion de l'Eau en concertation avec les communes et dans le respect des objectifs environnementaux de la Directive 2000/60/CE. Dans ce contexte,il y a également lieu de se référer à l'article 36 du texte coordonné du projet de loi relative à l'eau (N°5695).

Il n'existe pas de programme global pour tous les cours d'eau du pays. Certaines communes établissent des programmes d'entretien pluriannuels en concertation avec les bureaux régionaux de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Depuis sa création en 2004, l'Administration de la Gestion de l'Eau a réalisé, chaque année, des travaux d'entretien sur un tronçon bien déterminé de l'Eisch. Actuellement le tracé de l'Eisch allant de Clairefontaine jusqu'à Roodt a déjà été entretenu. Il est prévu de continuer ces travaux vers l'aval au mois de janvier 2009.

Les travaux qui sont réalisés peuvent être décrits comme suit:

a) la coupe des branches penchées à l'intérieur de la section du cours d'eau et constituant soit une gêne à l'écoulement des eaux de crue soit un problème de stabilité de l'arbre même;

b) l'enlèvement d'arbres déstabilisés faisant épis tout en retenant des embâcles et des arbres morts diminuant ainsi la section d'écoulement du cours d'eau;

c) l'enlèvement d'arbres déracinés risquant d'affouiller la berge;

d) la mise sur pied de vieux arbres dans le but d'un rajeunissement de la végétation riveraine;

e) l'enlèvement d'arbres morts, de souches et d'autres débris engendrant une déviation du flux des eaux avec affouillement des berges;

f) la stabilisation locale des berges par la plantation respectivement replantation de végétaux ligneux.

Il va sans dire, qu'en cas de nécessité urgente, les équipes des services régionaux peuvent intervenir sur le cours d'eau pour réaliser des travaux garantissant à tout moment le libre écoulement des cours d'eau.

Question 2863 (28.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**attribution de prêts hypothécaires:**

Déi weltwäit Finanzkris féiert a verschiddene Länner d'Banken derzou, beim Accord vu Kreditter fir privat Bauprojeten, dat besonnesch beim Uschafe vun Eegenheemer, méi restriktiv virzegoen, wat en negativen Afloss op de Bausecteur kënnt kréien.

Als Ursaache gëtt des Weideren uginn, datt d'Kafkraaft gefall wier an datt d'Leit net genuch eege Garantien opweisen, fir hinne kënnen e laangfristege Baukredit ze accordéieren.

No de leschten Erkenntnisser huet d'Finanzkris och d'Lëtzebuerger Banken net verschount, an et schéngt, wéi wa mer déi wierklech Répercussiounen eréischt an engem bis zwee Joer richteg ze spiere kréichen.

Des Weideren ass et och esou, datt d'Kafkraaft hei am Land, duerch d'Netupasse vun de Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Inflatioun duerch den Indexstopp, och gefall ass an d'Banken hei am Land och dëst als Ursaach gebrauche kënnten, fir Baukreditter fir Eegenheemer ze refuséieren.

Flexibel gehandhaabt Baukreditter u Privatpersoune sinn awer wichteg, fir eise Bierger en Eegenheem ze verschafen, sinn awer och wichteg fir de ganze Bausecteur mat all senge Fournisseuren, déi dorun hänken.

Duerfir meng Froen:

1) Ass ze fäerten, datt och déi Lëtzebuerger Banken, opgrond vun der Finanzkris an dem Kafkraaftverloscht, méi restriktiv virginn, wat den Accord fir Kreditter fir privat Bauprojete betrëfft?

2) Wat gedenkt d'Regierung an esou enger Situatioun fir Mesuren ze ergräifen?

3) Wa jo, wier et dann net sënnvoll, elo schonns virzegesinn, deem entgéintzewierken, andeem de Stat méi Garantië bei Bauprojete fir Eegenheemer iwwerhëlt?

Réponse (17.10.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Mir hu keng Unzeechen, datt d'Banken zu Lëtzebuerg géingen d'Kreditter méi restriktiv verginn.

Zu Lëtzebuerg ass ëmmer derfir gesuergt ginn, datt räsonnabel Finanzéierungspläng bei Kreditter opgestallt gi sinn. D'Regierung hofft, datt d'Kreditter och weider vergi ginn, fir datt Investissementer vu Privatleit a Betriber gemaach ginn.

Zënssubventiounen an Neierunge bei der TVA-Logement, déi d'Regierung proposéiert, droen derzou bäi, datt d'Bauprojete vun Eegenheemer viruginn.

Question 2864 (28.9.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **site de l'Université du Luxembourg:**

Aussoe vun enger Regierungsvertriederin op enger Pressekonferenz no, soll op Esch/Belval den Haaptsëtz vun der Lëtzebuerger Universitéit kommen.

Wat deemno heesche kënnt, datt och nach Niewesektioune vun der Universitéit op anere Plazen installéiert gi respektiv erhale bleiwe sollen. D'Parlament huet sech awer fir de Site Belval als eenzegen Universitéitsstanduert ausgeschwat, sou datt esou Aussoe vun der Regierung zumindest e bëssen erstaunlech sinn.

Dofir meng Froen:

1) Kënnt de gesamte Komplex vun der Universitéit op Esch/Belval?

2) Wa jo, wéisou gëtt et dann op enger Pressekonferenz Aussoe vu Regierungsvertrieder, déi dëst a Fro stellen?

3) Wann neen, wat sinn d'Ursaachen, wéisou datt elo nach aner Siten sollen a Fro kommen?

4) Gëtt déi definitif Décisioun nach virun de Parlamentswahle getraff, wann neen, wéisou?

Réponse commune (10.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'parlamentaresch Ufro vum Här Aly Jaerling betrëfft de Sëtz vun der Lëtzebuerger Universitéit.

D'Décisioun vun der Regierung vum 23. Dezember 2005 seet, datt de Rektorat vun der Universitéit op Belval kënnt. Dat bedeit, datt d'Universitéit hire Sëtz zu Belval huet. Ech erënneren den Här Deputéierten och drun, datt an därselwechter Décisioun festgehale gouf, datt Belval prinzipiell de Site unique vun der Universitéit ass, datt an der éischter Phas zwou Fakultéiten op Belval kommen an datt, um Horizont vun 2009, d'Décisioun geholl géif, wou d'Fakultéit «Droit, économie, finance» hikéim.

Un deenen Décisioune gouf näischt geännert an den Zäitplang steet och.

Question 2867 (1.10.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **desserte de la ligne ferroviaire entre Troisvierges et Luxembourg-Ville:**

La FNCTTFEL, la CGSP-Cheminots Verviers-Liège et la Section Frontaliers de l'OGB-L ont organisé une manifestation pour le 18 octobre 2008 en gare de Vielsalm pour attirer l'attention sur une offre insuffisante des transports en commun. Environ 4000 personnes habitant la région ardennaise belge travaillent au Luxembourg. Selon un communiqué publié par les syndicats, les frontaliers de cette région seraient intéressés à prendre le train au départ de Trois-Ponts ou de Vielsalm, si cette ligne était desservie de manière à leur permettre d'arriver à leur lieu de travail en temps utile. Les manifestants demanderont l'amélioration de l'offre en ce sens. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis des syndicats susmentionnés qu'une meilleure desserte de la ligne ferroviaire 42, avec une prolongation le matin et le soir des trains de Troisvierges jusqu'à Vielsalm, pourrait attirer de nouveaux passagers vers le train?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent que le premier train pour le Grand-Duché part à Trois-Ponts à 8h11 le matin et n'arrive en gare de Luxembourg qu'à 9h45, donc trop tard pour répondre aux besoins des frontaliers?

- Est-ce qu'une amélioration de l'offre telle que revendiquée par les syndicats est envisagée?

Réponse (16.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire no 2867 du 1er octobre, l'honorable Député Romain Schneider invoque la question d'une meilleure desserte de la ligne ferroviaire 42 avec une prolongation le matin et le soir des trains de Troisvierges jusqu'à Viesalm (B).

Les CFL et le Ministère des Transports sont unanimes à partager l'avis des syndicats visant à attirer un plus grand nombre de frontaliers belges sur le rail. Dans des réunions bilatérales SNCB/CFL un projet tendant à améliorer la desserte de la ligne 42 a été élaboré. Le contrat de gestion de la SNCB prévoit l'étude d'un nouveau plan de transport pour une mise en application à l'horizon 2011/12. Suivant la SNCB il serait envisageable de faire circuler un train toutes les heures sur la relation Gouvy – Liège et de prolonger ces trains vers Luxembourg. Ainsi la desserte Trois-Ponts/Viesalm – Luxembourg en heures de pointe pourrait être sensiblement améliorée en faveur des frontaliers belges. De même les correspondances à Liège sur les TGV vers Coblence et vers Bruxelles se verront sensiblement améliorées.

La desserte actuelle vers Liège qui est constituée de 8 paires de trains nécessite 5 rames pour réaliser l'équilibre au niveau du roulement du matériel. La desserte telle qu'elle a été conçue permet de réaliser un train toutes les 2 heures avec une arrivée du premier train à Luxembourg en dehors de l'heure de pointe matinale. L'avancement de 2 heures du premier train à Liège aurait comme conséquence ou bien de créer un trou dans le cadencement actuel ou bien d'entraîner un déséquilibre au niveau du roulement du matériel.

Avec l'objectif d'améliorer l'offre sur la ligne du nord, les directeurs SNCB et CFL ont constitué un groupe de travail CFL-SNCB chargé d'étudier les possibilités d'augmenter la fréquence des dessertes entre Liège et Luxembourg à moyen et à long terme via une exploitation commune. Parallèlement le groupe de travail vérifie la réalisation d'améliorations ponctuelles à court terme.

De même les CFL ont été invités à creuser l'idée de la construction d'un parking d'accueil P&R à grande capacité dans l'extrémité nord du pays le long de la ligne du nord.

Question 2870 (2.10.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant le **reclassement de la carrière de l'instituteur:**

Le projet d'accord entre le Gouvernement et les syndicats SNE et SEW concernant le reclassement de la carrière de l'instituteur et le réaménagement de sa tâche s'applique aux carrières des instituteurs de l'enseignement préscolaire et primaire.

D'après la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État certaines carrières peuvent se dérouler dans différents ordres d'enseignement. Ainsi, par exemple, la carrière de l'instituteur d'économie familiale et la carrière de l'instituteur d'enseignement technique tombent également sous le champ d'application du projet d'accord.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si les instituteurs enseignant dans un autre ordre d'enseignement que l'ordre d'enseignement préscolaire et primaire tombent sous le champ d'application du projet d'accord.

- Qu'en est-il des instituteurs enseignant dans une institution étatique qui n'est pas mentionnée de manière explicite dans le projet d'accord comme par exemple le Centre des Langues Luxembourg? Est-ce que ces instituteurs sont concernés par le projet d'accord, alors qu'il est évident que leur établissement ne relève pas du domaine de l'enseignement préscolaire et primaire?

- Qu'en est-il de la carrière du maître de cours spéciaux qui, selon la loi modifiée du 22 juin 1963, se déroule dans différents ordres d'enseignement, donc éventuellement aussi dans l'enseignement primaire?

- Si l'accord susmentionné ne concerne pas ces carrières, quelles sont les raisons de cette exclusion?

Réponse commune (12.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire N°2870 du 2 octobre 2008 de l'honorable Député Fernand Diederich, le Gouvernement tient d'abord à signaler qu'à l'occasion de sa séance du 22 février 2008, il a décidé d'entrer en négociations avec les syndicats du secteur de l'enseignement en vue d'un reclassement individuel de leur carrière, reclassement cependant lié à une reconfiguration de la tâche du personnel enseignant.

Les négociations ont abouti en septembre dernier à un projet d'accord avec les syndicats SNE et SEW. Ce projet d'accord, ainsi que les mesures législatives actuellement en élaboration qui en découlent, s'appliquent aux agents de toutes les carrières d'instituteurs.

Pour ce qui est de toutes les autres carrières étatiques, en particulier celles touchées par le processus de Bologne, le Gouvernement voudrait rappeler que déjà dans son programme d'investiture du 4 août 2004, il s'était prononcé pour «œuvrer en vue d'une révision de la structure des traitements, et que la commission déjà en place serait appelée à présenter ses conclusions tout en limitant ses propositions à des corrections à apporter aux barèmes dans la mesure où des changements significatifs s'imposeraient en ce qui concerne les critères traditionnels de la classification des fonctions».

Par ailleurs, la commission d'experts a vu son mandat précisé à l'occasion des séances du 23 mai et 4 juillet 2008 où le Gouvernement lui a encore demandé d'analyser la structure des carrières et des fonctions auprès de l'État, en partant des diplômes, des qualifications et des compétences nécessaires pour y accéder et des évolutions qui se sont produites au niveau des responsabilités et des missions assumées par les agents des différentes carrières.

L'étude et les propositions à faire par la commission d'experts sont prévues d'être remises au Gouvernement à la fin de la présente période législative. Une analyse de tous les autres ordres d'enseignement est supposée faire partie des travaux de la commission.

Question 2871 (2.10.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**«air tramp»:**

Plusieurs communes, établissements et associations ont acquéri un «air tramp», sorte de trampoline thérapeutique. Un tel «air tramp» peut certes être utilisé pour des activités ludiques, mais également et surtout à des fins thérapeutiques. Ainsi l'«air tramp» est préconisé en ergothérapie et notamment pour le traitement de troubles moteurs et sensoriels, surtout des enfants en bas âge. Il s'avère que le coût pour un tel équipement est assez élevé. Ceci incite souvent les acquéreurs d'un tel équipement à recourir au sponsoring privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il conscient des bienfaits thérapeutiques de l'«air tramp»?

- N'estime-t-il pas dès lors qu'une participation aux frais d'acquisition d'un tel équipement pourrait être envisagé par les autorités publiques?

Réponse (10.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je suis d'accord pour dire que l'équipement dit «air tramp», visé par l'honorable Parlementaire, peut rendre des services dans le traitement de certains troubles moteurs et sensoriels. Il est cependant vrai aussi que de très nombreux autres équipements ou dispositifs non médicaux pourraient être utiles dans une prise en charge ludique des troubles en question.

Les statuts de l'UCM ne prévoient pas le remboursement de l'acquisition de cet appareillage. Celui-ci n'est pas non plus susceptible d'être subventionné au moyen des crédits de mon Ministère. Toutefois, renseignements pris, il apparaît que le Ministère de la Famille a financé ou cofinancé des acquisitions de cet équipement par diverses associations.

Question 2876 (3.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **terrains appropriés à la construction de parcs éoliens:**

Bei der kierzlecher Aweiung vun de Wandmillen um «Burer Bierg» huet den Energieminister drop higewisen, datt d'Zuel vu Plazen, déi gëeegent sinn, fir weider Wandmillen opzeriichten, op eisem Territoire zimlech limitéiert ass. An hien huet bedauert, datt et net méiglech wier, fir dës potenziell Siten an engem Plan sectoriel «Wandmillen» auszeweisen an ze reservéiere respektiv ze schützen. Dat virum Hannergrond vun eiser Obligatioun, fir den Undeel vu Stroum aus erneierbaren Energien an deenen nächste Jore weider an d'Luucht ze dreiwen.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Innenminister riichten:

1. Entsprécht dës Duerstellung vum Minister Krecké der Wierklechkeet?

2. Wa jo, wourop ass dës negativ Attitüd vum Landesplanungsministère zréckzeféieren?

3. Misst, virum Hannergrond vun eisem Problem, fir déi europäesch Klimaschutzziler ze erreechen, d'Regierung net zu enger gemeinsamer Haltung fannen, fir de Maximum u Wandkraaft kënnen ze exploitéieren?

4. Wa jo, wat muss sech änneren, fir dohinzekommen?

Réponse (13.11.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den Här Deputéierte Robert Mehlen kënnt a senger parlamentarescher Ufro op eng Ausso vum Här Minister Krecké zréck, wou den Här Krecké et bedauert hätt, datt et kee Plan sectoriel «Wandmillen» géif ginn oder géif erstallt ginn, an deem déi potenziell Siten, fir Wandmillen opzeriichten, ausgewise wieren oder géife ginn. An deem Kontext stellt hien dann dräi Froen, op déi ech kuerz wëll äntwerten:

1. Et ass wouer, dass bis dato nach kee Plan sectoriel «Wandmillen» erstallt ginn ass oder an Ugréff geholl ginn ass.

2. Hei kann net vun enger negativer Attitüd Rieds sinn. De Landesplanungsminister ass bis elo nach net mat esou enger Ufro konfrontéiert ginn. Doriwwer eraus ass et esou, dass mat Hëllef vum Landschaftsplang, deen elo jo als Avant-projet virläit, méiglech Siten, déi a Fro kommen, méi einfach kënnen determinéiert ginn.

3. Natierlech soll d'Regierung hei eng gemeinsam Haltung hunn. Ech sinn awer der Meenung, dass dëst bei deenen zwee Ministerkolleegen, déi hei direkt kompetent sinn, nämlech dem Här Krecké als Energieminister an dem Här Lux als Emweltminister, och de Fall ass.

4. Dës Fro war domadder schonns beäntwert.

Question 2877 (4.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**impact de la crise financière sur les fonds de pension:**

A menger parlamentarescher Dringlechkeetsfro N°2832 vum 19. am Hierschtmount 2008 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, hat ech d'Regierung gefrot wat fir eng Plus-valuë respektiv Moins-valuë sech aus de Placementer vun eise Rentefongen erginn.

A senger Äntwert vum 3. am Wäimount 2008 huet den Här Minister vun der Sozialer Sécherheet eng Plus-value vun 136,5 Milliounen Euro matgedeelt, ofgerechent op den 19. am Hierschtmount 2008.

Meng Froen hate sech am Kontext vun der internationaler Finanzkris beweegt, déi awer nom 19. September 2008 lassgebrach ass, esou datt an der Äntwert vum Här Minister vun der Sozialer Sécherheet net erauszefannen ass, wivill datt duerch d'Finanzkris verluer gaangen ass.

Den Här Minister vun der Sozialer Sécherheet deelt just mat, datt d'Finanzkris Sequellen an deem engen oder anere Portefeuille hannerlooss hat, dëst am Aktieberäich, och wann den Här Minister mengt dës Verloschter géife souguer am Fall vun enger Faillite vun dem respektive Placementsinstitut limitéiert bleiwen.

Kann den Här Minister vun der Sozialer Sécherheet mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wat sinn d'Verloschter, déi beim Placement vun eise Pensiounsfongen duerch déi international Finanzkris nom 19. September 2008 entstane sinn?

2) Wivill am Aktieberäich a wivill bei anere Placementer?

3) Gedenkt d'Regierung hir Placementer am Aktieberäich ze iwwerdenken an nach just absolut sécher Placementer unzepeilen?

Réponse (6.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question de l'honorable Député se rapporte à des pertes éventuelles subies par la réserve de compensation dans le cadre de la crise financière internationale après le 19 septembre dernier.

Tout d'abord je peux confirmer que la SICAV-FIS (à travers laquelle une majeure partie de la réserve de compensation est investie) présentait au 23 octobre 2008 un résultat global excédentaire dépassant les 126 millions d'euros, même après plusieurs semaines de turbulences boursières.

Les actions, qui représentent actuellement seulement 3,24% de l'ensemble des actifs investis à travers la SICAV-FIS, ont suivi la tendance baissière des bourses mondiales et ont diminué de 22,6% depuis le 19 septembre 2008.

Les portefeuilles obligataires et monétaires représentent actuellement plus de 96,7% des actifs de la SICAV-FIS et affichent une croissance de 0,80% entre les deux dates respectives.

Suivant les dispositions légales applicables, le Fonds de Compensation est chargé de mener une politique de placement diversifié. Le Gouvernement n'entend pas modifier cette orientation puisque les placements sont effectués dans une optique du long terme et que le régime de pension n'a pas besoin de recourir à ces fonds dans les prochaines années pour couvrir les prestations.

Question 2881 (6.10.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **familles d'accueil:**

Selon le rapport d'activité du Ministère de la Famille et de l'Intégration, au 31 décembre 2007 265 enfants mineurs étaient placés dans des familles d'accueil. Depuis cinq ans ce nombre est en constante augmentation et représente aujourd'hui plus d'un quart de tous les placements d'enfants en détresse au Luxembourg.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre quels sont les critères qui déterminent si les personnes intéressées voulant s'occuper d'un enfant en détresse sont aptes à accueillir un tel enfant. Le placement d'enfants auprès de célibataires ou de couples vivant en partenariat est-il possible?

- L'accueil par des parents nourriciers d'un enfant placé peut se révéler difficile et constituer un défi majeur pour les parents, exigeant à la fois des qualités psychologiques et pédagogiques afin de garantir le bien-être de l'enfant. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que des formations pour les parents nourriciers, telles que des formations obligatoires prévues pour les assistants parentaux par la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité de l'assistance parentale, seraient nécessaires?

- De manière générale, la législation en vigueur en matière de placement de l'enfant en famille d'accueil précise-t-elle les droits et les devoirs des enfants de même que ceux des familles d'accueil?

Réponse (31.10.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Au Luxembourg, le placement familial d'enfants en détresse est organisé par quatre services d'assistance pour le placement familial. Ces services sont conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et bénéficient d'un agrément en vertu du règlement grand-ducal du 14 janvier 2000 ayant pour objet de fixer les conditions et formalités pour l'obtention de l'agrément des services d'assistance pour le placement familial prévu par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. L'accueil de mineurs par des particuliers peut se faire de jour et de nuit ou bien uniquement de jour. La majorité des placements familiaux est ordonnée par le Tribunal de la Jeunesse dans le cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

La sélection des familles d'accueil constitue une des activités agréées des services d'assistance au placement familial. Les critères et la procédure de sélection sont définis par les services respectifs et ne font pas l'objet de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles. De manière générale, les critères de sélection déterminés par les services concernent la situation sociofamiliale des personnes intéressées à accueillir un mineur en détresse, leur honorabilité ainsi que leurs compétences sociales et éducatives, leur motivation et leurs attentes face à l'enfant à accueillir. La procédure de sélection prévoit plusieurs étapes tels un premier échange d'informations entre les professionnels des services et les familles d'accueil potentielles, une rencontre au domicile de celles-ci en présence de tous les membres familiaux ainsi qu'une réflexion approfondie avec la famille d'accueil potentielle sur son fonctionnement, son vécu, ses valeurs et attentes ainsi que sur les défis liés au placement familial. En principe, cette période de sélection comprend plusieurs rencontres entre la famille intéressée et le service de placement familial et s'étend sur une durée de plusieurs mois.

Quant au placement d'enfants auprès de célibataires, les approches des services sont différentes. Tandis que chaque service accompagne des situations où des enfants sont accueillis en placement familial par une personne seule, éventuellement après un divorce ou le décès du partenaire, le célibat constitue d'office pour deux des quatre services un critère d'exclusion au niveau de la procédure de sélection. Quant à des familles vivant en partenariat, ce n'est pas le statut du couple, mais sa stabilité qui constitue un critère de sélection.

La formation des familles d'accueil est conçue et organisée de manière différente par les services de placement familial. Elle peut avoir lieu au cours de la période de sélection ou bien se dérouler après cette période de manière plus approfondie dans le cadre du service conventionné «Berodungsdéngscht fir Fleegefamilljen» de l'a.s.b.l. «Fir ons Kanner». Les thèmes communs sont les droits et obligations de la famille d'accueil, la coopération avec la famille d'origine de l'enfant placé, la gestion des conflits de loyauté de l'enfant placé, ainsi que les particularités et besoins spécifiques des enfants placés en dehors de leur milieu familial. L'idée d'une formation unique et obligatoire pour toutes les familles d'accueil est discutée avec les services de placement familial et l'a.s.b.l. FLEK-FleegeElteren an hir Kanner.

En ce qui concerne les droits et les devoirs des familles d'accueil et des enfants et jeunes qui y sont placés, ils sont en principe définis dans le cadre des conditions de collaboration entre les parties concernées que chaque service est tenu de déterminer en vertu de l'article 1er du règlement grand-ducal du 14 janvier 2000 ayant pour objet de fixer les conditions et formalités pour l'obtention de l'agrément des services d'assistance pour le placement familial prévu par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Question 2884 (7.10.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**assurance dépendance:**

Le système de l'assurance dépendance va fêter prochainement ses dix ans. Au cours des dernières années, les services et prestations de l'assurance dépendance ont connu un développement constant.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes profitent actuellement du régime de l'assurance dépendance? Comment ont évolué ces chiffres depuis la création de l'assurance dépendance?

- Combien de personnes profitant de l'assurance dépendance sont placées dans des établissements spécialisés publics, communaux ou privés? Combien de personnes se font soigner à domicile? Quelle a été l'évolution de ces taux respects depuis la création de l'assurance dépendance au cours des dix dernières années?

- Comment a évolué depuis sa création le budget de l'assurance dépendance par rapport au budget de l'assurance maladie? Dans le budget de l'assurance dépendance, quelles sont les parts respectives du budget des soins et des aides à domicile?

Réponse (6.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis 1999, le nombre annuel moyen de bénéficiaires de l'assurance dépendance a augmenté de 135%. Le nombre de bénéficiaires à domicile a augmenté de 235%. Le nombre de bénéficiaires en établissement a augmenté de 45%.

En ce qui concerne les dépenses globales, le budget de l'assurance maladie a augmenté de 85% entre 1999 et 2007. Il a augmenté de 138,8% en ce qui concerne l'assurance dépendance.

Entre 1999 et 2007, les dépenses pour les prestations de l'assurance dépendance versées au Luxembourg (toutes prestations confondues) ont augmenté de 372%. Cette augmentation correspond à 350% pour les prestations à domicile et à 402% pour les prestations en établissements d'aides et de soins.

Les tableaux ci-dessous présentent les détails de cette évolution.

Tableau 1. Nombre moyen de bénéficiaires par lieu de séjour - données comptables de l'UCM

	Domicile	Établissements d'aide et de soins			
		Centres intégrés	Maisons de soins	Total	%
1999	2026	1274	990	4290	
2000	2733	1384	1111	5228	21,9
2001	3361	1485	1135	5981	14,4
2002	4417	1621	1124	7162	19,7
2003	5051	1838	1246	8135	13,6
2004	5631	1935	1241	8807	8,3
2005	6072	2027	1237	9336	6.0
2006	6489	2069	1231	9789	4.8
2007	6795	2010	1273	10078	3,0
1999-2007					135

(Source: données comptables de l'UCM)

Tableau 2. Évolution des dépenses globales - comparaison assurance maladie/assurance dépendance (en millions d'euros)

	Assurance maladie		Assurance dépendance			
	Dépenses courantes comptabilisées	Variation en %	Dépenses courantes comptabilisées	Prélèvements aux provisions (2)	Prestations effectives (1) – (2)	Variation en %
1999	987		140		140	
2000	1047	6,1%	223	88,6	134,4	-4,0%
2001	1178	12,5%	296	115,8	180,2	34,1%
2002	1296	10,0%	306	110,7	195,32	8,4%
2003	1398	7,9%	290	69,9	220,13	12,7%
2004	1510	8,0%	334	57,9	276,13	25,4%
2005	1662	10,1%	391	87,2	303,8	10,0%
2006	1708	2,8%	397	67,2	329,8	8,6%
2007	1828	7,0%	425	90,6	334,4	1,4%
1999/2007		85,2%			1	138,8%

(Source: UCM - données comptables)

Pour l'assurance dépendance, les montants comptabilisés pour chaque exercice contiennent, en raison de retards de facturation, des montants se rapportant à des exercices antérieurs. Afin de neutraliser cet effet et de rendre l'évolution des dépenses plus transparente, il est procédé aux prélèvements aux provisions effectuées en raison justement de ces retards de facturation.

Tableau 3. Évolution des dépenses de l'assurance dépendance - Comparaison domicile établissement (prestations délivrées au Luxembourg) pour aides et soins, produits nécessaires aux aides et soins, aides techniques adaptations du logement) (en millions d'euros)

	Prestations à domicile	Variation en %	Prestations en milieu stationnaire	Variation en %
1999	28,90		20,36	
2000	43,96	52,1	57,62	183
2001	60,69	38,1	103,20	407
2002	107,11	76,5	121,33	17,6
2003	110,26	2,9	111,10	- 8,4
2004	111,93	1,5	125,01	12,5
2005	156,53	39,8	149,85	19,9
2006	140,51	-1,0	149,57	-0,2
2007	130,00	-0,7	102,35	- 31,6
1999/2007		350		402

(Source: UCM - comptes d'exploitation)

Question 2885 (7.10.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**accessibilité des avis émis par le Conseil d'État:**

Lors de la présentation du rapport d'activité du Conseil d'État, il a été question du sort réservé aux avis de la Haute Corporation sur les projets de règlement grand-ducal élaborés par le Gouvernement.

D'après la presse, le Président du Conseil d'État avait regretté que ces avis, très nombreux et fort utiles, ne soient pas publics comme le sont les avis du Conseil d'État sur les projets de loi.

- Est-ce que le Gouvernement ne partage pas le point de vue du soussigné que dans le cadre d'un droit d'accès aux informations détenues par les autorités publiques, la totalité des avis émis par le Conseil d'État devrait être accessible au public?

- Le Gouvernement est-il disposé à autoriser dès à présent le Conseil d'État à publier les avis rendus sur les projets de règlement grand-ducal sur son site Internet?

- Est-il envisagé, dans un souci de transparence, de procéder à l'avenir à une publication des travaux d'élaboration des règlements d'exécution des lois à l'instar de la procédure applicable en matière de confection des lois?

Réponse (31.10.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement n'a tout d'abord pas d'objections à formuler à l'endroit de la proposition qui consiste à procéder à la publication des avis du Conseil d'État concernant les projets de règlement grand-ducal sur le site Internet de la Haute Corporation. Par ailleurs, et afin de conférer à cette publication toute son efficacité, il serait indiqué de rendre parallèlement le texte des projets de règlement grand-ducal accessible, sous une forme ou une autre, par le biais du site Internet du Conseil d'État.

Question 2886 (7.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **campagne antitabac:**

Ab dem 1. am Wäimount 2008 huet Groussbritannien, als dat éischt Land an der EU, Zigaretteschachtelen op de Maart bruecht, déi niewent der traditioneller Gesondheetswarnung zousätzlech Photoe publizéieren, déi, zum Deel op eng ganz drastesch Manéier, d'Niewewierkungen an déi fatal Follege vum Fëmmen duerstellen.

D'Aktioun ass geduecht, fir vum Fëmmen ofzeschrecken, an ziilt zum engen op Leit, déi nach net ugefaangen hunn ze fëmmen, fir preventiv ze wierken, an zum aneren op all déi, déi aktuell fëmmen, fir si mat Biller vu Kriips, Longeproblemer, Zännverschläiss etc. zum Ëmdenken ze bewegen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wéi steet den Här Gesondheetsminister zu esou enger Campagne?

2) Ass esou eng Campagne virgesinn am Kader vun den aktuelle Moossname fir d'Reduzéiere vun der Fëmmgewunnecht hei am Land?

3) Kënnt Lëtzebuerg eng Virreiderroll spillen an der Groussregioun an iwwert d'Klienten op eisem Zigarettemaart aus der Groussregioun ureegen, dass déi englesch Initiativ sech iwwert d'Grenzen eraus erweidert?

4) Wat huet bei eiser strategescher Ausriichtung vun eiser allgemenger Politik an desem Beräich Prioritéit: d'Reduzéiere vum Fëmmen, fir d'Gesondheet ze schützen, oder d'Erhale vum Verkafspotenzial vun Tubaksprodukter, fir eis Statskeess ze fëllen?

5) Ka Lëtzebuerg als Land, dat de Groussdeel vu sengen Tubaksprodukter exportéiert, esou eng Aktioun iwwerhaapt nach national duerchsetzen?

Réponse (21.10.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éierewäerten Deputéierte schwätzt am Zesummenhang vun ofschreckende Biller, déi Groussbritannien als Gesondheetswarnung op den Zigarettepäck imposéiert, vun enger «Campagne», a freet, ob Lëtzebuerg och esou eng Campagne virgesäit.

Ech kann dem Froesteller versécheren, datt d'Antitubakcampagnë wäerte weidergoen an datt dem Gesondheetsminister méi dru läit, fir de Konsum vum Tubak erofzesetzen, wéi fir mat indirekte Steieren um Tubak d'Statskeess ze fëllen. Ma ëm eng eigentlech Campagne handelt et sech bei der britescher Initiativ net.

D'Englänner hu Gebrauch gemaach vun enger Dispositioun an enger europäescher Direktiv, déi op 2001 zréckgeet an déi de Länner et erlaabt, awer net virschreift, fir an hiren nationale Reglementer Gesondheetswarnungen ënnert Form vun ofschreckende Biller oder Fotoen ze imposéieren.

D'Fro, ob Lëtzebuerg och géif esou Biller, am Fachjargon «des pictogrammes», imposéieren, war scho verschiddentlech Géigestand vun enger parlamentarescher Ufro.

Den éierewäerten Deputéierte léisst duerchblécken, datt et fir Lëtzebuerg eventuell schwéier kënnt ginn, esou eng Moossnamen national duerchzesetzen, well mer e groussen Deel vun eisen Tubaksprodukter exportéieren. Déi Fro ass gutt opgeworf: awer net esou séier wéinst dem Export wéi wéinst dem Import. Tatsächlech féiert Lëtzebuerg jo och e beträchtlechen Deel vu sengem Zigarettekonsum aus dem Ausland an; dat ass nun emol eng Partikularitéit vun engem klenge Land, déi fir eis Nopeschlänner net esou an d'Wo fält. D'Kommissioun schéngt awer hir Direktiv esou auszeleeën, datt eng national Bestëmmung, déi Pictogrammë virschreift, och fir Importzigarette gëlle géif: dat heescht, datt e groussen Deel vun den auslänneschen Zigaretten no esou enger Moossnam net méi an d'Land dierft. Mir géifen eis dann dem Virworf aussetzen, ënnert dem Virwand vum Schutz vun der Gesondheet tatsächlech déi national Produktioun ze schützen.

Aus deem Gronn wëlle mer emol nach ofwaarden, wéi vill aner europäesch Länner no der Belsch a Grousbritannien Pictogrammë virschreiwen, ier mer eis fir esou eng Moossnam entscheeden, déi mir perséinlech net onsympathesch ass.

Question 2887 (7.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **aides financières pour étudiants:**

Iwwert d'Joren huet sech déi staatlech Ënnerstëtzung vun Héichschoulstudien zu Lëtzebuerg sécherlech positiv entwéckelt.

Dat lescht Joer ass nach eng weider Initiativ geholl ginn, fir déi administrativ Weeër elektronesch ze vereinfachen an ze verkierzen.

Esou Reformentwécklunge sinn ouni Zweifel ze begréissen.

Am Gesetz iwwer «Aides financières» ass de Wee an de Modus vun der Berechnung vun der Ennerstëtzung fir de jeeweilege Student fir ee Semester respektiv ee Studiejoer zum Deel beschriwwen. Den Demandeur schéckt den Dossier mat den Ënnerlagen op den CEDIES, a kritt dann eng Äntwert.

Bis elo war et jo ëmmer esou, dass an der Äntwert vum CEDIES just den Endmontant matgedeelt gouf, beispillsweis: «Dir kritt fir ee Semester e Betrag vun 1.950 Euro als Bourse respektiv als Prêt remboursable». Opfalend an e bësschen intransparent huet dann den Ëmstand erschéngt, dass net iwwer e separaten Dekont matgedeelt gouf, wéi de Betrag administrativ zustane koum.

Et hätt ee sech kënne méi eng opgeschlësselt Ofrechnung erwaarden, fir kënnen nozevollzéien, wat schlussendlech vum CEDIES a Betruecht geholl gouf an zu wéi engen Deeler, fir kënnen eventuell en Asproch anzeleeden, wann ee mam Dekont net d'accord wier.

Kann den Har Héichschoulminister mer duerfir dës Fro beäntworten:

- Ass et duerch dës detailléiert Ofrechnung elo neierdéngs mat den elektronesche Mëttelen, déi mer als Stat dem CEDIES ginn, méiglech, fir domadder eng erweidert Déngschtleeschtung unzebidden, oder bleift an dësem Beräich nach nozebesseren?

Réponse commune (31.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'parlamentaresch Ufro vum Här Aly Jaerling betrëfft déi staatlech finanziell Hëllefe fir Héichschoulstudenten.

Wann e Student seng Demande beim CEDIES gemaach huet, kritt en e Bréif heemgeschéckt, an deem en de ganze Montant vu senger finanzieller Hëllef, sief et fir e Semester oder fir en akademescht Joer, matgedeelt kritt. An deemselwechte Bréif gëtt de ganze Montant och an e Montant vun der Bourse an an e Montant vum Prêt opgeschlësselt.

Am Fall vun engem Asproch kritt de Student genau erkläert, wéi de Montant vu senger finanzieller Hëllef zustane komm ass an e kritt e «Printout» vum Calcul geschéckt; op deem Dokument gesäit een da ganz genau, wat fir Montanten als Basis vum Calcul geholl gi sinn. All Student huet och zu all Moment d'Méiglechkeet en Abléck a säin Dossier ze kréien.

Den administrativen Opwand fir eng Opschlësselung vum Calcul systematesch ze verschécken ass ze grouss a géif den Délai tëschent der Demande vum Student an der Äntwert vum CEDIES verlängeren, wat net am Sënn vun engem séiere Service fir de Client ass. Doriwwer eraus konnte mir bis elo net feststellen, dass esou eng Opschlësselung vum Calcul vun de Studente gefrot gi wär.

Bei der Weiderentwécklung vun de Servicer, déi dem Client duerch de «Guichet unique» ugebuede ginn, wäerte mer analyséieren ob et méiglech ass, dem Student, iwwert d'Signature électronique, Accès an den opgeschlësselte Calcul vu senger finanzieller Hëllef ze ginn.

Question 2888 (7.10.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **projets d'installations de biogaz:**

Actuellement, plusieurs projets d'installations de biogaz sont en voie de planification. Les initiateurs des projets - surtout des agriculteurs respectivement des groupements locaux - se posent des questions quant à l'utilisation la plus avantageuse du biogaz produit à l'aide de ces installations. Une des variantes possibles est l'utilisation du biogaz pour alimenter le réseau de gaz naturel. Or, des paramètres essentiels pour réaliser le calcul de la rentabilité des différentes variantes ne sont toujours pas connus: la rémunération pour le gaz injecté dans le réseau ainsi que les conditions techniques y relatives.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le montant de la rémunération pour l'injection du biogaz dans le réseau du gaz naturel?

- De quelle façon sera financée cette rémunération?

- Quelles conditions techniques doivent être remplies par les exploitants des installations de biogaz pour pouvoir alimenter le réseau de gaz naturel?

Réponse (13.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox relative aux projets d'installations de biogaz, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les énergies renouvelables occupent un rang important dans l'approvisionnement national en énergie. En effet, dans un contexte de dépendance grandissante par rapport aux pays producteurs d'énergies primaires, la production d'énergies renouvelables permet de diversifier les sources d'énergie et ainsi d'améliorer la sécurité d'approvisionnement dans la mesure des ressources disponibles. D'un autre côté, la promotion du biogaz fait partie, parmi d'autres, des mesures prévues dans le Plan national d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2.

L'objectif est donc de subventionner et de promouvoir le biogaz, et plus particulièrement l'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel. Cependant les aides actuellement en vigueur permettent uniquement de subventionner l'électricité produite à partir de biogaz. Or, par rapport à la transformation de biogaz en électricité avec des possibilités d'utilisation de la chaleur produite souvent limitées, l'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel permet d'améliorer nettement le bilan Kyoto du Luxembourg. Parallèlement, elle permet une utilisation hautement efficace du biogaz.

Un avant-projet de règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz est en train d'être finalisé. L'article 11, paragraphes (2) et (3), de la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel en formera la base légale. Cet article jette la base pour l'obligation de rachat de la production de biogaz laquelle est destinée à être injectée dans un réseau de gaz naturel. La même loi décrit à l'article 20 les obligations des producteurs de biogaz dont notamment la déclaration des installations, la fourniture des données relatives à la production et à l'injection des installations en question, la conclusion par l'exploitant de l'installation des contrats respectifs avec le gestionnaire du réseau concerné ainsi que le respect des consignes données par le gestionnaire de réseau afin de garantir le bon fonctionnement des réseaux de gaz naturel.

Cet avant-projet de règlement grand-ducal se base sur les conclusions de l'étude «Förderung der Biogaseinspeisung in Luxemburg» réalisée par l'Institut für Energetik und Umwelt, Leipzig. L'étude met l'accent sur l'importance de la sécurité de l'approvisionnement et les mesures permettant de garantir la qualité du biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel. Parallèlement mes services ont contracté les services d'un consultant pour la définition des aspects techniques de la réglementation en relation avec la gestion des réseaux de gaz naturel. Il s'agit d'aligner la nouvelle réglementation à la réglementation découlant de l'application de la loi du 1er août 2007 dans le domaine de la gestion des réseaux et notamment d'assurer son applicabilité par rapport au Code de distribution qui décrit le système de la gestion et de la comptabilisation des flux et quantités de gaz naturel à Luxembourg. Dans ce contexte, des réunions de concertation ont eu lieu également avec les gestionnaires des réseaux de gaz naturel.

S'agissant de promouvoir la production et l'injection subséquente de biogaz dans les réseaux, l'avant-projet de règlement grand-ducal prévoit dès lors également un système de rémunération et de commercialisation du biogaz injecté. Actuellement les tarifs de rémunération envisagés sont en train d'être revérifiés en considérant la situation de marché actuelle et en se basant sur les données concrètes fournies par les futurs exploitants des installations. Il est dans mon intention d'alimenter le financement de cette rémunération à partir du budget de l'État. Si ma volonté politique va dans le sens d'offrir des rémunérations permettant le développement conséquent de cette technologie prometteuse, ces mêmes rémunérations se doivent de rester compatibles avec les règles communautaires en relation avec les aides d'État.

Question 2891 (7.10.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **commerce illicite des données à caractère personnel:**

Le 4 octobre 2008, le numéro un européen des télécommunications, la «Deutsche Telekom», a dû reconnaître le vol de données confidentielles concernant 17 millions de clients de sa filiale «T-Mobile». Les faits remontent à 2006 mais n'ont été révélés qu'aujourd'hui suite au travail d'investigation du magazine allemand «Der Spiegel» qui a réussi à trouver trace d'informations sur Internet concernant pas moins de 17 millions d'abonnés mobiles du groupe. Un porte-parole de l'entreprise a toutefois affirmé qu'aucune information bancaire n'avait été dérobée et que bien que «ces informations aient été mises en vente sur le marché noir, il n'y a eu aucun acheteur.» Les données dérobées n'incluraient que les noms, adresses et numéros de téléphone des clients et dans certains cas leur date de naissance et leur adresse e-mail. La révélation de ce vol s'insère dans toute une suite de scandales de trafic commercial de données privées qui se déroule en Allemagne depuis plusieurs mois.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Se pourrait-il que ce vol de données confidentielles ait des répercussions sur le Luxembourg? Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de victimes luxembourgeoises dans cette affaire?

- En matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, la législation luxembourgeoise est-elle assez contraignante pour mettre les personnes privées à l'abri de telles pratiques frauduleuses?

- N'y a-t-il pas nécessité de renforcer notre législation en la matière?

Réponse (22.10.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Quant à la 1ère question:

D'après les informations parues dans la presse et auxquelles l'honorable Député fait référence, il semble que ce sont les abonnés de T-Mobile qui sont visés par le vol de données. Les abonnés auprès d'opérateurs luxembourgeois ne sont donc pas directement concernés par ce «trafic commercial de données», l'honorable Député relevant d'ailleurs lui-même dans l'exposé introductif à ces questions que sont concernés les «abonnés mobiles du groupe» T-Mobile. Je ne dispose pas d'autres informations à ce stade.

Quant à la 2e question:

Les dispositions d'ordre pénal existant dans la loi modifiée du 2 août 2002, la loi du 30 mai 2005 et la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée ainsi que les dispositions du Code pénal constituent à mon sens un arsenal juridique qui protège de façon adéquate les personnes concernées contre les pratiques portant atteinte à leur vie privée. Des initiatives nouvelles, pour être tant soit peu efficaces, devraient être des initiatives prises au niveau européen.

Quant à la 3e question:

Ainsi que je l'indique plus haut, la réponse devra être une réponse européenne. Je signale dans ce contexte,que dans le cadre de la révision de la directive 2002/58/CE «vie privée et communications électroniques», la Commission européenne propose de compléter l'article 4 relatif à la sécurité du traitement de la directive par l'ajout suivant: «En cas de violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière en relation avec la fourniture de services de communications accessibles au public dans la Communauté, le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public informe sans retard indu l'abonné concerné et l'autorité réglementaire nationale de cette violation. La notification faite à l'abonné décrit au minimum la nature de la violation et recommande des mesures à prendre pour en atténuer les conséquences négatives possibles. La notification faite à l'autorité réglementaire nationale décrit en outre les conséquences de la violation et les mesures prises par le fournisseur pour y remédier.»

Le Parlement européen quant à lui, propose le texte suivant:

«En cas de violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière en relation avec la fourniture de services de communications accessibles au public dans la Communauté, le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public et toute entreprise fournissant des services aux consommateurs via l'Internet et qui est le contrôleur des données et le fournisseur de services de la société de l'information informent sans retard indu l'autorité réglementaire nationale ou l'autorité compétente en vertu du droit national de l'État membre de cette violation. La notification faite à l'autorité compétente décrit au minimum la nature de la violation et recommande des mesures à prendre pour en atténuer les conséquences négatives possibles. Ladite notification décrit en outre les conséquences de la violation et les mesures prises par le fournisseur pour y remédier.

Le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public et toute entreprise fournissant des services aux consommateurs via l'Internet, qui est le contrôleur des données et le fournisseur de services de la société de l'information, informent préalablement leurs utilisateurs pour éviter un danger imminent et direct pour les droits et les intérêts des consommateurs.

La notification d'une violation de sécurité à un abonné ou un particulier n'est pas nécessaire si le fournisseur a prouvé à l'autorité compétente qu'il a mis en œuvre les mesures de protection technologiques appropriées et que ces dernières ont été appliquées aux données concernées par ladite violation. De telles mesures de protection rendent les données incompréhensibles à toute personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès.»

Question 2892 (8.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **«Directoire européen»:**

An engem Interview, deen den 8. Oktober an der Zeitung «Point 24» publizéiert ginn ass, huet den Här Ausseminister sech guer net frou iwwer eng Réunioun geäussert, déi kierzlech zu Paräis war, an déi senger Meenung no an déi Logik géif passen, wou nëmmen déi grouss EU-State sech als «Directoire» zesummefannen, fir d'Problemer vun der EU ze léisen.

Vu datt den Här Statsminister - a senger Eegeschaft als President vum Eurogrupp - selwer un dëser Réunioun deelgeholl huet, däerf ee sech froen, ob d'Regierung nach eng gemeinsam Approche an dëser Fro huet. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Statsminister riichten:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung nach eng gemeinsam Positioun, wat de Phenomeen vum «Directoire européen» ubelaangt, a wa jo, wéi géift Dir dës Positioun resümeieren?

2. Huet den Här Statsminister zu Paräis dervu profitéiert, fir de Vertrieder vu Frankräich, Däitschland, Italien a Groussbritannien déi Lëtzebuerger Positioun, wat deen Directoire ubelaangt, kloerzemaache respektiv ze rappeléieren? Wann neen, wuerfir, a wa jo, wéi war d'Reaktioun dorop?

3. Hunn den Här Statsminister an den Här Ausseminister hir Positiounen an dëser Fro coordonnéiert?

Réponse orale (14.10.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

(réponse orale - cf. compte rendu N°1/2008-2009 - page 3)

Question 2894 (9.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **réglementation en matière de la bioénergie:**

Dat gréisst Potenzial am Beräich vun den erneierbaren Energië läit an eisem Land onbestridde bei der energetescher Notzung vun der Biomass. Eng Partie Biogasanlage privater oder kollektiver Natur sinn och schonn a Betrib. Genotzt ginn haaptsächlech landwirtschaftlech Offallstoffer wéi Gülle, Mëscht a Fudderreschter. Och gi Planze speziell fir d'Energieproduktioun produzéiert. Doniewent gëtt et organesch Offallstoffer aus der Ernährungsbranche an aus der Industrie, déi onbedenklech sinn a sech fir en Asaz an enger Biogasanlag eegnen. Dat arrangéiert ganz dacks déi zwou Säiten an et notzt och nach gläichzäiteg der Ëmwelt.

Aus dem Krees vun de Biogasproduzente gëtt sech awer driwwer beklot, datt et dacks aus onverständleche Grënn ganz schwéier ass, fir eng Autorisatioun fir de Gebrauch vun esou Matièren ze kréien, respektiv datt et onwahrscheinlech laang dauert, éier dës Autorisatioun accordéiert gëtt.

Wéi et schéngt gëtt et am Ausland méi pragmatesch Regelungen, wou dës Matièren a Klassen agedeelt sinn an déi Betraffen deemno wëssen, wat se ouni Autorisatioun kënne fermentéieren a wou se eng Prozedur musse maachen.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Ëmweltminister riichten:

1. Wéi gesäit déi aktuell Reglementéierung aus, respektiv wéi gëtt de Moment an dësem Beräich verfuer?

2. Wéi ass Är Astellung zu dëser Problematik? Misst d'Regierung net alles maachen, fir d'energetesch Valorisatioun vun organescher Matière ze erliichteren a virunzedreiwen?

3. Sidd Dir gewëllt an dësem Beräich fir eng wesentlech Vereinfachung ze suergen, respektiv do, wou eng speziell Autorisatioun néideg ass, fir d'Anhale vu kierztméiglechen Délaien?

Réponse (17.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. D'Notzung vun der Biomass ënnerläit enger ganzer Rëtsch vu Reglementéierungen, vun deenen nëmme verschiddener an de Kompetenzberäich vum Ëmweltminister falen. Dorënner sinn d'Kommodo/Inkommodogesetzgebung an d'Offallgesetzgebung, souwäit wéi déi Betriber Offäll an der Vergärung verwäerte wëllen.

Weider ass en Arrêté ministériel applikabel vum 30. Juni 1999 iwwert d'Eliminatioun vun Ueleger a Fetter, souwuel vun Déiere wéi vu Planzen, den d'Verwäertung vun esou Produkter verbitt, wa se riskéieren an de Liewensmëttelkreeslaf zréckgefouert ze ginn.

Nieft dëse Reglementéierungen existéiert och een europäescht Reglement (1774/2002), dat Regele virgesäit fir d'Verschaffe vun déiereschen Nieweprodukter, déi net fir de mënschleche Konsum bestëmmt sinn. Wat d'Ëmsetze vun deem Reglement ugeet, ass d'Zoustännegkeet op verschidde Ministèrë verdeelt, ënner anerem déi vun der Landwirtschaft, der Santé an der Ëmwelt. Fir all Substrat, dat ënnert dëst Reglement fält, muss déi zoustänneg Commission consultative interministérielle een Avis ofginn.

Am Moment ass ee Gesetzesprojet an der Ausaarbechtung, deen d'Kompetenzen an deem Beräich festleeë soll an esou d'Behandele vun dësen Dossieren erliichtert.

2. D'Regierung ennerstëtzt d'Verwäertung vun organescher Matière. Dobäi muss allerdéngs dofir gesuergt ginn, datt d'Sécherheet fir de Mënsch an d'Ëmwelt garantéiert ass.

3. Den Ëmweltminister ënnerstëtzt all Vereinfachung vun de Prozeduren, ënnert der Bedingung, dass dei europäesch Texter respektéiert ginn an de Schutz vu Mënsch an Ëmwelt garantéiert ass.

Question 2902 (15.10.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **efforts réalisés jusqu'à présent par le Luxembourg dans la lutte contre le changement climatique:**

Lors d'une conférence de presse le 2 octobre 2008, Monsieur le Ministre de l'Environnement a présenté entre autres le bilan général de l'évolution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

D'après ce bilan, les émissions de GES s'élevaient en 2007 à 13,10 millions de tonnes de CO_2 contre 13,19 millions de tonnes de CO_2 en 1990. Le bilan, calculé d'après la méthodologie du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), ne présente donc qu'une réduction de 0,7% des GES sur une période de 17 ans!

Je tiens cependant à préciser que la méthode de calcul du GIEC exclut les émissions résultant de l'électricité importée, consommée et non produite au Luxembourg mais qu'elle inclut les émissions en provenance des carburants routiers exportés, vendus au Luxembourg mais non consommés par le parc automobile national.

En tenant compte de cette méthodologie de calcul, force est de constater que le Luxembourg serait encore bien loin de l'engagement qu'il a pris, à savoir de réduire ses émissions des gaz à effet de serre de 28% par rapport à 1990. Cependant, en considérant la méthode de calcul utilisée par les autorités nationales compétentes en la matière, les émissions de GES, se chiffrant à 14,6 millions de tonnes CO_2 en 1990, auraient atteint en 2007 un niveau de 11,58 millions de tonnes de CO_2, ce qui constituerait une réduction assez substantielle de 20,7%. Or, selon mes informations, la Commission de l'Environnement du Parlement européen a exprimé lors de la session du 7 octobre 2008, la volonté de maintenir la réduction des GES à 10% pour la période de 2013 à 2020 dans les secteurs non ETS.

D'après ce scénario, le Luxembourg devrait réduire ses émissions de GES de 20% dans ces secteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Bien que les premiers efforts en matière de réduction de GES voient le jour, je voudrais savoir sur quels chiffres se basent les engagements pris par le Luxembourg dans la lutte contre le changement climatique et notamment pour atteindre la réduction souhaitée des gaz à effet de serre pour l'année 2020?

- Si la méthode de calcul nationale était retenue, il ne manquerait plus que 8% ou bien 2,1 millions de tonnes CO_2 pour atteindre en 2012 le niveau des 9,48 millions de tonnes CO_2. Dans ce cas, quelle part serait alors à attribuer aux deux mécanismes de flexibilité de Kyoto?

Réponse (31.10.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Je voudrais d'emblée souligner que, dans le cadre du protocole de Kyoto, la méthode de calcul à employer pour évaluer les émissions des gaz à effet de serre et vérifier si un pays a atteint son objectif de réduction est bien celle du GIEC.

Dans ce contexte, je rappelle que le Luxembourg a pris l'engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre pendant la période 2008-2012 (période Kyoto) de 28% par rapport à leur niveau de 1990 (année de référence du protocole de Kyoto).

D'après un bilan très provisoire pour 2007, nos émissions s'élevaient à 13,10 millions de tonnes de CO_2 contre 13,19 millions de CO_2 en 1990, ceci après une forte baisse dans les années 1990 à 1998, avec un minimum de 9,05 millions de tonnes de CO_2 en 1998, ceci principalement à cause de la restructuration sidérurgique. Par après, les émissions de CO_2 ont à nouveau augmenté, principalement à cause de l'augmentation considérable de l'exportation de carburants, pour atteindre à nouveau le niveau de l'année 1990.

Grâce aux mesures mises en œuvre par le plan d'action national, nous constatons néanmoins une stabilisation du total des émissions de gaz à effet de serre ces dernières années, voire même une très légère baisse depuis 2006.

Nous sommes toutefois très loin de notre objectif de 9,48 millions de tonnes de CO_2 par an (-28% par rapport à 1990).

C'est pour mieux illustrer la situation particulière de notre pays, et surtout mieux refléter les impacts des différentes mesures nationales sur nos émissions, que le Ministère de l'Environnement a également représenté l'évolution des émissions de CO_2 selon une logique de consommation nationale (i.e. enlevant l'exportation de carburants, mais incluant les émissions engendrées par l'électricité importée). Dans ce cas, nos émissions auraient effectivement diminué de 20,7% par rapport à 1990.

Si cette méthode nationale pourrait être retenue dans le cadre du protocole de Kyoto - ce qui, je le répète, n'est pas le cas - nos émissions en 1990 auraient été de 14,60 millions de tonnes de CO_2, et de 11,58 millions de tonnes de CO_2 en 2007 (bilan provisoire). Si notre objectif de réduction de 28% pouvait être calculé par rapport au total de 14,60 millions de tonnes, notre budget d'émission annuel pour les années 2008 à 2012 serait de 10,51 millions de tonnes de CO_2.

En fait, si on pouvait alors stabiliser nos émissions au niveau de 2007, nous aurions besoin d'une réduction supplémentaire de 1 million de tonnes de CO_2 par an pour atteindre notre objectif, qu'il faudrait alors acquérir par les mécanismes de flexibilité.

Mais ce n'est que pure théorie.

En ce qui concerne la première question posée par l'honorable Député, le Luxembourg n'a pas encore pris d'engagement pour 2020, car le paquet climat proposé par la Commission européenne en janvier 2008 est toujours en discussion. On ne peut plus comparer directement l'objectif de réduction 2008-2012 dans le cadre du protocole de Kyoto, et l'objectif 2020 préconisée pour le Luxembourg dans le cadre du paquet climat.

Dans le premier cas, l'année de référence est 1990, et tous les secteurs sont concernés par l'objectif de réduction de 28%.

Dans le deuxième cas, le paquet climat prend comme référence l'année 2005, et distingue entre le secteur ETS concerné par l'échange de quotas d'émission (principalement le secteur industriel et les producteurs d'électricité) d'une part, et les secteurs non ETS (principalement le secteur des transports, le secteur des ménages/commerce, l'agriculture) d'autre part.

Le paquet climat prévoit que pour le secteur ETS, il n'y aurait plus de plans d'allocation nationaux, mais que ce secteur devrait réduire ses émissions de 21% en 2020 par rapport à 2005, et ce au niveau communautaire.

Pour les secteurs non ETS, l'objectif communautaire est une réduction de 10% en 2020 par rapport à 2005, mais chaque État membre doit atteindre un objectif au niveau national, modulé selon le niveau du PIB, en allant de -20% à + 20% par rapport à 2005 (partage des efforts).

Selon le paquet climat, l'objectif national du Luxembourg pour les secteurs non ETS serait une réduction de 20% en 2020 par rapport à 2005. Considérant que nos émissions des secteurs non ETS étaient de l'ordre de 10,6 millions de tonnes de CO_2 en 2005, notre budget d'émission en 2020 serait donc de l'ordre de 8,5 millions de tonnes de CO_2.

Question 2903 (15.10.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **trafic de poids lourds à Windhof:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1445 du 5 décembre 2006 relative au trafic de poids lourds à Windhof *(cf. compte rendu N°5/2006-2007)*, Monsieur le Ministre avait annoncé des concertations avec les autorités belges concernées afin de trouver une solution commune au problème et d'améliorer les conditions de sécurité de tous les usagers de la route ainsi que la qualité de vie des riverains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ces concertations avec les autorités belges ont-elles eu lieu et quels en sont les résultats?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend entreprendre afin d'empêcher la sortie, contraire à la réglementation, de camions de l'A6 pour rejoindre la station service de Windhof?

Réponse (7.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député se renseigne sur les initiatives du Gouvernement pour atténuer les dangers et les incommodations du trafic de poids lourds quant aux problèmes liés à la station de service de Windhof sur la N6.

En ce qui concerne les initiatives prises par le Gouvernement et notamment par le Ministre des Transports pour respectivement empêcher les poids lourds de quitter l'itinéraire de transit prescrit ou les obliger à rejoindre le réseau autoroutier par l'itinéraire le plus court sans passer par des fonds bâtis, il y a lieu de renvoyer au dispositif réglementaire mis en place au fil des années pour pallier ce phénomène. Il s'agit en l'occurrence:

- du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique;

- du règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1995 déviant certains trafics lourds sur la Collectrice du Sud (A13);

- du règlement grand-ducal modifié du 17 novembre 2003 interdisant la circulation des poids lourds sur certaines voies publiques dans le coin des trois frontières entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg.

Or, la pratique a démontré que malgré ce cadre réglementaire contraignant, les itinéraires imposés aux poids lourds transitant notre pays ne sont assez souvent pas respectés. Conscient de cette réalité, j'avais chargé un groupe de travail ad hoc auprès de la Commission de Circulation de l'État d'analyser les origines et les répercussions de la circulation de poids lourds en transit dans leur ensemble et de proposer, le cas échéant, des mesures permettant de remédier à la situation actuelle.

Cet avis qui est disponible depuis début 2008 sur le site Internet du Ministère des Transports (www.mt.public.lu) émet un ensemble de recommandations permettant d'endiguer les répercussions du transit de poids lourds sur la qualité de vie des riverains et surtout sur la sécurité des usagers de la route. Depuis, une grande partie de ces recommandations ont été réalisées.

En effet, les avertissements taxés décernés en matière de transit et en matière d'interdiction de circuler les dimanches et les jours fériés ont connu une augmentation sensible afin de renforcer le caractère dissuasif des réglementations précitées. En outre, le Code de la Route est complété par une nouvelle disposition obligeant les conducteurs de tous les véhicules, y compris les conducteurs de poids lourds à disposer de suffisamment de carburant afin d'éviter toute panne sèche sur le réseau autoroutier.

Par ailleurs, un règlement grand-ducal concernant la réglementation de la circulation sur la grande voirie et les aires de service ayant comme objectif de sécuriser la circulation sur lesdites aires de service a été publié récemment.

À cela s'ajoute que j'ai pris certaines mesures visant l'amélioration à court terme du trafic de poids lourds. Il s'agit, entre autres, de l'interdiction de dépassement pour poids lourds sur certains tronçons de l'autoroute, notamment sur le contournement de la ville de Luxembourg en application depuis le 16 avril 2007.

Pour ce qui est de la situation particulière sur la N6 à la hauteur de l'aire de service de Windhof, je me permets de vous informer que j'ai adressé un courrier y relatif à mon homologue belge lui proposant que nos services respectifs se concertent afin de trouver une solution efficiente.

À l'attente d'une telle solution, mes services sont également en discussion avec les autorités communales de Koerich afin de déterrer d'autres pistes pour remédier à cette situation malencontreuse.

Question 2904 (15.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **procédure administrative relative à l'assurance accident:**

L'assurance accident a pour objet de couvrir entre autres les accidents de trajet c'est-à-dire les accidents survenus sur le parcours normal effectué par un salarié pour se rendre de sa demeure à son lieu de travail.

L'employeur est obligé dans tous les cas de remplir le formulaire de déclaration d'accident et de saisir l'association d'assurance contre les accidents dans les plus brefs délais. Les employeurs sont tenus, en outre, de donner suite aux demandes de renseignements de l'association d'assurance contre les accidents. Or, si on peut imaginer que l'employeur puisse donner des renseignements sur la nature de l'accident de travail au sens strict du terme puisqu'il est survenu sur le lieu de travail, il en est autrement des accidents de trajet. Il est dans la plupart du temps dans l'impossibilité de décrire les faits survenus. Il ne peut que se baser sur les déclarations de son salarié voire du procès-verbal établi à la suite de l'accident notamment par les forces de l'ordre.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale,

- si le Gouvernement ne partage pas l'avis du soussigné qu'il faudrait élaborer une procédure administrative spécifique en matière d'accidents de trajet, alors que l'employeur n'est pas, dans cette hypothèse, à même de décrire le déroulement de l'accident. Ne pense-t-il pas qu'il serait plus judicieux de prévoir dans ce cas que les déclarations de l'employeur se bornent aux considérations générales et renvoient pour le déroulement de l'accident proprement dit aux procès-verbaux établis à l'occasion?

Réponse (6.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Conformément à l'article 5 de l'arrêté grand-ducal du 22 août 1936 portant exécution de l'article 92, alinéa final du Code des assurances sociales concernant les accidents de trajet, toute personne assurée, victime d'un accident de trajet, est obligée d'en aviser aussitôt que possible son employeur ou le représentant de celui-ci.

L'article 2 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 déterminant la procédure de déclaration des accidents et d'attribution des prestations de l'assurance accident dispose que l'employeur ou son représentant doit déclarer dans la huitaine tout accident du travail, auquel l'accident de trajet est assimilé conformément à l'article 92 du Code des assurances sociales, à l'Association d'assurance contre les accidents en fournissant toutes les indications demandées sur le formulaire prescrit. Il fait parvenir une copie de la déclaration à l'assuré soit d'office, soit à la demande de celui-ci.

Le formulaire prescrit pour déclarer un accident de travail proprement dit ou un accident de trajet est le même. En fonction de la description circonstanciée du déroulement de l'accident de trajet fournie par l'employeur sur la déclaration d'accident, qui repose nécessairement sur les dires du salarié, l'Association apprécie si elle dispose des informations nécessaires pour pouvoir prendre une décision quant à la reconnaissance de l'accident déclaré en tant qu'accident indemnisable par l'assurance accident. L'Administration demande au besoin lors de l'instruction du dossier des renseignements complémentaires, comme par exemple la copie du constat amiable ou celle du procès-verbal établi par les forces de l'ordre. À noter qu'il n'existe pas de constat amiable ou de procès-verbal lorsque aucun tiers n'a été impliqué dans l'accident ou lorsque la police n'a pas été appelée sur les lieux de l'accident, de sorte qu'il faut alors nécessairement apprécier la réalité de l'accident déclaré sur base des seules déclarations de l'assuré, communiquées à l'Administration par le biais de l'employeur.

Si l'employeur est tenu de déclarer à l'Association tout accident de travail ou de trajet d'un salarié, il est évident qu'en cas d'accident de trajet, l'employeur ne peut que transmettre les informations fournies par l'assuré alors qu'il n'a pas assisté personnellement au déroulement de l'accident. Ceci est cependant également souvent le cas lorsqu'il est amené à faire une déclaration d'un accident de travail proprement dit, même si dans ce dernier cas, les dires du salarié peuvent souvent être confirmés par un témoin oculaire, ce qui est plus rarement le cas des accidents de trajet.

Si l'employeur a un doute quant à la véracité des faits tels que relatés par son salarié, il peut en informer l'Association dans un courrier joint à la déclaration de l'accident faite au moyen du formulaire prescrit. S'il refuse ou oublie de déclarer un accident de travail ou de trajet auprès de l'Association, le salarié peut toujours le faire lui-même, le formulaire prescrit étant disponible sur le site Internet de l'Association ou pouvant être demandé à l'Administration.

La procédure décrite ci-avant n'ayant pas posé de problème jusqu'à présent, il n'est pas envisagé pour le moment d'y apporter des changements.

Question 2906 (16.10.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **baisse des taux d'intérêts:**

Le 8 octobre 2008, la Banque centrale européenne a procédé à la baisse de son taux fixe de refinancement de 0,5 points de pour cent. Suite à cette intervention de la BCE, plusieurs banques de la Place ont annoncé à leur tour une baisse des taux d'intérêts appliqués aux prêts hypothécaires.

- Vu ce mouvement généralisé vers une baisse des taux d'intérêt hypothécaires, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si le Gouvernement envisage de réduire son taux d'intérêt dit «social».

- Dans l'affirmative, quelle sera l'ampleur de cette baisse? À partir de quelle date produira-t-elle ses effets?

- Dans la négative, quelles sont les raisons de ne pas faire jouir les débiteurs, bénéficiaires du taux social, de la baisse des taux directeurs de la BCE?

Réponse (27.10.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En date du 22 octobre 2008, le Gouvernement en conseil a décidé de réduire le taux social de 0,5% pour le porter de 4,35 à 3,85% et d'amender en ce sens le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Le taux social de 3,85% sera d'application à partir du 1er novembre 2008.

Question 2920 (21.10.2008) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant les **élections sociales:**

En amont des élections sociales du 12 novembre 2008, les électeurs se sont récemment vus remettre leur bulletin de vote respectif, accompagné d'une fiche d'instruction les renseignant sur les modalités du scrutin.

Selon les informations fournies aux électeurs, est considéré comme nul tout bulletin de vote qui

- n'a pas été envoyé ou remis à l'électeur par le président du bureau de vote;

- ne contient l'expression d'aucun suffrage;

- contient plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire;

- porte une marque quelconque;

- fait connaître le votant.

On notera donc qu'en vertu de ces instructions de vote, il n'est pas fait distinction entre les votes nuls et les votes dits blancs, c'est-à-dire les bulletins ne contenant l'expression d'aucun suffrage.

- Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre pourquoi les votes blancs ne sont pas traités séparément des votes nuls, étant donné que les premiers sont à considérer comme abstention de vote, alors que les derniers résultent plutôt d'une fausse manipulation du bulletin de vote.

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait intéressant, pour des raisons statistiques et scientifiques, de distinguer à l'avenir entre votes nuls et votes blancs, à l'instar de ce qui est prévu dans la loi électorale de 2003?

Réponse (24.10.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Après entretien avec le président du bureau électoral et relecture des procès-verbaux des dernières élections, il s'avère que les bulletins blancs sont en pratique comptabilisés à part par rapport aux bulletins nuls. Les deux rubriques distinctes figurent toujours dans les procès-verbaux.

La distinction préconisée par Madame la Députée est donc en pratique faite depuis très longtemps.

Question urgente 2938 (29.10.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **retour forcé en Macédoine de 13 personnes dont une lycéenne de 6e:**

Selon des informations diffusées par divers organes de presse, 13 personnes auraient été ramenées de force en Macédoine dont une lycéenne de 6e. Le Gouvernement avait pris l'engagement qu'aucune personne en âge de scolarité obligatoire n'allait être expulsée durant l'année scolaire en cours.

Dans ce contexte, je souhaiterais soumettre cette question parlementaire urgente au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Ces informations sont-elles exactes?

- Dans l'affirmative, cette décision n'est-elle pas contraire aux engagements du Gouvernement?

Réponse (3.11.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de noter que le 30 octobre 2008, le Gouvernement a procédé au rapatriement de 13 demandeurs d'asile déboutés, dont trois familles avec enfants scolarisés, en destination de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, et du Monténégro. La Croix-Rouge luxembourgeoise a assisté à ce rapatriement en tant qu'observateur indépendant et neutre.

Ainsi que le prévoit la législation luxembourgeoise en la matière, laquelle le Gouvernement est tenu de respecter, les demandeurs d'asile sont susceptibles de retourner dans leur pays d'origine après avoir été déboutés et après que toutes leurs voies de recours, à la fois administratives et judiciaires, ont été épuisées. Dans les cas en question, les décisions du ministère avaient été confirmées, à plusieurs reprises, à la fois par le Tribunal administratif et par la Cour administrative. De même, trois requêtes en référé n'avaient pas abouti, de sorte que rien ne s'opposait au rapatriement de ces personnes. De plus, ces personnes avaient été encouragées, à plusieurs reprises et dès le premier refus de leur demande, à retourner volontairement, avec une aide de l'État, dans leur pays ce qu'elles ont refusé.

Pour ce qui est du rapatriement pendant l'année scolaire de familles ayant des enfants en âge de scolarité obligatoire, il a été retenu en principe, sans qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'y oblige le Gouvernement, de rapatrier ces familles seulement pendant la période des vacances d'été afin de permettre aux enfants de terminer leur année scolaire. Néanmoins, la majorité des personnes concernées ont refusé de rentrer volontairement pendant la période des vacances. Elles n'ont pas non plus pu être rapatriées étant donné qu'elles se sont soustraites à un rapatriement pendant cette période.

Dès lors, j'avais annoncé, et ce à plusieurs reprises, que, dans le cas où les demandeurs d'asile déboutés essayaient par tous les moyens de se soustraire à leur retour pendant les mois d'été, il était exceptionnellement possible d'organiser des retours de familles avec enfants scolarisés au-delà de cette période et ce jusqu'à la fin du mois d'octobre. Cela a été le cas pour les personnes concernées par ce retour.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

7e séance, mardi 11 novembre 2008
8e séance, mardi 18 novembre 2008
9e séance, mercredi 19 novembre 2008

«À crise exceptionnelle, moyens exceptionnels!»

«De la crise à la relance: Il n'y a pas de temps à perdre!» Tel était le leitmotiv du discours du Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, le 4 décembre 2008 à la Chambre des Députés réunie en séance plénière.

M. Barroso était venu à Luxembourg à quelques jours d'un sommet européen qu'il a qualifié lui-même de «décisif». Trouver une issue à la crise constitutionnelle après le «non» irlandais, s'accorder sur un paquet «climat et énergie» et discuter des mesures à mettre en œuvre en vue d'une relance économique: voilà les trois points cruciaux à l'ordre du jour des chefs d'État et de gouvernement de l'UE.



Le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Dans son discours, le Président Barroso s'est penché essentiellement sur la crise financière et économique. «L'heure n'est ni aux tabous idéologiques ni aux réflexes dogmatiques. Quand je vois la gravité de la crise, je n'ai pas d'état d'âme. Ma seule préoccupation est que ce plan marche», a-t-il dit au sujet du plan de relance de la Commission européenne qui devrait «mobiliser tous les leviers disponibles - budgétaires, monétaires, structurels ou réglementaires - tant au niveau européen qu'au niveau national». M. Barroso a terminé son discours sur une note optimiste: «Plus nous serons solidaires dans la crise, plus nous le serons dans la sortie de crise.»

L'intervention du Président de la Commission européenne était suivie d'une séance de questions et de réponses avec les députés. M. Barroso a ensuite poursuivi la discussion avec une délégation restreinte composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

DANS CE NUMÉRO

Politique européenne et étrangère
- déclaration p. 99
- débat p. 114

Réforme de la formation professionnelle p. 104

Sommaire des séances publiques Nos 7, 8 et 9 p. 123

Sommaire des questions parlementaires p. Q57

«À toi la parole!»

„Waart net - so deng Meenung! N'attends pas - donne ton avis!" Ënnert deem Motto stoung de Jugendkonvent, dee sech den 21. November an de Raimlechkeete vun der Chamber ofgespillt huet.

Zënter Joren ënnerstëtzt d'Chamber d'Initiativ vun der CGJL (Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise), fir jonk Leit fir aktuell Themen ze sensibiliséieren a se - um Enn vum Dag - mat Deputéierten an d'Gespréich ze bréngen.

D'Ofschlossplénière, am Kader vun där de Gedankenaustausch mat de gewielte Volleksvertrieder stattfonnt huet, war de ganzen Dag iwwer a véier Ateliere prepariéert ginn. Et goung doran ëm den Engagement, d'Motivatioun, seng Iddien anzebréngen, an ëm d'Rechter, déi een als Jugendlechen huet. Een Atelier, fir dee sech déi meescht jonk Leit ageschriwwen haten, huet dräi brandaktuell Sujete behandelt: d'duebel Nationalitéit, d'Finanzkris an d'Euthanasie. An all Atelier stoungen Experten zur Verfügung, fir Fakten ze liwweren.

Um Enn vum Nomëtteg hunn déi véier Atelieren am Plenum Rapport gemaach iwwert de Verlaf vun hiren Aarbechten a mat de Politiker iwwert d'Konklusiounen, zu deene se komm sinn, diskutéiert.



D'Ofschlossplénière vum Jugendkonvent gouf a véier Ateliere virbereet.

Hin zu einer „neuen industriellen Revolution"?

Eine europäische Energieaußenpolitik mit dem Ziel, die Abhängigkeit von externen Zulieferern zu reduzieren, und die ökologische Nachhaltigkeit der Energien sind zwei zentrale Elemente des von der Europäischen Kommission vorgeschlagenen Energie- und Klimapakets und waren die Kernpunkte einer Diskussion nationaler und europäischer Abgeordneter in Straßburg am 20. und 21. November 2008.

Das Energie- und Klimapaket, das während eines richtungweisenden Gipfels im März 2007 von den Staats- und Regierungschefs geschnürt wurde, enthält unter anderem ein verbindliches Ziel zur Senkung der Treibhausgasemissionen der EU bis 2020 um 20% im Vergleich zum Niveau von 1990, die verpflichtende Zielvorgabe, den Anteil der erneuerbaren Energien in der EU auf 20% anzuheben, sowie die Steigerung der Energieeffizienz mit dem Ziel, den gesamten Primärenergieverbrauch der EU um 20% zu kürzen.

Die französische Ratspräsidentschaft hat die Einigung über das Energie- und Klimapaket zu einer ihrer Prioritäten erklärt und hofft bis Ende Dezember einen Kompromiss schließen zu können. Angesichts des Auslaufens des Kyoto-Protokolls bis Ende 2012 und der Notwendigkeit eines neuen internationalen Abkommens (das in Kopenhagen im Dezember 2012 beschlossen werden soll) möchten die Mitgliedstaaten die EU zu einem Vorreiter im Kampf gegen den Klimawandel machen. Sollte es zu einem internationalen Abkommen einschließlich der USA und der Schwellenländer Indien und China kommen, verpflichten sich die EU-Staaten, ihre Emissionen um 30% zu reduzieren.

Während des Treffens in Straßburg hob die Direktorin der Europäischen Umweltagentur hervor, dass der Gehalt an CO_2 in der Atmosphäre höher sei als die pessimistischsten Voraussagen der UN-Klimakonferenz. Darüber hinaus betonten die Teilnehmer mehrmals, wie wichtig es für die EU sei, die Energieversorgungssicherheit zu gewährleisten. Einzelne Abgeordnete unterstrichen die Wichtigkeit einer Reform der Energielieferungen. Ziel einer solchen Reform muss es sein, die ungesunde Abhängigkeit der EU von fossilen Energiequellen zu verringern und den unnötigen Ausstoß von Treibhausgasen zu vermeiden.



© Foto Europäisches Parlament

Die Abgeordneten Roger Negri und Marcel Oberweis nahmen an der Diskussion über das Energie- und Klimapaket der EU teil.

Viele Abgeordnete hoben hervor, dass insbesondere die Abhängigkeit der EU von Russland zum Problem werden kann. Russland liefert der EU ein Viertel der Kohle, ein Drittel des Erdöls sowie die Hälfte des Erdgases. Der Präsident der französischen Nationalversammlung gab zu bedenken, dass Russland die reichlich vorhandenen Energiereserven schon jetzt als „politische Waffe" in Osteuropa einsetze. Aus diesem Grund sei es wichtig, sich nicht nur auf einen Lieferanten zu verlassen.

Der Luxemburger Abgeordnete Marcel Oberweis schlug vor, dass die EU im Rahmen des Barcelona-Prozesses verstärkt mit den Maghreb-Staaten, aber auch mit den Staaten der Sahel zusammenarbeiten sollte. Im Bereich der Nutzung von erneuerbaren Energien, insbesondere der Sonnenenergie, sei das Entwicklungspotenzial enorm. Eine verstärkte Zusammenarbeit im Rahmen der Mittelmeerunion erfülle zudem eine doppelte Funktion: Sie trage zur Reduzierung der Treibhausgasemissionen durch erhöhte Nutzung von erneuerbaren Energien bei, und zugleich würden die Länder südlich des Mittelmeeres vom Technologietransfer profitieren; die EU könne dadurch den Millenniumsentwicklungszielen näher rücken.

Letztlich sei es auch wichtig, die Entwicklung eines europäischen strategischen Plans für Energietechnologien zu fördern, durch den sich Forschung und Entwicklung stärker auf kohlenstoffarme Technologien konzentrieren sollen, um die gesteckten Ziele bis 2020 zu erreichen.

De Konflikt tëschent Georgien a Russland



Déi Lëtzebuerger Delegatioun huet sech zesummegesat aus hirem President, dem Här Marc Spautz (feelt op der Foto), dem Här Marc Angel, der Madame Colette Flesch, dem Här Claude Adam (1. Rei vu lénks no riets), dem Här Fred Sunnen an der Madame Lydia Mutsch (2. Rei).

Vum 14. bis den 18. November 2008 gouf zu Valencia (Spuenien) déi 54. Session annuelle vun der Parlamentarescher Versammlung vun der NATO organiséiert. D'Chamber war vertrueden duerch den Här Marc Spautz, President vun der Delegatioun, den Här Marc Angel, Vizepresident vun der Delegatioun, d'Madame Colette Flesch, den Här Fred Sunnen, d'Madame Lydia Mutsch an den Här Claude Adam.

D'Sessioun war dominéiert vum Konflikt tëschent Georgien a Russland. An enger Deklaratioun huet d'Parlamentaresch Versammlung den disproportionéierten Asaz vu Gewalt duerch d'russesch Arméi géint Georgien, d'Besetzung vum georgeschen Territoire, d'ethnesch Säuberung géint Georgier a Südossetien, d'partiellt Netrespektéiere vum Waffestëllstand an d'Unerkennung vu Südossetien an Abchasien bedauert.

Et gouf zréckbehal, dass d'Fakte ronderëm den Déclenchement vun den Hostilitéiten tëschent Georgien an der Russescher Federatioun net fiabel vun enger objektiver Quell determinéiert sinn. D'Regierungen an d'Parlamenter vun de Memberlänner vun der Atlantescher Allianz ginn deemno ënner anerem opgeruff, „fir zu enger onofhängeger internationaler Enquête bäizedroen, fir d'Successioun vun den Evénementer erauszefannen, déi am Konflikt aboutéiert hunn" an „fir mat der Russescher Federatioun ee konstruktiven Dialog ze féieren, fir eng laangfristeg Stabilitéit an der Regioun vum Südkaukasus ze énnerstëtzen".

An enger separater Resolutioun iwwert d'Zukunft vun de Relatiounen tëschent der NATO a Russland huet d'Parlamentaresch Versammlung d'russesch Regierung an d'Parlament opgefuerdert, „den Attachement vu Russland fir de Partenariat an d'Kooperatioun mat der NATO ze réaffirméieren an dëst duerch konkret Gesten ënner Beweis ze stellen". D'Regierungen an d'Parlamenter vun de Memberstate goufen hirersäits encouragéiert, fir positiv a konstruktiv Bezéiungen zu Russland a sengen Nopeschlänner opzebauen a fir sech ze beméien, fir eng gemeinsam Haltung vis-à-vis vu Russland anzehuelen.

Den Här Marc Angel huet am Kader vun den Aarbechte vun der Sous-commission sur la gouvernance économique vun der Commission sur la dimension civile de la sécurité e Rapport virgestallt zum Thema «Démocratie et sécurité en Asie centrale: quelle politique pour l'OTAN et l'UE?». De Bericht analyséiert d'Erausfuerderungen, déi de politeschen Iwwergank an de fënnef Länner vun Zentralasien (Kasachstan, Kirgisien, Usbekistan, Tadschikistan an Turkmenistan) stellt. Den Här Angel gouf ausserdeem als Rapporteur spécial designéiert vun der Kommissioun fir d'Joer 2009 a wäert ee Bericht iwwer Moldova virbereeden.

Weider Themen, déi d'Parlamentarier während der 54. Sessioun traitéiert hunn, waren d'Progrèsen am Kosovo, d'Operatiounen, bei deenen d'NATO momentan am Asaz ass, déi wirtschaftlech Rekonstruktioun vun Afghanistan an d'Energiesécherheet. Op dësem leschte Punkt goufen d'Regierungen an d'Parlamenter an enger Resolutioun ënner anerem opgeruff, „fir eng méi grouss Solidaritéit an der euroatlantescher Communautéit an Energiefroen ze förderen a fir d'Europäesch Unioun ze énnerstëtzen an hirem Wëllen, fir en integréierten europäeschen Energiemaart opzebauen a fir d'Quellen an d'Zouliwwerweeër vun der Energie ze diversifizéieren". Zu all dëse Sujete goufe Resolutiounen adoptéiert, déi um Internetsite vun der Parlamentarescher Versammlung (http://www.nato-pa.int) kënnen nogelies ginn.

Dépasser les vieux sentiments



M. Andrei Klimov (5e de gauche) et sa délégation se sont entretenus avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

M. Andrei Klimov n'est pas inconnu à la Chambre des Députés: En tant que vice-président de la Commission des relations internationales et, surtout, coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié avec les pays du Benelux de la Douma d'État de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie, il a pu rencontrer à maintes reprises certains membres du Parlement luxembourgeois. C'est sans doute pour cette raison que ses entretiens le 25 novembre avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre se sont déroulés dans une ambiance particulièrement ouverte. Et ce malgré les divergences manifestes notamment sur la crise entre la Russie et la Géorgie.

M. Klimov et sa délégation ont profité de la rencontre pour expliquer le point de vue russe sur le conflit à propos de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, répondant ainsi à une demande du président de la délégation luxembourgeoise, M. Ben Fayot, qui ne cachait pas «que nous étions effrayés par la réaction violente de votre pays».

Autre sujet de la réunion: le bouclier antimissiles projeté par les États-Unis d'Amérique en Pologne et en République tchèque. Dans ce contexte, les deux parties se sont accordées à insister sur la nécessité d'une nouvelle architecture de la sécurité internationale, un nouveau «processus de Helsinki» en quelque sorte, qui - dans les années 1970 - avait donné naissance à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Le but d'une telle conférence - qui ne saurait se tenir sans la Russie - devrait être de «dépasser les sentiments qui viennent d'une autre époque», comme s'est exprimé M. Fayot.

Varia



Am 3. Dezember überreichten die Vertreter von sokrates.lu und der Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD-L) Parlamentspräsident Lucien Weiler eine Petition für die Legalisierung der Euthanasie, die von 10.318 Bürgern unterschrieben wurde.

Lucien Weiler würdigte generell das Engagement von Petitionären und unterstrich, dass freie Meinungsäußerung ein Ausdruck einer vitalen Demokratie sei.

Die Zukunft der europäischen Landwirtschaft

Die Zukunft der europäischen Landwirtschaft und ihre Rolle auf internationaler Ebene waren (am 3. und 4. November in Brüssel) Thema einer Tagung der in Europa für Agrarfragen zuständigen Parlamentsausschüsse.

In seiner Begrüßungsansprache unterstrich Hans-Gert Pöttering, der Präsident des Europäischen Parlaments, insbesondere die Notwendigkeit einer Gesundheitsüberprüfung: „Die öffentliche Wahrnehmung der Agrarpolitik und die gezielte Stärkung der Kleinbauern, unter Berücksichtigung der steigenden Wasser- und Energieknappheit, müssen zu einer gesund produzierenden Landwirtschaft führen", meinte der EP-Präsident.

Neil Parish, der Vorsitzende des Ausschusses für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung im Europäischen Parlament, hob hervor, dass die Landwirtschaft nicht nur für die Produktion guter Lebensmittel, sondern ebenfalls für den Erhalt der Landschaften zuständig sei.

Im Rahmen des Gedankenaustauschs der europäischen Parlamentarier ergriff auch der luxemburgische Vertreter Marcel Oberweis das Wort. Er merkte an, dass die Finanzkrise vorübergehend sei, die Ernährungskrise hingegen langfristig. Jungen Menschen müssten mehr Sicherheiten geboten werden, damit sie in der Landwirtschaft tätig blieben. Oberweis vermisste, dass bei den Unterredungen die Problematik der genmanipulierten Organismen nicht zur Sprache kam.

Viel beachtet wurde die Rede des Generaldirektors der Welternährungsorganisation FAO, Jacques Diouf, der auf die Wichtigkeit der Rolle der Europäischen Union angesichts der weltweiten Lebensmittelkrise zu sprechen kam. Die EU müsse entscheidend dabei helfen, politische, finanzielle und technische Lösungen zu finden, um für baldige Lebensmittelsicherheit in der Welt zu sorgen.



Der Abgeordnete Marcel Oberweis, begleitet von Maryse Klein aus der Parlamentsverwaltung, vertrat das Luxemburger Parlament bei der Tagung über die Zukunft der europäischen Landwirtschaft.

Formation professionnelle

5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification

a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Créer un nouveau cadre légal

L'éducation et la formation jouent un rôle fondamental dans la réponse aux défis d'aujourd'hui. L'Union européenne, consciente des retards que prennent les États membres en matière de formation, a lancé à Lisbonne un programme ambitieux de modernisation de la formation: «Éducation et formation 2010».

Au Luxembourg, une modernisation du système de formation professionnelle vieux de 60 ans et ne répondant plus aux aspirations et aux réalités de notre temps, s'avère nécessaire. Les délimitations entre formation initiale et formation continue, entre formation formelle et formation non formelle sont aujourd'hui en mouvance, de sorte qu'il est nécessaire de structurer les différents types de formation dans une optique d'apprentissage tout au long de la vie.

Le nouveau système doit donc permettre à tout apprenant d'y entrer à toutes les époques de sa vie professionnelle en vue d'acquérir une formation, de la compléter, de la parfaire. Cette approche implique à l'avenir d'orienter la formation professionnelle sur l'acquisition de compétences, et non plus seulement sur l'acquisition de savoirs.

Les points clés de la nouvelle législation

Le système de formation professionnelle subit une restructuration. Il sera basé sur le partenariat entre l'État, les chambres professionnelles patronales et les chambres professionnelles salariales qui sont les porteurs du système.

Il y aura analogie entre la formation professionnelle de base et la formation professionnelle initiale, dans ce sens qu'elle se fait par alternance, sous forme modulaire et en évaluation continue.

Le certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) sera supprimé, l'accès direct au certificat de capacité manuelle (CCM) sera maintenu. Le CCM sera cependant transformé en un certificat de capacité professionnelle (CCP) avec toutefois la différence que les programmes scolaires prévoiront également un enseignement général.

En outre, l'organisation de la formation professionnelle de base par domaines professionnels est abandonnée. Elle est dorénavant organisée par métier ou profession respectivement par groupe de métiers/professions.

La nouvelle voie de formation préparatoire au certificat de capacité professionnelle (CCP) s'adresse aux élèves dont les résultats scolaires avant l'entrée en formation professionnelle initiale ou au cours de cette formation font apparaître que les objectifs de celle-ci ne peuvent être atteints. La durée de cette formation est fixée à trois ans et devient la même que la durée normale de la formation préparatoire au nouveau diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), anciennement CATP.

La formation professionnelle initiale

La formation professionnelle initiale mène dans le cadre du régime professionnel au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) et dans le cadre du régime de la formation de technicien au diplôme de technicien (DT).

La formation par alternance

Le nouveau système à mettre en place se caractérise par une alternance entre la formation en milieu professionnel et en milieu scolaire. Il permet la mise en place de voies de formation où l'apprentissage de la pratique du métier/de la profession se fait en entreprise sous forme de stages, à côté de l'apprentissage traditionnel.

La formation professionnelle continue et la formation de reconversion professionnelle

La formation professionnelle continue et la formation de reconversion professionnelle visent à donner à toute personne le droit, tout au long de la vie, de développer ses connaissances et compétences, d'améliorer sa qualification professionnelle et de se réorienter au vu de ses besoins personnels ou du changement de son environnement économique, technologique et social.

<u>L'introduction d'un système modulaire</u>

L'organisation modulaire de la formation professionnelle constitue la pièce centrale de la réforme de la formation professionnelle. Dans le nouveau système, la formation professionnelle est organisée et validée sous forme d'unités capitalisables, où les contenus de formation sont répartis en modules de formation.

Il est prévu trois types de modules: les modules fondamentaux, les modules complémentaires et les modules facultatifs. Les modules fondamentaux sont obligatoires et doivent être suivis dans un ordre chronologique déterminé. Les modules complémentaires sont également obligatoires. Cependant, ils ne sont pas progressifs, puisqu'ils ne se basent pas sur les acquis d'un module précédent. Les modules facultatifs permettent d'élargir la formation professionnelle initiale et peuvent servir à la préparation à des études techniques supérieures. Des modules de rattrapage permettront à l'élève (l'apprenti) de revoir les points principaux d'un module non réussi.

L'approche par compétence

Le nouveau système modulaire de la formation professionnelle se caractérise par une approche fondée sur l'acquisition de compétences. La compétence est l'ensemble de connaissances, d'habilités et d'aptitudes qu'il faut posséder pour exercer une profession ou un métier. Pour chaque métier ou profession est établi un profil que doit acquérir l'apprenant. Ce profil est ensuite transposé dans un programme de formation qui combine l'enseignement des connaissances théoriques et l'application de celles-ci dans la pratique.

L'évaluation des modules

L'évaluation des modules se caractérise par un système de contrôle continu par opposition aux examens ponctuels actuellement en vigueur. La dimension nouvelle réside dans le fait que la personne à former ne se soumet plus à un examen final, mais doit apporter la preuve de sa compétence pour chaque unité de qualification.

La certification

La certification se fait sur la base du nombre des modules acquis par la personne à former. Il est prévu une autorité nationale pour la certification professionnelle La responsabilité de tous les partenaires se trouve engagée au niveau du processus de certification.

<u>La validation des acquis de l'expérience</u>

Le projet de loi entend introduire le concept de la validation des acquis pour les certificats et diplômes de l'enseignement secondaire technique, les brevets de niveau supérieur à l'enseignement technique et le brevet de maîtrise.

<u>L'orientation et la guidance tout au long de la vie</u>

Étant donné la haute importance et la grande complexité de l'orientation scolaire et professionnelle, il a été décidé qu'une loi à part soit préparée portant réforme de l'orientation scolaire et professionnelle.

<u>L'entrée en vigueur</u>

Puisque la préparation des nouvelles formations professionnelles nécessite des travaux conceptuels importants s'étendant sur au moins trois années et impliquant tous les acteurs concernés, il apparaît nécessaire de différer l'entrée en vigueur des mesures pédagogiques afférentes au début de l'année scolaire 2010/2011.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.10.2006

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

12.12.2006	Désignation d'un rapporteur
12.12.2006	Examen du projet de loi
17.01.2007	
24.01.2007	
31.01.2007	
14.02.2007	
28.02.2007	
08.11.2007	Examen des amendements gouvernementaux
09.01.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.01.2008	
23.01.2008	
20.02.2008	
27.02.2008	Examen d'une série d'amendements
15.10.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.11.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

12.02.2008	Examen des dispositions concernant plus particulièrement la Fonction publique (suite à la demande d'avis de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle)

Vote en séance publique: 18.11.2008

Informations classifiées

5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Les trois projets de loi ont pour objet l'approbation d'accords bilatéraux conclus entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement français, le Gouvernement allemand respectivement le Gouvernement letton qui créent le cadre juridique pour l'échange et la protection réciproque des informations classifiées.

À relever que le Luxembourg n'était pas en mesure de conclure de tels accords bilatéraux avant l'adoption de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, faute de législation nationale servant d'ossature à la protection des documents classifiés transmis au Luxembourg par l'autre partie.

L'Europe est confrontée à de nouvelles menaces, comme le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive ou encore la criminalité organisée. Dans le registre des menaces qui pèsent sur le patrimoine économique et financier du pays, il convient de mentionner l'espionnage industriel et technologique. En effet, la sécurité de tout pays est étroitement liée à la protection de son patrimoine économique, industriel, scientifique et financier.

La loi de 2004 accorde à des autorités énumérées limitativement le droit de procéder à la classification, la déclassification et au déclassement de pièces et d'informations de nature politique, militaire, économique ou technique.

Les autorités compétentes doivent s'assurer de la protection, notamment physique de ces pièces, à l'occasion de leur transmission à des autorités étrangères de même que celles-ci doivent être rassurées sur la protection par le Luxembourg de leurs propres pièces classifiées qu'elles passent aux autorités luxembourgeoises.

Les accords régissent en outre les visites des installations d'une des parties ainsi que les contrats classés dans lequel un cocontractant est amené à l'occasion de la passation du contrat ou de son exécution à connaître et à détenir dans ses locaux des informations ou supports protégés.

En revanche, ne sont pas visées des pièces classifiées qui tombent sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre, généralement dans un cadre multilatéral (OTAN, UE, …).

Dépôt des projets de loi 5752 et 5753 par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Dépôt du projet de loi 5841 par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.02.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

27.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation des projets de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
10.11.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 19.11.2008

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Intégration

5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Le projet de loi 5825 a pour objet de remplacer la loi modifiée du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers et créer une base légale pour l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), organisme destiné à remplacer l'actuel Commissariat du Gouvernement aux étrangers.

Une réforme de la législation nationale en matière d'accueil et d'intégration des étrangers s'impose au vu de l'évolution de l'immigration et des perspectives démographiques au Grand-Duché de Luxembourg.

Le projet de loi entend doter le Grand-Duché des moyens effectifs pour être en mesure de créer les conditions favorables à un accueil et une intégration réussis.

Il matérialise la déclaration de politique générale de 2005, déclaration qui a tracé les axes de la politique en matière d'immigration et d'intégration en soulignant la nécessité de disposer *«d'une nouvelle loi sur l'immigration (…) et basée sur un concept plus volontariste de l'intégration»*.

Le projet de loi fait partie d'un ensemble de projets ayant pour but de moderniser la législation luxembourgeoise afin de tenir compte de l'évolution de l'immigration et des perspectives démographiques.

Les nombreuses expériences nationales et étrangères montrent que la réussite de l'intégration dépend du degré de réciprocité du processus d'intégration. Une bonne intégration est subordonnée au partage des efforts, des droits et devoirs entre l'immigré et l'État d'accueil.

Le projet de loi tient compte de ces expériences et de la nécessité d'agir à plusieurs niveaux. Il souligne le caractère réciproque du processus d'intégration et prévoit la mise en place d'un contrat d'accueil et d'intégration qui reprend les engagements mutuels auxquels s'engagent l'État d'accueil et l'immigré. Le projet de loi met encore en évidence la nécessité d'allier à l'accueil des immigrés l'existence de mesures antidiscriminatoires en prévoyant parmi les missions de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration la lutte contre les discriminations.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 31.12.2007

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

26.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.06.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.07.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.10.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
30.10.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.11.2008

Droits de l'Homme

5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet de conférer un statut légal à la Commission consultative des Droits de l'Homme, créée par le règlement du Gouvernement en Conseil du 26 mai 2000. L'institution de la commission par la voie légale s'impose notamment en raison de contraintes qui découlent d'obligations internationales, et plus particulièrement des conditions à remplir pour pouvoir participer aux réunions du Comité international de Coordination des Institutions nationales de Protection des Droits de l'Homme.

Le projet de loi reprend les grandes orientations du règlement précité qui a fait ses preuves au cours des dernières années. La commission est composée de 21 membres avec voix délibérative, nommés par le Gouvernement pour des mandats renouvelables de cinq ans. Il est veillé à une composition pluraliste et indépendante représentant tous les niveaux de la société civile. Le représentant du Gouvernement assiste aux réunions de la commission avec voix consultative, entérinant ainsi une pratique qui existe déjà à l'heure actuelle.

La commission constitue un organe consultatif appelé à conseiller le Gouvernement dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme au Luxembourg. Elle se prononce, soit à la demande du Gouvernement, soit à sa propre initiative, sur toute question à portée générale concernant les droits de l'Homme. Elle veille à l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme auxquels le Luxembourg est partie et conseille le Gouvernement au niveau de l'élaboration des rapports que le Grand-Duché doit présenter aux organes et aux comités des institutions internationales de défense de droits de l'Homme.

La commission continue à concentrer son action sur les questions de portée générale et n'empiète pas sur les compétences d'autres organes chargés de l'examen des plaintes individuelles des citoyens.

Pour souligner l'indépendance de la commission et l'importance des sujets qu'elle traite, ses travaux sont rendus publics et ses avis relatifs aux projets et propositions de loi sont publiés comme documents parlementaires.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 22.05.2008

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

30.06.2008	Échange de vues avec une délégation de la Commission consultative des Droits de l'Homme
07.07.2008	Désignation d'un rapporteur
15.10.2008	Analyse de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.10.2008

Aides aux PME

5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

L'objet de ce projet de loi est d'augmenter les taux du régime d'aides aux petites et moyennes entreprises aux nouveaux seuils maxima autorisés depuis peu par la Commission européenne.

Le régime d'aides dont question est prévu par la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 01.09.2008

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

09.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
23.10.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.11.2008

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Mardi, 11 novembre 2008

SÉANCE 7

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière
- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique
- *M. Charles Goerens, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Heure de questions au Gouvernement
- Question N°290 du 11 novembre 2008 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative au projet d'une Cité du cinéma à Dudelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
  - *Mme Sylvie Andrich-Duval - Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- Question N°291 du 11 novembre 2008 de M. Claude Meisch relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis, adressée à M. le Ministre des Finances
  - *M. Claude Meisch - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*
- Question N°292 du 7 novembre 2008 de M. Ben Fayot relative aux implications de l'élection d'un nouveau Président des États-Unis pour les grands problèmes de la politique internationale, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
  - *M. Ben Fayot - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- Question N°293 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'élaboration d'une loi concernant les Ministres, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
  - *M. Robert Mehlen - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- Question N°294 du 10 novembre 2008 de M. Roger Negri relative à l'accident grave autoroutier survenu dans la nuit du 1er novembre 2008, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
  - *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- Question N°295 du 10 novembre 2008 de M. Xavier Bettel relative au subventionnement des organisations politiques pour jeunes, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - *M. Xavier Bettel - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- Question N°297 du 11 novembre 2008 de M. Charles Goerens relative au non-remboursement de frais d'ambulance pour des ressortissants luxembourgeois dans certains pays de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - *M. Charles Goerens - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale - Mme Colette Flesch - M. le Ministre Mars Di Bartolomeo*
- Question N°296 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la distribution contrôlée d'héroïne dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - *M. Robert Mehlen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

6. Interpellation de M. Alexandre Krieps sur la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire
- *Exposé: M. Alexandre Krieps*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam (à qui répond M. Mars Di Bartolomeo), M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

7. 5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Marie-Josée Frank*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President, Merci.

1. Communications

M. le Président.- Merci, Här Asselborn. Dann hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, la proposition de révision de la Constitution et les propositions de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008

5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Eugène Berger, le 21.10.2008

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: Monsieur Eugène Berger, le 21.10.2008

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

5949 - Projet de loi relatif aux registres communaux des personnes physiques

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 28.10.2008

5950 - Projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 28.10.2008

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisé dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs de la ligne ferroviaire Virton-Rodange

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.1 1.2008

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.1 1.2008

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités de la Moselle supérieure

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.1 1.2008

5954 - Projet de loi relative aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant - la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession - la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession - la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession - la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 07.11.2008

2. 5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 6. November huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision de la Constitution an zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision vum honorabelen Här Berger, wat eng Ofännerung vum Artikel 52 vun der Verfassung ubelaangt, an dann eng Proposition de loi vum selwechten Deputéierten, dem Här Berger, et ass eng Ofännerung vum Wahlgesetz, an d'Proposition de loi vum honorabelen Här Wolter iwwert de Finanzsecteur an d'Contrats de garantie financière.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 6. November huet d'Presidentekonferenz den Ordre du jour vun dëser Woch, dat heescht vun haut arrêtéiert. Mir hu fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, dann eng Interpellatioun vum honorabelen Här Alexandre Krieps iwwert d'Schoulmedezin an déi psychosozial Problemer. Als drëtte Punkt hu mer um Ordre du jour d'Gesetz iwwert d'Integratioun.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou décidéiert.

(Interruption)

Ass e Problem zum Ordre du jour?

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, den Ordre du jour ass fir eis Fraktioun an der Rei.

M. le Président.- Dann ass den Ordre du jour esou adoptéiert. Elo huet den honorabelen Här Goerens d'Wuert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot, fir den Dépôt ze maache vun enger Resolutioun. Déi Resolutioun gesäit vir, wa se ugeholl gëtt, datt d'Chamber eng Spezialkommissioun asetzt, fir iwwert d'Bankekris an hir Répercussiounen um sozialen, humanitären a wirtschaftleche Plang an hirer Globalitéit kënnen ze traitéieren.

Ech hunn d'Wuert net beim Ordre du jour gefrot, well ech wollt den eenzelne Fraktiounen d'Méiglechkeet ginn, fir doriwwer ze beroden. Ech hunn dat och gemaach, well Der kënnt soen, déi eenzel Impakter kënnten an deene spezifesche Kommissiounen diskutéiert ginn. Dat stëmmt. Mä ech mengen, vu datt awer alles corréléiert ass, wier et besser, mir géifen an enger Gesamtkommissioun déi Problemer an hirer Globalitéit erfaassen.

Ech hu se net ënnerschriwwen, well ech och de Fraktioune wollt d'Geleeënheet ginn, fir kënnen driwwer ze beroden a se selwer matzedroen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- préoccupée par la crise bancaire et son impact dans les domaines budgétaire, économique, monétaire et social;

- consciente de sa double fonction de contrôle et d'impulsion politique;

décide

d'instaurer une commission spéciale destinée à suivre régulièrement tous les aspects relatifs à la crise financière et au ralentissement économique de façon globale.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Ech géif proposéieren, dass d'Fraktioune sech déi Resolutioun hei ukucken an dass mer se an déi nächst Presidentekonferenz huelen an do décidéieren, wéi mer hei am Plenum mat där Resolutioun ëmginn. Den Här Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass mer duerchaus bewosst, Här President, dass dat do eng Affär ass, déi d'Regierung net concernéiert, mä déi se awer implizéiert.

Ech wollt just soen: Wieren d'Membere vun der Regierung Membere vun dësem Parlament, géife mer déi Resolutioun mat ënnerschreiwen.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

Dann hu mer elo d'Froestonn un d'Regierung. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun. Mir fänken u mat enger Fro vun der honorabeler Madame Andrich-Duval un d'Madame Statssekretärin fir Kultur, Héichschoulwiesen a Fuerschung iwwert d'Cité du cinéma zu Diddeleng. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°290 du 11 novembre 2008 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative au projet d'une Cité du cinéma à Dudelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Rei Méint besteet de Projet, fir Filmstudioen am Hall Fondouk op den Arcelor-Industriebroochen zu Diddeleng anzeriichten. Dobäi gehéiert an de Projet en Atelier, eng Schräinerei gradesou wéi e Restaurant an och e Centre d'éducation aux média op Ufro vun dem Ministère de l'Éducation nationale.

Soumat kéint Diddeleng sengem Ruff als Mediëstad gerecht ginn. Zumools, wou de Centre national de l'audiovisuel, de CNA, seng nei Raimlechkeeten d'lescht Joer hei bezunn huet.

Och den Diddelenger Gemengerot huet sech scho mat deem Projet vun de Filmstudioe befaasst an huet den Accord de principe ginn, fir sech finanziell dorun ze bedeelege mat 1,5 Milliounen Euro. Dëse Projet vun der ULPA, der Union luxembourgeoise des producteurs audiovisuels, ass och net op daf Ouere gestouss beim Kulturministère, dee sech och fir d'Saach engagéiert huet.

Wéi ee konnt an der Press gewuer ginn, gëtt et awer scho Filmstudioen hei zu Lëtzebuerg a méi prezis zu Contern, déi op déi deemoleg Demande vun der CLT-UFA och fir si geschaf goufen. Et ass eng privat lëtzebuergesch Entreprise, déi dëse Projet gebaut huet. Dës Entreprise versteet sech och an engems als Mäzen vun där Branche. Déi bestehend Filmstudioe sinn awer nëmmen deelweis u kleng Firme vergi ginn an de Rescht gëtt als Stockageraum verlount. De Site ass also an dësem Fall net voll ausgelaascht.

Wéi d'Iddi opkoum vun den Diddelenger Filmstudioen, huet d'Entreprise anscheinend probéiert, déi bestehend Raimlechkeeten un d'ULPA ze verkafe respektiv ze verlounen, wat déi awer net wollt.

Duerfir stelle sech hei verschidde Froen, déi missten ervirgehuewe ginn:

Kann d'Madame Statssekretärin mer dëst bestätegen? Heescht dat, dass, wa mer den Diddelenger Projet an d'Liewe ruffen, mer eng Iwwercapacitéit u Filmstudioen hei zu Lëtzebuerg hätten?

Wéi gedenkt de Kulturministère an deem Kontext elo zu Diddeleng weiderzefueren?

Am Fall wou de Projet duerchgezu gëtt - en huet jo e Käschtepunkt bekanntlech vu ronn 6,6 Milliounen Euro -, ass dann de Finanzement och ofgeséchert?

Wat fir eng Part gedenkt de Kulturministère hei ze iwwerhuelen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. D'Madame Statssekretärin Octavie Modert huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war net um Lafende vum Detail vun deene Froen, duerfir kann et vläicht sinn, datt ech Iech gewëssen Detailer vun den Äntwerten och net ka ginn, ëmsou méi wou ech och net onbedéngt fir all déi Froen, déi gestallt ginn, selwer zoustänneg sinn.

Et gëtt kee Projet vun der Regierung fir eng Cité du cinéma. Allerdéngs hu mer zu Diddeleng e ganze Koup Projeten, déi schonn do sinn oder amgaange sinn oder un deene geplangt gëtt, déi een zesummegeholl als dat kënnt gesinn.

Tatsächlech ass den CNA, de Centre national de l'audiovisuel, jo schonn do. Da plange mir och um Waassertuerm, fir déi permanent Ausstellung „The bitter years“ dranzemaachen. An da sinn och konkret Iddien do, fir an där Hal, déi d'Madame Andrich elo genannt hat, Studioen anzeriichten.

Wat d'Fro ugeet am Kontext mat deene bestehende Filmstudioen, déi eng privat Entreprise op enger anerer Plaz ageriicht huet a verlount, do muss ech soen, datt déi Relatiounen net iwwer mech als Kulturverantwortlech lafen, mä iwwer aner zoustänneg Regierungsmemberen.

Wat de Projet vun de Studioen zu Diddeleng ubelaangt, huet d'Regierung effektiv scho prinzipiell gesot, datt et en interessante Projet wär, datt si prinzipiell interesséiert ass un deem Projet an dee Moment och bereet wär, en ze ënnerstëtzen.

Et war gesot ginn am Ufank vun de Gespréicher iwwert d'Studioen zu Diddeleng, se sollte mat dräimol engem Drëttel ënnerstëtzt gi vun der Gemeng, vum Stat a vum Secteur. Déi Drëttele sinn amgaang, sech total ze verschiben, si hu sech schonn deelweis verschiibt. Fir de Rescht kann ech Iech just soen, datt dee Projet vun de Studioen zu Diddeleng de Moment och nach enger Etüd vum Kommunikatiounsminister ënnerläit.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Mir kommen dann un d'Fro vum honorabelen Här Meisch un den Här Finanzminister relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis.

Ech wollt am Kontext vun dëser Fro d'Chamber froen, ob se an engem Moment, wou se selwer iwwerleet, fir gegebenenfalls eng Commission spéciale anzesetzen, d'accord ass, fir dem Finanzminister déi noutwendeg Zäit ze ginn, déi hie brauch, fir op déi Fro hei ze äntwerten.

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°291 du 11 novembre 2008 de M. Claude Meisch relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Mir wëssen aus der Press, datt de belsche Procureur déi lescht Woch sech iwwer angeblech Onregelméissegkeete bei der Reprise vum Groupe Fortis duerch de Groupe BNP-Paribas geäussert huet.

Déi Onregelméissegkeete géifen doranner bestoen, datt net - wéi et jo an de normale Situatiounen üblech ass - eng Generalversammlung vun den Aktionären iwwert déi Transaktioun do décidéiert hätt, mä datt dat ouni esou eng Generalversammlung vonstattegaangen ass. Mir erkennen natierlech d'Ëmstänn un, ënnert deenen déi Reprise do huet missen décidéiert ginn, virun allem déi extrem grouss Urgence, fir iwwert de Weekend eng Décisioun ze huelen, wou jo och esou eng Generalversammlung net hätt kënnen organiséiert ginn.

Näischtdestotrotz wëll ech awer froen, wéi déi lëtzebuergesch Regierung déi dote Fro bewäert, wéi se de Risiko bewäert, wat fir eng Äntwert se op déi dote Fro gëtt a wéi ee sech och géif positionéieren, falls déi dote Vue vun der Saach sech géif finalement duerchsetzen; och viru Geriicht géif duerchsetzen. Wann also déi Aktionären, déi déi dote Klo agereecht hätten, géife Recht kréien, wat géif dat fir de Projet vun der BGL-BNP Paribas hei zu Lëtzebuerg heeschen?

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Stats- a Finanzminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, déi Fro vum Här Claude Meisch, Deputéierten a President vu senger Partei, erstaunt mech am héchste Mooss. Et ass menger Usiicht no fir d'alleréischt an den Hale vun dësem Haus, dass e Lëtzebuerger Stats- a Finanzminister gefrot gëtt, wat hie vun der Haltung vu Leit hält, déi an engem anere Stat géint aner Ariichtungen - och staatlech Ariichtungen - ee Prozess féieren.

Dir musst Iech emol virstellen, wat an de Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an der Belsch géif geschéien, nodeem och de belsche Premier sech an där Fro geäussert huet, wann de lëtzebuergesche Premier géif just de Géigendeel soe vum belsche Premier!

Op déi éischt Fro also, wat d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung ass zur Aart a Weis wéi minoritär Aktionäre vun der belsch-hollännescher Fortis-Holding hiren Dossier presentéieren, refuséieren ech eng Äntwert ze ginn. Il y a des raisons d'État à cela. An ech hat gemengt, esou vill Minimum wier akzeptéiert an dësem Parlament.

Géifen awer déi Plaignantë sech duerchsetzen, hätt dat kee Resultat op d'Operatiounen, déi Fortis Lëtzebuerg betreffen.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Fayot un den Här Ausseminister iwwert d'weltpolitesch Konsequenze vun der Wahl vun engem neien amerikanesche President. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fayot.

- Question N°292 du 7 novembre 2008 de M. Ben Fayot relative aux implications de l'élection d'un nouveau Président des États-Unis pour les grands problèmes de la politique internationale, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'lescht Woch de 4. November ass den Här Barack Obama vum amerikanesche Vollek zum President vun de Vereenegte State gewielt ginn. Dat ass eng wichteg Tatsaach an der Zäit, an där mer liewen.

Ech wollt den Här Ausseminister froen, wat hie respektiv seng Kolleegen an der Europäescher Unioun am Conseil Affaires générales et Relations extérieures sech virstellen, dass déi Wahl fir d'Behandlung vu wichtege politesche Problemer an der Welt kéint ausmaachen. Ech erënneren drun, dass mer eng ganz Partie schwéier Konflikter hunn am Iran, am Irak, an Afghanistan, den Noostkonflikt zwëschent Israel a Palästina, Relatioune mat Kuba, Relatioune mat Latäinamerika.

Et gëtt an der Welt eng ganz Partie wichteg Problemer, an déi déi Wahl vum Här Obama ka Bewegung bréngen. Ech wier interesséiert vum Här Ausseminister ze héieren, wéi dat kéint ausgesinn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif probéieren an deene puer Minutten, déi ech hunn, vläicht meng Äntwert an zwee Begréffer anzedeelen.

Dat Éischt, dat ass Optimismus; selbstverständlech net Euphorie, mä Optimismus. Optimismus eben doduerch, dass an engem Land, dat jo awer eng immens grouss Influenz huet op d'Zesummeliewe vun dësem Planéit, villes geschitt ass duerch déi Wahl.

Dat eent, dat ass selbstverständlech deen Afroamerikaner, deen elo gewielt ginn ass als President, mä virun allem awer och - an dat gëtt vläicht manner ervirgestrach -, dass 52,6% vun den Amerikaner den neie President Obama ënnerstëtzen. Et ass virun allem duerch all déi Minoritéiten, déi et an Amerika gëtt, dass de President Obama et fäerdeg bruecht huet, déi ze bündelen; virun allem déi Schwaarz. Et ass jo net ausserginweinlech, dass déi zu iwwer 90% de Barack Obama gewielt hunn, mä déi sinn an der Vergaangenheet praktesch nëmme ganz, ganz wéineg wiele gaangen. Mä hei war eng massiv Bedeelegung. Och d'Asiaten an déi hispanesch Populatioun, déi méi traditionell wielen, hunn de President Obama zu zwee Drëttel ënnerstëtzt.

Et ass och eng ganz breet Majoritéit, wann een derbäihëlt, dass vill Wäisser, virun allem jonk Leit an och Leit bis 60 Joer, jo fir de Barack Obama gestëmmt hunn. Et sinn eigentlech nëmme just déi Wäiss iwwer 60 Joer, déi dem Här McCain eng Majoritéit ginn hunn.

Et ass also, Här Fayot, Här President, géif ech menge vill Optimismus, dass Amerika sech vu banne verännert. Dat ass dat Allerwichtegst, wat ee ka feststellen.

Am „Wall Street Journal“ war eng Iwwerschréft. Et ass gesot ginn an där Iwwerschréft: Wahle veränneren Amerika entweder oder weisen, wivill Amerika sech scho verännert huet. Dat ass just de Punkt, dëse Fall, deen agetraff ass.

Dat Zweet ass Realismus an den Erwaardungen. Prioritär wäert de President Obama sech den innenpoliteschen Themen zouwenden. Dat ass x-mol gesot ginn. Dat ass och d'Realitéit: d'Finanzkris, d'Wirtschaftskris. Zwee Drëttel vun de Wieler an Amerika

hu gesot, dass d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris dee Phenomeen ass, deen d'Leit zur Wahl vum Här Obama bruecht huet. D'Wirtschaftskris, d'Finanzkris huet also eng immens grouss Roll gespillt. Et ass eben e bessere Management gesi gi vu Säite vun den Demokraten, wéi vun de Republikaner. Mä d'Schold, de Chômage, d'Erwaardung och op méi sozial Ofsécherung an Amerika wäerten aner Theme sinn, déi innenpolitesch am Vierdergrond stinn.

Dann déi eigentlech Fro ass jo déi aussepolitesch. Do däerfe mer eis keng Wonner erwaarden. Dat hu mer och gëschter ënner Ausseministeren eng Kéier festgehalen. Mä et sinn awer verschidde Punkten, wou mer hoffen, dass sech e Changement duerchsetzt.

Dat eent, dat ass, dass eng nei Kultur an dat Multilateraalt erakënnt an Amerika. Dat wier immens wichteg.

Dat Zweet, dat ass, dass Amerika Europa kuckt als ee Ganzt éischtens, an zweetens als ee gläichberechtegte Partner.

Dat wieren zwee Elementer, déi wichteg wieren, och fir ze verstoen an Amerika, dass an der Aussepolitik Europa Sputt brauch par rapport zu de Positioune vun der amerikanescher Administratioun.

Dann, een drëtte Punkt, Här President, ass d'NATO. An Amerika muss de Gedanke sech duerchsetzen, dass d'NATO eigentlech keng Alternativ däerf si fir d'UNO aus Siicht vun den Amerikaner.

Dann ee leschte Punkt ass Russland. Ech sinn iwwerzeegt, dass et méiglech ass, dass ëm den 20. November zu Washington vläicht schonn een Zesummekommen ass tëschent dem President Medwedjew an deem gewielte President Obama. Ech géif mengen, dass Russland, Amerika an d'Europäesch Unioun zesummen immens vill fäerdeg bréngen op dësem Planéit, fir Problemer ze léisen an ze entschäerfen.

Lëtzebuerg a senger Aussepolitik wäert d'Stëmm ëmmer dohinner dirigéieren, wou d'Konfrontatioun ofgebaut gëtt a wou Vertrauen opgebaut gëtt an der Aussepolitik. Dir wësst, Lëtzebuerg huet mat Amerika geschichtlech gesinn eng Schicksalsgemeinschaft ze deelen. Et ass fir eis en immens wichtege Partner. Méi Matbestëmmung selbstverständlech och fir Lëtzebuerg an der Politik Europäesch Unioun-Amerika, méi Matbestëmmung heescht och méi Verantwortung, an där wëlle mer eis och als Lëtzebuerger Regierung stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Mehlen un den Här Statsminister, betreffend d'Schafung vun engem Ministeschgesetz. Här Mehlen, wann ech gelift.

- Question N°293 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'élaboration d'une loi concernant les Ministres, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, viru kuerzem huet hei de Médiateur - dee mer op Lëtzebuergesch Knoutermann nennen - sech beklot iwwer Feelverhalen an de Ministèren an an de Verwaltungen. Hien huet a sengem Rapport hannen e Code de bonne conduite oder Propositiounen dovunner publizéiert, fir deem ofzehëllefen.

Dat huet mech erënnert, Här President, un en Débat, dee mer den 2. Abrëll 1998 am Kader vu sougenannten Dysfonctionnementer bei der Santé haten, wou den Här Statsminister vun haut, deen och schonn deemools de Statsminister war, sech batter iwwer verschidden Defizienze beklot huet; ganz besonnesch, datt d'Regierungsmemberen net genuch Méiglechkeeten hätten, fir op esou Feelverhalen anzewierken. Den Här Statsminister huet deemools ganz oppe Wierder gebraucht. Et deet mer leed, datt ech hien net ganz kann zitéieren hei.

Mä hie seet ënner anerem: An da gitt Der an Äre Statut kucke verzweifelt, well mer jo alles hunn, an da liest Der emol wat Der sollt maachen. Da fannt Der eraus, dass Der eigentlech net ganz vill kënnt maachen. Da musst Der kucken, dass Der Iech mat perséinlecher Autoritéit genuch drapéiert hutt, fir dass Der kënnt duerch ein ernstes Wort in ernster Stunde ëmmer erëm fir Uerdnung suergen.

De Statsminister kënnt dann zum Schluss zur Konklusioun: „Mä, wat ech mengen, wat mer brauchen, dat ass e Ministergesetz. Ech fannen, e moderne Stat brauch e Ministergesetz, wou d'Chamber ganz genau draschreift, wou d'Responsabilitéit vum Minister ufänkt a wou d'Responsabilitéit vum Minister ophält."

Duerfir, Här Statsminister, wollt ech Iech froen: Sidd Dir haut nach ëmmer där Meenung?

Wann neen, wéi wëllt Der deene Kloen, déi de Knoutermann hei presentéiert huet, entgéinttrieden?

Wa jo, wat sinn d'Ursaachen, datt bis elo nach kee Projet de loi hei konnt déposéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Fro vum Här Mehlen, fir déi ech him Merci soen, mécht mech zéng Joer méi jonk, an dat ass ëmmer en agréabele Moment. Mä an deenen zéng Joer, wou ech méi al si wéi an deem Moment, wou ech d'Äntwert ginn hunn, sinn ech awer leider net zéng Joer méi klug ginn.

Ech hunn an zwou Regierungen, déi ech d'Éier hat, am Optrag vum Grand-Duc ze bilden, déi Fro nom Ministergesetz opgeworf, opgrond vun deenen Experienzen, déi déi waren, déi mer deemools mateneen ze diskutéieren haten am Abrëll 1998, wéi Dir sot. Doriwwer huet sech ni eng Unanimitéit bei deene Kolleege gemaach, mat deene mer zesummen eng Regierung gebilt hunn. Iwwregens och net mat deene vu menger eegener Partei. Well meng Absicht eigentlech war, d'Ministerresponsabilitéit ze délimitéiere par rapport zu Influenzzonen, déi eleng vun den héije Statsbeamte gestalt ginn, ouni dass de Minister eppes dovu weess, mä hien huet déi Statsbeamten net erausgesicht, déi a sengem Numm bestëmmten Aktivitéiten, Aktiounen, Initiative poursuivéieren, initiéieren an huelen.

D'Fro war ëmmer bei deene Gespréicher, déi zur Regierungsbildung gefouert hunn, ob d'Ministere missten d'Recht kréien, hir eege Mataarbechter erauszesichen, se un hir Persoun ze attachéieren, ënnert der Maassgab, dass déi Beamten, géife se esou an hiert Amt bestallt ginn, och hiert Amt zesumme mam Minister ze verloossen hätten.

Stellt e Minister Leit an op enger séier perséinlecher Vertrauensbasis, ass e selbstverständlech a mengen Ae responsabel fir alles, wat déi maachen, soss hätt hie sech déi jo net erausgesicht.

Huet de Minister awer mat Leit ze dinn, déi hie geierft huet - dat war ëmmer mäi Fall an ech hu mech iwwert d'Loyautéit an iwwert d'Effikassitéit an iwwert d'Performancen a Méiglechkeete vu mengen héije Beamten ni ze bekloe gehat -, dann ass dat e bësse schwiereg, de Minister responsabel ze maache fir alles dat, wat een a sengem Numm mécht, ouni dass deen, an deem sengem Numm et geschitt, ëm seng Meenung gefrot gëtt. Ech hat bal mat jiddferengem, dee Frënd a Kolleeg mat mer an der Regierung war, Problemer vun där Zort ze traitéieren.

Wann e Minister säi Beamten net selwer eraussicht, mä de Beamte léisst eng kommen, fir emol Lëtzebuergesch ze schwätzen - mir si jo hei am Haus vun de Lëtzebuerger -: Wat mécht een da mam Minister?

D'Oppositioun am Regelfall freet säi Récktrëtt. De Minister am Regelfall seet, ech wosst näischt dovun. D'Oppositioun am Regelfall seet, du häss et misse wëssen, Dir hätt et misse wëssen. An de Minister am Regelfall seet... Esou fonctionnéiert et!

Ass een Deputéierten an nach net Minister, versteet hien dat net. War ee Minister an ass erëm Deputéierten, versteet hien et nëmme méi hallef. Deen, dee méi laang derbäi ass, versteet all Dag, wat domat verbonnen ass.

Ech hu mech intensiv mat där Fro, och zesumme mat menge Leit am Ministère d'État, beschäftegt a sinn zur Konklusioun komm, dass mer an der Verfassung, am Statut vum Statsbeamten, an dem Code pénal Dispositioune genuch hunn, fir déi séier perséinlech Responsabilitéit vum Minister festzemaachen.

D'Revisiounskommissioun vun der Verfassung schafft iwwregens och nach op engem Text, deen déi politesch, déi zivil an déi penal Responsabilitéit vun de Ministere betrëfft. Ech sinn och im Übrigen der Meenung, dass d'Ministeren, d'Regierung sech sollen do eraushalen, dass een d'Chamber, déi d'Regierung kontrolléiert, soll gewäerde loosse mat normativen Neierungen, falls sech normativ Neierungen erginn.

Déi Fro, wéi d'Ministerresponsabilitéit vun der Beamteresponsabilitéit getrennt gëtt, déi Fro stellt sech ëmmer nach, an ech hunn dorop keng Äntwert fonnt. Well ech mech u Verfassungstexter stoussen, déi eigentlech eng integral politesch Responsabilitéit vum Minister feststellen a festschreiwen, esou dass et eigentlech vu Fall zu Fall op de Fall ukënnt.

Dat ass fir mech keng zefridde stellend Äntwert, déi ech dem Kolleeg Mehlen doriwwer ginn, mä ech kréien dee Problem do net geléist, well all Kéier, wann ech mat eegenen Texter optauchen a mengem Haus, gëtt mer gesot, Dir probéiert elo d'Ministeren aus der Verantwortung erauszehuelen an d'Verantwortung bei déi héich Beamten ze stellen. Dat si keng Ministeren, déi mer dat soen. Dat sinn héich Beamten, déi mer dat am Regelfall entgéinthalen. Ech hunn eppes fir dat Räsonnement iwwreg, mä all Kéier, wann e konkrete Fall do ass, stellen ech fest, dass dat jo esou einfach net ze klären ass.

Ech hunn notamment an där Affär Dysfonctionnementer vun der Santé beim deemolege Gesondheetsminister Johny Lahure Wéineges fonnt, wat meng Réprobatioun hätt kënne fannen, a bei deenen, déi hien entouréiert hunn, villes fonnt, wat mer net gefall huet. De Minister ass zréckgetrueden.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: Mir sinn amgaang, fir déi héich Fonction publique - an zu där gehéiert d'Regierung awer - deontologesch Grondregelen opzeschreiwen, wat een däerf am Amt a wat een net däerf am Amt.

Déi, déi mat mir an enger Regierung waren, wëssen, dass, wa mer vum Grand-Duc aus dem Palais bei mech an de Büro kommen, fir Schampes ze drénken - dat ass esou eng Gewunnecht, ech weess net, ob se gutt ass -, ech ëmmer froen: Wien huet Aktien? Wou huet hien Aktien? Ech wéisst dat gär.

Dorop ginn d'Ministeren Äntwerten. Déi éierlechst Äntwert, déi ech bis haut dorop kritt hunn, war déi vum Charles Goerens. Anerer waren och net falsch. Fir dass ech weess, wa mer iwwer eppes schwätzen an der Regierung, wien ech bieden, de Sall vum Regierungsrot ze verloossen, well ee ganz no beim Délit d'initié ëmmer ass. Ech hunn Interessen an enger Gesellschaft, ech sinn Aktionär an enger Gesellschaft. Et gëtt iwwert déi Gesellschaft geschwat. Den Anstand wëllt, dass deen, deen Aktionär an där Gesellschaft ass, de Sall verléisst, wann d'Regierung doriwwer schwätzt. Dat geschitt och ëmmer.

Ech hunn et ëmmer richteg fonnt, dass e Minister néierens soll Aktionär sinn. Ech hunn et och ëmmer esou gehalen. Ech hunn Aktië vu kengem Betrib a vu kenger Bank. Ech si Spuerer bei der Fortis an ech bleiwen et och.

(Interruptions)

Jo, an ech bleiwen et och. Mä ech hunn néierens Aktien, well ech fannen, wann ee Statsminister ass a Finanzminister ass, mä dat zielt fir vill aner Ministeren och, ass een esou no un den Informatiounen drun, déi een dräi, véier, fënnef Woche kritt, ier déi aner Leit se kréien, dass, souguer wann ee sech näischt virzewerfen hätt, well een ee bestëmmten Aktionärsverhale gehat hätt, een ni bewise kritt, dass een net Gebrauch gemaach huet vun deenen Informatiounen, déi een hat. Ech kann de Politiker nëmme roden, net Aktionär ze sinn, sech net an eng Situatioun ze beginn, wou se a Konflikter kommen, déi si herno net méi erkläert kréien.

D'Fro stellt sech am deontologesche Gesamtzesummenhang, wat dann een, dee Minister war, däerf maachen, wann hien net méi Minister ass, an innerhalb vu wat fir enger Zäit hien däerf enger professioneller an enger rémunéréierter Aktivitéit nogoen. Doriwwer hate mer an der Regierung scho periodesch Gespréicher.

Meng Meenung ass, dass d'Conférence des Présidents, mä dat ass eng Saach vun der Chamber, muss ëm d'Meenung gefrot ginn, wann e Minister, deen net méi Minister ass, d'Regierung verlooss huet an eng bestëmmte rémunéréiert Aktivitéit an engem Secteur ophëlt, mat deem hie virdru professionell ze dinn hat.

Ech hätt gären, dass d'Parlament seet, e Minister däerf dohinner schaffe goen an e Secteur, mat deem hie virdrun ze dinn hat. Dat kann een net d'Regierung décidéiere loossen. Den Anstand seet engem am Regelfall iwwregens, wat ee ka maachen. Meng perséinlech Meenung ass, dass d'Chamber soll via d'Konferenz vun de Presidenten doriwwer nach eng Kéier dat do...

(Interruption)

Wat hutt Der gesot?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu gesot, d'CSV léisst Iech ni goen, Här Statsminister. Dir musst ëmmer heibleiwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn éischtens net wëlles, a Secteure schaffen ze goen, mat deenen ech ze dinn hat. Well ech hunn iwwert déi Secteure meng Meenung. Do gëtt jo heiansdo dergéint protestéiert, wann ech déi Meenung soen. Ausserdeem kann ech Iech nëmmen déiselwecht Asiicht wënschen, wéi Är Kolleege vun der CSV.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Elo huet den honorabelen Här Negri d'Wuert. Hie wëllt eng Fro un den Här Bauteminister stellen iwwert dat uergt Accident an der Nuecht vum 1. November. Här Negri, wann ech gelift.

- Question N°294 du 10 novembre 2008 de M. Roger Negri relative à l'accident grave autoroutier survenu dans la nuit du 1er novembre 2008, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Weekend vun Allerhellegen ass nuets e Geisterfahrer vun der Ausfahrt vum Sennengerbierg op der falscher Spur iwwert d'Autobunn quasi iwwert de ganze Stater Contournement Richtung Helfenterbréck gefuer, wou et zu engem schwéieren Accident komm ass. Den alkoholiséierte Geisterfahrer ass 17 km à contresens op der Autobunn gefuer. Dat ass enorm wäit, laanscht véier Opfahrten. Et ass scho bal e Wonner, dass et net zu enger méi grousser Katastroph komm ass.

D'Fro, déi ech wëll un de Bauteminister stellen - an ech stelle se bewosst net un den Transportminister, well et hei net mat e puer zousätzleche Verkéiersschëlder gedoe wär -, ob et also net méiglech ass, sougenannte Garde-fouen opzeriichten, zum Beispill schonn direkt wann en Auto op enger Ausfahrt falsch an d'Autobunn erafiert, wou een eng Falschfahrt duerch Fotozellen zum Beispill kontrolléiere géif an dann direkt iwwert de CITA oder aner Installatiounen déi onglécklech Autofuerer, déi op der richteger Spur ënnerwee sinn, duerch e Système d'alerte warnt, fir stoen ze bleiwen.

Besonnesch um Stater Contournement mat deene villen Op- an Ausfahrte wär et wichteg, preventiv esou fatale Feeler entgéintzewierken.

Am „Quotidien" vu gëschter stoung, dass de leschte Weekend a Frankräich op der Autobunn A31 zwëschen Nanzeg a Metz en déidlecht Accident och duerch e Geisterfahrer geschitt ass. Hei hat d'Police e sougenannte Bouchon mobile opgeriicht, deen de Verkéier ofbremsen an de Geisterfahrer interceptéiere soll. Mä leider ass et awer zum Accident komm.

D'Situatioun, e Geisterfahrer urplötzlech viru sech ze hunn, ass fir jiddfereen en Trauma. Dofir d'Fro un de Minister, ob et net méiglech ass, Mesuren ze huelen oder eng Etüd maachen ze loossen, fir esou Accidenter an Zukunft dans la mesure du possible ze verhënneren. Dat ass sécher net einfach, mä esou Accidenter mussen eis all interpelléieren, well et hätt hei kënnen zu engem regelrechten Drama kommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kann elo net op déi eenzel Accidenter agoen, éischtens well déi Rapporte vum Parquet iwwert déi eenzel Accidenter dem Bauteminister net de façon directe zur Verfügung stinn; an zweetens well ech och net wëll iwwer en eenzelt Accident elo schwätzen.

En général kann ee soen, deen doten Typ vu Problemer huet a sech zwou verschidden Ursaachen. Dat Éischt: Wéini geréit een op déi falsch Bunn vun der Autobunn? Mä wa mer d'Analys en général maachen, sinn dat ganz oft Leit, déi ze vill Alkohol gedronk hunn, déi iwwermidd sinn, déi Droge geholl hunn oder déi - wat ee seet - Seltefuerer sinn, dat heescht, Leit, déi bal ni mam Auto fueren an déi dann och absolut

ongewinnt sinn, wa se mam Auto fueren; op där enger Säit.

Op där anerer Säit sinn et och - an dat hu mer och - déi Leit, déi wëllentlech op déi falsch Pist vun der Autobunn fueren, aus zwee Grënn. Sief dat aus suicidairë Grënn op där enger Säit, sief dat - dat gëtt et och - als Muttprouf: Wéi laang packen ech et a wéi laang kann ech do fueren? Och dat gëtt et.

Géint déi zweet Kategorie vu Leit ass natierlech ganz, ganz wéineg ze maachen, wann ee se wëllt empêchéieren.

Géint déi éischt Kategorie vu Leit sinn eng Rei Moossnamen ze huelen, déi kënne vermeiden, esou wäit wéi et méiglech ass, datt esou Saache virkommen. Där hu mer der eng ganz Rei geholl. Notamment op den Opfahrte sinn eng ganz Rei Friesen, Warnschëlder opgebaut ginn a verschiddenen Etappen. Fir d'éischt emol grouss Sensinterditen, déi sech an enger zweeter Etapp nach eng Kéier répétéieren, an an enger drëtter Etapp nach ganz grouss Warnschëlder, déi bal net ze iwwersi sinn, mat risegen Hänn drop, wou e Verbuetszeechen drop ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass, datt och déi baulech Moossname fir déi Afahrten esou gemaach sinn, dass de normalerweis net drop kënns, wann s de am automatesche Floss vum Verkéier fiers. Du muss schonn zu engem groussen Deel kierpen, fir op déi Zorte vun Afahrt ze kommen, well d'Kéier sech net automatesch oder ganz oft net automatesch huele léisst an et baulech esou gemaach ass, datt net den normale Floss dech drop léisst.

Dat Drëtt ass: Wat geschitt, wann een awer elo drop kënnt a wa mer e Geeschterfuerer op der Autobunn hunn? Do sinn eng Rei Mechanismen, déi momentan schonn existéieren op der Section courante. Dat heescht, do wou keen Tunnel ass, gëtt et awer eng ganz Rei Kameraen, Zielkameraen, déi bestinn. Déi Zielkamerae ginn automatesch en Alarm aus, wann e Véhicule de falsche Wee fiert. Et sinn och op verschiddene Plaze Bouclen agebaut am Buedem selwer. Dat heescht, wann een do de falsche Wee driwwerfiert, da gëtt och automatesch en Alarm déclenchéiert.

An den Tunnele gëtt souwisou eng total Videoanalys gemaach, déi automatesch, wann en Auto stoe bleift, oder wann en Auto de falsche Wee fiert, oder wann en Auto hannerzegfiert, direkt Alarm ausléist. Selbstverständlech hu mer och déi Kameraen, déi installéiert sinn, déi Biller transmettéieren op de CITA. Déi ginn och iwwerdroen, mä et ass natierlech evident, datt déi Opérateuren, déi am CITA sëtzen, net sämtlech Kamerae kënne gläichzäiteg am A hunn. Hei ass et natierlech eng Fro heiansdo vu Sekonnen, Minutten, wéi déi Reaktioun kann ausgeléist ginn.

Wann esou en Alarm ausgeléist gëtt a wa festgestallt gëtt, datt op der Autobunn e Geeschterfuerer ass, da geschéie protokolaresch am Prinzip zwou, dräi Saachen.

Dat Éischt, dat ass, datt gekuckt gëtt, datt déi Fuerer, déi am normale Wee fueren, do, wou mer Panneaue vum CITA stoen hunn, direkt eng Alarmmeldung kréien. «Attention véhicule en contresens» oder iergendwéi esou en Text steet dann drop. Den 113 gëtt sofort informéiert. Mir kucken iwwert den ACL och déi Traficinfoen esou schnell wéi méiglech bei den Autofuerer ze hunn, souwäit hien dann de Radio lauschtert an e System un huet, mat deem dat méiglech ass.

Et gi jo och heiansdo eng Rei Alarmen ausgeléist, déi net automatesch oder net eis Systemer ausgeléist hunn. Dat heescht, wou direkt déi Meldung vun den Autofuerer selwer kënnt, déi iwwert den 113 d'Meldung eraginn, wa se esou en Incident op der Strooss gesinn hunn. Dann ass och souwisou automatesch den ACL informéiert an dann, wa mir d'Réckmeldung am CITA kréien, gëtt och den Alarmsystem ausgeléist.

Elo ass d'Fro: Wat kann nach zousätzlech zu deene Moossnamen, déi mer esou hunn, gemaach ginn? Mir sinn amgaang kontinuéierlech e Suivi ze maache vun deene Moossnamen, déi am Ausland bestinn, fir ze kucken, ob Signalisatiounen, wéi zum Beispill Marquage um Buedem, oder wéi zum Beispill rout Luuchten, déi s de abaus an déi uginn, wann s de de falsche Wee eropfiers, méi effikass wären.

Mir hu momentan esou grouss Schëlder dostoen, datt se bal net ze iwwersi sinn. D'Fro stellt sech also - an dat si mer amgaang ze kucken oder wäerte mer kucken -, ob eng zousätzlech Moossnam eppes Zousätzleches bréngt.

Wat awer am meeschten effikass ass an deem heite System, dat ass, wa mer déi automatesch Meldesystemer an den Autoen - an dat ass eng Technologie, déi amgaang ass entwéckelt ze ginn - un d'Fonctionnéiere kréien a wa mer se vum CITA aus alimentéiert kréien, datt den Autofuerer am Individualauto direkt d'Alarmnoriicht kritt.

Dat Lescht, dat ass vläicht och d'Leit nach méi informéieren, wéi se sech da solle behuelen, wa se esou e Phenomeen gemellt kréien, mä och vläicht wa se eng Kéier onglécklecherweis selwer als Geeschterfuerer op d'Autobunn komm sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert, fir eng Fro ze stellen un d'Madame Minister, zoustänneg fir d'Famill, d'Madame Marie-Josée Jacobs, iwwert d'Subventionéiere vu politesche Jugendorganisatiounen.

- Question N°295 du 10 novembre 2008 de M. Xavier Bettel relative au subventionnement des organisations politiques pour jeunes, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci. Wéi viru Joren agefouert ginn ass, dass d'Jugendorganisatioune vun de politesche Parteien e Subsid kritt hunn, war dat unerkannt als eng gewëssen Indépendance fir déi Jugendmouvementer, dass se net tributär wäre vun de Finanze vun hirer Partei, dass se och méi kritesch kéinte sinn an net tributär vun hirer Mammepartei sollte sinn. Dat waren deemools 300.000 Frang; dat sinn haut 7.500 Euro.

De Problem koum elo mam Parteiefinanzéierungsgesetz an du war d'Fro net kloer: Kréie se dann elo e Subsid oder net? Oder fale se ënner hir Parteien? Kréie se eppes? Kréie se näischt? Du war e bëssen Onrou bei de Jugendorganisatiounen. Dowéinst ass am Abrëll op Initiativ vun enger Majoritéitsjugendorganisatioun eng Versammlung organiséiert gi mat deenen anere Jugendorganisatiounen, fir ze kucken do eng Léisung ze fannen.

Deemools ass och vum Vertrieder vun enger anerer nach méi grousser Majoritéitspartei-Jugendorganisatioun gesot ginn, et géif e Rendez-vous ausgemaach gi mat der Madame Ministesch, fir ze kucken, wéi een de Subsid kéint evaluéieren. Deemools wier gesot gi vun der Madame Ministesch, dass dat och de Fall wäert ginn an dass d'Jugendorganisatiounen och déi Sue wäerte kréien.

Mir sinn awer elo November 2008. Dee Subsid ass normalerweis geduecht fir de Fonctionnement vun engem Joer; an dat heescht 2008. Dofir wollt ech froen, ob dee Subsid elo bestoe bleift. Wa jo, firwat ass en nach net iwwerwise ginn?

Wann dat net de Fall ass, soll een dann net eng Kéier seriö diskutéieren iwwert d'Indépendance vun de politesche Jugendmouvementer hei am Land?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei eis huet sech déi Fro vun der Indépendance net gestallt. Ech wonnere mech, datt se sech an dem Här Bettel senger Partei stellt.

Ech wëll just soen, datt bis zum Enn vum Mount spéitstens déi 7.500 Euro bei deene jeeweilege Jugendmouvementer erakomm sinn. Si sinn amgaang liquidéiert ze ginn, also kënnt Der Är Jugendmouvementer berouegen. Se kënnen indépendant Aktiounen ënnerhuelen, fir déi Dir se net kënnt rügen.

Merci.

Une voix.- Et huet awer laang gedauert.

(Interruptions)

M. le Président.- Kuerz a prezis war d'Äntwert vun der Familljeministesch. Ech wier frou, wann d'Ministeren alleguerten esou kuerz a prezis Äntwerte géife ginn.

(Interruption)

Da kënnt déi zweetlescht Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen un den Här Gesondheetsminister iwwert déi medezinesch Zoudeelung vun Heroin am Kader vun der Drogebekämpfung. Den Här Mehlen ass de Moment net present. Hie kënnt awer erëm. Da komme mer direkt un den honorabelen Här Goerens, deen eng Fro stellt un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert de Remboursement vun Ambulanzkäschten a verschiddenen EU-Länner. Den Här Minister kann also alles matenee beäntwerten.

Här Goerens, Dir hutt elo d'Wuert. Den Här Mehlen kënnt duerno drun.

- Question N°297 du 11 novembre 2008 de M. Charles Goerens relative au non-remboursement de frais d'ambulance pour des ressortissants luxembourgeois dans certains pays de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Gesondheetsminister a senger Qualitéit als Minister vun der Sécurité sociale folgend Fro stellen - ech hu se net ganz preziséiert a menger schréftlecher Demande, mä et geet ëm Folgendes: Wann e Lëtzebuerger Ressortissant am Ausland ass, en l'occurrence an der Belsch, an hie gëtt krank an e muss vun engem Punkt A op e Punkt B mat enger Ambulanz transportéiert ginn, da krit hien, wann e Belsch wier an hie géif an der Belsch residéieren, näischt rembourséiert. D'Lëtzebuerger Sécurité sociale - dat hunn ech mer soe gelooss - géif dann och déi belsch Praxis hir eege maachen an da krit de Lëtzebuerger Ressortissant och hei am Land näischt rembourséiert.

Wann awer elo e Lëtzebuerger Ressortissant an engem anere Land, wou e vun engem Punkt A op Punkt B mat enger Ambulanz transportéiert gëtt, déi Fraisë facturéiert kritt, an an deem Land gëtt dat rembourséiert, da kritt hien dat och vun der Lëtzebuerger Sécurité sociale erëm.

Elo gëtt et verschidde Manéieren, fir Discrimination oder Non-discrimination ze thematiséieren. Ech fannen dat aus der Siicht vum Lëtzebuerger, deen an deem enge Land rembourséiert gëtt, wann en do an enger Ambulanz transportéiert gëtt, an an deem aneren net, diskriminatoresch vun deem sengem Standpunkt aus.

Ech mengen ze wëssen, datt dat eng Fro ass, déi de Minister interesséiert, a wollt froen, ob hie kéint déi Diskriminatioun ophiewen oder ob hie kéint eng Ouverture an déi Richtung maachen?

M. le Président.- Merci, Här Goerens. De Minister vun der sozialer Sécherheet Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Goerens huet Recht, wann hie seet, dass dat eng Fro ass, déi mech préoccupéiert. An hien huet och Recht, dass déi doten Applikatioun, wann ee se aus der Vue vun deem Betraffene kuckt, kéint als diskriminatoresch emfonnt ginn.

Nun ass et awer esou, dass et op där enger Säit d'Statute vun eise Keese gëtt, also vun der Union des Caisses de maladie, wou deen dote Cas de figure ganz kloer geregelt ass fir d'Inland an och fir d'Transporter, déi mam Ausland zesummenhänken, an d'Koordinatiounsreglement op europäeschem Plang op där anerer Säit eng Rei vun Elementer virgesäit fir de Fall, wou e Résidant respektiv e Ressortissant vun engem anere Land an engem zweeten europäesche Land wunnt, lieft oder sech ophält.

Do gëtt et eng Rei vu Situatiounen. Déi eng, déi vum Här Goerens évoquéiert ginn ass an déi och dat dote Gefill kann eropbeschwuer hunn, ass déi vun engem Lëtzebuerger, deen an der Belsch gewunnt huet oder sech opgehalen huet, ënnert de belsche Regime fält, an de belsche Regime gesäit net vir, dass déi Ambulanze rembourséiert ginn.

Do gëtt et awer en anere Cas de figure, deen een, wann ech de Fall genee géif kennen, hätt kënnen évoquéieren, dat ass dee vum E112, oder vun der Autorisation préalable, wou et méiglech hätt kënne sinn, dass eng Prise en charge vun der Ambulanz geholl gi wär. Vu dass ech dee prezise Fall net kannt hunn, an de Charles Goerens mer och am Ufank vun der Sëtzung gesot huet, dass e relativ vag bliwwe wär, konnt ech net am Detail nokucken, wat fir e Cas de figure mer hei hunn.

Mä ech stinn awer ganz gär dem Här Goerens zur Dispositioun, fir deen eenzelne Fall do ze kucken an ze kucken, a wat fir enger Hisiicht een esou Situatiounen a Statuten, wann et Noutfäll sinn, wat virgesinn ass, ka regléieren.

Also wéi gesot, et ass relativ schwéier, fir sech eng Meenung ze bilden, wann een net genee gesäit, ob et e Vakanzenopenthalt, ob et e verlängerten Openthalt, ob et eng Résidence war, wou ee sech dee Moment bei deene jeeweilege Keesen am Ausland ze mellen huet, a wou een als Ressortissant vun engem zweete Land an de Statut vum Résident vun deem Land, wou ee wunnt, erafält.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, däerf ech dem Minister eng Zousazfro stellen?

M. le Président.- Jo. Et ass zwar net virgesinn, mä Dir dierft, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci villmools, Här President. Compte tenu vun deem, wat de Minister gesot huet, beim E112 a bei der Autorisation préalable, do muss ee jo am Viraus wëssen, dass ee krank gëtt oder dass engem eppes geschitt. Dat ass net ëmmer méiglech, notamment wann en Accident geschitt oder esou.

Ass et denkbar, compte tenu vun deem, wat de Minister gesot huet iwwert d'europäesch Reglementatioun, dass een awer géif an onser Gesetzgebung virgesinn, dass den Interesséierten, deen an engem anere Land muss en Ambulanztransport iwwer sech ergoe loossen, ka rembourséiert ginn, gméiss den Dispositioune vun onser Gesetzgebung? Ass dat um europäesche Plang verbueden oder wär dat méiglech?

Ech ka mer virstellen, dass dat nëmme méiglech gëtt, wann d'Législatioun geännert gëtt, an da stellen ech dem Minister d'Fro: Ass hie bereet, d'Législatioun an deem Sënn ze veränneren?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Menger Meenung no stellt sech heimadder d'Fro vun der Législatioun. Hei gëllt déi europäesch Législatioun a Koordinatioun, mä wat een a Statute vun enger nationaler Gesondheetskeess draschreift, c'est une autre paire de manches. Ech wäert mech informéieren opgrond vun deenen Elementer, déi ech elo de Mëtteg kritt hunn, wéi een an esou engem Fall ka reagéieren.

Mä Dir verstitt, dass et relativ schwéier ass fir e Minister, wann een net weess, a wat fir eng Richtung genee esou eng technesch Fro erageet. Bei enger politescher Fro ass dat eng aner Saach. Fir am Detail kënnen ze äntwerten an esou Situatiounen, brauch een awer nach heiansdo déi Mataarbechter, déi dofir bezuelt ginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir kënnt direkt heibleiwen, den Här Mehlen huet nach eng Frou un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech wëll awer net zesumme mat him op der Tribün stoen.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, laaft awer elo net fort. Den Här Mehlen stellt Iech nach eng Fro an Ärer Qualitéit als Gesondheetsminister iwwert d'Zoudeelung vun Heroin. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°296 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la distribution contrôlée d'héroïne dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et geet ëm den Drogeproblem, deen hei zu Lëtzebuerg net méi kleng ginn ass zënter der Interpellatioun vu mengem Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes d'lescht Joer.

Deemools hat de Gesondheetsminister sech soi-disant engagéiert, fir d'heroingestützt Behandlung hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mir wëssen, datt dat am Ausland - notamment an der Schwäiz - souguer vun enger Universitéit begleet ginn ass an datt d'Resultater vun esou enger kontrolléierter Délivrance vun Heroin un déi Ofhängeg medezinesch kontrolléiert ganz positiv Resultater bruecht huet. Ënner anerem sinn zwee Drëttel do haut a Behandlung.

D'Gesondheet vun deene Leit ass besser a se sinn deelweis erëm an d'Erwerbsliewen zréckgaangen. Den Infektiounsrisiko vun HIV an Hépatite ass erofgaangen, d'Beschafungskriminalitéit ass ganz massiv zréckgaangen an insgesamt ass et en Avantage fir d'Volkswirtschaft vu ronn 60 Euro pro Dag. Do ware mer eis och eens.

De Minister huet d'lescht Joer hei op der Tribün gesot, datt hien amgaang wär mat senge Leit, dat ze entwéckelen. „Déi Aarbechten..." - huet hie gesot - „...wäerten an deenen nächste Méint ofgeschloss ginn. Mir ginn dervun aus, dass mer d'Konklusioune kënne relativ fréi am Joer 2008 zéien an dann un d'Implementatioun kënnen iwwergoen. Et ass also net esou, dass mer mussen opgefuerdert ginn, fir dat ze maachen. Et stoung am Regierungsprogramm an et ass an der Zwëschenzäit an d'Exekutiounsphas iwwergaangen."

Elo hu mer awer gëscht op RTL héieren, datt de Minister der Meenung ass, datt dat 2010 eréischt kënnt en musique gesat ginn. Duerfir meng Froen un hien:

Ass hie weider nach der Meenung, datt hien dat zügeg kéint ëmsetzen, wéi hien dat d'lescht Joer ugekënnegt hat? Oder ass et effektiv esou, wéi et gëschter gesot ginn ass, datt do awer en erhebleche Retard ze erwaarden ass? A wa jo, wourop ass dat zréckzeféieren?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just hei ënnersträichen, dass ech mech net soi-disant engagéiert hunn, fir deen dote Programm unzegoen, mä ech zesumme mat der Regierung hu mir dat heiten als eng vun de Moossname festgehalen, déi am Drogenaktiounsprogramm virgesi sinn, deen am Moment leeft. Dobäi bleiwen ech.

Ech wëll just soen, dass déi Virbereedungsaarbechten, fir esou e Programm op d'Been ze setzen, net aus der Hëft ze maache sinn an dass an deene leschte Méint deen dofir virgesinnenen Aarbechtsgrupp gutt an effikass Aarbecht gemaach huet. Ech hunn dee Rapport kuerz virun der Vakanz virgeluecht kritt. Déi Etüd seet aus, dass souwuel d'Faisabilitéit wéi och d'Opportunitéit vun deem dote Programm ginn ass.

Ech wëll och drop hiweisen, dass eng weider Question parlementaire, déi iwwert de klassesche Wee gestallt ginn ass zu deem dote Programm, vum Martine Stein a Beäntwertung ass. Ech wëll soen, dass meng Servicer am Moment mat potenzielle Bedreiwer vun esou engem Programm amgaang sinn ze diskutéieren, fir och den Opwand kloer kënnen ze traitéieren. Et gëtt jo e puer Optiounen. Et schléit een dat doten aus dem Steen oder et mécht een et mat bewäerte Partner. Fir mech ass d'Preferenz ganz kloer op deem Punkt, dass mer et mat bewäerte Partner maachen.

Déi gesetzlech Basis ass do iwwert d'Drogegesetz vun '92; wann ech mech net iren. D'Opportunitéitsetüd ass do. D'potenziell Partner sinn do. Da musse mer virun d'Regierung goen, fir déi noutwendeg Moyenen ze kréien. Ech hunn ni gesot, dass de Programm an deenen nächste Méint operationell wär, mä ech hu gesot, dass mer alles géife maachen, fir déi Décisiounen zügeg ze huelen, déi à la base vun esou engem Programm sinn.

Ech ginn dervun aus, dass all déi dote Froen am Laf vun 2009 tranchéiert wäerte ginn; onofhängeg vu Wahlterminer, well mir stinn zu deenen dote Konzepter, grad wéi mer zum Konzept vum Drogekonsumraum an neien aneren Initiative stinn. A wann et e gewëssene Retard ginn ass, dann ass dat just drop zréckzeféieren, dass mer dat seriö wëlle maachen.

Déi Beispiller, déi vum Här Mehlen bruecht gi sinn iwwert de Schwäizer Raum; et ass och net esou, dass esou e Konzept oncontestéiert an der Schwäiz ass. Déi Diskussioune sinn erëm nei opgeflackert. Mir wëllen déi doten Diskussioun am Virfeld maachen, fir dass mer et ähnlech kréie mat der Akzeptanz wéi bei anere Strukturen, dass, wa mer bis un d'Netz ginn, alleguer d'Acteuren hannendrustinn an dass mer dann dat Beschtméiglecht fir déi Betraffe kënne maachen. Dat heiten ass keng Wonnerwaff, mä et ass e weidert Mëttel, fir fir Risikoverminderung an enger ganz schwiereger Zeen ze suergen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss. Mir kommen elo zur Interpellatioun vum honorabelen Här Alexandre Krieps iwwert d'Schoulmedezin an déi psychosozial Problemer. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Alexandre Krieps sur la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire

M. Alexandre Krieps (*DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Also, ech berouegen Iech; dat heiten ass net alles fir virzedroen. Ech hunn am Fall, wou ech eng Fro gestallt kréien, awer e bësse Munitioun matbruecht.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Hären, den Ustouss zu dëser Interpellatioun hunn ech am Fong kritt duerch en Avant-propos vum Rapport annuel 2006 vum Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. An ech muss Iech soen, dat ass relativ impressionnant.

Deen Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner war jo e bësse kritiséiert am Ufank, well et esou eng Well war vun Ombudsmänner an Ombudsfraen, mä wann een deenen hiren Avant-propos liest iwwert d'Gesondheet vun de Kanner hei zu Lëtzebuerg, da ginn engem d'Dronkenellen aus. Si zitéieren eng Hikecht Kanner, 2.600 deemools, méi wéi 2.600 Consultatiounen an der Pédopsychiatrie am CHL. Esou vill Kanner, déi hospitaliséiert gi si wéinst psychiatresche Problemer, an och gesondheetlech somatesche Problemer!

Mir hunn deemools fënnef Kanner op der Strooss verluer. Mir hunn eent vun zwielef Kanner, déi all Dag Alkohol gedronk hunn. Dobäi hunn ech ëmmer gemengt, ech wär deen Eenzegen, deen dat géif maachen. Mir hu 36 Kanner gehat, déi hospitaliséiert gi si wéinst graven Accidents domestiques. Dat ass nämlech och eng Considératioun, déi duerch d'Schoulmedezin misst opgefaange ginn. Dofir hunn ech déi Interpellatioun gestallt gehat.

D'Schoulmedezin baséiert op zwee Texter: d'Gesetz vum 2. Dezember 1987 an de Règlement grand-ducal vum 21. Dezember 1990.

Den Historique vun der Schoulmedezin kann een am Fong op d'Joer 1793 usetzen. Direkt no der Franséischer Revolutioun war e berühmte Paräiser, den Här Lakanal, deen aus der Ariège war, Minister fir d'Instruction publique. Dee Mann huet d'ailleurs vu 1763 bis 1845 gelieft. Wat interessant ass, hien hat d'Instruction publique vu 1793 bis '95. Mä '93 huet hien deemools gesot: «Des officiers de santé visiteront les élèves des écoles nationales et leur indiqueront les règles les plus propres à fortifier leur santé.»

Interessant waren 120 Joer méi spéit d'Diskussiounen och am industrielle Groussbritannien, wou d'Schoulkanner gelidden hunn ënnert dem „neglect", „poverty" an „ignorance" vun hirem soziale Milieu. Dat war ganz wichteg.

Deemools waren och Diskussiounen, wou am Fong d'Fro gestallt ginn ass, ob et noutwendeg wär, d'Schoulkanner ze ënnersichen, wann ee keng adequat Behandlung hätt. Dat ass vläicht deemools de Fall gewiescht, well d'Medezin vill méi kontemplativ war. Haut kann ee méi agräifen.

D'medezinesch Ënnersichunge sollten och net méi wéi e puer Minutten daueren, ass deemools behaapt ginn. Dat huet an 100 Joer net vill geännert. D'Salairesdiskussioune waren och deemools scho kontrovers, wéi d'Leit sollte bezuelt ginn.

Déi fundamental Objektiver an d'Missioune sinn hautdësdags weltwäit relativ gutt definéiert. Wou et natierlech schwéier hapert - net nëmmen op dësem Gebitt; op villen aneren och -, dat ass am Ëmsetzen, d'Mise en œuvre vun all deene schéine Gesetzestexter.

D'Schoulmedezin kann natierlech net alles opfänken. Virdrun hu mer scho Situatiounen, wou dem Kand seng Entwécklung negativ influenzéiert gëtt: postnatal Depressioune bei der Mamm; Accidenter doheem, wat mer gesot hunn; d'Mort-subiten, wou et e bësse besser geet; dann den Abus vun de Kanner, physesch oder psychesch, deen zimlech fréi ufänkt. Déi Leit kommen an d'Schoul an da leie scho vill vun deene Fakte vir.

D'Schoulmedezin soll also och do sinn, fir physesch oder intellektuell schwaach Kanner ze ënnerstëtzen, fir den Échec scolaire duerch net erkannte Léierschwieregkeeten, oder Bullying oder Depressiounen ze dépistéieren. An enger multisproochlecher Gesellschaft wéi onserer ass et jo bewisen - wéinstens am Ausland; ech weess net, ob déi Aarbechten hei gemaach si ginn -, dass d'Dyslexië vill méi heefeg sinn; och an enger Schoulgemeinschaft, déi multisproochlech ass.

Mir hunn natierlech wéi iwwerall déi héich riskant Verhalensstéierungen. Dann ass d'Schoulmedezin och do, fir dem Kand säi Bild vu sech selwer opzebauen, him Selbstvertrauen ze ginn. Dofir war ech relativ enttäuscht dëse Summer, wéi ech deen Avant-projet vum Règlement grand-ducal gesinn hunn, well ech fonnt hunn, dass dee wéineg Plus-value bruecht huet am Ëmsetze vum Gesetz vun 1987.

Ech hat ee Moment d'Impressioun - mä de Minister widdersprécht mer herno -, dass de Courage hie verlooss hätt an deene leschte véier Joer, well soss hätt hien net de Règlement grand-ducal geännert, mä d'Gesetz vun 1987.

Firwat ech dat soen: An deem Gesetz vu '87 feelen eng ganz Rei Mesuren. D'Obligatioun vun enger Formation de base commune vun all den Acteure bei der Médecine scolaire…

(Coups de cloche de la Présidence)

Entschëllegt, Här President. Wollt Der mat mir schwätzen?

M. le Président.- Neen, neen!

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps (*DP), interpellateur.*- An der Rei.

M. le Président.- Ech wollt just, dass d'ganz Chamber Iech géif nolauschteren, Här Krieps.

M. Alexandre Krieps (*DP), interpellateur.*- Net onbedéngt. Net alleguer mateneen, well dat wär…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass nëmmen, wann Der eppes géint mech sot.

M. Alexandre Krieps (*DP), interpellateur.*- Merci. Neen, neen. Ech kann et awer och widderhuelen, Här Minister.

Wat ech wollt soen, dat ass, dass eng Formation commune de base fir se alleguer misst sinn. D'Médecine scolaire, déi berout - loosse mer soen - haaptsächlech op den Hausdokteren. Ech hunn näischt dergéint, mä ech mengen, dat misst een e bëssen aktualiséieren - aner Domäner wéi d'Assistantes d'hygiène sociale, d'Infirmières scolaires an esou.

Dann hate mer e Problem an der Struktur am Ministère, wat jo jiddferee weess, ech brauch Iech dat net ze soen. De Médecin Chef de division huet alles determinéiert selwer an héchstwahrscheinlech zimlech eleng.

Dee Comité de pilotage an Ärem neie Règlement grand-ducal schéngt mir schwéierfälleg a lues, a speziell, wann e fënnef Joer waart, bis en eng Réevaluatioun mécht, schéngt mir dat e bësse laang ze daueren. D'autant plus, dass d'Collecte des données zimlech defizitär ass momentan an déficient. Duerfir froen ech mech, op wat se hir Rapporten da baséiere wäerten.

Ech weess natierlech, dass aner Ministere virun Iech do waren. Ech hat de Privileg, e Papp ze hunn, dee laang do war. Ech hat och den Här Colling an de 60er Joren. Also, mir brauche jo net zréckzegoe bis, wéi ech zitéiert hunn, 1793. Mä ech mengen, d'Dispositiounen ëm d'Bezuele sinn och nach net diskutéiert ginn. Ginn déi Leit virubezuelt pro Kapp, dee se ënnersichen? Vacatiounen, Mi-tempsen, Horaires Vacatiounen? D'Vacatioune géifen engem doudsécher emol erlaben, bei interdisziplinären Diskussiounen derbäi ze sinn.

E gudde Modell ass de Schwäizer Modell. Ech hunn e puer Exempelen hei a mengem décken Dossier aus dem Canton de Fribourg, dee ganz gutt gemaach ass. Do sinn e puer Temps-pleinen, Mi-tempsen a souguer Privatdokteren, déi se ënnersichen.

Musse mir eng national Struktur hei kréien, fir ons ewechzebewege vun där lokaler Struktur? Oder musse mer eng regional Struktur kréien?

En anere Schwaachpunkt an deem Gesetz vun 1987, wat deemools vläicht richteg war: Dat bréngt immens Käschte fir d'Gemengen. D'Organisatioun, d'Personal an d'Infrastrukture musse gewéinlech vun de Gemenge gestallt ginn. D'Gemenge bezuelen de Schouldokter.

Bezuele se och d'Ligue? Ech hu mer d'Fro gestallt, ob se och d'Ligue bezuelen, well ech an deem Dossier net vill Transparenz fonnt hunn. Mä de Minister äntwert ons dorobber.

Am Enseignement secondaire ass d'Schoulmedezin dem Ministère vun der Santé ugegliddert. An dat heescht am Kloertext, datt mer fir déi nämlecht Missiounen een oder zwee oder dräi Systemer hunn. Ech mengen, dat muss een harmoniséieren.

En anere Punkt: Mir hunn och tëschent dem Iwwergang vum Primaire an de Secondaire keng kohärent Evolutioun. Dat hu mer gesinn un e puer Beispiller. Et ass e bësse parallell zum Contenu vum Enseignement. Do ass kee Lien gemaach ginn tëschent deenen zwee Systemer. D'Collecte des données, hunn ech gesot, ass extrem schwaach. An d'Evaluatioun vun deenen Donnéeë bis elo ass ganz fragmentaire. D'Privatschoule si bis elo duerch eng Aart Outsourcing duerch d'Ligue betreit ginn.

Vill perséinlech Kompetenz an deem Domän vun der Schoulmedezin vun alle Bedeelegte läit e bësse brooch an ass net ganz ausgenotzt ginn, ganz ausgelaascht ginn. Dozou muss een awer bedenken, dass duerch d'Schoulmedezin all d'Kanner am Land kéinten ergraff ginn, wat an enger Gesellschaft, wéi mir se hunn, ganz wichteg ass.

D'sozial Précaritéit an der Gesellschaft gëtt jo ëmmer méi grouss, och bei ons hei, a wann dat sech op d'Kanner nidderschléit, ergëtt dat fir ons Gesellschaft extrem vill Nofolgekäschten. Vill Leit an der Schoulmedezin fille sech also hautdësdags ganz eleng gelooss, wann net am Stach gelooss.

Et kënnt och kee Suivi do. Ech hu mat Kolleege geschwat an de leschte Wochen, déi soen, mir ginn dat virun a mir kréien ni méi e Feedback. Dat war e Saz, dee ganz vill komm ass. Et hapert och un der Koordinatioun. Dir hutt dat gesinn un e puer Beispiller a Südgemengen. D'Gemenge Rëmeleng, Diddeleng, Péiteng, Schëffleng hu Personal agestallt ouni Kohärenz am System. Et war keng Koordinatioun mat der Santé oder wéinstens net genuch. Also, mir bräichte vill méi Feedback.

An deenen Equipen, déi op den Terrain ginn, hu mer oft e groussen Turnover. Do komme Leit, déi bleiwen zwee Joer an da gi se ausgewiesselt. Do ass am Fong och kee grousse Suivi, wat eng perséinlech Approche ass, déi mer net vill hunn - leider net vill. Dat ass zum Deel awer dem Stat seng Schold a net de Gemengen hir. De Stat, wéi en och am Enseignement d'Gemenge struewele gelooss huet während 30 Joer mat de Friemaarbechterkanner, mat de Migrantekanner, huet et och esou an der Schoulmedezin gemaach.

Mir hunn an der Schoulmedezin net genuch kulturell Adéquatioun. Mir haten natierlech eng latengesch Immigratioun - Italien, Portugal an esou virun -, mä déi ännert och, a mir kréie Leit vu ganz anere Kulturen. An do wär et och net schlecht, fir e bëssen „les devants" ze huelen.

Eppes, wat mech an deem Règlement grand-ducal och e bëssen enttäuscht huet - ech verstinn dat an deem Avant-projet, loosse mer et esou nennen -, ass, dass drasteet, et géifen och nach dräi aner Reglementer do nogeholl ginn. Ech verstinn dat och a Liaisoun mat dem Ministère de l'Éducation nationale, mä dat ass e bëssen e Flou artistique.

Genau wéi ech och net verstoe konnt, dass an deem Avant-projet de règlement grand-ducal 24 Artikelen opgefouert ginn, wou der am Gesetz nëmmen zwielef stinn.

Ech mengen, hei muss een e bëssen eng iwwergräifend national Struktur an de Grapp kréien, déi déi ganz Kanner duerch déi ganz Educatioun begleet. Dat ass wichteg.

Den Timing vu verschiddenen Dépistagë léisst sech diskutéieren. Fakt ass, dass mer fir déi meescht Kanner nach vill ze vill Exame bäibehalen an dass déi Kanner, déi grad Hëllef brauchen, ze kuerz kommen doduerch. Do verweisen ech och op de Schwäizer Modell: Déi ënnersichen hir Kanner an der Maternelle an dann am 5. oder 6. Schouljoer an dann nach eng Kéier am Secondaire. Da wär d'Saach méi einfach.

D'Demokratesch Partei an der Gemeng Konter huet och zum Deel d'lescht Kéier d'Lokalwahle gewonnen, well mer insistéiert hunn, dass d'Evaluatioun vun de Sprooche-

kompetenzen an der Schoul extrem wichteg ass. Et wär ganz wichteg, eng Emphase dorop ze leeën, fir dass dat besser géif gemaach ginn.

Also, mir mussen nach eng Kéier d'Besoinen definéieren, déi bis elo net ëmmer ganz kloer sinn an déi och regional Variatioune mat sech droen. Mir mussen d'Konzeptioun vun der Preventioun besser kucken a méi Moyenë gi fir d'Mise en œuvre.

An ech géif bal nach behaapten hei, dass d'Schoulmedezin souguer misst de Bien-être professionnel vun den Enseignanten ënnersichen, well do hu mer och e grousse Problem mat 7.000 Enseignanten, vun deenen der héchstwahrscheinlech nach méi d'Flemm hu wéi d'Kanner. Dat ass eng Aschätzung an eng Suggestioun, fir mat virunzehuelen.

Ëmmer méi Jonker sinn angoisséiert, ëmmer méi Jonker hunn d'Gefill, dass se - dat sinn natierlech déi méi al Jonker - méi chancëlos grouss ginn, dass se sozial ausgegrenzt sinn.

An Dir wësst jo alleguer, dass d'Origine sociale nach ëmmer determinant ass am Devenir vun deem, wat d'Educatioun oder d'spéidert Beruffsliewen ass.

Op d'Éducation sanitaire muss och méi Wäert geluecht ginn, wéi et elo de Fall ass. Frou war ech zwar, dass mer net wéi an anere Géigende Molekulartester aféieren an der Schoul, well a verschiddene Länner gëtt et Bestriewungen, fir d'Kanner op Krankheeten ze testen, déi am Erwuessenenalter optrieden. Do sinn ech ganz frou, dass ech dovunner näischt gelies hunn.

Alles an allem, Här Minister, sinn ech ganz frou, dass Der Iech hei drugitt. Mir ënnerstëtzen Iech alleguer, mä ech hunn awer d'Impressioun, dass dee Règlement grand-ducal, deen Avant-projet esou e bëssen du „déjà vu" ass.

Ech mengen, mir mussen elo e bësse méi Action hei kréien an net all Kéiers waarden, bis e Chef de division a Pensioun geet, fir dann eng aner Orientatioun ze huelen.

Ech soen Iech op alle Fall villmools Merci fir all dat Engagement, wat Der hutt, an haaptsächlech och am Dépistage vun deenen neuropsychesche Krankheeten a Stéierungen, fir dass mer dorop méi den Akzent leeën, well mir hunn dat jo alleguer matgemaach: An der Schoulmedezin si mer ënnersicht ginn, ob mer e kromme Réck haten, wat wuel wichteg ass. D'Kanner sinn ënnersicht ginn, ob se Plattféiss hätten, bis d'Orthopédie infantile gemierkt huet, dass all Kand Plattféiss huet. Dovunner si mer doropshin e bëssen ofgeréckelt.

Mir kruten de Pippitest. Mä ech sinn hei doudseriö, well dat ass esou. Mir kruten all de Pippitest gemaach, mir kruten Tuberkulosetester gemaach an esou.

Ech géif emol mengen, dass mer an der Zukunft - an de Félix Braz weess dat -, wann elo d'Äerd sech erhëtzt, mer erëm aner Infektiounskrankheete kréien.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ass wéinstens an 20, 30 Joer theoretesch méiglech. Mä ech mengen, dass mer am Fong méi seriö musse ginn an der Approche vum Problem.

Ech soen Iech Merci, Här President, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Interpellatioun vu mengem Confrère Krieps gëtt ons haut d'Geleeënheet, iwwer en Thema ze schwätzen, dat ons och uewe läit a fir dat e grousst Kapitel an onsem Wahlprogramm virgesinn ass.

D'Schoulmedezin leeft hei am Moment mat Equipen, mat méi oder wéineger engagéierte Leit, e bëssen esou niewelaanscht, wat d'Dokteschpraxen um Land notamment ubelaangt. D'Qualitéit vun de Resultater hänkt effektiv vun de concernéierte Professionellen of. Si décidéiere largement, wat leeft a wat net.

Si hu souguer keng eenheetlech Ausbildung. Entre-temps ass jo d'Assistante d'hygiène sociale, déi den Här Krieps ugeschwat huet, aus de Formatioune verschwonnen. Dat war Personal, dat effektiv souwuel d'Kompetenz vun der Assistante sociale wéi och déi vum Infirmierspersonal hat.

Déi eng oder aner Gemeng - ech wëll hei keng nennen - huet vu sech aus iwwert déi lescht Joren e relativ kompetenten a souguer multidisziplinar vernetztene System opgebaut, awer zu engem groussen Deel op hir eege Käschten. Wat d'Basis an d'Prinzipien ubelaangt fir eng eenheetlech Schoulmedezin am ganze Land, waarde mer eigentlech op en neit Gesetz, well dat vun 1987 mat senge Reglementer gëtt net méi dem neiste Stand gerecht.

Mir mengen och, dass een op dëser Plaz muss eng Kéier all deenen Equipë Merci soen, déi mat de Moyens de bord haart kämpfen, déi ëmmer méi grouss Horairen an ëmmer méi eng grouss Klassenzuel op sech huelen, fir eppes aus dësem awer ganz wäertvollen Outil ze maachen. Eleng scho wat d'Schoullandschaft, d'Schülerzuel an Zesummesetzung vun de Schoulklassen ubelaangt, déi an de leschten 20 Joer awer ganz vill geännert huet, wier en Ajustement de tir dréngend noutwendeg.

D'Schoulmedezin ass eng preventiv Medezin par excellence. Mir hu jo eng Rei Reienënnersichungen hei zu Lëtzebuerg. Et sinn déi perinatal Mammen- a Kandënnersichungen, déi jo un d'Bezuele vu gewëssene Bäihëllefe gekoppelt sinn an duerfir och wierklech revolutionär Changementer an de leschten 30 Joer an onsem Land, wat d'Säuglingsmortalitéit ubelaangt, bruecht hunn.

Loosse mer och déi obligatoresch aarbechtsmedezinesch Ënnersichungen net vergiessen, an dann och vläicht de Führerschäin, well jo bal jiddfereen dee mat 18 Joer mécht a mat 50 Joer an d'Kontroll muss.

Dëst ass déi eenzeg systematiséiert Preventivmedezin am Land.

All Mënsch, deen eng Lëtzebuerger Schoul besicht, dee fält drënner: Schüler, Studenten, Léierbouwen a -meedercher, aus der Éducation préscolaire, primaire, dem Enseignement postprimaire, der Éducation différenciée. Jee, egal ob dat eng öffentlech oder eng privat Schoul ass, selbstverständlech sinn och all dës Ënnersichunge gratis.

D'Aufgabe vun der Schoulmedezin si scho vum Här Krieps ugeschwat ginn. Et geet ëm d'medezinesch Iwwerwaachung op där enger Säit, fir Anomalien, Defiziter oder Krankheete festzestellen. De Mondraum an d'Zänn gi mat kontrolléiert. Esou kënnen duerch systematesch preventiv Ënnersichunge Gesondheetsbilanen opgestallt ginn. Doriwwer eraus kënnen oder sollte sämtlech Moossnamen, wat den Individu ubelaangt, an d'Weeër geleet ginn, an dat op Demande vun engem Member vun där Equipe, déi zoustänneg ass.

D'Zesummenaarbecht besteet um soziale Volet mat de Schoulkommissiounen, de Spezialservicer vun der Éducation nationale, wéi dem Service de guidance an de SPOSen: Heiduerch soll, wann et noutwendeg wier, e sougenannte Bilan social vun engem Schüler kënnen opgestallt ginn, unhand vun deem dee betraffene Schüler e Suivi an eng Assistenz ka garantéiert kréien.

D'Schoulmedezin soll selbstverständlech zur gesondheetlecher Erzéiung an Opklärung bäidroen, d'Propretéit vun de Schoulgebaier iwwerwaachen - ech weess net, awéiwäit dass dat de Realitéiten entsprécht -, och Avisen zur Ergonomitéit vun de Schoulmiwwele solle se ausschaffen - ech ka mech och net erënneren, dass een dat jeemools esou an der Praxis héieren huet -, a schliesslech - do kommen ech herno nach eemol drop zréck - Statistike vum Gesondheetszoustand vun all onse Kanner ausschaffen.

An der Praxis gesäit dat awer oft anescht aus. Et gëtt Plazen, wou den Dokter fir d'éischt emol dem Kand hëlleft sech ausdoen an him herno erëm hëlleft sech undoen, wat dann natierlech ganz vill Zäit ewechhëlt an net grad zur Effikassitéit vu Reienënnersichunge bäidréit. Dat ass zwar e bossegt Beispill, mä wéi gesot dat gëtt et.

D'Equipë sinn ënnerschiddlech zesummegesat. Wat fir Aufgabe jiddfereen iwwerhëlt, dat ass och vun Duerf zu Duerf, vu Gemeng zu Gemeng net grad datselwecht. A jee nodeem wivill Zäit den Dokter sech hëlt, ass d'Ënnersichung dann och méi oder manner grëndlech oder wäertvoll.

Wat d'Kommunikatioun mam Léierpersonal ubelaangt, ass och alles oder villes der Initiativ vun deem Eenzelnen iwwerlooss. Esou wier et fir ons zum Beispill wichteg, dass am Ufank vum Schouljoer d'Léierpersonal kéint Kanner, deenen hir gesondheetlech Problemer si direkt géife feststellen, schnell an eng Ënnersichung bréngen, an net misst waarden, wann d'Klass eventuell eréischt am drëtten Trimester drukënnt, an dat Kand dann elo emol zwee Trimestere viru sech hin esou weiderwurschtele loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, souwäit mir als CSV informéiert sinn, an den Här Krieps huet ons dat bestätegt, ass am Joer 2004 mat där méi grousser Perspektiv op en neit Gesetz en Aarbechtsgrupp bestëmmt a vum Ministère agesat ginn, fir sech iwwert d'Inhalten an d'Ausriichtung vun enger moderner Schoulmedezin Gedanken ze maachen. Dësen Aarbechtsgrupp huet am Ganzen dräimol ugesat, fir Texter ze gebären, déi eng Basis fir en neien Text kéinten duerstellen.

Als Resultat vu véier Joer Aarbecht läit elo en Entworf fir e Règlement grand-ducal um Dësch, net grad op onsem Dësch, mä de Moment um Dësch vum Statsrot fir Avis. Ech sinn iwwerzeegt, dass onsen Här Minister ons kann eng ganz Rei Opklärungen zu deem Text ginn.

Ouni wëllen op dës Texter ze vill am Detail anzegoen - well ech mengen, et sinn der net vill vun ons, déi se hunn oder gelies hunn -, kéint een hei kuerz en Tableau maachen, wéi onser Fraktioun hirer Meenung no eng modern Schoulmedezin sollt ausgesinn.

Si muss zwee Adjektiven erfëllen, zilorientéiert an altersspezifesch sinn, fir all Kanner hei am Land, no gewëssene Standarden, déi selbstverständlech och musse fir d'ganzt Land genau déiselwecht sinn. Et geet also net hei drëm, fir Programmer fir gewësse Schoulen ze entwéckelen, mä Programmer fir gewëssen Altersgruppen, well hei läit d'Differenz vun de medezinesche Besoinen.

Et geet och net a priori drëm, fir d'Kanner an déi Jugendlech méiglechst oft ze ënnersichen, villméi awer dorëm, verschidden Examen - ech ginn Iech d'Beispill vun den Aen - net all zwee Joer zum Beispill systematesch ze maachen, mä eemol all fënnef Joer. An da kritt déi ganz grouss Zuel vu Kanner do d'gréng Luucht an da si se et fënnef Joer lass. An déi, déi awer e Problem hunn oder op enger Limite leien, déi sollen individuell perséinlech suivéiert gi respektiv soll een eng Handhab hunn, wann eng rout Luucht ugeet, dass ee relativ direkt kann eppes ënnerhuelen, dass mat deene Kanner eppes geschitt.

Duerfir musse fir d'éischt emol d'Ziler vum Programm kloer virun Ae stoen an duerno mussen déi altersspezifesch Standarden entwéckelt ginn. Ech sinn och iwwerzeegt, wéi den Här Krieps gesot huet, dass ee sech am Ausland esou altersspezifesch Standarden ouni Weideres ka beschafen. Si sollten ëmmer erëm kënnen no wëssenschaftleche Kritären adaptéiert ginn; am beschten, wéi och bei anere Standarden haut, no der „evidence based medicine".

Fir dat awer lafend kënnen unzepassen, bräicht et dann deen nationale Conseil vun de Schoulmedeziner, awer och e permanenten Aarbechtsgrupp mat der Implikatioun vun deem anere Santéspersonal an eventuell vu Schoulpersonal, déi domat professionell concernéiert sinn, deen awer och schnell kéint op Problemer reagéieren. Jee nodeem wéi dann no Altersgrupp de Contenu vun den Ënnersichunge gestalt ass, mussen d'Equipë kënnen zesummegesat ginn esou wéi se deenen Aufgaben am beschte gewuess sinn. Mir hunn e grousse Besoin fir eng vernetzte Multiprofessionalitéit, mä eben net fir jiddfer Alterskategorie déiselwecht.

Haut ass et jo esou, wann e Problem festgestallt ass, jee nodeem natierlech, ob et sech ëm Mineuren oder ëm Majeuren handelt, da geet e Bréif eraus, fir drop hinzeweisen, fir bei deen een oder aneren Dokter ze goen an de Problem ofzeklären.

Theoretesch sollt dann eng Réckmeldung un déi kompetent Plaz kommen. Also, wann dann en Dokter dat Kand gesinn huet, soll hie säi Befond weiderginn oder wéinstens emol bestätegen, dass d'Kand beim Dokter war. Ech huelen un, dass d'Ligue sech dorëmmer këmmert. Well ech hu mat enger Rei vu menge Kolleegen, déi Pappen a Mamme sinn, geschwat; et ass net d'Gemeng, déi sech dorëmmer këmmert, dass déi Kanner dann erëm eng Kéier drun erënnert ginn, dass se nach net beim Dokter waren, wa se dann nach net do waren. Dat heescht, et herrscht Onkloerheet driwwer, ob iwwerhaapt en zweeten Avis erausgeschéckt gëtt, wa keng Äntwert op den éischten Avis kënnt.

Et gëtt also de Moment null Handhab, wat mat de Suivië geschitt. An dat wier jo eigentlech dat Wichtegst. Et ass jo schéin, wann d'Gemenge matgedeelt kréien, wivill Avisen erausginn, mä wat geschitt mat deene Kanner, wou keen op den Avis reagéiert?

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass ons perinatal Mortalitéit - ech hat dat scho gesot - eréischt dunn erofgaang ass, wéi déi entspriechend Ënnersichungen u gewëssen Allocatioune gekoppelt gi sinn. Ech wëll dat einfach emol als Denkustouss vläicht am Raum stoe loossen. Ech hunn dozou keng méi prezis Virstellungen.

Ech wëll och behaapten, esou wéi ech dat aus Erfahrung aus onser Gemeng weess, dass et sécher net déi sozial stäerkste Schichte sinn, deenen hir Kanner an der Schoulmedezin Problemer duerstellen, an dass et grad déi aner Kanner sinn, déi enger Hëllef dréngend benéidegen. Esou Mesurë setzen awer och viraus, dass eng adequat Opklärung vun den Elteren a vum Léierpersonal stattfënnt. Et kéint ee sech och virstellen, dass pluridisziplinär schoulmedezinesch Equipen iwwert d'Ënnersichunge vun de Schüler eraus souwuel den Eltere wéi och dem Léierpersonal zur Verfügung kéinte stoen, fir gewëssen Opklärungsrollen ze iwwerhuelen.

Ech ka mer virstellen, dass verschidde jonk Schoulmeeschteren nach ni e Lausbefall oder e Fléibefall gesinn hunn, fir en einfacht Beispill ze nennen. Dat ass zwar keng dramatesch Krankheet, mä et gesäit ëmmer ganz dramatesch vu Fall zu Fall aus. Déi kéinten dann och Opklärung iwwer Impfunge ginn, Zännhygien - esou trëfft een déi Erwuesse gläich mat -, Opklärung iwwer Epidemien an zum Beispill Sënn an Onsënn vun Antibiotiken - jee dat, wat e Medeziner esou Neits ka bäibréngen an de Schoulen. Alles dat dem Besoin ugepasst.

Mir mengen awer och, dass dat dann net misst oder net kéint vu Gemeng zu Gemeng organiséiert ginn, mä wahrscheinlech nëmme regional.

De sozialen Aspekt spillt eng ganz grouss Roll an der Schoulmedezin. De Kolleeg Krieps huet dat och scho gesot. Et ass oft déi eenzeg Plaz, wou Schoulkanner eemol richteg beim Dokter duerchgecheckt ginn.

Mä wat d'Evolutioun vun de sproochleche Capacitéiten ubelaangt, besonnesch och bei Kanner aus der Immigratioun, déi méisproocheg sinn, wéi den Här Krieps ons dat elo grad duergeluecht huet, do hu mer ons awer gefrot, ob net hei d'Léierpersonal déi besser Viraussetzungen huet, dës Problemer ze cernéieren an dorop anzewierken.

Ech wollt nach eng aner kleng Parenthees maachen: Wann ee bedenkt, wéi vill Kanner an onsem Land ënnersicht ginn, a gesat de Fall, dat ass dann eenheetlech a landeswäit, da kéint een hei eng Base de données opbauen, déi net nëmmen den eenzelne Kanner zeguttkënnt, mä eng immens interessant Basis zu wëssenschaftlechen Aarbechte kéint bidden, zum Beispill och zu sozialpoliteschen a medezinesch-hygienesche Moossnamen op Landesniveau oder cibléiert Campagnen. Dës Informatioune feelen ons wäitgehend bis elo.

Am Intérêt vun de Kanner, also individuell gesinn, ass et natierlech esou, dass si och vun de Resultater vun dësen Ënnersichunge kënne profitéieren. Dat ass onser Meenung no awer net méiglech mat iergendengem Carnet, deen dann eventuell oder souguer wahrscheinlech iergendwann eng Kéier verluer geet. Wéi bei villem ass et hei - ceterum censeo - de berühmten Dossier informatisé du patient, dee scho säit ville Joren an Ausschaffung ass - ech mengen, ech hat et hei och schonn e puermol gesot an aneren Zesummenhäng -, deen et wäert erlaben, dass all Patient vun dësen Informatioune ka spéider profitéieren an dass all aneren Intervenant op dem Fall d'Informatioune kann novollzéien.

D'Definitioun vun der Schoulmedezin, esou wéi se am 1987er Gesetz steet, geet also haut onser Meenung no net méi duer. Mir sinn der Meenung, dass mer mussen deemnächst eng nei Konzeptioun vun der Schoulmedezin kréien, dass all Schüler an onsem Land d'Recht huet op déiselwecht standardiséiert altersadaptéiert Leeschtung an dass dës Efforten net sollten am Raum stoen als Trockenschwimmübungen, mä souwuel fir d'Kollektivitéit wéi fir den Eenzelne Profit droen, eenheetlech fir dat ganzt Land.

Dat wäert nëmme méiglech sinn, wann de Stat, dee jo dann den Intérêt vun dëser Form vu Schoulmedezin agesäit, seng Responsabilitéiten hëlt, net nëmmen an de

Mëttelschoulen, mä och an de Primärschoulen, an net hei de Gemengen déi Obligatioun opdréit, déi se musse selwer organiséieren, droen a finanzéieren, wat besonnesch a klenge Gemenge mat wuessende Schülerzuelen an därselwechter Zuel Personal op d'Käschte vun der Qualitéit ka goen.

Et wär vläicht och sécher derwäert, wa mer eng Kéier de Projet de règlement grand-ducal, Här Minister, géifen an ons Gesondheetskommissioun kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz iwwert d'Schoulmedezin ass wéi vill Gesetzer relativ vag gehalen, an dat ass an dësem Fall och ganz gutt esou, well een domat eng ganz Rei Saachen opléisst an domat och méiglech mécht.

Déi eng Gemengen, an dat ass schonn ugeschnidde ginn, hunn hiren eegene Service. Vill anerer schaffen awer mat der Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales zesummen. An och dat ass erlaabt a léisst de Responsabele vun deenen eenzelne Gemengen also de Choix, dee Wee ze goen, dee si fir richteg halen, ganz am Sënn vun där vill gepriesener Autonomie communale.

Zënter datt de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo heescht, sinn och d'Acteure vum Terrain all zesummegeruff ginn an hunn driwwer diskutéiert, wéi d'Schoulmedezin am Idealfall sollt ausgesinn. Et goufen och Experten aus verschiddene Länner ugehéiert, ënner anerem och aus der Schwäiz - méi genau aus dem Jura -, der Belsch, mä och England, fir sech e Bild ze maachen, wéi an deenen anere Länner op dësem Gebitt geschafft gëtt. An natierlech waren och do verschidden Opfaassungen a verschidde Positiounen, wéi dat bal ëmmer de Fall ass, ze héieren.

Eleng schonn, wat d'Examens systématiques ubelaangt, gëtt et verschidden Handhabungen, an dat Bescht wär vläicht, wann ee sech géif dorop eenegen, e gutt, gesond Mëttelmooss ze hunn.

Et ass och wichteg, fir regelméisseg Ënnersichungen an e Suivi vun de Kanner hirer - elo fänkt et un, komplizéiert ze ginn - physescher a psychescher Gesondheet ze maachen. Allerdéngs muss een d'Efforten eventuell méi cibléieren. Dat heescht, déi Kanner, an dat gouf och scho gesot, méi dacks a méi am Detail ze begleeden, déi effektiv Problemer hunn. Souwäit ech informéiert sinn, ginn ënner anerem dës Iwwerleeungen och bei der ustehender Reform vun der Médecine scolaire matberücksichtegt, mä ech huelen un, datt déi zoustänneg Ministeren, déi och hei sinn, herno méi konkret Informatiounen dozou kënnen a wäerte liwweren.

Wa mer elo emol den Alter vun de Kanner kucken, déi erfaasst ginn, da gesäit een, datt normalerweis all Kand duerch d'Primen, déi ausbezuelt ginn, bis zwee Joer gutt medezinesch versuergt an och kontrolléiert ass. Duerno besteet allerdéngs e Lach, dat heescht bis d'Kand mat véier Joer ageschoult gëtt. Hei kéint ee sech iwwerleeën, ob et net fir d'Wuel vum Kand wär, datt déi verschidde Structures d'accueil mat an d'Boot geholl ginn. Och wa mer do net all Kand géifen erfaassen, wär emol ëmmerhin e weideren Deel awer ofgedeckt.

Elo sot Dir mer natierlech, do ass en anere Ministère zoustänneg. Gutt, mä ech mengen, wou e Wëllen ass, do ass och e Wee, a wa mer wëlle verhënneren, datt Problemer ze spéit erkannt ginn, dann ass dat doten, also tëschent deenen zwee an deene véier Joer, eben hei nach eng Chance, déi ee kéint notzen.

Eng aner Iddi, déi aus Däitschland kënnt, dat ass déi, datt all Kand, ier et ageschoult gëtt, dat heescht, ier et an d'Spillschoul iwwerhaapt kënnt, muss bei en Dokter goen, an do e Certificat d'aptitude ausgestallt kritt. Eng Iddi, déi ee sech och kéint duerch de Kapp goe loossen. Wann een, an dat gouf scho gesot, fir schaffen ze goen oder fir de Führerschäin ze maachen, muss ënnersicht ginn, firwat kënne mer dann net och ganz kleng hei ufänken?

Natierlech brauch een, fir all Verbesserung ze realiséieren, och Personal, wat matspillt, woubäi bei där heiter Iddi d'Eltere jo kënne mat hirem Kand bei den Hausdokter goen, esou datt hei kee supplementäert Personal géif gebraucht ginn. Mä och hei muss deen Dokter, bei deen d'Elteren da géife goen, wëssen, op wat hie bei esou klenge Kanner muss oppassen, a wat hien emol iwwerhaapt soll kontrolléieren. Dat misst dann ebe festgeluecht ginn, fir datt déi Ënnersichungen och iwwerhaapt en Notzen hunn. Vläicht kéint een och un eng Formation continue denke fir déi Leit, déi sech ebe wierklech gären an déi Matière eraknéien.

Allgemeng mengen ech iwwerhaapt, datt d'Formation continue wichteg ass, och beim Léierpersonal, déi vläicht net ëmmer alleguerten den Notze vun der Schoulmedezin kennen an agesinn.

Et ass jiddefalls vu grousser Wichtegkeet, datt dee ganze Milieu scolaire de Rôle vun der Schoulmedezin kennt, e versteet a virun allem och d'Médecine scolaire ënnerstëtzt.

Virum allem muss och jiddfereen, dee mat de Kanner a Kontakt ass, an der Schoul esou wäit geschoult sinn, datt hien d'Indicë kennt, déi op medezinesch, awer och op sozial Problemer, déi ëmmer méi heefeg ginn, hiweisen. Well finalement sinn et jo si, déi d'Kanner am beschte kennen, well se d'Kanner och am meeschte gesinn.

Wa mer eis elo de Fonctionnement vun deene bestehende Servicer ukucken, da gesäit een och do, datt déi eng en Dokter fest agestallt hunn, déi aner awer mat den Doktere vum Terrain, dat heescht eben den Dokteren, déi an hirer Gemeng usässeg sinn, schaffen. Och hei, mengen ech, gëtt et net den Idealfall. Wat wichteg ass, ass, datt den Dokter oder datt d'Dokteren, déi hei matschaffen, motivéiert sinn, datt se gäre matschaffen an datt se dat, wat se maachen, och honoréiert kréien. Well et ass natierlech net evident, seng Praxis zouzemaachen, oder moies emol eng Kéier keng Hausbesucher ze maachen. Dozou gehéiert och eng ganz Partie Idealismus.

Wa mer also wëllen hunn, datt d'Doktere weiderhi matschaffen, fir d'Schoulmedezin nach méi effikass ze maachen, dat heescht net an zwou Stonnen 100 Kanner einfach emol esou duerchschleisen, mä sech Zäit huele fir all eenzelt, oder fir mat all eenzelt och kënnen ze schwätzen, da muss iwwert dës Fro fréier oder spéider och diskutéiert ginn.

Mir mussen awer och dohinner kommen, datt net alles um Dokter eleng hänke bleift, datt mer, wa mer vu Schoulmedezin schwätzen, ëmmer un eng Équipe multidisciplinaire denken an déi och weiderhin am Hannerkapp behalen. Dozou gehéiert natierlech un éischter Plaz de Medeziner, mä och eng Infirmière, eng Assistante sociale a sécherlech och eng Persoun mat enger Ausbildung, déi un d'Assistante d'hygiène sociale erukënnt, déi et jo esou net méi gëtt. Iwwerhaapt ass d'Zesummenaarbecht vun alle Servicer, déi et jo scho gëtt, wat d'Gesondheet - déi physesch mä och déi psychesch - vum Kand ubelaangt, wichteg.

Wa mer elo an d'Famillje kucke ginn, da gesi mer - an ech wëll drop hiweisen, well beim Ufroe vun der Interpellatioun dat Wuert Immigratioun ze liese war -, datt ganz vill lëtzebuergesch Familljen Hëllef brauchen, well se sozial Problemer hunn, an datt et hei net nëmmen déi auslännesch Kanner sinn, wou dee gréisste Problem, a ganz oft och nëmmen deen eenzege Problem deen ass, datt se schlecht oder guer net Lëtzebuergesch schwätzen.

Problemer an de Familljen, an de lëtzebuergesche wéi an den auslänneschen, Alkohol oder aner Suchtkrankheeten, fir elo emol nëmme bei deenen zwou Saachen ze bleiwen, déi bréngen et fäerdeg, datt Kanner och schonn am éischte Schouljoer verhalensopfälleg sinn, datt se keng Grenze kennen an domat och sech an hir Klassekomeroden a Gefor bréngen. Verschidden Enquêtë weisen och, datt d'Kanner ëmmer méi jonk, ganz jonk scho mat Alkohol, mat Zigaretten a Kontakt kommen.

Hei musse mer och gesinn, datt d'Schoulmedezin hir Grenzen huet, wann et just drop erausleeft, eppes festzestellen oder just ze ënnersichen. Wann der Famill hei net gehollef gëtt, da kënne mer dräimol pro Joer weien, moossen, d'Zänn kucken, da bleift alles beim Alen. Dat ass, wéi wa mer all Joer feststellen, datt e Kand ze déck ass, mä awer net dru schaffen, datt sech eppes ännert, zum Beispill well mer weiderhi keng Sportméiglechkeeten - ausser a Pilotprojeten, wéi zum Beispill de „Wibbel" zu Diddeleng - fir mockeleg Kanner ubidden. D'Léisung vun de Problemer, déi mécht sech net eleng, dat wësse mer, an duerfir muss hei nogehollef ginn.

De Service vun der Schoulmedezin, deen heescht jo och „médico-socio-scolaire". Dat weist jo schonn drop hin, datt de Medeziner net eleng hei eng wichteg Roll huet a spillt, mä datt och d'Aarbecht doheem, a virun allem an a mat de Familljen, ëmmer méi wichteg ass, an ech fäerte ganz, nach ëmmer méi wichteg gëtt. An eenzelne Gemenge schaffe Servicer jo scho mat enger Assistante sociale oder eben hirem lokalen Office social zesummen. Dëst muss, an et soll och iwwerall verstäerkt ginn, wa mer den Entourage wëlle changéieren, well wa mer deen net changéieren, dann hëllefe mer dem Kand och net.

Et soll also net dobäi bleiwen, datt d'Schoulmedezin just ënnersicht an eventuell just Problemer feststellt. Am beschte Fall soll se och hëllefen, en Ustouss gi fir ze heelen, an dann zesumme mat allen Acteuren am Schoulwiese sech och mat Preventioun befaassen. De Service médico-socio-scolaire ass, oder soll a mengen Aen och e Service sinn, wou eng ganzheetlech Approche vum Kand, mä awer och vu senger Famill a sengem Ëmfeld soll gekuckt ginn, dat heescht, d'Gesondheet huet net nëmmen e medezineschen Aspekt, mä och e sozialen, e physeschen an e psychologeschen.

Dofir soll de Service och eng Aart Dispatching sinn, wou vill, oder am Idealfall all Informatiounen, déi d'Gesondheet vum Kand betreffen, gesammelt an och zesummegefouert ginn. Et soll eng Aart Zentral si fir d'Wuelsi vum Kand, wou dee medezinesch soziale Wee vum Kand och kann novollzunn an och verfollegt ginn. An dësem Sënn ass de Service e Vermëttler tëschent Schoul, Elteren, Kanner souwéi dem Schoulservice vun der Gemeng, an natierlech och allen anere medezinesch sozial oder psychologesche Servicer, déi sech ëm d'Wuel vun deem eenzelne Kand an deene verschiddene Fäll këmmeren.

Am Beräich vun der Médecine scolaire mengen ech awer och, datt all d'Gemengepolitiker, dat heescht mir bal alleguerten heibannen, an der Flicht stinn, well wann net genuch Personal do ass, keng Raimlechkeeten do sinn an et an eenzelne Fäll souguer drun hänkt, datt d'Personal emol net dat Material zur Verfügung gestallt kritt, wat et dréngend bräicht - e PC, e Büro, eng Imprimante -, da kënne mer um Pabeier oder hei an der Chamber esou vill philosophéieren, wéi mer wëllen.

Wann d'Kanner an der Schoul ënnersicht ginn an engem Sall, wou normalerweis de Pabeier stockéiert gëtt, wou et kal ass a wou keng Intimsphär ass, dat heescht, wou d'Kand sécherlech net vum selwen a vu sech aus op e Problem opmierksam mécht, dann ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, engem Land wéi Lëtzebuerg, dat sech jo ganz gären domadder bretzt, zu deene räichste vun der Welt ze gehéieren, ganz einfach onwierdeg.

Wa mir heibanne fannen, datt d'Médecine scolaire soll a muss reforméiert ginn, da soll emol jiddfereen a senger Gemeng kucken, wat hien dofir mécht a wéi wichteg him säi lokale Service ass, an hei ufänken déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn. Da sinn oder da wäre mer schonn e gutt Stéck virukomm, dohin, wou mer sollen an och mussen hikommen, nämlech datt all Kand, an dat gouf och scho gesot, egal wou et hei am Land wunnt, déiselwecht Qualitéit vu medezinescher Ënnersichung kritt.

Wat ass awer elo déiselwecht Qualitéit? Dat meescht, mengen ech, ass gesot gi vu mir a vu menge Virriedner, ech probéiere just nach eng Kéier ze résuméieren. Kommt, mir fänke vläicht beim Personal an dem Zäitfaktor un. Et muss genuch Personal do sinn. Personal, dat interdisziplinär zesummeschafft, an all Kand soll Urecht op ee perséinleche Kontakt hunn a kënnen, natierlech nëmmen, wann et dat wëllt, iwwer seng Problemer schwätzen.

De Suivi vum Kand ass och wichteg, an hei ass dee Volet, dee sécherlech am meeschten Zäit ewechhëlt. Et ass vill Aarbecht, an dofir muss genuch Personal an deene Servicer schaffen, well et ass awer och dee wichtegsten Deel vun der Aarbecht. Dee Suivi, deen däerf och net nëmmen um kale Pabeier stattfannen, mä et soll e regelméissege Kontakt mam Kand bestoen.

D'Preventioun soll groussgeschriwwe ginn. Eng Éducation à la santé muss stattfannen, net nëmmen theoretesch, mä virun allem och ganz praktesch. Projeten op Gemengenniveau kënnen ausgeschafft ginn, wou d'ganz Bevölkerung drun deelhuele kann, well wa mer déi Erwuessen erreechen, an domat Familljen, dann erreeche mer natierlech doduerch och d'Kanner.

Vun der Formation continue hunn ech och scho geschwat, duerfir widderhuelen ech dat elo net. Mä et kéint ee sech awer iwwerleeën, dat Beruffsbild - dat et bei eise franséischen Nopere scho méi laang gëtt an do och seng Friichten dréit - vun der Infirmière scolaire hei zu Lëtzebuerg unzebidden. Och an der Schwäiz existéiert dat Beruffsbild. Ech zitéieren hei en Auszuch aus enger Direktiv, aus dem Jura, wat dës Infirmière an der Primärschoul ze maachen huet: «L'infirmière scolaire assure une permanence régulière dans chacune des écoles de son secteur. Ces permanences sont à disposition de tout élève qui en ressent le besoin et permet à l'infirmière scolaire d'écouter, d'informer et de soutenir les élèves. Les permanences sont aussi à la disposition des parents, enseignants et des autres personnels de l'école.». Fin de citation.

Et gëtt och eng Approche, fir der Infirmière scolaire an de Schoule vill méi Responsabilitéit ze ginn an eng ganz Rei Examen, déi am Moment nach vum Dokter gemaach ginn, vun hir maachen ze loossen. Och heiriwwer muss diskutéiert an nogeduecht ginn, virun allem wa mer iwwert d'Disponibilitéit vun den Dokteren diskutéieren, an natierlech och iwwert d'Käschten, déi heimat verbonne sinn.

Ech hunn elo an deene 14 Minutte probéiert, eng Rei Iddien opzezielen, déi ee sech sollt duerch de Kapp goe loossen, souwuel mir alleguerten heibannen, mä virun allem awer och d'Acteuren um Terrain. Dës Acteuren hu bis elo vill a gutt Aarbecht geleescht, an ech mengen, datt déi Aarbecht an Zukunft och net wäert ofhuelen, bien au contraire.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Här Minister, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den honorabelen Här Krieps huet als éischte Punkt vu senger Interpellatioun, déi mer elo diskutéieren, déi dréngend Wichtegkeet gesat, datt mer eis Schoulmedezin misste reforméieren. An dësem éischte Punkt sinn déi Gréng mam Interpellant 100% averstanen.

D'Schoulmedezin ass ee vun de groussen Dinosaurier an eisem Schoulwiesen a gehéiert dréngend reforméiert. Et wier sënnvoll gewiescht, am Kader vun enger Schoulreform, déi vun der Regierung emol eng Kéier als Jorhonnertreform bezeechent gouf, och iwwert d'Schoulmedezin ze diskutéieren. Mä bei der Schoulreform huet d'Regierung net nëmmen d'Diskussioun ëm de Wäerte- a Reliounsunterrecht als Tabuthema deklaréiert, si huet och d'Éducation différenciée ausgeklamert, d'Ganzdagsschoul war keen Thema, an esou ass dann och leider net iwwert d'Schoulmedezin geschwat ginn.

Ech mellen awer dann direkt un - wann d'Madame Mergen gefrot huet, fir eng Kéier den Avant-projet de règlement grand-ducal an hirer Kommissioun ze diskutéieren -, datt ech en och gären eng Kéier an der Schoulkommissioun hätt, well ech dat interessant fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- De President huet dat jo schonns gefrot, an et steet selbstverständlech zur Dispositioun vun deenen zwou Kommissiounen, dat heescht, de President vun der Kommissioun huet lech dës Kéier ëm e puer Minutte geschloen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci fir d'Informatioun.

M. le Président.- Dat ass esou, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Wat d'Périodicitéit vun den Examens médicaux ugeet, do wëll ech net allze laang drop agoen. Obschonn déi meeschte Kanner hiren Hausdokter hunn, obschonn déi Ënnersichungen duerch de Schouldokter zum Deel zu engem Double emploi féieren, obschonn zurzäit keng speziell Formatioun vum Schouldokter exigéiert gëtt. Dat wier awer bestëmmt sënnvoll - an ech sinn och net deen Eenzegen, deen et seet -, wann iwwer Ëmfang a Modalitéite vun esou enger Formatioun emol géif intensiv nogeduecht

ginn. Mir fannen och, datt déi regelméisseg medezinesch Ënnersichunge vun eise Kanner an der Schoul Sënn maachen.

Si erlaben et, datt dat Personal vun der Schoulmedezin - den Dokter, d'Assistante sociale, d'Infirmière oder d'Assistante d'hygiène sociale - all Kanner kenne léieren an an der gënschteger Situatioun duerch hir regelméisseg Visiten eng Relatioun zu de Kanner opbauen, se laangfristeg op hirem Wee begleeden. Ob déi Visiten dann elo esou, wéi et am Règlement grand-ducal vum 21. Dezember 1990 virgesinn ass, duerchgefouert ginn, oder no den Iddien, wéi et dann an deem neie Règlement grand-ducal steet, dat soll fir eis net dee gréissten Ënnerscheed ausmaachen.

Datt de Contenu vun de Visiten der Zäit vun den Ënnersichunge muss ugepasst sinn, schéngt evident. De Bluttdrock, deen nach ëmmer op dem Carnet de santé steet, gëtt seele gemooss. Den Test à la tuberculine - deem ass direkt eng hallef Säit am Carnet gewidmet - gëtt guer net méi gemaach.

D'Schoulmedezin ass an eis Schoule komm an enger Zäit, wou déi ustiechend Krankheete wéi eben zum Beispill d'Tuberkulos déi gréissten Erausfuerderunge waren. Haut kënne mer feststellen, datt dës Krankheete bei eis zum Gléck praktesch verschwonne sinn. Mä eis Kanner hunn aner Problemer, déi hir Gesondheet belaaschten; an do kommen ech nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Bei der Debatt 2004 iwwert d'Proposition de loi vum Här Colombera war iwwert d'Aféiere vu staatleche Schouldokteren diskutéiert ginn. Dat war deemools vu CSV an DP vehement ofgelehnt ginn, mat Argumenter, et wiere schonn elo net genuch Dokteren do oder dat géif ze deier ginn an et soll een och net méi Fonctionnairen astelle wéi onbedéngt néideg. Alles Argumenter, déi net allze vill Gewiicht hunn.

D'Iddi fir eng Rei spezifesch forméiert Schouldokteren ze hunn, déi net déi duebel Kap vum Schouldokter a vum Hausdokter hunn, ass eis net onsympathesch a sollt emol eng Kéier bei kloerem Kapp analyséiert ginn. Zwee Argumenter fir esou Doktere kann ech gläich liwweren.

An den CMPP-régionalen, där et jo hei am Land an all Inspekteschressort mindestens eng gëtt, ass iwwerall een Dokter als Member virgesinn. Ech ginn dervun aus, datt dat um Pabeier och esou ass. Ech weess awer, datt an der Praxis praktesch iwwerall keen Dokter bei deene Réuniounen derbäi ass. Et ass net méiglech, e Generalist oder e Pediater fir e puer Stonnen op esou eng Versammlung ze kréien. Dat ass verständlech, mä duerfir ass dat awer net gutt.

En zweet Beispill: Wann ee Schoulmeeschter oder eng Léierin ee Verdacht op eng Mësshandlung bei engem Schüler huet, da wennt hie sech u säin direkte Virgesetzten, de Schoulinspekter, oder un d'Assistante sociale oder d'Infirmière oder d'Assistante d'hygiène sociale, einstweilen och nach un de Buergermeeschter.

Eng richteg Diagnos däerf awer just een Dokter stellen. Där kritt Der awer ënner Ëmstänn keen an d'Schoul. Ech hunn an der Schoulpraxis scho Saachen erlieft, déi alles anescht wéi kloer an evident waren, well et ebe kee richtege Schouldokter gëtt.

Datt d'Schoulmedezin an Zukunft och net méi bëlleg gëtt, schéngt fir eis evident. Awéiwäit d'Gemengen an de Stat sech déi Käschten deelen, dat gëtt net de Mëtten hei an der Interpellatioun tranchéiert, an dat dierfe mer am Kader vun dëser Debatt emol als zweetrangeg betruechten.

Interessant ass awer natierlech d'Fro no der Roll, déi an Zukunft d'Gemengen nach an der Schoulmedezin spillen. Allgemeng en eegene Service médico-scolaire, wéi d'Stad Lëtzebuerg awer och nach vereenzelt méi kleng Gemengen et hunn? Oder fuere mer weider mat där Opdeelung, déi bis haut nach net all Mënsch verstanen huet, vu Services de proximité vum Roude Kräiz an der Laangzäitbetreiung bei der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale? Wat sinn och d'Implikatioune vum neie Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun den Offices sociaux op d'Schoulmedezin?

Et war fir eis net esou kloer, an et ass et och no den Ausféierunge vum Här Krieps nach ëmmer net, firwat datt hien en Extrapunkt opgefouert huet iwwert d'psychosozial Aspekter vun de Kanner mat Migratiounshannergrond an d'Evaluatioun vun de Capacités linguistiques?

Mir sinn der Meenung, datt wéinst dem Fait, datt no un d'Halschent vun eise Kanner aus engem Migratiounsmilieu kommen, dës Kanner, awer net nëmmen dës Kanner, eng sproochlech Förderung brauchen a selbstverständlech derwäert sinn diskutéiert ze ginn. Mir sinn awer och der Meenung, datt dëse Fait ee feste Bestanddeel vun eiser Gesellschaft ass an datt eis ganz Schoulorganisatioun deem muss Rechnung droen. Migratioun an eisem Land ass kee Fall fir d'Schoulmedezin.

D'Organisatioun vun eisem Sproochenunterrecht an d'Organisatioun an d'Moyenë vum Centre de logopédie droe bestëmmt och eppes zur Gesondheet vun eise Kanner bäi, loosse sech awer net iwwert d'Schoulmedezin eleng regelen.

D'psychosozial Aspekter vun de Kanner mat spezifesche Problemer, zum Beispill déi Kanner, déi an enger Édiff-Struktur beschoult ginn, wieren och derwäert länger hei diskutéiert ze ginn. Och d'Organisatioun vu SREA a Service de guidance de l'enfance gehéieren zu esou enger Debatt, mä si géifen awer déi zäitlech Rumm vun haut de Mëtteg sprengen.

Well mer iwwerzeegt sinn, datt eis ganz Médecine scolaire muss reforméiert ginn, huet d'Iwwerschréft am Aktivitéitsrapport vum Gesondheetsministère vum Mäerz 2008, déi do heescht «Vers une médecine scolaire de qualité: le projet de réforme de la médecine scolaire», eis als déi bäi Wäitem interessantesten aus deem ganze Rapport geschéngt.

Den Inhalt vum Artikel ass awer manner spannend. Hei geet just Rieds vun enger ganzer Rei Virbereedungsaarbechte fir esou eng Reform, vun där enger oder där anerer Réunioun, datt mer bei eis Nopeschlänner no gudde Beispiller siche gaange sinn an datt mer Enn 2007 ee Comité de pilotage kruten. Dee Comité huet décidéiert, datt en neie Règlement grand-ducal misst kommen. Deen ass dann elo als Avantprojet do, wou d'Zuel an de Contenu vun de schoulmedezineschen Exame misst nei definéiert ginn. Dat ass effektiv iwwerfälleg. Dorun ass näischt auszesetzen. Méi verréit de Rapport 2007 allerdéngs net. Wéi gesot, d'Iwwerschréft vum Artikel ass vill méi spannend wéi den Inhalt.

E bësse méi iwwert déi Reform kann een aus engem Dokument, wat d'Dokter Muller, Chefin vun der Médecine scolaire, op der zweeter nationaler Gesondheetskonferenz «Vers un plan national santé» am Januar 2007 zu Mondorf presentéiert huet, gewuer ginn. D'Dokter Muller fokusséiert sech op d'Kand an de Jugendlechen a seng Besoinen. Dat ass ganz interessant. D'Schoulmedezin soll transforméiert ginn an eng Schoulgesondheet mat erweiderten Objektiver an neie Prioritéiten. Och déi Gréng trieden a fir eng interdisziplinär a global Approche, wat d'Schoulgesondheet ugeet.

Den Zesummenhang tëschent Educatioun, Formatioun a Gesondheet muss net méi laang diskutéiert ginn. D'OMS seet: «Le lien, qui existe entre la santé de l'enfant et l'éducation qu'il reçoit, est extrêmement solide.» D'Schoul muss ee Raum sinn, wou op den Erhalt, de Schutz an d'Förderung vun der Gesondheet Wäert geluecht gëtt. Ënner anerem, well déi Gesondheet sech positiv op d'Léieren auswierkt.

Mir kënnen hei vun engem Cercle vertueux schwätzen, dee mer musse förderen. Geléngt eis dat net, da riskéiere mer ee Cercle vicieux ze kréien, deen eng negativ Dynamik entwéckelt.

D'Schoul ass e privilegéierte Raum, wou mer kënnen intervenéieren. Mir hunn hei d'Geleeënheet, all Kanner kënnen ze kontaktéieren, an dat iwwert déi wäit Zäitspan vu véier bis 15 an deemnächst 16 Joer. Eng Zäit, an där evidenterweis eng ganz Rei wichteg Schrëtt an der Entwécklung vun de Kanner falen.

Mir sinn eis wéi esou dacks an der Theorie bestëmmt eens, wéi wichteg d'Schoulgesondheet fir eis Kanner ass, mä wann et dann ëm d'Praxis geet, dann dierft de Konsens méi schwéier sinn. Esou ass et och bedenklech - ech hunn et scho gesot -, datt mer am Kader vun der Schoulreform nach net eng Kéier an der Chamberskommissioun vun der Éducation nationale iwwert den aktuellen an zukünftege Stellewäert vun der Schoulmedezin diskutéiert hunn.

Mir hunn als gréng Fraktioun begréisst, datt den alen Artikel 70 vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental amendéiert gouf an d'Lëscht vun den Intervenanten, déi ënner Ëmstänn zum Schoulpersonal kënne gehéieren, ganz bedeitend erweitert gouf.

Wuel ginn d'Assistantes d'hygiène sociale net an der Lëscht opgezielt, mä vläicht, well dee Beruff jo zënter 2000 net méi forméiert gëtt. D'Assistants sociaux sinn awer derbäi, an och Infirmiere si virgesinn als Member vum Schoulpersonal. Dat mécht deem nächsten Unterrechtsminister oder där nächster Unterrechtsministesch et méiglech, nei Weeër ze goen, nei Weeër wat d'Inclusion scolaire ugeet, awer och wat de Bien-être psychosocial vun de Kanner ugeet.

Wa mir eis dann op de Wee ewech vun der traditioneller Schoulmedezin hin zu enger ëmfaassender Schoulgesondheet beginn, da gëtt et fir déi Gréng eng ganz Rei Punkten, déi mer musse vu virera berücksichtegen.

Éischtens, bei de regelméissegen Erhiewungen ass et mässeg spannend ze liesen, datt 18% vun de Primärschoulkanner ee Brëll oder Kontaktlënsen hunn an datt 31.000 Waasseranalyse gemaach si ginn. Méi wichteg wier et an eisen Aen ze ënnersichen a statistesch festzehalen, wéivill Kanner mat Asthma geplot sinn, wéivill Kanner ënner wat fir engen Allergien ze leiden hunn, wivill Kanner ADHS-Symptomer hunn, a wat et mat den Erscheinunge vun Dyslexie an Dyscalculie an eise Schoulen op sech huet, wivill Kanner Ritalin oder en ähnlecht Medikament huelen, wivill Kanner iwwerhaapt regelméisseg Medikamenter huelen, wéi et mat Schoulangscht a Verhalensopfällegkeeten ass, wivill Kanner psychesch Problemer hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Zweetens, d'Raimlechkeete vun de Schoule musse gesond sinn. 52 schréftlech Avisë sinn 2007 vun der Médecine scolaire ausgestallt ginn. Déi Avisë si bestëmmt nëtzlech, befaasse sech awer net genuch mat dem Raumklima a mat gesonde Baumaterialien, déi jo awer eng éischt Viraussetzung fir eng gesond Schoul sinn.

Ech rappeléieren nach eng Kéier hei d'Interpellatioun vum honorabele Kolleeg Jean Huss vum Januar 2008 iwwert d'„indoor pollution", wou mer och unanime hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt hunn, vun där ech just de leschten Tiret nach eng Kéier virliesen, wou mer d'Regierung opgeruff hunn: «...de participer activement aux programmes internationaux CEHAPE (OMS), NEHAP (UE) et à prévoir l'investigation des milieux intérieurs publics destinés à accueillir les enfants,...»

Wa mer wëlle vermeiden, datt ëmmer erëm Problemer optauche mat Schimmelpilz, Léisungs- oder Flammschutzmëttel, mat Holzschutzmëttel wéi PCP oder Dichlofluanid an eisen öffentleche Schoulen, da musse mer doraus och eng Aufgab fir d'Schoulmedezin maachen, an enker Zesummenaarbecht mat de Servicer vun der Ëmweltmedezin selbstverständlech.

En drëtte wichtege Punkt fir eis: Der Schoul si selbstverständlech Limitë gesat, wa si sech ëm d'Gesondheet vun de Kanner këmmert. D'Eltere mussen abezu ginn - méi wéi bis elo. An et wier wierklech och sënnvoll gewiescht, wann och d'Madame Ministesch vun der Famille vum Interpellant hei bei dës Debatt derbäi gewënscht gi wier, engersäits wéinst der Reorganisatioun vun den Offices sociaux, anerersäits fir ze ënnersträichen, datt d'Gesondheetsschoul ouni d'Elteren net ze realiséieren ass, an awer och, well mer musse kucken, wéi mer dann de Partner Maison relais an dës wichteg Debatt agebonne kréien.

E véierte Punkt, dee fir eis wichteg ass: Mir brauchen Zäit fir d'Intervenantë vun der Schoulmedezin. Wann am Moment eng Assistante sociale eng ronn 2.000 Schülerdossieren ze betreien huet, dann ass dat Ganzt éischter eng Fließbandaarbecht; déi individuell Betreiung kënnt noutgedrongen ze kuerz.

Dobäi wier et sënnvoll, de Bilan médical zum Beispill net ze verschécken, mä den Eltere bei engem perséinleche Gespréich an d'Hand ze ginn. Een onheemlechen Opwand, jo, bestëmmt, mä deen Opwand géif sech lounen. Am Rapport vum Ministère de la Santé kann ee liesen, datt nëmme manner wéi 50% vun de Bréiwer, déi un d'Elteren erausgeschéckt ginn, och zréckkommen.

Et steet och am Rapport, datt, wann een Télefonsgespréicher féiert, d'Zuel vun de Feedbacken eropgeet. Wa keng Zesummenaarbecht mat den Eltere kann opgebaut ginn, zum Beispill aus Mangel un Zäit, da mécht déi ganz Médecine scolaire net vill Sënn.

Fënneftens, mir brauchen och méi Zäit, fir datt d'Intervenantë kënne Preventiounsaarbecht maachen. Hei gëtt et eng ganz Rei interessant Projeten a ganz ville Beräicher, wéi gesond Ernährung, Drogepreventioun, Stäerkung vun de soziale Kompetenzen, Sexualerzéiung an esou weider.

Wa mir et net fäerdeg bréngen, systematesch, nohalteg a flächendeckend esou Programmer an eise Schoulen ëmzesetzen, zum Beispill eppes wéi den Effektprogramm vun der Ligue, da kritt dat Ganzt den onerdrägleche Goût vun enger Eventpolitik mat faarwege Broschüren a Medienoptrëtter. Eng dauerhaft Förderung vun der Gesondheet vun eise Kanner erreeche mer esou net.

Sechsten a leschte Punkt - net well et näischt méi ze soe géif, mä well och meng Riedezäit zu Enn geet. Mir hu mëttlerweil sämtlech Tester an eise Schoulen an digitaler Form virleien, och wat d'Auswäertung betrëfft. An der Schoulmedezin schaffe mer awer och 2008 nach ëmmer mat dem Carnet médical scolaire. Mir hu bloer fir d'Jongen, rosaer fir d'Meedercher, a wa se de Carnet da verluer hunn, dann ass e fort, an dann hu mer och nach Ziedele fir d'Statistiken, erëm eng Kéier rosa a blo, an datselwecht fir de BMI.

Wa mer et dann nach gebraucht hätten, dann hu mer och hei nach een äusserlecht Zeechen dofir, datt mer dréngend eng Reform vun der Schoulmedezin brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächsten a leschte Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut d'Geleeënheet, opgrond vun enger Interventioun vum Kolleeg Alexandre Krieps, iwwer ee wichtege Sujet, nämlech d'Schoulmedezin, heibanne kënnen ze diskutéieren.

D'Schoulmedezin betrëfft 32.000 Kanner an der Primärschoul, an ech mengen, déi ganz Schoulmedezin schreift sech an de Kader a vun engem gesonde Liewen. Et ass d'Gesondheet dat wichtegst Kapital, wat d'Mënschheet huet. Duerfir ass d'Preventioun, fir dës Gesondheet och e Liewe laang esou vill wéi méiglech kënnen ze genéissen, enorm wichteg. D'Folgekäschten, wa mer net hei an déi Preventioun awierken, sinn enorm grouss fir déi betraffe Persoun selwer, awer och fir d'Gesellschaft insgesamt.

Vun deenen 116 Gemengen, déi mer am Land hunn, gëtt an 114 Gemengen dee Service geleescht vun der Ligue médico-sociale. D'Stad Lëtzebuerg an Esch hu selwer eege Servicer.

Aus de Rapportë geet ervir, datt am Joer 2006/2007 bei all zweet Kand praktesch medezinesch Problemer festgestallt gi sinn, iwwert déi e Rapport un d'Eltere gemaach ginn ass, mat steigender Tendenz. Wuel huelen déi klassesch medezinesch Problemer of, awer d'Problemer steigen op anere Gebidder, wéi zum Beispill dem Iwwergewiicht, der kierperlecher Haltung, dem Réck, de Féiss an esou weider.

93% vun de Kanner si vun der Schoulmedezin erfaasst. Hei hätt ech eng éischt Fro un de Minister, Här President: Wann 93% erfaasst sinn, firwat komme mer net un déi aner 7% vun de Kanner erun, fir datt 100% vun de Kanner géife vun der Schoulmedezin erfaasst ginn?

D'psychosozial Problemer vun de Kanner komme gréisstendeels bal ëmmer aus Familljе mat Problemen, aus Problemfamilljen. Aus dem Rapport vun der Ligue médico-sociale, déi sech op eng Etüd vun der CEPS/Statec baséiert, geet ervir, datt vun deene Problemfäll praktesch all fënneft Kand aus enger Famill kënnt, déi ënnert der Aarmutsgrenz muss liewen. A virun allem bei de Kanner mat Problemer ass et erschreckend festzestellen, datt vun deenen Elteren, déi ugeschriwwe gi vun de Servicer, well an iergendwéi enger Form Problemer mat hire Kanner sinn, am Fong 12,6% iwwerhaapt net reagéieren oder iwwerhaapt net äntwerten, an datt bei 27% vun deenen Elteren et eng Zesummenaarbecht ass mat de Servicer vun de Sozialdéngschter, déi schlecht bis ganz schlecht ass.

Duerfir kann och praktesch bei engem Drëttel vun deene Problemfäll iwwerhaapt keng Besserung festgestallt ginn. Op där anerer Säit kann een awer soen, datt dann awer duerch d'Schoulmedezin, duerch déi Servicer, duerch d'Engagement vun deene Servicer bei zwee Drëttel eng Verbesserung ka festgestallt ginn.

Virun allem wëll ech mech an deene puer Minutten, déi mer bleiwen, mat deem dote méi spezifesche Problem befaassen, wat jo awer beonrouegend ass, wann ee gesäit, datt bei de Problemfäll quasi 40% vun den Elteren net reagéieren oder, wa se reagéieren, eng schlecht oder guer keng gutt Kooperatioun mat de Sozialdéngschter maachen. Woubäi een da muss wëssen, datt grad déi Kanner aus de Problemfamilljen dann och nach zousätzlech doduerch gestrooft ginn an déi Kanner dann och spéiderhin an der Gesellschaft enorm Schwieregkeete wäerte kréien.

D'Fro, déi ee sech also muss stellen, ass, wa mer d'Schoulmedezin als eng Preventiounspolitik ugesinn, wat jo richteg ass, ob net nach misst eng Preventiounspolitik virun d'Schoulmedezin geluecht ginn. Well mer jo wëssen, datt d'Kanner am Fong aus esou enge Famillje kommen, da misste mer eis jo a priori och oder méi dorëms bekëmmeren, fir d'Problemer vun deene Famillje geléist ze kréien. Doduerch géifen eis net esou vill Problemer bei de Kanner entstoen.

Et ass also och e gesellschaftspolitesche Problem, wa mer wëssen, datt vill Familljen net méi richteg fonctionnéieren. Wa mer wëssen, datt all fënneft Kand aus enger Famill kënnt, déi ënnert der Aarmutsgrenz läit, wa mer wëssen, datt mer 12% hei am Land Familljen hunn, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, mat enger Tendenz, déi steigend ass, da musse mer a priori och do usetzen, fir d'Famillje besser ze encadréieren, d'Preventioun also an d'Famill eraginn, fir ze kucken, datt déi Familljen net ënnert d'Aarmutsgrenz falen, fir ze kucken, wou d'Problemer vun de Famillje sech stellen.

Ech mengen, dat heiten ass dann och d'Resultat vun enger Politik, wat mer dann do hunn. Een Deel ass d'Politik schold, wa mer eben esou vill Familljen hunn, déi ënnert der Aarmutsgrenz sinn an déi a Problemfelder erakommen.

Mir schwätzen alleguer heibannen dacks iwwert d'Solidaritéit, iwwert d'sozial Gerechtegkeet, an awer ass iwwer Jorzéngten eng Politik gemaach ginn, wou mer ëmmer méi Leit kréien, déi sech un deem ënneschten Niveau usiedelen. Dat ass eng vun de Konsequenzen, déi mer hei musse mat feststellen.

Wa mer eng Politik maachen, wou mer ëmmer méi Leit am Land kréien, déi un der ënneschter Aarmutsgrenz leien, wa mer eng Politik maachen, wou d'Famill net dee Kader fënnt, fir datt Fra a Mann - wann et hire Choix ass - kënnen allen zwee schaffe goen, a mer net déi richteg Kannerbetreiung als Accompagnement kréie fir elengerzéiend Elteren, da schafe mer einfach an de Famillje Problemer, déi sech herno negativ op d'Kanner auswierken.

Duerfir sinn ech der Meenung, datt, ier mer soen, datt d'Schoulmedezin Preventivmedezin ass, déi muss gemaach ginn - wat och ënnerstëtzt gëtt; a meng Virriedner hunn do eng ganz Palette vun Iddien opgefouert, déi een all ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen -, mer nach eng preventiv Missioun misste virdrusetzen. Dat ass déi: an d'Familljen investéieren, fir datt mer net esou vill Problemfamillje kréien an dann dorauser och net esou vill Kanner kréien, déi mat Problemer an d'Schoul ginn.

Duerfir, déi Missiounen, déi mer maachen, sief et d'Structures d'accueil, sief et d'Ganzdagsschoul, sief et d'Maisons relais, si genausou wichteg Instrumenter, Infrastrukturen, déi mer mussen dohinnerstellen. Dat bréngt eis herno och manner Problemer, wa mer déi Kanner scho kënnen an esou Strukturen opfänken a se esou kënne begleeden an do kënnen hëllefen. Dann hu mer sécherlech herno och manner Problemer mat deene Kanner op dësem Niveau.

Duerfir ass dat mat de Chèque-servicen, quitte datt se op enger Rei vu Punkte kënne kritiséiert ginn, och erëm eng gutt Iddi an déi Richtung. Wou ech awer mengen, datt dat och net onbedéngt sozial gerecht ass, mä datt dat eng Iddi ass, wou mer och erëm mat der Stränz iwwert d'Land fueren an net kucken, ob et elo wierklech déi Äermst sinn, oder ob mer och Familljen, déi ganz héich Revenuen hunn, praktesch gläichstelle mat méi schwaache Familljen. Och hei hätte mer dat léiwer gesinn. Mir wäerten awer kucken, datt mer méi geziilt op déi Familljen aginn.

Also, am Résumé, Här President, ass et wichteg, datt mer an d'Schoulmedezin investéieren. Ech ka mech do de Propositioune vu menge Virriedner uschléissen. Mä eis schéngt et och wichteg ze sinn, datt mer nach eng Preventioun virdruleeën, an dat ass déi vu gesonde Familljen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Da kritt d'Regierung d'Wuert. Wie kënnt als Éischten? Den Här Gesondheetsminister, esou wéi den Här Krieps et sécher och wollt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegin Mady Delvaux, ech kéint mer et eigentlech einfach maachen a soen, dass all déi gutt Suggestiounen, déi de Mëtteg hei komm sinn, Afloss hunn an haten op deen neie Projet de règlement grand-ducal an deen neie Projet de règlement grand-ducal quasi deckungsgläich ass mat deem, wat vu gudde Suggestiounen hei aus der Chamber komm ass. Ech huelen och dofir ganz gär d'Ugebuet un, fir an d'Educatiounskommissioun an an d'Santéskommissioun ze kommen, fir de Projet de règlement grand-ducal mat der Educatiounsministesch oder eleng ze presentéieren.

Ech wëll och soen, dass et net esou ass, dass d'Schoulmedezin oder d'Gesondheet an der Schoul keen Thema ronderëm d'Schoulreform war, well dat heiten d'Resultat ass vun enger ganzer Rei vun Diskussiounen, déi mat der Educatiounsministesch an hire Servicer gefouert gi sinn, an och d'Resultat ass vun enger neier Approche, déi et zwëschent Santé an Éducation nationale gëtt, fir zesumme mat deene Leit, déi um Terrain sinn, déi Problemer unzegoen, déi mer am Schoulsecteur begéinen.

D'Santé an d'Éducation nationale hunn en Aarbechtsgrupp agesat, wou all déi Servicer, déi an deem Beräich intervenéieren, zesummeschaffen, fir déi Kanner mat spezifesche Besoinë besser ze encadréieren. Dat ass näischt, wat ee muer prett huet. Et ass och näischt, wat ee fir näischt kritt. Dat ass eppes, wat ee seriö muss preparéieren a wou een iwwer eng Rei vu Jore muss och budgetär Mëttele kréien, fir et kënnen ëmzesetzen.

Hei gëtt vernetzt geschafft. Et gëtt vernetzt zesummegeschafft. An ech mengen, datt dat déi richteg Approche ass. Grad wéi mer eng preventiv Approche an deem Konzept „Gesond iessen, méi bewegen" net nëmmen zwëschent Éducation nationale a Santé, mä och Famille, Sport a muer Agriculture, wat eng naturno Ernährung ugeet, wäerte mat an d'Boot erakréien.

Ech wëll e ganz häerzleche Merci soen, éischtens fir déi gutt Zesummenaarbecht, och déi objektiv Aart a Weis wéi déi Diskussioun de Mëtteg gefouert ginn ass. Et sinn eng ganz Rei vu gudden Iwwerleeungen, déi hei zum Zuch komm sinn.

Ech wëll virun allem och deene Leit um Terrain Merci soen, well an där Diskussioun iwwert d'Schoulmedezin oder d'Gesondheet an der Schoul heiansdo d'Impressioun kéint opkommen, dass déi Leit hir Aarbecht net anstänneg maachen. Déi maachen hir Aarbecht anstänneg, leider oft niewenteneen amplaz en phases, leider allze vill oft ouni Zilvirgaben, leider allze oft ouni déi noutwendeg Definitioune vun de Missiounen a leider allze oft och ouni deen noutwendege Suivi. Et ass dat, wat den Inhalt ass vun där Reform, iwwert déi mer am Moment amgaang sinn ze diskutéieren.

Ech wëll awer virun allem och deene Leit Merci soen, déi eis et erlaabt hunn, a schwéieren, laangwieregen Diskussiounen en État des lieux ze maachen, Propositiounen auszeschaffen, och riets a lénks kucken ze goen, wat et vu gudde Konzepter gëtt, an dat an den Text vun deem neie Règlement grand-ducal anzekleeden.

Elo kann ee sech och d'Fro stellen: Firwat geet een op de Wee vun engem neie Règlement grand-ducal? Firwat mécht een net direkt en neit Gesetz iwwert d'Gesondheet an der Schoul?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat Gesetz iwwert d'Schoulmedezin vun 1987 ass relativ vag gehalen. Dat, wat net méi richteg klappt, dat sinn déi Iwwerleeungen, déi an deene leschte 15, 20 Joer gefouert gi sinn iwwert d'Gesondheet schlechthin, iwwert d'Approche zur Gesondheet schlechthin, déi net méi eng reng kurativ ass, mä eng vu Gesondheetsförderung an -erhalung, Preventioun an dann eréischt kurativ.

Mä dat Gesetz erlaabt et awer, iwwer remoderniséiert ugepassten Ausféierungsbestëmmungen de Gros um Terrain ze bewegen. Wat net ausschléisst, dass mer och d'Gesetz op de Métier wäerten huelen. Mä dat kënnt an enger zweeter Phas. An dat heiten, wat mer elo amgaang sinn ze finaliséieren, dat erlaabt eis relativ vill um Terrain ze maachen.

De Règlement grand-ducal ass an Ofstëmmung zwëschent deenen zwee Ministèrë geschitt. En ass duerch de Conseil de Gouvernement. E läit am Moment beim Conseil d'État. An der Zwëschenzäit hu mer Consultatioune mam Terrain an, wéi gesot, och déi Diskussioune mat de Kommissioune si wëllkomm.

Deen neie Reglement huet Ziler bei der Gesondheet an der Schoul. An d'Nuance läit bei der Gesondheet an der Schoul, also net reng dat Medezinescht, mä eng aner Approche, e Paradigmewiessel och an deem dote Beräich, wou mer op d'Gesondheetsförderung an -erhalung wäerte setzen, ouni awer ze vergiessen, dass mer preventiv, fréierkennend kënne wierken.

Déi verschidden Intervenantë musse sech zesummen op enger Plattform erëmfannen. D'Kooperatioun muss verstäerkt ginn. D'Gesondheet an der Schoul muss méi cibléiert ginn op där enger Säit, a méi breet gestreet op där anerer Säit. Méi breet gestreet, wat d'Grondmessagen ugeet vu Gesondheetserhalung a -förderung, a méi cibléiert, wat d'Hëllefstellung fir déi Kanner mat reelle Problemer ugeet.

Well mir hunn net vill dovun, wa mer an engem héije Rhythmus d'Kanner dauernd esou vill wéi méiglech derduerchschleisen, jiddferengem, och deenen, déi et iwwerhaapt net néideg hunn, déi Ënnersichunge bidden, an déi, déi et am noutwendegsten hätten, mat deemselwechte Programm awer am Ree stoe loossen. Dat ass d'Zil vun deem, wat mer an Zukunft wëllen. Mir wëllen éischter handelen nom Motto - am Beräich vun den Ënnersichungen, mengen ech, trëfft dat zou -: Weniger ist mehr. Manner Reienënnersichungen, méi Bilans de santé, méi Zäit sech huelen, fir sech mat de reelle Problemer um Terrain auserneenzesetzen.

Ech hu virdru gesot, dass laang Diskussiounen deem heite Projet de règlement virausgaange sinn. Heiansdo ass d'Ongedold net nëmme beim Terrain komm, mä och bei mir selwer. Ech soen dat esou, wéi ech dat denken. Mä dat, wat mer awer zesumme fäerdeg bruecht hunn a wat mer herno wäerte veröffentlechen, ass eng ganz seriö Verbesserung vis-à-vis vun deem, wat mer bis elo u Moyenen haten um Terrain.

Et ass richteg gesot ginn, dass mer, wat déi ganz kleng Kandheet ugeet, e fantastesche Surveillancesystem hunn, deen awer nëmme fantastesch ass, well en u Primë gebonnen an duerfir och flächendeckend ass, a wou mer eis ëmmer zu Recht an och mat Erfolleg dergéint gewiert hunn, dass eng Kéier deen Incitant vun de Primë géif fale gelooss ginn. Well, wann déi Primë géife fale gelooss ginn an net méi dorunner gebonne wären, da géif dee ganze Programm zwar net fir se all, mä awer fir déi, déi et wahrscheinlech am noutwendegsten hätten, zesummebriechen.

No deenen zwee éischte Joren, dat heescht no den Examens postnataux, kënnt eng Period, déi zwar ofgedeckt ass, mä awer net ofgeséchert ass mat Primen. Et kann een och net alles mat Primen ofdecken, mä duerch déi Primen an deenen éischte Joren ass awer - mengen ech - déi Kultur geschafe gi bei deene meeschten Elteren, fir regelméisseg mat de Kanner bei den Dokter ze goen. An da komme mer bei d'Schoulmedezin, d'Santé scolaire, am Duerchschnëtt ab deem véierte Joer vun de Kanner.

Et ass net gutt, wann een e Projet de règlement am Detail wëllt presentéieren, deen net jiddfereen an der Hand huet. Dee Règlement grand-ducal ass och e Ganzt. Ech wëll soen, dass eenzel Leit mat Stécker vun deem Reglement dorëmmer gelaf sinn, an anerer mat den Artikelen, ouni den Exposé des motifs an ouni de Commentaire des articles. Et ass eppes Ganzes, well een an der Virstellung vun deem Reglement gesäit, ëm wat et eigentlech wäert goen um Terrain.

Et ass eng Approche multidisciplinaire. Et ass eng ganzheetlech Approche vis-à-vis vun der Gesondheet, déi sech un den Objektiver vun der OMS ulehnt. Et ass e Reglement, deen also déi Ziler vun der OMS „Santé pour tous" am 21. Jorhonnert iwwerhëlt. Et ass e Konzept, dee sech op dat baséiert, wat mer an deene leschte Joren zesummen a méi enger proaktiver Gesondheetspolitik entaméiert hunn, an et ass e Konzept, deen op méi Effikassitéit an op méi Pertinence vun den Ënnersichunge wäert setzen.

Ech hat d'Chance, dass ech d'Schoulmedezin e bësse vun deenen zwou Säite kenne geléiert hunn: als Responsabelen an enger Gemeng an elo als Responsabelen, Matresponsabelen am Gesondheetsministère.

Et ass wichteg, dass do eng Rei vu Brécke gebaut ginn, well um lokale Plang een net ëmmer zefridden ass mat deem, wat een um nationale Plang un Ergänzung fonnt huet zu deenen Efforten, déi ee gemaach huet, a vice versa um nationale Plang bei den nationalen Autoritéiten een och heiansdo bedauert huet, dass een net déi Hëllef kritt huet um Terrain bei de Gemengen an net dat Versteesdemech onbedéngt ëmmer kritt huet fir déi noutwendeg Infrastrukturen a fir déi noutwendeg Zesummenaarbecht an deem heite Beräich. Och dat soll sech änneren.

D'Gemenge gi privilegéierte Partner. Selbstverständlech bleift d'Ligue e privilegéierte Partner. D'Léierpersonal, d'Dokteren an d'Equipen um Terrain mussen zesummefannen. D'schoulmedezinesch Equipë gi ganz kloer de Referent Santé an de Schoulen a kënnen zesumme mam Léierpersonal a mat deenen aneren Acteuren Initiative fir d'Gesondheet, fir d'Promotioun vun der Gesondheet entwéckelen.

Déi Distinctioun zwëschent de Reienënnersichungen an deene Bilans de santé gëtt opgehuewen, well dat eng künstlech Trennung ass. Et soll een d'Kand a sengem Ensembel considéréieren an net an Tranchë vu physescher Gesondheet a méi ganzheetlecher Gesondheet gesinn. Dat geet net op. Et soll een d'Kanner also als Ganzt gesinn.

D'Zuel vun deene Reienënnersichungen, wéi mer se bis elo haten, geet zréck, an duerfir ginn déi cibléiert Moossnamen accentuéiert. De Contenu vun de Bilanen, d'Ziler, d'Aart a Weis wéi déi Enquêtë solle gemaach ginn, wéi déi Ënnersichunge solle gemaach ginn, gi preziséiert, an dat a Concertatioun mat deenen eenzelnen Acteuren.

Duerfir ass et och wichteg, an ech mengen net schwéierfälleg - dat hu mer an deene leschten dräi Joer gesinn -, dass mer dem Terrain eng Stëmm ginn hunn um Niveau vun deene Consultatiounen. Dee Comité de consultation, dee Comité de pilotage, de Steiergrupp, oder wéi een en ëmmer nennt, ass extrem wichteg, well een déi Ausenanersetzung zwëschent deene Leit, déi Gesetzer a Reglementer schreiwen an och eventuell Evaluatioune maachen, an dem Terrain muss verstäerken. Duerfir, dee Comité de pilotage wäert eng wichteg Roll hunn.

E wichtege Faktor wäert och sinn, dass mer den Acteuren um Terrain méi Zäit ginn. Dat gëllt fir d'Equipen insgesamt, dat gëllt awer och fir den Acteur Dokter, wou ee sech laang kann driwwer streiden, ob ee Vollzäitdokteren hëlt oder ob een iwwer Vacatioune fiert, awer net à l'acte. Zäit soll een zur Verfügung stellen, Zäit, wou d'Dokteren zur Verfügung stinn, eng anstänneg Rémunératioun, awer och e Laaschtenheft vis-à-vis vun deem Acteur Dokter, wat an deenen Ënnersichungen ze geschéien huet.

Jo, et kann ee soen, och erëm eng nei Fuerderung. Ech mengen, wann een déi dote Missioun iwwerhëlt, dann iwwerhëlt ee se aus enger Iwwerleeung, dass een eng Plusvalue an der gesondheetlecher Betreiung vun de Kanner mécht, an da muss een och kënnen iwwert d'Konditiounen diskutéieren, wéi een dat mécht. Mir wäerten iwwert déi Modalitéiten diskutéieren. Dat wäert och den Inhalt vun engem Règlement ministériel ginn, dee mer nach auszeschaffen hunn.

Wichteg wäert sinn, dass mer de Suivi vun deene Statistiken, deenen Donnéeën, déi mer fannen, awer och deene Problemer, déi mer um Terrain fannen, wäerte maachen.

Wichteg wäert och sinn, dass mer eis net beschränken op d'Zesummenaarbecht mat den Acteuren an der Schoul, ronderëm d'Schoul, mä och eis méi staark engagéieren an der Zesummenaarbecht mat de soziale Servicer, déi mer um nationalen, regionalen, awer och um lokale Plang hunn, well nëmmen da kënne mer en anständege Suivi maachen.

Wichteg ass et och, dass mer deenen Acteuren, déi an der Schoulmedezin intervenéieren, Formatioun a Formation continue wäerte garantéieren.

Ech mengen, ech hätt an där Zäit, déi ech kritt hunn - well d'Mady Delvaux op eng Interventioun verzicht huet -, probéiert, de Survol ze maache vun der Gesamtproblematik.

Als Konklusioun soen ech, dass de Mëtteg wéineg gesot ginn ass, wat net deem entsprécht, wat den Terrain wëllt, an och net deem entsprécht, wat mer mat deem Règlement grand-ducal wäerte maachen.

Et ass héich Zäit, fir déi doten Ännerungen ze maachen, mä - an do stëmmen ech de Kolleegen, déi de Mëtteg hei intervenéiert sinn, alleguer zou -, wa mer dat Reglement hunn, wa mer déi Neiorientéierungen hunn, wa mer déi Kultur vun Zesummenaarbecht wëlle schafen, wa mer méi cibléiert wëllen un d'Problemer vun de Kanner erugoen, da brauche mer och d'Moyenen, fir dat doten ze maachen, an dat musse mer eis dann assuréieren an engem Mehrjoresplang zesumme mat den Acteuren, déi um Terrain sinn, well wa mer déi Moyenen net schafen, da kréien déi Acteuren och iergendwann eng Kéier d'Flemm. Déi hu se awer am Moment net, an ech wëll hinnen en häerzleche Merci soe fir deen Engagement.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Interpellatioun vum honorabelen Här Krieps ukomm. Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Integratioun. Et sinn ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Angel, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

7. 5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet, deen den 31. Dezember 2007 vun der Familljeministesch an der Chamber deponéiert gouf, huet als Objet, d'Integratiounsgesetz vum 27. Juli 1993 ze ersetzen a schaaft zousätzlech eng legal Basis fir den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, deen den aktuelle Commissariat du Gouvernement aux étrangers ersetze soll.

Integratioun heescht Participatioun. Wien Integratioun fuerdert, muss e Matenee förderen. Et gëtt zum Begréff Integratioun eng ganz Rei vun Definitiounen, ënner anerem déi vun Assimilatioun, wat datselwecht heescht wéi sozialen Zesummenhalt. Op EU-Niveau ass de Begréff Integratioun awer ëmmer am Zesummenhang mat Immigratioun gebraucht ginn. An enger ganzer Rei vun EU-Memberstate gëtt et haut Immigratiounsministèren an Integratiounsministèren oder béid an engem Ministère.

Op wat et schlussendlech ukënnt, dat ass, wat mer dorënner verstinn, dat, wat mer bereet sinn doraus ze maachen. Duerfir ass et wichteg, an deem neien Text eng Definitioun vun der Integratioun ze ginn. D'Gesetz vun 1993 huet nämlech keng Definitioun.

Dorënner versti mir e Prozess, deen an zwou Richtunge geet: engersäits vum Auslänner, datt hie gewëllt ass, op Dauer aktiv um Liewen an der Gesellschaft deelzehuelen; an anerersäits vun der Gesellschaft, déi op sozialem, ekonomeschem, politeschem a kulturellem Plang alles wëllt méiglech maachen, fir datt déi auslännesch Matbierger sech kënne gutt bei eis integréieren.

Et geet also ëm d'soziaalt Zesummeliewen. Et geet drëm, Parallellgesellschaften ze évitéieren an déi, déi bestinn, ofzebauen. Et geet ëm Kommunikatioun an Dialog.

Dee virleiende Gesetzestext also, deen eng Reform iwwert den Accueil an d'Integratioun vun den Auslänner ass, ass op Hibléck op d'Evolutioun vun der Immigratioun an deene leschte Joren an op déi demographesch Perspektive vun eisem Land noutwendeg.

Den 1. Januar 2008 louch den Undeel vun den auslännesche Matbierger an der Lëtzebuerger Bevölkerung mat hiren 205.900 Bierger bei 42,6%. Dat ass europa- a weltwäit ee vun deenen héchste Prozentsätz. Der Projektioun vum Statec no, sollen d'Lëtzebuerger an de Joren 2020 bis 2030 an der Minoritéit sinn. Dat ass iwwregens schonn de Fall an der Stad Lëtzebuerg, mat 60% auslänneschen Awunner.

D'Auslänner maachen awer och de Gros op eisem Aarbechtsmaart aus. 143.000 Grenzgänger kommen all Dag op Lëtzebuerg schaffen. Mir hate bis haut Chance: Mir konnten eis Aarbechtskraaft aus aneren europäesche Länner - Italien a Portugal -, mä virun allem och aus villen osteuropäesche Länner an aus der Grussregioun importéieren. Mä dës Quelle sinn iergendwann erschöpft. Dës Länner hu mat deeneselwechte réckgängege Gebuertsraten ze kämpfe wéi mir. Déi demographesch Perspektiven an dëse Länner si gradesou schlecht, wann net souguer méi schlecht wéi eis.

Wa mir also eise Wuesstem an Zukunft op engem héijen Niveau wëllen halen an domadder de soziale Fridden an déi sozial Kohesioun weider garantéiere wëllen, da musse mir mëttel- oder laangfristeg ausserhalb vun der EU Aarbechtskräfte siche goen. D'Integratioun vun dëser neier Generatioun vun Immigrante wäert sech sécher aneschters gestalten, wéi déi vun den Immigrante vu gëschter a vun haut, well déi kulturell, reliéis an ethnesch Ënnerscheeder tëschent de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger méi grouss wäerte ginn.

D'Integratioun wäert méi komplex ginn, wéi dat bis haut de Fall war. Et ass doweinst wichteg, eng modern Integratiounspolitik ze schafen, déi et Netlëtzebuerger erlaabt, an eiser Lëtzebuerger Gesellschaft Fouss ze faassen. Nëmmen esou kann een eng laangfristeg Marginalisatioun vun den Auslänner, d'Schafe vun enger Parallellgesellschaft vermeiden, esou wéi dat a ville Länner mat enger héijer Immigratioun de Fall ass.

Eng modern Immigratiounspolitik ass de Schlëssel zum Erfolleg an eisem Land. Wien dauerhaft an engem Land liewe wëllt, däerf seng Originen net brauchen opzeginn. Duerfir muss d'Integratioun aktiv a systematesch thematiséiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Text, dee mir haut zur Ofstëmmung hei virleien hunn, gesäit vir, Lëtzebuerg déi Mëttelen ze ginn, déi eng besser Integratioun favoriséiere sollen. Dobäi muss een ervirhiewen, datt de virleiende Gesetzesprojet näischt aneschters mécht, wéi d'Efforten, déi bis haut an deem Beräich an der Integratioun gemaach gi sinn, weiderzefëieren, mä just ënner verbesserte Konditiounen, a sech deenen heitege Bedürfnisser unzepassen. Et war an et bleift wichteg, datt d'Integratioun ee Prozess ass, deen op béidsäitegem Vertrauen a Responsabilitéit baséiert.

De Gesetzestext verwierklecht d'Ried zur Lag vun der Natioun vun 2005, déi d'Achse vun der Immigratiouns- an Integratiounspolitik virgezeechent huet a kloer op d'Noutwendegkeet vun engem neien a méi voluntaristeschen Integratiounsgesetz higewisen huet. Et kann een an dësem Kontext d'Immigratiounsgesetz vum 29. August vun dësem Joer zitéieren, an awer och d'Nationalitéitsgesetz vum 23. Oktober, dat jo de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit an eiser Gesetzgebung aféiert.

Et ass evident, datt Lëtzebuerg net dat eenzegt Land ass, wou ee sech Gedanke mécht, wéi een déi auslännesch Matbierger besser integréiere kann. Et ass eng Problematik, mat där sech vill Industrielänner, mä virun allem vill europäesch Länner auserneesetze mussen.

Déi rezent Visite op Gand, déi d'ASTI organiséiert hat, huet ganz interessant Pisten opgewisen. En Integratiounsbüro, deen op eng exemplaresch Manéier fonctionnéiert an deen deenen auslännesche Matbierger an administrativen a juristesche Froen zur Säit steet.

D'Integratiounsfroe gehéieren, am Géigendeel zu den Immigratiounsfroen, net zum Kompetenzberäich vun der EU. Während dem europäesche Conseil vun Tampere vun 1999 ass d'Iddi zréckbehale ginn, eng gemeinschaftlech Politik um Niveau vun der Integratioun ze schafen. Zënterdeem sinn um europäeschen Niveau eng Rei vun Initiative geholl ginn, Programmer gestëmmt ginn, Rapportë virgestallt ginn, wat d'Integratiounsfroe betrëfft.

Et ass also dem Impuls vun der EU ze verdanken, datt déi verschidden national Integratiounspolitiken ëmmer méi ofgestëmmt ginn an datt déi europäesch Länner sech eng besser Antidiskriminatiounspolitik ugeluecht hunn. D'Ëmsetzung vun zwou Direktiven an de Joren 2000 sinn do e gutt Beispill.

D'Integratioun ka sech net nëmmen op Moossname reduzéieren, déi de materiellen Accueil vun den Auslänner verbesseren. Integratioun heescht net nëmmen, engem Lëtzebuergeschcoursen unzebidden, fir datt si eis Sprooch verstinn. Neen, dat geet net duer! Et mussen déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir besser ze integréieren.

Dee virleiende Gesetzesprojet berout op verschiddene wesentleche Punkten. En definéiert fir d'éischte Kéier d'Konzept vun der Integratioun. Et war den Auteure vum Gesetzesprojet wichteg, dëst Konzept an engem legale Kader ze definéieren an de bilaterale Charakter vun der Integratioun, wou jiddferee muss Effortë maachen, fir besser mateneen an net niewenteneen ze liewen.

De Gesetzesprojet definéiert d'Integratioun als: «un processus à double sens par lequel un étranger manifeste sa volonté de participer de manière durable à la vie de la société d'accueil qui, sur le plan social, économique, politique et culturel prend à son égard toutes les dispositions afin d'encourager et de faciliter cette démarche».

An den Ae vun den Auteure vum Gesetzestext dierft d'Integratioun sech awer net eleng op den Accueil a gegebenenfalls déi sozial Ënnerstëtzung vun der Immigratioun reduzéieren. Eng erfollegräich Integratioun setzt de Kampf géint all Zort vun Diskriminatioun viraus. Och wann den Accueil weider d'Zil vun der Immigratiouns- an Integratiounspolitik wäert sinn, esou bleift et, datt de Kampf géint d'Diskriminatioun e wesentleche Bestanddeel vun dëser Politik soll sinn. Wa mer d'Integratioun wëlle förderen, da musse mer awer och géint d'Diskriminatioun virgoen.

Am Gesetz vun 1993 ass dës Missioun nëmme ganz iwwerflächlech behandelt ginn. D'Auslännerkommissariat huet awer intensiv op dëser Missioun geschafft, an duerfir wëll ech all deenen en décke Merci ausschwätzen. Et ass kloer, datt dës Missioun och am neien Text muss zréckbehale ginn. De Statsrot war awer anerer Meenung an huet gemengt, dat zoustännegt Gremium misst un den nei geschafene Centre pour l'égalité de traitement ugegliddert ginn.

De Statsrot huet gläichzäiteg rappeléiert, datt de Kampf géint d'Diskriminatioun e wesentlecht Element vun enger Integratiounspolitik ass. Duerfir war d'Chamberskommissioun och d'accord mam Amendement, deen déi spezifesch Artikelen zum Thema Diskriminatioun am Text gestrach huet, awer de Kampf géint d'Diskriminatioun, och eng vun de Missioune vum OLAI, am Text festgehalen huet.

Vläicht bleift nach ze preziséieren, datt d'Gläichstellung, also d'Égalité de traitement - et gëtt net nëmmen eng Égalité des chances -, eng ganz Rei vun Diskriminatiounsmotiver viséiert: déi ethnesch Hierkunft, d'Relioun, mä awer och den Alter, den Handicap an d'sexuell Orientéierung. En Auslänner kann opgrond vun e puer Motiver diskriminéiert ginn, zum Beispill ethnesch Hierkunft a Relioun oder/an Handicap. An dësem Fall schwätze mer vu multipler Diskriminatioun. D'Europäesch Kommissioun huet sech an enger rezenter Etüd domadder befaasst.

Den OLAI huet ënner anerem als Missioun, d'Integratiounsprozesser ze vereinfachen, andeems hien d'Integratiounspolitik koordinéiert a fir d'Ëmsetzung vun dëser Politik verantwortlech ass. Den OLAI gëtt och mat der Gestioun vun de provisoreschen Opfangstrukture fir d'Auslänner beoptraagt. Hie bedeelegt sech, zesumme mat aneren Organer, un der Schafung vun esou Opfangstrukturen.

Wichteg Theme vun enger Integratiounspolitik sinn och d'Schoul, d'Aarbecht, d'sozialpolitesch Participatioun, mä awer och d'Wunnen, an et ass virun allem wichteg, dass d'Gemengenautoritéite gefuerdert sinn, soziale Wunnraum ze schafen. Jiddferee weess, datt et net genuch Wunnraum fir déi sozial Schwaach gëtt. Dofir e waarmen Appel un d'Gemengenautoritéiten. Opgepasst muss jiddefalls awer och ginn, datt mer keng Ghettosituatioune schafen. Déi sozial Mixitéit muss bestoe bleiwen.

Integratioun a Bekämpfung vun Diskriminatioun sinn awer net nëmmen d'Missioun vun enger Administratioun. Quasi jiddfer Ministère ass concernéiert. Esou wéi e Gesetzestext op seng Effeten op Männer a Fraen analyséiert muss ginn, esou misste mer och an Zukunft vläicht eis déi Fro stellen, ob een dat net och misst bei der Integratioun maachen. Den OLAI an de Ministère, ënnert deem senger Tutelle dësen Office steet, kënnen nëmmen d'Roll vum Coordinateur hunn.

Fir eng transversal Integratiounspolitik kënnen duerchzeféieren, ass en interministerielle Comité am Gesetzestext virgesinn. Dee Comité kann awer nëmme fonctionnéieren, wann déi Leit, déi vun hirem Ministère dohi genannt ginn, och déi néideg Moyenë kréien, fir aktiv matzeschaffen an an hirem Kompetenzberäich och Iddien a Virschléi kënnen erabréngen, déi vun deene jeeweilege Ministèren ofgeseent sinn. Et kann also net sinn, datt d'Beamten eleng déi Aufgab musse maachen. D'Integratioun muss Chefsaach ginn, och um lokale Plang.

Den Text gesäit d'Integratioun als eng Aufgab, déi de Stat, d'Gemengen an d'Zivilgesellschaft zesumme mussen an d'Hand huelen. Et muss vernetzt geschafft ginn. Um Gemengeplang geet et net duer, eng berodend Auslännerkommissioun virzegesinn, well vill vun deene Kommissioune fonctionnéieren, wa mer éierlech sinn, nëmmen um Pabeier, an d'Ausried ass dann, et huet kee sech gemellt. Aner Kommissioune kréien net genuch Moyenen, fir kënnen ze fonctionnéieren. Et ass um Gemengenniveau, wou d'Integratioun sech ofspillt. Duerfir ass et virun allem wichteg, datt déi Gemengeresponsabel dat seriö upaken, well soss nëtzt och eng Reorganisatioun vun där heiteger Auslännerkommissioun an hir Ëmbenennung an Integratiounskommissioun näischt.

Mir brauchen eng Volonté politique um nationalen an um kommunale Plang. Ech kéint mer och virstellen, datt Leit zesummen, zum Beispill mat de Leaderregiounen, kéinten iwwer regional sozial Integratiounsbüroen nodenken, wou déi nei Bierger méi effikass berode kënne ginn.

Den OLAI gëtt och mat der Gestioun vun de provisoreschen Opfangstrukture fir d'Auslänner beoptraagt. Hie bedeelegt sech, zesumme mat aneren Organer, un der Schafung vun esou Opfangstrukturen. Doriwwer eraus huet den OLAI och als Aufgab, d'Sozialhëllef fir d'Auslänner ze organiséieren, déi net vun de bestoenden Allocatioune kënne profitéieren, wéi och fir d'Asylanten, esou wéi se am Kader vum Gesetz vum 5. Mee 2006 definéiert sinn. Grouss Ënnerscheeder tëschent dem Commissariat du Gouvernement aux étrangers an dem OLAI gëtt et um Niveau vum Personal. Dës Restrukturatioun soll dem OLAI d'Méiglechkeet ginn, fir méi effizient ze schaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Innovatioun läit an der Schafung vum Contrat d'accueil et d'intégration, dee jiddferengem, deen hei zu Lëtzebuerg legal wunnt an dee wëlles huet, länger Zäit bei eis ze bleiwen, proposéiert gëtt. Dëse Kontrakt spigelt de bilaterale Charakter vun der Integratioun erëm. En dréckt de Wëlle vun all den Interessenten aus, géigesäiteg un der Integratioun ze schaffen.

An dësem Kontext stinn déi eenzel Engagementer souwuel vum Stat wéi och vum Immigrant selwer. De Stat verflicht sech, Sproochen- a Civiquescoursen unzebidden. Den Immigrant verflicht sech fir säin Deel, säi Liewensënnerhalt selwer ze sécheren an um Gesellschaftsliewen deelzehuelen. Dëse Punkt war net onëmstridden, wann een d'Avisë vun de Beruffschamberen a virun allem vum Statsrot liest. A sengem Avis vum 20. Mee 2008 huet de Statsrot déi kontraktuell Approche vun der Regierung approuvéiert, mä ënnert der Bedéngung, datt de Kontrakt, dee virgesinn ass, och e Kontrakt ass a bleift. D'Integratioun ass ee Prozess a kee Resultat.

De Statsrot ass och der Meenung, datt aner Elementer, wéi Aarbecht a Kanner hunn, déi hei am Land an d'Schoul gi respektiv sozial engagéiert sinn, och als Integratiounselementer eng Roll spille sollten. Fir de Statsrot läit de Risiko doranner, datt d'Recht op Integratioun duerch eng Obligatioun sech ze integréieren ersat gëtt, wat net wënschenswäert ass. Déiselwecht Meenung deelen och verschidde Beruffschamberen. Et ass ze preziséieren, datt dëse Kontrakt, deen op maximal zwee Joer festgeluecht gëtt, reng fakultativ ass. All neien Immigrant kritt esou e Kontrakt proposéiert, ouni datt deejéinegen, deen de Kontrakt oflehnt, duerfir sanktionéiert gëtt.

De Comité interministériel à l'intégration muss enk mam OLAI zesummeschaffen, an zesumme wäerte si en nationalen Aktiounsplang fir d'Integratioun schafen. All fënnef

Joer wäert d'Regierung der Chamber en nationale Rapport zum Thema Integratioun virleeën. Dëse Rapport soll eng global Vue vun der Situatioun vun den Auslänner a vun de Moossnamen, déi getraff gi sinn, erméiglechen. Dëse Rapport ass wichteg, well en d'Objektiver vun der Integratioun festsetzt, an en ass d'Basis fir en nationalen Aktiounsplang.

Här President, ech hunn heimadder déi wichtegst Punkte vum Gesetzesprojet résuméiert. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Nach kuerz wëll ech zitéieren, datt de Statsrot, a sengem Avis vum 20. Mee, eng nei Strukturéierung vum Gesetzesprojet virgeschloen huet. Deen initialen Text wier, esou d'Meenung vum Statsrot, net kloer genuch. Hien huet virgeschloen, all Dispositiounen aus dem Text erauszehuelen, déi keen normative Charakter hunn, notamment all Definitioun, ausser déi vun der Integratioun, déi awer nom Statsrot an den Artikelen iwwert de Champ d'application integréiert misst ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzestext stellt zesumme mam Gesetz iwwert d'Nationalitéit wéi och d'Immigratiounsgesetz de Kader vun enger moderner Integratiounspolitik duer. D'sozial Kohesioun an de soziale Fridde stinn um Spill, wa mer et net fäerdeg bréngen, e gesond Mateneen ze schafen, well d'Integratioun ass ee Prozess a kee Resultat. D'Integratioun muss erschafft ginn, fir Spannungen a Konflikter ofzebauen. Mir sinn alleguerten an der Verantwortung, datt mer d'politesch an d'biergerschaftlech Participatioun zesummen deelen. Ech hoffen, datt d'Integratiounsgesetz all deenen, déi dervu Gebrauch kënne maachen, Satisfaktioun ka ginn.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen all deene Merci, déi um Projet gehollef hu schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madame Frank Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Dësen Text hate mer laang an der Kommissioun diskutéiert. Mir hunn en och amendéiert. Mir hu vill Erklärunge kritt vun de Servicer. Duerfir wëll ech och der Regierung Merci soen.

Mir si schockéiert gewiescht, wéi a Frankräich de Jean-Marie Le Pen am zweeten Tour vun de Presidentschaftswahle war. Mir sinn ëmmer ganz iwwerrascht, wann een d'Score vum Vlaams Belang an der Belsch matkritt. Et ass een ëmmer ganz iwwerrascht, wann ee verschidde Scoren, wéi elo viru kuerzem an Éisträich, matkritt. Wann een d'Zuelen hei kuckt, déi mer zu Lëtzebuerg hunn: Mat iwwer 42,6% vu Lëtzebuerger dierfe mer frou sinn, dass mer kee Front national hei an dëser Chamber sëtzen hunn.

Mir hu verschidde republikanesch Parteien - Republikaner oder Nationalbewegungen, wéi se geheescht hunn -, déi sech opgesat haten. Gott sei Dank hu se awer och kee Vertrieder hei an deem Haus krut. Mir hu verschidde Parteien, déi heiansdo e bësse flirtéiere mat där Mouvance extrémiste. Dat si verschidde kleng Parteien. Et si méi grouss Parteien, déi op verschidde Sujeten drängen, fir déi national Oder bei verschiddene Leit nees opzepompelen; ob dat iwwert d'Sprooch, iwwert de Fändel oder iwwer aner Saache geet.

(Interruption)

Här President, den Här Fayot wollt vläicht eng Fro stellen?

M. le Président.- Neen, ech hunn dat net gemierkt. Fuert Dir roueg weider, Här Bettel.

Une voix.- Loosst hie weider poteren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt et just soen dowéinst, well et ass ëmmer geféierlech, wann een esou op d'national Oder dréckt, wat d'Répercussiounen dovunner kënne sinn. Well wa mer och frou sinn, dass mer keng Vertrieder vun extremistesche Gruppen hei sëtzen hunn, gëtt et awer Rassismus zu Lëtzebuerg. Bei ville Leit, wa se och soen: Ech si kee Rassist, gëtt et awer e rassistescht Gefill.

Mir sollen awer och net vergiessen, vu wou mer kommen. Mir sollen net vergiessen, wat mer sinn. Wa Lëtzebuerg haut esou e prospèret Land ass, dann ass et och, well mer esou en „melting pot" vu Kulturen, vu Reliounen a vu Wësse sinn.

Firwat ech dat gesot hunn? Einfach well déi Zuelen hei, déi mer am Rapport presentéiert kritt hu vun der Madame Frank, an och d'Kreatioun vun deem OLAI, oder… Ech weess net, ob et OLAI oder O-L-A-I ass. Ech weess net, wéi elo de richtegen Numm ass.

(Interruption)

Olala! Den OLAI op jidde Fall, deen elo kreéiert ass, justement fir d'Verbesserung vun der Integratioun vun eisen net lëtzebuergesche Matbierger.

Et kann een op verschidden Termen agoen. Mir hate virdrun de Commissariat aux étrangers hei zu Lëtzebuerg. Do gëtt gesot, Commissariat wier net dat gutt Wuert, well dat éischter repressiv wär. Dann ass et d'Chambre des fonctionnaires, déi och richteg seet: Den OLAI ass net wäit vum Olaf, dee jo awer au contraire en Organ ass, fir nozekucken. Deen ass d'Police vun der Police vun der EU. Et ass och dann en OLAF an net en OLAI. Dat heescht, dat mam Kommissariat oder mam Office ass och diskutabel.

Här President, d'Fraktioun vun den Demokraten hei an der Chamber hat schonn oft drop insistéiert, dass d'Fro vun der Immigratioun hei mat dëser Regierung e bësse saucissonnéiert ginn ass. Mir hunn op där enger Säit den Här Frieden, deen e Projet mécht iwwert d'duebel Nationalitéit. Mir hunn de Minister Schmit, deen e Projet mécht iwwert d'Immigratioun, a mir hunn d'Madame Jacobs, déi haut e Projet huet iwwert d'Integratioun.

Et wier opportun, wann déi nächst Regierung géif e Ministère de l'Immigration maachen, dee sech och ëm d'Autorisation-de-travailen, ëm d'Immigratioun këmmert an och ëm d'Integratioun. Dass mer net esou e Saucissonnage hunn, dass, wann een iergendzwousch hikënnt, een net richteg weess, bei wien ee muss goen, ob een déi Administratioun lénks, déi Administratioun riets oder nach eng drëtt Administratioun muss kontaktéieren. Dowéinst wier et e viven Appel, Här President, un déi nächst Majoritéit, déi sech hei an dësem Land wäert bilden, fir esou e Ministère ze kreéieren.

De Projet de loi gesäit justement déi Kreatioun vun deem OLAI vir, deen do ass, fir Hëllefen ze ginn un d'Gemengen, déi Initiativen huelen, mä virun allem och fir eng gewësse Struktur ze hunn, wou déi ganz Associatioun an och déi ganz Politiken, déi an d'Direktioun vun der Integratioun sollte gemaach ginn, kënne koordinéiert ginn; wat luewenswäert ass vun der Säit vun der Regierung.

Et kéint ee sech awer och nach aner Froe stellen, an dat muss een och. Mäi Kolleeg, de Charles Goerens, an d'Madame Polfer waren zu Metz esou eng Institutioun kucken, wou een de Leit mat Civiquescoursen hëlleft. Den Här Angel war och dohinner. Solle mer elo weiderfueren opzezielen, wien elo nach derbäi war? Mä op jidde Fall, déi waren do,…

M. le Président.- Sot eis et!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …fir ze gesinn, wéi déi Infrastrukturen, déi et zu Metz gëtt, schaffen.

Net méi laang wéi virun e puer Stonnen huet mäi Fraktiounschef mer gesot, dat dote wier eng super Initiativ gewiescht an et hätt ee gesinn, wéi een - ob dat Politik, Civique oder einfach Rechter ass - dat de Leit bäibréngt, wat an engem Land d'Us et coutumes sinn. Dat ass och eng ganz wichteg Saach.

Mir hunn et virgesi fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn. Mä dat doten ass och eppes aneschters. Et soll een dat net nëmme gesinn am Kader vun de Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn. Dat ass einfach eng Chance, déi een huet als Netlëtzebuerger, als Primo-arrivant souguer, fir sech besser kënnen an engem Land unzepassen an och ze wëssen, wat d'Us an d'Coutumë vun deem Land sinn.

Mir wieren awer selbstverständlech ganz frou - an dat soen ech och als Fraktioun vun den Demokraten -, wa mer esou e Kontrakt kéinte kréien an der Familljekommissioun, soubal esou e Kontrakt fäerdeg ass, dass mer esou ee presentéiert kréien, dass mer kënne kucken, wéi dee sollt ausgesinn.

Et hätt ee sech och nach kënne Froe stellen. Hei geet och nach iwwert de Conseil national des étrangers Rieds. Ech hat et vergiess, Här President. Ech hätt sollen domadder ufänken. Ech selwer si Member. Ech vertrieden de Syvicol am CNE. Ech hätt vläicht missen domadder ufänken. De President Klein hat mech do genannt. Ech wëll him och hei da meng Remerciementer renouveléieren.

Une voix.- Ah, dat ass eng Plaz, déi ee kann nennen?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen, deen huet mech genannt als President, mam Här Roth selbstverständlech als Generalsekretär, deen dat dann ënnerschriwwen huet. Mä d'Lëtzebuerger Gemengen hu mer dat Vertraue geschenkt, fir am CNE kënnen d'Intérêtë vun de Gemengen ze vertrieden. An ech hat vergiess, dass ech dann e bësse Main liée sinn. Ech wëll awer och direkt soen, dass ech un deem Avis vum CNE, deen hei an deem Projet de loi derbäi war, net deelgeholl hu beim Vote, well ech net fannen, dass een do soll fir d'éischt en Avis matdécidéieren an dann herno hei an der Chamber driwwer diskutéieren.

Et kéint ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen iwwert den CNE, wéi e fonctionnéiert a wéi e soll weiderfonctionnéieren. Am Moment ass et esou, et gi vill Avisen am CNE geschriwwen, mä et feelt awer u verschiddene Moyenen, déi den CNE huet, fir vläicht méi effikass ze schaffen a virun allem och iwwert d'Representativitéit vum CNE. Well déi Leit gi gewielt duerch Associatiounen.

Da kéint ee sech d'Fro stellen, ob déi Representativitéit do ass, déi jo nëmmen am Fong de Milieu associatif oder politique oder syndical vun deene verschiddenen Nationalitéite representéiert. Et wier sécher interessant ze froen, ob et net soll eng Wahl ginn, wou een déi Leit dann och vläicht géif wielen, an dat op enger méi breeder elektoraler Basis.

Datselwecht kann ech selbstverständlech dann och an de Gemenge froen. Mir hunn an de Gemengen och e Problem mat eise Commissions consultatives pour étrangers, déi jo elo ëmgedeeft ginn, wéi déi genannt ginn: Et sicht een ëmmer da wéi een déi eng oder déi aner Nationalitéit nach fënnt, fir kënnen de Quota vun där enger an där anerer Nationalitéit an dëser Auslännerkommissioun ze hunn.

Allgemeng ass et fräi mat där Kommissioun ze schaffen, wéi se wëllt oder wéi se kann. Dowéinst ass et och ganz wichteg, dass den OLAI dann en Uspriechpartner gëtt fir déi verschidde Kommissiounen, fir op d'mannst en Input ze kréien oder vläicht duerch deen OLAI eng gewësse Koordinatiounsaarbecht ze kréie fir déi Commissions consultatives pour étrangers. Et ass och eng vun de Rolle vun deem OLAI, fir dass déi Kommissiounen a virun allem méi klenge Gemengen, déi och net esou vill Personal a Strukturen hunn, dat kënne maachen.

Här President, ech hunn elo a kuerzen Zich dat gesot, wat eiser Partei um Häerz louch. Mir wäerten als Fraktioun vun der DP och dëse Projet de loi stëmmen.

Ech wëll awer just nach eng Kéier op meng Introduktioun agoen. Ech si frou, dass mer hei an der Chamber keng extrem riets Parteien hunn, an ech hoffen, dass dat nach ganz laang esou bleift. Dowéinst wierklech e viven Appel un alleguerten d'Politiker, déi hei sëtzen: Dréckt net op déi falsch Säit!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le President.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel ageschriwwen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech si frou, dass mer haut elo hei, mat dësem Gesetz iwwert den Accueil an d'Integratioun vun den auslännesche Matbierger, d'Zesummeliewen an och déi sozial Kohesioun an dësem Land nach verbesseren an och konsolidéieren.

Ech wëll der Madame Rapportrice Marie-Josée Frank villmools Merci soe fir hiren extensive schréftlechen an och hiren explizite mëndleche Rapport. Ech wëll och der Sekretärin vun der Familljekommissioun, der Madame Weycker, de Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum Ministère, déi eis während deene ville Kommissiounssitzungen ënnerstëtzt hunn, wou mer um Text geschafft hunn, an natierlech och Iech, Madame Minister, Merci soen.

Et war eng gutt Saach, dass Der dëse Projet als Avant-projet de loi erausginn hutt a mat der Société civile a mat de Concernéierten um Terrain diskutéiere gelooss hutt. Dat war e gudde Wee, fir e gutt Gesetz ze maachen. Besonnesch Merci wëll ech awer och deene ville Beruffschambere soen, den Institutiounen an den ONGen, déi en Avis geschriwwen hunn.

Mir hate bei dësem Projet iwwer zwielef Documents parlementaires, an ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach. Wéi een an all dësen Avisen an och am Exposé des motifs ka liesen, reit dëst Gesetz sech an an eng Rei vu Gesetzer, déi eist Land sech a puncto Zesummeliewe gëtt, fir eis besser op d'Zukunft virzebereeden. Do ass d'Immigratiounsgesetz, wat mer viru ganz kuerzer Zäit heibannen zu 60 gestëmmt hunn; do ass och d'Nationalitéitegesetz, wat déi duebel Nationalitéit erlaabt, an domadder vläicht eng politesch Participatioun vun den neie Lëtzebuerger, déi och nach en anere Pass hunn, erméiglecht. Vläicht erméiglecht et och, dass mer déi niddregst Einbürgerungsrat, déi mer an Europa hunn, kënne verbesseren.

An dann elo, als drëtt grousst Gesetz, d'Integratiounsgesetz. Dëst Gesetz soll jo de Kader, virun allem fir den Accueil an d'Integratioun, schafen. Ech wollt awer nach ervirsträichen, dass en Immigratiounsgesetz muss ganz transparent sinn, ganz explizit sinn, wat d'Regelen ugeet, wéi ee kann hei am Land immigréieren. All déi Länner - an dat ass och um europäesche Plang bewise ginn -, déi e gutt, transparent Immigratiounsgesetz hunn, kënnen och eng vill besser Integratiounspolitik maachen. Well Leit, déi sech dagdeeglech mat der Fro, ob se nach am Land bleiwe kënnen, erëmklappe mussen, déi fir hir Pabeiere suerge mussen, kënne sech net op d'Integratioun konzentréieren. Dofir war et wichteg, dass mer dat Immigratiounsgesetz hei gestëmmt hunn.

Et gëtt oft gesot, vun der Oppositioun kritiséiert, dass een déi ganz Problematik hätt missen an engem Gesetz maachen. Ech wollt drun erënneren, dass mer déi Gesetzer awer an engem Zäitlaps vu sechs Méint hei an der Chamber ofstëmme gelooss hunn, dass d'parlamentaresch Aarbechten zu all deene Projeten iwwer zwee Joer gedauert hunn, dass mer ganz vill Definitiounen ee vun deem anere Projet iwwerholl hunn, an dass een déi Kritik vun deem sougenanntene Saucissonnage net ka gëlle loossen. Ech wollt och der CSV/LSAP-Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht an dësen Dossiere félicitéieren. Ech mengen, dat war eng ganz kohärent Zesummenaarbecht.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass mer virun net esou laanger Zäit per Gesetz de Centre pour l'égalité de traitement gestëmmt hunn, kreéiert hunn, an dat ass och en Organ, wat, wéi gesot, géint all Forme vun Diskriminatioun virzegoen huet, an huet also och mat Integratioun ze dinn. Deemnächst wäerte mer nach eng Rëtsch aner Gesetzer hei stëmmen, déi fir d'Zesummeliewen an d'sozial Kohesioun wichteg sinn. Dat ass zum Beispill déi nei Loi électorale, wou mer d'Délaië fir d'Aschreiwe vun den Netlëtzebuerger bei de Gemengewahle wesentlech verkierzen, well och d'Participatioun un demokratesche Prozesser e wichtegen Aspekt vun der Integratioun ass.

Och d'Schoulgesetzer, an deenen d'Chancëgläichheet ganz groussgeschriwwe gëtt, an zwar net nëmmen tëschent de Lëtzebuerger, mä och d'Chancëgläichheet tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, sinn e wichtege Schrëtt zu méi an enger besserer Integratioun. Ech wollt nach drun erënneren, dass d'Educatiounsministesch sech an de leschte Jore vill mat der Reform vum Sproochenunterrecht beschäftegt huet. Och dat dréit zur Chancëgläichheet tëschent alle Kanner bäi, an domat och zu enger besserer Integratioun.

Ech hunn elo d'Sprooch ugeschwat, well do kréie mer och nach e Gesetz iwwert de Congé linguistique. D'Sprooch ass natierlech wichteg am Kontext Integratioun, well et ass jo evident, dass et méi einfach ass hei zu Lëtzebuerg ze liewen, wann een eis Sprooche kann. D'lëtzebuergesch Sprooch ass dobäi wichteg, mä net ze vergiesse sinn Däitsch a Franséisch, well dat sinn déi Sproochen, an deenen de Stat mat sengen Awunner - mat de Leit, déi an dësem Land liewen - kommunizéiert, an och d'Printmedië gebrauchen déi Sproochen. Lëtzebuergesch ass also ganz wichteg, awer och déi aner Sproochen.

Zum Congé linguistique wollt ech eng perséinlech Remarque maachen, an zwar dass do am Moment nëmme Coursë fir Lëtzebuergesch virgesi sinn. Et gëtt Leit hei am Land, dorënner och Lëtzebuerger, déi kee Schoulofschloss hunn an déi Problemer

mam Franséischen hunn. Fir sech um Aarbechtsmaart z'integréieren, ass et och wichteg, wann een deene Leit vläicht kéint hëllefen. Englesch gëtt och op verschiddene Plaze gebraucht, an do muss ee vläicht kucken, ob een dat net kann a Considératioun zéien.

Duerch dëst Gesetz engagéiert sech den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, iwwert de Contrat d'accueil et d'intégration deene Leit, déi nouveaux arrivants sinn, eng Sproocheformatioun an eng Formatioun iwwert d'Fonctionnéiere vun eisem Stat ze garantéieren. Et ass dofir wichteg, dass d'Offerte vu lëtzebuergeschen a franséische Coursen hei am Land garantéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi den Exposé des motifs gelies hunn an och déi vill Avisen, kennen den Historique an d'Entwécklung, wéi dëst Land, vun engem typeschen Émigratiounsland, nach am 18. Jorhonnert, zu engem Immigratiounsland ginn ass. Ech mengen, déi Zuelen huet och d'Rapportrice schonn ervirgehuewen. Ech wollt do just eng Tatsaach ervirsträichen, an zwar déi, dass iwwerall an Europa déi einheimesch Populatioun stagnéiert, an iwwerall an Europa besonnesch Fachkräfte gebraucht ginn. Mir wäerten also an deenen nächste Jore méi Leit op Lëtzebuerg kréien aus Net-EU-Länner. Dofir ass et esou wichteg, dass mer eis mat dësem an deenen anere Gesetzer, déi ech virdrun ugeschwat hunn, op déi nei Erausfuerderunge preparéiere kënnen.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer vläicht nach lech ze soen, dass meng Partei, d'LSAP, e ganz aktiven Aarbechtsgrupp huet, dee sech „Groupe de travail Coopération, Intégration, Migration" nennt, dee vun eiser Komerodin Lydie Err gefouert gëtt a vun hir gutt Impulser kritt. D'Thema vum Zesummeliewen an enger plurikultureller Gesellschaft gëtt an eiser Partei vill diskutéiert. Well mer an der Regierung sinn an also eng Verantwortung hunn, fir d'Zukunft vun dësem Land ze gestalten, sinn ech frou, dass mir dëst Thema esou wichteg huelen.

Mir haten d'lescht Joer, op eisem Landeskongress am Mäerz 2007, dat Thema zum Haaptpunkt gemaach, an och dëst Joer, am Summer 2008 op eiser Summerakademie, huet sech e Groupe de travail mat deem Thema beschäftegt. D'LSAP ass eng Partei, déi op Wäerter wéi Gerechtegkeet, Fräiheet a Solidaritéit opbaut, an dat heescht och Solidaritéit mat den Netlëtzebuerger. Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Cohésion sociale nëmme ka garantéiert ginn, wann all d'Membere vun eiser Gesellschaft sech als een Deel vun engem kohärenten Ensembel considéréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt hei zu Lëtzebuerg Leit, déi Angscht hu virun enger sougenannter Iwwerfriemung. D'Politik muss dës Ängscht eescht huelen a sech och engagéieren, mat dëse Leit ze debattéieren. Mir wëssen, dass Ängscht, virun allem oder meeschtens, duerch e Mangel un Informatioun entstinn. Mir däerfen dofir dës Leit net an d'Gräpp vu Populisten oder Extremiste ginn. Ech schléisse mech deem Appel un, deen den Här Bettel gemaach huet, fir dass mer net mat deenen Ängschte solle Wahlkampf maachen, oder dass déi Ängschten net sollen an der Campagne électorale, déi jo elo bevirsteet, mëssbraucht solle ginn.

D'Suerge vu villen Awunner hei am Land sinn, eng bezuelbar Wunneng ze fannen, d'Schoulausbildung vun de Kanner, eng gutt Aarbecht ze fannen. Dës Suerge sinn déiselwecht, ob ee Lëtzebuerger oder Auslänner ass, an oft si leider nach d'Léisunge fir Netlëtzebuerger méi schwéier. Et gëtt Leit, déi de Préjugé hunn - an dat héiert een heiansdo -, dass fir Auslänner an dësem Land alles méi einfach wär. Mir wëssen, dass dat net wouer ass. D'lëtzebuergesch Politik - an dorobber sinn ech stolz - huet, egal wéi eng Partei an der Regierung war, ëmmer eng Politik fir all d'Awunner vun dësem Land gemaach.

Ech si frou, dass mer och d'Notioun vun der Integratioun an onsem Gesetz als e Prozess „à double sens" definéieren, an d'Integratioun am Sënn vun Inclusioun gesinn. Ech fannen et och gutt, dass mer d'Integratioun an dësem Gesetz net am Sënn vun Assimilatioun gesinn. Op jidde Fall ass fir d'LSAP d'Integratioun vun den Netlëtzebuerger eng Haaptkonditioun fir d'Festege vun där sougenannter Cohésion sociale.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären - ech hunn d'Cohésion sociale elo e puermol ugeschwat -, lech vläicht d'Definitioun vum Conseil de l'Europe ze zitéieren. Dat ass ganz kuerz. De Conseil de l'Europe definéiert d'Cohésion sociale: «(…) la cohésion sociale est la capacité de la société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter les polarisations. (…) une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques (…).» Enn vum Zitat.

Aus dësem Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, geet och kloer ervir, dass Integratioun eng Responsabilitéit ass, déi vu ville gedeelt muss ginn. Integratioun huet also niewent den Netlëtzebuerger eng ganz Rei aner Acteuren: d'Zivilgesellschaft, de Stat an d'Gemengen, d'Wirtschaft an d'Medien. Besonnesch wichteg ass d'Roll vun der Zivilgesellschaft.

D'Gewerkschaften, d'Sports- an d'karitativ Veräiner spillen eng enorm wichteg Roll beim Opbau vun dëser Cohésion sociale. Dat ass nämlech deen Terrain, wou sech vill bénévol Persounen zesummefannen an eng wichteg Aarbecht fir eis Gesellschaft leeschten. Duerfir ass et wichteg, auslännesch Matbiergerinnen a Matbierger an dës sougenannte Vie associative anzebannen. An der Praxis geschitt dat jo och scho vill. Mir sollen och eis Veräiner an Associatiounen ënnerstëtzen, op deem Wee weiderzefueren.

D'Parteie mussen och mam gudde Beispill virgoen. An alle Parteie musse mer Effortë maachen, méi Netlëtzebuerger an eis Gremien an Aarbechte mat anzebannen. Beim Opstelle vun de Lëschte fir d'Gemengewahlen 2011 kënne mer eis alleguer als Partei beweisen, wéi eescht mer et huelen, wa mer vun Integratioun schwätzen.

Och d'Medien - dat hunn ech scho gesot - hunn eng wichteg Roll ze spillen. Si musse Stereotypen évitéieren, déi falsch Biller vun Auslänner an de Käpp vun de Leit bilden. Op auslänneschen Televisioune kann ee feststellen, oft wann iwwer Osteuropäerinne geschwat gëtt, da gëtt dat an de Kontext vu Prostitutioun gesat; oder wann iwwer Westafrikaner geschwat gëtt hei an Europa, da ginn déi an de Kontext mat Droge gesat.

Dat däerf net sinn. D'Medië sinn een enorm wichtege Partner vun der Integratiounspolitik an d'Couverture médiatique vu groussen Evénementer, déi auslännesch Organisatiounen organiséieren, ass eng gutt Saach an dësem Sënn. Ech kann do nëmmen eise Medien hei zu Lëtzebuerg félicitéieren, well si maachen déi Aarbecht ganz gutt. Wichteg wär et vläicht och nach, dass méi Leit mat Immigratiounshannergrond an de Mediëberuffer eng Plaz géife fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sot virdrun, dass Integratioun net eleng duerch e Gesetz gemaach ka ginn. Et ass awer wichteg, e Kader ze schafen. Ech bedaueren allerdéngs, dass mer beim Vote net och schonn déi verschidde Règlements grand-ducaux derbäi hunn, wou jo Verschiddenes nach méi am Detail geregelt gëtt. Och wär et interessant gewiescht, eng Aart Ébauche vun esou engem Contrat d'accueil et d'intégration ze gesinn.

Ech weess, dass am Gesetz steet, dass den OLAI esou ee soll ausschaffen. Mir kreéieren elo eréischt den OLAI, mä et hätt een eis awer scho kënnen e Genre Ébauche vun esou engem Kontrakt presentéieren. Duerfir wier ech frou, wann déi Dokumenter ausgeschafft ginn, dass mer an der Chamberskommissioun informéiert ginn an dass déi Praxis vum deem Dialog, deen Der mat der Zivilgesellschaft a mat de Leit um Terrain beim Avant-projet de loi hat, och elo an deenen nächste Schrëtt, déi mer ënnerhuelen, gemaach gëtt.

Dëse Projet de loi ass och vu 45 Artikelen ursprünglech op 33 Artikele gestutzt ginn. Dat war de Wonsch vum Statsrot. Mir hunn also all déi Artikelen erausgeholl, déi keen normative Charakter haten, esou wéi de Statsrot dat wollt, an hunn him also Rechnung gedroen.

Ech fannen et och gutt, dass an deem Projet hei déi Notioun vun „Accueil" ervirgestrach gëtt, well den Accueil ass eng wichteg Saach. Deen Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration - dat kann ech mer och virstellen - ass eng Stell, eng Plaz, e Genre Guichet unique, wou een, deen Nouveau arrivant ass, kann higoen an all Informatioune kréien. Esou wéi mer dat bei där Visite vun der ASTI zu Metz op esou enger Stell gesinn hunn, wou een an engem Dag kann all Informatioune kréien, wou een hei am Land wat fënnt a wéi ee sech hei kann aliewen.

E Mënsch, deen, éischtens emol, en einwandfräien Accueil vun den öffentleche Stelle beim Stat kritt, an deen, zweetens, d'Méiglechkeet kritt, eis Sproochen ze léieren an och e bëssen iwwert d'Institutiounen an d'Traditioune vun dësem Land ka gewuer ginn, dee kritt och méi Loscht, an dësem Land net nëmmen ze schaffen, mä och um Liewe vun eisem Land deelzehuelen, also an der Zivilgesellschaft matzemaachen. Dofir ass dee Rôle vum OLAI enorm wichteg.

Et ass och wichteg, dass mer deen Office personell, raimlech a materiell gutt ausstatten. Et ass och wichteg, dass an deem Office Leit agestallt ginn, déi interkulturell gutt forméiert sinn. Et wär och gutt, wann an deem Office och Leit schaffe géifen, déi en Immigratiounshannergrond hunn.

Dem OLAI ginn an dësem Gesetz siwen Artikele gewidmet. Ech wollt just op ee Punkt agoen an dee Rôle vum OLAI uschwätzen, wat d'Lutte géint d'Diskriminatiounen ugeet. Am ursprüngleche Regierungstext hate mer den Artikel 27, dee méi intensiv a méi laang op dee Rôle agaangen ass. Do huet de Statsrot eis jo gesot, d'Lutte géint d'Diskriminatioune wär exklusiv eng Saach vum Centre pour l'égalité de traitement an de Ministère an den OLAI solle sech do net amëschen.

Mir hunn dat dunn och geännert. Dunn hu mer awer erëm duerch en Amendement déi Notioun vun der Lutte géint d'Diskriminatioune mat agebaut. Am Artikel 3 hu mer dat reintegréiert an engem kuerzen hallwe Saz. Dat ass och eng gutt Saach. Dat bedeit awer, dass den OLAI an all déi Stellen um Ministère, déi fir Integratioun zoustänneg sinn, an och de Comité interministériel mussen de Centre pour l'égalité concertéieren. Dat soll och vice versa geschéien.

Ech sinn der Meenung, dass de Ministère an den OLAI solle Sensibiliséierungscampagnë kënne maache géint d'Diskriminatioun an op deem Gebitt solle schaffen. Dem OLAI säi Succès gëtt herno am Fong nëmmen doru gemooss, wéi gutt an intensiv e mat de Gemengen a mat der Zivilgesellschaft zesummeschafft.

D'Madame Rapportrice huet och schonn den Artikel 4 ugeschwat, de Rôle vum Office, wat och d'Structures d'hébergement fir Auslänner ugeet. Dat ass eng wichteg Saach. Ech hunn d'Ministesch oft heibannen an op anere Plazen héiere soen, dass se no Gemengen, déi esou Strukture bauen, sicht. Ech wollt do deene ville Buergermeeschteren, Schäffen a Gemengeréit, déi hei sëtzen, soen, dass mer am Kapitel iwwert d'Aides financières den Artikel 16 hunn, wou drasteet, dass de Stat bis zu 100% participéiert bei de Baukäschte vun deenen Infrastrukturen an och beim éischten Equipement fir déi Infrastrukturen.

D'Artikele 6 a 7 gesinn de Plan national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations vir. Dat ass eng gutt Saach. Den OLAI soll deen a Kollaboratioun mat deem Comité interministériel ausschaffen. E soll dobäi d'ONGe concertéieren; all déi aner Stellen, déi wichteg sinn.

Ech wollt vläicht eng Remarque maachen. Ech hunn a villen Avisë gelies, dass de Comité interministériel bis elo net ëmmer zu 100% gutt fonctionnéiert huet. Ech hoffen, dass dat mat deem neie Gesetz elo verbessert gëtt.

Ech wollt soen, dass dee Fënnefjoresplang elo gutt fält, well mer um Enn vun enger Legislatur sinn, dass deen och ëmmer soll parallell lafe mat enger Legislaturperiod, well um Enn muss jo e Rapport gemaach ginn, no fënnef Joer. Et ass e gudde Wee, wéi hei d'Chamber an och anerer kënnen d'Aarbecht evaluéieren, déi a fënnef Joer Integratiounspolitik gemaach ginn ass.

De Contrat d'accueil et d'intégration ass och eng gutt Saach, well e fräiwëlleg ass, an zwar net nëmme fir EU-Auslänner, mä och fir Leit aus Drëttstaten. Dat ass net an alle Länner esou. Ech fannen et ganz gutt, dass mer dat op fräiwëlleger Basis gelooss hunn. Ech fannen et och gutt, dass mer en op zwee Joer begrenzt hunn. A wéi gesot, wann Der deen ausgeschafft hutt, diskutéiert dee mat eis duerch an der Kommissioun.

D'Kapitel 4 gëtt sech mat den institutionelle Strukturen of. Dozou ganz kuerz e puer Remarquen. De Conseil national pour étrangers ass ugeschwat ginn. Dee gëtt reforméiert. Interessant ass awer ze liesen am Avis vum jëtzege Conseil national des étrangers, dass si et bedaueren, dass d'Paritéit net méi bestoe bleift, dass déi ofgeschaaft gëtt. Well si fäerten, si hätten herno nëmmen nach en Dialog mat sech selwer.

Am Gesetz ass jo awer virgesinn, dass d'ONGen, d'Gewerkschaften an d'Patronat Vertrieder hunn. Ech wëll dësen Organisatiounen net ze no trieden, mä et wär vläicht interessant, wa si dann och e puer Lëtzebuerger géife schécken. Da kéint een där Angscht, déi de Conseil national a sengem Avis ausgedréckt huet, e bësse Rechnung droen, da wär den Dialog vläicht och besser.

Wat schued ass, ass, dass am Gesetz steet, dass den CNE nëmmen dräimol am Joer muss zesummekommen. Ech hätt mer do e bësse méi eng héich Zuel virgestallt. Ech fannen awer ganz gutt, dass dee Conseil och ka Kommissioune bilden, wou Leit dra sinn, déi net am Conseil national sinn. Dat beweist, dass dee Conseil sech och kann opmaachen, an dat ass eng gutt Saach. Dir kritt, Madame Minister, laut Gesetz eemol am Joer e Rapport vum CNE, an ech wär frou, wann Dir eis deen da géift an d'Kommissioun weiderschécken, well dat ass och interessant fir eis Deputéierten, déi sech fir dës Themen interesséieren.

D'Commissions consultatives d'intégration, déi fréier Auslännerkommissiounen, ginn an engem Artikel leider nëmme ganz kuerz erwähnt. Och hei feelt de Règlement grand-ducal. Och bei deem ass et wichteg, dass Der deen zesumme mam Syvicol ausschwätzt. Den Numm ass elo nei. Nei ass och, dass an all Gemeng esou eng Kommissioun muss sinn, an et ass elo un de Gemengen, eppes aus deene Kommissiounen ze maachen, ze kucken, wéi se se méi demokratesch zesummestellen an och méi étofféiere kënnen. Ech fannen, dass all déi grouss Gemengen - dat steet net am Gesetz, mä et kann ee jo méi maachen, wéi am Gesetz steet - sech en Délégué à l'intégration sollte ginn.

Mir hunn dat bei der leschter Visite mat der ASTI zu Gand gesinn, eng Stad vun 250.000 Leit mat 15% Auslänner, déi e Service d'accueil et d'intégration vu 40 Leit huet, wou se vill mat Traducteurs/Interprètes sociaux schaffen, wou se an d'Schoule ginn, den Elteren hëllefen, wa se mam Léierpersonal schwätze mussen an d'Sprooch net kënnen, an och an de Spideeler. Si hunn an hire Biergerzentren en „Point contact intégration" fir Nouveaux arrivants, et gëtt interkulturell Educatioun gemaach mat Beamte vun der Gemeng, mat de Polizisten. All dat ass ganz gutt. D'Gemengen hunn also eng wichteg Roll ze spillen, et steet hinnen all Méiglechkeet offen, an et si jo och finanziell Avantagë virgesinn, well si kënne vum Ministère Sue kréien.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass et gutt ass, dass dëst Gesetz sech an eng Politik vun der Regierung areit, fir de sozialen Zesummenhalt an eisem Land ze garantéieren. Dëst Gesetz gëtt natierlech nëmmen esou gutt, wéi d'Zesummenaarbecht vun all den Acteuren herno um Terrain ass. Mir mussen dee Kader, deen dëst Gesetz schaaft, mat Liewe fëllen. Integratioun geschitt net um Pabeier, et ass déi praktesch Ëmsetzung, déi zielt. Mat vill Asaz, guddem Wëllen, gudden Iddien a vill staarkem Duerchsetzungsverméige sinn ech iwwerzeegt, dass mir all zesummen hei zu Lëtzebuerg - mir Lëtzebuerger als Société d'accueil an déi ronn 200.000 Netlëtzebuerger, déi hei mat eis liewen - weiderhin net nëmme friddlech nieftenee liewen, mä och nach besser zesummeliewen.

Mir hunn dat bis elo gutt gemaach, a mat dësem Gesetz vun haut an deenen anere Gesetzer, déi ech ugeschwat hunn, preparéiere mer eis also op e Lëtzebuerg an en Europa, wou an Zukunft méi Leit aus Drëttstate liewe wäerten. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech wollt mat engem Zitat aus eisem Positiounspabeier ofschléissen, dat mer besonnesch gutt gefall huet, an dat vun engem Schwäizer Auteur namens Windisch ass, dee seet: «L'intégration n'implique ni tolérance aveugle de la part des indigènes ni une soumission totale des migrants. Ce que l'on demande, c'est un esprit d'accueil de la part des uns et une volonté d'adaptation de la part des autres. Il y a donc partage des responsabilités entre les étrangers et la communauté qui accueille». Fin de citation.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den Tour ass elo um honorabelen Här Braz fir déi gréng Fraktioun.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun där grénger Fraktioun fir d'éischt der Rapportrice, der Madame Frank, Merci soe fir hire Rapport an och fir d'Aarbecht an der Kommissioun, déi bei dësem Projet relativ séier konnt iwwert d'Bühn goen an ofgeschloss ginn.

Dëst Gesetz soll d'Gesetz vum 27. Juli 1993 reforméieren, eist éischt Integratiounsgesetz. Mir hunn allerdéngs net immens vill gemaach am Kader vun dësem Gesetz. Et hätt ee sech jo awer d'Fro misse stellen, wéi dat Gesetz, wat mer bis elo haten, fonctionnéiert huet. Wat si seng Stäerkten? Wat si virun allem seng Resultater gewiescht? Wou hu mer Ziler erreecht? Hate mer iwwerhaapt Ziler benannt? Ech fäerte ganz, d'Äntwert ass neen, et ware keng Ziler benannt ginn an deem éischten Integratiounsgesetz. Mir kënnen dofir och net préiwen, ob mer déi Ziler erreecht hunn oder net erreecht hunn.

Wat mer awer kënne soen, dat ass, dass mer e puer Saache feststellen. Mir stelle fest, dass zu Lëtzebuerg d'Cohésion sociale, d'Zesummeliewe vun all de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, sécher net nëmme schlecht ass. Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jore villes richteg gemaach an der Aart a Weis wéi probéiert gëtt hei zesummenzeliewen. Aner europäesch Länner kucken oft op Lëtzebuerg, wat awer méi mat där Zuel vun Netlëtzebuerger ze dinn huet, déi hei zu Lëtzebuerg liewen. Si kucken awer och op eis, well mer, mengen ech, soe kënnen, dass mer net alles falsch gemaach hunn an de leschte Joren. Dat soll een och heiansdo ënnersträichen an och heiansdo widderhuelen, bei allem, wat een och dernieft ze bemängelen huet, wat mer vläicht manner gutt gemaach hunn.

De Bilan vun deem Gesetz, wat mer bis elo haten, ass menger Meenung no e ganz gerénge Bilan. E ganz gerénge Bilan, well Fakt ass, dass mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer méi en Nieftenee vun de Leit wéi e Matenee vun de Leit hunn. Mir hunn eng Beruffswelt, déi fir sech fonctionnéiert, mat Leit, déi hei wunnen, mat Leit, déi hei iwwert d'Grenz kommen. A mir hunn, nieft der Beruffswelt, mat Sécherheet keng grouss Vermëschung vun de verschiddene Leit, déi hei wunnen. Och an de Schoule fënnt déi Vermëschung net an deem Mooss statt.

En zweete Constat, deen ee maache muss, ass, dass och zu Lëtzebuerg d'Schoul selwer net onbedéngt villes dozou bäidréit, dass een en anert, e bessert Zesummeliewen hätt. D'Opstiegschancen duerch Bildung sinn zu Lëtzebuerg net schrecklech grouss. Dat ass ee vun den Enseignementer vun der PISA-Etüd, déi gewisen huet, dass de Lëtzebuerger Primärschoulsystem an och de Secondärsystem e relativ staarken Determinismus weiderféiert, dass also do, wou een hierkënnt, a méi oder wéineger bal all de Fäll, och do ass, wou een herno lant. Dat geet hei zu Lëtzebuerg net besser wéi dat, wat ech elo beschriwwen hunn.

Et ass mat Sécherheet kee Bilan, mat deem ee kéint zefridde sinn. Dofir menge mer, dass et bei dësem Gesetz gutt gewiescht wär, wa mer vläicht elo scho probéiert hätten, Ziler ze benennen, wann ee sech wierklech Ziler ginn hätt, déi een, am Beräich vun der Integratioun, wëllt erreechen, a sech dann och e Programm gëtt, wéi een dat Zil kann ustriewen.

Wat nenne mer Integratioun? Wat nenne mer eng gelongen Integratioun? Wat heescht dat? Déi Diskussioun hu mer net gefouert, well och dëst Gesetz am Fong jo nëmmen e Kader duerstellt. Et ass e Kadergesetz, et ass eng Rumm. Un där Rumm ass net vill auszesetzen. Déi Saachen, déi do drastinn, si fir eis Begréffer alleguerte richteg. Dat si vernünfteg Saachen, déi drastinn.

Villes, dat Allermeescht, steet awer net an deem Gesetz. D'Partitur muss nach geschriwwe ginn. Mir hunn elo beschtefalls d'Nouteblieder kritt; d'Musek, déi feelt. Dat ass d'Aufgab, déi mer an den nächste Jore musse maachen.

Mir hoffen, dass mer awer dann - wa mer dëst Gesetz ëmsetzen an déi eenzel Instrumenter, déi mer eis nach musse ginn, och kréien - an deem Kontext eng Diskussioun doriwwer féieren, wat eng gelongen Integratioun ass a wéi een Zesummeliewe mer da gäre fir Lëtzebuerg hätten, an dass mer eis dann och Ziler benennen, déi mer wëllen ustriewe mat deenen Instrumenter, mat dësem Gesetz, a wou mer eis dann och all Joer kënnen d'Fro stellen, ob mer eis deem Zil méi no beweegt hunn, an ob de Rhythmus stëmmt, mat deem mer eis deem Zil méi no bewegen, wëssend, dass en Integratiounsgesetz natierlech net eleng all d'Froe beäntwerte kann, déi et an där doter Matière gëtt. Do gëtt et ganz anerer - d'Schoul hunn ech scho genannt, awer och nach anerer, och d'Aarbechtswelt -, déi hei e phenomeenale Rôle ze spillen hunn, dee mindestens esou grouss ass, wéi dee vun engem Integratiounsgesetz.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wann hei am Land iwwer Auslänner geschwat gëtt, gëtt oft eng Zuel genannt. Och an eisem Rapport zu dësem Projet vun haut gëtt vun deenen iwwer 42% Leit geschwat, déi zu Lëtzebuerg wunnen, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Et gëtt och drop verwisen, dass am Joer 2020, 2030, op deem Horizont, aller Viraussiicht no am Land déi Situatioun wäert sinn, déi haut schonn a ganz ville Gemengen d'Realitéit ass, nämlech dass eng Majoritéit vun de Leit kee Lëtzebuerger Pass hunn.

Mir hätte léiwer, et géif vill méi oft och probéiert ginn erauszefannen, wéi laang dass déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, schonn hei liewen. Wéivill sinn der dovunner hei gebuer? Wann een dat Bild do esou zeechent, gëtt dat en anert Bild, wéi wann ee vun 42% Auslänner schwätzt, well déi, déi mer an de Statistiken opgrond vun hirem Pass als Auslänner féieren, sinn immens oft Leit, déi hei op d'Welt komm sinn, déi nach ni eppes anescht ware wéi Lëtzebuerger, well se nach ëmmer hei gelieft hunn, déi Territoriallëtzebuerger sinn, wa se och nach de Pass vun hiren Elteren hunn.

Duerfir ass et och wichteg, dass ee sech d'Fro stellt: Wat ass dann dat Zesummeliewen? Wat wier dann déi Integratioun? Ech hu gären héieren, wat d'Madame Frank virdru gesot huet iwwer Integratioun, wat dat alles net sollt sinn. Et ass och eis Meenung, dass een net soll an déi Traversen do verfalen.

Mir sinn der Meenung, dass Integratioun net soll Assimilatioun sinn. Integratioun ass keng Gläichmaacherei; vu kengem. Et ka keng Gläichmaacherei sinn. Dat ass net de Sënn vun der Integratioun. An et ass och gutt, dass mer an dësem Gesetz éischter op de Wee gi vun engem Recht op Integratioun, an eis net op de Wee maache vun enger Flicht oder engem Zwang zur Integratioun.

Et bleift, dass all déi Leit, déi hei liewen, schlussendlech selwer eleng a fräi bestëmmen, wéi se hei wëlle liewen. Si musse sech alleguerten, déi hei liewen, un d'Gesetzer halen. Doriwwer eraus ass jiddferee fir sech selwer responsabel, wéi hie säi Liewe wëllt gestalten a wéi hie säi Gléck wëllt fannen.

Duerfir ass d'Approche, éischter vun engem Recht op Integratioun am Gesetz auszegoen, eiser Meenung no déi richteg Debatt. Mir brauchen och dofir net wéi an anere Länner - wéi an Däitschland - esou Diskussiounen iwwer eng Leitkultur, déi ee misst a) definéieren, b) aféieren an c) deenen anere Leit och nach imposéieren. Mir brauche keng Debatt iwwer rout Léiwen an iwwer Fändelen.

(Interruption)

Mir brauchen och keng Sproochendebatt, wa se nëmmen zum Zil huet, d'Leit auserneenzedreiwen, an net zum Zil huet, d'Leit mëttels der Sprooch beieneenzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir brauche Cohésion sociale zu Lëtzebuerg. Mir brauche Gemeinsamkeeten. Lëtzebuerg an all déi Leit, déi hei wunnen, an och all déi Leit, déi hei schaffen, sinn eng Schicksalsgemeinschaft. Déi Schicksalsgemeinschaft muss belaaschtbar sinn, och a schwéieren Zäiten. An dass Lëtzebuerg och ka schwéier a méi schwéier Zäiten erliewen, maache mir jo grad mat.

Elo geet et eis och an deene schwéieren Zäite manner schwéier, wéi villen anere ronderëm eis. Mä trotzdeem ass eng Gesellschaft a schwéieren Zäiten oft manner belaaschtbar wéi a gudden Zäiten. Et ass a gudden Zäiten, wou een d'Geleeënheeten, och d'Moyenen an d'Méiglechkeeten huet, a rouege Gewässer dat Gefill vun der Zesummegehéiereegkeet ze definéieren an ze stäerken.

Mir mengen, dass mer dat an de leschte Jore beileiwen net genuch gemaach hunn. Déi Kris, déi mer och elo zu Lëtzebuerg an an der Welt hunn, soll eis och op dëse Froen hei Ulass ginn, eis Gedanken ze maachen, wéi mer elo a kuerzer Zäit méi maachen, wéi mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, fir wierklech als Gesellschaft esou vill Zesummenhalt ze hunn, dass mer belaaschtbar ginn, wa mer et net haut scho sinn.

Muer si Wahlen hei zu Lëtzebuerg fir d'Salariatskummer. Do si ronn 400.000 Leit opgeruff, fir wielen ze goen. An et wäerten och, wéi bei deene Kéiere virdrun, viraussiichtlech plus/minus een Drëttel vun de Leit vun hirem Recht Gebrauch maachen.

An der Aarbechtswelt hu mer vill Integratioun. D'Aarbechtswelt mécht der politescher Welt villes vir. Mir sinn am politeschen Zesummeliewen zu Lëtzebuerg wäit manner gutt wéi am Zesummeliewen an der Aarbechtswelt. D'Gewerkschaften hunn, wat dat betrëfft, den Institutiounen an de Parteien an de leschte Joren a Jorzéngten e puer Lektiounen erdeelt.

Déi hunn eng Partie Saache besser gemaach, well déi méi fréi verstanen hunn an dat och virliewen, dass Solidaritéit, Zesummegehéiereegkeet an engem Betrib en héije Wäert duerstellt. E Wäert, dee se fleegen. E Wäert, dee se zesumme verdeedegen. Dat erkläert och, firwat dass mer déi Suerg vun der Integratioun do schonn op engem immens gudden Niveau hunn. Et gëtt wuel sozial Ënnerscheeder, bien entendu, mä d'Aarbechtswelt, d'Welt vun de Sozialwahlen, vun de Wahle fir d'Salariatskummer, déi mécht de Regierungen, Institutiounen a Parteien, menge mer, méi wéi eppes vir.

Wa muer 400.000 Leit hei zu Lëtzebuerg opgeruff sinn, fir wielen ze goen, da sinn dat der méi wéi jee virdru bei iergendenger Wahl. Da sinn dat der e puermol méi wéi bei Chamberswahlen. Dat, wat muer bei de Salariatswahlen an enger Kéier bei d'Urn geruff gëtt - ob et da bei d'Urn kënnt oder net, dat ass jiddferengem fräigestallt -, ass esou vill wéi hei an dräi Parlamentswahle bei d'Urn geruff gëtt. Dat ass net näischt. Dat ass eppes. Un deem Beispill kënne mer eis och fir eng Partie Saachen inspiréieren.

Mir ënnerstëtzen och dëst Kadergesetz mat sengen Dispositioune gären, well et och e Gesetz ass, wat d'Integratioun als e Processus à double sens definéiert, an net als eng Einbahn. E Processus à double sens, an e Gesetz awer och, wat eng Partie Neierunge kennt.

Et gëtt d'Iddi vun engem Contrat d'accueil et d'intégration agefouert. Dat soll fakultativ bleiwen, aus enger Rei vu gudde Grënn. Et soll net méi laang wéi zwee Joer daueren; dat fanne mer och gutt. Et soll een - an dofir hu mir als gréng Fraktioun, dass ech mech erënnere kann, ëmmer plädéiert - d'Leit no Méiglechkeet soubal se an d'Land kommen an déi dote Gespréicher eranhuelen, an net waarden, wéi am Kader vum Nationalitéitegesetz, wa se schonn eng ganz Partie Joren hei sinn, fir dann iwwer Examen ze soen: Du pass, du pass net. Dat mécht net vill Sënn. Do si mer exklusiv an do baue mer Barrièren op. Dat hu mer oft genuch hei ënnerstrach.

Dat ass fir eis dee richtege Wee. Soubal d'Leit an d'Land erakommen, ze probéieren dat, wat mir ënner Zesummeliewe verstinn, mat deene Leit ze deelen an an engem Processus à double sens op e Stéck gemeinsame Wee ze goen.

Et sinn och géigesäiteg Engagementer an deem Vertrag: Rechter souwéi Flichten, fir se alle béid. Och de Stat geet hei net nëmmen Exigenze virdroen, mä e geet selwer och Engagementer an. Dat ass fir eis dee richtege Wee.

Duerfir soe mer och Jo zu där Iddi vun engem Vertrag, well e Vertrag och ëmmer d'Notioun vu Gläichberechtegte beinhalt. All Vertrag, deen ofgeschloss gëtt, ass nëmmen da valabel, wann déi Leit, déi sech op dee Kontrakt gëeenegt hunn, och fräi hire Wëllen artikuléiert hunn am Kader vun deem Vertrag. Dat ass am Droit civil de Fall.

Duerfir ënnerstëtze mer hei déi Iddi vum Vertrag, well een domadder och artikuléiert, dass d'Lëtzebuerger Gesellschaft, d'Société d'accueil, net eppes wëllt imposéieren oder net vun uewen erof kuckt, mä well se domadder och zum Ausdrock bréngt, datt se seet: Jo, mir gehéieren zesummen. Mir maachen elo e Stéck Wee zesummen, a mir probéieren och dofir eis op Aenhéicht ze begéinen als gläichberechtegt Partner, déi gemeinsam Engagementer wëllen agoen.

Dat ass fir eis vun der Grondphilosophie hier eppes, wat mer absolut kënnen ënnerstëtzen. Do gehéiere Stéchwierder derbäi wéi Formation linguistique, déi mer da wierklech ab der Grenz an ab der Entrée endlech praktizéieren; woufir mir Gréng och scho laang plädéiert hunn a wat mer ausdrécklech bedaueren, dass mer dat net éischter gemaach hunn. Dat géif eis haut vill Diskussiounen, vill objektiven Ierger op béide Säite kënnen erspueren. Dat hu mer awer net; dat musse mer elo besser maachen. Dat hei ass eiser Meenung no en Ufank, fir op deen dote Wee ze goen.

D'„Kommissariat", deen Numm, dee laang villen, ville Leit um Mo louch, gëtt elo ersat duerch en „Office". Dat ass gutt esou. Dat ass net alles. Et ass net dat, wat et ënnert dem Strëch ausmécht, mä et ass awer gutt gemaach, dass mer dat elo net méi „Kommissariat" nennen a kee Kommissär méi hunn, well dat suggéréiert ganz villes. Vläicht ass et och net Zoufall, dass viru laange Joren esou en Numm op d'Tapéit komm ass. Dat huet bestëmmt och seng Ursaachen, déi mer haut awer iwwer Bord geheien. Dat ass och gutt esou.

Et ass och um OLAI, fir an Zukunft déi Contrat-typen auszeschaffen. Et muss och dee Plan d'action national pluriannuel gemaach ginn. Et ass do, wou dann eiser Meenung no och d'Musek bei dësem Gesetz wäert gemaach ginn. Haut stëmme mer de Kader. Mir hu kee Problem, fir dee matzedroen. D'Substanz entsteet awer an deene Contrats-types an am Plan d'action national pluriannuel.

Doriwwer eraus wäert dëst Gesetz och nach e puer Reforme bréngen, déi mer am Prinzip och ënnerstëtzen. Déi Reforme betreffen den CNE. Do ginn eng Partie Saachen aus der Welt geschaf, déi mer ëmmer bemängelt hunn, wou mer ëmmer geäntwert kritt hunn, dat wär gutt esou wéi et wier. Haut gi mer jo zou, dass dat net gutt war wéi et war, dass mer méi en équilibréierten Esprit an den CNE mussen erakréien, an net déi Saach vun der Majoritéit, dass déi ëmmer déiselwecht muss sinn, an net dass ëmmer deeselwechten de President muss stellen. Dass mer all déi Saachen do hanner eis loossen, dat si positiv Saachen.

Positiv fanne mer och, dass déi consultativ Gemengekommissioune fir Auslänner elo generaliséiert solle ginn, an net méi just an deene Gemengen, déi de Seuil vun Auslänner bis elo erreecht hunn. Dat soll elo eng Normalitéit gi fir all d'Gemengen, egal wéivill auslännesch Präsenz een op sengem Territoire huet. Dat ënnerstëtze mer och. Och dass déi Kommissioun en aneren Numm kritt, ass fir eis vläicht nëmme Maquillage, awer dann e Maquillage, dee gutt gemaach ass. Dat ënnerstëtze mer op jidde Fall.

Net genuch geregelt ass eis am Moment, wat de Rôle vun de Gemenge soll sinn. Do ass sech och nach villes afalen ze loossen a frësch ze definéieren am Kader vun deem Plan d'action, wou mer och gäre vun der Madame Ministesch beäntwert hätten, wéi si sech virstellt vun den Délaien hier, wéini dass dee soll op den Dësch kommen.

An eng lescht Remarque - an dann halen ech op, Här President -, fir awer nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass mer bedaueren, dass mer eis an dëser Mandatsperiod esou ugeluecht hunn, wéi mer eis eben ugeluecht hunn op all deene Projeten, déi am breede Sënn vum Wuert d'Migrante betreffen.

Mir hunn net, wéi den Här Angel gesot huet, plädéiert, dass alles an engem Gesetz soll gemaach ginn. Dat ass net de Punkt. Dat hu mir ni plädéiert. Et muss net ee Contenant sinn. Wat mer gäre gehat hätten, dat ass, dass de Contenu vun all deene Gesetzer - d'Immigrations- an d'Libre-Circulations-Gesetz, d'Gesetz iwwert de Congé linguistique, d'Gesetz iwwert d'Nationalitéit, dëst Gesetz iwwert d'Integratioun -, dass vun deenen de Contenu also aus engem Worf diskutéiert gi wier.

A mir hätten eis souguer gewënscht, dass d'Integratiounsgesetz dat éischt gewiescht wier an dëser Diskussioun. Dat ass awer eréischt am Laf vun 2007 déposéiert ginn. Dat hei hätt eiser Meenung no missen dat éischt Gesetz sinn, wat op den Teppech kënnt, mat méi Detail wéi nëmmen engem Kader. Dat hätte mer eis gewënscht, an dass am Opbauen op dëst Gesetz an op déi Integratiounsambitiounen, déi mer doranner ausgedréckt hätten, dann déi aner och geschriwwe gi wieren, esou dass se déi Ziler vum Integratiounsgesetz ënnerstëtzt hätten.

Dat ass de Wee, dee mir gäre gehat hätten. Mir hunn eis leider just ëmgedréint ugeluecht. Dat ass awer elo geschitt. Domat musse mer liewen. Ech wollt déi Remarque awer nach eng Kéier maachen, well mer wierklech mengen, dass mer eis hei vun der Aart a Weis hier net optimal ugeluecht hunn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Kadergesetz a

wënschen dem Gesetz vill Succès an och, dass déi Instrumenter, déi mer nach wäerte schafen, därer ginn, déi dem Land déngen, an net därer ginn, déi, ouni iergendeng Wierkung gehat ze hunn, a 15 Joer nees musse reforméiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Auslänner sinn eng Beräicherung fir Lëtzebuerg - kulturell an ekonomesch. Si hëllefen ons alleguerten, fir dee schwierege Wee, dee mer zu Lëtzebuerg musse goen, fir ons weiderzeentwéckelen, fir als Land ze bestoen, fir Succèsen dobausse kënnen ze verzeechnen.

Et muss ee soen, datt awer och déi Zuel vun Auslänner, déi mer am Land hunn, konstant klëmmt. Mir sinn elo op 42,6% vun Auslänner hei am Land ukomm. An der Stad Lëtzebuerg sinn et souguer 62%, a fir verschidde Quartieren iwwer 80% vun Netlëtzebuerger. Dat ass en Défi, deem ee muss begéinen. Duerfir ware mer frou, datt d'Immigratiounsgesetz e puer nei Limiten a Konditioune festgehalen huet. Mir waren och frou, datt mer am Nationalitéitegesetz konnte feststellen, datt eng vun onse Fuerderungen zréckbehale ginn ass, dat ass, datt endlech d'Connaissancë vum Lëtzebuergesche géifen am Gesetz festgehale ginn.

Mä et muss een awer och soen, datt zënter 1993, wou dat éischt Gesetz iwwert d'Integratioun gestëmmt ginn ass, déi successiv Regierungen a Matière vun Immigratioun Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafe gelooss hunn. Dat gesäit ee schonn un dem Fait, datt am Rapport selwer eng zimlech schaarf Kritik un dem Commissariat aux étrangers festgehalen ass, wou drasteet: «…il n'est pas toujours facile d'entrevoir la réelle fonction de cet organisme…» Domadder seet also schonn d'Kommissioun, datt do an deem Kommissariat net allze vill Bewegung war.

Dat Zweet, wat ee muss festhalen, dat ass, datt mer elo endlech op de Wee wëlle goe vun engem nationalen Aktiounsplang hisiichtlech vun der Integratioun. An ech mengen, dat hätt och kënne geschéien, ouni datt mer hätte misse waarden, bis datt dëst Gesetz gestëmmt ginn ass. Hei ass also vun dëser Regierung an och vun deene viregte Regierunge rose wéineg op deem Gebitt gemaach ginn. Déi ganz Politik ass einfach esou higelaf gelooss ginn.

Mir sinn der Meenung, datt déi ganz Integratioun natierlech net iwwer esou e Gesetz, wéi mer et hei virleien hunn, ka realiséiert ginn, mä datt et och an haaptsächlech iwwert de Wee vun der Schoul muss goen, wou d'auslännesch Kanner mussen integréiert ginn, wou mer hinne mussen hëllefen, fir datt sech hei hir schoulesch Kompetenzen esou wäit wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech entfalen.

Dat bedeit, datt mer méi niddreg Klassen-effektiver kréien, datt mer also an d'Schoul investéieren, fir datt mer zesummen dee Succès vun der Integratioun kënne verzeechnen.

D'Integratioun geet och iwwert d'Veräiner, déi e Rôle ze spillen hunn an der Integratioun. Et geet iwwer aner Manifestatiounen, wéi d'Fêtes de quartier oder de rue, wéi mer se a verschiddene Stied an notamment an der Stad Lëtzebuerg kennen, wou se spontan vun de Bierger organiséiert ginn. Et geet och iwwert de Wee vun der Sprooch, iwwert d'Congé-linguistiquen an doduerjer, datt mer eng wierklech Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch hei am Land maachen, wat bis elo net de Fall ass.

En anere Problem, dee muss ugepaakt ginn, ass dee vum Aarbechtsmaart, wou mer gesinn, datt eng 1.600 Leit am Chômage sinn, déi weder Lëtzebuergesch nach Franséisch, Däitsch oder Englesch kënnen an doduerjer ganz vill Schwieregkeeten hunn, fir an den Aarbechtsprozess eranzekommen. Mir hunn dozou schonn ons Propositiounen an der Vergaangenheet virbruecht.

Well d'ADR net an der zoustänneger Kommissioun vertrueden ass, wäert ech mer erlaben, Madame Ministerin, fir e puer Bemierkungen ze maachen an e puer Froen ze stellen.

An deem Kontext muss ee festhalen, datt mer fir d'éischt fir de Contrat d'accueil et d'intégration, wéi mer en elo virgesinn hunn, nach kee Règlement grand-ducal hunn, wou mer wëssen, wat dann elo...

(Interruption)

...finalement an deem Text do soll dra sinn. Well dat wier nawell relativ utile gewiescht, well mer an anere Fäll kee Gesetz stëmmen, ouni datt esou Règlements grand-ducaux, déi bei d'Gesetz gehéieren, wéinstens à titre de projet bäigesat ginn.

Et muss een hei festhalen, datt deen OLAI, wéi een dat elo nennt, deen Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration séchert, fir eng Formation linguistique an eng Instruction civique an och d'sozial an d'ekonomesch Integratioun vun den auslännesche Matbierger ze förderen. Do gesäit een, datt do eng Obligatioun ass, déi awer ganz kloer - esou schéngt et ze sinn - dorobber higeet, fir d'Leit, déi sech hei durablement wëllen installéieren, op de Wee vun der lëtzebuergescher Nationalitéit ze bréngen. Dat schéngt mer eenegermoossen de Wee ze sinn, well d'Formation linguistique an d'Instruction civique zwee Deeler si vum Nationalitéitegesetz. Dat muss et zwar net sinn, mä et schéngt awer ee vun den Objektiver ze sinn.

Mir begréissen, datt dat fakultativ ass, well et kann ee jo keen obligéieren, fir dat ze maachen. Den Auslänner muss au contraire derfir suergen, datt hien hei ka mat eegene Mëttele liewen, dat heescht, datt hien hei eng Schaff huet.

Praktesch stellt sech awer eng Fro. Wien hëlt d'Initiativ vum Kontakt? Ass dat den OLAI - deen Office - oder ass dat den Auslänner oder ass dat e Mix vun deenen zwee? Geet dat iwwert d'Gemengen? Do schéngt mer eng gewëssen Imprécisioun elo am Text ze sinn. D'Regierung huet vläicht do praktesch Mesurë virgesinn. Ech wollt just nure soen, datt dat doten aus dem Text esou en tant que tel net onbedéngt ervirgeet.

Da gëtt geschwat vun enger Aide financière, vun enger Hëllef, déi d'Gemengen an och d'Acteurs de la société civile kréien. Do wollt ech froen, ob am Budget 2009 scho spezifesch Mesurë virgesi sinn, spezifesch Montantë festgeluecht gi sinn, fir de Gemengen ze hëllefen a Konsequenz vun deem neie Gesetz, wat jo och a sechs Méint ongeféier soll a Kraaft trieden.

Da schéngt mer déi Definitioun vun „Acteurs de la société civile" relativ vag ze sinn. Dofir wollt ech Iech froen, Madame Ministerin, wien dorënner ze verstoen ass.

Ech verstinn, datt dat vläicht verschidden Associatioune sinn, déi sech spezifesch ëm d'Auslänner këmmeren, mä et kéinten och d'Gewerkschaften an eventuell souguer d'Parteie sinn, déi bereet sinn, fir Auslänner - also Netlëtzebuerger - eranzehuelen an hir Parteien oder Gewerkschaften. Duerfir wollt ech also do och e puer Informatioune kréien.

E leschte Punkt, dee mer och nach e bëssen obskur schéngt, sinn déi Commissions consultatives d'intégration, déi déi bestehend Auslännerkommissioune sollen ersetzen. Wann ech den Text richteg verstinn, ginn déi bestehend Auslännerkommissiounen ofgeschaf. D'Fro stellt sech, well och hei kee Règlement grand-ducal virläit, ob déi Kommissiounen, déi elo scho bestinn, ënnert där Kompositioun kënne weiderlafen ënnert deem neie Reglement an ënnert deem neie Gesetz, oder ob do mussen neier gewielt ginn.

Ob d'Missioun vun deenen Auslännerkommissiounen oder elo Commissions d'intégration - wéi se genannt ginn - erweitert gëtt oder net, dat schéngt mer nach e bëssen am Flou ze sinn, well ech et net konnt am Text gesinn. Dofir Madame Ministerin, wollt ech Iech also froen, ob Der wéilt esou gentille sinn, fir mir an och deenen anere Membere vun der Chamber an der Öffentlechkeet matzedeelen, wéi mer dat Ganzt do solle praktesch ugoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, ass et zesummefaassend awer e richtege Geste an déi richteg Richtung. E kënnt spéit. Et ass kloer, datt mer nach an där ganzer Fro musse wachsam sinn, datt mer déi néideg Schrëtt och nach an Zukunft huelen an datt mer notamment och Akzenter setze fir d'Verdeedegung vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Dat gesot, wëll ech awer och soen, datt d'ADR wäert dësem Gesetzesprojet zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Zum Ofschloss vun der Debatt a vun dësem Projet huet déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech selbstverständlech ganz ausseruerdentlech, datt ech gesinn, datt mer vu sämtleche Parteien an der Chamber d'Zoustëmmung kréie fir dee wichtege Projet, deen haut hei gestëmmt gëtt. Ech géif wierklech der Rapportrice an de Memberen aus der Kommissioun e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se a ville Sëtzunge gemaach hunn - a bekannterweis sinn ech jo heiansdo e bëssen ongedélleg, da gëtt ëmmer e bëssen hannendru gedriwwen -, datt mer dat awer elo färdeg hunn, well ech och dervun iwwerzeegt sinn, datt et e wichtegt Gesetz ass, wat mer haut stëmmen.

Ech si manner mat deene Kolleeginnen a Kolleegen d'accord, déi soen, et wier besser gewiescht, mir hätten dat alles an engem Gesetz gemaach. Ech si jo bekannterweis dës Kéier net fir d'éischt an enger Regierung, mä ech mierken awer: Bei esou schwieregen Dossiere wéi der Immigratioun an der Integratioun fannen ech et besser, wann déi op zwou Schëllere verdeelt sinn.

Do fannen ech et och besser, wann et op zwou Parteie verdeelt ass. Et ass méi eng grouss Solidaritéit do, wann een dat zu zwee ka maachen, wéi wann een dat eleng huet. Vun dohier fannen ech ewell, datt dat gutt ass. Och well derbäikënnt, datt net nëmmen d'Integratioun an och net d'Immigratioun eleng zoustänneg ass.

Mir hunn ëmmer nach - an et ass hei drop higewise ginn; besonnesch och vum Félix Braz - iwwert d'Schoul Rieds. Wann ech och nach eleng zoustänneg wier, oder den Nicolas Schmit eleng zoustänneg wier dofir, wier hien net zoustänneg fir d'Éducation nationale; hie wier net zoustänneg fir den Aarbechtsmaart; hie wier net zoustänneg fir d'Santé.

Dofir gesitt Der also, wann een esou e wichtege Projet huet wéi deen heiten, dann ass et nëmme méiglech, wann d'Leit alleguerten zesummeschaffen. Dann ass et och nëmme méiglech, wa mer dat wëlle maachen a wëlle réusséieren, wa mer et gemeinsam maachen.

Här President, ech hätt Iddi, fir hei elo wéinstens eng Stonn ze schwätzen.

(Interruptions)

Ech wéilt Iech esou villes soen, well et wierklech eppes ass, wat mer um Häerz läit a well ech denken, datt et néideg ass, datt mer eis awer wierklech domadder auserneesetzen. Ech weess awer, datt Der mer dat wahrscheinlech géift iwwelhuelen, duerfir wëll ech dat net esou wäit dreiwen.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech lauschteren lech ëmmer gär no.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah, ma dat ass schéin! A souguer op där Lëtzebuerger Sprooch, wou ewell d'Leit heiansdo mengen, et wier auslännesch.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass wéi eng Rees.

Une voix.- Mir hunn näischt méi vir.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Kommt, lauschtert emol! Wann ech d'Madame Minister elo eng Stonn schwätze loossen, da sinn der eng ganz Rei, déi mech op d'Reglement opmierksam maachen. Mä op jidde Fall, Madame Minister, schwätzt Dir roueg. Mir lauschteren lech gären no.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir appréciéieren der Ministerin hir Aussprooch awer och ganz staark, egal wéi laang datt et dauert.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Hir Asprooch an hir Aussprooch.

(Hilarité)

Här President, ech wëll elo net nach hei mat Geplänkels Zäit verléieren, mä ech denken, datt et awer wierklech wichteg ass, fir op e puer Phenomeener hinzeweisen, wa mer gesinn, datt mer wierklech hei am Land - an déi Zuele sinn de Mëtteg eng ganz Partie Kéiere genannt ginn - 40%, 60% Auslänner hunn an datt aner Länner aner Weeër ginn.

Ech hat d'Geleeënheet, op d'Robert-Bosch-Institut invitéiert ze ginn, fir justement iwwer Integratioun an och Demographie mathëllefen ze diskutéieren. A Baden-Württemberg rechne se dermat, datt se bis am Joer 2020 eng Millioun manner Awunner hunn. „Und jede fünfte Schulbank wird leer bleiben", hunn déi gesot. A si hunn och net wëlles, op dee Wee do ze goen. Mä da muss een awer wëssen, wéi een et op eng aner Aart a Weis fäerdeg kritt, fir senge Verflichtungen nozekommen.

Mir gesinn also, datt d'demographesch Entwécklung an Europa generell net esou ass, datt mer iwwerhaapt emol nëmmen d'Leit ersat kréien, geschweige denn, datt mer méi Leit kréien. Mir gesinn, datt et an den nordesche Länner an a Frankräich besser ass wéi op anere Plazen. Dat gesi mer virun allem, well se och eng gutt Egalitéit zwëschent Männer a Fraen hunn, déi ewell do besser zënter Jore besteet, wéi dat an deene südleche Länner de Fall ass.

Wa mir hei zu Lëtzebuerg gären en héije Liewensniveau halen, da brauche mer eng dynamesch Wirtschaft. Mir brauchen nei Aarbechtsplazen. Mir hunn am Fong just zwou Reserven: eng stëll, déi eng Kéier vun de Fraen ofhänkt fir op den Aarbechtsmaart, an déi aner och vun deenen eeleren Arbeitnehmerinnen an Arbeitnehmer.

Dat ass also och eng Fro, wéi mer eis selwer an deenen nächste Joren hei organiséieren, wat deen Eenzelne vun eis och bereet ass, nach zousätzlech ze maachen a virunzemaachen, ob mer bereet sinn, méi laang och selwer schaffen ze goen, ob mer eis och nei Aarbechtsmodeller afale loossen, wou mer zum Beispill während Zäite soen: Wann d'Kanner kleng sinn, kann ee méi liicht vum Aarbechtsmaart goen. Et brauch een da manner Zäit ze schaffen. Et kann een herno méi laang schaffen.

Eng aner Phas vum Liewen, wou et och wichteg wier, wou ee sech méi kéint ëm seng Leit këmmeren, ass zum Beispill, wa seng Elteren al ginn oder och säi Partner oder seng Partnerin eventuell fleegebedürfteg ass; fir eis also och do nei Modeller afalen ze loossen, wéi dat, wat mer bis elo traditionell gemaach hunn.

D'Europäesch Kommissioun seet, dass bis 2020 20 Millioune Leit an d'Pensioun ginn a bis 2050 50 Milliounen Arbeitnehmerinnen an Arbeitnehmer an Europa pensionéiert ginn. Da brauch een hei keng Zeechnung ze maachen, fir ze weisen, wéi dat och bei eis an deenen nächste Joren ausgesäit, an datt mer sécher mussen aner Leit siche goen - an Afrika an Asien -, well mer se hei och net méi an Europa an och net an der Groussregioun fannen, esou wéi mer dat an deene leschte Joren haten.

Bis elo feelen an der ganzer Welt enorm vill Fachkräften, zum Beispill Ingenieuren a Fachaarbechter.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm e bëssen Opmierksamkeet fir d'Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President.

Dir hutt zum Beispill gesinn, datt an Ostdäitschland während laange Joren net méi nei Leit ausgebilt si ginn um Aarbechtsmaart an datt se - si sinn haut elo vläicht geschwënn erëm an enger anerer Situatioun, mä - während enger Zäit, wou d'Ekonomie besser gaangen ass, ganz schlecht dru waren, well se keng Fachaarbechter méi haten, fir an hire Betriber ze schaffen.

Hei zu Lëtzebuerg wëll ech all deene Leit, déi heiansdo jo domm Remarquë maachen, eppes soen. Ech ginn deenen alleguerten och Recht, déi hei gesot hunn: Mir sinn och hei net geimpft géint Rassismus. Mir mussen also do ganz wachsam sinn. Mä zënter ganz laange Jore géif emol keen Haus méi gebaut ginn, et géif net méi ganz vill gebotzt ginn hei zu Lëtzebuerg, et géifen net méi ganz vill Leit gefleegt ginn an den Altersheimer an an de Kliniken, wann net auslännesch Leit do wieren. Dat muss een heiansdo och soen, fir datt een emol gesäit, datt dat net esou abstrakt Geschichte sinn, déi hei erzielt ginn, mä datt et ganz normal a ganz alldeeglech Froe sinn, déi sech do stellen.

Dofir brauche mer nei Gesetzer, sougutt fir d'Immigratioun wéi och fir d'Integratioun. Déi verschreift een awer net. Dofir wëll ech deene Kolleeginnen a Kolleege soen: Hei hu mer e Kadergesetz. Ech géif mer eigentlech wënschen, mir géifen haaptsächlech

Kadergesetzer maachen. Well näischt hënnert eis drun, fir villes ze maachen, wa mer de Kader derfir hunn. Mä heiansdo schreiwe mer Saachen dran, a wa mer se bis drageschriwwen hunn, da mierke mer, datt et net ëmmer esou einfach ass, fir se herno och erëm ëmgesat ze kréie respektiv datt d'Ëmsetzungen och net esou evident sinn.

M. le Président.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Integratioun ass eppes, wat een net per Gesetz verschreift. Mä Integratioun - an dat ass vu villen elo gesot ginn - ass eppes, wat sech all Dag nei erschafft vun den Immigranten a vun de Lëtzebuerger.

Et ass keng Einbahnstrooss. A wa mer 1993 ee Gesetz haten, wou vill Elementer vun der Integratioun dra waren, da musse mer eis awer opgrond vun deenen neien Erausfuerderunge bewosst sinn, datt mer méi eng proaktiv a voluntaristesch Politik brauchen, fir eben och dat doten ze realiséieren.

Mir hunn haaptsächlech bis elo Immigratioun aus Europa. Mir hu just 6,5% Bierger, déi aus Drëttstate kommen. Ech si ganz frou, datt de Félix Braz och hei gesot huet, datt eis Integratioun net esou schlecht war. Mir hate bis haut net Quartieren, wou kee Mënsch sech dra getraut huet. Mir hate bis haut keng Autoen, déi gebrannt hunn. Mir hate bis haut vill Saachen net, déi op anere Plaze waren, well eben déi Integratioun hei am grousse Ganzen awer gutt fonctionnéiert huet.

Dat huet och Grënn: Well mer néierens Quartieren haten, wou exklusiv Leit aus der Immigratioun dra gewunnt hunn, déi sech selwer eleng iwwerlooss goufen. Dir kënnt duerch d'Lëtzebuerger Land fueren an Dir fannt net een Duerf ouni Auslänner. A wann een eent fënnt a mer seet: Do ass keen eenzegen Auslänner, deen dra lieft, weist Der mer dat, an da ginn ech mat lech e Patt do an dat Duerf drénken, well dat, mengen ech, existéiert net.

Une voix.- Dann ass et awer schwéier, nach e Wiert ze fannen, deen nach e Lëtzebuerger ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass allerdéngs net falsch. Et ass schwéier, datt mer dann e Wiert fannen. Dat ass erëm eng aner Fro.

(Hilarité)

Mä ech mengen net, datt dat elo awer hei...

(Interruption)

Ech wëll just soen, datt besonnesch an där doter Debatt an deene leschte Joren och d'ONGen eng wichteg Roll gespillt hunn. Vun den ONGen, déi heiansdo mat mir Sträit hunn an ech mat hinnen, muss ech awer soen, datt se ganz vill a wäertvoll Aarbecht geleescht hunn, besonnesch och doduerch, datt se sech ëm d'Kanner gekëmmert hunn, ëm d'Kanner an d'Jugendlech an deene Quartieren. Ech denken un d'Caritas, ech denken un d'Inter-Actioun, ech denken un d'Croix-Rouge an ech kéint esou virufueren. Dat si Leit, déi wierklech ganz villes opweises hunn.

Vun dohier denken ech, datt mer iwwerhaapt ni hätte kënnen dat Gesetz hei maachen, ouni datt mer alleguerte mat deene Leit doriwwer diskutéiert hätten, zesummen och mat dem Syvicol, mat deem mer iwwregens zu Steesel eng Sëtzung haten, wou och auslännesch Leit do waren, deemools zum Beispill och e Vertrieder vu Gand, well mer ebe woussten, datt déi do eng ganz speziell Politik géife maachen.

Niewent dem Stat, de Gemengen an der Zivilgesellschaft musse mer alleguerten a jiddferee Säint derzou bäidroen, fir dee grousse Chantier vun der Integratioun ze réusséieren. An ëmmer erëm, wann et Viruerteeler gëtt an eiser Gesellschaft vis-à-vis vun deem Friemen oder deene Friemen, da muss ee wëssen, datt et virun allem d'Angscht ass.

Ech géif hei wëllen de Buergermeeschter vu Wolz fir Témoin huelen, datt mer während Joren eng Diskussioun haten zu Wolz, datt d'Leit gesot hunn, owes um aacht Auer traut kee sech méi zu Wolz, virun d'Dier ze goen. Dunn hate mer eng Kéier eng grouss Réunioun do, wou de ganze Sall voll war zu Wolz. Wat net esou evident ass, wann een eppes do organiséiert. Mir hunn zu de Leit gesot: Wat ass da geschitt? An dunn hunn d'Leit gesot: Jo, mä owes kann een net erausgoen, da sti se ëmmer do op der Strooss an da kënnt een net mam Hond laanscht. Et huet een am Fong gemierkt, datt et eng Angscht war, déi d'Leit gespiert hunn, mä datt se awer net konnte soen, et wier eppes Konkretes, wat geschitt wier.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier soen, et geet also hei dorëm, datt d'Leit sech kenne léieren. Mëttlerweil ass dat keen Thema méi. Do ass och villes geschafft ginn, och vill mat ONGen. Dat ass haut net méi déiselwecht Situatioun. Mä wéi gesot, et ass eppes, wat net vum selwe geet. Duerfir musse mer eis dorëmmer ëmsou méi beméien.

Esou wéi d'Lëtzebuerger e Logement an eng Aarbecht brauchen, mat deene se würdeg kënne liewen, brauchen d'Auslänner dat selbstverständlech och. Si mussen awer op där anerer Säit och hiert perséinlecht Engagement huelen, fir sech wëllen ze integréieren. An ech wëll soen, et ass integréieren an net assimiléieren, well mer net wëllen hunn, datt d'Leit op alles musse verzichten, wat se aus hirem fréiere Liewe matbruecht hunn, mä well mer gären hätten, datt si och un hirer Kultur an hiren Traditioune kënne festhalen. Mä si mussen awer och d'Wäerter vu Lëtzebuerg respektéieren, ob dat d'Mënscherechter sinn, ob dat d'Gläichheet zwëschent Männer a Fraen ass an eng ganz Partie anerer vun deene wichtege Froen.

Da komme mer selbstverständlech awer zu der Sprooch: zum Lëtzebuergeschen. Wat jo net ëmmer esou einfach ass. Wa mer soen, mir proposéiere Sproochecoursen iwwert dee Contrat d'intégration, dann ass dat fir Leit, déi heihinner kommen an déi weder Däitsch nach Franséisch nach Lëtzebuergesch kënnen. Si kënnen eng vun deene Sprooche wielen a fir fënnef Euro an e Cours goen.

Selbstverständlech muss um Enn vun deem Cours deen, deen de Cours gehalen huet, derbäischreiwen, déi Persoun war do an huet och probéiert, hiert Bescht ze maachen, fir eppes doraus ze léieren, fir datt Der och wësst, datt mer eis awer och do e bësselche méi Gedanke gemaach hunn, wéi dat vläicht op den éischte Bléck ausgesäit.

Mir gesinn och, datt ganz vill Angeboter elo ewell gemaach goufen an de Gemengen, och vun ONGen, fir eben de Leit doranner virunzehëllefen.

Zu Metz, ebe just op deem berühmten Ausfluch, deen dohinner gemaach gouf, hunn d'Leit dann alt erëm gesot: Wann et dorëm geet, datt eng Gasleitung soll explodéieren, da kënne mer net ufänken, a 77 Sproochen de Leit ze soen, passt op, et ass eng Gasleitung amgaang, defekt ze ginn, a wann Der mat Ärer Zigarett erausgitt, da flitt alles an d'Luucht. Also ass et och wichteg aus praktesche Grënn, de Leit ze soen, hei probéiert d'Sprooch ze léieren, et ass an Ärem Interessi wéinstens esou vill wéi an engem anere sengem.

Mir haten en anert Beispill vun enger Hollännerin, déi en Altersheim wollt opmaache fir eeler Hollänner hei zu Lëtzebuerg. Ech hunn zu der Madame gesot, dat kënnt net a Fro, well mir fänken net un, fir 193 verschidden Nationalitéiten Altersheimer ze bauen. Mä déi Fra huet mer do awer eppes gesot, wat mer och ageliicht huet. Si huet gesot: Meng léif Madame, wësst Dir, wéi schwéier et ass, wann een a sengem Liewen ni Lëtzebuergesch geléiert huet an op eemol ufänkt, al an dement ze ginn, an et ass kee méi do, deen ee versteet?

Duerfir wëll ech soen, ech schwätzen hei net aus Nationalismus, mä ech soen einfach, et ass fir deem Eenzelne säi Liewe vill méi kammoud, wann e léiert Lëtzebuergesch ze schwätzen, wann e léiert, sech mat deene Leit hei ronderëm ze ënnerhalen. Wa mer kucken an eise Quartieren, da schwätzen déi eng Franséisch, déi aner Däitsch, déi aner Englesch. Also ass d'Lëtzebuergescht fir mech eigentlech eng Sprooch, wou et wichteg ass, datt ee se kann, fir matenee kënnen ze kommunizéieren.

En anert ganz flott Beispill, wat mer hunn, dat ass an der Gemeng Déifferdeng, wou mer mat der Initiativ Liewensufank zesumme bei Leit ginn, déi Kanner kréien, wou d'Gemeng dat matdréit, a wou se och kucken, datt se wa méiglech Leit hunn, déi aus der Immigratioun kommen, fir an där Sprooch an déi Kultur kennend mat deene Leit ze schwätzen, déi eben dat Kand kréien - Kapverdianer, Portugisen an esou virun.

Ech gesinn, datt dat nach eng kleng Initiativ ass, mä ech kéint mer gutt virstellen, datt se sech och iwwert d'Land géif als wäertvoll erweisen, well déi Leit och wéissten, wouhi se sech misste wenden, wa se eng Kéier Problemer hätten. Da gesinn ech, datt dat alles esou Initiative sinn, déi nach net generell bis elo sinn, mä wou een awer gesäit, datt dat och eppes brëngt.

Ech gesinn d'Jugendhaiser, wou mer mat de Gemenge villes dra schaffen a wou mer besonnesch gesinn, datt do ganz vill Jugendlecher aus der Immigratioun dra sinn, méi wéi an deenen traditionelle Veräiner. Da gëtt ëmmer erëm gesot, fir Kapverdianer, fir d'Portugisen ass dat wichteg. D'Pompjeeë spillen eng wichteg Roll. A bei ville Kanner, déi vläicht d'Chance net haten, an der Schoul mat virunzekommen, ass et wichteg, hinnen ze weisen: Dir gitt an eiser Gesellschaft gebraucht. Mir brauche Pompjeeën, mir brauche Sekuristen, also probéiere mer dat och ze maachen.

Ech weisen lech hei just e puer esou Biller, wou mer amgaang sinn, elo e Kalenner ze maachen, fir eben déi Jugendlech och ze motivéieren, fir do matzemaachen a fir hinnen domadder e Gefalen ze maachen op där enger Säit an eis op där anerer Säit och erëm. Fir domadder och erëm eng Kéier ze beweisen, datt et wichteg ass, datt et Geben und Nehmen ass.

Wichteg ass et och, déi Jugendlech oder Leit ze weisen, déi aus der Immigratioun kommen an déi et hei zu Lëtzebuerg fäerdeg bruecht hunn, hiert Liewe gutt ze réusséieren,...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...ob dat de John Castegnaro ass,…

(Hilarité)

…ob et de Félix Braz ass, oder wien och ëmmer et ass, ze weisen an ze soen: Kuckt emol, dat si Leit, déi kommen aus der Immigratioun!

(Interruption)

Den Här Bettel, a wahrscheinlech sinn et der nach.

(Interruptions)

Ech wëll einfach soen, dat ass e wichtegt Zeechen, fir de Leit do ze soen, och Dir als Kanner, wann Der och net vun hei sidd, Dir hutt déiselwecht Chancen a musst och déiselwecht Mëttelen a Méiglechkeete kréien, fir kënnen am Liewe virunzekommen.

Mir gesinn zum Beispill, datt am Ausland et keng Schwieregkeete gëtt mat där éischter Generatioun vun Immigréierten an och net mat där zweeter, mä datt d'Problemer haaptsächlech an der drëtter Generatioun komme bei Kanner, déi soen, mir si gebuer hei an Holland oder a Frankräich, mir sinn hei an d'Schoul gaangen a mir hunn awer keng Chance a kommen awer zu näischt an eisem Liewen, déi dann eng liicht Beute si fir alleguerten déi Leit, déi net vill...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Léif Kolleegen, d'Madame Jacobs hält hei zu enger ganz sensibeler Matière eng Ried. Ech géif awer wierklech ëm Opmierksamkeet biede fir dat, wat se seet!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech gi mer awer Méi, Här President, fir elo séier opzehalen, well ech gesinn, datt dat awer net esou interesséiert. Mir strapazéieren d'Leit vläicht awer, well et ze vill laang dauert.

Ech wëll soen, datt déi Integratioun keng europäesch Kompetenz ass. D'Immigratioun ass et, mä net d'Integratioun. Elo kierzlech huet déi drëtt Konferenz doriwwer stattfonnt, a mir hunn awer do gemierkt, datt d'Integratioun eppes ass, wou déi eenzel Länner sech eigentlech hir Kompetenze selwer mussen erschaffen a wou mer dat also net vu vireran an d'Wéi geluecht kréien.

Mir hunn d'Gesetz vun 1993 net evaluéiert, well de Conseil d'État eis niewebäi gesot huet, mir bräichten dat hei och net ze bilanzéieren, well dat alles net néideg wier. Ech sinn och frou, datt eng ganz Partie vun deenen Iddien, déi mer am Gesetz oder am Projet haten, och vun der Kommissioun positiv matbegleet goufen a gesot gouf, mir wëllen awer hunn, datt dat do och virugefouert gëtt. Doduerch, datt mer elo den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration hunn, denken ech, datt mer och domadder e Schrëtt méi virukommen.

Ech wëll awer och soen, datt an deene Joren et net ëmmer méiglech war, déi Integratioun ze maachen. De Kommissariat ass net schlecht ewechkomm an deem Rapport, well e seng Aarbecht net gemaach hätt, mä well e ganz vill Aarbecht hat mat deemools enger ganz grousser Zuel vun Demandeurs d'asile, déi komm sinn, an nëmmen eng kleng Zuel vu Leit zur Verfügung hat, déi sech dorëmmer hu misse këmmeren.

De Contrat d'accueil et d'intégration ass fräiwëlleg, sougutt fir déi eng wéi fir déi aner. Fir déi Leit aus Europa hate mer iwwerhaapt keng aner Wiel, an duerfir hu mer gesot, mir ginn en net obligatoresch afëiere fir déi, déi aus Drëttstate kommen, well et ganz dacks Leit sinn, déi an der Industrie an an de Betriber gebraucht ginn. Also hu mer gesot, fir jiddfereen, dee kënnt, maache mer et éischter, datt mer d'Leit incitéieren, dee Kontrakt ze ënnerschreiwen.

Dofir soe mer, Dir kritt e Sproochecours, Dir kritt e Civiquescours, Dir kritt och Informatiounen, a mir maachen eng Journée d'information, wou d'Leit iwwer alles informéiert ginn, wat mat der Gesondheet ze dinn huet, wat mat der Schoul ze dinn huet. All déi Froen, déi e Mënsch sech ka stellen, kréie se do beäntwert. Et sinn d'Gemengen, déi d'Leit drop opmierksam maachen, datt se sech kënnen un den Office d'accueil et d'intégration wenden, fir eben do alleguerten déi Informatiounen ze kréien, déi se brauchen.

Mir hunn, fir op déi Fro vum Här Henckes ze äntwerten, och elo ewell Suen am Budget gehat, a mir hunn d'Gemengen ugeschriwwen, mat engem Bréif derbäi, wou mer hinne gesot hunn, wat fir eng Méiglechkeete se hätten, fir Aktiounen ze maachen. Ech mengen net, datt et esou ass, datt d'Gemengen net wëllen Aktioune maachen, mä datt si ganz dacks einfach net wossten, wat se kéinte maache fir d'Integratioun. Bis elo ass awer den Erfolleg nach net gradesou grouss. Dofir wiere mer och frou, wa jiddfereen heibannen, deen an de Gemengen eppes ze soen huet, nach där Projete géif maachen, souguer nach fir 2008. Selbstverständlech sinn och am Budget vun 2009 Sue virgesinn, fir datt déi Aktiounen och kënne virugefouert ginn.

Mir hate während enger laanger Diskussioun an der Chamberskommissioun gesot, datt mer déi Gemengekommissiounen, déi elo am Amt sinn, virufuere loossen, se weider fonctionnéiere loosse bis no den nächste Wahlen, well et ze vill komplizéiert ass, fir elo matzen an der Gemengelegislaturperiod domadder opzehalen.

Interkulturellen Dialog ass sécher eppes, wat wichteg ass, a wat mer och mussen zwëschent dem Stat, de Gemengen an den ONGe förderen, an de pluriannuelle Plan d'action ass fir mech den A an den O. Fir mech gehéiert an dee pluriannuelle Plang zum Beispill de Congé linguistique dran. Et gehéiert dran, datt Jugendlech kënnen an d'Jugendhaiser goen, datt d'Eltere wëssen, wat fir eng Structures d'accueil et fir hir Kanner gëtt.

M. le President.- Madame Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, ech halen elo direkt op, Här President.

A mir hunn e Bilan virgesinn, deen no fënnef Joer gemaach gëtt, fir datt mer dann och gesinn, wat mer gutt gemaach hunn a wat mer nach hätte kënne besser maachen.

Iwwert déi aner Saachen hätt ech elo nach e bësse kënne schwätzen, mä dat Meescht dovunner ass schonns gesot ginn. D'Madame Rapportrice hat jo iwwert déi verschidden Instrumenter geschwat, an ech denken a sinn och iwwerzeegt, datt mer eis no enger Zäitche wäerten erëmgesinn, fir dann ze kucken, wat gutt goung, respektiv och dat, wat manner gutt goung.

Villmools Merci, datt Der mer haut den Owend dat Gesetz hei wäert stëmmen.

M. le President.- Merci, Madame Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5825 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco

Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm fir haut. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 18., 19. an 20. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

SÉANCE 8

Mardi, 18 novembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président, Mme Anne Brasseur, Doyenne

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, Mme Viviane Loschetter, M. Xavier Bettel*
- *Vote (proposition de modification de l'ordre du jour rejetée)*

3. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch
- *M. Claude Meisch*

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

5. Résolution de M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique
- *Exposé: M. Charles Goerens*
- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen, M. Ben Fayot, M. Michel Wolter, M. Félix Braz*
- *Vote (résolution adoptée)*

6. 5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Anne Brasseur, Mme Viviane Loschetter (déposant un amendement), M. Robert Mehlen, M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Mme Anne Brasseur, M. Marcel Oberweis, Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres*
- *Vote sur l'amendement (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres et M. Mars Di Bartolomeo, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant: - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.11.2008

5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2008

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

3) En date du 12 novembre 2008, l'association „Fir méi Liewensqualitéit" a.s.b.l. a remis la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

4) La Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie du 5 au 8 novembre 2008 sur invitation de la section bulgare. La Chambre des Députés y fut représentée par M. le Député Michel Wolter.

La Bulgarie figure en tant que section associée parmi les 28 sections de la Région Europe de l'APF. Ces sections associées sont formées par les parlements qui font usage de la langue française, notamment dans les réunions internationales, et qui encouragent l'usage, l'enseignement et la diffusion de la langue française.

Sur le plan culturel et spirituel, des générations de Bulgares considèrent l'apprentissage de la langue française comme une voie de ralliement et d'association aux valeurs et aux idéaux humains universels. L'enseignement du français et le respect pour la culture et la civilisation française témoignent de leur volonté d'édifier leur société et leur état démocratique et de droit sur base de ces valeurs universelles. Le français est la première langue ouest-européenne enseignée dans les écoles et les universités bulgares.

Au cours de son allocution lors de la cérémonie solennelle d'ouverture, M. Freddy Deghilage, Chargé de Mission Europe de l'APF, a souligné qu'avec la mondialisation «la francophonie est passée de la langue à la culture, de la culture à la politique et de la politique à l'économie» et qu'elle entretient «des rapports étroits avec d'autres régions du globe et veille, grâce à une diplomatie préventive, à rendre aux pays ou aux régions en crise une légitimité au sein de la communauté internationale».

Les travaux à l'ordre du jour

Les travaux de la XXIe Assemblée régionale Europe ont porté sur le thème «Le développement des relations internationales régionales dans l'Europe élargie: de nouveaux espaces de coopération pour la Francophonie et pour une Europe plus forte et plus crédible».

Ce thème a été discuté à travers trois panels: la Francophonie, un acteur global dans les relations internationales, au service de la démocratie; les rapports de la Francophonie, ensemble géopolitique, avec les régions, et les liens régionaux de coopération de l'UE et au sein de l'UE: enjeux pour les États membres de la Francophonie.

Adoption d'une résolution

À l'issue des débats, une résolution a été adoptée dans laquelle les quelque 60 parlementaires participants invitent l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) «à continuer à axer ses interventions sur les droits de l'Homme, l'État de droit, le développement durable et la diversité culturelle» et «à favoriser l'organisation, dans la sphère francophone, de débats d'idées à tous les niveaux de représentation».

Programme d'actions et de coopération

M. Tanguy de Wilde, Professeur à l'Université catholique de Louvain, a présenté le rapport final concernant la formation par visioconférences qui a été organisée au profit de la section moldave, en collaboration avec l'Université d'État de Moldavie. Au vu du bilan très positif, cette expérience va être renouvelée avec une université de la section roumaine.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun haut ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes fir dës Woch proposéiert:

Haut de Mëtteg héiere mer fir d'éischt d'Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn. Duerno hu mer d'Resolutioun vum honorabelen Här Goerens iwwert d'Schafe vun enger Spezialkommissioun fir de Suivi vun all den Aspekter vun der Finanzkris. An als leschte Punkt hu mer haut um Ordre du jour de Projet de loi iwwert d'Formation professionnelle.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi féiere mer d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Duerno hu mer dräi Projeten, en Ofkommes mat Frankräich, Däitschland a Lettland iwwert den Austausch vu sougenannte klassifizéierten Informatiounen; an dann nach de Projet de loi iwwert d'wirtschaftlech Diversifikatioun.

En Donneschdeg um hallwer dräi proposéiert d'Presidentekonferenz fir d'éischt de Projet de loi iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille; duerno de Projet de loi 5894, eng Ofännerung vum Code civil; de Projet de loi 5770 iwwert de Beruff vum Affekot; an dann nach e Projet de loi, wat en Ofkommes ass mat der Schwäiz géint d'Fraude; a schlussendlech e Projet de loi iwwert d'Ressourcë vun den europäesche Gemeinschaften.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot. Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir froen de Projet de loi vum Donneschdeg, Aide à l'enfance et à la famille, vum Ordre du jour erofzehuelen. Ech erklären och firwat.

Mir hu säit der Rentrée parlementaire eis a ganz genau dräi Séancen an der zoustänneger Familljekommissioun domadder beschäftegt. Eng éischte Kéier, wou mer den Avis complémentaire vum Conseil d'État examinéiert hunn an déi noutwendeg Amendementer formuléiert hunn, fir deenen Opposition-formellen entgéintzewierken.

Zwee Deeg duerno hu mer an därselwechter Chamberskommissioun e Rapport presentéiert kritt an en ass ofgestëmmt ginn. An elo dës Woch steet dee Projet de loi zum Vote.

Mir wëssen awer, datt dee Projet de loi - an déi Diskussioun ass och gefouert ginn -

éischter esou e Kaderprojet ass, wou eng ganz Rëtsch sécherlech noutwendeg Prinzipien dra festgehale ginn. Awer mir kënnen eigentlech net aschätzen, wat fir eng Inzidenz dëse Kaderprojet kritt, well eng Rei vu Règlements grand-ducaux nach opstinn. Notamment déi, déi de Fonctionnement vum ONE mussen definéieren.

Mir wëssen, datt eng Kreatioun vun engem Organ geschafe gëtt. Mir kënnen awer aus deem Projet de loi à ce stade net erausfannen, wéi dee Fonctionnement sech deet. Mir kënnen à ce stade och net erausfannen, wéi herno d'Négociatioune vun de Forfaitë sech doen. Mir kënnen och net erausfannen, notamment am Artikel 12 an der Relatioun tëschent dem Stat an de Gemengen, wéi mer herno matenee fonctionnéieren, wat d'Structure-d'accueilen an de Gemengen ubelaangt.

Ech denken, datt dat awer elementar wichteg Informatioune sinn, déi och deem ganze Projet de loi eng Substanz ginn, an déi eigentlech och déi politesch Richtung herno definéiere vun deem Projet de loi a vun deenen Elementer, déi dra beschriwwe sinn; notamment d'Organisatioun, d'Gestioun, de Contrôle, de Suivi an d'Evaluatioun vun engem awer groussen Deel vum soziale Secteur a vun der sozialer Politik esou wéi d'Regierung sech déi virstellt.

Aus deenen Ursaache proposéiere mir hei, dee Projet de loi vum Ordre du jour erofzehuelen an ze waarde bis déi zousätzlech Informatiounen, notamment iwwer e Règlement grand-ducal, ons virleien, fir datt mir wierklech och kënnen en connaissance de cause herno iwwert d'Organisatioun vun deene Saachen, déi ech elo just hei erzielt hunn, ofstëmmen.

Et ass evident, datt, deemno wéi d'Organisatioun an d'Gestioun vu verschiddenen Organer ass, zum Beispill notamment iwwert d'Forfaiten, déi négociéiert musse ginn am soziale Secteur, dat entweder déi eng oder déi aner politesch Richtung kritt. Wa mer dat net kréien, da wäerte mer eis verflicht fillen als gréng Fraktioun - an dat deet eis dann och leed -, fir géint dee Projet ze stëmmen, well mer wierklech net wëssen, a wéi eng Richtung d'Regierung wëllt mat dësem Projet de loi um Niveau vun der Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg goen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Wëllt nach ee Stellung huelen zur Propositioun vun der Madame Loschetter?

Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hat och schonn an der Kommissioun Besuergnisser ausgedréckt iwwert déi Base de données, déi do gemaach gëtt vis-à-vis vun de Kanner. D'Madame Ministesch huet mer gesot, dass d'Kommissioun vum Här Lommel gefrot wär.

Wa mer et da vum Ordre du jour géifen huelen, wär ech och selbstverständlech frou, wa mer en Avis écrit vun der Kommissioun do géife kréien, fir eis ze bestätegen, dass et do keng Contradictioune gëtt iwwert d'Protection des données.

Selbstverständlech wäerte mer d'Propositioun vun der Madame Loschetter och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Et ass soss keen, deen d'Wuert freet. Da stëmme mer elo of iwwert deen Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet. Wann deen ugeholl gëtt, dann ass domat implizit d'Demande vun der Madame Loschetter verworf. Wann en net géif ugeholl ginn, da gesi mer, wéi mer den Ordre du jour façonnéieren.

Mir stëmmen of iwwert den Ordre du jour vun der Presidentekonferenz.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi, déi mam Ordre du jour vun der Presidentekonferenz d'accord sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder Enthalung.

(Interruptions diverses)

Also Neen! Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mech awer net däitlech sollt ausgedréckt hunn: Mir stëmmen of iwwert den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet. Dat heescht, do ass de Projet de loi, deen d'Madame Loschetter freet fir erofzehuelen, derbäi. Wie mat där Propositioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, déi aner mat Neen oder Enthalung. De Vote ass elo ofgeschloss.

Den Ordre du jour vun der Presidentekonferenz ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, bäi 20 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Michel Wolter), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Den Här Meisch huet d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, scho méi wéi eng Kéier ass hei iwwert d'Ëmwandlung vun der Administration de l'Emploi an en eventuellen Établissement public diskutéiert ginn.

Mir wëssen, datt och den Aarbechtsminister François Biltgen schonn déi eng Kéier éischter derfir, déi aner Kéier éischter - dergéint war, fir d'Arbeitsamt an en Établissement public ëmzewandelen. Mir wëssen, datt och den Ombudsmann a sengem leschte Rapport dach däitlech gefuerdert huet, datt et zu strukturelle Changementer misst kommen um Niveau vum Arbeitsamt.

Haut de Moien hu mer och am „Tageblatt" gelies, datt den honorabelen Deputéierte Romain Schneider - LSAP-Generalsekretär, an ech géif bal soen, Insider an alle Froen, wat d'ADEM ubelaangt - och gesot huet, datt d'LSAP net prinzipiell géint d'Schafung vun engem Établissement public wär, fir d'ADEM doranner opgoen ze loossen.

Duerfir mengen ech, datt mer hei endlech sollte virukommen an der Reform vun der Administration de l'Emploi, an ënnerstëtzen dat nach eng Kéier mat enger Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les déclarations de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi lors du dernier débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail en date du 21 novembre 2007;

- considérant la dernière recommandation de l'Ombudsman concernant le fonctionnement de l'ADEM;

- considérant les déclarations de l'honorable Député Monsieur Romain Schneider dans l'édition du quotidien „Tageblatt" d'aujourd'hui;

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité de transformer l'ADEM en établissement public;

- à déposer un projet de loi modifiant la loi du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi de façon à renforcer le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et à procéder à une définition des droits des chômeurs tenant compte des efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi.

(s.) Claude Meisch

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun där Motioun. D'Presidentekonferenz décidéiert, wéini dass déi op den Ordre du jour kënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Haapterausfuerderungen, déi sech eiser Aussepolitik stellen, bleiwe fundamental déiselwecht wéi d'Jore virdrun: Sécherheet, Klimawandel, Aarmut an der Welt, Migratioun an nohalteg Entwécklung. Mä d'Ëmfeld, an deem sech hautdësdags d'Aussepolitik bewege muss, ass vun déiwe Veränneruge markéiert:

Éischtens emol, déi regional an och global Acteure sinn op der Weltbühn opgetrueden;

zweetens, déi universell Wäerter, op déi d'international Uerdnung zënter 60 Joer opgebaut ass, schéngen haut manner Resonanz ze fannen;

drëttens, d'Gewalt als Mëttel, fir politesch Differenzen tëschent an och an de Länner ze léisen, schéngt erëm Opwand kritt ze hunn;

véiertens, d'Nationalismen an d'Fundamentalisme si verstäerkt,

a fënneftens, d'multilateral Institutiounen an hir Capacitéiten, fir global Problemer ze léisen, gi vu verschiddene Säiten a Fro gestallt.

An dëser komplexer a fluider Konstellatioun ass et net méi einfach ginn, fir zum Fridden an zur Stabilitéit an der Welt bäizedroen. D'Lëtzebuerger Aussepolitik, déi sech als eng europäesch Aussepolitik versteet, ass och an dëser Evolutioun affektéiert. Mir mussen dem neie Kontext Rechnung droen, wa mer eis den Erausfuerderungen, déi sech eis presentéieren, stelle wëllen. Hei spillt Europa weiderhin eng wichteg Roll an der Lëtzebuerger Aussepolitik, well Europa eis et erméiglecht, eigentlech eis Wäerter wierksam no baussen ze droen.

D'europäesch Bierger liewen haut an engem Raum vu Fridden, vu Fräiheet, Wuelstand a Solidaritéit, deen et soss néierens op der Welt gëtt. Dat ass net selbstverständlech. Et ass méiglech ginn, well mer zesummegeschafft hunn, fir Europa staark ze maachen, a well och e staarkt Europa eng wichteg Kontributioun maache kann, wann et drëm geet, eng koordinéiert Äntwert op déi global Erausfuerderungen ze ginn, deene mer eis zesumme stelle mussen.

D'Stëmm vun der Europäescher Unioun gëtt ëmmer méi gehéiert an et gëtt hir och ëmmer méi nogelauschtert. Den europäesche Modell iwwerzeegt an inspiréiert. D'Attraktivitéit vun der Europäescher Unioun ass staark, well d'Europäesch Unioun als Projet ee Succès ass.

Europa affirméiert sech ëmmer méi als e globalen Acteur, dee méi eng spezifesch europäesch Approche un den Dag leet, wann et drëm geet, global Problemer unzegoen.

D'Fro, déi sech an deem neie geopolitesche Kontext haut stellt, ass déi heiten: Wéi kënne mer d'Stabilitéit, déi Europa zënter Jorzéngte genéisst, weider festegen an och ausbauen? Net nëmmen an eiser direkter, mä och an eiser net esou direkter Noperschaft.

D'Evénementer aus de leschte Wochen, Här President, a Méint hu gewisen, dass mer de Vertrag vu Lissabon brauchen. De Vertrag vu Lissabon setzt d'Jalonen, fir dass d'Europäesch Unioun dauerhaft méi geschlossen no bannen an och no baussen agéiere kann. E schaaft d'Viraussetzungen, fir dass d'Europäesch Unioun méi effikass fonctionnéiere kann. Och besonnesch an der Aussen- an an der Sécherheetspolitik, ënner Abanne vun alle Memberstaten an am Respekt vun der Méthode communautaire.

Ech hunn d'lescht Joer am Detail déi verschidden Elementer vum Traité hei beliicht. Deemools si mer dovun ausgaangen, dass de Vertrag géif den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden. Den 12. Juni - mir wëssen et - dëst Joer hunn d'iresch Wieler bei engem Referendum majoritär géint de Vertrag vu Lissabon gestëmmt.

Um europäesche Rot vum 19. an 20. Juni gouf diskutéiert, wéi et mam Ratifizéierungsprozess vum Traité soll weidergoen. D'iresch Regierung huet gefrot, fir Zäit ze kréien, fir d'Situatioun ze analyséieren an d'Ursaache vum Nee méi genee kënnen ze ënnersichen. Doropshin huet de Conseil européen décidéiert, dass e sech am Oktober nees mat der Fro auserneesetzt, dëst op Basis vun engem Rapport vum iresche Premierminister.

Dat ass dunn och geschitt de leschte Mount am europäesche Rot, de 15. an de 16. Oktober. Den iresche Regierungschef huet do eng Etüd presentéiert, déi sech am Detail mat de Resultater vum Referendum beschäftegt. Dës Etüd weist, dass de Mangel un Informatioun iwwert de Vertrag vu Lissabon ee vun den Haaptgrënn fir den negative Vote war.

Bei der iresche Bevölkerung gouf et ausserdeem eng Rei Ängscht, déi och zum Nee bäigedroen hunn, obwuel se net gerechtfertegt oder carrément falsch sinn; mir hunn et schonn dacks gesot. Dat waren d'Angscht, déi militäresch Neutralitéit, d'Souveränitéit a Steierfroen oder de Verbuet vum Avortement missten opzeginn, oder an eng europäesch Arméi agezunn ze ginn, mä awer och d'Préoccupatioun virum Verloscht vum europäesche Kommissär.

Gläichzäiteg weist d'Etüd och, dass d'Iren an hirer grousser Majoritéit awer nach ëmmer positiv zu Europa stinn. D'iresch Regierung huet eis och informéiert, dass dat iresch Parlament eng speziell parteiiwwergräifend Kommissioun gegrënnt huet, déi iwwert d'Zukunft vun Irland a vun der Europäescher Unioun diskutéiert. Dës Kommissioun soll Enn November e Rapport vun hiren Aarbechte presentéieren.

Opgrond vun dëser Consultatioun wäert d'iresch Regierung Propositioune maachen, fir dass kënnen um europäesche Rot am Dezember zesumme méiglech Léisungsusätz an eng Roadmap definéiert ginn, déi de weidere Wee mat deem Kalenner beschreift.

Eng Neiverhandlung - dat wësse mer alleguer, dat hu mer och hei an der Chamber gesot - vum Vertrag steet net zur Debatt.

De Ratifizéierungsprozess ass zënter dem Referendum an Irland weidergaangen. Säitdeem hu Groussbritannien, Zypern, Holland, d'Belsch, Spuenien an Italien de Vertrag ratifizéiert. Mëttlerweil ass de Vertrag vun 22 Memberlänner ratifizéiert ginn. Deemnächst kënnt een 23. Land derbäi. Schweden stëmmt nämlech dës Woch nach - iwwermuer - iwwert den Traité am Parlament of.

Domat géifen ausser Irland nach dräi Länner bleiwen, an deenen d'Ratifikatioun nach net ofgeschloss ass, an zwar d'Tschechesch Republik - wéi mer wëssen - , Polen an Däitschland. Woubäi a Polen an an Däitschland déi jeeweileg Parlamenter den Traité schonn approuvéiert hunn. Den däitsche President huet iwwerdeems öffentlech gesot, dass hie voll a ganz mam Inhalt vum Vertrag averstanen ass, mä nach op en Uerteel vum Bundesverfassungsgeriicht waarde muss.

Och wann de Lissabonner Vertrag elo net méi, wéi ursprünglech geplangt, den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, esou bleift e fir eis déi indispensabel Basis, fir dat zukünftegt Fonctionnéiere vun der Europäescher Unioun ze garantéieren.

Mir sinn d'accord, fir eisen iresche Kolleegen déi Zäit ze loossen, déi se brauchen, fir eng Léisung ze fannen. Mä mir mengen awer och, dass et wichteg ass, dass sech esou séier wéi méiglech op ee Kalenner am Dezember gëeenegt ka ginn, fir d'Weiderféiere vun deem Ratifizéierungsprozess.

D'Finanzkris huet Europa erëm méi populär gemaach an Irland. De Schutz, deen d'Europäesch Unioun bidde kann, gëtt appréciéiert. Dat kéinte géint all Erwaardunge gutt Viraussetzunge si fir eng méi positiv Astellung vun den Iren zum Traité. Et gëtt, wéi mer an der Press liesen a wéi mer vum Ausseminister aus Irland héieren, zaghaft Signaler an dës positiv Richtung.

All Verréckele vum Akraafttrieden nom Juni 2009 oder souguer nom November 2009 wäert verschidde Konsequenzen hunn, virun allem um institutionelle Plang, well sech de Vertrag vun Nice dann applizéiere géif. D'Unzuel vun den Europaparlamentarier géif erofgoen. Dat heescht fir e puer Memberstaten, dass se also manner Europadeputéierte géife kréien. Lëtzebuerg - wéi Der wësst - ass dovunner net betraff.

Et wäerten och aner Froen opgeworf ginn, wéi virun allem déi vun der Zesummesetzung vun der Kommissioun. Falls sech nämlech de Vertrag vun Nice géif applizéieren, wann déi nei Kommissioun forméiert gëtt, där hiert Mandat den 1. November soll ufänken, da muss d'Unzuel vun de Kommissäre méi kleng si wéi d'Zuel vun de Memberstaten.

An deem Fall ass et un de 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun, fir sech driwwer eens ze ginn, wéi déi Kommissioun dann zesummegesat gëtt soulaang bis de Vertrag vu Lissabon a Kraaft trëtt, deen am éischten Tour - wéi mer wëssen - nach fir all Land ee Kommissär virgesäit. Sollt et dozou kommen, wäert Lëtzebuerg sech bei deenen Diskussiounen derfir asetzen, dass de Prinzip vun der Rotation égalitaire respektéiert gëtt, esou wéi et am Traité vun Nice virgesinn ass an och am Traité vu Lissabon ëmgesat ginn ass.

Mir ginn also dovunner aus, dass mer am Dezember méi kloer gesinn - hoffentlech -, wéi et weidergeet a wéi eng Décisioune musse geholl ginn, jee nodeem wéi de Kalenner ausgesäit. All déi, déi keen Europa vum Directoire wëllen, sollten all hir Energie asetzen, fir dass de Lissabonner Vertrag en vigueur kënnt. Irland, d'Tschechesch Republik, Polen hunn dobäi an deem Sënn nëmmen ze wannen.

Här President, „Zivilisiert den Kapitalismus", esou huet d'Marion Gräfin Dönhoff, d'Grande dame vum däitsche Publizismus, eent vun hire leschte Bicher genannt. An, wéi mer haut wëssen, ass dat net iwwerdriwwe gewiescht.

D'Finanzkris - an ech hunn et d'lescht Joer scho kuerz erwähnt - ass eis jo aus Amerika an Europa bruecht ginn, ass och mat voller Wucht an Europa ukomm an huet och selbstverständlech, wéi kéint et anescht sinn, Lëtzebuerg getraff.

Ech wëll hei net drop zréckkommen, wat eise Premier a senger Ried bei der Ouverture vun der Chamberssessioun 2008/2009 schonn zu deem Thema gesot huet iwwert d'Ursaachen an den Impakt vun der Kris. Mä eppes steet fest: Gourmangsegkeet an eng net novollzéibar Liichtfankegkeet vu verschiddenen Acteuren hu leider zu enger Situatioun gefouert, déi vill Leit an de Misär gestouss huet.

Fir esou eng dramatesch Entwécklung an Zukunft ze évitéieren, ass d'Fro, déi sech elo stellt, net, ob mir bestëmmte Regele brauchen, mä wéi eng Zort Regele mussen opgestallt ginn, fir dass eis Ekonomie hir Stabilitéit an hir Prosperitéit zréckfanne kann, ouni dobäi hir Innovatiounsstäerkt anzebéissen.

De Conseil européen vum 15. a vum 16. Oktober huet ee Paquet vu Moossnamen adoptéiert, déi deem Zil just déngen. Mir kënne feststellen, dass déi Moossnamen zu enger Stabilisatioun vum europäesche Finanzsystem gefouert hunn an dass eng schwéier Kreditkris konnt ofgewennt ginn; op jidde Fall bis elo, och wann et falsch wier ze mengen, alles wier elo nämlech nees an den normale Bunnen.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, wéi wichteg et fir Lëtzebuerg ass, dass mer grad an dëser Situatioun eng Europäesch Unioun mat enger gemeinsamer Währung hunn, déi op feste Féiss steet. Eng Ekonomie wéi eis huet sech esou erfollegräich kënnen développéieren an de leschte Jorzéngten dank dem europäesche Bannemaart am Allgemengen an dem Euro ganz am Speziellen.

An deene méi schwéieren Zäiten erweise sech dës zwee Elementer als Schutzschëlder fir eis national Ekonomie. Dat wëllt awer net heeschen, dass eis Ekonomie net vun dëser Kris betraff wäert sinn a wäert ginn. Mir mussen also déi zwee Fundamenter vun der Europäescher Unioun weider verstäerken, fir dass d'Unioun als Ganzt, an och seng Memberstaten, nach méi wierksam a Krisesituatiounen op déi kënne reagéieren.

Mir brauchen och an esou Fäll ee staarkt Optriede vun der Europäescher Unioun als geschlossen Eenheet no baussen, an déi jëtzeg franséisch Présidence huet do eng wichteg Roll gespillt. Mä mir mussen der Unioun deen dauerhaften institutionelle Kader ginn, deen den Traité vu Lissabon eis jo offréiert. Well, wéi de Jean Monet gesot huet: «Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions.»

Während der Finanzkris huet sech erëm eng Kéier erausgestallt, dass national Elenggäng keng Äntwert duerstellen op esou Erausfuerderunge wéi déi, mat deene mer konfrontéiert sinn. De leschte Conseil européen huet eng gemeinsam Äntwert fonnt. Hien huet et erméiglecht, dass weltwäit gesinn d'Europäesch Unioun eng Virreiderroll iwwerholl huet bei der Sich no enger Léisung vun der Finanzkris an an der Diskussioun iwwert d'Neiuerdnung vun der internationaler Finanzarchitektur.

Déi europäesch Äntwert op d'Kris ass eng Zort Geschirkëscht, wou jiddfer Land déi Elementer aus dem gemeinsame Katalog kann huelen, fir säi Finanzsystem ze ënnerstëtzen, esou wéi de Premier dat bei den Explikatioune ginn huet, nom ECOFIN. Dobäi mussen déi Ënnerstëtzungsmooss-name mat de Regele vum Bannemaart a vum Konkurrenzrecht konform sinn. Nëmmen esou kënne mer évitéieren, dass et zu enger Fragmentatioun vum Bannemaart kënnt.

Ech wëll hei och d'Noutwendegkeet vun enger staarker Europäescher Kommissioun ënnersträichen, déi grad fir de Respekt vun deene Grondprinzipië vum EU-Recht asteet. Den europäesche Bannemaart muss absëns och fir d'Banke fonctionnéieren, mä anescht wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. De Moossnamekatalog, deen décidéiert gouf, begräift och eng verbessert Supervisioun vun de Finanzaktivitéiten duerch déi national Autoritéiten. Wann hautdësdags 40 Banken an Europa de Gros vun de grenziwwerschreidenden Aktivitéiten duerchféieren, da bräicht een, zumindest fir déi, eng méi zolidd a besser organiséiert Iwwerwaachung.

D'Stresssituatioun op de Finanzmäert huet och Stëmmen ervirbruecht, déi e Sënnebock gesicht hunn als Erklärung fir d'Kris. Hei sinn och d'Steierparadiesen erwähnt ginn. Si hätten zur Kris gefouert, well se kenger Regulatioun géifen ënnerleien. Dëst ass eng vun de Charakteristike vun engem Steierparadies. Eng aner ass, dass an engem Steierparadies keng Steiere bezuelt ginn. Lëtzebuerg ass kee Steierparadies. Eist Land als solcht duerstellen, ass net nëmme falsch, mä eigentlech hannerlëschteg. Eng Associatioun tëschent Steierparadies a Bankgeheimnis hierzestellen, ass net akzeptabel.

D'Bäibehale vum Bankgeheimnis ass d'ailleurs och net a Fro gestallt an der rezenter Propositioun vun der Kommissioun iwwert d'Zënsbesteierung. Déi Propositioun stellt an eisen Aen eng gutt Aarbechtsbasis duer, fir eventuell Schlupflöcher zouzemaachen, wat d'Zënsbesteierung ubelaangt. Eng Besteierung, déi awer och muss ausgedehnt ginn op déi Länner an Territoiren, déi net an der Europäescher Unioun sinn an equivalent Mesuren applizéieren.

D'Aarbechten iwwert d'Propositioun vun der Kommissioun iwwert d'Zënsbesteierung hu gëschter zu Bréissel ugefaangen. Nëmmen zwee Länner deelen d'Approche vun der Kommissioun net, déi Koexistenz vun der Quellesteier a vum Informatiounsaustausch och an der Zukunft weider ze akzeptéieren. D'Diskussiounen, wéi mer vun eisen Ambassadeure gesot ginn ass, ware konstruktiv an och dës Kéier koordinéiert. An dësen Diskussioune wäert d'Regierung och sécherstellen, wéi dat schonns de Fall war mat der jëtzeger Direktiv iwwert d'Zënsbesteierung am Joer 2005, dass aner Drëttstaten agebonne ginn an déiselwecht Mesuren applizéieren, wéi mer dat an Europa huele wäerten. Wa mer dat net maachen, da lafe mer selbstverständlech Gefor, dass mer duerch eis eegen Entscheedung bewierken, dass d'Kapital aus Europa ofzitt, zum Beispill an Asien, eppes, wat sech Europa, an all Memberstat vun der Europäescher Unioun, an dësem Moment am mannste leeschte kann.

Dësen Dossier vun der Zënsbesteierung ass ee vun deenen Dossieren, wou eist Land géigeniwwer vun enger Majoritéit vu Memberstate steet, wann et ëm d'Fro vu Steierregelen, Konventioune géint Duebelbesteierung oder och Zesummenaarbecht tëschent Steieradministratioune geet. An dësen Diskussioune musse mir als Land, an als Finanzplaz, déi nei Entwécklung um internationalen Ëmfeld selbstverständlech an d'A faassen. D'Aen zoumaachen an esou maachen, wéi wann alles beim Ale wier, geet net.

Zur gläicher Zäit steet awer fest, dass d'Regierung, sief et op europäeschem oder op internationalem Plang, eng Positioun vertrëtt a verdeedege wäert, déi et eiser Finanzplaz erlabe wäert, an dësem neien internationalen Ëmfeld hir Stäerkten ze behalen. Stäerkten, déi, niewebäi gesot, och net op d'Bankgeheimnis ze reduzéiere sinn, mä och op Innovatioun, Professionalitéit, Fachkompetenz an Internationaliséierung berouen, dat Ganzt an engem sozial a politesch stabile Lëtzebuerg.

Och wa sech d'Situatioun am Finanzsecteur gréisstendeels stabiliséiert huet, si mer an Europa mat negativen Auswierkungen op d'Realekonomie konfrontéiert. D'Fro ass och hei, ob mer alles de sougenannte Maartkräften iwwerloossen, oder ob mer net och hei als Europäesch Unioun musse versichen Äntwerten ze fannen. Ech mengen, dat Lescht ass de Fall. Duerfir begréissen ech och, dass d'Kommissioun Propositiounen op den Dësch geluecht huet, fir eng gemeinsam Reaktioun auszeschaffen. Dës Propositiounen droen och deene soziale Konsequenze vun der Kris Rechnung a si sollen eis zu gemeinsamen Aktioune féieren, op EU- an och op nationalem Plang.

Zum Bannemaart gehéiert och eng gemeinsam Währung, an ech mengen, dass et jiddferengem kloer ass, wéi d'Situatioun géif ausgesinn, wa mer an dëser Finanzkris den Euro net hätten. Dat mussen zum Deel Länner erliewen, déi net Member si vun der Europäescher Unioun oder vun der Eurozon. Mir denken hei zum Beispill un Island, awer och un Ungarn. D'Ofwäertung vun hire Währungen, gekoppelt mat héijen Zënsen, stellen déi Länner viru ganz, ganz grouss Problemer.

Dat ass den Zeenario, deem mer wahrscheinlech och ausgesat gewiescht wieren, wa mer den Euro net hätten. D'Ausweidung vun der Eurozon op d'Slowakei, vum 1. Januar 2009 un, an hoffentlech, zu engem spéideren Zäitpunkt, nach op méi EU-Länner, wäert dozou bäidroen, de Bannemaart ze stäerken a weider ze verdéiwen. Ënner anerem huet d'Stäerkt vum Euro an deene leschte Méint, speziell vis-à-vis vum US-Dollar, dozou bäigedroen, dass d'Pëtrolspräisser net an deem Mooss geklomme sinn, wéi dat um internationale Pëtrolsmaart jo de Fall war.

Här President, déi héich Energiepräisser, déi mer bis viru kuerzem kannt hunn, demonstréieren d'Noutwendegkeet vun enger gemeinsamer europäescher Energiepolitik. Och hei mécht den Traité vu Lissabon nei Perspektiven op - mir vergiessen dat heiansdo -, andeems en aus der Energiepolitik eng europäesch Politik mécht an d'Sécherheet vun eisen Energieliwwerungen als eent vun den Haaptobjektiver vun där Politik ervirsträicht.

Vu d'Energieofhängegkeet vun der Unioun, huet esou eng europäesch Energiepolitik noutgedrongen eng staark aussepolitesch Dimensioun. Mir mussen et als Unioun fäerdeg bréngen, eenheetlech opzetriede vis-à-vis vun onse groussen Zouliwwerer, fir mat hinnen eng zouverlässeg Energiepartnerschaft opzeriichten. D'Thema Energie kann een net lassgekoppelt kucke vun deem aneren Thema, zu deem d'Unioun gefuerdert ass, eng gemeinsam Positioun ze fannen.

Ech denken un de Weltklimawandel, eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert. Et geet drëm, déi gestallte Klimaschutzziler ze erreechen. Mir brauchen ee räsonnabele Plang, wéi mer déi 3x20 erfëlle kënnen, also wéi mer 2020 an der Europäescher Unioun eng Reduktioun vun 20% vun den CO_2-Emissiounen, en Undeel vun 20% vun erneierbaren Energien an eng Steigerung vun der Energieeffizienz ëm 20% realiséieren. Dobäi brauche mer déi néideg Flexibilitéit an eng europäesch Solidaritéit.

Mir, als Lëtzebuerg, si bereet, eise Bäitrag dozou ze leeschten. Mir wëllen alles maachen, fir déi ambitiéis Ziler, déi mer gestallt kruten, ze erfëllen, a mussen déi néideg Mëttel an Instrumenter heifir zougestane kréien. Ech mengen, et wär ee Feeler, wa grad elo eng drohend Rezessioun als Prétexte géif geholl ginn, fir déi Ziler, déi sécher héich gestach sinn, iwwer Bord ze werfen. Ech hoffen, dass de Conseil européen am Dezember, mä et gëtt wierklech schwéier, déi néideg Décisiounen hëlt, fir dass d'Europäesch Unioun op der Weltklimakonferenz zu Kopenhagen am Dezember 2009 eng Virreiderroll spille kann. Mat der neier amerikanescher Administratioun ass e Progrès vläicht elo gemeinsam éischter méiglech.

De Klimawandel ass vläicht awer och eng Opportunitéit, fir eis ekonomesch ëmzestellen. Mat Investitioune kënnen nei Aarbechtsplazen an Aktivitéite geschafe ginn, sief et fir besser a méi propper Autoen ze bauen, sief et fir d'Gebaier ze sanéieren, oder sief et fir nach méi massiv erneierbar Energiequellen ze développéieren.

Här President, mir musse vermeiden, protektionistesch Reflexer opkommen ze loossen, ob dat hei zu Lëtzebuerg ass oder an der Unioun. Grad elo, wou et wirtschaftlech net esou gutt geet, a wou d'Verhandlunge vun der sougenannter Doha-Ronn, am Kader vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC, net den entscheedenden Duerchbroch kannt hunn.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, dass de Volumen, eleng vun de Wueren, déi Lëtzebuerg am Ausland akeeft an an d'Ausland verkeeft, zesummegerechent méi wéi 80% vun eisem Bruttoinlandsprodukt ausmécht. Dorunner gesäit een, wéi wichteg et fir eist Land ass, mat sengen Nopeschlänner, an dem Rescht vun der Welt, Handel ze dreiwen an Investitiounen hei zu Lëtzebuerg ze encouragéieren. Wéi eescht mir dës Aufgab huelen, weisen déi héichkaräteg Wirtschaftsmissiounen, déi d'Regierung all Joer, zesumme mat eise Betriber, organiséiert. Si erlaben eis, déi immens Opportunitéiten ze ergräifen, déi sech an eise Partnerlänner ronderëm d'Welt bidden.

Mir däerfe grad elo net an d'Feeler vu fréieren Zäiten zréckfalen, wou d'Länner hir Grenzen zougemaach hunn, den Handel doduerch ënnerbonnen hunn, an esou hir Nopere méi déif an de Misär gestouss hunn an d'Kris weider verschäerft hunn. Blanne Protektionismus an nationalen Egoismus si keng Optioune fir eng verantwortungsbewosst Aussepolitik, déi op den Dialog, den Interessenausgläich an d'multinational Léisunge setzt.

Een éischten, wichtege Schrëtt an dësem Sënn wier et, fir d'Doha-Ronn zu engem erfollegräichen Ofschloss ze bréngen. Ech hu grad elo virun enger Stonn héieren, dass et eventuell méiglech wier - an eisen zoustännege Minister Nicolas Schmit weess et -, dass zu Genf eng Propositioun virläit, fir Mëtt Dezember eventuell eng Ministerronn anzeruffen, fir ze kucke mat deem Schub, dee vum G20 ausgaangen ass, doranner weiderzekommen. Esou en Accord erliichtert eise Betriber net nëmmen den Zougang zu neien, vill verspriechende Wuesstemsregiounen, mä en Accord am Kader vun der OMC steet virun allem fir Transparenz a Berechebarkeet a schaaft domadder och Vertrauen. Vertraue brauche mer, méi wéi soss, fir dës Kris och ze meeschteren.

De multilateralen Handelssystem ass zugläich dat Gebitt, wou et méiglech misst sinn, zu engem gräifbaren an ëmsetzbare Resultat ze kommen. Et ass wichteg, dass mir d'Doha-Ronn ofschléissen, an dass déi äermste Länner e fräien Zougang fir hir Produkter an hir Servicer op eis Mäert kréien. Dës Länner sollen net diskriminéiert ginn a misste vun enger vollstänneger Integratioun an de weltwäiten Handelssystem kënne profitéieren. Domadder kënne se de Grondsteen leeën, fir Wuelstand ze schafen an hirer Populatioun eng éierbar Liewensperspektiv ze bidden.

Et däerf op kee Fall sinn, dass dës Länner zu de Verléierer vun dëser Handelsronn gehéieren, déi net fir näischt „Programme de Doha pour le développement" - ech ënnersträichen „pour le développement"! - heescht. Ech bedaueren et, dass op der Ministeschkonferenz vun der OMC zu Genf am Juli e puer vun deene gréissten Handelspartner, an zwar d'Vereenegt Staten an Indien, et net fäerdeg kruten, hir géigesäiteg Interessen op engem Detailpunkt ze iwwerwannen. Mir riskéieren elo, op eng absehbar Zukunft net zu engem Accord ze kommen, mat där Restriktioun, déi ech elo grad gemaach hunn.

Ech wëll hei awer och déi konstruktiv Roll vun der Europäescher Unioun während de Verhandlungen ervirsträichen, déi och vill Unerkennung kritt huet. Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin d'Europäesch Kommissioun, als eisen europäeschen Négociateur, an hiren Efforten, am Numm vun der Europäescher Unioun an der Welthandelsorganisatioun ze verhandelen an een Accord auszeschaffen, deen d'Interesse grad vun deenen äermste Länner respektéiert.

Loosse mer eis näischt virmaachen: Den Échec am Juli ass mat Sécherheet e grousse Réckschlag fir dës Handelsronn, op dee mer gäre verzicht hätten. Mir

mussen och esou schnell wéi méiglech deen Échec redresséiert kréien. Mä et ass och net d'Enn vun deene Verhandlungen. Mir sinn, erlaabt mer dee Verglach, op de leschte Meter, géif ech nach ëmmer mengen, vun enger ganz schwéierer Biergetapp, an déi lescht Meter si bekanntlech déi allerschwéierst. Mir hoffen an deem Kontext, ënner anerem, op déi nei amerikanesch Regierung, fir dass mer do méi konstruktiv kënnen un d'Affär erugoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Dynamik vu Lëtzebuerg als Europahaaptstad, nieft Bréissel a Stroossbuerg, ass e wichtegt Element vun eiser Aussepolitik. Eist Land huet, duerch d'europäesch Décisiounen a Verträg, Rechter an Obligatiounen um Gebitt vun de Sëtzer vun EU-Institutioune krut. Fir all Regierung, zënter de 50er Joren, huet sech déiselwecht Verantwortung an och déiselwecht Erausfuerderung gestallt: duerch eng proaktiv Sëtzpolitik den europäeschen Institutiounen an hire Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, souwéi den europäesche Beamten déi Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir kënnen ënner gudde Bedéngungen ze schaffen.

Zu deene Mëttele gehéieren natierlech, an éischter Linn, d'Gebailechkeeten. Ech denken do zum Beispill un nei Gebaier, déi dëst Joer fäerdeg gestallt ginn, wéi d'Vergréisserung vun dem prestigiéisen Europäesche Geriichtshaff a vun der Europäescher Investitiounsbank, awer och u Gebaier, déi geplangt sinn, wéi d'Extensioun vum Rechnungshaff, de Bau vum neie Sëtz vum Generalsekretariat vum Europaparlament, déi zweet Europaschoul, oder dee moderne Konferenzzentrum fir den Europäesche Ministerrot, wou ech hoffen, dass en an deenen nächste Joren awer endlech ka seng Diere ganz opmaachen.

An deem Sënn bleift de Site Kierchbierg, Symbol vun der europäescher Präsenz hei, an engem groussen Ëmbau. Zu enger aktiver, awer och nohalteger Politique du siège gehéieren net nëmme Gebaier, mä dass mer och weiderhin en A halen op d'Entwécklung vum Standuert Lëtzebuerg. Ech denken zum Beispill un d'Anhale vun de politesche Siège-Accorden, fir d'Institutiounen, souwuel qualitativ wéi quantitativ, zu Lëtzebuerg staark ze verankeren. Ech denken awer och drun, nei EU-Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien, awer duerfir muss d'Attraktivitéit vum Site garantéiert sinn.

Eng dynamesch Sëtzpolitik bréngt eisem Land niewent Flichte ganz vill Virdeeler: europäesch an international Visibilitéit an onverkennbar wirtschaftlech, kulturell a sozial Virdeeler. De Standuert Lëtzebuerg als Ville-siège ass an deene leschte Joren ouni Zweifel konsolidéiert an och gefestegt ginn. Sech weider mat vill Engagement an Energie asetze fir déi Europahaaptstad Lëtzebuerg, ass eng wesentlech Noutwendegkeet fir d'Lëtzebuerger Politik. An deem Zesummenhang wëll ech all deene Verwaltungen e grousse Merci soen, déi mat vill Asaz a Saache Sëtzpolitik zesummeschaffen. D'Erausfuerderunge si grouss, mä déi ausgezeechent Zesummenaarbecht hëlleft eis, eisen Obligatiounen nozekommen.

Här President, Europa ass stabel, wa seng Noperschaft stabel ass. Um Balkan, am Ufank vun den 90er Joren, an och am Kaukasus dëst Joer si mer brutal drun erënnert ginn, dass Krich um europäesche Kontinent, oder a senger ganz direkter Noperschaft, nach ëmmer méiglech ass, an dass d'Konsequenze vun esou engem Krich een direkten Impakt och op eis heiheem hunn. Mat der Erweiderung vun 2004 huet Europa eng nei Aussegrenz an domat och nei Nopere kritt. Nei Noperen, mat deene mir méi enk zesummeschaffe sollten, fir d'Stabilitéit och ausserhalb vun de Grenze vun der Europäescher Unioun ze projezéieren an ze festegen.

Fir dauerhaft Stabilitéit an eiser Noperschaft ze schafen, brauche mer eng spezifesch europäesch Approche, déi all Instrumenter, déi der Europäescher Unioun zur Verfügung stinn - sief et diplomatesch, finanziell, sécherheetspolitesch oder ekonomesch -, kombinéiert. Vill vun deenen Instrumenter fënnt ee schonn an der europäescher Noperschaftspolitik. Zënter Mee vun dësem Joer diskutéieren d'Memberstate vun der Europäescher Unioun méi intensiv iwwert de sougenannten „Partenariat oriental". Duerch dës Initiativ wëlle mer eis Bezéiunge mat eisen Noperen am Oste verstäerken an deene Länner, nach méi wéi bis elo, bei hiren interne Reformen hëllefen.

D'Europäesch Kommissioun ass op dem europäesche Conseil vum 1. September gefrot ginn, fir konkret Propositioune bis de Conseil vum Dezember dëst Joer auszeschaffen. Lëtzebuerg ass ëmmer der Meenung gewiescht, dass gutt Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an hiren Noperen am Osten an am Süde wichteg sinn. An dësem Kontext ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Iddi vum „Partenariat oriental", genee wéi et och d'Verstäerkung vun de Relatioune mat de südlechen Noperen am Kader vun der „Union pour la Méditerranée" ënnerstëtzt. D'europäesch Noperschaftspolitik bleift fir eis awer de politesche Kader fir eis Relatioune mat all eisen Noperen.

Zënter dem Ausbroch vum Konflikt a Georgien, de 7. an den 8. August, an och nom Waffestëllstandsofkommes vum 12. August ass d'Situatioun a Georgien an am Kaukasus an den Zentrum vun der internationaler aussepolitescher Aktualitéit geréckelt. D'Evénementer, déi an där Regioun stattfannen, concernéieren direkt déi europäesch Sécherheetsinteressen. Wann haut d'Waffen a Georgien rouen, a mir vun engem Stabiliséierungsprozess schwätze kënnen, esou ass dat an éischter Linn de Verdéngscht vun der Europäescher Unioun a vun der franséischer Présidence, dat muss ee kloer ënnersträichen. Wann de politesche Wëllen an der Europäescher Unioun also do ass, fir zesummen ze agéieren, kënne mer an der Europäescher Unioun Grousses leeschten an den europäesche Gedanke vu Fridden a Stabilitéit och ausserhalb vun eise Grenzen zur Realitéit maachen.

D'Europäesch Unioun gouf domat zu engem zentralen Acteur, net nëmme fir d'Verhandele vum Waffestëllstand, mä och fir deem seng konkret Ëmsetzung duerch eng iwwer 300 Mann staark Missioun, déi sougenannten EUMM, wou Lëtzebuerg, wéi Der wësst, mat zwee Leit vertrueden ass. Et sief an deem Kontext och emol drun erënnert, dass Lëtzebuerg sech staarkgemaach huet, fir eng international Enquêtëkommissioun anzesetzen, fir den Originë vun deem Konflikt op de Fong ze goen, an net eleng vum 7., 8. August un, mä och wat virdru geschitt ass.

Och wa mer d'Unerkennung vun enger Onofhängegkeet vun den zwou Regiounen oflehnen, esou musse mer dach no dauerhafte Léisunge sichen. Duerfir gouf, am Kader vum Accord vum 8. September, och festgehalen, fir sougenannten „international Diskussiounen" zu Genf ze lancéieren, un deenen all d'Partië géifen deelhuelen, fir genee déi Léisungen ze fannen.

Haut ass eng zweet Ronn; ech hoffen, wann och zaghaft nëmmen, dass se awer Resultater bréngt. Dësen Annäherungsprozess ass, wéi Der wësst, de 15. Oktober zu Genf ugaangen, an d'Tatsaach, dass déi nächst Ronn ebe just haut stattfënnt, weist, dass eng gewëssen Dynamik trotzdeem konnt kreéiert ginn. D'Stabilitéit am Kaukasus kann awer net nëmme militärescher, mä muss virun allem och demokratescher a wirtschaftlecher Natur sinn.

An eisen Ae kann nach vill gemaach ginn, wat de Stand vun der Demokratie a Georgien betrëfft. De Wahlsystem, d'Justiz, d'Fräiheete vum Eenzelne wéi och déi fräi Meenungsbildung si staark verbesserungsbedürfteg; grondleeënd Reforme mussen also duerchgesat ginn. Et sinn och dës Reformen, déi d'EU an och d'NATO erwaarden. De Kader ass deemno gesat, fir aus dëser Kris erauszekommen an d'Lag vum Kaukasus ze stabiliséieren. Et bleiwen awer nach vill Froen ze klären, an et gëtt doudsécher keen einfache Wee. Mä d'Europäesch Unioun huet et fäerdeg bruecht, fir Verantwortung ze iwwerhuelen, d'Waffe rouen ze dinn an eng international Diskussioun ze lancéieren. Dorop musse mer opbauen, fir dauerhaft Léisungen ze fannen.

Et gëtt, wéi Der wësst, nach zwee aner Conflit-geléen, déi zënter den Evénementer a Georgien méi an de Vierdergrond geréckelt sinn a wou et gëllt, eng negativ Spiral, wéi se am Summer 2008 entstanen ass, ze vermeiden. D'Situatioun an Nagorny-Karabach, eng armenesch Enclave an Aserbaidschan, déi sech ufanks den 90er Joren ofgespléckt huet no engem bluddege Krich, deen 30.000 Doudeger an iwwer eng Millioun Déplacéierter gefuerdert hat, ass weiderhin ongeléist.

Et ass an dësem Kontext encourageant, dass déi zwee Presidente vun Armenien an Aserbaidschan sech viru kuerzem zu Moskau getraff hunn. Si hunn och eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där se sech engagéieren, gréisser Ustrengungen ze maachen, fir Léisungen ze fannen an dësem Konflikt. Et däerf een natierlech net naiv sinn. Russland huet nom Konflikt a Georgien ee kloren Interessi fir ze beweisen, dass et am Kaukasus och ee Friddensstëfter gëtt. Et wäert sécher nach vill Zäit an Effortë kaschten, bis déi zwee Presidenten hir déif Differenzen iwwerbrécken a Fridde schléissen. Et däerf een awer optimistesch sinn, well et ass déi éischte Kéier zënter dem Waffestëllstandsofkommes, dat Russland 1994 mediéiert huet, dass déi zwee Presidenten hir Ënnerschrëft gemeinsam op een zukunftsorientéiert Dokument placéiert hunn.

Een anere Conflit gelé, vun deem eigentlech wéineg an den Zeitungen ze liesen ass, mä deen och wichteg ass fir d'Stabilitéit um europäesche Kontinent, ass dee vu Moldawien an Transnistrien.

Hei ass d'Europäesch Unioun aktiv engagéiert mat enger Missioun, déi hëlleft d'Grenz mat der Ukraine ze iwwerwaachen. Si ass och aktiv an de sougenannte Fënnef-plus-zwee-Gespréicher implizéiert. Am August an am September vun dësem Joer ass e bësse Bewegung an dësen Dossier komm, besonnesch duerch eng méi aktiv Roll vu Russland. Hei ass d'Europäesch Unioun och gefuerdert a si muss am Kader vun de Fënnef-plus-zwee-Gespréicher derfir suergen, dass hir Stëmm weider gehéiert gëtt.

Dann zu Wäissrussland an der Ukraine. Als Member vun der Europäescher Unioun wëlle mer eng Partnerschaft mat eisen Noperen, fir dass eise Projet vun enger gesamteuropäescher Friddensuerdnung geléngt. Mir wëllen, dass all eis Noperen an engem europäesche Kontinent vu Fridden a Wuelstand agebonne kënne ginn.

Eis Offer vu Partnerschaft gëllt och fir Wäissrussland, wann et de Wee vu Reformen aschléit an d'Situatioun vun de Mënscherechter verbessert. Déi rezent Fräiloossung vu politesche Gefaangene war e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä et bleiwen nach vill Problemer bestoen.

D'Wahle vum 28. September waren zwar eng Verbesserung par rapport zu de viregte Wahlen, mä hunn awer och kloer bewisen, dass et weiderhi ganz vill demokratesch Defiziter gëtt. Mä d'EU huet een Interessi un engem Dialog mat Minsk an huet dowéinst och eng Ouverture gemaach. Mir wëllen eis op de Wee vum Dialog engagéieren, mam Zil, d'Demokratie ze stäerken an dass d'Mënscherechter respektéiert ginn. D'Europäesch Unioun ass prett, Wäissrussland ze hëllefen, dës Ziler ze erreechen a fir d'Relatioune mat deem Land ze verdéiwen, soubal d'Konditiounen dat erlaben.

Engem anere Land an dëser Regioun kënnt an dësem Kontext och eng ganz wichteg Roll zou. Mat 47 Milliounen Awunner an als zweetgréisst Land um europäesche Kontinent ass et kloer, dass d'Ukraine eng Schlësselroll huet. Wann hei d'Reforme gräifen, da wäert dat och ee positiven Afloss vun der Ukraine op hir Noperen hunn. De Problem hei bleift selbstverständlech d'Stabilitéit, well de Verfassungskonflikt tëschent President, Regierung a Parlament ongeléist bliwwen ass. Mä d'Ukraine ass um richtege Wee, wat hir Reforme betrëfft, a mir bleiwe weiderhin engagéiert, fir dëse Prozess och aktiv ze begleeden.

Wat d'Unnäherung vu Georgien an der Ukraine un d'NATO betrëfft, ass eis Positioun kloer: Zu Bukarest hu mir gesot, dass dës zwee Länner enges Dags an d'NATO kommen. Dozou sti mer och. Mä mir soen och, dass dee Prozess déi gesamteuropäesch Friddensuerdnung net op d'Kopp geheien däerf.

Déi georgesch oder ukrainesch Adhésioun iwwert de Knéi briechen hëlleft kengem, weder eis nach Tbilisi oder Kiew. De Rendez-vous vun den NATO-Ausseministeren elo gläich am Dezember ass eng gutt Geleeënheet, fir eng éischt Evaluatioun vun de Progrèsë vu Georgien a vun der Ukraine op hirem Wee an d'NATO ze maachen. Et ass sécherlech am Dezember net den Zäitpunkt, fir iwwert de MAP, de Membership Action Plan, eng Entscheedung ze huelen. Mir mussen elo dru schaffen, fir dass, wa Georgien an d'Ukraine de MAP eng Kéier kréien, dëst eng reell Kontributioun zu eiser an och zu hirer kollektiver Sécherheet ass, déi d'Stabilitéit vun Europa weider festegt. Fir dat ze erreechen, si weider Reformen néideg an de Projet muss och vun der Populatioun gedroe ginn.

Dëst ass zum Beispill an der Ukraine net de Fall. Ganz am Contraire: D'Land ass an der NATO-Fro wéi och a villen anere komplett gespléckt. Derbäi kënnt meng fest Iwwerzeegung, dass um Plang vum politeschen Equiliber der spezifescher Sensibilitéit vu Russland méi Rechnung muss gedroe ginn. Anerefalls schafe mer e politeschen Déséquiliber, wou grousst Mësstrauen all Zesummenaarbecht schwéier, wann net souguer onméiglech mécht.

Wat de Balkan ugeet, Här President, däerf de Krich am Kaukasus net dozou féieren, dass de Balkan net méi déi Opmierksamkeet kritt, déi e verdéngt an déi en och brauch. All Länner vum Balkan hunn eng europäesch Perspektiv, zu där mir stinn. De Balkan ass och eng Géigend, wou d'Europäesch Unioun all Instrumenter, déi hir zur Verfügung stinn, a Synergien agesat huet, wat dozou gefouert huet, d'Stabilitéit wéinstens emol ze förderen.

A Serbien huet d'Attraktivitéit vun der Europäescher Unioun gegraff an déi nei Regierung zu Belgrad huet sech kloer enger europäescher Agenda verschriwwen. Mir konnte grouss Fortschrëtter an der Zesummenaarbecht mam Internationale Krichsverbriechertribunal feststellen. De Karadžić sëtzt zënter kuerzem zu Den Haag a säi Prozess huet, wéi Der wësst, ugefaangen. Ech hu grouss Hoffnung, dass de Procureur vum TPI, den Här Brammertz, am Dezember feststelle kann, dass d'Kooperatioun vu Belgrad mam TPI näischt ze wënschen iwwregléisst, och wann de Mladić nach net zu Den Haag ass.

Dat géif eis erméiglechen, dëse Stabilisatiouns- an Associatiounsaccord mat Serbien ze ratifizéieren an domadder dëst Land nach méi fest mat Europa ze verankeren. Dat wier an eiser aller Interessi. Ech bleiwe fest dovunner iwwerzeegt, dass ouni Serbien de Balkan, an domat eis direkt Noperschaft, net dauerhaft stabiliséiert ka ginn.

De Kosovo bleift natierlech ee sensibelt, ee ganz sensibelt Thema tëschent der Europäescher Unioun a Serbien, mä och do gëtt et Bewegung, notamment wat den Déploiement vun der Eulex-Missioun am Norde vum Kosovo betrëfft. Dëst war een éischte wichtege Schrëtt a Richtung vun enger Normalisatioun tëschent Belgrad a Prishtinë.

De 17. Februar huet de Kosovo sech onofhängeg erkläert, wéi Der wësst, dëst nodeems en Négociatiounsprozess - dee quasi zéng Joer gedauert huet an am Dezember d'lescht Joer op en Enn bruecht gouf - op der Statusfro kee Konsens tëschent Belgrad a Prishtinë konnt herstellen. Déi kosovaresch Autoritéiten hu sech mat der Adoptioun vun hirer Constitutioun de Konklusioune vum UN-Sondergesandte Martti Ahtisaari verschriwwen. Dës Konklusioune gesinn als eenzeg viabel a stabilitéitsverspriechend Optioun d'Kreatioun vun engem onofhängege Kosovo ënnert der internationaler Supervisioun vir. De Rechter vun de Minoritéiten ass hei eng besonnesch Protektioun ageraumt ginn.

Ech hat d'Geleeënheet, der Chamber d'Argumenter fir eng Unerkennung vum Kosovo ze presentéieren, an d'Chamber huet d'Linn vun der Regierung och voll a ganz ënnerstëtzt. Lëtzebuerg huet duerno den 21. Februar de Schrëtt gemaach, dee bis elo 52 Länner gemaach hunn, an de Kosovo unerkannt, dëst well mer och ee groussen Interessi un engem stabile Kosovo an domat un engem stabile Balkan hunn. An dësem jonke Stat schafft dann och elo eng demokratesch gewielte Regierung un der Ëmsetzung vum Ahtisaari-Plang.

D'Lag am Kosovo ass relativ - ech betounen d'Wuert relativ - stabil, wat net zulescht och ee Verdéngscht ass vun der Europäescher Unioun, déi mat hirem Sondergesandten an der Eulex-Missioun, hirer gréisster Police- a Justizmissioun, dobäi mathëlleft, déi kosovaresch Administratioun opzebauen an ze festegen.

Wann ech soe relativ, da kann een dëser Deeg spieren, dass Tensioune sinn tëschent der UNO an de kosovareschen Autoritéiten. Dass eben déi UNO-Resolutioun oder UNO-Décisiounen ze no wiere bei de serbeschen Interessen, gëtt am Kosovo festgestallt. Ech hoffen allerdéngs, dass mer dat kënnen ofbauen, am Interessi virun allem vun der Rechtsstaatlechkeet, déi opgebaut muss ginn am Kosovo, an och vum Zesummeliewen tëschent Serben a Kosovaren, wat onbedéngt noutwendeg ass. Dësen Erausfuerderungen ze begéinen, verlaangt e laangen Otem, mä mir si frou, dass d'Weichen hei an déi richteg Richtung gestallt sinn.

E laangen Otem brauche mer och, wat Bosnien an Herzegowina ugeet. An der éischter Halschent vun dësem Joer hu wichteg Progrèsen a Bosnien eis erméiglecht, de Stabiliséierungs- an Assoziatiounsaccord ze ënnerschreiwen an och e Visaliberalisatiounsprozess ze lancéieren.

Leider huet sech d'politesch Lag awer a Bosnien an deene leschte puer Méint verschlechtert, drastesch verschlechtert. Et gëtt kee Konsens méi fir Schlësselreformen, zum Beispill Reforme vun der Police.

D'Rhetorik ass erëm vill méi nationalistesch ginn, an d'Visioune vun der Zukunft vum Stat sinn dobäi auserneenzegoen. Mir hunn e kloeren Interessi, fir Bosnien op der europäescher Schinn ze halen. Duerfir muss d'Europäesch Unioun sech haut nach méi engagéieren, wéi dat fréier de Fall war. Et kann net sinn, dass sech a Bosnien elo näischt méi beweegt bis d'Wahlen 2010, well Bosnien soss vis-à-vis vu sengen Nopere wäit zréckfält a seng europäesch Integratioun och eigentlech verwässert. Dat wier schlecht fir Bosnien, an et wier selbstverständlech och schlecht fir d'Europäesch Unioun.

Am Mëttleren Osten, Här President, enger anerer wichteger Noperschaft vun der Europäescher Unioun, huet sech eis dëst Joer e ganz kontrastéiert Bild gebueden. De 27. November d'lescht Joer hu sech déi zwou Parteien dozou engagéiert, fir dem jorzéngtelaangen undauernde Bluttvergéissen en Enn ze setzen. Et gouf décidéiert, fir e Verhandlungsprozess ze lancéieren, de sougenannten Annapolis-Prozess, um Enn vun deem e Friddensvertrag soll stoen, deen déi villgenannten Zweestateléisung, dat heescht en israeleschen an e palästinensesche Stat, déi friddlech matenee liewen, soll festschreiwen.

Israelien a Palästinenser hu sech an der Deklaratioun vun Annapolis och dozou engagéiert, fir all Efforten ze maachen, fir bis zum Enn vun dësem Joer zu esou engem Accord ze kommen. Och wann am Moment alles drop hindeit, dass dat net wäert méiglech sinn, bis zum Enn vun dësem Joer den Accord ze finaliséieren, sou heescht dat nach laang net, dass dat am Laf vum nächste Joer net ka geschéien. Ech hat d'Geleeënheet, fir mer Enn Mäerz e Bild um Terrain ze maachen, an Israel, an de palästinensesche Gebidder an och an Ägypten, e Land, deem seng Mediatiounsefforten, wéi mer wëssen, vu ganz grousser Bedeitung sinn.

Ech hat d'Geleeënheet, um Terrain ze gesinn, wat déi ganz grouss Ausenanersetzungen a Kontradiktioune sinn. Esou en Exercice ass selbstverständlech net einfach, geet et dach drëm, fir wäitgräifend Konzessiounen ze maachen, an dat op béide Säiten. Derbäi kënnt, dass verschidden Aktiounen net dozou bäidroen, de Verhandlungsklima ze verbesseren. Ech denken do speziell un déi vill israelesch Stroossespären am Westjordanland - dat ass e wichtege Punkt -, an un d'Konstruktioun vu weidere Kolonien, mä awer och, op där anerer Säit, un d'Mortiersattacken, un d'Kassamattacken vu Gaza op Israel. Och de Fait, dass d'Hamas weiderhin d'Gazaräif besat hält, huet der Regierung vum Premierminister Fayyad hir Aufgab wierklech net vereinfacht.

Ägypten huet sech intensiv drëm beméit, fir den Dialog tëschent de Palästinenser erëm hierzestellen. Mir hoffen, dass, trotz dem rezente Réckschlag, et méiglech wäert sinn, zu enger Versöhnung vun de Palästinenser ze kommen, dëst op Basis vum Dokument, dat vun den Ägypter ausgeschafft ginn ass. Et besteet also duerchaus Grond fir e wéineg Hoffnung. De Waffestëllstand tëschent der Hamas an Israel huet während de leschte fënnef Méint zu enger Berouegung am Gazaräif gefouert, wann och d'Liewen a Gaza selwer absolut net mënschewierdeg bleift.

Et muss een hei onbedéngt déi exzellent Aarbecht vun der UNRWA ënnersträichen, déi Lëtzebuerg och weiderhi finanziell ënnerstëtzt. Hei ass enorm vill Engagement vun all Mataarbechter vun där Organisatioun erfuerdert. Déi lescht zwou Woche gouf et leider erëm Gewalt ze bekloen, a Form vu Kassamrakéiten engersäits, an israelesch militäreschen Aktivitéiten an der Gazaräif, déi op béide Säiten zu Doudesaffer gefouert hunn. De Waffestëllstand ze respektéieren ass awer ouni Alternativ. Ech fannen et net akzeptabel, dass d'Hëllefsgidder vun der UNRWA, déi all Dag 750.000 Leit an der Gazaräif elementaarst Hëllef ubidden, vun Israel blockéiert ginn. E Méindeg ass zwar e Camion mat Hëllefsgidder duerchgelooss ginn, mä dat geet bäi Wäitem net duer, fir déi humanitär Bedierfnisser an der Gazaräif kënnen ze léisen.

D'Verhandlunge mat de Palästinenser sinn net ënnerbrach ginn, an dëst trotz de politeschen Ongewëssheeten an Israel. Och wa bis d'Wahlen an Israel keen Duerchbroch wäert kënnen erziilt ginn, dann ass et dach wichteg, dass dat, wat bis elo erreecht gouf, net verluer geet. Beim rezenten Treffe vum Quartett zu Sharm el-Sheikh hunn déi zwou Parteien déi aktuell Verhandlungen als substanziell an och als villverspriechend bezeechent. Ech mengen, dass d'international Gemeinschaft alles maache muss, fir dëse Prozess, deen zu Annapolis lancéiert ginn ass, weider ze ënnerstëtzen.

D'Europäesch Unioun ënnerstëtzt d'Palästinenser politesch, ekonomesch an och an hirer EUPOL-COPPS-Missioun bei hire Reforme vun der Rechtsstaatlechkeet an der Sécherheet. Och si mer amgaangen am europäesche Kader ze kucken, wéi een am beschte kann d'Parteie begleeden an hinnen ënnert d'Äerm gräife bei der Ëmsetzung vun engem Friddensofkommes. Lëtzebuerg ass bereet, do seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dëst hu mer, ënner anerem, am Dezember d'lescht Joer op der internationaler Konferenz fir de palästinensesche Stat zu Paräis däitlech gemaach, an ech hat d'Geleeënheet, dat och dëse Juni op der Konferenz fir d'Ënnerstëtzung vun der palästinensescher ziviler Sécherheet a Rechtsstaatlechkeet zu Berlin ze weisen.

Am Libanon ass et de leschte Mee zu deem esou néidegen Accord tëschent deene verschiddene politesche Lager komm, op dee mer esou laang gewaart hunn. En neie President konnt gewielt ginn, an eng Regierung vun der nationaler Eenheet ass amgaangen, de nationalen Dialog nees do weiderzefëieren, wou en 2006 duerch de Krich ënnerbrach ginn ass. Dëst ass keen einfachen Exercice, awer ech mengen, d'Parteie si sech mëttlerweil bewosst, dass et keng Alternativ gëtt, fir dat Land erëm ze festegen. Och hei leeschte mer dozou eise Bäitrag, net nëmme finanziell, awer och am Kader vum UN-Friddenstrupp am Süde vum Land.

Och d'Spannunge mat Syrien sinn amgaangen ofzehuelen, an dat Land schéngt gewëllt ze sinn, méi eng positiv Roll ze spillen. Indirekt Gespréicher mat Israel sinn initiéiert ginn an der Türkei. D'Türkei, ech erwähnen dat, déi iwwregens net eleng a Saachen Israel-Syrien, mä och am Irak an am Iran zum Beispill eng héich interessant Roll am Sënn vun der internationaler Gemeinschaft spillt. Ech war ëmmer der Meenung, dass mer Syrien mussen als Deel vun der Léisung betruechten, an hoffen, dass déi Öffnung, déi de syresche President gewisen huet, nëmmen en Ufank ass, an dass eis Erwaardungen u si net enttäuscht ginn. Den Avi Primor huet et op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet: „Wien Israel hëllefe wëllt, hëlleft och Syrien."

Här President, trotz deene villen Attentater, déi sech ëmmer nach am Irak zoudroen, schéngt dat Land sech mëttlerweil, lues awer sécher, vum Ofgrond ewechzebréngen, an d'Sécherheetssituatioun huet sech säit dem leschte Joer liicht verbessert. D'Iraker hunn am Laf vun de leschte Méint d'Responsabilitéit an enger Majoritéit vu Provënze kënnen iwwerhuelen an hu mat den Amerikaner ee Sécherheetsaccord iwwert déi zukünfteg Präsenz vun amerikaneschen Zaldoten am Irak ausgehandelt.

Ausser eiser humanitärer Hëllef, hu mir och dëst Joer erëm, zesumme mat eise Benelux-Kolleegen, d'Formatioun vun irakesche Riichter an och Polizeikräften organiséiert, fir eisen Deel um Opbau vun der Rechtsstaatlechkeet an deem Land ze leeschten.

Den Iran, Här President, huet sech leider nach ëmmer net a Konformitéit gesat mat de Resolutioune vum UNO-Sécherheetsrot, déi eng kloer Illustratioun vun der internationaler Solidaritéit op dësem Dossier sinn. Et ass wichteg, dass dës Solidaritéit och weider erhale bleift. Den Drock vun der internationaler Gemeinschaft op de Regime vun deem grousse Land ass nach weider erhéicht ginn, dëst duerch zousätzlech Sanktiounen, awer leider ouni dee gewënschten Effekt bis elo.

D'Dier zu Verhandlunge mam Iran steet weider op, awer den Iran muss endlech all nuklear Uräicherungs- a Verschaffungsaktivitéite suspendéieren. Villes kënnt sech 2009 änneren an eise Relatioune mam Iran, wann et soll zu engem demokratesche Presidentewiessel zu Teheran kommen. Ze hoffen ass och, dass d'Obama-Administratioun an den USA sech entscheet, fir d'Dier opzemaachen, fir ähnlech wéi bei Nordkorea e Wee fir Direktverhandlunge mam Iran ze fannen. Dëst géif Amerika, an och, mengen ech, dem ganzen Noen Osten zeguttkommen.

Och d'Mënscherechtssituatioun an deem Land huet sech am leschte Joer net zum Gudden entwéckelt, wat eis méi a méi beonrouegt, virun allem, dass den Iran net déi Obligatiounen erfëllt, déi hie selwer an internationale Konventiounen ënnerschriwwen huet.

Wat d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an de Mëttelmierlänner ugeet, esou hu mer den 13. Juli um Sommet zu Paräis décidéiert, fir der euromediterraner Partnerschaft eng nei Dynamik ze ginn an dëst op héchstem Niveau. Mir si frou, dass no enger Rei Diskussiounen et méiglech war, déi ganz Europäesch Unioun an dës Initiativ mat anzebannen an op déi nei Unioun fir d'Mëttelmier, op deem, wat schonns am Barcelona-Prozess erreecht ginn ass, kënnen opzebauen.

D'Resultater vum Paräiser Sommet kënne sech trotz eenzelne Mësstéin duerchaus weise loossen. Aus eegener Erfahrung kann ech soen, dass et net ëmmer einfach war a bleift, an dësem Kader e gemeinsamen Nenner ze fannen, wou ee muss eng Rei Facteure berücksichtegen, wou d'Kooperatioun net onbedéngt héichkaräteg ass.

Sinn um Sommet zu Paräis eng Rei vu Froen opbliwwen, esou sinn ech méi wéi zefridden, dass et méiglech war, uganks des Mounts op der Ausseministerkonferenz, déi zu Marseille ofgehale ginn ass, eng ganz Rei vu Froen ze klären, esou dass mir eis elo kënnen der Ëmsetzung vun eise gemeinsamen Objektiver zouwennen.

Déi nächst Méint wäerte vu grousser Bedeitung sinn, geet et dach dorëm, deenen neie Strukture wéi zum Beispill dem Sekretariat vun där neier Unioun, dat zu Barcelona wäert installéiert ginn, Liewen anzehauchen, fir dass déi gemeinsam Projeten, déi mir ugeholl hunn, esou schnell wéi méiglech kënnen op d'Schinne bruecht ginn. Och Lëtzebuerg wäert säin Deel dozou bäidroen, fir dass dës nei Dynamik net wäert verluer goen an dass mir et fäerdeg bréngen, an der Mëttelmiergéigend e Raum vu Fridden, Stabilitéit, Sécherheet a Wuelstand kënnen ze schafen.

Dann zu eisen transatlantesche Relatiounen. Här President, vill vun deene Problemer, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, si Problemer, déi keng Grenze kennen, well se eis alleguerte betreffen: Knappheet vu Ressourcen, Ëmwelt a Klimawiessel, Finanzkris, organiséiert Kriminalitéit, Massevernichtungswaffen an esou weider. Déi nei Erausfuerderungen hu vill Facetten a sinn alleguer matenee verbonnen.

En effektive Multilateralismus baséiert op internationale Regelen, déi mat staarken internationalen Organisatiounen innerhalb vu legitimen Institutiounen ëmgesat ginn. Dat ass dat eenzegt Instrument, fir global Problemer och gemeinsam kënnen ze léisen.

Ouni international Regele gëllt d'Recht vun der Stäerkt - net d'Stäerkt vum Recht. Wann et um internationale Plang e Konsensus gëtt, wat d'Spillregele betrëfft, ass dat déi beschte Garantie fir alleguerten d'Staten, souguer fir déi stäerkst.

An dësem Kontext ass d'Wahl vum Barack Obama zum 44. President vun den USA net nëmme gutt fir Amerika, mä ech mengen och gutt fir d'Welt an och gutt fir d'Europäesch Unioun. Mä dat heescht net, dass alles fir eis vill méi einfach gëtt. Deen neie President weess hoffentlech besser wéi säi Virgänger, dass Amerika e ganz grousst Land ass, mä net grouss genuch, fir d'Welt eleng ze regéieren an ze dirigéieren. Duerfir brauch Amerika och international Kooperatioun.

Bei all de Sujeten, déi an dëser Deklaratioun erwähnt goufen, bleift eis transatlantesch Partnerschaft essenziell, fir déi global Problemer ze léisen. Natierlech mussen an eiser globaler Welt och nach vill aner Länner mat agebonne ginn. Mä ouni gutt Kooperatioun tëschent Europa an Amerika geet villes net. Ech sinn iwwerzeegt, dass Europa sech méi engagéiere wäert missen, sief et an Afghanistan oder och am Noen Osten zum Beispill. Mä wann dat zu Resultater féiert mat gemeinsamen Ziler, da solle mer och an Europa bereet sinn, méi Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

De Barack Obama huet scho kloer ugedeit, dass hien op d'Kooperatioun setzt, wéi hie gesot huet, dass Amerika sech asetze muss, fir Allianzen a Partenariater erëm opzebauen, well dëst néideg ass, fir déi gemeinsam Erausfuerderungen opzehuelen a gemeinsame Bedroungen och entgéintzekucken. Hien huet an dësem Kontext och d'Europäesch Unioun als Ganzt als e laangjähregen an ee vun deene wichtegste Partner an Alliéierte vun Amerika unerkannt.

Den zukünftege President Obama huet sech genausou kloer iwwert d'Reform vun de Vereenten Natiounen ausgeschwat, well d'UNO soss net méi Schratt hale ka mat der rasanter Entwécklung vun der Welt an hir Essenz als Friddensstëfter a Verdeedeger vum internationale Recht eigentlech verléiert.

Et deit alles dorop hin, dass d'transatlantesch Bezéiungen eng nei Qualitéit wäerte kréien, an den Optimismus an d'Erwaardunge sinn deementspriechend grouss. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass gutt Relatioune mat Washington néideg sinn, fir zu eiser gemeinsamer Sécherheet, der Promotioun vun eise gemeinsame Wäerter an och dem Abrénge vun eise gemeinsamen Interesse bäizedroen.

Mir wëllen enk mat Amerika zesummeschaffen, fir festzehalen, wéi eng Kontributiounen, dacks a verschiddene Registeren, mä ëmmer komplementär, d'Europäer an d'Amerikaner mobiliséiere kënnen, fir déi gemeinsam Problemer unzegoen.

Wéi ech a menger Introduktioun gesot hunn: D'Welt huet sech verännert. D'Europäer wëllen op der neier Weltbühn hir Plaz nieft den Amerikaner, de Russen oder de Chineesen anhuelen. Amerika an Europa musse capabel sinn, eng besser Zesummenaarbecht wéi an der Vergaangenheet fäerdeg ze bréngen.

Mä duerfir muss och Europa natierlech seng Hausaufgabe maachen an eng eege kloer Positioun bei deene wichtege Sujeten definéieren. Dës Positioune wäerten um aussepolitesche Plang net ëmmer honnertprozenteg deckungsgläich sinn, an dat ass an enger équilibréierter Partnerschaft eigentlech och ganz normal a souguer heiansdo vu Virdeel.

Mä wa mir soe kënnen, wat Europa bidde kann, da gëtt och gelauschtert op dat, wat Europa ze froen huet. Eis Glafwierdegkeet vis-à-vis vun Amerika gëtt gestäerkt, wann Europa mat enger Stëmm schwätzt.

Ech wënsche mer, an engem Saz gesot, een neit Amerika als Weltmuecht am Déngscht vun de Vereenten Natiounen.

Dann zu eiser Relatioun mat Russland. Här President, Russland ass a bleift ee wichtege Partner, a mir mussen och hei gemeinsam eis Responsabilitéiten huele fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit, sief et a Froe vun der Energiesécherheet, dem Ofrüsten oder an der politescher Kooperatioun en général.

Awer net nëmme Russland brauch eis, mir brauchen och Russland. Oder ëmgedréint: Mir brauchen net nëmme Russland, Russland brauch och eis. Russland ass mat enormen Erausfuerderunge konfrontéiert. D'Infrastruktur muss moderniséiert ginn. Investitioune gi gebraucht. D'Ofhängegkeet vun Uelech- a Gasexporter muss reduzéiert ginn. Den demographeschen Defizit ass eng immens Erausfuerderung, a Russland muss redresséiert ginn.

Russland weess, dass Europa eigentlech den natierleche Partner ass, fir d'Land ze moderniséieren.

D'Kris a Georgien huet zu Spannungen tëschent der Europäescher Unioun a Russland gefouert. Eis Bezéiunge mat Russland si méi schwéier ginn, well mer vill Positioune vun der russescher Aussepolitik contestéieren, notamment am Kader vum Europarot a vun der OSZE. Mä Russland dowéinst ze isoléieren, ass am Fong déi falsch Äntwert. Léisunge kënnen nëmmen am Dialog fonnt ginn, a Spannungen nëmmen duerch Kontakt an duerch Gedold ofgebaut ginn.

Lëtzebuerg setzt op d'Kooperatioun, net op Konfrontatioun oder en Distanzéieren zu Russland. Mir sollten eis op effikass an dauerhaft Diplomatie konzentréieren, fir eis Differenzen ze léisen an net ëmmer direkt zum Megaphon gräifen.

Fréier ware vill europäesch Stied Ziler fir potenziell nuklear Frappë vun der Sowjetunioun. Mä den Ost-West-Konflikt ass geléist ginn, well mer eng duebel Strategie verfollegt hunn - eng Strategie vu Stäerkt a vu Kooperatioun.

D'Europäesch Unioun kooperéiert mat Russland op ville Froen, déi fir eis Sécherheet vital sinn: Iran, Mëttleren Osten, Afghanistan, Klimawiessel, Drogeschmuggel, Non-prolifération an esou weider an esou weider. Hei erreeche mer vill manner ouni Russland an absolut guer näischt géint Russland. An all dësen Dossieren ass eis Kooperatioun mat Russland lieweg an och konstruktiv.

An aneren Dossieren ass d'Kooperatioun net esou einfach: Kosovo, eis gemeinsam Noperschaft, an natierlech Georgien. Mir musse kënnen iwwer all déi sécherheetspolitesch Froe schwätzen, déi tëschent dem

Westen a Russland fir Spannungen a fir Irritatioune suergen.

Verschiddener vun de Problemer, déi mir haut mat Russland hunn, si méi eescht wéi d'Kris am Kaukasus. De russesche President huet viru kuerzem ugekënnegt, dass Russland géif Rakéiten zu Kaliningrad opriichten. Mir riskéieren also an eng negativ Spiral ze geroden, an dat musse mer mat alle Mëttele verhënneren a Russland soen, dass et do wierklech um ganz, ganz falsche Wee ass.

Et ka keng Sécherheet ginn, géint Russland, géint Amerika, mä nëmme mat Russland a mat Amerika fir Europa. Mir mussen den Däiwelskrees briechen duerch eng intelligent Kombinatioun vu Kompromësser a vu Moderatioun op zwou Säiten.

Hei hoffen ech op den neien amerikanesche President, deem seng Strategie net dra bestoe wäert - huelen ech emol un -, d'EU géint Russland ze dirigéieren, mä just de Contraire als Zil ze hunn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt dowéinst d'Weiderféiere vun den Négociatioune fir en neit Partnerschaftsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Russland. Dës Négociatioune bidden de perfekte Kader, fir eis gemeinsam Problemer an eis gemeinsam Ziler ze beschwätzen an och un enger gemeinsamer Zukunft ze schaffen.

Négociatiounen an Dialog heeschen net, dass mir dat, wat a Georgien geschitt, mussen akzeptéieren oder sollen akzeptéieren oder dass mir eis Wäerter verwässeren.

Ech gesi keng Alternativ zu enger staarker Relatioun, déi op Zesummenaarbecht, Vertrauen an Dialog opbaut an d'Rechtsstaatlechkeet souwéi d'Prinzipië vun der UNO-Charta a vun der OSZE respektéiert. Duerfir begréissen ech, dass um EU-Russland-Sommet de 14. November zu Nice annoncéiert ginn ass, dass d'Négociatioune mat Russland den 2. Dezember erëm opgeholl ginn.

Ech ënnerstëtzen awer och virun allem den Appel vun der franséischer Présidence, een Appel un d'USA grad wéi u Russland, opzehale sech géigesäiteg mat Rakéiten a mat Rakéiteschëlder ze bedroen, amplaz op engem Sommet am Laf vun 2009 zum Beispill iwwert d'kollektiv Sécherheet an Europa ze diskutéieren.

D'Zäit erlaabt mer net, d'Situatioune vun all Land oder all Kontinent ze beliichten, mä ech wëll awer dovunner profitéieren, fir kuerz nach d'Wichtegkeet vun onse Relatioune mam asiatesche Kontinent ze ënnersträichen. Lëtzebuerg ass do ënner anerem aktiv an esou multilaterale Froe wéi der ASEM. Zesumme representéieren déi 43 europäesch an asiatesch Länner, déi an der ASEM vertruede sinn, ongefeier 50% vum weltwäite PIB, 58% vun der Weltbevölkerung a 60% vum Welthandel.

Et ass virun allem wichteg, dass mir esou Länner wéi China, Indien a Japan, mä awer och Singapur oder Indonesien zu de villen Défien, zum Beispill zur aktueller Finanzkris, dem Klimawandel an esou weider, déi mer hautdësdags ze bewältegen hunn, op eng gemeinsam Approche probéieren ze definéieren.

Fir där strategescher Wichtegkeet vun dëse Länner gerecht ze ginn, ass Lëtzebuerg och mëttlerweil mat véier Ambassaden - wéi Der wësst - um asiatesche Kontinent präsent: New Delhi, Tokio, Peking an zënter kuerzem och Bangkok. Dës Ambassaden decken dann och oft eng Rei vun hiren Nopeschlänner mat of an droe vill derzou bäi, dass d'Lëtzebuerger Interessen an deene Länner verdeedegt ginn.

Ech géif an deem Kontext och nach gären e puer Wuert iwwer zwee Länner soen, déi eng grouss Wichtegkeet hunn: Afghanistan a Pakistan.

D'Situatioun an Afghanistan ass am Moment sécherlech net déi einfachst. D'Land bereet sech momentan op nei Presidentschaftswahle vir, déi d'nächst Joer geplangt sinn, an dat ënner extrem schwierege Sécherheetskonditiounen, wéi Der Iech dat kënnt virstellen. Et sinn am Ufank sécherlech schonn e puer Feeler begaange ginn.

Mä wéi schonn oft gesot, sinn d'Erausfuerderungen, déi sech an Afghanistan stellen, am grousse Mooss globaler Natur. Terrorismus, Extremismus, Drogen: All dat sinn d'Problemer, déi ze bewältege sinn. Et ass wichteg, dass déi international Communautéit, an domat och Lëtzebuerg, weiderhin engagéiert bleift, an dass mer souwuel am politeschen a militäreschen, mä virun allem am humanitäre Beräich aktiv bleiwen. Mir mussen dozou bäidroen, dass den normalen afghanesche Bierger op eng Zukunft blécke kann, an där Fridden a Prosperitéit herrschen, an där och déi elementar Mënscherechter respektéiert ginn.

Déi international Konferenz iwwer Afghanistan, déi am Juni zu Paräis stattfonnt huet, huet an deem Kontext och wichteg Akzenter gesat, wéi d'Situatioun an Afghanistan an der nächster Zukunft kéint verbessert ginn.

Wann een iwwer Afghanistan schwätzt, da muss ee selbstverständlech och Pakistan erwähnen, well déi zwou Situatioune ganz, ganz enk mateneen - leider, leider! - liéiert sinn. Säit September ass jo zu Islamabad eng nei Regierung un der Spëtzt.

D'Léisunge vun de Problemer an Afghanistan hunn - wéi mer all wëssen - och eng regional Dimensioun. Et ass duerfir wichteg, dass mir als international Communautéit, a virun allem och d'Afghanen, enk mat där neier Regierung kënnen zesummeschaffen.

Pakistan, dat eenzegt muslemescht Land, wat am Moment d'Nuklearwaff besëtzt - dat däerfe mer net vergiessen -, huet an de leschte Jore vill Schrëtter am Demokratiséierungsprozess gemaach.

Pakistan huet iwwerdeems och eng ganz wichteg Roll ze spillen am Beräich vun der internationaler Terrorismusbekämpfung. D'Europäesch Unioun huet duerfir och wëlles, an den nächste Joren d'Kooperatioun mat Pakistan an dësem Beräich ze intensivéieren, fir dass a Pakistan den Embryo vun Demokratie, dee besteet, och eng Chance huet, fir sech weiderzeentwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, just déi lescht Deeg hu gewise mam Sommet vum G20 zu Washington, dass déi international Politik endlech agesinn huet, dass d'Globaliséierung keen Thema ass, fir un éischter Plaz Dissertatiounen ze schreiwen, mä fir sech um internationale Plang esou opzestellen, dass déi fundamental gemeinsam Interessen och eng strukturéiert global Äntwert kënne kréien. D'Reform vum UNO-Sécherheetsrot, wou net eleng déi fënnef Länner op der Welt, déi offiziell Nuklearwaffen hunn, sech permanent a mat Vetorecht breetmaache kënnen, mä nach vill aner wichteg Länner, vun anere Kontinenter hir Plaz missten hunn, ass batter, batter noutwendeg.

De G7, dee sech méi mat sech selwer wéi mat der Welt beschäftegt, ass keen Instrument méi, mat deem d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert a globaler Form ze meeschtere sinn. Eng besser strukturéiert Form an eng Erweiderung sinn hei an Zukunft absolut ubruecht.

Här President, de sougenannte Westen huet agesinn, dass seng absolut Dominanz gebrach ass. D'Welt gëtt an Zukunft net méi eleng vum Westen aus dirigéiert an opgestallt, wéi et zum Beispill nach bei Bretton Woods de Fall war, wou d'Amerikaner an d'Engländer alles entscheede konnten. Wann de Westen och dëse Monopol verluer huet, behält hie selbstverständlech seng Muecht, säin Afloss, seng Responsabilitéit.

De G20-Sommet zu Washington kann en Ufank si fir eng Welt, wou d'Länner vum BRIC - also Brasilien, Russland, Indien, China - genausou wéi opstriewend Länner wéi zum Beispill Südafrika, Indonesien, Saudi-Arabien, awer och d'Türkei zum Beispill méi global Matbestëmmung engersäits zu Recht verlaangen, anerersäits méi konstruktiv Verantwortung mussen awer och bereet sinn, ze iwwerhuelen.

Wann een dëst virun Aen huet, dierft et net allze schwéier sinn, sech als Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun anzesetzen, fir dass a Richtung méi international Gläichgewiichter a besser Strukturen higeschafft gëtt.

D'Zil vun der Aussepolitik ass et jo en général, d'Nervositéit um Globus ofzebauen, fir se duerch d'Asiicht ze ersetzen, dass d'Rieder vun den internationalen Interessen aneneegräife mussen, fir der Stabilitéit, dem Fridden an der Mënschlechkeet kënnen eng Chance ze ginn.

Lëtzebuerg ass - wéi mer wëssen - eent vun deene rare Länner op der Welt, dat zënter méi wéi 60 Joer vu Krich, vun Honger, vun Duuscht a vun Angscht verschount bliwwen ass. Dëse Privileg wëlle mer fir jiddfereen op der Welt verwierklechen. Duerfir ass a bleift eis Aussepolitik inspiréiert vum Deelen, also vu Solidaritéit, a vun Engagement a vum Kooperatiounsbestriewen, dat heescht dem Zesummebréngen, statt dem Ausenanerdividéiere vun den Interessen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir diskutéieren Är Deklaratioun muer de Mëtteg.

Elo komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Resolutioun vum honorabelen Här Goerens iwwert d'Asetzung vun enger Spezialkommissioun. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

5. Résolution de M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Ech hat d'lescht Woch am Numm vu menger Fraktioun eng Resolutioun déposéiert, déi als Zil huet, fir eng Commission spéciale ze schafen. Den Ausgangspunkt vun där Commission spéciale ass d'Bankekris. Mä sech der Tatsaach bewosst, datt déi Bankekris mëttlerweil scho Répercussiounen huet op aner Secteuren, menge mer, hätte mer et hei mat engem ganz eeschte Virgang ze dinn.

Wa mer eng Spezialkommissioun fuerderen, da singulariséiere mer eis net hei am Parlament, well mir hunn et an der Vergaangenheet mat enger ganzer Partie Spezialkommissiounen ze di gehat. Mir haten zum Beispill eng Commission spéciale iwwert den Enseignement supérieur; eng iwwert d'Chancëgläichheet; eng iwwert d'Problematik ronderëm den Organisme génétiquement modifié; eng iwwert d'Sécurité publique; an och eng iwwert d'Tripartitesbeschléss an dëser Legislaturperiod, déi sech jo bekanntlech mat deene legislativen Aarbechte befaasst huet, déi sech erginn hu ronderëm d'Problematik Kompetitivitéit an Assainissement vun öffentleche Finanzen.

Déi Spezialkommissiounen haten all eppes gemeinsam: Si hunn eng reell Problematik adresséiert, déi aktuell war, déi dréngend Léisungsvirschléi ervirgeruff huet. An zweetens hate se alleguer d'Gemeinsamkeet, datt se Implikatiounen haten, net nëmmen op een Departement, mä op méi Departementer, op méi Secteuren. Si waren also sektoriell iwwergräifend. An déi Problemer, déi ech ugesprach hunn - dat ass déi drëtt Gemeinsamkeet -, déi waren alleguer corréléiert.

Dës Resolutioun - dat hunn ech schonn uganks gesot - huet als Ausgangspunkt d'Crise bancaire. D'Implikatioune sinn awer elo schonn offensichtlech net méi op d'Bankewelt begrenzt. Mir wëssen, datt mer et mat enger Vertrauenskris ze dinn hunn, déi mëttlerweil aner Secteure ganz staark impaktéiert. Huele mer zum Beispill d'Automobilsindustrie; huele mer d'Zouliwwerungsbetriber; huele mer den Immobiliësecteur; huele mer d'Konsequenzen, déi déi Kris do elo schonn um Aarbechtsmaart manifestéiert; d'Croissance ass agebrach; de Budget gëtt dovunner tangéiert, jiddefalls op der Recettësäit; an déi Budgete vun 2010 an 2011, obscho mer dee vun 2009 nach net gestëmmt hunn, maachen eis elo schonn zu Recht eng Partie Suergen.

National an international huet déi Kris Implikatiounen. Et ass eng global Kris, déi éischt grouss Kris am Zäitalter vun der Globalisatioun. Déi national souwuel wéi déi international Gouvernance ginn op de Métier geholl. Mir hu Sommeten, wou mer derbäi sinn. Et gëtt Sommeten, wou mer net derbäi sinn. Et ginn Entscheedunge geholl, wou mer mat um Drécker sinn. Et ginn Entscheedungen undiskutéiert, wou mer net mat um Drécker sinn. D'Regelwierker vun der Finanzplaz kommen op de Métier, ginn attackéiert, ginn diskutéiert, gi kommentéiert.

D'Chamber kann an dëser Situatioun zwou Haltungen anhuelen.

Éischtens, mir kënne soen a dovun ausgoen - dat hunn och eenzel Kolleege mer gesot -, mir loossen déi bestehend Kommissioune sech mat där Kris hei befaassen. Dat kann ee maachen, well mir hu praktesch e ganze Spektrum vu Kommissiounen, déi alleguer déi Aspekter, déi ech ugeschnidden hunn, ofdecken. Mir hunn eng Ekonomieskommissioun; mir hunn eng Finanzkommissioun; mir hunn eng Commission juridique; mir hunn d'Commission des Affaires étrangères.

Déi Optioun huet just den Nodeel, datt mer dann déi ganz Problematik de façon segmentée uginn, wat an dëser spezifescher Situatioun net ubruecht ass.

Wa mer awer wëllen déi ganz Problematik de façon globale uginn, dann hu mer den Avantage, datt mer zu eelef ronderëm en Dësch sëtzen an eis mat deene Problemer befaasse kënnen, well da véier vun der CSV, dräi vun der LSAP, zwee vun der DP a jeeweils ee vun deene Gréngen a vun der ADR derbäi sinn.

Wa mer op deen anere Wee géife goen a mir géife Commission-jointë maachen - wat ee sech och ka virstellen -, dann hu mer am Fall, wou zwou Kommissioune vun enger Problematik betraff sinn, 22 Leit ronderëm den Dësch sëtzen. An am Fall, wou dann dräi oder véier Kommissioune betraff sinn, hu mer der 33 oder 44 dosëtzen. Dat ka keng seriö Kommissiounsaarbecht ginn. Déi erméiglecht weder eng gutt Lecture an Analys vun der Situatioun nach eng Diskussioun, déi indispensabel ass, fir op Entscheedungen hinzeschaffen.

Mir hunn als Chamber en duebele Rôle. Mir hunn doudsécher net de Rôle, fir d'Regierung ze ersetzen. Mä mir hunn awer de Rôle, fir d'Regierung ze kontrolléieren, éischtens, an zweetens hu mer och e Rôle d'impulsion politique. D'Chamber muss hirer Impulsgeberfonctioun nokommen, andeems datt se och an dëser spezifescher Situatioun eppes vu sech héieren deet. Well ech mengen net, datt déi, déi eis gewielt hunn an déi mer hei vertrieden, eis et géifen ofhuelen, wa mer elo just als Supportere géife passiv, reaktiounslos déi Kris do kucken.

Et ass net nëmmen eng héich Reaktivitéit hei virausgesat, mä och en direkten Input vun de gewielte Vertrieder. Et ass aus deem Grond, a fir datt d'Chamber hirer duebeler Fonctioun nokënnt - där vum Rôle d'impulsion politique an och där vun der Kontroll, déi ech ugeschwat hunn -, datt mir der Meenung sinn, datt dës Spezialkommissioun, déi mer fuerderen, déi appropriéiert Äntwert wier op déi bestehend Situatioun, déi wéi gesot eis alleguer vill Kappzerbrieches mécht an och nach wäert maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Ech wëll och nach preziséieren, Här President, datt mer selbstverständlech bereet sinn, d'Resolutioun ze ënnerschreiwen. Mir hu se awer och opgelooss, fir Ënnerschréfte vun deenen anere politesche Fraktiounen drop ze kréien.

Résolution

La Chambre des Députés,

- préoccupée par la crise bancaire et son impact dans les domaines budgétaire, économique, monétaire et social;

- consciente de sa double fonction de contrôle et d'impulsion politique;

décide

- d'instaurer une commission spéciale destinée à suivre régulièrement tous les aspects relatifs à la crise financière et au ralentissement économique de façon globale.

(s.) Charles Goerens, Félix Braz, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Michel Wolter.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. De Kolleeg Goerens hat d'lescht Woch déi Resolutioun hei eraginn. Mir hate jo elo eng Woch Zäit, fir eis doriwwer Gedanken ze maachen. Et war jo am Fong d'Iddi, fir se d'lescht Woch hei ze deponéieren, fir datt domat all d'Parteien d'Geleeënheet kriten, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen. Duerfir war ech elo am Fong geholl iwwerrascht, datt kee sech zu Wuert gemellt huet zu esou enger wichteger Initiativ. Duerfir hunn ech mech elo méi spéit gemellt, well ech awer gemengt hunn, et misst ee bal deenen aneren, wéi dat hei d'Regel am Haus ass, de Virtrëtt der Gréissenuerdnung no loossen.

(Interruption)

Op jidde Fall, mir vun eiser Säit aus begréissen déi Initiativ, déi vum Kolleeg Goerens hei geholl ginn ass.

Mir hunn an der Vergaangenheet schonn oft eng Spezialkommissioun hei am Parlament

agesat. A wann déi alleguer wichteg waren - an de Kolleeg Goerens huet déi opgezielt -, da kann ee soen am Nachhinein: Si ware ganz wichteg.

Mä ech géif soen, an deene leschten 20 Joer, wou ech heibanne war, war awer wahrscheinlech d'Situatioun ni esou eescht, wéi se sech elo schéngt hei am Land unzebahnen.

Wa mer an dëser Situatioun als Parlament net higinn an eis Responsabilitéit huelen an dann eng Kommissioun maachen, déi sech speziell mat deem dote Problem befaasst, da froen ech mech, wat mer iwwerhaapt nach als Parlament solle maachen. Da si mer just Befehlsempfänger an enregistréieren dat, wat d'Regierung seet, a soe Jo an Amen dozou, mä mir sinn net bereet, selwer un där Problematik matzediskutéieren a mat déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Déi Kris, déi amgaangen ass, ass eng eescht. Déi Kolleegen, déi an deenen zoustännege Kommissioune sinn, speziell an der Finanzkommissioun, déi praktesch elo geschwënn all Dag taagt, déi mierke jo, datt vu Sitzung zu Sitzung mer méi Asiicht kréien, méi kloer gesinn, wou dat Ganzt wäert histeieren. Mir wëssen, wann dat sech esou soll entwéckelen, wéi dat do der Undeitung no schéngt ze sinn, datt mer da wäerten an den nächste Joren esou vill Problemer hei an deem Land kréien, wéi mer ni virdrun haten.

Duerfir schéngt et eis wichteg ze sinn, datt mer eis als Parlament dorunner bedeelegen, datt mer déi Spezialkommissioun maachen, datt mer Analyse maachen, datt mer d'Entwécklung suivéieren, datt mer Konklusiounen zéien, an datt mer virun allem dann och hoffentlech zesummen a gemeinsam kënne reagéieren.

Mir vun eiser Säit ënnerstëtzen déi Propositioun vum Kolleeg Goerens Charles, a vläicht kënnt och elo nach deen een oder aneren op d'Riednerpult.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt och e puer Wuert soen zu där Spezialkommissioun. Selbstverständlech droe mir déi Absicht vum Här Goerens mat, fir dass d'Chamber hir Fonctioun vu Kontroll a vun Impulsioun vis-à-vis vun der Regierung voll a ganz an dëser wichteger Fro vun der Finanz- a Wirtschaftskris, déi op ons duerkënnt oder an där mer dra sinn, assuméiert. Et ass selbstverständlech, dass meng Fraktioun wëllt, dass d'Parlament mat alle Mëttele probéiert, déi politesch Aktualitéit, besonnesch an där schwiereger Situatioun, wou mer elo sinn, opzeschaffen an och doraus hir Konklusiounen ze zéien.

Ech muss awer allerdéngs soen - an den Här Goerens weess dat -, dass ech eigentlech déi Initiativ mat gemëschte Gefiller gesinn hunn, net wéinst dem But dovunner, net wéinst där Absicht, déi derhannert stécht, mä wéinst deene Mëttelen, déi mer als Chamber hunn.

Eng Commission spéciale an engem Parlament vu 60 ass e Gremium weider wéi déi vill Kommissiounen, déi mer schonn hunn, wou mer een hannert deem aneren hiergaloppéieren, fir dass déi Kommissioune beschlussfäeg ginn.

Et gëtt selbstverständlech och virun allem a mengen Aen e grousse Problem, deen ons Chamber huet, onst Parlament huet, dat heescht, wa mer Leit zesummesetzen an eng Commission spéciale, brauche mer eng Capacité d'analyse, eng Capacité de scrutation, wann ech dat emol esou ka soen, fir net komplett ofhängeg ze si vun der Regierung.

Wann d'Parlament, wann d'Legislativ also eng Commission spéciale mécht, fir déi Kris ze suivéieren an och doraus Konklusiounen ze zéien an Impulser ze ginn, da muss se déi Capacité d'analyse hunn, an dat muss natierlech e Maximum vun Informatioun sinn, deen aus der Regierung kënnt, wéi och e Maximum vun onofhängeger Expertise, fir dat kënnen ze maachen.

A well ech meng Problemer, meng Zweifelen hunn, ob mer dat fäerdeg bréngen, hunn ech och een Ableck meng Zweifel gehat, fir esou eng Commission spéciale ze maachen, déi bei déi Aarbecht derbäikënnt, déi mer als Chamber hunn, a mir wësse jo, wéi schwiereg dass déi Kommissiounsaarbecht ass.

Ech wëll och soen, dass zwou Kommissiounen an der Chamber sech intensiv mat där Wirtschaftskris a Finanzkris beschäftegen, nämlech d'Finanzkommissioun an d'Wirtschaftskommissioun, a sécher och aner Kommissiounen, déi dorunner bedeelegt sinn.

Et gëtt sécher eng schwiereg Equatioun, fir alleguerten déi Leit, déi wierklech engagéiert sinn an der Analys vun der Situatioun an och an der weidergehender Aarbecht, an déi Kommissioun ze kréien.

Wéi gesot, mir stëmme fir déi Commission spéciale, mat enger ganzer Partie Fragezeichen, wéi et soll weidergoen. Mir erkennen dee Mouvement un, fir d'Chamber mat anzebannen. Dat hätte mer souwisou gemaach oder dat maache mer souwisou schonn an der Finanzkommissioun, an der Wirtschaftskommissioun. Mä wann et de Wonsch ass vun der Chamber, fir esou eng Spezialkommissioun ze maachen, si mer bereet, mat op dee Wee ze goen, an hoffen, dass wierklech dann och eng Plus-value dorauser kënnt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wëll do weiderfueren, wou den Här Fayot opgehalen huet, fir ze soen, dass eng Commission spéciale nëmmen eppes bréngt, wa se eng reell Plus-value duerstellt. Ech versti villes vun deem, wat de Ben Fayot gesot huet. Mir hunn notamment eng ganz Rei vu Kommissiounen, déi jo regelméisseg tagen.

Deen Doute, deen d'Kolleege vun der LSAP ausgedréckt hunn, ob mir den Agendaen, déi mer nun emol hunn an der Lëtzebuerger Politik, nokomme kéinten, well mir als Lëtzebuerger Deputéiert, contrairement zu den Deputéierte vu villen anere Parlamenter, net exklusiv national Aufgaben hunn, mä zu engem ganz groussen Deel och lokal Aufgaben hunn a vill vun eiser Zäit an eiser Energie an der Lokalpolitik verbréngen, déi eis dann an der Nationalpolitik e bësse feelen. Déi Besuergnis, déi vun der LSAP do ausgedréckt ginn ass, verstinn ech.

Op där anerer Säit ass et esou, wann ech den duebele Rôle vun der Chamber kucken, deen als Rôle d'impulsion an als Rôle de contrôle du Gouvernement, an an enger Situatioun, wou een nu wierklech vun Dag zu Dag méi d'Impressioun kritt, dass et sech net reng ëm eng Finanzkris handelt, mä dass et eng Kris wäert ginn - net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä haaptsächlech an der ganzer Welt an och an Europa -, déi wäit iwwert d'Finanzen eraus an d'Ekonomie wäert eragoen, dass een da virun der Fro steet: Mécht een dat an dräi, véier, fënnef Kommissioune separat, oder bündelt ee säin Effort, fir et an eng Kommissioun ze bréngen?

Mir hunn eis déi Fro och gestallt als CSV-Fraktioun a mir sinn éischter zur Konklusioun komm, dass een eng Commission spéciale sollt maachen. Zum engen, well mer mengen, dass den Zäitpunkt komm ass an deenen nächste Méint, fir sech intensiivst mat där Fro ze beschäftegen. Zum aneren och, well d'Regierung de leschten Dënschdeg hei hiren Accord zu där doter Kommissioun ginn huet, a mir et relativ komesch géife fannen, wann eng Demande géif komme vun enger Fraktioun, wou déi ganz Regierung hiren Accord ginn huet, wann dann an der Chamber déi eenzel Fraktiounen der Meenung wieren, dass een déi Offer, déi do komm wär, quasi net géif unhuelen.

Ech géif awer allerdéngs eppes wëllen dobäi soen. Wa mer déi Commission spéciale maachen, a mir hunn eis jo all, huelen ech un - de Ben Fayot op jidde Fall, dat hunn ech elo just héieren, de Charles Goerens och -, d'Fro gestallt an der leschter Woch, wat mer an där Kommissioun solle maachen.

Meng perséinlech Konklusioun ass déi, dass déi Kommissioun ganz vill Aarbecht wäert kréien…

Une voix.- Jo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …an eng ganz diversifizéiert Aarbecht wäert kréien, esou dass ech hoffen, dass déi eenzel Fraktioune bei der Nominatioun vun hire Leit, déi elo an déi Commission spéciale solle kommen, Leit nennen, déi och Zäit hunn, an déi Kommissioun ze kommen, an déi vläicht dat an deenen zwee, dräi nächste Méint als hir politesch Haaptaufgab ugesinn, an et net nach als eng siwent oder aacht oder néngt Aktivitéit niewent sechs oder siwen anere lokal-, regional-, national- an europapoliteschen Aktivitéiten ugesinn, déi se par ailleurs op hirem Agenda hunn.

Et ass also och eng Fro iwwert d'Zilsetzungen. Iwwert déi musse mer eis nach eens ginn, well d'Resolutioun en tant que telle ass relativ flou. Et muss ee sech also nach eng Kéier eens ginn doriwwer, fir de Perimeter ofzestiechen. Well mir kënnen och hei net d'Welt frësch erfannen. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass, déi eenzel Fraktioune musse sech d'Wuert ginn, dass se och Leit dohinner setzen an nominéieren, déi an deenen nächste Méint déi Disponibilitéit weisen, déi noutwendeg ass, fir dass esou eng Commission spéciale och zu deem Resultat féiert, zu deem se soll féieren, nämlech eng reell Plus-value schafen. Mir brauche keng Commission spéciale, wa se keng Plus-value schaaft an der Analys, mä och an der Fonctioun, fir eventuell Solutioune kënnen ze proposéieren.

Et ass ënnert deene Bémolen, wou ech soen, dass d'CSV-Fraktioun de Moien décidéiert huet, dass se der Initiativ vun der DP géif zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Dann huet den Här Braz nach d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dee Virschlag vun der DP. Och bei eis ass doriwwer diskutéiert ginn. Och bei eis si sech déi doten an ähnlech Froe gestallt ginn, mä eis Konklusioun war awer, dass trotz all deene berechtegte Froen, déi opgeworf ginn, et sécher net déi richteg Äntwert wier, ze soen, da maache mer keng Kommissioun oder mir probéieren et net.

Et wäert sécher net einfach ginn, déi Missioun prezis ze beschreiwen. Dat ass e wesentleche Punkt - déi Missioun prezis ze beschreiwen -, soss kann dat ausuferen. An dat kann dozou féieren, dass een herno keng brauchbar Konklusioune kann doraus zéien. Dat ass also e ganz wesentleche Punkt, mat deem sech déi Kommissioun wäert vun Ufank un als Éischt misse beschäftegen.

Mä aus der Suerg eraus, déi den Här Fayot ausgedréckt huet, och deelweis den Här Wolter ausgedréckt huet, d'Konklusioun ze zéien, dass d'Parlament sech dann net soll méi intensiv wéi elo mat där Fro beschäftegen, dat wier eiser Meenung no déi falsch Konklusioun.

Och wann de Constat duerno an de Konklusiounen net onbedéngt deen ass, dass mer vill ganz konkret Konklusiounen hätten, wann et dat iere géif ginn, dann hätt och dat seng Ursaachen. An zumindest déi Ursaachen herno mam Numm ze benennen, kloer mam Numm ze benennen, wär dann och schonn eng brauchbar Konklusioun vun där Aarbecht gewiescht.

Wann et drëms geet fir d'Parlament sech d'Fro ze stellen, ob d'Parlament amstand ass, op ganz komplizéierten a wichtegen Dossieren tatsächlech mat deem Staff a mat deene Leit, déi hei sinn, et mat der Regierung op Aenhéicht opzehuelen, dat ass eng Fro, déi mer eis jo scho bei méi wéi engem Dossier gestallt hunn. Hei wësse mer, dass déi Schwieregkeet besteet, a wann d'Parlament déi Schwieregkeet net bewältegt kritt, ass dat och eng Konklusioun.

Duerfir ënnerstëtze mir de Virschlag vun der DP.

M. le Président.- Très bien! Ech gesinn, Dir Dammen an Dir Hären, op alle Bänken Unanimitéit fir d'Institutioun vun dëser Commission spéciale, och wann den Aktiounsperimeter net definitiv ofgestach ass. Duerfir ass et och wichteg fir opzepassen, wien een an déi Kommissioun nennt, wéi den Här Wolter et gesot huet. Zum Beispill d'ganz Questioun vum Emploi wäert och hei mat eraspillen, esou dass déi eenzel Fraktioune sollen do all Aspekter a Considératioun zéien, wa se hir Leit nennen.

Dann denken ech, dass mer par main levée kënnen iwwert déi Propositioun hei ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord domat?

Ech denken, dass mer Unanimitéit heibannen hunn. Jo, mir hunn d'Unanimitéit op där doter Fro. Domat ass déi Kommissioun décidéiert, an ech géif d'Fraktioune bieden, hir Vertrieder esou schnell wéi méiglech ze nennen, fir dass och d'Kommissioun ka mat hiren Aarbechten ufänken, nodeems dass d'Parlament seng Zoustëmmung ginn huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen domat zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Formation professionnelle. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto-Gaasch, d'Madame Brasseur, d'Madame Loschetter, den Här Mehlen, den Här Spautz, den Här Berger an den Här Jaerling. Dann huet elo d'Wuert de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro.

6. 5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Diskussioun an der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5622, der Reform vun der Beruffsausbildung, si mer dann erëm mat zwee Been zréck zu Lëtzebuerg.

Ech wëll just soen, dass dee Projet net manner komplizéiert ass wéi d'Weltlag, där mer virdrun nogelauschtert hunn, am Géigendeel. Mir sinn hei konfrontéiert mat engem dach komplizéierten, awer innovative Projet de loi, dee virrangeg de Mënsch a besonnesch déi Jonk an de Mëttelpunkt stellt a versicht, nei a besser Zukunftsperspektiven duerch méi Kompetenz a Wëssen an domat eng verbessert Konkurrenzfäegkeet op dem Aarbechtsmaart ze vermëttelen, a gläichzäiteg awer och dat Méi u Kompetenz an u Qualitéit am Interessi vun de Betriber duerchzeféieren, déi domat d'Qualitéit vun hirer Aarbecht, d'Produktivitéit an d'Kompetitivitéit kënne verbesseren.

Wéi gesot, et ass e komplizéiert Gesetz, och well et innovativ ass a well et mat der Vergaangenheet brécht duerch nei, méi komplett a sech ergänzend Bildungsweeër a Bildungsmethoden. Mat der Ofstëmmung haut, esou gesinn ech et, gëtt e Meilesteen an en Eckpfeiler innerhalb vun eisem gesamte Schoul- a Bildungssystem gesat. Et ass eng éischt bedeitend Etapp am Hibléck op aner Etappen, déi eis an d'Haus sti mat deenen dräi Schoulgesetzer, déi demnächst och hei debattéiert an ofgestëmmt solle ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ier ech an den Detail ginn, e puer Bemierkungen an Zuelen.

Éischtens, Merci all deenen, déi matgeschafft hunn an der Kommissioun, am Sekretariat hei am Haus, an der Fraktioun an am Ministère.

Zweetens, Merci allen, déi Avisen zum Projet de loi geliwwert hunn, an ech mengen domat net nëmmen de Statsrot an d'Beruffschamberen, mä och d'Gewerkschaften, d'Elterevereenegungen an anerer. Mir ware konfrontéiert mat 16 Avisë respektiv Aviscomplémentairen. Eis Kommissioun huet 14 Mol getaagt an dovu gouf et eng Réunion jointe mat der Commission du Travail et de l'Emploi.

Déi ganz Aarbecht huet praktesch 24 Méint, also zwee Joer gedauert, a mir ware mat siwen Oppositions formelles vum Statsrot konfrontéiert. Ech wëll direkt drop hiweisen, dass den ursprüngleche Projet de loi, deen de 24. Oktober 2006 déposéiert gouf, op

dem Avant-projet berout, dee schonn ënnert der viregter Regierung ausgeschafft ginn ass, awer ëmgeännert gouf an am Laf vun deene villen Diskussiounen deene ville Kritiken, Virschléi an Ureegunge Rechnung gedroen huet an domat méi ausgewoge ginn ass, ouni dass dat gesaten Zil vun der Reform a Fro gestallt gouf.

Et ass wéi ëmmer, wann e Basisgesetz 63 Joer al ass - ech erënneren un den Arrêté grand-ducal vum 8. Oktober 1945, dee sengersäits baséiert um Gesetz vum 5. Januar 1929 -, wann een do mat Änneerungen an Upassunge reforméiere wëllt, da kann ee bal net inhaltlech op Eestëmmegkeet stoussen, souguer dann, wann zënter Joren a Joren eigentlech vu jiddferengem eng grondleeënd Reform vun der Beruffsausbildung gefuerdert ginn ass.

Domat ass et kloer, dass de Reformprojet, deen hei virläit, net onëmstridden a gewöhnungsbedürfteg ass, well en eben aneschters ass. Munch Kritike sinn och dohier komm, well Eenzelner sech ze vill un déi bestehend Regele gewinnt haten an ze vill am bestehende System agéiert oder geschafft hunn. Mä insgesamt, an dat soll een awer ervirsträichen, haten all Kritiken e positiven Hannergrond, well se alleguer festgestallt hunn, dass een am Interessi vun der Saach, a besonnesch vun der Jugend eppes misst ënnerhuelen.

Nun, wa mer dat alles wëllen ëmsetzen, ass d'Mataarbecht an d'Matverantwortung vun allen Acteuren a vun alle Betraffenen noutwendeg, fir et kënnen an d'Realitéit ëmzesetzen. Mir brauche souzesoen e kollektiven Effort, fir dass et réusséiert.

D'Schwéierpunkte vun der Reform:

Éischtens, dat iwwergoend Konzept vum „lifelong learning" geet wéi e roude Fuedem an och als Äntwert op d'Erausfuerderung vun der Globaliséierung duerch dee Projet de loi, well et noutwendeg ass, sech permanent un déi Technologien, déi sech permanent veränneren, kënnen unzepassen. Dat heescht, et muss méiglech sinn, Ëmschoulung a Weiderbildung ëmmer erëm an ëmmer erëm op en Neits unzebidden.

Zweetens, et gëtt keng Schlussexame méi. Duerfir gëtt et awer méi Wëssen, méi Kompetenz, méi Flexibilitéit, individualiséiert, differenzéiert Ausbildungsmethoden an oppe Bildungsweeër, bis hin zur technescher Héichschoul.

Drëttens, duerch deen neie System wäert et manner Échece wéi bis elo ginn, duerfir awer méi Chancen an der Aus- an an der Weiderbildung.

Véiertens, mat der „validation des acquis de l'expérience" gëtt et nei Chancen duerch d'Unerkennung vu berufflechen an ausserschouleschen Erfahrungen. Also kënnen och net formell Erfahrungen - aus dem Aarbechtsliewen, aus dem Alldag, aus dem Fräizäitberäich - an Zukunft zu engem Diplom féieren.

Fënneftens, méi transparent a méi demokratesch soll et ginn duerch méi Matsprooche- a Matbestëmmungsrecht fir d'Salariats- an d'Patronatsberuffskummeren, mä och fir d'Elteren- an d'Schülervereenegungen, fir d'Schoulmeeschteren an d'Éducateuren. Partnerschaft gëtt mat dësem Gesetz ganz groussgeschriwwen.

Ech versichen, am Detail op nei Methoden, op de System anzegoen. Ech wëll awer elo schonn ervirsträichen, dass d'Schoul- an d'Beruffsorientéierung aus dësem Projet de loi erausgeholl gëtt - dat war de Wonsch vun eiser Kommissioun, awer och opgrond vu Kritike vu Beruffschamberen a vum Statsrot -, well fonnt ginn ass, dass dat, wat am Projet de loi stoung, net wäit genuch géif goen an dass een et misst iwwer en eegent Gesetz regelen.

Dat soll och geschéien, an dat soll opbauen op deenen zënter Januar vun dësem Joer lafende véier Pilotprojeten a véier Lycéeën, woubäi et awer éischt Konklusioune gëtt, an engem provisoresche Rapport d'évaluation, wou et dran heescht: „D'Orientatioun ass keen Allheelmëttel, well se weder erlaabt, e geziiltene Choix vun engem Beruff, a scho guer net vun deem Beruff ze maachen, deen uschléissend eng Jobgarantie géif duerstellen."

Mä mir sinn eis alleguerten eens, dass eng geziilt Orientéierung, méi Orientéierung, méi Orientéierungspersonal, mä och méi transparent a méi attraktiv gestalte Beruffsbiller, mat Schwéierpunkt op manuell Beruffer, noutwendeg sinn. Et geet hei och ëm eng sozial- a gesellschaftspolitesch Approche vun den Elteren a vun de Schüler, fir d'Attraktivitéit an d'Zukunftsperspektive vun de Beruffer net nëmmen nom öffentleche Secteur oder no administrativen a kommerziellen Jobs anzestufen, mä och den traditionellen Handwierksberuff ze berücksichtegen an him eng Chance ze ginn. Hei drängt sech ouni Zweifel e Mentalitéitswiessel op.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi eigentlech Schwéierpunkten aus dem Projet de loi sinn déi do, mä et muss een awer méi am Detail - well et komplizéiert ass - beliichten, wat Opbau, Struktur, Methodik an domat déi eigentlech grondleeënd Veränneruge sinn.

Mir hunn hei an deem héijen Haus déi lescht Méint a Joren oft vun der Lissabon-Strategie geschwat a mir gesi se als Motor fir vill an noutwendeg Reformen. Dat gëllt och fir d'Beruffs- an d'Schoulausbildung. Zu deem Thema ass e spezifeschen, en ambitiéisen an éiergäizege Moderniséierungsprogramm op europäeschem Niveau verabschit ginn, ënnert dem Motto „Éducation et formation 2010". Ech géif mengen, mat dem Projet de loi vun haut, a mat den ustehende Reformen am Schoulberäich, si mer dobäi, eis Hausaufgab diesbezüglech ze erleedegen.

Déi déif gräifend Strukturreform vun der Beruffsausbildung soll also d'Moderniséierung erméiglechen an domat den Erausfuerderunge vun der Zukunft gerecht ginn, ebe well eisen heitege Beruffsausbildungssystem a) net méi den heitegen Erwaardungen, dem Ëmfeld, den Erausfuerderungen an Ufuerderungen entsprécht, a b) well duerch déi vill noutwendeg punktuell legislativ Upassungen an de vergaangene Joren, déi noutwendeg waren, mer eigentlech keng Kohärenz méi an deem Ganzen do hunn.

Mir brauchen also e moderne System, wou d'Beruffsausbildung op eng kohärent a flexibel Aart a Weis strukturéiert gëtt. An eiser heiteger Wëssensgesellschaft benéidege mer e System, wat jiddfer Eenzelnen, an alle Liewensofschnëtter, et erméiglecht, eng Ausbildung ze erlaangen, weiderzeféieren oder ze perfektionéieren, gemäss dem Motto vum liewenslaange Léieren.

Mir brauchen e System, wat d'Qualitéit vun der Beruffsausbildung verbessert a wou déi Auszebildend optimal op d'Bedierfnisser an d'Erwaardunge vun der Aarbechtswelt virbereet ginn, och a virun allem an hirem eegenen Interessi. Den Aarbechtsmaart, d'Aarbechtsprozesser, d'Aarbechtsufuerderungen ännere rapid. D'Ausbildung entsprécht net ëmmer den Aarbechtsufuerderungen. Mir brauchen e Beruffsausbildungssystem, wou d'Ausbildung an d'Nofro besser ofgestëmmt sinn, mir brauche souzesoen eng konstruktiv Flexibilitéit.

En anere Problem ass d'Duerchfallquot, also d'Zuel vun de Schoulofbriecher am berufflechen Ausbildungswiese vum technesche Sekundarunterrecht, déi einfach ze héich ass. Et besteet doduerch e Mangel u qualifizéierte Fachkräften. Statistike weisen, dass bis zu engem Drëttel vun de Schüler oder Lehrlinge während der Beruffsausbildung op der Streck bleiwen, well se den Usprëch, déi den Technikerdiplom oder den CATP u si stellt, deenen Ufuerderungen net nokommen.

Déi Beruffsausbildungsreform, vun där mer haut schwätzen, hëlt déi Erausfuerderungen un, andeem d'Beruffsausbildung besser op déi individuell Fäegkeete vum Auszebildenden zougeschnidde gëtt, wat engersäits d'Qualitéit vun der Beruffsausbildung verbessert an anerersäits d'Zuel vun de qualifizéierten Aarbechtskräften erhéicht. Mä och duerch d'Vermëttelung vu Kompetenzen, der Aféierung vun enger modulariséierter, differenzéierter Beruffsausbildung gëtt de System - ech hunn et scho gesot - méi flexibel.

Deen op Partnerschaft opgebaute System léisst sech besser mat deene permanent wandelnden Aarbechtsufuerderunge vereinbaren. Ausbildung an Ufuerderunge kënnen domat méi schnell a besser openeen ofgestëmmt ginn.

Wéi gesot, de Projet de loi gëtt Äntwerten op d'Froen an d'Problemer. D'Avisë vum Statsrot a vun de Beruffschamberen, obwuel se séier verschidde waren, sinn dann och voller Unerkennung, dass endlech e Projet de loi hei virläit. D'Beruffschambere begréissen d'Partnerschaftskonzept, begréissen d'Aféierung vun engem modulären a kompetenzorientéierten Unterrecht, déi flexibel Ausleeung tëschent theoretescher a praktescher Ausbildung - „formation en alternance" -, d'Unerkennung vun der berufflecher an ausserschoulescher Erfahrung, dat heescht d'„validation des acquis de l'expérience".

Aner Kritiken, wéi d'Ofschafung vun den Zouloossungsexame fir d'Héichschoul- an d'Universitéitsstudien, d'Organisatioun vun der Ausbildung no klassesche Beruffer statt Beruffsgruppen an esou weider, si berücksichtegt ginn, net awer d'Fuerderung no enger Pilotphas, well dat eigentlech eng weider Verspéidung bruecht hätt, statt enger wierklecher Reform.

Ech ënnersträichen ëmmer erëm: Déi Reform an dat Gesetz beinhalten esou vill Flexibilitéit, dass vill Upassungen op der Basis vun Erfahrungen an Zukunft ouni vill Komplikatioune méiglech sinn.

D'Bemierkungen an d'Oppositions formelles vum Statsrot sinn engersäits zur Kenntnis geholl ginn an anerersäits ass hinne Rechnung gedroe ginn. De Statsrot begréisst ausdrécklech de moduläre System souwéi d'„validation des acquis de l'expérience" an d'Aglidderung vun der Beruffsausbildung an en „lifelong-learning"-Konzept. Wéi scho gesot, der Bemängelung vun de Beruffschamberen a vum Statsrot un der schoulescher an der berufflecher Orientéierung ass Rechnung gedroe ginn, andeem dat aus dem Projet de loi erausgeholl gouf, an duerch d'politescht Engagement, fir déi Problematik an hir Léisung an engem spezifesche Gesetz ze regelen.

Natierlech sinn déi nei Diplombezeechnunge gewöhnungsbedürfteg. Éischtens entfält an der Formation professionnelle de base, am Régime professionnel den CITP - Certificat d'initiation technique -, deen eng Ausbildungszäit vun zwee Joer hat. Den CCM vun haut, de Certificat de capacité manuelle, deen och mam PAN-Gesetz wéinst der Employabilité agefouert ginn ass, fir d'Échecer an deem Sënn opzefänken, dass een e Praktikum ouni theoretesche Bagage vun dräi Joer mécht, gëtt elo duerch den CCP - Certificat de capacité professionnelle - ofgeléist. Deen CCP dauert dräi Joer an ass engersäits dat, wat den CCM war, plus anerersäits en Enseignement général, deen derbäikënnt. Doranner läit also d'Differenz.

Dann den zweete Punkt. D'Formation professionnelle initiale besteet aus dem DAP - Diplôme d'aptitude professionnelle - oder bis elo CATP genannt, also am Régime professionnel; dann den Diplôme de technicien, wou den Numm onverännert bleift, mä d'Neierung dora besteet, dass en an d'Beruffsausbildung integréiert gëtt a souzesoen eng Professionalisatioun vum Techniker stattfënnt, an dat am Régime de la formation du technicien.

Drëttens, eng wichteg Kloerstellung och: De Régime technique ass net betraff. Den Diplôme de fin d'études techniques wéi och de gesamte Cycle inférieur sinn net vun der Reform betraff. Si sollen am Kontext vun enger Gesamtreform vum Lycée technique iwwerduecht ginn.

E puer zousätzlech Erklärungen zu den neien Diplomer. Den CCP, deen also en CCM plus en Enseignement général ass, eegent sech fir Schüler, déi net genügend Kenntnisser besëtzen, fir an der Formation professionnelle initiale bestoen ze kënnen. Dat ass also nach ëmmer an Anlehnungen dat, wat scho virdru war. Hie vermëttelt praktesch an theoretesch Basiskenntnisser, déi unabdingbar sinn, fir sech um Aarbechtsmaart bewerben a bewähren ze kënnen. Déi normal Dauer wäert dräi Joer sinn a ka bis op véier Joer verlängert ginn, suivant le progrès individuel. D'Organisatioun besteet aus engem Système modulaire, aus der Formation en alternance beim Patron-formateur an dem Centre de formation, der Évaluation continue, der praktesch orientéierter Formatioun mat theoretesche Grondkenntnisser.

Et gëtt och en Apprentissage tout au long de la vie. Nom Erlaange vun engem CCP kann d'Ausbildung weidergefouert ginn, fir zu engem DAP ze kommen. Dat heescht, Schoulofbriecher kënnen domat rechnen, dass déi Modulen, déi se bestanen hunn, während enger längerer Zäit hir Gültegkeet behalen. D'Beruffserfahrung ka genausou gutt ugerechent ginn, an dat am Hibléck op eng da méi spéit Erlaangung vum CCP.

Schüler, déi no der Schoulflicht keen CCP kritt hunn, kënne sech och an d'Cours d'orientation et d'initiation professionnelles, also an d'COIPen, aschreiwen.

E Wuert zum DAP an dem Diplôme de technicien, déi sech also an der Formation professionnelle initiale befannen. En DAP, deen also den CATP war, bleift eng normal Ausbildung vun dräi Joer. Den Diplôme de technicien behält seng Dénominatioun, mä gëtt, wéi ech gesot hunn, an d'Beruffsausbildung integréiert.

Mam DAP a mam Diplôme de technicien huet d'Formation professionnelle initiale zwee ënnerschiddlech Ausbildungsweeër.

Éischtens, den Diplôme d'aptitude professionnelle, do geschitt d'Organisatioun a Modulen en alternance, soit sous forme d'apprentissage soit sous forme de stage vun der 10e op 12e.

Den Ofschlossexamen, also d'Gesellepréifung, gëtt gestrach. D'Moduler dokumentéieren a beleeën, ob déi erlaangte Qualifikatiounen ausräichend sinn. Déi normal Dauer ass och hei am Prinzip dräi Joer a kann op véier Joer ausgedehnt ginn. Alles dat en relation mam Beruff, deen erléiert gëtt.

Den DAP bitt Zougang zu den Héichschoulstudië via de Modules préparatoires. An dat ass eng wichteg Innovatioun an dat ass wichteg och ze soen a Bezuch op d'Kritik, et wier eng Entwäertung vun den Diplomer. Et muss een do soen, bis elo huet den CATP keen Héichschoulzougang kannt. Elo hunn talentéiert a motivéiert Schüler oder Lehrlingen no Ofschloss vum DAP an den zousätzleche Virbereedungsmethoden Zougang zu de Fachhéichschoulen oder techneschen Universitéiten. An ëmmer erëm: All déi Formatioune kënnen entspriechend dem Métier oder der Professioun verlängert ginn.

Zweetens, den Diplôme de technicien. Och hei eng Organisatioun en modules en alternance, soit sous forme d'apprentissage soit sous forme de stage. Déi normal Dauer vu véier Joer kann op fënnef Joer verlängert ginn. Och hei gëtt den Ofschlossexame gestrach. D'Moduler dokumentéieren a beleeën, ob déi erlaangte Qualifikatioun dann ausräichend ass. Och do kann nom Métier oder no der Professioun d'Zäit verlängert ginn.

Entgéint verschiddene Kritike gëtt dësen Diplom net méi breet gemaach, mä de Géigendeel ass éischter de Fall duerch déi méi staark berufflech Finalitéit.

Ech wëll och ervirsträichen, dass d'Regierung an d'Kommissioun de Kritike Rechnung gedroen hunn, dass deen Zougangsexamen, dee virgesi war, fir en Zougang zu den Héichstudien ze kréien, ofgeschaf gouf an duerch eng kontinuéierlech Evaluatioun ersat ginn ass. Den Ënnerscheed tëschent dem DAP an dem DT ass elo méi staark wéi virdrun, doduerch, well den Diplôme de technicien duerch säi Profil de compétences méi déif gräifend, méi grëndlech ass an och méi diversifizéiert, also méi villfälteg. Derbäi kënnt och eng verstäerkte Culture générale, déi also och méi wäit geet wéi déi, déi am DAP virgesinn ass.

D'Reorganisatioun vum Technikerdiplom duerch eng méi berufflech Orientéierung erhéicht d'Chancen op dem Aarbechtsmaart a senkt eendeiteg déi héich Duerchfallquot, well deen aktuellen Diplôme de technicien bis elo einfach ze staark op Héichschoulstudien zougeschnidden ass. Nëmme 50% vun de Schüler, déi en Diplôme de technicien wëllen hunn, kréien deen och. Déi aner 50% wanderen of an den CATP. Insgesamt verléisst dann en Drëttel vun den Auszebildenden d'Schoul ouni en Ofschloss, an déi neitst Resultater vum Schouljoer 2007/2008 beweisen, dass 25% den Ofschlossexamen am Diplôme de technicien net packen.

De moduläre System bereet also d'Schüler an d'Lehrlingen, déi déi technesch Studien uviséieren, besser op dës Aufgab vir. D'Virbereedungsmoduler vermëttelen d'Kenntnisser an der Mathematik an an de Sproochen zum Beispill, déi einfach noutwendeg sinn, fir op enger Fachhéichschoul oder op enger technescher Universitéit kënnen ze bestoen. Dës Moduler kënnen an der Regelstudienzäit vu véier Joer beluecht ginn, kënnen awer och an engem eventuelle fënnefte Joer geléiert ginn. Den Technikerdiplom erméiglecht weiderhi postsecondaire Studien.

Fazit: De moduläre flexibele System erméiglecht engersäits, staark Schüler besser op d'Héichschoulstudium virzebereeden, wéi dat bis elo de Fall war, anerersäits d'Duerchfallquot ze verréngeren, andeem d'Technikerausbildung verstäerkt beruffsorientéiert strukturéiert gëtt. Entgéint de geäusserte Kritike gëtt den Technikerdiplom kengesfalls entwäert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nei Diplomer erginn och nei Ausbildungsmethoden. Zu deene wichtegsten Elementer an der Reform gehéieren: a) d'Modulariséierung, b) de kompetenzorientéierten Unterrecht, c) déi kontinuéierlech Bewäertung, d) d'Formation en alternance, e) „lifelong learning", f) Validation des acquis de l'expérience, a g) d'Partnerschaft.

Zu de Modulen. D'Kärstéck vun der Reform ass d'Modulariséierung vun den Ausbildungszweigen. Doduerch gëtt et méi en differenzéierten a kompetenzorientéierten Unterrecht. Jiddfereen, deen ausgebilt gëtt, mécht de Wee no sengen eegenen intellektuellen a manuelle Capacitéiten, wat sécherlech d'Motivatioun vu jiddfer Eenzelnem verbessert.

Et gëtt dräi Aarte vu Modulen: d'Modules fondamentaux, déi obligatoresch sinn an e progressiven a chronologeschen Opbau hunn; dann d'Modules complémentaires, déi och obligatoresch sinn, mä net progressiv an och net op de Modulë vu virdrun baséieren, a leschtenenns dann d'Modules facultatifs, déi net obligatoresch sinn, mä déi et gudde Schüler erméiglechen, méi schnell weiderzekommen, hir Kenntnisser ze verdéiwen a sech, wéi scho gesot, op d'Héichschoulstudië virzebereeden.

Wichteg ass och ze soen, dass déi bestane Modulen eng Zäit laang hir Gültegkeet behalen. Dat erlaabt Schüler mat Léierschwieregkeeten an Ofbriecher, hir Ausbildung iergendwann dann erëm opzehuele respektiv virunzefueren, ouni dass se déi Modulen, déi se bestanen hunn, oder ganz Schouljore musse widderhuelen. Dat erlaabt och eng méi flexibel Unterrechtsaart a -weis fir Quer- a Späteinsteiger, déi dann d'Beruffsausbildung besser mat hirer berufflecher Verflichtung openeen ofstëmme kënnen.

Zu de Kompetenzen, wat eng weider wichteg Innovatioun ass, muss ee Folgendes soen: Mir schwätze vun engem kompetenzorientéierten Unterrecht, an d'Kompetenzen, dat sinn d'Unzuel u Kenntnisser, Fäegkeeten, Eegnungen, déi e Schüler erwerbe muss, fir e Beruff ausüben ze kënnen, an esou ass et, dass fir all Beruff e Profil ausgeschafft gëtt, wat den Auszebildenden erlaange muss.

Dëse Profil spigelt sech a beruffsspezifeschen Ausbildungsprogrammer erëm, déi éischtens theoretesch Kenntnisser vermëttelen an zweetens och déi praktesch Uwendung vun dëse Kenntnisser vermëttelen.

Am Géigesaz zur heiteger Wëssensvermëttelung erlaangt een d'Kompetenze verstäerkt an der Handlung, an der Aktioun, an der praktescher Émsetzung. Dat heescht, déi praktesch Beruffsausbildung gëtt domat opgewäert, ouni dass dobäi déi theoretesch Kenntnisser vernoléissegt géife ginn.

Zur Évaluation continue. D'Bewäertung vun de Modulen op eng kontinuéierlech Aart a Weis mécht et am Géigesaz zu den heitege punktuellen Exame méi liicht, well éischtens d'Examen entfalen, mä op där anerer Säit den Auszebildende beleeë muss, dass hien déi néideg Kompetenzen huet. An anere Wierder: Den Auszebildende muss bestëmmten Aufgaben op engem zefridde stellende Kompetenzniveau fäerdeg bréngen.

D'Projets intégrés, während der Ausbildung (intermédiaire) an zum Ofschluss vun der Ausbildung (final), si vum Auszebildenden ze realiséierend Projeten, déi et him erméiglechen, transversal Kompetenzen ze kréien an déi och bewäert ze kréien.

Zur Formation en alternance. Déi Reform hei berout op enger flexibeler Ausleeung tëschent theoretescher a praktescher Ausbildung. Déi praktesch Ausbildung erhält den Auszebildenden ënner engem Léiervertrag oder/an an engem Stage, woubäi de Stage mindestens véier Wochen hannerenee muss daueren a mindestens zwielef Woche während der ganzer Ausbildungszäit.

Am Verglach zum aktuelle System gëtt den Auszebildenden domat méi no un d'Beruffswelt erugeféiert. Ier en Auszebildenden en Diplom kréie kann, muss hie mindestens dräi Méint an engem Betrib gewiescht sinn.

An den Avisë war och ze liesen, dass dës Reform scheitere kéint, well net genuch Léierplazen a virun allem Praktika als Stageplazen zur Verfügung géife stoen. Ech mengen, dat géif esou net stëmmen. Virun allem och doduerch, well d'Beruffschambere vum Patronat sech derzou verflicht hunn, all Ustrengungen an dësem Beräich ze ënnerhuelen, fir Stageplazen zur Verfügung ze stellen. An da muss een dobäi soen, den Erfolleg hänkt och domat zesummen, wéi laang déi Stageperioden daueren. Do gëtt allgemeng gesot, wat se méi laang géifen daueren, wat se méi attraktiv wieren a wat der och méi géifen zur Verfügung stoen, well et fir e Patron méi interessant ass, e Stagiaire éischter iwwer aacht Wochen ze halen, wéi nëmmen dräi Wochen, wat alles komplizéiert mécht a keen direkte Mehrwäert bréngt.

Am Bezuch op d'Léierplaze gëtt et de Moment no de Statistiken éischter méi en héicht Ugebuet u Léierplazen, wéi Nofro do ass. De leschte Stand vun der ADEM vum 6. November 2008 seet, dass 1.578 Apprentien eng Léierplaz fonnt hunn, seet awer och, dass 393 nach Demandeur sinn, mä op där anerer Säit och 553 Posten, déi ugebuede ginn, net besat sinn.

Et kann een also de Moment net soen, et géif e Manktum u Léierplaze bestoen. Et gëtt anerer, déi soen, et wieren op d'mannst 1.000 oppe Léierplazen de Moment do.

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech sinn amgaang, dem Här Scheuer säin Deel elo ze soen. Ech sinn awer geschwënn um Schluss, Här President. Et ass e bësse komplizéiert an duerfir dauert et.

M. le Président.- Mir verstinn dat.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Dat freet mech immens.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Loosst e roueg fäerdeg maachen!

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

Ech wëll also soen, dass een alles muss ënnerhuelen, fir d'Ugebuet an d'Nofro méi no uneneen ze bréngen. Et gëtt natierlech ëmmer Grënn, firwat et net esou fonctionnéiert. Engersäits gëtt d'Distanz vum Wunnuert op d'Léierstell genannt, déi ze wäit ausernee géife leien. Zweetens gëtt och oft gesot, dass de Léierbouf oder d'Léiermeedchen net an d'Konzept vum Betrib erapasst. Ech fannen, et ass och eng Fro vun der Disponibilitéit vun deenen zwou Säiten, ob se wëllen, ob de Patron wëllt eng Léierplaz ubidden.

Zum „lifelong learning": D'Kapitel iwwer Weiderbildung an Ëmschoulung erkennt eigentlech jiddferengem d'Recht zou, liewenslaang ze léieren, dat no perséinlechem Wonsch, oder duerch Veränneruнge vum wirtschaftlechen, technologeschen a vum sozialen Ëmfeld. Dem CNFPC, dem Centre national de formation continue, soll dobäi eng besonnesch grouss Roll, besonnesch an der Erwuessenebildung zoukommen, an e soll an d'Lag versat ginn, dat nach besser wéi an der Vergaangenheet kënnen ze maachen.

Et gëtt och do zwou bedeitend Neierungen. Éischtens gëtt eng nei Fonctioun geschaf, déi vum Formateur d'adultes, mat spezifescher pedagogescher Ausbildung fir Erwuessener, an zweetens d'Aféierung vun engem Qualitéitslabel fir qualitativ héichwäerteg Aus- a Weiderbildungsugebueder ze förderen.

D'„validation des acquis de l'expérience", also d'Unerkennung vun der berufflecher an der ausserschoulescher Erfahrung am Hibléck op d'Erlaange vun engem Diplom, ass e Meilesteen an dëser Reform, deen och vun allen Acteure begréisst gëtt. Nieft der berufflecher Erfahrung kënnen also, an ech hunn et scho gesot, net formell Erfahrungen aus dem Alldag a Fräizäitberäich geltend gemaach ginn. Déi Erfahrunge musse sech awer, an dat ass wichteg, op mindestens dräi Joer erstrecken an och en direkte Bezuch op den ugefroten Diplom hunn. Dëst Konzept gëllt fir all Diplomer a Certificatë vum technesche Sekundarunterrecht, BTS a Brevet de maîtrise.

D'Partnerschaft ass bedeitend, wann een eppes wëllt realiséieren. Ech hu gesot, méi Transparenz, méi Dialog, méi Matsprooche-a Matbestëmmungsrecht vun allen Acteuren, déi op allen Themefelder, wat Beruffsausbildung betrëfft, dobäi sinn. Nei ass hei d'Asetzung vun engem Beruffsausbildungscomité, deen den heitege Comité consultatif ersetzt. Dora vertruede sinn niewent Regierung, Patronat a Salariat jeeweils ee Vertrieder vun Elteren a Schüler als vollwäerteg Mitglieder.

Nei ass och d'Asetzung vun Équipes curriculaires, déi déi bestehend Commissions mixtes ofléisen, deene si bis haut ënnerstallt waren. Dat bedeit iwwregens och, esou niewebäi, eng wesentlech administrativ Vereinfachung a méi rapid Handelen. Dës Equipen, ronn 60, sinn zoustänneg fir d'Léierprogrammen a sollen, mat der Verabschiedung vun dësem Gesetz, elo direkt aktivéiert ginn. D'Gesetz selwer soll eréischt mam Schouljoer 2010/2011 a Kraaft trieden.

Als Konklusioun kann ee festhalen, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Beruffsausbildungsreform setzt duerch innovativ a motivatiounsfördernd Léiermethoden déi benéidegt Rahmebedéngungen, fir d'Beruffsausbildung qualitativ opzewäerten. D'Beruffsausbildungsreform huet ambitiéis Ziler, déi en déif gräifend Ëmdenken an eng kollektiv Ustrengung vun alle Betraffenen erfuerderen, souwuel vun den Elteren, vun de Schüler, vun de Lehrer, vun de Salariéen, vun de Patronen an hire Verbänn, mä och mir als Politik si gefuerdert.

D'Politik steet domat an der Verflichtung, zügeg déi gesetzlech Rahmebedéngungen ze schafen. Deen éischte wichtegen Deel hu mer haut geschaf, d'Ausaarbechtung vu Beruffsprofil a Programmer. Ronn 26 groussherzoglech Reglementer mussen den nächste Schrëtt sinn, fir dass déi Reform 2010/2011 a Kraaft triede kann, dat heescht mat Liewen erfëllt ka ginn. D'Eltere mussen hire Kanner respektiv de Schüler méi Loscht um Léiere vermëttelen an hinnen d'Erausfuerderungen an d'Opstiegsméiglechkeeten...

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech si souwisou elo fäerdeg.

Ech sinn also der Meenung, dass d'Eltere mussen hire Kanner respektiv de Schüler méi Loscht um Léiere vermëttelen an hinnen d'Erausfuerderungen an d'Opstiegsméiglechkeeten, déi och manuell Beruffer bidden, méi staark virun A féieren. D'Patrone sti virun der sozialer Responsabilitéit, méi an de Mënsch ze investéieren a genügend Ausbildungs- a Stageplaze bereetzestellen, awer och derniewent attraktiv an zukunftsträchteg Léier- an Aarbechtsplazen unzebidden.

Déi kollektiv Ustrengung spigelt sech also doran erëm, dass déi Partnerschaft, vun där ech e puermol geschwat hunn, wierklech d'Basis vun deem neie Gesetz duerstellt...

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst awer wierklech elo zum Schluss kommen!

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Et ass wichteg, hei un engem gemeinsame Strang ze zéien, fir dass d'Beruffsausbildung dee Stellewäert kritt, dee se verdéngt.

Här President, ech hu fonnt, dass et e komplizéierten Dossier war, dass et awer wichteg genuch war, en e bësse méi am Detail duerzestellen. Ech hat selwer d'Chance, en CAP ze maachen, deen elo CATP heescht a muer DAP heescht. Ech versiche mech also och ëmzestellen, an dat huet mer vläicht e bësse gehollef, den Duerchbléck ze kréien.

Ech soen all deene Merci, déi matgeschafft hunn, an och all deenen, déi haut nogelauschtert hunn. Ech entschëllege mech beim President, dass ech hien e bëssen nervös gemaach hunn. D'LSAP wäert dat Gesetz stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dir hutt mech net nervös gemaach. Mir hunn lech, mengen ech, och déi néideg Zäit gelooss. Dir hutt praktesch néng Minutte méi gehat, wéi dat eigentlech virgesi war.

Als éischt Riednerin ass d'Madame Hetto-Gaasch ageschriwwen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll, fir unzefänken, dem Rapporteur Merci soe fir säi wierklech komplette Rapport. Déi aktuell Regierung huet der Chamber eng Rei Gesetzesprojete virgeluecht, déi alleguerten een Zil hunn: De lëtzebuergeschen Educatiounssystem déif gräifend ze reforméieren. Dëse Wëlle vun der Regierung beweist, dass erkannt ginn ass, dass grad d'Bildung zu de gréisste Potenzialer a Kapitaler vun eisem Land gehéiert. E Land, dat de Sprong zu enger postindustrieller Wëssensgesellschaft packe wëllt an och packe muss.

Bei der Moderniséierung vum Educatiounssystem sti sech d'Länner an enger weltwäiter Konkurrenz géigeniwwer, a mir brauche gutt forméiert Awunner, fir um wirtschaftleche Plang iwwerhaapt konkurrenzfäeg ze sinn an och ze bleiwen. Lëtzebuerg kënnt net derlaanscht, fir d'Ausbildungs- a Qualifikatiounskritäre vu sengen Awunner un d'Erausfuerderunge vun eiser Zäit unzepassen, wann et gäre seng Virdeeler am internationale Verglach behält, dat heescht, e staarke wirtschaftleche Wuesstem a soziale Fortschrëtt.

Et gëllt dofir eng kohärent an effikass Reform vum Bildungssystem duerchzeféieren, déi dëse Realitéite Rechnung dréit. Niewent der Reform vun der Primärschoul ass et kruzial, dass Lëtzebuerg säi Beruffsausbildungssystem reforméiert, e System, deen ëmmerhi scho 60 Joer um Bockel huet.

D'Beruffsausbildung gehéiert ouni Zweifel zu de fundamentaalste Komponente vum lëtzebuergeschen Educatiounssystem. De virleiende Gesetzesprojet huet dann och als But, der Beruffsausbildung nei Strukturen ze ginn, fir ënner anerem d'Attraktivitéit an d'Bild vun de méi praxisorientéierte Beruffer ze verbesseren. D'Zil muss et sinn, dass dës Beruffer och fir déi beschte Schüler eng interessant Optioun ginn, an dass déijéineg, déi dëse Wee aschloen, eng héichwäerteg Grondausbildung kréien, déi hinnen et da spéider erlaabt, sech um Aarbechtsmaart duerchzesetzen a sech och permanent berufflech weiderzebilden.

Doriwwer eraus wäert de Gesetzesprojet 5622 awer virun allem d'Konzept vun der liewenslaanger berufflecher Weiderbildung definitiv festschreiwen. Deen neie System wäert et jiddferengem erlaben, zu egal wéi engem Zäitpunkt an eng Beruffsausbildung eranzeklammen, fir säi Wëssen a säi Kënnen ze perfektionéieren oder awer ze ergänzen. Et solle vill méi Erwuessener wéi bis haut vun dëser Optioun profitéieren, fir hir Formatioun ze verbesseren an doduerch nei berufflech Perspektiven ze kréien. Dëst gëllt besonnesch fir manner qualifizéiert respektiv méi eeler Persounen.

Een anert wichtegt Element vun der Beruffsausbildungsreform ass d'Zesummebrénge vu Schoul a Betriber. Hautdësdags leeft d'Ausbildung an de Schoule vill ze dacks laanscht d'Realitéit an de Betriber an an der Beruffswelt. Dat soll sech mat dësem Gesetzesprojet änneren. De Projet de loi iwwert d'Beruffsausbildung huet sech deemno als Zil gesat, den Accès zur liewenslaanger Beruffsausbildung ze garantéieren, d'Qualitéit vun der liewenslaanger Beruffsausbildung ze verbesseren, fir dass déi Jonk optimal op d'Beruffswelt an op dat soziaalt Liewe virbereet ginn, an derfir ze suergen, dass manner Jonker an der Schoul duerchfalen oder ouni Diplom d'Schoul verloossen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reform vun der Beruffsausbildung wäert eng komplett nei Strukturéierung bewierken. An dësem Kontext begréisst d'CSV, dass duerch dat neit Gesetz ee Partenariat tëschent dem Stat, de Patronats- a Salariatsberuffskummere geschafe gëtt. Alleguerte si si eng fundamental Komponent vum gesamte lëtzebuergesche Beruffssystem, an duerfir ass et och wichteg, dass de virleiende Gesetzesprojet dëser Realitéit Rechnung dréit.

Am Kader vun der Beruffsausbildung ass et dësen Acteuren hir Aufgab, dee ganzen Ausbildungssystem ze droen, well et si sinn, déi zum Beispill d'Inhalter an d'Organisatioun vun den eenzelne Formatiounen definéieren. An hirer Aarbecht wäerte si awer an Zukunft vun engem Beruffsausbildungscomité begleet ginn, dee fir déi adequat Koordinéierung vun der Planung a vun der Ëmsetzung vun der Beruffsausbildung zoustänneg ass.

An dësem Kontext ass et an der CSV hiren Aen och absolut richteg, dass d'Regierung den ursprüngleche Gesetzesprojet geännert huet an d'Vertrieder vun den Elteren an de Schüler zu vollen a stëmmberechtegte Membere vun deem Comité gemaach huet. Doduerch kréien och d'Elteren an d'Schüler endlech déi Plaz, déi hinnen innerhalb vun der Beruffsausbildung zousteet. An Zukunft kënnen dann Décisiounen, déi nach ëmmer an éischter Linn d'Elteren an d'Schüler selwer betreffen, net einfach iwwer hir Käpp ewech geholl ginn.

Eng fir d'CSV décisiv Ëmstrukturéierung vun der Beruffsausbildung ass d'Aféierung vun enger Grondberuffsausbildung, also der Formation professionnelle de base. Dës Ausbildung soll eng vun den Haaptursaache vum Jugendchômage bekämpfen, nämlech déi defizitär Qualifikatioun vu vill ze vill Jonken, déi d'Schoul entweder ouni oder mat engem ganz schlechten Diplom verloossen.

Ze vill Jonker halen an der Schoul op, well se net op déi Filière komm sinn, déi hinnen herno zum Beispill en CATP-Ofschloss

erméiglecht hätt. Duerch de Gesetzesprojet 5622 kréien d'Schüler d'Méiglechkeet, fir en Diplom, e sougenannte Certificat de capacité professionnelle - den CCP - ze maachen, deen hinnen, esou wéi den Numm et scho seet, och attestéiert, dass si iwwer bestëmmte praktesch, berufflech Kompetenze verfügen, déi et hinnen erlabe wäerten, spéider um Aarbechtsmarché eng Plaz ze fannen.

Grad déi praktesch Ausriichtung vun dëser Grondausbildung ass eng wichteg Mesure, fir de Chômage bei deene Jonken effikass ze bekämpfen, a si ass als komplementär zu de praxisorientéierte Beschäftegungsmoossnamen ze gesinn.

D'Formation professionnelle initiale dogéint féiert am Kader vum Régime professionnel zum Diplôme d'aptitude professionnelle, also dem DAP, oder am Kader vum Régime de la formation du technicien zum Techniciensdiplom.

D'CSV begréisst et, dass d'Regierung den initiale Gesetzesprojet och esou ëmgeännert huet, dass een elo méi däitlech d'Ënnerscheeder tëschent dësen zwee Diplomer ka gesinn. Allen zwee si se praxisorientéiert a sollen an éischter Linn zu engem Beruff féieren. An den Techniciensdiplom soll duerch seng méi déif an och breet gestreete Kompetenzprofiler de Schüler och an Zukunft d'Méiglechkeet ginn, fir Héichschoulstudien ze maachen.

Eist Land brauch méi Héichschoulabsolventen an engem wirtschaftlechen Ëmfeld, dat permanent verännert gëtt, a fir d'Fuerschung an d'Innovatioun hei zu Lëtzebuerg no vir ze bréngen. Allerdéngs mussen d'Schüler och gutt op dës Héichschoulstudië virbereet ginn, fir op déi Ufuerderungen, déi do op si waarden, preparéiert ze sinn, an dann net eventuell mussen hir Studië spéider ofzebriechen.

Duerfir schéngt et an den Ae vun der CSV nëmme gerechtfertegt ze sinn, dass Technicienssschüler zousätzlech zu hiren normale Formatiounsmodulen nach weider Modulë maache mussen, déi spezifesch eben op d'Héichschoul preparéieren.

En entscheedende Fortschrëtt par rapport zum aktuelle System wäert d'Hin-an-hier-Wiesselen tëschent der Ausbildung an der Schoul an an de Betriber sinn. Stagen an de Betriber sinn essenziell, fir déi Kompetenzen, déi een an der Schoul léiert, dann an d'Praxis ëmzesetzen. Ausserdeem ginn d'Stagiairen op dës Aart a Weis schonn esou fréi wéi méiglech mat der Realitéit vun der Beruffswelt konfrontéiert.

Wann e jonke Mënsch gesäit, wat et dann och elo bedeit, an engem Betrib mat anere Leit zesummenzeschaffen a sech u bestëmmten Aarbechtsregelen ze halen, wann en d'Aarbechtsbedéngungen an d'Produktiounsweis kenne léiert, da kann hie sech ee realistescht Bild maache vu senger zukünfteger Aarbecht, an där hie sech ausbilde léisst, an d'Diskrepanz tëschent Usproch, Erwaardung an dem reelle Beruffsëmfeld ass an deem Fall net esou grouss, wéi wann ee just nëmmen am Milieu Schoul bleift.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet wäert awer och endlech derfir suergen, dass déi liewenslaang Beruffsweiderbildung definitiv zu engem Recht gëtt a fest an eisem Educatiounssystem verankert gëtt. D'Zäiten, wou een no senger Schoul eng Plaz fonnt huet, déi een da bis zum legale Pensiounsalter besat huet, sinn definitiv eriwwer.

D'Globaliséierung an eng Gesellschaft, déi ëmmer méi komplex gëtt, féieren dozou, dass Ufro an Nofro um Aarbechtsmaart immens séier changéieren. Fir eng Chance ze hunn, eng Aarbecht ze kréien, ze behalen oder eng nei ze fannen, muss een an Zukunft nach méi flexibel si wéi haut a sech a regelméissegen Ofstänn weider- respektiv ëmbilde loossen. Dëst gëllt selbstverständlech fir all Alterskategorie, also net ausschliesslech fir déi Jonk. Déi liewenslaang berufflech Weider- respektiv Ëmbildung wäert deemno zum effikasste Mëttel am Kampf géint de Chômage ginn.

Zur Weider- an Ëmbildung kënnt awer och nach d'Unerkennung vun der Erfahrung derbäi. De Gesetzesprojet 5622 gëtt eisem Educatiounssystem endlech déi Flexibilitéit, déi et Erwuessenen erméiglecht, nees an d'Beruffsausbildung eranzeklammen, andeems si berufflech an ausserberufflech Erfahrunge vun op d'mannst dräi Joer, déi wierklech an direktem Rapport si mat deem, wat se wëlle léieren, och kënnen duerch e Certificat oder en Diplom unerkannt kréien.

Et gëtt dësen Erwuessenen also méi liicht wéi bis elo gemaach, fir Diplomer nozemaachen, well een duerch d'Unerkennung vun der Erfahrung net méi ganz vu vir ufänke muss. Dëst war bis dato fir vill Leit eng Barrière, déi se wierklech dru gehënnert huet, en Ofschloss nozehuelen.

Méi flexibel wäert d'Beruffsausbildung awer virun allem duerch déi an eisen Aen décisiivsten Ännerunge ginn, déi de Gesetzesprojet virgesäit, nämlech d'Aféiere vun enger modularer Organisatioun an dem kompetenzorientéierten Unterrecht. Duerch d'Moduléierung vun der Beruffsausbildung gëtt endlech akzeptéiert, dass all Kand verschidden ass an en anere Léierrhythmus huet, deen nëmmen duerch eng Individualiséierung vum Schoulparcours, deen u säin Niveau a seng Ziler ugepasst ass, kann erreecht ginn.

Den absolute Virdeel vun esou engem System ass, dass ee seng Ausbildung zu enger bestëmmter Zäit ufänken a se dann entweder direkt oder awer méi spéit am Kader vun der Weiderbildung ofschléisse kann. Dëst féiert dozou, dass den Iwwergank vun der Schoul zum Aarbechtsmaart an och ëmgedréint méi liicht gemaach gëtt.

Och d'Aféierung vu Kompetenze féiert dozou, dass een iwwer Grond- an Deelfäegkeete verfügt, déi een ëmmer nach spéider ergänze kann an déi et engem awer erlaben, eng Qualifikatioun respektiv en Diplom ze kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleiend Reform vun der Beruffsausbildung enthält ënnert dem Stréch all déi néideg Mesuren, fir de Jonken an den Erwuessenen déi Kompetenzen ze vermëttelen, déi et hinnen erlaben, den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart an enger ëmmer méi komplexer Welt gerecht ze ginn. Dëst ass entscheedend fir d'Kohesioun a fir d'Entwécklung vun eisem Land. Duerfir kann ech dësem Gesetzesprojet och nëmmen zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Hetto Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ze hoffen, dass mer mat dësem Gesetz elo wierklech e Meilestee setzen, e Grondstee fir eng nei Attitüd vis-à-vis vun der Beruffsausbildung hei zu Lëtzebuerg, d'Beruffsausbildung, déi ëmmer als zweeten oder als drëtte Choix ugesi ginn ass, wat awer wierklech e falsche Wee war, well mer domat enger ganzer Partie jonke Leit d'Méiglechkeet geholl hunn, fir op méi praktesch Aart a Weis eng Ausbildung ze kréien.

De Projet, dee mer hei virleien hunn, huet eng ganz, ganz laang Geschicht. Et ass gesot ginn, dee jëtzegen Text géif op en Arrêté grand-ducal zréckgoe vun 1945, mä deen Arrêté grand-ducal baséiert um ursprüngleche Gesetz vun 1919. Et gouf also Zäit, dass dat sollt reforméiert ginn, an duerfir si Konsultatioune gefouert ginn. 2004 ass et zu engem Avant-projet de loi komm, deen an d'Konsultatioun gaangen ass. Dës Regierung huet deen Avant-projet de loi opgegraff an huet nach Verbesserungen an Adaptatiounen opgrond vun de Konsultatioune gemaach, fir dann am Oktober 2006 e Projet de loi hei ze déposéieren. Et huet erëm zwee Joer gedauert, bis mer en elo hei am Plenum hunn.

Ech géif gären engem besonnesch Merci soen am Kader vun der Debatt vun dësem Projet de loi. Dat ass de geeschtege Papp vun där Reform, déi mer hei diskutéieren, an zwar den Här Aly Schroeder. Den Här Aly Schroeder war a senger Qualitéit als Direkter vum Service vun der Formation professionnelle den Auteur vum Avant-projet de loi an huet och duerno de Projet de loi gehollef mat ausschaffen. Ech wëll him wierklech e ganz, ganz grousse Merci soen an dann och sengem Nofolger Bonne chance wënschen, deen dat elo an d'Praxis muss ëmsetzen, wat sécher och net einfach wäert ginn.

D'Demokratesch Partei wäert dëse Projet stëmmen. Mir stëmmen en, obwuel eng ganz Partei Punkten dra sinn, vun deene mer mengen, dass déi hätte missen nogebessert ginn. Ech wäert am Laf vun der Debatt och op déi Punkten zréckkommen.

Dat Éischt ass d'Informatioun an d'Beruffsorientéierung. Leider ass dat e Punkt, deen net méi am Projet de loi enthalen ass. Dann ass den zweete Punkt d'Ausféierungsbestëmmungen. Et si ganz, ganz vill Règlements grand-ducaux, déi nach musse geholl ginn, a mir wëssen am Moment net, wéi déi ausgesinn. Och do hätte mer gäre Prezisioune gehat.

Den drëtte Kritikpunkt ass deen, dass mer hei an engem ganz komplexen, komplizéierten Opbau sinn. Et sinn zum Beispill, direkt am Ufank, 27 verschidden Definitiounen am Text, wat da mat wat gemengt ass. E weidere Kritikpunkt ass deen, dass mer e ganz komplizéierte Modularsystem hunn, wou een net weess, wéi dat duerno an der Praxis gräift.

An dann hunn ech, ganz perséinlech, e grousse Kritikpunkt unzebréngen, an zwar, dass keng Examen heimat verbonne sinn, an dass d'Zertifikatioun sech duerno mécht, opgrond vun enger Evaluatioun, déi sech während där ganzer Ausbildung mécht. Ech fäerten, dass mer domat deene jonke Leit keen Déngscht leeschten, well wa se duerno an de Beruff erantrieden, gi se am Beruff getest, gi se vum Patron getest, a sinn iwwerhaapt net méi gewinnt, esou en Examen oder en Test ze maachen. Dofir hätt ech perséinlech léiwer gehat, wann dat Ganzt vun Exame begleet gi wier.

En anere Kritikpunkt ass dee vun de Gremien, déi dat Ganzt begleeden. Déi sinn enorm grouss. Ech weess awer net, wéi ee se hätt kënne méi kleng maachen. Mä dat ass och e Punkt, dee schwiereg ass. Dat sinn also déi Punkten, déi Ulass zu Kritik ginn.

Ech géif awer dann och dem Rapporteur wëllen e ganz grousse Merci soen. Deen hat do net d'grousst Lous gezunn, wéi e sech huet missen an dëse Projet aschaffen, well en esou komplex ass. Mä hien huet dat awer ganz gutt gemaach, souwuel an der Kommissioun wéi och am Plenum. Et ass wuel ganz hëllefräich, dass hie selwer eng Beruffsausbildung matgemaach huet, well en dofir weess, vu wat hie schwätzt. En huet och selwer bewisen, dass een, och wann dat nach net certifiéiert war, am Kader vum „lifelong learning", och wann en net esou formal ass, aner Saachen am Liewe ka maachen. Ech mengen, de John Castegnaro ass dat beschte Beispill dofir.

Mir hunn aner Kolleegen heibannen, déi och de Wee iwwert d'Beruffsausbildung gaange sinn, an ech fannen, déi sollten deene jonke Leit weisen, dass dat och e Wee ka sinn. Den Här Oberweis ass och dat beschte Beispill, well hien, iwwer eng Léier, op den I.S.T. gaangen ass, duerno op d'Universitéit, a finalement op ganz héijem Niveau enseignéiert huet. Et gesäit een also, dass d'Beruffsausbildung keng Sakgaass ass, au contraire. Mir mussen dee Mentalitéitswiessel erbäiféieren, an ech mengen, et sinn eng Partie Kolleegen heibannen, déi dozou kéinte bäidroen. Den Här Kox ass och eent vun deene Beispiller, an ech kéint och elo den Här Spautz ernimmen, deen ech hei viru mer gesinn. Et sinn der nach eng Partie, an ech fannen dat och e positive Wee.

Ech wëll awer och all deene jonke Leit soen, déi dee Wee hei wëllen aschloen, dass et net nëmmen d'Chamber ass, déi eng Issue gëtt als Beruffscarrière, mä dass et och nach anerer gëtt. Ech mengen, dat muss een och ënnersträichen.

Une voix.- Hei ass et och mat engem Exame verbonnen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Hei ginn ons Kompetenzen awer vu kengem Mënsch gepréift. Et ass just den Électeur, dee muss domat d'accord sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Héichschoulminister François Biltgen seet ëmmer, mir bräichte vill méi Universitairen, an d'Madame Delvaux als Unterrechtsministerin seet, d'Leit misste sech ëmmer méi héich qualifizéieren. Dat ass wuel richteg, mä mir däerfen awer dann net an den Travers verfalen, fir d'Lat erofzesetzen, fir dass méi Leit en Diplom kréien, deen dann duerno näischt méi wäert ass. Et geet jo hei net drëm, d'Statistiken ze verbesseren, mä et geet drëm, deene jonke Leit eng Perspektiv ze ginn, mat där se och um Aarbechtsmaart eppes kënnen ufänken.

Mir wëssen, dass mer ganz vill jonk Leit hunn, déi Schoulofbriecher sinn - a mir haten eng Debatt heiriwwer viru 14 Deeg an der Chamber -, well se ganz oft net op der hinnen ugepasstener Ausbildungsschinn sinn, vun engem Échec an deen anere ginn an dofir d'Schoul ofbriechen. Do musse mer den Hiewel erëm usetzen. Ech fannen et gutt, dass elo d'Schoulflicht vu 15 op 16 Joer eropgesat gëtt. Mä wat ech bedaueren, dat ënnersträichen ech nach eng Kéier, dat ass, dass déi 16-18-Jähreg, déi d'Schoul ofbriechen, weder an e Beruff ginn nach eng Léier maachen nach an d'Schoul ginn, an dass een déi net méi an enger Formatioun erëmfënnt. Ech hätt et léiwer gehat, et hätt een och deenen eng Flicht operluecht, fir deenen eng Formatioun ze ginn, well et si just déi jonk Leit, déi mer duerno am Chômage erëmfannen. Bei deenen ass op jidde Fall de Chômage virprogramméiert.

Contrairement zu deem, wat oft behaapt gëtt, féiert d'Beruffsausbildung net an eng Sakgaass, mä et gëtt ganz vill Méiglechkeeten, an dëse Projet de loi gëtt elo d'Méiglechkeet, iwwer nach zousätzlech Passerellen op aner Ausbildungsweeër ze goen. Bei der Beruffsausbildung si fënnef Punkte wichteg: Dat ass d'Schoul- an d'Beruffsorientéierung, zweetens d'Mentalitéit, drëttens de Kontakt tëschent der Aarbechts- an der Beruffswelt, véiertens eng praxisno Formatioun a fënneftens d'Weiderbildung.

Wat d'Beruffsorientéierung an d'Schoulorientéierung ubelaangt, esou ass dat jo e Volet, deen aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn ass. E war urspréngleich dran, hat awer eng ganz Rei Mängel, wat jo och scho vu ganz ville kritiséiert ginn ass. Déi Kritike waren och berechtegt, an d'Regierung wollt deem Rechnung droen, huet awer fonnt, et wier ze komplizéiert, dat an dësem Projet ze berücksichtegen. Dofir huet d'Regierung dee ganze Volet vun der Beruffsorientéierung aus dësem Projet erausgeholl, an d'Madame Minister huet ons an der Kommissioun gesot, dass en extrae Projet de loi iwwert d'Schoul- an d'Beruffsorientéierung gemaach géif ginn. Dat kann een och novollzéien.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat ass awer eréischt, wann ech Minister ginn.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Den Här Jaerling seet, dat wier eréischt, wann hie géif Minister ginn. Ech fäerten, da kënnt dat ni. Mä, ech wëll awer net all Hoffnung opginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech och net.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Mä ech fannen et schued, oder souguer inadmissible, dass dee Punkt net hei mat traitéiert gëtt, well dat Ganzt steet a fält mat enger gudder Orientéierung, déi op jidde Fall muss gemaach ginn. Mäi klenge Fanger seet mer, dass et e Kompetenzgerangel tëschent dem Aarbechtsminister François Biltgen an der Unterrechtsministerin, der Madame Delvaux, gëtt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Madame Brasseur, dat war vläicht zu Ärer Zäit esou, mä net bei mir.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Also ech géif mech freeën. Mä da froen ech d'Madame Minister, wou dee Projet drun ass, an ob mer deen nach an dëser Legislatur kënnen ofstëmmen, well et ass jo ganz wichteg, dass mer iwwert d'Orientation scolaire a professionnelle e kohärente System hunn. Haut këmmere sech ganz vill Servicer dodrëm, sief et an der Schoul, sief et um Nationalplang. Beim Arbeitsamt gëtt et Servicer, déi sech ëm d'Orientatioun këmmeren, an an de Chambres professionnelles. Mir mussen do eppes Kohärentes hunn, well et ass do, wou mer den Hiewel mussen usetzen, fir dass d'Schüler op déi richteg, hinnen ugepassten Ausbildungsschinn kommen.

Da kommen ech zum zweete Punkt, dat ass d'Mentalitéit. Mir sinn allze vill oft der Meenung, dass ee misst eng Scolaritéit iwwert dee klassesche Wee maachen, an dass d'Beruffsausbildung nëmmen da soll antrieden, wann dat anert net geet. Or, dat ass a mengen Aen de falsche Wee. D'Beruffsausbildung muss als eppes Positives dohinnergestallt ginn. Et ass vill besser, et huet een e gutt ausgebilten Handwierker, deen dat mat Erfolleg mécht, wéi e Schouloffgänger ouni Ofschloss, deen duerch Échecen op eemol d'Knëppele bei d'Tromm geluecht huet. Mir brauchen also onbedéngt do e Mentalitéitswiessel.

Den drëtte Punkt betrëfft de Kontakt tëschent der Aarbechtswelt an der Schoul, dee vill méi intensiv muss ginn. Do musse mer et fäerdeg bréngen, dass d'Schoul sech opmécht, mä awer och d'Beruffswelt d'Problemer vun der Schoul versteet. Et ass also op deenen zwou Säiten, wou dat muss gemaach ginn, fir dass mer et ebe fäerdeg bréngen, dass mer méi eng Adéquatioun

kréien tëschent deem, wat déi jonk Leit wëlle maachen, an deem, wat ugebuede gëtt.

Den Här Castegnaro ass virdrun op d'Chiffere vum November agaangen, wat elo nach vun oppe Léierplaze besteet, a wat fir eng jonk Leit keng fannen. Am September waren et 1.000 Léierplazen, déi nach op waren. Gott sei Dank sinn der entre-temps eng Partie besat ginn. Mä mir hu Beruffer, do hu mer einfach den „trop plein", wéi zum Beispill bei de Coiffeuren. Am Bauhandwierk allerdéngs, do hu mer net genuch Kandidaten, an et ass just do, wou mer Perspektiven hei um Aarbechtsmaart hunn, well d'Haiser ginn nach ëmmer sur place gebaut, d'Fundamenter ginn hei gemaach, d'Mauerwierk gëtt hei vu Steemetzer opgeriicht, den Daach gëtt vun engem Charpentier an duerno vun engem Leeëndecker hei gemaach. Dat gëtt net délocaliséiert. Mir mussen et fäerdeg bréngen, méi jonk Leit an d'Richtung vum Handwierk ze dirigéieren.

Dann de véierte Punkt. Mir brauche méi eng praxisno Ausbildung. Do muss méi Flexibilitéit erakommen, souwuel vum System wéi och vun den eenzelne Beruffsvertrieder. Mir hunn heiansdo ze vill figéiert Beruffsbiller, déi awer mat der Realitéit net méi iwwereneestëmmen. Et kann een net vun all Beruffsspart verlaangen, dass se dee ganz komplizéierte Wee, deen elo verschidde Beruffer hunn, matmaachen. Et ass bestëmmt och Plaz fir Leit an deene Beruffer, déi manner qualifizéiert sinn, an da muss dat mat Flexibilitéit ugepasst ginn.

Nach ee Wuert, Här President, zur berufflecher Weiderbildung, déi elo hei verankert gëtt, wat och e positive Punkt ass, genee wéi dee vun der Validatioun vun den Acquis professionnels, dat heescht, dass een eng ganz Partie Saachen ugerechent kritt. Do musse mer zu Lëtzebuerg nach léieren, dat kenne mer net.

Ech weess net, Här President, ob déi Aarbecht, déi mer hei als Deputéierte maachen an an enger Kommissioun, ob dat gëllt fir d'Validatioun vun engem Acquis professionnel. Op jidde Fall hunn ech hei an dësem Haus awer scho ganz vill bäigeléiert.

(Interruption)

Majo, ech sinn dann net deen Eenzegen, deen hei eppes bäigeléiert huet.

Zum Ofschloss wollt ech nach eng Kéier soen, dass mer dëse Projet stëmmen. Allerdéngs trëtt e jo eréischt 2010/2011 a Kraaft, well nach ganz vill muss dru geschafft ginn. Dat heescht, dass déi éischt Ofgänger mat engem CATP 2014/2015 eréischt aus deem System, dee mer haut stëmmen, erauskommen. Et muss een da kucken, wéi dat gegraff huet. Dat ass eng laang Zäitschinn.

Dëst ass e ganz ambitiéise Projet. Ech hoffen, dass en net ze vill ambitiéis ass, well e gëtt komplizéiert an der Ëmsetzung. Mä mir wënschen all deenen, déi mat dëser Ëmsetzung konfrontéiert ginn, Bonne chance.

Ech hoffen, dass dat hei e Grondsteen ass fir en Ëmdenken an dass mer méi Leit qualifizéiere kënnen iwwert d'Beruffsausbildung, well dat wichteg ass, besonnesch an dëser Zäit vun enger ekonomesch schwiereger Situatioun, well mer domat enger ganzer Rei Leit positiv Perspektive kënnen opzeechnen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'alleréischt emol e grousse Merci un de Rapporteur an un all déi Leit ronderëm de Rapporteur, déi gehollef hunn, dëse schréftleche Rapport ze redigéieren, a Merci, Här Castegnaro, fir Äre mëndleche Rapport.

Ech wollt och nach ënnersträichen, ier ech ufänken inhaltlech ze schwätzen, datt mer a ganz ville Sitzungen eng interessant a konstruktiv Diskussioun haten iwwert dës zwee Joer. Ech selwer hu se och ganz interessant an austauschräich fonnt, déi ganz Zäit, wou mer un dësem Projet de loi geschafft hunn.

De President vun der Kommissioun hat an der leschter Sitzung gemengt, datt dëse Projet de loi en Eckstéck wier vun der Bildungspolitik. An an engem Pabeier vum Ministère steet och dran, datt dës Reform als éischt Etapp unzegesinn ass vun der Reform vum Enseignement secondaire technique an datt an enger zukünfteger Etapp bei enger fundamentaler Reform vum Enseignement secondaire technique dann op déi nei Dimensioune vun dësem Projet de loi wäert Rücksicht geholl ginn.

Dëse Projet de loi beschäftegt sech mat der Organisatioun vun engem Deel vun der Schoulausbildung, deem prezisen Deel, nodeem déi Kanner Jugendlecher gi sinn an dräi Joer am Postprimaire verbruecht hunn. Fir déi eng Jugendlech ass et deen Deel virun enger Spezialisatioun oder vläicht enger weiderer Fachhéichschoulausbildung oder souguer enger Meeschterprüfung. Fir dee gréissten Deel awer ass dëse Projet de loi de leschten Deel vun hirem effektive Schoulwee, well se an der Beruffsausbildung schonn e Schrëtt an d'Aarbechtswelt awer gemaach hunn.

Dës Jugendlech si während hirer Beruffsausbildung allerspéitstens am zweete Joer net méi schoulflichteg. Ech denken, datt dat e wichtegen Aspekt ass, deem onbedéngt muss an der Ausaarbechtung vun där Formatioun Rechnung gedroe ginn, well mer wëllen alles dorop setzen, fir datt dës Jugendlech eng Beruffsausbildung ufänken a se dann och herno ofschléissen. Virun allem, an dat ass och scho gesot ginn, wa mer wëssen, datt mer eng beonrouegend Zuel hu vun Décrocheurs scolaires, vu Jugendlecher, déi an de verschiddenste Mesurë beschäftegt sinn, oder Jugendlecher, déi mer Joer fir Joer néierens méi an de Statistiken erëmfannen.

Eng gutt Beruffsausbildung ass eminent wichteg fir déi Jugendlech, déi se maachen. Nëmmen eng fachlech gutt Ausbildung gëtt hinnen dann och eng reell Chance, sech um Aarbechtsmaart ze behaapten an hir Plaz do ze fannen.

Mä eng Beruffsausbildung, an dat ass och scho gesot ginn, ass och eminent wichteg, vläicht vill méi wéi mir dat hei elo haut den Owend mengen, fir ons Gesellschaft a fir - en aktuellt Thema - ons Wirtschaft.

Dëse Beschäftegungsdomän - an d'Aktualitéit huet et erëm eng Kéier op eng dramatesch Aart a Weis bewisen -, virun allem dee vum Handwierk, ass e stabilen Domän, dee weiderhin ëmmer erëm gebraucht gëtt. An d'Handwierk, virun allem d'Handwierk, brauch jonk Leit, déi motivéiert sinn an déi wierklech wëllen en Handwierk léieren oder sech souguer dodran herno spezialiséieren.

Zu Recht gëtt dann och an all Avis, an all Pabeier vun alle Politiker a Politikerinnen heibannen de Stellewäert ënnerstrach vun enger besserer Vernetzung tëschent Schoul an Aarbechtswelt.

An dat ass mäin éischte Punkt, Här President. Effektiv ginn och mir Gréng net midd, d'Wichtegkeet vun dëser spezifescher Vernetzung, voire Kollaboratioun ze ënnersträichen, an zwar net nëmme fir dëse Secteur, mä fir d'Schoul am Allgemengen, ugefaangen an der Primärschoul. Et feelt u Kooperatioun tëschent der Schoul an der Aarbechtswelt, och zum Beispill am Enseignement secondaire, an deem, wat mir hei communément de Classique nennen.

Dës Schülerinnen a Schüler aus dem soidisant Classique erkennen oft de Sënn net vun deem, wat se léieren an der Schoul. Och fir dës Schüler a Schülerinnen aus dem Classique wier de Kontakt mat der Aarbechtswelt wichteg, fir hiert Wëssen ëmzesetzen an e Savoir-faire ausserhalb vun de Schoulmaueren.

Dës Kritik zielt d'autant plus fir d'Beruffsausbildung. Ausser zwee bis dräi Schnupperstagen, déi op 9e organiséiert ginn, hunn dës potenziell Kandidaten a Kandidatinnen op eng zukünfteg Beruffsausbildung net vill vun der Aarbechtswelt a vun hire Kulisse gesinn an erlieft. Oft souguer sinn dës Jugendlecher mat falschen oder mat onrealistesche Virstellunge befaasst, Wonschvirstellungen, déi d'Schoul an déi d'Leit, déi se begleeden, net kënne positiv entgéinthuelen.

Et geet an onsen Aen net duer, d'Vernetzung tëschent der Schoul an der Aarbechtswelt eréischt an der Beruffsausbildung versichen ze verbesseren, mä dëst muss scho virdru geschéien. D'Vernetzung muss onkomplizéiert a pragmatesch sinn. Si muss virun allem um Terrain geschéien tëschent de verschiddene Partner, déi mat de Jugendleche schaffen, déi se betreien. Dëst geschitt - dat muss een éierlecherweis och soen, och fir dat emol eng Kéier unzeerkennen - schonn haut an der Praxis, awer meeschtens op Eegeninitiativ vun den Acteuren um Terrain. Et gëtt keng institutionaliséiert Plattform dofir.

Mir wëssen och, datt déi verschidde concernéiert Ministèrë sech schwéierdinn, vernetzt a kohärent ze schaffen, virun allem um Thema Beruffsausbildung.

Dëse Projet de loi gëtt och keng richteg Aussiicht op deem Punkt. Déi wichteg Elementer vum Projet de loi, wéi zum Beispill de Suivi op der Léierplaz oder tëschent dem Formateur en milieu scolaire an dem Tuteur en entreprise - eng luewenswäert Saach -, bleiwen awer essentiellement deem Eenzelnen iwwerlooss.

An dësem Kontext géif ech dann awer och gären de Rôle vun de Conseillers à l'apprentissage ënnersträichen. Fir ons Gréng ass et dach awer, Här President, eng verpasste Chance, datt mir an dësem Kontext hei keng kloer Definéierung vun de Missiounen a virun allem vum Profil vum Conseiller à l'apprentissage gemaach hunn. De Prinzip vum Conseiller à l'apprentissage géif sech an onsen Ae wonnerbar eegnen, fir notamment déi noutwendeg Vernetzung a Kollaboratioun tëschent Schoul, engersäits, an Aarbechtswelt, anerersäits, hierzestellen. An onsen Aen hätt dat kënnen déi zentral Persoun sinn, déi de Jugendleche begleet, eng Aart Referenzpersoun fir de Jugendlechen. Dat hätt kënnen eng Persoun sinn, déi de Lien tëschent den Acteuren an der Schoul an den Acteuren op der Léierplaz vereinfache géif, eng Aart roude Fuedem souzesoen.

Dëse Projet de loi huet awer délibérément optéiert, fir keng Ännerung virzegesi fir de Conseiller à l'apprentissage; en ënnersträicht, datt de Conseiller just nach eng konsultativ Stëmm am Conseil de classe huet. Mir hätten ons kënne virstellen, datt de Conseiller à l'apprentissage eng héich qualifizéiert sozioéducativ Ausbildung misst hunn an en doduerch d'Intérête vun de Chambres professionnelles am Allgemengen an de Chambres patronales am Spezifeschen, engersäits, awer och d'Bildungsintérête vun der Schoul, anerersäits, kéint verdeedegen, an dëst virun allem am Intérêt vum Jugendlechen.

Zweete Punkt, Här President: Zum Thema Vernetzung a Kollaboratioun gehéiert och d'Thema Partenariat. De Partenariat a seng Missiounen, déi hei an dësem Projet de loi ënnerstrach ginn, sinn an engem Artikel 3 beschriwwen. D'Artikele 4 a 5 beschreiwen d'Planung an d'Ëmsetze vun dëse Missiounen a wien an engem Comité à la formation professionnelle dofir zoustänneg ass. Richtegerweis si véier Ministèren dra vertrueden, grad ewéi eng Rei vu Verwaltungen, Beruffschamberen, Federatiounen, Gewerkschaften, Gestionnairen aus dem Sozial- a Gesondheetssecteur, awer och e Vertrieder vun der nationaler Schülerkonferenz an e Vertrieder vun der Elterevereenegung.

Mir verstinn natierlech, datt et muss esou eng paritéitesch Instanz ginn, déi d'Aarbechte superviséiert a gegebenenfalls och guidéiert. Allerdéngs fanne mir, datt eleng esou e grousse Comité net duergeet, fir weder eng effizient Vernetzung ze garantéieren nach eng reell partizipativ Approche ze promouvéieren. Mir fannen et éierlech gesot och net ganz innovativ, datt bei enger Reform, déi sech fundamental wëllt nennen, et net fäerdeg bruecht ginn ass, sech zousätzlech Weeër virzestelle wéi eben dee Comité, dee regelméisseg taagt. Ech kommen awer nach méi spéit op ons Alternativen an dësem Kontext zréck.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Drëtte Punkt: d'Validation des acquis de l'expérience. Prinzipiell ënnerstëtze mir d'Aféierung, grad hei an dësem Projet de loi, vun der Validation des acquis; si fënnt hei hir richteg Plaz. Zu Recht ass awer och drop higewise ginn, datt dëse Prinzip nëmme fir den Enseignement secondaire technique gëllt, an net fir den Enseignement secondaire classique. Mir froen ons, ob dëst à moyen terme tragbar ass an ob esou eng Aschränkung net awer dach un d'Glaubwürdegkeet vum Prinzip vun der Validation des acquis rësele geet, wat natierlech schued wier.

Véierte Punkt - an en ass schonn hei genannt gi vu menge Virgängerinnen als d'Kärstéck vum Gesetz -: den CCP, fréieren CCM, den DAP, fréieren CATP, an den DT oder Diplôme du technicien. Eng Formatioun verschwënnt, an zwar den CITP, wat mir am Prinzip begréissen. Dës Tëschenetapp vun der Beruffsausbildung, den CITP, ass vill an oft contestéiert ginn. Si huet ni richteg eng Akzeptanz fonnt, virun allem net an der Aarbechtswelt. D'Ziler vun dëser spezifescher Beruffsausbildung, déi zousätzlech eng Kéier agefouert ginn ass, konnte wahrscheinlech och net erreecht ginn. Ech soe ganz bewosst: „wahrscheinlech", well ni eng reell Evaluatioun vum CITP stattfonnt huet.

Et bleiwen also eng praxisorientéiert Ausbildung an déi praktesch an theoretesch Ausbildung, déi eigentlech Beruffsausbildung. Fir ons als Gréng, Här President, stëmmt dëse Kader, sous condition, datt mer kënne vun enger Rei Garantien ausgoen, Garantien, déi elo net automatesch gi sinn an deene jëtzegen Ausbildungen.

D'Garantie muss bestoen:

1. datt all CCP déi noutwendeg Brécke kritt, déi zu enger DAP-Ausbildung féieren, e bëssen nom Motto: fir all CCP säin DAP, dat heescht nom Prinzip vum offene Bildungswee;

2. datt d'Offer vun dësen zwou Ausbildungen de linguistesche Besoinë vun dëser spezifescher Situatioun am Land hei Rechnung dréit;

3. datt et eng reell Educatioun au choix gëtt, dat heescht, datt de Jugendlechen eng Méiglechkeet huet, iwwert de Biais vun engem Projet de vie - wahrscheinlech säin éischten - sech kënne fir eng fir hie realistesch Beruffsausbildung ze entscheeden, eng fräiwëlleg a gewollten Entscheedung;

4. datt de Jugendlechen e Recht huet, seng Beruffsausbildung no uerdentleche Konditiounen ofzeweckelen, virun allem wat seng Stageplaz respektiv seng Léierplaz ubelaangt.

Fir ons muss et och kloer sinn, datt all Jugendlechen no der Neuvième d'Méiglechkeet kritt, fir eng CCP-Ausbildung unzegoen. Et dierf net méi sinn, datt e Jugendlechen iwwer zousätzlech spezial Infrastrukturen, sief et COIP oder d'École de la xe chance, seng Stigmatiséierung nach méi prononcéiert kritt respektiv säi Selbstwäert definitiv kann opginn, well e Conseil de classe mengt, hie wär ze schwaach oder hätt net genuch Kompetenze fir eng praktesch Beruffsausbildung unzegoen.

D'Besuergnis vun de Beruffschamberen, datt an där neier CCP-Ausbildung en Deel Enseignement général virgesinn ass, kënne mer verstoen, well d'Beruffschamberen natierlech déi reng berufflech Ausbildung als Prioritéit ugesinn. Mir kënnen awer dës Bedenken nëmmen zum Deel mat deelen. Hei soll net den CITP sech an engem neien CCP erëmfannen. Ech denken och, datt en Deel Training vum Savoir-être oder Savoir-faire trotzdeem Sënn mécht.

Manner Sënn dergéint mécht mat Sécherheet zum Beispill, nach an nach franséisch oder däitsch Grammaire fir d'x-te Kéier ze béchsen. Et hänkt also ganz dovunner of, wat ënner Enseignement général verstane gëtt.

Den Techniker huet fir nawell vill Diskussioune gesuergt. Effektiv ass déi statistesch Effizienz net esou evident, wat de Succès vun dëser Filière ubelaangt. Vill Schüler a Schülerinne sinn an dës Filière erakomm an hunn et dunn net méi bis zum Ofschloss gepackt. Am Ministère ass dëst den Ulass gewiescht, fir, no dëse falschen an onerfëllten Erwaardungen an Hoffnungen, de Schüler aner Méiglechkeeten unzebidden. Anerersäits musse mir och feststellen, datt, ofgesi vun de Statistiken iwwer Succès an Échec scolaire op dëser Filière, och hei keng richteg Evaluatioun gemaach ginn ass an och keng Konklusiounen aus där Evaluatioun konnte gezu ginn.

Ech erkläre mech: Mir hu wuel Statistiken, mä mir hunn u sech keng Evaluatioun. Déi zwou Saache si komplementar, mä si sinn net datselwecht. Mir wëssen also net, ob mer net awer der Technikerfilière e spezifesche Status an dem Enseignement secondaire technique hätte solle loossen, oder, wéi hei am Projet virgeschloe gëtt, d'Ausbildung vum Techniker als dach awer reng Beruffsausbildung considéréieren.

Mir wëssen à ce stade net - op alle Fall net fundéiert -, wat de Besoin vun der Wirtschaft u Beruffer vun der Technikerfilière ass. Wahrscheinlech huet de Conseil d'État déi beschte Solutioun virgeschloen, andeems e proposéiert huet, den Techniker an enger zweeter Phas bei der Reform vum Rescht vum Enseignement secondaire technique op de Leescht ze huelen. Mä d'Technikerfilière weist vläicht am beschten op e fundamentale Problem vun der Bildung hei zu Lëtzebuerg hin, dee vun der Orientéierung.

Dat ass mäi véierte Punkt, Här President. Am initiale Projet de loi gouf et effektiv e Chapitre 6 «de l'orientation et de la guidance tout au long de la vie». Näischt Ëmwerfendes, näischt terribel Innovatives, ausser vläicht déi nei Iddi vun engem Portefeuille d'orientation et de formation fir de Jugendlechen. De Conseil d'État huet proposéiert, dëse Chapitre erauszehuelen,

net well en net wichteg wier, mä grad well en ze wichteg wier, fir sech an engem Chapitre 6 mat dräi Artikelen ze résuméieren. De Conseil d'État huet de Législateur dozou invitéiert, e Gesetz à part ze maachen.

Mir stëmmen dëser Recommandatioun voll a ganz zou, mat der Remarque awer, datt esou e Gesetz iwwert d'Orientation scolaire et professionnelle eigentlech all anert Gesetz an der Bildungspolitik en général a méi spezifesch nach an der postprimairer Bildungspolitik hätt misse précédéieren. Fir ons Gréng ass dëst déi allerwichtegst Kritik.

Mat dem Thema Orientéierung vun onse Kanner a Jugendleche muss an onsen Aen d'Bildungspolitik vum 21. Jorhonnert gestalt ginn. All déi gutt Usätz wéi zum Beispill de Prinzip vun der Unité capitalisante via module, déi haut scho vu ville vu menge Virgänger a Virgängerinne kommentéiert gi sinn an déi och als absolut innovant beschriwwe gi sinn, all dës gutt Usätz riskéieren net ze gräifen, well dohannert eng ganz aner Fehlplanung ass: Déi, datt ons Kanner a Jugendlech net an déi beschriwwene Beruffsausbildungen orientéiert gi sinn, am richtege Sënn vum Wuert, mä si par défaut do ukomm sinn. Eng dramatesch Siicht vun onser Beruffsausbildung, awer eng batter reell!

Wa mir dëse fundamentale Feeler net virdrun ophiewen, da kënne mir hei esou vill Reforme stëmmen, wéi et ons léif ass, d'Situatioun wäert nach ëmmer déiselwecht bleiwen. D'Statistike vun där soi-disant Orientéierung nom 6. Schouljoer weisen, datt ons auslännesch Kanner sech praktesch all am Enseignement secondaire technique erëmfannen. 17,8% net Lëtzebuerger Kanner sinn am Enseignement secondaire, am sougenannte Classique, dat heescht ronn all Sechsten, an 41% vun den net Lëtzebuerger Kanner, bal all Zweeten, sinn am Enseignement secondaire technique. Mëttlerweil ass et och bewisen, datt net d'Sprooch ausschlaggebend fir dës Segregatioun ass, mä de soziokulturellen Niveau vum Kand.

A schonn eleng dës Statistik, Här President, déi kontinuéierlech a regelméisseg zouhëlt säit Jorzéngten, misst ons dach endlech reagéieren dinn! Reagéieren dinn, net nëmmen am Respekt vun der Chancëgläichheet, mä mëttlerweil och, fir déi esou oft genannte Cohésion sociale ze bewahren.

Ech muss zouginn, datt dee Passus vum Rapport vum Rapporteur mech dach awer e bëssen nervös gemaach huet, Säit 8, den obligaten Abschnitt, dee soll rechtfertegen, datt a Saachen Orientéierung alt villes um Wee ass: «Étant donné la haute importance et la grande complexité de l'orientation scolaire et professionnelle, il a été décidé qu'une loi à part soit préparée portant réforme de l'orientation scolaire et professionnelle. Pour le moment un projet pilote tendant à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que du Ministère du Travail et de l'Emploi, est en voie d'exécution.» Mä ech mengen, dat ass och nach geännert ginn, fir dat méi prägnant ze maachen. Ech mengen, mir hate gesot «en cours de réalisation».

Mir fannen dat trotzdeem e staarkt Stéck, Här President. Et gëtt keng Orientatioun hei zu Lëtzebuerg, also mengen ech, ass et och schwéier, se ze verbesseren. A virun allem gëtt et kee Kontext a kee Konzept. A wann et kee Konzept gëtt, maachen da Pilotprojete vill Sënn?

D'Descriptioun vum Pilotprojet ass vum Rapporteur gemaach ginn. A véier Lycéeë ginn eemol d'Woch Représentantë vum CEDIES, vum CPOS a vum BIZ an erklären de Schüler a Schülerinnen, wat hir Méiglechkeete sinn. Dat nennt sech eng Consultatioun a mengen Aen, awer net eng Orientatioun.

D'Chambre des Métiers schreift och zu Recht an hirem Avis: «L'absence de concept...» - well dorëms geet et jo schlussendlech, et gëtt kee Konzept - «...au niveau de l'orientation risque d'hypothéquer dès le départ l'ensemble du dispositif du projet de réforme y compris les aspects positifs.»

Dat heescht am Kloertext, datt weiderhin de Lëtzebuerger Bildungssystem sech bornéiert, Kanner a Jugendlech par l'échec ze orientéieren, via Test a Punkten. An dëser Virgehensweis ass eng vun de leschte Statioune leider oft d'Beruffsausbildung am Enseignement secondaire technique, dat heescht den DAP an den CCP, an dat wäert sech och d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer net änneren.

Dat si batterschlecht Viraussetzunge fir Beruff an Handwierk hei zu Lëtzebuerg an dat si batterschlecht Noriichte fir ons Wirtschaft.

Hei misst eng regelrecht Reform de fond en comble geschéien. Mir brauchen d'Rad och dofir net frësch ze erfannen: Et leie genuch Auditen, Recommandatiounen a Konklusiounen um Dësch, zum Beispill d'Schafe vun engem Observatoire, eng Strategie, a virun allem Moyenen, fir se ëmzesetzen, sinn zur Genüge fir Lëtzebuerg beschriwwe ginn. „Best practices" a Modeller gesi mer nawell och eng etlech an anere Länner.

Déi Suen, déi dofir géife gebraucht ginn, wieren déi bescht investéiert Suen aus dem Budget. Well dat, wat mer am Ufank investéieren, spuere mer herno, well mer all déi aner deier Mesuren a Fléckaarbechten duerno net méi musse bezuelen.

Wat mer brauchen, Här President, ass de politesche Wëllen, fir Ministère-iwwergräifend endlech eng Orientéierungspolitik zu Lëtzebuerg an d'Liewen ze bréngen. An ech betounen: Ministère-iwwergräifend. Well dës Politik geet iwwert d'Verantwortung vum Educatiounsministère eraus. Et ass e Projet, fir d'Gesellschaft vun der nächster Generatioun ze plangen an ze gestalten.

Déi wichtegst Elementer dofir si grad d'Ausbildung vun den Erwuessene vu muer, an d'Garantie schafe fir eng stabil Wirtschaft an eng effizient Beschäftegungspolitik.

Här President, wéi vill heibanne wëssen, wat fir en holprege Wee e Jugendleche muss goen, deen eng Léierplaz sicht, egal ob et en CCP oder en DAP ass?

À titre d'exemple: Dëst Joer ware fir déi al Formatiounen CCM/CITP - dat gi wahrscheinlech déi nei CCPen - eng ronn 900 Jugendlecher do. Fir d'éischt muss hien oder hatt de Juli ofwaarden, datt de Conseil de classe décidéiert, fir wat fir eng Ausbildung hien oder hatt admissibel ass. Duerno féiert de Wee bei d'Action locale pour jeunes, wou hien Ënnerstëtzung kritt a sengem Pabeierkrich. Duerno geet de Jugendlechen op d'Arbeitsamt, fir sech anzeschreiwen als Demandeur de poste d'apprentissage.

Da muss hien oder hatt sech an eng Schoul aschreiwen, wou hien oder hatt seng Léier ka maachen, mat Chance oder mat Pech, deemno ob d'Schoul him seet, datt nach Plaz fräi ass fir déi Ausbildung, a virun allem, ob nach Plaz fir déi Ausbildung ass an där Sprooch, déi hien oder hatt dann och meeschtert. Spriech, ob et déi Ausbildung gëtt op Franséisch oder op Däitsch.

Dat alles si keng motivant an encourageant Viraussetzunge fir e jonke Pubertäre vu 15, 16 Joer. An op deem Punkt bréngt deen neie Projet de loi wéineg Ännerungsvirschléi.

Mir proposéieren dozou eng realistesch ëmsetzbar a flott Alternativ. Mir hu se „Maisons de l'orientation et de la formation" genannt. Mir denken, datt et Zäit ass, all Instanze ronderëm de Jugendlechen ze regruppéieren op enger convivialer an accessibeler flotter Plaz fir d'Jugendlech. E Genre Guichet unique, wou notamment d'Action locale pour jeunes, d'Conseillers à l'apprentissage, déi Leit vum BIZ, d'Antenne vun de Beruffschamberen hir Plaz hätten, wat dann och eng effektiv Vernetzung a Kollaboratioun géif erlaben.

Dës regional organiséiert Plaze garantéieren e kompetenten a pluridisziplinären Encadrement vum Jugendlechen, en Encadrement, dee souwuel d'Schoul wéi virun allem och d'Aarbechtswelt gutt kennt. En Encadrement, deen de Jugendlechen op sengem Wee an der Elaboratioun vu sengem éischte Projet de vie begleet an ënnerstëtzt.

An an deem Sënn, Här President, wëll ech en Amendement zu dësem Projet de loi eraginn, dee genau dat do beschreift, déi regional Kreatioun vun „Maisons de l'orientation et de la formation", esou wéi ech se elo beschriwwen hunn.

Amendement 1

Les Maisons de l'Orientation et de la Formation

Au chapitre I. - Champ d'application, définitions et généralités - est ajouté un article 6 libellé comme suit:

«Art. 6. - Il est institué un réseau de Maisons de l'Orientation et de la Formation à caractère régional dont la finalité est de regrouper, en un seul lieu, toutes les instances compétentes en matière d'information et d'orientation professionnelle.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement des Maisons de l'Orientation et de la Formation sont définies par règlement grand-ducal.»

La numérotation des articles subséquents est adaptée en conséquence.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Här President, mir maachen ons Suergen iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun de Stage- a Léierzäite vun de Jugendlech, dat ass och schonn hei ernimmt ginn, wëssend, datt haut schonn eng ganz Rei vu Jugendlech keng Plaz bei engem Patron fannen a weidergeleet ginn an e CNFPC an duerno weidergeleet ginn a sougenannte COIP-Klassen. D'Schicksal vun deenen, déi néierens eng Plaz fannen, wëll ech hei elo wierklech net beschreiwen.

Mir maachen ons och Gedanken iwwert déi noutwendeg Zesummenaarbecht, déi misst entstoen tëschent de Verwaltungen, déi zoustänneg sinn notamment fir d'Mesures d'insertion, an de Verwaltungen, déi sech ëm Jugendlech këmmeren, déi potenziell Kandidaten a Kandidatinne kéinte gi fir eng Ausbildung. Dat Mannst, wat ee ka beschreiwen, ass, datt déi Zesummenaarbecht haut net stattfënnt.

En evidente Schwaachpunkt an onsen Ae vun dem Projet de loi ass de Fait, datt et net evident ass, sech Carrièrë vun der Beruffsausbildung no uewe virzestellen: dee sougenannte richtegen offene Bildungswee.

Schued fanne mer zum Beispill, datt de Prinzip net zréckbehale ginn ass, d'Meeschterprüfung an dëse Projet de loi eranzehuelen, de BAC professionnel an d'Ouverture iwwer méiglech BTSen ze envisagéieren. Eng méi fundamental Reform hätt mat Sécherheet dem Enseignement secondaire technique e bëssen u Prestige bruecht, dee Prestige, deen e brauch, an dee Prestige, deen och d'Beruffsausbildung brauch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ons weist dëse Projet de loi mat Sécherheet op d'Mängel hin, déi bestinn, an dëse Projet de loi huet och den Usproch fir zum Deel visionär virzegoen, notamment wat d'Aféiere vun engem Système vun „unités capitalisantes" an de Modulen an och de Versuch, d'„Validation des acquis" an d'Praxis ëmzesetzen, ugeet. Mir fannen awer, datt dëse Projet de loi, op deem risege Gebitt vun der Bildungspolitik, de Scheinwerfer op eng ganz prezis Plaz fokusséiert, an dobäi vergësst ze kucken, datt d'Bildungspolitik e Ganzt ass, wat nëmme ka fonctionnéieren, wann d'Fundamenter stabil sinn, fir de Rescht ze droen.

Mir kënnen ons net virstellen, wéi dës Regierung et ka fäerdeg bréngen, d'Bildungspolitik ze reforméieren, an déi eenzel Stécker, wou se e Chantier opgemaach huet, esou mateneen ze verbannen, datt et de Kanner an de Jugendleche soll méiglech gemaach ginn, besser a méi gerecht hir Bildung an Ausbildung ze maachen. Wéi soll d'Reform vun der Primärschoul sech un d'Reform vum postprimären Domän uschléisse kënnen, wann et keng Stroosse gëtt, spriech, wann et keng Orientéierung gëtt? Esou ännere mer wierklech net, wat mer mussen änneren.

Eng reell Reform, vun ënne bis erop, géif dem Jugendlechen, deen herno de Wee zur Beruffsausbildung aschléit, eng reell Chance ginn, awer och vill méi Freed a Motivatioun, well d'Notioun vu Choix erëm eng Bedeitung fir hie krit. Dës Astellung zum Beruff an zum Handwierk ass wichteg fir ons Beschäftegungspolitik. En net onwesentlechen Nieweneffekt wier, datt och d'Enseignanten an all déi aner Betreiungspersoune besser Viraussetzungen a Konditiounen hätten, fir hire Beruff auszeüben.

En résumé, Här President, mécht fir ons eng global duerchduechte Reform vum Lëtzebuerger Bildungssystem nëmme Sënn, wa mer eng global Vue hunn an e kontinuéierleche Wee, deen zu deklaréierten Ziler féiert. Datt d'Reform vun der Bildungspolitik nëmme kann an Etappen ëmgesat ginn, dat schéngt ons och kloer, mä fir d'éischt musse mer all Etapp élaboréiert hunn, fir datt mer wëssen, wou mer histeieren. Och hei musse mer feststellen, datt mer, bei dësem prezise Projet de loi, dee wuel seng richteg Usätz weist, d'Etapp virdrun net kennen, nämlech d'Orientatioun oder eng Elaboratioun vun enger Gesamtschoul, aus deem einfache Grond, well et kee globaalt, logescht Konzept gëtt, oder vläicht well de politesche Wëllen net do ass, well et politesch net gewënscht ass.

Och déi Etapp no der Beruffsausbildung kënne mer net aschätzen, notamment e richtegen offene Bildungswee no uewen hin, nom BAC professionnel, nom BTS, aus deeneselwechten Ursaachen.

An dofir, aus deene logesche Konklusiounen zu onsen Iwwerleeungen, kann déi gréng Fraktioun dëse Projet de loi hei net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och eisersäits e Merci un de Rapporteur, dee keng einfach Aufgab hat. Ech wëll awer net behaapten, hien hätt net d'grousst Lous gezu gehat, et war sécher och fir hien awer eng passionnant Aufgab.

Här President, d'Beruffsausbildung ass eng ganz komplex Matière. Si ass duerfir komplex, well engersäits eis Aarbechtswelt, mat der technescher Evolutioun, ëmmer méi ënnerschiddlech a spezialiséiert Kenntnisser verlaangt. Si ass awer och komplex, well d'individuell Situatioun, d'Capacitéit an d'Disponibilitéit vum eenzelne Schüler ganz ënnerschiddlech sinn. D'Erausfuerderung ass duerfir gewalteg, fir d'Usprech vum heitegen Aarbechtsmaart, engersäits, an d'Méiglechkeete vun dem eenzelne Schüler, anerersäits, esou ze verbannen, datt dat beschtméiglecht Resultat dobäi erauskënnt. Et kann een dofir d'Bedeitung vun enger héichwäerteger, flexibeler a performanter Formation professionnelle net genuch ënnersträichen.

Mir wëssen, datt am räiche Lëtzebuerg vill ze vill Jonker op der Streck bleiwen, net well d'Lëtzebuerger méi domm wäre wéi anerwäerts, mä well eng onflexibel a réckstänneg Schoulpolitik si hänke gelooss huet. E puer Chifferen: Et gëtt ronn 1.200 Jonker, déi all Joer d'Schoul ouni Ofschloss, dat heescht ouni Qualifikatioun verloossen an zu engem groussen Deel direkt am Chômage landen. Gläichzäiteg mussen eis Betriber ëmmer méi wäit an d'Grenzgebitt siche goen, fir qualifizéiert Leit ze fannen.

Här President, dat ass ganz einfach eng Faillite vun der Educatiounspolitik, fir déi ee keng Wierder fënnt, fir se an hirem Ausmooss ze beschreiwen, ganz besonnesch wann ee bedenkt, datt eis Schoul déi mat Ofstand deierst op der Welt ass. Lëtzebuerg bezuelt elo schonn en héije Präis fir dëst onbeschreiflecht an onbegräiflecht Versoe vun eiser Bildungspolitik, a mir wäerten duerfir an der Zukunft, déi sech däischter ofzeechent, nach vill méi deier bezuelen.

Och dës Legislaturperiod huet et vill ze laang gedauert, bis iwwerhaapt eppes geschitt ass, an esou dréckt vun enger Legislaturperiod zur anerer een d'Verantwortung bei deen aneren. D'LSAP seet, et wär der DP hir Schold, d'DP seet, et wär der CSV hir Schold, d'CSV seet, Neen, et ass d'DP an d'LSAP, déi et an d'Schold sinn, a si hunn alleguer Recht, well si sinn alleguer kollektiv fir dës Faillite an eiser Bildungspolitik a vun eisem Schoulsystem verantwortlech.

Ausrieden, Här President, gëtt et genuch. Mir hunn ze vill Auslännerkanner an eise Schoulen, eis Famillje sinn net méi dat, wat se emol waren, d'Kanner sinn hyperaktiv oder liddereg, d'Léierpersonal ass net méi motivéiert. Et wëllt awer kengem vun deene sougenannte verantwortleche Politiker an de Sënn kommen, d'Schold bei sech selwer oder senger Partei ze sichen, well et ass un der Politik an u kengem aneren, fir de legislativen a reglementaresche Kader esou auszeriichten, datt d'Schoul zum beschtméiglechen Erfolleg féiert. All privat Entreprise, déi esou géif gefouert ginn, wär ewell laang d'Baach erofgaangen. An an all privat Entreprise, déi eppes op sech hält, wär esou e miserabele Management ewell laang virun d'Dier gesat ginn.

Aner Länner, déi bäi Wäitem net esou am Geld schwamme wéi de Lëtzebuerger Stat, hunn eis virgemaach, datt et a wéi et geet. An do ass et net op extra schlau Elteren, d'Schüler oder d'Léierpersonal zréckzeféieren, mä op d'Politik, déi et verstanen huet, fir bäi Zäiten d'Weiche vum System an am System richteg ze stellen. Déijéineg vu menge Kolleegen, déi mat a Finnland waren, wësse genee, wat ech mengen. Well d'Geld an der Schoul ass wuel wichteg, mä nach laang net alles. A wann een duerfir nach e Beweis bräicht, da bräicht een nëmmen op Lëtzebuerg kucken ze kommen.

Mir bréngen et zum Beispill, trotz eisem ville Geld, wat mer an den Enseignement stiechen, fäerdeg, datt 4 - 5.000 Kanner mat Léierschwieregkeeten an d'Ausland ginn, well dat fir d'Elteren déi lescht Rettung bedeit, an deenen do exemplaresch gehollef gëtt, wou se hei zu Lëtzebuerg hoffnungslos verluer wären. Mir liesen an

der PIRLS-Etüd, datt d'Attitüd an d'Motivatioun vun de Schüler enttäuschend wär, franchement décevant. Dat muss eis dach an héchstem Mooss alarméieren. Wéi solle Kanner eppes léieren, wa se net motivéiert sinn?

Kanner, Här President, wëllen awer vun Natur aus léieren. Si si vun Natur aus programméiert, fir ze léieren. Si si frou fir alles, wat se bäiléiere kënnen, well dat hir Positioun an der Gemeinschaft hieft a stäerkt. Wa se keng Motivatioun méi verspieren, dann ass et net hir Schold, mä da läit d'Ursaach an der Aart a Weis, wéi mir hinnen d'Wësse vermëttelen, well d'Freed an d'Begeeschterung fir ze léiere musse vun der Erwuessenewelt a vun der Schoul ausgoen an op d'Schüler iwwersprangen.

Et ass virun dësem Hannergrond, wou mer haut dëse relativ komplexe Projet diskutéieren. Och an der Beruffsausbildung kann et nëmme fonctionnéieren, wa Motivatioun, Freed a Begeeschterung matspillen. Dat ass déi wichtegst Viraussetzung, a si ass an deene meeschte Fäll net, oder jiddefalls net genuch präsent.

Wann een en Haus baut, da muss d'Fundament zolidd sinn, soss kann een net vill drop bauen. Mir diskutéieren haut iwwert den Ëmbau vum éischte Stack, Madame Minister, a mir wëssen nëmmen ze vill gutt, datt eist Fundament ze schwaach ass. Eise Primärunterrecht oder Enseignement fondamental, wéi e vläicht eng Kéier heescht, ass ze schwaach. An dat, wat feelt, wann déi Jonk dann an déi weider Ausbildung ginn, kann een an deem Stadium net méi ophuelen.

Ech zitéieren aus dem „Wort" vum 1. Juli 2006: „«Die jungen Leute, die heutzutage aus den Schulen kämen, könnten nicht mehr schreiben,…"- dat ass ganz krass - „…lesen oder rechnen», sagte der Präsident der Handwerkskammer,…" - deemools - „…Paul Reckinger, vor Journalisten. «Die jungen Menschen, die von der Schule zu uns kommen, erfüllen die Voraussetzungen nicht mehr, die heutzutage im Handwerk gefordert werden. Wir können sie daher auch nicht ausbilden.»"

Här President, ech hu viru kuerzem e Reportage op enger däitscher Televisiounschaîne gesinn, wou och däitsch Ausbilderbetriber exakt datselwecht gesot hunn: Mir fänken emol un, deenen hei rechne bäizebréngen, dat, wat se am Fong geholl als Grondwësse misste matbréngen, fir datt mer iwwerhaapt hei eppes kënne maachen.

Mir wëssen alleguer, datt déi Situatioun extrem alarmant ass an datt mer do eis Hausaufgabe musse maachen, fir datt dat hei iwwerhaapt zum Succès ka féieren. Ech kéint Iech eng hallef Stonn laang iwwer ähnlech Aussoen aus Gespréicher mat Responsabelen...

(Interruption)

Ech hunn déi Zäit souwisou net.

Ech kéint Iech ähnlech Aussoen aus Gespréicher mat Responsabelen aus alle méigleche Betriber erzielen. Ech weess, datt dat Iech natierlech nervös mécht, mä ech kommen awer net derlaanscht, hei d'Wourecht ze soen.

Ouni zolidd Fëllement geet näischt. An ouni déi drängend néideg Reform vum Primaire oder Enseignement fondamental ass och dës Reform zum Échec condamnéiert.

Wann déi Viraussetzung dann erfëllt ass - huele mer emol un, si wier erfëllt - an dee jonke Mënsch eng Ausbildung wëllt maachen, dann ass et wichteg, datt hien net an eng Sakgaass orientéiert gëtt - hei ass jo och scho vill iwwert d'Orientatioun geschwat ginn -, dat heescht, datt en an eng Ausbildung orientéiert gëtt, wou hien och eng Chance huet, duerno eng Aarbecht oder eng Plaz ze fannen. Da muss hien e Léierbetrib an e Léiermeeschter fannen, deen och motivéiert ass, fir hien auszebilden, dee sech Zäit fir hien hëlt.

All qualitativ héichwäerteg Ausbildung kascht Zäit, an Zäit ass an eiser heiteger Aarbechtswelt knapps an deier, wéi mer wëssen. D'lescht Joer waren et bei de Schräinerdiplomer, wéi et schéngt, nëmmen zwee Jonker, déi et gepackt haten, an déi sinn opfällegerweis aus klenge Betriber komm, wou se och wahrscheinlech méi villsäiteg a verschiddenen Aarbechte forméiert gi sinn.

Dann ass net nëmmen d'Konditioun, datt dee jonke Mënsch motivéiert ass, mä de Betrib muss motivéiert sinn, fir auszebilden. All Betrib huet gutt Grënn, fir jonk Leit auszebilden a fir se och am Betrib ze behalen, well gutt Leit si rar an déi bescht Garantie fir de Succès an d'Iwwerliewe vum Betrib.

An hei begéine mer no der miserabeler Basisformatioun den zweete Phenomeen hei zu Lëtzebuerg, deen eis béis Problemer mécht. Dat ass, datt déi jonk Leit, soubal wéi et geet a wéi beim Stat oder der Gemeng eng Dier opgeet, sech esou séier wéi méiglech an den öffentleche Secteur ofsetzen.

Et kann een deene jonke Leit näischt verdenken, Här President. Mä d'Politik ass awer gefuerdert, fir hei verschidde Saachen an den Equiliber ze bréngen. Et kann dach net sinn, datt op där enger Säit all Konditiounen, wéi d'Aarbechtsplazsécherheet, déi net mat Geld opzeweien ass, wéi mer elo gesinn, d'Aarbechtskonditiounen, d'Rémunératioun an d'Pensioun, méi avantagéis sinn, wéi op där anerer Säit.

Et kann een de Betriber et net virwerfen, wa se ënnert deene Konditiounen d'Flemm kréien, fir Nowuess auszebilden, wann et nëmmen Zäit a Geld kascht a se herno awer mussen an d'Ausland rekrutéiere goen, well déi jonk Lëtzebuerger esou wäit wéi méiglech bei de Stat oder d'Gemeng wëlle goen.

Vläicht ass dat och eng Ursaach, firwat d'lescht Joer ronn 800 Jonker keng Ausbildungsplaz fonnt hunn. Wéi et schéngt huet sech jo entre-temps d'Situatioun awer e bësse gebessert. Mä mir hunn elo grad héieren, datt, och wa Plazen opstinn, op där anerer Säit der eng Partie sinn, déi keng fannen.

Ech wëll och nach e Wuert verléieren iwwert déi aktuell Zweedeelung, déi mer de Moment op jidde Fall nach hunn an de klasseschen an den technesche Unterrecht, déi der Meenung vun eiser Partei no net gutt ass. Dës Zweedeelung huet, an deem Mooss wéi mer an der Primärschoul ëmmer méi an d'Labränte geroden, derzou gefouert, datt eng Zweeklasseschoul an de Käpp vun de Leit entstanen ass: Déi gutt Schüler ginn an de Klassik - dat ass d'Meenung - an déi manner gutt an den Technik. An dat ass eng Katastroph. Well mir brauche souwuel gutt forméiert Leit an de sougenannten intellektuelle Beruffer, wéi mer gradesou gutt an dichteg Leit an de prakteschen an technesche Beruffer brauchen an eise Betriber.

Datt dës Deklasséierung vun deenen, déi an den Technik ginn, net zu hirer Motivatioun bäidréit, läit op der Hand. D'Motivatioun bei de Schüler an dem Léierpersonal ass awer, wéi ech scho gesot hunn, de Schlëssel zum Erfolleg. Mir sinn duerfir als ADR fir d'Ofschafung vun dëser onglécklecher Zweedeelung. Kee Schüler soll an däerf méi d'Gefill hunn, datt hie manner wäerteg wär oder datt hien an eng manner wäerteg Schoul géif goen. Dat heescht awer net, datt mer alles wéilte gläichmaachen. D'Interesse bei de Schüler sinn, Gott sei Dank muss ee soen, ganz ënnerschiddlech. D'Begabunge sinn och ganz ënnerschiddlech gelagert.

Ass et dann eng Schan, wann ee méi technesch oder manuell begaabt ass? Mir hu jiddefalls deeselwechte Respekt fir en dichtegen Handwierksmann wéi fir e gudden Affekot oder Schoulmeeschter.

Duerfir muss de Sekundarunterrecht eiser Meenung no modulär organiséiert ginn, wou dësen ënnerschiddlechen Interesselagen a Begabunge Rechnung gedroe gëtt. An zwar esou, datt zum Beispill an den allgemeinbildende Fächer déi Staark kënne maximal evoluéieren, ouni vun deene méi Schwaache gebremst ze ginn, an déi Schwaach op hirem Niveau enseignéiert kënne ginn, ouni datt se Schong an Huese verléieren, well se ze vill Staarker an hirer Klass hunn. Am Kloertext géif dat bedeiten, datt zum Beispill Franséisch oder Mathé géif op de jeeweils ugepassten Niveauen enseignéiert ginn.

Mir sinn derfir, datt d'Schüler, déi aus der Primärschoul kommen, nach zwee Joer gemeinsam enseignéiert solle ginn an dës Zäit intensiv genotzt soll ginn, fir eng éischt Orientatioun op e spéidere Beruff ze determinéieren.

Et muss ee soen, datt déi aktuell Orientatioun - an ech menge meng Virriednerin huet dat och gesot - eng eenzeg Katastroph ass. Si ass quasi inexistent. Dir hutt et an anere Wierder gesot, mä Dir hutt et awer gemengt.

(Interruption)

Si ass quasi inexistent; gesitt Der, mir soen datselwecht.

Dozou ass ze soen, datt et ronn 600 verschidde Beruffer gëtt. Orientatioun heescht, datt een d'Stäerkten an d'Schwächte vun de Schüler uerdentlech evaluéiert an en entspriechende Profil erstellt. Et gehéiert och dozou, datt d'Schüler mat de beruffleche Méiglechkeeten, déi sech hinne bidden, bekannt gemaach ginn. Dat setzt awer eng entspriechend Formatioun vun den Enseignantë viraus.

D'Orientatioun muss sech och un de viraussiichtleche beruffleche Chancen ausriichten. Et huet dach kee Wäert, fir a Beruffer auszebilden, wou ganz wéineg Chancë bestinn, fir spéider eng Aarbecht ze fannen.

Da soll d'Orientatioun no Méiglechkeeten den individuellen Interesse vum Schüler Rechnung droen. No Méiglechkeet selbstverständlech. Fir Erfolleg ze hunn, muss een och Freed un där Aktivitéit hunn, déi ee spéider wëllt ausféieren.

Et muss och e fundamentaalt Ëmdenken an der Approche kommen, mat där an de Schoule mat de Schüler verfuer gëtt. Fir méi prezis ze sinn: Et muss dorëm goen, d'Stäerkte vun engem Schüler erauszefannen a se ze förderen, amplaz fir se wéi bis elo fir hir Schwächten ze bestrofen.

Här President, no dëse méi allgemenge Considératiounen wëll ech e puer Punkte vum Projet uspriechen. Mir si selbstverständlech mat der Zilsetzung vun dësem Projet d'accord, der qualitativer Verbesserung vun der Formation professionnelle a virun allem dem Erofsetze vum Taux d'échec an der Zuel vun deenen, déi d'Schoul ouni Qualifikatioun verloossen.

Här President, de gesetzleche Kader ass dat eent; wéi e mat Liewe gefëllt gëtt, ass eppes aneschters. An de Rapporteur huet hei vun deene 26 Règlements d'exécution geschwat, déi an deem Zesummenhang musse geholl ginn. Do si mer awer, wat d'Exekutioun ubelaangt, dach e bësse skeptesch.

Woufir? Well mer eis ëmmer nach an engem, eiser Meenung no, ze rigide Kader befannen, dee sech motivatiounshemmend auswierkt. Mir hu konkret Virstellungen, déi an eng aner Richtung ginn doriwwer, wéi een de Schoulen engersäits wesentlech méi Gestaltungsspillraum a pedagogesche Fräiraum gëtt, an anerersäits méi Konkurrenz am Sënn vun der beschtméiglecher qualitativer Offer tëschent de Schoulen an d'Spill bréngen kann. Mä dat ass e Kapitel, wat eis an d'grondsätzlech Opstellung a Strukturatioun vun der Lëtzebuerger Schoul féiert an dat sprengt ganz sécher de Kader vun der aktueller Debatt.

Mir begréissen trotzdeem d'Approche, déi gewielt ginn ass, déi virun allem, vis-à-vis vun der aktueller Situatioun, méi eng individualiséiert Attitüd erlaabt.

Et bleiwen eisersäits nach e puer Froen: Wéi ginn d'Ausbilder forméiert, a virun allem, wéi gëtt hir Aarbecht evaluéiert? Och do muss e Suivi kommen. Wéi gutt ass, oder wéi vill besser gëtt an Zukunft d'Zesummenaarbecht tëschent Schoul a Patron? Déi ass, eisen Informatiounen no, bis elo nach laang net ëmmer positiv gewiescht. Wat de modulare System ubelaangt, beuerteele mer dee grondsätzlech positiv, mä et freet ee sech, wéi dat, ënnert den aktuelle Konditiounen, an der Praxis kann ëmgesat ginn.

Mir begréissen och, datt an Zukunft manner Schüler an eng Sakgaass geroden a lues a lues ëmmer méi wäit no ënnen orientéiert ginn, mä datt se wierklech d'Chance kréien, fir sech ze verbesseren a sech och no uewe kënnen ze orientéieren an an eng besser Filière eropzeschaffen. Mä et feelt plazeweis dach u Passerellen, besonnesch um Niveau vu CCP an DAP.

D'Fro vun der Evaluatioun ass och ugesprach ginn. Dat ass en neien Terrain. Och eisersäits ass do eng gewësse Skepsis. Wéi soll dat vir sech goen? Wéi fiabel ass et? Wat kënnen d'Eltere mat der Evaluatioun ufänken? Wat kann de Patron herno domat ufänken? Et war ee bis elo un en Examenssystem mat Punkte gewinnt. Do wäerte mer awer nach eng Partie Erfahrunge sammele mussen.

Och déi nei Bezeechnung fir d'Diplomer hätt ee sech awer vläicht kënne spueren. Et mécht et op jidde Fall net méi einfach an et bréngt net vill. Wat awer zielt, dat ass, wat déi jonk Leit leschtenenns kënnen, an hir Bereetschaft fir sech permanent weiderzebilden. Och dat ass jo e Sujet am Kader vun dëser Debatt.

Här President, ech wëll schléisse mat der Hoffnung, datt mer an engem Domän, dee vun enger primordialer Wichtegkeet fir vill Jonker a fir eist Land ass, haut e Schratt virukommen, och wann nach eng Partie Skepsis bleift. Dat gesot, wëll ech trotz allem soen, datt eis Fraktioun dëse Projet stëmme wäert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och mengem Kolleeg Rapporteur Félicitatioune fir säin explizite Rapport. Dee war esou kloer, dass een e bis an de Lycée technique vun Esch héieren huet, an ech mengen, dass och jiddfereen heibanne verstanen huet, wat hie gemengt huet.

Et ass schwéier no esou vill Riedner, déi am Fong déi positiv Aspekter an och eng Rei negativ Aspekter vun deem Projet virbruecht hunn. Et ass kloer, dass, wann e Projet doläit, net alles esou kann drakommen, wéi deen een oder deen aneren dat gär hätt. Herno ass et ëmmer e Konsens, an dofir ass et scho gutt, dass en an de Kommissiounen ausdiskutéiert gëtt an dann hei nach eng Kéier dat virbruecht gëtt, wat engem net gefält.

Ech wëll och elo direkt am Virfeld soen, dass den Amendement vun der grénger Fraktioun mer sympathesch ass, well och eng vu mengen Iddien - besonnesch an der Beruffsorientéierung - ass ëmmer gewiescht, fir eng Cellule d'évaluation oder eppes an deem Genre ze maachen, fir dass de Kanner hir Valeuren an hir Talenter scho fréizäiteg kënnen an der Primärschoul erkannt ginn. Et klappt beim Sport, et klappt an der Kultur, firwat soll et net och an der Beruffsausbildung klappen, dass een do scho ganz fréi kann evaluéieren, a wat fir eng Richtung een d'Kand kann drainéieren.

Ech hunn awer ee Problem: Wa mer elo deen Amendement do stëmmen, an déi Gréng stëmmen dann herno d'Gesetz net, wat maache mer dann? Well d'Madame Loschetter huet gesot, déi Gréng géifen d'Gesetz net stëmmen. Dofir froen ech: Wa mer deen Amendement dann elo hei stëmmen, stëmmt Dir dann och d'Gesetz? Mä gutt, dat ass awer Äre Problem, dat ass net mäin. Ech wollt just bemierken, dass Dir eis awer elo an eng gelunge Situatioun hei bréngt.

Une voix.- Elo hutt Dir nei Frënn hei am Sall.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Do maacht Dir elo e Spagat.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Gelift? Madame Loschetter, deen Eenzegen, deen hei nach ni e Spagat gemaach huet, dat sinn ech. Ech wëll Iech dat awer emol soen. Kënnt Dir Iech dat iwwerhaapt bildlech virstellen?

M. le Président.- Här Jaerling, loosst Iech net provozéieren a fuert virun.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, ech gleewe kaum, dass ee mech nach ka provozéieren.

Den Här Castegnaro huet et hei ugeschnidden, dass mir en Handwierk geléiert hunn. Do wëll ech zwar soen, dass mer deemools, wéi mer en Handwierk geléiert hunn a wéi mer den éischte Fouss an d'Léierbud gesat hunn, eisen Diplom schonn esou gutt wéi an der Täsch haten. Spéider, fir dann nach weider ze goen, fir d'Meeschterprüfung ze kréien, dat war e bësse méi schwéier, mä mir hunn dat jo awer och gepackt. Also, ech muss Iech éierlech soen, dass ech heiansdo net verstinn, wou haut d'Problemer an der Educatioun sinn. Wann Dir gesitt, wéiwäit e Mënsch ka kommen, muss ech soen, da verstinn ech et einfach net.

Spaass op d'Säit. Wat mech awer och stéiert un dësem Gesetz, dat ass, dass d'Beruffsorientéierung effektiv e bëssen op der Streck bleift. Wat elo dat Versprieche betrëfft, dass spéider e Gesetz iwwert d'Beruffsorientéierung soll nogereecht ginn, do wär et fir mech dat Elementaarst gewiescht oder dee wichtegsten Aspekt, virun dësem Gesetz emol e komplett Konzept fir d'Beruffsorientéierung ze hunn. Ech mengen, do kann ech deene Virriedner nëmme Recht ginn, déi dat hei virbruecht hunn.

Ech wëll an deem Kontext och e bësse vun der sozialer Verantwortung vun de Betriber schwätzen, déi elo hei ronderëmposaunen, wéi wann eis Kanner all domm wieren an net liesen an net schreiwe kéinten. Wa se eng sozial Verantwortung hätten, da géife se och där Kanner huelen, anstatt deen einfache Wee ze sichen: 70 km ronderëm higoen a fäerdeg Aarbechtskräfte rekrutéieren, an eis Kanner op der Streck

loossen. Ech mengen, dat soll och emol eng Kéier kloer gesot ginn. Et kann een net einfach soen, eis Kanner si kourommeldomm, an da gi se ronderëm ofgrasen. Dat huet dee vun der...

(Interruption)

Dat stéiert mech jo net. Ech mengen, et ass deemno vu wou dass et kënnt.

M. le Président.- Här Braz, loosst elo den Här Jaerling schwätzen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll einfach soen, dass een, deen en Handwierk geléiert huet - an et gëtt och Kanner, déi en Handwierk net nëmme léieren, fir bei d'Fonction publique ze goen; déi meescht léieren en Handwierk, well se eben dat als Beruffung fillen an eppes mat hiren Hänn wëlle schafen -, do wär et och un de Betriber, fir heiansdo emol d'Dieren opzemaachen an déi eranzehuelen, hinnen eng Chance ze ginn, fir sech selwer ze entwéckelen, anstatt se op der Streck ze loossen. Am anere Fall hu mer se herno erëm a Beschäftegungsmesuren oder an iergendwelchen anere Mesuren a mir kréie se net ënnerdaach, ebe well dat Zesummespill, dat hei esou grouss gelueft gëtt, Betrib a Schoul, op deem Niveau net klappt.

Dat ass de Problem, dee mer hunn, an ech géif mengen, dass mer och an deem Beräich nach eng Kéier mussen awierken a kucken, dass do jiddferee seng Responsabilitéit iwwerhëlt. Ech géif mengen, dat Meescht ass gesot ginn. Ech wollt just nach déi puer Wierder bäifügen, Här President, an ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no dem Rapporteur, an och den exzellenten Ausféierunge vun deenen eenzelnen Orateuren an den Ausféierungen vu menger Parteifrëndin Françoise Hetto, wëll ech mech a menger Interventioun op zwee Aspekter beschränken.

Erlaabt mer awer am Virfeld ze soen, dass dëse Projet e Projet ass, dee sech mat der Zukunft vun eisem Land beschäftegt, dass dëse Projet esou eng grouss Wichtegkeet a Bedeitung huet, dass en, wat den Ordre du jour an den Timing ubelaangt, zu enger anerer Auerzäit vläicht méi hätt misse berücksichtegt ginn, well hei geet et ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg, et geet ëm d'Zukunft vun eiser Jugend. Nëmme wa mir et fäerdeg bréngen, an eis Ausbildung ze investéieren, a wa mir et fäerdeg bréngen, gutt qualifizéiert Leit ze hunn, da maache mer och eppes fir de Räichtum vum Land. Dofir ass et wichteg, dass mer dës Reform kréien an domadder och eiser Jugend eng Chance ginn, fir um Maart kënnen ze bestoen.

Elo awer déi zwee Aspekter, déi ech kuerz wëll méi genee beliichten. Den éischte Volet ass dee vun der Qualifizéierung vun deene Jonken. Mat dësem Projet gëtt versicht - an ech hoffen, dass et och Realitéit gëtt -, alle Jonken hei am Land eng Qualifikatioun ze ginn. Zumindest ass dëst eist Zil, och wa mer alleguerte wëssen, dass et leider wäert e fromme Wonsch bleiwen. Mir hunn zënter Jore vill ze vill Schoulofbriecher, sief et well se keng Loscht un der Schoul hunn, sief et well se Schwieregkeeten hunn, an der Schoul oder och privat, och mat sech selwer. Well mir an dësem Kontext weder d'Elteren nach déi Jonk eleng däerfe loossen, si mer alleguerte gefuerdert. Dëse Projet stellt zumindest eng gutt Basis duer, fir dësem Zil méi no ze kommen.

Mat der Aféierung vun de Moduler beim Erléiere vun engem Beruff, also net méi ausgeriicht op Punkten, wou mer jo bis ewell nom Prinzip gefuer sinn, virun allem no de Feeler ze sichen an dat dem Schüler och esou ze vermëttelen an en domadder net grad ze stäerken an der Iddi, e kéint eppes, fuere mer dann elo nom Prinzip, wat de Schüler effektiv kann.

Dëse Prinzip wäert et och der Schoul erméiglechen, méi no un dat erunzekommen, wat d'Ekonomie vun hir verlaangt, an zwar Leit, Jonker ze forméieren, déi net nëmmen d'Wëssen ugesammelt hunn, mä dëst Wëssen och konkret ëmsetze kënnen. Et bleift ze hoffen, dass et eiser Schoul wäert geléngen, dëse Wee och ëmzesetzen. D'Base légale dofir an déi richteg Usätz sinn elo do oder ginn an e puer Minutten dofir geschaf.

Wat geschitt awer mat all deene Jonken, déi bis elo duerch de System gefall sinn? Besteet fir si nach eng Méiglechkeet, erëm an de Schoulsystem eranzeklammen? Wa se net vum Apprentissage pour adultes profitéiere kënnen, well se do verschidde Konditiounen net erfëllen, huelen d'Schoule se dann erëm? Och wa se méi al si wéi 18 Joer? Ass do eng Ouverture, déi mer elo um theoretesche Plang schafen? Ass et och garantéiert, dass dat an deenen eenzelne Gebaier geschitt an dass och déi Schüler, déi net méi ënnert d'Obligation scolaire falen, erëm eng Kéier zréck kënnen an d'Schoulbänk kommen?

Ass et dann awer och gutt - ech weess, elo wäerte verschidde Kolleege soen, elo sees de genau de Contraire wéi 30 Sekonne virdrun -, ass et gutt, wa mer 15-Jähreger an 19-Jähreger zesummen an eng Klass setzen?

Ass och dat net eng Fro, déi ee sech muss stellen, ob dat gutt ass fir d'Entwécklung vun deem 15-Jährege wéi och fir d'Entwécklung vun deem 19-Jährege?

Ass beim Erléiere vun engem Beruff dru geduecht ginn, net nëmmen d'Langue véhiculaire virun allem op Däitsch ze maachen, mä och dass verschidde Fächer mussen op Franséisch gemaach ginn? Ech stelle mer oft d'Fro - an ech weess, dass mer déi 150.000 Grenzgänger brauchen, déi all Dag eriwwerkommen -, ob deen däitsche Frontalier, deen eriwwerkënnt, weess, wien de Victor Hugo ass? An ech froe mech bei deem franséischen, ob deen onbedéngt weess, wien de Goethe ass?

(Interruption)

Meng Fra seet mer ëmmer: Wa meng Wäschmaschinn futti ass, ass et mer am Fong egal, ob den Elektriker, dee se fléckt, Däitsch oder Franséisch kann, ech wëll wëssen, ob meng Wäschmaschinn erëm geet.

Vun deene Leit an eisem Schoulsystem verlaange mer awer, dass se Däitsch a Franséisch perfekt beherrschen. Wa mer awer d'Leit op Idar-Oberstein an op Nanzeg siche ginn, da froe mer se net automatesch, ob se Däitsch oder och Franséisch kënnen.

Ech mengen, dat solle mer och berücksichtegen an den zukünftegen Ausbildungsweeër, well et wichteg ass, dass eis Ekonomie qualifizéiert Leit kritt.

Dat gëtt mer elo och d'Méiglechkeet, fir op mäin zweete Punkt anzegoen, an dat ass dee vun der Beruffsberodung. Et si scho verschidde Kolleegen dorop agaangen. Ech mengen, et wier wichteg, och wann dat net direkt an dësem Projet de loi berücksichtegt ginn ass, dass mer schnellstméiglech dat Gesetz kréien iwwert d'Beruffsberodung.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Vill Problemer, déi och haut de Mëtteg ugeschwat gi sinn, a vill vun deem Pourcentage vun deene Schüler, déi ofbriechen, sinn entstanen, well d'Eltere respektiv déi Jonk sech iwwert d'Konsequenzen net bewosst ware vun deem Beruffs- a Bildungswee, dee se ageschloen hunn. Well een do oft festgestallt huet, dass an der Koordinatioun tëschent der Informatioun an der Beruffsausbildung vun der ADEM, vun der Informatioun an der Schoul a vun de schéinen Déplianten, déi an de Betriber ausgedeelt ginn, net ëmmer alles iwwereneeklappt.

Duerfir ass et wichteg, dass mer och do endlech Neel mat Käpp maachen. Ech ginn e Beispill, wat ech viru kuerzem héieren a souguer erlieft hunn, wou een an enger Schoul erkläert kritt, du muss deen dote Wee maachen, fir en Diplom ze kréien, wou dann de BIZ vun der ADEM duerno genau de Contraire seet: Du däerfs net mam CATP ufänken, mä du muss fir d'éischt Technique général hunn, soss ass de Wee der verbaut.

Do ass et och wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen, eng Koordinatioun ze maachen tëschent der Beruffsberodung vum Arbeitsamt, tëschent dem Ministère de l'Éducation, an ech wëll och nach zwee aner Ministèrë mat eranhuelen, dat sinn de Ministère vun de Classes moyennes an de Ministère vun der Ekonomie. Well dat sinn déi, déi d'Aarbechtsplazen an d'Land bréngen. Dat sinn déi, déi kucken, fir d'Aarbechtsplazen unzesichen. Duerfir sollen och déi Leit do mat agebonne ginn.

Et muss och kloer sinn, dass mer all Jugendlechen d'Chance solle ginn, dat ze léieren, wat hie wëllt. Mä et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass mer verschidde Beruffer hei am Land net 50-, 100-, 200- an 300-mol kënne gebrauchen. Wann ee Mieresbiolog wëllt ginn - mat der belscher Kris weess een zwar elo ni, ob Lëtzebuerg net op eemol méi grouss gëtt a mir awer um Mier leien -, da muss et engem bewosst sinn, dass Lëtzebuerg kee Mier huet, a wann een dat léiert, dass een net kann zum Lëtzebuerger Stat soen: Du muss mer och elo hëllefen, eng Aarbechtsplaz ze fannen.

(Interruption)

Oh, op der Musel, do gëtt awer kee Mieresbiolog gebraucht, Här Gibéryen.

Mä wa mer awer 50 Schräiner pro Joer ausbilden an 30 Jofferen oder Meedercher oder Jongen, fir a Reesbüroen ze schaffen, jo dann, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, ech weess net, ob mer all Joer 50 Schräiner, 30 Leit, déi an e Reesbüro schaffe ginn, 300 Informatiker an esou vill Éducateure brauchen!

Duerfir ass et ebe wichteg, dass mer d'Schüler beroden am Virfeld. Wa mer och elo soen: Et ass wichteg, dass der en Diplom hutt; wann der en Diplom hutt, hutt der eng Chance um Aarbechtsmaart. An zu deeneselwechte Jugendleche soe mer an dräi Joer oder véier Joer, jo, du hues zwar elo en Diplom, mä elo hues de awer en Diplom, deen um Aarbechtsmaart net méi gebraucht gëtt, dann Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer eis och un eiser Jugend, un eise Kanner an un eise Kandskanner versënnegt.

Fir mech an och fir eis ass et kloer, dass et wichteg ass, dass mer dat brauchen, wat eis däitsch Noperen nennen, de Fachaarbechter an der Industrie, wou et kloer ass, dass déi Leit eng Basisformatioun hunn, souwuel am Technesche wéi an der praktescher Erfahrung, sou dass et duerno och méiglech ass, déi néideg Ajustementer séier ze maachen, wann den technesche Volet virugeet.

Et ass och héich Zäit, dass mer an deem Beräich endlech e koordinéierten Text kréie fir d'Berodung, an ech sinn zouversiichtlech, dass d'Madame Educatiounsministesch zesumme mam Aarbechtsminister a mat hiren anere Kolleegen an der Regierung et och séier wäert fäerdeg bréngen, fir endlech och esou en Text eranzeginn, fir dass mer dee kënnen op de Wee ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et elo fäerdeg bruecht, en neien Text ze bréngen. Deen Text ass geschriwwen. Deen Text ass d'Lidd, sou hunn ech mer dat virgestallt, an elo ass et awer wichteg, dass mer och eng Melodie dora kréien. An den Här Castegnaro huet et scho gesot: Net manner wéi 26 Règlements grand-ducaux kommen no. Et ass deemno och wichteg, dass mer och elo déi Reglementer kréien, well eleng mam Gesetz ouni déi néideg Reglementer oder ouni dass och déi néideg Reglementer an déi richteg Richtung ginn, hu mer zwar e schéinen Text geschriwwen, awer d'Melodie passt net.

Ech wier op alle Fall frou, wann dëst Gesetz, dësen Text, dëst Lidd géif e populäert Lidd ginn hei am Land, wou jiddfereen och den Text an de Refrain kéint matsangen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

Mme le Président.- Dee leschten agedroene Riedner fir haut ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ware schonn eng Rei Riedner a Riednerinne viru mir hei um Pult, duerfir si scho ganz vill Saache gesot ginn an ech ka mech duerfir op e puer Remarquë beschränken.

Ech wëll awer och nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht.

Et gëtt sécherlech eng Rei positiv Usätz an dësem Gesetzestext, dat muss een unerkennen. Mä et bleiwen awer och nach nom Vote verschidde Schwaachstellen an eiser Beruffsausbildung zu Lëtzebuerg bestoen.

Wat ech virun allem vermëssen, dat ass en duerchgehend Konzept vun ënnen erop, vun der Primärschoul bis herno no der Schoul an no der Ausbildung bei d'Formation continue. Esou e Konzept läit net um Dësch.

D'Basis vun der Beruffsausbildung läit schonn an der Primärschoul an hei musse sécherlech nach zousätzlech Effortë gemaach ginn, fir den Image an den Attrait vun den handwierkleche Beruffer ze verbesseren an och méi attraktiv ze maachen.

Dat ass e Problem, deen elo net eleng e Problem vun der Politik ass. Dat ass wierklech eppes, wat sech - géif ech soen - och iwwert d'Jore kollektiv an d'Denke vun den Elteren hei zu Lëtzebuerg festgesat huet. Ech war an engem fréiere Liewe Schoulmeeschter. Do hat ee klassesch Zeenen am Ufank vum Joer, net nëmmen, wann een e 5. oder e 6. Schouljoer hat, mä och schonn am 1. oder am 2. Schouljoer. Ech ka mech nach genau un eng Mamm erënneren, vun där d'Kand an d'2. Schouljoer komm ass, déi déi éischt Schoulwoch bei mech komm ass a gesot huet: Wat muss ech maachen, fir datt mäi Kand herno an de Classique kënnt? - Dat war hir eenzeg Suerg.

Et war dee Moment schwiereg, fir ze soen, majo kommt, mir kucken emol, wat d'Intérête sinn, wat d'Fäegkeete si vum Kand, a kucken, datt mer dat développéieren a stäerken. Mä neen, et ass wierklech nëmmen deen eenzegen Objectif gewiescht, datt herno d'Kand soll an de Classique kommen.

Et gëtt sécherlech eng Rei Ursaachen, firwat dat esou ass. Ënner anerem well den Technique net ëmmer esou iwwersiichtlech war, well déi ganz Formation professionnelle bei de Leit oft e grousst Frozeeche war. Sécherlech och, well den Technique an dann déi uschléissend Beruffsausbildung oft als zweete Choix ëmfonnt ginn ass, wat och nach haut zum Deel de Fall ass. Déi soi-disant gutt Schüler an eisem System, déi éischter an de Sproochen an an der Mathematik staark sinn, déi ginn automatesch dohinner orientéiert, an déi soi-disant manner gutt Schüler ginn automatesch an den Technique orientéiert.

Mir musse kucken, datt mer och do also usetzen, fir schonn an der Primärschoul d'Mentalitéiten ze veränneren, datt mer och konkret an der Primärschoul, d'zukünfteg Grondschoul, nei Usätz fäerdeg bréngen, datt mer zum Beispill do och fir méi manuell Fäegkeete Kompetenzsockelen definéieren, datt mer do och den Attrait vum Handwierk verstäerken, datt mer do Aktioune lancéieren, fir datt och d'Schüler am Primaire scho méi an de Kontakt komme mat den Handwierksberuffer.

Et ass haut relativ normal an der Primärschoul, datt een eng Kéier an eng Bibliothéik geet, datt een eventuell e Schréftsteller an d'Klass invitéiert. Et ass awer vill méi selten, datt ee seet, komm mir ginn emol eng Kéier mat de Kanner an e Betrib kucken, wéi et do fonctionnéiert, respektiv datt een eventuell och en Handwierker an d'Klass invitéiert an dann d'Schüler domadder konfrontéiert. Et ass also immens wichteg, datt een do schonn ufänkt an datt een dann herno domadder weiderfiert.

En zweete Schwaachpunkt an deem Gesetz, an et ass och schonn oft gesot ginn, ass dee vun der Orientatioun. Mir wëssen, datt d'Beruffswelt, d'Beruffsbiller, d'Beruffsufuerderungen am konstante Wandel sinn, an duerfir misst also déi permanent an adequat Orientatioun während der Schoulzäit e besonnesche Stellewäert kréien. Mir wëssen, datt dat an dësem Text hei ausgeklamert ass. Et bleift e grousse Manko an deem ganzen Domän vun der Beruffsausbildung.

Wann den Technique et och weiderhin erméiglecht, fir weiderstudéieren ze goen - do si Brécke gebaut -, solle mer awer och kloer soen, datt den Technique an d'Beruffsausbildung net sollen eng „Copy light" si vum Classique. D'Beruffsausbildung däerf net ze vill akademesch sinn, si muss virun allem op d'Praxis an op d'Kompetenzen am Beruff ausgeriicht ginn, an dat soll dann och dem Technique seng Stäerkt sinn.

Sécherlech sinn am Gesetzestext e puer Akzenter duerfir gesat ginn, fir dat ze erreechen. Eng méi praxisorientéiert Ausbildung ass virgesinn. Nei pedagogesch Usätz sinn och virgesinn. Ech wëll se nach eng Kéier kuerz erwähnen, ouni elo am Detail drop anzegoen.

Dat ass, op där enger Säit, de Modularsystem, deen et méi speziell erlabe soll, datt de Schüler besser no sengem Rhythmus kann avancéieren. Och d'Method vun der Kompetenzvermëttlung, an déi kontinuéierlech Evaluatioun, amplaz vun engem punktuellen Examen, kann ech begréissen, well se et erméiglechen, d'Schüler méi individuell an differenzéiert ze ënnerstëtzen, ze fuerderen an ze förderen.

Hei ass eventuell och d'Geleeënheet fir den Technique, fir säin Image an enger gewëssener Aart a Weis ze verbesseren, andeem hien e bëssen eng Virreiderroll kéint bei neie pedagogeschen Usätz spillen, déi jo vill fir déi aner Ordres d'enseignement am Moment diskutéiert ginn.

Et muss een awer wëssen, den Text op där enger Säit ass eng Saach, an d'Praxis op där anerer Säit ass eng aner Saach. Et bleift ze fäerten, datt dat hei zwar schéin oder gutt Usätz sinn, gutt Virsätz, déi ee sech hëlt, mä datt déi um Terrain herno net kënnen ëmgesat ginn, Faute vu Personal, Faute vu Moyenen, Faute vu kohärente Konzepter, déi vläicht do feelen, fir dat kënnen adequat an d'Praxis ëmzesetzen.

Parallell muss ee kucken, datt d'Programmer systematesch iwwerschafft ginn, dat heescht, datt een zum Beispill och schonn op den ënneschte Klassen am Technique kuckt an déi Richtung ze goen, zum Beispill - virdrun ass et och scho gesot ginn -, datt net d'Sproochufuerdernisser op den ënneschte Klasse praktesch gradesou héich gesat si wéi am Classique, datt een do also kuckt méi ze differenzéieren.

E leschte Punkt - deen ee kéint am Beräich vun den ënneschte Klasse vum Technique situéiere respektiv an enger Etapp vun der Beruffsausbildung - ass dee vum Préparatoire. Mir wëssen, datt mer am Préparatoire Schüler hunn, déi sécherlech net kënnen eng akademesch Carrière aschloen. Dat si Schüler, déi schonn am Primaire ganz vill Schwieregkeeten haten, an de sougenannten Haaptfächer, Sproochen, Mathematik. Deene Schüler soll eis besonnesch Opmierksamkeet gëllen, datt mer déi dozou brëngen, datt se op e Level kommen, datt se eng minimal Beruffsausbildung kréie respektiv datt se och en Diplom kréien, fir kënnen an e Beruff ze goen.

Och hei muss ee feststellen, datt awer do de Moment nach déi Formatioun oder deen Ordre d'enseignement, fir et emol esou ze soen, net onbedéngt op d'Beruffsausbildung zougeschnidden ass. Wann ech gesinn, datt zum Beispill déi Schüler do nach ronn 14, 15 Stonnen an der Woch Sproochefächer hunn, Mathematik hunn, awer nëmmen zwou bis véier Stonne Praxis hunn, da musse mer dat awer eng Kéier op de Leescht huelen a kucken dat grondleeënd ze iwwerschaffen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi puer Remarquë gemaach, wéilt ech soen, datt hei sécherlech gutt Usätz sinn, awer nach eng Rei Puzzlestécker an deem ganze Komplex vun der Beruffsausbildung feelen. Mir mussen also wëssen, datt déi nach musse bäikommen. Haut den Owend schléisse mer net e Projet of, wa mer dee Projet hei stëmmen, mä haut den Owend geet am Fong geholl d'Aarbecht eréischt esou richteg un, fir datt mer och nach déi aner Elementer do kënne bäiflécken, fir datt mer dat Ganzt och kënnen an der Praxis ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Domat ass d'Riednerlëscht vun den Deputéierten ofgeschloss, an ech géif elo d'Wuert un d'Regierung ginn, un d'Madame Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll Merci soen, fir d'éischt dem Rapporteur fir säi Rapport, fir dee komplizéierte Rapport, an all menge Virriedner.

Och wann ech verstanen hunn, dass net jiddfereen heibannen dat Gesetz wäert stëmmen, hunn ech awer eigentlech méi positiv Téin héiere wéi negativer. Positiv am Sënn, dass et e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Fir déi Leit, déi et nach net géife wëssen, wollt ech soen, dass all Gesetz, wat ech hei déposéiert hunn, wat d'Schoul, d'Schoulreformen ugeet, drëm geet, dass mer d'Qualifikatioun vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, verbesseren. Dat ass dat iwwergeuerdnet Zil. Et geet ëmmer dorëms: Wat maache mer, fir d'Qualifikatioun méiglechst ze verbesseren?

Ech wollt der honorabeler Deputéiert, déi elo hei presidéiert, soen, dass dat selbstverständlech net heescht, dass mer engem en Diplom nogeheien, mä et geet drëm, d'Inhalter ze préiwen an ze kucken, wat mer maache kënnen, fir dass d'Leit an där Welt, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt, esou outilléiert sinn, dass se sech kënnen erëmfannen.

Och dat heite Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung klasséiert sech an dee Kader fir d'Qualifikatioun ze verbesseren. Et gëtt dräi grouss Objektiver: éischtens, d'Formation professionnelle, d'Beruffsausbildung ze moderniséieren an ze verbesseren; zweetens, an dat läit mer immens um Häerz an ass ganz wichteg, dass ee säi ganzt Liewe laang en Accès zur Beruffsausbildung huet a kritt; dréttens, d'Zuel vun den Échecs scolaires ze reduzéieren.

Dat sinn déi dräi Objektiver vun deem Gesetz. Duerfir soen ech, dass et, ech hunn dat Wuert eigentlech net ongär, e Modernisatiounsgesetz ass. Et ass e Gesetz, wat eise Schoulsystem soll moderniséieren. Dat ass wichteg fir eist Land a fir dat iwwergeuerdnet Zil vun der Qualifikatioun. Domadder placéiere mer eis och ganz resolut an d'Stratégie de Lisbonne, wat heescht, dass mer d'Formatioun ëmmer erëm renouveléieren an aktualiséiere mussen. Dat ass wichteg fir d'Kompetitivitéit vum Land, et ass wichteg fir d'Kompetitivitéit vun Europa, an et ass wichteg fir déi perséinlech Entfaltung vun de Leit.

Wann dat och oft esou dohinnergestallt gëtt: „Jo, liewenslaang léieren!", wëll ech soen, dass dat eigentlech wéi e roude Fuedem doduerch geet, an dat heescht och, dass ee sech muss bewosst sinn, dass, wann een eng Formatioun net an der Formation initiale kritt huet, et ëmmer méiglech ass, a sengem Liewen déi Formatioun nozehuelen. Dat hei ass e Gesetz vu Passerellen, wou een de Leit seet: „Gutt, maach elo emol e Stéck vun denger Ausbildung, an du hues all Moment d'Méiglechkeet, fir zréck an de System ze kommen an déi Ausbildung nozehuelen, déi s de an der Formation initiale net gepackt hues." Duerfir ass dat esou eppes Wichteges, an duerfir sinn och Passagen iwwer „liewenslaang léieren" am Gesetz, ouni dass déi Gesetzer extra opgefouert sinn.

Mir hunn nach virun e puer Wochen hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, alles wat d'Formation continue ugeet. Ech mengen, den INFPC, d'Simplification administrative, den Accès individuel zur Formatioun, de Congé individuel de formation, d'COIPs-Klassen, alles dat placéiert sech an déiselwecht Perspektiv, ëmmer erëm, dass et muss méiglech sinn, sech säi Liewe laang weiderzebilden a sech weider certifiéieren ze loossen. Allerdéngs, an hei ass d'Häerzsték vum Gesetz, geet et ëm d'Formation initiale, ëm déi éischt Ausbildung, well mer wëssen, dass, fir richteg kënne vun der Weiderbildung ze profitéieren, et immens wichteg ass, dass een e méiglechst héije Grad vu Formation initiale huet. Wat ee méi eng héich initial Ausbildung huet, wat ee méi profitéiert vun der Formation continue, dat weisen alleguerten d'Chifferen an d'Statistiken an der Welt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir schwätze jo elo vun der Beruffsausbildung. Eigentlech misst ee froen: Ass dat iwwerhaapt nach e Begréff? Ass net all Ausbildung eng Beruffsausbildung? Well déi meescht Leit gi jo an d'Schoul, fir eppes ze léieren, fir dann och hiert Liewen ze maachen. Et gëtt eigentlech keng Ausbildung, déi net zu engem Beruff féiert. An eiser Akzeptatioun vun der Beruffsausbildung heescht dat elo eppes ganz Prezises: Dat ass eng Ausbildung, déi organiséiert gëtt zesumme vun der Schoul an de Partner vun der richteger Welt, wann ech däerf esou soen. Souwuel d'Patrone wéi d'Gewerkschaften an d'Chambres professionnelles sinn also staark doranner implizéiert. Dat ass eis Definitioun vun enger Beruffsausbildung. Dat ass eng extra Form, wéi en Unterrecht organiséiert gëtt.

Mä, sot mer emol, e Schoulmeeschter, deen ausgebilt gëtt, dat ass eng Beruffsausbildung; en Dokter op der Uni ass eng Beruffsausbildung. Duerfir wëll ech hei prezis soen: Wat mer elo definéieren, ass eben déi Form, déi mer hunn, d'Zesummenaarbecht tëschent der Schoul an der Welt. An ech mengen iwwregens, dass dat d'Zukunft ass vun der Ausbildung, well mer ëmmer méi déi prestigiéis Schoule gesinn, déi d'Ouverture sichen, déi probéieren, Partner ze fannen, fir dat Praktescht mat deem Theoreteschen ze kombinéieren a fir hire Kanner, hiren Enseignanten d'Welt opzemaachen an d'Schoul och opzemaache fir dat, wat dobausse geschitt.

Duerfir wollt ech och soen - an dat huet mech e bësse perturbéiert an den Diskussiounen hei virdrun -, et ass wichteg, verschidden Notioune kloerzestellen: Dat fënnt statt an engem Lycée technique. Deen elo de Moment nach ëmmer Lycée technique ass. Et ass e Lycée. An an engem Lycée technique hu mer e Régime technique. An de Régime technique ass, wann ech dat ka soen, eng normal klassesch Ausbildung, wou een op 7e ufänkt a mat enger 13e erauskënnt. Déi heescht zwar 13e, mä ass awer equivalent mat enger Première. Well alleguerten déi Schüler, déi an engem Régime technique, an engem Lycée technique eng 13e maachen, hunn en Accès op eng Uni, net op eng spezial Uni, mä déi hunn e vollen Accès op eng Uni. An dat ass, mengen ech, wichteg hei ze ënnersträichen.

Duerfir stéiert et mech esou, wann ech Leit hei héieren, déi anscheinend esou am Intérêt vun eise Bierger an eise Schüler schwätzen, an déi soen, et wär eng Zweetklassschoul.

(Interruption)

Dat ass eng Schoul, déi absolut eng Pist opmécht.

Ech wëll soen, wat den Haaptënnerscheed ass. Den Haaptënnerscheed sinn d'Exigenzen an de Sproochen. Dat heescht, an eise sougenannte klassesche Premièren ass en immensen Akzent dorop geluecht, dass een Däitsch a Franséisch op praktesch deemselwechten Niveau kann, während bei enger 13e vum Régime technique, mat där een en Accès zur Uni kritt, et méiglech muss sinn - loosse mer soen -, dass een zwou Sprooche kann, mä dass een an enger Sprooch eventuell manner kompetent wär, fir op d'Uni ze kommen. Dat ass awer deen eenzegen Ënnerscheed. D'Exigenzen an de Sciencë si menger Meenung no méi héich op den 13e-techniquë wéi op verschiddene Sektioune vun der Première classique.

Duerfir wëll ech dat eng Kéier hei däitlech soen. Wat mer diskutéieren elo, ass dat, wat mer nenne Formation professionnelle, an do distinguéiere mer eigentlech dräi grouss Saachen:

1) d'Formation professionnelle de base

Dat ass eng Offer fir Schüler, déi d'Kompetenzniveauen net erreecht hunn, fir an eng Formatioun fir den DAP oder Technicien eranzekommen, fir dass déi eng Ausbildung kréien, déi mer dann CCP nennen. Ech wëll och do d'Wierder erklären. Dat ass e Certificat, dat ass keen Diplom. Deen ass an deem Sënn net qualifiant. Mä et ass awer eng Basis, fir kënnen, wann ee weider Modulë kritt, herno zu engem Diplom ze kommen.

A firwat heescht en „P"? Well et deen Ënnerscheed, deen ëmmer gemaach gëtt tëschent der Praxis an der Theorie, eigentlech net gëtt. Well et gëtt kee Praktiker, deen net och am Theoreteschen eppes am Kapp huet. Ech hunn nach ni en Handwierker gesinn, deen nëmme praktesch schafft an deen net gesäit, wat fir een Objet e wëllt maachen. Dat heescht, d'Kompetenze si jo just d'Kombinatioun vun der Theorie an der Praxis an der Motivatioun, fir dat fäerdeg ze brëngen.

2) Da komme mer un d'Kategorie vun den Diplomer. Do ass den Numm geännert gi vun CATP op DAP, well dat e richtegen Diplom ass an net e Certificat. Dat ass also d'Formation professionnelle. Do hu mer zwou Filièren, also den Diplôme d'aptitude professionnelle op där enger Säit an op där anerer Säit den Diplom vum Techniker.

Wat charakteriséiert déi ganz Ausbildung? Éischtens - ech hunn dat gesot - d'Partenariat tëschent der Schoul an de Chambres professionnelles, salariales a patronales.

Dat Zweet, wat déi Formation professionnelle charakteriséiert an all hire Filièren, ass d'Alternance. Dat heescht, do ass ëmmer een Deel vum Unterrecht an der Schoul an een Deel am Betrib. A fir déi Alternance gëtt et zwou méiglech Formen. Dat eent ass de Régime concomitant, wéi mer e kennen. Dat heescht, du bass zwee oder dräi Deeg an der Woch beim Patron an een oder zwee Deeg an der Schoul. Dann ass een am Apprentissage. An déi aner Form vun der Alternance ass de Stage. Dat heescht, ech si meeschtens an der Schoul an ech gi blockweis an e Betrib.

Mä am Gesetz ass net gesot, wéi eng Formatiounen am Régime concomitant a wéi eng am Stage gemaach ginn. Dat hänkt vum Beruffsbild of, vum Profil a vun den Opportunitéiten, déi sech stellen.

3) Den drëtte groussen Domän, deen hei wichteg ass, ass, dass mer iwwert d'Acquisitioun vu Kompetenze schwätzen an eben net méi déi Diskussioun hunn, deen do huet elo d'Theorie gepackt an elo muss en nach dat Praktescht maachen. Well nëmmen Theorie brëngt een net wäit, an dat Praktescht ouni Theorie geet net. Duerfir ginn déi Saachen ëmmer zesummen an duerfir ass dat dann och - an dat ass hei och vill gesot ginn - modulär organiséiert. Dat heescht, e Module certifiéiert engem, dass een déi néideg Kompetenzen, d'Wëssen, d'Kënnen an de Wëllen huet, fir dann dee Module do kënnen ze hunn.

Wat wichteg ass, e Module, deen een huet, deen huet een. Dat heescht, ech muss net, wann ech ee Stéck net gepackt hunn, dat ganzt Joer erëm frësch maachen. Ech hunn dee Module och während enger gewëssener Zäit, deen ass fënnef Joer gutt am Prinzip. Dat heescht, wann ech och zum Beispill mäin Diplom fäerdeg hunn, ech hunn elo en DAP, ech hunn elo de Moment keng Loscht méi, an d'Schoul ze goen, da sinn déi Modulë gutt an ech kann no puer Joer soen, hei elo maachen ech gär déi Modulen derbäi, fir en Techniker ze ginn oder fir mer den Accès zur Uni ze ginn.

Ech mengen, wichteg ass, dass ee bei allem, wat d'Diplom heescht - Diplôme d'aptitude professionnelle, Diplôme de technicien -, Passerellen huet, fir kënne säi Liewe laang weiderzeléieren. An do ass eigentlech keng Limite no uewen. Do kann een an de BTS goen, et kann een en Doktorat maachen, wann een déi Modulen, déi engem feelen, nomécht. An et huet een Zäit, fir säi Liewen esou ze organiséieren, dass dat och méiglech ass. Dat gëtt also eng grouss Flexibilitéit, wat natierlech och e Problem ass fir d'Schoulen, well déi och mussen da méi eng grouss Flexibilitéit hunn, fir et ze organiséieren. Et ass ouni Zweifel eng grouss Erausfuerderung fir d'Schoulen.

Ech wollt nach ee Wuert soen zu deenen Examen do, well dat hei esou dorëmmer spukt. Also, wann ech soen, eng Kompetenz hues de, wann s de kanns beweisen an engem Module, dass de d'Theorie an d'Praxis hues, déi definéiert sinn. Natierlech si lauter eenzel Kompetenze keng global Kompetenz. Wann ech d'Beispill vum Bäcker huelen, dee Schlagsahn ka maachen an dann och nach Hiefdeeg an eventuell - wat weess ech? - Crème pâtissière, dann huet deen domadder nach net bewisen, dass en déi ganz Kompetenz huet.

Duerfir ass jo virgesinn, dass e Projet integré gemaach gëtt. Et ass also net esou, dass een einfach nëmmen d'Modulë muss zesummen additionnéieren, mä jiddfereen, fir säin Diplom ze kréien, mécht e Projet intégré, wou eben all Kompetenzen zesummen ofgefrot ginn.

Ech wollt och ee Wuert soen iwwert dat verpönten Allgemengwëssen do. Well do gesot gëtt, jo, an da ginn d'Kanner mat Franséisch an Däitsch doutgeschloen. Ech mengen, dass deene meeschte Schüler a Schülerinnen hire Problem ass, iwwerhaapt emol op eng 10e ze kommen. De Problem ass: Wéi kommen ech vun der Primärschoul erop bis op 9e oder respektiv 5e, fir dass ech kann eng Orientéierung hunn?

Do si mer jo amgaang, eng Monsteraarbecht ze maachen, fir d'Kompetenzen ze definéieren, och Filière pro Filière: Wat ass de Profil, deen ee muss hunn, fir kënne mat Succès an déi Formatioun ze goen?

Ech wëll vläicht deene Leit eppes soen, déi ëmmer soen, ech brauch kee Victor Hugo an esou weider, an deen anere brauch net ze wëssen, wien de Goethe ass. Also, ech mengen, jiddfereen huet e Recht, fir ze léieren, wann e Loscht huet, wien de Goethe a wien de Victor Hugo ass. Dat ass sécher net e Privileg fir verschidde Leit. Awer mir hu jo Kompetenzen, déi mer definéiert hunn. Mir hunn an de Sprooche véier Kompetenzen: Verstoen, Schwätzen, Liesen a Schreiwen. An dat kann ee ganz schéin opdeelen a soen, jiddferee muss deen doten Niveau am Verstoen hunn an en aneren Niveau am Schreiwen. Dat gëtt eis eng Flexibilitéit, déi mer net haten.

Ech wëll just soen, jiddferee muss kënne verstoen. De Problem ass, wann een an d'Schoul geet oder och an eng Léier, do muss een eng Sprooch hunn, wou ee gutt genuch ass am Verstoen, well soss huet een nämlech keng Chance, well dat Fachwëssen ass ganz komplizéiert. Ech weess net, ob Der Iech dat schonn ugekuckt hutt, mä dat Fachwëssen ass immens komplizéiert.

Et ass dat, wat mer amgaange sinn ze maachen. An dat Dokument geet dës Woch bei eis am Ministère fort. Mir ginn dat an d'Konsultatioun fir d'Schoul. Ech kann der Chamber et gär schécken, wa se hiren Avis och wëllt dozou ginn, mä ech wëll soen, et muss ee sech Zäit huelen, fir sech domat auserneenzesetzen.

Sou dass ech géif soen, dat ass fir mech elo déi wichteg Aarbecht, déi mer amgaang sinn ze maachen.

Eng Saach, déi nach ganz wichteg ass an déi zu där ganzer Perspektiv gehéiert, ass dat liewenslaangt Léieren. Mir hunn am Gesetz hei d'Validation des acquis verankert. Dat heescht, et geet jo net duer, fir zu engem ze soen: Du kanns dech däi ganzt Liewe laang weiderbilden, du kanns op d'Uni goen, du kanns Diplomer

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

maachen. Vill Leit léieren iwwert d'Praxis, a mir soen dann net zu hinnen: Du muss elo beim Module 1 ufänken an dann déi 35 Modulë maachen, déi s de brauchs, fir zu dengem Diplom ze kommen; mä du kanns soen: Ech hunn déi Beruffserfahrung, ech hunn déi heiten Aktivitéite gemaach. Da kann een dat dokumentéieren an da kritt een en Deel oder alles vun deem, wat een als Kompetenz huet, unerkannt, fir méi schnell en Diplom ze kréien.

Also, ech si wierklech frou, dass dat Gesetz haut gestëmmt gëtt. Et ass en Zukunftsmodell fir eis Schoul, fir d'Beruffsausbildung.

Et ass och gesot ginn, dat ass fir d'Rentrée 2010/2011. D'Gesetz muss awer direkt en vigueur goen, déi verschidden Dispositiounen, well et ass, wéi Der alleguerte gesot hutt, immens vill Preparatioun ze maachen. Wann elo d'Gesetz gestëmmt ass, geet d'Aarbecht um Terrain jo weider. Et sinn honnerte vu Leit an Aarbechtsgruppen amgaangen, déi Profiler opzestelle vun deene ville Beruffer. Mir loossen eis och dobäi begleede vum „Bundesinstitut für Berufsbildung" a vun der Universitéit St. Gallen, fir dat alles op de richtege Wee ze kréien. D'Erwaardunge sinn héich un all déi Leit, déi dorunner schaffen an déi schonn dorunner geschafft hunn, an dat si souwuel Enseignantë wéi d'Leit vun de Beruffschamberen, wéi d'Leit aus de Beruffer, d'Patronen, d'Gewerkschaftler, déi do zesumme sinn.

Ech wollt nach eppes soen zur Orientatioun, domadder wär ech fäerdeg zu dem ganze Gesetz. Dann ass mer awer nach eng Fro gestallt ginn, an et sinn Amendementer hei eragi ginn. Ech muss soen, dass ech e bësse perplex sinn, well ech mengen all Deputéierten, et ass jo keen Neie méi heibannen - déi Neitst si jo elo scho bal fënnef Joer hei -, wëssen, dass, wann...

Une voix.- Den Här Etgen ass nei.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Den Här Etgen huet keen Amendement hei déposéiert.

...een an der Plénière en Amendement déposéiert, dass ee sech jo dann net erwaart, dass dat gestëmmt gëtt. Dofir sinn ech paff, dass déi Amendementer elo kommen. Wa se hätten e Sënn sollen hunn, da wär et jo méi sënnvoll gewiescht, si wären an der Kommissioun komm. Do si se verworf ginn. Ausserdem si mer elo zwee Joer amgaang heiriwwer ze diskutéieren.

Ech wollt just hei nach zur Beruffsorientéierung soen...

Une voix.- An ech wollt och just soen, datt dat hei nach ëmmer erlaabt ass.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo, mä all Minister huet wahrscheinlech och d'selwecht drop reagéiert. Dofir wäert ech déi Chance jo och hei kréien.

D'Madame Brasseur huet gefrot, wéini d'Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung géif kommen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Iwwert d'Orientatioun.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Iwwert d'Orientatioun. Mir hu jo laang an der Kommissioun iwwer all d'Saachen diskutéiert. Ech mengen, dat hei ass e Gesetz, wou sech Zäit geholl ginn ass dofir, an ech wëll Iech soen, dass ech och verstinn, dass een d'Regierung gär e bëssen op den Aarm hélt a seet: „Elo maache si e Projet pilote, aha, an da ginn déi e puermol an d'Schoul."

Ech wëll soen, dass dat, wat hei prônéiert gëtt, fir déi Vernetzung ze maachen tëschent deenen eenzelne Ministèren, précisément dat ass, wat mer am Projet pilote maachen. An et ass och net esou, dass déi Leit elo zesummen eemol en Optrëtt hunn, mä déi sëtze regelméisseg an der Schoul, zweemol an der Woch. Si sëtze regelméisseg an deene Schoulen, déi elo am Projet pilote dra sinn. Mir hunn och dorauser Konklusioune gezunn. Dat, wat mer éischtens erausgezunn hunn, dat ass, dass, wann d'Klassen net preparéiert gi vun hiren Enseignanten, dann ass et zimlech onnëtz fir héich qualifizéiert Leit stonnelaang an d'Schoule sëtzen ze goen, dat heescht mir mussen d'Enseignantë mathuelen.

Zweetens bräichte mer qualifizéiert Leit, déi och déi richteg Äntwert ginn, fir dass net dat virkënnt, wat, mengen ech, den Här Spautz gesot huet, dass deen een eppes seet, wat falsch ass. Dat heescht, mir mussen d'Leit ausbilden, an dofir si mer amgaangen e Plang ze maachen, wéi vill Leit mer bräichten, fir déi Maisons de l'orientation do sënnvoll auszestatten. Mir musse se rekrutéieren, mir musse se forméieren. Da brauche mer, wat Der richteg gesot hutt, en Observatoire, fir ze wëssen, wat mat deene Leit geschitt, déi mer ausbilden. Domat si mer amgaang am INFPC, deen huet déi Aarbecht kritt. Dat dauert och eng gewëssen Zäit, bis mer genau déi Informatiounen do zesummen hunn.

An da wëll ech Iech als Lescht soen, wat Dir alleguerte ganz richteg bemierkt hutt, dass dat ganz fréi ugeet, an der Primärschoul. Dat geet effektiv u bei der Orientéierung am 6. Schouljoer. Elo kann ee soen, am Prinzip sollte mer dat net am 6. Schouljoer maachen. Allerdéngs gëtt do gekuckt - an dat ass eigentlech déi éischt Orientatioun, déi mer mat de Kanner maachen, a wou all Kand en Test gemaach kritt -, wou seng Stäerkten a wou seng Schwächte sinn. Mir probéiere se esou ze orientéieren, dass mer hinnen eppes roden, wat hinnen déi gréisste Chancë gëtt, fir an hirer Schoulcarrière ze réusséieren an herno dann och hire Wee ze fannen.

Dofir gëtt jo „Éducation au choix" an de Schoule gemaach, mat méi oder manner Succès. Alles ass verbesserungsfäeg, mä ech mengen net, dass et duergeet, ee Gesetz ze stëmmen, wa mer eis d'Outilen net ginn. Dozou gehéiert notamment d'Informatioun ze hunn an d'Leit auszebilden, fir se an d'Schoulen ze schécken.

Esou Rieden, wou gesot gëtt, dat do ass eng Zweetklassschoul, sinn natierlech immens hëllefräich fir...

Une voix.- Et ass dat, wat d'Leit dobausse soen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo, mä mir sollten dat hei net esou weider véhiculéieren, well dat ass falsch. Ech kennen Unisprofesseren, souguer op der Uni Lëtzebuerg, déi net duerch de klassesche Lycée gaange sinn, déi am Régime technique eng 13e gemaach hunn. Ech mengen, dass mer dat sollte méi ervirsträichen, dass dat e Wee ass, deen engem et erméiglecht, fir zu enger Qualifikatioun ze kommen. Mir wëssen aus all den Etüden, dass all Schüler, dee Progressioun mécht, dat heescht, dee sech kann no uewe schaffen, vill méi eng grouss Motivatioun huet a besser Resultater. Dofir denken ech, dass mer all déi Efforten an déi Richtung sollten ënnerstëtzen.

Ech ginn net midd, déi wichteg Roll vun der Schoul ze ënnersträichen, mä wéi jiddferee weess, Dir esougutt wéi meng Virgänger a wéi ech, soll een dat net iwwerschätzen, well wat d'Influenz op d'Décisioun iwwert d'Orientation scolaire esougutt wéi d'Orientation professionnelle ugeet, do ass d'Elterenhaus an d'Familljenëmfeld vill méi wichteg wéi dat, wat an der Schoul gesot gëtt. Dofir ass et wichteg, positiv Biller vun all eisen Ausbildungsweeër ze maachen. Esou vill zu dësem Projet.

Ech wëll nach eng Kéier Merci soen a freeë mech, dass dat Gesetz gestëmmt gëtt.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Wuert huet elo d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si ganz frou, dass d'Madame Unterrechtsminister elo e Succès hei ze verzeechnen huet, well mat deenen anere Projete schéngt dat jo net gradesou virunzegoen.

Dir hat ugesat mer ze äntwerten, wou de Projet iwwert d'Beruffsinformatioun an d'Beruffsorientéierung dru wier. Dir hutt dunn awer eng Klammer opgemaach an Dir hutt dat net bis zum Schluss ausgeféiert. Duerfir wier ech frou, wann Der mer déi Äntwert kéint ginn.

M. le Président.- Här Oberweis, wann ech gelift.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Madame Ministesch, an Ärer Ried ass öfters duerchgeklongen, dass Der eng Kéier vun der 5e geschwat hutt, wann Der de Classique ugesprach hutt, an eng aner Kéier d'9e, wann Der vum Technique geschwat hutt. Ech fannen, et wär awer elo Zäit, no 30 Joer, deen Anachronismus aus der Welt ze schafen.

Meng Fro ass dofir déi: Wéini hale mer op, dass mer déi eng jonk Leit op eng Première eroplafe loossen, an déi aner op eng 13e eroplafe loossen? Ech mengen, do läit dee grousse Malaise dran, dee mer haut de Metten ëmmer erëm erausspieren.

Mir mussen eng Kéier de Courage hunn, an dat no 30 Joer, ze soen, „kommt mer schafen eng Première terminale fir all d'Kanner", dann hält de Spaass an och dat Geschwätz op.

Nach e Wuert dozou: A mengem fréiere Liewen als Professer hunn ech jonk Leit ausgebild, déi aus enger 13e komm sinn, déi haut gestanen erwuesse Leit sinn an an der Beruffswelt hire Mann respektiv hir Fra stellen. An ech sinn immens houfreg dorop.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Also zur Fro vun der Mme Brasseur, do hat ech vergiess meng Gedanke fäerdeg ze formuléieren. Ech wollt Iech nach soen, dass mer amgaang sinn den Inventaire ze maache vun deene Leit, déi mer bräichten, an deene Profiler, déi mer brauchen, fir dann e Gesetz kënnen zesummen ze déposéieren. Wann ech dat realistesch aschätzen, da mengen ech net, dass dës Regierung dat nach déposéiert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Gesitt Der, da maachen ech et awer.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, ech mengen net. Mir kënnen eis vläicht duerchréngen, fir et ze déposéieren, mä ech ginn dem Fait, dass dat nach géif gestëmmt ginn, net vill Chancen. Wa mer eis zesummesetzen, da kréie mer et och nach vläicht virun.

Ech si mat dem Här Oberweis sengen Aussoen d'accord, well ech hunn dat jo ganz genee observéiert. Ech hunn hei schonns e Gesetz iwwert d'Primärschoul déposéiert - an et sollt ee sech net ze fréi freeën, Mme Brasseur, iwwert dat, wat nach gestëmmt gëtt a wat net méi gestëmmt gëtt -, an ech wollt nach soen, dass ech eigentlech kee Gesetz déposéiert hunn iwwer eng Reform, wat de Postprimaire ugeet. Mir hunn d'Primärschoul, mir hunn eenzel Lycées pilotes, an dann d'Beruffsausbildung. Wann ech d'Méiglechkeet hunn, dat nach weiderzeféieren, ass fir mech deen nächste Schrëtt, an dat hu mer jo ugekënnegt, d'Reform souwuel vum Technique wéi och vum Classique ze maachen. Dat ass den nächste Chantier, deen am Ugréff ass, an do gehéiert dat dann dran.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Debatten ukomm. Mir kommen elo zu den Ofstëmmungen.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement, dee vun der Madame Loschetter déposéiert ginn ass. Deen ass vun engem ënnerschriwwen. Hei sinn der véier, déi dat mat ënnerschreiwen. Dann ass et gutt, dann ass den Amendement recevabel.

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 1.

Vote

Den Amendement 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Eugène Berger), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Clement), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro).

Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi an där Form, wéi e vun dem Rapporteur a vun der Kommissioun hei proposéiert ginn ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Regierung ass net méi do. Ech wollt der Madame Delvaux soen, dass hire Projet de loi mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl ginn ass.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.26 heures)

SÉANCE 9

Mercredi, 19 novembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Lydie Err, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (à qui M. Charles Goerens pose une question), M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration (M. Aly Jaerling intervient*

2. 5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur les trois projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

3. 5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: M. Aly Jaerling*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Merci, Här Minister.

Da komme mer direkt zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Diskussioun iwwert d'Deklaratioun, déi den Här Ausseminister Jean Asselborn gëschter der Chamber gemaach huet. An d'Debatte si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Henckes, d'Madame Err an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorabelen Här Mosar.

1. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt iwwert d'Aussepolitik gëtt eis all Joer d'Geleeënheet, e Réckbléck iwwer Evénementer ze maachen, déi eis an deene leschte Méint um aussepolitesche Plang ganz besonnesch beschäftegt hunn. Doriwwer eraus erlaabt et eis awer och, en Ausbléck ze maachen op déi Aufgaben, déi ausseawer och ganz besonnesch europapolitesch op eis wäerten zoukommen. An dës Aufgabe wäerten an deenen nächste Méint ganz besonnesch zolidd sinn.

Well eis Riedezäit de Mëtteg begrenzt ass, wëll ech duerfir keen, wéi dat esou üblech ass bei dësen Debatten, aussepoliteschen Tour du monde mat Iech maachen, mä mech op e puer wesentlech Punkte konzentréieren. Esou wäert ech net méi op d'Bezéiungen tëschent der Unioun a Russland an deen domat zesummenhängende Kaukasuskonflikt agoen, well mer jo schonn an deene leschte Wochen a Méint e puermol am Kader vun Aktualitéitsdebatte Geleeënheet haten, eis Meenung doriwwer ze soen.

Ech wäert mech och aus deeneselwechte Grënn haut net mat der Zukunft vum Balkan beschäftegen an och net weider am Detail op de Konflikt am Noen Osten agoen.

Dat heescht allerdéngs net, datt an deene Regioune vun der Welt d'Gefor vun engem Lassbrieche vun der Kris méi kleng gi wier, an dëst gëllt ganz besonnesch fir d'Kaukasusregioun.

Ech wäert, wéi ech et elo just gesot hunn, och net am Detail mech mat de Bezéiungen tëschent der Europäescher Unioun a Russland beschäftegen, mä erlaabt mer awer just heizou e puer kuerz Bemierkungen. Ech hu mat Satisfaktioun dem Ausseminister nogelauschtert a verstan, datt d'Regierung, awer och d'Europäesch Unioun weider un hirer Politik vum Dialog mat Moskau wäerte festhalen. Russland muss e wichtege Partner fir d'Europäesch Unioun bleiwen, well et geet hei ëm d'Sécherheet an d'Stabilitéit an där ganzer Regioun.

Gutt Bezéiunge mat Russland heeschen awer net, datt d'Europäesch Unioun d'Ofhängegkeet vun Uelech- a Gasexporter net weider muss reduzéieren, well déi aktuell Ofhängegkeet vum russesche Gas ass op Dauer net gesond fir eng geséchert onofhängeg europäesch Energiepolitik.

Mir ënnerstëtzen duerfir och weider, datt dat Partnerschaftsofkommen tëschent der EU a Russland zustane kënnt. Ech mengen, den Europäesch Unioun-Russland-Sommet virun e puer Deeg huet do déi richteg Akzenter gesat.

An deem Kontext wëll ech elo nach eng Kéier ënnersträichen, datt ee souwuel mat enger NATO- wéi awer och EU-Memberschaft vu Georgien, awer och vun der Ukraine muss virsiichteg sinn an eleng och wéinst deene sensibele Relatioune mat Russland näischt dierf iwwerstierzen.

Här President, ech wëll mech haut duerfir a menger Interventioun haaptsächlech mat der Zukunft vum Lissabonner Vertrag an domat natierlech mat de Perspektive fir en Europa méi no beim Bierger beschäftegen, duerno op d'Chancen no der Wiel vum Barack Obama fir eng Verbesserung vun den transatlantesche Bezéiunge kucken, a schlussendlech op de Konflikt am Kongo agoen, dee riskéiert, zu enger humanitärer Katastroph ze féieren.

Erlaabt mer awer ganz am Ufank vu menger Interventioun, dem Ausseminister Jean Asselborn Merci ze soe fir déi Aart a Weis, wéi en d'Lëtzebuerger Aussepolitik duerstellt, awer ganz besonnesch och dofir, wéi d'Chamber a ganz besonnesch d'aussen- an d'europapolitesch Kommissioun an d'Iwwerleeunge vun der Regierung agebonne ginn.

An dëse Merci wëll ech natierlech och de Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz an den delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit aschléissen, déi eis ëmmer Ried an Äntwert an der zoustänneger Kommissioun stinn.

Här President, dëst gesot wëll ech mech da fir d'éischt mat europapoliteschen Theme beschäftegen, well nun emol - an den Ausseminister huet dat gëschter och nach eng Kéier ënnerstrach - fir eist Land Aussepolitik virun allem a fir d'éischt Europapolitik ass.

Wéi geet et viru mat der Ratifikatiounsprozedur vum Lissabonner Traité, nodeem d'irlännescht Vollek am Referendum Neen zu deem Traité gesot huet?

Ech mengen, datt et an Europa e Konsens gëtt, datt een den Ire muss Zäit ginn, fir an engem neie Referendum déi negativ Décisioun ëmzebéien. Allerdéngs mussen d'Ire selwer en Zäitplang fir esou en neie Referendum festleeën. A virun allem mussen awer och d'Konditiounen an Irland geschaf ginn, fir datt et bei esou engem Referendum zu engem klore Jo fir de Lissabonner Traité kënnt, well en neien Nee kéint d'Enn vun dem Traité vu Lissabon, zumindest an der aktueller Form, bedeiten.

Ech sinn duerfir och iwwerzeegt, datt et kee Sënn mécht, den Drock op d'irescht Vollek ze vill ze verstäerken, fir datt se an engem kuerzen Zäitraum an engem neie Referendum iwwert de Lissabonner Traité sollten ofstëmmen.

Ech deelen och hei d'Meenung vum Ausseminister, datt d'Finanzkris u sech d'Chancë fir e Jo bei engem nächste Referendum an Irland wesentlech verbessert huet, an d'Sondagen, déi an de leschten Deeg an Irland gemaach gi sinn, schéngen dat jo och ze ënnermaueren.

Et ass fir mech kloer, datt et sécherlech zu kengem Referendum méi wäert komme virun den Europawahle vum Juni 2009, sou datt mer realistescherweis dovu mussen ausgoen, datt déi nächst Europawahlen ënnert dem Traité vun Nice wäerten iwwert d'Bühn goen, wat awer, contrairement zu deem, wat verschidden europäesch Stëmmen eis wëlle weismaachen, wäit vun engem katastrophalen Zeenario fir d'Europäesch Unioun ewech läit. Den Traité vun Nice mécht och eng Adhésioun vu Kroatien net onméiglech, och wann et sécherlech wesentlech méi einfach wär, wa mer de Lissabonner Traité alleguerte ratifizéiert hätten. Awer och den Traité vun Nice erlaabt et der Europäescher Unioun, weider handlungsfäeg ze sinn, an dat och iwwert d'Europawahle vum Juni 2009 eraus.

Här President, nach musse mer awer hannerfroen, wat déi déiwer Ursaache si vun deem ëmmer méi groussen demokrateschen Defizit, dee grouss Deeler vun eise Bevölkerunge par rapport zu Bréissel verspieren.

Geet et hei nëmmen ëm e Problem vu falscher oder schlechter Kommunikatioun vun der Politik vun europäeschen Institutiounen? Stellt sech net doriwwer eraus d'Fro iwwert d'Suergen, déi grouss Deeler vun eiser Bevölkerung mat enger ëmmer méi grousser Politisatioun vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun säit Maastricht am Joer 1992 hunn?

Sécherlech sinn ëmmer méi Bierger mal à l'aise vis-à-vis vun engem europäesche Pouvoir politique, op dee se keen Afloss mengen ze hunn a wou se ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, Décisiounen nozevollzéien, déi sech wesentlech méi mat wirtschaftleche Froe beschäftegen, wéi mat de Bierger hiren alldeeglechen Uleiessen.

Säit de Réimesche Verträg huet den Droit communautaire ëmmer d'Tendenz gehat, d'Bierger als en Unhängsel vun den Entreprisen ze considéréieren, mat dem Resultat, datt dës Entreprisë wesentlech vun der Schafung vum gemeinsame Maart profitéiert hunn, d'Bierger selwer awer net verstanen hunn, wat fir si d'Avantagë vum Espace unique wieren.

Wann d'Präisser zum Beispill vun engem Produkt oder engem Service ëm 20% variéieren tëschent deem engen an deem aneren EU-Membersland, wann e Bierger, deen an deem enge Land schafft, Problemer huet, seng sozial Rechter a säi Residenzland ze transferéieren, wann en anere Bierger seng Diplomer, déi en an deem enge Land kritt, an deem aneren net unerkannt kritt, brauch ee sech net ze wonneren, wann ëmmer méi Bierger sech Froe stellen iwwert de Fonctionnement vun Europa am Kontext vun hirem deegleche Liewen.

Et géif sécherlech ze wäit féieren, haut an hei op d'Ursaachen anzegoen. Mä sécherlech ass ee vun de Grënn heivun, datt Europa et net fäerdeg bruecht huet, d'Explosioun vun der Mobilitéit vu senge Bierger innerhalb vu senge Grenze säit 20 Joer schnell genuch ze assimiléieren an hei der Evolutioun hannendruleeft.

Derbäi kënnt, datt d'Europäesch Unioun a verschiddenen Domänen enger regelrechter Regulatiounsphobie ënnerläit, déi vill Bierger zu Recht net kënnen novollzéien. E besonnesch negativt Beispill heivun ass déi ganz rezent Diskussioun iwwert déi sougenannten „plakeg Scanneren“, déi op de Flughäfe sollen agesat ginn, wat géif mat sech bréngen, datt d'Intimsphär vun de Bierger awer nu komplett géif ënnert d'Rieder kommen. An ech begréissen duerfir och, datt de lëtzebuergeschen Transportminister direkt e Riedel virun esou Scanneren op eisem Flughafen virgeschuewen huet. Dëst ass e gutt oder e schlecht Beispill, dat hänkt vum Brëll of, deen een hei wëllt undoen, mä deen op jidde Fall den Europaskeptizismus vu ville Bierger dobaussen nach verstäerkt.

Op där anerer Säit muss een awer och hannerfroen, ob d'Bierger prett sinn, nach méi eng grouss Kompetenziwwerdroung un d'Europäesch Unioun ze akzeptéieren. Wa mer zum Beispill eis alleguerten heibannen eens sinn, fir méi e soziaalt Europa ze fuerderen, wat den eenzelne Bierger besser vis-à-vis vu gewëssenen Abusë schützt, si mer da sécher, datt déi skandinavesch Länner, Frankräich oder England, fir nëmmen déi ze nennen, och domat d'accord sinn, d'Definitioun vum Aarbechtsvertrag, d'Aarbechtszäit an all sozial Rechter, déi domat zesummenhänken, u Bréissel ofzetrieden?

Wa mer op gewëssene Pläng net méi richteg mat der europäescher Konstruktioun virukommen, ass dat ganz einfach, well eng Majoritéit vu Memberlänner net méi wëllt, datt Europa weider avancéiert. Ech mengen dofir ganz éierlech, an ech soen dat och als e ganz iwwerzeegten Europäer, datt et am Moment onrealistesch ass, un enger Erweiderung vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun festzehalen, zumindest an engem Europa vu 27 a vläicht vu muer 28 Staten. Déi extrem grouss Ënnerscheeder vun deene verschiddene Liewensniveauen a Sozialmodeller an Europa erlaben eng Erweiderung zumindest am Moment net.

Wat mir par contre brauchen, ass dem Bierger erëm d'Gefill ze ginn, datt d'Europäesch Unioun op déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Zäit Äntwerten huet. Europa muss et einfach erëm fäerdeg bréngen, sech mat den Alldagsproblemer vu senge Bierger ze beschäftegen, an do gëtt et fir mech, an deenen nächste Joren, dräi Erausfuerderungen, op déi d'Europäesch Unioun muss Äntwerte fannen. Dat ass natierlech an éischter Linn d'Finanzkris, dann den demographesche Wandel, an dann natierlech och d'Konsequenze vum Klimawandel.

Ech hunn haut an hei net d'Zäit, op all dës Erausfuerderungen anzegoen. Erlaabt mer awer just, der Aktualitéit halber, e puer Wuert hei iwwert d'Finanzkris ze verléieren. Wann ech virdru vum demokrateschen Defizit geschwat hunn, deen ëmmer méi Bierger par rapport zu Bréissel ëmfannen, kann d'Finanzkris, an engem gewëssene Sënn, och eng grouss Chance fir d'Europäesch Unioun duerstellen. Eng Kris kann nämlech, wa se da richteg ugepaakt gëtt,

och d'Virdeeler vun engem staarken Europa dem Bierger erëm méi no bréngen.

Allerdéngs setzt dat viraus, datt d'Europäesch Unioun net nëmme Léisunge wäert proposéieren, mä och capabel ass, dës Léisungen an engem kuerzen Zäitraum ëmzesetzen. Wann d'Unioun et fäerdeg bréngt, an dëse schwieregen Zäiten déi richteg Léisunge virzeschloen an och duerchzesetzen, kann dat och dozou bäidroen, datt d'iresecht Vollek an engem nächste Referendum vläicht erëm méi positiv par rapport zu Europa wäert stoen, an d'Beispill vun Island ka jo och dozou bäidroen, den Ire bäizebréngen, datt hir Zukunft an, an net ausserhalb vun Europa läit.

Wat elo d'Finanzkris selwer betrëfft, wäert et sécherlech net un Europa leien, ganz eleng de gesamten amerikanesche Finanz- a Bankesystem ze retten. Well wa mer eis och alleguerten hei eens sinn, datt d'Ursaach, a besonnesch d'Häerz vun der Kris op der anerer Säit vum Atlantik läit, ass et dach och net esou, datt Europa nëmmen Zuschauerin oder en indirekt Affer vun dëser Kris ass. Och déi europäesch Finanzinstituter hu sech voll un dëser „Subprime Bull" bedeelegt, iwwert de Gebrauch vu Kreditderivater an de Finanzement vun de Banken iwwert de fräie Maart.

Och wann déi europäesch Regulatiounsmechanisme méi virsiichteg si wéi déi amerikanesch, esou muss een dach agestoen, datt si gradesou wéineg à même waren, déi Kris ze antizipéiere respektiv hir Konsequenzen ofzefiederen, wéi dat an de Vereenegte Staten de Fall war. Fir mech ass et dann och kloer, datt d'Europäesch Unioun kann a muss méi eng grouss Roll am internationale Finanzsystem, a ganz besonnesch a senger Regulatioun spillen. Europa kann net eleng de Vereenegte Staten dës Regulatioun iwwerloossen.

Ech muss och soen, datt déi Mesuren, déi de leschte Weekend zu Washington am Kader vum G20-Sommet zréckbehale gi sinn, an déi richteg Richtung ginn a mech och méi optimistesch stëmmen, datt d'Europäesch Unioun, zesumme mat de Vereenegte Staten an deenen anere grousse Wirtschaftsnatiounen, et wäert fäerdeg bréngen, zesummen déi Äntwerten ze ginn, déi zu enger méi effizienter Regulatioun vun den internationale Finanzmäert wäerte féieren.

Souwuel um geopolitesche wéi um finanzielle Plang maachen déi amerikanesch Schwieregkeeten Europa eng Fënster op, an et ass wichteg, Här Ausseminister, datt d'Europäesch Unioun vun deem oppene Fënster profitéiert, ier zum Beispill déi grouss asiatesch Wirtschaftsmuechten déi Fënster erëm zoumaachen. Dës Finanzkris bitt also Europa eng Chance ze beweisen, datt déi bestoend Institutiounen d'Léisunge kënnen op den Dësch leeën an déi och ëmsetzen, an domat de gesamteuropäesche Raum esou schnell wéi méiglech aus dem Tunnel vun der Kris, a souguer aus deem vun der Rezessioun erëm wäerten erausbréngen.

Här President, dëst setzt allerdéngs viraus, datt all Institutiounen, an net nëmmen den europäesche Conseil, hir Roll hei voll spillen. Erlaabt mer do ze soen, datt ech net schrecklech gutt fannen, datt d'Europäesch Kommissioun an deene leschte Wochen an der Finanzkris anscheinend hiert Wuert verluer huet an der franséischer Presidentschaft d'Initiativ ganz eleng iwwerlooss huet. Dëst ass net gesond fir d'Gläichgewiicht tëschent den europäeschen Institutiounen, an ech hoffen, datt den Här Barroso, mat senger Kommissioun, erëm schnell seng Sprooch wäert erëmfannen.

Wann ech vun der Finanzkris als eng Chance fir d'Europäesch Unioun geschwat hunn, wëll ech awer d'Risike vun esou enger Kris op Europa net ënnerschätzen. Wann et nämlech - trotz den Efforten, déi an de leschte Woche vun der franséischer Présidence an och vun deenen nationale Regierunge geholl gi sinn, fir géigenzesteieren - awer géif zu enger déiwer Rezessioun an der Europäescher Unioun kommen, esou kéinten d'Konsequenze fir d'Kohesioun vun Europa dramatesch ginn.

Här President, déi lescht Deeg hu mech awer eigentlech méi positiv gestëmmt, well ech fannen, datt Europa, an déi allermeeschte Memberlänner, op eng koordinéiert Aart a Weis déi richteg Décisiounen an der Finanzkris geholl hunn, andeem se deene sougenannte systemesche Banke Kreditter a Garantien zur Verfügung gestallt hunn an domat de gesamte Banken- a Finanzsystem konsolidéiert hunn. Schlussendlech huet och d'Zentralbank hir Responsabilitéit geholl, andeem si déi néideg Liquiditéiten an den europäesche Bankesystem gepompelt huet, dëst och a Koordinatioun mat allen aneren europäeschen an och aneren Zentralbanken.

E klenge Bémol, deen ech allerdéngs an der Gestioun vun dëser Kris ëmfannen, ass deen, datt déi franséisch Présidence déi schlecht Ugewunnecht huet, déi kleng Länner an den Eck ze drécken, wat net onbedéngt d'Harmonie an der Europäescher Unioun verbessert. An och d'Absence vum President vum Eurogroup, vun eisem Premier Jean-Claude Juncker, um Sommet zu Washington ëmfanne mir als net besonnesch glécklech. Nämlech nëmmen, wann all Länner, déi grouss an déi kleng, an d'Prise de décision agebaut ginn, wäerte mer och gemeinsam e Wee aus där Kris erausfannen.

Wat elo d'Diskussiounen an déi konkret Resultater vun dësem G20-Sommet zu Washington betreffen, stëmme se mech éischter optimistesch, allerdéngs ënnert der Viraussetzung, datt och alleguerten déi Moossnamen, déi elo do diskutéiert an zréckbehale gi sinn, esou schnell wéi méiglech, souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun an hiren eenzelne Memberlänner wéi och an de Vereenegte Staten an an deenen anere wichtege Wirtschaftsnatiounen, ëmgesat ginn.

Mat fromme Wënsch geet et eleng allerdéngs net duer. Elo mussen Neel mat Käpp gemaach ginn, an do ass et wichteg, Här Ausseminister, datt d'Europäesch Unioun eng absolut Leaderroll spillt. Ech hu mat Opmierksamkeet dem Ausseminister seng Ausféierungen zum Bankgeheimnis nogelauschtert, an ech si mat him eens, fir festzehalen, datt duerch déi Finanzkris, an obschonn d'Bankgeheimnis sécherlech net ee vun de Grënn vun dëser Kris ass, dach den Drock op Lëtzebuerg an deenen nächste Méint wäert méi grouss ginn.

Erlaabt mer och heizou eng kuerz Remarque. D'Aart a Weis, wéi déi däitsch Regierung, a besonnesch den Här Steinbrück, awer och de franséische President iwwer europäesch Noperstaten hiergefall sinn, andeem se se an den Donstkrees vu Steieroasen a Geldwäscherei gestallt hunn, ass net nëmmen inakzeptabel an deene Regierunge vun deene Länner onwierdeg, mä et wäert si och kee Millimeter weiderbréngen am europäesche Steierdossier. D'Manéier, wéi hei mat klengen europäesche Partner ëmgaange gëtt, léisst dach déif blécken a wäert sécherlech net zu méi Europabegeeschterung vun de Bierger, an deenen an an anere Länner, féieren.

Ech deelen och dem Minister seng Aschätzung, datt, wat d'Zënsbesteierungsdirektiv betrëfft, et wichteg ass, datt do um Niveau vum Échange d'informations näischt wäert änneren. Allerdéngs muss een am Detail kucken, wat d'Extensioun vum Champ d'application, souwuel wat d'Gesellschafte wéi awer och d'Produitë betrëfft, fir Lëtzebuerg am Kloertext bedeit. Mir haten en éischten Échange de vues mam zoustännege Minister Luc Frieden an der Finanzkommissioun a mir wäerten och intensiv dësen Dossier an deenen nächste Woche weiderverfollegen.

Ofschléissend zu der Finanzkris géif ech mer dann erlaben, d'Hoffnung auszedrécken, datt - wann a 50 Joer eng Kéier d'Geschicht vun dëser Finanzkris geschriwwe gëtt - et déi war, déi an der Europäescher Unioun geschriwwe gëtt, datt et dann déi war, déi der Europäescher Unioun erëm déi Impulser ginn huet, déi Europa op de Wee vum Wuesstum zréckbruecht hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann elo mech mam nei gewielteten amerikanesche President an de Chancen op e bessert Klima an de Bezéiungen tëschent de Vereenegte Staten an der Europäescher Unioun befaassen.

Deen nei gewielteten amerikanesche President Obama genéisst an Europa, an iwwer Europa eraus a groussen Deeler vun der Welt, en enorme Vertrauensvirschoss.

Ënnert deem nach aktuelle President sinn Amerika an Europa sech ëmmer méi friem ginn, well den amerikanesche President mat senger Tendenz zu Alleingäng a Koalitioune vun de Wëllegen d'Eenheet vum Westen op d'Spill gesat huet.

Beim nei gewieltene President Obama ass et kloer, datt hie vun Ufank un op de Multilateralismus gesat huet, wat bedeit, datt am Prinzip ënner engem President Obama déi Vereenegt Staten eigentlech misste méi europäesch ginn.

Allerdéngs wäert dat gutt aalt Amerika, vun deem nach vill Leit dreemen, an der Form wéi mer et an de 40er, 50er a 60er Nokrichsjore kannt hunn, net méi erëmkommen, well d'Welt sech ganz einfach verännert huet. Nei grouss Wirtschaftsmuechte sinn amgaangen an Asien an a Südamerika ze entstoen. Russland mellt sech als Groussmuecht zréck, an d'Europäesch Unioun spillt entre-temps am Krees vun deene Groussen eng droend Roll.

Et gëtt haut also keng eenzeg Supermuecht méi, an dofir brauch Europa eng aner transatlantesch Strategie: Amerika ass a wäert weider wichteg fir Europa bleiwen, awer et dierf net méi esou sinn, datt d'Amerikaner ganz eleng bestëmmen, a wat fir eng Richtung et geet.

Déi transatlantesch Bezéiunge mussen also nei orientéiert ginn an hei kann et net sinn, datt deen een d'Roll vum Kach an deen aneren déi vum Garçon spillt. Nëmme wann Europa an d'Vereenegt Staten zesumme kachen, wäerten dës transatlantesch Bezéiungen op eng gesond a vertrauensvoll Basis zréckkommen.

An deenen neien transatlantesche Bezéiunge wäert et dofir och eminent wichteg sinn, datt déi nei amerikanesch Administratioun an der Klimapolitik de Wee op Kyoto erëmfënnt an déi weltwäit Standarde fir de Klimaschutz iwwerhëlt.

An der Diskussioun iwwert déi zukünfteg nei Memberstaten an der NATO muss déi nei amerikanesch Administratioun d'Sensibilitéite vu Moskau méi mat a Considératioun zéien. An hei ass et wichteg, datt d'Europäesch Unioun weider hir Vermëttlerroll spillt. Awer och déi nei Memberstaten an der Europäescher Unioun musse sech drop astellen, datt se net méi eleng op Amerika als Führungsmuecht am ale Stil kënne setzen, mä datt et virun allem d'Solidaritéitsklausel vun der Europäescher Unioun an d'Garantië vun der NATO sinn, déi hinnen eng permanent Sécherheet kënne garantéieren.

Mä loosse mer eis näischt virmaachen, Dir Dammen an Dir Hären, och déi nei amerikanesch Administratioun wäert Fuerderungen un Europa stellen, dëst ganz besonnesch wat hir Präsenz ënner anerem an Afghanistan ugeet, wou den neie President jo ganz konkret Virstellungen huet. Dës konkret Virstellungen huet den neie President och wat d'Bankgeheimnis an d'Steierparadieser betrëfft, an ech ka mer virstellen, datt notamment Iddien iwwert d'Bankgeheimnis hei zu Lëtzebuerg net op en iwwergroussen Enthusiasmus wäerte stoussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir d'Finanzkris richteg a wichteg ass, ass am selwechte Mooss och fir d'Vereenegt Staten net falsch. Nämlech datt déi nei Administratioun Obama och fir Europa an d'Europäesch Unioun kann eng grouss Chance duerstellen, well dat Amerika vum Obama op ass fir e Wiessel. Haut brauch d'Welt nei Instrumenter an en anert Verständnis vun Zesummenaarbecht.

Europa erfëllt dës zwou Konditiounen an an deem Sënn sinn d'Viraussetzunge fir eng Erneierung vun den transatlantesche Bezéiungen nach ni esou gutt gewiescht wéi elo. Trotzdeem soll ee sech och net hei iwwergroussen Illusiounen hierginn, well den nei gewieltene President wäert fir d'éischt eng Politik fir Amerika maachen, an eréischt duerno sech mat de Suergen an de Virstellunge vu sengen europäesche Partner beschäftegen.

Ech géif also och hei wëlle virun engem allze groussen Optimismus warnen, well mer soss - ganz besonnesch hei an Europa - wäerte riskéieren an e puer Méint éischt grouss Enttäuschunge mam nei gewieltene President Obama ze erliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann zum Schluss vu menger Interventioun nach kuerz op d'Situatioun am Kongo anzegoen, wou et riskéiert zu enger humanitärer Kris ze kommen, déi honnerddausende vu Mënsche wäert an de Misär stierzen.

D'Gefor besteet hei, datt dëse Konflikt weider eskaléiert, an engem Mooss wéi mer et säit 1994 am Ruanda net méi erlieft hunn, wou et zu engem regelrechte Génocide komm ass, bei deem deemools 800.000 Tutsien an Hutuen ëm d'Liewe komm sinn an deen deemools de gesamte Kongo aus dem Gläichgewiicht bruecht huet.

Et géif mech elo ze wäit féieren, op d'Ursaache vun dësem Konflikt anzegoen, mä sécherlech ass d'Explosioun vun 1994 am Ruanda d'Initialzündung fir eng Rei vun Ausenanersetzungen, déi bis haut op där enger Säit mat der Rebellioun vum Tutsi-Generol Nkanda ze dinn hunn, dee mat sengen Truppe viru Goma steet an dee sech als Schutzmuecht vun de kongoleseschen Tutsië gesäit, déi sech géint radikal Hutue mussen erwieren.

Mä dës Konfrontatioun, Här President, tëschent ruandeschen Hutuen a kongoleseschen Tutsien ass net déi eenzeg Wuerzel vun dësem Konflikt. De Kampf ëm déi grouss Buedemschätz schéngt mer an deem Konflikt gradesou ausschlaggebend ze sinn, wéi déi ethnesch Spannung.

Ech mengen och dofir, datt een de Krich am Kongo net eleng kann als afrikanesche Konflikt beschreiwen, mä et hei och ëm d'Globaliséierung geet an d'Fro, wien an Zukunft d'Kontroll iwwert déi Buedemschätz am Kongo kritt.

Ech sinn dofir och iwwerzeegt, datt mer mam Slogan „afrikanesch Léisunge fir afrikanesch Problemer" eleng dem Konflikt am Kongo net wäerte bäikommen.

An och wann een als Europäesch Unioun den afrikanesche Krisemanagement soll ënnerstëtzen, dierf ee sech dach net der Illusioun hierginn, datt eleng dëse Management et wäert fäerdeg bréngen, erëm en dauerhafte Fridden hei ze schafen.

Et schéngt mer nämlech esou ze sinn, datt bei wichtegen Acteuren an dësem Konflikt einfach de Wëlle schéngt ze feelen, fir eng gewaltlos Léisung unzestriewen, wann ech kucken, datt eng Réunioun tëschent dem President Kabila an dem ruandesche President Kagame ganz genau fënnef Minutte gedauert huet. Derbäi kënnt, datt souwuel de Ruanda wéi den Uganda am Moment vum illegalen Ofbau vu Rohstoffer am Ostkongo profitéieren an dass net ze erwaarden ass, datt an deenen nächste Méint dës Situatioun sech wäert veränneren.

Här President, ech weess och net, ob d'Vereenten Natiounen hei nach am Moment à même sinn, hire Mandat ze erfëllen, well se bis elo vill ze wéineg gemaach hunn, fir eng politesch Léisung vun de Problemer ze erreechen. En plus kënnt derbäi, datt d'Zaldote vun der UN-Kongotrupp Monuk absolut net amstand waren, den Awunner vun deene betraffene Regiounen am Ostkongo bäizestoen, esou datt d'Situatioun méi wéi verfuer ass.

Ech wëll drun erënneren, datt virun zwee Joer d'Europäesch Unioun eng Militärmissioun an de Kongo geschéckt hat, fir do d'Wahloperatiounen ze iwwerwaachen a fir och an Zentralafrika eng Stabilitéitszon ze schafen.

Leider Gottes, Här President, si mer haut wäit ewech vun esou enger Stabilitéitszon. Ech mengen allerdéngs nach ëmmer, datt d'Objektiver - deemools an haut - vun der Europäescher Unioun richteg sinn. Ech froe mech, ob mer als Europäesch Unioun net erëm eng Kéier hei mussen eis Responsabilitéiten huelen, wann et net soll zu enger neier a grousser humanitärer Katastroph kommen.

Niewent dëse politesche Léisungen, schéngt mer awer virun allem wichteg ze sinn, datt mer zesumme mat der Europäescher Unioun alles ënnerhuelen, fir déi humanitär Hëllef an déi ugeschloe Regioune vum Ostkongo ze bréngen a ganz besonnesch och an déi verschidde Flüchtlingslager. Ech wëll och hei ganz besonnesch déi Effortë begréissen, déi d'Regierung an de Kooperatiounsminister gemaach hunn, fir dem Kongo ënnert d'Äerm ze gräifen. Esou war scho fir 2007 e Betrag vu bal 2,8 Milliounen an d'Regioun vum Kongo a vun de Grands Lacs verséiert ginn, a fir 2008 kommen nach eng Kéier bal 3,7 Milliounen derbäi, vun deenen e groussen Deel direkt un den HCR verséiert ginn.

Dëst ass e groussen Effort, deen, mengen ech, eisem Land och gutt zu Gesiicht steet. All dës Effortë sollen a musse mer och maachen, wa mer wëllen évitéieren, datt mer an deenen nächste Méint a Joren zénggdausende vu Flüchtlingen aus dëse Regiounen an der Europäescher Unioun mussen empfänken.

Niewent dëser humanitärer Hëllef, ass et awer och wichteg, datt mer zesumme mat der Europäescher Unioun alles ënnerhuelen, fir eng ähnlech a vläicht souguer méi eng grouss humanitär Katastroph wéi am Ruanda 1994 ze verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gefor ass grouss, datt besonnesch an Zäite vu Finanzkris esou Konflikter wéi am Kongo vergiess ginn. Oder zumindest net déi Opmierksamkeet vun de Medien a vun der internationaler Communautéit kréien, déi se verdéngen.

Ech mengen, et wär en onverzeihleche Feeler, net alles, souwuel um politesche wéi

um humanitäre Plang, ze ënnerhuelen, fir e Génocide ze verhënneren, dee riskéiert sech net nëmmen op den Ostkongo ze limitéieren. Wa mer et nämlech hei net fäerdeg bréngen, dës politesch Léisung ze fannen, wäert de Konflikt och op all Nopeschstaten iwwergräifen, mam Resultat, datt mer riskéieren e Konflikt a ganz Zentralafrika ze kréien, mat Konsequenzen, déi op mënschlechem Plang de Génocide am Ruanda bäi Wäitem wäerten dépasséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu menger Interventioun andeem ech nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun ënnersträiche wëll, datt d'Erausfuerderungen un d'Europäesch Unioun an d'Aussepolitik an deenen nächste Méint wäerte méi wéi zolidd sinn. An nëmmen dann, wann Europa mat enger - awer fester - Stëmm schwätzt, wäerte mir och dës Erausfuerderunge packen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Minister Asselborn an och dem Minister Schmit Merci soe fir hir Bereetschaft, och ëmmer virun der Commission des Affaires étrangères ze berichten iwwert dat, wat se maachen am Kader vun de Relations extérieures vum Lëtzebuerger Land an och am Kader vum europäeschen Integratiounsprozess.

Ech wëll an deem Merci selbstverständlech och hir Mataarbechter, hir Equipen aus dem Ausseministère, d'Diplomaten, d'Leit vun der Représentation permanente a vum ganzen diplomatesche Corps mat aschléissen. Datselwecht gëllt och fir déi aner Departementer am Stat, déi mat Ausserelatiounen ze dinn hunn, selbstverständlech och d'Coopératioun an d'Défense.

Mir sinn an enger Zäit, wou sech vill Froe gestallt ginn a wou sech all Dag méi Fragezeichen uneneereien. Déi lescht Wahlen an de Vereenegte Staten hu gewisen, datt ee kann op enger grousser Échelle zu enger breeder Euphorie bäidroen. Dat hänkt awer och ganz staark mam amerikanesche Modell zesummen.

Sou ee Befreiungsschlag wéi deen, zu deem d'Amerikaner sech elo duerchgerongen hunn, ass an Europa à grande échelle net méiglech. D'Amerikaner wëssen, wat se net méi wëllen. Si wëllen net méi esou präsent am Irak bleiwen an net méi esou laang wéi geduecht war. Si wëllen net méi Guantánamo hunn. Si wëllen net méi hunn, datt Amerika, ouni déi aner ze consultéieren, viruschafft; esou huet ee jiddefalls d'Gefill gehat. Si wëlle virun allem eppes bei sech veränneren; wat net onbedéngt déi aner ontangéiert léisst.

D'Amerikaner wëssen, wat se net wëllen, a si wëssen emol, wie se wollten. Si wollten en neie President an domat en neien Ufank. Sou vill Ufank wéi elo war an de Vereenegte Staten ewell laang net méi. An dat op enger Toile de fond de crise économique, déi et a sech huet an déi nach laang net wäert eriwwer sinn.

Mä wësse mir als Europäer mat deem dote Virgang ëmzegoen? Ech soen dat, well d'Europapolitik ass jo den Haaptbestanddeel vun eiser Aussepolitik. Wësse mir wierklech, wat mer wëllen? Wat ee sech misst am Fong wënschen, dat wier, datt elo de gewieltene President Obama schonn Dépositaire wier vun engem breede Katalog vu Wënsch, enger Wonschlëscht vun der Europäescher Unioun, wat hien am Fong misst maachen no sengem Untrëtt an d'Fonctioun nom 20. Januar 2009.

Mir missten him ganz kloer soen: wéi mer eis déi zukünfteg Gouvernance mondiale virstellen; wat mer wëlle maachen a puncto Sécherheet; wéi eis Virstellunge sinn iwwert d'Partnerschaft an der NATO; wéi selbstbewosst Europa bereet ass opzetrieden an all deenen internationale Foren, och an der Sécherheet. Et wier gutt, wa mer wéissten, an och domat de frësch gewieltenen amerikanesche President, wéi staark datt mer gëeent sinn a wéi wéineg datt mer bereet sinn, eis dividéieren ze loosse vun aneren, a mat wat fir enger Determinatioun datt mer och géife Spaltversich vu baussen ofwieren.

Ech wier wierklech frou, wa mer esou eng Wonschlëscht fäerdeg kriten, mä ech fäerte ganz, Europa ass nach net esou wäit zesummegewuess, fir sech zu esou engem Befreiungsschlag eisersäits duerchzeréngen. Mir hunn et och méi schwéier, well eis Entscheedungsprozesser vill méi schwiereg sinn, well een eng Partie Négociatioune muss hunn, fir zu engem Resultat ze kommen, wat een an Amerika an engem Wahldag hikritt huet. Duerfir ass et net evident, wéi et weidergeet. Mir hunn awer d'Gewëssheet, datt mer als Europa kéinten eng Quell vun Inspiratioun sinn, och fir d'Organisatioun vun der Gouvernance mondiale.

Elo ass et awer esou, datt mer nach net esou wäit sinn. Mir hu villes erreecht. Et muss een unerkennen, datt Europa präsent ass op ville Plazen an der Welt, datt Europa duerch seng Boîte à outils multiples ganz vill Léisunge ka matdroen, matbegleeden an och eng Partie Konflikter verhënneren. Ech wëll do net an den Detail goen. Mir wëssen awer och, datt mer déi institutionell Posture nach net hunn, fir kënne mam ganze Gewiicht iwwerall opzetrieden.

An d'Ratifikatioun vun deem Vertrag, deen eis géif déi Posture net ganz ginn, awer jiddefalls eng, déi schonn agréablement géif kontrastéiere mat där, déi nach ëmmer um Accord de Nice hänkt, déi léisst op sech waarden. E Ratifikatiounsprozess, deen op sech waarde léisst; an dat muss eis ganz vill Suerge maachen, well do hänkt villes drun. Sou wéi Europa dobausse gesi gëtt, hänkt dodrun. Sou wéi Europa sech institutionell kann organiséieren, hänkt dodrun. An esou wéi Europa sech och erweidert, hänkt dodrun.

Ech weess, datt vill Leit déi lescht Erweiderung nach net verquësst hunn. Et ass hinnen ze séier gaangen. Et gouf e puer Denkschoulen. Élargissement d'accord, mä Appronfondissement d'abord; dat ass haaptsächlech vum fréiere President Giscard d'Estaing geprägt ginn.

D'Geschicht hat eis net d'Zäit gelooss, fir dat eent schéin no deem aneren ze maachen, mä et huet sech missen e bëssen iwwerschneiden. Datt mer awer Problemer kriten, dat war evident. Datt mer Problemer behalen, ass leider och evident. An déi Problemer, déi elo erkennbar gi sinn duerch dat rapid Wuessen an net genuch Verdéiwen, wäerten och net ouni Konsequenze bleiwen op zukünfteg Erweiderunge vun der Europäescher Unioun.

Den aktuelle President vum Conseil européen huet ganz kloer gesot, datt, soulaang wéi Lissabon net ratifizéiert ass, et zu kengem neien Élargissement kënnt, och net zum Élargissement mat Kroatien. A wann et net zum Élargissement mat Kroatien kënnt, kënnt et doudsécher och net zum Élargissement no Mazedonien, no Albanien, no Bosnien-Herzegowina, no Serbien, déi jo och als Kandidat d'Adhésion à l'Union européenne ustriewen. Dat muss ee wëssen. Et geet duer, datt ee Land net d'accord ass, datt et mam Élargissement näischt gëtt.

Déi Haltung ass kloer. Si huet de Mérite, ganz kloer ze sinn, a si huet och de Mérite, jiddferee viru seng Verantwortung ze stellen. Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen där Haltung do och gewësse positiv Akzenter of. Et kann ee sech net permanent selwer beléien. Jiddferee muss responsabel sinn an astoe fir dat, wat hien engagéiert huet. Dat gëllt och fir Irland. Mir schéngt et, datt déi Haltung do awer munches fir sech huet.

Ech hu gesot, Europa wier op verschiddene Plazen an der Welt méi präsent. Déi eng Präsenze gi méi bemierkt, déi aner manner. Déi eng si méi spektakulär. Déi allermeescht sinn zwar effikass, mä sinn awer net ganz spektakulär.

Ech wëll ënnersträichen, datt et der Habilitéit vum aktuelle President vum Conseil européen ze verdanken ass, datt esou schnell reagéiert gouf am Georgien-Konflikt. Souguer seng Géigner erkennen dat ganz näidvoll un. Dat war eng rapid Reaktioun, en héije Grad vu Reaktivitéit, eng gutt Dosis vu vill politeschem Gescheck, vu geopolitteschem Verständnis, vum Assuméiere vun Devoiren a Responsabilitéite vun der Europäescher Unioun.

Dat, wat mer manner gefält an deem Zesummenhang, ass déi Begleitmusek, déi ech an der internationaler Press net eleng gelies hunn, mä wou gesot ginn ass: De franséische President huet dat esou gutt gemaach, well hie President vun der Franséischer Republik ass. Or, mir hunn ëmmer an eiser Naivitéit gemengt, President vum Conseil européen wier méi wéi President vun engem Land oder Statschef vun engem vun de 27 Memberstaten. Mir hunn ëmmer gemengt, deen, deen d'Flicht huet, fir d'Politik vun deene 27 an deem doten Domän ze koordinéieren, deen hätt déi aner 26 op senger Säit, a wann hie géif schwätzen, misst hien ès d'Autoritéit hunn, fir och am Numm vun alle 27 ze schwätzen.

Dat, wat mer net gefält an deene Kommentaren, déi ee liest, dat ass, datt ausser dem Nicolas Sarkozy ee sech héchstens kéint virstellen, datt nach ee wéi den Tony Blair esou eppes kéint maachen. Wann dat do d'allgemeng Meenung wier, och bei der Opinion publique, da bräichte mer iwwert de Prinzip vun der Gläichheet vun de Staten net méi ze schwätzen. Da bräichte mer doriwwer keng Wierder méi ze verléieren. Wann eppes de Succès vun dësem Land erkläert, dann ass et d'Fäegkeet, zu där déi aner sech duerchgerongen hunn, och méi Klenger unzeerkennen an hirem Wierken, an hire Rechter, an eppes ze akkreditéieren, wat op Gläichberechtegung erauskënnt innerhalb vun engem Gremium.

Kuerz, dat ass am Fong de G27, esou wéi mir eis e virstellen. Mir sinn an allen Dimensiounen derbäi, déi d'Europäesch Unioun eis opgrond vun hirem Vertragswierk offréiert. Dat gëllt fir d'Ekonomie. Dat gëllt besonnesch fir de Volet extérieur vun de Politiques économiques, spréch OMC-Verhandlungen. Dat gëllt fir d'Défense, wou se net alleguer matmaachen, awer déi Meescht. Dat gëllt fir den Euro, wou se nach net alleguer matmaachen, awer scho méi wéi d'Halschent. Dat gëllt am Fong fir eng ganz Partie Dimensiounen. Dat ass e Modell, dee Lëtzebuerg wierklech zu deem gemaach huet, wat mer haut sinn, an en anere Modell, deen eis esou e Grad vun Unerkennung engersäits an och esou eng grouss Hiewelwierkung anerersäits ginn hätt, hätt ee sech schwéier kënne virstellen.

Wa mer also liesen, datt dodru gezweifelt gëtt, datt méi e klengt Land, en l'occurrence d'Tschechien, amstand wier, eng gréisser Kris ze meeschteren, da gi mer am Fong de Glawen un eng fonctionnéierend Europäesch Unioun op. Ech fannen, dat ass préoccupant.

Derbäi kënnt, datt d'Russen habilement dat do ausgespillt hunn an am President Nicolas Sarkozy wahrscheinlech gradesou vill de President vun der Franséischer Republik gesinn hunn, wéi de President vum Conseil européen. Dat sief dohinnergestallt. Mä mir als Europäer däerfen awer net dee geréngsten Zweifel drun opkomme loossen, wien de President ass vun der Europäescher Unioun a wat seng Fonctioune sinn. Hien däerf net réducteur an deem Sënn sinn, datt hien d'national Grandeur spille léisst aux dépens vu sengem Successeur oder vu senge Successeuren. Dat do ass eppes, dat muss ee mat ganz vill Circonspectioun nokucken.

E gudde Frënd vu villen heibannen - ënner anerem de Ben Fayot an ech haten de Privileg, deen oft ze begéinen -, de Jean-Louis Bourlanges, huet gesot, bis elo war et esou, datt een an der Europäescher Unioun ëmmer virukomm ass duerch d'Imagination française, d'Détermination allemande an d'Circonspection britannique. A Bezuch op d'Gestioun vun der Bankekris duerch de President Nicolas Sarkozy huet hie gesot, dës Kéier war et e bëssen anescht: Et war d'Imagination britannique, d'Détermination française an d'Circonspection allemande, déi am Fong d'Haaptcharakteristike ware vun där Manéier, wéi d'Fransousen déi Kris do géréiert hunn.

Och an deem doten Zesummenhang erlaabt mer, Här President, e puer Iwwerleeungen ze maachen, déi e bëssen op dat erauskommen, wat ech a puncto Gestioun vun der Georgien-Kris duerch de franséische President an de President vum Conseil européen gemierkt hunn. Wat mer net gefält, dat ass, datt och eng Kéier hei erëm de G20 beméit gëtt, fir eng Léisung erbäizebréngen, a fir dee virzebereeden, gëtt dann de G4 beméit. Da gëtt awer eng Kéier, well et net anescht geet, de Conseil vun der Europäescher Unioun ageschalt. Och do huet een d'Gefill, datt dat Ganzt a Géométrie variable organiséiert gëtt.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, esou wéi mäi Virriedner, firwat datt de President vum Eurogroup net iwwerall derbäi ass. An deem enge Forum ass deen derbäi, an net den Här Trichet, an anere Fore si se allen zwee derbäi, an da gëtt et der och, wou iwwerhaapt kee vun hinnen zwee derbäi ass. Ech mengen, et wier och déi verdammte Flicht vun enger Présidence du Conseil en exercice, fir ze soen, wann dat do net alles zesummegehéiert, alors on passe à côté de l'essentiel, surtout en ce qui concerne l'institutionnel.

Wat kënne mir do maachen? Ech mengen, wann de President Barroso de 4. Dezember heihinner kënnt, misst ee soen, wéi staark datt mir un de Rôle vun der Europäescher Kommissioun gleewen. Wéi staark datt mir un de Rôle vun der Europäescher Kommissioun gleewen, well d'Europäesch Kommissioun ass d'Gardienne vun den Traitéen. D'Europäesch Kommissioun ass déi, déi de Prinzip vun der Gläichheet, deen an deenen Traitéen ageschriwwen ass, vertrëtt oder vertriede misst wéi keen aneren.

Or, ech vermëssen awer bei der Gestioun vun der Crise financière an der Crise économique, déi op eis duerkënnt, esou en „outstanding" Rôle vun der Europäescher Kommissioun. Ech hätt mer kënne virstellen, an ech mengen, déi Meescht heibannen hätte sech och kënnen domat offannen, wann déi Europäesch Kommissioun méi proaktiv gewiescht wier an no baussen erkennbar vill méi en zolitte Rôle ageholl hätt.

Elo weess ech net, wann ee bei de Comptoir stoe geet an et schwätzt ee vun der Europäescher Kommissioun, ob dee Rôle do a senger ganzer Importenz erkannt ass. Wann dat de Fall net ass, ma da kommt, mir gi bei d'Comptoiren a soen, datt dat, wann all Strécker räissen, am Fong déi lescht Bastioun an Europa ass, déi d'Intérête vun de klenge Länner verdeedegt. Ech mengen, et wier besonnesch wichteg elo an enger Zäit wéi dëser, wou esou munches a Fro gestallt gëtt a wou de Prinzip vun der Gläichheet vun deene 27 Staten tangéiert gëtt, fir dat ze monéieren.

Ech hoffen, datt mer de 4. Dezember dem President Barroso dee Message kënne mat op de Wee ginn.

Da kommen ech ofschléissend zu enger Partie Lacunen an der europäescher Aussepolitik, mat deene mer eis hoffentlech nach net offonnt hunn. Mir kënnen elo laang épiloguéiere ronderëm Russland, der Roll, déi Russland gespillt huet an de leschte Méint, der Roll, déi Russland gespillt huet an der Energieversuergung, alles dat, wat redoutéiert gouf à propos vu Krunn zoudréinen oder oploossen, an der Transitschwieregkeet vun der russescher Energie duerch Drëttlänner, déi um Passage tëschent Russland an der Europäescher Unioun leien.

Mir kënne laang doriwwer schwätzen, mä loosse mer eis och emol, wa mer iwwer Russland schwätzen, an de Russen hir Haut versetzen. D'Russe sinn am Fong elo ukomm um Enn vun engem Prozess, deen haaptsächlech charakteriséiert ass duerch eng laang Serie vun Humiliatiounen. De Verfall vun der Sowjetunioun war fir e stolzt Vollek wéi d'Russen net liicht ze verdauen. D'Perte vu Prestige a vun Afloss an der Welt ass net esou einfach hinzehuele fir Leit, déi awer gewinnt waren, während 25 Joer als ee vun den Haaptacteuren op der Weltpolitik betruecht ze ginn.

De Fait, datt d'NATO ëmmer méi no u Russland erukënnt - et ass net evident, datt do applaudéiert gëtt zu Moskau. Et hätt ee vläicht nach kënnen erklären, datt Estland, Lettland a Litauen Member gi vun der NATO, well an der europäescher Sécherheetsdémarche, och an där vun der Europäescher Unioun, kënnt den Term NATO ervir a gëtt am Fong als en Eckpfeiler vun der Organisatioun vun der Sécherheet vun de 27 Memberstate betruecht, soulaang wéi déi 27 Memberstaten dorunner interesséiert sinn. Dat hätt een nach kënnen erklären.

Déi ambigu Attitüd vis-à-vis vu Länner, déi an hiren eegene Grenzen nach terribel Problemer hunn, wéi zum Beispill Georgien, an d'Miroitéiere vun enger Perspective d'adhésion fir esou e Stat an d'NATO sinn awer menger Meenung no eppes verfréit. Ech fannen, et ass richteg, datt do eng Partie europäesch Staten eng prudent Haltung ageholl hunn, well et kann ee sech jo och emol iwwerleeën, wat elo passéiert wier an der Georgien-Kris, wa Georgien Member vun der NATO gewiescht wier an de President Saakaschwili den Artikel 5, also d'Beistandsklausel, invoquéiert hätt!

Et hätt ee sech nëmmen ee Moment kënne virstellen, a wat fir en Zuchzwang alleguerten déi aner Memberstate komm wieren. Et kann ee sech jo och emol virstellen, a wat fir en Zuchzwang alleguer déi aner Länner kéimen, am Fall wou d'Ukraine Member wier vun der NATO, well et do och nach e Problem gëtt, dee Krim heescht, a well et do och nach ëmmer Velléitéite gëtt vu Russland op deen Territoire, dee se emol eng Kéier hu missen oftrieden.

Ech ka mer och virstellen - an ech war selwer do am Kader vun engem Rapport, deen ech doriwwer gemaach hu fir d'Assemblée vun der UEO -, datt a Russland d'Stationéiere vu Rakéitenofwiersystemer a Polen mat ganz vill Skepsis

betruecht gëtt an deementspriechend och déi Radarstatiounen, déi sollen an der Tschechescher Republik opgeriicht ginn.

Do freet ee sech: Wou ass do d'Stëmm vun der Europäescher Unioun?

Ech kommen erëm eng Kéier op de President Sarkozy zréck. Ech hunn héieren, um Russland-Europa-Forum d'lescht Woch a Frankräich wier och doriwwer geschwat ginn.

Ech hat eng Kéier eng Question parlementaire gemaach un de Statsminister a gefrot, ob een dat do och kéint am Conseil européen thematiséieren. Ech hu geäntwert kritt, datt dat net méiglech wier, well dat am Vertragswierk net géif virkommen. Dat ass richteg, mä toujours est-il, datt de President Sarkozy dat do awer thematiséiert huet, am Kader vum Russland-Europa-Dialog.

Kommt, mir ginn erëm eng Kéier bei d'Comptoiren a mir erklären deene Leit dobaussen emol, firwat datt Europa op deem dote Punkt net ka seng Interessen artikuléieren an an internationale Fore presentéieren. An dann erkläre mer deenen emol, wéi d'NATO fonctionnéiert, wou jo alles soi-disant gemeinsam décidéiert gëtt, a wéi dat mat där Stationéierung vun deene Rakéiten a Rakéitenofwiersystemer am Fong zustane komm ass.

Ass dat déi Welt, an där mer liewen a wou mer wëllen Afloss drop gewannen - wa mir enges gudden Dags opstinn a mir gi gewuer, datt d'Amerikaner, net am Kader vun der NATO, mä bilateral mat Polen doriwwer schwätzen -, wëssend, datt dat do awer d'Interesse vun alleguer deenen aneren tangéiert? Vu datt d'Interesse vun alleguer deenen aneren tangéiert ginn, déi awer net informéiert ginn, musse mer soen, datt do awer eng ganz seriö Lacune ass an där ganzer Manéier, wéi mer Europa envisagéieren, wéi mer Europa konzipéieren, wéi mer Europa verdeedegen. Ech fannen, mir kënnen eis domat net zefridde ginn.

Elo kann ee bei d'Europäesch Unioun protestéiere goen. Neen, mir mussen op Berlin protestéiere goen, op Paräis protestéiere goen, a Groussbritannien protestéiere goen. Mir musse bei déi protestéiere goen, déi net bereet sinn, an Europa hir Kräften ze ballen an hir Kräften zesummenzedinn, fir dann am UNO-Sécherheetsrot als ee Partenaire opzetrieden, amplaz datt mer do nach mat zwou Puissances moyennes, déi e Vetorecht hunn, sëtzen, an et eng drëtt gëtt, déi sech an d'Rei stellt.

Amplaz dräi, wier et vläicht besser, mir kéinten eis drop eenegen, datt mer just nach ee Vertrieder am UNO-Sécherheetsrot hätten, deen d'Vetorecht géif ausüben, an dat am Numm vun der Europäescher Unioun, an nëmmen dann, wa prinzipiell Valeuren aus der Convention universelle des droits de l'Homme verletzt ginn, oder wa grouss Verletzungen anzekloe sinn a puncto internationaalt Völkerrecht.

Dat Europa, an deem mir liewen, Här President, dat muss och am Fonds monétaire international mat enger Stëmm schwätzen, elo wou et ëm d'Léisung vun der internationaler Banken- a Wirtschaftskris geet, amplaz datt mer eis do éparpilléieren ënner fënnef, sechs verschidde Constitutiounen. Dat sinn am Fong d'Imperativer vun enger gemeinsamer Virgoensweis. Et wier gutt, wa mer dat géife méi thematiséieren - och an Hisiicht op d'Organisatioun vun den nächsten Europawahlen, wou mer jo d'Lëtzebuerger erëm mat der europäescher Iddi reconciliéiere wëllen -, wa mer géife soen, ëm wéi vill et do geet, a wéi wéineg Afloss mir als Lëtzebuerger hunn, wann dat do alles net klappt, a wéi onscheinbar a bedeitungslos mer wieren, wa mer déi Hiewelwierkungen net hätten.

Ofschléissend, Här President, a puncto „non-prolifération nucléaire" wier et och gutt, wann d'Europäesch Unioun sech kéint dozou duerchréngen, och do mat enger Stëmm ze schwätzen. Wann déi Grouss net désarméiere sur le plan nucléaire, déi mëttel Puissancen net och eppes maachen, da kritt Dir déi Kleng net iwwerzeegt, fir sech net och Atombommen unzeschafen. Wat an där Hisiicht ënnerwee ass, gesäit net gutt aus, siehe Iran.

Ech hu vum G27 geschwat, ech hu vum G20 geschwat, vun engem G4. D'lescht Woch hat de Sommet Europäesch Unioun-Russland zu Paräis d'Zich vun engem G2, an ech hoffen, datt mer net erëm eng Kéier an eng Logik vun engem G1 kommen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, auslännesch Gäscht, wa se bei ons an d'Chamber kommen, soen, dass Lëtzebuerg eng Stëmm dobaussen huet. Ech mengen, dat ass e gudde Punkt fir ons Aussepolitik, fir ons Diplomatie. D'Parlament wëllt dobäi hëllefen, fir Fridden, Stabilitéit, Solidaritéit ze förderen. D'Parlament ass och interesséiert, fir déi Aussepolitik positiv, kritesch an aktiv ze begleeden, an dat maachen och vill Lëtzebuerger Deputéierten an deenen internationale Gremien, wou mer aktiv matschaffen.

Ech kommen elo hei net zréck op dee vasten Tableau, deen den Ausseminister vun der internationaler Situatioun gemoolt huet. Deen Tableau fënnt ons Zoustëmmung, wat déi brennend Froe vun onser Zäit ugeet.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mech huet besonnesch dodrun interesséiert, dass eigentlech Aussepolitik méi ass wéi Aussepolitik. Wann een d'Welt vun haut kuckt, gesäit een niewent der Finanzkris, der Klimakris, der Zerstéierung vun Ecosystemer, der Waasserknappheet, dem Honger an der Welt, Piraterei a Korruptioun bis an déi héchste Sphäre vun de Staten, an déi gehéieren dozou, grad wéi d'Zerfale vu staatleche Strukturen, reliéise Fanatismus, Mépris vun de Mënscherechter. Déi Opzielung ka beliebeg weidergefouert ginn.

Dofir, an esou enger Welt, wat kann dann onsen Asaz sinn? Wat sinn d'Mëttele vun onser Aussepolitik? Natierlech d'Diplomatie am Kader vun der Europäescher Unioun an och vun der UNO. Dat ass ons Entwécklungspolitik, an dat sinn och ons Interventiounen a Krisegebidder an op schwierege Plazen.

Ech hunn et hei scho gesot, dass Lëtzebuerg net eleng mam Scheckheft hëllefe soll, mä och mat Mënschen. Dofir bedeelegt Lëtzebuerg sech un enger Partie vu sougenannten „opérations de maintien de la paix". D'Parlament gëtt iwwert d'aussepolitesch Kommissioun, gemäss dem OMP-Gesetz, zu all Missioune vun Zaldoten, Offizéier, Polizisten, Riichter, Beamten, Wahlobservateure consultéiert, muss säin Accord ginn. Dat ass bis elo ëmmer eestëmmeg geschitt, well d'Regierung mat vill Virsiicht un déi Asätz erugeet. Fir hiren Engagement, mengen ech, soll een awer och, hei op der Chamberstribün, all deene Lëtzebuerger Merci soen, déi am Ausland, ënner oft schwieregen a gefëierleche Konditiounen, fir de Fridde schaffen.

D'Hëllef, déi mer ginn, soll esou effikass wéi méiglech sinn. Dofir ass ons Arméi an der Haaptsaach keng Kampftrupp, mä eng spezialiséiert Trupp an der Logistik, am État-major, am Déminage, an der Waasseropbereedung an an der sanitärer a medezinescher Hëllef. Déi Leit, déi mer an d'Ausland schécken, sollen esou wäit wéi méiglech geschützt ginn. Dofir musse se gutt ausgebilt ginn, an et gëllt natierlech och bei all Missioun ze ënnersichen, ob mer nëtzlech kënne sinn. Ech hunn den Här Mosar d'éinescht héiere vum Kongo schwätzen, an ech muss lech éierlech soen, dass ech meng Zweifel hunn, ob eng Participatioun un enger Missioun am Kongo deene Kritäre géif entspriechen.

Här President, ons Interventiounen hunn natierlech nëmmen e Sënn, wa se an engem internationale Verband, ob dat NATO oder EU ass, stattfannen. Mä dee Verband ass nëmmen effikass, wann en zesummenhält, wann et kloer ass, wat e wëllt, a wann zwëschent de Memberlänner Vertraue besteet. Dat ass besonnesch a Krisenzäiten néideg. Dofir kënnen déi Organisatiounen net no alle Säiten erweidert ginn, an dofir musse se och virun allem kohärent intern fonctionnéieren. An do ass nach vill ze maachen.

Wann ech zum Beispill dee rezenten, vun der franséischer Présidence initiéierte G20-Sommet zu Washington huelen, do huet Europa nees eng Kéier net mat enger Stëmm geschwat. Et waren aner Europäer do. D'franséisch Présidence ass d'Europäesch Unioun op esou engem Sommet. Nun ass der Europäescher Unioun hir Stäerkt nëmmen da grouss, wa se aus engem Mond schwätzt. Den Hiewel vun all Présidence, dat ass scho vu menge Virriedner alleguer gesot ginn, och déi vu grousse Länner, ass d'Partnerschaft vun allen EU-Länner, net iergendeen Directoire oder ee grousst Land, oder en anert Land, wat sech och als grouss ëmfënnt an en fait awer relativ kleng ass.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass d'Europäesch Unioun fir den Ableck net erweidert ka ginn, soulaang de Lissabon-Vertrag net ratifizéiert ass. Doriwwer eraus sollt een, menger Usiicht no, och mat Erweiderungsversprieche ganz virsiichteg sinn. Mir musse fir d'éischt déi lescht Erweiderung verkraaften. Dat ass och schonn hei gesot ginn, mä et ass ee reelle Souci, dee mer alleguerten hunn. Well vun deene 27 Länner, déi elo d'Europäesch Unioun duerstellen, sinn der eng etlech, déi d'europäesch Integratioun lästeg fannen oder net verstanen hunn, wat et heescht, an enger Unioun ze sinn.

Den 1. Januar 2009 hélt Tschechien de Virsëtz an Europa, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat Land dat ganz gutt wäert maachen. Mä, hire President Klaus, fir en net ze nennen, schéngt sech awer an der Epoch gëiert ze hunn. Den Här Klaus huet sech bei engem Besuch an Irland, beim Haaptinitiateur vum Neen, als europäeschen Dissident bezeechent. Hie schéngt sech nach ëmmer an der Sowjetzäit ze befannen. Hie vergësst dobäi, dass d'Europäesch Unioun net d'Sowjetunioun ass, well all Land fräiwëlleg an d'Europäesch Unioun kënnt a fräiwëlleg senger Wee ka goen, keen hënnert et dorunner.

Här President, datselwecht Land, Tschechien, hélt um Rakéiteschëld vun den USA deel. Si verbidde sech, dass d'Länner vun der Europäescher Unioun hinnen draschwätzen. Eng bedauerlech Haltung, wann een déi kloer Aussoen am Vertrag iwwert d'Zesummenaarbecht an der Aussen- a Sécherheetspolitik innerhalb vun der EU kuckt. Dat si bestehend Verträg, keng aner Verträg, déi eréischt musse ratifizéiert ginn.

Wat d'NATO ugeet, sinn ech mat der virsiichteger Haltung vun onser Regierung an der Fro vun der Erweiderung no Georgien an Ukraine d'accord. Ouni eng Ofsprooch mat Russland gëtt et Spannungen an deem Deel vun Europa, esou wéi et der géif, wann am Hannerhaff vun den USA Bündnisser entstoe géifen.

Keen approuvéiert natierlech hei dat brutaalt Agräife vu Russland a Georgien. Trotz allen Zweifelen, déi een driwwer kann hunn, wien ugefaangen huet.

Russland ass e wichtege Partner vun Europa, mä och Russland muss wëssen, dass et, wann et international Verantwortung huele wëllt, e rouegen a responsabelen Acteur muss sinn.

D'NATO hirersäits, Här President, ass e Militärbündnis, wat ons net an eng nei bipolär Konfrontatioun däerf féieren. Si däerf vu kengem instrumentaliséiert ginn, fir d'Polarisatioun zwëschent dem Westen a Russland ze verschäerfen. Weder Georgien nach d'Ukraine kënne vun de Memberlänner an der NATO verlaangen, dass se sech hirer interner Konflikter unhuelen, nach dass se se léise kënnen.

Här President, an e puer Méint sinn Europawahlen. Dat ass d'Geleeënheet, fir Europa de Bierger no ze bréngen. Well déi Wahle jo de Bierger erlaben, iwwer hir Stëmmziedelen an d'Politik vun der Europäescher Unioun anzegräifen.

D'Europäesch Unioun ass nëmmen da staark, wann d'Biergerinnen an d'Bierger sech fir d'Europäesch Unioun interesséieren an asetzen. Dat wëllt net soen, dass se wéi Béni-oui-ouien einfach mam Kapp musse wackelen, wann an der Europäescher Unioun eppes geschitt. Ech soen, si musse sech interesséieren an asetzen.

D'europäescht Biergerrecht bréngt d'Bierger zesummen. An dofir musse mer och hei zu Lëtzebuerg ons Wielerlëschte fir d'europäesch Bierger erëm opmaachen, nodeems se den 31. Mäerz 2008 schonns zougoungen. An dofir musse mer d'Reform vum Wahlgesetz, déi ënnerwee ass, esou séier wéi méiglech duerch d'Chamber bréngen.

Wichteg ass et dobäi natierlech ze kucken, wéi mer inhaltlech mat den Europawahlen ëmginn. Loosse mer éierlech sinn: Diskussiounen iwwer europäesch Verträg, iwwer Institutiounen, komplizéiert Abstraktioune wéi Subsidiaritéit a Proportionalitéit rappe kee vum Stull. Et kann dat nëmmen iwwer konkret Politik an eng politesch Approche vun der Europäescher Unioun geschéien.

D'Wahle verlaange kloer Programmer vun de politesche Familljen um europäeschen Niveau an um nationalen Niveau. Eng politesch Mobilisatioun muss stattfanne fir Iddië vu Solidaritéit, Zesummeschaffe géint Protektionismus an nationalen Egoismus.

Dat ass natierlech zu Lëtzebuerg eigentlech an där Hisiicht einfach, well mer hei Wahlflicht hunn a mer souwisou iwwer 80% Wahlparticipatioun hunn. Mä an deenen anere Länner gesäit een, wéi et mat der Participatioun un den Europawahle steet. Do gëtt et Participatioune vun 30, 40%, do si se frou, wa se 50% hunn.

Loosse mer ons also och näischt zu Lëtzebuerg virmaachen! Wa mer 80 oder 85% vun de Wieler hunn, déi bei den Europawahle matstëmme ginn, dat wëllt nach guer net soen, dass déi europäesch Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg bei de Wahle matmaachen, effektiv un Europa interesséiert sinn.

Virun allem däerfe mer als Politiker déi schwiereg Themen net ausklameren. Immigratioun ass e komplexen Thema. Mir wëssen dat. Et gëtt do ganz ënnerschiddlech Positiounen. Sécherheet a Respekt vun de Mënscherechter; och an deene Mesuren, déi d'Europäesch Unioun hélt - de Laurent Mosar huet geschwat vun deem Scanner op de Flughäfen.

Ech kéint vun den Donnéeë schwätzen, déi mer mussen den Amerikaner liwwere fir hir Sécherheetspolitik. Ech denken natierlech och un de Respekt vun de Rechter vun de schaffende Leit, zum Beispill déi berühmten Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit, déi elo an der Diskussioun ass. De Kampf géint d'Rezessioun an esou aner Pisten.

Här President, den Ausseminister ass ausféierlech op d'Finanzkris an d'Reaktioun vun der EU agaangen.

(Interruption)

Här President, ech hunn e Problem mat der Zäit. D'Auer ass stoe bliwwen an ech wëll drop oppassen, wéi vill Zäit dass ech hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Här Fayot, Dir sidd op zwielef an eng hallef Minutt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- No der Finanzkris, Här President, kënnt d'Wirtschaftskris. Déi eenzel national Regierungen an Europa probéieren ze reagéieren. Meeschtens jiddferee fir sech an ouni Koordinatioun.

Nun ass kee Land capabel, déi Kris eleng ze iwwerstoen. Dofir muss Europa, mat senger Kraaft als gréisste Maart vun der Welt, déi national Interventiounen op d'mannst bündelen.

D'Europäer erwaarden, dass d'Europäesch Unioun sech och als wirtschaftlech Uerdnungsmuecht géint d'Rezessioun asetzt. Ons gemeinsam Währung schweesst ons zesummen. Méi wéi jee gëllt et, dass Wirtschaft a Währung zesumme gehéieren.

Dofir ass d'Diskussioun iwwer en europäescht Agräifen an der Wirtschaftskris amgaangen. An dat soll och net eleng iwwert de Conseil européen goen, wou dann een eventuell sech als Chef vun der Wirtschaftspolitik profiléiert, mä dat soll iwwert déi normal europäesch Institutioune beziehungsweis natierlech an éischter Linn och iwwert d'Kommissioun goen.

Här President, et sinn x Projeten déi lescht Deeg bekannt ginn. Den SPD-Kanzlerkandidat Steinmeier huet en europäesche Pakt fir Beschäftegung virgeschloen. Vu Frankräich sinn där Iddië komm. De Jean-Claude Juncker huet haut de Moien - hunn ech gelies - en europäeschen Emprunt fir d'Autoindustrie virgeschloen.

Egal wat ee vun esou Iddien denkt, ass et d'Roll - an ech mengen, d'Bierger erwaarden dat - vun Europa, an net nëmme vun eenzelne Staten, sech ëm d'wirtschaftlech Zukunft Gedanken ze maachen, protektionisteschen Tendenzen entgéintzewierken a wirtschaftspolitesch Instrumenter fir de Wuesstum voll auszenotzen, ob dat europäesch Programmer sinn oder Hëllefstellunge fir d'Regierunge bei hiren Interventiounen. Dofir brauche mer natierlech och eng kloer Positioun vun Europa fir d'Reguléierung vun den internationale Finanzmäert.

Ech mengen net, dass mer eng europäesch Wirtschaftsregierung brauchen, mä weder d'Kommissioun nach de Conseil kënne sech aus der Diskussioun iwwer méiglech Agrëffer an d'Wirtschaft eraushalen. Op d'allermannst brauche mer deen Dialog zwëschent EZB an Eurogroup, en intensive Sozialdialog, de gemeinsame Wëllen, dës Kris ze meeschteren.

Här President, ech wollt nach e Wuert soen iwwert déi konsequent Europa-Aarbecht vun der Regierung. Leider ass meng Zäit eriwwer. Ech wollt awer dee Bericht, deen den Nicolas Schmit ons presentéiert huet iwwert d'Europapolitik, besonnesch ervirsträichen an ech wollt der Regierung suggéréieren, dee Bericht an enger

grousser Oplag iwwerhaapt ze drécken an erauszebréngen an ze publizéieren, well dat ass eng Minn vun Informatiounen iwwert d'Europapolitik.

Et ass d'Europapolitik vun der ganzer Regierung. Et ass eng Zesummenaarbecht vun der ganzer Regierung, déi doranner steet, an dat ass menger Usiicht no e wichtegt Dokument fir d'Bierger, fir d'Parteien an all déi, déi sech fir Europa interesséieren.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech soen, dass mir selbstverständlech d'Europa- an d'Aussepolitik vun der Regierung ënnerstëtzen a mir hoffen natierlech och mam Ausseminister, dass den neien amerikanesche President ons hëllefe wäert, eng besser Welt ze schafen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir hu gëschter déi lescht Deklaratioun vum Här Asselborn vun der Legislatur 2004/2009 héieren an et ass jo üblech, dass eng Debatt och doriwwer stattfënnt. Mä et ass, fannen ech, elo, wou ech dat fir d'zweet dierf maachen, e bëssen e komplizéierten Exercice dann awer. Well ee jo och weess, dass een net alles ka verlaange vum Ausseminister.

D'Diplomatie ass jo e Ballet, deen net ënnert de Scheinwerfer gedanzt gëtt, esou dass een op dat reagéiere muss, wat den Ausseminister seet, och wann dat net onbedéngt alles ass, wat hien denkt. Ech probéieren dofir op dat anzegoen, wat geschitt ass an deene leschte Wochen a Méint,…

M. Charles Goerens *(DP).*- Sot eis emol, wat Der denkt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- …op déi Fakten, déi mer hunn. Well déi lescht Méint si jo e bëssen eng Mëschung, wou ganz no an enk beienee souwuel Kris wéi och Hoffnung war.

Kris, well mer déi Finanzkris hunn, déi vläicht nach net ganz ausgestanen ass. Kris, well mer den Impakt op d'Realekonomie elo scho gesinn. Deen ass reell. Kris awer och, well d'Europäesch Unioun an hir Kommissioun an de leschte Wochen a Méint wäit manner präsent war, wéi se hätt misse sinn. Kris, well mer an der Lutte géint de Klimawandel nach net substanziell virukomm sinn; au contraire. Kris, well Stéchwierder wéi „Ofrëschtung" scho schéngen an de Vergiess geroden ze sinn, an éischter de Contraire sech erëm useet an umellt. Kris awer och wéinst dem Georgien-Konflikt, deen nach esou bal net eng vollstänneg Léisung wäert kennen. Kris awer och, well mer nach ëmmer kee spierbaren a wesentleche Fortschrëtt feststellen am Israel- a Palästina-Konflikt.

Gläichzäiteg gëtt et eigentlech och Ulass zu Hoffnungen.

Éischtens, well sech awer lues, mä sécher d'Erkenntnis duerchsetzt, dass global Problemer a globaliséiert Problemer och global politesch Äntwerte verlaangen. Mir hunn eng globaliséiert Wirtschaft. Mir hunn awer keng globaliséiert Politik. Si huet sech awer zum Deel fonnt. Am Kader vun der Finanzkris huet sech op eng am Ufank nach onkoordinéiert Aart a Weis awer erausgestallt, dass praktesch iwwerall déiselwecht Äntwerte komm sinn. Bei den Amerikaner an zwou Etappen, ier se och déi Äntwert ginn hunn, déi déi europäesch Länner scho méi fréi ginn haten, fir op déi Finanzkris ze reagéieren. An déi Erkenntnis, dass een op eng globaliséiert Wirtschaft nëmme ka mat enger globaliséierter Politik äntwerten, déi mécht hire Wee.

Hoffnung och, well sech eng aner Erkenntnis eiser Meenung no duerchsetzt, nämlech déi, dass d'Marchéen eleng et net automatesch fäerdeg bréngen, fir Ëmweltschutz oder Klimaschutz ze erreechen, well d'Marchéen eleng net automatesch derfir suergen, dass et sozial Gerechtegkeet gëtt. Och dat ass eng wichteg Erkenntnis, déi brécht mat villem, wat an de leschten 20 Joer an engem ëmmer méi rasanten Tempo an der Welt ënnerwee war.

Hoffnung awer och, well eng Kris jo och ëmmer eng Geleeënheet ass, fir et besser ze maachen. Wann een d'Ursaache vun der Kris erkennt, kann een och fir déi Joren no der Kris eng besser Solutioun erreeche wéi déi, déi ee gehat hätt, wann d'Kris net stattfonnt hätt, oder wa se nach eng Rei Jore viru sech gedëmpelt hätt, ier se bemierkbar gi wier.

Hoffnung awer och, well den 20. Januar den George Bush ersat gëtt duerch en neien amerikanesche President. Den George Bush, e Mann, e President, deen à tout point de vue e katastrophale Bilan ze presentéieren huet. Souwuel wirtschafts- wéi finanzpolitesch wéi haushaltspolitesch wéi ëmweltpolitesch wéi sécherheets- a friddenspolitesch huet den George Bush et fäerdeg bruecht, all déi um Planéit, déi méi no beienee gehéieren, auserneenzedreiwen, an déi, déi hie besser gehat hätt auserneenzehalen, zesummenzedreiwen.

Säi Bilan ass een, dee vu sengem Nofolger nëmme besser ka gemaach ginn. Am Kontext vun deem Wahlkampf vum Obama géint den Här McCain hat ech och eng Kéier d'Geleeënheet, fir ze soen - an ech mengen och, dass et stëmmt -, dass et engem am Fong fir den Här McCain och bal ka leeddoen fir dat, wat hie bei de Republikaner duerstellt. Well hie wier och e ganz gudde President gewiescht déi vergaangen aacht Joer. D'Zukunft gehéiert awer fir eis ganz kloer dem Barack Obama.

Hoffnung awer och, well deen neien amerikanesche President een ass, dee vun Ufank un op Multilatéralisme setzt. Een, dee vun Ufank un der Meenung ass, dass d'Amerikaner net eleng kënnen décidéieren, wa se hir Problemer wëlle léisen; net wéi säi Virgänger dat ëmmer gemengt huet.

Mir hoffen awer och, dass et nach e leschte Punkt gëtt, fir Hoffnung ze hunn doduerch, dass deen neien amerikanesche President och an där Fro vun der Gefor vun nees Oprëschtung, vun de Rakéitenofwierprogrammer relativ séier no senger Wahl Signaler gesent huet Richtung Moskau, déi méi conciliant si wéi déi vu sengem Virgänger. Déi probéieren, déi dote wichteg Fro éischter zesummen ze léisen, an net ee géint deen aneren auszespillen.

Dat si Fakten aus de leschte Wochen a Méint, déi dofir och eng Rei Froen opwerfen, wou mer net ëmmer all d'Äntwerte kritt hu gëschter an der Deklaratioun vun eisem Ausseminister. Notamment hu mer een Aspekt vermësst, praktesch integral vermësst.

Lëtzebuerg ass op enger Rei vu Plazen an der Welt präsent - militäresch präsent - mat meeschtens jonken Zaldoten. Och wann et der mat hirer momentaner Gesamtzuel net schrecklech vill sinn, international verglach, esou sinn der awer och iwwert déi lescht Jore schonn honnerten insgesamt vun der Lëtzebuerger Arméi am Ausland an engem militäreschen Asaz gewiescht. Och wann dat keng offensiv Truppe sinn, déi Lëtzebuerg stellt, esou hu se awer eng militäresch Präsenz a Krisegebidder vun dëser Welt.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg jo net vill doriwwer geschwat. Och net am Parlament. Och net, wann déi Mandater sollen accordéiert oder verlängert ginn, an och net an der Öffentlechkeet am Allgemengen. Déi Saachen, déi ginn zu Lëtzebuerg am Moment nach ouni grouss an ouni gréisser Diskussiounen ugeholl als dee Bäitrag, dee mer solle leeschten.

Mä dat kann änneren. Dat kéint änneren, wann zum Beispill och engem Lëtzebuerger Zaldot an der Missioun eppes géif geschéien. Wat keen hofft, wat kee wënscht, mä wat och kee kann ausschléissen. Dofir menge mer, dass och den Ausseminister bei senger Deklaratioun op deen doten Aspekt vun der Lëtzebuerger Aussepolitik hätt missen agoen.

Ze soen, wéi, opgrond vun deem, wat international a Bewegung ass, sech Lëtzebuerg gedenkt ze positionéieren an deenen dote Konflikter, an deene Konflikter, wou mer Präsenz hunn um Terrain, ob dat am Kosovo ass, ob dat a Bosnien-Herzegowina ass, am Kongo, am Libanon, am Tschad oder an Afghanistan, wou mer jo och e relativ groussen - fir Lëtzebuerger Verhältnisser - Kontingent hunn.

Grad an Afghanistan deite sech jo Änneren un duerch deen neien amerikanesche President, dee souwuel op der Irak-Fro wéi op der Afghanistan-Fro eng nei Linn wëllt aschloen an dee sech dat anescht virstellt wéi säi Virgänger.

Mir hätte gär vum Ausseminister héieren, wéi d'Lëtzebuerger Regierung op déi Iddië vum neien amerikanesche President, fir an Afghanistan méi schwéierpunktméisseg an den nächste Jore virzegoen, wou hien och d'Hand ausstreckt, fir dass anerer och méi schwéierpunktméisseg an Afghanistan präsent sinn, am europäesche Kontext an awer och an de bilaterale Relatioune mat den USA gedenkt sech op där doter Fro ze positionéieren a wéi eng Äntwert dass mer ginn.

Wäert Lëtzebuerg an den nächste Jore seng Präsenz an Afghanistan eropsetzen oder net? Dat ass eng Fro, op déi mer gären eng Äntwert vun der Regierung hätten.

Ech hu virdru gesot, dass sech d'Erkenntnis géif duerchsetzen, dass global Problemer och global politesch Äntwerte géife verlaangen. An dat ass wouer fir eng Rei vu wesentlechen Domänen: Fir d'Finanzwelt; wann et drëms geet, de Planéit ze ernähren, dass jiddfereen ze iessen huet; wann et drëms geet, weltwäit derfir ze suergen, dass jiddfereen ze drénken huet; wann et drëms geet, weltwäit derfir ze suergen, dass jiddfereen am Fridde ka liewen; an awer och - an dat ass fir eis Gréng ee besonnesch wichtege Punkt - wann et drëms geet, derfir ze suergen, dass effektiv Léisungen am Kontext vun der Lutte géint de Klimawandel endlech géifen op d'Tapéit kommen.

Mir gesinn elo eng Gefor. An et héiert ee jo och schonn eenzel Leit esou schwätzen. Elo, wou mer eng Finanzkris hunn, eng ganz grouss Finanzkris mat Impakter op d'Realekonomie, héiert een déi nees, déi soen: Jo, da muss dat elo d'Prioritéit ginn. Dat ass méi wichteg wéi déi Klimaaspekter. Mir mussen elo wéinst der Finanzkris an der Wirtschaftskris fir eng Zäitchen dann eben och déi ganz Debatt ronderëm d'Lutte géint de Klimawandel vläicht e Stéck hannendrustellen. Déi also soen, dass déi zwee getrennte Weeër lafen, dass d'Lutte géint de Klimawandel e bëssen elo an dësem Moment eng Zort Luxuspolitik wier, déi mer eis elo net kéinte leeschten, well mer elo aner, méi urgent, méi wichteg Problemer hätten.

Mir sinn der Meenung, dass, wann op déi géif gelauschtert ginn, d'Auswierkungen dovunner kuerz-, mëttel- a laangfristeg - an ech weie meng Wierder - katastrophal wieren. Déi zwee si méi enk matenee verknäppt, déi sinn ontrennbar matenee verknäppt. Och dat, wat iwwert den Ëmwee vun der Finanzkris an d'Wirtschaftskrise riskéiert eranzerutschen, ass ganz enk mat der Energiefro verknäppt, an d'Energiefro ass ontrennbar verknäppt mat der Fro vum Klimawandel.

De Pëtrol ass elo ëm villes nees méi bëlleg ginn, an dat bréngt dann och déi Leit dozou ze soen, voilà, op där Front do ass vläicht elo net méi dee gréissten Drock, mir kënnen do mam Drock vläicht e bëssen noloossen. En ass jo wierklech vill gefall. Mä dat ass awer eng scho bal kënschtlech Baisse, déi de Pëtrol am Moment matmécht. A wa mer dat elo géifen aus den Ae verléieren, wann dat d'Zeeche wieren an der internationaler Politik, wann dat d'Zeeche wieren, wa weltwäit matenee geschwat gëtt, wéi een aus der Finanz- a Wirtschaftskris erauskënnt, da kann ee sécher sinn, dass an den nächste Méint a Joren all Wirtschaftswuesstum, dee mer nees kéinte kréien, wa mer aus der Kris eraus wieren, eent zu eent vum Präis vum Pëtrol erëm géif opgefriess ginn.

Ass et dat, wat mer wëllen? Ech mengen net, dass et dat ass, wat mer solle wëllen. An duerfir soll ee ganz kloer do mam Drock net noloossen an d'Aen net verschléisse virum Fait, dass déi Saachen ontrennbar matenee verknäppt sinn.

Duerfir ware mer och frou, wéi mer net méi spéit wéi gëscht den neien amerikanesche President héieren hunn, deen erëm eng Kéier widderholl huet, dass hien an der Lutte géint de Klimawandel seng Engagementer aus dem Wahlkampf net géif verwässeren, dass hien déi géif oprechterhalen, och wann hie President wier. Fir hien ass d'Lutte géint de Klimawandel d'Topthema Nummer 1. Et ass de prioritären Dossier oder ee vu senge prioritären Dossiere fir säin éischt Mandat vun den nächste véier Joer.

Hien huet och Zuele genannt. Hie wëllt eppes an der amerikanescher Wirtschaft veränneren, déi jo an dësem Dossier hei alles anescht wéi virbildlech ass an déi lescht aacht Joer et nach vill manner ginn ass. Hien huet Zuele genannt, den neie President: Hie wëllt an den USA bis 2020 den CO_2-Ausstouss ëm 25% reduzéieren an hie wëllt a sengem nächste Mandat d'Weiche setzen, dass bis 2050 d'amerikanesch Wirtschaft hir CO_2-Emissiounen ëm 80% géif reduzéieren.

Dat ass fir eis dee richtege Wee: e gréngen „new deal" auszeschaffen, net just en „new deal", fir aus der Wirtschaftskris erauszekommen, mä déi Kéier muss et e gréngen „new deal" sinn, en „new deal", deen et gläichzäiteg fäerdeg bréngt, d'Ëmweltkomponent ze integréieren an déi Diskussiounen, dass mer also déi Post-Kyoto-Diskussiounen am Liicht vun deem gréngen „new deal" féieren, soss komme mer net zu Konklusiounen, déi eis wesentlech géife virubréngen.

An och de Sir Nicholas Stern, deem säi Rapport jo och vill Leit gerëselt huet virun net allze laanger Zäit, huet gesot virun zwee Deeg, dass déi Finanzkris an hiren Impakt op d'Realekonomie, déi mer elo erliewen, nëmmen e Virgeschmaach géif riskéieren ze si vun deem, wat eis géif erwaarden, wa mer ënnert dem Drock an dem Androck vun deem, wat mer haut erliewen, géifen um internationale Plang bei den Diskussiounen de Volet vun der Lutte géint de Klimawandel ignoréieren. Dat huet en Effet multiplicateur, dee méi wäit geet a sengen Auswierkungen, wéi dat, wat mer elo an de leschte Méint a Wochen erlieft hunn.

Duerfir ass och d'Fro ganz wichteg, wéi sech d'Lëtzebuerger Regierung op deenen Dossiere stellt. Mir ware frou, den Här Asselborn ze héieren, zu deem doten Thema eppes ze soen. Dat war an de leschte Joren a sengen aussepoliteschen Deklaratiounen net oft de Fall. Mir sinn ausdrécklech frou doriwwer, dass hien a senger Ried vu gëschter och op dës Aspekter agaangen ass. Mä dat bréngt awer och den Ausseminister e bëssen an eng Bringschuld, wat d'Virstellunge vun der Lëtzebuerger Regierung betrëfft, wéi dann an Zukunft déi international Architektur soll sinn op deenen Dossieren.

Ass et nach tragbar, wa mer a klenge Clibb wéi dem G8 matenee probéieren, d'Problemer ze léisen, oder muss een net wierklech och vun Europa aus déi Impulser setzen, déi fir eng komplett reforméiert Architektur vun den internationale Relatioune plädéieren, mat enger Reform vun der UNO, mat virun allem eben engem Abanne vun all den Entwécklungslänner, vun de Schwellelänner an all déi doten Diskussiounen? Ouni déi ass déi Diskussioun net op eng Konklusioun ze féieren, déi gewënnbréngend wier.

E leschte Punkt - well meng Zäit an enger Minutt schonn ofleeft - zum Thema Ofrëschtung. Och do hu mer jo scho vu russescher Säit en éischten Test a Richtung Obama kritt, wéi se den Dag nom Obama senger Electioun annoncéiert hunn, dass se wéilten an der Enclave vu Kaliningrad och Ofwierrakéite stationéieren. Dat ass eng Äntwert op dem George Bush seng Politik, fir a Polen an Tschechien, wou hien och Accordë kritt huet, Ofwierrakéite géint - dat ass d'amerikanesch Positioun - den Iran dierfen opzestellen.

Mir hoffen, dass déi rezent Ausso vum Här Medwedjew, deen och elo ufänkt, éischter fir gemeinsam Solutiounen an dëser Fro vun der Rakéitenofwier ze plädéieren, déi ass, déi hire Wee wäert maachen.

Mir hoffen als Gréng, dass dat Stéchwuert vun der Ofrëschtung erëm e ganz modernt Stéchwuert gëtt. Dat war laang Joren, während der Zäit vum Kale Krich an och duerno, e wichtegt Stéchwuert an ass an de leschte Joren e bëssen an de Vergiess geroden. Mir stellen am Moment éischter de Contraire vum Trend fest. Och wann ee kuckt, wéi d'Militärdépensë sech weltwäit entwéckelt hunn, ka vun Ofrëschtung néierens méi op der Welt iwwerhaapt nach Rieds goen.

Dat misst och e Schwéierpunkt si vun der internationaler Politik vun der gesamteuropäescher Unioun an natierlech och e Rôle, dee Lëtzebuerg soll ënnerstëtzen, fir dass dat Stéchwuert vun der Ofrëschtung wierklech erëm eent ass, wat am Agenda genausou héich uewe steet, wéi dat vun der Finanzkris oder - esou hoffe mer - wéi dat vun der Lutte géint de Klimawandel.

Dat gesot soen ech Iech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir Är Opmierksamkeet an erwaarden d'Äntwerte vum Ausseminister op déi zwou, dräi Froen, déi mer haut nach eng Kéier méi prezis gestallt hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Aussepolitik ass fir d'alleréischt do, fir Lëtzebuerger national Intérêten an der Welt ze verdeedegen. D'Lëtzebuerger Aussepolitik kann, mä muss net mat der europäescher Politik deckungsgläich sinn. Europa ass dofir do, fir déi gemeinsam Intérêten, notamment wéi elo an der Finanzkris, wéi am Klimawandel, ze ver-

deedegen, wou mer alleguerten déiselwecht Ziler sollen hunn. Dofir ass Europa do, mä et gëtt awer och nach Differenzen. Deckungsgläich ass et net.

D'Haaptzil vun der Lëtzebuerger Aussepolitik gëtt mat gutt gemengten Allgemengheeten ëmschriwwen. Ech zitéieren hei den Här Ausseminister: „D'Zil vun der Aussepolitik ass et, d'Nervositéit um Globus ofzebauen, fir se duerch d'Asiicht ze ersetzen, dass d'Rieder vun den internationalen Interessen aneneegräife mussen, fir der Stabilitéit, dem Fridden an der Mënschlechkeet eng Chance ze ginn."

Dëst ass net falsch, Här Ausseminister. Mä dofir eleng bezuele mer nach keen Ausseminister!

(Hilarité)

Mir vun der ADR wiere frou gewiescht, wann Der eis gëschter méi wéi eng journalistesch Weltrees ugebueden hätt, wou Der een hannert deem aneren déi eenzel Zitater, déi an den Zeitunge fonnt gi sinn an den Headlines, opgezielt hutt. Mir hätte gär gewosst, wat Dir konkret selwer fir Lëtzebuerg gemaach hutt. A wéi ech an Ärer Ried nogekuckt hunn, konnt ech net ganz vill doriwwer fannen. Dir hutt héchstwahrscheinlech och näischt opgezielt, well näischt gemaach ginn ass.

Eis fält emol fir d'éischt eppes op, wat Der net gesot hutt, wouvunner Der all déi Jore virdru geschwat hutt an dëst Joer net. Zënter Joren erzielt Der eis hei an der Chamber, datt Der gär hätt, datt Lëtzebuerg soll Member vum UNO-Sécherheetsrot ginn. Dovunner hutt Der gëschter kee Wuert gesot.

Heescht dat, datt d'lëtzebuergesch Regierung déi Iddi opginn huet? Ech huelen un, datt just ee Joer, e puer Méint virun de Wahlen Dir dat vläicht net wollt soen. Mä vläicht besteet et nach.

Zweetens, wann een lech nolauschtert, Här Ausseminister, muss d'lescht Joer hei an Europa an apaart an onser Noperschaft kee Problem do gewiescht sinn. Or, mir diskutéieren e Benelux-Vertrag, an ech hu kee Wuert héieren iwwert déi Problemer, déi an der Belsch sinn an déi Orientéierungen do. Huet d'lëtzebuergesch Regierung dozou e puer Iddien? Wat ergëtt sech dann an deem neie Benelux-Vertrag, dee muss verhandelt ginn?

Drëttens, d'Europäesch Unioun. An deem Kontext wollt ech och e puer Froe stellen, en vue vun deenen Aussoen, déi Der gëschter gemaach hutt bezüglech den EU-Kommissaren.

Ech hat geduecht ze verstoen, datt en Accord um europäeschen Niveau ass, well den Traité de Nice dat esou virgesäit, datt ee Land muss op en EU-Kommissar verzichten, well deen Ablack den aussepolitesche Spriecher vun der EU géif mat an dee Pak gezu ginn, an dat Land, wat dee Minister, dee Représentant hätt, géif dann automatesch op de Member an der Europäescher Kommissioun verzichten.

No deem, wat ech gëschter awer esou héieren hunn, kéint ee bal unhuelen, datt d'lëtzebuergesch Regierung den Accord ginn hätt, fir op e lëtzebuergesche Kommissar ze verzichten. Dofir wollt ech lech froen, Här Ausseminister, wéi d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an där Fro ass. Sidd Dir gewëllt, op dee Wee ze goen, oder hutt Dir eng aner Meenung? Do misst eng kloer Ausso kommen.

Mir mengen op jiddfer Fall, datt Lëtzebuerg net als dat klengste Land, oder eent vun deene klengste Länner an der EU, direkt misst dat Land sinn, wat hei misst op een EU-Kommissar verzichten.

Da mengen ech och, datt een, speziell als klengt Land, muss méi Respekt weise vis-à-vis vum ireschen Neen. Et gëtt vun alle Säiten Drock op dat Land an op déi Bierger ausgeübt, fir datt se hiren Iertum, wéi gesot gëtt, misste redresséieren. Wann een de Sondage vum 8. November kuckt, deen an den Zeitungen an Irland publizéiert ginn ass, da gesäit een, datt elo nach ëmmer 39% vun de Leit géint den Traité sinn, 34% wieren derfir, an de Rescht, déi 17, 18 aner Prozent, déi hu sech nach net décidéiert, mä sinn awer éischter kritesch agestallt zu dem Text. Op jidde Fall ass d'Populatioun bal eestëmmeg der Meenung, datt een net méi nach eng Kéier sollt an esou kuerzer Zäit iwwert den Traité ofstëmmen.

An Tschechien, sinn ech elo gewuer ginn, gëtt et Schwieregkeeten, fir 60% vun de Sénateuren ze iwwerzeegen, mat Jo ze stëmmen. Mir als ADR mengen, datt wichteg Décisiounen an der EU musse mam Bierger geholl ginn, iwwert de Wee vum Referendum, an datt een déi Resultater och muss respektéieren. D'EU soll net just vun e puer Elite gemaach, ausgeweit an definéiert ginn.

Da fuerdere mer - an ech mengen, do schéngt jo e Konsens hei an de Parteien ze sinn -, datt mer all Kéiers déi Dokumenter, déi um europäesche Plang an der Virbereedung sinn, solle mat Zäit vun der Regierung kréien. Mir wäerten och eng Proposition de loi eraginn, fir eng Revisioun vun der Constitutioun an deem Sënn ze maachen, esou wéi Däitschland a Frankräich dat hunn.

Ech mengen, dat ass jo och en Accord, dee mer elo schonn deelweis mat der Regierung hunn, mä et schéngt awer esou ze sinn, datt e puer Ministere sech net drun halen. Wéi kéint et soss sinn, datt mer zum Beispill erausfonnt hunn, datt eng Direktiv an der Ausaarbechtung ass, déi d'Quellesteier wëllt ausweiten? Aner Parlamenter haten déi virbereedend Dokumenter, d'Press huet dovunner geschriwwen. Hei zu Lëtzebuerg si mer eréischt, nodeem mir als ADR gefrot haten, fir dee Punkt op den Ordre du jour ze kréien, gewuer ginn, datt esou een Dokument elo zur Verfügung stéing. Do muss ee soen, datt d'Aart a Weis, wéi verschidde Ministere mat der Chamber ëmginn an den Dialog och sichen um europäeschen Niveau, vu Ministère zu Ministère verschidden ass, an dat muss sech änneren.

Dann hu mer och bedauert, Här Ausseminister, datt mer an der Affär vum Secret bancaire a vun deene Steierparadies-Accusatiounen net op déiselwecht Aart a Weis reagéiert hu wéi d'Schwäiz zum Beispill, déi déi eenzel Ambassadeure geruff huet, fir eng Debatt ze féieren. Vläicht hunn ech dat net gemierkt, vläicht ass dat geschitt, mä op jiddfer Fall ass et net no bausse gedrongen.

Da mengen ech och, datt ee muss, wann een esou ugegraff gëtt als Land, en Argumentaire bréngen, well wann et ee Land gëtt, wat e Steierparadies ass, dann ass dat Frankräich. Wéi kann et soss sinn, datt op Basis vun engem Rapport vun der Administration des Contributions directes festgehale gëtt, datt d'Leit mat engem Akommes vun iwwer zéng Milliounen Euro 3,24% Steiere bezuelen? Dat ass e Paradis fiscal. Dat muss dach heiansdo gesot ginn!

Da sollt een och nach festhalen - anonym Konte si jo verbueden -, datt et a Frankräich „bons du trésor anonymes", „bons de capitalisation anonymes" gëtt, wou Der Zënse kritt, mat enger staarker Retenue à la source, mä wat wéi Geld gehandelt gëtt a wat total anonym ass. Do gesäit een, datt dat zum Beispill ee vun de Moyenen ass, wat a Frankräich fir Drogegelder an Ähnleches gehandelt kéint ginn. Dofir mengen ech, datt, wann esou Accusatioune géint onst Land erhuewe ginn, ee muss méi schaarf dorobber reagéieren.

Mir mussen och festhalen, datt mer, vun deene villen Themen a Froen, déi an der Ried vum Här Ausseminister abordéiert gi sinn, bereet sinn, verschidde Saache matzedroen. Mä et muss een awer ervirsträichen, datt mer ons och verschidde Froe stellen, nodeems mer Är Ried gëschter héieren hunn, an där Dir gesot hutt, Dir wëllt eng Partie Ambassaden an Asien hunn. Dat ass schéin a gutt, mä vill Sënn mécht et awer net. A vill Gläichgewiicht hu mer op deem Gebitt och net. Firwat hu mer keng Ambassade a Südamerika? A keng am Noen Osten, oder am arabesche Raum? Dofir froen ech, Här Ausseminister, ob Dir ons do kënnt eng Äntwert ginn, firwat d'Regierung just nure wëllt an Asien goen an net an déi aner Länner?

Dir hutt och an Ärer Interventioun, mat Recht, gesot, datt een den Dialog mat Russland soll weiderféieren. Prinzipiell begréisse mer dat. Ech hunn awer och gemierkt, datt Dir déi Diskussiounen iwwer Südossetien an Abchasien an d'Unerkennung vun deenen als souverän State bedauert hutt, wann ech et esou kann ausdrécken. Mä et muss een awer och soen, a mir bleiwen der Meenung, datt, wann europäesch Staten de Kosovo unerkennen, et zimlech logesch ass, datt dann aner Länner, wéi Russland, och op där Basis do hir Unerkennunge maachen. Dofir wäert et héchstwahrscheinlech an den nächste Joren dozou kommen...

M. le Président.- Här Henckes, Är Riedezäit ass ofgelaf.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech weess dat, Här President. Ech wollt just nure soen, datt ech bedaueren, datt dës Regierung véier Leit huet, déi sech ëm d'Aussepolitik këmmeren, datt mer d'Impressioun hunn, datt jiddferee fir sech schafft, an datt mer eng koordinéiert Aussepolitik brauchen. Ech hoffen, datt dat ënnert der nächster Regierung wäert de Fall sinn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Haut ass jo meng lescht aussepolitesch Interventioun an dëser Legislaturperiod, dofir wëll ech mech da kuerz zu deem engen oder deem anere Sujet äusseren. Déi allgemeng Meenung iwwert den Traité vu Lissabon ass jo anscheinend déi, dass mer den Ire méi Zäit solle loossen, fir dass se sech net nach eng Kéier iren. Bon, ech géif mengen, dass dat eng gutt Initiativ ass.

Ech wëll awer och dorobber agoen, wat ech vum Spriecher vun der grénger Fraktioun héieren hunn, wéi en hei fir d'Ofrüstung plädéiert huet. Do war ech zwar e bëssen erstaunt, well wann een en Traité vu Lissabon stëmmt oder e konstitutionellen Traité gestëmmt huet, wou kloer Oprüstungskritären drastinn, da sinn ech awer frou, dass endlech e Mentalitéitswiessel komm ass, an dass se esou een Traité dann an Zukunft jo hoffentlech net méi wäerte stëmmen.

Här President, den Här Mosar huet de Kongo ugeschwat, an en huet dobäi och vun Tutsien an Hutue geschwat. Ech wëll lech just soen, dass ech de Kongo an déi Regioun kennen, an dass et do scho laang net méi ëm ethnesch Ausenanersetzunge geet. Do geet et just drëm, dass eng Rei rücksichtslos Mercenairen, am Optrag vun de Finanz- a Wirtschaftslobbyen, d'Plaz propper maachen, fir dass d'Räichtümer vun deem Land einfach an ouni Problemer kënnen ausgebeut ginn. Dat ass d'Situatioun am Kongo, an dat huet bis elo an deene leschte 15 Joer fënnef Millioune Mënschen d'Liewe kascht.

Et wär derwäert, dass wierklech och Lëtzebuerg sech do emol méi bewegen an och méi awierke sollt. Och Europa muss endlech do Fuerf bekennen an derfir suergen, dass net nëmmen UNO-Zaldoten als Touristen do erëmtrëppelen, mä dass se awer och emol endlech d'Roll solle kréien, fir kënnen d'Leit wierklech ze schützen an net nëmmen nokucken, wéi do Kanner a Frae mutiléiert an opgeschlitzt ginn, ouni dass ee mam Ouer wackelt.

Ech wëll awer nach op en anere Problem an der Regioun vun de Grousse Séien opmierksam maachen, an dat ass de Problem vun den Tropebëscher. Do ware Kontrakter, Permisen ausgestallt ginn, fir 45 Milliounen Hektar Tropebëscher ofzeholzen. Lëtzebuerg participéiert iwwert d'Weltbank un engem Fonds multibailleurs fir de Kongo. Dee Fong ass geduecht, fir dass dat Land Sue genuch kritt, fir déi Tropebëscher, ebe fir de Patrimoine vun den Tropebëscher ze schützen.

2005 ass e Moratoire ausgeschwat gi fir déi Permisen, wat zur Konsequenz hat, dass vun deene 45 Milliounen Hektar elo nach just 25 Milliounen Hektar kënnen ofgeholzt ginn. Mä dat ass 10% vum Patrimoine vun deene ganzen Tropebëscher an der Regioun vun de Grousse Séien. Dat muss ee sech emol virstellen!

Et ass en Observateur indépendant genannt ginn, fir ze iwwerwaachen, wéi dat dann elo mat deene Permisen do gehandhaabt gëtt. Et soll och eng Revisioun vun den Autorisatioune gemaach ginn, fir ze verhënneren, dass nach méi Tropebëscher ofgeholzt ginn an dass och nach méi Permisen ausgestallt ginn.

Mä d'Konsequenz ass: Wa mer och do net agräifen, da kréie mer do wéinst der humanitärer Kris och nach eng ökologesch Kris; well et ass einfach onverantwortlech, wann een et zouléisst, dass 10% vum Patrimoine vun den Tropebëscher an der Regioun vun de Grousse Séien ofgeholzt ginn.

An déi Leit dohanne muss ee verstoen, well wann ee weess, dass ee fir e Mahagonibam dausend Dollar kritt, wann een dee verkeeft, ech mengen da versteet een, dass déi Leit dohannen d'Zesummenhäng vun enger ökologescher Kris net verstinn, dass déi Leit keng Suen hunn an op déi Aart a Weis wëlle Geld verdéngen. An dat gëtt rücksichtslos vun der Holzindustrie ausgenotzt.

Mä et muss een agräifen, well soss erliewe mer nach eng Kéier esou eng Katastroph wéi grad an anere Länner. Ech mengen och dat wär derwäert, fir einfach eng Kéier emol vun der Regierung do mat anzewierken.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann ass déi lescht Riednerin d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi meng Virriedner wollt ech dem Ausseminister an och dem Europaminister Merci soe fir déi Disponibilitéit, déi si an europäeschen an aussepoliteschen Affäre vis-à-vis vun der Chamber un den Dag leeën, an ech wollt mech och formell den Aussoe vum Här Goerens uschléissen, dee fir Gläichheet plädéiert huet, Gläichheet an der EU zwëschent deene groussen an deene klenge Memberstaten.

Ech wollt haaptsächlech zu Europa e puer Wuert soen an ufänke mat zwou Froen:

Déi éischt, ob et richteg ass, wann een d'Gefill kritt, dass den Dram oder d'Visioun respektiv de Modell vun Europa um Verblatze wier. Oder kann ee sech un dee leschten Eurobarometer riichten, deen éischtens ergëtt, dass an der Europäescher Unioun 61% vun de Leit mengen, dass hiert Land an Europa gehéiert huet?

An déi zweet - an déi ass eigentlech positiv fir Europa -, ob et richteg ass, dass d'Europäer, mat ganz wéinegen Ausnahme wéi zum Beispill Éisträich, Schweden a Finnland, soen, dass hiert Vertrauen an d'EU méi grouss ass wéi dat an hir eege Regierungen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Egal wéi een dat doten dréint - et kënnen déi eng oder déi aner aus deene Sondagen dat eraussichen, erausliesen, wat se wëllen -, et bleift, dass ëmmer dann, wann et schwiereg gëtt, wann d'Leit et mat der Angscht ze di kréie wéinst Wirtschaftskris oder wat och ëmmer, d'Tendenz besteet, fir „déi vu Bréissel" derfir verantwortlech ze maachen. An dat heescht dann, dass d'europäesch Institutiounen dobäi schlecht ewechkommen.

Et gëtt zum Beispill och an deem Kontext ganz gäre gesot, dass d'Europäesch Unioun haaptsächlech e Waasserkapp vu Fonctionnairë wier. Wann een awer d'Zuele kuckt, da gesäit een, dass d'Europäesch Unioun, zoustänneg fir bal eng hallef Milliard Bierger an Europa, net méi Fonctionnairen huet - ech weess, dass dee Vergläich net ganz stëmmt, mä ëmmerhin ass en awer prägnant - wéi d'Stad vu Paräis, déi natierlech och aner Responsabilitéiten huet. Ech mengen einfach, dass et gutt ass, eng Kéier d'Saachen an e Verhältnis ze setzen.

Ausserhalb vun Europa awer blénkt de Stär vun der Europäescher Unioun weider. An dat ass eigentlech dat Verréckt bei der Geschicht, dass déi, déi am meeschte Profit dovunnergedroen hunn, am meeschte Skepsis vis-à-vis vun deem Modell Europa un den Dag leeën.

Wa mer wëssen, dass haut déi 27 europäesch Memberstaten zesumme 7% nëmme vun der Weltbevölkerung duerstellen, awer 30% vum PIB vun der Welt, da kann een op jidde Fall sech nëmme froen, wou mer higesteiert wieren an deene leschte Jore par rapport zu den Zuele vun der Weltbevölkerung, a wat mer als 27 Staten nach an enger globaliséierter Welt ze soen hätten.

Déi Remarque gëllt natierlech besonnesch fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat op enger Weltkaart esou kleng ass, dass een den Numm net emol dran erëmfënnt.

D'Euroskepsis ass duerfir schwéier verständlech, well dat richteg ass, wat de Jean Monnet scho viru 50 Joer gesot huet, wéi en d'Iddi vun der CECA hat. En huet se motivéiert, an ech liese vir, amplaz en ze iwwersetzen: «Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel à l'échelle des moyens techniques modernes et à la mesure de l'Amérique.»

Wann dat deemools richteg war, mat enger Bevölkerungsstruktur, déi aneschters war, mat engem Wirtschaftszentrum, dee praktesch nëmmen op enger Säit vun der Welt ze fanne war, an zwar an Amerika, wa mer haut kucke mat anere Wirtschaftszentren, déi haaptsächlech am Oste sinn, an Amerika, a Russland an Europa derbäi, da freet ee sech, wéi et méiglech ass, dass mer mat deenen Zifferen an deene Realitéiten, déi mer hunn, nach woen drun ze zweifelen, dass Europa et fir eis bruecht huet.

Et ass jo och bezeechnend, dass iwwerall aneschters op der Welt wéi an Europa, sief dat an Zentral- oder Südamerika, sief dat an Asien, Südostasien, ëmmer nach weider Europa als Modell gehandelt gëtt, während et hei Schwieregkeeten huet, aus senger Spur, aus der Ornière erauszekommen, fir sech esou ze entwéckelen, wéi d'Augmen-

tatioun vun der Zuel vun de Memberstaten et géif erlaben.

Et ass sécherlech bedauerlech, dass déi lescht Verträg, déi d'Regele vum Spill hätte sollen änneren, net ugeholl sinn, mä mir kënnen net domadder stoe bleiwen. Mir kënnen och net weiderfueren iwwert d'Diere vun den Iren ze diskutéieren, well dat wat virdru bei anere Länner de Fall war, ka muer an erëm engem anere wéi déi, déi bis elo concernéiert waren, de Fall sinn, esou dass mer musse kucken, wéi mer weiderkommen an der aktueller Situatioun; an dat ass am Fong dat, wat ech haut wollt a kuerzer Zäit probéieren ze kucken.

An engem normale Veräin, sief dat eng Handelsgesellschaft, sief dat eng Associatioun oder sief et e Keeleclub, ass et esou, dass, wann een an eng Gesellschaft erageet, da muss een d'Regele vum Spill respektéieren, a wann dat net de Fall ass, da geet een eraus. Wann do sollen Änneronge passéieren, dann ass et normalerweis esou, dass ee se soit akzeptéiert oder dass een, wann ee se net akzeptéiert, da geet, oder déi aner jiddefalls net empêchéiere kann, sech weiderzeentwéckelen.

Dat, wat fir normal Gesellschaften an Associatioune gëllt, misst eigentlech och mutatis mutandis an der Europäescher Unioun de Fall sinn, et sief dann, dass de politesche Wëllen, fir ouni nei Instrumenter weiderzekommen, net staark genuch wier.

Ech mengen, dass ee misst kucken, fir och mam Traité vun Nice, wéi mer en elo hunn, weiderzekommen. Et kéint een zum Beispill Iwwerleeungen ustelle wéi déi, déi och schonn deelweis hei ugeklonge sinn: Zum Beispill d'Visibilitéit vun der Unioun um internationale Plang verbesseren doduerch, dass ee géif probéieren, sief dat an deenen offizielle Gremië wéi an der UNO an am UNO-Sécherheetsrot, mat engem Sëtz fir Europa vertrueden ze ginn, an och an deenen informelle Gruppen, sief dat de G8, de G2 - an hoffentlech net de G1, wéi de Charles Goerens en hei ugekënnegt huet -, ze probéieren, net nëmmen als europäesch Memberstaten opzetrieden, an ënnert deenen eventuell méi méigleche Kandidaturen een als Europavertrieder ze huelen.

Dee viru kuerzem verstuerwene Bronisław Geremek huet och e puer Propose gemaach, déi ee sech kéint iwwerleeë fir weiderzekommen. En huet zum Beispill gesot, dass näischt eis géif haut empêchéieren, den Haut Représentant fir d'Aussepolitik de Conseil «Affaires étrangères» presidéieren ze loossen an em domadder implizit am Fong eng Fonctioun vun engem europäeschen Ausseminister ze ginn, och dann, wann et Oppositioune gëtt, fir iwwerhaapt deen Titel ze gebrauchen. Deeselwechte Geremek huet och gesot - a menger Meenung no ass dat richteg -, et géif eis elo näischt empêchéieren, dat legislatiivt Initiativrecht fir d'Bierger anzeféieren, mat oder ouni neien Traité.

An - an dat ass eng interessant Propositioun; déi lescht vun dräi vum Bronisław Geremek sengen Iddien, déi do gemaach ginn ass - et ass net verbueden driwwer nozedenken, e Referendum ze organiséieren, europawäit, mat därselwechter Fro an deeselwechten Dag, iwwert déi simpel Fro, déi vill Problemer géif léisen: Wëllt Der, Jo oder Neen, dass an Europa kann ouni Unanimitéit iwwer nei Gebidder ofgestëmmt ginn?

Dat wieren einfach Froen, wou einfach Äntwerte méiglech wieren. Et kéint een och nach eventuell eng zweet Fro druknäppen, fir d'Saache wierklech kloerzemaachen: Wëllt Dir, wann Äre Wonschziedel net an Erfëllung geet, an der Unioun bleiwen oder net? Eng gutt Fro, och wa mer wëssen, dass mer de Moment jo eigentlech keng Méiglechkeet hunn, fir aus der Unioun erauszekommen?

Et kéint een och, an dat hunn aner Leit schonn iwwerluecht, nei europäesch Projeten an d'Welt ruffen; wéi dat mat der CECA deemools geschitt ass, just op anere Gebidder. Energie, Klimawandel, Recherche, Environnement sinn alles Themen, déi d'Leit ganz vill interesséieren. Sécherlech wieren dat Themen, mat deenen Europa kéint méi begeeschteren, wéi mat munchen, déi mat Institutiounen ze dinn hunn.

Et kéint een natierlech och wéinstens emol diskutéieren, ob et normal ass, dass et Länner an Europa gëtt, déi kee Mindestloun hunn a kee Mindestakommes hunn. Och wa mer wëssen, dass mir et natierlech méi einfach hunn, iwwer esou Saachen ze schwätzen, well mir béides hunn, muss et erlaabt sinn, fir esou eng Diskussioun unzekuerbelen, och wa mer sécher sinn, dass dann déi Montanten, déi eventuell am Gespréich wieren, net an all Land kéinten déiselwecht sinn.

Mä dat wieren, léif Kolleegen a Kolleeginnen, sécherlech Themen, déi d'Leit dobausse kéinten interesséieren.

Da mengen ech och nach, datt een eppes misst maachen, wou Europa bis elo op jidde Fall ganz schwaach war. Dat heescht, eppes fir d'Séil maachen, pour l'âme de l'Europe, wéi ee géif op Franséisch soen. Op Lëtzebuergesch kléngt dat e bësse gelungen, eventuell kënnt ee soen, eppes fir d'Zesummegehéiereregkeetsgefill. Well och wa mer an Europa déiselwecht Kultur hunn, déiselwecht Geschicht gréisstendeels, och wa mer verschidde Geschichtsbicher iwwert déiselwecht Evénementer hu mat anere Contenuen, esou ass et dach kloer, dass dat Zesummegehéiereregkeetsgefill ëmmer dann ophält, wann d'Duerchsetze vun engem partikularen Interessi zur Diskussioun steet.

Duerfir denken ech, dass ee sech och do misst Gedanke maachen a beispillsweis probéieren e Geschichtsbuch iwwer europäesch Geschicht ze schreiwen, wat an allen europäesche Länner kënnt gebraucht gi mat deenen Argumenter. Dat géif nämlech bedeiten, dass mer net nëmmen d'Geographie an d'Geschicht gemeinsam hunn an domadder och d'Kultur, mä eventuell géif et och kënnen opweisen, dass dat, wat eis verbënnt, eigentlech vill méi staark ass, wéi dat, wat eis heiansdo dividéiert.

E gemeinsamen Europafeierdag hu mer schonn. Leider ass en net fräi. Eigentlech sollt een driwwer nodenken, ob een en net kënnt auskoppele géint en aneren nationale Feierdag, fir dass et een Dag am Joer géif ginn, wou d'Leit op der Welt sech all als Europäer géife spieren, sief et nëmmen doduerjer, dass se deen Dag net bräichte schaffen ze goen a sech doriwwer géife freeën.

(Interruption)

E lescht Wuert, Kolleeginnen a Kolleegen, e Wuert zur Sécherheets- an Noperschaftspolitik. Wéi den Ausseminister dat gëschter ganz treffend a flott formuléiert huet, ass Europa esou stabil - ech hunn nach just eng hallef Säit - wéi et op senge Grenzen ass. Ech wollt duerfir ee Wuert zur Mëttelmierpolitik vun der Unioun soen, der UPM.

Et ass evident, dass d'Mëttelmier d'Wéi ass vun eiser Kultur. Et ass gradesou evident, dass et de Ferment ass vun zolitte Konflikter, mat deenen d'Stabilitéit net nëmmen, mä och vun Europa steet oder fält. Et ass duerfir richteg, dass an där leschter Présidence d'UMP nei ugesat ginn ass.

A wéi den Ausseminister dat och gesot huet, schéngt et jo elo Moyenen ze ginn, déi déi Affär do weiderbréngen. Et ass nämlech evident, dass den Énnerscheed zwëschent där enger an där anerer Säit vum Mëttelmier ekonomesch esou grouss ass, dass, egal wat mir hei décidéieren, wa mer déi Differenz net méi kleng kréien, d'Immigrationsstréim, déi aus dem Süden no Norde kommen, net kënne gebremst ginn, och dann net, wann all Land en Immigrationzéro-Prinzip géif deklaréieren.

Et ass also net nëmmen eng Saach vum gudden Häerz, wa mer probéieren eng gewëssen Harmonisatioun op deenen zwee Borde vum Mëttelmier ze schafen, mä et ass, menger Meenung no, eng indispensabel Konditioun fir d'Sécherheet net nëmme vum Mëttelmier, mä vun der ganzer Unioun. Net ze schwätzen natierlech, dass de Konflikt zwëschent Israel an de palästinensesche Gebidder un där Saach mat drunhänkt.

Schlussendlech - dee leschte Saz - Dir Dammen an Dir Hären, däerf och Europa an där Krisenzäit, an där mer haut dra sinn, net vergiessen, dass et, ausser eis selwer, awer Plazen op der Welt gëtt, déi grouss Erwaardungen un Europa hunn an dass Afrika a Länner op anere Kontinenten, déi Iwwerliewensschwieregkeeten hunn, musse kënne weider op Europa zielen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, wann Der averstane sidd, géif ech stéchwuertaarteg versichen, op d'Froen ze äntwerten, a mengem Kolleeg Nicolas Schmit och d'Geleeënheet ginn, fir kënnen iwwert den Traité ze schwätzen, vläicht och e wéineg iwwert dat soziaalt Europa, wat ugeklongen ass, an e Wuert ze soen iwwert d'OMC.

Den Här Braz, Här President, huet gesot, et wier vläicht interessant ze wëssen, wat den Ausseminister géif denken. Wat ech elo denken, dat ass, dass mer an engem Parlament sinn, wou mer d'Chance hunn, an der Aussepolitik un engem Strang ze zéien, ob mer an der Regierung sinn oder ob mer an der Chamber sinn als Fraktioun, mat vläicht enger klenger Ausnahm. Mä ech mengen, dass mer awer haut de Mëtteg bewisen hunn, dass alles, wat Aussepolitik ass, wierklech eppes Wichteges ass fir eist Land an dass mer do och un engem Strang zéien.

Ech kommen elo zu de Froen oder zu deene Punkten, déi erausgehuewe gi sinn, wou vläicht eng Äntwert ubruecht ass, pêle-mêle.

Dat Éischt dat ass, wat den Här Mosar ugeschnidden huet, effektiv deen Drock, deen op eis gemaach gëtt vu Frankräich, vun Däitschland, vläicht och vun aneren, wat eise Secret bancaire ugeet, eis Place financière ugeet. Ech wëll hei zwou Saache soen.

Dat eent dat ass: Et gëtt an Europa selbstverständlech e Rapport de forces. Dee musse mer akzeptéieren. Mä mir brauchen net ëmmer vun deene groussen a vun deene klenge Länner ze schwätzen. Mir sinn ee Land vun deene 27, an alles, wat mir maachen hei zu Lëtzebuerg, och op eiser Place financière, ass a Konkordanz mat deem, wat décidéiert ginn ass an der Europäescher Unioun. Mir als Lëtzebuerger kënnen dat soen. Mir suivéieren à la lettre d'Direktiv vun 2005. Mir applizéiere se esou, wéi mer se mussen applizéieren. Et kann eis kee Reproche gemaach ginn. Also, op deem Punkt huet keen eis Lektiounen ze ginn.

Ech mengen allerdéngs och, dass mer hei mussen oppassen. Mir sinn zwar an der Diplomatie, mä dass et net drëm geet, fir Ambassadeuren ze ruffen. Eng Regierung schwätzt mat enger anerer Regierung. Ech soen lech, dass d'Lëtzebuerger Regierung an dëse Wochen an an dësen Deeg mat deene Regierungen an Europa schwätzt, déi eis vläicht e wéineg do Problemer schafen, fir dass eis Positioun akzeptéiert gëtt, dass se verstane gëtt, an dass mer selbstverständlech och dorobber net musse stoe wéi déi, déi dauernd Feeler maachen an déi sech net un d'Regele vum Spill halen.

Dat anert, wat ech wollt soen, den zweete Punkt, dat ass de Kongo. Ech ginn dem Här Jaerling Recht an och dem Här Mosar, wa se soen, dass bei deem, wat am Kongo geschitt, d'Welt net däerf nokucken. Et ass ze laang elo, fir eng komplett Analys dovunner ze maachen, mä ech géif vläicht dräi Punkten ervirhiewen.

Ech war kierzlech an der Regioun. Den SADC - dat heescht, dat austraalt Afrika - muss sech vill, vill méi investéieren. Et muss sech selwer d'Moyenë ginn, fir an der Regioun vun de Grands Lacs eng Force ze sinn, fir kënnen ze intervenéieren a fir Stabilitéit ze suergen. Déi Statschefe gesi sech, an effektiv - wéi ee vun de Kolleegen heibanne gesot huet - hu se fënnef Minutte laang matenee geschwat an da lafe se auserneen ouni Konklusioun.

De Ban Ki-moon, de Generalsekretär vun der UNO, geet dohinner, et kënnt kee Resultat eraus. Dat ass eppes, wou mer wierklech Afrika mussen encouragéieren. Wa mer soen, dass mer an Afrika mat afrikanesche Mëttelen, mat afrikaneschem Personal och wëllen d'Problemer léisen, da mussen nach grouss Effortë gemaach ginn.

Dat Zweet ass d'UNO. Ech ka mer nëmme virstellen, och wann Europa sollt gefrot ginn, fir ze intervenéieren, dass et opgrond vun engem UNO-Mandat geschitt. Dat UNO-Mandat, wat elo besteet, ass kloer. Et gëtt just net exekutéiert. Et ass kloer! Mä wann Der liest, wat zum Beispill ee vun de belschen Ausseministeren - dee jo de Kongo gutt kennt; d'Belsch sinn de Moment am Conseil de Sécurité - dovunner hält, vun der Ausféierung vum UNO-Mandat a vun der Qualitéit vun den Zaldoten, a wéi och déi Zaldote gefouert gi sur place, déi wierklech nokucken, wann Dramen do geschéien, dann ass dat inakzeptabel.

Et sinn e puer europäesch Länner am Kongo, net allze vill. Wa mer et géife fäerdeg bréngen - an et ass och dat, wat ech op jidde Fall plädéiert hunn op der leschter Réunioun vun den Ausseministeren -, d'UNO zu engem Renforcement ze bréngen, och nach vläicht, wann et muss sinn, vum Mandat, an en neien Opruff ze maachen, da muss d'Europäesch Unioun bereet sinn, fir hir Verantwortung mat ze iwwerhuelen, net nëmmen um militäresche Plang - och um militäresche Plang -, mä selbstverständlech och um humanitären.

Et ass kloer, an där Regioun geet et net - dovunner sinn ech iwwerzeegt - ëm ethnesch Ausenanersetzungen, et geet ëm d'Buedemschätz. Dat ass ganz kloer. An déi Buedemschätz erlaben et de Rebelle vun alle Säiten, souguer de regulären Arméien, fir sech ze finanzéieren an dann d'Leit do ze drangsaléieren an an horribel Situatiounen ze féieren.

Da wollt ech dem Här Goerens vläicht soen, dass mer jo eppes probéiert hunn an der Europäescher Unioun. Dat, oder op jidde Fall d'Essenz dovunner, stoung souguer e Méindeg am „Spiegel". Et ass also public, dass mer wierklech e Katalog opgestallt hunn. Mir hunn an der Europäescher Unioun versicht zu Avignon, dat war uganks September, an elo zu Marseille virun zwou Wochen, e Katalog opzestelle fir déi nei amerikanesch Regierung. Deen ass net public gemaach ginn, mä deen ass ganz kloer à destination geschéckt ginn. En ass och mat Leit vun der Obama-Administratioun beschwat ginn.

Dee Pabeier baséiert sech op e puer Akzenter. Éischtens emol, dass Europa an Amerika eng Schicksalsgemeinschaft sinn; zweetens, dass déi multilateral Kooperatioun muss op eng ganz aner Stuf gesat ginn, an drëttens, dass déi grouss Problemer vun dëser Welt nëmmen zesummen ze léise sinn. Dat ass de Moyen-Orient, dat ass de Balkan, et ass Afghanistan, et ass Pakistan, et ass den Iran, et ass den Irak. Dat sinn - loosse mer soen - d'Haaptpunkten, déi mir als Europäesch Unioun versicht hunn, der neier amerikanescher Administratioun mat op de Wee ze ginn.

Ech hoffen, dass an Zukunft op deem Plang méi déif ka geschafft ginn.

M. le Président.- Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt an deem Zesummenhang den Här Ausseminister froen, ob dat do am Kloertext heescht, dass, wa mer op en Neits mat enger Fro konfrontéiert ginn, wéi där vun der Stationéierung vum Système de défense antimissiles a Polen, dat dann och Objet ka gi vun Diskussiounen tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staten?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech wollt elo just op déi Fro kommen, wann Der erlaabt, an och dann op dat doten äntwerten. Ganz kuerz.

Fir d'éischt nach virdrun d'NATO-Erweiderung. Elo a 14 Deeg ass déi berühmte Réunioun vun den NATO-Ausseministeren zu Bréissel, wou dann eng éischt Evaluatioun soll gemaach ginn iwwert den „Membership Action Plan", dat heescht déi Virstuf, fir Member ze ginn an der NATO, wat Georgien an d'Ukraine ugeet.

Fir eis hei an der Chamber - dat hunn ech verstanen an de Kommissiounssitzungen, wou ech war, ech hunn et och hei verstane bei all deenen Intervenanten, déi Stellung bezunn hunn - ass et kloer, dass et net den Zäitpunkt ass, hei eng Décisioun ze huelen. Dat ass och d'Positioun vun der Regierung.

Elo musse mer wëssen, firwat. Éischtens emol hu mer zu Bukarest Georgien net dee Schratt maache gelooss oder him d'Erlaabnis dozou net ginn - wéi Der et wëllt huelen. Verschidden europäesch Länner - net alleguerten, dat wësst Der - hu Georgien net dee Schratt maache gelooss, well mer gesot hunn, d'Demokratie a Georgien ass nach net op deem Standpunkt, dass mer dee Schratt do kënne maachen. Dat war jo net eng Kris nach déi Zäit, mä et war, well d'Demokratie a Georgien nach net um Summum vun deem ass, wat mer erwaarden.

Mir hunn och gesot fir d'Ukraine, dass, wann de Moment eng Fro géif gestallt ginn, eng öffentlech Fro, iwwert d'NATO-Memberschaft, dass dat Land sech komplett géif an zwee splécken. An ech wéisst net, wat elo sollt anescht sinn an der Evolutioun vun där Positioun bei deem, wat ee jo liest a wat een héiert vun deem Land.

Duerfir hu mer eng Décisioun geholl zu Bukarest, fir enges Dags deenen zwee Länner de MAP ze ginn, mä och, dass mer do solle Fridde schafen an net elo eng Décisioun huelen. An da kënnt dat derbäi, wat den Här Goerens a wat den Här Fayot an den Här Mosar ganz kloer gesot hunn: Mir däerfe keen Déséquiliber vun der

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Balance schafen. Wa mer dee schafen, da schafe mer Onsécherheet. Och fir Tbilisi an och fir Kiew.

Meng Angscht ass et eigentlech, dass mer hei erëm eng Kéier weisen, dass d'Europäesch Unioun dividéiert ass op enger Fro, wou se eigentlech net dierft dividéiert sinn. Mä si huet eng aner Approche am Oste vun Europa wéi am Westen, an deem musse mer ebe Rechnung droen. Et ass un eis, fir ze hëllefen, dass vläicht och mat méi Sensibilitéit vun där neier Administratioun an Amerika mer net méi op esou Positioune gedriwwe ginn, dass mer mussen Décisiounen huelen zu enger Zäit, wou mer net capabel sinn, déi richteg ze huelen, oder da weisen, dass Europa net gëeent ass.

Da kommen ech op dat berühmte Rakéiteschëld. Ech hat dëst Joer dorop verzicht, fir méi explizit doriwwer ze schwätzen, mä ech gi jo elo opgefuerdert, fir nach eng Kéier hei ganz kloer Positioun ze bezéien. Dat fält mer jo absolut net schwéier, well ech hat déi grouss Chance, fir ee vun deenen éischten europäeschen Ausseministeren ze sinn, deen doriwwer seng Meenung konnt soen an deen dozou Stellung bezunn huet.

Fir mech war dat vun Ufank un e falsche Wee. An ech soen och, firwat. Fir d'alleréischt hu mer an der NATO décidéiert, et géif eng Etüd gemaach ginn, ob dat néideg wier. E puer Méint duerno, dat war de Sommet vu Riga, ass eng Décisioun geholl ginn, bilateral, tëschent den Amerikaner an deenen zwee Länner, déi Dir kennt, fir dat doten elo ze maachen. Et ass gepusht ginn a gepusht ginn, an an der Europäescher Unioun ass gesot ginn, dat do ass eng bilateral Approche a keng multilateral Approche.

Dat ass esou falsch, wéi et nëmme ka sinn, well wann dat richteg ass, da brauche mer jo keng gemeinsam Aussepolitik a keng gemeinsam Sécherheetspolitik. Wann et ëm d'Rakéitenofwiersystemer geet an ëm Rakéite selwer geet, wann dat net eppes ass, wat eis alleguerte concernéiert an der Europäescher Unioun, da weess ech net, wat et muss sinn, wat mer kënnen definéieren, fir zesummen eng europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik maachen ze wëllen.

Et ass gesot gi vum Här Braz, déi zwee concernéiert Länner hätten den Accord ginn. Si hunn hiren Accord net ginn. Et ass ee Memorandum ënnerschriwwe gi vun de Regierungen, ouni dass awer déi zwee Parlamenter souwuel a Polen wéi och an der Tschechescher Republik bis elo sech dozou prononcéiert hunn. Mir wëssen, dass dat wéinstens an engem vun deene Länner ganz, ganz schwéier gëtt, a wann et an deem enge Land schwéier gëtt, géif dat anert och falen.

Esou wéi een erausfanne kann, an esou wéi een och héiert vu Kolleegen, déi scho Kontakt hate mat der neier Administratioun Obama, ass dat heiten eng Fro, déi sech ganz gutt an Amerika iwwerluecht gëtt.

Ech fannen, déi Ausso, déi gemaach ginn ass vu Kaliningrad, esou schockant wéi se ass an esou vill se och géint all Logik vun der Ofrëschtung ass, déi mer jo awer brauchen - do sinn ech mam Här Braz komplett d'accord -, ass vläicht eppes, wat schockéiert a wat wierklech zum Iwwerleeën Ulass gëtt, fir dass mer ewechkomme vun där Logik, dass ee mat Rakéiteschëlder an och mat Radaren d'Sécherheet op der Welt verbessere kéint. Dat kascht Milliarden a Milliarden, domadder kéint een d'Aidsbekämpfung an Afrika virundreiwen. Et soll een endlech ewechkommen dovunner.

Ech kann Iech op jidde Fall soen, Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner an der Europäescher Unioun, déi dat do vun Ufank u contestéiert hunn an déi dat och weiderféieren an hiren Argumenter.

Da sinn ech ganz, ganz frou, dass den Här Braz sech esou op déi Stuf stellt, dass hie seet, net nëmmen d'Scheckbuch zielt, wéi den Här Fayot gesot huet, mä och dass mer präsent sinn. Ech hunn hei net effektiv all Missiounen opgezielt, déi mer an der Welt hunn. Ech kann Iech awer soen, dass ech och héije Respekt hu virun deene jonke Leit, déi do participéieren, an dass ech vun do un, dass ech Ausseminister sinn, eigentlech de Reflex hat, dass mer als Lëtzebuerg eis et net kënnen erlaben, ze soen, hei hutt Der esou vill Milliounen, an da loosst eis a Rou. Dat hu mer net gemaach am Libanon, mir hunn et net gemaach am Tschad, mir hunn et net gemaach am Kongo.

Dat ass och akzeptéiert ginn, souwuel vum Parlament wéi och vum Vollek. Dat ass eppes, wou mer als Lëtzebuerg wierklech och kënne weisen no baussen, dass mer e Land sinn, wat sech och engagéiere kann a wierklech solidaresch ka sinn.

Dir hutt virun allem vun Afghanistan geschwat, vun där neier Logik vum neie President Obama, Här Braz.

A mengen Aen, Här President, léise mer de Problem an Afghanistan net mat méi Zaldoten a mat méi militärescher Präsenz do. Wat muss geschéien, an dozou gëtt et Usätz, ass, dass ee vläicht zur Logik kënnt, dass Taliban net gläich Terrorist ass, dass een also och mat Talibanen, déi net Terroriste sinn, an där gëtt et, kéint en Dialog féieren, wat de President Karsai probéiert ze maachen, ënner schwieregste Bedéngungen, fir ze kucken, wéi een dee Krees vun der Gewalt an Afghanistan ka blockéiert kréien.

An dann dass mir, och Lëtzebuerg, virun allem dorop setzen, fir Rekonstruktioun ze maachen, fir Kooperatioun ze maachen, an net ëmmer mengen, wat mer méi Helmer do hunn a wat mer méi Uniformen do hunn, wat Afghanistan méi sécher gëtt. Dat ass net de Wee. Dat hunn ech gëschter jo awer a menger Ried gesot, an ech mengen...

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

Wéi vill Zäit hu mer dann?

M. le Président.- Jo, et ass net méi vill Zäit. Nach sechs Minutten.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ah, entschëllegt. Jo, dann halen ech op, well ech wëll dem Här Schmit d'Wuert nach loossen. Dat hunn ech net gewosst, Här President. Et deet mer leed.

Ech hu Froe gestallt kritt, da muss ech awer och drop äntwerten.

Une voix.- Jo, jo.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Mä ech wëll awer net, dass den Här Schmit elo keng Zäit méi kritt. Dat akzeptéiert Der dann esou? Okay.

Da wollt ech Iech soen, fir et elo ganz kuerz ze maachen, Här Henckes, wann d'Ire Jo gesot hätten, dann hätte mer kee Problem mat der Zuel vun de Kommissären; nëmmen niewebäi gesot.

Ech sinn och frou driwwer, wat d'Madame Err gesot huet, dass ee wierklech och soll eng Séil an Europa erakréien. Mä zu där Séil an Europa, Madame Err, där politescher Séil: Et geet net duer, dass mer dem Héije Beoptraagten herno, wéi Lissabon dat jo virgesäit, d'Presidentschaft vum Relex iwwerloossen; also vun den Affaires étrangères de des relations extérieures.

De politesche Wëlle muss ëmmer nach do sinn, fir zesummen eng Positioun ze kréien. An dee politesche Wëllen, dat ass wat d'Séil eigentlech ausmécht vun der Europäescher Unioun, géif ech mengen. An dat musse mer verbesseren.

Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Et ass näischt, Här Ausseminister. Den Här Nicolas Schmit huet elo d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, ech wollt op e puer méi spezifesch Froen agoen.

Fir d'éischt iwwert de Rapport iwwert d'Politique européenne, deen den Här Fayot ugeschwat huet. Ech informéieren d'Chamber nach eng Kéier, mä och iwwert d'Chamber all déi, déi un deem Rapport interesséiert sinn, datt en op onsem Site Europaforum.lu steet, datt also all Bierger dee Rapport ka consultéieren, wann dat hien interesséiert.

Zweetens wollt ech soen: Alles dat, wat iwwert déi europäesch Identitéit als eng supplementar Identitéit, déi mer alleguer hunn, gesot ginn ass, besonnesch vun der Madame Err, deelen ech. Effektiv wier dat eng Iddi, déi vum 9. Mee; déi iwwregens an d'Gespréich bruecht ginn ass vu mengem Kolleeg, dem Här Jouyet. Et wier vläicht eng Iddi, déi déi sechs État-fondateurë kéinte lancéieren, fir e Signal ze ginn an effektiv erëm och op deem Plang ze probéieren d'Leit méi un Europa erunzezéien.

Iwwert deen neien Traité just ee Wuert. Sécher musse mer d'Ire respektéieren, absolut, an den iresche Vote respektéieren. Mä ech muss derbäi soen, datt d'Iren awer och mussen déi 24 respektiv enges Daags 26 Länner respektéieren, déi fir deen Traité gestëmmt hunn, an datt also Effortë musse gemaach ginn och op der Säit vun den Iren, fir deen Traité approuvéiert ze kréien, datt also en Engagement vun der iresche Regierung muss deementspriechend sinn an engem Referendum.

Sécher ass all Land souverän iwwert de Wee, esou en Traité approuvéieren ze loossen, wéi se wëllen, mä déi Regierung huet och en Engagement geholl, all Efforten ze maachen, fir datt d'Leit op der Realitéit an net op Ligen ofstëmmen. Dat ass also eng wichteg Saach.

Iwwert de Kommissär géif ech just soen: Wann d'Ire Jo gestëmmt hätten, da géif sech elo d'Fro vum Kommissär net stellen, well nämlech den Traité de Lisbonne nach eng Kéier all Land fir déi nächst Period e Kommissär gëtt. An dat, wat Der iwwer Lëtzebuerg gesot hutt, dat ass à aucun moment diskutéiert ginn: Lëtzebuerg géif elo op säi Kommissär verzichten. Wann den Traité de Nice misst applizéiert ginn, da steet kloer dran, datt dat op enger absoluter egalitärer Basis misst geschéien. Déi Décisioune sinn emol nach net undiskutéiert.

Iwwert d'Kompetenzen ee Wuert. Et huet kee Mënsch d'Intentioun, der Europäescher Unioun hir Kompetenze weider auszeweiden. Et ass sécher, datt beim Aspekt vun der Subsidiaritéit - schonn e komplext Wuert u sech - trotz allem muss gekuckt ginn, wou déi Kompetenzen heiansdo iwwerschratt ginn oder ganz einfach net ëmmer optimal gebraucht ginn. Dat trëfft d'ailleurs fir all Land zou. Dat trëfft fir all Regierung zou. Dat ass net just eppes, wat an der Europäescher Unioun stattfënnt.

Mä et gëtt awer och Domänen, wou déi Kompetenze musse verstäerkt gi respektiv kreéiert ginn. Zum Beispill an der Energiepolitik. Ech hu mat vill Attentioun héieren, wat Der gesot hutt iwwert d'Energiesécherheet. Notamment déi nei Länner, déi eng grouss Angscht hu par rapport zu Russland, datt se enges Daags de Krunn zougedréint kréien.

Eh ben, wann d'Europäesch Unioun déi Kompetenz hätt, méi aktiv Energiepolitik ze gestalten, och am Beräich vun der Energiesécherheet, da kéinte mer natierlech och déi Länner berouegen. Dat ass iwwregens ee Chantier, wou mer mussen higoen. Dat ass och een Domän, eng Kompetenz, déi soll verstäerkt ginn iwwert de Lissabon-Traité.

Soziaalt Europa. Sécherlech, jiddferee fuerdert méi e soziaalt Europa a jiddferee mengt, wann hien dat gefuerdert huet, da géifen d'Leit de Wee an Europa méi einfach zréckfannen. Den Equiliber zwëschent dem Maart an dem Bierger oder den Entreprisen an dem Salarié ass vläicht net optimal an där europäescher Wirtschaftsgemeinschaft, vun där mer eigentlech hierkommen, wéi Der richteg gesot hutt.

Et gëtt Lacunen, wéi mer dat selwer erfuer hu bei der Entsenderichtlinie, wou effektiv deen Equiliber absolut ongenügend ass. Mä vergiesse mer net, datt och am Sozialen emol virun allem d'Staten décidéieren. 27 Staten am Conseil hunn déi Aarbechtszäitdirektiv, esou wéi se elo ass, décidéiert, an net d'Kommissioun oder en abstrakt Europa, wat et net gëtt.

Dozou muss ech och soen, datt et vläicht e bësse gerecht wier, wann een awer och déi Fortschrëtter, déi Europa am soziale Beräich bruecht huet, emol heiansdo géif an Erënnerung ruffen. Sécherheet op der Aarbechtsplaz, dat ass e vaste Gebitt. Och do huet Europa enorm Progrès bruecht. Souguer zu Lëtzebuerg. D'Gläichheet vu Fra a Mann, wou Lëtzebuerg net ëmmer op der éischter Plaz stoung, huet Europa weidergedriwwen. D'Gläichheet vu Gehalt, vu Salaire vu Fra a Mann ass eng europäesch Iddi, ass eng europäesch Obligatioun. Ouni déi Obligatioun wéilt ech net wëssen, wou mer a verschiddene Länner géife stoen.

Dat sinn also och déi Saachen, déi ee muss an deem Sënn emol soen, datt sécher de soziale Chantier an Europa nach net fäerdeg ass a vläicht ee vun deene grousse Chantieren ass, mä datt trotz allem och op deem Chantier munches awer geschafft ginn ass.

E lescht Wuert, Här President. D'Finanzkris a Wirtschaftskris. Dee grousse Problem, dee mer elo musse konfrontéieren, ass eigentlech d'Rezessioun. Ech géif net soen, datt d'Finanzkris elo vläicht nach deen urgenteste Problem ass. Deen urgenteste Problem ass d'Rezessioun. An d'Rezessioun ass net e statistesche Begréff vun e puer Ekonomisten oder neoliberale Statistiker. D'Rezessioun ass eng Realitéit gi fir honnerten, voire dausende Betriber an Europa a besonnesch fir zégdausende Leit, déi entweder schonn hir Aarbechtsplaz verluer hu respektiv fäerte se ze verléieren.

Do erwaart jiddferee sech eng Äntwert vun Europa. Dat Wuert vun der „Relance" schéngt mer an deem Sënn dat richtegt Wuert ze sinn, dat een och ëmmer méi erëmfënnt. Wa mer iwwer Relance schwätzen, da schwätze mer iwwer eppes, wat muss en Impakt hunn. D'Kommissioun huet elo Enn dës Mounts annoncéiert, e Paquet op den Dësch ze bréngen, wou geziilt awer och méi grouss Mesuren op europäeschem Plang solle proposéiert ginn.

Ech hunn haut gelies, wat den Här Obama gesot huet, datt seng ekonomesch Theorie, un déi hie gleeft, Pragmatismus heescht. Et wier gutt, wa mer och an Europa ons e bëssen déi Philosophie géifen zu Eege maachen, an net nach u gewëssenen Theorien hänken. Méi e pragmatescht Erugoen un d'Wirtschaftspolitik wier net schlecht.

Duerfir brauche mer eng Relancepolitik. Mir brauche massiv Aiden. Sécher, gewësse Secteuren, wéi dat gesot ginn ass, mussen europäesch encadréiert sinn. Et ass vill vun der Automobilindustrie geschwat ginn. Mä mir kënnen an d'Automobilindustrie Milliarden a Milliarde stiechen, wa kee Mënsch méi kann en Auto kafen, notzen déi Milliarden näischt! Et ass also e Problem vun neier Confiance an der Wirtschaft schafen, déi ons aus deem geféierleche Passus, an dee mer elo riskéieren eranzegoen, erausgehëlt.

E lescht Wuert, Här President, iwwert d'WTO, well den Här Ausseminister mer gesot huet, ech soll doriwwer schwätzen. Firwat ass et wichteg, eigentlech zu engem Accord ze kommen an der WTO? Well och an dësem kritesche Moment Protektionismus ëmmer esou eng einfach Léisung ass, déi u sech - loosse mer et éierlech soen - relativ séier an einfach ukënnt.

An dat ass déi geféierlechst Léisung, well och do seet ons d'Erfahrung, datt d'Kris vun '29 déi Weltwirtschaftskris ginn ass, well Protektionismus eng Léisung sollt sinn. Duerfir musse mer alles maachen, datt mer net an de Protektionismus zréckfalen.

Déi bescht Léisung, fir net an de Protektionismus zréckzefalen, dat ass en Accord am Kader vun der Doha-Ronn schnellstens ze fannen an och domat deenen äermste Länner e Signal ze ginn. Mir schwätzen

iwwer Rezessioun an Amerika, a Japan, an Europa. Mä wat soen déi aarm Länner, déi direkt vun onser Rezessioun betraff sinn a wou Aarmut nach méi Aarmut bedeit? Duerfir musse mer an där Ronn eng Léisung fannen, well déi Ronn jo och besonnesch soll deenen äermste Länner zeguttkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Wann Der erlaabt, just eng Fro nach vum honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Minister, et deet mer leed, mä ech kann eppes net am Raum stoe loossen. Hunn ech Iech richteg verstanen, wann Der elo gesot hutt, den ireschen Nee wär nëmmen aus Ligen entstanen? Esou muss ech deem awer widderspriechen, well et ass beim Traité constitutionnel esou:

Wéi beim Traité vu Lissabon sinn et Leit ginn, déi net vum rietse Bord koumen, déi aus sozialpoliteschen an oprüstungspoliteschen Ursaachen deem Traité net konnten zoustëmmen. Dat si jo awer keng Leit, déi op Ligen opbauen. Dat sinn Ängschten, déi begrënnt sinn. Ech kann awer net hei stoe loossen, dass Dir elo einfach dat esou duerstellt, wéi wann déi iresch Neesoer hir ganz Campagne nëmmen op Ligen opgestallt hätten! Dat ass falsch, an ech wär frou, wann Dir dat awer e bësse géift relativéieren.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Éischtens hunn ech net gesot, dat wier eleng op Ligen opgebaut. Dir hutt vun Ängschte geschwat, mä Ängschte ginn oft gefördert duerch net komplett Wourechten.

Wann Der also vu Lige schwätzt, da kann ech Iech eng ganz Rei Beispiller ginn, mat deenen den Här Ganley operéiert huet. Den Här Ganley - wat deen Aktiivsten ass, en ass vun obskure Sourcë finanzéiert ginn, massiivst finanzéiert - huet déi Campagne an Irland gefouert, mat Affirmatioune wéi: a) D'Ire mussen Avortement zouloossen. Dat steet am Traité. - Wou steet dat am Traité?

b) D'Ire mussen an eng europäesch Arméi goen. Esou steet et am Traité.

Éischtens gëtt et keng europäesch Arméi, an et huet jo kee Mënsch geduecht, an Irland en obligatoresche Service militaire anzeféieren.

c) D'Ire mussen hir Neutralitéit opginn. - Wou steet dat?

Am Contraire! Am Traité ass komplett garantéiert, datt e Land wéi Irland säi Statut als neutraalt Land wëllt préservéieren.

Dat sinn déi Ligen, déi an Irland propagéiert gi sinn a wou mer absolut Beweiser hunn, wéi déi massiv a ganz geziilt propagéiert gi sinn. Ech soen net nëmmen, domat wier dee Referendum gewonn ginn, mä déi Ligen hunn deelweis dozou bäigedroen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn dräi Projets de loi, déi an enger Debatt evakuéiert ginn. De Rapporteur vun deenen dräi Projeten huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Angel.

2. 5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen dräi Projeten hei geet et ëm d'Approbatioun vun engem Accord zwëschent eisem Land mat eisen Noperen, d'Franséisch Republik, d'Bundesrepublik Däitschland an och mat Lettland. An et geet ëm den Échange an ëm d'Protection réciproque vu klassifizéierten Informatiounen.

Et geet am Fong drëms, e Kader ze schafen, a besonnesch e rechtleche Kader ze schafen, an deem sech den Austausch an de Schutz vu klasséierten Informatiounen a vu klassifizéiertem Material aschreift.

Déi dräi Projets de loi muss een och am Kontext gesi vun engem Europa oder an enger Welt, déi fir vill Leit ëmmer manner sécher ass oder schéngt, an dofir ass et wichteg, dass een eng gewëssen Unzuel vun Informatioune ka klassifizéieren.

Fréier gouf d'Notioun vun „Protection des informations classées" éischter a Relatioun mat Krichssituatiounen oder Militäroperatioune bruecht. Haut ass dat ganz aneschters. Et geet haut ëm zwee Typë vu Menacen. Éischtens, Menacë wat d'Sécherheet ubelaangt. Do si mer dann am Kader vum Terrorismus, vun der Proliferatioun, vun Armes de destruction massive, regional Konflikter an der Welt an och déi organiséiert Kriminalitéit.

Deen zweeten Type vu Menacen, dat sinn déi, wou et ëm eise sougenanntene Patrimoine économique financier a scientifique geet, an do handelt et sech dann ëm Espionnage industriel oder technologique.

Mir wëssen och, dass mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer hunn, europäesch Programmer vun Haute technologie. An an all deene Programmer geet et natierlech och ëm Austausch vu wichtegen Informatiounen.

Et ass och wichteg an dësem Kontext ze soen, mir konnten déi dräi Accorden eréischt maachen, well mer eis 2004 e Gesetz ginn hunn, d'Gesetz vum 15. Juni iwwert d'Protection des pièces an och iwwert d'Habilitation de sécurité. Duerch dëst Gesetz huet Lëtzebuerg sech e Kader ginn, e juristesche Kader ginn, fir ebe sensibel Informatiounen ze klassifizéieren an awer och iwwert d'Habilitéierung vun deene Leit, déi Zougank hunn zu esou Informatiounen oder déi esou Informatioune kënne klassifizéieren.

Déi Autoritéiten, déi dat däerfe maachen, sinn an deem Gesetz vun 2004 am Artikel 5 opgezielt. Ech wëll Iech dat elo erspueren. Et sinn och déi Autoritéiten, déi an dësen dräi Projets de loi genannt ginn.

Et ass vläicht och nach wichteg ze bemierken, dass et nach Piècen oder Informatioune gëtt, déi klassifizéiert sinn, déi ënnert spezifesch Protektiounsregimer falen. Dat ass de Fall, wa mer eis an engem sougenanntene multilaterale Kader befannen. Zum Beispill huet d'NATO hir eege Regelen, an och d'EU huet do hir eege Regelen.

Déi dräi Accorden hunn deen nämlechten Opbau. Wann ech deen éischten huelen, dee mat Frankräich, dat si 16 Artikelen. Fir d'éischt ginn d'Definitiounen opgezielt, dann och d'Klassifikatioun an d'Equivalenzen.

Et ass ëmmer en Tableau do, wéi déi Termen heeschen, an eisem Land, op Fanséisch oder, verglach mat där däitscher Sprooch, wat Däitschland ubelaangt. Et ass wichteg, dass een do ëmmer weess, wéi en Term correspondéiert zu Lëtzebuerg mat deem franséischen Term.

Dann ass et och geregelt, wéi déi Institutiounen, déi fir d'Sécherheet zoustänneg sinn, kënnen een deen anere besichtegen. Et ass och eng ganz Rëtsch Artikelen iwwert d'Iwwersetzen, d'Destruktioun an d'Reproduktioun vun deenen Informatioune virgesinn.

De Statsrot huet an deenen dräi Avisen drun erënnert, dass dës bilateral Accorden eréischt méiglech goufen, well mer d'Gesetz vun 2004 hunn; wat ech virdrun ugeschwat hunn.

De Statsrot bemierkt awer och, dass dës Accordë sech net nëmmen drop limitéieren, de Gebrauch vu klassifizéierten Informatiounen am Kader vun der Exekutioun vu Kontrakter oder den Ausschreiwungen ze regelen, mä dass dës Regelen och fir den Zougank an de Schutz vun Informatioune gëllen, wa Kontrakter ausgeschafft ginn.

Déi dräi Accorden erlaben et, dass déi sougenannten ANSen, dat sinn d'Autorités nationales de sécurité, zousätzlech Protokoller ausschaffe kënnen zu dësen Accorden. Do seet de Statsrot, an ech zitéieren en: «Chaque modification de l'accord devrait être soumise aux procédures internes de ratification des traités, ce qui implique pour le Luxembourg l'intervention du législateur.»

Mir haten eng kleng Diskussioun an der Kommissioun iwwert dee Punkt hei an dofir hu mer och op Propositioun vun der Madame Err an dem schréftleche Rapport nach eng Ajoute gemaach, wou mer nach eng Kéier genau dorop aginn a preziséieren, dass bei deenen Accorden, wann do en zousätzleche Protokoll kënnt, dass déi hei an der Chamber mussen ugeholl ginn, soss wiere se net gülteg.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wann den Ausféierunge vum Rapporteur näischt méi bäizefügen ass, da géif ech an Ärem Numm him Merci soe fir seng Aarbecht a mir kéimen direkt zur Ofstëmmung vun deenen dräi Projeten. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet 5752.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5752 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Elo nach de Projet de loi 5841.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Och de Projet de loi 5841 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech wollt nach soen, dertëscht, zur Motioun, déi den honorabelen Här Meisch gëschter déposéiert huet: Muer de Mëtteg ass den zoustännege Minister hei, da kucke mer fir am Laf vum Mëtteg déi Motioun ze diskutéieren. Da kënnen d'Fraktioune sech dorobber astellen.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 5910 iwwert d'wirtschaftlech Diversifikatioun. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro.

3. 5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5910 huet als Objektiv fir d'Gesetz vum 27. Juli 1993 iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung an Diversifikatioun un en neit europäescht Reglement unzepassen. Et geet dobäi ëm d'Reglement CE800-2008 vum 6. August 2008 iwwert d'Vereenbarkeet vu bestëmmte staatleche Bäihëllefe mam Droit communautaire. Dëst Reglement gesäit vir, dass déi maximal Fördersätz vun elo 7,5% fir Mëttelbetriber respektiv 15% fir kleng Betriber op 10% respektiv 20% gehéicht solle ginn.

Et sinn Investitiounsbäihëllefen, déi an deem Rahme gewährt ginn. Si mussen net vun der Europäescher Kommissioun genehmegt ginn. Dat ass an Ofweechung zu deem Gesetz, wat mer hei de 15. Juli 2008 ofgestëmmt hunn, wou och en europäescht Reglement à la base war, wou et ëm nei a méi héich regional Hëllefe geet, déi deelweis nach mussen zu Bréissel notifiéiert ginn.

De Projet de loi 5910 ass vum Wirtschaftsminister den 1. September 2008 hei hannerluecht ginn a passt eist Lëtzebuerger Gesetz den neie Fördergrenzen un. Déi nei Förderhöchstgrenze wäerten no Schätzunge vum Ministère de l'Économie am Statsbudget mat zousätzlech am Joer plus 750.000 Euro zu Buch schloen, an dat zousätzlech zu deenen zwou an eng Véierels Milliounen Euro, déi de Budget zurzäit fir d'Bäihëllefe fir d'petites et moyennes entreprises zur Verfügung stellt.

Nodeems d'Beruffschamberen an de Statsrot positiv Avisen ofginn hunn an ausdrécklech d'Vitesse begréisst hunn, mat där dat doten ofgehandelt gëtt, konnt d'Wirtschaftskommissioun vun der Chamber am Oktober dat Ganzt analyséieren. De Rapport écrit ass den 13.11. vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Domat steet d'Gesetz also haut hei zur Ofstëmmung. Ech wëll en décke Merci un d'Mitglieder vun der Kommissioun ausdrécken, dass mer dat esou rapid konnten ofwéckelen. Mir hunn et also fäerdeg bruecht, e wichtegt Gesetz fir eis kleng a mëttelstänneg Betriber a knapps dräi Méint duerch d'legislativ Prozedur ze bréngen. Dat ass besonnesch a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten e gutt Signal fir eis Entreprisen.

E puer Wuert zum Historique vum Gesetz vun 1993, wat jo d'Basisgesetz ass a wat deemools eng Rei vu Bäihëllefregimer beinhalt huet. Nämlech: éischtens, de Basisregime fir d'petites et moyennes entreprises; zweetens, de Regime mat Ënnerstëtzunge bei Investitiounen am Ëmweltberäich; drëttens, Hëllef a Form vu Subventioune fir Investitiounen an der Fuerschung an an der Entwécklung; véiertens, Hëllefe fir besonnesch benodeelegt Regiounen hei am Land.

Dee Regionalregime ass schonn am Joer 2000 geännert ginn. De Regionalregime ass am Joer 2000 aus dem Gesetz vun '93 erausgeholl ginn an iwwer en eegestännegt Gesetz iwwer regional Wirtschaftshëllefe verännert an agefouert ginn. Wéi ech scho gesot hunn, hu mer dat de 15. Juli nach eng Kéier geännert a mer hunn eben déi nei Virgaben, déi mer vu Bréissel kritt hunn, ëmgesat, déi maximal Bäihëllefe vun 20% fir d'Mëttelbetriber respektiv 30% fir kleng Betriber erméiglechen.

Am Joer 2004 ass dann och den Aspekt Ëmwelt aus dem Gesetz vun '93 erausgeholl ginn an an e separat Gesetz gegoss ginn. Esou dass an der aktueller Fassung vum Gesetz vun '93 nëmme méi déi allgemeng Bäihëllefregimer dra sinn, an de spezifesche Regime fir d'Ënnerstëtzung vu Fuerschung an Entwécklung. Wéi een am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi liese kann, huet de Wirtschaftsminister ugekënnegt, dass och de Rescht vun deem Gesetz vun 1993 demnächst enger gesetzlecher Neiformuléierung wäert ënnerzu ginn.

Am Résumé: Mir schwätzen hei vun engem wichtege Gesetz fir d'petites et moyennes Entreprises, wat dann och zum richtegen Zäitpunkt kënnt, fir d'Investitiounstätegkeet vun eise Betriber ze stimuléieren an domat och hëllefe soll d'Wirtschaft unzekuerbelen.

Déi aktuell Kris mécht däitlech, wéi wichteg dass et ass, dass eis Wirtschaftsstruktur méi staark diversifizéiert gëtt an domat och méi onofhängeg gëtt vis-à-vis vu branchëspezifesche Schocken, där mer jo genuch erliewen. Et ass och noutwendeg, well munches drop hiweist, dass d'Finanzkris op déi real Wirtschaft net nëmme konjunkturell Auswierkungen huet, mä riskéiert och strukturneller ze hunn, an da mat zousätzlechen a schlëmmeren Auswierkungen a Konsequenzen op den Aarbechtsmaart. Loosse mer hoffen, dass dat net esou antrëtt!

Duerfir wier d'Bedeitung vun der Diversifizéierungsstrategie, an deem Fall hei am Beräich vun der Kleng- a Mëttelindustrie. Et ass déi Kleng- a Mëttelindustrie, déi eng zentral Roll huet, well se ee vun den droende Pfeiler vun eiser Ekonomie ass an och regelrecht Jobmotoren an deene vergaangene Jore gi sinn. Zurzäit beschäftegt d'Handwierk no Zuele vun der Handwierkskummer praktesch 70.000 Mënschen an ass mat 10% um PIB bedeelegt. Wat engem eng Iddi gëtt iwwert d'Bedeitung vun deem ganze Secteur.

Ech begréissen, dass all déi, déi um Gesetzgebungsprozess hei bedeelegt waren, all déi Instanzen, den Dossier esou schnell matbehandelt hunn, an dass mer eigentlech domat véier Méint nodeem Bréissel dat neit Reglement décidéiert hat dat elo scho kënnen an nationaalt Recht ëmsetzen. Dofir en décke Merci. Den Accord vun der LSAP wëll ech domat och hei matgedeelt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Ech gesinn, déi aner Fraktioune si mat den Ausféierunge vum Rapporteur d'accord. Den Här Jaerling freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass e gutt Beispill, fir ze weisen, wéi séier dass een en europäeschen Text kann ëmsetzen.

Discussion générale

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci. Et ass net vill.

Merci, Här President. Ech kann nëmme staunen, dass all Gesetzer, déi mat der Wirtschaft zesummenhänken, a Rekordzäit hei iwwert d'Bühn kënne bruecht ginn, an dass mer awer Gesetzesprojeten doleien hunn, wa soll an d'Salariat investéiert ginn oder d'Rechter vum Salariat solle weiderbruecht ginn, dass do Gesetzer oder Direktiven nach zéng oder 15 oder souguer nach méi Jore laang Zäit brauchen, fir ëmgesat ze ginn. Ech kann einfach nëmme staunen!

Ech kann och nëmme staunen, dass mer hei ëmmer erëm elo déi Wirtschaftskris, déi elo ass, an de Vierdergrond stellen, fir egal wat hei duerchzebréngen. Ech hunn näischt dergéint, wa mer an d'Betriber investéieren, mä ech gesinn awer, dass an der leschter Zäit soss näischt méi gemaach gëtt wéi an d'Betriber ze investéieren.

Éischtens emol hu mer elo nach e Gesetz doleien, wou den Droit d'apport soll ofgeschaf ginn, wat 106 Millioune manner Recetten abréngt. Mir hu systematesch d'Gemengen, déi d'Gewerbesteiersätz erofsetzen. Ech froe mech: Wéini fänke mer emol endlech un, erëm eng Kéier an de Mënsch ze investéieren? Et géif héich Zäit ginn. Anstatt dass mer systematesch an d'Wirtschaft investéieren, an de Mënsch, deen dauernd op der Streck bleift. Also, ech wäert mech bei dësem Gesetz symbolesch enthalen.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner.

(Hilarité)

Freet soss kee méi d'Wuert?

Dat ass net de Fall.

Dann nach eng Kéier dem Här Rapporteur Merci fir seng Aarbecht. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5910 ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Norbert Haupert), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Anrdich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.11 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 7, 8 et 9

Communications page 83

5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution;

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière page 83

Ordre du jour page 84

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique page 84

Heure de questions au Gouvernement

Question N°290 du 11 novembre 2008 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative au projet d'une Cité du cinéma à Dudelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 84

Question N°291 du 11 novembre 2008 de M. Claude Meisch relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis, adressée à M. le Ministre des Finances page 84

Question N°292 du 7 novembre 2008 de M. Ben Fayot relative aux implications de l'élection d'un nouveau Président des États-Unis pour les grands problèmes de la politique internationale, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 84-85

Question N°293 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'élaboration d'une loi concernant les Ministres, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État page 85

Question N°294 du 10 novembre 2008 de M. Roger Negri relative à l'accident grave autoroutier survenu dans la nuit du 1er novembre 2008, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 85-86

Question N°295 du 10 novembre 2008 de M. Xavier Bettel relative au subventionnement des organisations politiques pour jeunes, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 86

Question N°297 du 11 novembre 2008 de M. Charles Goerens relative au non-remboursement de frais d'ambulance pour des ressortissants luxembourgeois dans certains pays de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 86

Question N°296 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la distribution contrôlée d'héroïne dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 86-87

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire pages 87-92

5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg pages 92-98

Communications page 98

Ordre du jour pages 98-99

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 99

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 99-103

Résolution de M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique pages 103-104

5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail pages 104-113

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 114-122

5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

et

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

et

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007 page 122

5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 122-123

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2373	Mme Colette Flesch	Mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications
2664	M. Fernand Etgen	Nouveau système de paiement dans les cantines des établissements scolaires de l'enseignement secondaire
2734	M. Robert Mehlen	Musée de la Forteresse
2810	M. Alexandre Krieps	Prolongation des allocations familiales
2815	MM. Marco Schank et Jean-Paul Schaaf	Transport scolaire
2837	M. Xavier Bettel	Taux de récidive au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig
2851	Mme Lydia Mutsch	OGM
2853	M. Carlo Wagner	Centre Mosellan à Ehnen
2856	M. Ben Fayot	Luxembourgeois domiciliés à l'étranger et élections
2861	M. Roger Negri	Stationnement des poids lourds sur les aires de repos
2862 cf. 2926	M. Marcel Oberweis	Remembrement des biens ruraux envisagé dans la commune de Mertert section Langsur
2865	M. Jacques-Yves Henckes	Insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance
2872 cf. 2873 et 2874	M. Aly Jaerling	Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg
2873 cf. 2872 et 2874	M. Alex Bodry	Garantie des dépôts
2874 cf. 2872 et 2873	M. Jacques-Yves Henckes	Dépôts garantis en cas d'insolvabilité d'une banque
2878	M. Robert Mehlen	Musée de la Forteresse
2879	M. Robert Mehlen	Édition d'un timbre en l'honneur d'Albert Ungeheuer
2880	M. Fernand Etgen	Offre de formation du pôle d'enseignement Nord
2883	M. Aly Jaerling	Étude sur le diabète
2889	M. Roger Negri	Échangeur de Helfenterbruck
2890	M. Romain Schneider	Formation pour bénéficiaires du Revenu Minimum Garanti
2893	M. Carlo Wagner	Zone de ralentissement près de la décharge «Muertendall»
2896	M. Aly Jaerling	Nouveaux services diffusés par satellite
2898	M. Robert Mehlen	Calculatrice prescrite par le Ministère
2899	M. Robert Mehlen	Prix à la consommation
2900	M. Jean-Pierre Koepp	Cadastre
2901	M. Claude Adam	Publication de la matricule nationale dans la presse
2907	Mme Martine Stein-Mergen	Réalisation du programme de mise à disposition d'héroïne sous contrôle médical
2909	M. Jean Huss	Liste de l'UE pour les substances chimiques hautement préoccupantes
2910	M. Jean Huss	Étude sur la nocivité des GSM
2911	M. Ali Kaes	Exemption de la taxe sur les véhicules automoteurs pour personnes invalides
2913	M. Ali Kaes	Services de secours de la protection civile
2915	M. Gilles Roth	Surcharge carburant actuellement prélevée sur tous les vols de la compagnie «Luxair»
2916	M. Aly Jaerling	Campagne de vaccination contre la grippe
2917	M. Aly Jaerling	Système de péage
2918	M. Aly Jaerling	Heures supplémentaires auprès des CFL
2919	Mme Marie-Josée Frank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Lucien Clement	Couverture régionale de l'ADEM
2921	M. Gast Gibéryen	Évolution de la langue luxembourgeoise
2923	M. Gilles Roth	Enquête judiciaire menée à l'encontre d'un responsable du département des finances de la société «Luxair»
2924	M. Marcel Oberweis	Épreuve d'aptitude en vue de la reconnaissance des diplômes étrangers de rééducateur en psychomotricité
2926 cf. 2862	Mmes Marie-Josée Frank, Françoise Hetto-Gaasch et M. Lucien Clement	Projet de remembrement durable situé à Langsur
2927	M. Félix Braz	Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)
2930	M. Robert Mehlen	Réactions à l'encontre des actions franco-allemandes contre le Grand-Duché de Luxembourg
2931	M. Laurent Mosar	Primes versées après les prises de participation étatiques dans Fortis
2933	M. Laurent Mosar	Mise en place éventuelle d'un système de voiture en libre-service
2934	M. Henri Kox	Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA)
2941	M. Marcel Oberweis	Utilisation de huiles et graisses alimentaires comme biocarburant pour les moteurs de cogénération
2943	M. Roger Negri	Prochaine tranche indiciaire
2945	M. Alex Bodry	Système européen PNR (Passenger Name Record)
2948	M. Carlo Wagner	Installations de combustion alimentées au gaz
2952	M. Carlo Wagner	Examen d'aptitude médicale pour recrues
2953	M. Robert Mehlen	Véhicules électriques
2955	M. Robert Mehlen	Société Nationale de Contrôle Technique
2961	M. Félix Braz	Projets pilote visant les migrants originaires du Cap-Vert et du Mali
2963	Mme Claudia Dall'Agnol	Vaccination contre le pneumocoque

Question 2373 (7.3.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications:**

Récemment la Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure au Luxembourg dans le domaine des télécommunications, en raison du manque d'indépendance du régulateur. La Commission visait plus particulièrement deux personnes agissant au niveau de la réglementation qui siègent dans le conseil d'administration d'opérateurs.

Dans sa réponse du 28 février 2008 à une question parlementaire afférente, Monsieur le Ministre fournit cependant uniquement des informations et explications à propos d'une des deux personnes visées par la Commission européenne *(cf. compte rendu N°11/2007-2008 - question parlementaire N°2285)*

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Le Ministre est-il d'avis que les fonctions de la deuxième personne visée ne touchent pas la question de la séparation effective entre la fonction de réglementation et des activités inhérentes à la direction d'entreprises assurant la fourniture de services de communications électroniques?

- Dans la négative, le Ministre peut-il me dire quelles mesures il entend prendre pour répondre aux griefs de la Commission?

Réponse (27.11.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Le règlement grand-ducal du 14 novembre 2008 fixant l'organisation du Service des Médias et de l'Audiovisuel créé par l'article 29 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électronique vient d'être publié aujourd'hui au Mémorial (Mémorial A - N°169 du 24 novembre 2008).

Ce règlement remplace l'ancien texte réglant la matière, qui n'avait pas été réadapté depuis que ce service s'est vu confier les compétences en matière de règlementation du secteur des communications électroniques et de gestion des fréquences radioélectriques en 1999. Il formalise, par la création de différentes directions, la répartition des compétences qui existait déjà de fait au sein du service.

Nous venons de transmettre à la Commission européenne le texte tel qu'il vient d'être publié. L'entrée en vigueur de ce règlement devrait mettre un terme à la procédure d'infraction que vous évoquez dans votre question; nous devons toutefois attendre la confirmation officielle de classement de la part de la Commission européenne.

Question 2664 (3.7.2008) **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **nouveau système de paiement dans les cantines des établissements scolaires de l'enseignement secondaire:**

Au début du mois de juin a été instauré un nouveau système de paiement dans les cantines des établissements scolaires de l'enseignement secondaire. Il me revient toutefois que l'introduction de ce nouveau système, dénommé «My Card», a provoqué des controverses dans plusieurs lycées.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les motifs concernant l'introduction de ce nouveau mode de paiement dans les cantines scolaires?

- La recharge de la carte ne peut, selon mes informations, être effectuée que par SMS ou via Internet. Or, il s'avère toutefois que bon nombre d'élèves ne disposent pas de ces moyens techniques. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le système en question risque de désavantager une partie de la population scolaire, en l'occurrence les élèves issus de milieux sociaux plus faibles?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'introduction du système susmentionné peut mener à une baisse des chiffres de fréquentation des cantines scolaires et mener les élèves à favoriser la restauration rapide?

- Est-il exact que les données des consommateurs (élèves, enseignants) sont enregistrées par l'exploitant? Si oui, pour quelles raisons? Madame la Ministre peut-elle me dire pour qui ces données sont accessibles? Enfin, j'aimerais également savoir de la part de Madame la Ministre si cet enregistrement est conforme aux dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Réponse (28.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas uniquement d'un nouveau mode de paiement, mais d'un système de gestion des restaurants scolaires qui couvre une panoplie de domaines, à savoir:

- la gestion financière et comptable,

- le contrôle d'accès à un service subventionné qui est réservé exclusivement à la population scolaire,

- la gestion des différents profils «clients» donnant droit à des subventions différentes, respectivement à des traitements différents, à savoir:

- élèves subventionnés,

- élèves internats,

- élèves nécessiteux,

- élèves de l'éducation différenciée,

- adultes subventionnés,

- visiteurs,

- la gestion des menus proposés dans les restaurants scolaires,

- la publication des menus et création d'une plate-forme de communication: www.restopolis.lu,

- la possibilité aux parents d'élèves mineurs (≤16ans) de suivre les habitudes de leurs enfants par le biais d'une consultation on-line des consommations effectuées,

- la création de la possibilité de charger le compte de l'élève à

partir de son domicile par le biais d'une carte de crédit ce qui évite aux parents de donner des sommes importantes aux élèves.

Afin de permettre au service de la restauration scolaire de faire une gestion administrative et financière efficace, il était indispensable de le doter de l'instrument «eRestauration».

2. «MyCard» est la carte personnelle qui permet à l'élève, à l'enseignant et au personnel de l'école d'accéder au restaurant scolaire et de payer les consommations. À toute «MyCard» est associé un compte Restopolis.

Il suffit de charger un compte Restopolis, soit par carte de crédit (VISA, Mastercard, American Express), soit par carte de prépaiement.

Le chargement par carte de crédit présuppose un accès à l'Internet, tandis que le chargement par carte de prépaiement est possible via Internet, SMS (au prix de 0,37 €) et directement au point de vente (chargement via code barre effectué par le personnel de service).

Étant donné que chaque établissement scolaire met à disposition des élèves et du personnel un accès à l'Internet et que la possibilité de se faire charger son compte par le personnel de service via code barre est offerte également, un chargement sans coût connexe est possible et il n'y a donc pas de désavantage pour une partie de la population scolaire, à savoir les élèves issus de milieux sociaux plus faibles.

3. Il se peut que des élèves mettent un certain temps pour s'habituer au nouveau système. Toutefois il est avéré que lors de l'installation du système de paiement électronique «ancienne génération», introduit dans 70% des établissements scolaires du secondaire et secondaire technique les élèves se sont familiarisés rapidement avec ce genre de paiement.

4. Les modalités d'enregistrement ont été discutées avec le président de la Commission nationale de la Protection des données. Elles ont été adaptées selon ses conseils.

Question 2734 (31.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Musée de la Forteresse:**

Am Zesummenhang mat de Problemer, fir de Musée «Dräi Eechelen» (Festungsmusée) a Betrib ze setzen, gëtt gesot, de Stat hätt de Kontrakt mat dem Büro Philippe Simon zu Paräis, deen den Optrag fir d'Muséographie kritt hat, gekënnegt, well dëse sech net hätt wëllen un dat am Gesetz fixéiert Konzept (Festung-national Identitéit) halen. Dat féiert mech derzou, fir dës Froen un Iech ze riichten:

1. Opgrond vu wat fir enger Prozedur ass de Büro Philippe Simon ausgewielt a beoptraagt ginn, fir d'Ausstafféierung vum Festungsmusée ze plangen an duerchzeféieren?

2. Wéi laang (vu wéini bis wéini) huet de Büro Philippe Simon u sengem Optrag geschafft a wéi wäit ware seng Aarbechte fortgeschratt, wéi d'Zesummenaarbecht gekënnegt ginn ass?

3. Am Gesetz vun 1997 war déi konzeptuell Ausriichtung vum Musée kloer a véier Punkte festgeschriwwe ginn. War dës Ausriichtung tel quel an de Kontrakt mam Här Simon respektiv an d'Lastenheft iwwerholl ginn? Wa jo, wéi erkläert Dir den erstaunleche Virgang, datt e Büro, deen e kloer definéierten Optrag ugeholl huet, «en cours de route» eppes aneschters wëll maachen, wéi dat, wat säin Auftraggeber bestallt hat?

4. Wat hunn déi responsabel Regierungsmembren ënnerholl, fir d'Meenungsverschiddenheeten tëschent dem Kulturministère an dem Büro Philippe Simon ze identifizéieren an aus der Welt ze schafen?

5. Wéi vill huet de Stat dem Büro Philippe Simon fir seng Aarbecht bezuelt, a wat huet en als Konterpartie fir dëse Betrag kritt?

6. A wat fir enge Punkten differenzéiert sech d'Konzept vum Philippe Simon fundamental vun deem Konzept, dat de Kulturministère am August 2007 virgestallt huet?

Réponse (20.11.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Als Äntwert op dem Här Deputeierte Roby Mehlen seng parlamentaresch Ufro vum 31. Juli 2008 wollt ech folgend Informatioune ginn, Informatiounen, déi sech zum Deel iwwerschneide mat Äntwerten op verschidde Froe vum Här Deputéierte senger parlamentarescher Ufro vum 6. Oktober *(cf. ci-dessus - question parlementaire N°2878)*.

1. Op Virschlag vum Service des Sites et Monuments nationaux a laut dem Arrêté vum Regierungsrot vum 4. Febuar 2000, ass d'Offer vum Architektebüro Philippe Simon/Martine Thomas-Bourgneuf vu Paräis iwwert d'Ausféierung vun der Muséologie am Arrêté ministériel vum 21. Febuar 2000 approuvéiert ginn. Eng Zousazoffer fir d'Grafik an d'Szenographie fir d'Finalisatioun vun den Ausstellungssäll am Sous-sol vum Musée, autoriséiert vum Regierungsrot de 7. Juli 2003, ass duerch eng ministeriell Décisioun vum 9. Juli 2003 zréckbehale ginn.

2. E Kontrakt gouf am Febuar 2000 ënnerschriwwen. Am Januar 2006 huet den Philippe Simon de Kontrakt opgeléist. Domat war de Kontrakt virzäiteg eriwwer. Déi 1. Phas, déi de Kontrakt virgesinn hat («programme muséologique général»), war an deem Moment ofgeschloss. Eng 2. Phas war amgaange realiséiert ze ginn («programme muséologique détaillé»). Am Ganze ware véier Phase virgesinn (3. Phas: «consultation des entreprises réalisation»; 4. Phas: «suivi de réalisation et suivi d'intégration»).

3. Den Här Philippe Simon hat seng Offer op Basis vum Gesetz vun 1997 gemaach, déi ugeholl gi war. An dësem Kontrakt stoung, datt den Architektebüro sollt de Contenu vum muséographesche Parcours proposéieren an datt e Lëtzebuerger Comité vun Historiker déi Virschléi vum Architektebüro misst guttheeschen. Dës Prozedur vun der Approbatioun beweist, datt den Architektebüro, dee wuel e Kader hat, an deem e sech huet misse bewegen, och vun enger «marge de manœuvre» konnt profitéire fir Proposen ze maachen. Dës Marge léisst d'Gesetz vun 1997 natierlech zou.

4. De Service des Sites et Monuments nationaux huet beim Kulturministère intervenéiert fir op d'Schwieregkeeten hinzeweisen, déi et goufen tëschent dem Här Philippe Simon an dem Lëtzebuerger Comité vun Historiker. Am Optrag vum Kulturminister goufen et eng Rei Réuniounen, och mat Beamten aus dem Kulturministère, fir d'Meenungsverschiddenheeten ze behiewen.

5. D'Gesamtkäschten, déi duerch de Vertrag mat dem auslännesche Büro enstane sinn, belafe sech op 104.579,33 EUR TTC. D'Phas 1 (cf. Punkt 2) gouf ofgeschloss.

6. Dem Här Philippe Simon säi Konzept war dat vun engem «Musée de la Fortification», deen allgemeng Krichstechniken an de Virdergrond sollt stellen. D'Konzept vum Bauhär ass dat vun engem «Musée de la forteresse de Luxembourg», also wat d'Festung Lëtzebuerg mat hirer Spezifissitéit an den thematesche Mëttelpunkt stellt, mat enger besonnescher Beuechtung vun der Geschicht an der Identitéit vu Lëtzebuerg.

D'Konzept wat ëmgesat gëtt, soll sech also net nëmme mat der Militärperiod ausernee setzen, mä soll och dat dagdeeglecht Liewe bannen a baussent der Festung beliichten. Den Ënnerscheed tëscht Souvenir a Geschicht soll sech kënne kloer erausschielen. De Visiteur, sief et e Lëtzebuerger oder en Auslänner, soll eng modern Interpretatioun vun der Identitéit, respektiv den Identitéite vun de Lëtzebuerger, proposéiert kréien.

Question 2810 (12.9.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **prolongation des allocations familiales:**

La réforme des cycles universitaires par le processus de Bologne suivie de l'introduction du nouveau régime des diplômes universitaires a eu pour conséquences que pour bon nombre de jeunes les études universitaires (bachelor, master et doctorat) se sont prolongées d'une année.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre serait-elle disposée à prolonger l'attribution des allocations familiales d'une année jusqu'à 28 ans? Si oui, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à une telle décision? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision?

- Dans l'hypothèse d'une prolongation de l'attribution des allocations familiales pour étudiants, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale serait-il disposé à prolonger d'une année l'immatriculation à la sécurité sociale de ces étudiants au titre de coassuré? Dans l'affirmative, dans quels délais une telle adaptation du régime actuel serait-elle envisageable? Dans la négative, quelles seraient les raisons motivant une telle décision?

Réponse commune (20.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures prévoit d'ores et déjà la prise en compte des allocations familiales dans le cadre des études supérieur au-delà de 27 ans.

Ainsi les aides financières (prêts ou bourses) se trouvent réduits en cas de l'octroi des allocations familiales du montant octroyé. L'article 5 point (4) du règlement dispose ainsi que «pour l'étudiant qui bénéficie d'allocations familiales équivalant au montant des allocations familiales annuelles allouées pour un enfant à charge de plus de douze ans, l'aide financière est réduite du montant y relatif».

Passé l'âge de 27 ans, la loi modifiée du 1985 ne prévoit plus le paiement d'allocations familiales aux étudiants de sorte qu'il n'y a plus de réduction équivalente des aides financières aux étudiants. En d'autres termes, les aides financières au delà de 27 ans incluent le montant des allocations familiales actuellement. Il n'y a donc pas lieu à modification.

Quant au volet 2) de la question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que la prolongation d'une année du droit aux allocations familiales pour les étudiants n'aura aucune incidence sur leur affiliation à l'assurance maladie en tant que coassurés.

En effet, l'article 7, alinéa 1er sous 3) à 7) du CAS précise que:

«Art.7. Le bénéfice de l'assurance obligatoire et de l'assurance volontaire s'étend:

…

3) aux enfants légitimes, légitimés, naturels et adoptifs de l'assuré principal ouvrant droit aux allocations familiales;

4) aux enfants recueillis d'une manière durable dans le ménage de l'assuré et auxquels celui-ci assure l'éducation et l'entretien, pour autant que l'assuré, son conjoint ou son partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, soit attributaire des allocations familiales;

5) aux ayants droit visés sous 3) et 4) i.e. les enfants qui n'ouvrent pas droit aux allocations familiales lorsqu'ils sont âgés de moins de 30 ans et qu'ils disposent de ressources inférieures au revenu minimum garanti pour une personne seule tel que défini par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Le bénéfice du présent article est subordonné à la condition que l'intéressé ne soit pas affilié personnellement et, sauf en cas d'études ou de formation professionnelle, qu'il réside au Grand-Duché de Luxembourg.»

Question 2815 (15.9.2008) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **transport scolaire:**

Avec l'Atert-Lycée à Rédange/Attert, un nouveau lycée ouvrira ses portes le 17 septembre 2008. Le transport scolaire des étudiants est assuré à partir de toutes les localités du canton de Rédange. Par contre, les élèves habitant un autre canton doivent recourir à l'offre RGTR existante. Ceci vaut dès lors aussi pour les étudiants des communes d'Ettelbruck et de Feulen.

Selon nos informations, le campus à Rédange est mal desservi en transport en commun en provenance d'Ettelbruck et de Feulen. L'horaire de la ligne Rédange-Ettelbruck ne permet pas aux élèves de rentrer après les cours. Avec les lignes régulières existantes les élèves sont obligés à changer de bus au cours de leur trajet scolaire et d'attendre jusqu'à 45 minutes. En plus, il n'existe aucun arrêt de bus pour les lignes RGTR dans les alentours directs du Lycée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transport:

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour prévoir un arrêt de bus RGTR aux alentours du Atert-Lycée?

- Monsieur le Ministre peut-il faire que les lignes RGTR desservent l'arrêt du lycée pour ceux des élèves qui doivent en faire usage et ce surtout les matins?

- Monsieur le Ministre peut-il prolonger le transport scolaire de Rédange à Mertzig jusqu'à Ettelbruck, permettant surtout en après-midi à 17 élèves de Feulen et Ettelbruck de rentrer d'école par le transport public?

Réponse (18.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Messieurs les Députés se réfèrent à l'ouverture du nouveau Lycée à Rédange et à l'organisation des transports publics à cet effet.

Conformément au plan directeur sectoriel lycées, qui définit les zones d'inscription prioritaire de tous les établissements d'enseignement secondaire et en accord avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et la direction du Lycée à Rédange, les lignes d'autobus ont été installées à partir du 17 septembre en vue de répondre aux demandes et aux besoins du prédit lycée.

Les horaires des lignes publiques régionales en place déjà avant l'ouverture du Lycée à Rédange et répondant à d'autres besoins de déplacement n'ont pas pu être adaptées au fonctionnement de ce Lycée. C'est notamment le cas de la ligne RGTR 520 reliant Ettelbruck à Rédange et Oberpallen qui fonctionne suivant une cadence d'une course par demi-heure dans les deux sens entre 05h00 et 21h00.

Une proposition d'installer un arrêt d'autobus à proximité des accès vers le nouveau Lycée à Rédange a été adressée aux autorités locales compétentes, il y a quatre mois. J'attends donc cette réalisation permettant aux lignes publiques de passage de s'y arrêter en cas de besoin.

J'estime que la demande d'un prolongement des services de transport du Lycée de Rédange jusqu'à Ettelbruck ne devrait pas avoir pour but d'inciter le Gouvernement à ne pas observer le plan sectoriel lycées approuvé par la Chambre des Députés.

Question 2837 (18.9.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **taux de récidive au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig:**

Un des objectifs principaux de tout régime pénitentiaire consiste à permettre une réinsertion sociale à tout détenu après sa libération. Monsieur le Ministre a dans le passé souligné à plusieurs reprises que, selon lui, le taux de récidive était trop élevé au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL).

Tout en sachant que Monsieur le Ministre ne dispose pas de chiffres exacts quant au taux de récidive au sein du CPL, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien des détenus actuellement incarcérés au CPL ont auparavant déjà été condamnés à une peine de prison au Luxembourg ou dans un autre pays?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire évaluer systématiquement le taux de récidive en vue d'une amélioration de l'encadrement psychologique au sein du CPL?

Réponse (26.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Sur une population pénitentiaire totale de 606 personnes (au 4 novembre 2008) au CPL de Schrassig il y a 290 condamnés et 282 prévenus. Parmi les 290 condamnés, 66 sont à considérer comme récidivistes pénitentiaires. Parmi les 282 prévenus, 81 personnes sont à considérer comme récidivistes pénitentiaires.

Je partage l'idée qu'il peut être intéressant de faire évaluer le taux de récidive, notamment en vue d'un meilleur encadrement psychologique. Cependant, ceci ne me semble utile que pour les résidents sur le territoire luxembourgeois.

www.chd.lu

Question 2851 (24.9.2008) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**OGM:**

L'ONG «Initiative Luxembourg sans OGM» vient d'adresser sa 4e lettre d'information à tous les membres de la Chambre des Députés. Il ressort de ce courrier qu'actuellement seul le maïs MON 810 est autorisé à la culture en Europe et par conséquent au Luxembourg. Le catalogue européen des semences indiquerait environ 70 variétés différentes issues de la lignée du maïs transgénique MON 810. Selon l'ONG, une dizaine de ces variétés pourrait actuellement être cultivée dans nos champs et risquerait de contaminer les champs et les populations d'abeilles au Luxembourg.

La population luxembourgeoise est très préoccupée par ce sujet. En effet, selon un sondage effectué par TNS/ILRES en 2005, 83% des consommateurs luxembourgeois seraient en faveur d'une interdiction complète des OGM.

- Sachant que chaque État membre de l'Union européenne a le droit d'interdire sur son territoire un OGM dangereux, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre compte entreprendre des démarches allant dans cette direction.

- Quelle est en général l'attitude du Gouvernement face à cette problématique?

Réponse (18.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le soussigné partage l'attitude très réservée adoptée par l'honorable Parlementaire à l'égard de la culture de produits génétiquement modifiés. Depuis des années le Luxembourg se positionne dans les divers Conseils des Ministres européens ainsi que dans les réunions de fonctionnaires parmi les pays invoquant le principe de précaution et exprimant le plus de réserves à l'égard de la culture et du commerce des produits issus d'une modification génétique.

S'agissant du cas particulier du maïs MON 810, ce produit n'est pas cultivé au Luxembourg. Il est vrai que d'un point de vue technique un nombre restreint de variétés issues de la lignée du maïs transgénique MON 810 sont susceptibles d'être cultivées chez nous.

Cependant la loi du 18 mars 2008 en matière de coexistence de cultures génétiquement modifiées et de cultures conventionnelles, prise sur l'initiative de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, ensemble avec son règlement d'exécution du 22 juillet, rend en pratique très difficile la culture de maïs génétiquement modifié, notamment du fait de l'obligation d'une couverture d'assurance et de la distance à observer entre les cultures de maïs transgénique et les cultures conventionnelles.

S'agissant de la position de l'«Initiative Luxembourg sans OGM», je la partage dans une large mesure et je la soutiens alors qu'elle milite en faveur du développement d'une agriculture durable; ceci dans l'intérêt et de l'environnement et de la santé publique.

Le Luxembourg soutient les démarches visant à réformer les procédures d'évaluation ainsi que les pays ayant invoqué la clause de sauvegarde, même si l'EFSA (Agence Européenne pour la Sécurité Alimentaire) vient d'émettre un avis négatif face à l'initiative française afférente.

Question 2853 (24.9.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Centre Mosellan à Ehnen:**

En octobre 2005, le groupe de travail «Centre Mosellan à Ehnen» avait finalisé une étude de concept concernant le réaménagement et l'agrandissement du Musée du Vin à Ehnen et sa transformation en un «Centre Mosellan» à vocation multiple.

Or, force est de constater que depuis lors ce dossier n'a connu aucune évolution au sein des ministères compétents et que le projet de transformation n'a toujours pas été entamé.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'état actuel du projet du Centre Mosellan à Ehnen? Quelles sont les raisons pour les retards que connaît le projet?

- Pour quelles raisons le projet ne figure-t-il pas sur la nouvelle liste des projets du Ministère des Travaux publics, récemment présentée aux membres de la commission parlementaire compétente?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si le projet en question fera partie intégrante du projet de budget de l'État pour l'exercice 2009 qui sera déposé en date du 1er octobre à la Chambre des Députés? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (21.11.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Sous l'égide du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, un groupe de travail avait été mis en place en 2004 afin de faire élaborer une étude de concept et d'accompagner les travaux de réaménagement et de restructuration de la Maison du Vin à Ehnen.

Le groupe de travail comprenait des représentants des Ministères du Tourisme et de la Culture, de l'Administration des Bâtiments publics et de la commune de Wormeldange, ainsi que les principaux acteurs mosellans dans les domaines du tourisme et de la viticulture.

L'étude de concept, finalisée en octobre 2005, avait comme objet de concevoir et de définir les futures orientations du Centre Mosellan, de revoir et d'adapter le concept muséologique des collections exposées afin de permettre leur intégration dans les nouvelles structures et d'établir un plan de répartition des locaux, sur le vu des demandes et souhaits des différents partenaires.

À l'époque et au vu des économies qui ont dû être réalisées à partir de 2006, ce projet fut reporté, comme un certain nombre d'autres projets.

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2009 autorise, à partir de 2009, le financement de la finalisation des études de ce projet par le biais du Fonds d'investissements publics administratifs et dans le cadre du programme pluriannuel 2009 à 2012, ce projet figure au Fonds d'investissements publics administratifs avec un montant de 6.000.000 euros.

Comme il s'agit d'un projet qui ne dépassera pas la limite qui rend nécessaire le vote d'un projet de loi spécifique, le projet n'a pas figuré sur la liste des projets présentés à la Commission des Travaux publics.

Les travaux préparatoires peuvent donc être finalisés en 2009 et le chantier commencera en 2010.

Question 2856 (25.9.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **Luxembourgeois domiciliés à l'étranger et élections:**

Dans sa réponse du 21 juillet 2008 à ma question parlementaire N°2714 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, Monsieur le Ministre m'a informé sur la situation des électeurs luxembourgeois ayant choisi leur résidence dans les régions frontalières.

- D'une façon plus générale et en vue des élections législatives et européennes de juin 2009, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il existe des chiffres renseignant sur le nombre de personnes de nationalité luxembourgeoise résidant dans le monde entier.

- Dans l'affirmative, quel est le nombre de Luxembourgeois résidant à l'étranger?

- Comment ce chiffre a-t-il évolué au fil des deux décennies passées?

- Combien de Luxembourgeois domiciliés à l'étranger ont participé aux élections par la voie du vote par correspondance lors des élections législatives et européennes en 1994, 1999 et en 2004?

Réponse (19.11.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En vue de la prochaine échéance électorale, Monsieur le Député Ben Fayot demande à être informé sur le nombre de Luxembourgeois résidant à l'étranger et sur la participation aux élections législatives et européennes de ces personnes en 1994, 1999 et 2004 par la voie du vote par correspondance.

Le département de l'Intérieur ne dispose pas de données relatives au nombre de personnes de nationalité luxembourgeoise résidant à l'étranger.

À l'avenir, il devrait toutefois devenir possible d'obtenir au moins des indications, certes incomplètes, sur le nombre de Luxembourgeois vivant dans un autre pays que le Luxembourg. En effet, le projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité prévoit pour les Luxembourgeois qui résident à l'étranger la possibilité de se faire délivrer une carte d'identité lorsqu'ils sont inscrits sur un registre diplomatique ou consulaire luxembourgeois.

En ce qui concerne les élections législatives et européennes, le département de l'Intérieur n'est pas impliqué dans la procédure électorale. Conformément aux dispositions de la loi électorale, c'est la Chambre des Députés qui reçoit tous les documents et pièces relatives aux élections législatives et européennes par l'intermédiaire du ministère d'État.

Monsieur le Premier Ministre a pu fournir quelques indications dont dispose son département dans ce contexte: Pour les trois dernières élections législatives et européennes, il est vrai que le nombre global des citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger n'a pu être relevé. Or, quelques mois avant les élections, le Ministère des Affaires étrangères fait habituellement parvenir à nos postes diplomatiques à l'étranger une lettre-circulaire rappelant les modalités du vote par correspondance pour les résidents de nationalité luxembourgeoise dans les pays respectifs. À cet effet il leur est remis un formulaire de demande d'admission au vote par correspondance à faire parvenir à leur commune d'inscription au Grand-Duché, qui est soit celle de leur dernier domicile, soit la commune de naissance ou à défaut la Ville de Luxembourg.

Le chiffre approximatif de 2.397 personnes que Monsieur le Premier Ministre m'a fait parvenir, en ce qui concerne les dernières élections de 2004, est celui résultant des seules demandes d'admission au vote par correspondance formulées par des résidents luxembourgeois à l'étranger et ne reflète par ailleurs pas la réalité de leur vote. De même, toutes les communes de la circonscription du Centre n'ont pas indiqué les données y relatives.

Question 2861 (26.9.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **stationnement des poids lourds sur les aires de repos:**

Les emplacements prévus pour les poids lourds sur les aires de repos des autoroutes sont souvent saturés. Par conséquent, les chauffeurs, qui sont obligés de respecter les limites aux heures de conduite et les interdictions de circulation pour les véhicules lourds, ne trouvent pas toujours à temps un emplacement adéquat. À défaut, ils stationnent leur véhicule sur les voies de circulation des aires de repos ou même à l'entrée de celles-ci, ce qui constitue un risque pour la sécurité.

En Rhénanie-Palatinat, un projet pilote à été lancé pour l'aire de repos Montabaur sur l'autoroute A3. Une gestion automatique des emplacements libres permet l'utilisation optimale de l'espace disponible et une information préalable des conducteurs de poids lourds.

Par ailleurs, certains gestionnaires d'aires de repos allemands réfléchissent actuellement sur l'introduction de droits de stationnement pour les poids lourds.

- D'après Monsieur le Ministre, quel est le degré de saturation des aires de repos au Luxembourg? Le nombre limité d'emplacements rend-il l'accès aux aires de repos difficile au point de constituer un risque pour la sécurité?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour améliorer cette situation? Quelle est son appréciation du projet pilote mentionné ci-dessus? Un système similaire pourrait-il être installé sur les aires de repos au Grand-Duché?

Réponse (24.11.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées a réalisé une étude de faisabilité concernant la gestion automatique des parkings pour poids lourds à Berchem, utilisant les technologies évoquées par l'honorable Député et qui ont été mises en œuvre dans le projet pilote de Montabaur.

Un contrat ayant pour objet l'avant-projet détaillé d'un tel système sur les deux aires de service à Berchem est actuellement en voie d'élaboration. Il est prévu d'inclure dans ce contrat une analyse détaillée de la fréquentation/disponibilité des parkings, ainsi que la faisabilité de la réalisation d'aires d'attente sur les anciennes aires de dédouanement, avec mise en place d'une signalisation indiquant les disponibilités de places de parking pour poids lourds.

Enfin l'avant-projet tiendra compte de la recommandation de la Commission de la Circulation de l'État d'indiquer l'obligation pour les poids lourds de rester sur l'autoroute, dans l'hypothèse où une aire de service a atteint le maximum de sa capacité de sorte que la file d'attente des véhicules risque de se prolonger sur la bretelle d'accès, moyennant les panneaux à signalisation variable, en étudiant dans le cadre de l'avant-projet, dont question ci-dessus, l'intégration des nouveaux dispositifs dans le système CITA.

Question 2862 (26.9.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **remembrement des biens ruraux envisagé dans la commune de Mertert section Langsur:**

Dans son discours prononcé lors de l'ouverture de l'Oekofoire 2008, Monsieur le Ministre de l'Environnement a évoqué entre autres la question des remembrements des biens ruraux en général et plus particulièrement le projet de remembrement durable situé à Langsur, dans la commune de Mertert. En ce qui concerne ce projet, Monsieur le Ministre de l'Environnement a fait valoir, que le remembrement prévu à Langsur affecterait des sites protégés se situant dans une zone faisant partie du réseau écologique européen Natura 2000. Par conséquent, le Ministre de l'Environnement se verrait dans l'impossibilité de donner son feu vert au projet en question. Cette annonce de refus d'autorisation de la part du Ministre de l'Environnement remet en question l'exécution du projet de remembrement Langsur autorisée par le Ministère de l'Agriculture par le biais d'un règlement grand-ducal du 20 juillet 2005.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre de l'Environnement envisage-t-il de maintenir son refus d'autorisation du projet de remembrement durable situé à Langsur?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il préciser les raisons qui l'ont amené à adopter une position de refus par rapport au projet en question?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre de l'Environnement envisage-t-il d'entreprendre afin de concilier dans une logique de développement durable, la protection des habitats situés dans la zone Natura 2000 et les exigences économiques du projet de remembrement à Langsur?

Question 2926 (23.10.2008) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **projet de remembrement durable situé à Langsur:**

Le 20 juillet 2005, le Ministère de l'Agriculture avait autorisé par règlement grand-ducal l'exécution d'un projet de remembrement de biens ruraux dans la commune de Mertert, section de Langsur.

Le projet de remembrement Langsur s'inscrit dans une perspective de développement durable puisqu'il prévoit entre autres la réactivation d'anciennes parcelles viticoles, l'amélioration de l'exploitation des vignobles existants, l'aménagement du massif forestier et la plantation d'arbres fruitiers autochtones pour la production de fruits en vente directe ou pour la distillation. La commune de Mertert, l'assemblée des propriétaires et nus-propriétaires ainsi que les auteurs de l'étude d'impact ordonnée par l'Office National de Remembrement (O.N.R.), se

prononcent tous en faveur d'un remembrement durable à Langsur. De plus, selon une réponse du Ministre de l'Agriculture à une question parlementaire récente *(cf. compte rendu N°3/2007-2008 - question parlementaire N°2854)*, l'élaboration du projet en question a été réalisée en étroite collaboration avec les instances compétentes en la matière auprès du Ministère de l'Environnement.

En tenant compte de ce qui précède ainsi que des questions parlementaires posées récemment sur le même sujet, nous avons été fort étonnés de la position de refus que vous avez adoptée, Monsieur le Ministre, par rapport au projet de remembrement Langsur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il préciser les raisons qui l'ont amené à adopter une position de refus par rapport au projet de remembrement situé à Langsur malgré l'autorisation du projet par le Ministère de l'Agriculture et malgré l'étroite collaboration entre les services compétents en la matière du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement?

- Quelle suite Monsieur le Ministre de l'Environnement envisage-t-il de donner au projet en question sachant que toutes les parties concernées ont donné leur accord et que des fonds publics ont déjà été engagés?

Réponse (26.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. À ce jour le Ministre de l'Environnement n'a pas été saisi d'une demande d'autorisation de la part de l'Office National de Remembrement en relation avec un projet général de remembrement à Langsur. Il a été saisi en date du 30 juillet 2008 d'une demande d'approbation de travaux connexes du remembrement secteur «Neiebierg» qui couvre quelque 4,5 hectares de terres viticoles situés au «Laaserbann» mais en dehors du site Natura 2000 LU 1017 Vallée de la Sûre inférieure.

Dans son discours à l'Oekofoire 2008, le Ministre a mis en relation directe un éventuel refus d'un projet de remembrement général à Langsur avec le site Natura 2000.

Lorsque le Ministre sera officiellement saisi d'une demande d'autorisation d'un projet général de remembrement à Langsur, il veillera scrupuleusement:

- aux exigences en relation avec la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages;

- aux respects des objectifs de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et

- aux obligations en relation avec la Convention de Florence.

L'avant-projet de remembrement général qui a fait l'objet d'une évaluation des incidences ne répond actuellement pas aux exigences précitées et ne peut certainement pas être qualifié de durable:

- Les travaux de terrassement planifiés (déblai-remblai de 40.000 m³) changeront radicalement l'aspect paysager et sont totalement en opposition avec un soi-disant remembrement «durable».

- L'élimination planifiée de huit hectares de forêts, haies, broussailles et taillis est inacceptable et contraire à l'article 17 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. L'initiation d'une filière de vin biologique ne peut pas être considérée comme mesure compensatoire au sens de la loi.

- L'étude d'incidences ne tient pas suffisamment compte du site Natura 2000 LU 1017 Vallée de la Sûre Inférieure, en particulier de l'impact du projet sur les espèces protégées telles les chauves-souris.

- Le bilan global de l'étude d'impact n'est aucunement positif mais conduit à une perte de la valeur écologique du site concerné de 21%.

- Le projet de remembrement est proche d'un autre site Natura 2000 (LU 1034 Wasserbillig - Carrière de Dolomie) et le maître d'ouvrage n'a pas analysé l'impact du projet sur ce site et les espèces y présentes.

2. Voir sub 1.

3. Un projet de remembrement durable doit respecter l'aspect paysager du site et éviter la destruction massive de biotopes. L'Office National du Remembrement devrait adapter son avant-projet afin de le rendre compatible avec les exigences de protection de la nature et de sauvegarde du paysage. Une coopération plus étroite avec l'Administration des Eaux et Forêts, riche en expérience en la matière, s'impose.

L'étude d'incidences devrait davantage prendre en compte les exigences de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages.

Par ailleurs, il serait opportun de réaliser une analyse coût/efficacité de l'avant-projet en question.

Question 2865 (30.9.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance:**

Il me revient que près de 90% des personnes admises en tant que réfugiés politiques ou admises sous le statut de tolérance se retrouvent d'abord inscrit en tant que chômeurs indemnisés puis comme bénéficiaires du RMG. Ceci résulterait du fait que ces personnes souvent ne sont pas ou pas suffisamment préparés au marché du travail luxembourgeois alors qu'ils ne connaissent souvent ni le luxembourgeois ni le français ni l'allemand.

Aussi je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Combien de personnes adultes ont été admises sous le statut de réfugié politique ou sous le statut de tolérance depuis le 1er janvier 2004 et combien d'entre eux résident toujours au pays?

2. Combien de ces personnes se trouvent inscrits comme demandeurs d'emplois indemnisés voire comme bénéficiaires du RMG?

3. Quels sont les aides à l'insertion professionnelle dont ont bénéficié ou dont bénéficient ces personnes lors de leur statut de demandeurs d'emplois respectivement comme bénéficiaires du RMG? Dans ce contexte, j'aimerais aussi savoir combien de ces personnes ont effectivement suivi des cours ou séminaires de formation.

4. Combien de ces personnes ont-elles actuellement un emploi?

5. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour améliorer les possibilités d'insertion dans le monde du travail des personnes réfugiées ou sous statut de tolérance qui ne bénéficient pas d'un emploi?

Réponse commune (27.11.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Depuis le 1er janvier 2004, 432 personnes (enfants et adultes) ont été reconnues comme réfugiées au sens de la Convention de Genève de 1951.

Durant la même période, 989 personnes ont obtenu une tolérance. Ce chiffre ne vise que les premières tolérances, les renouvellements successifs étaient exclus. Le Gouvernement constate qu'il est matériellement impossible de déterminer combien de personnes ainsi tolérées se trouvent toujours au pays, un certain nombre d'entre elles ayant été régularisées, mais d'autres ayant disparu et d'autres encore ayant été rapatriées.

À l'heure actuelle, 571 personnes bénéficient d'une tolérance en cours de validité.

L'ADEM ne peut analyser que les demandeurs ayant le statut de réfugié, alors que les personnes sous le statut de tolérance n'ont pas le droit de s'inscrire comme demandeur d'emploi.

Le nombre total des demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugié après le 1er janvier 2004 est donc de 432.

Parmi ceux-ci, 147 demandeurs d'asile (statut réfugié) ont (eu) une inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM.

Parmi ceux-ci, 81 sont encore actuellement inscrits. 41 d'entre eux ont eu droit à une des formations suivantes:

- 4: Formation ProActif

- 2: Forum Éducation Sociale et Technique (FEST) organisé par le Forum pour l'Emploi

- 6: en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

- 17: en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1: «Fraen op der Sich no Aarbecht» FOSNA

- 2: en Stage de Réinsertion (SR)

- 1: Centre de Langues Luxembourg (langue allemande)

- 1: en apprentissage adulte

- 2: atelier de motivation

- 1: séminaire CV

- 1: en CIE

- 1: en CAT-privé

- 1: CNFPC (initiation à l'informatique)

- 1: formation complémentaire «test d'embauche» (formation organisée au CNFPC pour préparer les demandeurs d'emploi aux tests d'embauche)

Les autres 66 ne sont plus inscrits. 37 d'entre eux avaient suivi des formations/mesures lors de la période d'inscription:

- 25 en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1 atelier de motivation

- 3 en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

- 3 en Stage de Réinsertion (SR)

- 1 en apprentissage adulte

- 2 en CAT-public

- 1 Formation éducation sociale et technique (FEST)

- 1 CNFPC (formation module coiffure)

Les motifs de clôture (du dernier) dossier d'inscription sont les suivants:

- 4 clôtures volontaires,

- 29 ne se sont plus présentés aux suivis réguliers,

- 23 sont enregistrés «occupés»,

- 6 clôtures sont la suite de sanctions administratives,

- 2 dispenses furent accordées par le SNAS,

- 1 reprise des études a été signalée et

- 1 départ à l'étranger.

Le total des demandeurs d'asile (des 432 et nés avant 1994) ayant un emploi au 24 octobre 2008 est de 59.

Il ne semble pas opportun ou utile de prévoir des mesures spéciales en faveur de l'emploi de cette catégorie de personnes, alors que le droit luxembourgeois prévoit tout un arsenal de mesures qui sont applicables indifféremment du statut des demandeurs d'emploi. Il paraît d'ailleurs difficile d'imaginer des mesures supplémentaires ad hoc. C'est d'autant plus vrai que beaucoup de personnes inscrites en dehors du statut invoqué par Monsieur le Député ont les mêmes problèmes d'employabilité à commencer par des déficits linguistiques ou par des défauts plus ou moins importants de qualification ou d'expérience.

Question 2872 (2.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg:**

Laut Aussoe vum Här Statsminister sollen d'Erspuernisser, am Fall vun der Faillite vun engem hei am Land etabléierte Finanzinstitut, mat enger Garantie vun 20.000 Euro ofgeséchert sinn.

Opgrond vun zwou EU-Direktiven, déi den 11. am Broochmount 1997 an de 27. am Heemount 2000 an nationaalt Recht transposéiert goufen, huet sech eng Associatioun gegrënnt: «Association pour la Garantie des Depôts, Luxembourg (AGDL)». An der Associatioun kënnen d'Banken, d'Post an d'Investissementsgesellschaften, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, sech affiliéieren.

D'AGDL garantéiert effektiv eng Réckversécherung fir all Spuerer bis zu 20.000 Euro. Wann et also heescht «bis zu 20.000 Euro» kann een doraus schléissen, datt et en Échelonnement vun deene gespuerte Sue respektiv Dépôten gëtt. Et ass deemno net esou, datt, wann een zum Beispill 21.000 Euro gespuert huet, een da bei der Faillite vun dem respektive Finanz-institut der 20.000 Euro garantéiert kritt.

Och ass net alles réckverséchert bei der AGDL:

Am Artikel 6.1. vun de Statute vun der AGDL ass festgehalen:

«Les dépôts en argent garantis ne comprennent pas:

d) les dépôts des États et de leurs administrations centrales;

e) les dépôts des collectivités provinciales, locales ou municipales, luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que ceux de tous organismes d'intérêt public luxembourgeois et étrangers relevant de ces autorités, des associations constituées entre elles ainsi que des organismes internationaux et supranationaux;

g) le dépôts des fonds de pension ou de retraite, quelles que soient leur nature, la forme du dépôt et la nationalité du déposant.

Am Artikel 7.1. ass festgehalen:

Les créances d'opérations d'investissements garanties ne comprennent pas:

f) les créances des fonds de pension ou de retraite, quelle que soit leur nature, leur forme ou la nationalité du créancier;

h) les créances des institutions supranationales, des États et des administrations centrales;

i) les créances des collectivités provinciales, régionales, locales ou municipales, luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que ceux de tous organismes d'intérêt public luxembourgeois ou étrangers relevant de ces autorités et des associations constituées entre elles.»

Doraus kann ee schléissen, datt, wann et wierklech derzou sollt kommen, datt eng Bank oder eng Investissementsgesellschaft Faillite mécht, weder déi staatlech Reserven, nach d'Reserven aus de Pensiounsfongen, déi do placéiert sinn, ofgeséchert sinn.

Och ass net gewosst ob all Banken an Investissementsgesellschafte bei der AGDL réckverséchert sinn.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Sinn all Banken an Investissementsgesellschafte bei der AGDL respektiv bei aneren Instituter réckverséchert, wa jo, a wat fir enger Form?

2) Déi Réckversécherung vun 20.000 Euro vun där den Här Statsminister geschwat huet, ass dat déi vun der AGDL?

3) Wa weder déi staatlech nach d'Rentefonge vun der AGDL ofgeséchert sinn, wat geschitt da bei der Faillite vun enger hei am Land établéierter Bank respektiv engem Finanzinstitut?

4) Wat fir eng Garantien iwwerhëlt de Stat, dee jo awer jiddferee sollicitéiert seng Gelder hei ze placéieren, vis-à-vis vun de Spuerer, besonnesch vun de Klengspuerer an Déposanten, bei enger Faillite vun engem Finanzinstitut?

5) Wéi sinn d'Reserve respektiv d'Placementer vum Stat, der Zentralverwaltung an allem wat mat drun hänkt, réckverséchert?

6) Besteet d'Gefor, datt elo hei placéiert Gelder erëm an d'Ausland transposéiert ginn?

Question 2873 (3.10.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **garantie des dépôts:**

Le système luxembourgeois de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs est ancré dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, transposant en droit national deux directives européennes en la matière.

Selon les termes de cette loi, l'agrément d'un établissement de crédit est subordonné et à la participation à un système de garantie des dépôts et à la participation à un système d'indemnisation des investisseurs. Concrètement, les dépôts des épargnants et des investisseurs sont protégés jusqu'à concurrence de 20.000 euros par déposant, montant qui correspond au seuil minimal imposé par la législation communautaire. Avec ce montant, le Luxembourg dispose d'un niveau de protection qui compte parmi les plus faibles de l'Union européenne.

En ce qui concerne la mise en œuvre pratique des dispositions légales concernées, une association sans but lucratif, à savoir l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg (AGDL), est inscrite auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) en tant que seul organisme national de garantie des dépôts. Cette association ne gère pas de fonds de réserve alimenté «ex ante» par les établissements bancaires y associés.

Vu les évènements d'ordre économique et financier de ces derniers jours, qui ont rendu nécessaire l'intervention de l'État, et tout en ayant pris note des modifications législatives projetées par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi N°5924, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le montant protégé des dépôts et des investissements ne devrait-il pas être revu à la hausse, à la fois pour tenir compte de la déva-

luation monétaire qui a eu lieu depuis la fixation du seuil de 20.000 euros en 1994, et pour assurer un niveau de protection plus substantiel des épargnants et des investisseurs?

- Ne serait-il pas plus judicieux de prévoir la création d'un fonds de garantie de droit public au lieu de déléguer la responsabilité pour la mise en place d'un système de garantie des dépôts à une a.s.b.l.?

- Ne faudrait-il pas donner une préférence à un système de financement «ex ante» avec constitution d'un fonds de réserve, afin de pouvoir garantir un versement rapide des indemnisations prévues?

Question 2874 (3.10.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **dépôts garantis en cas d'insolvabilité d'une banque:**

Les lois du 11 juin 1997 et du 27 juillet 2000, transposant en droit luxembourgeois deux directives européennes, ont introduit un système légal des dépôts et d'indemnisation des investisseurs si leur banque ou leur entreprise d'investissement devient insolvable.

Ce système de garantie mutuelle couvre les dépôts en argent jusqu'à un montant maximum de 20.000 euros (garantie des dépôts) + 20.000 euros (indemnisation des investisseurs) = 40.000 euros par client. La garantie vise aussi bien les personnes physiques que les personnes morales de petite dimension. Toutes les devises sont protégées. L'AGDL est chargée de la gestion afférente.

Or, ces montants sont des montants minimums. Les pays peuvent garantir des montants supérieurs. Ainsi en Allemagne la garantie est supérieure et atteint 30% du montant déposé.

Le Sénat américain vient d'approuver un plan de secours amendé par rapport à celui initialement proposé. Le principal amendement apporté au plan consiste à faire passer de 100.000 à 250.000 dollars la garantie de l'État sur les dépôts bancaires.

Le montant luxembourgeois fait piètre figure dans ce contexte.

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1. Quels sont les montants des dépôts garantis en cas d'insolvabilité d'une banque en France en Allemagne et en Belgique?

2. Est-ce que toutes les banques luxembourgeoises ont adhérées à l'AGDL (Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg)?

3. Est-il exact que déjà actuellement certaines banques de la place offrent des garanties supérieures vu que leurs dépôts clients sont garantis par le système de leur maison-mère? Ceci relève d'une grande importance alors que certaines banques de la place usent de cet état de choses pour attirer des clients vers leur banque.

4. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que le système de garantie mutuelle couvrant les dépôts en argent jusqu'à un montant maximum de 20.000 euros devrait être amendé et être porté à un montant similaire à celui des États-Unis?

5. Est-ce que le Gouvernement entend intervenir en ce sens au niveau européen?

6. Est-ce que le Gouvernement entend nonobstant une décision au niveau européen augmenter la garantie des dépôts en déposant un projet de loi afférent modifiant la législation existante?

Réponse (19.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En complément aux explications déjà fournies par mes réponses orales, j'ai l'honneur de confirmer aux honorables Députés que le Gouvernement a décidé, suivant en cela une décision afférente du Conseil Ecofin et une proposition de directive de la Commission européenne, de porter de 20.000 à 100.000 euros le montant des dépôts garantis. Un amendement à cet effet sera inscrit dans la loi budgétaire pour pouvoir entrer en vigueur au 1er janvier 2009.

Parallèlement, le Gouvernement entend, en concertation avec toutes les parties intéressées, procéder à une révision intégrale du système de garantie des dépôts existants. Cette révision tiendra compte également des interrogations et suggestions contenues dans les questions des honorables Députés.

Question 2878 (6.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Musée de la Forteresse:**

De Finanzskandal vum Festungsmusée respektiv dem «Musée Dräi Eechelen» ass a ville Punkte schwéier ze duerchkucken an ze verstoen. Grad esou schwéier ass et, déi wierklech Responsabel fir den onwahrscheinlechen Duerchierneen an der Ëmsetzung vun dësem Projet ze identifizéieren. Wéi sou dacks gëtt een d'Gefill net lass, datt hei d'Schold no ënnen ofgeschuppt gëtt, fir datt déi, déi uewe sëtzen, ongeschuer dervukommen. Ganz besonnesch an deem Hin an Hier vun der Muséographie bleift villes am Onkloeren. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Mat wat fir enger Prozedur an no wat fir enge Kritären ass de Büro Philippe Simon vu Paräis fir d'Realisatioun vun der Muséographie selectionnéiert ginn?

2. War de Cahier des charges net prezis genuch a war am Kontrakt net festgehalen, datt de Büro Simon sech bei der Ëmsetzung misst un déi am Gesetz respektiv vum Optraggeber «Service des Sites et Monuments Nationaux» (SSMN) festgeluechten Orientéierung halen?

3. Aus der Dokumentatioun geet ervir, datt de Büro Simon bereetwëlleg probéiert huet, de Kritiken a Suggestioune vum SSMN Rechnung ze droen. Wéi ass et dann ze verstoen, datt behaapt gëtt, de Büro Simon hätt sech net wëllen un den Uerder vun de Lëtzebuerger Autoritéiten halen?

4. Wien huet décidéiert, fir dee betreffende Kontrakt ze kënnegen a wat war de wierkleche Grond fir dës Kënnegung?

5. Wéi wäit waren d'Aarbechte vum Büro Simon a Konsorten un der Muséographie fortgeschratt, wéi de Kontrakt gekënnegt ginn ass? Stëmmt et, datt dës Aarbechten esou gutt ewéi fäerdeg waren?

6. Wéi vill ass am eenzelnen un de Büro Simon an d'Madame Thomas-Bourgneuf an eventuell anerer duerfir bezuelt ginn? Wann de Büro Simon a Konsorten sech net un de Cahier des charges gehalen hunn, wéisou ass dann iwwerhaapt fir déi realiséiert Aarbechte bezuelt ginn?

7. Op wiem seng Décisioun hin, an aus wat fir engem Grond ass d'Equipe vum Professer Margue am Januar 2004 an d'Ëmsetzung vum Projet erageholl ginn, wat bekanntlech zu Changementer am historesche Contenu vum Cahier des charges an domat zu déifgräifenden Ännerungen an der Ausféierung vum Projet gefouert huet?

8. War den éischte Cahier des charges wierklech esou schlecht, respektiv stëmmt et, wa gesot gëtt, et wären «Incohérences historiques» dra gewiescht, déi hätte misse korrigéiert ginn?

9. Wa jo, wien dréit duerfir d'Responsabilitéit?

10. Wär et am Sënn vun engem responsablen Ëmgang mat de Steiergelder net besser gewiescht, dat bestehend Konzept duerchzezéien, quitte dass spéider muséografesch Ergänzungen oder Ännerungen an d'A gefaasst gi wären?

11. Wien ass fir d'Décisioun, dat bestehend Konzept ëmzestoussen a quasi erëm bei Null unzefänke responsabel? Wéi vill kascht dëse Revirement de Steierzueler ongeféier - den Ausfall an d'Käschten, déi doduerch entstane sinn, well de Musée net konnt a Betrib geholl ginn - mat agerechent?

12. Wéi vill huet de «Leerlauf» vum Musée bis elo u lafende Käschte verursaacht a fir wéini ass mat engem normale Betrib ze rechnen?

Réponse (20.11.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Als Äntwert op dem Här Députeierte Roby Mehlen seng parlamentaresch Ufro vum 6. Oktober 2008 wollt ech eng Rei zousätzlech Informatioune ginn zu deenen, déi ech als Äntwert op seng parlamentaresch Fro vum 31. Juli scho ginn hunn *(cf. ci-dessus - question parlementaire N°2734)*:

1. Op Virschlag vum Service des Sites et Monuments Nationaux a laut dem Arrêté vum Regierungsrot vum 4. Febuar 2000, ass d'Offer vum Architektebüro Philippe Simon/Martine Thomas-Bourgneuf vu Paräis iwwert d'Ausféierung vun der Muséologie am Arrêté ministériel vum 21. Febuar 2000 approuvéiert ginn. Eng Zousazoffer fir d'Graphik an d'Szenographie wéinst der Finalisatioun vun den Ausstellungssäll am Sous-sol vum Musée, autoriséiert vum Regierungsrot de 7. Juli 2003, ass duerch eng ministeriell Décisioun vum 9. Juli 2003 zréckbehale ginn. De Kritär fir d'Zréckbehale vum Büro Simon war seng Spezialisatioun am Beräich vun der Muséographie.

2. Den Här Philippe Simon hat op Basis vum Gesetz vun 1997 seng Offer gemaach, déi ugeholl gi war. An dësem Kontrakt stoung, datt den Architektebüro sollt de Contenu vum muséographesche Parcours proposéieren an datt e Lëtzebuerger Comité vun Historiker déi Virschléi vum Architektebüro misst approuvéieren. Dës Prozedur vun der Approbatioun beweist, datt den Architektebüro, dee wuel e Kader hat an deem e sech huet misse bewegen, och vun enger «marge de manœuvre» konnt profitéiere fir Proposen ze maachen. Dës Marge léisst d'Gesetz vun 1997 natierlech zou.

3. Aus dem Punkt 2 geet ervir, datt d'Propose vum Philippe Simon hu misse vun engem Comité ugeholl ginn. Aus de Suggestiounen, déi un den Här Simon erugedroe goufen, sinn awer leider net déi Proposen enstanen, déi d'Konzept, wat d'Gesetz vun 1997 virgezeechent hat, konnt ëmsetzen, dëst an den Ae vum Historikercomité a vum Bauhär.

4. Am Januar 2006 huet den Här Philippe Simon de Kontrakt virzäiteg opgeléist. E gouf net vum Stat gekënnegt, mä d'Parteie waren esou verbliwwen, datt een net géing mat der Zesummenaarbecht weiderfueren.

5. Dei 1. Phas, déi de Kontrakt virgesinn hat («programme muséologique général»), war am Januar 2006 ofgeschloss. Eng 2. Phas war amgaange réaliséiert ze ginn («programme muséologique détaillé»). Am Ganze ware véier Phase virgesinn (3. Phas: «consultation des entreprises réalisation»; 4. Phas: «suivi de réalisation et suivi d'intégration»).

6. D'Gesamtkäschten, déi duerch de Vertrag mam Büro Simon enstane sinn, belafe sech op 104.579,33 EUR TTC. Aus dem Punkt 5 geet ervir, datt eng 1. Phas vum Kontrakt ganz ëmgesat gouf. Eng 2. Phas gouf zum Deel realiséiert.

7. De Kulturminister huet 2004 decidéiert de wëssenschaftlechen Apport an d'intellektuell Mataarbecht vun der Uni Lëtzebuerg unzefroen.

Dem Här Philippe Simon säi Konzept war dat vun engem «Musée de la Fortification», deen allgemeng Krichstechniken hätt wéilten an den Virdergrond stellen. D'Konzept vum Bauhär ass dat vun engem «Musée de la forteresse de Luxembourg», also wat d'Festung Lëtzebuerg mat hirer Spezifissitéit an den thematesche Mëttelpunkt stellt, mat enger besonnescher Beuechtung vun der Geschicht an der Identitéit vu Lëtzebuerg. Dëst Konzept gouf zesumme mat der Uni Lëtzebuerg verdéift.

8. Et goufen «incohérences historiques» an de Virschléi vum Philippe Simon. Fir de Rescht war et eng Diskussioun vu Konzepter (cf. Punkt 7), wou natierlech dem Bauhär an dem Gesetzgeber seng Meenung muss zielen.

9. Den Här Simon huet am Januar 2006 d'Décisioun getraff, déi sech als Konklusioun aus den Onvereenbarkeete mam Bauhär sengem Konzept erginn huet.

10. Et wär weder sënnvoll nach richteg gewiescht, fir mat Steiergelder e Konzept ëmzesetzen, wat de Législateur net virgezeechent hat a wat weder déi Lëtzebuerger Historiker nach de Bauhär konnten approuvéieren.

11. Et ergëtt sech aus de Punkte vu virdrun, datt dat Konzept elo ëmgesat gëtt wat virgesi war, an dat op Décisioun vum Kulturminister. Eng Partie vum Här Philippe Simon sengen Aarbechte sinn net verluer, sou datt et net erëm vu vir ugaangen ass. D'Suen, déi de Büro Simon net kritt huet, ginn an déi definitiv Muséographie. Un där schaffen déi wëssenschaftlech Mataarbechter vum Musée. Wéi bei aneren Haiser, gëtt et och hei eng Equipe, déi mat der Préfiguratioun beschäftegt ass, dëst zesumme mat Historiker vun der Uni Lëtzebuerg.

12. Vun engem «Leerlauf» kann also net Rieds goen. D'Equipe vum Musée schafft un der zukünfteger Ausstellung nieft hiren normalen, alldeeglechen Aarbechte vun Intendanz vun de Gebailechkeeten, fir den Opbau vum Musée an den Dokumentatiounszentrum sou wéi hirer Fuerschungsaarbecht an aneren Aufgaben.

Question 2879 (8.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**édition d'un timbre en l'honneur d'Albert Ungeheuer:**

Den nächste Sonndeg feiert Lëtzebuerg den nationale Commémoratiounsdag. Dobäi soll un all déijéineg geduecht ginn, déi fir d'Fräiheet vun eisem Land ënnert dem Nazi-Terror gelidden hunn a gestuerwe sinn. Ee vun deene gréissten a verdéngschtvolle Resistenzler war den Albert Ungeheuer, deen ënner bestänneger Liewensgefor enger grousser Zuel vu Mënsche gehollef huet, der Nazi-Verfollegung ze entkommen an duerfir schliesslech mat sengem Liewe bezuelt huet. Hien ass fir seng onermlësslech Verdéngschter postum mat héijen Auszeechnungen dekoréiert ginn, ënner anerem mat der «Croix de guerre avec palme» vun der franséischer Republik.

An engem Lieserbréif vum 2. August bekloe Vertrieder vun der Amicale Albert Ungeheuer sech batter driwwer, datt hir Demande, fir en Timber zu Éire vun dësem grousse Resistenzler erauszeginn, ofgewise gi wär. D'Refraktäre

www.chd.lu

géifen dëse Refus als Beleidegung emfannen. An deem Kontext géif ech garen dës Froen un lech riichten:

1. Wat kënnt Dir zum Hannergrond an zur Kloerstellung an dëser Affär soen?

2. Wien décidéiert iwwert d'Editioun vun Timbren a wéi sinn d'Méiglechkeete vun der Regierung fir dorop anzewierken?

3. Wat schwätzt dergéint, fir en Timber zur Erënnerung un e grousse Resistenzler, wéi den Albert Ungeheuer, erauszeginn?

4. Sidd Dir bereet, fir drop hinzewierken, datt esou en Timber dach nach erauskomme kann?

Réponse (20.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als éischt well ech betounen, datt mir d'Post verséchert huet a glaafhaft beleeë konnt, datt de Refus vun engem Timber zur Éier vun dem grousse Resistenzler Albert Ungeheuer a kengem Fall an der Absicht geschitt ass iergendeen, a schonns guer net d'Refraktären, ze beleidegen. D'Post huet an all hire Korrespondenze mat der Amicale Albert Ungeheuer transparent a respektéierlech duergeluecht, firwat si net anescht konnt wéi den Timber ze refuséieren.

Wat d'Hannergrönn vun dem Refus ugeet, sou ass Folgendes ze soen:

D'Amicale Albert Ungeheuer huet Mëtt 2007 déi éischte Kéier un d'Post geschriwwen an ugefrot ob et méiglech wier een Timber eraus ze ginn, fir den Albert Ungeheuer ze éieren.

D'Post huet op dës Ufro geäntwert, datt si éier si eng Entscheedung géif huelen, de Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance (CdSR) ëm seng Meenung wéilt froen. Den CdSR ass fir all Saachen zoustänneg, déi d'«Sauvegarde de la mémoire de la Résistance» betreffen.

Den Avis vun dem CdSR louch schliesslech am Mee 2008 vir. De CdSR réit der Post of een Timber zur Éier vun engem eenzelnen Resistenzler erauszeginn. De CdSR weist drop hin, datt zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich keen eenzegen Timber engem eenzelne Resistenzler oder enger eenzelener Resistenzler Organisatioun consacréiert gouf. D'Resistenz gouf ëmmer nëmmen abstrakt duergestallt, ouni datt sech op ee bestëmmten Numm oder ee bestëmmte Gesiicht bezu gouf. De CdSR declaréiert a sengem Avis, datt hien dës Linn och an Zukunft wëllt bäibehalen. D'Post huet sech der Meenung vum CdSR ugeschloss an der Amicale matgedeelt, datt den Timber, esou ewéi si en ugefrot hat, net kéint gemaach ginn.

Wat d'Fro vum Députeierte Robert Mehlen ugeet, wien iwwert d'Emissioun vun engem Timber decidéiert, sou ass dat a leschter Instanz de Comité de Direction vun der Post. D'Gesetz vum 15. Dezember 2005 gesäit a sengem Artikel 17 vir, datt d'Post d'Recht, fir Timberen erauszeginn, vum Stat zougestan kritt.

Dës wichteg Missioun, denken ech, ass zënter méi wéi 150 Joer vun der Post zur grousser Zefriddenheet vun de Lëtzebuerger an zur Éier vum Land erfëllt ginn. An ech sinn der Meenung, datt een d'Post och weiderhi mat hirer Erfahrung an hirer Kompetenz an desem Beräich autonom gewäerde soll loossen.

Question 2880 (6.10.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**offre de formation du pôle d'enseignement Nord:**

Le Gouvernement s'est fixé comme objectif de revaloriser le travail manuel et donc l'apprentissage des métiers manuels. Il est acquis que tous les lycées ne peuvent pas dispenser toutes les formations possibles dans le domaine des métiers manuels. Il me paraît toutefois important qu'en vue d'une attractivité suffisante, l'offre scolaire dans le cadre de la formation professionnelle ne se cantonne pas aux seuls lycées de la ville de Luxembourg.

Or, nombre d'élèves du Nord du pays n'ont pas la possibilité de suivre une formation pour les métiers du peintre, du mécanicien dans le pôle d'enseignement Nord faute de capacités et d'ateliers adéquats. En ce qui concerne la formation du mécatronicien, celle-ci n'est pas du tout dispensée dans ce pôle d'enseignement.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations? Dans l'affirmative, combien d'élèves de la région Nord doivent se déplacer jusqu'à Luxembourg-ville afin de pouvoir suivre une des formations susmentionnées? Y a-t-il d'autres formations pour lesquelles ce problème existe? Si oui, lesquelles?

- Quelles mesures Madame la Ministre entend-elle prendre pour pallier à ce problème?

- Quel lycée du pôle d'enseignement Nord devrait, de l'avis de Madame la Ministre, offrir les formations susmentionnées? Est-ce que ce lycée dispose actuellement des ateliers appropriés? Quel lycée du Nord sera doté à court et à moyen terme d'ateliers pour faire face à la demande grandissante de formation professionnelle dans cette région du pays?

Réponse (25.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ni le Service de l'Enseignement secondaire et secondaire technique, ni le Service de la Formation professionnelle n'ont eu des informations que des élèves résidents dans la région du Nord du pays n'auraient pas pu suivre une classe de 10e dans les métiers de peintre-décorateur ou de mécanicien d'autos. Ces deux formations sont offertes dans les deux lycées du pôle Nord, Lycée technique d'Ettelbruck et Nordstadlycée.

En ce moment le Nordstadlycée ne dispose pas encore des ateliers nécessaires, mais il dispose des ateliers du Centre national de formation professionnelle continue à Ettelbruck pour dispenser la formation de peintre-décorateur.

D'autre part, à l'exception des formations des métiers de la construction et des métiers de l'alimentation (boucherie, boulangerie) qui sont dispensées dans un seul lycée du pays, mon département n'a pas reçu d'indication qu'une pénurie d'offres de formation existait en relation avec d'autres métiers de l'artisanat.

Les élèves qui fréquentent les classes de la formation du mécatronicien qui sont offertes au Lycée technique des Arts et Métiers et au Lycée technique d'Esch viennent de toutes les régions du pays; les élèves originaires des communes du Nord sont au nombre de 6 sur 26 en classe de 10e; 4 sur 19 en classe de 11e; 4 sur 13 en classe de 12e. L'organisation d'une classe dans le pôle Nord dans ces conditions s'avère difficile.

Question 2883 (7.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**étude sur le diabète:**

Den 30. am Hierschtmount 2008 huet een unerkannt schwedescht Fuerschungskonsortium eng EU-wäit Vergläichsetüd erausginn, fir d'Behandlung an d'Versuergung vun der Zockerkrankheet (Diabetes) *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

An dëser Etüd goufe 27 EU-Länner plus Norwegen an d'Schwäiz aus der Siicht vum Patient/Konsument bewäert.

Lëtzebuerg klasséiert sech als 13. Land ënnert deene 29 Länner, déi bewäert goufen.

Et kann een generell feststellen, dass et zwee staatlech organiséiert angelsachsesch Gesondheets systemer sinn, déi gutt ofschneiden, mat Dänemark als dem Gesamtbeschten, a praktesch ex-aequo Groussbritannien op der 2. Plaz.

Allerdéngs sinn och d'Belsch a Frankräich als ganz gutt bewäert ginn. Frankräich gouf Gesamtdrëtten, d'Belsch am Generalklassement Fënneften, an d'Belsch gouf an de Subkategorien «Zougang zu de Prozeduren» Gewënner, a virun allem och Gewënner an der wichteger Ënnerkategorie vun der «Preventioun».

Fir all Land goufe vum Fuerschungsgrupp Recommandatioune gemaach, fir den aktuelle Stand vun der Praxis an der Diabetes Behandlung a Versuergung nach ze verbesseren.

Fir Lëtzebuerg goufen zwou gréisser Verbesserunge recommandéiert:

a) am Gesondheetssystem gëtt bei der Diabetes d'Foussfleeg als de gréisste Problem ugesinn.

Et gëtt relativ ze vill Amputatioune bei eis, déi dorobber zréckzeféiere wieren, dass d'Spezialisatioun vun der «Diabetes Podiatrie» zu Lëtzebuerg bis elo net unerkannt wier.

b) Mir missten en Diabetes Register kréien, well offen an transparent Systemer d'Resultater verbessere géifen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wat hält den Här Gesondheetsminister vun deene virzitéierte Recommandatiounen, déi vum schwedesche Fuerschungsgrupp fir Lëtzebuerg am Zesummenhang mat der Diabetes Versuergung gemaach goufen?

2) Hu mer zu Lëtzebuerg Zougang zu genuch a qualitativ héichwäertege Gesondheetsdaten, fir eng déigräifend Evaluatioun vun der Behandlung an der Versuergung bei eisen Diabetes Patienten ze maachen?

3) Wat kascht eis haut den Diabetes zu Lëtzebuerg?

4) Wat ass d'Extrapolatioun fir d'Zukunft, mëttel- a laangfristeg, virun allem wa sech d'Alterspyramid voll op eise Gesondheetssystem auswierkt?

5) Kënne mer esou weiderfuere mat eiser Diabetes Versuergung vu bis elo?

6) Hätte mer net besser op de Wee ze goe wéi Dänemark, Groussbritannien, der Belsch oder Frankräich, an ähnlech Mechanisme wéi si ze iwwerhuelen?

Réponse (20.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éirewäerten Deputéierte werft verschidde Froen op am Zesummenhang mat der Versuergung vun der Zockerkrankheet (Diabetes).

Ech wëll fir d'éischt emol drun erënneren, dass den Diabetes Typ 2 eng chronesch Krankheet ass, déi virun allem op schlecht Iessgewunnechten an op e Manktem u kierperlecher Bewegung zréckzeféieren ass.

Ech wëll ënnersträichen, dass besonnesch an de leschte Jore vill Efforten ënnerholl goufen, fir géint den Diabetes unzegoen, deen duerch e falsche Liewensstil ervirgeruff gëtt.

Verstäerkt gouf dofir an Zesummenaarbecht mat der «Association luxembourgeoise du Diabète», spezialiséierten Dokteren an dem CRP-Santé gehandelt fir ënner anerem:

- de Public iwwert d'Zockerkrankheet méi bewosst opzeklären, an dëst besonnesch duerch Sensibilisatiouns-Campagnen a Konferenzen;

- d'Populatioun iwwert déi fréizäiteg Erkennung vum Diabetes opzeklären duerch sougenannte Sensibilisatiouns-Weekender an de Spideeler, dëst mam Zil de Risiko vun enger Diabeteserkrankung kënnen anzeschätzen an awer och fir den Zockergehalt vun de Leit, déi matmaachen, feststellen ze kënnen. Dëst Joer gouf de Weekend vum Diabetes iwwregens de 17. an den 18. November organiséiert;

- esouwuel d'Behandlung ewéi de Suivi vum Diabetespatient verbesseren an deem spezifesch an adaptéiert Formatiounen dem Gesondheetspersonal offréiert ginn;

- d'Erfaasse vu statisteschen an epidemiologeschen Donnéeën duerch verschidde Studien ze verbesseren, an dat an Zesummenaarbecht mam CRP-Santé, a wat d'Groussregioun betrëfft, am Kader vum INTERREG-Programm;

a virun allem

- d'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil duerch den nationale Programm «Gesond iessen, méi bewegen» wéi awer och duerch déi verschiddentlech Projeten am Kader vun enger gesonder Ernährung a physescher Aktivitéit.

Wat elo déi genannte Vergläichsetüd ubelaangt, déi den éirewäerten Deputéierten erwähnt, wëll ech preziséieren, dass et sech dobäi ëm den «Indice européen des Consommateurs de Soins du Diabète» handelt, dee vum «Health Consumer Powerhouse» (HCP) ermëttelt gouf. Zu där Studie sief awer bemierkt, dass d'Recommandatiounen, déi den HCP un d'Adress vu Lëtzebuerg riicht, haut schonn hei am Land ëmgesat goufen. Eenzeg Ausnahm ass d'Suggestioun vun der Schafung vun engem nationale Register vum Diabetes.

Esou hu mir, niewent den Aktiounen am Kader vun der Promotioun vun engem gesonde Liewensstil och en Antitubak Programm, dee ganz positiv Resultater verzeechent. Doriwwer eraus gi regelméisseg Check-Upe fir den Dépistage vum Diabetes an de Schoulen, am Kader vun der Aarbechtsmedezin, vun der Pompjeesmedezin, awer och beim Renouvellement vum Führerschäin, organiséiert. Mir verfügen och iwwert d'Donnéeë wat d'Zockerkrankheet bei hospitaliséierte Patienten ubelaangt. Den HCP schéngt also net am Bild gewiescht ze sinn iwwert déi méi rezent Entwécklungen an der Preventivmedezin hei am Land an awer och wat méi spezifesch den Diabetes ubelaangt.

D'Ausso vum Här Deputéierten, dass d'Krankekeese keng Soinën am Zesummenhang mam diabetesche Fouss géife remboursëieren ass net richteg. Och wann et zwar keng spezifesch Nomenklatur fir d'«soins du pied diabétique» gëtt, wëll ech awer kloerstellen, dass all medezinesch a paramedezinesch Soinën, déi mam Fouss ze dinn hunn, also och den Traitement vum diabetesche Fouss, en Charge geholl ginn.

Och wann et deemno nach kee Register vun där Krankheet gëtt, sou wéi dat de Fall ass an Dänemark, Schweden oder Groussbritannien, wëll ech awer ervirsträichen, dass zënter e puer Joer och schonn en Aarbechtsgrupp existéiert, dee sech intensiv mam Diabetes beschäftegt (Groupe interdisciplinaire Diabète). Dësen Aarbechtsgrupp, dee sech zesummesetzt aus Vertrieder vu spezialiséierten Dokteren, vun der Lëtzebuerger Associatioun fir den Diabetes (Association luxembourgeoise du Diabète), vun dem CRP-Santé a vum Gesondheetsministère, huet d'Missioun en Iwwerwaachungsprojet auszeschaffen.

D'Weltgesondheetsorganisatioun fir hiren Deel geet dovun aus, dass, eleng wat d'Regioun Europa concernéiert, d'Diabeteskrankheet, déi 2007 8,4% vun der Populatioun betraff huet, am Joer 2025 wäert 9,8% vun der Populatioun concernéieren. Am Joer 2025 wieren dat deemno 64,1 Millioune Mënschen. D'lescht Joer goufen et europawäit 53,2 Milliounen zockerkrank Persounen (Référence Diabetes Atlas, International Diabetes Federation, 2006).

Well dëse Phenomeen och net un eisem Land wäert eriwwerzéien ass et néideg de Public iwwert d'Risike vun der Zockerkrankheet ze informéieren, sou wéi och preventiv Moossnamen unzebidden, fir den Dépistage vum Diabetes kënnen ze realiséieren. Wat awer de Gesamtkäschtepunkt vun all de Mesuren ubelaangt, déi dorop erauslafen d'Krankheet fréizäiteg ze erkennen, do verfüge meng Servicer allerdéngs net iwwer genee Chifferen.

Fir de Lëtzebuerger Modell vun enger Iwwerwaachung vum Diabetes ze realiséieren, brauche mir awer och d'Zesummenaarbecht a besonnesch den Austausch un Erfahrunge mam Ausland. Mir wëssen allerdéngs och, dass mir net einfach en auslännesche Modell kënne kopéieren. Eise Projet muss sech nämlech un de Spezifissitéite vun eisem Gesondheetssystem orientéieren an deemno och besonnesch op d'Intérête vun de Patienten an dem Gesondheetspersonal agoen.

Question 2889 (7.10.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**échangeur de Helfenterbruck:**

Par la loi du 12 juin 2004, le Gouvernement a été autorisé à faire procéder au réaménagement de l'échangeur de Helfenterbruck. Il était prévu de diviser le projet en quatre lots, à savoir le déplacement de la conduite SEBES, la modification de l'échangeur, l'élargissement et la réfection du viaduc ainsi que l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection de la RN5 avec la RN34 et le futur boulevard de Merl.

Le déplacement de la conduite SEBES aurait dû être réalisé en premier lieu, ce qui a été confirmé après l'entrée en vigueur de la loi précitée par Monsieur le Ministre dans le cadre de sa réponse à une question parlementaire du 5 octobre 2005 *(cf. compte rendu N°4/2005-2006 - question parlementaire N°0643)*. Le déplacement de la conduite SEBES devrait permettre un raccordement direct vers Bertrange. Tant que ces travaux n'ont pas été réalisés, il n'y a pas de réserve d'eau suffisante sur le site pétrolier de Bertrange pour pouvoir assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident. Un représentant des services d'incendie a encore récemment rappelé les risques liés à cette situation lors d'un reportage télévisé sur un exercice d'incendie sur le site en question.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi ces travaux n'ont pas été réalisés comme prévu en 2005/2006?

- L'aménagement de l'échangeur de Helfenterbruck est très important du point de vue sécuritaire, non seulement pour le site pétrolier, mais encore pour les automobilistes, puisque les bretelles d'entrée et de sortie de l'échangeur sont trop courtes. Est-ce qu'il est toujours prévu de réaliser le projet initial, ou est-ce que les plans ont dû être modifiés? Si la planification initiale a été changée, en quoi consistent exactement les modifications et quel sera le coût approximatif qui s'ensuit? Quand est-ce que les travaux en question pourront débuter? Quelle sera la durée de ces travaux?

Réponse (2.12.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que les travaux de réaménagement de l'échangeur de Helfenterbruck, autorisés par la loi du 12 juin 2004, prévoyaient effectivement une réalisation en quatre lots, tels que décrits par l'honorable Député, et le déplacement de la conduite devait se faire en premier lieu, conformément à la réponse à la question parlementaire du 5 octobre 2005.

La planification et la programmation de ces divers lots a du être remise en cause, du fait qu'il a été jugé opportun de revoir les caractéristiques du nouvel échangeur, notamment l'emplacement et la géométrie du rond-point formé par les bretelles et la RN34, ceci dans le but d'augmenter la capacité et d'aménager des by-pass pour bus. Cette nouvelle disposition a du être validée par une analyse de l'évolution des conditions de circulation sur le boulevard de contournement, entre l'échangeur de Bridel et la croix de Cessange, tenant compte notamment des nouvelles réflexions visant à modifier l'échangeur de Strassen, en vue d'une meilleure intégration dans le site urbain. Le nouveau concept de l'échangeur a par ailleurs des répercussions sur le viaduc et il a fallu envisager d'autres variantes pour la mise à 2x3 voies de cet ouvrage d'art.

Il résulte des études détaillées effectuées au cours de deux dernières années, qu'il y a lieu de réaliser dans un premier temps seulement le déplacement de la conduite SEBES et la construction d'un giratoire au droit de la RN5, la modification de l'échangeur même, y compris le viaduc, devant être intégré dans un des projets de loi relatifs à l'élargissement des autoroutes A3 et A6.

En ce qui concerne plus particulièrement le déplacement de la conduite SEBES, il a été nécessaire d'adapter son tracé à la nouvelle configuration géométrique de l'échangeur. Les résultats de la campagne géologique et géotechnique, permettant de valider les hypothèses utilisées pour la conception des ouvrages hydrauliques et notamment du fonçage en dessous des voies CFL, étant disponibles entre-temps, les dossiers de soumission pour le déplacement de la conduite SEBES pourront être terminés, de sorte que les travaux pourront être mis en adjudication début 2009. La durée des travaux est estimée à douze mois.

Quant au carrefour de la N34 avec la RN5, il est prévu d'aménager un carrefour classique avec régulation par feux tricolores, les emprises nécessaires pour la réalisation d'un giratoire n'étant pas toutes disponibles à l'heure actuelle. La durée

de ces travaux est estimée à deux ans. Une adaptation ultérieure de ce carrefour en giratoire est possible lorsque les emprises seront disponibles.

Concernant les coûts, notamment ceux de l'échangeur et du viaduc, ils ne seront connus qu'à l'issue des études d'avant-projet détaillé, et seront intégrés dans une des prédites lois de financement.

Question 2890 (7.10.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **formation pour bénéficiaires du Revenu Minimum Garanti:**

Le cinquième rapport du Conseil supérieur de l'action sociale publié récemment souligne à nouveau que le taux d'emploi est fortement dépendant du niveau de qualification. En effet, la majorité des bénéficiaires du Revenu Minimum Garanti (RMG) inscrits à l'Administration de l'Emploi (62%) ne dispose que d'un faible niveau de formation.

La loi du 9 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, modifiée par la loi du 8 juin 2004, précise en son article 10, point (3) que la personne soumise aux mesures d'insertion professionnelle «peut être autorisée à suivre des cours, des formations et des stages destinés à lui permettre d'acquérir une qualification professionnelle ou de la perfectionner». Cependant, le rapport précité constate que le nombre de bénéficiaires de cette disposition reste marginal.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de personnes touchant le RMG qui ont profité de la possibilité de suivre des études ou d'entamer une formation professionnelle?

- Est-ce que le Gouvernement a prévu d'adopter des mesures favorisant la formation professionnelle initiale ou continue des bénéficiaires du RMG?

Réponse (26.11.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La recherche des éléments saisis dans le système informatique de l'ADEM (EMAC) se limite aux dossiers des demandeurs d'emploi actuellement inscrits à l'ADEM et touchant le RMG (ou un complément RMG) respectivement aux dossiers antérieurs de ces mêmes personnes.

Je renvoie notamment au relevé annexé à la présente réponse en commençant par une explication des codes y utilisés *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

2 = bénéficie du RMG

3 = est actuellement en ATI (affectation temporaire indemnisée) > mesure SNAS

4 = est dispensé par le SNAS, mais reste inscrit pour des raisons personnelles ou administratives (cette dispense est facultative)

5 = bénéficie du revenu pour personnes gravement handicapées.

Aujourd'hui 1.096 personnes touchant le RMG et tombant dans une des catégories énumérées ci-devant sont inscrites comme demandeurs d'emploi à l'ADEM. Ces 1.096 demandeurs ont au total 6.524 dossiers différents, cette population est donc relativement peu stable et il n'est pas rare qu'un dossier se limite à une simple présentation au guichet accueil (en vue de s'inscrire), mais qu'aucune suite de la part du demandeur n'y soit réservée par après. L'échange régulier avec les services du SNAS permet d'identifier les personnes susceptibles d'être inscrites, alors qu'elles ne le sont pas; ainsi le SNAS invite les bénéficiaires du RMG à se faire inscrire de nouveau comme demandeur d'emploi.

Ci-après le résultat d'une recherche dans les fichiers de l'ADEM au sujet de formations, de stages et de mesures en faveur de cette population cible:

7 AP = bénéficient d'un apprentissage adulte

117 CF = ont participé à une formation organisée par les CNFPC

(initiation à l'informatique, soudure, orientation, menuiserie, etc. …)

1 CI = bénéficie d'un CIE

38 DA = ont suivi un stage jeune (ancien DAT)

201 FA = ont suivi une Formation ADEM

(pool commerce, Dageselteren, Sprungbrett, 45+, Naxi et Zarabina, FEST, formation ProActif Lintgen, formation & bilan Schläifmillen, Forward, formations Horesca, agent de fabrication, aide cabinet médical, etc. …)

11 FC = ont suivi une formation complémentaire pour un employeur précis

(Goodyear, G4S, Housekeeping, …)

28 IE = ont suivi un stage jeune «initiation emploi»

159 MS = ont été encadrés par une initiative sociale pour l'emploi ISE par le biais d'Objectif Plein Emploi, ProActif ou Forum pour l'Emploi (CDD jusqu'à 24 mois > mesure spéciale)

133 MT = ont eu une mise au travail (travaux d'utilité publique)

4 PA = ont eu un CDD dans le cadre du pool des assistants pédagogiques

43 PR = ont suivi un stage jeune (CAT-privé)

133 PU = ont suivi un stage jeune (CAT-public)

64 SR = ont suivi un stage de réinsertion professionnelle (> 30 ans)

2 SV = ont suivi le service volontaire (organisé par SNJ)

268 AA = ont participé aux ateliers organisés par l'ADEM

(ateliers de motivation, ateliers FOSNA, ateliers CV, …)

922 AT = ont eu une ATI (affectation temporaire indemnisée)

20 BC = ont participé à un bilan de compétences ou capacités restantes

160 FO = ont participé à une autre formation (Centre de Langues surtout)

11 SE = ont participé à un des séminaires organisés par l'ADEM

(séminaires compétences, CV, profil, …)

Question 2893 (8.10.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **zone de ralentissement près de la décharge «Muertendall»:**

En vue d'une meilleure sécurisation de l'entrée et de la sortie de la décharge «Muertendall», les responsables avaient à l'époque adressé une demande aux autorités compétentes en vue de la mise en place d'une zone de ralentissement sur ce tracé. Les services régionaux de l'Administration des Ponts et Chaussées avaient, dans leur avis respectif, favorablement accueilli cette demande. Malgré cet avis positif, seule une signalisation de vitesse recommandée (70 km/h) a ensuite été mise en place à l'endroit en question.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels ont été les motifs pour la mise en place d'une signalisation de vitesse recommandée au lieu d'une vraie zone de ralentissement?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu de la vitesse réduite des camions sortant de la décharge une zone de ralentissement avec la signalisation afférente, serait plus appropriée que la solution actuellement mise en place?

Réponse (2.12.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que l'indication d'une vitesse conseillée se prête bien pour des situations de danger qui n'existent pas en permanence. Tel est le cas pour une décharge, où le risque lié aux entrées et sorties de camions est limité aux heures d'ouverture. Il faut en effet être conscient qu'autrement un automobiliste qui passe en ces lieux durant la nuit ou aux jours et heures de fermeture de la décharge à la vitesse de 94 km/h risque de perdre des points sur son permis de conduire pour avoir commis un délit de grande vitesse.

Partant de ce principe, la signalisation est parfaitement en concordance avec le danger potentiel existant à la sortie de la décharge en question. Afin de mieux expliquer aux usagers de la route la raison d'être de cette mesure, un panneau additionnel «sortie de camions» sera associé à celui de la vitesse conseillée.

Notons encore qu'en règle générale un camion qui quitte une décharge s'est défait de sa charge et est donc vide, de sorte que son insertion dans le trafic ne devrait pas causer trop de problèmes.

Question 2896 (9.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **nouveaux services diffusés par satellite:**

De 7. am Karschnatz 2008 hat eis EU-Kommissärin Viviane Reding den Opruff fir Kandidature fir potenziell Ubidder vun europäesche satellitegestëtzten Déngschtleeschter lancéiert.

Dobäi geet et drëms, Virschléi aus der Industrie ze kréien, fir eng ganz Rei nei Satelliteservicer europawäit unzebidden.

Zum Beispill am Beräich vun dem kommerzielle mobile Fernsehen, dem Radio, der Mobiltelefonie oder awer och méi spezifesch Déngschtleeschtunge vun öffentlechem Interessen, wéi Gesondheet (Telemedezin) oder och nach fir Kommunikatiounsplattformen opzebauen, fir d'effizient Organisatioun vu Katastrophenhëllef ze ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg ass jo mat Satellitebedreiwer wéi ënner anerem der SES-Gesellschaft sécherlech gutt positionnéiert fir esou Déngschter an d'A ze faassen.

Och hu mer sécherlech haut schonns vill Stäerkten, déi eis am europäesche Wettbewerb fir dës Frequenzen stëtzen.

Op där anerer Säit huet jo och d'Regierung wëlles eis Wirtschaft ze diversifiéieren a setzt sech a fir wirtschaftpolitesch Zilsetzungen ëmzesetzen, an de Beräicher vun dem Multimedia, den Informatiouns- an Kommunikatiounstechnologien, a rezent och an de Gesondheetstechnologien.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi positionnéiert sech d'Regierung zu dëser Fro vu strategescher Wichtegkeet fir eis Wirtschaft, eis Fuerschung, eisen IT, Gesondheetstechnologien a Multimedia-Standuert?

2) Gesäit se privat-, öffentlech Partnerschaften an dësem Beräich?

3) Gesäit se Lëtzebuerg als e méiglechen Zentrum vun der Zort nei satellitegestëtzten Dëngschter?

4) Gëtt dës nei Zort vu satellitegestëtzten Informatiouns- an Kommunikatiounsdéngschter am Beräich vun der Gesondheet, Televisioun, Radio, Mobiltelefonie, a.s.w., als eng Niche ugesinn, vläicht esouguer als een neit zousätzlecht Standbeen fir eise Multimediasecteur verstanen.

5) Geet de «Plan d'Action Technologies de Santé», vum Ouschtermount 2007 vun der Regierung, zesumme mat der Initiativ fir Gesondheetstechnologien hei am Land unzesiedelen, mat an dës Richtung, wann ee gesäit, dass dës satellitegestëtzten Déngschter d'Potenzial hu fir Telemedezin ze bedreiwen oder och d'Katastrophemanagement op Distanz ze erméiglechen?

6) Wat kann een eventuell konkret vun der Regierung erwaarden als Initiativ an dësem Dossier, an a wat fir engen Zäitofschnëtter?

Réponse (21.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien (ICT), wéi och d'Multimedia-déngschter an d'elektronesch Handelsservicer gëllen als prioritär Entwécklungssekteuren, déi an der Regierungsdeklaratioun vum 4. August 2004 festgehale goufen. Datselwecht gëllt fir d'Gesondheetstechnologien, fir déi d'Regierung am Abrëll 2007 en Aktiounsplang beschloss huet.

Déi zwee Beräicher hunn also strategesch Wichtegkeet fir d'Zukunft vun eisem Land, esouwuel aus wirtschaftspolitescher, fuerschungspolitischer, wéi och gesondheetspolitischer Siicht. Dat gemeinsaamt Virgoe vun dräi Ministèrë bei der Ëmsetzung vum Aktiounsplang «Gesondheetstechnologien», besonnesch am Kader vum Fuerschungsaccord vum leschte Mee mat dräi bekannten amerikaneschen Instituter, ënnersträicht dëse multipolare strategeschen Usaz, deen iwwregens op der Zesummenaarbecht vun deene privaten Instituter mat de Lëtzebuerger CRPen Henri Tudor, Gabriel Lippmann, Santé a mat der Université vu Lëtzebuerg opbaut.

An dësem Kontext ass och ze soen, datt déi dräi Fuerschungsprojeten, déi an deenen nächste fënnef Joer solle realiséiert ginn, héich ICT-Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg an Usproch huelen.

Doriwwer eraus huet d'Regierung sech zum Zil gesat, op der Basis a ronderëm dës Projeten a Kompetenzen, de Standuert Lëtzebuerg als Standuert fir nei Entreprisen an de Gesondheetstechnologien zu promouvéieren. Deen Effort ass amgaang an et goufen op eiser leschter Missioun mam Ierfgroussherzog Guillaume an Amerika intressant Kontakter an déi Richtung geknäppt.

Den Akzent vun deene Projete läit jo op der personaliséierter Medezin an op der Entwécklung vun Diagnosetechniken. Dorauser ergi sech och Méiglechkeete vun neien telemedezineschen Applikatiounen. Wéi eng Transmissiounstechnick - Satellit, fix Telefonsleitung, Kabel- a Mobilnetzer oder aner digital terrestresch Weeër - do agesat gëtt, hängt wuel vun der Applikatioun an vu wirtschaftlechtechnesche Fakteuren of. De Satellit eegent sech virun allem fir sougenannten «broadcast» (Punkt zu Multi-Punkt) Applikatiounen.

Iwwert déi telemedezinesch Applikatiounen eraus, gëtt et awer och aner Initiativen am Informatiouns- a Kommunikatiounssekteur, esou wuel am satellitären eléi am terrestresche Beräich.

D'Regierung an de Cluster «Aerospace», dee sech aus Entreprisen a CRPen zesummesëtzt, déi sech um Sujet Raumfahrt a Satellitentechnik intresséieren an dee vu Luxinnovation animéiert gëtt, schaffen eng zesummen am Kader vun de Programmer vun der europäescher Agence de l'Espace.

D'SES, iwwer hir Filial Solaris, ass natierlech ganz intresséiert un der Kommissioun hirer Ausschreiwung vum 7. August fir satellitegestëtzte Mobildéngschter.

Vill aner Entreprisen intresséiere sech un den Programmer vun ESA an der Europäescher Unioun oder partizipéieren am Kader vun EUREKA u grenziwwerschreidenden Entwécklungsprojeten. Nei Technologien, Produiten a Servicer gi vun enger hällewull Entreprisen entwéckelt a vermaart. Vill vun hinne ginn am Kader vun de Gesetzer iwwer Fuerschungs- an Innovatiounsförderung vum Wirtschafstministère an der SNCI ënnerstëtzt. Et gëtt also schonn eng Roll fir Lëtzebuerg am Beräich vu satellitegestëtzten Déngschter an Technologien.

Och am Beräich vun den terrestresche Kommunikatiounsnetzer a Servicer muss een un déi weesentlech Verbesserung vun der Ubannung un déi international Kommunikatiounsréseauen durch Luxconnect an duerch d'Post iwwert de Projet «Teralink» erënneren.

D'Post, iwwer hir Filiale eBRC, huet sech doriwwer eraus och als Haaptakteur um Maart vun den Servicer «Business Continuity», «Backup», «Hosting» a «Resilience», also, der Ofsécherung vun den IT-Servicer fir Banken an aner grouss Benotzer vun Informatiounstechnologien duerchgesat. Niewent deenen Zentren op der Cloche d'Or an um Wandhaf, ass e weideren Datenzenter vun eBRC zu Kayl geplangt.

Déi vill international Operateuren am Beräich vum elektroneschen Handel intresséiere sech och ëmmer méi un dësen Capacitéiten a Kompetenzen am Beräich vun den Datenzentren.

D'Regierung wäert hir Efforte fir d'Promotioun vun der Fuerschung an Entwécklung an der Implantatioun vun neie Firmen, an de Beräicher ICT a Gesondheetstechnologien, konsequent weider dreiwen an nei Applikatiounen an deenen Technologien an op hire Schnëttstelle förderen.

Question 2898 (14.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **calculatrice prescrite par le Ministère:**

Wéi et schéngt ass et a verschiddene Klasse vum Secondaire erfuerdert, fir sech eng bestëmmte Rechemaschinn unzeschafen, déi net ganz bëlleg ass. Aus engem Schreiwes un déi betreffend Schüler geet ervir, datt zanter 2006, opgrond vun enger Décisioun vum Ministère vun der Éducation nationale, eng Maschinn vum Typ «TI Voyage 200» fir d'Sektioune B, C an D obligatoresch wär fir säi BAC kënne mat Erfolleg ze bestoen. Dës Rechemaschinn mat Accessoirë géif ronn 250 Euro kaschten; am Fall vun enger Sammelbestellung kënnt dee Präis awer op 180 Euro gedréckt ginn. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Stëmmt et, datt dës Direktiv aus Ärem Ministère kënnt, a wa jo, wat ass d'Begrënnung dofir? Fannt Dir et net iwwerdriwwen, datt sech Schüler perséinlech esou deiert elektronescht Material mussen uschafen?

2. Wéi passt dës Direktiv an eng Philosophie, déi et de Schoule respektiv dem Léierpersonal misst iwwerloossen, fir dat Material ze gebrauchen, wat hirer spezi-

fescher Situatioun am beschten ugepasst ass? Et gëtt mer zum Beispill gesot, datt e gudden Deel vun de Schüler iwwerhaapt net mat där deierer Maschinn géifen eens ginn.

3. Kënnt Dir mir erklären, wat d'Plus-value vun dëser Maschinn am Unterricht ass, oder anescht ausgedréckt, wéi et virdru méiglech war, jonk Leit op engem héijen Niveau ze forméieren, ouni d'Hëllef vun esou enger sophistikéierter Maschinn?

4. Wéi kann een d'Réussite vun engem BAC vun dem Besëtz vun esou enger Maschinn ofhängeg maachen? Ass dat net souguer illegal?

5. Ass et net bedenklech, fir e bestëmmten Typ (oder Marque?) vu Maschinn virzeschreiwen? Wien ass fir dëse Choix verantwortlech, a wéi ass dëse Choix zustane komm?

Réponse (25.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) D'Benotze vun dëser Rechemaschinn am Mathematiksunterrecht vun de Science-Sektiounen ass 2003 entscheet ginn a steet säit dem Schouljoer 2003/2004 um Programm vun de Klassen - Sektioun B, C an D.

Zu dëser Zäit gouf d'Wiel iwwert de Modell, dee sollt benotzt ginn, vun engem Aarbechtsgrupp preparéiert a krut d'Zoustëmmung vun der Commission nationale des programmes vun der Mathematik.

Et gouf ausserdeem entscheet, dass fir d'Schüler, déi e Subsid vum Stat kréien, dëse Subsid ëm de Präis vun dëser Rechemaschinn erhéicht géif, an zwar ab der 3e (dat Schouljoer, wou d'Uschafung vun dëser Rechemaschinn onbedéngt noutwendeg gëtt).

2) Well dës Rechemaschinn bei ville ganz prezisen Aufgaben am Mathematiksunterrecht gebraucht gëtt a well d'Schüler si och am Exame gebrauchen, kann net all Schoul décidéieren, wat fir e Genre Rechemaschinn si benotze soll.

3) An enger Welt wou déi technesch Evolutioun ëmmer méi séier virugeet, kann d'Schoul d'Entwécklung vun neien ëmmer méi performante Rechemaschinnen net ignoréieren. Et wier geféierlech wann d'Schoul dës Ännerunge géif ignoréieren an d'Jugend vun haut op eng al Aart a Weis géif op d'Mathematik virbereeden. D'Schoul muss an engems dofir suergen, dass de Schüler a senger ganzer Schoulzäit ëmmer nees mat den neisten Technologië konfrontéiert gëtt a se ganz bewosst benotzt.

Aus dësem Grond ass d'Benotze vun der Rechemaschinn un e pedagogesche Projet gebonnen, deen doranner besteet ze gewährleeschten, dass all Schüler eng modern an effikass Rechemaschinn zur Verfügung huet an och weess se ze benotzen, an hien domat progressiv op d'Schaffen op der Universitéit virbereet gëtt.

Dës Rechemaschinn ass en noutwendegt Instrument am Mathematiksunterrecht vun der 3e bis 1ère wann et drëm geet Aufgaben ze léisen. Well am Premièresexame muss mat enger Rechemaschinn geschafft ginn, muss se esou sinn, dass engersäits déi verlaangt Rechnunge vun engem héijen Niveau kënne gemaach ginn an awer och anerersäits keng onerlaabt Software drop gespäichert däerf ginn. Dee virgeschriwwene Modell erlaabt dat.

4) Dës Fro géif sech och fir all Bicher, Schoulbicher, Dictionnairen oder didaktescht Material stellen.

5) Et gëtt nëmmen e bestëmmten Typ vu Rechemaschinn virgeschriwwen, deen allerdéngs de Konditiounen, déi am Examen erlaabt sinn, entsprécht.

Question 2899 (14.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **prix à la consommation:**

Virun engem Joer war vill Opreegung bei eis am Land an duerch d'ganz Welt, well d'Liewensmëttelpräisser e grousse Sprong no uewe gemaach haten. Am Laf vum leschten hallwe Joer huet d'Situatioun sech erëm komplett ëmgedréint: Déi fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft wichteg Grondnahrungsmëttel, Broutwees (céréales panifiables) a Mëllech, sinn zanter Méint erëm op hiren alen Niveau zréckgefall.

Duerfir huet et mech gewonnert am leschte Bulletin vum Statec - «Indice national des prix à la consommation» September 2008 - ze gesinn, datt grad dës zwou Kategorien eng héich Präissteigerung par Rapport zum September 2007 opweisen, an zwar:

- pain et céréales: + 9,18%
- lait, fromages et oeufs: + 11,20%

Aus der Siicht vun de Produzenten ass dës Situatioun iergerlech, well si fir héich Präisser responsabel gemaach ginn, obschonn déi Präisser, déi si erléisen, erëm ganz niddreg sinn. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Sidd Dir sécher, datt dës Präissteigerungen um Konsumentenniveau der Realitéit entspriechen?

2. Wa jo, wéi ass dëst dann an engem Ëmfeld ze verstoen, wou d'Konkurrenz normalerweis misst derfir suergen, datt Präissréckgäng un de Konsument weidergereecht ginn?

3. Wann dat net funktionéiert, wat fir Mëttel stinn lech zur Verfügung, fir dëser ongewéinlecher an iergerlecher Situatioun entgéintzewierken?

Réponse (21.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Statec applique dans le cadre de l'établissement de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) la méthodologie communautaire harmonisée, dont la base légale repose sur pas moins de 17 règlements communautaires[1]. Les évolutions de prix publiées se basent sur les standards statistiques internationaux élaborés par des organismes reconnus tels qu'Eurostat, le BIT et le FMI.

Les évolutions moyennes de prix calculées par le Statec reposent sur des échantillons de biens et services. En ce qui concerne la rubrique «pains et céréales» quelque 230 produits différents sont suivis chaque mois dans un total de 20 points de vente répartis dans tout le pays, pour la rubrique «lait, fromage et œufs» il s'agit de 200 produits qui sont suivis dans 11 points de vente différents.

Une explication de la rigidité des prix à la consommation, suite aux mouvements de prix des matières premières, est à chercher du côté de la part qu'occupe la matière première dans un produit final. Selon le Service d'Économie Rurale (SER), au cours des dernières décennies, la part du secteur agricole primaire dans la valeur des produits alimentaires prêts à la consommation a continuellement diminué.

De plus, cette part varie beaucoup selon la catégorie de produits alimentaires:

Pour les produits à base de céréales, la part revenant au producteur primaire dans la valeur du produit est très basse, le poids de la transformation (meunerie, boulangerie, …) étant très important.

Pour les produits qui ne subissent pas ou peu de transformation entre la production primaire et la vente au consommateur (pommes de terre, œufs), la part revenant au producteur primaire est évidemment plus élevée.

Selon des calculs réalisés par le SER, en admettant qu'avec un kilo de blé panifiable il est possible de produire un kilo de pain, sur base de la situation de prix de septembre 2007, la part du blé panifiable dans le produit alimentaire final (pain) s'élève à 7%. Partant, une forte baisse du prix de la - matière première n'aura qu'un impact limité sur le prix du produit final.

En règle générale, un certain décalage temporel peut être constaté entre le moment où les cours mondiaux des matières premières sont à la baisse et le recul des prix à la consommation dans les magasins.

Dans ce contexte, le Statec constate dans son «conjoncture flash» du mois d'octobre 2008[2]:

«Les prix des produits alimentaires ont nettement augmenté depuis le 4e trimestre 2007, sous l'effet d'une hausse des cours des matières premières agricoles. À l'issue du 3e trimestre 2008, ils connaissent toujours une évolution supérieure à celle de l'indice général, à plus de 6% en variation annuelle. Pour certains produits néanmoins, on constate au cours des derniers mois une inflation plus modérée: c'est le cas des produits laitiers (en baisse depuis juillet), du poisson (prix stables depuis janvier), des légumes frais (mais pas des légumes transformés), du sucre et des pommes de terre (pour ces dernières, les prix sont inférieurs d'environ 8% à ceux de 2007). L'inflation est cependant encore forte sur les produits à base de céréales (+15% sur un an en septembre), les pâtes alimentaires (+28%), les fruits (+10%) ou le chocolat (+10%).

Les prix des matières premières alimentaires sur les marchés mondiaux ont diminué de 13% environ depuis juin, ce qui devrait se répercuter favorablement sur les prix à la consommation au cours des mois à venir.»

En ce qui concerne le fonctionnement de la concurrence[3], j'observe que le projet de loi portant réforme de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence a précisément comme but de renforcer l'efficacité et l'action des autorités de concurrence nationales.

Question 2900 (14.10.2008) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **cadastre:**

Bei den Ausmoossungen, déi duerch de Service vum Kadaster op Ufro vun den öffentlechen Institutiounen um Terrain ausgefouert ginn, besteet ee grousse Réckstand (haaptsächlech Emprisen) deen all Limiten iwwertrëfft.

Op meng Fro mat der N°1305 mat Datum vum 14. September 2001 *(cf. compte rendu N°1/2001-2002)* hat den Här Minister mer geäntwert, datt dëse Problem an engem Méijoresplang enger Léisung deels zougeféiert gi wier respektiv nach géif ginn.

Elo schreiwen mer d'Joer 2008 an ewéi mer zougedroen gouf, sinn nach Emprisen aus dem Joer 1991 net ausgemooss respektiv net ofgeschloss.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi genee Grënn fir dës Réckstänn?

2) Firwat hunn déi eenzel Aktiounen «de rattrapages» net dat gewënschte Resultat virzeweisen?

3) Firwat gouf net hei drop reagéiert?

4) Wat gedenkt den Här Minister respektiv d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt dës Réckstänn esou schnell ewéi méiglich opgeschafft ginn an dass déi zukünfteg Demanden an engem normalen Zäitraum kënne verschafft ginn.

5) Wéi vill Dossieren hunn an dësem Beräich ee Réckstand vun iwwer dräi Joer respektiv zéng Joer?

Réponse (26.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Den Deputéierte referéiert sech a senger Fro op d'Äntwert vum 14. September 2001, iwwert d'Réckstänn bei den Opmoossunge vun der «Administration du Cadastre et de la Topographie».

De Kadaster mécht Opmoossungen an de Fäll vu Lotissementer oder Partagen, vu Grenzopmoossungen tëschent zwee Noperen a vun Emprisen haaptsächlech fir d'Stroossennetz. Zanter Joren si Réckstänn ze vermierke gewiescht. Dës Réckstänn sinn op eng héich Aktivitéit vum Bausecteur (nei Lotissementer, Deelungen, Industriezonen, asw.) zanter de 70er Joren zréckzefféieren an op grouss Efforte vum Stat a vun de Gemengen fir d'Stroossennetz auszebaue respektiv ze redresséieren oder ze verbesseren.

Do derniewent huet de Kadaster och Personalressourcë mat dem Système intégré de gestion vun der Publicité foncière gebraucht, fir sech staark ze moderniséieren, besonnech zanter 1995 mat der publicité foncière, dem e-cadastre, der Aféierung vum numériséierte Kadasterplang asw..

Fir déi Réckstänn bei den Opmoossungen opzeschaffe goufen eng Rei vu Mesurë geholl:

1. 2002 gouf eng gesetzlech Basis geschaf fir de «Géomètre officiel», dee säi Beruff am private Secteur exercéiere kann. Dëst wichtegt Gesetz huet nach net de gewënschten Erfolleg kannt, well bis elo just siwe Géomètres officiels sech als profession libérale etabléiert hunn. Déi Zuel ass eropgaange vun engem 2002 op siwen 2008. Dës lues Progressioun geet net duer, fir all Opmoossungen ze maachen, déi uleien. Mir wënschen eis, datt méi Intérêt kënnt fir dëse Beruff.

2. De Kadaster huet och zanter 1998 regelméisseg Kontrakter ofgeschloss, fir vu private Büroen Opmoossunge maachen ze loossen, zousätzlech zu deenen, déi vu sengen eegenen Déngschter gemaach ginn.

An dësem Zesummenhang muss een awer drun erënneren, sou wéi et schonn an der Question parlementaire N°2401 vun der Deputéierte Madame Françoise Hetto-Gaasch opgeworf gouf *(cf. compte rendu N°13/2007-2008)*, datt leider bei 70% vun den Opmoossungen, déi vum Kadaster tëschent 1998 an 2008 fir Emprisë vu Chemins repris a Chemins vicinaux gemaach goufen, nach kaum Akte vun der Gemeng gemaach gi sinn, dat bedeit, datt 70% vun deenen Aarbechten nach eng Keier musse gemaach ginn, wann dann den Akt schlussendlech gemaach gëtt; eréischt den Akt regulariséiert d'Situatioun fir de Propriétaire.

Et ass ze vermierken, datt d'Opmoosse bei de Lotissementer an och bei de Limiten tëschent de Propriétairen elo an Délaie geschéien, déi akzeptabel sinn. Bei den Emprisë bleiwen déi Réckstänn virun ze grouss aus deenen uewe genannte Grënn.

An Zukunft soll och d'Opmoosse vun Emprisë vun neie Stroosseprojete geschéien ier de Projet ausgeféiert gëtt, sou datt dann d'Situatioun vun de private Propriétairen direkt regulariséiert ass.

Fir 2009 huet de Kadaster virgesi weider Opmoossungen, zousätzlech zu deenen, déi e selwer mécht, duerch privat Büroen ze maachen. Weider ginn déi betraffe Gemenge sensibiliséiert, wa se de Mesurage vun Emprisen aus der Vergaangenheet froen, och dofir ze suergen, datt d'Akte gemaach ginn.

Question 2901 (14.10.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **publication de la matricule nationale dans la presse:**

Dans les rubriques des avis judiciaires et notariaux ainsi que des enchères, certains notaires publient régulièrement des avis faisant mention de la matricule nationale de certaines personnes concernées, vivantes ou décédées. En tant qu'exemples, je me permets de citer: TB du 6 septembre 2008, p. 55; LW du 6 septembre 2008, p 76; LW du 20 septembre 2008, p 77.

Les matricules nationales, d'après l'article 2, lettre e de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel sont à considérer comme données personnelles protégées. En même temps, la loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière, le règlement grand-ducal afférent du 13 février 2004 concernant l'accès et les modalités d'accès au répertoire général des personnes physiques et morales par les officiers publics et autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque et les articles 4 et 5 de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales, permettent l'utilisation des matricules nationales dans les actes translatifs de propriété.

Or, selon les articles 833 et 835 sur la publication d'annonces d'adjudication du nouveau Code de procédure civile ayant comme but de garantir une procédure d'adjudication juste et un prix adéquat, la publication de matricules nationales - permettant une identification certaine des personnes saisies - serait à considérer comme superfétatoire, voire illicite.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser si la publication de matricules nationales dans la presse est licite? Est-ce que ceci vaut également pour des personnes décédées?

- Si cette pratique est licite, ne faudrait-il pas réviser la législation en vue de protéger cette donnée personnelle sensible plus efficacement?

Réponse commune (27.11.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le numéro d'identification national visé par la loi du 30 mars 1979 relative à l'identification numérique et des personnes (communément appelé matricule, parce qu'identique à l'identifiant utilisé dans les fichiers de la sécurité sociale) constitue une donnée à caractère personnel qui tombe dans le champ d'application de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

[1] http://www.statec.public.lu/fr/methodologie/prixsalaires/inflation/

[2] http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/conjoncture-Flash/2008/10_08_conjflash/10_08_conjflash.pdf

[3] Document parlementaire N°5816

Le traitement d'une telle donnée n'est dès lors licite que lorsque l'un des critères de légitimation énumérés à l'article 5 de ladite loi se trouve réuni et présuppose en outre le respect des conditions de l'article 4, en particulier de loyauté et de proportionnalité au regard de la finalité poursuivie. Aux vœux du législateur de 1979, ce numéro est appelé à n'être utilisé que dans les rouages internes de l'administration publique et dans les relations directes de celle-ci avec les titulaires.

C'est sur ces bases que la Commission nationale pour la protection des données a pris contact dans le contexte évoqué par l'honorable Député avec la Chambre des Notaires qui lui a confirmé que des études notariales font effectivement figurer dans leurs annonces d'adjudication d'immeubles saisis le numéro d'identité de personnes concernées et cela depuis que ce numéro est appelé - en application de la loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière et du règlement grand-ducal afférent cités par l'honorable Député dans sa question parlementaire - à figurer dans les actes translatifs de propriété et dans ceux grevant les biens immobiliers d'hypothèques ou autres droits réels.

Or, les articles 833 et suivants du nouveau Code de procédure civile relatifs à l'annonce de la vente sur saisie immobilière et à la désignation des immeubles faisant l'objet d'une adjudication publique ne prévoient nullement la mention de l'identifiant numérique de la partie saisie.

La Chambre des Notaires a dès lors accédé à la demande de la Commission nationale pour la protection des données de demander à tous les notaires du Grand-Duché de s'abstenir dorénavant à faire mention dudit numéro national d'identité des personnes dans les annonces publiées dans la presse (et sur les affiches et placards annonçant les ventes immobilières).

Une circulaire afférente leur a été adressée à la fin du mois d'octobre, précisant que la publication de ce numéro n'est pas prescrite par les dispositions légales applicables et pose des problèmes au niveau de la législation relative à la protection des données.

Question 2907 (16.10.2008) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant la **réalisation du programme de mise à disposition d'héroïne sous contrôle médical:**

Le programme de distribution d'héroïne sous contrôle médical fait partie du plan d'action drogues 2005-2009. En juin 2006, Monsieur le Ministre de la Santé avait réitéré sa volonté de réaliser ledit programme au plus tard pour l'année 2008. Or, en avril 2008, lors de la présentation du bilan mi-parcours de la stratégie et du plan d'action 2005-2009 en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies par le Ministère de la Santé et le programme de distribution d'héroïne figurait parmi les actions en cours hors délais alors que le collège médical avait donné un avis favorable en 2007 et que la finalisation du concept avait été prévue pour avril 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il m'indiquer les raisons pour lesquelles la réalisation du programme de distribution d'héroïne sous contrôle médical a été retardée?

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il m'informer s'il est prévu de finaliser le programme de distribution d'héroïne avant la fin de l'année 2008?

- Monsieur le Ministre de la Santé ne pense-t-il pas qu'il soit opportun d'inclure dans le programme de distribution d'héroïne le Centre pénitentiaire de Schrassig afin d'aider les personnes détenues gravement dépendantes ayant pour la plupart rencontré de multiples échecs de sevrage?

Réponse (27.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La réalisation du programme de distribution contrôlée d'héroïne, auquel fait allusion l'honorable Députée, est un projet innovateur qui nécessite un investissement considérable, et qui occasionne des coûts opérationnels importants. À cela s'ajoute qu'en vue de l'étude d'opportunité et de faisabilité relative à la mise en place d'un tel projet, de multiples facteurs, d'ailleurs essentiellement à caractère dynamique, ont dû être pris en considération dans le cadre de l'analyse de la situation et des besoins.

La mise au réseau de la salle d'injection en 2006, d'ailleurs très bien accueillie par la population cible, a progressivement permis une meilleure appréciation de la prévalence ainsi que des caractéristiques d'une partie de la population toxicomane particulièrement problématique et susceptible de pouvoir profiter d'une offre telle que le traitement assisté à l'héroïne. L'expérience acquise grâce au fonctionnement de la salle d'injection et du centre TOXIN en général, même si elle a pu légèrement retarder la réalisation du programme en question, a pourtant permis de mieux orienter les choix en termes de concept et de cadre d'implémentation, et ceci d'une mesure qui exige une planification méticuleuse si elle se veut au plus près des besoins des bénéficiaires futurs.

Suite à la réception récente du rapport d'opportunité et de faisabilité ainsi que du concept cadre adapté du programme, je viens de charger le coordinateur national «drogues» d'entamer des négociations avec de potentiels organismes gestionnaires; ceci en vue de rendre possible l'exécution du programme. Compte tenu tant des éléments invoqués ci-dessus que de l'envergure des moyens budgétaires à mobiliser, le programme de distribution contrôlée d'héroïne ne saurait toutefois voir le jour d'ici la fin de l'année.

Quant à la question touchant à l'opportunité d'inclure dans le programme de distribution contrôlée d'héroïne le Centre pénitentiaire de Schrassig, je ne manquerais pas de me concerter avec Monsieur le Ministre de la Justice à propos de ce sujet qui pourrait, le cas échéant, être soumis au groupe interministériel «toxicomanies».

Mes services suivent d'ailleurs l'évolution de tels programmes qui existent depuis une douzaine d'années dans deux établissements pénitentiaires suisses situés à Soleure respectivement à Cazis (Canton des Grisons).

Question 2909 (16.10.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste de l'UE pour les substances chimiques hautement préoccupantes:**

Suite à l'adoption de la législation européenne REACH sur les substances chimiques en 2006, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) finalise actuellement une liste de substances représentant la principale source d'inquiétude en termes de santé publique et d'environnement. Chacun des États membres de l'UE a la responsabilité de proposer les substances qu'il désire inclure sur la liste des «substances extrêmement préoccupantes», c'est-à-dire les molécules chimiques hautement toxiques, cancérigènes, mutagènes ou provoquant des malformations génétiques.

Au 30 juin 2008, date limite pour l'inclusion sur cette liste, seuls sept États européens avaient proposés 16 substances au total. Suivant la publication de cette liste, les autorités nationales avaient jusqu'au 18 août 2008 pour aviser les propositions des autres États membres. Or, à ma surprise, le Luxembourg ne fait pas partie des sept pays (Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, Norvège).

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Messieurs les Ministres partagent notre souci de diminuer au maximum l'exposition aux substances chimiques préoccupantes et de promouvoir une substitution, voire une interdiction des molécules les plus dangereuses?

- Dans l'affirmative, pourquoi le Gouvernement luxembourgeois n'a-t-il pas proposé à l'ECHA une ou plusieurs substances problématiques, tel que par exemple le formaldéhyde, un cancérigène reconnu depuis 2004?

- Est-ce que le Luxembourg a donné avant le 18 août son avis sur les 16 substances proposées? Dans l'affirmative, quel en est le contenu? Dans la négative, pourquoi?

Réponse commune (24.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Le règlement (CE) REACH du Parlement européen et du Conseil (N°1907/2006) modernise la législation européenne en matière de substances chimiques et met en place un système européen unique d'enregistrement (Registration), d'évaluation (Evaluation) et d'autorisation (Authorisation) des substances chimiques (Chemicals) dans l'Union européenne. L'objectif principal de ce règlement consiste à «assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, y compris la promotion de méthodes alternatives pour l'évaluation de dangers liés aux substances». Le Gouvernement, et en particulier le Ministre de l'Environnement en tant qu'autorité compétente, partage évidemment le souci de diminuer au maximum l'exposition aux substances chimiques préoccupantes et de promouvoir une substitution, voire une interdiction des molécules les plus dangereuses et veille à la mise en oeuvre du règlement REACH et des ses objectifs au Grand-Duché.

2. La publication d'une liste candidate de substances extrêmement préoccupantes à inclure dans l'annexe XIV du règlement REACH est une des nombreuses étapes de la procédure d'autorisation. Cette procédure, définie de manière très détaillée dans la législation, comprend de nombreuses étapes formelles à suivre qui impliquent beaucoup d'acteurs différents. Pour proposer une substance candidate, les autorités compétentes des États membres ou l'Agence européenne de produits chimiques (ECHA) au nom de la Commission européenne doivent élaborer des dossiers conformément à l'annexe XV. Ce dossier doit contenir non seulement les caractéristiques chimiques et physiques de la substance, mais aussi un ensemble d'informations et d'études scientifiques notamment sur l'exposition, le remplacement, la toxicologie, l'écotoxicologie et les risques liés à la substance en question ainsi qu'une évaluation socioéconomique. Or, il s'agit d'un processus nouveau non seulement pour le Luxembourg mais pour tous les autres États membres, avec de nombreux facteurs inconnus et à délais très serrés. En outre, l'analyse socio-économique est un nouveau domaine de compétence et d'expertise qui présente un défi majeur. Ainsi, à titre d'exemple, une substance proposée (cyclododecane) n'a pas été retenue en raison de l'absence de données scientifiques suffisantes pour l'identifier.

Afin d'être en mesure d'élaborer un dossier d'annexe XV, les États membres doivent investir beaucoup de temps, de ressources et de finances. Vu que la mise en œuvre de REACH et de ses procédures n'en est qu'à ses débuts, tous les 27 États membres n'ont pu inclure dans cette première liste candidate qu'un nombre total de 16 substances. Il faut noter qu'il s'agit d'une liste «vivante» qui sera actualisée au fur et à mesure que les informations disponibles s'avèrent suffisantes pour composer un nouveau dossier d'annexe XV. Actuellement sept nouvelles substances sont inscrites au «Registry of Intentions», liste résumant les intentions de soumettre un dossier de substances extrêmement préoccupantes.

Le formaldéhyde a été classifié comme cancérogène pour l'homme» (catégorie 1) par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) sur base d'études épidémiologiques. Selon la législation européenne, il est considéré comme cancérogène de catégorie 3 («substance préoccupante pour l'homme en raison d'effets cancérogènes possibles mais pour laquelle les informations disponibles ne permettent pas une évaluation satisfaisante»). Par la suite la France a pris l'initiative de soumettre une demande de révision au Bureau européen des substances chimiques. Les discussions à ce sujet au Comité technique de classification et d'étiquetage de la Commission européenne n'ont pas encore abouti à une décision. Avec l'entrée en vigueur de REACH, la France doit déposer un nouveau dossier d'annexe XV qui prendra en compte de nouveaux résultats auprès de l'ECHA pour la révision de cette classification. Si la classification sous REACH rejoint celle du CIRC, des mesures d'autorisation ou de restriction suivront. Le 10 juin 2008, la France a déclaré son intention de soumettre le dossier d'annexe XV de classification et étiquetage du formaldéhyde à l'ECHA avant le 31 décembre 2008 en l'inscrivant au «Registry of Intentions».

3. La procédure d'autorisation prévoit une période de consultation publique de 45 jours à partir du jour de publication sur le site Internet de l'ECHA. Les parties intéressées et les autorités compétentes des États membres peuvent donner des avis scientifiques fondés sur l'identification des substances comme substances extrêmement préoccupantes ainsi que fournir des informations supplémentaires relatifs à l'exposition, aux risques et aux substances alternatives. Le Luxembourg n'a pas pu fournir d'avis scientifique dans les délais prévus. Cependant le Luxembourg a contribué à la procédure écrite du Comité des États membres de l'ECHA concernant les dix substances pour lesquelles un dossier d'annexe XV a été soumis et pour lesquelles les commentaires reçus, ne mettaient pas en question leur classification, déjà prévue par l'annexe I de la directive 67/548/CE. De même le Luxembourg a participé à la discussion des cinq autres dossiers lors de la 4e réunion du Comité des États membres du 7 et 8 octobre 2008 à Helsinki.

Question 2910 (17.10.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**étude sur la nocivité des GSM:**

Les chercheurs de l'étude «Interphone», la plus grande étude épidémiologique jamais réalisée à ce jour sur la nocivité de l'usage du GSM à long terme viennent de publier des résultats intermédiaires inquiétants.

Bien que ces résultats ne soient pas encore définitifs, ils semblent cependant indiquer une certaine corrélation entre usage du GSM et développement de certains types de cancers, notamment des gliomes, le cancer du cerveau avec le plus haut risque de mortalité. Selon les cas étudiés, l'utilisation régulière d'un GSM pendant une période de dix ans ou plus augmenterait le risque de développer un tel cancer jusqu'à 120%.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette étude et des résultats intermédiaires publiés?

- Au vu des résultats intermédiaires de l'étude, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux d'appliquer le principe de précaution et de lancer une campagne d'information à ce sujet?

- Cette campagne ne devrait-elle pas cibler particulièrement les enfants et leurs parents, afin de les inciter à un usage modéré des téléphones portables?

Réponse (21.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire s'enquiert des possibles effets négatifs que peut avoir sur la santé l'usage à long terme d'un GSM. L'étude Interphone à laquelle se réfère Monsieur le Député, et qui est destinée à déterminer si l'utilisation des téléphones portables accroît le risque de cancer, constitue en fait une série d'études de cas-témoins regroupant des études réalisées dans les 13 pays suivants: Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Finlande, France, Israël, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Suède. À ce jour il s'agit effectivement de la plus grande étude épidémiologique réalisée sur des cancers cérébraux. Il s'agit d'une étude coordonnée par l'Agence Internationale de Recherche sur le Cancer IARC qui agit pour le compte de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS.

Mes services suivent d'ailleurs de près l'évolution de cette méta-étude qui fut lancée en 2000.

Certaines des études de ce projet semblent effectivement mettre en évidence un risque cancérogène dans le cas d'une utilisation intensive et à long terme du téléphone mobile. Il est toutefois important de préciser que la plupart des études présentées dans le cadre Interphone, tant celles qui concluent à la présence que celles qui concluent à une absence de risques en matière de tumeurs cérébrales, sont statistiquement non représentatives en raison précisément du nombre de cas trop restreint. Par ailleurs, il s'agit de surcroît de résultats provisoires, comme le souligne d'ailleurs également l'honorable Député lui-même dans sa question.

Toujours est-il que parmi les 24 études présentées à ce jour, trois études seulement mettent en évidence une augmentation de risque de manière significative pour des utilisations ipsilatérales de télé-

phones mobiles supérieures à dix ans. Quatorze études concluent de manière non représentative à un risque. En revanche sept études concluent à une absence de risque sans pour autant être représentatives. D'ailleurs, aucune étude n'a jusqu'ici démontré une absence de risque de manière représentative.

Ces résultats doivent pourtant être interprétés avec la plus grande prudence en raison du fait que suivant la méthodologie appliquée (études de validation), des erreurs systématiques modérées, voire des erreurs aléatoires substantielles, notamment en ce qui concerne la durée des appels téléphoniques, ont pu être mises en évidence. En effet, si les durées de communication ont été sous-estimées pour les utilisateurs moyens, elles ont été surestimées pour les utilisateurs fréquents.

Il en résulte qu'à l'état actuel l'ensemble des études publiées dans le cadre de l'étude Interphone ne permettent pas de conclure à une absence de risque, tout en n'excluant pas la possibilité d'un risque accru notamment en ce qui concerne les utilisations prolongées supérieures à dix ans.

Des travaux supplémentaires sont en cours pour approfondir les connaissances et les détails sur les risques courus par l'utilisation de la technologie de la téléphonie mobile, et plus particulièrement sur d'éventuelles synergies ou confusions entre les champs électromagnétiques et les expositions chimiques par rapport aux cancers cérébraux.

Cela étant, j'estime qu'une certaine prudence par rapport à cette technologie encore relativement récente est de mise du moins jusqu'à ce que la science ne dispose de résultats plus concluants, voire plus concordants.

Dans ce contexte, je voudrais également informer l'honorable Parlementaire que les services de la direction de la Santé ont élaboré en collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines et avec l'Institut de Régulation un dépliant destiné à l'ensemble de la population. Ce dépliant, qui est édité en trois langues (allemand, français et anglais), et qui traite du rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base, comporte des recommandations et des conseils pratiques quant à une utilisation prudente des téléphones mobiles.

À l'instar de cette brochure d'information, une campagne qui ciblerait plus particulièrement les utilisateurs intensifs voire des groupes vulnérables comme les enfants et les jeunes adultes pourrait d'ailleurs être envisagée à l'image de campagnes similaires qui ont été organisées dans d'autres pays européens.

Question 2911 (17.10.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**exemption de la taxe sur les véhicules automoteurs pour personnes invalides:**

En effet selon l'article 43 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, le véhicule immatriculé d'une personne invalide détentrice de la carte d'invalidité, prévue par la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité, est sur demande exonéré de la taxe sur les véhicules automoteurs. D'après mes informations, il semble pourtant qu'une personne mineure, détentrice de la carte d'invalidité, se trouve dans l'impossibilité de faire immatriculer une voiture à son nom et que ses parents n'ont pas le droit de bénéficier de l'exonération sur leur propre voiture qui sert pourtant à transporter leur enfant handicapé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de remédier dans les plus brefs délais à cette situation et d'adapter la législation actuelle afin que les personnes en charge d'un mineur invalide puissent profiter de l'exonération de ladite taxe?

Réponse (20.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le projet de loi N°5924, déposé le 1er octobre 2008, portant modification entre autres de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement prévoit à l'article 10 au paragraphe 3 la modification suivante:

«Art. 10 - La loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement est modifiée et complétée comme suit: … 3° L'article 43 est remplacé par le texte suivant: Art. 43. (1) Le véhicule immatriculé au nom d'une personne invalide détentrice de la carte d'invalidité, prévue par la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité, est, sur demande, exonéré de la taxe. (2) Le véhicule immatriculé au nom d'une personne valide, qui a en charge une personne détentrice d'une carte d'invalidité B ou C, prévue par la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité est, sur demande, exonéré de la taxe.», ce qui constitue l'adaptation de la législation actuelle dans le sens demandé par l'honorable Député.

Question 2913 (20.10.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **services de secours de la protection civile:**

Les services de secours luxembourgeois sont assurés par des bénévoles qui s'engagent de plein gré, sans toucher de rémunération dans ces actions au service de la communauté. Au cours des dernières années, on constate une augmentation constante des interventions alors que le nombre et la disponibilité des bénévoles ne cessent de baisser.

Ainsi, pendant les heures de travail, les régions de la «Nordstad», de Hosingen et de Larochette ne sont desservies que par une seule ambulance de la protection civile, à savoir celle de la ville d'Ettelbruck. En cas de non-disponibilité de cette dernière, ce sont les centres d'intervention des régions avoisinantes et la base nationale de support de Lintgen qui doivent intervenir avec le risque de provoquer une pénurie des services de secours par effet de boule de neige à travers tout le pays.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer la situation telle que décrite ci-dessus et notamment en qui concerne les difficultés croissantes qu'éprouvent les bénévoles à garantir un service de secours efficace pendant les heures de bureau?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de garantir dans les régions susmentionnées les services de secours nécessaires?

Réponse commune (1.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Je peux confirmer la situation telle que décrite par l'honorable Député Ali Kaes dans la mesure où les bénévoles éprouvent d'une manière générale des difficultés croissantes pour garantir une permanence sans faille des services à assurer dans le cadre de leurs missions de secours et notamment dans le domaine du service ambulancier. On ne peut cependant affirmer de façon indifférenciée que les régions de la «Nordstad», de Hosingen et de Larochette ne sont desservies que par une seule ambulance pendant les heures de travail, mais il faut admettre que certains centres de secours sont obligés d'annoncer au central des secours d'urgence, l'indisponibilité de leur ambulance pour certaines tranches d'horaires. Dans ce cas, l'ambulance la plus proche disponible doit être alertée en cas de besoin, ce qui risque d'entraîner l'effet de boule de neige mentionné par l'honorable Député Ali Kaes. Dans ce contexte, je me permets de référer également à la réponse à la question parlementaire N°2485 du 21 avril 2008 de Monsieur le Député Gilles Roth concernant l'indisponibilité des ambulances de la protection civile *(cf. compte rendu N°13/2007-2008)*.

Concernant les mesures envisagées pour remédier à cette situation, il existe en principe trois axes pour résoudre la question de disponibilité, qui sont la motivation des bénévoles par une meilleure reconnaissance, l'introduction d'agents professionnels et la régionalisation des services de secours.

En ce qui concerne la reconnaissance du bénévolat, le Conseil de Gouvernement a mis en place un groupe de travail interministériel pour trouver une réponse globale à la question de la reconnaissance du bénévolat dans son ensemble. Les travaux de ce groupe de travail interministériel sont en cours et devraient aboutir à des conclusions au début de l'année prochaine.

En ce qui concerne l'introduction d'agents professionnels pour encadrer et aider les bénévoles à garantir leurs missions, j'ai proposé d'engager dans un premier temps 18 ambulanciers pour l'année 2009 et de créer le cadre administratif correspondant nécessaire à l'encadrement de ces agents et aux besoins d'une administration en pleine expansion. Ceci ne peut constituer qu'un premier pas vers un encadrement du bénévolat des services de secours par des équipes professionnelles. Il ne s'agit en aucun cas de remplacer systématiquement le bénévolat par des agents professionnels, mais de lui garantir le soutien nécessaire et de compléter les lacunes de disponibilité et d'assurer le fonctionnement des services de secours.

Pour combler les difficultés de disponibilité, la création de centres régionaux assurant une disponibilité avec le matériel et le personnel appropriés s'impose. Il s'agit de concentrer en un premier temps les agents professionnels mentionnés ci-dessus dans des centres régionaux qui puissent mettre à disposition du personnel au cas où les unités locales seraient indisponibles, et qui puissent venir en renfort en tant qu'appui technique et logistique aux unités locales en cas de besoin.

Question 2915 (20.10.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **surcharge carburant actuellement prélevée sur tous les vols de la compagnie «Luxair»:**

Après les compagnies aériennes «British Airways» et «Air France-KLM», la compagnie aérienne allemande «Lufthansa» a également décidé d'abaisser sa surcharge carburant en raison du recul des prix du pétrole et du kérosène. Il paraît que d'autres compagnies aériennes vont suivre le même exemple.

Au Luxembourg, le LuxairGroup a augmenté dans le passé à plusieurs reprises sa surcharge fuel pour les vols Luxair et les produits Luxair Tours. Or, après la récente baisse significative du prix du pétrole et du kérosène, aucune baisse de la surcharge carburant n'a été annoncée jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que la compagnie nationale «Luxair» envisage également d'ajuster sa surcharge carburant et, le cas échéant, quand une telle baisse serait-elle applicable?

- Dans la négative, qu'est-ce qui empêcherait la baisse de la surcharge carburant?

Réponse (19.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la surcharge carburant actuellement prélevée sur tous les vols de la compagnie nationale «Luxair».

Tout d'abord, Luxair Group, à l'instar des autres compagnies aériennes, pratique la politique de la «surcharge carburant» pour atténuer la volatilité des prix du pétrole. Cette volatilité empêche en effet d'intégrer le prix réel du carburant dans le prix du billet d'avion.

La philosophie de la «surcharge carburant» veut que celle-ci soit adaptée à l'évolution des prix, c'est-à-dire que non seulement les hausses, mais aussi les baisses sont répercutées sur le montant de la surcharge. Les ajustements de la «surcharge carburant» se font sur l'évolution du prix du pétrole à moyen terme.

La différence de la surcharge carburant entre les vols réguliers de Luxair Luxembourg Airlines et les vols vacances opérés par Luxair Tours s'explique par le fait que Luxair Tours offre des voyages forfaitaires qui sont publiés dans des catalogues couvrant toute une saison, diffusés plusieurs mois avant le début de la saison. De plus, les vols vacances Luxair Tours sont opérés presque exclusivement par des avions de type Boeing à plus grande capacité, d'où une autre répercussion de la surcharge carburant par siège.

Ensuite, pour ce qui est de l'exercice 2008, exercice pendant lequel le prix du pétrole a connu des niveaux record, Luxair Luxembourg Airlines et Luxair Tours ont à plusieurs reprises été contraints d'ajuster la «surcharge carburant», comme le montre le détail ci-dessous:

- 3 avril 2008 (moyenne):

Augmentation de 2 € pour les vols Luxair Luxembourg Airlines, et de 2 € respectivement de 3 € pour les vols Luxair Tours.

- 24 mai 2008 (moyenne):

Augmentation de 5 € pour les vols Luxair Luxembourg Airlines et Luxair Tours.

- 28 octobre 2008 (moyenne):

Diminution de 5 € pour les vols Luxair Tours.

- 1er novembre 2008 (moyenne):

Diminution de 3 € pour les vols Luxair Luxembourg Airlines.

Luxair Group a effectué une baisse de sa surcharge carburant respectivement au 28 octobre et le 1er novembre 2008, prenant en considération la baisse significative des prix du pétrole et du kérosène ces dernières semaines.

Cette baisse est de 5 € par segment pour Luxair Tours et de 3 € par segment pour Luxair.

Question 2916 (21.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **campagne de vaccination contre la grippe:**

Säit Ufank vum Wäimount 2008 leeft déi nei klinesch Campagne fir d'Gripp-Impfung.

Dës Campagne ass en Deel vun där vum Gesondheetsministère ëmgesater Strategie vun der neier Ausrichtung op Preventivmooss-namen an eiser Gesondheets-versuergung.

Bei der Gripp-Impfung geet et jo drëms virun allem eiser eelerer Generatioun virun deenen zum Deel virulente Konsequenze vun enger Gripp-Infektioun ze schützen.

Wat awer bis elo an deene Jore wou dës Campagne leeft, schwéier ze ergrënnen ass.

A Frankräich sinn elo Moossname vun der Regierung ergraff ginn, fir et Fleegfachkräften (infirmières) ze erlaben, dës Impfunge bei Leit ze maachen, déi schonns eng Impfung virdru gemaach kruten, ouni dass dës Leit eng nei Ordonnance virleeë mussen.

A Frankräich schreift d'Krankekeess och eng néng Millioune Versécherter aus Risikogruppen extra un, fir hinne matzedeelen, datt se vun enger Gripp-Impfung Gebrauch maache kënnen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wivill Leit loosse sech noweislech opgrond vu Statistiken all Joer géint d'Gripp impfen, a gëtt et Statistiken, déi eng Progressioun weisen?

2) Wat kascht dës Campagne all Joer?

3) Kënnen hei zu Lëtzebuerg, sou wéi a Frankräich, zum Besipill eeler Leit onofhängeg vun hirem Alter, déi duerch eng chronesch Krankheet gefährdet sinn, sech käschtefräi, iwwert de System «tiers payant», impfe loossen?

4) Féiert iergend eng öffentlech Institutioun Statistiken iwwert d'Zuel vu Verofrechnunge vu Grippesprëtzen an der Vedeelung no Alterskategorien?

5) Wat ass d'Propositioun vu vum Ministère bezuelte Gripp-Impfungen an Impfungen, déi fräiwëlleg vu gesondheetsbewosste Mënsche gemaach ginn?

6) Ass et zu Lëtzebuerg och méiglech, datt Infirmièrë kënnen Impfunge bei Leit maachen, déi schonns eng Kéier eng Impfung kruten?

7) Ass et méiglech, genau wéi a Frankräich, Risikogruppen direkt unzeschreiwen, fir se op d'Gripp-Imfung opmierksam ze maachen?

8) Gëtt et op dem Internet op engem offiziellen Site medezinesch validéiert Neiegkeeten an Aktualitéiten iwwert d'Campagne zu Lëtzebuerg, wou jiddfer Bierger sech zäitno kann informéieren?

Réponse (1.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Zuel vun Impfstoffer géint d'Gripp, déi all Joer vun de Grossisten hei am Land verdriwwe ginn, beweegt sech tëscht 85.000 a 90.000 an huet an deene leschten dräi Joer net vill geännert.

Wat de gemeinsame Programm ubelaangt, deen zënter 2001 vum Gesondheetsministère an der Unioun vun de Krankekeesen duerchgefouert gëtt, bestinn och genee Statistiken.

Dëse Programm riicht sech speziell un déi Leit mat engem erhéichte Risiko fir Komplikatiounen, dat sinn déi Leit vu 65 Joer a méi, sou wéi all d'Leit, déi u chronesche Krankheete leiden (Recommandations du Conseil supérieur d'hygiène 2008). Dës Persoune kréien den Impfstoff gratis an der Apdikt op Verschreiwe vum Dokter.

Meng Servicer recommandéieren och all de Leit, déi mat dëse Risikopatienten a Kontakt sinn, an éischter Linn also dem Gesondheetspersonal, sech géint d'Gripp impfen ze loossen. An deem Fall iwwerhëlt de Patron normalerweis d'Käschte vum Vaccin. D'Zuel vun de geimpfte Leit aus de Risikogruppen ass zënter dem Ufank vum Programm bestännech an d'Luucht gaang. Esou waren et 2001 just 29.973 Leit, d'Saison 2006/2007 waren et der schonns 42.224.

Vun de Leit vu 65 Joer a méi waren der 2001 42,2% geimpft, 2006/2007 waren et der 52%.

Am Joer 2007 goufen insgesamt 44.907 Leit iwwer 65 Joer géint d'Gripp geimpft. Dës Zuel ass konstant bliwwen am Verglach zur Situatioun am Joer 2005, wou sech 44.468 Leit impfe gelooss hunn. Am Joer 2006 war dës Zuel liicht réckleefeg mat 42.112 Impfungen.

Well d'Käschte vun dëser «Campagne», déi den éierewäerten Deputéierten uschwätzt, schwéier ze berechne sinn, leie mir keng genee Chiffere vir.

D'Informatiounscampagne, déi vum Gesondheetsministère iwwerholl gëtt, kascht all Joer tëscht 20.000 an 50.000 Euro, deemno wat fir eng Medie benotzt ginn.

Da kommen d'Käschte vum Vaccin derbäi, dat sinn ongeféier 375.000 Euro, wouvun de Gesondheetsministère der 75.000 iwwerhëlt an un d'Krankekeesen zréckbezilt.

D'Unioun vun de Krankekeesen iwwerhëlt dobäi d'Fraisë vun den Dokteschkonsultatiounen an en Deel vun den Impfstoffer.

D'Unioun vun de Krankekeese féiert och genee Statistiken no Altersgrupp vun de geimpfte Leit aus de Risikogruppen, déi am Kader vum Programm geimpft ginn. Dës Date ginn och un d'Gesondheetsdirektioun an un d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet weidergeleet.

Wat awer elo déi Leit ubelaangt, déi net vum Programm iwwerholl ginn, do verfüge meng Servicer iwwer keng Donnéeën.

Wéi scho gesot, ginn all Joer tëscht 85.000 a 90.000 Impfstoffer verkaf; dovu ginn der ongeféier 42.000 vum Ministère an de Krankekeesen iwwerholl, an eng grouss Zuel vun enger ganzer Rei Patronen, déi de Vaccin hire Mataarbechter zur Verfügung stellen.

D'groussherzoglecht Reglement vum 21. Januar 1998 iwwert d'Ausféierung vum Infirmiersberuff gesäit vir, dass d'Infirmièren eng Impfung duerchféiere kënnen, wann en Dokter de Vaccin souwéi d'Duerchféierung vun der Impfung duerch en Infirmier verschriwwen huet.

Dëst Reglement erlaabt engem Infirmier et awer net eng Grippenimpfung ouni Ordonnance médicale duerchzeféieren.

De Programm hei zu Lëtzebuerg gesäit allerdéngs net vir, dass déi concernéiert Persounen op Basis vun hirem Krankheetsbild géifen direkt kontaktéiert ginn, fir si esou op d'Grippenimpfung opmierksam ze maachen. Meng Servicer sinn awer amgaangen ze analyséieren, ob an Zukunft net och op nach méi esou cibléiert Aktiounen eventuell kéint zréckgegraff ginn.

De Gesondheetsministère huet op sengem Internetsite eng Rubrik «Grippe» wou d'Leit sech kënnen informéieren. Am Kader vun deem geplangte «Portail Santé», deen drop an drun ass «online» ze goen, wäert dëst nach wesentlech méi einfach ginn.

Question 2917 (21.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **système de péage:**

Mat der Initiativ vun e puer private Persounen, fir eng Vignette virzegesinn exklusiv fir Grenzgänger, déi dagdeeglech op Lëtzebuerg mat hire private Gefierer an d'Stad schaffe kommen, ass eng Diskussioun an d'Rulle komm, déi hoffentlech weider, a virun allem méi konstruktiv respektiv innovativ Iddien zur Léisung vun der Problematik vun der Auto-verstoppte Stad ervirbréngen.

Eng Jores-Vignette ass sécherlech diskriminatoresch, an de gesichten Effekt verpufft no enger gewëssener Zäit. Et wier och net vertrietbar, Initiative just op Grenzgänger ze beschränken.

D'Leit géife just rose ginn, well se eng Vignette bezuele mussen, awer d'Behuele vun Dag zu Dag géif stuererweis net ofgeännert.

Et huet ee jo eng Vignette bezuelt, an dofir wëllt ee jo och eppes iwwert d'Zäit dofir als Géigeleeschtung kréien, an zwar all Dag Individualverkéier fir sech selwer.

Allerdéngs, wann ee sech op där anerer Säit all Dag d'Fro stelle misst, ob een zwee bis dräi Euro fir d'Maut bezuelen oder dëst Geld an en Ticket vum öffentlechen Transport investéiere soll, da kënnt dat scho mëttel- bis laangfristeg Behuelensverännerunge mat sech bréngen.

Zumools, wann een als Benotzer vum öffentlechen Transport gesäit, datt ee mat dem öffentlechen Transport eventuell méi einfach, an esou méi schnell a relax, op seng Schaff an d'Stad ka kommen.

Zum Beispill kënnt een e System respektiv e Mechanismus aféieren, deen d'Prioritéiten an der Benotzung vun deenen zur Verfügung stoenden Transportmëttel festleeën hëlleft - amplaz wéi bis elo ze versiche jiddferengem et gerecht ze maachen, souwuel dem Individualverkéier wéi och dem öffentlechen Transport, wat jo scho laang net méi oder nach ni fonctionnéiert huet.

Esou kënnt ee sech virstellen, datt esou ee System den Individualverkéier a bestëmmten Zone vun der Stad bezuelbar maache géif, a mat dësem esou recupéréierte Geld, géif ee mëttelfristeg a laangfristeg ëmmer méi an ëmmer besseren öffentlechen Transport géigefinanzéieren.

Zu London zum Beispill, awer och an anere Stied, fonctionnéiert scho säit e puer Joer en elektronesche Péage duerch deen all déi Leit, déi mat hire private Gefierer a gewëssen Zone vun der Stad wëllen zirkuléieren, mussen an der Logik vun dësem Mechanismus pro Fahrt eng Tax (Maut) bezuelen.

Den ausgeklügelste System gëtt et zu Singapur, mä och zu Oslo, Trondheim, Stockholm a Mailand, ginn dës Systemer mat Erfolleg praktizéiert. Och zu New York gëtt dru geduecht esou ee System anzeféieren.

Zu London huet dëse System an de Joren 2006-2007, 213 Millioune Pond abruecht, 90 Millioune Pond dovunner gi fir déi administrativ Betreiung vun dem System gebraucht.

Et kënnt een déi Maut just ophiewen op Autoen, déi mueres tëschend 7.00 an 9.00 Auer a Mëttes vun 13.00 bis 14.00 Auer an d'Stad kommen.

Et soll awer net nëmmen drëm goe fir d'Keessen ze fëllen, den Objektiv muss sinn d'Emweltbelaaschtung ze begrenzen, Motivatiounsversich an deem Beräich sinn awer bis elo gescheitert.

Déi nei Virgehensweis vun der Politik kënnt doranner bestoen, datt déi politesch Verantwortlech e bësse méi regulativ virgoe géifen, fir de Floss vu Fortbewegungsmëttelen a méi geuerdnet Bunnen ze lotsen, amplaz wéi bis elo nach vill ze inaktiv nozekucken, datt irgendwann eng elo schonn onméiglech Situatioun sech vum selwen zum Besseren dréint.

Besonnesch elo, wou d'Finanzmëttel fir déi virgeschriwwen Emissiounswäerter ze erreechen, duerch déi international Finanzkris wäerten ageschränkt musse ginn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat hält d'Regierung vun der Iddi ee System anzeféieren, deen d'Prioritéiten an der Benotzung vun deenen zur Verfügung stoenden Transportmëttel festleeën hëlleft?

2) Wier et an deem Kontext méiglech, een zäitlech determinéierten elektronesche Péage och fir d'Stad Lëtzebuerg, awer och vläicht fir aner Stied mat deemselwechte Problem, virzegesinn, fir all déi Leit, déi mat hirem private Gefier era wëlle fueren, sou wéi dat scho säit Joren zu London fonctionnéiert?

3) Wier et net sënnvoll, sech de System vu Singapur unzekucken, wou ouni Zweifel wuel den ausgeklügelste System an deem Beräich agefouert gouf, awer och aner Systemer ze analyséieren?

Réponse (20.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierten, wat d'Regierung vun der Iddi hält ee Mautsystem nom Virbild vun der Londoner City-Maut anzeféieren.

Eng vu mengen Haaptprioritéiten ass ee Modal-Split vu 25/75 bis zum Joer 2020 ze erreechen, dat heescht, datt bis dohin 1/4 vum Individualverkéier duerch den öffentleche Persounentransport ofgedeckt soll ginn.

Fir dëst ambitiéist Zil ze erreechen, sinn an de leschte Joren eng ganz Rei vun Décisioune geholl ginn. An deem Zesummenhang erënneren ech nëmmen un de Wëlle vun der Regierung, der Stad Lëtzebuerg a bal allen an der Chamber vertruedene Fraktiounen, d'Mobilitéitskonzept «mobil 2020» ze realiséieren.

Doniewend ass d'Verbesserung vun der Offer am öffentlechen Transport schonn haut eng Realitéit während den Ausbau vum Schinnennetz eng fest beschlosse Saach ass.

Wat d'Aféierung vun engem Mautsystem fir d'Stad Lëtzebuerg betrëfft, sou sinn ech der Meenung, datt ee soll all d'Mesuren ofwaarden an evaluéieren, déi d'Regierung an de leschte Jore beschloss huet, éier ee sech iwwert de Sënn vun esou neie Projeten ausschwätzt.

Question 2918 (21.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **heures supplémentaires auprès des CFL:**

Matgedeelt gouf mer, datt bei der CFL bei verschidde Kategorië vum Personal nach zeg Iwwerstonnen opstinn, déi duerch de Personalmanktem entstane sinn an och duerch nach weider existéiernde Personalmangel net kënne recupéréiert ginn.

Och gouf duerchliichte gelooss, datt schonn Iwwerstonnen ausbezuelt gi wieren, respektiv dru geduecht géif se auszebezuelen, anstatt se mat Fräizäit ze vergüten.

Esou eng Mesur wier net am Aklang mat der statutaresch, an domadder gesetzlech, festgeluechter Aarbechtszäit, a géif och d'Liewesqualitéit vun deene Betraffene staark aschränken, a wier domadder einfach onvertrietbar an illegal!

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wivill Iwwerstonne sti bei de CFL-Servicer nach op, an a wat fir engen Servicer?

2) Stëmmt et, datt schonn Iwwerstonnen ausbezuelt goufen, respektiv dru geduecht gëtt, der eventuell auszebezuelen, anstatt se als Fräizäit ze vergüten?

3) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Personalsituatioun an de CFL-Servicer ze normaliséieren?

Réponse commune (26.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro mat den Iwwerstonne vum Personal vun der CFL.

Och wann et allgemeng bekannt ass, datt déi alarmant Situatioun, déi et a verschiddene Kategorië vum Personal vun der CFL gouf, eng bedeitend Verspéidung an der Liquidatioun vun den Iwwerstonne vun dësem Personal mat sech bruecht huet, sou ass et dach wichteg un d'Haaptursaachen, déi zu dëser Situatioun bäigedroen hunn, ze erënneren:

- de kontrolléierte Rekrutement opgrond vum begrenzte Budget an de Joren 2002 - 2005;

- d'Opkomme vun Agressioune vis-à-vis vu verschiddene Kategorië vu Personal (zum Beispill d'Begleetpersonal vun den Zich an d'Buschaufferen) hunn zougeholl an dowéinst en Zouwuess u physech a psychechen Onfäerdegkeete fir dës Beruffer auszeübe mat sech bruecht;

- den ageschaten, mä praktesch ausbleiwende Retour vun de CFL-Agente vu CFL Cargo bei d'Mamme-Societéit opgrond vum erfreelechen Erfolleg vu CFL Cargo, dee jidderee gewënscht huet an och weiderhi wënscht, mä deen de Previsioune vum Réckfloss an vum Rekrutement bei der Mamme-Societéit e Strech duerch d'Rechnung mécht;

- d'Grenze vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart vis-à-vis vun engem Betrib wéi der CFL mat esou breet gefächerte Beruffer;

- déi vill Echece während der interner Beruffsausbildung.

1) Am Moment sti folgend Iwwerstonnen op:

- agents de conduite sur rail: 9.681 Deeg;

- personnel d'accompagnement des trains: 7.432 Deeg;

- agents de conduite sur route: 5.001 Deeg;

- agents de visite: 1.866 Deeg.

2) Wat d'Ausbezuele vun den Iwwerstonne betrëfft, sou ass ze preziséieren, datt:

a) et wouer ass, datt d'Majoratioune (50%) vun den Iwwerstonne sou wéi se am Punkt 14.1. vum Artikel 52 vum Statut vum Personal vun der CFL definéiert si geméiss den Dispositioune vum leschten Alinea vum Punkt 14.3. vum selwechten Artikel, dee seet datt «Les majorations relatives aux heures supplémentaires non liquidées au 31 mars de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été prestées sont liquidées d'office en espèces» bezuelt ginn;

b) wat déi aner reschtlech Iwwerstonne betrëfft, déi ausbezuelt goufen, sou handelt et sech dobäi em Eenzelfäll bei deenen d'Bezuelen ausnahmsweis an op ausdrécklech Ufro vun de betreffenden Agente gemaach gouf.

3) De Verwaltungsrot an d'Generaldirektioun vun der CFL am Accord mat allen dirigéierenden Instanze vum Betrib sou wéi och de Sozialpartneren si sech dëser alarmanter Situatioun bewosst an hunn hir Beméiunge verstäerkt, fir passend Äntwerten ze fannen a Form vun engem erweiderte Rekrutement a verschiddene Kategorië vu Personal:

- An der Filiär vum «personnel d'accompagnement des trains» sinn 2007 23 Kandidaten agestallt ginn, an 2008 20. Fir 2009 sinn dräi Klasse vun zwielef Kandidate virgesinn.

- Wat d'«conducteurs d'engins moteurs» betrëfft, sou sinn den 1. September 2008 17 Kandidaten agestallt ginn a fir 2009 sinn zwou Klasse vu 15 Kandidate virgesinn. Donieft si 25 weider «conducteurs d'engins moteurs» vu CFL Cargo zréckkomm.

- An der Filiär vun de «conducteurs d'autobus» sinn 2007 21 Kandidaten agestallt ginn an 2008 23 Kandidaten. Fir 2009 ass eng weider Dose virgesinn.

Des Weidere beméit d'Generaldirektioun sech fir de Rekrutement an de kritesche Kategorië vum Personal ze verstäerken, fir datt hir Effektiver esou schnell ewéi méiglech komplett ginn. Donieft ginn awer och nach zousätzlech temporär Effektiver virgesinn, fir datt dat aktuellt Personal seng Iwwerstonnen duerch Fräizäit ausgeglach ka kréien.

Question 2919 (21.10.2008) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **couverture régionale de l'ADEM:**

L'ADEM, outre son siège à Luxembourg-ville, compte trois autres agences régionales fonctionnant à Esch/Alzette, Diekirch et Wiltz qui s'occupent des quelque 10.000 demandeurs d'emplois inscrits auprès de l'ADEM. La couverture régionale d'une structure comme l'ADEM est importante pour assurer un bon suivi des dossiers des demandeurs d'emploi dans un temps acceptable.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. S'il existe des statistiques concernant la répartition des demandeurs d'emploi suivant les régions respectivement suivant les agences ou les antennes régionales de l'ADEM?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement estime-t-il que l'actuelle couverture correspond aux besoins constatés sur le terrain?

3. Dans la négative, ne faudrait-il pas augmenter le nombre d'agences et/ou d'antennes régionales de l'ADEM?

4. En tout état de cause, ne pense-t-il pas qu'une «décentralisation» plus poussée rendrait l'encadrement des demandeurs d'emploi encore plus efficace?

Réponse (12.11.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. En ce qui concerne la situation de fait constatée au Luxembourg, en chiffres absolus, les demandeurs d'emploi sont les plus représentés dans les communes de Luxembourg, de Differdange et d'Esch/Alzette. Les cartes jointes représentent la densité du chômage par région.

Le canton d'Esch/Alzette est marqué par une forte présence de demandeurs d'emploi parmi sa population, notamment à Differdange et à Esch/Alzette où les taux de chômage sont élevés (respectivement 7,4 et 8,2%). Cette région est néanmoins déjà bien couverte par l'agence d'Esch/Alzette ainsi que l'antenne fonctionnant à Dudelange.

Il est à relever qu'une forte présence de demandeurs d'emploi ne signifie pas nécessairement que le taux de chômage soit également important dans une commune donnée. Ainsi, Vianden par exemple ne compte que 38 personnes inscrites à l'ADEM (juin 2008), mais connaît un taux de chômage de 9,7% (décembre 2007). Le cas similaire se présente pour la commune de Berdorf; l'inverse est observable à Luxembourg où le nombre de demandeurs d'emploi y résidant est le plus élevé du pays (1.777 personnes), mais où le taux de chômage (4,9%) avoisine la moyenne nationale.

À première vue certaines régions du pays paraissent moins desservies que le reste du territoire par un service public de l'emploi de proximité; on y observe toutefois une faible densité de la population des demandeurs d'emploi. Pour prendre comme exemple l'Est du pays, le taux de chômage atteint un pic régional à Mertert (5,7% et 81 demandeurs d'emploi) et dans les environs d'Echternach (9,2% et 128 demandeurs d'emploi). À noter qu'une antenne de l'ADEM existe à Echternach.

Indépendamment de la question de l'implantation de l'ADEM, il est évident que pour assurer le maximum de réactivité face aux besoins des personnes sollicitant les services de l'ADEM, les relations de «face-à-face» sont essentielles.

A priori les distances au Luxembourg permettent au demandeur d'emploi, sauf effectivement circonstances individuelles, de se déplacer une fois toutes les deux semaines et contacter personnellement le placeur en charge de son dossier. Par-delà, il reste que les outils de communication offrent des possibilités de réduction des distances des échanges.

2. et 3. Néanmoins, dans un esprit de service aux administrés, qui doit devenir le fil rouge de l'action de l'ADEM et se trouver au centre des réformes en cours, le Ministre du Travail et de l'Emploi proposera aux responsables de l'ADEM, conformément aussi aux conclusions de l'audit de l'OCDE, de réfléchir aux possibilités éventuelles d'une accentuation du service de proximité par cette administration. Les cartes telles que reproduites ci-avant peuvent laisser penser à une présence possible de l'ADEM au centre de la région Est et dans la région Ouest du pays. Une amélioration de la présence locale dans les régions où l'ADEM est actuellement représentée peut aussi être discutée notamment au Centre et au Sud. Il est évident qu'une plus forte implantation régionale ou locale de l'ADEM ne devra pas mener à un cloisonnement du marché de l'emploi, en ce sens que pour les emplois à assigner l'ensemble des offres d'emploi doivent être prises en considération dans toutes les implantations locales de l'ADEM. Une présence locale pourrait néanmoins avoir l'avantage de mieux cibler l'économie locale et de mieux prendre en compte les besoins et les contraintes des demandeurs d'emploi résidant à proximité. Le Ministre du Travail et de l'Emploi est prêt à discuter les avantages et désavantages d'une approche plus locale, sachant que cela créera sans doute des besoins supplémentaires en personnel et en locaux.

4. Il n'y a pas lieu de perdre de vue que les services placement et chômage seront relogés vers le début de l'année prochaine dans des containers à Esch/Alzette à construire dans les friches et qu'un nouveau bâtiment regroupant les services communs de l'ADEM et la direction est en phase de négociation à Esch/Alzette.

Une «décentralisation» sera réalisée à partir du moment où la direction et les services communs seront relogés à Esch/Alzette. Les idées précitées pourront être discutées une fois mis en place ce réagencement géographique en cours.

(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 2921 (22.10.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**évolution de la langue luxembourgeoise:**

D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt an de leschte Joren ëmmer méi duerch modern Ausdréck «beräichert», déi hiren Ursprong entweder am Engleschen (Beispill: e-mail, sms), am Franséischen oder am Däitschen hunn. Do derbäi fléissen och ëmmer méi Ausdréck aus dem legislative Beräich an eisen deegleche Sproochgebrauch eran, ewéi zum Beispill: pacte logement, maison relais, chèque service, précoce an esou weider.

An deem Zesummenhang wëll ech gäre vum Här Kulturminister wëssen:

1) Ass scho jeemols dru geduecht ginn, fir fir nei Ausdréck, déi aus dem Engleschen, Franséischen oder Däitsche kommen, déi passend Ausdréck a Lëtzebuerger Sprooch ze fannen?

2) Wa jo, wien huet dat gemaach a kann den Här Minister mer e puer Beispiller nennen?

3) Wann neen, mengt den Här Minister net, datt ee sech déi néideg legal Basis misst ginn, fir eng Prozedur festzeleeën no där nei Wierder, déi an d'Sprooch afléissen, iwwerpréift a gegebenenfalls an d'Lëtzebuergescht iwwersat misse ginn?

4) Fir dës Prozedur auszeféieren, misst et dee Moment jo och en Organ gi wat sech dorëms këmmert. Kann ee sech do net virstellen, datt dëst de «Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise» kéint sinn, oder wat fir eng Alternativpropositioun huet den Här Minister do ze maachen?

5) Viru Joren ass vum Fraeministère d'Ustrengung ënnerholl ginn, fir fir all männlech Berufsbezeechnung déi weiblech Entspriechung ze fannen. Wier et dofir net ëmsou méi ubruecht fir der Lëtzebuerger Sprooch am Allgemengen méi Opmierksamkeet entgéintzebréngen ewéi dat bis elo de Fall ass?

Réponse (26.11.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'parlamentaresch Ufro N°2921 vum Här Deputéierte Gast Gibéryen betrëfft d'Beräicherung vun der Lëtzebuerger Sprooch duerch nei Wierder.

Am Kader vu sengen Aktivitéiten am Beräich vun der Lëtzebuerger Sprooch huet de Kulturministère am Joer 1998 de «Stännege Rot vun der Lëtzebuerger Sprooch» (Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise, CPLL) geschafen. Dëse Rot soll eis Sprooch observéieren, analyséieren a begleeden.

2004 huet de CPLL en Aarbechtsgrupp agesat, deen der allgemenger Situatioun an eisem soziolinguisteschen Ëmfeld Rechnung gedroen huet, andeems en eng Rei Wierder mam Schwéierpunkt Informatik aus de Friemsproochen an d'Lëtzebuergescht iwwerdroen huet.

Beispiller kënne genannt ginn, ewéi Handziedel fir Flyer, Verknëppung fir Link, Problemléisung fir Troubleshooting a Stippi fir Wildcard, fir der nëmmen e puer ze nennen.

De Kulturministère, an domadder de CPLL, ass am stännege Kontakt mat der Öffentlechkeet iwwert den Aarbechtsgrupp lod.lu («Lëtzebuerger Online-Dictionnaire»), deen iwwer säin ëmfangräichen Textcorpus an iwwer seng Internetsäit www.lod.lu regelméisseg Virschléi opgräift, déi engem «Weiserot» virgeluecht ginn a bei engem positiven Avis an den Dictionnaire (lod.lu) agebaut ginn.

Dëse «Weiserot» mécht och regelméisseg Virschléi, déi derzou féiere sollen, friemsproocheg Wierder duerch lëtzebuergescher ze ersetzen.

Déi weiblech Beruffsbezeechnungen, déi de Chancëgläichheetsministère ausgeschafft huet, ginn och no an no an den Dictionnaire opgeholl.

Question 2923 (22.10.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enquête judiciaire menée à l'encontre d'un responsable du département des finances de la société «Luxair»:**

Selon certaines informations de la presse, l'actuel directeur général adjoint responsable du département des finances de la société «Luxair» ferait l'objet d'une enquête judiciaire en Belgique pour «faux en écriture». Les malversations reprochées au directeur général adjoint portent sur des facturations fictives entre une filiale d'une compagnie aérienne à bas coût irlandaise et la société chargée de la promotion et du développement de l'Aéroport de Charleroi dont il était président.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

- Si tel est le cas, quelles sont les démarches envisagées par le Gouvernement en vue de préserver les intérêts de la société «Luxair» dans cette affaire?

Réponse (19.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur une enquête judiciaire menée à l'encontre d'un responsable du département des finances de la société «Luxair».

Les informations dont fait état le Député Gilles Roth dans sa question parlementaire peuvent être confirmées.

Le président du conseil d'administration et le directeur général de «Luxair» ont été immédiatement mis au courant par le directeur général adjoint concerné dès la réception de la notification de cette inculpation en date du 11 octobre 2008.

Le Gouvernement, tout comme les autres actionnaires de Luxair, ont de suite été informés par l'intermédiaire de ses représentants au conseil d'administration et du commissaire du Gouvernement auprès de la société.

Il convient tout d'abord d'insister sur le fait que, conformément au principe général in dubio pro reo, toute personne bénéficie de la présomption d'innocence jusqu'à preuve du contraire devant le cas échéant être rapportée dans le cadre d'un procès contradictoire pouvant aboutir à une condamnation définitive par une juridiction pénale.

Le conseil d'administration de Luxair, au sein duquel l'État luxembourgeois est dûment représenté, ne voit dès lors à ce stade pas de raisons pour intervenir d'une façon quelconque au niveau du mandat confié au directeur général adjoint concerné en tant que membre du comité de direction de Luxair.

En sa qualité d'actionnaire de référence de la société, l'État luxembourgeois sera bien entendu régulièrement tenu informé de l'évolution de ce dossier par le biais de ses représentants au conseil d'administration et de son commissaire de Gouvernement.

Question 2924 (23.10.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**épreuve d'aptitude en vue de la reconnaissance des diplômes étrangers de rééducateur en psychomotricité:**

Depuis le 7 juin 2007, l'accès et l'exercice au Grand-Duché de Luxembourg de la profession de rééducateur en psychomotricité sont réglés par règlement grand-ducal. Ce dernier confère au Ministère ayant l'Éducation nationale dans ses attributions notamment le pouvoir d'imposer à tous les requérants, titulaires d'un diplôme étranger, de se soumettre à une épreuve d'aptitude, à un stage d'adaptation ou de faire preuve d'une expérience professionnelle adéquate dans un pays tiers afin d'obtenir la reconnaissance de leurs études.

Or, selon mes informations, la mise en pratique de ces mesures et tout particulièrement l'organisation de l'épreuve d'aptitude posent problème. Ainsi aucune modalité d'exécution pratique n'était disponible, ni pour l'épreuve d'aptitude ni pour le stage d'adaptation, le jour de la publication du règlement grand-ducal au Mémorial, c'est-à-dire le 18 juin 2007.

De plus, les candidats à l'épreuve ont dû attendre de longs mois pour connaître le programme de l'épreuve d'aptitude et ce ne fut qu'en février 2008 que les dates de celle-ci furent fixées aux 12 et 19 mars 2008. S'y ajoute que l'épreuve d'aptitude ne sera organisée qu'une fois par an, la prochaine épreuve étant prévue pour janvier 2009.

Les candidats ayant échoué lors de l'épreuve en mars 2008 et les nouveaux diplômés de cette année-ci devront donc attendre une année respectivement six mois avant de pouvoir éventuellement exercer leur profession!

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Pour quelles raisons, le Ministère de l'Éducation nationale organise-t-il seulement une épreuve en début d'année? Ne devrait-on pas organiser une épreuve durant le premier trimestre de l'année et une autre durant le dernier trimestre de l'année afin de permettre aux requérants de recevoir la reconnaissance de leur diplôme dans un délai raisonnable?

- Pourquoi les dates et le programme de l'examen sont-ils communiqués si tard aux candidats à l'épreuve d'aptitude?

- Quand les candidats seront-ils informés de la date de l'épreuve d'aptitude et quand le programme à étudier leur sera communiqué?

Réponse (26.11.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La reconnaissance et l'exercice de la profession de rééducateur en psychomotricité sont en effet réglementés au Luxembourg par règlement grand-ducal du 7 juin 2007. Tout ressortissant communautaire pouvant se prévaloir d'une formation professionnelle remplissant les critères de ce règlement et donnant accès à la même profession dans le pays d'origine obtient au Luxembourg la reconnaissance de son titre de formation et l'autorisation d'exercer la profession dans un délai moyen de six semaines, au maximum de trois mois.

Le requérant dont la formation comporte des différences substantielles en matière de contenu ou dont la qualification professionnelle diffère de l'exercice de la profession du rééducateur en psychomotricité tel que prévu dans ledit règlement, est informé dans les mêmes délais des possibilités de compensation afin de pouvoir obtenir néanmoins accès à cette profession de santé au Luxembourg. Cela peut être une expérience professionnelle licite, une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation. Il est loisible à chaque requérant de choisir en fonction de ses critères personnels le moyen de compensation qui lui convient le mieux. Dès qu'il a fait part de son choix, il obtient les informations nécessaires: les documents et les accords préalables pour le stage d'adaptation, le programme et les dates de la prochaine épreuve d'aptitude.

Jusqu'à maintenant, vu le petit nombre de personnes intéressées (de un à huit candidats pour les différentes professions de santé) une seule épreuve d'aptitude par profession de santé est organisée annuellement.

Toutefois, sur demande de deux requérants, détenteurs d'un titre de formation belge d'assistant en psychologie, orientation psychopédagogie et psychomotricité le Ministère de l'Éducation nationale a organisé une deuxième épreuve d'aptitude annuelle. Si l'on sait qu'en Belgique les assistants en psychologie n'ont même pas accès à une profession réglementée que ce soit dans le secteur de la santé ou dans le domaine de la psychomotricité et que les différences substantielles sont fort importantes, un temps raisonnable doit être alloué aux candidats pour pouvoir se préparer correctement à cette épreuve d'aptitude. C'est la raison pour laquelle elle a été programmée pour la période de janvier/février prochain.

Les dates précises (12 et 21 janvier 2009) ont été fixées en fonction des disponibilités des membres de la commission d'examen et le programme définitif déterminé en fonction de la législation et réglementation en vigueur. Ces données ont été communiquées fin octobre aux candidats inscrits à l'épreuve, donc plus de deux mois avant échéance.

Question 2927 (23.10.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS):**

L'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), qui a été instituée par la loi du 25 avril 1974, est placée sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale. Elle a notamment pour mission d'assurer le contrôle des institutions sociales qui en vertu des lois et règlements est exercé par le Gouvernement ou un membre du Gouvernement.

L'IGSS peut être chargée de l'examen de toutes autres questions que le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale ou un autre membre du Gouvernement ayant dans ses attributions une branche ou un régime de sécurité sociale juge utile de lui soumettre. Elle peut faire toute suggestion au Gouvernement susceptible d'améliorer la législation de la sécurité sociale ou l'organisation des institutions sociales.

Dans le cadre de l'assurance dépendance, la loi du 19 juin 1998 a créé une Cellule d'Évaluation et d'Orientation (CEO). Celle-ci est rattachée à l'IGSS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- La mission de contrôle de l'IGSS n'est-elle pas ambiguë vu que l'assurance dépendance est directement rattachée à elle?

- Quant est-il du contrôle de l'institution sociale CEO?

La présidence et le secrétariat de la commission de surveillance, prévue par l'article 72 du Code des assurances sociales, sont des postes assumés par des fonctionnaires de l'IGSS. Or, cette commission doit notamment trancher sur des litiges impliquant l'Union des Caisses de Maladie, la CEO et les prestataires.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit ici d'une situation plutôt surprenante où des fonctionnaires sont à la fois juge et partie?

- Est-ce la raison pour laquelle ces fonctionnaires ont démissionnés?

Réponse (1.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En admettant que la gestion de l'assurance dépendance appartienne à la Cellule d'Évaluation et d'Orientation la question parlementaire part de prémisses erronées. La gestion de l'assurance dépendance appartient à l'Union des Caisses de Maladie et à partir du 1er janvier 2009 à la Caisse nationale de santé qui constitue un établissement public, doté d'une personnalité juridique autonome et qui est soumis au contrôle tutélaire du ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale, qui l'exerce par l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale.

La Cellule d'Évaluation et d'Orientation ne constitue pas une institution sociale, mais un service général de l'État (voir P. Majerus, l'État luxembourgeois, 1990, p. 287) dont la mission principale consiste à fournir une expertise indépendante à l'organisme de gestion, comme le fait pour d'autres branches de sécurité sociale le Contrôle médical de la sécurité sociale. La Cellule d'Évaluation et d'Orientation est rattachée administrativement à l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, qui lui fournit un encadrement et un appui administratif. Les appréciations en matière d'aides et de soins appartiennent exclusivement au cadre scientifique de la Cellule d'Évaluation et d'Orientation.

L'assurance dépendance n'est pas rattachée directement à l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, qui traite de cette branche comme elle traite des autres branches de la sécurité sociale (assurance maladie, assurance accident, assurance pension et prestations familiales), où elle intervient au niveau conceptionnel (législation, statistiques et études actuarielles, couverture du volet international) et en matière de contrôle tutélaire.

Quoique les décisions de la Commission de surveillance appartiennent au domaine administratif et non au domaine juridictionnel, il s'avère que le choix d'une personnalité indépendante s'indique, par préférence à un fonctionnaire relevant du département de la Sécurité sociale.

Question 2930 (24.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **réactions à l'encontre des actions franco-allemandes contre le Grand-Duché de Luxembourg:**

Après les protestations de la Chambre des Députés et les réactions très claires de plusieurs partis politiques, comme d'ailleurs de l'ensemble du peuple luxembourgeois à l'encontre des actions franco-allemandes contre le Grand-Duché de Luxembourg et sa place financière, il est primordial que le Gouvernement réagisse de façon rapide, déterminée et officielle. Des entretiens téléphoniques entre hauts responsables peuvent certes être utiles, mais ils ne sauraient remplacer les actions diplomatiques qui s'imposent en pareille circonstance. Nous nous souvenons encore des réactions véhémentes de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères après que la voiture privée du père d'un coureur cycliste ait été fouillée par les autorités françaises dans des circonstances critiquables. Or, les accusations actuelles contre le Grand-Duché de Luxembourg et d'autres pays sont autrement plus graves et plus importantes pour l'avenir du Luxembourg. Un ministre allemand a même indiqué qu'il voulait se servir d'un fouet contre d'autres États, propos particulièrement déplacés et absolument contraires à l'esprit européen. À la suite de cette déclaration, la Suisse a convoqué l'Ambassadeur d'Allemagne.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Quels sont les actes officiels que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères compte prendre suite aux attaques franco-allemandes contre le Luxembourg et sa place financière? Est-ce qu'il a convoqué les ambassadeurs de ces deux pays?

2. Quelle est la réaction envers l'OCDE et comment Monsieur le Ministre des Affaires étrangères voit-il l'évolution entre le Luxembourg et cette organisation internationale, dont le Luxembourg est membre?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est toujours d'avis que le Luxembourg peut renoncer à sa participation plénière et continue dans toutes les institutions européennes? La situation actuelle ne met-elle pas en évidence les risques inhérents aux dispositions institutionnelles contenues notamment dans les Traités de Nice et de Lisbonne?

Réponse (1.12.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Dans mes contacts répétés avec mes homologues, je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de Messieurs Steinmeier et Kouchner sur l'indignation qu'avait provoquée auprès de nombreux Luxembourgeois certains propos de hauts responsables politiques allemand et français dans ce contexte. Le Gouvernement luxembourgeois en général, défend dans toutes les rencontres ministérielles, donc de gouvernement à gouvernement, et dans toutes les instances de l'Union européenne les intérêts de notre pays, donc de notre place financière.

Une réaction envers l'OCDE n'est pas de mise étant donné que la réunion du 21 octobre à Paris dans les locaux du Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, était une réunion convoquée par l'Allemagne et la France et dont l'organisation ne revenait nullement à l'OCDE. Le Luxembourg continue de participer en tant que membre aux travaux de cette organisation y compris dans les comités qui traitent des affaires fiscales où notre pays continuera à faire valoir son point de vue, comme cela y a toujours été le cas.

Le Luxembourg ne renonce évidemment pas à participer régulièrement aux réunions qui se tiennent dans le cadre des institutions européennes. Ni les dispositions institutionnelles contenues dans le Traité de Nice, ni celles contenues dans le Traité de Lisbonne, ne l'empêchent d'y faire valoir sont point de vue. Bien au contraire.

Question 2931 (24.10.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **primes versées après les prises de participation étatiques dans Fortis:**

Selon certaines informations parues dans la presse belge, l'ancien directeur financier de Fortis, qui avait participé au rachat d'ABN AMRO, aurait perçu une indemnité de quatre millions d'euros pour cause de rupture de contrat, au moment de la réorganisation de la direction du groupe le 1er août dernier. Il aurait reçu ce parachute doré alors qu'il continuait à travailler pour Fortis en tant que conseiller spécial auprès de l'administrateur délégué.

En plus, il semblerait que des bonus voire primes ont été versés pour retenir des cadres supérieurs de Fortis, alors que les Gouvernements belge et luxembourgeois négociaient la vente de Fortis à BNP Paribas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que le versement des différentes primes a effectivement eu lieu?

- Le Gouvernement approuve-t-il ces opérations?

Réponse (19.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Aucune prime pour retenir ses cadres supérieurs n'a été promise ou payée au cours des derniers mois par la Fortis Banque Luxembourg, seule entité du groupe Fortis dans laquelle l'État luxembourgeois deviendra actionnaire.

Question 2933 (27.10.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **mise en place éventuelle d'un système de voiture en libre-service:**

Dans nos pays voisins, plusieurs villes pratiquent avec grand succès un système de voitures en libre-service pour les usagers. Reposant sur le même principe de liberté que par exemple le projet «vel'oh», le système permet à chacun d'emprunter, par le biais d'un abonnement mensuel, un véhicule en libre-service à tout moment (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7), sans réservation préalable et sans la contrainte d'avoir à le reconduire au point de départ. Un certain nombre de stations est prévu sur la voirie ainsi qu'à des points stratégiques de la ville comme par exemple les gares et les parkings. Le système de voitures en libre-service peut constituer une réelle alternative à la possession d'une voiture individuelle et peut modifier les comportements de mobilité en incitant les usagers à rationaliser leurs trajets et donc à diminuer les kilomètres parcourus. De cette manière, le projet s'inscrit dans une logique écologique, puisque les voitures mises à disposition seront électriques, ce qui devrait mener à une réduction des émissions polluantes et autres gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre des Transports est-il au courant du système de voitures en libre-service pratiqué par certaines villes étrangères?

- Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre des Transports et ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de réaliser un système de voitures en libre-service au Luxembourg?

Réponse (2.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le Ministère des Transports en collaboration étroite avec le Verkéiersverbond (Communauté des Transports) s'investit constamment à envisager de nouvelles possibilités pour remédier aux problèmes existants autour de la mobilité. Plusieurs démarches ont déjà été entamées dans le sens préconisé par l'honorable Député, ne serait-ce que l'amélioration manifeste de l'information au client en ce qui concerne les offres du transport public et l'action «Mam Velo op d'Schaff». À côté de ces initiatives, le Verkéiersverbond est en train de développer également une plate-forme Internet afin de promouvoir le covoiturage sur le plan national.

Dans cette même optique le Ministère des Transports et le Verkéiersverbond suivent de près les systèmes de location flexibles de voitures, mis en place d'ores et déjà dans différentes grandes villes, comme notamment «car2go» à Ulm, DB carsharing et Greenwheels dans différentes villes à travers l'Allemagne. Néanmoins, les planifications actuelles du Ministère des Transports et du Verkéiersverbond se concentrent surtout sur l'extension du réseau de transport public et la promotion de la mobilité douce, tant sur le plan national que sur le plan urbain. Il va de soi que seule la mise en place d'un système de transport à grande capacité permet de résoudre le problème de la mobilité. L'objectif de favoriser la voiture par rapport à la mobilité douce n'aboutirait point à un changement de mentalité.

La dimension de la ville de Luxembourg permet de parcourir des distances courtes de manière beaucoup plus vite et plus agréable à vélo ou à pied. Le fait de faire appel à des voitures de location ne ferait que décaler le transport individuel en voiture privée vers la voiture de location.

Contrairement au covoiturage qui permet à plusieurs personnes de partager une seule voiture afin de réaliser le même trajet, le système de location favoriserait plutôt l'utilisation individuelle de la voiture pour parcourir une courte distance, qui pourrait être faite en utilisant le transport en commun, voire la mobilité douce.

Question 2934 (28.10.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Agence internationale des énergies renouvelables:**

Actuellement ont lieu les préparations pour la constitution d'une Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) dans laquelle une cinquantaine de nations sont représentées jusqu'à présent. Cette année, trois réunions de préparation ont eu lieu. Le rôle de cette agence consiste à promouvoir et à réaliser l'alimentation des populations en énergies renouvelables. En date du 26 janvier 2009 aura lieu la conférence constituante d'IRENA à Bonn en Allemagne. Malheureusement le Luxembourg ne figure pas parmi les nations intéressées et n'a pas participé aux réunions de préparation (cf. www.irena.org).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie responsable de la Direction de l'Énergie:

- Pour quelles raisons votre Ministère en tant que représentant du Luxembourg ne s'est pas montré intéressé à la constitution de cette agence internationale IRENA?

- Est-ce que votre Ministère entend participer à la réunion constituante à Bonn et est-ce que le Luxembourg deviendra membre de cette agence IRENA?

Réponse (28.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Luxembourg a été impliqué dès le début, via mon Ministère, dans le processus de création de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA). J'ai suivi et analysé avec intérêt les discussions et échanges qui ont eu lieu au cours des derniers mois entre les différents pays impliqués.

Afin de montrer notre intérêt de principe à la création de cette nouvelle institution, le Luxembourg a participé activement à la dernière réunion de préparation qui s'est déroulée les 24 et 25 octobre 2008 à Madrid et lors de laquelle le projet de statut a été négocié.

Mes services rassemblent actuellement tous les éléments nécessaires, relatifs aux missions de l'Agence, aux interactions de celle-ci avec les organisations internationales existantes également compétentes en matière d'énergie comme l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), à son organisation interne et à son financement, afin de me permettre de me prononcer définitivement sur la question de l'adhésion du Luxembourg à IRENA.

En ce qui concerne votre question sur la réunion constituante prévue début 2009, je vous informe qu'aucune invitation officielle ne nous est parvenue jusqu'à ce jour, invitations qui ont été annoncées pour le mois de décembre 2008.

Question 2941 (29.10.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation de huiles et graisses alimentaires comme biocarburant pour les moteurs de cogénération:**

Il existe aujourd'hui des technologies écologiques qui permettent de transformer des huiles et graisses alimentaires, grâce à un processus de purification, en un biocarburant performant pour les moteurs de cogénération. À l'heure actuelle, nos huiles et graisses alimentaires sont transformées en biodiesel en Allemagne et en Autriche pour ensuite être partiellement réacheminées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Durant les quatre dernières années, quelles sont les quantités de huiles et graisses alimentaires, utilisées par les ménages, l'industrie ainsi que les petites et moyennes entreprises, à avoir été acheminées vers les installations de transestérification à l'étranger?

- Quelles sont les arguments pour ne pas valoriser énergétiquement au Luxembourg ces huiles et graisses, afin d'épargner des transports coûteux et réduire ainsi les émissions de gaz à effet de serre être réduites?

Réponse commune (28.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les quantités totales de déchets d'huiles et de graisses alimentaires collectées au Luxembourg au cours des années 2004 à 2006 se présentent comme suit:

2004: 723.978 kg

2005: 725.135 kg

2006: 687.743 kg

Les quantités de ces déchets soumises à une transestérification sont les suivantes:

2004: 293.610 kg

2005: 258.040 kg

2006: 254.210 kg

Les huiles et les graisses alimentaires qui n'ont pas été soumises à un tel procédé de traitement ont été soumises à des opérations de prétraitement en vue de leur utilisation en tant que combustible ou à d'autres fins techniques. Ces opérations se font en Belgique et en Allemagne.

Pour l'année 2007, il n'est pour l'instant pas possible de fournir de chiffres aussi précis que pour les années précédentes. Ceci est dû au fait qu'au cours de cette année, une nouvelle réglementation communautaire concernant les transferts de déchets est entrée en vigueur (règlement (CE) N°1013/2006). D'après ce règlement, les déchets d'huiles et de graisses alimentaires figurent désormais sur la liste verte et ne nécessitent plus de notification préalable de transfert.

Afin d'avoir une vue globale sur les quantités de ces déchets transférées vers les différents destinataires, l'Administration de l'Environnement ne peut dès lors se fier que sur les données fournies par les différents collecteurs de déchets dans le cadre de leurs rapports annuels. Cette source de données ainsi que son évaluation implique cependant que les données concernant l'année 2007 ne seront définitivement disponibles qu'à partir de l'année 2009.

Toujours est-il qu'en 2007, 348.906 kg de déchets d'huiles et de graisses alimentaires ont été collectés dans le cadre de la SuperDrecksKëscht. 326.360 kg ont été soumis à une opération de transestérification. Les autres huiles et graisses ont été incinérées dans une installation spécialisée du fait qu'elles étaient contaminées et ne se prêtaient plus à une valorisation.

Les huiles et les graisses alimentaires collectées par la SuperDrecksKëscht sont transformées en biodiesel dans des installations situées à Murek (Autriche) et à Borken (Allemagne). La répartition des quantités selon ces destinations est respectivement de 2/3 et de 1/3. Le biodiesel ainsi produit est réimporté au Luxembourg pour être utilisé comme carburant dans les camions de la SuperDrecksKëscht et comme combustible dans les installations de chauffage de l'entrepôt de la SuperDrecksKëscht à Colmar-Berg.

Une étude réalisée en février 2008 par l'Institut ifeu de Heidelberg pour le compte de la SuperDrecksKëscht a relevé que cette façon de procéder a un bilan environnemental globalement positif par rapport à l'utilisation de combustibles et de carburants fossiles.

Les déchets de graisses et huiles alimentaires sont considérées comme une forme d'énergie renouvelable et ont été analysées de plus près dans le cadre de l'étude de potentiel des énergies renouvelables à Luxembourg (Luxres), étude contractée par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre de l'Environnement.

Les huiles et graisses usagées peuvent être utilisées à des fins énergétiques soit après un traitement de purification, soit après un processus de transestérification.

Des huiles et graisses purifiées peuvent notamment être utilisées aux fins de production de chaleur dans des chaudières thermiques respectivement pour production combinée de chaleur et d'électricité dans des installations de cogénération, tandis que les huiles et graisses ayant subi une transestérification sont généralement utilisées comme carburant dans le secteur des transports.

Avec certaines plantes énergétiques, les graisses et huiles usagées constituent le seul potentiel au niveau de la biomasse liquide au Luxembourg qui peut trouver son application dans le secteur des transports. La biomasse solide et la biomasse gazeuse ne peuvent en général être utilisées que pour produire soit de l'énergie thermique, soit de l'énergie thermique et électrique dans un processus de cogénération.

C'est ainsi qu'il a été décidé après l'analyse des conclusions de l'étude Luxres que le potentiel de la biomasse liquide devrait rester réservé au secteur du transport tout en considérant la directive 2003/30/CE visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports (mise en vente par les États membres de 5,75% de biocarburants et autres carburants renouvelables sur leur marché jusqu'en 2010). C'est la raison pour laquelle le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables vise dans le domaine de la biomasse particulièrement les installations de cogénération sur base de biomasse solide respectivement gazeuse.

Il est vrai que le gain environnemental pourrait être augmenté en réduisant les distances de transfert de ces graisses vers des installations de transestérification. Toutefois, diverses initiatives prises au cours des dernières années en vue de mettre en place au Luxembourg une telle installation ont toutes échoué, faute de quantités suffisantes ne permettant pas un fonctionnement économiquement rentable d'une telle installation.

Afin néanmoins de réduire à l'avenir les exportations de ces déchets, diverses pistes de valorisation au Luxembourg sont en train d'être évaluées. Parmi celles figure entre autres l'utilisation directe des graisses et huiles alimentaires en tant que combustible dans des installations de chauffage ou des installations de cogénération sans procéder au préalable à une transestérification.

Finalement, nous tenons à souligner l'existence d'un projet d'implantation d'une installation de production de biocarburants à Luxembourg, projet qui est actuellement en voie de développement. Si cette installation était réalisée, elle pourrait traiter des graisses et huiles usagées collectées au Luxembourg et dans la grande région et permettrait ainsi dans le futur la production «locale» de biocarburants tout en réduisant le coût de transport et les émissions de gaz à effet de serre y afférentes. Cette installation permettra en outre de renforcer une utilisation plus poussée de graisses et huiles usagées dont le potentiel économique luxembourgeois a été chiffré à quelques 28 GWh en 2020.

Question 2943 (30.10.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **prochaine tranche indiciaire:**

Par le biais de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements, le mécanisme d'indexation automatique des salaires, traitements, pensions et rentes fut modulé pour l'ensemble des années 2006 à 2009.

Selon les termes de la loi précitée: «L'adaptation déclenchée par le dépassement d'une nouvelle cote d'échéance en 2008, est effectuée au 1er janvier 2009. Si toutefois au cours de la période de janvier à décembre 2008, le prix du baril de pétrole brut de la qualité «Brent», tel que constaté par le Service central de la statistique et des études économiques, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2009.»

Or, ces derniers jours, on a pu observer que le prix du baril de pétrole brut de qualité «Brent» a fortement chuté, se rapprochant de la barre de 60 dollars US.

- Ceci étant, et en considération de la crise actuelle très sévère ayant conduit à des aides d'État substantielles aux instituts bancaires et à un ralentissement de la croissance économique, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre est d'ores et déjà en mesure de se prononcer sur la date à laquelle la tranche indiciaire arrivée à échéance en été 2008 sera appliquée.

Réponse (20.11.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Statec détermine pour chaque mois la moyenne arithmétique des cours journaliers d'un baril de pétrole brut de la qualité «Brent» aux prix du marché (à 11h00 en Europe du Nord-Ouest) tels que publiés par l'EIA (Energy Information Administration).

Tableau: Prix mensuel du baril de pétrole brut de qualité «Brent» en 2008, en USD

Janvier	93.66
Février	96.81
Mars	105.10
Avril	109.95
Mai	123.24
Juin	134.05
Juillet	133.90
Août	115.08
Septembre	99.16

Source: Statec/EIA

Après les trois premiers trimestres de 2008, la moyenne des prix mensuels (janvier 2008 à septembre 2008) se situe à 112,33 USD. Sous l'hypothèse d'un prix égal à zéro pendant le quatrième trimestre de 2008, le prix moyen sur l'ensemble de l'année (janvier 2008 à décembre 2008) s'établira à 84,24 USD.

La loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements précise que si «… au cours de la période de janvier à décembre 2008, le prix du baril de pétrole brut de la qualité 'Brent', tel que constaté par le Service central de la statistique et des études économiques, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2009». Comme la moyenne sur l'année 2008 dépassera avec au moins 84,24 USD le seuil de 63 USD, l'adaptation déclenchée par le dépassement de la cote d'échéance au mois de juin 2008 est décalée au mois de mars 2009.

Question 2945 (30.10.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **système européen PNR (Passenger Name Record):**

Le Conseil Justice et Affaires intérieures a débattu lors de sa session du 24 octobre d'une proposition de décision-cadre consistant à mettre en place un système européen PNR (Passenger Name Record) permettant aux États membres de collecter et de partager des données personnelles des passagers aériens, ceci en vue de prévenir et de combattre les infractions terroristes et la criminalité organisée. Le bulletin de l'Agence Europe note à ce sujet qu'il y aurait encore bon nombre de divergences entre les États membres. Ainsi, par exemple, il y aurait un fossé séparant, d'un côté, les partisans d'une adoption rapide de la proposition et, d'un autre côté, ceux qui préfèrent prendre le temps d'associer à ce projet toutes les parties prenantes, notamment le Parlement européen, qui selon le Traité de Lisbonne aurait un droit de codécision en la matière.

Toujours selon l'Agence Europe, d'autres questions importantes ayant trait à cette proposition concernent la période de rétention des données PNR, les conditions selon lesquelles des données PNR peuvent être transmises à des autorités de pays tiers, la «transmission de masses de données PNR à d'autres PIU (Passenger Information Unit) ou à d'autres autorités compétentes dans l'État membre de collecte, l'autorisation d'accès aux données dites sensibles et les conditions rendant possible une interconnexion au SIS».

- Dans ce contexte, j'aimerais connaître la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'introduction d'un système PNR. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux aspects susmentionnés?

Réponse (20.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le 6 novembre 2007, la Commission européenne a présenté au Conseil la proposition de décision-cadre relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (Passenger Name Record - PNR) à des fins répressives. La proposition prévoit la création d'un système européen de collecte, de transmission et d'analyse des données des dossiers passagers. Elle vise à ce que les États membres adoptent ou harmonisent les obligations légales applicables à tous les transporteurs aériens assurant des vols d'un pays non membre de l'Union européenne vers le territoire d'au moins un État membre de l'Union européenne ou à partir de celui-ci en matière de transmission des données PNR aux autorités compétentes afin de prévenir et de combattre les infractions terroristes et la criminalité organisée.

Le terrorisme et la criminalité grave constituent actuellement des menaces sérieuses pour la sécurité, la paix, la stabilité, la démocratie et les droits fondamentaux, valeurs sur lesquelles se fonde l'Union européenne, et ils représentent aussi une menace directe pour les citoyens européens.

À défaut d'une action concertée européenne l'on verrait une multiplication de systèmes PNR nationaux avec comme corollaire des obligations disparates pour les compagnies aériennes et les voyageurs.

Afin d'assurer la libre circulation des citoyens dans l'Union européenne, le Luxembourg figure parmi les pays qui souhaitent limiter le PNR aux vols en provenance ou vers des pays non membres de l'Union. Le Luxembourg est, de ce fait, peu concerné par le sujet PNR.

Par ailleurs, les travaux au sein des instances préparatoires ne sont qu'à leurs débuts et il est trop tôt de se fixer sur les aspects techniques. Le Luxembourg veillera à des garanties solides en matière de protection des données. Le Gouvernement tiendra la Chambre informé de l'évolution du dossier PNR au moment où des majorités claires se dégageront au sein du Conseil. Partisan du Traité de Lisbonne, le Luxembourg souhaite aussi que le Parlement européen soit associé à ces travaux.

Question 2948 (30.10.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **installations de combustion alimentées au gaz:**

Conformément à l'article 1 du règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées au gaz, toute installation d'une puissance calorifique inférieure ou égale à 4 kW doit faire l'objet d'un contrôle de conformité de la part du Service de Contrôle et de Réception (SCRB) du Bâtiment de la Chambre des Métiers. Ceci est aussi valable pour toutes les installations dites «décoratives». La législation luxembourgeoise ne prévoit pas d'exemption pour ces installations, à l'inverse de nos pays voisins. Bien que la vente de ces installations soit légalement autorisée sans aucune formalité, celles-ci ne reçoivent en général pas l'agrément de conformité. Ceci mène inévitablement à des situations de litige entre les distributeurs et les acquéreurs de telles installations.

Tenant compte de ce qui précède je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer les raisons de cette réglementation paradoxale?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, ce qu'il entend faire pour remédier à cette situation?

Réponse (1.12.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Carlo Wagner concernant les installations à gaz dites décoratives, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

1. Les appareils à gaz dits décoratifs actuellement sur le marché n'atteignent de par leur conception pas les exigences au niveau du rendement telles que exigées par l'annexe 4 du règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz. Ainsi, lors de la réception, un protocole de réception sous condition doit être établi. Un protocole de réception sous condition est établi si, entres autres, la qualité de combustion et le rendement de combustion ne sont pas conformes aux dispositions du règlement grand-ducal. L'installation peut être maintenue en service sous condition qu'elle soit rendue conforme.

Le règlement grand-ducal en question fut élaboré en étroite collaboration avec la Chambre des Métiers et à l'époque de la rédaction du projet dans les années 90, les appareils en question n'ont guère été vendus au Grand-Duché de Luxembourg. Pour cette raison, une exception pour le contrôle du rendement des appareils à gaz dits décoratifs n'a pas été inscrite au règlement grand-ducal en question.

2. Actuellement un projet de règlement grand-ducal concernant les installations à gaz est sur la voie législative. Ce projet de règlement grand-ducal doit remplacer le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz.

Ce nouveau projet de règlement grand-ducal prévoit que les critères de rendement y fixés ne s'appliquent pas aux «appareils de combustion à effet décoratif utilisant les combustibles gazeux».

Question 2952 (30.10.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**examen d'aptitude médicale pour recrues:**

Il me revient qu'en 1977 un candidat qui se présentait à l'examen d'aptitude médicale des recrues n'a pas été admis pour le fait qu'il ne disposait que d'un seul rein.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels étaient à l'époque les motifs exacts pour l'avis négatif à l'issue de l'examen médical de la personne concernée? Ce refus fut-il conforme à la législation en vigueur à l'époque? Si non, comment la victime peut-elle être indemnisée pour le préjudice causé?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont de nos jours les critères physiques que doivent remplir les recrues lors de l'examen d'aptitude médicale? Un candidat peut-il toujours être refusé pour n'avoir qu'un seul rein?

Réponse (28.11.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

L'honorable Député se réfère à des faits qui auraient eu lieu en 1977 et pose dans ce contexte une question relative à une éventuelle indemnisation. Dans la mesure où les faits remontent à 1977, il échet d'observer à titre préliminaire que la prescription en matière de responsabilité est de 30 ans et toute action éventuelle relative aux faits visés est donc prescrite.

Sous le bénéfice de cette observation, j'ajoute que je ne suis pas en mesure ni de confirmer ni d'infirmer qu'un candidat soldat volontaire s'étant présenté en 1977 à l'examen d'aptitude médicale ait été refusé pour le fait qu'il ne disposait que d'un seul rein, alors que les causes d'un refus pour raisons purement médicales sont couvertes par le secret médical.

Ceci dit, je peux vous informer que de nos jours l'examen d'aptitude médicale au service militaire est réalisé par un médecin militaire suivant une procédure standardisée et la décision d'aptitude ou d'inaptitude médicale est prise par le médecin de l'année en fonction de la situation personnelle de chaque candidat.

Cette décision peut se baser, le cas échéant, sur un avis médical spécialisé et tenir compte des critères appliqués par les centres de sélection des années alliées. Dans un contexte militaire, cet examen vise à protéger le candidat contre d'éventuels risques encourus du fait de ses antécédents médicaux. Il cherche par ailleurs à dépister des incompatibilités médicales avec les exigences d'une instruction de base complète et un service normal et polyvalent en unité ou en mission.

Question 2953 (30.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **véhicules électriques:**

Héich Uelegpräisser an eng ëmmer méi staark Ëmweltsensibilitéit hunn derzou gefouert, datt d'Industrie amgaang ass, alternativ Antriebstechnologië fir Gefierer ze entwéckelen. Sou sinn de Moment zum Beispill Mottorieder am Handel, déi just nach mat elektreschem Antrieb funktionéieren an d'Bremsenergie récupéréieren. Hir Autonomie ass scho relativ grouss, och wa se nach ze verbesseren ass. Bei den Autoen ass déiselwecht Entwécklung amgaang. Virausgesat, d'Batterie gëtt mat ëmweltfrëndlech produzéiertem Stroum opgelueden, ass dëst eng erfreelech a förderungswürdeg Entwécklung. Natierlech huet all nei Technologie hire Präis, a sou sinn dës Gefierer och net grad bëlleg.

Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Denkt d'Regierung drun, fir dës nei Generatioun vun ëmweltfrëndleche Gefierer steierlech besonnesch favorabel ze behandelen, fir dës Technologie ze förderen?

2. Wa jo, wéi géif dës Regelung ausgesinn, a fir wéini wär domat ze rechnen?

Réponse commune (14.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Robert Mehlen, il y a lieu de souligner que le Gouvernement est convaincu de la nécessité d'encourager les technologies alternatives, dans la mesure où elles mèneront à des économies d'énergie réelles et contribueront ainsi à la réduction des émissions de CO_2 et d'autres polluants.

Dans cet ordre d'idées, sont d'ores et déjà exonérés de la taxe annuelle perçue sur les véhicules routiers les véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ou par un moteur alimenté par une pile à combustible.

En outre, une aide financière de 750 ? est accordée aux personnes physiques propriétaires d'une voiture immatriculée pour la première fois après le 1er juin 2007 et propulsée, exclusivement ou non, par un moteur électrique, par un moteur alimenté par du gaz naturel ou par une pile à combustible. Ce régime sera étendu aux personnes morales à partir du 1er janvier 2009.

Question 2955 (31.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **Société Nationale de Contrôle Technique:**

De Passage op der Autoskontrollstatioun zu Sandweiler ass meeschtens mat vill Zäitverloscht verbonnen, och wann ee sech un déi recommandéiert Zäit hält. Dat kascht net nëmmen Nerven, mä och onwahrscheinlech vill Geld. Datt dat eng Kéier soll besser ginn, ass och no der Moderniséierung méi wéi ongewëss.

Vill Leit froe sech duerfir, wéisou net och Autosgaragen, déi duerfir zertifizéiert wären, déiselwecht Aarbecht dezentral iwwert d'Land verdeelt kënnte maachen. Dat géif net nëmmen erlaben, den Trajet ze verkierzen an domat d'Ëmwelt ze schounen, mä och méi prezis ouni Waardezäite kënnen an d'Kontroll ze fueren. Et versteet sech vum selwen, datt dës Betriber ënnert der Kontroll vum Transportministère misse stoen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi héich schätzt Dir de Schued, deen eiser Ekonomie duerch déi laang Waardezäiten an engem Joer entsteet?

2. Verstéisst déi aktuell Solutioun vun engem protegéierte Maart fir eng bestëmmte Gesellschaft net géint déi europäesch Wettbewerbsregelung?

3. Wat géif géint eng Ouverture vun dësem Beräich fir aner agréiert Betriber schwätzen?

4. Wat ass Är Attitüd zu dëser Fro?

Réponse (18.11.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro wëllt den honorablen Deputéierte gäre Renseignementer iwwert de Contrôle technique zu Lëtzebuerg.

De Beräich vum Contrôle technique vun de motoriséierte Gefierer ass innerhalb der Europäescher Unioun duerch d'«Directive 96/96/CE du 20 décembre 1996 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au contrôle technique des véhicules à moteurs et de leurs remorques» geregelt.

Den Artikel 4bis paragraphe 3 vun der «loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques» gesäit vir:

«Le Ministre des Transports est autorisé à charger de l'exclusivité du contrôle technique des véhicules routiers un ou plusieurs organismes publics ou privés. Ces organismes doivent être titulaires d'un agrément délivré par le Ministre des Transports.»

Am selwechte Paragraphe stinn och d'Conditiounen, déi een erfëlle muss, fir een Agrément vum Minister ze kréien. Mat anere Wieder kann ee weder vun engem protégéierte Maart schwätzen nach kann een unhuele Lëtzebuerg géif géint déi europäesch Wettbwerbsregelung verstoussen.

Wat eng eventuell Ouverture am Beräich vum Contrôle technique mat agrééierte Betriber betrëfft, sou wëll ech ënnersträichen, datt esou eng Zesummenaarbecht tëschent der Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) mat 21 lëtzebuergesche Betriber schonns säit 1988 besteet.

Question 2961 (5.11.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **projets pilote visant les migrants originaires du Cap-vert et du Mali:**

Il me revient que des projets pilote visant les migrants originaires du Cap-Vert et du Mali sont en discussion et/ou préparation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- En quoi consistent ces projets pilote, quels sont les moyens qui y sont affectés et quand vont-ils démarrer?

Réponse commune (1.12.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Face au drame humain des migrants écorchés sur les fils de fer barbelés de Melilla et Ceuta ou naufragés sur les rives des Iles Canaries, les pays originaires, les pays de transit et les pays de destination sont interpellés. Ils doivent trouver des réponses qui sont obligatoirement complexes pour démêler les multiples défis de la problématique «migration et développement». Elles relèvent forcément de différents domaines politiques, et pour être efficaces les éléments de réponses doivent être agencés de manière pertinente, misant sur les avantages comparatifs des politiques mises à contribution, sans que l'une d'entre elles ne soit subordonnée - dans ses moyens et finalités - à l'autre, respectivement aux autres.

La décision d'émigrer est rarement sinon jamais le résultat d'un choix libre et éclairé. Elle est au contraire souvent inspirée par l'ignorance ou l'illusion ou encore dictée par la nécessité et la contrainte. C'est l'absence absolue de perspectives d'un avenir meilleur pour soi-même et pour les siens ou pire encore la menace tangible voire l'atteinte à l'intégrité physique qui poussent à quitter la terre natale et à risquer sa vie en route, le tout pour un avenir des plus incertains dans des pays du Nord faussement perçus comme une autre terre promise, un autre eldorado.

Bien avant d'être reconnue comme un élément de réponse aux défis des migrations, la coopération au développement a eu vocation à intervenir dans les pays en développement pour contribuer - en collaboration avec les autorités de ces pays - à y créer de meilleures perspectives et conditions de vie.

C'est à quoi la Coopération luxembourgeoise s'applique depuis des années, notamment dans les pays partenaires en Afrique de l'Ouest, par des programmes de coopération au développement, dans les secteurs sociaux de l'éducation, de la santé et du développement local intégré.

À ceci s'ajoute les migrations du type «regroupement familial» et c'est de celles-ci dont il est en particulier, mais pas exclusivement question dans le contexte du projet mis en œuvre au Cap-Vert.

Cap-Vert

Au Cap-Vert, le projet «Migrer les yeux ouverts» vise à permettre aux Capverdiens qui envisagent une émigration vers le Luxembourg, de prendre la décision d'émigrer en connaissance de cause, mais aussi de décider en connaissance de cause de ne pas émigrer si les conditions légales ou de la vie de tous les jours ne sont pas remplies ou si des éléments pratiques font qu'il vaut mieux renoncer au projet d'émigrer.

Alors que les espoirs et les illusions qui sont généralement à la base de la décision de partir risquent d'être rapidement trahis au contact de la réalité, il a semblé utile et nécessaire d'informer tant sur les opportunités que sur les contraintes d'une immigration à Luxembourg.

C'est à quoi s'attelle le personnel du projet depuis décembre 2006 en poursuivant trois objectifs spécifiques à travers trois axes d'activités:

- l'appui au «guichet visa» de l'Ambassade du Luxembourg au Cap-Vert, permettant l'accueil et l'information des candidats au regroupement familial;

- le renforcement des capacités institutionnelles des autorités capverdiennes compétentes pour les questions relatives à l'émigration;

- l'établissement au Cap-Vert d'une instance de liaison entre des ONG et des associations (notamment d'immigrés capverdiens) à Luxembourg et la société civile au Cap-Vert, notamment en vue de la conception et de la mise en œuvre de projets de coopération.

Les deux années de mise en œuvre du projet ont abouti à des résultats concrets dans les trois types d'activités:

- Des dizaines de demandes de visa pour regroupement familial ont été avisées, complétés et transmis pour décision à la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères. Dans ce contexte, des parents immigrés de longue date ont pu être rendus attentifs aux difficultés que des jeunes qui les suivent après des années, peuvent éprouver lors de la scolarisation dans leur classe d'âge à Luxembourg, notamment en raison de la faible maîtrise des langues d'enseignement. De ce fait, certains ont pris la décision de renoncer à leurs intentions d'émigration; d'autres sont partis, dans le respect des procédures administratives en vigueur et munis des documents adéquats et en connaissance de cause. Des contacts avec le Ministère de l'Éducation nationale ont permis d'envisager d'utiliser l'outil en ligne «my-School» pour une information encore plus fournie des candidats à l'émigration.

- À travers les contacts au Ministère des Affaires étrangères du Cap-Vert, et notamment l'Institut des Communautés (IC) qui est entre autres en charge des relations avec la diaspora capverdienne, une coopération avec le service municipal «Accueil et Information pour Émigrants» (AIE) prévoit le projet d'un reportage «Mon choix du retour», décrivant comment les expériences et économies faites au Luxembourg ont contribué au succès du retour de certains ex-émigrés au Cap-Vert.

- La demande pour des partenariats avec des ONG ne cesse d'augmenter. Des rencontres, des visites de terrain et des réunions ont eu lieu sur les îles de Santiago, Fogo, Sao Vicente et Santo Antão. Ces rencontres s'avèrent positives, dans la mesure où des ONG luxembourgeoises (Pharmaciens sans frontières, Caritas et Adouna) ont d'ores et déjà répondu positivement à des propositions de projets d'ONG capverdiennes (Verdefam, Morabi, ADAD, Renascer).

Au vu des résultats encourageants de la mise en œuvre de la première phase du projet «Migrer les yeux ouverts» (budget: EUR 216.807,08), le Ministère a décidé d'autoriser une deuxième phase qui opérera de manière générale avec les mêmes finalités et sur les mêmes axes d'activités (budget; EUR 109.050). Le protocole d'accord concernant cette deuxième phase sera signé lors de la prochaine visite de SE Monsieur le Ministre des Affaires étrangères José Brito à Luxembourg.

À l'heure actuelle la Coopération luxembourgeoise n'est pas directement impliquée ni dans la préparation, ni dans la mise en œuvre de projets en cours au Mali qui relèveraient du domaine «migration et développement». Ceci dit, le Ministère suit avec intérêt l'initiative européenne de mettre en place un Centre d'information et de gestion des migrations à Bamako. Ce centre a été inauguré le 6 octobre dernier.

Question 2963 (6.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **vaccination contre le pneumocoque:**

La section maladies transmissibles du Conseil supérieur d'Hygiène a recommandé la vaccination contre le pneumocoque par le vaccin 23valent pour les personnes de plus de 60 ans ainsi que pour celles présentant certaines affections chroniques. En effet, celles-ci auraient un risque accru de développer une infection sévère au pneumocoque. Or, la vaccination en question nécessite un vaccin qui, selon mes informations, n'est pas inscrit sur la liste positive de l'UCM et qui n'est pas pris en charge par les caisses de maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que les vaccins contre le pneumocoque 23valent ne sont pas inscrits sur la liste positive de l'UCM et que les patients doivent prendre en charge eux-mêmes ce type de vaccin?

- Si tel est le cas, Monsieur le Ministre n'est il pas d'avis qu'il faudrait inscrire ce type de vaccin sur la liste positive de l'UCM, afin que la population à risque puisse profiter de cette vaccination officiellement recommandée?

Réponse (25.11.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le vaccin Pneumo23 n'a pas été enregistré au Grand-Duché de Luxembourg par la société productrice. Des pourparlers entre la Division de la Pharmacie et des Médicaments du Ministère de la Santé et la société sont en cours.

Une demande d'inscription dans la liste positive n'est recevable qu'à la condition que le vaccin en question dispose d'une Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) et d'un prix public officiel.

Pour le moment, les vaccins prescrits ne peuvent être importés par le pharmacien que sur ordonnance médicale nominative préalable.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

10e	séance, jeudi	20 novembre 2008
11e	séance, mardi	2 décembre 2008
12e	séance, mercredi	3 décembre 2008
13e	séance, jeudi	4 décembre 2008
14e	séance, mardi	9 décembre 2008

Parlement Benelux: la fin d'une présidence réussie

Deux années de présidence luxembourgeoise du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux se sont achevées. Une présidence menée avec un engagement sans pareil par M. Roger Negri, sans oublier le soutien irréprochable de la délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis et dont font également partie Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch ainsi que MM. Xavier Bettel et Félix Braz.

Le nouveau traité Benelux a été le fil conducteur tout au long de la présidence luxembourgeoise. Au sein du Parlement Benelux un groupe de travail chargé d'élaborer une position a spécialement été créé et des discussions lors des séances plénières ont eu lieu.

Petit rappel historique. Le Traité instituant l'Union économique Benelux signé à La Haye le 3 février 1958 avait été conclu pour une période de cinquante ans avec la possibilité de le reconduire tacitement pour des périodes de dix ans. Étant donné qu'une reconduction tacite avait été exclue d'emblée, d'une part, à cause des changements fondamentaux intervenus dans la situation constitutionnelle en Belgique, et, de l'autre, parce que les objectifs visés par le Traité Benelux de 1958 avaient été en partie repris par l'Union européenne, il s'est avéré nécessaire de réfléchir sur un nouveau modèle de coopération entre les trois pays.

C'est finalement le 17 juin 2008 à La Haye que les représentants des



Le Président sortant du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. Roger Negri (à droite) et le président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Oberweis.

Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg ont signé un nouveau Traité Benelux pour une période indéterminée et ayant le caractère d'un accord-cadre lui conférant plus de flexibilité et une meilleure adaptation au contexte changeant de la société. Une grande partie de la dernière séance plénière du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise a été réservée à la discussion sur le nouveau Traité en présence du Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Jean Asselborn, et du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères belge, M. Olivier Chastel.

La présidence luxembourgeoise a aussi été marquée par le cinquantième anniversaire du Parlement Benelux qui a été célébré dans le prestigieux cadre de la Philharmonie en présence du Grand-Duc. Instauré en 1955, le Parlement Benelux a tenu sa première session en 1957. La séance académique a été l'occasion de jeter un regard sur un demi-siècle de coopération. Le Parlement Benelux a des attributions dans des domaines dépassant le cadre de l'Union économique et c'est ainsi qu'il a pu délibérer et coopérer avec les trois gouvernements, et surtout avec le Comité des Ministres du Benelux, sur le rapprochement culturel entre les trois pays, la coopération dans le domaine de la politique extérieure et l'unification du droit.

À côté des sessions plénières qui ont lieu trois fois par an et des réunions ordinaires de ses sept commissions, le Parlement Benelux avait organisé également des conférences et des visites. La première conférence sous présidence luxembourgeoise a eu comme sujet le tourisme rural et a fait apparaître qu'un des principaux défis consistait à allier la diversification économique et l'attractivité des emplois régionaux avec la sauvegarde de l'environnement.

En septembre 2007 a eu lieu avec la participation de l'Assemblée balte et du Conseil nordique une journée d'études intitulée «L'Europe élargie: les liens régionaux de coopération renforcent l'Union européenne» qui a été suivie par une deuxième journée d'études en novembre 2008 axée sur les problèmes plus actuels dans les secteurs de l'économie et des finances. L'énergie, l'environnement et la biodiversité ont été discutés à l'occasion d'une conférence en présence d'orateurs issus du tissu économique luxembourgeois. Lors de la visite de l'usine ArcelorMittal à Esch-Belval les parlementaires ont été guidés à travers l'usine et ont pu se faire une idée concrète du fonctionnement du four électrique, de la coulée continue et du laminoir TMB. Les activités du Parlement Benelux dépassent aussi bien souvent le cadre du Benelux et s'étendent à des organisations parlementaires similaires telles que l'Assemblée balte, le Conseil nordique ou les pays du Visegrád. Dans le cadre d'un «Benelux plus» des échanges sur des domaines de coopération ont aussi lieu avec les régions limitrophes comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Des réunions régulières entre les institutions du Benelux viennent compléter ces échanges qui permettent de soigner sa mission de laboratoire d'idées, surtout aussi au sein de l'UE, en promouvant le contact régulier entre députés des trois pays. Toutes ces activités témoignent bien de sa raison d'être.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2009
- Rapport M. Haupert p. 138
- Exposés MM. Juncker et Frieden p. 142
- Débats p. 156

Visite du Président de la Commission européenne p. 151

Sommaire des séances publiques Nos 10 à 14 p. 166

Sommaire des questions parlementaires p. Q72

Dernière session sous présidence luxembourgeoise



Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) a tenu à Luxembourg les 12 et 13 décembre 2008 la dernière des sessions organisées au cours de sa présidence biennale par le Parlement luxembourgeois.

Quel avenir pour le Benelux?

Les assemblées parlementaires des trois pays du Benelux seront amenées au printemps 2009 à ratifier le nouveau Traité-cadre Benelux signé le 17 juin 2008 et qui remplace celui du 3 février 1958. Le Parlement Benelux, concerné au premier chef, a consacré à cet événement sa session du 13 décembre. Le Vice-Premier Ministre et Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et de l'Immigration, M. Jean Asselborn, et le Secrétaire d'État belge aux Affaires étrangères, M. Olivier Chastel, sont intervenus à ce sujet. M. Asselborn a ainsi pu replacer les sujets abordés par le Parlement Benelux dans un contexte plus général, européen et mondial: institutions européennes, crises financière et économique, crise climatique. «La dimension externe du Benelux est des plus importantes», a souligné M. Asselborn. Quand les trois pays du Benelux parlent d'une même voix au niveau européen, cette voix représente beaucoup plus que l'addition des intérêts de ces trois pays. M. Asselborn a rappelé le rôle de laboratoire de la construction européenne qu'a joué le Benelux et a cité l'exemple de l'espace Schengen de libre circulation des personnes, dans lequel la Suisse vient de s'intégrer.

M. Chastel a quant à lui présenté le plan Benelux pour 2009, qui sera axé notamment sur le développement durable et la coopération avec d'autres pays ou entités fédérées. En 2009, l'accent sera mis sur la coopération avec le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

(Suite page 2)

Lucien Weiler au Liechtenstein



Au cours de son séjour, le Président a été reçu par le Prince Hans-Adam de Liechtenstein.

Sur invitation du Président du Parlement de la Principauté de Liechtenstein, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, s'est rendu du 27 au 29 novembre 2008 à Vaduz, capitale du Liechtenstein, pour participer à la 3e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe. Il était accompagné du Vice-Président, M. Jos Scheuer.

Dans la déclaration finale, adoptée par l'ensemble des huit délégations présentes, les Parlements des petits États ont tenu à réaffirmer leur volonté de renforcer leur coopération.

Une résolution a été adoptée à l'unanimité des Présidents de Parlement des petits États visant, dans le contexte de la crise financière internationale, à affirmer leur soutien aux initiatives internationales pour instaurer une meilleure régulation et transparence du système financier mondial, dans le respect de la souveraineté de chaque nation.

Dernière session sous présidence luxembourgeoise

(Suite de la page 1)

Une déclaration politique a été signée le 9 décembre 2008 entre les pays du Benelux et ce Land, déclaration relative au développement d'une coopération plus étroite.

Quel Parlement Benelux?

Le Parlement Benelux a adopté une recommandation invitant les trois gouvernements, en concertation avec le Parlement Benelux, à réviser la convention du 5 novembre 1955 instituant le Parlement Benelux en vue de sa coordination avec le nouveau Traité, de l'ancrage, au regard du droit des traités, de la représentation des assemblées communautaires et régionales belges au sein du Parlement Benelux et en vue de la poursuite et du renforcement de la compétence de contrôle et/ou d'avis du Parlement Benelux à l'égard du Comité des ministres et des trois gouvernements. Le Parlement Benelux demande d'être désormais associé à la confection du programme pluriannuel commun et du plan annuel prévus dans le Traité ainsi qu'à la définition des principes de la coopération et aux relations avec d'autres États et entités fédérées, notamment des États membres de l'UE, des structures de coopération régionales de ces États membres et des entités administratives de pays limitrophes des pays du Benelux.

Le Parlement Benelux se propose aussi de revoir son Règlement d'ordre intérieur, notamment afin de modifier les dispositions relatives aux commissions permanentes, à la présence des ministres et au droit d'interpeller et de poser des questions; il est aussi envisagé de prévoir une déclaration politique approuvée par les ministres comme base d'un échange de vues mieux structuré entre le Comité des ministres et le Parlement Benelux. Un amendement appelant les assemblées des trois pays à approuver le nouveau Traité Benelux dans les délais les plus brefs a aussi été adopté.

Le Parlement a également adopté à l'unanimité une recommandation relative à la communication du Parlement Benelux. Constatant que le nouveau traité Benelux constitue un bon tremplin pour un repositionnement parlementaire et politique du Parlement Benelux, celui-ci axera désormais l'ordre du jour de ses sessions plénières sur les matières politiques, l'actualité et le débat.

Coopération régionale et crise financière

Le rapport de la conférence du 28 novembre 2008 relative à la coopération régionale dans une Europe élargie et à la crise financière a été présenté. Dans une recommandation relative à la crise financière, adoptée à l'unanimité, le Parlement Benelux demande que soit dressé l'inventaire des structures de contrôle des États membres du Benelux et que ces dernières soient mieux harmonisées afin de mettre en place un contrôle européen plus efficace et de faire en sorte, le cas échéant, que le Benelux joue à cet égard un rôle moteur dans l'UE.



Changements climatiques

Les commissions concernées du Parlement Benelux ont organisé les 24 et 25 octobre 2008 à Luxembourg un séminaire sur l'Énergie, l'Environnement et la Biodiversité. L'Assemblée a adopté à l'unanimité une recommandation dans laquelle il est demandé au comité des ministres de renforcer la coopération entre les trois pays en la matière, de réunir les connaissances sur les applications de l'énergie photovoltaïque et de la géothermie dans la construction de bâtiments, d'adapter les réseaux électriques et de chauffage urbain pour promouvoir la production de l'énergie thermique et de l'énergie électrique générées par la cogénération, les capteurs thermiques solaires, les centrales éoliennes et les panneaux photovoltaïques, et enfin de réunir les connaissances qui doivent conduire à l'utilisation à grande échelle de moteurs hybrides dans les voitures et à la mise en place d'un réseau Benelux de stations de chargement pour véhicules fonctionnant à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

Un rapport relatif à une visite d'études à l'usine ArcelorMittal à Esch/Belval a été présenté. Pour ce qui est de l'environnement, des efforts sont réalisés pour réduire les émissions de CO_2.

Cabotage routier

Le Parlement Benelux a voté une recommandation relative au cabotage routier: vu l'importance que revêt le cabotage pour l'environnement en évitant les trajets à vide inutiles effectués par les camions, il est demandé aux gouvernements des trois pays de reconfirmer par écrit les accords antérieurs relatifs à la liberté de cabotage dans les pays du Benelux et d'en informer par écrit le Parlement Benelux et les diverses assemblées des trois pays.

La Grande Région et l'aménagement du territoire

Le Ministre luxembourgeois de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, M. Jean-Marie Halsdorf, a souligné que le Benelux qui tendait à devenir une région métropolitaine, devait mieux coordonner ses voies de communication, notamment en liaison avec les autres régions voisines très peuplées, en priorité la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. M. Halsdorf est aussi président du 11e Sommet la Grande Région qui, outre le Luxembourg, regroupe la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, la Lorraine, la Wallonie et les Communautés française et germanophone de Belgique.

Processus de Bologne

Le Parlement Benelux a aussi adopté, à l'unanimité, une recommandation relative au processus de Bologne. Il est ainsi demandé aux trois gouvernements de prendre toutes les dispositions requises pour rendre complètes sur le territoire du Benelux la mobilité des étudiants, la reconnaissance mutuelle des diplômes et la mobilité du travail, de faire accepter dans les trois pays la mise en place d'un cadre de qualification européen, d'instaurer dans ce cadre un système de validation d'études et d'intégrer le secrétariat Bologne ad hoc dans le secrétariat général de l'Union économique Benelux.

Chasse

Le Parlement Benelux a adopté à l'unanimité une recommandation demandant aux trois gouvernements de mettre en œuvre une reconnaissance mutuelle des permis de chasse de sorte que les citoyens des trois États puissent chasser dans les autres États du Benelux sans formalités complémentaires, de tendre vers l'harmonisation des dates d'ouverture de la chasse, de mieux coordonner la gestion de la population de petit et de grand gibier et de reformuler dans les dispositions des décisions en la matière les moyens pouvant être utilisés pour la chasse.

Coupe du monde de football 2018

Une fondation a été créée pour assurer l'organisation de la Coupe du Monde, qui regroupe déjà quatre villes: Amsterdam, Rotterdam, Eindhoven et Anvers, et l'on dispose de cinq stades aux Pays-Bas et de cinq stades en Belgique. Les Livres blancs doivent être déposés pour fin 2010, la décision devant tomber en mai 2011.

Coopération avec le Conseil nordique et l'Assemblée balte

Le Parlement Benelux était représenté les 27 et 28 octobre 2008 à la session plénière du Conseil nordique. Pour sa part, l'Assemblée balte avait délégué à Luxembourg son nouveau président, qui a souligné les priorités actuelles de ce parlement: la stabilisation de l'économie, la sécurité, l'enseignement supérieur et la stimulation de la recherche.

Fin de la présidence luxembourgeoise

À l'occasion de la fin de la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux, le Président sortant, M. Roger Negri a présenté son successeur, M. Bart Tommelein, qui présidera le Parlement Benelux au cours des deux prochaines années sous présidence belge. Les prochaines sessions se tiendront à Bruxelles en 2009 et 2010. Pour 2009, les sessions auront lieu les 13 et 14 mars, 12 et 13 juin et 11 et 12 décembre.

Composition et organes du Parlement Benelux

1. Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux est composé de 49 membres dont 21 sont choisis parmi les membres des chambres fédérales, des conseils des Communautés et des Régions de la Belgique et désignés par ceux-ci, 21 sont choisis parmi les membres des deux chambres des États généraux des Pays-Bas et désignés par celles-ci et 7 sont choisis parmi les membres de la Chambre des Députés du Luxembourg et désignés par celle-ci.

Les membres suppléants sont choisis et désignés de la même manière.

2. Les organes du Conseil sont:

- l'assemblée plénière (se réunissant trois fois par an),

- les commissions (au nombre de sept),

- le Comité permanent (se composant du président, des deux vice-présidents, des présidents des commissions, des chefs de groupes et des présidents de délégation (voix consultative)),

- le Bureau (se composant du président et des deux vice-présidents),

- le collège des vérificateurs aux comptes.

3. Les membres choisis par les assemblées d'un même pays constituent une délégation nationale dont un membre en assume la présidence.

4. Les membres de différentes délégations peuvent s'organiser en groupes politiques ou techniques. Trois groupes politiques sont constitués actuellement: le groupe chrétien, le groupe socialiste et le groupe libéral.

5. La présidence du Conseil est tournante et change tous les deux ans.

D'autres informations sur le Parlement Benelux se trouvent sur le site **www.benelux-parl.org**

La délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Président:
Marcel Oberweis (CSV)

Membres effectifs:
Sylvie Andrich-Duval (CSV), Lydia Mutsch (LSAP), Roger Negri (LSAP), Xavier Bettel (DP), Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Jean-Paul Schaaf (CSV), Marco Schank (CSV), Marc Angel (LSAP), Fernand Diederich (LSAP), Fernand Etgen (DP), Camille Gira (DÉI GRÉNG)

➤ 41. Plenarsitzung des IPR

Gegen ein weiteres Endlager für radioaktiven Abfall in der Großregion



Einstimmig haben die Delegationen der Parlamente aus der Großregion und des Conseil Régional de Lorraine am 5. Dezember 2008 in Luxemburg eine Empfehlung angenommen, die sich gegen ein weiteres Endlager für radioaktive Stoffe und Abfälle in der Großregion ausspricht. Neben den Kernkraftwerken Cattenom (Moselle), Chooz (Ardennes) und Tihange (Belgien) und den drei bereits bestehenden Endlagern in den Départements L'Aube und Meuse würde die Konzentration an kerntechnischen Anlagen durch die Errichtung eines weiteren in Planung befindlichen Endlagers für radioaktiven Abfall nochmals bedeutend erhöht werden.

Der IPR fordert daher die Exekutiven auf, die Interessen der Bevölkerung in der Großregion bei der Standortsuche zu berücksichtigen.

Die gemeinsame Gedenkstättenpflege und Erinnerungsarbeit in der Großregion war ein weiteres Thema der 41. Plenarsitzung des IPR. Einstimmig sprach sich der IPR für die Entwicklung und Realisierung einer „Route der Erinnerung" in der Großregion aus, die an den „Chemin de la Mémoire et des Droits de l'Homme" in Alsace anknüpfen könnte, die Lothringen, Saarland, Rheinland-Pfalz und Wallonien einbezieht, die die einzelnen Stätten der Erinnerung verbindet und Informationen darüber vermittelt.

Mit einer Enthaltung des luxemburgischen Abgeordneten Xavier Bettel wurde eine Empfehlung über die Verkehrsinfrastruktur in der Großregion angenommen. Der IPR fordert die Nationalstaaten auf, die Infrastruktur der Hochgeschwindigkeitsbahnverbindung Paris-Ostfrankreich-Südwestdeutschland weiter auszubauen und die Fahrzeiten zu verkürzen. Ein zweiter Teil der Empfehlung fordert den weiteren Ausbau der Schleusen auf der Mosel.

Die Vizepräsidentin des Conseil Régional de Lorraine und Präsidentin des Ausschusses „Soziale Fragen", Laurence Demonet, stellte in einer Mitteilung das Netzwerk und die Projekte der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle vor, die 1998/99 auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion geschaffen wurde. Im Rahmen des neuen Programms Interreg-IV-A wird das Projekt Opti-Match gefördert, das 2008 begonnen hat und bis 2010 läuft. Ziel dieses Projektes ist unter anderem eine Bestandsaufnahme der spezifischen Stärken und Schwächen des Arbeitsmarktes der Großregion.

Die luxemburgische Ministerin für Familie und Integration, Marie-Josée Jacobs, stellte in einem Vortrag die in Luxemburg bestehenden Strukturen für das Dritte Alter vor, wobei sie auf die Unterscheidung zwischen „Centres intégrés pour personnes âgées" und „Maisons de soins" einging. Die Ministerin erwähnte auch die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, zum Beispiel zwischen dem saarländischen „Landesseniorenbeirat" und dem luxemburgischen „Conseil supérieur des personnes âgées".

Der Vertreter des Gesundheitsministers, Fränk Gansen, ging auf die Bedeutung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Gesundheitssektor ein, sowohl was die Mobilität der Patienten angeht als auch die Zusammenarbeit zwischen Krankenhäusern.

➤ Parlamentaresch Versammlung vun der UEO

Mesurë géint de Cyber-Krich

D'Gefore vun engem „informatesche Krich" waren en Haaptthema bei der 55. Sessioun vun der Parlamentarescher Versammlung vun der UEO („Union de l'Europe Occidentale") uganks Dezember 2008 zu Paräis.

D'Bedrohung vun esou engem Krich géif ëmmer méi grouss ginn, sot de Corapporteur Tarmo Kõuts aus Estland: „D'Mondialisatioun an d'Interopérabilitéit vun den Informatiounssystemer maachen de Cyberspace zu enger ëmmer méi unzéiender Zilscheif a vergréissere seng Vulnérabilitéit."

Estland war 2007 während dräi Wochen Affer vun enger Cyber-Attack. Doropshi war d'NATO uganks 2008 averstan, den „Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence" an der Haaptstad Tallinn ze installéieren.

Deen anere Rapporteur Christopher Chope aus Groussbritannien huet iwwert déi véier Type vun Informatikattacke geschwat an iwwert d'Gefill vun Ohnmacht, mat deem een deenen Ugréffer ausgesat ass.

De leschten 19. Juli, 20 Deeg virum offiziellen Ufank vum Konflikt mat Russland, war iwwregens och Georgien mat esou enger Attack konfrontéiert ginn.

An enger Recommandatioun un de Conseil vun der UEO an un dee vun der Europäescher Unioun verlaangt déi Parlamentaresch Versammlung, d'Bedrohung eescht ze huelen, genee ze analyséieren a Mesuren dergéint an d'Weeër ze leeden.

Nach gëtt et nämlech keng Sécherheetsmechanismen, fir sech ze schützen.

(Aner Texter, déi am Laf vun der Sessioun adoptéiert gi sinn, sinn um Internetsite http://www.assembly-weu.org an der Rubrik „Documents - Textes adoptés" ze fannen.)

Lëtzebuerg war vertrueden duerch d'Deputéiert Marcel Glesener (President vun der Lëtzebuerger Delegatioun), Charles Goerens (effektive Member) an Anne Brasseur (Membre suppléant).

De Charles Goerens gouf iwwregens bei där Geleeënheet zum Vizepresident vun der Assemblée fir déi 56. a 57. Sessioun gewielt.

Déi 56. Sessioun vun der «Assemblée européenne de sécurité et de défense» - wéi d'Parlamentaresch Versammlung vun der UEO och nach genannt gëtt - ass vum 2. bis de 4. Juni 2009 zu Paräis.



D'Lëtzebuerger Delegatioun bei der UEO: d'Deputéiert Lydie Err (sëtzend), Anne Brasseur, Jean Huss, Marcel Glesener, President, Charles Goerens an Norbert Haupert (vu lénks no riets).

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Lutte contre la fraude

5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

L'objet du présent projet de loi consiste à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

Dans la mesure où l'accord sur la lutte contre la fraude revêt le caractère d'un accord mixte, il a été signé non seulement par la Communauté européenne mais également par chacun des États membres qui doivent ainsi le transposer dans leur droit national. Afin de pouvoir être appliqué sur le territoire de l'Union Européenne, il doit être ratifié par chaque État membre.

L'accord de coopération pour lutter contre la fraude comprend 48 articles regroupés dans quatre titres et répondant aux objectifs suivants:

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un État membre et la Suisse;

- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes;

- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines;

- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte;

- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le texte de l'accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle et prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a essentiellement pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte indubitablement des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre autorités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.07.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

25.09.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

23.10.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 18 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°204, page 3108

Aide à l'enfance et à la famille

5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Le projet de loi sous rubrique entend doter l'aide sociale à l'enfance et à la famille d'un cadre juridique nécessaire à une prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dont peuvent être concernés tant les enfants que leurs familles. Ce cadre juridique complétera, du moins en ce qui concerne le volet de l'aide à l'enfance, celui mis en place par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, alors que la finalité de cette loi est différente de celle du cadre projeté dans la mesure où la loi de 1992 précitée est destinée à régir principalement des situations de détresse.

La nécessité d'un cadre juridique propre à l'aide à l'enfance et à la famille se fait sentir dans la pratique. En effet, l'absence d'un dispositif clairement institué a pour fâcheuse conséquence de «judiciariser» excessivement l'aide sociale à l'enfance.

La future loi met ainsi l'accent sur la prévention. Ce faisant, elle favorise la mise en place d'un système d'aide sociale «déjudicarisé» qui accorde une place prépondérante à la participation des personnes concernées. Elle précise, par ailleurs, les principes qui doivent gouverner l'aide sociale à l'enfance et à la famille. L'Office national de l'enfance (ONE), que le projet de loi 5754 entend également créer, est, par ailleurs, chargé de la mise en œuvre de ces principes.

Le projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille spécifie également les missions de l'État et des communes et adapte le mode de financement de l'aide sociale dans le but de rendre cette dernière plus performante.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

25.09.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

06.11.2007 Examen du projet de loi

20.11.2007

15.07.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

13.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 16 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°192, page 2584

Avocats bulgares et roumains

5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de transposer la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (ci-après la «Directive de 2005»), la directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, ainsi que d'adapter la législation luxembourgeoise afférente en fonction des derniers développements qu'ont connus les accords sur l'Espace Économique Européen.

La Directive de 2005 consolide quinze directives qui avaient mis en place des régimes différents de reconnaissance de qualifications professionnelles, à savoir trois directives relatives au système général (la directive du Conseil 89/48/CEE et la directive 92/51/CEE ainsi que la directive du Parlement européen et du Conseil 1999/42/CE qui a modifié les deux directives précitées 89/48/CEE et 92/51/CEE) et douze directives sectorielles[1] couvrant les sept professions de médecin, infirmier, praticien de l'art dentaire, vétérinaire, sage-femme, pharmacien et architecte. Tout en maintenant les garanties inhérentes à chaque système de reconnaissance existant, elle «aspire à la création d'un cadre juridique unique et cohérent, fondé sur un assouplissement des conditions de la prestation des services, une plus grande automaticité dans la reconnaissance des qualifications et une plus grande flexibilité des procédures de mise à jour de la directive.»

En ce qui concerne plus particulièrement la profession d'avocat, la directive 89/48/CE du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans a été transposée par une loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.

Par ailleurs, cette directive a fait l'objet d'une loi de portée plus générale, à savoir la loi du 13 août 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance des diplômes à des fins professionnelles. Cette loi a été suivie d'un règlement grand-ducal du 2 juin 1994 portant transposition de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles qui complète la directive 89/48/CE.

Ces deux directives sont désormais abrogées et remplacées par la Directive de 2005. Il échet de préciser que les directives spécifiques relatives à la prestation de services et à l'établissement des avocats (directives 77/249/CEE et 98/5/CE) ne sont pas touchées, car elles ne visent pas la reconnaissance des qualifications professionnelles, mais la reconnaissance de l'autorisation d'exercer.

En ce qui concerne les adaptations et modifications contenues dans la nouvelle Directive de 2005, le législateur luxembourgeois a décidé de procéder via plusieurs lois de transposition, la première portant sur les aspects généraux de la directive[2], la deuxième portant sur les modifications sectorielles et la troisième concernant les dispositions relatives aux avocats en particulier. En effet, même si le mécanisme de reconnaissance établi par les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE reste inchangé, pour la profession d'avocat, une adaptation de la loi du 10 août 1991 s'avère néanmoins nécessaire.

Le principe posé par la Directive de 2005 en son article 13 est le suivant: lorsque l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil accorde, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, l'accès à cette profession et son exercice aux demandeurs qui possèdent l'attestation de compétences ou le titre de formation prescrit par un autre État membre pour accéder à cette profession ou pour l'exercer. Il y a ainsi une présomption de comparabilité des formations, selon laquelle une personne qui est apte à pratiquer une profession déterminée dans un État membre satisfait aux exigences d'un État d'accueil relatives à la pratique de la même profession.

Les professions juridiques, et en particulier la profession d'avocat, restent, cependant soumises à des règles particulières. Il ressort, en effet, des dispositions de l'article 14 de la Directive de 2005 qu'elle autorise l'État membre d'accueil à exiger de la personne qui sollicite la reconnaissance de son titre de formation d'avocat qu'elle se soumette à une épreuve d'aptitude notamment lorsque la durée de sa formation est inférieure d'au moins un an à celle requise dans l'État membre d'accueil ou lorsque la formation reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation exigé dans l'État membre d'accueil.

---

[1] Il s'agit des directives du Conseil 93/16/CEE, 77/425/CEE, 77/453/CEE, 78/686/CEE, 78/687/CEE, 78/1026/CEE, 78/1027/CEE, 80/154/CEE, 80/155/CEE, 85/432/CEE, 85/433/CEE et 85/384/CEE.

[2] Voir le projet de loi 5921

d'Chamber online op
www.chd.lu

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):
21.05.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.07.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008
Loi du 18 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°195, page 2608

Ressources propres de l'UE

5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013 et de remplacer, une fois la décision 2007/436/CE en vigueur, la loi du 31 janvier 2002 relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2000-2006.

1. Décision 2007/436/CE relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013

La décision relative au système de ressources propres établit le système de financement du budget communautaire et représente la traduction juridique du volet «recettes».

La décision précitée confirme en outre un certain nombre de principes qui figuraient dans la décision «ressources propres» de 2000:

- le budget général de l'Union européenne est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par les ressources propres des Communautés;

- les trois types de ressources propres restent les ressources dites «traditionnelles» (prélèvements agricoles, cotisations sur le sucre et droits de douane), la ressource «Taxe sur la Valeur Ajoutée» (TVA) et la ressource «Revenu National Brut» (RNB);

- les recettes provenant de toutes nouvelles taxes qui seraient instituées dans le cadre d'une politique commune constituent des ressources propres inscrites au budget général;

- le montant retenu par les États membres au titre des frais de perception demeure fixé à hauteur de 25% des ressources propres traditionnelles;

- le plafond des ressources propres reste fixé à 1,24% du montant total du RNB des États membres en ce qui concerne les crédits de paiements.

La décision consacre, comme par le passé, les principes de non-affectation des recettes et de report des excédents éventuels de recettes d'une année à l'autre. Elle fixe également un certain nombre de principes en matière de perception et de recouvrement des recettes.

Enfin, la décision reprend également les dispositions contenues dans les conclusions de la Présidence du Conseil européen de décembre 2005 relatives au réexamen du cadre financier 2007-2013; par conséquent, la Commission entreprend un réexamen général du système des ressources propres, couvrant tous les aspects des dépenses de l'Union européenne, y compris la politique agricole commune, ainsi que la compensation en faveur du Royaume-Uni, réexamen sur lequel elle devra faire rapport en 2008-2009.

2. Principales modifications introduites par la décision 2007/436/CE «ressources propres» du 7 juin 2007

Par l'adoption du projet de loi sous rubrique, la Chambre des Députés est amenée à autoriser les modifications de la structure du système de financement de l'UE conformément aux conclusions du Conseil européen de Bruxelles des 15 et 16 décembre 2005.

Les principales modifications introduites par la décision «ressources propres» du 7 juin 2007 sont les suivantes:

- La stabilisation pour l'ensemble des États membres du taux d'appel sur l'assiette TVA à 0,30%. Ce taux correspond à la différence entre l'actuel taux d'appel maximal (0,50%) et une valeur moyenne du taux gelé appliqué dans le passé (0,20%). Quatre États membres bénéficient d'un régime dérogatoire pour la période 2007-2013: l'Autriche (0,225%), l'Allemagne (0,15%), les Pays-Bas et la Suède (0,10%).

- L'amorce d'une réforme du système des ressources propres de la Communauté européenne, à travers la réduction progressive du traitement de faveur accordé au Royaume-Uni. Décidée par le Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984, cette réduction est pour la première fois profondément et durablement modifiée. En effet, le calcul de cette correction vers le bas de la contribution britannique sera ajusté par l'exclusion progressive des dépenses d'élargissement et celle de certaines dépenses agricoles.

La contribution supplémentaire du Royaume-Uni induite par cet ajustement ne devra pas dépasser 10,5 milliards d'euros au cours de la période 2007-2013. La participation britannique normale au financement de l'élargissement est un acquis à partir de 2013.

Les modalités de financement de la réduction britannique restent cependant inchangées: à part l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède, les autres États membres prennent à leur charge, au prorata de leur RNB, le financement du reste de la correction britannique.

- Les Pays-Bas et la Suède bénéficient, uniquement pour la période 2007-2013, d'une réduction brute de leur contribution annuelle calculée en fonction du RNB de respectivement 605 et de 150 millions euros. Ces réductions sont accordées après le calcul de la correction en faveur du Royaume-Uni et n'ont par conséquent aucune incidence sur le montant de cette même correction.

3. Incidences sur la part du Luxembourg dans le financement de la Communauté

La contribution brute du Luxembourg au budget des recettes communautaires (hors ressources propres traditionnelles) est estimée à environ 2 milliards d'euros pour l'ensemble de la période 2007-2013, soit en moyenne 287 millions d'euros par an. En se basant sur une population moyenne de 475.000 habitants, la contribution annuelle s'élève à environ 604 euros par habitant.

Le solde net du Luxembourg sur la période 2007-2013, c'est-à-dire la différence entre la contribution au budget communautaire et les retours dont le Luxembourg bénéficiera au titre des politiques communautaires, est difficile à établir à l'avance. Les chiffres de l'exercice 2006 confirment cependant que les montants versés à partir du budget communautaire au profit du Luxembourg sont inférieurs à la contribution annuelle du Luxembourg au budget européen. Le Luxembourg se retrouve ainsi parmi les contributeurs nets au budget communautaire (-0,11% de son RNB en 2006).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.10.2008
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
09.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.10.2008 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008
Loi du 18 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°205, page 3122

Expropriation

5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Les auteurs du projet de loi rappellent dans l'exposé des motifs que la modification de l'article 545 du Code civil constitue la suite nécessaire d'une révision de l'article 16 de la Constitution devenue effective, après les deux votes de la Chambre des Députés les 3 juillet et 10 octobre 2007, par l'entrée en vigueur de la loi du 24 octobre 2007. Depuis cette révision, l'article 16 de la Constitution est libellé comme suit: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

La révision de la Constitution était devenue incontournable pour permettre une application appropriée de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique déclarée inconstitutionnelle au motif de prévoir une indemnisation «préalable» intégrale.

L'article 16 de la Constitution ne prévoyant plus l'indemnisation «préalable», il y a lieu de supprimer cette exigence également dans l'article 545 du Code civil.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.06.2008
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):
29.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008
Loi du 18 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°208, page 3141

Bâtiment administratif à Esch/Belval

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval

Ce projet de loi autorise le Gouvernement à construire un bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'Administration de l'environnement, de l'Administration de la gestion de l'eau, de la Commission nationale pour la protection des données ainsi que du Fonds Belval.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008
Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):
10.11.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport
27.11.2008 Réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: Discussion sur le concept Cité des Sciences

Vote en séance publique: 10.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°208, page 3141

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

SÉANCE 10

Jeudi, 20 novembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch
- *M. Claude Meisch*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval*

4. Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear
- *M. Claude Meisch - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi
- *Présentation: M. Claude Meisch*
- *Discussion générale: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Romain Schneider, M. Aly Jaerling, M. le Ministre François Biltgen*

6. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Eugène Berger (déposant une motion), Mme Lydie Err (déposant trois motions), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur les motions: motions 1, 2, 3 et 4 adoptées*

7. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter
- *Mme Viviane Loschetter*

8. 5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil
- *Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétes; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes
- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech ginn dem Här Meisch d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt momentan de Projet vun der Regierung vun de sougenannte Chèques-services d'Gemidder beweegt uechtert d'Land, bei de Gemengen, bei den Träger vu Crèchen a vu Maison-relaisen. Well virun allem den administrativen Opwand gefaart gëtt, well mer en Délai hunn, wou dat den 1. Mäerz misst a Kraaft trieden.

Elo si mer ganz d'accord, datt een um Niveau vun de Präisser, vun den Tariffer an de Betreiungsstrukturen eppes muss maachen, datt Handlungsbedarf besteet. Mir hunn awer mam Projet, deen elo virläit a vun der Regierung presentéiert ginn ass, eng Rei vu grondsätzleche Problemer.

Ënner anerem fäerte mer, datt ganz vill Kanner, déi elo an deene Betreiungsstrukturen dra sinn, riskéieren d'nächst Joer erauszerutschen, well eng Prioritéit geschafe gëtt fir Kanner vun Elteren, déi eigentlech net beruffstäteg sinn, well se RMG-Bezéier sinn. Duerfir proposéiere mer hei an där Motioun, datt dee Projet do zréckgezu gëtt an datt en ersat gëtt duerch eng Initiativ, fir déi bestoend Tarificatioun däitlech ofzesenken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- ayant pris connaissance de la volonté du Gouvernement d'introduire des chèques-services donnant droit à une série de services dans le domaine de l'accueil éducatif extrascolaire;

- constatant qu'il existe une pénurie d'infrastructures et d'encadrements adéquats au niveau des structures d'accueil;

- voulant promouvoir une politique visant à concilier vie familiale et vie professionnelle pour toutes les familles;

- notant les difficultés manifestes que revêtent ces mesures au niveau de leur mise en œuvre notamment pour les communes et les gestionnaires des différentes structures d'accueil;

invite le Gouvernement à

- retirer le projet gouvernemental visant l'introduction de chèques-services;

- prévoir la diminution du prix des maisons relais et d'y retenir une augmentation de la participation de l'État à hauteur des moyens financiers prévus pour les chèques-services;

- faire en sorte que l'État et les communes augmentent à court et à moyen terme, selon les besoins et de manière conséquente, le nombre de structures d'accueil dans toutes les régions du pays.

(s.) Claude Meisch.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch.

2. Ordre du jour

Mir hunn déi aner Motioun vum Här Meisch en plus iwwert d'ADEM, en plus eng Question urgente iwwert d'Situatioun bei der Goodyear. Den Aarbechtsminister muss op Bréissel fueren an eng Réunioun. Ech hu mat him geschwat. Hie probéiert allerdéngs heihinner ze kommen, ier hien onbedéngt muss fort. Duerfir géif ech proposéieren, wann hien Zäit fënnt, fir ze kommen, dass mer da géifen déi Motioun an déi Question urgente huelen, quitte dass mer missten e Projet ënnerbriechen. Am Fall, wou et net geet, hie seet eis elo gläich Bescheed, mä hie mengt, hie kënnt kommen, datt mer dat da géifen esou maachen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Da komme mer elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, wann ech gelift.

3. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, dréit jo den Titel: Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. Et ass den 22. August 2007 gewiescht, wéi en déposéiert ginn ass.

En ass aviséiert gi vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, vun der Chambre des Métiers, de Justizautoritéiten, der Privatbeamtekummer, der Chambre vun de Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre de Commerce, de Travail an dann och vun der FAPEL, der Federatioun vun der Association des parents d'élèves au Luxembourg an och aviséiert gi vu Leit aus dem Secteur. Ech wëll just am besonneschen d'EGCA, d'Entente vun de Gestionnaires des centres d'accueil, an d'ADCA, d'Association vun den Directeurs des centres d'accueil hei ernimmen.

De Statsrot huet de 17. Juni säin éischten Avis ginn an den 21. Oktober en Avis complémentaire zu enger Rei Amendementer vun der Kommissioun. Dorobber kommen ech nach zréck.

Sechsmol ass dëse Projet de loi an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn, an de Rapport vun haut ass den 13. November ugeholl ginn.

Dee Projet, dee mer haut diskutéieren an deen ech d'Éier hunn hei virzestellen, huet eng Rei grouss Ziler: - D'Aide à l'enfance et à la famille kritt domadder zu Lëtzebuerg e juristesche Kader; - d'Preventioun kritt de prioritäre Charakter; - d'Gewalt géint Kanner gëtt als verbueden hei ageschriwwen; - d'Participatioun vum Kand a vun der Famill kënnt an de Vierdergrond; - d'Missioune vum Stat a vun de Gemenge gi fir dësen Domän preziséiert; - den ONE, den Office national de l'enfance, gëtt geschaf; - d'Jugendhëllef an de Jugendschutz gi besser getrennt. Dëst nenne mer och alt nach Déjudiciarisation; - de Secteur vun der Kanner- a Jugendhëllef gëtt strukturell koordinéiert ëm d'eenzel Situatioun; - de Finanzement vun der Kanner- a Jugendhëllef gëtt nei organiséiert, an - den ONE erstellt zweemol am Joer eng Statistik iwwert d'Friemënnerbréngung vun de Kanner.

D'Ambitioun ass also grouss. De Projet bréngt e Paradigmewiessel am soziale Secteur vun der Kanner- a Jugendhëllef mat sech an huet d'Ambitioun, zu méi Responsabilitéit, méi Flexibilitéit a méi Effikassitéit ze féieren.

De Projet referéiert a senger Argumentatioun op de Rapport vun der Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», déi ënnert der Presidentschaft vum Här Lucien Weiler, eisem heitege President, wichteg Konklusioune gezunn huet. D'Madame Frank war deemools Rapportrice vun dësen Aarbechten an aus de Konklusioune vun der Spezialkommissioun, déi de 26. November 2003 hei an der Chamber diskutéiert goufen, fënnt een der eng Rei, déi mam Projet vun haut Realitéit ginn.

Esou gouf en Organe de médiation virgeschloen, fir ze verhënneren, dass all problematesch Situatioune beim Jugendriichter landen; zweetens soll d'Preventioun Prioritéit kréien; drëttens soll eng besser Koordinatioun vum soziale Secteur geschéien, a schliesslech gouf eng besser Kooperatioun tëschent Justiz a sozialem Secteur als néideg erkannt.

A sengem Argumentaire ginn dës Ziler vun eiser Familljeministerin iwwerholl an et ginn nach aner Grënn uginn, fir hei ze légiféréieren:

Et geet drëm, d'Mënscherechts- an d'Kannerrechtskonventioun um Punkt vun

der Matbestëmmung an dem Recht op Hëllef ëmzesetzen.

Et geet drëm, de Prinzip vum Intérêt supérieur de l'enfant fest ze verankeren an all Hëllefen als subsidiar zur Elteren- a Familljenaarbecht unzegesinn.

Et geet drëm, d'Protektioun, d'Prestatioun vun Hëllefen an d'Participatioun vum Kand - also déi dräi P - als roude Fuedem duerch dëst Gesetz eranzekréien.

An et geet schliesslech och nach drëm, all Gewalt vis-à-vis vun de Kanner, sief et kierperlech, psychesch oder sexuell, kloer ze verbidden. Dëst kënnt och enger laangjähreger Fuerderung vum Comité des droits de l'enfant entgéint.

Wéi sollen dann elo all dës Objektiver ëmgesat ginn a wéi eng Ännerunge brénge se am Verglach zur Situatioun vun haut?

Mir hunn am Land vill exzellent Servicer an Institutiounen, déi sech der Kanner- a Jugendaarbecht unhuelen. Si schaffen opgrond vun engem Agrément a mat deem Personal, dat si iwwer eng Konventioun vum Ministère zur Verfügung gestallt kréien.

Am Besonnesche muss een hei Crèchen, Foyer-de-jouren, Foyers fir Dages- an Nuechtënnerbréngung, konventionéiert an net konventionéiert, FADEPen, Familles d'accueil, Internater, Adoptiounsservicer ernimmen. An dësen Haiser a Famillje sinn - esou ass aus dem Argumentaire vum Projet de loi erauszeliesen - op den 1.1.2006 872 Kanner ënnerbruecht. Dovunner sinn 78% Placementer duerch d'Jugendgeriicht.

Datt esou vill Kanner duerch e Riichter an eng Institutioun verwise ginn, kënnt och dohier, datt kee Kadergesetz fir fräiwëlleg Placementer do ass, datt keng Instanz den Optrag huet, déi ze verhandelen, guttzeheeschen, an datt Haiser dacks och d'Tendenz hunn, dem Riichter Virrang ze gi bei der Ënnerbréngung, well jo dat Situatioune sinn, déi den héije Charakter vun Drénglechkeet hunn.

Déi sozial Berodungsservicer, déi um Terrain schaffen, sinn haut eleng mat der Situatioun, déi si zougedroe kréien. A si mussen eleng entscheeden, ob oder ob net e Signalement un de Jugendriichter gemaach gëtt. Dat ass eng grouss Verantwortung. Dëst féiert och derzou, dass Sozialservicer haut op d'Jugendgeriicht verweisen, wann et beispillsweis ëm Vernoléissegung vu Kanner geet.

Dat gëtt duerch de Riichter, d'Hëllef vun uewen, der Famill an och der Institutioun ordonnéiert. Déi betraffe Kanner kënnen hiren Accord net ginn an d'Famillje ginn net responsabiliséiert duerch eng geriichtlech Mesure.

Duerch dëst Gesetz gëtt déi dacks zitéiert Déjudiciarisation a ville Fäll erméiglecht. Dat geschitt doduerjer, datt eng nei zentral Ulafplaz an Entscheedungsplaz geschafe gëtt.

De Projet de loi schaaft eng nei Institutioun: den Office national de l'enfance. Et ass den ONE - Office national de l'enfance -, e Service vum Familljeministère, deen an Zukunft d'Missioun kritt, fir d'Situatiounen, déi vun de Kanner, den Elteren, de soziale Servicer, den Institutiounen un een erugedroe ginn, ze traitéieren. Am Artikel 4 gëtt och d'Recht op eng Demande op Hëllef festgehalen.

Den ONE kritt dofir dezentral Équipes multidisciplinaires, déi en Hëllefsplang fir all Kand erstellen. Dëse Plang gëtt, an dat ass de Prinzip vun der Participatioun, mat de Betraffenen ausgeschafft a vun hinnen ënnerschriwwen, soss kann en net a Kraaft trieden.

Den ONE vermëttelt an dëse Situatiounen tëschent de Leit an dem objektiven Usproch vu Protektioun an Ënnerstëtzung, deen eis Gesellschaft am Ëmgang mat de Kanner huet. E validéiert dëse Plang, en nennt e Koordinator tëschent de soziale Servicer, aktualiséiert dëse Plang regelméisseg oder wann ëmmer néideg, an organiséiert Concertatioun tëschent de Familljen an den Institutiounen.

Den ONE mécht dann och ëmmer op den 1. Abrëll an op den 1. Oktober statistesch Erhiewunge vun de Kanner, déi am Land an am Ausland an Institutiounen oder Familljen ënnerbruecht sinn.

Den Artikel 7 vum Gesetz erlaabt dem ONE och, zu dësem Zweck eng Datebank unzeleeën.

All Elteren a Kanner hunn d'Recht op Asiicht an hiren Dossier. All betraffent Kand kann am Alter vun 18 Joer och verlaangen, dass säin Dossier anonymiséiert gëtt. Esou ass och séchergestallt, datt d'Kanner Zougang zu hirer eegener Geschicht kréien an och selwer bestëmmen, ob dës Donnéeën onkenntlech gemaach solle ginn.

Schliesslech ass den ONE verflicht, all Dossier e Suivi ze ginn.

Wéi eng Inhalter hunn dann déi Hëllefsmoossnamen, déi vum ONE kënnen an engem Plang festgehale ginn?

Den Artikel 11 vum Gesetz läscht 25 verschidden Hëllefsmoossnamen op, déi gegebenenfalls kënnen am jeeweilegen individuellen Hëllefsplang virgesi ginn. Fir et nach eemol ze rappeléieren: Dës Moossname ginn net vum ONE ausgefouert, mä vun deenen Acteuren, déi och haut um Terrain dës Aarbecht maachen. De Katalog vun de Mesures d'aides sociales reecht vun der Dages- an Nuechtënnerbréngung an engem Foyer zu ganz punktuellen Hëllefen, wéi beispillsweis dem juristesche Bäistand, enger psychologescher Konsultatioun, enger Médiation familiale, erzéierescher Familljeberodung oder och pedagogesche Fréiförderungsmoossname fir d'Kanner oder och nach der Formatioun fir d'Elteren a Jugendlech oder Fräizäitaktivitéiten.

Den Tableau ass breet ugeluecht, an den Hëllefsplang kann domadder e komplette Programm vun Ënnerstëtzung fir dat eenzelt Kand virgesinn. Dësen Tableau vu sozialen Hëllefsleeschtunge veranschaulecht och, datt mir net vun der Aide à l'enfance kënne schwätzen, ouni gläichzäiteg vun de Familljen ze schwätzen. Den Titel vum Gesetz ass op Suggestioun vum Statsrot dann och ausgeweit ginn op Aide à l'enfance et à la famille.

Wa vum ONE keen Accord fir en Hëllefsplang am Intérêt vum Kand fonnt gëtt, well d'Elteren oder d'Kand dëse refuséieren oder net matschaffen, da muss den ONE ofweien a gegebenenfalls d'Situatioun un d'Jugendgeriicht weiderginn. Da kann d'Jugendgeriicht eng Hëllef verfügen. D'Relatioun tëschent der Justiz an dem soziale Secteur gëtt mat dësem Gesetz gekläert. Wann d'Jugendgeriicht duerch iergendeen Ëmstand mat engem Dossier befaasst ass, dann ass d'Jugendgeriicht ëmmer prioritär. Da ka sech den ONE net amëschen, et sief dann, hie géif selwer vum Jugendgeriicht dozou opgefuerdert ginn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng méi grouss Kloerheet verlaangt a gefuerdert, den Term Placement am Gesetz nëmmen am Zesummenhang mam Jugendgeriicht ze gebrauchen. Dëse Begréff ass vun der Kommissioun aus dem Text eraus-geholl an duerch den Accueil socio-éducatif ersat ginn.

Fir seng Missioune kënnen ze erfëllen, kritt den ONE e Personalkader mat dësem Gesetz. De Poste vum Direkter vum neie Service gëtt fir siwe Joer bestëmmt a vun engem Fonctionnaire aus der Carrière supérieure vum Stat bekleet. Weider kënne Persoune mat spezifescher Ausbildung an de verschiddene Sozial- an Erzéiungsberuffer, Redakteren an Expéditionnairen agestallt ginn.

Et gëtt erméiglecht, Fonctionnairen aus aneren Administratioune bei den ONE ze détachéieren. Hir Rechter bleiwen hinnen natierlech erhalen, an et kënnen och Enseignanten détachéiert ginn. Dezentral verstäerke multidisziplinär Equipen d'Beméiunge vum ONE. Och hei kënne Leit an den ONE détachéiert ginn, woumat séchergestallt gëtt, datt erfuerend Personal mat dësen net ëmmer einfache Missioune beoptraagt ka ginn.

Den ONE kann och extern Experte mat erunzéien, eng Kloerstellung, déi op Urode vum Statsrot iwwerholl ginn ass.

Wéi eng Konditioune muss dann e Service erfëllen, fir mam ONE zesummenzeschaffen?

Den Artikel 13 vum Gesetz preziséiert, datt, niewent den Agrémentsbedéngungen aus dem ASFT-Gesetz, d'Servicer och mussen e Projet d'orientation schreiwen, deen d'Sensibilitéit fir d'Kanner an d'Kannerrechter dokumentéiert, d'Participatioun vun de Kanner an den Eltere promouvéieren, sech asetze géint Gewalt an Drogen a fir d'Suizidpreventioun, en internt Reglement virweisen, Supervisioun a Formatioun fir d'Personal organiséieren, sech extern evaluéieren an natierlech mat dem Jugendgeriicht, mam ORK a mam ONE zesummenzeschaffen. Alles dëst, fir d'Qualitéit vun der Aarbecht ze garantéieren.

De Projet de loi rappeléiert a preziséiert Aufgabe vum Stat an de Gemengen. De Stat an d'Gemenge sinn ugehalen - dat ass net nei -, am Kader vun der Integratioun, der Participatioun an der Preventioun flexibel Ënnerbréngungsstrukturen ze schafe fir Kanner a Jugendlech. Hir Missioun besteet och nach doranner, Hëllef ze leeschten, fir Aarbecht a Famill ënnert dee berühmten Hutt ze kréien, awer och erzéieresch Hëllefsdéngschter entweder selwer ze proposéieren oder awer eng Informatioun an Orientatioun bei esou Déngschter ze leeschten, déi kulturell a sozial Ausgrenzung vu Kanner ze verhënneren an all Méiglechkeete vu Participatioun vu Kanner a Familljen ze ënnerstëtzen.

Schliesslech schaaft dëse Projet de loi en neie Finanzéierungsmodell fir déi sozial Hëllefsariichtungen. Dëst ass sécher deen am meeschten diskutéierten Deel vum Gesetz. Fixéiert gi 15 verschidden Type vu Leeschtungen a Form vu Stonnen, Dagesforfaiten oder Forfaiten op de Mount.

De System vum aktuelle Bezuele vun de soziale Servicer duerch eng Konventioun mat feste Posten gëtt also ersat duerch e System vu leeschtungsbezunnener Tarificatioun. Wann eng Institutioun an engem Hëllefsplang engagéiert ass oder e ganz ausféiert, da stellt si déi Leeschtungen a Rechnung. Dëst huet de Virdeel, datt d'Institutioun flexibel kann op eng Demande reagéieren an net méi wéi bis elo begrenzt ass duerch hire Personalschlëssel.

En Träger ka bei Bedarf zousätzlecht Personal engagéieren, wat besonnesch fir eenzel speziell Situatioune vu grousser Wichtegkeet ass. Dëse System erlaabt eng grouss Flexibilitéit. Et misst manner schwiereg ginn, dem Kand oder Jugendlech déi noutwendeg Ënnerstëtzung ze garantéieren.

Dëse Finanzéierungssystem ass mat den Träger diskutéiert ginn, an d'Montantë ginn, wéi och de Statsrot gefuerdert huet, iwwer Règlement grand-ducal fixéiert. Och léisst de Ministère jidder Träger de Choix, beim ale System ze bleiwen oder fir den neie System ze optéieren.

E weideren Artikel am Gesetz erlaabt et dem Stat, zousätzlech zu de Finanzéierungsforfaiten aussergewéinlech Subventiounen ze bezuelen, wann dat opgrond vun der Gehältersituatioun vum Prestataire néideg ass. Dat heescht, am Fall wou iwwerduerchschnëttlech vill Personal mat grousser Anciennetéit do schafft, wat jo méi deier ass wéi eng Equipe, déi am Ufank vun der Gehältertabell steet.

Zousätzlech kann de Stat och agräife bei zäitweileg gerénger Auslaaschtung vum Service oder bei besonneschen, innovative Projeten.

Schliesslech gesäit dëse Projet de loi e berodende Gremium vum ONE vir: de Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille. Am Originalprojet sollten nach eng Commission consultative ONE an e Comité interministériel geschafe ginn. Am Sënn vu schlanke Strukturen huet d'Chamberskommissioun sech dem Statsrot ugeschloss an als eenzegt berodend Gremium vum ONE de Conseil supérieur zréckbehalen. Dëse Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille huet 16 Memberen, déi vun der Regierung fir fënnef Joer genannt ginn.

An dësem Gremium sinn d'Ministèrë vun der Famill, der Educatioun, der Justiz an der Santé mat jeeweils engem Représentant vertrueden. Dernieft sinn d'Justizautoritéite mat zwee Leit vertrueden, d'Prestatairë vun den Hëllefsservicer mat dräi Memberen, d'Associatioune vu Famill, Elteren a Kanner mat dräi Leit, a schliesslech gi véier Fachleit genannt opgrond vun hire Kompetenzen an de psychosozialen, socio-éducativen, juristeschen oder medizineschen Domäner.

Dëse Conseil supérieur beréit d'Regierung an alle Froe ronderëm d'Kanner an d'Familljen, evaluéiert d'Besoinen, suivéiert d'Evolutioun vum ONE a vun de Prestatairen a suergt sech ëm déi noutwendeg Koordinatioun an den Échange tëschent de Partnerorganisatiounen aus dem soziale Beräich.

Dëst Gesetz gëtt schliesslech dem aktuellen 1952 schonn duerch Arrêté grand-ducal geschafenen an e puermol ofgeännerte Conseil supérieur de la famille et de l'enfance, wéi en elo heescht, eng legal Basis. De Règlement grand-ducal wäert d'Indemnitéite vun de Membere fixéieren a wäert och den aktuelle Conseil supérieur de la famille opléise respektiv an dës nei Struktur afléisse loossen.

Nach e Wuert zu der Mise en vigueur. Dëst Gesetz brauch Upassungen am soziale Secteur an et brauch Ulafzäit, fir déi nei Institutioun ONE opzebauen, d'Prozeduren ze definéieren, kuerz fir sech ze organiséieren. Duerfir ass virgesinn, datt dëst Gesetz sechs Méint no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft trëtt.

Ech wëll awer nach um Schluss e puer Wuert iwwert de Werdegang vum Projet verléieren an e puer Elementer aus den Avisen abréngen. D'Regierung huet e Projet déposéiert vun 30 Artikelen. Haut stëmme mer of iwwer e Projet vun 20 Artikelen. Dat eleng weist, datt Veränneru-rungen an der Kommissioun virgeholl gi sinn.

De Statsrot huet proposéiert, all net normativ Artikelen ze sträichen, déi als Zweck haten: d'Intentioune vun der Kannerbetreiung, d'Handlungsprinzipië vum ONE, d'Applikatioun vun der Konventioun vun de Kannerrechter an der Konventioun fir de Kampf géint d'Diskriminéierung, de schouleschen Accueil a spezialiséierten Institutiounen, d'konsultativ Kommissioun ONE an de Comité interministériel a schliesslech och en Artikel iwwer e Code de bonne conduite an de Secret professionnel.

De Statsrot huet eng Glidderung vum Text proposéiert, an d'Kommissioun huet sech dës Iwwerleeung zu Eege gemaach.

Niewent dëse Recommandatioune vum Conseil d'État huet d'Kommissioun eng ganz Rei vu klengen textuellen Ännerungen agefügt. Dat sinn Detailverbesserungen, op déi ech awer hei aus Zäitgrënn net kann a wëll agoen. Si droen och Bemierkunge vun aneren Avisë Rechnung. Deene meeschte konnt Rechnung gedroe ginn. Anerer, wéi eng Reform vum ASFT-Gesetz, eng gefaart Konkurrenzsituatioun tëschent de sozialen Institutiounen, eng Ausdifferenzéierung vun de Prestatiounen an der Praxis, sinn am Rumm vun dësem Kadergesetz net all ze klären.

Här President, ech hunn elo probéiert, kuerz en Iwwerbléck iwwert dëst neit Gesetz ze ginn, ouni an all Detail kënnen anzegoen.

Alle Servicer aus dësem Secteur, déi engagéiert a konstruktiv Kritiken zu dësem Projet verfaasst hunn, wëll ech fir hiren Engagement Merci soen. Si sinn et zesumme mam ONE, déi d'Qualitéit vun der Betreiung garantéieren. Si sinn et, déi am Alldag dat mat Musek fëllen, wat mir haut um Pabeier entscheeden. Si sinn et, déi sech ëm déi Kanner a Jugendlech këmmeren, déi soss keng Zukunft hätten. Hinnen alle si mer eise grousse Respekt schëlleg, an dat ganz besonnesch haut um Internationale Weltdag vun de Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Déi éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

Här Meisch, ech wëll soen, dass de Minister Biltgen ënnerwee ass an dass mer no der Madame Andrich zu Ärer Motioun a Question urgente kommen.

Madame Duval, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'éischt, dass mer hei an deem Héijen Haus iwwer Kanner a Jugendlecher an Nout geschwat hunn. De Rapporteur Jean-Paul Schaaf huet och schonn dorop higewisen. Gutt ass, dass mer grad haut um Internationalen Dag vun de Kannerrechter heiriwwer schwätzen.

Déi deemoleg Spezialkommissioun vun der Chamber huet sech intensiv mam Thema vun der Jugendhëllef respektiv dem Jugendschutz befaasst, ënnert der Presidentschaft vum Här Lucien Weiler. Heiraus huet sech jo bekanntlech e Schlussrapport erginn, deen de 27. Oktober 2003 vun der Madame Marie-Josée Frank ofgeschloss gouf no villen Hearingen an Échangë mat Experten op deem Gebitt.

Fir d'éischt ass emol festgestallt ginn, dass et keng komplett statistesch Donnéeën iwwer Kanner a Jugendlecher an Nout ginn, déi et erlaben, hir Situatioun ze analyséieren an doraus eraus effikass Politiken ze definéieren.

Aner Konklusiounen, déi ee kann ervirsträichen, sinn ënner anerem déi vun der Noutwendegkeet fir zousätzlech spezialiséiert Strukturen ze schafe fir Mannerjähreger, déi psychiatresch oder Verhalensproblemer hunn, gradesou wéi fir eng allgemeng Erhéijung vun den Opnahmecapacitéiten an de bestehende stationäre Strukture virzehuelen.

Op dësem institutionelle Gebitt si grouss Efforten an de leschte Jore gemaach gi vun der Familljeministesch, an och de Gesondheetsminister huet Säint derzou bäigedroen. Esou konnt zum Beispill elo ganz rezent en neie Foyer vum Kannerduerf

Miersch ageweiht ginn zu Hesper, wou an enger éischter Phas jonk Meedercher mat schwéiere Perséinlechkeets- a Verhalensproblemer opgeholl ginn. Si kënnen do vun enger op Déierentherapie spezialiséierter Equipe betreit ginn.

Da wëll ech awer och nach just déi nei stationär psychiatresch Unitéit an der Kannerklinik ervirsträichen.

Am Rapport „Jeunesse en détresse" gouf dann nach plädéiert fir d'Schafe vun enger Mediatiounsinstanz - de Rapporteur huet et och scho gesot - am Virfeld vun de Jugendschutzmoossnamen. Déi soll am Fall vu Krisesituatiounen den Dialog am géigesäitegen Averständnis tëscht de verschiddenen Implizéierten nees hierstellen.

Doriwwer eraus gouf e Mangel vu Koordinatioun tëscht dem Sozialsecteur an der Justiz a weider tëscht de verschiddene soziale Servicer festgestallt. Fir deem Meeschter ze ginn, sollt een oder méi zentral Organer an d'Liewe geruff ginn, fir d'Zesummenaarbecht tëscht all deenen Acteuren ze verbesseren.

En anert Objektiv soll sinn, fir global gesi méi preventiv virzegoen an et net eréischt zu schwierege familiäre Situatioune kommen ze loossen, mä schonn am Virfeld ze handelen.

Zousätzlech gesäit d'Regierungserklärung vun der jëtzeger Majoritéit Folgendes vir. Ech zitéieren: «Les partenaires conviennent de réorganiser l'aide sociale à l'enfance en difficulté.» An deem Kontext ass och e Statement gemaach ginn, fir preventiv ze handelen an driwwer nozedenken, fir d'Elteren aktiv mat anzebannen a se ze incitéieren un den Aktivitéite vun der sougenannter Eltereschoul deelzehuelen.

Et ass gewosst, dass et eng Hällewull vun Hëllefsstrukturen, méi genereller an och spezialiséiert Servicer, gëtt, déi souwuel vun öffentlecher wéi vu privater Hand geleet ginn. Dës Strukturen hunn eng laang Traditioun. Et géif awer ze wäit féieren op dëser Plaz, fir op dee ganze Werdegang anzegoen. Och de Volet vun der Jugendschutzgesetzgebung wëll ech hei net weider behandelen.

Wat besonnesch soll ënnert d'Lupp geholl ginn, ass dat, wat am Virfeld vun de Jugendschutzmoossname geschitt, ier et also zu enger Judiciarisatioun kënnt. Dofir knäppen ech direkt un d'Situatioun vun den Enn 70er, Ufank 80er Joren un, wou de Stat sech verstäerkt selwer implizéiert huet duerch d'Ofschléisse vu Konventioune mat de jeeweilege privaten Trägergesellschaften, déi um Gebitt vun der sozialer Integratioun vum Kand täteg waren. De Stat huet doduerch de Finanzement ofgeséchert an huet sech zugläich eng Kontrollméiglechkeet gi vun dësen Aktivitéiten.

Duerch meng berufflech Erfahrung op deem Gebitt konnt ech materliewen, wéi iwwert d'Joren ëmmer nees nei Servicer an Hëllefsstrukturen oft onkontrolléiert aus dem Buedem geschoss sinn. A wéi heefeg sinn a ginn nach haut Clienten, déi kleng wéi déi grouss, vun engem zum anere geschéckt, sief dëst vun öffentlechen oder private Servicer an Institutiounen?

Ouni wëllen dëse professionelle Strukturen hir Kompetenz ofzestreiden, kënnen déi Betraffen awer net ëmmer déi richteg Hëllef fannen, well keng Hand hannendrun ass, déi se duerch de Bësch voller Beem guidéiert.

Et ass festzestellen, dass et dann zu Situatioune kënnt, déi sech esou zouspëtzen, dass d'Jugendgeriicht op eemol schnell muss ageschalt ginn. Da muss am Sënn vum Kand a Jugendlechen an Nout oder bei Fäll vu Jugenddelinquenz eng deelweis aschneidend Décisioun geholl ginn, wéi zum Beispill de Placement baussent dem Elterenhaus duerch eng Mesure de garde provisoire.

Et ass e Fait, Dir Dammen an Dir Hären, dass hei zu Lëtzebuerg ronn ee Prozent vun de Mannerjähregen an Heimer an a Fleegefamilljen, awer och ëmmer méi oft a spezialiséierten Institutiounen am Ausland placéiert respektiv opgeholl ginn. Dat waren der zum Beispill am Joer 2007 eleng 170 vun deenen insgesamt 987 placéierte Kanner, laut dem Rapport 2007 vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand. De Gros vun de Mannerjähregen ass iwwert d'Jugendgeriicht placéiert.

An deem Sënn war d'Akraafttriede vun deem sougenannten ASFT-Gesetz, dat jo d'Kadergesetz vum 8. September '98 ass, fir d'Relatioune vum Stat mat deene privaten Träger am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich ze regele fir dëse sensibele Secteur schonn e risege Fortschrëtt. Et sinn doduerch minimal Qualitéitsstandarden agefouert ginn, déi vun de jeeweilegen Träger ze respektéiere sinn, an et erlaabt e besseren Iwwerbléck iwwert déi bestoend Strukturen.

Mä trotzdeem ass et haut och nach schwiereg, fir den Iwwerbléck ze behalen, wat déi insgesamt ugebueden Déngschtleeschtunge fir Kanner a Jugendlecher an hir Famill ubelaangt. Oft kënnt et effektiv net zu enger Vernetzung vun deenen Interventiounen an et kënnt vir, dass sech souguer e puer sozial Servicer parallell ëm déiselwecht Famill këmmeren.

Och huet d'Problematik vun der Zilgrupp sech verännert. Et muss ee feststellen, dass d'Komplexitéit an d'Gravitéit vun de Perséinlechkeetsproblemer a Verhalensstéierunge bei Kanner a Jugendlechen ëmmer nees zouhuelen. Dorop muss onbedéngt reagéiert ginn.

Duerfir stellt de virleiende Gesetzesprojet an den Ae vun der CSV eng fundamental Reform duer, déi méi wéi iwwerfälleg war. D'Organisatioun am Virfeld vun der Justiz, vun der öffentlecher wéi privater Hëllef fir Kanner a Jugendlecher, déi an enger kritescher Situatioun sinn, gradesou wéi fir hir Famill, huet missen nei duerchduecht ginn.

Duerch d'Festschreiwen an deem Kadergesetz vun der Philosophie an de Prinzipien, déi all déi Interventioune solle bestëmmen, an ech wëll hei besonnesch d'Kannerrechter mat deem iwwergeuerdneten Interessi vum Kand ervirsträichen, gëtt sech e weidere Qualitéitssprong erwaart, deen déi sozial Integratioun vun alle Kanner a Jugendlechen an hire Famillje soll förderen, andeems elo hei en neit Recht fir déi Betraffe geschaf gëtt, op dat si an der Nout kënnen zréckgräifen. Dofir ass dem Statsrot seng Propos, fir den Titel vum Gesetz zousätzlech op d'Famill auszeweiden, och op breet Zoustëmmung gestouss.

Et sollen en plus déi Betraffen aktiv mat agebonne ginn, besonnesch d'Kanner am Sënn vun enger reeller Participatioun als Bierger an eiser Gesellschaft; ob dëst am Dialog mat der Gemeng, dem Stat oder mat de privaten Trägergesellschaften ass.

Als CSV-Fraktioun begréisse mer dës Gesetzesinitiativ. Ech wëll d'Familljeministesch félicitéiere fir hire courageierte Schrëtt an d'Richtung vun enger Neiuerdnung vun de Prozeduren an den Hëllefsmoossnamen an deem Secteur, déi vun der ambulanter Betreiung iwwert d'Dagesbetreiung bis zur stationärer Opnahm reechen. Si huet et fäerdeg bruecht, am Dialog mat alle Partner op dëst Resultat ze kommen.

Ech wëll hei verschidden Aspekter kommentéieren, déi zu enger wesentlecher Verbesserung vun der Situatioun par rapport zu där jëtzeger wäerte bäidroen, esou wéi et am Rapport iwwert d'Jeunesse en détresse gefuerdert gouf. De Rapporteur Jean-Paul Schaaf huet jo a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech hien ausdrécklech félicitéiere wëll, ausféierlech beschriwwen, wat et mat deem virleiende Gesetzesprojet op sech huet.

Déi preventiv Approche, déi mer am virleiende Gesetzesprojet erëmfannen, ass ouni Zweifel begréissenswäert. All d'Acteuren - de Stat, d'Gemengen an déi privat Trägergesellschaften, d'Veräinsliewen inclu - sollen zesummen net nëmme geziilt a spezialiséiert Moossnamen, mä och op breeder Basis a fréizäiteg Strukturen ubidden, wéi zum Beispill d'Maisons relais, déi de Famillje vun haut mat hire Besoinen entgéintkommen an et esou erméiglechen, dass si mat hire Kanner sech wuel an eiser Gesellschaft spieren.

Et handelt sech ëm eng subsidiaresch Hëllef zu deem, wat d'Famillje selwer bäidroen. D'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff stellt effektiv eng vun deene gréissten Erausfuerderungen duer.

An deem Kontext wëll ech och nach de Projet vun der Familljeministesch ervirhiewen, fir Chèques-services anzeféieren, déi et alle Kanner sollen erméiglechen, vun engem pedagogeschen Encadrement an de Betreiungsstrukturen ze profitéieren. An den Ae vun der CSV wäert dat op jidde Fall e Stéck méi Chancëgläichheet bréngen.

Mä och d'gesetzlech Festschreiwe vum Verbuet vum Gebrauch vu Gewalt géigeniwwer Kanner a Jugendlechen - et ass elo also formell festgehalen, dass et zum Beispill verbueden ass seng Kanner ze schloen -, dat stellt e wichtegt Element an dësem Gesetz duer a regelt eng Situatioun, fir déi Lëtzebuerg regelméisseg vum Internationale Comité vun de Kannerrechter e kromme Fanger gemaach krut. An dat trotzdeem, dass am Code civil an am Code pénal scho Sanktiounen heifir virgesi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schafung vun enger neier wichteger staatlecher Instanz - den Office national de l'enfance; ONE -, deen zoustänneg ass fir d'Ëmsetze vun der Jugendhëllef fir Kanner a Jugendlecher an Nout, erméiglecht et, där Fuerderung no enger Koordinatioun tëscht Justiz an de soziale Strukturen, gradesou wéi tëscht deene verschiddene soziale Servicer gerecht ze ginn. Hei kann am Virfeld vun der Justiz geklärt ginn, wéi eng Hëllefsmoossname fir e bestëmmtent Kand oder Jugendlechen an d'Wee geleet ginn, an dat mat der fräiwëlleger Bedeelegung vun den Elteren, de betraffene Mannerjähregen an de jeeweilege soziale Servicer an Institutiounen, déi implizéiert sinn oder et wäerte ginn.

Soumat kënnt dem ONE och eng Vermëttlungsroll zou, wou den Dialog mat alle Partner muss gefleegt ginn. Am Fall wou et net zu engem Accord kënnt an d'Konflikter net kënne geléist ginn, huet den ONE ënner anerem och d'Méiglechkeet, fir eng regelrecht Mediatioun virzeschloen ausserhalb vu sengem Gremium, ier hien d'Situatioun un d'Jugendgeriicht muss viruginn.

Et kann ee sech also erwaarden, dass duerch den ONE eng Aart „Entjudiciariséierung" stattfënnt, an dat dann déi jeeweileg Jugendgeriichter wäert entlaaschten. Dës juristesch Instanze mussen dann eréischt, wann d'Kanner weider sollten enger grousser kierperlecher a psychescher Gefor ausgesat ginn, doduerch zum Beispill, dass d'Elteren net matschaffen, ageschalt ginn.

All déi Hëllefsmoossnamen an deen Hëllefsplang, déi dem ONE seng qualifizéiert Mataarbechter a multidisziplinär Equipë kënne proposéieren, sinn am Gesetzestext opgelëscht. Et kann ee feststellen, dass et sech ëm ganz diversifizéiert an nuancéiert Instrumenter handelt, déi op déi aktuell komplex Problematik vun de Kanner zougeschnidde sinn an domat zu enger Flexibiliséierung a verbesserter Qualitéit bäidroen.

Wichteg ass weider, dass d'Situatioun vun de Kanner regelméisseg a mindestens eemol op d'Joer oder op Ufro vun engem vun de Partner muss réevaluéiert ginn. An och d'Jugendgeriichter kréien domat vill méi e grousse Choix vu Moossnamen, op déi se kënnen zréckgräifen.

Et ass awer ganz kloergestallt, dass d'Décisioune vun der Justiz ausschlaggebend sinn an dass d'Missioun vum ONE komplementär zur Justiz ass. Dat entsprécht iwwregens och dem ausdréckleche Wonsch vun de juristeschen Instanzen an deem vum Statsrot.

D'CSV begréisst och d'Asetze vun engem Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille, deen hei zu enger verbesserter Koordinatioun soll bäidroen, andeems hien ënner anerem d'Regierung beréit, d'Besoinen op deem Gebitt evaluéiert an d'Wierke vum ONE enk suivéiert duerch eng Vertriedung a senger Ronn vun alle méigleche Partner, an och - besonnesch wichteg - Ministère-iwwergräifend.

Nei ass, dass Donnéeë kënnen erhuewe gi fir statistesch Zwecker - och eng Fuerderung vum Rapport Jeunesse en détresse. Opgrond vun den Donnéeën, déi vum ONE opgestallt si ginn, an zwar sinn dat eng semestriel Lëscht vun de placéierte Mannerjähregen souwéi en Dossier vun all Mannerjähregen - deen Dossier kann och spéider op Wonsch anonymiséiert ginn -, gi Statistiken erstallt. Déi statistesch Auswäertung soll et iwwerhaapt emol erméiglechen, d'Situatioun vun der Jugend an Nout regelméisseg ze analyséieren an esou déi zoustänneg Politiken an d'Wee ze leede gradesou wéi déi néideg Verbesserunge virzehuelen.

Ech wëll dorop opmierksam maachen, dass et grad um Ufank wichteg ass, mat där néideger Suergfalt eng genee Opstellung vun den Donnéeën ze maachen, déi sollen erhuewe ginn, fir dass all déi Donnéeën och iwwer Jore statistesch vergläichbar sinn. Hei wäert eng Zesummenaarbecht mam CEPS, dem Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques, ganz wäertvoll sinn.

Innovativ ass och deen neie forfaitairë Finanzéierungsmodus vun den Hëllefsmoossnamen. Bis elo war et esou, dass déi privat Trägergesellschaften aus dem soziale Secteur, déi eng Konventioun mam Stat a méi speziell mam Familljeministère ofgeschloss haten, iwwer eng Fehlbedarfsfinanzéierung verfügt hunn. Et goufen also eng bestëmmten Zuel Plaze fir Mannerjähreger an eng gewëssen Zuel Personalposte finanzéiert, an et war méiglech am Fall vun engem Defizit, dass d'Käschte ganz gedeckt goufen. Dëst ass e System, dee seng Prouf iwwer Jore bestanen huet.

Elo gëtt souwuel fir déi ambulant Moossnamen, zum Beispill Berodungsgespréicher, wéi fir stationär Moossname wéi dem socio-éducativen Accueil an engem Foyer e Forfaitspräis ugebueden, deen et den Déngschtleeschtungsubidder erméiglecht, hir Angeboter a Spezialisatiounen auszeweiden an zugläich eng méi flexibel Äntwert op de Problem vum Kand ze ginn. Dëse Forfait ka jee no Hëllefsmoossnam op de Mount, den Dag oder op d'Stonn berechent ginn.

D'CSV begréisst dëst. Et ass e grousse Fortschrëtt, dee vum Familljeministère ageleet gëtt an deen eng sichtlech Verbesserung vun der Hëllef duerstellt. Och huet hien d'Zoustëmmung vun deene betraffenen Associatioune kritt, déi elo souguer Demandeur si vun deem neie System.

An trotzdeem ass vill Kritik zu deem neie Finanzéierungssystem an deene verschiddenen Avisë komm. Duerfir huet de Familljeministère d'Ouverture gemaach, fir der Trägergesellschaft de Choix tëscht deem alen an deem neie System ze loossen, ouni dëst mat engem Ofschafungsdélai vum ale System ze verbannen.

Wichteg ass weider, dass de Stat kann extraordinär Subventioune ginn, am Fall wou d'Plazen an engem Foyer net ganz ausgelaascht wieren, oder wann en neie Projet ugestouss gëtt, dee jo bekanntlech eng gewëssen Ulafzäit brauch.

All dës Déngschtleeschtunge ginn als Missioun mat öffentlechem Charakter ugesinn, an hir Finanzéierung gëtt duerch d'Gesetz garantéiert. Domat dierft dann elo jiddfereen zefridde gestallt sinn.

Och déi finanziell Bedeelegung, Kannergeld abetraff, vun den Elteren, deenen hir Responsabilitéit hei gefuerdert ass, kritt elo endlech eng gesetzlech Basis. Dat huet an der Vergaangenheet öfters fir Problemer gesuergt, well dës Participatioun bis dato just an der Konventioun vum Stat mat den ONGe verankert war, wat zu juristeschen Onkloerheete gefouert huet.

Ech wëll schléisse mat der Remarque, dass déi Beliewung an enger éischter Phas vun deem neien Office national de l'enfance vu primordialer Wichtegkeet ass fir d'Réussite an e gutt Ëmsetze vun der Jugendhëllef.

Et kann net sinn, wéi de Statsrot et fäert, dass mam ONE en Double emploi geschafe gëtt duerch en neie supplementare soziale Service. Den ONE soll eng zentral Roll spillen, wou d'Mataarbechter mat Fangerspëtzegefill musse virgoen, ouni vun hirer gewëssener Virmachtstellung ze abuséieren. Hei geet et ëm d'Wuel vun eise Kanner a Jugendlechen, an net ëm e Muechtkampf tëscht deene verschiddenen Instanzen.

Fir deene Verantwortlechen och da genuch Zäit ze loossen, fir d'Virbereedungsaarbechte fir d'Schafung vum ONE unzegoen, ass extra en Délai vu sechs Méint virgesinn, ier d'Gesetz a Kraaft trëtt.

An deem Sënn wënschen ech der Familljeministesch eng glécklech Hand beim Ëmsetze vun där vill verspriechender Reform. Ech ginn heimat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dem virleiende Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Aarbechtsminister ass an der Zwëschenzäit agetraff. Mir hate jo festgehalen, dass mer d'Question urgente vum Här Meisch an d'Motioun géife virhuelen. Fir d'éischt vläicht d'Question urgente. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer elo de Moie gemellt kritt hunn, hätt d'Goodyear décidéiert, fir d'Produktioun ze stoppen, dat op d'mannst bis d'nächst Woch. Duerfir hunn ech déi Question urgente hei gestallt un den Aarbechtsminister an och un de Wirtschaftsminister, fir

ze froen, ob een dat ka confirméiert kréien, a wa jo, wéi laang datt dat dote viraussiichtlech wäert daueren.

Et weess een awer och, eisen Informatiounen no, datt et 46 Betriber schonn d'lescht Woch gewiescht solle sinn, déi Kuerzaarbecht beuntraagt hunn, datt also aner Betriber an ähnleche Situatioune wäerte sinn.

Duerfir wollt ech och den Aarbechtsminister froen, ob dat esou ass an a wat fir enge Betriber een dovunner kann ausgoen, datt manner wäert geschafft ginn oder datt d'Produktioun wäert gestoppt ginn, wat fir eng Secteuren do ganz besonnesch betraff wäerte sinn, an och wéi laang een dovunner kann ausgoen, datt déi Situatioun do unhält?

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Den Här Meisch hat wahrscheinlech an der Mëttesstonn net d'Zäit, fir ëm zéng vir e Gespréich nozelauschteren, wat de President vun de Privatbeamtekummer, de Jean-Claude Reding, mat der Madame Closener vun RTL hat, déi déi Noriichten do lancéiert huet, a wou hien dat gesot huet, wat och ech hei muss soen: Mä dat doten ass jo näischt Neies! Dat doten ass bekannt!

Duerfir sinn ech awer frou, dass ech kann e bësselchen iwwer eis Antikrisegesetzgebung schwätzen, well mir schéngt, dass déi net jiddferengem heibannen an och net jiddferengem an der Press effektiv bekannt ass.

Ech wëll dorun erënneren, dass mer eng Antikrisegesetzgebung hunn, déi aus der Mëtt vun de 70er Jore kënnt. D'Iddi vun där Antikrisegesetzgebung ass, fir, wann et méi schlecht geet, Entloossungen ze verhënneren. Dat gëtt géréiert duerch de Comité de conjoncture, deen all Mount zesummekënnt a ganz transparent schafft. Dat ass e Comité, deen ass presidéiert vum Wirtschafts- a vum Aarbechtsminister gläichzäiteg, an deen ass paritéitesch besat vun de Sozialpartner.

Wann e Betrib aus dräi verschiddene Grënn - an ech wëll op déi zréckkommen, fir dass een déi kann auserneenhalen - méi lues muss schaffen, stellt sech d'Fro: Wat maachen ech?

Dir hutt vläicht och de Moien op RTL héieren, dass en däitsche Betrib an Thailand, mengen ech, well en elo net méi genuch ka produzéieren, elo seet, ech maachen zou, mä ech ginn de Leit dann nach e bësselche Pai, domadder mengen ech et gutt.

Dat ass, wéi oft, am Ausland net geschitt, wann et méi lues geet. D'Leit ginn entlooss an da gëtt gekuckt, a wann et erëm besser geet, ginn d'Leit erëm agestallt. Mir hunn zu Lëtzebuerg zënter de 70er Joren déi Antikrisegesetzgebung, déi als ee wichtegt Instrument d'Kuerzaarbecht huet. Déi Kuerzaarbecht applizéiere mir all Mount.

Ech wollt nach eng Kéier op de Comité de conjoncture zréckkommen. Dee publizéiert all Mount seng Resultater. Dee publizéiert all Mount genee d'Lëscht vun deene Betriber, déi Kuerzaarbecht ufroen, an e publizéiert d'maximal Zomm, déi dat de Stat kascht, an e publizéiert och déi Leit, déi betraff sinn.

Et ass esou, dass zënter 2001 mer an der Regel zwee bis sechs Betriber haten; fir den November hate mer net grad 20 - e bësse manner - Betriber, mä mat insgesamt 2.200 Leit. An ech mengen do wosst jiddfereen - ech ginn emol dovunner aus -, dass de Gros vun deene Leit effektiv Leit vun der Goodyear sinn. Dat ass och iwwert d'Press gaangen.

Dat heescht, d'Goodyear ass, well se Pneue produzéiert a well se ofhängeg ass vun der Automobilindustrie, ee vun deene ville Betriber, déi elo ebe méi lues mussen trëppelen a wou Kuerzaarbecht huet missen ugefrot ginn.

De Jeannot Krecké an ech hunn och eng Pressekonferenz gemaach, well mer gehofft haten, mir géifen dann d'Messagen eriwwerkréien, dass d'Leit wëssen, wéi déi Gesetzgebung fonctionnéiert. Well wann et gutt geet, ginn déi Communiquéen an de Pabeierkuerf gehäit, a wann et da méi schlecht geet, interesséiert jiddferee sech derfir. Duerfir musse mer dann nach méi oft eraus, an ech hoffen dann och, dass déi nei Kommissioun, déi Der gëschter gegrënnt hutt, emol d'Ministeren héiert, dass emol erkläert gëtt, wat iwwerhaapt hei leeft.

Well et ass jo villes wat mer kënnen hei zu Lëtzebuerg regelen doduerch, dass mer während Jorzéngte versicht hunn, eng gutt Antikrisegesetzgebung ze maachen.

Elo zu dem Chômage conjoncturel selwer, wéi dee fonctionnéiert; well dat erkläert dann och, dass dat kee Problem ass, dass elo Goodyear eng Woch zoumécht.

Wat heescht Kuerzaarbecht? Kuerzaarbecht heescht an der Regel, dass e Betrib hallef schafft. Dat ass iwwert den Daum gepeilt. Dat heescht, et gëtt hallef geschafft. Da stellt d'Fro sech: Wat geschitt mat de Leit? Entléisst een déi oder bezilt een déi just d'Halschent?

De Gesetzgeber, wéi gesot, huet scho vu Mëtt de 70er Joren u gesot, mir kënnen net d'Leit an de Misär schécken, well wa mer elo all déi Leit missten iwwert de Chômage bezuelen, géif dat vill méi deier ginn. Eng Gesetzgebung ass virgesinn, dass de Salarié während der Kuerzaarbecht 80% vu sengem Salaire kritt.

Et muss een also wëssen - ech kommen nach eng Kéier drop zréck, fir d'Prozedur ze erklären, well et ass net onwesentlech, fir op déi lescht Fro vum Här Meisch ze äntwerten -, dass de Salarié hei 20% bäileet. Et ass also net, dass de Salarié indemne hei erausgeet.

Fir de Rescht ass et esou, dass déi 16 éischt Stonnen, déi 80% also, vum Patron iwwerholl ginn an duerno, während där Zäit wou d'Kuerzaarbecht ass, gëtt dat hallef opgedeelt tëschent Stat a Patron.

Dat ass alles am Detail méi komplizéiert, mä wann een déi dote Regel am Kapp huet, da versteet ee schonn, wéi de System fonctionnéiert.

Nu freet den Här Meisch: Kënnt Dir eis elo scho soen, wat fir eng nei Betriber do derbäikommen?

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, mir haten der, ech weess net méi wéi vill et der waren, 16 oder 18, et ware keng 20. D'Zuel vun de Betriber interesséiert mech zwar manner. Mech interesséiert éischter d'Zuel vun de Salariéen, an dat waren der 2.200 de leschte Mount, dovunner déi meescht bei Goodyear.

Mir kënnen elo net soen, wat am Dezember ass. Et kommen Demanden eran, an déi Demandë ginn elo vum Sekretariat vum Comité de conjoncture analyséiert. Well déi Demandë mussen dem Gesetz entspriechen.

Wat heescht dat, dem Gesetz entspriechen? Dat heescht, et muss emol eng vun deenen dräi Conditions d'ouverture respektéiert sinn.

Déi éischt ass déi, de Betrib huet strukturell Schwieregkeeten. Dat sinn eigentlech déi meescht Demanden, déi mer hu während deenen Zäiten, wou et gutt geet. Do sinn awer Betriber, déi als solch, als Betrib, Schwieregkeete struktureller Aart hunn, an da kann een déi Kuerzaarbecht ufroen. Där sinn der elo rose wéineg derbäi.

Déi meescht, déi derbäi sinn, hu konjunkturell Problemer, well eben d'Konjunktur zréckgeet. Do muss dann de Comité de conjoncture fir d'éischt décidéieren, ob dee Secteur, aus deem se kommen, en crise ass. Net all Betrib ass an engem Secteur, dee Schwieregkeeten huet, och wann de Betrib Schwieregkeeten huet. Ech soen dat, fir dann déi nächst Fro ze évitéieren, déi scho gestallt ginn ass: Wéi ass et dann elo mam Transportsecteur?

Well ob déi dote Fro sech am Transportsecteur stellt, musse mer beäntwerten. Dofir kann ech och haut net drop äntwerten, wat mer den nächsten Donneschdeg am Comité de conjoncture décidéieren.

Wat ech awer scho ka soen, dat ass, dass mer wéi bei all Comité de conjoncture emol eng propper Kommunikatioun maachen, wou alles drasteet. Dass ee genee weess, wat a wéi vill Betriber et sinn. Mir ginn net gär mat den Nimm hauséieren. Well dat mécht deene Betriber och Schued.

D'Goodyear huet vum leschte Mount u selwer dat communiquéiert. Dofir ass et och kee Problem, iwwert d'Goodyear hei ze schwätzen an dëser Chamber. Ech wëllt net déi aner Betriber nommément opzielen. Mir hunn eis et zur Gewunnecht gemaach, fir dat net ze maachen.

Mä mir soen d'Zuel vun de Betriber, mir soen d'Zuel vun de Salariéen, déi maximal concernéiert sinn, a mir soen och d'maximal Zomm, déi dat de Stat kascht.

Fir de Mount November waren dat ronn 2,2 Milliounen Euro. Wéi gesot, déi vum Dezember ginn elo instruéiert. Et si méi Demanden do wéi fir den November. Wou am November, mengen ech, se all accordéiert ginn. Fir den Dezember weess ech dat net. Dofir sinn d'Sekretariater vum Aarbechtsministère a vum Wirtschaftsministère amgaang dat ze kucken. Fir ze kucken, wou sinn dann elo nach weider konjunkturell Schwieregkeeten.

Et ass ganz kloer, dass all Betriber zu Lëtzebuerg - an där hu mer der leider eng Partie, mir sinn houfreg drop -, déi fir d'Automobilindustrie schaffen, betraff sinn. Dat hu mer schonn am November décidéiert. Ech ginn dovunner aus, dass mer wahrscheinlech déi meescht vum November nach eng Kéier hunn an et kommen der nach eng Kéier derbäi.

Och aner Industriebetriber, déi vläicht manner mat der Automobilindustrie ze dinn hunn, mä et ass ze fréi, fir dat elo hei einfach ze confirméieren. Duerfir musse mer eis Dossieren instruéieren. Dat ass den zweete Grond.

Strukturell ass den éischten, konjunkturell den zweeten. Den drëtten ass de Lien de dépendance économique.

Ech ginn dovunner aus, dass mer am Dezember méi Betriber wäerten hunn, déi Kuerzaarbecht froe wéinst dem Lien de dépendance économique. Do, soen ech, kann ech mer virstellen, dass deen een oder aneren Transportbetrib derbäi ass, well et Transportbetriber gëtt, déi, ech wëll net soen exklusiv, mä ganz staark schaffe wéi ee Betrib, deen an der Kuerzaarbecht ass. Wann also de Betrib an der Kuerzaarbecht ass, ass säin Transporteur och gezwongen, Kuerzaarbecht ze maachen. Voilà, dat ass also, mengen ech, e bëssen de Prinzip.

Da gëtt gekuckt, ob d'Konditioune respektéiert sinn. Wat sinn d'Konditiounen? Hei ass emol d'Ouverture. Ee vun deenen dräi Cas d'ouverture muss sinn. Dann ass et emol éischtens d'Konditioun, de Betrib muss alles gemaach hunn, fir aner Léisungen ze fannen, wéi op Kuerzaarbecht ze kommen. Dat heescht, en dierf keng Iwwerstonnen zum Beispill maachen. En dierf net op Leihaarbecht zréckgräifen. En dierf och elo net während därselwechter Zäit Leit entloossen, well et geet jo drëm, fir Entloossungen ze verhënneren.

Dann ass et esou, dass de Sozialdialog muss fonctionnéieren. Dat heescht, do muss d'Delegatioun gefrot ginn, ob se och d'accord ass; well dat ass jo kloer, duerfir hunn ech dat virdrun ugekënnegt. Well een 20% verléiert, muss een dat maachen.

Dat ass dann de Prinzip vun der Kuerzaarbecht. Wéi gesot, de Salarié kritt 80%. Mir bedeelegen eis un de Käschten, soe mer, elo ronn zur Halschent. Fir de Rescht ass et natierlech esou, dass de Betrib muss kënnen, an dat ass e Prinzip vum Fonctionnement vum Betrib, sech selwer organiséieren.

Dat heescht, mir approuvéieren net am Comité de conjoncture d'Schichtepläng. De Betrib muss ebe vu Woch zu Woch kënne kucken, an dat ass elo bei der Goodyear geschitt: Wéi si meng Stocken? Wéi si meng Commanden?

Wichteg ass fir eis, dass de Salarié net entlooss gëtt, dass en 80% vum Salaire kritt an dass mir eis zu deem doten Deel bedeelegen. Dat heescht, wat d'Goodyear elo décidéiert huet, fir ze soen, d'nächst Woch fueren ech guer net mat där Linn, dat ass kee Problem. Dat ass couvréiert vun där Décisioun Kuerzaarbecht, déi mer nach fir den November geholl hunn.

Wéi gesot, am Dezember wäerte mer d'nächst Woch communiquéieren. Wann ech elo dat heite kucken, da froen ech mech, ob mer net awer nach eng Kéier sollen - den Här Krecké an ech - eng Pressekonferenz maachen, an net nëmmen e Communiqué. Dat iwwerleeë mer eis. Well ech effektiv d'Gefill hunn, dass nach vill iwwert déi dote Saachen ze communiquéieren ass.

Vollekswirtschaftlech ass dat doten eng gutt Saach, wëll ech lech soen. Well wa Leit géife massiv entlooss ginn, dat wär e Käschtepunkt fir de Fonds pour l'emploi, dee géif explosiv an d'Luucht goen. Hei brénge mer et fäerdeg, dass de Betrib ka seng Leit halen, dass de Betrib dat kann iwwer e puer Méint maachen - well, ech soen lech dat direkt, et ass net nëmmen am Dezember, wou mer wäerten eng Partie Betriber an der Kuerzaarbecht hunn; ech ginn dovunner aus, am neie Joer geet dat och nach eng Kéier esou weider.

Mä mir hunn eng Gesetzgebung, déi an der Vergaangenheet eis gehollef huet, Betriber, notamment Industriebetriber, iwwer schlecht Perioden erauszehuelen, Emploien ze retten, de Leit hir Salairen ze retten. Déi Leit bezuele Cotisations sociales, si bezuele Steieren. Si musse wuel 20% bäileeën, mä ech mengen, dass et an deem Sënn eng gutt Législatioun ass an, wéi gesot, souwuel de Jeannot Krecké wéi ech wäerten och bereet sinn, an déi Spezialkommissioun ze kommen an do nach weider Froen ze beäntwerten, wann nach weider Froe wären.

Ech hoffen, dass dat heiten elo e bëssen Opklärung ginn huet iwwert dat, wat zurzäit leeft.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Meisch huet elo d'Wuert zur Motioun.

5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Minister Fränz Biltgen villmools Merci soen, well en der Chamber an och dem Land hei elo eng Formation continue ginn huet, déi eigentlech net gefrot war, mä um Rand ass jo awer nach op déi eng oder aner Fro geäntwert ginn, an ech soen da Merci derfir.

Mir wëssen, datt mer zënter e puer Joer hei am Land iwwert d'Méiglechkeet vun der Ëmwandlung vun der Administration de l'Emploi an en Établissement public diskutéieren.

Mir wëssen, datt op jidde Fall d'Demokratesch Partei dat schonn des Öfteren hei proposéiert huet. Mir wëssen, datt de Minister François Biltgen op dëser Plaz schonn emol derfir respektiv schonn emol dergéint plädéiert huet. Mir wëssen och, datt den Ombudsmann a sengem leschte Rapport jo awer däitlech noutwendeg Ëmstrukturéierungen vun der Administration de l'Emploi gefuerdert huet.

Mir wëssen awer och zënter e puer Deeg, datt d'LSAP schéngt mat der Iddi d'accord ze sinn, fir d'ADEM an en Établissement public ëmzewandelen. Dat op jidde Fall nodeems hire Generalsekretär, de Romain Schneider, dee jo eppes kennt vun der Administration de l'Emploi, deen een als Insider hei kéint bezeechnen, dat an engem „Tageblatt"-Interview esou proposéiert an esou duergestallt huet.

Mir mengen als Demokratesch Partei, datt mer méi Flexibilitéit brauche fir en Arbeitsamt, datt een déi Flexibilitéit net onbedéngt an der Verwaltungsstruktur kritt, datt een eng nei Struktur duerfir brauch. Mir menge virun allem, datt een d'Personalgestioun vum Aarbechtsamt selwer aneschters misst kënnen organiséieren, wéi mat deenen dach méi rigide Regelen, wéi se an enger staatlecher Verwaltung elo momentan virgeschriwwe sinn.

Mir mengen och, datt een esou enger Agence, déi fir d'Aarbechtsvermëttlung zoustänneg ass, nei Missiounen och muss ginn. Eng vun den zentrale Missioune soll dobäi sinn d'Formation continue vun deene Leit, d'Weiderbildung vun deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, fir se ebe fit ze maachen, fir um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen.

Mir wëllen awer och, datt mer eng Politik maachen, wou d'Leit och ugehale sinn, selwer Efforten ze maachen, sech selwer weiderzebilden, fir vun deenen diversen Offeren, déi bestinn an déi nach solle geschafe ginn, dann och ganz staark kënnen ze profitéieren.

Duerfir, well ech mengen, datt e Konsens kéint fonnt ginn an der Fro vun der Struktur vun engem Arbeitsamt, hunn ech dës Motioun nach eng Kéier hei abruecht, fir der Chamber d'Méiglechkeet ze ginn, sech dozou ze expriméieren, an d'Regierung ze invitéieren, dann endlech mat deenen noutwendege Reformen um Aarbechtsmaart a vun der ADEM unzefänken.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Minister François Biltgen, wann ech gelift.

Discussion générale

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Éischtens ass et net esou, dass mer net

ugefaangen hätte mat Reformen. D'ADEM ass amgaang sech ze reforméieren. Dat erkläert och, dass et heiansdo zu Ausenanersetzungen an zu Reiwereie kënnt an zu grousser Nervositéit op der ADEM. Mä et ass net, dass näischt géif geschéien, well fir net alles, wat ee muss op der ADEM reforméieren, brauch een e Gesetz.

Mir hunn, an ech hunn dat jo och nom Médiateur kommunizéiert, an der ADEM gesot, wat se soll maachen. Et sinn eng Partie gesetzlech Reformen, déi dat mussen ënnerstëtzen. Mä d'ADEM ka villes maachen. D'ADEM ass amgaangen dat ze maachen. Dofir gëtt et dann och heiansdo Reiwereien op der ADEM selwer. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet ass déi zur Motioun. Do sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass de Minister gefrot gëtt, dozou Stellung ze huelen, ier dass d'Fraktiounen dozou Stellung geholl hunn. Dat wäert mech awer net hënneren, meng Meenung ze soen. Meng Meenung als Aarbechtsminister an da meng Meenung als Regierungsmember, well déi zwee kënne gläich sinn. Ech weess awer net, ob se gläich sinn.

Als Aarbechtsminister plädéieren ech massiv - an ech plädéieren net derfir an dergéint, Här Meisch - selwer derfir, fir aus der ADEM en Établissement public ze maachen. Well d'ADEM ass net eng Verwaltung wéi eng aner. Et ass eng Déngschtleeschtungsbehörd. D'ADEM brauch méi Flexibilitéit.

Ech ginn lech e Beispill. D'ADEM ass elo vu Gewerkschaftssäit geschleeft ginn, well d'E301e fir d'franséisch Grenzgänger net mat Zäite konnte geholl ginn. Dat hat eenzeg an eleng domat ze dinn, dass zwee Beamten zur gläicher Zäit krank goufe respektiv ausgefall sinn. A soulaang d'ADEM eng Administration publique ass, kann een do guer näischt maachen.

Dat heescht, do huet dann d'ADEM de Minister ugeschriwwen. Deen huet dat selbstverständlech direkt weiderginn un d'C.E.R., fir ze soen: Elo brauche mer provisoresch zwee Employéen, déi dat maachen. Elo kréie mer déi geschwënn. Mä déi Zäit ass vergaangen.

Ech mengen nu wierklech, dass eng ADEM muss hire Budget kréien, hir Autonomie kréien, an der Sozialpartnerschaft d'Autonomie kréien, an dass se muss hir eege Verantwortung droen. Well et ass och heiansdo fir e Minister ëmmer frustrant, dass hie muss Virgabe ginn, an da seet d'ADEM, si huet och keen anere Choix, dat ze soen. Mir hu keng Gebailechkeeten; mir hu keng Leit an esou weider, well se eben net genuch Flexibilitéit huet, fir selwer derfir ze suergen, dass se kann hir Aarbecht maachen.

Dofir sinn ech als Aarbechtsminister décidément der Meenung vun der OCDE, der Meenung vum Médiateur. Dat Bescht wär en Établissement public, wou ech am léifsten hätt, dass am Conseil d'administration och d'Sozialpartner dra vertruede wären, well déi och Verantwortung ze droen hunn. Et kann och net sinn, dass d'Sozialpartner sech ëmmer nëmmen iwwert d'Aarbechtsamt iergeren, et kritiséieren; net ëmmer zu Onrecht, dat ginn ech gären zou. Mä da solle se och Verantwortung iwwerhuelen. Da soll do, wéi an Däitschland zum Beispill, eng echt Sozialpartnerschaft kommen. Dat ass meng Meenung als Aarbechtsminister.

Meng Meenung als Regierungsmember ass e bësse méi komplizéiert. Well déi lescht Regierung, ënnert dem Impuls vun där deemoleger Fonction-publique-s-Ministesch, dem Lydie Polfer, an dem deemolege Statssekretär, Jos Schaack, ofgemaach huet mat der CGFP, déi nun awer déi grouss Statsbeamtegewerkschaft ass, dass keng nei Établissement-publicë méi géife geschafe ginn.

(Interruption)

Déiselwecht DP, déi '99 d'Wahle gewonnen huet, mam Slogan „Pacta sunt servanda"! Do musst Der dach verstoen, wann Der gär eng Meenung vun der Regierung hätt, an net nëmmen d'Meenung vum Aarbechtsminister, dass den Aarbechtsminister muss an d'Regierung zréckgoen an d'Regierung froen, ob se d'accord ass, fir op déi doten Décisioune vun der deemoleger Regierung, zréckzekommen.

Dat ass eng Fro, déi net einfach esou ze tranchéieren ass, well nämlech eng Kéier d'CGFP schonn e Prozess gefouert huet géint de Stat, opgrond vum Prinzip „Pacta sunt servanda". Pro forma, ouni vill Suen ze kréien, mä pro forma huet deen dote Prinzip Recht krut. Esou dass dat eng Fro ass, déi ech net einfach kann hei décidéieren, ouni mat der Regierung geschwat ze hunn.

Ech hunn allerdéngs zesumme mam Fonction-publique-s-Minister vill Kontakter an där heiter Hisiicht. Mir hunn dat ofgemaach mat der CGFP. De Fonction-publique-s-Minister hat länger Gespréicher mat der CGFP. An ech wäert an deenen nächsten Deeg - soubal mäi Kalenner organiséiert ass, deen opgrond vun deene Saachen, vun deene mer virdru geschwat hunn, ëmmer méi komplizéiert gëtt -, wa méiglech nach d'nächst Woch, e Rendez-vous hu mat der CGFP, fir hinnen och nach eng Kéier ze erklären, dass de Prinzip, fir géint Établissement-publicen insgesamt ze sinn, vläicht aneschters muss déclinéiert ginn, wann een iwwer eng Verwaltung schwätzt wéi d'Administration de l'Emploi.

Dat ass de Punkt, esou dass ech da géif vläicht bieden, dass ee géif deem Gespréich tëschent Aarbechtsminister a CGFP eng Chance ginn, well ech einfach net agesinn, dass een hei och massiv géint eng Gewerkschaft virgeet, och wann een 100%eg där Meenung ass, déi ech hei gesot hunn, an dass ech natierlech opgrond vun deene Gespréicher mat der CGFP och kënnt an d'Regierung goen. Et ass nach ëmmer un lech, fir Är Motiounen ze stëmmen. Dat heiten ass elo e Wonsch vu mir. Wann Der eppes aneschters décidéiert, décidéiert Der eppes aneschters.

Ech wollt nach op ee leschte Punkt, Här President, agoe vum Här Meisch iwwer Weiderbildung. Dat ass jo ee vun de grousse Problemer vum Aarbechtsamt. Déi meeschte Leit - iwwer 50%, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwe sinn - kënne mer net weiderbilden, well si hu keng Initialbildung. Dat ass e grousse Problem.

Leit, an där sinn et der 1.500, déi weder Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch nach Englesch verstinn a schwätzen. Do sinn der och derbäi, mat deene kann ee Weiderbildung maachen. Déi meescht hunn awer nëmmen d'Scolarité obligatoire gemaach. Fir elo mat deene Weiderbildung ze maachen, wou se keng Initialbildung haten, dat ass ein Ding der Unmöglichkeit vun der ADEM.

Do kann och iwwregens d'Schoul net ëmmer hëllefen. Well vun deene sinn der ganz vill, dat si Leit, déi kommen aus dem Ausland heihinner. Ech wëll och warnen: Mir wëllen an deem neie Gesetz, op deem mer amgaang sinn ze schaffen, mir wëllen elo waarden. Mir kënnen Établissement public goen oder net. Wann net, da wëlle mer awer der Placeurs-Carrière an der ADEM méi Autonomie ginn, souwuel beim Rekrutement wéi bei der Formatioun wéi bei der Rémunératioun.

Mir wëllen och méi Leit hunn. Mir wëllen och der ADEM méi Méiglechkeete ginn, fir ganz einfach Formatiounen ze décidéieren. Ech soen nach eng Kéier: Bei enger ganzer Partie Leit - an dat sinn, fäerten ech, d'Halschent vun de Leit - ass eng Weiderbildung onméiglech, well keng Initialbildung do ass. Dat ass e grousse Problem, dee mir um Aarbechtsmaart hunn.

Mir hu fir vill Leit keng Äntwert. Déi kommen awer heihinner. Dat ass eppes, wat och déi beschte Reform vun der ADEM net ka léisen. Dat wëllt net soen, dass mer déi Reform net solle maachen. Ech wäert derfir kämpfen, dass mer déi Reform hei nach an der Chamber hoffentlech diskutéieren, ier dass déi nächst Wahle kommen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Jo, et ass d'Propos - wann ech dat richteg verstanen hunn -, fir déi Motioun hei zréckzestellen.

(Interruption)

Jo. Här Schneider, wann ech gelift.

(Interruption)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, ech wollt eng Kéier kuerz Stellung huelen, well den Här Meisch mech och ugeschwat huet. Bon, ech gesi mech emol net als Expert, mä als een, deen 20 Joer Erfahrung huet an deem Beruff.

M. le Président.- Bei enger Motioun huet all Grupp Zäit, fir hei d'Wuert ze ergräifen.

Une voix.- Ech hat geduecht, mir wäre mat enger Motioun amgaang, Här President.

M. le Président.- Jo, mä den Här Gibéryen freet mech hei, am Kader vu wéi enger Prozedur dass mer sinn. Mir sinn am Kader vun enger Prozedur, wou eng Motioun déposéiert ginn ass, a wou all Grupp, laut eisem Reglement, esou vill Zäit huet, fir op déi Motioun ze äntwerten. Duerfir ass et dem Här Schneider säin elementaart Recht, fir hei d'Wuert ze froen.

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Weider, Här Schneider!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Déi Motioun ass gëschter oder virgëschter u jiddfereen ausgedeelt ginn. Wou ass dann de Problem? Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech soen lech Merci, Här President, fir Äert Versteesdemech. Ech ginn eng Kéier kuerz drop an, well ech jo och selwer an där Motioun drop ugeschwat gi sinn an eigentlech och, wéi de Journalist mech ugeruff huet, opgrond vun den Aussoe vum Médiateur, well hien ebe just déi Elementer do erbäigezunn huet, wou ech mech bei mengen Äntwerte gestäipt hunn op d'Äntwert, déi de Minister dem Médiateur ginn huet, a wou hien och de Mëtteg nach eng Kéier eenzel Elementer doraus répétéiert huet.

Dat ass dat, wat den zweeten Deel vun Ärer Motioun betrëfft, datt am Moment d'Reform vun der ADEM amgaang ass ugepaakt ze ginn. Deen ee Volet gëtt vu sengem Ministère selwer gemaach, an deen zweete Volet betrëfft de Ministère vun der Fonction publique, wat d'Formation continue vun deenen eenzelne Leit, déi beim Arbeitsamt schaffen - virun allem de Placeuren -, ugeet.

Duerfir kann ech hei d'Äntwert vum Minister nëmmen ënnerstëtzen.

Zweetens, wat den Établissement public betrëfft, hunn ech selbstverständlech d'Ausso gemaach, datt eis Partei, eis Fraktioun op ass, fir Gespréicher ze féieren, fir deene Méssstänn ofzehëllefen, déi besti beim Arbeitsamt, wou ebe virun allem de Mëssstand deen ass, datt e Personalmangel do ass, well et schwéier ass, Personal ze rekrutéieren, sou datt ee sech do mat alle Partner, déi concernéiert sinn, um Terrain, awer och niewent dem Terrain, muss zesummesetzen, fir eng nei Forme juridique respektiv Méiglechkeeten ze fannen, fir ënnert där Form, wéi de Moment d'Arbeitsamt besteet - wat mer awer schwiereg schéngt ze sinn -, ze kucken no vir ze kommen, fir effektiv den Demandeurs d'emploi deen Encadrement ze ginn, dee se brauchen, awer virun allem och, fir d'Placeuren aus dem Kräizfeier ze huelen, déi ëmmer méi konfrontéiert gi mat enger grousser Mass vun Demandeuren, déi op se zoukommen, an déi net, wéi d'OCDE seet, 100 Leit ze betreien hunn, mä an der Tëschenzäit 600 Leit ze betreien hunn.

Duerfir ass eis Fraktioun selbstverständlech elo op fir Gespréicher, déi mer intern musse féieren, fir eng Léisung ze fannen. Mä de Moment kënne mer nëmmen d'Ënnerstëtzung ginn zu den Aussoen, déi de Minister Biltgen gemaach huet.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Ech froen den Här Meisch op Propositioun vum Här Minister, fir déi Motioun hei zréckzestellen, bis dass déi Diskussiounen ofgeschloss sinn.

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Ech wëll awer nach eng Kéier kuerz op dat agoen, wat de Minister gesot huet.

Ech mengen net, datt et e Präzedenzfall wär, wann eng staatlech Verwaltung oder Deeler vun enger staatlecher Verwaltung an en Établissement public géifen iwwergelagert ginn. Ech selwer - dat war an der leschter Legislaturperiod - war Rapporteur vun op d'mannst engem Projet de loi, wou genau dat dote geschitt ass, an et ass zënterdeem wahrscheinlech och net manner oft geschitt.

Ech wëll och soen, fir datt dat kloer ass: D'Demokratesch Partei ass fir d'Ëmwandlung vun der Aarbechtsmaartverwaltung an en Établissement public. A falls Dir dat net eleng mat der Majoritéit oder an der Regierung sollt ëmgesat kréien: Mir hëllefen lech dobäi ganz gären. Well mir hunn do eng kloer Positioun, an ech stelle mech net heihinner als een, deen als Parteipresident vläicht dat eent seet an als soss iergendeppes eng aner Meenung huet.

Mir sinn derfir, a mir hëllefen hei an der Chamber an do, wou mer kënnen, ganz gären, fir d'Leit ze iwwerzeegen, fir dat doten ze maachen, a fir mat eise Stëmmen dann och dozou bäizedroen.

Duerfir fannen ech et wichteg, datt dës Motioun hei zum Vote kënnt.

Dräi Fraktioune respektiv Groupementer hu mer nach net héieren. Wann ech awer dem Här Schneider säin Exposé elo héieren, dann ass hie scho ferm amgaangen, erëm zréckzerudderen hannert dee Courage, deen hien eigentlech hat, wéi hien dem „Tageblatt" en Interview ginn huet, sou datt ech fäerten, datt, wa mer dës Motioun elo hei zum Vote bréngen, mer en negative Vote kréien, an datt d'Thema dann erëm eng Kéier vum Ordre du jour verschwonnen ass.

Wann et der Saach déngt, Här President, da sinn ech domadder d'accord, fir der Regierung, dem Aarbechtsminister nach e bëssen Zäit ze ginn, déi Diskussiounen do ze féiere mat der Gewerkschaft, der CGFP, an dem Regierungsrot. Mir waarden dann op déi Konklusiounen, fir duerno dann nach eng Kéier hei kënnen iwwert déi Motioun ze schwätzen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Meisch, ech kann lech net d'Garantie ginn, dass et der Saach déngt. Ech kann nëmmen d'Propos hei maachen, d'Diskussiounen ofzewaarden.

Den Här Minister Biltgen huet d'Wuert nach eng Kéier.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Wann ech den Här Meisch hei héieren, da mengen ech, dass ech virdru muss nach ganz e bësse Formation continue awer maachen. Ech hat gemengt, den Här Meisch wéisst et, mä well hien dat net schéngt ze wëssen, soen ech et duerfir.

Et ass net nëmmen, dass mer an Diskussioun si mat der CGFP, mä d'CGFP ass am Litige mam Stat wéinst den Établissements publics, well d'CGFP seet, Dir haalt lech net - pacta sunt servanda - un dat, wat Der ofgemaach hutt. An dat ass elo de schwierege Punkt. Dat heescht, et ass net nëmmen, dass mer diskutéieren, mä d'CGFP huet e Litige mam Stat ugemellt, dee leeft, wou d'CGFP seet, Dir haalt lech net un d'Ofmaachungen.

Ech kommen awer gären - an do muss ech dann dem Här Meisch Merci soen - op déi Offer zréck, dass den Här Meisch seet, mir hëllefen lech.

Ech wär ganz frou, Här Meisch, wann Dir als Parteipresident mat deene Membere vun där viregter Regierung, déi awer nach ëmmer bei lech aktiv sinn, mol méi mol manner, mä ech mengen, si sinn nach ëmmer Member bei lech a gären, dass Dir géift eng Kéier mat der CGFP schwätzen an hinne just dat erklären, wat Der sot, dass nämlech de Fait, aus der ADEM en Établissement public ze maachen, net bedeit, dass mer elo de ganze Stat géife privatiséieren. Wann Der mer dobäi géift hëllefe bei der CGFP, wär ech lech dankbar.

(Interruptions)

Une voix.- Wat si mer awer esou gutt mateneen!

M. le Président.- Mir mussen awer elo zum Schluss vun där Diskussioun hei kommen. Den Här Jaerling huet och nach d'Wuert gefrot.

Här Meisch, ee Saz nach. Mir sinn hei net am Kader vun enger Debatt. D'Zäite vum Minister sougutt wéi vun lech, Här Meisch, si längst ofgelaf, duerfir just ee Saz nach.

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Ech mengen net, Här President, datt ech meng fënnef Minutte schonn opgebraucht hunn.

M. le Président.- Dach!

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Ech wëll dem Aarbechtsminister awer soen, datt mer déi lescht Jore regelméisseg Vertrieder vun der CGFP gesinn hunn, datt deen Thema do ëmmer um Ordre du jour stoung an datt mer eis Meenung esou kloer an däitlech zum Ausdrock bruecht hunn, wéi ech dat heibanne gemaach hunn.

M. le Président.- Dont acte. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech mengen, et gëtt e bësse vergiess, dass déi Motioun hei zwee Elementer huet. Nämlech net nëmmen, dass d'ADEM soll Établissement public ginn, mä ënnendrënner steet och nach, dass e Gesetzesprojet soll deponéiert gi mat zwee Ele-

menter dran. Dat éischt ass d'Formatioun vun den Demandeurs d'emploi, woumadder een d'accord ka sinn.

Mä wat hannendru steet, dat ass: «...et à procéder à une définition des droits des chômeurs tenant compte des efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi». Dat ass fir mech als Salariatsvertrieder e geféierleche Saz, deen an d'Richtung féiert, dass den Hannergedanken do ass, fir d'Rechter vun de Chômeuren eventuell ofzeschwächen.

Ech mengen, wann deen Abschnitt géif ewechgelooss ginn, da kéint ee mat deem zweeten Abschnitt vun der Motioun d'accord sinn, awer net, wann esou dosteet a schonn d'office gesot gëtt, dass an engem Projet de loi direkt d'Rechter vun de Chômeuren op de Leeschtungsprinzip sollen opgebaut ginn. Domat kann ech awer net d'accord sinn.

M. le Président.- Ee Saz, Här Minister!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo. Ee Saz.

(Interruption)

...geäntwert, wat den Här Meisch gesot huet. Zu deenen zwee Sätz ass et esou, dass éischtens elo schonn d'ADEM Formatioune ka maachen, an do gi mer am Gesetz méi wäit a gi méi Méiglechkeeten. Dat hunn ech virdru gesot.

Deen zweete Saz ass eigentlech iwwerflësseg, well d'Efforts propres hu mer zënter dem 5611, mat deem jo net jiddferee vun Iech heibannen d'accord war, an d'Gesetz drageschriwwen. Dat heescht, just dee Punkt vun Efforts propres hu mer schonn zënter dem 5611.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech hu verstanen, dass den Här Meisch domat d'accord ass, dass mer déi Motioun hei zréckstellen. Dann ass déi Debatt och ofgeschloss.

Mir kommen zréck zum Projet de loi vun der Madame Minister Jacobs. Et ass um nächste Riedner. Dat ass den honorabelen Här Berger.

6. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille (suite)

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut ass den Internationalen Dag vun de Rechter vun de Kanner. Haut presentéiert och den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner säi Rapport. Ech mengen, et ass eng gewësse Symbolik, wa mer dann also och haut an der Chamber de Projet de loi iwwert d'Aide à l'enfance diskutéieren an dann och herno wäerten ofstëmmen.

Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht.

Ech wéilt och kloer soen, datt d'DP d'Iddi begréisst vun der Schafung vun engem Office national de l'enfance. D'Iddi derhannert ass jo, datt ee soll évitéieren, datt déi Jonk, déi a Problemsituatioune sinn, direkt mat der Justiz konfrontéiert solle ginn, an datt och an engem gewëssene Sënn vläicht preventiv soll gewierkt ginn.

D'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass jo leider net esou erfreelech, wann een d'Statistike kuckt. Ech referéiere mech elo op dat, wat ech haut a verschiddenen Zeitunge gelies hunn. Et ass esou, datt iwwer 850 Jugendlecher a verschiddenen Instituter hei zu Lëtzebuerg respektiv och am Ausland a Strukturen ënnerbruecht sinn.

Fir d'DP ass et duerfir wichteg, datt d'Qualitéit vum Encadrement an d'Interesse vun deene Jonken, déi an Nout gerode sinn, mussen am Mëttelpunkt stoen. Jonk Leit, déi Problemer hunn, musse fréi detektéiert ginn. Si musse méi schnell gehollef kréien a si mussen adequat gehollef kréien.

Besonnesch d'Ofsiicht vun dësem Projet, dass d'Mesurë fir déi Jonk, déi an Nout gerode sinn, solle koordinéiert ginn, ass ervirzesträichen, well nëmmen da kënne mer eppes maache géint den héije Pourcentage vu Selbstmorden, dee mer hei zu Lëtzebuerg awer leider bei Jugendlechen hunn. Nëmmen da kënne mer eppes maache géint d'Jugendkriminalitéit. Nëmmen da kënne mer insgesamt eppes maache fir d'Wuelbefanne vun eise Jonken hei am Land.

Eis schéngt eng Aart „case management", fir dat emol esou ze nennen, wéi se dann am virleiende Projet als Iddi zugronn läit, déi richteg Approche se sinn, fir dës Ziler ze erreechen.

Mir brauchen e kontinuéierleche Suivi vun den Dossieren an eng Koordinatioun vun deene verschiddene Servicer, déi intervenéieren.

D'Fro awer ass, ob mer dës Ziler mat deem virleiende Projet wäerten erreechen. An ech muss Iech soen, datt ech awer do e bësse skeptesch bleiwen.

Firwat? Mir musse feststellen, datt ee keng ganz kloer Opdeelung gesäit vun deene verschiddene Rollen an der Lëtzebuerger Landschaft vun der Jugendhëllef.

Wéi e Rôle genau iwwerhëlt an Zukunft den ONE? Beschränkt e sech op dat, wat ech „case management" genannt hunn, dat heescht d'Koordinatioun vun der Aarbecht ronderëm déi Jonk, déi an Nout gerode sinn, oder - wat ee ka vermuten - wëllt en och méi wäit goen? Mä wéi wäit wëllt hien da goen?

Am Artikel 6 vum virleiende Projet steet, datt den ONE ënner anerem d'Aufgab hätt, d'Schwieregkeeten an d'Ressourcë vun engem Kand ze evaluéieren, e Projet d'intervention ze validéieren an de Suivi dovunner ze maachen. Dat ass relativ allgemeng gehalen.

Déi Fro, déi ech mir stellen, ass: Wat mécht den ONE dann eigentlech herno wierklech konkret?

Ech hu gemengt erauszehéieren, och scho bei menger Virriednerin an dësem Dossier, datt do och awer e klengt Fragezeichen am Raum kéint stoen. Den ONE soll also eng Diagnos entwéckelen, eng Therapie proposéieren, an dann de Suivi dovunner assuréieren, fir dat emol an de grousse Linnen ze ëmräissen.

De Risiko läit op der Hand, datt een domat de gesamte sozioéducative Secteur zu engem rengen Exekutant kann degradéieren, oder datt dann den ONE herno en dominante Service provider an deem ganze Beräich kéint ginn. Dat ass eng Suerg, déi ech net eleng deelen, well och de Statsrot hat a sengem Avis Folgendes geschriwwen, ech zitéieren: «Aussi le Conseil d'État estime-t-il que la loi devra trouver un juste équilibre entre une approche où les prestataires privés auront fonction de simples exécutants et une optique respectant davantage l'autonomie du secteur d'aide à l'enfance, englobant les intervenants éducatifs, médicaux et sociaux comme partenaires de l'Etat. Si l'ONE veut contribuer à une plus grande flexibilité du secteur, ainsi qu'à une meilleure prise en charge des enfants en détresse au Luxembourg même, son rôle de coordinateur devra surtout être celui d'un promoteur et d'un facilitateur.»

Sécherlech brauche mer am ONE och Spezialisten aus dem sozialpedagogesche Beräich, déi eng éischt Analys kënne maachen an déi da wëssen, wou se Jonker, déi en détresse sinn, kënne weider higuidéieren. Et kënnt een et e bësse vergläichen, esou gesinn ech et, mat engem Service d'urgence an engem Spidol, wou e Generalist sëtzt, deen eng Kéier de Patient kuckt an en da weiderschéckt an déi spezialiséiert Servicer an net de Suivi mécht respektiv eventuell zum Schluss sech dann nach informéiert a kuckt, ob déi ganz Saach gutt ausgaangen ass.

De Risiko ass awer, datt mer hei, mat deem virleiende Projet, eng Struktur schafen, déi déi gesamten Hëllef fir d'Kanner an Nout net koordinéiert, mä ebe monopoliséiert, an dat dann ënnert der direkter Tutelle vun dem Familljeministère. Dat däerft op alle Fall, a mengen Aen, net de Fall ginn. Dir héiert, ech schwätzen am Conditionnel, well mer kréie vläicht an Zukunft nach déi eng oder déi aner Elementer, déi eis berouege kënnen. Well wann dat nämlech de Fall wier, da wier awer do wierklech e Problem vun Transparenz a Kontroll vun den Décisiounen, déi do géifen an dem ONE geholl ginn.

Mir wësse jo, datt hei zu Lëtzebuerg d'ganz Erfahrung an och de ganzen Know-how bei den Träger vun deene verschiddene sozioéducative Servicer leien, a wa mer et net fäerdeg bréngen, dee ganzen Know-how an déi ganz Erfahrung, déi mer an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg hunn, mat afléissen ze loossen, dann hu mer herno eist Zil verfeelt, da kréie mer keng Verbesserung vun der Situatioun, mä da kréie mer héchstens eng Verschlechterung.

Dee virleiende Gesetzestext wëllt deen Know-how an d'Erfahrung doduerjer an den ONE kréien, datt zum Beispill Persounen aus dem sozioéducative Secteur fir eng begrenzten Zäit an den ONE kënnen déchargéiert ginn. Ech gesinn dobäi verschidde Problemer.

Wa mer déi Leit vun den Instituter an den ONE huelen, da feele se eis um Terrain. Bei den Associatiounen an den Träger vum sozioéducative Beräich sinn dat dann oft nach déi gutt Leit, déi dann do wäerte feelen, an déi musse sech also Neier sichen. Mataarbechter, déi aus deenen Instituter ofgezu ginn, behalen awer och eng gewëssen Dépendance vis-à-vis vun hirem Employeur: Ass dann de Mataarbechter vum ONE nach impartial, wann et dorëms geet, déi richteg Therapie an dee richtege Service ze fannen?

Ech wëll elo emol eng Kéier den Avocat du diable spillen. Mir wëssen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg zwou, dräi grouss Organisatiounen, déi ganz gutt Aarbecht an deem Service maachen - wéi gesot, ech spillen den Avocat du diable -, kéint do net de Risiko bestoen, wann do Leit vun deenen engen an deenen aneren dra wieren, datt do jiddferee géif e bësse säi Claim wëllen ofstiechen?

D'Mataarbechter sollen och nëmme fir eng begrenzten Zäit am ONE schaffen, fir Ermiddungserscheinunge virzebeugen. Ech huelen awer och un, datt dëst vläicht gemaach gouf, fir d'Servicer aus dem sozioéducative Beräich net zousätzlech ze brüskéieren, well soss hätte se och misse fäerten, datt se hir beschte Leit definitiv ofgezu kréien. Wann dat dann elo nëmme provisoresch soll geschéien, da kann een déi Ängschten zwar ënnerbannen, mä op där anerer Säit ass d'Kontinuitéit vun dem gudde Service an deenen Instituter dann net méi onbedéngt garantéiert.

Et wier also fir mech wichteg, datt an dem ONE haaptsächlech, oder wa méiglech, nëmme Leit, och Fachleit natierlech, sollen engagéiert ginn, déi net aus de verschiddene Lëtzebuerger Instituter ofgezu ginn. An eisen Ae soll den ONE d'Koordinatioun an de Suivi vun deene verschiddene Mesuren assuréieren, an d'Entwécklung vun de spezifesche Plans d'intervention muss op der Ebene vun de spezialiséierte Servicer bleiwen.

Wann awer momentan am Text drasteet, datt d'Mataarbechter vum ONE de Plan d'intervention validéieren, dann ass dat a mengen Aen net kloer genuch. De Rôle vum Ministère a seng Implikatiounen am ONE sinn net kloer ëmrass an deem Text. Et steet dran, datt den ONE dem Ministère ënnersteet, an de Ministère bestëmmt den Direkter. Wou sinn do d'Grenzen, a wéi wäit kann dat goen?

Ech mengen et ass manifest, datt d'Gefor besteet vun enger Aflossnahm vum Ministère op Sachdiskussiounen herno, an deem Beräich oder bei dem ONE, an den Avis vun der Caritas ass jo do och relativ däitlech, ech zitéieren: «On peut juste s'interroger quel va être le rôle du Ministère de la Famille lui-même, qui a jusqu'à présent assuré ces tâches, ou si ces missions sont simplement transmises à l'ONE, il faut s'interroger par rapport à son degré d'autonomie organisationnelle et décisionnelle dans un contexte structurel où le budget de l'État met une forte pression d'économie sur le secteur social dans son ensemble et où le ministère de tutelle est déjà actuellement l'acteur principal, notamment en signant les conventions de fonctionnement, en finançant les services et l'aménagement des infrastructures, en conférant les agréments et en contrôlant la qualité et le fonctionnement.»

Et gesäit een also, datt dee virleiende Projet Méfiancen ervirgeruff huet. Méfiancë vis-à-vis vun engem Familljeministère, deen haut den Organisateur, de Financier, de Finanzkontroller an den Evaluateur vum sozioéducative Secteur hei zu Lëtzebuerg ass. Wann dat esou ass, da froen ech mech, firwat mer net higaange sinn a méi eng kloer Aufgabendeelung direkt am Text virgeholl hunn, firwat net kloer festgeluecht gëtt, datt de Ministère sech wierklech nëmmen op d'Gouvernance, also op d'Kontroll an op d'Evaluatioun vun de Mesuren herno beschränkt?

Mir hunn och eng ähnlech Situatioun - an dat ass deen zweete wichtege Volet vun dësem Gesetz - bei der Analys iwwert d'Finanzmodeller. Wann ee mat den Träger aus dem sozioéducative Beräich schwätzt, da gesäit een, datt vill vun hinnen duerchaus prett sinn, fir nei Weeër ze goen, fir e Paradigmewiessel matzedroen, well e leeschtungsbezunnenen Tarifsystem kann och fir d'Träger selwer méi Transparenz a méi Planungssécherheet bedeiten, awer natierlech nëmmen ënnert der Bedéngung, datt d'Präisser, déi ausgehandelt ginn, och fair sinn.

De virleiende Gesetzestext dréckt sech och hei e bësse ronderëm déi Fro, wéi dës Präisser géife fixéiert ginn. Dat ass awer eng wesentlech Fro fir d'Acteuren um Terrain. Dës Fro soll dann an engem Règlement grand-ducal ofgehandelt ginn. Ech mengen, och doduerjer sinn nei Méfiancë geschafe ginn, a letztendlech ass jo dann déi Iddi, déi au départ sécherlech gutt war, dorunner gescheitert, an dat ass och e bëssen ze bedaueren. De sozioéducative Secteur war net bereet, mat op deen neie Wee ze goen, well se net genee gesot kruten, wou de Wee da géif hiféieren. Mir hunn elo an der Finanzéierung eng Zwittersituatioun, déi op alle Fall net ganz zefridde stellend ass.

Här President, ech kommen elo zum Schluss. Ech wollt déi puer Remarquë maachen an och nach soen, datt mer déi grouss, ech géif soen, déi gutt Ofsiichte vum Projet deelen, well se am Sënn vun enger besserer Ënnerstëtzung a Preventioun am Intérêt vun de Kanner an de Jugendleche geduecht sinn. Et gëtt ähnlech Modeller am Ausland, déi hir Effizienz bewisen hunn, an duerfir wäerte mir och dëse Projet stëmmen. Mir wëllen him eng Chance ginn.

De Problem ass awer deen, datt mer net ëmmer genee wëssen, wéi sech d'Exekutioun vum Gesetz an der Praxis herno wäert gestalten, besonnesch op verschiddene kruziale Punkten, op déi ech elo kuerz agaang war. Et si jo och nach eng Rei Exekutiounsreglementer ze huelen, déi do méi Opschloss kënne ginn an déi eis da kënne berouegen, mä déi leie jo nach net vir.

Ech hunn awer duerfir eng Motioun preparéiert, déi ebe freet, datt mer déi Reglementer, wa se do sinn, och an der Kommissioun presentéiert kréien, fir datt mer kënnen driwwer diskutéieren. Ech sinn och frou, datt all Parteien, déi hei am Parlament sinn, dat mat ënnerschriwwen hunn, esou datt mer dann also do och kënnen e Konsens fannen.

Voilà, ech géif déi dann déposéieren an ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi sur l'aide à l'enfance qui introduit comme nouveau mode de participation financière de l'État un système de financement sur base des services ou prestations offerts;

- considérant l'article 16 qui stipule que les modalités de fixation des forfaits, introduites dans le cadre de ce nouveau système, seront déterminées par règlement grand-ducal;

- conscient que ceci constitue un changement d'envergure pour le milieu des services socio-éducatifs;

- préoccupée du fait que ce nouveau système risque de porter préjudice au secteur concerné;

invite le Gouvernement

- à venir présenter les règlements grand-ducaux prévus par le projet de loi sur l'aide à l'enfance dans les plus brefs délais aux membres de la commission de la famille, de l'égalité des chances et de la jeunesse.

(s.) Eugène Berger, Sylvie Andrich-Duval, Marie-Josée Frank, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter, Vera Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Err.

Wollt Dir Iech och aschreiwen, Här Bettel? Ech hat gemengt. Dann huet elo d'Madame Err d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut de Mëtteg geet et ëm Kannerrechter, a Kannerrechter sinn, wéi Mënscherechter, theoretesch jiddefalls, universal. Wat awer bei Kanner speziell ass, ass, dass se Mënsche sinn, déi zwar méi kleng sinn, mä déi duerfir awer net manner Rechter sollen hu wéi déi Erwuessen. Au contraire ass et ëmmer esou, dass dat schwaachste Glidd an der Gesellschaft, an dozou gehéiere sécherlech d'Kanner, am Fong déi meeschte Protektioun an eigentlech extra Rechter bräicht, fir seng schwächer Ausgangspositioun ze kompenséieren.

Duerfir gëtt et am Beräich vun de Kannerrechter de Begréff vum „intérêt supérieur de

l'enfant", iwwert dee scho Bicher geschriwwe gi sinn an dee relativ schlecht ze erklären ass, mä deen een op gutt Lëtzebuergesch kéint mat deem einfache Wuert ëmschreiwen, am ureegenen Intérêt vun de Kanner soll eben dann dat Moossinstrument sinn, mat deem Texter a Praxissen analyséiert ginn, fir ze kucken, ob se Kannerrecht-gerecht sinn.

Haut ass den Dag vun de Kannerrechter. Dat ass schonn ugeklongen. An et ass vläicht interessant ze soen, wat zu deenen Haaptkannerrechter gehéiert.

Éischtens emol d'Recht op Nahrung an op en Daach, d'Recht op Gesondheet, op Schoul, d'Recht op Fräizäit, op Kultur, op Éischt Hëllef, géint Kanneraarbecht, géint schlechten Traitement an d'Recht sech selwer auszedrécken.

Dat just als Aféierung, fir dann dorobber ze kommen, dass dat, wat mir haut maachen, sécherlech zu der Ausféierung vun all deene Kannerrechter, déi ech elo opgezielt hunn, soll bäidroen.

Eppes sécherlech ass ganz speziell an dësem Gesetz an dëser Hisiicht z'ënnersträichen, an zwar, dass dëst Gesetz et nach eng Kéier ausdrécklech verbitt, d'Kanner ze schloen, och wann dat, Sondagen no, déi haut an der Press publizéiert ginn, nach ëmmer net esou unanime ugeholl ass.

Schloen ass, och bei Kanner, net eng Saach vu Respekt, a wa mer wëlle Gewalt géint Fraen a Gewalt en général bekämpfen, da musse mer fir d'éischt ufänken um Niveau vun de Kanner, hiert Recht op kierperlech Onversehrtheit duerchzesetzen. Eleng dofir schonn ass dësen Text ze begréissen. Och nach aus aneren Ursaachen, vun deenen déi haaptsächlech d'Déjudiciarisatioun ass.

D'Déjudiciarisatioun, déi begréisst gëtt. Wann dat vun engem ass, deen aus dem Milieu vum Judiciaire kënnt, da weess een, dass ee sech domadder net beléift mécht. Dat ass awer sécherlech keng Ursaach - et geet net op e Grapp voll un - fir net zu senger Meenung ze stoen. Mä et muss een awer trotzdeem ganz kloer maachen, wat dee schwieregen Term iwwerhaapt heescht.

Eppes ass kloer, ier ech op d'Definitioun kommen, dass dat Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, e Paradigmewiessel ass par rapport zu deem, wat bis elo a puncto Kannerrechter zu Lëtzebuerg gang und gäbe war.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech hu probéiert, déi „Déjudiciarisatioun" op Lëtzebuergsch z'iwwersetzen an ech koum zum folgende Saz fir ze soen: wou d'Kanner solle vum Geriicht ewech, esou vill wéi méiglech, awer och net manner wéi néideg.

Dat heescht, an anere Wierder, dass, soulaang wéi ee preventiv aktiv ka si mat sozialen Aarbechten, mat sozioéducative Mesuren, soulaang soll een d'Kanner vum Geriicht ewechhalen. Well et evident ass, dass Kanner weder am Prisong nach op de Geriichter eppes ze dinn hunn. Et sief dann, et wier unausweichlech noutwendeg.

Ech probéieren elo den Text auszedäitschen, well esou kloer ass den Text a mengen Aen net, fir kënnen dat doten alles doraus ze zéien. Ech hu jiddefalls elo probéiert Konklusiounen doraus ze zéien, déi mir géifen an de Krom passen an déi méiglech sinn am Kader vun deem Gesetz esou z'interpretéieren, dass de Jugendriichter intervenéiere kéint, wann d'Servicer, déi vum ONE a vun anere vum ONE organiséiert a vun anere Servicer exekutéiert ginn, net zum Accord mat den Elteren a mat de Kanner kënne kommen. An zweetens, wann d'Leit dat wëllen, Viraussetzung, dass eng Mediatioun stattfonnt huet, déi ouni en Accord ausgaangen ass, dass dann d'Jugendgeriicht befaasst gëtt.

Dir, Madame Minister, kënnt mir dann herno soen, ob dat, wat ech aus dësem Text erausliesen, esou einfach ausgedréckt och den Tatsaachen entsprécht. Well den Text et net ëmmer ausgëtt.

Kloer ass et, an de Rapporteur huet et aganks gesot, dass am Rapport zu der Jeunesse en détresse - d'Konklusioun, déi am Rapport selwer opgezielt ass - stoung, dass si sech géife wënschen, dat heescht déi Spezialkommissioun, eng Instance de médiation, fir eben d'Kannerrechter duerchzesetzen.

Déi Instance de médiation ass an där Hisiicht, esou wéi se an deem anere Rapport ass, an dësem Gesetz net mat dran. Mä mat guddem Wëllen, duerfir hunn ech eng Motioun gemaach, kann ee se zwëschepraffen, fir de Charakter vun der Déjudiciarisatioun nach e bësselchen z'ënnersträichen.

Ech wollt awer, ier ech op den Text selwer kommen - an dat maachen ech ganz kuerz, well déi meescht Saache gesot sinn -, nach zwou Begréffserklärunge maachen. An zwar erklären, dass et Aide à l'enfance gëtt, déi een op Lëtzebuergesch Kanner- a Jugendhëllef nennt, an dass et Protection de l'enfance gëtt, dat ass da Kanner- a Jugendschutz.

Dass et evident ass, dass, wa mer vun Déjudiciarisatioun schwätzen, da schwätze mer évidemment nëmme vun der Jugendhëllef, well ee sech net ka virstellen, wéi dee Jugendschutz, dee beim Jugendriichter läit, soll déjudiciariséiert ginn.

D'Konklusioun ass am Fong dann déi, dass ee sollt probéieren, esou vill wéi méiglech um soziale Plang ze maachen, fir eventuell ze verhënneren, dass d'Jugendlech mat hiren Eltere mussen op d'Jugendgeriicht kommen. Esou dass et evident ass, dass nëmmen deen Deel Jugendhëllef hei kann déjudiciariséiert ginn.

Dat bréngt och vläicht gewësse Klärungen an de Mesurë mat sech, well bis elo ass et esou, dass souguer am Virfeld, wéi vum Jugendriichter, eventuell déiselwecht Moossname konnte geschwat ginn, an dass, wann déiselwecht Mesurë kënne preventiv geholl ginn, een net agesäit, firwat déi mussen dann iwwert d'Geriicht lafen.

Dat ongutt Gefill, wat ee bei der Judiciarisatioun - an dat wäert sech och net ännere mat dësem Gesetz - huet, dat ass, dass et schéngt, wéi wann op därer Phas do ze vill Placementer vu Kanner geschwat géife ginn.

Et ass schwéier dat ze vergläiche mat Zuelen aus dem Ausland. Jiddefalls fannen ech et net normal, dass de Moment an de Foyere méi Sozialaarbechter an Educateure schaffe wéi preventiv. Wa mer et mat deem Gesetz hei géife fäerdeg bréngen, déi Proportioun ëmzeänneren, dann, mengen ech, dass dat schonn ee Kritär wier, nodeem ee kéint soen, ob oder ob net dat Gesetz hei an der Praxis effektiv och e Succès gëtt.

Ech wollt dann am Fong zum Gesetz selwer an dräi Rubrike schwätzen; éischtens déi staark Punkten eraushuelen, dann déi manner staark, an drëttens déi, vun deenen ech méi eng nuancéiert Meenung hunn a vun deenen ech och vläicht net am Detail genuch dovunner kennen, fir mech do eranzeloossen.

Déi positiv Punkten hunn ech am Fong schonn ugeschwat. Dat ass dee vun der Preventioun a vun der Déjudiciarisatioun, déi u sech am Trend vun der Zäit leien, well och an eisen Nopeschlänner ass deen Trend vun der Déjudiciarisatioun sécherlech allgemeng ugeholl ginn. An Dänemark ass een zum Beispill esou wäit gaangen, dass do nëmmen nach Kanner, Problemer op Geriichter kommen, wann et ëm d'Ewechhuele vun der Responsabilitéit vun den Eltere geet. Dat ass vläicht den Extremfall, op deen een net onbedéngt muss zréckkommen.

Wat awer evident ass, dat ass, dass mat deem Gesetz hei, wat e Kadergesetz ass, soll probéiert ginn, en Deel vun deene villen Déplacementer z'évitéieren, an dass soll probéiert ginn, am Fong am Virfeld an an eegener Verantwortung an an Eegeregie vun de Famillje mat de Kanner, d'Agréff an d'Liewe vun der Famill op e Minimum ze beschränken an net d'Kanner vun de Familljen ze trennen.

Well och dat ass am Intérêt vun de Kanner e Mënscherecht, wat een nëmmen däerf oder soll ewechhuelen, wann et wierklech net z'évitéieren ass.

Et ass och kloer, dass all Déplacement, wéi och ëmmer e mag justifiéiert sinn, eng Déstabilisatioun vun der Famill a vum Kand mat sech bréngt. Awer virun allem och, an dat ass eppes, wat mer wierklech um Häerz läit, eng Déresponsabilisatioun vun den Elteren, besonnesch och doduerjer, dass bei engem Placement d'Autorité parentale, wéi se haut nach genannt gëtt, vun den Elteren ewech un déi drëtt Famill oder un de Centre de placement iwwerluecht gëtt, an domadder am Fong implizit oder formell d'Elteren aus hirer eegener Verantwortung fir hir Kanner dédouanéiert. An dat, mengen ech, ass eigentlech dat Lescht, wat ee ka maachen.

Wat nach positiv dodrunner ass, dat ass, dass d'Kanner mat agebonne ginn an d'Léisung vun deene Problemer, déi duerch si oder mat hinnen oder duerch hir Elteren, wéi och ëmmer, an enger Famill entstinn.

Et kann net sinn, wa mer de Kanner hir Mënscherechter eescht huelen, dass mer weiderfueren iwwert si ze décidéieren, wéi wa si nëmmen Objets de droit wieren an net selwer am Fong eng Perséinlechkeet hätten an d'Recht hätten, bei Décisiounen, déi si selwer uginn, matzeschaffen.

Ech mengen, dass dat eng Fréierzéiung ass zu enger Autonomie, déi sech och an anere Situatiounen am Liewe ka fir si positiv ausdrécken.

Dofir ass d'Preventioun net nëmme gutt an där Hisiicht, dass et d'Elteren net aus hirer Verantwortung erausléisst, mä och well et d'Kanner abënnt an d'Problemléisung an an d'Léisung vun hiren eegene Problemer an et hinnen am Fong hëlleft zu enger Autonomie an hirem eegene Liewen ze kommen, eventuell schonn am jonken Alter, déi et och eventuell méi einfach mécht, fir si herno zu mëndege Bierger an enger Gesellschaft ze maachen.

Den zweete gudde Punkt ass d'Kreatioun vum Office national de l'enfance - den ONE -, dee jo geduecht ass, esou wéi ech dat verstinn, als Mise en réseau an Interconnexioun vun deenen aneren Acteuren, déi am sozioéducative Beräich mat Kanner a mat Jugendleche schaffen. Dëse Volet ass a mengen Aen net schrecklech prezis. Mir hunn awer no deene Gespréicher an der Kommissioun gemengt dat doten esou erauszefannen.

Fir dass keen Zweifel soll dru bleiwen un der Interpretatioun vum Gesetz op deem Punkt, wollt ech eng Motioun eraginn, andeem ech probéieren d'Regierung opzefuerderen, fir wann elo dat Gesetz a Kraaft trëtt an déi Informatiounen iwwert déi wichteg Institutioun hei sollen erausgoen, dass soll kloergemaach ginn, dass Elteren a Kanner, déi Problemer an der Famill, an der Schoul oder wou och ëmmer hunn, sech solle prioritär un den ONE wenden, am vollste Vertrauen, dass se dann do un déi beschtméiglech Stell oder Associatioun weidergeleet ginn, fir hinne weiderzehëllefen.

Esou dass een eventuell kéint soen, dass den ONE an där Hisiicht a mengen Aen esou eppes wéi e Guichet unique de l'enfance oder de la jeunesse wier, deen et am Fong da méi einfach misst maachen, d'Leit op déi wierklech beschte Plaz hin ze orientéieren. Da kann ee sécher sinn, dass dat och geschitt, well mer dann dovunner ausginn, dass jiddfereen iwwert deeselwechte Leescht gezu gëtt, an dass an der Interconnexioun, dat heescht am Réseau geschafft gëtt. Wat elo zum Beispill net ëmmer de Fall ass a wat heiansdo derzou féiert, dass op ville Plazen e Fall traitéiert gëtt, ouni dass déi Leit, déi sech ëm dee Fall bekëmmeren, onbedéngt wëssen, wat op enger anerer Plaz mat deemselwechte Fall geschitt.

Duerfir froe mer ënner anerem hei den ONE, eng «coopération institutionnalisée entre l'ONE et les autres organisations et acteurs œuvrant dans le domaine de l'aide à l'enfance au Luxembourg» anzeféieren. Déi Motioun ass ënnerschriwwe vun alle Fraktiounen, déi an der Chamber vertruede sinn, esou dass ech dovun ausginn, dass jiddfereen agesäit, dass op dësem Punkt op jidde Fall nach Klärungsbedarf ass.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, dont l'objectif est le traitement des situations de détresse graves et urgentes par une intervention de la justice;

- considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance vise une «déjudiciarisation» de l'aide à l'enfance en créant un cadre juridique pour la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dans lesquelles peuvent se trouver les enfants et leurs familles;

- considérant que le projet de loi prévoit la création de l'Office national de l'enfance (ONE), destiné à fonctionner comme relais indispensable pour l'organisation et la mise en œuvre de l'aide sociale de l'enfance au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à accompagner l'application de la nouvelle loi relative à l'aide à l'enfance d'une vaste campagne d'information et de sensibilisation auprès de tous les groupes de personnes et acteurs concernés - enfants et adolescents, parents, écoles, lycées, professionnels des domaines scolaire, para- et périscolaire, social, médical, paramédical et judiciaire ainsi que les agents de police - afin de faire connaître le rôle et le fonctionnement de l'ONE ainsi que des autres acteurs du domaine de l'aide à l'enfance;

- à mettre, lors de la mise en place de l'ONE, l'accent sur son rôle coordinateur de l'aide à l'enfance au Luxembourg;

- à concevoir la création de l'ONE de façon à ce qu'il puisse assurer une fonction «guichet unique» de l'enfance, destiné à accueillir les cas de détresse d'enfants, d'adolescents et de leurs familles - à l'exception de celles ayant trait aux faits qui relèvent de la compétence du tribunal de la jeunesse - et de les orienter vers les acteurs les mieux adaptés à leur problématique particulière;

- à demander à l'ONE d'organiser une coopération institutionnalisée entre l'ONE et les autres organisations et acteurs œuvrant dans le domaine de l'aide à l'enfance au Luxembourg.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.

Deen drëtte positive Punkt ass d'Responsabilisatioun vun den Elteren an d'Autonomiebestäerkung vun de Kanner. Dat hunn ech uklénge gelooss a kann et am Fong dobäi beloossen.

Déi manner gutt Punkten hunn ech och scho gesträift, an zwar déi, dass et net an alle Fäll kloer ass. Virun allem ass et och nach net, am Text jiddefalls, kloer, wéi den Agencement vun de Kompetenzen, engersäits tëschent dem ONE an der Justiz, soll operéiert ginn. Wat ass zum Beispill e Fall fir d'Justiz? Wéi geet et zum Beispill, wa sech e Problem mat Kanner oder Jugendlechen direkt un d'Justiz wennt, während et am Fong fir d'éischt misst déi preventiv Stadien duerchlafen?

Kann de Jugendriichter décidéieren, dass an engem bestëmmte Fall d'Justiz nach ka waarden an d'Saach viruginn un den ONE? Oder géif een dee Moment dem Jugendgeriicht kënne reprochéieren, sech dem Dossier wëllen ze entleedegen? Wéi ass et och an deem Fall mam Transfert vun den Informatiounen, Enquête-socialen an Ähnlechem?

Eng aner Fro, déi sech dorunner hänkt: Wat ass de Rôle vum SCAS, wa mer dovun ausginn, dass déi vill Zort Aarbecht, déi de Moment am SCAS gemaach gëtt, dee mat ganz vill Enquêté fir d'Jugendriichtere beschäftegt ass, jo am beschte Fall am SCAS misst ofhuelen? Ech huele jo un, dass déi Leit am SCAS och kënne Familljen a Kanner suivéieren an dass se sech dann ebe besser kënnen op déi Aarbecht, déi e preventive Charakter huet, konzentréieren, amplaz sech mat Enquêten ze befaassen, déi dann herno géifen um Geriicht als Informatiounsmaterial verschafft ginn.

Eng aner Inconnue souzesoen ass d'Zesummenaarbecht tëschent dem ONE an deenen aneren Acteuren, virun allem och wat d'Décisiouns- an d'Direktiounsgewalt ugeet. Et steet am Gesetz op e puer Plazen, dass net nëmmen - an dat ass normal - deen ONE fonctionnéiert ënnert der Tutelle vun der Familljeministesch an eisem Fall, mä an deemselwechten Artikel méi wäit steet och dran, dass ëmmer dann, wann den ONE Problemer auslagert u Servicer, déi net intern fonctionnéieren, nach misst e speziellen Accord vun der Ministesch kommen. Dat fannen ech eigentlech net ganz korrekt.

Et kann net sinn, dass et am Haus selwer oder am Donstkrees vum ONE déi Servicer net gëtt, an dass déi spezialiséiert Institutiounen eréischt all Kéiers kënne befaasst ginn, wann d'Ministesch, déi jo net censéiert ass spezialiséiert an der Jugendaarbecht a Kanneraarbecht ze sinn, nach muss hire perséinleche Seegen derzou ginn. Dat ass eng Fro, déi nach misst gekläert ginn.

Et ass ee sech och bewosst - an dat ass dee leschte Schwaachpunkt, deen ech wëll uschwätzen -, dass dat Gesetz hei, wat e Kadergesetz ass a wat sécherlech positiv Saache begräift, wou d'Basis dovunner souguer exzellent ass, an der Praxis esou gutt gëtt wéi den Direkter, deen dee Service do soll leeden.

Duerfir hoffe mer, well mer festgestallt hunn, dass virun allem déi finanziell Incitatioun net enorm ass, fir Leit op esou e responsabele Poste wëllen ze kréien,…

(Interruption)

…dass mer eis do d'Moyenen awer wierklech ginn, fir an aller Transparenz, besonnesch och am Averständnis oder an der

Kooperatioun oder an der Diskussioun mat de Leit, mat deene soll um Terrain geschafft ginn, deen Direkter esou ze nennen, dass hie mat sengen zukünftege Kolleegen iwwert d'Ronne kënnt an net brauch perséinlech Problemer ze léisen, amplaz ze hëllefen déi vun de Kanner aus der Welt ze schafen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng allerlescht Remarque. Den ORK ass an dësem Projet am Fong nëmmen en marge ugeschwat. Et ass net genau preziséiert, wat seng Roll soll sinn. Et ass evident, dass den ORK elo net déi praktesch Aarbecht um Terrain mécht, wat hien net méi muss maachen, wat hie sécherlech haut och gemaach huet. Sécherlech ass en Deel vun der Aarbecht vun der Madame Rodesch elo vun hir ewechgeholl, well mer elo eben de Guichet unique de l'enfance um ONE hunn.

Wat geschitt mat deenen anere Kompetenze vum ORK? Wier et net noutwendeg, eventuell un nei Kompetenzen ze denken, déi se implizit vläicht huet, mä explizit awer net. An zwar déi, fir ze kucken, ob et trotz ONE a Remise en raison vun allen Organisatiounen, déi mer zu Lëtzebuerg an der Kanner- a Jugendaarbecht hunn, Plaz gëtt fir eng Stell, wou d'Diskriminatioun vun de Kanner kënnt speziell traitéiert ginn.

Wier et net gutt, wann och am Kader vun der Législation antidiscrimination, dass den ORK kënnt Affären initiéieren oder Kanner an Affäre begleeden, wou een eventuell feststellt, dass d'Kanner ebe wéinst hirem jonken Alter oder hirer Onerfuerenheet diskriminéiert gi si par rapport zu erwuessene Leit? Dat wier eng Méiglechkeet.

An deemselwechte Gedanken, wann dat sollt méiglech sinn, wier et sécherlech och vu Virdeel, wann den ORK, wann e scho bleift wéi en ass, wéinstens géif, gradesou wéi de Médiateur, bei der Chamber ugesiedelt ginn, fir dass d'Onofhängegkeet vum Ministère wierklech net nëmmen existéiert, mä och keen Doute kënnt driwwer opkommen, dass deem esou ass.

Eng drëtt Kategorie vu Remarquen, déi ganz kuerz wäerte sinn, wollt ech maachen, déi de Finanzéierungsmodus uginn. Mir ass et kloer, dass dat e wichtege Sträitpunkt war zwëschent den Organisatiounen a sech. Ech wëll mech op déi finanziell Aspekter hei net aloossen. Ech kenne se net genuch.

Ech hoffe just, dass dëst Gesetz esou exekutéiert gëtt, dass et wäert déi verschidden Acteuren a Prestatairen encouragéieren, fir sech méi ze spezialiséieren. Esou dass d'Offer am Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef verbessert an diversifizéiert gëtt. An ech hoffen, dass d'Ängschte vu verschiddenen Associatiounen onberechtegt sinn, dass d'Servicer all Intérêt hunn, op manner experimentéiert Associatiounen zréckzegräifen, well déi méi bëllegt Personal hätten.

Dat kann, Kolleeginnen a Kolleegen, net de Fall sinn. Wann dat et soll sinn, dass finalement deen déi meeschten Affären ze traitéiere kritt, deen am mannste qualifizéiert ass, mä awer och am mannsten deier ass, da mengen ech huet dëst Kadergesetz säin Zweck verfeelt. Mä hei ass jo sécherlech ee Gebitt, wat eis wichteg genuch wäert sinn, fir net ze probéieren op der falscher Plaz Suen ze spueren an déi beschte Servicer unzebidde fir Problemer, déi d'Kanner an d'Jugendlech vun haut an eis Bierger vu muer betreffen.

Well dat Gesetz hei engersäits wichteg ass an anerersäits e Kadergesetz ass, wou net alles kloer ass, wou d'Reglementer nach ausstinn, denken ech och, dass et wichteg ass, eng Evaluatioun vun dësem Gesetz ze maachen. Mä et soll een et net dobäi beloossen, eng Evaluatioun ze maachen. Et muss een d'Evaluatioun diskutéieren, natierlech net nëmme mat den Acteuren um Terrain, mä och hei am Haus, an duerno an engem gewëssenen Délai - deen Délai hu mer op ee Joer laang gesat no der Diskussioun hei am Haus - eben dann och déi néideg Adaptatiounen, wa se dann noutwendeg wieren, virhuelen, fir dass déi Evaluatioun, déi mer froen, och effektiv ass.

Ech erënneren dorun - an dat ass u sech kee gudde Souvenir -, dass mer beim Gesetz iwwert d'Violence domestique eng super Evaluatioun hunn, déi en Heedegeld kascht huet, dass mer déi och schonn e puermol diskutéiert hunn, mä dass déi Ëmännerungen, déi an der Evaluatioun stinn, nach ëmmer net um Dësch leien.

Wa mer eis schonn eng Evaluatioun leeschten - ech fannen, dass dat wichteg ass bei esou Gesetzer wéi deem heiten -, da musse mer eis och d'Moyenë ginn, fir d'Recommandatiounen aus där Evaluatioun ëmzesetzen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance met l'accent sur la prévention en offrant aux enfants et à leurs familles une aide, un encadrement et une éventuelle prise en charge familiale, socio-éducative et psychosociale afin d'éviter l'apparition de problèmes ou de situations de détresse graves et urgentes;

- considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance vise une «déjudiciarisation» de l'aide à l'enfance en créant un cadre juridique pour la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dans lesquelles peuvent se trouver les enfants et leurs familles;

- considérant que cette «déjudiciarisation», la création de l'Office national de l'enfance et la mise en œuvre d'un nouveau système de financement pour les placements institutionnels reviennent à un changement de paradigme qui ne manquera pas de changer de fond en comble l'aide à l'enfance au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à procéder, après un délai de trois ans suite à l'application de la nouvelle loi, à une évaluation externe;

- à analyser et discuter les résultats de cette évaluation externe à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions s'imposant le cas échéant;

- à adapter le cas échéant et dans un délai d'un an à partir de la discussion publique la loi relative à l'aide à l'enfance en fonction des conclusions à tirer de ladite évaluation.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.

Zur Konklusioun also wéi gesot nach ganz kuerz: Guddes, Onprezises an nach Besseres, wat ee muss am A behalen an evaluéieren. Mä virun allem awer och net vergiessen, dass mer hei schwätzen iwwer een Deel nëmmen, an zwar dee vun der Jugendhëllef, dass eist Gesetz iwwert de Jugendschutz vun 1992, wou net ka vun enger Déjudiciarisatioun Rieds goen, och verbesserungswierdeg ass.

Et kann net weidergoen, dass mer, mat deem Esprit, an deem dat heite Gesetz elo ass, virufueren, bei Placementer d'Autorité parentale vun den Eltere weider ewechzehuelen. Ech ka mer virstellen, wat d'Ministesch mer äntwert: Mir sinn amgaang, dee ganze Volet Autorité parentale a Responsabilité parentale ëmzeänneren, a wa mer dat gemaach hunn, da komme mer vläicht och heirobber zréck.

Un eis soll et net leien, well am Kader vun der Sous-Kommissioun iwwert den Divorce si mer amgaang, eis ënner anerem intensiv mat dem Volet Filiatioun a Responsabilité parentale ofzeginn, esou dass deemnächst keng Excuse méi dierft do sinn, fir am Fall vun engem Placement déi Responsabilité parentale do aneschters ze traitéieren.

Et ass och wichteg, dass eng Zesummenaarbecht agefouert muss ginn zwëschent de Strukturen, wou d'Kand placéiert gëtt, an den Elteren. Och dat fonctionnéiert de Moment net genial, an et gëtt och iwwer Mesuren, déi am Kader vun engem Placement geholl ginn, net ëmmer déi noutwendeg Recoursen.

Wann e Congé zum Beispill gestrach gëtt, wann eng Aktivitéit verbuede gëtt, ass et schwéier, wann net onméiglech, während engem Placement déi Décisiounen unzepassen. Ech denken duerfir, dass et wichteg wier, och an där nächster Reform dorobber opzepassen.

Eng lescht Remarque an dësem Gesetz handelt vum Affekot vum Kand, wou d'Dispositioune menger Meenung no largement ze wënschen iwwreg loossen, well nach ëmmer vill Kanner ouni en Affekot mussen auskommen. Ganz oft - an dat ass déi lescht Remarque - géif de Juge de la jeunesse, wat jo e Juge unique ass, och dorunner gewannen, wann e sech entouréiere géif mat engem Expert, an eppes wéi eng paritéitesch Kannergeriichtsbarkeet ënnert deene geschéie géif.

Da kënnt meng allerlescht Remarque: Och d'Kanner solle gehéiert ginn am Huis clos, an net an öffentleche Sitzungen, well wann et richteg ass, dass d'Kanner solle gehéiert ginn, dann ass et awer gradesou wichteg, dass d'Kanner an aller Diskretioun gehéiert ginn, fir dass se net brauchen ze fäerten, fir bei deem engen oder deem aneren Elterendeel unzeecken wéinst eppes, wat se an enger öffentlecher Sitzung gesot hunn.

Eppes aneschters, mä wat ganz no mat dësem Sujet zesummenhänkt, Madame Ministesch: Et gëtt de Moment nach dräi Konventioune vum Conseil de l'Europe, déi Lëtzebuerg am Beräich vun de Kanner- a Jugendrechter nach net ratifizéiert huet. Do ass eng ganz rezent derbäi, vun där wëlle mer net schwätzen, mä mäi Kolleeg, de Marc Angel, huet lech Froen doriwwer gestallt. Vläicht kënnt Dir him haut ënner anerem op déi Fro äntwerten iwwert déi zwou rezent Konventioune vum Conseil de l'Europe vun 2003 a vun 2007, a mir vläicht op déi, wat d'Ursaache sinn, firwat déi Konventioun iwwert den Exercice des droits de l'enfant, déi vun 1995 datéiert, nach net un d'Rei komm ass.

Déi huet och eppes mat der Autorité parentale ze dinn, oder stëmmt dat net?

Et gëtt déi Konventioun, déi net nëmmen ëm d'Kannerrechter geet, mä ëm den Exercice vun de Kannerrechter, zënter 1995, an eigentlech hätte mer elo 13 Joer Zäit gehat, fir déi ze iwwersetzen, a vu dass dat net geschitt ass, mengen ech, misste mer kucken, dass och dat esou schnell wéi méiglech géif passéieren.

Ech hunn hei déi lescht Motioun, déi ech awer schonn ugeschwat hunn, nach net ofginn. Ech ginn dovunner aus, dass keng aner Explikatiounen noutwendeg sinn, well och déi heite vun all Mënsch heibannen ënnerschriwwe ginn ass.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que la Convention des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, énonce entre autres le droit de participation de l'enfant dans le contexte de l'action éducative;

- considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance accorde une place prépondérante à la participation des personnes concernées, plus particulièrement des enfants et de leurs parents;

- considérant que lors du débat sur la jeunesse en détresse en 2003, la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» avait recommandé le recours à une instance de médiation afin de régler des situations de crise familiale;

- considérant que selon l'article 4 du présent projet de loi les parents ou représentants légaux ainsi que l'enfant capable de discernement participent à l'élaboration du projet d'intervention socio-éducatif et psychosocial les concernant;

- considérant que ce projet ne prend effet que s'il est signé par les parents ou représentants légaux et l'enfant capable de discernement;

- considérant la proposition de loi 4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure Civile discutée et analysée dans le contexte de la réforme du divorce;

- considérant que le projet de loi 5867 relatif à la responsabilité parentale prévoit qu'afin «de faciliter la recherche par les parents d'un exercice consensuel de la responsabilité parentale, le juge peut leur proposer une mesure de médiation»;

invite le Gouvernement

- de prévoir qu'en cas de désaccord sur le projet d'intervention socio-éducatif et psychosocial la médiation sera proposée aux parties concernées.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter fir déi gréng Fraktioun.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. A sengem Exposé des motifs beschreift den Auteur vun dësem Projet de loi op enge sëlleche Säiten - an dat ass och gutt esou - eng Rei fundamental Mënscherechter a Kannerrechter an erkläert den ausdréckleche politesche Wëllen, fir dës Rechter besser an och méi effizient ze ënnerstëtzen. Hie schwätzt och fir d'éischt vun engem Recht op Hëllef fir all Kand, Jugendlechen, an och seng oder hir Famill.

Ausdrécklech gëtt och de Stellewäert vun der Preventioun ënnerstrach am allgemenge socioéducativen an therapeutesche Kontext. D'Participatioun an d'Matsproocherecht vum Kand gëtt och groussgeschriwwen, an et gëtt sech géint all Form vu Gewalt a méi prezis déi psychesch a physesch Gewalt formell ausgedréckt.

All dëst, denken ech, steet absolut net hei zur Diskussioun. Jiddfereen huet dat hei begréisst. Mir fannen och dës Deklaratiounen notamment an onser Constitutioun erëm an an deene Konventiounen, déi da bis elo ënnerschriwwe gi sinn, an deenen, déi sécherlech och nach wäerten ënnerschriwwe ginn.

Och ass deen ursprüngleche Leitmotiv vun dësem Projet de loi den absoluten an akute Besoin, fir ons Politik a Saache Kanner- a Jugendschutz ëmzepôlen oder zousätzlech ze komplettéieren a Kanner- a Jugendrechter, an notamment iwwert de Wee vun neie Méiglechkeeten un Offeren, déi laanscht d'Justiz an d'Geriicht solle goen, oder déi éischter, besser ausgedréckt, virun der Justiz a virum Geriicht solle sinn. Et geet also ëm déi sougenannten Déjudiciarisatioun. Et ass e schrecklecht Wuert, ech gebrauchen dat och elo net méi.

Zu dësem Wee sollt d'Aschalte vun enger reeller an och kompetenter Offer u Médiation, une instance de médiation, féieren. All dës Reflexioune kommen awer net aus den Iwwerleeunge vum Auteur vum Projet de loi, mä si sinn en Deel vun den zréckbehalene Konklusioune vun där deemoleger Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», déi vill Aarbecht geleescht huet an d'Majoritéit vun den Institutiounen, déi um Terrain schaffen, och gehéiert huet.

All dës Institutiounen hate sech deemools immens vill Aarbecht gemaach, hunn déi deemoleg Spezialkommissioun schrëftlech informéiert. Si hunn och eng ganz Rei vun noutwendege Reforme beschriwwen an d'Méiglechkeet ugedeit, fir am sozialen an am therapeuteschen Domän kënne méi effikass a méi effizient ze schaffen. Dat alles natierlech am Sënn vum Kanner- a Jugendschutz an de Kanner- a Jugendrechter. Ech denken, si sinn och am beschten dofir gëeegent, fir ons déi dote Recommandatioune mat op de Wee ze ginn.

Effektiv, et ass och scho virdrun ugeklongen - awer ech wollt dat fir déi gréng Fraktioun och nach eng Kéier ënnersträichen -, hu mir zu Lëtzebuerg e Jugendschutzgesetz, wat éischter repressiv Auswierkungen huet, wéi datt et ëmmer als schützend an zevirkommend ugesi gëtt. Moossnamen aus dem Jugendschutz wierken oft strofend, souwuel fir d'Kanner an d'Jugendlech wéi och fir hir Elteren.

Et gëtt, fir e Beispill ze nennen, schlussendlech net onbedéngt als schützend ugesinn, wann e Jugendlechen op Dräibur sëtze kënnt oder wa Kanner iwwer Nuecht placéiert ginn. Dëst sinn Noutléisungen, déi sécher an der Nout eng Léisung sinn, mä déi vläicht net ëmmer eppes mat Kanner- a Jugendrechter au sens propre du terme ze dinn hunn.

Mir kënnen nëmme berouegt si mat deem aktuelle Jugendschutz, well déi Leit, déi an dësen Domäner am Alldag um Terrain schaffen, dës gesetzlech geregelt Moossname mat esou vill pedagogeschen, awer och therapeutesche Kompetenze beräicheren, datt schlussendlech de Maximum fir déi concernéiert Kanner, Jugendlech a Famillje ka gemaach ginn.

Et sinn och déiselwecht Leit, déi de Besoin un zousätzleche Moossnamen nieft der Justiz gefuerdert hunn, déi Méiglechkeete vu Mediatioun gefrot hunn, déi eng Komplementaritéit zu där soi-disant Protection juridique gefrot hunn.

D'Zil wier et gewiescht, eng Justice négociée kënnen zu Lëtzebuerg anzeféieren, an der enker Kollaboratioun vun de verschiddenen Instanzen, an dëst an enger kloerer an transparenter Hierarchie. Dat wëllt net heeschen, datt mer eng zousätzlech, soi-disant décisiv Instanz solle schafen. Mir sinn der Meenung, datt mer mussen - an ech menge meng Virgängerin huet dat och gesot - eng kloer Hierarchie anhalen. Uewe stinn dann déi Justizmoossnamen, mä do ënnendrënner aner Moossnamen, déi kënne virgräifen. Déi Hierarchie muss agehale ginn, mä mir däerfen et awer net, wéi bis elo ganz oft, eenzeg an eleng bei der Instanz vun der Justiz beloossen. Dëst ass elo am Projet de loi méi kloer formuléiert ginn, an dat begréisse mir.

Mir gesinn et e bëssen als eng verpasste Chance, datt mer net och zur gläicher Zäit d'Jugendschutzgesetz bilanzéiert an och do déi noutwendeg Adaptatioune gemaach hunn. D'Jugendschutzgesetz bleift mat

senge strikten a restriktive Moossnamen, obwuel se noutwendeg sinn, eng dach awer repressiv Moossnam, well de Jugendriichter, an dat ass och scho gesot ginn, eigentlech nëmmen zwou Optiounen huet. Déi eng ass d'Kontroll vun der Famill ze iwwerhuelen, iwwer eng Assistance éducative, dat ass dem SCAS seng Aarbecht, oder, als zweet Optioun, de Placement vun engem Kand. Et ass e bësse schued, datt dat do elo nach net um Ordre du jour ass, well et hätt eigentlech schéi parallell dobäi gepasst.

Unzehuelen, datt mat der Kreatioun vun engem Office national de l'enfance, esou wéi en elo hei am Projet de loi skizzéiert ass, dëse Lacunë Rechnung gedroe gëtt, ass illusoresch, well wat gefrot a wat och gebraucht gëtt, ass mat Sécherheet eng zentral Instanz, déi géréiert a koordinéiert. Hei, bei dëser Propos vum ONE, riskéiere mer awer eng zousätzlech Instanz ze kréien, e Genre Waasserkapp, wou alles a jiddferee vertrueden ass, an déi virun allem ënnert der Regie vum Ministère placéiert ass.

Dës Mainmise vum Ministère ass, an onsen Aen, aus verschiddene Grënn onverständlech. Éischtens, an dat ass och scho virdrun ugeklongen, si mir der Meenung, datt de Ministère vill a gutt Kompetenzen huet, mä net onbedéngt déi, fir och inhaltlech op dëse schwieregen Domän anzewierken.

Et ass an onsen Aen onverständlech, wéi eng Neutralitéit ka garantéiert bleiwen an der Analys vun de Besoinen, wann ee weess, datt deeselwechte Ministère och de Portmonni huet, fir d'Besoinen ze finanzéieren oder och net ze finanzéieren.

En drëtte Punkt ass deen, datt mer eis froen, wou d'Vernetzung vun deem ass, wat gebraucht a gefrot gi war, nämlech d'Kollaboratioun oder d'Complémentaritéit tëschent de juristesche Moossnamen, sprich tëschent der Justiz an de soziotherapeutesche Moossnamen, a wéi dat ka garantéiert ginn. Dat heescht, wéi schaffe se zesummen, d'Justiz engersäits, an den ONE, deen de Rescht vertrëtt, anerersäits? Dat heescht, wéi vernetze mer Jugendschutz, Kannerschutz, Jugendrechter, Kannerrechter mateneen?

Hei hu mer et vill méi, denke mir, mat enger zweeter Instanz ze dinn, déi riskéiert, e bësse salopp ausgedréckt, als zweet Geriichtsinstanz considéréiert ze ginn, vläicht vun den Elteren, vun de Jugendlechen, vun der Famill, an domadder riskéiere mer en Niewenteneen amplaz e Mateneen. Mir hätten ons och tatsächlech virstelle kënnen, datt eng ganz Rei vun Aarbechten, Analysen, Evaluatiounen, a virun allem d'Mediatioun, an de bestehende Strukture kënnt assuréiert ginn, do wou d'Experienz an d'Kompetenz ass, a wahrscheinlech och de Kontakt mat deene concernéierte Kanner a Famillje scho besteet, an datt eng zentral Instanz, déi gebraucht gëtt, den ONE, déi éischter administrativ Aarbecht ofwéckelt.

Esou stelle mir ons den ONE vir, deen zum Beispill folgend Kompetenze kënnt assuréieren: d'Analys an d'Evaluatioun eriwwerginn an déi bestehend Strukturen, deenen den Optrag ginn, fir dat ze maachen, an duerno déi Analys, déi Evaluatioun, déi gemaach ginn ass, ze validéieren. Zweetens kënnt den ONE eng Koordinatioun an eng Kollaboratioun tëschent de verschiddenen Intervenanten a Prestatairen, tëschent der Justiz an de Sozialinstanzen, de Gesondheetsinstanzen an och den éducativen Instanze garantéieren. Ech weess, datt dat dra beinhalt ass, an dat ass e Punkt, dee mir och richteg fannen. Drëttens, eng richteg an eng produktiv interministeriell Kollaboratioun initiéieren. Dat wär emol eng Première hei zu Lëtzebuerg, an dat wär awer och eng batter noutwendeg Première. Dat heescht, datt Ministère-iwwergräifend mateneen a vernetzt...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dee Comité war virgesinn, Madame Loschetter, an de Conseil d'État huet en erausgeholl.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech schwätze vun de Missioune vun engem ONE, deen engersäits déi verschidden Instanze ka garantéieren, déi meeschtens, net all, d'Verwaltunge jo, u verschidde Ministères de tutelle rattachéiert sinn. Dat ass och haut esou, mä wat een haut mierkt, dat ass, datt deen ee Ministère schlussendlech net weess, wat deen anere Ministère mécht. Wann um Terrain, dat heescht a verschidde Verwaltungen oder a verschidden Associatiounen, déi Leit net dach awer op fräiwëlleger Basis matenee kommunizéiere géifen a sech eegen a bénévole Plattformen ageriicht hätten, da géif net esou vernetzt geschafft ginn, wéi de Moment um Terrain vernetzt geschafft gëtt, mä eng institutionaliséiert Plattform gëtt et net.

Déi ass och elo an enger Motioun vun de Sozialiste beschriwwen. Allerdéngs kënne mir heibannen, à ce stade, vun der Beschreiwung vun dësem Projet de loi ons keng definitiv Meenung maachen, wéi dat dann herno definéiert gëtt, well mer elementar Donnéeën net hunn. Wahrscheinlech wäerten déi Saachen iwwer Règlement grand-ducal nach eng Kéier beschriwwe ginn, well se net am Gesetz sinn, an dorënner fält eben och de Fonctionnement vum Office national de l'enfance.

Här President, fir ons ass dat awer eng fundamental Informatioun. Dat ass och scho vu menge Virgänger a Virgängerinnen ënnerstrach ginn. Ech géif et méi allgemeng halen a soen, datt den ONE schlussendlech definéiert, ob mer an déi eng Richtung ginn oder an déi aner. Fir ons Gréng ass dat awer politesch net onwesentlech, well dat definéiert schlussendlech och herno, ob mir ons kënne politesch erëmfanne mat där enger oder mat där aner Richtung, wéi den ONE da soll schaffen. Hei hu mir awer d'Gefill, datt mir fir eng zoue Këscht stëmmen, zum Deel ouni ze wëssen, wat dran ass. Anerer géifen dat eng Kaz am Sak nennen.

Am initiale Projet de loi war och eng ganz Rei vun zousätzleche Gruppe virgesinn, nieft dem ONE u sech, d'Commission consultative de l'ONE an de Conseil supérieur de l'enfance et de la famille. Gott sei Dank huet och do de Conseil d'État sech bedenklech dozou geäussert, a mir hunn elo nieft dem ONE nach just ee Conseil supérieur, déi Instanz, déi den ONE, awer och d'Prestatairen denken ech, suivéiert, conseilléiert. An dësem Conseil sinn déi sämtlech Ministèrë vertrueden, d'Prestatairen, dann awer och d'Associatiounen, déi d'Familljen, d'Elteren an déi Jugendlech vertrieden. Déi ginn allerdéngs alleguerte vum Ministère nomméiert. En typesch lëtzebuergesche Modell vun Effizienz a Participatioun. Mir hunn à ce stade ons Bedenken iwwert d'Effikassitéit vun esou engem Conseil, awer och iwwert de Stellewäert vun dëser participativer Virgoensweis.

Mä och do, Här President, woen ech mech net méi wäit auszedrécken, well och de Fonctionnement vun deem Conseil supérieur gëtt herno am Detail iwwer e Règlement grand-ducal, denken ech, definéiert, an och do wësse mer da méi, wéi eng Handhab dee Conseil supérieur herno huet.

E weidere Règlement grand-ducal, wou ech mech awer net méi wëll vill domadder ophalen, ass dee vun den Indemnitéiten, dat heescht wéi déi definéiert ginn. Ech denken, dat ass een - wou de Conseil d'État och zu Recht drop higewisen huet, dat ass jo och seng Charge -, oder bal deen eenzege Règlement grand-ducal aus dësem Projet de loi, deen éischter technescher Natur ass.

Am Artikel 12 ginn d'Missioune vun de Structures d'accueil um Gemengenniveau, notamment d'Maisons relais, d'Foyers scolaires, d'Crèchen an esou weider, beschriwwen. Dat heescht, et gëtt gesot, datt de Stat an d'Gemengen derfir suergen, datt mer en Encadrement vun de Kanner hunn, via d'Structures d'accueil, an et ass vläicht e bëssen eng Première, datt elo an esou engem Projet de loi drasteet, datt mer wëlle Vie professionnelle a Vie privée besser matenee vereinbaren an dofir ons do och an d'Flicht huelen. Esou steet et elo an deem Artikel 12 vun deem e bëssen nei opgesate Projet de loi no deem éischten Avis vum Conseil d'État.

Elo kommen ech nach eng Kéier zréck op den Artikel 6 vum Projet de loi, deen definéiert jo och d'Initiativen, déi den Office national de l'enfance ka maachen. Et sinn eng ganz Rëtsch vu Missiounen, déi den Office national de l'enfance huet, ouni eben ze wëssen, well dat jo nach kënnt, wéi en déi applizéiert.

Mir wëssen awer elo schonn, well dat ass jo och en deklaréierte politesche Wëlle vun der Regierung, datt mer um Niveau vun de Betreiungsstrukturen eng grouss Neiegkeet ab 1. Mäerz ugebuede kréie respektiv mussen ubidden, oder wëllen ubidden, nämlech d'Chèques-services. An do meng Fro un d'Ministesch: Kann zum Beispill och herno en ONE enger Structure d'accueil intensiv recommandéiere voire verschreiwen, wéi e Kand da soll prioritär opgeholl ginn? Spillt den ONE och herno an där Prioritéitslëscht oder an där Waardelëscht, déi vläicht awer op där enger oder anerer Plaz wäert zustane komme mat deem Aféiere vun de Chèques-services, an der Prioritéit vum Unhuele vun engem Kand eng Roll?

Ass an deem Artikel 12, deen d'Relatioun tëschent Stat a Gemenge par rapport zu de Structures d'accueil beschreift, och virgesinn, e Règlement grand-ducal dorauser ze déduiréieren, deen dee Fonctionnement oder déi Relatioun tëschent Stat a Gemenge méi kloer definéiert?

Hei stëmme mir - wann dat alles mat Jo beäntwert géif ginn - e Stéck wichteg Betreiungspolitik voire Preventiounspolitik, awer ouni ze wëssen, iwwer wat genee mer schwätzen. Wéi definéiere mer déi Relatioun, déi mer matenee kréien?

Eleng den éischten Deel vun dësem Projet de loi wier schonn derwäert gewiescht, datt dës Regierung sech dëser Politik als eng richteg Prioritéit unhélt, nämlech där vun de Kanner- a Jugendrechter. An ech soen, Här President, bewosst „Regierung", well eescht gemengte Kanner- a Jugendrechtspolitik, wëssend, wat alles an de Konklusioune vun der Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse» vun där viregter Regierung steet, ass mat Sécherheet eng iwwerministeriell Ugeleeënheet.

No de Konklusioune vun där Spezialkommissioun, déi awer op kloer an och akut Mängel higewisen huet, zesumme mat den Institutiounen um Terrain, awer och mat verschidde ganz engagéierte Persounen um Jugendgeriicht, hätt dës Regierung vläicht missen direkt am Ufank vun hirer Period de Problem upaken - vläicht ass dat geschitt -, mä net eréischt elo virun engem Joer den Dépôt vun dësem an onsen Aen awer e bësse konfuse Projet de loi eranzereechen.

Den zweeten Deel vum Projet de loi befaasst sech mam Finanzéierungsmodus vun den Hëllefstellungen a promouvéiert och de Prinzip, net méi d'Institutioun u sech, dat heescht d'Plaz an enger Institutioun ze finanzéieren, mä de Prinzip ebe wou ech gemengt hat, awer e roude Fuedem an dësem Projet de loi ze gesi vum spezifesche Besoin vun engem spezifesche Kand oder vun engem prezise Kand an enger preziser Situatioun, déi temporär och kann evoluéieren, egal a wéi eng Richtung.

Orientéiert gëtt sech notamment, mä ech denken net eleng, um Prinzip, wéi en an der Assurance dépendance applizéiert gëtt. Vum Fong hier fanne mir déi Iddi och richteg. Well wa mer vu Recht op Hëllef schwätzen, musse mer se op d'Persoun achséieren an net op d'Institutioun.

Allerdéngs, an dat ass och schonn hei genannt ginn, huet dëse Prinzip fir Onrou an de concernéierte Secteure gesuergt. Onrouen, déi vläicht ze verstoe sinn, well net kloer viraussehbar ass, wat de finanziellen Impakt vun dësem Berechnungsprinzip kéint ausmaachen. An awer och zousätzlech, well eben dat Gremium, deen ONE ënnert der Mainmise vum Ministère, schlussendlech dat ass, denken ech, dat definéiert, wat den eenzelne Besoin ass, wat dee Besoin wäert ass, dat heescht, wat en och finanziell wäert ass, an domadder och d'Qualitéit vun engem Besoin schlussendlech definéiert; an da wiere mer séier bei der Diskussioun iwwer Qualitéit a Qualitéitsstandarden ukomm.

Wie bitt dëse Qualitéitsstandard zu wéi engem Präis, respektiv dëse Qualitéitsstandard vun engem Besoin? Dee kascht eng Zomm xy. Mir denken awer och, Här President, datt dës Diskussioune mussen an och solle gefouert ginn. Diskussiounen iwwer Qualitéit a Qualitéitsstandarden am soziotherapeutesche Secteur.

Si ginn awer och am Moment gefouert. E Règlement grand-ducal wäert och hei, denken ech, Forfaiten definéieren an de Modus vun der Präisnégociatioun. Hei keeft ee sech duerch dëse Vote eppes, wou een allerdéngs de Präis nach net esou richteg dovunner kennt. A wéinst den Onrouen a puncto ebe Finanzement, déi opkomm waren, hunn d'Prestatairen dann och elo garantéiert kritt, datt se de Choix behalen tëschent - wéi d'Ministesch dat genannt hat - dem klassesche System an deem neien, individuell op d'Persoun achséierte System. Ech mengen, et ass méi roueg ginn am Secteur doduerch. Dat ass richteg.

Meng Fro ass just, datt mir, Här President, net méi richteg verstinn, wat dann elo den intendéierte politesche Wëlle vun der Regierung ass. Wann een den Auteur vum Projet de loi liest, da versti mer net méi esou richteg. Hu mer elo hei e politesche Wëlle fir ze soen, mir achséieren de Besoin elo op d'Persoun a mir garantéieren déi Suen, déi musse sinn, fir dee Besoin ze erfëllen? Oder soe mer, ma et kann ee sech et am Fong elo wiele wéi ee wëllt?

Entweder kriss de eng Enveloppe oder du kriss et op de Besoin vum Kand.

Do versti mir de politesche Wëlle vun dëser Regierung an deem dote Punkt wierklech net méi ganz richteg.

An, Här President, mir kommen dann och wierklech net derlaanscht ze soen, datt dëse Projet de loi iergendwou en „melting pot" vu ville verschiddenen Elementer ass, déi wuel all eppes mateneen ze dinn hunn, awer net zesummen an een an an dëse Projet de loi passen. Ech erklären och meng Kritik.

An dësem Projet de loi ass zu der Demande, déi an de Konklusioune vun där Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse» stoung, als eenzeg Äntwert komm: d'Kreatioun vun engem ONE. Esou wéi en elo beschriwwen ass hei an dësem Projet de loi. Léist dat vill vun deene Problemer, déi an de Konklusioune vun där Spezialkommissioun ernimmt gi sinn? Mir woen dat ze bezweifelen.

Zweet Kritik: Et ass net geduecht ginn, d'Jugendgesetz mateneen ze reforméieren an dat Ganzt - Jugendschutz a Kannerschutz a Kannerrecht a Jugendrecht - mateneen als ee Package ze verbannen.

Drëtt Kritik: Et gëtt keng Äntwert op den aktuelle Besoin um Terrain, d'Institutioune mateneen ze vernetzen, eng institutionaliséiert Plattform vu bestehende Strukturen ze schafen an hinnen d'Méiglechkeet an d'Logistik ze ginn, fir sech ze organiséieren.

Véiert Kritik: Et ass net dru geduecht ginn - dat ass och confirméiert gi vun der Regierung -, d'ASFT-Gesetz esou ze adaptéieren, fir d'Finanzéierung ze bestëmmen an deen Deel zumindest aus der Mainmise vum ONE erauszehuelen.

Fënneftens, an dat ass do, wou déi meescht Onkloerheet de Moment nach ass: D'Gemenge ginn iwwert de Biais vun dësem Projet de loi och an d'Flicht geholl, wat och net falsch ass. Allerdéngs wësse se, mengen ech, nach net vill dovunner.

Dëse Projet de loi ass tatsächlech en onkohärente Fourre-tout an domadder hu mer déi dach vill méi komplex Themen um Terrain net richteg ugepaakt. Dofir ass et ons als Gréng och ganz schwéier gewiescht, aktiv a kritesch an dësem Joer un deem Projet de loi matzeschaffen.

Ech denken, Här President, datt déi véier Motiounen, déi elo um Dësch leien, och beweisen, datt nach villes onkloer ass iwwert déi Propos vun deem Projet de loi, déi hei um Dësch ass, an ech wëll net drop zréckkommen, wéi meng Virgänger a Virgängerin, sief et Oppositioun oder Majoritéit, sech mëndlech dozou ausgedréckt hunn.

Mir froen eis, ob dat wierklech eng seriö parlamentaresch Aarbecht war, fir herno hei an e Plenum ze kommen, wou mer mussen iwwer eng Hällewull vu Motiounen ons assuréieren, datt mer dach awer eventuell op dee richtege Wee ginn.

Mir sinn der Meenung, datt verschidde Gesetzer vläicht hätte misse gläichzäiteg adaptéiert ginn.

Une voix.- Dat ass awer net wouer.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Dach, mir hunn an der Kommissioun iwwer Jugendschutz geschwat. Mir hunn och iwwert d'ASFT-Gesetz an der Kommissioun geschwat.

(Interruption)

Also, ech denken d'Regierung huet och kloer op déi Fro geäntwert. Si huet gesot: Et hätt een et och kënnen iwwert d'ASFT-Gesetz maachen. Mä mir hunn et elo virgezunn, et heiriwwer ze maachen. Dat war eng kloer Äntwert vun der Regierung.

(Interruption)

Dernieft wier d'Kreatioun vun enger richteger an onofhängeger Mediatiounsinstanz néideg. Et ka vläicht awer och nach kommen. Mir wëssen dat net. Et ka sech vläicht iwwert den ONE herno esou entwéckelen. Mä mir wëssen dat haut net. Et wär awer wichteg gewiescht, well dat och gefrot war.

Eng onofhängeg Mediatiounsinstanz, vläicht souguer an enger bestehender Instanz, déi Moyenen dozou kritt hätt, wär complémentaire zur Justiz noutwendeg gewiescht, fir zu enger effektiver Justice négociée ze kommen an ewech vun där

repressiver Konnotatioun vum aktuelle Jugendschutz zu Lëtzebuerg.

Natierlech zitt dat mat sech, datt och déi Institutiounen, déi bestinn, an deem Kontext anescht gestallt musse ginn. Ech denken, do deele mir d'Suerg, déi och ëmmer répétéiert gëtt vun der Familljeministesch.

Ech gi just e Beispill: Dräibur ass tatsächlech en Desaster. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir verletzen dach all Dag d'Kannerrechter hei zu Lëtzebuerg, schonn eleng duerch de Fait, datt mer Mannerjähreger nach ëmmer am Prisong sëtzen hunn.

Elo virun e puer Méint, virun zwee Méint ass gemengt ginn, datt mer sollen an dësem Projet de loi an der Rubrik Preventioun de Suicide och ernimmen. Dat wär e wichtegt Thema an dat solle mer och nach an dee Projet de loi erasetzen.

Här President, de Suicide bei Jugendlechen ass esou eng dramatesch Ugeleeënheet, a mir sinn och zu Lëtzebuerg nawell betraff dovunner. Et weist op e Mal-être hin, wou mir mengen, datt et net ubruecht ass, dat nach einfach esou an e Projet de loi eranzesetzen, mä datt mer eis dann am Fong geholl hätte sollen Zäit huele fir dat Thema, wann et dann och soll an e Projet de loi erakommen.

Dofir, Här President, si mir net esou zouversiichtlech wéi déi aner Parteien, mat allem Respekt fir d'Regierung, fir de Ministère a fir d'Ministesch. Mir wëllen esou e Projet de loi, wou mer net wëssen, a wéi eng Richtung datt en herno wëllt goen, net stëmmen; fir net herno reprochéiert ze kréien, mir hätten e Projet de loi gestëmmt, wou sech herno schlussendlech eng Richtung erausdefinéiert, déi mir als Gréng net kënne matdroen. Dofir wäerte mir a musse mir géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus fir d'éischt dem Kolleeg Jean-Paul Schaaf Merci soe fir säi Rapport, de schréftleche wéi de mëndlechen, deen hie gemaach huet.

Basis fir dëse Projet, kann ee soen, ass zum Beispill een Deel d'Resultat vun der Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», där hir Aarbecht de 26. November 2003 duerch en Débat d'orientation hei am Haus ofgeschloss ginn ass. Haut, fënnef Joer méi spéit, hu mer dann e Projet de loi hei leien, dee wuel eng Zäit laang gebraucht huet, mä en ass awer haut hei an der Chamber ukomm.

De Rapporteur huet ganz explizit de Mëtteg d'Ziler vun dësem Projet Artikel fir Artikel virgestallt, an dat hunn och meng Virriedner gemaach, esou datt een net méi brauch am Detail op de Projet de loi anzegoen.

De Kader, deen dëst Gesetz soll maachen, soll a priori fir d'Kanner an d'Jugendlecher en détresse sinn an, wéi de Statsrot et och wollt a wéi et am Titel derbäikomm ass, wou d'Famill och nach bäigesat ginn ass.

Déi aktuellsten Zuelen, déi bekannt sinn, wivill Kanner hei am Land am Ableck betraff sinn: Et sinn der 872 op den 1. Januar 2006. Dovunner sinn 173 Kanner am Ausland. Mir schwätzen also net vun näischt hei. Mir schwätze vun enger enorm grousser Zuel, déi eis Gesellschaft u Kanner huet, déi se am Stach gelooss huet.

Déi prinzipiell Meenung vun der ADR ass, datt ee muss, fir deem Fléau do entgéintzewierken, e globaalt Konzept hunn: d'Kand och a sengem globale Kontext considéréieren, dat heescht an der Famill, an der Schoul, an der Structure d'accueil, do wou et also lieft, do wou et sech ophält; zweetens, all Situatioune mat berücksichtegen, déi kënnen um Ursprong stoen, souwuel vun de Problemer beim Jugendleche wéi bei der Famill; drëttens, adequat a generell Moossnamen huelen, fir all Kanner a Jugendlecher; véiertens, d'Rechter vum Jugendlechen an der Famill respektéieren, a fënneftens, e koordinéierten an effikasse Réseau opbauen. Dat sinn Ziler, op déi mer mengen, datt ee misst d'Politik am Interessi vum Jugendschutz oder Jugendrecht ausriichten.

Wichteg fir ons ass awer d'Preventioun. Mir géife souguer soen: Dat ass de wichtegsten Deel, deen eis misst politesch engagéieren. D'Familljepolitik ass een enorm wichtegt Thema, dat des Öfteren heibannen diskutéiert gëtt, mä dat awer, wa mer d'Resultat kucken, nach hei am Land ëmmer zu engem gewësse Punkt e Stéifkand ass.

Gesond Famillje sinn de beschte Garant, fir datt mer déi dote Problemer net esou oft kënnen erliewen. Gréisstendeels liewen eis Kanner an der Famill, an der Schoul oder an der Structure d'accueil. Et si virun allem dës zwou Plazen, engersäits d'Famill an déi aner Säit déi schoulesch Infrastrukturen, wou d'Kanner sech am meeschten ophalen an déi dann och mussen zesummeschaffen. Well et ass hei op dësem Niveau, wou ganz vill Problemer vun de Kanner un éischter Stell festgestallt ginn.

Et ass wichteg, datt d'Léier- an dat gesamt pedagogescht Personal esou geschoult ass oder muss ginn, fir eventuell Schwächten oder Problemer bei Kanner esou fréi wéi méiglech kënnen ze detektéieren. Duerfir, net nëmme bei der Integratioun, dem Précoce, dee mer virun enger Rei vu Joren agefouert hunn, mä och am Kader vun dëser Campagne ass et wichteg, datt mer de Kanner esou fréi wéi méiglech kënne mat geschoultem Léier- a pedagogeschem Personal am Précoce begéinen. Well wat d'Problemer méi fréi festgestallt ginn, wat éischter kann drop reagéiert ginn.

Zerrappte Familljen hunn oft Konsequenzen, ënnert deenen d'Kanner am meeschten ze leiden hunn. A gescheete Famillje si ganz oft d'Kanner déi Leidtragend, déi do d'Konsequenzen ze droen hunn.

Eis Lëtzebuerger Schoul entléisst all Joer vill ze vill Jugendlecher aus der Schoul ouni Ofschloss. Dat ass d'Resultat awer och - musse mer soen - vun enger Schoulpolitik, déi iwwer Jorzéngte versot huet, well mer et net fäerdeg bruecht hunn, d'Schoul esou ze reforméieren, datt net op d'Schwächten, mä op d'Stäerkte vun de Kanner gesat ginn ass, an datt mer eis Kanner dohinner forméiert hunn, datt se wierklech herno an eiser Gesellschaft an um Aarbechtsmaart kënnen existéieren. Mäi Kolleeg Robert Mehlen huet virun zwee Deeg hei an der Chamber am Detail deen dote Volet entwéckelt.

D'Konsequenze fir déi Kanner, déi ouni Schoulofschloss erauskommen, si ganz dacks dramatesch, net nëmme wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, mä si ginn och dacks sozial an aus der Gesellschaft ausgegrenzt, an da leien der leider och eng Partie vun hinnen op de Stroossen, well se keng Zukunftsperspektive gesinn.

D'Suicidë sinn hei zu Lëtzebuerg ganz héich. Mir leien an Europa wäit mat am Spëtzepeloton. Leider sinn et och ganz vill Jugendlecher, déi mat hirer Situatioun net fäerdeg ginn oder an der Famill, an der Schoul oder am Frëndeskrees.

D'ADR ass duerfir der Meenung, datt mer éischter prioritär eng Politik musse maachen, déi de Familljen hëlleft, fir datt se eegestänneg an uerdentlech an eiser Gesellschaft kënne fonctionnéieren; zweetens, datt awer bei Familljen oder Jugendlecher, wou Problemer bestinn, eist éischt Zil muss sinn, net prioritär Kanner a Strukturen ze placéieren, mä villméi deene Familljen ze hëllefen, fir datt se wa méiglech zesumme kënnen hir Problemer doheem léisen. Mir brauchen awer déi Strukture fir déi Fäll, wou mer keng Léisung fannen. Dat sinn der leider ze vill.

Mir sinn awer och der Meenung, an dat hunn eis vill Leit gesot, mat deene mer an der leschter Zäit geschwat hunn, datt se der Iwwerzeegung sinn, datt hei am Land d'Kanner vill ze vill séier vun den Elteren ewechgeholl ginn a vum Stat a Strukture placéiert ginn. Ee Beispill ass, wou eng Famill mat fënnef Kanner déi fënnef Kanner ewechgeholl kritt huet, well d'Mamm effektiv iwwerfuerdert war. Vill méi schlëmm war awer, datt déi fënnef Kanner a fënnef verschidde Strukture placéiert si ginn, wat fir déi Kanner, fir jiddfer eenzelt, eng Katastroph war, an d'Mamm och dorophi komplett zesummegebrach ass.

Eiser Meenung no wier et méi wichteg, datt mer an esou Fäll net géifen d'Famill auserneerappen a se dann nach méi belaaschten, mä datt een och do géif - an dat hei Gesetz misst dat jo och elo zouloossen - Leit an d'Famill schécken, fir an der Famill ze hëllefen, well wann esou eng Famill vläicht all Dag e puer Stonnen Hëllef krit vu geschoulte Leit, déi hinne géifen do hëllefen, wou Problemer sinn, an hinne géife weisen, wéi se aus de Problemer kéinten erauskommen, dann hätte mer wahrscheinlech méi geschafft. Wa mer eng Persoun an eng Famill géife schécken, fënnef oder aacht oder jee nodeem wéi vill Stonnen, dann hätte mer där Famill méi gehollef, mir hätten e bessert Resultat, an et wier sécherlech zum Schluss och nach méi bëlleg.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Aarmut ass en anere Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen.

Quitte datt mir d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg d'selwecht definéieren, wéi se am Ausland definéiert gëtt, an doduerch eis Aarmutsgrenz, a Frangen oder an Euro ausgedréckt, vill méi héich läit, hu mer awer 14% vun de Kanner zu Lëtzebuerg, déi ënner oder ëm d'Aarmutsgrenz liewen. 40% vun deene Kanner hu Retarden an hirer Entwécklung. Et ass och d'Resultat vu politeschen Décisiounen, datt eise Solidaritéitsprinzip, vun deem mer esou dacks schwätzen, dach awer an den Hannergrond réckelt.

Mir mierken, datt mer och heibannen an den Diskussiounen, wann et ëm d'Ëmverdeele vun uewen no ënne geet, ganz dacks Problemer hunn. Mir hunn, wéi mer virun zwee Joer de Kannerbonus agefouert hunn, vu verschidde Säiten heibannen héieren, datt dunn d'Solidaritéit net méi esou grouss war.

Ech muss allerdéngs soen, datt déi Oppositioune sech an der Zwëschenzäit geluecht hunn, well bei deenen neien Décisiounen, déi elo proposéiert si ginn, fir Crédits d'impôts anzeféieren, wat also eng Negativsteier ass - also eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen -, sinn ech frou festzestellen, datt déi an der Zwëschenzäit awer praktesch op kee Widderstand méi stoussen.

Dat ass eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, an dat schéngt mer och wichteg ze sinn, datt mer also de Familljen, virun allem deenen, déi schwaach dostinn, méi zur Verfügung stellen, well d'Aarmut ass och ee vun de Problemer, ënnert deenen a priori d'Kanner leiden, an d'Aarmut ass och haut ëmmer méi, wann eis Informatioune richteg sinn, eng vun den Ursaachen, déi um Ufank stinn, datt herno musse Kanner placéiert ginn.

Ech betounen also nach eng Kéier, datt et fir eis méi wichteg ass, datt mer d'Ursaache vun där Problematik uginn, datt mer an d'Bekämpfung vun der Aarmut investéieren, wéi wa mer herno mussen an d'Follege mat hiren dramatesche Konsequenzen investéieren.

Fir eis ass och d'Matsproocherecht vun de Kanner a vun den Eltere wichteg. Haut si mer jo um Internationalen Dag vun de Kannerrechter. Mir wieren och duerfir frou, wa mer géifen hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, d'Virriedner hunn dat och scho gesot - d'International Kannerrechtskonventioun oder déi vum Conseil de l'Europe esou séier wéi méiglech ëmsetzen, well déi eis dann och géifen an d'Gitt huelen, fir ze reagéieren, an eis an d'Flicht géifen huelen, fir datt verschidde Gesetzer géifen ëmgeännert ginn, fir konform zu deene Konventiounen ze ginn.

Et ass vläicht grad dat eng Ursaach, déi dat och dokumentéiert, well mer déi Konventiounen net ëmsetzen, well eben d'Politik, d'Regierung verschidde Saachen, déi an deene Konventioune stinn, déi mer wuel als Land mat ënnerschriwwen hunn, awer nach net ëmgesat hunn, fäert oder deenen och net Rechnung droe wëllt an dann hei am Land och net déi eenzel Gesetzer a Bestëmmunge revidéiere wëllt.

Den ONE, Office national de l'enfance, deen elo hei agefouert gëtt duerch dëst Gesetz, ass vu menge Virriedner haut vu ville Säiten ugeschwat ginn, virun allem wat seng Roll, seng Kompetenzen a Fonctionnementer ubelaangt.

Ass et eng zentral oder/an eng zousätzlech Instanz ënner engem Ministère? Wéi wäit gi seng Fräiheeten? Wéi wäit kann en de Fuerderungen, déi mir an esou engem Gesetz stellen, gerecht ginn?

Am Projet ass virgesinn, datt d'Kanner an d'Famillje sech kënnen direkt un deen nei geschafenen ONE wennen. Et ass awer d'Fro, wann no de Propositioune vläicht keng Accorden zustane kommen, wann et dann eben do eng Décisioun gëtt a leschter Instanz vun dem Direkter, ob d'Familljen oder d'Kanner dann och eng Méiglechkeet hunn, do schonn e Recours ze maachen oder eng Contre-expertise ze verlaangen iwwert dat, wat iwwer si décidéiert ginn ass.

D'Rolle vum ONE an de Jugendgeriichter sinn awer och eiser Meenung no net kloer definéiert. An ech hunn, mengen ech, aus de Wierder vun der Madame Err an der Madame Loschetter hei eraushéieren, datt déi, déi an der Kommissioun sinn, dat och esou gesinn. Well ech muss do soen, datt mir an dëser Kommissioun net vertruede sinn an duerfir der Meenung waren, datt mir als Netmembere vun där Kommissioun bei der Lecture vum Text dat vläicht net esou richteg géife verstoen. Mä mir hunn awer de Mëtteg hei confirméiert kritt, datt déi Leit, déi an där Kommissioun sinn, och ganz vill Problemer hu mat der Interpretatioun, wéi dann elo sollen den ONE respektiv d'Jugendgeriicht zesummen oder niewenteneen oder matenee fonctionnéieren.

Prinzipiell si mer och der Meenung, datt d'Kanner net op d'Jugendgeriicht gehéieren, mä datt den ONE eng éischt Ulafstell soll sinn. D'Fro ass awer: Wann elo Instanzen oder Kanner sech um Geriicht mellen, gëtt dann d'office dat weidergeleet un den ONE oder bleift dat dann um Geriicht?

D'Fro stellt sech och, wann d'Kanner oder d'Eltere mat den Décisioune vum ONE net averstane sinn, si mer dann erëm an der aler Prozedur dran, datt et dann automatesch erëm weider op d'Geriicht geet?

Dat sinn eng Rei vu Froen, wou mer frou wieren, wa mer nach eng Äntwert op se kriten.

D'Finanzéierung ass en anere wichtegen Deel, deen an dësem Gesetz behandelt gëtt. Do ass am Gesetz eng nei Méiglechkeet niewent där aler, dat heescht, wou soss de Stat iwwert de Budget Poste fixéiert a finanzéiert, gëtt elo am Fong eng nei Variant geschaf, wou no Leeschtungen eng Facture ausgestallt gëtt, no Leeschtungen, déi op Stonnen oder Wochen oder Méint ausgedehnt ginn. Ähnlech, géif ech soe vläicht, wéi bei der Fleegeversécherung, wou mer och e System hunn, wou esou vill Stonnen zur Verfügung gestallt ginn oder Minutten, déi da vun der Fleegeversécherung bezuelt ginn.

De Problem mam Personal, wat fest agestallt ass, schéngt eis awer hei e seriöe Problem ze sinn. Duerfir sinn och vläicht déi gewëssen Onrouen am Secteur opkomm, well mir wësse jo, datt déi eenzel Etablissementer déi Leit mussen - an dat ass och richteg esou - mat engem feste Vertrag astellen. A wa se da finanzéiert ginn opgrond vu Kanner oder Jugendlechen, déi se bei sech ophuelen, an dofir dann d'Stonnen oder esou finanzéiert kréien, a si hunn zu engem gewëssenen Zäitpunkt net méi genuch Kanner an engem Haus, wat elo wënschenswäert wier, dann hu se awer hiert Personal fest agestallt. Dowéinst gesäit d'Gesetz zwar vir, datt fir déi doten eng gewëssen Iwwergangszäit kann do sinn, wou dann de Stat fir déi Leit eppes ka bezuelen.

Mä mir mierken, datt och am Kader vun der Fleegeversécherung déi Haiser, déi awer fest Personal agestallt hunn, ëmmer erëm kucken, fir och genuch Fleegefäll an hir Haiser eranzekréien, fir iwwert dee Wee dann och d'Käschte gedeckt ze kréie vun deem Personal, wat se definitiv agestallt hunn.

Mir fäerten, datt mer hei dann och kéinten an esou eng Situatioun kommen, déi zur Konsequenz hätt, datt herno am Fong géife Kanner placéiert ginn, well mer esou vill Leit beschäftegt hunn, deenen hir Paie musse bezuelt ginn an déi nëmme kënne bezuelt ginn, wann och esou vill Kanner do betreit ginn. D'Realitéit kann déi sinn, an duerfir, och wann de System elo zouléisst, datt déi eenzel Leit de Choix kënnen hunn tëschent deem alen an deem neie System, fäerte mir awer, datt dat doten net onbedéngt positiv ausgeet.

Dann hu mer eng ganz Rei vu Reglementer ze huelen. Ech mengen, datt villes nach opsteet an dësem Projet, wat net beäntwert ass. Dat beweist einfach och, datt hei Motiounen deponéiert gi sinn, wou ebe gekuckt gëtt, datt d'Kommissioun oder d'Chamber nach informéiert gëtt, wat an de Reglementer steet. Et ass also nëmmen e Kader, géif ech soen, mä d'Ausféierungsbestëmmungen, wéi et wierklech herno an der Praxis fonctionnéiert, sinn zu dësem Zäitpunkt net do.

Et ass also och net gewosst, wéi herno de Fonctionnement genau vum ONE oder vum Conseil supérieur ass. Mir wëssen net, wéi déi genau Zuel vu Personal ass. Et ass just opgezielt, wat fir eng Leit géifen dohinnerkommen.

Gëtt dat elo all Joer iwwert d'Budgetsgesetz oder gëtt dat vum Ministère festgeluecht? Wéi grouss kann dee Personalkader ginn?

Et ass och net opgefouert, och net an de Rapporten, wéi de Käschtepunkt géif ausgesi vun deem Ganzen.

Et sinn also eng ganz Rei vu Froen, déi op sinn, Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, wat och net zoulooss wäert, datt mir als Partei dësem Projet kënnen zoustëmmen, et sief, datt d'Madame Ministesch eis op all déi Froen a Bedenken, déi mer hunn, elo géif eng kloer Äntwert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet nach den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech sinn net méi esou schnell. Dat Eenzegt, wat ech séier maachen, ech gi séier midd.

Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur wollt ech Merci soe fir säin explizite Rapport, deen all déi Aarbechten, déi an der Kommissioun gemaach gi sinn, kloer opgezeechent huet. Ech wëll elo am Ufank net am Detail op de Projet agoen, mä einfach emol kloerstellen, ëm wat et geet.

Et geet ëm d'Kanner, a mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Kannerzäit an d'Jugendzäit déi schéinsten Zäit vun engem Mënsch ass, normalerweis, wann en deementspriechend encadréiert gëtt. Dat kënnen natierlech déi net verstoen, déi direkt grouss op d'Welt komm sinn. D'Kanner ze schützen, fir hinne vun Ufank un eng schéi Kandheet a Jugend ze garantéieren, dat ass eis Flicht. Mat dësem Projet, an deenen domadder agefouerten Institutiounen an Infrastrukturen, gëtt dës Méiglechkeet geschaf, och wann do hannendrun nach eng Rei Reglementer leien, fir d'Ausféierungsbestëmmunge méi kloer ze maachen. Déi Reglementer hunn de Virdeel, dass se méi flexibel sinn, esou dass net all Kéier muss um Gesetz nogebessert ginn.

Dat Gesetz hei hëlleft d'Kanner ze schützen, well et gëtt einfach näischt méi Verwerfleches a Schlëmmes, wéi wann eng Persoun, an déi e Kand Vertrauen huet, sech un him vergräift oder hir Autoritéit mëssbraucht, fir hiren eegene Frust un engem Kand auszeloossen. Mä ech wëll awer soen, dass bei alle Schutzmoossname fir d'Kand, awer och net vergiess däerf ginn, dass d'Elteren nach ëmmer d'Autoritéit iwwert d'Kanner behale mussen, an dass et nach ëmmer hir Roll muss bleiwen, de Kanner schonn ab dem jéngsten Alter hir Grenzen ze weisen, fir se drop virzebereeden, dass am Liewen net alles esou geet, wéi se dat wëllen, mä dass et ëmmer erëm eng bestëmmten Uerdnung ze respektéiere gëtt.

Kanner verspieren alles méi sensibel wéi Erwuessener, hunn awer och ganz oft d'Tendenz, villes, wat Erwuessener maachen, als normal ze ëmfannen. Oft reagéiere se dann eréischt ze spéit, wa se bis mierken, wat wierklech mat hinne geschitt. Dofir mengen ech, dass de Volet vun der Preventioun, menger Usiicht no, mat ee vun deene wichtegste Voleten an dësem Gesetz ass an dofir muss intensiv gefördert ginn.

Här President, elo zum Projet. Mir hate 14 Méint laang Zäit, fir an der Kommissioun dee Projet ze diskutéieren. Et si wuel eng Rei Iwwerleeungen erabruecht ginn, fir Verschiddenes ze ännere respektiv ze verbesseren. Mä elo stellen ech fest, dass hei eng ganz Rei Kritiken ubruecht ginn a Motioune virleien, déi d'Gesetz am Nachhinein wëlle verbesseren, respektiv déi dorobber erauslafen, eng schnellstméiglech Evaluatioun dovun ze maachen.

Wann een och domat d'accord ka sinn, dass eng Evaluatioun vun deem Gesetz soll kommen - well et gëtt jo kee Gesetz, wat perfekt ass, an doriwwer eraus ass et jo kloer, dass een ëmmer soll kucken, ob dat, wat een agefouert huet, och dat ass, wat ee wierklech wollt -, hunn ech, trotz alle Kritiken, déi an der Kommissioun virbruecht gi sinn, och haut keng konkret Argumenter héieren, fir dat Gesetz besser ze maachen, an deem Sënn wéi Verschiddener dat hei gär gehat hätten.

Et schéngt mer also, wéi wa Verschiddener 14 Méint laang an der Kommissioun geschlof hätten an elo hei, an der politescher Final, e bëssen erwächen, hei grouss optrieden an dat Gesetz praktesch ganz a Fro stellen. Dat ass eppes, wat ech net verstinn, a wou ech einfach soen, dass dat awer wierklech e schlechte politesche Stil ass, well et kann een zu all Moment an der Kommissioun Amendementer erabréngen. Amendementer, déi begrënnt oder fundéiert sinn, sinn och nach ni - souguer meng net, an dat wollt ech och emol op dëser Plaz gesot hunn - an enger Kommissioun op d'Säit geluecht ginn, wéi wa se näischt wäert wären, mä si sinn ëmmer diskutéiert ginn, an hir Valeur ass ëmmer appréciéiert ginn.

Wann een also wierklech hätt wëllen dat Gesetz hei besser maachen, dann hätt ee 14 Méint laang Zäit gehat, fir seng Amendementer eranzebréngen, an et hätt ee souguer haut nach Zäit gehat, fir Amendementer eranzebréngen. Leider sinn där Amendementer keng komm. Ausserdem fannen ech, dass dat Gesetz awer nach guer net esou schlecht ass, wéi dat hei deelweis duergestallt ginn ass, an dofir wäert ech et och stëmmen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif wëllen ufänke fir dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf meng Félicitatiounen a mäi Merci auszedrécke fir säi gudde Rapport, deen en esougutt schréftlech wéi och mëndlech gemaach huet.

Zweetens géif ech mech deene Wierder vum Här Jaerling uschléissen. 14 Méint hate mer Zäit fir Amendementer. Et ass eng Kommissioun, an där ech all Kéier do war, a wou all Kéier jiddferee gefrot gouf, wat en dozou ze soen hätt. Wann een dann näischt dozou ze soen huet, dann ass et vläicht awer e bësse bëlleg, heihinner ze kommen an ze soen: Mir kënnen dat net stëmmen, well mer wëssen net, wat et heescht. Doriwwer muss jiddferee mat sengem Gewëssen eens ginn, ob en haut dat Richtegt mécht vis-à-vis vun de Kanner, oder ob en dat net mécht. All Gesetz kann ëmmer verbessert ginn, kann all Dag verbessert ginn, mä wann een net wëllt, datt e Gesetz kënnt, da mengen ech awer, datt een domadder seng Flicht net erfëllt huet.

Här President, ech hunn 20 Minutten Zäit, fir hei zu all deene Froe Stellung ze huelen a meng Kommentaren iwwert d'Gesetz ze maachen. Ech si frou, datt et den 20. November ass, datt et de Kannerrechtsdag ass, an och haut deen Dag ass, wou d'Madame Rodesch als Presidentin vum ORK hire Rapport presentéiert. Wann Der dee bis hutt - ech hunn en haut de Moie kritt, mat den Explikatiounen derbäi -, da wäert Der gesinn, datt deen dëst Joer zu engem groussen Deel der Aarmut gewidmet ass. Ech denken, datt eng Partie vun de Kommentaren a Virschléi, déi do gemaach ginn, och heihinner passen, an datt et wichteg ass, datt mer dat maachen.

Am Artikel 2 vum Projet soe mer, datt mer déi grouss Prinzipië vun der Kannerrechtskonventioun wëllen ëmsetzen - de Respekt virum Kand, d'Gläichheet vun all Kand, d'Verbidde vun all Form vun Diskriminatioun, den Intérêt supérieur vum Kand -, dat heescht, datt d'Länner, d'Gemengen, d'Familljen, d'Schoulen, d'Spideeler, d'Maisons relais sech dozou engagéieren, fir d'alleréischt am Interessi vum Kand ze agéieren.

Mat dem Artikel 2 gëtt och all Form vu Gewalt géint Kanner verbueden, an ech wëll drop opmierksam maachen, datt extra an dësem Gesetz drasteet, datt mer eis och do dergéint wieren, datt Genitalverstümmelungen hei zu Lëtzebuerg däerfe virgeholl ginn.

Mat dësem neie Gesetz gi mer och an de Krees vun 18 aneren europäesche Länner opgeholl, déi sech, op Initiativ vum Europarot, per Gesetz fir eng Erzéiung ouni Gewalt an de Familljen, an der Schoul an an der Gesellschaft asetzen. An deem Kontext géif ech Iech wëllen un eng Elterecampagne mat Broschüren a Plakaten erënneren, déi de Familljeministère fir de Familljendag, de 15. Mee dëst Joer, lancéiert hat. Iwwregens, wa mer am Gesetzesprojet vu Kanner schwätzen, dann iwwerhuele mer och Definitioune vun der Kannerrechtskonventioun, wou gemengt ass, datt et Meedercher a Jongen ënner 18 Joer sinn, wou d'Hëllefen awer kënne virugoen, esou wéi dat och de Moment scho geschitt, wann d'Kanner méi wéi 18 Joer al sinn.

Haut de Mëtteg stinn d'Kanner, déi an eisem Land liewen an an Nout sinn, am Mëttelpunkt. Ech muss Iech soen, datt déi Nout vill verschidde Facetten huet, an datt d'Ausmooss vum Misär fir mech ëmmer erëm erschreckend ass. Ech soen Iech e puer Beispiller: Puppelcher, déi op d'Welt kommen a schonns virun der Gebuert drogenofhängeg sinn; Meedercher a Jongen, déi vu klengem un doheem Affer gi si vu schlëmmster séilescher, kierperlecher a sexueller Gewalt; Jonker, déi u sech selwer, un hirer Situatioun verzweifelen an als eenzegen Auswee de Suicide gesinn; Jonker, déi als Kanner vill Gewalt erlieft hunn, an elo selwer op Gewalt zréckgräifen, fir sech duerchzesetzen.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Dat, wat mir am Interessi vun dëse Kanner wëlle realiséieren, ass, an den Approchë vun der Kannerrechtskonventioun, d'Protection de l'enfant, d'Prestation de services an d'Participatioun. Selbstverständlech brauche mer zu Lëtzebuerg net bei null unzefänken. Mir hunn eng ganz Rei vu Gesetzer a Reglementer, déi jo duerch dëst Gesetz net ausser Kraaft gesat ginn: weder d'Kannergeld nach d'Sécurité sociale nach d'Educatioun nach d'Santé, Transport, Kultur oder Sport oder och d'ASFT-Gesetz.

Mir hunn iwwert d'Land verdeelt e ganz räicht Netz vu villen ënnerschiddleche Servicer, déi de Kanner an hire Familljen hëllefen, wa se an Nout sinn. An all Joer ginn et erëm nei Servicer a spezialiséiert Servicer, déi entstinn, fir mat innovative Konzepter op aktuell Noutsituatiounen ze äntwerten. Dofir wéilt ech deene ville Fraen a Männer, déi sech heifir berufflech oder bénévole engagéieren, mäi Respekt a mäi Merci soen. Mat dësem neie Gesetz wëlle mer hir Aarbecht encouragéieren an och nohalteg ënnerstëtzen.

De Projet de loi iwwert d'Aide à l'enfance schaaft keng nei Servicer, mä en definéiert en neie Kader, an d'Elementer vun deem Kader sinn, datt éischtens d'Kand a seng Familljen d'Recht hunn, fir Hëllef ze froen. Si hunn d'Recht, datt hir Noutsituatioun ënnersicht gëtt.

Zweetens, ob ee Kand Hëllef brauch a wat fir eng Hëllef néideg ass, soll eng onofhängeg a fachlech kompetent Instanz entscheeden, dat ass den Office national de l'enfance.

Drëttens, am Beräich vun der Aide à l'enfance gëtt de Prinzip vun der Participatioun vun de Kanner a vun hiren Eltere fest verankert an en Hëllefsplang gëtt eréischt gülteg, wann d'Kanner an d'Eltere mateneen ënnerschriwwen hunn.

Véiertens, de Projet mécht d'Lëscht vu 26 ënnerschiddlechen Hëllefen, déi vum ONE a vum Jugendgeriicht kënne proposéiert oder ordonnéiert ginn. Souwäit d'Prestatairen disponibel sinn, engagéiert de Stat sech, iwwert de Wee vun enger forfaitairer Participatioun d'Käschten derfir ze droen. Domadder garantéiere mer, datt vill Kanner mat Problemer Hëllefe kréien, wou haut entweder keng Kreditter oder keng konventionéiert Plazen zur Verfügung stinn.

Et ass de Mëtteg ewell méi dacks gesot ginn: Bis elo hu mer dat net a mir maachen dat och net a mir hunn och ni dru geduecht, d'Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Protection de la jeunesse ofzeschafen, mä et sinn awer eng Rei vun Ënnerscheeder, déi an deenen zwee Gesetzer dra sinn.

Wéi all Land ronderëm eis, wëlle mir däitlech ënnerscheeden zwëschent Jugendhëllef a Jugendschutz. Op där enger Säit steet eng Initiativ, déi all bedeelegt Parteie froen an déi fräiwëlleg ass. Op där anerer Säit hu mer d'Agräife vum Stat iwwert den zoustännege Riichter, deen am Interessi vum Kand a fir d'Kand ze schützen alle Parteien eng Rei vu Mesuren, wann néideg, imposéiere kann.

Bis ewell hu mer hei zu Lëtzebuerg kee formelle Kader fir déi Décisiounen, déi aussergeriichtlech kënne geholl ginn. Bei eis am Land ginn zurzäit ronn 80% vun de Kanner an de Foyeren an Heemer dohinner vum Riichter placéiert, a vill vun de betraffene Famillje fille sech doduerch ofgestempelt, veruerteelt a vun der Erzéiung vun hire Kanner ausgeschloss. Et ass dacks e schlechten Ausgangspunkt fir eng gutt a sënnvoll Elterenaarbecht. Esou eng Elterenaarbecht muss awer vun den Heemer zum Wuel vun hire Pensionnairë geleescht ginn.

Zu Recht krute mer op internationalem Plang de Virworf gemaach, datt mer eis Hëllef fir Kanner a Jugendlech iwwerméisseg de Geriichter mat hiren Décisioune géifen iwwerloossen a Rieds geet vun enger iwwerfälleger Déjudiciarisatioun vun der Aide à l'enfance. Mir brauchen och déi aussergeriichtlech Instanzen, wéi se an eisen Nopeschlänner bestinn, d'Jugendamt an Däitschland, d'Direction départementale des affaires sanitaires et sociales a Frankräich, oder och den Office de la naissance et de l'enfance, deen och ONE an der Ofkierzung heescht, an der Communauté française bei de belschen Noperen.

Ech sinn och frou, datt mer an där jëtzeger Versioun vum Gesetzesprojet all eventuell Mëssverständnisser aus dem Wee geraumt kruten an ech géif dofir wëllen eisem Expert, dem Här Jean Zermatten, villmools Merci soen. Den Här Zermatten ass selwer e Schwäizer Jugendriichter gewiescht an ass haut de Vizepresident vum UNO-Comité fir d'Kannerrechter.

Am Artikel 5 steet, datt d'Jugendgeriicht all Kéier befaasst muss ginn, wann d'Kand a physescher oder séilescher Gefor ass, a wann ee Gesetz net respektéiert gouf. All Décisioun vum Riichter steet iwwer Propositiounen, déi den ONE ausschafft. An all Fall, deen dem Jugendriichter virläit, kann den ONE just op formellem Wonsch vum Riichter agräifen.

Et ass also net den ëmgekéierte Wee, datt de Riichter dem ONE eppes muss ginn. E kann dat maachen. E muss dat awer net maachen. Mä wann den ONE gesäit, datt e Problem ass vun engem Kand an d'Elteren oder d'Kanner net domadder d'accord sinn, da muss e selbstverständlech dat virugi bei de Jugendriichter, fir d'Kand domadder och net an d'Gefor ze setzen.

Dat gesot, ass et selbstverständlech den ausdréckleche Wonsch, datt all betraffen Instanzen am Interessi vum Kand enk zesummeschaffen.

Den ONE huet net nëmmen d'Missioun, fir mat den Elteren an de Kanner ze schaffen, op si ze lauschteren, hinne Rechnung ze droen a si ze motivéieren; et ass och seng Aufgab, fir all Prestatairë ronderëm een Dësch ze huelen an déi néideg Hëllefspläng mat hinnen zesummen auszeschaffen.

Am Familljeministère hu mer um Beispill vu reelle Situatioune mat de Vertrieder vun deenen ënnerschiddleche Gremien dat duerchgespillt, wéi déi Zesummenaarbecht mam ONE konkret kann ausgesinn. Fir déi oppen a fair Zesummenaarbecht geet mäi Merci un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Entente des gestionnaires des centres d'accueil, vun der Association des directeurs des centres d'accueil vum SCAS, vum CPOS an och vun der Ligue médico-sociale.

Dir gesitt also, datt dat net eppes ass, wat mer hei an d'Land setzen, mä wat mer och probéiert hunn ze kucken, ob et an der Realitéit kéint fonctionnéieren.

Deen neie Conseil supérieur ass fir mech e wichtege Garant vun oppener a kompetenter Zesummenaarbecht am Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille an an deem Gremium sinn déi implizéiert Ministèren, d'Geriichtsinstanzen, d'Prestatairen an och déi professionell Acteuren aus deene verschiddene Beräicher vertratt. Dräi vun deene 16 Membere gi bestëmmt duerch déi Associatiounen, déi d'Familljen, d'Elteren oder déi Jugendlech vertrieden, an domat sëtze si och mat um Dësch, wou dann deen heite Projet mat ausgefouert gëtt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Office national de l'enfance ass onofhängeg. Dat heescht, hien ass selwer net Prestataire. An domat steet en och net a Konkurrenz mat all deene Servicer, déi ënnerschiddlech Moossnamen organiséieren.

Den ONE iwwerhëlt déi néideg Missioun vun der Concertatioun, der Vermëttlung an der Koordinatioun. An en huet d'Aufgab, derfir ze suergen, datt fir e Kand an Nout en Hëllefsplang opgestallt, ëmgesat a finanzéiert gëtt. Wéi gesot, déi Missioun huet zurzäit hei zu Lëtzebuerg keen anere Gremium.

De SCAS intervenéiert am Kader vun der Protection de la jeunesse, also vun de geriichtleche Mesuren, an d'Commission médico-psychopédagogique ass zoustänneg fir de Schoulberäich.

Selbstverständlech muss den ONE mat allen Instanzen enk zesummeschaffen. Dat gëllt och fir seng Relatioune mat deene ville verschiddenen an ënnerschiddleche Servicer, déi an deene meeschte Fäll ewell Kontakter hate mat dem Kand an déi hir Situatioun méi oder manner gutt kennen; wat och de Mëtteg ewell hei gesot gouf.

Déi künfteg Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum ONE brauchen eng grouss Kompetenz am Beräich vum Dialog an och vun der fairer Konfrontatioun. An ech si frou, datt mer konnten op de Wee goen, datt dës Mataarbechter op en innovative Wee duerfe rekrutéiert ginn.

Wichteg ass och, datt den ONE vum Gesetz hier d'Méiglechkeet kritt, fir punktuell op d'Servicer vun ënnerschiddlechen Experten zréckzegräifen, well sécher net jiddfereen Expert a Spezialist an all Fro ka sinn. An op deem Wee kann, wann et néideg ass, d'Wëssen an d'Erfahrung aus deenen eegene Reie vergréissert ginn.

Selbstverständlech respektéiere mer och d'Législatioun iwwert d'Protection des données.

Ee wichtegt Kapitel ass ouni Zweifel d'Preventioun. Wann een d'Geschicht vu villen onglécklecheJugendlechen héiert, da muss ee bedaueren, datt dacks vill ze spéit op d'Nout vun de Kanner reagéiert gouf. Vill Misär wier de Kanner erspuert bliwwen, vill Placementer hätte kënne verhënnert ginn, wann éischter gehandelt gi wier.

Mat dësem Projet de loi setze mer en neien Akzent am Beräich vun deene ville Mesuren, déi am Virfeld vum Accueil am Foyer méiglech sinn. Do, wou et Sënn mécht, muss eng Famill esou séier an esou fréi wéi méiglech an op differenzéiert Aart a Weis gehollef kréien.

Ech verweise gären nach eng Kéier op déi ausféierlech Lëscht vum Artikel 12, an ech wëll just eng Rei interessant Beispiller zitéieren, wéi zum Beispill d'Aide familiale - vun där och den Här Gibéryen elo grad geschwat huet -, Erzéiungshëllefen, frühkindliche Förderung, psychomotoresch Hëllef, Reittherapie, Vakanzaktivitéiten, Mediatioun an esou virun. Beispiller, déi eppes gemeinsam hunn: Si ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der Preventioun.

Ech wëll selbstverständlech och zu den Aussoen hei iwwert d'Maisons relais soen, well am Artikel 12 baséiere mer op engem wesentleche Prinzip vun der Kannerrechtskonventioun, vun der Erzéiung vun de Kanner, wou d'Elteren déi éischt an déi wichtegst Acteure sinn. Mä d'Famillje brauchen d'Ënnerstëtzung vum Stat a vun de Gemengen.

Den zweeten Abschnitt vum Artikel 12 nennt fënnef Ziler bei där Hëllef vu baussen:

- éischtens, Famill a Beruff kënnen ënner een Hutt ze bréngen;

- zweetens, d'Elteren an der Erzéiung vun de Kanner stäipen a beroden; hinnen déi spezifesch Servicer vermëttelen, déi hir Kanner ënner Ëmstänn brauchen;

- drëttens, d'Kanner vu klengem un ze stimuléieren, fir datt si hir Fäegkeete kënnen entwéckelen;

- véiertens, verhënneren, datt d'Kanner materiell, sozial a kulturell ausgeschloss ginn,

- a fënneftens, d'Kanner zu engagéierten a responsabele Bierger ze erzéien. An eent vun deene wichtegsten Handlungsinstrumenter op deem Plang ass fir eis d'Maison relais, wou de Familljeministère zesumme mat bis elo alle Lëtzebuerger Gemengen zënter zéng Joer amgaang ass ze entwéckelen.

Den Artikel 12 ass dofir och déi legal Basis fir de Règlement grand-ducal iwwert d'Chèques-services, déi mer fir den 1. Mäerz 2009 hei zu Lëtzebuerg an enger éischter Etapp aféieren.

De Chèque-service huet zwou wichteg Zilsetzungen:

Éischtens, all Kanner solle finanziell gënschteg Konditiounen ausserhalb vun der Schoul an eng qualitativ gutt Betreiung kréien. Dobäi hunn d'Maisons relais d'Aufgab, fir op eng flexibel Manéier d'Famill, d'Schoul an d'Gemeinschaft als Erzéiungspartner mateneen ze vernetzen. An d'Chèques-services sinn, esou wéi et elo grad hei gesot ginn ass, en Instrument am Kampf géint d'sozial Exklusioun.

Et ass néideg, datt mer alles maachen, fir déi transgenerationell Spiral vun der Aarmut ze ënnerbriechen. Dat ass am Interessi vun de Kanner. Et ass awer och am Interessi vun eis alleguerten. An och wa Leit, déi den RMG kréien, hir Kanner kënnen an eng Maison relais kréien a schaffe kënne goen, dann denken ech, datt dat fir keen heibannen a sengem Interessi wier. Ech wëll do e Wuert soen iwwert d'Gestioun vun der Qualitéit.

Am Artikel 13 ass Rieds vun „quality management" an de Servicer, déi de Kanner an hire Familljen hëllefen. D'ASFT-Gesetz regelt just den Aspekt iwwert d'Kritäre vun de Personaleffektiver a vun der Beruffsqualifikatioun.

De Gesetzesprojet iwwert d'Aide à l'enfance geet méi wäit. D'Servicer kréien eng Rei vun zousätzlechen Oploen. Dozou gehéieren d'Obligatioun vun enger Betribsphilosophie an engem Règlement d'ordre interne. De Service muss weisen, datt e sech engagéiert géint all Form vun Diskriminatioun, datt en d'Participatioun vun de Kanner eescht hëlt.

Op Initiativ vun der Familljekommissioun, wat beweist, datt, wa Propositioune komm sinn, se dann och respektéiert goufen, huet d'Chamber Wäert drop geluecht, datt all Servicer sech engagéiere géint Drogen a Gewalt an och aktiv matschaffe bei der Preventioun vum Suicide. Wichteg ass dann nach, datt déi Servicer net nëmme sech selwer evaluéieren, mä dobäi och op extern Spezialisten zréckgräife kënnen.

Ech denken, datt ech domadder eng ganz Partie vun deene Froe beäntwert hunn, déi haut de Mëtteg hei gestallt goufen. De Moment sinn 999 Kanner placéiert, am Ausland, am Inland, an de Familljen an an den Institutiounen. Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz Partie vun esou Servicer opgemaach a mir gesinn ëmmer erëm, datt et nach net duergeet. Mir hate kuerz d'Geleeënheet, fir am Centre hospitalier ze sinn, wou d'Doktere gesot hunn, datt se erëm eng Kéier eng Waardelëscht hätte vu Kanner, déi an der Maternité respektiv an der Kannerklinik sinn, wou se näischt verluer hunn. Well elo ass d'Haus Françoise-Dolto, wat mer d'lescht Joer opgemaach hunn, och ewell erëm iwwerfëllt, a mir mussen also erëm kucken nei Strukturen ze schafen, wou mer och ganz kleng Kanner kënne placéieren.

Dat beweist also, datt déi Angscht onberechtegt wier. Et wier am Fong schéin, wa mer et kéinte fäerdeg kréien, datt mer all déi Servicer manner bräichten. Mä leider kréie mer bewisen, datt et eigentlech just de Contraire ass.

Et ass gefrot gi vun der Madame Err, ob den ORK nei Kompetenze kéint kréien. Mir musse gesinn, datt den ORK - dat ass den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, well mer ëmmer mat deenen Ofkierzungen do hantéieren, an déi Leit, déi sech net all Dag domadder beschäftegen, dat vläicht net wëssen - virun allem e Kontrollorgan ass. E Kontrollorgan vun de staatlechen Instanzen, mä awer och fir ze kucken, ob fir de Rescht alles an der Rei ass. Ech kéint mer duerchaus virstellen, datt een och kéint iwwert d'Diskriminatioune vis-à-vis vun de Kanner sech iwwerleeën, awéiwäit een dem ORK och doranner kéint nei Kompetenze ginn.

Wéi héich ass d'Finanzéierung? Do denken ech, datt dat eent am Fong net kontradiktoresch zu deem aneren ass. Am Ufank hu mer ëmmer gesot kritt: Dir wëllt dem Geriicht seng Stellung ofhuelen an Dir géift Iech gären dorëmmer këmmeren. Dofir ass eng ganz Partie vun deem, wat mer initial geplangt hunn, net méi am Projet dran. Och de Statsrot huet ganz gutt dorobber opgepasst, datt mer do net ze vill op d'Platebandë getrëppelt wieren, wou ech mengen, datt mer soss ee Schrëtt méi wäit komm wieren.

Mä och d'Finanzéierung war en Thema, wou mer laang a vill driwwer diskutéiert hunn. Et ass ni drëm gaangen - an ech wëll och wierklech hei, datt jiddfereen dat zur Kenntnis hëlt -, datt mer heimat géifen ee Frang spueren. Well mir sinn eis duerchaus bewosst, datt all Frang, dee mer a Kanner investéieren, all hallwen Centime, dee mer a Kanner investéieren, déi e brauchen, gutt ugeluechtent Geld ass. A wa mer et do net investéieren, da kascht et herno d'Gesellschaft nach vill méi deier. Dofir ass et fir mech ganz kloer, datt mer musse gesinn, awéiwäit datt mer och mat deene Finanzementer kommen, déi elo do sinn, a wat een nach Zousätzleches doriwwer an der Zukunft ka maachen.

Ech si bereet, fir déi sämtlech Motiounen, déi hei déposéiert goufen, unzehuelen. Wou eng Kéier gefrot gëtt, fir datt d'Règlements grand-ducaux an der Familljekommissioun virgestallt ginn, gesinn ech net, datt dat e Problem géif stellen, well ech déi normalerweis ëmmer mat de Reglementer an der Chamberskommissioun ofginn a virstellen, wann ech se zur Verfügung hunn.

Datselwecht ass d'Fro, fir datt déi verschidden Acteuren a besonnesch och d'Kanner, d'Eltere selwer informéiert ginn, datt et en neie System gëtt, awer och d'Schoulen informéiert gi vum ONE, fir also och dat kënnen ëmzesetzen.

Och déi drëtt Motioun, déi vun der Madame Err a vun anere Kolleegen hei déposéiert gouf, stellt fir mech kee Problem, fir ze soen: Mir evaluéieren no dräi Joer, fir ze kucken, wat d'Problemer waren, wat gutt gaangen ass, wat schlecht gaangen ass. Et brauch een awer minimum dräi Joer. Mir hunn eng Partie vun Evaluatioune gemaach, wou mer eis net genuch Zäit geholl hunn a wou dann och net déi richteg Konklusiounen erauskomm sinn. Mä ech kann domadder liewen, datt dat dräi Joer ass.

Ech wëll just soen, beim Délai vun engem Joer muss ee gesinn, ob dat machbar ass. Wann een da keen Avis hätt vun engem Conseil d'État, dann ass et natierlech schwiereg, fir sech dorunner ze halen. Mä ech wëll awer och soen, datt am Fong de Problem net war, datt net wollt eppes gemaach ginn am Gesetz iwwert d'Gewalt, mä datt eigentlech d'Acteuren um Terrain sech do och net eens sinn, wat se gären hätten. Dat soll changéiert ginn. Mä ech sinn och do bereet, nach eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung driwwer ze diskutéieren an ze soen, wat mer an der Zukunft doriwwer Zousätzleches kënne maachen.

Datselwecht gëllt och fir déi véiert Motioun, wou et ëm d'Interventioun geet, fir och d'Mediatioun mat anzeschalten, wann d'Propositioun vum ONE net ugeholl gëtt. Och dat ass eppes, wat mer net contestéieren. Mir hunn, ouni datt mer jo woussten, datt mer dat haut géife gefrot ginn, virgesinn, datt déi verschidde Servicer, déi Mediatioun maachen, och d'nächst Joer mat Personal opgestockt ginn.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt ech Iech konnt eng Rei vun Explikatioune ginn an eng Partie vu Kolleege konnt iwwerzeegen, datt se dann och dat Gesetz hei kënne stëmmen. Wéi gesot, et ass net a mengem, mä awer am Interessi vun de Kanner, a besonnesch vun deene Kanner, déi hei am Land an och soss net ganz vill Lobby hunn. Dofir soen ech all deenen e grousse Merci, déi haut dat Gesetz hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5754, Madame Minister, ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir huelen dann déi véier Motiounen, déi déposéiert gi sinn. Ech gesinn, dass déi vun alle Fraktioune gedroe ginn. Duerfir denken ech, dass mer kënne par main levée iwwert déi Motiounen ofstëmmen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1, déi vum honorabelen Här Berger déposéiert ginn ass.

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass eng ganz grouss Majoritéit fir dës Motioun.

Motion 2

Dann d'Motioun 2 vun der Madame Err.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Unanimitéit. Dann ass déi och ugeholl.

Motion 3

Dann d'Motioun 3, och vun der Madame Err déposéiert.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Dann ass déi och eestëmmeg ugeholl.

Motion 4

Dann d'Motioun 4, déi och d'Madame Err déposéiert huet.

Vote

Wien d'acccord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn och do Unanimitéit.

Esou dass déi véier Motiounen ugeholl sinn, esou wéi se hei déposéiert waren.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert nach gefrot fir den Dépôt vun enger weiderer Motioun.

(Interruption)

7. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech komme bei Iech, da kann ech Iech déi direkt ofginn.

Motion

La Chambre des Députés,

- estimant que l'accord du Conseil des ministres du travail du 9 juin 2008 sur la directive révisée sur le temps de travail est décevant;

- estimant qu'une dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire bafoue les bases de la politique sociale et de santé et ne peut donc être tolérée;

- partageant l'avis de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui affirme que le niveau global de protection des employés européens serait considérablement atténué par rapport à la directive actuelle si la directive sur le temps de travail était révisée sur base de l'accord du Conseil;

- supportant la position du Parlement européen adoptée en première lecture qui met fin à l'Opt-out 36 mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle directive;

- espérant que les députés luxembourgeois au Parlement européen se prononceront contre le principe de dérogation lors de la deuxième lecture du Parlement européen prévue pour décembre 2008;

invite le Gouvernement:

- à se rallier aux Gouvernements de la Belgique, de l'Espagne et de la Grèce et de se prononcer clairement contre ce principe de dérogation au niveau du Conseil.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss.

De 17. Dezember wäert héchstwahrscheinlech an der zweeter Liesung d'Ofstëmmung vun der Aarbechtszäitdirektiv zu Strooss-buerg gestëmmt ginn. An deem Kontext wollte mer haut eng Motioun ofginn an Iech bieden, Här President, déi Motioun bei enger nächster Séance op den Ordre du jour ze setzen, wou den Aarbechtsminister Biltgen ka präsent sinn.

Mir wësse jo, wat um Spill steet; den Opt-out, fir nëmmen deen ze nennen. Mir wollten am Fong geholl d'Regierung invitéieren, sech un déi gutt Initiativ vun de Regierunge vun der Belscht, Spuenien a Griichenland ze ralliéieren a sech prinzipiell géint déi Derogatiounen um Niveau vum Conseil auszedrécken.

Fir déi kënnen ze stëmmen, wéi gesot, Här President, biede mer Iech, déi op den Ordre du jour vun enger nächster Séance ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Mir wäerten derfir suergen, dass déi op den Ordre du jour kënnt.

Da komme mer zum Projet de loi, mat deem den Artikel 545 vum Code civil ofgeännert gëtt. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Meyers.

8. 5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi Der am Intitulé vun deem Projet kënnt liesen, geet et drëm, fir den Artikel 545 vum Code civil ofzeänneren. Deen Artikel gesäit vir, dass keng Persoun kann enteegent ginn, wann net déi Enteegnung am Intérêt vum öffentlechen Notzen ass an ënnert der Bedéngung, dass deen, deen enteegent gëtt, eng gerecht a préalabel Indemnitéit kritt. Sënngeméiss seet den Artikel 545 vum Code civil datselwecht wéi den Artikel 16 vun der Verfassung.

Or, den Artikel 16 vun der Verfassung ass duerch d'Gesetz vum 24. Oktober 2007 ofgeännert ginn, no deenen zwee Votë vum 3. Juli an 10. Oktober vun der Chamber, esou wéi d'Verfassung dat virgesäit. An am Artikel 16 vun der Verfassung ass bei der Qualifikatioun vun der Indemnitéit den Ausdrock „préalable" gestrach ginn.

D'Verfassung ass nun awer eng Norm, déi iwwert de Gesetzer steet, esou dass e Gesetz, wat net vereinbar ass mat dem Text vun der Verfassung, eigentlech géint d'Verfassung verstéisst. Duerfir ass et logesch, dass, wann een d'Verfassung ännert, een e Gesetz, wat datselwecht ausdréckt, och muss ofänneren, fir dass et mat der Verfassung vereinbar ass.

Aus där Ursaach huet den zoustännege Justizminister am Juni vun dësem Joer e Projet de loi eraginn, deen am Artikel 45 vum Code civil virgesäit, och do den Term „préalable" bei der Indemnitéit ze sträichen, esou wéi mer dat scho beim Artikel 16 vun der Verfassung gemaach hunn am Joer 2007.

Selbstverständlech huet zu deem klengen Text hei de Conseil d'État säin Accord ginn. D'Commission juridique ass och mat deem Text d'accord, an ech géif d'Chamber bieden, och hir Zoustëmmung zu där doter Ofännerung ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den Här Henckes huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien.

Discussion générale

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, als ADR wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Woufir? Well mer verlaangt hate vun der Regierung, scho bei den Debatte bei der Constitutiounsännerung, datt mer déi Gesetzgebung iwwert d'Expropriatioun sollte moderniséieren, méi demokratesch maachen an d'Prozeduren accéléréieren, wat d'Indemnisatioun ugeet. D'Regierung ass net bereet, op dee Wee do ze goen, esou datt hei d'Rechter vun de Bierger net garantéiert sinn. Duerfir hu mir deemools an zweeter Liesung géint den Text gestëmmt. Duerfir musse mer och a wäerte mer och an därselwechter Logik géint dësen Text stëmmen.

M. le Président.- Voilà, domat ass dat kloer. Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech wëll just dozou soen, datt, wéi mer d'Constitutioun geännert hunn, d'Regierung sech engagéiert hat, fir en Debriefing ze maachen, dann, wann eng Rei Prozeduren ofgelaf sinn, fir ze kucken, ob mer am Gesetz nach aner Ännerunge misste maachen.

Vu datt mer awer einstweilen nach keen neit Expropriatiounsuerteel hunn, ass et selbstverständlech onméiglech, dovunner elo en Debriefing ze maachen. Wann der zwee oder dräi gemaach sinn, ass et evident, datt mer dann nach eng Kéier iwwert den Text kucken.

Ech deelen awer net d'Meenung, datt, wéi den Här Henckes gesot huet, d'Leit hei mat dësem Text Problemer hätten. Au contraire, mir hunn hei eng ofgeséchert Prozedur, déi d'Rechter vun de Leit respektéiert.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote vum Projet 5894.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5894 ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Deen nächste Projet, dee mer zur Diskussioun hunn a vun deem den honorabelen Här Santer Rapporteur ass, ass deen iwwert de Beruff vum Affekot. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

9. 5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétes; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes**

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 5770 setze mer zwou europäesch Direktiven ëm, déi sech mat der berufflecher Qualifikatioun vun den Affekoten an der Europäescher Unioun ofginn.

Et gëtt véier Méiglechkeeten, fir hei am Land enger Aktivitéit vun engem Affekot nozegoen. Dräi dovunner hu mat der Nidderloossung vun enger Persoun als Affekot ze dinn, déi véiert mat der zäitweileger Ausübung vun deem Beruff zu Lëtzebuerg. Déi véiert Méiglechkeet erlaabt et engem Affekot aus engem anere Memberstat, op Lëtzebuerg eng Affär plädéieren ze kommen.

Dës Aktivitéit, déi an engem Gesetz vum 29. Abrëll 1980 geregelt ass, gëtt op zwee Punkte geännert. Zum enge sinn och d'Affekoten aus Bulgarien a Rumänien nom Bäitrëtt vun deene Länner an d'Europäesch Unioun elo mat betraff. Zum anere muss esou en Affekot zesumme mat engem Lëtzebuerger Affekot viru Geriicht optrieden nëmmen an deenen Affären, wou eist Gesetz d'Vertriedung duerch en Affekot erfuerdert. An anere Wierder, an deenen Affären, wou eng Partei selwer ka kloen oder sech verdeedegen, ouni duerch en Affekot vertrieden ze sinn, zum Beispill um Friddensgeriicht oder um Handelsgeriicht oder an de Strofaffären. An deenen Affären also kann en Affekot aus engem anere Memberstat eleng ouni Zesummenaarbecht mat engem Lëtzebuerger Affekot optrieden. Hei setze mer eng Jurisprudenz um europäeschen an um nationalen Niveau ëm.

Bei deenen dräi anere Méiglechkeeten dréint et sech ëm d'Recht, fir sech zu Lëtzebuerg als Affekot nidderzeloossen. Fir d'éischt kann eng Persoun, déi Droit studéiert huet, de Barreausexame maachen. Da kënnt hien op d'Lëscht 2 vum Tableau. No der Stageperiod vun zwee Joer kënnt hien dann nom Avouésexamen oder Examen de fin de stage judiciaire op d'Lëscht 1.

Eng zweet Méiglechkeet ass, datt en Affekot aus engem anere Memberstat op d'Lëscht 4 kann ageschriwwe ginn. Während enger Zäit muss hien dann awer als Avocat européen, dat heescht ënner sengem Titel, deen hien a sengem Heemechtsland krut, zum Beispill Rechtsanwalt oder Solicitor, hei zu Lëtzebuerg schaffen, kann awer no zwee Joer op d'Lëscht 1 kommen, da gëtt hien och Avocat à la cour.

Schlussendlech kann awer och en Affekot, deen net op déi Lëscht 4 als Avocat européen ageschriwwe wëllt ginn, och en Exame maachen, deen dem Avouésexame gläicht, awer mat manner Fächer. Da kënnt hien direkt, wann hien deen Exame gepackt huet, op d'Lëscht 1 vum Tableau. Et ass ëm dës lescht Méiglechkeet, wou et an dësem Projet de loi haaptsächlech geet. Et geet hei ëm d'Unerkennung vun der berufflecher Ausbildung an Erfahrung, déi een a sengem Ursprongsland gesammelt huet.

D'Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, geet vum folgende Prinzip aus: Wann eng Persoun an engem Land zu engem Beruff zougelooss gouf, da soll déi och an engem anere Memberstat zougelooss ginn zu deeneselwechte Bedéngunge wéi d'Awunner vun deem Memberstat.

Et kann en zousätzlechen Exame gefuerdert ginn, awer nëmmen, wann d'Studienzäit ee Joer mindestens méi kuerz ass wéi déi, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, oder wann d'Ausbildung ëm ganz aner Matièrë wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg erfuerdert sinn, gehandelt huet.

De Projet de loi dréit dësem Prinzip Rechnung. Et ginn zwar keng grondleeënd Ännerungen zum heitege System gemaach. Et geet besonnesch ëm d'Matièren, déi musse geléiert ginn, fir Avocat à la cour zu Lëtzebuerg ze sinn. Dat heescht: Zivil- a Strofrecht, Handelsrecht, zivilrechtlech a strofrechtlech Prozeduren, Verwaltungsrecht an Deontologie.

Par rapport zu dëse Matièrë gëllt et, d'Zäit vun de Studien an engem anere Land a berufflech Erfahrungen an deem Land no der Equivalenz ze préiwen. Dat ass d'Aufgab vun enger Kommissioun vu fënnef Leit, déi aus engem héijere Beamte vum Justizministère, engem Riichter, engem Notär, engem Vertrieder vum Parquet an engem Affekot besteet. Dës Kommissioun ënnersicht déi berufflech Erfahrung an d'Studiendauer a gëtt dem Justizminister en Avis, an de Justizminister huet also duerno ze décidéieren, wat fir eng Fächer deen Demandeur muss nach nomaachen.

Et muss een awer nach ënnersträichen, datt an deene Fächer, déi mussen nogemaach ginn, eng «insuffisance caractérisant une différence substantielle» muss nogewise ginn. Dat heescht, et sinn net all Fächer betraff, wa se net alleguerten equivalent sinn. Et si just déi Fächer, wou wierklech eng grondleeënd fundamental Differenz ass zu deene Fächer, déi een hei muss hunn, fir Avocat à la cour ze ginn.

Schlussendlech gëtt d'Affekotegesetz vum 1991 dohigehend geännert, datt et deene leschten Ännerunge vum Accord iwwert den europäesche Wirtschaftsraum ugepasst gëtt. Besonnesch sinn hei betraff Affekoten aus der Schwäiz, Norwegen, Liechtenstein an aus Island.

Här President, de virleiende Projet hu mer an der Commission juridique duerchdiskutéiert. Mir hunn de Rapport och unanime ugeholl. D'CSV wäert dëse Projet och stëmmen.

Ech wëll awer just nach eng Kéier soen, de Projet de loi, dee mer haut wäerte stëmmen, ass net dee wichtegste Projet de loi iwwert d'Affekotegesetz. Et gëtt nach en anere Projet de loi, de 5660 a besonnesch de 5660b. Deen dréint ëm d'Gesellschaften oder d'Ausübung vum Affekoteberuff a Form vu Gesellschaften. Dorunner schaffe mer nach, an dee wäert och kommen, ech hoffen, mat därselwechter Unanimitéit wéi bei dësem.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wa kee méi d'Wuert freet zu dësem Projet, da soen ech dem Rapporteur an eisem Numm Merci, a mir kéimen zum Vote vum Projet, ausgehend dovun, dass d'Regierung selbstverständlech och domat d'accord ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5770 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marc Spautz), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider),

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer als nächste Projet en Ofkommes mat der Schwäiz géint d'Fraude. Den honorabelen Här Mosar ass heivun de Rapporteur. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

10. 5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech Iech de Mëtteg de Plëséier hu virzestellen, besteet dodran, de Kooperatiounsaccord tëschent der Europäescher Communautéit, hire Memberstaten, an der Schwäiz, deen hei zu Lëtzebuerg de 26. Oktober 2004 ënnerschriwwe ginn ass, ze approuvéieren. Dësen Accord iwwert de Kampf géint d'Fraude schreift sech an eng zweet Serie vu bilateralen Accorden an, déi tëschent der Europäescher Unioun an der Schwäiz ofgeschloss gi sinn. Eng éischt Serie vun Accorden ass den 1. Juni 2002 a Kraaft getrueden.

Ëm wat geet et an deenen Accorden? Fir d'alleréischt ëm d'libre Circulation, d'terrestresch Transporter, d'Flugtransporter, d'Agrikultur, d'Recherche, an all déi technesch Obstaclen zum Commerce an den öffentlechen Ausschreiwungen. Deen Accord, dee mer haut sollen ëmsetzen, huet haaptsächlech fënnef Objektiver. Éischtens, e kloere Kader fir d'Repressioun vun der Fraude tëschent der Schwäiz an engem État membre ze schafen. Zweetens, op eng méiglechst effikass Manéier géint d'Fraude an all aneren Aktivitéite géint d'Finanzinteresse vun alle concernéierte Länner virzegoen. Drëttens, déi administrativ Assistance an deene verschiddene virgeschriwwenen Domäner ze verstäerken. Véiertens, d'Entraide judiciaire op eng ganz Rei vu Frauden auszedehnen, ganz besonnesch am Schmuggel an an der Evasioun vun den indirekte Steieren. Fënneftens, a schlussendlech nach eng Kéier, d'Wichtegkeet vum Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen unzegoen.

Här President, ech wëll elo net méi hei op den Detail vun allen Dispositioune vun dësem Accord agoen. All déi, déi Loscht hunn, sech méi intensiv mat dësem Projet ze befaassen, kënnen dat a mengem schrëftleche Rapport respektiv am Exposé des motifs vum Regierungsprojet maachen.

An all deem ass den Objektiv, de Kampf géint all illegal Aktivitéiten am Finanzberäich, dee sech op de Fändel geschriwwe ginn ass an deen och eng ganz Rei vu signifikative Progrèsë beinhaltet an enger Rei vu Beräicher, wéi zum Beispill d'Kooperatioun an der indirekter Besteierung, d'Ausdehnung vum Uwendungsberäich vun der Entraide judiciaire, dann d'Méiglechkeet, direkt Demanden tëschent de Justizautoritéite vun deene verschiddene Länner auszetauschen, a schlussendlech d'Unerkenne vum Prinzip vum Respekt vun der Autoritéit, déi déi Demande kritt, fir och d'Prozedurregelen an d'Délaien, wéi se vun deem Land gefrot ginn, dat d'Demande mécht. Schlussendlech, d'Limitatioun vun der Kontroll vun der duebeler Incriminatioun, an d'Obligatioun vun der Kooperatioun am Kontext vun de Bank- a Finanzinformatiounen.

Ech wëll awer direkt hei betounen, dass dësen Accord keen Afloss op d'Bankgeheimnis huet, well et jo hei nëmmen ëm den Austausch vun Informatiounen an den indirekte Steiere geet. De Projet de loi huet e positiven Avis vum Statsrot kritt, an ech géif Iech dann och bieden, Är Zoustëmmung zu dësem Projet ze ginn. A fir mam gudde Beispill virzegoen, bréngen ech hei den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech gesinn, dass och all déi aner Fraktioune mat den Ausféierunge vum Rapporteur d'accord sinn. Dann ass dat esou, an da stëmme mer och iwwert dëse Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5745 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi iwwert d'Eegeressourcë vun der Europäescher Gemeinschaft. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

11. 5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, an deene leschte Woche schwamme mir an dësem Haus nëmmen esou an de Milliarden an an den Nullen. Milliarden Euro am Budget fir dat anert Joer, a Milliarden Euro fir eis systemesch Banken, an domat d'Aarbechtsplazen an d'Erspuernisser vun dausende vu Lëtzebuerger an Auslänner ze retten. Do rappt et dach kaum nach ee vum Stull, wann et elo drëm geet, deenen 864 Milliarden Euro de Segen ze ginn, déi d'Europäesch Unioun an der Zäit vun 2007, also mir si schonn amgaang, bis 2013 ausgi soll, an déi, wann och net gläichméisseg, vun alle 27 Memberstaten opzebrénge sinn.

Dee Montant ass d'Resultat vu méintelaangem Gefocks tëschent den EU-Memberen, déi sech dann am Dezember d'viregt Joer eens gi sinn, wéi vill si der Bréisseler Kommissioun zougestinn, fir hire Verflichtungen nozekommen. Bal d'Halschent vun deenen nobäi 900 Milliarde gi fir d'Agrarpolitik drop, ronn 45% d'lescht Joer, a gutt en Drëttel fir déi sougenannt Kohesioun, also d'Transferten tëschent deene besser gestallten an deene manner verwinnten EU-Staten. Fir sech selwer a fir hire Fonctionnement brauchen déi europäesch Administratioune ronn 7% vun deem Milliardepak.

Wat mir haut hei ze maachen hunn, huet awer manner mat den Dépensë vun der EU ze dinn, wéi mat de Recetten, mat deenen déi Dépensen ofgedeckt solle ginn. Deen Dossier heescht „ressources propres" an hält fest, iwwer wéi eng Mëttel d'EU-Zentral verfüge kann, fir hiren Engagementer nozekommen. Engagementer, déi, wuelgemierkt, vun deeneselwechte Staten décidéiert ginn, déi och dofir ze blechen hunn.

Déi grouss Prinzipië fir d'Opbréngung vun den Eegemëttele vun der Unioun goufe schonn 1970 festgehalen a gëllen, mat e puer Korrekturen, nach haut. An den 80er Jore war et nawell héich hiergaangen, well den englesche Premier, déi redoutabel Madame Thatcher, fonnt huet, hiert Land misst ze vill bezuelen, a sech net ginn huet, bis si eng Extrawurscht - a Form vun engem Rabatt - gebrode krut, un där haut nach geknat gëtt.

Wéi gëtt elo dee Siwejoresbudget gefiddert? De Prinzip Nummer eent vun der EU-Finanzéierung hält fest, datt den Europabudget ausschliesslech aus de Ressources propres ze speisen ass. Den zweete Prinzip seet, datt déi Ressourcen aus dräi verschiddene Quelle kommen: déi traditionell Importtaxen, ënner anerem op Agrarprodukter, dann en Undeel un den TVA-Recetten, a schliesslech e Prozentsaz um nationale Bruttoakommes, dem RNB vun de Memberlänner.

Prinzip dräi seet, datt d'Bäiträg vun deenen eenzelne Memberlänner net däerfen iwwer 1,4% vun hirem jeeweilege Bruttoakommes erausgoen. Un all deem ännert déi EU-Décisioun, déi mer haut sollen an eis national Législatioun ëmsetzen, näischt. Nei ass nuren, datt zum engen elo den Undeel un der TVA eenheetlech op 0,3% festgesat gëtt, an domat déi al Forschett, déi vun 0,2 bis 0,5% gaangen ass, ofgeschaf gëtt, an datt zum aneren e weidere Schrëtt a Richtung Reduktioun vun deem ominéisen englesche Rabatt gemaach gëtt.

Säit 1984, wéi d'Margaret Thatcher hiren europäesche Kolleegen, an dem deemolege Kommissiounspresident Gaston Thorn, esou laang op d'Nerve gaang ass, bis si England eppes ausgedoen haten, huet sech näischt un deem Zoustand geännert. Vun elo un awer gi verschidde Posten net méi bei der Berechnung vun der Reduktioun berücksichtegt. Domat ass dann d'Enn vum Sonnertraitement fir England ageleet, dat dann, wéi ofgemaach, um Enn vun dëser Period, also am Joer 2013, definitiv ausleeft. Bis dohinner bleiwen d'Modalitéite fir den englesche Rabatt onverännert, a véier EU-Memberen, Däitschland, Holland, Éisträich a Schweden, komme mat hire Bäiträg fir dat englescht Lach op, ginn awer dann, op där anerer Säit, doduerch entschiedegt, datt si reduzéiert Tauxë bei der TVA hunn.

Wéi wierkt sech dann elo dat Ganzt fir eis aus, fir Lëtzebuerg? Ofgesi vun de sougenannten traditionelle Ressourcen, also den Importtaxen, vun deenen dräi Véirels op Bréissel iwwerwise ginn, steiert Lëtzebuerg an deene siwe Joer ronn zwou Milliarden Euro fir Europa bäi. Dat sinn an der Moyenne 287 Millioune pro Joer a 604 Euro pro Kapp, déi Europa eis Lëtzebuerger kascht. Elo erënnert esou munche sech heibannen nach un dat jorelaangt Gestreits doriwwer, ob Lëtzebuerg dann elo e sougenannten „Nettocontributeur" fir Europa wier, oder ob mir méi aus Europa géifen erauszéien, wéi mer abezuelen.

Et ass eng interessant Fro, jee nodeem ob ee méi oder manner frou mat Europa ass, well sech aus der Äntwert op déi Fro eventuell politescht Kapital schloe léisst. Déi Äntwert fält allerdéngs ënnerschiddlech aus, jee nodeem ob a wéi een d'Retombéeë vun der Präsenz vun enger Rei vun EU-Institutiounen a Fonctionnairen hei zu Lëtzebuerg an d'Rechnung stellt. Offiziell heescht et op alle Fall, datt mer e bësse manner aus der europäescher Keess erauskréien, wéi mer abezuelen, an datt mer zum Beispill d'viregt Joer exakt 0,11% vun eisem Bruttoakommes fir Europa hu missen afferen. Dat ass nun awer wierklech d'Geld net all, géif ech soen, a wuel iwwerhaapt net der Ried wäert, wann ee bedenkt, wat op där anerer Säit dëst Land deem Europa dach awer ze verdanken huet.

Duerfir ass d'Finanz- a Budgetskommissioun der Meenung, datt un dësem Ëmsetzungsgesetz nu wierklech näischt auszesetzen ass, a recommandéiert dann och der Chamber et ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet nach gefrot den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech maachen et extrem kuerz. Ech wollt dem Rapporteur bäiflichten - vläicht anescht formuléiere wéi hien - a soen, et geet net duer, datt een eng reng arithmetesch Approche huet zur Evaluatioun vun de Solden, déi an d'Europäesch Unioun, entweder positiv oder negativ, abezuelt ginn.

Vu datt d'Chamber jo préssséiert ass, fir un d'Enn vun hiren Aarbechten ze kommen, wollt ech just därselwechter recommandéieren, si soll eng Etüd liese vum „Le Cacheux", deen do awer vill méi eng breet Analys mécht vum Phenomeen, an e gesäit, datt d'Länner alleguer - ob se Nettobeitragszueler sinn oder ob se Nettoempfänger sinn - an der renger arithmetescher Approche Gewënner sinn.

Wann ee gesäit, mat wat fir engem klenge Geescht eenzel Memberstaten un d'Analys vun där doter Diskussioun erugaange sinn, da kann een nëmmen hoffen, datt se elo méi Maturitéit un den Dag leeën, fir en eventuellen europäeschen „Plan de relance" fir d'Ekonomie zustanen ze kréien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Wëllt nach een d'Wuert hunn? Dat ass net de Fall. Da komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5815 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Laurent Mosar), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte fir haut ukomm. Fir déi nächst Sitzung kritt Der eng schrëftlech Convocatioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.11 heures)

SÉANCE 11

Mardi, 2 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens
- *M. Charles Goerens*

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Déi Häre Ministeren, Madame Minister, huet d'Regierung der Chamber Matdeelungen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier: 1) l'article 832-4 du code civil; 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

5959 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 26.11.2008

5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: Monsieur Claude Adam, le 26.11.2008

5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

2. 5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 27. November huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Propositioun, déi ech virdru mentionnéiert hu vum honorabelen Här Adam iwwert d'Conditions d'admission zum Beruff vum Schoulmeeschter.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun och vum 27. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2009 vum honorabelen Här Norbert Haupert.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer d'Ausféierunge vum Stats- a Finanzminister souwéi vum Budgetsminister iwwert de Statsbudget 2009, de Projet de loi 5855, an dann nach de Projet de loi 5898 iwwert de Bau vun engem Verwaltungsgebai zu Belval.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer d'Visite an d'Deklaratioun vum President vun der Europäescher Kommissioun, dem Här José Manuel Barroso.

Dat war den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet. Ech sinn awer konfrontéiert mat engem Bréif vum honorabelen Här Clement vun der Bautekommissioun. Seng Kommissioun freet, fir de Projet de loi 5898 vum Ordre du jour erofzehuelen an dësen zesumme mam Projet de loi iwwert de Bau vun enger Maison du savoir zu Belval an enger anerer Sitzung ze evakuéieren. Ech géif da proposéieren, dass mer d'Propositioun vun der Presidentekonferenz an deem Sënn amendéieren, dass mer de Projet erofhuelen.

Ass d'Chamber d'accord mat dësem modifizéierten Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den honorabelen Här Charles Goerens freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

4. Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt d'Wuert froen, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen, déi d'Regierung invitéiert, fir virum 31. Mäerz 2009 e Budget rectifié eranzereechen. Well mir an turbulenten Zäite liewen an all Dag nei Momenter kommen, hätte mer gär, wa mer dann en Dokument hätten, wat esou no wéi méiglech bei der Wierklechkeet läit.

Motion

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de budget, déposé en date du 1er octobre 2008 à la Chambre des Députés, table sur une croissance du PIB de trois pour cent pour l'année 2009 et un déficit budgétaire de un pour cent selon les normes européennes;

- constatant que devant la toile de fond de la crise économique et financière nombre d'organisations internationales ainsi que le Statec ont révisé leurs prévisions économiques pour les années 2009 et 2010 à la baisse au cours des dernières semaines;

- considérant qu'au vu des nouvelles prévisions économiques la croissance économique va fortement chuter en 2009 entraînant, par conséquent, des baisses de recettes fiscales et un déficit de l'Administration centrale;

- constatant que le projet de budget déposé par le Gouvernement ne répond dès lors plus au critère de la véridicité budgétaire;

invite le Gouvernement

- à déposer au plus tard jusqu'au 31 mars 2009 un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009 tenant compte des récentes prévisions avec leurs implications économiques, sociales et financières.

(s.) Charles Goerens.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Goerens Akt vum Dépôt vun dëser Motioun. Ech géif proposéieren, dass mer dës Motioun muer de Mëtteg no den Deklaratioune vum Här Finanzminister a vum Här Budgetsminister géifen diskutéieren an ofstëmmen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zu deem eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'nächst Joer, an dat esou wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, wann ech gelift.

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wéi ech e klenge Bouf war an et ass mer emol eppes zougestouss, wou ech gemengt hunn, d'Welt géif fir mech zesummebriechen, dunn huet meng Mamm mech getréischt a gesot: Mäi Jong, mierk der eent, am Liewe kann der näischt geschéien, wat esou schlëmm ass, datt net dach nach eppes Guddes drun ass.

Fir vill Leit ass mat der Finanzkris eng Welt zesummegebrach. Ech denke besonnesch un déi kleng Leit an Amerika, déi vun haut op muer hiert schwéier erschafftent Haus verluer hunn.

Wa mer et dann dach nach géife fäerdeg brénge, datt an Zukunft d'Finanzmäert an d'Finanzinstituter op der ganzer Welt sech enger adequater Regulatioun an Iwwerwaachung ënnerwerfe missten, an e Verhalenskodex opgestallt kéint ginn, fir ze verhënneren, datt d'Bänker exzessiv Risiken aginn, fir hir Profiter ze maximiséieren, fir datt esou d'Finanzinstituter sech erëm op hir Haaptaufgab besënne kënnen, déi dora besteet, Kreditter ze accordéieren, Verméigen ze géréieren a gesond Finanzberodung ze offréieren, da wier dach nach eppes Guddes un der Kris gewiescht, och wann dat de Leit, déi Hab a Gutt verluer hunn, wéineg bréngt.

Dëse Budgetsrapport geet net an d'Annale vun den normalen, den traditionelle Rapporten an, well e jo och net an eng normal Zäit erafält. Dëse Rapport konnt net erstallt ginn, ouni de Kontext vun der Finanzkris, déi mëttlerweil d'Realwirtschaft agefaangen huet, ze betruechten. Et ass och am Hannergrond vun de viraussiichtleche Konsequenze vun de Schwieregkeeten op den internationale Finanzmäert, datt d'Regierung d'Akzenter vun dësem Budget gestallt huet.

Dëse Budget soll:

- Éischtens, déi virsiichteg Finanzpolitik, déi vun de successive Regierungen an deene leschte Jore gefouert gouf, weiderféieren;

- zweetens, de Bierger an de Betriber hiert Vertrauen an d'Zukunft vun eiser Wirtschaft oprechterhalen a gegebenenfalls nach stäerken;

- dréttens, d'Kafkraaft, besonnesch vun de Leit mat niddregem Akommes, stäerken an déi öffentlech Investitiounen op engem héijen Niveau halen, fir datt déi Entreprisen, déi bei eis am Land hir Steiere bezuelen, weider schaffen an och esou weider Leit beschäftege kënnen,

- a véiertens, antizyklesch op eng sech bemierkbar maachend Rezessioun awierken.

A kuerze Wierder: Et ass e Budget vun der Virsiicht, vum Vertrauen, vun der politescher Responsabilitéit a vun der konjunktureller Vernunft.

Här President, ee Budgetsrapport ze erstellen, ass eng nobel, eng faszinant, eng beräichernd, awer och eng haart Aarbecht. Faszinant a beräichernd, well se dem Rapporteur iwwert de Wee vun enger voluminéiser Dokumentatioun a vun interessante Gespréicher mat Leit aus Regierung, de Verwaltungen, der Privatwirtschaft an der ziviler Gesellschaft d'Méiglechkeet bitt, fir a sämtlech Beräicher vun eiser politescher Aktivitéit en Abléck ze kréien.

Et ass keng liicht Aufgab, well se dem Rapporteur a kuerzer Zäit e regelrechte Marathon ofverlaangt. Dës Mammutaufgab besteet aus der Analys vun engem Gesetzesprojet mat dräi Volumen an iwwer 700 Säiten, aus eelef Sëtzunge vun der Finanz- a Budgetskommissioun, aus 28 Entrevuë mat de Verantwortlechen aus de Ministèren, de Verwaltungen, der Privatwirtschaft an der Zivilgesellschaft, aus der Analys vun néng Avisë mat iwwer 600 Säite vun de Beruffschamberen, dem Statsrot, dem Rechnungshaff an der Zentralbank. An dat alles an engem Zäitraum vu sechs bis siwe Wochen.

Dernieft hat ech d'Initiativ ergraff, fir mech mat Schüler vun den ieweschte Klasse vu verschiddene Lycéeën aus dem Land iwwert de Budget ze ënnerhalen. D'Objektiv war, fir iwwert de Wee vum wichtegste Gesetzesprojet vum Joer de Jongen a Meedercher aus eise Schoulen d'Problematik vun de Statsfinanzen ze erklären an hinnen doriwwer d'Politik vun eisem Land e wéineg méi no ze bréngen. Ech muss gestoen, datt ech agréabel iwwerrascht war iwwert de groussen Interessi, op deen ech bei hinne gestouss sinn. Och dat war wierklech interessant.

Dës Aarbecht kann een awer net eleng a sechs Woche bewältegen. Et muss een op d'Informatiounen an d'Erklärunge vu ville Beamten zréckgräife kënnen a sech op d'Mathëllef vun de Mataarbechter aus der Chamber a besonnesch aus der Fraktioun verloosse kënnen. Och d'Kontributioune vun de Kolleegen aus der Finanz- a Budgetskommissioun bei Geleeënheet vun eise ville Réunioune ware mer eng grouss

Hëllef bei der Erstellung vu mengem Rapport.

Net ze vergiesse meng Fra, déi an där Zäit vill Versteesdemech huet missen opbrénge fir d'Hektik, an där ech mech beweegt hunn, an déi vill Sacrificer an Entbierungen an all där Zäit huet missen iwwer sech ergoe loossen.

Ech wëll hinnen all vun dëser Plaz aus en häerzleche Merci soen. Ech si sécher iwwerzeegt, datt jiddfereen, deen ech viséiert hunn, sech an de Mercien erëmfënnt. E besonnesche Merci awer dem Fraktiounssekretär Frank Engel, dem Fraktiounsconseiller Nico Loes, an eise Mataarbechter Marc Reiter a Max Hengel, déi mer bei der Gestaltung an dem Iwwerschaffe vun dësem Rapport ganz staark zur Säit stoungen.

Här President, d'Kris, déi amgaang ass sech ze globaliséieren, huet hiren Ursprong an der sougenannter „subprime crisis" an Amerika fonnt, déi ufanks nëmmen de Finanzsecteur beréiert huet. Iwwerdimensionéiert Hypothéikekreditter ouni genügend Ofsécherungen hunn den amerikaneschen Immobiliëmaart an deem Mooss emballéiert, datt jiddferee gemengt huet, et kéint ëmmer esou weidergoen. D'Banken hunn äifreg geléint an der Meenung, d'Immobiliëpräisser géife permanent weider klammen, esou datt hir Hypothéik, déi ufanks bis zu 100% vum Uschafungspräis gereecht huet, sech lues a lues an normal Paragë géif zréckbewegen.

Dat hätt kënne klappen, wann net iwwerschélte Bierger op eemol mat dem Zréckbezuele vun hirer Hypothéikschold net méi nokomm wieren an de Banken, fir hir Hypothéik anzeléisen, d'Haiser hätte misse verkafen. Dat huet d'Präisser vun den Immobilien no ënne gedréckt, esou datt de Verkafspräis net méi duergoung, fir d'Hypothéikekreditter ze decken.

D'Banken, déi vill vun deene Kreditter accordéiert haten, stounge mam Réck widdert der Mauer, well se a Liquiditéitsschwieregkeete komm sinn. Oft hate se hir Kreditter titriséiert, esou datt se an de Portefeuillë vun anere Banken an a Fongen ënnergetaucht sinn, an esou déi Banken, déi dës Fonge bei sech opgeluecht hunn, mat a Schwieregkeete gerappt hunn.

Dernieft huet de Finanzengineering, fir d'Geschäft nach méi rentabel ze gestalten, ëmmer erëm nei Finanzprodukter erfonnt, déi sougenannten Derivaten, Futures an anerer méi, deenen hire Wäert total vun der Realwirtschaft lassgeléist ass, deenen hir Valeur notionnelle, wéi een esou schéi seet, a Fonctioun vum Wäert vun den ënnergeuerdnete Produkter evoluéiert.

Esou goufen d'lescht Joer op der Bourse Produkter am Wäert vu véiermol dem wierkleche Wäert vun alle Gidder weltwäit gehandelt. A gudden Zäite stellt dat kee Problem duer, well déi Finanzprodukter op de Bourssen och meeschtens e gudden Echo fannen.

Wéi d'„subprime crisis" sech manifestéiert huet, hunn d'Bourssen awer och reagéiert. De Cours vun deenen Instrumenter ass séier an drastesch gefall. D'Banken, déi vill vun deene Produkter an hire Portefeuillen haten, hunn d'Vertraue vun den Investore verluer an hire Cours ass och no ënne gefall. Déi kleng Spuerer hunn och d'Vertrauen an d'Banke verluer. Si hunn hir Erspuernisser net méi sécher an de Banke geschat an hunn d'Suen zréckgefrot. D'Liquiditéite vun de Banke gounge lues a lues aus. Déi betraffe Banken hunn och d'Vertraue vun deenen anere Banke verluer, esou datt de Crédit interbancaire fir si net méi gespillt huet.

Si haten op eens net méi genuch Geld flëssseg, fir der Nofro vun hire Clienten, déi hir Erspuernisser wollten zréckbezuelt kréien, nokommen ze kënnen. Si waren net méi solvabel an hätte se net vu Regierungssäit finanziell Hëllefen zougestane kritt, hätte si hir Schaltere missen zoumaachen, obschonn d'Gesamtsituatioun vun hirem Bilan emol net esou schlecht war.

Wann de Bankekredit net méi normal fonctionnéiert a bei de Konsumente weltwäit Zweifel opkommen, da fänken d'Entreprisen och un, hir Produktioun ze drosselen. D'Finanzkris schwappt op d'Realwirtschaft iwwer. Et ass dat, wat mer momentan erliewen.

Wéi dat Ganzt sech op déi national Wirtschaft an domat op de Budget vun 2009 wäert auswierken, kann ee mat Bestëmmtheet net soen. Déi grouss Wirtschaftsexperte vum FMI, der OCDE an der Europäescher Kommissioun hunn hir Prognosen iwwert déi wichtegst Wirtschaftsparametere staark no ënne reviséiert. Mir befannen eis a kengem Katastrophenzeenario, awer, fir eise Statsminister ze zitéieren: Mir liewen an engem séier onsécheren Ëmfeld. An esou engem Fall ass Panikmacherei net ubruecht, dee Message läit och net an der Budgetsvirlag dran.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2007 war nach en exzellent Joer fir eis Ekonomie, wann och net gradesou gutt wéi dat Joer virdrun. De Wirtschaftswuesstum louch bei 4,5%. De Chômage goung zréck an d'Inflatioun huet sech a Grenze gehalen. Den Exercice huet mat engem Iwwerschoss vun iwwer 450 Milliounen ofgeschloss, während am Budget, deen d'Chamber gestëmmt hat, en Defizit vun 180 Millioune virgesi war. D'Recettë louchen ëm 890 Milliounen Euro méi héich wéi am Budget ageschriwwen, wat op déi gutt Leeschtung vun eiser Wirtschaft zréckzeféiere war.

Déi reell Dépensë sinn nëmmen ëm 55 Millioune geklommen, wat d'Rigueur, mat där de Budget exekutéiert gouf, eemol méi ënnersträicht a wouzou een eise Budgetsminister wierklech félicitéiere muss. Am Ganze konnten d'Spezialfonge mat 650 Millioune méi dotéiert ginn, wéi dat am ursprüngleche Budget virgesi war.

2008 wäert eis Wirtschaft dee Wuesstum net erreechen, deen am Budget virgesi war. Amplaz vu 4,5% Wuesstum wäerte mer eis mat 2,5% zefridde misse ginn. Den Aarbechtsmaart wäert och net esou schnell wuesse wéi virgesinn, an d'Inflatioun wäert wesentlech méi héich leie wéi am Budget virgesinn, wat op déi héich Pëtrols- an Agrarpräisser zréckzeféieren ass.

Um 31. Oktober vun dësem Joer louchen d'Recetten ëm 6% méi héich wéi um selwechten Zäitpunkt dat Joer virdrun. Wann déi Tendenz sech géif bis zum Schluss vum Joer confirméieren, da kéinte mer dëst Joer erëm mat enger Plus-value vun ëm déi 500 Milliounen Euro rechnen. D'Cour des Comptes kënnt mat hire Rechnungen op 603 Milliounen. Wa mer als Hypothees huelen, datt déi reell Statsausgaben an dësem Joer am selwechte Mooss wéi d'lescht Joer par rapport zum Budget wuessen, dat heescht ëm 0,7%, da kéime mer dëst Joer op en Iwwerschoss am Statsbudget vun ongefeier 420 Milliounen, an net op en Defizit vun 20 Milliounen, esou wéi et am Budget virgesinn ass.

Dësen Ëmstand ass deelweis op eng aussergewéinlech Steigerung vun der TVA zréckzeféieren, déi sech iwwer eng Steigerung vum interne Konsum erkläert. Deen erëm fënnt zum Deel seng Ursaach an der Stäerkung vun der Kafkraaft, déi mer iwwert de Budget duerch d'Upassung vum Steierbarème an d'Aféiere vum Kannerbonus déclenchéiere wollten.

Et ass unzehuelen, datt den Iwwerschoss, dee mer dëst Joer wäerten ze verbuche kréien, ganz an d'Spezialfonge fléisse wäert. De Projet vum Statsbudget ass opgrond vun de Wirtschaftsparameteren opgestallt ginn, déi der Regierung am Moment, wou de Budget opgestallt gouf, bekannt waren: e Wirtschaftswuesstum vun 3%, eng Croissance vun der Beschäftegung vun 2,7% an eng Inflatioun vun 2,4%.

An der Tëschenzäit hunn déi Parametere bestänneg geännert, esou datt et schwéier ass, nach iergendeng Pronostic ze woen. Sämtlech Prognose weisen awer an d'Richtung, datt weder de Wirtschaftswuesstum nach de Beschäftegungswuesstum kënnen erreecht ginn an datt d'Inflatioun par contre méi niddreg kéint ausfale wéi virgesinn.

An deem Fall ass et scho méiglech, datt déi Recetten, déi am Budget ageschriwwe sinn, schwéier ze realiséiere sinn. Et muss een awer ervirhiewen, datt d'Recetten nach all Joer virsiichteg ageschat goufen, wat dann och all Kéier zu Plus-valuë gefouert huet.

Et kéint een also, ganz optimistesch betruecht, unhuelen, datt mer dëst Joer vläicht dach nach mat enger Null-Plus-value rechne kéinten an esou mat engem bloen A dovukéimen.

Well d'Recetten also schwéier genau anzeschätze sinn an den Ausgabebudget esou agencéiert ass, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen an d'Investitiounscapacitéite vun de Betriber ze stäerken, fir esou dem Rezessiounstrend entgéintzewierken an de Leit dobaussen hiert Vertrauen ze stäerken, huet d'Regierung mat der Chamber décidéiert, fir de Budget net ze änneren an en esou, wéi e projezéiert ass, der Chamber zum Vote ze presentéieren.

Dës Décisioun huet och d'Zoustëmmung vun alle Parteien an der Finanzkommissioun fonnt, an an allen Avisen, déi eis virgeluecht goufen, ass och dës Démarche begréisst ginn.

Déi wichtegst Mesuren, déi d'Regierung virschléit, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen ze stäerken an d'Produktioun vun de Betriber oprechtzeerhalen, sinn: d'Indexupassung vum Steierbarème vun 9%, d'Aféiere vun engem Steierkredit fir Loun- a Rentenempfänger an Elengerzéier, d'Steiermoossname fir de Wunnengsbau, d'Aféiere vun engem Système chèque-crédit, d'Verduebele vun der Heizungszoulag, - déi an eng Deierechtzoulag ëmbenannt gëtt -, d'Erofsetze vun dem Taux vun der Kollektivitéitssteier vun 22 op 21%, d'Ofschafe vum Droit d'apport, d'Erweidere vum Krees vun de Bénéficiairë vun der Exonératioun vun der Besteierung vun den Dividenden.

D'Kolleege Laurent Mosar a Lucien Thiel wäerte bei Geleeënheet vun der Diskussioun iwwert d'Gesetzesprojete betreffend d'Steierreformen hei an der Chamber am Detail op déi Mesuren agoen, esou datt ech se nëmme kuerz wäert beliichten.

Wat déi physesch Persounen ubelaangt, esou gesäit d'Reform haaptsächlech d'Upassung vum Steierbarème an d'Ersetze vun den Abattementer fir Loun- a Pensiounsempfänger an Elengerzéier duerch e Steierkredit vir. Dës Moossname bedeite fir de Stat eng supplementar Charge vu 440 Milliounen. D'Leit hunn also d'nächst Joer 440 Milliounen Euro méi ze verzieren, ze investéieren oder gegebenenfalls ze spueren. Iwwert d'Upassung vum Barème huet all Steierzueler am Joer 2009 tëscht 350 an 1.640 Euro méi Akommes, jee no der Héicht an der Zesummesetzung vu sengem Revenu, jee no der Kompositioun vu sengem Stot.

Déi Ménagen, déi keng Steiere bezuelen, an dat sinn der 38% bei eis am Land, kënnen awer vun esou enger Steiermoossnam net profitéieren. Dofir huet d'Regierung proposéiert, fir déi uewe genannten Abattementer a Steierkreditter ëmzeänneren. Déi Moossnam ass eng Nulloperatioun fir déi, déi bis elo deen Abattement steierlech konnte geltend maachen. Si bréngt de Leit, déi bis elo keng Steiere bezuelt hunn, en Avantage vun 300 Euro a fir den Elengerzéier 300 + 750, dat heescht 1.050 Euro Akommes méi am Joer. Fir d'Bezéier vum soziale Mindestloun mécht dat ab dem 1. Januar mat der Erhéijung vum Mindestloun vun 2% eng Verbesserung vun hirem Akommes tëscht 3,7 an 8,2% aus, jee nodeem a wellecher familiärer Situatioun ee sech befënnt.

De System Chèques-services ass eng weider Mesure, besonnesch zugonschte vun deene Ménagë mat klengem Akommes, am Sënn vun enger méi cibléierter Familljepolitik. De System soll d'Eltere finanziell bei der Betreiung vun hire Kanner an enger Crèche oder Maison relais ënnerstëtzen. Bis zu dräi Stonne soll all Kand gratis betreit ginn, egal wéi héich d'Akommes vun den Elteren ass. Doriwwer eraus ass d'Gratuitéit gestaffelt a Fonctioun vum Revenu vun den Elteren, bis zu 23 Stonnen, an doriwwer muss de vollen Tarif bezuelt ginn, dee maximum 7,5 Euro d'Stonn ausmécht. Dës Mesure gëtt och vun de Gemenge begleet. De Käschtepunkt fir de Stat beleeft sech fir dat éischt Joer op 20 Milliounen.

D'Steiermoossnamen zugonschte vun den Entreprisen hunn als Haaptobjektiv, hir Kompetitivitéit ze verbesseren a Lëtzebuerg als Standuert fir den Ausbau vu bestehende Betriber an d'Installatioune vun neien Entreprisë méi attraktiv ze gestalten.

Esou proposéiert d'Regierung, fir de Steiersaz vun der Kollektivitéitssteier vun 22% op 21% erofzesetzen an d'Taxe d'abonnement ofzeschafen. Si schléit Moossname vir, fir de Mécénat an d'Philanthropie hei am Land ze förderen. D'Philanthropie ass amgaang sech zu engem spezifesch ekonomesche Secteur ze entwéckelen, dee sech un eng Finanzplaz riicht, déi Kompetenzen a Facilitéiten um Niveau vun der Gestioun vun esou Fongen opweist. E Créneau, dee sech also exzellent fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg prêtéiere kéint. De Kolleeg Lucien Thiel wäert nach dorop zréckkommen.

D'Regierung huet décidéiert, déi staatlech Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen, fir datt de Carnet de commande vun de Betriber och fir d'nächst Joer uerdentlech ausgesäit, fir datt se weider schaffen a weider Leit beschäftege kënnen. D'öffentlech Hand gëtt d'nächst Joer 1,7 Milliarden Euro fir Investitiounen aus; dat sinn ëmgerechent 70 Milliarden där aler Frang.

Dat sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, vun deenen déi kommend Generatiounen och nach profitéieren. Investitiounen an de Stroossebau, an d'Eisebunnsnetzer, an d'Datebanken, d'Informatiounsautobunnen, Investitiounen a Schoulen, Sportsinstallatiounen, Kulturzentren, Spideeler, Seniorenheimer, Kläranlagen. Alles Investitiounen, fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger an d'wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land ze erhalen an ze verbesseren, an eisem Intérêt, awer och am Intérêt vun eise Kanner a Kandskanner.

D'Regierung investéiert d'nächst Joer vill méi an d'Fuerschung an an d'Universitéit, fir domat eis Wirtschaft an Zukunft méi staark an d'Richtung Wëssensgesellschaft ze positionéieren. Esou huet se décidéiert, fir un engem grousse Projet am Beräich vun de Biotechnologien ze participéieren. De Käschtepunkt ass 140 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer. D'Kreditter fir d'Universitéit klammen d'nächst Joer ëm 24%. Och eise Budget zugonschte vun deene ganz Aarmen op dëser Welt gesäit fir d'nächst Joer eng Steigerung vu 17% vir.

Här President, déi Investitioune kënne mer och a méi schwieregen Zäite wéi déi vum nächste Joer tätegen, well mer a gudden Zäiten d'Plus-valuen net iwwer en iwwerdriwwene Konsum ausginn hunn, mä op d'Säit geluecht hunn. Mir hu Reserven ugeluecht, fir an de schlechten Zäiten investéieren ze kënnen an eise Bäitrag zu enger antizyklescher Steigerung vun eiser Wirtschaft leeschten ze kënnen. Eng virsiichteg a wäitsiichteg Finanzpolitik also.

Queesch duerch Europa annoncéieren d'Regierungen elo mat vill Gedäisch Ënnerstëtzungsmoossnamen zugonschte vun der Wirtschaft, fir der Rezessioun entgéintzesteieren. Mir brauchen dat net. Mir haten esou Moossnamen a weiser Viraussiicht an eisem Budget anticipéiert. Dat nennt ee preventiv Konjunktursteigerungspolitik.

Viraussiichtlech wäerten um 31. Dezember vun dësem Joer 1,7 Milliarden Euro an de Spezialfonge leien. Ze bemierken ass, datt dat net nëmmen déi Spezialfonge sinn. Dozou gehéieren och nach de Gemengefinanzéierungsfong an de Beschäftegungsfong; fir nëmmen déi zwee ze nennen. Et sinn d'Fongen am grousse Ganze gesinn.

Sollte mer déi Plus-valuen opgrond vum heitege Stand vun der Exekutioun vum Budget vun dësem Joer erwaarde kënnen, da kéimen nach 420 Milliounen derbäi. D'Speisung vun de Fongen iwwert de Budget, Emprunten an direkt Recettë beleeft sech fir d'nächst Joer op 2,7 Milliarden. D'Dépensë sti mat 3,2 Milliarden zu Buch. Wann alles esou d'nächst Joer ofleeft, hu mer um Enn vun 2009 nach 1,2 Milliarden Euro an de Spezialfongen; also ëm déi 500 Millioune manner wéi dëst Joer. Et gesäit een also, datt, wa mer d'Fongen net méi iwwer Plus-valuë speise kënnen, se lues a lues ausdréchnen.

De Budgetsrapporteur fir d'Joer 2002, de Claude Wiseler, huet deemools geschriwwen, datt ouni supplementar Dotatiounen iwwert d'Plus-valuen d'Fongen 2008 épuiséiert wieren. Deemools waren d'Reserve liicht méi héich wéi haut. Si louche bei 1,4 Milliarden, géint 1,3 Milliarden haut. Fir de Verglach ze komplettéieren, muss een awer och ernimmen, datt d'Statsschold sech deemools op 650 Milliounen Euro belaf huet, an de Rapporteur deemools gemengt huet, datt, wann de Stat seng Politik, wat d'Emprunten ubelaangt, an Zukunft esou géif weiderféieren, d'Statsschold 2008 komplett zréckbezuelt wier. Deem ass leider net esou.

Virun der Refinanzéierungsoperatioun vu Fortis an Dexia huet d'Statsschold ëm déi 800 Milliounen Euro ausgemaach, wouvun der 732 Millioune fir d'Speisung vun de Spezialfonge getätegt goufen. Eis Fonge sinn also net dréchen, awer eis Schold ass och net épurgéiert.

Mir wäerte mat der eventueller Dotatioun vun den dësjährege Plus-valuen 1,7 Milliarden Euro an de Fonge behalen. Wéi scho gesot, komme 732 Milliounen iwwert d'Emprunten, esou datt mer awer ronn eng Milliard méi gespuert hunn, wéi de Claude Wiseler dat 2001 konnt virausgesinn.

Dës Situatioun ass selbstverständlech op déi gutt Evolutioun vun eiser Wirtschaft zréckzeféieren, déi een deemools net an deem Mooss konnt virausgesinn. Si ass awer och de Beweis vun enger konsequent virsiichteger a wäitsiichteger Finanz- a Budgetspolitik vun eiser Regierung. Eis Statsschold huet sech also Enn September vun dësem Joer op ronn 730 Milliounen Euro belaf, wat ronn 2% vum BIP ausmécht. Et sief bemierkt, datt no de Maastrichter Kritäre 60% erlaabt sinn.

Am Kader vun der Refinanzéierungsoperatioun vun deenen zwou systemesche Banken, der Dexia an der Fortis, huet d'Regierung 500 Milliounen iwwer Empruntë gezunn, déi schonn iwwert d'Budgetsgesetzer vun 2006 an 2008 autoriséiert waren, an een zousätzlechen Emprunt vun 2 Milliarden opgeholl, esou datt eis Schold um Enn vun dësem Joer op 3,2 Milliarden Euro klëmmt. Deem géintiwwer muss een awer d'Avoiren an d'Participatioune stellen, déi de Stat a verschidde Gesellschaften an Institutiounen huet. Déi kann ee mat Recht als Contrepartie vun der Schold considéréieren, souzesoen als Garantie fir d'Zréckbezuele vun der Schold.

Den Nominalwäert vun deenen Avoire war um 30. September vun dësem Joer 4,9 Milliarden Euro. Wann een den Nominalwäert vun de Participatiounen an de Privatgesellschaften duerch de Wäert, mat deem se op der Bourse cotéiert sinn, ersetzt, da kann ee roueg nach 1,2 Milliarden derbäirechnen, esou datt een op ee Gesamtavoir vu ronn 6 Milliarden Euro kënnt, géintiwwer enger Schold vun 3,2 Milliarden.

Dobäi däerf een net vergiessen, datt déi Schold vun 2,5 Milliarde fir d'Ënnerstëtzung vun deenen zwou systemesche Banke keng Schold am regelrechte Sënn vum Wuert duerstellt, well mer jo och eppes amplaz kréien, an zwar Aktien, déi een och erëm an Zukunft an eisen Avoire muss erëmfannen. D'Finanzsituatioun vum Stat ass also gesond, dat kann ee mat Sécherheet behaapten, an dat stellt eng gutt Viraussetzung duer, fir datt mer déi Schwieregkeeten, déi op eis zoukomme wäerten, och meeschtere kënnen.

Här President, bei der Analys vum Statsbudget muss een ënnerscheeden tëschent, éischtens, dem traditionelle Statsbudget, esou wéi en no de Regele vun dem Kontabilitéitsgesetz vum Stat opgestallt ass - mir schwätzen an deem Fall vum traditionelle Statsbudget -; zweetens vum Budget, esou wéi en no de Maastrichter Kritären opgestallt ass - mir schwätzen an deem Fall vum Budget vum Zentralstat -; an drëttens de Budget, deen de Gesamtstat betrëfft, dat heescht den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale, an deem Fall schwätze mer vum Budget vun der öffentlecher Verwaltung.

Vereinfacht duergestallt: Fir vum traditionelle Statsbudget op de Budget vum Zentralstat ze kommen, rechent een d'Ausgaben an déi eege Recettë vun den öffentlechen Etablissementer, de Fondatiounen, de Statsservicer mat Gestion séparée an de Spezialfongen derbäi. Esou gesinn, schléisst den traditionelle Statsbudget mat engem Iwwerschoss vun 13,2 Milliounen of, de Budget vum Zentralstat mat engem Defizit vu 704 Milliounen, an de Budget vun der Administration publique mat engem Iwwerschoss vu 429 Milliounen. Den Defizit vu 704 Milliounen am Budget vum Zentralstat ass besonnesch op déi héich Investitiounen zréckzeféieren, déi d'Regierung fir dat nächst Joer programméiert huet, am Sënn fir eiser Wirtschaft ee kräftegen „coup de pouce" ze ginn.

Wat den traditionelle Statsbudget ubelaangt, esou muss ee Folgendes ervirhiewen: Éischtens, wéi scho gesot, e schléisst mat engem Iwwerschoss vun 13,2 Milliounen of. Zweetens, d'Ausgabe mat 6,9% wuesse manner schnell wéi d'Einnahme mat 7,3%. Drëttens, déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat wuessen nëmmen ëm 3,8%. Véiertens, d'Kapitalausgabe sinn zu 92% vum Iwwerschoss am lafende Budget gedeckt. A fënneftens, vergläicht een d'Ausgabe vum Budget 2009 mat de viraussiichtlechen Ausgaben, déi 2008 wierklech gemaach wäerte ginn, da kënnt een op eng Progressioun vu knapp 1%, also wäit ënnert der Inflatioun.

De Statsbudget schléisst also mat engem Iwwerschoss of, an dat trotz de Mesuren, déi geholl goufen, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen an d'Investitiounsméiglechkeete vun de Betriber ze stäerken. Dat mécht ëmmerhi fir d'Upassung vum Steierbarème 342 Milliounen, fir d'Steierkreditter 98 Milliounen, fir de Chèque-service 20 Milliounen a fir d'Deierechtzoulag 8,9 Millioune méi aus. Dat mécht zesumme ronn 469 Milliounen. Wann een d'Upassung vum Steierbarème vum leschte Joer an de Kannerbonus, dee jo och dëst Joer ausbezuelt gëtt, derbäirechent, da kënnt een op 690 Milliounen, déi de Stat 2009 méi ausgëtt respektiv manner erakritt, wéi wann en déi Mesuren net geholl hätt. Dobäi hunn ech dem Ofschafe vum Droit d'apport an de Steiermoossnamen zugonschte vun de Betriber nach keng Rechnung gedroen. Dat ass en décke Pak, fir d'Kafkraaft vun eise Leit ze stäerken.

Här President, deen nevralgesche Punkt vum Statsbudget fir dat kommend Joer stellen d'Recetten, a besonnesch d'Steierrecetten duer. D'Verwaltungen hunn hir Previsiounen opgrond vun hiren interne Berechnungen opgestallt, déi staark op Erfahrungswäerter opbauen, déi awer och den ekonomesche Parameteren, déi fir de Budget zréckbehale goufen, Rechnung droen. Haut wësse mer, datt mer déi Parameteren net erreeche wäerten. Ob mer verschidde Steierrecettë wäerte realiséieren oder net, hänkt awer net eleng vun dem wirtschaftleche Wuesstum of, mä och vun dem Verhale vun de Konsumenten, vun der Reaktioun vun de Betriber, a vun der Vitesse, mat där d'Verwaltungen d'Besteierung vun den ofgeschlossene Jore kënnen duerchzéien.

Wann d'Mesurë fir d'Stäerkung vun der Kafkraaft gräifen, an d'Leit hir Suen hei am Land ausginn, da kënne mer déi Recetten iwwert d'TVA, déi virgesi sinn, och erakréien. Wann eis Betriber hir Avancen net ze vill erofsetzen, an der Hoffnung vun enger schneller Relance, a wann d'Verwaltung versicht, déi Steiersolden, déi nach ausstinn, méi schnell wéi gewéinlech eranzedreiwen, da kënne mer och mat de Steiere vun de Kollektivitéite rechnen, déi de Budget virgesäit. Wann d'Betriber, a besonnesch d'Banken, weider Leit astellen, fir dee strukturellen Defizit vun hirem Emploi, deen ëmmer erëm an d'Fënster gestallt gëtt, ze behiewen, da kréie mer och déi Lounsteier eran, déi d'Verwaltung virgerechent huet, well jo da méi Leit eng Aarbecht hunn, oder wéinstens keng Leit entlooss ginn.

Jo, wann! Wann dat Wuert „wann" net wier, da wiere mer all vill méi schlau!

Eent steet fest: Mir kommen net un de Betrag vun der Taxe d'abonnement erun, deen de Budget virgesäit, well déi direkt vun der Evolutioun vun der Bourse ofhänkt, an déi ass am Moment jo net op der gewonnener Säit. Schlussendlech muss ee soen, datt mer an deene leschte Joren d'Steierrecettë regelméisseg ëm eng hallef Milliard ënnerschat hunn. Wéinst all deenen Ongewëssheete schéngt et eis net noutwendeg ze sinn, en Aschnëtt an d'Recettë vum Budget virzehuelen. Sollt en Abroch an de Recettë wierklech kommen, da musse mer eis mat engem Defizit offannen, esou wéi dat vill aner Länner an Europa während Jore scho maachen, mat der Hoffnung verbonnen, selbstverständlech, datt aus dem konjunkturellen Defizit kee strukturellen entsteet.

Här President, nach e Wuert zur Ofhängegkeet vun eise Steierrecettë vis-à-vis vun der Finanzplaz. Wann een d'Moyenne vun de Recettë rechent, déi tëscht 2004 an 2007 an d'Statskeess gefloss sinn, iwwert d'Kollektivitéitssteier, d'Lounsteier, Kapitalakommessteier, d'Tantièmesteier an d'Verméigenssteier - all déi Steieren zesumme maachen ëmmerhi 84% vun den direkte Steieren aus -, wann een déi also zesummerechent, da stellt ee fest, datt iwwer 50% direkt aus de Betriber vum Finanzsecteur fléissen. Bei der Gewerbesteier mécht dat nach eng Kéier 65% aus. Dat ënnersträicht ganz kloer d'Wichtegkeet vun deem Secteur an eiser Ekonomie, an anerersäits awer och d'Ofhängegkeet vun eise Statsfinanze vun deem Secteur. Dat ass fir eis selbstverständlech eng grouss Suerg.

Här President, wat d'Statsausgaben ubelaangt, esou hunn ech a mengen Ausféierungen schonn op déi eng oder aner higewisen, esou datt ech hei versichen, mech op dat Wesentlecht ze beschränken. Wat déi zukunftsorientéiert Investitiounen am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung ubelaangen, esou muss ee sämtlech Investitiounen an de Stroossebau, d'Schinnennetz, de Bau vu Kläranlagen, Schoulen an esou weider, ech hu se schonn ernimmt, awer besonnesch an d'Infrastrukture vun der Uni Lëtzebuerg, an de flächendeckenden Ausbau vun den Informatiouns- a Kommunikatiounsautobunnen, d'Investitiounen an d'Fuerschung an an nei Technologien ernimmen.

D'nächst Joer gëtt den nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung finaliséiert. D'Ënnerstëtzungskreditter fir ekologesch Steierungsprojete ginn ëm 40% erhéicht. Ervirzehiewe bleiwen och nach d'Ënnerstëtzung un d'Gemenge fir de Finanzement vu konventionéierte Projeten am Beräich vun der Gestioun an dem Ënnerhalt vun der Natur, d'Erstellung vun Duerfentwécklungspläng am ländleche Raum, d'Kreditter fir d'Förderung vun Alternativenergien an d'Ausgabe fir den Ëmweltschutz.

Wat d'Ausgaben am Intérêt vun eiser Jugend ubelaangt, esou muss een am schoulesche Beräich besonnesch d'Augmentatioun vun de Kreditter fir d'Orientatioun vun de Schüler ernimmen, de Kredit, op héijem Niveau, vun de Subsidë fir d'Universitéitsstudien, d'Kreditter un d'Privatschoulen an d'Ënnerstëtzung fir den Däitsch-Lëtzebuerger Lycée zu Schengen/Perl.

D'Ausgabe fir d'Kannerbetreiung hunn ech scho beliicht. Et wier nach ze ënnersträichen, datt méi Plazen an de konventionéierte Crèchen an an de Maisons relais geschaf ginn. Fir staatlech Kannerheemer si 5,6 Millioune virgesinn, a fir de Service national de la jeunesse sti 6 Milliounen am Budget.

D'Ausgabe fir d'Animation culturelle ginn ëm 27% erhéicht, d'Participatioun vum Stat um Bau an Ënnerhalt vu regionale Kulturzentre gëtt weidergefouert, an e Programme-pilote fir den Encadrement vun de Jugendéquipen, am Kader vun der Promotioun vum Bénévolat, gëtt vum Sportsminister zesumme mat der Familljeministesch ausprobéiert. Eng Enveloppe vun 11,5 Milliounen, am Kader vum aachte Fënnefjoresplang am Sport, ass fir den Ausbau vun eise lokalen a regionale Sportsinstallatioune virgesinn.

Am Beräich vun der sozialer Ofsécherung an der Solidaritéit muss ee besonnesch ervirhiewen, datt de Stat mat iwwer zwou Milliarden un de Pensiounskeesen an un der Kannergeldkeess participéiert. 0,92% vun eisem Bruttonationalakommes si fir d'Kooperatioun an déi humanitär Hëllef virgesinn. Fir de Finanzement vum nationale Solidaritéitsfong stinn 212 Milliounen am Budget. Mat 27 Milliounen hëlleft de Stat eng Mutualitéit fir d'Employeuren op d'Been ze stellen, déi am Kader vun der Aféierung vum Statut unique an d'Liewe geruff gouf. Eng „Agence immobilière sociale" gëtt vum Wunnengsbauminister, zesumme mat der Familljeministesch, geschaf. D'Kreditter fir de soziale Wunnengsbau an d'Hëllefe bei dem Uschafe vun engem Eegenheem bleiwen op engem héijen Niveau.

Am Beräich vun der Beschäftegung fanne mer fir de Fonds de l'Emploi 170 Milliounen am Budget. Fir d'Gehälter vu Behënnerten an de protegéierten Atelieren oder soss anzwousch um Aarbechtsmaart sinn 21,6 Millioune virgesinn a fir de Fonctionnement vun de protegéierten Atelieren nach eng Kéier 10,8 Milliounen, an et sief nach besonnesch ervirgehuewen, dass zu Biissen en neien Atelier protégé geschaf gëtt.

Am Beräich vun der Famill an der Alters- a Behënnertebetreiung hu mer d'Investitiounen an Altersheemer a Fleegeheemer schonn ernimmt. Fir d'Participatioun vun de Fonctionnementskäschte vun de Centres d'accueil fir Frae stinn 8,3 Milliounen am Budget. D'Kreditter fir de Congé pour raisons familiales klamme vun 3 op 4,5 Milliounen. D'Participatioun vun de Fonctionnementskäschte vu konventionéierte Servicer fir Behënnerter klëmmt op 34 Milliounen, an d'Participatioun vun der Fleegeversécherung bleift op 140 Millioune stoen. Besonnesch ernimmt sief hei nach déi substanziell Erhéijung vun de Kreditter fir d'Formatioun am Beräich vun de Soins palliatifs a vun der Betreiung vun de Leit, déi en fin de vie sinn.

Am Beräich vun der Gesondheet si fir 2009 fir de Bau vu Spideeler 48 Milliounen am pluriannuelle Programm virgesinn a fir d'Mise à niveau vun de Spidolsinfrastrukture sti 70 Milliounen am ordinäre Budget. Den Nuetsdéngscht fir d'Generaliste gëtt ausgebaut: plus 70% an de Kreditter. D'Kreditter fir Stagen am Kader vun enger spezifescher Formatioun am Beräich Médecine générale ginn erhéicht. D'Participatioun un den Dépensë vun de Krankekeese belafe sech op 814 Milliounen an déi vun de Prestations de maternité op 136 Milliounen.

Am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet sief besonnesch d'Verstäerkung vun den Effektiver an der Police an an der Justiz ervirgehuewen. Den zweete pluriannuelle Programm vun dem Rekrutement an der Justiz kënnt d'nächst Joer zum Enn. An deene leschten zéng Joer goufen iwwert déi zwee Programmer 110 nei Plazen am Beräich vun der Justiz geschaf.

De Programm fir d'Verstäerkung vun eisem Polizeiapparat gesäit 500 nei Astellunge bis d'Joer 2015 vir. Et wier besonnesch ze hoffen, datt déi Leit dobaussen an Asaz kommen an net an de Büroen ënnertauchen.

Wat d'Beräicher Wirtschaft, Energie, Landwirtschaft a Mëttelstand betrëfft, esou kann een ernimmen: d'Weiderféiere vun den Ënnerstëtzungsmoossnamen um Plang vun de jeeweilege Kadergesetzer, vum Fënnefjoresprogramm am Tourismus a besonnesch d'Participatioun un de Fonctionnementskäschte vun de Lëtzebuerger an internationalen Organismen am Beräich vun der Recherche, dem Développement an dem Transfert de technologie.

Wann ech dëse Beräich fir de Schluss reservéiert hunn, dann net, well en déi mannste Kreditter verschléngt, mä besonnesch well seng Kontributioun zum PIB am gréissten ass. Ouni d'Revenuë vun eiser Wirtschaft kéinte mer keng Sozialpolitik maachen. Et muss nach ëmmer fir d'éischt verdéngt ginn, an dann eréischt kann ee verdeelen. Dat ass bei jiddferengem doheem de Fall an dat ass beim Stat och net vill aneschters.

Et ass mathin e Budget vun der finanzieller Virsiicht a vun der politescher Responsabilitéit. Do, wou an Zukunft investéiert muss ginn, an do, wou de Stat seng Responsabilitéiten um Plang vun der Ëmverdeelung ze huelen huet, do bleiwen d'Ausgaben op engem héijen Niveau. Do, wou agespuert konnt ginn, ouni datt de Liewensnerv vun eiser Wirtschaft oder eiser Gesellschaft beréiert géif, do huet all Minister seng Responsabilitéit iwwerholl an Aschnëtter a sengem Budget akzeptéiert, fir datt déi Ziler, déi dëse Budget viséiert, erreecht kënne ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Fro, déi ech mer ëmmer scho méi laang stellen an déi sech besonnesch am heitege wirtschaftlechen Ëmfeld eemol méi opdrängt, ass déi, ze wëssen, wou mer hiwëllen: Welche Wuesstum brauche mer? Welche wëlle mer? A welche kënne mer iwwerhaapt nach verdroen?

Duerfir wollt ech wëssen, wéi mer dosti bei eis heibannen an och besonnesch am internationale Vergläich.

De Statsrot huet a sengem Avis en interessante Vergläich opgestallt tëschent Lëtzebuerg a sengen direkten Noperen, wat d'Evolutioun vum PIB, der interner Beschäftegung an der Masse salariale brute iwwert déi lescht néng Joer ubelaangt.

De Statsrot stellt fest, datt an där Zäitspan eise PIB bal zweemol méi séier gewuess ass wéi an eisen Nopeschlänner, datt den Emploi tëschent véier- an zéngmol méi an d'Luucht goung, an datt d'Masse salariale brute bei eis ëm 72% zougeluecht huet, an Däitschland ëm 11%, an der Belsch ëm 37% an a Frankräich ëm 35%.

An enger Etüd vun der OCDE gesi mer, datt de Bruttoduerchschnëttsloun vun engem Jonggesell an Däitschland 94%, an der Belsch nach 85% an a Frankräich nëmme méi 71% vun deem duerstellt, wéi hei bei ons am Land verdéngt gëtt. Um Nettoloun maachen dat nëmme méi 76, 70 an 72% aus. D'Leit verdéngen also bei eis brutto nëmme liicht méi wéi an den Nopeschlänner, kréien awer netto gesi vill méi eraus wéi bei eisen Noperen, well d'Sozial- an d'Steierlaaschte bei eis wesentlech méi niddreg sinn an d'Soziallaaschte jo och deelweis iwwert de Budget finanzéiert ginn.

Eng Berechnung, déi mer selwer an eiser Fraktioun opgrond vun den Donnéeën, déi mer vun der Steierverwaltung geliwwert kruten, opgestallt hunn, ergëtt, datt d'Kafkraaft bei eis am Land an deene leschten zéng Joer tëschent 37 a 49% zougeluecht huet, jee nodeem a welchem Zeenario ee sech befënnt, deen eise Berechnungen zugronn louch.

Déi Ziffere beleeën, datt et falsch ass, ze behaapten, d'Kafkraaft hätt an deene leschte Jore staark gelidden. Et geet eis allgemeng betruecht gutt, heiheem besser wéi virun zéng Joer, an am internationale Vergläich och vill besser, wéi de Leit an Däitschland, an der Belsch oder a Frankräich.

Wat wëlle mer da méi? Wéi vill wëlle mer nach wuessen? Wéi vill musse mer nach wuessen? A wéi vill kënne mer iwwerhaapt nach wuessen? Dat si meng Froen.

D'Statistiken, déi mer all säit enger Zäit kennen, behaapte jo, datt mer eng Croissance vu mindestens 4% bräichten, fir de Finanzement vun eisem Sozialversécherungssystem an Zukunft ofzesécheren, datt déi Croissance awer dofir och vun engem Beschäftegungswuesstum an därselwechter Proportioun begleet misst ginn an datt mer eng Croissance vun der Beschäftegung vu 4,5% bräichten, fir de Chômage erofzesetzen.

Aus dem Statsrot sengem Tableau geet ervir, datt eis Croissance an de leschte Jore ganz aarbechtsintensiv war, wat vun de Leit, déi eng Aarbecht fonnt hunn, jo begréisst gëtt, wat awer fir de Verkéier bei eis am

Land laangfristeg gesinn e Problem wäert duerstellen.

Wa mer also un de Wuesstumskritäre festhalen, déi mer, fir de Statistiken ze gleewen, brauchen, da stinn eis zwou Alternative vir: Entweder mir schalten eis Ausgaben, an domadder och eis Sozialausgabe mat Mooss zréck, oder eist Land développéiert sech zu enger eenzeger grousser Metropol, mat all deene Problemer, déi dat eleng um Plang vum Verkéier a vum öffentlechen Transport mat sech bréngt.

Ech si weder fir déi éischt a scho guer net fir déi zweet Alternativ. Duerfir solle mer de Wee vun der Zukunft vun eisem Land an engem Modell sichen, deen éischter op engem Wuesstum vu Plus-valuë wéi op engem aarbechtsintensive Wuesstum berout, deem Modell, dee scho meng Virgänger, d'Rapporteure Jeannot Krecké a Laurent Mosar, an hirem Bericht versicht hunn ze esquisséieren.

Eng Pist kéint déi vun engem Wuesstum sinn, deen op der Fuerschung an der Innovatioun baséiert. Vill vun deenen Avisen, déi eis zougestallt gi sinn, weisen an déi Richtung.

Duerfir begréisse mer och dee groussen Effort, deen d'Regierung um Plang vun der Universitéit, vun der Recherche a vun der Innovatioun ënnerhélt.

Här President, och de Conseil supérieur fir eng nohalteg Entwécklung, de CSDD, seet a senger Stellungnahm zur nohalteger Entwécklung vun de Statsfinanzen, datt déi zentral Erausfuerderunge fir d'Zukunft vun eisem Land dora leien:

1) fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land iwwert de Wee vun nohaltegen Investitiounen ofzesécheren, an zwar Investitiounen an d'Innovatioun, an d'Effizienz an an d'Stabilitéit;

2) datt déi mat der demokratescher Entwécklung zesummenhängend strukturell Upassunge misste maîtriséiert ginn,

3) dass eis Gewunnechten an eis Produktiounssystemer un e moderéierte Verbrauch vun den natierleche Ressourcë missten ugepasst ginn.

Den CSDD werft zum Schluss eng Rei vun Themen op, iwwert déi hien d'Responsabele vu Wirtschaft a Politik opfuerdert nozedenken. Ech ginn hei net op déi Stellungnahm vum CSDD an, well mer nach bei Geleeënheet vun der Interpellatioun, déi de Kolleeg Charles Goerens iwwert déi Stellungnahm un d'Regierung geriicht huet, am Detail an dësem Haus dorop wäerten zréckkommen.

Här President, wann een an d'Zukunft denkt, da kënnt een net laanscht d'Entwécklung vun eisem Land. E Paradebeispill vun enger gelongener Rekonversioun vun enger Industriebrooch an hirer Integratioun an déi Regioun, an där se läit, an dat am Aklang mat der Regierungspolitik, wat d'Landesplanung an déi wirtschaftlech Diversifikatioun ubelaangt, ass ouni Zweifel den Développement vum Site Esch/Belval.

Hei sinn duerch d'Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie Terraine vun enger Gesamtsurface vun 120 Hektar fräigestallt ginn, fir déi eng nei Destinatioun gesicht gouf. An enger éischter Phas gouf dru geduecht, fir de Site fir nei Industrieaktivitéiten ze reservéieren. Ënnert dem Impuls vum deemolegen zoustännege Minister fir den Aménagement du Territoire Michel Wolter gouf e Masterplang erstallt, nodeem de Site éischter eng urbanistesch Ausriichtung sollt kréien, am Sënn vun enger neier Konzeptioun vu Landesplanung nom Leitmotiv vun enger konzentréierter Dekonzentratioun.

Esch/Belval soll en neie sozioekonomeschen Zentrum als Pendant vun der Stad Lëtzebuerg ginn. D'Gesellschaft Agora gouf vum Stat zesumme mat der deemoleger ARBED gegrënnt, mam Optrag, den Terrain ze viabiliséieren a privat an öffentlech Promoteuren unzezéien, fir de Site mat wirtschaftlechen Aktivitéiten, kulturellen an administrativen Infrastrukturen a mat modernem Wunnraum ze beliewen. De Fonds Belval gouf an d'Liewe geruff, fir déi öffentlech Investissementer ze realiséieren an ze koordinéieren. E flott Beispill also vun „public private partnership".

De Projet huet awer eréischt richteg décolléiert, wéi d'Regierung décidéiert huet, een Deel vun der Uni Lëtzebuerg op Esch/Belval ze implantéieren. Déi nei Cité vun der Wëssenschaft, der Fuerschung an der Innovatioun sollt d'Kärstéck vun Esch/Belval ginn, ronderëm dat sech ekonomesch, kulturell, schoulesch a sportlech Fräizäitaktivitéiten développéiere sollen. Déi zwee Héichiewe sollen erhale bleiwen a sech als Zeie vun der Entwécklung vun eisem Wuelstand an déi nei Struktur harmonesch integréieren.

Fir landeswäit en „modal split" vu 25/75 realiséieren ze kënnen, ass envisagéiert, fir de Site optimal an den öffentlechen Transport ze integréieren, mat enger zweeter Eisebunnslinn a Richtung Findel via Lëtzebuerg, der Realisatioun vun engem Bus-Tram-Konzept fir den Noverkéier um a ronderëm de Site an dem Ausbau vum bestehende Stroossennetz iwwert d'A4 a Richtung Frankräich, mat der Liaison de Micheville.

Ëm déi 25.000 Aarbechtsplaze sollen hei geschaf ginn a Wunnenge fir 6 bis 8.000 Leit sollen um Site gebaut ginn. Esch/Belval soll, wéi scho gesot, de sozioekonomesche Pendant vun der Stad Lëtzebuerg am Süde ginn, esou wéi d'Nordstad enges Daags dee Rôle am Norde vun eisem Land iwwerhuele soll. Am Sënn vun enger neier Organisatioun vun eisem Land, vun enger Entlaaschtung vum Verkéier a Richtung Zentrum, nom Konzept, schaffen, wunnen a Fräizäit méi no mateneen ze verbannen. Esch/Belval ass e Beispill vu moderner Landesplanungsentwécklung, vu réusséierter Rekonversioun vun alen Industriebroochen a vun enger flotter regionaler a grenziwwerschreidender Integratioun. En Exemple à suivre.

Här President, ech kommen zur Konklusioun vu mengem Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent Entwécklungen an der Wirtschaft weisen dorop hin, datt mer eis a Richtung vun enger Rezessioun bewegen, nodeems mer während Jorzéngten eng bestänneg Wuesstumssteigerung erlieft hunn. D'Finanzkris, déi sech an eng Wirtschaftskris entwéckelt huet, wäert och net ongeschuer iwwer eist Land ewechgoen. D'Finanzkris ass net bei eis entstanen an eis Finanzplaz huet och net zur Entwécklung vun der Kris bäigedroen.

Et mécht awer kee Sënn an et hëlleft eis och net, an och net deenen anere Leit, fir deem engen oder aneren d'Schold an dëser Kris an d'Schung ze schëdden. Am Fong geholl si mer e bëssen alleguer schold drun, well d'Kris sech aus dem System eraus entwéckele konnt. E System, dee mer all, gewosst oder ongewosst, bewosst oder onbewosst, matgedroen hunn, well mer all gutt dervu gelieft hunn.

Déi eng hu vum System profitéiert, déi aner huet de System arrangéiert, an déi grouss Mass huet sech net dru gestéiert. Wéi schnell mer aus de Schwieregkeeten erauskommen, ka keen haut soen. Egal wéi schnell mer erauskommen, mir mussen eng Léier doraus zéien an eis seriö Gedanke maachen iwwert den zukünftegen Encadrement vun eiser Ekonomie an iwwer strukturell Ännerungen an eiser Gesellschaft. Soss huet schlussendlech d'Kris dach näischt Guddes bruecht, a meng Mamm géif an deem Fall eemol net Recht behalen.

Här President, d'Regierung huet iwwert de Wee vum Budget d'Moyenë geschaf, fir datt mer kënnen erauskommen. De Budget, dee mer hei virfannen, ass e Budget fir d'Rezessioun ze contrecarréieren an hir Auswierkungen ze amortiséieren an eis Ekonomie ze relancéieren.

Mam Risque, mech ze widderhuelen: Et ass e Budget vun der Responsabilitéit a vum Vertrauen. Et ass elo un eis alleguer ze kucken, fir datt mer déi Moyenen, déi d'Regierung eis iwwert de Budget verschaaft, och esou notzen, fir datt se hir Objektiver net verfeelen. Et hänkt dofir vun eis alleguer of, ob a wéi mer kënnen aus der Situatioun erauskommen.

Jo, mir kënnen, awer nëmmen, wa jiddfereen an eiser Gesellschaft Säint derzou bäidréit:

Wa mir heibannen drop oppassen, fir keng Texter ze verabschieden, déi der nohalteger Entwécklung vun eiser Wirtschaft onnëtz Knëppelen an de Wee leeën; wann d'Verwaltungen eis Gesetzer am Respekt vun den Texter mat der néideger Diligence an am Sënn vun enger gesonder an dynamescher Entwécklung vun eise Betriber ausféieren; wann eis Betriber vun de reglementareschen a fiskaleschen Avantagë vun eiser Législatioun profitéieren, fir hir Kompetitivitéit am Kader vun der Groussregioun ze stäerken; wann d'Banken hir Kreditbereetschaft fir Wunnengsbau a Betribsinvestitiounen elo just net verschäerfen; wann d'Loyere fir d'Geschäftslokaler keng Dimensiounen anhuelen, déi dem lokale Commerçant den Otem huelen, ier hie säi Geschäft emol opmécht; a wa mer besonnesch a schwéieren Zäiten déi Betriber mat eiser Kafkraaft ënnerstëtzen, déi bei eis am Land hir Steiere bezuelen; wa mer d'Präisser vun den Immobilien esou an de Grëff kréien, fir datt eis Kanner sech nach bei eis am Land eng Wunneng kënne leeschten; wa mer all vill manner egoistesch agéieren a virun allem méi un déi Leit denken, deenen et vill méi schlecht geet, an dat besonnesch dann, wa mer nei Fuerderungen un eis Gesellschaft stellen.

Jo, mir kënnen et schaffen, a mir mussen et schaffen. Mir mussen et, well mer et eisen Elteren, eise Grousselteren an Urgrousseltere schëlleg sinn, déi mat groussem Asaz an ënner schwéieren Aarbechtskonditiounen an ënner villen Entbierungen de Räichtum vun eisem Land geschaf hunn, deen eis Liewensqualitéit vun haut erméiglecht.

Mir mussen et, well mer eise Kanner a Kandskanner et schëlleg sinn, fir hinnen eng Ierfschaft ze hannerloossen, déi och hinnen eng akzeptabel Liewensqualitéit assuréiert. An Zukunft ass vun eis all méi Solidaritéit a manner Egoismus gefuerdert. Nëmmen esou kënne mer aus der Rezessioun eraus. Nëmmen esou kënne mer eise Modell vu sozialer Kohesioun an Zukunft assuréieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, fir deen ausféierleche Bericht.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte fir haut ukomm. Muer de Mëtteg um hallwer dräi gesi mer eis erëm. Dann héiere mer d'Ausféierunge vum Stats- a Finanzminister a vum Budgetsminister.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.02 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 12

Mercredi, 3 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
- *Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*

2. Dépôt d'un projet de révision de la Constitution
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

4. Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Michel Wolter, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Charles Goerens, M. Alex Bodry, M. Charles Goerens*
- *Vote (motion rejetée)*

5. 5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Si hätt, mä si mécht se net.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass den Exposé vum Här Statsa Finanzminister Jean-Claude Juncker zum Statsbudget fir d'Joer 2009. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewen ass wéi et ass, an dat, woumat ee sech ze beschäftegen hätt, ass net ëmmer dat, woumat ee sech beschäftege kann. An dat huet zur Konsequenz, dass déi Ried, op déi ech mech wollt seriö virbereeden, enger seriöer Virbereedung ënnerworf ginn ass, mä kenger preziser Redaktioun konnt ënnerworf ginn, well aner Evenementer een dovun ofgehalen hunn.

Ech wëll zwou oder dräi Virbemierkunge maachen, vun deenen eng ze kuerz ausfält, zwou anerer vläicht ze vill breet geroden.

Déi éischt, déi ze kuerz ausfält, ass, dee Respekt, deen ech dem Rapporteur vum Budget fir d'Joer 2009, dem Kolleeg Norbert Haupert, wëll soen. Deem seng Ried ech net mat vornehmer Distanz, mä mat intensivem Interessi nogelauschtert hunn, obschonn ech parallell mat aneren Affären, déi ee kann als Statsaffäre bezeechnen, occupéiert war.

Ech wollt him just soen a mengem perséinlechen Numm, am Numm och vun der ganzer Regierung, dass mer fannen, dass en eng extraordinär wäertvoll Aarbecht hei am Parlament virgeluecht huet. Wat mech, well ech e scho méi laang kennen, net gewonnert a verwonnert huet. Mä wat awer déi analytesch Admiratioun vun deenen, déi fir d'Statsfinanzen a fir d'Regierungsgeschäfter zoustänneg sinn, no sech zitt.

Dat war eng extrem gutt Aarbecht, där ech mäi Respekt wëll zollen. Wéi ech iwwerhaapt fannen, dass een dem Parlament soll Respekt zollen, do, wou et ëm seng essenziell Attributioune geet.

Plusieurs voix.- Très bien! Merci!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat Zweet ass, dass ech leider Gottes an der Situatioun sinn, dass ech um hallwer véier den iresche Premier muss empfänken - enfin, muss;…

(Hilarité et interruptions)

…wëll, soll an och däerf -, well e just mat engleschen, mat däitschen a mat franséische Spëtzepolitiker dës Woch zesummentrëfft. An ech fannen, dass et gutt ass, wa mir als eent vun de klengste Länner vun der Europäescher Unioun och mam iresche Premier schwätzen. Dat ass kalendaresch net anescht organisationell méiglech gewiescht. Mä Dir verstitt ganz gutt, dass ech mech dofir muss méi kuerzfaassen, wéi ech dat eigentlech wollt, mä dat soll an Ärem Interessi sinn.

Déi drëtt Remarque ass, dass mer iwwer alles dat, wat eist Land de Moment beweegt, an dat, wat d'Institutiounen duerchleeft, eis sollen op eis immédiat Aufgabe konzentréieren an déi net aus den Ae verléieren.

D'Geschicht gëtt enges Dags geschriwwen. Ech menge virauszegesinn, wéi se géif geschriwwe ginn. Mä d'Immédiatitéit vun den Evenementer verlaangt Äntwerten am Présent, an déi musse mer probéieren no Méiglechkeet zesummen an dësen Deeg ze ginn.

Mir sinn an enger aussergewéinlecher wirtschaftlecher a finanzieller an doraus resultéierender sozialer Situatioun. Mir hunn nach ni - ech weie meng Wierder -, zënter dem Ufank vun den 30er Joren, esou eng aussergewéinlech wirtschaftlech Situatioun duerchschreide missen, wéi déi, déi mer de Moment duerchschreide mussen. Dat bënnt déi wäertvollst Energië vun der Regierung, och déi talentéierst Energië vun dësem Haus, an dorop hu mer eis de Moment ze konzentréieren.

D'Geschicht kann een ëmmer an d'Zukunft eraschreiwen, mä d'Realitéit vum Moment verlaangt, well se Exigenze vum Moment produzéiert, een Handelen am Moment. Dorop solle mer eis haut an an deenen nächsten Deeg konzentréieren.

Ech si wéi anerer der Meenung, dass een och siwen, aacht, néng Méint virun de Wahlen - ech zielen dat net an Deeg an och net a Méint -, ech sinn der Meenung, dass een och e puer Méint virun de Wahlen - do geet et ëm d'Wirtschaft, geet et ëm d'Finanzen - dem Lëtzebuerger Land an de Lëtzebuerger an och deenen aneren, déi bei eis wunnen, muss d'Wourecht soen, déi ganz Wourecht.

Et huet kee Sënn, obschonn ech Verständnis derfir hunn, lénifiant berouegend Kommentaren ofzeginn an engem Moment, wou een, dat muss ech zouginn, net am vollen Ëmfang weess, wéi ee sech richteg soll de Moment an an den nächste Méint behuelen.

Ech hu geléiert, obschonn ech ni Coursen doriwwer geholl hunn, dass et net gutt ass fir een, vun deem déi aner soen, e wier de Chef vun der Regierung - ech wëllt dat wier integral esou -, dass dee soll berouegend wierken.

Ech sinn och der Meenung, dass een net däerf hektesch sinn an enger Situatioun wéi an där, an där mer sinn. Mä ech hu keng Loscht, obschonn ech weess, dass et psychologesch ëmmer méi interessant ass d'Leit ze berouegen, d'Leit un der Nues erëmzeféieren. Dat mécht kee Sënn.

D'demokratesch Responsabilitéit verlaangt, dass ee seet, wat ee mengt ze wëssen.

Ech hunn och um Enn vun där leschter Legislaturperiod, bei der Presentatioun vum Budget 2004 heibanne gesot, am Numm vun enger anerer Koalitioun - ech muss jo dauernd fir aner Gruppéierunge schwätzen -, d'Joren 2005 an 2006 géife schwéier ginn. Deemools ass mer vun der deemoleger Oppositioun entgéintgehale ginn, et soll een d'Leit net nervös maachen.

Haut, ënner ëmgedréintene Vir- an Nozeechen, gëtt mer vun der heiteger parlamentarescher Oppositioun ofverlaangt, déi ganz Wourecht ze soen. Ech halen dat fir eng gutt Démarche. D'Wourecht ass, dass mer an där déifster Wirtschaftskris stiechen zënter den 30er Joren. D'Wourecht ass, dass déi Wirtschaftskris, well se op eng Finanzkris zréckgeet, haaptsächlech de Finanzsecteur zu Lëtzebuerg touchéiert, an d'Wourecht ass, dass et kaum ee Land op der Welt gëtt, wat esou staark ofhängeg ass vun de Finanzdéngschtleeschtunge wéi Lëtzebuerg.

D'Wourecht ass ergo, dass et kaum ee Land an Europa gëtt - obschonn d'Chifferen de Moment de Géigendeel weisen -, wat esou staark wäert impaktéiert gi vun de bleiwende Schläifspure vun där Finanz- a Wirtschaftskris.

Ech soe Schläifspuren, well Schläifspuren entstinn eréischt no Bremsmanövere respektiv no Opprallereien am Strooss-everkéier. Schläifspure sinn d'Resultat vun engem Accident, dee verhënnert ginn ass, oder vun engem Accident, dee stattfonnt huet. Duerfir wonneren ech mech iwwert déi semantesch Ridiculiséierung vun där Expressioun Schläifspuren, déi ech viru Méint gebraucht hunn. Schläifspure sinn e Resultat, si sinn net den Ufank vun engem Prozess.

Mir sinn an enger Kris. Mir sinn an enger Kris, déi sech global nennt. Mir sinn an enger Kris, déi sech europäesch beschreiwe léisst, a mir sinn an enger Kris, déi Resultater zu Lëtzebuerg produzéiert, déi net positiver Natur sinn.

Ech sinn der Meenung, an déi Zuele vum prognostizéierte Wirtschaftswuesstum an der Eurozon an zu Lëtzebuerg weisen dat, dass Lëtzebuerg, e Land, wat nach net an der Rezessioun ass, ee Land riskéiert ze ginn, wat geschwënn an der Rezessioun wäert sinn. Loosse mer hei keng sementesch Debatten iwwert d'Bedeitung an d'Significatioun vu Wierder féieren.

Mir wuessen däitlech méi lues am Joer 2009 wéi mer am Duerchschnëtt vun deene leschten 20 Joer gewuess sinn. Mir kréien däitlech manner Aarbechtsplaze bäi an deem nächste Joer an am iwwernächste Joer wéi dat, wat mer an der Vergaangenheet gewinnt waren. Mir kréien e Chômage, deen am Joer 2009 an 2010 däitlech méi héich wäert si wéi deen, dee mer an de leschte Jore gewinnt waren.

Fir dat ze verstoppen, mécht kee Sënn. Fir sech domat ofzefannen, mécht och kee Sënn. Fir dorop ze reagéieren, mécht all Sënn.

Mir wäerten am Joer 2009, contrairement - an dorop kommen ech nach am Detail zréck, well dat eng seriö parlamentaresch Erausfuerderungsfro ass -, méi Defizit maache wéi deen Excédent, dee mer am Budgetsprojet fir d'Joer 2009 virgesinn hunn. Wéi vill, weess ech net. Wéi een e ka contenéieren, maîtriséieren, doriwwer hu mer bestëmmte Virstellungen.

Mir wäerte manner Wuesstum hunn am Joer 2009 wéi deen, dee mer ugeholl hunn, wéi mer am September, Oktober vun dësem Joer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten däitlech manner héich Uelechpräisser hu wéi déi, déi mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten däitlech manner Inflatioun hu wéi déi, déi mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten däitlech manner héich Zënsen an der Eurozon hunn an domat och zu Lëtzebuerg wéi deen Zënssaz, dee mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn.

Dee Budget, dee mer adoptéiert hunn an hei introduzéiert hunn den 1. Oktober 2008, ass e Budget, deen a senge fundamentalen Ausriichtungen no wéi vir Wourecht bleift, mä vun deem ee muss wëssen, dass seng Exekutioun am Detail staarken Imponderabilien ënnerworf ass. Dat ass wouer fir eise Budget fir d'Joer 2009, dat ass wouer fir all aner Budgeten, déi an der Europäescher Unioun a virun allem an der Eurozon virgestallt gi sinn.

Et gëtt mer hei eppes gesot, wat ech mat engem gewësse Mooss vun Erstaune liesen. Ech héieren dat och an den Aussoe vun eenzelne Politiker, net nëmmen aus dem Oppositiounslager: D'Regierung géif hei d'Wourecht net soen. D'Wourecht -mengen ech - iwwert d'wirtschaftlech an d'finanziell Situatioun.

Ech fannen dat eng Ënnerstellung, déi bis un de Rand vun der Beleidegung geet.

Däerf ech wann ech gelift rappeléieren, dass mer, wéi mir, den Här Minister Frieden - deen eng exzeptionell gutt Aarbecht an deene leschte Méint geleescht huet - an ech, hei de Rettungsplang fir d'Banke virgestallt hunn, gesot hunn: Ech géif mengen, déi Kris, an där mer wieren, déi wier méi schlëmm wéi d'Stolkris, déi mer an den 80er Joren haten?

Däerf ech lech drëm bieden - frëndlechst -, nozekucken, wat fir Reaktiounen dass déi Ausso provozéiert huet?

Panikmaacherei, systematesch Krisestëmmungsschürung, Krisestëmmungsschürung gedriwwen duerch de Wonsch, sozialen Ofbau zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat war esou d'Generalitéit vun de Kommentaren, déi déi Ausso provozéiert huet.

Ass haut een heibannen, dee seet, dass déi Kris, an där mer wieren, manner schlëmm wier wéi déi Kris, an där mer waren am Gesamtzesummenhang vun der Stolrestrukturéierung?

Wann een esou heibanne wier, géif ech hien ëm eng direkt Wuertmeldung bieden.

Mir sinn also der Meenung, dass déi Kris, déi mer hunn…

(Interruption)

Pardon, Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'„Tageblatt" ass net heibannen.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- D'„Tageblatt" huet och ni richteg probéiert, richteg selwer heibannen ze sinn, well, fir heibannen ze sinn, muss ee gewielt ginn. Dat geléngt engem net, wann een net

an den Escher Gemengerot kënnt. Esou kënnt ee selbstverständlech och net an d'Lëtzebuerger Chamber vun den Deputéierten.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

Une autre voix.- Här Di Bartolomeo, hutt Der eng Zwëschefro?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech kann Iech nëmme félicitéieren, dass Der dat fir e bessert Gremium verlooss hutt.

(Hilarité)

Une voix.- En ass nach net eraus.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass ze diskutéieren.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir mengt, Här Bettel, d'„Tageblatt" wier besser wéi d'Regierung?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, neen, op kee Fall!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dann hutt Der also einfach eppes wëlle soen?

(Hilarité et applaudissements)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass, just den Här Di Bartolomeo…, et kann een diskutéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hunn den Här Di Bartolomeo, deen ech als Minister, als Kolleeg an als Frënd schätzen, léiwer a menger Regierung wéi an enger Redaktioun, déi d'Regierungspolitik net am vollen Ëmfank positiv begleede kann.

(Hilarité)

Duerfir heescht et jo vum „Tageblatt", et wier eng Zeitung, déi no bei der LSAP géif stoen, an duerfir kënnt Der all Dag am „Lëtzebuerger Wort" liesen, wéisou et wouer ass, dass d'„Lëtzebuerger Wort" eng Zeitung ass, déi no bei der CSV wier... Déi eenzeg Parteizeitung, déi ech nach zu Lëtzebuerg kennen, ass de Journal vum Lëtzebuerger Vollek.

(Hilarité)

Onofhängeg vun deem, wat eis amüséierend ka streckeweis auserneendreiwen, musse mer wëssen, dass mer an enger exzeptionell graver Wirtschaftssituatioun ukomm sinn.

Ech wëll hei net, well dat géif de Kader vun dëser Debatt a vu menger Riedezäit sprengen, d'Analys maachen, wéisou a firwat dass dat geschitt ass. Déi Kris, déi Finanzkris ass an Amerika fortgaangen an deem Beräich, deen een haut, well all Mënsch weess, wourëm et sech do handelt - heiansdo froen ech mech zwar, ob dat wouer ass -, den „subprime"-Beräich nennt.

Mir hu laang gemengt an Europa - ech och -, déi „subprime crisis", déi Verschëldungskris vun den amerikaneschen Haushalter, géif aner Deeler vun der amerikanescher Wirtschaft net erreechen. Mir hu laang gemengt, nodeem déi Kris d'Realekonomie an Amerika erreecht hat, si géif Europa net erreechen. Si huet Europa erreecht. Mir waren eigentlech voll geblose mat enger gewëssener Condescendance, déi doranner bestanen huet, fir ze mengen, den europäesche Wirtschaftszyklus wier definitiv déconnectéiert vum amerikanesche Wirtschaftszyklus. En ass et erkennbar net.

Wéisou et zu där „subprime crisis" komm ass, doriwwer sinn dausend Artikele geschriwwe ginn, virun allem vun deenen, déi déi Kris net virausgesinn hunn an elo beweisen, firwat dass dat huet missen esou kommen. Kloer ass, dass eng Finanzwirtschaftslogik, déi dorop opbaut, dass ee ka Sue verdéngen, ouni ze schaffen, an dass ee ka seng Sue schaffe loossen anstatt ze schaffen, fir méi räich ze ginn, definitiv gescheitert ass.

Ech liesen heiansdo, och d'Lëtzebuerger Politik hätt am Reguléierungswiesen hir Aufgab net erfëllt.

Däerf ech drun erënneren, dass mer an Europa ëmmer zu deenen zréckhalende Kräfte gezielt hunn, ënnert där fréierer Regierung an ënnert dëser Regierung, wann et dorëm gaangen ass, deem blannen Dereguléierungswahn eng fräi Bunn ze briechen?

Däerf ech un déi vill Rieden erënneren, déi ech mat ongläichméisseg verdeelter Zoustëmmung an dësem Haus gehalen hunn iwwert déi frenetesch Dereguléierungspolitik an Europa, déi mir zu Lëtzebuerg ni esou matgemaach hunn?

Däerf ech drun erënneren, dass déi Dereguléierungsphas an enger Period an Europa entstanen ass, déi manifestement eng Regierungsmajoritéit de gauche hat, déi ganz oft deene puer, déi de droite waren, net nogelauschtert huet?

Däerf ech doraus d'Konklusioun zéien, dass ee keng primitiv parteipolitesch Schlussfolgerungen aus deem soll zéien, wat hei geschitt, ansonsten een emol historesch Rappeller kéint an d'Gesiicht geschleidert kréien, mat deenen et schwiereg wier, sech auserneenzesetzen?

D'Gauche ass net manner responsabel fir déi Kris wéi déi, déi normalerweis als Kräfte vum Zentrum oder vun der Droite beschriwwe ginn. Ech soen dat net. Ech kann dat duerch Praxis an duerch Erfahrung beweisen, dass dat esou war.

Et gëtt gesot, d'Regierung géif sech der Wourecht net stellen. D'Regierung mécht dat, well mer soen, dass mer am Joer 2009 ee Wirtschaftswuesstum wäerte kréien, dee sech - de Statec wäert dat an den nächsten Deeg publizéieren - tëschent minus 0,5 a plus 0,5% zu Lëtzebuerg wäert bewegen.

D'Regierung seet d'Wourecht, well ech Iech haut scho soen, dass mam Datum vum 19. Februar d'Europäesch Kommissioun nei Wirtschaftszuelen iwwert d'europäescht an d'lëtzebuergescht Wuesstum wäert produzéieren, déi däitlech méi niddreg si wéi déi Zuelen, déi mer bis haut kennen.

Ech ginn also dovun aus - obschonn ech dat Wuert net extrem gär hunn an obscho mer am Joer 2008 manifestement net an esou enger Situatioun waren -, dass mer am Joer 2009 entweder an d'Rezessioun kommen oder an d'Lach vun der Rezessioun kucken. Doraus musse mer Schlussfolgerungen zéien.

Mir hunn hei, de Minister Frieden an ech selwer, de Budget fir d'Joer 2009 den 1. Oktober 2008 am Parlament abruecht. Et gehéiert zu deenen net klenge Méritë vun eisem Budgetsrapporteur, dem Kolleeg a Frënd Norbert Haupert, dass hien un den Ufank vu sengem schréftleche Bericht eng Zitatesammlung gestallt huet, déi sech zesummesetzt aus Deeler vu menger Interventioun hei den 1. Oktober 2008.

Dir hutt déi alleguer nogelies an Dir hutt festgestallt, dass d'Regierung zu kengem Moment Zweifel opkomme gelooss huet iwwert d'Gravitéit vun der Situatioun an iwwert d'Mutmaassung, dass d'Situatioun sech kéint wesentlech verschlechtere par rapport zu deenen Donnéeën, déi mer haten, wéi mer de Budget am September 2008 opgestallt hunn.

All Prognosen, de Wuesstum betreffend, sinn zënterhier drastesch no ënne revidéiert ginn. Dat ass wouer fir d'Europäesch Kommissioun. Dat ass wouer fir den Internationale Währungsfong. Dat ass wouer fir d'OECD. An dat ass wouer fir vill aner Expertisen.

Ech hunn d'Erfahrung gemaach an engem schonn - wéi et jo ville virkënnt - ze laange politesche Liewen, dass ee kee blannt Vertrauen an d'Experten däerf hunn, well déi Konsensexpertise vun de leschte Joren d'Weltcommunautéit eigentlech a Richtungen ofgedriwwen huet, virun deenen ech heiansdo timiderweis heibanne gewarnt hunn, déi net gutt ware fir d'Mënschen.

Experten hin oder hier, ech brauch keng Experte fir festzestellen, dass mer an der Kris sinn. Ech brauch keng Expertise, déi mech driwwer beléiert, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an der Kris ass. Et sinn iwwer 50 Betriber a Kuerzaarbecht. Et sinn iwwer 4.000 Leit, déi all Mount 20% manner verdénge wéi dee Mount virdrun.

Wat virun allem déi sech emol solidaresch sollen iwwerleeën, déi eng geséchert Aarbechtsplaz hunn, wou Lounofbau emol net eng Anomalie ass, emol net eng Exceptioun ass, mä eng Exklusioun ass. Déi wëssen net, wéi et Leit ass, déi mat Moschwieren op d'Aarbecht ginn, well se fäerten hir Aarbecht ze verléieren, well se fäerte kuerzschaffen ze mussen, well se net wëssen, ob hire Betrib déi Kris hei iwwerlieft.

Ech bieden emol drëm, dass een e bësse Léift huet fir déi, déi net duerch d'Gesetz an de Statut protegéiert sinn. Anerer leide méi ënnert der Kris wéi déi eng. Ech hätt gären, dass déi eng Solidaritéitsgedanke genuch opbrénge fir déi aner, fir dass mer gemeinsam aus där Situatioun hei kënnen erauskommen.

Ech hunn den 1. Oktober heibanne gesot - de Rapporteur huet dat nëtzlecherweis rappeléiert -, dass d'Regierung net géif eng Politik maachen, déi géif waarden, dass eppes géif geschéien, mä dass d'Regierung eng Politik géif maachen, fir dass eppes geschitt.

Elo ass d'Fro - d'Regierung huet de Budget den 1. Oktober 2008 virgeluecht; zënterhier hu sech all Prognosen, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, verschlechtert -, ob d'Regierung déi falsch Äntwerten an hirem Budget fir d'Joer 2009 ginn huet.

Huele mer emol eng Sekonn un, eng Zéngtelsekonn, mir wiere bei der Praxis vun de leschte Jore bliwwen. Déi huet doranner bestanen, dass mer de Budget fir d'Joer duerno am Juli abruecht hunn; dat heescht, en am Mäerz, Abrëll, Mee virbereet hunn. Huele mer emol eng Sekonn un, mir hätten dee Budget einfach esou abruecht, ouni d'Investissementer staark an d'Luucht ze setzen, ouni d'Steiere staark erofzesetzen, ouni d'Solidaritéitsinstrumenter iwwert de Wee vun de Steierkreditter no uewen ze pushen. Da géif ech verstoen, wann een no der Eintrübung vum Weltkonjunkturklima, vum Eurokonjunkturklima a vum Lëtzebuerger Konjunkturklima - am September hätte mer en dann abruecht, nodeem mer en am Juli virgestallt hätten - verlaangt hätt: Dir musst dee Budget do upassen.

Hätte mer d'Investissementer net an d'Luucht gesat, hätte mer d'Steieren an där Situatioun belooss, wou se sinn, da géifen d'Gesamtstatsfinanzen am Joer 2009 mat engem Iwwerschoss vun 3,8% vum Bruttoinlandsprodukt ofschléissen. Déi Propositiounen, déi mer gemaach hunn, schléissen am Gesamtresultat mat engem Iwwerschoss vun 1,1% aus. D'Europäesch Kommissioun mengt souguer an hirem leschte Statement iwwert d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, et géifen 1,3% ginn.

Ech sinn der Meenung, dass et ee Minus gëtt am Joer 2009. Ech sinn der Meenung, dass mer een Defizit am Joer 2009 kréien. Ech wëll kengem Mënsch an der Chamber oder am Land dat verstoppen.

Mä huele mer emol un, mir hätten dat deemools esou gemaach. Wat wieren dann d'Fuerderungen haut? Da wieren d'Fuerderungen: Setzt d'Steieren erof! Setzt d'Investissementer an d'Luucht! Hëlleft deene Leit, déi sozial schwaach sinn! Baut d'Familljebetreiungsstrukturen aus! Maacht eppes a Richtung vu Betriber! Maacht eppes a Richtung vun Attraktivitéit a vun Attraktioun vun auslänneschen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg! Setzt d'Besteierung vun den Dividenden erof! Setzt d'Quellebesteierung vun de Bausparverträg erof! Maacht eppes fir de Logement!

Elo wëllt den Zoufall - mä war et een Zoufall? -, dass d'Regierung dat alles schonn an hirem Budget gemaach huet, dee se hei am Oktober abruecht huet. Firwat huet d'Regierung dat gemaach? Liest no, wann Der mer déi Frëndlechkeet wëllt erweisen, wat ech gesot hunn, wéi mer de Budget hei abruecht hunn. Dunn hu mer gesot: Mir ginn op eng Wirtschaftskris zou. A mir mussen elo, anstatt d'Hänn an de Schouss ze leeën an anstatt ofzewaarden, wat geschitt, aktiv eppes maachen, fir dat Schlëmmst ze verhënneren.

Wann een also elo behaapt, d'Regierung hätt am Oktober déi falsch Äntwert ginn, obscho mer gesot hunn, firwat dass mer déi Äntwert géife ginn. An déi war inflatiounsbedéngt, wat d'Steierpolitik ubelaangt, wéinst der héijer Inflatiounsentwécklung am Joer '08, an déi war krisebedéngt wéinst dem sech ofzeechnenden Zesummefall vun der europäescher Konjunktur.

Wann ee sech also domadder ausernee géif setzen, ouni dass d'Regierung dat gemaach hätt, géif ech d'Reaktioun verstoen, déi een haut huet. Mä well d'Regierung awer eng adequat Äntwert formuléiert huet, kann ech net erkennen, firwat dass d'Regierung hir Äntwert elo soll ëmformuléieren.

Wann ee freet, fir spéitstens Mäerz ee Budget rectifié oder rectificatif, en Nobesserungsbudget ze maachen, hunn ech duerfir - wéi soll ech soen? - ee gewëssent wëssenschaftlecht Verständnis. Ech halen dat fir keng exorbitant an total derniefte Fuerderung.

Ech weess och, wéi se entstanen ass, déi Fuerderung. Wann de President vun der LSAP seet, de Budgetsminister géif dem Land d'Wourecht net soen, kann een net verlaangen, dass d'Oppositiounsparteie soen: Dat do ass alles, wéi et soll sinn. Déi zwee ire sech fundamental, mä dat ass eng aner Saach. Ech hu mech an déi intern Reiwereien do net anzemëschen, interessëiere mech och emol net marginal derfir.

Mä wa mer elo géifen eis op de Wee maachen, fir ee rektifizéierte Budget fir d'Joer 2009 virzeleeën am Mäerz, da géif dat jo heeschen, dass mer dee Budget spéitstens Enn Januar missten an d'Prozedur ginn. Well mir hätte jo gären, dass d'Beruffschamberen, dass de Conseil d'État an alleguer déi aner sech dozou kënnen äusseren.

Ass een heibannen - wann en hei ass, soll e sech direkt erhiewen; ech sinn zu all Match bereet -, dee wierklech mengt, e géif den 18., 19., 20. Januar endgülteg alles wëssen, wat en haut nach net weess?

Ech soen, bescheide wéi ech sinn - Dir kennt meng Modestie, déi spréchwiertlech ass -: Ech weess et net.

(Hilarité)

Wann ee manner modeste heibannen ass, wann ee schonn alles weess vum Joer 2009, qu'il se lève et qu'il nous dise, wéi een da soll d'Zuelen ännere fir d'Joer 2009. Ech wéisst net, hätt ech se haut ze änneren, wéi ee se ännere misst.

Ech ginn zou, dass ech dovu manner versti wéi anerer. Mä wann déi, déi méi verstinn dovu wéi deen, deen hei schwätzt, méi wëssen, wier et gutt, wéinst der Evolutioun vun der kuerzfristeger Geschicht vum Land, wa se elo hei géifen opstoen a soen, de Wirtschaftswuesstum ass -0,28; d'Inflatioun ass 2,21; den Dollar steet 1,28; 29; de Pëtrolspräis ass 52/48.

Wann een dat weess, an een, deen e Budget rectifié am Mäerz wëllt hunn, muss dat wëssen, da soll e mer déi Donnéeën haut ginn, fir dass mer eis dat kënnen iwwerleeën a fir dass mer dat kënnen an eis Iwwerleeunge konstruktiv fir d'Weiderféierung vun der Politik abauen.

Wa keen dat weess, ech géif mengen, kee wéisst dat, well ech kenne keen an Europa - ech kennen der jo awer vill an Europa, als Obermufti vum Eurogroup -, deen déi Froe weess.

Firwat gëtt eigentlech vun der Lëtzebuerger Regierung a vu mir verlaangt, op Froen eng Äntwert ze hunn, op déi keen eng Äntwert huet? Firwat? Huet dat net vläicht domat ze dinn, dass mer am Géigesaz zu aneren ee Rendez-vous mat dem Vollek hunn am Juni, an dass een elo de Previsiounsheld wëllt spillen, ouni d'Previsiounsméiglechkeete voll ausschäffen ze kënnen, well keen dat de Moment kann?

Ech stelle just déi Fro, ech beäntwerte se net. Mä andeem ech se stellen, wollt ech se eigentlech gläichzäiteg beäntwerten. Ech muss soen, aacht oder néng Méint virun de Wahlen, ech weess net, wéi d'Joer 2009 sech am Detail ofspille wäert.

Ech weess just eppes: Mir kënnen…

(Interruption)

Wat gelift?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech weess et och net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir sidd jo onofhängeg, Här Jaerling, wat lech jo erlaabt, méi…

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dofir hunn ech awer vill Problemer manner.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Enfin, dofir hutt Der awer vill Publicitéit méi. Dir hutt vläicht Problemer manner wéi déi aner, mä vu dass Der onofhängeg sidd, hutt Der jo eng Opmierksamkeet vun de Lëtzebuerger Medien, déi ech mer heiansdo wënschen, wann ech meng Gedanke virdroen.

Dat ass net ëmmer de Fall, mä vu dass ech ganz frou mat Iech sinn, sinn ech natierlech frou, dass Dir déi Opmierksamkeet fannt, déi Der verdéngt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Oh, ech kann Iech den Trick soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Enfin!

(Hilarité)

Ech wëll Iech just soen, Här Jaerling, wa jiddweree vun eis esou trickräich wier wéi Dir, da géif et kee Parlament méi

ginn, da géif et just nach 60 Deputéierte ginn.

Wann also jiddwereen esou wier wéi Dir - ech wëll awer net dem Här Gibéryen seng Ried hei halen; hien huet lech dat wahrscheinlech scho gesot; ech kämpfe jo och net fir dat permanent Iwwerliewe vun der ADR -,…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech lauschteren lech léiwer no wéi him.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat kann ech och souguer ganz gutt verstoen!

…mä wa jiddwereen nëmmen dat mécht, wat hie selwer fir richteg fënnt, da fënnt d'Politik an dësem Land net méi statt.

D'Demokratie ass, de Wëlle vun der Majoritéit ze respektéieren an un der Wëllensbildung vun der Majoritéit deelzehuelen. Dat ass méi ustrengend, wéi fir sech eleng a sengem Eck de Ball ze spillen.

(Interruption)

Jo, wësst Der, ech hu vill Sënn fir meng eegen Onofhängegkeet. A wann hei am Land alles géif esou goen, wéi ech et gären hätt, da géif villes anescht goen, mä da géif awer näischt méi goen. Da géif näischt méi goen!

Et muss ee bereet sinn als Demokrat, un der Wëllensbildung vun der Majoritéit deelzehuelen. Dat bedéngt ee grousse Verzicht op egozentresch Iwwerleeungskreesser, mä dat ass wat d'Force vun der Demokratie mécht: «Sans compromis, il n'y a pas de démocratie.»

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Onofhängeg vun all deem, sinn ech der Meenung, dass d'Regierung an hirem Budgetsentworf fir d'Joer '09 déi richteg Äntwerte formuléiert huet.

Wat maache mer an deem Budget 2009?

Och scho mat Bléck op d'Kris an obscho mer net déi total Déift vun där Kris virausgesinn hunn, wéi keen aneren an der Welt a wéi keen aneren an Europa: Mir soen, mir probéieren eng lëtzebuergesch Äntwert op d'Kris. Ech wëll zu där lëtzebuergescher Äntwert op d'Kris eppes soen.

Keen heibanne soll mengen, mir kéinten eng hausgemaachte Wuesstumspolitik an ee Wuesstumsresultat zu Lëtzebuerg produzéieren, wann de Rescht vun der Euro- a vun der Weltekonomie sech réckleefeg entwéckelt. Een, dee mengt, mir kéinten zu Lëtzebuerg hausgemaachte Wuesstum produzéieren, während ronderëm eis alles zesummebrécht, deen iwwerschätzt d'Méiglechkeeten an d'Potenzialitéiten an d'Virtualitéiten an d'Energiebündelunge vun dësem Land.

Dat kënne mer net. Ayons la modestie de l'avouer.

Mir kënne keng Wuesstumspolitik eleng zu Lëtzebuerg entfachen, wann de Rescht vun der Welt de Kriibsgang - wirtschaftspolitesch betruecht - geet.

Mir kënnen zwou Saache maachen. Mir hunn, wat d'europäesch Makroekonomie ubelaangt, Influenz an den europäesche Gremien, besonnesch an deenen, déi d'Eurozon betreffen, dat heescht den Eurogroup.

Firwat mengt Dir, dass ech mech mat Energie derfir verwenden, dass mer eng europäesch Äntwert op d'Automobilkris mussen entwerfen?

Éischtens, well ech fannen, an dat ass meng Aufgab do, dass dat am Intérêt vun der europäescher Ekonomie ass. Zweetens, well ech fannen, dass dat am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Mir hunn e puer Dose Betriber, déi der europäescher Automobilindustrie zouschaffen. Déi, déi schreiwen a soen, wa mer d'Vollindexéierung géifen afëieren, da géifen d'Betriber zwar e bëssen am Ufank misse bezuelen, mä herno géifen d'Leit, déi jo méi Kafkraaft hätten, bei hinnen akafen, si jo vun enger Naivitéit beschloen, déi kee Wuert vun deem, wat bis haut Agank an d'Ëmgankssprooch fonnt huet, genügend vun der Naivitéit hier ka beschreiwen.

Keeft ee Lëtzebuerger Blech? Keeft ee Lëtzebuerger Ersatzartikelen an Detailartikele fir d'Autoen? D'europäesch Automobilbranche keeft dat. Wat fir ee Lëtzebuerger huet fir d'lescht bei Husky akaaft?

Wat soll dee Blödsinn, esou ze maachen, wéi wa mir total lassgeléist wiere vun all deem, wat europäesch a weltwirtschaftsméiglech betruecht d'Realitéitslinne vun haut ausmaachen?

Mir kënnen also keen eegene Wuesstum produzéieren.

Mir kënnen eng Politik maachen, déi aus zwee Deeler besteet, oder dräi. Mir kënnen eng Politik maachen, déi, well se gescheit ass, well se zukunftsperspektivesch orientéiert ass, d'Startchancë vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, d'Wuesstumspotenzialchancë vun der Lëtzebuerger Wirtschaft no uewe korrigéiert; wann déi Wirtschaftskris hei - ech mengen, dass se laang dauert - enges Daags eriwwer ass a mer a bessere Startpositioune kënne fortlafen, wéi déi meescht vun deenen aneren, vläicht och wéi all déi aner.

Duerfir huet d'Regierung décidéiert, wat ech och schonn an der Finanzkommissioun explizéiert hat - wat erëm explizéiert, firwat dass eenzel politesch Parteien dat elo als Fuerderung presentéieren, wat ech deemools als Propositiounen an der Chamberskommissioun avancéiert hat -, fir ee ganze Koup vun öffentlechen Investissementer no vir ze zéien.

Mir steigeren d'öffentlech Investissementer par rapport zum leschte Joer. Mir steigere se ëm 30% par rapport zum Joer 2007. Mir si bereet, andeem mer an de Reserve schäffen, déi mer ugeluecht hunn, duerch eng contestéiert, mä nevertheless virsiichteg Politik vun de leschte Joren, Investissementer no vir ze zéien. Ech wëll lech soen, wat fir eng. Net am Detail.

Mir zéie vir am Joer 2009, alles, wat mer fir déi nächst dräi Joer virgesinn haten am Beräich vun der Renovatioun, am Beräich vun der Reparatioun, am Beräich vum Entretien. Firwat?

Dir kritt, wéi ech, vill Bréiwer, vläicht manner, mä awer och vu mëttelstännege Betriber, deenen hire Carnet lues a lues eidel gëtt, déi riskéieren am Joer 2009 faillite ze maachen, déi riskéieren am Joer 2009 oder am Joer 2010 zouzemaachen. Wann ee klenge Betrib, e klenge Schlessereibetrib, e klengen Usträicherbetrib, e klenge Schräinerbetrib am Joer 2009 muss zoumaachen, well e keng Opträg méi huet, dann ass deen definitiv fort. Keen Usträicher, kee Schräiner, kee Schlesser, keen Installateur, keen aus dem Beräich vum Sanitär hält am Joer 2009 op a fänkt am Joer 2011 erëm un, wann d'Wirtschaft erëm duerchstart. Neen! Déi Betriber, déi fort sinn, déi sinn endgülteg fort a si ginn ersat duerch Betriber, déi aus dem Ausland kommen.

Wat seet engem net d'Ordnungspolitik? Déi hëlleft engem ni, wann et seriö gëtt. Net d'Iwwerzeegungen, déi hëllefen engem nëmme wéineg, wann et seriö gëtt. Wat seet engem de gesonde Mënscheverstand? Mir mussen derfir suergen, dass déi kleng Betriber zu Lëtzebuerg erhale bleiwen, fir iwwert déi Duuschtstreck ewechzekommen, déi duerch d'Wirtschaftskris an Europa an an der Welt entsteet. Duerfir zéie mer all déi Aarbechte vir an d'Joer 2009, déi vu klenge Betriber kënne gemaach ginn, vu klenge Betriber heiheem, vu klenge Betriber aus der Groussregioun, mä virun allem vu klenge Betriber heiheem, fir dass se hir Aarbechtsplaze kënnen halen.

Mir wëlle verhënneren - duerch eng aktiv, cibléiert Wirtschaftspolitik, duerch eng aktiv, cibléiert Baurenovéierungspolitik, duerch eng aktiv, cibléiert Energieersatzofferte par rapport zu deem, wat mer haut hunn, duerch eng cibléiert Reparatur- a Renovatiounspolitik -, dass Aarbechtsplazvernichtung stattfënnt, an dass Betribsvernichtung stattfënnt zu Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat mer kënne maachen, fir eise Betriber ze hëllefen, fir dass dat, wat normal ass an Zäite vu wirtschaftlechem Réckgang, nämlech hir Disparitioun, net stattfënnt, well mer net akzeptéieren, politesch net akzeptéieren, wirtschaftlech net akzeptéieren, akommespolitesch net akzeptéieren, soziologesch net akzeptéieren, dass elo déi kleng Betriber déi Éischt sinn, déi an dëser Period vu Wirtschaftsréckgang verschwannen.

Well mer och wëssen, dass de Mëttelstand besonnesch wirtschaftsdynamesch ass, besonnesch aarbechtsplazschafend ass, a well mer och wëssen, dass déi kleng Patronen, am Géigesaz zu deene groussen, wéi mer dës Deeg kënne liesen, net als éischte Reflex hunn, d'Leit erauszegeheien, mä als éischte Reflex hunn, d'Leit dobannen ze behalen an hire Betriber, duerfir wëlle mer deene klenge Betriber zu Lëtzebuerg, déi tëschent fënnef an zéng an 20 a 50 Leit sinn, d'Méiglechkeet ginn, iwwert d'Virzéie vun öffentlechen Aarbechten a verschiddenste Beräicher, Aarbechten ze hunn, déi hinnen et erlaben, normal kënnen ze schaffen, an déi hinnen et erlaben, hir Leit a Beschäftegung kënnen ze halen.

Dat Zweet, wat mer maachen, ass, dass mer d'Hëllef, déi d'Betriber kréien, wa se Leit astellen, déi aarbechtslos sinn, ganz staark an d'Luucht setzen. Haut kann een, stellt een ee Mënsch an, dee keng Aarbecht huet, als Betrib 10% vum Bruttoloun als staatlech Subventioun kréien. Keen anert Land huet iwwregens esou e System. Dat setze mer op 15% erop.

Firwat maache mer dat? Mä an der Erwaardung, dass déi Leit, déi entlooss ginn - well d'Wirtschaftskris déi ass, déi se ass, well d'Sozialkris déi ass, déi se ass -, séier an anere Betriber eng Aarbecht fannen, an dass déi Patronen, déi se astellen - well mer hinnen hir Aktivitéite jo erhalen duerch staatlech Interventioun an Investissementsinvestitioun -, déi Leit kënnen astellen, begleet vun enger staarker finanzieller Hëllef duerch d'öffentlech Hand.

Ass dat eng lëtzebuergesch Äntwert op d'Kris, dass elo all Betriber, déi, well se fäerten, si hätten net méi genuch Aarbecht, entloossen, dass ëmmer méi Leit an de Chômage kommen, dass ëmmer méi Leit an de Chômage partiel kommen, dass ëmmer méi Leit manner verdéngen, dass mer mengen, ëmmer méi Leit, déi manner verdéngen, géife gradesou vill konsuméieren, wéi wa se nach méi géife verdéngen, oder ass d'lëtzebuergesch Äntwert net déi Offerte vun der Regierung?

Mir hëllefen dem Mëttelstand, mir hëllefen dem Handwierk, mir hëllefen dem Commerce, fir dass se hir Aktivitéiten op d'mannst op deemselwechten Niveau kënnen halen. Mir hätte gären, dass se d'Leit net géifen entloossen, a wann et net anescht geet, hätte mer gären, dass anerer, déi virukommen, well de Stat hëlleft, déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, astellen, andeem se 15% Bruttolounbedeelegung vum Stat kréien. Ass dat net eng Offerte fir d'national Communautéit, fir hei net anzebriechen?

Ass et net noutwendeg a Momenter, wou et méi schwiereg ass, ze soen, déi eng mussen e bësse verzichten, fir dass mer alleguerten eng Aarbecht hunn, an déi, déi eng Aarbecht wëllen, mussen, well mer de Betriber Sue bäiginn, gehollef kréien eng Aarbecht ze kréien? Oder soe mer: Ech sinn ee fir mech, mech interesséiert net dat, wat ronderëm mech geschitt, mir ass alles egal, wat mam Land geschitt, mir ass et egal, ob aner Leit eng Aarbecht hunn? Oder ass net vläicht de Moment komm, well mer jo ëmmer gäre vu Solidaritéit schwätzen, Nationalfeierdag an op aneren Deeg, fir praktizéiert a praktizéierend Solidaritéit vun deenen enge par rapport zu deenen aneren ze üben? Ech menge schonn, dass dee Moment komm wier.

Mir setzen d'Steieren erof. Do kann ee laang driwwer streiden, ob dat eng Steierentlaaschtung oder eng Steierupassung ass. Wësst Der, wann déi Däitsch - ech weess net, awéifern dass Dir dat parteipolitescht Liewen do verfollegt an den Nopeschlänner, ech menge schonn e bëssen, wann ech eenzel Bicher liesen, schénge mer jo do Influenzen an der Terminologie ze sinn - géifen haut, wat se net maachen, d'Steieren tëschent néng an 11,5% erofsetzen, da géif jo e germaneschen „Uff" duerch Europa goen a soen: Enfin huet eng Regierung bekäppt, wourëms et geet! Wann aner Regierungen an Europa dat géife maachen, da géif dee germaneschen zu engem kontinentalen „Uff" ginn.

Ech presidéiere jo deen Eurogroup ëmmer manner gär, mä et muss ee villes presidéieren, wat ee fréier léiwer hat wéi haut. All Regierunge sinn eigentlech dergéint, Steiererliichterungen ze maachen. Mir haten eng grouss Péng, den Här Krecké an ech, am Eurogroup de leschte Méindegowend ze erklären, dass mir géife Steiererliichterungen zu Lëtzebuerg maachen. Déi soen: Anstatt Steiererliichterungen ze maachen, firwat verzicht Dir net dorobber an Dir maacht esou vill Investissementsausgabe méi, wat jo méi streckenführend ass an d'Zukunft? Do hu mer gesot, mir wieren der Meenung, dass een d'Kafkraaft misst stäerken.

Mir haten am Mee heibannen ugekënnegt, dat wiere 6%. Mir hunn elo 9% Tarifadaptatiounen ugekënnegt an 11,5% Gesamtsteierofsenkung. Dat ass ee beträchtleche Montant, dee mer Steierofsenkung maachen. Ob dat elo Steiererliichterung heescht oder Steierupassung, dat ass mir relativ egal. De Leit iwwregens och. Dat sinn där Millioune vill. Dat sinn e puer honnert Millioune méi Kafkraaft fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, a fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Mir hu se cibléiert gemaach.

Et gëtt ëmmer vun der Politik verlaangt, besonnesch wann et ëm d'Sozialpolitik geet, méi selektiv ze sinn. Ech fannen, dass, wann et ëm d'Steierpolitik geet - wat fir mech ee sozialen Ëmverdeelungsprozess ass, dat ass den Objet vun der Steierpolitik -, déi och selektiv gemaach muss ginn. Mir verwandelen den Arbeitnehmerfreibetrag an een Nettosteierkredit. 300 Euro d'Joer fir jiddwereen. Déi komme bei déi 922,5 Euro, déi elo monatlech ausbezuelt ginn, wat och wichteg ass, vum Kannerbonus derbäi. Dat mécht iwwer 1.200 Euro fir e Mindestlounbezéier, deen ee Kand huet.

Wa mer nëmme Steierpolitik maachen, wa mer der Steierpolitik kee sozialen Akzent ginn, hunn déi Leit dovun, vun alle Steiererliichterungen, guer näischt. Mat der Politik vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun kritt e Mindestlounbezéier am Joer 2009 1.200 Euro méi duerch sozial- a steierpolitesch Interventiounen. Derbäi kënnt nach, dass de Mindestloun am Joer 2009 erhéicht gëtt, wat och ee ganz beträchtleche Montant a sengem Gesamtimpakt wäert ausmaachen, grad wéi d'Aféierung vun engem Rentnersteierkredit, dee 35 Millioune kascht, dee vun de Mindestlounbezéier kascht 55 Milliounen Euro. All Mindestlounbezéier, all kleng Rentner kréien duerch d'Kombinatioun vun der Mindestlounerhéijung 2%, a vun dem Ajustement vun de Renten a Pensiounen 2% plus derbäi, duerch d'Steier- a Sozialpolitik, a mir stäerken domat d'Kafkraaft vun deenen Deeler vun eiser Bevölkerung, déi méi een ausgeprägte Konsumhang hu wéi déi, deenen et besser geet wéi deenen, déi näischt hunn, quitte dass se sech onendlech méi bekloe wéi déi, déi näischt hunn, a leider Gottes heiansdo vill ze vill Gehéier fannen.

Wa mer also selwer keen hausgemaachtend Wuesstum kënne produzéieren, wat ass dann d'Aufgab vum Budget a vun der staatlecher Politik?

Déi besteet doranner, fir an eisen internationale Kontakter - den Eurogroup ass do vu grousser Hëllef - fir eng europäesch Relance ze suergen, déi zum Gudden ass vun eisem Land.

Mir exportéieren 179% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Mir importéieren 140% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Mir exportéiere vun all deem, wat mer exportéieren, 86% an d'Eurozon. Et muss also d'Aufgab si vun der Lëtzebuerger Politik, „Euro-Influenz" ze hunn, fir dass do d'Saachen erëm an d'Gäng an an d'Spur kommen. Dat musse mer maachen. An heiheem kann eis Aufgab nëmmen doranner bestoen, fir Investissementer ze maachen op engem staarken Niveau, déi eis et erlaben, besser duerchstarten ze kënnen, wann d'Kris eriwwer ass.

Duerfir och déi nei Investissementer am Breetbandberäich, am IT- an am E-Beräich, fir déi de Minister Schiltz zoustänneg ass; duerfir nei Investissementer am Beräich vun der Ëmwelt, fir déi de Kolleeg Lux zoustänneg ass. Eng Ëmwelt, déi an der Rei ass, ass e Standuertvirdeel an deenen nächsten 20 Joer; eng Ëmwelt, déi net an der Rei ass, ass e Standuertnodeel an deenen nächsten 20 Joer.

Dohier eist Beméien, fir d'Recherchekreditter, fir déi den Här Biltgen an d'Madame Modert zoustänneg sinn, massiv an d'Luucht ze setzen; dohier eist Beméien, fir d'Kreditter fir d'Universitéit massiv an d'Luucht ze setzen; dohier eis Beméiung - d'Madame Jacobs ass en charge dovunner -, fir d'Kannerbetreiung staark auszebauen - dat ass jo an dëser Legislaturperiod am duebele Rhythmus geschitt wéi an der leschter Legislaturperiod - an déi Kannerbetreiung méi bëlleg fir jiddwereen ze maachen.

Alles dat zesumme weist, dass mer zukunftsorientéiert Wuesstumspolitik maachen. Woubäi ee sech zu Lëtzebuerg - ech widderhuele mech - d'Illusioun net däerf maachen, mir kéinten hei eng eegestänneg hausgemaachte Wuesstumspolitik maachen.

Mir kënnen de Leit hëllefen, dass déi Wirtschaftskris, an där mer sinn, hir individuell Liewensverhältnisser net op d'Kopp gehäit. Mir kënnen derfir suergen, dass hir Kafkraaft erhale bleift. Wann d'Leit gutt inspiréiert wieren, géife si och derfir suergen, dass hir Kafkraaft sech ënner Form vun Ausgaben zu Lëtzebuerg weist, an net ënner Form vun Ausgaben op anere Plazen an der Groussregioun an Europa.

Mir hunn dee Budget realistescherweis esou gemaach, dass mer d'Akommessteier, d'Taxe d'abonnement an d'Lounsteier no ënne revidéiert hu par rapport zu de Recettëstänn vum Joer 2008.

Mir hätte gären, dass déi staatlech Investissementspolitik, déi mer no uewe revidéieren, och vun de Gemenge matgemaach gëtt. D'Gemenge solle wëssen, dass d'Joer 2009 e Joer ass, wou se méi Defizit kënne maachen, wéi se dat normalerweis gewinnt sinn, ënner Berücksichtigung vun all deenen Defizitausgläichsrechnungen, déi d'Gemengen ëmmer musse maachen.

Déi Investissementspolitik, déi muss ugekuerbelt gi wéinst der Augmentatioun vun den Zukunftschancen, ass net nëmmen eng staatlech Aufgab, et ass och eng kommunal Aufgab. Den Innenminister wäert dat an den nächsten Deeg duerch eng diesbezüglech Circulaire ganz däitlech maachen.

Ech résuméieren: Mir kënnen d'Weltwirtschaftskris net annulléieren. Mir kënnen d'Eurowirtschaftskris net an hiert Géigendeel verkéieren. Mir kënnen derfir suergen, mir mussen derfir suergen, mir hunn derfir ze suergen, dass d'Répercussioune vun der Wirtschaftskris op déi individuell Liewensverhältnisser vun de Lëtzebuerger keng negativ Konsequenze produzéieren, nämlech doduerch, dass mer hir Kafkraaft erhalen, nämlech doduerch, dass mer d'Solidaritéitsinstrumenter verbreederen a verstäerken, nämlech doduerch, dass mer deene klenge Betriber zu Lëtzebuerg supplementar Opträg doduerch verschafen, dass staatlech Investissements- an Interventiounspolitik méi däitlech cibléiert gëtt op déi kleng Betriber, mä net nëmmen op déi, well mer och am Beräich vum Déifbau a vum groussen a vum héijen, vum extrem héijen Héichbau wëllen alleguer déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore programméiert hunn, op d'Joren 2009 an 2010 virzéien, esou zwar, dass d'Investissementer, déi mer am Joer 2009 maachen, wahrscheinlech tëschent 50 an 100 Milliounen Euro méi héich leien, wéi déi Investissementer, déi mer am Budget vun der Administration publique ausweisen.

De Budget vun der Administration centrale verännert sech doduerch net, well mir brauche keng Dotatiounen an d'Luucht ze setzen. Mä vu dass duerch d'Maastricht-Theorie déi effektiv getätegt Dépensë gekuckt ginn, vergréissere mer eisen Defizit selbstverständlech ëm deementspriechend Montanten. Dat muss ee kënnen akzeptéieren.

Firwat hu mer de Projet vum Budget fir d'Joer 2009 net geännert? Well ech spiere jo déi Kritik a ville Milieuen. Fir d'éischt seet jiddwereen, très bien, Investissementer, ganz gutt Steiererliichterungen, ganz gudden Ausbau vun de Solidaritéitsinstrumenter, ganz gutt Ofsécherung vun Aktivitéiten an der Ekonomie. An dann no dräi Woche seet jiddwereen: Ass dee Budget do nach richteg?

Ech soen Iech hei, dee Budget ass net méi ganz richteg. Well d'Previsioune fir d'Wirtschaftswuesstum zënter dem September 2008 bis gëschter Owend néngmol geännert hunn, well d'Europäesch Kommissioun den 19. Januar nei Previsiounen, Wuesstumsprevisioune fir d'Eurozon a fir Lëtzebuerg wäert maachen, déi net esou sinn, dass Lëtzebuerg 1,2% wäert wuessen, mä déi éischter bei deene Previsioune vun der OECD tëschent -0,5 a +0,5% wäerte leien.

Wat ass dann d'Äntwert vun der Politik dodrop? Mir mussen dat jo seriö diskutéieren heibannen.

Solle mer d'Steieren net erofsetzen? Qu'on me le dise! Ech géif et entre-temps falsch fannen, fir se net erofzesetzen, mä ech stelle just fest, keen anert Land setzt se erof.

Solle mer d'Investissementer kierzen? Solle mer dee Supplément vun Investissementer, dee mer virzéien, net virzéien, mä einfach an de Joren 2011, 2012 loossen? Oder ass et net méi gescheit, se virzezéien, se elo ze maachen, well eis Betriber keng Aarbecht hunn, a se dann an de Joren 2012 an 2013 net méi an deem Ëmfang ze hunn an domat also am Budget ze wannen? Obschonn eis da gesot wäert ginn, dass mer elo d'Investissementer - falls mer nach dobäi wieren, dat ass jo och nach net ganz sécher - erëm géifen erofsetzen.

Solle mer elo higoen an de Mindestloun net erhéijen? Well dat huet och Répercussiounen op de Budget. Vill Budgetsartikelen hänken um Mindestloun.

Solle mer de Renten- an de Pensiounsajustement net maachen? Villes am Budget hänkt dodrun.

Solle mer keen Accord salarial duerchzéien? Mir hunn een ofgeschloss an der Fonction publique vu +1,5%.

Solle mer de Schoulmeeschteren, déi méi musse schaffen, hire Complément ënner Form vu Pai net ginn?

Solle mer - an dat ass en essenzielle Punkt - déi automatesch Stabilisateuren net spille loossen?

Mir sinn eis an der Eurozon eens, all Staten, déi Haushaltsmargen hunn; a Lëtzebuerg, opgrond vun den Tripartite-Décisiounen a Gesetzer, déi deelweis souguer eestëmmeg heibanne gestëmmt gi sinn, an opgrond vun der virsiichteger Budgets- a Finanzpolitik, huet Margen.

Solle mer déi elo net ausnotzen? Solle mer spueren an d'Kris eran? Oder solle mer an d'Kris eran investéieren, fir eis Startméiglechkeeten ze verbessere fir deen Dag, wou d'Kris eriwwer ass?

Solle mer d'Solidaritéitswierk an d'Solidaritéitsinstrumenter um Knéi zerbriechen, anstatt se viru wierken ze loossen?

Mir sinn eis eens, dass d'automatesch Stabilisateure spillen. Kee Mënsch zu Lëtzebuerg weess, mengen ech, wat automatesch Stabilisateure sinn.

Wat ass dat? Dat besteet doranner, wann d'Steieren zréckgi wéinst der Konjunktur, d'Ausgaben normal lafen ze loossen, anstatt d'Ausgaben ze kierzen an domat weider konjunkturabriechend Effekter an der Gesamtpolitik ze provozéieren. Dat kann een, wann een Haushaltsmargen huet, a mir hunn där. Net am Statshaushalt, mä an de Gesamtfinanzen hu mer Margen zu Lëtzebuerg.

Ech ginn Iech e Beispill. Mir hu jo enorm vill Leit elo am Chômage partiel. Ech fannen, dass et iwwregens wéineg Opreegung zu Lëtzebuerg provozéiert, dass mer elo 4.000 Leit hunn, déi all Mount 20% manner verdéngen. Déi meescht schaffen hei a wunnen net hei, duerfir ass dat e bësse méi mitigéiert. Déi kleng Fortis-Aktionäre suerge fir méi Opreegung wéi déi 4.000 Aarbechter, déi 20% manner Pai hunn.

(Interruption)

De Chômage partiel gëtt bezuelt vum Fonds pour l'Emploi. De Fonds pour l'Emploi gëtt dotéiert mat dem Impôt de solidarité a mat dem Produkt vum Impôt de solidarité. Esou kloer wéi d'Amen am Gebiet ass, wa mer manner Aarbechtsplaze schafen d'nächst Joer wéi dëst Joer, kënnt manner Impôt de solidarité eran, an d'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi, notamment wat de Chômage partiel ubelaangt, ginn exponentiel an d'Luucht, vun 1 op 50 Milliounen Euro wahrscheinlech.

Automatesch Stabilisateuren heescht, ech akzeptéieren, dass d'Steieren zréckginn, ech akzeptéieren, dass d'Dépensen an d'Luucht ginn. An ech kierzen d'Dépensen net, well ech soss grousse Schued am Wirtschafts- an am Sozialgefüge erbäiféieren an domat eigentlech wuesstumsbriechend sinn.

Wann een dat akzeptéiert, wann een akzeptéiert, dass déi sozial Solidaritéitsintrumenter méi deier ginn, well d'wirtschaftspolitesch Effizienz ofhëlt, muss een akzeptéieren, dass ee kann am Joer 2009 een Defizit kréien, obscho mer elo mengen, laut den Donnéeë vun der Kommissioun an eisen eegenen, dass mer géifen en Excédent realiséieren. Wat ech entre-temps selbstverständlech net méi gleewen, well ech mengen, dass mer am Joer 2009 een Defizit hunn.

Wa mer déi automatesch Stabilisateuren awer net spille loossen, kierze mer d'Entschiedegung vum Chômage partiel, kierze mer d'Indemniséierung vun der Aarbechtslosegkeet, kierze mer eng Rei vu sozialen Transferten, kierze mer domat also och d'Kafkraaft vu Leit, déi souwisou schonn ofgeholl huet doduerch, dass se net méi hir voll Pai hunn, well se net méi kënne voll schaffen.

Ergo geet alles a leschter Instanz ëmmer erëm ëm déi essenziell Notioun vun der sozialer Solidaritéit an enger Gesellschaft. D'Regierung steet dozou: méi Investissementer fir besser duerchstarten ze kënnen, wa mer erëm an d'Fassong kommen; Steiererliichterungen, fir d'Kafkraaft op d'mannst ze stabiliséieren, wann net souguer ze vergréisseren - si ass an deene leschte puer Joer geklommen, géint deem, wat anerer soen -; derfir suergen, dass déi Steierzueler, déi keng Steierzueler sinn, well se net genuch verdéngen, gläichzäiteg déiselwecht Steieravantagen an Nettoform kréie wéi déi, déi méi verdéngen.

Elo gëtt gesot: Budget rectifié. Ech mengen net, dass dat eng gutt Iddi wier. Mä ech mengen, dass d'Parlament awer ee Recht drop huet, am Laf vum Joer 2009 Zuelen ze kréien, déi vérifiabel sinn, insofern se kënne vérifiabel si bis zu deem Moment. An duerfir meng Propositioun. Mä well ech muss fortgoen, well den iresche Premier kënnt, wäert den Här Frieden dat - ech soen him dat elo hei - aktiv verteidegen. Meng Propositioun wier - ech soen och dem Charles Goerens dat als Chef vun der liberaler Fraktioun -, fir iwwert de Stabilitéitsprogramm, wann d'Regierung deen zu Bréissel areecht, eng parlamentaresch Debatt ze féieren.

Mir musse bis un d'Enn vum Joer, Mëtt Januar, een Addendum zum Stabilitéitsprogramm virleeën. Dat ass nei. Dat hu mer dës Woch am Eurogroup décidéiert. D'Kommissioun begutachtet deen, mécht den 19. Januar nei Previsiounen iwwert de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg a mécht am Mäerz Recommandatioune fir Lëtzebuerg, wat déi zukünfteg Féierung vun de Statsfinanzen ubelaangt.

Ass et net méi sënnvoll, anstatt ee legislative Prozess a Gang ze setzen, dee kee Resultat ka produzéieren, well mir mussen en Enn Januar a Gang setzen, iwwert d'Zuelen ze diskutéieren an iwwert d'Reaktioun vun der Kommissioun a vun den europäesche Finanzministeren, an op déi Zuelen hei am Mäerz, Abrëll anzegoen, well ech där Debatt net wëll aus de Féiss goen? De Budget gëtt mat Sécherheet net esou ofgeschloss, wéi en elo gestëmmt gëtt, well mer d'automatesch Stabilisateure spille loossen a well mer d'Investissementer no vir zéien. Solle mer dat dann net hei am Mäerz, Abrëll diskutéieren? Dat musse mer dann zesumme kucken.

Ech sinn insgesamt der Meenung, dass d'Regierung, wann d'Parlament deem zoustëmmt, hei e groussen Honnerte-Millioune-Programm zur Verfügung stellt: fir méi Investissementer; fir Steiererliichterungen, déi d'Kafkraaft stabiliséiere respektiv stäerken; fir déi absolut Stäerkung vun der Kafkraaft vun deenen akommesschwaache Kategorië vun der Bevölkerung; fir eng Verbëllegung vum Logement, well mer do op 20 Millioune Steiereinnahme verzichten; fir eng Verbesserung vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Well mer d'Kierperschaftssteier erofsetzen, well mer d'Dividendëbesteierung erofsetzen, well mer duerch d'Erhéijung vum Mindestloun - déi mécht 38 Milliounen Euro aus - an d'Erhéijung vun de Renten a Pensiounen - dat mécht 51,7 Milliounen Euro aus - ee Gesamtpak, deen ech hei net wëll chiffréieren, well ech den Zuele wéineg Charme kann ofgewannen, op den Dësch leeën, deen eng Interventioun staatlecher Natur an d'Wirtschafts- an an d'Sozialgeschéie produzéiert am Endresultat, déi däitlech iwwer 2% vum Bruttoinlandsprodukt läit, déi sozialen Zouschnëtt huet, déi responsabelen Zouschnëtt huet, well se wirtschaftspolitesche Considératiounen ënnerworf ass, déi eigentlech der sozialer Maartwirtschaft erëm hiert Recht erëmgëtt an dem politesch normative Prozess d'Prioritéit erëmgëtt; während d'Moud vun der Zäit jo war, fir der Politik d'Recht ofzespriechen, nach an der Wirtschaft an am Sozialgefüge kënnen ze intervenéieren.

Ech sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fundamental dervun iwwerzeegt: a) dass mir d'Wirtschaftskris an der Welt an an Europa net kënne behiewen, b) dass mer eis Influenz an Europa musse geltend maachen, fir derzou bäizedroen, dass d'Wirtschaftsgefüge erëm zolidd gëtt an dass d'Wirtschaftsdynamik erëm zouhëlt, c) fir derfir ze suergen, dass d'Konsequenze vun der Wirtschaftskris an Europa, vun der Rezessioun, déi op Lëtzebuerg zoukënnt, déi individuell Liewensverhältnisser vun de Lëtzebuerger net negativ beaflossen, a fir d) derfir ze suergen, dass dës Kris och heiheem als eng Chance begraff gëtt, fir eis Startméiglechkeeten den Dag vun der Reprise wesentlech ze verbesseren, fir eist Wuesstumspotenzial ze augmentéieren a fir d'Chancë vun eisem Land méi grouss ze maachen.

Dës Kris, Här President, déi werft eis zréck. Et ass d'Aufgab vun der Regierung, och vum Parlament a vun all deenen aneren, déi hei am Land wëlle matschwätzen, derfir ze suergen, dass, och wann déi Kris eis zréckwerft, déi Kris eis net ëmwerft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Stats- a Finanzminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Wuert huet elo nach eng Kéier de Statsminister.

2. Dépôt d'un projet de révision de la Constitution

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, de Grand-Duc huet mech haut autoriséiert, ee Projet de révision vum Artikel 34 vun eiser Verfassung hei am Parlament anzebréngen, deen däitlech mécht, dass de Grand-Duc d'Gesetzer a Kraaft setzt, mä dass hie sech net méi muss mam Inhalt vun de Gesetzer averstanen erklären.

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vum Dépôt vun dësem Projet, deen un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet gëtt. Här Minister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

3. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Zil vun der Politik, och a vläicht virun allem vun der Finanzpolitik, muss et sinn, de Wuelstand an d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren, net nëmmen elo, mä och iwwert déi nächst Joren. Duerfir ass de Budget vun engem Joer ëmmer och d'Grondlag vu ganz ville Politike vun deene Joren duerno.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

De Budget fir d'Joer 2009 - e Budget, dee matzen an eng schwéier wirtschaftlech Zäit fält - huet d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land, d'Erhalen an d'Verbessere vum Wuelstand vun de Mënschen zu Lëtzebuerg am Bléck. An ech mengen, datt et grad an der Kris gëllt, net pessimistesch de Kapp no ënnen hänken ze loossen, mä e Bléck an d'Zukunft ze werfen, e kloere Bléck och op déi Zäit no der Kris ze werfen.

Et bréngt eis net wäit, wa mer eis, wa mer d'Statsfinanze kucken a kommentéieren, ausschliesslech mat der Kris beschäftegen, well d'Statsfinanze sinn ëmmer e pluriannuellen Exercice. Duerfir mengen ech och, datt et gutt wär, datt mer de Mëtteg géifen zesummen, esou wéi d'Finanzkommissioun et an deene leschte Méint gemaach huet, iwwert d'Gesamtausriichtung vum Budget, mä och iwwert d'Statsfinanzen, pluriannuel gekuckt, an iwwert déi grouss Politikfelder, déi mer wëllen duerch d'Finanzpolitik bedéngen, goen.

Déi Aarbecht ass an der Kommissioun ënnert der Presidentschaft vum Laurent Mosar gemaach ginn. Ech wëll him a senge Kolleege villmools Merci soen, a besonnesch natierlech och dem honorabelen Deputéierten Norbert Haupert, deen a viller Aarbecht an a ville Gespréicher, och mat eis selwer, versicht huet, aus dem parlamentaresche Bléck op d'Statsfinanzen ze kucken an och ni de Bléck op d'Zäit no der Kris verluer huet. Si ass wuel esou wichteg, fir haut d'Zukunft ze preparéieren, wéi nëmmen eis ëm haut ze bekëmmeren. Mä natierlech musse mer eis och ëm haut bekëmmeren; also ëm dat Joer 2009.

Dee Budget, deen d'Regierung der Chamber virgeluecht huet, ass e Budget, dee sech duerch eng extrem Budgetsdisziplin charakteriséiert. Ech wëll drop hiweisen, datt de Budget a sengen Dépensë fir d'Joer 2009 manner wéi 1% wiisst par rapport zum realiséierte Budget 2008. An den Nopeschlänner nämlech gëtt de Budget ëmmer presentéiert a senger Croissance par rapport zum realiséierte Budget, an net zu deem Budget, wéi e gestëmmt ginn ass.

Eng Croissance vu manner wéi 1% ass e ganz räsonnabelen, streng disziplinéierte Budget.

Och d'Dépenses de fonctionnement vum Stat wuessen am Budget vum nächste Joer, no der aktueller Aschätzung, ëm 3,8%; wat also manner ass fir de Gesamtwuesstem vum Budget. An och dat beweist, datt mat de Budgetsausgaben net egal wat gemaach gëtt, mä datt gekuckt gëtt, sech op déi Dépensen ze konzentréieren, déi eng méi strukturell an och laangfristeg Ausriichtung op de Stat hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ka sinn effektiv, an ech mengen et ass och aus deenen Ausféierunge vu virdrun ervirgaangen, datt verschidden Dépensen d'nächst Joer anescht evoluéieren. Och verschidde Recetten. Mä ass dat esou anescht wéi an deenen anere Joren?

Kee weess zu kengem Moment, wann een e Budget opstellt, wéi staark dann de Wirtschaftswuesstem ass, oder wéi vill nei Aarbechtsplazen dat Joer duerno geschafe ginn. Wa méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, ginn zum Beispill d'Transferte vum Budget un d'Sécurité sociale erop. Wann d'nächst Joer manner Aarbechtsplazen op eemol géife geschafe ginn, géifen och eng Rei Dépensen, nämlech d'Transferten un d'Krankekeess an un d'Pensiounskeesen erofgoen.

Et ass also schwiereg, mat allerleschter Prezisioun déi Dépensen anzeschätzen. Et kënnen also héchstens op der Dépensësäit verschidden Transferte vun Dépensë kommen, mä déi net grondsätzlech de Budget aus dem Équiliber rappen.

Ech mengen et ass wichteg, datt de Stat d'nächst Joer consomméiert, datt de Stat d'nächst Joer investéiert an datt en d'Prioritéiten esou setzt, datt mer déi Betriber geroden, déi am séierste kéinte Schwieregkeeten hunn an op déi mer direkt kënnen Afloss hunn.

Och op der Recettësäit gëtt et grouss Onsécherheeten. Mä ech wëll awer och drop hiweisen, datt mer deenen Onsécherheete schonn zum Deel Rechnung gedroen hunn.

Et ass nun eemol e Fakt, an deen huet wéineg Opmierksamkeet fonnt, datt d'Recetten am Budget 2009 op enger ganzer Rei vu Kategorië manner héich agesat gi sinn, wéi dat am Budget 2008 de Fall war. Et ass also net esou wéi wa mir d'Kris entdeckt hätten nom Dépôt vum Budget.

Et ass jo och esou, datt mer den Dépôt vum Budget awer och matzen an där fir Lëtzebuerg eemoleger Bankekris gemaach hunn. A mir hunn d'Aschätzung zum Beispill vun der Kierperschaftssteier net wéi déi Jore virdrun no uewe gesat, mä mir hu se um nämlechten Niveau voire liicht drënner gehalen. Datselwecht gëllt iwwregens fir aner Steieren, wéi zum Beispill d'Gehältersteier, och wéinst dem Effet vun der Steierreduktioun.

An der Kris, mengen ech, ass et méi wéi jee wichteg, datt ee sech net op ee Joer Budget konzentréiert, mä datt een de Budget an enger pluriannueller Perspektiv kuckt. Ech stelle fest, datt mer iwwert déi lescht Jore gekuckt eist Resultat vun den öffentleche Finanzen all Joer verbessert hunn.

Dat schlechtste Joer an deene leschten zéng Joer, an deem ech d'Verantwortung fir d'Budgetspolitik hunn, war d'Joer 2004, wat zur Halschent vun enger CSV/DP-Regierung an zur Halschent vun enger CSV/LSAP-Regierung geleet ginn ass. An deem Joer hate mer bei den öffentleche Finanzen en Defizit vu -1,2%.

Duerno, an duerch eng Rei Moossnamen, déi mer geholl hunn, an duerch eng besser Konjunktur, ass et zu enger positiver Evolutioun vun de Statsfinanze komm.

Mir haten 2005 nach en Defizit, hunn awer dunn an de Joren '06, '07 an '08 en Iwwerschoss kritt; an dat ass awer eng Evolutioun, déi een net soll verkennen.

Déi gefält all deenen net, déi gäre Pessimismus maachen, déi gären nëmmen d'Zukunft vum Land kucken duerch d'Kritik, esou wéi an deene leschte Wochen deen een oder deen aneren et gemaach huet.

Ech hätt gären, datt een an deem Zukunftsbild de Fuedem net verléiert. An de Fuedem fir d'Zukunft verléiert een net, wann een déi Politik, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, konsequent viruféiert.

De Budget fir d'Joer 2008 - dat ass also dee vum lafende Joer - hu mer der Chamber d'lescht Joer virgeluecht a mir hu gemengt, datt d'öffentlech Finanze géife mat engem Iwwerschoss vun 0,8% ofschléissen.

Mir vergiesse ganz séier, well mer och an enger héich mediatiséierter Zäit liewen, wou déi schlecht Nouvellen een iwwerrompelen, an d'Nouvellen, déi eis erreechen, si jo net schéin, datt mer déi éischt puer Méint vun dësem Joer en exceptionell gutt Joer haten. Datt d'Steierrecetten am Ufank vum Joer 2008 gutt waren an datt no de Previsiounen, esou wéi ech dat haut gesinn - d'Joer ass jo nach net ganz eriwwer; de Budget hält jo och net den 31. Dezember op, mä eng ganz Rei Dépensë ginn nach gebucht, déi uganks des Joers kommen -, mengen ech, d'Resultat vum Joer 2008, den Iwwerschoss vun den öffentleche Finanzen am Joer 2008 méi héich wäert si wéi deen, dee mer der Chamber d'lescht Joer virgeluecht haten.

Dat ass also eng gutt Nouvelle. An ech hunn also och déi ferm Intentioun, fir konform zu deem, wat de Statsminister elo grad am Numm vun der Regierung gesot huet iwwer eng Rei vun Aarbechten, déi mer virzéien, fir déi Iwwerschëss, déi dëst Joer kommen, direkt, dat heescht nach dëst Joer, un déi eenzel Fongen ze transferéieren, mat deenen déi Renovatiounsaarbechte finanzéiert ginn, sief dat de Fong vun de Renovatioune beim Bauteminister, sief dat de Fong vun de Monuments historiques bei der Kulturministerin oder sief dat de Fonds du rail bei dem Transportminister fir Entretiensaarbechte vun enger Rei vu Garen.

Well dat grad déi Betriber sinn, also d'Handwierk zu Lëtzebuerg, déi mer wëllen duerch virgezunnen Investitiounen ënnerstëtzen. Déi Suen also, déi mer dëst Joer méi erakréien, kann ech direkt a wëll ech direkt, dat heescht nach dëse Mount, un déi Fongen do transferéieren, esou datt déi Aarbechten och kënnen direkt finanzéiert ginn.

D'Joer 2008 wäert also besser gi wéi dat, wat mer gemengt haten. Mä d'Joer 2009 gëtt héchstwahrscheinlech méi schlecht. Well et ass kloer, datt eng Rei vu Steiereinnahmen, besonnesch an deenen éischte Méint vum Joer 2009, wäerte manner gutt sinn.

D'Aschätze vun de Steieren ass ëmmer eng schwiereg Saach. Ech si jo bekanntermoossen elo jorelaang fir de Budget zoustänneg an all Joer krut ech Kritik wéinst der Aschätzung vun de Recetten.

Ech wëll lech just soen, datt mer versichen, d'Recetten esou gutt wéi méiglech anzeschätzen, mä et ass immens schwiereg bei zum Beispill enger Steier wéi d'Taxe d'abonnement, déi bezuelt gëtt vun den Investmentfongen, déi zesummenhänkt mat de Bourssëgeschäfter, fir déi millimetergenau festzeleeën.

Eng Rei vun Experte soen, am zweeten Hallefjoer 2009 wäert et erëm besser goen. Ech weess net, ob dat de Fall ass. Ech hoffen, datt dat de Fall ass. Da geet déi Steier och erëm erop. Et ass kloer, datt déi Steier an deenen éischte Méint vum Joer 2009 wäert ganz niddreg sinn.

Ech wëll dat just soen, fir drop hinzeweisen, wéi schwiereg et ass, nei Chifferen och op der Recettësäit ze setzen. Mir proposéieren öffentlech Finanzen, wou mer mengen, datt déi d'Joer 2009 1,1% am Plus ofschléissen.

Dir wësst, datt nom Stabilitéitspakt ee kann en Defizit hu vu -3% wat d'Administration publique ubelaangt. Tëschent +1,1% a -3% ass e groussen, wäite Wee. Mir wäerten deen net gebrauchen.

Mä eng Verschlechterung vun de Recetten, déi en Impakt hätt op den Équiliber vum Budget, erlaabt eis nach ëmmer am Respekt vum Stabilitéitspakt ze sinn. An ech kann lech soen, datt, egal wat fir eng Änderung mir maachen, d'Regierung drop hale wäert, datt mer de Respekt vum Stabilitéitsprogramm an allen Hypotheese wäerten hunn, well dat ass d'Garantie fir gesond Statsfinanzen och an der Zukunft ze halen.

Déi Chiffere vum Joer 2009 wären nach vill besser, wa mer net Steierreduktioun gemaach hätten. Ech wëll lech hei rappeléieren, datt d'Steierreduktioune fir d'Betriber a privat Leit en Impakt vun 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt hunn. Et muss een also wëssen, wann een déi Steierreduktioun net gemaach hätt, hätt een e vill bessert Resultat.

Mir mengen awer, aus deene Grënn, déi och virdrun de Statsminister rappeléiert huet, op déi ech net zréckkommen, datt mer dat an dësem Moment net solle maachen.

Mir ginn also méi Suen aus duerch Iwwerschëss vun dësem Joer, déi mer an déi Fongen do setzen, fir kënnen déi Aarbechte virzezéien. Mir wëllen, datt mer net méi Suen ausgi wéi déi, déi mer vum Stabilitéitsprogramm hier, och mam Spille vun de Stabilisateurs économiques kënnen ausginn. Mir maachen also eppes fir d'Ekonomie, mä mir maachen näischt, wat d'Statsfinanzen aus dem Équiliber werft. Natierlech, wann d'Kris undauert, musse mer strukturell Ännerunge vun den Dépensë maachen, mä da musse mer déi a Rou diskutéieren. Déi mécht een net no zwou Wochen oder zwee Méint Kris, déi mécht een, wann ee mierkt, datt d'Kris eng durabel, laangfristeg Kris ass.

Dat gesot, ass et gutt, datt mer eis am Laf vum nächste Joer regelméisseg tëscht der Regierung an der Chamber gesinn, fir iwwert d'Exekutioun vum Budget ze schwätzen. Ech deelen, a wëll dat ausdrécklech ënnersträichen, déi Meenung, déi de Statsminister elo grad am Numm vun der Regierung gesot huet, datt et kee Sënn mécht, am Ufank vum Joer en neie Budget ze schreiwen. Souguer a gudde Jore kann ech lech soen, datt déi dräi, véier éischt Méint vum Joer d'Recetten iwwerhaapt näischt Richteges aussoen, well d'Recetten eréischt am Fong am Laf vum Joer kënne jugéiert ginn.

Verschidde Recettë ginn och eréischt no enger gewëssener Zäit bezuelt. D'Taxe d'abonnement gëtt net all Dag bezuelt. Och aner Steiere gesäit een eréischt no enger gewëssener Zäit. Ech wëll mech also heizou engagéieren, datt mer am Laf vum nächste Joer regelméisseg, all Mount, all zwee Méint, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber kommen an do dann och zesumme kucken, wou mer mam Budget dru sinn, mä am Ufank kann ee ganz schwiereg Konklusiounen zéien.

Par ailleurs ass et de Wëlle vun der Regierung, fir am Januar eng Tripartite anzeberuffen, fir iwwert d'Konsequenze vun der Wirtschaftskris ze beroden. Ech mengen, datt dat en Zäitpunkt ass, wou mer da schonn d'Kris eng Rei Méint hanner eis hunn a besser iwwert dat nächst Joer kënne kucken. Duerfir wäert de Statsminister fir de Mount Januar, wéi gesot, déi Tripartite aberuffen. Wann een Investitioune mécht, a mir wëllen Investitioune maachen, wann een och Investitioune virzitt, da kënne mir dat zu Lëtzebuerg maachen, contrairement zu deenen anere Länner.

Wat maachen déi aner Länner? Déi maache genau dat, wat déi Politik ass, géint déi ech mech zënter Jore wieren. Dat ass, datt een einfach Sue léine geet an da méi ausgëtt. Mir maachen dat net, well mir hu Reserven an deene leschte Jore constituéiert. Mir hu Reserve constituéiert, déi wéineg Opmierksamkeet dobausse fannen, mä déi eis awer a schwéieren Zäiten hëllefen, déi Projeten, déi mer geplangt hunn, och duerchzezéien, och wann d'Recettë manner héich ginn.

Déi Chifferen, déi Dir an der Chamber fir de Rapport vum Budget hat, déi géif ech gären hei nach complétéieren. D'Reserven um 31. Dezember, d'Avoire vun de Spezialfongen um 31. Dezember 2007, hu sech op 1,7 Milliarden Euro belaf. Déi Reserven hunn déi Mehreinnahme vum Exercice 2007, déi mer am Laf vum Joer 2008 festgestallt hunn, nach net berücksichtegt. Mir hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn, décidéiert, d'Mehreinnahme vum Joer 2007 an d'Avoire vun deene Fonge bäizesetzen. Dat huet zum Effet, datt mer fir de Moment d'Avoire vun deene Fongen, mat deene mer d'Investitioune bezuelen, net bei 1,7 Milliarde leien hunn, mä bei 2,1 Milliarden Euro. Et ass also mat deenen, wou mer déi Investitioune kënnen tätegen, plus déi Mehreinnahme vum Joer 2008, vun deene mer virdru geschwat hunn.

Wann een also d'Finanzpolitik kuckt, beuerteelt, da soll een och kucken, wéi déi Avoiren an deene leschte Joren ausgesinn hunn. Wa mer elo ronn zwou Milliarden Avoiren hunn, da sinn dat der méi wéi ech der 1999, zum Ufank vun der Legislaturperiod 99/2004 virfonnt hunn, an da sinn dat der och méi wéi um Ufank vun dëser Legislaturperiod.

Dat beweist, datt dës Regierung d'Suen net einfach zur Fënster erausgehäit huet, mä datt se se op d'Säit gesat huet an ausginn huet, fir Investitiounen ze tätegen an domadder der Lëtzebuerger Ekonomie ze profitéieren, an domat d'Zukunft vun dësem Land op eng konsequent Aart a Weis virzebereeden. D'Zukunft vum Land fänkt net 2009 un, d'Zukunft vum Land huet virun e puer Joer ugefaangen, wann een eng konsequent Finanzpolitik mécht, mat engem kloeren Zil virun Aen, déi gesond Statsfinanzen, also och héich Reserve constituéiert.

Well ech soen, datt mer keng Schold maachen, fir dat ze finanzéieren, contrai-

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

rement zu deem, wat am Ausland gemaach gëtt, géif ech gären e Wuert iwwert d'Evolutioun vun der Schold soen.

Déi Schold an den Tableaue reflektéiert net d'Realitéit vun der Schold an den Nopeschlänner. Mir hunn, virun de Rettungsoperatioune vun de Banken, eng Statsschold, eng öffentlech Schold gehat vu ronn 7% vum Bruttoinlandsprodukt, eng öffentlech Schold, an där also och d'Schold vun de Gemenge mat dran ass. Mir kommen no deem Emprunt, dee mer lancéiert hunn, fir d'Rekapitalisatioun vun zwou grousse Banken ze maachen, op eng Statsschold vun 13,9% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi Schold ass awer nëmmen temporär an ass net ze vergläiche mat där anerer Schold, well de Remboursement vun där Schold geschitt natierlech duerch d'Vente vun eise Participatiounen an deenen zwou respektiv dräi Lëtzebuerger Banken. Dee Moment, wou mer aus deene Banken erausklammen, dee Moment, wou mer Dividenden a Mehrwäert vun dem Verkaf encaisséieren, kënne mer och, ouni d'Statsfinanzen ze belaaschten, deen Emprunt rembourséieren, an dann erëm vun 13% op 7% oder eppes do ronderëm zréckkommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

En direkten Impakt op de Statsbudget huet natierlech d'Bezuele vun den Zënsen, déi mer op deem Emprunt musse bezuelen. Och dat wäerte mer duerch eng direkt Dotatioun vun dem Exercice 2008 un de Fonds de la dette maachen, fir datt déi 70 Milliounen, déi mer d'nächst Joer schonn hunn, an engem Moment wou mer vläicht nach net Dividende vun eise Participatiounen hunn, ouni de Budget direkt vum Joer 2009 ze belaaschten, och kënnen de Remboursement vun där Zënslaascht maachen.

Ech wëll lech just soen, datt de Fait, datt mir souguer e Fonds de la dette hunn, relativ eenzegaarteg an Europa ass. Mir wëllen dee Fong och weider dotéieren. Am Budget fir d'nächst Joer sinn 90 Millioune fir de spéidere Remboursement vun der Dette virgesinn. Ech wëll am Laf vum Joer nach eng ähnlech héich Zomm direkt an dee Fonds de la dette ginn, fir de Remboursement vun der Zënslaascht, deen aus dem Emprunt public vun deene leschten Deeg, dee massiv vum Lëtzebuerger Vollek souscrivéiert ginn ass, kënnen ze tätegen.

D'Budgetspolitik muss, wéi gesot, d'Instrument sinn, fir d'Kris ze bremsen an d'Zukunft opzebauen. Ech mengen, datt d'Finanzpolitik deem gerecht gëtt. Ouni déi zolidd Finanzpolitik vun de leschte Joren, ouni déi Korrekturen, déi mer maachen, fir d'Entreprisen zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, déi, déi virun allem vum Lëtzebuerger Maart ofhänken, wär dat Zil do net ze erreechen.

An deem Budget, an dat ass jo e bëssen dat Schwieregt an der Kommunikatioun iwwert de Budget, ginn am Fong déi séllechen Dépensen, déi doranner sinn, verluer. Déi Dépensen, mat deenen d'Zukunft vum Land preparéiert gëtt.

Wie weess dann, datt mer ronn 80 Milliounen a Schoulbauten am nächste Joer stiechen, datt mer bal 400 Milliounen an d'Schinnennetz an an nei Garen investéieren, an der Stad, zu Belval, d'Netz op de Kierchbierg an op Péiteng maachen? Datt mer an d'öffentlech Fuerschung - déi Zukunftsinvestissementer, déi een net direkt spiert, mä déi awer an e puer Joer d'Leit spieren - 200 Milliounen ginn? Dat sinn 19% méi wéi am Joer virdrun. Datt mer an d'Universitéit ronn 70 Milliounen investéieren, wou mer d'Leit forméieren, mä och eis zousätzlech nei Aktivitéite schafen? Datt mer an de Kulturberäich 115 Milliounen investéieren, dovunner ronn 100 Milliounen a lafend Ausgaben a 17 Milliounen a Kapitalausgaben, also Neibauten oder Aarbechten, déi an d'Infrastrukture ginn?

Datt mer eng 40 Milliounen an de Sport investéieren? Och do ronn d'Halschent a Kapitalausgaben, also Infrastrukturen, an d'Halschent a lafend Dépensen. Alles dat geet natierlech an enger schneller Lecture vum Budget, och bedéngt duerch d'Wirtschaftskris, verluer.

An deem Budget ass ganz villes, wat och fir d'Mënschen a fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg ass. A wie Sport seet, denkt och un d'Gesondheet, well Sport ass Spaass, mä Sport ass och Gesondheet. Mir gesinn am Budget vum nächste Joer bal 20 Millioune méi vir fir de Fonds hospitalier, well eng Rei grouss Projeten, wéi de Centre hospitalier, d'Escher Spidol oder Kolpech, virgesi sinn. Dépensen, déi direkt de Mënschen zegutt kommen, mä och all deene Betriber, déi selbstverständlech déi Renovatiounsaarbechte maachen. Mir kënnen also en Zil erreechen an der Sozialpolitik an zugläich d'Wirtschaft, d'Betriber zu Lëtzebuerg an an der Ëmgéigend domadder staark ënnerstëtzen.

Mir ginn 80 Milliounen, 15% méi fir Kläranlagen. Mir ginn an de Kyoto-Ausgaben, Ëmweltausgaben 20% méi aus wéi am Joer 2008, nämlech 120 Milliounen. Mir ginn 110 Millioune fir Kannerbetreiungsstrukturen aus, dat si 45% méi wéi dat Joer virdrun.

Elo kann een natierlech ëmmer méi fuerderen. Mä ech hätt emol gären, datt mer dat dote verschafft kréien, datt mer dat doten ëmgesat kréien, dann hu mer d'Liewe vu ville Mënsche scho geännert.

Duerfir wär ech frou, wann all déi, déi méi fuerderen, och emol fir d'éischt géife kucken, wat dann 2007, 2008 an 2009 geschitt ass an am Budget fir d'nächst Joer virgesinn ass. An dann eréischt kënne mer d'Fro beäntwerten: Wat fir e Land wëlle mer? Wat fir e Land brauche mer opgrond vum Budget, dee mer hunn?

Et kann ee villes wënschen, och am Beräich vun de Recetten. Et muss een nach ëmmer fir d'éischt emol kucken, wou een iwwerhaapt déi Sue kann hierkréien, well, och wa mer eng staark Sozialpolitik an deenen nächste Jore wëllen hunn, Sozialpolitik am breede Sënn vum Wuert, da musse mer e ganz besonnescht Amooss an deenen nächste Wochen a Méint, méi wéi an der Vergaangenheet, op d'Recettësäit werfen.

Niewent deem, wat de Statsminister virdru gesot huet iwwert d'Virzéie vu Projeten, fir de Mëttelstand zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, musse mer eis op d'Weiderstäerkung vun deem wichtegste Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie konzentréieren, an dat ass d'Finanzplaz.

Jo, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer eng Diversifikatioun vun der Ekonomie brauchen. Eng Diversifikatioun heescht awer net en Ersatz zu deem wichtegste Pilier vun eiser Ekonomie. Dat ass e Complément zu den Aktivitéite vun der Finanzplaz, an duerfir muss een och weider d'Finanzplaz stäerken an ausbauen.

Et ass och an deem Sënn, wou mer an deene leschte Joren täteg waren a wou mer och nach méi täteg musse sinn an der Zukunft. Duerfir maache mer déi sëlleche Promotiounsmissiounen am Ausland. Jo, mir mussen eist Land ëmmer erëm erklären, erklären, wat mer sinn, wat mer unzebidden hunn, firwat mer mengen, datt mer verschidde Saachen unzebidden hunn, déi déi aner net hunn.

Mir hunn eng gutt Renommee, an déi solle mer och net all Kéiers nëmmen duerch de Bléck vun deem engen oder aneren Televisiounsreportage gesinn.

Ech kann lech soen, datt bei rezente Reesen, déi ech gemaach hu fir d'Promotioun vun der Finanzplaz, sief dat an de Golfstaten, sief dat a China oder sief dat an Indien, do eise Ruff ganz gutt ass.

Mir hu schlussendlech et fäerdeg bruecht an deene leschte Wochen a Méint, fir kënnen a China Lëtzebuerger Investitiounsfongen ze verkafen, well mer mat de Chineesen négociéiert hunn. Dat ware schwiereg Verhandlungen. Dee leschten Akt vun deene Verhandlungen ass eréischt viru 14 Deeg zu Peking gesat ginn.

Mir hunn an de Golfstate Kontakter geschloss, well déi Leit sichen eng geographesch Diversifikatioun an déi sinn interesséiert un Investissementer. Et ass un eis, ze kucken, datt déi Investissementer net nëmmen zu Genève an zu London landen, mä och bei eis. Duerfir sinn déi Effortë verstäerkt weiderzeféieren, gradesou wéi déi Efforten, déi de Wirtschaftsminister mécht, wann hie Promotiounsmissioune mécht fir den net Finanzdeel vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Dat eent an dat anert geet zesummen, an deen een an deen anere Minister schaffen och an der Strategie fir d'Promotioun vun eiser Ekonomie enk zesummen.

Et ass och aus deem Kontext, wou et enorm wichteg war an ass, datt mer de Finanzsystem grad zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt hunn. Et ass duerfir, datt mer déi Rettungsoperatioune vun zwee grousse Bankinstituter gemaach hunn. Jo, déi Rettungsoperatioune waren net evident. Well et gouf der vill, och an eisem direkten Ëmfeld, déi gesot hunn, dat kënnt Der net maachen, dat kënnt Der elo net maachen, dat dierft Dir net fir esou vill Sue maachen.

Ech mengen, datt et wichteg war, datt mer dat gemaach hunn. Sécherlech kann een ëmmer, esou wéi ech et an der Zeitung gelies hunn, datt et och dëser Deeg op enger Pressekonferenz vun der DP gemaach ginn ass, a Fro stellen, wat gemaach ginn ass, oder soen, do wären Onkloerheete gewiescht.

Ech wëll lech soen, datt d'Lëtzebuerger Regierung net mat engem Angebot um éischte Weekend vun der Fortis-Operatioun vun der BNP Paribas konfrontéiert war an net bis haut ze doen hat mat enger Offer vun der Deutschen Bank. Ech wëll dat hei kloer an däitlech soen, well ech opgrond vun där Pressekonferenz x-mol elo schonn déi Fro gestallt kritt hunn.

Ech wëll hei rappeléieren, datt ech op der Televisioun um éischte Weekend vun de Fortis-Operatioune gesot hunn, datt d'Lëtzebuerger Regierung eng Privatléisung géif virzéien. Wann also eng Entreprise Schwieregkeeten huet, an en internationale Finanzgrupp kënnt, a wann deen dee Sonndeg gesot hätt, mir kafen déi Bank ganz oder zum Deel, da wär d'Lëtzebuerger Regierung nëmme méi wéi frou gewiescht, well dann hätt d'Lëtzebuerger Regierung net bräichen an d'Kapital vun där Bank eranzegoen.

Mir hunn also versicht, dat Schlëmmst ze évitéieren, andeem mer wollte Vertraue schafen. Wéi mer festgestallt hunn, datt kee privaten Acquéreur do war op deem éischte Weekend, hu mer also versicht, duerch déi Rekapitaliséierung d'Vertrauen ze halen, an dat Vertrauen hu mer och geschafe kritt, well no deenen Operatiounen d'Clientë bei deenen zwou grousse Lëtzebuerger Privatbanken net méi fortgaange sinn.

Dat war eist Zil. Dat hu mer erreecht. Ech akzeptéiere ganz gären, datt een doriwwer eng aner Meenung huet. Ech akzeptéieren och gären, datt een dat am Réckbléck och kritesch kuckt an datt dat net ass nëmmen, fir ze soen, dat ass gutt a richteg.

Ech hätt just gären, datt mer iwwer Fakten diskutéieren, an duerfir muss och eng Kéier de Moment kommen, wou mer am Detail doriwwer schwätzen. Et ass de Mëtteg net d'Plaz, well och déi Riede soss ze laang ginn. Mä mir mussen nach eng Kéier am Detail soen, firwat mer dat dote gemaach hunn. Dat waren historesch Operatiounen, iwwert déi ech gären zu all Moment schrëftlech a mëndlech, och iwwert déi nächst Joren eraus, Ried an Äntwert stinn, well et och en Deel vun der Wirtschaftsgeschicht vun eisem Land ass. Dat war déi gréisste Bankekris, déi Lëtzebuerg zënter 80 Joer hat. Do hu mer intervenéiert. Mir hunn et gemaach op eng Fassong, wou ech, och wann ech haut zréckkucken, mengen, datt et dee richtege Wee war. Mä d'Geschicht wäert eis soen, ob dat dee richtege Wee war.

Jo, mir hu Risquë geholl. Jo, mir hunn extrem Risquë geholl. Mä et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, wat geschitt wär, wa mer déi Risquen net geholl hätten oder wa mer nach zwou Woche gewaart hätten.

Ech wëll awer gradesou däitlech nach eng Kéier soen, och, well dat eppes mat der Finanzpolitik ze doen huet, datt déi Interventiounen, déi mer gemaach hunn, temporär an exzeptionell musse sinn. De Stat kann net laangfristeg am Kapital vun dräi grousse Lëtzebuerger Banke sinn. Mir bleiwen esou laang dodranner, wéi dat noutwendeg ass, fir déi Banken a fir iwwerhaapt d'Finanzen, de Finanzmaart ze stabiliséieren, esou wéi dat déi aner Regierungen no eis gemaach hunn, well eis Kris hat zwou Wochen éischter ugefaange wéi déi an den Nopeschlänner.

Mir hunn et gemaach, well et eis geschéngt huet, noutwendeg ze sinn, a mir hunn et schnell gemaach, well wa mer gewaart hätten, wär d'Vertrauenskris enorm grouss ginn. A Krise muss ee schnell handelen. Datt vläicht deen een oder deen aneren d'Saach herno anescht gemaach hätt, dat schéngt mer richteg. Dat kann een och kritesch begutachten, mä et muss een dann och soen, wéi een et anescht gemaach hätt, ëmmer ënnert deene Circonstancen, well et sinn d'Circonstancen, déi exzeptionell waren an déi och zu exzeptionellen an net einfachen Décisioune geféiert hunn.

Mä generell bleift, datt mer fir d'Zäit no der Kris an och an der Kris eng wirtschaftsfrëndlech Politik zu Lëtzebuerg musse maachen. Dat maache mer duerch d'Steierpolitik. Dat musse mer maachen, andeem mer d'Kompetitivitéit vun eise Betriber op eng zolidd Aart a Weis ëmmer erëm ënnert d'Lupp huelen. Och dozou kann d'Tripartite, déi am Januar stattfënnt, hëllefen. Ech mengen, datt et noutwendeg ass, datt mer d'ekonomesch Entwécklung ënnerstëtzen.

Nëmmen eng zolidd wirtschaftsfrëndlech Politik kann zu enger staarker Sozialpolitik féieren. Mir si fir eng wirtschaftsfrëndlech Politik, duerfir d'Steierreduktioun. Mir si fir eng Politik vu Solidaritéit, duerfir dee staarke sozialen Aschlag an eisem Budget.

Mir kréien net all Aarbechtsplaz an eisem Land gemoolt. Mir mussen also heiansdo bereet sinn, och Kompromësser ze maachen tëschent Politiken, déi heiansdo kontradiktoresch sinn. Mir brauche schnell Décisiounen, mir brauchen en Ëmfeld, wat kloer ass, wat sécher ass, sécher an all sengen Dimensiounen. An da mengen ech, komme mer virun.

Mir brauchen och eng europafrëndlech Attitüd. Kee Land profitéiert méi vun Europa wéi mir, well grad mir déi oppe Mäert brauchen, fir eis Produkter, eis Déngschtleeschtungen no baussen ze verkafen a fir kënnen de Mënschen, déi ronderëm eis Grenze wunnen, Saachen ze verkafen. Dat ass eng Dimensioun, déi oft vergiess gëtt, wa mer léiwer dat Nationaalt kucken.

Ech mengen, datt eng Wirtschaftspolitik, mä och generell eng Lëtzebuerger Politik nëmmen da kann Erfolleg hunn, och an der Finanzpolitik, wa mer eis abetten an eng europäesch Politik. Duerfir d'Wichtegkeet och vum europäesche Stabilitéitspakt. Et ass en fait de bon sens, mir maachen déi gesond Statsfinanzen, well mer dru gleewen. Mir maache se och wéinst dem Stabilitéitsprogramm. Wann déi aner se awer net géife maachen, a mir géife se eleng maachen, dann hätte mer e Problem an der Eurozon. Well mir hunn eng gemeinsam Währung mat deenen anere Länner, an duerfir muss een dat eent an dat anert zesumme gesinn. Ech plädéieren also och an der Finanzpolitik fir eng staark europäesch Orientatioun.

Europa nervt heiansdo op deem engen oder anere Punkt. Mä wa mer alles op eng Wo leeën, hu mer och grad an der Finanzplaz eng riseg Chance, fir eis kënnen ze erweideren. Den europäesche Pass, deen d'Finanzdéngschtleeschtunge kritt hunn, ass d'Chance gewiescht fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz. Duerfir musse mer weider kämpfe fir dat Europa. Duerfir sinn ech och frou, datt déi rezent Propositioune vun der Europäescher Kommissioun, déi iwwert d'Zënsbesteierung ginn, eis net ze vill Schwieregkeete maachen, mä datt mer déi kënnen op eng konstruktiv Aart a Weis am Conseil vun de Finanzministeren diskutéieren.

Ech hätt gär, datt zu Lëtzebuerg op der Finanzwelt och an Zukunft souwuel d'Fongegeschäft wéi de Private banking op eng staark Aart a Weis kënnen ausgebaut ginn an esou ausgebaut ginn, datt mer dat och kënnen am Ausland uerdentlech erklären. Duerfir muss ee vläicht déi eng oder déi aner Ännerung maachen, mä d'Kursrichtung stëmmt. Ech begréissen, datt d'Europäesch Kommissioun net einfach mat engem Fiederstréch dat, wat mer zënter Joren opgebaut hunn am Beräich vun der Gestion de patrimoine, gestrach huet.

Och d'Europäesch Kommissioun ass also sensibel fir eng Rei vun ekonomeschen Argumenter. Dat huet se och haut bewisen, andeem se eng Rei vun deene Restrukturatiounsoperatiounen, déi ech virdrun ugeschwat hunn am Bankesecteur, och schéngt de Moien approuvéiert ze hunn. Wat also och en Zeechen ass, datt d'Kommissioun en application vun hirem Traité awer och fir wirtschaftlech Iwwerleeungen op ass, déi mer versicht hunn, esou gutt wéi mer konnten an deene leschte Wochen ze maachen.

Här President, et wär zum Budget villes ze soen. Den Här Statsminister wollt 20 Minutte schwätzen an ech wollt mech dann un déi nämlecht Zäit halen. Weder hien nach ech hunn eis un déi 20 Minutte gehalen.

Ech mengen, datt et gutt wär, wann een iwwert de Budget méi géif diskutéieren. Duerfir begréissen ech och ausdrécklech, datt de Budgetsrapporteur, den Här Haupert, och op ongewinnte Plazen, nämlech an d'Schoulen, a verschidde Schoulen, gaangen ass, fir iwwert de Budget ze schwätzen. De Budget ass d'Grondlag vun esou muncher Politik. An et wier gutt, wann d'Leit sech géife mat de grousse Parameteren, mä och mam Detail vum Budget auserneesetzen.

Wann ee wëllt e Land gutt féieren, dann dierf een net hektesch Kurskorrekture maachen. Da muss een ëmmer d'Zukunftsobjektiver virun Aen halen. De Budget 2009 ass engersäits en Antikrisebudget, mä anerersäits mécht en och d'Preparatioun vun der Zukunft. E mécht méi Investissementer. E gëtt méi Kafkraaft, ouni awer d'Budgetsdisziplin an d'Soliditéit vun eise Statsfinanze mëttelfristeg opzeginn.

Eist Land huet et op eng beandrockend Aart a Weis an deene leschte Jorzéngte fäerdeg bruecht, sech och a méi schwierege Momenter weiderzeentwéckelen. Dat hunn eis Eltere gemaach nom Krich, dat hu vill vun Iech gemaach an der Stolkris, an dat wëlle mir och an der Finanz- an an der Wirtschaftskris maachen. Dat ass eng global Kris. Mir kënnen net alles eleng maachen, wéi de Statsminister dat och virdrun ënnerstrach huet, mä do, wou mer zoustänneg sinn, do wëlle mer eist Bescht maachen, mä iwwert d'Kris eraus och an d'Zukunft kucken.

Wa mer also elo zesummenhalen, wa mer déi richteg Prioritéite setzen - an ech wäert ganz genee kucken, wat an deenen nächste Wochen, besonnesch d'nächst Woch, vun Alternativen op der Dépensen- a Recettësäit proposéiert gëtt -, wa mer dat „nice to have" vum Noutwendegen trennen, mä virun allem och, wa mer net panikéieren, mä d'Zukunft och duerch de Budget opbauen, wa mer also keng Abenteuer aginn an deenen nächste Méint a Joren, mä och bereet sinn, op dat eent oder op dat anert ze verzichten, an eis Erfahrung vun deene leschte Joren, d'Resultat vun eiser Finanzpolitik vun deene leschte Jore kucken, dann erreeche mer dat Zil, wat muss sinn, fir e modernt, attraktiivt, familljefrëndlecht Land opzebauen.

Mir sollten opgrond vun de Resultater vun deene leschte Joren an der Finanzpolitik keng brutal Kurskorrekture virhuelen, mä keng Spréng maachen, déi mer herno regrettéieren. Ech sinn dervun iwwerzeegt, datt eist Land och no der Kris eng gutt, eng grouss Zukunft huet. Dozou dréit de Budget fir d'Joer 2009 bäi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Frieden Merci fir seng Deklaratioun. Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir hunn als nächste Punkt, dat hate mer gëschter arrêtéiert, d'Motioun vum honorabelen Här Goerens iwwert den Dépôt vun engem Budget rectifié fir den Exercice 2009.

4. Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009

Ass et de Wonsch nach vun der Chamber, esou wéi dat gëschter de Fall war, dass mer elo déi Motioun diskutéieren?

Här Fayot, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, wann d'DP-Fraktioun drop hält, fir se ofzestëmmen, kënne mer dat maachen. Mä et ass awer Usus an der Budgetsdebatt, dass mer Motiounen, déi erakommen, mam Budget stëmmen. Dat heescht, dass mer fir d'éischt eng Diskussioun hunn, jiddweree presentéiert dat, wat hie wëllt, an dann, wa mer Motiounen doleien hunn, da stëmme mer se. Mir hunn awer kee Problem, fir direkt ofzestëmmen.

Mä meng Meenung wär, wann elo nach aner Motioune kommen, dass mer dat sollen dann zesumme beim Budgetsvote maachen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Wie freet nach d'Wuert?

Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, mir si selbstverständlech à la disposition vun der Chamber. Mir mengen allerdéngs opgrond vun den zwou Presentatioune vun de Regierungsmemberen, vum Statsminister a vum Budgetsminister, déi sech mam Inhalt vun der Motioun auserneegesat hunn, ouni datt mir d'Méiglechkeet haten, fir se ze presentéieren, misste mer awer zumindest d'Geleeënheet kréien, fir haut ze soen, firwat datt mer déi Motioun déposéiert hunn, an d'Tenants an d'Aboutissants vun där Démarche do erklären.

(Interruption)

Dann huet d'Chamber duerno décidéiert, wat mer maachen. Mir mussen haut net votéieren. Mir kënnen awer opgrond vun der Diskussioun, esou wéi et sech ergëtt, kucken, wat fir ee Sort mer där Motioun reservéieren.

M. le Président.- Jo. Also, ech géif zwar mengen, et kann een déi Motioun, esou wéi den Här Fayot proposéiert, d'nächst Woch beim Budget huelen. Et kann ee se awer och elo huelen, esou wéi den Här Goerens proposéiert. Mä da gëtt se elo geholl, da gëtt se diskutéiert an et gëtt driwwer décidéiert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo.

M. le Président.- Voilà! Gutt. Här Goerens, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun huet ugekënnegt, mir sollten eng Motioun dës Woch déposéieren, wou mer d'Regierung géifen opfuerderen, eppes zimlech Ongewinntes, fir net ze soen Aussergewéinleches ze maachen, nämlech fir um Enn vum nächsten Trimester d'nächst Joer e Budget rectifié hei an der Chamber ze presentéieren.

Mir ginn och dovun aus, datt e gewësse Grad vu Pertinenz erreecht ginn ass iwwer eis Reien eraus, wat déi Motioun do ubelaangt. Well och de Statsminister sot, et wier net déi hirverbranntesten Iddi, mat där hie sech bis elo auserneenzesetze gehat hätt. Dat just niewebäi.

Firwat verlaange mer dës Prozedur? Mä mir sinn an enger aussergewéinlecher Zäit. Ech erënneren drun, datt mer scho virun e puer Joer décidéiert hunn, fir de Budget méi spéit ze presentéieren, well een dann am Besëtz ass vu méi rezenten a fiabelen Donnéeën, déi och erlaben, manner riskant Prognosë fir dat Joer, iwwert dat de Budget portéiert, ze maachen.

Wa mer dat dote maachen, da soe mer den 31. Mäerz. Dat ass sechs Méint méi spéit wéi den Dépôt vum eigentleche Budget, dee mer wëlle rectifiéieren. Sechs Méint an dëser Zäit bréngen een zu ganz neien Erkenntnisser. Wa mer gesinn eleng, wat an de leschten dräi Méint alles passéiert ass, da musse mer awer honnêtement unerkennen, datt mer haut méi kloer gesinn, ergo datt d'Marge, fir sech ze iren, méi kleng ass haut uganks Dezember, wéi dat nach uganks Oktober beim Dépôt vum aktuelle Budgetsprojet, dee mer d'nächst Woch diskutéieren, de Fall war.

En halleft Joer méi spéit weess ee scho méi iwwert d'Recetten. Ech erënneren drun zum Beispill, wéi et an der Finanzkommissioun ëm d'Ofschätzung vun den TVAs-Recettë gesot ginn ass, datt besonnesch déi dräi éischt Méint ee ganz utilement kënne renseignéieren iwwert den Trend wéi e sech bis zum 31. Dezember vun deemselwechte Joer fortsetzt. Mir hunn also do scho bei där wichtegster Steierquell wesentlech méi Fiabilitéit den 31. Mäerz, wéi dat elo de Fall ass.

En halleft Joer méi spéit wësse mer och méi iwwert d'Dépensen. Dat dote bleift jo net ouni Konsequenzen op den Aarbechtsmaart. Heiriwwer ass geschwat ginn. Am Fong wëlle mer dat haut net diskutéieren, mä mir wëllen nëmme just soen, datt dat doten, wat elo amgaang ass ze kommen, a wat amgaang ass ze passéieren a puncto Verschlechterung, déi Dépensë-Posten net onberéiert léisst.

Mir wëssen och Enn Mäerz méi iwwert d'Absorptiounsméiglechkeet vun eisen Administratiounen an och vun de Marchés publics dobaussen, iwwert déi Investitiounsprojeten, déi geplangt sinn. Mir wësse méi iwwert de Fortgank vun de Prozeduren an der praktescher Machbarkeet vun eenzelne Projeten.

Déi Motioun hei, an ech hunn deenen zwee Regierungsmemberen nogelauschtert, gëtt kee Wäertuerteel iwwert de Budget of. Déi Motioun hei wëllt nëmme just Suerg droen, datt d'Chamber, där hir Haaptprerogativ et jo awer ass, fir all Joer e Budget ze stëmmen, an där hire Rôle et also ass, fir sech mat de Chifferen auserneenzesetzen, an där hire Rôle et bestëmmt och ass - wéi den Här Bodry géif soen, hie formuléiert dat méi gescheit wéi ech dat soen -, fir der Wahrhaftegkeet vun de Chiffere méi gerecht ze ginn, dat och maache kann.

Wa mir dat hei maachen, hätte mer gär eppes, wat mer vun allen Acteuren, déi an där Kris hei implizéiert sinn, verlaangen. Mir hätte gär méi Transparenz. Mir hätte gär, datt d'Ratingsagencen eis méi fiabel Donnéeë ginn. Mir hätte gär, datt d'Banken eis méi Chiffere ginn, déi méi no bei der Realitéit leien. Mir hätten also och gär, datt de Stat mam gudde Beispill virgeet an eis esou no wéi méiglech un der Realitéit orientéiert.

Elo ass et esou, an esou nei si mer jo net am Geschäft, oder jiddefalls ech net, datt mer net verkennen, datt mer et am Budget mat enger ganzer Partie Posten ze dinn hunn, wou een a gudde wéi a schlechten Zäiten, a rouege wéi an onrouegen Zäiten net all Dépensen am Viraus ka festleeën.

A fortiori ass an aussergewéinlechen Zäite mat gréisseren Écarten ze rechnen, a wa mer eis hei an Écartë bewegen, déi ënner Ëmstänn 3 bis 4% vum PIB kënnen ausmaachen, ass dat d'Differenz, déi een huet tëschent engem équilibréierte Budget an där Zon, an déi een erakënnt, wou ee vu Bréissel e bloe Bréif kritt, well ee géint d'Maastricht-Kritäre verstéisst.

Duerfir si mer der Meenung, datt ee soll där Motioun hei hir Chance ginn. Et soll een ofwaarden, wéi d'Situatioun sech entwéckelt. An et soll ee virun allem der Tatsaach Rechnung droen, datt een no sechs Méint méi weess, wéi een elo wosst.

Net méi an net manner gëtt hei gefrot.

Mir hu gemengt, et wier utile, wann een den 31. Mäerz géif kënnen dee Budget rectifié déposéieren, fir datt dës Chamber en och nach ka virun de Wahle stëmmen.

En anere Grond ass deen, datt mer och wëlle mat engem ganz prezisen, oder esou prezis wéi méiglechen Ist-Zoustand an d'Analys vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vum Lëtzebuerger Land erakucken. Duerfir hu mer déi Motioun hei déposéiert.

Mir si ganz gär bereet, déi elo zur Diskussioun ze bréngen an och ze kucken, wat fir ee Sort mer no der Diskussioun wëllen därselwechter reservéieren.

Voilà, Här President, ech hunn nach e puer Minutten duerno fir eventuell ze reagéieren op dat, wat meng Kolleege soen, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen?

Den Här Wolter, duerno den Här Fayot an dann den Här Bausch. Här Goerens, et missten nach Ënnerschréften op déi Motioun kommen.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Eis Fraktioun dréit se. Wann anerer se wëllen ënnerschreiwen, da kënne se et ënnerschreiwen, Här President. Mir si ganz gär bereet. Mir maache keng parteipolitesch Differenz.

M. le Président.- Jo, jo, et geet net dodrëm.

(Interruptions)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Eis Fraktioun dréit se.

M. le Président.- Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Merci fir d'Wuert.

De Statsminister huet de Mëtteg eng Rei Saachen an der Chamber gesot, déi an hirer Däitlechkeet net z'iwwertreffe sinn. En huet notamment vun der schwieregster Situatioun a sengen Ae säit den 30er Jore geschwat, vun der Méiglechkeet, dass eist Land an en negative Wuesstum géif eragoen.

Dat ass an der Linn vun deem, wat d'Regierung och scho beim Dépôt vum Budget am Hierscht gesot huet, wéi se gesinn huet, dass eng Kris géif op d'Lëtzebuerger Land duerkommen.

Mir hunn als CSV-Fraktioun an engem éischte Kommentar no dem Dépôt vum Budget gesot, dass mir eis bewosst wären, dass et e voluntaristesche Budget wier, dee geziilt géint eng Rei Saache géif goen an deen och eng Rei vu Parameteren opgebaut huet, notamment fir dass mer um Niveau vun der Inflatioun, dem Wuesstum, dem Schafe vun der Aarbechtsplaz géifen déi Ziler erreechen, déi dem Budget géifen ënnerleien, an dass mer eis bewosst wieren, dass, wann dat net géif geschéien, d'Exekutioun vum Budget schwiereg wier.

Dat zum Sujet, ob oder ob net um Niveau vum 1. Oktober beim Dépôt vum Budget scho gewosst war oder geahnt ginn ass, dass d'Zuele fir 2009 géife schwiereg ginn.

Mir hunn an der Chamber an och an der Budgetskommissioun eis intensiivst drëm bekëmmert an och beroden, ob mer oder ob mer net géifen de Budget änneren. A mir sinn à l'unanimité - à l'unanimité, betounen ech - zur Konklusioun komm, dass mer de Budget net sollen änneren, well mer e wéilten esou exekutéieren, wéi en erakomm ass.

Mir sinn awer och, hunn ech d'Impressioun, säit dem Ufank vun der Kris mat enger Zort vun Aktivismus e bësse beschäftegt. Mir hunn am Oktober eng Interpellatioun kritt, eng Demande d'interpellation vun der Demokratescher Partei vum Här Goerens, fir eis iwwert den Développement durable des finances publiques z'ënnerhalen. Mir hunn duerno vun därselwechter DP eng Demande kritt, fir eng Commission spéciale ze grënnen, déi sech mat den Auswierkunge vun der Kris soll beschäftegen. Elo kréie mer d'Demande fir e Budget rectifié ze maachen.

Ech mengen, et muss ee sech iergendwann eng Kéier eens ginn, wat ee gären hätt. D'Regierung kënnt vun Ufank Oktober a regelméissegen Ofstänn an d'Chamber a mécht Rapport. Während enger ganzer Zäit ass dat an der Finanzkommissioun gutt gaangen. All 14 Deeg. Et ass also net noutwendeg, mengen ech, esou wéi de Statsminister et gesot huet, fir d'Bereetschaft vun der Regierung nach eng Kéier z'erklären, fir regelméisseg bei d'Chamber ze kommen, well d'Regierung regelméisseg säit dem Ufank vun der Kris, vum Oktober u quasi all 14 Deeg bei d'Chamber kënnt, fir an deene Chamberskommissiounen, déi dofir zoustänneg sinn, de Rapport ze maache vun deem, wat geschitt.

Ech mengen, dass mer eis eng Kéier sollen eens ginn. Mir ass et egal, Här Goerens, wou mer dat diskutéieren. Mä ech mengen, dass an engem Parlament vu 60 Leit, an ech hunn et deemools scho gesot, wéi mer décidéiert hunn, déi Commission spéciale anzereechen, an deem 70% vun de Leit zu 70% haaptsächlech mat hire gemengepoliteschen Aufgabe beschäftegt sinn, mir eis de Luxus net kënne leeschten, eis a sechs, siwen oder aacht verschiddene Gremien ëmmer mat deeneselwechte Leit erëmzegesinn, fir datselwecht ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Hu mer eng Kris: De grâce, traitéiere mer se an der Commission spéciale, traitéiere mer se an der Finanzkommissioun, traitéiere mer se an der Ekonomieskommissioun, traitéiere mer se wou och ëmmer!

Mä kommt, mir ginn eis driwwer eens, wéi mer d'Behandlung dovunner maachen. Well ech stelle fest, dass ëmmer déiselwecht Leit dosëtzen, an Dir gehéiert derzou, an dass ganz oft aner Leit net dosëtzen. Dozou gehéiert notamment Ären Noper zu Ärer lénker; fir an Ärer Partei ze bleiwen.

Et geet net duer, fir Pressekonferenzen ze maachen, fir Krise wëllen ze kommentéieren an de Medien. Et muss een och Präsenz markéieren dann, wann a parlamentarescher Aarbecht déi Kris traitéiert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An dat ass notamment an deene leschte Wochen an der Finanzkommissioun de Fall gewiescht. Wou Dir ëmmer präsent waart a wou, pour le reste, Är Fraktioun ganz wéineg präsent war, wéi mer am Konkreten do iwwert d'Finanzkris, hir méiglech Répercussiounen an hir Usätz vu Solutiounen diskutéiert hunn.

Dofir mengen ech, dass een déi Motioun hei soll oflehnen. Net, well ech net gesinn, dass een net regelméisseg soll diskutéieren. Mä well mer eis sollen eens driwwer ginn, och an deene Méint, déi elo kommen, déi net einfach sinn, wou dee Gremium ass, dee mer an der Chamber domadder beoptragen, fir d'Behandlung vun deem Ganzen ze maachen.

De Mëtteg si mer gewuer ginn, dass d'Tripartite fir de Januar géif zesummegeruff ginn. Ech muss soen, an dat soen ech wierklech a mengem Numm: Wann d'Chamber un der Léisung vun der Kris soll participéieren, a wann et eescht gemengt ass mat all deem, wat ech déi lescht Wochen héieren hunn, da stellen ech mer d'Fro, ob d'Chamber net an der Persoun vun deene véier Fraktiounspresidenten un deenen Aarbechte soll associéiert ginn.

Wéi kënne mer, wéi wëlle mer de Lien maachen tëschent enger méiglecher Kommissioun, Commission spéciale? Wéi kënne mer, wéi wëlle mer de Lien maachen zu der Commission des Finances oder zur Commission de l'Économie? Wéi kënne mer am Parlament eng Behandlung maachen, eng seriö politesch Behandlung, mam Wëssensstand, deen noutwendeg ass, fir eng seriö politesch Behandlung ze

maachen, wa mer a) net derbäi sinn, wann d'Musek leeft, a b) mer eis selwer permanent an neie Gremien, an neie Kompositioune verzettelen, ouni dass mer eis parlamentaresch Aarbecht kënne maachen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Fayot huet d'Wuert elo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech sinn eigentlech duerch an duerch determinéiert, fir meng parlamentaresch Aarbecht esou gutt wéi méiglech an deenen normale Kaderen ze maachen, déi mer ons hei an der Chamber ginn hunn. Déi normal Kaderen, dat ass d'Kommissiounsaarbecht, dat ass déi perséinlech Aarbecht, déi d'Deputéierte maachen, eng parlamentaresch Aarbecht, déi net ëmmer esou sexy ass, wéi dat vläicht vun de Medien dobausse wouergeholl gëtt, oder och vu verschiddene vun onse Kolleegen, déi gäre méi Attentioun hätten.

Ech sinn awer der Meenung, dass d'Qualitéit vun der parlamentarescher Aarbecht hei zu Lëtzebuerg, grad wéi an anere Länner, dovunner ofhänkt, wéi seriö mer an deenen normale Gremien, op deenen normale Plaze schaffen, an duerfir kann ech dem Michel Wolter nëmmen zoustëmmen, dass mer déi normal parlamentaresch Kadere solle maximal ausschäffen. Duerfir hunn ech och mat enger gewëssener, wéi soll ech soen, Retizenz déi Commission spéciale approuvéiert, well ech eigentlech och net weess, wat e weidere Gremium ons soll als Plus-value bréngen. Mir hunn déi gestëmmt, da musse mer elo kucken, wéi mer domat eens ginn.

Dat also zum allgemenge Kontext. Duerfir weess ech och net, éierlech gesot, mat allem Respekt fir ons Kolleege vun der DP, déi sech Méi ginn, fir och Saachen auszedenken, Prozeduren auszedenken, wat e Budget rectifié, dee mer jo dann Enn Mäerz oder iergendwann am Mäerz géife virgeluecht kréien, dee mer am Abrëll, Mee héchstwahrscheinlech géifen diskutéieren an dann iergendwann eng Kéier missten ofstëmmen, an dëser wichteger Zilsetzung vun dem Kampf géint d'Kris, beim Versuch, d'Kris ze maîtriséieren a wirtschaftlech Problemer vun onser Bevölkerung ewechzehalen, kéint doranner bréngen.

D'Considéranten, déi den Här Goerens hei duergeluecht huet, déi och vun der Regierung de Mëtteg duergeluecht gi sinn, nämlech dass säit dem 1. Oktober vill Waasser d'Uelzecht erofgelaf ass, dass de Rapport vun der Finanzkommissioun sécher eng ganz Partie vun deenen Incertituden duergeluecht huet, dass och de ganzen Environnement économique et financier amgaangen ass sech rasant ze änneren, dass d'Previsioune jo ufänken elo lues a lues determinéiert ze ginn - ech huelen un, dass de Statec elo dës Woch oder d'nächst Woch mat senge leschte Previsioune kënnt, an da wësse mer ongeféier, wéi et sech wäert développéieren -, mat all deene Saachen, all deene Présupposéé kann ee selbstverständlech d'accord sinn. Mä meng Fraktioun ass op jidde Fall net bereet, fir op de Wee vun engem Budget rectifié ze goen.

Wichteg ass, dass mer intensiv accompagnéieren, wat d'Exekutioun vum Budget ugeet, dass mer, wa mer elo zum Beispill d'Recetten Enn Dezember oder am Januar kréien, wat mer fir 2008 erakrut hunn - de Mëtteg ass jo schonn eng Indikatioun vum Statsminister komm, dass mer dat permanent virgeluecht kréien -, och vun der Regierung gesot kréien, wat mat deene Sue geschitt.

D'Plus-valuen, do hu mer de Mëtteg gehéiert, wat domat geschitt. Wa Moinsvaluë kommen, wann nei Ausgabe kommen, fir de Chômage ze bekämpfen, wann nei Ausgabe musse kommen, fir soss Problemer ze bekämpfen, musse mer dat hei an deenen zoustännege Kommissioune kréien, an ech mengen, mat där normaler parlamentarescher Prozedur, déi mer an dëser Chamber hunn, kënne mer onsen Apport zu der Maîtrise vun der Crise économique et financière leeschten.

Duerfir proposéieren ech, déi Motioun vun der DP ofzelehnen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Bausch huet d'Wuert fir déi Gréng.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grondsätzlech ass d'Approche vum Budget rectifié mer sympathesch. Ech wär och e Gelungenen, wann ech eppes aneschters géif soen, well do, wou ech eng aner Responsabilitéit hunn, do gëtt mat der Prozedur vum Budget rectifié geschafft, an ech fannen, datt och d'Erfahrungen, déi iwwert de Budget rectifié gemaach ginn, net déi allerschlechtst sinn.

Ech wëll och soen, datt déi Diskussioun, ob een dat um staatlechen Niveau maache soll, net nei ass. Mir hu viru sechs, siwe Joer, wa meng Erënnerung ganz gutt ass, eng Diskussioun - et ass souguer scho méi laang hier - hei am Parlament gefouert, ronderëm d'Affektatiounen zum Beispill vun de Plus-valuen a wéi déi solle gemaach ginn. Mir hunn deemools och d'Iddi vum Budget rectifié hei diskutéiert, ob et net méi sënnvoll wär, wann de Stat datselwecht géif maache wéi d'Gemengen an all Joer e Budget rectifié géif maachen, datt dann d'Plus-valuen zum Beispill och iwwert de Budget rectifié géifen affektéiert ginn an doduerjer eng legal, eng juristesch Basis kréichen. Dee Wee ass deemools net gewielt ginn. Do huet d'Regierung décidéiert, wa Plus-valuen ufalen, déi iwwer e Gesetz festzeleeën, an net de Wee vum Budget rectifié anzeschloen.

Mir mussen och wëssen, datt de Budget rectifié eng kontabel Operatioun ass. Dat ass näischt, wat een elo als Instrument notze kann, fir wäit an d'Zukunft ze kucken. Ganz sécherlech net. Well de Budget rectifié, dee bréngt et knapps fäerdeg, och um Niveau vun de Gemengen, d'Vergaangenheet ze determinéieren. An dat ass och de Problem: Wa mer zum Beispill am Mäerz hei géifen e Budget rectifié vun der Regierung déposéiert kréien, da kéint d'Regierung net vill draschreiwen, well beschtefalls huet se am Mäerz - beschtefalls, soen ech - d'Konte vum Joer 2008, mä si huet nach net schrecklech vill iwwert d'Recettë vun 2009.

Mä, virun allem, an dat ass awer de sprëngende Punkt, mécht de Budget rectifié jo nëmmen e Sënn, fir ze kucken, ob de Budget, esou wéi d'Regierung en elo gesäit a wéi mer en hei diskutéieren, och an där Form exekutéiert gëtt oder ka ginn.

Do spillen natierlech d'Dépensësäiten eng immens grouss Roll, a virun allem déi grouss Investissementsprojeten. Do muss ech awer och soen, an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung, an dat ass beim Stat net anescht, datt et ganz schwiereg ass, fir déi héich Investitiounsausgaben, och wann ee ganz voluntaristesch ass, ëmmer zu 100% ëmzesetzen. Ech wëll soen, datt an där Gemeng, wou ech selwer responsabel sinn, mer et 2008 op engem ganz gudden Niveau fäerdeg bréngen, mä datt dat awer éischter exzeptionell ass. Wat awer ganz sécher ass, ass, datt een am Mäerz nach iwwerhaapt näischt kann doriwwer soen, wat een am Laf vum Joer 2009 vun engem Budget kann oder wäert exekutéieren.

Wa mer also elo géifen am Mäerz hei e Budget rectifié déposéiert kréien an doriwwer diskutéieren, da kéint et sinn, datt mer ganz falsch Saache géifen décidéieren, eventuell zum Beispill Projeten en masse sträiche goen, an da géife mer herno feststellen, datt doriwwer eraus d'Exekutioun ganz schlecht wär, an am Endeffekt hätte mer da souguer an engem Joer, wou mer all der Meenung wären, datt bei de Recetten d'Lag net gutt wär, datt mer souguer eng Plus-value kritt hunn, well mer falsch gestrach hätten. Et kann ee beim beschte Wëllen am Mäerz net iwwert dat kontabelt Instrument Budget rectifié, wat ech e gutt oder a sech kee schlecht Instrument fannen, eppes aussoe ronderëm de Budget fir dat lafend Joer.

Duerfir, wann an där Motioun hei zum Beispill géif drastoen «à déposer au plus tard jusqu'au 30 septembre 2009» e Budget rectifié, da kéinte mir als Fraktioun domadder d'accord sinn, well dann hu mer sécherlech schonn e besseren Iwwerbléck iwwert dat, wat reell vum Budget kann exekutéiert ginn, haaptsächlech op der Dépensësäit am lafende Joer. Wann d'Demokratesch Partei awer wëllt um 31. Mäerz 2009 festhalen, dann deet et mer leed, da musse mir eis enthalen, well mir mengen net, datt dat eis schrecklech vill Neies wäert bréngt par rapport zu der Situatioun vum Kenntnisstand, dee mer haut hunn, par rapport zum Budget, dee mer elo zur Diskussioun hunn.

Also, wéi gesot, mir soe Jo zum Budget rectifié, mir sinn do derfir, mir fannen dat e gutt Instrument, mä awer mat dem Datum, menge mer, esou wéi et hei presentéiert ass, bréngt et eis net schrecklech vill, kënne mer net derfir stëmmen.

M. le Président.- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech muss soen, datt mir där Motioun, déi vun der Demokratescher Partei hei erabruecht ginn ass, éischter positiv vis-à-vis stinn. Ech mengen, mir wëssen alleguer, datt dee Budget, wéi en deponéiert ginn ass den 1. Oktober - an de Statsminister huet dat jo och haut nach eng Kéier confirméiert -, net méi vill mat der Realitéit wäert ze dinn hunn.

Et ass richteg, datt an deene leschten zwee Méint d'Chiffere permanent geännert hunn, leider meeschtens an eng negativ Richtung. Et ass och de Mëtteg hei vum Statsminister gesot ginn, datt hien och sécher ass, datt dee Budget vun 2009 wäert en defizitäre Budget ginn. En huet dat formuléiert a sot, deen Defizit wier an där Héicht, wéi mer elo am Fong e Benefiss virgesinn haten. Dat wier da jo awer schonn e substanziellen Defizit, deen dee Budget krit.

Vun deenen Donnéeën, déi mer regelméisseg elo wäerte kréien, fäerte mer, datt déi weiderhi wäerten eng negativ Tendenz hunn. Duerfir menge mer, datt et scho wichteg ass, datt d'Parlament, d'Finanzkommissioun géif elo permanent - permanent, dat heescht och elo am Dezember, Januar, Februar - iwwert d'Evolutioun vun de Statsrecetten oder -dépensen informéiert ginn.

Ech sinn hei net ganz d'accord mat mengem Virriedner, dem François Bausch, fir ze soen, datt d'Regierung de Mäerz keng Donnéeën huet. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Steierverwaltung, datt den Enregistrement all Mount ka genau soen, wat erakomm ass, an e Verglach kann opstellen, wat dëst Joer 2008 oder 2009 am Januar oder am Februar erakomm ass, esou datt ee permanent vu Mount zu Mount ka gesinn, wéi d'Evolutioun vun de Recetten ass vis-à-vis vun deene Jore virdrun a vis-à-vis vun deem, wat och am Budget virgesinn ass.

Zweetens huet den Här Statsminister haut de Mëtteg hei deklaréiert, datt 2009 géifen d'Dépensë vun 2009, 2010, 2011 an 2012 virgezu ginn...

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo?

M. le Président.- Är Zäit ass eriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...virgezu ginn, fir ebe schonn d'nächst Joer 2009 investéiert ze ginn. Dat bedeit jo och eng Prozedur, déi d'Parlament heibanne muss stëmmen. Also soe mer, datt et net kann esou sinn, datt d'Regierung elo hei e Budget déposéiert, a refuséiert - an ech soen et kloer -, fir virun dem 7. Juni, virun de Wahlen hei Fuerf ze bekennen.

Et ass scho wichteg, datt mer eis Gedanke maachen. Ob dat elo den 31. Mäerz oder 14 Deeg méi spéit oder 14 Deeg méi fréi ass, spillt keng Roll. Wichteg ass, dass d'Parlament ëmmer informéiert gëtt an datt mer reagéieren, an duerfir ënnerstëtze mir dës Motioun.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass gutt, datt emol een dem aneren nolauschtert heibannen. Ech hu ganz andächteg nogelauschtert, wat meng Virriedner gesot hunn, an ech wollt dozou véier Remarquë maachen.

Déi éischt iwwert d'Method. Et stëmmt, datt d'Demokratesch Partei, esou wéi d'Gesetz et virgesinn huet, och verlaangt huet, datt den nationalen Nohaltegkeetsrot eng utile Aarbecht géif maachen. Duerfir hu mer e Rapport gemaach iwwert d'Evolutioun vun den öffentleche Finanzen, gekuckt duerch de Prisma vun der Nohaltegkeet, a mir si frou, datt mer dee Rapport hunn. An dee solle mer och hei an der Chamber diskutéieren.

Zweetens stëmmt et och, datt mer an deem Zesummenhang eng Interpellatioun ugefrot hunn. Dat ass dat elementaarst Recht vun den Deputéierten. Et kritt een also eppes virgeworf, wann een eppes mécht. A wann een dat net mécht, da kritt ee virgeworf, et géif een näischt maachen.

Mir hunn also Schwieregkeeten, fir déi richteg Kritären zréckzebehalen, no deene mer den Apport vun deenen eenzelne Leit hei an der Chamber miessen.

Ech wëll awer eppes ganz kloer soen: Ech défiéiere jiddwereen heibannen, sech auserneenzesetze mat deene konstruktive Virschléi, déi mir als Fraktioun an deene verschiddene Gremien, déi hei ugesprach goufen, gemaach hunn!

Ech mengen, mir brauchen eis dofir net ze schummen, an et kann och keen eis Politique politicienne an deenen doten Ausenanersetzunge virwerfen. Mir si geplot vun der Suerg, wat mat dësem Land geschitt 2009. Mir sinn net déi Eenzeg, mä och mir däerfen eis doriwwer Suerge maachen, an och mir däerfen eis doriwwer eis Gedanke maachen, no wat fir enger Method mer déi Problemer uginn.

Da kommen ech bei déi drëtt Bemierkung. De Budget gehéiert zu den Haaptprerogative vun engem Parlament. An all gewielten Deputéierten däerf doriwwer seng Meenung soen an däerf sech och eppes afale loossen iwwert d'Manéier, wéi een un déi Problemer erugeet.

Derbäi kënnt, datt de Budget keng exakt Wëssenschaft ass. A well et keng exakt Wëssenschaft ass, soll ee kucken, datt een d'Marge d'erreur, déi ee brauch an der politescher Appréciatioun, fir sech mat Problemer auserneenzesetzen, esou kleng wéi méiglech hält. An dat ass am Fong déi Suerg, déi eis hei dreift.

Et ass och déi Suerg, déi den Här Bodry dreift, deen an dëser Debatt bis elo éischter duerch Diskretioun opgefall ass. En huet sech awer duerch déi Absence d'activisme kee Reproche vum Här Wolter misse gefale loossen. Mä dat kënnt vläicht nach.

Ech wollt och am Fong soen, wann een déi Marge d'erreur esou kleng wéi méiglech wëllt halen, weess een an onsécheren Zäite sechs Méint méi spéit vill méi wéi sechs Méint virdrun. Dat ass eng Lapalissade, mä heiansdo kënnt een nëmme just duerch d'Referenz op eenzel Lapalissaden an der Diskussioun weider.

Wa mer eis da kënnen dorobber eenegen, da wollt ech dach der Chamber rappeléieren, datt nieft deenen aussergewéinlechen Elementer, déi d'Joer 2009 charakteriséieren, nach eent derbäikënnt, wat an der Natur vun eiser Demokratie läit: De Mee gëtt d'Chamber opgeléist.

Ab dem Mee steet d'Regierung also net méi ënnert dem Contrôle vun der Chamber. De Juni gi mer wielen. De Juni sinn och keng öffentlech Sitzungen hei. Dat ass den zweete Mount, wou d'Regierung net ënnert dem Contrôle vun der Chamber ass. De Juli ginn d'Koalitiounsverhandlungen un.

D'Regierung kënnt also net heihinner sech mat der Chamber auserneesetzen iwwer eppes, well nach keng regierungsfäeg Majoritéit do ass, fir d'Land ze regéieren.

Den August ass en traditionelle Vakanzmount. Am September ass d'Chamber bis elo nach ni duerch exzessiven Aktivismus opgefall, jiddefalls net an der Plénière.

Mir hunn also d'nächst Joer bei all deene Schwieregkeeten dobäi och nach dee Problem, deen ech alle Kolleegen ze bedenke wëll ginn, déi hei mengen, den 31. Mäerz wier ze fréi.

Ech wëll deene just soen, et ass vläicht deen eenzegen utilen Datum, dee mer nach kënne fannen, fir eis ze rectifizéieren. D'nächst Joer hu mer fënnef Méint, wou d'Regierung ënner engem ganz approximativen, fir net ze soe ganz absentë Contrôle vun der Chamber steet.

Duerfir eis Suerg, fir mat mat engem Recul vu sechs Méint aktualiséierte Chiffren dem Lëtzebuerger Land klore Wäin anzeschenken iwwert d'öffentlech Finanzen. Domat hunn ech kee Procès d'intention gemaach, mä ebe just d'Suerg ausgedréckt, datt d'Chamber esou no wéi méiglech un der Realitéit dru läit, esou wéi mer dat och maachen an eise Fuerderunge vis-à-vis vun de Ratingsagencen, vis-à-vis vun de Banken, vis-à-vis vu Bilanzen, déi presentéiert ginn. Mir sollen esou no wéi méiglech un d'Realitéit erukommen. Ni plus ni moins. Dat ass d'Suerg, déi eis animéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ganz kuerz vläicht, well den Här Goerens esou léif war, mech hei unzeschwätzen. Ech mengen, d'Debatt iwwert de Budget kënnt nach, an ech wäert mech selbstverständlech an där Debatt do zu Wuert mellen an in extenso meng Virstellung zum Budget a meng Aart a Weis, fir un d'Budgetspolitik erunzegoen, duerleeën, déi, mengen ech, och schonn hei bekannt ass. Et ass net déi éischte Kéier, wou ech zum Budget schwätzen. Déi Virstellung huet och net fundamental geännert, ob ech an der Oppositioun oder an der Majoritéit sinn.

Ech mengen, dass et effektiv e wichtege Moment ass, wat och d'Prerogative vum Parlament ugeet.

Fir mech ass et och wichteg gewiescht, haut vum Premier notamment ze héieren, dass d'Chamber wäert, méi wéi dat bis elo de Fall war, agebonne ginn an d'Exekutioun vum Budget, well déi essenziell Fro wäert sech stellen net nëmmen déi éischt dräi Méint, si wäert sech dat ganzt Joer 2009 a vläicht nach vill méi staark 2010 stellen, wéi d'Exekutioun vum Budget passéiert.

(Interruption)

Et ass immens wichteg, dass mer dat ronnbréngen, sief et iwwer eng Spezialkommissioun, sief et iwwer en anere Wee.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat schéngt mer de wichtegste Punkt ze sinn. Fir de Rescht sinn ech net der Meenung, dass e Budget rectifié no dräi Méint dat richtegt Instrument ass, fir déi doten Zilsetzung ze erreechen. Dat géif heeschen, op hallwem Wee stoen ze bleiwen. Ech sinn éischter derfir, e permanent Instrument ze schafen, Prozeduren ze schafen, wou mer iwwert dat ganzt Joer déi dote Supervisioun vun der Aarbecht vun der Regierung maachen, an dat geschitt net iwwert de Wee vun engem Budget rectifié.

M. le Président.- Merci, Här Bodry.

Elo komme mer zum Vote.

(Interruption)

Mir sinn awer hei an enger Prozedur. D'Zäit vun de Fraktiounen alleguerten ass längst ofgelaf. Här Goerens, dat sot nach schnell eppes!

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt den Här Bodry froen, ob en nach der Meenung ass, datt den Här Frieden no den Explikatioune vun elo keen Zauberer méi ass.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote electronique ass verlaangt.

Vote

D'Motioun ass net ugeholl ginn: Mir hunn 38 Nee-Stëmmen, géint 14 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss).

Dir Dammen an Dir Hären, domat ass dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5855. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

5. 5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm zwee Ziler: 1. wéi vill Komponenten u Schwéiermetaller a Batterien, Akkuen an Autosbatterien nach an Zukunft zougelooss ginn; 2. dass vun dëse Batterien, Akkuen an Autosbatterien, déi op de Marché kommen, dann awer esou vill wéi méiglech recycléiert ginn, fir déi no Punkt 1 zougeloosse Schwéiermetaller erëm ze récupéréieren, an dat no de beschtméiglechen Technologien - „meilleures techniques possibles" ass d'Terminologie consacrée - a fir domat d'Gesondheet vum Mënsch an d'Ëmwelt beschtméiglech ze schützen.

Heifir gëtt d'EU-Direktiv 2006/66/CE a Lëtzebuerger Recht ëmgesat an domat déi fréier Direktiv 91/157/CE abrogéiert.

All Joer ginn an der Europäescher Unioun honnertdausenden - „plusieurs centaines de milliers de tonnes", esou steet et am Exposé des motifs vum Gesetz - vun Tonne Batterien an Accumulateuren op de Maart bruecht, déi déi verschiddenst Schwéiermetaller wéi Quecksëlwer, Bläi, Kadmium, Néckel, Zénk, Koffer, Mangan oder Lithium enthalen. Vun deenen déi meescht engersäits präislech wäertvoll, anerersäits awer och héich gëfteg kënne sinn.

Hei ass vun elo d'Responsabilitéit vum Producteur a Vendeur verlaangt, fir sech selwer Strukturen ze gi respektiv iwwert de Wee vun agréémierten Organisme sech drëm ze bekëmmeren, wat mat de Batterien an Akkue geschitt, wa se bis verkaaft sinn.

Schwéiermetaller, déi onkontrolléiert an d'Ëmwelt fräigesat ginn, léise sech mat der Zäit net vum selwen op, mä si sammele sech am Buedem an am Waasser un a kommen esou an eis Nahrungsmëttelketten eran.

Fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Ëmwelt sinn dës Stoffer enorm schiedlech, dofir musse mer gewëssenhaft déi al Batterien, al Akkuen an al Autosbatterien asammelen a recycléieren.

Här President, hei zu Lëtzebuerg hu mir an deene leschte Joren ënnert dem Stéchwuert „SuperDrecksKëscht" schonn eng gewësse Recyclingskultur am positive Sënn entwéckelt. Dofir ginn ech elo net méi weider op déi Aspekter vun der EU-Direktiv an dem Gesetz vun haut an.

Et bleift awer nach esou munches ze dinn. Virun allem musse mir eis vun enger bis elo voluntaristescher Approche op e kontrolléierbare Monitoring mat konkreten Zilvorgaben hi bewegen.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, dass an Zukunft, éischtens wat d'Komponente vu Schwéiermetaller ugeet, all Batterien an Akkue verbuede sinn, déi méi wéi 0,005 Promille Quecksëlwer enthalen, an all portabel Batterien an Akkue verbuede sinn, déi méi wéi 0,02 Promille Kadmium enthalen.

Erlaabt bleiwen e puer Ausnahmen am Beräich vu Sécherheets- a medezineschen Anlagen.

Des Weidere muss et en ëmweltperformant Zil sinn, an Zukunft ëmmer méi Batterien an Akkuen op de Marché ze bréngen, déi kee Quecksëlwer, kee Kadmium a kee Bläi méi enthalen.

Zweetens, wat d'Asammelen an d'Recycléiere vun alle Batterien an Akkuen ugeet, déi op de Marché kommen, mussen no der Direktiv 2006/66/CE vum 26. September 2006 bis de 26. September 2012 mindestens 25%, a véier Joer méi spéit bis de 26. September 2016 mindestens 45% erëm agesammelt a recycléiert ginn.

Dësen Undeel u Kollekte gëtt all Joer kontrolléiert an no der Direktiv fir d'éischt am Joer 2008, also dëst Joer schonn.

D'Producteure respektiv déi spezialiséiert Betriber, déi de Recyclage bedreiwen, mussen deemno all Joer Informatiounen un d'Ëmweltverwaltung liwweren, iwwert d'Quantitéiten, déi verkaaft gi sinn, wéi vill der recycléiert gi sinn a wéi vill der exportéiert goufen, fir domat den „Taux de recyclage effectif" kontrolléieren ze kënnen.

Dësen Taux ergëtt sech aus engem Verglach vun den ugesammelte Quantitéiten, aus dem Referenzjoer mat der Moyenne vun de Quantitéiten, déi an dem Referenzjoer, plus deenen zwee Joer vu virdrun, verkaaft goufen.

D'Tatsaach, dass dës Mesuren iwwer eng EU-Direktiv geregelt ginn, verhënnert Wettbewerbsverzerrungen tëschent de verschiddene Länner an der EU.

Här President, vun elo un ass et definitiv verbueden, Batterien an Akkuen op eng Deponie oder an eng Verbrennungsanlag wéi op de SIDOR ze bréngen.

Et bleiwen awer nom Recycling vun de Batterien an Akkuen nach Offäll, déi net weiderverwäert kënne ginn.

Fir dës Résiduen erlaabt d'EU-Direktiv, dass se verbrannt oder op enger Deponie gelagert ginn.

D'Batterien an Akkue mussen och speziell markéiert sinn, mat enger duerchkräizter Poubelle, am Prinzip vun der Gréisst vu 5 op 5 cm. Fir Batterien, déi méi kleng si wéi 5 x 5 mm, muss dat Symbol um Emballage stoen a mindestens 1 op 1 cm grouss sinn.

Fir de Leit et méi einfach ze maachen, mussen op ville Plazen öffentlech Behälter stoen, wou ee Batterien entsuerge kann.

All Distributeur muss Batterien an Akkue gratis zréckhuelen, wa se verbraucht sinn. Den Distributeur huet dann d'Recht, de gesammelten Offall un de Produzent zréckzeginn, deen d'Onkäschte fir d'Asammelen an d'Recycléieren droe muss.

D'Aktivitéite vun der Collecte vu Batterien an Akkuen ënnerleien ebenfalls den Dispositioune vum Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vun den Offäll.

Bis spéitstens de 26. September 2009 mussen d'Hiersteller vu Batterien an Akkue sech esou équipéieren, dass si selwer, oder an hirem Optrag spezialiséiert Betriber, hiren Offall vu Batterien an Akkuen no de beschtméiglechen Technike recycléieren, déi am Moment zur Verfügung stinn.

An der Direktiv stinn nach e puer méi administrativ Dispositiounen, déi virschreiwen, wéi d'Hiersteller vu Batterien oder Akkue sech registréiere mussen an ënner wat fir Bedéngunge se en Agrément kréien.

Hei wëll ech just erausgräifen, dass de Kontraktant eng spezifesch Assurance ofschléisse muss.

Den Agrément gëllt fir eng Lafzäit vu fënnef Joer a ka verlängert ginn.

All dës Mesurë gi suivéiert a kontrolléiert vun enger Commission de suivi pluripartite, fir den Ëmweltminister an der Exekutioun vun der Tâche vun dësem Gesetz ze begleeden. D'Membere gi fir eng Dauer vun dräi Joer genannt an hiert Mandat ass erneierbar.

Hält en Exploitant sech net un d'Oplagen, kritt e vum Minister den Agrément gekënnegt, an dat an engem Délai vu spéitstens zwee Joer.

Här President, wat elo de Projet de loi vum 18. Mäerz 2008 selwer ugeet, sief drop higewisen, dass d'Regierung am Ufank dru geduecht huet, d'EU-Direktiv 2006/66/CE iwwer e Règlement grand-ducal ëmzesetzen, wat sech op d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vun Offäll bezunn hätt.

De Statsrot huet dogéint Asproch geholl, well net all Dispositiounen an der Direktiv an eng Relatioun mat deem Gesetz gesat konnte ginn. De Statsrot huet dofir virgeschloen, en eegent Gesetz fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/66/CE auszeschaffen, wat jo heimat geschitt ass.

Nom éischten Avis vum Statsrot vum 17. Juni an dem Avis complémentaire vum 21. Oktober 2008 konnt eng Opposition formelle definitiv aus der Welt geschafe ginn. An zwar gesäit d'Direktiv als Instrument, fir ze definéieren, wéi verschidden Dispositiounen exekutéiert solle ginn, vir, dass tëschent dem Stat an deene betraffene Wirtschaftssecteuren Ëmweltschutzziler, sougenannten „Accords environnementaux" ofgeschloss ginn.

De Statsrot verweist drop, dass dëst Instrument an eiser Verfassung net virgesinn ass an dass d'Ëmsetzung vun der Direktiv just iwwert d'Gesetz an d'Exekutioun iwwer groussherzoglech Reglementer gemaach ka ginn. Deem huet d'Ëmweltkommissioun am Endeffekt Rechnung gedroen.

Här President, wéi gesäit de Moment d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus?

Zënter 1985 gëtt et zu Lëtzebuerg d'SuperDrecksKëscht, déi vun Ufank u Batterien an hirer Sammelpalette hat an déi haut dat wichtegst Instrument fir d'Asammlung vun de portable Batterien ass.

Dem Bierger stinn am Kader vun der SuperDrecksKëscht verschidde Sammeloptiounen zur Verfügung. Dat sinn haaptsächlech engersäits déi mobil Sammlunge vun der SuperDrecksKëscht, op d'mannst véiermol am Joer an all Gemeng; zweetens d'Sammelplaze vun der SuperDrecksKëscht an de Recyclingzentren; an drëttens d'Sammelbehälter, déi an Zesummenaarbecht mat dem Handel an deene verschiddene Geschäfter, Supermarchéen, Tankstellen an esou weider opgestallt sinn.

Am Joer 2007 goufen 1.162 Tonne Bläiakkuen zu Lëtzebuerg offiziell agesammelt an an eng Verwäertungsfilière bruecht. Bezunn op dat, wat an deemselwechte Joer verkaaft gouf, entsprécht dëst engem Taux de collecte vun 61%.

Enger rezenter Étude de marché no, déi vun ECOTREL gemaach gouf, gouf festgehalen, dass am Joer 2007 214.100 kg Dréchebatterien op de Maart gesat goufen. Setzt een dat a Relatioun mat deenen 124 Tonnen al Batterien, déi am selwechte Joer agesammelt goufen, da kritt een e Sammeltaux vu 57,9% eraus.

Lëtzebuerg huet also domat schonns en zimlech dicht Netz vu Sammelinfrastrukturen, wat fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/66/CE a ganz besonnesch fir d'Erreeche vun den Asammeltauxë wichteg ass.

Well 2007 awer eréischt dat éischt Joer ass, wou verlässlech Donnéeë virleien, wat de Verkaf vun Dréchebatterien ugeet, kann een den aktuellen Taux de collecte, entspriechend der Methodologie vun der Europäescher Kommissioun, esou wéi se fir d'nächst Joer virgeschriwwen ass, nach net berechnen.

Den Ëmweltminister Lucien Lux huet am Kader vun der SuperDrecksKëscht ufanks 2007 d'Aktioun „clever akafen" lancéiert. Heifir wëll ech eisen Ëmweltminister, fir säi virausschauend an anticipatiivt Virgoen am Kader vun dësem Gesetz, extra luewen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Hei gi ganz bewosst Produkter an de Geschäfter promouvéiert, déi zur Offallvermeidung bäidroen. Zu dëse Produkter gehéieren och déi nees opluedbar Batterien. Berücksichtegt een, dass esou en Akku bis zu e puer 100-mol nees opgeluede ka ginn, muss a soll de Verkaf vun opluedbare Batterien nach weider promouvéiert ginn.

Här President, als Konklusioun, a fir zum Schluss ze kommen, ware mer eis an der Ëmweltkommissioun eens, dass mer eis net sollen dermat zefridde ginn, EU-Mindestnormen ze erfëllen.

Wa mer haut ronn d'Halschent vun alle Batterien an Akkuen asammelen, déi verbraucht ginn, heescht dat och, dass nach ëmmer bal d'Halschent einfach an d'Dreckskëscht flitt. Dat ass souwuel vum ekologesche wéi och vum ekonomesche Standpunkt aus net ze vertrieden.

D'Tatsaach, dass mer elo all Joer gesinn, wéi sech den Taux de collecte entwéckelt, erméiglecht et, de Succès oder den Échec vum virgesinnenen Ëmweltmanagement a vun de respektive Sensibiliséierungscampagnen objektiv ze moossen.

A mir sollten eis eréischt dann zefridde ginn, wann de Kreeslaf zou ass a keng Schwéiermetaller méi fräigesat ginn, well se eis Gesondheet belaaschten an d'Ëmwelt kontaminéieren.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all déi aner Fraktioune sech den Ausféierunge vum Rapporteur uschléissen. Da kënne mer deementspriechend zur Ofstëmmung vum Projet kommen.

(Interruption)

Här Gibéryen, wollt Dir nach op d'Tribün kommen?

(Interruption)

Et ass an der Rei. Passt elo op, dass mer de Vote hei korrekt iwwert d'Bühn kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mäi léiwen Här President, doranner si mir Spezialist!

M. le Président.- Elo zum Vote!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5855 ass mat 54 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Norbert Haupert), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss) et Jean Huss;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Mir gesinn eis muer erëm um hallwer dräi fir de President Barroso ze emfänken.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.07 heures)

Jeudi, 4 décembre 2008

SÉANCE 13

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés

2. Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne

3. Séance de questions et de réponses:

1. Question posée par le groupe parlementaire CSV
   - *M. Michel Wolter - M. José Manuel Durão Barroso*
2. Question posée par le groupe parlementaire LSAP
   - *M. Ben Fayot - M. José Manuel Durão Barroso*
3. Question posée par le groupe parlementaire DP
   - *Mme Colette Flesch - M. José Manuel Durão Barroso*
4. Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng
   - *M. François Bausch - M. José Manuel Durão Barroso*
5. Question posée par la sensibilité politique ADR
   - *M. Gast Gibéryen - M. José Manuel Durão Barroso*
6. Question posée par un député indépendant
   - *M. Aly Jaerling - M. José Manuel Durão Barroso*

Au banc du Gouvernement ont pris place: M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne; M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

M. le Président.- La séance publique est ouverte.

1. Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de vous souhaiter, au nom de tous les députés de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, une très cordiale bienvenue au Parlement luxembourgeois. Un parlement que vous connaissez d'ailleurs, puisque vous étiez déjà ici notre hôte en 2003 en votre qualité de Premier Ministre du Portugal.

Je voudrais étendre mes souhaits de bienvenue à toute votre délégation et en particulier à Madame Viviane Reding, membre de votre Commission qui, permettez-moi de le dire, a mené maintes batailles politiques en cette enceinte, ainsi qu'à Monsieur Moutschen, votre représentant à Luxembourg si dynamique, qui est toujours prêt à nous prêter main-forte. Et je voudrais saluer enfin très cordialement Monsieur Jacques Santer, Premier Ministre honoraire du Grand-Duché de Luxembourg et ancien Président de la Commission, qui a passé pas mal de grands moments de sa carrière politique dans cette enceinte.

Monsieur le Président, depuis des années votre Commission soigne les relations avec les parlements nationaux. C'est sous votre impulsion que les parlements obtiennent directement communication des documents publiés par la Commission et se voient transmettre même une liste hebdomadaire des documents communiqués par la Commission aux autres institutions. Cette initiative constitue assurément une aide précieuse pour les parlements nationaux qui partagent tous le souci de suivre de près les affaires européennes.

Au-delà des efforts d'information, la Commission européenne cherche le dialogue sur le terrain. Elle va à la rencontre des élus nationaux, et votre présence aujourd'hui en est le meilleur exemple.

Au courant des deux dernières années, le Parlement luxembourgeois, à lui seul, a accueilli pas moins de six membres de votre Commission et a d'ailleurs pu faire une visite à Bruxelles en 2007; visite au cours de laquelle les députés ont pu procéder à des échanges avec quatre de vos commissaires ainsi qu'avec plusieurs hauts fonctionnaires.

Soyez assuré, Monsieur le Président, que ces opportunités ont été fort appréciées par les députés luxembourgeois.

Je tiens aussi à préciser que la Chambre des Députés s'est dotée, il y a quelques années, de structures qui lui permettent d'assurer le suivi des affaires européennes. Elle est néanmoins consciente des progrès qui restent à accomplir, par exemple pour combler les retards dans la transposition des directives, pour rédiger plus souvent des avis ou pour renforcer davantage le dialogue avec le public.

Nous convenons tous que le contact continuel avec les citoyens, et en particulier avec les jeunes, est une des voies clés pour amplifier la confiance et l'adhésion de nos citoyens à l'Europe. Avec une ardeur opiniâtre, notre parlement a ainsi soigné le dialogue - si j'ose dire - «européen», en organisant notamment des auditions avec des élèves et des étudiants, une convention des jeunes sur le Traité constitutionnel, sans parler des maintes auditions publiques lors du référendum sur le Traité constitutionnel.

Monsieur le Président, vous êtes notre hôte à un moment où des crises financières et économiques fulminantes secouent le monde entier. La crise financière internationale n'épargne aucune économie imbriquée dans les circuits boursiers de la planète.

La petite économie ouverte du Luxembourg en pâtit au point que nous frôlons la première récession depuis des décennies.

Avant de se faire sentir dans ce que nous appelons «l'économie réelle du pays», la crise a affecté de manière bouleversante deux banques systémiques de notre place financière.

Notre gouvernement a dû agir vite. Il l'a fait de l'accord de tous les groupes parlementaires et des partenaires sociaux.

Mais ce ne fut qu'une étape. D'autres acteurs économiques, financiers ou non, auront besoin d'aide des pouvoirs publics au Luxembourg et en Europe.

Votre Commission aussi, Monsieur le Président, a agi en présentant un plan de relance pour l'économie européenne en difficulté. Ce paquet qui constitue aux yeux des Ministres des Finances de l'Union un «stimulus significatif pour nos économies» est le bon signe au bon moment.

La Commission européenne s'est montrée à la hauteur des attentes des citoyens et de l'économie continentales.

Il peut sembler étrange, Monsieur le Président, que la Commission, gardienne des règles de concurrence et souvent rétive à l'égard d'aides publiques à l'économie, devienne elle-même un acteur significatif dans le mouvement qui dispense des fonds publics aux acteurs du marché. Mais comme vous l'avez dit à juste titre: «Les périodes exceptionnelles appellent des mesures exceptionnelles. Les emplois et le bien-être de nos citoyens sont en jeu.»

Soucieux de s'impliquer et de prendre ses responsabilités, notre parlement vient d'ailleurs d'instaurer une commission spéciale destinée à suivre régulièrement tous les aspects relatifs à la crise financière et au ralentissement économique de façon globale.

Monsieur le Président, devant cette toile de fond, je suis convaincu que les sujets que nous allons aborder aujourd'hui ensemble dans cette enceinte ne nous manquerons pas.

Soyez assuré que nous savons apprécier à sa juste valeur votre geste envers la Chambre des Députés d'avoir accepté de prendre la parole en séance plénière et de répondre tout à l'heure aux questions des députés.

Je vous remercie de votre attention et je donne la parole au Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Durão Barroso.

www.chd.lu

2. Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne.*- Monsieur le Président de la Chambre des Députés, Mesdames et Messieurs les Députés, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre, Monsieur le Ministre d'État honoraire, Madame le Commissaire, c'est avec un très grand plaisir que j'ai répondu à votre invitation aujourd'hui, dans la capitale du Grand-Duché, et je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, pour vos paroles si aimables à mon égard et à l'égard de la Commission européenne.

Je suis heureux de venir débattre avec la représentation nationale d'un pays qui est non seulement fondateur de l'Europe, mais à l'avant-garde de l'Europe. En pleine Seconde Guerre mondiale, en 1944, alors que le gouvernement luxembourgeois était en exil, vous avez créé avec la Belgique et les Pays-Bas le premier embryon d'Europe, l'union douanière du Benelux. Autant dire que votre pays n'a pas besoin d'un brevet d'esprit européen!

Cet après-midi je participerai aussi à l'inauguration du nouveau Palais de la Cour de Justice européenne. Là non plus, il n'y a pas à démontrer le lien indissoluble qu'unit la vocation européenne du Grand-Duché et le droit communautaire.

Un de mes illustres prédécesseurs à la tête de la Commission européenne, votre compatriote Gaston Thorn, expliquait que l'Europe était pour le Luxembourg un choix vital. Je le cite: «Je suis toujours irrité lorsqu'on m'objecte que l'adhésion à la construction européenne relève de l'idéalisme. Bien au contraire! Pour nous, Luxembourgeois, c'est notre seule assurance contre le fléau dont nous avons été victimes pendant des siècles. L'Europe n'est nullement un nuage rose, mais une garantie de survie.»

Je viens moi aussi, vous le savez, d'un pays relativement petit, et pour moi, du temps de la dictature portugaise, l'Europe était un nuage plus que rose! C'était l'idéalisme de la liberté et de la démocratie.

Pour moi, pour ma génération, dans mon pays, et je crois dans beaucoup d'autres pays en Europe - en Espagne, en Grèce -, mais d'une autre façon dans les nouveaux États membres, l'Europe, c'est aussi la démocratie et la liberté. Nous faisons cette équation entre Europe, démocratie, liberté et solidarité.

C'était l'idéalisme de la liberté et de la démocratie.

Ça veut dire que l'Europe peut être à la fois un choix de la raison et aussi un choix du cœur. Quelle que soit la diversité de nos motivations initiales, nous sommes tous rassemblés dans l'adhésion profonde à une communauté, à un projet et à une ambition politiques. C'est ce que l'on appelle l'esprit

européen. Et l'Europe sait qu'elle peut compter sur l'esprit profondément européen de votre pays, c'est-à-dire de ses dirigeants politiques et de son peuple.

Mesdames et Messieurs les Députés, nous nous rencontrons à quelques jours d'un Conseil européen décisif. Une des questions essentielles qu'il examinera sera évidemment l'état des lieux du Traité de Lisbonne. Vous êtes naturellement concernés puisque ce Traité, s'il est ratifié, renforcera la démocratie européenne et la subsidiarité, et donc les pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux.

Nous verrons la semaine prochaine la solution que l'Irlande proposera à ses citoyens et à ses partenaires européens.

En ce qui concerne la République tchèque, je suis heureux que la Cour suprême tchèque ait déclaré le Traité conforme à la constitution du pays. C'est une très bonne nouvelle. Je sais qu'il y a encore beaucoup d'obstacles politiques à surmonter avant la ratification du Traité, mais à quelques jours de la présidence tchèque du Conseil, je suis confiant.

Dans quelques jours, le Conseil européen va faire d'autres choix déterminants pour notre avenir. Ces deux grands dossiers politiques sont liés: le plan de relance économique et le paquet «énergie et climat». Nous sommes dans un contexte de crise sans précédent et à la veille d'une vague de récession mondiale. Au premier signe de propagation de la débâcle financière, il a fallu agir d'urgence. L'Union s'est unie et a déployé les grands moyens pour faire face.

Au niveau mondial l'Europe a joué un rôle de locomotive dans la «prise en charge internationale de la crise». C'est l'initiative de l'Union qui a fait émerger le consensus du G20 sur la nécessité d'apporter une réponse mondiale à une crise mondiale.

Les idées sur lesquelles le G20 s'est mis d'accord portent le label «made in Europe». Vous me permettrez de le dire avec fierté: c'est bien la Commission européenne qui a présenté la première ébauche de plan pour dépasser la gestion de la crise des marchés financiers et s'atteler aux défis économiques.

À l'intérieur, l'Europe est parvenue à réagir et à se mettre d'accord très vite sur une réponse coordonnée de l'Union. Depuis le début de cette crise, la Commission européenne est dans la cabine de pilotage. Elle est au centre de l'initiative. Elle doit conduire 27 États membres sur un terrain très accidenté et extrêmement difficile. Je peux vous dire que dans ces situations, vous êtes concentrés sur l'action, vous n'avez pas de temps pour les gesticulations.

Bien sûr, toutes les mesures que nous avons mises en place, nous les avons définies dans une concertation étroite entre la Commission et la présidence du Conseil, avec la collaboration constante du Parlement européen. Je le dis sans ambiguïté: le jugement politique et la conviction européenne du Président Sarkozy ont été un formidable atout dans cette situation particulière. Je le dis tout aussi clairement: le jugement politique et la conviction européenne de votre Premier Ministre et Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ont été un formidable atout dans cette situation particulière.

Et je crois qu'il faut souligner combien il est important dans ces moments d'avoir une concertation entre les différentes institutions: bien sûr la Commission européenne, le Conseil européen, le Parlement européen, mais aussi l'Eurogroupe, et - j'ajouterais aussi - la Banque centrale à laquelle je veux aussi faire mon hommage dans la personne de Jean-Claude Trichet.

Toute l'Europe devrait avoir intérêt à avoir une présidence forte du Conseil, un Parlement européen fort et une Commission forte. Une présidence du Conseil exercée par un grand pays ne réduit pas le rôle de la Commission européenne au détriment des petits pays.

Pour moi, une présidence forte, c'est une présidence animée d'un esprit européen fort. Cela n'a rien à voir avec la taille du pays. Les présidences luxembourgeoises du Conseil ont toujours été des présidences fortes. Non seulement vous avez les convictions européennes dont j'ai parlé. Mais vous avez des dirigeants politiques très expérimentés et parmi les plus écoutés en Europe, et à juste titre!

Encore une fois je tiens à faire mon hommage à votre Premier Ministre Jean-Claude Juncker et à tous les Luxembourgeois et Luxembourgeoises qui servent et ont servi l'Europe. Permettez-moi un mot spécial pour ma collègue de la Commission, Viviane Reding.

De la même manière, il faut naturellement une Commission forte. Là aussi, soyons clairs. Qu'est-ce qui fait la force de la Commission? C'est d'une part qu'elle est un point stable et qu'elle est là pour assurer la continuité et la cohérence stratégique de l'action européenne. Au fil des présidences du Conseil et quels que soient les changements nationaux de couleur politique, c'est bien la Commission qui veille avec constance à ce que le navire garde son cap, et elle le fera bien au-delà de la présidence française.

Tous les six mois nous avons un nouveau Président du Conseil. Mais la Commission reste et la Commission donne cette cohérence stratégique, cette vision de continuité. Bien sûr elle doit le faire de façon discrète parce que la Commission n'est pas en concurrence politique avec les différentes présidences. Je travaillais main dans la main avec le Président Jean-Claude Juncker, quand il était Président du Conseil, avec la Chancelière Merkel, avec le Premier Ministre Tony Blair, maintenant avec le Président Sarkozy. Mais la Commission européenne doit garantir en fait cette continuité et cette capacité à forger des consensus.

Aujourd'hui surtout cela est de plus en plus important, car nous sommes dans une situation où nous avons 27 États membres, où le rôle de la Commission n'est pas seulement, comme c'était le cas traditionnellement, surtout de faire des propositions, mais d'être sûre que ces propositions ont une chance d'être approuvées et mises en pratique.

La force de la Commission, c'est aussi qu'en défendant le droit communautaire et l'intérêt général européen, elle garantit l'équité et l'égalité de tous les États membres sans exception. C'est sa raison d'être: l'esprit communautaire, l'intérêt général européen.

En dernière analyse, plus la coopération politique est étroite et constructive entre toutes les institutions européennes, plus l'Europe avance.

Or, nous avons vraiment besoin d'avancer! Face à la crise qui commence à miner l'économie réelle, il faut déployer notre «plan d'attaque» pour réunir les conditions d'une relance, pour limiter l'impact de la crise sur les citoyens et pour rétablir la confiance.

Ma grande préoccupation était que le plan de relance européen soit assez ambitieux et audacieux pour avoir un effet à court terme, mais en même temps assez stratégique et durable pour transformer la crise en tremplin pour l'avenir à plus long terme. C'est-à-dire en assurant qu'il n'y a pas de contradictions entre le besoin du court terme de la relance par le stimulus budgétaire et la soutenabilité à moyen et à long terme, et la compatibilité pleine entre les mesures de court terme et le besoin des réformes structurelles qui pourront garantir à l'Europe cette capacité de compétitivité sur le plan global.

Le plan de relance qu'au nom de la Commission j'ai présenté la semaine dernière définit deux grands volets d'action et fixe un principe fondamental: stimulation budgétaire et investissement dans les secteurs d'avenir, d'un côté, en assurant cette compatibilité entre mesures de court terme et nos réformes à moyen et long terme, et, d'un autre côté, solidarité et justice sociale. J'y reviendrai.

À crise exceptionnelle, moyens exceptionnels. L'heure n'est ni aux tabous idéologiques ni aux réflexes dogmatiques. Quand je vois la gravité de la crise, je n'ai pas d'états d'âme. Ma seule préoccupation est que le plan marche. Il faut fournir un immense effort coordonné pour notre bien collectif.

Notre plan de relance doit donc mobiliser tous les leviers disponibles - budgétaires, structurels ou réglementaires - tant au niveau européen qu'au niveau national. Et je peux ajouter bien sûr, à part le levier budgétaire ou structurel, le levier monétaire. Nous venons d'apprendre les mesures que la Banque centrale européenne a annoncées, comme c'est sa compétence, et je crois qu'elles contribueront aussi à cet effort de relance au niveau européen.

Je crois que nous sommes parvenus à un bon équilibre de la charge entre efforts nationaux et engagement de l'Europe. La Commission européenne occupe une place particulière qui lui permet d'aider les États membres à collaborer, tout en évitant les solutions uniformisées. Tous les États membres auront besoin d'un fortifiant, mais à chacun sa posologie!

Nous avons des situations très différentes en Europe. Nous avons des pays qui auront 4% de croissance, des pays en récession, nous avons des pays dans la zone Euro, des pays qui ne sont pas dans la zone Euro, nous avons des pays qui sont sous des programmes d'ajustement du Fonds monétaire international, et donc nous avons des situations différentes. Il faut donc coordonner. Mais coordination ne peut pas vouloir dire uniformisation.

Le plan fixe un cadre clair à la fois pour la stimulation budgétaire, mais aussi pour le retour à la stabilité budgétaire à moyen terme. Relancer la dépense à court terme sans réformes structurelles et sans stratégie d'investissement ou sans stratégie de désendettement, c'est prendre le risque d'activer la spirale de la dette et du chômage.

Je l'ai dit, la Commission va appliquer le pacte de stabilité de façon judicieuse. Le pacte prévoit déjà des marges de manœuvre pour faire face à des circonstances exceptionnelles. Le pacte les prévoit depuis sa dernière révision que d'ailleurs la Commission a, comme vous le savez, proposée et appuyée. Il serait totalement absurde de ne pas tenir compte d'une crise sans précédent dans la façon dont on applique le pacte.

Pour autant, souplesse ne veut pas dire irresponsabilité politique. La Commission reste la gardienne des traités. Celui de Maastricht n'est pas mort et enterré! Il n'est pas question pour la Commission d'accorder sa bénédiction à tous les dérapages ou à toutes les dérives. Pour une question de principe et de respect du droit, que je n'ai pas besoin de développer. Mais aussi pour une raison politique: parce que l'idée que nous défendons, c'est de transformer la mauvaise passe de la crise en tremplin pour la suite et de nous positionner aussi pour l'après-crise. Ce n'est pas de se charger de boulets trop lourds à porter au moment du rebond!

Parce que nous devons aussi défendre l'euro. L'euro l'a démontré: l'euro, c'est la grande protection des Européens, quand on voit la situation à laquelle font face certains des pays qui n'ont pas encore ou qui ne sont pas encore dans l'euro.

On ne peut pas avoir un euro stable et un pacte instable. Nous devons défendre donc le pacte de stabilité et de croissance, non pas par dogmatisme, mais parce que c'est évidemment la garantie aussi d'un des grands succès de la construction européenne qu'est l'Union économique et monétaire avec la monnaie qui sera bientôt la monnaie de 16 de nos pays.

C'est pourquoi il faut en même temps et absolument accélérer les réformes structurelles de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. La crise justifie plus que jamais de tenir la ligne de cette stratégie et de faire de l'Europe une économie du XXIe siècle, branchée sur l'économie du savoir et sobre en carbone.

Les deux volets sont indissociables. Voilà comment les dossiers sur lesquels le Conseil européen se prononcera la semaine prochaine convergent. Et précisément je crois que c'est là le secret du succès du Conseil européen la semaine prochaine: comprendre que les deux dossiers peuvent contribuer au même objectif.

L'Europe doit investir dans la croissance intelligente et écologique. Investir dans les gens, dans les entreprises, dans l'économie verte, c'est-à-dire dans les compétences, l'efficacité énergétique, les infrastructures, l'innovation, les technologies propres. Voilà pourquoi le plan de relance prévoit par exemple un soutien de cinq milliards d'euros pour les voitures «vertes».

Donc nous ne disons pas aux États membres: Dépensez! Dépensez! Dépensez! Nous ne pensons pas qu'arroser les problèmes avec de l'argent soit la solution. Ce que nous disons, c'est: utiliser le besoin de stimuler la demande et de renforcer l'investissement public dans les investissements qui feront l'économie de l'avenir pour renforcer ce qui est la compétitivité de l'Europe dans l'économie du savoir. Faire d'une pierre deux coups, c'est finalement l'idée qui préside à notre plan.

L'Europe doit donc résolument continuer à mettre le cap sur une nouvelle politique européenne énergétique et climatique. Nous avons besoin de ce facteur fondamental de compétitivité future.

Je sais que ce sera difficile. Mais notre ambition peut déclencher une véritable révolution industrielle. L'Agence internationale de l'Énergie estime les besoins mondiaux d'investissement dans le secteur de l'énergie à 400 milliards de dollars par an.

Nous sommes en bonne voie pour obtenir un accord global sur le paquet «climat et énergie» en décembre. Nous serions alors en position de force pour obtenir un autre accord international, ambitieux lui aussi, à Copenhague en 2009. Les négociations sont arrivées à leur phase décisive et finale, mais la plupart des États membres acceptent l'architecture de notre paquet législatif. Je crois que nous trouverons un point de compromis, qu'un accord est à portée de notre main et que nous arriverons à cet accord la semaine prochaine. J'en suis convaincu.

Je voudrais maintenant aborder l'autre axe capital du plan de relance européen: la réponse aux préoccupations sociales et la solidarité avec les citoyens. Le chômage va frapper l'Europe dans les mois à venir. Nous ne le nions pas. Votre pays d'ailleurs vient de connaître certaines nouvelles qui confirment malheureusement cette tendance. Nous devons absolument faire un effort important pour atténuer les conséquences de la crise pour les plus vulnérables.

Sur le plan national, le plan de relance propose aux gouvernements des pistes d'action comme celle d'accroître les transferts sociaux aux foyers modestes ou d'allonger temporairement la durée des allocations de chômage. Il y a aussi une panoplie de mesures fiscales possibles. Vous en serez les codécideurs.

Sur le plan politique européen, il faut que la stimulation budgétaire contribue à l'intégration sur le marché de l'emploi. Nous allons proposer toute une série de mesures pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi et encourager la formation et la reconversion.

En parallèle, le soutien budgétaire doit travailler à une croissance durable, créer les emplois de demain et irriguer toute l'économie. Il faut donc investir plus massivement dans l'innovation, la recherche et le développement, l'interconnectivité et l'économie verte, pour réduire les coûts administratifs des entreprises, mais aussi pour libérer le potentiel des entreprises, en particulier celui des PME.

Je crois que notre priorité dans ce paquet, c'est de prendre en même temps des mesures qui se justifient davantage en termes économiques, mais aussi en termes de justice et de solidarité sociale. Ce n'est pas contradictoire. Au contraire, je crois que l'une renforce l'autre.

Pour une partie des financements que nous proposons sur le plan européen, la Commission propose d'accélérer le déblocage de 6,3 milliards d'euros des fonds régionaux et du Fonds social européen 2009. Nous proposons aussi de permettre au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation d'intervenir plus rapidement dans certains secteurs qui risquent d'être plus durement touchés par la crise et le chômage que d'autres.

Ces jours-ci vous entendrez peut-être comme moi ce refrain: les États-Unis vont lancer un plan bien plus ambitieux. L'Europe se contente de 200 «petits» milliards d'euros. On oublie peut-être un détail. Les États-Unis ne connaissent pas le principe de l'État providence. Devant l'ampleur de la crise actuelle, ils doivent donc prévoir une intervention sociale plus considérable.

Ils ne connaissent pas comme nous ce qu'on appelle normalement l'effet dans cette question des stabilisateurs automatiques, car l'Europe, elle, est une économie sociale de marché. Elle a déjà et depuis toujours des systèmes de sécurité sociale et des politiques sociales. Alors ne confondons pas les choses. Voyons ce que nous pouvons faire avec nos instruments et avec notre modèle européen.

Je crois, je crois franchement - et d'ailleurs la dernière crise n'a fait que le montrer - que le modèle européen est bien plus fort et bien plus capable de répondre à la situation actuelle que certains modèles de l'autre côté de l'Atlantique.

Mesdames, Messieurs les Députés, à la veille de décisions déterminantes pour notre avenir commun, je voudrais conclure en disant que les événements récents nous rappellent que notre meilleure chance de réussite, c'est l'union. Retenons la leçon! Plus nous serons solidaires dans la crise, plus nous le serons dans la sortie de crise.

Il nous faut donc plus d'Europe, pas moins d'Europe.

Et je crois franchement que cette crise va démontrer au-delà - au-delà - de la question économique, qui est en elle-même très importante, si les dirigeants européens sont à la mesure de la dimension de cette crise. S'ils comprennent qu'ils sont devant un véritable test, celui de voir que nous avons là aussi derrière cette crise une grande chance pour l'Europe et que l'Europe pourra sortir renforcée si nous avons une réponse cohérente, une réponse sans précédent à une crise sans précédent qui exige davantage de volonté politique, davantage d'esprit européen.

Merci pour votre attention!

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour votre discours très engagé, très déterminé. Et je voudrais vous dire que j'ai particulièrement apprécié lorsque vous avez réclamé «un effort considérable pour atténuer les conséquences de la crise pour les plus vulnérables». Vous avez raison, Monsieur le Président, et je crois que vous avez l'appui de toute la Chambre lorsque vous essayez de tracer des contours plus visibles d'une Europe sociale et d'une Europe plus solidaire.

Ceci dit, je vous propose de passer au deuxième volet de cette séance, c'est-à-dire les questions des députés auxquelles vous voulez bien répondre, Monsieur le Président. Nous allons commencer par Monsieur Michel Wolter, le Président du groupe du Parti chrétien-social. Monsieur Wolter, vous avez la parole.

3. Séance de questions et de réponses

1. Question posée par le groupe parlementaire CSV

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Monsieur le Président, vous venez de nous confirmer que tous les pays membres de l'Union européenne sont touchés d'une manière inquiétante par la crise financière internationale dont les retombées sur l'économie réelle européenne deviennent de plus en plus patentes, et avec elles les risques sur l'avenir de centaines de milliers de personnes à l'intérieur de cette Union européenne.

Vous avez en tant que Commission européenne piloté tout récemment la mise en place d'un paquet de relance conjoncturelle d'un volume de 200 milliards d'euros. Il fut très intéressant d'entendre de votre bouche quels sont les objectifs poursuivis par la mise à disposition de ce paquet et quels opérateurs économiques devraient en profiter prioritairement.

J'aimerais, au nom de mon groupe, vous poser une question en trois sous-parties.

1) Est-ce que vous croyez que la démarche actuelle sera suffisante pour contrer les effets les plus visibles de la crise sur l'économie de l'Union, et au-delà de l'aspect financier, surtout son industrie?

2) Existe-t-il un ou des scénarios d'accompagnement de la crise, au-delà de la mise à disposition à court terme de ce paquet très important d'argent?

3) Est-ce que la Commission est en train de concevoir un scénario par lequel l'exécutif européen contribuerait à rendre l'économie européenne durablement plus résistante contre des crises qui sont largement importées d'ailleurs?

Merci.

M. le Président.- Merci, Monsieur Wolter. Monsieur le Président!

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne*.- Merci, Monsieur le Député, pour les, en fait, trois questions.

Première question: Le paquet, sera-t-il suffisant?

Dans l'état actuel des choses, oui, mais je n'exclus pas des révisions en cours de route, l'année prochaine notamment. C'est pourquoi il faut assurer le suivi. Dans l'état actuel des choses, je pense que notre plan est à la fois ambitieux et réaliste.

Soyons clairs. Il serait facile pour la Commission de proposer beaucoup plus. Mais nous savons aussi que les conditions, la possibilité que ce serait approuvé serait presque zéro. En vérité, notre plan a déjà été bien accueilli, en termes généraux, mais il y a encore des gouvernements qui disent que c'est trop.

Nous avons présenté un chiffre qui n'est pas mathématiquement précis, c'est un ordre de grandeur qui combine ce que les États membres peuvent faire par le biais de la stimulation budgétaire, avec ce que nous pouvons faire en termes européens avec le financement communautaire, soit le budget que la Commission a la responsabilité de gérer, soit la Banque européenne d'investissement.

D'ailleurs nous avons proposé une augmentation du capital, 60 milliards d'euros, pour la Banque européenne d'investissement, et hier ou avant-hier, les Ministres des Finances ont approuvé cette initiative. Et je m'en réjouis.

Bon, c'est un ordre de grandeur, 1,5% du produit intérieur brut communautaire; certains gouvernements parlaient de 1%. Il n'y a pas là une science exacte, soyons clairs.

Je crois que cette crise a démontré, je le dis à mes amis économistes, que l'économie est plutôt un art qu'une science. Mais nous avons quand même la conviction, d'après les différents scénarios macroéconomiques avec lesquels nous travaillons, que ce sera suffisant dans cette phase.

Mais la situation économique - ça, c'est la vérité - est très volatile. Elle change beaucoup.

Donc on ne peut pas exclure l'année prochaine une révision. Ce qui est important, c'est maintenant d'assurer - là, je crois que je réponds déjà à votre deuxième et troisième questions - un accompagnement.

Et nous avons des instruments. C'est le pacte de stabilité et de croissance. Nous allons demander d'ailleurs au sein de l'Eurogroupe et en général que les pays nous présentent des programmes révisés de convergence, en ayant précisément l'horizon du moyen terme, et nous avons la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

Demain je serai à Paris avec tous les coordinateurs nationaux, et en plus votre coordinateur national, et avec la présidence du Conseil, pour voir comment, dans le cas de la stratégie de Lisbonne, on peut accompagner l'implication, la mise en œuvre de ce plan de relance. Donc là, je crois effectivement que nous avons les instruments, que l'euro donne cette garantie et que nous avons des instruments pour garantir la mise en œuvre et, si besoin en est, pour revoir en cours de route certains des objectifs.

Pour l'industrie, je tiens à vous dire que c'est très important de garder l'industrie en Europe. Je tiens à rassurer certains qui parfois posent la question de l'industrie comme, disons, l'autre pôle par rapport à ce qu'on appelle l'agenda climatique.

Je trouve qu'il y a là effectivement une grande opportunité pour l'industrie européenne. La façon de défendre l'industrie n'est pas d'avoir recours à la vieille politique industrielle avec les subventions pour un secteur. Dans une vision protectionniste, disons isolationniste. Et là, nous avons véritablement un danger dans le monde à l'heure actuelle. Et on voit ici et là quelques-uns annoncer des plans de soutien pour le secteur industriel. Ça veut dire parfois, maintenir artificiellement des industries qui ne sont plus compétitives.

Non, la solution, c'est d'avoir des programmes ciblés pour la modernisation de notre industrie, notamment en prenant en considération aussi des objectifs à caractère environnemental. La modernisation, le «upgrading» de notre industrie.

Et c'est ce que nous proposons aux États membres de faire, en ayant des programmes horizontaux qui ne seraient pas des programmes nationaux ou alors des programmes nationaux qui seraient compatibles avec les programmes horizontaux, que ce soit pour l'efficacité énergétique, par exemple pour les voitures. L'industrie automobile est une industrie très importante en Europe, surtout sur le plan de l'emploi.

Donc on veut garder cette industrie en Europe. On ne veut pas qu'elle se déplace ailleurs, mais il faut en même temps l'appuyer par des mesures qui permettent cette transition. Donc nous voulons une industrie et nous pensons que l'agenda du changement climatique, ou contre le changement climatique, est un agenda aussi pour le développement de l'économie européenne par la création de nouveaux emplois.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Président. Monsieur Fayot, Président du groupe socialiste, a la parole.

2. Question posée par le groupe parlementaire LSAP

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Monsieur le Président.

Je vous remercie de votre discours intéressant qui a été un discours de synthèse fort et courageux. Vous êtes Président de la Commission et il est naturel que vous ayez souligné le rôle de la Commission dans ces plans de lutte contre la crise financière et la crise économique. Nous sommes d'accord avec vous pour dire que la Commission est un organe important, surtout pour les États qui ne sont pas de grands États. Je ne parle pas de petits États, je parle d'États qui ne sont pas de grands États.

Donc nous voulons vraiment une Commission forte dans le jeu politique européen. Je voudrais dire que nous avons quand même - et là j'en viens à ma question de politique institutionnelle - introduit dans le Traité de Lisbonne un Président du Conseil européen permanent. Je me rappelle qu'à la Convention, c'était un débat très dur entre les grands États et les États qui ne sont pas grands.

Je rappelle que le Luxembourg, dans le cadre du Benelux, n'était pas pour un Président du Conseil européen; maintenant le Président du Conseil européen est dans le Traité de Lisbonne.

Peut-être que si le Traité de Lisbonne est ratifié dans tous les autres États membres, il y a de l'espoir que les Irlandais vont revoter. On observe d'ailleurs dès à présent que la crise va peut-être les amener à revoter une deuxième fois, et cette fois positivement.

Quant au Président du Conseil européen permanent, certains signes avant-coureurs nous montrent que ce Président du Conseil européen va certainement concurrencer la Commission. Nous avons vu le Président Sarkozy demander un Président permanent d'un Conseil européen économique pour lutter contre la crise économique.

Je ne sais pas ce qu'il fera après avoir terminé sa présidence. Toujours est-il que pour nous qui ne sommes pas à l'intérieur de la Commission - vous le voyez peut-être autrement -, dans le jeu politique entre les institutions, toujours est-il qu'on a l'impression, vu du dehors, que la Commission est concurrencée dans sa fonction stratégique, comme vous l'avez appelée, par les États membres, surtout par les grands États membres, à une époque de crise économique et financière où les intérêts nationaux reprennent de l'importance par rapport à la stratégie européenne commune.

Alors ma question, Monsieur le Président: Est-ce que vous sentez, je ne dirais pas ces dérives, mais ces tendances? Est-ce que vous pensez qu'il y a un problème, peut-être pas maintenant, mais à terme entre la Commission et des formations de grands États qui voudront reprendre du pouvoir dans l'Union européenne?

M. le Président.- Monsieur le Président, s'il vous plaît!

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne*.- Merci, Monsieur le Député, pour votre question fort intéressante. C'est un sujet qui me passionne, je pourrais vous faire toute une conférence là-dessus, mais c'est une menace que je ne vais pas mettre en œuvre. Deux questions peut-être plus générales dans votre question: d'une part, la question «grands pays et pays pas si grands», d'autre part, la question Président du Conseil vis-à-vis Commission.

Tout d'abord je tiens à vous dire que je partage entièrement cette préoccupation que vous avez ici au Luxembourg par rapport au principe d'égalité entre les États. Les États membres ont tous la même dignité. Si vous me permettez de parler personnellement, j'étais dans cette conspiration avec Jean-Claude Juncker, on nous a appelés parfois les sept nains. Moi, j'étais un des Premiers Ministres qui étaient opposés, opposés au début des négociations, à la création du Président du Conseil. J'étais un de ceux qui étaient contre cela.

Pourquoi? Parce que j'ai vu parfaitement que derrière la proposition, pour certains ce serait une façon de réduire le rôle communautaire et de faire une sorte de directoire des grands pays. Donc, je vais même plus loin.

Et moi, je n'aime pas les directoires. Je n'aime pas les directoires! C'est pourquoi nous avons été contre cette proposition. C'est pourquoi après, on a négocié énormément pour qu'on puisse trouver quelque chose de plus équilibré. Notamment avec l'introduction dans le Traité constitutionnel - comme il s'appelait à l'époque - de la figure du Ministre des Affaires étrangères, c'est comme ça qu'il s'appelait, comme vice-président de la Commission. C'était une des conditions pour l'accord final.

Pour vous dire tout d'abord que nous n'en voulons pas, et en tout cas moi-même, qui viens d'un pays qui est un grand pays pour son histoire et pour son peuple, mais qui n'est pas un grand pays démographiquement ou géographiquement, je n'aime pas l'idée d'un directoire.

Ceci dit, nous devons comprendre une chose évidente: notre intérêt et l'intérêt de tous les États membres, y inclus ceux qui n'ont pas la plus grande dimension, c'est que l'Union marche. Et effectivement avoir un Président du Conseil qui change tous les six mois, ce n'est pas raisonnable. C'est absurde!

Le Président Poutine a rencontré 16 différents Présidents du Conseil! Moi, j'ai rencontré le Président Poutine, je crois avec Jean-Claude Juncker, mais aussi avec Merkel, avec Schüssel, avec Blair, avec Janša. Bon, je crois que quand j'y étais avec Janša, Medvedev était déjà le Président. C'est une confusion.

En tout cas, ce n'est pas normal, une institution qui change chaque six mois de président. Donc il nous faut, je crois, une présidence stable du Conseil européen, et c'est vrai que cette crise a mis plus en relief le besoin de cette cohérence.

Donc, je crois que - quand on me demande, vous êtes préoccupé parce que la présidence va être plus visible, il y aura une concurrence - tout d'abord nous ne devons pas être jaloux. Ce qui m'intéresse, c'est le succès de l'Europe. Et l'Europe a besoin d'une Commission forte qui est gardienne des traités, qui est indépendante des États membres, mais en même temps elle a besoin d'une présidence du Conseil forte qui assure la cohérence de la volonté, de la stabilité du Conseil européen, qui est aussi une institution importante.

Bien sûr, le Président du Conseil devra être quelqu'un qui est vraiment engagé pour l'Europe. Qui ne vient pas avec une vision souverainiste - dans le sens négatif du terme - contre l'Europe. Qui accepte la méthode communautaire. Et si c'est quelqu'un d'intelligent, il va comprendre tout de suite que c'est impossible de faire avancer l'agenda européen s'il n'y a pas un tandem entre Conseil et Commission. C'est impossible!

Maintenant j'ai l'expérience de quatre ans où chaque jour j'ai travaillé directement avec différentes présidences. La Commission ne peut pas avoir de succès si après les États membres n'appuient pas nos propositions. C'est évident. Ça ne sert à rien de faire des propositions qui sont apparemment très géniales et qui après n'ont aucune chance d'être traduites dans la pratique. Donc il nous faut après l'appui des États membres et du Parlement européen. Mais le Conseil européen ne peut pas non plus avoir de succès s'il n'y a pas la coopération et la force d'initiative, la garantie que donne la Commission pour tout ce qui est l'acquis communautaire par exemple.

Donc c'est vraiment un tandem. Et dans cette relation, on ne doit pas oublier bien sûr le Parlement européen.

Je crois sincèrement que c'est une bonne innovation du Traité de Lisbonne. D'ailleurs déjà dans le Traité constitutionnel apparaissait l'idée d'une présidence stable.

Je crois que là nous ne devrions pas être jaloux. Je dis parfois, à la Commission nous préférons être le pilote plutôt que l'amiral. Le pilote, c'est celui qui montre le chemin. Nous sommes une puissance civile, la Commission n'a pas d'armées, et quand on est aux commandes, on ne peut pas gesticuler. La Commission doit faire un travail plutôt discret.

Je vous dis avec fierté que nous l'avons fait pendant toute cette crise, en excellente coopération, main dans la main, avec le Président du Conseil, Monsieur Sarkozy, avec la Présidence française, avec la Présidence de l'Eurogroupe. Et je ne le dis ici pas simplement parce que je suis proche de Jean-Claude Juncker, mon ami, mais parce que c'est vrai. Il a fait un travail remarquable, qui est extrêmement difficile.

Parce que pour répondre de façon tout à fait honnête à votre question: c'est vrai qu'il y a des pressions nationales. C'est vrai qu'il a des égoïsmes nationaux. Pas seulement dans les grands pays, je dois vous dire d'ailleurs. C'est vrai qu'il y a ces pressions. Et c'est pourquoi nous devons renforcer les institutions européennes pour donner plus de cohérence. Et le Conseil européen, c'est aussi une institution européenne. Et si nous avons, comme je l'espère, le Traité de Lisbonne, je crois au fond qu'il y aura une certaine sagesse, les chefs d'État et de gouvernement choisiront quelqu'un qui aura un engagement européen, et que la Commission et le Président de la Commission sauront travailler main dans la main avec le Président du Conseil pour faire avancer notre idée de l'Europe.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Président. Le tour est maintenant à Madame Colette Flesch, représentant le groupe libéral.

3. Question posée par le groupe parlementaire DP

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président de la Commission, merci de votre message qui est véritablement un message d'espoir.

Il est vrai que dans le passé la Communauté européenne, l'Union européenne a connu beaucoup de crises et que très souvent elle a su sortir de la crise renforcée. Il n'en reste pas moins que la crise à laquelle nous sommes confrontés actuellement et serons confrontés à l'avenir est d'une ampleur qui dépasse sans doute ce que nous avons connu dans le passé.

C'est certainement actuellement pour le parlement d'un pays comme le nôtre, qui est une économie de petit espace, ouverte plus que n'importe quel autre pays sur le monde, le souci primordial.

Nous devons donc songer à ce qui nous attend et je crains que cette crise ne nous accompagne pendant un certain temps. Nous devons non seulement penser au court terme, mais au long terme - au moyen terme certainement, et de là au plus long terme.

Compte tenu de ce que vous nous avez déjà dit, Monsieur le Président, les éléments que vous nous avez fournis sur les propositions et les idées de la Commission m'amènent d'une certaine façon à reformuler quelque peu la question que nous avions l'intention de vous poser, sans nous en écarter. Et je voudrais me concentrer sur le moyen terme.

Pouvez-vous, Monsieur le Président, préciser ce que dans le domaine économique et social la Commission croit pouvoir être le remède sur le moyen terme en matière de lutte contre le chômage? Et ce que devrait être de l'avis de la Commission la nature des mesures fiscales à appliquer par les États membres?

Merci, Monsieur le Président.

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne*.- Madame le Député Colette Flesch, notre document présente de façon plus méthodique que je ne pourrai le faire maintenant dans une réponse orale l'ensemble des mesures.

Mais je vous remercie pour la question, parce que ça va me permettre d'éclaircir quelques aspects qui n'ont d'ailleurs pas toujours été présentés publiquement de la façon la plus adéquate à mon avis.

Tout d'abord en matière fiscale, les États membres ont des positions de départ très différentes. Nous ne pouvons pas avoir une solution homogène pour tous les pays. C'est évident. Car le point de départ est très différent. Il y a des pays avec de grands déficits, il y a des pays qui ont une bonne situation d'un point de vue budgétaire.

Ceci dit, il y a encore d'autres différences. Il y a ce que les économistes appellent la propension à la consommation qui est différente. Il y a des études empiriques qui montrent que le Royaume-Uni est différent de l'Allemagne. Si vous faites une réduction des impôts en Allemagne et au Royaume-Uni, les résultats en termes de «pattern» de consommation ne seront pas les mêmes probablement. C'est en tout cas ce que les études économiques montrent.

Donc, nous avons rejeté l'idée qui a été présentée par certains économistes d'une réduction homogène et générale de la TVA en Europe. Nous l'avons rejetée. Nous l'avons conservée dans notre document comme possibilité pour les pays qui pourraient le faire. Jusqu'à présent je crois qu'il y a eu un pays qui l'a fait simplement, c'est le Royaume-Uni précisément. Mais nous maintenons la proposition d'avoir la réduction de la TVA pour les produits verts en général, donc une discrimination positive pour certains produits plus écologiques, et pour les activités intensives en main-d'œuvre, intensives en travail, n'est-ce pas?

Nous continuons à maintenir cette proposition. Malheureusement je crois qu'elle continue à rencontrer certaines oppositions.

Après, nous présentons quelques mesures en terme de réduction des charges sociales pour les entreprises, notamment pour les revenus les plus bas. Nous pensons que c'est possible de créer plus de travail en Europe s'il y a moins de fiscalité dans certaines catégories.

D'ailleurs là, c'est un des domaines où nous pensons que les États-Unis peuvent être une inspiration. Pas dans tous les domaines! Dans d'autres domaines, ils ne sont pas du tout une inspiration; je crois qu'on devrait faire exactement le contraire, d'ailleurs, de ce qu'ils ont fait! Mais dans ce domaine-là, nous pensons que c'est important. Si on réduisait la fiscalité sur les revenus les plus bas et les charges sociales des entreprises, il y aurait la possibilité de créer beaucoup d'emplois dans beaucoup de secteurs de l'activité où actuellement en Europe il n'y a pas assez de gens à occuper.

À court terme, nous avons proposé plusieurs mesures, notamment du Fonds social européen; le „front load" de ce fonds est de mesure. Et nous avons proposé quelques mesures aux États membres à moyen terme; parce que c'était votre question. Nous pensons qu'à moyen terme la réponse, ce sont évidemment les réformes structurelles, les réformes pour la compétitivité en Europe. N'ayons pas de doute là-dessus. C'est ça la solution.

On ne peut pas maintenir artificiellement des entreprises qui ne sont plus compétitives. On ne peut pas! On peut d'un point de vue par exemple concret immédiat anticiper - ce que nous avons proposé aussi - les paiements des Fonds structurels, des Fonds de cohésion, concentrer davantage en 2009 ou en 2010 des dépenses qui normalement ne pourraient se faire qu'en 2010, 2011 ou 2013.

Mais maintenir la stratégie de Lisbonne, maintenir le cap, l'innovation, l'économie plus flexible qui s'adapte plus vite aux conditions de la concurrence, c'est ça qui peut garantir l'emploi en Europe, et en même temps en investissant particulièrement dans certains secteurs porteurs d'avenir, comme les industries plus amies de l'environnement, l'efficacité énergétique.

Nous avons présenté un plan pour l'Internet à haut débit, des plans d'infrastructure avec des partenariats publics privés en Europe, soit pour le transport et pour l'énergie. Ce sont des secteurs qui peuvent créer de l'emploi, où nous proposons d'ailleurs une chose simple, laquelle n'a malheureusement pas encore reçu l'appui des États membres - je dois le dire -, qui est d'utiliser les fonds que nous avons dans le budget et qui ne sont pas encore utilisés. N'est-ce pas mieux d'utiliser l'argent non dépensé - cette année ce sont environ cinq milliards d'euros -, au lieu que ça retourne dans les coffres des États membres, pour qu'on puisse avoir des programmes européens pour ces grands projets d'interconnexion en termes européens?

Donc, là c'est le court terme, mais c'est un court terme qui est compatible dans notre point de vue avec le moyen terme pour créer plus d'emplois.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur François Bausch a la parole pour le groupe des Verts.

4. Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président de la Commission, vous avez évidemment beaucoup parlé dans votre discours de la crise actuelle dans laquelle on se trouve. Et je crois que vous pourriez être d'accord avec moi de faire le constat et de tirer la leçon que la fameuse main invisible du marché ne fonctionne pas ou n'a pas fonctionné ou certainement ne fonctionnera jamais.

Je crois aussi qu'il faut tirer la conclusion évidente de cette crise que, d'un côté, trop de régulation tue le marché, mais pas de régulation ou pas assez de régulation tue le marché aussi.

Moi-même, j'étais perplexe et étonné de voir combien de personnes, de gens du monde politique, qui jusqu'à présent ont cru bon de dire qu'il faudrait réduire en fait l'influence de l'État et des services publics au minimum et laisser faire le marché, font maintenant appel à l'État, aux instances publiques, pour qu'on procure des programmes gigantesques d'aide à l'économie!

Si je fais cette analyse, c'est justement parce que je sais que jusqu'à présent la Commission européenne a aussi défendu la libéralisation des marchés européens et cela, mon Dieu, dans de nombreux domaines: électricité, gaz, télécommunications, services postaux, transports aérien et ferroviaire, agriculture, finances et commerce en général. C'est-à-dire que les services publics dans tous ces domaines ont été beaucoup réduits.

Je crois qu'à la lumière de la crise dans laquelle on se trouve actuellement, de tout ce qu'on analyse sur l'échec en fait du marché et l'échec en fait de cette main invisible du marché, il faudrait revoir cette stratégie.

Je vous demande alors: Est-ce que vous partagez cette analyse de l'importance primordiale du pouvoir public et de la politique en général? Et dans l'affirmative, est-ce que vous estimez que la Commission européenne doit changer son approche politique en matière de libéralisation?

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne*.- Merci, Monsieur le Député. Merci pour votre question parce qu'elle va me permettre de corriger certaines caricatures, que - je le sais - parfois on fait de la Commission et de moi-même.

En tant que quelqu'un qui a été élu pour la première fois dans son parlement national à 29 ans, qui a été leader de l'opposition, Premier Ministre et maintenant Président de la Commission, je crois bien sûr au pouvoir de la politique et à la démocratie. Je crois que dans mon hiérarchie des valeurs la démocratie vient bien au-dessus du marché. Ce n'est pas le contraire. Et vous ne trouverez jamais de déclarations de ma part disant qu'il faut réduire l'État ou qu'il faut réduire les services publics. Jamais je ne l'ai dit.

Je dis ça parce que je sais très bien que dans certains milieux on a fait la caricature du néolibéralisme de la Commission ou de moi-même. C'est faux. Je viens du Portugal, un pays où beaucoup de gens qui n'avaient pas le minimum pour vivre ont dû aller à l'étranger, notamment ici, où ils ont été très bien accueillis parce qu'ils étaient des gens extrêmement pauvres.

Donc, s'il y a quelqu'un qui connaît le besoin de la justice sociale, des politiques actives sociales, c'est précisément quelqu'un qui était Premier Ministre d'un pays comme le mien, quelqu'un qui a toujours appuyé plus de solidarité au niveau européen, plus de fonds pour la cohésion économique et sociale, plus de fonds structurels, qui a créé le Fonds d'ajustement à la mondialisation, donc quelqu'un qui a une conviction sociale profonde!

Merci donc pour votre question. J'aimerais l'utiliser ici, dans la maison mère de la démocratie au Luxembourg, pour vous dire cela les yeux dans les yeux.

J'ai une conviction sociale profonde. Je crois que c'est impossible pour quelqu'un qui a connu ce que j'ai connu dans mon pays de ne pas l'avoir. Peut-être vous ne le savez pas. Et la directive pour les tâcherons, les travailleurs en Europe, a été créée suite à l'expérience de mes compatriotes aux Pays-Bas, qui n'avaient pas le minimum de conditions sociales. Et c'est là qu'au niveau européen on a avancé avec une directive qui protège les travailleurs qui sont dans d'autres pays. Donc, ça pour vous dire avec mon cœur ce que je ressens sur cette question.

Maintenant sur la Commission et la libéralisation générale. La Commission n'a pas de préjugés, en terme de propriété, si c'est le secteur public ou le secteur privé. La Commission a une conviction profonde bien au-delà de ce Président: C'est la défense du marché intérieur en Europe.

Nous avons un marché de presque 500 millions de personnes, qui est notre atout. Nous ne pouvons pas avoir du protectionnisme à l'intérieur de l'Europe. Et donc nous défendons la libéralisation, oui, mais la libéralisation ne veut pas dire la privatisation. Ça veut dire des règles communes qu'on doit respecter dans les différents secteurs et qui permettent à la concurrence de se faire de façon équitable, qui permettent par exemple à une entreprise luxembourgeoise ne pas être dans une position de désavantage par rapport à une entreprise française ou allemande ou britannique. C'est ça ce que nous défendons.

Donc, cette crise - vous l'avez dit à juste titre - a montré les limites du marché. C'était la démonstration que le marché n'est pas suffisant. Mais c'était aussi la démonstration que l'État n'a pas toujours agi de la meilleure façon. Il y a eu des erreurs graves de manque de réglementation et des erreurs graves aussi de supervision. C'était aussi dans une certaine mesure la faillite de certains modèles d'État.

Nous devons donc comprendre les leçons. Nous devons faire une révision de ce qui s'est mal passé, pas en mettant en cause le marché ou l'ouverture, mais au contraire, en étendant au niveau si possible global des règles et des principes. Et là maintenant - je tiens à dire cela, parce que parfois dans ces crises, on sait bien que le pendule va d'un extrême à l'autre -, on pourrait avoir l'idée, comme cette crise est née d'un problème de l'intégration des marchés, qu'on devrait supprimer l'intégration des marchés, qu'on devrait mettre en cause l'ouverture. Je trouve que ce serait là une grande erreur.

Ce que nous devons faire, ce n'est pas du tout nous fermer à nouveau, nous replier sur nous-mêmes, l'Europe vis-à-vis du reste du monde, ou chacun de nos pays vis-à-vis des autres pays en Europe.

Au contraire, ce que nous devons faire, c'est appliquer la bonne doctrine européenne, l'économie sociale de marché, et en maintenant les marchés aussi ouverts que possible et aussi compétitifs que possible, étendre les règles et les principes communs en Europe, en défendant par exemple les règles de concurrence, en défendant les régimes des aides d'État, en défendant le pacte de stabilité et de croissance et, si possible, en ayant ces règles - au moins quelques-unes de ces règles - à l'échelle plus globale.

Et je crois que c'est possible. Je crois que les Américains sont en train - même encore l'administration qui part - d'apprendre qu'effectivement la main invisible, ça peut donner certains résultats comme ceux que nous avons vus. Je crois que nous Européens, nous sommes dans une situation extraordinaire, pas pour imposer, mais pour proposer des règles au niveau mondial pour avoir une économie qui reste ouverte, mais avec les principes de cohésion et de solidarité qui sont les principes européens.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Président.

Le tour est maintenant à Monsieur Gibéryen qui représente le parti démocratique réformateur.

5. Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Monsieur le Président, de nombreux citoyens européens sont gagnés par l'euroscepticisme. Ils l'ont notamment exprimé à travers les référendums aux Pays-Bas, en France et plus récemment en Irlande. Même au Luxembourg, pays fondateur de la Communauté européenne, plus de 43% des votants - et une majorité de jeunes - se sont opposés au Traité constitutionnel.

Un grand nombre de citoyens européens ont le sentiment que l'Union européenne s'est construite essentiellement en faveur des multinationales, libres de délocaliser dans les pays pratiquant le moins-disant social. Ils constatent par ailleurs que les Institutions européennes sont très peu actives pour défendre, préserver voire améliorer les acquis sociaux des Européens. Ce constat est valable à l'intérieur de l'Union européenne, mais également dans le cadre de la mondialisation qui tend à tirer les standards sociaux vers le bas.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de me faire le porte-parole de ces citoyens et de vous poser les questions suivantes:

1) Est-ce que la Commission européenne va s'engager davantage dans la construction d'une Europe sociale, notamment par l'établissement de standards sociaux minima - par exemple un salaire social minimal - définis en fonction des seuils éco-

nomiques actuels des différents États membres?

2) Si oui, ces standards sociaux seront-ils appelés vers une convergence vers le haut à moyen terme?

3) De tels standards sociaux européens, mais également des standards écologiques, pourront-ils être intégrés comme élément de discussion dans les négociations à l'échelle mondiale telles que celles portant sur le commerce international?

Merci.

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne.*- Merci, Monsieur le Député.

Tout d'abord vos observations concernant le scepticisme à l'égard de l'Europe: je partage vos préoccupations. Pour vous dire que ce n'est pas simplement sur l'Europe, malheureusement peut-être, mais je crois que c'est un phénomène plus profond que nous constatons maintenant. Nous étudions cela de façon très rigoureuse.

La vérité, c'est que, en général, dans les démocraties, il y a aujourd'hui un scepticisme à l'égard du politique. Pas simplement à l'égard de l'Europe. Nous faisons depuis beaucoup d'années des enquêtes dans tous les pays européens, et aussi dans d'autres pays qui sont proches de nous, avec la même batterie de questions. Et nous voyons qu'il y a effectivement une tendance à un plus grand scepticisme à l'égard de la politique et qu'il y a - dans les sondages - une plus grande distance entre nous, le peuple, le petit peuple, et eux, les politiciens, que ce soit au niveau européen ou au niveau national.

Et d'ailleurs dans les réponses, c'est très curieux de voir qu'il y a, en général en Europe, plus de confiance dans les Institutions européennes que dans les partis politiques nationaux, et très souvent même dans les gouvernements ou parlements nationaux. Ça, c'est la vérité. Si on voit la question d'une façon rigoureuse.

C'est un problème auquel nous tous, responsables politiques, que ce soit au niveau régional, local, national ou international, devons faire face. Parce que nous avons été élus - moi-même j'ai été élu au moins pour le Parlement européen, avant j'ai été élu dans une élection nationale, mais vous avez tous été élus pour un mandat -, et je crois qu'on doit s'inquiéter de cette distance qu'on constate entre électeur et élu et de l'existence de ce malaise.

Donc, je partage entièrement votre préoccupation. Mais alors là, je vous demande votre soutien et votre aide. Car, effectivement, ne demandez pas à l'Europe ce que l'Europe ne peut pas donner!

Les États membres, et parmi eux les plus importants, nous disent toujours, à nous, Commission européenne: N'entrez pas dans notre domaine! La politique sociale, c'est nous. C'est du niveau de l'État. Le système national de santé, le système national d'éducation, le système de sécurité sociale sont des systèmes nationaux. Vous ne vous pouvez pas imaginer quelles difficultés j'ai eues pour convaincre les gouvernements européens à accepter une proposition relativement modeste comme celle d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation, 500 millions d'euros par an, pour aider les travailleurs qui pourraient être mis comme excédentaires à cause de certains impacts négatifs de la mondialisation.

Parce que certains gouvernements m'on dit: Écoutez, ça, c'est notre affaire. Vous Commission, c'est la concurrence, vous Commission, c'est le marché intérieur, c'est encore quelques autres choses, mais la politique sociale, pour l'essentiel, c'est le domaine national.

Et vous savez très bien que maintenant, je parle ici sous le contrôle de Jean-Claude Juncker, qui est lui-même - si je crois bien le savoir - un défenseur du salaire minimum européen, la possibilité d'avoir cette proposition aujourd'hui en Europe, c'est zéro. Zéro!

Il y a plusieurs gouvernements qui diraient immédiatement: «Pas de chance! Pas d'harmonisation!» - Comme par exemple certains gouvernements: «Harmonisation fiscale: possibilité - c'est zéro. Pas d'harmonisation fiscale!»

C'est la vérité.

Je vous mets devant la réalité. Donc, ne demandez pas à la Commission ce que la Commission ne peut pas vous donner.

La Commission et moi-même, si vous nous demandez: «Vous êtes pour qu'on harmonise vers le haut ou vers le bas?», nous répondons bien sûr que nous sommes pour l'harmonisation vers le haut. Personne n'est pour l'harmonisation vers le bas. Mais en même temps, je dois défendre un principe qui est très important en Europe, c'est le principe de la libre circulation des travailleurs. Ça oui.

Je pense que le débat qu'il y a eu en France sur le plombier polonais a fait très mal à l'Europe. Très mal à l'Europe. L'idée que quelqu'un d'un pays plus pauvre ne peut pas venir dans un pays plus riche, quand nous sommes dans un espace intégré, je crois que c'est très négatif pour l'Europe, cette idée. Je vous le dis très franchement.

Si nous sommes une communauté où il y a la liberté de circulation des capitaux, il faut accepter la liberté de circulation des travailleurs. Ça, je vous le dis aussi avec la même franchise.

Donc, bien sûr, nous sommes pour l'harmonisation. Pour l'harmonisation vers le haut de tout ce qu'on peut faire ensemble en Europe, mais il faut avoir le consensus au niveau européen. Et c'est un domaine des plus difficiles.

Je peux vous dire que parfois, des forces politiques, qu'on ne pensait pas qu'elles le feraient, s'opposent à des choses très simples. Je peux vous dire que récemment, j'ai proposé au Conseil européen l'augmentation de l'aide alimentaire en Europe. Il y a des pauvres en Europe. Il y a des gens en Europe qui ne mangent pas à leur faim. J'ai demandé, parce qu'il y a des crédits, qu'on puisse augmenter ces crédits, au niveau du Conseil européen.

Et bien, un gouvernement, et ce n'était pas une force politique de droite libérale, exactement le contraire, a dit non, non, non. Subsidiarité. La politique sociale, c'est nous qui la faisons. Ce n'est pas la Commission ni l'Union européenne.

Ça, c'est la vérité. Et c'est très important de voir ça. Et est-ce qu'on accepte ou pas qu'au niveau européen il y ait aussi un effet de redistribution au-delà des fonds structurels et de la politique de cohésion?

Moi, je ne serai jamais contre cela. Je peux vous le dire. Mais je vous dis aussi avec la même franchise: difficilement on va l'obtenir, au moins dans l'avenir prévisible. Mais je crois en tout cas qu'on peut continuer à travailler pour certaines, disons, garanties.

D'ailleurs, dans le Traité de Lisbonne, la charte européenne des droits fondamentaux, nous avons des avancées qui vont dans ce que je considère être la bonne direction. C'est-à-dire l'économie sociale de marché et le respect, notamment les garanties pour les droits des travailleurs, et d'autres aspects qui sont importants. Mais voilà le tableau réaliste, la situation en Europe et pourquoi, parfois, les Institutions européennes ont une réputation qu'elles ne méritent pas.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Président.

La dernière question est posée par le député indépendant, Monsieur Aly Jaerling.

6. Question posée par un député indépendant

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Monsieur le Président, de ma part. Je crois que vous avez bien fait de venir, parce qu'avec votre discours engagé et vos réponses explicites vous venez de me persuader de certaines dispositions nécessaires pour le bon fonctionnement de l'Europe, ce que mes collègues ici n'ont jamais réussi à faire.

(Hilarité)

Pour ma part, il n'y a pas seulement la crise économique, la crise financière et les problèmes institutionnels de l'Europe, mais je pense qu'il ne faut pas non plus perdre de vue les crises humanitaires dans le monde. Je crois que vous en êtes conscient.

Dans ce contexte, je voudrais attirer votre attention plus particulièrement sur l'Afrique, une Afrique dont les problèmes seront bientôt les nôtres, s'ils ne le sont pas déjà, surtout dans l'Est de la République démocratique du Congo, dans la région du Kivu et du Goma, où une crise humanitaire est en train de prendre une envergure intolérable et devant laquelle on ne peut plus fermer les yeux.

Il ne s'agit plus, depuis un bon bout de temps déjà, d'un conflit ethnique entre Hutu et Tutsi, mais les conflits sont plutôt provoqués par des mercenaires à la solde de puissances économiques étrangères, voulant juste s'approprier les richesses du pays. Il s'agit là de faits que j'ai eu la chance ou le malheur de pouvoir constater de mes propres yeux. J'aimerais savoir de quelle façon l'Union européenne pourrait intervenir sur le plan diplomatique pour calmer cette situation, puisque certains pays de l'Europe refusent une intervention autre que diplomatique et ont du mal à s'en mêler.

La deuxième question concerne également l'Afrique centrale. D'un côté, il existe, d'après mes informations, des permis pour le déboisement de plus de 20 millions d'hectares de bois tropique, qui ont été établis au profit d'entreprises européennes pour la région des Grands Lacs en Afrique centrale par le gouvernement du Congo. D'un autre côté, la Banque mondiale accorde d'importantes subventions au gouvernement de la République démocratique du Congo, justement pour la sauvegarde de ce patrimoine écologique. Il y a donc une contradiction et il faut intervenir. Je voudrais dès lors savoir ce que l'Union européenne peut faire pour éviter ce déboisement qui risque de provoquer, à côté de la crise humanitaire, aussi une crise écologique, ce qui serait également intolérable, non seulement pour l'Afrique mais pour le reste du monde.

Je vous remercie.

M. José Manuel Durão Barroso, *Président de la Commission européenne.*- Merci, Monsieur le Député, pour votre question et votre engagement pour le développement.

D'ailleurs, je tiens à féliciter le Luxembourg. Vous êtes un des pays qui, en termes relatifs, dépensent le plus pour l'aide au développement, et je tiens à exprimer ma reconnaissance pour cela ici au parlement luxembourgeois. Récemment j'ai fait une proposition qui a, encore une fois, rencontré pas mal de résistance, mais finalement nous l'avons fait approuver. Il s'agissait d'un milliard d'euros destiné à l'aide au développement de l'agriculture dans les pays en voie de développement, notamment en Afrique.

Notre idée était très simple. Il s'agissait d'argent qui n'avait pas été dépensé pour la politique agricole commune, parce que les prix sont montés et qu'il y avait ainsi des excédents. Enfin, on n'a pas dépensé cet argent et on a voulu, en termes de solidarité, employer cet argent pour aider les pays en voie de développement à se nourrir eux-mêmes et à développer la production de denrées alimentaires destinées à la vente, parce que l'Afrique peut nous aider à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire.

Le Conseil, certains gouvernements, n'ont pas accepté la proposition parce qu'ils désapprouvent l'idée que l'argent qui n'est pas dépensé peut être dépensé pour d'autres objectifs. Finalement cela a été approuvé, il y a deux semaines, et je m'en félicite. Voilà encore une mesure qui montre que l'idée de solidarité n'est pas simplement quelque chose qu'on doit faire entre nous, mais qu'il faut surtout l'appliquer en faveur des plus pauvres de la planète, pour les plus pauvres parmi les pauvres.

En ce qui concerne la question concrète du Congo, c'est une question très délicate, et je dois me servir de mes notes pour être complètement précis. Nous suivons de près et avec préoccupation la situation humanitaire, notamment dans le Kivu, et les évolutions qui ont suivi la reprise des opérations militaires depuis fin août. La Commission européenne compte déjà parmi des donateurs les plus importants en matière d'aide humanitaire en RDC, avec un budget qui, pendant les dernières années, se situait autour de 50 millions d'euros par an. Une contribution globale additionnelle de 45,6 millions d'euros pour le Kivu a pu être dégagée, dont 6.600.000 euros en provenance du budget de la Commission, ce qui permettra de couvrir à l'heure actuelle les besoins primaires. Nous adapterons bien sûr notre réponse aux besoins qui seront constatés sur place.

En ce qui concerne les moyens d'intervention, nous pensons que l'option militaire n'est pas une solution viable et que poursuivre dans cette voie ne ferait qu'entraîner de souffrances additionnelles pour la population. Nous estimons que seule une solution politique globale, sur base du dialogue, peut mettre fin à la crise. Cette opinion est partagée par le Secrétaire général des Nations Unies dans son dernier rapport au Conseil de Sécurité. D'ailleurs, je viens d'en parler avec le Secrétaire général des Nations Unies, le weekend passé à Doha. Lors de la conférence des Nations Unies pour le financement du développement, on en a parlé, et le Secrétaire général a eu des mots de remerciements pour l'action de l'Union européenne dans ce domaine.

Vous savez que le conflit s'explique en grande partie par la présence de forces rebelles étrangères sur le sol congolais, par la frustration des communautés locales et bien entendu par l'exploitation illégale des ressources naturelles, ce qui soutient l'économie de guerre et dont tous les acteurs du conflit bénéficient. Dans ce contexte, l'Union participe activement dans toutes les initiatives internationales qui visent à ramener la paix dans la région.

Nous faisons partie de la facilitation internationale, qui a contribué à la mise en place de mécanismes de dialogue. Nous appuyons une plus grande implication de la diplomatie africaine, ce qui a eu comme conséquence la réalisation d'un sommet régional des pays des Grands Lacs pour discuter la crise, le 7 novembre à Nairobi, ainsi que la nomination de deux facilitateurs médiateurs et la mise en place de mécanismes de monitoring impliquant les chefs d'États régionaux eux-mêmes. Nous avons aussi souligné le rôle stabilisateur de la MONUC, pour cette raison nous nous réjouissons de l'adoption de la résolution du Conseil de Sécurité qui va octroyer des ressources supplémentaires à la mission.

En termes généraux, en ce qui concerne maintenant la question de la gestion durable des écosystèmes, problème auquel vous avez fait référence à la dernière partie de votre question, nous sommes parmi les principaux acteurs en matière de gestion durable et de préservation des écosystèmes en Afrique centrale. Nous déployons, en tant que Commission, une coopération de longue durée en Afrique centrale, sur base d'une approche régionale, qui s'appuie sur deux piliers complémentaires: soutien à l'émergence, consultation de la gouvernance en matière de gestion durable des ressources forestières et des écosystèmes. Nous allouons à l'Afrique centrale, y inclus la RDC, quelque 25 millions d'euros, seulement pour cet objectif, et nous avons aussi des programmes d'appui à la conservation des écosystèmes au niveau régional, y inclus la RDC. Nous allouons actuellement 50 millions d'euros dans le cadre de nos programmes, ce qui permet la protection d'environ 150.000 km^2 d'aires protégées, y compris dans les zones de conflit, dans la RDC, le Tchad et la République Centrafricaine.

Je pourrais encore vous détailler d'autres plans d'appui à certains parcs naturels. Comme vous le savez, les conditions sont effectivement extrêmement difficiles. L'Union européenne, et plus particulièrement la Commission, a toutefois mis en place des programmes pour le soutien aux écosystèmes et à la préservation des meilleures conditions environnementales dans une région qui souffre énormément des problèmes qui ont été créés, non pas par la nature, mais par les hommes.

M. le Président.- Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers invités d'honneur, les ambassadeurs accrédités au Luxembourg qui sont tous présents ici, nous sommes arrivés à la fin de cette séance et, si j'ose dire, de cette heure de questions. Je voudrais vous remercier encore une fois, Monsieur le Président, d'avoir été notre hôte, d'avoir prononcé un discours très engagé, très déterminé et d'avoir répondu de façon claire et précise aux questions des députés. Je vous propose de rejoindre maintenant la Commission des Affaires étrangères et européennes pour continuer nos discussions.

Merci encore une fois!

La séance est levée.

(Fin de la séance publique à 15.54 heures)

SÉANCE 14

Mardi, 9 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling
- *M. Aly Jaerling*

4. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Carlo Wagner*

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
- *Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui M. Aly Jaerling pose une question), M. Ben Fayot, M. François Bausch (répondant à M. Aly Jaerling)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

1. Communications

Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

5965 - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal due 1er décembre 1993 relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement (CEE) N°793/93 du Conseil du 23 mars 1993 concernant l'évaluation et le contrôle des risques présentés par les substances existantes

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 01.12.2008

5966 - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal modifié du 22 janvier 1996 concernant la liste des lois et règlements visés à l'article 13, point 1 cinquième tiret de la loi du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 01.12.2008

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.12.2008

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

5969 - Projet de règlement abrogeant le règlement grand-ducal du 28 mai 2004 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°304/2003 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 05.12.2008

3) En date du 3 décembre 2008, l'Association pour le Droit de Mourir en Dignité (ADMD-L) et Sokrates.lu ont remis la pétition N°291 pour la dépénalisation de l'euthanasie.

4) En date du 4 décembre 2008, le Collectif pour la Vie, association informelle de citoyens, a remis la pétition N°292 relative à l'opposition à la dépénalisation de l'euthanasie.

5) Du 14 au 18 novembre 2008, s'est tenue la 54e Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Berlin. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président, Mme Colette Flesch, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment un débat général sur le conflit entre la Géorgie et la Russie, l'élection des dirigeants de l'Assemblée et la présentation des activités en 2009.

M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, M. José Lello, Président de l'AP-OTAN, M. Mikheïl Saakachvilli, Président de la Géorgie, le général Bantz John Craddock, Commandant suprême des forces alliées en Europe, ont tenu des discours.

La Session de Printemps se tiendra du 22 au 26 mai 2009 à Oslo et la 55e Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se tiendra du 13 au 17 novembre 2009 à Edimbourg.

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 4. Dezember huet d'Presidentekonferenz, Dir Dammen an Dir Hären, folgenden Ordre du jour fir dës Woch virgeschloen:

Haut de Mëtteg féiere mer d'Budgetsdebatten. Déi gi muer de Moien um néng Auer weidergefouert.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi ass den eventuellen Ofschloss vun de Budgetsdebatten, wann dat bis dohinner net sollt geschitt sinn; dann de Projet de loi 5862, en Ofkommes géint d'Duebelbesteierung mat Hongkong; duerno de Projet de loi iwwert de Bau vun enger Maison du Savoir zu Belval, an de Projet iwwert de Bau vun engem Verwaltungsgebai och zu Belval.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer de Projet 5695, dat heescht dat sougenanntent Waassergesetz; an en Donneschdeg um hallwer dräi de Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, an den Här Wagner.

3. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Meng Motioun kënnt opgrond vun deenen Evenementer, déi an der leschter Zäit waren, a well de Grand-Duc sech opgrond vum Artikel 34 vun der Verfassung geweigert huet, d'Gesetz iwwert d'Stierfhëllef ze ënnerschreiwen - wat säi gutt Recht ass -, an opgrond vun deem, dass elo an engem Turboverfahre soll den Artikel 34 vun der Verfassung geännert ginn, a sech och scho Stëmmen héiere gelooss hunn, fir d'Verfassung esou ze änneren, dass dem Grand-Duc nach just solle representativ Rechter zougestane ginn, woumat jo heibanne jiddwereen d'accord ass, dat ass net de Problem.

Mä wou ech awer de Problem gesinn, dat ass, dass dat eng Fro ass, déi sämtlech Bierger hei am Land betrëfft. Dofir wëll ech hei eng Motioun deponéieren, fir dass d'Regierung soll e Referendum organiséieren, mat der kloerer Fro, ob d'Bierger d'accord sinn, jo oder neen, fir dass de Grand-Duc nach just representativ Rechter kritt, an ob d'Verfassung an deem Sënn soll geännert ginn.

Motion

D'Deputéiertechamber,

am Bewosstsënn,

- dass d'Fraktiounen, de Grupp an d'Sensibilitéit der Meenung sinn, dass de Grand-Duc seng Kompetenzen iwwerschratt huet, wéi hie matgedeelt huet, dass hien d'Gesetzespropositioun 4909 iwwert d'Stierfhëllef net wëllt ënnerschreiwen, och wann et an zweeter Liesung vun der Chamber gestëmmt ass;

- dass awer den Artikel 34 vun der Verfassung dem Grand-Duc dat Recht zougesteet, och wann dat bis elo ni ugewannt ginn ass, dëse Pouvoir awer och net duerch Jurisprudenze begrenzt gëtt;

- dass, wann e gestëmmtent Gesetz net innerhalb vun dräi Méint ënnerschriwwen a publizéiert ass, dëst Gesetz net a Kraaft triede kann;

- dass dës Situatioun vill Konfusioun ënnert de Bierger provozéiert huet;

- dass elo den Artikel 34 vun der Verfassung soll kuerzfristeg geännert ginn, fir dem Grand-Duc d'Recht vun der Verweigerung vun der Ënnerschréft zu engem Gesetz ofzeschwätzen;

- dass dëst awer net duergeet, an ee misst déi ganz Kompetenze vum Grand-Duc iwwerdenken a verfassungsrechtlech reforméieren;

- dass dëst awer eng Fro ass, déi all Bierger hei am Land ugeet an net nëmme 60 Deputéierten;

fuerdert d'Regierung op

- e Referendum ënner alle Bierger hei am Land ze organiséiere mat där kloerer Fro, ob se d'accord sinn, dass de Grand-Duc nach just soll representativ Kompetenze kréien, an dass eng Reform vun der Verfassung an deem Sënn soll ageleet ginn.

(s.) Aly Jaerling.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Jaerling Akt vum Dépôt vun där Motioun, déi un d'Presidentekonferenz weidergeleet gëtt. Den Här Wagner huet d'Wuert gefrot.

4. Dépôt d'une proposition de loi

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei den Dépôt maache vun enger Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales.

Just ganz kuerz, Här President, wann Der erlaabt als Erklärung. Den Artikel 355, dee seet, dass d'Assurance dépendance d'Cotisatioune fir Pensiounen iwwerhëlt vun deene Leit, déi doheem eng fleegebedürfteg Persoun betreien an net selwer eng Pensioun hunn.

Den Artikel 336 vum Code des Assurances huet en Délai de prescription vu fënnef Joer. Elo ass et esou, dass eng Rei vu Leit deen Délai leider verpasst hunn, wat mat sech bréngt, dass se nëmmen deelweis oder guer net kënnen hiert Recht ausüben. Dofir ass meng Propositioun, fir ze kucken, dass déi dote Leit net sanktionéiert ginn, dass mer am Artikel 355 deen Artikel 336 änneren op enger Period vun zéng Joer; dat heescht genau zéng Joer vum Ulaf vun der Assurance dépendance u bis d'Joer 2009.

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Wagner Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi. Et gëtt no deenen übleche Prozedure verfuer.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer. D'Riedezäit ass bekanntlech nom Modell 6 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen an den Här Jaerling, dann den Här Mosar, d'Madame Mutsch, den Här Thiel, den Här Bodry, den Här Clement an den Här Schneider. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, wann ech gelift.

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et si schonn extraordinär Zäiten, déi mer amgaange si ze erliewen. De Budget, dee mer elo sollen diskutéiere fir d'Joer 2009 an dee sech an engem ganz schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld erëmfënnt, riskéiert manner Beuechtung ze fanne wéi aner Diskussiounen, déi dëser Deeg op der Place publique stattfannen.

En éischt Opfer dovunner ass leider mäi Fraktiounskolleeg Norbert Haupert d'lescht Woch ginn, deen no dräi Méint excellenter Viraarbecht, vun där op d'mannst déi, déi an der Kommissioun waren, sech konnten iwwerzeegen, dee souwuel a sengem schrëftleche wéi virun allem och a sengem mëndleche Rapport déi lescht Woch kloer an däitlech drop higewisen huet, a wat fir engem Ëmfeld mer sinn, wat d'Risike sinn a wat och d'Potenzialitéite sinn, déi sech doraus erginn.

De Budgetsrapport ze maachen ass ee wichtege Moment an der politescher Carrière vun engem Deputéierten, well et engem iwwert dräi Méint erlaabt, sech an engem Mooss an en Dossier anzeschaffen, wou ee soss als Deputéierte kaum d'Méiglechkeet huet ze maachen. Ech hu festgestallt, dass den Norbert mat ganz vill Élan, mat ganz vill Freed a mat ganz vill Engagement deen Challenge ugaangen ass.

Hien ass zum Deel nei Weeër gaangen, wéi hien décidéiert huet, fir déi eng oder déi aner Schoul opzesichen, fir do mat Studenten iwwert de Budget ze diskutéieren. Och, Norbert, wann däi Rapport vläicht de leschten Dënschdeg an der Mass vun anere

Saachen ënnergaangen ass, esou bleift et, dass du eng ganz gutt Aarbecht gemaach hues, fir déi ech der ausdrécklech am Numm vun eiser Fraktioun wëll félicitéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wirtschaftlech Situatioun, an där mer eis befannen, mécht d'Budgetsdebatten dëst Joer besonnesch schwiereg. Wuel iwwerall, wou uechter Europa an doriwwer eraus Regierungen a Parlamenter sech an dësen Deeg mam Budget vun nächste Joer beschäftegen, herrschen Onsécherheet a Beonrouegung iwwert déi wirtschaftlech Perspektive fir 2009.

De Kader ass gesat a seng Formulatioun léisst keen Zweifel driwwer zou, dass d'Lag eescht ass. De Weltwährungsfong geet vun enger globaler Rezessioun fir 2009 aus. D'Europäesch Kommissioun huet fir déi ganz Unioun an och fir d'Eurozon Wuesstemszuelen ermëttelt, déi net wäit iwwer null wäerten erausgoen. D'OECD warnt zënter e puer Deeg virun enger weltwäiter Deflatioun, engem allgemenge Präisverfall uechtert d'Welt, deem seng Konsequenzen nach vill méi dramatesch wiere wéi déi vun der Finanz- a Wirtschaftskris, där hir Parametere mir bis elo kennen.

D'Previsioune vun deenen, déi sech mat der Entwécklung vun der Lëtzebuerger Wirtschaft beschäftegen, hu sech am Laf vun deene leschte Méint drastesch no ënne korrigéiert. Am Mee huet de Statec e Wuesstem vu 4% fir 2009 prognostizéiert. Dës Zuel war d'Grondlag vun der Regierung hirer Virbereedungsaarbecht vum Budget.

Wéi se hire Projet den 1. Oktober virgeluecht huet, huet se virsiichtegerweis an deem Moment mat engem Wuesstem vun 3% gerechent. Eng méi niddreg Aschätzung, wéi de Statec hir mat op de Wee ginn huet. Eng wirtschaftlech Entwécklung vun 3%, e Wuesstem vum Aarbechtsmaart vun 2,7% an eng Inflatioun vun net méi wéi 2,4%: Dat waren d'Eckdaten, op déi d'Basis vum Budgetsprojet vu 2009 opgestallt gouf.

Ech ka mech nach ganz gutt drun erënneren, dass ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den 1. Oktober an och e puer Deeg duerno op der Rentrées-Pressekonferenz vu menger Fraktioun drop higewisen hunn, dass et sech ëm e voluntaristesch opgestallte Budget géif dréinen, deen nëmme kéint opgoen, wann dës grondleeënd Parametere sech och géife realiséieren.

Vun Ufank Oktober u goung et allerdéngs stramm biergof mat de Previsiounen. FMI, Kommissioun, OECD an och Statec hu bis elo - an zwar bis gëschter eran - hir Estimatioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaftsentwécklung op 1% erofgeschrauft; dunn an eng Forschett tëschent - 05 a + 05%. Dat ass kee Wuesstem méi.

De Statsminister huet op dëser Tribün de leschte Mëttwoch d'Wuert ausgeschwat, wat esou eng Entwécklung géif charakteriséieren, wa se sollt antrieden: Et ass eng Rezessioun. Et éiert de Statsminister, dass hien ouni ze blimmelen oder ze verschéineren d'Realitéit vun der Situatioun an hir Erausfuerderungen uschwätzt, och wann dat sechs Méint viru Wahlen ass, och wa sech d'Noutwendegkeet géif erweisen, an deene sechs Méint géigenzesteieren, wann et sech deemno esou géif entwéckelen.

Zu de schlechten Entwécklungsprognose kënnt derbäi, dass mer eis wahrscheinlech mussen drop astellen, dass den Aarbechtsmaart 2009 net esou wiisst wéi mer et gären hätten an dass de Chômage zu Lëtzebuerg ëm e puer 1.000 Leit an d'Luucht kéint goen. Dat bedeit zousätzlech Belaaschtunge fir de Budget, manner Recetten, wann et esou kënnt.

Dat eenzegt vun deenen dräi Parameteren, wat zurzäit d'Strooss hält - iwwregens d'Suergekand vu viru sechs Méint -, ass d'Inflatioun. Déi huet sech zurzäit ëm 2% agependelt mat eventuell, jee nodeem wéi d'Pëtrolspräisser sech wäerten entwéckelen, enger weiderer Tendenz no ënnen.

D'Wirtschaftsperspektive fir 2009 sinn elo esou, dass mer eigentlech net wëssen, wéi se sinn. Mir wëssen et net fir 2009 a mir wëssen et scho guer net doriwwer eraus. All Projektiounen, déi am Moment fir 2010, '11, '12 gemaach sinn, muss ee wuel beschtefalls als gutt gemengt Previsioune betruechten. Tatsaach ass - an ech widderhuelen hei nees dat, wat de Statsminister d'lescht Woch sot -, dass mer net gesinn, wéi dat soll d'nächst Joer goen.

E puer Saache wësse mer allerdéngs. Mir wëssen, an zwar net säit gëschter, dass mer zu Lëtzebuerg 4% Wuesstem brauchen, fir de laangfristege Finanzement vun eise Pensiounen an eiser Sécurité sociale ze assuréieren. Mir wëssen, dass et zu Lëtzebuerg eng statistesch Wourecht gëtt, no där de Chômage eréischt beim selwechte Wuesstem net klëmmt. A mir wëssen, dass mer déi 4% dëst Joer net wäerte kréien - well et wäerte grad emol 2% Croissance nach ginn, wat ganz gutt ass am europäeschen Ëmfeld -, dass mer se d'nächst Joer net wäerten erreechen an dass just e Wonner eis kéint derzou bréngen, 2010 dohinner ze kommen. Hannendru wëllen ze kucken, schéngt mer an dësen Zäiten e surrealisteschen Exercice.

All dës Parametere sinn am Fong dozou gëeegent, fir driwwer nozedenken, ob de Budget fir 2009, esou wéi e virgeluecht gouf, kann opgoen. Doriwwer nodenken ass u sech näischt Schlechtes. An dat hu mer och gemaach an deenen eenzelne Fraktiounen an och an där zoustänneger Chamberskommissioun.

Mir sinn all zesummen - all d'Fraktiounen an der Chamber an där zoustänneger Kommissioun, souwäit se da vertruede waren - zum Resultat komm, dass mer beschloss hunn, keng Ännerungen zu dësem Moment virzehuelen. Mir wëssen net, wéi d'Recettë vum Stat sech wäerten am Laf vun deenen nächste Méint duerstellen. Mir wëssen net, ob an a wat fir engem Mooss eng weider Verschlechterung vun der Ekonomie an domat um Aarbechtsmaart asetzt. A mir wëssen net, wat déi steierlech a budgetär Konsequenzen dovunner sinn, wann et esou kënnt, wéi verschidde Leit dat mengen. Ënner esou Ëmstänn kann an däerf een de Budget fir 2009 an eisen Aen net änneren.

Dass e wuel mat engem Defizit ofschléisst, ass ze erwaarden. Mä dat ass u sech weder en Drama nach e Grond, fir en op d'Kopp ze geheien. Et ass ze vill dran, wat mir brauchen, fir dass d'Wirtschaft an d'Haushalter stabil kënne plangen. An e beinhalt a mengen Aen an an den Ae vu menger Fraktioun bal alles, wat een an enger klenger, bal exklusiv no baussen ugeluechter Wirtschaft a schwieregen Zäite ka maachen, fir positiv op d'Situatioun kënnen anzewierken.

De Budget fir 2009 ass esou konzipéiert, dass e virun allem zwee Ziler verfollegt: Éischtens stäerkt en d'Kafkraaft vun de Leit iwwer steierlech Mechanismen an deenen hir Verlängerung um Niveau vu Steierkreditter; an zweetens comportéiert en en enorme Volumen u Mëttelen, déi an d'öffentlech Investitioune solle fléissen an déi esou direkt derzou ugedoe sinn, d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg ze stäipen.

Dat sinn Akzenter, déi an enger Zäit wéi där heiter wichteg sinn. Si sinn eigentlech onverzichtbar, wann ee wëllt verhënneren, dass déi wirtschaftlech Kris nach méi déif an nach méi breet gëtt wéi dat souwisou de Fall schonn ass. D'Viraussetzung a gläichzäiteg awer och d'Limite dovun ass, dass ee se ka setzen als natierlech Belaaschtbarkeet vum Budget an den öffentleche Finanzen an enger mëttelfristeger Perspektiv.

Grad elo stellt sech op eng beandrockend Aart a Weis eraus, wéi richteg et war, an deene besseren Zäiten d'Finanze vum Stat net aus dem Rudder lafen ze loossen. Ech erënneren un d'Diskussiounen, déi mer am Hierscht 2005 hei an der Chamber haten, wou mer vun enger Rei vu Säiten opgefuerdert gi sinn, nach méi aus der Keess eraus ze ginn.

An d'Géigesteierung, déi mer deemools als Parlament, an och an der Tripartite eis Regierung, mat de Sozialpartner fäerdeg bruecht hunn, fir eis Richtung 2009 Maastricht-konform an eng Situatioun ze setzen, dass, wann eng Kris géif asetzen, mer d'Méiglechkeeten hätten, op d'mannst op finanzpolitescher Aart a Weis, do dergéint ze steieren.

Antizyklesch Politik huet jo zwee Aspekter. Si fënnt statt zu zwee Momenter, déi ganz verschidde Charakteren hunn. An héich konjunkturelle Periode muss Mooss gehale ginn a Reserven ugeluecht ginn. Dat kënnt meeschtens net besonnesch gutt un, speziell dann net, wann et net ee Joer esou geet, mä e puer Joer hannereneen.

Mir erënneren eis alleguerte ganz gutt un d'Zäiten, wou op gewëssene Plazen d'Meenung ausgedréckt gouf, dass de Stat elo emol sollt de Krunn wäit opdréinen, well en um Geld vun de Leit géif sëtzen. Fréier oder spéider - an déi lescht Méint hunn eis et gewisen - kommen dann nees aner Zäiten, déif konjunkturell Perioden, an dësem konkrete Fall d'Krisejoer 2009. Da kann aus deem Krunn just dat erauslafen, wat een net virdru scho verbraucht huet.

A manner gudden Zäite muss dee Krunn kënnen opgedréint ginn, fir dass d'Bierger an d'Betriber zousätzlech Mëttelen an d'Hand kréien, fir d'Rad vun der Ekonomie dréien ze loossen. Nëmmen da kann den Ofschwong opgefaange ginn. A genee dat probéiere mer mam Budget fir 2009 hinzekréien. Et gëtt iwwregens jo och vu Sozialpartner a vu Betriber gefrot.

Wat den Detail vun de budgetären Ausriichtunge fir dat nächst Joer ubelaangt, wëll ech net widderhuelen, wat hei scho gesot gouf. De Budgetsrapporteur huet et ausféierlech skizzéiert. De Finanz- an de Budgetsminister hunn et nach eng Kéier aus der Perspektiv vun den Auteure vum Budget explizéiert.

Et ass e Budget vum verstännege Wuesstem, vun den Ausgaben, déi prioritär duer orientéiert ginn, wou se am néidegste gebraucht ginn: op d'Dépensen a wichtegen Domäner fir d'Zukunft vun eisem Land a senger Wirtschaft. Domat mengen ech: Schoul an Héichschoul; Fuerschung; Vereenbarkeet vu Famill a Beruff; soziale Wunnengsbau; öffentlechen Transport; Stroossen a Verbindungen, déi mer brauchen, fir erreechbar ze bleiwen.

Ech wäert Deeler vun deem dote behandelen. Dräi vu menge Kolleegen aus der Fraktioun wäerten op eenzel Aspekter agoen: de Lucien Thiel op den Aspekt vun der Finanzkris an de méigleche Léisungsusätz fir eis Finanzwelt; de Lucien Clement op d'Situatioun vun de mëttelstännege Betriber an der Kafkraaft, an de Laurent Mosar iwwert den demographesche Wandel a Pensiounen, Implikatioun vun de Gemengen an d'gesamt Wirtschaft eran.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wa mer d'Eckdate vum Budget fir 2009 betruechten, da stelle mer fest, dass et ee fir normal Zäite völleg normale Budget wier. Just sinn d'Zäiten net méi esou normal, an deen normale Budget, deen am Summer 2008 fir d'nächst Joer opgestallt gouf, riskéiert an der Anomalie vun der Zäit, an där mer eis befannen, aneschters iwwert d'Bühn ze goe wéi dat geduecht war.

De Plang war, dass de Budget 2009 sollt an engem liichten Iwwerschoss vun 13 Milliounen ofschléissen. Dat nodeem en am Volume par rapport zum Laf vun de Joren ëm 7% géif steigen, wat an Zäite vun 3 bis 4% Inflatioun eng absolut verstänneg Progressioun duerstellt. D'Inflatioun, wéi et haut ausgesäit, wäert sech éischter bei ënner 2% am nächste Joer situéieren, also ronn 1% ënnert deem, wat an der Budgetsplanung zugronn louch.

Déi Steigerung vum Budgetsvolume, déi virgesinn ass, reflektéiert esou vill méi haut d'Noutwendegkeet vun héijen Investissementer wéi eng Progressioun am Aklang mat der erwaarter Inflatioun. Den Équiliber vun de Statsfinanzen ass am Budgetsprojet 2009 gewährleescht, och wann den Zentralstat selwer defizitär bleift.

De globalen Iwwerschoss gëtt weider wéi déi lescht Jore vun der sozialer Sécherheet bestridden. Déi soll 2,7% vum PIB excédentaire sinn. Ob dat geléngt, hänkt natierlech an erhieflechem Mooss vun der Dynamik vum Aarbechtsmaart of. Tatsaach ass, soulaang Aarbechtsplaze bäikommen, soulaang also netto keen Aarbechtsplazofbau stattfënnt, gëtt de kuerzfristegen Excédent vun der sozialer Sécherheet net a Fro gestallt.

D'Previsioune fir dat nächst Joer, déi méi rezent, gi vun enger méi liichter, bis haut awer nach reeller Expansioun vum Aarbechtsmaart aus. Deemno wäert sech d'Zeeche virun der Bilanzzuel vun der Sécurité sociale net vun engem Plus an e Minus dréinen. D'Zuel selwer kann natierlech méi oder manner wäit ënnert deene viséierten 2,7% leien, a Fonctioun vun der Evolutioun, déi mer d'nächst Joer wäerte kennen.

De Gesamtstat soll en Iwwerschoss vun engem gudde Prozentpunkt am Joer 2009 virweisen. Elo musse mer dovun ausgoen, dass, wa souwuel d'Zuele vum Zentralstat wéi och déi vun der sozialer Sécherheet ënnert deenen uviséierte leien, et näischt mat dem gesamtstaatlechen Iwwerschoss gëtt. Mir kënnen awer an dësem Moment deen Ausfall net prezis berechnen, well mer net am Detail gesinn, wéi d'Joer 2009 sech wäert bei Steieren, Aarbechtsplazen a Cotisatiounen artikuléieren.

Mir hunn, an ech mengen, dass dat wichteg ass, Sputt fir d'Exekutioun vum Budget 2009. Zwëschent engem gesamtstaatlechen Iwwerschoss vun engem Punkt an engem an der Logik vum Eurostabilitéitspakt maximalen Defizit vun 3% leie véier Punkt PIB. Dat sinn, a Geld ausgedréckt, annerhallef Milliarden Euro. Mir missten deemno an der Exekutioun vum Budget annerhallef Milliarde Fehlbetrag hunn, fir un d'Grenz vun der europäescher Zoulässegkeet ze kommen. Dat ass eng substanziell Zomm. Dat wier esou, wéi wann am nächste Joer iwwerhaapt keng Kollektivitéitssteier géif erakommen. Et schéngt vun haut aus gekuckt net wahrscheinlech, dass esou e Fall am Joer 2009 géif antrieden.

Dass et awer en Defizit gëtt, zentralstaatlech a gesamtstaatlech, musse mer unhuelen. D'Defizitwahrscheinlechkeet gëtt doduerch verstäerkt, dass mer wëllen, neen, dass mer mussen un där ganz ambitiéiser Investissementspolitik festhalen, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass. Alles an allem soll ronn eng dräi Véierel Milliard an öffentlech Investissementer fléissen. Ganz dovun ofgesinn, dass mer déi Projeten objektiv brauchen - Telekommunikatioun, Schinnen, Stroossen, Schoulen, Opfangstrukturen an esou weider -, stellen d'Investitioune vum Stat eng besonnesch relevant Fördermoossnam fir eis Lëtzebuerger Betriber duer.

Meng Fraktioun begréisst an deem Kontext ausdrécklech de Wëlle vun der Regierung, all Méiglechkeeten auszeloten, fir Projete méi séier, esou séier wéi méiglech un d'Goen ze kréien an entspriechend och méi séier virunzekommen. Esou kréien d'Betriber déi Opträg erbäi, déi se brauchen, fir d'Leit kënnen a Beschäftegung ze halen, a selwer iwwert déi Duuschtstreck ze kommen, déi virun eis läit.

Am nächste Joer, Dir Dammen an Hären, ass en Investitiounsvolume virgesinn, dee 4,5% vun eiser Wirtschaftsleeschtung ausmécht: 1,75 Milliarden Euro, déi mer am Géigesaz zum vergaangene Joer net wëllen oder net kënne strecken a manner séier engagéieren, wa sech Enkpäss géife bilden, mä déi mer am Géigendeel wëlle ganz ausschäffen, wann et geet, an hir Platzéierung beschleunegen. Dat ass en aneren Ëmgang mat den Investissementer wéi bis elo.

An et bedeit nach eppes. Et bedeit, dass d'Avoiren an den Investitiounsfongen am Laf vum Joer 2009 wäerten ufänken, zimlech séier ze schmëlzen. Si wäerte schmëlzen, ouni dass mer kënnen op d'Plus-valuen aus dem lafende Joer zréckgräifen, fir dat Schmëlzen opzefänken. Am Joer 2010 riskéiere mer esou, dass eng Partie vun de Fongen zimlech un d'Grenz vun deem kommen, wat mat reguläre Budgetsdotatioune méiglech ass. Fir déi mëttelfristeg Investissementsplanung ass et e Parameter, deen een a senger Wichtegkeet net däerf ënnerschätzen.

Zu de Steieren an de Steierrecettë muss een de Moment ganz einfach soen, dass et exzessiv schwiereg ass, iwwer en Dag eraus kloer ze gesinn. Mir hu Grond unzehuelen, dass d'Berechnunge fir 2009 virsiichteg Berechnunge waren, ausser vläicht bei der Taxe d'abonnement, wou awer déi relativ gutt Tenue vun der Lëtzebuerger Bourse, wat eng zimlech reguléiert Bourse ass, undeit, dass net alles muss d'nächst Joer schlecht ausgesinn.

Bei den direkte Steiere klëmmt d'Lounsteier soulaang wéi den Aarbechtsmaart expandéiert, an dat misst dee maachen, wann och vläicht manner wéi geplangt. D'Kollektivitéitssteier wäert d'Joer 2009 zimlech onbeschuet iwwerstoen, well dat eng Steier ass, déi mat Verzoch op Veränneruge vun hirer Bemiessungsgrondlag reagéiert. D'Konsumsteieren hirersäits sinn héich ugesat. Mä iwwert déi steierlech Mechanismen, déi an den nächste Budget agepaakt gi sinn, wëlle mer jo grad just den interne Konsum op engem héijen Niveau hale respektiv en do hiewen.

Alles an allem hunn ech d'Gefill, dass d'Zäit eleng eis wäert soen, wéi mer mat de geplangte Steierrecetten duerch dat nächst Joer wäerte kommen. Selbstverständlech wäert d'Regierung, an datselwecht gëllt fir d'Chamber, als iwwerwaachend Institutioun net ronderëm kommen, d'Exekutioun vum Budget 2009 enger minutiéiser Beobachtung ze ënnerzéien, fir dass mer zesumme kënne reagéieren, wa misst reagéiert ginn.

Vun der Exekutioun vum nächste Budget hänkt villes of. Duerfir wëll ech mech virun allem nach e bësse mat Phenomeener beschäftegen, déi dëst wäerte konditionéieren. Well eent ass sécher: Vun dëser Exekutioun hänkt et of, wou mer finanziell um Enn vum nächste Joer stinn.

Do virdrun awer nach vläicht deen een oder deen aneren Aspekt iwwert d'Aart a Weis, wéi an deene leschten Deeg mam Budget ëmgaangen ass. Ech mengen, et hëlleft net, et hëlleft guer net, mat ville Pressekonferenzen an ouni konsequent Participatioun un der parlamentarescher Aarbecht iwwer Sënn an Onsënn vun der aktueller Wirtschaftslag ze kommunizéieren.

Et ass dach iwwerhaapt am Fong e remarquabele Virgang, dass ee mengt, alles an der Press iwwert de Budget zielen ze missen, wat een esou ze soen huet, ier mer hei am Haus an der Budgetsdebatt beienee kommen!

Dat ass a mengen Ae rengen Zirkus. Dat ass ëmsou méi Zirkus, wann een an dësen an no dëse Pressekonferenzen an de Medië ganz courageiert Aussoen zum Budget héiert, déi een an enger Dose Sitzunge vun der Finanzkommissioun ni zu Ouere krut.

Wa mir selwer weiderfueren als Chamber, eis an d'Chamber net seriö ze huelen, da froen ech mech, ob et net am Fong besser wär, mir géifen d'Budgetsdebatt hei am Haus komplett aneschters organiséieren: Mir loossen de Rapporteur säi Rapport virdroen, mir loossen d'Regierung dorobber äntwerten. Mir convoquéieren dräi bis véier Pressekonferenzen, eng pro Fraktioun, a mir kommen dann heihin zum Ofstëmmen iwwert de Budget.

Meng Fraktioun an ech selwer hunn de Besoin net verspiert - wat mer d'ailleurs och an de Medië virgeworf gëtt -, fir Pressekonferenzen zu deem Sujet an deene leschte Wochen ofzehalen. Mir sinn a mir bleiwen der Meenung, dass d'Plaz fir déi politesch Ausenanersetzung iwwert de Budget d'Chamber ass. Wann een awer muss feststellen, dass dat net méi esou ass, dass d'Chamber déi Roll net méi spillt, dass d'Parlament sech selwer mengt nëmmen nach an de Medië missen ze artikuléieren, widdersetze mir an eis Fraktioun eis net dergéint, fir d'internt Reglement vun der Chamber an deem Mooss ëmzeänneren. Just hei fir d'Galerie ze diskutéieren, ouni dass et nach e reelle politeschen Input huet, gëtt engem ze iwwerleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kann 2009 op eis duerkommen, wat de Budget mat sengen Elementer kéint aus dem Gläichgewiicht werfen, net nëmmen de Budget, mä och den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft an d'Aart a Weis, wéi mer zu Lëtzebuerg mateneen ëmginn?

Et sinn d'Auswierkunge vun der Finanz- a Wirtschaftskris, déi eis kënnen d'Liewe wesentlech méi schwéier maachen, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren. Mir sti virun enger Zäit mat manner Wuesstem a manner Aarbechtsplazen. Doraus ergi sech Konsequenzen.

Den Haaptproblem, dee mer 2009 wäerte missen an d'A faassen, wann déi aktuell Previsiounen zoutreffen, ass d'Aarbechtslosegkeet. Sollt et zu engem Ustieg op 7% oder méi kommen, wéi mer dat an deene leschten Deeg prognostizéiert kruten, da bedeit dat an absoluten Zuelen, dass mer 6.000, 7.000, 8.000 Leit méi an der Aarbechtslosegkeet hu wéi haut. Deemno wieren da 16, 17, 18.000 Leit zu Lëtzebuerg ouni Aarbecht. An hir Perspektiven, fir kuerzfristeg eng nei Plaz ze fannen, wieren net roseg. Well net nëmme ginn an esou enger Situatioun objektiv vill manner nei Plaze geschaf, mä et ginn der reell och ofgebaut.

D'Ufuerderungen un d'Demandeurs d'emploi steigen dann nach weider, a besonnesch déi manner qualifizéiert Leit um Aarbechtsmaart oder am Chômage kréien et nach méi schwéier, fir sech berufflech nei ze orientéieren. Et ass eng Situatioun, wéi mer se zu Lëtzebuerg an deem Mooss laang net méi kannt hunn.

Esou eng Situatioun bedeit awer net nëmme ganz problematesch Aschnëtter an d'Liewenswierklechkeet vun deene betraffene Leit. Si bedeit och, dass déi Instrumenter, mat deene mer d'Aarbechtslosegkeet versichen ze bekämpfen a mat deene mer se finanzéieren, erheblech méi staark wäerte belaascht gi wéi haut.

Esou musse mer wëssen, dass de Chômagefong, aus deem d'Indemnitéite vun de Leit am Chômage bezuelt ginn, an de Joren 2008 an 2009 reell a geplangten Dépensë vu ronn 400 Milliounen Euro ausweist. Mat 7% Chômage an dausende méi Leit, deenen hir Indemnitéit misst bezuelt ginn, riskéieren d'Ausgabe vum Fong ëm 250 bis 300 Milliounen Euro ze klammen. Déi mussen dann aus dem Budget bestridde ginn, well de Fong vum Budget gespeist gëtt.

Déi zousätzlech Ausgabe vum Beschäftegungsfong sinn elo nach net virauszegesinn. Mir mussen eis deemno drop virbereeden, dass am Laf vum nächste Joer, wann et esou kënnt, wéi mer et prophezeit kréien, dem Fong musse weider Mëttel zougefouert ginn, déi onweigerlech am Équiliber vum Budget hiert Gewiicht wäerten hunn.

De Beschäftegungsfong ass awer a Saache Chômagebekämpfung net alles. Och d'ADEM, där hir Aufgab et ass, d'Leit ze erfaassen, déi eng Aarbecht sichen, a se no Méiglechkeet an eng Aarbecht ze vermëttelen, hätt bei e puer dausend Chômeure méi mat drastesch aneren Erausfuerderungen ze kämpfen.

Ech beliichten dat net elo bis an all Eck eran. Mä ech wëll soen, dass et fir d'ADEM wuel nach méi schwéier wäert ginn an deem Zeenario, fir Leit ze placéieren. Hoffe mer, dass am Verlaf vun deenen nächste Méint d'Zesummenaarbecht tëschent hir a virun allem de Betriber sech positiv weiderentwéckelt a sech kontinuéierlech verbessert. Nëmmen an esou enger Configuratioun kann d'Aarbechtsamt iwwerhaapt an d'Lag versat ginn, am nächste Joer senger Aufgab nozekommen.

Elo hunn ech vun Zuelen a budgetären an administrativen Erausfuerderunge geschwat. Do hannendru leie Schicksaler vun de Leit, déi vun Aarbechtslosegkeet betraff ginn - där finanzieller, där logementsrelevanter, där mënschlecher. Fir all déi Leit, déi hir Aarbecht géife verléieren, bedeit dat en Abroch an hir Liewensplanung, wéi se sech se virgestallt hunn. Et bedeit, dass se zum Deel Marginaliséierung an der Gesellschaft riskéieren. Et bedeit, dass se ënner Ëmstänn Aarmut riskéieren, wa se net an d'Beschäftegung zréckfannen.

An dat bedeit fir eis Gesellschaft, wat eng ganz kleng Gesellschaft ass, dass den Zesummenhalt, d'Kohesioun op eng echt Prouf gestallt ginn. Domat muss d'Politik, domat mussen awer och d'Sozialpartner sech au fur et à mesure beschäftegen, wa se gesinn, wéi d'Lag sech entwéckelt.

Mir stinn all an der Flicht, déi Matbierger, déi elo keng Aarbecht hunn a keng kréien, an déi, déi an den nächste Méint vläicht hir Aarbecht verléieren an net esou séier eng nei Schaff fannen, net am Ree stoen ze loossen. Si brauchen d'Ënnerstëtzung vun der Politik a vun der Sozialpartnerschaft méi néideg wéi jee.

Dës Politik ass net esou muechtlos a virun allem net esou ontäteg, wéi gewësse Leit dat mengen. D'Regierung a besonnesch den Aarbechtsminister bedreiwen zënter Joren eng voluntaristesch Politik fir Beschäftegung. An zwar op ville Fronten.

Beschäftegungspolitik wierkt beim Schafe vun neie Plazen, beim Encouragement vun der Wirtschaft, fir Chômeuren anzestellen, bei der Zesummenaarbecht mat Betriber a Sozialpartner, bei ville Formatiouns- a Réinsertiounsinitiativen, déi mer an eisem Chômagebekämpfungsarsenal hunn.

Mä all dat wierkt ouni Wuesstem net esou, wéi et misst. All dat gräift ouni Optimismus, Vertrauen an Zouversiicht an d'Wirtschaft net esou, wéi mer et gären hätten. A Wuesstem an Optimismus si rar Gidder an enger Zäit, an där haut scho ronn 50 Betriber Kuerzaarbecht ugemellt hunn.

Dëst ass eng Situatioun, Dir Dammen an Dir Hären, wou Betriber op besonnesch intensiv Manéier virun hir sozial Verantwortung gestallt ginn. D'Betriber existéieren a mengen Aen net fir sech selwer a just fir de Gewënn vu Patronen an Aktionären. Si existéieren och fir d'Leit, fir d'Gesellschaft, fir dass déi Gidder produzéiert an déi Servicer ugebuede ginn, déi d'Mënschen an hirer sozialer Organisatioun brauchen.

Si existéieren och, fir dass hir Mataarbechter iwwer hir Aarbecht a Beschäftegung Dignitéit an Erfëllung an der Gesellschaft fannen. Ech hoffen, dass et net wäert esou sinn, dass Betriber vun der Kris profitéieren, fir op relativ onverfänglech Manéier Mataarbechter op d'Strooss ze setzen. Leider schéngt et awer do där enger an och där anerer ze ginn.

Et gëtt déi, an där kenne mer, déi zwar Kuerzaarbecht ufroen an och accordéiert kréien a kruten, well se objektiv Grënn hunn, awer d'Gestioun vun hirem Problem an Zesummenaarbecht mat de Personalvertrieder maachen an och zesumme mat hinnen déi Décisiounen huelen, déi sech imposéieren.

An da gëtt et déi, déi no knapps zwee Méint Kris prophylaktesch schonn emol ukënnegen, si misste Leit entloossen. Vill Leit an eenzelne Fäll. Déi Fäll, an dat ass eng Erausfuerderung vun der Politik, musse mer an deenen nächste Méint prezis ënnert d'Lupp huelen, fir ze verhënneren, dass sech eng Dynamik vu Plazenofbau astellt, just well d'Konjunktur fir esou eng Démarche gënschteg erschéngt.

Ee Fall ass a mengen Aen e besonnesch graven. E groussen traditionelle Lëtzebuerger Industriebetrib, deen am drëtten Trimester 2008 nach 8,6 Milliarden Dollar Ëmsaz an 3,8 Milliarde Benefiss gemaach huet - e gutt Stéck méi iwwregens wéi am selwechten Zäitraum vum Joer 2007 -, beschléisst dann elo, dass en eng Milliard Dollar a sougenannten net produktiven Domäner vu senger Aktivitéit muss spueren. Duerfir sollen 9.000 Leit, dat sinn der bal esou vill wéi der zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, entlooss ginn.

Et freet sech dach, ob d'Politik esou eng Haltung ouni Weideres kann hinhuelen. 9.000 Mënsche sinn 9.000 Mënschen, produktiv oder net. E Betrib mat iwwer 300.000 Mataarbechter brauch och eng Verwaltung, dofir sinn d'Leit agestallt.

De franséische Statssekretär fir d'Beschäftegung huet gesot: «On ne laissera pas faire n'importe quoi.» Hien huet a mengen Ae Recht.

Wann e grousse Betrib an dauerhaft eescht Schwieregkeete kënnt, muss en handelen. Da kann et sinn, dass Leit mussen entlooss ginn, fir dass net iergendeng Kéier d'Faillite vum Betrib jiddwereen op d'Strooss setzt. Dat ass haart fir déi, déi et trëfft, mä virun der Perspektiv vum Dépôt vum Bilan kann et sinn, dass keng aner Alternativ fir e Betrib besteet.

Dat ass awer a mengen Aen net de Fall, wann amplaz zéng Milliarden Dollar Benefiss der just nach néng, aacht oder siwe sollen erwirtschaft ginn. Dann ouni Nout Leit ze entloossen, ass a mengen Aen en Akt vu Rücksichtslosegkeet. Et ass de Versuch, eng „Hire-and-fire-Politik" à l'américaine bei eis an Europa duerchzesetzen.

Et ass och en Akt vu Verantwortungslosegkeet. Eng Zort vu Verantwortungslosegkeet, déi net op Lëtzebuerg a bei Lëtzebuerg passt, déi net an de Lëtzebuerger Modell vu Sozialpartnerschaft a sozialer Responsabilitéit vun der Ekonomie passt. An et passt virun allem net an eng Zäit eran, wou déi, déi nach Sputt hunn, déi nach Benefisser weider schreiwen, déi sollen notzen, fir d'Effetë vun der Kris ofzefiederen. Besonnesch dann, wann ee während Jorzéngten ëmmer erëm vum Stat an domat vun de Leit ënnert d'Äerm gegraff krut. Wa genee déi Acteure vun der Wirtschaft d'Kris um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg, an Europa an och doriwwer eraus nach verschäerfen, da packt d'Politik eleng d'Gestioun vu méi schwéieren Zäiten net méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen awer, dass e grousse budgetäre Problem eréischt e gutt Stéck méi spéit wäert op eis duerkommen. 2009 kënne mer an den Defizit geroden, mä mir hunn e Stéck Sputt am Kader vun der flexibeler Uwendung vum europäesche Stabilitéitspakt a Krisenzäiten a vum Stabilitéitspakt u sech an opgrond vun der Politik, wéi mer se zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore bedriwwen hunn.

Ech hunn et ufanks scho gesot: Bis mer 3% Defizit am Gesamtstat géifen erreechen, missten eis annerhallef Milliard geplangte Recetten ewechfalen. E puer honnert Milliounen Defizit eng Kéier si keen Drama.

Deen eigentleche Problem kéim dann, wa mer fir de Budget 2010, vläicht och 2011 géife mierken, dass déi steierlech Nowéien aus dem Joer 2008 an 2009 esou wieren, dass mer misste spierbar Aschneidunge virhuelen. Op Dauer kënne mer eis massiv Defiziter nämlech net leeschten. Si géife besonnesch déi finanziell Bewegungsraim vum Stat fir d'Zukunft op onzoumuttbar Aart a Weis aschränken.

Et ass denkbar, dass d'Budgete fir 2010 an 2011 wesentlech méi komplizéiert gi wéi dee vun 2009. Nach hu mer Iwwerhäng aus gudde Joren, nach konnte mer d'Investitiounsfonge mat Mehreinnahmen norëschten, nach kënne mer bei den öffentlechen Investitiounen aus dem Volle schäffen an d'Kafkraaft vun de Leit steigeren. Dat ass an enger mëttelfristeger Perspektiv an engem klenge Land awer net méiglech. Et geet souwisou nëmme gutt, wann net op eemol de Stat misst déi eng oder déi aner riseg Zousazdépense tätegen, wéi mer dat an deene leschte Wochen zum Deel scho kannt hunn.

Emol virausgesat, dat wier net néideg, da komme mer Enn 2009 nawell an eng Situatioun, wou d'Fonge manner räich agedeckt ginn a wou de steierleche Spillraum zugonschte vu Betriber a Bierger méi enk gëtt. Dorop musse mer eis virbereeden.

Dat Joer, wat virun eis läit, wäert keen einfacht Joer ginn. Mä et gëtt net fir eis eleng net einfach. All Länner uechtert d'Welt, ouni Ausnahm, deenen hir Ekonomien an déi global Stréim vun Handel a Kapital agebonne sinn, fanne sech an ähnleche Situatiounen erëm. Verschiddener vun hinne kréien et nach vill méi schwéier wéi mir, well hir Ausgangspositioun manner gutt ass. Wann een d'Gestioun vun der aktueller Kris virum Hannergrond vu souwisou schonn héijen Defiziter, exorbitanter Statsverscholdung an erhieflechem Chômage ugeet, da verfügt een iwwer manner Handlungsspillraum, wéi mir zu Lëtzebuerg en hunn. Lëtzebuerg kann am Arsenal vun de politeschen Instrumenter - op deene budgetären - zur Bewältegung vun der Kris nach aus dem Volle schäffen.

Duerfir musse mer eis op eis Stäerkte besënnen an dat Bescht aus der Situatioun maachen. Mir hunn eng kompetitiv Wirtschaft, besonnesch bei den Déngschtleeschtungen. Mir hunn e Sozialmodell, deen an esou Zäite belaaschtbar ass an och villes droe kann. Mir hu jonk Leit, déi net esou schlecht ausgebilt sinn, wéi mer eis dat heiansdo selwer wëllen arieden, an déi am Regelfall méi Sprooche schwätze wéi déi Meescht vun eisen Noperen a vun eisen europäesche Partner. Dat sinn Atoutë vun engem Land an enger Zäit, wou mer musse resolut op dat bauen, wat mer anere viraus sinn, fir eis nach selwer kënnen ze verbesseren.

Et wäert wuel esou sinn, dass gréisser Länner an deenen nächste Méint wäerte versichen, deene méi klengen hiren Aktiounsradius anzeschränken. Do, wou jiddweree muss kucken, wou e bleift, do entsteet natierlech den Drang, fir sech selwer déi gréissten, déi schéinsten an déi beschte Stécker aus engem méi klenge Kuch erauszeschneiden. Do musse mer als Lëtzebuerg oppassen, dass mer gutt opgestallt sinn, fir och eist Stéck vun deem Kuch ze verdeedegen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore vill geschafft, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft. Deen Effort muss virugoen. E muss virugoen an Domäner vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun, beim Erschléisse vun neien Nischen, beim Ausschäffe vun zousätzlechen Handlungsméiglechkeeten a moderne Wirtschaftssecteuren.

Mir sinn amgaangen Akzenter ze setzen an der Logistik, am Beräich vun der Kommunikatioun a vun der Dateniwwerdroung an an der Fuerschung. Mir wëlle resolut eis Schoul erneieren. Doraus ergi sech nei Aktivitéiten, op déi mer musse setzen. Dass mer dat kënnen, hu mer an der Vergaangenheet scho bewisen. Et kann op en Neits bewise ginn.

De Kapp an de Sand stieche bréngt näischt. Dat huet Lëtzebuerg och net gemaach, wéi d'Stolindustrie ufanks den 80er Jore lues awer sécher hir prédominant Roll an der Ekonomie agebéisst huet a mer aner Standbeen hu misse sichen. Mir hu se fonnt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer se och an Zukunft wäerte fannen, wa mer eis bescht Kompetenze beienee wäerte bündelen.

Fir mat der Kris an deenen nächste Méint ëmzegoen, setze mer hei am Haus eng parlamentaresch Spezialkommissioun an. Dat ass en Exercice, deen an ähnlecher Form an den 80er Jore schonn eng Kéier gemaach gouf an deen och prinzipiell dee richtegen Usaz duerstellt. Mir musse just - a mir stinn an der Verantwortung - d'Aarbecht esou organiséieren, dass d'Chamber eng reell Plus-value zu den Aarbechte vun der Regierung an eventuell vun der Tripartite kann erbäiféieren.

D'Tripartite wäert sech vum Ufank vum nächste Joer u mat der Kris misse beschäftegen. Et wier gutt, a mir mussen et fäerdeg bréngen, dass d'Tripartite an d'Spezialkommissioun net laanschtenee schaffen, mä matenee schaffen, fir de richtegen Usaz an déi richteg Perspektiv ze fannen, fir gemeinsam Solutioune kënnen ze entwéckelen, fir d'Zukunft vun eisem Land ze gestalten.

Do kann ee sech virstellen, dass zum Beispill d'parlamentaresch Vertrieder an der Tripartite sollen derbäi sinn, no engem Statut, deen ee kann definéieren. Et kann ee sech awer och virstellen, dass de Comité de coordination tripartite als solchen der

Kommissioun seng Ureegungen zoudroe léisst, esou wéi et an den 80er Jore gemaach ginn ass.

Wéi gesot, et wier an eisen Ae wënschenswäert, wann déi zwou Enceintë géife koordinéiert virgoen, well et ass wichteg genuch, dass mer hei net auserneendriften an der Aschätzung vun de Léisungsproposen an dass mer eis och net duerch d'Noheet vun de Wahlen dovunner ofhale loossen, gemeinsam iwwert den Tellerrand ewech Solutiounen ze proposéieren.

Wa mer dat zesummeleeën, wat mer zesumme kënnen, da fanne mer och e Wee duerch dës Kris. A wa mer eis am Laf vun deenen nächsten a kommende Méint esou opstellen, wéi mer et zesumme kënne fäerdeg bréngen, da si mer och duerno gutt positionéiert, fir dass et nees biergop geet.

De Budget 2009, Dir Dammen an Dir Hären, ass an eisen Aen en éischte Schrëtt an déi Richtung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch fir d'DP-Fraktioun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech net all de Wierder vu mengem Virriedner uschléissen. Ech ka mech awer deene Wierder uschléissen, déi hien iwwert de Budgetsrapporteur vun dësem Joer verluer huet, iwwert den Norbert Haupert, deen, wéi esou munch anere Budgetsrapporteur virun him, eng Fläissaarbecht gemaach huet a vill Äifer un den Dag geluecht huet, fir munch Iwwerleeung emol erëm eng Kéier aneschters ze formuléieren, munch Iwwerleeung och méi mat Distanz zur alldeeglecher Politik ze formuléieren, dee vill d'Ouer opgespaant huet hei am Haus, awer och doruechter, dobaussen am Land.

Et ass effektiv schued, datt d'Aktualitéit vun der leschter Woch deem Rapport net déi néideg Opmierksamkeet konnt iwwreg loossen. Dat soll awer elo net évitéieren, datt mer en hei diskutéieren, do, wou mer kënnen zoustëmmen, awer och da vläicht do, wou mir - déi eenzel Riedner hei - et vläicht aneschters geschriwwen hätten.

Op jidde Fall, Norbert Haupert, Félicitatioune fir déi Aarbecht als Budgetsrapporteur vum Budget 2009!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech wëll och soen, datt ech net d'Impressioun hunn, datt ech momentan hei géif fir d'Galerie schwätzen, esou wéi mäi Virriedner et gemengt huet. Ech hunn och net gemengt, datt hien hei géif fir d'Galerie schwätzen. Mir schwätzen heibannen am Haus, an der Chamber. Mir loossen eis awer och vu kengem aneren d'Wuert verbidden, wann et dorëms geet, dobaussen ze schwätze mat de Leit am Land. An dat mécht een nun eben emol iwwert de Wee vun der Press, well et leider schwéier ass, mat jiddwer Eenzelnen am Land kënnen ze diskutéieren iwwert d'Problemer, déi en huet, esou wéi mir se gesinn an esou wéi mir menge se da kënnen ze léisen.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer bis ewell eng ganz Rei vun Initiativen déi lescht Woche geholl hunn, parlamentaresch Initiativen, fir grad an där Wirtschaftskris, an där mer dra sinn, als Fraktioun eis net heihinner ze setzen, zréckzelehnen an ze waarden, bis d'Regierung mat Propositioune kënnt, mä fir als Fraktioun heihinner ze kommen an en aktive Rôle ze spillen.

Duerfir hu mer déi Spezialkommissioun gefrot. Duerfir wollte mer och der Regierung eng Chance ginn, fir e Budget rectifié bis uganks d'nächst Joer kënnen opzestellen. Duerfir déi sëllechen Initiative vun eiser Fraktioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt war d'Bankekris, elo ass d'Wirtschaftskris. A béides ass verursaacht duerch eng déif gräifend Vertrauenskris. Et gëtt real Ursaache fir déi Vertrauenskris. Et ass fir d'alleréischt d'Iwwerbewäertung vun enger ganzer Rei vu Valeuren an d'Ënnerbewäertung vun enger ganzer Rei vu Risiken, déi derzou gefouert hunn, datt munches d'Ënnescht d'Iewescht gaangen ass déi lescht Méint.

Firwat ass et esou schlëmm komm? Firwat huet dat, wat oft wäit ewech vun hei seng Initialzündung hat, esou global Ausmoosse kritt an ass wéi eng grouss Well iwwert de Planéit an och iwwer Lëtzebuerg ewechkomm?

Et ass kee Vertraue méi do. Et ass kee Vertraue méi do tëschent de Banken; dat hu mer erlieft. Et ass kee Vertrauen do tëschent den Entreprisen; dat kenne mer. Et ass net onbedéngt Vertrauen tëschent dem Konsument an dem Produzent. An et gëtt mat Sécherheet och e Mangel u Vertrauen tëschent dem Bierger an der Politik.

Ee Beispill: D'Automobilindustrie ass jo net zesummegebrach oder huet net hir Produktioun misse stoppen, well mer alleguerten zesummen décidéiert hätten, an Zukunft just ze Fouss ze goen. Mir hunn och emol net eigentlech décidéiert, datt mer eis de Luxus net méi wëllen erlaben, all dräi Joer en neien Auto ze kafen, mä dat elo just all véier, all fënnef Joer ze maachen.

Neen, dat war et net. Mä d'Leit traue sech net. Si traue sech momentan net, gréisser Acquisitiounen ze maachen, en Haus ze kafen, ze renovéieren oder dann ebe sech en neien Auto unzeschafen. Si wëssen net, wat d'Zukunft konkret bréngt, wat se fir si perséinlech, privat fir d'Famill reservéiert huet. Duerfir si se virsiichteg a si sinn och emol heiansdo iwwervirsiichteg.

Einfach gutt zourieden, geet do mat Sécherheet net duer. Dat geet net duer vun der Politik. Dat geet net duer vun der Säit vun der Wëssenschaft. Et geet net duer vun der Säit vun den Entreprisen.

Fir neit Vertrauen ze schafen, dat brauch Zäit. Ech mengen och, datt et Kohärenz brauch tëschent deem, wat ee seet, an deem, wat ee mécht. An et brauch Éierlechkeet. Zäit; et muss ee wëssen, datt mer eréischt zwee Méint amgaange sinn. D'Auswierkunge maache sech ëmmer méi bemierkbar. Mir spiere se. D'Leit fänken u se ze spieren. A wéi vill Zäit datt mer hunn, fir richteg ze reagéieren, wësse mer eigentlech net.

U Kohärenz, fannen ech, datt et feelt. De Premierminister huet hei op dëser Plaz d'lescht Woch gesot, et misst een d'Wourecht soen, näischt wéi d'Wourecht. De Budgetsminister, de Luc Frieden, seet, datt de Budget op Vertrauen an op Zouversiicht géif baséieren. De President vun op d'mannst enger vun de Majoritéitsparteie seet awer, deeselwechte Luc Frieden wär en Zaubermeeschter a säi Budget géif net dem Prinzip vun der Véracitéit entspriechen.

(Interruption)

D'Auswierkunge vun der Kris gi gradesou ënnerschiddlech kommentéiert. Vu Verharmlosung bis vu Katastrophenzeenarien, déi eropbeschwuer ginn, alles war bis ewell ze héieren. D'Diskussioun, ob a wéini a fir wéi laang mer dann elo an enger Rezessioun sinn a wéini eng Rezessioun da Rezessioun däerf genannt ginn, huet Hiert zur Verwirrung bäigedroen.

D'Analys vum Jean-Claude Juncker mécht eis bestierzt - et kann ee se deelen -, datt mer momentan amgaange sinn, déi schlëmmste Wirtschaftskris zënter dem Ufank vun den 30er Jore vum leschte Jorhonnert ze erliewen. A mir wëssen, wat dat heescht, well mir haten zënterdeem eng Rei vu militäresche Krisen, soziale Krisen, Wirtschaftskrisen, déi mer ëmmer hu misse meeschteren.

Wa mer awer kucken, wat d'Reaktioun op deen doten Zeenario ass, da fält déi dach séier moer aus. De Budget bleift onveränert, esou wéi en am Summer ausgeschafft ginn ass, esou wéi en am fréien Hierscht hei déposéiert gouf. D'Politik leet éischter d'Hänn an de Schouss, virun allem, wann een dat mam Ausland vergläicht, wou awer keen Dag vergeet, ouni datt déi national Regierungen eng nei politesch Initiativ fir d'Stäipe vun der Ekonomie ukënnegen.

2009 wär also en Anti-Krise-Budget, ouni datt duerch d'Kris dorunner ee Jota geännert gi wär. Déi Opriff vum Premierminister, wou hien de Leit seet, si sollen dach wann ech gelift elo consomméieren, nëmmen esou géife mer aus der Situatioun erauskommen; déi Opriff och, fir de Leit ze soen an der Bankekris, d'Leit sollen hiert Geld bei de Banke stoe loossen; dat hëlleft net fir nei Zouversiicht ze schafen. Et kléngt éischter no Hëlleflosegkeet a ganz vill no Zweckoptimismus. Déi Inkohärenzen do, déi sinn et, déi kee Vertraue wuesse loosse bei de Bierger vun dësem Land. Vertrauen, dat mer awer esou dréngend bräichten.

Wa mer da kucken, awéiwäit mer bis ewell de Leit d'Wourecht gesot hunn, a mer dat net wëlle maachen, da muss ech nach eng Kéier drop zréckkommen, datt mer am Laf vun der leschter Woch hei eng Motioun als DP erabruecht hunn, fir e Budget rectifié virzeleeën. Deen hätt kënne méi Kloerheet bréngen an hätt villes aus dem Niwwel eraus an d'Liicht kënne stellen an de Leit kënne soen, wéi d'Statsfinanzen dann 2009 méi richteg wäerten ausgesinn a wat dat fir Konsequenzen hätt.

D'Regierung freet d'Chamber hei e Budget ze stëmmen, wou mer haut alleguerte scho wëssen, datt deen der Realitéit net wäert entspriechen. Wou mer haut alleguerte scho vill méi wäit sinn am Wëssensstand wéi dat, wat mer dee Moment woussten, wou dee Budget do opgestallt ginn ass.

An dann dorop ze verweisen, datt mer jo am Ufank vum nächste Joer e Stabilitéitsprogramm hei mussen diskutéieren, dat ass gutt. Dat geet awer net duer, well et ass nun eben emol e fundamentaalt Recht vun enger Chamber, fir der Regierung hire Budget ze autoriséieren. A wa mer hei e Budget stëmmen, wou mer elo scho wëssen, datt en net richteg ass, da gëtt déi Chamber hei eigentlech net méi fir eescht geholl. Si gëtt vun der Regierung net eescht geholl. Mä dës Chamber hëlt sech selwer net eescht, wa mer dee Budget do esou stëmmen.

De Projet vum Budget 2009 baséiert op enger Croissance vun 3%. E baséiert op enger Annahm, datt mer d'nächst Joer méi Aarbechtsplazen am Land hunn. E baséiert op der Prognos, datt de Chômage fir 2009 soll stabil bleiwen.

Nun, haut ginn d'Prognose fir d'Wirtschaftscroissance vun 2009 wäit auserneen. Emol eng Kéier e Minus vun 0,5% bis zu engem knappe Plus vun 0,5%. Aarbechtsplazen - dat héiere mer - ginn ofgebaut. An de Chômage soll 2009 an doriwwer eraus op fir Lëtzebuerg ni bekannten Héichte klammen. 2009: 6,5%.

Haut schonn hu mer Kuerzzäitaarbecht a ville Betriber. Vill Mënschen am Land sinn doduerch betraff. De Chômage wäert derzou féieren, datt mer méi Misär am Land hunn, datt d'Leit Angscht hunn hir Plaz ze verléieren. Et wäert perséinlech Schicksaler ginn. Mä mir wëssen awer och, datt dat eng Répercussioun op de Statsbudget huet. Well och dat doten, dat muss finanzéiert ginn.

De Budgetsminister, de Luc Frieden, seet an der „Revue“: „Die durch Kurzarbeit und Arbeitslosenunterstützung entstandenen Mehrausgaben werden mittelfristig durch weniger laufende Ausgaben zu kompensieren sein.“ Ech liesen also do eraus, datt d'Solidaritéitssteier net soll eropgesat ginn, mä datt een op där anerer Säit duerch lafend Käschten, déi agespuert ginn, wëllt déi Méiausgabe kompenséieren. Et wär dann awer interessant ze wësse vum Budgetsminister, duerch wat fir eng Aspuerunge bei de lafenden Ausgaben dat doten da soll geschéien; wat fir e Montant datt do soll zesummekommen.

Éierlech sinn, dat heescht och, déi ganz Wourecht soen. Zu där ganzer Wourecht gehéiert och, datt Provisioune momentan bei de Banke gemaach ginn. Dat wäert derzou féieren - vläicht nach net esou staark 2009; mat Sécherheet méi staark nach 2010 an duerno -, datt mer manner Recetten iwwert d'Betribsbesteierung wäerten erakréien.

De Konsum an där Vertrauenskris, an där mer dra sinn, wäert net op deem Niveau bleiwen. Schwätzt emol eng Kéier mat de Garagisten. Schwätzt emol eng Kéier mat den Eenzelhändler. Dat heescht, datt mer net déi TVA wäerten erakréien, déi am Budgetsprojet virgesinn ass.

Zënter Enn September ass d'Welt nun emol eben eng aner. Ech verstinn, datt keen en Hellseher ass, an et ka keen haut soen, wat d'Realitéit d'nächst Joer ass. Kee weess, wéi laang déi Rezessioun do wäert daueren. Kee weess, wéi staark d'Auswierkungen op d'Ekonomie zu Lëtzebuerg wäerte sinn, wéi schnell datt se sech bemierkbar maachen a wat dat alles konkret heescht fir eise Statsapparat an d'Statsfinanzen. Kee weess eppes Geneeës. Duerfir bleift d'Regierung einfach emol derbäi, fir e falsche Budget hei zum Vote ze bréngen.

Wie gewënnt mat esou enger Budgetspolitik, mat esou enger Finanzpolitik neit Vertrauen? Ech mengen, keen.

Recetten a munch Dépensë baséieren ëmmer op enger Schätzung. Wann de Budget opgestallt gëtt, an normalen Zäiten an och a Krisenzäite wéi elo, da gëtt gekuckt: Vu wat fir enger Wirtschaftscroissance kann een ausgoen? Wéi entwéckelt sech den Emploi? A ganz vill aner Eckdate fléissen do eran.

Déi al Schätzunge si sécher falsch. Neier wäre mat Sécherheet awer méi richteg. An et schéngt der ze ginn. De President vun der lëtzebuergescher Zentralbank huet viru kuerzem an engem Interview gesot, datt ee wahrscheinlech d'nächst Joer 2009 mat engem Defizit vun 3% vum PIB misst rechnen.

D'DP huet duerfir e Budget rectifié bis Enn Mäerz gefrot, fir eben déi nei Donnéeën an net nëmmen de Stand vun haut, mä de Stand vun deenen nächsten dräi Méint kënnen do mat afléissen ze loossen an net einfach um Stand vun deene leschten dräi Méint stoen ze bleiwen. D'Regierung wär dem Parlament dat dote schëlleg, d'Regierung wär och de Bierger hei am Land dat dote schëlleg.

De Budget 2009, deen haut hei diskutéiert gëtt an d'nächst Woch gestëmmt wäert ginn, ass eppes wéi e Wantermäerchen. E Mäerchen awer och, dat virun enger Rei vu Jore schonn ugefaangen huet.

Mir erënneren eis un déi Tripartite, déi eigentlech Léisunge just fonnt huet bis 2009, bis also d'nächst Joer; well do villes ausleeft, wat do diskutéiert an décidéiert ginn ass. Deemools hu mer eis schonn iwwer Automatisme beklot, deemools gouf scho vu strukturelle Problemer, och bei de Statsfinanzen, geschwat.

D'Tripartite huet da gehollef de Budget éischter ze équilibréieren, mä déi Automatisme lafe weider, déi strukturell Problemer bestinn nach ëmmer. Dat fanne mer jo och erëm am Avis vum Conseil supérieur du développement durable, deen d'ailleurs ganz interessant ass, mä deen eis och do näischt Neies gesot huet.

D'Regierung huet an deene gudde Joren eng ganz Rei vu waarmen Eisen net ugepaakt, an et kann een drun zweifelen, ob se dann elo fäeg sinn, dat an deenen nächste Méint ze maachen.

De Statsminister huet d'lescht Woch dann och heibanne gefrot, wat um Statsbudget sollt geännert ginn. Elo weess ech, datt de Statsminister dat, wat d'Demokratesch Partei seet, ganz genee suivéiert, an da misst en eigentlech wëssen, wat eis Haltung dozou ass.

D'Demokratesch Partei wëllt, datt mer d'Recettë fir 2009 realistesch um Wëssensstand vun haut kënnen aschätzen an net um Wëssensstand vum Juli/August 2008. Mir wëllen, datt mer d'Dépensen do upassen, wou mer dovunner ausgoe kënnen, datt se méi héich sinn, wéi zum Beispill beim Fonds pour l'Emploi. Mir wëllen och, datt mer Dépensen ëmschichten, fir se schneller kënnen ze tätegen, fir se do kënnen ze exekutéieren, wou Projete fäerdeg sinn, wou een d'Geld éischter ënnert d'Leit ka bréngen.

Mir wëlle fir 2009 keng Kierzungen, well - an do deele mer déi grondsätzlech Approche vun der Regierung - wa mer ee Feeler kënne maachen, dann ass et elo, an enger Situatioun, wou de private Konsum abrécht, wou d'Investitioune vun de Betriber erofginn, dann och nach den öffentleche Konsum an déi öffentlech Investitiounen ze reduzéieren. E Feeler, hunn ech mer soe gelooss, deen 1929 an an de Joren duerno gemaach ginn ass an deen zu deene schlëmme Konsequenzen, déi mer alleguerte kennen, gefouert huet.

Mir sollen awer éierlech sinn an dann och deen ze erwaardenden Defizit berechnen an en ausweisen. Well déi dote Politik wäert et net zum Nulltarif ginn, esou en Defizit, dee mer elo wäerte kréien. Dat heescht, datt mer eis wäerte verschëlden. Dat ass och justifiéiert. Well wa mer et net géife maachen, da wär et herno vill méi schwiereg, nach aus der Situatioun erauszekommen, aus där ekonomescher Situatioun an awer och aus der budgetärer Situatioun vum Stat. Et ass awer eng Situatioun, déi natierlech net ka vun Dauer sinn.

Wa mer géife wëssen, wéi héich de Statsdefizit 2009 géif ginn, da kéinte mer eis och Gedanke maachen, wéi mer en duerno 2010 an 2011 - an eventuell doriwwer eraus - dann och erëm géife reduzéieren. Déi Situatioun, déi mer elo hunn, ass bedéngt duerch eng konjunkturell Kris, awer duerch déi strukturell Schiflag an eise Statsfinanzen, zum Beispill d'Ofhängegkeet vun de Recettë vun der Aktivitéit op der Bankeplaz, sinn eng ganz Rei och vu strukturelle Reformen noutwendeg.

Hei hu mer - bis ewell op jidde Fall - näischt Konkretes héieren an deene leschte Joren, an och net an deene leschte Wochen, vun de Majoritéitsparteien.

Mir brauchen eng éierlech Diagnos virun de Wahlen, fir duerno kënnen ze wëssen, wat fir eng déi richteg Medezin ass. Muncher gi

mer allerdéngs hei d'Impressioun, wéi wa mer et mat engem Patient ze dinn hätten, deen nëmmen Angscht hätt bei den Dokter ze goen, well en déi richteg Diagnos fäert.

Mir sollen awer de Mënschen d'Wourecht soen, an d'Mënschen - dorunner gleewen ech fest - akzeptéieren och, datt mer eng Rei vu Reforme musse maachen. Reformen och vläicht, déi net wäerten einfach ginn, mä si akzeptéieren et éischter, wa se de Problem verstinn, wa se d'Situatioun erkennen. Mä duerfir musse mer d'Situatioun fir d'alleréischt emol hei op den Dësch bréngen.

Esou ee Budget ass dann och net just en Zuelewierk, mä et kënnt virun allem drop un, wéi d'Exekutioun gemaach gëtt. An do ass et wichteg, datt d'Regierung déi richteg Approche huet. Et geet virun allem - 2009 - ëm Tempo, ëm Schnellegkeet, a mir gleewen net esou richteg dorunner, datt der Regierung dat ka geléngen.

Munch Prozeduren hunn eis kloe gedoen, hunn d'Gemengepolitiker kloe gedoen, hunn d'Betriber an och d'Bierger vun dësem Land déi lescht Jore kloe gedoen. Deen, dee wëllt investéieren, muss elo kënnen investéieren, ënner kloere Regelen. Dat betrëfft d'öffentlech Hand, et betrëfft och de Privatsecteur an et betrëfft zum Deel d'Regierung selwer.

D'Regierung huet do awer déi lescht Joren näischt ronnbruecht, fir zu enger administrativer Vereinfachung bäizedroen, fir investéieren hei zu Lëtzebuerg méi einfach kënnen ze maachen a méi schnell ze maachen, an d'Regierung muss elo weisen, datt se dat doten an der Kris hikritt.

Ech héieren eenzel Regierungsmemberen, déi hätten et gären. Dann hoffen ech, datt dat eng kollektiv Virstellung vun der Regierung an e kollektive Wonsch vun der Regierung ass. Ech sinn allerdéngs skeptesch.

Dës Legislaturperiod ass ugaange mat enger grousser Diskussioun iwwert d'Flächennotzungsgesetz. Dës Legislaturperiod geet op en Enn, ouni datt déi Diskussioun do ofgeschloss ass, well mir waarden nach ëmmer, vum Innenminister, op de Projet de loi, fir d'Gesetz iwwert den Aménagement communal dann elo definitiv kënnen ofzeänneren.

Et ginn Diskussiounen ëm Naturschutzautorisatiounen, an et wär wichteg, datt mer Situatiounen évitéieren, wou een, deen e Projet wëllt realiséieren, de ganze Parcours mécht an da fënnef Minutte vir zwielef d'rout Kaart gewise kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir wëssen, datt mer bei der ITM och munches kënnen ëmdenken. Mir wëssen, datt bei der Landesplanung eng Rei vu grondsätzleche Regele mussen a Fro gestallt ginn, fir ebe méi Planungssécherheet ze ginn an datt deen, dee wëllt investéieren, weess, ob en dat kann oder ob en et net ka maachen.

Wa mer dat net hikréien, da wäert munch Investitioun net hei am Land, mä éischter am Ausland geschéien, well vill Leit, déi dat gemaach hunn, soe mer, datt et do awer finalement oft méi einfach geet. De Stat blockéiert sech heimadder och selwer.

Et ass hei net nëmmen e Problem vum Privatsecteur, dee keng Autorisatioune kritt. Et ass hei och e Problem, an dat héiere mer, wann zum Beispill eenzel Ministèrë froen, si hätte gären eppes, si hätte gären eng Autorisatioun vun engem anere Ministerkolleeg, mä déi schénge sech allerdéngs do d'Oueren zouzehale bis ewell.

Domat muss Schluss sinn, grad elo an esou enger ekonomescher Situatioun wéi mer se hei hunn. Mir brauchen Décisiounen, a wann et muss sinn, da mussen och déi concernéiert Departementer, déi concernéiert Verwaltungen an och déi concernéiert Membere vun der Regierung do politesch Décisioune finalement huelen.

Mir froen eis dann och, wéi laang mer eis nach hei zu Lëtzebuerg de Luxus wëllen erlaben, d'Geschäfter dann zouzemaachen, wann d'Leit wëllen akafe goen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Waarde mer do bis de Chômage op 6%, op 7%, op 8% oder op 9% gestigen ass, bis mer dann do eng Kéier ëmdenken? Ech hoffen net!

(Interruptions)

En Defizit ze maachen an deen ze annoncéieren, dat geet net duer. Et muss geschafft ginn. Et muss schnell geschafft ginn. Duerfir hunn ech gesot, mir brauchen Autorisatiounen. Mir brauchen awer vläicht och Ëmschichtungen an deene budgetäre Moyenen, fir ebe méi an déi Richtung kënnen ze goen, do wou mer e Projet, dee fäerdeg ass, kënnen exekutéieren.

Mir brauche virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, eng Ënnerstëtzung fir de Mëttelstand hei am Land. Mir brauchen Opträg fir kleng a mëttel Betriber.

Ech erënneren dorunner, a muncher heibanne kënne sech mat Sécherheet besser drun erënnere wéi ech, datt während der Stolkris et grad de Mëttelstand war, deen d'Land iwwer eng Duuschtstreck ewechbruecht huet. Well et do war, wou Aarbechtsplazen erhale bliwwe sinn, neier geschafe gi sinn. Well et déi Betriber waren, déi Steieren an enger ganz schwiereger Situatioun geschafen hunn.

Mir däerfen elo net de Feeler maachen, mëttelstänneg Betriber duerch dës kuerzfristeg Situatioun futti ze maachen. Well ee Betrib, deen zoumécht an dëser Situatioun, dee mécht duerno seng Diere mat Sécherheet net méi op. Duerfir musse mer alles drusetzen, de Betriber iwwert déi heiten Duuschtstreck kënnen ewechzehëllefen.

Den Här Juncker gesäit dat d'selwecht. Ech hoffen, datt et net just bei enger Intentioun bleift. Ech hoffen, datt déi ugekënnegt Politik do sech konkret a Musek wäert ëmsetzen.

Et ass déi lescht Woche ganz vill vun antizyklescher Politik geschwat ginn, hei am Land, och op anere Plazen. Et mierkt een allerdéngs, datt antizyklesch Politik net ëmmer gläich antizyklesch Politik ass. Fir eis geet et drëms, datt d'Geld schnell an de Circuit zréckkënnt. Duerfir brauche mer eng Straffung vun der Planung, vun de Prozeduren. Mir musse schnell an d'Ausschreiwunge kommen.

Ech hoffen do, datt mer da wierklech déi administrativ Hürde gradesou schnell këppen, wéi mer reagéiert hunn an der Bankekris, oder fir aner Gesetzer ganz schnell kënnen duerchzekréien. Et geet net nëmmen duer, en Optrag ze ginn un e Betrib, mir mussen en och, wann de Betrib deen Optrag ausgefouert huet, bezuelen. An do sinn och vill kleng Betriber, virun allem, déi mer soen, datt se nach vill Geld, och vum Stat, ausstoen hunn. Et kann net sinn, datt déi kleng Patronen, an esou schwierege Situatioune wéi elo hei, dem Stat och nach musse Geld léinen.

Wa mer investéieren, da solle mer sënnvoll investéieren. Antizyklesch Politik ass fir eis net, datt mer einfach probéiere Geld auszeginn. Antizyklesch Politik muss sënnvoll Investitiounen tätegen do, wou se noutwendeg sinn, wou mer se souwisou hätte misse maachen, wou mer se vläicht just e bësselche méi spéit gemaach hätten. Mir sollen investéieren do, wou d'Ekonomie ënnerstëtzt gëtt: an d'Infrastrukturen, an Aktivitéitszonen, an d'Uni, an d'Fuerschung, an d'Mobilitéit.

Mir sollen och an de Klimaschutz investéieren, well dat ass eng grouss Erausfuerderung, laanscht déi mer esou oder esou net kommen. Wa mer dës Kris notzen, fir zum Beispill eis al Gebaier, öffentlecher an och privater, ze renovéieren, dann hu mer e bleiwenden Effet, well da wäerte mer an Zukunft mat manner Energie gradesou gutt kënne liewen.

Déi privat Investitiounen an de Klimaschutz gi jo zum Deel nach ëmmer duerch eng Subsidëpolitik ugereegt. Ech wëll do nach eng Kéier ze bedenke ginn, datt dat eleng net duergeet. Dat eleng geet net duer, fir jiddwereen ze iwwerzeegen, säin Haus elo ze renovéieren, ze isoléiere respektiv an erneierbar Energien ze investéieren, well deen, dee vläicht en Drëttel bäigeluecht kritt, muss nach ëmmer d'Moyenen hunn, déi aner zwee Drëttel ze finanzéieren, an et si virun allem déi Biergerinnen a Bierger hei am Land mat deene klenge Revenuen, déi an deene schlecht isoléierten Haiser sëtzen, déi do onbedéngt misste gehollef kréien.

Duerfir brauche mer intelligent Mechanismen, Virfinanzéierungsmechanismen, wou mer Banke mat abezéien, wou mer vläicht eng Klimabank schafen, esou wéi mir dat als DP gefuerdert hunn, fir de Leit kënnen déi Investitiounen do hëllefe virzefinanzéieren, wou se herno dovunner profitéieren. Well wa mer dat dote géifen hikréien, da profitéiert jiddwereen. D'Handwierk profitéiert an dëser schwiereger Situatioun, well se Aarbecht kréien. D'Leit profitéieren, well se sech mat manner Energiekäschten duerno deeselwechte Confort kënnen assuréieren. D'Banke kréien nei Clienten, an de Stat geet och als Gewënner doraus eraus, well mer wäerten eis CO_2-Emissiounen doduerjer nohalteg reduzéieren an dann och manner an d'Kyotodëppe mussen abezuelen.

Déi doten Diskussioun iwwert de Klimaschutz däerfe mer elo net op d'Säit leeën. De Pëtrol gëtt zwar elo méi bëlleg, mä mir musse wëssen, datt dat, soubal d'Ekonomie erëm eng Kéier bis unzitt, an déi aner Richtung wäert goen. Mir sollen net mengen, datt déi Belaaschtung, déi mer déi lescht Méint duerch en héije Pëtrolspräis kannt hunn, elo eriwwer wär an net méi géif erëmkommen. Klimaschutz muss eng Prioritéit vun der Politik hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Gemenge maache sech Gedanken. D'Gemenge maache sech Gedanken, wéi si kéinten dozou bäidroen, d'Politik ze ënnerstëtzen, eng Gesamtpolitik fir eis Betriber ze ënnerstëtzen. D'Gemenge sinn allerdéngs och am Onkloeren, virun allem iwwert d'Recettë fir déi nächst Joren. D'Gemengen hu munches gesot kritt, wat se kënnen als Recetten erwaarden. D'Gemenge gleewen dat awer och net esou richteg, a wann een nofreet, da kritt ee gesot, gitt dat Geld do aus, a gläichzäiteg kritt ee gesot - an dat war hei an enger Chamberskommissioun -, datt ee soll virsiichteg domadder ëmgoen a vläicht nach e bësschen op d'Säit leeën. Esou vill zu deem, wat een ëmmer Sënnvolles hei a muncher Sitzung gesot kritt!

D'Gemenge wëllen investéieren. D'Gemenge mussen dann awer och wëssen, wéi se déi ugefaangen Investitiounen op en Enn kënne féieren a wat se vu Recettë fir déi nächst Joren erwaarde kënnen. Mir hätten eis gewënscht, datt den Innenminister d'Initiativ geholl hätt an d'Gemenge beienee geruff hätt, fir gemeinsam e Pak ze maachen, e Paquet ze schnüren an eng Antikrisepolitik vun de Gemengen op d'Schinn ze setzen. Ech hunn awer héieren a gelies, datt munch Gemengen op deen dote Wee gaange sinn. Et sinn oft net déi klengsten am Land, wat ze begréissen ass, mä zesummen hätte mer mat Sécherheet do nach villes méi erreecht.

Och eng Gemeng kann nämlech hir Politik, hire Budget geziilt op dës Wirtschaftskris ausriichten. Si ka kucken, datt se relativ kleng Opträg, direkt am Ufank vum Joer, u lokal oder regional Betriber erausgi kann, kleng Renovatiounsaarbechten, déi bestëmmt a ville Gemengen un den Infrastrukturen nach noutwendeg sinn. Si ka grouss Infrastrukturprojeten op den Instanzewee an an de Chantier bréngen. Dat huet virun allem dee positiven Effet, datt et eng gewëss Planungssécherheet fir d'Entreprisen, fir d'Konstruktiounsbranche, fir d'Handwierker gëtt, well se wëssen, datt se do oft eng Rei vu Joren drun ze schaffen hunn.

D'Gemenge kënnen d'Bierger encouragéieren, esou wéi de Stat et ka maachen, mä heiansdo kënne si et besser, well se méi no bei de Bierger sinn, fir der Energiefal ze entkommen. Zesumme wären d'Gemenge méi staark gewiescht, mä do hu mer den Initiativgeescht vum Innenminister vermësst.

D'Regierung, d'Majoritéitsparteie soen dann, hire Budget, de Budget 2009, dee mer hei diskutéieren, wär en Anti-Krise-Budget. D'Regierung wosst also scho virum Summer, wéi se dee Budget opgestallt huet, wat d'nächst Joer géif kommen. Da freet ee sech just, firwat se op esou munch Situatiounen dann net besser preparéiert war, an da gläichzäiteg esou mécht, wéi wa se dat doten awer net gesinn hätt kommen.

Dëst ass an eisen Ae keen Anti-Krise-Budget, well e reagéiert net op déi Kris. Et ass an eisen Aen e geduechtene Wahlbudget, well mer d'nächst Joer eng Wahlécheance virun eis stoen hunn, a well d'CSV an LSAP gesinn hunn, datt se a munche Punkten de Bou dach iwwerspaant hunn. D'Steierzueler sinn ze vill belaascht ginn déi lescht Joren. D'Mëttelschichten huelen d'Been an de Grapp a verloossen eist Land; et sollen der 15.000 iwwert déi lescht Jore gewiescht sinn, déi sech an der Grenzregioun niddergelooss hunn.

De Kafkraaftverloscht ass reell. Ech wëll nach eng Kéier un dat Beispill erënneren, wat ech hei am Mee virgerechent hat: Enger lëtzebuergescher Duerchschnëttsfamill mat zwee Kanner - wann een dat ofrechent, wat fir wunnen, fir Kannerbetreiung, fir ze liewen, fir ze hëtzen, fir den Auto an esou weider muss opbruecht ginn - bleiwen nach 700 Euro, déi net den Éischte vum Mount verplangt sinn. De Kafkraaftverloscht an och d'Suitë vun där moderater Lounpolitik, déi an der Tripartite décidéiert ginn ass, sinn nach verstäerkt ginn, amplaz datt se ofgefiedert gi si vun der Regierungspolitik, duerch eng Akommessteier, déi schläichend an d'Luucht gaangen ass, well se ni komplett un d'Inflatioun ugepasst ginn ass, duerch eng Autosteier, eng Fleegeversécherungserhéijung. Se si verstäerkt ginn duerch de Kyotocent, duerch Augmentatioune bei der Kannerbetreiung an esou weider.

Duerfir sollen d'Bierger elo, sechs Méint virun de Wahlen, en Deel, e Brochdeel vun deem Geld, wat se déi lescht Jore méi bezuelt hunn, erëmkréien. Duerfir elo eng 9%eg Inflatiounsberengegung vum Steiertarif, amplaz 6%, wéi nach am Mee ugekënnegt. Ech erënneren och hei drun, datt déi 6% eis net duergaange sinn, a muncher een hei am Haus, virun allem aus de Reie vun der Majoritéit, eis belächelt huet an eis als onseriö duerstelle wollt, well mer méi wollten hunn, well mer méi Steierentlaaschtung bei der Akommessteier wollten hunn. Nun elo, an enger Situatioun, déi jo awer ekonomesch vill méi schwiereg ass, wou mer wëssen, datt de Spillraum méi enk gëtt, mécht d'Regierung, mécht d'Majoritéit dat, wat mer gefrot hunn. Eis Iwwerleeunge schéngen also net komplett nieft dem Dill geleeën ze hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Aarmutsrisiko ass geklommen, dat héiert een, et liest een et an de Statistiken. Dat ass och eng vun de Suitë vun der CSV/LSAP-Politik. Dat gëtt ofgefiedert duerch déi Steierkreditter, déi elo amplaz vun den Abattementen agefouert ginn. Déi schéngen eis noutwendeg an dëser Situatioun. Ech wëll awer nach emol drun erënneren, datt et net ka sinn, datt mer just iwwer sozial Transferten dorobber reagéieren, datt mer och eng aner Sozialpolitik musse maachen, eng aktivéierend Sozialpolitik musse maachen. Dëst Land - virun allem a budgetär méi schwéieren Zäiten - kann net existéieren, wa finalement 40% vu senge Bierger duerch sozial Transferten um Liewen erhale ginn an eigentlech duerch hir eegen Aarbecht net méi kënne fir hiren Ënnerhalt suergen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et gëtt gesot, datt deen Anti-Krise-Budget hei d'Kafkraaft stäerke soll, d'Bierger géife jo entlaascht ginn. Dat stëmmt, si ginn zum Deel entlaascht. Si ginn awer wäitaus manner entlaascht, wéi se déi Jore virdru belaascht gi sinn, an dat ass dann och d'Ursaach, firwat déi Entlaaschtung do net wäert dozou féieren, datt d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger elo massiv an d'Geschäfter lafen an engem Kaufrausch verfale wäerten.

Zum Thema Kafkraaft war ech awer och erstaunt, wou ech de Passage aus dem Norbert Haupert sengem Budgetsrapport gelies hunn, wou jo glat behaapt gëtt, d'Kafkraaft wär déi lescht Joren an d'Luucht gaangen! Unhand vun enger Rei vu Grafiken a Statistike soll dann do kloergemaach ginn, d'Leit hätte kee Problem mat der Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg, well mer géife jo alleguerten ëmmer méi verdéngen.

D'Akommes ass geklommen, dat stëmmt, mä awer gläichzäiteg sinn eng ganz Rei vu Belaaschtunge geklommen: D'Steierbelaaschtung ass an d'Luucht gaangen, d'Käschte fir Kannerbetreiung sinn an d'Luucht gaangen, Wunnen ass hei zu Lëtzebuerg däitlech méi deier ginn déi lescht Joren, Hëtzes ass méi deier ginn, den Auto brauch méi Sprit an deen ass och méi deier ginn, mir haten eng Inflatioun. Dat steet néierens!

Dat erkennen d'Politiker vun dëser Majoritéit net un, datt et, wa mer iwwer Kafkraaft schwätzen, net nëmmen duergeet, wéivill datt ee verdéngt an datt een e bësse méi verdéngt, mä et muss een eben och kucken, wat déi aner Belaaschtungen ausmaachen, siefe se duerch d'Politik verursaacht - et waren der eng Rei duerch d'Politik verursaacht -, siefe se duerch déi ekonomesch Situatioun verursaacht.

D'Demokratesch Partei huet dann am Fréijoer vun dësem Joer 2008 e Sondage bei TNS ILReS an Optrag ginn, an dee weist, wéi d'Leit hir Kafkraaft gesinn. Do sinn net manner wéi 76% vun de Leit, déi gesot hunn, d'Kafkraaft wier generell erofgaangen. 44% vun de Leit soten, datt hir perséinlech Kafkraaft erofgaange wär am Laf vun deene leschte Joren. 35% hunn dat éischter neutral gesinn, an 22% hu gemengt, se wär eropgaangen. Dat an enger Situatioun, wou et hei zu Lëtzebuerg geboomt huet. Dat an enger Situatioun, wou mer 5 bis 6% Wirtschaftscroissance haten.

Wa mer do d'Resultat hunn, datt d'Kafkraaft bei deene Meeschten erofgaangen ass, amplaz datt se eropgeet, da freet ee sech, wien eppes falsch gemaach huet. Nun, mir mengen, datt dat doten e Stéck vum Bilan vun der Politik ass vun der CSV/LSAP-Regierung.

De Budget 2009 ännert dann och nëmme marginal dorunner eppes. Offiziell verschléissen nach ëmmer d'CSV an d'LSAP d'Ae virun der Realitéit am Land, nämlech datt d'Kafkraaft erofgaangen ass am Laf vun deene leschte Joren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Eng Auswierkung vun der Kris, déi net nëmme sech direkt am Budget bemierkbar mécht, mä déi d'Leit hei am Land wäerte mierken, dat ass natierlech de Chômage. An dee Chômage, deen eis vun der OECD prognostizéiert ginn ass, dat ass keng Fatalitéit, déi mer esou mussen hinhuelen: 6,5% fir 2009, 7% sollen et 2010 ginn. Chifferen, déi mer hei zu Lëtzebuerg net kannt hunn, egal a wat fir enge Situatiounen datt ee virdru kucke geet. Bis virun e puer Woche gutt fonctionnéierend Betriber wéi ArcelorMittal baue 400 Plazen of. D'Regierung hëlt dat dann einfach emol esou hin.

Natierlech hätte mer missen éischter higoen an d'Administration de l'emploi reforméieren. Dat ass eppes, wat jo vun eis scho laang gesot ginn ass a wat mëttlerweil bal jiddwereen am Land seet. Den Ombudsmann huet et kloer an däitlech geschriwwen. An déi Betraffen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, soen et bei all Erfahrung, déi se mat der ADEM maachen. Grad esou d'Betriber.

De Fränz Biltgen allerdéngs, den Aarbechtsminister, verstoppt sech hannert jiddwerengem an erkläert, firwat hien déi Reform vun der ADEM bis ewell net konnt ugoen. Eng Kéier sinn d'Gewerkschafte schold, eng Kéier de Koalitiounspartner, eng Kéier ass et d'Oppositioun, déi anscheinend net esou richteg mat wëllt zéien, an dann op eemol soll et Accorden a viregte Regierunge gi sinn, déi him elo d'Hänn géife bannen.

De Fränz Biltgen ass néng Joer Aarbechtsminister zu Lëtzebuerg. Zënter néng Joer gëtt iwwert d'Arbeitsamt diskutéiert, zënter néng Joer hu mer keng reell Reform vum Arbeitsamt op de Wee kritt. Den Här Minister erkläert de Chômage, firwat datt en an d'Luucht geet, firwat eenzel Leit am Chômage sinn. Den Här Minister erkläert dat elo an dëser Situatioun. Dat stëmmt och. Seng Analys ass meeschtens richteg, mä hie bleift ebe bei der Analys stoen.

Mir vermësse virun allem och elo an dëser Situatioun, datt mer eis dergéint stäipen, géint déi prognostizéiert Chômagezuelen do. Ech mengen, do wär eppes ze maachen, a mir sollen et net einfach esou hinhuelen.

Deen natierlechen Ofbau, vun deem da geschwat gëtt bei ArcelorMittal, wou mer riskéieren, datt dat sech widderhëlt bei anere Betriber, deen huet Répercussiounen. Et geet net duer, ze soen, et ass en natierlechen Ofbau vun Aarbechtsplazen an d'Leit gi fräiwëlleg. Déi Leit, déi gi jo meeschtens net an d'Pensioun. Déi Leit kommen zréck op den Aarbechtsmaart, hunn eng Beruffserfahrung, déi se kënnen en valeur setzen. Dat heescht, et wäerte méi Leit um Aarbechtsmaart täteg sinn. Dat bei steigendem Chômage. Et wäerte méi Leit op der Sich sinn no enger Aarbecht, an dat mécht et deenen, déi op der Sich sinn an enger Situatioun, wou natierlech d'Betriber manner gären astellen, nach emol vill méi schwéier.

Wat geschitt mat deene Jonken? Déi Jonk, déi d'nächst Joer hir Léier fäerdeg hunn, déi Jonk, déi hiren Diplom gemaach hunn? Déi Jonk, déi studéiere gaange sinn an zréckkommen an der Hoffnung elo eng Aarbecht ze fannen, eng Aarbecht ze kréien? Och si wäerten en aneren Aarbechtsmaart virfannen 2009 an 2010, wéi dat geduecht war vun hinnen an och wéi muncher hinnen et an Aussiicht gestallt hunn.

Solle mer net higoen a vläicht probéieren, déi Jonk dann nach op d'mannst méi laang an der Schoul ze halen, bei der Orientéierung vun de Studente kënnen ze hëllefen, bei eise Regelen, wéi mer Prêten a Bourssë ginn, fir weider kënnen ze studéieren, fir datt deen, deen e Bachelor gemaach huet, vläicht e Master mécht, fir datt deen, deen e Master gemaach huet, vläicht nach en drëtten Zyklus hannendrun hänkt?

Misste mer net och kucken, bei deene Leit, déi elo an de Chômage kommen, an et wäerten der e puer dausend méi si wéi gewinnt, datt mer do déi Zäit notzen, wou se net kënne placéiert ginn, fir Weiderbildung mat hinnen ze maachen, datt se fit sinn herno fir d'Relance, dann, wann den Aarbechtsmaart erëm méi aktiv gëtt, dann, wann d'Betriber nees méi astellen?

Ech erënneren nach eemol un eng Propos, déi d'DP schonn 2006 gemaach huet, fir systematesch méi Weiderbildung um Arbeitsamt kënnen unzebidden, datt mer d'Arbeitsamt vun enger Verwaltung souwisou a Richtung Agence, a Richtung Weiderbildungsagence kënnen transforméieren, datt mer zu deem, deen no dräi Méint - bis ewell war et esou, datt déi Allermeeschten no dräi Méint nees eng Aarbecht fonnt hunn - nach keng Aarbecht fonnt huet, soen, du muss elo eng Formation continue maachen, a wann dat net geet, well et geet wahrscheinlech net bei jiddwerengem, wann et net gewollt ass, datt een dann och seet, da muss een eng Aarbecht am öffentlechen Interesse maachen.

Déi doten Instrumenter géifen eis haut hëllefen, iwwert déi Kris ewechzekommen a géint de Chômage unzegoen. Mir mussen eis fit maache fir d'Zäit no der Kris a mer däerfe virun allem, wat de Chômage ubelaangt, d'Hänn net an de Schouss leeën.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- D'Wirtschaftskris ass dann och kee Grond, fir munch aner noutwendeg Reformen elo net unzegoen. Am Géigendeel menge mer, grad a Krisesituatioune muss ee munches a Fro stellen.

Ech hu grad erkläert, wat ee misst an der Aarbechtsmaartpolitik änneren, wéi mer d'Administration de l'emploi missten opstellen.

Mir mussen och méi eng intelligent Klimapolitik maachen, wou mer net nëmme Subsidë ginn, mä wou mer och hëllefen, datt de Rescht, deen de Stat nach net bäileet, ka privat virfinanzéiert ginn. Duerch esou intelligent Finanzéierungsmechanisme ka jiddweree gewannen.

Et ass net fir d'éischt, datt ech heibanne soen, mir brauchen e Paradigmewiessel an der Familljepolitik, fir och do kënne Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien. Dat hëlleft och der Ekonomie. Dat hëlleft och de Patronen.

Mir brauche méi Betreiungsplazen a mir musse se méi schnell schafen, wéi dat an der Vergaangenheet geschitt ass. Mir brauchen eng qualitativ wäertvoll Betreiung, well wa mer iwwer Vertraue schwätzen, da geet et och do ëm Vertrauen, dat d'Eltere mussen hunn an déi Betreiungsdéngschtleeschtung, déi ugebuede gëtt. Dat hëlleft ganz konkret, d'Liewen ze organiséieren. Dat belount awer och déi, déi schaffe ginn, déi wëlle schaffe goen, déi selwer wëllen hiren eegene Liewensënnerhalt bestreiden a fir sech selwer an hir Famill wëllen opkommen.

Duerfir brauche mer och eng bezuelbar Betreiung. Dat ass wouer. An et ass net fir d'éischt, wou ech et heibanne priedegen, an duerfir ware mer net d'accord mat där Politik, déi vun der CSV an der LSAP déi lescht Jore gemaach ginn ass, fir d'Betreiungskäschte konstant an d'Luucht ze setzen.

Elo sollen dann ongedeckte Schecken ausgestallt ginn, de Chèque-service, deen de Leit Hoffnung mécht op eng Betreiungsplaz, op deelweis eng gratis Betreiung, wou mer awer wëssen, datt doduerjer déi Offerte, déi besteet a jo komplett absorbéiert ass, déi komplett genotzt gëtt momentan, eng zousätzlech Demande eigentlech net wäert packen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech erënneren och an deem Zesummenhang un déi Motioun, déi ech virun e puer Wochen hei abruecht hunn, déi mer am Kontext vun de Budgetsdebatte jo och kënne mat evakuéieren.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt et fir eis net ka sinn, datt mer an de Betreiungsstrukturen, an de Crèchen, an de Maisons relais deene Kanner eng Prioritéit ginn, deenen hir Elteren RMG-Bezéier sinn an domadder jo an der Regel net schaffen an eigentlech disponibel sinn,...

(Interruption)

...fir hir Kanner selwer kënnen doheem ze erzéien.

Dat heescht, wann dat doten esou ëmgesat gëtt, wéi et geplangt gëtt, gi ganz vill aner Kanner refuséiert ab dem nächste Joer, déi elo eng Plaz hunn, an deenen hir Eltere sech elo dorop verloossen, datt hir Kanner betreit sinn, deenen hir Eltere ganz oft beruffstäteg sinn an déi doduerjer riskéieren hir Beruffstätegkeet mussen a Fro ze stellen.

Ech hoffe wierklech, datt deen Unfug do aus deem Projet erauskënnt. Duerfir hu mer och déi Motioun - ënner anerem duerfir, et gëtt nach vill aner Grënn - abruecht, fir dee Projet Chèque-service de sträichen an da gläichzäiteg op där anerer Säit hinzegoen an d'Betreiungskäschten en Deel ze kierzen.

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der, datt den Här Jaerling Iech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här Meisch, wéi kommt Der dorop, dass Der kënnt soen, dass d'Kanner vun den RMG-Bezéier eng Prioritéit kréien?

Dat stëmmt dach guer net!

An zweetens ass et och net esou, dass d'RMG-Bezéier net schaffen. Déi musse sech och um Arbeitsamt umellen an déi ginn och zu Aarbechten erugezunn. Do ass et also esou, dass déi Leit an därselwechter Situatioun si wéi aner Familljen an och keng Prioritéit hunn.

Dat, wat Dir elo gesot hutt, et deet mer leed, dat stëmmt net.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dach, dat stëmmt. Ech si jo gutt placéiert als Buergermeeschter, fir ze wëssen, wéi de Chèque-service soll agefouert ginn. An et ass dat, wat mer als Gemenge bis elo gesot kritt hunn, obscho mer wéineg gesot kritt hunn, mä dat doten hunn ech wuel verstanen.

An ech hunn och a menger Duerstellung hei nuancéiert geschwat, well ech weess hoergenee, datt net all RMG-Bezéier doheem sëtzt. Mä et gëtt der awer och, déi doheem sëtzen an eigentlech d'Zäit hätten an disponibel wären, fir hir Kanner selwer ze betreien.

Mir hu bei esou enger Politik wierklech net nëmmen d'Impressioun, datt deen, dee schafft, finalement deen Dommen ass, an et ass net bei deem dote Projet eleng, bei de Chèques-services, wou een dat gesäit.

Ech hunn d'lescht Joer op dëser Plaz drop higewisen, datt dee vun esou munchem geluefte Projet vum Kannerbonus derzou féiert, datt quasi exklusiv Famillje kënnen dovunner Gebrauch maachen, wou nëmmen ee schafft. Well wann een zweemol de Mindestloun verdéngt als Koppel an et huet een ee Kand, dann ass de Kannerbonus quasi neutral. Wann een awer e bësse méi wéi zweemol de Mindestloun kritt, wat fir vill Leit, déi zu zwee schaffe ginn, jo awer de Fall ass, dann ass et beim Kannerbonus fir ee Kand esou, datt ee gradesou vill aus där enger Täsch erausgezu kritt wéi een an déi aner Täsch erakritt.

Dat heescht, de Kannerbonus ass eigentlech eppes, wou d'Leit kënnen dervu profitéieren, wa se net zu zwee schaffen. Mä wa se zu zwee schaffen, ass dat op jidde Fall bei engem Kand schonn net méi méiglech.

Mir wëssen och, datt mer nach ëmmer e Steiersplitting hunn, deen eigentlech déi Koppel am meeschte bevirdeelegt, wou just ee schaffe geet an deen zweete guer net schaffe geet. Mir wëssen, datt mer d'Steierlaascht fir d'Mëttelschicht, also fir déi schaffend Leit, kontinuéierlech an d'Luucht gesat hunn déi lescht Joren. Mir wëssen, datt doduerch och ëmmer méi Leit drop ugewise sinn, hei am Land op sozial Transferten zréckzegräifen.

Mir hätte gären eng aner Politik, déi soll aneschters ausgeriicht sinn, an zwar datt d'Leeschtung, den Effort vun deem, dee schafft, besser unerkannt gëtt, amplaz datt et deen ass, dee sech als Leschten an d'Rei soll stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Vum Export vu Familljeleeschtungen, en anere Paradigmewiessel, dee mer e puermol ugeschwat hunn, wësse mer, datt dat fir d'Juncker-Regierung en Tabuthema ass. Mir froen eis eigentlech, firwat, well mer déi Erklärungen, déi mer kritt hunn, net verstanen hunn an esou net wëllen akzeptéieren. Mir wäerten a méi enger schwiereger budgetärer Situatioun mat Sécherheet fréier oder spéider nach emol dorop zréck misse kommen.

Och grad an deenen nächste Jore musse mer déi Subventiounspolitik - muncher soen, de Subventiounsdschungel - duerchforsten, analyséieren, wat mer brauchen, wat mer vläicht net brauchen. Prinzipiell soll een éischter a Richtung goen, wéi zum Beispill am Klimaschutz vun eis proposéiert, datt een e Subsid gëtt, wann een en aféiert, datt ee seet, e leeft bis e gewëssent Joer an duerno gëtt en entweder successiv reduzéiert oder e leeft aus an e gëtt ersat, zum Beispill duerch méi eng héich Besteierung.

Dat hätt ee jo zum Beispill bei der Autosteier esou kënne maachen. Amplaz datt deen, dee viru sechs Méint en Auto kaaft huet, och géif méi héich besteiert ginn. Op munche Gebidder wësse mer och, datt et do net de steierlechen Ureiz wäert sinn, mä datt et ganz einfach och eng Obligatioun wäert misse sinn, déi definéiert gëtt.

Dat virun allem géif net nëmmen dem Stat Geld spueren hëllefen, et géif op där anerer Säit och ganz kloer en Ureiz schafe fir de Bierger, fir sech mat Zäiten aneschters ze behuelen. Et géif och Planungssécherheet schafe fir de Bierger a fir munch Entreprise hei am Land.

Mir wëssen - an och dat musse mer elo an enger ekonomescher Situatioun diskutéieren, déi aneschters ass wéi déi lescht Jore virdrun -, datt mer eng Ofhängegkeet vun de Statsfinanze par rapport zu enger Rei vu Recetten hunn. D'Ofhängegkeet par rapport zur Aktivitéit vum Finanzsecteur hunn ech beschriwwen; déi par rapport zum Tanktourismus kenne mer alleguerten.

Dat dote si Sujeten, déi Joer fir Joer hei diskutéiert ginn, déi an d'Fënster gestallt ginn, wou Rapporten driwwer gemaach ginn. Dee leschten ass de Rapport vum nationalen Nohaltegkeetsrot, wou mer awer bis ewell nach keng Konklusiounen draus gezunn hunn. Och elo an dëser ekonomescher Situatioun soll et kee Grond ginn, fir eis drun ze hënneren, laangfristeg ze denken an ze kucken, wou mer wëllen histeieren.

Mir mussen eis och d'Fro stellen, ob et richteg war, de Rapport frontalier anzebalsaméieren an en net méi erauszehuelen. Well munches, wat och doranner stoung, hätt eis gehollef, fir vläicht iwwer méi schwiereg ekonomesch Zäiten ewechzekommen.

An deene gudde Joren hu mer et vermësst oder versäumt, eng Rei vu Strukturreformen ze maachen, déi noutwendeg gewiescht wären. Mir hunn eng gemaach, et ass de Statut unique. Haut muss nach eng Kéier ee mir erklären, wat de Statut unique eis dann elo bréngt an der jëtzeger ekonomescher Situatioun. Wat hëlleft en eis? Wat hëlleft en de Betriber? Wat hëlleft en deem Eenzelnen?

En trëtt den 1. Januar a Kraaft, mä vill Betriber, vill Beschäftegter wëssen eigentlech nach net richteg wou se dru sinn. Wat ännert den 1. Januar? E bréngt Käschte fir déi allermeeschte Patrone mat sech. Mir wëssen och, datt e Käschte fir de Steierzueler mat sech bréngt, déi op de Budget ofgewälzt ginn. Eng Belaaschtung, déi mer eis an der jëtzeger Kris hätte kënne spueren, mä se ass awer elo Realitéit.

Mir wäerten och mierken, datt dat wäert antrieden, wat ech ëmmer gesot hunn, datt duerch de Statut unique de Chômage riskéiert an d'Luucht ze goen, datt Leit, déi méi schwaach sinn, déi méi al sinn, déi de Patron riskéieren op eemol Geld ze kaschten, aus dem Betrib erausgedréngt ginn. An dat an enger Situatioun, wou d'ADEM elo schonn iwwerfuerdert ass, fir mam steigende Chômage eens ze ginn.

Et gëtt also gutt Grënn, kee Vertrauen an d'Politik vun CSV an LSAP ze hunn, genuch Grënn och fir dëse Budget net ze stëmmen. Een dovunner ass ganz einfach, datt en net véridique ass, datt en net den aktualiséierte Prognosen entsprécht. Et ass dat e grondsätzlecht Recht vun der Lëtzebuerger Chamber, fir eben de Budget kënnen ze definéieren, mat deem d'Regierung duerno ka schaffen. Dat Recht solle mer net aus der Hand ginn. Een, deen Chamber freet, deen dote Budget ze stëmmen, dee mécht de Geck mat dësem héijen Haus.

Datt d'Recettë bäi Wäitem ënnerschat sinn, wësse mer. Datt munch Dépensë wäerten an d'Luucht goen, och dat wësse mer haut schonn. Dorobber brauche mer net bis Mëtt d'nächst Joer ze waarden.

Mir hunn d'Problemer vu ville Mënschen ignoréiert déi lescht Joren. Och dëse Budget mécht dat an engem Mooss, wéi et net sollt sinn. Ech hunn nach eng Kéier erkläert, datt de Kafkraaftverloscht reell ass, datt d'Leit e spieren hei am Land an datt eng theoretesch Diskussioun iwwer eng Aug-

mentatioun vun de Salairen, déi jo hei gefouert gëtt, kengem reell weiderhëlleft.

De Budget dréit der wirtschaftlecher Realitéit vun haut, an där, déi mer eis kënne fir d'nächst Joer ausmolen, net Rechnung. E Krisemanagement ass kaum siichtbar, well dëse Budget der Kris jo net Rechnung dréit, well en eben net ofgeännert ginn ass a well en och net méi ofgeännert soll ginn.

Mir schwätzen zënter Joren iwwer noutwendeg Reformen um Aarbechtsmaart. Mir wëlle méi Betreiungsplazen. Mir wëlle Famill a Beruff besser ënner en Hutt kréien. Zënter Jore si mer eis och eens, datt et u Chancëgläichheet mangelt an der Schoul, datt mer sozial Problemer hei am Land besonnesch staark weiderverierwen, datt mer net genuch Wunnenge bauen, datt eis Prozeduren ze schwéierfälleg sinn.

Lëtzebuerg brauch a villen Domäner eng nei Politik, fir al Problemer ze léisen. CSV an LSAP hunn déi dote Problemer bis ewell net geléist. Si hunn et net fäerdeg bruecht, an ech woen d'Prognos, datt se et och an noer Zukunft net wäerte fäerdeg bréngen.

Mir däerfe bei villem net an der Analys stoe bleiwen. Mir mussen de Courage hunn, fir e Schrëtt no vir ze goen. Mir mussen awer och de Courage hunn, fir éierlech mat de Bierger ze sinn an e realistescht Bild vun der Situatioun ze zeechnen. A mir mussen de Bierger Courage maachen. Dat kënne mer nëmme mat enger staarker Portioun Éierlechkeet. Courage, fir néideg Reformen dermat unzegoen. Nëmmen esou ka Lëtzebuerg sech erneieren an an der Zukunft mat Zouversiicht no vir kucken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir hutt et héieren, d'Demokratesch Partei wäert och dës Kéier de Budget net kënne stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wëll uganks menger Ried dem Budgetsrapporteur Norbert Haupert Merci soe fir säi Bericht. Hien huet op eng objektiv Manéier d'Finanz- an d'Wirtschaftssituatioun vum Land duergestallt. Hien huet dobäi eng Qualitéit gewisen, déi wichteg ass an der allgemenger Hektik vun dësen Deeg. Hien huet nämlech Rou behalen, war prezis a senger Beschreiwung an huet dobäi den Eescht vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun net verkannt.

Här President, esou hate mer ons dat net virgestallt, wéi de Budgetsprojet den 1. Oktober 2008 hei déposéiert gouf. Mir haten ons op de leschte Budget vun der Legislatur agestallt. Mir wollten der nächster Regierung e Budget mat engem Iwwerschoss hannerloossen, net ouni d'Steierlaascht erliichtert an eng sozial cibléiert Redistributioun grad wéi d'Investitioune verstäerkt ze hunn. Knapps hate mer d'Aarbechten an der Finanzkommissioun ugefaangen, huet sech gewisen, dass d'Previsioune vum Wuesstem drastesch erofgeschrauft hu misse ginn.

De Statec huet dat gëschter mat senge Previsioune fir 2009 ënnerluecht. D'Steierakommes, no der Entwécklung vun 2008 geschat, wäert net erreecht ginn. En Defizit ass net ausgeschloss. An der Zwëschenzäit ass d'Finanz- an d'Wirtschaftswelt an d'Kris agetratt. Zwou systemesch grouss Banken zu Lëtzebuerg hu misse mat massivem öffentlechen Asaz an de Weekender vum 29. September an dem 5. Oktober gerett ginn. Déi Operatioune goufen elo vun der Kommissioun approuvéiert.

Dräi islännesch Banken zu Lëtzebuerg, dovunner eng grouss, waren no bei der Faillite, grad ewéi den Inselstat selwer. 50 Lëtzebuerger Betriber hunn an de leschte Woche Kuerzaarbecht ugefrot a krut.

ArcelorMittal huet seng Produktioun drastesch erofgefuer a baut 400 Leit zu Lëtzebuerg of. D'Firma kënnegt un, zwou Wochen am Dezember an am Januar zouzemaachen. 1.500 Leit sinn dovunner betraff.

Wat d'Sacrificer sinn, déi vun deene Leit gefrot ginn, ass fir den Ableck nach net kloer. Et gëtt gefaart, dass de Chômage zu Lëtzebuerg vu 4,5 op jidde Fall iwwer 5%, wann net weider, an de Joren 2009 an 2010 klëmmt.

De Lëtzebuerger Stat ass also gefuerdert wéi soss iwwerall. Kee rifft méi no engem schlanke Stat, mä all ruffe se no dem Asaz vum Stat bei der sozialer Offiederung an der Fuerderung no engem wirtschaftspolitesche Impuls, wann net Agréff.

Fir d'LSAP muss de Stat méi wéi jee seng sozial Verantwortung iwwerhuelen an an d'Wirtschaft agräifen.

Och um Plang vun der Europäescher Unioun ruffen d'Europäer no enger concertéierter Aktioun.

D'Europäesch Unioun hirersäits - erënnere mer ons drun, dat sinn déi national Regierungen; et ass net iergendee Wiesen iwwert en; dat sinn déi national Regierungen - huet e Pak vu Finanzregelungen décidéiert, déi amgaang sinn ausgeschafft ze ginn. Spuerer an Aktionäre musse geschützt an entschiedegt ginn, wann d'Hasardeuren hiert Geld verspillt hunn, an och déi mussen zur Verantwortung gezu ginn.

Zu den neie Regele gehéiert d'Bankgarantie fir Dépôten, déi zu Lëtzebuerg op 100.000 Euro eropgesat gëtt. Mä dozou gehéiert och, dass déi enorm a krisendreiwend Revenuë vun de Bankmanager strikt reguléiert ginn.

Am Kampf géint d'Wirtschaftsrezessioun huet d'Kommissioun d'viregt Woch e Pak vun 200 Milliarden Euro ausgeschafft, dat heescht 170 vun de Memberlänner an 30 vun der Unioun selwer. Vun den 170 sinn - menger Informatioun no - bis elo 113 Milliarde vun de grousse Länner geplangt, wat zwëschent 1 bis 1,2% vum europäesche PIB ausmécht. Munches ass dobäi fir d'Autoindustrie, fir d'Hëllefen un d'PMEen, fir Bäihëllefe fir kleng Revenuen, fir Investissementer am Wunnengsbau.

Mä nach wësse mer, dass et zwëschent Frankräich an Däitschland keen Accord gëtt, wéi staark d'öffentlech Hand agräife soll. Et kann een nëmmen hoffen, dass vum EU-Sommet dës Woch e kloert Zeeche vun enger koordinéierter a konvergenter Antikrisepolitik a ganz Europa kënnt.

Leschten Donneschdeg huet d'Europäesch Zentralbank an enger historescher Décisioun d'Zënsen am Euroraum ëm 0,75% erofgesat an domat hir Verantwortung am Kampf géint d'Wirtschaftskris geholl. Ofgesinn dovunner gesi mer, dass den Euro mat senger Stabilitéit Währungsturbulenze verhënnert an domat gehollef huet ons Wirtschaft ze stäipen.

Här President, wann een d'Entwécklung vun de leschte Woche kuckt, muss ee sech froen, wat de Sënn vun onse Budgetsdebatte soll sinn a wat esou e Budgetsprojet kann.

Eng Gewëssheet hu mer: Mir brauchen e Budgetsgesetz fir 2009.

D'Fro stellt sech, ob mer de Budgetsprojet, wéi en den 1. Oktober déposéiert gouf, un déi nei Donnéeën upasse mussen. Et ass jo keen Zweifel, dass mer anstatt e Boni vun 1% en Defizit wäerte kréien. Och wäert d'Regierung am Laf vum Joer misse Mesuren ergräifen, fir der Kris Meeschter ze ginn.

Ech mengen awer, dass mer de Budget esou loossen, wéi en déposéiert gouf.

Firwat?

Zwou Ursaache gesinn ech.

De Budget ass op der Ausgabesäit antizyklesch, well en nei a méi cibléiert Kafkraaft schaaft, well en héich Investissementer enthält.

A Frankräich diskutéiere se, ob se Schecke vun 200 Euro solle verdeele fir d'Kafkraaft ze stützen. An Däitschland freet d'SPD Ähnleches. Mir zu Lëtzebuerg brauchen dat net, well mer zejoert de Kannerbonus geschafen an de Steierbarème eng éischte Kéier ëm 6% ugepasst hunn, dëst Joer eng erhéichten Deierechtzoulag virgesinn, dat heescht fir 2009 Fräibeträg a Steierkreditter ëmänneren an d'Akommessteier erofsetzen a Chèques-services fir d'Kanner aféieren. Dat mécht, Här President, eng hallef Milliard nei Kafkraaft, méi Kafkraaft fir 2009, prezis cibléiert fir déi Leit a Familljen, déi se am meeschte brauchen.

Soll ee bei de Recettë vun 2009 eppes änneren? Kee weess genee wat. Ech hunn hei nach keng prezis Propositioun dofir gehéiert. En drastescht Erofsetze vun de Recetten hätt fir d'éischt emol eng negativ Signalwierkung.

Dobäi soe mer, dass mer bereet sinn, en Defizit mat a Kaf ze huelen.

Brauche mer e Budget rectifié? Ech gesinn dat héchstens fir den Hierscht, wéi dat iwwregens regelméisseg jo och an de Gemenge gemaach gëtt, wa se hire Projet vun deem Joer duerno virleeën.

Wat allerdéngs komme muss, wann d'Schätzungen net fiabel sinn, dat ass de permanente Suivi vun der Autorité budgétaire, dat heescht vum Parlament, duerch regelméisseg a prezis Informatiounen iwwert d'Evolutioun vun de Recetten, vun den uerdentlechen Dépensen an och vun den Engagementer bei den Investissementer.

Nëmmen esou kann d'Transparenz vun den öffentleche Finanze garantéiert ginn. Nëmmen esou kann de Leit dobausse kloere Wäin ageschëtt ginn. Mir brauchen dobäi weder Schönfärberei nach Demagogie, mir brauchen Éierlechkeet a Kloerheet iwwert d'tatsächlech Situatioun.

Här President, nach e Wuert zur Commission spéciale, déi mer ons gestëmmt hunn. Ech war eigentlech net waarm derfir, well mer domat déi normal Aktivitéit vun de Chamberskommissiounen um budgetären a wirtschaftleche Gebitt court-circuitéieren.

Wat sollen nun d'Missioune vun där Commission spéciale sinn?

Et ass sécher fir e Maximum vun Informatioun ze sammelen, ze analyséieren a Konklusiounen ze zéien. Doriwwer eraus muss déi Aarbecht sech als Zil ginn, Virschléi ze maachen, fir d'Kris ze bekämpfen.

Fir d'LSAP kënnen déi Virschléi nëmme si fir d'Zukunft ze preparéieren, fir also nei Perspektive fir dëst Land opzemaachen, zum Beispill ons Schoul an d'Déift ze renovéieren, ons Fuerschung an ons Uni auszebauen, nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze développéieren, ons Mobilitéit ze verbesseren, ons fir ons Ëmwelt ze suergen oder ons Energieversuergung ofzesécheren.

Eng aner Fro betrëfft d'Roll vun der Chamber, wann am Januar eng national Tripartite zesummekënnt. D'Chamber akzeptéiert net, nëmmen nozekucken, wann an deem Gremium wichteg Décisioune géife falen.

Wann déi Tripartite allerdéngs eng Bestandsopnahm vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun mécht, geschitt dat natierlech duerch den Échange zwëschent der Regierung an de Sozialpartner. D'Chamber muss op jidde Fall dann op deemselwechte Wëssensstand sinn.

Wann awer net nëmmen Informatiounen échangéiert ginn, wann Décisiounen ausgeschafft ginn, déi herno a Form vu Gesetz gekleet musse ginn, da kann ech mer net virstellen, besonnesch net an dëser Situatioun wou mer sinn, dass d'Chamber net dobäi matschwätzt, éier déi Gesetzer an d'Chamber kommen, dat heescht éier déi Gesetzer politesch ofgeseent sinn.

Här President, um wirtschaftleche Plang heescht et, fir d'éischt d'Kris duerchzestoen. Dobäi ass Solidaritéit gefuerdert, besonnesch mat deenen Arbeitnehmer, déi duerch déi wirtschaftlech Konjunktur direkt betraff sinn, déi hir Aarbecht oder e Stéck vun hirem Akommes verléieren, also hire Liewensniveau erofsetze mussen. Dobäi musse mer onse ganzen Arsenal géint de Chômage, fir de Maintien dans l'emploi, fir Kuerzaarbecht, bref alles dat, wat mer an de leschte Jorzéngten opgebaut hunn, fir d'Solidaritéit mat de schaffende Leit vun onser Gesellschaft ze realiséieren, asetzen.

Da muss déi antizyklesch Politik, déi vum Stat, de Gemengen an den Établissements publics gemaach ka ginn, effikass sinn. Wann de Stat esou eng Politik mécht, sollen och d'Gemenge matmaachen. Dann ass et kontraproduktiv, wann den Innenminister d'Gemenge warnt, nëmme keng Schold ze maachen.

De Statsminister an de Budgetsminister hunn d'lescht Woch hei probéiert déi antizyklesch Politik ze cibléieren. Engersäits sollen Investissementer, déi schonn décidéiert sinn, virgezu ginn. Anerersäits solle besonnesch där Investissementer direkt décidéiert ginn, déi klengen a mëttlere Betriber aus dem Land zoukommen, am Bau, an der Renovatioun, an de Reparaturen.

De Budgetsminister huet d'lescht Woch hei an Aussiicht gestallt, dass Enn 2008 mat engem zolitten Iwwerschoss an de Recettë vun 2008 ze rechnen ass. Hien huet keng Zuel genannt. D'Cour des Comptes schwätzt an hirem Budgetsbericht vu 600 Milliounen. En Deel dovunner, huet de Budgetsminister gesot, sollen direkt fir Investissementer nach elo am Dezember agesat ginn. D'Chamber ass natierlech interesséiert ze wëssen, wéi a wou a wéini dat geschitt.

Aner Investissementer am Héich- an am Déifbau kënne wuel net esou virgezu ginn. Mir hu schrecklech laang Prozeduren. Mir brauche fir eng Schoul ze bauen, eng zolidd Schoul ze bauen, aacht Joer, am Duerchschnëtt. Wann een awer gesäit, wéi schnell mer eng Verfassungsreform fäerdeg bréngen, muss ee sech iwwerleeën, ob een net en ähnlechen - ech gebrauchen dat englescht Wuert, ech fannen dat e flott Wuert - „fast track" fir wirtschaftspolitesch Agréff iwwert d'Investissementer an enger schwiereger Zäit siche sollt.

En „fast track", ech fannen dat e flott Wuert, well et wierklech genee seet, wat ee wëllt, wann d'Prozeduren ze laang sinn. Dat ass an Europa probéiert ginn, den Här Frieden weess dat, an de Finanzregelen, an ech mengen, an esou enger Situatioun, wéi mer hei sinn, solle mer - an ech si frou, dass den Här Minister Wiseler dat mathéiert - ons emol vläicht Gedanken doriwwer maachen, fir ze kucken, wat een do ka maachen. Wann déi Investissementer da méi schnell drukommen, musse se natierlech och zügeg realiséiert ginn.

Ech froen d'Regierung ganz konkret, Här President, ob se déi Investissementer, déi virgezu solle ginn a vun deene jo scho geschwat ginn ass, scho bestëmmt huet. Munches ass jo scho vun der Chamber décidéiert, sief et als Erlaabnis fir en Avantprojet auszeschaffen, sief et iwwer e fäerdeg ofgestëmmte Projet. Wa mer ons antizyklesch Investissementspolitik schnell ulafe wëlle loossen, misst d'Viraarbecht dozou eigentlech och direkt ulafen, a mir wësse jo, dass et vill Gebidder gëtt, wou mer ze schaffen hunn, ob dat den öffentlechen Transport ass, ob et de Logement ass selbstverständlech, ob et d'Uni ass, besonnesch déi Gebaier op Belval, déi mer fir d'Uni brauchen, ob et an der Kultur oder och am Sport ass.

Wesentlech ass och, Här President, dass d'Regierung sech mat de Gemenge koordinéiert, dat heescht, dass d'Investitiounstätegkeet vun der öffentlecher Hand insgesamt openeen ofgestëmmt gëtt. Ech mengen, do muss e gemeinsame Wëlle bestoen, op jidde Fall zwëschent deene grousse Gemengen an der Regierung, fir op dee Wee ze goen.

Här President, et besteet d'Bereetschaft, 2009 en Defizit a Kaf ze huelen. Mir si prett, déi sougenannt Stabilisateurs automatiques anzesetzen, dat heescht, ons net zu Doud ze spueren. Dobäi si mer ons jo wuel eens, dass mer keng Schold ophuelen, fir ordinär Dépensen ze decken, mä nëmme fir Investissementer. Dat heescht, dass mer déi ordinär Dépensen am Gréff hale mussen, dat heescht, dass Stat a Gemengen an Établissements publics méi produktiv a méi effikass musse schaffen. Och dat ka fir nei Investissementer vu baussen e wichtege Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg sinn.

D'Maîtrise vun den uerdentlechen öffentlechen Ausgaben hänkt enk zesumme mat deem, wat mer säit e puer Joer, a besonnesch säit dem Roger Negri sengem Budgetsrapport vun 2006, hei diskutéieren, nämlech eng Opstellung vun den öffentleche Finanzen, déi net eng Opstellung no Ministèren a Verwaltungen ass, mä no Ziler, déi d'öffentlech Hand sech setzt.

Dat gëtt et iwwregens schonn an onsem Stat. Ech denken un d'Contrats de performance an der Recherche. Dat ass genee dat. Ech denken un d'Kreditter fir d'Uni, déi un engem Véierjoresplang hänken, an och un enger Evaluatioun duerno. Dat heescht, am Virfeld, wann d'Uni Sue kritt, muss se e Véierjoresplang weisen, an herno, wann deen eriwwer ass, muss evaluéiert ginn, wat geschitt ass.

Ech denken och un d'Kreditter fir d'Établissements publics an d'Fondatiounen, déi net fir eng Verwaltung bestëmmt sinn, mä fir prezis Zilsetzungen. Dat dréckt sech och op engem anere Plang aus, an der Autonomie, déi mer de Schoule ginn, an der Gestion séparée, déi mer zum Beispill de Muséeën zougestinn. D'Iddi ass iwwerall do, öffentlech Gelder u méi oder wéineger prezis Objektiver ze bannen.

Wa mer da vu Performance schwätzen, dann heescht dat net Profitdenken, mä dann heescht dat, besser öffentlech Déngschter, méiglechst kuerz Weeër, méi Produktivitéit an den öffentlechen Déngschter, manner Bürokratie. Och hei ass an dëser Regierungszäit munches geschitt, an d'Informatik mécht och villes méiglech.

Ech denken un déi sougenannt Guichets uniques, wou all Formalitéiten zesummen erleedegt kënne ginn. D'Signature électronique mécht déi elektronesch Kommunikatioun mat ville Verwaltunge méiglech. Mir hunn d'nächst Woch hei e Projet op der Dagesuerdnung, fir d'Zesummenaarbecht zwëschent de Finanzverwaltungen ze verbesseren, woubäi ech mech perséinlech nach ëmmer froen, firwat mer dräi Verwaltunge brauchen, amplaz nëmmen eng.

Ech bedaueren, Här President, dass mer nach ëmmer net systematesch op dee Wee vu méi Rationalitéit ginn. Dat gëtt a mengen Aen ëmsou méi noutwendeg, wéi de Stat- a Gemengenapparat, nieft Établissements publics an ähnleche Gebilden, sech ëmmer weider ausdehnt. Et ass jo e wäit verbreete Glawen an dësem Land, dass all Kéier, wann en neie Problem entsteet, dofir eng nei Verwaltung, eng nei Struktur, op d'mannst e Comité mat engem Sekretariat entsteet, an da wär de Problem wéinstens schonn zur Halschent geléist.

Dat markantst Beispill aus der rezenter politescher Geschicht vu Lëtzebuerg ass fir mech de viel gepriesene Schouldirekter, vun deem en etlech heibannen an dobausse mengen, dee géif all déi Problemer ès fonctions léisen, déi mer an der Schoul hunn. A well dee Glawen an d'Verwaltung esou déif ass, mussen op d'mannst all deenen alen an neien Organismen d'Zilsetzunge vu Performance virgeschriwwe ginn an déi Performance dann och regelméisseg evaluéiert ginn. Och dat ass a Krisenzäite wichteg, dass een déi Suen, déi een huet, zweemol ëmdréint ier ee se ausgëtt.

Här President, kee weess haut, ob elo d'Kris méi oder wéineger laang dauert. Jiddwereen hofft insgeheim, dass se kuerz gëtt an alles wéi bis elo virugeet. Dat ass mënschlech an ze verstoen. Mä et héiert een och de Sproch, d'Kris kënnt eng Chance sinn. Wat kann dat heeschen?

Fir mech geet et net duer, sech kuerzfristeg op d'Kris anzestellen. Lëtzebuerg huet säit de 60er Jore mat engem Wirtschaftsmodell gelieft, deen extrem gutt fonctionnéiert huet. Engersäits mat Investissementer, déi ons vu bausse bruecht goufen, zum Beispill an der Industrie. Déi ware fir den europäesche Bannemaart bestëmmt, dofir si se bei ons komm. Ons zentral Situatioun an Europa, gekoppelt mat materiellen Incitatiounen um Plang vun de Steieren an de Soziallaaschten, huet déi Investissementer gefördert.

Anerersäits hu mer Créneauen am Finanzsecteur fonnt, déi mer ons duerch eng liberal Législatioun an duerch d'Ausnotze vu reglementareschen a fiskaleschen Avantagen ausgebaut hunn. Dobäi koumen am Laf vun der Zäit interessant nei Initiativen am Kommunikatiounswiesen, wéi zum Beispill mat der Satelittegesellschaft SES. Dat war en éierbaart an erfollegräicht Rezept fir ons Wirtschaft ze entwéckelen, bei deem och vill Auslänner ons matgehollef hunn.

Et muss ee sech froen, ob dat Rezept haut nach duergeet. En Haaptproblem dovunner ass, dass et extrem ofhängeg vun der internationaler Konjunktur a Konkurrenz ass. Vill Industriebetriber, déi direkt oder indirekt Zoulieferante vun der Automobilindustrie sinn, plus dat Transportwiesen, wat ee brauch, sinn, ouni hir Schold an obscho se héich performant an héich produktiv sinn, direkt an d'Kris geschliddert, wéi d'Automobilindustrie dorëmmer an der Welt a Schwieregkeete koum.

De Finanzsecteur als Déngschtleeschtungsbetrib ass och e Créneau, deen enger weltwäiter Konkurrenz ausgesat ass. Ech wëll net soen, dass den Entwécklungsmodell vun de leschte Jorzéngten eriwwer ass. Mä ech mengen, Lëtzebuerg misst fir sech e Modell mat anere Standbeener ausdenken, déi manner ofhängeg vun der internationaler Konjunktur sinn.

An dëser Legislatur ass vill fir d'erneierbar Energië geschitt. De Projet vun der biomedezinescher Fuerschung gehéiert och dozou. Den Ausbau vun enger Fuerschungsuniversitéit gëtt ons den intellektuelle Potenzial, fir nei Weeër ze goen. Zu deem Modell gehéiert bestëmmt de Secteur vun de klengen a mëttlere Betriber, well en trotz der Kris stabil bleift an interessant Aarbechtsplaze bitt. Déi Plaze si méi stabil wéi an enger globaler Entreprise, wou d'Strategie no reng finanzielle Kritären an iergendengem Headquarter ouni Rücksicht op lokal Donnéeë festgeluecht gëtt.

Dat neit Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung kënnt deem Secteur entgéint. Ech hu viru kuerzem mat Vertrieder vun der Fédération des travailleurs indépendants geschwat, déi vill héich qualifizéiert an héich produktiv onofhängeg kleng Betriber vertrëtt. Si produzéieren eng héich Valeur ajoutée, bidde stabil Plazen an hu vill Potenzial och fir den Export. Esou e Secteur verdéngt ons ganz Opmierksamkeet.

Dat geet net ouni voll Ausnotzung vun den intellektuelle Fäegkeete vun de Kanner a jonke Leit an onsem Land. D'Schoulreformen, déi elo kuerz virum Ofschloss sinn, mussen all eenzelnem Kand seng Fäegkeete förderen. Matière grise däerf keng méi verluer ginn. Échecë musse verhënnert ginn.

An de CAPe wéi an der Uni a Fuerschungszentren entstinn nei Perspektive fir innovativ kleng Betriber. D'Hëllef fir sougenannt Start-ups gëtt et. D'Fuerschung gëtt vun der Regierung massiv ënnerstëtzt. D'Uni kritt all déi Suen, déi se brauch. Et ass ze hoffen, dass a Krisenzäiten esou d'Méiglechkeete voll ausgenotzt ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Enk domat zesummen hänkt och de kulturelle Secteur. Engersäits entstinn do vill interessant spezialiséiert Aarbechtsplazen, déi besonnesch jonk Leit unzéien. Kulturell Animatioun wéi Produktioun hunn eng sozial Funktioun fir d'Kohesioun vun der Gesellschaft. Si hunn och eng wirtschaftlech Funktioun. Anerersäits schaaft d'kulturell Kreatioun e Klima fir Innovatioun an Originalitéit.

D'Kreatioun ass fir mech op deemselwechten Niveau wéi d'wëssenschaftlech Recherche, wann et dorëm geet, eng Gesellschaft nei opzemëschen. Wann d'Zäit vun de schnellen a liichte Profitter eriwwer ass, kann eng nei a spannend Zäit ugoen. Si ass vläicht méi ustrengend, mä och méi originell a méi interessant.

Duerfir hunn ech perséinlech dee Pacte culturel mat ënnerschriwwen, deen eng Partie Animateuren aus dem Kulturliewe virgeschloen hunn, well en d'Richtung fir eng nei Gesellschaft vu Wëssen a vu Kultur weist. Kreatioun an Innovatioun muss een op alle Pläng erëmfannen. Dat géllt fir d'Schoul, fir d'Betriber, fir d'öffentlech Servicer.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer zu Lëtzebuerg duerch ons Oppenheet, duerch de Kulturaustausch, duerch déi vill Kontaktméiglechkeete mam Ausland, duerch onse Sproochepotenzial riseg Méiglechkeeten hunn. Ech géif mer wënschen, dass dës strategesch Dimensioun endlech seriö a Betracht gezu gëtt.

Här President, d'LSAP dréit d'Politik vun der Regierung, fir déi schwiereg Kris ze meeschteren. Si stëmmt de Budget 2009 esou, wéi e virgeluecht gouf. Ons dreift fir d'éischt d'Suerg, fir de Leit, déi géint Loun schaffen, ze hëllefen, wa se an der dramatescher Situatioun vu Chômage oder Kuerzaarbecht sinn.

Ons Suerg ass och, der Ekonomie nei Perspektiven zu Lëtzebuerg mat cibléierten Investissementer opzemaachen. Mir wëllen onse Stat esou opstellen, dass en de Mënschen all Hëllef a Solidaritéit bitt, déi se an der Krisenzäit brauchen. A mir wëllen d'Zukunft vum Land preparéieren duerch all déi Reformen, déi mer um soziale Plang, an der Schoul, an der Kultur, an der Fuerschung ugepaakt hunn an amgaang sinn ofzeschléissen.

Mir hunn e gudde Grond, mir hunn eng gutt Ausgangsbasis, fir d'Kris ze meeschteren, a si staark genuch, fir an der Zukunft gutt erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch agedroen. Duerno wäerte mer mat eisen Aarbechten ophalen a muer de Moie virufueren.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vu menger Fraktioun aus dem Här Haupert soen, datt en eis dëst Joer e bësse leed gedoen huet. An dat aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, datt et extrem schwiereg war, déi Aarbecht, déi vill Aarbecht, déi e gemaach huet bannent deene leschte Méint, ze maachen, wann d'Zuele quasi all Dag änneren.

An zweetens huet en dann och nach - loosse mer soen - dat trauregt Schicksal erlidden, wéi e seng vill Aarbecht fäerdeg hat, datt eigentlech duerch extraterrestresch Ëmstänn - loosse mer et emol esou ausdrécken - du seng Aarbecht e bëssen ënnergaang ass a buede gaangen ass an aneren Evenementer. Mä dat ännert näischt dorun, datt mer him wëlle félicitéiere fir seng Aarbecht a fir seng Gedold, déi en hat, fir d'Nerven ze behalen an deene leschte Méint. A mir sinn och frou, datt mer kënnen iwwer säi Rapport diskutéieren, dee wéi ëmmer all Budgetsrapport jo am Fong eng Grondbasis soll sinn, eng Analys, déi gemaach gëtt, opgrond vun där mer hei diskutéieren, sou datt mer dat och kënne maachen.

Här President, ech hat gesot, wéi de Budget déposéiert ginn ass am Oktober, datt ech der Iwwerzeegung wär - dat war meng éischt Reaktioun bei der Press -, datt dat heiten déi spannendst Budgetsdebatten zënter Jorzéngte géife ginn an dësem Parlament. Ech mengen, ech hu Recht behalen, well si si spannend ginn, net nëmmen, well d'Zuelen andauernd geännert gi sinn oder hu misse geännert ginn, mä och virun allem, well eigentlech iwwert dee Budget hei oder iwwert déi Budgetsdebatten hei jiddweree sech muss positionéieren net nëmme par rapport zu deenen Zuelen, déi hei drastinn, mä par rapport zu der Zukunft vun dësem Land, respektiv musse mer hei eng Diskussioun féieren, déi eigentlech wäit iwwert dat Joer 2009 erausgeet oder muss goen.

Mir wëssen et all an och kee vun der Majoritéit bestreit et méi hei - egal ob ee fir oder géint de Budget wäert stëmmen -, datt mir eigentlech hei e virtuelle Budget diskutéieren. Kee weess, wéi et um Enn vum Joer 2009 wäert ausgesinn, wéi héich den Defizit vum Budget wäert sinn. Datt et ee wäert ginn, ech mengen, dat ass wahrscheinlech deen eenzege Punkt, wou mer alleguerten heibanne wäerten eens sinn, mä wou mer genau wäerte landen, wësse mer am Moment nach net.

Wa mer duerfir iwwer e virtuelle Budget hei diskutéieren an deen och leider mussen zur Ofstëmmung virgeluecht kréien, da kënnt et desto méi dorop un, datt een e Bléck werft iwwert d'Joer 2009 eraus, well déi eigentlech Schwieregkeete wäerte mer mat Sécherheet finanztechnesch an och wirtschaftlech gesinn net kréien am Laf vum Joer 2009, mä virun allem déi Joren duerno.

Et gëtt duerfir eng Debatt iwwert d'Zukunft vum Land, an déi muss een eigentlech ufänken, andeem een emol erëm eng Kéier analyséiert, wat wirtschaftleche Wuesstum ass. Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei op der Tribün versicht, bis elo ëmmer mat ganz wéineg Erfolleg.

Wat ass eigentlech wirtschaftleche Wuesstum? Wat ass héije Wuesstum? Wat ass e mëttlere Wuesstum? Wat ass kee Wuesstum méi?

Dat ass jo och eng semantesch Diskussioun, déi elo entbrannt ass, ob - 0,5% Rezessioun ass oder + 0,5 och scho Rezessioun ass oder net. Ech mengen, dat ass och net ganz relevant. Et ass méi wichteg, datt een emol eng Kéier erëm d'Auere richteg dréint an einfach seet, wat eigentlech e gudde Wuesstum ass an e mëttlere Wuesstum ass.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gemaach. Wéi gesot mat wéineg Succès. Et ass bal ëmmer hei vun alle Bänken - mat Ausnahm vun der grénger Bänk, géif ech soen - geschwat ginn, datt Wuesstumszuele vu 4, 4,5; 5; 6% fir Lëtzebuerg d'Norm wären. Eigentlech wär 4% fir eis schonn de Minimum - esou hu mer ëmmer geschwat. An duerfir wär Lëtzebuerg nëmme gutt positionéiert, wa mer 5, 6, 7% Wuesstum hätten.

Ech hunn dat ëmmer contestéiert. Ech hunn ëmmer gesot, 4% ass schonn eigentlech e ganz héije Wuesstum. Wann ee sech d'Moyenne, europäesch gesinn, ukuckt, wat aner Länner hunn, da sinn déi scho méi wéi zefridden, wa se bei 2, 2,5; 3% Wuesstum leien, da fanne se dat schonn eng ganz beneidenswäert Situatioun.

Wann ech elo kucken, wat eis passéiert ass respektiv wäert passéieren, da stelle mer net nëmme fest, datt mer effektiv hei zu Lëtzebuerg e bëssen de Buedem ënnert de Féiss verluer haten, wa mer iwwer wirtschaftleche Wuesstum diskutéiert hunn, mä da stelle mer och dat fest, wat ech schonn e puermol versicht hunn, hei ze erklären an deene leschte Joeren, virun allem och nom Platze vun der Bulle Internet 2001: Datt besonnesch Lëtzebuerg deen iwwerméissege Wuesstum, deen et kennt, ganz séier lass ass, a souguer riskéiert ënnert d'Norm ze fale vun allen anere Länner, wou et och schlecht geet, duerch déi Ofhängegkeet, déi mer hu vum Finanzsecteur. Dat heescht duerch déi Verletzbarkeet, déi mer dann hunn doduerjer, datt mer vun deem eenzege Secteur ofhängeg sinn.

Wann ech elo d'Pronosticë kucke vun der OECD fir d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer, da stelle mer fest, datt fir de Musterschüler Lëtzebuerg d'OECD eis elo e Minus vun 0,5 prognostizéiert. De Statec seet, et gëtt tëschent - 0,5 a + 0,5%. Wéi gesot, dat ass net relevant, mä kommt mir ginn emol vun den Zuele vun der OECD aus: - 0,5% Wuesstum. Frankräich kritt - 0,4% virausgesot, an d'Belsch, eisen direkten Noper hei, - 0,1%.

Dat heescht, wat ass geschitt? Lëtzebuerg, dat an der Regel, wann et boomt, ganz uewe steet, fält, wann et eescht gëtt, wann et bis richteg schlecht geet, direkt ganz déif erof.

Wann ech elo hannert dem Komma déi 0,5 oder - 0,5 oder - 0,4 oder - 0,1 kucken, da sinn déi Zuelen hannert dem Komma par rapport zu deene vun eisen Noperen net relevant, mä wat relevant ass, dat ass, vu wou mer hierkommen. Nämlech vun engem Wuesstum virdrun, dee bei 5 a 6% louch, stierze mer of op e Minuswuesstum, deen dann direkt méi héich ass wéi den Nopeschlänner hiren. An déi aner, déi fale vu + 1,2 + 2 op e klenge Minus. Dat heescht, de Verloscht fir Lëtzebuerg an och fir d'Lëtzebuerger Finanzen ass eigentlech fir eis bedeitend méi grouss.

Et ass wichteg, datt ee sech dat virun Ae féiert, wann ee wëllt diskutéieren iwwert eise Budget an och iwwert de Budget vun den nächste Joren. Well wat relativ kloer ass - och, wa mer all hoffen, datt mer no där Talfahrt, déi de Moment amgaang ass, iergendwann eng Kéier ënnen ukommen an datt deen Niveau ënnen net allze laang unhält, datt mer séier d'Kéier kréien, fir erëm eropzekommen -, dat ass, datt et sécherlech esou wäert sinn, datt duerch déi Dramatik, déi dës Kris huet, an och virun allem duerch de Secteur, deen dovunner betraff ass, nämlech de Finanzsecteur mat all deem, wat hannendru wäert komme vun neie Reglementatiounen um internationale Plang, fir esou Krisen an Zukunft ze évitéieren, mer Nische wäerte verléieren hei zu Lëtzebuerg, Souveränitéitsnischen, vun deene mer bis haut profitéiert hunn.

Da wäert et relativ kloer sinn, datt mer eis mussen dorop astellen, datt déi fantastesch Zuelen, déi mer haten tëschent 1996 an 2007 mat där klenger Ënnerbriechung 2002 bis 2004, net méi esou séier wäerten erreecht ginn. Dat heescht, datt mer zréckgestuuft ginn op eigentlech en normaalt Mooss vu Wuesstum, wat een als gudde Wuesstum da bezeechent, wann d'Konjunktur erëm eng Kéier wäert unzéien. Dee Wuesstum wäert dann éischter och zu Lëtzebuerg tëschent 1 a beschtefalls 4% leien, wann et da ganz gutt dosteet.

Dat huet awer ganz vill Inzidenzen op eis Statsfinanzen an op verschidde Beräicher vun eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. Ech kommen herno op verschidden Aspekter dovunner zréck.

En zweete Volet, deen ee muss berücksichtegen an deen eis ganz vill Suerge mécht, well en de Moment an der Diskussioun quasi verschwonnen ass, dat ass d'Problematik vun der Energieknappheet, haaptsächlech vun der Knappheet vun de fossilen Energieträger.

D'Inflatioun ass zwar carrément vun engem ganz héijen Niveau op e ganz déiwen erofgepurzelt, an doriwwer si mer alleguerten happy. Dat huet och dann der Europäescher Zentralbank et erlaabt, relativ séier ganz, ganz substanziell Zënsbaissë virzehuelen, well d'Suerg vun der Inflatioun net méi do ass.

Firwat ass dat geschitt? Firwat ass d'Inflatioun esou rapid erofgaangen?

Mä et ass ganz einfach: Si ass esou rapid erofgaang, well d'Energiepräisser ëm ronn 70% bannent dräi Méint an de Keller gaange sinn. An un den Energiepräisser hänke jo ganz vill aner Saachen drun, wéi d'Liewensmëttelpräisser an e ganze Koup aner Saachen. Haaptsächlech handelt et sech natierlech ëm de Pëtrolspräis, dee vum Summer bis elo ëm ronn 70% gefall ass.

Elo si mer wéi gesot alleguerten doriwwer happy, mä mir mussen awer och gesinn, datt dat doten eng ganz gefëierlech Situatioun ass, well eigentlech ass de Pëtrolsmarché de Moment symptomatesch dofir, wéi d'Bourssë fonctionnéieren a wéi eng falsch Signaler se entre-temps ginn, dat heescht, wéi d'Bourssë Signaler ginn, déi eigentlech mat der reeller Ekonomie nëmme ganz kuerzfristeg méi eppes ze dinn hunn, an eigentlech mëttel- oder laangfristeg Considératiounen an de Bourssëvaleuren - loosse mer esou soen: net Präisser, mä Valeuren - net méi berücksichtegt sinn. Dat hu mer festgestallt bei de Produits financiers. Duerfir hu mer jo och do esou eng op de Bak kritt, wéi et bis schifgaang ass, well e ganze Koup Saache mega iwwerbewäert gi sinn.

Da stelle mer awer elo fest, bei der Realekonomie, datt muttwëlleg e ganze Koup ekonomesch Secteuren, déi eigentlech guer net an enger Kris sinn, wou och Ofsazmäert waren, duerno mat an de Keller gerappt gi sinn. Dat stelle mer och virun allem hei fest bei de Pëtrolspräisser, wou trotz dem Fait, datt all international Experten entre-temps

confirméieren, datt mer beim Pëtrol op dem Punkt ukomm sinn, datt déi maximal Fördermengen 2006, 2007 erreecht gi waren, dat heescht, wou mer op de Wee ginn, datt dat eng Ressource rare gëtt. A wann ee seet Ressources rares, dann ass et eng, déi normalerweis misst als Signal hunn op dem Marché, datt se éischter méi deier gëtt.

Hei gi mer e ganz falscht Signal, well do ausschliesslech kuerzfristeg iwwerluecht gëtt am Sënn, d'Konjunktur ass ofgebremst, an doduerjer gëtt manner Pëtrol kuerzfristeg gebraucht, an da geet de Präis iwwerdimensionéiert an de Keller erof.

Donc, wat geschitt? Oder wat wäert geschéien, wann dat geschitt, wat mer alleguerten hoffen, nämlech, datt d'Konjunktur erëm unzitt?

Da wäert Der gesinn, datt déi Präisser, déi elo e Rekordniveau no ënnen erreecht hunn, genausou séier wäerten erëm uewe sinn, wéi se erofgefall sinn. Elo huet dat als Konsequenz - de Statec huet selwer Mechanismen, déi dat kënne berechnen -, datt e gudden Deel vun der Croissance, déi ee kritt, awer erëm, wann d'Energiepräisser esou klamme wéi dat doten op ee Coup, direkt duerch déi méi héich Energiepräisser erëm opgefriess gëtt.

Dat Zweet ass natierlech, datt dann d'Inflatioun genausou séier wäert erëm e Schub kréien no uewen a mer dann an en Däiwelskrees erageroden, wou d'Europäesch Zentralbank an iwwerhaapt d'Zentralbanken an eng schwiereg Situatioun geroden, well se sech dann erëm musse méi op de Kampf géint d'Inflatioun konzentréieren. Doduerjer misste se d'Zënssätz eigentlech erëm hiewen. Si kënne se awer net hiewe goen, well se dann erëm soss jo dat am Keim erstécken, wat se wëlle bewierke mat der Zënsbaisse, déi se de Moment virgeholl hunn.

Dat heescht, mir sinn duerch déi Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger a well mer eng Ekonomie hunn, déi total dorop baséiert, an deem Däiwelskrees, virun deem mir als Gréng zënter Laangem warnen. An et gëtt net einfach, doraus erauszekommen. Et gëtt awer Weeër, fir doraus erauszekommen. Mä et gëtt net einfach.

Mä de Fait ass, datt bei deene Krisendiskussiounen, déi de Moment gefouert ginn, déi dote Problematik ignoréiert gëtt. Zum Beispill ass eng Warnung nach virun dräi Woche komm vun der Internationaler Energieagentur. Dat ass jo eng Instanz, déi net onbedéngt am Verdacht steet, datt se besonnesch kritesch ass par rapport zu de fossilen Energieträger, well si huet oft éischter Gefällegkeetsgutachte gemaach a Richtung vun der Pëtrolsindustrie. Déi Agentur huet eng schäerfste Warnung erausgi virun dräi Woche par rapport zu deem dote Phenomeen. Dat gëtt einfach magistralement ignoréiert a schéngt eigentlech hei de Moment keen esou richteg ze interesséieren.

D'Geforen, déi sech awer hannendru verstoppen, si bäi Wäitem méi grouss - behaapten ech - wéi d'Geforen, déi bei der Finanzkris hannendru waren, well dat hei ass eng Dynamik, déi net einfach an de Gréff ze kréien ass duerch kuerzfristeg Aktiounen, déi mer kënnen ënnerhuelen, wéi elo bei der Finanzkris. Hei muss ee laangfristeg usetzen, fir Léisungen an d'Weeër ze leeden. A si kënnen eigentlech nëmmen an d'Richtung goen, datt mer eng Kéier op de Punkt kommen, datt mer vun där Ofhängegkeet vun eiser Ekonomie vun deenen doten Energieträger lasskommen.

Dodru koppelt sech natierlech d'Klimaproblematik. Och dozou huet deejéinegen, deen der englescher Regierung en ekonomesche Rapport gemaach huet virun zwee Joer, den Här Stern, virun dräi Wochen eng Stellungnahm erausginn, an där hien dovir gewarnt huet, datt elo am Kontext vun där Kris hei d'Klimaproblematik géif vergiess ginn.

Hien huet gesot, datt am Fong d'Finanzkris an hir Konsequenzen näischt dogéint sinn. Hien huet gesot, wa mer nach weider Zäit verléieren a waarden an elo mengen, mir missten d'Léisungsvirschléi, fir géint de Klimawandel virzegoen, op d'laang Bänk schieben an do näischt ënnerhuelen, datt dat fatal wier fir eis Ekonomie an datt dat Konsequenzen hätt, wéi gesot, déi vill méi dramatesch nach wiere wéi déi, déi aus dëser Finanzkris ervirginn.

Dat sinn alles Elementer, déi brauen e Cocktail zesummen, deen héchst gefëierlech ass. Et geet mer och net hei dorëms, wann ech dat soen, fir elo Panik ze maachen oder Angscht ze maachen. Wéi gesot, et gëtt Zeenarien, fir datt mer dee Cocktail do entschäerft kréien, mä et muss een et awer haut soen, fir datt mer eis deem bewosst sinn an datt mer verstinn, datt mer déi Kris, déi vill méi déif ass, wéi mer et eigentlech mengen, op deenen eenzelnen Terrainë geschlossen a gemeinsam mussen ugoen, well nëmmen da kënne mer doraus erauskommen.

Déi ganz Zeenarien do hu ganz vill Impakter op d'öffentlech Finanzen. Ech fänken emol bei de Recetten un. Et ass jo schonn erstaunlech, datt elo op eemol erëm jiddweree vun antizyklescher Budgetspolitik schwätzt, vun antizyklescher Wirtschaftspolitik. Dee gudde Keynes, deen an de Späichere verstëbst war an deene leschte Joren, huet eng wundersame Auferstehung erlieft de Moment, iwwert déi ee wierklech nëmme ka staunen. Mir als Gréng waren nach ëmmer Unhänger vun e ganze Koup Theorien, déi den Här Keynes vertrueden huet. Mir hunn dat oft och bei de Budgetsdebatten hei gesot.

Wann ech d'Recettë kucken an elo héieren, datt gesot gëtt, dës Regierung mécht elo an dësem Budget eng antizyklesch Politik, sougutt um Niveau vun den Investitiounsaufgabe wéi de Steieren, da muss een dat emol fir d'éischt analyséieren, well et ass jo net nëmmen d'Budgetsjoer 2009, wat mer esou musse gesinn.

Dir wäert jo net mengen, datt mer déi Kris hei an d'Konsequenzen dovu mat engem Budgetsjoer wäerten ewechgewëscht kréien an d'Problemer duerno geléist sinn. Mir mussen och nach Eisen hunn, fir an d'Feier ze maachen, oder Kuelen, fir an d'Feier ze geheien, fir déi Joren duerno. An do gesäit et awer vill méi schlecht aus.

Firwat? Fir eis war et nach ëmmer esou, datt, wann ech bei de Steiere bleiwen, eng antizyklesch Steierpolitik heescht, datt, wann et gutt geet an der Gesellschaft, dat heescht, wann d'allgemeng Revenuen an der Gesellschaft souwisou héich sinn, da soll een eng Steierpolitik maachen, net am Sënn, datt mer de Leit onnëtz Suen aus der Täsch huelen, mä zumindest d'Steieren op engem gewëssenen Niveau loossen, fir datt de Stat da Recetten huet. An déi Recettë sollen net geholl ginn, fir an de Konsum ze stiechen, mä fir an d'Zukunft ze investéieren. Dat heescht, fir ze kucken, do, wou mer Strukturschwieregkeeten hunn, fir déi ze combléieren, also fir déi ze verbesseren, respektiv fir nei Investissementer ze maachen, déi eis Zukunft ofsécheren.

Wat stelle mer awer fest tëschent 1995 an 2002 an 2003 - dat ass am Fong schonn 1991, 1992 ugaangen, mä haaptsächlech tëschent 1995 an 2002 an 2003? Do ass dat doten net respektéiert ginn.

Och op den Héichpunkte vun der Konjunktur, dat heescht, wou d'Statsfinanzen natierlech héich waren, mä wou och souwisou de Wuelstand insgesamt scho ganz héich war, hu mer eng Politik bedriwwen, wou mer ganz vill Suen allgemeng verdeelt hunn, sougutt iwwert d'Transferts sociaux wéi awer och virun allem iwwert d'Steierpolitik.

Dat heescht, mir hu psychologesch gesinn, zu engem Zäitpunkt, wou et eigentlech net an deem Ausmooss néideg war, du scho vill Spillraum verginn an dee verdeelt. Et ass awer esou, datt mer dee Spillraum grad elo bräichten. Well bei der ganzer Fiskalpolitik spillt vill Psychologie mat, well mir schwätze jo och elo haut duerfir alleguer dervunner. Et wär duerfir desto méi noutwendeg, wa mer elo nach vill Spillraum hätten a mer zum Beispill net nëmmen 2009 kéinten d'Steiere senken, mä och 2010 an 2011 eventuell kéinten d'Steiere senken.

Dat schaaft eis elo awer eng ganz Rei Problemer. Dee Spillraum, dee mer nach hunn, dat ass deen, deen d'Regierung zréckgehalen huet déi lescht Joren, nämlech dee vun der Steierupassung vun der Tabell un d'Inflatioun. Déi maache mer och elo d'nächst Joer. Selbstverständlech ass déi elo d'nächst Joer berechtegt, a mir sinn och der Meenung, datt een dat soll d'nächst Joer maachen.

Mä dann hu mer eise Spillraum scho plus ou moins aus der Hand ginn, well wann ech op där anerer Säit kucken, wat fir eng Chargen de Budget huet a wat mer jo alles wëlle maachen, kann ech mer schlecht virstellen, datt mer duerno nach vill kënne maachen. Dat ass psychologesch awer e groussen Nodeel. Well et wär grad elo méi effikass, wa mer elo kéinten Zeeche setzen, fir d'Steieren ze reduzéieren an deenen nächste Joren, sief et fir physesch Persounen, sief et och fir Betriber.

Dat heescht, mir hunn am Fong - an dat ass am Fong d'Konklusioun, déi ech nach eng Kéier wëll zéien, déi hu mer scho méi wéi eng Kéier hei gezunn - a gudde Joren an dësem Land d'Finanzcapacitéit vum Stat relativ staark erofgesat. An duerch de Fait, datt mer a gudde Jore schonn d'Finanzcapacitéit relativ staark erofgesat hunn, bleift eis natierlech elo manner Spillraum. Ech wëll net soe keen, mä vill manner Spillraum an Zäiten, wou mer e besonnesch brauchen.

Mir hunn ëmmer erkläert kritt déi Zäit: Dat kënne mer maachen, well Dir wäert gesinn, duerch dat, wat mer do maachen doduerch, datt mer d'Ekonomie ganz schnell ukuerbelen, wäerte mer herno méi eng héich Recetten hu wéi virdrun, well de Wuesstum, deen dann duerno erëmkënnt an dee méi héich wäert si wéi dee virdrun, dee wäert eis dat an de Recetten erëm kompenséieren.

Ech hunn ëmmer gesot, dat ass richteg bei kuerzen Abréch. Mä wa mer eng Kéier an eng Phas kommen, wou mer eng Wirtschaftskris kréien, déi méi laang wäert undaueren, geet dat net. An dat hei wäert eng laang Kris ginn.

Mir kënnen eis hei elo esou vill virmaachen, wéi mer wëllen. Et ka selbstverständlech kee soen, wéi laang datt dat dauert a wéi schlëmm et wäert ginn, mä d'Kris wäert sécherlech méi laang daueren. Et brauch ee jo awer nëmmen e bëssen ze kucken, wat ronderëm eis geschitt. Dann ass et relativ kloer, datt déi Iwwerleeung net méi wäert wouer sinn, an da wäerte mer bei de Recetten net nëmmen een oder zwee Joer, mä wahrscheinlech éischter dräi, véier oder souguer fënnef Joer, vläicht souguer méi Joren - jee nodeem wéi laang et dauert, dat wësse mer net -, Lächer an de Budget kréien, an da wäert et schwiereg ginn, eng Rei Saachen ze finanzéieren.

Elo kënnt nach eppes derbäi, wat de Budgetsrapporteur jo och gutt analyséiert a sengem Rapport. An engem ganze Kapitel beschäftegt hie sech vill - an zu Recht dëst Joer, fannen ech - mat der öffentlecher Schold engersäits, a mat den Avoiren an den Investissementsfongen anerersäits.

Hie stellt éischtens emol fest, datt d'öffentlech Schold natierlech zu Lëtzebuerg nach niddreg ass, do, wou mer elo starten. Mir louche bis elo Enn 2008 bei 7% vum PIB. Mir verduebelen dat awer elo emol schonn d'nächst Joer duerch déi Rettungsaktiounen, déi mer à ce stade musse maachen, haaptsächlech bei de Banken. Doduerch gi mer vu 7 op 14% d'nächst Joer erop.

An da kënnt awer en anere Facteur derbäi, dat ass deen, wou hie seet, datt een dat natierlech muss gekoppelt kucke mat den Investitiounsausgaben, déi mer wëllen tätegen déi nächst Joren. Mir wëllen eng ganz Rei Saachen nach virzéien, a bei de Reserven, déi mer an de Fongen nach hunn, musse mer wëssen, datt vun deene schonn en Deel jo nëmmen do sinn, well mer schonn Emprunten décidéiert hunn an der nach eng Rei wäerte maachen.

De Rapporteur versicht erauszefannen, wou mer do wäerte landen, a kënnt zur Konklusioun, datt mer 2012 fäerdeg sinn, dat heescht, déi Suen dann opgebraucht sinn.

Da kann een natierlech elo d'Konklusioun zéien a soen, bis dohinner, tëschent 2009 an 2012, hu mer d'Kéier kritt, dann zitt alles erëm un, an da wäerte Plus-valuen an eisem Statsbudget erëm derfir suergen, datt déi Fongen erëm kënne fonctionnéieren. Dat bezweifele mir awer ganz staark.

Mä et kënnt nach en anere Punkt derbäi. An och déi Analys mécht en hei zu Recht. Hie seet, datt déi doten Zeenarien, esou wéi se de Moment am Budget stinn a wéi hie se och richteg analyséiert huet, ofhänge vun enger ganz Rei Facteuren.

Een dovunner ass zum Beispill - seet hien - selbstverständlech d'Croissance, mä virun allem d'Entwécklung vum Emploi insgesamt am Land; dat heescht, wéi vill nei Aarbechtsplazen engersäits mer nach iwwerhaapt déi nächst Jore schafen a wéi vill Prozent, an zweetens, d'Entwécklung vum Chômage. Hie seet, datt déi zwee Facteuren eng immens Inzidenz hunn oder kënnen hunn op de Budget. Dat ass richteg.

Mä wann een elo kuckt, wat d'Zuele vun der OECD eis viraussoen, da kann een eigentlech d'Äntwert dorobber scho ginn. Och wa mer elo géifen haut soen, d'Zuele vun der OECD wären ze vill pessimistesch, muss een awer feststellen, datt de Statec elo a senge leschte revidéierten Zuelen net wäit ewech läit vun deem, wat d'OECD eis viraussoet.

Da komme mer an eng Situatioun, datt mer mat grousser Wahrscheinlechkeet Enn 2009 zu Lëtzebuerg e Chômage wäerten hu vun ongeféier ëm déi 6%, a mat grousser Wahrscheinlechkeet 2010 vun ëm déi 7%.

Vun deenen Zuele muss ee sech emol wierklech rappeléieren, wat déi heeschen. Dat heescht, datt mer an der nächster Legislaturperiod deen héchste Chômage kréien zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten, well souguer op dem Héichpunkt vun der Stolkris war de Chômage - wann dat antrëtt, wat d'OECD eis seet - ni esou héich wéi dat doten. Dat ass déi eng Saach.

Da kënnt deen zweete Phenomeen nach, dat ass, wann dann och nach d'Croissance vum Emploi den Houscht kritt, an och dat seet d'OECD eis viraus an och de Statec. Dee geet zwar nach fir d'nächst Joer dovun aus, datt eng Création d'emplois kënnt, mä do, wou nach Aarbechtsplaze géife geschafe ginn, seet de Statec, dat ass wahrscheinlech am öffentleche Secteur, mä net am Privatsecteur. Dovunner geet hien emol aus. Mä da kann ee sech virstellen, datt mer och an en Zeenario wäerte kommen, 2009, 2010, wou mer net méi, wéi mer dat elo déi lescht Joren haten, tëschent 8 an 12.000 a souguer méi Aarbechtsplazen d'Joer nei geschafen hunn - netto neier, dat heescht, e Plus haten -, mä datt mer éischter wäerten Aarbechtsplaze verléieren.

Déi doten Zuelen, déi baséieren natierlech virun allem och nach op enger Situatioun, wéi se haut ass. Do kënnen nach all Dag nei Donnéeën derbäikommen. Do kommen nach Facteuren derbäi, déi mat eraspillen, och an d'öffentlech Finanzen, wéi d'Kuerzaarbecht, déi mat eraspillt, an déi en héije Käschtepunkt kënne fir de Stat ginn. Et kënnen och nach aner Facteure mat bäikommen, datt zum Beispill eenzel Entreprisen eis an deenen nächste Méint a Joren ewechbriechen. Alles dat verbessert déi doten Zuelen natierlech net, mä verschlechtert se nach weider.

Den Här Wolter huet gesot, fir de Fonds de chômage wären d'nächst Joer 400 Millioune virgesinn. Wann déi Zuelen, déi d'OECD eis virausseet, géifen antreffen, dann ass et relativ kloer, datt dee Fonds de chômage herno net wäert 400 Millioune kaschten, mä éischter 6, 7 oder vläicht 800 Milliounen, eleng schonn 2009.

Wann ech dann nach, wéi gesot, esou Facteuren derbäirechne wéi Kuerzaarbecht iwwer länger Zäit, da kann een dovun ausgoen, datt dat och nach eng Kéier en zousätzleche Käschtepunkt wäert ginn. Dat cumuléiert natierlech den Defizit, dee mer herno, um Enn vum Joer, wäerten hunn, an dee répercutéiert sech natierlech och op déi Joren duerno, emol d'office, a wäert och nach eng Kéier 2010 respektiv 2011 zousätzlech Konsequenzen hunn.

Da kënnt nach en anere Facteur derbäi. Den Här Di Bartolomeo - hien ass elo leider fortgaangen, vläicht ass hien nach iergendwou an der Géigend - hat gëschter eng interessant Pressekonferenz iwwer e Volet vun der Sécurité sociale, deen eis hei och nach en zousätzleche Strëch duerch d'Rechnung maache kann. Ech hunn dat schonn an der Finanzkommissioun gesot, datt seng Analysen, déi hien ëmmer mécht, natierlech stëmmen, mä si stëmmen nëmmen, well hien einfach ëmmer zwou Saachen ewechléisst bei senger Analys. Ech kann dat zwar verstoen, vu datt de 7. Juni d'nächst Joer Wahle sinn, datt een déi Analys do esou mécht, mä d'Realitéit ass awer eng aner.

Firwat? Majo, wann een iwwert d'Sécurité sociale schwätzt, da muss een dräi Facteuren iwwerleeën.

Deen éischten ass, an dee gëtt emol schonn direkt ewechgelooss bei deenen Zuelen, datt mer zu Lëtzebuerg an enger Situatioun sinn, wann ech zum Beispill de Pensiounssystem huelen, da musse mer wëssen, datt d'office een Drëttel vun de Recettë fiskal Recettë sinn. Dat heescht, dat si Gelder, déi kommen direkt aus dem Statsbudget. Dat heescht, wa mer haut esou héich Reserven an de Pensiounskeesen hunn, dann ass dat, well mer do en einmalege System zu Lëtzebuerg hunn, wou d'office een Drëttel fiskaliséiert ass. Elo kann ee soen: „Majo, dat ass jo eng fei Saach. Mir si jo alleguer frou doriwwer, duerfir hu mer jo dann och déi Reserven, an duerfir ass jo da kee Problem."

Wann et awer an de Statsfinanzen enk gëtt an deenen nächste Joren, virun allem wann et méi eng laang Zäit méi enk gëtt - an all déi Zuelen, déi Ingrédientë vun Zuelen, déi mer entre-temps virleien hunn, déi deiten éischter dorop hin, datt et een, zwee, dräi oder vläicht véier Joer méi enk gëtt duerno -, da muss ee sech d'Fro stellen, wou een deen Drëttel hierhëlt, deen een direkt eriwwertransferéiert an d'Sécurité sociale. Oder et muss ee mer soen, wann ech deen Drëttel einfach ouni dës Zuele wëll eriwwerhuelen, wou ech da sträiche ginn op anere Posten. Entweder bei den öffentlechen Investitiounsausgaben oder soss iergendwou? Entweder et ass een en Hexe-

meeschter, oder et bréngt een et net fäerdeg - menger Meenung no ass dat Zweet éischter richteg -, fir dat doten alles ënnerdaach ze kréien.

De Problem, dee sech do wäert stellen, ass deen, wéi gesot, datt de Stat ganz séier Schwieregkeete wäert kréien, fir sengen Obligatiounen nozekommen, fir deem Deel Fiskaliséierung vun der Sécurité sociale kënne Rechnung ze droen, wann d'Recetten op där anerer Säit net méi do sinn. Dann huet een net vill Méiglechkeeten. Entweder huet een dann d'Méiglechkeet, fir nei Recettë sichen ze goen, fir déi Obligatioune kënnen oprechtzeerhalen, oder et muss een op anere Plaze sträiche goen.

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Jaerling?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Bausch, Dir hutt elo vun deem Drëttel geschwat, dee vum Stat an d'Pensiounskeese geet. Dir wësst jo awer sécherlech, wou deen Drëttel hierkënnt. Dat ass net einfach esou en Drëttel, dat sinn Obligatiounen, wou de Stat 30 Milliarde Statsscholde bei de Pensiounskeesen hat, déi gestrach gi sinn, an dohier kënnt déi Participatioun vum Stat. Dat si Gelder, déi souwisou de Pensiounskeese gehéiert hunn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, Här Jaerling, onofhängeg emol dovunner, ob dat elo richteg oder falsch ass, dat ännert näischt um Fong vu menger Ausso. Souguer wann dat esou wär, wou ech awer net mengen, datt et esou ass wéi Dir et sot, mä souguer wann dat esou wär, ännert dat näischt un der Tatsaach, datt de Stat deen Drëttel all Joer opbrénge muss. Dat ass jo ënnert dem Strëch kif-kif, ob dat elo op deem dote Wee zustane komm ass, iwwer een Accord, oder ob de Stat dat vu sech selwer aus décidéiert huet.

Ech muss Iech soen, datt et jo och Länner gëtt, wou d'staatlech Bedeelegung un der Sécurité sociale souwisou nach méi héich ass. Do muss een dann ëmmer dobäi soen, datt do de Spëtzesteiersaz och e bësse méi héich ass wéi zu Lëtzebuerg. Déi gi sech dann hir Recettë jo iergendwou sichen. Fait ass, datt de Stat en Engagement huet - an et ass jo egal, vu wou en dann hierkënnt - vun engem Drëttel zum Beispill an d'Pensiounskeesen anzebezuelen, a wann d'Recetten net méi do sinn, op där enger Säit, an et geet een dann net op aner Plaze bei den Dépensë sträichen, dann hu mer e Problem. Dat ass eng Fro, där mer eis musse stellen.

Deen zweete Volet ass dee vun der Croissance de l'emploi. Mir wësse ganz genau, datt och e gudden Deel vun deenen héije Reserven, déi mer haut hunn, dohier kënnt, well mer zu Lëtzebuerg eng exzeptionell héich Croissance vum Emploi haten an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten. Wann elo déi Croissance de l'emploi net méi kënnt respektiv wa se souguer negativ géif ginn, iwwer méi wéi ee Joer, dann ass et relativ kloer, datt mer an de Krankekeesen an an de Pensiounskeese relativ séier e Problem kréien.

D'Banque centrale huet eis an der Finanzkommissioun gesot, si géif scho fir d'nächst Joer dovun ausgoen, doduerjer, datt déi Croissance vum Emploi net kënnt, datt d'Transferts sociaux an d'Sécurité sociale 110 Millioune méi héich misste sinn, wéi se de Moment am Budget stinn. 110 Milliounen Euro! D'nächst Joer schonn! Dat heescht, wa mer dat iwwer e puer Joer weiderschreiwen, musse mer dovun ausgoen, och do, datt dat e Problem gëtt fir de Statsbudget.

D'Banque centrale seet an hirem Avis zum Budget, menger Meenung no zu Recht, datt mer do en héije Risiko lafen, an datt mer Enn dës Joers bei 14% Schold par rapport zum PIB sinn, mä datt mer relativ séier riskéieren, jee nodeem wéi d'Entwécklung weidergeet an den nächste Joren, op déi 60% Limite ze stoussen, Verscholdung par rapport zum PIB, déi erlaabt sinn duerch d'Maastrichter Kritären. Dat heescht, och do hu mer en enormen Onsécherheetsfacteur am Budget, deen och virun allem sozial gesinn zu extreme Konsequenze féiere kann.

Meng Partei huet nach ëmmer gesot, datt si zum Ëmlageverfahren an zum Generatiounevertrag steet. Meng Partei war nach ni fir de Kapitaldeckungsverfahren, am Pensiounssystem zum Beispill, mä schonn zënter Jore gi mer net midd fir ze soen, datt mer gären hätten, datt mer ons erëm eng Kéier zesummesetzen, fir iwwer eng Rei strukturell Problemer, déi mer am System hunn, ze schwätzen. Dat betrëfft éischtens de Finanzement.

Mir wëssen, datt mer duerch déi dräifach Opdeelung, een Drëttel Stat, een Drëttel Salarié, een Drëttel Patron, also Arbeitgeber, an enger Situatioun sinn, datt natierlech nëmmen aarbechtsintensiv Betriber, zum Beispill, hire Bäitrag leeschte bei de Pensiounskeesen. Mir mengen, datt et awer och aner Betriber gëtt an där Gesellschaft hei, déi oft vill méi Benefisser maache wéi déi, déi aarbechtsintensiv sinn, an duerfir misst een endlech eng Kéier doriwwer schwätzen, wéi een déi mat abezitt, zum Beispill an de Finanzement vun der sozialer Sécherheet. Dat ass ee Punkt. Et gëtt awer och nach aner Pisten.

Déi zweet Saach ass, datt mer sécherlech mussen doriwwer schwätzen, net iwwer eng Erhéijung vum Pensiounsalter, mä iwwert d'Fro vun de 40 Joer, datt ee muss 40 Joer obligatoresch cotiséiere fir eng Pensioun ze kréien. Dat ass e wichtege Facteur, fir datt de System nach ka fonctionnéieren. Et gëtt sécherlech nach eng ganz Rei aner Pisten, a mir bedaueren et wierklech, datt erëm eng Kéier fënnef Joer verluer gaange sinn, ouni datt mer iwwert déi Saachen do diskutéiert hunn.

Firwat bedauere mer dat? Ma, well mer ganz genau wëssen, datt mer genau an deenen dote Systemer net kënne kuerzfristeg wierksam Saache veränneren. Mir sinn hei an engem Generatiounevertrag, an et kann een net bannent enger Generatioun grob Ännerunge maachen, well ee soss natierlech d'Spillregele bannent der Generatioun einfach emol verännere geet an de Leit och keng Chance gëtt, fir sech op nei Situatiounen anzestellen. Dat ass dat Eent. An zweetens gëtt et och esou kuerzfristeg net wierksam.

Et muss een esou Reformen also laangfristeg ugoen. Hei schiibt dës Regierung alt erëm eng Kéier där nächster Generatioun ee Ball zou, ee ganz vergëftenen, deen eng Kéier wäert zolidd Konsequenzen hunn. Ech kann nëmme staunen, datt - trotz allen Avisen, déi mer ëmmer erëm zu deem doten Thema kréien - mer an deem Land hei net fäeg sinn, sachlech an a Rou iwwert deen Dossier do ze diskutéieren. Mir wäerte gesinn, datt - ech hoffe wierklech a mir wënschen eis alleguer, datt et net geschitt -, wann déi Kris hei par malheur méi laang dauert wéi et eis léif ass, wéi séier datt mer do wäerten a Schwieregkeete geroden. Deenen Aspekter huet dës Regierung, wéi gesot, bis elo net ganz vill Rechnung gedroen.

Een drëtte Punkt, Här President, wa mer dann iwwert déi Saachen hei diskutéieren, iwwert de Budget an iwwert d'Prioritéit an héich öffentlech Investissementer, dann ass et och wichteg, datt een iwwer Prioritéite schwätzt, well et ass jo net méi alles méiglech an deenen nächste Joren.

Mir menge ganz kloer, datt d'Prioritéite mussen a véier grousse Beräicher leien. An zu deem éischte gehéiert nach ee Sous-Beräich, dee ganz enk mat deem verstréckt ass. Deen éischten ass dee vun der Schoul an der Fuerschung, an dodrunner hänkt dee ganze Volet vun der Kannerbetreiung. Dat ass ee vun den zentrale Punkten, wou mer Schwächten hunn zu Lëtzebuerg, wou mer och dës Legislaturperiod net schrecklech vill weiderkomm sinn, fir net ze soe guer net weiderkomm sinn.

Mir wäerten elo, wann alles gutt geet, dann nach e Schoulgesetz bâcléieren um Schluss, wat awer vill Inkohärenzen huet a sécherlech net dee grousse Worf wäert ginn, dee mer bräichten, fir datt mer dës Schoul fit maache fir d'Zukunft.

An der Fuerschung hu mer Effortë gemaach, effektiv. Mir hu vill Ustrengungen an deem leschte Budget gemaach. Allerdéngs feelt et eis do un enger klorer Strategie. Mir haten eng Debatt hei an dëser Chamber, eng Interpellatioun zu der Fuerschung. Mir hunn do eng ganz Rei Saachen diskutéiert. Mir vermëssen nach ëmmer de klore Strategiepabeier, wat mer da wëlle förderen an der Fuerschung, well dat ass jo net onwichteg. Zumools och, wa mer effektiv wëllen dee ganze Fuerschungsaspekt verbanne mat enger Neiausriichtung vun eiser Ekonomie, mat enger Diversifiéierung vun eiser Ekonomie, fir datt mer net méi esou ofhängeg si vun engem eenzege Secteur.

Wéi gesot, dee ganze Volet Kannerbetreiung hänkt do hannendrun. An och do ass net vill geschitt. Do wäerte mer dann elo och um Enn vun der Legislaturperiod dee Chèque-service bâcléieren, deen an der Praxis wahrscheinlech doduerjer, datt en esou séier duerchgebaatscht gëtt, an och well déi Acteuren, déi en haaptsächlech mussen ëmsetzen, nach laang net wäerte prett sinn, well se och ni gehollef kritt hunn an deem Beräich - dat muss ee soen - vum Stat, nämlech d'Gemengen, wäert éischter nach zu Rosereie bei eenzelne Leit féieren, wéi datt et zu effikasse Leeschtunge wäert féieren. Mä och do, wéi gesot, hu mer erëm eng Kéier fënnef Joer Zäit verluer.

Zweete Punkt - deen hänkt dorunner -, dat ass de Logement. Mä net nëmmen de Logement am Sënn vun erschwénglechem Wunnraum, mä alles, wat an de Beräich vum Logement gehéiert. Dat heescht och dee ganze Volet vu Sanéierung, Albausanéierung. Ech kommen nach an deem drëtte Punkt dorop zréck, firwat ech dat esou gesinn. An deem ganze Volet do si mer och net schrecklech vill weiderkomm. Mir hunn zwar e Pacte Logement duerch d'Parlament geboxt, deen och net ganz kohärent ass, éischtens, an zweetens fir déi grouss Erausfuerderung, déi sech hannendru verstoppt, sécherlech keng Äntwerte gëtt.

En drëtte Punkt ass d'Energieeffizienz an dee ganze Volet vun den alternativen Energien. Do hu mer awer och laang Joren Zäit verluer. Mir hunn e ganze Secteur an der Ongewëssheet gelooss, ier mer nei Reglementer geschaf hunn. Mir hunn och do eréischt um Schluss vun der Legislaturperiod et fäerdeg bruecht, ze légiféréieren. Och do wéi gesot si mer hannendran entretemps par rapport zu ville Länner.

Elo wäert Der gesinn, datt duerch déi ganz Problematik an och doduerch, wéi se wäert diskutéiert ginn, och elo no dem Wiessel, deen an de Vereenegte State wäert kommen, mer international eng onheemlech Dynamik wäerte kréien an deem dote Beräich.

Ech wëll Iech just soen, datt de Bureau international du travail eng wëssenschaftlech Studië maache gelooss huet, déi ass am September dëst Joer publizéiert ginn, wou festgehale ginn ass, datt eleng an deenen nächsten zéng Joer an deem dote Beräich zwou Milliounen nei Aarbechtsplaze wäerte geschafe ginn, an datt och de Benefiss an deem Beräich, wann een dohinner investéiert, x-fach méi héich ass wéi an allen anere Beräicher. Dat heescht, et leien entretemps ganz detailléiert seriö Studien um Dësch, déi dat alles beleeën.

Mir hunn et fäerdeg bruecht zu Lëtzebuerg, och do den Zuch ze verpassen.

An dee véierte Volet, Här President, dee fir eis absolut Prioritéit huet, dat ass dee ganze Beräich vun der Mobilitéit an awer hei virun allem den öffentlechen Transport. Mir hu kolossal Retarden opgebaut iwwer Jorzéngten an deem Beräich, well mer ausschliesslech op eng Form vu Mobilitéit gesat hunn an déi aner staark vernoléissegt hunn, an déi leeft där anerer elo staark hannendrun.

Do wäerte mer elo missen Ustrengunge maachen, well dat doten huet net nëmme Konsequenzen am Kontext vum Energiespuere respektiv CO_2-Emissiounen, mä et huet och Konsequenze wat d'Entwécklung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg insgesamt ubelaangt.

Mir wäerten, wa mer esou weiderfueren, wéi mer de Moment zu Lëtzebuerg fueren - dat wäert relativ kloer sinn -, a wa mer nach vill Wuesstum dann an Zukunft sollte kréien, déi Mobilitéit net méi esou organiséiert kréien. Mir hunn enorm Retarden awer do, an et wäert schwiereg ginn, déi séier opzeschaffen, d'autant plus datt wéi gesot d'Finanzen och elo nach méi enk ginn.

Dat sinn déi Prioritéiten, déi mir gesinn. Dat heescht am Kloertext, hei an deene Beräicher, menge mir, misst als Allerlescht gestrach ginn, an all anerer missten deenen eiser Meenung no ënnergeuerdnet ginn. Mä deen Exercice musse mer awer emol maachen.

Et ass eigentlech och schued, datt mer an der Budgets- a Finanzkommissioun, wou mer jo woussten, datt mer bei de Recettë géife virtuell diskutéieren, et net fäerdeg bruecht hunn, elo schonn am Hierscht konkret iwwert déi dote Froen, iwwert d'Prioritéitesetzungen ze schwätzen. Ech hoffen, datt mer deen Exercice mindestens am Parlament fäerdeg bréngen, wa mer dann elo an där Spezialkommissioun diskutéieren nach bis de Mäerz oder Abrëll oder soulaang wéi d'Legislaturperiod dauert, fir iwwert déi Prioritéitesetzung ze schwätzen.

Véierte Punkt, Här President, dat ass: Et gëtt gesot, mir missten elo, wat richteg ass, héich öffentlech Investitiounsausgaben tätegen, an de Stat géif do mam gudde Beispill virgoen.

Ech wëll dorop hiweisen, datt 43% vun den öffentlechen Investitiounsausgabe vun de Gemenge kommen. 43%, also bal d'Halschent kënnt vun de Gemengen. Elo ass et awer esou, datt et nach laang net evident ass oder wäert sinn an den nächste Jore fir d'Gemengen, fir domadder eens ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et gëtt der, déi sti besser do wéi anerer, an et gëtt der, déi si méi oder manner verscholt wéi anerer. Wa mer gären hätten, datt d'Gemengen deen Défi do och kënnen ophuelen, da muss de Stat hinnen och hëllefen. Da geet et net duer, datt de Finanzminister seet, den Innenminister wäert elo an deenen nächsten zwou Wochen eng nei Circulaire budgétaire erausgi vum Intérieur eraus un d'Gemengen, wou hie seet, hei, léif Leit, passt op, maacht och elo emol hei e bëssen duer an zitt Projete vir.

Mä da muss den Intérieur endlech eng aner Roll spillen! Da muss d'Regierung iwwert de Ministère de l'Intérieur deene ville Gemengen am Land, déi jo eigentlech guer net kënnen dee Rôle do erfëllen am Moment, well se guer net d'Capacitéiten an d'Méiglechkeeten derfir hunn, och zur Säit stoen an där doter Situatioun.

Eng Stad Lëtzebuerg oder aner grouss Uertschaften oder Stied, déi kënnen dat nach maachen. Déi hu jo och éischtens emol den administrativen Apparat, fir et kënne schnell ze maachen. Mä all aner Gemenge kënnen dat jo aus eegener Kraaft net maachen. An do geet eng Circulaire vun engem Minister sécherlech net duer. Do muss den Intérieur ganz anescht aktiv ginn.

Ech mengen och, datt mer mussen eis iwerleeën, ob mer net iwwert de Statsbudget eng Méiglechkeet fannen, fir ze évitéieren, datt d'Gemenge sech elo enorm verschëlden...

(Interruption)

...an haaptsächlech och nach dann, wann déi Kris dann eng Kéier eriwwer ass, Joren a Jore mussen Zënsen zréckbezuelen.

Dat heescht, et muss ee sech iwwerleeën, ob et net eng Méiglechkeet vläicht gëtt. Ech weess net, ob dat machbar ass, mä dat ass op alle Fall eppes, wat mir wëllen als Iddi emol lancéieren, datt de Stat e Fong géif schafen, wou en zum Beispill de Gemengen zënslos kéint Sue léinen, déi d'Gemengen dem Stat géifen zréckbezuelen, fir verschidde Projeten, déi se da wéilte virzéien, och kënnen ze finanzéieren.

Wa mer net esou Instrumenter notzen, da wäert dat Ganzt bei de Gemenge Lettre morte bleiwen. Dat heescht, da wäert et bei deenen 43%, bei der Halschent vun deem groussen Investitiounsprogramm sécherlech net kënne fonctionnéieren. Och do vermësse mer ganz kloer eng Visioun, eng Virgab vun dëser Regierung.

Här President, ech wëll elo e bëssen zréckkucken. Et deet mer leed, et muss een dat jo awer maachen, well dës Regierung an dës Majoritéit si jo 2004 ugetratt mat engem Virschoss a mat engem héijen Usproch, an da muss een och awer kënnen um Enn - a mir sinn um Enn vun der Legislaturperiod - beim Budget e Bilan doriwwer zéien, zumools an dësem Kontext.

Dës Regierung ass ugetratt, do war de Chômage bei ongefeier 4%. Si wäert d'Land iwwerginn, 2009 no de Wahlen, mat engem Chômage, deen an der Héicht éischter vu 6% läit.

Dës Regierung ass ugetratt, do hate mer hei am Land eng Moyenne vu Création d'emplois nette tëschent 8 an 12.000 Aarbechtsplazen d'Joer. Si gëtt 2009 den Zepter of, andeem mer wahrscheinlech éischter an engem Zeenario vu Suppression d'emplois leie wéi Création d'emplois.

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mat enger Croissance vum PIB, dee louch ongefeier tëschent 3 a 4% an der Moyenne. Si gëtt d'Land zréck mat enger Rezessioun Enn vun der Legislaturperiod.

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mat enger öffentlecher Schold, mat där mer de Musterschüler waren an der Europäescher Unioun; si gëtt d'Land of mat enger Schold, déi elo 14% par rapport zum PIB läit, mä mat ganz héijem Risiko behaft ass, datt mer ganz séier méi héich wäerte steigen an deenen nächste Joren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mam Verspriechen, datt se géif a fënnef Joer eng nei Dynamik schafen. Et war eng Partei, déi huet geschwat vun engem Sommet de la relance an deenen éischte sechs Méint vun der Legislaturperiod.

(Interruption)

Dausenden nei Aarbechtsplaze sollte geschafe ginn, x nei Secteure sollte geschafe ginn.

(Interruption)

Si wäert awer ofschléissen, Här President, mat héijem Chômage, mat engem neie Rekord u Kuerzaarbecht, déi mer am Land wäerten hunn, mat Schléissung vun Entreprisen.

Une voix.- Katastroph!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, wann ech dat soen, da soen ech dat net, well ech an dat nämlecht Spillverfahre verfalen, wéi dës Regierung et nawell gäre mécht mat aneren zesummen, andeem ech der Meenung sinn, datt dës Regierung un all deem Misär, dee mer elo hunn, eleng schold ass. Sécherlech ass et richteg, datt villes dovunner d'Resultat ass vun der Wirtschaftskris, an där mer elo dra sinn.

Mä, Här President, dës Regierung huet nawell gär gezielt um Ufank vun der Legislaturperiod, wéi et gedréint ass 2006 an 2007, datt déi gutt Situatioun eenzeg an eleng hire Mérite wär an d'Recetten haaptsächlech do wären, well si esou gutt géif schaffen an esou gutt géif wirtschaften.

Or, Här President, et kann een net hierkommen a sech virun d'Land stellen a soen, wann et gutt geet, ass et eise Mérite, a wann et schlecht geet, sinn all déi aner schold.

Une voix.- Voilà!

Une autre voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Mir sinn duerfir der Iwwerzeegung, Här President, och wann déi Wirtschaftskris sécherlech d'Regierung esou iwwerrascht huet wéi verschidden anerer, esou muss een awer soen, datt dës Regierung déi lescht fënnef Joer deem Usproch gerecht ginn ass, mat deem se ugetratt ass, an esou wéi se och gekennzeechent ginn ass vum Parteipresident vun enger vun deene grousse Koalitiounsparteien, nämlech d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft, dat heescht d'Regierung vun der banaler Gestioun.

Virausschauend Saache si keng geschitt. Mir hu fënnef Joer Zäit verluer. Dat fannen ech dramatesch.

Duerfir, et ass net dës Regierung, déi schold ass un dëser Kris, mä et ass dës Regierung, Här President, déi schold dorun ass, datt mer fënnef Joer Zäit verluer hunn. An duerfir, datt mer elo schlecht preparéiert sinn um Ufank vun dëser Kris, dorunner...

Une voix.- Voilà!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- ...huet se ganz sécherlech eng Responsabilitéit.

Dat ass fir mech evident. Ech wëll nëmmen e puer Saachen opzielen: Reform vun der ADEM, d'Schafe wéi gesot vun neie Wirtschaftssecteuren, falsch Aschätzung vu verschiddene Facteuren, Netupake vun der Problematik vun der Sécurité sociale. Alles dat si Saachen, déi eis wäerten an deenen nächste Jore méi Schwieregkeeten nach maachen, wéi an deenen Zäiten, wou et gutt gaangen ass, well dës Regierung et net ugepaakt huet.

Dir verstitt och, Här President, datt et fir eis als Gréng als Konklusioun kloer ass, datt mer dëse Budget net kënne stëmmen.

Här President, de séchere Wee, dee stelle mir eis aneschters vir. An, Här President, Neel mat Käpp gesinn och aneschters aus. Duerfir ass et kloer, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Bausch war de leschte Riedner fir haut. Muer de Moien um néng Auer fuere mer viru mat de Budgetsdebatten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.54 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Sommaire des séances publiques Nos 10, 11, 12, 13 et 14

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 124

Ordre du jour page 124

5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille pages 124-126, pages 129-135

Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear pages 126-127

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi pages 127-129

Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter page 135

5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil page 136

5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétes; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes pages 136-137

5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers page 137

5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes page 137

Communications page 138

5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire page 138

Ordre du jour page 138

Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens page 138

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 138-141
- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances pages 142-145
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 145-148
- Discussion générale pages 156-166

Dépôt d'un projet de révision de la Constitution page 145

Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009 pages 148-150

5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 150-151

Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés page 151

Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne pages 151-153

Séance de questions et de réponses:

- Question posée par le groupe parlementaire CSV page 153
- Question posée par le groupe parlementaire LSAP page 153
- Question posée par le groupe parlementaire DP page 154
- Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng page 154
- Question posée par la sensibilité politique ADR pages 154-155
- Question posée par un député indépendant page 155

Communications page 156

Ordre du jour page 156

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 156

Dépôt d'une proposition de loi page 156

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2558	M. Félix Braz	Position du Luxembourg concernant l'élaboration par la Commission européenne d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités
2737	M. Xavier Bettel	Service de santé de l'armée
2749	Mme Viviane Loschetter et M. Henri Kox	Participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour
2857	M. Roland Schreiner	Ligne d'autobus Vilavil entre Thionville et la ville de Luxembourg
2875	M. Jean-Paul Schaaf	Contournement d'Ettelbruck/Feulen
2914	M. Marc Spautz	Poids des cartables
2922	M. Gast Gibéryen	Syringomyélie
2925	M. Gilles Roth	«Scanner corporel»
2928	M. Félix Braz	Juridictions de la sécurité sociale
2929	M. Marc Spautz	Politique de prévention du cancer du côlon
2935	M. Claude Meisch	Usines luxembourgeoises du groupe ArcelorMittal
2936	M. Marc Spautz	Mise en œuvre du pacte logement
2937	M. Marc Angel	Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants et Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels
2939	M. Aly Jaerling	Évaluation des hôpitaux
2940	M. Aly Jaerling	Journée de la commémoration
2942	M. Marc Spautz	Entreprises formatrices de la zone industrielle Dudelange/Bettembourg
2944	M. Claude Meisch	Stratégie de la compagnie aérienne «Luxair»
2946	M. Gilles Roth	Drogue «Strawberry Quick»
2947	M. Marcel Oberweis	Opportunité à mettre en oeuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié
2949	M. Marc Spautz	Pratique des appels à témoins
2950	M. Robert Mehlen	Neuroleptique
2951	Mme Viviane Loschetter et M. Félix Braz	Programme «accueil et intégration» de l'Union européenne
2954	M. Robert Mehlen	Coutume des Îles Féroé
2957	M. Aly Jaerling	Autorisation de séjour et permis de travail
2958	M. Marc Spautz	Système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes
2962	M. Félix Braz	Campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales
2964	M. Gilles Roth	Baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE)
2965	M. Aly Jaerling	Immatriculation
2966	M. Marcel Oberweis	Restructuration de l'Agence de l'Énergie
2969	M. Robert Mehlen	Subventions agricoles
2970	M. Camille Gira	Heures d'ouverture des stations de service pour automoteurs
2971	M. John Castegnaro	Directive sur l'aménagement du temps de travail
2972	M. Gilles Roth	Dépenses publiques
2973	M. Aly Jaerling	Laboratoires privés
2976	M. Marc Spautz	Procès-verbaux d'élections des délégations du personnel
2978	M. Claude Meisch	Reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank
2984	Mme Claudia Dall'Agnol	Audition de mineurs par les instances judiciaires
2985	Mme Claudia Dall'Agnol	Adoptions internationales
2989	M. Marcel Oberweis	Culture de la luzerne
2993	M. Carlo Wagner	Laboratoire National de Santé à Dudelange
2999	M. Claude Meisch	Affaire «Bommeleeër» - Pièces à conviction
3000	M. Xavier Bettel	Réintégration de détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG)
3002 urgente	M. Aly Jaerling	Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation
3013	Mme Vera Spautz	Fixation du tarif des huissiers de justice
3025	Mme Colette Flesch	Conséquences pour la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) résultant de la faillite de Lehman Brothers

Question 2558 (22.5.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **position du Luxembourg concernant l'élaboration par la Commission européenne d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités:**

Avec l'adoption avant-hier du rapport Lynne sur la lutte contre la discrimination, le Parlement européen a revendiqué à une grande majorité que la Commission européenne s'oriente vers l'élaboration d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités. Le président de la Commission européenne Barroso avait annoncé lors de son investiture en 2004 que la Commission allait prendre cette initiative sur base de l'article 13 du traité CE qui précise que «le Conseil (...) peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, etc.». Le projet de cette directive était d'ailleurs prévu dans le programme de travail de la Commission européenne pour 2008 mais risque maintenant d'être simplement écarté sous pression de certains États membres.

Une directive cadre comblerait certainement les lacunes existantes en matière de discrimination de minorités. En effet, les directives européennes existantes se limitent presque exclusivement à la lutte contre les discriminations au travail. Seules les directives contre les discriminations sur base de l'origine ethnique et du sexe concernent des aspects plus globaux de la société. Dès lors, certaines personnes, en l'occurrence les handicapées, les personnes âgées, les homosexuelles ou encore les personnes ayant une confession religieuse déterminée, ne sont pas protégées en dehors du domaine du travail.

Selon la presse, la Commission européenne devrait d'ailleurs soumettre une proposition le 26 juin prochain après avoir consulté les États membres. Dans ce contexte, et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je me permets de poser les questions parlementaires suivantes au Ministre de la Justice:

- Le Ministre de la Justice est-il d'avis que la Commission devrait élaborer une proposition de directive visant à lutter pleinement contre les discriminations en vertu de l'article 13 du traité CE et de la proposer comme prévu en 2008?

- Le Ministre va-t-il supporter la requête de certains États membres, notamment le Royaume-Uni, la Finlande et la Suède, auprès de la Commission européenne?

Réponse (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La question de savoir si la Commission européenne devrait élaborer une proposition de directive visant à lutter pleinement contre les discriminations en vertu de l'article 13 du Traité CE et de la proposer comme prévu en 2008 n'est plus à l'ordre du jour, dans la mesure où la Commission a adopté le 2 juillet 2008 une proposition de directive (COM(2008) 426 final) visant la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes, sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle, en dehors du marché de travail.

Elle a défini ainsi un cadre général pour l'interdiction de toute discrimination fondée sur ces motifs et a établi un niveau de protection minimal uniforme à l'intérieur de l'espace européen pour les personnes victimes de telles discriminations et a complété ainsi le cadre juridique communautaire existant (Directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail).

Le Luxembourg appuie la proposition de directive visée à la condition que les obligations qui en découleront y soient énoncées le plus clairement possible.

Question 2737 (1.8.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **service de santé de l'armée:**

Dans leur réponse conjointe à une question parlementaire afférente, Messieurs les Ministres ont déclaré que l'infirmier gradué du service de santé de l'armée se trouvait actuellement en congé sans traitement. Il me revient toutefois que ce congé a pris fin au mois de mai et que la personne en question n'a ensuite plus été réintégrée dans le service de santé.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons l'engagement de la personne n'a-t-il pas été prolongé, alors que le cadre légal prévoit expressément un infirmier gradué au sein du service de santé de l'armée?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il est prévu d'engager un nouvel infirmier gradué? Si oui, dans quels délais? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision?

Réponse commune (17.12.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

En réponse aux questions posées par l'honorable Député, il y a tout d'abord lieu de relever qu'il doit être permis de penser que le domaine de la «question parlementaire» n'est peut-être pas le meilleur terrain pour traiter de cas individuels de fonctionnaires.

Ensuite et sous le bénéfice de cette observation, l'on peut retenir les éléments suivants:

1. Un congé sans traitement pour raisons professionnelles a été accordé à la personne visée pour la période du 1er juin 2006 au 31 mai 2008. Lors de sa demande, l'intéressé avait notamment fait valoir par écrit qu'il désirait changer d'emploi et s'orienter «vers une activité professionnelle (lui) permettant d'éviter toute une série de stresseurs»; il ajoute qu'il «voi(t) mal comment éviter ces situations potentiellement traumatisantes au sein du SvMed (lisez: service médical) de l'armée».

2. La loi militaire - définissant entre autres le cadre théorique de l'armée - prévoit la possibilité d'avoir dans le cadre de l'armée un infirmier gradué. L'honorable Député n'est cependant pas sans ignorer que pour procéder effectivement à un recrutement ou à une réintégration, il faut qu'il y ait d'un point de vue formel une vacance de poste budgétaire (ceci abstraction faite des considérations de fond reprises sub 1); toujours d'un point de vue formel, l'intéressé se trouve aujourd'hui dans la situation visée par l'article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État lequel dispose que: «Lorsqu'une vacance de poste fait défaut dans la même carrière ou dans la même administration, le congé est prolongé jusqu'à la survenance de la première vacance de poste budgétaire, sans préjudice de la possibilité pour le fonctionnaire de se faire changer d'administration conformément aux dispositions de la loi modifiée du 27 mars 1986…».

3. Suite à l'expiration le 31 mai 2008 de la période de congé sans traitement initiale, le congé a été prolongé à défaut de vacance de poste budgétaire et en application du texte de loi mentionné ci-avant.

4. Afin d'être complet, il échet d'ajouter que pour les besoins de l'armée le poste d'infirmier gradué (occupé par l'intéressé avant son congé) a été converti courant 2007 en un poste d'infirmier diplômé, ceci correspondant mieux aux besoins de l'armée et un infirmier diplômé a été recruté pour janvier 2008.

Question 2749 (5.8.2008) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour:**

Par lettre du 25 juillet 2008, Madame la Ministre de la Famille s'est adressée aux communes en relation avec la participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour en vue de l'introduction des chèques-services pour le 1er janvier 2009. Par cette lettre, les administrations communales sont invitées à «reporter les décisions concernant la fixation des tarifs dans les maisons relais pour qu'elles soient en mesure de considérer les décisions que le Gouver-

nement prendra en automne en rapport avec l'introduction des chèques-services».

La lettre de Madame la Ministre aux communes laisse des questions pertinentes sans réponse - entre autres en relation avec l'élaboration des budgets communaux pour 2009 - questions que nous aimerions poser à Madame et Monsieur les Ministres:

- Quel est le rapport direct entre la fixation des tarifs des différentes institutions (maisons relais, crèches, foyers de jour) et les chèques-services ou, en d'autres mots, est-ce que les différents types d'institutions devront fonctionner à tarif unique après le 1er janvier 2009?

- Quel est le planning exact du Gouvernement concernant l'introduction des chèques-repas?

- Est-ce que le Ministère de l'Intérieur pourra donner des informations exactes sur la participation des communes à l'accueil éducatif dans sa circulaire budgétaire pour l'élaboration des budgets pour 2009?

- Quelles recommandations en relation avec les tarifs sont données aux communes et aux responsables des établissements qui commenceront leurs activités en septembre 2008?

Réponse (22.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre de la mise en place des «chèques-services» à partir du 1er mars 2009, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec le Syvicol, a invité les responsables communaux à des réunions d'information sur le système du «chèque-service», ainsi que sur les missions qui, dans ce contexte, incombent aux communes.

Ces réunions se sont déroulées:

- à Steinsel, le 25 novembre 2008,

- à Ettelbruck, le 8 décembre 2008,

- à Mondercange, le 15 décembre 2008.

Le document remis à cette occasion aux responsables communaux précise les objectifs du système, les bénéficiaires, les modalités de fonctionnement ainsi que les aspects financiers liés au prédit système.

Ce document est annexé à la présente et fournira tous les éléments nécessaires aux réponses des honorables Députés.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 2857 (25.9.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **ligne d'autobus Vilavil entre Thionville et la Ville de Luxembourg:**

Depuis le 2 mai 2008, la ligne d'autobus 300 Vilavil circule entre Thionville et la Ville de Luxembourg. Selon un article de presse paru récemment dans «Le Républicain Lorrain», ce service vient d'être renforcé, le Ministère des Transports luxembourgeois supportant les frais.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, en quoi consiste exactement le renforcement de ce service? Quel est le bilan tracé par le Ministère des Transports concernant l'acceptation des utilisateurs de cette nouvelle offre au cours des cinq derniers mois?

Réponse (17.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La nouvelle ligne d'autobus 300, reliant Luxembourg à Thionville et Hayange dans un rythme de chaque demi-heure, a connu un succès énorme dés le premier mois, où déjà 800 passagers par jour ont été comptés dans les dix autobus mis en service.

Ce nombre est en évolution permanente (2.100 en septembre) ce qui a rendu nécessaire un renfort des capacités des bus aux heures de pointe.

Depuis le 1er novembre quatre des dix autobus à 50 places assises ont été échangés par des véhicules à 70 places.

Onze courses d'autobus ont été intercalées dans les deux sens de la circulation, ce qui fait remonter le nombre d'autobus en service sur la ligne 300 de dix à 13.

Ces améliorations indispensables pour le bon fonctionnement du service sont prises en charge par mon département, qui en vue du grand succès de la ligne parvient à réaliser une couverture des frais d'exploitation par les recettes provenant de la vente des titres de transport, allant de 40 à 45% du total de ces frais.

Question 2875 (3.10.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **contournement d'Ettelbruck/Feulen:**

Le contournement de Niederfeulen et le contournement sud-ouest de la Ville d'Ettelbruck permettront le raccordement de la N15 venant de la région de Bastogne (B) et de Wiltz (L) à la Route du Nord.

La jonction avec la B7 est prévue à la hauteur de l'échangeur d'Ettelbruck. Le contournement sud-ouest d'Ettelbruck rejoindra la N15/route de Bastogne entre Ettelbruck et Feulen, jonction qui constituera le point de départ du contournement de Feulen.

Les objectifs de cette nouvelle liaison se résument comme suit: drainage efficace du trafic en provenance de la N15 (Feulen) vers la B7; délestage du centre-ville d'Ettelbruck et du point névralgique giratoire «Deich», un giratoire qui atteint déjà aujourd'hui ses limites de capacité, déclassement en hiérarchie et apaisement de la N15/route de Bastogne à Ettelbruck, diminution considérable du risque d'accident pour poids lourds engagés à partir de Heiderscheid dans une pente qui se termine en plein centre d'Ettelbruck et qui a dans le passé déjà connu deux accidents mortels. Devant le constat d'une croissance en emplois et habitants dans la Nordstad et ses alentours, ce contournement est vital pour tout développement futur.

Vu les considérations ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres concernés:

- Le contournement Ettelbruck/Feulen est-il considéré et poursuivi comme un projet prioritaire par le Gouvernement?

- Le Gouvernement peut-il me confirmer que le projet susmentionné n'est pas en conflit avec le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers»?

- Dans le cas contraire, quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer afin que le projet du contournement ne soit pas retardé de manière considérable?

Réponse commune (8.12.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaaf, il y a lieu de préciser que le Gouvernement considère le projet de contournement Ettelbruck/Feulen comme un projet prioritaire, en raison justement des objectifs de cette nouvelle route, objectifs bien définis par l'honorable Député dans sa question parlementaire. Cette nouvelle route constitue en effet l'épine dorsale pour la mise en valeur du centre d'Ettelbruck et pour l'augmentation de la qualité de vie dans cette ville.

Bien que le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» n'existe pas encore, les avant-projets des deux plans sectoriels «Paysages» et «Transports» confirment que le contournement d'Ettelbruck est en conflit avec le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers».

Pour ne pas retarder inutilement le projet de construction du contournement d'Ettelbruck, l'Administration des Ponts et Chaussées fait analyser, dans le cadre de la notice d'impact sur l'environnement, des sous-variantes au tracé actuel de cette route, dans le but de minimiser l'impact de ce projet important sur l'environnement naturel. Le dossier ainsi complété sera transmis par voie hiérarchique au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour être soumis à l'avis de la commission chargée de l'examen de l'impact des grands projets sur l'environnement humain et naturel (directive 97/11).

Question 2914 (20.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **poids des cartables:**

En 2006, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Famille, le Ministère de l'Éducation nationale et le Département Ministériel des Sports ont conçu et initié un plan d'action pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique chez les enfants et les jeunes. Ce plan a comme but de promouvoir des modes de vie sains et actifs.

Si les différentes actions entreprises dans les écoles et lycées sont certes louables, aucune initiative n'a cependant été prise afin de lutter contre le poids du cartable des élèves qui s'est alourdi au cours des dernières années. Selon certains médecins, les problèmes de dos rencontrés par de nombreux enfants, notamment à l'adolescence, sont dus au poids jugé trop lourd de leurs cartables. Les élèves d'école primaire ou du secondaire doivent souvent transporter du matériel scolaire dépassant 10% de leurs poids. Le port d'un cartable surchargé peut favoriser à la longue des douleurs dorsales chroniques.

Or, il existe aujourd'hui de nouvelles techniques d'enseignement basées sur une documentation photocopiée, audiovisuelle ou informatique qui allègent considérablement le poids du cartable mais qui ne sont pas encore utilisées systématiquement à travers tout le système scolaire luxembourgeois.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations et partage-t-il mes préoccupations?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire d'informer le corps enseignant et les parents des risques pour la santé liés à un cartable surchargé et/ou lancer une campagne de sensibilisation?

Réponse commune (11.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après les recommandations des médecins orthopédistes, le poids du cartable ne devrait pas dépasser 10% du poids corporel de l'élève pour éviter des répercussions négatives sur la santé de l'enfant et de l'adolescent. Il s'agit d'un thème régulièrement traité au début de chaque année scolaire dans la presse écrite.

Une petite enquête avait été effectuée au cours de l'année scolaire 2005/2006 dans un lycée luxembourgeois, à l'initiative du SPOS et en collaboration avec l'équipe médico-scolaire, à des fins de sensibilisation et d'action auprès des enseignants, des élèves et des parents.

Les résultats de cette enquête qui concernait un échantillon d'élèves, pesés le matin à l'entrée du bâtiment scolaire, avaient montré qu'en moyenne 61% des élèves avaient porté des cartables dont le poids s'élevait à plus de 10% de leur poids corporel et chaque dixième élève avait au moins une charge correspondant à 20% de son poids corporel.

Dans une même classe, il y avait toutefois d'importantes différences concernant le poids des cartables. Ces différences dépendaient de ce que les élèves avaient jugé important d'emporter.

Les élèves des cycles moyen et supérieur étaient moins affectés par ce problème. La plupart de leurs cartables ne dépassaient pas 10% du poids corporel.

Dans les classes de 7e et 6e, le problème était le plus important avec 81% de cartables qui dépassaient 10% du poids de l'élève.

Selon les résultats d'une étude française, le poids moyen du cartable des collégiens se situait autour de 8 kg avec un écart type important, le poids pouvant varier considérablement d'un élève à un autre.

Le poids global des cartables se compose du poids du cartable lui-même (entre 2 et 3 kg), du poids des manuels scolaires (entre 3 et 4,5 kg), du poids des fournitures scolaires (environ 2 kg) auquel viennent s'ajouter, le cas échéant, les affaires de sport qui varient entre 1,5 et 2,5 kg).

Des études scientifiques ont montré qu'il existe une corrélation entre la présence du mal de dos et la façon dont le sac à dos est porté.

Des douleurs lombaires et thoraciques ainsi que des douleurs au niveau des jambes ont été signalées. D'importants changements dans la façon de se déplacer et dans la position du tronc ont pu être observés quand la charge augmentait à 20% du poids corporel.

Le port d'un cartable trop lourd diminue la mobilité de l'enfant, agit sur l'équilibre et peut favoriser les risques de chute. Même le sac à roulettes doit être porté à certains moments pour vaincre les obstacles ou monter des escaliers.

Le poids du cartable est certes une préoccupation de santé publique, mais il n'est pas le seul responsable des problèmes du dos. D'autres facteurs peuvent être en cause: la position assise prolongée (devant la télévision, les jeux vidéo, l'ordinateur), l'absence de mobilité et d'activités physiques régulières, le mobilier scolaire inadapté et peu ergonomique, le soulèvement incorrect de charges etc...

Il ne faudra pas oublier que la meilleure prévention de douleurs du dos restera une musculation forte. Des récréations actives, l'éducation physique et sportive et beaucoup de mobilité pendant les temps de loisirs constituent une excellente protection des enfants contre les douleurs de dos.

D'un côté il est important d'informer et de sensibiliser aux risques liés au port de cartables trop lourds, d'un autre côté faudra-t-il proposer des solutions pertinentes et réalistes pour pouvoir remédier à cette situation.

Le poids du cartable est à l'évidence aussi une préoccupation du Ministère de l'Éducation nationale.

1) Il œuvre pour l'achat de cartables aussi légers que possible pour les enfants.

2) Depuis plusieurs années déjà, il recommande l'emploi de manuels imprimés sur papier léger.

3) Il s'avère inopportun et d'ailleurs peu probable que les écoliers ramènent quotidiennement à leur domicile l'ensemble de leurs manuels et cahiers, d'autant plus qu'en règle générale, dans les salles de classe des écoles primaires, les enfants disposent d'une case pour y placer les affaires scolaires qu'ils n'ont pas besoin d'emporter à la maison.

En cas de besoin, le dialogue entre enseignants et parents est à encourager pour permettre de trouver des solutions satisfaisantes en la matière dans l'intérêt bien compris des écoliers et sans recourir à une réglementation supplémentaire.

Une campagne de sensibilisation relative à la problématique en question, et à l'attention à la fois des enseignants et des parents d'élèves, pourrait contribuer à parer à tout excès en la matière.

4) Pour l'enseignement secondaire et secondaire technique, aucun problème n'a toutefois été signalé.

Question 2922 (21.10.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **syringomyélie:**

Hannert dem Numm Syringomyelie verstoppt sech eng seelen Erkrankung vum Réckemuerch op déi an de leschte Wochen a Méint eng nei Selbsthilfegrupp opmierksam mécht, déi sech ënnert dem Daachverband vun der Alan, der «Association luxembourgeoise d'aide pour les personnes atteintes de maladies neuromusculaires et de maladies rares» organiséiert huet. Et gëtt geschat, datt tëscht siwen an néng vun 100.000 Mënsche vun dëser seltener Krankheet betraff sinn, woubäi d'Donkelziffer wuel méi héich läit. Hei zu Lëtzebuerg muss een, mengen Informatiounen no, mat ongefeier 30 Syringomyelie-Betraffene rechnen.

Dës Krankheet ass zwar net ze heelen, mä hir Symptomer kënnen awer gelindert ginn, deelweis duerch Medikamenter an awer och duerch alternativ Behandlungsmethoden ewéi Akupunktur, Cranio, Aquagym, Yoga, Meditatioun, PM Jacobson an esou weider. Expertë soen allerdéngs an der Tëschenzäit, datt d'Medikamenter (zum Beispill Lyrica) sech esouguer negativ op dës Krankheet auswierke kënnen. Doriwwer eraus schiedegen déi héich Medikemantendosen, déi verschidde Syringomyelie-Patienten huele mussen, d'Liewer an aner Organer. Alternativ Behandlungsmethode verspriechen dogéint eng manner schiedlech Linderung vun de Symptomer, well doduerch och d'Medikamentendosis drastesch erofgesat gi kann. Während d'Medikamenter vun der Krankekeess zréckbezuelt ginn ass dat net de Fall fir déi genannten Alternativmethoden.

An dësem Zesummenhang géif ech gäre vum Här Gesondheetsminister wëssen:

1) Mengt Der net, datt, am Fall vun enger Krankheet ewéi der Syringomyelie a wann erwisen ass, datt alternativ Methoden e gudden Deel zur Linderung vun de Symptomer an zum Wuelbefanne vum Patient bäidroen, et ubruecht wier, fir datt d'Krankekeess d'Käschte fir dës

alternativ Behandlungsmethoden iwwerhëlt?

2) Onofhängeg vun der Fro no der allgemenger Unerkennung vun alternativen Heelungsmethoden (Bsp. Homöopathie, Akupunktur, Osteopathie asw.), wier et net ubruecht fir dës Heelungsmethoden op d'mannst fir selte Krankheetsbiller unzeerkennen, wann hir Wierksamkeet, ewéi am Fall vun der Syringomyelie, erwisen ass?

3) Wier et net méiglech mat der Unioun vun de Krankekeesen eng Iwwergangs- respektiv Ausnahmeléisung fir esou selte Krankheeten ze fannen, fir datt dës Heelungsmethode remboursëiert kënne ginn?

4) Wou ass de Moment den Dossier vun der allgemenger Unerkennung vun de véier Disziplinen Homöopathie, Akupunktur, Osteopathie a Chiropraktik respektiv vun aneren alternativen Behandlungsmethoden drun?

Réponse (5.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Bien que l'honorable Parlementaire ait rédigé sa question en langue luxembourgeoise, je me permettrai de lui répondre en langue française, compte tenu de la technicité de la matière.

La syringomyélie constitue une maladie, ou plutôt un «syndrome» pathologique rare, d'une prévalence qui touche entre sept à neuf personnes sur 100.000. Elle se caractérise par la présence, au niveau de la moelle épinière, d'une ou de plusieurs cavités remplies de liquide rachidien tendant à comprimer et à détruire progressivement la substance grise puis la substance blanche.

La syringomyélie peut entraîner une interruption des connexions nerveuses dans la moelle épinière et provoquer des déficits neurologiques. Toujours est-il que 50% des patients atteints de syringomyélie n'ont aucune gêne, voire uniquement un handicap mineur.

Le terme «syringomyélie» regroupe un ensemble d'affections qui peuvent être très différentes les unes des autres, notamment au regard de leurs symptômes et de leur évolution individuelle. Alors que certaines syringomyélies ne vont poser que très peu de problèmes tout au long de la vie de la personne concernée, d'autres syringomyélies peuvent par contre générer des handicaps d'expressions très variables, tant par des manifestations neurologiques diverses que par des douleurs chroniques.

La prise en charge de cette maladie consiste en un suivi à long terme et, pour le cas d'une dégradation neurologique progressive, en une intervention chirurgicale.

Étant donné qu'il n'existe pas de «traitement type» pour les syringomyélies, la prise en charge devra répondre d'une manière spécifique aux besoins individuels de chaque patient.

Le traitement des douleurs chroniques répondra ainsi aux meilleurs critères de qualité de sa spécialité et des besoins physio-psychologiques du patient.

Dès lors, même si certaines méthodes alternatives évoquées par l'honorable Député, peuvent, le cas échéant, avoir certains effets bénéfiques, force est de souligner que les indications restent toujours très individuelles, et de surcroît différentes d'un patient à l'autre. Par conséquent, le recours systématique à des interventions alternatives offertes de façon indistincte à toute personne atteinte d'une syringomyélie ne me semble pas être approprié. À cela s'ajoute qu'indépendamment de la difficulté consistant à pouvoir définir de façon précise le contenu d'une telle prestation, de telles méthodes alternatives ne sauraient par ailleurs être reconnues en l'absence de toute qualification professionnelle uniformément reconnue.

En ce qui concerne les prestations dont la prise en charge par l'assurance maladie peut être sollicitée, elles sont énumérées à l'article 17 du Code des assurances sociales. En vertu du principe retenu à l'article 19 dudit code, «la prise en charge est limitée aux actes, services et fournitures inscrits dans la nomenclature ou les listes prévues par les lois, règlements, conventions et statuts, et dispensés par des personnes ou des institutions admises à exercer leur art, leur profession ou leur industrie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg».

Toujours est-il que le même code prévoit que «lorsqu'une personne protégée présente une pathologie inhabituelle justifiant un acte ne figurant pas dans les nomenclatures pour les médecins et pour les médecins dentistes, l'acte en cause peut être pris en charge dans le cadre de l'assurance maladie sur avis favorable du contrôle médical de la sécurité sociale. L'avis est émis au cas par cas sur présentation d'un certificat circonstancié du médecin traitant et assimile l'acte exceptionnel à un autre acte de même importance en vue de la fixation du tarif».

Cela étant dit, le système d'assurance maladie luxembourgeois est un système de prise en charge d'actes et de services prestés par des professionnels de la santé qui disposent des autorisations requises par le Ministère de la Santé pour prester les actes qui relèvent de leur compétence. Ce système n'opère pas en principe d'exceptions en fonction de la pathologie dont souffre le patient.

Afin de pouvoir évaluer et aviser les besoins, les thérapies ainsi que les traitements particuliers qui ne figurent pas dans la nomenclature générale de l'Union des Caisses de Maladie ou de l'assurance dépendance, le groupe de travail consacré aux maladies rares et qui est mis en place au Ministère de la Santé, planifie la création d'une commission médicale.

En ce qui concerne finalement les dossiers relatifs à l'ostéopathie et à la chiropraxie, je voudrais informer l'honorable Parlementaire que suite à la motion adoptée en date du 29 janvier 2004 par le Parlement dans le cadre du débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles, mes services avaient élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal portant création de la profession d'ostéopathe. Étant toutefois donné que les organismes consultés avaient exprimé une position plutôt défavorable par rapport au texte, j'avais pris la décision de consulter la Chambre des Députés, auteur de la motion. Toutefois, avant de pouvoir se prononcer, la commission parlementaire a estimé opportun d'attendre la publication, prévue pour cette année, d'une étude par l'Organisation Mondiale de la Santé. Ladite étude, réalisée à l'échelle mondiale, portera sur le statut futur de l'ostéopathie dans le cadre général des systèmes de santé, tant en ce qui concerne la formation que les modalités de la reconnaissance de la profession. Pour le volet relatif à la chiropraxie, le projet de texte n'a pas encore pu être finalisé.

Par contre, les médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent pratiquer l'acupuncture ou l'homéopathie à condition d'être titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre qui leur confère le droit d'exercer de telles pratiques dans l'État membre de l'Union européenne respectivement de l'Espace économique européen où ils ont acquis leur formation. En effet, sur base de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin dentiste et de médecin vétérinaire, le soussigné accorde, sur avis du collège médical, l'autorisation de faire usage du titre licite de formation en acupuncture respectivement en homéopathie.

Question 2925 (23.10.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **scanner corporel:**

En matière de contrôle des passagers dans les aéroports de l'Union européenne, la Commission européenne a proposé d'introduire les scanners corporels dans les aéroports. Ces appareils permettent de déceler des objets qui ne peuvent être détectés par les rayons X traditionnels. Ils ont recours à une nouvelle technologie qui permet cependant également la visualisation des voyageurs sous la forme d'une image nue extrêmement détaillée. Ce fait pose inévitablement la question du respect de la vie privée et de la dignité de l'individu respectivement de la protection des données.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports.

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne d'introduire des scanners corporels sur les aéroports européens?

Réponse (5.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne d'introduire des scanners corporels permettant la visualisation des passagers sous la forme d'une image «nue» dans les aéroports européens.

Alors même que la réglementation européenne en matière d'équipements techniques utilisés pour l'inspection et le filtrage de voyageurs et de personnel travaillant aux aéroports prévoit un ensemble de moyens pouvant être employés à cette fin par les États membres, le scanner corporel ne devenant à ce titre qu'un moyen supplémentaire pouvant être utilisé par les autorités d'un État membre, la position du Gouvernement luxembourgeois est claire en ce qu'il n'envisage pas l'introduction de ce moyen d'inspection-filtrage des personnes. Par ailleurs, le Luxembourg exigera, pour des raisons tenant au respect de la vie privée de la dignité et de l'intimité des individus, à ce qu'aux aéroports des États qui introduisent le scanner corporel, les voyageurs devront avoir le choix entre le scanner corporel et le contrôle classique, les parties intimes du corps devront impérativement être voilées par l'informatique et il ne devra pas y avoir de stockage d'images voire de données.

Question 2928 (23.10.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **juridictions de la sécurité sociale:**

Le portail Justice, actuellement en voie d'élaboration, explique sur sa page d'accueil que:

«(...) la Justice entre également au même moment dans l'âge de la communication moderne en inaugurant un portail Internet englobant tant les juridictions ordinaires, civiles, commerciales et pénales, que les juridictions administratives, Cour et Tribunal administratif. Ce portail entend à terme offrir au justiciable, sans pour autant vouloir concurrencer les conseils juridiques, des informations pratiques relatives non seulement à son fonctionnement proprement dit, mais encore à des questions fréquemment posées, ainsi que des actualités quant à son travail et, finalement, un accès aux jurisprudences rendues».

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de proposer le même service en ce qui concerne les juridictions de la sécurité sociale, c'est-à-dire pour le Conseil arbitral des assurances sociales et pour le Conseil supérieur des assurances sociales?

Réponse (10.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à sa question concernant la création d'un portail Internet pour les juridictions de sécurité sociale, j'informe l'honorable Député qu'un portail Internet offrant tous les services décrits, y compris le téléchargement des principaux formulaires nécessaires pour l'obtention des prestations dans le domaine de l'assurance maladie, de l'assurance pension, de l'affiliation et de l'assurance dépendance etc., fonctionne actuellement à l'adresse www.secu.lu. Ce site est entretenu par les services de l'Office des assurances sociales.

Le site présente également un volet «Jurisprudence» où sont publiés les arrêts rendus par le Conseil arbitral des assurances sociales et le Conseil supérieur des assurances sociales. À l'heure actuelle, n'est disponible que la juridiction concernant les domaines de l'assurance accident, de l'assurance pension et des procédures. Comme le serveur est en construction permanente, les arrêts concernant les autres domaines seront ajoutés au fur et à mesure.

Question 2929 (23.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **politique de prévention du côlon:**

Le cancer du côlon est la deuxième cause de cancer chez la femme après le cancer du sein et la troisième cause de cancer chez l'homme après le cancer des poumons et de la prostate. Lorsqu'il est diagnostiqué tôt, ce type de cancer est guérissable. Or, malheureusement plus de la moitié des personnes atteintes de ce type de cancer décèdent des suites de cette maladie, faute de dépistage précoce. S'il est vrai qu'il n'est pas aisé de détecter le cancer du côlon en raison de son caractère souvent asymptomatique, force est de reconnaître que les possibilités de dépistage qui existent actuellement, telles que par exemple le test Hémoccult, ne sont pas suffisamment utilisées. De même que le dépistage de masse tarde à venir, les nouvelles méthodes de dépistage ne sont guère proposées par les médecins. Il en est ainsi de la colonoscopie virtuelle, une approche diagnostique non invasive et hautement précise, qui, au vœu de nombreux experts, est appelée à prendre une place prépondérante dans le dépistage des lésions colorectales voire à remplacer la coloscopie classique.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit nécessaire de mettre en place un programme spécifique pour le cancer du côlon à l'instar du programme mammographie pour le cancer du sein?

- Ne serait-il pas judicieux de proposer systématiquement aux personnes âgées de 50 ans et plus voire dès l'âge de 40 ans des tests Hémoccult qui, bien qu'ils ne soient pas à 100% fiables, permettent au moins une orientation?

- Ne faudrait-il pas investir davantage dans les nouvelles méthodes de dépistage des lésions colorectales telles que la colonoscopie en attendant que les experts mettent au point un test sanguin permettant de dépister de manière précoce le cancer du côlon?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire d'engager en la matière une large campagne d'information et de sensibilisation tant du public que des médecins?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre en matière de prévention du cancer du côlon?

Réponse (9.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ma réponse aux questions posées par l'honorable Parlementaire en rapport avec la politique de prévention du cancer du côlon comportera ci-après un rappel des activités passées, une projection sur les activités futures ainsi qu'une justification pour la non-prise en considération de la coloscopie virtuelle dans l'état actuel de la science.

1. Activités passées dans le domaine de la détection précoce du cancer colorectal:

En 1999 un groupe multidisciplinaire, regroupant des représentants de la Direction de la Santé, du Laboratoire National de Santé, des professionnels de la santé, de l'Union des Caisses de Maladie, de la Ligue Luxembourgeoise contre le Cancer, a élaboré, sur base de recommandations internationales, un document de stratégie concernant la promotion de la détection précoce du cancer colorectal. Depuis lors différentes actions ont été initiées.

Les points majeurs de cette stratégie sont les suivants:

- Sensibilisation du grand public pour la prévention de ce type de cancer avec promotion de modes de vie sains (alimentation saine, activité physique...).

- Sensibilisation des professionnels de santé et particulièrement des médecins généralistes, comme intervenants primordiaux pour l'information de la population cible pour des mesures de détection précoce et pour l'identification précoce des personnes et des familles à risque spécifiques pour le développement de cancers du côlon et l'orientation vers les spécialistes pour une prise en charge adaptée et continue.

- Mobilisation de la population à partir de 50 ans pour profiter de l'examen médical obligatoire pour le renouvellement du permis de conduire dans le but de:

- aborder la détection précoce du cancer du côlon avec le médecin

- réaliser un examen de détection précoce du cancer colorectal:

- de préférence une coloscopie totale pour identification et ablation d'adénomes polypeux, précurseurs potentiels des cancers colorectaux

- détection de cancers colorectaux à des stades précoces

- si les personnes n'optent pas pour une coloscopie préventive, réaliser des tests «Hémoccult» annuels pour la détection de pertes occultes de sang, indices de lésions (pré)-cancéreuses du gros intestin.

Depuis 1999 plusieurs campagnes de sensibilisation «Grand Public» ont été réalisées, dont la dernière en 2007:

- Édition de brochures de sensibilisation

- Campagne «Affiche»

- Conférences à travers le pays.

Au niveau des professionnels de la santé toute une série de conférences et de séances d'information ont eu lieu.

À la suite de la dernière campagne le nombre de coloscopies a sensiblement augmenté. Le soussigné a suivi l'exemple et se permet de recommander à la population-cible d'en faire de même.

2. Activités futures

Le groupe interdisciplinaire «Cancer Colorectal» est en train de travailler sur un projet pilote national de dépistage systématique du cancer colorectal par coloscopie. Un accent particulier sera mis sur l'assurance qualité de la coloscopie; population cible: 50 ans et plus.

Les objectifs sont:

- l'augmentation du nombre de lésions colorectales précancéreuses détectées,

- l'augmentation du nombre des cancers colorectaux précoces détectés,

- la diminution du nombre des cancers diagnostiqués à un stade avancé,

- l'augmentation des taux de guérison et de survie des personnes atteintes par un cancer colorectal,

- à long terme la diminution du taux de mortalité pour cette maladie.

3. Quant à la coloscopie virtuelle

Les actions prises au niveau national quant aux mesures de prévention se basent sur les évidences scientifiques et les recommandations des autorités internationales compétentes. L'OMS a émis en 1968 des critères, constamment mis à jour, pour le dépistage du cancer. Dans l'état actuel de la science la coloscopie virtuelle ne répond pas encore à des critères de qualité notamment en ce qui concerne la performance, la sensibilité, la spécificité et le coût.

Question 2935 (28.10.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **usines luxembourgeoises du groupe Arcelor-Mittal:**

Ces dernières semaines l'on a constaté que des usines luxembourgeoises du groupe Arcelor-Mittal ont été à l'arrêt.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de l'arrêt des usines luxembourgeoises du groupe ArcelorMittal? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cet arrêt?

- En 2004 avant la fusion des groupes Arcelor et Mittal, le groupe Arcelor avait informé la tripartite sidérurgique sur sa stratégie d'investissements concernant les sites luxembourgeois. Lors de la fusion des deux groupes il a été confirmé que ces investissements seraient réalisés. Il me revient que toutes les livraisons de fournisseurs auraient été arrêtées ainsi que tous les investissements prévus. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire s'il a des informations sur le sort que l'on réserve aux usines luxembourgeoises et si oui lesquelles?

Réponse (5.12.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est informé du plan d'arrêt des usines sidérurgiques luxembourgeoises du groupe ArcelorMittal. Ces arrêts sont répartis, de façon sélective, sur les semaines 43 à 52 de l'année 2008 et la première semaine de l'année 2009.

Pendant les semaines 51 et 52 de 2008 et la semaine 1 de 2009, toutes les installations sidérurgiques luxembourgeoises sont à l'arrêt. Ceci est toutefois traditionnellement le cas, les semaines de fin d'année étant utilisées pour des travaux de maintenance des installations.

La période d'arrêt plus étendue est due à la réduction de la demande apparente pour la plupart des produits longs fabriqués au Luxembourg (sauf les palplanches - train 2 de Belval), réduction qu'Arcelor-Mittal doit répercuter au niveau de la charge de production de ses installations.

Quant aux investissements dans les usines luxembourgeoises, il peut être confirmé que le montant des investissements prévu au plan LUX 2006 pour les années 2003-2006 a été dépassé.

Par ailleurs, des investissements supplémentaires ont été réalisés ou sont prévus en 2007-2008 pour un montant de 212 millions d'euros sur les sites de Belval, Differdange, Rodange et Schifflange, dont 175 millions sont réalisés à fin octobre 2008. Les projets en cours seront en principe achevés alors que les projets non encore décidés sont soumis à un réexamen.

Un plan industriel 2009-2011 pour les usines luxembourgeoises prévoit un plan d'investissements supplémentaires.

Question 2936 (28.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en œuvre du pacte logement:**

La loi du 22 octobre 2008 dite loi «Pacte logement» a apporté une série de modifications importantes et attendues notamment au niveau de la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation. Elle a plus particulièrement modifié l'article 11 de ladite loi de 2002 en baissant la durée d'occupation obligatoire pour bénéficier définitivement du crédit d'impôt qui passe de cinq à deux ans. Cette disposition vaut pour les acquisitions d'immeubles documentées par acte notarié daté à partir du 1er janvier 2008. Il s'ensuit que les acquisitions d'immeubles effectuées avant le 1er janvier 2008 tombent sous les dispositions de la loi de 2002. Partant celui ou celle qui a acquis un immeuble avant le 1er janvier 2008 et qui a bénéficié du crédit d'impôt lors de cette opération immobilière, doit habiter cet immeuble pendant cinq ans au moins sinon il ou elle devra rembourser intégralement l'abattement accordé.

Tant la loi de 2002 que la nouvelle loi du 22 octobre 2008 prévoient la possibilité pour le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder des dispenses dans un certain nombre de cas. Il en est ainsi en cas de maladie de l'acquéreur rendant nécessaire la cession de l'immeuble ou en cas de décès du conjoint ou de divorce.

Or, force est de constater que la loi prend expressément en considération le changement dans la vie familiale lorsque celui-ci implique un aspect négatif, telle qu'une séparation, mais non lorsqu'il implique un aspect positif, tel qu'un mariage, une naissance ou encore une communauté de vie. Il est vrai que les exemples cités dans les différents textes ne sont pas exhaustifs.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et de Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la pratique de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines en la matière?

- Dispense-t-elle le ou les bénéficiaires du crédit d'impôt du respect de la durée d'occupation en cas de mariage, de la survenue d'un enfant, de communauté de vie?

- Dans la négative, n'envisage-t-elle pas d'accorder à l'avenir de telles dispenses? Ne faudrait-il pas les accorder au moins à ceux et celles qui ne peuvent profiter des nouvelles dispositions faute d'avoir acheté leur immeuble avant le 1er janvier 2008 lorsque leur situation familiale le justifie?

Réponse (5.12.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse aux questions de l'honorable Député, voici les éléments suivants:

1. L'article 11 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 prévoit que le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut dispenser de cette condition dans les cas où celle-ci ne peut être respectée pour des raisons de force majeure ou à la suite d'une situation telle que:

- la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, dûment constatée par certificat médical;

- la vente forcée de l'immeuble;

- l'expropriation pour cause d'utilité publique;

- le décès du conjoint;

- le divorce ou la dissolution du partenariat légal.

Toute décision de l'administration devant se baser sur des motifs légaux, respectivement un cas de force majeure, une dispense d'occupation ne peut être accordée pour les demandes de dispense invoquant comme argument un changement dans la vie familiale suite à un évènement tel que le mariage, la naissance d'un enfant où la création d'une communauté de vie. L'acquéreur est tenu au remboursement total du crédit d'impôt et au paiement des intérêts légaux à partir du jour de l'octroi.

2. N'étant pas prévue par la loi, une dispense ne peut être accordée dans ces cas. D'autre part, il ne s'agit pas d'évènements imprévisibles et irrésistibles qui proviennent d'une cause extérieure au demandeur.

3. Le principe de légalité s'oppose à une telle pratique.

4. L'administration ne saurait faire de distinction là où la loi n'en prévoit pas. Cependant, la réduction du délai d'occupation à deux ans apporte des allègements considérables pour les administrés.

Question 2937 (29.10.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants et** la **Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels:**

Au fil des dernières années, le Conseil de l'Europe a mené une série de travaux portant sur les droits des enfants et de la famille. Ainsi, le 15 mai 2003, la Convention 192 sur les relations personnelles concernant les enfants a été ouverte à signature. Cette Convention, qui est entrée en vigueur le 1er septembre 2005, a pour objet de définir les principes généraux à appliquer aux décisions relatives aux relations personnelles concernant les enfants et de l'encadrement des restrictions éventuelles à ces relations - lorsqu'elles sont nécessaires, dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Plus récemment, le 25 octobre 2007, la Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels a été ouverte à signature. Cette Convention est le premier instrument à ériger en infraction pénale les abus sexuels envers les enfants, y compris lorsqu'ils ont lieu à la maison ou au sein de la famille, en faisant usage de la force, de la contrainte ou de menaces. Outre les infractions plus généralement rencontrées dans ce domaine - abus sexuels, prostitution enfantine, pornographie enfantine, participation forcée d'enfants à des spectacles pornographiques -, le texte traite aussi de la mise en confiance d'enfants à des fins sexuelles («grooming») et du «tourisme sexuel».

- Contrairement à la plupart des autres pays membres du Conseil de l'Europe, le Luxembourg n'a signé aucune des deux Conventions. Dans ce contexte, j'aimerais demander à Madame la Ministre pourquoi elles n'ont pas encore été signées. Le Gouvernement compte-t-il les signer dans un avenir proche?

Réponse (23.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est envisagé de signer et d'approuver la Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants après le vote du projet de loi N°5848 portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile qui a été déposé à la Chambre des Députés le 13 mars 2008.

Le projet de loi adapte plusieurs articles du Code civil et rend la législation luxembourgeoise conforme à plusieurs dispositions de la Convention précitée du Conseil de l'Europe.

En ce qui concerne la Convention N°201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, les travaux d'élaboration d'un projet de loi portant approbation de cette Convention sont actuellement engagés au sein de mon département. Une signature de la Convention est envisagée sous peu.

Question 2939 (29.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**évaluation des hôpitaux:**

An engem Interview, deen den Här Gesondheetsminister de 15. am Wäimount 2007 fir d'Lëtzebuerger Land ginn huet (Titel: «Wir müssen noch besser werden»), gouf hien och ugeschwat op d'Leeschtungsfäegkeet vun eise Gesondheetsstrukturen.

Hien huet zouginn, datt mer nach besser gi mussen, awer och bemierkt, dass mer haut schonns vill positiv Aspekter virweise kënnen.

Allerdéngs kéinte mer de Moment eis Resultater nach net oder nëmmen onzoureechend moossen.

Mir hätten nëmmen ee Gefill vun der Leeschtungsfäegkeet vun eisem System.

Dat géif virun allem de Spidolsberäich betreffen.

An Aussiicht gouf gestallt, dass sech an Zukunft d'Spideeler ënner sech vergläiche kënnten, a woufir net, gouf weider ugeduecht, och mat Haiser am Ausland.

An der kuerzer Debatt iwwert den neie Spidolsplang den 12. Dezember 2008 an der Chamber, huet de Spriecher vun der grénger Fraktioun gemengt: «Les hôpitaux luxembourgeois ne sont pas moins bons que ceux des régions avoisinantes» (ze liesen an engem Artikel vum Quotidien vum 23. Oktober 2008.

Ech géif esou eng Ausso, wa se sech objektiv noweise léisst, gären deelen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gett et mëttlerweil objektiv a wëssentlech gefouert Etüden, déi de Verglach vu Spideeler zu Lëtzebuerg erlaben, zum Besipill a Saache Qualitéit oder och Resultater vu Behandlungen?

2) Gëtt et Fortschrëtter an de ministeriellen Aarbechte fir d'Leeschtungsfäegkeet vun de Spideeler ze bewäerten?

3) A wéi engem Zäitplang kënnen d'Bierger/Patienten och zu Lëtzebuerg esou Indicateure vu Qualitéit a Leeschtungsfäegkeet vu Gesondheetsstrukturen eng Kéier agesinn, was se sech fir dat eent oder anert Spidol entscheeden, fir eng geplangten Interventioun oder Behandlung maachen ze loossen?

4) Ass eventuell virgesinn, nach virun den nächste Wahlen, déi an der leschter gemaachten ILRES-Zefriddenheetsetüd (Réf.: La satisfaction des usagers avec les hôpitaux au Grand-Duché 2201/ Sondage ILRES auprès de la population publié le 18 juin 2002) vun de Lëtzebuerger Spideeler ze widderhuelen an ze publizéieren?

Réponse (8.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ier ech dem honorablen Deputéierte seng Froe beäntwerten, wëll ech virausschécken, datt bis elo international Vergläicher vun de Spideeler sech op eng Serie vun indirekte Resultater, wéi d'Zuel vun de Better/1.000 Awunner, d'Längt vun de Verweildaueren an d'Zuel vu verschiddene Prozeduren an Équipementer reduzéiert hunn.

Dat maach zu Recht fir d'Leit wéineg zefriddestellend sinn, mä dat ass haaptsächlech drop zréckzefeieren, datt et bis elo keng besser international offiziell unerkannte spezifesch Instrumenter ginn huet fir d'Leeschtungsfäegkeet, d'Qualitéit an d'Resultater vun de Behandelungen an de Spideeler ze moossen.

Ofgesinn dovun, datt mer an deene bis dato bestehende Vergläicher net ze schlecht ofgeschnidden hunn, huet d'OCDE awer elo ugefaangen esou en Instrument auszeschaffen, a Lëtzebuerg mécht och an deem Aarbechtsgrupp mat.

Den europäesche Büro vun der OMS hat och scho virun e puer Joer esou e Versuch gestart. Dat Instrument (PATH, Performance Assessment Tool for quality improvement in Hospitals), ass awer bis elo nach ëmmer an enger Testphas. Doriwwer eraus gëtt et als spezifescht Instrument den IQIP (International Quality Indicator Project), deen 1995 am Maryland développéiert ginn ass, a wou an der Tëschenzäit uechter d'Welt 500 Spideeler sech op fräiwëlleger Basis op engem oder méi Kritäre vergläichen. Luewenswäerterweis mécht och ee Spidol hei aus Lëtzebuerg säit kuerzem do mat, notamment am Beräich vun der Psychiatrie, mä déi aner hunn och, am Kader vun der plate-forme psychiatrique, hiren accord de principe dozou ginn.

Soss gëtt et eigentlech nëmmen national Vergläicher doruechter, déi méi oder manner gutt a méi oder manner public sinn. Mir hunn

eis och mat esou Vergläichsinstrumenter ausernanergesat a sinn notamment am Kontakt mat den Auteure vum däitschen Instrument QSR (Qualitätssicherung mit Routinedaten) fir ze kucken a wéi wäit mer dat och fir Lëtzebuerg kënnten applizéieren.

D'Schwieregkeet um internationalen Niveau, an och bei eis, ass haaptsächlech déi, datt et niewent der internationaler Diagnoseklassifizéierung (ICD 10) déi mir och uwenden, et meeschtens nëmmen national Prozedurkodéierunge gëtt (OPS an Däitschland, CCAM a Frankräich, ICM 9 CM an der Belsch, an d'Nomenclature bei eis) an datt doriwwer eraus et net evident ass un déi jeeweileg national Vergläichsdonnéeën ze kommen. Mir wäerten awer och hei am Kader vun der Aféierung vum elektronesche Patientendossier am Spidol geschwënn Décisiounen huelen, déi eis et erlabe valid an international Vergläicher ze maachen.

Als Fazit muss ee soen, datt dat Instrument wat bis elo nach am meeschten hiergëtt eis carte sanitaire ass, obwuel ech sécher gären zouginn, datt se an hirer aktueller Form net ausgeluecht ass, fir datt Laie sech liicht domat kënnen ausernaner setzen.

Kuckt ee se awer duerch e méi spezialiséierte Brëll, fënnt een an deene méigleche Vergläichsresultater, datt mer iwwerall ganz gutt am Verglach mat eisen Nopeschlänner do stinn.

Dat gëtt jo och zum Beispill vun de Resultater vun den Enquêtë vun Health-Consumer Powerhouse bestätegt.

Doriwwer eraus muss ech awer och soen, datt, am Kader vun den incitants qualité, eng Konventioun tëschent der UCM an der EHL, op fräiwëlleger Basis, den EFQM Modell (European Foundation of Quality Management) agefouert ginn ass, dee wuel net spezifesch fir d'Spideeler ass, mä eis awer valid Qualitéitsmiessungen erlaabt.

Vum nächste Joer u gëtt och am Kader vun därselwechter Konventioun eng systematesch Patientenzefriddenheetsenquête op Basis vun engem a méi Länner ugewannte Questionnaire zesumme mat deem international renomméierte Picker-Institute ageféiert.

Aus all deem mengen ech, datt ee mat rouegem Gewësse ka schléissen, datt et a leschter Zäit vill Fortschrëtter ginn huet fir d'Leeschtungsfäegkeet vun eise Spideeler ze bewäerten an datt ee sech schonn haut op de bestehenden Instrumenter kann orientéieren, fir sech bei geplangtene Leeschtunge fir oder géint dat eent oder anert Spidol ze entscheeden, obwuel ee muss wëssen, datt ni d'Spidol operéiert mä en Dokter.

Ech si mer awer och bewosst, datt et nach eng Zäitchen, déi ech ëm 3-5 Joer schätzen, wäert daueren, bis mer de Leit e méi verständlecht a fiabelt Entscheedungsinstrument kënne presentéieren, mä et ass ganz kloer, datt mir dat Uleies als eng wichteg Aufgab um Häerz läit, a mer och als Land all Intérêt hunn, fir notamment och am Zesummenhang mat der Directive «soins transfrontaliers» esou séier ewéi méiglech iwwer esou en Instrument verfügen ze kënnen.

Kuerzfristeg erwaarden ech nach d'Resultater vun enger ILRES Zefriddenheetsetüd vun de Lëtzebuerger mat hirem Gesondheetssystem, déi ech am Hierscht an Optrag ginn hunn, an déi och Vergläicher mat anere Länner (Däitschland, Holland, Kanada, etc.) erlaabt.

Question 2940 (29.10.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **journée de la commémoration:**

Viru kuerzem huet Lëtzebuerg den nationale Kommemoratiounsdag gefeiert an ënner anerem un d'Affer vun enger ganzer Generatioun vu jonke Lëtzebuerger geduecht, déi si iwwert d'Zwangsrekrutéierung hu missen erdroen.

D'Leed vun enger ganzer Generatioun vu Lëtzebuerger Jongen huet deemools säi Laf geholl.

Mat Reichsarbeitsdienst, Déngscht an der Wehrmacht, déi eng hunn hiert Heel an der Desertioun gesicht, si verstoppt ginn oder sinn an de Maquis an d'Resistenz gaangen, anerer koumen un d'Front, duerno an d'Gefaangeschaft, d'KZ, goufen Affer vun Exekutiounen, alles Etappen um Leidenswee vun dëse Jonken.

Vill Jonge sinn net méi Heem komm vun der Front, vill vun hinne sinn a Gefaangenschaft gestuerwen.

Fir déi Jongen, déi nees Heem koumen, war domadder an der Fräiheet de Leidenswee leider nach net eriwwer. Vill vun hinne sinn nom Krich fréi gestuerwen.

Kann den Här Staatsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Opgrond vun der Zuel vun eise Jongen, déi am Krich zwangsrekrutéiert goufen, ass et méiglech gewuer ze ginn, wivill vun hinnen haut nach liewen, an ënner eis sinn?

2) Ass et méiglech haut unhand vun Zuelen (Statistiken), déi eis zur Verfügung stinn, ze quantifizéieren, wat d'Affer vun dëser Generatioun vu Jonge fir d'Fäiheet vu Lëtzebuerg gewiescht ass?

3) Wann ee sech d'Liewenserwaardung vun enger Vergläichsgrupp aus der normaler Krichsbevölkerung ukuckt, wéi steet dann de Grupp vun den Zwangsrekrutéierten do?

4) Wat war schlussendlech hir Liewenserwardung bis haut gewiescht?

5) Ginn esou Zuelen eventuell als Fakten an eise Geschichtsbicher a Schoulbicher iwwerholl?

Réponse (15.12.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

A senger parlamentarescher Ufro géif den honorablen Députéierte gären d'Auswierkunge vun der Zwangsrekrutéierung op déi betraffe Joergäng vu jonke Lëtzebuerger gewuer ginn.

Fir d'alleréischt wëll ech kloerstellen, datt vum Phenomeen Zwangsrekrutéierung net nëmmen d'Jongen aus de Joergäng 1920 bis 1927 betraff waren, mä datt och d'Meedercher aus dëse Joergäng, déi an de Reichsarbeitsdienst gezwonge goufen, dorënner gelidden hunn.

Ad 1) Eng genee Ausso wivill vun den zwangsrekrutéierte Jongen a Meedeercher haut nach liewen ass net ze maachen. Et kann een dës Zuel héchstens estiméieren, andeems een d'Donnéeën, déi d'Fédération des Victimes du Nazisme an de Service des Dommages de guerre corporels hunn, géif matenee vergläichen. Dës Aarbecht ass nach net gemaach.

Ad 2) D'Zuelen, déi eis virleien, ergi folgend Bild:

Zwangsrekrutéiert Jongen (Joergäng 1920-1927):	10.211	
- dovunner sinn der am Krich gefall:	1.764	17,27%
- et ginn der vermësst:	1.084	10,61%
- Total vun de Gefalenen an de Vermëssten:	2.848	27,89%
Zwangsrekrutéiert Meedercher (Joergäng 1920-1927):	3.614	
- dovunner sinn der am Krich gestuerwen:	46	1,27%
- et ginn der vermësst:	12	0.33%
- Total vun de Gefalenen an de Vermëssten:	58	1,60%

Am Total sinn also 2.906 jonk Lëtzebuerger direkt Affer vun der Zwangsrekrutéierung ginn. Dat ass 1% vun der Gesamtbevölkerung.

Ad 3) E Verglach a puncto Liewenserwaardung tëschent Zwangsrekrutéierten a Leit, déi net zwangsrekrutéiert waren, kann ee beim aktuelle Stand vun den Erkenntnisser net maachen. Zu Lëtzebuerg stécht d'Recherhce, déi eng sozioqualitativ Approche a Saache Geschicht vum Zweete Weltkrich als Sujet huet nach an de Kannerschong. Et existéiert also nach keng Etüd an där Richtung.

Ad 4) Ech verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 1 an 3.

Ad 5) Aktuell ginn et keng Schoulbicher oder pedagogesch Fascilculen, déi exklusiv d'Geschicht vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich, a besonnesch d'Geschicht vun der Zwangsrekrutéierung, zum Thema hunn. Verschidde Schoulbicher, déi zu Lëtzebuerg an de Schoulen um Programm stinn, wéi zum Beispill d'Bicher vum Cycle moyen vum Régime technique, vum Régime de technicien an d'Geschichtsbuch vun der 9e, behandelen awer dëse Sujet. D'Équipe vum Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé denkt awer driwwer no, fir sou e Fascicule ze realiséieren.

Question 2942 (29.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **entreprises formatrices de la zone industrielle Dudelange/Bettembourg:**

De nombreuses entreprises à travers le pays assurent une formation professionnelle aux jeunes en leur offrant des postes d'apprentissage. Ces entreprises formatrices permettent aux apprentis d'acquérir la qualification nécessaire pour réussir sur le marché de l'emploi.

Or, il me revient que des candidats à l'apprentissage de la région Est du pays se sont vus refuser des postes d'apprentissage dans des entreprises formatrices de la zone industrielle Dudelange/Bettembourg faute d'une offre adéquate de transports publics. En effet, la majorité des entreprises offrent des places d'apprentissage en travail posté entre 06.00 et 14.00 heures tandis que la zone industrielle n'est desservie par les transports publics qu'à partir de 06.00 heures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quel est le nombre total d'apprentis dans les entreprises formatrices de la zone industrielle Dudelange/Bettembourg?

- Quel est le nombre total de postes d'apprentissage non occupés dans ces entreprises?

- Existe-t-il des candidats à l'apprentissage qui n'ont pas été engagés par les entreprises et le cas échéant quelles en ont été les raisons principales?

- Comment Monsieur le Ministre des Transports entend-il régler la problématique des transports publics qui se pose pour les gens en travail posté au niveau de la zone industrielle susmentionnée?

Réponse commune (23.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ad 1:

La région Dudelange/Bettembourg comprend quatre zones industrielles, à savoir Riedgen, Scheleck 1, Scheleck 2 et Wolser. Les entreprises, qui sont établies dans ces quatre zones industrielles, proposent des contrats d'apprentissage dans les métiers/professions suivantes: vendeur, informaticien, mécanicien d'usinage, magasinier dans l'industrie, employé administratif et commercial, mécanicien industriel de maintenance, mécatronicien, gestionnaire qualifié en logistique, serrurier, carreleur, couvreur et vendeur-magasinier.

À la date du 31 octobre 2008, 31 jeunes et/ou adultes sont engagés sous contrat d'apprentissage.

Ad 2:

À la même date, cinq postes d'apprentissage sont encore déclarés vacants par les entreprises formatrices en question.

Ad 3:

À la même date, 15 demandeurs en vue d'un poste d'apprentissage et ressortissant des communes de Dudelange, Bettembourg et Frisange, sont encore inscrits au Service d'Orientation professionnelle.

En ce qui concerne les raisons pour lesquelles des personnes à la recherche d'un poste d'apprentissage ne sont pas engagées par les entreprises formatrices, le Service d'Orientation professionnelle ne peut que spéculer. En fait, ni les personnes à la recherche d'un poste d'apprentissage, ni les employeurs formateurs ne sont tenus à fournir des explications au sujet des refus d'engagements.

Ad 4:

La zone industrielle Dudelange/Bettembourg étant située aux abords immédiats du réseau ferroviaire, le Ministre des Transports a demandé à la Direction des CFL d'analyser les moyens de communication à réaliser par trains à partir de la gare de Bettembourg.

Une nouvelle offre de transport public devra pouvoir être adaptée aux besoins des travailleurs aussi bien du point de vue des capacités que de celui des horaires de travail en vigueur auprès des entreprises concernées.

Une enquête y relative devra être entamée prochainement.

Question 2944 (30.10.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **stratégie de la compagnie aérienne Luxair:**

Ces derniers jours a été présenté le nouvel horaire hivernal de la compagnie aérienne nationale. Selon les déclarations afférentes des responsables de la compagnie, une orientation renforcée du réseau vers des destinations en Europe centrale ainsi qu'une coopération avec les aéroports de la Grande Région constituent les éléments principaux de cet horaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les motifs expliquant une coopération renforcée avec les aéroports de la Grande Région alors que la nouvelle aérogare vient d'être mise en service il y a quelques mois seulement?

- L'élargissement du réseau vers l'Europe centrale avec des relais en Allemagne et en Autriche est-elle à considérer comme une décision en faveur d'un éventuel futur partenaire stratégique?

Réponse (5.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur les motifs justifiant une coopération renforcée de la compagnie aérienne nationale Luxair avec l'Aéroport de Sarrebruck et un élargissement de son réseau vers l'Europe centrale.

Dans le cadre de la présentation du nouvel horaire d'hiver de Luxair lors d'une récente conférence de presse, les responsables de la compagnie aérienne ont dévoilé les lignes directrices de la stratégie 2008-2011 de l'Airline.

Cette stratégie se base sur plusieurs piliers, dont une coopération renforcée avec l'Aéroport de Sarrebruck, une orientation plus poussée vers les destinations en Europe centrale et de l'Est ainsi que le développement d'accords de coopération avec d'autres compagnies aériennes.

En effet, Luxair doit assurer une croissance continue de ses activités pour perdurer dans un environnement de plus en plus compétitif et concurrentiel. Ceci vaut surtout à un moment où l'industrie de l'aviation traverse une période très difficile qui met les consolidations à l'ordre du jour et ne laisse que peu de place aux compagnies aériennes régionales comme Luxair.

Vu l'implantation de compagnies aériennes concurrentes desservant des destinations similaires à celles offertes à partir de l'Aéroport de Luxembourg dans d'autres aéroports voisins, la zone de chalandise naturelle de Luxair est limitée, consistant au maximum dans la population vivant dans un rayon éloigné de deux heures de route de l'Aéroport de Luxembourg.

Pour néanmoins assurer sa croissance, Luxair a décidé en 2007 de développer sa présence à l'Aéroport de Sarrebruck afin de desservir des marchés complémentaires. Si en 2007, Munich était la seule destination opérée via Sarrebruck, Luxair offre à l'heure actuelle depuis Sarrebruck des vols vers les destinations suivantes: Munich, Berlin, Hambourg et Prague.

Cette politique de coopération avec l'Aéroport de Sarrebruck permet à Luxair de développer son réseau de destinations et de fréquences, tout en maintenant le centre de ses activités au Luxembourg qui constitue son marché de prédilection.

Par ailleurs, le Luxembourg profite directement et indirectement de cette politique, étant donné que, d'un côté, tous les vols sous référence sont opérés depuis ou via Luxembourg, offrant un choix plus important de destinations à partir de l'Aéroport de Luxembourg (par exemple les routes Luxembourg-Hambourg et Luxembourg-Berlin ne possèdent pas le potentiel nécessaire pour les opérer de façon viable en vol direct. Par l'opération via Sarrebruck, le potentiel nécessaire pour une opération économiquement viable est donné) et, d'un autre côté, le Luxembourg bénéficie des revenus engendrés sur ces marchés.

La stratégie de Luxair de se développer dans la Grande Région n'a donc pas comme conséquence d'affaiblir la position de l'Aéroport de Luxembourg, mais a bien au contraire comme but déclaré de renforcer et la position de l'Aéroport de Luxembourg et celle de Luxair dans cette même Grande Région pour autant qu'un marché complémentaire exploitable y existe.

La présence et le positionnement de Luxair comme compagnie aérienne de référence à Sarrebruck contribuent par ailleurs notablement à affirmer le rôle de force motrice du Luxembourg dans l'économie de la Grande Région.

Pour ce qui est du développement du réseau Luxair vers des destinations de l'Europe centrale et de l'Est, il s'agit des marchés qui connaissent le potentiel de croissance le plus important en Europe. Luxair doit donc s'y positionner pour le futur. À l'heure actuelle, étant donné que les flux vers ces destinations ne permettent pas des opérations directes, Luxair poursuit une stratégie de coopération avec d'autres compagnies aériennes. Cette stratégie permet de proposer des vols de connexion optimisés vers Varsovie (en coopération avec LOT Polish Airlines via Berlin), Cracovie (en coopération avec LOT Polish Airlines via Vienne) et bientôt Budapest et Bucarest (en coopération avec Austrian Airlines via Vienne).

En ce qui concerne le futur partenaire stratégique mentionné dans ma réponse à la question parlementaire N°2701 du 15 juillet 2008 de l'honorable Député Alexandre Krieps, le résultat des discussions afférentes n'est pas encore formalisé et sera communiqué en temps utile *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*. Il convient cependant de noter que Luxair poursuit sa stratégie de coopération engagée depuis plusieurs années avec d'autres opérateurs aériens sur base d'accords conclus avec Lufthansa, Air France-KLM, Alitalia, Austrian Airlines et LOT Polish Airlines.

Question 2946 (30.10.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **drogue «Strawberry Quick»:**

Récemment de nombreuses personnes au Luxembourg ont reçu des mails et SMS informant qu'une nouvelle drogue aurait fait son apparition. Appelée «Strawberry Quick» ou «Strawberry Met» cette drogue à base de christalmétamphétamin aurait la forme d'un bonbon à l'odeur de fraise et serait distribuée aux enfants dans les cours d'école. Ce mail a même été propagé par des responsables de la section Stupéfiants de la Police grand-ducale. Or, selon le bulletin de presse du 30 octobre 2008 de la Police grand-ducale, le contenu de ce mail s'avère faux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

- N'estime-t-il pas utile que les services de la police doivent vérifier au préalable le degré de véracité des informations reçues avant de les diffuser au grand public?

- Quels moyens le Gouvernement entend-il déployer afin d'éviter à l'avenir de telles désinformations du grand public?

Réponse (8.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement confirme que des informations erronées ont circulé sur l'apparition d'une nouvelle drogue. La police, par communiqué de presse a confirmé qu'au stade actuel, le «christalmétamphétamin», sous la forme décrite, n'a pas apparu ni à Luxembourg, ni dans les régions frontalières.

Toute communication officielle de la police est publiée, après vérification, par le seul Service Communication Presse de la police.

Question 2947 (30.10.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**opportunité à mettre en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié:**

La conservation des forêts mondiales constitue un élément-clé dans la lutte contre le changement climatique. En effet, le rôle des forêts dans le cycle du carbone est mieux connu aujourd'hui. La déforestation ne représente pas moins de 20% des émissions de gaz à effet de serre de la planète, soit davantage que les transports et presque autant que les États-Unis. Car si une forêt joue le rôle de «puits de carbone» en absorbant du CO_2, le fait de la couper ou de la brûler en rejette dans l'atmosphère. Or, chaque année, 8 à 13 millions d'hectares de forêts disparaissent dans le monde soit deux à trois fois la taille de la Suisse.

Devant cette situation alarmante, il est primordial de s'engager dans la préservation de la richesse des écosystèmes forestiers en promouvant entre autres une gestion durable des forêts grâce à la certification des forêts. Tout en sachant que la demande publique représente une part importante dans la consommation nationale de bois, le Gouvernement luxembourgeois pourrait endosser ses responsabilités en ce qui concerne la préservation des forêts mondiales en mettant en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- En tenant compte du fait que la demande publique représente une partie importante dans la consommation nationale de bois, Monsieur le Ministre des Travaux publics n'envisage-t-il pas de mettre en œuvre une politique d'achat, de location ou de leasing de produits contentant du bois qui stimule l'utilisation de bois provenant des forêts gérées durablement?

- Dans l'affirmative, dans quel laps de temps une telle politique d'achat pourrait-elle être mise en œuvre?

Réponse (22.12.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Marcel Oberweis souhaite avoir quelques informations sur l'opportunité à mettre en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié.

À préciser préalablement que le Ministère des Travaux publics est conscient de l'opportunité d'utiliser dans les bâtiments publics du bois certifié issu des forêts gérées durablement.

À cet effet, il faudrait prescrire, par une disposition à insérer dans le texte des cahiers des charges des soumissions publiques, du bois certifié, par exemple pour les lots de la menuiserie intérieure en bois. Une reformulation des textes dans ce sens a déjà été proposée par le Ministère de l'Environnement après une large consultation avec tous les services concernés. Ainsi, les critères des systèmes de certification et des chaînes de contrôle à insérer dans les bordereaux sont clairement définis dans cette proposition.

Or, pour permettre la mise en œuvre de ces critères à l'occasion des soumissions, il faut élaborer d'abord des procédures de vérification et de contrôle, procédures qui sont actuellement inexistantes. En effet, il faudrait que les soumissionnaires remettent avec leur offre des certificats pour permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier, de façon exacte et non équivoque, la conformité du bois offert afin d'éviter toute contestation.

L'Administration des Eaux et Forêts a proposé de nommer à cet effet un comité d'experts qui devrait élaborer une liste des certificats conformes et qui établirait une définition exacte de ces certificats. Ce comité serait composé d'un représentant du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, d'un représentant du Ministère de l'Environnement, d'un représentant de l'Administration des Eaux et Forêts et d'un représentant du Ministère des Travaux publics. Ce comité doit impérativement être opérationnel avant de demander l'utilisation de bois certifié à l'occasion des soumissions publiques.

Le Gouvernement en Conseil sera prochainement saisi de l'institution de ce comité. Ce n'est qu'à partir du moment où ledit comité sera en mesure d'assurer sa mission que l'Administration des Bâtiments publics pourra prescrire du bois certifié dans ses soumissions.

Question 2949 (30.10.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pratique des appels à témoin:**

La Police grand-ducale a souvent recours au procédé de l'appel à témoin pour élucider tant les accidents de circulation que les infractions. Les personnes, qui font suite à cet appel et qui sont partant prêtes à remplir leurs obligations de citoyen et citoyenne, sont souvent sommées de se présenter à une date et une heure fixes sans qu'il soit tenu compte de leur disponibilité. Le soussigné est récemment venu à connaissance d'au moins une affaire où la Police grand-ducale s'est montrée inflexible. À noter que lorsque des personnes sont appelées à témoigner devant nos juridictions, elles sont informées plusieurs semaines à l'avance, ce qui leur permet de s'organiser afin d'être disponibles pour leur audition. Il n'en est pas de même en cas d'appel à témoin suite à un accident routier ou une quelconque infraction. Aux gens de se débrouiller et de trouver en l'espace de quelques heures par exemple une personne qui puisse garder leurs enfants ou de négocier un congé avec leur employeur.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Si le Gouvernement est au courant de ces pratiques?

2. S'il ne pense pas qu'une administration comme la Police grand-ducale, qui est - ne l'oublions pas - au service du citoyen, devrait se montrer plus flexible et proposer d'office plusieurs dates et plusieurs horaires aux personnes voire ne devrait-elle pas laisser, dans l'hypothèse qui nous intéresse, le choix de la date et de l'horaire au témoin lui-même?

3. Si le Gouvernement ne peut pas s'imaginer que ce soit la police qui se déplace pour auditionner le témoin plutôt que le témoin?

4. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend proposer pour que la Police grand-ducale prête à l'avenir plus d'attention aux obligations professionnelles et familiales des éventuels témoins?

Réponse (8.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les dépositions des témoins sont un élément important de l'enquête judiciaire et suivant les éléments de l'enquête, des témoignages rapides et sur-le-champ peuvent s'avérer indispensables.

Le Code d'instruction criminelle prescrit, en son article 12, l'obligation d'informer sans délai le procureur d'État des infractions dont l'officier de police judiciaire a connaissance. Le policier est par conséquent tenu à des délais contraignants de dénonciation et donc également de rédaction de procès-verbaux.

Les instructions de service de la police prévoient que le témoin est invité soit directement sur place, soit par téléphone, email ou lettre de convocation. Le cas échéant, la police envoie la convocation par lettre recommandée. Je souhaite qu'il soit tenu compte, dans des limites raisonnables, des obligations personnelles, familiales et professionnelles du témoin.

En général, dans un souci d'optimisation des moyens disponibles ainsi que pour des raisons d'organisation du travail, les témoins sont convoqués au commissariat de police. Dans des cas particuliers, la police se déplace pour les auditions de témoins.

Question 2950 (30.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **neuroleptiques:**

Wéi et schéngt, gëtt ëmmer méi op de Gebrauch vun «Neuroleptika» zréckgegraff, fir Kanner, déi «verhalensopfälleg» sinn, ze behandlen respektiv roueg ze stellen. Dëst ass kierzlech aus enger Emissioun op enger auslännescher Televisiounschaîne ervirgaangen.

Hei hunn engersäits Doktere sech deelweis positiv iwwert d'Resultater geäussert, déi se mat deene Medikamenter géifen erreechen, anerersäits hu Wëssenschaftler viru schwéieren Niewewierkunge gewarnt a gesot, datt Kanner grondsätzlech net sollte mat esou Mëttle behandelt ginn.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Gesondheetsminister riichten:

1. Hutt Dir fiabel Donnéeën iwwert de Gebrauch vun Neuroleptika bei Kanner zu Lëtzebuerg? Wéi ass gegebenenfalls d'Évolutioun vun dësem Verbrauch?

2. Wéi ass d'Applikatioun vun Neuroleptika bei Kanner a Jugendleche bei eis geregelt?

3. Wat soen d'Experienzen iwwert d'Applikatioun vun Neuroleptika bei Kanner a Jugendlechen, a besteet eventuell Handlungsbedarf? Wa jo, wat sinn Är Intentiounen an dëser Matière?

Réponse (10.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Datebank vun der Union des Caisses de Maladie gëtt Opschloss iwwert de Gebrauch vun Neuroleptika bei Kanner.

Am Joer 1996 hunn an der Altersklass vun de Jugendlechen bis zu 19 Joer 2,69 Jugendlecher vun 1.000 op d'mannst eng Verschreiwung vun Neuroleptika kritt. An de Joren dono ass déi Verschreiwung konstant zréckgaangen a louch am Joer 2000 bei 1,85 Jugendlecher vun 1.000. Dono ass déi Zuel awer nees an d'Luucht gaangen a louch 2006 bei 2,67. Och 2007 ass déi Zuel weider an d'Luucht gaangen.

An der Altersklass vun 0 bis 4 Joer ass d'Verschreiwung am niddregsten, geet dann an d'Luucht fir hire Maximum an der Altersklass tëschent 10 a 14 Joer ze erreechen. An allen Altersklasse kréien d'Jonge méi Neuroleptika verschriwwen ewéi d'Meedercher.

Et gëtt néierens internationaalt Vergläichsmaterial. Dëst Joer ass eng hollännesch Etüd veröffentlecht ginn, laut där an deem Land d'Verschreiwung vun Neuroleptika vun 1995 bis 2005 sech méi ewéi verduebelt huet (vun 3 pro 1.000 op 6,8 pro 1.000). Déi Zifferen leien och wäit iwwert de Virschreiwungen zu Lëtzebuerg.

D'Neuroleptika si rezeptflichteg. Dës Medikamenter hunn, wéi all Medikamenter, een Uwendungsberäich, deen am «résumé des caractéristiques du produit », esou ewéi en an der «autorisation de mise sur le marché bestëmmt gëtt», festgehale gëtt. Den Dokter muss sech dorunner halen. Allerdéngs ass den Uwendungsberäich vun den Neuroleptika zimlech wäitgefächert. Dës Medikamenter gi souwuel symptomatesch bei kuerzen Agitationszoustänn a Verhalensstéierungen, wéi och bei méi laangwierege psychesche Problemer ugewannt.

D'Verantwortung vun der Verschreiwung läit beim Dokter. Zesumme mat dem «Conseil scientifique» an der zukünfteger Gesondheetskeess setzt de Minister sech fir de richtege Gebrauch vun de Medikamenter allgemeng an de Neuroleptika am Besonneschen an. Zesumme mat der Gesondheetskeess wäerte mer all significativ Ofwäichungen am A behalen a gegebenenfalls dorop reagéieren.

Question 2951 (30.10.2008) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **programme «accueil et intégration» de l'Union européenne:**

L'organisation Caritas Luxembourg devra peut-être bientôt se séparer de certains de ses collaborateurs suite à la suppression par l'Union européenne de subventions permettant de financer un projet de son programme «accueil et intégration», programme dans lequel des réfugiés et des migrants sont temporairement occupés. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration cofinance normalement pour moitié ce projet pour autant que le projet reçoive l'approbation de financement par l'UE.

Sachant que ce programme occupe de nombreux migrants et demandeurs d'asile, nous aimerions poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre juge-t-elle que l'on puisse renoncer à ce projet d'intégration et de formation? Dans l'affirmative, pourquoi? Dans la négative, le Ministère va-t-il proposer d'autres options à cette organisation afin qu'elle puisse conserver ce projet?

Réponse (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il faut reconnaître les mérites d'un projet qui vise l'accueil, la formation et l'intégration, surtout des jeunes parmi les demandeurs d'asile et réfugiés, public cible du Fonds européen pour les Réfugiés et non les jeunes migrants.

Il est souhaitable qu'au moins certains volets du projet puissent être reconduits, au-delà du cofinancement par le Fonds européen pour les Réfugiés, et que le projet puisse s'ouvrir également aux jeunes issus de l'immigration, toutes nationalités confondues.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration est en train d'étudier la possibilité d'un tel financement par le biais de son budget.

Question 2954 (30.10.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **coutume des îles de Féroé:**

An enger Dokumentatioun, déi de Moment um Internet verbreet gëtt, gëtt op e Massaker un Delphinen opmierksam gemaach, dee wéi et schéngt, all Joer op en Neits bei de Färöer-Inselen, déi zu Dänemark gehéieren, geschitt. Hannergrond vun dësem schreckleche Gemetzel ass wéi et schéngt en historescht Ritual, wou jonk Männer mat dësem Massaker un deene mënschefrëndlechen Déieren beweise sollen, datt se erwuesse gi sinn (!!!). Um Schluss steet d'Feststellung, datt dat schlëmmst vun allen Déieren op eisem Planéit wuel de Mënsch ass. Ech schécken lech dëst Dokument iwwer courrier électronique mat.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

An dësem Zesummenhang géif ech gären déi heite Froen un déi zoustänneg Ministere riichten:

1. Ass an europäesche Gremie schonn iwwert dës Barbarei geschwat ginn, a wa jo, wat war d'Positioun vu Lëtzebuerg an dëser Fro?

2. Ass dës Tierquälerei iwwerhaapt mat der europäescher Gesetzgebung vereinbar? Wann neen, wéisou ass dann nach net dergéint ageschratt ginn, respektiv wat fir Schrëtt mussen ënnerholl ginn, fir dëser schänterlecher Saach en Enn ze maachen?

3. Sidd Dir bereet, fir Iech dofir anzesetzen, datt dësem alljährleche Gemetzel en Enn bereet gëtt, a wa jo, op wat fir eng Manéier?

Réponse commune (15.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Je partage la consternation de l'honorable Député Mehlen devant la barbarie indéniable que représente l'abattage annuel d'environ un millier de baleines pilotes aux îles Féroé. Il s'agit d'une activité non commerciale traditionnelle, organisée par des communautés locales, lors de laquelle ces animaux, appartenant à la famille des dauphins, sont poussés par des embarcations à échouer sur la plage, pour être tués à l'aide de couteaux.

En ce qui concerne la compatibilité de ces pratiques avec la législation européenne en matière de protection de la nature, il importe de noter que les îles Féroé ne font pas partie de l'Union européenne. Le fait que toutes les espèces de cétacés figurent à l'annexe IV de la directive 92/43/CE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore et bénéficient ainsi d'un statut de protection stricte au niveau européen, ne s'applique donc pas aux îles Féroé.

La commission baleinière internationale considère qu'en vue d'un effectif total du Globicéphales estimé à environ 100.000 individus autour des îles Féroé, les quotas en vigueur ne portent pas atteinte à l'état de conservation de l'espèce. Par ailleurs cette commission, à laquelle le Luxembourg a adhéré en 2005, n'a pas de mandat direct pour imposer une limitation ou l'interdiction de la chasse d'espèces de la famille des dauphins. Il va de soi que le Luxembourg s'est invariablement engagé pour un régime de conservation stricte des baleines et des dauphins lors de votes de la commission baleinière et continuera à se rallier aux votes des opposants à la chasse aux baleines à l'avenir.

Question 2957 (3.11.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**autorisation de séjour et** le **permis de travail:**

Säit dem 1. am Wäimount 2008 ass d'Gesetz a Kraaft laut deem den Immigratiounsminister esouwuel d'Aarbechts- wéi och d'Openthaltsgenehmegungen accordéiere soll.

De Betraffene muss seng Demande selwer beim Immigratiounsminister areechen.

Vun do u soll dann den Dossier un d'Aarbechtsamt weidergeleet ginn, fir d'Demande am Kontext mam Aarbechtsmaart ze analyséieren.

Da geet den Dossier erëm zréck un den Immigratiounsministère.

Déi Servicer sollen zwar vu Méindes bis Freides vun 08.30 bis 10.30 Auer zur Verfügung stoen, leider gesäit d'Praxis ganz anescht aus an d'Demandeure stinn oft virun zouen Diere an och telefonesch ass et praktesch onméiglech duerchzekommen.

Och ass et esou, datt wann een nofreet, wéi de neie System an der Praxis soll fonctionnéieren, op deenen zoustännege Servicer keen eng Äntwert weess, an d'Dossiere leie bleiwen, well op «Instruktioune vun uewen» gewaart gëtt, wéi et soll weidergoen.

Och sollen d'Computerprogrammer nach net op déi nei Situatioun agestallt sinn!

Kann den zoustännegen Här Minister mer duerfir folgend Froen beäntwerten:

1) Sinn dem Här Immigratiounsminister déi Problemer bekannt?

2) Wourunner läit et, datt déi Dispositiounen, déi laut Gesetz ab dem 1. Oktober 2008 a Kraaft sinn, an der Praxis net ëmgesat gi kënnen?

3) Feelt et an deenen zoustännge Servicer u Personal respektiv un informateschem Material fir déi agereechten Dossieren an engem zefriddestellenden Zäitraum ze traitéieren?

Réponse (23.12.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Wéi bei all grousser Reform, an ech géif mengen kënnen ze soen, dass dat neit Immigratiounsgesetz esou eng Reform duerstellt, ass et oft nun emol esou, dass d'Ëmstellung vun engem Dag op deen aneren eng Rei vun administrative Schwieregkeete mat sech bréngt.

D'Immigratiounsgesetz, dat den 9. Juli 2008 vun der Chamber gestëmmt ginn ass, ass den 1. Oktober a Kraaft getrueden. Et ass also net richteg ze soen, dass d'Dispositiounen aus deem Gesetz net ëmgesat ginn.

Et ass versicht ginn de Friemeservice vum Ministère während där Zäit esou ëmzestellen, fir dass alles sollt fir de Stéchdatum vum 1.Oktober prett sinn.

Dräi Punkte wëll ech do haaptsächlech ervirsträichen:

- Et stëmmt, déi nei Computerprogrammer, déi jo hu missen op d'Konditioune vum neie Gesetz passen, waren net zur Zäit fäerdeg. Nun, d'Gesetz vun 1972 hat ronn 40 Artikelen, dat vun 2008 huet der eleng 160, ouni déi vun den 9 Règlements d'exécution derbäizezielen. Entre-temps klappt dat mat der Informatik awer.

- Wéi den Här Deputéierte richteg seet, eng Demande op en Openthaltstitel als Aarbechter gëtt elo vum Betraffene selwer beim Immigratiounsminister gemaach, an duerno gëtt d'Aarbechtsamt eréischt ageschalt. Dat bedéngt awer, dass d'Demande, déi erageereecht gëtt, komplett muss sinn ier d'ADEM ëm hiren Avis ka gefrot ginn an ier d'«Commission consultative pour travailleurs salariés» kann zesumme kommen.

- No deem neie Gesetz wenden d'Drëttstatsauslänner sech och direkt mat hiren Demanden un de Ministère, an net méi un d'Gemengen. Wat bédengt, dass déi Aarbecht, déi virdru vun 116 Gemenge gemaach gouf, elo direkt vum Ministère gemaach gëtt. Wat och bedéngt, dass déi Leit, déi sech virdrun un 116 Populatiounsbüroen adresséiert hunn, sech elo un déi aktuell 2 Guichete vum Ministère wenden, wat Problemer mat sech bruecht huet. Mä och an deem Beräich wëlle mer, notamment mat engem Ëmbau am Haus, 2009 besser Konditioune fir den Accueil vun de Leit schafen.

Trotz dem Appel un all concernéiert Leit, hir komplett Demande mat der Post un de Ministère ze schécken, a sech net selwer an d'Stad ze déplacéieren just nëmme fir eng Demande oder en Dokument ofzeginn, geschitt dat oft net, wat dann Engpäss beim Accueil mat sech bréngt. D'Populatiounsbüroe vun de Gemengen hu sech bei zwou Réuniounen, déi meng Servicer mat hinnen haten, bereet erklärt de Leit dobäi ze hëllefen, déi sech u si wenden, och wann dat net méi an hirer Kompetenz ass. Och ass eng administrativ Verstäerkung ugefrot, fir déi duerch déi beschriwwen Emstänn entstane Retarden opzeschaffen. An ech hoffen, datt dann d'Applikatioun vum Gesetz, dat jo soll d'Prozedure vereinfachen an accéléréieren, korrekt wäert sinn.

Question 2958 (4.11.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes:**

Le système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes (CITA) a été élaboré pour faire face à des perturbations de la circulation routière et mieux informer les conducteurs avant et surtout pendant leur déplacement.

Or, ceci n'est vrai que pour les automobilistes qui circulent déjà sur l'autoroute. Ces derniers sont informés par le biais de panneaux à messages variables et peuvent, en cas d'incident, vite décider de quitter l'autoroute et ainsi éviter un embouteillage.

Les automobilistes qui sont cependant en train d'accéder à l'autoroute sont privés de toute information et ne peuvent dès lors éviter un bouchon éventuel.

Un autre problème persiste au niveau de la coopération transfrontalière vu que les différents systèmes de contrôle et d'information du trafic ne semblent pas être harmonisés. En effet, on peut être immobilisé plusieurs centaines de mètres après la frontière luxembourgeoise alors que l'on venait de passer en France sous un panneau indiquant que la circulation était fluide.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'équiper les accès aux autoroutes par une signalisation adéquate pour informer les automobilistes des problèmes qui peuvent persister sur le réseau autoroutier?

- Est-il envisagé de collaborer plus étroitement avec les services d'informations des pays frontaliers en vue d'une meilleure propagation de l'information vers les automobilistes?

- Une harmonisation des systèmes d'informations au niveau transfrontalier est-elle envisagée respectivement réalisable?

Réponse (5.12.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que pour le premier volet de la question parlementaire de l'honorable Député, concernant des dispositifs d'information aux entrées sur l'autoroute, l'Administration des Ponts et Chaussées a réalisé une étude de faisabilité pour l'installation de divers équipements au droit des bretelles d'entrée. Il s'agit en l'occurrence de prévoir un contrôle du gabarit, un comptage du trafic, une surveillance vidéo et justement un panneau d'information.

Il est un fait que peu d'installations de ce type sont opérationnelles sur les entrées d'autoroutes européennes. On trouve de plus en plus de sites équipés d'un dispositif de contrôle d'accès (rampmetering) consistant en l'installation de feux tricolores en fin de bretelle, destinés à réguler l'accès sur autoroute au compte-goutte, de manière à éviter des ralentissements dus aux manœuvres d'insertion des véhicules. Rares sont les dispositifs d'information, et encore faut-il décider quel type de message doit être diffusé: événements en aval sur l'autoroute, niveau de service ou temps de parcours, respectivement des recommandations d'itinéraires alternatifs. En fonction du type d'information fournie, l'emplacement des panneaux peut varier, et ils devront éventuellement être installés à une certaine distance du carrefour. Il faut donc réaliser une étude spécifique pour chaque site.

L'Administration des Ponts et Chaussées a prévu d'intégrer ce type d'équipements dans divers projets en cours comme l'élargissement des autoroutes A3 et A6 et l'échangeur de Pontpierre.

Concernant le deuxième volet de la question parlementaire, à savoir la collaboration transfrontalière dans le domaine de l'information routière, il y a lieu de noter qu'une collaboration existe en cas d'événement grave ou exceptionnel nécessitant la mise en place de déviations à grande échelle. Elle se fait via le «Plan de Gestion de Trafic (PGT) Bruxelles-Beaune» dont la validation officielle est prévue en décembre de cette année. En ce qui concerne les bouchons, il n'y a pas d'échanges systématiques d'informations entre les divers exploitants, sauf en cas de bouchon exceptionnel, dû par exemple à un accident grave ou un contrôle de poids lourds.

Une harmonisation des services d'information au niveau européen serait difficile, car chaque pays a sa propre manière d'organiser l'information routière et les moyens, équipements et dispositifs utilisés sont souvent très différents. Sur certains itinéraires transfrontaliers ont effectivement été mis en place des systèmes coordonnés, mais ces sites concernent essentiellement des parties du réseau autoroutier entre grandes agglomérations où existent plusieurs itinéraires alternatifs, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg.

Question 2962 (5.11.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales:**

Le budget 2008 de votre Ministère prévoit un article de 100.000 euros pour l'organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales.

- Si cette campagne a déjà eu lieu, quels ont été les moyens utilisés, qui était impliqué dans l'élaboration de la campagne et quels en sont les effets?

- Si cette campagne n'a pas encore eu lieu, pour quand est-elle prévue?

- Sachant que le 7 juin 2009 sont programmées les élections pour la Chambre des Députés et pour le Parlement européen, tiendrez-vous compte du projet de loi portant réforme des délais d'inscription sur les listes électorales qui devrait permettre en 2009 l'inscription jusqu'à 13 semaines avant les élections?

Réponse (11.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation à mener en vue de favoriser l'inscription des étrangers sur les listes électorales, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers prévoit diverses actions à court terme, tel que souhaité par la Chambre des Députés et tel que revendiqué par plusieurs organisations oeuvrant en faveur des étrangers, à savoir:

- la production d'un spot vidéo à diffuser dans les salles de cinéma,

- des conférences,

- l'élaboration et l'impression d'un dépliant, d'affiches et de sous-verres diffusés au grand public en langue française, allemande, anglaise, portugaise et italienne,

- une campagne visant particulièrement les jeunes, diffusion de badges et de bics,

- l'organisation d'un festival touchant aussi bien les adultes que les jeunes, avec des stands d'information des associations œuvrant en faveur des étrangers et d'un concert d'un groupe étranger.

En effet, il sera tenu compte du projet de loi portant réforme des délais d'inscription sur les listes électorales. Voilà pourquoi la diffusion du spot et des dépliants en question ne saura être lancée qu'après le vote de ladite réforme.

Question 2964 (6.11.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE):**

La BCE vient d'annoncer une baisse de 0,5% de son taux directeur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le Gouvernement entend faire répercuter l'intégralité de cette baisse du taux directeur au niveau des prêts accordés par les banques dans lesquelles l'État détient le capital respectivement dans lesquelles l'État est récemment intervenu dans le cadre des opérations de recapitalisation?

Réponse (20.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que la BCEE a décidé, avec mon approbation, de répercuter intégralement la baisse répétée des taux d'intérêt de la BCE. Les taux de la Banque de l'État diminueront ainsi une deuxième fois endéans un mois au 1er décembre 2008.

Le Gouvernement a invité les autres banques à suivre ce mouvement dans l'intérêt de l'économie et du pouvoir d'achat des ménages.

www.chd.lu

Question 2965 (7.11.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**immatriculation:**

Den 1. am Wantermount sinn nei Regelen iwwert d'Immatrikulatioun vun den Autoen a Kraaft getratt, esou ewéi dat op der Internetsäit vum SNCT an engem Communiqué duergeluecht gouf.

Wéi och an der Press nozeliese war, gëtt et jo dann eng Vereinfachung bei der Umeldung vu gebrauchten Autoen, déi aus engem aneren EU-Land importéiert ginn.

Bis elo, sou gëtt bericht, huet jo missen een Auszug aus dem Handelsregister vum auslännesche Gebrauchtwonhändler virgeluecht ginn.

Laut enger Entscheedung vum EU-Geriichtshaff ass et elo akzeptéiert, datt bei der Umeldung vun dem betreffenden Auto bei der SNCT nëmmen als Beleg d'TVA-Nummer vun dem auslänneschen Autohändler virgeluecht muss ginn.

Vill Länner hunn hir Handelsregisteren um Internet publizéiert an et kann een zu jidder Zäit an engem Händler seng Detailer akucken.

Dofir meng Froen:

1) A wéi enger Form muss dës TVA-Nummer virgeluecht ginn?

2) Muss et a Form vun enger legaliséierter «copie conforme» an als originalen Auszug aus engem auslännesche Register sinn?

3) Geet et ënner Ëmstänn duer, wann op der Rechnung vun dem auslänneschen Händler seng TVA-Nummer dropsteet?

4) Sinn Dokumenter, déi vum Internet erofgeluede goufen, vun der Kontrollstatioun akzeptéiert?

5) Wann d'TVA-Nummer der SNCT matgedeelt gouf, wéi kontrolléiert d'Administratioun dann d'Richtegkeet vun deenen Informatiounen, a wéi laang kann esou eng Iwwerpréiwungsprozedur daueren?

6) Wéi gëtt d'Situatioun gehandhaabt, wann een Handel tëschent engem privaten auslännesche Verkeefer an engem private Lëtzebuerger Verkeefer ofgeschloss gëtt?

7) Ass et ënner Ëmstänn méiglech, datt op der Internetsäit vun der SNCT déi ganz Prozedur, déi vum 1. November 2008 ugewannt gëtt, am Détail explizéiert gëtt, an och matgedeelt gëtt, wéi eng Informatiounen, wéi eng Dokumenter mat offiziellem Charakter virgeluecht musse ginn?

Réponse (4.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierten Eenzelheeten iwwert d'Vereinfachung bei der Immatrikulatioun vu gebrauchten Autoen, déi aus engem aneren EU-Land importéiert ginn.

Fir unzefänken wëll ech ënnersträichen, dass d'TVA-Nummer, déi fir d'Umeldung vun engem Gefier muss presentéiert ginn, dat bei engem Gebrauchtwonhändler kaaft ginn ass, prinzipiell déi intracommunautaire TVA-Nummer ass. Dës intracommunautaire TVA-Nummer muss kloer an däitlech op der Rechnung stoen, déi de Verkaf vum Gefier dokumentéiert.

Wann d'Gëltegkeet vun enger TVA-Nummer duerch d'«Société Nationale de Contrôle Technique» (SNCT) kann iwwerpréift ginn, brauch dës Nummer net méi anescht dokumentéiert ze ginn. An dësem Fall geet et duer, wann op der Rechnung d'TVA-Nummer mentionnéiert ass. Sou eng Iwwerpréiwung ass méiglech fir TVA-Nummeren, déi aus engem Land kommen, wou déi zoustänneg Verwaltung e Register mat den TVA-Nummere mat de betreffende Sociétéiten um Internet öffentlech zougänglech mécht.

Wann d'Gëltegkeet vun enger TVA-Nummer net vun der SNCT kann iwwerpréift ginn, muss si duerch ee betreffenden Certifica dokumentéiert ginn, deen entweder als Original oder als «Copie certifiée conforme à l'original» ze presentéieren ass.

Als alternativ Method fir déi legal Situatioun vun engem professionelle Verkeefer ze dokumentéire besteet weiderhin d'Méiglechkeet, der SNCT een Certifica virzeleeën, deen noweist, dass de Verkeefer a sengem Nidderloossungsland autoriséiert ass fir Gefierer ze verkafen.

An eenzelne Fäll akzeptéiert d'SNCT Dokumenter, déi vum Internet erofgeluede goufen, ënnert der Bedéngung, dass

- dee betreffenden Internetsite dokumentéiert an eendeiteg traçabel ass;

- d'SNCT selwer kann d'Existenz an den Inhalt vun deem Site préiwen;

- den Eegentümer vun deem Site deen ass, dee kompetent an autoriséiert ass, fir d'Informatioun vun dem betreffenden Dokument ze géréieren an ze publizéieren.

Fir d'Gëltegkeet vun enger TVA-Nummer ze préiwe benotzt d'SNCT all Mëttel, dat hir zur Verfügung steet, a besonnesch den Internet.

An der Hypothees vum drëtten Abschnitt kann et vun e puer Sekonnen bis zu e puer Minutten daueren, bis dass d'Gëltegkeet vun enger TVA-Nummer iwwerpréift ass. An der Hypothees vum véierten Abschnitt muss de Client vun der SNCT selwer déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir de Beweis vun der Gëltegkeet vun der TVA-Nummer ze bréngen, sou dass d'Zäit, déi heifir gebraucht gëtt, net méi ënnert d'Responsabilitéit vun der SNCT fält.

Wann e Gefier vun enger Privatpersoun un eng aner Privatpersoun verkaaft gëtt, bleiwen déi al Dispositiounen vun den Artikelen 92 bis 94 vum Code de la Route applikabel. D'Eegentumsrecht vun deem neie Besëtzer op d'Gefier, wat soll immatrikuléiert ginn, kann, wéi an der Vergaangenheet, einfach dokumentéiert ginn duerch ee Verkafskontrakt, deen de Prescriptioune vum Code de la Route entsprécht.

Den Internetsite vun der SNCT (www.snct.lu) renseignéiert haut schon iwwert d'Dokumenter déi musse fir d'Immatrikulatioun vun engem Gefier presentéiert ginn an ënnerscheet dobäi tëscht engem neie Gefier an engem gebrauchte Gefier respektiv tëscht engem Gefier, dat zu Lëtzebuerg kaaft an engem, dat am Ausland kaaft ginn ass.

Dat kommend Joer geet ee neien Internetsite vun der SNCT online, deen den eService fir d'Clienten weider optiméiert.

Question 2966 (10.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **restructuration de l'Agence de l'Énergie:**

Le 9 avril, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi que le Ministre de l'Environnement ont présenté la réorganisation et la restructuration de l'Agence de l'Énergie.

Cette dernière fut créée en 1991 par l'État luxembourgeois, CEGEDEL S.A. et SEO S.A.. Les missions de l'Agence de l'Énergie sont l'utilisation rationnelle de l'Énergie ainsi que la valorisation des sources d'énergies renouvelables afin d'assurer le développement durable de l'approvisionnement en énergie au Luxembourg.

Dans le cadre de la restructuration et réorganisation de l'Agence de l'Énergie, il est envisagé de créer un groupement d'intérêt économique qui portera le nom «myenergy Lëtzebuerg» et qui sera composé de l'Agence de l'Énergie S.A. et de l'État luxembourgeois.

Cette nouvelle structure aura comme mission des prestations dites «publiques» qui concernent des services de base dans le domaine de l'information, du conseil et de la formation en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ces prestations s'adresseront notamment aux citoyens et aux communes.

L'Agence de l'Énergie S.A. prendra la dénomination «Energieagence Lëtzebuerg» et continuera à exercer ses activités dans le domaine des prestations dites «marché» qui sont également offertes par d'autres acteurs privés et qui se situent notamment dans le domaine des conseils détaillés, le passeport énergétique et les audits énergétiques.

La restructuration envisagée devrait permettre une meilleure couverture des besoins en information, conseil et formation en matière d'économies d'énergie et des énergies renouvelables et s'intégrera dans la multitude de politiques actuellement entreprises dans le domaine de la protection du climat, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la date à partir de laquelle la restructuration de l'Agence de l'Énergie prendra effet?

- Quelle sera la composition du personnel de «myenergy Lëtzebuerg» et de «Energieagence Lëtzebuerg» et quel sera le statut futur du personnel actuellement employé au sein de la structure existante?

- Quel sera le statut exact de «Energieagence Lëtzebuerg»?

- Est-ce que d'autres partenaires se sont proposés afin d'en diversifier l'actionnariat?

Réponse (15.12.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la restructuration de l'Agence de l'Énergie, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Par acte notarié du 22 mai 2008, acte enregistré à Luxembourg le 30 mai 2008 et déposé le 1er août 2008 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, il a été procédé à la constitution d'un groupement d'intérêt économique sous la dénomination «My Energy GIE» dont les membres sont l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence de l'Énergie S.A.. «My Energy GIE» a pour objet social les activités suivantes:

«- de promouvoir les énergies durables et renouvelables;

- de sensibiliser et d'informer le public et les entreprises à l'utilisation d'énergies durables ou renouvelables;

- d'éduquer et d'informer le public et les entreprises aux économies d'énergie et à une utilisation plus rationnelle de l'énergie;

- d'assurer des formations spécifiques et la formation continue dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables; et

- de participer à des études dans le secteur des énergies durables et de l'utilisation plus rationnelle de l'énergie;

- de réaliser des projets au niveau national ou européen dans le secteur des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie;

- de créer un pôle de compétences dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique».

Le groupement d'intérêt économique opérera à l'avenir sous l'enseigne «myenergy Luxembourg» et l'Agence de l'Énergie S.A. opérera sous l'enseigne «Energieagence Lëtzebuerg» et gardera le statut d'une société anonyme.

Le statut du personnel de «Energieagence Lëtzebuerg» restera inchangé et celui de «myenergy Luxembourg» sera identique et par conséquent celui de l'employé privé.

Le personnel de «myenergy Luxembourg» sera constitué par une partie du personnel de l'Agence de l'Énergie S.A. qui sera transféré avec effet au 1er janvier 2009 ainsi que par du personnel nouvellement embauché au cours de l'année 2009.

Complémentairement, le personnel de «Energieagence Lëtzebuerg» sera constitué par une partie du personnel de l'actuelle Agence de l'Énergie S.A. ainsi que par du personnel nouvellement embauché au cours de l'année 2009.

En ce qui concerne les activités de «Energieagence Lëtzebuerg», il n'y a point de changements au niveau de l'objet social, les activités visent principalement l'offre de conseils en énergie sur le marché et la promotion de nouveaux produits compétitifs dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

La question de la diversification de l'actionnariat de «Energieagence Lëtzebuerg» est en phase d'analyse tout en tenant compte de la réorganisation projetée du secteur énergétique.

Il est également projeté d'instituer un comité consultatif (tel que prévu par les statuts) au niveau de «myenergy Luxembourg» qui sera composé d'organismes et d'associations actives dans les domaines concernés qui pourront apporter de nouvelles idées et tracer de nouvelles pistes d'action.

Question 2969 (12.11.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **subventions agricoles:**

Déi finanziell Situatioun a ville landwirtschaftlechen a wäibauleche Betriber ass de Moment problematesch, well engersäits d'Präisser fir déi wichtegst landwirtschaftlech Produkter déif am Keller sinn an d'Aussiichten och net déi bescht sinn, anerersäits d'Produktiounskäschten, wéi zum Beispill chemesch Dünger an Energie staark geklomme sinn. Duerfir ass et wichteg, datt déi öffentlech Bäihëllefen, déi en integrale Bestanddeel vun der landwirtschaftlecher Akommespolitik sinn, an ouni déi et net géif goen, och fristgerecht ausbezuelt ginn. Et ass awer allgemeng bekannt, datt et de Moment zu grousse Verspéidunge kënnt, wat de Betriber an der aktueller Situatioun richteg wéi deet.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Landwirtschaftsminister riichten:

1. Kënnt Dir mir eng Situatiounsbeschreiwung op de 15. November 2008 ginn, opgeschlësselt no de grousse Kategorië vu Baihëllefen,

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

déi am Réckstand sinn, de Joren, op déi se sech bezéien, der Zuel vun Dossieren an den ongefëiere Beträg, déi opstinn?

2. Dir explizéiert dës Situatioun mat de Problemer, fir déi entspriechend Computerprogrammer ze schreiwen an un d'lafen ze kréien. Kënnt Dir dozou déi néideg Prezisioune ginn? Wien ass mat dëser Aarbecht beoptraagt, huet dësen Opérateur déi néideg Capacitéit, wéini ass mat dëser Aarbecht ugefaang ginn an ass dëser Aarbecht déi néideg Prioritéit réservéiert ginn?

3. Ass et net méiglech, fir no enger vereinfachter Prozedur Avancen op deene geschëllte Beträg ze bezuelen, a wann neen, wéisou?

4. Wéi gesidd Dir, no de grousse Kategorië vu Baihëllefen, déi weider Evolutioun an dësem Dossier?

Réponse (11.12.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les questions posées par l'honorable Député appellent de ma part les réponses suivantes:

1. À la date du 1er décembre 2008, la situation en matière de paiement des subventions par grandes catégories se présente de la manière suivante:

Catégorie	Total des paiements dus (€)	Paiements effectués (€)	Nombre de dossiers concernés	Paiements en suspens (€)	Nombre de dossiers concernés	%
a	b	c	d	e	f	g = e/b
Mesures agri-environnementales (années 2002-2007)	20.588.047	19.128.568	10.657	1.459.479	1.061	7,09
Investissements dans les exploitations agricoles (années 2001-2008)	153.579.004	148.135.542	18.608	5.443.462	240	3,54
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (campagnes 2005-2007)	20.877.378	20.852.378	5.270	25.000	600	0,12
Indemnité compensatoire (campagnes 2005-2007)	47.594.696	47.569.696	4.632	25.000	600	0,05
Aides directes (campagnes 2005-2007)	99.417.749	99.417.749	5.714	0	0	0,00
Total	342.056.874	335.103.933	44.881	6.952.941	2.501	2,03

Les paiements en suspens concernent:

- des dossiers pour lesquels les bénéficiaires n'ont pas encore fourni tous les éléments requis,

- des dossiers qui doivent encore être évalués au vu des résultats des contrôles sur place,

- des dossiers qui n'ont été que présentés dans les derniers mois

et

- pour ce qui concerne les aides aux investissements, les dossiers qui ont été repêchés suite aux arrêts du Tribunal administratif du 30 juin 2008.

2. Il est vrai que certains retards se sont accumulés dans le passé à cause de problèmes techniques survenus dans le cadre du développement des programmes informatiques nécessaires à la gestion et au contrôle des mesures agri-environnementales. Elles étaient dues notamment à la complexité des règles et conditions définies dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures. Cette complexité ne peut pas être évitée dans la mesure où les différents intervenants dans le processus de décision (notamment la Commission européenne) apportent en permanence des adaptations de ces règles. Les problèmes en question ne pourront être surmontés définitivement qu'à partir du moment où l'on arrive à une certaine stabilité dans le temps pour ces règles.

3. Le paiement d'avances n'est pas autorisé dans le cadre des paiements directs, sauf autorisation expresse de la Commission européenne basée sur des conditions exceptionnelles exposant les agriculteurs à de graves difficultés financières. Cette situation s'est présentée en 2006, où la Commission européenne a autorisé le versement d'avances à cause des conditions climatiques défavorables pour tous les États membres.

Pour ce qui concerne les primes relevant du développement rural, le paiement d'avances est soumis à des règles contraignantes qui augmentent considérablement la charge administrative et risquent de retarder le paiement du solde.

4. Les paiements directs concernant la campagne 2008 s'élevant à 32.974.540,87 € et dont le premier jour de paiement possible selon la réglementation communautaire a été le 1er décembre 2008, viennent d'être transférés sur les comptes des bénéficiaires en date du 2 décembre 2008. Les primes à l'entretien du paysage et de l'espace naturel concernant la campagne (montant estimé: 9.900.000 €) seront versées avant la fin de cette année. Finalement, il est prévu de liquider les indemnités compensatoires au titre de la campagne 2008 (montant prévu: 15.600.000 €) au courant du premier trimestre de l'année 2009.

Pour les dossiers complets qui sont actuellement en instance d'instruction, mes services m'ont confirmé que les paiements en question pourront se faire avant la fin du mois de février 2009.

Question 2970 (12.11.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **heures d'ouverture des stations de service pour automoteurs:**

On constate que de plus en plus de stations de service pour automoteurs, particulièrement celles le long des routes avec beaucoup de trafic, gardent leurs locaux de vente ouverts jusqu'à des heures nocturnes, c'est-à-dire bien au-delà de 21.00 heures. Souvent des groupes de jeunes gens utilisent ces stations de service pour se ravitailler spontanément en boissons alcooliques.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Quelle instance étatique fixe sur quelle base légale les heures d'ouverture des stations de service pour véhicules automoteurs? Qui organise et exécute le contrôle des heures d'ouverture de ces stations de service?

- De quelle façon la surface de vente nette réservée aux produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin mentionnée dans la loi du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (Art.2, point h) est-elle déterminée? Est-ce que les boissons alcooliques sont considérées comme produit de premier besoin?

- Quelle instance étatique organise et exécute le contrôle des surfaces de vente ainsi que des produits mis en vente dans les stations de service? Quels sont les résultats de ces contrôles?

- En relation avec la lutte contre l'abus d'alcool surtout chez les jeunes, est-ce que Monsieur le Ministre estime que la réglementation actuelle en relation avec le fonctionnement des stations de service et les produits mis en vente est favorable pour parer à cet abus?

Réponse (22.12.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

La loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat dispose que les stations de service situées le long des autoroutes ne tombent pas sous le champ d'application de cette dernière pour ce qui est du remorquage de véhicules, la vente de carburant, de lubrifiants, de pièces de rechange, accessoires ou produits d'entretien de première nécessité pour le bon fonctionnement et le dépannage de véhicules automoteurs ainsi que la vente de produits alimentaires et non alimentaires.

Les autres stations de service pour véhicules automoteurs doivent respecter un jour de repos hebdomadaire et ne tombent pas sous le champ d'application de la loi mentionnée ci-avant pour ce qui est du remorquage de véhicules, la vente de carburant, de lubrifiants, de pièces de rechange, accessoires ou produits d'entretien de première nécessité pour le bon fonctionnement et le dépannage de véhicules automoteurs ainsi que la vente de produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin à condition que la surface de vente nette de ces derniers se situe dans le rayon délimité de la caisse de la station et ne dépasse pas 20 m².

La police constate les infractions à la loi et les dispositions pénales prévoient des amendes et même la fermeture de l'établissement en cas de récidive.

La surface de vente nette est la surface de vente utile, c'est-à-dire la surface au sol uniquement réservée à l'étalage des articles. Ne sont pas compris les accès, les aires d'expédition et d'encaissement etc...

Le règlement grand-ducal du 24 novembre 1997 ayant pour objet d'établir la liste des branches commerciales du commerce de détail énumère les produits rentrant dans le commerce d'une branche commerciale. Font partie de la branche commerciale «produits alimentaires» les produits de l'alimentation générale, y compris les produits laitiers et les produits de viande conditionnée, les produits diététiques, le pain, la pâtisserie, la confiserie, la viande et les produits à base de viande, les poissons, crustacés et mollusques, les fruits et légumes et les boissons.

En ce qui concerne la lutte contre l'abus d'alcool surtout chez les jeunes, je dois citer la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans.

En considération de cette priorité de santé publique, une loi est entrée en vigueur en décembre 2006 qui interdit la vente ou l'offre de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans dans tous les commerces et tous les lieux publics, donc également dans les stations de service.

Le Gouvernement, en collaboration avec le Centre de prévention des toxicomanies, a élaboré une campagne d'information et de sensibilisation qui fait appel à la responsabilité de tous les adultes envers les enfants et les adolescents.

Dans le cadre de cette campagne une affiche, un autocollant, une brochure publique ainsi que des informations plus ciblées comme un manuel pour l'organisation des fêtes et des recommandations pour le personnel des points de vente et des débits de boissons, ont été réalisés.

Question 2971 (12.11.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant la **directive sur l'aménagement du temps de travail:**

Avec 35 voix pour, 13 contre et 2 abstentions, la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a voté en date du 5 novembre le projet de rapport de Monsieur Alejandro Cercas (PSE) sur l'aménagement du temps de travail. Ce faisant les députés européens se sont prononcés contre la position commune du Conseil des Ministres, arrêtée officiellement en septembre 2008 et appuyée notamment par le Gouvernement luxembourgeois. Notons également que lors du vote au Conseil, les délégations espagnole et grecque ont voté contre la proposition de directive en question, alors que les délégations belge, chypriote, hongroise, maltaise et portugaise se sont abstenues.

Selon le bulletin de l'Agence Europe, les députés européens, avec l'adoption du rapport Cercas, se sont exprimés contre une clause permanente de non-participation («opt-out») telle qu'elle a été retenue par le Conseil des Ministres et ont considéré le temps de garde des médecins, y compris la période inactive, comme temps de travail. Un troisième différend entre le Parlement et le Conseil concerne le repos compensateur, qui, selon Monsieur Cercas, «doit se faire immédiatement après les périodes de service» des travailleurs concernés. Pour arriver enfin à un accord sur ce dossier et afin d'éviter une procédure de conciliation, des négociations entre le Conseil et le Parlement s'imposent.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre a l'intention d'œuvrer pour l'attribution d'un mandat de négociation à la présidence du Conseil en vue de chercher un accord politique avec les représentants du Parlement européen. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au rapport Cercas?

Réponse (28.11.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a adopté le 5 novembre dernier, en deuxième lecture, le projet de rapport du député Alejandro Cercas sur l'aménagement du temps de travail par 35 voix pour, 13 voix contre et 2 abstentions.

À la suite du vote, le rapporteur a déclaré à la presse que la position des députés de la Commission de l'emploi était «diamétralement opposée» à la position commune que le Conseil avait entérinée à l'issue des débats au Conseil des Ministres de l'Emploi et des Affaires sociales du 9 juin 2008 «sur les trois points suivants»:

a) l'opt-out (la faculté de déroger individuellement à la limite maximale des 48 heures de travail hebdomadaire);

b) le temps de garde des médecins;

c) le repos compensateur.

En juin dernier, la délégation luxembourgeoise au Conseil EPSCO avait accepté le texte du Conseil - estimant en particulier qu'il était important à ce moment précis «de franchir une étape et de permettre - après quatre années et neuf saisines infructueuses du Conseil Emploi et Affaires sociales - le lancement des négociations entre le Parlement européen et le Conseil en deuxième lecture».

Avec le vote des amendements du rapporteur Alejandro Cercas en deuxième lecture, cet exercice de négociations entre les deux instances législatives que sont le Parlement et le Conseil a maintenant débuté.

Cette deuxième lecture est importante dans la mesure où:

a) contrairement à la phase de première lecture, elle est circonscrite dans le temps (article 252 du Traité instituant la Communauté européenne);

b) elle est destinée à rapprocher les points de vue exprimés par les deux institutions.

Déjà le 20 octobre, la Commission Emploi du Parlement avait décidé

d'avancer le calendrier des échéances - traduisant ainsi la volonté du Parlement européen d'entrer en négociations avec le Conseil.

Pour le rapporteur il s'agira dorénavant de vérifier quels seront les amendements sur lesquels il sera susceptible de recueillir une majorité de voix à l'occasion de la plénière du Parlement européen de décembre prochain.

À la Présidence en exercice du Conseil la tâche incombera de procéder à un exercice analogue en ce qui concerne les États membres réunis au sein du Conseil.

Les efforts de cette dernière dépendront aussi de l'attitude qu'adoptera, in fine, la Commission européenne - qui a expressément indiqué le 18 septembre dernier qu'elle était «favorable à l'accord global (entériné en juin) vu l'urgence de clarifier la situation juridique et de permettre ainsi une application plus cohérente de la directive dans l'ensemble des États membres».

Le Gouvernement luxembourgeois soutient la Présidence française dans ses efforts pour chercher un accord global entre le Parlement européen et le Conseil sur le texte de la directive. Dans ce sens, il a accepté que la Présidence prenne les premiers contacts exploratoires avec le Parlement européen.

En conformité avec l'objectif d'une négociation en deuxième lecture, il reste aussi persuadé que les deux instances doivent - dans un premier stade - explorer les éventuelles possibilités qui pourraient exister en vue d'un tel accord avant d'entrer en négociation sur les différents amendements du rapport Cercas d'un côté et de la position commune du Conseil de l'autre.

En tout état de cause, la délégation luxembourgeoise est convaincue que le Parlement européen et le Conseil sont aujourd'hui disposés à utiliser cette «fenêtre d'opportunités» qui leur est offerte d'ici la mi-décembre.

Question 2972 (13.11.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **dépenses publiques:**

Dans sa circulaire N°2732 en vue de l'élaboration des budgets pour 2009, Monsieur le Ministre de l'Intérieur préconise d'utiliser les excédents de recettes provenant du FCDF et de l'ICC en progression par rapport au budget 2008 «pour résorber d'une part les hausses des dépenses relatives aux services et fournitures à prester aux résidents tels que l'approvisionnement en eau potable, la collecte et l'épuration des eaux usées, l'élimination des déchets ménagers sans en augmenter les prix (taxes et redevances) et d'autre part pour doter le fonds de réserve».

Dans leur rapport annuel adressé à la chancelière allemande, les conseillers économiques indépendants du Gouvernement allemand (Wirtschaftsweisen) recommandent d'accroître les dépenses d'investissement des pouvoirs publics même si une partie en devrait être financée par un déficit budgétaire plus élevé.

Je voudrais dans ce contexte poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que face aux risques de récession économique, le secteur communal, au lieu d'être invité à mettre des fonds en réserve, ne devrait pas plutôt être associé à un vaste programme d'investissement en infrastructures publiques à élaborer de concert avec le Gouvernement et pour lesquelles les procédures d'autorisation devraient bénéficier d'une priorité absolue?

Réponse (22.12.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans la circulaire budgétaire N°2732 du 14 octobre 2008 ayant pour objet de fournir les instruments et paramètres pour l'élaboration des budgets des communes pour 2009, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a donné une ligne de conduite aux communes pour l'évolution de leurs dépenses ordinaires (de fonctionnement) ne dépassant en principe pas la progression de 6,2% par rapport au budget 2008, une progression identique à celle des dépenses de l'État entre 2008 et 2009. Par cette approche, qui se veut prudente et raisonnable par les temps qui courent, il a donc été recommandé aux communes de ne pas épuiser intégralement la progression prévue de leurs recettes ordinaires non affectées pour 2009 provenant de l'IF (Impôt Foncier), de l'ICC (Impôt Commercial Communal) et du FCDF (Fonds Communal pour la Dotation Financière) et qui s'élève à 11,09% par rapport à 2008 pour les dépenses de fonctionnement et de porter l'éventuelle plus value des recettes en 2009 au fonds de réserve budgétaire.

En suivant les recommandations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire les communes se réservent ainsi une marge de financement pour les exercices ultérieurs par le biais des moyens financiers du fonds de réserve servant comme recette au budget ordinaire avec possibilité de la transférer au budget extraordinaire pour servir au financement des investissements futurs.

En ce qui concerne notamment la politique du secteur communal en matière d'investissements pour 2009 et années subséquentes, dans la mesure où les communes disposent d'ores et déjà d'un programme d'investissement pluriannuel, je me permets de signaler que, conformément à la décision du Conseil de Gouvernement du 21 novembre 2008, et tel qu'annoncé à la Chambre des Députés par le Premier Ministre lors des débats sur le budget 2009, je viens de lancer en date du 16 décembre 2008 la circulaire (N°2751) destinée à véhiculer le message du Gouvernement sur le rôle à jouer par les communes pour contribuer à amortir les effets de la crise.

Cette circulaire a en effet pour objectif d'associer le secteur communal dans son ensemble aux efforts du Gouvernement et, tout en ayant cure de la situation financière, de maintenir les investissements à un haut niveau pour ne pas contribuer au ralentissement de l'économie du pays par une attitude trop attentiste.

Question 2973 (15.11.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **laboratoires privés:**

Am Budgetsentworf fir d'Joer 2009 fënnt een op de Säite 94 an 117 an den Artikelen 43 dräi kleng Zeilen, déi awer ganz schlëmm Konsequenze fir déi privat Laboratoirë kënne mat sech bréngen.

Säit 94: Artikel 43 «Modification des articles 65 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale: Par dérogation à la procédure conventionnelle de revalorisation de la lettre-clé, le présent article a pour objet de réduire la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extrahospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient des analyses.»

Säit 117: Artikel 43: «Par dérogation aux articles 65, alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique visés à l'article 61, alinéa 2, point 4) du Code de la sécurité sociale est fixée à 0,3557 avec effet au 1er janvier 2009.»

Den Artikel 61 vum Code vun der Sozialversécherung seet, datt et eng Nomenclature fir Analyse vun de private Laboratoirë gëtt.

Den Artikel 65 vum Code vun der Sozialversécherung beschreift wéi de Präis vun enger Analys opgrond vun engem fixe Koeffizient mat engem variabele Schlëssel soll verrechent ginn.

Den Artikel 67 vum Code vun der Sozialversécherung seet, datt de Schlëssel kann all Joer tëschent der Krankekeessenunioun an der Gesellschaft fir klinesch Biologie, déi och déi privat Laboratoirë vertrëtt, verhandelt ginn.

D'Artikelen 68, 69 a 70 vum Code vun der Sozialversécherung beschreiwen de System wéi Differenzen tëschent de Verhandlungspartner kënne geregelt ginn.

De Wäert vum Verrechnungsschlëssel fir Analysen ass de Moment 0,4411.

Wann den Artikel 43 op der Säit 117 vum Budgetsentworf esou applizéiert gëtt ab dem 1. Januar 2009, da gëtt de Verrechnungsschlëssel vun den Analyse fir privat Laboratoiren ëm 19,36% reduzéiert.

Net nëmmen dat, mä déi bis elo praktizéiert Negociatiounsprozedur tëschent der Krankekeessenunioun an de private Laboratoirë gëtt eeschthaft a Fro gestallt.

Säit der Konventioun tëschent der Krankekeessenunioun an de private Laboratoirë vun 1993, sinn et schonn zwou Baissë vu 15 an 10% ginn, esou eréi och d'Neterëmbezuele vun Ordonnancen vun iwwer zwielef Analyse sech negativ op de Secteur ausgewierkt huet.

An dat nëmme fir déi privat Laboratoiren, well an de Spideeler ginn d'Analysen integral vun der Krankekeessenunioun iwwerholl.

Wat de Justificatif am Artikel 43 Säit 94 vum Budgetsentworf betrëfft, sou kann een nëmme staunen. Do gëtt vun objektiven Elementer, wat de Präis vun den Analyse betrëfft, geschwat.

Dobäi kaschten d'Analysen an de private Laboratoiren d'Krankekeessenunioun, an domadder och d'Assuréeën, 35% manner wéi an de Spideeler.

Et kann dach net sinn, datt an enger Demokratie, an engem Rechtsstat, e privaten Déngschtleeschtungsträger, deen déiselwescht Leeschtung bréngt (an och nach méi bëlleg, wéi déi staatlech Déngschtleeschtungsträger), anescht behandelt, jo souguer wéi an dësem Fall, flagrant diskriminéiert gëtt.

Hei gëtt versicht de staatleche Laboratoiren erëm de Monopol zouzeschousteren, ouni Rücksicht drop, datt hei gutt Déngschtleeschtungsträger futti gemaach ginn, a mat hinnen och zeg Aarbechtsplazen.

Et duerf och net vergiess ginn, datt déi privat Laboratoiren e gudde Proximitéitsservice fir Analysen ubidden, well se praktesch an all Uertschaft ze fanne sinn.

Kënnen déi zoustänneg Häre Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat sinn déi objektiv Elementer, déi am Artikel 43 op Säit 94 vum Budgetsentworf 2009 ouni Prezisiounen ugedeit ginn, an déi d'Regierung derzou féieren de variabelen Verrechnungsschlëssel vun 0,441 op 0,3557 autoritär ouni Récksprooch mat deene Betraffenen erofzesetzen, an domadder d'Existenz vun de private Laboratoiren a Gefor bréngt?

2) Wéisou gëtt déi bis elo üblech Verhandlungsprozedur tëschent der Krankekeessenunioun an de private Laboratoiren net méi respektéiert?

3) Ass den Objektiv vun der Regierung de Spideeler den allengege Monopol fir d'Analysen zouzespillen?

4) Ass sech d'Regierung net bewosst, datt déi privat Laboratoiren en effiziente Proximitéitsservice fir Analysen ubidden, a komplementar zu de Spiddeeler dem Assuré eng Rei vu Facilitéiten erméiglechen?

5) Ass et net engem Rechsstat onwürdeg, wann duerch budgetär Restriktiounen dem Stat e Monopol zougeschoustert gëtt, an domadder déi gesond Konkurrenzfäegkeet, déi duerch méi Ugebuet am Interessi vum Assuré, awer och duerch manner Käschten am Interessi vun alle Steierzueler ass?

6) Gedenkt d'Regierung déi an deenen zwee Artikelen 43 op Säit 94 an 117 am Budgetsentworf 2008 integréiert sinn nach eemol am Interessi vun de private Laboratoiren an hire Mataarbechter ze iwwerdenken?

Réponse (18.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

L'article 43 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 a pour but d'adapter le niveau des tarifs pratiqués par les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extrahospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient de ces analyses.

Les dépenses de l'assurance maladie dans le secteur des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique ont connu une progression importante au cours des deux dernières décennies. Sur base de cette évolution, la valeur de la lettre-clé a été réduite une première fois par voie législative en 2002.

Or, au cours des dernières années, les dépenses dans ce domaine ne cessent de croître, et ce malgré un certain nombre d'efforts menés tant au niveau de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales que sur le plan statutaire par l'introduction d'une limitation de la prise en charge à douze positions par ordonnance, mesure qui avait pour but d'agir sur le comportement des prescripteurs et de les inciter à une prescription par cascade.

L'absence d'une obligation légale pour les laboratoires privés de mettre à disposition de l'organisme payeur leurs chiffres comptables sur base d'une méthodologie contraignante arrêtée, le cas échéant, d'un commun accord a pour conséquence que l'Union des Caisses de Maladie est obligée, en vue de la négociation de la valeur de la lettre-clé, à faire l'analyse et l'évaluation du coût de production des laboratoires hospitaliers sur base de leur comptabilité analytique. En valorisant l'activité des laboratoires hospitaliers au moyen des tarifs en vigueur dans le secteur extrahospitalier, il est possible de déterminer pour les hôpitaux un chiffre d'affaires théorique et de calculer leur marge bénéficiaire théorique par rapport à leur coût de revient. C'est en fonction de l'ampleur de cette marge bénéficiaire qu'il faut apprécier la pertinence du niveau actuel des tarifs dans le secteur extrahospitalier.

Les dispositions prises en compte pour cette simulation ont été limitées à celles figurant dans la nomenclature, abstraction faite de la disposition statutaire portant limitation de la prise en charge des analyses à douze positions par ordonnance (art. 75), étant donné que cette disposition ne réduit pas les recettes des laboratoires dans la mesure où les analyses dépassant le nombre de douze positions sont censées être à charge de l'assuré.

Le total des frais des sept laboratoires s'élevait à 39,8 mio € en 2005 dont 30,9 mio € de frais directs. Parmi ceux-ci, les frais de personnel représentent la part la plus importante avec 57,4%, suivis des frais de consommation avec 36,6%.

Les frais indirects s'élevaient à 7,9 mio € suivant les indications fournies par les hôpitaux. L'UCM a augmenté ce chiffre de 13% afin de neutraliser l'effet des subventions en provenance de l'État. Les frais indirects ajustés sont ainsi de 8,9 mio €. Les frais indirects couvrent les frais d'énergie, les frais du bâtiment, les frais administratifs, les frais de nettoyage, les frais liés aux services au personnel (cantine, crèche, logement de service) et les frais de transport interne.

Lors de la facturation mensuelle des frais variables, les hôpitaux communiquent à l'UCM le nombre de prélèvements de laboratoire et la composition des analyses effectuées par prélèvement. Cette information a servi à la simulation des recettes suivant la nomenclature des laboratoires. Il y a lieu de remarquer que cette méthode de calcul tend à sous-estimer les recettes, étant donné que les hôpitaux ne sont pas remboursés sur base des analyses réellement prestées. Notamment le type de prélèvement, et donc l'acte de nomenclature y associé, n'est pas renseigné de manière exhaustive par certains hôpitaux. Néanmoins, la simulation a généré un total de 49,3 mio €.

En conséquence, les sept laboratoires hospitaliers auraient bénéficié d'une marge de 24% par rapport à leur coût de production, si la nomenclature des laboratoires avait été applicable dans leur cas.

Les analyses ci-dessus ont mené à la conclusion que les laboratoires privés disposent d'une marge bénéficiaire très importante et à la constatation que la valeur de la lettre-clé est trop élevée, ce qui mène à la conclusion qu'il faudra baisser la valeur de la lettre-clé.

L'Union des Caisses de Maladie a, à plusieurs reprises, essayé d'amener les laboratoires d'analyses privés à convenir d'un commun accord d'une réduction de la valeur de la lettre-clé et à mettre à disposition de l'Union des Caisses de Maladie leurs chiffres comptables permettant de justifier les écarts constatés ci-dessus, or toute tentative de négociation était vouée à l'échec.

L'objectif de cette mesure n'est aucunement de conférer le monopole des analyses de biologie clinique aux hôpitaux. Le souci des auteurs du texte est de ramener le niveau de rémunération de ces prestations à un niveau qui est objectivement justifiable par rapport au service rendu.

Question 2976 (18.11.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **procès verbaux d'élections des délégations du personnel:**

Les procès-verbaux d'élections des délégations du personnel ne sont pas transmis directement aux syndicats qui ont participé aux élections du moins ne sont pas transmis avant la date prévue pour faire connaître toute contestation éventuelle. En ce qui concerne les

récentes élections, les syndicats ont jusqu'au 3 décembre 2008 pour contester les résultats de l'élection. Or, il est difficile voire impossible pour les syndicats concernés de formuler des contestations s'ils ne disposent pas préalablement desdits procès-verbaux d'élections.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- s'il entend intervenir en la matière et dans l'affirmative, par quels moyens il envisage de remédier à la situation actuelle.

Réponse (1.12.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'honorable Député constate à juste titre que les dispositions légales et réglementaires ne prévoient effectivement pas la transmission aux syndicats des procès-verbaux élaborés lors des élections pour les délégations du personnel.

Comme ces procès-verbaux sont néanmoins indispensables pour permettre aux syndicats d'introduire d'éventuels recours, je viens de charger l'Inspection du Travail et des Mines d'inviter les dirigeants d'entreprises qui ne l'auraient pas encore fait, de transmettre une copie des procès-verbaux aux syndicats ayant présenté une liste dans leur entreprise.

Question 2978 (19.11.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank:**

L'édition de ce lundi du «Luxemburger Wort» faisait état des agissements du Gouvernement néerlandais contre la reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank. En effet, le Gouvernement néerlandais aurait fait des pieds et de mains pour empêcher cette reprise.

Ainsi, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Deutsche Bank a montré son intérêt pour une reprise du groupe Fortis?

- Comment le Gouvernement luxembourgeois a accueilli l'intention de la Deutsche Bank de reprendre le groupe Fortis?

- Quelle a été la position du Gouvernement néerlandais face aux intentions de la Deutsche Bank?

Réponse (28.11.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement n'a pas de connaissance des éléments cités dans la question parlementaire et n'a pas été contacté par la banque allemande en question dans le cadre des récentes restructurations du secteur financier.

Question 2984 (21.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**audition de mineurs par les instances judiciaires:**

L'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) fait savoir dans son rapport annuel 2008 qu'il «est régulièrement interpellé par des parents dont les jeunes sont impliqués dans des rixes et agressions (auteurs, victimes et témoins), et qui se plaignent qu'ils ne sont pas informés et donc pas présents lors de l'audition de leurs enfants par la police. Il nous a semblé évident que la personne qui exerce l'autorité parentale soit avertie et que le mineur puisse être accompagné par une personne de confiance».

L'ORK se réfère à l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant et plus particulièrement à son paragraphe 40.2.b qui prévoit les protections essentielles des droits des mineurs suspectés, accusés ou convaincus d'une infraction pénale.

Par conséquent, l'ORK recommande l'application immédiate de la protection particulière garantie par l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant et demande en outre qu'aucun mineur auteur ou victime d'infractions pénales ne soit entendu par la police ou les instances judiciaires en l'absence d'un représentant légal, sauf opposition d'intérêts. L'ORK estime qu'en tout état de cause, le mineur doit bénéficier d'une assistance juridique indépendante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les dispositions législatives et les prescriptions de service de la Police grand-ducale en matière d'audition des mineurs sont en concordance avec les dispositions de l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant aux recommandations de l'ORK mentionnées ci-dessus?

Réponse (19.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne la question de l'assistance d'un mineur auteur ou victime devant la police, il faut noter que les prescriptions de service de la Police grand-ducale prévoient le principe d'une obligation d'information du représentant légal en cas de rédaction d'un procès-verbal à l'encontre d'un mineur âgé de plus de 13 ans. Ainsi, les prescriptions prévoient que le procès-verbal doit mentionner que le représentant légal a pu être contacté et, si tel n'a pas été le cas, les raisons de cette absence d'information. Une telle obligation d'information existe dès lors à l'heure actuelle pour les auditions devant la police pour les mineurs auteurs d'une infraction.

En ce qui concerne la représentation et l'assistance d'un mineur devant les instances judiciaires, il faut noter que l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse stipule que le mineur, ses parents ou tuteur et toutes autres personnes physiques qui en ont la garde peuvent faire le choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur en soit désigné un d'office. L'article prévoit également que la désignation par le juge de la jeunesse d'un conseil au mineur a lieu, même en l'absence de toute demande afférente, lorsque le mineur se voit imputer des faits constituant une infraction pénale. La désignation d'un conseil a lieu dans tous les autres cas, lorsque l'intérêt du mineur le commande.

Il faut ajouter que le projet de loi N°5848 portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile et qui a été déposé le 13 mars 2008 à la Chambre des Députés, prévoit que le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé à un mineur d'âge impliqué dans une procédure judiciaire indépendamment de la situation de ressources de ses parents. Tout mineur aura dès lors dorénavant droit à l'assistance judiciaire d'un avocat qui sera rémunéré par la collectivité.

Question 2985 (21.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **adoptions internationales:**

Dans son rapport annuel publié récemment, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) attire l'attention sur certains problèmes survenus dans le cadre d'adoptions internationales d'enfants. Ainsi, dans les pays qui n'ont pas ratifié la Convention de La Haye, comme par exemple Haïti, l'adoption simple est possible sans aucune transparence, sans enquête sociale préalable et sans même aucune garantie que les parents biologiques ont bien donné leur accord à l'adoption. Cette situation est d'ailleurs dénoncée dans un rapport établi par l'UNESCO en 2005.

Beaucoup de couples qui se proposent d'adopter un enfant, souhaitent que la procédure soit la plus courte possible, et peuvent être tentés de se tourner vers des pays peu regardants de l'intérêt des enfants. Certes, la détresse de certains parents en attente d'une adoption est compréhensible. Cependant, le Luxembourg se doit de veiller à ce que toute adoption s'effectue selon les dispositions des conventions internationales, afin que les droits des enfants venant des parties les plus pauvres du monde soient respectés.

Pour pallier à cette situation, l'ORK propose d'instituer une commission ad hoc chargée d'élaborer des mesures permettant d'assurer un contrôle rigoureux des adoptions internationales afin d'éviter que des enfants soient enlevés de leurs parents biologiques sans leur consentement.

- Madame la Ministre est-elle informée des cas relevés par l'ORK? Qu'entend-elle entreprendre pour remédier à cette situation?

Réponse (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant, tous les services servant d'intermédiaire pour l'adoption d'un mineur au Luxembourg disposent d'un agrément délivré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Les adoptions de mineurs en provenance de pays d'origine faisant partie de la convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, doivent obligatoirement être assurées par des organismes d'adoption agréés.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, Autorité centrale au sens de l'article 6.1. de la Convention de La Haye, n'est, dans le cadre législatif actuel, pas compétent pour les adoptions en provenance de pays d'origine ne faisant partie de la convention de La Haye.

Néanmoins, même si le recours à des organismes agréés n'est pas obligatoire pour les adoptions en provenance de pays d'origine ne faisant partie de la convention de La Haye, la très grande majorité des couples désireux d'adopter réalisent leur projet de vie en ayant recours à un organisme agréé.

Parmi les adoptions de mineurs en provenance d'Haïti, les adoptants n'ayant pas réalisé d'enquête sociale au Luxembourg constituent que des cas très isolés.

Les couples qui se sont prononcés en faveur d'une adoption dite privée sont également tenus de réaliser une enquête sociale suite au dépôt auprès du tribunal d'arrondissement de leur requête d'adoption.

À noter par ailleurs que, dans le cadre de sa réflexion sur l'adoption, le Gouvernement analyse les possibilités au niveau législatif pour rendre le suivi de toutes les adoptions par un organisme agréé obligatoire.

Question 2989 (24.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **culture de la luzerne:**

La luzerne est une plante riche en protéines qui se cultive sans engrais grâce à une bactérie au niveau de ses racines. Sous forme déshydratée elle est très utilisée dans l'alimentation du bétail. En plus, cette plante sert à protéger les zones de captage d'eau potable du fait de ces racines profondes de plusieurs mètres.

Or, la filière de la luzerne déshydratée semble être menacée en Europe. En fait, la Commission européenne envisage de supprimer d'ici 2010 l'aide à la production dont bénéficient les agriculteurs.

Sans cette incitation à cultiver de la luzerne, les agriculteurs vont certainement se tourner vers des productions plus rentables comme les céréales ou les oléagineux. Avec l'abolition de cette aide spécifique, l'Europe risque de voir disparaître 80% des surfaces de luzerne destinées à la déshydratation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les plans susmentionnés de la Commission européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement en la matière?

- Combien d'agriculteurs nationaux seraient concernés par cette mesure?

Réponse (12.12.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans sa question parlementaire du 24 novembre 2008, l'honorable Député s'inquiète de l'avenir de la production de luzerne en Europe suite aux plans de la Commission européenne en la matière.

L'honorable Député cite les effets positifs de la culture de cette plante sur le sol et sur l'eau.

S'il est vrai qu'un rapport que la Commission européenne a soumis au Conseil de l'Union européenne en septembre 2008 souligne les effets bénéfiques de la culture de luzerne sur la biodiversité ainsi que sur la qualité de l'eau et du sol, il analyse cependant également d'autres effets sur l'environnement du régime d'aides communautaires aux fourrages séchés dont fait partie la luzerne.

Ainsi la quantité de combustibles fossiles utilisés pour le séchage des fourrages est considérable.

Pour 2004/2005 la consommation énergétique des transformateurs dans les huit principaux pays producteurs était d'approximativement 526.000 tep (tonnes équivalent pétrole), dont 90% en provenance de combustibles fossiles.

Par la suite la consommation de combustibles a baissé à cause d'une diminution de la production de fourrages séchés, mais reste importante. D'ailleurs le ratio «tep/t de fourrage séché» est resté stable sur la période analysée par la Commission européenne. Il est également constaté que la consommation de ces combustibles est à l'origine de la libération de divers gaz polluants et d'émissions de poussières.

Lors de la campagne 2004/2005, la quantité totale de GES (gaz à effet de serre) émis du fait de l'utilisation de combustibles fossiles par les installations de déshydratation dans l'UE s'est élevée à 1.622.000 tonnes équivalent CO_2.

L'impact environnemental de ce régime d'aides à la production de fourrages séchés est donc mitigé.

Dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune, la Commission a effectivement proposé le «découplage» de cette aide à la production de fourrages séchés.

Lors du compromis trouvé par le Conseil le 20 novembre 2008 et auquel s'est rallié le Gouvernement luxembourgeois, il a été décidé de découpler cette aide à partir de 2011. Il importe de souligner que cette aide, qui visait la transformation de fourrages à l'échelle industrielle, n'a jamais été octroyée au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2993 (26.11.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange. Aujourd'hui, pratiquement cinq ans plus tard, ces nouvelles infrastructures font toujours défaut et le personnel du LNS continue à travailler dans des conditions exécrables.

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1691 du 19 avril 2007 concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange, Monsieur le Ministre des Travaux publics a assuré que la fin du chantier relative à la phase 1 serait toujours prévue pour la période avant les congés collectifs de l'été 2010.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir:

- Où en sont les travaux sur le site de Dudelange?

- Pour quand peut-on envisager la fin du chantier?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre procédera à la réorganisation interne du LNS?

Réponse (12.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les travaux de terrassement en vue de la construction du nouveau bâtiment du Laboratoire National de Santé sur le site de Dudelange ont débuté en janvier 2008. D'après les renseignements obtenus de la part de la Direction des Bâtiments publics les travaux en sont maintenant au stade du gros œuvre. La fin du chantier est prévue toujours d'après la Direction des Bâtiments publics pour mi-2011.

Quant à la réorganisation interne du LNS je déposerai un projet de loi y relatif à la Chambre début 2009.

Question 2999 (26.11.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - pièces à conviction:**

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision RTL, Monsieur le Procureur d'État Robert Biever a dit qu'il n'existerait plus de pièces à conviction pour plusieurs attentats attribués aux «Bommeleeër». Celles-ci ayant disparu des archives de la police judiciaire.

Au vu de ces déclarations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces faits?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, depuis quand il est au courant de ces dysfonctionnements au sein de la police?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer ce qu'il a entrepris en tant que responsable politique de la Police grand-ducale pour remédier à ces dysfonctionnements?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il a chargé l'Inspection Générale de la Police (IGP) de faire une enquête sur les circonstances exactes de la disparition des pièces à conviction.

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si la disparition des pièces à conviction a engendré jusqu'à présent, des actions disciplinaires quelconques envers des policiers?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur la date exacte de la disparition des pièces à conviction?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les personnes qui étaient responsables de la conservation de ces objets?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, ce qu'il entend faire pour éclaircir une fois pour toutes les dysfonctionnements, qui ont eu lieu dans le cadre des enquêtes sur l'affaire «Bommeleeër» au sein de la police.

Réponse (11.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je n'ai pas connaissance des faits relatés dans la question parlementaire. Ni Monsieur le Procureur général, ni Monsieur le Procureur d'État ne m'ont informé à ce jour de tels faits.

Par conséquent, j'ai demandé à Monsieur le Procureur général de bien vouloir m'informer de la liste ou nature des objets qui auraient, le cas échéant, disparu, de la date où il est établi que ces objets ont existé dans les services compétents de la police et de la période depuis laquelle lesdits objets y auraient disparu. J'ai demandé également si une enquête judiciaire a éventuellement été ouverte.

Ce n'est qu'à la suite de ces informations que des mesures d'ordre administratif peuvent être envisagées.

Dans un souci de transparence, je tiendrai l'honorable Député informé de la réponse des autorités judiciaires.

Question 3000 (27.11.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réintégration de détenus du Centre Pénitentiaire Givenich (CPG):**

Il me revient que certains détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG) jouissant d'un régime semi-libre rencontrent des difficultés dans leur recherche d'un emploi suite au fait qu'un certain nombre parmi eux ont été rayés d'office par leur dernière commune de résidence et ne disposent, par conséquent, pas d'une fiche d'impôts, du fait que la commune de Mompach refuserait de les inscrire dans ses registres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si la problématique susmentionnée a déjà été discutée au sein de leurs ministères? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces discussions?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il serait utile que les personnes concernées puissent à nouveau se faire enregistrer auprès de leur dernière commune de résidence sans toutefois y disposer d'une résidence?

- Étant donné que l'objectif principal du CPG consiste à permettre aux détenus de se réintégrer dans la société via un régime progressif dans un milieu proche du monde libre, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faut tout faire pour que les concernés puissent régulariser leur situation?

Réponse commune (18.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Un registre de la population, tenu en vertu de la loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de la population à faire en exécution de la loi électorale, est censé refléter la population résidente d'une commune.

Une personne n'ayant plus son lieu de résidence sur le territoire d'une commune est par conséquent radiée du registre communal de ladite commune.

Le règlement sur les registres de population et les changements de domicile de la commune de Mompach réserve en son article premier l'inscription au registre de la population «à toute personne qui établit sa résidence habituelle sur le territoire de la commune». Il permet ainsi au collège des bourgmestre et échevins d'exclure les détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich du registre de la population de la commune de Mompach qui n'ont pas établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, mais ne font qu'y séjourner le temps de leur détention.

Le Gouvernement a connaissance de la situation relatée par Monsieur le Député Xavier Bettel et a soumis des solutions à la Chambre des Députés par le biais du projet de loi N°5949 relatif aux registres communaux des personnes physiques.

Ainsi, une personne détenue dans un établissement pénitentiaire sera à l'avenir simplement considérée comme temporairement absente de la commune de sa dernière résidence.

Ce n'est qu'en cas de perte de son logement, que la personne détenue sera radiée du registre communal des personnes physiques de son dernier lieu de résidence. Dès lors, elle sera inscrite sur le registre communal des personnes physiques de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement pénitentiaire est situé.

Au moment de la remise en liberté et lorsqu'il s'avère difficile pour la personne concernée de trouver un logement pendant une période prolongée dans le temps, les dispositions de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et de l'immigration viennent à s'appliquer si la personne concernée est étrangère et l'article 13 du projet de loi N°5949 s'appliquera aux Luxembourgeois. Ces derniers pourront en vertu de l'article 13 demander à être inscrits à une adresse de référence.

Question urgente 3002 (28.11.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation:**

Opgrond vum Kapitel V, vun der Gesetzespropositioun N°4909 iwwert d'Recht an d'Dignitéit ze stierwen an iwwert d'Euthanasie oder den assistéierte Selbstmord, soll eng Kommissioun agesat ginn, fir déi d'Chamber soll d'Memberen dervu bestëmmen.

Dës Kommissioun gëtt et awer legal eréischt, wann déi virzitéiert Gesetzespropositioun gestëmmt ginn ass, wat bis elo nach net de Fall ass.

Et ass mer awer matgedeelt ginn (aus sécherer Quell), datt de Ministère, respektiv dee fir déi Gesetzespropos zoustännege Minister, schonn déi concernéiert Institutiounen offiziell ugeschriwwen hätt, fir datt se sollen d'Membere fir déi mat der Gesetzespropositioun N°4909 - wa se gestëmmt gëtt - a Kraaft triedend virzitéiert Kommissioun ze désignéieren.

Eng zumindest erstaunlech Prozedur!

Kënnen déi Häre Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, datt déi, fir d'Besetzung vun där am Kapitel V vun der Gesetzespropositioun N°4909 iwwert d'Stierwen an d'Dignitéit virgesinne Kommissioun a Fro kommend Institutiounen ugeschriwwe goufen?

2) Wa jo, a wat fir enger legislativer Prozedur befannen mer eis dann hei, wann Initiative schonn am Virfeld ageleet ginn, iwwer Dispositiounen vun engem Gesetz wat nach net gestëmmt ginn ass?

3) A wat fir enger demokratescher Prozedur befanne mer eis, wa schonn Dispositioune geholl ginn zu enger Gesetzespropositioun, wann d'Chamber se nach net gestëmmt huet?

Réponse (5.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éirewäerten Här Deputéierten wonnert sech, dat scho virum Vote vun der Gesetzespropositioun déi Gremie vun der Regierung ugeschriwwe gi sinn, déi Vertrieder an d'Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation sollte schécken, déi laut Artikel 6 vun deem Text agesat sollt ginn.

Den Här Deputéierte geet a senger Fro dovunner aus, datt d'Chamber d'Membere vun där Kommissioun géif bestëmmen. Dat ass awer esou net richteg. An där Faassung vun der Gesetzespropositioun, déi vun der Chamberskommissioun zréckbehale ginn ass, soll déi Kommissioun vum Grand-Duc genannt ginn. An deem Fall ass et un der Regierung, a méi speziell um betraffene Minister, fir déi zoustänneg Gremien ze froen, Virschléi fir d'Besetzung vun där Kommissioun ze maachen.

Well d'Chamberskommissioun dorop beduecht war, fir d'Ausféierung vum Gesetz net duerch Ulafschwieregkeete vun der Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation ze blockéieren, huet de Gesondheetsminister den 21. November déi verschidde Gremien ugeschriwwen.

Déi Aart a Weis virzegoen, déi iwwregens enger gängeger Praxis entsprécht, ass awer kengesfalls eng Mëssuechtung vun der Chamber, där et fräisteet d'Gesetzespropositioun ze stëmmen oder net ze stëmmen, well de Gesondheetsminister huet déi verschidde Gremien net gefrot, elo schonn hir Leit ze nennen, mä en huet se gebieden, an hiren Instanzen Iwwerleeungen unzestellen, fir de Fall wou (am ministérielle Bréif: «le cas échéant») d'Gesetz géif gestëmmt ginn.

Dëser Äntwert läit eng Kopie vun deem Bréif bäi, deen un d'AMMD gaangen ass. All déi aner Gremien hunn deeselwechte Bréif kritt.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 3013 (3.12.2008) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant la **fixation du tarif des huissiers de justice:**

Le Gouvernement a récemment adopté le règlement grand-ducal du 24 octobre 2008 ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 24 janvier 1991 portant fixation du tarif des huissiers de justice.

Ce règlement grand-ducal a notamment pour objet d'adapter les tarifs de certains actes des huissiers de justice. Ainsi, il a été décidé par exemple d'augmenter les sommes sur lesquelles l'huissier peut liquider des droits de recette lors de recouvrements qu'il est chargé de faire. Ainsi, il peut actuellement percevoir un droit de recette de 3% sur une somme qui est passée de 1.239,47 € à 2.500 €, de 2% sur l'excédent d'une somme qui passe de 3.718,40 € à 5.000 € et de 1% pour une somme qui passe de 7.436,81 € à 10.000 €.

- Tout en sachant que les dernières adaptations des tarifs datent de l'année 2001, j'aimerais connaître les raisons qui expliquent ces augmentations à charge des justiciables dans la situation financière et économique actuelle.

Réponse (17.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 24 janvier 1991 portant fixation du tarif des huissiers de justice prévoit une adaptation périodique des montants. Cette adaptation se fait par voie de règlement grand-ducal.

Il a été procédé à des adaptations du tarif des huissiers de justice en janvier 1991, en mai 1996 et en mai 2001. Cela correspond à une périodicité de cinq ans.

Depuis l'adaptation du tarif en mai 2001 jusqu'à ce jour, sept tranches indiciaires sont échues. Ceci a entraîné notamment une hausse substantielle des frais de fonctionnement et des frais de personnel à charge des études d'huissier de justice. Contrairement aux salaires et à de nombreux autres tarifs, les tarifs des huissiers ne sont pas indexés, de sorte qu'il y a lieu de temps en temps d'adapter ces tarifs au coût de la vie.

Comme aucune adaptation du tarif n'a été faite depuis plus de sept ans, le Gouvernement, en application de l'article 16 du règlement grand-ducal de 1991 précité, a procédé à l'adaptation en question.

Question 3025 (10.12.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant les **conséquences pour la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) résultant de la faillite de Lehman Brothers:**

Un journaliste d'un quotidien proche de la majorité se demande dans un article du 10 décembre 2008 si la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a été affectée par la crise financière internationale et insinue qu'elle pourrait être impliquée dans le désastre de Lehman Brothers.

a) Messieurs les Ministres peuvent-ils infirmer ces insinuations?

b) Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser l'exposition de la BCEE en matière de créances douteuses?

c) Messieurs les Ministres sont-ils disposés à publier la situation de la BCEE?

Réponse (18.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Députée que le Gouvernement peut démentir les informations citées dans la question parlementaire.

À ce jour, la situation de la BCEE n'a été impactée que marginalement par la crise financière. En particulier, son exposition envers la banque Lehman Brothers est inférieure à trois millions d'euros.

Depuis le début de la crise financière, les agences de notation ont confirmé l'excellent rating de la BCEE, soulignant son risque de profil bas.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

15e séance, mercredi 10 décembre 2008
16e séance, mercredi 10 décembre 2008
17e séance, jeudi 11 décembre 2008
18e séance, jeudi 11 décembre 2008

Discussions autour du secret bancaire et de la fiscalité de l'épargne



Les députés luxembourgeois reçus à Berne par une délégation de parlementaires suisses.

Dans le cadre des travaux portant sur une révision de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne, les députés de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés s'étaient rendus le 12 janvier à Berne pour un échange de vues avec des parlementaires suisses.

Les places financières luxembourgeoise et suisse ont des intérêts parallèles, la Suisse s'étant engagée, en tant que pays tiers, de respecter les réglementations européennes en la matière. Les députés suisses et luxembourgeois sont du même avis: contrairement au système de retenue à la source, le système de l'échange d'informations n'a pas prouvé son efficacité. Les parlementaires des deux pays ont encore exprimé leur volonté de maintenir le secret bancaire et ont salué le fait que le modèle de coexistence - échange d'informations, d'une part, et retenue à la source, de l'autre - pourra rester en vigueur.

Le rendez-vous en Suisse n'a été qu'une première étape de toute une série de réunions similaires. Ainsi, le 4 et 5 mars prochains, les députés luxembourgeois seront reçus à l'Assemblée Nationale et au Sénat à Paris pour des échanges avec des parlementaires français.

La délégation luxembourgeoise à Berne, sous la présidence de M. Laurent Mosar, était composée de MM. les Députés Lucien Thiel, Charles Goerens, Roger Negri, Lydia Mutsch, François Bausch et Gast Gibéryen.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2009 (suite et fin des débats) p. 167

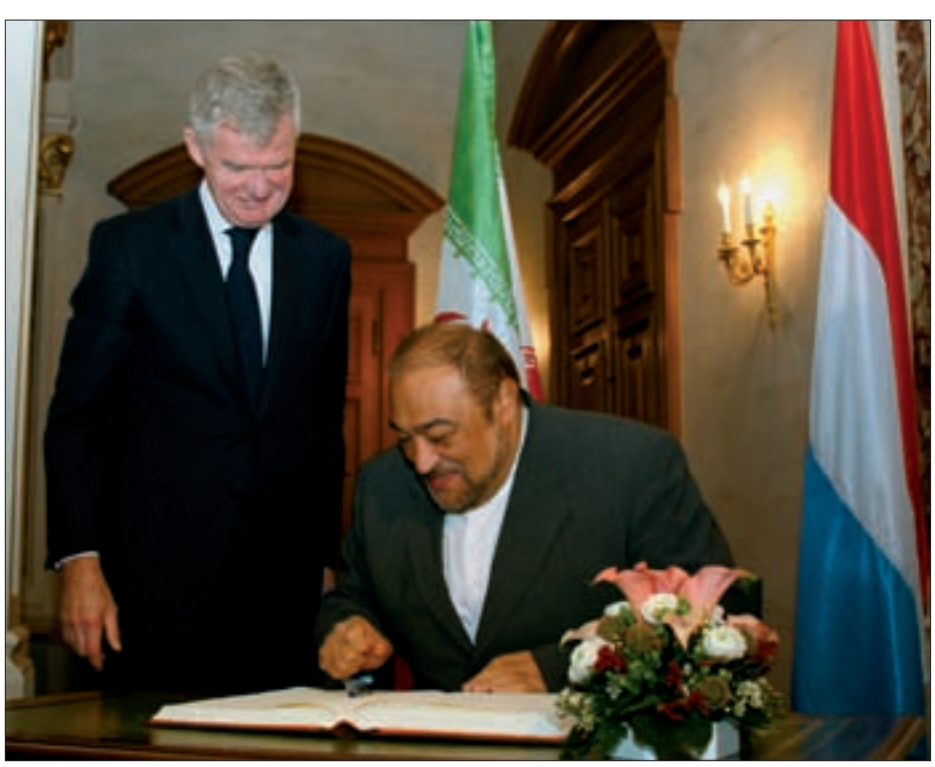
Loi relative à l'eau p. 189

Révision de l'article 34 de la Constitution p. 202

Sommaire des séances publiques Nos 15 à 18 p. 208

Sommaire des questions parlementaires p. Q84

„Den Iran sicht den Dialog!"



Den 21. Januar 2009 huet den Här Ben Fayot, President vun der aussepolitescher Kommissioun, den Här Mahdi Safari, iranesche Vizeausseminister, an der Chamber empfaangen. Op eng Fro vum Här Fayot hin huet den Här Safari insistéiert: „Den Iran ass bereet fir den Dialog. An deen Dialog existéiert souwisou scho mat den USA a verschiddenen Dossieren."

Déi zwee Politiker hunn och ënner anerem d'Situatioun am Noen Osten an d'Situatioun vun der Communautéit vun de Bahá'í am Iran ugeschnidden.

Eng kloer Sprooch…



…a Bezuch op d'Artikele 34 an 114 vun der Verfassung huet de Chamberspresident an engem Point de presse geschwat.

Den 11. Dezember zejoert hat d'Chamber d'Revisioun vum Artikel an engem éischte Vote guttgeheescht. Deemno soll de Grand-Duc d'Gesetzer, déi vun der Chamber ugeholl gi sinn, an Zukunft just nach technesch a Kraaft setzen (promulguéieren); hie muss d'Texter awer net méi sanktionéieren, dat heescht sech inhaltlech domat averstan erklären.

„Dës Reform stäerkt d'Roll vum Grand-Duc als Symbol vun der nationaler Eenheet a si stäerkt d'Roll vum Parlament als legitim Vertriedung vum Vollek", sot de Lucien Weiler. Hien huet des Weideren drop higewisen, dass d'Revisioun vum Artikel 34 vum Grand-Duc selwer gewënscht war an dass si keng Noutléisung, mä eng noutwendeg Reform géif duerstellen, fir zu enger moderner Monarchie ze kommen.

Zum Thema „Referendum" sot de Chamberspresident, dass et sech hei ëm e wichtegt Recht handelt, mat deem een awer net liichtfankeg däerft ëmgoen. An enger representativer Demokratie sollt de Referendum en Ausnahmeinstrument bleiwen, op dat een nëmmen zréckgräife sollt, wa Land a Leit an och d'Politik sech a fundamentale Froen net eens sinn.

Le nouvel ambassadeur du Portugal



Son Excellence Monsieur José Manuel da Encarnação Pessanha Viegas a rendu sa première visite au Président de la Chambre des Députés, Lucien Weiler.

L'entretien portait sur les relations bilatérales entre le Portugal et le Luxembourg, l'intégration des Portugais résidant au Luxembourg ainsi que sur la crise économique et financière.

Lucien Weiler a félicité José Manuel da Encarnação Pessanha Viegas pour sa nomination et s'est déclaré convaincu qu'il va remplir les tâches qui lui sont confiées avec compétence et responsabilité.

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Une erreur s'est glissée dans le Rapport d'activité de la session parlementaire 2007-2008 distribué récemment par la presse quotidienne. En effet, le résumé des travaux de la Commission juridique (p. 20) concerne le début de la session 2008-2009 au lieu de se référer à la session précédente. Le présent compte rendu se propose de redresser cette erreur en revenant ci-après sur les activités de la Commission juridique durant la session 2007-2008.

Commission juridique

I. Résumé des travaux législatifs pour la session 2007-2008

a) **5588 -** Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Réunions: 3 et 22 octobre 2007, 7 et 14 novembre 2007, 11 décembre 2007, 23 janvier 2008, 18 et 25 juin 2008, 2 juillet 2008 et 17 septembre 2008.

L'examen du projet de loi sous rubrique est en cours.

b) **5527 -** Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Réunions: 16 et 23 mai 2007 et 7 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 22 novembre 2007.

Le projet de loi sous rubrique entend réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale. La procédure de saisie immobilière a lieu en vue de la confiscation ultérieure du bien immobilier. La confiscation implique le transfert du droit réel de la personne visée par la décision de confiscation à l'État.

Ainsi, le projet de loi comble un vide juridique, source d'insécurité juridique et de complications inutiles du travail des autorités judiciaires.

En effet, si à l'heure actuelle le Code d'instruction criminelle ne prévoit aucune procédure spécifique pour la saisie immobilière pénale, il contient plusieurs dispositions sur base desquelles une saisie immobilière pénale peut être ordonnée. À noter que par le passé, les juges d'instruction ont été amenés à ordonner des saisies sur des biens immobiliers, saisies qui ont été transcrites sur les registres des conservateurs d'hypothèques. Or, à défaut de procédure spécifique, les autorités judiciaires et administratives amenées à ordonner, respectivement à exécuter de telles opérations, se sont toujours interrogées sur la légalité de cette façon de procéder.

La finalité de la saisie immobilière conservatoire étant la confiscation du bien immeuble, il y a lieu de mettre en relation le présent projet de loi avec la loi du 1er août 2007 sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales. Cette loi institue la confiscation par équivalent pour toute infraction et introduit en droit luxembourgeois l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution.

Le projet de loi sous rubrique entend plus précisément compléter le Code d'instruction criminelle en insérant, d'une part, un nouvel article 66-1 et, d'autre part, en modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels.

c) **5659 -** Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Réunions: le 16 mai 2007 et le 14 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 22 novembre 2007.

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000.

À la différence des autres instruments internationaux en la matière qui ne visent que des infractions spécifiques, cette Convention présente la particularité d'appréhender la criminalité transnationale organisée d'une manière globale, sous tous les aspects, et constitue dès lors un outil complet et universel de lutte contre les organisations criminelles.

d) **5717 -** Projet de loi portant approbation: 1. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Réunions: le 3 octobre, le 14 et 21 novembre 2007.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 5 décembre 2007.

Le projet de loi sous rubrique entend approuver deux accords internationaux conclus le 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, à savoir l'«Accord d'entraide judiciaire» et l'«Accord sur l'extradition», et deux instruments bilatéraux signés entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique en date du 1er février 2005 et portant sur respectivement l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale.

e) **5597 -** Projet de loi portant modification des articles 116, 152, 185 et 188 du Code d'instruction criminelle et abrogation des articles 127 (5) et 186 dudit code

Réunions: le 21 mars, le 2 mai, le 21 novembre 2007, 13 et 20 février 2008.

Le projet de loi a fait l'objet de deux votes constitutionnels, le premier en date du 11 mars et le second en date du 12 juin 2008.

Le projet de loi sous rubrique entend reformer de manière ponctuelle le Code d'instruction criminelle. Il vise plus particulièrement à apporter, d'une part, des modifications au niveau de l'exigence de la formalité du rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction en présence d'une ordonnance de règlement et à redéfinir, d'autre part, les conditions d'un jugement par défaut, de façon à ce qu'un prévenu puisse présenter ses moyens de défense devant le tribunal correctionnel ou devant la chambre criminelle même en son absence physique personnelle.

f) **5773 -** Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal

Réunions: le 21 novembre 2007, 23 janvier 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 30 janvier 2008.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'adapter le droit pénal national à la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 6 décembre 2001 modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI.

Le Conseil justice et affaires intérieures a adopté le 29 mai 2000 la décision-cadre 2000/383/JAI (ci-après la décision-cadre de 2000) visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro. L'euro, monnaie unique, est en effet, par son importance, particulièrement vulnérable au faux-monnayage, de sorte que la mise en place d'un cadre légal complet en la matière est justifiée. La décision-cadre de 2000 avait

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

pour but d'obliger les États membres à mettre en place certaines mesures pénales.

À noter dans ce contexte que le droit luxembourgeois a été adapté aux exigences de la décision-cadre de 2000 par la loi du 13 janvier 2002 relative à la répression du faux-monnayage et portant approbation de la Convention internationale pour la répression du faux-monnayage ainsi que du Protocole y relatif, signés à Genève en date du 20 avril 1929.

La décision-cadre de 2000 a été complétée et modifiée par la décision-cadre du 6 décembre 2001 (ci-après la décision-cadre de 2001). Le but de cette modification a été de reconnaître la récidive pour les infractions prévues par la décision-cadre de 2000. Plus précisément, la décision-cadre de 2001 complète celle de 2000 par des dispositions visant à reconnaître comme générateur de récidive les condamnations prononcées par un autre État membre de l'Union européenne en matière de faux-monnayage. À noter qu'une telle reconnaissance n'est possible que parce que les législations pénales des États membres se sont rapprochées depuis l'adoption de la décision-cadre de 2000.

La décision-cadre de 2001 prévoit un effacement du caractère national du droit pénal en prévoyant pour les États membres l'obligation de rendre la contrefaçon de l'euro passible de poursuites indépendamment de la nationalité de l'auteur de l'infraction et du lieu où elle a été commise.

Le projet de loi sous rubrique entend insérer dans le code pénal un nouvel article, à savoir l'article 57-1, au niveau du Chapitre V. «De la récidive» du Livre Ier «Des infractions et de la répression en général». À noter que le projet de loi sous rubrique s'inspire de la loi belge du 10 janvier 2005 relative à la reconnaissance du principe de la récidive en matière de faux-monnayage.

g) **5563 -** Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel des personnes morales de droit public et portant modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Réunions: le 28 novembre 2007, 9 16 et 23 janvier 2008, 13, 20 et 27 février 2008, 6 mai 2008, 11 juin 2008, 2 juillet 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 9 juillet 2008.

Selon ses auteurs, le projet de loi sous rubrique vise à introduire en droit luxembourgeois un certain nombre de dispositions légales renforçant les moyens d'action des autorités de poursuite dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité, le crime organisé et le terrorisme, tout en respectant les libertés et droits fondamentaux des citoyens.

h) **4955 -** Projet de loi portant modification - de loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

- de la loi modifiée du 26 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1990 sur la préretraite;

- de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour des raisons familiales;

- de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

- du Code des Assurances Sociales;

- de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- du Nouveau Code de Procédure Civile

Réunions: le 27 février 2008 et 5 mars 2008.

L'examen du projet de loi sous rubrique est en cours.

i) **5620 -** Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Réunions: le 8 octobre, 6 et 14 décembre 2006, 17 janvier, 16 février, 1er mars, 14 mars et 19 mars 2008, 23 avril 2008, 18 juin 2008, 2 et 16 juillet 2008, 17 septembre 2008 et 8 octobre 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 15 octobre 2008.

j) **5851 -** Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005

Réunions: le 21 mai 2008, 4 juin 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 12 juin 2008.

Le projet de loi sous examen a pour objet d'approuver la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 avril 2005. Cette Convention a été ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005 et est entrée en vigueur le 7 juillet 2007 à la suite du dépôt du 22e instrument de ratification. Elle vise plus particulièrement à prévenir et sanctionner le terrorisme nucléaire et radiologique qui constitue la forme la plus dangereuse de terrorisme. À noter que cette forme de terrorisme est généralement appelée «terrorisme NRBC», acronyme signifiant «nucléaire, radiologique, biologique et chimique».

k) **5660B -** Projet de loi portant modification: 1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. des articles 2273 et 2276 du code civil

Réunions: le 21 mai 2008, 4 et 11 juin 2008.

l) **5770 -** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes

Réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008.

m) **5848 -** Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Réunions: 21 mai 2008, 4 et 11 juin 2008.

n) **5873 -** Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Réunions: 18 et 25 juin 2008, 2 juillet 2008.

Le projet de loi a été voté en séance publique du 9 juillet 2008.

Le projet de loi 5873 entend adapter l'effectif légal de la Police pour le porter de 1.573 unités actuellement à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015.

o) **5716 -** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Réunion: 10 septembre 2008.

p) **5156 -** Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins

Réunion: le 24 septembre 2008.

* * *

À côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

II. Échanges de vues

- Un échange de vues a eu lieu avec Madame la Ministre de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse et Monsieur le Ministre de la Justice sur la problématique de l'adoption (le 17 octobre 2007),

- un échange de vues avec M. le Procureur d'État auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, suite à ses explications données lors de la conférence de presse du dimanche 25 novembre 2007 (le 5 décembre 2007),

- un échange de vues en vue de l'élaboration d'un avis ou d'une prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2006-2007 (le 17 décembre 2007),

- un échange de vues, sur demande du groupe politique DP du 17 janvier 2008, sur le dossier relatif aux réseaux «Stay Behind» ayant existé dans les pays membres de l'OTAN (le 29 janvier 2008),

- un échange de vues, ensemble avec la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sur les problèmes se posant en matière de jeux de hasard (le 10 avril 2008),

- un échange de vues avec M. Robert Biever, procureur d'État du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg au vu de ses déclarations à l'occasion d'un entretien par le périodique «Forum» (16 juillet 2008),

- un échange de vues avec M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Justice concernant le déménagement des autorités judiciaires dans les bâtiments de la nouvelle cité judiciaire (29 septembre 2008),

- un échange de vues sur l'application de la loi du 22 septembre 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification du Code d'instruction criminel, de la loi modifiée sur la Police et de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire (le 8 octobre 2008).

III. Débat d'orientation

Sur demande du groupe politique «Déi Gréng», un débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle sera organisé (le 29 janvier 2008, 13 et 20 février 2008, 7 mai 2008, 4 et 10 juin 2008).

IV. Visites

- Visite du Centre Pénitentiaire de Givenich (le 15 janvier 2008)

- visite du chantier de la future Cité judiciaire (le 4 juin 2008)

- visite du nouveau Centre Pénitentiaire à Nancy (28 novembre 2008).

V. Test de subsidiarité

La Commission juridique a procédé au 4e test de subsidiarité de la COSAC en date du 8 janvier 2008.

VI. Examen de documents COM

Une série de documents COM ont été examinés par la Commission juridique (le 27 février 2008, 12 mars 2008, 9 avril 2008).

VII. Examen de demandes en naturalisation

En dernier lieu il convient de remarquer que la Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

«Waassergesetz»

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

et abrogeant

1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts,

2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables,

3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau,

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau,

5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre,

6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

Le Luxembourg s'est doté, avec la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, d'une législation moderne en matière de protection des ressources hydriques.

La loi de 1993 constituait un compromis entre les différents ministères et administrations compétents à l'époque en matière de gestion et de protection des eaux et dont les intérêts étaient parfois fort divergents. Certes, l'un des buts du projet de loi de 1993 aurait dû consister à créer une administration de la gestion de l'eau réunissant toutes les compétences en la matière. La loi aurait alors pu réunir l'ensemble des aspects qualitatifs et quantitatifs en un seul instrument englobant à la fois la gestion économique et la gestion écologique des eaux. Le Gouvernement de l'époque ne l'a toutefois pas vu ainsi et certains ministères, évoquant une «tradition séculaire», n'ont pas voulu renoncer à leurs prérogatives. De ce fait, «les modifications prévues par le projet de loi sous rubrique reprennent en partie, voire accentuent la séparation existante des compétences en matière de gestion des eaux entre plusieurs départements.»

Il fallut donc attendre l'année 2004 pour voir se réaliser le projet de création d'une nouvelle administration, sous tutelle du ministre «ayant dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau»: l'Administration de la gestion de l'eau, chargée de poursuivre «une gestion intégrée et durable des ressources d'eau et du milieu aquatique» centralise entre les mêmes mains tous les aspects «qualitatifs» et «quantitatifs» des eaux.

Si la loi du 28 mai 2004 a créé donc un organe regroupant toutes les compétences en matière de gestion de l'eau, elle se limite à créer et à organiser cette nouvelle administration, sans toutefois toucher de façon fondamentale à la législation relative à la gestion de l'eau en tant que telle.

Voilà donc un autre objectif du présent projet de loi: mettre sur le métier une législation centenaire qui à bien des égards continuait à considérer l'eau surtout dans sa fonction de moyen de transport ou d'outil au développement de l'agriculture, exigeant que tout soit mis en œuvre pour faciliter ces usages.

À côté des aspects purement qualitatifs et quantitatifs liés à la gestion de l'eau en tant que ressource, le projet traite également des aspects économiques. À l'instar des pays voisins, le principe de la récupération des coûts est introduit au niveau des services communaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement tout en introduisant des taxes qui permettent de prendre en compte les coûts pour l'environnement et les ressources conformément aux principes du pollueur-payeur et de l'utilisateur-payeur comme le prescrit la directive-cadre.

Enfin, force est de constater que dans un discours politique de plus en plus axé sur l'aménagement du territoire de notre pays et la mise en œuvre de principes et de concepts visant à organiser et à planifier de façon optimale ce même territoire, la gestion de l'eau doit trouver une place de premier choix. Pour cette raison ce projet a prévu un interfaçage de la législation de l'eau avec celles concernant l'aménagement du territoire en général et l'aménagement communal en particulier.

Les points saillants du projet de loi 5695 sont les suivants:

1. État des lieux, programmes de surveillance, registre des zones protégées - étapes cruciales pour l'atteinte du bon état des eaux en 2015

Le projet de loi relative à l'eau constitue avant tout un projet de loi à caractère environnemental. Il introduit les bases légales permettant d'obtenir le bon état des eaux de surface et souterraines pour le 22 décembre 2015, par des mesures visant la prévention de la détérioration de l'état actuel, ainsi que des mesures de protection d'amélioration et de restauration.

2. La tarification de l'eau - quatre éléments d'un prix de l'eau harmonisé

Les articles 12 à 17 du projet de loi relative à l'eau introduisent les éléments d'un prix de l'eau harmonisé au niveau national. L'introduction d'une tarification de l'eau basée sur les principes de la récupération des coûts en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour l'atteinte des objectifs environnementaux du projet de loi sous rubrique.

3. Programmes de mesures et plans de gestion - les instruments de la politique durable de la gestion de l'eau au niveau des bassins

Les programmes de mesures sont établis de façon à permettre l'atteinte du bon état aux échéances prévues aux articles 5 à 11. Les programmes de mesures sont établis en concertation avec toutes les parties concernées (stakeholders) et se composent de mesures de base et de mesures complémentaires.

4. Le nouveau régime des autorisations - une étape vers la simplification administrative

L'article 23 du projet de loi relative à l'eau introduit un seul régime des autorisations pour tous les domaines touchant à la protection et à la gestion de l'eau.

5. L'entretien des cours d'eau et la gestion des risques d'inondation - les éléments clés d'une gestion durable du régime hydrologique

Les articles 35 à 37 reprennent et consolident des mesures relevant de la législation existante au niveau des cours d'eau.

6. L'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine et l'assainissement - une réaffirmation des compétences communales au niveau du cycle urbain de l'eau

Le chapitre 6 (articles 41 à 49) du projet de loi relative à l'eau traite des dispositions relatives à la gestion du cycle urbain de l'eau qui en tant que telles ne sont pas incluses dans la directive 2000/60/CE, mais se retrouvent au niveau d'autres directives communautaires.

7. Les plans communaux et le plan national du cycle urbain de l'eau - l'interface entre l'aménagement du territoire, l'aménagement communal et la gestion de l'eau

L'article 50 prévoit l'interfaçage entre les éléments cartographiques et planificateurs du présent projet de loi avec ceux prévus par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

8. Comité de la gestion de l'eau, observatoire de l'eau, partenariats de cours d'eau - les composantes de la participation et de la consultation du public

Le chapitre 8 du présent projet de loi donne une base légale à différents instruments et organes liés à la participation et la consultation du public.

9. Le Fonds pour la gestion de l'eau - l'instrument financier d'une politique durable de gestion de l'eau

Le Fonds pour la gestion de l'eau créé initialement par l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 est réformé par le biais du chapitre 10 du présent projet de loi (art. 62 à 68).

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

17.04.2007	Présentation du projet de loi-cadre Désignation d'un rapporteur
19.09.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.10.2007	Continuation des travaux
11.10.2007	
17.10.2007	
25.10.2007	
08.11.2007	
13.11.2007	
21.11.2007	
06.12.2007	
10.12.2007	
08.01.2008	
15.01.2008	
22.01.2008	
29.01.2008	
19.02.2008	
04.03.2008	
11.03.2008	
08.04.2008	
01.10.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.10.2008	Continuation des travaux
21.10.2008	
30.10.2008	
25.11.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2008	Continuation des travaux
04.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°217, page 3206

Déchets de piles et d'accumulateurs

5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Le présent projet de loi transpose en droit national la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la directive 91/157/CE.

La directive prévoit que les États membres devront prendre les mesures nécessaires pour éviter que les piles et accumulateurs n'aboutissent dans les décharges ou les incinérateurs et, pour récupérer, le plus largement possible, les métaux qu'elles contiennent aux fins de recyclage.

Les piles et accumulateurs peuvent être collectés soit individuellement, dans le cadre de programmes nationaux de collecte des piles, soit conjointement aux déchets d'équipements électriques et électroniques, dans le cadre de programmes nationaux de collecte établis sur la base de la directive 2002/96/CE «déchets d'équipements électriques et électroniques». Les modalités de collecte diffèrent selon les catégories de piles et d'accumulateurs:

- pour les piles et accumulateurs portables, des systèmes de collecte permettant d'atteindre un taux de collecte élevé devraient être mis en place; ces systèmes devraient permettre aux utilisateurs de se débarrasser de tous les déchets de piles et d'accumulateurs portables d'une manière commode et sans frais;

- les déchets de piles et d'accumulateurs industriels sont repris par les producteurs de ces piles et accumulateurs ou par des tiers agissant en leur nom;

- les déchets de piles et d'accumulateurs automobiles sont repris par les producteurs ou des tiers auprès de l'utilisateur final, lorsque la collecte n'est pas effectuée dans le cadre des systèmes visés par la directive 2000/53/CE «véhicules hors d'usage»;

- des exigences de recyclage spécifiques sont précisées pour les piles et accumulateurs contenant du cadmium et du plomb, ceci afin d'atteindre un niveau élevé de valorisation des matériaux.

Les systèmes de financement devraient permettre d'atteindre des taux élevés de collecte et de recyclage et assurer la mise en œuvre du principe de la responsabilité du producteur. Les producteurs devraient assurer le financement des coûts induits par les opérations de collecte, de traitement et de recyclage de toutes les piles et de tous les accumulateurs collectés, diminués des bénéfices réalisés grâce à la vente des matériaux valorisés.

La directive prévoit l'interdiction, à compter de dates déterminées et sous réserve de dérogations, de la mise sur le marché de certaines catégories de piles et accumulateurs. Elle introduit une interdiction de l'élimination par mise en décharge ou incinération des déchets de piles et d'accumulateurs industriels et automobiles. Pour finir, la directive accorde une attention particulière à l'information et la sensibilisation du consommateur.

Le projet loi reprend fidèlement les dispositions de la directive. Il distingue entre les trois grandes catégories de déchets et prévoit que:

- la collecte des déchets portables se fasse, outre la reprise directe au niveau de la distribution, au moyen des infrastructures publiques existantes de collecte sélective des déchets problématiques; d'autres systèmes de collecte sélective alternatifs ou complémentaires sont envisageables, dès lors que les producteurs sont en mesure, à travers ces systèmes, de garantir la même couverture territoriale et au moins la même fréquence de collecte. Le projet introduit un filet de sécurité selon lequel le ministre de l'environnement peut imposer le recours aux infrastructures publiques, dans la mesure où les quantités collectées par le biais de ces systèmes deviennent inférieures aux quantités spécifiques constatées au moment de l'entrée en vigueur de la législation;

- la reprise des déchets de piles et d'accumulateurs industriels se fasse par les producteurs ou tiers agissant pour leur compte ou par des tiers indépendants;

- la collecte des déchets de piles et d'accumulateurs automobiles se fasse par les producteurs ou tiers agissant pour leur compte, qui sont tenus soit de recourir aux infra-

structures publiques existantes soit de mettre en place ou de s'assurer la disponibilité de systèmes de collecte auprès de l'utilisateur final ou dans des endroits proches et accessibles de celui-ci, ceci sans préjudice de la collecte organisée au titre de la réglementation en matière de véhicules hors d'usage.

À l'instar notamment de la réglementation en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques, le projet de loi introduit un régime d'agrément pour les personnes morales qui accomplissent les opérations de collecte et de reprise sélective, les objectifs de collecte, les exigences en matière de traitement et de recyclage et les obligations de financement pour le compte des producteurs ou des tiers mandatés par ceux-ci.

En outre, il prévoit un enregistrement des producteurs, dont les exigences seront précisées en procédure de comitologie. Le cas échéant, les modalités d'enregistrement seront précisées par règlement grand-ducal.

Le projet de loi, tout en introduisant des sanctions pénales ainsi que des mesures administratives, renvoie à la législation en matière de prévention et de gestion des déchets pour ce qui est de la recherche et de la constatation des infractions et pour ce qui est du droit de recours des associations écologiques agréées.

Il prévoit finalement la mise en place d'une commission de suivi pluripartite.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

09.07.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.11.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°219, page 3256

Budget 2009

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Le projet de budget pour 2009 se caractérise par les chiffres essentiels ci-après:

Le budget de l'administration centrale établi d'après les règles de la comptabilité (budget traditionnel) se solde avec un excédent de 13,2 millions d'euros.

Conformément aux orientations générales de sa politique budgétaire et financière, le Gouvernement souhaite concilier, par le projet de budget pour 2009, la maîtrise globale des dépenses de l'État et l'octroi de moyens financiers supplémentaires en faveur de la réalisation de ses priorités essentielles. Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages luxembourgeois constitue un axe essentiel de l'agencement budgétaire en 2009, tant par la réduction de leur charge fiscale que par l'institution de mécanismes nouveaux de transferts de revenus.

L'évolution des recettes

Les recettes budgétaires en 2009 seront marquées par les mesures fiscales, destinées à renforcer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des acteurs économiques: l'adaptation du tarif de l'impôt retenu sur les traitements et salaires à raison de 9%, l'introduction de nouveaux crédits d'impôt (crédit d'impôt pour salariés, crédit d'impôt pensionnés et crédit d'impôt monoparental), et la réduction du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités passant de 22% à 21%.

En ce qui concerne les recettes au titre des **impôts directs**, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- Le produit total des impôts directs est estimé à 4,23 milliards d'euros, contre 4,22 milliards inscrits au budget voté 2008, ce qui représente une croissance de 0,27%.

- L'impôt général sur le revenu génère 3,80 milliards d'euros, soit 89,83% du produit total des impôts directs. Il marque ainsi une diminution de 1,42% par rapport aux chiffres 2008.

- Le produit de l'impôt retenu sur les traitements et salaires devrait connaître une diminution pour se chiffrer à 1.735 millions d'euros (-2,53%) en 2009.

- L'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) est établi à 1,43 milliards d'euros en 2008, ce qui correspond à une diminution de 0,7%. Cette prévision tient compte de la réduction du taux de l'IRC passant de 22% à 21%.

- Les recettes de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux affichent un montant de 250 millions d'euros au projet de budget, soit 4,17% de plus par rapport au budget voté pour 2008.

- Enfin les autres impôts directs devraient connaître une progression d'un montant de 66 millions d'euros, soit de 18,24%.

Ainsi les recettes en provenance de la fiscalité directe devraient rester relativement stables par rapport à celles inscrites au budget voté pour 2008.

Du côté des **impôts indirects**, la TVA augmentera de presque 40% par rapport aux recettes inscrites au budget voté pour 2008, alors que les recettes provenant de la taxe d'abonnement, et les droits d'enregistrement devraient afficher une baisse de respectivement 50 et 25 millions d'euros.

L'évolution des dépenses

En ce qui concerne l'évolution des dépenses, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- Le projet de budget pour 2009 poursuit l'effort entamé depuis de nombreux exercices en vue du **développement quantitatif et qualitatif des infrastructures dans le domaine familial et social.**

Un accent particulier est mis en 2009 sur le volet de la **garde des enfants**. Le projet de budget pour 2009 prévoit les crédits nécessaires à l'introduction d'un système de «chèques service» dans le cadre de l'accueil des enfants notamment dans les crèches, garderies et maisons relais, dont le coût global pour l'État est estimé à un montant de l'ordre de 20 à 25 millions la première année, frais de gestion compris.

En raison d'une accélération de la création de places disponibles notamment par l'extension du réseau de crèches conventionnées et le développement des maisons relais, le total des crédits inscrits au projet de budget 2009 au profit des structures visées passe ainsi à plus de 84 millions d'euros en ce qui concerne les frais de fonctionnement. S'y ajoute un montant de l'ordre de 23 millions au titre de participation de l'État aux frais d'investissements prévus au programme des dépenses du fonds des investissements socio-familiaux.

Le volet **«personnes âgées»** a essentiellement trait à la participation de l'État aux frais d'investissements dans les centres intégrés et maisons de soins. Le fonds des investissements socio-familiaux prévoit à cet effet des dépenses de plus de 40 millions pour 2009.

- Au niveau des **infrastructures médicales**, le fonds des investissements hospitaliers poursuit activement le programme de remise à niveau du paysage hospitalier, avec un total de dépenses de 69,8 millions prévu pour 2009.

- En ce qui concerne les crédits pour le renforcement de la **coopération au développement**, l'enveloppe globale qui figure au projet de budget pour 2009 atteint un taux de 0,92% du Revenu national brut (RNB).

- Pour ce qui est des contributions de l'État aux différents régimes de la **sécurité sociale**, la progression est significative pour les contributions de l'État en faveur de l'assurance maladie (7,1%) et en faveur de l'assurance pension (6,4%).

Dépassant à partir de 2009 le total de 2,1 milliards, l'ensemble des contributions aux différents régimes de sécurité sociale (prestations familiales non comprises) représente plus d'un quart du budget courant et constitue le plus important ensemble de dépenses de l'État, dont la part prépondérante (85%) est constituée par les deux contributions susmentionnées.

Un autre facteur d'accroissement sensible des dépenses de l'État est constitué par la mise à disposition d'un fonds de roulement de quelque 27 millions au profit de la **Mutualité des employeurs** instituée par la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique. Pour ce qui est des autres contributions, il y a lieu de relever l'évolution également dynamique des prestations de maternité (passant de 131,2 millions à 136,5 millions) ainsi que la participation de l'État à l'assurance dépendance fixée à 140 millions jusqu'en 2009 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant notamment des mesures spéciales en matière de sécurité sociale.

Le **solde de financement de la sécurité sociale** évolue favorablement entre 2008 et 2009 en passant de 2,1% à 2,4% du PIB.

- Les crédits du secteur des **classes moyennes** connaissent un accroissement de 3,1 millions (soit 22%) au titre de la période 2006 à 2009, notamment par l'inscription d'un crédit dans l'intérêt de la promotion du Luxembourg comme important centre commercial ainsi que par l'accroissement du crédit destiné à l'allocation de subventions en capital au titre de la loi-cadre. À ces dépenses il faut ajouter les interventions dans l'intérêt des entreprises œuvrant dans le domaine du tourisme (hôtels, campings privés, autres investisseurs privés), qui bénéficient d'une enveloppe de 50,3 millions, accordée dans le cadre du 8e plan quinquennal touristique.

- Les aides au profit du **logement social** sont passées de 77,3 millions en 2005 à 107,6 millions en 2009.

- L'investissement public en matière de **recherche et de développement technologique** augmente de quelque 14,05% par rapport au budget de l'exercice en cours et passe ainsi à un taux de 0,51% du PIB en 2009.

- Pour ce qui est de l'évolution des dépenses d'investissements dans le domaine de la création d'**infrastructures publiques** à réaliser par le biais des fonds d'investissements relevant du Ministère des Travaux publics, il convient de noter que la régression des dépenses totales de 426,4 millions en 2008 à 403,1 millions en 2009 résulte pour l'essentiel de l'achèvement des travaux de construction des chantiers de l'aérogare et de la Cité judiciaire. À relever également dans ce contexte que la réalisation de certaines infrastructures publiques, notamment dans le domaine scolaire, est envisagée par la voie de partenariats public-privé.

- Les dépenses du **Fonds des routes** quant à elles n'accusent qu'une très légère progression en passant de 108,6 millions à 112,7 millions en 2009.

- Les investissements financés par le **Fonds du rail** continuent leur progression pour atteindre le montant de 241,4 millions en 2009, soit près de 52% de plus que le montant prévu pour 2008. Les engagements financiers pour maintenir et gérer le réseau existant se chiffrent pour 2009 à quelque 132 millions d'euros.

- Les projets réalisés par le biais de l'établissement public **Fonds Belval** (le lycée technique et la maison du Savoir) engendrent des dépenses prévisibles de quelque 46 millions en 2009 par rapport à 16,4 millions en 2008.

- Le fonds pour le financement des mécanismes de **Kyoto** prévoit des dépenses de 121,7 millions en 2009.

Les amendements

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 a fait l'objet d'une série d'amendements, parmi lesquels il convient de souligner l'amendement gouvernemental visant, d'une part, à entériner l'octroi par le Gouvernement de la garantie bancaire au groupe bancaire Dexia, et, d'autre part, à relever le niveau de la garantie des dépôts de 20.000 à 100.000 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

16.09.2008 Désignation d'un rapporteur
02.10.2008
03.10.2008 Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
07.10.2008 Échanges de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec:
- l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
- l'Administration des Contributions directes
- l'Administration des Douanes et Accises
17.10.2008 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
31.10.2008 Échange de vues avec les représentants du Conseil supérieur pour le développement durable
11.11.2008 Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et M. le Ministre de la Sécurité sociale
13.11.2008 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
14.11.2008 Présentation de l'avis de la Banque centrale et échange de vues
18.11.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
20.11.2008 Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
21.11.2008 Analyse des volets du budget qui visent les départements de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
27.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

21.11.2008 Analyse des volets du budget qui visent les départements de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

04.12.2008 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Vote en séance publique: 16.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°200, page 2771

Mercredi, 10 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gast Gibéryen (dépose un tableau; MM. les Ministres Luc Frieden, Jean-Claude Juncker et Mars Di Bartolomeo lui répondent), M. Aly Jaerling (dépose un amendement et répond à M. Félix Braz), M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, Mme Lydia Mutsch, M. Lucien Thiel, M. Alex Bodry (à qui M. Xavier Bettel et M. Aly Jaerling posent une question), M. Lucien Clement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fueren haut de Moie weider mat den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer. Et si Riedner ongeféier bis 11 Auer ageschriwwen. Als Éischten huet elo den honorabelen Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et si schonn zéng Sekonnen ëm an ech hunn nach näischt gesot.

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi, déi de Moien alleguer schonn esou fréi hei sinn, fir deelzehuelen un dëse Budgetsdebatten. Ech ginn dervun aus, datt d'Regierung och nach antrëfft. Obschonns de Kolleeg Norbert Haupert nach net…

Une voix.- Hien ass do.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ass hie schonn am Haus? Obschonns de Kolleeg Norbert Haupert och nach net hei ass, wat awer vläicht ze verstoen ass, wëll ech awer ufänken, andeem datt ech och him vun eiser Säit aus Merci soen. Mir kennen de Kolleeg Norbert Haupert alleguer als e fläissegen a gewëssenhaften Deputéierten. Hien huet d'lescht Woch duerch Evenementer e bësse vun deem Mérite, dee säi Rapport verdéngt huet, awer hei geholl kritt. Ech wéilt him vun eiser Säit aus Merci soe fir dat, wat hien als Rapporteur gemaach huet an him soen, hien hat am Prinzip verdéngt, e Rapport iwwer e bessere Budget kënnen ze maachen, wéi et bei deem heite Budget de Fall ass.

Dëse Budget musse mer an der aktueller Krisesituatioun gesinn. En ass duerfir net vergläichbar mat fréiere Budgeten. Dëse Budget huet awer onofhängeg vun der Krisesituatioun scho beim Dépôt net der Realitéit entsprach. De Budget war schonn, wéi en hei deponéiert ginn ass vun der Regierung, friséiert an huet all Schéinheetskuren a -korrekturen, déi e Budget ka maachen, scho missen iwwer sech ergoe loossen, ier d'Regierung en heihinner presentéiere komm ass, fir en eenegermoossen an d'Gläichgewiicht ze kréien.

Et war kee Budget, wéi en deponéiert ginn ass, deen der Realitéit entsprach huet, kee Budget, deen eng Visioun hat. Et sief dann déi Visioun, de 7. Juni 2009, den Dag vun de Wahlen, gewielt ze ginn.

Nodeems d'Leit hei am Land iwwer véier Joer vun dëser Regierung geschröpft an zur Oder gelooss si ginn an dee gréisste Sozialofbau bedriwwe ginn ass, sollt elo kuerz virun de Wahlen e Wahlbudget presentéiert ginn an d'Leit gleewe gelooss ginn, datt alles misst vergiess ginn, wat an den éischte véier Joer geschitt ass.

An der Zwëschenzäit huet déi international Finanzkris awer och Lëtzebuerg getraff a mëttlerweil ass och d'Realekonomie dovu betraff. Dee Budget, dee mer haut diskutéieren, huet duerfir net méi vill, fir net ze soe guer näischt méi mat der Realitéit ze dinn. Mat gewësser Sécherheet kann een haut soen, datt dat Eenzegt, wat nach richteg un dësem Budget ass, wäert dat sinn, wat um Deckel steet. Wann een dëse Budget géif an der Nationalbibliothéik ouni Kommentar ofginn, da kéint ee sécher sinn, datt dëse Budget géif vun deene Leit bei d'Poesiealbume klasséiert ginn, wann ee se net géif virdrun drop opmierksam maachen, datt et sech géif ëm de Statsbudget handelen.

Et ass en Universalbudget. Et ass e Budget, deen ass deponéiert gi mat engem Wuesstem vun 3%, wou alles am Floribus anscheinend geschéngt huet. An obscho mer haut wëssen, datt mer iwwerhaapt kee Wuesstem méi d'nächst Joer hunn, ass dee Budget nach ëmmer richteg. Et ka souwuel de Budget vun der Kontinuitéit sinn, et kann de Budget vun der Wäitsiicht sinn, et ass de Budget vum Vertrauen. Et ass de Budget, deen eng Äntwert op d'Kris gëtt. Et ass de Budget vun der Zouversiicht. Jiddweree kann et sech eraussichen.

Dee Budget ass schonn am Summer esou opgesat ginn, datt e fir all Eventualitéiten, déi kënnen antrieden, passend ass. Dat huet am Fong keen anere besser kënnen dokumentéiere wéi den LSAP-President, den Här Bodry, deen am „Land" geschriwwen huet: «Décidément notre Ministre du Budget est un magicien.» Dat heescht also, d'Sozialiste selwer hu gesot: Eise Budgetsminister ass en Zauberer. Deen huet e Budget presentéiert, dee fir all Lage gutt ass.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Hei ass de Star.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Bodry, deen ech och elo hei begréissen, schreift da weider: «Ce qui a été conçu en partie comme un budget de fin de législature, s'est transformé en quelques semaines en budget de la relance. Ce qui entend en dernier recul à apparaître comme un instrument de politique fiscale, sociale ou familiale, a été rebaptisé instrument de politique anticyclaire.» Dat heescht, den Här Bodry huet am Fong och nach eng Kéier dokumentéiert, datt déi Regierung hei e Budget virgeluecht huet, deen an all Situatioune passt.

D'„Tageblatt" huet dat och nach dokumentéiert elo där Deeg, wéi et schreift: „So wird der Haushaltsentwurf 2009 der erste sein, von dem schon beim Votum gewusst ist, dass er nicht das Papier wert ist, auf dem er gedruckt ist." Dat stoung dëser Deeg am „Tageblatt".

Mir gesinn also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer et hei mat engem Budget ze dinn hunn, deen e Phantombudget ass, deen absolut näischt mat der Realitéit ze dinn huet.

Den Här Wolter huet gëschter hei gesot, datt verschidde Parteie géifen am Virfeld op Pressekonferenzen hir Meenung zum Budget soen an datt am Fong heibannen d'Plaz dofir wier. Ech fannen, datt et zur parlamentarescher Demokratie gehéiert, datt d'Deputéierte souwuel no baussen iwwert d'Press kommunizéiere wéi datt mer hei am Parlament eis Meenung soen. Ech hätt dem Här Wolter dat gären an d'Gesiicht gesot, mä den Här Wolter ass och elo nach net heibannen.

Da muss een den Här Wolter och froen - wann hie seet, déi politesch Debatt muss heibanne stattfannen, well heibanne gëtt Politik gemaach, heibanne ginn d'Décisioune geholl -, ob hie mer ka soen, ob da schonn eng Kéier e Budget, deen hei an der Chamber deponéiert ginn ass, d'Chamber aneschters verlooss huet, wéi en erakomm ass? Nach ni huet d'Chamber de Courage gehat, de Mutt gehat, fir e Budget an iergendenger Form substanziell ze änneren.

Duerfir sollt een net esou maachen, wéi wann heibanne géif alles décidéiert ginn. Beim Budget war an deene leschte Joren, datt ech heibanne sinn, an deenen 20 Joer, nach ni eppes Fundamentales heibannen. Mä d'Kopfnickermajoritéiten hunn ëmmer dat gestëmmt, wat hir Regierungen hei virgeluecht hunn.

D'Fro, ob een dann elo soll de Budget aktualiséieren u Chifferen, jo oder neen, déi ass gestallt ginn. Déi hu mer och an der Finanzkommissioun gestallt. Ech soen och hei, datt mir der Meenung waren a gesot hunn, et huet kee Wäert, d'Chifferen u sech am Budget ze änneren, well déi Chifferen ännere vun Dag zu Dag.

D'Donnéeën, déi mer an der Finanzkommissioun krute vun den eenzelne Verwaltungen oder Avisen, hu vun Dag zu Dag geännert. Leider hu se ëmmer no ënne geännert. Et huet also kee Wäert fir nei Chifferen an e Budget ze setzen, well egal wat fir eng Chifferen een haut drasetzt, déi si muer erëm falsch.

Mä et soll een de Leit awer d'Wourecht soen! Et soll een de Leit d'Wourecht soen, wéi d'Realitéit ass. D'Regierung hätt och kënnen higoen, ouni datt se de Budget ännert, esou wéi se e Budget opgesat huet, Chifferen an de Budget gesat huet, virun allem op der Recettësäit. Mat engem Wuesstem vun 3% hätt ee genausou gutt kënne soen: Mir ginn dervun aus, wann de Wuesstem nëmmen 0% ass, datt mer dann net dat Geld erakréien, mä datt mer nëmmen esou vill erakréien.

Dat wier eng Aarbecht gewiescht fir e Fonctionnaire vun enger Stonn am Ministère. Dann hätte se dat gehat. Mä dat huet d'Regierung net gemaach, well se einfach net de Leit wëllen d'Wourecht soen an esou maachen, wéi wann alles hei am Land nach am Botter wier. A wéi sot de Statsminister eng Kéier um Regierungstreffen: Mir loossen de Laascht emol kommen.

Här President, de Wirtschaftswuesstem, wéi de Budget deponéiert ginn ass, dee war 3%. Am Ableck gi mer dervun aus, datt e sech tëschent engem Plus vun 0,5 an engem Minus vun 0,6 wäert erëmspillen.

D'Aarbechtsplazen: D'Regierung ass dervun ausgaangen, datt mer nach e relativ staarken Zouwuess kriten. D'Zentralbank seet eis awer, datt se dervun ausgeet, datt mer en Nullwuesstem wäerten um Aarbechtsmaart kréien, et sief datt den öffentleche Secteur géif méi Leit astellen.

E puer Beispiller, wéi zum Beispill d'Cour des Comptes an d'Zentralbank eng Rei vun de Recettë fir d'Joer 2009 gesinn: «Il appert dès aujourd'hui que le niveau de recettes tel que prévu au projet de budget ne pourra pas être atteint. (…) Les hypothèses émises par le Gouvernement dans le cadre du projet de budget 2009 sont contredites par les réalités économiques et devront être adaptées.» Dat seet d'Cour des Comptes.

«La Cour considère que d'autres impôts sont surestimés pour 2009. Ainsi, la taxe d'abonnement table sur une augmentation de plus de 15% de sa base de revenus, les droits d'enregistrement sur une croissance de plus de 26% des mutations immobilières et l'impôt retenu à la source sur les traitements et salaires, abstraction faite des allégements fiscaux, sur une hausse de plus de 12%.»

Mir mussen also dermat rechnen, datt de Statsbudget d'nächst Joer wäert mat engem staarken Defizit ofschléissen. Och wann d'Maastricht-Kritären zäitweileg elo ausser Kraaft gesat ginn, datt d'Länner méi flexibel kënne mam Defizit vun 3% vum Zentralstat zäitweileg ëmgoen, musse mer wëssen, datt beim Dépôt vum Budget den Defizit vum Zentralstat mat 1,8% virausgesi ginn ass, an haut wësse mer awer méi wéi sécher, datt mer d'nächst Joer wäerten en Defizit hunn, deen éischter iwwer 3% wéi ënner 3% dierft leien.

Här President, ech wëll dann op e puer Beispiller agoen, fir ze weisen, wéi d'Realitéit am Fong vun de Statsfinanzen ass. En éischt Beispill, d'Statsschold am Zesummenhang mat der Fortis an der Dexia, eventuell och Interventioune bei der Kaupthing. D'Statsschold klëmmt duerch dës Interventiounen an duerch déi Emprunten, déi mer am Budget virgesinn hunn, d'nächst Joer vu 7 op 14% erop. Laut Maastricht kënne mer do bis 60% goen. Reng prozentual gesinn nach e grousse Sputt, mä finanziell, wat d'Méiglechkeeten am Budget sinn, ass dee Sputt natierlech net an deem Verhältnis.

Den Här Juncker an den Här Frieden hunn ëmmer gesot, datt d'Interventioune bei Fortis an Dexia géifen de Statsbudget, de Steierzueler net beréieren. Dat, soe mir, ass falsch.

De Stat huet zum Beispill eng hallef Milliard Emprunt opgeholl, déi e schonn aus fréiere Budgeten autoriséiert kritt huet, fir un d'Fortis ze iwwerweisen.

D'Chamber huet e Gesetz gestëmmt vun 3 Milliarden zousätzlechen Emprunt, wouvun am Ableck 2 Milliarden opgeholl si ginn.

Dat Geld, wat de Stat de Banken als Emprunt, als Obligatioun zur Verfügung stellt, do kritt de Stat wuel 10%, an op där anerer Säit bezilt en 3,5%. Am Prinzip kéint ee soen, e gutt Geschäft.

Mä mir wëssen awer, dat Geld, wat als Obligatioun, als Emprunt deene Banken zur Verfügung gestallt gëtt, gëtt am Prinzip nach dëst Joer virum 31. Dezember an Aktien ëmgewandelt. Wa se an Aktien ëmgewandelt ginn, kritt de Stat also keng 10% méi, mä e muss op där anerer Säit seng 3,5% bezuelen. D'Aktië kënnen Dividende bréngen. Et ass awer kuerzfristeg éischter ausgeschloss, datt ee kann dovun ausgoen, datt d'Aktië vun der Fortis oder Dexia sollte staark Recettë bréngen fir d'Zënslaascht ze decken.

D'Zënsen um Statsbudget fir déi 3,5 Milliarden zu 3,5% belaaschten de Statsbudget awer mat 112,5 Milliounen Euro d'Joer. Fortis hu mer 2,4 Milliarden Euro ginn. Duerfir kréie mer op där anerer Säit 33,3% Aktien a Fortis Bank Lëtzebuerg an 1,1% an der BNP Paribas. D'Dexia huet 376 Millioune kritt. Duerfir kréie mer ongeféier 20% Aktien.

Mir hunn en Emprunt gemaach vun 2 Milliarde bei de Privatleit. Dee muss op fënnef Joer zréckbezuelt ginn. Wa mer a fënnef Joer dee mussen zréckbezuelen, da muss de Stat och déi 2 Milliarden zur Verfügung hunn. E kéint also higoen an d'Aktien dann erëm verkafen. Virausgesat, d'Aktien hunn dann ee Wäert, dee geklommen ass.

A wa mer gären d'Investitioun an d'Aktien an d'Zënsen, déi mer während deene fënnef Joer bezuelen, fir déi Suen, déi mer geléint hunn, da musse mer déi Aktië scho mat engem Plus vis-à-vis vun haut vu mindestens 25% Augmentatioun verkafen, ouni dann awer bis dohinner eppes verdéngt ze hunn.

Da muss een och wëssen, datt, wann de Stat Aktien huet, dat net falsch ass, wann de Stat an eng Rei vu Gesellschaften eraklëmmt. Mir begréissen dat an ënnerstëtzen dat. Mä et muss een awer wëssen, datt een, wann een Aktien huet, da muss e laangen Otem hunn an net an eng Situatioun däerf kommen, wou een Aktië muss kuerzfristeg verkafen.

Wann ech zum Beispill d'Aktien huele vun der Arcelor, déi d'lescht Joer relativ héich waren an den 30. September 2007 ee Wäert hate vun 2,1 Milliarden Euro, déi sinn elo den 30. September 2008 op 1,4 Milliarde gefall. Also sinn d'Aktië bei der Arcelor Mittal, déi de Stat do huet, an engem Joer ëm ronn 700 Milliounen Euro - oder 28 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang - gefall.

Insgesamt sinn d'Participatiounen, déi de Stat an Aktiëgesellschaften insgesamt huet, d'lescht Joer ëm 22,81% zréckgaangen. Et kann een also elo net eng kuerzfristeg Finanzpolitik opbauen, datt ee seet, mir hu jo Aktien an am Noutfall verkafe mer déi.

Wann een am Noutfall Aktië muss verkafen, dann ass de Risiko grouss, datt ee kann oder muss oder wäert Geld bäileeën.

Mir wëssen also, datt mer hei a fënnef Joer mussen 2 Milliarde rembourséieren a mer hunn och nach d'Méiglechkeet, laut der Décisioun vun der Chamber, fir datt d'Regierung nach kéint eng Kéier eng Milliard Schold ophuelen. Hei tickt also eng

éischt Zäitbomm, fir a fënnef Joer déi Suen zréckzebezuelen.

Dat Zweet ass d'Statsschold. Bei der Statsschold - dat wëssen d'Leit am Land net, well d'Regierung vergësst dat ëmmer ze soen - bezilt de Stat am Fong seng Scholden net zréck. De Stat mécht Emprunten am Prinzip op zéng Joer an da bezilt en nëmmen d'Zënse vun den Emprunten zréck, hie bezilt net d'Kapital zréck. Um Schluss vun deenen zéng Joer muss dann d'Kapital an enger Kéier rembourséiert ginn.

Mir hunn an deene leschte Jore regelméisseg Emprunten opgeholl. Mir hunn 2006 zum Beispill zweemol 200 Milliounen opgeholl. Am Prinzip mussen déi 400 Milliounen 2016 zréckbezuelt ginn. 2007 hu mer 132 Milliounen opgeholl; déi missten am Prinzip 2017 zréckbezuelt sinn. 2008 hu mer 200 Milliounen opgeholl, déi bis 2018 zréckbezuelt misste sinn. An 2009 stinn der erëm 200 am Budget, déi bis 2019 opgeholl ginn. Plus déi 500 Millioune fir d'Fortis, déi missten 2018 zréckbezuelt ginn. Plus déi 2 Milliarden, déi mer an d'Fortis investéiert hunn, déi 2013 missten zréckbezuelt ginn.

Mir gesinn also, datt hei vill Gelder engagéiert si ginn, wou déi nächst Chamber, déi nächst Generatioun am Fong muss riicht derfir stoen, déi dat Kapital da muss integral zréckbezuelen. Hei ass eng Hypothéik op déi kommend Generatioune gemaach ginn, well d'Regierung eben hei Emprunten ophëlt an d'Kapital net zréckbezilt, mä nëmmen d'Zënsen zréckbezilt. An d'Cour des Comptes schreift dat och an hirem Avis: «Il s'ensuit que les budgets des exercices à venir se trouvent déjà fortement hypothéqués.»; duerch déi heite Situatioun.

Ee weidere Punkt, Här President, dat sinn d'Fongen. Am Ableck hu mer 31 Spezialfongen, an och hei seet d'Regierung net ganz d'Wourecht.

Den Här Juncker an den Här Frieden zielen ëmmer, dank hirer Wäitsiicht hätte mer Reserve kënnen an deene gudden Zäiten uleeën, déi eis haut géifen hëllefen. Nach d'lescht Woch hunn ech op der Televisioun op Lëtzebuerg den Här Frieden héiere soen, datt mer gutt gespuert hunn an datt mer duerfir haut nach Gelder hätten.

D'ADR huet ëmmer gesot, datt d'Reserven 2009 um Enn wieren. An dat stëmmt, wa mer e Bléck an d'Reserve werfen. An da musse mer wëssen, datt an deene leschte Joren all déi Emprunten, déi mer opgeholl hunn, an d'Fonge gefloss sinn. Haut bestinn d'Fongen am Prinzip nach just aus Emprunten, an net méi aus Plus-valuen aus de gudde Joren.

An dat gesäit een och an där Graphik, Här President, déi ech hei erausgedréckt hunn, och aus dem Rapport vun der Cour des Comptes. Dat Blot, dat sinn d'Plus-valuen aus deene gudde Joren nach, an dat Gielt, dat sinn d'Emprunten, déi mer opgeholl hunn. A wann een dann 2009 kuckt, da gesäit een, datt dat, wat op de Fongen ass, praktesch nëmme méi Empruntë sinn a keng Reserve méi aus de gudden Zäiten.

Dat ass, wéi gesot, eng Tabell, Här President, wou ech frou wier, wa se kéint mat an dem Chamberblat veröffentlecht ginn, well et ass en offiziellt Dokument vun der Cour des Comptes, déi dat gemaach huet. *(Document à consulter au greffe de la Chambre des Députés.)*

D'Cour des Comptes schreift dann och, datt mer Enn 2009 nach 1 Milliard 276 Milliounen op de Fongen hätten, mä dovu wier 1,132 Milliard Emprunt an nëmme méi 144 Milliounen, déi aus de Plus-valuë besteet.

An da schreift d'Cour des Comptes an hire Konklusiounen: «À la cadence actuelle, les moyens financiers des fonds spéciaux seront épuisés au plus tard pour l'exercice budgétaire 2010.» An: «Vu les prévisions actuelles du Fonds monétaire international et de la Commission européenne, il est peu probable que les exercices à venir soldent par des excédents de recettes. Il s'ensuit que le Gouvernement doit trouver d'autres ressources de financement pour assurer le niveau élevé des dépenses d'investissement.»

D'Finanzsituatioun ass also beileiwen net esou gutt, wéi dat vun den CSV-Finanzspezialisten ëmmer duergestallt gëtt. Wann een d'Situatioun vun der Schold an de Fongen an Zesummenhang bréngt mam Defizit vum Statsbudget an de Perspektiven, wat d'Recetten an den Décisiounen ubelaangt, da muss ee sech grouss Gedanke maachen an net mengen, esou wéi den Här Statsminister dat gesot huet: Mir loossen de Laascht emol kommen.

Mä niewent de Fongen an niewent der Statsschold hu mer nach eng drëtt. Dat ass d'Garantiegesetz, d'Contrats de location-vente, wéi mer se maachen, wou de Stat am Fong seet, dat wier am Prinzip keen Emprunt; wat et awer am Fong ass. Wou de Stat sech duerch eng Privatgesellschaft eppes baue léisst a sech dann iwwer 20 Joer engagéiert, där Privatgesellschaft e Loyer ze bezuelen, deen de Préfinanzement rembourséiert, inklusiv souguer den Entretien.

Dat ass also en Engagement iwwer 20 Joer iwwer en Ëmwee, fir eng Investitioun ze finanzéieren. Wat awer a Wierklechkeet och eng Schold ass, well se muss rembourséiert ginn. Hei ass de Stat mat enger Milliard Euro engagéiert. Hei musse mer vun den nächste Joren un ëmmer am Prinzip 83 Milliounen d'Joer zréckbezuelen. Vun 2012 u geet dee Montant erop op 103 Milliounen d'Joer, wat mer mussen opgrond vum Garantiegesetz zréckbezuelen.

Am Fonds pour la loi de garantie stinn awer am Ableck, den 31.12., nach just 24 Millioune Reserv. A laut pluriannuellem Plang sinn d'Reserve fir 2010 integral opgeschafft, an um Enn vun 2012 si se an engem negative Sold vun 200 Milliounen. Hei tickt also eng weider Zäitbomm.

Wann een also résuméiert, datt mer eng Statsschold hunn, déi mer net rembourséieren, a wou dat nächst Parlament, déi nächst Generatioun muss d'Kapital integral zréckbezuelen, wa mer wëssen, datt d'Fonge vun 2010 un eidel sinn, wa mer wëssen, datt mer net méi genuch Geld hunn, fir eisen Obligatiounen an der Loi de garantie nozekommen, a wa mer wëssen, datt an deenen nächste Jore sécherlech keng Plus-valuë méi wäerten iwwert d'Budgeten ofgeschott ginn, mä éischter Defiziter, da muss ee wëssen, datt et ëm d'Zukunft vun eisem Land, wat d'Finanzen ubelaangt, ganz schlecht steet an datt et net esou ka sinn, wéi d'Regierung mécht, wéi wann alles am Botter wier. Zumindest bis de 7. Juni wäert se et esou maachen.

(Interruption)

Da sot eis deen emol.

Une voix.- Ma Dir hutt net opgepasst.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo dach! Zum Beispill d'Avoiren op den Aktien.

La même voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Aktiëmaart. Voilà! Ech hunn lech jo awer och gesot, datt déi zum Beispill elo an engem Joer iwwer 20% gefall sinn.

(Interruption)

A wann Der all déi Engagementer do ugitt, déi ech lech elo gesot hunn - mat de Fongen ass näischt méi; datt mer iwwert d'Loi de garantie musse rembourséieren, datt mer Schold hunn, déi mer musse rembourséieren -, an Dir mengt, Dir kéint déi mat den Aktien, déi Der hutt, ofdecken, da wënschen ech lech awer Bonne chance.

Da gesäit ee jo awer och schonn, datt sech an den CSV-Kreesser Gedanke gemaach gëtt, fir lues a lues - wéi déi däitsch Nopere soen - d'Tafelsilber ze verkafen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Der musst un déi Reserv goen a mengt, Dir misst schonn Aktië verkafen als Garantie, fir dat heiten ze decken, da si mer scho vill méi wäit fort, wéi mer mengen. Ech sinn awer frou, datt Der déi Zwëschebemierkung do gemaach hutt, well dat léisst awer déif blécken, wéi wäit datt mer da scho sinn.

Une voix.- Neen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, déi mussen dann elo…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Vu wat fir engen Aktië schwätzt Der dann, Här Gibéryen? D'Regierung huet just gesot, datt se an dräi, fënnef Joer, wann d'Kris eriwwer wier, déi Aktië vu Fortis, Dexia a BNP géif verkafen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wien huet dat gesot?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- D'Regierung. Ech selwer, d'lescht Woch hei, wann Dir nogelauschtert hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Deemno wat se da Wäert sinn. Ech hunn iwwregens gesot, datt zum Beispill d'Aktien…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Wa se méi Wäert sinn, gi se dee Moment verkaaft. Bien sûr.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! A wa se net méi esou vill Wäert sinn?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Da waarde mer, bis se méi Wäert sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da waart Der. A wéi rembourséiert Der dann Är zwou, dräi Milliarden?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir hu contrairement zu deem, wat Dir virdru gesot hutt, e Fonds de la dette; dee mer als eenzegt Land an Europa iwwer all déi Jore constituéiert hunn. Dir hutt virdru gesot, et géif kee Kapital op d'Säit gesat ginn. Sot mer: Wivill hu mer dann dëst Joer iwwerwisen an de Fonds de la dette?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gitt emol…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Wivill hu mer, Här Gibéryen, dëst Joer iwwerwisen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn hei keng Zuelen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- 93 Milliounen! Dat muss een dem Land soen. Mir hunn e Fonds de la dette. Ech froen den Här President, datt deen Tableau mat publizéiert gëtt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da bréngt Dir deen Tableau mat an da bréngt Der och déi Texter vun der Cour des Comptes mat, déi lech kloer soen, datt Der net genuch Geld méi op Äre Fongen hutt. Ech hunn lech se elo grad hei zitéiert. D'Cour des Comptes schreift, datt Der 2012…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech wëll gären, datt d'Vollek all d'Tableaue gesäit an datt d'Leit sech kënne selwer hir Meenung bilden.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …laut der Regierung hirem Plan pluriannuel en negative Sold am Fonds pour la loi de garantie vun 196 Milliounen hutt. Also, Dir hutt e Fong fir Schold ze bezuelen, dee laut der Cour des Comptes an zwee Joer 200 Milliounen am Defizit ass.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ma e gëtt jo all Joer nei opgefëllt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Der soen, datt d'Cour des Comptes d'Onwourecht schreift.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ma neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet am Rapport vun der Cour des Comptes. Dat kënnt Der noliesen. Op der Säit 126 vum Rapport vun der Cour des Comptes kann all Mënsch dat noliesen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Majo selbstverständlech. Da gëtt de Fong all Joer opgestockt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Cour des Comptes seet, an zwee Joer hätt Der e Minus vun 200 Milliounen op deem Fong,…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- 2012 ass an dräi Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou Dir elo gesot hutt, Dir hätt Reserven drop. Da setzt lech mat der Cour des Comptes zesummen a frot déi, wou si dann op déi Chiffere kommen.

Här President, wat musse mer dann awer elo maachen, fir vis-à-vis vun der Krisesituatioun ze reagéieren?

D'Chamber huet décidéiert, eng Spezialkommissioun anzesetzen, déi mir mat ënnerstëtzt hunn, fir eiser Meenung no déi aktuell Krisesituatioun permanent ze verfollegen an ze kucken, fir zesumme Weeër ze sichen, wéi mer beschtméiglech kënne vis-à-vis vun der Krisesituatioun reagéieren.

Mir musse kuerzfristeg a séier kënne reagéieren. Duerfir hu mer och déi Propositioun vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei begréisst, fir e Budget rectifié ze maachen. All Gemeng, wa se Suen ausgëtt, déi net am Budget gestëmmt sinn, muss virun hire Gemengerot goen a muss sech déi Kreditter ännere loossen, stëmme loossen. Just d'Regierung mengt, si kéint dat net maachen.

A wa mer dat maachen, woubäi mer eis heibannen am Fong alleguer eens sinn, datt mer Gelder virzéien, fir kënne vill kleng Projeten ze maachen, da musse mer och eis Budgeten änneren.

Ech sinn duerfir och absolut net d'accord mam Kolleeg Bausch vun deene Grénge, deen hei gemengt huet an där Debatt, wou mer sollten e Budget rectifié ersetzen, et sollt een dat eréischt am September maachen. Et muss ee sech dat virstellen! Ech hat gemengt, déi Gréng wiere schonn net méi an der Oppositioun, fir ze verlaangen, datt een dat sollt d'nächst Joer eréischt am September maachen.

Dat heescht also, éischtens, no de Wahlen, zweetens, am September tagt nach kee Parlament, well dat neit Parlament fänkt eréischt am Oktober un, an drëttens muss ee wëssen, datt am September déi nei Regierung, egal wat fir eng et ass, schonn amgaang ass de Budget vun 2010 opzestellen. Esou datt et kee Wäert huet, fir d'nächst Joer no de Wahlen am September, wa kee Parlament do ass, iwwert d'Finanzsituatioun ze diskutéieren.

Déi hei Finanzkris ass esou grouss, d'Situatioun am Land ass esou eescht, datt mer dat net kënnen op den 1. September vertagen, mä hei muss permanent driwwer diskutéiert ginn. Mir sinn Demandeur, datt déi Spezialkommissioun permanent tagt a permanent vun der Regierung d'Evolutioune vun de Recetten an den Dépensë matgedeelt kritt, fir datt een ëmmer ka reagéieren.

Mä och muss eiser Meenung no d'Missioun vun der Spezialkommissioun sinn, fir och emol eng Kéier réckwierkend e Bléck op déi Finanzkris ze werfen an ze kucken, ob alles richteg gelaf ass. Et muss gekuckt ginn: D'CSSF, d'Zentralbank, hunn déi hir Missioun während a virun allem am Virfeld erfëllt? Hu se hir Moyenë gerecht a richteg agesat? Hu se déi richteg Moyenë gehat? Oder hätte se net vläicht missen éischter reagéieren? Ech erënneren zum Beispill un d'Kaupthing-Bank.

En zweete Punkt, deen eiser Meenung no wichteg ass an dëser Finanzkris, ass, datt d'Regierung géif eng ganz, ganz kloer Deklaratioun maachen a sech 100%eg hanner eist Bankgeheimnis géif stellen. Mir ginn de Verdacht net lass, wéi wann d'Regierung amgaange wier, lues a lues duerch Hannerdieren eist Bankgeheimnis opzeginn. Ech sinn der Meenung, datt eis Regierung amgaangen ass, d'Bankgeheimnis opzeginn. Duerfir hätte mer gären, d'Regierung soll e kloert Bekenntnis maachen a soen: Mir ginn d'Bankgeheimnis ënner kengen Ëmstänn op. D'ADR ass op jidde Fall fir d'Bäibehale vun eisem Bankgeheimnis.

Dann hätte mer och gären, datt mer eis sollen eng Gesetzgebung ginn, wann d'Banke Produkter verkafen, datt d'Leit och wëssen, wat an deene Produkter ass. Esou wéi mer dat och bei den lessmëttele maachen. Wann een eppes keeft, weess een, wat dran ass. D'Leit ginn op d'Banken, si kafe Produiten do a si wëssen dacks net, wat dran ass. Si ginn dat eréischt spéider gewuer. Och do misste mer also, fir de Leit méi Sécherheet ze ginn, d'Produkter vun de Banke kennzeechnen, wat do erauskënnt.

Da soe mer och kloer am Zesummenhang mat der Bankgarantie vun 20.000 Euro bei der Kaupthing, datt d'ADR net dermat averstanen ass, datt de Stat soll eng Differenz do bäileeën.

(Interruption)

Wann d'Kaupthing-Bank géif rutschen, da géifen déi 20.000 Euro, déi se missten iwwer hir Garantie bezuelen, d'Banken 300 Milliounen Euro kaschten. Wann de Stat géif d'Differenz bis op 100.000 Euro bezuelen, dat géif dat nach eng Kéier 300 Millioune fir de Stat ausmaachen. Do soe mir ganz kloer Neen, well dat wier e Präzedenzfall, datt de Stat da géif méi gi wéi dat, wat duerch d'Gesetz garantéiert misst sinn.

D'Leit, déi Gelder placéieren, missten och wëssen, wivill der pro Kapp pro Bank garantéiert wieren, a wann ee méi Geld bei eng Bank placéiert, an déi Bank géif eragoen, muss een och wëssen, datt dat Geld net garantéiert ass. Genausou gutt wéi mer jo soen, een, deen Aktië keeft, dee muss wëssen, datt e mat den Aktië ka wannen, mä datt en awer och ka mat den Aktië verléieren.

Wann also de Stat géif higoen an e géif soen, ma mir droen dee Risiko bei enger Kaupthing-Bank, dann - soe mir - muss de Stat awer och vis-à-vis vun de Kleng-

aktionäre vun der Fortis genau deeselwechte Geste maachen; si kënnen net deen ee Risiko iwwerhuelen an deen aneren net. Mir hoffen awer, datt eng Léisung fonnt gëtt, datt een d'Kaupthing-Bank géif opkafen - eng aner Bank - an datt eis dann déi dote ganz Diskussioun géif erspuert bleiwen.

Ee weidere Punkt, Här President, ass d'Erhale vun der Kafkraaft. D'Regierung mécht elo wéi wa si mat de Moossnamen, déi am Budget sinn, dee mer d'nächst Woch a Form vu Gesetz hei stëmmen, de Leit d'Kafkraaft géif erhalen.

Richteg ass awer, datt d'Regierung während deene véier leschte Joren de Leit d'Kafkraaft geholl huet.

Ech wëll nach eng Kéier un all déi Moossnamen erënneren: D'Indexmanipulatioun huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Desindexatioun vun de Familljenzoulagen huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Verréckele vun de Rentenajustementer no hannen huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun de Cotisatioune vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4% huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun der Autosteier, d'massiv Erhéijung vun der Autosteier huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijen op den Accisë vu Bensin a Pëtrol huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun huet de Leit d'Kafkraaft geholl. D'Erhéijung vun der TVA bei de Facturë bei den Indépendanten huet de Leit d'Kafkraaft geholl.

Alles dat, Här President, huet dës Regierung gemaach! Déi huet de Leit also massiv d'Kafkraaft geholl, a si soll elo net kommen a soen, si géif de Leit hir Kafkraaft erhalen!

Dat, wat d'Regierung elo mécht, dat ass, datt se een Deel vun där Kafkraaft zréckgëtt, déi se de Leit an deene véier éischte Jore geholl huet. Richteg ass, datt d'Leit scho virun der Finanzkris manner consomméiert hunn, well se manner Kafkraaft haten, déi se vun dëser Regierung geholl kruten, an elo duerch d'Onsécherheet vun der Kris nach logescherweis méi virsiichteg ginn.

Falsch ass, wann d'Regierung de Leit seet, se géifen elo Steiererliichterunge ginn.

Richteg ass, datt d'Regierung déi dräi éischt Jore vun dëser Legislaturperiod de Leit duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun Steiererhéijungen opgebrummt huet an domat de Leit d'Kafkraaft geholl huet, an duerch déi Steierermässegung, déi mer elo maachen, kréien d'Leit net méi Kafkraaft, mä se kréien een Deel vun deene Steiererhéijungen elo zréck.

Wann d'Leit also hei am Land manner Kafkraaft haut hunn, dann ass et un alleréischter Stell d'Schold vun dëser Regierung.

Duerfir ass et keng Wohltat vun der Regierung fir do Leit ze erklären, si krite Steiererliichterungen. Et war eng Korrektur vun enger falscher Politik, déi d'Realekonomie vill kascht huet.

A fir dat ze ënnermaueren, Här President, wëll ech nach - wann ech dat elo erëmfannen; wann een Uerdnung huet, da geet et.

(Interruption)

Beim beschte Wëllen, ech fannen et net. Dat ass awer elo schued. Dat war esou e schéint Zitat.

Well den Här Sold, deen huet dat am „Tageblatt" gëschter ganz richteg dokumentéiert an e kënnt zur Konklusioun, wéisou d'LSAP dee ganzen Hokuspokus do konnt matmaachen. Den Här Sold, deem ee jo elo awer net ka virhalen, datt hie géif hei eis wëllen an d'Blat schwätzen. Den Här Sold war schliesslech an ass, huelen ech un, och nach Member an der LSAP an e war do Kandidat.

Här President, et ass d'Zeitung vun der Sozialistescher Partei, et ass d'Zeitung vum Landesverband, et ass d'Zeitung vum OGB-L; alleguer déi Parteien, déi Gewerkschaften hunn eminent Vertrieder hei an der Chamber sëtzen, an hir Zeitung schreift dann, wéisou si dee ganzen Hokuspokus do konnte matmaachen.

Här President, een anere Punkt ass d'Immobiliëbranche. Wou mir der Iwwerzeegung sinn, datt mer hei an déi déifste Kris wäerten an deenen nächste Méint geroden, déi mer kennen an déi méi schlëmm ass, eiser Meenung no, fir d'Realekonomie, wéi d'Finanzkris.

D'Resultat vun där Situatioun, wou mer eis elo drafannen, huet net un éischter Stell mat der Finanzkris ze dinn, mä huet un éischter Stell mat enger Wunnengsbaupolitik vun der CSV, déi an deene leschten zéng, 15 Joer responsabel war, ze dinn. Datt haut 10.000 Lëtzebuerger Frontalier gi sinn an an d'Grenzregioun wunne gaange sinn, huet näischt mat der Finanzkris ze dinn, mä dat huet mat der Wunnengsbaupolitik vun deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg ze dinn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg kee Problem, datt mer net Wunnengen, Haiser genuch hunn. Mir hunn der méi wéi mer der brauchen. Am Ableck sinn tëschent 15.000 an 20.000 Wunnengen an Haiser um Maart, mä de Problem ass, datt et Wunnenge sinn, déi d'Leit net méi kënne bezuelen.

D'Präisser sinn enorm an d'Luucht gaangen. Wann Der zréckkuckt, zënter datt eise Statsminister déi weis Ausso gemaach huet, datt mer géife sécher op e 700.000-Awunner-Stat zougoen, sinn d'Präisser permanent an d'Luucht gaangen, an haut si mer an enger Situatioun, datt d'Präisser esou héich gi sinn, datt en Normalstierfleche sech déi Wunnengen net méi ka kafen. Eng international Etüd huet erginn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Haiser dat Duebelt kaschte wéi se an Däitschland kaschten, an duerfir wësse mer och, datt vill Leit mussen an d'Grenzregioun auswanderen.

(Brouhaha)

An och do, Här Haupert, wëll ech lech soen, wa mer schwätze vun der Kafkraaft, wou den Här Statsminister hei gejéimert huet, d'Leit sollen hei am Land hir Suen ausginn, fir d'Kafkraaft hei am Land ze loossen, da muss ech soen, déi gréisste Kafkraaft, déi ausgewandert gëtt, dat sinn déi 10.000 Leit, déi hu missen an d'Ausland baue goen. Do ass déi gréisste Kafkraaft déi Säit d'Grenz gaangen an do ass d'CSV schold, well mat hirer Wunnengsbaupolitik d'Leit hu missen auswanderen. Dat heescht, do ass Kafkraaft exportéiert ginn, déi gréisste Kafkraaft, déi mer jee haten. A wann d'Leit do wunnen, da consomméiere se och do.

Dat muss d'CSV sech op d'Stir schreiwen an elo net heihinner jéimere kommen, d'Leit missten hei am Land akafen. Si ass schold drun, datt 10.000 Leit hu missen an d'Ausland wunne goen.

Ech soen lech Merci fir déi Zwëschebemierkung, déi Der do gemaach hutt.

(Interruptions)

Mir wäerten awer hei am Land am Immobiliësecteur elo an déi gréisste Kris eragoen, well d'Leit den Haiser net méi lassginn. An dat beweist sech jo och, wann Der mat den Notairë schwätzt, wann Der mam Enregistrement schwätzt, wéi dramatesch d'Vente vun de Gebaier an deene leschte Méint zréckgeet. Wat och eng Répercussioun dann op d'Recettë vum Statsbudget huet.

Wann déi Gebaier net méi verkaaft ginn, da lafe mer de Risiko, datt déi Leit, déi hir Haiser musse verkafen, a schwéier a kritesch Situatiounen erakommen, sief et, datt dat Leit aus der Immobiliëbranche sinn, sief et, datt et Privatleit sinn, déi musse verkafen an net lassginn. Wann déi musse mat de Präisser erofgoen, fir hir Immobilië lasszeginn, da musse mer wëssen, datt mer eng staark Kris an der Immobiliëbranche kréien.

Soulaang mer en Iwwerugebuet wéi elo am Immobiliësecteur hunn, wäert och net méi am Immobiliësecteur investéiert ginn. An do ass dee grousse Problem, wou mer hunn, datt d'Handwierk an de Bau wäerten an deenen nächste Méint an eng enorm grouss Kris erafalen, an datt mer do kënnen de Risiko lafen, datt mer dausenden an dausende vu Leit an de Chômage kréien, wa mer net direkt géifen do reagéieren.

Duerfir mussen de Stat an d'Gemenge reagéieren. Do si mer eis jo eens heibannen. Mä mir soen, et muss direkt sinn, mir misste schonn amgaange sinn…

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …ze reagéieren, well bis de Stat an d'Gemengen hir Projeten duerch hunn an hir Prozeduren duerchlaf hunn, da si mer ausganks d'nächst Joer an dann hu mer d'Kris, dann huet déi eis voll getraff.

Duerfir musse mer direkt reagéieren, fir där doter eiser Meenung no gréisster Kris, déi eis bevirsteet, déi eis méi trëfft wéi d'Finanzkris, entgéintzewierken.

Da muss de Stat awer och an de Moossname vun der Bekämpfung vun der Kris spueren. Et ass gesot gi vun enger Beruffschamber, datt de Stat kéint 4 Milliarden d'Joer spueren, wann e sech géif gutt uleeën. Mir wëssen net, ob dat méiglech ass, mä een Deel dervun ass doudsécher méiglech.

Mä de Stat muss awer och oppassen, wann en nei, fest a virun allem permanent Dépensë mécht. Mir denke virun allem hei un d'Personalpolitik.

Am Budget fir 2009 sinn 250 nei Poste virgesi beim Stat. Et muss ee wëssen, datt dat e permanenten Ausgabepunkt fir déi nächst 40 Joer ass. Duerfir soe mer, d'Regierung soll sech wierklech iwwerleeën, bei all Plaz, déi se nei schaaft, ob déi wierklech muss geschaf ginn, fir de Budget net duerch permanent Dépensen ze belaaschten. Plazen, déi musse geschaf ginn, musse selbstverständlech geschaf ginn. Mä sécherlech mussen net all Plaze geschaf ginn.

Da kommen ech op déi Punkten, iwwert déi mer viru Jore geschwat hunn, un deene mer elo schwéier wäerten ze droen hunn. Dat sinn d'Nofolgekäschten. Déi Zäit, wéi mer gemengt hunn hei am Land: Wat kascht de Rescht vun der Welt?, wou mer d'Ham am Rahm gekacht hunn, wou mer geduecht hunn, dat Bescht wär grad gutt genuch.

Ech erënneren un de Pei-Musée, wou hei gesot ginn ass: Et ass kee Problem. Haut hu mer awer d'Nofolgekäschte vun esou Gebaier ze droen, wat eng permanent staark Belaaschtung vun de Budgeten ass. Dat heescht, de Stat muss also oppassen, wann e seng Politik mécht, datt en esou mann wéi méiglech permanent Dépensë mécht an de Budget net permanent belaascht, fir wa mer a Situatiounen erakommen, wou d'Recetten zréckginn, datt mer dann de Budget ënner Ëmstänn awer nach kënnen an engem gewëssenen Équiliber halen.

Dann ass en anere Problem, datt de Stat muss bei sengen Investitioune Prioritéite setzen. Och hei soll de Stat elo kucken, datt e Prioritéite setzt bei Infrastrukturen, déi d'Land wierklech brauch. Mir brauchen net onbedéngt nach Muséeën oder grouss Komplexer ze bauen, mä mir sollen elo d'Prioritéite setzen an doranner investéieren: a Schoulen, Kläranlagen an esou virun, wat d'Land brauch, Infrastrukturen, öffentlechen Transport, Stroossebau, déi d'Land brauch, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft. Mir sollen also do d'Prioritéite setzen.

Mir däerfen och net déi falsch Prioritéite setzen, wéi zum Beispill, datt mer mengen, mir missten elo en Tram bauen, well verschidde Leit enger Ideologie verfall sinn, déi einfach falsch ass. Den Tram bréngt net d'Léisung. D'Léisung ass mam Zuch ënnert der Stad erduerch ze fueren. Dat léist eis de Problem.

Da gëtt eis gesot, den Tram wier méi bëlleg. Éischtens ass dat emol ze beweisen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt den Zuch net méi deier wäert ginn, wéi den Tram. Mä souguer wann den Tram méi bëlleg wär, Här President, an et ass déi falsch Léisung, dann ass en nach ëmmer ze deier. Eng falsch Léisung ass ëmmer ze deier. Duerfir däerfe mer nëmmen net de Feeler maachen, fir an eng falsch Léisung Gelder ze investéieren, déi d'Land herno wäerten deier kaschten an d'Problemer net léisen. An déi richteg Léisung muss investéiert ginn.

Dann däerfe mer och net an eiser Politik wéi zum Beispill bei de Chèques-services mat der Géisskan duerch d'Land goen. Zum Beispill: Ass et richteg, wa mer dee Prinzip elo aféieren, datt d'Allgemengheet d'Kanner vu Leit, déi vläicht 15.000, 20.000 Euro de Mount verdéngen, muss dräi Stonne gratis versuergen, 21 Stonnen d'Woch, fir dräi Euro ze verdéngen?

Ech sinn der Meenung, datt dat net muss sinn, datt mer do eng generell Léisung musse fannen an net, datt de Stat, am Fong d'Allgemengheet muss bäileeë bei Leit, déi ganz vill verdéngen. Mä mir solle kucken, datt déi Leit, déi et wierklech néideg hunn, déi hir Kanner musse placéieren an déi net dat Akommes hunn, gehollef kréien, a mir sollen net mengen, mat enger Géisskanepolitik kënnen iwwert d'Land ze goen.

Da musse mer och kucken, wéi mer investéieren. Wa mer zum Beispill elo d'Chèques-services aféieren, verlaange mir och als ADR, datt do muss un d'Hausfrae geduecht ginn. Well déi maachen eng wäertvoll Aarbecht doheem. Déi maachen Erzéiungsaarbecht doheem, an déi sollen eidel ausgoen!

Wa mer awer wëssen, wann de Stat higeet an dat mécht, wat dann do muss investéiert ginn an Infrastrukturen, an d'Frais de fonctionnement an de gestion vun deene Maison-relaisen - wéi si se nennen -, dat kascht pro Plaz 1.500 Euro de Mount! 1.500 Euro de Mount, wat eleng eng Plaz an esou engem Haus kascht. Da kann de Stat och higoen an enger Fra, déi doheem d'Kannererzéiung mécht, eppes zoukomme loossen. Quitte datt mer et verbannen, datt se muss mat deem Geld eng fräiwëlleg Weiderversécherung an der Pensioun maachen a sech doduerch dann och eng eege Carrière kann opbauen.

Da géife mer op där enger Säit Gelder spueren a mer géife Gerechtegkeet schafen. Mir géifen d'Haus- an Erzéiungsaarbecht och unerkennen.

Mir wëssen, datt d'nächst Joer sécherlech de Chômage wäert an d'Luucht goen. Da musse mer op där anerer Säit och higoen an d'ADEM fit maachen, fir datt se deenen Erausfuerderungen, déi d'nächst Joer op se zoukommen, direkt kann an där Situatioun richteg begéinen.

Dann e Wuert, Här President, zu de Renten. Ëmmer wann et e bësse schlecht geet hei am Land, da gëtt direkt iwwert d'Rente geschwat. Wéi wann d'Renten dat Eenzegt wieren, wou mer Problemer kriten, wann et wirtschaftlech hei am Land schlecht geet. Wann et wirtschaftlech hei am Land schlecht geet, da geet et a ville Branchen, a ville Secteuren an a villen Domäner schlecht, a vläicht als Lescht bei de Pensiounen.

Wann d'Kris méi laang undauert, kréien och virun de Renten aner Secteuren éischter Problemer wéi d'Reserven. D'Pensiounen hunn haut am Privatsecteur esou héich Reserven, 9 Milliarden Euro, vun 3,5-mol d'Joresdépensen. Wa mer eng Kéier ënner 4% Wuesstem falen, da gëtt direkt gejaut: Wéi geet dat dann elo mat de Renten? Elo musse mer eppes do maachen!

Mir hunn e Wuesstem an deene leschten zéng Joer an der Moyenne vu 5% vum PIB. Dat heescht, wa mer souguer d'nächst Joer op null erofginn, dann hu mer nach, op eelef Joer gesinn, eng Moyenne vu 4,5%. Et ass also net, wann een oder zwee Joer de Wuesstem erofgeet, datt dann einfach och alles géif an de Koup falen. Mä laangfristeg gesinn, leie mer nach ëmmer iwwert där Moyenne vu 4%.

Da muss ech soen, Här President - ech sinn och duerfir frou, datt den Här Statsminister hei ass -, wann et de Pensiounskeesen esou schlecht geet a wa mer solle wéinst enger Rentemauer handelen: Ech sinn der Meenung, datt et de Pensiounskeese ganz gutt misst goen, well soss kéint den Här Juncker a seng Regierung net permanent an d'Pensiounskeese goen a Gelder klauen.

(Interruptions)

Soss hätten dës Regierung an déi lescht Regierung net brauchen zéng Joer ze waarden, bis elo am September d'lescht Joer, bis mer d'Gelder besser placéiert hunn.

An där Zäit, an där den Här Juncker Statsminister ass, sinn de Pensiounskeesen duerch schlecht Placementer an op där anerer Säit Gelder, déi aus de Pensiounskeese geholl si ginn, 1,5 Milliarden Euro verluer gaangen. Also muss et de Pensiounskeesen net schlecht goen, soss hätt een net kënnen esou eng Politik maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et geet hinne gutt, well de Stat all Joer iwwer eng Milliard Euro dohinner iwwerweist.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Statsminister, dat ass eng Organisatioun vun eisem Rentesystem, wou mer eis dat esou opgedeelt hunn.

(Interruption)

Jo, jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir sidd och eng Organisatioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann elo manner Gelder an d'Pensiounskeese komme wéi virdrun, dann ass dat duerch politesch Décisiounen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann ech bei de Pensioune soen: Mir renne widder eng Rentemauer, mir mussen eis Pensioune laangfristeg ofsécheren,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Aha?!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an ech huelen dann d'politesch Décisiounen, déi

de Pensiounskeese Gelder entzéien, déi se bis dohinner haten, dann droen ech derzou bäi, datt d'Finanzsituatioun vun de Pensioune méi schlecht gëtt. Dir hätt sollen Är Politik esou maachen, datt Der net misst Gelder an d'Pensiounskeese siche goen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här Gibéryen, wivill wier dann den Iwwerschoss vun de Rentekeesen, wann de Stat net all Joer géif een Drëttel vum Finanzement stellen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kann och soen: Wivill wier den Iwwerschoss, wa keng Cotisatioune bezuelt ginn oder wann déi eng oder…? Wat ass dat do fir eng Bemierkung?

(Hilarité)

Ma neen! Sidd Dir dann der Meenung, datt de Rentesystem hei zu Lëtzebuerg net richteg opgebaut ass, datt mer een Drëttel, een Drëttel, een Drëttel maachen? Esou hu mer de System nach ëmmer opgebaut.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann Dir dee wëllt a Fro stellen, da stellt Dir en a Fro. Mir fannen dat richteg, datt de Stat een Drëttel bei d'Cotisatioune bäileet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn en anere System, do leet de Stat dräi Drëttel bei d'Pensioune bäi. Also, wat solle mer dann elo doriwwer diskutéieren?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Elo hate mer bal en Thema verpasst.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass déi Situatioun. Da stellt Dir de Rentesystem eben a Fro. Dat heescht an anere Wierder, Dir wiert der Meenung, de Stat bräicht net méi esou vill bäizeleeën. Da sot Dir dat!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, datt de System esou richteg opgebaut ass. A mir sinn der Meenung, datt de Stat net d'Recht huet, fir seng Participatioun an d'Pensiounskeesen zréckzezéien.

(Interruption)

An déi Sue solle gutt placéiert ginn, ouni an d'Spekulatioun ze goen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Voilà! Dat ass dat, wat mir gemaach hunn. Et ass dat, wat mir gemaach hunn.

Une voix.- Dir hutt awer laang gebraucht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Di Bartolomeo, ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wa mer éischter placéiert hätten, da wäre méi Aktië kaaft ginn an dann hätte mer méi verluer. Wann ech gelift! Dir hutt besser, Dir schwätzt net!

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi virsiichteg Politik huet eis just erspuert, dass mer net ënnert der Kris ze leiden haten!

M. le Président.- Här Di Bartolomeo,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir hu se gutt ugeluecht.

M. le Président.- …den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, mä et kann een net egal wat soen, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, mä da mellt Iech zu Wuert. Frot d'Wuert an da kritt Der et. Här Gibéryen, fuert weider!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass egal wat. Dat passt net an d'Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet, dat muss ech fairerweis soen, huet mech arrangéiert. Duerfir hunn ech hien och net ënnerbrach,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir hëllefen Iech jo wou mer kënnen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wéi hien elo geschwat huet.

Mir hunn ëmmer heibanne gesot, datt d'Pensiounsgelder-Reserven net dierften a Spekulatiounen ugeluecht ginn. De Fonds de compensation, dee geschaf ginn ass a wou elo de gréissten Deel vun de Gelder placéiert ginn ass, deen huet och Plus-valuen erwirtschaft. Vum 1. Januar 2008 bis den 19. September 2008 sinn 136,5 Milloune Plus-valuen, well d'Gelder placéiert si ginn, do erwirtschaft ginn.

Abee, Här Di Bartolomeo, Dir hutt elo gesot, dann hätte mer méi Gelder verluer. Mir hunn ëmmer gesot: Net a Spekulatiounen investéieren! Mä et sinn awer 310 Milliounen - dat sinn zwar nëmme 5,5% vum Kapital - an Aktien ugeluecht ginn. An am Ableck hunn déi nach e Wäert vun 234 Milliounen. Awer, wa mer se misste verkafen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Aha! Wichteg Nuance!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, wichteg Nuance!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …dann hätte mer am Ableck 67 Milliounen Euro an néng Méint verluer.

Da froen ech mech, wou Der elo gesot hutt, mir géifen d'Gelder net a Spekulatiounen investéieren, firwat dann awer 243 Milliounen an Aktien ugeluecht si ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ma well Dir dat esou wollt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, mir wollten ni…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- 2001 hutt Dir net dergéint gestëmmt. Matzen an enger Kris ass dat Gesetz hei gestëmmt ginn, mat enger eenzeger Stëmm dergéint, an dat waart net Dir!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn ëmmer gesot, net a Spekulatiounen, an Dir hutt et och ëmmer gesot, mä Dir hutt et awer gemaach. An dat däerf net méi virkommen. D'Cour des Comptes huet och dorobber higewisen an hirem Avis a si seet, d'Gesetz misst geännert ginn.

D'Cour des Comptes proposéiert, datt d'Fongen éischtens géifen obligéiert ginn, all Joer der Regierung an der Chamber missen e Rapport virzeleeën, wou d'Gelder placéiert wieren, mat Detailer wat de Rendement ugeet, an datt d'Regierung misst d'Responsabilitéit iwwerhuelen an datt net d'Responsabilitéit däerf un e Fong goen.

Also, et ass onwahrscheinlech wichteg, datt hei d'Regierung muss mat Responsabilitéit hunn an datt keng Gelder méi a Spekulatioun investéiert ginn. Well hei ass een Deel a Spekulatioun investéiert ginn a mir hunn ebe Reserven. Mir hu Gott sei Dank Reserven iwwer laang Joren, esou datt mer kënnen hoffen, datt déi Aktien - déi brauche mer souwisou elo net anzeléisen - enges Daags dach awer erëm méi héich wäerte ginn.

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Statsminister?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dem Här Statsminister ëmmer!

M. le Président.- Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här Gibéryen, ech wollt Iech just froen - ech, deen ech net ganz am Désaccord mat Iech sinn, wat d'Risikoplacementer vun eise Renten ubelaangt -, wou Dir da mengt, dass een haut risikofräi soll Fonge vum Rentesystem placéieren. Wat ass ee séchere Placement an Ären Aen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt Placementer, déi fest Zënse ginn, quitte datt deen eenzege Risiko, dee besteet, ass, wann eng Bank géif faillite goen. Dat ass den eenzege Risiko, mä dat ass e Risiko, dee geet all Mënsch an. Mä an Aktien ass eng Spekulatioun, wou ee weess, datt ee ka gewannen oder verléieren. An do ware mer ëmmer dergéint.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech soen Iech Merci, Här Gibéryen, fir déi Äntwert. D'Regierung weess elo, wat se soll maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sinn ech frou, da war dat hei jo net ëmsoss.

(Interruptions)

Här President, dann nach ee Punkt wat d'Gemengen ubelaangt.

Wann et de Statsfinanze schlecht geet, da geet et och de Gemengefinanze schlecht, Här President, och wann d'Gemenge mat engem gewëssene Retard wäerten hei getraff ginn, well mir krute jo souwuel vun der Steierverwaltung wéi vum Enregistrement matgedeelt, datt d'Gemengen aus dem Joer 2008 nach kéinte mat relativ interessante Plus-valuë rechnen.

Mä et ass awer onverantwortlech, wann den Innenminister de Gemengen eng Circulaire erausschéckt, an déi baséiert op dem Budget vum Stat esou wéi en am Oktober deponéiert ginn ass, deen also op falsche Chiffere baséiert, an d'Gemengen dann hir Budgete mussen op déiselwecht falsch Chifferen opbauen, wëssend, datt mer déi Suen, déi mer am Statsbudget hunn, net erakréien. Also och wëssend, datt d'Gemengen net dat kréien, wat an der Circulaire steet.

Et ass onverantwortlech, datt eng Regierung de Gemenge virschreift, falsch Chifferen, déi net ze realiséiere sinn, an de Budget ze setzen.

Duerfir si mer der Meenung, datt d'Regierung muss de Gemengen eng nei Circulaire schécken, mat neien Ausriichtungen, wat d'Chifferen am Budget ubelaangt. Wëssend, datt déi meescht Gemenge wäerte bis dohinner hir Budgete gestëmmt hunn.

Mir musse kucken, datt d'Gemenge mat reagéieren an datt d'Gemengen opmierksam gemaach ginn op déi Situatioun; datt d'Gemengen och méi séier à même gesat ginn.

An da musse mer eis och vläicht iwwert d'Prozeduren ënnerhalen, well wann eng Gemeng muss all Kredit, deen ee muss ännere, an de Gemengerot huelen, Devisë stëmmen, an den Intérieur schécken, Soumissioune maachen, dann huet d'Kris eis voll getraff, ier iergendwéi eng Gemeng oder de Stat dee klengste Projet um Lafen huet.

Mir mussen also och an enger Ausnahmesituatioun eis Ausnahmeprozedure ginn, fir datt mer kënnen esou séier wéi méiglech reagéieren. A mer mussen de Gemenge soen, och wa se elo nach 2009 Plus-valuen aus dem Joer 2008 kréien, datt se awer mussen dermat rechnen, datt 2010, 2011 an 2012 een Abroch an de Gemengefinanze kënnt, wéi en och am Statsbudget an deene Jore kënnt.

An da musse mer de Gemenge soen, wa se grouss Investissementer uginn, déi se missten iwwer dräi, véier, fënnef Joer bezuelen, datt se doranner musse virsiichteg sinn, fir datt mer net d'Gemengen do oppen an d'Messer lafe loossen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, déi ass ugetratt, datt se de séchere Wee versprach huet, an d'Sozialisten hu gesot, mir paken et un. Wéi dës Regierung ugetratt ass, do hate mer hei am Land 11.327 Leit, déi am Chômage ware respektiv a Beschäftegungsmoossnamen. Haut hu mer 14.559 Leit, déi an där Situatioun sinn. Dat sinn 28,5% méi wéi beim Regierungsuntrëtt.

Beim Regierungsuntrëtt hate mer 6.945 Stéit oder insgesamt 12.357 Persounen, déi am RMG waren. Haut hu mer der 7.510 Stéck. Dat si 7% méi, oder 14.252 Persounen, déi den RMG bezéien.

Wéi dës Regierung ugetratt ass, hate mer 12% vun de Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz waren, haut hu mer 14%, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien.

Wéi dës Regierung ugetratt ass, hate mer Leit, déi op der Strooss louchen, Strummerten, wéi mer soen, där hate mer der 1.500. Wann dës Regierung ophält, hu mer der 2.000. Dat beweist d'Entwécklung, déi dëst Land an där doter Saach matgemaach huet.

Här President, virun e puer Wochen huet op engem CSV-Kongress de Statsminister gesot, d'CSV, dat wär d'Partei vun de klenge Leit. A wa mer vu klenge Leit schwätzen, da schwätze mer net vun deene vun ënner 1 Meter 70, mä da schwätze mer vun deene Leit, déi um ënneschten Niveau vum Akommes leien. Da schwätze mer vun deene Leit, déi am Chômage sinn, déi RMG-Bezéier sinn, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, déi op der Strooss leien. Déi Familljen, déi eleng erzéien, déi mat hirem Akommes net méi auskommen. Dat si fir eis déi kleng Leit.

A wann d'CSV seet, si wär d'Partei vun de klenge Leit, da kann ech nëmme soen, Här President, datt d'CSV Recht huet, wa se dat seet, well nach keng Partei huet d'Leit esou kleng kritt, wéi d'CSV dat an deene leschte véier Joer fäerdeg bruecht huet.

Une voix.- Très juste!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Leit hei am Land, déi brauche just d'CSV ze wielen, si kritt se kleng. D'Leit brauchen nëmme just d'CSV ze wielen, si kritt se kleng. Wa mer eng Kéier eng Partei hei am Land haten, déi d'Leit kleng kritt huet, dann ass et d'CSV. Well se et am beschte bewisen huet, wéi se fir déi kleng Leit ass. Dat huet se bewisen, wéi se och nach d'Quellesteier op de Spuerbicher vun deene klenge Leit, wou de Bop dem Enkelkand d'Spuerbuch gemaach huet, ophiewe gaang ass.

Alles dat huet d'CSV gemaach, well et eng Partei vun de klenge Leit ass.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt héich Zäit, datt mer hei an deem Land Wahle kréien. Dëst Land huet méi verdéngt, wéi dës CSV/LSAP-Regierung.

Der Form halber soen ech - mä et eriwwregt sech, well ech mengen ech bräicht et am Fong net ze soen -, datt et eng Selbstverständlechkeet ass, datt mir dësem Budget net wäerten zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Egal wat!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech brénge selbstverständlech och Félicitatiounen un den Här Budgetsrapporteur fir säin excellente Rapport. Ech hat mer och näischt anescht erwaart, well mer hu jo schonn aner Rapporte vun em erlieft, déi gradesou excellent waren.

Här President, ech hunn nach ni esou vill Hellseher héiere schwätzen, wéi elo an de leschten Deeg hei an der Chamber. Wat déi alles virausgesinn, dat ass erstaunlech! An ech kucken alt ëmmer ronderëm mech, et wäerte jo net och nach, hoffen ech elo, geschwënn e puer Hexen um Biesem heirëm duerch de Raum schwiewen.

Well wann ech dee Budget hei esou kucken, da kënnt et mer vir, wéi wann ech op engem Wonschconcert wier, an deem eng Rei Lidder a Melodië virgesi sinn, mä awer spéider wäerte gestrach, nei benout respektiv ëmgeschriwwe misse ginn, bis mer dann um Enn nach just wäerten - wahrscheinlech - aus dem leschte Lach päifen.

Schéi Melodië stinn drageschriwwe fir déi, déi sech souwisou VIP-Plazen an der Philharmonie kënne leeschten, an dann op där anerer Säit d'Trauerhymn fir déi, déi op de Stéiplaze sinn.

D'Solisten aus dem Regierungsorchester sangen am schéinste fir déi, déi hinnen de Museksunterrecht matfinanzéieren, an d'Gospelsinger stëmmen erëm hir Lidder aus der Aarmut un, fir op déi opmierksam ze maachen, déi elo riskéieren an d'Aarmut ze falen. Dat ass de musikalesche Fazit vun engem Budget, dee virtrotert, sozial ze sinn an awer gréisstendeels deen ale Song vu schlechter Ëmverdeelung weiderspillt.

Här President, a sengem Gesamtiwwerbléck vun der heiteger Situatioun huet den Här Rapporteur bemierkt, dass et eis nach relativ gutt geet. Hien huet sécher eis heibannen do gemengt, an domadder huet hien dann och wuel Recht. Well ech ka mer

net virstellen, dass hie mat eis och déi 14% vun de Leit gemengt huet, déi an Aarmut hei am Land vegetéieren, oder déi, déi mam RMG respektiv mam Mindestloun musse vegetéieren, oder déi Familljen, déi elo duerch massiv Taxenerhéijungen op de bluttnéidege Gemengeservicer net méi an nach aus wëssen an doduerch, dass de Käschtendeckungsprinzip ëmmer weidergedriwwe gëtt, ëmmer nach méi ofrutsche wäerten; an dat och geschwënn elo nach - an dat wäerte mer an deenen nächsten Deeg gesinn - beim Waasser.

Hie wäert jo och hoffentlech net déi 14.000 Chômeure gemengt hunn, oder sécherlech och net déi gemengt hunn, déi elo Dag fir Dag ëmmer méi an d'Kuerzaarbecht rutschen, oder wéi déi 1.500 bei Arcelor, déi elo an Zwangsurlaub geschéckt ginn.

Här President, et ass och net esou, dass d'Aarmut hei am Land elo eréischt mat der schlechter aktueller wirtschaftlecher Situatioun agetratt ass. D'Aarmut hei am Land schläicht sech trotz gudder Konjunktur, trotz Milliardebenefisser vun der Ekonomie säit Jore lues a lues ëmmer méi hei an d'Land eran. Mir hunn et bis haut nach net fäerdeg bruecht, e Géigemëttel dozou ze fannen.

Trotz massege Budget-Plus-valuen hu mer et net fäerdeg bruecht, eng méi gerecht Verdeelung vun den erwirtschafte Gidder anzeféieren. D'Investitiounen an de Mënsch ginn als zweetrangeg behandelt. Dat gesäit een och alt erëm eng Kéier hei bei deem Budget.

Zum Beispill nach weider massiv Taxenerhéijunge fir d'Bierger a gläichzäitegt Erofsetze vun Tauxe vun der Gewerbesteier an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch, déi substanziell Recettë verhënneren, suergen derfir, dass déi substanziell Mëttelen net méi kënne geholl ginn, fir an d'Sozialpolitik ze investéieren. An och déi rezent Manipulatioun vum Index huet just déi, déi am äermste sinn, am meeschte betraff.

Här President, den Här Statsminister huet a senger Ried zimlech vill vu Solidaritéit geschwat. D'Solidaritéit ass och menger Usiicht no dat wichtegst Element an enger Gesellschaft. Mä da muss een awer de Begréff Solidaritéit emol kloer definéieren.

Et kann net sinn, dass a gudden Zäiten d'Solidaritéit mat deene praktizéiert gëtt, déi scho genuch hunn, an dann, wéi elo a schlechten Zäiten, déi, déi näischt hunn, zur Solidaritéit ënnereneen opgeruff ginn, fir dat bëssen, wat se hunn, och nach ze deelen.

Fir an esou Zäite wéi elo ass eng Kéier e Solidaritéitsinstrument geschafe ginn, an zwar d'Solidaritéitssteier. Anstatt Indexmanipulatiounen hätte mer scho kënne virun zwee Joer grad op déi Solidaritéitssteier zréckgräifen. Dat ass leider net gemaach ginn. Awer d'Solidaritéitssteier ass just als Kriseninstrument agefouert ginn.

D'Solidaritéitssteier huet dee Virdeel, dass se Klengverdénger guer net respektiv nëmme geréng belaascht, well se op der Steiermass, déi ee bezilt, berechent gëtt an dofir déi, déi keng oder net vill Steiere bezuelen, verschount. Si huet awer natierlech den Nodeel fir d'Ekonomie, dass d'Betriber dann och hätte mat misse blechen. An do läit d'Kromm an der Heck. Dofir gi léiwer erëm eng Kéier déi Kleng gestriizt. Dat ass dee méi einfache Wee.

Firwat hu mer net den néidege Courage, och vun der Ekonomie méi Solidaritéit ze verlaangen a fuerderen, dass se emol en Deel vun deene Milliardebenefisser, déi se an de fette Joren an hir Aktionäre gepompelt huet, erëm zréck an d'Solidaritéit investéiert, anstatt se duerch Feelspekulatiounen dropzekéieren, fir dass mer elo just deenen alt erëm eng Kéier, deene mer scho Jorzéngte Steiergeschenker a soss Geschenker gemaach hunn, musse finanziell nohëllefen?

Et géif esou lues Zäit ginn, dass en Ëmdenken an d'Politik kënnt, fir dass erëm méi an de Mënsch investéiert gëtt. Den Här Statsminister an d'Regierung hunn eng Rei Mesuren ugekënnegt, déi an déi richteg Richtung ginn. Déi Mesurë kann een och nëmme guttheeschen, an awer dann ofwaarden, ob se dat och bréngen, wat se verspriechen.

Wann ech nëmmen déi Steierreduktioune kucken, déi sollen zougestane ginn, da profitéieren direkt déi erëm dervun, déi vill Steiere bezuelen. Deene Klengen, déi keng Steiere bezuelen, gëtt e Steierkredit versprach, wou awer d'Ausféierungsbestëmmungen net kloer sinn. Gi se direkt op der Pai vergüt oder muss iwwert de Wee vun enger Steiererklärung gefuer ginn?, wat dann eréischt 2010 wäert säin Nidderschlag fannen. Dat si Froen, op déi schnellstens eng Äntwert muss kommen.

Esou wéi et och net kloer ass, wéi d'Modalitéite vum Ausbezuele vun de Chèquesservices an d'Praxis ëmgesat kënne ginn, fir dass all Famill kann dervu profitéieren. An och déi Familljen, wou d'Mamm doheem d'Kanner versuergt.

Här President, den Här Meisch, de Sprecher vun der DP, ass der Meenung hei gewiescht, dass d'RMG-Bezéier géife virrangeg behandelt ginn, wat d'Chèquesservices ubelaangt, well se géifen doheem sëtzen an hir Kanner awer déiselwecht Rechter hätte wéi déi Kanner vun deenen, déi schaffe ginn. Dat stëmmt net, well och d'RMG-Bezéier musse sech, genau wéi d'Demandeurs d'emploi, regelméisseg bei der ADEM mellen a ginn och zu nëtzlechen Aarbechten erugezunn. Ech fannen et einfach aarmséileg, wann ee just bei deenen Äermste vun den Aarmen en Hoer an der Zopp siche geet.

Den Här Meisch huet a senger Ried och gemengt, dass een, dee schaffe geet, deen Domme wier. Hien huet dat sécherlech och erëm gemengt am Verglach mat den RMG-Bezéier. Ech sinn och der Meenung, dass een, dee mam Mindestloun schafft, vis-à-vis vum Revenu vun engem RMG-Bezéier net genuch verdéngt. Mä dat ass awer net d'Schold vum RMG-Bezéier an huet och näischt mat deem aarmséilege Montant vum RMG ze dinn. De Mindestloun ass einfach net héich genuch. Dat ass d'Ursaach.

Mä all Kéiers wann de Mindestloun soll gehéicht ginn, da fänken déi un ze jäizen, déi dem Här Meisch senger Partei nostinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn elo nach all Erhéijung gestëmmt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo. Ech hu jo net vun lech geschwat. Ech hu gesot, déi, déi Ärer Partei nostinn, déi fänken un ze jäizen. Ech hunn net gesot, Dir hätt de Mindestloun eng Kéier net gestëmmt.

An dann, och der ADR hire Generalsekretär huet d'Héicht vum RMG grouss an enger Pressekonferenz ugeprangert a verlaangt en ze kierzen.

Une voix.- Wien ass dat dann?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech kenne säin Numm emol net. Et ass och weider net wichteg.

De Fraktiounspresident vun der ADR huet versicht, dat erëm riichtzebéien. Him gleewen ech och, dass hien där Meenung ass. Dass hie sech vun esou enger Ausso distanzéiert, dat gleewen ech him, well ech hie laang genuch kennen. Mä et ass awer erëm kloer duerchsiichteg ginn, wat fir eng Geeschter ewell an der ADR erëmdanzen. Do muss ee sech wierklech Gedanke maachen.

Här President, besonnesch an dëser schwéierer Zäit muss ganz gutt opgepasst ginn, dass de Misär vun de Leit net vu rietse Kreesser benotzt gëtt, fir Sozialnäid ze schüren. Extremiste léise keng Problemer, si schafen der nëmmen tëschent de Mënschen. Si notzen d'Angscht vun de Leit fir hir Zwecker, andeem se versichen, xenophobeschen Zwiespalt ze séien.

Rietsextremismus muss aus dëser politescher Gesellschaft hei am Land verschwannen. Et muss ausgeschloss ginn. Dat muss de Message sinn, deen hei vun alle Säite vun deene riichte Politiker un d'Leit bruecht gëtt. Well nëmmen d'Solidaritéit tëschent alle Mënschen a besonnesch mat deenen, déi hir Aarbecht verléieren oder an d'Aarmut ofrutschen, kann an de Krisenzäiten d'Situatioun entschäerfen.

Et sinn net déi Aarm an déi Friem, déi schold sinn um Chômage an un der Aarmut; déi Schëlleg sëtzen an de Chefetage vun de Konzerner a se sëtzen och an der Politik. Déi eng si schëlleg, well se sech wëlle mat engem Minimum vun Opwand d'Täsche fëllen, an déi aner si schëlleg, well se deenen engen déi gesetzlech Moyenen dozou verschafen.

Här President, dann huet den Här Bausch gemengt, dass, wann et nach schlëmmer kéim, ee sech misst iwwerleeën, ob een dem Stat seng Participatioun vun engem Drëttel un der Finanzéierung vun de Pensiounskeesen net kënnt iwwerdenken. Den Här Bausch huet sécherlech vergiess…

(Interruption)

Hien huet dat gëschter hei gesot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat sot hien net, Här Jaerling. Hie sot net, dat misst een iwwerdenken. Hien huet d'Fro gestallt: Wa mer eis haut keng Froe stellen, wou huele mer an Zukunft, wann d'Kris sech géif verlängeren, deen Drëttel Fiskalitéit hier? Hien huet et net a Fro gestallt. Hien huet just d'Fro gestallt: Wat maache mer dann?, well jo jiddwereen hei am Land d'Ae wëllt zoumaachen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Hien huet iwwert den Drëttel vum Stat senger Participatioun bei de Pensiounen hei geschwat. An hien huet gesot, se ze iwwerdenken.

Den Här Bausch huet awer sécherlech vergiess - an dat hunn ech him gëschter scho gesot -, dass d'Erhéijung vun der Participatioun vum Stat bei der Finanzéierung vun de Pensiounen aus dem Privatsecteur aus Zréckbezuele vu Scholde resultéiert, déi de Stat bei de Pensiounskeesen hat.

Ech wëll och hei virdru warnen, dass elo erëm eng Kéier d'Reserve vun de Pensiounskeese solle benotzt ginn, fir Statsdefiziter ze decken. Et ass genuch aus de Pensiounskeesen erausgeholl ginn. An et ass schonn erstaunlech, wann eng soidisant progressiv Partei wéi déi Gréng elo och Virschléi fir Renteklau mécht. Mä et wonnert mech...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Däerf ech? Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Den Här Braz wollt d'Wuert. Wann ech gelift, da kritt Der et.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat do ass elo net richteg, wat Der do maacht. Dat Eenzegt, wat den Här Bausch gëschter gemaach huet, ass déi berechtegt Fro ze stellen, och wann net all Mënsch déi Fro deelt. Well et jo méi einfach ass, bei de volle Keesen, déi mer hunn, ze maachen, wéi wann nach an 30 Joer kee Problem wier.

Fakt ass awer, dass en Drëttel vun de Recetten an en Drëttel vun deem, wat an deenen déck gefëllte Keesen ass, aus der Fiskaliséierung kënnt. A wann et dem Land an der Ekonomie méi lues geet, da gëtt et méi kritesch bei der Opdeelung vun de Steierrecetten an da gëtt et och méi kritesch fir en Drëttel Fiskaliséierung nach weider opzedreiwen.

An déi Fro ze stellen, ass awer berechtegt, an et ass eng Suerg derhannert fir de Rentesystem laangfristeg ofzesécheren. Dat an näischt anescht ass d'Suerg. An dat, wat Dir maacht, Här Jaerling, ass elo de Contraire, ze ënnerstellen, wat dem Här Bausch seng Absicht war. Ech wëll dat just redresséieren.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech hunn näischt ënnerstallt. Ech hu just dat widderholl, wat den Här Bausch hei gesot huet.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Awer nëmmen op ongeféier!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- An ech hunn awer och do scho virdrun a menger Ried eng Alternativ ginn, wou ech soen, wann et dësem Land schlecht geet, da soll - an dat huet den Här Statsminister jo och gesot - d'Solidaritéit spillen.

A fir mech gëtt et eben am finanzielle Beräich nëmmen eng Solidaritéit, an dat ass d'Solidaritéitssteier, déi agefouert ginn ass fir Krisenzäiten a wou jiddweree soll da säin Deel bäidroen.

Dat ass deen eenzege System, wou déi kleng Leit, déi keng Steiere bezuelen, géife verschount bleiwen. An dat ass Solidaritéit. An net ëmmer scho siche goen, fir an deene Keesen erauszekrazen, wou Sue sinn.

Mä, ech wëll lech just soen, dass et mech net wonnert, Är Positioun vun de Gréngen, well Dir hutt bis elo all onsozial Mesurë wéi d'Indexmanipulatioun a Renteklau hei ëmmer mat ënnerstëtzt. Dir hutt…

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt och immens vill Méiten drun, dass et anescht ass!

M. le Président.- Här Jaerling, dierf ech lech drop hiweisen...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Elo seet den Här Huss hei, ëm Gottes Wëllen. Dat ass jo awer déi fuerchtbaarst Contradictioun, déi ech jeemools héieren hunn.

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wann DÉI GRÉNG soss keng Virschléi hunn, wéi een déi budgetär Problemer ka léisen, dann hätte se besser, si géife sech net äusseren.

Här President, den Här Statsminister hat awer während senger Ried gemengt, och eng Lektioun missen an Demokratie ze ginn.

An do froen ech mech: Wat fir eng Demokratie mengt den Här Statsminister? Ass et déi Aart vun Demokratie, déi den Här Fraktiounssprecher vun der CSV gëschter hei erausginn huet, wou en de Parteie wollt verbidden, Pressekonferenzen ze ginn iwwert de Budget?

Oder ass et déi Demokratie, déi nëmme genotzt gëtt fir dat duerchzebootschen, wat e puer führend Leit oder d'Regierung gären hätt?

Oder déi Demokratie, wou deen eenzelnen Deputéierten hei an der Chamber emol net d'Recht huet, fir eng Motioun ze deponéieren? Déi misst kënnen diskutéiert ginn, ouni datt en Deputéierte fënnef Ënnerschréfte bei anerer muss biedele goen.

Oder déi Demokratie, wou engem Deputéierte seng Interpellatioun an eng Question avec débat ëmgewandelt gëtt, well net gewollt ass, dass hei an där Chamber iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat geschwat gëtt? Oder déi Demokratie, wou eng Resolutioun einfach net diskutéiert gëtt, well se der Majoritéit net an de Krom passt?

An ech wëll lech soen, Här President an Här Statsminister, op déi Aart vun Demokratie kann ech awer gutt verzichten!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Awer net gären op déi Demokratie, déi doranner besteet, dass eng Majoritéit décidéiert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dach, ech…

(Interruption)

…respektéieren d'Demokratie, mä ech wëll awer just soen, dass ganz oft d'Demokratie nëmme genotzt gëtt fir verschidden Zwecker.

D'Demokratie ass och, dass deen Eenzelne muss Rechter hunn an dass dat, wat deen Eenzelnen dohinnerleet, dann och emol muss diskutéiert ginn. Mä wann awer schonn am Virfeld engem Eenzelne seng Initiativ emol net d'Recht kritt, fir diskutéiert ze ginn, dat ass keng Demokratie, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Neen. Ma ech si jo erkläertermoosse fir d'Sträitkultur.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech si jo erkläertermoosse fir d'Sträitkultur. An dat, wat Dir wëllt virbereeden, dat…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mä leider ass dat awer nach net bis an Är Partei duerchgedrongen. Well hei gëtt…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir gesitt eben, dass et net richteg ass, dass ech a menger Partei eleng décidéieren.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo. Ech weess net, ob dat awer mat Momenter net vläicht besser wier.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir sinn eis um Fong ëmmer eens, Här Jaerling.

(Hilarité et interruption)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ofschléissend wëll ech dann awer nach en Amendement hei deponéieren. En Amendement, wat ech an d'Budgets- a Finanzkommissioun ginn hunn a leider do keen Echo kritt hunn, dass ech emol net weess, ob dat Amendement do diskutéiert ginn ass. Ech hu keen Echo kritt. An der Regel ass et jo awer esou, wann en Amendement deponéiert gëtt, dass dann zumindest den Auteur vum Amendement geruff gëtt, fir seng Positioun ze erklären.

Ech wëll en Amendement deponéieren opgrond vun deem, dass déi Artikelen 43 op

Säit 94 an 43 op Säit 117 aus dem Budget ze sträiche sinn, well opgrond vun deenen zwee Artikele soll de Wäert vum Verrechnungsschlëssel vun de private Laboratoiren op eng autoritär Aart a Weis iwwert de Budget ëm 19,36% gekierzt ginn an dëst - an dat ass fir mech dat Wichtegst -, ouni datt am Virfeld déi gängeg Prozedur vun der Diskussioun tëschent de Partner, wéi dat Usus war, applizéiert ginn ass.

An deem Secteur vun de private Laboratoirë schaffen 150 Leit an déi Laboratoirë kann een als Complément zu de staatleche Laboratoiren an de Spideeler ugesinn, an net als Konkurrenz, well si erfëllen e Besoin de proximité vun de Patienten, well se a villen Uertschaften usässeg sinn, wou kee Spidol ass.

Wann d'Regierung der Meenung ass, dass dës Laboratoiren iwwerflëssseg sinn, a si wëllt de Spideeler de Monopol vun de Bluttanalysen zouspillen, da soll se dat kloer soen. Awer net op esou eng hannerlësteg Aart a Weis iwwert de Budget de Laboratoiren de Krunn zoudréinen.

Well et ass net fir d'éischt wou déi Laboratoiren eng Kierzung kréien; si si schonn eng Kéier 10% an eng Kéier 15% gekierzt ginn. A wann elo déi Kierzung hei nach adoptéiert gëtt, da bréngt dat déi Laboratoiren an eng prekär Situatioun a mer riskéieren zousätzlech Chômeuren ze kréien.

Dofir, Här President, géif ech Iech ofschléissend dat Amendement hei iwwerreechen, dat keng fënnef Ënnerschréften nach huet, mä ech hoffe jo awer, dass ech déi dann nach, bis dat Amendement zur Diskussioun kënnt, hei kréien.

Amendement 1

Les articles 43. (page 94)

«Modification des articles 65 et 67 à 70 du Code de la Sécurité sociale: Par dérogation à la procédure conventionnelle de revalorisation de la lettre-clé, le présent article a pour objet de réduire la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extra-hospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient de ces analyses.»

et 43. (page 117)

«Par dérogation aux articles 65, alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique visés à l'article 61, alinéa 2, point 4) du Code de la sécurité sociale est fixée à 0,3557 avec effet au 1er janvier 2009.»

sont abolis!

(s.) Aly Jaerling.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Budget 2009 steet ganz am Zeeche vun der Finanz-a Wirtschaftskris, déi zréckgeet op d'Fréijoer 2007 mat der sougenannter „subprime"-Kris an Amerika, déi selwer erëm hiren Ursprong an der Zënspolitik vun der amerikanescher Zentralbank fonnt huet. Haut hu mer et net nëmme méi mat enger Finanzkris ze dinn, mä dës Finanzkris huet d'reell Ekonomie erreecht a riskéiert zu enger Vertrauenskris net nëmme weltwäit, mä och hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

D'Aufgab vun der Regierung, mä awer och ganz besonnesch vum Budgetsrapporteur ass also dëst Joer eng ganz besonnesch schwiereg gewiescht. An ech wëll duerfir och hei a mengem perséinlechen Numm dem Rapporteur Norbert Haupert Merci soen. Net nëmme fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, mä och ganz besonnesch fir déi ausgewoge Manéier, wéi hien an der zoustänneger Kommissioun, mä och doriwwer eraus d'Budgetsdiskussioune gefouert huet. De Budgetsrapport vun dësem Joer ass fir mech, wéi par ailleurs och déi Rapporte vu senge Virgänger aus dëser Legislaturperiod, ee vun engem besonnesch gudde Cru.

Här President, ech wëll haut an hei net méi op d'Originë vun der Finanzkris agoen an och net am Detail all déi Moossname steierlecher Natur beschreiwen, déi d'Regierung proposéiert. Mir wäerten d'Geleeënheet kréien, dat ze maachen, wa mer iwwert déi zwee Gesetzesprojeten d'nächst Woch diskutéieren. Als Rapporteur vun deem enge vun dëse Gesetzer wäert ech dann och méi am Detail op déi eenzel steierlech Moossnamen agoen.

Ech wëll och net alles dat widderhuelen, wat mäi Fraktiounschef Michel Wolter scho gëschter op eng äusserst komplett Manéier hei op der Tribün zu den Auswierkunge vun der Finanzkris op de Budget ausgeféiert huet.

Erlaabt mer trotzdeem nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'Regierung schnell a richteg op dës Finanzkris reagéiert huet, fir och eng Ausdehnung dovunner ze vermeiden. Déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, souwuel um europäesche wéi awer och hei um nationale Plang, missten eigentlech derzou bäidroen, de Liquiditéitsproblem vun de Banken ze léisen an domadder och erëm d'Vertrauen an de Bankesystem erëmzebréngen.

Den héijen Investitiounsniveau, dee sech am Budget 2009 erëmfënnt, misst op senger Säit derzou bäidroen, déi wirtschaftlech Aktivitéiten an eisem Land weider ze stimuléieren an eis Entreprisen och dovunner ofzehalen, Leit ze entloossen.

Ech muss och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt all dës antizyklesch Mesurë vun allen hei an der Chamber vertruedene Fraktiounen an der Finanzkommissioun ëmmer erëm ënnerstëtzt gi sinn. An esouwäit ech mech kann erënneren, ass dat och déi éischte Kéier gewiescht, datt mer eigentlech e grousse Konsensus op dësem Niveau haten. Mir sinn am Moment alleguerte Keynesianer, wéi de Professer Stiglitz virun e puer Deeg op eng ganz pertinent Manéier an engem öffentleche Bréif un d'Press festgestallt huet.

Ech bedaueren dofir och, datt dëse Konsensus an de leschte Wochen an Deeg e puer Lächer kritt huet, an datt ganz besonnesch aus de Reie vun der Oppositioun Kritiken artikuléiert gi sinn, wat d'Gestioun vun dëser Finanzkris ubelaangt. Allerdéngs vermëssen ech bei all deene Kritiken déi konkret Géigepropositiounen, wat a wéi dann eng Regierung hätt sollen aneschters reagéieren, wéi se dat da gemaach huet.

Ech hunn och, Dir Dammen an Dir Häre, wéineg Verständnis fir Kritiken, déi elo mengen, um Niveau vun der Regulatioun hätt een hei am Land wesentlech misse méi virsiichteg sinn. Mir hunn an de leschte Méint a Joren oft an der Finanzkommissioun an och am Plenum iwwer Projeten diskutéiert, mir hu se gestëmmt, déi ënner anerem och eng ganz Rei vun innovative Bankprodukten hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn. Wann ech Iech nëmmen un d'SICARen an d'SICAVen zum Beispill erënneren.

Wéi mer dës Projeten hei diskutéiert hunn, kann ech mech allerdéngs net erënneren, datt iergendee Kolleeg hei am Haus méi kritesch Iwwerleeungen ubruecht hätt. Au contraire ware mer eis ëmmer alleguerten eens, souwuel op de Bänke vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, fir fir méiglechst mann Regulatioun am Bankesecteur ze plädéieren. Mir sollen eis dofir och vläicht e bëssen zréckhalen, wa mer elo alleguerten no méi Regulatioun jäizen, besonnesch um Hannergrond, datt eis Steierrecettë während Joren och dank deenen innovative Produiten, déi eis Bankeplaz ugebueden huet, ëmmer gewuess sinn.

A wa mer eis dann elo op eemol alleguerten eens sinn, datt méi streng muss, och hei zu Lëtzebuerg um Niveau vun der CSSF, reguléiert ginn an et och soll manner innovativ Produitë ginn, déi un de Client verkaaft ginn, esou hoffen ech, datt mer eis dann awer gradesou eens sinn, fir eis an Zukunft mat méi niddrege Steierrecetten, zum Beispill bei der Taxe d'abonnement, zefridden ze ginn.

Dëst gesot, wëll ech mech net weider mat der Zukunft vun eiser Finanzplaz beschäftegen. Dat wäert herno méi am Detail mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel maachen.

Här President, ech hat viru véier Joer mäin eegene Budgetsrapport iwwerschriwwe mat „The end of the world we know", andeem ech deemools schonn op d'Noutwendegkeet vu strukturelle Reformen higewisen hunn. Fir mech ass et haut dofir nach méi kloer, datt et iwwert déi konjunkturell Schwieregkeeten, déi eist Land an déi ganz Europa an d'Welt am Moment kennen, och a verschiddene Beräicher strukturell Problemer gëtt.

Dofir plädéieren ech och derfir, datt mer iwwert déi Finanzkris eraus elo ufänken déi strukturell Reformen ze anticipéieren oder zumindest ze preparéieren, déi eist Land fit maache fir déi Zäit no der Kris.

Ech gesinn, niewent eiser Banken- a Finanzplaz, dräi haaptsächlech Chantieren, déi do op eis waarden: éischtens, den demographesche Wandel a seng Konsequenzen op haaptsächlech eis Pensiounsregimer; zweetens, d'Finanzsituatioun vun eise Gemengen, an dréttens, déi ëmmer méi grouss Bedeitung vun där sougenannter „good governance" vun den öffentleche Verwaltungen. Ech wäert dann och an deenen nächste Minutte versichen, kuerz op dës dräi Themegebidder anzegoen.

Niewent dem Klimawandel, Här President, gëtt et en anere Wandel, dee gradesou grouss Erausfuerderungen un eis alleguerte wäert stellen, nämlech den demographesche Wandel. Europa gëtt méi al an Europa gëtt méi kleng.

Europa gëtt méi al, well et no Experte-pronosticë bis 2050 wäerte ronn 58 Millioune méi Mënschen iwwer 65 Joer an Europa ginn. Dëst ass en Zouwuess vu 77% géintiwwer dem Joer 2004. Gläichzäiteg geet den Undeel vun deene Leit, déi schaffen, ëm 48 Millioune respektiv 16% zréck, wat da bedeit, datt 2050 nach genau zwou Persounen op eng Persoun wäerte kommen, déi wäerte schaffen. Haut sinn dat der am Moment nach véier.

Och den Undeel vun den Europäer un der Weltpopulatioun geet weider zréck. Vun elo nach gutt 11% wäerte mer am Joer 2050 schätzungsweis op 7% Europäer kommen.

Derbäi kënnt, datt déi gesamtwirtschaftlech Wuesstemsaussiichten ëmmer méi ënner Drock kommen. Ech verweisen do och op eng Rei vu Pabeieren, déi vun der Europäescher Kommissioun an deene leschte Méint erausgi gi sinn. Dës Pabeiere si virun der Kris erauskomm. Do geet elo schonn d'Europäesch Kommissioun dervun aus, datt d'Beschäftegung an deenen nächste Joren an Europa substanziell wäert zréckgoen. Si geet am Moment vun engem Réckgang vu knapp 5% bis d'Joer 2050 aus. Wéi gesot, dat sinn Zuelen, déi a sech virun der Finanz- a Wirtschaftskris vun der Kommissioun erauskomm sinn.

Och wann een net virsiichteg genuch ka si mat Zeenarien, déi vun Experten un d'Wand gemoolt ginn, esou muss ee sech dach bewosst sinn, datt dës Evolutioun substanziell Risike beinhalt fir d'öffentlech Finanzen am Allgemengen, awer ganz besonnesch fir d'Ausgaben um Niveau vun de Pensiounen, an der Gesondheet, an der Fleeg am Besonneschen.

Fir nëmmen op d'Gesondheetsausgaben anzegoen, muss ee keen Expert sinn, fir ze pronostiquéieren, datt bei enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, dës Ausgabe substanziell wäerten an d'Luucht goen. Do téckt sécherlech eng Zäitbomm an eise Krankeversécherungssystemer, déi mer bis haut nach net entschäerft hunn.

Datselwecht gëllt natierlech och fir eis Pensiounen. Am Moment hu mir e Verscholdungsniveau, dee mat engem Verscholdungsratio vu 7% vum PIB ee vun deenen niddregsten an Europa ass, deen awer - an dat weisen all Etüden - d'Tendenz huet, an deenen nächste Jore substanziell an d'Luucht ze goen.

Wann ech mech nëmmen op déi Etüde baséieren, déi vun der Europäescher Kommissioun iwwer eis Pensiounsregimë gemaach gi sinn, da stellen ech fest, datt mer mussen an deenen nächste Joren e Préfinanzement garantéieren, dee sech op 9% Progressioun vum PIB wäert belafen.

Och all déi aner Etüden, déi heiriwwer vu verschiddenen Institutioune gemaach gi sinn, ob dat den FMI oder d'OECD sinn, weise genau an déiselwecht Richtung. Wann een da weess, datt mer fir d'Joer 2008 e Wuesstem kréien, dee sech schlussendlech wäert tëschent 1,5 an 2% bewegen, 2009 riskéiert ëm null ze leien a fir d'Joren 2010 oder 2011 sécherlech net wäert un e Wirtschaftswuesstem erukommen, deen iwwer 3% wäert leien, esou weess een, datt mer allerspéitstens 2011 riskéieren e Problem ze kréien.

Derbäi kënnt, datt fir eist Land en zousätzleche Problem doranner besteet, datt ëmmer méi e groussen Deel vun deene Pensiounen, déi ausbezuelt ginn, an d'Ausland ausbezuelt ginn an och do zu engem ganz groussen Deel erëm an d'Wirtschaft gepompelt ginn. Ech hat op déi Problematik vun de sozialen Transferten an d'Ausland a mengem Budgetsrapport vu viru véier Joer higewisen. Déi Problemer, déi ech do opgelëscht hunn, wäerte sécherlech net méi kleng a manner akut an deenen nächste Jore ginn.

Ech hunn allerdéngs d'Gefill, datt d'Problematik vun de sozialen Transferten an d'Ausland vun der Regierung vläicht net genügend an hir Iwwerleeungen afléisst, wat den Impakt vun dësen Transferten op eis national Ekonomie ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer am Moment nach op substanziell Pensiounsreserve kënnen zréckgräifen, esou wär et dach eng Illusioun ze mengen, mir kéinten eis éiweg mat deem héijen Niveau vu Pensiounen halen ouni Reforme virzehuelen, wa mer dann dëst net wëllen op d'Laaschte vun deene kommende Generatioune maachen.

Ech sinn duerfir och frou, datt a sengem Avis de Conseil supérieur du développement durable nach eng Kéier op dës Problematik higewisen huet an och d'absolut Noutwendegkeet ënnerstrach huet, kuerzfristeg hei Moossnamen ze huelen.

Déi falschst Approche wär elo de Kapp an de Sand ze stiechen an ze mengen, datt all déi international Institutiounen, wéi d'OECD, d'Europäesch Kommissioun, de Fonds monétaire international, wéi awer och all déi national Institutiounen, wéi de virgenannte Conseil supérieur du développement durable, d'Zentralbank oder d'Chambre de Commerce - fir nëmmen déi ze nennen -, hei géifen onnéidegerweis Panik verbreeden.

Mir hunn elo nach d'Chance, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer - wéi ech virdru gesot hunn - op substanziell Reserve kënnen zréckgräifen, mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn, datt dës Regierung, a spéitstens déi nächst, sech dësem Problem ganz seriö unhëlt an zesummen am Dialog mat de Sozialpartner versicht, Pisten opzezeechnen, wéi den „total crash" évitéiert ka ginn. Dëst huet näischt mat Panikmaacherei ze dinn, mä mat enger virsiichteger a virauskuckender Politik am Interessi vun deene Generatiounen, déi no eis kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann zu mengem nächste Punkt iwwergoen, dee vun der finanzieller Situatioun vun de Gemengen, andeem ech do eng Virbemierkung maachen: D'Budgetsrapportrice vum leschte Joer, d'Madame Lydia Mutsch, hat sech intensiv am Kontext vun hirem Budgetsrapport mat der Situatioun vun de Gemenge befaasst an d'Resultat dovunner ass eng Motioun gewiescht, déi hei à l'unanimité vun der Chamber ugeholl gi war an déi eigentlech d'Konklusioune vun deem Groupe de travail budget SEC95 integréiert huet.

Dëse Grupp, zu Ärer Erënnerung, hat a sech festgestallt, datt d'Informatiounen, déi vun de Gemengen un den Intérieur iwwermëttelt ginn, esou rudimentaire sinn, datt eng qualitativ Analys iwwerhaapt net méiglech ass. Derbäi kënnt, datt et an de Gemenge keen uniforme Plan comptable gëtt an datt eng pluriannuel Budgetsprogrammatioun um Niveau vun de Gemenge reng fakultativ ass.

Wat hat nun dëse Grupp proposéiert, wat sech dann och an der Motioun vun der Chamber erëmfonnt huet? A sech sinn dat dräi grouss Volete gewiescht: fir d'éischt d'Modifikatioun vum Budgetskalenner, zweetens d'Opstelle vun engem uniformiséierte Plan comptable an dréttens d'Obligatioun fir d'Gemengen, eng pluriannuel Budgetsprogrammatioun ze maachen.

An enger éischter Etapp sollt hei en Échantillon vu Gemengen erausgesicht ginn, déi dës Konklusioune sollte versichen ëmzesetzen. Wa mer dann awer mussen elo feststellen, datt ganz genau véier Gemenge bis am Juli hir Zoustëmmung ginn hunn, fir dës Recommandatiounen ze befollegen, esou muss ee sech dach hei gewësse Froe stellen.

Ech sinn iwwregens och verwonnert, datt eng vun deene ganz grousse Gemengen an dësem Land, nämlech d'Gemeng Déifferdeng, net ënnert deene véier Gemenge figuréiert, déi déi Recommandatiounen do befollegt hunn. Fir mech ass dës Situatioun op jidde Fall inakzeptabel an ech géif hei nach eng Kéier och en Appel un den Innenminister maachen a mat méi Nohaltegkeet bei de Gemengen drop drängen, fir déi Dokumenter ze kréien, déi dem Ministère och erlaben, eng detailléiert Opstellung vun der Finanzsituatioun vun de Gemengen ze maachen. Ech deelen hei och d'Meenung vun der Cour des Comptes, déi dëst och relativ däitlech an hirem Avis zum Ausdrock bruecht huet.

Dëst gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier un d'Importenz vun de Gemengen an de Gesamtinvestitioune vun eisem Land erënneren. 43% vun all deenen Investissementer gi vu Gemenge gemaach, esou datt och elo an der Kris eng net onwesentlech Roll a Bedeitung op d'Gemengen zoukënnt. Et schéngt mer duerfir

och wichteg ze sinn, datt déiselwecht Kritären, déi an deenen nächste Wochen de Stat soll observéieren, wat d'Virzéie vun Aarbechten ugeet, och mussen an deenen nächste Wochen a Méint vun de Gemengen ëmgesat ginn, well eise gesamte Mëttelstand zu engem groussen Deel ofhängeg ganz besonnesch vun den Aarbechte vun eise Gemengen ass.

Fir ze évitéieren, datt awer elo jiddwer Gemeng an eng aner Richtung zitt, wär et wichteg, wann d'Regierung, an de Wirtschafts- respektiv den Innenministère vläicht hei och, géife fir eng gewësse Koordinatioun suergen. An ech deelen an deem Kontext d'Meenung, déi och scho vun deem engen an deem anere vu menge Virriedner hei ausgedréckt ginn ass.

Här President, erlaabt mer awer ganz kuerz op déi allgemeng finanziell Situatioun vun de Gemengen anzegoen, well déi jo net ouni Bedeitung ass an der SEC95-Presentatioun, wou d'Gesamtschold vun de Gemenge mat berücksichtegt gëtt.

Hei muss ee fir d'éischt emol feststellen, datt d'Finanzsituatioun vun de Gemenge sech an de Joren 2006, awer ganz besonnesch 2007 extrêmement verbessert huet. Dëst ass allerdéngs d'Resultat vun enger exzeptioneller Progressioun um Niveau vun de Recetten, déi och nach eng Kéier am Joer 2008 massiv an d'Luucht ginn. Wann ech elo nëmmen 2008 an 2007 vergläichen, komme mer do op eng Progressioun vun 11,4%.

Dës exzeptionell Situatioun explizéiert sech haaptsächlech duerch déi zousätzlech Recetten aus dem Fonds de dotation communal, deen - wéi mer alleguerte wëssen - jo zu engem groussen Deel vun den TVA-Recettë gespeist gëtt; an dës TVA-Recettë si ganz besonnesch dynamesch an deene leschten zwee Joer gewuess.

Wat awer hei äusserst bedenklech ass, Här President, sinn zwee Punkten, op déi ech kuerz wäert ze schwätze kommen. Dat eent, dat ass déi extrem grouss Augmentatioun vun den Dépensen: am Joer 2008 +8,4 an am Joer 2007 +13,2; op där anerer Säit e Fonds de réserve mat engem globale cumuléierte Sold vun 126,58 Milliounen Euro op den 31. Dezember 2006. Woubäi een awer muss wëssen, datt et sechs Gemengen am Ganze sinn, déi ganz eleng dräi Véirel vun all deene Reserven hunn. An ënnert deene sechs Gemengen, nach eng Kéier, sinn dräi Gemengen, déi 67% vum gesamten Total vun alle Reserven hunn, déi also net brauchen op en Emprunt zréckzegräifen.

An Zäite vu Krise mussen dës Zuelen engem natierlech ze denke ginn, well mir sinn, mengen ech, eis alleguerten do eens, datt mer mussen dervun ausgoen, datt vläicht nach net 2009, mä spéitstens 2010 an 2011 d'Recettë souwuel vun der Gewerbesteier wéi aus dem Fonds de dotation communal substanziell wäerten zréckgoen. Och hei grad wéi bei de Pensiounsregimer musse mer eis hannerfroen, ob dës Situatioun nëmme konjunkturell oder awer och strukturell Ursaachen huet.

Ech hat och a mengem Budgetsrapport mech méi intensiv mat der Situatioun vun de Gemenge beschäftegt an ech hat viru véier Joer gesot, datt ech der Meenung wär, et wär wichteg, datt am Kontext vun enger nohalteger Entwécklung och misst méi intensiv op d'Gemengefusiounen zréckgegraff ginn, respektiv op aner Forme vu Synergien tëschent deene verschiddene Gemengen.

Dat schéngt mer haut nach ëmmer gradesou richteg ze si wéi viru véier Joer, an ech sinn duerfir och frou an ech sinn der Meenung, datt et absolut noutwendeg ass, datt déi territorial Reform esou schnell wéi méiglech an deenen nächste Jore wäert ëmgesat ginn.

Ech hat awer och deemools lwwerleeungen ugestallt, datt d'Gemenge méi missten hir eege Recetten ausbauen, an do hat ech d'Propositioun gemaach, fir eng grondleeënd Reform vun der Grondsteier op d'Schinnen ze setzen. An ech sinn duerfir frou, datt de Conseil du développement durable a sengem Avis och fir esou eng Reform vun der Grondsteier plädéiert. An ech géif dofir och soen, datt esou eng Reform eng vun de Prioritéite vun enger nächster Regierung misst sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech dann nach ganz kuerz mat der Problematik vun der Gouvernance publique beschäftegen, déi fir mech an deenen nächste Joren ëmmer méi wichteg gëtt, wa mer dann d'Ausgabe vum Stat besser wëllen an de Grëff kréien.

Eng éischt Feststellung ass, datt den aktuelle Bauteminister hei grouss Effortë gemaach huet, fir dës Ausgabe bei deene grousse Bauteprojete besser an de Grëff ze kréien, a mir mierke jo schonn an der zoustänneger Kommissioun, datt Dépassementer vun deenen initialen Devisen, wa se dann iwwerhaapt nach zustane kommen, net méi déi Gréissenuerdnungen erreechen, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war.

Ech wëll och drop insistéieren, datt et mer besonnesch a Krisenzäite virrangeg schéngt, net nëmme méi, mä haaptsächlech méi nohalteg Budgetsmëttele vum Stat an de Gemengen ze investéieren, an an deem Kontext wëll ech kuerz op dräi Punkten insistéieren.

Deen éischten ass nach eng Kéier d'absolut Nécessitéit vun enger Vereinfachung vun den administrative Prozeduren. Do wëll ech vun dëser Plaz aus nach eng Kéier den Appel un déi concernéiert Ministèrë maachen, och ganz genau an deenen nächsten Deeg a Wochen ze kucken, wou eventuell Projeten an der Pipeline sinn, déi elo scho kënnen exekutéiert ginn. An hei schéngt et mer och wichteg ze sinn, ganz besonnesch den Ëmweltministère mat anzebauen, well ech dach d'Gefill net lass ginn, datt et ganz besonnesch um Niveau vun dësem Ministère ass, wou et eng Rei vu Blocagë gëtt, wat Projete betrëfft.

En zweete wichtege Punkt ass dee vun de sougenannten „public private partnerships", déi mer besonnesch a finanziell méi schwieregen Zäiten eng äusserst interessant Alternativ fir de Stat oder d'Gemenge si fir grouss Infrastrukturprojeten ze realiséieren. Ech sinn dofir och frou, datt an deenen nächsten Deeg den Zouschlag fir den „public private partnership" fir de Lycée zu Miersch wäert kommen an ech géif och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier en Appel maachen, fir och an Zukunft méi a Richtung vun esou „public private partnerships" ze goen.

D'Kolleege vun der Commission juridique ware virun e puer Deeg sech de Prisong op Nanzeg ukucken, deen ënnert der Form vun engem „public private partnership" realiséiert ginn ass. A mir hu misse feststellen, datt dëse Prisong schnell gebaut ginn ass an och zu engem Präis, dee méi wéi räsonnabel ass. Esou datt ech wierklech mengen, datt mer och an deenen nächste Jore méi sollten op dat Instrument zréckgräifen.

En drëtte Punkt am Kontext vun enger besserer Gouvernance publique ass dee sougenannte LOLF, op dee mäi Kolleg Roger Negri scho virun dräi Joer a sengem Budgetsrapport higewisen huet. Ech wëll duerfir och elo net méi am Detail op d'Iddi vum LOLF agoen, nach géif ech de Budgetsminister bieden, eis an den nächste Méint vläicht emol eng Kéier eng Etüd oder e Rapport ze maachen, wéi esou eng nei Budgetspresentatioun och zu Lëtzebuerg fir eise Budget kéint ausgesinn.

Ech si mer bewosst, datt och dës nei Form vu Budgetspresentatioun net nëmmen Avantagë wäert hunn, nach solle mer awer zumindest eng Kéier am Detail studéieren, ob mer net zumindest eventuell deelweis kéinten a Richtung vun enger Presentatioun goen, déi méi op d'Optik vum Resultat ausgeriicht ass.

Dat gesot, Här President, wëll ech zum Schluss vu menger Interventioun nach eng Kéier drop hiweisen, datt et mer wesentlech schéngt ze sinn, datt mer an der aktueller Krisesituatioun permanent déi Mesuren, déi vun der Regierung geholl gi sinn an an deenen nächste Wochen nach wäerte geholl ginn, op hir Effizienz an Effikassitéit hannerfroen an iwwerpréiwen.

Dofir wär ech frou, wann och an deenen nächste Wochen, wéi dat bis elo de Fall war, d'Regierung d'Chamber am Detail iwwert d'Evolutioun vun de Statsfinanzen, awer och iwwert d'Evolutioun vun der Finanz- a Wirtschaftskris géif au courant halen.

Et ass dann och wichteg, datt mer an deene vu mir virgenannte Beräicher an deenen nächste Méint net nëmmen déi konjunkturell, mä och déi strukturell Moossnamen huelen, déi eist Land fit maache fir déi Zäit no der Kris. An deem Sënn setzt de Budget 2009 déi richteg Akzenter, fir d'Auswierkunge vun der Kris ofzeschwächen, mä awer och fir eist Land op déi zukünfteg Aufgaben an Erausfuerderunge virzebereeden.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner, dee sech elo kuerzfristeg ageschriwwen huet, ass den Här Charles Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Et gehéiert zur obligater Introduktioun, datt ee sech mam Rapporteur vun engem Gesetz auserneesetzt, besonnesch beim Budgetsrapport. Ech hat selwer eng Kéier d'Geleeënheet, fir e Budgetsrapport ze maachen. Dat war dee vum Joer 1983. Duerfir kënnt ech e puer Gemeinsamkeete mam Norbert Haupert ervirsträichen.

Ech wollt den Norbert Haupert awer och félicitéiere fir déi Manéier, wéi hie seng Aarbechten an der Finanzkommissioun organiséiert huet, fir säin oppent Ouer fir Kritiken a Suggestioune vun der Oppositioun, vu sämtleche Membere vun der Kommissioun. Ech mengen, och déi, déi e bësse méi laang hei am Métier sinn, déi wëssen, datt dat hei just auszehalen ass, wann een heiansdo e Wuert huet, wat een net esou op d'gëlle Wo ka leeën, mat e bëssen Humor. Och do huet en eng Portioun mat erabruecht an deenen humorlosen Zäiten. Wéi soll ech soen? Hien huet seng Aarbecht eescht geholl, ouni sech selwer ze vill eescht ze huelen.

Dat, wat d'Gemeinsamkeeten ubelaangt, dat ass, datt mer allen zwee e Rapport ze maachen haten iwwer e Joer, wat voller Incertitudë war. 1983 ware mer voll an der Kris. Deemools ass de Budget im Nachhinein wesentlech duerch nei Gesetzer, déi am Joer '83 komm sinn, ofgeännert ginn. Ech géif dat och net wëllen ausschléisse fir d'Joer 2009.

D'Joer 2009 - dat hat ech schonn d'lescht Woch d'Geleeënheet hei ze ënnersträichen - ass e Joer, wou d'Chamber zum Deel opgeléist ass, zum Deel an enger ofwaarder Haltung ass, well et zu Regierungsverhandlunge kënnt, an och zum Deel nach am Rodage. D'Joer 2009 gëtt also net einfach; och net du point de vue institutionnel, well mer an enger Kris sinn, déi et a sech huet. Et ass net originell, fir nach eng Kéier dorunner ze erënneren.

Fir den Ursprong vun der Kris emol an enger kuerzer Formule ze ënnersträichen, déi ech bei den Här de Boissieu léine gaange sinn: Déi Kris hei ass eng Kris vun der Traçabilitéit vum Risiko. Wëssend, datt mer an enger Zäit sinn, wou d'Finanzstréim - och dat ass banal - ronderëm de Globus ginn, ass natierlech de Risiko ëmsou méi grouss, wéi d'Kapital an d'Produitë kënnen ongehemmt zirkuléieren.

Dat Wuert ass net anodin, d'Traçabilitéit vum Risiko. Dat heescht, et muss een d'Spuren, den Ursprong an duerno déi Transiten, déi déi Finanzproduitë maachen, kënnen novollzéien. Dat interpelléiert eis natierlech iwwert d'Gouvernance, iwwert de Fonctionnement vun den internationale Finanzinstitutiounen, iwwer Institutiounen, déi bestinn. Dat interpelléiert och d'politesch Klass iwwert d'Fro, ob ee muss deen Dispositif de gouvernance internationale an dëser Matière komplettéieren. Dat gëtt also net einfach.

Ech wëll dat heiten elo net verstane wëssen als eppes, wat elo vum nationale Kontext oflenkt, mä mir si mat enger Finanzplaz, déi mat hirem Risiko esou exposéiert ass - méi exposéiert ass wéi iergendeng aner -, voll an där Diskussioun dran. Mir kënnen dat net op d'liicht Schëller huelen. Mir kënnen net ignoréieren, wat am Ausland gesot gëtt iwwert d'Entraide judiciaire an deem doten Domän. Mir kënnen net ignoréieren, wat am Ausland gesot gëtt iwwert d'Bankgeheimnis. Och dat wäert eis interpelléieren.

Mir mussen eis d'Fro stellen, wat dat Wäert ass; wéi mer a penibelen internationale Verhandlunge kënne bestoen. Mir wäerten also eng Situatioun erliewen an den nächste Wochen a Méint, déi net einfach ass.

Mir hu jo scho gesinn, wéi dat ugeet, wann een en dehors vun deenen normale Gespréichskanäl Diskussiounen ukuerbelt. Mir hu jo gesinn, wéi e President vum Conseil européen, deen hyperaktiv ass an deem doten Domän, ka Froen opwerfen an Ängschten ausléisen. Mir hu gesinn, wat et bedeit, wann um internationale Plang de Gläichheetsprinzip vun den Natiounen éischter liichtfankeg ugaang gëtt. Mir hunn dat alles matgemaach an duerfir musse mer nom Prinzip handelen: Holzauge, sei wachsam!

Déi Kris hei, déi huet et a sech, well se mëttlerweil d'Économie réelle erreecht huet. Mir wäerten och nach déi eng oder déi aner negativ lwwerraschung am nächste Joer gesinn.

De Chômage kritt préoccupant Dimensiounen, sollten déi Previsiounen, déi bis elo gemaach goufen, antrieden. Dat dote gëtt en Test fir d'Reaktivitéit vun eisem ganze politesche System. An ech denken do net nëmmen un eis. Ech denken net nëmmen un de Stat. Ech denken net nëmmen um Stat seng Administratioun. Ech denken un d'Gemengen. Ech denken un dat, wat mer lokal, national, international a global musse maachen.

Dat gëtt en Test. Eenzel Tester si scho bestanen. Ech wëll déi hei net ënnerdrécken. Een Test, dee mer bestanen hunn, ass dee vum Euro. Den Euro ass eent vun de leschten an eent vun den eenzege Resultater, wat mer kënnen dem politesche Voluntarismus zouschreiwen.

Ech wëll lech hei keng Lecture maache vun all deenen Aussoen, déi deemools, wéi mer de Maastricht-Vertrag gestëmmt hunn, gemaach goufen iwwert d'Zukunft, iwwert d'Méiglechkeet, iwwert d'Potenzialitéite vun der Wirtschafts- a Währungsunioun. Ech weess just, datt déi alleguerte Lige gestrooft goufen, an datt mer eis kënnen op d'Schëller klappen, alleguerten déi, déi hannert deem Vertrag stoungen, fir datt en an d'Wierklechkeet ëmgesat ginn ass.

Déi, déi haut Schwieregkeeten hunn, sinn déi, déi déi Potenzialitéiten net fir sech beanspruche wëllen, wollten oder kënnen. Wann Der d'Dänen haut géift froen, ob se frou wieren, wa se am Euro wieren, da géif eng breet Majoritéit soen: Jo. Et ass erstaunlech, datt de Premierminister vu Groussbritannien, deen net dem Eurogroup ugehéiert, op eemol deem Eurogroup e Plang proposéiere kënnt, wéi se déi international Bankekris kënne meeschteren, oder wat een um europäesche Plang an der Plaz vum Eurogroup ka maachen, fir deen Test do ze bestoen.

Eenzel Tester sinn also bestane ginn. Anerer stinn nach aus.

Dat, wat mer och musse feststellen an dësem Kontext, dat ass, datt eng Partie Europa gemaach gëtt ouni Texter. Dat ass net gutt, well do, wou mer staark waren, do, wou mer eis sécher gefillt hunn, do, wou mer Berechebarkeet haten, dat war do, wou eise Statut ganz zolidd verankert war an Texter, déi kee Mënsch méi konnt attackéieren, a sollte se attackéiert ginn, hate mer nach ëmmer d'Méiglechkeet, virun enger Cour de Justice vun den Europäesche Communautéite Klo anzereechen.

Ech hoffen, datt mer et fäerdeg bréngen, datt mer dat Meescht, wat mer national mussen testen, fir international kënnen ze bestoen, unhand vun zolitten Texter kënne maachen.

Ech wollt elo e Wuert soen zu der Reaktioun, déi mer hei an der Chamber hunn iwwert d'Kris. Eng Partie Riedner, besonnesch vun der Majoritéit, beméie sech ëmmer, fir déi grouss Gemeinsamkeeten ervirzesträichen, déi mer hei am Haus hunn, fir un déi Kris do erunzegoen, mat - en filigrane - ëmmer där ënnerschwelleger Kritik, d'Oppositioun wier jo mat allem d'accord, au point datt souguer Journalisten eis froen: Stëmmt Der dann de Budget?

Ech kenne keng eng Oppositioun hei am Haus - an do kann een an der Geschicht ganz laang zréckgoen -, déi jee eng Kéier de Statsbudget gestëmmt hätt. Dat gëtt et net! Aus engem ganz einfache Grond: Et sinn esou vill Crédits non limitatifs dran, déi eng Regierung sech an engem Budget muss votéiere loossen, datt dat am Fong e Blankoscheck wier, deen d'Oppositioun géif der Regierung ausstellen. Dat ass net deen eenzege Motif, fir ze erklären, firwat eng Oppositioun e Budget net stëmmt. Et gëtt nach eng ganz Partie anerer, déi wëll ech lech erspueren.

Wa mer awer op enger Partie Punkte Gemeinsamkeeten hunn, da wëll ech domadder ënnersträichen, datt, egal wéi ee Statut een heibannen huet, déi Kris do jiddwereen interpelléiert. Ob et an der Majoritéit ass oder an der Oppositioun.

Meng Partei ass bereet, Verantwortung ze droen a Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir hunn dat gemaach direkt bei der Opération de sauvetage vun deenen zwou grousse systemrelevante Banken hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn dat gemaach aus engem Responsabilitéitsgefill eraus. Mä dovun ass net ofzeleeden, datt dat eng Gläichschaltung wier vu sämtlechen hei an der Chamber vertruedene Parteien.

Déi eenzeg Lecture, déi ech mer do selwer autoriséieren, ass déi, datt mer bereet sinn, a kritesche Phasen, a kruziale Phasen ze wëssen, wou den Intérêt vum Land ass, wou den Intérêt vun de politesche Parteien ass, wou den Intérêt vun der Regierung ass, wou den Intérêt vun der Oppositioun ass.

Hei ass et ëm den Intérêt vun de Lëtzebuerger gaang, vun deene Leit, déi an deene systemrelevante Banke schaffen, vun deene Leit, déi vun deene systemrelevante Banken ofhänken. A wann ee sech och nëmmen ee Moment d'Alternativ dovunner ausdenkt, da muss ee kënnen duerno den Impakt dovunner op de Risiko, deen de Stat an Zukunft iwwerholl huet, relativéieren. Da muss een den Impakt dovunner op d'Statsschold, déi eventuell kéint doduerjer klammen, relativéieren. Et kann een net alles am Liewen hunn. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Duerfir soe mer nach eng Kéier im Nachhinein Jo zur Responsabilisatioun, Jo zu eenzelnen Aktiounen, déi vun enger kruzialer Bedeitung si fir de Fortbestand vun eiser Ekonomie; Jo zu enger Partie Chancen, déi mer eis wëlle ginn, fir dës Kris besser ze iwwerliewen, andeems datt mer net schonn um Ufank eng Partie kruzial Feeler maachen, well kruzial Feeler sinn an anere Länner, et notamment an de Vereenegte Staten, gemaach ginn duerch den Netsauvetage vun der Lehman-Brothers-Bank. Duerfir eis responsabel Haltung, déi mer iwwregens och deele mat aneren Oppositiounsparteien.

Et besteet och wäitgehend Konsens iwwert d'Analys an iwwert d'Lecture, déi mer vun der Kris maachen, mat hirem internationale Charakter - ech hunn et éinescht gesot -, mat deene Geforen, déi mer elo scho kennen, a mat deene Geforen, déi nach bestinn.

E Konsens besteet och doriwwer, datt ee muss alleguerten déi Konsequenzen, déi sech aus där Kris hei erginn, an all hiren Dimensiounen appréhendéieren. Déi Kris hei wäert och en Test gi fir d'Reaktivitéit an d'Äntwert an d'Capacitéit, déi mer hunn, fir Äntwerten ze liwweren op déi Défien, déi sech um ekonomeschen, um sozialen an um budgetäre Plang erginn.

Duerfir hu mer déi Commission spéciale gefrot, well mer gär hätten, datt och d'Chamber sech esou organiséiert, datt se an enger gestraffter Organisatioun kann déi Kris appréhendéieren, déi richteg Lecture maachen, déi richteg Form hunn, fir kënnen op d'Défië vu baussen ze äntwerten. An déi Défië sinn enger duebeler Natur.

Ech wëll et nach eng Kéier répétéieren. D'Chamber huet eng Kontroll- an eng Impulsgeberfunktioun. Der Kontrollfunktioun wäerte mer hoffentlech nokommen, andeems datt mer alles un Dokumenter, un Analyse geliwwert kréien, wat relevant ass, fir un d'Analys vun där Situatioun erunzegoen aus parlamentarescher Siicht.

Wichteg ass, datt mer e Wëssensstand hunn, deen eis erlaabt, eiser politescher Verantwortung nozekommen. Duerfir si mer frou, datt vun der Chamber eis Fuerderung no der Schafung vun enger Spezialkommissioun akzeptéiert ginn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hu gesot, et gëtt eng Partie Tester an deene verschiddenen Dimensiounen, déi eis am Kader vun där Kris hei interpelléieren: déi sozial, déi politesch, ech géif och soen déi gesellschaftspolitesch.

Dat hei gëtt och en Test fir d'Kohesioun vun der Lëtzebuerger Gesellschaft. Vill Leit, déi hir Aarbecht zum Deel oder ganz verléieren, temporär oder definitiv, si fir eng Gesellschaft a fir eng Kohesioun vun der Gesellschaft Gëft. Et ka kee Mënsch sech heibanne mat deem Zoustand offannen, a scho guer net mat deem Dauerzoustand.

Mir sinn also do interpelléiert, an dat, wat enorm wichteg ass, dat ass, datt mer och d'Geforen erkennen an déi Degeneratioun an enger Gesellschaft, wann d'Mëttelschichten ufänken ze leiden. D'Radikalisatioun, an ech ënnersträichen dat, déi ass ganz oft oder meeschtens an deene Kreesser ugaang. Leit, déi fäerten; Leit, déi an der Prekaritéit sinn; Leit, déi an d'Prekaritéit kommen; Leit, déi keng Planungssécherheet hunn, déi stellen en enormt Geforepotenzial duer fir d'Kohesioun vun enger Gesellschaft.

Duerfir muss déi Äntwert esou gutt wéi méiglech sinn. Déi Äntwert muss esou gutt wéi méiglech sinn, well mir wëllen och net de Rattenfänger den Terrain iwwerloossen. An et wäerten eng Partie Rattenfänger am Kader vun där Kris hir Vocatioun entdecken,...

Une voix.- Si si schonn amgaang!

M. Charles Goerens *(DP).*- ...an déi wäerten, wéi den Herbert Wehner et emol eng Kéier gesot huet, ganz déif plouen. Do musse mer also op der Hutt sinn. A mir wäerten net ouni Schréipsen duerch déi Kris do kommen.

Et geet awer net duer, datt mer iwwert d'Saache schwätzen. Mir sollen eis och d'Wuert ginn, fir de Maximum ze maachen, de Spillraum maximal auszereizen, fir déi Äntwerten ze liwweren, déi vun eis verlaangt ginn.

Ech wollt zum Schluss ganz konkret e puer Saachen uschneiden. Déi eng, dat ass déi vun de Prozeduren. Den Här Mosar huet elo grad hei gesot a gemengt, den Environnement wär responsabel fir eng Partie Lenteuren um Niveau vun de Prozeduren.

Mir hunn och an enger rezenter Réunioun vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskommissioun e Regierungsmember Ähnleches héiere soen op d'Fro vun eisem Kolleeg Marc Spautz.

Ech hunn deemools d'Fuerderung gestallt, si ass bis haut nach net erfëllt, an et huet och kee mer an der Kommissioun widdersprach: Mir sollen dach endlech vun der Regierung a vun deene Ministeren, déi ëmmer soen, si hätte Projeten, déi net kéinte realiséiert ginn, well se an de Prozeduren hänken, eng exhaustiv Lëscht verlaange vun all deene Projeten, déi hei am Land schleefen. Well all Projet, deen hei am Land schleeft, ass eng Non-réponse op den Défi, deen ech elo grad ugeschwat hunn. Well all Projet, deen hei am Land schleeft, ass eng verpasste Chance, fir an där Kris hei kënnen déi Äntwert ze ginn, déi d'budgetär Mëttelen eis erlaben.

Ech wëll net méi hunn, datt een Deel vun der Regierung soe geet, mir géife gären eppes maachen, an dann a Sonndesrieden deen aneren Deel vun der Regierung accuséiert, si géifen net „deliveren", wéi een op Englesch géif soen. Ech hätt gär, datt mer ee fir allemol vu sämtleche Ministèren, déi hei am Land responsabel si fir öffentlech Investissementer, en exhaustiven Inventaire kréie vun deene Prozeduren, déi schleefen, an eng Erklärung vun deenen anere Ministèren, wou se hänken, firwat datt et net virugeet, a wéi se gedenke virunzekommen an a wat fir engen Délaien.

Si sollen eis d'Moyenë soen. Sollt et u budgetäre Moyenen hänken oder u personelle Moyenen hänken, solle si eis déi soen, déi si brauchen, fir kënnen deenen dote Projeten nozekommen.

Ech war selwer als Minister responsabel fir Administratiounen. Ech kann lech soen, datt an Administratioune méi gudde Wëllen do ass, wéi dat oft no baussen duerchkléngt, well eenzel Dossiere sinn net einfach. Mir transposéieren eng Partie europäesch Direktiven. Déi bedéngen natierlech eng Ëmsetzung an d'national Gesetzgebung. Dat ass oft Neiland.

An deem Ausmooss, wéi ee kann duerch eng Personalopstockung eenzel Departementer, wou d'Prozeduren national unhängeg sinn, déi satisfaisant Äntwert liwweren, solle mer dat maachen. Dat misst am Fong hei och kënne gesot gi vun de Fachministeren, déi sech awer relativ wéineg, mat e puer lueflechen Ausnahmen, fir dës Debatten interesséieren. Ech hätt gär deen Inventaire. Ech gi keng Motioun hei. Ech ginn dervun aus, datt de Minister Frieden, de Budgetsminister, senge Kolleegen dat seet an datt hien dat mat an de Ministerrot hëlt.

Da kënnt en zweete Punkt, deen ech och bei mengem Virriedner opgräifen. Dat ass de PPP, „public private partnership". Mäi Wëssensstand ass vläicht net aktuell, mä ech weess, datt mer hei eng Diskussioun haten iwwert den Impakt vun deem neie Lycée zu Miersch op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Souwäit wéi ech weess, war deen Impakt entweder ganz bescheiden oder null, well mer an där neier Kultur vu Gestioun vun Investissementer nach net genuch Know-how hei op der Plaz zu Lëtzebuerg hunn, fir deem nozekommen.

Wenn dem so ist, da misst ee vläicht den „public private partnership" anescht täs(„selen, méi virsiichteg ugoen an elo ëm Gottes wëllen net den Impakt vun esou Mesuren op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart verkennen. Well mir wëssen, datt et schonn extrem schwiereg ass, fir antizyklesch ze wierken an enger Kris. Wa mer deen dote Problem net richteg uginn, da riskéiere mer prozyklesch ze wierken, nämlech d'Kris nach ze verschäerfen.

Ech hätt och gär vun der Regierung eng Äntwert op den Impakt notamment vun deem dote prezise Projet op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Entweder stëmmt dat, wat ech gesot hunn; an deem Fall muss een dorauser Lektiounen zéien; oder ech muss mäi Wëssen aktualiséieren.

Ech soen dat, well mer och an eiser Kommunikatioun no bausse gesot hunn: Mir si fir e Budget mat konsum- an investitiounsfrëndlechen Akzenter, well 2009 an enger Phas, wou mer d'Kris vläicht kënnen e bëssen atténuéieren, et irresponsabel wier, fir net op dee Wee ze goen. Duerfir hu mer ëmmer erëm gesot: Mir sinn derfir.

Mir sinn net déi Eenzeg, déi dat soen. Mä mir soen et awer och, a mir soen et mat Iwwerzeegung. Mir soen et och, andeems datt mer déi Kritäre preziséieren, no deenen zum Beispill d'Investitiounen à charge vun der öffentlecher Hand solle realiséiert ginn.

Mir mengen, si missten ee reellen Impakt hunn op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, oder villméi dee beschtméiglechen Impakt op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Tëschent absolutem Protektionismus an Internationalismus gëtt et hei awer e verstännege Wee, wou een d'national Interessen net däerf aus den Ae verléieren. Et ass net abwegeg, wann ee versicht, datt een do den Impakt maximéiert op eisen Aarbechtsmaart.

Et gëtt eng Partie Projeten, déi mir am Ausland wëlle maachen, an et sinn eng Partie Projeten, déi d'Ausland kënnt hei maachen. Et wier awer net gutt, wa mer duerch Prozeduren, déi net gutt duerchduecht sinn, respektiv duerch aner politesch Gestë géife géint déi schaffen, déi hei am Land Cotisatiounen a Steiere bezuelen.

Déi Investissementer mussen also helpful sinn. Investissementer kënnen net nëmmen helpful sinn, andeems datt se en Impakt hunn op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, mä si sollen awer och eng Partie Äntwerte liwweren oder un début de réponse op Défien, déi mer souwisou an der Zukunft net kënnen évitéieren.

Ech denken zum Beispill un d'Transformatioun vun eiser aktueller Ekonomie a méi eng ökologesch kompatibel Ekonomie. Déi Transformatioun ass ee vun de groussen Défien, deen eis an Zukunft wäert beschäftegen. An alles, wat mer a puncto Investissementer maachen, soll en Ufank vun Äntwert scho sinn, och fir deen doten Défi ze meeschteren, wann een déi zwou Saache ka matenee maachen. An iwwerall, wou een dat ka matenee maachen, soll een dat maachen.

Mir mengen och, datt ee sech net soll gréisseren Investitiounsprojeten, déi grenziwwerschreidend sinn, verspären. Déi Iddi, déi emol eng Kéier iwwert d'grands travaux européens lancéiert ginn ass vum fréiere Kommissiounspresident Jacques Delors, fanne mir nach ëmmer pertinent. Besonnesch an dëser Zäit kënnt se derzou bäidroen, datt eng Partie Beschäftegung garantéiert bléif an datt déi Period, déi mer elo duerchginn, kënnt duerch déi Zort vu Voluntarismus an hirer Gestioun e bësse méi liicht gestalt ginn, wéi dat riskéiert de Fall ze ginn.

Ech wollt zum Schluss, Här President, soen, datt een déi Kris, an déi mer erakomm sinn, an där mer schonn dra sinn, ka vergläiche mat engem Tunnel. Mir wëssen, datt mer d'Entrée schonn hannerun eis hunn, mä datt d'Sortie nach virun eis ass. Mä mir wëssen awer, datt et eng Sortie gëtt. A mir solle bei all deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm féieren, d'Sortie ni aus den Ae verléieren.

Datt den Tunnel net konnt évitéiert ginn, dat schéngt eis relativ kloer ze sinn. Mä datt een d'Sortie awer vläicht kann e bësse rapprochéieren, oder datt een den Ausgang aus dem Tunnel net ze vill schwéier mécht, dat kënne mer awer zum Deel duerch eng geschéckte Politik maachen. Duerfir wäerten déi Méint, déi op eis duerkommen, an déi mer virun engem, zwee Joer nach alleguer verplangt haten, fir eng intensiv Wahlcampagne ze maachen, elo zu engem ganz groussen Deel eis Kräfte mobiliséieren, fir un der Solutioun vun der Kris matzeschaffen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi eng maachen dëst, déi aner dat anert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech menge ganz, Här Wolter, an doriwwer wäerte mer eis net terribel oneens sinn, wa mer zwee Méint méi al sinn, dann ass de Choix relativ einfach. Da kucke mer, wie sech nach fir d'Kris interesséiert a wie sech nach fir d'Wahlcampagne interesséiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- An da mengen ech, da gëtt d'Responsabilitéit an d'Responsabilisatiounskapital vun deenen eenzelne politesche Formatioune vläicht éischter erkennbar duerch dat, wat se an hirer politescher Aarbecht elo maachen, an duerch dat, wat anerer manifestéieren duerch dat, wat se wëlle maachen. Mä déi nächst Wahlcampagne wäert ganz staark dovunner geprägt ginn.

Ech mengen net, datt mer déi sollen deenen iwwerloossen, déi sech elo eng Vocatioun als Rattenfänger entdecken. Well ech soen et nach eng Kéier: Déi grouss Krise sinn ëmmer entstanen duerch e massiivt Radikaliséierungspotenzial vun de Mëttelschichten. A wann een dat alles noliest, wat doraus entstanen ass, da kann een haut kee Muster ganz kloer viraussoen. Well wéi den Emmanuel Todd de Moien op „France inter" gesot huet: D'Kris vun 1929 huet an de Vereenegte Staten zum New Deal gefouert, déi huet a Frankräich zum Front populaire gefouert an déi huet an Däitschland zum Nazismus gefouert.

Déi schlëmmsten Hypothees kann een ni ausschalten. Ech mengen awer, datt mer duerch en Integratiounsprozess an der Europäescher Unioun haut e bësse besser équipéiert sinn, fir déi Kris do anescht ze packen, wéi dat 1929 de Fall war. An anere Wierder: Ech hätt gär, datt mer vun 1929 direkt kënnen op 1945 eriwwergoen, wa mer eng Parallell zéie mat där Zäit, amplaz datt mer dem Land an Europa duerch eng onappropriéiert an inadequat Äntwert 1929 follege loossen duerch 1930, 1931, 1932. An de ganze Rescht kënne mer eis erspueren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun, an där mer nieft der Finanzkris, der Bankekris, der Wirtschaftskris eng institutionell Kris hunn, déi - hoffen ech - net nach weider an eng Statskris ausaart. Mir kéinten eis villes erspueren. Am Choix vun de Wierder, déi mer gebrauchen, fir déi Kris ze beschreiwen, an am Choix vun de Mëttelen, déi mer gebrauchen, fir déi Kris unzegoen, dierft am Fong, wa mer responsabel handelen, wéineg Plaz bleiwen, fir muttwëlleg Aventuren.

Rien n'est assuré, mä villes ass méiglech, wa mer dat doten an deem Geescht uginn, deen ech elo wollt skizzéieren. Et ass esou wéi mir als demokratesch Fraktioun dat Ganzt gesinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an der Summereditioun vum Bulletin vun der Chambre de Commerce war ënnert dem Titel „Refreshing Luxembourg" op der Titelsäit eng routwäissblo gestréiften Äisglace mat zwee Stiller. Ee fir „Luxembourg for business" an ee fir „Luxembourg for finance", déi zwou Promotiounsagencë fir eist Land international ze promouvéieren.

Déi erkläerten Absicht war, fir der ganzer Welt op eng offensiv a professionell Aart a Weis eis Atouten ze presentéieren an eis als strategesche Partner an de Beräicher Business, Kommunikatioun a Finanze verstäerkt ze imposéieren.

Zu deem Zäitpunkt wosste mer nach net, oder net esou däitlech, dass déi nei Äiszäit, déi weltwäit dat wirtschaftlecht Gläichgewiicht - wann et dann eent gouf - an d'Wanke bruecht huet, och méi eng kill Loft op Lëtzebuerg géif blosen. Och wann déi éischt Unzeeche vun engem Ralentissement bei eis schonn am Budgetsjoer 2008 ausgewisen an thematiséiert goufen, wat awer deemools nach vu villen als gewinnte Coquetterie am Ëmgang mat den op en Neits ënnerschate Recettë vum Stat interpretéiert ginn ass.

Trotzdeem, wou d'Regierung iwwert d'Summerméint de Budget opgestallt huet, huet sech en Trend fir eist Land bestätegt, deen duerchaus de Budgetsminister a seng Kolleegen hätt kënnen derzou bréngen, fir e komplett anere Wee anzeschloen. Déi nei oder verstäerkt gewonnen Asiicht, dass och eist Land massiv vun der Kris wäert betraff sinn, hätt duerchaus novollzéibar kënnen derzou féieren, fir grad net op de Wee vu Steiererliichterungen an Ureizer fir Privatleit a fir Betriber ze goen, oder fir dovunner ofzegesinn, fir weider Steierkreditter fir Mannerbemëttelter anzeféieren an en héijen Investitiounsvolumen oprechtzeerhalen.

D'Optioun war an ass eng aner, a si ass bewosst eng aner. Dëst mat der Absicht natierlech, fir eis Wirtschaft ze stäerken, Aarbechtsplazen ze schafen an ze erhalen, d'Vertrauen an d'Zukunft oprechtzeerhalen

an och grad a Krisenzäiten déi strukturell Erneierung vun eisem Land virunzedreiwen, souguer op de Risiko hin, en Defizit a Kaf ze huelen, wann de Budget op der Recettësäit net géif opgoen.

Ech wëll bei menger Interventioun zwou a mengen Aen zentral Erausfuerderunge fir d'Zukunft vun eisem Land erausgräifen, déi fir eis Partie intégrante vun enger zukunftsorientéierter Budgetspolitik sinn. Dëst verstäerkt an enger schwiereger Period vun eisem Land, wou mer obligéiert sinn, fir eng Rei vu Saachen ze hannerfroen a souguer a Fro ze stellen.

Den éischten Défi betrëfft d'Entwécklung vun neie Wirtschaftspilieren an déi domat verbonne Verbesserung vum ekonomesche Gläichgewiicht vun eise Regiounen, an deen zweete betrëfft d'Stäerkung vun eise Gemengen als Haaptacteuren an engem geännerte wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Ëmfeld.

„Crisis means chance" ass eng Managerdevise fir déi, déi sech et net erlabe kënnen oder wëllen, dass eng Kris, déi identifizéiert a lokaliséiert ass, dem Club, der Firma oder dem Land schuet an déi wëssen, dass grad an där Kris d'Chance läit fir Verännerungen duerchzesetzen, déi scho laang fälleg sinn.

Elo ass déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris natierlech alles anescht wéi gewënscht an och alles anescht wéi bénéfique fir eist Land, kann a soll awer zum Ausléiser geholl ginn, fir eng Rei vu Saachen ze hannerfroen an och eng Rei vu strukturelle Veränneruge virzehuelen.

Esou e Rééquilibrage ass och an eisem Land kee Luxus. Ëmsou méi mir elo fir déi zweete Kéier schmäerzlech feststellen, dass déi grouss Ofhängegkeet vun engem Secteur, sief et d'Stolindustrie am leschte Jorhonnert, aus deem mir all heibanne kommen an och déi meescht vun eise Kanner, oder sief et de Finanzsecteur mat der Kris, déi an dësem Jorhonnert ugefaangen huet an déi elo amgaangen ass op aner Secteuren iwwerzegräifen, net gutt ass.

Et gouf schonn e puermol an der Vergaangenheet versicht, fir verschidde Secteure vun der Ekonomie ze stäerken an opzebauen, fir hinne méi e grousst Gewiicht um PIB ze ginn a complémentaire zum Secteur bancaire an zu der Fongenindustrie, déi drunhänkt, nei Standbeen vun eiser nationaler Ekonomie ze développéieren. Beispill Medien, Kommunikatioun, Elektronik, Business an nei Technologien, awer och de Commerce, dee mam Ophiewe vum Moratoire fir Grandes surfaces wuel en neien Driff kritt huet, mä gläichzäiteg vill, nei a schwiereg Erausfuerderunge meeschtere muss, déi en ouni punktuell Hëllef, eng Vereinfachung vun de Prozeduren an e richtege legislative Kader net packe kann.

Ähnlech Iwwerleeunge gëllen insgesamt fir eis kleng a mëttelstänneg Betriber, déi schonn an der Vergaangenheet d'wirtschaftlecht Réckgrat vun eisem Land ausgemaach hunn. Ech denken awer och u méi rezent Pisten, déi d'Regierung ausgewisen huet, wéi d'Logistik oder d'Secteure vun den Ëmwelttechnologien, oder vun den erneierbaren Energien a vun der Materialwirtschaft.

Ze begréissen ass, dass sech an der Stolindustrie d'Gewerkschaften an ArcelorMittal eens gi sinn, fir e gemeinsame Beschäftegungs- an Investitiounsprogramm op d'Been ze stellen, deen deemnächst op enger Stoltripartite definitiv wäert ofgeseent ginn.

Et ass awer fir eis trotzdeem ganz schwéier novollzéibar, dass eng Entreprise, déi och dat lafend Joer mat engem Milliardebenefiss wäert ofschléissen, direkt d'Brems esou zitt, dass 400 Aarbechtsplazen - wann och fräiwëlleg - ofgebaut ginn, wat en zousätzleche Facteur vun Insécuritéit an der aktueller Kris mat sech brëngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi bedeitendst Perspektiv fir d'Zukunft schéngt mir awer dee Secteur ze sinn, deen eis Dier an eng nei Richtung fir eist Land opmaache kann an den Iwwergang an d'Wëssensgesellschaft preparéiere kann. Rieds geet vun eiser nach jonker Universitéit, déi mir mat enormem Potenzial amgaange si fir eist Land opzebauen.

Gläichzäiteg hu mer d'Chance, fir ronderëm d'Recherche, d'Innovatioun an dem Plan d'action «Technologies de la Santé», deen d'Regierung am Partenariat mat renomméierte Fuerscher a Medeziner ausgeschafft huet, en neie Pilier économique opzebauen.

Dës couragéiert Démarche, déi sech areit an d'Engagementer, déi mer am Kader vun der Lissabon-Strategie fir d'Moderniséierung vun eisem Land geholl hunn, erlaabt eis, de Secteur vum Gesondheetswiesen a vun der medezinescher Fuerschung mëttelfristeg gewënnbréngend fir d'ganzt Land a complémentaire zum Finanzsecteur opzebauen.

Net ëmsoss huet de Budgetsrapporteur, dee mat vill Serenitéit, Know-how a Wäitsiicht eis aktuell Wirtschaftssituatioun analyséiert huet, den Zukunftsprojet Esch/Belval mat der Universitéit an der Recherche op dësem Standuert als eng vun den zentralen Erausfuerderungen ervirgestrach.

Jo, Belval ass e Projet phare fir nohalteg Entwécklung am Süde vum Land, mä et ass eigentlech nach vill méi. Et ass e Musterbeispill vun enger couragéierter Dezentraliséierungspolitik vun der Regierung, fir an zentrale Beräicher wéi dem Bildungswiesen an der Wirtschaftsentwécklung e Gläichgewiicht vun de Regiounen unzestriewen, dat mer eigentlech bis elo nach ni haten. Hei si mer matzen dran an enger konkreter a geliefter Landesplanung, ouni déi eng offensiv Aarbechtsmaart- a Sozialpolitik, eng diversifizéiert Wirtschaftspolitik an d'Bestriewen no méi Mobilitéit a Liewensqualitéit einfach net méiglech sinn.

Net nëmmen an der Südregioun,…

M. le Président.- Här Wolter, wëllt Der eng Fro stellen?

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- …och an der Nordregioun entstinn duerch d'Neinotzung vun ehemolegen Industrieterraine wichteg Entwécklungsperspektive fir d'Zukunft, déi net nëmmen aus landesplanerescher Siicht, mä och fir e besseren Équiliber am Land onerlässlech sinn.

Ech wëll an deem Zesummenhang ausdrécklech en Appel un d'Regierung maachen, bei hirem Bestriewen e regionalen Équiliber unzeviséieren, deen am Intérêt vun eis all ass, d'Bedeitung vun de Gemengen net ze ënnerschätzen.

Ech deelen net déi oft ënnerschwelleg Kritiken un d'Adress vu kommunal engagéierte Politiker, déi och an der Chamber den Intérêt vun de Gemengen abréngen.

Une voix.- Wie seet esou eppes?

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Dir wësst, dass ech zu deene gehéieren, déi queesch duerch d'Parteien et fir nëtzlech an noutwendeg emfannen, dass de Standpunkt vun de Gemengen och an eiser Chamber zur Sprooch kënnt an net dierf verluer goen.

Grad an der aktueller Kris gesinn ech dëse Rôle als besonnesch wichteg un. Éischtens, well d'Gemengen no bei hire Bierger sinn; eng elementar Wourecht. A wann d'Mëttelen net ausräichend sinn, fir hire Bierger nieft den elementaren Déngschtleeschtungen zousätzlech Facilitéiten unzebidden, déi nieft prioritär sozialen Aspekter och nach de Facteur Satisfaktioun steigeren, da brauch ech Iech jo net ze soen, dass dat och eng Répercussioun op d'Vertrauensverhältnis kritt, dat e Bierger vun dësem Land zu senger Gemeng an zu sengem Stat opbaut. An dofir ass eng Gemeng zweetens och e wirtschaftlechen Acteur, an zwar e wesentlechen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass wierklech schued, dass heibannen…

(Interruption)

Ech si frou fir dat ze héieren, Här Goerens!

Ech fannen et wierklech schued, dass heibanne méi oft dovu geschwat gëtt, scho bal mat enger Note vu Bedaueren, dass d'Gewerbesteier an d'Dotatioun an d'Luucht ginn.

Et wier jo bal de Combel, wann dat an de vergaangene Joren, bei der bekannter Recettësituatioun vum Stat a bei de permanent neien Aufgaben, déi d'Gemengen iwwerhuelen, net de Fall gewiescht wier.

Wéi iwwert d'Tatsaach, dass d'Gemengen e Partner kënne sinn an haut scho sinn. Schliesslech hu si déiselwecht Intérête wéi de Stat, fir nei Betriber ze sichen a bestoender ze sécheren a fir mat lokalen a regionale Wirtschaftsacteuren, kleng a mëttelstänneg Entreprisen, Handwierksleit, dem Commerce an esou weider zesummenzeschaffen.

Drëttens sinn d'Gemenge jo net grad Quantité négligeable bei der Gesamtopstellung vum Budget, ëmsou méi déi europäesch Budgetsprozedur Transparenz verlaangt, souwuel fir déi finanziell Situatioun vum Zentralstat wéi och déi vun der Sécurité sociale a vun de Gemengen.

An deem Zesummenhang ass et och alt erëm bedauerlech, dass weiderhi léiwer gesouert gëtt, dass d'Gemengen nach ëmmer keng analytesch Kontabilitéit hunn - wéi wann de Stat eng hätt! -, a keen zouverlässegt Zuelematerial areechen, wéi wann d'Gemengerecettë vum Stat, déi de Gros vun hiren Einnahmen ausmaachen, dierfte vun hinne selwer geschätzt ginn, fir e Pluriannuel opzestellen, deen de Stat iwwregens och just fir d'Dépensësituatioun opstellt.

Also ass dat alles net esou einseiteg, wéi dat heiansdo sech unhéiert, an ouni d'Gemenge geet et eben trotzdeem net.

Professionell strukturéiert an équipéiert si mer alleguerten nach net genuch, weder de Stat nach d'Gemengen, an dofir wier et a mengen Aen hëllefräich, wann een net déi zwee géif als getrennte Welte géigeniwwerstellen an nach weider opbauen, mä léiwer gewënnbréngend fir d'Land méi zesumme géif bréngen.

Här President, wa mer wëllen, dass sech eis zwou Promotiounsagencë fir d'Land „Luxembourg for business" an „Luxembourg for finance" op eng staark regional équilibréiert an diversifizéiert Wirtschafts- a Finanzpolitik baséiere kënnen, da geet dat nëmme mat Hëllef vun engem ambitiéisen Investitiouns- an Innovatiounsprogramm, deen och strukturell Verbesserunge fir d'Land mat sech brénge muss. An dat geet nëmmen, wann all Acteuren, Stat a Gemengen, zesumme mat der Politik a mat de Sozialpartner, zesummeschaffen.

Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Thiel. Den Här Thiel huet d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Kolleeg a brillante Budgetsrapporteur Nobert Haupert seng Mamm, déi hat Recht:…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV).*- …Et ass näischt esou schlëmm, datt een em och net nach eppes Guddes ofgewanne kann!

An zwee oder dräi Joer wäerte mer jo gesinn, wat sech aus dëser Kris, där gréisster Wirtschaftskris säit den 30er Joren, wéi Eenzelner gemengt hunn, gedoen huet. Da gesi mer, wat mer alles hu missen iwwer eis ergoe loossen a wat mer um Enn dach nach vläicht Positives aus där Kris gemaach hunn; well ech mengen, dorop kënnt et virun allem un: Net wat d'Kris mat eis mécht, mä dat, wat mir mat där Kris maachen.

Dobäi wäert et och drop ukommen, datt mir ebe selwer déi Kris an d'Hand huelen a probéieren doraus dat Bescht ze maachen. Well och wann eisen Afloss op de Verlaf vun där Kris net wäert ganz grouss ginn - wat kee Wonner ass bei eiser Dimensioun; mir sinn där ganz Grousser keng -, esou kéint si eis dach op d'mannst d'Geleeënheet bidden, déi eng oder aner Schwächt ze behiewen, fir datt mir nach méi zolidd dostinn, wann et erëm emol biergop geet.

Jiddefalls huet déi Kris elo schonn eppes Remarquabeles bewierkt, an dat hei bei eis an dësem héijen Haus: Oder ass et lech vläicht nach net opgefall, datt eis Budgetsdebatten e ganz anere Pli kritt hunn? Datt mir net wéi gewinnt deeglaang iwwert d'Dépensen am Budget diskutéieren, mä datt mir eis op d'Recettësäit konzentréieren? Esou wéi wa mir op eemol entdeckt hätten, datt et beim Budget net nëmmen ëm Verdeele geet, an datt mir zu där déiwer Erkenntnis komm wieren, datt ee fir d'éischt déi Sue muss verdéngen, déi een duerno esou gär ausgëtt.

Bis elo hu mir eis jo - op d'mannst an deem leschte Véirelsjorhonnert - kaum Gedanke bräichten doriwwer ze maachen, wou d'Suen hierkommen. Mir haten eis dru gewinnt, datt um Enn vum Joer ëmmer méi Steieren erakomm ware wéi erwaart; dat war fir eis eng Selbstverständlechkeet ginn. An amplaz datt mir eis iwwert dee Seege gefreet hätten, hu mir héchstens dem Budgetsminister virgeworf, hien hätt alt erëm eng Kéier d'Recetten ënnerschat. Dee Virworf brauch e sech wuel dës Kéier net gefalen ze loossen.

Datt et 2009 manner gutt wéi all déi Jore virdru goe wäert, an datt mir nawell riskéieren, um Enn - amplaz, wéi am Budget geplangt, e klengen Iwwerschoss - e Lach ze hunn, ass natierlech d'Schold vun der Finanzkris an hiren Auswierkungen op d'ganz Wirtschaft. Iwwert d'Ursaach vun där Kris ass genuch gesot a geschriwwe ginn, fir datt een hei net méi brauch weider drop anzegoen.

Wuel maachen elo Eenzelner vun eisen Noperen - perfiderweis, géif ech am léifste soen - esou, wéi wann ausgerechent dat klengt Lëtzebuerg an nach e puer aner Finanzplaze schold un deem ganze Misär wären, an dat nuren, well si bis elo dem Drock vun de groussen op hir Souveränitéit net noginn hunn.

Mä et ass a bleift nun eemol eng Tatsaach, datt d'Finanzkris duerch eng Rëtsch vun Ëmstänn zustane koum, déi net dat Geréngst mat de sougenannte Steierparadäiser ze dinn hunn, mä mat gewëssene Comportementer vun der Finanzwelt, déi sech an der Boomeuphorie vun deene leschte Joren zu regelrechten Excèsen a Méssstänn ausgewuess haten. Fir d'éischt an Amerika, an dunn och bei eis an am Rescht vun der Welt.

Déi Doudsënne vum sougenannten Turbokapitalismus, zu deenen ënner anerem kënstlech Finanzprodukter, verréckte Bilanzéierungsregelen, iwwerflächlech Bewäertungsmethoden an natierlech och d'Giereg-keet op séier a liicht verdéngte Sue gehéieren. An dat net nëmme bei den „golden boys" vun der Finanz, mä och bei hire Clienten. Dat alles huet schliesslech d'Blos platze gelooss.

Wat eigentlech och net anescht ze erwaarde war, wann um Enn véiermol méi Suen am Ëmlaf sinn, wéi et der, gemiess un de reale Wirtschaftswäerter, eigentlech dierfte ginn, oder wann d'Valeur vun den Derivaten, dat heescht deene kënstleche Finanzprodukter, mat deenen iwwerall jongléiert gouf, zéngmol méi grouss ass wéi de wierkleche Räichtum, deen an engem Joer op der ganzer Welt geschafe gëtt.

An anere Wierder: Wann d'Geld net méi nëmmen e Mëttel fir ze bezuelen ass, mä eng Eegendynamik entwéckelt huet, déi een ëmmer méi wäit ewech vun der realer Ekonomie réckelt, da kënnt onweigerlech iergendwann deen Ament, wou dat Ganzt wéi e Kaartenhaus zesummentrëllt.

Wann een awer bis eng Kéier weess, wéi et zu deem ganze Misär komme konnt, dann ass et och net méi allze schwéier, fir sech kloer doriwwer ze ginn, wat ënnerholl muss ginn, fir datt an der Zukunft esou Katastrophen évitéiert kënne ginn.

Och wa mir kleng Lëtzebuerger wuel nëmmen um Bord an dee groussen Ëmdenkprozess vun der politescher Weltprominenz agebonne wäerte ginn, kënnt et dach grad fir eis drop un, wat do derbäi erauskënnt. Schliesslech schaffen iwwer 10% bei eis am Land am Finanzsecteur, dréit dee gutt e Véirel zu eiser Wäertschöpfung bäi a bréngt dee bal d'Halschent vun de Steierrecetten dem Stat an. Bref, et kann eis net egal sinn, wat an deem Wirtschaftssecteur geschitt, un deem am Ament eise Wuelstand an och eise Sozialstat hänken.

Et wier ënnert deenen Ëmstänn wuel kaum verwonnerlech, wa mir elo gehéireg gerëselt géife ginn, jiddefalls méi gerëselt, wéi aner Länner.

Dat ass och bestëmmt net ganz ausgeschloss, vu datt engersäits eis Banke bal nëmme vun auslännesche Mammen ofhänken, an anerersäits de politeschen Drock vun dobaussen op eenzelner vun eise Standuertvirdeeler mat der Kris nëmmen nach zougeholl huet.

Mä et muss net esou wäit kommen! Wuel wäerte mer net ongeschuer dervukommen. Schonn elo huet ee vun den Haaptpeiler vun eiser Finanzplaz, nämlech d'Fongenindustrie, eng Kräfteg gewéitscht kritt, well hire Volume ass ëm e Véirel agesackt. Mä op där anerer Säit kéint den Ëmstand, datt déi aner Piliere vun der Plaz nach zimlech zolidd sinn, eis hëllefen, aus dem Kriselach erauszekommen, ouni datt gläich d'Existenz vun der ganzer Bankeplaz a Fro gestallt gëtt.

Vum selwe wäert dat allerdéngs net goen. Mir mussen eis schonn an d'Sträng leeën, fir d'Kar aus dem Dreck ze kréien. An dat heescht soss näischt, wéi datt mer eis virun allem op déi Opportunitéite konzentréiere mussen, déi sech eiser Plaz am Gefolleg vun der Kris bidden.

Dir hutt richteg héieren: Et geet mer hei net ëm d'Ursaachefuerschung an och net ëm Kriserezepter. Duerfir hu mer jo eng extra Spezialkommissioun agesat, déi dat soll maachen. Et geet ëm dat, wat no der Kris kënnt. Well et muss ee jo wuel dovun aus-

goe kënnen, datt et och no dëser Kris nach e Liewe wäert ginn.

Et geet an anere Wierder ëm d'Zukunft vun eiser Finanzplaz an doriwwer eraus ëm d'Zukunft vun eiser ganzer Ekonomie. Fir déi Zukunft musse mer och schonn elo am Budget d'Jalonë setzen.

Et steet elo scho fest, datt dës Kris zu enger ganzer Rëtsch vu Changementer an der Organisatioun an um Encadrement vun den internationale Finanzmäert féiere wäert. D'Doudsënne vum Casinokapitalismus, wéi en och genannt gëtt, mussen eliminéiert ginn. An dat kann nure mat neien a méi strenge Regele geschéien, déi an Zukunft Excèsen, wéi mer se elo erlieft hunn an déi eis bis un de Bord vum Ruin gedriwwen hunn, verhënnere sollen.

Dat ass elo d'Aufgab vun der Politik, vun där Politik, déi jo eigentlech dank dëser Kris eng Renaissance erlieft. Laang Joren hunn d'Politiker neidesch a frustréiert dem Dreiwe vun deene Supermanager nokucken an hinne souguer Schärféisercher maache missen, well si et waren, déi fir d'Spéin gesuergt hunn.

Elo ass et esou, datt munchen „golden boy" zum Heeschesak ginn ass, deen op d'Finanzsprëtze vun der Politik ugewisen ass an deen duerfir op eemol zu allem bereet ass, och dozou, dat ze maachen, wat d'Politik him virschreiwe wäert.

D'Regele vun de Finanzmäert wäerten e gudde Krack méi streng ginn, wat mat sech brénge wäert, datt d'Finanzinstrumenter, d'Finanzprodukter an d'Finanzdéngschtleeschtungen ugepasst musse ginn. Do läit eng grouss Chance grad fir eist Land, fir eis Finanzindustrie dran. Well engersäits hu mer entre-temps genuch Know-how, fir eis an deen Upassungsprozess dranzehänken, op d'mannst bei deenen Instrumenter, un deene mer selwer matgedréint hunn an der Vergaangenheet. An op där anerer Säit hu mer nach ëmmer d'Trompkaart vun der legislativer Vitesse an der Manchette. Déi Trompkaart, déi eis et erlaabt, méi fex wéi déi aner ze légiféréieren an domat an der Innovatioun d'Nues vir ze behalen. Dat ass en eemolege Plus, mat deem mer d'Konkurrenz klappe kënnen.

Nëmmen ee Beispill dofir, wéi dat goe kéint. Et gouf an der Kris nawell vill vu Vertrauensverloscht geschwat, vu futtisser Confienz tëschent de Banken, mä och vun där Confienz, déi beim eenzelne Client vis-à-vis vu sengem Banquier fleete goung. Eng vun de Méiglechkeeten, fir dat Vertrauen erëm hierzestellen an de Client op en Neits u sech ze bannen, ass déi, hie vun der Qualitéit vun der Opsiicht ze iwwerzeegen, déi him eng gewësse Garantie bitt, datt seng Suen dann an de richtegen an a gudden Hänn sinn.

Do si mer haut schonn net schlecht gestallt, well a puncto Finanzkontroll sti mer besser do wéi munch en aneren, entgéint deem, wat heiansdo behaapt gëtt. Wann et eis elo geléngt, aus där Iwwerwaachung e Qualitéitslabel ze maachen an eis international Clientèle dovun ze iwwerzeegen, datt si néierens besser opgehuewen ass wéi bei enger Lëtzebuerger Bank oder engem Lëtzebuerger Fong, dann hätte mer de Match scho gewonnen. Dat wéi gesot just als Beispill.

Ee vun de Grënn, firwat eis Finanzplaz vläicht manner krisenufälleg wéi anerer, natierlech vun därselwechter Gréissenuerdnung, ass, läit wahrscheinlech doran, datt si sech mat Zäit richteg opgestallt an diversifizéiert huet. Mä déi Diversifizéierung ass nach net ofgeschloss, well esou zukunftsträchteg Créneauë wéi zum Beispill d'Pensiounsfongen, fir déi mer scho längst den néidege Know-how an den néidege legislative Kader geschafen hunn, sinn nach an de Kannerschong a waarden nëmmen drop, datt déi entspriechend Mäert opginn.

Eis Finanzplaz huet also duerchaus nach eng Zukunft viru sech, och wa si muer net méi onbedéngt hir Sue mat deene Produkter a Servicer vu gëschter wäert verdéngen.

Mä wat fir eis Finanzplaz gëllt, gëllt och fir d'Ekonomie, fir eis Ekonomie insgesamt. Esou wéi mer eis Banken an all deene Jore mat Succès iwwert d'Ronne bruecht hunn, andeems mer ëmmer fir dee richtegen Encadrement a fir eng ausbalancéiert Diversifikatioun gesuergt hunn, musse mer och mam Rescht vun eiser Ekonomie verfueren. An dat eleng schonn dofir, well mer et iwwer kuerz oder laang fäerdeg brénge mussen, e Géigegewiicht zur Finanzplaz ze schafen, fir datt mer erëm aus där eesäiteger a gefëierlecher Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftssecteur erauskommen. Wou dat hätt kënnen hifëieren, hate mer jo op en Hoer an de 70er Joren erlieft.

Mir wëssen entre-temps, datt et net vill Zweck huet, fir vun engem Géigegewiicht um industrielle Plang ze dreemen. Mir sinn nun eemol an der postindustrieller Ära ukomm, a keen anere wéi eise Wirtschaftsminister wäert Iech confirméieren, datt et quasi onméiglech ginn ass, nach nei Industrien nom traditionelle Muster an d'Land ze huelen. Net fir d'lescht, well do eis Léin, eise Lounniveau an eis Usprécher a puncto propper Ëmwelt a Liewensqualitéit einfach am Wee stinn.

Mä dat wëllt net heeschen, datt mer muer nëmme méi där mat de wäisse Collien hei erëmlafen hätten. Et gëtt och innovativ an ëmweltverdréiglech Industrien, déi souwuel vun hirer Dimensioun wéi vun hirem technologeschen Niveau hier duerchaus an eise Kader passen an déi dozou bäidroe kënnen, eisen industriellen Tissu méi zolidd ze maachen.

Mir hu schonn haut där Beispiller kéipweis bei eis am Land. Déi Betriber sinn zwar meeschtens als Zouliwwerer fir aner méi grouss Industrien täteg a sinn deenen dann och ausgeliwwert a musse sech hire Groussclienten, wéi am Moment d'Beispill vun der Autoindustrie weist, upassen. Mä grad well si net iwwergrouss sinn, si si flexibel an upassungsfäeg, wat hinnen dann och alt emol - noutfalls natierlech mat der Ënnerstëtzung vum Stat, wann dat sech sollt als néideg erweisen - iwwert d'Kriseläcker ewechhëllefe kann.

An da gëtt et nach all déi aner Aktivitéitsberäicher am Exportfeld, déi nach laang net um Enn vun hirer Entwécklung sinn. Aktivitéiten, déi sech am Donstkrees vun esou ekonomesche Lokomotive wéi der Cargolux, der ArcelorMittal, der SES oder och nach RTL opdi kënnen an déi duerchaus amstand sinn, eng zolidd Kontributioun zu eisem Bruttosozialprodukt an domat och zu eisem Wuelstand liwweren ze kënnen. An dat och am Liewen no dëser Kris.

Dat Ongläichgewiicht tëschent dem Wuesstum beim Emploi an deem bei der Wäertschöpfung, dat mer an de leschte Jore festgestallt hunn, huet eise Budgetsrapporteur Norbert Haupert zu där richteger Konklusioun geleet, nämlech där, datt mer méi op de qualitativen Aspekt beim Wirtschaftswuesstum setze mussen. Duerfir musse mer et fäerdeg bréngen, och carrément nei Pied ze trëppelen, sief et am Beräich vum E-Commerce, wou mer schonn e bësse méi laang kënneg sinn, oder an der Biomedezin, déi mer amgaang si mat amerikanesche Partner opzebauen.

Grad an deem Kontext - an do ginn ech eens mat menger Kolleegin vun Esch - sollte mer net vergiessen, datt mer ëmmerhin den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft fonnt hunn, well mer de Courage haten, eis dat formidabelt Instrument ze ginn, dat eis hëllefe wäert, weiderhin un der Spëtzt am Peloton matzefueren. Ech mengen eis Uni. Si ass bewosst esou konzipéiert ginn, datt si mat hirer cibléierter Formatioun op héchstem Niveau a mat hiren héichkarätege Chercheuren eis net nëmmen um akademesche Plang, mä och an ekonomescher Hisiicht virubrénge wäert.

Duerfir ass och keen Euro ze vill an dësem Budget fir d'Uni virgesinn. Dat ass gutt a richteg investéiert Geld. Mat eiser Uni hu mir d'Weiche fir d'Zukunft gestallt, fir muer, wann déi grouss Finanzkris, Här President, nëmme méi eng béis Erënnerung fir eis wäert sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Budgetsprojet 2009 ass ouni Zweifel dee Budget mat deene stäerkste politeschen Akzenter vun dëser Legislaturperiod. An a ronderëm dëse Budgetsprojet huet dës Regierung, dës Koalitioun am steierlechen an am soziale Beräich déi richteg Reformen an Ugréff geholl.

D'Seeche vum Sozialofbau, wat och bei dëser Debatt vum Här Gibéryen nach eng Kéier virgedroe ginn ass, ass definitiv iwwerholl. D'Mindestlounerhéijung den 1. Januar: Dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. De Rentenajustement den 1. Januar: Dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. D'Indextranche den 1. Mäerz: Doduerch stäerke mer d'Kafkraaft vun de Leit. D'Deierechtzoulag, déi verduebelt gëtt: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft. De Chèque-service an der Kannerbetreiung ab dem 1. Mäerz: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft.

(Interruption)

D'Ëmverdeelung vun den Arbeitnehmer- a Rentefräibeträg an en Nettosteierkredit: Dat bréngt de Leit méi Kafkraaft.

Mat enger impressionnanter Salve vu Sozialmoossname geet dës Koalitioun géint den Aarmutsrisiko vir, stäipt d'Kafkraaft a festegt déi sozial Kohesioun an dëser Gesellschaft.

(Interruptions diverses)

Mat der Upassung vun der Steiertabell ëm 9% kënnt et zu Erliichterungen an och zu méi Kafkraaft, grad och fir de breede Mëttelstand.

Une voix.- Vill ze spéit, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech kommen nach dorop ze schwätzen!

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert.

Une autre voix.- Jäizt net esou!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech weess, Dir héiert dat net gären,…

(Interruption)

…an d'ADR anscheinend och net. Mat engem Schlag ginn déi Kritiken, déi an de leschte Jore vun der Oppositioun zur Regierungspolitik geäussert gi sinn, mat grousser Iwwerzeegung gekontert.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass déi Politik, déi ee sech vun dëser Koalitioun erwaart, déi d'LSAP sech och vun dëser Koalitioun erwaart.

Déi Investissementer belafe sech op 1,77 Milliarden Euro. Dat si sage und schreibe 4,5% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. All prioritär Beräicher, ob dat d'Fuerschung ass, ob dat d'Schoul ass, d'Famill, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, ginn an dësem Investitiounsprogramm berücksichtegt.

Dës Politik läit och an der direkter Linn vun der Regierungserklärung zur Lag vum Land vum 22. Mee vun dësem Joer, déi ech deemools - zur Freed iwwregens vum Premierminister - als sozialdemokratesch Ried bezeechent hunn. Dëse Budget huet och déi staark Akzenter.

E Budget mat staarke politeschen Akzenter; mä de Budget 2009 huet och eng aner Facette. Et ass sonnerzweifel och dee Budget an dëser Period, deen am meeschte vun Onsécherheet gekennzeechent ass.

Vill huet sech gedoen an deene leschten zwee Méint. D'ökonomescht a soziaalt Ëmfeld huet sech verännert, an déi Evolutioun ass héchstwahrscheinlech nach laang net ofgeschloss.

De Budgetsminister Luc Frieden huet bei der Presentatioun den 1. Oktober an dësem Haus vum Budgetsprojet mat engem gewësse Stolz deklaréiert, dass de klassesche Budget fir d'éischte Kéier an dëser Legislaturperiod am Équiliber wäert ofschléisse mat 13 Milliounen Euro. Mir wëssen, dass de Minister héchstwahrscheinlech net wäert Recht behale mat där doter Ausso.

De Premierminister huet hei am Ufank vun dësen Debatten d'lescht Woch betount, dass et sécherlech net e positiven Ofschloss 2009 wäert gi vum Statsbudget, mä dass dee mat engem Defizit wäert ofschléissen. D'Zil ass also net onbedéngt erreecht, dass d'Administration publique am Joer 2009 am Équiliber wäert sinn. Vun engem Iwwerschoss vun 1,1% vum PIB ass den 1. Oktober Rieds gaangen. Stolz 429 Milliounen Euro sollten et sinn. Bei deenen dote Chiffere wäerte mer sécherlech net landen, wa mer den Ofschloss maache vun deem Joer 2009.

Zënter dem leschte Mëttwoch ass et och ganz kloer aus Regierungsmond bestätegt ginn: D'Realitéit 2009 wäert op eenzelne Punkten eng aner sinn, wéi déi, déi sech nach am Budgetsprojet 2009 erëmspigelt. D'öffentlech Finanze wäerte mat gewësser Wahrscheinlechkeet am Minus sinn. Dat ka keen hei zefridde stëmmen.

Et ass an där spezieller Situatioun vun 2009 awer och keen Drama, dass dat esou ass. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer en Defizit kënnen a mussen a Kaf huelen, wa mer wéilten eng Géigesteierung maache par rapport zu deene staarken negativen Tendenzen, déi am wirtschaftlechen, am finanziellen, am soziale Beräich op eis duerkommen.

Et ass wichteg an et ass d'Flicht vu jiddwerengem, dass mer eis selwer näischt virmaachen, dass mer och dobaussen de Leit näischt virmaachen, dass jiddwereen am Kloeren ass iwwert d'Tragweit vun der Kris, an där mer drastiechen, wou momentan nach kee preziist Enn ofzegesinn ass.

Ech sinn och frou festzestellen, dass mat der Entwécklung vun der Situatioun um Terrain, mat neie Projektiounen, déi och gemaach si ginn, och den Discours vun der Regierung sech am Laf vun deene leschte Méint adaptéiert huet. Den 1. Oktober war nach Rieds vun engem onsécheren Ëmfeld, an deem dëse Budget géif presentéiert ginn. Vu schwieregen Zäite war och Rieds.

Virun e puer Wochen ass fir d'éischt dat Wuert Kris offiziell vu Regierungssäit gebraucht ginn. An zënter e puer Deeg scheit sech och d'Regierung net, fir an dësem Zesummenhang vu Rezessioun ze schwätzen. Dat soll och keen Tabuwuert sinn.

Et ass evident: Mir schliddere gradesou wéi eis Noperen an eng ganz déif Finanz- a Wirtschaftskris eran; déi déifst, déi mer zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kannt hunn. Elo heescht et verantwortlech reagéieren a probéieren den Impakt vun där Kris mathëllefen ofzefiederen. Méi kënne mer net maachen.

Och wa mer gären alleguerte vum Primat vun der Politik geschwat hunn - de Premier huet dat och ganz ausféierlech gemaach bei der Presentatioun vum Budget -, wësse mer, dass d'Politik eleng och hei net alles ka bewegen. Mä si kann awer munches an déi richteg Richtung orientéieren. Dat gëllt net nëmme fir d'Offiederung vun den direkten Effete vun enger Kris, mä dat gëllt selbstverständlech och fir den Neistart, dee mer brauchen, positiv ze begleeden an och virzebereeden.

M. le Président.- Här Bodry, loosst Der zou, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hunn elo déi ganz Développementer vum Här Bodry matkritt. Ech wollt just froen, wat fir e Rapport dat hätt mat där Ausso, dass den Här Frieden jo en Zauberer wär?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mä ech kommen nach drop zréck, wann Dir mech géift ausschwätze loossen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ah, okay.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir sidd e jonke Mënsch an ëmmer presséiert, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen, Är Introduktioun geet jo net an déi Richtung, wéi Der an der Zeitung sot. Et ass ëmmer witzeg, wann d'Leit esou e bëssen…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech sinn emol nach net an der Halschent vu menger Ried.

M. le Président.- Här Bodry,…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir sidd gespaant. Et freet mech och, dass Der gespaant sidd iwwer meng Ried.

M. le Président.- …Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Loosst mech wann ech gelift meng Développementer hei zu Enn féieren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Et ass Hokuspokus.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Loosse mer mat der néideger Rou un déi Debatt do erugoen a loosse mer net hei a Virwahlhektik verfalen.

(Hilarité)

Och dat nervöst Laachen dréit net derzou bäi, fir en aneren Androck ze ginn.

Nodeem mer also déi lescht Jore vun alle Kräften hei eis Méi ginn hunn, kloerzemaachen, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Insel sinn, wou alles géif ronderëm eis an eng Richtung lafen, an zu Lëtzebuerg géifen d'Aueren anescht ticken, dass mer hei zu Lëtzebuerg Reforme brauchen, dass mer eis souwuel de Globaliséierungsrisike wéi och de Globaliséierungschancen als Lëtzebuerger Land musse stellen, sollte mer alles vermeiden, dass mer erëm hei an där Krisesituatioun, an där mer dra sinn, eng nei Inselmentalitéit opkomme loossen.

Ech fäerten, dass de Budgetsminister net onbedéngt Recht behält mat senger Aschätzung vum Oktober, wou hie gemengt huet, dass Lëtzebuerg d'nächst Joer op jidde Fall nach wäert en däitlech méi héije Wuesstum ausweisen, wéi eis direkt Noperen. Ech fäerte ganz, dass dat Bild, wat traditionell eigentlech e bëssen d'Bild vun de Finanzen zu Lëtzebuerg ausgemaach huet, net onbedéngt sech muss répétéieren.

Ech mengen, dass de Premierminister do scho richteg läit, wann en drop hiweist, dass Lëtzebuerg wéinst där verhältnismëisseg iwwergrousser Importenz, déi de Finanzsecteur op eis Ekonomie huet, sécherlech och riskéiert, iwwerproportional déif a besonnesch iwwerproportional laang ze leiden ze kréien ënner esou enger Kris an nach méi laang wäert un den Nowierkunge vun där doter Kris ze schaffen hunn.

Keen - selbstverständlech! - konnt dës Entwécklung prezis virausgesinn. Kee weess genau, wat 2009 geschitt, a scho guer net, wat 2010 geschitt. Mä eppes wësse mer: 2009 wäert kommen an 2010 wäert kommen; da musse mer eis also dorobber astellen an net waarden, bis et dann esou wäit ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Summer huet d'Regierung décidéiert, de Budgetsprojet, esou wéi en am Virfeld preparéiert ginn ass, bäizebehalen, obwuel sech eng wirtschaftlech Wend ofzezeechnen amgaang war. Dat ass an deem Moment richteg gewiescht, wéi mer awer weiderhi mussen eis bewosst ginn, dass eis Instrumenter fir Projektiounen an d'Zukunft ze maachen, fir Previsioun ze maachen iwwert d'Entwécklung vun eenzelne Parameteren zu Lëtzebuerg ongenügend sinn, a wéi mer eis och hei gemeinsam musse Gedanke maachen, wéi mer kënnen an ongewéinleche Situatiounen och e gestëmmtene Budget ofänneren am Laf vun engem Joer.

Dat ass eng Fro, déi sech jiddwereen hei am Haus gestallt huet an déi mer eis weider musse stellen.

Ech hunn drop higewisen, dass mer eng Suerg als Parlamentarier mussen hunn, an ech denken, dass déi hei gedeelt gëtt - dat war ëmmer d'Positioun vum Parlament: Dat ass de Wourechtkeetsgehalt vun engem Budget.

(Interruptions)

E Budget muss esou opgestallt sinn, dass en der Wourecht méiglechst no kënnt. Ech mengen, dat ass keng nei Iddi. Ech gehéieren zu deenen, déi schonn an den 80er Joren hei derbäi waren. Et sinn der net méi ganz vill hei am Haus. D'Zäiten, wou e François Colling, wou e Fernand Rau eigentlech zu den Haaptspriecher hei an dësen Debatte gehéiert hunn, an eng vun hire Suergen - an dat war d'Suerg ëmmer vun alle sukzessive Rapporteuren - war och de Wourechtkeetsgehalt vum Budget. Ech mengen, wann een esou eng Fuerderung stellt, da soll dat net belächelt ginn, da soll jiddwereen dat seriö huelen.

Dat muss selbstverständlech eng gemeinsam Suerg bleiwen. Och wa mer wëssen, dass et schwiereg ass, genau Aschätzungen ze maachen. Mä et gëtt Aschätzunge vun enger Banque centrale, et gëtt Aschätzunge vun der Cour des Comptes. Déi ginn Elementer, a wat fir eng Richtung dass sech wäert déi Entwécklung do maachen, an d'Regierung wäert sech an der Exekutioun vum Budget natierlech och deene Realitéite misse stellen.

Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass mer an där doter Fro als Parlament mat agebonne bleiwen. Dat ass keng Selbstverständlechkeet, well all Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, d'Tendenz huet natierlech, sech an esou Froe wëllen eng relativ grouss Manövréierfäegkeet ze behalen, fir schnell kënnen ze reagéieren, an net onbedéngt erpicht drop ass, fir all Schratt mam Parlament ofzeschwätze respektiv vum Parlament ofseenen ze loossen.

Ech sinn duerfir frou, dass no enger éischter Haltung, déi méi oflehnend war, d'Regierung sech konnt derzou duerchrénge fir ze soen, wat déi Fro vun der Verschëldung ugeet, gëtt d'Parlament net nëmmen informéiert, consultéiert, mä d'Parlament muss säin Accord ginn, fir déi Emprunten ze tätegen. Datselwecht gëllt elo, mengen ech, fir d'Weiderausféierung vum Budget.

Do ass et immens wichteg, dass d'Parlament mat ageschalt bleift. Net nëmmen informéiert gëtt iwwert dat, wat d'Regierung décidéiert huet, mä wierklech, dass mer do an e Prozess mat erakommen. An ech ka mer virstellen, dass iwwert déi nei geschafe Spezialkommissioun et wäert méiglech sinn, fir deen dote Prozess ze begleeden, an dass d'Regierung, wéi de Premier dat och versprach huet, wäert zu hirem Wuert stoen, dass d'Chamber besonnesch am Mäerz wäert eng allgemeng Debatt iwwert déi dote Froen nach eng Kéier ze féiere kréien, wann déi nei Positiounen, Prognosen, Stellungnahme vun der Europäescher Kommissioun ronderëm de Wuesstum an den eenzelne Länner vun der EU wäerte virleien.

Ech hunn an engem Artikel den Här Frieden als Zauberer bezeechent. Dat war eigentlech net als Frechheet geduecht.

(Interruptions)

Oder ass et eng Frechheet, den Här Frieden mat engem sympathesche Personnage wéi engem Harry Potter an Zesummenhang ze bréngen?

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen net!

Mä ech mengen, wou mer eis alleguerten hei eens sinn, an all Fraktiounsspriecher hu bis elo drop higewisen, dat ass, egal wéi den Numm vun deem nächste Budgetsminister ass, deejéinegen, deen d'Haaptresponsabilitéit - quitte dass et e kollektiivt Wierk ass - vun der Opstellung vum Budget 2010 an 2011 ze huelen huet, dee muss scho bal magesch Kräften hunn, fir dee Kraaftakt do op eng uerdentlech a propper Aart a Weis iwwert d'Bühn ze kréien.

(Brouhaha)

D'Opstellung vum Budget 2009 ass a mengen Aen e Kannerspill par rapport zu deem, wat wäert op déijéineg duerkommen, déi d'Responsabilitéit droen, wann et ëm d'Budgeten 2010 an 2011 geet, well et evident ass, dass sech an deene Budgete wäerten déi direkt Effete vun der Kris ganz anescht bemierkbar maachen, wéi dat am nächste Budget vum Joer 2009 ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat war och bei där leschter Kris, déi mer haten - dat war vill méi eng kleng an hirer Envergure vun de Joren 2000, 2001 -, net anescht. Do waren déi schwiereg Budgeten déi Budgete vun de Joren drop, an et ass och keen Zoufall, dass grad 2004 dat Joer eigentlech hei zu Lëtzebuerg war, wat déi schlechste wirtschaftlech Daten hat, wat déi schlechste Finanzdaten och praktesch hat, wou eigentlech dee bis elo gréissten Defizit vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg enregistréiert gi war. Dat waren d'Nowéie vun där Kris, déi eigentlech dräi Joer virdru louch. Deeselwechte Phenomeen riskéiere mer och dës Kéier ze kréien.

Mat enger Ausnahm allerdéngs, dat ass deen Apel fir den Duuscht. Erënnert lech un déi Diskussioun, déi mer viru fënnef Joer haten: Een Apel fir den Duuscht, deen deemools de Premierminister virgefouert huet, fir ze soen, mir hunn en Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht, do kënne mer elo drabäissen, da kënne mer déi schwiereg Period iwwerbrécken.

En Apel fir den Duuscht, dat waren déi okkult Steierreserven, déi do waren, mat eben net ofgerechneten Dekonten, mat den Haaptsteierzueler, mat de Banken, wou e Retard vun etleche Jore war beim Andreiwe vun eenzelne Steieren. Deen Apel fir den Duuscht, an dat mécht d'Saach esou schwiereg och dës Kéier, fir déi Situatioun déi nächst Joren ze händelen, ass net méi an deemselwechte Mooss do.

(Interruptions)

Deen ass ganz kleng ginn, well an deene leschte Joren net déi Reserve méi vu Steierscholde wäerten do sinn, déi ee kéint elo andreiwen. Virun allem awer: Wien huet déi Steierschold? Bei wat fir enge Betriber sinn d'Dekonten net gemaach ginn?

Dat sinn haaptsächlech erëm eng Kéier d'Banken, déi do matspillen. A mir sinn an enger Situatioun dran, wou de Stat muss äusserst virsiichteg sinn, wann en an dësem Moment géif mordicus probéieren, an engem Joer eng Rei vu Steierréckstänn op ee Schlag wëlle bei deene Banken anzezéien, déi selwer momentan a Liquiditéitsschwieregkeete stiechen. Et ass also eng ganz aner, vill méi heikel, vill méi komplex Situatioun, wéi mer se virun e puer Joer haten, an duerfir gëtt dat doten och vill méi schwéier, budgetär uerdentlech iwwert d'Bühn ze kréien, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

De Lëtzebuerger Konjunkturprogramm, dee mer an dee concertéierte Relanceprogramm vu ganz Europa erabréngen, besteet momentan ausschliesslech aus engem Statseffort, aus deenen Akzenter, déi am Statsbudget 2009 dra verankert sinn.

Ech hätt et perséinlech ubruecht fonnt, dass de ganzen öffentleche Secteur, de Stat, d'Établissements publics a sämtlech Gemengen hei an dee Bäitrag zu der Offiederung vum Schock vun der Wirtschaftskris mat agebonne gi wären. Mat dësem nationalen Effort, mat dësem nationale Kraaftakt vun der Relance hätt jiddweree kënnen an déiselwecht Richtung zéien.

D'Gemengen, ech wëll dat soen, am Joer 2008, haten extraordinär Budgeten am Total vun iwwer 500 Milliounen Euro. Dat ass en Impakt, deen net ze négligéieren ass. An do hätt ee sech kënne virstellen, dass am Virfeld Kontakter opgeholl gi wären, an ähnlech wéi et versicht ginn ass mam Pacte logement, dass an enger echter Partnerschaft mat den eenzelne Gemenge probéiert gi wär - an et ass vläicht net ze spéit, fir et ze maachen -, fir Projeten ze determinéieren, festzeleeën, déi d'Gemenge géifen a Partnerschaft mam Stat an deenen nächste Joren duerchzéien, virzéien, fir eben och iwwert deen dote Wee en zousätzlechen Input ze ginn an déi noutwendeg Relance respektiv déi noutwendeg Offiederung vum Schock vun der Wirtschaftskris, déi mer alleguerte wëlle leeschten.

Mir hunn als Gemengen déi klassesch Budgetscirculaire kritt, déi alles anescht wéi antizyklesch opgebaut ass, déi au contraire weider eng zyklesch Orthodoxie bréngt, wou gesot gëtt: Passt op, maacht net ze vill Ausgaben, verschëllt lech net, an alles, wat Der hutt, setzt dat wa méiglech an d'Reserven eran.

Dat ass jo awer e liichte Contraire vun där Politik, déi op nationalem Plang vun der Regierung fir de Stat préconiséiert gëtt.

Duerfir mengen ech schonn, dass een elo muss déi Zäit notzen, fir effektiv déi Gespréicher do tëschent dem Stat an de Gemengen ze féieren, fir also och kloerzestellen, dass dat e gemeinsamen Effort ass an dass en an déiselwecht Richtung geet.

Ech hu festgestallt, dass eenzel aner State vun der EU, wéi ënner anerem och Spuenien, och an hirem nationale Relancepakt eng Part vun de Gemenge mat erageholl hunn an de Gemengen zum Deel entgéintkommen, wa se gewësse Projeten elo maachen, och fir ze verhënneren, dass d'Gemenge sech iwwerschëlden an dësem Moment, wou se wëllen d'Handwierk, de Commerce, déi Kleng- a Mëttelbetriber ënnerstëtzen duerch eenzel Moossnamen, déi se maachen.

Besonnesch den Déifbau schéngt jo an eng schwiereg Situatioun kënnen eranzegeroden. Grad am Déifbau si jo awer eng Rei vu Projeten op Gemengesäit. Dat wär also de richtege Secteur, wou ee mat zousätzlechen Effortë kéint usetzen. Nach muss een de Kontakt mat de Gemenge sichen, nach muss ee gemeinsam an déi dote Richtung wëlle goen.

D'Regierung huet ugekënnegt, dass eng nei Circulaire géif un d'Gemenge kommen. Ech wär awer frou, wann et net bei enger Circulaire bléif, mä wann och wierklech déi perséinlech Kontakter gesicht géife gi mat dem Gemengesecteur, fir dass mer do zerguttst en nationale Plang kënnen ausschaffen, wou sämtlech öffentlech Acteure mat involvéiert ginn a selbstverständlech och hire Bäitrag leeschten.

Vill Gemengen hu fir sech selwer décidéiert, an déi dote Richtung ze goen. Mä et wier nach besser, wann een dat Ganzt géif bündelen, fir esou och den Impakt nach no baussen ze vergréisseren.

Ech wär zum Schluss frou, wa mer an där ganzer Diskussioun alleguerten, egal wie mer sinn, bescheide géifen optrieden. Keen huet Patentrezepter hei an der Hand a kee ka genau virausgesinn, wat op eis duerkënnt.

Ech géif mer virun allem och wënschen, dass mer alleguerten hei manner ëmmer géife vun „ech, ech, ech" schwätzen; vun „ech maachen dat; ech weess, wéi et geet" schwätzen, mä dass mer ganz vill vun „mir" géife schwätzen, well ouni den „mir" komme mer hei net vum Fleck. Ouni dat Zesummestoen, dat Um-gemeinsame-Strack-Zéien an engem gewëssene Mooss komme mer net vum Fleck a kënne mer u sech dëst Land net sécher aus der Kris féieren.

Dat ass dee Wonsch, deen ech hätt. Dat hei huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, mä dat hei geet ëm d'Interesse vum Land.

Merci.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Däerf ech dem Här Bodry eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo, wann den Här Bodry d'accord ass.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Bon, Merci. Här Bodry, Dir hutt hei vun éierlecher Budgetspolitik geschwat, an do hutt Der gesot an eeschthaft gemengt, dass elo d'Opbesserung vum Mindestloun an d'Opbesserung vun de Renten e Mérite vun dëser Regierung sinn. Ech mengen dat net. Ech mengen, éierlechkeetshalber muss ee soen...

M. le Président.- Här Jaerling, entschëllegt, Dir kënnt elo hei keng Ried halen. Ech hätt gär, dass Der déi Fro géift stellen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech hu se jo gestallt. Ech hunn d'Fro gestallt, ob den Här Bodry wierklech mengt, dass d'Opbesserung vum Mindestloun a vun de Renten de Mérite vun dëser Regierung ass oder...

M. le Président.- Dann zur Fro...

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Da loosst mech, wann ech gelift, och meng Fro fäerdeg stellen.

M. le Président.- Jo.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- ...ob et net esou ass, dass et eng normal Upassung ass un d'Lounentwécklung an also kee Mérite vun dëser Regierung. Also, et soll ee sech dann och net mat Saache bretzen, déi...

M. le Président.- Entschëllegt, elo ass Är Fro awer fäerdeg. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Da verbitt mer eng Fro ze stellen an Zukunft! Et ass dach awer einfach.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech géif gär eng Géigefro stellen an de Kolleeg Deputéierte froen, ob e mer ka vill Länner hei an Europa nennen, déi an dësem Moment esou Aktioune maache wéi déi, déi hei festgeluecht gi sinn, déi op den 1. Januar vum nächste Joer esou massiv...

(Interruption)

...Erhéijunge vum Akommes vun de Leit décidéieren.

Et ass eng Décisioun vun der Chamber, wëll ech soen. Mir wäerten deemnächst e Gesetz doriwwer stëmmen. An ech menge schonn, dass dat e wichtege Mérite ass vun dëser Koalitioun, fir an dëser Situatioun op deem dote Punkt fest ze bleiwen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo ass d'Froestonn eriwwer, a mir kommen...

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Den Här Bodry soll och elo op meng Fro äntwerten.

M. le Président.- Den Här Bodry huet geäntwert, Här Jaerling. Elo komme mer un de leschte Riedner vun der Debatt, an dat ass den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech och dem Budgetsrapporteur, dem Här Norbert Haupert, Merci soen a him félicitéiere fir säin exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport. Ech hat jo och, wéi vill Virriedner viru mir hei op der Tribün, eng Kéier d'Éier, Budgetsrapporteur ze sinn, a weess och, wéi vill Aarbecht derhannert stécht, mä ech géif awer soen, datt et dëst Joer bal duebel esou schwéier war wéi déi Jore virdrun. Duerfir him nach eng Kéier ganz vill Merci!

Wéi de Budget fir d'Joer 2009 vum Ressortminister Luc Frieden den 1. Oktober hei an der Chamber presentéiert gouf, wosst nach keen esou richteg, wat géif op eis duerkommen. D'Finanzkris war grad zu Lëtze-

buerg ukomm, a verschidde Banken hu missen zu deem Zäitpunkt d'urgence vum Stat ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir se virum Kollaps ze retten. All gudden Dag si mer mat neien negativen Noriichte konfrontéiert ginn. D'Bourssë sinn an de Keller gerutscht an esou weider an esou fort, mat all deem hannendrun, wat mer bis elo kennen an och wat mer bis elo nach net kennen.

Och wa mer net an enger Glaskugel eis Zukunft kënne virausgesinn, deemno och keen Hellseher sinn, esou hunn déi lescht Wochen eis awer gewisen, wou mer wäerten histeieren an a wéi eng Richtung den Zuch fiert: vun enger Finanzkris hin an eng weltwäit wirtschaftlech Rezessioun, déi vu Land zu Land ënnerschiddlech dierft ausfalen, a vun där Lëtzebuerg dann och héchstwahrscheinlech méi oder manner staark betraff wäert ginn.

Éischt Unzeechen, datt eis Wirtschaft lues a lues awer an d'Stocke geréit, gesäit ee virun allem bei eise groussen exportorientéierten Entreprisen. ArcelorMittal, Goodyear an DuPont de Nemours si stellvertriedend fir e sëlleche Betriber hei zu Lëtzebuerg, emol méi klenger, emol méi grousser, déi direkt oder indirekt vun dëser wirtschaftlecher Kris betraff sinn. Entweder hunn dës Betriber Kuerzaarbecht ugefrot oder d'Produktioun fir eng gewëssen Zäit gestoppt respektiv si fänken un, Personal ze entloossen oder an de Congé partiel ze schécken. Dat alles awer sinn Unzeeche vun enger wirtschaftlecher Depressioun.

Wat fir déi grouss international Betriber zielt, zielt och virun allem fir eis Lëtzebuerger Mëttelbetriber aus dem Handel an och aus dem Handwierk. Betriber also vu fënnef, zéng oder zwanzeg Leit.

Vun hinne gëtt net esou vill an der Press geschwat, wa se an d'Labränte geroden, mä gleeft mer, Här President, si sinn direkt betraff, wann d'Wirtschaft den Hick kritt, wann et net méi ronndréint a wa par la force des choses néi Opträg ausbleiwe wäerten.

Wann de Client kee Vertraue méi huet a veronséchert ass, méi zréckhalend gëtt, fir ze consommëieren, a sech, fir gréisser Investitiounen ze tätegen, och zréckhält, da kréien dat eis Kleng- a Mëttelbetriber souwuel aus dem Handwierk wéi och aus dem Commerce méi séier ze spiere wéi anerer.

Vertraue schafen ass deemno an dësen Zäiten enorm wichteg. Hei muss d'öffentlech Hand, dat heescht de Stat sougutt wéi och d'Gemengen, mam gudde Beispill virgoen a souzesoen eng Virreiderroll spillen.

D'lescht Woch huet de Budgetsminister, den Här Luc Frieden, am Kader vun der Budgetsdiskussioun annoncéiert, datt Mëtt Januar eng Tripartite soll ageruff ginn.

Doropshin huet ronderëm d'Diskussioun ëm d'Kreatioun vun enger Spezialkommissioun an ëm dee vun der DP virgeschloene Budget rectifié mäi Fraktiounspresident, de Michel Wolter, gemengt, ob et net besser wier, d'Chamber direkt via déi eenzel Fraktiounspresidenten un dësen Tripartitesdiskussiounen deelhuelen ze loossen.

Ech ënnerstëtzen dës Fuerderung zu honnert Prozent a wëll se duerfir nach eng Kéier stellen a se der Regierung nach eng Kéier mat op de Wee ginn.

De Premier huet a sengem Discours gesot, zesumme kënne mer et packen, dës Kris ze iwwerwannen. Ech denken, datt e Recht huet. Mä wann déi Chamber sech hei aktiv abrénge soll, da muss se och bei den Diskussioune mat um Dësch sëtzen, soss lafe mer Gefor, heibannen eng Zopp ze kachen, mä ouni Geméis dran.

Mir begréissen als CSV ausdrécklech d'Ausriichtung vun dësem Budget, deen esou opgestallt ass, fir dem Rezessiounstrend entgéintzewierken an de Leit dobaussen hiert Vertrauen ze stäerken.

Et ass e Budget, deen de Leit hir Kafkraaft soll stäerken, e Budget, deen et deene Leit, déi manner finanziell Mëttelen hunn, erlabe wäert, fir besser iwwert d'Ronnen ze kommen. An domat sinn ech ganz d'accord mat deem, wat mäi Virriedner, den Här Bodry, éineschters gesot huet.

Här President, mir stäerke mat dësem Budget iwwert de Wee vu geziilte Steiermoossnamen d'Kafkraaft vun de Leit. Ech denken do zum Beispill un d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Ech denken do un d'Ersetze vun de Steierabattementer fir d'Loun- an d'Pensiounsempfänger a vun deene vun den Elengerzéier duerch Steierkreditter.

Mir begréissen, datt d'Regierung dës Abattementer a Steierkreditter ëmwandelt, well ëmmerhin 38% vun de Ménagen hei am Land keng Steiere bezuelen an deemno och ni bis elo vun de grad genannten Abattementer konnte profitéieren.

Vun dësen neie Mesurë profitéiert elo all Mënsch, mä am meeschten awer déi Leit an deenen niddregen Akommeskategorien an déi Pensionéiert, déi méi kleng Renten hunn. Net ze vergiessen d'Upassung vum Mindestloun an déi vun de Pensiounen ëm 2%.

Eent ass kloer: D'Kafkraaft vu jiddwer Eenzelne gëtt mat dëse Mesuren net nëmmen erhalen, mä gëtt souguer gestäerkt. Eng Kafkraaft, déi an de leschte Joren iwwregens konstant an d'Luucht gaangen ass. Richteg ass, datt se a verschiddene Jore méi séier an an anere méi lues gestiegen ass, mä et ass ni zu engem reelle Kafkraaftverloscht komm. D'Zuele beweisen dat ganz eendeiteg. Nozeliese si se am schréftleche Rapport vum Budgetsrapporteur.

Den Norbert Haupert huet dës Chiffere jo awer net erfonnt, mä hien huet sech bei senge Berechnungen op d'Zuelematerial baséiert, dat hie vun der Steierverwaltung zur Verfügung gestallt krut.

Duerfir, Här President, wann ech dann awer gëschter den Här Meisch hei héieren hunn, dee sech op eng Ëmfro berifft, wou 60% vun de Leit soen, d'Kafkraaft hätt an de leschte Jore staark nogelooss, well alles méi deier ginn ass, da kann ech jo do awer wierklech nëmme méi de Kapp rëselen.

Wien heibanne seet dann net, wann e gefrot gëtt, datt - ausser engem Handy zum Beispill - am Laf vun de Joren alles méi deier gi wär? Wie seet dat net?!

Den Här Meisch schéngt dobäi ze verkennen, datt d'Kafkraaft net nëmmen op der Deierecht vun de Wuere gemooss gëtt, mä awer och op den Déngschtleeschtunge gemooss gëtt an op deem, wat e Mënsch oder Leit am Land fir Duerchschnëttsakommessen hunn.

An esou en Exercice huet de Rapporteur opgrond vun Zuelen, déi hie vun der Steierverwaltung geliwwert krut, gemaach. D'Zuele gi vun engem Duerchschnëttsakommes aus, dat hei am Land virun aacht Joer verdéngt ginn ass, a vergläichen dat mat dem Duerchschnëttsakommes vun haut. De Vergläich dréit der Evolutioun vun de Léin, vun de Familljenzoulagen, vun der Steierlaascht, vun de Soziallaaschte Rechnung an dat Ganzt ass iwwert déi aacht Joer inflatiounsberengegt ginn.

Nëmmen esou kann een, Här President, e valable Vergläich ustellen, wat d'Kafkraaft ugeet.

De Budgetsrapporteur schwätzt hei vun enger Kafkraaftaugmentatioun vu 50% bannent deene leschten aacht Joer. Zu deeneselwechte Konklusioune kënnt iwwregens och de Statec a senger Note de conjoncture vum Februar 2008, wou hie sech intensiv mam Pouvoir d'achat och beschäftegt huet.

Mam Accord tripartite ass den Index zum Deel ausgesat, zumindest zäitlech verschobe ginn. Dat ass engersäits aus budgetäre Grënn geschitt, mä en anere Grond, deen ugefouert gouf, ass, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken. D'Sozialpartner hunn zesumme mat der Regierung dësen Accord ausgehandelt a si hale sech och drun, an ech fannen et och richteg, datt dat esou ass.

Aus renger Betribssiicht kann een elo soen, datt dat selbstverständlech an dëse schwieregen Zäiten eng finanziell Entlaaschtung ass. Kuckt een dës Aussetzung vum Index awer aus der Siicht vum Arbeitnehmer, ass et mat Sécherheet en temporäre Kafkraaftverloscht, haaptsächlech fir déi Leit mat deene méi klengen Akommessen.

Eng indirekt negativ Inzidenz huet et awer och fir d'Betriber aus dem Handwierk an dem Commerce, well d'Leit einfach manner Suen hunn, fir dann och auszeginn, an deemno och manner Gelder iwwert dëse Wee wäerten an d'Betriber fléissen.

Et ass deemno, Här President, och en zweeschneidegt Schwäert, dat bei héijen Akommessen net esou an d'Mooss fält, wéi dat bei deene klengen Akommessen de Fall ass. Duerfir sinn ech duebel frou, datt dëse Budget zolidd Moossname virgesäit, déi dësen temporären Ausfall vum Index bei klenge Revenuë méi wéi kompenséieren.

Wéi gesot, d'Feststellung ass déiselwecht. Iwwert déi lescht Joren hate mer et ëmmer mat engem positive Wuesstum vun der Kafkraaft ze dinn. Déi Leit, déi dat net wëlle wouerhunn, aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer, an och net dorunner gleewen, wat ech hei zielen, déi kënne sech emol mat der Lecture vum Statec senger Note de conjoncture, wéi se am Budgetsrapport opgefouert ginn ass, beschäftegen. Ech kann deenen déi Lecture nëmme recommandéieren.

Wéi scho gesot, hu mer e Budget virleien, fir ënner anerem d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Duerch d'Upassung vum Steierbarème an d'Aféiere vun de Steierkreditter hunn d'Leit dat nächst Joer 440 Milliounë méi Suen an der Täsch, fir ze consommëieren.

Dës Sue ginn awer net mat der Stränz iwwert d'Land verdeelt, wéi verschidde Leit dat mengen, mä si gi ganz selektiv ausgedeelt.

Firwat soen ech selektiv? Dës Mesurë komme wuel alle Schichte vun eiser Bevölkerung zegutt, mä virun allem awer deene mat deene méi klengen Akommessen, well si konnte bis elo net vun alle Mesurë profitéieren, haaptsächlech net vun de Steiermesuren. Hei befaasst sech dëse Budget mat enger fundamental neier Steierpolitik.

Vun dëser Kafkraaftstäerkung profitéiert awer net nëmme jiddwer eenzelne Bierger. Si kann och indirekt eise Kleng- a Mëttelbetriber aus dem Handwierk an dem Commerce hëllefen, dës wirtschaftlech schwéier Zäite besser ze iwwerstoen. Dat awer nëmmen, wann déi 440 Milliounen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, net an d'Ausland exportéiert ginn. Dat heescht, wa se hei zu Lëtzebuerg consommëiert ginn. Mir kënnen awer nëmmen hoffen, datt dat esou ass. Mir kënnen och - jiddwer Eenzelne vun eis heibannen - d'Leit dozou opruffen, mä garantéiere kënne mer dat allerdéngs net.

Well dat esou ass, huet d'Regierung och décidéiert, d'Steier zugonschte vun den Entreprisen ze senken. D'Regierung proposéiert hei, de Steiersaz vun der Kollektivitéitssteier vun 22 op 21% erofzesetzen an d'Taxe d'abonnement ofzeschafen. Haaptobjektiv vun dëser Mesure ass, d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber ze verbesseren an eist Land als Standuert fir bestehend Betriber a fir nei Entreprisë méi attraktiv ze gestalten. Mëttelfristeg soll déi duerchschnëttlech Gesamtbetribsbesteierung souguer bei 25,5% landen.

Ee Punkt, deen a mengen Aen haaptsächlech iwwert d'Kris ewechhëllefe wäert an esou d'Betriber startklar hält, fir net dee richtegen Zäitpunkt ze verpasse bei enger méiglecher Relance, ass de Fait, datt d'Regierung décidéiert huet, déi staatlech Investitioune weiderhin op engem ganz héijen Niveau ze halen.

An dësem Kontext huet de Premier och d'Gemengen opgefuerdert, den Invest net ze ralentisséieren.

Am Ganze gëtt déi öffentlech Hand d'nächst Joer 1,77 Milliarden Euro fir Investitiounen aus. Dat ass nach eng Kéier eng Steigerung par rapport zu 2008. Investéiert gëtt primär an den Héichbau, de Stroossen- a Schinnebau, a Schoulen, Altersheemer a Kläranlagen. Investitiounen alles, wou och de Mëttelstand direkt an indirekt dovu profitéiere wäert.

Deen héije Volume un Investitioun kann awer nëmme weider getätegt ginn, well mer eis an de leschte Joren en Apel fir den Duuscht ugeluecht haten. Grad an dëse méi schwieregen Zäite gesäit een, datt déi virsiichteg a wäitsiichteg Finanzpolitik vun der Regierung, déi an der Vergaangenheet ageschloe ginn ass an déi vu ville Säiten ëmmer erëm op en Neits kritiséiert gouf, schlussendlech dach awer déi richteg war.

Hätte mer a gudden Zäiten en Deel vun de Plus-valuen net op d'Säit geluecht, a se wieren an de kuerzfristege Konsum gewandert, esou wiere mer haut vill manner gutt opgestallt, fir där bevirstehender Kris och kënnen entgéintzewierken.

Här President, mir mussen awer och derfir suergen, datt dës Gelder esou séier wéi méiglech bei eise Betriber ukommen. Duerfir begréissen ech ausdrécklech dem Premier seng Ausso vun der leschter Woch, datt d'Renovéierungs-, Reparatur- an Ënnerhaltsaarbechte vun den nächsten dräi Joer am öffentleche Secteur am Joer 2009 sollen, esou wäit wéi dat nëmme méiglech ass, virgezu ginn.

Dës Investissementer sollen och an Ëmweltprojete fléissen, wéi zum Beispill der Albausanéierung, der Wärmedämmung, etc. Dat si konkret Mesuren, net nëmme fir den Ëmweltschutz, mä et ass och eng Chance fir de Mëttelstand, well de Beräich vun den Ëmwelttechnologië wäert an Zukunft weider wuessen an deementspriechend och nei Aarbechtsplaze schafen an hëllefen, bestehend Aarbechtsplazen ze erhalen.

Dës Décisioun ass extrem wichteg fir eis Betriber, well wann hir Carneten eidel sinn an nei Opträg ausbleiwen, da geet et ganz séier ëm d'Iwwerliewe vun deem engen oder anere Betrib. Betraff sinn dann als Éischt déi kleng Betriber, well keen Usträicher, kee Schräiner, keen Elektriker kann op Dauer ouni Commande liewen.

An dësem Kontext kommen ech och net derlaanscht, d'Zahlungsmoral vum Stat unzediskutéieren. Huet e Betrib, deen a momentane Schwieregkeeten ass, eng Aarbecht kritt, ass dat en Deelaspekt an ass och luewenswäert. Et ass en Aspekt, fir kënnen ze iwwerliewen. Deen aneren Deel sinn awer d'Finanzmëttelen, déi hie brauch, fir weider aktiv ze sinn an och weider aktiv ze bleiwen. Gëtt deemno eng gemaachten Aarbecht eréischt no dräi bis véier Méint bezuelt, hëlleft dat deem betraffene Betrib net der Däiwel weider.

Duerfir, Här Minister, maacht alles, wat an Ärer Muecht steet, fir d'Zahlungsdélaien esou kuerz wéi méiglech ze halen. Et ass enorm wichteg fir eis Betriber, just grad an där heiteger Zäit. E Betrib, deen aus konjunkturelle Grënn seng Diere muss zoumaachen, deen ass, Här President, definitiv fort. A mat him och déi derzougehéierend Aarbechtsplazen.

D'Regierung hélt an dësem Kontext kloer hir Responsabilitéit a suergt duerch eng aktiv a cibléiert Politik, datt Aarbechtsplazen esou wäit wéi méiglech erhale bleiwen an deemno och net vernicht ginn. Dat ass extrem begréissenswäert, well hanner all verluerener Aarbechtsplaz hänkt och ëmmer e perséinlecht Schicksal.

Mir kënnen eis et net leeschten, datt Leit onverschëllt an de Chômage falen. Ze vill Chômage ass och schlecht fir de soziale Fridden am Land. Dofir musse mer mat alle Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, eis Betriber an dëser schwiereger Zäit begleeden an och ënnerstëtzen.

De Wëlle vun der Regierung, mat Steiermesuren, mat héijem Invest, mat verbesserten Hëllefe beim Astelle vun enger Persoun, déi fir de Moment am Chômage ass, dem Mëttelstand a schwieregen Zäiten de Réck ze stäipen, gëtt och duerch d'Bank vun de Beruffskummere positiv begréisst.

D'Regierung huet kloer erkannt, datt d'Situatioun eescht wär, datt ouni en Agräife säitens der öffentlecher Hand vill Kleng- a Mëttelbetriber riskéiere géifen, an d'Labränten ze geroden. Esou oder ähnlech lautend Sätz waren aus dem Mond souwuel vum President vun der Chambre des Métiers ze héieren, wéi och vum Direkter vun der Fédération des Artisans. Mir als CSV deele selbstverständlech déi Analys.

Ee Wuert nach zum Budgetsminister, dem Här Luc Frieden, dee jo an engem Zeitungsreportage - an elo ass et eigentlech schued, datt den Här Bodry net méi hei ass - vum honorabelen Här Bodry als Zauberer dohigestallt gouf an als solchen och betitelt gouf. Den Här Bodry huet dat elo zwar e bësse relativéiert an hien huet et dohigestallt: Et wär eng Liebkosung gewiescht. Da loosse mer dat dobäi.

(Hilarité)

Obschonn ech mer jo kënnt wënschen an där heiteger Zäit, datt den Här Frieden en Zauberer wär.

(Interruption)

Da wär jo alles vill méi einfach.

Une voix.- D'Zauberer sinn am Zirkus.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech géif mer wënschen, den Här Bodry hätt Recht, an den Här Frieden wär en Zauberer, dann hätte mer an där heiteger schwiereger Zäit vill manner Schwieregkeeten ze bewältegen.

(Interruption)

Mä ech wëllt den Här Bodry hätt Recht.

Scho laang ier de Budget déposéiert gouf, hu missen déi eenzel Previsioune gemaach ginn, fir de Budget opzestellen. Dat weess och den Här Bodry. Hie war jo schliesslech och an der Regierung, oder eng Kéier an der Regierung.

Une voix.- Zweemol!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Zweemol war hien an der Regierung. Dann hunn ech mech jo nach gëiert.

(Interruption)

Den 1. Oktober gouf de Budget déposéiert. D'Previsiounen hu misse virdru gemaach ginn, an dat alles zu enger Zäit, wou d'Finanzkris sech nach net an deem Mooss ofgezeechent hat, wéi dat haut de Fall ass. Kee konnt zu deem Zäitpunkt genee soen, wéi d'Situatioun sech géif entwéckelen; keen Zauberer an och keen Hellseher, well där gëtt et der jo mëttlerweil och ëmmer méi heibannen, grad wéi och dobaussen.

Ech hunn den Här Gibéryen elo héieren. Dee gehéiert neierdéngs och elo zu den Hellseher, well dee kann haut scho soen, datt keng Dividendë vun der Fortis géifen iwwert déi nächst Joren ausbezuelt ginn. Et ass eigentlech lukrativ. Et kënnt een eigentlech drop kommen, fir dem Här Gibéryen ze soen, hie soll Privatberoder ginn. Dann hätt een am Prinzip mat sengem Privatgeld wéinstens keng Schwieregkeeten.

(Hilarité)

Jo, et ass eigentlech schued, datt hien net méi hei ass, well hien hätt bestëmmt elo intervenéiert.

De Premier huet selwer d'lescht Woch hei an der Chamber gesot, all déi Leit sollen opstoen an de Fanger weisen, déi wéissten, wat fir eng Situatioun a puncto Finanzen a wat fir eng Situatioun a puncto Wirtschaft mir ausganks Januar hei zu Lëtzebuerg hätten. Ech hunn net gesinn, datt ee sech gemellt hätt. An et ass mer och net bekannt, datt ee sech duerno gemellt huet.

(Interruption)

Neen. Au contraire, et ass awer an der Finanzkommissioun unanime - an ech betounen „unanime", och wa sech haut net méi jiddwereen drun erënnere wëllt -; Fakt ass awer, datt et unanime festgehale ginn ass, de Budget, wat d'Recetten ubelaangt, net ze änneren an den Invest op deem bekannt héijen Niveau ze loossen.

Et war och an där Finanzkommissioun keng Rieds, fir d'Steieren unzehiewen anstatt se erofzesetzen, och net fir déi Steierkreditter réckgängeg ze maachen. Mir maachen dat net an - dat soen ech - dat ass och richteg esou. Wohlwissend awer, datt dëse Budget, wann déi prévisibel Recetten net géifen erreecht ginn, mat engem Defizit, dee méi oder manner grouss wäert sinn, dann ofschléisse kann.

Dofir, Här President, wëll ech dem Här Bodry nach eng Kéier soen: Den Här Frieden ass keen Zauberer. Hien ass au contraire e Minister, dee mat ganz vill Kompetenz a mat ganz vill Responsabilitéit a virun allem awer mat engem ganz gesonde Mënscheverstand dëse Budget géréiert an och ëmsetze wëllt.

Kuckt emol, Här President, wann een elo dat ganzt lescht Joer d'Leitartikelen am „Tageblatt" gelies huet, da konnt een…

(Interruption)

Jo, mir liesen dat och.

…a regelméissegen Ofstänn liesen, datt masseg Geld do wier, datt den Index direkt erëm misst hiergestallt ginn, datt d'Statskeese voller Geld wieren an d'Geldrecetten nëmme géifen esou spruddelen. Ech wëll dem Leitartikler hei kee Virworf maachen an hie wéinst senger Meenung kritiséieren, muss awer feststellen, datt hie sech a méi wéi engem Punkt gëiert hat an datt och hie keen Hellseher ass.

Also, Här Sold, verlaangt déi hellseheresch Fäegkeeten an dësen extrem schwieregen Zäiten och net vun den CSV-Kassenwarten; wéi Dir déi Häre Juncker a Frieden jo gär betitelt. Si alle béid hu wuel ganz vill Kompetenz - ech hunn dat scho gesot - an dëser Matière, ganz vill Responsabilitéit an dësem Domän a virun allem och dee gesonde Mënscheverstand, deen ech scho fir dës Matière gesot hunn.

Mä, Här Sold, esou leed wéi et mer deet, et si keng Hellseher. A fest steet och säit haut, Här Sold, datt Dir och net méi d'Fäegkeet hutt, an der Glaskugel kënnen ze liesen.

(Interruption)

Ass dat Iech geschitt, Här Goerens? Well ech héieren nëmme Luef vun Iech. Ech héieren nëmme Luef bei der DP iwwert den Här Goerens. Do ass seelen een, dee sech beklot iwwert den Här Goerens.

Une voix.- Jiddweree passt sech un.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Da wësst Dir, wéi et ass.

(Interruption)

Also, Här President, Spaass bei Säit. Mir mussen och oppassen, eis Betriber net iwwerméisseg mat neie Bestëmmungen ze belaaschten an hinnen zousätzlech Steen an d'Been ze leeën. Dozou gehéiert sécherlech och d'Simplification administrative.

Deeler vun der Oppositioun fuerdere jo an dësem Kontext, datt elo ee Minister misst fräigestallt ginn, fir sech exklusiv dëser Problematik ze widmen. Ech wëll just nëmmen drun erënneren, datt mer mam Minister Fernand Boden dëse Minister schonn hunn, deen zesumme mam Wirtschaftsminister Jeannot Krecké am Beräich vun der Simplification administrative Neel mat Käpp mécht.

Ech erkläre mech och. Den 10. Oktober d'lescht Joer hate mer eng Consultatiounsdebatt hei an der Chamber iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber a säin Aktiounsplang, duerch deen d'Weeër tëschent de Ministèren, de Verwaltungen an de Betriber méi schnell solle ginn a virun allem och manner opwändeg solle ginn.

Net méi spéit wéi elo de 6. November huet de Mëttelstandsminister op enger Pressekonferenz en éischten Tëschebilan vun der Ëmsetzung vun dësem Entfesselungsplang gemaach. Vun deene 76 virgesinnenen Aktiounen, déi dëse Plang huet, sinn der mëttlerweil 50 Stéck ëmgesat ginn, 17 anerer sinn an der Realisatioun a néng mussen der nach an Ugréff geholl ginn. Ech denken, et contestéiert keen heibannen, datt dat awer e ganz positive Bilan ass.

Wann dann elo kuerzfristeg par la force des choses nei konkret Mesurë misste geholl ginn, fir de Mëttelstand ze entlaaschten, da sinn ech der Iwwerzeegung, datt d'Regierung déi och wäert huelen. Datt dës Regierung capabel ass, richteg a séier ze handelen, dat huet se, denken ech, an de leschte Wochen a méi wéi engem Dossier ënner Bewäis gestallt. Mir loosse jiddefalls de Mëttelstand net am Ree stoen.

Als Konklusioun kann ee festhalen…

Une voix.- Hien ass schonn zoppnaass.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech denken net. Esou wéi ech d'Wierder héieren hu vum President vun der Chambre des Métiers a vun der Fédération des Artisans, mengen ech net, datt et esou ausgesäit, datt hien zoppnaass wär, souguer net bei dem Administrativen. Dir liest dat net, Här Gira, wann ech dat esou kucken. Mä ech liesen dat awer. Mech interesséiert de Mëttelstand wahrscheinlech och méi wéi lech.

(Interruption)

Jo, mä Här Goerens, ech wëll Iech just zum Thema administrativ Weeër verkierze soen. Mir haten elo eng Travaux-publics-Kommissioun. Do war en administrative Wee esou kuerz: aacht Deeg. Dunn huet d'DP-Fraktioun gemengt, dat wier ze kuerz, dee misste mer verlängeren. Dat zu den administrative Weeër. Mir si bei den aacht Deeg bliwwen.

(Interruption)

Mir sinn där Meenung, datt dat laang genuch gewiescht wär.

Ech mengen, d'Madame Loschetter kann et bestätegen. Si war och do.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hätte gär eng exhaustiv Lëscht vun all deene Projeten, déi anscheinend trainéieren a vun deenen déi eng Ministere soen, déi aner géifen hir Aarbecht net maachen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, ech kommen zum Schluss als Konklusioun. Déi administrativ Chargë weider reduzéieren an no Méiglechkeet keng nei weider schafen. Et kann net all eenzelne Betrib konkret an individuell Hëllefe kréien. Dat geet net.

De Programm muss sinn: den Invest héich ze halen; verschidden Aarbechte virzezéien; esou schnell wéi méiglech dem Betrib déi Gelder, fir déi hien dann och geschafft huet, zoukommen ze loossen; d'Kafkraaft selbstverständlech héich ze halen; de Konsum unzekuerbelen; a schlussendlech déi verschidde Steiermoossnamen, déi punktuell Entlaaschtung bréngen, en musique ze setzen.

Här President, ech sinn der Meenung - a mat mir selbstverständlech och d'CSV-Fraktioun -, datt dëse Budget déi richteg Äntwerten op déi aktuell Froe gëtt. E setzt déi Akzenter, déi elo gebraucht ginn, fir eng bestehend Wirtschaftskris ze iwwerbrécken, d'Vertrauen an de Bierger ze stäerken an d'Ekonomie ze relancéieren. Wa Lëtzebuerg och net eleng zoustänneg ass fir eng Relance, esou mussen awer eis Betriber startklar sinn, wann et zu engem neien Opschwonk an dësem Domän kënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm fir déi weider Diskussiounen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.31 heures)

Mercredi, 10 décembre 2008

SÉANCE 16

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget (répond à MM. François Bausch et Charles Goerens)*

2. 5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg
- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

4. 5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval
- *Rapports de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Lucien Clement, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (répond à Mme Lydia Mutsch)*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer zum Ofschloss vun den Debatten iwwert de Statsbudget. D'Wuert huet elo den Här Budgetsminister Luc Frieden.

(Interruptions)

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ech géif Merci soe fir déi vill an interessant Ausloossungen, déi d'Membere vun der Chamber gemaach

hunn zum Budget. Et ware sécherlech ënnerschiddlech Appréciatiounen, jee no Majoritéit an Oppositioun. Mä ech hunn awer och ganz vill Gemeinsames fonnt.

Gemeinsam war sécherlech, datt all d'Fraktiounen der Meenung sinn, datt et richteg ass, datt d'Regierung um Wee vun engem héijen Investitiounsbudget bleift. Well Investitioun ass eppes, wat kuerzfristeg eise Betriber zeguttkënnt a laangfristeg eisem Land duerch eng Verbesserung vun Infrastrukturen zeguttkënnt an domadder d'Attraktivitéit vun eisem Land an d'Liewensqualitéit vu senge Bierger verbessert.

D'Regierung wäert dat also maachen, wéi se gesot huet, andeems se eng Rei Aarbechte virzitt. Mä et muss een ëmmer erëm bedenken, datt mer eng kleng Ekonomie sinn, déi ganz oppen ass, an dat, wat mer hei am Land maachen, enger Rei Betriber kann hëllefen, notamment den Handwierksbetriber, de Kleng- a Mëttelbetriber, mä bei deene ganz, ganz grousse Betriber ass natierlech d'Awierkungsméiglechkeet reng national vun der Lëtzebuerger Regierung geréng.

Et ass ganz kloer, datt bei deene Betriber, déi vum Export ofhänken, déi vun der Autoindustrie ofhänken zum Beispill, d'Regierung net kann national handelen, mä kucke muss, datt se um europäeschen, voire internationale Plang sécherstellt, datt Moossname geholl ginn, fir datt och déi Secteure kënnen d'Kris iwwerliewen.

Mir wäerten op jidde Fall dat maachen, wat mer national kënne maachen. Ech hu schonn - fir lech konkret ze weisen, wat dat zum Beispill heescht - dem Fong fir d'Renovatiounsaarbechte vum Stat an dësen Deeg zéng Milliounen Euro zousätzlech iwwerwisen, fir datt se kënnen eng Rei Aarbechten direkt ufänken, sief dat Schoulen astand setzen, Fënsteren ersetzen, Usträichaarbechte maachen, Schräinereiaarbechte maachen.

Datselwecht hu mer gemaach am Kontext vum Fong pour les monuments historiques. Dat sinn also eng ganz Rei Aarbechten, déi vu Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelbetriber gemaach gi fir d'Instandsetzung vun historesche Bauten, déi souwisou gemaach musse ginn, déi awer vläicht an enger gewëssener Zäit gemaach gi wieren, déi mer also elo direkt wëlle maachen.

Et ass an dësen Debatte gesot ginn, notamment vum Fraktiounspresident vun deene Gréngen, datt d'Regierung net fir d'Kris kéint, mä datt se och net gutt preparéiert gewiescht wär op d'Kris.

Ech mengen, datt, wann een d'Situatioun vun den öffentleche Finanze kuckt, dann ass déi Ausso ganz einfach falsch.

Wann nämlech de Lëtzebuerger Stat eng Statsschold hätt wéi déi vun den Nopeschlänner, wann de Lëtzebuerger Stat keng Avoiren a senge Fongen hätt, keng Reserven also ugebaut hätt an de leschte Joren, da wäre mer an enger vill méi schwiereger Situatioun. Well wann een Handwierksbetriber ustellt, eppes ze maachen, da muss een och nach Suen an der Keess derfir hunn. A mir hunn déi Suen an der Keess. Mir hunn déi zwar net ouni Enn a mir hu se och net, datt mer dat kënne während Joren esou maachen, mä de Lëtzebuerger Stat ka fir d'Joer 2009 an och fir d'Joer 2010 eng ganz Rei Aarbechte maachen, déi elo scho virfinanzéiert sinn, och wann d'Recettë manner héich ginn.

Duerfir, d'Stäerkt vun der Lëtzebuerger Finanzpolitik ass - an dat beweisen d'Tableauen -, datt mer eng gutt Reservsituatioun hunn an datt mer eng niddreg Statsschold hunn.

Zu de Reserve géif ech nach eng Kéier wëlle soen, datt mer fir de Moment Avoirë vun de Fongen hu vu ronn zwou Milliarden, an datt contrairement zu deem, wat de Vertrieder vun der ADR hei gesot huet, vun deene Reserven, déi sech fir de Moment op 2,1 Milliarde belafen, 700 Milliounen an deene Fonge sinn, déi Recettes d'emprunts sinn, déi vun Empruntë kommen, dovunner 300 Milliounen am Fonds des routes iwwert déi lescht Joren opgebaut a 400 am Fonds du rail. Mat deene finanzéiere mer Projeten, déi jo net fir ee Joer sinn, mä wa mer Zuchlinne bauen, dann ass dat eppes, wou déi nächst 20 Joer op d'mannst Zich a Mënschen driwwer fueren, an duerfir kann een dat mat Empruntë finanzéieren.

Mä dat heescht awer, datt mer netto, wa mer d'Emprunten ofrechnen, nach ëmmer 1,4 Milliarden an de Fongen hunn. Et ass also net esou, datt an de Fonge bal nëmme Recettë vun Empruntë wären. Ech hunn erkläert, wat mer mat deenen Emprunten, déi do sinn, maachen.

Datselwecht gëllt fir déi Ausso, déi de Moien hei gemaach ginn ass vun der ADR, datt mer géifen hei elo gréisser Problemer opbauen, andeem mer e gréisseren Emprunt gemaach hätten, nämlech dee vun zwou Milliarden, a mer net sécher wären, wéi mer déi Sue géifen erëmkréien.

Déi Zomm ass an der Gesamtbelaaschtung vum Stat en fait keng grouss, wann een dat mam Ausland vergläicht an och mat Rettungsoperatiounen, déi déi aner Länner gemaach hunn. Wann a fënnef Joer, wann deen Emprunt muss zréckbezuelt ginn, déi Aktien nach ëmmer keen héije Wäert hätten, kann de Stat selbstverständlech e weidere Refinanzement iwwert de Marché maachen a waarde bis deen Dag, wou déi Aktien deen nämlechte Wäert hu wéi deen, zu deem mer se akaaft hunn, respektiv mat enger Plus-value, mat där mer jo net nëmmen de Remboursement vum Emprunt bezuelen, mä och den Emprunt.

Jiddwereen, dee sech mat esou Froen ofgëtt, weess, datt de Wäert vun Aktien net iwwer fënnef Joer nëmmen no ënne geet, mä datt esou Participatioune wéi zum Beispill déi, déi mer an der BNP geholl hunn oder déi mer an der Dexia oder an der Fortis geholl hunn, och iwwer eng Zäitspan vu fënnef Joer wäerten op engem Niveau sinn, deen net manner ass wéi deen, wou mer se kaaft hunn. A wéi gesot, wann dat a fënnef Joer net de Fall wär, kann een nach eng Kéier fir een, zwee Joer e Prêt maachen, esou wéi d'Nopeschlänner iwwregens hire Finanzement vun hirer Dette ëmmer maachen.

Mä et ass keng Belaaschtung um Budget, sauf déi kuerzfristeg vun den Zënsen, déi musse bezuelt ginn, an och do wëll ech der ADR soen, datt, wann een zwou Milliarde léint an 3,75% Zënse bezilt, da sinn dat 75 Milliounen Euro an net 112 Milliounen Euro. Déi 75 Milliounen Euro, wéi gesot, déi kann ee bezuelen iwwert d'Dividenden. En attendant hu mer genuch Avoiren an dem Fonds de la dette respektiv mer speisen dee weider.

De Fonds de la dette hat um Ufank vun dësem Joer 64 Milliounen Euro an hat am Joer 2008 eng Zënslaascht vun 28 Milliounen Euro ze droen. Ech kann lech soen, datt mer deen och weider speisen, och mat de Mehreinnahme vun dësem Joer, fir datt e selbstverständlech souwuel d'Kapital wéi d'Zënse kann zréckbezuelen.

De Lëtzebuerger Stat mécht net Emprunten, déi en net kann herno zréckbezuelen. Och keng Emprunten, wou déi nächst Regierunge missten eppes Onméigleches maachen, fir datt déi gespeist wären.

Mir hunn e Fonds de la dette, an ech halen drop, och an dësen Deeg erëm, wou d'Joer op en Enn geet, fir dee Fong weider ze speisen. Déi, déi an där nächster Regierung sëtzen, wäerten e Fonds de la dette virfannen, wou eppes dran ass.

Une voix.- Merci!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Den Defizit vum Zentralstat ka keen hei richteg aschätzen an dësem Moment. Dat ass richteg. Ech wëll hei just och nach eng Kéier eppes soen, well de Moie gesot ginn ass, mir hätten elo en Defizit vun der Administration centrale vu - 1,8% a mir kéinte bis - 3% goen. Do wäre mer no bäi. Ech mengen, och dat huet den Här Gibéryen de Moien hei gesot.

Dat ass natierlech Äppel mat Bire verglach! Well déi - 3%, déi een den europäesche Kritären no kann hunn, betreffen d'gesamt öffentlech Finanzen. Dat heescht: Zentralstat, Gemengen a Sécurité sociale. Do si mer bei 1,1% plus, an do kéinte mer bis - 3% goen. Et ass also kloer, datt, och wann d'Recettë manner héich sinn a sech d'Gesamtlag da verschlechtert, mer nach wäit ewech si vun deenen 3% Defizit, an esou soll dat och bei der öffentlecher Hand bleiwen.

Et ass gesot ginn hei an der Debatt, dee Budget kéint net gestëmmt gi vu verschiddene Vertrieder vun der Oppositioun, well d'Recettë jo manner héich wären. Ech leeden dovunner of, datt, wa mer gesot hätten, d'nächst Joer komme 400 Millioune manner Recetten eran, zum Beispill bei der Kierperschaftssteier a bei der Taxe d'abonnement, da wär de Budget am Équiliber, da géife se e stëmmen.

Duerfir froen ech d'Demokratesch Partei - well ech mengen, den Här Meisch hat dat gesot: Wa mer also e Budget virgeluecht hätte mat 400 Millioune manner Recetten, ob si en da gestëmmt hätten?

(Interruptions diverses)

Et war ee vun den Haaptgrënn, datt no Joren - esou wéi den Här Thiel dat och gesot huet oder den Här Clement, ee vun deene Riedner de Moien - vu Kritik, datt ech d'Recetten net héich genuch geschat hat - et war den Här Thiel, hie confirméiert mer dat -, mer se vläicht dës Kéier liicht ze héich ageschat hunn.

Ech soen lech awer, datt et gutt wär, wa mer an engem Joer géifen d'Budgetsrieden noliesen. Ech hunn nämlech der eng Rei nogelies vun de leschte Joren, an do gesäit een, wéi schwéier d'Aschätzung ass. Ech soen lech zum Beispill eppes zu der Taxe d'abonnement, vun där elo jiddweree seet, déi wär vill ze héich ageschat. Dat huet och virun dräi Méint nach jiddweree gesot. Ech stellen awer elo fest, datt mer erstaunlecherweis bal un dee Montant komme bei der Taxe d'abonnement, dee mer am Budget stoen haten. Mir sinn Enn November bei 603 Milliounen a mir haten der 700 Milliounen am Budget virgesinn. Elo ass dat jo eng Steier, déi wierklech dauernd ännert.

Wann ee mir heibanne ka soen, wéi d'Bourssen Enn 2009 evoluéieren, da kënne mer och ausrechnen, wéi d'Taxe d'abonnement sech do wäert situéieren.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, datt mir eng Rei Steieren, wéi d'Kierperschaftssteier an d'Taxe d'abonnement, scho méi niddreg agesat hunn am Budget 2009 wéi am Budget 2008. Mir hunn also net blannemännerchers einfach d'Steieren weider gesat. Mir hunn och net einfach gesot, d'Steiere plus esou vill Prozent, wéi mer dat bei verschiddene Kategorien an der Vergaangenheet emol gemaach hunn. Mir hu se scho manner héich agesat.

Et pour le reste wäert jo och de Fait, datt ech jo hei zum Harry Potter promovéiert sinn, eis hëllefe mat engem gewëssenen Optimismus a mat engem gewëssene Laachen och duerch déi Kris hei ze kommen, net fir se ze verschéineren, mä fir awer och eis net an eng Situatioun ze setzen, wou mer elo mengen, datt alles géif astierzen.

Jo, mir kréien eng schwéier Zäit. Ech mengen, besonnesch wat d'Kierperschaftssteieraschätzung betrëfft. Mir kréien eng schwéier Zäit vläicht och bei verschidden anere Steierkategorien.

Mä d'Fro ass méi: Wéi kënne mer déi Moossnamen huelen, fir datt d'Betriber weider kënne fonctionnéieren, weider kënnen d'Leit an der Beschäftegung halen an domadder och weider Steiere generéieren? Duerfir hu mer eng Rei Moossnamen ënnerholl.

Ech géif, well ech elo eppes vun der Taxe d'abonnement gesot hunn, vläicht och nach e puer Proposë preziséieren, déi ech a menger Ried d'lescht Woch geholl hunn, wou ech gesot hunn, d'Resultat vum Joer 2008, wéinst deene gudden éischte Méint vun dësem Joer, wäert esou sinn, datt mer mat engem lwwerschoss ofschléissen - nom klassesche Statsbudget.

Ech wëll hei der Chamber soen, datt um 30. November d'Kierperschaftssteier eng Steier ass, wou mer ronn eng Milliard erakritt hunn. Mir haten 1,4 Milliarden am Budget. Dat ass also eng Steier, wou mer net wäerten op de Montant kommen, dee mer virgesinn haten.

Par contre bei der Steier op de Gehälter komme mer op 1,9 Milliarden, a mer haten 1,7 Milliarden am Budget stoen. Wéi gesot, do feelt elo nach ee Mount, an et weess een och, datt de Mount Dezember bei verschiddene Steieren en atypesche Mount ass, mä do kënnt also nach eppes derbäi.

Vun der TVA sinn Enn November 2,2 Milliarden dobannen, a mer haten zwou Milliarden am Budget. Wéi gesot, d'Taxe d'abonnement hunn ech scho mentionnéiert. 700 Millioune stoungen am Budget, et sinn der bis elo 600 erakomm.

An de Responsabele vun de Gemengen, well se déi Fro ëmmer stellen - an zu Recht -, wëll ech soen, datt mer fir d'Gewerbesteier 520 Milliounen am Budget haten, an Enn November op 572 Millioune sinn. Wann een also am Joer 2008 méi erakritt, dann ass et d'Flicht vum Stat, an ech mengen och vun de Gemengen, déi Suen natierlech ze gebrauchen, fir déi Investissementer ze tätegen, déi de Kleng- a Mëttelbetriber hei am Land zeguttkommen. Do soll ee seng Verantwortung iwwerhuelen, an de Stat wäert och selbstverständlech mat de Gemengen iwwert déi do Saache schwätzen.

Da gouf gesot, grad och am Kontext vun der Kris, datt mer Schwieregkeeten hätten, fir virunzekommen, well déi Prozeduren esou laang wären. Ech mengen, et wär gutt, wann déi, déi dat soen, géifen an där neier Krisekommissioun, déi d'Chamber jo wëllt asetzen oder agesat huet, dann emol doriwwer diskutéieren.

Et ass schonn esou, datt verschidde Ministèren ënnerschiddlech Kompetenzen hunn. Mä de Fraktiounspresident vun der DP weess vun där Zäit, wou hien Ëmweltminister war, datt nun emol d'Kompetenze vum Ëmweltminister anerer si wéi déi zum Beispill vum Wirtschaftsminister oder vum Mëttelstandsminister, a wa Projeten heiansdo an der Prozedur op engem schwierege Wee sinn, dann ass dat, well all Minister jee no senge Kompetenzen Entscheedungen ze huelen huet.

Mä ech wär Demandeur, datt mer an där Krisekommissioun, déi do agesat ginn ass, dann emol e puer esou konkret Projete kucken an da kucken, ob mer net op eng Rei Prozeduren a verschiddene Ministèrë solle verzichten.

Déi meescht vun deene Prozeduren hunn awer eng Daseinsberechtegung!

Une voix.- Neen!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mä duerfir mengen ech wär et gutt, mir kéinten an deenen nächsten dräi Méint doriwwer schwätzen. Ech maachen also hei déi Offer am Numm vun der Regierung, datt all Fraktioun an där Kommissioun seet, wat fir eng Prozedure mer kuerzfristeg kënnen ofschafen.

Ech mengen, datt eng Rei wirtschaftlech Décisioune méi séier kéinte geholl ginn, wa mer net géifen all Mënsch dauernd nolauschteren.

Ech hu bal Schwieregkeeten, dat als Justizminister ze soen, mä et gëtt esou vill Rekursméiglechkeeten, wa mer Autobunnen net kënne bauen, wou zënter Jore Prozesser amgaange sinn, well mer Terrainen net kréien...

(Interruption)

Une voix.- ...Gesetzer net agehale wären.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dir wëllt also nach méi Prozedurschwieregkeete maachen.

Ech mengen, mir sollen déi Debatt net haut hei am Plenum féieren. Meng Offer besteet, an ech soen dat och am Numm vun der Regierung, datt mer op eng konstruktiv Aart a Weis am Kader vun där Kommissioun kucken, vu wat fir enge Prozedure mer dann hoffentlech parteiiwwergräifend der Meenung sinn, datt mer se kéinten ofschafen.

Ech mengen net, datt dës Regierung eng bürokratesch Regierung wär, déi un all deene Prozedure géif mordicus festhalen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hunn eng Fro.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

Une voix.- Den Här Goerens huet och eng Fro.

M. le Président.- Den Här Bausch huet fir d'éischt d'Wuert an duerno den Här Goerens.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just froen, ob Dir net och der Meenung wäert, well ech gesinn do e grousse Problem, datt et net nëmmen eng Fro ass vun ze vill Prozeduren, mä och eng Fro ass, datt bei eenzelne Prozeduren ze vill Ministèrë matschwätzen.

An dann, wat ech feststellen op där Plaz, wou ech Responsabilitéit hunn, dat ass, datt net nëmmen ze vill Ministèrë bei eenzelne Saache matschwätzen, mä déi sech ënnerenee bekrichen an net eens sinn. Well et ass net nëmmen eng Fro vu Prozeduren no baussen, datt mer der ze vill hunn, mä och wéi se duerchgezu ginn, wéi d'Exekutioun vun de Prozeduren ass. Do hu mer vill Problemer.

Ech mengen, da misst et awer och méiglech sinn, datt mer déi eng Kéier diskutéieren.

M. le Président.- Jo, Här Goerens, och Är Fro direkt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hunn dat heite schonn eng Kéier an enger Kommissioun gesot. Ech ka mech net domat offannen, datt deen ee Minister oder déi eng Ministeren d'Land

volltrotere gi mat Lamentéieren, de Projet géif net virugoen, well en anere Kolleeg - normalerweis ass et deen an der Ëmwelt - net virumécht.

Ech wéisst gär elo, was Sache ist, wat fir eng Projeten zum Beispill bei den Travaux publics net kënne realiséiert ginn à ce stade, obschonn d'Kreditter am Budget ageschriwwe sinn, obscho se an de Fongen dra sinn.

Ech hunn dat gesot opgrond vun enger Fro, déi de Marc Spautz an enger Réunion jointe vun der Ekonomie an de Finanze gestallt huet. Entweder ginn d'Ministere virun duerch d'Land lamentéieren oder si agéieren. D'Ministere solle mat sech schwätzen an da kucken, wou de Problem läit.

M. le Président.- Lauschtert emol, wien huet elo de Moment d'Wuert? Souwäit wéi ech dat gesinn, ass dat den Här Minister. Ech géif Iech dowéinst bieden, hien elo seng Ausféierunge maachen ze loossen! Wien eng Fro huet, dee soll déi stellen, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister bereet ass, dorop ze äntwerten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hie provozéiert eis.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Also, ech mengen, datt generell d'Meenung ass, datt eis Prozeduren ze komplizéiert sinn. Dat seet jiddwereen. Wa mer awer ufänken, eng Prozedur ofzeschafen, da fanne mer der ganz vill, déi déi prezis Prozedur awer justifizéieren. Duerfir nach eng Kéier, d'Offer vun der Regierung ass - well grad elo an der Krisenzäit ass e Retard nach méi schlëmm wéi soss -, datt mer eis d'Wuert ginn, an enger vun den éischte Sitzunge vun Ärer neier Krisekommissioun iwwer eng Rei vu Prozeduren ze kucken, fir ze wëssen, wat fir eng Prozeduren d'Chamber der Meenung ass, datt mer se ofschafe kéinten.

Ech wär deen Éischten, deen Demandeur wär, datt dat géif geschéien. A wann ech an d'Gesiichter kucke vu menge Kolleege Ministeren, déi hei sinn, da kréien ech dat confirméiert, datt och si net Demandeurs sinn, datt d'Saache laang daueren, well et gëtt näischt méi Frustrantes fir e Minister, wann hien e Projet huet an hie kritt en net a schnellen Délaien ëmgesat.

Duerfir, kommt mer sinn eis eens iwwert dee Punkt!

Här Bettel, hei gëtt och kee provozéiert. Ech wëll Iech en fait soen, datt ech mam Här Goerens eens sinn. Et muss een da konkret soen: Hei sinn déi véier Prozeduren, déi mer ofschafe wëllen. Duerno musse mer kucken, firwat datt déi ageféiert gi sinn an ob mer d'accord sinn, an engem schnelle Changement législatif, déi ëmzeänneren. Dir fannt eis op Ärer Säit. Proposéiert konkret, wat mer sollen ofschafen, an dat gëllt och fir déi aner Kolleegen.

Ech mengen, datt mer mat dësem Budget eng gutt Basis hunn, fir duerch dës Kris ze kommen a fir no der Kris e Land ze hunn, wat mat Vertrauen an d'Zukunft kucke kann. Ech halen näischt dovun - trotz allen immense Schwieregkeeten, déi mer hunn, an déi ganz vill Leit am Land hunn, déi an dësen Deeg ëm hir Aarbecht fäerten -, datt mer alleguer zesummen de Kapp hänke loossen.

Wat mer méi maache mussen, ass, datt mer méi Solidaritéit vis-à-vis vun deene weise mussen, déi hir Schaff verléieren, datt mer probéiere mussen, se op hirer Schaff halen ze kënnen, andeem mer déi Betriber ënnerstëtzen, datt fir déi, déi trotzdeem hir Schaff verléieren, d'Kollektivitéit an engem solidaresche Geste spillt, datt se also kënne weider en Akommes hunn. Mir mussen alles drusetzen, datt mer eist Land esou opbauen, datt mer no der Kris nach ëmmer eng héich Liewensqualitéit an e wirtschaftsfrëndlecht Ëmfeld hunn.

Dëse Budget, dee jo och den Nidderschlag huet vun de Steiergesetzer, déi d'nächst Woch hei diskutéiert ginn, bréngt méi Kafkraaft fir all Mënsch. Jiddwereen, deen an dësem Land Steiere bezilt, bezilt an Zukunft manner Steieren. Jiddwereen, deen an dësem Land keng Steiere bezilt, kritt vun der Regierung en Zouschoss a Form vun engem Crédit d'impôts. Jiddwereen, deen d'nächst Joer hei am Land lieft, huet méi Suen. Also muss een och mat Vertrauen an déi Zukunft kucken, an ech mengen, wann een dëse Budget gesäit, wann een dëse Budget objektiv bewäert, wann een dobäi d'Gesondheet vun de Statsfinanze kuckt, déi eis hëlleft, iwwert déi schwiereg Streck ze kommen, da kann ee mat Vertrauen an d'Zukunft kucken.

Et ass eng schwéier Zäit, mä et ass keng hoffnungslos Zäit. All Kris geet eng Kéier eriwwer. Déi, déi virun eis do waren, hunn och schwéier Krise matgemaach: d'Stolkris, de Krich. Si hunn eis et all Kéiers virgemaach, wéi een, wann een zesummenhält, et och packt, e Land opzebauen, wat besser dosteet wéi d'Nopeschlänner.

Ech mengen och net, datt mir onbedéngt méi e schlecht Wirtschaftswuesstem an der Zukunft hu wéi eis Nopeschlänner. Mir hunn eng diversifizéiert Ekonomie, mir hunn eng Ekonomie, déi op den Déngschtleeschtungssecteur opbaut, deen och an der Zukunft gebraucht gëtt. Sécherlech hunn d'Finanzinstituter eng schwiereg Zäit duerchzemaachen. Et wäerten awer ëmmer Banke bleiwen, et gëtt ëmmer Vermëigensverwaltung, et gëtt ëmmer Kreditgeschäfter.

Duerfir sinn ech fest dovun iwwerzeegt, datt - wa mer déi Entreprisë weider ënnerstëtzen, wa mer weider Promotiounseffortë fir déi Entreprisë maachen, wa mer weider e gesetzleche Kader schafen, deen de Betriber, an domadder de Leit, déi an de Betriber schaffen, zeguttkënnt, wa mer weider eng Sozialpolitik maachen, wou mer évitéieren, datt de Gruef tëschent Räich an Aarm ze grouss gëtt - eist Land wierklech eng grouss Zukunft viru sech huet.

Duerfir soen ech all deene Merci, déi dëse Budget stëmmen. Deenen anere soen ech, datt vun der Exekutioun vun dësem Budget d'ganzt Land profitéiert, och déi, déi en net wäerte stëmmen, mä déi awer als Bierger an als Entreprisen hei am Land dovu bénéficiéiere wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Budgetsminister Merci fir seng Ausféierungen. Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm.

Ech wëll hei profitéieren, fir mech bei deenen Häre Schneider a Clement ze entschëllegen. Wann d'Verwaltung de Moie gewosst hätt, wéi d'Zäite géife lafen a wie géif schwätzen, dann hätte mer hir Interventiounen haut de Mëtteg gemaach. Vu dass awer hei décidéiert gi war, dass nëmme méi ee Riedner do wier, well mer haut de Moie géifen ofschléissen, deet dat mer leed. Ech hätt dat léiwer anescht gesinn, mä et ass onglécklecherweis esou gaangen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Ofkommes géint d'Duebelbesteierung mat Hongkong. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

2. 5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, ech ka mech hei quasi direkt un dat uschléissen, wat de Minister elo grad ausgefouert huet. Hei hutt Dir elo gläich e gutt, konkret Beispill fir dat, wat mer nach wëlles hu fir d'Zukunft.

Fir deen een oder aneren heibannen, ob alle Fall war et emol fir mech de Fall, war Hongkong fréier esou eppes wéi en Akafsparadäis, well déi deemoleg britesch Krounkolonie virum südchineesesche Festland e Status vun Tax-free hat, an een do zimlech bëlleg Fotoapparater an anert elektronescht Spillgezei fir Erwuessener kafe konnt. Domat war et awer 1997 esou gutt wéi eriwwer, wéi deen op 99 Joer ofgeschlossene Pachtvertrag mat China ausgelaf ass an Hongkong mat senge siwe Milliounen Awunner un d'Volleksrepublik zréckgoung, dat heescht, integréiert ginn ass an „Mainland China".

Deem „changeover" war deemools nawell vill Oprou virausgaangen, well d'Chineese vun Hongkong et éischter mam Kapitalismus an net mam Kommunismus gehalen haten, an dorops esou muncher ee vun hinne gefaart hat, déi rout Bridder vum Festland géifen him op de Pelz récken, wann d'Inselstad bis annektéiert wier. Mä dat ass net passéiert. Nom Motto „Ee Land, zwee Systemer" huet Peking den Hongkonger d'Gitt laang, an hinnen hire Rechtssystem, hir Währung an hire politesche System einfach gelooss, an dat laut Verfassung op d'mannst fir déi nächst 50 Joer.

Dee spezielle Statut erkläert och, firwat mer elo mat Hongkong en Duebelbesteierungsofkommes ënnerschriwwen hunn, obscho mir säit 1994 esou en Ofkommes mat der Volleksrepublik hunn. Hongkong gëtt nun ebe vu Peking als eng speziell administrativ Regioun ugesinn. Datt si als Exceptioun toleréiert gëtt, kënnt allerdéngs net vun ongeféier. Dat nach ëmmer kapitalistescht Hongkong ass schliesslech de Chineesen hir wichtegst Handelspaart no baussen an ass dofir onverzichtbar gi fir de Wirtschaftsgigant, deen elo amgaangen ass esou richteg ze erwächen.

Als eng vun deene grousse Finanzplaze vun der Welt - Hongkong ass Nummer 13 - an als zweetgréisste Bourse an Asien, no där vun Tokio, verbënnt natierlech etleches Hongkong mat der Nummer 9 ënnert de Finanzplazen, nämlech mat Lëtzebuerg. Zwar huet déi eenzeg Hongkonger Bank, déi sech bei eis niddergelooss hat, erëm virun e puer Joer zougemaach, wéi et sech erausgestallt huet, datt den Hongkong-Chineesen den Hals net vu Peking ëmgedréint géif ginn, mä d'Relatiounen tëscht deenen zwou Plaze sinn nach ëmmer ganz enk, virun allem well Hongkong fir seng Investmentfonge Lëtzebuerg als Paart op den europäesche Maart benotzt an déi Fonge bei eis domiciliéiert, fir datt se eben den europäesche Pass kréien.

Et gëtt allerdéngs nach en zweete Grond, firwat Lëtzebuerg eréischt dat véiert Land ass - no China, Thailand an der Belsch -, dat en Duebelbesteierungsofkommes mat Hongkong ofgeschloss huet. Dat ass déi Roll, déi Hongkong an der Entwécklung vun eiser Frachtfluggesellschaft, der Cargolux, gespillt huet an nach ëmmer spillt.

Deen ale Flughafe vun Hongkong - den „Kai Tak"; déi emol dohinner geflu sinn, déi kënne sech nach erënneren, wa se gemengt hunn, si géifen am Mier landen - war jorelaang esou eppes wéi de Port d'attache vun der Cargolux an Asien, an nach haut ass Hongkong mat Ofstand déi am dacksten ugeflunnen Destinatioun vun eise Fretfligeren. Net manner wéi 14 Volë ginn all Woch vum Findel op Hongkong an zréck, an dat all Kéiers mat engen 120 Tonne Fracht u Bord, a mat allem, wat dat u Logistikopwand och bei eis no sech zitt.

Et war deemno nëmme logesch, datt eist Land, dat entre-temps iwwer 50 Duebelbesteierungsofkommes uechtert d'Welt ofgeschloss huet, och Hongkong op d'Lëscht gesat huet. D'Stréckmuster vun esou engem Ofkommes ass ëmmer datselwecht. Et baséiert op dem sougenannten OCDE-Modell, dee festhält, wat fir eng Steiere wou bezuelt ginn, fir datt et eben net zu enger Duebelbesteierung ka kommen.

An dësem spezielle Fall ass sech allerdéngs net 100%teg un dee Modell gehale ginn, well ee wollt gewësse Spezifissitéiten op där enger wéi op där anerer Säit am jeeweilege Steierrecht Rechnung droen. Esou gesäit d'Konventioun beispillsweis vir, datt d'Royalties, also d'Redevancen net, wéi vum OCDE-Modell virgesinn, um Wunnuert vum Bénéficiaire besteiert ginn, mä enger Quellesteier vun 3% zu Hongkong ënnerleien, déi dann natierlech bei der definitiver Besteierung zu Lëtzebuerg ugerechent gëtt.

Grosso modo gesäit dës Duebelbesteierungskonventioun vir, datt d'Revenuen aus Investitiounen, déi vu Lëtzebuerger zu Hongkong gemaach goufen, zu Hongkong besteiert ginn, wann et sech ëm Immobilien oder ëm Geschäftsaktivitéite vun enger Néierloossung zu Hongkong handelt. Ëmgekéiert ginn d'Dividenden, déi d'Hongkonger Duechter der Lëtzebuerger Mamm iwwerweisen, zu Lëtzebuerg besteiert, allerdéngs nodeem datt déi zu Hongkong bezuelte Steieren ofgezu gi sinn.

Maacht Iech elo näischt ze dinn, wann dat Iech e bësse komplizéiert virkënnt, d'Steiersaache sinn nun eben net einfach, scho guer net, wann zwee Länner zugläich mat am Spill sinn. Et ass och dofir net weider verwonnerlech, datt de Statsrot gemengt hat, en Hoer an der Zopp entdeckt ze hunn, dat awer a Wierklechkeet guer keent war. Dofir huet dann och d'Finanz- a Budgetskommissioun deem weider keng Rechnung bräichten ze droen.

Här President, Dir wonnert Iech dann och bestëmmt elo net, wann déiselwecht Finanz- a Budgetskommissioun der Chamber un d'Häerz leet, dëser Konventioun, déi iwwregens schonn am Februar vun der Hongkonger Säit ratifizéiert ginn ass, hire Segen ze ginn, fir datt se a Kraaft triede kann, an zwar nach fir d'Steierjoer 2008. Dir maacht och domat wahrscheinlech eisem Wirtschaftsminister eng grouss Freed, well wann ech richteg informéiert sinn, fiert hien dëser Deeg op Hongkong. Hei huet hien dann de Kleesche mat am Gepäck, wann

hien dohinner fiert. Datselwecht, wat ech elo fir d'Finanz- a Budgetskommissioun gesot hunn, gëllt och fir meng Fraktioun, där hiren Accord ech heimat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo den Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech géif just nach eng Kéier wëllen d'Wichtegkeet vun dësem Accord ënnersträichen, well et en ligne ass mat deem, wat mer virdru gesot hunn. Wa mer wëlle wirtschaftlech Entwécklung hunn, da muss eist Land weiderfuere fir d'Netz vun Duebelbesteierungsofkommen ze verbreederen. Mir hunn der scho ganz vill, an ech si frou, datt mer dësen esou schnell zustane kritt hunn, wou mer an der Rei stounge mat ganz vill anere Länner, déi och mat Hongkong en Accord ofschléisse wollten.

Dëst ass e wichtegen Accord fir Hongkong, et ass awer och e wichtegen Accord fir China, well Hongkong ass jo en Deel vu China mat engem spezielle Regime. Duerfir ass et wesentlech, wa mer de Lëtzebuerger Entreprisen och op neie Marchéen ausserhalb vun Europa Méiglechkeete wëlle ginn, datt esou en Accord wéi dëse gemaach gëtt.

Dëst ass ee vu villen Accorden, mä och dat verleet eis dozou ze soen: Et gëtt eng Zukunft. Heimadder maache mer den Entreprisen hir Geschäfter méi effikass, well et eng besser Besteierung fir d'Entreprisë bedeit. Dëst ass e wichtegen Accord, well mer eis domadder och ausserhalb vun Europa nei Mäert opmaachen. Ech wëll dofir dem honorabelen Här Thiel Merci soen, gradesou wéi allen Deputéierten, déi dëse Projet stëmme wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5862 ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Henckes huet eng Question urgente gestallt, un den Här Minister Frieden, betreffend d'Kaupthing-Bank. Den Här Minister Frieden huet sech d'accord erkläert, fir direkt op déi Fro ze äntwerten. Wann Dir d'accord sidd, da géife mer déi elo direkt huelen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech si gewuer ginn, datt d'Agence Bloomberg eng Informatioun relayéiert huet, no där déi islännesch Bank, Kaupthing Lëtzebuerg en fait, et ass jo eng Lëtzebuerger Bank ginn, fir ee symboleschen Euro un e Groupe vun Investisseure géif verkaaft ginn, deen aus fënnef Banken an engem Fonds d'investissement besteet, à la tête vun deem sech d'LIA, d'Libyan Investment Authority befënnt. No deenen Informatioune vun där Noriichtenagentur hätt d'lëtzbuergesch Regierung sech d'accord erkläert, fir der Kaupthing Lëtzebuerg e Prêt vu 600 Milliounen Euro ze ginn, ënner anerem fir gegebenenfalls de Spuerer een Deel vun hire Suen erëmzeginn.

An deem Kontext wollt ech natierlech e puer Froe stellen, well dat elo iwwer e puer Radioen an och schonn iwwert d'belsch Televisioun gaangen ass, an déi Froe sinn déi folgend:

Éischtens, Här Minister, kënnt Dir déi Informatioun bestätegen, vun där ech elo geschwat hunn a vun där d'Agence Bloomberg schwätzt, haaptsächlech wat dee Prêt vu 600 Milliounen Euro ugeet, deen d'lëtzebuergesch Regierung an dësem Kontext wëllt der Kaupthing-Bank zougestoen?

Wa jo, wat sinn d'Konditiounen an d'Garantien, déi dëse Prêt begleede sollen?

Wann neen, Här Minister, sidd Dir der Meenung, datt et nach ëmmer vläicht eng aner Méiglechkeet gëtt, fir e Repreneur ze fanne fir d'Kaupthing Lëtzebuerg? Sinn aner Leit, aner Betriber, aner Repreneuren nach an der Diskussioun?

Wat den Accord fir dee Prêt do ugeet, huelen ech jo un, datt d'lëtzebuergesch Regierung do bal misst e Projet de loi déposéieren?

An déi véiert Fro ass: Eng etlech belsch Clientë sinn natierlech och vun deene Schwieregkeete vun der Kaupthing-Bank concernéiert, an dofir wollt ech froen, ob déi belsch Regierung dann och bei deene Mesurë kéint participéieren, notamment wat déi 600 Milliounen ugeet, oder wat soss aner Mesuren ugeet, déi an deemselwechte Kontext geholl gi sinn?

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech kann dem honorabelen Här Henckes confirméieren, datt zënter enger Rei vu Woche Gespréicher tëschent der Kaupthing-Bank an hiren Administrateurs judiciaires engersäits, a verschiddene Repreneuren anerersäits lafen, dorënner och an deene leschten Deeg déi mat deem Fonds souverain, deen elo grad an der Question parlementaire urgente mentionnéiert ginn ass. Déi Gespréicher sinn amgaangen, an déi Gespréicher sinn extrem komplizéiert.

Ech wëll der Chamber soen, datt et net an den Intentioune vun der Regierung ass an zu kengem Moment war, fir e Prêt vun där doter Héicht un déi Bank oder u soss een ze maachen, fir d'Reprise vun där Bank ze erméiglechen. D'Regierung bleift der Meenung, datt eng Reprise vun der Bank dat Bescht wär fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz engersäits, a fir déi sëlleche Clientë vun där Bank anerersäits.

D'Regierung verkeeft näischt an d'Regierung keeft näischt an deem Dossier. Mä eis Haltung an deem Dossier war a bleift, datt, wa mer kënnen als Regierung behëlleflech sinn, datt déi Bank kann iwwerliewen, mer en Intérêt hunn, deen iwwert déi Bank erausgeet, fir dat ze maachen. Wa mer also ënnert der Form vun engem Prêt oder enger beschränkter Garantie kënnte behëlleflech sinn, ouni datt dat géif gréisser Risike fir de Stat mat sech zéien, da kënnt ee vun esou eppes schwätzen.

Fir de Moment si keng esou Offere gemaach ginn. All déi Garantien, déi bis elo gefrot gi sinn, hunn ech inakzeptabel fonnt. An et kënnt net a Fro fir d'Regierung, e Prêt vun zum Beispill 600 Milliounen ze maachen, fir esou eppes sécherzestellen.

Ech soen awer gradesou kloer, datt, wa bei deem doten oder engem anere Repreneur en Iwwergangskredit misst gemaach ginn, wou eng Chance vu Remboursement wär, a wa mer domadder kënnten déi Bank um Liewen halen, wat wéi gesot gutt wär fir d'ganz Finanzplaz, da si mer bereet, iwwer esou Saachen ze schwätzen.

Déi Gespréicher sinn amgaangen. Déi sinn extrem schwiereg. Et ass zu 50% Chance nëmmen, datt déi Gespréicher zu engem Erfolleg féieren. Mir sinn der Meenung, datt dat virum Enn vum Joer muss ofgeschloss ginn. Dir wësst, datt d'AGDL, d'Association pour la garantie des dépôts Luxembourg, ugefaangen huet 20.000 Euro pro Client vun där Bank ze entschiedegen, well et och noutwendeg war fir deene Leit entgéintzekommen.

Wann de Lëtzebuerger Stat géif doriwwer eraus eppes maachen, well mer an déi schwiereg Situatioun falen, wou déi Bank do an engem Moment a Liquidatioun gemaach ginn ass, wou just den ECOFIN-Conseil décidéiert hat, déi Garantien an all de Länner e bëssen ze héijen, da géife mer dat net eleng maachen. Mä ech hunn d'lescht Woch Gespréicher mat der belscher Regierung zu Bréissel gefouert, fir sécherzestellen, datt mer dann e supplementaren Effort géife gemeinsam maachen.

Duerfir, ech kann also de Fait vun esou Gespréicher confirméieren. D'Detailer dovun entspriechen net der Realitéit. D'Detailer wäerte mer selbstverständlech, esou wéi mer dat bis elo gemaach hunn, och mat der zoustänneger Finanzkommissioun vun der Chamber diskutéieren, sollt et zu engem Accord kommen, an deem ech d'Regierung géif abréngen. Mir sinn awer fir haut nach net un deem Punkt. Sollt dat an deenen nächsten Deeg geschéien, wäerte mer selbstverständlech froen, fir kënnen an der Finanzkommissioun e Bericht ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vun de Projets de loi iwwert de Bau vun enger Maison du Savoir zu Belval, an de Projet iwwert de Bau vun engem Verwaltungsgebai, och op Belval. D'Rapportrice, déi honorabel Madame Andrich-Duval, huet elo d'Wuert, fir de Rapport vun deenen zwee Projeten ze maachen, déi mer duerno an enger Diskussioun vidéiere wäerten. Madame Andrich-Duval, wann ech gelift.

4. 5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval

Rapports de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer dann elo hei virhuelen, läit am enkem Zesummenhang mat deem nächsten, well et handelt sech och ëm e Projet vun den Industriebroochen zu Belval, an zwar an dësem Fall ëm d'Maison du Savoir, d'Haus vum Wëssen also, wat d'Häerzstéck vun der Uni Lëtzebuerg duerstellt. Dofir huet d'Bautekommissioun och proposéiert, déi zwee Gesetzesprojeten zesummen ze behandelen, wat eng méi grouss Kohärenz bei der nofolgender Diskussioun wäert erlaben.

De Projet de loi 5897 gouf den 2. Juli 2008 vum Här Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert an hat en techneschen Deel. Et louch och eng Käschtenaschätzung bäi, gradesou wéi e Bauprogramm an déi passend Baupläng. An der Bautekommissioun vum 22. September 2008 gouf ech als Rapportrice vum Gesetzesprojet genannt. De Statsrot huet du säin Avis den 21. Oktober ofginn. Doropshi goufen an der Bautekommissioun vum 24. November de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert.

Op Propos vun der Bautekommissioun sinn an enger gemeinsamer Sitzung vun der Bautekommissioun an der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture de 27. November den aktuellen Entwécklungsstand vum Bau vun der Cité des Sciences gradesou wéi d'theoretescht Konzept vun der Uni Lëtzebuerg presentéiert ginn. Dat a Präsenz vun den Häre Ministere Wiseler a Biltgen souwéi vun de Responsabele vum Fonds Belval an dem Recteur vun der Universitéit. De schréftleche Rapport gouf dunn an der Sitzung vum 1. Dezember eestëmmeg ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem heite Projet gëllen déiselwecht Remarquë wéi bei deem nächsten, wat d'Dezentralisatiounspolitik vum Stat ubelaangt. Ech wäert do méi am Detail drop agoen. Et geet op 2005 zréck, wou d'Regierung de Site Belval als Sëtz vun der Uni Lëtzebuerg zréckbehalen huet.

An enger éischter Etapp sollen d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun souwéi d'Fakultéit vun de Sproochen an den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Erzéiungswëssenschaften, an ausserdeem d'Infrastrukture vum Enseignement an de Rektorat mat der zentraler Verwaltung vun der Uni hei entstoen. Eng definitiv Décisioun iwwert de Sëtz vun der Fakultéit vum Droit, der Ekonomie an de Finanze steet awer nach aus.

Wéi gewosst, stellt d'Uni Lëtzebuerg den Haaptdeel vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation duer. Fir d'Besoinë vun der Uni sinn eleng eng eelef Gebaier virgesinn, en plus vum Gebai Biotec. Mä och d'Fuerschungszentre Gabriel Lippmann, Henri Tudor an de Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques, den CEPS/INSTEAD ginn hei realiséiert.

Et ass dëst eng exzeptionell Chance fir d'Uni Lëtzebuerg, an en neie Stadquartier kënnen implantéiert ze ginn. Esou kënnen all hir Elementer an d'Stadbild an an d'städtesch Aktivitéiten integréiert ginn.

Dofir wëll ech nach eng Kéier ee vun deene wichtegsten Aspekter vun der Cité des Sciences ervirhiewen. Dat ass d'Mixitéit vun den Aktivitéiten an hire connexë Gebailechkeeten. Hei fannen nieft der Uni kulturell a Fräizäitaktivitéite statt. Et gëtt e Geschäftsliewe geschaf, dat jo schonn ugefaangen huet ze fonctionnéieren. Ausserdeem entsteet Wunnraum gradesou wéi Plaz fir privat an öffentlech administrativ Servicer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo de Bauprogramm vun der Universitéit kuerz beliichten. D'Universitéit Lëtzebuerg ass geschaf ginn duerch d'Gesetz vum 12. August 2003, wou hir Missiounen an Objektiver definéiert ginn an op déi ech op dëser Plaz net weider wäert agoen. Fir hir Besoinen un Infrastrukturen ze evaluéieren, ass sech op statistesch Donnéeë baséiert gi vum HIS. Dat ass den Hochschulinformationssystem, eng däitsch parastaatlech Gesellschaft, déi schonn Erfahrung op deem Gebitt huet.

Et gëtt dermat gerechent, dass d'Populatioun vun de Studente vun engem jëtzege Stand vu 4.400 op 7.200 wäert eropklammen um Horizont 2020.

Nieft de Studenten ass d'Entwécklung jo och enk gebonnen un d'Entwécklung vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, déi an Zukunft nach soll méi staark gefördert ginn. Dofir gëtt fir 2020 mat engen 2.357 Fuerscher gerechent, an zousätzlech mat ronn 600 Mann Hëllefspersonal.

Dann ass och eng Programmatioun erstallt ginn, wat d'Natur, d'Zuel, d'Heefegkeet an d'Fréquentatioun vun den Uniscoursen ugeet. D'Infrastrukture sollen optimal genotzt ginn an et muss eng Reserv virgesi ginn. Fir operationell ze bleiwen, däerf den Notzungsgrad vun de Säll 85% net iwwerschreiden. An enger éischter Phas souguer gëtt vun engem Notzungstaux vu 65 bis 70% ausgaangen. Et ass och méiglech, d'Beleeungszäite vu 40 Stonnen an der Woch op 60 Stonnen eropzeschrauwen.

De Bauprogramm soll am Prinzip an dräi Phasen erfollegen, wouvun déi zwou éischt déi wichtegst sinn.

Déi éischt Phas gesäit de Bau vun der Maison du Savoir vir, woumat mer eis haut jo befaassen, an do ronderëm ginn dann no an no déi verschidde Gebaier opgeriicht, déi thematesch opgedeelt ginn. Esou zum Beispill d'Haus vun de Wëssenschaften, d'Maison du Nombre oder d'Haus vun den Humanwëssenschaften. Den Areal vun der Gebléishal bleift reservéiert fir deen eventuell spéideren Ausbau vun der Uni.

Dat generellt Konzept gesäit vir, dass Synergien tëschent deene verschiddenen Haiser sollen entstoen am Kader vun de Fuerschungsprojeten. Dat ënner enger gemeinsamer administrativer Verwaltung.

Wa mer de Projet aus engem urbanistesche Bléckwénkel kucken, soll dat neit Gebai op déi nördlech Partie vun der Héichuewenterrass stoe kommen. Hei stéisst industriell

Vergaangenheet op déi nei Entwécklung vun der Regioun, markéiert duerch Héichiewen engersäits, an den Tour vun der Dexia anerersäits.

Ech wëll och ervirhiewen, dass net méi spéit wéi d'lescht Woch op der Place de l'Université, direkt am Agank vu Belval, déi méi wéi zéng Meter héich Stèle vum Jhang Meis als Erënnerung u Generatioune vu Schmelzaarbechter ageweit gouf. Dës Silhouette gëtt elo komplettéiert duerch den iwwer 80 Meter héijen Tuerm vum Haus vum Wëssen, deen e staarkt Signal an deem homogene Kader vun den thematesche Haiser ronderëm wäert ginn.

Architekturméisseg ass d'Gebai kloer an zwou Entitéite strukturéiert an an engem zäitlose Stil gehalen. Dat eent Gebai huet d'Form vun enger Barre an et huet en eegenen Accès. Do kommen deen Deel vum Enseignementszentrum an d'Partie vum Konferenzzentrum dran.

Hei fannen engersäits déi theoretesch Coursen fir d'Bachelor-Niveaue statt, anerersäits kënnen och Leit vu baussen hei u Konferenzen oder Séminairen deelhuelen. Dat erlaabt et, d'Raimlechkeeten optimal auszenotzen.

Dofir ass d'Gebai och ganz flexibel konzipéiert. Et ass an zéng Zonen agedeelt: Do ass den Entréeshall; de groussen Amphitheater, an eng ganz Rei méi kleng Amphitheateren; weider Säll, fir Coursen ze halen; en Accueil fir d'Proffen; en Accueil fir d'Studenten; eng Verwaltung; de Restaurant; d'Logistik an de Parking.

Dat zweet Gebai ass dann den Tuerm, bei deem eng gewëss Reservmarge akalkuléiert gouf an dat och e separaten Agank huet. Do kënnt d'Administratioun an d'Direktioun vun der Uni dran, déi vum Conseil de gouvernance, dem Rektorat an der Direktioun vun den thematesche Pôlë gemanagt gëtt. Si ginn op déi iewescht Stäck placéiert. Funktionell bedéngt dat, dass d'Raimlechkeete vun der Direktioun musse getrennt si vun deem Deel, an dee vill Studenten erakommen.

D'Direktioun brauch Büroen, Réuniounssäll an e VIP-Accueil. Fir d'Studente si Rezeptiounssäll fir Informatiouns- a Berodungsaarbecht souwéi Büroe virgesinn. Déi sinn op den éischte Stäck no beim Gebai vum Enseignement. Op den Tëschenetagë sinn dann déi aner Servicer vun der Verwaltung ënnerbruecht. Selbstverständlech ass d'Gebai och accessibel fir Leit mat enger Behënnerung.

D'Fassad vum Haus vum Wësse kritt bal wéi eng duebel Haut, déi een héije Sonneschutz wäert erméiglechen. Fir déi Partien, déi de Wiederkonditiounen am meeschten ausgesat ginn, si Materialer virgesinn, déi kee weideren Ënnerhalt brauchen. D'Fënstere sinn aus Holz an Aluminium a sinn duebel verglaast.

Dann zur Energie. D'technescht Konzept vum Gebai ass esou, dass den Energieverbrauch soll verstänneg niddreg bleiwen, fir d'Ënnerhaltskäschten a Grenzen ze halen. Am Wanter soll et e Minimum vum Hëtzverloscht ginn, an am Summer soll esou wéineg wéi méiglech Hëtzt vu baussen erakommen.

Déi Raimlechkeeten, déi an der Fassad leien, gi mat Konvektore gehëtzt, déi an d'Fassad placéiert ginn. Am Gebai vum Enseignement ass eng mechanesch Ventilatioun virgesinn an an deenen anere Lokaler loossen d'Fënstere sech opmaachen, fir ze lëften. Fir déi weider technesch Detailer vum Gebai verweisen ech op d'Partie «Génie technique» vum Gesetzesprojet.

De Käschtepunkt vun deem heite Bauprojet soll bei 136.200.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum 1. Abrëll 2007 leien. Bäizefügen ass, dass de Käschtepunkt vum Parking hei net mat abegraff ass. Dorop ginn ech nach spéider an.

Wat d'Entretienskäschte vun de Lokaler an de jährlechen Energieverbrauch ubelaangt, esou sinn déi pro Joer op ëm déi 2.060.000 Euro geschätzt.

Och wëll ech zum Schluss nach op den Avis vum Statsrot agoen. A sengem Avis vum 21. Oktober 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe zum virleiende Gesetzesprojet ginn. Déi héich Kierperschaft seet awer, si hätt Schwieregkeeten, fir ze appréciéieren, ob genuch Terrain do ass, fir all d'Gebaier vun der Uni ënnerzekréien. D'Chiffréiere vun de Besoinë sinn hir ze vag an d'Dimensioune vum Projet souwéi d'Délaien, an deene se solle realiséiert ginn, ebenfalls.

Dann hieft de Statsrot ervir, dass de Käschtepunkt vum Parking net am Devis mat abegraff ass. En hätt virgezunn, doriwwer méi Informatiounen ze hunn. Den Här Bauteminister huet d'Membere vun der Bautekommissioun informéiert, dass hei en alternative Finanzement ugestrieft ass, deen ënner Form vun enger „public private partnership" soll lafen.

Zum Parking mengt de Statsrot dann nach, dass mat 500 virgesinnene Plazen d'Attraktivitéit ze grouss wier fir den Individualverkéier. Hei hätt e sech méi Renseignementer iwwert d'Mobilitéitskonzept an den „modal split" gewënscht.

Och huet de Conseil d'État sech dann nach gefrot, ob d'Energiekonzept deene leschten Erkenntnisser op deem Gebitt géif entspriechen.

Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de redaktionelle Remarquë vum Statsrot sengem Avis Rechnung gedroen an iwwregens den Titel vum Gesetzesprojet geännert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss och all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffen an der Beaarbechtung vum Gesetzesprojet bedeelegt waren.

Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, emol virleefeg fir Är Opmierksamkeet, well ech erlabe mer dann direkt op deen zweete Projet de loi iwwerzegoen, dee mer um Belval-Site realiséieren.

Dee virleiende Projet 5898 wäert et erlaben, en neit Gebai fir d'Ëmweltverwaltung, d'Waasserwirtschaftsamt, déi national Kommissioun vum Dateschutz an de Fonds Belval op den Industriebrooche vun Esch-Belval opzeriichten. De Projet de loi gouf den 2. Juli 2008 vum Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert, hat och en technesche Deel gradesou wéi e Bauprogramm. Et louchen och eng Finanzfiche a Baupläng bäi.

De Statsrot huet säin Avis den 21. Oktober 2008 ofginn. An der Bautekommissioun vum 10. November ass de Projet de Membere virgestallt ginn an den Avis vum Statsrot gouf analyséiert. An därselwechter Sitzung sinn ech als Rapportrice vum Gesetzesprojet bestëmmt ginn. De schréftleche Rapport gouf dunn an der Sitzung vum 19. November eestëmmeg ugeholl.

Fir d'éischt wëll ech bemierken, dass de virleiende Projet der Regierungspolitik entsprécht, déi eng Modernisatioun vun den Infrastrukture vun der Fonction publique, eng Käschtereduktioun, haaptsächlech vun de Loyerskäschten, eng Dezentralisatioun vun de Statsservicer an eng nohalteg Entwécklung upeilt. D'Agglomeratioun vun Esch, déi e regionalen Entwécklungspôle ass, huet sech mat hiren Industriebrooche vu Belval beschtens dozou gëeegent.

Ech wëll ënnersträichen, dass dëst eng Chance unique fir d'Entwécklung vun der Regioun Süde vum Land ass, déi et ënner anerem erlaabt, déi territorial Organisatioun hei am Land an d'Gläichgewiicht ze bréngen an d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren.

Sämtlech öffentlech Aktivitéiten op den Industriebrooche vu Belval gi jo bekanntlech ronderëm den zentrale Projet vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation entwéckelt a maache 40% vun de bebaubare Fläche vum Site aus. Fir d'Ëmsetzung vun deene Projeten ass jo de Fonds Belval zoustänneg.

D'Cité des Sciences erméiglecht et, nieft der Uni Lëtzebuerg mat den öffentleche Recherchezentren och Statsverwaltungen a kulturell Infrastrukture gradesou wéi Privatentreprisen op engem Site ze konzentréieren. Ech hat dat scho virdrun erwähnt. Esou gëtt et méiglech, fir eng Zesummenaarbecht tëschent all den Acteuren erbäizefréieren.

Engersäits bestinn elo scho Synergien tëschent der Ëmweltverwaltung an dem Waasserwirtschaftsamt, zemools wat d'Labosaarbechten ubelaangt; anerersäits schafft d'Ëmweltverwaltung och elo scho mam Zentrum vun den Ëmweltressourcen an -technologien, dem CRTE, zesummen, deen ënnert der Tutelle vum öffentleche Fuerschungszentrum Gabriel Lippmann fonctionnéiert.

D'Uni Lëtzebuerg bitt hirersäits Formatiounen an de Beräicher Energie an Ëmwelt. Esou entstinn nei Méiglechkeete vun Zesummenaarbecht. D'Statsverwaltunge kënnen der Uni hiert praktescht Wëssen am Ëmweltschutz viruvermëttelen. Si kënnen awer och op d'Formatioun vun de Studenten awierken, andeems si hinne Stagen ubidden. A schliesslech kënnen nei gemeinsam Fuerschungsprojete gestart ginn.

An deem neien administrativen a Labosgebai muss genuch Plaz an och eng Reserv virgesi ginn:

- éischtens, fir d'Ëmweltverwaltung. Si ass prioritär zoustänneg fir d'Preventioun vun der Ëmweltverknaschtung an där vun der Natur. Eng Verknaschtung, déi duerch d'Aktivitéite vum Mënsch provozéiert gëtt. Si ass an dräi Divisiounen organiséiert, ënner enger Direktioun. Et sinn dëst: d'Divisioun Loft a Kaméidi, d'Offalldivisioun an d'Divisioun, déi sech ëm de Kommodo/Inkommodo bekëmmert. Et sinn do ronn 90 Leit beschäftegt, déi mëttelfristeg op 100 sollen eropgoen. Fir hir Aktivitéite kënnen auszeféieren, brauch dës Verwaltung Büroen, Versammlungsraim, technesch Lokaler, Archiven, spezielle Stockageraum fir Materialer a Laboratoiren;

- zweetens muss d'Waasserwirtschaftsamt hei ënnerbruecht ginn. Dës Verwaltung ass zoustänneg fir eng integréiert an nohalteg Gestioun vun de Waasserreserven a vum Waassermilieu an huet de gesetzlechen Optrag, fir dës ze schützen. Weider ass si zoustänneg fir d'Ëmsetze vun der europäescher Waasserkaderdirektiv. Heiduerch ginn d'Fuerschungsaarbechten iwwert d'Waasser a säin Ëmfeld néideg, gradesou wéi d'Labosaarbechten am Beräich vun de biologeschen a chemeschen Analysë vum Waasser. Weider huet si d'Missioun, fir de Fëschbestand an d'Fëscherei ze iwwerwaachen. Si ass a véier Divisiounen organiséiert a mëttelfristeg gëtt mat bis zu 100 Mann Personal gerechent. Fir all dat brauch d'Waasserwirtschaftsamt och Büroen, Versammlungsraim, technesch Lokaler, Archiven, Ofstellraim a virun allem Laboratoiren;

- drëttens ass och de Sëtz vun der nationaler Dateschutzkommissioun hei virgesinn. Si ass do, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Behandlung vun de perséinlechen Date legal ass a muss d'Fräiheet an d'elementar Rechter vun de Persounen am Beräich vum Dateschutz garantéieren. Si schafft a kompletter Onofhängegkeet. Si fënnt an deem neie Gebai optimal Konditiounen, well déi technesch Équipementer modern a sécuriséiert sinn an hire Besoinë vun engem ofgesécherten informatesche Réseau a vun enger Ubannung un de Centre informatique vum Stat entspriechen. D'Kommissioun ass a fënnef Servicer opgedeelt an et schaffen eng ronn 15 Leit do, déi deels vun externe Beroder assistéiert ginn;

- véiertens a last but not least soll de Fonds Belval säin neie Leeër hei fannen. De Fong ass jo en Établissement public, deen 2002 duerch Gesetz geschaf gouf, a Bauherr vu sämtlechen öffentleche Bauprojete vun der Cité des Sciences, eng ëm déi 20 Projete vu gréisserer a mëttlerer Envergure.

Am Moment sëtzen déi 25 Mataarbechter an engem provisoresche Préfabriqués-Gebai. Elo sollen am neie Gebai déi néideg Büroen, Versammlungsraim, technesch Lokaler an och Archivraum zur Verfügung gestallt ginn.

Ervirsträiche wëll ech nach, dass och gemeinsam Infrastrukturen an deem Gebai virgesi sinn, fir esou méi spuersam ze bauen. Dat neit Gebai soll op en Terrain vun 3.000 m^2 stoe kommen, südöstlech vun der Héichuewenterrass, ganz no bei d'Industriemonumenter. Et ass e Gebai mat engem Tuerm, deen e Repère an der urbanistescher Landschaft soll sinn. Et ass alignéiert op Niewegebaier, an zwar d'Rockhal an d'Gebai vun der fréierer Direktioun vun den Héichiewen, wou d'Agora hire Sëtz de Moment huet.

E klengen erfreelechen Detail, besonnesch fir eis gréng Kolleegen: Et bleiwen zwou schéi Platanen erhalen op dem Site, déi et erméiglechen, d'Entrée ganz accueillant ze gestalten.

Architekturméisseg huet d'Gebai dräi Deeler: de Sockel oder ënneschten Deel mat deene verschiddenen Accèsen an de Laboratoiren, dann den Tuerm oder héijen Deel mat deenen administrative Flächen an dann de Sous-sol mat deem ënnerierdesche Parking an den technesche Lokaler.

Deen ënneschten Deel huet véier Niveauen, de Rez-de-chaussée mat deene gemeinsame Raimlechkeete wéi der Entrée, dem Foyer, der Réceptioun an engem grousse Konferenzraum, dann op dem éischten, zweeten an drëtte Stack sinn d'Laboe mat hire jeeweilege Büroe fir d'Waasserwirtschaftsamt an d'Ëmweltverwaltung virgesinn.

Den Tuerm huet zwielef voll Niveauë mat Bürosraimlechkeeten. D'Büroe si modulabel an déi verschidde Stäck kënnen total onofhängeg vunenee genotzt ginn. Op Niveau 5 bis 7 kënnt d'Waasserwirtschaftsamt. Den Niveau 8 ass fir déi national Dateschutzkommissioun. D'Ëmweltverwaltung kënnt hirersäits op d'Niveauen 9 bis 13, an de Fonds Belval kënnt op de 14 an de 15. Dee leschte Stack ass da reservéiert fir d'technesch Lokaler.

De Sous-sol huet nëmmen een Niveau an ass fir d'Déngschtween reservéiert. Dann ass nach eng Annex baussent dem Gebai geplangt. Dat ass fir den Dépôt vu gefëierleche Produiten, déi an de Laboe gebraucht ginn.

Dann nach e puer erausgepickten Detailer zu de gebrauchte Baumaterialien. D'Gebai kritt eng traditionell Fassad am Klinker an dräifach verglaaste Fënsteren. D'Bürosfënstere kënnen och individuell opgemaach ginn a kréie baussesch Storen, fir géint d'Sonn ze schützen, déi zentral elektresch gesteiert ginn. De Sockel an den Tuerm kréien e begréngtenen Daach, fir en Deel vum Reewaasser zréckzehalen. Fir den Entréesberäich si grouss Dallen am Naturstee virgesinn, an an de Büroen an de Versammlungsraim soll Parquet geluecht ginn.

Fir dann Energie ze spueren, huet d'Gebai eng performant Isoléierenveloppe. Déi mechanesch Ventilatiounsanlag huet eng thermesch Récupératioun, a just d'Laboen hunn eng Klimaanlag. D'Waarm-Waasser-Zoubereedung fir d'Laboe gëtt vun enger thermescher Solarproduktiounsanlag ënnerstëtzt. Fir déi weider technesch Detailer verweisen ech och hei op d'Partie «Génie technique» vum Gesetzesprojet.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 57.073.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum 1. Abrëll 2007 chiffréiert. Wat d'Entretienskäschte vun deene Lokaler an de jährlechen Energieverbrauch ubelaangt, esou sinn déi pro Joer ëm déi 1.139.000 Euro geschätzt.

Elo wéilt ech nach zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, op den Avis vum Statsrot agoen. A sengem Avis vum 21. Oktober 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe zum virleiende Gesetzesprojet ginn. En appréciéiert d'Dezentralisatiounspolitik vum Stat a fënnt déi méiglech Synergien tëschent den Administratiounen an der Uni Lëtzebuerg positiv. Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de redaktionelle Remarquë vum Statsrot sengem Avis Rechnung gedroen an och souguer hei d'Ännerung vum Titel vum Gesetzesprojet virgeholl.

Déi héich Kierperschaft bedauert, dass den Energiekonzept net aus enger dokumentéierter systematescher Démarche eraus entwéckelt gouf an approuvéiert awer soss d'Energiespuermoossnamen, déi geplangt sinn. Och félicitéiert déi héich Kierperschaft de Promoteure vum Projet, dass op den „modal split" opgepasst gouf an den öffentlechen Transport hei zum Droe kënnt, well wéineg Parkplazen am Gebai virgesi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei wëll ech e kuerze Merci soen un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun an och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. An lech, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hir zwee Rapporten, a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Clement.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dann awer och der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, villmools Merci soe fir déi Exactitude, mat där se déi zwee Rapporten hei, souwuel dee mëndleche wéi och dee schréftlechen, gemaach huet. Ech mengen, mir sinn dat esou vun hir gewinnt, oder besser gesot, d'Chamber ass dat esou vun hir gewinnt. An dofir hir villmools Merci.

Elo awer zum Projet selwer. Här President, mir sollen haut hei an der Chamber iwwer zwee Bauteprojeten ofstëmmen, déi sech op den éischte Bléck net besonnesch vun anere Projeten ofhiewen, déi mer am Laf vun dëser Legislaturperiod scho gestëmmt hunn.

Wann een déi zwee Projeten awer méi genee analyséiert, da stellt ee ganz séier

fest, datt si alle béid eng grouss Envergure hunn, well si sinn nämlech en Deel vun engem vill méi grousse Projet, an deen de Lëtzebuerger Stat zënter dem Enn vun de 90er Jore massiv investéiert huet an och - dovunner ginn ech aus - nach investéiere wäert, fir datt en enges Daags och Wierklechkeet gëtt.

Bei béide Projete geet et ëm d'Urbanisëierung vun den alen Industriebroochen op Esch/Belval. 1997 huet déi fréier ARBED op hirem Produktiounssite Esch/Belval de leschten Héichuewen ausgemaach. Domadder ass e laangt a bedeitungsvollt Kapitel vun der Lëtzebuerger Stolindustrie zu Enn gaang. Gläichzäiteg sinn awer och riseg Terrainë fräi ginn, déi bis viru kuerzem einfach broochlouchen.

Fir der Minettesregioun, déi als grouss Industriezon dem Land a sengen Awunner awer während Jorzéngten e grousse wirtschaftleche Wuesstum an domadder verbonnen och materielle Räichtum bruecht huet, d'Schicksal vun der Perspektivlosegkeet ze erspueren, huet de Lëtzebuerger Stat décidéiert, fir d'Potenzial vun den Industriebroochen zu Esch/Belval ze notzen an dee Site zum Virbild vun enger neier Politik vun der administrativer an der wirtschaftlecher Dezentralisatioun an enger moderner Landesplanung ze maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Sou huet de Stat insgesamt dräi grouss wirtschaftlech Pôlen hei am Land definéiert, déi allen dräi entwéckelt solle ginn, fir den zukünftege wirtschaftleche Wuesstum op bestëmmte Siten ze konzentréieren an en doduerjer besser wéi bis elo och ze steieren oder steieren ze kënnen.

De Site Belval wäert als Häerzstéck vun der Rekonversioun vun den Industriebroochen am Süde vum Land ee vun deenen dräi nationalen Entwécklungspôle ginn. Andeems Esch/Belval zu engem neien urbanen Zentrum am Süde vum Land gëtt, gëtt op där anerer Säit d'Stad Lëtzebuerg an Zukunft entlaascht, an d'Minettesregioun wäert an engems eng nei wirtschaftlech, demographesch, kulturell a sozial Perspektiv kréien.

Am grousse Ganzen iwwerhëlt Esch/Belval u sech nees d'Roll, déi soss ëmmer d'Stolindustrie gespillt huet. Et léisst d'Regioun vum Süden nees opbléien an erfëllt se mat neiem Liewen. Esou soll tëschent de Gemenge Suessem an Esch eng richteg Stad mat bis zu 8.000 Awunner an 20.000 Aarbechtsplazen entstoen. An dëser neier Stad solle Betriber, öffentlech Administratiounen, Déngschtleeschtungsservicer, kulturell Infrastrukturen, Schoulen, Héichschoulen a Fuerschungszentren niewenteneen a matenee bestoen.

D'Rekonversioun vun Esch/Belval bitt deemno d'Méiglechkeet, fir déi territorial Organisatioun vum Land an en neit Gläichgewiicht ze bréngen a soll zum beschte Bewäis fir d'Ëmsetze vun öffentlechen Investissementer ginn. Och wa schonn eenzel privat Investoren zu Belval aktiv sinn an an Zukunft nach wäerte ginn, esou wär Esch/Belval ouni déi staatlech Finanzmëttele ganz einfach ondenkbar.

Déi vum Stat geplangte Projeten um Belval stellen nämlech net manner wéi 40% vun der bebaubarer Fläch duer. De wichtegsten öffentleche Bauteprojet, souzesoen d'Häerzstéck vun der Entwécklung vum Site Belval, ass d'Konstruktioun vun der Cité des Sciences et de l'Innovation, déi op den Héichuewenterrasse gebaut gëtt an op d'mannst zwou vun deenen dräi Fakultéite vun der Uni Lëtzebuerg ophuele wäert, an zwar d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun an d'Fakultéit vun den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Éducatiounswëssenschaften. Derniewent wäerte sech och d'Rektorat an déi ganz Administratioun vun der Uni souwéi eng ganz Rei Fuerschungszentren an der Cité des Sciences installéieren.

D'Cité des Sciences ass fir de Stat dee Projet, deen aner öffentlech a privat Investissementer unzéien an dat soziaalt a wirtschaftlecht Potenzial vum Site Belval entwéckele soll. De Stat wäert net manner wéi 566 Milliounen Euro an d'Cité des Sciences investéieren. Nieft der Cité des Sciences wäert och nach an den ale Vestiairë vun den Héichiewen eng Pépinière d'entreprises entstoen.

D'Cité des Sciences wäert der Uni Lëtzebuerg déi Plaz bidden, déi se brauch, fir déi eenzel Fakultéite mat hiren enges Daags bis zu 7.000 Studenten an 2.300 Fuerscher ënnerzekréien. Well d'Uni sech weiderentwéckelen a vergréissere wäert, gëtt déi al Gebléishal erhalen, dëst och en vue vun enger eventueller Implantatioun vun der Rechts-, Wirtschafts- a Finanzfakultéit op Esch/Belval.

Och dowéinst wäert d'Cité des Sciences aus zéng bis 15 vuneneen onofhängegen thematesche Haiser bestoen. Jiddwer Haus wäert dobäi ënner sengem Daach ganz spezifesch Fonctioune vereenen. Op dës Aart a Weis solle Synergien tëschent deenen eenzelnen Acteuren, déi an der Cité des Sciences schaffen, geschafe ginn. Déi eenzel universitär Haiser wäerte sech mat anere privaten an öffentleche Gebaier zu engem richtege Quartier vermëschen, well den Urbanisëierungsprojet Belval eng Stad schafe wäert, déi urbaant Liewe mat universitärem Liewe verbënnt. D'Uni wäert deemno en Deel vun der Stad ginn...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- E schéine Quartier vun der Stad Esch.

M. Lucien Clement *(CSV).*- E schéine Quartier vun der Stad Esch. Ech loosse mech gär beléieren, ech hat et och net anescht geduecht, mä ech hat geduecht, dann en neie Staddeel ze kreéieren.

(Interruptions)

Une voix.- Ass et herno net ëmgedréint, Här Braz?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Net datt Esch eng Virstad vun der Uni gëtt.

Also, d'Uni wäert deemno en Deel vun där Stad, an d'Stad en Deel vun där Uni ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Maison du Savoir, iwwert déi mer haut ofstëmmen, wäert den éischte konkrete Projet vun der Cité des Sciences sinn, déi op den Héichuewenterrassen ëmgesat wäert ginn. Dëst Gebai wäert de Stat 136,2 Milliounen Euro kaschten. Eng grouss Zomm, déi sech awer duerch déi fundamental Fonctioun vun deem Gebai fir d'Uni erkläert. D'Maison du Savoir wäert nämlech fir déi meeschte Studenten dat wichtegst Gebai ginn, well an deem Gebai déi allgemeng Coursë gehale wäerte ginn a sech ausserdeem d'Rektorat an d'Administratioun vun der Uni och do befanne wäerten.

D'Maison du Savoir ass also ee vun de Piliere vun der Cité des Sciences, e Gebai, wat zu engem zentralen Unzéiungspunkt wäert ginn. Dofir ass d'Maison du Savoir dann och esou konzipéiert, datt si de Studenten an dem Universitéitspersonal genuch Plaz ubidde wäert, an doriwwer eraus och nach externe Benotzer a Visiteuren d'Méiglechkeet gëtt, fir Konferenzen do ze organiséieren.

Niewent dem Bau vun der Cité des Sciences wäert de Stat och nach en éischt administratiivt Gebai op Belval bauen. D'Konstruktioun vun esou engem administrative Gebai op Esch/Belval ënnersträicht der Regierung hire Wëllen, fir déi staatlech Administratiounen ze dezentraliséieren an déi regional Zentren, déi an der Landesplanung definéiert goufen, och nach ze verstäerken. Duerch Verdeelung vun de staatleche Servicer ginn also déi eenzel Regioune vum Land och revaloriséiert.

Dat administratiivt Gebai zu Esch/Belval wäert, esou wéi d'Cité des Sciences, op den Héichuewenterrasse gebaut ginn. An dësem éischte staatlechen Administratiounsgebai wäerte sech ënner anerem d'Laboratoirë vun der Administration de la gestion de l'eau an déi vun der Ëmweltadministratioun befannen.

D'Regierung huet ganz bewosst en administratiivt Gebai an der Géigend vun der Cité des Sciences geplangt, fir duerch dës Proximitéit d'Kooperatiounsméiglechkeeten tëschent der Universitéit, de Fuerschungszentren an de staatlechen Administratiounen ze schafen. Esou kann eng Symbios tëschent de Fuerscher, déi an de Laboratoirë vum Stat, an de Fuerscher, déi op der Uni respektiv och an deene private Fuerschungszentre schaffen, geschafe ginn. Déi staatlech Administratioune kënnen hiert Wëssen un d'Uni weiderginn, an d'Studente vun der Uni, déi e Stage maache wëllen, hiert un déi eenzel Administratioune weiderginn.

Här President, nieft der Tatsaach, datt d'Maison du Savoir an dat staatlecht administratiivt Gebai ouni Zweifel d'Entwécklung vum Projet Belval virundreiwe wäerten, wéilt ech awer och nach kuerz drun erënneren, datt béid Projeten den öffentlechen Transport um Site Belval fördere wäerten. De Projet selwer gesäit keng finanziell Ausgab - an ech mengen, d'Rapportrice ass schonn drop agaange - fir Parkplaze vir, well déi 500 Parkméiglechkeeten, déi an der Maison du Savoir virgesi sinn, sollen iwwer alternativ Weeër finanzéiert ginn. Ech denken, datt dat iwwer e PPP geschitt, an datt de Projet dann och no deene Prozeduren, déi do virgesi sinn, ausgeschriwwe gëtt.

Mir kruten och an der Kommissioun vum Här Wiseler matgedeelt, datt déi 500 Parkplazen engem „modal split" vu 40/60 géifen entspriechen. De Site ass duerch seng Proximitéit zu der Gare vun Esch optimal un den öffentleche Verkéiersréseau ugebonnen. Déi zwee geplangte Gebaier wäerten esou gebaut ginn a fonctionnéieren, datt se nëmmen e Minimum vun Energie verbrauchen. D'Förderung vum öffentlechen Transport an de Schutz vun der Ëmwelt sinn deemno en integrale Bestanddeel vun deenen zwee virleiende Projeten.

Här President, d'Maison du Savoir an dat administratiivt Gebai sinn also ënnert dem Strëch just en Deel, jo den Ufank vun eppes méi Groussem, nämlech dem Urbanisëierungsprojet Belval, deen als Virbild vun enger gelongener Rekonversioun vun deenen alen Industriebroochen ze kucken ass. Aus all dëse Grënn, Här President, déi ech elo opgezielt hunn, wäert et dann natierlech och keen heibanne wonneren, datt ech och nach den Accord vun der CSV ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zomm, iwwert déi mer haut ofstëmmen, déi ass enorm. Dat sinn 193,2 Milliounen, wann een déi zwee Projeten zesummerechent: 57 Millioune fir d'administratiivt Gebai fir den Ëmweltministère, d'Waasserwirtschaftsamt, d'national Dateschutzkommissioun an de Fonds Belval, an 136,2 Millioune fir d'Maison du Savoir vun der Universitéit.

D'Madame Rapportrice huet eng ganz Rei Detailer iwwert de Projet ginn, fir déi ech se wëllt félicitéieren, esou dass ech net am Detail op déi zwee Projete wëll agoen, mä just e puer Froen am Zesummenhang mat den Investissementer stellen.

D'Zomm vun 193,2 Milliounen ass u sech scho spektakulär, mä si ass nach méi spektakulär, wann ee weess, dass dat do e Stéck vun engem Ganzen ass. D'Regierung, oder de Stat, oder d'Regierung mat Statsgelder, wëllt jo op deem do Site zu Esch/Belval e Gesamtinvestitiounspak vun enger Milliard virgesinn. Dat ass eng gewalteg Zomm! Eng Milliard Euro, dat sinn iwwer 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Eleng d'Gebai, oder d'Gebaier fir d'Uni selwer kaschte 565 Milliounen Euro, dat sinn 22 Milliarden 792 Milliounen aler Frang.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Madame Brasseur, et ass net d'Uni, mä et ass d'Cité des Sciences, déi 565 Milliounen Euro kascht.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech hunn d'Uni mat all deene Gebaier ronderëm gemengt. Här President, ech weess net, firwat den Här Biltgen elo esou opgereegt ass, wann ech hei vun den Zomme schwätzen.

(Hilarité)

Mir wëssen, dass seng Opreegung sech elo nach a Grenze gehalen huet, well hie kann effektiv, wéi den Här Santer seet, ganz anescht.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also éischtens sinn ech jo och méi oft opgereegt, ech hätt awer wierklech net gemengt, dass ech elo opgereegt wär. Ech wollt just preziséieren, dass déi 565 Milliounen net eleng fir d'Uni sinn, mä fir d'Cité des Sciences, wou och all d'CRPen derbäi sinn. Ech waarden dann déi nächste Kéier, mä ech hat gemengt, da bräicht ech herno net opzestoen, fir dat nach eng Kéier ze soen.

M. le Président.- Huelt Dir déi Erklärung vum Här Biltgen un, Madame Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Selbstverständlech, well wann den Här Biltgen mir nogelauschtert hätt, dann hätt den Här Biltgen héieren, dass ech gesot hunn: fir d'Uni mat all deene Gebaier ronderëm.

M. le Président.- D'Madame Brasseur war nach net fäerdeg mat hirer Explikatioun, Här Minister.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat sinn awer 565 Milliounen Euro. Dat sinn 22 Milliarden 792 Milliounen aler Frang, an dat ass wierklech eng ganz héich Zomm. Wa mer all déi Aktivitéite kucken, déi op deem Site vu staatlecher Säit sollen implantéiert ginn, da komme mer op e Gesamtinvestitiounsvolume vu 40 Milliarde Frang, an dat ass e ganz héije Käschtepunkt.

An deem Zesummenhang muss ee sech, menger Meenung no, véier Froe stellen. Déi éischt ass déi: Ass dat noutwendeg? Déi zweet ass: Ass de Site appropriéiert? Déi drëtt ass: Wéi finanzéiere mer dat? An déi véiert ass: Wéi sinn duerno d'Fonctionnementskäschte vun de Gebaier a vun deenen Institutiounen, déi dohinner kommen, a kënne mer ons dat do alles leeschten?

Wat déi éischt Fro ubelaangt: Sinn déi Infrastrukturen noutwendeg? Déi Infrastrukturen, iwwert déi mer haut ofstëmmen, si mat Sécherheet noutwendeg wéi och anerer. Mir hunn eng ganz Partie Institutiounen, déi nei geschafe gi sinn oder déi am Laf vun der Zäit gewuess sinn an déi keng adequat Infrastrukturen hunn, esou dass mer där musse schafen. Wéi beispillsweis d'Archiven, déi gehéiere jo och zu deem ganze Pak.

Et ass och evident, dass mer mussen Infrastrukture fir eng Universitéit zu Lëtzebuerg schafen, mat all deem, wat derzou gehéiert, dass mer mussen Infrastrukture schafen, och wat d'Recherche ubelaangt.

Wat d'Evaluatioun vun de Besoinen ubelaangt, wéi grouss dat muss sinn, do hu mer am Exposé des motifs iwwert d'Maison du Savoir jo eng ganz Partie vu Calculë kritt, iwwert d'Zuel vun de Studenten an iwwert d'Zuel vun de Chercheuren. Ech kann net vérifiéieren, ob dat richteg ass, ob dat eng richteg Approche ass oder net, an ob déi Zuele realistesch sinn.

Wat d'Ausriichtung vun der Uni ubelaangt, déi effektiv Infrastrukture brauch, do seet d'DP Jo zu enger spezialiséierter Uni, wou d'Qualitéit vum Enseignement a vun der Recherche muss Virrang hunn. D'DP seet Neen zu enger Allerweltsuni, wat eng Massenuniversitéit ass.

Dat also zu dem Besoin vun den Infrastrukturen, wou ee muss soen, mir brauchen nach Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg.

Déi zweet Fro, dat ass déi vum Site. Ass de Site adequat?

Am Kader vun der Landesplanung hat déi lescht Regierung jo eng ganz Rei vun Aktivitéiten opgezielt a gesot, mir mussen am Kader vun der Landesplanung dezentraliséieren. Déconcentration concentrée heescht dat am Fachjargon.

Ech muss Iech soen, Här President, ech hunn ni verstanen, wat Déconcentration concentrée géif heeschen, mä ech mengen et kéint een dat domat iwwersetzen, dass net all Aktivitéiten an der Stad a ronderëm d'Stad sollen ugesiedelt ginn, mä dass een am Kader vun der Landesplanung dat geziilt soll a verschidde Pôlen, et sinn der jo dräi zréckbehale ginn, diversifiéieren.

D'DP seet och Jo zu deem Prinzip. Et soll een och an dëser Diskussioun, wann et ëm Standuerter geet, net eng Stad géint eng aner ausspillen oder eng Regioun géint eng aner ausspillen. Dat ass der Infrastruktur net dénglech, et ass der Landesplanung net dénglech an et ass den Institutiounen, déi dohinner komme sollen, mat Sécherheet och net dénglech.

Et ass och keen Zoufall, dass ech hei schwätzen als Netsüddeputéierten, mä als Zentrumsdeputéierten an als Stater Schäffen - et ass zwar net an där Qualitéit wou ech hei stinn, mä ech hunn déi Fonctioun jo awer -, fir ze ënnersträichen, dass mir als Demokratesch Partei, als ganz Fraktioun, als ganz Partei déi do Démarche vun der Dezentralisatioun suivéieren. Dezentralisatioun Jo, wa se Sënn mécht a wa se am Intérêt vun den Institutiounen oder vun den Administratiounen ass.

Dat heescht am Fall vun der Universitéit, dass d'Uni net däerf hierhale fir de Site ze justifiéieren, mä dass de Site eng Plus-value fir d'Universitéit muss duerstellen.

An deem Mooss wou décidéiert ginn ass ze probéieren, Aktivitéite vun der Technologie, der Innovatioun an der Wëssenschaft op engem Site ze implantéieren, an zwar op deem Site iwwert dee mer haut schwätzen, iwwer Esch/Belval, mécht et Sënn, och eng

Maison du Savoir dohinner ze setzen, mat all deem, wat dat ronderëm comportéiert.

Pépinières d'entreprises kommen och dohinner. Et soll also e Cluster geschafe gi vu Wëssen, vun Technologie an Innovatioun. Allerdéngs, wann een dat mécht, da mussen och d'Kaderbedéngunge stëmmen, wou virun allem d'Accessibilitéit eng ganz grouss Roll spillt.

An do war ech frou ze liesen, dass de Conseil de Gouvernement jo leschte Freideg eng Décisioun geholl huet, wat d'Ubanne vum Site Belval ubelaangt. Genee virun dräi Joer, et war just kuerz viru Chrëschtdag, huet d'Regierung d'Décisioun geholl, zwou vun deenen dräi Fakultéite vun der Uni zu Esch/Belval unzesiedelen. D'Motivatioun war awer do net esou séier d'Uni, mä - an ech stinn net eleng mat deem Gefill - d'Motivatioun war jo deemools, dass d'Uni sollt e Moteur sinn, fir aner Investitiounen dohinner ze kréien, well déi privat Investisseuren awer net déi gréisste Begeeschterung gewisen hunn, fir sech do ze implantéieren, wat wierklech schued ass.

An deem Zesummenhang wëll ech och bedaueren, dass et eng Fonctiounsvermëschung gëtt von deem, dee sech ëm d'Uni këmmert vun der Regierung aus, als Beamten, an deen och President vum Fonds Belval ass. Dat ass eng Vermëschung vu Fonctiounen, déi net gutt ass, déi ass net gutt fir d'Institutioune selwer.

Et ass net gutt, wann ee juge et partie à la fois ass. Et ass net gutt, wann den héije Beamten aus dem Héichschoulministère gläicherzäit President vum Fonds Belval ass an dann als héije Fonctionnaire vum Héichschoulministère och dann am Conseil de gouvernance vun der Uni sëtzt als Commissaire de Gouvernement.

Dat ass einfach net gutt, an et wier vill besser gewiescht fir d'Diskussioun a si wier vill méi sachlech gewiescht, wann déi zwou Fonctioune vunenee getrennt wieren, an et wier och am Intérêt vun deem betreffende Beamte selwer gewiescht, menger Meenung no.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Wat déi drëtt Fakultéit ubelaangt, déi vum Droit, vun de Finanzen a vun der Ekonomie, esou ass jo festgehale ginn, dass déi Décisioun soll 2009 falen. An ech wëll hei en Appel un d'Regierung maachen an och en Appel un ons alleguer, dass hei den Intérêt vun der Uni muss am Vierdergrond stoen an net klengkaréierten elektorale regionale Calcul.

Et ass nämlech vill ze vill wichteg, wat mer hei décidéieren, a mir mussen nun eemol wëssen, dass den Zentrum vun de Finanzen an den Zentrum och vun de Juridictiounen a vun den europäesche Juridictiounen hei an der Stad ass, wat och e wichtegt Element ass, wat muss an d'Considératioune mat erageholl ginn.

Mä ech mengen, mir missten hei versichen, an op jidde Fall ass d'DP bereet, dee Wee ze maachen, dass mer e Konsens op deem heite Punkt fannen, well et wier net gutt, wa mer ons hei géifen zerrappen, an déi Zäit, déi elo op ons duerkënnt, d'Wahlen, ass jo eng sensibel Zäit, wou ee liicht an de Konträr verfält vun deem, wat mer wëllen erreechen, nämlech dass mer sollen zesummen eng gutt Léisung am Intérêt vum Développement vun der Universitéit fannen.

Et muss och esou sinn, dass den Intérêt vun de Studenten hei mat a Considératioun gezu gëtt. Et gëtt ëmmer geschwat vun der Unicitéit vun der Uni, dat ass richteg. Dat steet am Gesetz. Mir sollen och zu Lëtzebuerg nëmmen eng Universitéit hunn, mä déi kann awer verschidde Standuerter hunn. Zum Beispill huet d'Uni och en Deel vun enger Fakultéit, déi zu Walfer ugesiedelt ass. Dat also meng Remarquen zum Site.

Drëtt Fro: Wéi finanzéiere mer dat?

De Budgetsrapporteur, den Här Norbert Haupert, ass d'lescht Woch en détail och op de Site vun Esch/Belval agaangen an ech wäert dat net hei maachen. Et ass wouer, an den Här Frieden huet elo grad a sengen Äntwerten och dervu geschwat, dass hei e Konsens am Haus besteet, wat d'Investissementer ubelaangt, dass mer déi mussen op engem héijen Niveau halen an deenen Zäiten, déi elo op ons duerkommen, fir eben ze erméiglechen, dass ons Betriber nach Opträg weider hunn.

Wann een allerdéngs d'Zomm rechent, och wann dat op 20 Joer étaléiert ass, eng Milliard sinn enorm vill Suen an d'Fro muss ee sech da stellen: Packe mer dat? Préjugéiert een net mat deem Vote, dee mer haut maachen, iwwert d'Maison du Savoir, wat d'Kärstéck vun der Uni ass, iwwert de Rescht vun den Investissementer?

An eng Fro, déi mech beschäftegt, ass déi: Wa mer dat hei elo votéieren a wann dat hei elo gebaut gëtt a mir kënnen déi aner Gebailechkeeten, déi derzou gehéieren, net bauen, wéinst dem Finanzement - quitte dass do gesot gëtt, mir géifen hei en anere Mode de financement huelen, nämlech iwwer PPP; nach muss een dann e Privatinvestisseur fannen, dee mat op dee Wee geet -, wa mer dat also net fäerdeg bréngen, kann dann déi Maison du Savoir eleng fonctionnéieren, oder net? Dat ass eng Fro, déi ech an der Kommissioun gestallt hunn, op déi ech awer keng prezis Äntwert konnt kréien.

Am Exposé des motifs iwwert den Développement vun der Maison du Savoir, do steet e Cluster wéi d'Uni sech soll entwéckelen. Dat stoung awer a liichter Kontradiktioun mat deem, wat mer an der Commission jointe vun der Commission vun den Travaux publics a vun där vum Enseignement supérieur presentéiert kruten. Du krute mer do explizéiert, dass den Exposé des motifs eng ursprünglech Iddi wor, an dass déi Iddi do evoluéiert huet, an dass mer haut méi ee preziist Konzept hunn. Ech wollt Iech awer drun erënneren, dass den Exposé des motifs, oder wéinstens de Gesetzesprojet, am Juni 2008 déposéiert ginn ass - also viru sechs Méint -, an ech ka mer jo net virstellen, dass d'Iddien an där Zäit evoluéiert hätten.

Et huet also wierklech vill zur Konfusioun bäigedroen, wat mer exposéiert kruten an och wat am Exposé des motifs steet. Ech fannen, den Exposé des motifs ass wéineg prezis, en ass brouillant an en ass och wierklech net akademesch, wat een awer hätt kënne bei engem Gebai wéi der Maison du Savoir erwaarden.

Ech sinn net eleng mat där Appréciatioun. De Conseil d'État seet a sengem Avis: «structure malsoignée de l'exposé des motifs». Oder de Conseil d'État seet: «le descriptif (...) reste évasif». E seet och: «Le Conseil d'État aurait souhaité un concept plus tangible avant que ne soient entamés les premiers investissements.» Fin de citations. Ech hätt mer och gewënscht, dass mer hei e besser strukturéierten a fundéierten Exposé des motifs kritt hätten.

Deen Exposé des motifs iwwert d'Bâtiments administratifs dergéint ass vill méi detailléiert, vill méi fouilléiert. A mir konnte Gott sei Dank do eng ganz Partie vun Informatiounen eraushuelen, déi mer elo hei gebraucht hunn. Ech sinn och dofir frou, dass mer hei eng Diskussioun iwwert dat Ganzt hunn, well et geet ëm en Investissement vun dem Site, an dass mer déi zwee Projete matenee behandelen.

Meng konkret Fro ass, ob mer dat Ganzt finanzéiere kënnen; dat heescht, déi 565 Millioune fir all déi Investissementer, déi mer fir d'Cité des Sciences brauchen. Oder wa mer dat net kënnen, kann dann d'Maison du Savoir eleng fonctionnéieren, ouni déi aner Infrastrukturen?

Déi véiert Fro: Wat sinn d'Folgekäschten?

Niewent deem rengen Ënnerhalt vun de Gebaier komme jo och nach Fonctionnementskäschten derbäi vun all deenen Institutiounen. Et geet do jo wierklech net drëm, einfach ze soen: Majo, wat d'Uni ubelaangt, déi hunn e Plan quadriennal an do steet dat dran. Mä déi Sue fir de Plan quadriennal musse jo och haaptsächlech vun der öffentlecher Hand kommen, soss fonctionnéiert dat net. Also musse mer wëssen, wat déi Fonctionnementskäschten duerno sinn. An do krute mer nach keen Opschloss driwwer.

Och muss ee sech d'Fro stellen: Wat geschitt mat deenen ale Gebaier? Wat geschitt mat deene Raimlechkeeten, wou de Ministère de l'Environnement elo dra wor, wou d'Waasserwirtschaftsamt elo dra wor, d'Dateschutzkommissioun oder de Fonds Belval? Ginn déi opginn? Sinn dann d'Käschten do null? Oder kommen do nei Institutiounen dran, déi dann och erëm e Käschtepunkt mat sech bréngen?

Wat geschitt mam Walfer Schlass? An dat ass eng konkret Fro, déi ech un d'Regierung hunn. Well wann d'Uni vu Walfer oder d'Fakultéit, déi zu Walfer ass, da vu Walfer plënnert op Esch/Belval, wat geschitt da mat deene Gebailechkeete vum Walfer Schlass? Wéi ass et do mat de Renovatiounskäschten, an da mat den Entretienskäschten, déi duerno drop zoukommen, well da vläicht eng nei Institutioun do ass? Och déi Iwwerleeunge muss ee féieren, well och dat musse mer finanzéieren.

Mir mussen also eng Opstellung kréien iwwer all dat, wat déi Investissementer, déi mer haut décidéieren an déi mer da muer wäerten décidéieren als Folleg vun deem Vote vun haut, och als Folgekäschte mat sech bréngt.

Här President, dat sinn déi véier Froen, déi ech an dësem Zesummenhang wollt opwerfen. Déi zwou éischt Froen, déi iwwert d'Noutwendegkeet vun deenen Infrastrukturen an déi iwwert de Site, kann ee positiv beäntwerten. Dofir wäert d'DP och dës zwee Projete stëmmen. Wat awer de Finanzement vun den Infrastrukturen an d'Folgekäschten ubelaangt, muss d'Regierung nach eng ganz Rei vun Äntwerten ginn. Ech weess net, ob d'Regierung op d'Fro kann äntwerten: Kënne mer ons dat doten alles leeschten?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass fir mech a meng Fraktioun en historesche Moment, dass mer haut déi éischt Tranche vun der Universitéit op Esch/Belval entaméiere kënnen a mam neie Verwaltungsgebai vum Stat der Dezentraliséierung hei am Land eng nei Dimensioun ginn. Ech sinn dofir frou, dass d'Kommissioun vun den Travaux publics dorop bestanen huet, fir dës zwee Projeten, also souwuel d'Maison du Savoir wéi och de Bâtiment administratif, zesummen op de Leescht ze huelen, obwuel deen ee schonn e bëssen éischter prett war wéi deen aneren, well si gehéiere ganz einfach zesummen.

Dat gëtt eis och d'Geleeënheet, no baussen ze weisen, wat d'Kommissiounsmemberen natierlech alleguerten am beschte wëssen, dass et hei net einfach ëm zwee Gebaier geet, déi op deemselwechte Site entstinn, mä dass déi zwee Projete wesentlech Bestanddeeler vun engem Gesamtprogramm a vun engem Gesamtkonzept sinn, déi fir dee ganze Süden an doriwwer eraus fir d'ganzt Land eng nei Dynamik wäerte bréngen.

Ech wëll fir d'éischt der Rapportrice hei Merci soe fir hire gudden, ausféierlechen a prezise Rapport, dee mir et dann och erlaabt, méi op dee generelle Kontext anzegoen, an deen déi zwee Projete sech integréieren, well all déi aner Prezisiounen zu deenen zwee Projet-de-loien hei en détail scho virgestallt gi sinn.

Un der Basis vun dëse Projete steet deemno e richtege Mentalitéitswiessel, deen zënter Jore vu ville gefuerdert an erbäigewënscht gouf an deen elo endlech a seng konkret Ëmsetzungsphas trëtt. Projeten, iwwert déi mer haut ofstëmmen, an anerer, déi spéider nach wäerten am nämlechte Kader derbäikommen, sinn nämlech d'Äntwert op eist gemeinsaamt Bestriewen, mat Hëllef vun enger konkreter Dezentraliséierung e besseren Équiliber fir eis Regiounen opzebauen.

E wichtegt Signal, fir dësem ambitiéisen Zil méi no ze kommen, setzt eng Regierung, andeem se hir Verwaltungen dezentraliséiert. Niewent der Universitéit ass och de Projet «Bâtiment administratif» an där Hisiicht eng Innovatioun, déi hoffentlech wäert Schoul maachen. Well d'Iddi ass, dass d'Verwaltungen, déi sech zu Esch/Belval usiedelen, vun deem neie Standuert mat profitéiere kënnen. Si kommen nämlech an d'direkt Noperschaft vun der Universitéit a vun de Standuerter vun der Recherche, mat deene si zesummeschaffe kënnen a sollen.

Et ass den ausdréckleche Wonsch vun allen Acteuren, dass dës raimlech Situatioun och dozou bäidréit, fir bestoend Kooperatiounen ze verstäerken an och an der Zukunft nach weider auszebauen. Eng eemoleg Chance, fir en neit landesplaneresch sënnvollt Gläichgewiicht tëschent de Regiounen hierzestellen, ergëtt sech virun allem aus der couragéierter Décisioun vun eiser Regierung, d'Universitéit vum Land um Site Esch/Belval ze regruppéieren.

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, dat gëtt et net. De Site heescht net „Esch/Belval", mä ganz einfach „Belval"!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Wéi hätt Dir et gären, Här Sunnen?

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Ech hätt et net gär esou, mä et ass esou.

(Hilarité)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Dann ee Moment. Ech wëll Iech eng Freed maachen, Här Sunnen.

Une voix.- Da musst Dir Iech dru winnen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Eng eemoleg Chance, fir en neit landesplaneresch sënnvollt Gläichgewiicht tëschent de Regiounen hierzestellen, ergëtt sech virun allem aus der couragéierter Décisioun vun eiser Regierung, d'Universitéit vum Land um Site „Belval" ze regruppéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Och wann d'Décisioun iwwert den definitive Standuert - a meng Virriednerin ass scho grad drop agaangen - vun der drëtter Fakultéit nach aussteet, esou muss dach kloergestallt ginn - an ech deelen déi Approche -, dass hei rationell Iwwerleeungen, d'Interesse vun der Uni an d'Entwécklung vum Land dobäi méi schwéier weie mussen, wéi gewinnte Reflexer, déi vu reng geopoliteschen Iwwerleeunge gedroe ginn.

(Interruption)

Dat gläicht sech, mä just d'Konklusiounen, déi mer aus där Constatatioun zéien, schéngen nach net...

(Interruption)

...déiselwecht ze sinn.

Fir Lëtzebuerg war dës Décisioun op jidde Fall e ganz wichtegen éischte Schratt, deen hoffe léisst, dass mëttelfristeg e groussen Deel vun deenen Efforten, déi am Beräich vun der Landesplanung gemaach ginn, alle Regioune vum Land positiv Resultater wäerte bréngen.

Well d'Revaloriséierung vum Site Belval steet net isoléiert do. Et ass e grousse Projet, an deen d'Regierung vill Suen a vill Energie stécht, an et ass e Projet, dee soll Modellcharakter hunn, fir d'Entwécklungen op anere Plazen an an anere Regioune vum Land weiderzedreiwen. Ech denken dobäi net ausschliesslech un déi verbleiwend Notzungsméiglechkeete vun ehemolegen Industrieflächen am Süde vum Land, mä och un d'Frichen am Norde vum Land, déi geneesou vill Potenzial hunn, dat no de Kritäre vun der Nohaltegkeet an am Intérêt vum regionalen Équiliber muss genotzt ginn.

E bessere regionalen Équiliber ka just geléngen, wann nei Standbeen entstinn. D'Verwaltungen an déi nei Gebaier vun der Uni Lëtzebuerg mat hirem Rektorat, déi elo an eng éischt Bauphas kommen, wa mer de Projet de loi vun der Maison du Savoir stëmmen, sinn zwee wesentlech Standbeen vun engem Gesamtkonzept ronderëm déi Dezentraliséierung, vun där ech grad geschwat hunn, a ronderëm dee regionalen Équiliber, dee mer ustriewen. Zesumme mat de Centres de recherche vun der Cité des Sciences couvréieren d'Uni an d'Verwaltungen zentral Beräicher wéi Bildung, Recherche an Innovatioun.

En anert wichtegt Standbeen bleift d'Kultur, déi mat der Rockhal an an Zukunft och mam nationalen Zentrum fir Industriekultur, den Héichiewen an natierlech och vu privater Säit mam Kino gutt vertrueden ass, ouni vun de bestehende kulturellen Highlighten an der Südregioun ze schwätzen. Ergänzt ginn dës öffentlech Projete vum Wunnengsbau, der Kreatioun vun engem ganz neie Wunnquartier vu Bieles um Site Belval, dee gutt virugeet, begleet vum Bau vun engem neie Lycée an natierlech vum Commerce, deen zum Deel scho seng Dieren opgemaach huet.

Modellcharakter huet de Projet Belval awer net nëmmen, wat d'Mixitéit ubelaangt, mä och a puncto Nohaltegkeet. Als Éischt wéilt ech an dësem Zesummenhang d'Mobilitéit an den öffentlechen Transport nennen, déi eng Schlësselroll am Gesamtkonzept spillen an déi parallell zu den haut genannte Projeten a weidere Projeten ausgebaut an opgebaut musse ginn.

An enger éischter Phas ass dat nieft engem performante Bus- a Vëloskonzept déi nei Gare Beval/Universitéit, déi spéider nei Zuchstreck, déi Belval an domat virun allem d'Uni op méi engem kuerze Wee mat der Stad Lëtzebuerg a mam Flughafe verbënnt an natierlech och ëmgedréint, ouni dobäi d'Escher Gare an de bestehende Stadkär vun Esch ze ëmgoen.

Sou droe mer dozou bäi, dass zesummewiisst, wat zesummegehéiert. Op d'ganzt

Land gekuckt, brauche mer generell eng optimal Ubannung vun dësem Site un den öffentlechen Transport, fir iwwerhaapt un den ugepeilten „modal split“ vu 25/75 erunzekommen a fir natierlech och eise Klimaschutzverflichtunge gerecht ze ginn.

Well een déi noutwendeg zukünfteg Entwécklung vun der Universitéit net genau aschätze kann, war et och wichteg, Spillraum ze loossen a genuch Terrainen ze reservéieren. Bis zu 25 Hektar kënne fir d'Universitéit genotzt ginn an och fir spéider d'Universitéit nach kënnen auszebauen, wat jo ee Moment an der Diskussioun war, dass dat op deem Site net soll méiglech sinn a wat awer garantéiert ass. Mä och elo gëllt et, schonn iwwer e regionalen Tram am Süden nozedenken an d'Korridore fräi ze halen, fir sech weider Optiounen op ze halen a se spéider flexibel kënnen un déi real Besoinen unzepassen.

Virun 2018, wann et no eis geet, a virun 2020, wann et am Moment no den Aussoe vum Minister geet, soll den Tram eng Wierklechkeet sinn, deem seng Machbarkeet no enger rezenter Etüd vum Ministère jo net méi a Fro gestallt ass.

Modellcharakter sollen d'Projeten op Belval awer och vum Standpunkt vun der Energieeffizienz hier hunn. Bei deenen zwee Projeten, déi mer hei virleien hunn, gouf besonnesche Wäert op eng gutt Isolatioun vun de Gebaier an op d'Energieeffizienz beim Heize geluecht. Den Energiekonzept vun der Cité des Sciences gesäit vir, dass déi nei Gebaier hir Energie iwwert d'TGV-Zentral zu Esch/Raemerech kréien, déi domadder méi effikass ka genotzt ginn.

Gläichzäiteg sinn an dësem Konzept performant Killsystemer virgesinn, well et mussen net nëmme Büroen am Summer gekillt ginn, mä och eng Partie vun den techneschen Installatiounen an de Laboratoire brauchen Energie, fir gekillt ze ginn.

Wéi scho gesot, déi zwee Projeten, déi mer haut stëmmen, sinn nëmmen en Deel vun engem Gesamtprojet. Et kënnt nach vill Aarbecht op eis zou, an et bleiwen och nach eng ganz Rei Froen ze klären.

D'Investitiounen, déi de Stat op dësem Site geplangt huet, si mat öffentlechen Ausgabe verbonnen, déi sech an enger Gesamtgréissenuerdnung vun enger Milliard Euro bewegen. Nëtzlech a wichteg ugeluechten öffentlech Gelder!

D'Maison du Savoir mam Rektorat stellt eng éischt, mä eng wichteg an essenziell Bauphas duer. A weideren Etappe ginn zousätzlech Gebailechkeeten da vun der Universitéit gebaut. Parallell dozou kommen Infrastrukture fir d'Centres de recherche an d'Pépinière d'entreprises, woubäi mer hoffen, dass méiglech vill Synergië grad dorauser sech erginn, dass ekonomesch Aktivitéiten, d'Uni, d'Recherche an d'Verwaltungen, fir déi d'Innovatioun och eng Roll spillt, beieneen op engem Site sinn. Hir Kontributioun dréit och wesentlech dozou bäi, fir ronderëm ebe grad déi Departementer vun der Fuerschung a virun der Innovatioun en neie Pilier fir d'Land am Süden opzebauen. Dëst Ëmfeld wäert och e positiven Impakt op de Lycée hunn, deen op Belval implantéiert ass an dee schonn amgaangen ass.

Mir hunn am ganze Land allgemeng de Problem, an och dovunner sollt ee schwätzen, dass net genuch jonk Leit oder nach ëmmer net genuch Leit studéieren a virun allem sech fir wëssenschaftlech Studien a fir d'Recherche interesséieren. Vläicht gëtt et e klengen Ustouss fir si, wann d'Schüler konkret virun Aen hunn, dass eng Universitéit keen Elfebeentuerm ass, mä dass hei d'Basis geluecht gëtt fir spannend Carrièren, déi konkret an eisem Alldag eppes kënne bewierken an eppes kënne veränneren.

An dësem Sënn ass et och gutt, dass d'Cité des Sciences direkt u Quartieren ugrenzt, wou Leit wunnen an hir Fräizäit verbréngen. Sou kann eng Bréck geschloe ginn tëschent Chercheuren, Enseignanten, Studenten an aneren Deeler vun der Bevölkerung vun de Gemenge ronderëm de Site a ronderëm de ganze Süden.

Grad an dësen Zäiten ass et immens wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg méi eng positiv Approche kréien zur Recherche an zur Innovatioun. Leider hu mer am Moment éischter d'Tendenz oder nach ëmmer éischter d'Tendenz, technesch Neierungen eréischt dann ze iwwerhuelen, wa se sech am Ausland schonn e bësse bewäert hunn. Fir eis Ekonomie ass et awer onëmgänglech, dass mer op e puer Gebidder d'Nues ganz mat virbäi hunn. Dat setzt eng offen, positiv Haltung zur Wëssenschaft an zur Recherche viraus, a virun allem och e bëssen de Courage, un deem et eis hei am Land heiansdo feelt, fir Neies auszeprobéieren, och wann dat heiansdo oder zum Deel mat Risike behaft ass.

Mir hu bei de Budgetsdebatten an deene leschten zwee Deeg zréckbehalen, dass et scho riskant ass, wann ee wéi mir als Land an esou engem héije Mooss ofhängeg ass vun de Recetten, déi mer virrangeg mat eiser Finanzplaz a Verbindung bréngen.

Am Beräich vun der Recherche a vun der Innovatioun kënne sech Chancen erginn, fir nei Wirtschaftssecteuren ze développéieren, déi eis hëllefen, eis Ekonomie méi a méi konsequent ze diversifizéieren.

Ech begréissen an deem Kontext déi couragéiert Décisioun vun der Regierung, an den neie Biobank-Projet an an d'Gesondheetsfuerschung ze investéieren, déi vun deene concernéierte Ministèren, de Centres de recherche an der Uni Lëtzebuerg mat renomméierten amerikanesche Fuerschungszentren zu engem wichtege Standbeen fir d'Land an deenen nächste Jore sollen opgebaut ginn.

Dës Woch gouf heibanne vill iwwer eng antizyklesch Budgetspolitik geschwat an dovunner, dass mer grad zu dësem Zäitpunkt verstäerkt mussen investéieren, fir d'Konjunktur ze stäipen. Mir hu bei den Investitioune ronderëm d'Universitéit an d'Recherche elo déi eemoleg Chance, iwwert déi nächst Joren Aarbechtsplazen opzebauen an ofzesécheren, déi un der Realisatioun vun dëse grousse Projeten drunhänken, a gläichzäiteg enorm wichteg Investitioune fir d'Zukunft vum Land ze maachen. Kaum een Effort wäert an den nächste Jore méi wichteg sinn, fir déi aktuell Wirtschaftskris ze iwwerwannen, wéi den Niveau vun der Ausbildung vun eise jonke Leit eropzesetzen an den Antrëtt an d'Wëssensgesellschaft ze preparéieren an unzetrieden.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Ufank ass gemaach. Déi zwee Bauprojeten, déi mer hei virleien hunn, mussen zesumme mat all deenen, déi nach ausstinn, Schrëtt fir Schrëtt realiséiert ginn, an dobäi däerfe mer esou wéineg Zäit wéi méiglech verléieren. D'Ëmsetzung vum Modellprojet Belval ass net nëmmen eng grouss Chance fir de Süden, mä fir eist ganz Land.

Ofschléissend wéilt ech menge Kolleegen aus der Chamberskommissioun vun den Travaux publics Merci soen, dass se mir et erlaabt hunn, fir am Numm vun eiser Fraktioun zu dësem Sujet ze schwätzen, an ech ginn och hei den Accord vun eiser Fraktioun zu dësen zwee Projets de loi mat op de Wee.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären, am Numm vun der grénger Fraktioun, e puer Reflexiounen zu dësen zwee Projets de loi maachen. Wann ech soe Reflexiounen, da mengen ech net par rapport zu deem Montant, deen elo emol an dëser Phas dodran investéiert gëtt, well do kënnt een dann natierlech vill méi wéi Reflexioune maachen. Ech denken, datt scho villes vun der Rapportrice gesot ginn ass zu deem, wat mer eigentlech à ce stade wëssen, dofir déi Reflexioune vun der grénger Fraktioun.

Déi éischt Reflexioun, déi ech gär géif maachen, dat ass déi am Kontext zu deem Wuert „Synergien“. Mir hunn an deem enge Projet de Bau vu Verwaltungsgebaier, wat interessant ass, well mer doduerch notamment och eng ganz Rëtsch vu Laboratoiren op d'Plaz kréien. Mir kréien esou en Deel vun der Ëmweltverwaltung an och Büroe fir d'Waasserwirtschaftsamt op Esch/Belval. Op där anerer Säit hu mer jo och schonn hei an der Chamber iwwert d'Pépinières d'entreprises geschwat, déi och do gedeie sollen.

An deem anere Projet de loi hu mer d'Maison du Savoir, wat ee wichtegen Deel vun der Uni vu Lëtzebuerg ass, déi op de Site Belval komme soll. Mir denken, datt et interessant ass, déi Friche Belval ze entwéckelen, grad an deem doten Hibléck. Et ass och virgesinn, de Projet vun der Cité des Sciences, der Recherche an der Innovatioun do ze realiséieren. D'Centres de recherche Lippman, Tudor an den CEPS sollen och dohinner kommen, a mir denken, datt dat Rassemblement op deemselwechte Site vun deenen doten Administratioune respektiv vun deenen dote Fakultéiten, vun deenen dote Centres de recherche, zesumme mat de Lycéeën, mat dem Privatsecteur, sécherlech e Potenzial wäert op deene Frichen entwéckelen, an dat ass eppes, wat mir als Gréng begréissen.

Mir begréissen och, datt d'Uni sech wäert, souwuel an den Etüde wéi och an der Recherche, méi spezifesch mat Ëmweltthemen, mat Energiethemen, mat Waasser a mat Loft a Kaméidi befaassen, well genau déi Verwaltungen och do sinn a well genau do déi Synergië sech och beschtméiglech entwéckele kënnen. Mir denken, datt dat eng vun deene wichtegste Politiken an Zukunft wäert sinn, an datt ee gutt géif dorunner doen, sech, net nëmmen hei am Land, mä wäit doriwwer eraus, domadder ze beschäftegen. Dat kann dann och dee potenziellen Développement, vun deem d'Buergermeeschtesch vun Esch virdrun hei geschwat huet, sécherlech promouvéieren, mä et wäerte sécherlech och fir d'ganzt Land eng Rëtsch vu Créneauen do entstoen, op där Plaz, wou virdrun d'Sidérurgie esou gutt gedeie konnt.

Ech wëll awer dann och e Wuert soen, eng zweet Iwwerleeung, eng zweet Reflexioun, zu der Mobilitéit. Do kënnt ee sech d'Fro stellen, wann eng Rëtsch vu Verwaltungen - fir déi eng oder aner Verwaltung en uniquë Site - op Belval kënnt, ob dat effektiv am Sënn vun der Dezentraliséierung ass, an am Sënn vun deem, wat zum Beispill en IVL seet. Wann ee sech da virstellt, datt eng ganz Rëtsch Leit wäerten dohinner schaffe kommen - mir schwätzen do vun e puer honnert Leit, an et wäerten awer och sécherlech munch Leit vu méi wäit aus dem Norde vum Land erof schaffe kommen -, mat engem, schonn eleng nëmmen an de Verwaltungen, Potenzial zur Entwécklung, kann ee sech froen, ob dat dann och effektiv dee richtege Wee ass.

Mir stellen eis och d'Fro, ob mer kënne mat engem „modal split“ vu 25/75 zefridde sinn, esou wéi et virdrun ugeschnidde ginn ass, an ob mer net grad do, op deene Frichen, grad mat deene Fakultéiten an deene Verwaltungen, déi dohinner komme sollen, eigentlech vill méi ambitiéis am öffentlechen Transport misste virgoen, och wat d'Zil betrëfft, wat mer wëllen am „modal split“ erreechen. De Conseil d'État huet a sengem Avis e puermol drop higewisen,...

M. le Président.- Madame Loschetter, d'Madame Mutsch wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Ech wollt just nach eng Prezisioun ginn, well ech do, mengen ech, net däitlech genuch war. Op Belval selwer ass en „modal split“ vu 40/60, fir dass mer méi einfach op den nationale vu 25/75 kommen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Eng net onwichteg Prezisioun. Ech denken, dat ass genau déi Reflexioun, déi muss weidergefouert ginn a sech weiderentwéckelen, esou wéi ech et elo just ernimmt hunn, well och am Avis vum Conseil d'État - an dat deele mir als Gréng an enger nächster Reflexioun - stellt de Statsrot sech d'Fro, firwat datt mer grad bei enger Maison du Savoir, engem Deel vun der Uni Lëtzebuerg, eng ronn 500 Parkplazen installéiere mussen. Firwat grad do, wou Studente sollen hikommen?

Och wann dat iwwer en anere Mode de financement gemaach soll ginn, mengen ech net, datt mer onse mea culpa domadder wäisswäsche kënnen. Mir sollten eis froen, ob dat net vläicht eng Iddi ass, déi vläicht net ubruecht ass, grad op deem Site, grad bei där Uni, grad bei där Clientèle a grad, wann een dat ambitiéist Zil huet ze soen, datt dat eigentlech en urbanisteschen Deel ass, deen e Beispill soll duerstelle fir d'Zukunft vun onsem Land.

De Conseil d'État seet och a sengem Avis zu engem vun deenen zwee Projeten, datt hie sech erhofft, datt den Aménagement vun de Voirien herno esou gestalt gëtt - an dat beonrouegt eis e bësselchen -, datt versicht soll ginn, de reglementéierte Parking, mä och de wëlle Parking ze endiguéieren oder ze verhënneren. Entweder ass de Conseil d'État ganz schlecht informéiert oder hien huet awer Befierchtungen, déi, denken ech, nach méiglech sinn an de Grëff ze kréien, mä deenen ee sech dann awer misst allen eeschtens unhuelen.

Wann ee sech schonn am Ufank vun engem risege Projet Gedanke maache muss iwwert d'Verhënnere vu reglementéiertem, schlëmmer nach, vu wëllem Parking, gekoppelt u 500 Parkplazen ënner enger Fakultéit an engem ambitiéisen „modal split“ vu 60/40, sinn do, denken ech, e puer Contradictiounen, déi een nach misst aus der Welt schafen.

Mir begréissen dann och an enger nächster Reflexioun déi Efforten, déi gemaach ginn, souwuel an deem enge wéi och an deem anere Gebai - obwuel mer denken, datt dat an deem administrative Gebai besser a méi prezis beschriwwen ass wéi bei der Maison du Savoir -, wou eng ganz Rëtsch vun ekologeschen an energetesche Moossname virgesi sinn an der Baustruktur an an der Bautechnik.

Vläicht kann den Travaux-publics-Minister ons do nach zousätzlech Informatioune ginn, par rapport zu anere Projeten, zu anere Lycéeën oder anere Gebailechkeeten, wou mer awer méi kloer gesot kréien, datt mer do an d'Richtung vun Niddregenergiebau ginn. Oder mir sinn esou gutt wéi um Niddregenergiebau ukomm, well mir hunn et hei mat enger ganzer Rei vu ganz sophistiquéierten an neien Techniken ze dinn, déi natierlech och en energeteschen Afloss hunn.

Mä ass deen iwwerall noutwendeg gewiescht? Vu datt mer jo ëmmer méi an der energetescher Technik eigentlech op manner Technik zréckkommen a ganz einfach heiansdo op einfach, méi wesentlech Organisatioune vum Programm zréckgräifen, wéi zum Beispill Reewaasseropfangbecken oder wëssen, wou Norden a wou Süden ass an d'Gebai och esou initiéieren, wéi zum Beispill och méi prezis a méi generéis Solarzellen installéieren, wéi dat elo an deenen zwee Gebaier - dat eent méi wéi dat anert - virgesinn ass, op jidde Fall a senger Beschreiwung.

E leschten Deel vun onse Reflexiounen ass, Här President, datt mir als Gréng mengen, mä ech denken et ass generell eng Attitüd ginn an der Travaux-publics-Kommissioun, datt all Gebai, wat gebaut gëtt, eigentlech net neutral ass, mä e Gebai, wat gebaut gëtt, huet e Programm, an dee Programm beaflosst natierlech och herno net nëmmen, wat an deem Gebai stattfënnt, mä och, wéi et stattfënnt.

D'Madame Mutsch huet virdru vun engem theoretesche Konzept vun der Uni geschwat. De Statsrot - an ech mengen, et ass jo och schonn zitéiert ginn hei, a mir deelen déi Kritik - kritiséiert och, dat Konzept hätt misse sinn «plus tangible avant que ne soient entamés les premiers investissements», datt de Statsrot gäre méi Information palpable gehat hätt an datt de Statsrot dann och ebe sech Gedanke mécht iwwert d'Parken, d'Mobilitéit an den „modal split“.

Ech denken, datt dat wichteg ass, well mir als Gréng hunn ëmmer erëm hei och op dëser Tribün verkënnegt, datt mer fir d'éischt emol mussen d'Inhalter kennen, fir datt mer kënnen d'Bedürfnisser definéieren, wéi zum Beispill mer dat och systematesch maachen an enger Travaux-publics-Kommissioun, wann et ëm de Bau vun engem Lycée geet.

Mir sinn der Meenung, datt dat hei vläicht, virun allem fir d'Maison du Savoir, net de Fall ass. Mir hunn Erklärunge kritt, datt een eigentlech à ce stade net méi ka soen, well mer jo och mat Pronosticen a mat awer dach Visioune schaffen, an datt mer dofir och net méi kloer kënne soen, firwat mer zum Beispill déi grouss Amphitheatere brauchen. Méi konkret, mir wëssen, wat mer alles wëllen unzéien. Mir wëssen, déi Synergie an déi Dynamik, déi do soll sech entwéckelen, wat mer och ënnerstëtzen. Mä bei deem, wat de Programm ausmécht a wat herno wéi a wéini soll do ëmgesat ginn, do hu mer vläicht net all déi Prezisiounen, déi ee sech hätt kënnen erhoffen.

Als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, am Numm vun der grénger Fraktioun, datt eigentlech virun enger Rëtsch Joren en ambitiéise Projet realiséiert ginn ass, nämlech deen, datt Lëtzebuerg sech mat enger Universitéit dotéiert huet. Eng Universitéit mat dräi Fakultéiten. A mir denken och, datt, wa mir als klengt Land hei deen ambitiéise Projet wëlle weiderdreiwen, da si mer effektiv elo méi wéi jee virun eng gewëssen Erausfuerderung gestallt. Mir sinn och iwwerzeegt, datt et e Potenzial gëtt an datt mer dat och kënnen développéieren.

Mir denken och - an dat ass och schonn hei gesot ginn, ouni wëlle segregatistesch virzegoen -, datt et wichteg ass fir onst Land, an och fir d'Uni a fir hir Zukunft, datt mer an engem gewësse Mooss eng Université d'excellence kënnen développéieren.

Mir denken och als Gréng, datt et wichteg ass ze profitéiere vun all deene Partner, mat deene mer wëlle Synergië schafen. De Finanzsecteur, vläicht net nëmmen trotz der Finanzkris, mä genau wéinst der Finanzkris. Do, denken ech, solle mer profitéiere vun deem Ëmfeld vun deem wichtege Partner, dee mer hei zu Lëtzebuerg a méi prezis an der Stad hunn. A mir sollen och profitéiere vun deem Partner an der Institutioun vun dem Europäesche Geriichtshaff, well mer mengen, datt dat en exzellente Partner ass fir exzellent Studien op enger Uni ze maachen an dorauser och eng Université d'excellence ze maachen.

Mir denken awer och, datt mer solle profitéiere vun deene Wëssenschaftsstrukturen, vun deenen Incubateurs d'entreprises an datt dat alles deenen dräi Fakultéite wäert gutt doen.

Mir sollen also all déi Synergien do notzen, op eng optimal Aart a Weis notzen, a mir solle wierklech derfir suergen, datt mer zum richtege Moment an op der richteger Plaz dat ënnerhuelen. An dann denken ech, datt, wa mer dat maachen, zum richtege Moment an op där richteger Plaz, mer dann och net vergiessen, datt mer alleguerten nëmmen een Zil dierfen hunn, an dat ass dat, d'Universitéit vu Lëtzebuerg beschtméiglech ze entwéckelen, an och dowéinst d'Décisioune beschtméiglech sollen organiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Wann een de Bauprogramm kuckt, deen d'Regierung sech virgeholl huet zu Belval, da gesäit een, datt dat enorm ass, wat an deenen nächsten zéng bis 15 Joer geplangt ass. Et sinn am Ganzen net méi wéi 15 Projeten, mat engem Käschtepunkt vu ronn enger Milliard Euro. 40 Milliarden där aler Frang, dat ass net näischt an Zäiten, wou d'Statsfinanzen oder d'Statskeesen ufänken, lues a lues ëmmer méi eidel ze ginn.

Mir si grondsätzlech mat dem Ausbau vun der Uni um Site Belval d'accord. Mir fannen och, datt et logesch ass, datt een nieft der Uni déi Centres de recherche publics Gabriel Lippmann, Henri Tudor an den CEPS/INSTEAD usiedelt, well sech do eng Partie Synergien erginn an och wann haut alles matenee vernetzt ass, déi raimlech Nähe, d'No-beieneen-Sinn awer sécher vun Avantage ass.

Mir si frou, datt mer déi Entrevue mat de Vertrieder vun der Uni haten an och vum Bauteministère, fir e bëssen ze erfueren, wéi d'Genèse vun deem ganze Projet do war a wéi d'Besoinen an d'Wënsch, op där enger Säit, mat deem, wat machbar ass, op där anerer Säit, probéiert gëtt iwwereneen ze bréngen, wat sécher net ëmmer ganz einfach ass.

Et gëtt eis gesot, datt d'Uni soll bis op 7.000 Studente goen. Op där anerer Säit sollen 3.000 Enseignantë respektiv Chercheuren op deem Site do aktiv ginn. Dat gëtt eleng an deem Beräich eng Populatioun vun 10.000, déi natierlech och en Attrait duerstelle fir Commerce an esou weider, esou datt do wierklech e Pôle de développement amgaang ass ze entstoen.

Elo sollen Administratiounen dohinner kommen, mat den Argumenter, déi gebraucht ginn, datt déi sollen definitiv en uerdentlechen Ënnerdaach kréien, en definitiven Ënnerdaach kréien, datt de Stat och Geld domadder géif spueren, well e kee Loyer méi bräicht ze bezuelen. Dat ass d'Ëmweltverwaltung, dat ass d'Waasserwirtschaftsamt, et ass d'Commission nationale de la protection des données an et ass de Fonds Belval, déi sollen an dat Verwaltungsgebai do erakommen.

Dat heescht, datt nieft der Uni an der Recherche, déi do stattfënnt, och Administratioune vum Stat elo do ugesiedelt ginn an déi d'Weiderentwécklung vun deem ganze Site do nach verstäerke wäerten.

Ganz generell soen ech näischt Neies, datt mir mat där Dezentralisatiounspolitik, déi do verfollegt gëtt, grondsätzlech d'accord sinn. Dat erlaabt eis eng Partie Verkéier net nëmmen ze reduzéieren, mä tout court ze vermeiden, well net méi alles brauch bis an d'Stad ze kommen, an datt een op d'mannst am südlechen Deel vum Land, dat heescht d'Stad Lëtzebuerg an am Minette, wéi mir soen, zwee Schwéierpunkten huet, wou Entwécklung gemaach gëtt.

Här President, wann een eng harmonesch Landesentwécklung mécht, dann däerf een allerdéngs de Rescht vum Land dobäi net vergiessen. Mir mengen elo, wa mer niewent der Stad zu Esch grouss Entwécklung maachen, da wär d'Dezentralisatioun gréisstendeels gemaach; oder et gëtt vläicht eng Partie Leit, déi dat mengen.

Ech wëll drun erënneren, datt et am Norde vum Land en drëtte Schwéierpunkt gëtt, wou mer d'Ambitioun hunn - ech hoffe jiddefalls, datt d'Regierung se huet -, fir deen och ze entwéckelen, an eng Partie Verkéier, deen de Moment op där Schinn Nord-Süd leeft, einfach ewechfalen ze loossen, iwwerflësseg ze maachen, well mer am Norden - an do gëtt et jo dee Begréff Nordstad - effektiv dann e weideren Zentrum a Schwéierpunkt schafen. Och do, si mir der Meenung, ass de Stat an der Verantwortung. Et kann een net vun enger wierklech équilibréierter Entwécklung vum Lëtzebuerger Land schwätzen, wann een dat net mat berücksichtegt.

Viru Joren, Här President, ass d'Iddi opkomm, alles, wat mat Landwirtschaft an Environnement - alles, wat ee kéint ëmschreiwe mat „grénge Secteur" - ze dinn huet, an der Nordstad unzesiedelen. Ech muss soen, datt déi Iddi mer, wéi déi propagéiert ginn ass, net onsympathesch war an och haut nach ass.

Mir wëssen, datt mer elo schonn d'Ackerbauschoul zu Ettelbréck hunn. Si geet zwar e bëssen eriwwer op Dikrech, Gilsdref, mä si bleift awer an deem Raum do. Wa mer soen Ackerbauschoul, da betrëfft dat haut manner d'Baueren, wéi virun allem ganz, ganz vill Schüler, déi awer am grénge Beräich bleiwen; dat heescht, am Gaardebau, an der Horticulture, an der Sylviculture, dat heescht an der Forstwirtschaft an esou weider.

Mir wëssen, datt alles, wat zur Landwirtschaft gehéiert, wat och do war, och do bleift. Dat ass de Laboratoire. Et soll weider ausgebaut ginn: e Centre de documentation; e Centre de formation vu Formation continue. D'Landwirtschaftskammer huet d'Ambitioun fir dohin ze kommen. Dat heescht, do entsteet elo scho mat deem, wat geplangt ass, e Schwéierpunkt fir alles, wat Landwirtschaft a Gaardebau an esou weider ass.

Dofir däerf een awer an deem Zesummenhang d'Fro stellen: Woufir, wa mer schonn e groussen Deel vun den agrareschen Aktivitéiten do hunn, verleeë mer net och d'landwirtschaftlech Verwaltungen dohinner? Woufir hätt een net och vläicht d'Ëmweltverwaltung kënnen definitiv dohinner usiedelen; d'Waasserwirtschaftsamt, wat eiser Meenung no och dohinner gehéiert, an d'Recherche an d'Héichschoul, iwwer alles dat, wat de grénge Beräich betrëfft?

Ech wëll hei bei där Geleeënheet d'Wichtegkeet ënnersträichen. Et deet mer leed, datt de Kolleeg Oberweis elo net hei ass, well hie géif mech ganz sécher ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Hei ass hien.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Oh, entschëllegt! Hien ass net op senger gewinnter Plaz. Mä ech sinn elo frou, datt hien hei ass, well ech weess, datt hie mech ënnerstëtzt a menger Ausso, datt den Agrarsecteur an Zukunft eng ganz wichteg Roll ze spillen huet, net nëmmen an der Ernährung vun de Leit hei am Land, mä och an der Energiewirtschaft.

Stéchwuert Bioenergie; Stéchwuert - dat ass elo méi aktuell - Agro-Energie, wou mer ganz vill Fuerschung an der Zukunft musse maachen. Et deet mer e bësse leed - an dat wär wierklech eng Opportunitéit gewiescht -, datt een dat net alles op deem Beräich Nordstad do zesummegefaasst huet. Dat hätt, Här President, den Avantage gehat, datt mer den Développement vun engem drëtten ekonomeschen an administrative Schwéierpunkt am Norden, och vu staatlecher Säit, virugedriwwen hätten.

Ech wëll och ënnersträichen, datt de ganzen Nordberäich vum Lëtzebuerger Land eigentlech flächeméisseg dee gréissten Deel ass. Do gehéiert souguer den ieweschten Deel vum Oste mat derzou. Esou, datt een effektiv d'Chance verpasst huet, fir eppes do ze maachen. Mir hätten den Avantage gehat, datt mer manner Verkéier generéiert hätten op der Nord-Süd-Achs, wou mer elo scho wëssen, datt d'Autobunn, wa se et da packt, et jiddefalls net fäerdeg bréngt, um Kierchbierg de ganze Verkéier weiderzedrainéieren.

Mir wëssen och, datt beim öffentlechen Transport nach ganz villes muss investéiert ginn, fir datt dat klappt. Mir hätte wierklech eng équilibréiert Dezentralisatioun respektiv Entwécklung vum ganze Land kënnen domadder maachen. Déi Chance, fäerten ech, ass elo definitiv verpasst. Ech bedaueren dat, denken ech, net eleng, mä och eng Partie Leit vun anere Parteien, déi déi Iddi effektiv virugedriwwen hunn, déi elo awer wahrscheinlech dann definitiv fort ass. Dat ass, wéi gesot, ze bedaueren.

Et bleift dann elo - an domat wëll ech ofschléissen - ze hoffen, datt wéinstens den öffentlechen Transport op der Schinn fonctionnéiere wäert, fir datt alleguerten déi, déi an deem Beräich eppes wëlle léieren a Recherche maachen, wa se da méi am Norde wunnen, effektiv awer esou séier wéi méiglech an de Süde kommen, wa se sech mussen déplacéieren; datt d'öffentlech Transportinfrastrukturen op der Nord-Süd-Schinn an och hei duerch d'Stad - do denken ech erëm eng Kéier, Här Minister, et deet mer leed, awer un den Zuch, dee soll ënnert där Stad erduerchfueren - dann dach awer esou ausgebaut ginn. Esou datt mer wéinstens kee Verkéiersproblem behalen an och selbstverständlech déi méiglechst optimal Verbindung tëschent der Stad an dem Site zu Esch - well et ass jo do, wou mer elo ausbauen - esou gutt an esou séier wéi méiglech gemaach gëtt.

Dat gesot, Här President, mir soe Jo, mä mir hunn de Bauch e bësse wéi, well hei effektiv eng Chance verpasst ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Zwee Mercien, fir unzefänken. Deen éischten un d'Rapportrice, déi wéi ëmmer eng gutt a schnell Aarbecht hei gemaach huet. Deen zweete Merci un all d'Fraktiounen, déi mat oder ouni Bauchwéi dat heiten ënnerstëtzen. Dann e puer Minutte fir op déi Froen, déi gestallt gi sinn, nach ze probéieren ze äntwerten.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, datt d'Madame Brasseur an hirer Interventioun schonn eng Rei Froe gestallt huet, déi se zu engem groussen Deel selwer beäntwert huet. Duerfir brauch ech se net nach eng Kéier ze beäntwerten, well si huet se, esou wéi si se beäntwert huet, richteg beäntwert. Ech wëll awer e puer Saache kloerstellen.

Déi éischt Saach, déi ech wëll kloerstellen, dat ass do wou, wéi d'Madame Brasseur gesot huet, den aktuelle President vum Fonds Belval eng Vermëschung vun de Funktioune géif maachen duerch seng Präsenz och am Fong Belval. Ech wëll just soen, datt mer déi Diskussioune schonn eng Kéier haten. Och mam leschte President vum Fonds Belval waren eng Rei Diskussiounen.

Déi lescht Regierung huet dëse President genannt a si huet dëse President aus engem ganz prezise Grond genannt. Si huet dëse President genannt, well dëse President net am Ministère des Travaux publics schafft an domat och net an der Roll ass, wou hien ee President vun engem Fong ass, deen an deem Ministère selwer schafft, wou hie sech kontrolléiert.

Hien ass also net an der Roll du Contrôleur contrôlé. Duerfir kann een och net soen, datt hien an der Roll vum „juge et partie" ass. Fir mech ass et wichteg, datt mer déi Trennung hunn. Déi hunn ech och bei all deene Fongen, déi vum Ministère des Travaux publics ofhänken, duerchgeféiert a weider bestoe gelooss. Ech hunn an den aktuelle President an a seng Aarbecht 100%egt Vertrauen a fannen, datt hien dat bis elo gutt gemaach huet.

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dat ass eng Niewefro hei: Wat geschitt mam Walfer Schlass, gradesou wéi mat all deenen Institutiounen, déi elo eidel ginn? D'Walfer Schlass, dat ass jo do, wou den IES elo dran ass. Et ass esou, datt mer amgaang sinn ze kucken, ob mer déi Gebailechkeeten net kënne gebrauchen, fir se an eng Postprimärs-, dat heescht an eng Sekondärsstruktur ëmzefonctionnéieren.

Dat aus zwee Grënn: well am Fong d'Gebailechkeete sech relativ gutt dozou prêtéieren, éischtens; an zweetens, well mer och déi sämtlech Sportinfrastrukture schonn niewendru sur place hunn, wat eis Synergien a Rationalitéite géif relativ einfach maache loossen.

Do si mer amgaang ze kucken, awéiwäit et méiglech ass, plus Dir hutt Recht, Madame Loschetter, well am Fong d'Verbindunge souwuel un de Bus wéi un den Zuch relativ einfach sinn a kënnen direkt vun do aus gemaach ginn. Dat ass net décidéiert, mä momentan an der Faisabilitéitsstudië.

Kënne mer eis dat leeschten?, gëtt gefrot. Fir d'éischt ass d'Äntwert: Et steet aktuell am Plan pluriannuel als ganz Zomm vun deem, wat geplangt gëtt, fir an den nächste Joren um Belval ze bauen. Ech hätt am Fong éischter d'Tendenz, amplaz d'Fro ze stellen: Kënne mer eis et leeschten?, ze froen: Musse mer eis dat doten net leeschten? Hu mer iwwerhaapt en anere Choix, wéi hei op eng Schinn ze setzen, wéi hei op eng Pist ze setzen, wou mer d'Recherche, wou mer d'Fuerschung, wou mer den Développement vun eisem Land an Zukunft erasetzen a wou mer em maximal Chancë ginn, fir sech ze développéieren?

Duerfir soen ech, mir mussen eis déi Chance do ginn, a mir musse grad déi do Investissementer hei maachen. Mir hu se pluriannuel virgesinn. Mir haten eng Diskussioun och doriwwer, well ech verstan hunn, datt ee kann an d'Richtung denken, fir ze soen: Mä hätt een net besser, dee ganzen Ensemble, fir e besser ze iwwerkucken, an engem Block hei ze stëmmen, déi 560 Milliounen Euro, déi de ganzen Ensemble kascht?

Zwou Äntwerte géif ech dozou ginn. Déi éischt Äntwert, dat ass, wa mer dat gemaach hätten, hätte mer vun all deene Gebaier, deenen zéng, eelef Stéck, déi der Cité des Sciences ugehéieren, missen d'Planifikatioun ganz bis zum Schluss dreiwen. Da wäre mer an dräi, véier, fënnef Joer eréischt mat der Planifikatioun fäerdeg gewiescht an hätten dann eréischt kënne mam éischte Gebai ufänken. Dann hätte mer esou vill Zäit verluer. Dat ass deen éischte Grond.

Zweete Grond, dat ass deen, datt ech bei all deene grousse Projeten, ob dat elo Héichbau- oder Déifbauprojete sinn, zesumme mat der Commission de l'exécution budgétaire décidéiert hunn, datt mer se ëmmer géifen a Stécker maachen, well och déi finanziell Contrôlabilitéit, dat heescht den Iwwerbléck, deen ech iwwert d'Dépenses courantes hunn als Bauteminister, wesentlech méi einfach ze maachen ass, wann ech se kann op méi klenge Bléck an op méi klengen Zäitachse maachen, an eis soss de Projet géif riskéieren, well en ze grouss ass, eventuell aus der Hand ze rutschen. Ech sinn och sécher, datt de Bautechef aus der Stad Lëtzebuerg déi Reflexioun relativ gutt ka verstoen.

Zur Madame Loschetter, déi gesot huet, datt eng Fro vu Parkplaze sech géif stellen. Déi Fro stellt sech effektiv. Mä hei si Parkplaze bei der Uni virgesinn aus deem ganz einfache Grond, well mer och mat dem „modal split", dee virgeplangt ass, awer nach Parkplaze brauchen.

Wa mer soen, mir hunn en „modal split" 60/40, dann heescht dat 60% Individualverkéier, 40% öffentleche Verkéier, dat heescht dann nach ëmmer 60% Individualverkéier. A fir déi 60% Individualverkéier musse mer awer Strukture schafen, fir datt se kënnen uerdentlech a korrekt fonctionnéieren.

Mir hunn déi Parkplazen esou standardiséiert an an der Zuel esou gemaach, datt se op e 60/40 passen. Mir hunn och de Stroossekonzept esou gemaach, datt en op e 60/40 passt, a mir hunn den öffentleche Transport - Dir hutt iwwert d'Gare Belval geschwat, mir hu virun engem oder zwee Méint och déi nei Buslinnen do ageweit - och esou konzipéiert, datt mer hoffen, datt en déi 40% packt. Mir mussen déi packen, mir mussen awer och déi 60% Individualverkéier packen. An eng Uni, esou wéi se fonctionnéiert mat der Aart a Weis, wéi enger Uni hiert Liewe sech am dagdeeglechen Oflaf ofspillt, déi brauch natierlech och, datt d'Leit eng gewësse Flexibilitéit méi hu wéi dat, wat den öffentleche Verkéier hinne ka ginn.

Et sinn nach puer Wuert iwwert d'Klimatisatioun gesot ginn. Do mengen ech, ass et esou, datt mer bei dem Unisgebai probéieren, e relativ einfacht technologescht Konzept ëmzesetzen, wou mer de Verbrauch vun Energie esou déif wéi méiglech gestalte mat där einfacher Technologie, esou wéi mer et och an alleguer de Lycéeë maachen.

Par contre muss een awer soen, datt dat anert, dat administratiivt Gebai eng gewësse Particularitéit huet, wou et noutwendeg war, méi Technologie eranzekréien, well mer hei net nëmme Schoul- a Bürosgebaier hunn, mä eng ganz Rei Laboratoiren hunn, Laboratoiren, déi eng extra Killung, eng extra Klimatisatioun brauchen, sou datt mer do eng e wéineg méi komplizéiert Technologie gemaach hunn, ëmmer

esou rationell an ekologesch wéi méiglech, awer méi komplizéiert, well einfach d'Fonctioun vum Gebai dat verlaangt huet.

Zum Här Mehlen wollt ech just déi Reflexiounen iwwert d'Nordstad nach eng Kéier an dat Liicht setzen, esou wéi ech se gesinn. Ech mengen, datt mer fir den Développement vun der Nordstad jo trotzdeem an deene leschte Joren extrem grouss Effortë gemaach hunn, andeem mer zwee Pôlen do entwéckelen, andeem mer de Schoulbau an der Nordstad Dikrech an Ettelbréck sech haut entwéckele loossen, mä och Zukunftsperspektive sinn.

Natierlech kann een da soen, datt verschidden Ensemblen, wéi de Laboratoire vum Environnement, wéi zum Beispill d'Gestion de l'eau, och hätte kënne bei eng Akerbauschoul passen. Selbstverständlech hätt een dat kënne soen. Et kann een awer gradesou gutt soen, datt se mat all deenen Aspekter vu Recherche, vu Laboratoire, déi se hunn, bei d'Uni passen, bei d'CRPe passen an do och Sënn maachen. Déi eng Optioun hätt Sënn gemaach, déi aner Optioun mécht awer gradesou vill Sënn, a mir hunn elo eben déi Solutioun geholl, fir dat Ganzt op den Aspekt Recherche opzebauen, an dofir och e kohärenten Ensemble do ronderëm ze bauen.

Ech ginn zou, datt déi aner Räsonnementer och Sënn gemaach hätten, mä ech wär awer och frou, wann Dir géift zouginn, datt dat hei Räsonnement och net ganz falsch ass, an déi Décisioun hei och eng gewësse Kohärenz huet, déi ee kann...

(Interruption)

Ech mengen eben net, datt et besser wier.

(Interruption)

Mir hunn do nach e klengen Ënnerscheed, mä dat empêchéiert awer net, datt all déi Strukturen, déi an der Nordstad an der nächster Zukunft wäerte kommen, fir aus der Nordstad och deen Entwécklungspôle ze maachen, dee mer am Land brauchen, déi an den nächste Jore wäerten do gebaut ginn, extrem substanziell sinn.

Wann Der gekuckt hutt, mir hate virun zwee Méint déi ganz Diskussioun iwwert de Stroossebau, notamment fir ronderëm d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck, ronderëm Dikrech eis Verkéierssytemer esou ze gestalten, datt déi Entwécklung och méiglech ass. Da wësst Der, datt mer och do extrem vill an deenen nächste Jore wäerten investéieren, fir déi Zilsetzungen ze erreechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zum...

(Interruptions)

Pardon, entschëllegt, Här Minister Biltgen, d'Tribün ass fir Iech.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Sou schnell kommt Der net eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och nach als Héichschoulminister just op dräi Punkten agoen, déi och hei opgeworf goufen. Deen éischten ass de Käschtepunkt vun der Maison du Savoir. Déi kascht effektiv 136 Milliounen Euro. Wann ee kuckt, wat en normale Lycée kascht, an där hutt Der jo déi lescht Zäit vill hei gestëmmt, kascht en normale Lycée, dee bis zu 1.000 Schüler huet, währenddeem d'Maison du Savoir bis zu 4.000 Studenten hei kann ophuelen, net vill manner wéi d'Maison du Savoir.

Ech wëll och drun erënneren, wat de Recteur gesot huet an där Commission jointe, déi mer haten, nämlech dass zu Lëtzebuerg de Lycéesstudent u sech de Stat 50% méi kascht wéi den Universitéitsstudent de Stat kascht, esou dass ech net mengen, dass mer hei en iwwerdriwwen deiert Haus hätten.

Dat bréngt mech zu der zweeter Fro, nämlech de Fonctionnementskäschten. D'Iddi vun där Maison du Savoir mat deene ville verschiddene Raim, déi een och ka verstellen, ass ebe just, fir esou flexibel ze sinn, dass een op déi verschidde Besoinë kann agoen an dass een net fest Programmer huet, wou ee seet, deen ass dann do an deen ass dann do, mä dass een hei ka vill méi benotzen, esou dass ee bis zu 4.000 Studenten hei kann an déi Maison du Savoir erakréien, wann een dat optimal notzt.

Dat bedeit, an doriwwer hu mer och mat der Uni geschwat, dass déi aktuell Funktiounskäschten - well d'Uni huet jo haut scho Funktiounskäschten, well si huet jo schonn Hörsäll an esou weider - bei enger Uni, déi manner Studenten huet, méi héich si wéi déi Funktiounskäschten - ech huelen elo d'Hörsäll - vun där zukünfteger Maison du Savoir, well mer eben do vill méi gruppéiert hunn a vill méi kënne benotzen. Esou dass déi Funktiounskäschten an Zukunft insgesamt méi bëlleg sinn.

Drëtten a leschte Punkt ass dee vun der Cité des Sciences, well een effektiv konnt duerjerneekomme mat deem engen an deem aneren Diagramm, well deen een Diagramm am Projet de loi, am Exposé des motifs vun der Uni geschwat huet an deen anere vun der Cité des Sciences.

D'Uni huet eng Ausriichtung a Pôlen an d'Cité des Sciences huet eng Ausriichtung a Pôlen. D'Cité des Sciences ass méi wéi d'Uni. Bei d'Cité des Sciences kommen nämlech och d'Centres de recherche publics derbäi wéi de Lippmann, wéi den Tudor, wéi den CEPS respektiv och den Incubateur d'entreprises.

A wat do eben eng Diskussioun war, déi mer laang haten an déi mer gutt ofgeschloss hunn, dat ass déi, dass mer net soen, hei ass d'Uni, do ass de Lippmann, do ass den Tudor, do ass den CEPS, mä dass mer Pôlë maachen an der Cité des Sciences, dass d'Laboratoirë vun deene verschiddenen Haiser, déi eppes mateneen ze dinn hunn, och an datselwecht Haus erakommen. Och dat mécht erëm eng Kéier Synergien.

Dann e leschte Punkt, wou ech och wollt dem Kolleeg Claude Wiseler Merci soen, dass hien dat gesot huet, dass de President vum Fonds Belval, deen effektiv och Kommissär bei der Universitéit ass, net Juge et partie ass. Dozou wëll ech soen, et ass jo net de President vum Fonds Belval, emol net de Fonds Belval, deen d'Konzept vun der Uni décidéiert, mä de Fonds Belval exekutéiert e Konzept, wat vun der Regierung arrêtéiert gouf.

Dat gesot, soen ech all den Orateuren, selbstverständlech ugefaange mat der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, awer och all deenen aneren Orateurë Merci fir déi gutt Debatt, déi mer hei haten.

M. le Président.- D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Madame Duval kennt sech zu Belval aus.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech hat eng Fro gestallt, wa mer dat hei elo stëmmen, an et kéim net dozou, dass mer déi aner Partien och kéinte realiséieren, kann déi Maison du Savoir ouni déi aner Deeler vun der Cité des Sciences fonctionnéieren?

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- De Punkt ass, dass déi aner Deeler vun der Cité des Sciences am Programme pluriannuel virgesi sinn, esou dass mer se och kennen exekutéieren. Dat ass nämlech d'Fro.

Dir hutt d'Fro gestallt: Hu mer d'Suen, fir dat ze exekutéieren? Mir hunn d'Suen, fir dat ze exekutéieren. De Fonds Belval ass amgaang dat esou ze plangen. Dir hutt deemools an där Commission jointe de Planning gesinn. Alles ass zurzäit am Planning vun deene verschiddenen Haiser, déi ronderëm sinn.

Woubäi een natierlech muss soen, dass déi eng Haiser méi wichteg fir d'Uni si wéi anerer. Et sinn Haiser, déi si vläicht manner wichteg fir d'Uni, méi wichteg fir Centre-de-recherche-publicen. Anerer si méi wichteg fir d'Uni. Mä mir sinn zurzäit am Planning, a mir wëllen och weider am Planning bleiwe vun de Concours-d'architecten ugefaangen iwwert d'Projet-de-loien, esou dass dat opgeet an dass d'Uni da ka fristgerecht 2012/2013 ufänken.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote iwwert déi zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi, wat d'Maison du Savoir zu Belval ubelaangt, de 5897.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5897 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet, wat de Bâtiment administratif ubelaangt. Och hei ass de Vote amgaang.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5898 ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Mir gesinn eis muer de Moien erëm.

(Fin de la séance publique à 17.03 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Jeudi, 11 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Marco Schank (déposant une motion)*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (à qui M. Marc Spautz pose une question), M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ali Kaes (qui répond à MM. François Bausch, Ben Fayot et Marco Schank), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen? Här Minister?

(Négation)

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn och keng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen. Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass d'Diskussioun iwwert d'Waassergesetz. Et sinn ageschriwwen als Riedner: déi Häre Roth, Etgen, Diederich, Gibéryen a Kaes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, wann ech gelift.

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut diskutéiere mer e Gesetz, dat an eisen Ae vu ganz grousser Bedeitung ass fir de Waasserschutz an d'Waasserpolitik fir Lëtzebuerg an der Zukunft. De Projet ass den 8. Mäerz 2007 vum Innenminister an der Chamber deponéiert ginn a war begleet vun engem Exposé des motifs, engem Commentaire des articles an dem Text vun der Direktiv 2000/60/CE, der sougenannter Waasserkaderdirektiv vum 23. Oktober 2000.

Deen éischten Avis vum Statsrot datéiert vum 3. Juli 2007. An der Zäit duerno sinn eng Hällewull vun Avisë komm vu verschiddenen Institutiounen, 17 am Ganzen, déi ech elo net alleguerte wäert opzielen. Dat kënnt Der selbstverständlech am detailléierte Rapport noliesen.

Och fir dee ganzen Detail vun den Antécédenten - well et sinn der eng ganz Partie - verweisen ech op de Rapport. Ech wëll op dëser Plaz an där Zäit, déi ech hunn, just op déi wesentlech Inhalter vum Projet agoen. An et soll op dëser Plaz och gesot ginn, datt mer an der Kommissioun ganz intensiv, fir keng Zäit ze verléieren, an ech géif och mengen, ganz konstruktiv un deem Projet geschafft hunn. Mir haten net manner wéi 29 Sëtzungen, fir dëse ganz techneschen a komplexe Projet ze debattéieren. Schlussendlech konnte mer haut virun enger Woch dëse Rapport ouni Géigestëmm ofstëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, ier ech op de Contenu vum Text aginn, nach e puer méi allgemeng Informatiounen, déi ech un den Ufank vun deem Rapport wollt stellen. D'Benotze vu Waasser ass fir eis Lëtzebuerger eng Selbstverständlechkeet. Mir brauche just de Krunn opzedréinen a schonn hu mer es genausou vill an enger exzellenter Qualitéit, wéi mer es brauchen.

Doduerch, datt mer awer esou einfach u Waasser kommen, besteet d'Gefor, datt vill Leit och vläicht éischter oder ganz dacks liichtfankeg mat dësem elementare Liewensmëttel ëmginn. Als Konsequenz heivunner ginn all Dag dausenden an dausende vu Fudder verschwéngst.

Et muss een awer bedenken, datt méi wéi eng Milliard Mënschen op eiser Welt keen Accès zu sécherem, propperem Drénkwaasser hunn. Gleeft een der UNO, da stierwen all Joer ongefeier véier Milliounë Mënschen un de Suitë vu verschmotztem Waasser respektiv engem Manktum un Drénkwaasser. Dat sinn all Dag méi wéi 10.000 Leit, an dovunner wéinstens 4.000 Kanner. All d'Kricher zesummen op der Welt fuerderen deemno manner Affer, wéi knaschtegt Waasser respektiv e Mangel u Waasser.

Wann een dovun ausgeet, datt am Joer 2050 zirka 9 Milliarde Mënschen op eisem Planéit wäerte liewen, kann ee sech virstellen, datt d'Konkurrenz ëm dës liewenswichteg Ressource ëmmer méi grouss wäert ginn. Momentan sinn et scho weltwäit 80 Länner, déi vun enger Waasserknappheet betraff sinn. An d'Zuel vun de betraffene Mënsche wäert bis 2030 op iwwer 5 Milliarde klammen.

Et gëtt deemno genuch Grënn, datt an Zukunft mat Konflikter a souguer Kricher ëm d'Waasser muss gerechent ginn. Verschidden Experte ginn dervun aus, datt an noer Zukunft de Waassermangel d'Haaptursaach vun Ausenanersetzungen um afrikanesche Kontinent beispillsweis wäert sinn. Schonn haut kämpfen d'Baueren an d'Nomaden an der Sahelzon, a Kenia, Somalia, Nigeria, Burkina Faso - fir just e puer Beispiller ze nennen - ëm dat wéinegt Waasser, wat et do iwwerhaapt nach gëtt. Et reent net genuch, d'Bëscher gi futti, ginn zerstéiert, an d'Aarmut klëmmt.

Och hei zu Lëtzebuerg hu mir an de Joren 2003 an 2005 misse feststellen, datt och bei eis Problemer duerch Waasserknappheet entstoe kënnen; net an deem Mooss, wéi ech et elo beschriwwen hunn. An awer! An deene Joren hate mir ganz dréche Summere mat Grondwaasserpegelen, déi stänneg erofgaange sinn.

Et ass also onëmgänglech, datt d'Populatioun, d'Leit dobaussen, nach méi wéi bis elo fir dës Thematik a Problematik sensibiliséiert ginn, och wann do an deene leschte Jore scho munches passéiert ass. D'Waasser ass vläicht déi wäertvollst natierlech Ressource, déi mir hunn. An nëmmen duerch eng nohalteg Waasserpolitik kënne mir dat Waasser esou schützen, fir datt och zukünfteg Generatiounen dovunner kënne profitéieren.

Politikerinnen a Politiker hunn zu Lëtzebuerg d'Verantwortung an d'Missioun, eise Matbiergerinnen a Matbierger däitlech ze maachen, datt Waasser eben net en einfacht Konsumgut ass, mä méi eng eenzegaarteg Ressource, déi mer musse bewosst a verstänneg fleegen.

Fir datt mir dësem Zil kënne méi no kommen, musse mir och ekonomesch Instrumenter hunn. An anere Wierder, de Präis vum Waasser soll och iergendwou säi Wäert erëmspigelen. De Coût de revient vum Waasser, dee sech aus dem Drénk- an dem Ofwaasser zesummestellt, ass d'Resultat vu sämtlechen Onkäschten, déi eng gutt Drénk- an Ofwaasserversuergung mat sech bréngt: d'Konzeptioun, de Bau, d'Exploitatioun an den Entretien vun de ville Réseauen, d'Evakuatioun an d'Proppermaache vum Ofwaasser respektiv dem Reewaasser. Derbäi kommen natierlech d'Käschte fir den Ëmwelt- a Quelleschutz am Zesummenhang vum Waasser.

An nëmmen duerch eng effizient Tarifpolitik am Waasserberäich kënnen d'Ziler vun der europäescher Waasserdirektiv erreecht ginn. Eng vun de Moossnamen ass d'Obligatioun, fir d'Käschten, déi um Gebrauch vum Waasser entstinn, ze récupéréieren; an dat net fir d'lescht nom Prinzip vum Utilisateur-payeur respektiv dee vum Pollueur-payeur. De Konsument soll incitéiert ginn, fir d'Waasser verstänneg a responsabel ze notzen.

Dëse Projet ass ee Kadergesetz a beschäftegt sech selbstverständlech net nëmme mat sämtleche Facettë vum Waasserschutz, mä mat allen Aspekter vun enger nohalteger Waasserpolitik, zum Beispill och mat de Voleten Héichwaasserschutz, dem Volet, datt en neie Regime fir Autorisatioune kënnt - een eenzegen; ech kommen nach dodrop -, den Ënnerhalt vun eise Gewässer insgesamt, wou och nei Strukturen op d'Bee gestallt ginn, zum Beispill de Comité de la gestion de l'eau, den Observatoire de l'eau, dann och d'Contrats de rivière. Och dozou soen ech nach herno e puer Wuert.

Dëse Projet schaaft deemno definitiv e Kader, un deem d'Politik sech an deenen nächste Jore kann orientéieren, fir ee gudden Zoustand fir eis Gewässer a Waasserleef bei eis an Europa unzestriewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer elo kuerz op d'Problematik vum Waasserschutz op europäeschem Niveau anzegoen. D'Grënn, firwat dës Direktiv ausgeschafft gouf, sinn nieft deenen, déi ech scho genannt hunn, ganz eendeiteg: 20% vum Uewerflächewaasser an der EU si schwéier mat Schuedstoffer belaascht; 65% vum Drénkwaasserbedarf an Europa ginn duerch d'Grondwaasser gedeckt; 60% vun den europäesche Stied iwwerlaaschten hir Grondwaasserreserven; 50% vun de Fiichtgebidder si wéinst dëser Iwwerlaaschtung dann och a Gefor; d'Fläch vum künstlech bewässerte Land huet sech am südlechen Europa, wou ebe ganz vill künstlech irriguéiert gëtt, zënter `85 ëm 20% vergréissert.

Ufanks de 70er Joren, wéi virun allem am Rhäin op eemol kee Fësch méi war, ass de Waasserschutz eng Prioritéit an Europa ginn. Lues a lues huet d'Europäesch Unioun sech selwer ganz ambitiéis Ziler gesat, fir

eng gutt Waasserqualitéit zréckzekréien. Haut steet d'Kaderdirektiv vum Oktober 2000 genau fir dës Ziler. Ech wëll elo hei net op all eenzel Etapp agoen tëschent 1970 an dëser Direktiv, mä ech verweisen och do op de schréftleche Rapport.

Wat sinn elo déi wichtegst Elementer vun dëser Waasserdirektiv, iwwert déi scho vill diskutéiert gouf am Virfeld an déi mir duerch dëse Projet de loi an nationaalt Recht ëmsetzen?

Fir d'éischt, duerch déi enorm Belaaschtungen, deenen eis Waasserreserven ausgesat sinn, war et onbedéngt néideg, dës Problemer mat wierksame Moyenen unzegoen, fir datt och eben - ech hunn et scho gesot - zukünftege Generatiounen déi liewenswichteg Ressource erhale bleift.

Honnerte vun Experten hunn un där Direktiv geschafft, aus verschiddene Beräicher: Landwirtschaft, Industrie, Ëmweltschutz souwisou, awer och nationalen a lokalen Administratiounen. D'Kaderdirektiv Waasser dehnt nämlech d'Protektioun op all Gewässer aus a setzt kloer Ziler fir ze garantéieren, datt, éischtens, bis 2015 all europäesch Waasserleef ee gudden Zoustand erreecht hunn; zweetens, sämtlech Ofsonnerunge vu geféierleche Substanzen an d'Waasser reduzéiert respektiv eliminéiert ginn; drëttens - e ganz wichtege Punkt -, datt d'Zivilgesellschaft un deem Prozess bedeelegt gëtt, wat jo och bei eis geschitt de Moment; a véiertens, datt de Prinzip vun der Käschtendeckung agefouert gëtt.

Sechs Haaptetappe si virgesinn: éischtens d'Charakteriséierung vun den hydrographesche Gebidder mat engem Register vun de Schutzgebidder, deen opgestallt gëtt; d'Ausschaffe vun engem Iwwerwaachungsprogramm; d'Ausschaffe vun engem Plan de gestion an engem Moossnameprogramm bis 2009; d'Schafe vum käschtendeckende Waasserpräis bis 2010; een zweete Plan de gestion a Moossnameprogramm bis 2012; an dann, wéi scho gesot, d'Erreeche vum gudden Zoustand vun eise Gewässer bis 2015.

Et war iwwregens virgesinn, datt bis den Dezember 2003 all national a regional Waassergesetzer un d'Kaderdirektiv ugepasst wären. Lëtzebuerg ass domat dat leschte Land, dat dëser Obligatioun nokënnt. Dëse Retard kënnt awer net fir d'lescht doduerch, datt nach verschidden Démarchen néideg waren, wéi zum Beispill d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt 2004 - Dir erënnert Iech dorunner -, fir datt mer iwwerhaapt dës Direktiv konnten an nationaalt Recht transposéieren.

Här President, erlaabt mer elo e puer Wuert zu eiser nationaler Gesetzgebung an dësem Domän. Ech ginn elo net op den Edikt vum Louis XIV zréck, ech si keen Historiker. Ech wëll just soen, datt d'Waasser hei am Land bis Ufank vum 20. Jorhonnert haaptsächlech fir d'Schëfffahrt op der Musel an natierlech och fir d'Landwirtschaft als wichteg ugesi ginn ass.

En éischte ganz wichtege Schratt ass am Joer 1993 geschitt mat engem Gesetz fir de Schutz an d'Gestioun vum Waasser. Déi nächst wichteg Etapp, ech hunn et scho gesot, war d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt 2004. Heiduerch ass och d'Viraussetzung iwwerhaapt geschafe ginn, fir dës Direktiv ëmzesetzen.

Deen nächste ganz bedeitende Schratt geschitt elo haut mat der Ëmsetzung vun där Direktiv an nationaalt Recht an d'Schafe vun engem moderne Waassergesetz fir Lëtzebuerg fir d'21. Jorhonnert.

Am Moment ënnerleien d'Waasserversuergung an d'Waasserentsuergung der Gemengekompetenz. D'Gemenge ginn déi Kompetenz, dat wësst Der, u Gemengesyndikater weider.

Mir hunn och an der Kommissioun festgestallt, an deem klenge Land, wou mer sinn, hu mer enorm vill Syndikater, souwuel am Drénkwaasser- wéi am Ofwasserberäich, siwen, wann ech de SEBES derbäizielen, am Drénkwaasserberäich. 23 Gemenge sinn do iwwregens autonom a 34 si semi-autonom, well se entweder eege Quellen hunn oder vun interkommunale Syndikater gespeist ginn. D'Gemengen Iermsdref, Rouspert a Sandweiler gi vu Quelle versuergt, déi um Territoire vun anere Gemenge leien.

Och am Beräich vum Assainissement gëtt et siwe Syndikater, déi eng oder aner zousätzlech Kooperatioun respektiv verschidde Gemengen, déi a kenger Struktur vun deene Syndikater sinn. Et muss ee sech also d'Fro stellen, dat steet och am Rapport, ob een net méi Masse critique misst erreechen, doduerch, datt een déi Zuel reduzéiert, fir an Zukunft méi effizient kënnen ze schaffen.

Wat d'Strukturen an d'Infrastrukturen am Beräich vun der Waasserversuergung uginn, do kann ee soen, datt mer gutt équipéiert sinn, datt all Gemenge couvréiert sinn.

Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt vill Strukturen am Beräich vun der Waasserentsuergung net um leschte Stand sinn. Eelef Gemengen zu Lëtzebuerg hu keng Infrastrukturen am Beräich vun der Waasseropbereedung. Dovunner leien der siwe laanscht d'Musel.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kloer, datt d'Waasserpolitik sech virun allem och an de Kader - an dat ass wichteg - vun der territorialer Neiuerdnung stelle muss. An duerfir ass et net verwonnerlech, datt am Rapport vun der Spezialkommissioun ënnert der Fiederféierung vun eisem Fraktiounschef, dem Michel Wolter, sech e grousst Kapitel mam Thema Waasser erëmfënnt.

D'Autonomie communale gëtt hei confirméiert. Dernieft gouf awer och festgehalen - an dat kënnt Der am Rapport noliese vun der Spezialkommissioun „Réforme territoriale“ -, datt probéiert soll ginn, eng Structure superposée ze schafen, zum Beispill ee Syndicat mixte État-Communes, fir no an no zu enger zentraliséierter Gestioun vum Cycle de l'eau ze kommen.

Et geet och Rieds vun enger Approche vu Solidaritéit iwwert dat ganzt Land, fir à terme ee Waasserpräis ze erreechen, deen national gesinn an deemselwechten Ordre de grandeur läit; dat heescht, een eenheetleche Waasserpräis. An datt d'Syndikater och innerhalb vun hiren eegene Strukturen - dat steet och am Rapport - eng Approche vu Prix unique solle verfollegen, doduerch, datt d'Solidaritéit spillt an de Syndikater selwer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn elo déi kruzial Punkte vun deem Text, deen eis zur Ofstëmmung virläit?

Vu datt dësen Deel vu mengem Rapport relativ technesch ass, probéieren ech hei just d'Schwéierpunkte virzestellen. Et sinn insgesamt néng Schwéierpunkten.

Als éischt a wichteg Etapp ginn hei d'États des lieux gemaach, d'Iwwerwaachungsprogrammer an de Register vun de Zones protégées, déi op d'Bee musse gestallt ginn, als wichteg Instrumenter, fir wéi gesot dee gudden Zoustand 2015 ze erreechen.

An hei muss ee soen, datt dëst Waasserkadergesetz an éischter Linn ee Gesetz ass mat ekologeschem Charakter an d'Bases légales ageféiert ginn, unhand vun deenen dee gudden Zoustand erreecht soll ginn 2015. Et ginn also preventiv Moossnamen agefouert, awer och de Schutz vun de Gewässer, d'Verbesserung an d'Restauratioun gi respektéiert.

Dobäi gëtt ënner anerem gekuckt, wéi een Afloss d'Eaux souterraines op d'Qualitéit vun dem Uewerflächegewässer hunn.

Fir den Zoustand vun de Gewässer uewer- an ënnerierdesch ze kucken, gëtt vum Waasserwirtschaftsamt eben dësen État des lieux gemaach. Unhand heivun a vun enger systematescher Iwwerwaachung vum Zoustand vun de Gewässer sollen dann déi néideg Moossnamen ergraff ginn, fir déi gesaten Ziler och ze erreechen.

De Register vun de Zones protégées, deen am Artikel 20 vum Gesetz virgesinn ass, gesäit ënner anerem Schutzzone vir: fir de Captage vum Drénkwaasser, d'Badegewässer a Schutzzone fir déi Liewewiesen, déi an a ronderëm d'Waasser sinn, esou wéi et och am Naturschutzgesetz virgesinn ass.

Dat Zweet ass: ee Wuert zu den ekonomeschen Instrumenter, notamment d'Tarificatioun vum Waasser.

D'Artikelen 12 bis 17 vum Projet de loi féiere véier Elementer vun engem harmoniséierte Waasserpräis op nationalem Niveau an. Dës Tarificatioun baséiert op deem, wat ech virdru gesot hunn, nämlech dem Prinzip vun der Käschtendeckung op nationalem Niveau op Basis vum Utilisateur-payeur a Pollueur-payeur, an all dëst am Sënn vun ebe grad den Ëmweltobjektiver, déi den Text sech setzt.

Ab 2010 besteet de Waasserpräis aus zwou Gemengeredevancen an zwou staatlechen Taxen. Éischtens d'Redevance Waasser, notamment Drénkwaasser. Dann d'Redevance fir d'Ofwaasser, wou ech net am Detail elo drop aginn, well dat eis ze wäit féiert. An dann d'Taxe de prélèvement, déi op 10 Cent fixéiert ass. An d'Taxe de rejet, déi no enger Formule gerechent gëtt a wou d'Kommissioun derfir gesuergt huet - wat ursprénglech am Text net virgesi war -, datt dës Tax uniform fir all Kläranlagen am Land gëllt. D'Kommissioun wollt de Solidaritéitsgedanke fir all d'Gemengen am Land hei an d'Realitéit ëmsetzen.

D'Gemengeredevancen ënnerscheeden och nach tëschent de Secteure Stéit - mat Kleng- a Mëttelbetriber -, Industrie a Landwirtschaft.

Well ee groussen Deel vun den Infrastrukturkäschte mat der Densitéit vun de Gemengen an der Unzuel vun den Awunner zesummenhänkt, ass virgesinn, datt regional Ënnerscheeder berücksichtegt an iwwert de Statsbudget ausgeglach ginn.

D'Gemenge si kompetent am Beräich vun der Waasserversuergung an -entsuergung. Deemno geschitt d'Berechnung vum Waasserpräis och an Zukunft op kommunalem Niveau; dat Ganzt awer no enger harmoniséierter Method, déi op nationalem Niveau verankert ass.

Doriwwer eraus soll de Stat fir e fairen an équitabele Präis suergen, deen ëmweltechnesch, ekonomesch a geographesch Aflëss berücksichtegt.

D'Kommissioun huet deemno däitlech gemaach - dat ass wichteg, an esou steet et och am Rapport -, datt de Stat déi Käschten, déi sech duerch ekologesch, ekonomesch oder respektiv regional topographesch Konsequenzen erginn, hëlleft droen, an zwar iwwert d'Budgetsgesetz.

Dat stoung net am urspréngleche Projet de loi an duerfir invitéiert d'Kommissioun och d'Regierung - an dat steet am Rapport -, fir ee Kompensatiounsmechanismus ze schafen, fir d'Differenzen tëschent städteschen a ländleche Gemengen auszegläichen.

Zum Beispill opgrond vun Nodeeler mat méi grousse Versuergungsnetzer, mat méi opwändegen Infrastrukturen um Land, also am ländleche Raum, mat méi Opwand fir ze pompelen, respektiv d'Apasse vun Infrastrukturen, Bauwierker an d'Landschaft. Testgemengen hu gewisen, datt do grouss Ënnerscheeder sinn. Mir haten déi Opstellung an der Kommissioun: Mamer, Feelen mat 5 Euro Coût de revient, Tandel mat schonns 8,40 Euro, Wäisswampech mat 6,74 Euro, eleng am Assainissementsberäich.

Dann e Wuert zu de Moossnameprogrammer an de Gestiounspläng, Instrumenter fir déi nohalteg Waasserwirtschaftspolitik, vun där ech geschwat hunn. D'Moossnameprogrammer sinn esou opgestallt, datt se de gudden Zoustand an den Échéancë vun den Artikele 5 bis 11 erreechen. Dës Programmer ginn zesumme mat alle Concernéierten opgestallt a bestinn aus Mesures de base a Mesures complémentaires. D'Mesures de base orientéiere sech un der aktueller Législatioun, mat deene Reglementer, déi de Moment bestinn, an d'Mesures complémentaires kënnen aus administrativen, ekonomeschen oder steierlechen Instrumenter bestoen a beinhalten och déi Projeten, déi vun de Gemenge realiséiert ginn.

Fir all Waasserdistrikt gëtt vum Waasserwirtschaftsamt ee Plan de gestion ausgeschafft. A ronn engem Joer, den 22. Dezember 2009, soll déi éischt Versioun vum Plang dann och fäerdeg sinn, an Zesummenaarbecht mat deenen anere Staten, déi un den internationalen hydrographeschen Distrikter vu Rhäin a Meuse leien.

E weidere Schwéierpunktberäich ass dee vum neie Regime vun den Autorisatiounen, eng Etapp a Richtung Simplification administrative. Den Artikel 23 vum Text gesäit just nach een eenzege Regime vun Autorisatioune fir all Beräicher vum Schutz an der Gestioun vum Waasser vir.

E fënnefte Schwéierpunktberäich ass dee vum Entretien vun de Waasserleef an d'Gestioun vun de Risike vum Héichwaasser, Schlëssele lelemente nach eng Kéier fir eng nohalteg Gestioun vum Régime hydrologique. Hei geet et drëm, datt den Entretien vun de Waasserleef am Respekt vum natierleche Milieu geschitt. D'Waasserwirtschaftsamt këmmert sech hei ëm d'Koordinatioun. De Cofinanzement vum Stat vun den Entretiensmesuren an der Renaturéierung vun de Waasserleef geschitt via de Fonds pour la gestion de l'eau, wéi et an den Artikelen 62 bis 68 virgesinn ass.

Den Artikel 38 vum Text garantéiert eng Kohärenz tëschent der nationaler Héichwaasserpolitik an der Direktiv 2007/60/CE am Kontext vum Héichwaasser. Dëst geschitt duerch Instrumenter wéi d'Evaluatioun vun den Héichwaasserrisiken, d'Héichwaassergeforekaarten, déi mer an der Kommissioun haten, d'Héichwaasserrisikokaarten an de Plan de gestion des risques d'inondation.

Am Moment ënnerläit d'Gestioun vun den Héichwaasserrisiken der Législatioun vum Aménagement du Territoire. Hei gëtt also proposéiert, déi Héichwaassergeforekaarten an och d'Héichwaasserrisikokaarten an d'PAGe vun de Gemenge mat Héichwaasserproblemer ze integréieren. De Cofinanzement vum Stat gëtt iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau assuréiert.

Dee sechste Schwéierpunkt betrëfft d'Versuergung mat Drénkwaasser an den Assainissement. Dat ass eng Réaffirmatioun, esou wéi se am Gesetz steet, vun de Gemengekompetenzen am Beräich Waasser. Well all d'Servicer, déi mam Benotze vum Waasser zesummenhänken, ënnert d'Gemengekompetenz falen, ginn all déi administrativ an technesch Dispositiounen iwwer Règlements communaux ausgefouert, déi natierlech virdru vum Waasserwirtschaftsamt aviséiert ginn.

Siwentens, d'Gemengepläng an de Plan national du cycle urbain. Dat ass e ganz wichtege Beräich. En ass als Interface tëschent der Landesplanung, dem Aménagement communal an der Waasserwirtschaft ze gesinn. Den Artikel 50 gesäit den Interfaçage tëschent de kartographeschen a planungstechneschen Elementer vum virleienden Text an deene vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal vir, notamment am Beräich vun den Études préparatoires, de PAGen, de PAPen an eventuell de plans directeurs. De Plan national du cycle urbain vum Waasser liwwert dann och alleguer déi Donnéeën, déi noutwendeg sinn, fir op nationalem Niveau déi néideg Kohärenz tëschent der Landesplanung an der Waasserwirtschaft ze garantéieren.

En anere wichtege Punkt sinn d'Strukturen, déi nei geschafe ginn, fir d'Gestioun vum Waasser ze optimiséieren. De Comité de la gestion de l'eau, den Observatoire de l'eau zweetens, drëttens d'Partenariats de cours d'eau, als Komponente vun der Bedeelegung vun der Zivilgesellschaft un der Waasserpolitik. De Comité de la gestion de l'eau ass dat Organ, an deem all concernéiert Parteien zesummesëtzen, fir zesummen der Regierung Avisen ofzeginn zu de Moossnameprogrammer natierlech, dann awer och am Kontext Plan national vum cycle urbain de l'eau, am Kader vun de Plans de gestion fir d'Distrikter, an och den administrative Prozeduren, déi am Waasserschutz a mat der Waasserwirtschaft ze dinn hunn.

Dat anert Instrument, den Observatoire de l'eau, deen duerch den Artikel 54 ageriicht gëtt, ass deen, deen am Fong als wëssenschaftlecht a konsultatiivt Organ konzipéiert ass. Eng drëtt Struktur ass déi vun de Partenariats de cours d'eau, déi sech um wallounesche Modell vun de Contrats de rivière orientéiert. Eng fräiwëlleg lokal, regional Bedeelegung um Niveau vun der Waasserwirtschaft ass hei am Land schonn am Kanton Réiden respektiv un der Uewersauer geschitt.

E leschte Schwéierpunkt vun deene wichtegste Punkten an deem Gesetz ass de Waasserfong, wat jo d'Finanzinstrument ass vun enger nohalteger Waasserwirtschaft. Dëse Fong, deen ursprünglech iwwert d'Gesetz fir de Budget vum Joer 2000 entstanen ass, gëtt duerch deen aktuelle Projet reforméiert. Den Interventiounsradius vum Fong gëtt duerch deen neien Text vergréissert, esou datt sämtlech Aktivitéiten am Beräich vum Waasserschutz an der Waasserwirtschaft dorënnerfalen. Nieft deenen normalen Dotatiounen aus dem alljährleche Budgetsgesetz, gëtt de Fong aus deenen Taxen, déi ech virdru genannt hunn, Taxes de prélèvement, Taxes de rejet, a verschidden aneren öffentleche Fonge gespeist.

D'Kommissioun huet och zréckbehalen, datt d'Waasser als liewenswichteg Ressource och an Zukunft muss an der öffentlecher Hand bleiwen an op kee Fall zum Spillball vu privatwirtschaftlechen Interessen däerf ginn.

Just e Wuert zum éischten Avis vum Statsrot - duerno koume jo nach zwee Avis complémentaires -, dee bedauert huet, datt et zu Lëtzebuerg keng statistesch Donnéeën iwwert d'Evolutioun vun de Waasserreserve géif ginn, och wat d'Consommatioun ubelaangt respektiv d'Pollutioun vum Waasser. De Conseil d'État huet an deem Kontext och un dee ganz interessanten Avis vum Conseil économique et social vum 6. Abrëll 2006

erënnert, dee sech deemools detailléiert mat der Waasserproblematik zu Lëtzebuerg auserneegesat huet.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hunn am Ufank gesot, d'Waasser ass vläicht déi wäertvollst natierlech Ressource, déi mer hunn. An nëmmen duerch eng konsequent, nohalteg Waasserpolitik kënne mer dësen onersetzlechen an och liewensnoutwendege Patrimoine esou schützen, datt genuch Waasser a virun allem och qualitativ héichwäertegt Waasser fir eis Kanner a Kandskanner an Zukunft zur Verfügung steet. Ech menge kënnen ze soen, datt dëse Projet de loi wesentlech Viraussetzunge schaaft, fir dësem ambitiéisen Zil e ganz grousst Stéck méi no ze kommen.

Zum Schluss wollt ech dann och all deene Merci soen, déi vill Aarbecht gemaach hunn, an et war vill Aarbecht, ier dëse Projet konnt an d'Plénière kommen. Ech hunn et schonns gesot, datt et en immens technescht an och komplext Gesetz ass. Merci menge Mataarbechter aus der Fraktioun, aus dem Sekretariat vun der Chamber, awer och de Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus dem Ministère, dem Waasserwirtschaftsamt, an net fir d'lescht och menge Kolleegen aus der Intérieurskommissioun: Merci!

Ech hunn domadder de Rapport ofgeschloss. Wann de President erlaabt, géif ech, am Numm vu menger Fraktioun, nach kuerz eng Motioun presentéieren, eng Motioun, bei där et sech ëm de Waasserschutz an der Landwirtschaft handelt. Dir wësst, datt d'Landwirtschaft insgesamt dee Gestionnaire dobaussen ass, deen a villen Einzugsgebidder vu Waasser, Waassergebidder an an zukünftege Waasserschutzgebidder läit an och do aktiv ass, a wou och net ausgeschloss ass, datt Restriktiounen an Zukunft mussen higeholl ginn.

D'Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008 gesäit d'Finanzéierung vu Moossnamen en faveur vun der Ëmwelt an der Erhalung vun der Biodiversitéit vir, an och den Artikel 38 vum Règlement 1698/2005/CE vum Conseil iwwert de Soutien vum Développement rural duerch den europäesche Fong, de FEADER, gesäit Hëllefe vir, fir d'Onkäschte respektiv d'Verloschter ze decken, déi duerch d'Ëmsetze vun der Waasserkaderdirektiv entstinn.

Aus deene genannte Grënn wollte mer d'Regierung opfuerderen, ebe just am Kader vum Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008, vun dësem Joer also, Agrarëmweltmoossnamen auszeschaffen, déi un d'Waasserschutzzonen eben ugepasst sinn an et erlaben, souwuel d'Ziler vum neie Waassergesetz ze erreeche wéi och der Landwirtschaft hir finanziell Perten ze kompenséieren. Agrarëmweltmoossnamen, déi och praxisno sinn - dat ass wichteg.

An engem zweeten Tiret invitéiere mer d'Regierung, d'landwirtschaftlech Berodung an de Waasserschutzzonen ze intensivéieren an och do de Bauere beschtméiglech ënnert d'Äerm ze gräife bei der Mise en œuvre vun enger Partie vu Moossnamen. Dat ass, fir datt hei virun allem de Service de vulgarisation, dee vun der Landwirtschaftskummer koordinéiert gëtt, déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kritt.

Ech géif lech, Här President, déi Motioun iwwerreechen.

Merci.

Motion 1

Vu que l'agriculture en tant que gestionnaire et propriétaire de la plus grande partie des bassins versants des eaux superficielles et souterraines sera l'un des secteurs les plus touchés par les conséquences de l'application de la loi-cadre sur l'eau, et qu'elle sera confrontée à des restrictions allant au-delà de la bonne pratique agricole et pouvant entraîner des coûts supplémentaires ou pertes de rendements non négligeables;

vu que la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural prévoit le financement de mesures en faveur de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité;

vu que l'article 38 du règlement (CE) N°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) prévoit le paiement d'aides aux agriculteurs afin de compenser les coûts supportés et la perte de revenus subie en raison des désavantages résultant de la mise en œuvre de la directive 2000/60/CE;

la Chambre des Députés invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, des programmes agro-environnementaux spécifiques adaptés aux zones de protection des eaux, permettant d'atteindre les objectifs de la protection des eaux tout en compensant les pertes économiques encourues par les restrictions imposées;

- à encourager le «Conseil agricole» dans les zones de protection des eaux, afin d'assister les agriculteurs au mieux dans la mise en œuvre des différentes mesures, ceci en dotant le service de vulgarisation de la Chambre d'Agriculture des moyens adéquats nécessaires à cette mission.

(s.) Marco Schank, Fernand Etgen, Ali Kaes, Robert Mehlen, Gilles Roth, Romain Schneider.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Mir kommen dann zur Debatt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roth fir d'CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, proppert Waasser huet als Eegeschaft, dass ee kloer derduerch gesäit.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Gilles Roth *(CSV).*- E kloren Duerchbléck bei deem neie Waassergesetz ass dobäi net esou einfach. Europäesch Direktiven an nationaalt Recht ëmsetzen ass oft e komplizéierte Prozess.

Bei dem Waassergesetz ass dës Komplexitéit a senger ganzer Bandbreet zum Virschäi komm. Net manner wéi 23 Oppositions formelles gouf et vum Statsrot.

Ech wëll dem Rapporteur a President Marco Schank Merci soen. Trotz heiansdo méi animéierten Diskussiounen an der Intérieurskommissioun huet hien dëse Gesetzesprojet an d'Dréchent bruecht.

Vill Diskussioune gouf et ëm dëse Projet. Munch hëtzeg Käpp wäert et och nach no dem Vote vun dem Gesetz ginn. Dëse Projet regelt villes an an ëm d'Waasser. An net nëmmen de Waasserpräis.

Här President, mat dësem Projet gëtt d'Waasser u sech och net méi deier, mä deen Eenzelnen, dee Waasser verbraucht, muss dofir an Zukunft awer méi bezuelen.

De Waasserpräis...

Une voix.- Da gëtt et jo méi deier!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...gëtt an Zukunft no der Käschtendeckung an dem Verursaacherprinzip berechent. Als CSV soe mir Jo dozou.

Dës zwee Prinzipië sinn am Ëmweltberäich och net nei. Käschtendeckung a Pollueurpayeur si kee Selbstzweck. Si schreiwe sech an d'Finalitéit vun dem Gesetz - engem nohaltegen Ëmgang mat dem Waasser - an. Konkret setzt de Präis vun dem Waasser sech an Zukunft zesummen engersäits aus engem Tarif, dee fir d'Notze vum Waasser a fir d'Kläre vum Ofwaasser un d'Gemeng muss bezuelt ginn, anerersäits enger Tax, déi fir d'Notzen an d'Kläre vum Waasser vum Stat verrechent gëtt.

Déi staatlech Tax ass op 10 Cent pro Fudder fir d'Notze vum Waasser festgesat. Si gëtt herno mat ronn 19 Cent pro Fudder fir d'Ofwaasser verrechent. Dës staatlech Taxe si prinzipiell fir all Bierger am Land déiselwecht. Hei applizéiert sech deemno voll a ganz de Gläichheetsprinzip, esou wéi e fir d'Steieren an eiser Verfassung speziell verankert ass.

De Gesetzesprojet gesäit och en eenheetleche Berechnungsmodus fir den Tarif vir, deen d'Gemeng muss un den Endverbraucher, sief dat e Betrib oder en Haushalt, weider verrechnen.

Mir hunn also an Zukunft souwuel eenheetlech Taxen am Waasser- an Ofwaasserberäich wéi och en eenheetleche Berechnungsmodus fir d'Gemengentariffer fir Waasser an Ofwaasser.

D'Kromm an der Heck läit eigentlech doran, dass d'Käschte fir d'Versuergung mat Drénkwaasser an d'Gestioun vun dem Ofwaasser vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn. D'Ursaach ass einfach déi, dass de Präis vun den Infrastrukturen an notamment d'Längt vun de Réseaue sech an der Käschtendeckung erëmspigelen. Doduerch kréie mir ganz ënnerschiddlech Präisser, déi fir d'Waasser am Land musse bezuelt ginn. Dat ass fir d'Leit schwéier novollzéibar, besonnesch an engem Land mat net emol 2.600 km^2. Et entsprécht awer dem Grondgedanke vun dem Käschtendeckungsprinzip an dem Verursaacherprinzip, esou wéi se am Gesetz ëmgesat goufen.

Duerch deen neie Berechnungsmodus geet de Präis vun dem Waasser global gekuckt och net an d'Luucht. Deen eenzelne Verbraucher muss méi bezuelen, well d'Suen, déi bis elo iwwert de jeeweilege Gemengebudget allgemeng bezuelt goufen, an Zukunft op deen eenzelne Verbraucher opgedeelt ginn.

Nu kann ee soen, dass dat eben emol de Präis vu propperem Waasser ass. Dem Bierger ass et allerdéngs schwéier ze vermëttelen, dass seng Waasserrechnung ab dem 1. Januar 2010 fir e Stot mat zwee Kanner ëm 600 Euro d'Joer a méi méi deier wäert ginn.

D'Gesetz ënnerstäicht duerfir, dass ekonomeschen a regionale Considératioune beim Festleeë vun de Gemengentariffer ka Rechnung gedroe ginn. D'Méiglechkeet vun enger staatlecher Kompensatioun tëschent eenzelne Regiounen am Land ass och net ausgeschloss. Näischt hënnert och eng Gemeng drun, sozial Bäihëllefen ze ginn, zum Beispill am Kader vun enger Allocation de vie chère, wéi et elo schonn op verschidde Plazen am Land de Fall ass.

Mir stinn deemno als CSV zu dem eenheetleche Berechnungsmodus vun dem Waasserpräis mat den entspriechenden Offiederungen, wéi se am Gesetz virgesi sinn, och wann een, wéi vum Statsrot d'ailleurs gefuerdert, méi en einfache System léiwer gehat hätt.

Eng alternativ Léisung hätt kënnen dora bestoen, dass d'Käschtendeckung landeswäit méi iwwert d'Statstaxe geschitt wier a manner iwwert d'Gemengentariffer. Well d'Statstaxe landeswäit déiselwecht sinn, wier d'Schéier tëschent deenen eenzelne Waasserpräisser da manner grouss gewiescht.

Här President, 116 verschidde Waasserpräisser am Land si schwéier ze vertrieden. An dësem Domän weist d'Gemengenautonomie sécher hir Limiten. D'Waasser als Deel vun eisem öffentleche Patrimoine gehéiert an déi öffentlech Hand. De Moment läit d'Responsabilitéit bei de Gemengen.

Mëttelfristeg brauche mer, esou wéi iwwregens am Rapport vun der Spezialkommissioun iwwert d'Territorialreform virgeschloen, eng national oder zumindest integréiert Waasserpolitik. Mir brauchen dat net nëmmen am Beräich Héichwaasser, mä och um Niveau vum Waassertarif. Fir dohinner ze kommen, ass iwwert d'Land eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent den eenzelne Gemengen, de Waasser- an Ofwaassersyndikater ënnert der Koordinatioun vun dem Stat néideg. Mir wëllen als CSV dofir antrieden.

Här President, de Gesetzesprojet 5695 limitéiert sech net nëmmen op de Waasserpräis. «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» - esou heescht et e bësse feierlech am éischte Considérant vun der europäescher Waasserdirektiv, déi de Projet soll ëmsetzen.

De Gesetzesprojet verbitt an deem Sënn eng Rei vun Aktivitéiten an a ronderëm d'Waasser, déi net vereinbar si mat dem Schutz vun enger gudder Waasserqualitéit. De Statsrot stoung dëse Verbuetsbestëmmunge méi kritesch géigeniwwer. Esou gëtt zum Beispill d'Fro opgeworf, ob een iwwerhaapt nach un enger Quell kéint Waasser drénken oder op engem Scoutscamp nach Waasserspiller kéinte gemaach ginn.

Als CSV si mir fir en nohaltegen Ëmgang mat dem Waasser. Gradesou kloer soe mir, dass an deem Kontext strofrechtlech Bestëmmungen op dat Néidegst musse reduzéiert ginn. Dat zielt iwwregens fir de gesamte Beräich vun der Ëmwelt.

Mir hunn et hei oft mat sougenannten Infractions matérielles ze dinn. Een einfachen Tatbestand geet hei duer, fir am Konflikt mam Gesetz ze sinn, eng strofrechtlech Absicht muss net emol virleien. An der praktescher Uwendung vun de Strofbestëmmungen an dem neie Waassergesetz muss de Prinzip vun der Verhältnismëssegkeet duerfir mat all senge Facettë spillen.

Als CSV wëlle mir ausserhalb vun der Police nëmmen eng limitéiert Zuel vu Beamten, déi d'Qualitéit vun Officiers de police judiciaire an eenzelne Fachberäicher hunn. An dësem sensibele Beräich, wou et ëm en Agréff an d'Fräiheet vun den eenzelne Bierger geet, zielt net nëmmen d'Fachkompetenz, mä och de generellen Ëmgang mat strofrechtleche Bestëmmungen an deene prozedurale Froen, déi domat verbonne sinn.

Mir begréissen als CSV duerfir, dass d'Regierung den initiale Gesetzesprojet an deem Sënn ofgeännert huet, dass heimat nëmmen eng beschränkten Zuel vu Beamten aus dem Waasserwirtschaftsamt an Zukunft d'Qualitéit vun Officiers de police judiciaire mat deenen entspriechende Kompetenze kréien.

Här President, de Projet de loi regruppéiert all Autorisatiounen, déi am Waasserberäich ufalen. Bis elo waren dës an enger Hällewull vu Regele virgesinn, déi alt bis an d'17. Jorhonnert zréckgaange sinn. Et gëtt eng einheitlech Prozedur mat engem fixen Délai vu maximal dräi Méint festgeluecht, wou de Minister muss iwwer eng Genehmegung befannen.

D'CSV ënnerstëtzt dës Iddi ausdrécklech, well si ass ganz am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung. An därselwechter Logik fuerdere mir, dass och an der Praxis dës Genehmegungsprozedur sech op verwaltungstechneschem Plang mat deem néidege Fangerspëtzegefill abiergert. Problemer, déi et an anere Beräicher gouf a gëtt, sollen eis hei erspuert bleiwen. Diskussiounen ëm den Artikel 17 aus dem Naturschutzgesetz däerfen um Niveau vum Artikel 23 vum Waassergesetz net hir Fortsetzung fannen.

Här President, Waasserschutz ass och Schutz géint Héichwaasser. De Gesetzesprojet gesäit hei d'Erstelle vun enger Kartographie vun Iwwerschwemmungsfläche laanscht d'Waasserleef vir. Gemengt sinn heimat net nëmme Flëss, mä och zum Beispill eng Baach, déi emol bei staarkem Reen aus hirem Baachbett eraustrëtt. Dës Kaart gëtt op Basis vu Simulatiounsmodeller respektiv Erfahrenswäerter vu viregten Iwwerschwemmungen opgestallt. Si soll a Concertatioun tëschent der Gemeng, de Bierger an dem Waasserwirtschaftsamt ausgeschafft ginn. D'Konsequenzen, déi sech heiraus erginn, sinn net ze ënnerschätzen.

Déi potenziell Iwwerschwemmungsflächen, déi ausgewise ginn, mussen nämlech an den allgemenge Bebauungsplang vun der jeeweileger Gemeng afléissen. Doduerch ginn d'Bebauungsméiglechkeete vu Grondstécker an domat d'Propriétéitsrechter sécherlech an eenzel Fäll ageschränkt. Mä dës Limitatioune geschéien awer am Interessi vun der Allgemengheet.

Et ginn doduerch Situatioune vermidden, wéi mer se aus der Vergaangenheet leider kennen. D'Leit hu mat Baugenehmegung hir Haiser an d'Waasser gesat an duerno hu missen, op d'Käschte vun der Allgemengheet, deier Moossnamen um Niveau vum Héichwaasserschutz geholl ginn, fir d'Sënnen aus der Vergaangenheet auszebigelen.

D'Ausweise vun Iwwerschwemmungszonen am PAG ass fir d'CSV eng couragéiert Approche. Mä si ass sënnvoll. Mir sinn der Meenung, dass een deem och an der ugekënnegter Ëmännerung vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal Rechnung droe muss.

Här President, d'CSV begréisst, dass de Gesetzesprojet Bestëmmunge virgesäit fir e modernen an ekologeschen Ënnerhalt vun de Waasserleef, de Floss- a Baachbetter mat den Uferen. D'Regelwierk, wat bis elo gespillt huet, war meeschtens zäitlech iwwerholl. Et war rechtlech och net ëmmer gekläert, wie beim Ënnerhalt fir wat verantwortlech ass. Dat Ganzt hat als Resultat, dass besonnesch a ländleche Géigenden oft guer näischt geschitt ass.

De Gesetzesprojet schaaft heifir méi Kloerheet. D'Aarbechte stinn ënnert der Federführung vum Waasserwirtschaftsamt. Jee no Besëtzverhältnisser gi mat de betraffene Gemenge respektiv concernéierte privaten Anrainer Konventioune gemaach, wou dann d'Rechter an d'Flichte vun de Vertragsparteie geregelt sinn. D'CSV ënnerstëtzt dës Approche.

Et gëtt ënner anerem doduerch och déi méi quokeleg Fro geregelt, wien da verantwortlech ass bei engem Schued, deen duerch e korrekten oder net korrekten Ënnerhalt vun engem Baachufer opkënnt. De Gesetzesprojet gesäit eng staatlech Subventioun vun esou Ënnerhaltsaarbechte vu 50% vun de Käschte vir. D'Fro stellt sech awer, ob bei öffentleche Gewässer den

Ënnerhalt net eng Mission de service public ass an domat net déi finanziell Laaschten dovunner zu 100% vum Stat missten iwwerholl ginn.

Här President, iwwer Renaturéierunge vu Flëss a Baache gouf et an der méi oder manner rezenter Vergaangenheet op Plazen heftegst Diskussiounen. De Gesetzesprojet geet och dëst waarmt Eisen un. E schaaft e gesonden Équiliber tëschent Ekologie a Besëtzrechter vun den Anrainer. An Zukunft kann eng Renaturéierung nëmmen am Accord mat der betraffener Gemeng gemaach ginn.

Gëtt se mat hirem Averständnis décidéiert, da mussen déi néideg Terrainen ofgetruede ginn; natierlech mat enger entspriechender Entschiedegung fir de Propriétaire. Fakt ass, dass ouni den Accord vun de politesch Verantwortlechen op lokalem Plang keng Renaturéierung ka gemaach ginn.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit kloer vir, dass d'Gemenge verantwortlech fir d'Waasserversuergung an d'Gestioun vum Ofwaasser sinn. De Secteur vun dem Waasser an dem Ofwaasser bleift domat weiderhin an öffentlecher Hand. D'Waasser kann hei am Land deemno net liberaliséiert ginn. Op europäeschem Plang gëtt et keng sektoriell Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Waasser.

Als CSV wëlle mir och net, dass et zu esou enger Direktiv kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Waasser ass fir eis en Element vun eisem öffentleche Patrimoine. All Bierger huet dorop een Urecht. D'CSV ass der Meenung, dass d'Kontinuitéit an den Zougank zum Waasser fir all Bierger géint eng Liberaliséierungspolitik an deem Beräich plädéieren. Dës Positioun spigelt sech och dofir zu Recht am Gesetzesprojet erëm.

Här President, dat neit Waassergesetz ass ee couragéierte Plädoyer fir eng nohalteg Gestioun vun eisem Waasser. Et ass eng ambitiéis Aufgabestellung, déi d'Regierung sech, hire Servicer an de Gemenge gëtt. Ob de politesche Wëllen an déi finanziell a personell Mëttelen dofir duerginn, muss d'Zukunft weisen.

D'Waasser ass en Deel vun eisem öffentleche Patrimoine. Mir däerfen eis duerfir net an enger reng finanzieller Logik bewegen. Mir brauche villméi eng generell Sensibiliséierung vun de Bierger, fir dass mir méi bewosst an Zukunft mat dem Element Waasser ëmginn. D'CSV-Fraktioun wëllt mat op dee Wee goen a mir stëmmen dofir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Fir d'DP-Fraktioun huet elo den honorabelen Här Etgen d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech gëllt och een opriichtege Merci dem Rapporteur Marco Schank fir säin engagéierte mëndleche wéi och fir säi schréftleche Rapport zu dësem techneschen, awer extrem wichtege Gesetz. Ech wëll an dësem Merci awer och den Här André Weidenhaupt, Direkter vum Waasserwirtschaftsamt, aschléissen, dee mat sengem akribesche Fachwëssen, sengem staarken Aarbechtswëllen, gekoppelt mat engem gesonde Sens de la diplomatie der Kommissioun eng onverzichtbar Hëllef war. Merci och dem zoustännege Minister mat all senge Mataarbechter fir dee gudde Geescht, an deem d'Diskussioune konnte gefouert ginn.

Här President, fir eng gutt Waasserqualitéit ze assuréieren, huet d'Europäesch Unioun eng Direktiv erausginn. Dëst war virun aacht Joer. A viru véier Joer ass den Délai ofgelaf, fir dës Direktiv ëmzesetzen. An elo eréischt wëllt Lëtzebuerg als lescht Land vun der Europäescher Unioun d'Direktiv ëmsetzen a sech eng integréiert Waasserschutzpolitik ginn!

Här President, wéi wëlle mer de Leit dobaussen dëst erklären? Wéi wëlle mer hinnen erklären, dass wichteg Zäit verluer gaangen ass, fir eis eng kohärent Waasserpolitik ze ginn? Wéi wëlle mer hinnen erklären, datt Décisiounen op EU-Niveau geholl gi sinn an dann aacht Joer laang net ëmgesat ginn, bis op ee Punkt wou mer riskéieren, eemol méi veruerteelt ze ginn?

Här President, dës Regierung gesäit sech a ville Beräicher gären als europäesche Musterschüler, mä bei dësem Projet huet se eng fatzeg Datz verdéngt. Well déi Direktiv, déi et hei gëllt ëmzesetzen, ass net eng x-beliebeg. Et geet dorëm, ee Paradigmewiessel virzehuelen an der Waasserpolitik. Ee Wiessel, deen aner Länner scho laang hannert sech hunn. Ee Wiessel, dee mir elo ënner schwierege wirtschaftleche Kaderbedéngunge musse vollzéien.

D'europäesch Kaderdirektiv ass méi wéi nëmmen eng Rechtsvirschréft, déi vun deene verschiddene Memberlänner muss ëmgesat ginn. Dee besonnesche Reiz vun der proposéierter Waasserschutzpolitik läit an der integréierter Approche: iwwer all Landesgrenzen ewech eng koordinéiert Gestioun vun allem, wat mat Waasser ze dinn huet. Et ass een zolidd Fundament!

D'Direktiv setzt fir Europa Meilesteng vun enger neier Waasserpolitik, mat engem staarken Akzent op deen ekologeschen Aspekt. D'Zilsetzung ass kloer definéiert: eng eenheetlech Waasserpolitik op héijem Niveau. D'Kärzil heescht: „dee gudden Zoustand"!

Et gëtt och ee prezisen a verbindlechen Zäitplang. Dës Zäitschinn ass fir d'Lëtzebuerger Regierung zu enger regelrechter Course géint d'Zäit ginn, souwuel wat de legislativen Aspekt ubelaangt wéi d'Ëmsetzen an och d'Erreechen an der virgeschriwwener Zäit vun den Ziler; den ekologeschen Ziler, sief nach eng Kéier ausdrécklech hei preziséiert.

Mir stellen nämlech grouss Mängel, Defiziter am Waassermanagement hei zu Lëtzebuerg fest. An dobäi verlaangt d'Direktiv näischt Onméigleches. Si verlaangt just realistesch Ziler.

Si verlaangt net, datt eis Flëss a Baachen esou missten ausgesi wéi virum Industriezäitalter, quasi esou wéi d'Natur se geschafen huet. Neen, se solle just ideal Liewensraim bidde fir Fësch a Waasserplanzen. D'Direktiv léisst bewosst vill Plaz fir eng flexibel Planung.

D'Moossnameprogrammer solle sech un de regionalen a lokale Gegebenheeten orientéieren. D'Décisioune sollen do geholl ginn, wou méiglechst direkte Kontakt zu de Betraffene besteet. D'Direktiv follegt dem Subsidiaritéitsprinzip. Dat gefält eis an der Demokratescher Partei.

D'Moossnameprogrammer sollen och an enker Kooperatioun mat alle Betraffenen entwéckelt ginn. Wat éischter déi Betraffe bedeelegt sinn, desto besser! Hei handelt d'Direktiv no där aler a bewährter Erkenntnis, Transparenz beim staatleche Plange schaaft Vertrauen. Och dat gefält eis an der Demokratescher Partei.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, d'DP begréisst ausdrécklech d'Grondiddië vun dëser wichteger Direktiv. D'DP begréisst d'Zil vun engem gudden Zoustand vun eise Gewässer. D'DP begréisst, datt dëst nom Subsidiaritéitsprinzip an an aller Transparenz soll gemaach ginn.

Mä d'DP bedauert, dass een ebe just dës Grondiddien am virleiende Projet net méi erëmfënnt.

Ass et wéinst der Komplexitéit vum Dossier mat villen techneschen Elementer oder huet de politesche Wëllen, de politesche Courage gefeelt? Déi sukzessiv CSV-Innenminister hu sech schwéiergedoen, Lëtzebuerg eng integréiert Gesamtkonzeptioun ze ginn, mat prezisen Zilsetzungen, mat quantifizéierten Zilsetzungen, mat engem Zäitplang, awer och mat deenen néidegen Instrumenter, fir kënnen déi Zilsetzungen do an deem gesaten Zäitplang ze erreechen.

2004 ass d'Gesetz vun enger neier Waasserverwaltung gestëmmt ginn. Deemools huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote net ginn, mam Argument, well d'Kaderdirektiv net gläichzäiteg transposéiert ginn ass. De fréieren Innenminister Michel Wolter huet all Attributiounen, déi mam Waasser ze dinn hunn, u sech gerappt, ouni awer déi vu Bréissel gestallten Hausaufgaben ze maachen.

Et war also eng vun deene virdrénglechsten Aufgabe vun dëser Regierung, deen entspriechenden Text auszeschaffen. Wien awer zur rechter Zäit Zäit verschenkt, kënnt mat der Zäit béis ënner Zäitdrock. Den entspriechende Projet gouf eréischt ufanks 2007 an der Chamber déposéiert. D'Chamberskommissioun fillt sech net responsabel fir déi verspéit Ëmsetzung. Kee wëllt déi Responsabilitéit droen. An dësem Fall kann ech awer nëmme soen: Et war net keen!

Här President, de virleiende Projet huet den onbestriddene Verdéngscht, datt déi gesamt Législatioun iwwert d'Gestioun vum Waasser an engem kohärente Gesetz gebündelt gëtt. D'Waasserpolitik gëtt mat dësem Gesetz och an endlech zu Lëtzebuerg definitiv nei geuerdnet, rechtlech a konzeptionell, ënner engem gemeinsamen Daach. Elo géif ee mengen, datt dat, wat esou laang gedauert huet, och richteg gemaach misst sinn. Dëst ass awer net de Fall.

Wann ee sech esou laang Zäit léisst, hätt ee sech gewënscht, datt d'Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv an enker Kooperatioun mat den Acteuren um Terrain, de Gemengen, de Waasser- an Ofwaassersyndikater, den Ëmweltorganisatiounen, der Landwirtschaft an anere Betraffene geschitt wier, wat och dem Geescht vun der Direktiv entsprach hätt.

Den Innenminister huet awer drop beharrt, d'Direktiv a sengem Haus zesumme mat der staatlecher Waasserverwaltung ze organiséieren an dréit domat eleng d'Responsabilitéit fir all Retarden, mat all hire Konsequenzen.

De Statsrot bemängelt och gläich a senge generelle Considératiounen, datt et verfeelt gouf, eng exakt Ist-Situatioun mat statisteschen Donnéeë vun de Waasserreserven, dem Waasserverbrauch an der Waasserverschmotzung virzeleeën, fir esou besser iwwert déi sech stellend Erausfuerderungen ze jugéieren.

Am Ufank vun esou enger wichteger Reform muss ee sech eng Rei Froe grondleeënder Natur stellen.

Iwwert wéi eng Waasserreserve verfüge mer? Wéi ass et mat de Reennidderschléi? Kréie mer manner Reen duerch de Klimawiessel? Huet dat en Afloss op de Grondwaasserspigel? Wéi ass d'Evolutioun vum Gebrauch an de Stéid, an der Landwirtschaft, an de Betriber? Wéi eng Alternativen hu mer an der Waasserversuergung? Wéi ass et mat der Iwwerschwemmungsproblematik? Entspriechen déi bestehend Kläranlagen dem leschte Stand vun der Klärtechnik? An esou weider an esou fort.

Den Inventar vun den Äntwerten op all méiglech Froen a puncto Waasser ass nëmme lückenhaft gemaach ginn.

Här President, d'Haaptzil vun der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv ass a bleift dee gudden Zoustand vun eisem Waasser an net d'Zentralisatioun a Statshand vun de Pouvoirs décisionnels et financiers vun der gesamter Waassergestioun. Déi zentralistesch Approche ass duerfir och den Haaptkritikpunkt vun dësem Gesetz. Dat seet awer net nëmmen d'Demokratesch Partei.

Dëse Kritikpunkt fléisst wéi proppert Waasser aus enger Quell queesch duerch déi verschidden Avisen. Ech zitéieren aus dem Avis vun der Aluseau: «L'Aluseau émet ses doutes sur l'opportunité de réunir dans une seule administration les fonctions d'organe normatif, d'organisme de contrôle et de gestionnaire de services d'eau.» An e bësse méi wäit: «L'Aluseau s'oppose de la manière la plus ferme à toutes formes de bureaucratisation démesurée», a schwätzt weider vun enger «procédure abusive et ingérable».

De Mouvement écologique schreift: „Die Gemeinden werden zum Teil zum Handlanger einer zentralistischen Struktur, dem Abwasserwirtschaftsamt, degradiert." A fiert virun: „Besonders die Regulations- und Kontrollfunktion wird in der Regel ungenügend wahrgenommen, weil in den meisten Fällen die Ursache der Verstöße, die schleppende Umsetzung der Projekte (…) im Wasserwirtschaftsamt selbst liegt."

An déiselwecht Kerb heet och de Syvicol: «…un accroissement substantiel des missions de contrôle de l'État sur les communes par le biais de l'AGE (…) un renforcement tutélaire de l'État sur la politique communale…»

Gläichen Toun och am Avis vum Statsrot: «Le Conseil d'État estime que la recherche de l'efficacité sur le plan national ne justifie pas la volonté des instances étatiques d'empiéter sur l'autonomie communale, surtout que les responsabilités communales en matière de gestion de l'eau sont maintenues dans leur intégralité…», an esou kéint ech weider zitéieren.

Esou gëtt d'Gemengenautonomie regelrecht verspott am Artikel 43, no deem kee Gemengereglement däerf geholl ginn ouni den Avis préalable vun der Waasserverwaltung.

Weider ass et onbegräiflech an net ze verstoen, datt all Kéiers wann ee Waasserservice e Stéck Rouer muss ersetzen oder Verstäerkungen um Réseau muss virhuelen - Aarbechten, déi zu senger Responsabilitéit zielen -, d'Waasserverwaltung muss am Viraus pour Avis conforme informéiert ginn.

Méi schlëmm nach am Artikel 66(2): Wa keng préalabel Approbatioun virläit, gëtt et keng staatlech Hëllef. Déi dagdeeglech Praxis weist eis, datt dat schier onméiglech ass. Eng Dispositioun, déi an der Vergaangenheet schonn zu sëlleche Kontroversen a Recoursë viru Geriicht gefouert huet. Hei hätt ee sech eng méi kulant Approche gewënscht.

Här President, als Demokratesch Partei hätte mir eis méi eng proaktiv, méi eng dynamesch Aktioun vun allen Acteure gewënscht, fir de Waassersecteur ze dynamiséieren. Et wier sënnvoll an néideg gewiescht, eng kloer Kompetenzopdeelung tëschent deene verschiddenen Acteure festzeleeën a besonnesch d'Syndikater an d'Gemengen als dynamesch Partner anzebezéien. An dësem Gesetz feelt de Katalysator, fir d'Ziler vun enger nohalteger Notzung vun de Waasserreserve sécherzestellen.

Déi wirtschaftlech a finanziell Situatioun vu Lëtzebuerg an deene leschte Joren hätt et dach missen erlaben, fir méi an de Waasserschutz ze investéieren. Den Innenminister huet et och net fäerdeg bruecht, ee Ruck an dëse Politikberäich ze bréngen. An och am Gesetz feelt de Ruck, fir dem Waasserschutz ee qualitative Sprong no vir ze ginn.

Schued, wierklech schued! Vill gëtt vun nohalteger Politik geschwat an trotzdeem bleift de Waasserschutz e Stéifkand an der Lëtzebuerger Politik, an och dësen Innenminister huet der Waasserverschmotzung net de Kampf ugesot.

Eenzeg Hoffnung, datt elo, wou eng iwwergeuerdnet Instanz eist Land kontrolléiert, eppes muss ënneren, well mer soss riskéieren, wann déi gesaten Ziler bis 2011 respektiv 2015 net erreecht ginn, vun der EU-Kommissioun sanktionéiert ze ginn. Eleng dëse Gedanke weist eis, datt déi politesch Responsabel hei kläglech versot hunn. 2015 ass schrecklech no. Als Lëtzebuerger Land sti mer virun enger Mauer, der Waassermauer.

Här President, déi sukzessiv CSV-Innenministeren hunn et vermasselt. Mir wollte mat der Ëmsetzung vun der EU-Kaderdirektiv iwwert d'Waasser eng transparent Waasserpolitik aféieren, déi, a Kollaboratioun mat den Acteuren um Terrain, zu enger besserer Qualitéit vun eisem Waasser hätt solle bäidroen. A wat hu mer kritt? Een Text, dee sech méi mat institutionelle Froe beschäftegt, wéi mat der Qualitéit vum Waasser. Een Text, deen am Alleingang am Ministère ausgeschafft gouf. Een Text, deen d'Acteuren um Terrain widdert de Kapp stéisst. Een Text, dee méi Onsécherheete mat sech bréngt, wéi datt en eis Planungssécherheet gëtt.

Aus all dëse Grënn kënne mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësem Gesetz net zoustëmmen, an och wa mir mat den Ziler vun der Direktiv averstane sinn, musse mer géint dat schlecht Lëtzebuerger Gesetz stëmmen.

Här President, eppes däerfe mer net vergiessen: D'Waasser gehéiert zu eise wichtegsten natierleche Ressourcen. Ouni Waasser kee Liewen. D'Bedeitung vum Waasser, an alle Beräicher vun eisem Liewen, gëtt dacks ënnerschat. Firwat?

Et ass dach eppes Alldeegleches. Eben dofir! An iergendenger Form si mir all Moment op d'Waasser ugewisen. D'Waasser ass elementar. Et fléisst, läscht, léisst wuessen, spullt, rengegt, botzt, heelt, belieft, zerstéiert, hält un an dreift un, et mécht Spaass. Seng onendlech Eegeschafte maachen d'Waasser zu engem kostbare Gutt, an et kann net sinn, datt mir liichtsënneg a verschwenderesch domat ëmginn. Et gëllt also éischter, den ideellen a materielle Wäert vum Waasser ervirzehiewen, wéi säi präisleche Wäert.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir iwwert de präisleche Wäert vum Waasser ze schwätzen. D'Direktiv fuerdert de Käschtendeckungsprinzip bei de Waasserleeschtungen. De Waasserpräis soll en Ureiz fir eng effizient Notzung vun der Ressource Waasser duerstellen, an de Principe Pollueur-payeur muss ugewannt ginn, dat Ganzt an enger relativ ausschweifender Form, net ganz prezis, mä awer zumindest a wéi eng Richtung et soll goe beim Waasserpräis a mat der Tarificatioun vum Ofwaasser. Weider kann een differenzéieren tëschent den Haushalter, tëschent der Landwirtschaft an tëschent de Betriber. Déi eenzel Länner kënnen och sozial, geographesch an ekonomesch Auswierkungen an hire Berechnunge mat abezéien.

D'Gesetz hei zu Lëtzebuerg gëtt och keng definitiv Äntwert op de Waasserpräis. D'Gesetz ass gradesou ausschweifend wéi d'Direktiv. Et si wuel Incitatiounen agebaut, fir bei der Drénkwaassernotzung méi spuersam virzegoen, wat jo uspornend ass, fir beim Konsum ze spueren. Et gëtt awer och Präisschrauwen, op déi de Verbraucher selwer keen Afloss huet, nämlech de Käschtepunkt vun den Infrastrukturen. Op Basis vun den Testgemengen hu mer festgestallt, datt et beim Waasserpräis grouss Disparitéiten tëschent de Gemenge wäert ginn, Disparitéiten, déi vum einfache bis zum duebelen a souguer méi wäit reechen, eng Forschett tëschent 4,44 an iwwer 10 Euro.

A ländleche Regiounen ass de käschtendeckende Waasserpräis méi héich wéi an den urbane Raim. D'Gesetz gesäit duerfir vir, datt de Stat iwwert d'Budgetsgesetz kann agräifen, fir déi präislech Disparitéit a Grenzen ze halen. Kee weess awer, wéi wäit de Stat hei bereet ass ze goen. Den CSV-Innenminister wäert alles drusetzen, fir mat der Wourecht bis no de Wahlen hannert dem Bierg ze bleiwen, an dann ass et un de Gemengen, fir hire Bierger an hire Betriber ze soen, wat d'Pond Kiischten, Pardon, d'Waasser wäert kaschten. Da verstoppt d'Regierung sech, ewéi esou oft, hannert der Autonomie communale, déi an dësem Gesetz awer esou schrecklech ënnergruewe gëtt.

Här President, Bierger a Betriber erwaarde sech gläichermoosse Versuergungssécherheet, wat d'Quantitéit an d'Qualitéit ubelaangt, an dat zu engem bezuelbare Präis. Den Zougang zu enger an därselwechter Leeschtung, enger elementarer Déngschtleeschtung, däerf a soll an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg net ze wäit auserneendriften. Hei gëllt et eng solidaresch Léisung um nationale Plang ze fannen, fir datt d'Leit an d'Betriber aus der ländlecher Géigend net den Androck kréien, si géifen a puncto Waasserversuergung an a puncto Ofwaasser als Betriber an als Bierger zweeter Klass betruecht.

Mir mussen och versichen, de präisleche Schock, grad an dëse wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten, a Grenzen ze halen. D'Waasserversuergung an d'Waasserentsuergung si Kärdéngschtleeschtunge vun de Gemengen, déi grad am Norden ee maximaalt Verantwortungsgefill vun de politesch Responsabele verlaangen, wéinst deem wäitaus gréisseren techneschen Opwand, fir dës Aufgaben hei wouerzehuelen. De Käschtepunkt vun den Équipementer ass verständlecherweis bei engem grousse Réseau fir wéineg Verbraucher, an och bei engem niddrege Verbrauch, vill méi deier, wéi bei engem dichte Réseau mat ville Verbraucher, an och Groussverbraucher.

Och hu mer am Éisleker Schifer kee Grondwaasserspäicher a mir mussen d'Waasser ganz oft vu wäit hier pompelen, wat mat grousse Käschte verbonnen ass. Och a puncto Ofwaasser verlaangen déi kleng Baachen eng optimal technesch a käschtenopwändeg Klärung. Derbäi kënnt, datt déi gréisser Flëss, wéi Sauer an Our, als Badegewässer agestuuft sinn an esou gréisser Opmierksamkeet verdéngen.

D'Oploe vum Environnement verdeieren och ganz oft de Präis vun de Gebailechkeeten, déi sech ästhetesch an d'Landschaftsbild integréiere sollen. Wann déi präislech Disparitéiten ze grouss ginn, hu grouss Waasserverbraucher keen anere Choix, wéi hire wirtschaftleche Site ze wiesselen. Ech denken hei u Brauereien, ech denken hei u Schluechthaiser.

Här President, déi sozial Komponent ass och bei der Tarificatioun op der Streck bliwwen. Selwechten, jo scho gewinnten Zeenario vun dëser Regierung, oder besser gesot vum CSV-Innenminister. D'Gemenge kréien de schwaarze Péiter zougeschoustert a kënnen, iwwer ee Gemengereglement, eng Allocation de vie chère fir dat deiert Waasser aféieren, ouni awer zousätzlech finanziell Mëttel vum Stat ze kréien.

Reell ass och d'Problematik vum Waasserpräis fir d'Landwirtschaft. D'landwirtschaftlech Betriber sinn haaptsächlech am ländleche Raum ugesiedelt, an d'Waasser stellt ee grousse Käschtefacteur an der landwirtschaftlecher Produktioun duer. Et gëllt also Weeër opzezeechnen, wéi déi präislech Differenzéierung tëschent Haushalter a Landwirtschaft an dem Industriesecteur soll ausgesinn. Et däerf jiddefalls och net zu ze groussen Disparitéite vu landwirtschaftlechen an anere Betriber tëschent deenen eenzelne Gemenge kommen, wat jo wierklech enger Wettbewerbsverzerrung gläichkënnt. Dir gesitt, och hei bleift d'Regierung Äntwerten a Léisunge schëlleg.

Positiv ze gesinn ass, datt d'Gesetz d'Méiglechkeet virgesäit, ee speziellen Tarif fir d'Landwirtschaft anzeféieren. Bis elo hunn nämlech déi sukzessiv CSV-Innenministeren de Gemengen et net erlaabt, der Landwirtschaft ee favorabelen Tarif zouzegestoen. Entspriechend Délibératioune vun de Gemenge goufe vun den CSV-Ministeren net approuvéiert.

M. le Président.- Den Här Spautz wëllt eng Fro stellen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech wollt den Här Etgen just froen, ob dat richteg ass, datt 1988 den CSV-Innenminister schonn eng Kéier en eenheetleche Waasserpräis proposéiert hat, an datt deen deemools gescheitert ass un der DEA an un der zoustänneger Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg vun deemools? Well Dir ëmmer sot, et wier nach ni eng Propositioun komm a Richtung eenheetleche Waasserpräis, wollt ech just froen, ob déi Informatioun richteg ass, déi ech do hunn, oder ob dat net esou ass?

M. Fernand Etgen *(DP)*.- 1988 war et awer esou, datt d'Stad Lëtzebuerg am Fong derfir gesuergt huet, iwwert de Wee vun enger Konventioun, déi se mat der DEA hat, fir ee Waasserausgläich ze schafen. Grad du ware mer engem eenheetleche Waasserpräis méi no wéi mer dat haut sinn.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et war awer keen eenheetleche Waasserpräis.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, de Käschtendeckungsprinzip soll nämlech duerfir do sinn, d'Consommateure wéi och d'Acteuren um Terrain ze sensibiliséieren am Ëmgang mam Waasser. D'DP bekennt sech dozou a begréisst dës Mesure. Mä et däerf net esou wäit kommen, datt d'Awunner aus de ländleche Gebidder wéinst der Topographie oder der Buedembeschafenheet vun der Natur bestrooft ginn.

Mir kënnen duerfir de Käschtendeckungsprinzip net radikal uwennen, an d'Direktiv huet dëst och net verlaangt. Am Géigendeel, si gesäit explizit vir, datt sozialen an topographesche Gegebenheete Rechnung gedroe kënne gi beim Waasserpräis.

Ech hätt mer erwaart, datt dëst méi systematesch am Gesetz ausgeféiert gi wier. Dëst ass awer net de Fall. Mir mussen awer oppassen, datt duerch eng ongerecht Präisgestaltung d'Sensibiliséierung vun de Leit net an de Contraire ëmschléit, nämlech a Resignatioun an an Oflehnung vis-à-vis vum Ëmwelt- a Waasserschutz.

Här President, d'Diskussioune ronderëm d'Waassergesetz haten an der Vergaangenheet d'Tendenz, sech ze vill op de Waasserpräis ze beschränken. Dobäi goung et oft net ëm eng gutt Waasserpolitik, mä ëm Politik mam Waasser. Dofir ass dëst Gesetz awer ze wichteg, dofir sinn ze vill Mënschen dovu betraff.

Déijéineg, déi am meeschten dovunner betraff wäerte sinn, sinn eis Baueren. Si sinn duebel concernéiert. Engersäits als wichtege Waasserverbraucher an anerersäits als Propriétaire a Gestionnaire vun de Flächen, wou et gëllt, Schutz- a Preventiounsmesurë fir Grondwaasser an Iwwerflächewaasser ze huelen.

Et ass duerfir wichteg, datt d'Landwirtschaft als e privilegéierte Partner am Waassermanagement ugesi gëtt. D'Waassergestioun kann nëmmen an enker Kooperatioun, an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertraue mat de Bauere gemaach ginn.

Zwee Drëttel vun eisem Drénkwaasser ginn aus dem Grondwaasser gewonnen. Mir hunn 894 km Fléissgewässer ausserhalb den Uertschaften an 212 km bannent den Uertschaften. Waasserschutz gëtt et net zum Nulltarif. Dat kann an däerf kee vun eise Bauere verlaangen.

Eis Bauere wëssen och, datt si eng aktiv Roll beim Waasserschutz ze spillen hunn a si hunn an der Vergaangenheet de Bewäis dovun erbruecht. Op fräiwëlleger Basis bedeelege si sech a Quelleschutzgebidder u spezifesche Waasserschutzprogrammer. Dës Projeten, déi ëmmerhin 3.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch begräifen, gi virbildlech vun der Landwirtschaftskummer betreit.

Ënnert dësem Gesiichtspunkt kënne mer och d'Motioun, déi vum Marco Schank virdrun hei abruecht ginn ass, matdroen. Et muss allerdéngs en éischte Schratt sinn um Wee zu enger Duerchsetzung vun de Schutzzonen. Mir brauchen nämlech eng ëmfaassend Léisung fir den Ëmgang mat Chemikalien a Pestiziden an der Landwirtschaft. Dës Léisung kann net eleng zu Lëtzebuerg fonnt ginn, mä si wäert op engem europäeschen Niveau fonnt misse ginn.

Här President, mir mussen eis awer bewosst ginn, datt Waasserschutz géint d'Baueren net wäert méiglech sinn. Mir mussen d'Baueren als Partner gesinn, an op där Kooperatioun, déi haut scho stattfënnt, opbauen. Nëmmen da kënne mer eng besser Qualitéit vun onsem Waasser erreechen.

Här President, dat neit Gesetz gesäit a sengem Artikel 44 d'Obligatioun vir, Schutzzonen auszeweisen. De Fait, datt mer hei zu Lëtzebuerg bis elo just eng Schutzzon ronderëm de Stau zu Esch/Sauer hunn, beweist, wéi schwéier mer eis an där doter dach wichteger Fro dinn. D'Gesetz vun 1993 huet schonn d'Schafe vu Schutzzone virgesinn. Geschafe gouf awer keng eenzeg. An och an där doter Fro ass dës Regierung eis all Äntwert schëlleg bliwwen, an och haut gi mer net gewuer, wéi den zoustännege Minister dës Problematik wëllt upaken.

Schutzzone ginn duerch e Règlement grand-ducal geschafen. Beim Ausschafe vun der Reglementatioun, de Verbueter an de spezifesche Konditioune mussen déi betraffe Syndikater, déi betraffe Gemengen, den Naturschutz, awer och a besonnesch d'Landwirtschaft mat agebonne ginn. Akommesverloschter, déi duerch Schutzmoossnamen net ausbleiwen, musse selbstverständlech kompenséiert ginn. Dat däerf keen Thema sinn.

Et gëllt, positiv un d'Schafe vu Verbuets-, dat heescht Schutzzonen erunzegoen, fir déi ustehend Problematik erfollegräich ze léisen. Datselwecht gëllt fir Uferschutzprogrammer, e wichtegt Instrument, fir en zousätzleche Schutz vun eise Gewässerleef unzestriewen, fir datt manner Pestiziden, manner Dünger, manner Gülle an eis Gewässer kommen. Et sinn dës Programmer, déi an der Zukunft vill méi déveoppéiert musse ginn.

Positiv am Gesetz gesinn ech och duerfir, datt am Artikel 55 déi gesetzlech Basis geschafe gëtt, fir déi sougenannt «Partenariats de rivières d'eau» an d'Liewen ze ruffen. An engem Gesetz, wat nëmmen esou vu Verbueter, Restriktiounen an Obligatioune strotzt, ass d'Bottom-up-Philosophie, déi een an de Partnerschaftskonventiounen erëmfënnt, méi wéi nëmmen en erfreeleche Liichtbléck. Hei geet et drëm, den Dialog tëschent der Regierung engersäits an de lokalen Autoritéiten an de sozioekonomeschen Träger anerersäits ze organiséieren an ze strukturéieren, an esou all Acteuren an de politesche Prozess ze associéieren an och de Public fir eng integréiert Gestioun vum Waasser ze sensibiliséieren. An dësem Punkt gi mer jiddefalls dem Geescht vun der Kaderdirektiv vollop gerecht.

Här President, positiv bewäerten ech och d'Diskussiounen an d'Dispositiounen iwwert den Héichwaasserschutz, wou déi concernéiert Gemengen an Zukunft net méi eleng gelooss ginn. Si brauchen net méi déi ganz Charge ze bezuelen, bedéngt duerch de Fait, datt e Waasserlaf duerch hiren Territoire leeft. D'Landversigelung fënnt net nëmme laanscht eis grouss Flëss statt, mä si fënnt och am Rescht vum Land statt, an duerfir ass et hei net méi wéi richteg, datt an dësem Domän eng national Solidaritéit ze spillen huet. D'Gemenge kréie fir hir Héichwaassermesurë bis zu 80% Subsid.

Gradesou wichteg sinn awer och déi immens Efforten, déi geleescht gi si fir eng modern Gestioun vun der Héichwaasserproblematik. Hei wëll ech dem Waasserwirtschaftsamt ausdrécklech félicitéiere fir déi positiv Approche, mat där et dës Problematik upeekt.

Här President, een anert wichteg Element ass natierlech d'Renaturéierung vun eise Waasserleef. An der Zukunft musse mer verstäerkt den Akzent op den ekologeschen Aspekt leeë bei enger globaler Waasserschutzpolitik, well et kann net sinn, datt mer nach ëmmer weiderfueren, datt Baachen a Flëss verstëmmelt ginn, an dat aus renge Partikularinteressen.

Mir däerfen net vergiessen, datt d'Kanaliséierunge vun deene leschte Jorzéngte mat responsabel si fir de schlechten Zoustand vun eise Waasserleef. D'Autoregenerationskraaft huet doduerch staark ofgeholl, well keng Bakterië sech méi kënne bilden, fir organesch Belaaschtungen ofzebauen. Bei der Renaturéierung geet et net ëm d'Ästhetik vum Landschaftsbild. Et geet drëm, eng zerstéiert Morphologie erëm hierzestellen, fir d'Autoépuratioun vun engem Waasserlaf ze verbesseren. Nëmmen eng villfälteg Struktur vum Waasserbett an eng naturno Uferzon kënnen eng gutt Viraussetzung fir eng aarteräich aquatesch Liewensgemeinschaft bidden.

Awer och bei der Renaturéierung mierkt een, datt bei dëser Regierung net dee Rhythmus spillt, deen u sech misst do sinn. Ech wëll hei d'Beispill vun der Renaturéierung vum Uelzechtdall zitéieren, déi als Naturschutzkompensatioun am Nordstroossegesetz virgesi war. D'Nordstrooss ass nach net fäerdeg. Vu Renaturéierung ass am Uelzechtdall näischt ze gesinn. Hei respektéiert d'Regierung hir eege Gesetzer net.

Mir wëssen awer, wéi schwiereg et ass, alleguerten d'Acteuren un een Dësch ze kréien, mä mir hätten eis do awer méi Initiativ vun der Regierung erwënscht.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et ass vläicht gradesou gutt, wann näischt do geschitt.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et muss een och soen, datt et kee Sënn mécht, deier Renaturéierungen zu all Präis duerchzezéien, well och eng renaturéiert Baach bleift eng Kloak a biologesch dout, wann d'Qualitéit vum Waasser net gewësse Mindestnormen erreecht.

Fakt ass, datt op ze vill Plazen et un adequate Kläranlage feelt, datt vill a besonnesch grouss Kläranlagen a schlechtem Zoustand sinn. Et ass a finanziell gudde Jore verpasst ginn, de Waasserfong ze speisen, fir wichteg an néideg Investitioune virhuelen ze kënnen.

Wann d'Politik an deene leschte Joren eppes zu hirer Prioritéit gemaach huet, dann huet sech och eppes beweegt. Eng konsequent Waasserpolitik huet awer net zu de politesche Prioritéite vun dëser Regierung gezielt. Vill ass an deene leschten Deeg doriwwer geschwat ginn, fir öffentlech Investitioune virzezéien. Vun 270 bestehende Kläranlage mussen der 20 moderniséiert ginn, 160 mussen der souguer ofgerappt ginn, fir a 40 nei modern Kläranlage regruppéiert ze ginn. Den Nachholbedarf a puncto Kläranlagen ass also grouss hei zu Lëtzebuerg.

Vill ass an deene leschten Deeg och vu Simplification administrative geschwat ginn. De Waasserberäich ass ee Beräich, wou konkret Aktiounen drop waarde realiséiert ze ginn. Als Gemengen- a Syndikatspolitiker gesinn ech awer dagdeeglech, wéi schwéier d'Prozedure sinn. A menger Gemeng si mer amgaang, Investitiounen ze plangen, mä mir gesinn awer och, wéi laang datt et dauert, datt d'Dossieren aviséiert an autoriséiert ginn.

De Moment ass komm fir ze agéieren. Duerfir musse mer eis kuerzfristeg eng nei Methodik ginn, fir an dëse wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten d'Dossiere virunzedreiwen an hei een Akzent a puncto öffentlechen Investitiounen ze setzen.

Als Demokratesch Partei wëlle mir Bierger a Betriber drop hiweisen, datt eng ökologesch besser Politik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass. Eis geet et drëm, eng gutt Waasserpolitik ze maachen a keng Politik mam Waasser.

Här President, eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grousse an Urgrousselteren erierftent proppert Waasser an intakter Form weiderreechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasser ass eng vun deene ganz wéinegen natierleche Liewensquellen, déi mir nach hei zu Lëtzebuerg hunn, mä et ass bestëmmt déi wichtegst. Dofir musse mer alles maachen, fir eist Waasser op déi beschtméiglech Manéier ze versuergen. Dat ass och de Sënn vun der EU-Waasserdirektiv an dem Gesetz vun haut.

Fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur vum Gesetz 5695, dem Kolleeg Marco Schank, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, an och awer dem Minister a senger ganzer Équipe, déi hien an dësem Dossier hei begleet huet.

Als LSAP-Fraktioun begréisse mer, dass d'EU-Waasserdirektiv elo endlech an nationaalt Recht ëmgesat gëtt. Dës Direktiv

ass a villen Hisiichte wichteg. Si hëlt virun allem eng Perspektiv an, déi den Ëmweltschutz an hire Mëttelpunkt stellt. D'Waasser ass nun emol net iergendeng Ressource, mä proppert Waasser ass existenziell wichteg fir all Liewensformen op der Welt.

Dat rechtfertegt och déi héich Prioritéit, déi d'EU dem Schutz vum Waasser gëtt. Et ass och ganz richteg, dass d'EU sech dësem Problem unhëlt an dass net déi eenzel Memberstaten eleng responsabel sinn. Flëss a Baache maache bekanntlech net virun de Grenzen Halt, esou dass d'Politik am Beräich vum Schutz vun de Gewässer vun engem Land e groussen Impakt op d'Nopeschlänner huet. Dat gëllt iwwregens genausou gutt u méi lokalem Niveau, wann et ëm den Héichwaasserschutz geet. Jiddweree muss dofir op senger Plaz seng Responsabilitéiten iwwerhuelen.

D'Direktiv faasst all wichteg Aspekter, déi d'Waasser betreffen, an engem eenzege Regelwierk zesummen. Dat ass iwwersiichtlech an transparent. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech entschloss, déiselwecht ëmfaassend Approche ze iwwerhuelen, an dat kënne mer als LSAP nëmmen ënnerstëtzen.

Nieft dem Schutz vun de Gewässer schaaft d'EU och e Kader, deen eng durabel Gestioun garantéiere soll vun enger Ressource, déi zwar renouvelable ass, mä net endlos zur Verfügung steet.

All Secteuren, ob privat Haushälter, Industriebetriber oder Bauerebetriber, si all mussen Zougank zu dëser Ressource hunn a mussen awer nom Käschtendeckungsprinzip vum sougenannten Utilisateurpayeur dofir e méiglechst reelle Präis bezuelen. Op dës Manéier soll eng méiglechst grouss Effizienz erreecht ginn, déi sécherstellt, dass d'Reserve vu propperem Drénkwaasser net iwwerstrapazéiert ginn.

Gemeinsam Regele solle verhënneren, dass et zu Wettbewerbsverzerrunge kënnt. D'EU setzt hei de Kader, esou dass d'Betriber, déi vill Waasser verbrauchen, iwwerall an der EU déiselwecht Normen anhale mussen. Ganz allgemeng gekuckt, huet déi Strategie, déi eis d'EU virzeechent, zwee Voleten.

Éischtens, d'Preventioun.

Wat d'Qualitéit vum Waasser ugeet, muss versicht ginn, d'Emissioun vu schiedleche Substanzen esou wäit wéi méiglech ze limitéieren. Och natierlech Baach- oder Flëssleef dierfen net méi am selwechte Mooss wéi fréier begradegt a kanaliséiert ginn.

Wat d'Quantitéit ugeet, mussen all Utilisateuren derzou animéiert ginn, spuersam mam Waasser ëmzegoen.

Zweetens, d'Reparatioun an d'Verbesserung.

Deen zweete Volet setzt Ziler, fir dat Waasser, wat polluéiert gouf, erëm propper ze maache respektiv de Schued, deen duerch Begradegungen an esou weider entstanen ass, esou wäit wéi méiglech erëm ze behiewen an ze verbesseren. All dës Mesurë kaschten natierlech Suen.

De finanziellen Aspekt ass dofir e seriöt Hindernis, fir déiselwecht Ziler an enger fester Zäitschinn an der ganzer Europäescher Unioun erreechen ze kënnen.

D'Zil vun der EU-Waasserdirektiv ass, bis den 22. Dezember 2015 erëm proppert Waasser an der ganzer Europäescher Unioun ze hunn. Ab dem Joer 2010 gëllt déi nei Waasserdirektiv.

Dass mer d'Waasserdirektiv elo eréischt ëmsetzen, ass schued a setzt eis ënner enormen Handlungsbedarf, ouni dass awer all Detailer ofgekläert sinn. Woubäi „Detailer" net dat richtegt Wuert ass, well de Waasserpräis ass een, wann net dee Knackpunkt vum Waassergesetz.

Mä mir hu kee Choix. Mir sinn dat lescht vun deene 27 EU-Länner, déi d'Waasserkaderdirektiv nach net ëmgesat hunn, an elo misste mer zwou Milliounen Euro un den Europäesche Geriichtshaff bezuelen, wa mer bis den 31. Dezember 2008 d'EU-Waasserkaderdirektiv net an nationaalt Recht ëmgesat hunn; dat kënnen an dat solle mer eis wierklech net leeschten, a scho guer net an dësen Zäiten.

De Projet de loi ass de 7. Mäerz 2007 deponéiert ginn, obschonn d'Direktiv 2000/60/CE vum 22. Dezember 2000 scho bis den 22. Dezember 2003 hätt missen ëmgesat ginn. Mä well et eng EU-Kaderdirektiv ass, hu mir e klengt Lach fir verschidde Problemer propper ze regléieren, an dat solle mer elo zwar konsequent, awer och mat rouegem Kapp maachen.

Här President, d'Léisung, déi d'Waasserkaderdirektiv virgesäit, ass de käschtendeckende Präis. Hannert dësem Prinzip stécht d'Iddi, dass ee mat engem käschtendeckende Präis zwou Mécken op ee Schlag ka kréien.

1. Wann d'Waasser- an d'Kanalinfrastrukturen net méi vun der öffentlecher Hand, mä vum Utilisateur finanzéiert musse ginn, geet de Präis natierlech erop. Wann d'Waasser méi deier gëtt, ass all Utilisateur drun interesséiert, méi spuersam mam Waasser ëmzegoen. Wann d'Betriber ausserdeem méi bezuele mussen, wa se méi staark polluéieren, gëtt dat hinnen en Ureiz, manner Schuedstoffer an d'Waasser ofzeginn. Domat wier dat éischt Zil vun der Direktiv erreecht.

2. Gläichzäiteg wäert d'Finanzéierung vun deenen deiere Mesuren ofgeséchert an net méi ofhängeg dervu sinn, wéi vill de Stat an d'Gemengen nach an hirer Keess hu respektiv bereet sinn, fir d'Waasser- an d'Kanalinfrastrukturen auszeginn.

D'Tarificatioun vum Waasser ass an der ganzer Waasser-EU-Direktiv nëmmen e klengen Aspekt an trëtt hannert deene groussen Ziler, déi ech virdrun opgezielt hunn, sécher an den Hannergrond.

Trotzdeem wëll ech méi staark dorop agoen, well grad de Waasserpräis an der Chamberskommissioun vill diskutéiert gouf an an den Ae vun der LSAP politesch gesinn zu de Knackpunkte vun dësem Gesetz gehéiert.

Spéitstens an engem Joer, wa mer kuerz virdru stinn, an alle Gemengen de käschtendeckende Waasserpräis aféieren ze sollen, a jiddweree sech bewosst gëtt, wat dat fir eenzel Gemenge bedeit, wäerte mer nach vill Diskussiounen doriwwer kréien.

D'LSAP ass der Meenung, dass de käschtendeckende Waasserpräis net op ee Schlag all Problemer léist, wéi ee sech dat esou virstelle kéint. Dofir muss een och oppassen, wéi een elo hei virgeet.

Am Rapport vun der Kommissioun steet: «L'introduction d'une tarification de l'eau basée sur les principes de la récupération des coûts en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen pour l'atteinte des objectifs environnementaux du projet de loi sous rubrique.»

Dat muss een awer nuancéiert gesinn, och wann all offiziell Texter ronderëm d'EU-Direktiv behaapten, dass de käschtendeckende Präis just e Mëttel zum Zweck wär.

Wann dat wierklech esou wär, misst d'EU-Kommissioun och mat all aneren Tarificatioune kënnen d'accord sinn, wann e Land op engem anere Wee Ureizer schaaft, manner Waasser ze polluéieren an domat och noweislech mindestens esou gutt Fortschrëtter mécht, wéi wann een de käschtendeckende Präis aféiert.

Här President, d'Haaptprioritéit vun der EU-Kommissioun war et offensichtlech, d'öffentlech Finanzéierung vun der Waasserinfrastruktur ofzeschafen. Dat kënne mer als LSAP net esou unhuelen. Och well dëst net automatesch zu deene gewënschten Ëmweltziler féiert.

Wann zum Beispill all Privathaushalt ufänkt ze spueren an no engem Joer 25% manner Waasser verbraucht, wär dat vum ekologesche Standpunkt hier e formidabelt Resultat. D'Infrastrukturkäschte ginn awer net ëm 25% erof, esou dass also konsequent de Präis vum Waasser, op de Metercube gerechent, dat Joer deemno misst an d'Luucht goen. D'Konsumente géifen deemno och nach fir hir Spuersamkeet bestrooft ginn. Ganz ofgesinn dovunner, dass keen op d'Waasser verzichte kann a muss, kann e käschtendeckende Waasserpräis riskéiere fir een Deel vun der Bevölkerung carrément ze deier ze sinn.

D'Waasserversuergung ass a ville Gemengen hei am Land esou niddreg am Präis, well et eng Grondversuergung mat engem existenziell wichtege Gutt ass, zu deem jiddweree muss kënnen Zougank hunn, och wann en zu deenen Äermste vun eiser Gesellschaft gehéiert. Wann de Präis sech an deene Gemengen elo verdräi- oder vervéierfache sollt, maache mir deene Leit d'Liewen nach méi schwéier.

Fir aner, déi am Summer hire Swimmingpool mat Krunnewaasser fëllen, dierft och en erhéichte Waasserpräis ëmmer nach net genuch Ureiz sinn, fir méi spuersam mam Waasser ëmzegoen. E gestaffelte Präis wär méi sozialverdréiglech a géif zumindest déi Leit am meeschte belaaschten, déi iwwerduerchschnëttlech vill Waasser verbrauchen.

Här President, de käschtendeckende Waasserpräis ass fir Lëtzebuerg méi e grousse Problem wéi a verschidden anere Länner. Firwat?

Den Haaptproblem ass, dass mer mat der Ëmsetzung vun der Direktiv ganz spéit u sinn. Wéi scho gesot, misste mer d'Kadergesetz vun der EU-Waasserdirektiv 2000/60/CE mindestens zënter dem 22. Dezember 2003 gestëmmt hunn. Mä mir hunn eréischt am Joer 2004 d'„Administration de la gestion de l'eau" geschafen, déi den Optrag kritt huet, dëse Projet de loi auszeschaffen.

Anstatt, esou wéi d'Direktiv et virgesäit, an e puer Schrëtt, déi, wéi et an der Kommunikatioun dovunner steet, stufeweis openeen opbauen, fir virunzekommen, musse mer elo probéieren, e grousse Sprong beieneen ze maachen.

Wa mir bis Enn d'nächst Joer all déi Investitiounen an d'Waasserinfrastruktur scho gemaach hätten, déi d'EU-Norme virgesinn hunn, da géif d'Rechnung fir de Bierger ab 2010 sécher net esou héich ginn. Mir tommelen eis elo, fir dee Réckstand opzehuelen, mä et kann een net an e puer Méint all dat maachen, wat een a Jorzéngte verpasst huet.

Eleng d'Tatsaach, dass mer nach ëmmer Gemengen hunn, déi net un eng Kläranlag ugeschloss sinn, obwuel et an deene leschten 20 Joer net u Sue gefeelt huet, weist, dass d'Ënnerhale vun enger gudder Waasser- a Kanalinfrastruktur net iwwerall déi néideg Prioritéit hat.

Duerch d'Verspéidung bei der Ëmsetzung war d'Chamberskommissioun och net an enger einfacher Situatioun. Et war schnell kloer, dass déi harmoniséiert Method fir de Waasserpräis ze rechnen, déi sech aus véier verschiddenen Elementer zesummesetzt, a wou um Enn nach zwou fixe Taxes de prélèvement an de rejet derbäikommen, déi dem Client verrechent musse ginn, zimlech komplizéiert a fir de Bierger net ganz transparent ass.

Et ass awer einfach keng Zäit bliwwen, fir seriö iwwer aner Alternativen ze diskutéieren a vläicht eng besser Léisung zu fannen.

Wéi grouss d'Forschett wier, an där sech de reelle Präis an de Gemengen herno bewege géif, ass eréischt virun e puer Woche méi däitlech ginn, wéi de Minister e puer Rechebeispiller virgeluecht huet. Virdru stoung méi oft en duerchschnëttleche Waasserpräis vu 4,5 Euro pro Metercube am Raum.

An deene meeschte Gemenge bedeit dat eng seriö Erhéijung, mä wann een ausrechent, wat dat fir en duerchschnëttlechen Haushalt mat engem Verbrauch vun ongeféier 200 Metercube am Joer bedeit, dann ass dat nach tragbar. Dat sinn ëm déi 75 Euro de Mount, wat am Verglach mat anere feste Fraisë wéi Stroum, Gas an Tëlefon an esou weider net disproportionéiert ass.

Här President, d'LSAP huet sech an der Chamberskommissioun vun Ufank un an ëmmer erëm derfir agesat, dass e soziaalt Element an d'Berechnung vum Waasserpräis mat erakéim, well och 75 Euro de Mount fir sozial benodeelegt Haushälter vill Sue sinn.

D'Kommissioun war no längeren Diskussiounen d'accord, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, sozial benodeelegten Haushälter mat enger spezieller Allocation de vie chère entgéintzekommen. An zwar esou, wéi et elo am Artikel 43 no Punkt 3 vum Gesetz steet, ech zitéieren: «Les communes peuvent prendre un règlement communal pour faire bénéficier certains ménages d'une allocation de vie chère pour l'eau destinée à la consommation humaine.»

Zemools déi sozial Komponent och no der EU-Waasserdirektiv net onméiglech ass.

Dofir si mer e bësse verwonnert, dass dëst soziaalt Element net vun Ufank un am Gesetz virgesi gouf. Hei war versicht ginn, dat Ganzt an dat neit Gesetz vun der Aide sociale eranzedrécken, dat den Office social an de Gemengen nei regelt.

Mä als LSAP ass et eis drëm gaangen, dass déi sozial Schwaach net musse biedele goen, fir u proppert Waasser erunzekommen, souwuel als Drénkwaasser an och fir sech ze wäschen an esou weider, well et ass e Grondrecht vum Bierger op proppert Waasser, an dass dëst och vun der öffentlecher Hand an nom Équitéitsprinzip géréiert gëtt.

Dëst ass ganz am Sënn vun der Chambre des Employés privés, déi an hirem Avis schreift: «L'eau constitue une ressource naturelle et fait à ce titre partie du patrimoine naturel commun dont l'accès doit être garanti à tous les citoyens équitablement. D'ailleurs, il s'agit d'un bien de première nécessité pour les citoyens. De ce fait, la Chambre des Employés privés salue le principe qu'il appartiendra encore et toujours aux autorités publiques d'assurer la gestion de l'eau et sa distribution équitable à tous les citoyens. Elle s'oppose à toute idée de privatisation autour de l'eau.»

Här President, déi puer zum Deel onvollstänneg Beispiller, déi eis zënter kuerzem virleien, weisen, dass a ville Gemengen nach kee weess, wat d'Étude économique iwwert d'Waasserberechnung ergëtt, déi d'nächst Joer gemaach muss ginn. Dat kéint also fir Verschiddener eng béis Iwwerraschung ginn.

Vun deene siwe Beispiller louche souguer eng ganz Partie Gemengen iwwer 4,5 Euro pro Kubikmeter Waasser. Zu Tandel missten d'Leit 8,4 Euro bezuelen an zu Wäisswampech, wou d'Rechnung net komplett konnt opgestallt ginn, läit de Präis sécher iwwer zéng Euro pro Kubikmeter.

(Interruption)

Esou Waasserpräisser sinn absolut net tragbar. Zumools wann ee gesäit, dass an den Nopeschlänner wéi an der Belsch an a Frankräich de Waasserpräis sech ëm dräi Euro apendelt. Just an Däitschland läit e knapps iwwer fënnef Euro pro Kubikmeter.

Här President, duerch wat sinn dann déi grouss Differenzen am Waasserpräis ze erklären?

Ausschlaggebend ass natierlech zum Deel den ënnerschiddlechen Zoustand vun der Infrastruktur an deene verschiddene Gemengen, an zwar éischtens d'Gemengen, déi bis elo noléisseg waren, wäerten elo ënner Drock geroden, dréngend noutwendeg Investitiounen nozehuelen a mussen hire Bierger eng entspriechend héich Rechnung virleeën. Grad aus dësem Grond besteet awer de Risiko, dass dës Gemengen och weiderhin de strikte Minimum maachen, well se de Waasserpräis jo soss nach méi héich usetze mussen.

Zweetens, en anere Punkt, deen d'Präisdifferenz erkläert, ass, wann eng Gemeng ganz vill an hir Infrastrukturen investéiert an zum Beispill eng ekologesch performant Kläranlag baut, mussen déi Fraisen natierlech iwwert de Waasserpräis amortiséiert ginn.

Grad un dësen zwee Beispiller gesäit een, wéi eng paradox Situatiounen ënnerschiddlech Präisser kënnen ervirbréngen. Duerfir muss no anere Léisunge gesicht ginn.

Drëttens, en drëtte Punkt, dee fir Präisdifferenzen tëschent de Gemenge verantwortlech ass, si geographesch an demographesch Gegebenheeten. Et ass ganz kloer, dass d'Infrastrukturkäschte besser an engem dicht besiedelte Raum kënne rentabiliséiert ginn, wéi am ländleche Raum, wou iwwer Kilometer Leitunge musse geluecht ginn, fir e puer honnert Haushälter un d'Waasser- an d'Kanalinfrastrukturen unzeschléissen. Grad vun dësem Punkt ass scho vill geschwat ginn, well d'EU-Direktiv hei eng Ouverture léisst.

Géint den ausdréckleche Wonsch vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun trotzdeem folgende Saz am Text vum Projet de loi dofir stoe gelooss: «Les redevances peuvent être fixées en tenant compte des conséquences environnementales et économiques des coûts ainsi que des conditions géographiques de la région concernée.»

Dat ass esou ze gesinn, dass de Stat kann intervenéieren, wann de Waasserpräis opgrond vu geographeschen Donnéeën extrem héich ass. Et gëtt och iwwer en Amendement preziséiert, fir dëst iwwert d'Loi budgétaire festzeleeën. Besser wär et wahrscheinlech gewiescht, de Präis ganz einfach ze deckelen, ze plafonéieren, also no uewen ofzegrenzen, wann Der esou wëllt. Well och e Bierger, deen an enger Gemeng wunnt, déi laang net no hirer Infrastruktur gekuckt huet an elo gezwonge gëtt dat nozehuelen, kann net esou dofir bestrooft ginn.

An där schwiereger Situatioun ass elo d'Solidaritéit tëschent de Gemenge gefuerdert. Den Drock, fir net nëmmen en harmoniséierten, mä en eenheetleche Waasserpräis iwwert d'ganzt Land à terme anzeféieren an unzestriewen, gëtt méi grouss. D'Forschett vum Waasserpräis däerf op alle Fall net ze wäit auserneegoen.

D'LSAP ass duerfir der Meenung, dass de Stat an d'Gemengen all Méiglechkeet notze

mussen, déi d'EU-Kaderdirektiv léisst, fir extrem Ënnerscheeder am Waasserpräis ze verhënneren. De Stat muss an dësem Fall och alles maachen, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, déi sech ab 2010 un déi nei Gegebenheeten upasse mussen.

Si hu wierklech keng ganz dankbar Aufgab. Op där enger Säit hu se eng Obligation de résultat. Dat ass och gutt esou, mä dat léisst hinne ganz wéineg Spillraum, fir selwer ze décidéieren, wéi vill an a wat fir eng Projete se wëlles hunn ze investéieren. Dësen Aschnëtt an d'Gemengenautonomie ass ze rechtfertegen, well et ass haut einfach net méi akzeptabel, dass eng Gemeng net un eng Kläranlag ugeschloss ass. Et ass och net an der Rei, wann eng Gemeng hir Leitungen esou schlecht an der Rei hält, dass en Drëttel vum deier opbereeten Drénkwaasser am Buedem versickert.

Duerfir mussen d'Gemengen awer och an Zukunft am Kader vun hirem PAG e Plang maachen, wat d'Waasserinfrastruktur betrëfft, deen herno verbindlech un en nationale Plang kann ugepasst ginn - esou eng Zort Plan sectoriel fir d'Waasser. Dat bedeit zousätzlechen administrativen Opwand an ass Potenzial fir nei Interessekonflikter tëschent dem Innenministère an de Gemengen.

Dat alles si Problemer, déi elo nach net genau kënnen ageschat ginn, soulaang mer net déi éischt Erfahrunge mat der neier Method an der Praxis maachen.

Mä d'LSAP-Fraktioun wëllt nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'EU eis just eng Kaderdirektiv fir d'Waassergestioun virgeluecht huet. Dat bedeit, dass et duerchaus Spillraum gëtt, fir mat verschiddenen nationale Strategien déiselwecht Ziler ze erreechen. An deenen nächste Méint a Jore muss sech erausstellen, ob déi Léisungen, déi mer ënner engem gewëssenen Zäitdrock an ouni genau Basisdonnéeën ausgeschafft hunn, effektiv déi beschtméiglech sinn.

Här President, ech wëll virun allem ënnersträichen, dass dës Problemer mussen esou geléist ginn, dass déi wierklech wichteg Ziler vun der Direktiv respektiv vun deem neie Gesetz ouni ze vill Kollateralschied kënnen erreecht ginn.

Wa mer mat der Zäit besser Méiglechkeete fannen, dës Ziler ze erreechen, déi eventuell net à la lettre mat der Direktiv iwwereneestëmmen, kënnen a musse mer dat op europäeschem Niveau verdeedegen. A wann et eis geléngt, gutt Resultater virzeweisen, sinn d'Chancen, fir e bësse Flexibilitéit ageraumt ze kréien, sécher net déi schlechst. D'LSAP wäert op alle Fall dës Ziler ënnerstëtzen.

Här President, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, si mer als LSAP der Meenung, dass, wann een à terme ausgeet, éischtens, vun der Aféierung vun engem gestaffelte Waasserpräis, fir déi ze belounen, déi Waasser spueren, an déi ze sanktionéieren, déi Waasser verbëtzen, deen also der ekologescher an nohalteger Komponent Rechnung dréit, ass d'Zil Nummer 1 erreecht. An dat och am Gedanken un déi véier Milliarde Leit op der Welt, déi kee Recht op proppert Drénkwaasser hunn.

Wann een, zweetens, vun der Aféierung vun enger zousätzlecher sozialer Komponent ausgeet, wéi se jo am Artikel 43 vum Gesetz steet, fir deene sozial benodeelegte Mënschen op eng onkomplizéiert a fir si net erniddregend Manéier Zougank zu propperem Waasser ze verschafen; wann een also déi zwee Fakte vum gestaffelten a soziale Waasserpräis viraussetze géif, da misst et jo awer méiglech sinn, toutes relations confondues, dass, wann e Mënsch zu Wäisswampech, zu Maarteleng, zu Rëmeleng an zu Rouspert de Krunn opdréint, fir e gutt Glas Waasser ze drénken, dat deeselwechte Präis huet iwwert d'ganzt Land.

Well een, deen zu Tandel wunnt, ka jo net dofir, dass, nëmme well en zu Tandel wunnt, et vill méi deier ass, fir d'Waasser ze bezuelen, aus welleche Grënn och ëmmer, wéi an enger anerer Gemeng.

Wa mer awer weiderfuere mat deem Kastendenke vun deene verschiddene Waasser- an Ofwaassersyndikater, wou jiddweree kuckt, wéi en eens gëtt, da komme mer net virun.

Ech froe mech duerfir, firwat mer net eng Agence de l'eau, eng Waasseragentur schafen, grad wéi mer eng Agence de l'énergie hunn, an hei via e Fong éischtens de Präis emol no uewen deckelen, an zweetens en unifiéierten, harmoniséierte Präis de Leit ubidde kënnen.

Mir hunn also nach e laange Wee virun eis a mir sollen dat a Rou ugoen a mat gesondem Mënscheverstand ëmsetzen. Well hei geet et ëm e Kadergesetz, deem säin Zil et ass, suergsam, ekologesch an nohalteg mat eiser wichtegster natierlecher Liewensquell, dem Waasser, ëmzegoen. An dat solle mer dann och all zesumme maachen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Gléck, dass d'Europäesch Unioun Kompetenzen am Beräich Ëmweltpolitik huet an Direktiven an deem Beräich erausgëtt, soss hätte mer nach an 20 Joer keng Kläranlag op der Musel! Ee Gléck, dass d'Kommissioun vu Bréissel Drock mécht, dass hir Direktiven och ëmgesat ginn, soss géife vill Gemengen zu Lëtzebuerg nach jorelaang all Fudder Waasser mat 3, 4 a méi Euro subventionéieren!

Neen, Här President, de Schutz vum liewenswichtegen Element Waasser war an ass keng politesch Prioritéit zu Lëtzebuerg, soss wieren all Uertschafte scho längst un eng Kläranlag ugeschloss, soss wieren all dës Kläranlage konform zu EU-Direktiven, soss wieren eng Péitrus an aner Baachen a Flëss an engem besseren Zoustand wéi haut a soss géife mer eis och vläicht e bësse méi Gedanken iwwer Nitrat- a Pestizidbelaaschtung vun eisem Iwwerflächen- a Grondwaasser maachen.

Duerch d'EU si mer endlech 2000 forcéiert ginn, eis méi intensiv mam Thema Waasser ze beschäftegen. A wat ass geschitt? D'Waasser gëtt virun allem a bal nëmmen exklusiv ënnert dem Aspekt vun enger nëtzlecher Ressource vum Mënsch gesinn; gestridde gëtt bal exklusiv iwwert de Waasserpräis.

De Liewensraum Waasser u sech awer als Biotop fir onzieleg Déieren- a Planzenaarten ass keen Thema an deene leschte Méint, an deene leschte Joren an, wéi Der matkritt hutt, och kaum de Moien an dëser Diskussioun. Fir dës bedauerlech Tatsaach gëtt et an eisen Aen eng ganz Rei Ursaachen. Et géif ze wäit féieren, dorop anzegoen.

Ech mengen, dass awer eng vun deenen Ursaachen eiser Meenung no ass, dass d'Waasser an der Kompetenz vum Innenminister ass. En Ëmweltminister, Dir Dammen an Dir Hären, hätt d'Element Waasser net esou exklusiv als Wirtschaftsgutt gesinn, an duerfir wonnert Iech och net, dass DÉI GRÉNG sech nodréiglech bestätegt fillen, dass et falsch war, d'Waasser an d'Rue Beaumont ze ginn.

Iwwerhaapt muss ee sech froen, firwat dass d'CSV 1999 mat aller Muecht derfir gesuergt huet, déi Kompetenz ze kréien, fir da véier Joer laang - musst Der Iech virstellen! - d'Direktiv vun 2000 am Tirang leien ze loossen.

Ech sinn d'accord, dass mer déi Zäit nach kee Waasserwirtschaftsamt haten an dass während deene Joren dee schwieregen Exercice, ginn ech gären zou, huet misse gemaach gi fir déi Verwaltung emol opzebauen, mä parallell hätten awer onbedéngt missen d'Aarbechte fir d'Gesetz ulafen.

Duerch dëst sträflecht Versäumnis hunn déi Texter, déi dann haut hei zum Vote stinn, missen ënner enormem Zäitdrock ausgeschafft ginn. Dat hu schonn eng Rei Virriedner gesot, an dat bréngt natierlech eng ganz Rei Nodeeler mat sech.

Éischtens war net Zäit genuch, fir en intensiven État des lieux ze maachen.

Zweetens, Här President, war virun allem keng Zäit, fir eng Evaluatioun ze maache vum Gesetz vun '93.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt zënter 1993 e Gesetz iwwert de Waasserschutz. An eisen Aen e gutt Gesetz. Mä wann ee sech dat awer emol nach eng Kéier op de Leescht hëlt a liest, da stellt ee fest, dass et bal an alle wichtege Punkten ouni Suitë bliwwen ass. Ech froen Iech: Firwat ass den Inventaire national net gemaach ginn?

Firwat, Här Minister, ass de Plan national de gestion des eaux ni ëmgesat ginn? Firwat sinn eenzel Règlements grand-ducaux 15 Joer duerno nach net geholl ginn? A firwat ass a 15 Joer net eng Drénkwaasserschutzzon ausgewise ginn?

Mir hätte jo onbedéngt missen awer en neit Gesetz maachen, eng breet Debatt féieren, eng Analys maachen a soen: Wouru scheitert et dann, dass mer, obwuel mer e gutt Gesetz hunn, obwuel mer eigentlech schonn '93 déi richteg Ziler gesat hunn, net weiderkomm sinn? An dann hätt een doraus missen déi richteg Léieren zéien an dann, mengen ech, hätt dat neit Gesetz, an eenzelne Punkten op jidde Fall, net kënnen esou ausgesinn, wéi et haut ausgesäit.

An drëtten Nodeel, dass mer ënner Zäitdrock gehandelt hunn, ass, dass wierklech net genuch Zäit sech geholl ginn ass fir eng intensiv Konsultatioun vun allen Acteuren um Terrain ze maachen.

Mir hu kompetent Acteuren um Terrain, Waassersyndikater, Ofwaassersyndikater, och Gemengen, déi dat net schlecht géréieren, an et fënnt een och dës Kritiken an eenzelnen Avisen erëm.

Ech wëll awer elo hei an engem Punkt net falsch verstane ginn. Ech menge schonn, dass besonnesch d'Leit vum Waasserwirtschaftsamt an där kuerzer Zäit an an deem Zäitdrock hiert Bescht a Méiglecht gemaach hunn, an et läit sécherlech net un hinnen, wa mer haut kee fäerdegt Gesetz hunn.

Dat wëll ech ganz kloer an däitlech hei maachen. Mä hei gëtt et eng politesch Responsabilitéit, déi éischter, wéi et scho gesot ginn ass, bei deem viregten Innenminister läit wéi bei deem heitegen. Mä et freet ee sech awer, ob och hei am Ufank vun der Legislaturperiod mat deem néidegen Drock un deem Gesetz geschafft ginn ass.

Esou dass mer elo an där Situatioun sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Lëtzebuerg als allerlescht Land, mat fënnef Joer Verspéidung, d'Waasserdirektiv vun 2000 ëmsetzt, an awer wäert d'Chamber haut eng Kaz am Sak stëmmen.

Bal 20 Règlements grand-ducaux sinn an dësem Kadergesetz virgesinn a mir hu se net virleien. Och déi allerwichtegst emol net. D'Resultater vun der Analyse économique, déi awer wichteg ass, fir an deem ganzen diskutéierten Thema Waasserpräis en connaissance de cause ze schwätzen an och ze décidéieren, leie net vir.

Hei kritt, Dir Dammen an Dir Hären, eng Regierung Carte blanche, dëst Kadergesetz mat deenen Inhalter ze fëllen, wéi si et fir gutt fënnt. An dat eleng ass fir eis als Gréng Ursaach genuch, dëst Gesetz net ze stëmmen. Besonnesch, Här President, wann ee weess, wat mat dem Gesetz vun 1993 geschitt ass, oder besser gesot net geschitt ass.

Mä et gëtt awer nach e ganz anere Grond, dass mir géint dëst Gesetz stëmme wäerten. Mir sinn iwwerzeegt, dass mat dësem Gesetz eent vun den Haaptziler vun der Direktiv net erreecht wäert ginn, nämlech dass d'Iwwerflächen- a Grondwaasser bis 2015 an engem gudden ekologeschen Zoustand ass.

A mir gesi véier Ursaachen, fir dass dat ganz schwiereg wäert ze erreeche sinn.

Éischtens, de Problem vun de Strukturen.

D'Regierung huet de Choix geholl, prinzipiell d'Kompetenz fir d'Drénkwaasser an d'Ofwaasser bei de Gemengen ze loossen. Mä gläich drop schéngt se awer de Gemengen esou wéineg zouzetrauen, dës Kompetenzen och mat Inhalter ze fëllen, dass se se wuertwiertlech ënner Tutelle vum Waasserwirtschaftsamt setzt. Resultat vun dëser Approche: eng zentralistesch Approche, enorm bürokratesch Prozeduren, e Waasserwirtschaftsamt, wat an den Dossiere wäert ersaufen.

Den Innenminister huet eis eng Kéier viru kuerzem gesot, wéi se an der Rue Beaumont elo schonn ersaufen un de PAPen, déi do ukommen. Abee, wann ee weess, dass deemnächst déi PAPen och nach alleguerten an d'Waasserwirtschaftsamt ginn, da fäerte mir ganz kloer an däitlech, dass d'Waasserwirtschaftsamt déi primär Aufgaben, déi et eigentlech huet, net méi kann erfëllen, well et einfach mat deem ganze bürokratesche Krom do geplot ass. Et freet ee sech, ob dat wierklech néideg ass.

Mä et kënnt een aneren Aspekt derbäi. Mir fannen et net gutt, dass d'Waasserwirtschaftsamt zur gläicher Zäit juge et partie ass.

Mir hätten eng ganz aner Vue gehat, wéi mer d'Strukture sollten organiséieren. An eisen Ae soll d'Waasserwirtschaftsamt Ziler festschreiwen, awer net Mëttelen, wéi d'Gemenge sollen zu deenen Ziler kommen. Si sollen d'Gemenge beroden an d'Gemenge kontrolléieren. An dat kann d'Waasserwirtschaftsamt, ech mengen dat huet et bewisen an där kuerzer Zäit wou et existéiert.

Déi Buergermeeschteren, déi heibanne sinn, wëssen, dass een do ganz kompetent berode gëtt, wann ee seng Quelle wëllt an der Rei halen. Mir mengen awer, dass dat déi primär Aufgab gewiescht wier.

Dozou huet och d'Waasserwirtschaftsamt eenegermoossen déi néideg Moyenen. Trotz där Personalopstockung menge mir, dass d'Waasserwirtschaftsamt deene villfältegen Aufgaben, déi et hei nach zu deenen aktuellen derbäikritt, net wäert gewuess sinn.

Ech kennen de Gemengenterrain och elo genuch fir ze wëssen, dass selbstverständlech besonnesch bei der Ofwaasserpolitik an der Vergaangenheet och kloer Defiziter um Niveau vun de Gemengen do sinn. Dat wëll ech wierklech net leegnen. A wa mer an enger Rei Plaze keng Kläranlagen hunn, ass dat sécherlech och d'Schold vun de Gemengen.

Ech weess awer och, dass et souguer do, wou Gemengeresponsabel scho viru Joren a Jorzéngte gesot hunn, dat wier eng Prioritéit fir si, awer éiweg gedauert huet. Ech kann aus eegener Erfahrung zum Beispill iwwert d'Kläranlag Béiwen un der Attert schwätzen. Do ware mer jorelaang, Jorzéngte bal amgaang, ier mer do konnten déi Kläranlag opmaachen.

Just eng kleng Anekdot: Mir hunn eis dann a regelméissegen Ofstänn gesinn, an iergendeng Kéier, nodeem dass e Joer erëm näischt geschitt war a mer all zesummegeruff gi sinn, sot dann den deemolege Buergermeeschter vu Réiden - de Monsieur Schmit, deen deemools zu Réiden Buergermeeschter war - a sengem dréchenen Humor: Bonjour, Dir Hären, ass haut erëm de Konveniat vun der Kläranlag Béiwen?

Genau dat war et. Dat war, well déi Zäit schonn d'Verwaltung e Manktum u Leit hat. Dat war, well ëmmer erëm nei Techniken opgeworf si ginn, well ëmmer erëm nei Ufuerderungen un dëse Projet gesat si ginn.

Mir kënnen am Ëmweltberäich e Beräich huelen, wou et besser fonctionnéiert, well d'Strukture méi kloer sinn, an dat ass a mengen Aen d'Offallpolitik. Do huet eng Ëmweltverwaltung iwwert d'Gesetz vun 1994 an de Plan national des déchets kloer Ziler gesat, an déi dräi grouss Offallsyndikater, deelweis och eenzel méi kleng Syndikater, setzen dës Ziler mat ënnerschiddleche Mëttelen ëm. Ugepasst un hir Regioun, ugepasst un hir Kompositioun. Déi eng hunn eng Verbrennungsanlag, déi aner hunn en Tipp. Déi eng maache Rohsammlung, déi aner hu Recyclinghäff.

Dat soll een dach deenen Acteuren um Terrain, déi déi Kompetenzen hunn, iwwerloossen. Sécher ass Nohuelbedarf. Ech sinn do gär d'accord. Ech hunn et scho gesot, et ass net alles a Botter. Am Ofwaasserberäich virun allem sinn, mengen ech, nach iwwer 20 Gemengen, déi a kengem Syndikat sinn.

Mä dann hätt d'Regierung solle Courage beweisen. A wa mer am Offallberäich haut scho vläicht e bësse méi wäit sinn, wéi an aneren Ëmweltberäicher, da well de Josy Barthel schonn an den 80er Joren de Courage hat, en Offallgesetz 1981 ze maachen, wou de facto all Gemeng forcéiert war, an e Syndikat ze kommen, well de Josy Barthel de facto sämtlech kommunal Tippen zougemaach hat. Do hunn d'Gemenge praktesch keng aner Léisung méi gehat, wéi sech zesummenzedinn.

Do sinn och déi dräi grouss Syndikater schonn uganks den 80er Joren entstanen - musst Der Iech virstellen -, mam Resultat, wat mer kennen, dass mer do relativ gutt opgestallt haut sinn.

Hei hätt ee kënnen de Courage huelen a soen: Majo, léif Gemengen, Dir musst an en Ofwaassersyndikat goen. Oder méi e manner brutaalt Instrument: Wann de Stat 90% fir Kläranlagen a Kollektere gëtt, dann hätt e jo kënne soen, eng Gemeng, déi net Member ass vun engem Ofwaassersyndikat an domat deen néidegen Know-how huet, déi kritt kee Subsid méi. Dann hätt Der emol gesinn, wéi séier dass déi reschtlech 20 Gemengen an engem Syndikat gewiescht wären.

Mir hätten eng kloer strukturéiert Situatioun iwwer Land gehat an hätte vill manner bürokratesch Prozedure misse maachen.

Beim Drénkwaasser gesi mer jo awer, dass souguer méi kleng Gemenge capabel sinn, déi Gestioun ze maachen. Et si scho wäit iwwert d'Halschent vun de Gemengen, déi hiren „Drëpsi" kritt hunn.

Mir wësse jo och, dass awer eng Restrukturéierung am Gemengesecteur ass. Et kann een net op där enger Säit ëmmer soen, d'Gemenge missten 3.000 Leit hunn, an dann awer, wa mer nei Gesetzer stëmmen, dat net a Betruecht zéien an ëmmer nach dervun ausgoen, wéi wa mer nach jorzéngtelaang Gemenge vun e puer honnert Leit hätten.

Ech mengen, dat hei hätt ee scho kënne virgesinn an et hätt ee jo och zum Beispill kënnen eng Regelung an dat hei Gesetz setzen, wéi mer et beim Bautegesetz hunn. Firwat net draschreiwen, dass Gemengen, déi e valabele Service technique hunn, eng ganz Rei Projeten zum Beispill net misste bei d'Waasserwirtschaftsamt schécken? Da wieren emol wéinstens déi Projeten aus de Féiss gewiescht, déi Dossieren hätten net missen de Wee an d'Stad an zréck maachen.

Et liicht engem jo awer wierklech net an, firwat eng Stad Lëtzebuerg oder eng Stad Esch oder och soss grouss Gemengen, déi wierklech kompetent Waasserservicer hunn, all PAP deemnächst musse bei d'Waasserwirtschaftsamt schécken.

Mir hu festgestallt, dass mer an der Vergaangenheet extrem lues virukomm sinn. 1999 sollten all Kläranlagen iwwer 1.000 Einwohnergleichwäerter déi drëtt Stuf hunn. Mir hu se haut nach net, an DÉI GRÉNG, Här President, sinn iwwerzeegt, dass mer mat där doter gewieltener Virgehensweis 2015 och nach net iwwerall konform wäerte sinn.

Zweet Ursaach, dass mer mengen, dass mer wichteg Ziler vum Gesetz net erreeche wäerten, dat ass am Kontext Renaturéierung.

Hei leet d'Regierung och d'Kompetenz an d'Hänn vun de Gemengen. Si solle Maître d'ouvrage spillen, ënnert der geneeër Opsiicht vum Waasserwirtschaftsamt an der Forstverwaltung. Si finanzéieren d'Projeten och nach vir, kënne wuel bis zu 100% erëmkréien.

Ech muss soen, dass mer do wierklech iwwerrascht sinn. Do si mir der Meenung, dat do ass déi beschte Manéier, fir kee Meter bei de Renaturéierunge weiderzekommen.

Ech muss och do soen, dass eigentlech d'Gemengen do jo keng Kompetenz hunn. Ech kenne keng Gemengen, déi Biologen, déi Hydrologen agestallt hunn. Do wier et vill méi logesch gewiescht, dass de Stat dat iwwerholl hätt.

Wann ee kuckt, an dat Beispill ass och schonn erwähnt ginn, dass de Stat no eelef Joer d'Renaturéierung vun der Uelzecht, déi am Gesetz iwwert d'Nordstrooss steet, nach ëmmer net fäerdeg bruecht huet, da froen ech lech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi sollen da Gemenge mat där komplizéierter Prozedur, wéi se elo virgesinn ass, et fäerdeg bréngen, bis 2015 do weiderzekommen?

Et mierkt een, dass dat ganz heikel Projete sinn. Beim klengste Projet kënnt direkt de geballte Widderstand vun de Bauregewerkschaften. Et ginn Horrorzeenarien un d'Wand gemoolt vu Malariaepidemien, déi sollen ausbriechen am Lëtzebuerger Land.

Hei soll de Stat seng Verantwortung iwwerhuelen. Hien huet kompetent Verwaltungen. E soll intern mat anere Ministèren, notamment dem Landwirtschaftsministère, dat ofklären.

Derbäi kënnt och nach, dass Renaturéierunge ganz oft kee kommunale Charakter hunn, mä e regionale Charakter, jo souguer landesplaneresch Aspekter mat draspillen, an duerfir sinn DÉI GRÉNG der Meenung, da soll ee fir d'Renaturéierungen e landesplaneresch Instrument huelen; et soll een e Plan sectoriel iwwert d'Renaturéierunge maachen.

Do soll ee kloer Kritären drasetzen. Et soll ee sech Moyenë ginn, an da kënnt och kee Gefill vun Arbiträr op. Mir hu gutt Erfahrunge gemaach mat deenen éischte Plans sectoriels, sief dat dee vun de Mobilfunkantennen, sief dat dee vun den Déchets inertes. Op eemol wéi gesi ginn ass, dass iwwert d'ganzt Land esou Tippe sollten ageriicht ginn, ass de Widderstand vill méi kleng ginn dobaussen. Ech mengen, mat Renaturéierunge wier et d'selwecht.

Drëtte gréissere Problem, dee mer gesinn, ass diffus Pollutioun.

Jo, Här President, mir hunn en Nitratproblem zu Lëtzebuerg. Vill Quellen hu missen zougemaach ginn. Och am Stausee geet de Wäert erop, trotz Naturpark. An ech mengen et ass e bëssen ze einfach, de Belsch de Problem ze ginn.

Jo, Här President, mir hunn och e Pestizidproblem. Weder den Nitratproblem nach de Pestizidproblem ass vläicht en akuten a ganz dramatesche Problem. Mir gesinn et éischter als schläichende Problem. Do si lues a lues amgaang, Wäerter eropzeklammen, och ëmmer méi flächendeckend. Mä et huet een e bëssen dat Gefill, dass dat alles tabuiséiert gëtt zu Lëtzebuerg. Vläicht well déi zwee Problemer, zumindest déi mat den Nitrate bal exklusiv, déi mat de Pestiziden net exklusiv, aus der Landwirtschaft kommen. Mä dat ass keng Ursaach.

DÉI GRÉNG sinn iwwerzeegt, dass mer och dëse Stéier eng Kéier musse mat den Haren huelen a gemeinsam mat der Landwirtschaft an anere concernéierten Acteure Léisunge fannen.

Ech wëll och soen, dass manner Düngemëttelasätz a manner Pestiziden och der Landwirtschaft zeguttkënnt, well wann ee weess, wéi enk zum Beispill synthetesch Dünger un den Uelechpräis gebonne sinn, wann ee weess, dass ee 750 Liter Mazout brauch, fir eng Tonn syntheteschen Dünger hierzestellen, dann huet d'Landwirtschaft, och schonn aus ekonomesche Grënn, Ursaache genuch, fir manner där Mëttelen anzesetzen.

Véierte Punkt, wou mer gréisser Schwieregkeete gesinn, esou wéi d'Gesetz elo hei artikuléiert ass, dat ass an den Drénkwaasserschutzzonen.

Bis '93 haten d'Gemenge jo d'Kompetenz. Do sinn effektiv, muss ee fairerweis soen, och keng Zonen ausgewise ginn. 1993 dunn huet de Stat déi Kompetenz kritt, mam selwechte Resultat; a 15 Joer ass keng eng ausgewise ginn. Firwat ass dee Règlement grand-ducal ni geholl ginn?

Ech hu mer soe gelooss, et wier bis haut net méiglech gewiescht, mam Landwirtschaftsminister eng Léisung iwwert d'Entschiedegung vun der Landwirtschaft an deenen Zonen ze fannen.

Dat fannen ech eigentlech e staarkt Stéck, muss ech soen. A wann ech da gesinn, dass mer elo am Gesetz esou en Zwittermodell hunn, wou u sech d'Gemengen erëm responsabel sinn, mä awer fir d'éischt den Accord musse kréien a genee Instruktioune vum Waasserwirtschaftsamt, da froen ech mech awer, wéi mer do an esou wëlle weiderkommen. Dat wier zum Beispill e Règlement grand-ducal gewiescht, dee mir als Gréng onbedéngt gäre gesi gehat hätten, dass deen hei um Dësch geleeën hätt, fir dass mer wëssen, wat do elo soll an Zukunft geschéien.

Ech si ganz skeptesch, muss ech soen, wann ech esou matkréien, wat dann do an de Kulissen alles am Virfeld diskutéiert ginn ass.

Well mir hunn och hei keng Sanktiounen. Déi eenzeg Sanktioun, déi do ass, ass, dass déi Gemengen, déi dann esou eng Quell hätten, keng Sue méi sollte kréien. Mä beim Drénkwaasser kréie mer als Gemenge souwisou kaum Sue vum Stat. Do mengen ech ass déi Sanktioun net schrecklech grouss.

Ech weess, wat da geschitt. Da geet et wéi bei ville Quellen, déi an der Vergaangenheet Nitratproblemer haten: Da gi se zougemaach. Eng Solution de facilité gëtt gesicht an da gëtt un d'SEBES ugeschloss an dann ass de Problem geléist; an dann ass erëm eng Quell, déi net méi ze gebrauchen ass.

Mir si mat där Virgehensweis net d'accord. Hei huet een dat Gefill, dass d'Ae wierklech zougemaach ginn.

Mir sinn och net d'accord, dass d'Landwirtschaft an där doter Problematik e Sonderstatus soll kréien. An dat Gefill si mer awer vun Ufank u bei dësem Gesetz net lassginn, dass hei de Landwirtschaftsministère méi wéi matgeschwat huet fir dat Gesetz hei ze maachen. Dir musst lech virstellen, dass an enger éischter Versioun vum Gesetz nach iergendwou stoung, dass d'Programmes de mesures, wann déi géife vum Innenminister décidéiert ginn, fir d'éischt missten den Accord vum Landwirtschaftsminister kréien. Dat muss ee sech wierklech virstellen! Dat ass e bëssen esou ähnlech, wéi wann den Émweltminister misst fir all Kommodosgenehmegung fir d'éischt de Wirtschaftsminister froen, ier hien engem Betrib eng Autorisatioun gëtt.

Ech wëll hei net falsch verstane ginn. DÉI GRÉNG sinn och der Meenung, dass een un éischter Stell soll op fräiwëlleger Basis mat der Landwirtschaft kucken, zu Léisungen ze kommen. An ech kann dat mat rouegem Gewësse soen. Deen éischte Pilotprojet, fir iwwerhaapt Drénkwaasserschutzzonen op fräiwëlleg Aart a Weis ze schützen, ass zu Réiden gelaf, zur Zäit wou do e grénge Buergermeeschter war, den Här Schmit, vun deem ech scho geschwat hunn, an och haut sinn zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg grouss Projeten um Steeseler Plateau amgaang, wou mat der Landwirtschaft zesummen eppes gemaach gëtt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen eng Regierung, eng Chamber, muss sech awer och Moyenë ginn, wa mer op enger Plaz manifestement mat der Fräiwëllegkeet um Enn sinn. D'Landwirtschaft ass dee Wirtschaftssecteur, deen am meeschten öffentlech Gelder kritt, proportional zu hirem Akommes. Ech wëll och nach eng Kéier hei kloer betounen, dass DÉI GRÉNG mat deem Prinzip an och mat deene Montanten, déi an d'Landwirtschaft ginn, kee Problem hunn. Mir hunn awer e Problem, wann eng falsch Notzung vun dësen öffentleche Gelder dozou féiert, dass d'Drénkwaasserquellen duerch iwwerhéichten Nitrat- a Pestizidwäerter onbrauchbar gemaach ginn. Do muss e Stat, do muss e Ministère handlungsfäeg bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt verstanen, dass DÉI GRÉNG a véier Punkte mindestens grave Defiziter gesinn. Mir hunn dat Gefill, dass a wichtege Beräicher, wou mer ganz kloer zënter 1993 net weiderkomm sinn, praktesch de Status quo erhale bleift. Mir hunn net d'Léieren aus der Vergaangenheet gezunn, mir hu kee kloere Bilan gezunn, firwat mer net weiderkomm sinn, an dofir wäerte mir dat Gesetz och net stëmmen.

Ech wëll awer net ofstreiden, dass dat Gesetz selbstverständlech eng ganz Rei positiv Aspekter mat sech bréngt. Éischtens, dass mer emol ee Gesetz hunn. Mir félicitéieren d'Auteure vun deem Gesetz, dass endlech d'Bestëmmunge vum Louis XIV an aus der Postkutschenzäit verschwannen. Hei si se elo verschwonnen, a wa mer se eng Kéier am Rescht vun der kommunaler Législatioun och verschwannen dinn, da si mer endlech e Stéck weiderkomm.

Zweetens, de Waasserpräis, iwwert dee jo esou vill diskutéiert ginn ass. Ech wëll soen, dass DÉI GRÉNG prinzipiell zu där Approche stinn, déi elo hei fonnt ginn ass. DÉI GRÉNG waren nach ëmmer Unhänger vu käschtendeckende Präisser, wann et ëm Émweltgidder geet. Mir sinn och der Meenung, dass eng vun den Ursaachen, firwat Waasserschutz bis elo keng politesch Prioritéit war, ass, well d'Waasser näischt kascht huet, oder besser gesot, direkt näischt kascht huet.

Wéi dramatesch sech awer do an d'Täsch gelu ginn ass, iwwer Joren a Jorzéngten, dat gi mer jo elo emol lues a lues gewuer. Well, och wann d'Waasser näischt kascht huet, esou waren d'Käschte vum Waasser awer do. An der Diskussioun konnt ee jo heiansdo mengen, d'Waasser géif elo méi deier ginn duerch déi europäesch Direktiv. Dat ass jo falsch. D'Käschte vum Waasser ware gëscht déiselwecht wéi haut, a wéi muer.

De Gestehungspräis vum Waasser an der Gemeng Tandel war scho gëscht aacht Euro, a wann d'Waasser elo an der Gemeng Tandel mat dräi Euro verrechent gëtt, dann ass do all Fudder Waasser, wéi a ville Gemengen, mat fënnef Euro Steiergelder aus dem Gemengebudget subventionéiert ginn. Et ass dës Subventionéierung mat Steiergelder, Här President, déi DÉI GRÉNG als fundamental onsozial fannen, an dat aus zwou Ursaachen.

Éischtens, déi räich Famill, mat Schwemm an engem Verbrauch vu 400 Fudder, kritt bei deem heite Beispill 2.000 Euro d'Joer bäigeluecht aus dem Statsbudget. D'Witfra, mat der Mindestrent an engem Verbrauch vun 20 Fudder d'Joer, déi kritt 100 Euro bäigeluecht. Dat ass fir eis fundamental onsozial Politik.

Zweetens kënnt dann derbäi - an Dir musst lech déi Zommen emol op der Zong zergoe loossen -, dass dës Quersubventionéierung onwahrscheinlech Lächer an de Budget rappt, an déi Sue feelen, fir Crèchen, Altersheimer an aner sozial Servicer ze bezuelen. Duerfir sinn DÉI GRÉNG der Meenung, dass ee soll Émweltpolitik mat ëmweltpoliteschen Instrumenter maachen, a Sozialpolitik mat sozialpoliteschen Instrumenter maachen, geziilte sozialen Instrumenter.

Ech ginn lech e Beispill vu menger Gemeng, well ech dat ganz gutt kennen. Mir hunn an de leschte Jore relativ substanziell déi zwou Taxe gehéicht. Mir sinn de Moment bei 3,20 Euro, wat d'Waasser kascht. Fir eng Gemeng, déi hiert eegent Waasser huet, ass dat relativ substanziell. Ech mengen, mir hate bis viru kuerzem déi héchsten Ofwaassertax am ganze Land. Dat huet eis 100.000 Euro méi Recettë bruecht. Mir hunn eis Prime d'allocation de vie chère, déi mer scho méi laang hunn, erhéicht, an deelen iwwert dee Wee 30.000 Euro ganz geziilt un déi 10% Haushälter aus, déi zu Biekerech an de Genoss vun där Prime kommen. Dat deckt sech och méi oder wéineger mat deenen 10% vun Aarmut, déi eis ëmmer vun Organisatioune wéi Caritas an anere virgerechent ginn.

Dat mécht dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng kleng Gemeng wéi eis, ëmmerhi 70.000 Euro netto méi am Budget, an dat ass d'Halschent vun de Fonctionnementskäschte vun eiser Maison relais, déi 1997 scho gebaut ginn ass a vun där haut méi wéi 100 Kanner profitéieren. Dat ass fir eis eng konsequent ekologesch Politik, mä dat ass awer och eng konsequent sozial Politik, an DÉI GRÉNG hunn net gewaart, weder zu Biekerech nach an der Stad Lëtzebuerg oder wou och ëmmer, bis e Saz an engem Gesetz steet, dee superfétatoire ass, fir esou eng Prime d'allocation de vie chère anzeféieren.

Ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert d'Positioun vun der LSAP, déi sech an deem do Beräich esou extensiv domadder beschäftegt. Wann ech kucken, wat d'Stroumkäschte si par rapport zum Waasser, da sinn ech e bëssen iwwerrascht - am Kader vun der Stroumliberaliséierung, wou d'LSAP jo awer de Ministère hat, dee federführend ass -, kee Pipcheswiertchen ze héieren, wéi mer dann déi steigend Stroumpräisser, déi déi lescht Jore komm sinn, solle sozial offiederen. Ech weess net, wou den Ënnerscheed sollt leien an der Belaaschtung. Ech mengen éischter, dass déi vum Stroum vill méi héich ass.

Elo si mer eis awer alleguerten eens heibannen, dass mer och den 1. Januar 2010 zu Tandel keng aacht Euro kënne froen an och zu Wäisswampech keng zéng. Duerfir sinn DÉI GRÉNG d'accord mat där Léisung, déi fonnt ginn ass, dass mer, iwwert de Statsbudget, zu engem harmoniséierte Waasserpräis kommen. Ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass DÉI GRÉNG net fir en Eenheetswaasserpräis sinn, aus enger Rei Ursaachen.

Déi éischt ass folgend: Mir sinn der Meenung, dass mer net permanent kënnen d'Leit ënnerstëtzen an där Attitüd, fir ze mengen, et kéint een am Liewen de Botter an d'Geld vum Botter kréien. Wann ech vu Belair op Biekerech plënneren, dann hunn ech eng Rei Virdeeler. Dann hunn ech manner Kaméidi, méi eng flott Landschaft, eng besser Loft a méi eng bëlleg Bauplaz. Mä da muss ech awer och d'accord sinn, dass ech eventuell en Euro méi fir meng 50, 80 oder 100 Fudder Waasser d'Joer muss bezuelen. Et kann een am Liewen net permanent de Botter an d'Geld vum Botter hunn, a mir fannen et eng gefëierlech Attitüd, wa mer als politesch Parteien och nach permanent déi Attitüd ënnerstëtzen.

Zweetens si mer awer der Meenung, wa mer bis op Weideres d'Waasserversuergung an den Hänn vun de Gemengen an de Gemengesyndikater hunn, dass mer e benchmarking brauchen. Ech mengen, da muss en Intérêt fir all Gemeng, fir all Syndikat do sinn, seng Servicer esou effikass wéi méiglech ze organiséieren, an da kann een net drop hoffen, dass een egal wat ka maachen, well ee jo da mat der nationaler Solidaritéit ënnerstëtzt gëtt.

E huet een e bëssen e komescht Gefill, wann ee ferventen Unhänger vun engem Eenheetswaasserpräis gläichzäiteg President vun engem Ofwaassersyndikat ass, wou mer zumindest an der Kommissioun gesot kritt hunn, dass do an der Moyenne eng Kläranlag duebel esou deier ass wéi eng vergläichbar an engem anere Syndikat, dass Kollekteren am Éislek méi deier si wéi anzwousch anescht. Mä firwat soll eng Kläranlag vun 2.000 Einwohnergleichwäerter am Syndikat x duebel esou deier si wéi anzwousch anescht? Do hu mer dann awer Problemer dat nozevollzéien, a mer hunn dat Gefill, dass ënnert dem Deckmantel vun der sozialer Gerechtegkeet awer hei ganz e bësse Prodomo-Politik gemaach gëtt.

Drëttens menge mer, dass, wa mer en Eenheetswaasserpräis hunn, dann den Drock op d'Gemenge jo och do ass, fir ekologesch mat där Ressource Waasser ëmzegoen. Ech si fest iwwerzeegt, wa mer elo 2010 de käschtendeckende Waasserpräis hunn, dass all Gemeng sech wäert hisetzen a wierklech kucken, zum Beispill d'Fuiten an hirem Waassernetz op e

Minimum ze reduzéieren. Mir wëssen, dass do Gemenge sinn, déi bis 20, 25% Verloscht hunn. Wann déi Gemengen och nach dat Waasser mussen akafen, bei der SEBES oder soss anzwousch, da schléit dat natierlech onwahrscheinlech op de Waasserpräis zréck. An et kann net sinn, dass ee seet, mir hunn en Eenheetswaasserpräis, an dat, wat Dir driwwerläit, dat kritt Dir vun deenen anere Gemenge matbezuelt. Ech mengen, dann ass all Attrait fort, fir eng ekologesch Politik ze maachen, an dat wëlle mir verhënneren.

En drëtte positive Punkt an deem Gesetz ass d'Abannung vum Public. Ech mengen, dass dat och e Moyen ass, fir d'Thema Waasserschutz méi präsent ze maachen an em och méi Wichtegkeet ze ginn.

D'Partenariater, als véierte positive Punkt, si schonn erwähnt ginn. Ech ka selwer vun enger Pionéieraarbecht am Beräich Attert schwätzen. Mir hunn do schonn zënter Joren e grenziwwerschreidenden Attertkontrakt op d'Bee gesat, zesumme mat de belsche Kolleegen, mat engem positiven Effet, mat konkrete Resultater, déi sech noweise loossen.

A fënneftens si mer och frou driwwer, dass de Fonds pour la gestion de l'eau méi transparent gestalt gëtt, dass schonn am Gesetz eng Rei Taux de subsides stinn, wat d'Saach och erliichtert.

Dat sinn eng Rei gutt Usätz, Här President. Dat kann och dozou féieren, dass am Beräich Waasser als Nahrungsmëttel a Wirtschaftsgutt Fortschrëtter wäerten erreecht ginn.

Dat wäert awer net dozou féieren, dovunner si mir fest iwwerzeegt, dass mer déi grouss Defiziter an de Beräicher Kläranlagen, Renaturéierungen, diffus Pollutioun a Quelleschutz bis 2015 an de Gréff kréien, an dat wäert och net dozou féieren, dass de Liewensraum Waasser endlech dee Stellewäert an eiser Gesellschaft kritt, deen en dréngend zu sengem Schutz brauch.

DÉI GRÉNG bedaueren, dass mer dës Kéier trotz enger gudder Virlag vu Bréissel dat net kritt hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänken och wéi meng Virriedner mat engem Merci un de Kolleeg Marco Schank als Rapporteur, awer och als President vun eiser zoustänneger Kommissioun. Et war e komplizéierten Dossier, wou mer, och wa mer net alleguer eens sinn oder averstane sinn oder zoustëmmen, dach awer frou sinn, datt den Dossier en Enn fonnt huet no 29 Kommissiounssitzungen, wou mat vill Gedold vill diskutéiert ginn ass, a wou de Kolleeg Schank net nëmmen als Rapporteur, mä virun allem och als President versicht huet, fir déi Sitzunge gutt ze leeden a jiddwereen zu Wuert kommen ze loossen. All Problemer sinn diskutéiert an ausgeschwat ginn.

An dee Merci wëll ech awer och de Minister mat aschléissen, dee praktesch an alle Sitzungen do war. Deen och net ëmmer e liichte Stand hat, grad wéi seng Mataarbechter, déi hien zu senger Säit hat an déi och an dësem Dossier, grad an dësem Dossier duerch eng äusserst grouss Kompetenz ervirgestach hunn.

Et ass e Projet, dee sécher kontradiktoresch diskutéiert gëtt, mä et ass e Projet, deen eng Wichtegkeet huet fir Lëtzebuerg, géif ech soen, awer net nëmme fir Lëtzebuerg, och fir Europa an, méi prioritär aus eiser Siicht gesinn, fir eis Nopeschlänner.

Op d'Wichtegkeet vum Waasser brauch ech hei net méi laang anzegoen, och well meng Riedezäit méi kuerz ass. Meng Virriedner hunn dat de Moie schonn zum Deel gemaach. De Rapporteur huet et de Moie gemaach. Hien huet drop higewisen - mat Recht -, datt eng Milliard Leit op der Welt sinn, déi kee proppert Drénkwaasser hunn, an datt am Joer véier Millioune Leit stierwen un de Konsequenze vu schlechtem Waasser.

An esou wéi mer an de leschte Joren am Fong drop opmierksam gemaach si ginn, datt mer weltwäit Energieproblemer kritt hunn an a priori eréischt drop opmierksam gi sinn, wéi d'Präisser massiv geklomme sinn, hu mer och elo eréischt ugefaangen, an dësem Domän ze reagéieren. Mir mussen awer oppassen, och wann elo d'Energiepräisser erëm falen, datt mer net de Feeler maachen, fir dostoen ze bleiwen an erëm ze waarden, bis et méi deier gëtt, mä do wësse mer, datt do d'Konsequenze scho virauszegesi sinn an datt mer weider mussen an déi Richtung schaffen.

D'Waasser ass e selwechten Domän, wou mer wëssen, datt do eng Zäitbomm téckt a mer ëmmer méi Problemer mam Waasser kréien. An och wa mir hei zu Lëtzebuerg eis an dëser Zäit nach an enger relativ glécklecher Situatioun befannen, ass et dach wichteg, datt mer permanent op déi eenzegaarteg Ressource, déi d'Waasser duerstellt, opmierksam maachen.

Duerfir gëtt et keng Diskussioun vun eiser Säit aus doriwwer, datt mer eis eeschtlech alleguer zesumme Gedanke musse maache fir gutt Drénkwaasser an herno och, fir d'Ofwaasser erëm esou propper der Natur zréckzeginn, wéi mer et vun der Natur kritt hunn. Datt mer do alleguerten un engem Strang an déi Richtung mussen zéien, ass fir eis absolut kloer.

D'Fro, déi sech fir eis an dësem Kader stellt, ass d'Diskussioun, wéi wäit d'europäesch Politik an dës Politik anzegräifen huet. Wéi wäit muss an dësem Domän d'Subsidiaritéit spillen? D'Fro ass, ob et Europa oder d'Nationalstate sinn, déi d'Zoustännegkeet missten hunn, wat d'Waasserversuergung respektiv d'Ofwaasserversuergung ubelaangt.

Mir soen do Jo a mir soen do och Neen. Jo, soe mer ganz kloer, datt et eng europäesch Kompetenz muss sinn, wat d'Qualitéit vum Waasser, vum Drénkwaasser, vum Ofwaasser ubelaangt. D'Waasserleef si grenzenlos. D'Waasser kennt keng Grenzen. Et leeft vun engem Land an dat anert, a kee Land huet duerfir d'Recht, fir Waasser, wat vläicht propper erakomm ass, op där anerer Säit knaschteg an en anert Land eriwwerlafen ze loossen.

Duerfir ass et wichteg, datt vun Europa aus d'Direktiv seet, datt mer musse bis 2015 propper Waasserofleef a ganz Europa hunn. D'Ofwaasser vun eis oder vun anere kann och d'Drénkwaasser vun deenen engen oder vun deenen anere sinn.

Ech erënneren drun, datt eist Ofwaasser zum Schluss dach iergendwéi gréisstendeels an der Musel lant an da viruleeft an de Rhäin, an aus deem Waasser maachen d'Hollänner erëm hiert Drénkwaasser. Esou datt ee weess, datt dat e Circuit ass.

Datt duerfir eng international Solidaritéit an och eng Responsabilitéit muss bestoen, schéngt eis nëmmen normal ze sinn. Och d'Schutzzone fir d'Waasser schéngen eis europawäit musse geregelt ze ginn, wat d'Normen ubelaangt.

Et ass am Fong awer traureg, wann een op där anerer Säit gesäit, datt mir als 27 europäesch Staten eng Direktiv musse maachen, duerch déi mer eis verflichten, dat ze maachen, wat am Fong an enger Normalitéit jiddwereen selbstverständlech vu sech aus misst maachen.

Et ass am Fong eng Trauregkeet, datt mir - am Fong déiselwecht Leit, déi national Politik maachen - et bei eis net maachen an dann op Europa zouginn an dann do eng Direktiv maachen, fir eis selwer ze verflichten, dat ze maachen.

Et ass duerfir am Fong e Gléck, datt d'Europäesch Unioun déi Initiativ geholl huet, fir eben hei eenheetlech Normen, eenheetlech Ziler an eenheetlech fest fixéiert Datume festzeleeën. Duerfir fënnt et eis Zoustëmmung, datt dat um europäeschen Niveau esou realiséiert gëtt.

Nee soe mer awer zum Wee fir dohinner. Do soe mir, dat misst am Kader vun der Subsidiaritéit deenen eenzelne Staten iwwerlooss sinn. De Wee, fir dohinner ze kommen, respektiv och wat d'Finanzéierung ubelaangt, misst exklusiv de Staten iwwerlooss sinn.

Mir opposéieren eis och duerfir, datt am Kader vun Europa dergéint agewierkt gëtt, datt Europa eis fixéiert, wéi mir dohinner musse kommen, a virun allem och fixéiert quasi, wéi mer de Waasserpräis musse berechnen. Dat schéngen eis am Kader vun der Subsidiaritéit national Problemer ze sinn, an am Kader vun der Subsidiaritéit och kommunal Problemer ze sinn. An et ass och haaptsächlech wéinst deem Punkt, datt eise Grupp wäert géint dëst Gesetz stëmmen.

Et sinn néng Schwéierpunkten an dësem Gesetz virgesinn. Ech brauch net méi dorop anzegoen. Ech ginn op verschiddener zum Schluss nach an.

Ech wëll fir d'éischt awer mam Waasserpräis ufänken. De Waasserpräis wäert sech an Zukunft aus zwou Saachen zesummesetzen: engersäits aus enger Tax, déi vum Stat fixéiert gëtt, an da vun enger Redevance, déi vun de Gemenge fixéiert gëtt. Datselwecht fanne mer erëm beim Ofwaasser. Do gëtt et Regele fir Stéid, fir d'Industrie a fir d'Landwirtschaft. Et sinn dräi verschidde Gruppen.

Datt et regional Ënnerscheeder gëtt bei de Waasserpräisser, schéngt eis eng Normalitéit ze sinn. Déi Normalitéit kann entstoen duerch d'Topographie vun der Landschaft. Et kann awer och duerch d'Bevölkerungsdicht sinn. Et ass normal, datt ländlech Géigenden net esou staark besiedelt sinn, wéi dat a grousse städteschen Deeler de Fall ass, an datt duerfir eben d'Infrastrukturen do méi deier kommen an och doduerch do d'Präisser méi héich ginn.

Et ass awer am Sënn vun enger nationaler Solidaritéit, wou mer mat dem Prinzip averstane sinn, datt en nationalen Ausgläich do geschaf gëtt. D'Waasser ass e Recht, wat all Bierger muss kréien, wat all Mënsch muss zougänglech sinn, an et kann duerfir net sinn, datt mer d'Berechnung vun engem Waasserpräis duerch Gesetz fixéieren, an domadder Leit, déi a ländleche Géigende sinn, méi staark finanziell betraff géife ginn, wéi Leit, déi aus Stied kommen.

Ech sinn net mam Kolleeg Gira averstanen, datt een dat kann ausgläichen, andeem ee seet, datt een an enger ländlecher Gemeng jo awer d'Bauplaz méi bëlleg kritt, an an der Stad kascht se eventuell méi deier, an datt een duerfir d'Waasser ka méi deier bezuelen. Ech fannen, datt dat keng Argumentatioun ass. D'Waasser ass menger Meenung no e Produkt, deen all Mënsch brauch an och all Mënsch duerfir muss zu engem räsonnabele Präis kréien.

D'Beispill ass hei geholl gi vun der Gemeng Tandel, wou gesot gëtt, och haut ass de Käschtepunkt vun der Gemeng Tandel schonn aacht Euro, a wa se nëmmen dräi Euro freet, da leet se am Fong iwwer hire Budget e Subsid bäi. Ech sinn der Meenung, datt dat d'Recht ass vun enger Gemeng, fir hir Taxepolitik esou ze maachen, datt se och sozial gerecht fir all Bierger an hirer Gemeng ass. A wa si eben déi Solidaritéit bei sech spille léisst a vläicht duerch aner Recetten déi Dépensen deckt, dann ass dat e Recht vun enger Gemeng. A wa mer muer higinn a mer bréngen dee Solidaritéitsausgläich iwwert de Wee vun enger staatlecher Subventionéierung, esou fannen ech dat richteg. Mä et muss esou sinn, datt awer all Mënsch zu engem räsonnabele Präis ka Waasser iwwerall kréien, egal wou en am Land wunnt.

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Gira wëllt eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn net vill Zäit, duerfir wëll ech am Fong weiderfueren. Ass et den Här Gira, dee gären eng Fro wëllt stellen? Den Här Gira, mengen ech, huet och nach Zäit. Ech weess net, ob ech mat menger Zäit auskommen.

(Interruption)

M. le Président.- Da fuert weider.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hu vun der Subsidiaritéit geschwat an hu gesot, datt mer der Meenung sinn, datt Europa an enger Rei vu Saachen an Domäner de Prinzip vun der Subsidiaritéit huet, datt d'Nationalstaten déi also am Kader vun der Subsidiaritéit musse kënnen décidéieren. A bei de Gemengen, géif ech soen, gëtt et ee Punkt, wou d'Subsidiaritéit voll spillt, dat ass, d'Gemengen däerfe Rechnungen ausstellen. D'Gemenge mussen d'Rechnungen ausstellen.

Elo kréie se gesot, wéi se hire Präis musse berechnen, a kréien och dem Stat seng Tax fixéiert, also déi zéng respektiv déi 19 Cent. Si stellen de Leit d'Rechnung aus. Et sinn d'Gemengen, déi d'Gelder souwuel fir d'Gemenge wéi fir de Stat mussen encaisséieren. Do huet de Subsidiaritéitsprinzip voll a ganz gespillt.

De schwaarze Péiter kréien d'Gemengen a se mussen dann elo alleguer virun 2010 am Fong hir Taxen esou berechnen, fir datt se der Direktiv vum 1. Januar 2010 un entsprieche kënnen.

Mir hunn en eenheetleche Berechnungsmodus. De Käschtendeckungsprinzip soll am Prinzip spillen. D'Käschten an d'Gestioun vun der Gemeng si vu Gemeng zu Gemeng verschidden. Dat ass normal an duerfir wäerten och nach Differenzen tëschent deenen eenzelne Gemengen erauskommen, mä déi awer haut wäerten opgrond vum Berechnungsmechanismus vill méi no beieneekommen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et gëtt Gemengen, déi hu gutt Infrastrukturen, déi hunn an de leschten zéng, 20 Joer vill investéiert an d'Waasser- an d'Ofwaasserinfrastrukturen. Si hu gutt investéiert a Waasserinfrastrukturen. Si hunn zum Beispill keng Fuiten oder wéineg Fuitë méi. Aner Gemengen hu vill Fuiten. Alles dat huet eng Répercussioun op de Präis.

Duerfir ass et och wichteg, datt mer dat um Niveau vun de Gemenge loossen an datt mer keen nationale Waasserpräis tel quel fixéieren, well déi Gemengen, déi investéiert hunn an hir Infrastrukturen an doduerch e bessere Rendement kréien, hu jo iwwert de Wee vun hirem Budget Investitiounen an der Vergaangenheet gemaach, an datt duerfir dann awer herno de Waasserpräis eventuell liicht méi bëlleg ass wéi an anere Gemengen, schéngt mer awer eng normal Konsequenz vun där Politik.

Et wier och falsch, wa mer géifen en eenheetleche Waasserpräis maachen, well d'Gemengen dann net méi ugehale wieren, fir vläicht esou intensiv an d'Infrastrukturen ze investéieren, wéi dat am Fong d'Normalitéit misst iwwerall sinn. Duerfir ass ganz kloer, datt et Differenzen tëschent de Gemenge wäert ginn.

Eng Fro, déi an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an op déi ech awer bis haut keng kloer Äntwert kritt hunn - ech wier vläicht frou, wann de Minister nach eng Kéier géif herno bei senger Interventioun e Versuch maachen, fir net nëmme mir, mä och nach ville Leit am Land a virun allem de Gemengen dat ze soen: Wéi grouss ass de Sputt vun enger Gemeng bei der Applikatioun vun der Berechnung?

Et ass eng Kéier gesot ginn, d'Gemenge kënnen am Prinzip awer dach bal maachen, wéi se wëllen. Déi aner Kéier ass gesot ginn, si musse sech strikt un d'Gesetz, un d'Konditiounen halen. Do gesäit een net kloer. Et misst een also emol genau wëssen, wéi grouss iwwerhaapt de Sputt ass.

A wat ass, wann eng Gemeng net virum 1. Januar 2010 higeet a seet, mir applizéieren dat doten tel quel, wéi et gewënscht ass, mir sinn aus där enger oder anerer Ursaach anerer Meenung?

Da muss ee wëssen, datt de Präis, wann en esou applizéiert gëtt, an d'Luucht geet. Ech hunn déi Ausso vum Kolleeg Gilles Roth de Moien hei net esou richteg verstanen. De Kolleeg Gilles Roth huet gesot, de Waasserpräis gëtt am Prinzip net méi deier; wat soss iwwert de Budget bezuelt gëtt, dat gëtt elo vun de Leit bezuelt.

(Hilarité)

Jo, da kann ee vläicht soen, global gesinn huet et nach ëmmer datselwecht kascht. Mä fir deen Eenzelne gëtt et awer méi deier! Dat hat den Här Roth wahrscheinlech a sengen Iwwerleeungen net esou preziséiert.

Dat ass d'Beispill vun Tandel, wou gesot gëtt, ma et huet och elo schonn aacht Euro kascht, wann d'Leit och keng aacht Euro bezuelt hunn, der nëmmen dräi bezuelt hunn, a wa muer d'Leit déi aacht Euro bezuelen an de Budget se net méi finanzéiert, dann ass et global gesinn net méi deier ginn, mä et gëtt awer méi deier fir d'Leit.

Et muss een oppassen, datt déi Nuance do vum Här Roth net ënnergeet an d'Leit herno mengen, et géif fir si och net méi deier ginn. Ech wollt dat just dofir kloerstellen. Et gëtt méi deier. Dat muss een de Leit soen.

Et muss een dovun ausgoen, datt et an der Moyenne pro Kapp, pro Bierger dierften 200 Euro d'Joer sinn, wat d'Waasser méi deier gëtt. Dat ass net näischt.

Bei enger Famill mat zwee Kanner muss een dovun ausgoen, datt déi bei engem normale Waasserverbrauch bis 800 Euro d'Joer zousätzlech wäerte kréien. A wa mer wëssen, wat an den nächste Jore souwisou op d'Leit alleguer duerkënnt - mir hu gëschter a virgëschter d'Budgetsdebatt hei gehat, wou mer heibannen eis eens doriwwer waren, wéi schwéier d'Situatioun wäert an deenen nächste Jore ginn, fir de Stat, fir d'Gemengen, datt d'Budgeten net méi wäerten opgoen, wou dann nach zousätzlech Belaaschtunge kommen -, da muss een dat heiten och doranner mat apaken a soen, datt et da fir ganz, ganz vill Leit méi enk gëtt.

Mir bedaueren, datt mer net de Gemengen d'Méiglechkeet ginn hunn, fir do méi sozial an den Tariffer virzegoen. Déi Propositioun, déi an d'Gesetz do bäikomm ass, datt d'Gemenge kënnen eng Allocation de vie chère iwwer e Reglement afféieren, ass ze begréissen. Dat war am Fong eng Iddi - dat muss ee fairerweis soen -, fir déi de Kolleeg

Negri sech an der Kommissioun vill agesat huet, bis et esou wäit war, datt dat an d'Gesetz komm ass. Dat war déi lescht Méiglechkeet, déi mer an déi Richtung nach konnten duerchsetzen, well vun der Regierung aus war am Fong net virgesinn, fir eng sozial Komponent mat an dat Gesetz hei eranzebréngen. Et huet laang gedauert, bis dat doten drakomm ass.

Mä et muss een awer wëssen, datt dat doten och erëm eng Prozedur ass - obschonn ech frou sinn, datt se drakomm ass -, wou sech awer d'Leit erëm esou e bësse wéi d'Heescherten hei am Land musse virkommen. D'Leit mussen och elo fir d'Waasser eng Demande maachen. Si mussen op d'Gemeng goen an da musse se eng Demande maachen. Si musse Certificatë bréngen. Si musse Paperasse bréngen. Et musse Prozedure lafen, fir de Leit dann eng Allocation de vie chère zoukommen ze loossen.

(Interruption)

Vill Leit fille sech gekränkt an hirer Éier, datt se an engem Land wéi Lëtzebuerg mussen Démarchë maache goen op eng Gemeng, fir eng Allocation de vie chère ze kréien, fir wéi an dësem Fall eppes Normales, wat dat Normaalst vun der Welt misst sinn, fir kënne Waasser hei ze kréien.

Da sinn ech och, Här President, der Meenung, datt - esou wéi mir d'Direktiv hei ëmsetzen - Lëtzebuerg da wäert herno dat Land sinn, wat, souwuel wat d'Waasser wéi d'Ofwaasser ubelaangt, dat deierst Waasser wäert hunn an der ganzer Europäescher Unioun.

Mir sinn dat lescht Land, wat d'Direktiv ëmsetzt. Mir hunn an der Kommissioun eng Tabell kritt, net vun alle Staten, mä vu ville Staten, wou deenen hir Tariffer opgezeechent si ginn, an déi d'Direktiv awer ëmgesat hunn, vläicht nach net applizéieren,...

(Interruption)

...vläicht net applizéieren,...

Une voix.- Dat ass wichteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass wichteg. ...mä déi leien esou déif! Wa mer Italien kucken, wou et praktesch ënner engem Euro läit, da misst jo awer an Italien, kéint ech mer virstellen, wann déi se esou applizéiere wéi mir - an ech ka mer virstellen, datt d'Waasserschutzmoossnamen an d'Ofwaasserbetreiung do net ka méi bëlleg si wéi hei -, wann dann do misst d'Waasser och herno op siwen, aacht, néng Euro eropgoen, da kéint ech mer virstellen, datt an Italien géif d'Revolutioun ausbriechen.

Duerfir mengen ech, wa mir fäerdeg sinn, da si mir hei zu Lëtzebuerg dat Land, an dat huet sech jo aus där Tabell eraus erginn, wat herno wäert deen deierste Waasserpräis an Ofwaasserpräis a ganz Europa hunn.

Wa mer awer elo hei iwwert déi Taxe méi Suen an d'Statskeess erakréien, da misste mer och à même sinn, fir méi séier an eis Kläranlagen ze investéieren, fir d'Land wierklech flächendeckend ze versuergen. Et misst eist Zil sinn, och wa mer elo kuerz virun 2009 sinn, dat awer bis 2015 ze realiséieren.

Ech géif vun eiser Säit aus och do proposéieren, dat virzezéien. Mir hu gëschter a virgëschter hei esou vill dovunner geschwat, datt Projete misste virgezu ginn, fir eisem Bau, eisem Handwierkssecteur méi Commanden zoukommen ze loossen. Hei wier eng Méiglechkeet, fir dat virzezéien. Hei kritt de Stat zwar eréischt vun 2010 u méi Suen duerch déi Tax hei a säi Fong, mä näischt kéint verhënneren, datt de Budgetsminister géif Kreditter, déi op anere Fonge stinn, dësem Fong elo zousätzlech virgezunn zur Verfügung stellen, déi hien dann herno kéint erëm iwwert de Fong, well Suen ze vill do sinn, zréckginn, datt hei also Gelder géife virgestreckt ginn, fir esou séier wéi méiglech am Land doranner ze investéieren, fir och der Kris ze begéinen an op där anerer Säit eist Zil ze erreechen.

Well et wier wierklech blamabel, wa mir, eent vun deene Länner, wat sech jorzéngtelaang iwwerall gebretzt huet, eent vun de räichste Länner vun der Welt ze sinn, 2015 misste soen, mir hunn et net fäerdeg bruecht, datt eist Ofwaasser gekläert a propper ass.

En anert Wuert nach. Här President, ech mengen, datt et e ganz komplizéiert Gesetz ass, well d'Kommissioun 19 Sitzungen doriwwer getaagt huet, a mer nach, wa mer ganz éierlech sinn, an enger ganzer Rei vu Froen, wa mer géifen heibannen en Oral maachen, géife vill Noexame kréie bei de Membere vun där Kommissioun, well se an enger Rei vu Froen nach net genau wëssen, wéi alles gemengt a geduecht ass a wéi et applizéiert gëtt.

Da musse mer wëssen, wéi mer dat deenen 116 Gemengen elo wäerte bannent e puer Méint bäibréngen, esou datt déi verstinn, wat mir nach net alleguer esou richteg verstanen hunn, déi elo iwwer zwee, dräi Joer alles am Detail matdiskutéiert hunn.

Duerfir ass et eng wichteg Saach fir de Minister, datt hie sech elo wierklech esou gutt organiséiert mat senge Servicer, fir datt d'Ëmsetzen an d'Applikatioun vun deem Gesetz hei och esou séier wéi méiglech wäerten un d'Gemenge weidergoen, well soss kréie mer de Problem, datt dat och nach zousätzlechen administrativen Opwand wäert bréngen. Ech mengen, däers si mer eis bewosst, an dat mécht d'Saach net méi liicht.

Här President, meng Riedezäit ass elo ofgelaf. Duerfir géif ech soen, Här President, ofschléissend, datt d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll, eng duebel Roll heiranner ze spillen huet, souwuel wat de Schutz vun de Gewässer ugeet wéi och beim Ofwaasser.

Duerfir schéngt et eis wichteg - well mer et schonn net konnten iwwert de Wee vum Gesetz erméiglechen -, datt mer do speziell Waasserpräisser kënne fixéieren, fir deenen zousätzleche Belaaschtungen, déi d'Landwirtschaft kritt, entgéintzekommen. Duerfir hu mer och déi Motioun mat ënnerstëtzt, fir datt mer iwwert dee Wee da staatlech Hëllefe vis-à-vis vun der Landwirtschaft kënne bewëllegen, fir do e gerechten Ausgläich ze maachen, well ouni eng Landwirtschaft, déi an dësem Domän matschafft, ass souwisou dat Ganzt net vu groussem Sënn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier betounen, datt mir dësem Gesetz net wäerten zoustëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur Félicitatioune fir säin explizite Rapport.

Ech begréissen et, dass mer och endlech opgrond vun enger Direktiv elo kënne kloer Kritären afeieren, déi versichen, all Facettë vum Waasserverbrauch a vum Waasserschutz ze regelen.

Och wa verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz hei vläicht zimlech diktatoresch kléngen, well de Ministère de tutelle iwwerall d'Dispositioune praktesch huet, esou schéngt et mer awer wichteg, dass mer all Verdeelungs- a Schutzmoossname musse koordinéieren, wa mer wëlle konsequent virgoen.

Dass d'Waasser eng liewenswichteg Substanz ass, brauch wuel net extra ernimmt ze ginn. An obwuel mer alleguerten hei där Meenung sinn, gi mer awer, mir mat ageschloss, ganz oft onverantwortlech domat ëm, ouni eis deem awer meeschtens bewosst ze sinn.

Mir si gewinnt eben, dass aus eise Krinn dat propperst Waasser vun der Welt erausleeft a stellen eis ganz rar Froen, wéisou dass dat esou ass a vu wou dass et hierkënnt. Eist Waasser ass esou gutt an esou propper, dass mer et zu Biekerech souguer direkt a Fläsche kënne fëllen a verkafen.

Här President,...

(Interruptions diverses)

Awer recycléierbar. Dat muss awer emol kloer gesot ginn.

Une voix.- Absolut!

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, d'Waasser ass en Allgemenggutt a gehéiert all Mënsch, an duerfir muss och all Mënsch Zougang dozou hunn, ouni dass hie muss op aner Servicer aus finanzielle Grënn verzichten.

Et duerf duerfir net virkommen - an ech si frou, dass dat hei och kloergestallt ginn ass -, dass d'Waasser liberaliséiert an domadder och kommerzialiséiert ka ginn.

Den Här Rapporteur huet Recht, wann hie seet, dass an Zukunft, wann net schonn elo, a verschidde Regioune vun der Welt d'Recht op Waasser zu Konflikter ka féieren. Ech si verschiddentlech an Afrika a weess, wéi schlëmm et ass, wa Waassermangel besteet, a wéi schlëmm et awer och ass, wann een dat Waasser, wat ee virfënnt, och nach muss ofkachen, fir dass een et iwwerhaapt kann drénken, wann een net wëllt riskéieren, dass een eng Krankheet opreeft.

Duerfir muss kloer vermëttelt ginn, dass ee mam Waasser soll virsiichteg ëmgoen, an et musse kloer Kritären agefouert ginn, fir dass d'Waasserleef och net onnéideg verschmotzt ginn. Wat d'Waasser méi propper gehale gëtt - dat soll och emol kloer sinn -, wat mer manner Infrastrukture brauchen, fir et ze sanéieren, a wat esou de Präis och méi niddreg gehale ka gi vum Waasser.

Duerfir ass et effektiv esou, wéi schonn hei virgefouert ginn ass, dass mer onbedéngt déi Kläranlagen alleguer mussen awer realiséieren, déi mer brauchen, fir dass mer proppert Waasser behalen.

Mir sollen och spuersam domat ëmgoen an de Leit kloermaachen an eis bewosst sinn, dass, wann d'Klima sech nach méi erhëtzt, d'Waasser enges Daags méi eng grouss Valeur kritt wéi d'Gold.

Ech wëll, Här President, awer och net hei verfeelen, e puer Bemierkungen ze maachen zum Waasserpräis. Et gëtt de Gemengen erëm zougeschoustert, dass se Méiglechkeete schafe mussen, fir de Waasserpräis sozial ze gestalten. Dat heescht, de Stat schreift e Waasserpräis vir, an d'Gemenge mussen dann derfir suergen, dass e fir d'Bierger sozial verträglech gëtt.

Fir mech wier et virop méi kloer gewiescht, wa mer vun uewen erof e klore soziale Präis fir deen eenzelne Verbraucher definéiert hätten. Dat heescht, ee Präis fir deen Eenzelnen a fir déi Leit, déi sozial schwaach sinn, mat enger sozialer Staffelung. Awer dann e klore Präis fir d'Famillje mat Kanner, an dat jee no Zuel vun de Kanner, well d'Famillje mat Kanner jo dee gréisste Waasserverbrauch hunn. Well et kann einfach net sinn, dass duerch d'Héicht vun engem Waasserpräis dann op eemol déi elementar Hygiène fir d'Kanner précariséiert kéint ginn.

Et duerf och net sinn, dass d'Gemengen d'Taxe fir d'Waasser mussen andreiwen an da musse Sozialhëllefen zouschousteren, fir déi dee Betraffenen dann erëm eng Kéier muss bei d'Gemeng biedele goen. Dat ass eng aarmséileg Heeschepolitik, déi et bei verschidden aneren Taxenerhéijungen och scho gëtt. Dat heescht, wann ech d'Escher Gemeng kucken, do ginn dann d'Taxen ëm sechs Milliounen erhéicht, an da gëtt eng Milliioun an de Budget agesat, fir dat sozial ofzefiederen. Dat ass eng Politik, déi...

Une voix.- Dat ass eng geziilt Sozialpolitik!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat nennt Dir geziilt Sozialpolitik, wann d'Leit mussen heesche goen?

(Interruption)

Wann d'Leit musse bei d'Gemengen heesche goen, dat nennt Dir Sozialpolitik?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass net heeschen. Fir d'Kannergeld muss ee jo och eng Demande maachen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Et gëtt eng Méiglechkeet, fir d'Präisser esou ze staffelen, dass d'Leit net brauchen heeschen ze goen. Dir misst lech vläicht emol eng Kéier doriwwer Gedanke maachen.

(Interruption)

Jo, mä natierlech, wann Dir fäerdeg sidd, geet technesch guer näischt.

(Interruption)

Et geet just dat, wat Dir gären hätt, awer dat, wat einfach realistesch ass a wat ouni vill Problemer kéint geregelt ginn, dat kritt Der net ronn.

Ech soen lech, d'Recht op Waasser duerf net duerch en onsoziale Waasserpräis hypothekéiert ginn, a wann dat Gesetz hei duerchgeet, da geschitt dat awer.

Här President, dann nach ganz kuerz e Wuert zum Ofwaasser. Och do sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Andreiwe vun dëser Tax, eben doduerch, well iwwert d'Compteure vun de Gemenge festgestallt gëtt, wéi vill Waasser verbraucht gëtt. D'Ofwaassertax kann also fir deen eenzelne Bierger a fir d'Betriber aus där Gemeng, wann deenen hir Compteure vun der Gemeng kontrolléiert ginn, genau berechent ginn.

Mä wéi ass et awer mat deene Betriber - an där gëtt et -, déi hiert Waasser direkt vun der SES geliwwert kréien an net um Compteur vun enger Gemeng hänken? Wie verrechent do d'Ofwaassertax? Well mir hunn hei am Land eben där Betriber nach ëmmer, wéi zum Beispill d'Brauereien oder wéi zum Beispill ArcelorMittal, déi doduerch, dass se hiert Waasser direkt vun der SES kréien, net iwwert d'Compteure vun de Gemenge fueren an doduerch och hire Waasserpräis net esou kënne verrechent kréien.

Wie verrechent deenen hire Waasserpräis? Well och déi hu schliesslech jo awer matzehëllefen, dass mer eist Waasser propper halen, a solle Strukture matfinanzéieren, fir d'Waasser propper ze halen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den nächsten a leschte Riedner ass den Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'éischt, mengem Frënd a Kolleeg Marco Schank fir seng vill Aarbecht, déi hien an engem schwieregen Dossier gemaach huet, ze félicitéieren a Merci ze soe fir alles dat, wat hie beweegt huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass ganz richteg, an deem Gesetzesprojet hei gëtt et sécher ganz, ganz villes, wat positiv ass a wat fir d'Zukunft, wann et da soll gestëmmt ginn, eng ganz Rei Ännerungen erbäifeiert.

Et ass richteg, wann ee seet, datt endlech e Kadergesetz kënnt, wat u sech all Problemer beréiert, déi d'Waasser ugeet.

Awer et ass och richteg, an et ass scho méi dacks heibanne gesot ginn, datt dat dote Gesetz riskéiert net d'Problemer vun den Ënnerscheeder vum Präis vum Drénkwaasser a vun den Ënnerscheeder vum Präis vum Ofwaasser ze léisen, an domadder den enormen Ënnerscheed tëschent de Präisser jee no Regioun, jee no ländlechem respektiv städteschem Raum.

Jo, et ass heibanne gesot ginn, datt ech ee vun deene wier, déi absolut kämpfe fir en eenheetlechen, en Eenheetswaasserpräis. Ech kann deene Leit, déi dat gesot hunn, nëmme soen, dat stëmmt. Ech sinn e ferventen Unhänger vun engem Eenheetswaasserpräis, an dat aus ganz gudden an aus träftegen Ursaachen.

Et ass ganz einfach esou, datt den eenzelne Bierger awer och a kenger Hisiicht verantwortlech ass fir dee Präis, dee Gestehungspräis vum Waasser, deen nun emol a senger Regioun respektiv fir seng Gemeng, fir säin Duerf ufält. Et ass also ganz kloer, datt d'Facteuren, déi a sech zu deem Gestehungspräis féieren, vun enger ganzer Rei vun eenzelne Problemer ofhänken, déi e risegen Ënnerscheed ausmaache kënnen tëschent dem städtesche Raum, wéi ech et scho gesot hunn, an dem ländleche Raum.

Ech wëll och hei ganz kloer eng Rei vu Beispiller opzielen, an da wëll ech ganz kloer un d'Adress vum Här Gira soen, datt, wann de SIDEN, dee jo hei zitéiert ginn ass, méi deier Kläranlage baut - wann dat da soll de Fall sinn an deem engen oder anere prezise Fall -, dann huet dat och prezis Ursaachen.

Et ass nun eben en Ënnerscheed an der Klärtechnik, ob een dat Ofwaasser an eng kleng Baach entléisst oder ob een dat Ofwaasser an e méi grousse Floss entléisst. Do muss gegebenenfalls eng aner Klärtechnik agesat ginn.

Dann ass et och en immensen Ënnerscheed, ob een esou eng Anlag a méi engem sensibelen Naturgebitt baut oder net. Grad den Här Gira misst dat jo voll a ganz ënnerstëtzen, datt mer versichen, wa mer Kläranlage bauen, wéi déi am Heischtergronn, wat eng deier Kläranlag gëtt, wat och duerno ganz deier wäert ze stoe kommen, mä ech kommen nach dorop ze schwätzen. Wann een an engem onberéierte Sauerdall eng Anlag muss histellen, da muss een do op vill Elementer oppassen, fir datt dat esou verträglech mat der Natur ass wéi iergendwéi méiglech. A wann deem esou ass, Dir Dammen an Dir Hären, da bréngt dat Käschte mat sech.

Da bréngt dat schonn einfach Käschte mat sech, well déi zoustänneg Instanze vum Environnement eis Oplage ginn, déi se an anere Regiounen, déi se op aner Plazen, Dir Dammen an Dir Hären, an där Form ganz einfach net ginn, well dat Gebitt do manner sensibel ass. Esou wäit zu dem Ënnerscheed tëschent de Kläranlagen.

Dann ass et ganz kloer esou, datt et och vun der Topographie ofhänkt. Ech hunn do zwou Méiglechkeeten: Ech baue fir all Duerf eng

Kläranlag an ech brauch d'Waasser zum Beispill net ze pompelen. Datselwecht gëllt och fir d'Drénkwaasser, well och do muss een et emol op deen héchste Punkt kréien, fir et dann am fräie Fall lafen ze loossen. Mä et ass awer ganz kloer esou, an ech huelen erëm d'Beispill Heischtergronn, wou eng Kläranlag gebaut gëtt, wou sechs Gemengen dran ausschëdden a wou et, wéi op villen anere Plazen, méi Héichten an Déifte gëtt an doduerch dacks muss gepompelt ginn, an doduerch ënnerwee komplizéiert Infrastrukture musse gebaut ginn. Dat ass ganz dacks de Facteur, deen dozou féiert, datt déi gesamt Infrastruktur an engem enorme Mooss méi deier gëtt, ouni datt mer gëlle Krinn - wéi dat mer jo bei dëser oder där Geleeënheet zu Ouere komm ass, a wat och Termë waren, déi an der Kommissioun gesot gi sinn - am Norde géifen an d'Kläranlagen abauen.

Ech wëll just alleguerten deene soen, déi déi Anlage wëlle kucke kommen, datt do Qualitéitsmaterial verwennt gouf, well wa mer net Qualitéitsmaterial verwennen, da kënne mer se no zéng Joer zréck oder nei bauen. Duerfir setze mer korrekt Material an, mä et si bäi Wäitem keng gëlle Krinn. Et ass just dat, wat ee brauch, fir eng optimal a laangfristeg orientéiert Ofwaasserentsuergung am Norden ze assuréieren.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Et ass also ganz kloer, wann ee Pompelwierker baue muss, wann ee Réckhalebecke baue muss, wann een esou vill Kilometere Kollektere baue muss, fir heiansdo nëmme 500, nëmmen 1.000 Leit ze entsuergen, da féiert dat ganz einfach dozou, datt do supplementar Käschte kommen, an dann ass dat bei Gott net d'Schold, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun dem Eenzelnen, an dann duerf och net deen Eenzelnen duerfir misse bludden!

Duerfir ass et scho gutt, datt et geographesch, topographesch an ökologesch Méiglechkeete gëtt an deem Text, mä fir mech ass dat alles immens vag. Wéi dat herno ausgeluecht gëtt, dat weess nach keen esou richteg, an et weess nach keen, op wat fir e Präis mer schlussendlech an deenen eenzelne Regioune kommen.

Fakt ass, datt mer am Moment zu Wäisswampech e Präis hunn, deen an d'Gréissenuerdnung vun zwielef Euro geet. Firwat geet dat an d'Gréissenuerdnung vun zwielef Euro? Dat wëll ech dann och erklären.

Ee vun den Haaptfacteuren ass erëm eng Kéier d'Kläranlag, eng performant Kläranlag - an den Här Meyers kennt déi Géigend ganz gutt -, déi d'Ofwaasser an eng ganz sensibel Baach ausschëtt, wou den Débit vun där Baach immens kleng ass, de Summer nach méi kleng ass, a wou een ëmsou genauer muss d'Rengegung vun deem Ofwaasser virhuelen, fir déi Baach net ze vill ze belaaschten. Duerfir ass et also ganz kloer, datt et huet missen eng ganz performant Anlag sinn.

Ech wëll awer emol eng Kéier soen, datt déi Anlagen zu engem groussen Deel heibannen duerch Gesetzer ofgestëmmt ginn, votéiert ginn, accordéiert gi vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, och autoriséiert ginn oder nogekuckt ginn. Et ass also net esou, wéi wann do iergendee Syndikat egal wat géif maachen an onresponsabel do géif handelen. Et ass einfach lächerlech, wann een esou Aussoe mécht, mä et ass eng Realitéit, datt et eben tëschent engem ländleche Raum, an notamment tëschent engem Norden an engem Zentrum, extrem grouss Ënnerscheeder gëtt. Wann een dann och nach d'Dicht vun der Populatioun hëlt, dat heescht wéi wéineg Leit op enger relativ grousser Fläch wunnen, da versteet ee ganz kloer, datt do muss en extrem héije Präis erauskommen. De Moment leie Präisser um Dësch - déi puer Präisser, déi ausgerechent sinn - tëschent véier an zwielef Euro. Dat ass also vum Einfache bis dat Dräifacht!

Ech wëll lech ganz kloer soen - an do kommen ech nach eng Kéier op den Heischtergronn ze schwätzen -, datt am Heischtergronn eng Kläranlag gebaut gëtt, fir déi...

Une voix.- Wann esou vill doriwwer geschwat gëtt, da muss et eng gutt sinn.

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat sollen d'Bierger dobaussen entscheeden. Am Heischtergronn gëtt eng Kläranlag gebaut, déi eenzeg, déi eng véiert - fir déi, déi vläicht eppes dovu verstinn - Rengegungsstuf huet,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift! Den Här Kaes huet d'Wuert a soss keen.

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...an déi véiert Rengegungsstuf nennt sech Désinfection an ass dofir do, fir datt ënnert där Kläranlag an der Sauer u sech een nach soll kënne schwamme goen.

Dat ass jo just fir den Här Schank oder fir déi aner Buergermeeschterkolleegen aus där Regioun, oder ass et net zoufälleg fir d'Allgemengheet?!

Den Här Schank a seng Buergermeeschterkolleege mussen awer hire Bierger herno déi Käschten, déi doraus resultéieren, verrechnen. An da soen ech lech, dat ass absolut ongerecht!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Schank, dat do ass net einfach!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Esou einfach ass dat. Dat ass absolut ongerecht, an duerfir kann een dat doten net esou gesinn, an duerfir soen ech ganz kloer, et kann nëmmen een Zil an deem Land hei sinn, dat ass aus all deene Fakten...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, den Här Kaes huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Aus all deene Facteure muss d'Solidaritéit spillen - Merci, Här Bettel. Et duerf net de ländleche Raum d'Käschten droe vun där ganzer Operatioun, mä hei muss ganz kloer an deem Land d'Solidaritéit spillen, an d'Solidaritéit kann nëmmen esou sinn, datt mer an deem Land dans les meilleurs délais en Eenheetswaasserpräis kréien: fir all Bierger deeselwechte Waasserpräis. Well, Här Gira, mir hunn och deeselwechte Stroumpräis. Mir hunn deeselwechten Télefonspräis, an och den öffentlechen...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!! Den Här Kaes huet d'Wuert a soss keen. Loosst hien dach a Rou schwätzen!

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...Transport ass ganz kloer eng Saach vun Ënnerstëtzung och am ländleche Raum, well do fuere bekanntlech manner Leit mat dem Bus.

(Interruptions)

Här Bausch, Solidaritéit...

(Interruption)

Dir misst lech och e bësse vläicht emol eng Kéier iwwerleeën, wat dat Wuert Solidaritéit bedeit. Méi wëll ech lech net soen.

Ech wëll nëmme just hei soen, datt och den öffentlechen Transport eenheetlech opgebaut ass an et do also och keng Differenze gëtt.

An da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha général)

An da kommen ech...

Här Bettel, et wier eng Ursaach fir déi Uertschaft, eleng well Dir deen Numm...

M. le Président.- Lauschtert emol, wann ech gelift!

(Coups de cloche de la Présidence et hilarité générale)

Lauschtert, ënnert deenen doten Ëmstänn kann den Här Kaes jo hei keng korrekt Ried halen.

Une voix.- Mir si jo net an enger Büttenried hei!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Wien d'Büttenried hei gehalen huet, dat sief emol dohinnergestallt. Schwätzt emol mat Ärem Kolleeg vun hannendrun.

(Hilarité générale)

Net méi spéit wéi de Moien hunn erëm eng ganz Rei Gemengen de Pacte logement ënnerschriwwen, wou et ënnerschiddlech...

Une voix.- Loosst mer emol doriwwer schwätzen!

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...Präisser gëtt, jee nodeem ob ee sech ganz schnell, schnell oder méi lues soll développéieren, dat heescht wuessen a senger Gemeng. Déi, déi ganz schnell solle wuessen, déi kréie méi en héije Präis wéi déi, déi IVL-gerecht solle wuessen. Dat anert si jo d'CDAen. An da gëtt et déi, déi méi lues solle wuessen. An dozou gehéieren erëm eng Kéier virun allem eng Rei méi kleng ländlech Gemengen.

Et gëtt Gemenge vun aacht Dierfer, wat dann d'Gemeng Tandel ass, déi haut jo esou dacks ernimmt ginn ass. Wann ech awer dann op Wëntger ginn, da sinn dat 20 Dierfer. Wann esou Gemengen net IVL-gerecht sinn, dann ass dat eng national Décisioun, dann huet dat och mat Sécherheet seng Ursaachen an da muss een op bestëmmte Saache Rücksicht huelen. A wann de Stat décidéiert, wa mir décidéieren, datt dat soll geschéien, da kann ech awer net gläichzäiteg soen: Herrschaften, Dir hutt awer elo Pech, Dir kënnt lech net entwéckelen!

Well nëmmen doduerch, datt ech vill Leit méi kréich, datt ech vill Leit méi a meng Gemeng kréich, kéint ech mäi Präis reduzéieren. An iwwert dee Wee, datt ech awer gebremst ginn, fir méi Leit an d'Gemeng ze kréien, ass et ganz kloer esou, datt de Präis pro Kubikmeter Waasser fir meng Bierger oder fir d'Bierger aus all deene Gemengen, déi an därselwechter Situatioun sinn, wäert extrem, extrem héich bleiwen.

Dann ass et och ganz kloer esou, datt mer nach en anere Problem hunn. Et ass schonn am Gesetz virgesinn, datt een e spezielle Präis soll fir d'Landwirtschaft maachen an datt een e spezielle Präis soll fir d'Industrie maachen.

Dat ass alles schéin a gutt, mä och hei soen ech ganz kloer - ech fänken emol bei der Landwirtschaft un -, d'Bauere brauche ganz, ganz vill Waasser a sinn op dat Waasser absolut ugewisen. Da kann et also net sinn, datt, jee nodeem wou ech Bauer sinn, u sech dat Wéinegt, wat ech souwisou als Bauer nach verdéngen, och nach zu engem groussen Deel dovun ofhänkt, ob ech Waasser zu engem räsonnabele Präis kréien oder net.

An duerfir soen ech ganz kloer, et kann net aneschters sinn, wéi datt et an deem Land hei ee Präis,...

(Interruption)

...ee Präis fir d'Landwirtschaft gëtt an ee Präis och fir Betriber gëtt.

Och hei huelen ech e Beispill: Wann e Schluechthaus zu Ettelbréck en enorm deiere Präis un Ofwaasser ze bezuelen huet, well dat Ofwaasser an enger héich technologescher Kläranlag gebotzt gëtt, an op anere Plazen eventuell e Schluechthaus steet, wou d'Ofwaasser net vill bis guer net gerengegt gëtt, dann ass dat ganz kloer eng Concurrence déloyale.

A fir déi Concurrence déloyale ze verhënneren, soen ech och ganz kloer, kann et nëmmen esou sinn, datt et ee Präis gëtt och fir d'Industrie, dat heescht fir d'Betriber.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt een dee Solidaritéitsfacteur, deen elo scho méi dacks genannt ginn ass, hätt kënne wonnerbar spille loossen - an et gëtt eng Rei Leit heibannen, déi därselwechter Meenung sinn -, wann een de Courage gehat hätt, déi Taxe de prélèvement an déi Taxe de rejet, déi eng vun zéng Cent an déi aner vun 19 Cent, e gudde Krack méi héich ze maachen - ech soen dat ganz kloer, - an dat ze huelen, fir déi Ausgläicher spillen ze loossen, fir datt ee kann an enger Iwwergangszäit, bis een all déi Mechanismen ëmgewandelt huet, déi eventuell haut net direkt den Eenheetswaasserpräis erméiglechen, déi Suen huelen, fir déi Ausgläicher ze schafen, an domadder net vun engem harmoniséierte Waasserpräis schwätzt, wat keen harmoniséierte Waasserpräis ass.

Well wann een eng harmoniséiert Berechnungsmethod oder déiselwecht Berechnungsmethoden huet, da gesitt Dir jo un deene Beispiller, déi ausgerechent gi sinn, wat fir eng Ënnerscheeder an der Realitéit entstinn.

Duerfir kann et wéi gesot net aneschters sinn, wéi datt mer iwwert deen dote Wee oder iwwer aner Weeër - ech wëll dat nach eng Kéier soen - definitiv zum Eenheetswaasserpräis kommen.

An da kommen ech lues a lues zum Schluss a wëll soen...

Plusieurs voix.- Neen! Oh!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dir musst lech nach e bësse gedëllegen.

Da kommen ech lues a lues zum Schluss an ech wëll lech soen, datt u sech eng Motioun virbereet war, déi all deenen dote Facteure Rechnung gedroen huet. An deem Text stoung kloer dran, datt soll ebe Rücksicht geholl ginn tëschent dem ruralen an dem urbane Beräich, dat heescht tëschent dem ländlechen an dem städtesche Raum. Et stoung och ganz kloer dran, datt d'Zil muss sinn, „dans les meilleurs délais" en Eenheetswaasserpräis ze kréien.

Et stoung dran, datt an enger Iwwergangszäit een a sech misst esou no wéi méiglech beienee komme fir d'Ménagen, an dat doduerch, datt ee géif soen, all déi Infrastrukturen, déi ausserhalb vun den Agglomeratioune leien, datt een déi Käschten, déi doraus resultéieren, zesummerechent...

(Interruptions diverses)

...an dann do d'Solidaritéit spille léisst; dat ass ganz kloer. Och dat stoung...

Gitt mer eng Chance! Ech erklären lech dat alles.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, wann ech gelift, da loosst awer den Här Kaes hei seng Ausféierunge maachen!

(Interruption)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech erklären lech, firwat datt se net deponéiert ginn ass. Ech hätt et schonn erkläert, wann Der fäerdeg wiert mat Äre Remarquen.

(Interruption)

Dir kommt zu Éieren, datt Der dat erkläert kritt.

(Interruption)

Hei, den Här Bausch huet och schonn eppes héieren.

(Hilarité et interruption)

Et ass also ganz kloer, datt do och drastoung, datt, wéi gesot, bei allem, wat un Infrastrukturen ausserhalb den Agglomeratiounen ass, misst eng absolut Solidaritéit spillen, iwwert de Fonds de compensation, iwwert de Statsbudget. Och dat stoung do dran. An et steet natierlech an där Motioun, oder an deem Projet de motion stoung dran, oder steet dran,...

(Brouhaha et hilarité)

Also gleeft mer es, Dir kënnt hei esou laang laache wéi Der wëllt, dat stéiert mech grad kee Pond. Ech soen dat hei, wat ech ze soen hunn.

(Interruption)

Ech kann lech soen, ech hu ganz vill Bierger, déi därselwechter Meenung sinn. Dat wäert Der da vläicht...

(Interruption)

...an deenen nächste Méint gesinn, wéi vill Bierger därselwechter Meenung sinn!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Kaes, loosst lech net provozéieren a fuert virun!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech wëll ganz kloer hei soen, datt an där Motioun ebenfalls drastoung, datt et, soubal dat Gesetz ëmgesat géif ginn, misst en Eenheetswaasserpräis fir d'Agriculture an en Eenheetswaasserpräis fir d'Industrie ginn.

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Bausch?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Kaes, kënnt Der ons wann ech gelift soen, wou deen Text ass, well et wier wierklech interessant...

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat kënnt elo alles!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, den Text, datt mer dee virleien hunn. Normalerweis ass d'Chamber...

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ma dat kënnt alles. Ech hunn lech elo alles gesot an ech erzielen lech elo, firwat datt Der en net virleien hutt.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä mir hätten awer gär den Text.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Mä dat ass guer kee Problem. Ech erzielen lech elo, firwat datt Der en net virleien hutt.

Deen Text ass - ech soen dat och ganz kloer -, wéi mir dat douewe fleegen ze soen, op menger Mëscht gebuer.

(Brouhaha)

Ech muss och soen, datt a sech d'CSV-Fraktioun bereet war, deen Text ze ënnerstëtzen, mä datt eis sozialistesch Frënn…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat wéisst Der schonn alles, wann Der mech schwätze gelooss hätt!

(Interruptions diverses)

…datt eis sozialistesch Frënn net bereet waren - op jidde Fall eng Rei vun hinnen -, déi Motioun ze ënnerstëtzen. Esou datt déi Motioun…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt elo gär, dass mer heibannen Uerdnung kréien an déi Debatten hei an der Uerdnung iwwert d'Bühn kréien. Wann dat net de Fall ass, dann ënnerbrieche mer d'Sitzung a mir fueren de Mëtteg weider.

(Brouhaha)

Neen, Här Bausch, wann ech gelift.

(Interruption et brouhaha général)

Här Kaes, maacht Är Interventioun elo fäerdeg a loosst lech net méi provozéieren!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Duerfir ass déi Motioun an där Form net deponéiert ginn, well et do wéi gesot keng Eenegkeet ginn ass. A vu datt déi Motioun an där Form net ënnerstëtzt gëtt, virun allem vun der sozialistescher Säit, soen ech ganz kloer, an dat ass meng eege perséinlech - ech betounen, meng eege perséinlech - Décisioun, doduerch, datt dat esou ass, wäert ech - an da kommen ech zum Schluss hei - dee Projet de loi aus all deenen Ursaachen net stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Well ech emfannen dat als Verrot um ländleche Raum, ganz kloer un de Bierger aus dem ländleche Raum. An deem Land hei huet d'Solidaritéit schonn esou dacks gespillt, awer hei, wou et eng Kéier drëm geet, datt vläicht méi aus Süden no Norde Solidaritéit spillt,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Ali Kaes *(CSV).*- …do gëtt déi Solidaritéit vill méi klenggeschriwwen, an duerfir soen ech ganz kloer hei, ech wäert aus deenen Ursaachen de Projet de loi net stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, no deem Optrëtt vum Här Kaes muss ech soen, fannen ech et en zimlech staarkt Stéck, déi Manéier, wéi en hei virgaangen ass.

Ech huele jo un, dass all déi Saachen, déi hien hei erzielt huet aus där Motioun, an deene véier Joer, wéi an der Chamberskommissioun dat Gesetz diskutéiert ginn ass, zum Virschäi komm sinn. Ech huelen och un, dass déi am Gesetz dra sinn, well jo dann déi Kolleegen och vun der CSV an där Kommissioun dra waren, och de Rapporteur.

Ech huelen och un, dass den Innenminister, den Här Halsdorf, dee jo den zoustännege Minister ass derfir, déi Iddien, déi ebe vum Här Kaes virgedroe gi sinn, an deem Gesetz mat berücksichtegt huet, esou dass ech net verstinn, firwat dass den Här Kaes elo mat enger Motioun, déi en net virgeluecht huet, déi en net déposéiert huet, deen Theater do mécht.

Also, ech hu Vertrauen an d'Regierung, ech hu Vertrauen an den Innenminister an an deen zoustännege Waasserdéngscht. An déi Dispositiounen, déi am Gesetz sti fir déi Solidaritéit zwëschent dem Süden an dem Norden, zwëschent dem Zentrum, de Regiounen alleguerten, wat d'Waasser ugeet, hierzestellen.

Ech kann net akzeptéieren, dass den Här Kaes hei wëllt d'LSAP accuséieren, d'Solidaritéit zwëschent de Regiounen net ze akzeptéieren an net eppes dofir ze maachen. Ech fannen dat e ganz schlechte Stil. Ech fannen dat Populismus, elektorale Populismus…

(Brouhaha)

…am héchsten Ausmooss. Dat kann ech absolut net akzeptéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Rapporteur, de Marco Schank, huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech wollt d'Chamber froe fir nach eng Faute matérielle ze redresséieren am Rapport. Am mëndleche Rapport war dat richteg, mä am schréftleche Rapport ass eng Échéance, déi falsch am Chapitre 7, Artikel 52 figuréiert. Dat huet mat de Plans de gestion ze dinn. Do steet den 22. Dezember 2015, dat misst den 22. Dezember 2009 sinn.

Ech wollt also froen, ob mer dat nach kéinte redresséieren, ier mer d'Gesetz stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Elo huet zum Ofschloss vun der Debatt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech zréckdenken un déi 29 Sëtzungen, déi mer am Ganzen haten, wou mer iwwert d'Waassergesetz geschwat hunn, wou mer en…

(Interruption et hilarité)

…Gemeinschaftsprodukt zesumme ficeléiert hunn, deen e Konsens war tëschent all deene Parteien, déi do waren, wann ech zréckkucken a gesinn, dass de Rapport, dee geschriwwe ginn ass vum Marco Schank - deem ech Merci wëll soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport -, ouni Géigestëmmen ugeholl ginn ass, a wann ech da gesinn, wat haut hei lass ass, muss ech soen, dass ech déi Kontrovers, déi haut hei ass, sécherlech net deelen an dass dat am Fong geholl net meng Aart a Weis ass, fir Politik ze maachen, an och net meng Aart a Weis ass, fir déi Dossieren, déi ech géréieren, weiderzekréien.

Ech sinn e Mann, dee versicht ëmmer „step by step" d'Saachen no vir ze bréngen, am Intérêt vun eise Bierger, an ech wëll mer net soe loossen, dass dee Projet, deen d'Regierung hei ficeléiert huet an deen e grousse Konsens fonnt huet an der Kommissioun, e schlechte Projet wär.

Dat ass a mengen Aen e gudde Projet an dee Projet, deen haut hei virläit, ass e komplette Projet. En huet e ganze Koup vu gesetzlechen Texter, déi en zesumme regruppéiert. Et ass e richtegt Kadergesetz, an deemno wéi et ëmgesat gëtt an den nächste Méint - wou ech hoffen, dass dat gutt geet -, da kann ee vläicht eng Kéier souguer vun engem Jorhonnertgesetz schwätzen.

Et sinn Elementer dran, an ech weess, dass de Waasserpräis eng Problematik ass, déi ee muss nuancéiert ugoen, wou een herno muss gutt communiquéieren; dat ass ganz wichteg. Et ass net fir näischt, dass souguer d'EU gesot huet, d'Bierger missten agebonne ginn an déi ganz Problematik vum Waasser, justement fir déi nei Approche, dee Paradigmewiessel, dee mer hei hunn, besser ze verstoen.

Dat war jo ee vun de Problemer, dee mer haten. Mir hunn hei am Land während 200 Joer a méi d'Waasser esou géréiert, wéi mer et géréiert hunn, dat heescht mat der Autonomie communale hunn d'Gemengen hir Waasserdossiere gemaach. De Camille Gira huet et gesot, d'Waasser kascht näischt, an doduerch ass ganz oft dann och wierklech an deem Beräich, géif ech soen, minimalistesch virgaange ginn. Dat ass 100%eg esou, an duerfir hu mer dann ebe verschidden Diskrepanzen, déi sech haut an hei weisen. Dorobber wëll ech herno nach eng Kéier zréckkommen.

Ech wëll just soen, dass mer dat Gesetz hei nëmme konnten esou strécken, dass et en nohaltegt, integratiivt a kohärent Gesetz gëtt, wéi mer eng Verwaltung haten. An ech wëll mengem Virgänger Merci soen, dass hien et fäerdeg bruecht huet, hei an dësem Lëtzebuerg, wou alles net einfach ass, e klenge Raum fir eng Asta, eng Ëmweltverwaltung, eng Ponts et Chaussées, eng Forstverwaltung, e Service de l'énergie de l'État zesummenzekréien an eng Verwaltung. Dat ass net evident. D'Kompetenze vum Laboberäich vun der Santé a vum Aménagement du Territoire sinn och doranner gefloss, an dat war schonn net schlecht, fir dat fäerdeg ze bréngen.

Dat Gesetz ze maache war nëmme méiglech, wann s de eng anstänneg Verwaltung hues, an dat hu mir elo gemaach. Et war komplex, an ech mengen, et ass gutt geschafft ginn. Den Esprit, deen an de Kommissioune war, dee wënschen ech mer och an Zukunft, well nëmmen esou, wa mer net polemesch virginn, kënne mer wierklech, a mengen Aen, eppes fäerdeg bréngen. Mir hunn hei net polemesch driwwer polemiséiert, kann ech bal soen, well 23 Oppositions formelles do waren, mä mir hu Léisunge gesicht, an dat ass och gutt esou. Dee Konsens, deen hei virläit, ass a mengen Aen e gudde Konsens, dee voluntaristesch net nëmmen eng Ëmsetzung vun der Direktiv ass, mä e richtegt Kadergesetz.

D'Basisiwwerleeung war eben déi, fir den Acquis ze halen. Et gëtt vill Leit, déi sinn an hire Käpp nach net fräi, fir esou ze iwwerleeën, wéi mir hei iwwerleeën, integrativ, an duerfir hu mer justement versicht, ech géif soen, en defensiivt Gesetz ze maachen. Mir hätte kënnen e Gesetz maache wéi an England, wou d'Privatiséierung am Mëttelpunkt steet. Mir hätte kënnen e Gesetz maache wéi a Frankräich, wou d'Deelprivatiséierung spillt, oder mir hätte souguer kënnen e Gesetz maachen, wou mer eng strikt national Politik agefouert hätten, wou de Stat also eleng fiederféierend gewiescht wär. Dat hu mer net gemaach.

Mir hunn also weider déi originär Missioun vun de Gemengen, déi obligatoresch Missioun vun de Gemengen, déi an de Gesetzer vu 1792 an 1906 verankert ass, bei de Gemenge gelooss: Salubritéit, Hygiène. Mir hunn hei de Subsidiaritéitsprinzip spille gelooss, deen de Stat eben de Gemenge ginn huet. Mir wollten also net un d'Grondkompetenz vun de Gemenge fréckele goen, an domat si mer och, mengen ech, wat deen Aspekt ugeet, den Iwwerleeunge vun der Spezialkommissioun gerecht ginn.

Ech wéilt elo scho soen, an ech soen et och nach eng Kéier zum Schluss, dat Gesetz, wat haut hei virläit, dat schléisst emol net aus, wat den Här Kaes opwerft, fir eng Kéier, „step by step", op e Prix unique ze kommen; dat ass alles méiglech mat dësem Gesetz. Et ass en Ufank, e gudden Ufank, an en entsprécht sécherlech de Konklusioune vum Rapport vun der Spezialkommissioun. Ech wollt déi och emol eng Kéier hei virbréngen, well dat och wichteg ass. Wa mer dat Gesetz hei an Zukunft wëlle géréieren, da musse mer et och an de Kontext vun deenen Aarbechte setzen.

Am Rapport steet dran, dass am Beräich Drénkwaasser déi autonom Gemengen - et sinn der jo 23 - sech en zweet Standbee solle ginn, a si solle sech syndikaliséieren, an e Syndikat goen. Dat Gesetz hei erlaabt dat. Et ass och gesot ginn, et soll eng national Struktur gemaach ginn am Drénkwaasserberäich. Dat Gesetz hei erlaabt dat och. A mäi Wonsch wär et och, an ech wëll dat kloer an däitlech hei op dëser Tribün soen, dass déi Drénkwaassersyndikater am Osten, déi SIDERE, Syndikat Réimech a CESE heeschen, sech an engem Syndikat zesummendoe sollten, well dat wär wënschenswäert.

Am Ofwaasserberäich huet d'Spezialkommissioun och d'Iddi gefördert, dass all d'Gemenge sollten engem Syndikat bäitrieden, och d'Stad Lëtzebuerg. Ech als Minister deelen déi Meenung och. All d'Gemenge sollten dat maachen. Ech begréissen duerfir d'Initiativ vum SIDEST, wou 17 Ostgemenge ganz kloer an dës Richtung gaange sinn. Dat ass dee richtege Wee, an ech wënsche mer och hei, dass am Raum Réimech an am Raum Iechternach sollt an déiselwecht Richtung geduecht ginn, fir sech och engem Syndikat unzeschléissen. An, last but not least, wëll ech soen, am Süden…

Une voix.- Ären Télefon deet de Mikro summen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Et ass net mäin Télefon, ech hu keen Télefon, deen elo hei Kaméidi mécht. Et ass iergendengem anere säin.

Do ass nach e leschte Wonsch, deen ech hei wollt äusseren, an zwar wär dat eng Fusioun am Süde vun deenen dräi Syndikater SIACH, STEP a SIVEC. Dat géif ech mer och wënschen.

An, last but not least, dee leschte Punkt vun den Iwwerleeunge vun der Spezialkommissioun, eng national Struktur ze schafen, wou de Klärschlamm, d'Gestioun, e Labo fir den Autocontrôle an d'Centrale d'achat géifen national ugaange ginn. Dat ass och meng Visioun, an ech wëll mech gären där Iddi unhuelen an esou eppes hei lancéieren.

Ech wëll och kuerz zum Gesetz kommen, op déi néng Schlësselen, déi néng Punkten, déi vum Rapporteur ervirbruecht gi sinn. Ech wëll kuerz op déi Punkten agoen, well ech mengen et wier wichteg, dass een nach eng Kéier verschidde Saachen ervirsträicht.

D'Schlëssele lement vun dësem Gesetz ass d'Erreeche vun engem ekologeschen a chemesch gudden Zoustand vun eise Gewässer, an dat op den Horizont 2015. Et ass eng Approche, déi iwwer e puer Etappe soll goen. Dat Ganzt ass eppes Wichteges, et ass eng Obligation de résultat, mat engem prezisen Délai. Dat heescht also och, dass keng Verschlechterung vun eise Gewässer däerf kommen. Dës Oplagen, dëst Zil, dat ass wierklech absolut, däers muss ee sech bewosst sinn, wann een dat ugeet.

Derogatioune sinn awer méiglech. Déi mussen awer transparent sinn. Ech wëll lech do nëmmen e puer Beispiller ginn, fir lech dat besser ze illustréieren. De Stausee, zum Beispill, ass e staark modifizéiert Gewässer. Dat soll och an Zukunft esou bleiwen, domat hu mer also kee Problem.

Ech nennen lech awer zwee aner staark modifizéiert Gewässer, dat ass zum Beispill d'Péitrus hei an der Stad oder d'Kor zu Déifferdeng, déi sinn och staark modifizéiert. Do kann awer derogéiert ginn, do kann also eng Fristeverlängerung gesicht ginn, bis déi sech an e gudden Zoustand bruecht hunn. Dat kann 2021 sinn, dat ka souguer 2027 sinn. Domat wëll ech einfach illustréieren, dass, wann ee gutt argumentéiert, mer do eng Zäitschinn hunn, déi net alles onméiglech mécht.

Mir hunn en État des lieux gemaach vun eise Gewässer, an ech wëll soen, zum Beispill eis Mamer, wou de Buergermeeschter jo hei ass, déi ass an engem gudden Zoustand, dee Floss, deen duerch seng Gemeng leeft, gradesou wéi zum Beispill - alleguerten d'Baachen an d'Flëss am Éislek. Ausser, dat muss ech dem Wolzer Buergermeeschter soen, der Wolz, déi a kengem esou gudden Zoustand ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

Sollte mer bis 2015 eis Ziler erreeche kënnen, eben „step by step", wéi ech ëmmer esou gär soen, da wäerten zwee Drëttel vun eisen Uewerflächewaasserkierperen, also eis Flëss, an engem gudden Zoustand sinn, wat remarquabel ass par rapport zu eisen Nopeschlänner. Bei de Grondgewässer ass dat e bësse méi komplizéiert, well am Sandsteen an am Bontsandsteen hu mer punktuell Problemer, déi mer mussen ugoen.

E puer Wierder zum Waasserpräis. Duerch den Artikel 9 vun der Direktiv gëtt jo de Käschtendeckungsprinzip agefouert, als Mëttel fir d'Ëmweltziler ze erreechen - dat muss een och emol eng Kéier esou soen. Dem Pollueur-payeur muss Rechnung gedroe ginn an och dem Utilisateur-payeur. Kloer ass et fir mech an där Diskussioun iwwert de Waasserpräis, dass een d'Käschten, déi generéiert gi beim Waasser, net kann eent zu eent ëmsetzen, well dat géif wierklech am ländleche Raum bedeiten, dass e globale Waasserpräis géif entstoen, maximal tëschent aacht an zéng, an ënnen tëschent véier a fënnef Euro.

Well mer de Rechemodus harmoniséiert hunn, a well - an dat ass de Problem hei zu Lëtzebuerg - d'Waasser sech entwéckelt huet iwwer autonom Gemengen, wou d'Situatiounen dann 116 Mol verschidde si bei 116 Gemengen, géife mer eben dës breet Fourche vu Präisser kréien, an esou eng breet Fourche kënne mer eis net erlabe bei eise Bierger. Dat ass politesch net vertrietbar.

Duerfir huet jo d'Kommissioun - ech ka bal soen, op Urode vum Marco Schank, vum President - den Artikel 12, de Prinzip vun der Kompensatioun agefouert, fir dass justement bei de Redevancen eben Ëmwelt- a wirtschaftlech Konsequenze kënne berücksichtegt ginn, kompenséierend wierke par rapport zum Käschtendeckungsprinzip. An och wéinst de geographesche Konditiounen an de concernéierte Regioune kann eng Prise en charge vum Stat iwwert d'Budgetsgesetz geholl ginn. Ech mengen, dat ass wichteg, an do musse mer elo an Zukunft kucken, unhand vu Rechebeispiller musse mer dat duerchrechnen, an da gesi mer, wat dat am Detail heescht.

Wat mer am Detail definitiv festgeluecht hunn, dat sinn déi zwou Taxen, déi mer agefouert hunn. Déi Taxe ginn och vun der Direktiv praktesch gefuerdert; si schwätzt nämlech vun Ëmwelt- a Ressource-

käschten, déi ee misst veranschlagen. Nun, mir hunn als Taxe de prélèvement zéng Cent festgeluecht. Bei ongeféier 35.000.000 Meter Kibb Waasser, déi de Moment verbraucht ginn, ginn dat 3,5 Milliounen Euro, déi do jährlech géifen erakommen. Bei der Ofwaassertax, oder d'Taxe de rejet, do géifen ongeféier 7 Milliounen Euro erakommen. Do hu mer jo 19 Cent verrechent, an do hu mer justement déi Solidaritéit, déi den Här Kaes fuerdert, spille gelooss. Mir hunn net einfach individuell Verschmotzungstaxéierung gemaach, well doduerch hätte mer nach méi Distorsiounen, nach méi Inkohärenzen an d'Präisgestaltung kritt.

Sollt déi Solidaritéit eng Kéier an de Syndikater spillen - wéi an Ärem Syndikat, am SIDEN, oder an engem aneren -, hunn ech domadder kee Problem. Wann d'Gemengen dat wëlle maachen, hunn ech kee Problem mat engem harmoniséierte Waasserpräis, deen esou vill wéi méiglech harmoniséiert ass. Mir hunn och duerfir, fir och do Rou ze kréien, eng pauschal Kompensatiounsberechnung vun de Käschte betreffend d'Reewaasserbelaaschtung vun den öffentleche Plazen agefouert, ee Pauschalbetrag gemaach, fir och do am Fong geholl eng national Strategie ze hunn, eng national Approche. Ech mengen, mat där Artikulatioun, wéi se elo um Dësch läit, kéinte mer eppes hikréien, wat e grousse Konsens dobausse wäert fannen.

Zu de Moossnameprogrammer a Bewirtschaftungsprogrammer - si solle jo de gudden Zoustand bréngen - wëll ech just soen, dass de Bewirtschaftungsplang am Fong geholl responsabel ass, fir déi nohalteg Waasserpolitik en musique ze setzen. Dass do wäert den Däiwel am Detail leien, däers sinn ech mer bewosst. Ech verlaangen awer och do eng néideg Flexibilitéit - net, dass mer eis do zerrieden -, an ech erwaarde mer eng partnerschaftlech Approche, an hoffen, dass mer déi kréien.

Da wollt ech nach eppes zu engem wichtege Punkt soen, deen a mengen Ae wierklech muss ervirgestrach ginn, an dat ass, dass mer nëmme méi een neie Regime vun Autorisatiounen hunn. Dat heescht, sechs Gesetzestexter hu mer an een eenzege Regime gemaach. Dat erlaabt eis dann eben och do méi kompakt virzegoen, an den Esprit vun deenen Texter a vun deenen Autorisatiounen ass sécherlech deeselwechte wéi dee bei den abrogéierten Texter.

Mä mir hunn an deemselwechten Otemzuch och eng Simplification administrative agefouert, well mir hunn eng gemeinsam Instruktiounsprozedur agefouert. Wann Der eng Autorisatioun braucht, wou net nëmmen d'Waasserwirtschaftsverwaltung oder d'Waassergesetzgebung gëllt, mä och d'Kommodos- an d'Naturschutzgesetzgebung, hutt Der just eng Ulafstell, an dat ass an dësem Fall d'Administration de la gestion de l'eau. Et brauch een net nach an déi aner Verwaltungen ze goen. Ech mengen, dat wier och e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir och hei dann eng Simplification administrative ze kréien.

Zum Ënnerhalt vun de Waasserleef an der Gestioun vun den Iwwerschwemmungsrisiken - dëst si sécherlech Schlësselelementer vun enger nohalteger Waasserpolitik - wëll ech just soen, dass den Ënnerhalt no natierlechen, ekologesche Kritäre gemaach gëtt, an dass de Stat eng Kofinanzéierung mécht.

Bei de Renaturéierungen erwaarden ech mer och eng besser Realitéit, géif ech bal soen, well am Gesetz steet, dass d'Administration de la gestion de l'eau déi ganz Renaturéierung mécht, a Concertatioun an an enker Zesummenaarbecht mat der Administration des eaux et forêts; Artikel 37. Dat ass och e wichtege Punkt, an do erwaarden ech mer och méi Kohärenz.

Wou ech mer och Zefriddenheet erwaarden, well ech och do konform si mat den Iwwerleeunge vun der Spezialkommissioun, ass, wat d'Moossname géint Héichwaasser ugeet. Do stinn am Gesetz 80% - Här Clement, Dir hutt dat jo ëmmer gefuerdert -, 80% fir Moossnamen, déi e regionale Charakter hunn. Zum Beispill laanscht d'Musel kënne bis 80% subsidiéiert ginn. Wa se e lokale Charakter hunn, sinn et 50%. Mir kréien also hei finanziell eng vill besser Situatioun fir verschidde Gemengen, déi domat geplot sinn, a mir kréie mat dësem Gesetz och eng harmoniséiert Approche.

Dir wësst et, haut hu mer vill Gemengen, déi nach Règlements grand-ducaux hunn, wou verschiddener souguer gekippt gi si vun de Geriichter, well d'Procédure d'urgence invoquéiert ginn ass wéi se agefouert gi sinn. Mir hunn anerer, déi hu PAGen, wou dann eben déi Moossnamen dra sinn. Heimat kréie mer e Gesetz, dat eng nuancéiert Approche erlabe wäert. Haut ass et esou, wann Héichwaasser ass, däerf net gebaut ginn. Muer wäert et esou sinn, wann Héichwaasser ass, gëtt et Zonen, wou ni däerf gebaut ginn. Wann Héichwaasser solle sinn, gëtt et Zonen, wou ka gebaut gi mat héijen Oplagen, an an Héichwaasserzone kann och gebaut gi mat Oplagen, déi méi kleng sinn. Dat heescht, mir kréien dräi verschidden Niveauen.

Mir kréien also eng nuancéiert Approche, an ech sinn iwwerzeegt - an dat weess ech och, well se scho mat mer geschwat hunn -, dass déi Iechternacher an déi Ettelbrécker wäerten opootmen. Si hu mech schonn e puermol ugeschwat an där Problematik, well se Problemer hunn an hirer Urbanisatioun. Heimat mengen ech, hätte mer eng Approche, déi eise Gemenge wierklech entgéintkënnt, eng Approche, déi net nëmmen eise Gemengen entgéintkënnt, mä och nach der Iwwerschwemmungsdirektiv, déi 2007 arrêtéiert gouf, well mer hei Hochwassergefahrkarten an Hochwasserrisikokarten aféieren. Hei si mer dann emol eng Kéier, dat wëll ech kloer an däitlech soen, mat déi Éischt, déi dës Direktiv ëmsetzen.

Mir goufe jo schonns oft kritiséiert, dass mer déi Lescht wären. Hei si mer mat déi Éischt, an dat ass jo dann e gudde Punkt. An e weidere gudde Punkt ass fir mech och...

Här Scheuer?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Déi Reglementer, déi a Kraaft sinn, si jo Règlements grand-ducaux, déi falen elo ewech an et kommen nei Reglementer. Wéini kommen déi?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech ginn dovun aus, wann dat Gesetz haut gestëmmt gëtt - eis Leit, déi haut hei präsent sinn, hu schonn un Ebauchë vu Reglementer geschafft, déi op Basis vun dësem Gesetz geholl ginn -, dass, wa mer gutt schaffen, mer dat nach an dëser Legislaturperiod packe kënnen, fir do esou wäit ze kommen, dass do kënnen Neel mat Käpp gemaach gi betreffend d'Héichwaassermesuren an eise Gemengen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Et ass nämlech esou, datt PAPen a PAGen ustinn. Bis dohinner muss déi dote Reglementatioun stoen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech kommen dorobber nach ze schwätzen. Ech wollt nach e puer Saache soen. Ech sinn elo bei 15 Minutten, gitt mer nach fënnef Minutten, da si mer fäerdeg, da kënnt Der alleguerten iesse goen. Mä et sinn nach e puer Saachen, déi ech wollt ervirsträichen.

Mir féieren eng Cellule an, déi d'Eropklamme vun de Flosspegelen iwwerwaacht an och d'Cruen annoncéiert. An dëser Cellule sinn d'Administration de la gestion de l'eau, de Ministère des Transports an d'Administration des Services de Secours vertrueden, wat och eng nei Approche ass, e Gremium, wou wierklech all d'Acteure beieneesëtzen. Dëst bréngt och méi Kohärenz an deem Beräich, an och do erwaarden ech mer da wierklech eng effizient Aarbecht.

Da wollt ech zum sechste Punkt Folgendes soen. Do ass jo den Drénkwaasser- an den Ofwaasserberäich, an do maache mer jo eng Réaffirmatioun vun der Gemengekompetenz am Waasserberäich. Ech mengen, ech hunn lech dat schonn erkläert an ech brauch net weider op dësen Aspekt anzegoen. Ech ka just vläicht soen, dass verschidden technesch Aktivitéite kënne sous-traitéiert ginn, mä e kloere Jo vum Minister zum Waasser an öffentlecher Hand, dat ass ganz kloer, och wa mer 130 Acteuren am Land hunn; et sinn 116 Gemengen, siwe Syndikater am Ofwaasserberäich a siwe Syndikater am Drénkwaasserberäich.

An deem Kontext ass och déi Problematik vun de Schutzzonen ugeschwat ginn, wou ech verschidden Iwwerleeungen deelen. Richteg ass, dass mer vill kritiséiert gi sinn, dass mer vun 1993 u keng Schutzzonen ageruff hunn, ausser där vum Stausee; dat ass déi eenzeg, déi mer haten. Ech kann lech awer soen, dass elo d'technesch Verwaltung fäerdeg ass, an et geet elo drëm, de Feinschliff ze maachen, an der Concertatioun an am Partenariat mat de concernéierten Acteuren. Et hu scho Virgespréicher stattfonnt, esou dass ech mer erwaarden, dass mer och do séier wäerten an deem Dossier virukommen.

Da kënnt e wichtegen Aspekt, an zwar dass den nationale Plang an d'Gemengepläng vum städteschen Zyklus vum Waasser en neien Interface ginn tëschent Aménagement du Territoire, Aménagement communal a Waasserbewirtschaftung. Dat ass och ganz wichteg. Hei kréie mer eng concertéiert, eng kohärent Approche. Doduerch kréie mer et hin, dass am Fong geholl an de PAGen - dat, wat den Här Scheuer elo just ugeschwat huet - genau gewosst ass, wéi eng Schutzzonen, wéi eng Iwwerschwemmungszone mussen ausgewise ginn, dass genau gewosst ass, wéi déi zukünfteg Entwécklung vun der Gemeng infrastrukturell muss begleet ginn.

Hei erwaarden ech mer och munches, ëmsou méi mer och an der Commission d'aménagement en Ingenieur kréien, dee sech a Waasserfroen auskennt, esou dass also do scho beim Opstelle vum PAG Neel mat Käpp gemaach ginn an dass mer do also och eng richteg Approche wäerte kréien. An och deen nationale Plang iwwert de Waasserzyklus, dat ass schonn ugeschwat ginn, dee fonctionnéiert e bësse wéi e Plan sectoriel. Dat ass och wichteg, dass mer do e Lien maachen tëschent Aménagement du Territoire an Aménagement communal.

Wat elo de Comité vun der Waasserbewirtschaftung ugeet, de Comité de la gestion de l'eau, do erwaarden ech mer munches. Do hätt ech gären, dass d'Gemenge wierklech anstänneg dra vertruede sinn. Do muss e Règlement grand-ducal d'Zesummesetzung an de Fonctionnement regelen. Ech sinn och d'accord mat de Règlements grand-ducaux bei d'Kommissioun ze kommen, bei den Här Schank, a se dann hei ze kucken, him se virzedroen a mat him doriwwer ze diskutéieren. Am Ganze wäerten elo direkt 18 Règlements grand-ducaux a Kraaft trieden. Zéng sinn der de Moment schonn a Kraaft, déi ginn also just iwwerschriwwen, an et mussen der nach 13 fakultativ oder méi spéit a Kraaft trieden. Dat ass de Bilan, wat elo déi Règlements grand-ducaux ugeet. Da wësst Der dat och.

Dëse Comité, dee jo e bësse fonctionnéiert wéi de CSAT, de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire oder de Conseil supérieur de la protection de la nature, dee muss eng wichteg Roll spillen, gradesou wéi den Observatoire, deen e konsultative Charakter huet an deen eis och wäert erlaben, e Qualitéitssprong am Waasserberäich ze kréien.

Vum Partenariat de rivière, oder d'Partenariat vun de Waasserleef op Lëtzebuergesch erwaarden ech mer och eng Dynamik. Ech fannen dee Modell, deen zu Réiden entstanen ass mam Waasserhaus, oder dee Waasservertrag vun der Uewersauer, wou mer mat Wallounien zesummeschaffen, si flott Beispiller, an ech wëll gären eng Hand mat upaken, dass mer do besser weiderkommen. Ech weess, dass eng Initiativ amgaangen ass an der Our, wou och déi Däitsch an d'Wallonie sollen zesummen e Projet maachen. Ech fannen, dat ass eng flott Initiativ, d'Abanne vun der Gesellschaft an och vläicht vun eise Kanner, justement fir se ze sensibiliséiere fir dëst wichtegt Gutt.

En phase si mer bis elo och mat der EU-Direktiv duerch déi dräi Versammlungen, déi mer schonn haten, am Kader vum Opstelle vun de Moossnameprogrammer. Dëst fält ënnert d'Rubrik Preparatioun a Konsultatioun vun de Bierger. Do hu mer dräi Aarbechtsgruppen, wou interesséiert Bierger an d'Société civile eng Hand mat upake beim Opstelle vun dëse Moossnameprogrammer.

E leschten, néngte Punkt zum Waasserfong. Deen ass erweidert ginn, an ech ginn net méi drop an, dass mer 1999 dëse Fong iwwert d'Budgetsgesetz agefouert hu fir d'Kläranlagen. Dat ass gemaach ginn, well och bis dohinner net vill geschitt ass. Ech kann awer soen, dass an de leschte Joren - ech hu mer dat hei opgeschriwwen -, vun 2004 bis 2007, 153 Milliounen investéiert gi sinn an d'Kläranlagen. 2004 waren et der 25, 2005 35, 2006 42 an 2007 51, an dëst Joer wäerten et 70 bis 80 Millioune sinn. Dir gesitt also, mir hunn do e Quantesprong gemaach. Et gëtt elo intensiv investéiert an eis Kläranlagen, an dat ass eng gutt Saach. Mä gradesou gutt ass et och, dass mer dëse Fong ausgeweit hunn.

An Zukunft kënne Renaturéierungen, Héichwaassermoossnamen, Fëschleederen a Kläranlagen an esou weider iwwert dëse Fong finanzéiert ginn, an och separat Ofwaasserréseauen an den Agglomeratioune kënne bis 33% finanzéiert ginn. Dir gesitt also, dëse Fong kritt eng vill méi breet Streeung an eng vill besser Upassung un d'Realitéit. E gëtt jo gespeist iwwert d'Taxe de rejet an d'Taxe de prélèvement, an et kënne souguer, wann dat gewënscht ass, an den nächste Jore BEI-Gelder an EU-Strukturfongen drafléissen, wa mer wëlle Prêtë maache respektiv EU-Politik hei zu Lëtzebuerg ëmsetze wëllen.

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Nach just dräi Punkten, Här President, da sinn ech fäerdeg.

(Interruption)

Da maachen ech emol nach ee Punkt, dee mer wichtegt schéngt.

M. le Président.- Dann huelt dee wichtegsten eraus an da maache mer Schluss.

(Interruptions diverses et hilarité)

Also, da kommt, mir halen de Minister elo net op duerch Zwëscheriff.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ee Punkt, dee mer wichteg ass, ass deen, dass mer an d'Gesetz geschriwwen hunn, dass d'Verwaltung just ee Mount Zäit huet, fir Gemengereglementer, déi geholl ginn am Ofwaasser- an Drénkwaasserberäich, ze aviséieren.

D'Tatsaach, dass mer ee Mount do gesat hunn, weist, dass mer gären hätten, dass eng Verwaltung soll schnell schaffen, a beweist awer och, dass mer de Gemenge wëllen d'Méiglechkeet ginn, wann no engem Mount keng Äntwert do ass, dass hiert Reglement a Kraaft trëtt. Dat ass e wichtege Punkt, deen ech nach wollt soen.

An en zweete wichtegen, dat sinn d'Artikelen 43 a 47, déi de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, Reglementer ze huelen, fir verschidden Haushälter eng Allocation de vie chère ze ginn. Ech mengen, et ass och wichteg, dass een dat nach eng Kéier hei rappeléiert.

Duerfir mengen ech, d'Käschteberechnungen an den nächste Joren oder am nächste Joer wäerte Kloerheet doriwwer schafen, wéi de reelle Waasserpräis ass, oder wéi et mam reelle Waasserpräis ass hei zu Lëtzebuerg, u wéi enge Schrauwe mer mussen eventuell dréinen, fir - an dat hätt, mengen ech, gär jiddwereen - méi Gerechtegkeet an de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech maache gären d'Wett, dass mir net op deen deierste Präis an der EU wäerte kommen, mä mir wäerte misse gutt kommunizéieren, fir dass mer keng Polemik kréien, mä dass et nëmmen ëm d'Saach geet, an zwar eng gutt Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister, a Félicitatiounen, well Dir hutt et fäerdeg bruecht, Är dräi Punkten als wichteg ze deklaréieren.

Den Här Schneider huet d'Wuert gefrot.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech wollt nach eng Fro un den Här Innenminister stellen.

Hunn ech de Projet de loi richteg gelies an hunn ech den Ausféierunge vum Minister richteg nogelauschtert, datt déi Kompensatioun, iwwert déi den Här Kaes déi grouss emotional Ried gehalen huet an déi soll stattfannen an de Präisser zwëschent de Regiounen, am Projet de loi festgehalen ass?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Natierlech. All déi Iwwerleeungen, déi haut gemaach gi sinn, dëst Gesetz schléisst keng vun dësen Iwwerleeungen aus. Ganz kloer an däitlech.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Domat ass och dat kloergestallt.

Mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet 5695.

Wéi de Rapporteur eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 52.6 eng Erreur matérielle: Et ass net ze liesen „par Règlement grand-ducal du 22 décembre 2015“, mä 2009. Mir stëmmen elo iwwert deen ofgeännerten Text of a wäerten dem

Conseil d'État dës Ännerung schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5695 ass eestëmmeg ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Ont voté non: M. Ali Kaes;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun, déi vum honorabelen Här Schank déposéiert ginn ass an déi ënnerschriwwen ass vun dem Här Schank, dem Här Roth, dem Här Schneider, dem Här Etgen, dem Här Mehlen an dem Här Kaes.

Une voix.- Ass dat déi Motioun?

(Hilarité)

M. le Président.- Ech froen d'Chamber, ob mer kënnen iwwert d'Motioun vum Här Schank par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mi hu véier Enthalungen. Domat ass d'Motioun mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte fir de Moien. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm.

Ech wënschen Iech all e gudden Appetit.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.44 heures)

SÉANCE 18

Jeudi, 11 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière»
- *M. le Président*

2. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution
- *M. Aly Jaerling (motion renvoyée en Conférence des Présidents)*
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers (déposant une résolution)*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (déposant une résolution), M. Aly Jaerling, Mme Lydie Err, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur le projet de révision de la Constitution*
- *Résolutions: M. Aly Jaerling; résolution 1 adoptée, résolution 2 renvoyée en Conférence des Présidents*

3. Dépôt d'un projet de loi
- *M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière»

M. le Président.- D'Chamber huet an enger Resolutioun festgehale fir eng nei Spezialkommissioun ze grënnen, déi den Numm „Commission spéciale «Crise économique et financière»" droe soll.

Wat hir Zesummesetzung ubelaangt, si folgend Virschléi agaangen: fir d'CSV-Fraktioun déi Häre Laurent Mosar, Marc Spautz, Lucien Thiel a Michel Wolter; fir d'LSAP-Fraktioun déi Hären Alex Bodry, John Castegnaro a Ben Fayot; fir d'DP-Fraktioun déi Häre Charles Goerens a Claude Meisch; fir d'Fraktioun vun deene Gréngen den Här François Bausch a fir d'Sensibilité politique ADR den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber mat der Bezeechnung a mat der Zesummesetzung vun dëser neier Spezialkommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz, den Här Henckes, den Här Jaerling an d'Madame Err. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, wär et net méi sënnvoll, well ech eng Motioun eragereecht hunn an deem Zesummenhang, dass een déi géif virhuelen? Well ech rechne jo dermat, dass déi Motioun hei eestëmmeg ugeholl gëtt, da wär am Fong deen anere Vote hannendrun superfétatoire, wéi Der ëmmer sot.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, Här Jaerling, ech wär jo bereet driwwer ze diskutéieren, fir déi Motioun iergendwann elo op den Ordre du jour ze huelen, mä soulaang wéi se net recevabel ass, kann ech se net gutt proposéiere fir op den Ordre du jour ze huelen. Si huet nämlech nëmmen eng Ënnerschrëft. Wa mir eng Motioun heihinner kréien, déi méi wéi eng Ënnerschrëft dréit, da kucke mer, wéini mer se op den Ordre du jour huelen.

Elo huet de Rapporteur vun der Propositioun iwwert d'Verfassungsrevisioun vum Artikel 34, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Dezember huet de Statsminister hei an der Chamber ee Projet deponéiert, dee virgesäit, dass den Artikel 34 vun der Verfassung soll ofgeännert ginn.

Fir d'Wichtegkeet, d'Zil an d'Konsequenze vun där Ofännerung richteg ze gesinn, ass et fir d'éischt emol noutwendeg, dass mer eis nach eng Kéier den Text vun deem jëtzegen Artikel 34 vun der Verfassung virun Ae féieren. Dass mer e Bléck op deen Artikel werfen, fir dann och ze gesinn, wéi wäit dass deen Artikel soll ofgeännert ginn.

Dofir erlaben ech mer, deen Artikel - an ech entschëllege mech bei all deenen, déi gären d'Lëtzebuerger Sprooch hätten - an där franséischer Sprooch ze zitéieren, déi d'Sprooch vun eiser Verfassung ass: «Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre.»

Deen Artikel viséiert zwou Attributioune vum Grand-Duc: d'Sanktioun vun de Gesetzer an d'Promulgatioun vun de Gesetzer. An e schléisst u mat engem Saz, dass de Grand-Duc an enger gewëssener Frist, an zwar an dräi Méint, muss handelen, fir seng Aufgaben ze erfëllen.

Ech mengen, déi Diskussiounen, déi gefëiert si ginn iwwert deen Artikel, misste mech derzou féieren, nach eng Kéier op déi zwee wesentlech Punkte vun deem Artikel anzegoen an ze soen, wouranner dass dann d'Sanktioun an d'Promulgatioun vun de Gesetzer besteet.

D'Sanktioun - Billigung, op Däitsch - ass d'Zoustëmmung vun dem Statschef zu engem Gesetz, wat d'Chamber gestëmmt huet. Duerch d'Sanktioun gëtt de Grand-Duc säin Accord zu deem Gesetz. An domat participéiert en och un der legislativer Aarbecht. Well d'Gesetz existéiert duerch d'Sanktioun, déi hiren Ausdrock fënnt an der Ënnerschrëft vun dem Grand-Duc ënnert deem Text.

D'Prerogativ vun dem Grand-Duc, fir Gesetzer ze sanktionéieren, besteet zënter der éischter demokratescher Verfassung hei am Land, zënter 1848. Deen Text konnt een an der Mëtt vum 19. Jorhonnert anescht opfaassen, en ass och anescht opgefaasst ginn. Well deemools, an ech erënneren hei, stounge mer 60 Joer no enger Revolutioun, déi d'absolut Monarchie ofgeschaaft hat; a mir wëssen an der Geschicht, dass d'Evolutioun vun neien Iddien, wa se och eng Kéier abrupt ass, awer ëmmer nach zu Réminiscencë féiert an derzou féiert, dass versicht gëtt, Regimer, déi och net demokratesch waren, heiansdo erëm iwwer aner Weeër anzeféieren.

Dat ass am Laf vum 19. Jorhonnert am Zesummenhang mat de Monarchien ëmmer erëm geschitt. Dofir war och d'Interpretatioun vun der Participatioun vun dem Monarch un der legislativer Aarbecht eng aner wéi haut. D'Opfaassung vun där Aarbecht, d'Opfaassung vum Rôle vum Monarch war 1850 nach eng aner, wéi se haut ass.

Am Laf vun der Zäit huet sech déi Opfaassung geännert. A mir stelle fest, no der Verfassung, déi haut nach an hire Grondsätz hei am Land a Kraaft ass, déi vun 1868, ass et nimools dozou komm, dass ee Statschef refuséiert huet, ee Gesetz ze sanktionéieren. An d'Auteure vun dem Livre jubilaire vum Statsrot, wa mer d'Doctrine nokucken, déi ass hei zu Lëtzebuerg net ganz heefeg, dofir musse mer och op d'Doctrine an der Belsch zréckgräifen, well jo och d'belsch Verfassung déiselwecht ass quasiment wéi déi Lëtzebuerger, well mer se 1848 vun där belscher vun 1838 eigentlech ofgeschriwwen hunn. Dat war deemools eng gutt Kopie.

Wa mer also op d'belsch Doctrine zréckkucken, da stelle mer fest, datt déi belsch Auteuren der Meenung sinn, dass déi Participatioun vun dem Statschef un der legislativer Aarbecht a besonnesch d'Sanktioun vun de Gesetzer ee Procédé automatique ass, esou wéi de Pierre Wigny 1952 a sengem Manuel iwwert den Droit constitutionnel scho festgehalen huet. A wa mer d'Doctrine an all déi Auteuren, déi doriwwer schreiwen, och an der Belsch, an deene leschte 50, 60 Joer suivéieren, ech zitéieren och do den Här Delpérée, da stelle mer fest, dass do déi Meenung unanimement gedeelt gëtt, dass d'Sanktioun vum Statschef eigentlech ee Procédé formel et automatique ass.

Nun ass et awer esou, dass bei eis zu Lëtzebuerg deen Artikel 34 an all där Zäit ni geännert ginn ass. Vläicht och dohier, well eng aner Opfaassung do war. An de Conseil d'État stellt fest, dass mer eigentlech an enger Situatioun sinn, wou den Texte écrit vun der Verfassung net méi iwwerenee stëmmt mat der Praxis a mat dem Text a mat der Opfaassung, déi reell iwwert deen Text besteet.

Keen anere wéi mäi Virgänger an der Verfassungskommissioun, den Här Georges Margue, huet scho viru Jorzéngte gesot, dass mer eng Rei Fiktiounen an der Verfassung hunn - Fiktiounen, dat heescht Texter, déi anescht interpretéiert ginn, wéi se wierklech an der Verfassung stinn. Den Artikel 34, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert zu deenen Artikelen, déi eng aner Interpretatioun, eng aner Ausleeung kritt hunn, wéi dat wierklech textuellement an der Verfassung steet.

Dofir, wa mer dee Schrëtt maachen, fir den Text haut unzepassen, maache mer eigentlech eng Upassung - an dofir hunn ech och déi Auteuren zitéiert, an ech kéint largement de Conseil d'État zitéieren - zu deem, wéi den Text haut ugesi gëtt.

Nun ass et awer esou, dass den Text nach een aneren ass. A fir ze verstoen, wéisou dass een zu där doter Interpretatioun muss kommen, mengen ech, kann een de 34 och net eleng gesinn.

De Grand-Duc an déi Attributiounen, déi en huet, d'Attributiounen, déi aner Institutiounen an der Verfassung hunn, stellen ee

Ganzt duer. An et kann ee schwiereg een Artikel aus der Verfassung erausräissen an interpretéieren, ouni déi ganz Verfassung ze gesinn, well d'Verfassung ass en Zesummespill vun den Institutiounen.

Et ass eng gewëssen Harmonie dran. Et ass eng gewësse Konsequenz dran, wou ee muss kucken, wann een eng Interpretatioun gëtt, wat fir eng Influenz dat op aner Texter kann hunn a wéi een domat eventuell a Contradictioun mat aneren Texter kënnt.

Et muss een och kucken, wat de Geescht vun der Verfassung vun haut ass a wéi mer haut eis Verfassung, wann ech ka soen, am Ufank vum 21. Jorhonnert gesinn a wat fir e Rôle déi eenzel Pouvoiren an der Verfassung hunn a wéi déi eenzel Pouvoiren an engem, géif ech soen, harmoneschen Zesummespill, an engem gewëssene Gläichgewiicht hir Aufgabe mussen exerzéieren.

Et ass och esou geduecht, dass kee vun deene Pouvoiren iwwerhand ka kréien, dass och kee vun deene Pouvoire kann déi Harmonie stéieren an dass och kee vun deene Pouvoiren esou wäit wéi méiglech Krisen eropbeschwiere kann an ee Blocage maache vun deem, wat mer als dat demokratescht Geschéien an eisem Land considéréieren.

An deem Zesummenhang, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech wier et wichteg, dass een emol kuckt, wéi dann am Laf vun der Zäit d'Verfassung sech op anere Punkte geännert huet.

1856 - wann Der Iech un déi Verfassung, déi duerch ee Coup d'État zustane komm ass, nach kënnt erënneren - stoung nach dran, dass d'Puissance souveraine, d'Souveränitéit, an der Persoun vum Monarch, vum Roi Grand-Duc géif bestoen. Dat ass e puer Joer duerno erëm geännert ginn.

Mä et ass awer symptomatesch, wa mer haut dorun denken, wat fir eng Opfaassung dass et war. D'Opfaassung vum Stat, wou de Monarch am Mëttelpunkt stoung, an net, wéi mer et haut ëmfaassen, iwwert den Institutiounen.

Dat ass geännert ginn a verschiddenen Etappen. Ech erënneren hei un d'Revisioun vun 1919, wou festgehale ginn ass, dass d'Souveränitéit, d'Puissance souveraine bei der Natioun géif leien. Ech erënneren och un déi Ännerung vun 1948, wou am Artikel 51 den Zousaz an d'Verfassung komm ass, dass Lëtzebuerg no engem Régime de la démocratie parlementaire géif liewen.

An ech erënneren un d'Revisioun vun 1998, wou d'Roll an d'Positioun vum Statschef nei definéiert gi sinn an de folgenden Text an d'Verfassung koum: «Le Grand-Duc est le Chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale.»

Dat ass eng wichteg Ausso an et ass am Fong geholl de Kärartikel iwwert de Grand-Duc, ëm dee sech all déi aner Attributiounen a Fonctioune mussen orientéieren a gestalten.

An dann erënneren ech och drun, dass de Statschef, de Monarch inviolabel ass an a sengen Akten irresponsabel. Dat heescht, hie ka vu sech aus näischt décidéieren, näischt maachen, ouni dass déi Décisioune vun him contresignéiert si vun engem Member vun der Regierung - vun engem, vu méi oder vun der ganzer Regierung -, déi dann d'politesch Responsabilitéit ze droen huet, déi virum Parlament a virum Vollek muss riichtstoe fir dat, wat de Grand-Duc ënnerschriwwen huet.

Dat ass ee wichtegt Element an dat ass indispensabel an enger Monarchie, fir dass se och demokratesch ka genannt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn, an deem Bléck op de Statut, op déi besonnesch Aufgabe vum Grand-Duc, muss een och all déi Bestëmmunge vun der Verfassung gesinn. Ech hunn der e puer zitéiert, déi sech mat dem Grand-Duc a mat sengen Aufgabe befaassen.

De Grand-Duc kann net op déiselwecht Manéier un der gesetzgeberescher Aarbecht participéiere wéi d'Chamber selwer. Dat huet de Statsrot kloer rappeléiert. An ech mengen dat musse mer eis och virun Aen halen, well de Grand-Duc no baussen net ka kommunizéieren. Hie ka seng Meenung nëmme soe mat an iwwert d'Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, all déi dote Grënn hunn an där Zäit an an där Konstellatioun, wou mer elo sinn, d'Regierung derzou geféiert, fir en neien Text vum Artikel 34 ze proposéieren.

D'Verfassungskommissioun huet dofir eestëmmeg festgestallt, dass duerch d'Revisioun vum Artikel 34 - an dat wëll ech awer hei bäifügen - d'Chamber a kengem Moment dee verfassungsméisseg virgeschriwwene Wee, fir d'Verfassung ze änneren, verlooss huet. D'Chamber huet sech net hei selbstherrlech iwwer eppes ewechgesat.

D'Chamber huet hir Aufgaben erfëllt, zesumme mat der Regierung, fir aus enger Krisesituatioun erauszekommen. De Constituant an d'Regierung si verflicht, wann esou eng Kris do ass, en Auswee ze sichen am Intérêt vun den Institutiounen an déi Propositiounen, déi Ännerunge virzeschloen, déi erlaben, dass och déi demokratesch Institutiounen, déi demokratesch Pouvoiren an engem Land esou kënne fonctionnéieren, wéi de Geescht vun der Verfassung an och déi eenzel Artikelen dat virgesinn.

D'Verfassungskommissioun war der Meenung, dass, wann déi Upassung geschitt, d'Roll vun dem Statschef an dem politesche Geschéie vun eisem Land net erniddregt, mä gestäerkt gëtt, am Sënn vun deem Artikel, deen ech zitéiert hunn, den Artikel 33 vun der Verfassung, deen och virgesäit, dass de Grand-Duc iwwert deem Geschéie muss stoen an op keng Aart a Weis an dat politescht Geschéien däerf mat eragezu ginn.

Duerch déi Verfassungsännerung kréie mer méi eng kloer Trennung vun de Gewalten an eisem Stat an domat eng méi modern an eng méi demokratesch Verfassung.

Duerch dës Revisioun ginn natierlech d'Prerogative vun der Chamber gestäerkt. D'Chamber, déi elo déi eenzeg politesch Gewalt am Stat ass, déi fir d'Zustanekomme vun de Gesetzer zoustänneg ass. D'Gesetz entsteet an Zukunft, wa mer den Artikel 34 änneren, net méi duerch d'Sanktioun vum Grand-Duc, mä eenzeg an eleng duerch de Vote vun der Chamber.

Den zweeten Deel vum Artikel 34 betrëfft d'Promulgatioun vun de Gesetzer duerch de Grand-Duc. Déi Prerogativ bleift bestoen, gëtt also duerch déi hei Ofännerung net ugeréiert. An och den Délai gëtt net geännert, an deem de Grand-Duc muss handelen, fir d'Texter ze promulguéieren.

D'Promulgatioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer keng Participatioun un de legislativen Aufgaben. D'Promulgatioun, dat ass d'Feststellung, dass d'Chamber ee Gesetz gestëmmt huet an et ass am Fong geholl den Uerder, fir dass d'Gesetz och muss exekutéiert ginn. Dat ass also eng Aufgab, déi de Statschef am Kader vu sengen Aufgabe vun der Exekutiv erfëllt, mä keng legislativ Aufgab méi.

De Statsrot huet sech eingehend mat där doter Fro ofginn, ech zitéieren hien hei, wou hie seet: «(...) la promulgation s'avère donc une compétence liée relevant du pouvoir exécutif du Grand-Duc qui oblige celui-ci aux termes de l'article 5 de la Constitution.» Dat heescht, de Grand-Duc muss d'Promulgatioun virhuelen, hie kann net aus där Obligatioun erausgoen. Dat ass eng Kompetenz, déi hien obligéiert, als Chef vum Exekutiv, wann ech dat esou ka soen, d'Gesetzer, déi demokratesch gestëmmt gi sinn, déi ugeholl gi si vun der Chamber, och ze exekutéieren an ze promulguéieren.

De Statsrot hat virgeschloen, fir bei der Promulgatioun den Délai erofzesetzen, an zwar op ee Mount. D'Verfassungskommissioun war der Meenung, dass een dat net soll maachen, ënner anerem doduerch, dass, wann d'Verfassungsreform a Kraaft géif trieden, dat och eng Influenz hätt op déi Gesetzesprojeten, déi um Instanzewee sinn. Dat kënnen der eng ganz Rei sinn. Well dësen Ablack déi juristesch Konsequenzen, wat d'Applikatioun vun der Verfassungsreform an der Zäit ugeet, net kënnen iwwersi ginn, ass et besser, mir bleiwe bei deenen dräi Méint, wat awer net ausschléisst, dass ee spéider eventuell op dee Wee do ka goen, nodeem een all juristesch Konsequenzen an Implikatioune vun esou enger Reduktioun vum Délai ënnersicht huet, an dat soll een, an eisen Aen, an aller Rou, an aller Serenitéit maachen.

Eng zweet Ofännerung vum Statsrot war déi, fir och den Artikel 46 vun der Verfassung ofzeänneren, dee ganz sécher och der Situatioun vun haut net méi entsprécht. Den Artikel 46 seet: «L'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi.» La Chambre ne donne pas son assentiment, la Chambre vote. De Conseil d'État hat proposéiert, deen Text ze ersetzen doduerch, dass ee géif soen «La Chambre adopte» oder «Les lois sont adoptées». D'Kommissioun hat do dräi Bedenken zu deem Virschlag.

Éischtens emol steet déi legislativ Prozedur iwwert de Werdegang vun de Gesetzer an engem Kapitel, dat net ënnert der Chamber steet, mä ënnert dem Kapitel 3 vun der Puissance souveraine, wou och d'Prerogative vum Grand-Duc drënner stinn. Wann een also dat do, deen Deel iwwert d'legislativ Aufgab, eleng bei d'Chamber gesat hätt, hätt een et misse gegebenenfalls aus dem Kapitel 3 an d'Kapitel 4 eriwwerhuelen.

Zweetens hate mer e Problem mam Ausdrock «adopte». An engem Gesetzestext, a besonnesch bei der Verfassung, soll een ëmmer déiselwecht Wierder gebrauchen. Or, d'Verfassung schwätzt net vun «adopte», mä d'Verfassung schwätzt ëmmer vum «vote de la Chambre». Also hätt een och deen Ausdrock misse gebrauchen, well dee ganz puristesche Jurist eventuell een Ënnerscheed gesinn hätt tëschent den Termen «adopter» an «voter». Dat war eng zousätzlech Ursaach, fir deen Text net unzehuelen.

Eng lescht Ursaach war déi, dass d'Élaboratioun vun de Gesetzer, de Werdegang, deen e Gesetz huet, vun deem Moment, wou et hei agereecht gëtt oder wou et aus der Chamber selwer kënnt, bis zu deem Moment, wou et ofgestëmmt gëtt, ee Ganzt ass. Et kann ee nëmme schwiereg dorun ännere goen, ouni och nach aner Artikelen eventuell ofzeänneren. Mir hunn an eisem Rapport och d'Artikele 47 an 48 zitéiert, déi gegebenenfalls och missten an där Ännerung mat erageholl ginn. Et soll een also net elo iwwerstierzt déi ganz Prozedur ofänneren. Et soll een dat zréckstellen, mä et soll een et awer net vergiessen.

D'Remarque vum Conseil d'État, fir den Artikel 46 ze änneren, ass pertinent, an dofir soll och d'Verfassungskommissioun sech an nächster Zäit mat deenen doten a mat aneren Artikele beschäftegen, fir ze kucken, wat fir Dispositiounen nach weider missten an der Verfassung ugepasst ginn.

Mir hunn och dofir als Verfassungskommissioun eng Resolutioun redigéiert, déi virgesäit, dass d'Verfassungskommissioun mat hiren Aarbechten, déi um Punkt waren, ofgeschloss ze ginn, a wou ee globalen Text, eng nei Redaktioun vun der Verfassung an der Chamber hätt kënnen deponéiert ginn, soll weiderfueren, dass se och all Implikatiounen, déi elo duerch deen heite Vote entstinn, soll nei ënnersichen, an dass dann d'Verfassungskommissioun nach am Laf vun dëser Legislaturperiod der Chamber een neien, kohärenten a globalen Text vun enger Verfassungsännerung soll ënnerbreeden.

Mir gesinn dat als eng Obligatioun a mir wäerten eis och do druginn. Ech kann déi Resolutioun hei, déi vun allen an der Verfassungskommissioun vertruedene Parteien ënnerschriwwen ass, och dem President iwwerreechen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'elle vient de voter en première lecture le projet de révision de l'article 34 de la Constitution;

- considérant que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle examine depuis plusieurs années un projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution et qu'elle est sur le point de finaliser un texte;

- considérant qu'il y a lieu de tenir compte de la pratique constitutionnelle et du fait que la Constitution consacre le principe de la souveraineté nationale, du régime de la démocratie parlementaire, de la responsabilité des membres du Gouvernement et, partant, de l'irresponsabilité du Grand-Duc;

- considérant que la révision de l'article 34 votée en première lecture modernise la Constitution et rapproche la «Constitution écrite» de la «Constitution vécue»;

- considérant, toutefois, qu'il convient d'abandonner la pratique de révisions ponctuelles répétées et de procéder à une refonte fondamentale de la Constitution consacrant sa stabilité, sa prééminence et sa pérennité;

invite la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle à

- poursuivre ses travaux et à réexaminer les textes déjà mis au point en veillant à redéfinir le processus d'élaboration des lois et notamment les articles 46, 47 et 48 et à conforter le rôle du Chef d'État en qualité de garant de l'unité et de l'indépendance nationales;

- lui présenter avant la fin de la présente législature le projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution.

(s.) Paul-Henri Meyers, Félix Braz, Ben Fayot, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Iwwerleeungen ukomm. Mir hunn dee Rapport, deen Iech ënnerbreet ginn ass, unanimement an der Chamberskommissioun gestëmmt. Ech hu versicht, lech d'Grënn a kuerzen a verständleche Wierder duerzeleeën, an ech géif mer wënschen, dass d'Plénière der Recommandatioun vun der Kommissioun follegt an eestëmmeg deen Text hei unhëlt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo, als éischt Riednerin, déi honorabel Madame Colette Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, mir sinn net frou iwwert d'Ëmstänn, ënnert deene mir mussen iwwert dës Verfassungsrevisioun befannen. Wéi de Rapporteur et am Rapport vun der Verfassungskommissioun ënnerstrach huet an et haut op der Tribün erëm eng Kéier gesot huet, huet säit 1868 kee Lëtzebuerger Statschef refuséiert, e Gesetz, wat vun der Chamber gestëmmt war, ze sanktionéieren an ze promulguéieren.

D'Doctrine ass sech eens, dass an enger moderner Monarchie constitutionnelle d'Sanktioun an d'Promulgatioun vu Gesetzer, déi vum Parlament gestëmmt sinn, eng automatesch Procédure ass. An alle constitutionnellë Monarchien an Europa - an egal, wat d'Verfassung virgesäit - gëtt d'Autoritéit vum Monarch verstanen als d'Autoritéit vun der Regierung, mat där de Statschef d'exekutiv Gewalt ausféiert, an d'Sanktioun vun engem Projet de loi, dee mehrheetlech am Parlament gestëmmt ginn ass, gëtt als eng Formalitéit ugesinn.

De Rapporteur huet a sengem schréftlechen an och a sengem mëndleche Rapport verschidde Constitutionnalisten erwähnt, de Pierre Wigny, de Francis Delpérée, a sengem schréftleche Rapport och d'Commission de Venise vum Conseil de l'Europe; de Statsrot erwähnt de Georges Margue, den Alphonse Huss, de Pierre Pescatore. Kee vun deene Rechtsgeléierte war, bei deenen, déi haut net méi bei ons sinn, wéi bei deenen, déi haut nach liewen, e Frënd vu menger Partei. Nach deelen ech total hir Analys, an ech wëll mech hei deem ganz formell uschléissen, esou wéi de Rapporteur et och am Numm vun onser Verfassungskommissioun gemaach huet.

Här President, mir verkennen net, dass de Statschef d'Recht huet, eng perséinlech Meenung ze hunn. Mir respektéiere se, och wa mer se net deelen. Mir sinn awer der Meenung, dass eng institutionell Attitüd muss diktéiert si vum Charakter vun der parlamentarescher Demokratie, déi ausdrécklech am Artikel 51 Paragraph 1 vun onser Verfassung virgesinn ass, vun der Tatsaach, dass hien iwwert der parteipolitescher Ausenanersetzung steet, an dass hien, laut Artikel 33 vun onser Verfassung, de Symbol vun der nationaler Unitéit ass.

Mir waren elo, Här President, mat engem Broch vun der constitutionneller Praxis a vun den institutionellen Traditioune vun onsem Land konfrontéiert. Mir bleiwen der Meenung, dass d'constitutionnelle Monarchie déi beschte Statsform fir onst Land ass. Mir sinn der Meenung, dass mer ons an dëse schwéieren Zäite keng institutionell Kris däerfe leeschten. Duerfir si mer mam Revisiounsprojet vun der Regierung averstanen.

Ëm wat geet et hei?

Mir änneren den Artikel 34 of, andeem mer d'Sanktioun, déi zu de legislativen Attributioune gehéiert, aus dem Text vum Artikel eraushuelen, an d'Promulgatioun, déi zu den exekutiven Attributioune gehéiert, loosse mer am Text bestoen.

De Rapporteur ass am Detail op déi Froen am Punkt 2 vu sengem schréftleche Rapport agaangen an elo erëm a sengem mëndleche Rapport op dëser Tribün. Ech brauch also net weider op déi do Froen ze insistéieren.

Fir dem Grand-Duc ze erspueren, engem Text mussen zouzestëmmen, deen hien net kann an - ech géif soen - net soll matdis-

kutéieren, andeem hie säin Averständnis aus perséinleche Grënn net wëllt ginn, huele mer d'Sanktioun aus dem Verfassungstext eraus.

Mir mengen, déi Ännerung géif ons Verfassung moderniséieren, den Artikel 34 an Aklang brénge mam Artikel 32 vun onser Verfassung, deen de Prinzip festschreift, dass d'national Souveränitéit bei der Natioun läit; mam Artikel 51, dee Lëtzebuerg ënnert de Regime vun der parlamentarescher Demokratie stellt; mam Artikel 33, deen de Grand-Duc zum Symbol vun der nationaler Unitéit mécht, a mam Artikel 45, deen e Contreseing ministériel verlaangt an domadder d'politesch Responsabilitéit vun der Regierung an d'Irresponsabilitéit vum Grand-Duc verankert.

Mir mengen also, déi Ännerung, iwwert déi mer haut diskutéieren, wär e Schrëtt an déi richteg Richtung. Si stäerkt, wéi de Rapporteur et hei gesot huet, och de Rôle vun der Chamber.

Si muss, wéi de Statsrot an de Rapporteur et ënnerstrach hunn, nach vun anere Verfassungsännerunge begleet ginn. Mä mir sinn der Meenung, dass mer dat net sollen haut virhuelen. D'Verfassungskommissioun soll sech an aller Serenitéit am Januar der Saach unhuelen.

Här President, dat bréngt mech zu engem zweete Punkt, deen och vum Statsrot opgeworf ginn ass. Vun 1868 un ass ons Verfassung revidéiert ginn - 1919 an 1948 aus verständlechen Ursaachen. 1956 hu mer den Artikel 49bis ageschriwwen, fir dass mer konnten den Europäesche Gemeinschafte bäitrieden. 1972, do ass d'Wahlalter op 18 Joer erofgesat ginn, an 1979 ass se och nach geännert ginn. Vun den 80er Joren u goufen d'Ännerungen ëmmer méi heefeg, an, wéi de Statsrot et ënnerstrach huet a sengem Avis, hu se sech vun 2003 u multiplizéiert, wéi d'Prozedur vun der Verfassungsrevisioun vereinfacht gouf.

D'Verfassungsännerungen, déi mer also virgeholl hunn, egal wéi wichteg se waren, waren ëmmer punktuell. An anere Wierder, mir si stéckerchersweis virgaangen, an dat ass bei enger Verfassung net glécklech.

Säit e puer Legislaturen ass eng allgemeng Revisioun a Moderniséierung vun onser Verfassung ugeduecht ginn. Et sinn e puer Usätz gemaach ginn. Mä dee Plang ass awer eréischt an dëser Legislaturperiod richteg zum Droe komm.

Ënnert dem kompetente Leadership vun onsem President-Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, schaffe mir säit véier Joer un enger Modifikatioun an engem neien Ordonnancement, dat heescht engem neien Zesummestelle vun onser Verfassung. Déi Aarbechte si wäitgehend ofgeschloss.

Duerfir och, Här President, bedauere mer, dass mer haut nach eng Kéier eng punktuell Revisioun musse virhuelen. Mä mir mengen, si wär néideg.

Ech wëll och hei dem Rapporteur, dem Här Meyers, Merci soe fir dëse Rapport, souwuel dem schrëftleche wéi och dem mëndlechen, deen hien ons de Mëtteg hei virgedroen huet. Ech wëll mech sengen Iwwerleeungen a senge Schlussfolgerunge voll uschléissen.

Mir sinn och mat him a mat der Verfassungskommissioun der Meenung, dass mer solle bei deem Délai bleiwen, an deem d'Promulgatioun ze erfollegen huet, an dass mer à ce stade solle bei dräi Méint bleiwen.

Mir mengen awer och, dass ee muss dat Ganzt elo iwwerkucken, an dass notamment den Artikel 46 a vläicht och de 47 an den 48 mussen nogekuckt ginn, ob mer déi net och vläicht sollen adaptéieren. Mä dat soll am Kader vun deenen Aarbechten erfollegen, déi de Moment an der Verfassungskommissioun - ech muss soen - an enger ganz konstruktiver an net konfliktueller oder oppositioneller Aart a Weis duerchgeféiert gi sinn, wou mer alleguer besuergt waren, dee beschten Text ze fannen, deen dësem oder deem Problem déi beschte Léisunge konnt bréngen.

Deen Text, deen elo virläit als Propositioun, ass nach net ganz fäerdeg. Deen een oder deen aneren Artikel, notamment de 66, muss nach gekuckt ginn, mä mir sinn awer op deene meeschte Punkten eens, an dat si Punkten, déi sécherlech net alleguerte mam Rôle vum Grand-Duc a vun der Chamber ze dinn hunn, mä wou mer versicht hunn, d'Constitution écrite méi no ze bréngen un d'Constitution vécue, wéi de Conseil d'État esou schéi seet, oder de Pays légal méi no ze bréngen un de Pays réel.

Mir mengen also, dass am Januar déi Aarbechte solle weidergeféiert ginn. An duerfir wäert et Iech net wonneren, Här President, wann ech soen, dass ons Fraktioun och wäert déi Resolutioun stëmmen, déi den Här Meyers elo am Numm vun der Verfassungskommissioun agereecht huet.

Ofschléissend also, Här President, bréngen ech den Accord vun onser Fraktioun zum Projet de révision vum Artikel 34 vun der Verfassung an zur Resolutioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Revisioun vum Artikel 34 vun eiser Verfassung däerf een net isoléiert gesinn. Si kënnt zwar schnell, mä si kënnt eigentlech net iwwerraschend. Net iwwerraschend fir déi, déi während laange Joren elo am Kader vun eiser zoustänneger Chamberskommissioun iwwer nei Verfassungstexter nodenken.

Si schreift sech och an eng ganz Rëtsch vu Verfassungsännerungen an, déi dëst Parlament respektiv déi Parlamenter virdrun zënter den 80er Joren un eiser Verfassung virgeholl hunn, mat engem Rhythmus, deen eigentlech mat de Joren ëmmer méi schnell ginn ass.

D'Moderniséiere vun eisem Verfassungstext ass néideg. Dat ass keng nei Erkenntnis. Dat ass eng Kenntnis, déi mer scho laang hunn, well deen Text zu groussen Deeler net nëmmen op d'Joer 1868 zréckgeet, mä a wesentleche Punkten eigentlech nach 20 Joer méi al ass an op 1848 zréckgeet, also an eng Zäit zréckgeet an an enger Wuertwahl verfaasst ass, déi ganz an den Ufänk stinn vum Parlamentarismus zu Lëtzebuerg, wou et nach staark Monarche gi sinn, wou et nach keen allgemengt Wahlrecht ginn ass, wou et nach keng Parteie gi sinn, wou et nach keng strukturéiert Majoritéitsverhältnisser zu Lëtzebuerg gi sinn. Also komme wesentlech Passagë vun eisem aktuelle Verfassungstext aus virdemokrateschen Zäiten.

Duerfir ass d'Chamber an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm zu enger schrëttweiser Upassung vun dem Verfassungstext komm, fir den Text un déi politesch Realitéit unzepassen, fir eng Fusioun ze maachen tëschent der Theorie vun engem Verfassungstext an der gelieftener Praxis vun der Politik a vun den Institutiounen hei zu Lëtzebuerg.

Et ass eng absolut Noutwendegkeet ginn, fir systematesch un déi Aarbecht erunzegoen, well mer zënter eppes méi wéi zéng Joer och eng Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer agefouert hunn. Eleng dat huet et schonn néideg gemaach, dass mer an eenzelne Punkte schnell musse reagéieren als Parlament, fir opgrond och vun enger Interpretatioun vun eiser Cour constitutionnelle, déi éischter wuertgetrei ass, eng Rei vun Artikele vun eiser Verfassung un d'Realitéit unzepassen.

Ech wëll drun erënneren, dass schonn Enn vun den 80er Jore wesentlech Reforme gemaach si ginn, déi och d'Persoun an d'Fonctioun vum Grand-Duc betreffen. Den Artikel 4, wou d'Persoun vum Grand-Duc net méi helleg ass, mä awer nach ëmmer - an dat ass wesentlech - onverletzlech, dat heescht also politesch irresponsabel ass an zivil a penal irresponsabel ass.

Den Artikel 32 ass hei geännert ginn an den 80er Joren, wou mer ronderëm d'Souveraineté nationale an d'Ausübung vun der Souveraineté nationale nei Texter formuléiert hunn, déi der Realitéit méi Rechnung droen, a schliesslech den Artikel 33, deen erstmoleg d'Aufgab, d'Missioun vum Grand-Duc definéiert. Ech soen et nach eng Kéier: «Le Grand-Duc est le Chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale.»

Den Artikel 45 ass en zentralen Artikel am Versteesdemech vun de ganzen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg, well en handelt vun dem Contreseing, der Géigenzeechung also, déi e Minister, e responsabele Minister muss maachen, wat all Akte vum Grand-Duc ugeet, wouzou mer also iwwergaange sinn.

Dee leschte Pouvoir, deen de Grand-Duc eigentlech nach konnt eleng exerzéieren - deen, fir gewëssen Dekoratiounen un Ausländer ze ginn -, huet hien duerch d'Chamber ewechgeholl kritt an den 80er Joren.

All Akt also, och en Acte de refus - och eng Omissioun ass en Acte politique - an all Acte politique vum Grand-Duc kann eréischt seng Effeten hunn, wann hie géigegezeechent ass duerch e responsabele Member vun der Regierung. Dat gëllt och fir en eventuelle Refus, fir d'Sanktioun vun engem Gesetz ze maachen. De Grand-Duc kann a mengen Aen och déi dote Prerogativen ni eleng ausféieren. Hie kéint se nëmmen am Zesummespill mat der Regierung ausféieren.

Och fir all oder déi meescht Auteuren am Ausland, wa se iwwerhaapt deen dote Fall nach considéréieren, ass et en Automatismus, dass de Statschef ënnerschreift, wann e Parlament demokratesch ofgestëmmt huet iwwer e Gesetzestext.

Mä all déi Auteuren, déi iwwerhaapt nach déi doten Hypothees vun engem méigleche Refus vum Statschef considéréieren, maachen dat ëmmer erëm nëmmen am Zesummenhang, dass de Statschef dat zesumme mat der Regierung géif maachen. Dat ass manifestement an deem spezielle Fall, deen eis hei ugeet, jo net de Fall.

Ech wëll och drun erënneren, dass eis Kommissioun ënnert der Presidentschaft vum Paul-Henri Meyers de 26. November 2008 eigentlech prinzipiell en Accord fonnt hat iwwer eng nei Verfassung, iwwer eng grondleeënd Ëmformuléierung an Ëmstrukturéierung vun eisem Verfassungstext, nodeem mer jorelaang dorunner geschafft hunn. All Froe sinn undiskutéiert ginn, ausdiskutéiert ginn, an och deen heiten Artikel war Bestanddeel vun eisen Deliberatiounen.

Ech wëll hei net verheemlechen, dass e gewësse Moment vun der Diskussioun d'Kommissioun wollt méi wäit goen, méi wäit goe wéi dat souguer nach hei proposéiert ass. Mir sinn u sech awer op eis éischt Iddi zréckkomm, opgrond och vun Diskussiounen, déi mer mam Statsminister haten, an ech mengen och, dass virdrun de Statsminister iwwert déi dote Fro mam Grand-Duc diskutéiert hat.

Alles dat sinn also Saachen, déi am Floss sinn, si Meenungen, déi sech maachen, an elo si mer op engem Punkt ukomm, wou mer och mussen hei eng Décisioun huelen.

Ech wëll awer soen, dass, wann ee sech kann doriwwer bekloen, dass dat heiten elo e bësse schnell geet, ech allerdéngs muss soen, dass déi Drénglechkeet vun där heiter Fro net d'Schold vun der Chamber ass.

D'Chamber huet laang iwwert déi Fro hei diskutéiert, mä déi heiten Diskussioun elo an hirer Urgence ass net déclenchéiert gi vu Säite vun der Chamber, mä et ass u sech de Statschef selwer, deen à l'origine vun enger gewësser Précipitatioun ass, an där mer mussen deen heiten Text verabschiden, och wann d'Diskussioun selbstverständlech am Virfeld vill méi breet war, wéi dat elo den Uschäin no baussen huet.

Mir sinn och der Meenung, dass mer selbstverständlech eis Aarbechte weider solle féieren an och provisoresch ofschléisse

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

virum Enn vun dëser Legislaturperiod am Kader vun der zoustänneger Chamberskommissioun, och mam Dépôt da wa méiglech vun enger Proposition de révision, déi och kuerz kéint hei am Plenum eng éischt Diskussioun kréien. Déi definitiv Décisioun, dat ass eng Fro vun där nächster Constituante; dat ass eng Fro, déi muss tranchéiert gi vun deem nächste Parlament.

Déi Aarbechte kréien e bëssen elo eng nei Nues, well mer einfach duerch déi Interpretatioun, déi de Statschef vu senge Prerogative mécht, zumindest wat een Artikel ugeet, awer och een anert Liicht kréie grad elo op aner Passagë vun der Verfassung, déi mer och musse frësch kucken. Dat gëtt also e ganz anere Bléckwénkel, dee mer elo mussen op dat Ganzt erëm frësch werfen, mat dem Zil, fir eng absolut Rechtssécherheet hierzestellen.

Et ass wichteg, dass dat iewescht Gesetz vun engem Land eenheetlech interpretéiert gëtt vu sämtlechen institutionellen Acteuren hei am Land. Et kann net sinn, dass een dat anescht mécht wéi deen aneren. Do si Krisen, do si manifest Konfrontatiounen da virprogramméiert. Et geet eis dorëm, dass mer also kloerstellen, wéi de Regime vun enger Monarchie am Kader vun enger parlamentarescher Demokratie vum 21. Jorhonnert ze fonctionnéieren huet.

D'Revisioun vum Artikel 34 ass also eng éischt Etapp vun enger méi breeder Revisioun, déi mer laang preparéiert hunn a wou mer kuerz virum Ofschloss vun eisen Aarbechte stinn.

D'Zil vun där Operatioun ass et net - ech wëll dat awer och gradesou däitlech soen -, d'Roll vum Grand-Duc ze beschneiden. Déi Befugnisser, déi hien tatsächlech huet, déi Befugnisser, déi hie reell huet, déi soll hie selbstverständlech behalen. Et geet ganz einfach dorëm, dass mer d'politesch Realitéit an d'Verfassungspraxis vun iwwer 150 Joer an nei Texter géissen, fir dass dat hieba stichfest ass an dass net méi kann dorunner gerüttelt ginn.

Mat der LSAP ass awer och gradesou kloer, dass et kee Réckmarsch an d'Ufänk vum 19. Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg wäert ginn.

Ech mengen, dass mer gutt berode wären, wa mer eis éischter un deem fir mech dach ganz respektabele Modell vun enger schwedescher Monarchie géifen inspiréieren. Op jidde Fall wann ech soen „inspiréieren", dann heescht dat net, eent zu eent dee Modell iwwerhuelen. Mä et ass awer déi Richtung, déi mer sollte weiderverfollegen. Dat schéngt mer méi e respektabele Modell ze si wéi déi vu Monaco oder vu Liechtenstein, wat fir mech keng Aushängeschëlder si vun engem moderne Stat an déi sécherlech och net däerfen de Modell gi vun engem institutionelle System hei zu Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et geet och hei ëm d'Glafwierdegkeet vun eisem Land no baussen an der Europäescher Unioun an an der Welt.

D'Monarchie ass net a Fro gestallt. Si ass legal ofgeséchert duerch d'Verfassung. Si ass legitiméiert duerch e Referendum an duerch déi Popularitéit, déi se nach wie vor hei zu Lëtzebuerg huet. D'Monarchie gëtt och vun eiser Partei net a Fro gestallt, wann d'Monarchie selwer d'Regele vun der parlamentarescher Demokratie respektéiert an eng Verfassungspraxis respektéiert, déi iwwer 150 Joer al ass.

Den Artikel 34 leet an eisen Aen e formelle Pouvoir vum Grand-Duc fest: d'Recht, e gestëmmt Gesetz ze sanktionéieren an ze promulguéieren.

Där formeller Pouvoirë gëtt et der nach vill an der Lëtzebuerger Verfassung: de Pouvoir vum Grand-Duc, Gesetzesprojeten anzereechen; de Pouvoir vum Grand-Duc, Traitéen ze maachen; de Pouvoir vum Grand-Duc, d'Chamber anzeberuffen an d'Chamber opzeléisen.

Et muss weider kloer bleiwen, dass dat dote Prerogative vum Grand-Duc sinn, déi eigentlech vun der Regierung exerzéiert ginn, mat der Ënnerschréft vum Grand-Duc a mat der Géigenzeechnung vu Membere vun der Regierung. Dat muss d'Ausriichtung vun den nächsten Diskussioune sinn, fir dat doten och géintiwwer all falschen Interpretatioune kloerzestellen.

Ech betounen nach eng Kéier, wat och scho Virriedner gesot hunn: Eis Verfassung, a besonnesch och dat Kapitel iwwert déi sougenannte Prerogative vum Grand-Duc, ass nëmme richteg ze liesen, wann ee se liest am Zesummenhang mam Artikel 45, dee seet, dass all Akt muss vun engem responsabele Minister géigegezeechent ginn, an och am Zesummenhang mam Artikel 4, dee seet, dass de Grand-Duc irresponsabel ass, dat heescht, dass hien also och kee politeschen Akt kann eleng setzen, well hie keng politesch Responsabilitéit huet a viru kengem eigentlech verantwortlech ass fir dat, wat e mécht. Déi Verantwortung muss en aneren iwwerhuelen.

Wat mer ganz kloer net kënnen akzeptéieren, dat ass, dass iwwert déi Interpretatioun, déi elo vum Statschef gemaach gëtt, vun deem Artikel 34, dass iwwert dee Wee géif eigentlech e groussherzoglecht Vetorecht zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Esou e Vetorecht huet et eigentlech zu Lëtzebuerg net ginn, an dat soen och all Auteuren, déi sech mat deene Froen hei zu Lëtzebuerg an och an anere Monarchië beschäftegt hunn, dass de Fait, dass kee Vetorecht vum Monarch besteet, eng essenziell Etapp war viru laange Joren an der Genèse vum parlamentaresche System. Wann een déi Etapp a Fro stellt, da stellt een eigentlech och d'Essenz vun engem moderne parlamentaresche System a Fro. Dat däerf et, mengen ech, net ginn. Do si mer eis an alle Bänken hei am Parlament eens.

Wat nach hei un den Dag komm ass, ass och eppes, wat e Broch duerstellt mat enger gängeger Praxis, an zwar dass, wéinst der Onverantwortlechkeet vum Statschef, de Statschef och net öffentlech a kontrovers politesch Diskussiounen anzegräifen huet. En Agréff besteet schonn doranner, dass hie seng Meenung zu engem kontroversen Thema öffentlech mécht.

De Monarch huet selbstverständlech och eng privat Meenung. Déi Meenung huet hien awer privat ze äusseren. Hien huet eng Aflossméiglechkeet. Déi Aflossméiglechkeeten, déi muss hie bei der Regierung versiche geltend ze maachen. Doriwwer eraus huet e Monarch sech an eisem Verfassungssystem an 150 Joer net zu ëmstriddenen a net zu kontroverse politesche Froen ze äusseren an iwwert deen dote Wee natierlech och Afloss ze huelen, eventuell, op de Verlaf vun esou enger politescher Diskussioun an der Öffentlechkeet.

De Grand-Duc kann encouragéieren, hie kann découragéieren, hien huet d'Recht informéiert ze ginn, hien huet och d'Recht consultéiert ze gi bei wichtege Froe vun der Regierung, mä doriwwer eraus huet hie keng reell politesch Pouvoiren, et sief dann, a besonnesche Situatiounen a Krisenzäiten. D'Beispill vun der Belsch beweist dat e bëssen. D'belsch Krichszäiten zum Beispill, dat gëtt eng aner Situatioun, do kann de Monarch zum Deel aner Pouvoiren zougestane kréien, wéi dat elo de Fall ass. Mä am Normalfall ass et net anescht, an do ënnerscheet sech eis Interpretatioun net vun där, déi an der Belsch, an Holland, an Dänemark, an Norwegen, a Schweden an allen demokratesche Monarchien, wéi mer se hei an Europa kennen, gemaach gëtt. Do ass dat iwwerall d'selwecht. Dat ass néierens anescht op deem dote Punkt.

Eng lescht Fro, déi ech wéilt ervirsträichen - an déi mech eigentlech traureg mécht an där ganzer Diskussioun dobaussen, och an eenzelne Stellungnahmen, déi een a leschter Zäit zu deenen dote Froen héieren huet -, dass hei eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent der institutioneller Fro, déi mer haut behandelen a probéieren ze tranchéieren, an där politesch inhaltlecher Fro ronderëm eng Gesetzespropositioun, déi deemnächst wäert hei an der Chamber diskutéiert ginn. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Déi däerf een net matenee vermëschen. De Statschef huet déi zwou Froe matenee vermëscht. Mä mir mussen et fäerdeg bréngen, déi zwou Saachen erëm kloer ze trennen, an d'Diskussioun - bis elo zumindest - beweist, dass hei déi Trennung gemaach ginn ass.

Ech muss allerdéngs soen, wann ech kucken, wat e fréiere Minister, wat eng fréier Chamberspresidentin an aner Leit an deem doten Zesummenhang vun Deklaratioune gemaach hunn a leschter Zäit, da sinn ech erschreckt, muss ech soen, iwwert deen Amalgame, deen do gemaach gëtt, tëschent institutionelle Froen, op där enger Säit, a politesch inhaltleche Froen op där anerer Säit. Dat eent huet eigentlech mat deem aneren näischt ze dinn, an duerfir musse mir zumindest et fäerdeg bréngen, déi zwou Saachen hei propper ze trennen an där Diskussioun, déi mer haut hei ze féieren hunn. An déi aner Diskussioun, déi féiere mer d'nächst Woch am Parlament. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

Wichteg ass et also, dass de Monarch weiderhi glafwierdeg bleift, als Symbol vun der Eenheet vum Land, glafwierdeg bleift, iwwert de Parteie steet, eng Autoritéit duerstellt doduerjer, dass hien eigentlech iwwert de Parteie steet an net zu aktuelle politeschen Themen direkt Stellung bezitt. Dat ass eng wesentlech Fro, och fir d'Erhalung vun der Monarchie an d'Akzeptanz vum Prinzip vun der Monarchie an enger moderner Demokratie.

Well d'Monarchie ass jo u sech e System, deen opgebaut ass op der Hérédité. Also e System, wou de Statschef net sur le mérite, net sur élection, mä eigentlech iwwert d'Ierfschaftsfolleg festgeluecht gëtt. Dat ass en Anachronismus an engem modernen, demokratesche System, wou alles op der direkter Wahl opgebaut ass. Nach mengen ech, dass déi zwou Saache kënnen an Aklang bruecht ginn, awer nëmmen am Respekt vun de Missioune vun deenen engen a vun deem aneren.

Duerfir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer erëm eng Kéier op déi Erfahrung opbauen, op déi Praxis opbauen, wéi se sech während laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg gefestegt huet. Och an allen aneren europäesche Monarchien, déi deen Numm verdéngen, war dat net anescht.

Ech kommen zum Schluss. Dës Reform ass also néideg. Et wäerte weiderer missen nokommen. Si ass och, mengen ech, richteg ugaangen an deem minimalen Text vun der Regierung. Och d'LSAP ass der Meenung, dass mer u sech net sollten op de Wee goen, deen de Conseil d'État virgezeechent huet. Op där enger Säit, well ech mengen, dass et näischt bréngt, an dësem Moment, op den Artikel 46 och nach eng Kéier zréckzekommen, wat den Assentiment vun der Chamber ugeet. Dat kënne mer an enger allgemenger Reflexioun ronderëm d'legislativ Prozedur maachen.

Besonnesch wär et, an dësem Moment, héchst riskant, an eisen Aen, eppes um Délai vun den dräi Méint ze änneren, well dat soss kënnt zu Interpretatiounsschwieregkeete féiere fir all déi Gesetzer, déi elo ënnert dëser Verfassung nach géife gestëmmt ginn an déi eventuell ënner engem anere Verfassungstext géife vum Statschef ënnerzeechent ginn. Duerfir, loosse mer hei beim Regierungstext bleiwen. Et ass d'Aufgab vun der Chamber, dëst Reformwierk bis un d'Enn ze féieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Merci fir d'éischt vun der grénger Fraktioun un de Président-rapporteur, den Här Meyers, deen a ganz prezisen an detailléierte Wierder erklärt huet, wat mer haut de Mëtteg fir e Vote wëlle virhuelen.

Et ass eng Aarbecht, déi och séier gemaach ginn ass. En Ëmstand, deen am Land fir munch Kritik gesuergt huet, déi mer awer fir onbegrënnt halen, well d'Formen, déi d'Verfassung verlaangt, si kloer. Iwwert d'Diligence oder d'Lenteur vun der Prozedur steet näischt an der Verfassung. Et ass also erlaabt, och am Respekt vun der Verfassung, fir séier ze schaffen, wann d'Aarbecht gutt gemaach ass. Dat ass, eiser Meenung no, hei de Fall.

De Grand-Duc huet der Regierung an de Fraktioune matgedeelt, dass hien e Gesetz net wëllt ënnerschreiwen. Dat huet fir vill Diskussiounen an och fir munchen Duercherneen am Land gesuergt iwwert de Rôle vun den Institutiounen, d'Institutioun vum Chef d'État, awer och d'Zesummespill mat den aneren Institutiounen. Et gëtt doriwwer diskutéiert, ob de Grand-Duc dat, wat hien hei mécht oder net mécht, däerf oder net däerf.

D'Wourecht ass, mir hunn en ale Verfassungstext, deen, an dat hunn och scho munch Virriedner gesot, mat senger Praxis oft net no um Text ass, esou dass d'Äntwert op déi Fro, wann ee sech à la lettre un den Text hält, fir muncher kënnt sinn, dass de Grand-Duc dat haut nach, am Joer 2008, däerf. D'Äntwert ass awer ganz kloer, fir all déi, déi sech mat der Matière beschäftegen, an et sinn der muncher de Mëtteg hei schonn zitéiert ginn, dass de Grand-Duc hei mat Sécherheet säin institutionelle Rôle net zu 100% respektéiert huet.

De Grand-Duc huet also ugekënnegt, e Gesetz net wëllen ze ënnerschreiwen, an hie refuséiert domadder, zu engem bestëmmtenen Deel, säi Rôle ze spillen, an domadder si mir als gréng Fraktioun net d'accord.

De Statsrot, an och de Rapporteur, hu mat enger ganzer Rei Argumenter beluecht, firwat dass déi Sanction-promulgation, déi an enger eenzeger Ënnerschréft stattfënnt, zënter Jorzéngten nëmmen eng Formalitéit ass an och haut nëmmen däerft sinn. Et ass en Automatismus.

De Statschef huet zu Lëtzebuerg kee Vetorecht bei Gesetzer. Doriwwer gëtt et keen Zweifel. Säi Rôle ass et, Gesetzer ze sanktionéieren an ze promulguéieren. Soss, wann hien dat net mécht, hätte mer elo zu Lëtzebuerg net nëmmen eng institutionell Kris - well déi hu mer, och wa mer dobäi sinn, eng Léisung fir se ze fannen -, mä dann hätte mer och nach eng Regierungskris, well d'Regierung hätt dann, eiser Meenung no, missen hir Demissioun areechen, an dat hätt, eiser Meenung no, zu näischt anescht kënne féiere wéi zu Neiwahlen.

Dat an enger Situatioun, wou mer virun enger Kris stinn an deelweis dra sinn, enger wirtschaftlecher Kris, wéi d'Land se zënter ganz laange Joren net kannt huet! Duerfir menge mir, dass an dëser Situatioun dat doten nach derbäizebrénge kee besonnenen Akt ass a keen Zeechen ass vun engem wierklech feelerlose Sënn fir d'Intérêtë vum Land, besonnesch an dëser schwéierer Situatioun. Wa mer dat évitéiert kréien, da läit dat dorunner, dass anerer am Land hire constitutionnellë Rôle voll gespillt hunn a voll spillen.

Et héiert ee jo och dobaussen, dass et Leit gëtt, déi Verständnes opbréngen, net fir d'Attitüd vum Statschef, mä fir säin Handelen oder säin Nethandelen, well déi Vermëschung gemaach gëtt, déi de Kolleeg Bodry och scho beschriwwen huet, tëschent deem Gesetz, wat de Grand-Duc net wëlles huet ze ënnerschreiwen, a sengem institutionelle Rôle. Dat ass och eemoleg bis elo gewiescht, an et huet een heiansdo den Androck, d'Leit géife soen: „Wat ass dann, déi eng Kéier do! Et huet dach jiddwereen e Recht op seng Gewëssensfräiheet."

Et muss ee sech awer emol virstellen, wat da wier, wann all d'Institutiounen hei am Land sech dat Recht do géifen eraushuelen! Mir hu méi Institutiounen. Mir hunn net nëmmen de Statschef. Mir hunn och eng Regierung. Mir hunn och e Parlament. Mir hu Geriichter. Wat wier, wann all d'Institutioune sech géifen eraushuelen, och nëmmen eemol, net hire Rôle ze spillen an hir Missioun komplett a lückenlos ze erfëllen?

Wat wier, wann d'Regierung eng Kéier géif ouni Gesetz handelen, bei eppes, wat de Membere vun der Regierung ganz wichteg wier? Si hätten zwar keng Base légale, mä fir eng Kéier wéilte se et maachen. Hätte mer dofir Verständnes? Neen!

Wat wier, wann d'Polizei eng Kéier, well se ee guer net kënnt brauchen, dee wéilt an de Prisong setzen? Ouni Uerteel, ausserhalb vun de Gesetzer, eng Kéier just. Hätte mer dofir Verständnes? Neen!

Wat wier, wann d'Geriichter ee géife condamnéieren ouni Base légale, ouni Preuven? Eng Kéier, just well deem Riichter deen net passt. Géife mer dat akzeptéieren? Neen! Zu Recht géife mer dat net akzeptéieren.

Wat wier, wann d'Chamber géif Gesetzer maachen, déi sech net un d'Verfassung géifen halen? Eng Kéier.

Une voix.- Permanent!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Wann eng Majoritéit géif zustane kommen, déi sech net un d'Forme géif halen an awer géif wëllen e Beschloss huelen? Wat ass, wann eng Chamber an eng Regierung eng Kéier wéilte retroaktiv Gesetzer maachen? A Steier- an a Rentefroen? Eng Kéier réckwierkend d'Steieren erhéijen oder d'Rente kierzen? Nëmmen eng Kéier, well dat d'Leit géif arrangéieren. Géife mer dat akzeptéieren, och wann et nëmmen eemol wier?

Mir menge ganz kloer, dass d'Äntwert Neen ass, dass mer dat net géifen akzeptéieren. Och wann et nëmmen eemol ass, ass falsch falsch. Dat geet net fir déi gréng Fraktioun, an dat geet och eiser Meenung no net, well all d'Institutioune sech un déi Regelen do halen.

Et ass also net näischt, wann de Grand-Duc seet: „Ech wëll e Gesetz net ënnerschreiwen." Domadder respektéiert hien net säi Rôle an der Constitutioun an hie respektéiert och net d'Zesummespill tëschent den Institutiounen, déi awer zesummen déi Stabilitéit an dësem Land maachen, déi gutt

ass, fir dass eng Gesellschaft sech kann entwéckelen, prosperéieren an zu Wuelstand, Sécherheet an Zefriddenheet kommen. An dat ass eppes, wat een all Dag muss fleegen a bei all Handlung muss fleegen, eppes, zu deem et keng Ausnahm däerf ginn!

Glécklecherweis, soe mir Gréng, hunn dofir net all Institutiounen hire kloere Bléck an hir roueg Hand verluer. Hei huet d'Zesummespill tëschent Regierung a Chamber, Fraktiounen a Parteie gutt geklappt, soss hätte mer haut net dëse Vote, soss hätte mer net bannent enger Woch eng institutionell Kris kritt an och nees kënne bäileeën. Well all déi aner Institutiounen hire kloere Bléck net verluer hunn an Hand an Hand geschafft hunn, fir dass d'Kris ka bäigeluecht ginn.

Fir de Grand-Duc ass d'Sanction-promulgation en Deel vu sengem institutionelle Rôle. Et ass säi Recht a seng Flicht zugläich. Et ass och dofir seng Flicht, well et eng Géigeleeschtung dofir gëtt. De Grand-Duc huet eng Irresponsabilité civile, pénale a virun allem politique. Dat huet nëmmen een hei am Land. Dat ass e ganz grousse Privileg. Deen ass och begrënnt, begrënnt mat Géigeleeschtungen. Déi mussen dann och erfëllt ginn, déi Géigeleeschtungen, an zwar an all de Fäll. Dat ass eis Meenung.

Dofir ware mir als gréng Fraktioun och virun e puer Joer net ganz glécklech, och wann dat deemools vläicht eng majoritär Meenung war, wéi de Grand-Duc sech am Kader vum Referendum iwwert den Traité constitutionnel geäussert huet. Dat war vläicht d'Meenung vu ville Leit, mä och dat war deemools net richteg. A vläicht war dat eng kleng rout Luucht, déi bei villen hätt missen ugoen, fir dass sech och doriwwer mam Statschef ënnerhale gëtt, well och dat war schonn eng Transgressioun, sans suite - d'accord -, sans suite réelle am Processus législatif, mä och dat war net glécklech.

Och dat soll een net vergiessen, wann een déi Diskussioune féiert, déi mer elo amgaange sinn ze féieren an och an den nächste Wochen a Méint wäerte féieren, dass dat mat Sécherheet net de constitutionnellë Wee ass, dee mer zu Lëtzebuerg zënter enger ganzer Rei Jore beschratt hunn.

Mir wäerten also an den nächste Wochen déi Aarbecht misse fäerdeg maachen, déi mer zënter véier Joer an der Verfassungskommissioun maachen, nämlech déi Aarbecht, eis Verfassung ze moderniséieren a virun allem, an dat ass de Plädoyer vun der grénger Fraktioun, den Text vun eiser Verfassung endlech a feelerfräi iwwereneen ze leeë mat der Praxis, déi mer am Land hunn. Well haut ass et esou, dass een, deen aus dem Ausland op Lëtzebuerg kënnt an dee sech beispillsweis während engem Abiergerungsverfahre mat engem Cours d'instruction civique mat der Verfassung géif beschäftegen, eng Verfassung géif liesen, déi him net géif erklären, wéi zu Lëtzebuerg d'Saache genee geschéien.

Et kritt ee kee richtege Bléck op dat, wat zu Lëtzebuerg geschitt, wann een eis Verfassung liest a probéiert se à la lettre ze verstoen. Dat ass fir déi, déi initiéiert sinn, wuel verständlech, mä net fir déi, déi eis Praxis net kennen. Duerfir si mer der Meenung, dass et de Rôle muss sinn, déi Aarbechten, déi mer zënter véier Joer gemaach hunn an déi eigentlech virun engem Ofschloss stoungen, elo nach eng Kéier liicht ze verlängeren, fir nach eng Kéier iwwer e puer Artikelen ze kucken, fir wierklech op en Text ze kommen, deen all eis Institutiounen an deem Text esou erëmgëtt, wéi se haut och an hirem Zesummespill sinn a fonctionnéieren.

Dat brauche mer, dat ass eng Noutwendegkeet fir Lëtzebuerg. Dat géif och dem Grand-Duc säi Rôle als Statschef iwwert den Enjeu partisan definéieren, dee Rôle vläicht dann nach méi prezis beschreiwen, obwuel en eigentlech, am Verständnes vun all de Constitutionnalisten, haut scho kloer ass. Mä en ass da vläicht, duerch en ofgeännerten Text, an Zukunft nach méi kloer.

Wat eis och bei der Solutioun, déi mer elo fonnt hunn, fir aus der institutioneller Kris erauszekommen, iwwerzeegt, ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu der Belsch, eng Léisung fonnt hunn, déi dauerhaft ass, dass mer net op dee falsche Wee gaange sinn, eng eemoleg Solutioun ze bastelen, wéi se dat an der Belsch gemaach hunn, wéi de verstuerwene Kinnek Baudouin beim Avortementsgesetz Schwieregkeeten hat.

Hei hu mer direkt d'Optioun geholl, all zesummen, fir ze soen, wann et eppes ze kläre gëtt, da gëtt et esou gekläert, dass et eng Léisung ass, déi steet, an net eng „one shot"-Léisung, déi nëmmen eemol ze gebrauche wier, eng „à la carte"-Léisung, pour convenance personnelle; dat kann et net ginn. Et gëtt also eng propper institutionell Léisung doduerch gesicht, dass et eng dauerhaft Äntwert ass op en Ëmstand, deen domadder vläicht och besser gekläert ass wéi virdrun.

Et ass wouer, dass et net gutt ass, wann d'Verfassung ze vill oft muss geännert ginn. Mä et ass awer genausou falsch, wann eng Verfassung guer net geännert gëtt. Dat ass dat, wat mer zu Lëtzebuerg laang haten: dass se bal guer net geännert ginn ass. An dee Stau huet mat sech bruecht, dass mer an de leschte Joren elo vill Ännerungen hu misse maachen, vill méi wéi et üblech ass fir eng Verfassung.

Dat bréngt och mat sech, datt déi Aarbecht, déi d'Verfassungskommissioun amgaang ass ze maachen, et wäert erlaben, wa se zu engem Ofschloss ka kommen an der nächster Legislaturperiod, dass mer dann och vläicht erëm en Text hunn, deen et nees erlaabt, iwwer eng Rei Jorzéngte mat nëmme minimaalsten Ännerunge just nach kënnen eens ze ginn, fir dass d'Verfassung dat erëmgëtt, wat se eigentlech iwwerall an ëmmer misst sinn: de Referenztext, deen Äntwerte gëtt, déi an der Durée och Konstanz hunn an déi net mussen oft geännert ginn.

Eis Verfassung ass haut net an engem Zoustand, dass se dat fir déi nächst Jorzéngte kéint garantéieren. Duerfir ass déi Reformaarbecht noutwendeg, déi mer an den nächste Woche wëllen an dëser Legislatur ofschléissen, fir se dann op den definitiven Instanzewee an der nächster Legislatur kënnen ze ginn.

Et gëtt wéi gesot ganz kloer e Besoin, fir eis Verfassung ze änneren. Déi gréng Fraktioun ass bereet, sech un deem Prozess do ze bedeelege mat engem Wuert, wat iwwer all deenen anere steet: de Rechtsstat.

An de Rechtsstat, dat heescht fir eis kloer Regelen, transparent Regelen, déi fir jiddweree gëllen an an all de Situatioune musse gëllen. Et ka keng aner Regel gi wéi déi vum Recht. Fir all Gesetz a fir all Liewenslag vun den Institutioune kann et nëmmen dat geschriwwent Recht sinn, wat gëllt. An dat muss esou kloer sinn, dass jiddweree weess, wou en drun ass. An et muss och kloer si fir jiddwereen, wat et bedeit, wann e sech net un d'Recht hält.

E lescht Wuert, an dat wëlle mer awer och nach als gréng Fraktioun lassginn, well et eng Saach ass, déi eis awer och bedréckt: Dat ass d'Motivatioun, déi offensichtlech hannert der Suerg vum Grand-Duc stécht, seng perséinlech Iwwerzeegung, déi hien uginn huet, déi och vu senger reliéiser Iwwerzeegung net ze trennen ass.

Dat ass fir eis och e Problem. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Trennung vu Kierch a Stat.

Une voix.- Neen!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn eng Rei Aspekter, wou nach Diskussiounen noutwendeg sinn, fir se ze vervollstännegen. Mä mir hunn e fundamentale Problem mat där Motivatioun, déi ugefouert gëtt.

Wa mat där doter Begrënnung, mat perséinleche reliéisen Iwwerzeegunge motivéiert gëtt, dass en institutionellen Akt net gemaach gëtt, da kritt dat fir eis nach eng Kéier och eng Qualitéit, déi eigentlech net akzeptabel ass.

De Stat muss neutral sinn. D'Reliounsfräiheet ass e Grondrecht, a mir sinn alleguerte bereet, dofir ze streiden an dofir anzetrieden, dass jiddwereen d'Recht huet, dat grondsätzlecht Recht huet, seng Reliounsfräiheet individuell auszeliewen, och wann ee selwer déi Relioun net deelt. Mir si bereet, deene Leit bäizestoen, déi nach fir dat Recht do musse streiden.

Wat awer eiser Meenung no net geet, ass, dass de Stat och nëmmen an engem eenzege vu sengen Akten an an engem eenzege vu sengem Handele sech dem Reproche oder dem Verdacht nëmme vum Reproche misst ausgesat gesinn, dass hien eng Vermëschung géif maachen tëschent institutionellem Handelen a perséinlecher reliéiser Iwwerzeegung. Dat ass och eppes, wat net annehmbar ass.

Mir brauchen e Rechtsstat an allerleschter Konsequenz. Dat ass déi éischt an déi gréisst Garantie fir all Bierger vun dësem Land. Vum héchste bis bei dee klengste Bierger am Land ass dat déi eenzeg Garantie. Dat ass dat, wat déi gréng Fraktioun motivéiert, fir déi Diskussioune ronderëm d'Verfassungsmoderniséierung weiderzeféieren.

Mat deene Wierder, Här President, bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dem Text, wéi e proposéiert ginn ass fir eng nei Mouture vum Artikel 34.

Merci all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, d'Kris ze beendegen. Mir hu vun haut un nees aner Suergen, an dat sinn der genuch.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt meng Remerciementer un de President-Rapporteur vun der Verfassungskommissioun, den Här Paul-Henri Meyers, fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, dee mer erlaabt, an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, op e puer méi essenziell Punkten anzegoen.

Fir d'éischt kann ech mech net erënneren, datt jee an der Geschicht vun dësem Land eng Verfassungsreform huet missen an esou enger Urgence duerchgezu ginn, wéi dat haut de Fall ass.

Dat hätt ganz liicht kënne verhënnert ginn. Ech erënneren drun, datt de Statsminister den 2. Dezember deklaréiert huet, datt hie scho virun e puer Méint vum Grand-Duc matgedeelt kritt huet, datt hie Problemer mat dem Gesetz iwwert d'aktiv Stierfhëllef hätt. Ech hat mer erwaart, datt hien, esou wéi hien dat bei aneren Occasioune gemaach huet, deen Ablack de Kontakt mat der Chamber an der Verfassungskommissioun gesicht hätt. Dann hätte mer kënnen déi ganz Problematik an der Serenitéit duerchgoen, anstatt iwwert de Wee, wéi et elo gaangen ass.

Prinzipiell si mir als ADR d'accord, fir dem Wonsch vum Grand-Duc entgéintzekommen a fir déi virleiend Verfassungsännerung duerchzezéien, well mer och domadder eng Verfassungskris kënne verhënneren.

Et ass vill doriwwer diskutéiert ginn, ob de Grand-Duc d'Recht huet, fir déi zwou Saachen, d'Sanktioun an d'Promulgatioun, vuneneen ze trennen, ob een dat kann oder soll trennen.

Ech wëll dorop hiweisen, datt am Livre jubilaire vun 1956 vum Statsrot de Pierre Pescatore an engem doktrinären Artikel «Essai sur la notion de la loi» gesot huet, datt déi zwou Notioune vu Sanktioun a Promulgatioun absolut musse vunenee getrennt ginn an datt de Grand-Duc d'Recht huet - ech zitéieren: «En sanctionnant il apprécie l'opportunité de la loi», dat heescht, duerch d'Sanktioun huet hien d'Recht, fir d'Opportunitéit vum Gesetz ze analyséieren. Dat ass eng Ausleeung, eng Diskussioun, déi et wäert ass, an déi vläicht och explizéiert, woufir mer haut déi Problematik do hunn.

Et ass och kloer, datt, wann de Grand-Duc e Gesetz net sanktionéiert, da gëtt dat Gesetz hifälleg, da gëtt et caduc. Mir versti ganz gutt, datt de Grand-Duc deen Ablack, wou hien der Iwwerzeegung ass, datt et säi Recht ass, datt hien d'Gesetz approuvéiert, esou wéi d'Verfassung elo vläicht kann ausgeluecht ginn, och dat Recht muss hunn, esou wéi all Deputéierten, fir gemäss sengem Gewëssen a Gewëssensfroen op verschidde Punkte kënnen ze reagéieren. Mir mussen duerfir aus där Situatioun erauskommen an dohier och déi heiteg Verfassungsännerung.

Mä et däerf een awer och e puer Punkten net vergiessen, notamment a wat fir engem Kontext déi ganz Verfassungsdiskussioun, déi mer haut hunn, stattfënnt.

Am Prinzip, wa mer haut an éischter Lecture dës Verfassungsännerung stëmmen, mussen dräi Méint vergoen, bis mer an zweeter Lecture d'Verfassungsännerung nach eng Kéier definitiv kënne maachen. Dat erlaabt deen Ablack och, fir am Zäitplang d'Méiglechkeet ze hunn an der Chamber - wann d'Chamber dat décidéiert -, fir d'Euthanasie, d'Stierfhëllefgesetz och duerchzezéien a fir deen Ablack net an eng Verfassungskris ze kommen.

Nach muss een awer sech hei Froe stellen.

Woufir? Well, wa mer haut den Text stëmmen, dann ass et méiglech, op Basis vum Gesetz fir d'Referendum vun 2005, datt fënnef Bierger higinn an e Referendum ufroen, datt se soen, datt se mat där Décisioun net d'accord sinn, déi mer haut hei sollen huelen. An da geet dat säi Wee.

Ech wëll dorop hiweisen an nure kuerz dee Wee do erläuteren. Nom Vote vun haut ka fir d'éischt innerhalb vu 14 Deeg esou e Comité vu fënnef Bierger eng Demande beim Premierminister areechen, fir e Referendum unzefroen. De Statsminister huet dräi Deeg Zäit, fir dat ze appréciéieren. Da muss de Statsminister eng Kommunikatioun am Mémorial maachen innerhalb vun aacht Deeg. Da geet d'Kollekt vun den Ënnerschréften an de Gemengen un.

D'Durée, wéi laang déi Ënnerschréfte gesammelt ginn, fir e Referendum unzegoen, déi kann dräi Woche sinn oder e Mount. Dat steet net genau fest, dat ka festgeluecht ginn. Et geet drëm, datt deen Ablack an enger nächster Etapp d'Gemengen aacht Deeg Zäit hunn, fir dat Ganzt ze kontrolléieren. Dann huet de Statsminister aacht Deeg Zäit, fir d'Resultater, déi d'Gemengen him matginn hunn, ze kontrolléieren.

Dräi Woche méi spéit gëtt da festgehalen, wéi d'Resultat war, an dat muss am Mémorial publizéiert ginn. Da besteet nach e Recours vu fënnef Deeg bei der Cour administrative géint déi Décisioun a géint déi Publikatioun. Oder et gëtt festgestallt, esou wéi den Artikel 114 an onser Verfassung et virgesäit, datt 25.000 Ënnerschréften zesummekomm sinn an datt et deen Ablack zu engem Referendum komme muss.

Mä dee Referendum däerf net erfollegen dräi Méint virun de Wahlen an dräi Méint no de Wahlen. Or, wann ech hei gesinn, datt et eventuell kéint dozou kommen, datt 25.000 Ënnerschréfte kéinten zesummekommen, dann ass e Referendum net méi méiglech virum 1. Mäerz. Doduerjer kéinte mer an eng nei institutionell Kris kommen, wann et op dee Wee géif goen, an dat kann zu munche Schwieregkeete féieren, speziell an där Atmosphär wou dat Ganzt elo diskutéiert gëtt a wou dobausse ganz vill Problemer opgeworf ginn.

Ech wëll dofir eng Resolutioun proposéieren, datt d'Chamber elo soll ofwaarden, wéi et mat de Recoursen eventuell geet, fir en vue vun engem Referendum, ob esou eng Referendumsinitiativ leeft, ob déi 25.000 Ënnerschréfte kritt, an dann deen Ablack eréischt d'Décisioun hëlt, fir de Punkt vun dem Stierfhëllefgesetz hei an der Chamber zur Debatt ze bréngen. Ech déposéieren an deem Sënn eng Resolutioun, mat just nëmmen enger Ënnerschréft, fir och deenen anere Parteien ze erlaben, déi Initiativ do ze ënnerstëtzen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- prenant acte du vote en première lecture du projet de révision de l'article 34 de la Constitution;

- consciente que le projet de révision de la Constitution peut être soumis à la procédure du référendum conformément à la loi du 4 février 2005 à l'initiative de cinq électeurs au moins et à condition que 25.000 électeurs soutiennent cette initiative;

- consciente que si la procédure en question était soutenue par 25.000 électeurs les délais légaux ne permettraient pas l'organisation du référendum avant les élections législatives du 7 juin 2009;

- consciente que la proposition de loi 4909 sur l'euthanasie et l'aide au suicide ne devrait être votée que s'il est certain que le nouveau texte de l'article 34 de la Constitution est en vigueur;

décide

- de reporter le vote sur la proposition de loi 4909 jusqu'après le vote en seconde lecture du projet de révision de l'article 34 de la Constitution voire après l'issue du référendum éventuel concernant ce projet ou encore jusqu'à ce qu'il soit certain qu'une initiative populaire ne réunit pas les 25.000 votes requis.

(s.) Jacques-Yves Henckes.

Et gëtt nach e Moyen, fir aus der Situatioun erauszekommen, dee wëll ech och nure kuerz hei ernimmen, an dee besteet doranner, datt mer vun där Méiglechkeet profitéieren, fir d'Dispens vum zweete Vote ze accordéieren oder net. Do ass e gewësse Flou dran. Muss dat all Kéiers direkt bei dem éischte Vote erfollegen? Kann dat net méi spéit kommen? Do hu mer also eng Marge de manœuvre.

Ech mengen, dës Diskussioun soll stattfannen, fir ze verhënneren, datt mer op eng Kéier e Gesetz hei an der Chamber stëmmen, wou mer geduecht hunn, datt d'Verfassungsännerung et géif erméiglechen, datt herno de Grand-Duc et nëmme méi promulguéiert. Mä, wann déi Ver-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

fassungsännerung an där Zäitspan vun dräi Méint net kann duerchgezu ginn, da schliddere mer nees an eng nei Verfassungskris eran, tomber de Charybde en Scylla, vom Regen in die Traufe.

Ech mengen, dat musse mer verhënneren, an dofir géife mir als ADR proposéieren, datt déi Diskussioun soll innerhalb vun de Parteie stattfannen, datt mer déi nächst Woch doriwwer sollen diskutéieren, fir ze kucken, wéi mer dat dote praktesch sollen ugoen, wann et géif zu Schwieregkeete kommen, a wann eng Biergerinitiativ géif e Referendum ufroe géint déi virleiend Verfassungsännerung, déi mer virgesinn hunn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, datt d'ADR dës Verfassungsännerung stëmme wäert. Mir sinn och d'accord mat der Resolutioun, déi mer virleien hunn. Woufir? Well et drëm geet, effektiv, fir eng global Revisioun vun onser Verfassung ze diskutéieren. Mir hoffe just nuren, datt dat virun de Wahle geschitt, an datt mer also e konkreten Text kënnen hunn. Bien entendu, deen Ablack, wou deen Text, dee jo ëmfaassend ass, hei an der Chamber diskutéiert gëtt, hoffe mer och, datt e bei de Wahlen an enger éischter Instanz, an an enger zweeter Etapp och iwwer Referendum ka vum Lëtzebuerger Vollek guttgeheescht ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling an duerno d'Madame Err.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol wëll ech erklären, wat an där Motioun stoung, déi hei ofgelehnt ginn ass. Do stoung just dran, dass ech net d'accord sinn, dass hei...

M. le Président.- D'Motioun gouf net ofgelehnt, si war net recevabel.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Se war net recevabel. Also, wann et drëm geet hei d'Demokratie a Stécker ze schneiden, da sidd Dir Weltmeeschter.

(Interruptions)

M. le Président.- Et gëtt Regelen, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Déi Motioun ass einfach hei ënnert den Dësch gekiert ginn, dat ass méi lëtzebuergesch, an dat wëllt ech hei emol kloer soen.

An där Motioun stoung dran, dass ech net d'accord sinn, dass hei 60 Deputéierten eleng iwwert dem Grand-Duc seng Rechter a Flichte befannen, an dass e Referendum stattfanne soll, fir ze wëssen, ob eist Vollek d'accord ass, dass dem Grand-Duc seng Rechter sollen esou ëmgeännert ginn, dass hien nach just representativ Aufgaben huet. Dat war den Inhalt vun der Motioun. Ech sinn einfach der Meenung an ech bleiwen och dobäi, dass d'Lëtzebuerger Vollek soll d'Recht hunn, fir doriwwer ze befannen.

Ech wëll awer kloer soen, dass ech d'Meenung deelen, dass de Grand-Duc net dat Recht hat, fir sech hei d'Recht erauszehuelen an ze soen: „Ech ënnerschreiwen dat Gesetz do net." Wann hie gesot huet, aus Gewëssensgrënn, da kann ech dat verstoen. Et ass vläicht säi Recht dat ze soen. Mä ech kann awer net verstoen, wann een dann higeet an et schléisst een dorauser, dass - wann een aus Gewëssensgrënn seet, e géif e Gesetz net stëmmen oder net akzeptéieren - een dann eng Relioun domadder an Zesummenhang bréngt. Ech weess net, wat fir eng Relioun de Grand-Duc huet, an et ass mer och ganz egal, well dat säi Recht ass. Et kann een awer net vun där enger Saach op eppes anescht schléissen. Dat sinn Hypotheesen.

Wann hei gesot ginn ass, dass et net fir d'éischt ass, wou de Grand-Duc seng Kompetenzen an deem Sënn iwwerschreit, a wann déi Iwwerleeunge vun haut hei all richteg sinn, dann huet hie seng Kompetenzen och beim Referendum iwwert de Verfassungsvertrag iwwerschratt, well och do huet hie jo gesot, hie géif dee Verfassungsvertrag stëmmen, wuelwëssend, dass hien awer iwwerhaapt net stëmme geet.

De Problem ass deen, dass hei gesot ginn ass, dat hätt keng Konsequenze gehat. Mä hypothetesch gesinn, soen ech, kann et awer Konsequenze gehat hunn, andeem dass méi Leit dee Verfassungsvertrag matgestëmmt hunn, wéi dat vläicht de Fall gewiescht wier, wann hien dat net gesot hätt. Da misst een higoen an dat Resultat vun deem Referendum iwwert de Verfassungsvertrag awer dann nach eng Kéier méi nuancéieren.

Wat elo d'Resolutioun ugeet, Här President - well meng Zäit ass jo ofgelaf, an net nëmme meng Riedezäit, wéi anerer dat soen -, géif ech soen, dass ech d'accord si mat där Resolutioun hei. Wat awer elo de leschten Abschnitt ugeet, wou geschriwwe steet «lui présenter avant la fin de la présente législature le projet de Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution», muss ech soen, dass ech d'accord sinn, dass Diskussiounen doriwwer stattfanne sollen, fir eventuell d'Verfassung an deem Sënn ze änneren, dass de Grand-Duc nach just representativ Aufgaben huet, mä dass ech awer net d'accord sinn, dass dat elo nach muss an dëser Legislaturperiod ofgeschloss ginn.

Et sollt een einfach d'Aarbechte fäerdeg maachen, an da sollen d'Parteie kloer Faarf bekennen an dat mat an hire Wahlprogramm huelen. Op deem Wee kënnen d'Lëtzebuerger da selwer doriwwer befannen, ob se domadder d'accord sinn, an dann dee Moment déi Parteie wielen, wou se mengen, dass déi dat richteg maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun. D'Madame Err huet elo d'Wuert als lescht Riednerin.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Avantage vun enger Monarchie, enger parlamentarescher Monarchie wéi déi vun eisem Land, par rapport zu enger Republik ass, oder misst ee vläicht elo soen, war, fir mech d'Tatsaach, dass de Grand-Duc, eise Statschef, d'Symbol vun eiser Unitéit ass, deen iwwert de Parteie steet, de Garant vum nationalen Zesummenhalt ass an doriwwer eraus inviolabel, dat heescht politesch irresponsabel ass, wat sech duerch de contreseing ministériel materialiséiert.

Esou gesinn, konnt een och als Constitutionnalist oder als een, dee mat enger Republik a priori kee Problem hätt, eigentlech ganz gutt mat der Monarchie liewen, am Verglach mat deem, wat sech am noen Ausland zum Beispill haut ofschielt, dat ass, e Statschef ze hunn, deen enger preziser Partei ugehéiert an am Fong de Monopol wëllt exerzéiere vun der Muecht fir déi eenzeg Partei.

De Serment, deen de Grand-Duc beim Amtsuntrëtt ofleet, ass am Artikel 5 vun eiser Verfassung wéi folgt festgeluecht: «Je jure d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg», etc.

Dee Serment schéngt elo net méi esou an der Praxis ze klappen, well de Grand-Duc ugekënnegt huet, dass hie gären d'Sanktiounsrecht ewechgeholl krit, well hien zum Gesetz iwwert d'Stierfhëllef, wann et da gestëmmt ass, géif seng Désapprobatioun doduerch zum Ausdrock bréngen. Wat dat bedeit, och par rapport zur Promulgatioun, dat wëll ech net méi erklären als xt Riednerin, déi zu dësem Thema hei schwätzt.

Bis elo ass dat Gesetz iwwert d'Stierfhëllef nach net gestëmmt. Mir wëssen deemno nach net, ob de Grand-Duc wierklech maache wäert, wat ugekënnegt ass. Ech jiddefalls ginn dervun aus, dass hien d'Verfassung respektéiert a senger Fonctioun gerecht gëtt, ouni eis Verfassung, där hien och zougestëmmt huet an där hien ënnersteet, onnéidegerweis ze strapazéieren.

Wat mir awer sécher wëssen, ass, dass d'Konsequenz vun engem Refus vum Grand-Duc, e gestëmmtent Gesetz ze ënnerschreiwen, eng Crise institutionnelle géif bedeiten, déi eigentlech déi Konsequenze misst hunn, déi hei schonn ugeklonge sinn, déi vun der Opléisung vun der Chamber, Demissioun vun der Regierung an esou weider.

Duerfir stëmme mer jo, Dir Dammen an Dir Häre, haut an enger grousser Vitesse déi Verfassungsreform, fir eben déi institutionell Kris, déi am Raum steet, ze évitéieren. Duerfir stëmme mer haut op Wonsch vum Grand-Duc dës Reform, fir eisem Land eng zousätzlech Kris zur Wirtschafts- a Finanzkris ze erspueren, wëssend, dass éischtens d'Land elo dem Grand-Duc seng Meenung als Privatpersoun kennt an och zur Kenntnis geholl huet, an zweetens et ëmsou méi schwéier ass, bei enger Ënnerschrëft ze soen, ob se fir d'Sanktioun dann oder och fir d'Promulgatioun steet.

Dës Verfassungsreform soll derzou déngen, eng zousätzlech Kris ze verhënneren, ouni dass - an dat ass mer wichteg hei ze ënnersträichen, obschonn et och scho gesot ginn ass - dem Grand-Duc domadder Rechter oder Prerogative géifen ewechgeholl ginn, well een e Recht, wat een net huet, eigentlech och net ewechgeholl ka kréien.

Dës Verfassungsreform ass also dofir do, fir Schlëmmes ze verhënneren. Mä et muss awer gläichzäiteg garantéiert sinn, dass dës Verfassungsreform net derzou féiert, iwwer Gott an d'Welt, wat ee sech ka virstelle vu Manöveren, d'Saach vum Stierfhëllefgesetz an d'Längt ze zéien an et esou iwwert d'Wahlcampagne ewech ze schleefen.

Sollt de Grand-Duc als Statschef wéi all normale Bierger d'Verfassung an d'Demokratie respektéieren, an déi Gesetzer, déi no der Verfassungsreform, an dozou gehéiert, Dir Dammen an Dir Hären, och de Budget, deen d'nächst Woch eréischt gestëmmt gëtt, ënnerschreiwen, fir datt se kënnen a Kraaft trieden, dann ass dës Verfassungsännerung ëmmer nach richteg, well se derzou gefouert huet, de Verfassungstext enger Realitéit vu Jorhonnerten unzepassen.

Mä da wier och de Bewäis erbruecht, dass een, wann ee wëllt eppes verhënneren, oder eppes wëllt ervirruffen, ganz schnell an Zäit vun zéng Deeg kann en Text schreiwen, en am Numm vum Grand-Duc déposéiere loossen, vum Statsrot aviséiere loossen, vun der Chamber stëmme loossen, an dass déi schnell Prozedur och méiglech ass am Kader vun enger parlamentarescher Gesetzesinitiativ.

Als Co-Auteur eng lescht Remarque, Dir Dammen an Dir Hären: Zur Gesetzesvirlag zur Stierfhëllef hate mir, dat heescht de Jean Huss an ech, natierlech kengesweegs d'Pretentioun, e Prétexte ze liwwere fir eng Institutiounskris. Mir sinn duerfir natierlech d'accord mat dëser Verfassungsreform.

Ech wëll awer besonnesch, nodeem den Här Henckes elo hei just viru mir op der Tribün war, drop hiweisen, dass dat net eng definitiv Verhënnerung vun enger Verfassungskris ass.

Wann dat passéiert, wat den Här Henckes elo grad hei opgezielt huet, iwwert de Wee vum Referendum, mat den Délaien, déi mer kennen, dee muss fäerdeg sinn dräi Méint virun de Wahlen an net däerf ufänken dräi Méint no de Wahlen, dann hu mer, Dir Dammen an Dir Hären, mat esou Demandë wéi déi, déi hei ënner anerem um Dësch leien, déi Verfassungskris, déi mer haut wëllen évitéieren, wéinst dem Grand-Duc senger Positioun, muer wéinst enger Demande vun engem Referendum. E Referendum, deen iwwer en Text geet, iwwer eng Verfassungsännerung geet, déi eigentlech eng irrelevant ass an deem Sënn, dass et un den effektive Pouvoire vum Grand-Duc näischt ännere géif.

Duerfir géif ech Iech alleguerten opfuerderen, ganz gutt opzepassen, wann déi Resolutioun an déi Texter, déi elo hei ugekënnegt gi sinn, zur Ofstëmmung kommen, fir dass mer net muer dat hunn, wat mer haut wëlle mat dëser Verfassungsännerung évitéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wann d'Chamber als Constituante eng Verfassungsännerung virhëlt, dann ass dat all Kéiers e graven Akt, well et geet jo schlussendlech ëm d'Grondgesetz vun eisem Land. Et geet ëm dat Gesetz, wat d'Rechter an d'Flichte vu jiddwerengem Eenzelne festleet a wat d'Kompetenzen, d'Rechter an d'Flichte vun den Institutioune vum Stat fixéiert.

Wann een d'Kompetenze vum Statschef betruecht a wann een dorunner Ännerunge mécht, dann huet dat ëmmer eppes Historesches u sech. Et ass Usus, datt bei Verfassungsännerungen d'Chamber d'Initiativ hëlt. Well et sech awer hei ëm de Statschef gehandelt huet, a well mir als Éischt mat enger präziser Problematik konfrontéiert gi sinn, huet d'Regierung hei exzeptionell, och no Gespréicher mat der Chamber, d'Initiativ geholl, fir eng Revisioun vum Artikel 34, déi de Mëtteg hei diskutéiert ginn ass, anzebréngen.

Fir d'Regierung ass déi Propositioun, déi mer gemaach hunn, an déi Debatt, déi an deene leschten Deeg gefëiert ginn ass, keng fir oder géint de Grand-Duc. An et dierf och keng Debatt sinn an eisen Ae fir oder géint de Grand-Duc. Et ass och keng Debatt an den Ae vun der Regierung fir oder géint d'Euthanasie an déi domat zesummenhängend Froen.

D'Regierung ass a bleift kloer fir d'konstitutionell Monarchie. D'Regierung steet loyal zum Grand-Duc Henri an d'Regierung respektéiert d'Meenung, déi de Statschef an enger preziser Fro - esou wéi an alle Froen - huet, well se mengt, datt jiddwerengem seng Meenung am Land, besonnesch wann et ëm ganz fundamental ethesch Froe geet, soll respektéiert ginn an datt een an engem Geescht vu Respekt an Toleranz all déi Froen do soll klären.

Déi Ännerung, déi d'Regierung proposéiert huet an déi och de Mëtteg hei breet Zoustëmmung am Parlament fonnt huet, ass jo eng, wou mer eis eens sinn, datt mer en Text clarifiéieren an der Verfassung an domadder der Verfassungspraxis vun eisem Land Rechnung droen.

Ech wëll hei ënnersträichen, datt déi Verfassungspraxis duerch déi Debatten an der leschter Woch net a Fro gestallt ginn ass, an deem Sënn, datt, wéi och drop higewise ginn ass, déi Proposition de loi iwwert d'Euthanasie jo nach net zur Ofstëmmung komm ass. Et war also d'Suerg vun der Regierung, enger Rei vu Bedenken am Virfeld Rechnung ze droen, fir ebe just eng institutionell Kris ze verhënneren, an déi mer eventuell hätten a verschiddenen Zeenarië kënne kommen, mä déi net agetruede sinn, well déi Fro, déi sech stellt, ob dat Gesetz gestëmmt gëtt a wat duerno geschitt, jo nëmmen eng ass, déi an der Theorie vun dem Statschef, vun der Regierung a vum Parlament évoquéiert ginn ass.

Eng Rei Riedner hunn de Mëtteg hei op e ganz wichtegen Artikel vun eiser Verfassung higewisen: den Artikel 33, deen ech virun zéng Joer als Deputéierten an als President vun der Verfassungskommissioun d'Éier hat, hei an der Chamber ze redigéieren a virzedroen; nämlech den Artikel 33, dee seet, datt de Grand-Duc de Statschef ass an d'Symbol vun der Eenheet vum Stat.

Dat ass fir d'Regierung och haut dee wichtege Prinzip, deen, wéi mer mengen, duerch déi Verfassungsrevisioun hei gestäerkt gëtt. Déi politesch Verantwortung fir d'Texter huet net de Grand-Duc, deen d'Symbol vun der Eenheet vum Stat ass a muss sinn, deen iwwert de Parteie steet, mä

hunn d'Chamber an déi, déi mam Grand-Duc d'Gesetzer ënnerschreiwen, nämlech d'Regierung.

De Grand-Duc huet eng Roll am Exécutif. Hien huet eng Roll och am Législatif. Dat ass eng ganz schwiereg Situatioun, well et en am Fong kéint an d'Situatioun bréngen, wou e misst seng Meenung zu enger Fro soen.

Or si mer der Meenung - zesumme mam Grand-Duc iwwregens -, datt dat hien an eng onméiglech Situatioun setzt. E muss säin Accord zum Contenu vun Texter ginn, ouni awer kënnen d'Ausdrocksfräiheet ze hunn, déi an dësem Land jiddwereen huet, mä déi hien net kann hunn, well en iwwert de Parteie muss stoen a well déi Meenung, déi de Grand-Duc ausdréckt, ëmmer ausgedréckt gëtt duerch de Mond vun der Regierung. An déi Pouvoiren, déi en huet, och am Exécutif, kënne sech nëmmen esou ausdrécken a ginn nëmmen da rechtskräfteg, wa se mat ënnerschriwwe gi vun engem Minister, deen eleng verantwortlech ass virum Parlament.

Déi Verfassungsännerung, déi mer proposéieren, ass also eng, déi zum Zil huet, eppes Onméigleches méiglech ze maachen, nämlech, datt de Grand-Duc als Statschef, deen iwwert de Parteie steet, ka seng Meenung hunn an datt en net brauch am Contraire zu där Meenung Akten ze setzen, zu deenen e sech net kann äussere respektiv fir déi d'Ministere mussen d'Responsabilitéit iwwerhuelen.

D'Gespréicher, déi d'Regierung mam Grand-Duc féiert, sinn - an dat wëllt d'Verfassungspraxis esou - net öffentlech. Dat, wat de Grand-Duc senge Ministere seet, mussen déi fir sech behalen, well de Grand-Duc schwätzt duerch de Mond vu senge Ministeren. Dee Prinzip ass richteg an dee wëlle mer bäibehalen.

Et gëtt awer Situatiounen, an deenen ee vun deem Prinzip muss ofwäichen, fir ze erklären, firwat een eng Ännerung vun der Verfassung virhëlt; wéi dat hei de Fall ass.

D'Regierung war an ass der Meenung, datt, wann d'Chamber e Gesetz stëmmt an enger parlamentarescher Demokratie, et da weder fir d'Regierung nach fir de Statschef d'Méiglechkeet gëtt, esou e Gesetz net a Kraaft ze setzen. Mat anere Wierder: Wann d'Chamber e Gesetz stëmmt, da muss d'Regierung dem Grand-Duc dat Gesetz zur Ënnerschréft virleeën. Si huet kee Choix.

D'Regierung ass och der Meenung, datt se kee Choix huet, wat d'Ënnerschréft ënnert deem Gesetz ubelaangt, et sief dann, d'Regierung géif zrécktrieden, an da muss de Grand-Duc eng nei Regierung nenne respektiv et kommen Neiwahlen. Mä d'Gesetz selwer bleift weider bestoen, gëtt also dann och vun enger neier Regierung dem Statschef virgeluecht, wann et virdrun am Parlament eng Majoritéit kritt huet.

Duerfir huet d'Regierung hei misse matdeelen, datt si der Meenung ass, datt, wann esou e Gesetz gestëmmt gëtt, d'Regierung et muss ënnerschreiwen, aus Respekt virun den demokratesche Regelen.

D'Regierung ass also der Meenung a wëllt dat och hei nach eng Kéier ausdrécklech soen, datt et kee Vetorecht ka ginn, weder fir d'Regierung nach fir de Grand-Duc, wann e Gesetz majoritär an der Chamber gestëmmt ginn ass.

De Grand-Duc kritt duerch dës Verfassungsännerung kee Pouvoir ewechgeholl. De Grand-Duc gëtt an d'Lag gesat, fir datt en net brauch an Zukunft seng Meenung duerch d'Sanktioun ze soen zu engem Gesetz.

De Grand-Duc, zesumme mat de Ministeren an net eleng, muss och an Zukunft d'Gesetzer promulguéieren, well och an anere Länner gëtt et d'Promulgatioun. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob déi eleng ka vun der Regierung gemaach ginn als Responsabele vum Exécutif oder zesumme mam Statschef. Doriwwer kann ee sécherlech diskutéieren. Mä d'Promulgatioun selwer, also d'Bekanntmaachung vum Gesetz, d'Publikatioun vum Gesetz ass e Pouvoir, dee beim Exécutif muss ugesiedelt bleiwen.

Dës Ännerung, déi mer virhuelen, stäerkt also de Grand-Duc als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land. Et stäerkt dat vum Vollek gewielte Parlament. Et setzt kloer Regelen, wéi muss verfuer ginn, innerhalb vu wat fir engen Délaien, bis d'Gesetz bekannt gemaach gëtt a vun der Regierung a vum Grand-Duc ënnerschriwwe gëtt. Et gëtt keen Désaccord tëschent der Regierung an dem Grand-Duc iwwert déi Verfassungsännerung hei.

Déi Verfassungsännerung hei gëtt gemaach zesumme mam Accord vum Statschef a gëtt vun der ganzer Regierung gedroen.

Ech wëll och hei soen, datt d'Regierung déi Aarbechte voll a ganz ënnerstëtzt, déi ënnert der Leedung vum honorabelen Här Paul-Henri Meyers hei an der Chamber gemaach ginn, fir d'Verfassung unzepassen un eng gewësse Verfassungspraxis. Woubäi ech hei wëll rappeléieren, datt déi gréisste Reform an dee Punkt, deen am meeschte contestéiert gi war, international gesinn, grad dee war an der Vergaangenheet, datt de Grand-Duc eleng de Pouvoir exécutif géif exercéieren, an datt mer deen 1998 geännert hunn, andeem mer gesot hunn, datt de Grand-Duc de Pouvoir exercéiert konform zur Verfassung an zu de Gesetzer vum Land.

Ech wëll och hei soen, am Numm vum Grand-Duc an am Numm vun der Regierung, datt mer eis eens sinn, datt eng Rei vun den Dispositiounen an der Verfassung, grad och déi iwwert d'Prerogative vum Grand-Duc, esou sollen ugepasst ginn, datt se der Verfassungspraxis respektiv der praktescher Applikatioun vun deenen Texter méi konform gemaach ginn. Doriwwer gëtt et och keen Désaccord mam Grand-Duc, deen och der Meenung ass, datt eng Rei vu Bestëmmungen him am Fong eng reng formal Prerogativ ginn, déi en an der Praxis esou net kann ausüben.

D'Regierung wëllt och drun erënneren, datt se schonn am Joer 2004 e Projet de révision vun den Artikele 76 an déi, déi duerno kommen, proposéiert huet iwwert d'Kompetenze vun der Regierung. D'Regierung mengt, datt et extrem wichteg wär, datt och do géif gekuckt ginn, datt notamment d'Kompositioun vun der Regierung, d'Formatioun vun der Regierung, d'Kompetenze vum Premierminister a vun de Membere vun der Regierung, och d'Responsabilitéit vun deeneselwechte géife präziséiert ginn. An d'Regierung wäert sech an deenen Debatten, déi am Parlament stattfannen an deenen nächste Méint, och zu deenen dote Froen nach eng Kéier ganz kloer äusseren; biet also d'Chamber och nach eng Kéier zu deenen Artikelen, déi d'Regierung 2004 proposéiert huet, Stellung ze huelen.

All Verfassungsännerung ass eng wichteg Verfassungsännerung. Ech mengen, datt mer haut net eist Land an eise Statschef schwächen, mä datt mer d'Demokratie an de Grand-Duc, als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land, stäerken. Datt mer dat an Eestëmmegkeet kënne maachen.

Eestëmmegkeet tëschent dem Grand-Duc, der Regierung an allen am Parlament vertruedene Parteien ass de Bewäis vun engem gewëssene Statssënn, ass och de Bewäis vun enger gewëssener Eenheet, wann et ëm wesentlech Froe geet, an déi vun der Verfassung si wesentlech Froen. Et beweist och vun alle Parteien e Bekenntnis zu den demokratesche Grondwäerter an zu den Institutiounen, allen Institutiounen, déi mer am Land hunn.

Et gëtt eis eng Stäerkung fir déi aner Problemer, déi mer unzegoen hunn, besser kënnen ze begéinen. An deem Sënn ass d'Regierung dankbar fir déi breet Ënnerstëtzung an déi schnell Concertatioun, déi mer an deene leschten Deeg konnten hunn. Mir sinn net an enger institutioneller Kris. Mir hunn zesumme Problemer évitéiert, déi hätte kënnen zu enger institutioneller Kris féieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun den Debatten ukomm. Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert de Projet de révision. Den Text steet am Document parlementaire 5967[2]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution

De Projet de révision ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Résolution 1

Mir hunn d'Resolutioun nach ze stëmmen, déi vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Ech denken, dass mer par main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Just eng Versteesdemechfro: Dee leschten Abschnitt ass jo geduecht fir d'Presentatioun vun den Texter - domadder sinn ech d'accord -, net fir de Vote. Wann dat esou ass, stëmmen ech fir d'Resolutioun.

M. le Président.- Et steet kloer an däitlech dran, dass d'Aarbechte sollen ofgeschloss ginn an dass d'Aarbechte sollen hei presentéiert ginn, an déi nächst Chamber wäert sech da mat de Resultater dovunner beschäftegen.

Vote

Mir kommen zum Vote. Wien ass d'accord mat der Resolutioun?

Wien ass dergéint?

D'Resolutioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Résolution 2

D'Resolutioun 2 gëtt un d'Conférence des Présidents zréckgeschéckt.

De Minister François Biltgen huet d'Wuert nach gefrot.

3. Dépôt d'un projet de loi

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, ech wollt nach e Projet de loi déposéieren, deen et erlaabt, d'Deelzäitaarbecht besser ze reguléieren.

- Projet de loi 5973 portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. E gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer definitiv um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Fir déi nächst Sitzung gitt Der schréftlech convoquéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.24 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 15, 16, 17 et 18

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- Discussion générale (suite) pages 167-181

5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007 pages 181-182

Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg page 182

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

et

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval pages 182-188

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 pages 189-202

Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière» page 202

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 202-208

Dépôt d'un projet de loi page 208

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2833	M. Gast Gibéryen	État des bâtiments d'une école primaire d'Esch/Lallange
2865	M. Jacques-Yves Henckes	Insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance
2956	M. Henri Kox	Non-publication des données de crues de la Moselle sur le site inondations.lu
2974	M. Eugène Berger	Incident ferroviaire à Audun-le-Tiche
2975	M. Marc Spautz	Durée du congé postnatal
2979	M. Henri Kox	Cités jardinières
2981	M. Félix Braz	Mise en œuvre d'un système similaire à la «Jobkaart» au niveau national
2982	M. Félix Braz	Réunion nationale des délégués communaux pour le transport en commun
2983	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection de l'identité de mineurs
2986	M. Laurent Mosar	Actes de piraterie à l'est des côtes africaines
2990	M. Xavier Bettel	ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom)
2991	M. Félix Braz	Système de vidéosurveillance
2992	Mme Claudia Dall'Agnol	Encadrement des mineurs
2995	Mme Claudia Dall'Agnol	Vente aux enchères d'un nouveau-né sur Internet
2997	M. Gast Gibéryen	Traité de Prüm
3001	M. Marc Angel	Financement d'un programme de recherche sur le dépérissement des abeilles du CRP Gabriel Lippmann
3004	M. Claude Adam	Aide financière pour études supérieures pour les étudiants effectuant une formation supplémentaire
3006	M. Claude Adam	Accès aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué à la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social
3007	M. Fernand Etgen	Plan d'Aménagement Particulier (PAP)
3010	M. Camille Gira	Crédits de réduction d'émissions en provenance de projets CDM
3011	Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen	Bureaux régionaux mis à disposition des inspecteurs
3014	M. Roland Schreiner	Élections sociales pour la nouvelle Chambre des Salariés
3017	Mme Viviane Loschetter	Placement d'enfants dans des familles d'accueil
3018	M. Alexandre Krieps	Accouchement par voie césarienne
3026	M. Marcel Oberweis	Création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)
3028	M. Robert Mehlen	Résultats de biopsie
3030	M. Ben Fayot	Statut du personnel du service public européen
3038	M. Laurent Mosar	Plan d'action concernant le bruit provenant du trafic aérien
3041	M. Camille Gira	Retrait du permis de chasse et présence au sein du Conseil supérieur de la chasse
3042	M. Marcel Oberweis	La phase de préenregistrement de substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH

Question 2833 (19.9.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**état des bâtiments d'une école primaire d'Esch/Lallange:**

An engem oppene Bréif schléit de «Réseau d'Action des Parents d'Élèves du Luxembourg» (RAPEL) Alarm iwwert d'Ëmstänn an enger Primärschoul vun Esch/Lalleng.

Laut hirem Bericht huet eng Analys vun dem «Service national de la sécurité dans la fonction publique» erginn, datt a verschidde Klassesäll eng ze héich Konzentratioun vu Formaldehyd besteet. Weider bekloen d'Eltere sech driwwer, dass si nëmmen iwwer eng Interventioun beim Ombudsmann Zougang zu dem Bericht kritt hunn, obwuel d'Analysen op hir Initiativ zréckginn. Si bedaueren och, datt keng Analys iwwert d'Presenz vun Asbest gemaach gouf.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Häre Ministeren:

1. Sinn am Moment Kanner an där Schoul, respektiv an deene Schoulsäll, ageschoult? Wa jo, sinn déi Häre Ministeren net der Meenung, datt - a sief et nëmme wéinst dem «principe de précaution» - dës Kanner a gesond Schoulsäll sollen ënnerdag komme bis d'Situatioun definitiv gekläert ass?

2. Hutt Dir Kenntnis vun den Analysen, déi vum «Service national de la sécurité dans la fonction publique» organiséiert goufen, a wa jo, wat sinn Är Konklusiounen?

3. Den Expert, deen d'Analysë gemaach huet, préconiséiert en Avis vun engem spezialiséierten Dokter oder engem Toxikolog. Ass dësen Avis ugefrot ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen? Wann neen, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass deen Avis esou schell eméi méiglech muss erstallt ginn?

4. Missten net och d'Kanner, déi an deene Schoulsäll ageschoult sinn a waren vun engem Dokter ënnersicht ginn?

5. Och wann d'Schoulgebaier vum Précoce, der Spillschoul am dem Primär ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge falen, wat fir Méiglechkeeten huet d'Regierung fir ze kontrolléieren, an noutfalls ze intervenéieren, am Fall wou Schoulgebaier e Risiko fir d'Gesondheet vun de Kanner an dem Léierpersonal duerstellen? Wat ass virgesi fir d'Elteren ze informéieren?

Réponse commune (15.1.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député désire avoir des renseignements sur la situation des locaux dans une école primaire à Esch/Lallange sur la base des plaintes formulées à ce sujet dans une lettre ouverte du «Réseau d'action des parents d'élèves du Luxembourg».

En réponse, nous nous permettrons d'abord d'attirer l'attention de l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen sur l'article 6 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique qui stipule que les personnes chargées de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité dans la fonction publique sont, en ce qui concerne les communes, y compris les écoles communales, le collège des bourgmestre et des échevins.

Il appartient au service national de la sécurité dans la fonction publique de surveiller l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité dans la fonction publique sans que ce service ne dispose cependant d'un quelconque pouvoir de police ou de coercition. Il n'a pas compétence pour procéder à la fermeture d'un établissement scolaire ni primaire, ni secondaire ou secondaire technique.

D'après les informations que le service national de la sécurité dans la fonction publique a reçues de la part de l'administration communale d'Esch/Alzette, les salles de classe de l'école primaire de Lallange étaient occupées à plein temps à la reprise des cours en septembre 2008 à l'exception d'une salle de classe.

Nous voudrions ajouter que l'administration communale d'Esch/Alzette, qui est chargée d'exercer la surveillance sur les écoles implantées sur son territoire, ainsi que le Service national de la sécurité dans la fonction publique avaient mandaté l'organisme agréé Lux-Control pour la réalisation d'une première série d'analyses réalisées en date du 14 mai 2008.

Ces premières analyses avaient révélé que les concentrations de formaldéhyde de l'air de deux salles de classe dépassaient les valeurs de référence utilisées généralement dans la pratique quotidienne. Étant donné que les émanations de formaldéhyde peuvent résulter de l'utilisation de bois, la première mesure consistait à faire sortir des salles de classe concernées les armoires composées de panneaux de particules (Spanplatten).

Sur demande de la Ville d'Esch/Alzette, des analyses supplémentaires avaient été effectuées le 12 septembre dernier. Alors que ces analyses ont révélé une faible concentration en formaldéhyde dans une salle de classe, la concentration en formaldéhyde dans l'autre salle de classe restait encore trop élevée.

Après que cette deuxième salle fut par la suite complètement vidée de son contenu, une nouvelle analyse confirmait également pour cette salle la présence d'une faible concentration en formaldéhyde.

Afin de pouvoir assurer de façon durable le renouvellement de l'air ambiant, chaque salle de classe de l'école primaire vient au surplus d'être équipée d'un système d'aération automatique.

Une ultime analyse a fait l'objet d'un rapport de synthèse du 4 novembre 2008 de l'organisme agréé Luxcontrol a.s.b.l.. Ce rapport vient à la conclusion que dans les salles de classe incriminées, la teneur en formaldéhyde est à considérer comme faible.

D'après nos informations, toutes les salles de classe sont à nouveau occupées depuis le 5 janvier 2009.

Question 2865 (30.9.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**insertion professionnelle des réfugiés politiques et des personnes admises sous le statut de tolérance:**

Il me revient que près de 90% des personnes admises en tant que réfugiés politiques ou admises sous le statut de tolérance se retrouvent d'abord inscrit en tant que chômeurs indemnisés puis comme bénéficiaires du RMG. Ceci résulterait du fait que ces personnes souvent ne sont pas ou pas suffisamment préparés au marché du travail luxembourgeois alors qu'ils ne connaissent souvent ni le luxembourgeois ni le français ni l'allemand.

Aussi je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Combien de personnes adultes ont été admises sous le statut de réfugié politique ou sous le statut de tolérance depuis le 1er janvier 2004 et combien d'entre eux résident toujours au pays?

2. Combien de ces personnes se trouvent inscrits comme demandeurs d'emplois indemnisés voire comme bénéficiaires du RMG?

3. Quels sont les aides à l'insertion professionnelle dont ont bénéficié ou dont bénéficient ces personnes lors de leur statut de demandeurs d'emplois respectivement comme bénéficiaires du RMG? Dans ce contexte, j'aimerais aussi savoir combien de ces personnes ont effectivement suivi des cours ou séminaires de formation.

4. Combien de ces personnes ont-elles actuellement un emploi?

5. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour améliorer les possibilités d'insertion dans le monde du travail des personnes réfugiées ou sous statut de tolérance qui ne bénéficient pas d'un emploi?

Réponse commune (27.11.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Depuis le 1er janvier 2004, 432 personnes (enfants et adultes) ont été reconnues comme réfugiées au sens de la Convention de Genève de 1951.

Durant la même période, 989 personnes ont obtenu une tolérance. Ce chiffre ne vise que les premières tolérances, les renouvellements successifs étaient exclus. Le Gouvernement constate qu'il est matériellement impossible de déterminer combien de personnes ainsi tolérées se trouvent toujours au pays, un certain nombre d'entre elles ayant été régularisées, mais d'autres ayant disparu et d'autres encore ayant été rapatriées.

À l'heure actuelle, 571 personnes bénéficient d'une tolérance en cours de validité.

L'ADEM ne peut analyser que les demandeurs ayant le statut de réfugié, alors que les personnes sous le statut de tolérance n'ont pas le droit de s'inscrire comme demandeur d'emploi.

Le nombre total des demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugié après le 1er janvier 2004 est donc de 432.

Parmi ceux-ci, 147 demandeurs d'asile (statut réfugié) ont (eu) une inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM.

Parmi ceux-ci, 81 sont encore actuellement inscrits. 41 d'entre eux ont eu droit à une des formations suivantes:

- 4: Formation ProActif

- 2: Forum Éducation Sociale et Technique (FEST) organisé par le Forum pour l'Emploi

- 6: en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

- 17: en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1: «Fraen op der Sich no Aarbecht» FOSNA

- 2: en Stage de Réinsertion (SR)

- 1: Centre de Langues Luxembourg (langue allemande)

- 1: en apprentissage adulte

- 2: atelier de motivation

- 1: séminaire CV

- 1: en CIE

- 1: en CAT-privé

- 1: CNFPC (initiation à l'informatique)

- 1: formation complémentaire «test d'embauche» (formation organisée au CNFPC pour préparer les demandeurs d'emploi aux tests d'embauche)

Les autres 66 ne sont plus inscrits. 37 d'entre eux avaient suivi des formations/mesures lors de la période d'inscription:

- 25 en ATI (Affectation Temporaire Indemnisée pour bénéficiaires du RMG)

- 1 atelier de motivation

- 3 en Mesure Spéciale (demandeurs d'emploi pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi)

- 3 en Stage de Réinsertion (SR)

- 1 en apprentissage adulte

- 2 en CAT-public

- 1 Formation éducation sociale et technique (FEST)

- 1 CNFPC (formation module coiffure)

Les motifs de clôture (du dernier) dossier d'inscription sont les suivants:

- 4 clôtures volontaires,

- 29 ne se sont plus présentés aux suivis réguliers,

- 23 sont enregistrés «occupés»,

- 6 clôtures sont la suite de sanctions administratives,

- 2 dispenses furent accordées par le SNAS,

- 1 reprise des études a été signalée et

- 1 départ à l'étranger.

Le total des demandeurs d'asile (des 432 et nés avant 1994) ayant un emploi au 24 octobre 2008 est de 59.

Il ne semble pas opportun ou utile de prévoir des mesures spéciales en faveur de l'emploi de cette catégorie de personnes, alors que le droit luxembourgeois prévoit tout un arsenal de mesures qui sont applicables indifféremment du statut des demandeurs d'emploi. Il paraît d'ailleurs difficile d'imaginer des mesures supplémentaires ad hoc. C'est d'autant plus vrai que beaucoup de personnes inscrites en dehors du statut invoqué par Monsieur le Député ont les mêmes problèmes d'employabilité à commencer par des déficits linguistiques ou par des défauts plus ou moins importants de qualification ou d'expérience.

Complément de réponse (28.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 2)

2.2 concernant les bénéficiaires du RMG

Parmi les personnes signalées au Ministère de la Famille et de l'Intégration par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, 124 communautés domestiques totalisant 298 membres sont bénéficiaires du RMG au 31.10.2008.

Parmi ces bénéficiaires, il y en a 44 qui doivent participer aux Activités d'Insertion Professionnelle (AIP) de la loi RMG. Les autres en sont dispensés pour les raisons suivantes:

- occupation professionnelle: 29

- incapacité permanente ou transitoire: 31

- enfants (y compris majeurs en formation scolaire): 117

- dispenses diverses: 77

Des 44 bénéficiaires non dispensés au 31.10.2008, 35 suivaient une AIP, dont:

- 7 «stages en entreprise»

- 14 «affectations temporaires indemnisées»

- 14 contrats de travail subsidiés conformément à l'article 13, alinéa 3 de la loi RMG.

Ad 3)

Depuis le 1.1.2004, 62 différents bénéficiaires figurant sur le relevé du MAE ont bénéficié d'une ou de plusieurs AIP's, totalisant en tout les 138 activités suivantes:

Type d'activité	Total
Activités de formation	2
Affectations temporaires indemnisées	57
Contrats subsidiés suivant article 13,3	17
Préparation et recherche assistée	7
Stages en entreprise	55
Total	**138**

Question 2956 (31.10.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **non-publication des données de crues de la Moselle sur le site inondations.lu:**

Dans ma question parlementaire N°1332 du 6 octobre 2006 *(cf. compte rendu N°4/2006-2007)*, j'avais demandé entre autres à Messieurs les Ministres s'ils n'envisageaient pas de moderniser enfin la gestion des mesures de crues et des prévisions, notamment par la publication des données sur Internet ou leur envoi par email. Les ministres avaient répondu qu'une publication en ligne d'informations pour la prévision et l'alerte des crues en temps réel était prévue dans le cadre du projet transnational TIMIS («Transnational Internet Map Information System on Flood») créé en 2003. Le 20 octobre 2008, ce nouveau système transnational d'information sur les inondations et les crues fut inauguré.

D'après le communiqué officiel, TIMIS renforce la prévention des inondations aussi bien à travers des cartes des zones inondables des bassins de la Moselle et de la Nahe, qu'à travers un nouveau système international d'alerte précoce et la nouvelle prévision des crues automatisée. L'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) est responsable de la prévision et de la gestion des crues au Luxembourg et publie ces informations sur un site dédié www.inondations.lu. Il existerait une étroite coopération avec le Service de la Navigation.

Or, contrairement à ce que les déclarations officielles suggèrent, je constate que le site ne présente pas de données pour le plus important de nos cours d'eau, à savoir la Moselle. Cette lacune paraît étrange dans la mesure où les villages et communes de la Moselle sont pourtant régulièrement concernés par des crues (Schengen, Bech-Kleinmacher, Remich, Ehnen,…).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres de l'Intérieur et du Transport:

- Quelles sont les raisons de cette lacune? Pourquoi les points de mesures existants sur la Moselle n'ont pas été intégrés au site géré par l'AGE?

- Est-ce que les mesures et prévisions concernant la Moselle seront publiées également et à court terme sur www.inondations.lu? Dans l'affirmative, à partir de quelle date? Dans la négative, pourquoi?

Réponse commune (29.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En premier lieu, il y a lieu de rappeler qu'en ce qui concerne la Moselle luxembourgeoise, la surveillance des crues relève de la compétence de deux services étatiques: D'un côté, le Service de la Navigation a comme mission de gérer les voies navigables et d'en surveiller leur état. C'est dans le cadre de ses attributions que la gestion des limnimètres de la Moselle, l'acquisition et la validation des données hydrologiques ainsi que les prévisions de crues se font par le Service de la Navigation. De l'autre côté, l'Administration de la Gestion de l'Eau a comme mission de coordonner les actions en matière de lutte contre les inondations. Par ailleurs, la loi relative à l'eau, votée le 11 décembre 2008, dispose dans son article 40 que «l'Administration de la Gestion de l'Eau établit un système de prévision des crues et de modélisation du régime des cours d'eau pour lesquels il existe un danger potentiel de crue».

Le site Internet www.inondations.lu a été développé dans le but de mettre à disposition au public des données limnimétriques au pas horaire sur une période de huit jours dans une première phase. Cette solution électronique complète et améliore l'offre déjà existante et disponible sur les répondeurs téléphoniques des stations limnimétriques qui a fait ses preuves dans le passé. En cas de crue, le site est complété par un bulletin de situation actuelle. Une représentation de la répartition des précipitations de la veille ainsi que les informations sur les conditions météorologiques et la situation des crues sont en cours d'élaboration. À moyen terme, des prévisions des crues, un historique des hauteurs maximales, ainsi que des alertes précoces en matière de crue sont prévues.

Actuellement, les niveaux d'eaux des stations limnimétriques de la Moselle luxembourgeoise continuent à être consultables par téléphone comme suit:

- Station de Remich 26 66 09 18

- Station de Stadtbredimus 26 69 77 41

- Station de Grevenmacher 26 72 91 81

- Station de Wasserbillig 26 71 42 73

En ce qui concerne la publication des données de la Moselle sur le site Internet, il faudra préciser que le Service de la Navigation et l'Administration de la Gestion de l'Eau sont en contact pour la publication des données. Une réunion à cette fin a eu lieu début décembre et les niveaux d'eaux des stations limnimétriques précitées sont accessibles au public sur le site www.inondations.lu à partir du 19 décembre 2008.

Question 2974 (17.11.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**incident ferroviaire à Audun-le-Tiche:**

Le 22 octobre 2008 un train passagers des CFL en provenance d'Esch/Alzette a heurté un butoir en entrant dans la gare d'Audun-le-Tiche. Dans une première appréciation de l'accident la direction des CFL a estimé que l'incident était dû à un malaise du mécanicien. D'autres voix ont supposé que l'origine de l'accident mineur était à chercher dans la surcharge de travail des conducteurs de train et le risque de fatigue que cela entraîne.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si le rapport relatif à cet incident a déjà été finalisé?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

Réponse (29.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2974 du 17 novembre 2008, l'honorable Député Eugène Berger souhaite s'informer du rapport de l'incident qui s'est produit en date du 22 octobre à Audun-le-Tiche.

D'emblée il y a lieu de relever que les CFL ont strictement respecté les dispositions en matière de conditions de travail.

En ce qui concerne le cas préoccupant, l'agent en question avait commencé le jour de l'incident sa troisième séance de travail après avoir bénéficié de trois jours de repos.

Il y a donc lieu de constater que cet agent de conduite était parfaitement en ligne avec les conditions de travail.

L'enquête menée à la suite de l'incident n'a pas permis de déceler une défaillance technique du matériel.

En date du 23 octobre 2008, l'agent a été soumis à un examen médical auprès du médecin de travail des CFL qui a conclu de lui faire subir des bilans supplémentaires auprès d'un médecin spécialiste.

En attendant ces conclusions, l'agent est affecté à d'autres fonctions au sein du Dépôt de Luxembourg.

Question 2975 (17.11.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **durée du congé postnatal:**

Selon une enquête effectuée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration auprès de 24 crèches, aucune des crèches ne refuse l'admission d'enfants âgés de moins de trois mois. Or, j'ai pu constater de mon côté que certaines crèches ne prennent les nourrissons qu'à partir de trois mois.

Si certaines l'indiquent clairement dans leur site, d'autres affirment accueillir les enfants dès la naissance, alors qu'en réalité, une fois que les parents se sont mis en contact avec les crèches concernées celles-ci admettent n'accueillir les enfants qu'à partir de trois mois. La raison souvent invoquée est l'absence de certaines vaccinations qui s'effectueraient entre le deuxième et le troisième mois. Le fait que ces vaccinations soient ou non obligatoires intéressent très peu les mères non allaitantes qui sont obligées de reprendre le travail à la fin de leur congé de maternité et dont le conjoint ou l'autre parent ne peut pas prendre de congé parental. Ce qui les intéresse est de trouver une crèche à même d'accueillir leur enfant au moins à partir de la fin de leur congé postnatal. D'ailleurs, le Gouvernement, tout en soulignant que la disponibilité des crèches ne semble pas être un obstacle à la reprise de l'activité professionnelle de mères non allaitantes, admet tout de même l'idée que des cas «individuels» soient possibles.

Si certaines crèches refusent de prendre des enfants avant l'âge de trois mois, respectivement subordonnent l'accueil de ces enfants à certaines vaccinations, ceci s'explique sans aucun doute par le fait que de nombreux pédiatres, organisations internationales (OMS) ou autres sont favorables à une vaccination précoce des enfants contre toute une panoplie de maladies excédant souvent les plans de vaccinations nationaux. Il en est ainsi de la vaccination contre la coqueluche ou encore de la vaccination contre la pneumocoque, cette dernière étant particulièrement recommandée pour les enfants gardés en communauté c'est-à-dire dans des crèches. Or, ces vaccinations se font à partir de deux mois.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi,

- si le Gouvernement ne pense pas qu'il faudrait, à défaut d'organisation de la durée du congé postnatal en fonction des exigences sanitaires observées dans la réalité voire à défaut d'harmonisation de la durée des congés de maternité, au moins s'assurer que toutes les crèches tant du secteur conventionné que celles du secteur commercial soient disponibles à recevoir des enfants à partir de deux mois, par exemple en subordonnant expressément toute convention ou tout agrément à l'obligation d'accueillir les enfants effectivement dès leur naissance ou du moins dès qu'ils ont atteint deux mois, en d'autres termes s'il ne faudrait pas, au nom de l'égalité de traitement, prévoir un système uniforme pour tout le monde.

- Ne faudrait-il pas prévoir que toute crèche qui impose des exigences sanitaires autres que celles arrêtées par l'État, puissent, le cas échéant et à titre de sanction, perdre leur agrément ou voir dénoncée leur convention?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire à l'ère d'Internet de prévoir, soit sur le site du Ministère de la Famille et de l'Intégration, soit sur celui du Ministère de la Santé, une page qui contiendrait toutes les informations pouvant intéresser les parents (liste des crèches, vaccinations obligatoires ou recommandés, critères à retenir lors du choix d'une crèche ou d'une nounou…, etc.) qui intégrerait les informations utiles déjà prévues notamment sur le Site de la Caisse nationale des prestations familiales?

- Ne faudrait-il pas, par ailleurs, revoir le plan de vaccinations des nourrissons et jeunes enfants en tenant compte des remarques et suggestions des pédiatres, de l'OMS ainsi que des gestionnaires des crèches?

- En tout état de cause, ne pense-t-il pas qu'il soit utile d'établir dans les meilleurs délais une liste, sans cesse actualisée, disponible auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration, des crèches qui acceptent les enfants dès leur naissance afin de faciliter la tâche des parents?

Réponse commune (29.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le cadre de la procédure d'agrément, les demandeurs sont libres de choisir les tranches d'âge pour lesquelles ils veulent proposer un accueil. Le Gouvernement n'entend pas entraver la liberté du gestionnaire de décider souverainement des services qu'il veut offrir pour autant qu'ils soient conformes aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans le cas des crèches conventionnées, donc cofinancées par l'État, les tranches d'âge figurant à l'annexe II de la convention pour crèches en vigueur «Détermination du prix de pension global (PPO) et de la participation financière de l'État» spécifient clairement que l'âge minimum auquel les enfants sont admis est l'âge de deux mois, ce qui comporte implicitement l'obligation pour ces crèches d'accueillir les bébés dès l'âge de deux mois.

En ce qui concerne les vaccinations, il y a lieu de préciser qu'aucune vaccination n'est obligatoire au Luxembourg. Suivre la suggestion de l'honorable Député reviendrait dès lors à retirer l'agrément voire résilier la convention à toute crèche qui demanderait que les enfants accueillis soient vaccinés.

Le Ministère de la Santé recommande un certain nombre de

vaccinations suivant un calendrier pris sur avis du Conseil supérieur d'hygiène qui correspond aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et des autres organismes d'experts en matière de vaccination. Au Luxembourg, tous les parents reçoivent à la naissance le carnet de santé pour leur bébé indiquant le calendrier vaccinal recommandé. Ils sont donc parfaitement au courant des vaccins recommandés et les vaccinations atteignent des taux de couverture de plus de 95% malgré l'absence de toute obligation.

Commencer certaines vaccinations plus tôt, tel que préconisé par l'honorable Député, ne serait pas opportun car ou bien les nouveau-nés sont encore protégés par les anticorps passifs de la mère ou bien encore incapables de produire eux-mêmes des anticorps contre les antigènes contenus dans les vaccins. En outre, pour obtenir une protection totale, plusieurs injections sont nécessaires par exemple pour diphtérie, tétanos, poliomyélite, haemophilus type B, coqueluche, hépatite B, pneumocoque, qui s'échelonnent tout au long de la première année de vie. Dès lors, il n'y a pas de lien logique entre le vaccin et l'âge auquel les crèches acceptent les bébés.

En ce qui concerne la publication des informations de ce domaine sur Internet, il y a lieu de mentionner que l'Entente des foyers de jour pour enfants a été dotée des fonds nécessaires pour mettre en place en 2009 un site d'information sur les crèches du pays et les tranches d'âge accueillies, alors que le calendrier des vaccinations recommandées mis à jour continuellement sera consultable sur le portail Santé, qui sera mis en ligne incessamment.

Comme le suggère l'honorable Député, les listes des crèches et foyers de jour disponibles au Ministère de la Famille seront modifiées de façon à faire apparaître sans équivoque l'âge minimum auquel les enfants sont admis.

Question 2979 (20.11.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **cités jardinières:**

Actuellement, une vingtaine d'ensembles de jardins familiaux ou cités jardinières existent sur le territoire du Grand-Duché. Les parcelles de jardins sont exploitées par des particuliers, membres de la ligue luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer, qui ne poursuivent aucun but lucratif. Ces jardins ont une valeur importante pour la cohésion sociale au niveau local et peuvent également contribuer à augmenter la qualité de vie et l'environnement en milieu urbain ainsi qu'à préserver la biodiversité.

En vertu de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les communes sont tenues à procéder à une révision de leur PAG. Dans ce contexte se pose alors la question du classement des ensembles de jardins familiaux ou cités jardinières. En effet, les activités poursuivies dans ces jardins et les constructions nécessaires, notamment les abris pour le matériel de jardinage, l'aménagement de chemins, l'utilisation d'engrais, etc. semblent plus compatibles avec un classement à l'intérieur du périmètre d'agglomération plutôt qu'en zone verte.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Est-ce que de façon générale, Messieurs les Ministres recommandent le classement des ensembles de jardins familiaux ou cité jardinières dans une zone spécifique à l'intérieur du périmètre d'agglomération des communes?

- En relation avec l'exploitation des surfaces en question, est-ce que Messieurs les Ministres n'estiment pas qu'il soit opportun de proposer aux communes un texte uniforme avec des critères d'exploitation à intégrer le cas échéant dans la partie écrite des PAG?

Réponse commune (24.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune arrête le contenu de ses parties graphique et écrite et notamment les définitions des diverses zones, leur affectation, le mode et, de manière générale, leur degré d'utilisation. L'annexe 1 fixant la légende-type du projet d'aménagement général ainsi que l'article 18 du prédit règlement grand-ducal prévoient que les jardins familiaux ou cités jardinières soient classés de préférence dans une zone de jardins familiaux.

Comme cette zone figure sous la rubrique «zones urbanisées ou destinées à être urbanisées», elle ne saurait être considérée comme zone verte au sens de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 susmentionné prévoit encore que ces zones soient destinées à la culture jardinière et à la détente.

En outre, ledit règlement prévoit que sur toute parcelle individuelle ne peut être érigé qu'un seul abri de jardin dont la surface d'emprise au sol ne saurait dépasser 20 m^2.

Les indications de la légende-type et les définitions correspondantes de ces zones peuvent toutefois être complétées ou précisées en fonction des caractéristiques propres de la commune concernée.

Il y a également lieu de rendre attentif au fait que tout projet de construction dans ces zones est soumis à l'obligation d'établir un projet d'aménagement particulier conformément à l'article 27 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

2. Au vu des développements qui précèdent, le cadre légal, tel qu'il existe actuellement, est suffisamment clair et précis pour garantir une certaine harmonisation des règlements communaux tout en respectant le principe de l'autonomie communale dans ce domaine.

Question 2981 (20.11.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mise en œuvre d'un système similaire à la «Jobkaart» au niveau national:**

La «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg est le moyen pour les entreprises d'offrir gratuitement à leurs employés le transport en commun sur le réseau de la ville. Depuis la mise en service en janvier 2007 quelque 10.000 employés font usage de cette offre. Ce chiffre fait preuve du succès de la «Jobkaart» qui est actuellement limitée aux entreprises et à leurs employés sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que votre Ministère envisage la mise en œuvre d'un système similaire à la «Jobkaart» au niveau national?

- Dans l'affirmative, à quel stade d'avancement se trouve le projet de votre Ministère?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui ne permettent pas une telle démarche au niveau national?

Réponse (24.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à l'offre tarifaire «Jobkaart» que la Ville de Luxembourg a introduit, sans consultation préalable des autres partenaires de l'union tarifaire (CFL, TICE, RGTR) et qui est partant valable uniquement sur le réseau local des autobus de la Ville de Luxembourg.

Conscient de l'utilité d'améliorer continuellement l'offre tarifaire dans les transports publics au niveau national, voire même sur les relations transfrontalières, je viens de charger le Verkéiersverbond (C.d.T.) d'élaborer une proposition de création d'un titre de transport à l'image de la prédite «Jobkaart» mais qui serait accessible à toutes les entreprises du Grand-Duché et valable sur l'ensemble du réseau de transport public luxembourgeois et transfrontalier.

Après une concertation avec tous les opérateurs du transport public au courant du mois de décembre, cette nouvelle offre de tarif pourra être lancée début 2009.

Question 2982 (20.11.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **réunion nationale des délégués communaux pour le transport en commun:**

Les transports publics jouent un rôle de plus en plus important dans le cadre de l'organisation de la mobilité. Pour optimiser cette organisation, les communes doivent collaborer étroitement avec les ministères et administrations concernés et chaque commune a désigné un délégué à cette fin. Or, depuis plusieurs années, il n'y a pas eu de contact officialisé entre le Ministère des Transports et ces délégués communaux, par exemple sous forme d'une réunion d'information sur l'évolution du nombre des clients des transports en commun ou sur les projets futurs du Ministère.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour quelles raisons le Ministère des Transports n'a-t-il plus cherché le contact officiel avec ces délégués communaux depuis des années?

- Vu que ces délégués locaux ont souvent des connaissances précises des atouts et des faiblesses du système des transports en commun au niveau des communes, pourquoi le Ministère des Transports ne profite-t-il pas plus de ces expériences importantes pour optimiser le système?

- En relation avec par exemple la mise en œuvre du nouveau contrat de concession entre l'État et les entreprises des autobus privées, est-ce qu'une réunion nationale de tous les délégués communaux ne serait pas opportune?

Réponse (24.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'article 19 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que chaque conseil communal du Grand-Duché désigne parmi ses membres élus un délégué aux transports publics.

À l'heure actuelle et malgré un appel y afférent de la Communauté des Transports (C.d.T) certaines communes n'ont pas encore nommé de délégué ou au moins ne l'ont pas signalé à mon département.

La mission du délégué consiste à assurer la communication avec le Ministre et la C.d.T. pour toute question d'organisation des transports publics et d'information afférente du public.

De tels échanges ont lieu régulièrement entre les responsables de mon département et les délégués communaux.

Les nombreuses adaptations régulières de l'offre de transport public et scolaire aux besoins de la clientèle résultent dans la plupart des cas d'interventions des autorités locales et sont par ailleurs communiquées au public par l'intermédiaire des délégués communaux.

Durant l'année 2008, plus de 450 adaptations ont ainsi été apportées aux horaires des lignes publiques régionales.

J'estime enfin que les nouveaux contrats de concession de transport public qui enteront en vigueur le 1er janvier 2009, n'influenceront pas l'offre de transport locale, ce qui n'exclut pas la possibilité d'informer les délégués communaux des dispositions de ces contrats le moment venu.

Question 2983 (21.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection de l'identité des mineurs:**

L'article 18 de la loi sur la liberté d'expression dans les médias du 8 juin 2004 qui interdit la communication au public par la voie d'un média d'informations relatives à l'identité ou permettant l'identification d'un mineur délaissé, d'un mineur qui s'est suicidé ou d'un mineur victime d'une infraction n'est assorti d'aucune sanction pénale ou administrative.

Dans son rapport annuel 2008, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) remarque que «(…) notre presse à scandale se rabat sur des inconnus et construit des scoops qui n'en sont pas. Elle ne recule devant aucune bassesse et vise également des mineurs ainsi que leurs parents dans un irrespect total du droit des enfants. L'ORK fut alerté à plusieurs reprises. Il a dû intervenir dans deux situations particulièrement révoltantes qui illustrent parfaitement la façon d'opérer avec un mélange de faits réels dramatiques et de purs mensonges. (…) L'ORK constate avec regret que la nouvelle loi sur les médias n'offre en rien les moyens pour agir avec fermeté et rigueur à l'encontre de pareils dérapages».

Selon l'ORK, la loi sur la liberté d'expression dans les médias et plus particulièrement l'article 18 devraient être assortis de peines pénales et la liste prévue à l'article 18 devrait être revue et complétée pour englober également les mineurs auteurs d'infractions au sens de l'article 40 de la Convention internationale des Droits des Enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Médias et des Communications:

- Est-ce que Messieurs les Ministres partagent l'avis de l'ORK?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Messieurs les Ministres comptent-ils réagir afin de remédier à cette situation?

Réponse (8.1.2009) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Le Ministre des Communications a été en contact avec l'ORK au mois de juillet à propos de la problématique à laquelle se réfère l'honorable Députée.

Il a notamment proposé à l'époque à l'ORK d'examiner la question dans le contexte de la révision générale de la loi sur la liberté d'expression dans les médias.

Ceci étant dit, il échet de rappeler qu'il existe d'ores et déjà des mécanismes civils et d'autorégulation permettant d'intenter un certain nombre d'actions dans le domaine de la liberté de la presse. Il pourrait de même s'avérer utile, au regard des faits de chaque espèce, de vérifier l'applicabilité de l'une ou l'autre disposition du Code pénal.

Question 2986 (24.11.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **actes de piraterie à l'est des côtes africaines:**

Plus une semaine ne s'écoule sans qu'un incident ne soit enregistré au large des côtes somaliennes et kényanes comme dans le golfe d'Aden. Depuis le début de l'année plus de 90 attaques y ont eu lieu, faisant de ces eaux les plus dangereuses du monde alors qu'il s'agit d'une route vitale pour le commerce mondial où transitent 16.000 navires chaque année. Cependant, le rythme des attaques s'est singulièrement accéléré ces dernières semaines.

Quelques tentatives ont été mises en échec par des navires de guerre croisant dans la région dans le cadre de la lutte antipiraterie. De plus, sept pays européens se sont d'ores et déjà engagés d'envoyer sur place une force aéronavale européenne. Tout en sachant que le Luxembourg dispose d'une flotte marchande de quelque 150 navires et cargos naviguant dans les eaux du monde entier, le pavillon maritime luxembourgeois pourrait, vu le contexte, aussi devenir la cible d'attaques pirates.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est-il conscient du risque que pourraient courir les navires faisant partie du pavillon maritime luxembourgeois à l'est des côtes africaines?

- Dans l'affirmative, quelle mesure Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre dans le cas où un navire de la flotte marchande luxembourgeoise serait attaqué par des pirates africains?

- Le Luxembourg soutiendra-t-il une action au niveau européen afin de garantir la sécurité des navires aux larges des côtes somaliennes et kényanes?

Réponse (5.1.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il est évident qu'en tant que ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions, je suis de très près les développements, et ce non seulement au large des côtes somaliennes, mais également dans d'autres régions où les voies de navigation sont menacées par des pirates. Je suis conscient de la menace qui pèse sur les navires et leurs équipages mais également sur les routes d'approvisionnement et par conséquent sur nos activités économiques qui en dépendent.

Mes services, et notamment le Commissariat aux affaires maritimes, en collaboration avec les armateurs, font tout pour éviter que les navires battant pavillon luxembourgeois ne soient la proie d'attaques par des pirates. Dès 2004, le Luxembourg avait introduit le code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code), qui prévoit la mise en place d'un plan de sûreté pour chacun des

navires et la validation de ce plan par l'administration compétente. À Luxembourg, une cellule de gestion du risque (incluant plusieurs administrations) a été mise en place, et déjà en 2006, cette cellule avait placé les eaux au large des côtes somaliennes au niveau de sûreté 2 (risque élevé) prévu dans le code ISPS qui définit trois niveaux de sûreté.

En plus, des contacts avec nos alliés et partenaires ont dès à présent été initiés dans le but de disposer d'un réseau qui nous permettrait de réagir au plus vite si des pirates réussissaient à s'emparer d'un navire enregistré au Luxembourg. Dans ce cas, il s'agirait tout d'abord de bien évaluer la situation, notamment en ce qui concerne l'équipage et d'éventuels passagers. Par la suite, il faudrait, ensemble avec l'armateur du navire en question, analyser et développer les différentes options de conduite possibles dans le but de récupérer en toute sécurité l'équipage ainsi que le navire et sa cargaison.

Au cours des semaines passées, le Luxembourg a participé, et continue à participer, de façon active aux réunions de préparation et de mise en œuvre de l'opération militaire de l'Union européenne (EU NAVFOR Somalie et opération «Atalanta») et des autres actions visant la dissuasion, la prévention et la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes somaliennes. Le Luxembourg va continuer de prendre ses responsabilités tant au niveau national qu'au niveau international.

Question 2990 (25.11.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom):**

L'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom) ou Trouble Déficit de l'Attention/Hyperactivité (TDAH) est une affection complexe qui se caractérise par l'hyperactivité, l'impulsivité, le manque de patience et la faible capacité à se concentrer. Au niveau européen on estime que jusqu'à 5% des enfants en âge scolaire en sont affectés. La scolarité de ces enfants s'avère souvent problématique, le trouble de l'hyperactivité étant souvent associé à un comportement de l'enfant «mal élevé» à l'école.

Il me revient qu'un enfant souffrant de TDAH et dont les parents veillent, avec l'aide du SCAP (Service de Consultation d'Aide Psychomotrice), à une prise en charge adéquate de cette affection, notamment par l'administration du médicament «Ritalin», risque, du fait de son comportement en classe, de se faire renvoyer pour la deuxième fois de son École primaire. En effet, cet enfant a déjà dû changer d'école après décision du Tribunal de la Jeunesse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles solutions peuvent être envisagées pour des enfants souffrant de TDAH ou d'autres troubles du comportement afin de leur permettre de se conformer à l'obligation scolaire?

- Comment peut-on assurer une meilleure prise en charge de ces troubles au sein de l'école?

- Ne devrait-on pas envisager de faire des efforts en matière de formation continue dans le cadre de la médecine scolaire afin d'assurer une meilleure reconnaissance et prise en charge d'enfants souffrant de TDAH au sein des écoles?

- En France un livret intitulé «TDAH et l'école» est édité dans lequel sont expliquées aux enseignants les caractéristiques des troubles, les difficultés d'apprentissage des enfants et les techniques pour les aider. Ne peut-on pas envisager une initiative similaire au Luxembourg afin de sensibiliser les enseignants à la problématique du TDAH?

Réponse commune (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. Les troubles du comportement, voire de l'attention avec ou sans hyperactivité, peuvent avoir des étiologies différentes déterminant les mesures à entamer afin d'y trouver une solution appropriée.

Le Service de Consultation et d'Aide pour Troubles de l'Attention, de la Perception et du Développement psychomoteur (SCAP) offre des prises en charge spécialisées en dehors de l'horaire scolaire mais en étroite collaboration avec les autres professionnels œuvrant au sein de l'école. Au fil des années, les ressources que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a attribuées à ce service ont sensiblement augmenté.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% (de 2000 à 2005)
63.684	132.509	170.056	221.382	232.293	238.000	358.989	473.350	473.350	**+ 743,28 %**

Le personnel qualifié du Service de Guidance de l'Enfance de l'Éducation différenciée, à savoir les psychologues et les pédagogues diplômés et diplômées, les éducatrices et les éducateurs gradués, soutiennent et accompagnent les enfants à troubles du comportement, toujours en concertation avec le personnel enseignant de manière que la très grande majorité des enfants atteints de TDAH poursuivent leur scolarité au sein de leur école.

2. En ce qui concerne la scolarisation des enfants dont la gravité de leur problème ne permet plus de fréquenter l'enseignement ordinaire, d'autres projets scolaires sont à entamer.

Sur base d'un dossier établi par la commission médico-psycho-pédagogique régionale (commission d'inclusion scolaire), les membres de la Commission médico- psycho-pédagogique nationale jugent de l'opportunité d'une admission de l'élève dans une école spécialisée à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Le cas échéant, les frais de ces placements en institution spécialisée sont pris en charge par l'État. Il en est de même des frais émanant de placements ordonnés par le Tribunal de la Jeunesse ou une institution médicale.

3. En ce qui concerne la formation continue dans le cadre de la médecine scolaire, le projet de réforme de la médecine scolaire prévoit une intensification de la collaboration et de la concertation entre les membres de l'équipe médico-socio-scolaire d'une part et le personnel enseignant et les SPOS d'autre part dans l'intérêt bien compris de la santé globale de l'élève.

Lors des bilans de santé, une attention particulière sera portée à des signes de souffrance et de mal-être ainsi qu'à la reconnaissance et au dépistage des troubles du comportement et de la concentration afin de favoriser une meilleure intégration et réussite scolaire des élèves à problèmes particuliers.

La préparation des professionnels de santé et des médecins scolaires à un rôle accru dans le dépistage et l'orientation vers une prise en charge adaptée des enfants souffrants de TDAH est très importante et elle devra faire partie des offres de formation continue des membres des équipes médico-socio-scolaires.

4. Des initiatives de sensibilisation à l'attention des enseignants et comparables au livret «TDAH et l'école» publié en France, ont été prises au Grand-Duché.

Ainsi le SCAP a diffusé un CD-ROM à l'attention des enseignants, du personnel éducatif et des parents intitulé «ADS in der Schule», élaboré sous le concours d'experts renommés en la matière. (ISBN 978-3-525-49079-2)

Par ailleurs, une plage importante est réservée à la problématique en question dans le cadre des formations continues que le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT) organise pour les enseignants.

Question 2991 (25.11.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **système de vidéosurveillance:**

L'utilisation de matériel pour capter des images et des sons pouvant être utilisés à des fins d'identification de personnes est soumise à la loi modifiée de 2002 sur la protection des données.

Ainsi chaque système de vidéosurveillance doit, sauf exceptions prévues par la loi, être autorisé au préalable par la Commission nationale de protection des données.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de systèmes de vidéosurveillance ont été autorisés depuis l'entrée en vigueur de la loi?

- Combien de ces systèmes appartiennent à des institutions publiques, à des sociétés privées et à des personnes privées respectivement?

- Combien de cas de réclamations contre un système de vidéosurveillance ont été enregistrés auprès de la Commission?

- Combien de ces plaintes étaient fondées et pour quelles raisons?

- Combien de systèmes non soumis à l'autorisation préalable sont actuellement opérationnels au Luxembourg?

- Quel est le nombre total des unités de vidéosurveillance publics opérationnels à cette date?

Réponse (8.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Quant à la première question:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 2002, la Commission nationale pour la protection des données (la «Commission») a autorisé 998 traitements de données à des fins de surveillance au moyen de caméras vidéo.

Quant à la deuxième question:

Les systèmes de vidéosurveillance autorisés sont mis en œuvre par quelque 120 organismes, administrations ou institutions publiques et 760 entreprises privées. La Commission a été saisie à ce jour de 1.470 demandes. Une dizaine des demandes émane de particuliers.

Quant aux troisième et quatrième questions:

La Commission a été saisie de 59 réclamations contre des systèmes de vidéosurveillance. 34 de ces réclamations ont été considérées comme fondées par la Commission.

Quant à la cinquième question:

Il ne peut évidemment pas être exclu que des systèmes de vidéosurveillance continuent de fonctionner sans autorisation. Ceci dit:

(i) La Commission effectue des contrôles ponctuels. Elle procède de même à des investigations faisant suite le plus souvent à des réclamations ou demandes émanant des citoyens.

(ii) Dans le cadre du monde du travail, l'Inspection du Travail et des Mines, les délégations du personnel et les syndicats demandent périodiquement à la Commission d'opérer des vérifications par rapport à tel ou tel cas.

(iii) Pour contribuer à voir réduire davantage encore le nombre de systèmes de vidéosurveillance non autorisés, la Commission recherche la collaboration active des entreprises qui vendent, installent et exploitent de tels dispositifs pour qu'elles rendent à leur tour leurs clients attentifs à l'obligation légale d'obtenir une autorisation préalablement à la mise en service. Un certain nombre de grands fournisseurs en font d'ailleurs expressément mention dans chaque devis ou offre de services.

(iv) Enfin, dans les cas particulièrement lourds, la Commission est amenée à dénoncer les traitements non autorisés au Parquet.

Quant à la sixième question:

La surveillance des espaces publics opérée par les organes de la Police grand-ducale en vue de la prévention, de la recherche et de la constatation des infractions pénales fait l'objet de la lettre (d) du paragraphe 1er de l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 dont l'autorisation se fait par voie réglementaire.

Un règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorise la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité. La mise en oeuvre et l'application des dispositions de ce règlement relèvent du domaine de compétence du ministre de la justice et il est à signaler notamment dans ce contexte que ce dernier a pris en date du 27 septembre 2007 un règlement déterminant trois zones de sécurité.

Question 2992 (25.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**encadrement des mineurs:**

Dans son rapport annuel publié en date du 20 novembre, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) souligne que le nombre de signalements de maltraitance et de suspicions d'abus sexuels sur mineurs est en croissance. Comme la police est tenue d'accompagner la victime au service des urgences dès qu'elle enregistre une plainte pour viol, l'ORK soulève le problème de l'accueil et de l'examen des enfants aux urgences. En effet, malheureusement, les victimes supposées de viol sont parfois obligées d'attendre des heures à la policlinique avant d'être examinées.

Tout en saluant l'engagement exemplaire du service médical de dépistage et d'accueil des enfants victimes au sein de la clinique pédiatrique du Centre Hospitalier, l'ORK réclame l'institutionnalisation officielle de ce service. Ceci permettrait notamment une prise en charge plus rapide et plus efficace des victimes.

- Monsieur le Ministre compte-t-il donner suite aux propositions de l'ORK?

Ensuite, l'ORK attire l'attention sur le sort des adolescents hospitalisés à la psychiatrie juvénile à l'Hôpital Kirchberg ainsi qu'à l'Orangerie de l'Hôpital neuro-psychiatrique à Ettelbruck. Ainsi, les jeunes ne bénéficieraient pas suffisamment d'activités sportives ou de sorties accompagnées. Les cours offerts, se limitant à deux heures les lundi, mardi, jeudi et vendredi, seraient insuffisants. Selon l'ORK l'ouverture d'une structure d'accueil, projetée de longue date à Putscheid, qui préparerait les jeunes après leur séjour en psychiatrie à leur éventuelle resocialisation, devient urgente.

- Monsieur le Ministre partage-t-il les préoccupations de l'ORK quant à l'insuffisance des structures d'accueil et du personnel psychiatrique encadrant les jeunes? Comment compte-t-il y remédier? Quand la structure d'accueil de Putscheid pourra-t-elle enfin ouvrir ses portes?

Réponse (13.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire rapporte une proposition de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)» réclamant «l'institutionnalisation officielle» d'un service du CHL accueillant aux urgences des enfants victimes de maltraitances et d'abus sexuels.

J'admets que la proposition de l'ORK va dans le sens de conférer au prédit service le statut de service national avec la mission de prendre en charge à l'exclusion de tous autres services hospitaliers les enfants victimes de violences prémentionnées. De la sorte, selon l'ORK, ces enfants et leur entourage, qui actuellement devraient se présenter aux urgences hospitalières, seraient dispensés d'attendre des heures en policlinique.

Je suis conscient du problème, qui se pose toutefois moins en termes d'admission en urgence, alors qu'en matière de violences sur les enfants les acteurs sont très souvent des membres de l'entourage familial proche, circonstance qui retarde le recours à une aide professionnelle, de sorte qu'il n'y a pas la plupart du temps urgence médicale proprement dite.

Mais le problème d'une prise en charge spécialisée des enfants victimes de maltraitances ou d'abus sexuels se pose. Il est discuté au sein du groupe de travail interministériel «Violence», coordonné par mes services et regroupant des représentants de la Société luxembourgeoise des Gynécologues, de l'Association des Médecins et Médecins Dentistes, de la Police, des Ministères de la Justice et de la Santé, qui s'était constitué dans un premier temps pour élaborer des propositions d'amélioration pour la certification médicale en cas de violence, notamment d'abus sexuels, mais qui s'est rapidement ouvert pour une prise en considération plus globale des besoins de prise en charge médicale des victimes de violences, notamment des enfants.

Le groupe de travail a unanimement retenu l'importance de l'accueil et du soutien psychologique des victimes lors des examens en urgence pour traumatismes de maltraitance ou d'abus sexuels.

S'agissant plus spécialement des enfants, ce groupe conclut à une prise en charge par un seul centre spécialisé pour tout le pays.

Le service médical de dépistage et d'accueil des enfants victimes de maltraitance ou d'abus sexuels devrait répondre notamment aux critères de qualité suivants:

- compétences professionnelles de toute une équipe

- longue expérience

- prise en charge médicale et psychologique en urgence et à long terme des victimes et de leurs familles

- travail en réseau

- existence de procédures de démarche.

Le service médical du CHL auquel se réfèrent l'ORK et l'honorable Parlementaire semble suffire à ces exigences. Il s'agit d'un dossier important dans une thématique médico-légale plus globale, qui est prévu d'être traité plus en détail cette année-ci.

L'ORK, et l'honorable Parlementaire s'en fait l'écho, s'inquiète ensuite du sort des adolescents hospitalisés en psychiatrie juvénile à l'Hôpital du Kirchberg ainsi qu'au CHNP. Suite au rapport de l'ORK, sa présidente sera prochainement invitée à la «Plate-forme psychiatrie» qui se tient régulièrement en mon Ministère, pour discuter des problèmes qui se posent et des moyens pour y remédier.

Toujours est-il que tant la section d'hospitalisation de pédopsychiatrie au CHL que la clinique de jour de psychiatrie juvénile à l'Hôpital du Kirchberg n'ont que très récemment ouvert leurs portes et qu'il est trop tôt pour dresser un bilan intermédiaire. À la demande de la «Plate-forme psychiatrie» et de la Direction de la Santé le CRP-Santé a dressé un état des lieux portant plus généralement sur la prise en charge de la santé mentale et des enfants au Luxembourg. Cette étude a été soumise à un groupe de travail composé de représentants de trois Ministères, d'acteurs sur le terrain et de divers organismes s'occupant de jeunes. Ce groupe, qui commencera ses travaux en janvier 2009, portera également son attention sur les problèmes évoqués par l'ORK.

S'agissant toutefois plus spécialement des adolescents actuellement admis dans une structure spécialisée du CHNP, et qui, comme l'expose l'honorable Parlementaire «ne bénéficieraient pas suffisamment d'activités sportives ou de sorties accompagnées», il convient de rendre attentif à l'amélioration substantielle de la situation de ces jeunes, dont la plupart se trouvaient auparavant, faute de mieux, en milieu pénitentiaire, pour des infractions diverses, notamment en matière de toxicomanie.

Pour la prise en charge de ces jeunes, après un séjour en psychiatrie et en vue de leur réinsertion dans la société, le CHNP a été autorisé à acquérir une ferme à Putscheid. Cette ferme doit faire l'objet de travaux d'aménagement, pour lesquels le CHNP a élaboré des plans qui seront probablement discutés en février à la Commission permanente pour le secteur hospitalier, en vue de leur approbation par le soussigné.

Si les formalités administratives requises en vue des travaux d'aménagement aboutissent endéans des délais normaux, les travaux pourront démarrer sur le site cet automne.

Compte tenu d'une durée des travaux et des aménagements intérieurs d'environ 18 mois, la structure pourrait ouvrir ses portes au printemps de l'année 2011.

Question 2995 (26.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **vente aux enchères d'un nouveau-né sur Internet:**

Récemment, un couple belge a vendu son nouveau-né aux enchères sur Internet à un couple néerlandais, car ils n'avaient pas les moyens financiers de l'élever. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'accord prévoyait que la mère biologique accoucherait sous une fausse identité - celle de l'acheteuse - et puis qu'elle remettrait, contre rétribution, son bébé au couple néerlandais le lendemain de sa naissance. Les faux parents devraient ensuite déclarer la naissance à la mairie de Gand et échapper ainsi à toute question aux Pays-Bas.

Le plan s'est déroulé comme prévu jusqu'à ce qu'un journaliste retrouve la trace de cette transaction sur internet. La justice belge a été avertie et a inculpé les parents biologiques de «supposition d'enfant», c'est-à-dire l'infraction consistant à attribuer un enfant à une femme qui n'est pas sa mère. Le couple néerlandais, quant à lui, risque une inculpation pour fausse déclaration de naissance et infraction aux lois sur l'adoption.

Cependant, les parents biologiques ne seront pas condamnés pour avoir mis leur enfant aux enchères, étant donné que le Code pénal belge ne prévoit pas ce genre d'infraction.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Code pénal luxembourgeois prévoit des sanctions dans des cas comme celui mentionné ci-dessus. Si cela n'est pas le cas, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille pallier à ce vide juridique, car ce genre de transactions risque de se répéter, même au Luxembourg, où l'adoption légale d'un enfant est une procédure assez longue et compliquée.

Réponse (2.1.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les faits évoqués dans la question parlementaire seraient en droit luxembourgeois susceptibles d'être sanctionnés sous les qualifications:

- de crime de «supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée», prévu par l'article 363 du Code pénal et sanctionné de la réclusion de cinq à dix ans, cette même peine étant encourue par «ceux qui auront donné la mission de commettre les faits (...), si cette mission a reçu son exécution». Selon la doctrine belge «la supposition d'un enfant consiste à prêter à une femme qui ne s'est pas accouchée, la maternité de l'enfant qu'une autre femme a mis au monde; le résultat de la supposition est de conférer à un enfant une filiation qui n'est pas la sienne: l'enfant est inscrit à l'état civil sous le nom d'une femme qui ne l'a pas engendré»;

- de crime de faux en écritures publiques commis par des personnes autres que des fonctionnaires ou officiers publics (Articles 193 et 196 du Code pénal), s'agissant de la fausse déclaration de naissance par les faux parents, donc le fait pour eux de se déclarer, dans une intention frauduleuse, contrairement à la vérité comme père et mère de l'enfant dans l'acte de naissance (prévu par l'article 57 du Code civil); ce crime étant sanctionné de la réclusion de cinq à dix ans;

- de délit de «trafic» d'enfant (Article 367-1 du Code pénal, introduit par une loi du 20 mars 1990, s'inspirant du droit français), incriminant le fait de toute personne de faire «souscrire, par les futurs parents ou l'un d'eux, un acte aux termes duquel ils s'engagent à abandonner l'enfant à naître», de détenir un tel acte ou d'en faire usage, respectivement de tenter d'en faire usage; le texte incriminant par ailleurs les tiers qui assumeraient «dans un esprit de lucre» un rôle d'intermédiaire dans un tel «trafic», à savoir «quiconque aura, dans un esprit de lucre, provoqué les parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant né ou à naître» et «quiconque aura, dans un esprit de lucre, apporté ou tenté d'apporter son entremise pour faire recueillir ou adopter un enfant»; ces faits sont sanctionnés d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 10.000 euros.

Le «trafic» d'enfants ainsi prévu par l'article 367-1 du Code pénal n'est donc, ainsi qu'il résulte de ce qui précède, pas incriminé dans le chef des vrais parents, qui encourent cependant en tout état de cause les peines beaucoup plus sévères du crime de supposition d'enfant. La circonstance qu'une telle supposition d'enfant a été commise, comme dans le cas décrit, contre rémunération constitue certainement un élément que les juridictions ne manqueront pas de prendre en considération dans la fixation de la peine.

Le droit luxembourgeois actuel n'est donc pas désarmé par rapport aux types de comportement évoqués dans la question parlementaire.

Question 2997 (26.11.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **Traité de Prüm:**

Laut Informatiounen aus der Press geet ervir, datt Lëtzebuerger Polizisten um Chrëschtmaart zu Tréier op Patrouille ginn. Dës Interventioun sténg am Kader vum «Traité de Prüm». Dës Informatioun werft zwou Reflexiounen op.

Engersäits wënscht sech de Justiz- a Polizeiminister eng massiv Erhéijung vun den Effektiver. D'Chamber huet dofir den 9. Juli vun dësem Joer säin Accord gi fir d'Effektiver vun der Police ëm ronn 500 Unitéiten ze erhéijen. Och am Exposé des Motifs vum Gesetzprojet iwwert d'Agents municipaux gëtt festgehalen, dass d'Polizei net ëmmer iwwer genuch Mëttele verfügt fir ze suergen, datt d'Polizeireglementer agehale ginn.

Anerersäits huet d'Chamber den «Traité de Prüm» virgestallt kritt als Mëttel fir de Kampf géint den Terrorismus, d'Kriminalitéit déi iwwert d'Grenzen ewechgeet an der illegaler Migratioun. Den Traité gesäit och eng Hëllef vir vu Polizei aus anere Länner bäi groussen Evenementer, Katastrofen oder schlëmm Onfäll.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi vill Lëtzebuerger Poliziste sinn zu Tréier op Patrouille?

2. Aus wat vir Unitéite sinn déi Polizisten ofgezu ginn?

3. Sinn d'Effektiver vun der Police am Moment esou gutt gefëllt, dass mir dem Noper Poliziste kënne léinen?

4. Gesäit de Minister am Chrëschtmaart vun Tréier d'Gefor vun Terrorismus oder mafiöser Kriminalitéit?

5. Wann de Chrëschtmaart vun Tréier e grousst Evenement ass, kommen dann och Polizisten aus Däitschland (oder der Belsch, Frankräich, Holland, England…) op Lëtzebuerg fir den Oktavsmäertchen, d'Schlussprossessioun vun der Oktav, d'Schueberfouer oder de Veianer Nëssmaart ze iwwerwaachen?

Réponse (31.12.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Vu la dimension du Luxembourg, il semble naturel au Gouvernement de privilégier la coopération policière transfrontalière pour lutter efficacement tant contre la petite délinquance que contre la grande criminalité.

Dans ce contexte, des patrouilles communes entre les polices des pays avoisinants du Luxembourg sont un instrument policier fort utile pour renforcer la coopération entre les forces de police.

De telles patrouilles communes ont eu lieu notamment au marché de Noël à Trèves en décembre 2008.

Question 3001 (28.11.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **financement d'un programme de recherche sur le dépérissement des abeilles du CRP Gabriel Lippmann:**

En réponse à plusieurs questions parlementaires concernant le dépérissement des abeilles au Luxembourg, Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural avait répondu entre autres que l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) entendait cofinancer un programme de recherche du CRP Gabriel Lippmann mené en collaboration avec les apiculteurs pour mieux comprendre les causes de ce phénomène. Or, il semble que ce cofinancement soit remis en question.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ASTA est toujours prête à cofinancer le programme de recherche mentionné ci-dessus? Si ce n'était pas le cas, quelles sont les raisons qui expliquent cette décision?

- Au cas où il serait toujours prévu de réaliser les recherches en question, quel en sera le coût approximatif? Dans quelle mesure l'ASTA entend-elle contribuer au financement de cette étude scientifique très attendue par les apiculteurs luxembourgeois?

Réponse (24.12.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans la réponse aux questions parlementaires N°2551 de Monsieur le Député Henri Kox et N°2556 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu N°16/2007-2008)*, Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural indiquait que l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) entendait cofinancer en 2009 un programme de recherche concernant les causes du dépérissement des abeilles. Ce projet devait être réalisé et cofinancé par le CRP Gabriel Lippmann.

Lors de la finalisation du budget pour l'année 2009, il s'est avéré que l'augmentation des moyens budgétaires initialement prévue par l'ASTA pour ce type de projets de recherche devait être revue à la baisse. L'ASTA a donc dû faire un choix et a décidé de reporter le financement du projet de recherche concernant le dépérissement des abeilles. La préférence a été donnée entre autres au projet de recherche SENTINELLE, qui vise à réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, et qui va donc certainement aussi dans le sens des demandes du secteur apicole.

L'opportunité du financement du programme de recherche concernant les causes du dépérissement des abeilles sera réexaminée lors de la mise au point des propositions budgétaires pour l'exercice 2010 en tenant compte des moyens budgétaires disponibles, de la situation sanitaire des ruchers et des développements de la recherche concernant ces problèmes.

Question 3004 (1.12.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**aide financière pour études supérieures pour les étudiants effectuant une formation supplémentaire:**

Les étudiants ayant accompli trois années d'études d'assistant social à l'étranger et ceux ayant obtenu le bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg peuvent désormais poursuivre leur formation pour pouvoir exercer la profession et porter le titre d'assistant social. Cette formation complémentaire se fait, soit à travers l'acquisition d'un diplôme supplémentaire, soit en suivant un stage supervisé de 1.500 heures qui comporte un examen final qui débouche sur l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois.

Les étudiants qui optent pour le stage, en principe non rémunéré, sont confrontés à un réel problème car ils se voient refuser l'aide financière pour études supérieures du CEDIES qui exige une inscription dans une haute école ou une université.

Il faut noter que les étudiants qui sortent de l'Université du Luxembourg et qui ont clôturé leur cycle universitaire de trois ans en obtenant le diplôme de bachelor ne peuvent plus se réinscrire dans leur université. Si certains détournent le problème en s'inscrivant «fictivement» dans une haute école ou une autre université, il n'en reste pas moins que cela ne constitue pas une solution acceptable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur.

- Les ministres concernés ont-ils connaissance de ce problème?

- Envisagent-ils de donner l'accès à une aide financière pour études supérieures à tous les étudiants qui complètent leur formation par une 4e année? Dans la positive, quand de nouvelles dispositions pourraient-elles être applicables?

Réponse commune (31.12.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les étudiants qui se destinent à l'exercice de la profession d'assistant social bénéficient des aides financières pour études supérieures de l'État tant qu'ils sont inscrits dans une institution d'enseignement supérieur qui dispense cette formation. Ceci vaut pour les étudiants inscrits en bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg ainsi que pour les étudiants qui poursuivent cette formation à l'étranger, notamment en Belgique.

Afin de pouvoir exercer la profession d'assistant social au Luxembourg, les détenteurs d'une qualification professionnelle étrangère d'assistant social doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation en vue de la reconnaissance de leur diplôme. Ceux qui optent pour l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social sont tenus d'effectuer un stage d'au moins quinze cents heures au Luxembourg, stage qui est certifié par un certificat d'évaluation du stage. Ces candidats ne sont inscrits, ni dans un établissement d'enseignement supérieur, ni dans un cycle d'études supérieures. Or, «les aides sous forme de bourses

et de prêts sont définitivement accordées et liquidées au profit du requérant sur production d'un certificat d'inscription». (Règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; article 4.- De la liquidation de l'aide financière). Les candidats en question ne peuvent de ce fait pas bénéficier des aides financières de l'État pour études supérieures puisqu'ils ne peuvent produire de certificats d'inscription.

Question 3006 (2.12.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**accès aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué à la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social:**

Les détenteurs du bachelor en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg peuvent, depuis la fin de l'année académique 2007/2008, poursuivre leur formation afin d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social. Cette formation complémentaire concerne uniquement les détenteurs de ce certificat, ne sont donc pas concernés les détenteurs d'un diplôme d'éducateur gradué délivré sous l'ancienne législation.

Selon mes informations, les études supérieures d'éducateur gradué dispensées à l'Institut d'Études éducatives et sociales ont largement couvert les sujets actuellement enseignés dans le cadre du bachelor susmentionné, à savoir: handicaps et inclusion sociale, pauvreté, précarité et chômage, délinquance, violence et maltraitance, inégalités sociales, promotion de la santé, interculturalité et diversité, etc..

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Pourquoi la formation permettant d'obtenir le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social est-elle aussi restrictive?

- Ne faudrait-il pas montrer plus d'ouverture en permettant aux détenteurs du diplôme d'éducateur gradué d'avoir accès à cette formation, tout comme les détenteurs du nouveau bachelor en sciences sociales et éducatives?

- Existe-t-il des différences fondamentales entre le diplôme belge d'éducateur spécialisé, qui peut être assimilé au grade de bachelor en sciences sociales et éducatives, et le diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué?

Réponse commune (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La réglementation concernant l'assistant social prévoit pour cette profession de santé quatre années d'études professionnelles dont la dernière peut être consacrée à des stages ou à une formation spéciale en relation avec le service social.

La formation de l'éducateur gradué préparait le candidat à une activité dans le domaine socio-éducatif, de même que la formation belge de l'éducateur spécialisé. Il convient de relever qu'il n'y avait pas de différences substantielles entre ces deux diplômes. Ainsi, le diplôme belge d'éducateur spécialisé a toujours été assimilé au diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué.

Ces différentes formations ont donc mené à deux professions réglementées essentiellement différentes, exigeant des connaissances, aptitudes et compétences distinctes.

La loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg a abrogé le diplôme d'éducateur gradué et la formation n'est plus offerte au Luxembourg depuis 2005.

Le secteur socioéducatif ayant émis de nouvelles demandes en qualification, l'Université a mis en place le bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives avec un profil de formation se situant aux frontières de la pédagogie sociale, du travail social et de la pédagogie spéciale.

Aussi au vu de ce nouveau référentiel de formation, les ministres concernés ont donné à ces généralistes de l'intervention sociale la possibilité de compléter leur formation avec cette quatrième année d'études pour obtenir la qualification professionnelle de l'assistant social.

Pour la même raison, une assimilation du diplôme belge d'éducateur spécialisé au bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives délivré par l'Université du Luxembourg n'est pas possible. Ceci étant, il est vrai qu'une erreur administrative a donné lieu à quelques assimilations de ce type. Cette erreur a été redressée.

Question 3007 (2.12.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Plan d'Aménagement Particulier (PAP):**

L'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain impose que dans le cadre de la procédure d'adoption d'un Plan d'Aménagement Particulier (PAP), le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dispose d'un délai de trois mois après l'introduction d'un dossier auprès des services compétents pour rendre son avis sur le PAP. Également par renvoi de l'article 30 à l'article 10 de la loi modifiée du 30 juillet 2004, la commission d'aménagement doit émettre son avis dans les trois mois au cas où des réclamations ont été formulées contre un PAP après le vote provisoire par le conseil communal.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour combien de demandes de PAP les délais susmentionnés ont-ils été dépassés?

Réponse (12.1.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le chapitre 3 et l'article 30 de loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain imposent effectivement plusieurs délais aux différents acteurs impliqués dans la procédure d'adoption des plans d'aménagement général et particulier. Ces délais ont été introduits afin de garantir le traitement des dossiers dans un laps de temps raisonnable.

Il doit toutefois être précisé que les différents délais d'action imposés par la loi ne constituent pas des délais de rigueur mais des délais d'ordre, de sorte que le non-respect d'un tel délai ne saurait constituer une cause d'annulation de la procédure d'adoption des projets d'aménagement. Il est en effet indispensable de garantir que les instances intervenant dans la procédure d'adoption des différents instruments de planification communale puissent instruire sérieusement les dossiers qui leur sont soumis.

Pour ce qui est des plans d'aménagement particulier soumis pour avis au Ministre, il y a lieu de rappeler que depuis l'entrée en vigueur de la loi prémentionnée, 541 dossiers furent introduits à la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain, dont 109 dossiers incomplets. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Ministre a dès lors avisé 432 projets d'aménagement particulier.

Pour 235 dossiers le délai imparti par la loi n'a pas pu être respecté, bien que dans la plupart des cas, il ne fût dépassé que légèrement. Ces retards regrettables sont dus à des raisons multiples. Il faut d'abord souligner que la loi de 2004 visait une amélioration de la qualité urbanistique des projets, ce qui avait bien évidemment des répercussions tant sur la complexité des dossiers que sur la nature des avis à émettre. À cet effet la loi exige effectivement que le Ministre vérifie la conformité et la compatibilité du projet d'aménagement particulier avec les dispositions de la loi, et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, ses règlements d'exécution, ainsi qu'avec le plan d'aménagement général.

Conscient de ce défi et afin de pouvoir répondre de manière appropriée aux exigences de la nouvelle loi, la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain vient d'embaucher pour le 15 octobre 2008 un deuxième architecte urbaniste.

L'effectif de cette Direction, lequel sera encore renforcé en 2009 par un aménageur et un juriste, devrait ainsi permettre de pouvoir respecter à court terme les délais imposés par la loi.

Pour ce qui est de l'avis à émettre par la commission d'aménagement au sujet des réclamations introduites auprès du Ministre, il y a lieu de noter que le délai de trois mois n'a jamais été dépassé.

Finalement on constate encore que les autres délais imposés par la loi, notamment au collège échevinal et au conseil communal dans le cadre de la procédure d'adoption des projets d'aménagement, ne sont souvent pas respectés.

Question 3010 (2.12.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **crédits de réduction d'émissions en provenance de projets CDM:**

Suite à votre réponse à ma question parlementaire N°2722 en relation avec les fonds carbone qui financent des projets CDM dans le cadre de l'accord de Kyoto *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, j'aimerais avoir des précisions en relation avec les «Project Idea Notes - PIN» qui ont été soumises aux participants des fonds suivants: «Multilateral Carbon Credit Fund» (une dizaine de projets), «Carbon Fund for Europe» (15 projets) et «Asia Pacific Carbon Fund» (12 projets).

En relation avec les PINs qui concernent le Luxembourg, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- De quels projets s'agit-il exactement?

- Quel est le volume escompté de crédits de réduction d'émissions par projet?

Réponse (30.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans ma réponse à la question parlementaire N°2722 de l'honorable Député au sujet de notre participation dans différents fonds carbone d'institutions financières internationales, j'ai indiqué les projets pour lesquels des accords sur l'acquisition de droits d'émission ont pu être signés.

Les participants ont reçu d'autres propositions, sous la forme de «Project Idea Notes - PIN». Au stade de PIN, aucune décision finale quant à une participation n'a été prise, et il n'est pas certain que tous les projets soumis seront retenus par les participants. Il faut d'abord procéder au «due diligence» juridique et environnemental, et évaluer les risques éventuels d'un projet au niveau du pays, du vendeur et de la méthodologie appliquée.

C'est sous réserve de ce qui précède, et en soulignant qu'il n'est pas certain que les participants et le Luxembourg vont acquérir des crédits d'émission, que les projets suivants sont indiqués:

1. Multilateral Carbon Credit Fund

- Azerbaidjan:	«Power Plant Rehabilitation Project»	4.500.000 t
- Arménie:	«Small scale Hydro Power Project»	138.870 t
- Géorgie:	«Rehabilitation of Hydro Power Plant»	432.000 t
- Bulgarie:	«Kavarna Wind Power Park»	872.000 t
- Roumanie:	«Bacau Solid Waste Management»	177.000 t
- Roumanie:	«Mireasa Wind Park»	250.000 t
- Roumanie:	«Methane Capture and Energy Production at Glina Waste Water Treatment»	122.000 t
- Russie:	«Reconstruction of Perm CHPP using combined Cycle Technology»	380.000 t
- Ukraine:	«Turbine expansion power plants»	568.000 t
- Ukraine:	«Ivano-Frankivsk Cement»	406.000 t

2. Carbon Fund for Europe

- Egypte:	«Landfilling and processing services-Cairo»	325.000 t
- Jordanie:	«Amman Landfill Gas»	900.000 t
- Malaisie:	«Kota Kinabalu Composting Project»	340.000 t
- Russie:	«Associated Gas Recovery Project»	1.500.000 t
- Ousbékistan:	«Uzbekneftegaz Associated Gas Project»	325.000 t
- Chine:	«Beijao Waste Heat Recovery Project»	550.000 t
- Colombie:	«Cartagena integrated mass transport system»	275.000 t
- Nigéria:	«Lagos Solid Waste Project»	334.000 t
- Nigéria:	«Kaji Hydro Rehabilitation»	900.000 t
- Thailande:	«Small Scale Livestock Waste Management Program»	426.000 t
- Ousbékistan:	«Tashkent Combined Cycle Power Plant Project»	700.000 t
- Russie:	«Ulyanovsk Landfill Gas Flaring and Treatment Project»	340.000 t
- Russie:	«APG flaring reduction project»	620.000 t
- Philippines:	«EDSA Bus Dispatch and Tracking Project»	184.000 t

Par ailleurs, un projet «Green Investment Scheme» en Hongrie est examiné +/- 1.000.000 t (à ce stade), ne concerne que l'Irlande et l'Espagne.

3. Asian Pacific Carbon Fund

- Chine:	«Erlongshan Hydropower»	294.000 t (ERPA)
- Inde:	«Tata Power Wind Energy»	180.000 t (ERPA)
- Indonésie:	«Gikoko Palemban - LFG Flaring»	140.000 t (ERPA)
- Inde:	«Timarpur-Okhla Waste Management»	163.000 t
- Chine:	«Agricultural Waste»	150.000 t
- Chine:	«Shandong Landfills»	12.000 t
- Chine:	«Baoding Geothermal Project»	298.000 t
- Thailande:	«Biomass Power Plant»	367.000 t
- Chine:	«Tangcun Hydropower Project»	66.000 t
- Inde:	«Mawana Sugars»	308.000 t
- Fiji:	«Kinoya Biogas Project»	40.000 t
- Pakistan:	«Wind Power Project in Sindh Province»	260.000 t

Question 3011 (2.12.2008) de **Mmes Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **bureaux régionaux mis à disposition des inspecteurs:**

L'alinéa 11 de la loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire met à disposition des inspecteurs des bureaux régionaux qui sont au nombre de six. Cette même loi prévoit en outre qu'un fonctionnaire recruté parmi les fonctionnaires ou stagiaires de la carrière du rédacteur de l'administration gouvernementale peut être détaché au bureau régional pour y remplir les fonctions administratives.

Or, selon nos informations, les bureaux régionaux des inspecteurs n'ont pas suffisamment d'effectifs pour faire face au travail administratif qui ne cesse de croître. En effet, beaucoup d'inspecteurs ne peuvent recourir qu'à une aide partielle pour remplir les fonctions administratives. Compte tenu des nouvelles missions que le projet de loi sur l'enseignement fondamental va attribuer aux

inspecteurs et l'accroissement de la charge de travail qui en résulte, une augmentation de l'effectif pour assurer le travail administratif s'impose.

Afin de permettre aux inspecteurs de remplir davantage leur mission pédagogique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle nos préoccupations?

- N'estime-t-elle pas que les bureaux régionaux souffrent actuellement d'un manque d'effectifs pour remplir les fonctions administratives?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation?

Réponse (31.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En exécution des paragraphes 11 et 12 de la loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de loi modifiée du 10 août 1912, il a été procédé à la mise en place de bureaux régionaux pour les inspecteurs destinés à leur fournir un support administratif. À côté du bureau national, à la disposition de l'inspecteur général, du Collège des inspecteurs et de son secrétaire, fonctionnent actuellement six bureaux régionaux qui comptent chacun un fonctionnaire ou employé administratif.

Le nombre d'inspecteurs rattachés à un bureau régional varie selon la région, comme l'illustre le tableau ci-dessous:

Bureau régional Nord	2 inspecteurs
Bureau régional Est	2 inspecteurs
Bureau régional Centre-ouest	2 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs
Bureau régional Sud-est	3 inspecteurs + 1 candidat-inspecteur
Bureau régional Sud-ouest	2 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs
Bureau régional Centre	4 inspecteurs + 2 candidats-inspecteurs

Le nombre variable d'inspecteurs par bureau s'explique de plusieurs façons:

- par l'étendue géographique des différents arrondissements d'inspection et la densité de la population qui y réside;

- plusieurs inspecteurs n'assument qu'une tâche partielle d'inspection et remplissent d'autres missions d'ordre pédagogique.

Il y a lieu de remarquer que de fortes différences existent selon les communes en ce qui concerne le support administratif fourni aux inspecteurs en matière d'administration scolaire. Certaines grandes communes disposent d'un service scolaire performant, alors que pour bon nombre de petites communes un tel support administratif, dont l'inspecteur pourrait bénéficier, n'existe pas. Ceci explique que les besoins en support administratif de la part des inspecteurs peuvent varier selon l'arrondissement qu'ils ont en charge.

Afin de permettre à tous les inspecteurs de remplir leurs missions le mieux possible, et dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme scolaire dans l'enseignement fondamental, un renforcement significatif du personnel administratif dans les bureaux régionaux, qui passerait en un premier temps de un à trois fonctionnaires ou employés, est envisagé à court terme. Il va de soi que la mise à disposition de locaux adéquats supplémentaires devrait connaître une évolution parallèle.

Question 3014 (4.12.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **élections sociales pour la nouvelle Chambre des Salariés:**

Selon mes informations, les veufs et veuves de l'ancien personnel occupé par la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois n'avaient pas le droit de participer aux élections sociales pour la nouvelle Chambre des Salariés. Ce fait est d'autant plus regrettable que le résultat des élections de la chambre professionnelle a des répercussions directes sur la représentation auprès de l'Entraide médicale des cheminots.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'éclaircir sur les raisons qui sont à l'origine de cette exclusion des veufs et veuves?

- Comment est assurée dans ce cas de figure la représentation de cette catégorie de personnes dans l'Entraide médicale susmentionnée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de modifier cet état des choses pour les prochaines élections sociales?

Réponse (14.1.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question ne vise pas principalement la composition de la Chambre des Salariés mais la représentation subséquente de certaines catégories d'assurés sociaux, dont veufs et veuves, au sein des organes de sécurité sociale. À titre d'information, un problème similaire de représentation dans les organes de sécurité sociale se pose d'ailleurs pour les

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

travailleurs intellectuels indépendants.

En l'occurrence, Monsieur le Député s'enquiert particulièrement des veuves et veufs d'anciens agents des CFL et demande pourquoi ces personnes n'ont pas le droit de vote à la Chambre des Salariés, étant donné que cette exclusion signifie qu'elles ne seront pas représenté(e)s dans les organes de l'Entraide médicale des CFL.

La question est a priori justifiée, mais relève de la compétence du Ministre de la Sécurité sociale.

La composition de l'électorat pour la seule Chambre des Salariés, abstraction faite des effets subséquents précités, me semble cohérente et logique. Il s'agit d'une Chambre regroupant les représentants des salariés et des retraités bénéficiant d'une pension du chef d'une telle activité salariée/rémunérée. À ce titre, les veuves et veufs n'ont logiquement pas le droit de vote à une chambre représentant les salariés.

Si les bénéficiaires de pensions dérivées comme les veufs/veuves étaient intégrés dans l'électorat, la Chambre changerait nécessairement fondamentalement de nature. Une grande partie de ses ressortissants aurait la qualité de membres sans avoir, ni avoir eu, un lien direct avec le travail salarié, élément juridique et sociologique qui constitue la cause fondamentale de l'institution.

En ce sens, je dois d'ailleurs formellement réfuter, tout en marquant mon étonnement, le communiqué récent de la FNCTTFEL invoquant dans le même contexte une prétendue erreur du Ministre du Travail et de l'Emploi. Cette erreur n'existe pas.

Cela dit, le Ministre du Travail et de l'Emploi est sensible aux doléances exprimées en ce qui concerne le pouvoir des veufs/veuves de désigner leurs représentants dans les institutions de sécurité sociale.

Cependant c'est le Ministre de la Sécurité sociale qui a la responsabilité de la législation en cause.

Je suis ouvert à discuter du sujet pour autant que la composition de l'électorat de la Chambre des Salariés serait concernée, sous réserve des contraintes résultant de la philosophie ci-dessus expliquée et sous-jacente à la nature même de la Chambre des salariés.

Question 3017 (8.12.2008) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **placement d'enfants dans des familles d'accueil:**

Dans votre réponse à la question parlementaire N°2881 de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol au sujet du placement d'enfants dans des familles d'accueil *(cf. compte rendu N°3/2008-2009)*, vous précisez que le placement d'enfants auprès de couples vivant en partenariat ne constitue pas un critère d'exclusion au niveau de la procédure de sélection. La stabilité du couple serait prise en considération, non son statut. Cependant, pour deux des quatre services d'assistance pour le placement familial, le célibat constituerait d'office un critère d'exclusion.

- En ce qui concerne les familles vivant en partenariat, est-ce que des couples homosexuels y sont considérés?

- Des couples homosexuels ont-ils déjà été sélectionnés par des services d'assistance?

- Mme la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une exclusion de personnes suivant leur statut - c'est-à-dire le statut de célibataire, vivant en partenariat ou marié - ou suivant leur orientation sexuelle constitue une violation des dispositions de la loi du 19 juillet 1997 complétant le Code pénal en modifiant l'incrimination du racisme et en portant incrimination du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discrimination illégales et de l'article 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique?

Réponse (13.1.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'article 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique précise au point e) que les activités agréées doivent être accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'usager des services a droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques. Les usagers des services d'assistance au placement familial sont aussi bien les enfants à placer que les familles sélectionnées pour l'accueil d'un enfant ou jeune en détresse. Il ne se peut donc qu'une famille soit exclue de la procédure de sélection en raison de son homosexualité. Ni l'orientation sexuelle d'un couple, ni son statut ne peuvent constituer des critères d'exclusion.

Selon mes informations, aucun couple homosexuel n'a jusqu'ici été sélectionné par un service d'assistance au placement familial. Les demandes de couples homosexuels étaient rares jusqu'à présent.

Le statut d'une famille d'accueil importe moins à mes yeux que la stabilité et les ressources intrafamiliales qui devraient permettre d'accueillir un enfant en détresse dans un cadre sécurisant et de composer avec les nombreuses variables qui déterminent la complexité d'une situation de placement familial tels le lien avec les parents d'origine, l'accompagnement professionnel par un service d'assistance, les difficultés d'attachement de l'enfant placé, etc..

Question 3018 (8.12.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**accouchement par voie césarienne:**

Selon la Fédération Hospitalière de France (FHF) un nombre croissant d'accouchements se fait par voie césarienne. Cette tendance s'expliquerait surtout par des raisons de commodité ou d'intérêt économique, particulièrement dans les cliniques privées.

Une étude montre en effet que les césariennes ont été pratiquées l'an dernier dans 20,1% des naissances, contre 10,9% en 1981. L'étude dénonce le recours aux césariennes comme «facteur de l'organisation des naissances» ou pour «optimiser les coûts de production», les établissements hospitaliers ayant tendance à suivre la méthode ABC (Activity Based Costing) déterminant les activités selon des critères de rendement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette tendance se fait également sentir au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il déceler un phénomène culturel dans la pratique des césariennes et un facteur d'âge accru des parturientes?

- Quelle est l'évolution du pourcentage de césariennes pratiquées au cours des 20 dernières années au Luxembourg par rapport au total des naissances?

Réponse (15.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans notre pays, comme d'ailleurs dans la majeure partie des pays développés, les taux de césariennes ont considérablement augmenté depuis les années 1970.

Je cite ci-après, en le traduisant de l'anglais, un extrait de l'«European Perinatal Health Report: better statistics for better health for pregnant women and their babies»: «Cette tendance à l'augmentation a continué malgré l'observation de l'OMS faite déjà en 1985: Dans aucune des différentes régions il n'existe une justification d'avoir des taux de césariennes dépassant les 10-15%. Différentes raisons ont probablement contribué à cette augmentation, incluant la peur de litiges judiciaires, la perception de la césarienne comme une intervention "sûre", le manque de prise de conscience de possibles conséquences adverses de cette intervention. Les demandes des femmes pour une césarienne sont également citées; toutefois il n'existe pas de documentation explicite pour soutenir cette affirmation ou pour analyser l'information qu'elles ont reçue qui aurait pu orienter leur choix.»

Dans une étude comparative européenne menée sur les accouchements réalisés en 2004 le Luxembourg se situe un peu au-delà de la moyenne des pays européens avec 25,3% de césariennes, les taux les plus élevés étant enregistrés en Italie (37,8%), en Irlande (29,5%) et en Allemagne (27,3%), les plus bas en Slovénie (14,4%), aux Pays-Bas (15,1%) et en Norvège (15,6%).

Mes services se sont livrés en 1992 à un travail de dépouillement des fiches médicales de naissance des années 1980 à 1991, en vue de mettre en évidence le taux de césariennes. Ils ont constaté une tendance à la progression, ce taux ayant été de 13,0 en 1980 et de 17,1 en 1991.

Un examen annuel systématique des fiches médicales de naissance est entrepris par la Direction de la Santé depuis 2001. L'IGSS quant à elle a publié dans son rapport de l'année 2007 un graphique montrant l'évolution des césariennes de 1998 à 2006. Même si la méthodologie de l'IGSS n'est pas tout à fait la même que celle de la Direction de la Santé, les chiffres mis en évidence par ces deux administrations confirment la tendance à la hausse. C'est ainsi que le taux de 20% a été dépassé une première fois en 1999, et celui de 25% en 2003. Le taux aurait été de 25,8 en 2006, bien que le travail pour cette année-là reste encore à être finalisé.

Le taux des césariennes augmente avec l'âge de la mère, pour atteindre 28,3% dans la tranche d'âge de 35 à 39 ans et 35,9% pour les mères ayant dépassé l'âge de 40 ans. Mais la tendance à la hausse se constate dans toutes les tranches d'âge.

Question 3026 (10.12.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (CGET):**

Le 19 novembre 2008, le 11e Sommet Intermédiaire des Exécutifs de la Grande Région s'est déroulé sous présidence luxembourgeoise au Château de Senningen au Luxembourg. Lors du Sommet en question, les représentants officiels des différentes composantes de la Grande Région ont pris la décision d'organiser et de valoriser la Grande Région comme région métropolitaine polycentrique et transfrontalière. La Grande Région, ne disposant pas de grande métropole devra miser sur son réseau d'agglomérations.

Afin de coordonner les démarches des différentes entités territoriales concernées, les dirigeants politiques envisagent de mettre en place un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GETC) qui représentera la plate-forme pour tous les partenaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)?

- Dans l'affirmative, quelles actions concrètes seront envisagées dans le cadre du GECT afin de renforcer les différentes activités de la Grande Région?

Réponse (14.1.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Question 1:

Le 19 novembre 2008 s'est tenu au Château de Senningen le sommet intermédiaire de la Grande Région dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du 11e Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région.

Pour rappel, en vertu du tour de rôle instauré dans le cadre de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région, la présidence du 11e Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région est exercée par le Grand-Duché de Luxembourg depuis le 1er février 2008 et ce jusqu'au 30 juin 2009.

À l'occasion du sommet intermédiaire, les membres, représentant l'ensemble des entités partenaires de la coopération transfrontalière, ont pris diverses décisions dont deux ont trait à l'outil communautaire GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale).

a) La création éventuelle d'un GECT pour couvrir de façon générale la coopération transfrontalière en Grande Région.

Les membres du Sommet ont exprimé la nécessité de doter la coopération transfrontalière d'un instrument de travail efficace permettant d'assurer la continuité de l'ensemble des travaux menés par les présidences des sommets ainsi que par les 19 groupes et communautés de travail du Sommet.

Il s'agirait de créer une structure légère s'insérant parmi les organes existants de la constellation institutionnelle de la coopération - sans s'y substituer - et avec comme objectif majeur d'en optimiser le fonctionnement général. Il s'agit de trouver une cohérence dans l'agencement, une simplification opérationnelle et une efficience pérenne des différentes activités menées par la coopération et ce indépendamment des changements de présidence qui interviennent tous les 18 mois tout en étant à même d'en accompagner et d'en soutenir le programme.

L'instrument de choix pour atteindre cet objectif peut résider dans la création d'un GECT qui constituerait un espace d'exécution des objectifs du Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région. Ce GECT du Sommet, synonyme d'une identité commune, constituerait le secrétariat des présidences des Sommets: un outil simple, précis, léger avec des objectifs politiques clairement définis à réaliser selon un plan de travail réaliste. Le GECT, doté d'une personnalité juridique et pouvant être financé, le cas échéant, à hauteur maximale de 50% par des fonds communautaires, peut être à même de donner aux responsables politiques un moyen en adéquation avec leurs ambitions.

Le sommet intermédiaire a donné mandat au Collège des Représentants Personnels d'approfondir cette proposition concrète de création d'un GECT et d'en analyser les aspects clés dont notamment les objectifs, le contenu et les questions de gouvernance et de financement. Les Représentants personnels sont ainsi mandatés à soumettre pour le 11e Sommet de la Grande Région une proposition concrète de sorte que les Chefs des Exécutifs puissent prendre à cette occasion une décision politique de principe visant la création d'un tel instrument.

b) La création d'un GECT pour assurer la fonction d'autorité de gestion du programme Interreg IV A «Grande Région»

La création de ce GECT a déjà été décidée par le Sommet de Trèves du 1er juin 2006.

«Les participants au Sommet souhaitent créer d'ici 2009 un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) qui exercera les activités de l'Autorité de gestion. Celui-ci sera placé sous la présidence du Préfet de la Région Lorraine.

Il est créé un Comité stratégique présidé par le Préfet de la Région Lorraine qui accompagnera l'élaboration du Programme opérationnel ainsi que la création et l'activité du GECT. Cet organe ne sera pas impliqué dans la gestion du Programme. Ce Comité est composé de hauts représentants des exécutifs.

La Région wallonne est désignée en qualité d'Autorité de gestion du Programme à titre transitoire.

Le secrétariat de l'autorité de gestion restera dans les locaux de la Maison commune de la Grande Région à l'issue de la période transitoire.»

Les participants au Sommet ont validé les textes fondateurs, élaborés au cours de l'année 2008. La création de ce GECT devrait être officialisée au lendemain du 11e Sommet de la Grande Région.

c) La création d'un GECT pour la coopération en relation avec Belval

Il y a lieu de relever, pour être complet, le projet d'un GECT pour organiser la coopération autour de Belval. Un rôle éminent dans l'établissement de ce GECT revient aux communes luxembourgeoises et françaises, accompagnées pour autant que c'est nécessaire, par les deux États et les grandes collectivités territoriales françaises.

Question 2:

Alors que les activités du GECT «autorité de gestion» sont clairement circonscrites et se résument, encore que la tâche soit vaste, à assurer la gestion du programme Interreg IV A «Grande Région», les tâches du GECT qui pourraient assurer le fonctionnement de la coopération transfrontalière en général ne sont en principe pas limitées. Les tâches dépendent de l'ambition que les partenaires se donnent, de la dotation en ressources humaines et financières et de l'implication des partenaires.

La définition des tâches fera partie du processus de mise en place; leur implémentation sera sans doute progressive.

***

La démarche de création d'un GECT se fait sur la base du règlement européen 1082/2006. Certaines dispositions complémentaires doivent être implémentées dans la loi luxembourgeoise, et il est à espérer que ceci pourra se faire rapidement.

Question 3028 (11.12.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **résultats de biopsie:**

Et héiert een ëmmer erëm Kloen driwwer, datt Resultater vu Biopsien, déi am Statslaboratoire gemaach ginn, onmoosseg laang op sech waarde loossen. Mat den entspriechende Konsequenze fir déi betraffe Persounen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi ass déi aktuell Situatioun, wat d'Délaie bei de Biopsien ubelaangt, a wéi ass dës Situatioun par Rapport zu engem normale Labobetrib unzegesinn?

2. Wat sinn d'Ursaache vun dëse laangen Délaien?

3. Wat ass envisagéiert, fir dës Situatioun ze verbesseren, a fir wéini ass mat enger Normalisëierung ze rechnen?

Réponse (13.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Bien que l'honorable Parlementaire ait formulé sa question en langue luxembourgeoise, je me permets de rédiger en langue française ma réponse, alors que celle-ci comporte l'utilisation de termes techniques que la langue luxembourgeoise ne connaît pas.

Je commencerai par exposer la situation en régime normal.

Les délais de transmission des comptes rendus de biopsies sont en moyenne de l'ordre de trois jours ouvrables, et peuvent atteindre cinq jours ouvrables pour les comptes rendus des pièces opératoires, à l'exception des cas nécessitant des examens complémentaires spéciaux tels que des immunomarquages.

La durée des réponses est tributaire du temps d'envoi des prélèvements, du temps de fixation, du temps d'interprétation des coupes (cas facile versus cas difficile), du temps de rédaction (une ou plusieurs pages) et le cas échéant du temps pour expertise par un médecin consultant externe.

Ces délais se situent tout à fait dans la moyenne de ceux que l'on peut observer à l'étranger pour des activités comparables. Ils sont même à considérer comme remarquables, si l'on considère que le volume des biopsies s'est multiplié par trois au cours des 20 années dernières, alors que le personnel médical et technique qui doit faire face à ce travail abondant est loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions.

Il est cependant exact que depuis quelques mois les délais normaux dont question ci-dessus sont quelque peu dépassés. Ce dépassement est moins dû à l'obtention des résultats des biopsies par le personnel médical et technique, qui travaille il est vrai à la limite de ses possibilités, qu'à un problème apparu au niveau du secrétariat de la division de l'anatomie pathologique, confronté à des absences simultanées pour congé de maladie, dont un congé de longue durée. Il appartient au secrétariat de rédiger les rapports sur base des constatations faites par le médecin du service, et de les faire parvenir au médecin traitant, demandeur de l'examen. La rédaction de ces rapports demande une certaine expérience, vu leur technicité, de sorte qu'un membre du personnel absent ne saurait être utilement remplacé au pied levé par un non-initié.

Quoiqu'il en soit, les mesures prises par la direction du LNS permettront d'éponger les retards au cours du mois de janvier. De toute manière les urgences ont toujours été traitées par priorité.

Mais même «en vitesse de croisière», et vu l'accroissement des demandes pour biopsies, une dotation supplémentaire de personnel a été demandée par le LNS et est actuellement sous examen dans le cadre du numerus clausus.

Question 3030 (11.12.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **statut du personnel du service public européen:**

En 2004, le Conseil européen a entrepris une modernisation du statut du personnel du service public européen. Le changement le plus important concerne l'introduction d'un nouveau type de personnel, l'agent contractuel, qui a remplacé le personnel auxiliaire, avec un salaire moindre.

Il m'est parvenu que l'entreprise de travail intérimaire chargée, suite à un appel d'offres, de fournir la main d'œuvre intérimaire au sein des institutions européennes basées au Luxembourg, ne serait pas en mesure de respecter strictement les dispositions de la législation luxembourgeoise sur l'emploi intérimaire voire en matière du droit de travail, notamment en ce qui concerne l'emploi de référence, le congé légal, le salaire minimum et les conventions collectives, la répétition de missions successives.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cet état des faits? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit opportun de faire vérifier les méthodes de travail de cette entreprise dans le cadre de ce contrat cadre par l'Inspection du Travail?

Réponse (24.12.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le Ministre du Travail et de l'Emploi n'a pas connaissance des faits incriminés par Monsieur le Député. D'ailleurs il n'a pas à l'être, alors que le contrôle de l'application du droit du travail n'entre pas dans ses attributions, mais dans celles de l'Inspection du Travail et des Mines.

Je vais donc transmettre la question de l'honorable Député pour compétence à l'Inspection du Travail et des Mines en lui demandant de procéder conformément à ses compétences.

Cela dit, il aurait été plus simple pour les intéressés de saisir directement l'administration compétente que de passer par une question parlementaire.

Question 3038 (15.12.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **plan d'action concernant le bruit provenant du trafic aérien:**

La directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 s'applique à l'Aéroport de Findel, car ce dernier enregistre plus de 50.000 mouvements par an.

La directive précise qu'au plus tard le 18 juillet 2008, sur base des cartes de bruit stratégiques, sont établis des plans d'action destinés à éviter ou à réduire les effets nuisibles du bruit afin de préserver la qualité de vie et la santé des personnes touchées par le bruit du trafic aérien.

L'article 8 de la prédite directive prévoit que les États membres consultent le public sur les propositions relatives aux plans d'action, que le public se voie accorder en temps utile des possibilités effectives de participation à l'établissement des plans d'action, que les résultats de cette participation soient pris en compte, et enfin que le public soit informé des décisions prises.

La directive impose de prévoir des délais raisonnables pour que le public dispose d'un temps suffisant pour participer à chacune des phases.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Où en est la procédure d'élaboration des plans d'action visant à gérer et à réduire le bruit provenant du trafic aérien?

2. De quelle manière et selon quel calendrier comptent-ils respecter l'obligation de mettre en œuvre la procédure de participation et de consultation du public?

Réponse (5.1.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En date du 24 novembre 2008, les avant-projets de plan d'action visant à gérer et à réduire le bruit provenant du trafic aérien, routier et ferroviaire ont été avisés favorablement par le comité de pilotage interministériel, chargé de suivre la mise au point de la cartographie stratégique du bruit et des plans d'action. Le Ministre de l'Environnement a saisi le Conseil de Gouvernement des projets de plans d'action le 11 décembre 2008 en vue d'une délibération au Conseil en janvier 2009.

En ce qui concerne la procédure publique, la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit prévoit que le Ministre de l'Environnement «adresse, aux fins d'enquête publique, le projet de plan d'action à la ou les commune(s) concernée(s). (…) Durant la période de dépôt du projet, le Ministre ou la ou les personnes déléguée(s) à cet effet tient/tiennent au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine».

Il est prévu que cette procédure soit officiellement lancée en février 2009. Deux séances d'information du public seront organisées dont une sera dédiée exclusivement au plan relatif au bruit aérien. La deuxième séance traitera conjointement des plans de gestion du bruit relatifs au bruit ferroviaire et autoroutier. Suite à une première présentation des cartographies stratégiques du bruit auprès de la Commission de l'Environnement en date du 8 avril 2008, le Ministre souhaite également présenter le contenu des plans d'action à cette même commission parlementaire. Reste à préciser que deux réunions d'information visant d'une part les 33 communes concernées par les trois sources de bruit analysées et de l'autre les communes, associations et professionnels ayant un intérêt direct des actions menées dans la lutte contre le bruit, ont été organisées en amont de l'élaboration des plans d'action. Ces réunions ont eu lieu respectivement le 23 mai 2008 à Bettembourg et le 9 juin 2008 à Luxembourg.

Question 3041 (16.12.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **retrait du permis de chasse et présence au sein du Conseil supérieur de la chasse:**

La Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg est représentée au sein du Conseil Supérieur de la Chasse par quatre membres effectifs, dont le président de ladite Fédération.

Monsieur le Ministre partage certainement ma conviction qu'un membre du Conseil devrait naturellement avoir un comportement exemplaire dans l'exercice de la chasse.

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Dans l'hypothèse où l'un des membres du Conseil se verrait retirer son permis de chasse, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait dès lors procéder au remplacement de ce membre au sein du Conseil?

- Est-ce que des membres du Conseil supérieur de la chasse se sont déjà vus retirer leur permis de chasse?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner en détail sur le nombre de retraits de permis de chasse et le motif de leur retrait pendant les 12 derniers mois?

Réponse (24.12.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Je partage la conviction de l'honorable Député Camille Gira qu'un membre du Conseil Supérieur de la Chasse doit avoir un comportement exemplaire dans l'exercice de la chasse.

C'est pourquoi, au cas où un membre de ce Conseil se voit retirer son permis de chasser, je fais procéder à une analyse du dossier aux fins de constater la nature et la gravité des faits qui sont à la base de cette sanction.

Pour l'heure, aucune faute ou erreur d'appréciation ne présentait une gravité telle qu'elle aurait conduite au remplacement d'un membre au sein du Conseil.

Par contre, j'estime qu'un membre du Conseil Supérieur qui s'est vu annuler temporairement son permis de chasser ne devrait pas y siéger pendant la durée d'interdiction d'exercer la chasse.

La réponse à la deuxième question est affirmative: des membres du Conseil ont déjà fait l'objet d'une annulation temporaire de leur permis de chasser.

Pendant les douze derniers mois, douze permis de chasser ont été annulés. Dans tous les cas, il s'agissait d'erreurs d'appréciation et de fautes commises lors du tir de cerfs mâles.

Question 3042 (16.12.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **phase de préenregistrement de substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH:**

Le règlement REACH rend obligatoire l'enregistrement des substances chimiques fabriquées ou importées dans l'Union européenne, dans des volumes dépassant une tonne par an à partir du 1er juin 2008.

Or, depuis le 1er décembre 2008, la phase de préenregistrement de certaines substances chimiques dans le cadre de l'implémentation de la réglementation européenne REACH, est clôturée.

Selon mes informations, quelque 62.000 entreprises européennes auraient effectué 2.200.000 préenregistrements représentant pas moins de 50.000 substances chimiques. En Belgique par exemple, 1.900 entreprises ont procédé à 65.000 préenregistrements jusqu'au 1er décembre 2008 auprès de l'Agence européenne des produits chimiques établie à Helsinki en Finlande.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'entreprises luxembourgeoises ayant effectué un préenregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques?

- Quel est le chiffre exact des substances chimiques enregistrées par ces mêmes entreprises?

Réponse (5.1.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Au cours de la période de préenregistrement de six mois qui a débuté le 1er juin 2008 et s'est clôturée le 1er décembre dernier, plus de 65.000 entreprises ont procédé à environ 2,75 millions de préenregistrements concernant à peu près 150.000 substances.

2.745 dossiers de préenregistrement ont été déposés pour le Luxembourg. Le nombre d'entités légales qui se sont enregistrées dans le système de préenregistrement de l'Agence européenne des produits chimiques s'élève à 139. Cependant ce chiffre ne correspond pas directement au nombre d'entreprises ayant préenregistré du fait que quelques entités enregistrées n'ont pas soumis de préenregistrement et qu'une entreprise peut comprendre plusieurs entités légales.

D'autre part, le nombre de préenregistrements est susceptible de changer car l'Agence n'a pas fini son processus d'examen des informations reçues. Ainsi des notifications de préenregistrements peuvent être écartées pour raisons d'invalidité des informations sur les substances et les entreprises. Parallèlement, des entreprises ont sollicité l'annulation de leurs préenregistrements.

Conformément à l'article 28, point 4, du règlement REACH, l'Agence européenne des produits chimiques a publié sur son site Internet une liste provisoire des substances préenregistrées, susceptible d'être modifiée au fil de l'avancement de la procédure de validation par l'Agence.

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

19e	séance, mardi	16 décembre 2008
20e	séance, mercredi	17 décembre 2008
21e	séance, mercredi	17 décembre 2008
22e	séance, jeudi	18 décembre 2008

➤ Giorgio Napolitano,



© Carlo Hommel

Präsident der Republik Italien, empfing am 3. Februar Kammerpräsident Lucien Weiler im großherzoglichen Palast. In dem Gespräch ging es hauptsächlich um die bilateralen Beziehungen zwischen Italien und Luxemburg und um Europa und die Auswirkungen der Wirtschaftskrise. Kammerpräsident Lucien Weiler bezeichnete das Gespräch als tiefgehend und herzlich.

➤ Tschechische EU-Präsidentschaft

Für eine nachhaltige Energie für Europa

In die geschichtsträchtige Stadt Prag hatte die EU-Präsidentschaft zur Energie- & Umwelttagung vom 25. bis 26. Januar eingeladen.

Nur wenige Tage nach der Beilegung der Streitigkeiten zwischen Russland und der Ukraine bezüglich der Erdgaslieferungen nach Westeuropa, sollten sich die Vertreter aus den 27 Mitgliedstaaten auf die weiteren Schritte hin zu einer gesteigerten Energieversorgungssicherheit und Diversifizierung der Energievektoren äußern.

Den Rahmen für die Tagung bildete der jüngste Bericht „World Energy Outlook 2008“ von der Internationalen Energieagentur (IEA) in Paris.

Das vorgelegte Informationsmaterial machte darauf aufmerksam, dass die Energieabhängigkeit der Europäischen Union in einem verstärkten Maß ansteigt. Nur durch eine umgehende Bewusstseinsänderung hinsichtlich des Energieverbrauchs und der Energiegewinnung könne die EU der Energiefalle entkommen, hieß es. In seinem Redebeitrag unterstrich der luxemburgische Abgeordnete Marcel Oberweis die Notwendigkeit einer nachhaltigen Energieversorgung: „Mittels der Umwelttechnologien werden wir eine Antwort auf die aktuelle Wirtschaftskrise liefern und Hunderttausende von sicheren Arbeitsplätzen schaffen.“



Jacques-Yves Henckes und Marcel Oberweis vertraten das Luxemburger Parlament auf einer Tagung über die europäische Energieversorgung.

➤ Der Präsident des Deutschen Bundestags in Luxemburg

Europa, die Krise und die nationalen Parlamente

Die Rolle der nationalen Parlamente bei der Bewältigung der Finanz- und Wirtschaftskrise sowie ihre Möglichkeit der Einflussnahme auf europäische Entscheidungen waren die zentralen Themen der Gespräche des deutschen Bundestagspräsidenten Norbert Lammert am 5. Februar in der luxemburgischen Abgeordnetenkammer.

Lammert traf dort mit Mitgliedern des Kammerbüros und des außen- und europapolitischen Ausschusses zusammen.

„Keine Konkurrenten“

„Wir dürfen das Europäische Parlament nicht als Konkurrenten betrachten“, sagte Lammert. Die Aufgabe der nationalen Parlamente in europapolitischen Angelegenheiten bestehe darin, die Regierungen zu kontrollieren.

In diesem Sinne habe der Deutsche Bundestag einen Vertrag mit der Bundesregierung abgeschlossen.

Darin verpflichte sich die Regierung, das Parlament laufend und zügig über anstehende Entscheidungen zu informieren.

„Sofern der Bundestag Stellung bezieht, muss die Regierung diese Stellungnahme als Verhandlungsposition übernehmen“, erläuterte Lammert.

Zudem wurde dem Europaausschuss des Bundestags (durch eine Verfassungsänderung) das Recht zuerteilt, bestimmte europäische Fragen abschließend zu behandeln, also ohne Abstimmung in einer Plenarsitzung.

Einem seiner Ausschüsse hat der Bundestag auch die Kontrolle der Milliardenzahlungen an die Banken anvertraut.

Der Sonderausschuss kontrolliere wohl nicht jede einzelne staatliche Bürgschaft, könne jedoch die für die Abwicklung des Bankenrettungspaketes zuständige Behörde jederzeit zur Rechenschaft ziehen, erklärte der Bundestagspräsident.

Krise als Chance nutzen

Lammert war am Vormittag von seinem Luxemburger Kollegen Lucien Weiler, dem Präsidenten der „Chambre des Députés“, empfangen worden. Europa und die Krise standen auch im Mittelpunkt ihres Vier-Augen-Gesprächs.

Über dieses Thema bestand völlige Übereinstimmung zwischen den beiden Politikern.

„Diese Krise kann zu einer Chance werden, wenn die Bürger erkennen, dass Europa ohne Zusammenhalt in der globalisierten Welt chancenlos wäre“, meinten beide Vorsitzenden übereinstimmend.

Nach innen habe das untereinander abgestimmte Vorgehen dazu geführt, nationale Egoismen in der EU weitestgehend zurückzudrängen. Am frühen Nachmittag wurde Lammert von Großherzog Henri in Audienz empfangen.



Der Präsident des Deutschen Bundestags wurde von Mitgliedern des Kammerbüros und des außen- und europapolitischen Ausschusses empfangen.

Norbert Lammert als Studiogast in der wöchentlichen Sendung „Chamber aktuell“



Auch eine Unterredung mit Premierminister Jean-Claude Juncker stand auf dem Programm.

Zum Abschluss seines Besuchs traf Lammert am 6. Februar mit Außenminister Jean Asselborn zusammen.

DANS CE NUMÉRO

Mesures fiscales p. 212

Soins palliatifs p. 243

Euthanasie (début des débats) p. 248

Sommaire des séances publiques Nos 19 à 22 p. 256

Sommaire des questions parlementaires p. Q93

Die schwedische EU-Präsidentschaft kündigt sich an



Die schwedische Delegation wurde von Mitgliedern der außenpolitischen Kommission empfangen.

Am 1. Juli 2009 wird Schweden die EU-Präsidentschaft übernehmen.

Die Herausforderungen sind durch die Finanzkrise und durch den Klimawandel gänzlich andere als im Jahr 2001, in dem Schweden zum ersten Mal die Präsidentschaft der damals noch 15 Mitgliedstaaten zählenden Europäischen Union innehatte, teilte die Präsidentin des Ausschusses für Europäische Angelegenheiten des schwedischen Parlaments, Anna Kinberg Batra, anlässlich eines Besuchs der Abgeordnetenkammer des Großherzogtums Luxemburg mit.

Begleitet wurde Anna Kinberg Batra von einer achtköpfigen Delegation, der Abgeordnete von 5 der 7 im Riksdagen vertretenen Parteien angehörten.

In einem Gespräch mit den Mitgliedern der außenpolitischen Kommission der Abgeordnetenkammer wurden die Schwerpunkte der schwedischen EU-Präsidentschaft näher umrissen.

Die Auswirkungen der Finanzkrise und Wirtschaftsfragen im Allgemeinen, die Maßnahmen gegen den Klimawandel, Fragen der Gleichberechtigung im Rahmen der Strategie von Lissabon und das Scheidungsrecht werden im zweiten Halbjahr 2009 auf der Tagesordnung stehen.

Bisher sind jedoch noch nicht alle Themen festgelegt, wichtige Teile des Programms werden erst in den kommenden Wochen und Monaten geschrieben, da sie von den aktuellen internationalen Entwicklungen abhängen.

Dazu gehören die Maßnahmen, die zur Milderung der Finanzkrise getroffen werden müssen und der Konflikt in Georgien sowie die europäische Energiepolitik.

Umstrittene Gentechnik in der Landwirtschaft

Die Nutzung von genveränderten Organismen in der Großregion war das Thema einer gemeinsamen Sitzung der Ausschüsse für wirtschaftliche Fragen sowie für Umwelt und Landwirtschaft des Interregionalen Parlamentarierrates, die am 30. Januar unter dem Vorsitz des luxemburgischen Abgeordneten Marcel Oberweis und des Abgeordneten des Wallonischen Parlaments Léon Walry in der Abgeordnetenkammer stattgefunden hat.

Im Mittelpunkt stand die luxemburgische Gesetzgebung, die den Anbau von genveränderten Organismen nur unter Einhaltung strenger Vorsichtsmaßnahmen erlaubt.

So muss nicht nur ein gewisser Mindestabstand zu anderen Feldern eingehalten werden, sondern das Landwirtschaftsministerium muss auch im Voraus über den geplanten Anbau genveränderter Organismen informiert werden. Zudem muss eine Versicherung abgeschlossen werden, die für eventuelle Schäden aufkommt, die durch den Anbau genveränderter Organismen entstehen.

Da die Übertragung von Pollen durch Bienen weder Unterschiede zwischen genveränderten und unveränderten Pflanzen kennt noch an den Landesgrenzen Halt macht, ist auch auf diesem Gebiet die Zusammenarbeit in der Großregion von großem Interesse.

Aus wissenschaftlicher Sicht erläuterte Professor Patrick du Jardin (Universität Gembloux, Belgien) die Risiken und Herausforderungen der Gentechnik für die Landwirtschaft.

Weitere Redner waren Marc Weyland (Verwaltung der technischen Dienste des Landwirtschaftsministeriums) und Roger Dammé (Sekretär der Bienenzüchtervereinigung).

Ali Babacan chez Lucien Weiler



Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, M. Ali Babacan, a été reçu le 10 février 2009 par le Président de la Chambre des Députés.

Lors de cette entrevue, les relations bilatérales ainsi que l'actualité européenne ont été au centre des discussions. Le rôle stratégique de la Turquie comme porte d'entrée des hydrocarbures en Europe fut également abordé.

Coopération interadministrative

5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi générale des impôts („Abgabenordnung");

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'établir les bases légales pour une coopération intensifiée entre l'Administration des Contributions Directes et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Il fait partie d'un ensemble de mesures visant à améliorer sur le plan national les capacités d'actions des deux administrations dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Il s'agit de renforcer le dispositif légal afin de permettre un échange d'informations efficace entre ces administrations en vue de la détermination surtout des impôts budgétairement les plus importants, à savoir l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des collectivités, la TVA et les droits d'enregistrement. À noter que l'Administration des Douanes et Accises est également pleinement associée à la coopération avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Notons que l'une des finalités primaires de la coopération entre les administrations fiscales consiste à garantir le principe de l'égalité des citoyens et des entreprises devant l'impôt. À cet effet le champ d'application de l'échange d'informations est élargi à d'autres acteurs étatiques/personnes morales de droit public. Ainsi, le projet de loi crée également le cadre légal pour un échange de données entre les administrations fiscales, d'un côté, et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, le STATEC, le Centre Commun de la Sécurité Sociale, le Ministère des Transports, la Caisse Nationale des Prestations Familiales, le Fonds National de Solidarité et l'Inspection du Travail et des Mines de l'autre côté. En effet, ces administrations détiennent des informations nécessaires à l'établissement correct et au recouvrement des différents impôts et taxes relevant des compétences des administrations fiscales.

À noter que ces échanges de données se font dans des conditions conformes à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2007
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
02.10.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
16.09.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.09.2008 Adoption d'amendements
09.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°206, page 3130

Luxembourg - ARYM (sécurité sociale)

5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

L'objectif principal de la «Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine» est de remplacer l'ancienne convention générale sur la sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative populaire de Yougoslavie du 13 octobre 1954 par un instrument plus moderne et plus adéquat. Si la convention avec la Yougoslavie a, dans un premier temps, été maintenue en vigueur dans nos relations avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), cette situation est devenue inadéquate pour diverses raisons.

La nouvelle convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants.

Le projet de loi a pour objet d'approuver cette convention conclue à Luxembourg le 19 février 2008.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration, le 04.09.2007
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
09.10.2008 Désignation d'un rapporteur
27.11.2008 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°203, page 3096

Loi électorale

5859 - Projet de loi portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier et de compléter la loi électorale ainsi que d'adapter l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

La loi électorale modifiée du 18 février 2003 a été appliquée pour la première fois à l'occasion des élections législatives et européennes du 13 juin 2004 et des élections communales du 9 octobre 2005.

Les adaptations proposées dans le projet de loi sous rubrique tiennent compte, d'une part, de l'expérience collectée au cours de l'échéance électorale passée et, d'autre part, des prises de position du gouvernement à l'égard de trois propositions de loi en matière électorale, à savoir:

- la proposition de loi N°5575 de Mme la Députée Lydie Err et de M. le Député Ben Fayot, qui vise notamment la prolongation du délai d'inscription des non-Luxembourgeois sur les listes électorales et la diminution de la durée de résidence pour les non-Luxembourgeois de cinq à deux ans;

- les propositions de loi 5668 et 5669 de Mme la Députée Anne Brasseur qui visent notamment à simplifier la procédure d'envoi des convocations aux élections respectivement au référendum en supprimant la formalité du récépissé.

La prolongation du délai d'inscription des non-Luxembourgeois sur les listes électorales

La plus importante innovation du projet de loi sous rubrique concerne les nouvelles dispositions relatives à l'inscription sur la liste électorale des citoyens ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne pour les élections européennes et à l'inscription des étrangers sur la liste électorale pour les élections communales.

La procédure de réclamation et de recours contre les listes électorales

Par le biais du nouveau projet de loi, cette procédure pourra se dérouler en temps utile avant le jour des élections. Concernant les voies de recours, le nouveau texte propose de mettre fin à la compétence actuelle du juge de paix du canton au profit du tribunal administratif seul compétent en vue de connaître des recours en réformation exercés contre une décision administrative unilatérale, avec possibilité d'appel devant la Cour administrative.

La durée de résidence

Le projet de loi sous rubrique prévoit de ramener de cinq à deux ans la durée de résidence à laquelle la loi électorale soumet le droit de participation des ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne aux élections européennes.

Une base légale pour le bureau centralisateur gouvernemental

Ce bureau est chargé de collecter auprès des bureaux de vote une copie des résultats électoraux pour calculer de manière officieuse les résultats des élections en vue de les communiquer rapidement au public et aux médias.

La lettre de convocation

Le législateur propose de supprimer dans la loi électorale l'obligation respectivement du récépissé et de l'accusé de réception pour l'envoi des lettres de convocation au scrutin.

Dorénavant, un simple envoi par voie postale sera suffisant.

Fichiers électroniques

Le présent projet de loi prévoit expressément que dorénavant la tenue et la mise à jour des listes électorales se font soit sur papier, soit sous forme de fichiers électroniques. Il est toutefois précisé que les listes dont la loi prévoit de les soumettre à l'inspection du public doivent dans tous les cas être produites dans une version «papier».

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008
Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
(Président: M. Marco Schank):
18.06.2008 Présentation du projet de loi
09.09.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
16.09.2008
27.11.2008 Adoption d'une série d'amendements
02.12.2008
11.12.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°210, page 3162

Luxembourg - Hong Kong (fiscalité)

5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale («RAS») de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Cette convention, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007, s'inscrit dans la liste des nombreuses conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier.

La convention sous rubrique offrira des opportunités d'investissements aux entreprises désirant s'implanter à Hong Kong, ainsi qu'aux entreprises originaires de la RAS de Hong Kong et de Chine désirant investir au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
02.12.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°202, page 3084

Administration des Services médicaux du Secteur public

5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Le projet de loi a pour objet de créer la base légale pour une nouvelle administration des services médicaux du secteur public qui sera placée sous l'autorité du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Les fonctions de médecin du travail et de médecin de contrôle dans la Fonction publique ont été introduites dans le statut général des fonctionnaires de l'État par une loi du 19 mai 2003, loi modificative de la loi de base du 16 avril 1979, et leurs missions ont été précisées par un règlement grand-ducal du 5 mars 2004.

Depuis lors, les besoins en la matière, et surtout en matière de santé au travail, ont rapidement évolué. En effet, les différentes attributions du médecin du travail et le nombre élevé d'agents de l'État à examiner ont amené le Gouvernement à recruter un deuxième médecin du travail en 2005, un troisième en 2006 et un quatrième en 2008. La situation de la médecine du travail et de la médecine de contrôle a évolué de telle manière que le Gouvernement est arrivé à la conclusion que le service médical de la Fonction publique devrait être organisé à part et bénéficier de son propre cadre.

Dans la mesure où la santé au travail et la médecine de contrôle constituent deux volets bien distincts, l'administration en question comprendra deux divisions, chacune dirigées par un médecin-chef de division.

En dehors des médecins, le cadre de la nouvelle administration prévoit également la carrière du psychologue. Ensuite, l'Administration des Services médicaux pourra nécessiter à l'avenir la présence accrue d'infirmiers qui assistent les médecins en s'occupant des tâches paramédicales. Pour l'encadrement et les travaux administratifs ainsi que l'accueil de l'administration, les carrières de l'attaché de Gouvernement, du rédacteur et du concierge ont également été prévues.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative, le 29.04.2008
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
(Président: M. Lucien Thiel):

06.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.10.2008	Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires
01.12.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°215, page 3194

Luxembourg - Monténégro (sécurité sociale)

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

L'objectif principal de la convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro signée à Luxembourg le 19 février 2008 est de remplacer l'ancienne convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade le 27 octobre 2003 qui est actuellement applicable. La nouvelle convention bilatérale est surtout une adaptation formelle devenue nécessaire suite à l'indépendance du Monténégro. À noter que l'ancienne convention continuera à s'appliquer dans les relations avec la Serbie.

La nouvelle convention avec le Monténégro garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants.

Le projet de loi a pour objet d'approuver cette convention conclue à Luxembourg le 28 novembre 2006.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.05.2008
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.10.2008	Désignation d'un rapporteur
27.11.2008	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°201, page 3072

Fonction publique

5889 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Le projet sous avis a pour objet de modifier plusieurs textes législatifs concernant des matières diverses, dont notamment:

1. les mécanismes d'engagement d'experts

La loi du 19 mai 2003 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État avait introduit la possibilité d'engager auprès de l'État et en qualité d'employé pour la durée d'un an des agents pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle particulière, ceci en cas de circonstances exceptionnelles justifiant une dérogation aux conditions d'admission, de nomination et de stage normalement à remplir. Ce texte prévoyait pour ces mêmes agents que «après cette période, il peuvent être nommés en qualité de fonctionnaire de l'État à un emploi d'une carrière de fonctionnaire correspondant à leur degré d'études». Cette notion d'emploi ayant donné lieu à des interprétations restrictives, soutenant que les dispositions actuelles ne permettraient pas des nominations au-delà du premier grade et de la première fonction de la carrière correspondante de fonctionnaire, la présente adaptation a pour objet d'apporter les précisions nécessaires permettant dorénavant d'appliquer le mécanisme du passage du régime d'employé vers celui du fonctionnaire, en continuant à faire bénéficier l'intéressé du même grade atteint ou d'une autre fonction classée à un autre grade de la carrière de fonctionnaire correspondante.

2. l'introduction du congé individuel de formation

Le texte introduit donc au niveau de l'article 28 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État le principe du congé individuel de formation. Tout comme pour les autres congés énumérés à l'article 28, la nature, la durée, les conditions et les modalités d'allocation du congé seront réglées par l'introduction des dispositions afférentes au niveau du règlement grand-ducal modifié du 22 août 1985 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État.

3. le supplément personnel du traitement en cas de réintégration dans la fonction publique

L'accord salarial dans la Fonction publique signé le 5 juillet 2007 prévoit que le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour modifier les textes en vigueur en vue «d'un recrutement au niveau de traitement atteint au moment de leur départ (par le biais d'un supplément personnel) des fonctionnaires et employés de l'État rentrant au service après interruption de leur qualité d'agent public.» Déjà les dispositions actuelles de l'article 6bis de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État prévoient la possibilité d'accorder un supplément personnel de traitement notamment pour le fonctionnaire qui vient d'être admis au stage d'une carrière supérieure à la sienne ainsi que pour l'employé de l'État et l'ouvrier de l'État admis comme stagiaire-fonctionnaire ou nommé fonctionnaire. Le supplément pouvant être alloué par décision du Gouvernement en conseil, sur avis du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, est destiné à compenser une éventuelle perte de traitement à laquelle s'exposent les agents après les changements de situation de carrière précités. Les nouvelles dispositions introduites par le présent projet de loi s'inspirent très largement de celles précitées, mais prévoient dorénavant la possibilité de bénéficier d'un tel supplément même après une interruption de service auprès de l'État, alors que celles existantes s'appliquaient aux cas de passage sans interruption aucune d'une carrière ou d'un régime à un autre.

4. le changement de carrière

Les adaptations apportées à la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne ont pour objet de préciser la notion de «grade immédiatement supérieur» dans le cadre du changement de carrière.

5. le partage de l'allocation de famille

L'accord salarial dans la Fonction publique signé le 5 juillet 2007 a retenu que le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour modifier les textes en vigueur en vue «de l'introduction de la possibilité pour les conjoints et partenaires au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, travaillant tous les deux à tâche partielle auprès de l'État, de partager l'allocation de famille entre eux au prorata de leur degré de tâche.»

L'article 9 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État prévoit en effet, à titre d'accessoire de traitement, le versement possible d'une allocation de famille égale à 8,1 % du traitement sans qu'elle ne puisse être inférieure à 25 points indiciaires, ni supérieure à 29 points indiciaires. Pour les fonctionnaires bénéficiant d'un congé pour travail à mi-temps, l'allocation en question est réduite de moitié. Le fonctionnaire bénéficiaire d'un congé sans traitement ne touche pas d'allocation. Pour ceux prestant un service à temps partiel, elle est proratisée par rapport au degré d'occupation. Les mêmes modalités sont applicables aux employés et ouvriers de l'État engagés à tâche complète ou à tâche partielle. Ces modalités retiennent par ailleurs le principe d'un versement unique d'une allocation par ménage, principe également respecté lorsque le conjoint ou partenaire de l'agent de l'État travaille dans le secteur privé. C'est dans le même ordre d'idées que l'allocation de famille est actuellement calculée sur et payée avec le traitement le plus élevé, lorsque les deux conjoints ou partenaires sont agents publics.

Le Gouvernement a reconnu comme injuste qu'un couple dont les deux conjoints travaillent par exemple à mi-temps ne bénéficie que d'une allocation de famille réduite de moitié alors que les ménages dans lesquels un partenaire travaille à plein temps et l'autre s'adonne à l'éducation des enfants touchent une allocation complète. Les modifications apportées dans le présent cadre à l'article 9 de la loi sur les traitements ont pour objet de remédier à ces situations jugées inéquitables.

6. la computation des périodes de congé sans traitement et de congés pour travail à mi-temps

La loi du 19 mai 2003 modifiant entre autres la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État a introduit à son article I une mesure qui permet à tous les fonctionnaires en service à temps partiel, en congé pour travail à mi-temps ou en congé sans traitement de prendre en compte intégralement le temps de service pendant une durée de dix ans pour les congés sans traitement, respectivement de quinze ans pour les congés pour travail à mi-temps et ce pour l'application des avancements en traitement et en échelon, pour les promotions ainsi que pour le droit d'admission à l'examen de promotion. Cette disposition a rétroagi également au bénéfice de toutes les personnes qui se sont trouvées en congé sans traitement ou en congé pour travail à mi-temps pour s'occuper de l'éducation de leur(s) enfant(s) de moins de quinze ans au moment de la mise en vigueur de la loi de 2003. La période prise en compte s'est située entre la date de la mise en vigueur de la loi de 2003 et la période restant à couvrir pour parfaire les dix respectivement quinze années, sous réserve de la déduction du temps déjà computé à leur profit en vertu d'une autre disposition.

À ce sujet, l'accord salarial dans la Fonction publique signé le 5 juillet 2007 retient en son point 2 sous a) une disposition supplémentaire qui prévoit que le Gouvernement complétera le texte en vigueur en vue de permettre aux fonctionnaires, ayant bénéficié avant le 1er juillet 2003 d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps pour élever leur(s) enfant(s) à charge de moins de quinze ans, de bénéficier d'une computation des congés en question comme période d'activité de service intégrale pour l'application des avancements en échelon et des majorations de l'indice. Il s'agit en fait d'une mesure qui est introduite afin d'éviter que les fonctionnaires ayant bénéficié d'un congé avant l'entrée en vigueur de la loi de 2003 pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants, ne soient désavantagés.

7. le changement d'administration

La modification de la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration a pour unique objet d'apporter une précision supplémentaire à la fixation du rang du fonctionnaire ayant changé d'administration et dont l'agent de référence initial a quitté le service. Pour ne pas léser ces fonctionnaires qui risqueraient alors de voir refixer leur rang par rapport à un agent moins ancien en rang que l'agent de référence initial, la disposition prévoit que dans ce cas, ils conservent leur rang dans le tableau d'avancement.

8. le droit de priorité des soldats volontaires

Il est apparu que la formulation actuelle du texte, qui instaure un droit de priorité absolu en ce sens qu'en présence d'un soldat volontaire postulant pour un poste d'employé, l'administration se voit obligé d'attribuer ce poste automatiquement à ce dernier, et ce uniquement à cause de son statut antérieur de soldat volontaire et sans aucune possibilité de mettre le profil du poste en relation avec le profil du candidat, se révèle finalement peu bénéfique pour l'administration ou le service concernés. En effet, ceux-ci sont tributaires de l'efficacité et de la productivité de leurs agents, ce qui ne saurait être garanti en l'absence de critère d'appréciation et de sélection permettant de prendre en compte le bagage scolaire, les compétences et l'expérience antérieure de tous les candidats.

La modification proposée a pour unique objet d'apporter une précision à la disposition existante en ce qu'elle permettra à l'avenir de disposer d'une marge d'appréciation. En effet, il sera dorénavant possible de pourvoir un poste en raison de la concordance du profil de l'emploi au profil du candidat, indépendamment du statut antérieur des intéressés. S'il est vrai que cette disposition met fin à une sélection automatique sans critère raisonnable au bénéfice d'une meilleure relation entre les exigences du poste et les capacités du candidat, il n'en reste pas moins que le droit de priorité est maintenu et développera toute sa portée en présence de deux candidats présentant un profil identique ou du moins approprié à titre égal au profil du poste et dont l'un aurait le statut de soldat volontaire.

En outre le projet de loi vise à redresser, dans les dispositions en vigueur, quelques erreurs matérielles.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative, le 04.06.2008
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative,
des Media et des Communications
(Président: M. Lucien Thiel):
01.12.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°214, page 3186

Maison du Savoir Belval

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

1. Objet du projet de loi

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg.

En 2005, le Gouvernement luxembourgeois a retenu le site de Belval comme siège unique de l'Université du Luxembourg. Les membres du Gouvernement se sont mis d'accord pour construire dans un premier temps à Belval la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication et la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ainsi que les infrastructures d'enseignement, le Rectorat et l'administration centrale de l'Université. Une décision définitive concernant l'implantation de la Faculté de Droit, d'Économie et des Finances sera probablement prise en 2009.

La reconversion de la friche industrielle de Belval, la création d'un quartier nouveau ainsi que d'une véritable agglomération urbaine constituent une opportunité exceptionnelle pour réaliser un espace universitaire et de recherche dans un contexte urbain en devenir. L'Université du Luxembourg sera l'élément majeur de la Cité des Sciences qui constitue le projet phare de la reconversion de la friche industrielle Belval et qui sera implantée sur la Terrasse des Hauts Fourneaux couvrant une surface de 15,48 ha.

L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est de créer un complexe universitaire qui s'inscrive d'une manière naturelle dans le tissu structuré du site de Belval pour participer tant par ses constructions que par les activités qu'il génère à la création d'un quartier urbain vivant. Les activités vont s'organiser autour de l'idée de mixité des fonctions. Parallèlement à l'enseignement et aux activités de recherche, on trouvera également des offres culturelles et de loisirs, du commerce, des services administratifs publics et privés ainsi que des logements.

Le projet urbain de Belval offre l'opportunité de développer simultanément la ville et l'Université et de conditionner leur expansion d'une manière réfléchie. Ceci permet de promouvoir une nouvelle approche qui crée une liaison intrinsèque entre la ville, d'une part, et l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, d'autre part, conduisant ainsi à l'intégration totale de ces derniers éléments dans le tissu et les activités urbains.

2. La Maison du Savoir

Le premier projet de la Cité des Sciences qui sera réalisé à Belval sera la Maison du Savoir qui regroupera toutes les infrastructures des enseignements généraux, des séminaires et des conférences de l'Université. La Maison du Savoir sera le lieu le plus fréquenté par les étudiants des différents cycles d'enseignement.

2.1. Le centre de l'enseignement

Tous les cours théoriques des deux premiers cycles universitaires seront dispensés dans la Maison du Savoir. Cette destination détermine le programme de construction qui s'avère être difficile dans la mesure où toutes les données du problème ne sont pas réunies. Les données du passé ne sont pas applicables telles quelles pour le futur. Elles ne sont pas tout à fait représentatives pour le projet à venir dans la mesure où la structure actuelle de l'Université est complètement différente non seulement en ce qui concerne sa structure organique, mais également en raison du fait qu'elle est distribuée sur trois sites différents, ce qui rend les synergies difficiles, voire dans certains cas impossibles.

À Belval cette situation est bien différente. L'un des objectifs de la création de la Cité des Sciences est la réalisation de synergies dans l'esprit d'une optimisation de l'exploitation des infrastructures et, ainsi, d'une réduction du nombre des salles nécessaires.

2.2. Le centre de conférences

La Maison du Savoir ne sera néanmoins pas réservée exclusivement aux étudiants, mais sera fréquentée également par des visiteurs et utilisateurs externes. Les installations et équipements se prêteront parfaitement à l'organisation de séminaires publics ou privés, de conférences et de congrès.

L'utilisation de la Maison du Savoir en tant que centre de conférences est l'une des pistes les plus prometteuses pour améliorer le taux d'occupation global des salles disponibles.

Au-delà du fait d'améliorer le rendement des équipements, ce modèle contribuera à ouvrir l'Université au public. Cela exige un certain nombre d'aménagements particuliers. Les accès devront être aisés. Les différents espaces devront pouvoir être utilisés sans interférer sur le fonctionnement des autres. Il faudra une configuration bien étudiée qui permette une flexibilité optimale dans l'exploitation.

2.3. L'administration

La Maison du Savoir hébergera également l'administration de l'Université se composant de la direction qui est assurée par le Conseil de Gouvernance, le Rectorat et la Direction des Pôles Thématiques ainsi que des services administratifs.

Au niveau fonctionnel, cela implique une séparation des espaces destinés à la direction de l'Université et des espaces générant une fréquentation régulière des étudiants. Les organes de direction auront besoin de bureaux et salles de réunions ainsi qu'un espace pour l'accueil de VIP. Les services destinés à l'accueil, à l'information et au conseil des étudiants, se composeront de bureaux et de salles de réception.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008
Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):
22.09.2008 Désignation d'un rapporteur
24.11.2008 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.11.2008 Discussion sur le concept Cité des Sciences
01.12.2008 Présentation et adoption du projet de rapport
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
(Président: M. Fred Sunnen):
27.11.2008 Discussion sur le concept Cité des Sciences

Vote en séance publique: 10.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°208, page 3142

AID / FMI

5902 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15è reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

L'objet du projet de loi consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement et dans l'approbation de deux amendements au statut du Fonds monétaire international. Le premier amendement vise à élargir le pouvoir d'investissement et le deuxième à réformer la gouvernance du Fonds monétaire international.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.07.2008
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
02.12.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°221, page 3290

Fiscalité I (entreprises)

5913 - Projet de loi

- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

- modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

L'objectif du présent projet de loi est de transposer en droit national la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux et d'abroger le droit d'apport avec effet au 1er janvier 2009.

Un autre objectif du projet de loi sous rubrique est de réviser le régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.09.2008
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
05.11.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
06.11.2008 Entrevue avec des représentants de l'ABBL et de la CSSF
13.11.2008 Examen du projet de loi
10.12.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
12.12.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°207, page 3136

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

Exposition universelle à Shanghai

5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

1. Objet du projet de loi

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai.

2. Le pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Le projet-lauréat de l'appel à projets lancé par le Ministère des Travaux publics *«Small is beautiful too»* a été choisi en raison de la qualité de sa proposition architecturale au regard du thème de l'exposition *«meilleure ville, meilleure vie»* ainsi que de sa fonctionnalité dont une simplicité des flux de circulation, du caractère innovant, de l'efficacité énergétique, de flexibilité et adaptabilité, de la qualité des zones extérieures, de l'économicité et de la facilité de réalisation du pavillon.

L'architecture introvertie à aspect massif fait référence aux maisons et autres constructions traditionnelles luxembourgeoises du passé.

Le pavillon luxembourgeois se veut une union entre trois structures bâties permettant d'illustrer les principales fonctions d'une ville harmonieuse:

- l'espace d'exposition, dans lequel seront développés les thèmes prioritaires définis par l'organisateur de l'EXPO 2010 et les messages de l'exposant,
- l'espace de restauration et d'animation avec son offre d'activités ludiques notamment pour les jeunes,
- l'espace central multifonctionnel, lieu de rencontres et d'échanges culturels et humains.

La construction relativement simple est recyclable et démontable. Le projet respectera toutes les contraintes urbanistiques et architecturales telles que les alignements, les reculs ou encore les hauteurs de même que toutes autres exigences, notamment de sécurité, de l'organisateur et des autorités chinoises.

Le pavillon sera de par sa construction et à travers les matériaux utilisés un exemple de la ville durable, respectueuse de l'environnement naturel, tout en offrant le confort moderne aux habitants et visiteurs de la cité.

Les matériaux utilisés seront principalement l'acier, le bois et le verre, donc des matières recyclables. Pour souligner l'ouverture vers l'extérieur, les murs d'enceinte sont percés par divers plans translucides. La toiture et une partie des murs seront recouvertes de végétation.

3. La réalisation et le financement du pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Le pavillon du Grand-Duché de Luxembourg sera réalisé et financé à travers un Groupement d'intérêt économique (GIE) dénommé *«Luxembourg @ Expo Shanghai 2010»*.

L'objet social du GIE est l'organisation et la mise en œuvre de la participation officielle du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle à Shanghai.

Le coût total de la conception et de la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai est évalué à 8.920.000 euros. Cette estimation correspond à la valeur 666,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008.

Les apports en numéraire des membres du GIE autres que l'État sont les suivants:

- ArcelorMittal: deux cent mille euros,
- Cargolux: deux cent mille euros,
- Chambre de Commerce: cent cinquante mille euros,
- S.E.S.: neuf cent mille euros.

En plus de ces engagements financiers, ArcelorMittal, Cargolux et la Chambre de Commerce contribuent aux activités du GIE de la manière suivante:

- ArcelorMittal offre au GIE l'acier nécessaire à la construction du pavillon de Shanghai étant entendu toutefois que la valeur totale de l'acier et des coûts qui y sont associés, notamment de transport et de livraison, ne puissent pas dépasser huit cent mille euros et que le pavillon soit conçu et construit de telle manière à ce que l'acier occupe une place prépondérante par rapport à d'autres matériaux. En outre, ArcelorMittal se réserve le droit de récupérer l'acier après le démantèlement du pavillon.
- Cargolux offre les capacités de fret qui restent disponibles sur les vols au départ de Luxembourg et à destination de Shanghai et vice versa pour autant que la capacité soit disponible après vente ainsi que le support logistique au départ et à l'arrivée.
- La Chambre de Commerce offre ses compétences pour l'organisation des semaines commerciales qui se dérouleront à l'occasion de l'exposition.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.09.2008
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):

10.11.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2008	Entrevue au sujet de l'aspect organisationnel de la présence luxembourgeoise lors de l'Exposition universelle 2010 à Shanghai
11.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

21.11.2008	Organisation et mise en œuvre de la participation du Grand-Duché à l'exposition universelle
05.12.2008	Entrevue au sujet de l'aspect organisationnel de la présence luxembourgeoise lors de l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

21.11.2008	Organisation et mise en œuvre de la participation du Grand-Duché à l'exposition universelle

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°208, page 3142

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

Fiscalité II (personnes physiques)

5924 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, le Premier Ministre a annoncé le 22 mai 2008 un allégement général de la charge fiscale, ainsi que des modifications innovantes de la législation fiscale.

Les mesures prévues par le projet de loi sous rubrique s'inscrivent dans la continuité de la politique fiscale décidée en 2007 et s'appliquant à partir du 1er janvier 2008, à savoir la réduction générale de la pression fiscale et l'introduction du boni pour enfant.

Au niveau des personnes physiques, le présent projet de loi propose une adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 9%.

Le boni pour enfant a introduit l'impôt négatif au Luxembourg en favorisant notamment les enfants des ménages ne payant aucun ou peu d'impôt sur le revenu. Ce changement fiscal de cap en faveur des personnes appartenant aux couches sociales les plus vulnérables est continué en 2009 par l'introduction de plusieurs crédits d'impôt.

Au niveau des entreprises, afin d'augmenter la compétitivité des entreprises et de l'économie luxembourgeoise en général, et, par conséquent, l'attractivité de la place du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement entend favoriser, en dehors de l'abolition du droit d'apport et de l'adaptation tarifaire, la distribution des dividendes du Luxembourg vers les sociétés mères étrangères.

Le Gouvernement entend encore soutenir davantage le mécénat et la philanthropie tant des personnes physiques que des collectivités par des adaptations fiscales.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 01.10.2008
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

05.11.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
06.11.2008	Entrevue avec des représentants de l'ABBL et de la CSSF
13.11.2008	Examen du projet de loi
10.12.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°198, page 2622

Ajustement des rentes et pensions

5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

Aux termes de l'article 225, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale «le Gouvernement examine tous les deux ans s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet, il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi».

L'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2006 et 2007 fait ressortir une progression de 2,0%. Par conséquent, le projet de loi propose de relever le facteur d'ajustement de 1,352 à 1,379 à partir du 1er janvier 2009, ce qui correspond à une augmentation de 2% des pensions et rentes accident.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 21.10.2008
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

04.12.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2008
Loi du 19 décembre 2008.
Mémorial A: 2008, N°222, page 3303

Mardi, 16 décembre 2008

SÉANCE 19

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyenne

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Xavier Bettel, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. le Président*

3. Résolution de M. Jacques-Yves Henckes relative au report du vote sur la proposition de loi N°4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide
- *Exposé: M. Jacques-Yves Henckes*
- *Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Charles Goerens, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Charles Goerens, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen*
- *Vote (résolution rejetée)*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen*

4. 5913 - Projet de loi
- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement
- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux
- modifiant: o la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. o la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif o la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation o la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) o la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep o la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

5924 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;
- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;
- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget du projet de loi 5913: M. Lucien Thiel*
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget du projet de loi 5924: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch (à qui M. Jean-Claude Juncker répond), M. Gilles Roth, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling (à qui M. Jean-Claude Juncker répond), M. Charles Goerens, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
- *Amendement 1: M. Aly Jaerling*
- *Vote (amendement rejeté), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Motion de Mme Viviane Loschetter relative au ralliement contre le principe de dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire au niveau du Conseil
- *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote (motion rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Madame Jacobs huet schonn Nee gesot, Här President.

(Hilarité)

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5970 - Projet de loi portant approbation - du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958 - du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux - de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales

Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, le 09.12.2008

5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2008

5973 - Projet de loi portant modification de l'article L.5 1 1-1 2 du Code du Travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

2. Ordre du jour

Zum Ordre du jour. D'Presidentekonferenz proposéiert Folgendes:

Haut de Mëtteg hu mer d'Projeten 5913 an 5924, dee sougenannte Paquet fiscal. Duerno stëmme mer of iwwert de Statsbudget vum Joer 2009.

Muer de Moien um 9 Auer proposéiert d'Presidentekonferenz e Projet de loi, deen handelt iwwert d'Schafe vun der Administration des services médicaux du secteur public; duerno de Projet de loi, deen eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut bedeit; de Projet de loi iwwert d'Coopération interadministrative et judiciaire; dann e Projet de loi iwwert d'Amendementer zu de Statuter vum FMI; dann zwee Projets de loi iwwer en Ofkommes mat Mazedonien a Montenegro iwwert d'Sécurité sociale.

Muer de Mëtteg hu mer um hallwer 3 de Projet de loi 5941 iwwert d'Upasse vun de Renten a Pensiounen un de Liewensniveau vun 2007 an de Projet de loi iwwer eng Ofännerung vun de Gesetzer iwwert d'Régimes légaux de pension; dann e Projet de loi, dee sech befaasst mat der Ofännerung vum Wahlgesetz.

En Donneschdeg um 9 Auer fänke mer u mam Projet de loi 5584 iwwert d'Palliativfleeg an duerno hu mer d'Proposition de loi 4909 iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide.

En Donneschdeg um hallwer 3 nomëttes hu mer de Projet de loi 5725 iwwer e Cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie, an dann de Projet de loi iwwert den 9. Programme quinquennal d'équipement sportif, duerno de Projet de loi iwwert de Mindestloun a schlussendlech e Projet de loi iwwert d'Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Et sinn e puer Ännerungsvirschléi zu dësem Ordre du jour an der Zwëschenzäit erakomm.

Wat d'Sitzung vun haut ugeet, misst och d'Motioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'48-Stonne-Woch als leschte Punkt op den Ordre du jour gesat ginn.

Da soll e Mëttwoch de Moien e Projet de loi iwwert de lëtzebuergesche Pavillon op der Weltausstellung zu Schanghai nach als drëtte Punkt op den Ordre du jour geholl ginn.

An da fir d'Sitzung vum Donneschdeg de Mëtteg misst de Projet de loi 5877 vum Ordre du jour erofgeholl ginn, well de Rapport vun der Commission de l'Environnement net ugeholl ginn ass.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungsvirschléi d'accord?

(Assentiment)

Dann hu mer nach weider Wuertmeldungen zum Ordre du jour. Fir d'éischt huet den Här Bettel d'Wuert an duerno den Här Henckes.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Geméiss eisem Reglement missten d'Ministere bannent engem Mount op eis Questions parlementaires äntwerten. Dir hutt virdru gesot, dass eng Lëscht do ass vun de Froen, op déi nach ëmmer keng Äntwert do ass.

Ech hunn elo Froen, déi iwwer siwe Méint op eng Äntwert waarden, an et ass net nëmmen eng. Ech hu gesinn, dass aner Deputéierten och scho ganz laang waarden. Ech wier frou, wann Der bei der Statssekretärin, déi fir d'Relatioune mam Parlament zoustänneg ass, géift insistéieren, fir dass d'Regierung awer d'Chamber respektéiert an och op d'Froen am Délai vun engem Mount äntwert.

D'Regierungsmemberen hu jo och d'Méiglechkeet - dat schreift Dir och an engem Bréif -, en neien Délai ze froen. Och dat gëtt net gemaach. Ech wier frou, wa mer géifen Äntwerten op eis Froe kréien.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Bettel, da kucke mer elo emol déi Äntwerten, déi an der Zwëschenzäit um Greffe agaange sinn. Vläicht sinn do och d'Äntwerten op Är Froen derbäi. Mir wäerten dat kontrolléieren. Pour le reste wäert ech bei der Madame Modert intervenéieren.

Da freet zum Ordre du jour den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hunn d'lescht Woch am Kader vun den Debatten iwwert d'Verfassungsännerung eng Resolutioun deposéiert, wou ech proposéiert hat, déi dës Woch op den Ordre du jour ze kréien. Et geet dorëm, fir der Prozedur Rechnung ze droen, datt eventuell kéint e Recours agereecht gi géint déi éischt Verfassungsännerung an datt et eventuell kéint zu engem Referendum kommen an datt een deem misst Rechnung droen am Kader vum Gesetz iwwert déi aktiv Stierfhëllef.

M. le Président.- Här Henckes, Är Resolutioun läit mer vir. Dréit déi an der Zwëschenzäit fënnef Ënnerschréften?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Den Här Koepp, den Här Mehlen, den Här Jaerling, den Här Henckes an den Här Gibéryen hunn ënnerschriwwen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech hunn déi fënneft Ënnerschréft ginn, well ech - wéi Dir mech kennt - der Meenung sinn...

M. le Président.- Dir hutt Är Ënnerschréft bäiginn?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Déi fënneft Ënnerschréft hunn ech bäigi fir déi Resolutioun, well ech der Meenung sinn, dass jiddwereen hei am Parlament soll kënnen eng Motioun deponéieren oder eng Re-

solutioun, ouni dass e muss bei anerer heesche goen. Och wann dat net ëmmer bei mir de Fall ass, well ech net ëmmer fënnef Ënnerschréfte kréien - wat ech bedaueren -, esou wäert ech awer ni engem eng Ënnerschréft verweigeren, egal wien et ass.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass déi Resolutioun vun der ADR recevabel, well fënnef Ënnerschréften drop sinn.

Ech proposéieren der Chamber, dass mer dës Resolutioun direkt op den Ordre du jour huelen a se zur Diskussioun bréngen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann huet den Här Henckes d'Wuert, fir seng Resolutioun ze presentéieren.

3. Résolution de M. Jacques-Yves Henckes relative au report du vote sur la proposition de loi N°4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), auteur.*- Här President, ons Verfassung gesäit vir, datt, wann an éischter Lecture eng Verfassungsännerung gestëmmt gëtt, dann d'Méiglechkeet vun engem Referendum besteet. Dat heescht, datt op Basis vum Gesetz vun 2005 fënnef Bierger kënnen e Referendum ufroen, datt deen Ablack de Premierminister muss kucken, ob déi Demande recevabel ass, a wa se recevabel ass, da muss déi Prozedur ugoen, fir ze kucken, ob déi Initiativ 25.000 Ënnerschréfte kéint rassembléieren.

Dat ass eng Méiglechkeet, déi ons Gesetzgebung virgesäit, an an deem ganze Kontext, wou dat Ganzt sech dérouléiert, kéint et jo sinn, datt esou eng Initiativ géif gemaach ginn.

Et gëtt eng zweet Méiglechkeet, déi ech och ugedeit hat: Iwwert d'Dispens oder net vum Deuxième vote kéint een och nach eng Méiglechkeet hunn. Duerfir wiere mer awer frou, wa mer dat géife maachen, egal wéi eng Décisioun kënnt. Déi Resolutioun, déi mer virschloen, décidéiert, fir e Report vum Gesetz iwwert d'aktiv Stierfhëllef ze maachen, soulaang bis mer wëssen, ob e Recours komm ass, an zweetens, wann dee Recours kënnt, ob en deen Ablack 25.000 Ënnerschréfte kritt.

Deen Ablack, wou et feststeet, datt iergendwéi an der Prozedur eppes net géif klappen oder datt déi 25.000 Ënnerschréften net géifen zesummekommen, da géif bien entendu d'Proposition de loi iwwert d'aktiv Stierfhëllef nees erëm hei op den Ordre du jour vun der Chamber kommen.

Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, datt, wann et sollt zu 25.000 Ënnerschréfte kommen, e Referendum misst stattfannen. An dee Referendum kann net méi stattfannen dräi Méint virun de legislative Wahlen. Esou gesäit onst Gesetz dat vir. Wann déi Prozedur géif aboutéieren a wa se géif Realitéit ginn, da wier et natierlech esou, datt dee Referendum net kéint ofgehale gi bis dräi Méint no de Wahlen.

Duerfir ass et scho wichteg, datt mer dat Ganzt seriö huelen, wat mir ons selwer hei als Prozedure gi bei Verfassungsännerungen. De ganzen Objektiv vun där Resolutioun ass also, deem Rechnung ze droen, net datt mer herno institutionell nees a Schwieregkeete kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Wie freet d'Wuert zu där Resolutioun?

Den Här Wolter, den Här Fayot, den Här Bausch froen d'Wuert. Fir d'éischt huet den Här Wolter d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Madame, Dir Häre, ech géif wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Positioun vun eiser Fraktioun zu där Resolutioun hei virdroen.

Ech wëll et kuerz maachen an direkt soen, dass mir déi Resolutioun net wäerte stëmmen. Et gëtt hei eng Vermëschung gemaach tëschent zwou Ebene vun Diskussiounen, déi mer net wëlle matenee vermëscht kréien.

Mir si säit de Moie konfrontéiert wuel mat enger Demande vu fënnef Bierger, fir eng Prozedur ze lancéieren am Kader vun engem Gesetz, wat mir am Joer 2005 hei gestëmmt hunn, mä déi Prozedur ass en rapport mam Artikel 34 a mat der Ëmännerung vum Artikel 34, esou wéi d'Chamber en hei gestëmmt huet.

De Lien ze maache mam Ordre du jour vun der Chamber vun dëser Woch an der Fro, ob mer oder ob mer net eng gewësse Gesetzgebung stëmmen, wat den Traitement vum Liewensenn ubelaangt, ass eppes aneschters. Et soll een déi zwou Saachen net matenee vermëschen. Mir hunn als CSV-Fraktioun iterativ gesot, dass - wa mer och net mat der Proposition de loi Err/Huss d'accord sinn, aus Grënn, déi mer schonn explizéiert hunn an déi mer dës Woch nach wäerten ze explizéiere kréien - mir näischt géife maachen, fir déi Prozedur opzehalen an och net um Enn vun der Prozedur opzehalen, well dat ass e Processus, dee säit annerhallwem Joer leeft, wou all Rapporte vun de Kommissioune virleien.

D'ailleurs géif och, wa sech 25.000 Leit der Referendumspropositioun vun de Moien uschléissen, net iwwert d'Euthanasie oder d'Liewensenn ofgestëmmt ginn, mä iwwert d'Verfassung, an den Artikel 34 vun där Verfassung haaptsächlech. Den Artikel 34 vun der Verfassung oflehnen, esou wéi d'Chamber en d'lescht Woch gestëmmt huet, géif eis an eng aner Welt erabréngen.

Mir kréien als CSV an deenen nächste Wochen Zäit, fir eis Positioun zum Artikel 34, der Teneur vum Artikel 34, wéi en an engem éischte Vote festgehale ginn ass, an deene méigleche Konsequenzen, déi et kéint hunn, wann den Artikel 34 an engem Referendum vum Vollek aneschters géif gesi ginn, duerzeleeën. Mä fir dat eent an dat anert op dësem Niveau mateneen ze vermëschen an doduerch e Lien ze maachen tëschent zwou Prozeduren, dat ass e Wee, dee mir net wëlle matgoen, an dofir stëmme mir déi Resolutioun hei net.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt am Numm vun der LSAP soen, dass mer déi Resolutioun vum Här Henckes net wäerte stëmmen. Mir hunn den Ordre du jour vun dëser Woch en pleine connaissance de cause festgeluecht, an och festgehalen, dass mer en Donneschdeg de Moien déi zwee Gesetzer iwwert d'Soins palliatifs an d'Proposition de loi iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide hei behandelen, a mir wëllen och, dass dat soll duerchgezu ginn.

Déi Demande fir e Referendum ze maachen ass jo héchstwahrscheinlech, oder esou gutt wéi sécher, geduecht fir déi Révision constitutionnelle zu Fall ze bréngen. Ech wëll dozou soen, dass mir d'lescht Woch hei an dëser Chamber déi Revisioun vum Artikel 34 mat enger quasi Unanimitéit ugeholl hunn. Déi Révision constitutionnelle ass virgeholl ginn, engersäits op Wonsch vum Grand-Duc selwer, an anerersäits aus der Iwwerzeegung vun dëser Chamber, dass mer den Text vun onser Verfassung mat enger 160-jähreger Praxis an dësem Land wollten openeen ofstëmmen.

An där Situatioun - mat allem Respekt, deen ech fir all déi Leit hunn, déi sech wëlle fir e Referendum asetzen - sinn ech der Meenung, dass mer an enger ganz kloerer Situatioun sinn, wat d'politesch Décisioun iwwert d'Verfassungsännerung ugeet. An ech sinn dofir och der Meenung, dass d'Situatioun esou kloer ass, dass mer mat onsen Aarbechten, souwuel wat d'Verfassungsännerung ugeet wéi och wat déi zwee Gesetzer betrëfft, déi mer nächsten Donneschdeg stëmme wäerten, solle virufueren. Aus där Ursaach si mer géint dës Resolutioun vum Här Henckes.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi gréng Fraktioun ass der Meenung, esou wéi déi Gesetzgebung et virgesäit, datt fënnef Bierger d'Recht hunn, an deem heite Fall, eng Referendumsprozedur ze déclenchéieren, sous condition selbstverständlech, datt se déi néideg dausenden Ënnerschréften zesummekréien, déi an der Gesetzgebung virgesi sinn. Dat ass deene Bierger hiert Recht.

Si musse wëssen, iwwer wat se hei wëllen ofstëmme loossen. Si wëllen ofstëmme loossen iwwer eng Verfassungsännerung, déi d'Chamber an éischter Liesung hei vollzunn huet. An där Verfassungsännerung geet et ëm den Artikel 34 vun eiser Verfassung. Do steet dat dran, wat meng Virriedner och scho gesot hunn. An der Verfassung steet näischt, weder iwwer Palliativmedezin nach iwwer Stierfhëllef. Dat steet an engem Gesetz, wat mer, dat eent mat Sécherheet mat Unanimitéit wäerten dësen Donneschdeg stëmmen, an dat anert, hofft meng Fraktioun, och mat enger Majoritéit wäerte stëmmen. Déi zwou Saachen hu strictement näischt mateneen ze dinn.

De Fall gesat, déi dausenden Ënnerschréfte kéimen zesummen an et kéim zu engem Referendum, an dee Referendum géif esou ausgoen, datt déi Verfassungsännerung, déi d'Chamber virgeholl huet, doduerjer géif annulléiert ginn, dann ass et esou, datt dat bedauerlech wär. Da wär dann den ausdrécklechen, quasi eenheetleche Vote vun der Chamber, wéi den Här Fayot gesot huet, zu der Verfassungsännerung vum Artikel 34 net vum Vollek esou gesi ginn, wéi mir dat heibanne gesinn hunn. Dat hätt dann awer, der grénger Fraktioun hirer Meenung no, strictement näischt un deem geännert, wat mer dës Woch an der Chamber stëmmen, dat heescht bei der Palliativmedezin respektiv bei der Stierfhëllef.

Dann ass et esou, datt, wann d'Palliativmedizin an d'Stierfhëllef dësen Donneschdeg déi néideg Majoritéiten an dësem Parlament fannen, do misst gehandelt ginn op Basis vum aktuellen Artikel 34, esou wéi en haut besteet, a wou drasteet, datt den Exekutiv all Gesetz, wat dës Chamber stëmmt, muss sanktionéieren a promulguéieren. Zum Exekutiv gehéiert - wéi dat dës Laangen an dës Breeden erklärt ginn ass am Kader vun der Verfassungsdiskussioun, esougutt vun der Chamber wéi och vu Vertrieder vun der Regierung - d'Regierung dozou an och de Statschef.

An engem demokratesch gewieltene Parlament, an engem Rechtsstat kann et net esou sinn, datt iergendee Gesetz, wat demokratesch diskutéiert an ofgestëmmt ginn ass vun engem Parlament, net duerno vum Exekutiv sanktionéiert a promulguéiert gëtt. Donc ass et da fir eis kloer, da misst den Exekutiv op Basis vun där aler Gesetzgebung dat virhuelen. Géif en dat net wëlle virhuelen, da misst dat antrieden, wat de Minister, deen an der Regierung fir Verfassungsfroen zoustänneg ass, hei och relativ däitlech erklärt huet, da misst den Exekutiv am Fong seng Demissioun areechen, an da misst et entweder zu enger neier Regierung oder zu Neiwahle kommen.

Dat ass den Zeenario, esou wéi en an engem normalen demokratesche Rechtsstat, bei iergendengem Gesetz, egal wat fir eent et och ass, dat gestëmmt gëtt, virgesinn ass. Ech hoffen, datt mer hei an dësem Land, oder besser gesot, ech si sécher, datt mer hei an dësem Land an engem demokratesche Rechtsstat sinn, an duerfir, kommt mer loossen eis elo net ophalen, a kommt mer loossen eis net duerjerneebréngen, kommt mer respektéieren den demokratesche Rechtsstat an halen d'Prozeduren esou an, wéi mer se virgesinn hunn. Duerfir lehne mir natierlech d'Resolutioun of.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Goerens huet elo d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech mengen an dëser Fro ass alles gesot, just nach net vu jiddwerengem. Ech wollt just am Numm vu menger Fraktioun soen, datt d'Saachen a sech komplizéiert genuch sinn. Wann een den Amalgame mécht, da gi se nach méi komplizéiert, an ech fäerte ganz, datt d'Bierger dobausse Schwieregkeeten hunn, fir dann nach kloerzegesinn an deene ganze Prozeduren.

Ofschléissend wollt ech nach soen, datt mer an der Conférence des Présidents, als sämtlech Fraktiounen, eisen Accord ginn hunn zu deem vun Iech virgeschloene Programm fir dës Woch. Et gëtt a sech keen neit Element, well d'Probabilitéit vun engem Referendum, déi war deemools scho ginn. Mir ware bei der Opstellung vun deem Ordre du jour der Meenung, datt dat hei déi richteg Manéier wier, fir ze procédéieren, esou wéi Dir et elo grad virgeschloen hutt, a mir sinn där Meenung och elo nach.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier kuerz drop hiweisen, ëm wat et eis an dësem prezise Punkt geet. Et geet eis net drëm, fir a priori de Projet iwwert d'Euthanasie dës Woch vum Ordre du jour erofzehuelen. Mir wëlle just op eppes hiweisen, wat kéint Konsequenzen hunn. D'lescht Woch ware mer eis parteiiwwergräifend eens, fir eis Constitutioun relativ séier ze änneren, fir net an eng institutionell Kris ze falen, déi komm wier, wann de Grand-Duc hätt missen, bannent dräi Méint no dem Vote vun deem Gesetz, dat Gesetz sanktionéieren.

Duerfir hu mer eis eng Prozedur ginn, datt mer fir d'éischt d'Verfassung änneren an dann eng Woch duerno d'Euthanasiegesetzgebung, an der Optik, datt dann d'Verfassung definitiv geännert wier, ier déi dräi Méint erëm wieren, wou d'Gesetz misst sanktionéiert ginn. Dat heescht, wann alles normal leeft, ass d'Constitutioun geännert an de Grand-Duc bräicht dann zum Schluss dat Gesetz net méi ze sanktionéieren. Dat ass am Fong déi Prozedur, déi mer eis ginn hunn, a wou mer eis och parteiiwwergräifend eens waren.

Elo ass awer gewosst, datt zënter de Moien, wéi elo grad hei gesot ginn ass, fënnef Leit d'Demande un de Statsminister gemaach hunn, fir d'Prozedur ulafen ze loosse fir e Referendum. An an där Optik hu mir gesot, datt ee wuel kéint d'Gesetz hei diskutéieren, mä wann een et da wëllt zur Ofstëmmung bréngen, datt een dann net sollt den zweete Vote constitutionnel maachen, well mir och néierens en Text fonnt hunn, datt deen zweete Vote constitutionnel misst direkt nom Vote gemaach ginn, mä datt een deen zweete Vote constitutionnel géif en suspens halen, wou mer gesot hunn, bis een engersäits weess, ob fënnef Bierger dat gefrot hunn - dat ass elo geschitt -, an een anerersäits am Fong elo déi zweet Etapp ofwaart, ob 25.000 Bierger ënnerschreiwe ginn.

Wa keng 25.000 Bierger ënnerschreiwe ginn, kann d'Chamber éischtens dann an dräi Méint den zweete Vote constitutionnel, wat d'Verfassungsännerung ugeet, virhuelen, an da wier de Grand-Duc och aus där Situatioun eraus, datt hie misst sanktionéieren, ier déi dräi Méint ofgelaf wieren.

Kommen awer 25.000 Ënnerschréften zesummen, si mer der Meenung, datt een net kann den zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber virhuelen, well vun deem Datum un déi dräi Méint lafen, mer awer an deenen dräi Méint d'Verfassung net geännert kréien.

Duerfir soe mer, mir kënnen net elo eng Prozedur maachen, wou mer net sécher sinn, ob mer d'Verfassung bannent dräi Méint geännert kréien, mä, wa mer d'Gesetz hei an éischter an zweeter Lecture den Donneschdeg stëmmen, da lafe vun dem Donneschdeg un déi dräi Méint, bannent deenen de Grand-Duc muss sanktionéieren. A wa mer an deenen dräi Méint d'Verfassung net geännert kréien, dann hu mer am Fong dat, wat mer elo wollten évitéieren, nämlech eng institutionell Kris, dann hu mer déi mat där Prozedur provozéiert, wou mir dann awer allerdéngs keen Ausgang méi dervu gesinn.

An et ass am Fong just dowéinst, wou mer wëllen dorop opmierksam maachen, datt mer net kënnen hei e Gesetz mat engem zweete Vote a Kraaft setzen, ouni sécher ze sinn, datt mer duerno bannent dräi Méint och ons Verfassung geännert hunn.

Et ass also net, fir datt dat Gesetz net soll op den Ordre du jour kommen. Et ka roueg op den Ordre du jour kommen, et ka souguer an enger éischter Lecture gestëmmt ginn, mä mir sollen net den zweete Vote virhuelen, däers si mer sécher.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech hat scho gemengt, Dir hätt mech iwwersinn, wat jo awer guer net esou einfach ass.

Ech wëll emol virausschécken, dass, wann een e Referendum verlaangt, dann ass et net esou, dass et dorëm geet, fir de Vote iwwert den Artikel 34 erëm ze annulléieren. Ech hunn och hei e Referendum verlaangt, fir de Bierger d'Méiglechkeet ze ginn, mat iwwert déi Verfassungsännerungen do ze stëmmen, awer net nëmmen iwwert den Artikel 34, mä iwwert déi gesamt Artikelen, déi nach sollen nokommen.

Dat heescht, et ass also net esou, dass et mir a ganz sécher net deene Leit, déi elo de Moien déi Initiativ ergraff hunn, dorëm geet, de Vote iwwert den Artikel 34 erëm ze annulléieren, mä et geet hinnen dorëm, dass d'Bierger hei am Land hiert Wuert matschwätze kënnen. An dat ass legitim.

Ech stelle mer scho méi laang d'Fro, wéisou Verschiddener heibannen esou eng Angscht viru Referenden hunn. Vläicht ass et esou, dass se der zweemol an d'Zänn kritt hunn an eng Kéier just derlaanschtkomm sinn. Ech weess et net. Mä op jiddwer Fall ass dat de Bierger hiert gutt Recht, wa se dat verlaangen.

Wat elo de Lien zwëschent de Verfassungsännerungen an dem Gesetz iwwert d'Euthanasie ubelaangt, esou ka jo awer heibanne kee verleugnen, dass déi zwou Saachen e Lien mateneen hunn. Well déi hunn awer esou e Lien mateneen, dass mer doduerjer bal eng institutionell Kris kritt hunn, wéi et esou hei ausgedréckt ginn ass. Dat heescht, ouni d'Agräife vum Grand-Duc hätte mer déi Diskussiounen hei net gehat. Ech sinn och der Meenung, dass hien dat Recht net hat an dass zu Recht den Artikel 34 ëmgeännert ginn ass. Mä ech sinn awer och der Meenung, dass awer d'Leit hätte misse gefrot ginn. Duerfir hunn ech mech och bei deem Vote enthalen.

Meng perséinlech Meenung ass, dass mer déi Verfassungsännerung solle maachen. Mä meng Meenung bleift awer, dass mer sollen e Referendum maachen. Ech sinn och der Meenung, dass een de Vote vum Euthanasiegesetz net soll zrécksetzen, dass een d'Prozedure soll lafe loossen, esou wéi se lafen. A wann do dertëschent déi Initiativ dann eben dat bréngt, wat erwënscht ass vun hiren Initiatoren, da musse mer kucken, wéi mer virukommen. Mä ech kann net d'accord sinn, dass mer elo schonn am Virfeld eng Ännerung maachen, an duerfir wäert ech och déi Resolutioun net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Goerens huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hunn d'Wuert nach eng Kéier gefrot, Här President, fir Iech eng Fro ze stellen. An zwar mengen ech, wier et gutt, wann Dir géift e klärend Wuert schwätzen iwwert d'Fro, ob mer elo hei am Euthanasiegesetz dës Woch an enger éischter oder an enger zweeter Lecture sinn.

Plusieurs voix.- An enger éischter!

M. Charles Goerens *(DP).*- An enger éischter Lecture. Well den Här Gibéryen huet do Saachen duerjerneegehäit an huet vun enger zweeter Lecture geschwat. Et ass eng éischt. Wann et eng éischt Lecture ass, dann hu mer Recht, datt mer esou procédéieren, wéi déi Meescht dat hei virgeschloen hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass dat eng éischt Lecture ass. Elo huet den Här Statsminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass ongewéinlech, dass d'Regierung sech an eng Fro amëscht, déi parlamentaresch-Prozedur-relevant ass.

Ech wollt am Numm vun der Regierung, mä virun allem a mengem Numm e puer Saache soen.

Ech wollt einfach froen, fir dass ech weess, wat ech soll soen, ob een Deputéierten heibannen der Meenung ass, dass de Grand-Duc kann ee Gesetz refuséieren, wat d'Chamber gestëmmt huet?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann et also déi unanime Opfaassung vun der Chamber ass, dass de Statschef d'Recht net huet, well hien et ni hat, opgrond vun eiser Verfassungspraxis, fir e Gesetz ze refuséieren, wat vum Parlament gestëmmt ginn ass, dann ass d'Beäntwertung vun deene Froen, déi hei gestallt ginn, jo relativ einfach.

Hei gëtt d'Fro gestallt, ob een de Vote iwwert déi Proposition de loi d'Stierfbegleedung betreffend soll aussetze bis hannert deem Moment, wou ee weess, ob et zu engem Referendum iwwert d'Verfassungsrevisioun kënnt.

Wa mer zu 60 - an d'Regierung schléisst sech deem in corpore un - der Meenung sinn, dass de Statschef, deen ech respektéieren an dee mer gär hunn, d'Recht net huet, engem Gesetz seng Approbatioun, dat heescht seng Sanktioun a seng Ënnerschrëft ze verweigeren, an an Zukunft just seng Ënnerschrëft, mä net noutwendegerweis seng Approbatioun, da ka jo d'Chamber hiren Ordre du jour, hir Aart a Weis fir ze verfueren, net ofhängeg maache vun där Fro, ob et zu engem Referendum kënnt oder net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ce serait la démission du Parlement devant je ne sais pas quoi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir sinn ech der Meenung - mä et geet mech näischt un, well d'Parlament ass hei souverän täteg, mä ech hunn nach eppes mat deem Land hei ze dinn -, dass d'Chamber et soll maachen, wéi se et fir richteg fënnt, et ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir schwätzen hei iwwer eng Fro, déi huet guer näischt mat der Euthanasie ze dinn a mat där Gesetzespropositioun iwwert d'Euthanasie. Mir schwätzen hei iwwer eng prinzipiell Fro.

D'Parlament an d'Regierung sinn der Meenung, an iwwregens och de Statschef, dass hie kee Gesetz ze approuvéieren huet. Dat maache mer zënter 160 Joer esou.

Est-ce qu'il y a une raison de le changer? Il n'y en a aucune!

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn der Meenung, dass mer dat elo sollen an den Text schreiwen. A mir ware largement unanime hei an der Chamber, fir dat esou ze maachen.

Ech verstinn d'Fro duerfir net ganz gutt, déi hei gestallt gëtt. Ech versti se net. Ech wëll hei d'Chamber ënnerscheede gesinn - ech soen dat frëndlech - tëschent der inhaltlecher Fro Euthanasie a Stierfbegleedung an der prinzipieller demokratescher Substanzfro, ob Jo oder Neen d'Chamber hei décidéiert oder net.

Ech sinn nodrécklech der Meenung - duerfir hu Generatioune gekämpft -, dass et um fräi gewieltene Parlament ass, fir seng Meenung ze imposéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An duerfir hätt ech gären, dass d'Chamber deementspriechend géif agéieren.

Dem Här Gibéryen seng Fro, ob et richteg oder falsch wier - mä do muss ech mech nu wierklech eraushalen -, dass d'Chamber deem Vote, dee se kann huelen - ech kennen dee Vote inhaltlech net -, d'Dispens vum zweete Vote gëtt, fir déi Verfassungskris ze évitéieren, déi mer zesumme wollten évitéieren, ass eng Fro, déi ech der Chamber, wann et dorëm geet, fir se ze beäntwerten, iwwerloossen.

Et ass net domm, fir dat esou ze maachen. Wann een, trotz dem Versuch eng Verfassungskris ze verhënneren, awer an eng Verfassungskris erarennt, dann ass dat, wat den Här Gibéryen hei seet an der Fro Dispens vum zweete Vote duerch d'Chamber selwer, mengen ech, eng Fro, déi sech stellt, mä dat ass eng Fro, well ech d'Verfassung an d'Parlament respektéieren, an déi ech mech net wëll amëschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Ech soen dem Statsminister Merci fir déi Wierder, déi hien hei un d'Chamber adresséiert huet. Ech hunn op dem Gros vun de Bänken total Zoustëmmung gesinn zu deem, wat de Statsminister hei ausgefouert huet.

Elo freet den Här Gibéryen nach eng Kéier Parole après ministre. Här Gibéryen, Dir hutt d'Recht dozou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll just kuerz agoen op déi Fro, déi den Här Statsminister hei esou generell an de Raum gestallt huet, ob d'Chamber der Meenung wier, oder ob een heibanne wier, deen net der Meenung wier, da sollt hie sech mellen, datt, wann d'Chamber e Gesetz stëmmt, dat Gesetz dann esou misst a Kraaft trieden.

Dat ass eng Fro, déi berechtegt ass, a wou ech fir mech perséinlech soen: Jo, da muss et a Kraaft trieden. Wat mir awer elo heibanne soen a mengen, an dat, wat an der Constitutioun steet, dat kënnen awer oft zwou Saache sinn. Et steet an der Constitutioun, et stoung nun emol eben dran, datt de Grand-Duc d'Gesetzer sanktionéiert.

Wann hien net dat Recht hätt, fir se ze sanktionéieren, da bräichte mer jo och d'Verfassungsännerung net ze maachen. Mä mir maachen déi Verfassungsännerung, fir aus där konstitutioneller Kris erauszekommen. Duerfir ass et einfach e Fait, ob mir elo heibanne wëllen oder ob mir net wëllen, et ass e Fait, et steet an der Constitutioun, datt de Grand-Duc d'Gesetzer muss bannent dräi Méint sanktionéieren, oder, wann hien et net mécht, da muss hien et argumentéieren.

Also seet d'Verfassung ganz kloer, datt de Grand-Duc dat Recht huet. Ob mir elo anerer Meenung sinn oder net, dat spillt keng Roll. Et ass e Fait, datt et esou an der Constitutioun steet, an ech mengen, och all Deputéierte misst ee kënnen d'Fro stellen, ob mer heibannen der Meenung sinn, datt mer eis missten un d'Constitutioun halen oder net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Statsminister huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Parole après Monsieur Gibéryen, wéi dat laut dem Reglement geet. Ech stelle fest, dass et en unanimë Wonsch vun dësem Haus ass, an d'Regierung schléisst sech deem Wonsch un, dass ee Gesetz, wat hei am Parlament gestëmmt ginn ass, muss a Kraaft trieden. Doriwwer si mer eis eens.

Wann dat esou ass, muss ee sech deementspriechend behuelen. Ech weess och, dass de Buschstaf vun der Verfassung seet, dass de Grand-Duc muss sanktionéieren. Ech weess awer och, dass mer zënter 160 Joer een Averständnis tëschent der Kroun an dem Haus hunn, an der Regierung, dass dat net esou ass.

An der Verfassung steet och net, dass d'Regierung muss ee Gesetz dem Grand-Duc virleeën, wat Dir gestëmmt hutt. Weist mir emol deen Artikel an der Verfassung, wou steet, dass de Statsminister dem Grand-Duc muss ee Gesetz an d'Ënnerschrëft leeën, wat Dir hei gestëmmt hutt! Deen Artikel gëtt et net. Wat géift Dir mam Statsminister maachen, wann deen e Gesetz, wat Dir hei stëmmt, dem Grand-Duc net géif virleeën? Dat heescht, da géif ech d'Vertrauen, an d'Regierung mat, dat mengen ech, entzu kréien. Nimools géif et mir an de Sënn kommen, ee Gesetz, wat d'Chamber gestëmmt hätt, dem Grand-Duc net zur Ënnerschrëft virzeleeën.

J'en conclus, dass, wann d'Verfassungspraxis wëllt, dass d'Regierung all Text, deen heibannen zur Gesetzeskraaft kënnt, muss dem Grand-Duc virleeën, ansonsten d'Regierung d'Vertraue vun dësem Haus verléiert, de Grand-Duc par prolongement du raisonnement, evidenterweis, muss esou engem Gesetz souwuel seng Approbatioun wéi och seng Promulgatioun ginn. An Zukunft reservéiere mer dat fir d'Promulgatioun. Mir streiden hei, schéngt et, ëm d'Hoer. En fait streide mer ëm Prinzipien, fir déi dëst Haus zënter 160 Joer steet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Vote iwwert d'Resolutioun vun der ADR. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat.

Vote

D'Resolutioun vun der ADR ass ofgelehnt mat 56 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Den Här Statsminister huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, ob een d'Wuert nom Vote däerf froen.

M. le Président.- Ech sinn haut terribel tolerant,...

(Hilarité)

...well mir sinn an enger delikater Situatioun an dofir solle mer eis haut Zäit huelen, fir dat ze diskutéieren, wat usteet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech war Fraktiounssekretär, ech kennen also d'Prozedure vun der Chamber ganz gutt, mä ech konnt leider nach ni hei sëtzen; mä dat ass fir geschwënn, wéi et schéngt.

Ech wollt déi Kolleege froen, déi hei derfir gestëmmt hunn...

(Interruptions)

Enfin, dat ass net zur Freed vun der Regierung, wann ech hei sëtzen.

(Hilarité)

Mä ech géif hei sëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Well ech fannen, et ass eng Éier, dësem Haus unzegehéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt déi Kolleege froen, déi der Meenung sinn, mir sollen dat esou maachen, wéi se an hirer Resolutioun proposéiert hunn, ob déi eigentlech, falls et zu engem Referendum géif kommen, déi Leit, déi dee gefrot hunn, géifen ënnerstëtzen. Ech hunn dat iwwregens selwer proposéiert an der leschter Regierung, géint vill Stëmmen an der Regierung géint déi Léisung, an et ass ënnert dëser Regierung gestëmmt ginn, géint vill aner Meenungen an deene Regierungskreesser, dass fënnef Leit kënnen ee Referendum froen, wa se 25.000 Ënnerschrëfte kréien.

Nennt mer emol eng Verfassung an Europa, wou et dat gëtt, esou eng Invitatioun, dass d'Vollek sech selwer iwwert d'Verfassung ka befaassen! Wou gëtt et dat nach? Gëtt et dat an der Belsch? Gëtt et dat an Holland? Gëtt et dat an Däitschland? Gëtt et dat a Frankräich? Gëtt et dat a Spuenien? Gëtt et dat an Irland? Gëtt et dat an Island? Wou gëtt et dat? Hei gëtt et dat!

Well ech fannen, dass d'Leit d'Recht hunn, sech iwwert d'Grondgesetz ze äusseren.

Ech wëll déi froen, déi elo gefrot hu fir dee Vote iwwert déi Gesetzer, déi hei litigiéis behandelt ginn, auszesetze bis nodeem déi Fro gekläert ass, ob si dann der Meenung sinn, falls et zu engem Referendum kënnt, dass een déi, déi de Referendum froen, déi also géint den Text sinn, deen d'Chamber gestëmmt huet, soll ënnerstëtzen? Ob se dee Referendum ënnerstëtzen, inhaltlech, also wëllen hunn, dass d'Lëtzebuerger soen, de Grand-Duc huet d'Recht, ee Gesetz ofzelehnen, Jo oder Neen?

Ech wollt dat just wëssen, well ech ëmmer gäre weess, woumat ee sech an deenen nächste Wochen ze beschäftegen huet. Déi, déi der Meenung sinn, dass d'Gesetzespropositioun soll méi spéit ofgestëmmt ginn, sinn déi der Meenung, dass d'Chamber Recht hat, oder ënnerstëtze se dat, wat déi Leit verlaangen, déi de Referendum froen, déi also do dergéint sinn? Ënnerstëtze se dat oder d'Chamber?

Den Här Gibéryen hat mer scho geschéngt dorop geäntwert ze hunn, mä et wier esou schéin, wann hien dat nach eng Kéier géif soen.

M. le Président.- Här Statsminister, mir verstinn Är Fro. Ech weess net genee, a

wéi enger Prozedur mer dra sinn, mä wann den Här Gibéryen hei op eng däitlech Fro, déi gestallt ginn ass, wëllt äntwerten, dann huet hien elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, fir lech aus där Zwéckmillchen erauszehuelen, froen ech einfach Parole après ministre, nach eng Kéier. Dat Recht hunn ech ëmmer, wann ee Minister geschwat huet. Da si mer erëm an enger Prozedur dran, an d'Regierung huet ëmmer d'Recht, fir d'Wuert ze froen, esou datt mer also komplett konform zu eiser Prozedur sinn.

Ech géif hei wëlle prinzipiell soen, datt mir als Partei, wéi mer mat dem Statsminister a mam Här Frieden zesummesouzen, en Engagement geholl hunn, a mir hunn och d'lescht Woch hei bei deem Vote dat Engagement zum Ausdrock bruecht, wéi mer fir déi Verfassungsännerung gestëmmt hunn. Ech hunn och elo grad hei gesot, datt ech der Meenung sinn, datt ee Gesetz, wat d'Chamber stëmmt, muss a Kraaft trieden. Ech mengen, domat ass eis Positioun kloer.

Mir sinn awer hei an enger Prozedur, déi mir eis als Chamber ginn hunn, wéi mer d'Prozedur, fir d'Verfassung ze änneren, geännert hunn. Virdru ware bei enger Verfassungsännerung ëmmer Chamberswahlen. A wéi mer déi Prozedur geännert hunn a gesot hunn, d'Chamber kann zu all Moment d'Verfassung änneren, mä mir mussen en éischten an en zweete Vote maachen, wou dertëschent mussen dräi Méint leien, do hu mer gesot, wa mer net méi iwwert d'Wahlen d'Bierger froen, kréien d'Bierger dann d'Méiglechkeet, bannent deenen dräi Méint, a virgeschriwwenen Délaien, zu fënnef Stéck e Referendum unzefroen, a wann da 25.000 Leit ënnerschreiwen, da fënnt de Referendum statt. Mir sinn also an där Prozedur, déi mir eis um Niveau vun der Verfassung a vun engem Gesetz ginn hunn.

Dat heescht an anere Wierder, Här President, datt hei am Fong d'Vollek d'Recht huet, fir an esou enger preziser Fro wéi där doten de Pouvoir, wann et wëllt, erëm bei sech zréckzehuelen. Dat kënne fënnef Bierger maachen, a wa 25.000 Stéck ënnerschreiwen, dann hëlt an där heiter Fro vun der Verfassungsännerung d'Vollek de Pouvoir bei sech zréck. An dat, wat dann am Referendum décidéiert gëtt, dat ass dann décidéiert an ersetzt den zweete Vote vun der Chamber, vun der Constitutioun.

Här Statsminister, ech géif mer ni erlaben - ech weess net, wéi Dir et maacht -, mä ech géif mer ni erlaben, an esou enger Prozedur, wou d'Verfassung an d'Gesetz seet, et ass elo um Vollek, fir d'Initiativ ze huelen, an et ass um Vollek, fir ze décidéieren, fir do dem Vollek wëlle Virschréften ze maachen, wéi et soll stëmmen. Mir wäerten eis, vun eiser Säit aus, weder positiv nach negativ dozou äusseren. Et ass un de Leit...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

Une voix.- Dir sollt lech schummen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass un de Leit am Land - laacht Dir roueg! -, et ass un de Leit am Land selwer ze décidéieren, ob se deen dote Wee wëlle goen, mat all deene Konsequenzen am Positive wéi am Negativen. Dat ass jiddefalls vun eiser Säit ganz kloer.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Entschëllegt, Här President, dass ech siichtbar Är Gedold strapazéieren.

(Hilarité)

M. le Président.- Neen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Gibéryen an déi aner Kolleegen hunn d'éinescht gesot, si wieren der Meenung, dass d'Chamber d'Gesetzer stëmmt.

Une voix.- Voilà!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann et elo zu engem Referendum kënnt - ech war derfir, dass déi Méiglechkeet géif opgemaach ginn, well mer d'Prozedur vun der Verfassungsännerung geännert hunn. Fréier ass d'Parlament opgeléist ginn, elo muss een de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech selwer ze prononcéieren -, falls et zu deem Referendum kënnt, wat ass dat da fir eng Fassong, fir Waasser ze zéien?

(Hilarité)

Une voix.- D'Chamber huet Faarf bekannt heibannen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann akzeptéieren, wann ee géif, wat ech net suggéréieren - et ass jo eng Fro, déi ee sech ka stellen, well d'Meenungen esou wäit auserneeginn -, e Referendum iwwert d'Euthanasie maachen. Da kéint ech verstoen, dass een net seet, wat ee selwer denkt, well dat jo och fir den eenzelne Lëtzebuerger esougutt eng Gewëssensfro ass wéi fir den eenzelnen Deputéierten. Et wier net absurd, fir all Lëtzebuerger zum Deputéierten ze maachen an esou enger Fro. Mä dat ass eng Fro, déi mech näischt ugeet. Dat ass eng parlamentaresch Fro, déi iergendwann muss kënne beäntwert ginn.

Mä wann et ëm d'Verfassung geet, ëm d'Prinzipië vum Stat, ëm d'Aart a Weis wéi de Stat fonctionnéiert, da kann een dach net soen, dass d'politesch Parteien, an déi, déi d'Pretentioun hu wéi Dir, ech contestéieren lech déi jo net, fir hei am Land wëlle matzeregéieren, wann ee wëllt regéieren, a wann ee wëllt parlamentéieren, da muss een de Leit soen, no wat fir Regelen dass ee mengt dass dat ze geschéien huet.

Mir sinn heibannen - Dir, net d'Regierung, mir si jo Sklave vum Parlament -,...

(Hilarité)

...d'Parlament ass hei fir ze soen, no wat fir enger demokratescher Choreographie hei am Land gedanzt gëtt! An da kann een net soen, ech sinn derfir, dass d'Chamber décidéiert, mä Dir maacht, wat Der wëllt. Wat maacht Dir dann, Dir, déi Dir der Meenung sidd, d'Chamber soll décidéieren, wann d'Leit géifen décidéieren, de Grand-Duc kéint décidéieren, wat Gesetz a wat net Gesetz hei am Land wier? Wie sidd Dir eigentlech, dass Dir de Leit net sot, wat Dir denkt? Wie sidd Dir, dass Dir de Leit dräi Saache sot, fir dass d'Leit net verstinn, wourëms et hei geet?

Hei geet et net ëm d'Euthanasie! Hei geet et ëm d'Prinzipien, d'Grondprinzipië vum Rechtsstat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, elo kritt den Här Gibéryen nach eng Kéier d'Wuert, an dann ass déi Diskussioun domadder ofgeschloss. Ech mengen, d'Haltung vum Statsminister, wat hie gesot huet, ass kloer an däitlech an eendeiteg, a mir kenne seng Positioun. Elo den Här Gibéryen nach eng Kéier an dann ass d'Debatt eriwwer. Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier ganz kuerz rappeléieren, datt mir heibanne Faarf bekannt hunn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen.

Une voix.- Maacht dat och dobaussen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass dat heiten net dobaussen? Ech mengen, wa mer hei eppes soen, dann ass et wierklech dobaussen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Zweetens wëll ech soen, datt eng Rei vu Leit, déi fir e Referendum sinn, net onbedéngt duerfir och anerer Meenung wéi d'Chamber sinn. Et sinn och Leit, déi e Referendum wëllen an awer géifen déi Verfassungsännerung stëmmen. Et kann een also elo net higoen, datt ee seet, datt jiddwereen, dee fir e Referendum wier, anerer Meenung wier wéi d'Chamber. D'Chamber huet jo bekannt, wéi se, mengen ech, mat 59 oder 56 Jo-Stëmme bei enger Enthalung, zu där Verfassungsännerung do steet. Domat huet d'Chamber vis-à-vis vum Land gesot, dat do ass eis Meenung. A wann d'Leit anerer Meenung sinn, da musse se dat zum Ausdrock bréngen, mä si kënnen awer och an engem Referendum zum Ausdrock bréngen, datt se dat, wat d'Chamber décidéiert huet, duerch hire Vote ënnerstëtzen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir stelle fest, dass den Här Gibéryen, falls et zu engem Referendum kënnt, de Lëtzebuerger recommandéiert, den Text, deen d'Chamber à la presqu'unanimité votéiert huet, unzehuelen an net ze rejetéieren.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt just soen, datt den Här Statsminister bis haut nach ëmmer net meng Gedanke ka liesen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Voilà, sou, Dir Dammen an Dir Häre...

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech mengen, dass d'Lëtzebuerger dem Här Gibéryen seng Gedanke ganz gutt liese kënnen.

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Häre, elo ass dës Diskussioun ofgeschloss. Mir hu jo de Vote geholl. D'Resolutioun vun der ADR ass ofgelehnt mat 56 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen. Domat ass dee Punkt gekläert.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat sinn déi zwee Projeten iwwert dee sougenannte Paquet fiscal. Et huet elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi 5913, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, wann ech gelift.

4. 5913 - Projet de loi

- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

- modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

5924 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Rapport de la Commission des Finances et du Budget du projet de loi 5913

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Damme Ministeren, Dir Häre Ministeren, et kënnt ee sech natierlech e bëssen niewent dem Dill vir, wann een no deem héichfléienden Débat, dee mer elo haten, erëm an d'Nidderunge vun dem Alldagsgeschäft muss erofkommen a sech muss mat esou eppes Prosaeschem erëmschloe wéi Steierfroen. Mä mir kommen och net laanscht déi.

Däerf ech och nach drun erënneren, datt mer vun enger Kris bei déi aner kommen, datt mer och nach eng aner Kris hunn, an datt mer och net däerfe vergiessen, datt mer déi eng Kéier musse bewältegt kréien. Ech hoffe just, datt mer keen Zwee- oder Dräifrontekrich kréien, well déi si bis elo nach ëmmer schif fir déi ausgaangen oder falsch fir déi ausgaangen, déi se ugeziedelt hunn.

Et maach elo vläicht e bësse komesch umudden, wann de Stat grad dann, wann d'Zäite schlecht sinn an d'Sue rar ginn, fräiwëlleg op bestëmmte Recettë verzicht. Mä, wann een domat Schlëmmeres verhënnere kann, wéi zum Beispill eng Rezessioun, da mécht dat Ganzt dach scho Sënn. Dat nennt een dann antizyklesch Politik, eng Politik, wéi se elo e bëssen iwwerall bedriwwe gëtt, fir der Wirtschaftskris d'Spëtzt ofzebriechen.

Déi eng probéieren et mat punktuelle Milliardesprëtzen, wéi d'Amerikaner am Moment mat hirer Automobilindustrie, anerer, wéi eis däitsch Noperen, denken iwwer Geldbongen no, déi u jiddwer Eenzelne verdeelt solle ginn, fir datt de Konsum a Schwong gehale gëtt. An da gëtt et schliesslech och nach déi klassesch Method, déi vun de Steiererliichterungen, entweder fir d'Betriber oder fir d'Privatleit, oder nach besser, entweder oder fir se allen zwee, also souwuel fir déi eng wéi fir déi aner. D'Regierung huet sech fir déi lescht Method entscheed an e Steierpak ficeléiert, iwwert dee mir haut hei décidéiere sollen.

Well mir zwou grouss Steierkategorien hunn, nämlech déi vun den direkten a vun den indirekte Steieren, an entspriechend och zwou verschidde Verwaltungen, fir sech drëm ze këmmeren, ass de Pak och an zwee gespléckt ginn. Mat engem méi décke Stéck, dat vun der Steierverwaltung kënnt, an dat mäi Kolleeg Laurent Mosar Iech elo gläich presentéiere wäert, an da mat engem méi klengen, dat am Gaart vum Enregistrement gewuess ass, an dat ech Iech elo däerf kuerz virun A féieren.

Et sief gläich virewech gesot, datt dat, wat am Projet 5913 mat deem ellelaangen Intitulé steet, weder eng Iwwerraschung ass nach eppes, wat d'Leit dobausse begeeschtere wäert. Well et geet, éischtens, ëm d'Ofschafe vun enger méi wéi 200 Joer aler

Steier, déi souwisou scho längst vun enger EU-Direktiv ofgeschoss ginn ass. An et geet zweetens ëm eng reng Steier fir d'Betriber, wat dann och d'Privatbeamtekummer an hirem Avis, ee vun hire leschten iwwregens, dozou verleet huet, vun enger kapitalistesch inspiréierter Décisioun, ech zitéieren „d'ordre idéologico-corporatiste" ze schwätzen, déi misst géigebalancéiert ginn duerch Steiererliichterunge mat sozialem Charakter. Mä vu datt dat Géigegewiicht jo just an deem aneren, deem décken Deel vum Pak stécht, gëtt hei gewëssermoossen eng oppen Dier agerannt.

D'Ofschafung vum Droit d'apport, deem säin Taux scho fir dëst Joer op en hallwe Prozent halbéiert gi war, ass an enger Direktiv festgehalen, déi ëmmerhi schonn 1985 erauskoum a wéinst där mer säit annerhallwem Joer eng Plainte vu Bréissel um Hals hunn. Mir hunn nämlech déi Direktiv nach ëmmer net ëmgesat, am Géigesaz zur Majoritéit vun den EU-Staten, well vun deene 27 Länner sinn der just nach siwen, déi bis elo gemengt hunn, net op dës Steier verzichten ze kënnen. An dat net vun ongeféier, well si huet zum Beispill eisem Enregistrement an normale Joren esou ëm déi 100 Milliounen Euro abruecht.

Wann d'Chamber d'accord ass, wäerte vum 1. Januar u keng Steiere méi ufalen, wa frëscht Kapital an eng Gesellschaft fléisst, vun deenen et der jo nawell e sëllechen an an deene verschiddenste Forme bei eis gëtt. Dat Eenzegt, wat dann nach ze bezuelen ass, wäert eng Forfaitstax vu 75 Euro sinn. Dat erlaabt eng aner, méi rezent Direktiv deenen eenzelne Staten, well jo awer Onkäschte beim Enregistrement vun de Kapitaldotatiounen ufalen.

An der éischter Versioun vun dësem Projet goung nach vun zwee ënnerschiddleche Sätz Rieds: 100 Euro fir d'Aktiëgesellschaften a 50 Euro fir d'Zivilsociétéiten. Mä do huet de Statsrot a sengem Avis gemengt, et sollt een déi Saach net ze vill komplizéiert maachen a sech léiwer op een eenzege Saz festleeën, wat dann och mat der Eenegung op hallwem Wee tëschent 50 an 100 Euro geschitt ass, nämlech 75 Euro.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Mä domat ass et nach net gedoen. Bis elo si mam Droit d'apport och déi Transaktiounen erfaasst ginn, bei deenen et net, oder net nëmmen, ëm Bores an ëm Kapitalbedeelegung geet, mä och ëm Immobilien. Logescherweis misst elo, wann e Gebai mat an eng Gesellschaft abruecht gëtt, näischt ausser dem Forfait vu 75 Euro ufalen. Dat awer géif mat där anerer Regel fluchen, déi beseet, datt den Enregistrement all Kéier matkasséieren däerf, wann Haiser oder Gebaier de Propriétaire wiesselen.

Dat ass dann och d'Erklärung dofir, datt elo mam Ofschafe vum Droit d'apport op deenen Immobilientransaktiounen erëm den Droit d'enregistrement opdaucht. Well et wier jo e bëssen einfach, wann ee mat Hëllef vu Schäifirmen d'Enregistrementstaxe kéint ëmgoen, déi déi aner Leit ganz brav bezuele mussen.

Duerfir steet elo an deem neie Gesetz, datt an deene Fäll e sougenanntenen Droit de mutation ufält, deen ënnerschiddlech héich ass, jee nodeem, ob den Apport vun engem Immeubel an eng Gesellschaft mat Gesellschaftsundeeler bezuelt gëtt oder mat borem Geld.

Am éischte Fall falen 1,2% plus 0,5% Transkriptiounskäschten, also 1,7% un. An deenen anere Fäll sinn et 6% plus 1%, also 7%, déi un den Enregistrement berappt musse ginn.

Wann een awer elo de Pech huet, datt dat Ganzt sech um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ofspillt, da gëtt et méi deier. Well d'Gemeng Lëtzebuerg knätscht als eenzeg am Land op déi Enregistrementstax nach eng Surtaxe vun 3% drop. Et ass ee schliesslech net fir näischt d'Haaptstad.

Dat gesot wéilt ech déi eestëmmeg Recommandatioun vun der Budgets- a Finanzkommissioun, dëst Gesetz guttzeheeschen, un Iech weiderreechen, ier ech mengem Kolleeg Laurent Mosar d'Plaz iwwerloossen, fir Iech den Haaptplat vun dësem Steiermenu ze zerwéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Dann huet den Här Mosar als Rapporteur vun deem zweete Projet d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget du projet de loi 5924

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi de Statsminister de leschten 22. Mee a senger Erklärung zur Lag vun der Natioun e ganze Pak vu Steiererliichterunge fir d'Privatpersounen an d'Betriber ugekënnegt huet, waren nach keng donkel Wolleken um Finanz- a Wirtschaftshimmel. Och de Projet de loi, iwwert dee mer haut diskutéieren, ass nach ausgeschafft an deponéiert gi vun der Regierung virum Ausbroch vun der Finanzkris.

D'Moossnamen, déi ech Iech an deenen nächste Minutte wäert virstellen, sinn dann och u sech eng Weiderféierung vun där Steiererliichterungspolitik, déi vun der Regierung schonn duerch d'Gesetz vum leschten 21. Dezember 2007 op d'Gleiser gesat ginn ass, mat ënner anerem der Aféierung vum Kannerbonus.

Dëse Gesamtsteierpak kascht de Budget 646 Milliounen Euro, déi op där enger Säit der Kafkraaft vun de Bierger, awer och den Entreprisen an domat dem gesamte Mëttelstand zeguttkommen. Am Kontext vun der Finanz- a Wirtschaftskris wäert dëse Steierpak en antizykleschen Effet hunn, andeem e géigesteiert an d'Vertraue vum Bierger an eisem Land erëm verstäerkt an domat d'Auswierkunge vun der Finanzkris op déi reell Ekonomie wäert ofschwächen.

Mat dësem Steierpak wäert vum 1. Januar un d'nächst Joer all Bierger manner Steiere bezuelen an deementspriechend méi Suen a sengem Portmonni hunn. Vun dësem Steierpak profitéiert all Steierzueler duerch d'Upassung vun der Steiertabell ëm 9%, awer virun allem déi Haushalter mat klengen Akommen duerch d'Aféiere vu verschiddene Steierkreditter.

Dëst Gesetz bréngt also net nëmme méi Kafkraaft, mä virun allem méi Gerechtegkeet, well an Zukunft jiddwer Bierger, egal ob hie Steiere bezilt oder net, an de Genoss vun deene Steierkreditter kënnt.

Här President, aleedend erlaabt mer dann och festzestellen, datt e Steierprojet selten an engem méi grousse Konsensus diskutéiert ginn ass an der zoustänneger Kommissioun wéi dëse Gesetzesprojet.

Konsensus fir d'éischt um Niveau vun der Politik, well och no dem Ausbroch vun der Finanzkris a besonnesch duerno war eigentlech jiddwereen an der Finanzkommissioun sech bewosst, datt mer elo ganz besonnesch iwwert de Wee vu Steiererliichterungen a Steierkreditter d'Kafkraaft vun alle Bierger an dësem Land stäerken an en Iwwerschwappe vun der Finanzkris op d'reell Ekonomie wa méiglech vermeide mussen. Awer och doriwwer eraus an deene verschiddenen Avisë vun de Beruffskummeren huet e Gesetzesprojet selten esou vill Luef kritt wéi dësen. Och hoffen ech duerfir, datt dëse Projet herno den Accord vun allen an dësem Haus vertruedene Fraktiounen oder Gruppe wäert kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz regruppéiert dann och haaptsächlech dräi grouss Kategorië vu Steiererliichterungen: fir d'éischt all déi, déi am Interesse vun de Privatpersoune geholl ginn, derniewent all Steiererliichterunge fir d'Betriber a schlussendlech déi steierlech Moossname fir de Mäzenat an d'Philanthropie, e Beräich, an deem eis Finanz- a Bankeplaz amgaangen ass, sech e seriöen Know-how zouzeleeën.

Erlaabt mer dann, ier ech op déi verschidden Dispositioune vun dësem Projet ze schwätze kommen, nach eng Rei Mercië lasszeginn, wéi ëmmer fir d'éischt un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der zoustänneger Finanz- a Budgetskommissioun, déi mat ganz vill Gedold awer och Sachkenntnis dëse Projet ausdiskutéiert hunn, derniewent awer och dem Statsminister an dem Budgetsminister souwéi den Direktere vun deenen zwou Steierverwaltungen, déi eis an enger technesch komplexer Matière ëmmer zur Säit stoungen, an da schlussendlech e leschte Merci un eis Sekretärin, d'Madame Klosener, an un de Marc Reiter, Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun.

Här President, ech wëll dann an deenen nächste Minutte kuerz op déi wesentlech Neierunge vun dësem Projet agoen. Fir den Detail verweisen ech wéi ëmmer op mäi schréftleche Rapport respektiv op de Projet selwer.

Mme le Président.- Kéint ech just dem Här Mosar soen, dass ech den Här President zäitweileg ersetzen?

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Entschëllegt, Madame Presidentin.

(Interruption)

Niewent dëser Upassung ass déi wichtegst Neierung d'Aféiere vun engem Steierkredit vun 300 Euro, dee souwuel de Salariéë wéi de Pensionéierten, de Baueren, de Geschäftsleit an de Professions indépendantes wäert zeguttkommen.

Dëse Steierkredit, Madame Presidentin, ersetzt dann och de sougenanntenen Arbeitnehmerfreibetrag wéi all déi Fräibeträg, déi de Pensionéierten, de landwirtschaftleche Betriber an de Geschäftsleit bis elo zeguttkomm sinn.

Erlaabt mer vläicht just och nach eng Kéier kuerz un den Usprong vun deem Arbeitnehmerfreibetrag ze erënneren. Dëse Fräibetrag sollt u sech den Décalage kompenséieren, deen e Salarié par rapport zu engem Indépendant huet, well den Indépendant zwar wuel Avancen op seng Steiere bezilt, de Sold vu sengem Décompte awer oft eréischt een oder zwee Joer méi spéit bezilt an domat u sech e Virdeel op de Salarié huet, deen all Mount regelméisseg muss seng Steieren offéieren.

Op dësem Punkt huet de Statsrot eng Opposition formelle ugemellt, well hien der Meenung ass, datt am aktuelle Steiersystem an och am Projet de loi eng Ongerechtegkeet zwëschent de landwirtschaftleche Betriber, de Geschäftsleit an de Professions indépendantes besteet. Well d'Kommissioun eréischt spéit mam Avis vum Statsrot saiséiert ginn ass, hate mer an der zoustänneger Kommissioun leider keen anere Choix, wéi déi Opposition formelle vum Statsrot unzehuelen. Allerdéngs muss ee mam Statsrot senger Argumentatioun net onbedéngt averstane sinn, well eben deen Arbeitnehmerfreibetrag u sech, wéi ech dat elo virdrun ausgeféiert hunn, eigentlech sollt deen Décalage par rapport zu de Fräiberuffler kompenséieren.

Duerch d'Aféiere vun engem Steierkredit gëtt also an Zukunft jiddwer Bierger, egal ob ugestallt oder onofhängeg, d'selwecht behandelt a kënnt an de Genoss vun engem Steierkredit vun 300 Euro. Duerfir falen dann och all déi Fräibeträg souwuel fir d'Salariéë wéi fir all déi aner concernéiert onofhängeg Beruffer ewech.

Grad wéi beim Kannerbonus wäerten an Zukunft och all déi Leit vun deem Steierkredit profitéieren, déi keng Steiere bezuelen an duerfir och nach ni an de Genoss vun deene Fräibeträg komm sinn.

Vu wiem gëtt elo dëse Steierkredit bezuelt? Dee gëtt all Mount vum Employeur respektiv, wann et sech dann ëm e Pensionéierten handelt, vun der Pensiounskeess bezuelt, a jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, egal ob hien hei wunnt oder net, kënnt an de Genoss vun dësem Steierkredit vun 300 Euro. Dat heescht, bien entendu gëtt dëse Steierkredit och un all d'Frontalieren ausbezuelt.

Zweet Moossnam: De Fräibetrag fir Elengerzéier gëtt ersat duerch e Steierkredit vu 750 Euro, dee plus ou moins dem Fräibetrag vun 1.920 Euro entsprécht, dee bis elo konnt als Abattement monoparental ofgesat ginn. Och hei wäerten also an Zukunft elengerzéiend Eltere vun dësem Steierkredit profitéieren, déi keng Steiere bezuelen.

Eng drëtt Moossnam, déi eigentlech am initiale Projet virgesi war, nämlech d'steierlecht Ofsetze vum Forfait d'éducation oder der Mammerent, hu mer missen aus dem Projet eraushuelen, well de Statsrot hei och eng Opposition formelle ugemellt huet.

De Statsrot huet sech méi prezis dru gestouss, datt elo dëse Forfait d'éducation oder Mammerent géif steierfräi ginn, mä säi Pendant Babyjoren awer viru géife besteiert ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt et sech a sech bei dëser Moossnam vun der Regierung manner ëm eng steierlech Erliichterung handele sollt, mä einfach ëm eng administrativ Vereinfachung. Wat awer interessant ass bei den Iwwerleeunge vum Statsrot, ass, datt en hei der Meenung ass, datt fir zu esou enger Vereinfachung ze kommen et méi sënnvoll wär, an Zukunft dëse Forfait d'éducation oder Mammerent vun de Pensiounskeesen ausbezuelen ze loossen.

Madame Presidentin, ech wëll dann och bei deene steierleche Moossnamen, déi de Privatpersounen zeguttkommen, nach op eng wichteg Moossnam verweisen, nämlech déi, datt an Zukunft d'Zënsen op de Bauspuerverträg net méi ënnert d'Quellesteier wäerte falen; wat sécherlech all déi Leit wäert erfreeën, déi esou Bauspuerverträg hunn. Erfreelech wär awer och elo bei dëser Moossnam, wann elo net d'Banke géife versichen ähnlech Produiten unzebidden, fir kënnen och vun dëser Moossnam ze profitéieren.

Schlussendlech, nach zu dësem Punkt, wëll ech dann och nach derzou soen, datt an Zukunft, wéi dat och schonn d'lescht Joer vun der Finanzkommissioun als Wonsch geäussert ginn ass, de Kannerbonus all Mount an net méi eemol am Joer wäert ausbezuelt ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat den zweete grousse Volet vun dësem Projet betrëfft, nämlech d'Steiervergënschtegunge vun den Entreprisen, wëll ech fir d'éischt nach eng Kéier drun erënneren, datt mer laut dem Projet de loi, dee virdrun hei vum Rapporteur Lucien Thiel op eng ganz komplett Manéier virgestallt ginn ass, keen Droit d'apport méi wäerten hunn, wat sécherlech - an hien huet dat virdrun ausgeféiert - am Interessi vun eiser Banken- a Finanzplaz ass.

Niewent dem Ofschafe vum Droit d'apport gesäit dëse Projet awer och nach d'Erofsetze vum Taux vun der Kierperschaftssteier vun 22 op 21% vir, esou datt d'Gesamtbesteierung vun de Betriber elo zu Lëtzebuerg wäert ënner 30% leien, wat eng wichteg psychologesch Grenz och duerstellt.

Wann ech elo nëmmen d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg huelen, déi duerch den Hiewesaz vun 225% elo schonn nëmme méi eng Gesamtsteierbelaaschtung vun 29,67% hat, gi mer do an Zukunft erof op 28,54%.

Ech wëll awer hei och nach eng Kéier drun erënneren, datt dës nëmme soll eng Zwëschenetapp sinn, well jo d'Regierung ugekënnegt huet, an e puer Etappen op 25,5% unzekommen, mat enger gläichzäiteger Verbreederung vun der Base imposable.

Eng aner wichteg Mesure, am Interessi vun eisem Wirtschaftsstanduert, ass d'Ofännerung vum Artikel 147 vum Steiergesetz, an deem de Perimeter vun deene Bénéficiairë vergréissert gëtt, deenen hir Dividenden net ënnert d'Quellesteier falen. Hei geet et a sech drëm, datt Organismen, déi hire Sëtz an engem Land hunn, mat deene Lëtzebuerg en Duebelbesteierungsofkommen ofgeschloss huet, net ënnert d'Quellesteier falen.

Fir komplett op dësem Punkt ze sinn, wëll ech dann och ënnersträichen, datt vun dëser Dispositioun souwuel Fonds souverains, vun deene jo am Moment vill geschwat gëtt, wéi och Pensiounsfonge kënne profitéieren; allerdéngs ëmmer virausgesat, datt se d'Konditioune vum Artikel 147 respektéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng lescht interessant Moossnam, déi komplementär ass par rapport zum Gesetz vum leschte Joer, betrëfft déi geeschteg Rechter. Dir kënnt Iech erënneren, datt laut deem Gesetz vun 2007 déi Aktivitéiten, déi sech also op geeschteg oder intellektuell Rechter bezéien, zu 80% steierfräi sinn. Elo kënnt an dësem Gesetz derbäi, datt och fir dës Aktivitéite keng Verméigenssteier méi an Zukunft wäert ze bezuele sinn. Och dëst wäert de Standuert Lëtzebuerg nach méi interessant maache fir de Secteur vun den Droits d'auteur. A wa mer eis dann alleguerten ëmmer erëm eens si fir heibanne fir méi Diversifikatioun ze plädéieren, esou ass de Beräich vun den Droits d'auteur sécherlech een, wou eist Land e grousse Potenzial huet.

Här President, ech wëll dann elo bei deene Steiermoossname fir Betriber och nach un eng Moossnam erënneren, déi sécherlech wäert ganz ville Betriber, ganz besonnesch och aus dem Bausecteur zeguttkommen, nämlech d'Eropsetze vum Plaffong vun der TVA, deen ee kann erëmkréie bei Neibauten oder bei Renovatiounsaarbechten, deen also elo wäert vu 50 op 60.000 Euro erhéicht ginn. Dëst ass sécherlech och eng Moossnam, déi besonnesch an deene schwieregen Zäite fir de gesamte Bausecteur ka vun Importenz sinn.

Schlussendlech ginn duerch dëst Gesetz nach eng Kéier déi Mesurë verlängert, déi de Betriber steierlech entgéintkommen, déi en Aarbechtslosen engagéieren. Si kënnen an Zukunft 15% amplaz vu bis elo 10% vun der Pai vun där Persoun ofsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am initiale Projet war awer och nach eng Moossnam virgesinn, déi mer no Concertatioun mat deene concernéierten Institutiounen décidéiert hunn erëm aus dem Projet erauszehuelen, nämlech dee ganze Volet, dee mat den internationale Kontabelsnormen IFRS ze dinn huet, respektiv de ganze Volet, dee mat der AGDL - dem Système de garantie de dépôt - a Relatioun steet.

Mir hunn dat gemaach, well mer eis an der zoustänneger Kommissioun eens waren, datt wéinst der Finanzkris een nach eng Kéier all dës Norme misst enger méi déif gräifender Analys ënnerwerfen. Derbäi kënnt, datt och d'Europäesch Kommissioun am Moment amgaangen ass, eventuell an eng aner Direktioun mat dësen internationale Kontabelsnormen ze goen, esou datt de toute façon déi Dispositiounen, esou wéi se am ursprüngleche Projet virgesi waren, wahrscheinlech riskéieren an e puer Wochen oder Méint net méi aktuell ze sinn.

Wat elo de Projet vum Eropsetze vun der Garantie de dépôt vun 20 op 100.000 Euro betrëfft, huet d'Regierung eis annoncéiert, datt se am Ufank vum nächste Joer hei e Gesetzesprojet wëllt an der Chamber déposéieren, deen dann och an Zukunft all Dépôten, Créancen oder aner Investissementer garantéiert.

Wann ech dann elo bei deene Moossname sinn, wou d'Kommissioun décidéiert huet, d'Dispositiounen aus dem Projet erauszehuelen, kënnt hei eng zousätzlech Moossnam, nämlech déi vun der Netofsetzbarkeet vun der Autosteier fir Firmeween. Dir kënnt lech alleguerten dorun erënneren, datt mer am Kader vun den Diskussioune vum Steiergesetz vum leschte Joer eis eens waren, datt een och misst bei de Firmeween ekologesch Komponente mat an d'Steierpolitik bréngen.

Dorophin huet dann och d'Regierung proposéiert gehat, datt an Zukunft d'Autosteier net méi kéint bei Firmeween ofgesat ginn. Dës Dispositioun ass awer op Oflehnung beim Statsrot gestouss. An déi technesch steierrechtlech Argumenter, déi de Statsrot hei virbruecht huet, schénge mer dann och net total verkéiert ze sinn, well mer duerch esou eng Dispositioun hei eng Steierpenalitéit fir Entreprisë geschaf hätten, déi esou keng Base légale am aktuelle Steiergesetz huet. Mir waren eis duerfir och alleguerten eens, fir dës Dispositioun erauszehuelen.

Allerdéngs wëll ech vun dëser Plaz aus nach eng Kéier en Appel un d'Regierung maachen, fir am Laf vun deenen nächste Méint eis nei Propositiounen op den Dësch ze leeën, wéi een déi ekologesch Komponente bei der Besteierung vun de Firme besser ka berücksichtegen, allerdéngs och esou - an dorop wëll ech hei nach eng Kéier insistéieren -, datt een och en Ënnerscheed mécht zwëschent deene Firmeween, déi ëmweltfrëndlech sinn a wéineg CO_2-Emissiounen ausstoussen, an deenen, déi wierklech CO_2-Schleidere sinn.

D'Dispositioun, wéi se elo am Projet virgesi war, huet hei keen Ënnerscheed zwëschent dësen zwou Kategorië vun Autoe gemaach. Ech mengen awer, datt et wichteg wär, datt ee bei enger Regelung net all Autoen, ëmweltfrëndlech oder ëmweltschiedlech, iwwert deeselwechte Leescht zitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum leschte Volet, wat awer net deen onwichtegste vun dësem Projet ass. Nämlech all déi Dispositiounen, déi mam Mäzenat a mat der Philanthropie ze dinn hunn. Do ass eist Land amgaange sech eng gewësse Kompetenz an Know-how ze ginn, an ech fannen och, datt et eiser Finanzplaz gutt zu Gesiicht steet, datt se sech an dësem Beräich wëllt an Zukunft méi investéieren an engagéieren, wéi dat bis elo de Fall war.

Wat sinn elo déi konkret Moossnamen, déi an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn?

Fir d'alleréischt gëtt de Betrag, deen een als Don an Zukunft kann ofsetzen, vu 500.000 op 1.000.000 Euro eropgesat respektiv vun 10 op 20% vum gesamte Revenu imposable. Gläichzäiteg gesäit de Projet fir den eventuelle Surplus, dee sech aus dësen Donen ergëtt, déi während engem Besteierungsjoer gemaach gi sinn, och nach vir, datt se kënnen iwwert déi nächst zwee Joer reportéiert ginn.

Dann ass och nach virgesinn, datt an Zukunft déi Beträg, déi den Initiator oder de Créateur vun esou enger Fondatioun als initial Dotatioun an d'Fondatioun eraginn huet, och an Zukunft kënne steierlech ofgesat ginn, wat bis elo net de Fall war. Da kënnen an Zukunft och dës Donen net nëmmen, wéi dat bis elo de Fall war, vun der Kierperschaftssteier, mä och vun der Gewerbesteier ofgesat ginn. A schlussendlech gëtt de Plaffong vun deenen Donen, wou eng Autorisatioun néideg ass, fir se ze akzeptéieren, vu 15 op 30.000 Euro eropgesat. Hei wëll ech awer nach eng Kéier betounen, datt dës Autorisatioun net noutwendeg ass fir Fondatiounen oder Associatiounen, déi hire Sëtz an engem Land vun der Europäescher Unioun hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent all deene Moossnamen, déi ech elo hei ausgeféiert hunn, gëtt et och nach eng Rei méi technesch Dispositiounen, fir déi ech op mäi schréftleche Rapport hiweisen. Allerdéngs wëll ech awer och net hei ophalen, ouni nach eng Kéier op déi Moossnam hinzeweisen, déi déi sougenannte Familles nombreuses mat mindestens fënnef Persoune betrëfft, déi an Zukunft d'Méiglechkeet kréien, 80 Euro vun hirer Autosteier erëmbezuelt ze kréien. Dëst ass eng Moossnam am Interessi vun de Familles nombreuses, déi domadder e bësselchen de Käschtepunkt vun hirer Autosassurance, fir en oft méi groussen Auto, kënnen erofsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. Och wann ech, am Numm vun der Kommissioun, bedaueren, datt mer verschidden Dispositiounen hu missen aus dem Text eraushuelen, wéi déi vun der Netofsetzbarkeet vun der Autosteier fir Firmeween, esou wäert dach dëse Steierpak e grousse Schub fir d'Kafkraaft vun all Bierger vun dësem Land duerstellen. Wann ee bei deene virbeschriwwene Steiermoossnamen och nach d'Erofsetze vun de Kreditzënsen an d'Zréckgoe vun der Inflatioun derbäirechent, esou misst eigentlech d'finanziell Situatioun vun all Bierger hei am Land sech vum nächsten 1. Januar u verbesseren. Jiddweree wäert dës Moossnamen a sengem Portmonni spieren. Allerdéngs, an dat wär dann och déi Hoffnung, déi ech hei wëllt ausdrécken, datt dës zousätzlech Kafkraaft virrangeg an de Konsum hei zu Lëtzebuerg sollt goen, fir datt och d'Betriber an d'Geschäfter hei am Land dovunner hiren Deel ofkréien.

Mat dësem Projet, Här President, dréit d'Regierung zu engem wesentlechen Deel dozou bäi, datt d'Bierger net d'Vertrauen an d'Wirtschaft verléieren, zumindestens bei eis heiheem. Ech hoffen dann och, datt, wa mer eng Kéier d'Geschicht vun dëser Finanz- a Wirtschaftskris zu Lëtzebuerg schreiwen, den Dag vun haut wäert an Erënnerung bleiwen als deen, wou mer en éischte Schrëtt gemaach hunn, fir de Wee an d'Rezessioun ze vermeiden, a gläichzäiteg déi éischt wichteg Akzenter gesat hunn, fir eist Land fit ze maache fir d'Zäit no der Kris.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Meisch, als éischte Riedner.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt zu Ufank deenen zwee Rapporteure vun deenen zwee Gesetzesprojete Merci soe fir hire schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech wëll och virausschécken, datt d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dee Projet de loi hei wäert matdroen an hir Zoustëmmung wäert ginn. Dat dispenséiert mech awer elo net dovunner, eng Rei vun dach kritesche Bemierkungen ze maachen, ouni allerdéngs nach eng Kéier op déi eenzel Aspekter, déi méi technesch Aspekter anzegoen, wou ech wierklech mengen, datt déi zwee Rapporteure se am Detail hei erklärt hunn.

Dee Steierpak, wéi et jo hei presentéiert gëtt, deen zwee Voleten huet, eng Kéier fir d'Privatpersounen, eng Kéier fir d'Betriber, ass an de grousse Linnen am Mee vun dësem Joer 2008 vum Statsminister op dëser Plaz presentéiert ginn, an der Deklaratioun zum État de la Nation. Elo, am spéiden Hierscht, gëtt gesot, datt et e Pak ass, deen der Kris trotze soll, deen erëm Vertraue bei de Konsumente schafe soll, deen d'Kafkraaft stäerke soll an domadder eben och en Deel vun enger antizyklescher Politik duerstelle soll. Dat, wat am Mee jo awer nach net gewosst war, dat war, datt mer eng Bankekris, eng Wirtschaftskris am Hierscht géife kréien, an d'Haaptelementer vun dësem Pak si jo awer nach wie vor déi, wéi se am Mee, also am Fréijoer vun dësem Joer definéiert goufen.

Wann déi Steiererliichterungen do, respektiv déi Ëmwandlung vun Abattementen a Steierkreditter, wann déi zu neier Kafkraaft féiert, da kann dat effektiv gutt si fir d'Demande, fir d'Nofro, da kann dat gutt si fir den Handel, mä mir mussen awer kucken, ob et da wierklech esou kënnt. Ob wierklech heiduerjer, duerch dës Mesuren, e Kafrausch ausgeléist gëtt, fir datt d'Leit 2009, soubal dës Mesuren hei a Kraaft trieden, an d'Butteker lafen an dat Geld, wat se dann elo hei angeblech solle méi kréien, dann och op deene Plazen do wëllen ausginn. Ech sinn do méi skeptesch, virun allem wann ee bedenkt, datt déi Entlaaschtung, vun där mer hei schwätzen an déi mer haut hei sollen décidéieren an déi net falsch ass, awer hannert de Belaaschtunge vun de leschte Joren zréckbleift.

Wa mer zum Beispill déi 9%teg Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell huelen, dann ass dat jo eppes, wat mer de Leit zréckginn, wou se eng schläichend Steiererhéijung déi lescht Joren erfuer hunn, an et ass eigentlech keng Steiersenkung. D'Leit sinn doduerjer déi lescht Jore méi belaascht ginn, däitlech méi belaascht ginn.

Wa mer hei vun 9% Inflatiounsberengegung, vun engem Montant vun 342 Milliounen Euro kënne schwätzen, wat dat dann elo u méi Kafkraaft géif ausmaache par rapport zu där Situatioun, wa mer déi Upassung do net géife maachen, dann heescht dat jo awer och, datt mer eng Steiererhéijung, eng schläichend Steiererhéijung vun 342 Milliounen Euro déi lescht Joren haten, wou et net ëm déi 9% do ugepasst ginn ass. Mir wëssen, datt se méi héich war, déi schläichend Steiererhéijung, well och duerch d'Inflatioun, déi sech accumuléiert hat, deen Upassungsretard nach méi wéi 9% ausgemaach huet.

Ech wëll awer och nach eng Kéier eng Klammer opmaachen, Dir Dammen an Dir Hären. D'Demokratesch Partei huet am Mee gesot, wéi d'Regierung annoncéiert huet, 6% Inflatioun ze berengege fir 2009, dat géif net duergoen. Mir sinn zum Deel belächelt ginn, mir krute gesot, dat wär net méiglech. Mir hunn dat an enger Zäit proposéiert, wou dat wirtschaftlecht Ëmfeld eigentlech jo nach vill besser war, wéi mer et haut kennen, an haut soll dat offensichtlech méiglech sinn, wat am Mee nach net méiglech war. Esou nieft der Plack konnt d'DP also mat hire Propositiounen am Mee net geleeën hunn.

Déi lescht véier Joren ass déi Steierlaascht, iwwert d'Netupassung vun der Steiertabell oder déi nëmme partiell Upassung vun der Steiertabell, an d'Luucht gaangen. Elo, virun de Wahlen, kënnt déi Entlaaschtung do. Ech mengen, datt d'CSV an d'LSAP erkannt hunn, datt se déi lescht Joren, wat d'Belaaschtungspolitik ubelaangt, de Bou ze vill wäit gespaant hunn, datt d'Leit ze vill belaascht gi sinn, datt virun allem d'Mëttelschichten hei am Land ze vill Steierlaaschten op de Bockel geluecht kritt hunn, nieft deem, wou d'Politik net en direkten Afloss drop hat, nieft der héijer Inflatioun, déi mer déi lescht Jore kannt hunn, nieft der Augmentatioun vun den Energiepräisser, nieft den héijen Zënsen, nieft der Explosioun vun de Wunnpräisser hei am Land.

Dat Beispill, wat ech d'lescht Joer schonn hei op dëser Plaz virgerechent hat, dat weist jo wierklech, awéiwäit all dat doten zesummen dozou gefouert huet, datt d'Kafkraaft erofgaangen ass, net nëmme vun deene ganz Klengen am Land, vun deene mat engem klengen Akommes, mä och vun deene Leit am Land, déi e ganz normaalt Akommes hunn. Wa mer nach emol dat Beispill huele vun der duerchschnëttlecher Famill mat engem Familljenakommes vu 4.600 Euro de Mount, deenen herno, wann alles ofgerechent ass - d'Haus rembourséiert gëtt, d'Kannerbetreiung bezuelt gëtt, d'Hëtze bezuelt gëtt, d'Assurancë bezuelt ginn -, nach 700 Euro de Mount bleiwe fir zwee Erwuessener an zwee Kanner, da gëtt et wierklech Zäit fir ze handelen.

Do ass d'Regierung net eleng dru schold, mä d'Regierung ass en Deel dru schold, well déi Upassung, déi elo hei gemaach gëtt an déi nach net d'komplett Inflatioun mat abegräift, ze spéit komm ass. Eben doduerch huet genee déi dote Famill, wa mer dat ausrechne fir 2008, 1.000 Euro méi u Steiere bezuelt, wéi wann de Steiertarif mat der Inflatioun ugepasst gi wär.

Ech weess och net, ob d'Bierger elo esou wäit Vertraue faassen, datt se dat, wat se am Januar da vläicht méi am Portmonni hunn, och direkt an d'Geschäfter droen. Deen een oder deen anere wäert och skeptesch bleiwen an ofwaarden, wat dann no de Wahle geschitt, ob dat heiten net nëmmen e Manöver ass, fir virun de Wahle Kafkraaft erëmzeginn, déi Belaaschtung, déi geschafe gouf, erëm e Stéckelchen ze reduzéieren, a kee weess, wat duerno soll kommen. Duerfir, wa mer Vertraue wëlle schafe bei de Bierger, da solle mer och iwwert de Wahltermin erauskucken an annoncéieren, wéi et mat der Steierpolitik duerno soll virugoen.

(Interruption)

Neen, dat hunn ech net gesot. Ech mengen awer, datt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Als Finanzminister sinn ech direkt d'accord, fir déi Steiererméissegung op den 1. Januar 2010 ze setzen, wann Dir dat verlaangt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, dat hunn ech jo mat Sécherheet net gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Kéinte mer dat alleguer zesumme stëmmen, dass mer dat eréischt 2010 maachen, neen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, Här Statsminister, wann ech gelift, ech wollt just dorop opmierksam maachen, datt déi Entlaaschtung do wahrscheinlech nach net duergeet, fir dat komplett Vertraue vun de Leit erëmzegewannen, well d'Leit net wëssen, wat eng nei Regierung, wat eng nei Chamber an der Steierfro duerno wäert maachen, wat dann d'Steierpolitik den 1. Januar 2010 wäert sinn.

D'Leit hunn d'Erfahrung gemaach déi lescht Joren, datt d'Belaaschtunge kontinuéierlech eropgaange sinn. Wann zum Beispill d'DP gefrot huet, fir méi oft d'Steiertabell unzepassen, dann hu mer hei kee fonnt, dee mat op deen dote Wee gaangen ass. An et ka sinn, datt och no den nächste Wahlen een hei keng Partner fënnt fir eng regelméisseg Upassung, woubäi mer eis och do sollten d'Fro stellen, ob mer net wierklech eis d'Wuert sollte ginn, all Joer doriwwer ze diskutéieren, an datt mer éischter sollen décidéieren, d'Steiertabell net unzepassen, an dat wierklech och als politeschen Akt hei markéieren, wéi datt et eng Ausnahm ass, datt se ugepasst gëtt. Déiselwecht Fro...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- 2002, 2003 an 2004 ass se och net ugepasst ginn!

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Juncker, Dir wësst ganz gutt, wat fir eng däitlech Ofsenkung vum Tarif mer 2002 gemaach hunn. D'CSV an d'DP...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo, ech sinn nach deen Eenzegen, deen dat nach ëmmer seet. Dir sot et net!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dach, majo sécher, mir soen et, well mir hätte jo eigentlech gären, datt mer déi Tariffer erëm sollten aféieren, datt mer eng komplett...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä 2003, 2004, do sidd Dir d'accord, dass net ugepasst ginn ass? Här Meisch, sidd Dir d'accord, dass mer deemools se net ugepasst hunn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, dat ass wouer, dat ass wouer. Duerfir mengen ech jo och net...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Da verlaangt net, dass mer dat elo nohuelen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Juncker, duerfir mengen ech jo och net, datt dat e Grond ass, fir et bis 2008 leien ze loossen. Duerfir menge mer, et hätt ee jo kënnen 2005, 2006 an 2007 higoen an de Leit dat dote Geld zréckginn, wat se elo eréischt virun de Wahlen erëmkréien.

An duerfir, Här Statsminister,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wéi Dir derbäi waart, ass net ugepasst ginn, a wéi Dir fort waart, hu mer ugepasst!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- An duerfir, Här Statsminister, mengen ech, datt mer hei et schwéier wäerte kréien, d'Leit dovunner ze iwwerzeegen, datt et an deem dote Rhythmus no de Wahle wäert weidergoen, op jiddwer Fall wann et bei enger CSV/LSAP-Regierung bleift, well déi hu gewisen, datt bei gudde Steierrecetten 2006, 2007 an 2008 d'Steierlaascht an d'Luucht gaangen ass, an net erofgaangen ass, an duerfir weess keen, wat duerno kënnt, Dir Dammen an Dir Hären!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- 2003 an 2004, wéi war et dann do?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir widderhuelt Iech, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo, an nach ganz dacks!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir widderhuelt Iech, an ech wëll net an d'Gefor kommen, mech och hei musse permanent ze widderhuelen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Bis den 8. Juni méindes moies um 8 Auer widderhuelen ech Iech dat, dass Dir an der Regierung d'Steiertabell net lafend ugepasst hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass gutt. Mir ginn eis Rendez-vous.

(Interruption)

Mir ginn eis Rendez-vous, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech soen den 8. datselwecht wéi de 6. owes...

M. le Président.- Här Meisch, Dir hutt d'Wuert!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt eigentlech nach weider...

(Interruption)

Ech hu wierklech Schwieregkeeten, mech hei auszedrécken, well ech wollt eigentlech soen, datt et, wann et ëm d'Upassung un d'Inflatioun geet, net nëmmen ëm d'Steiertabell geet, mä datt mer och mussen iwwert d'Abattementë schwätzen, well och déi net wuessen, wann d'Inflatioun gräift. Duerfir misst och déi Diskussioun eng Kéier a Rou hei kënne gefouert ginn.

Déi Steierkreditter, déi jo elo zur Regel ginn, nodeems d'lescht Joer de Kannerbonus als Steierkredit, als Negativsteier hei erkläert an agefouert ginn ass, déi fannen an dësem Fall eis Zoustëmmung.

Et bleift net vill, wann ee bei der Mëttelschicht dat Beispill, wat ech gerechent hunn, kuckt, fir eens ze ginn. An natierlech muss ee sech virstellen, wat fir déi bleift, déi däitlech manner verdéngen. Well wann den Duerchschnëttsménage zu Lëtzebuerg 4.600 Euro de Mount huet, da wësse mer, datt et ganz vill Ménagë gëtt, déi däitlech manner hunn, déi vläicht nëmmen e Brochdeel dovunner hunn.

Mir kennen d'Statistiken, mir begräife se awer net ëmmer richteg, well mer ze oft nëmmen eis Statistike gesinn an hannert dem Aarmutsrisiko sech jo perséinlech Schicksaler verstoppen. Awer och den Aarmutsrisiko, dee geklommen ass, ass e Resultat vun der CSV/LSAP-Politik.

Mir mengen awer, datt mer an dëser jëtzeger Situatioun dann och duerch déi Ëmwandlung vun Abattementen a Steierkreditter kënnen deene Leit do entgéintkommen.

Mir mengen awer gradesou, datt dat net alles ka sinn, wat d'Politik ze maachen huet, wann et ëm Aarmutsbekämpfung geet. Mir mengen, datt et keng normal Situatioun ass, an déi mer awer riskéieren eranzesteieren, wann herno 30, 35, 40% vun de Leit hei am Land nëmme kënnen hiert Liewe bestreiden duerch Sozialtransferten an net méi haaptsächlech duerch hiren eegenen Akommes.

An duerfir wëlle mer eben eng Aarmutsbekämpfung maachen, déi net nëmmen op Sozialtransfertë baséiert, mä wou mer kucken, d'Leit aus der Aarmut erauszekréien. Dat heescht, fir d'alleréischt Aarbecht ze ginn. Dat heescht, datt d'Schoul och erëm déi Fonctioun kann iwwerhuele vun engem soziale Lift. Dat heescht, datt mer dat, wat ronderëm d'Schoul noutwendeg ass fir d'Chancëgläichheet do och garantéieren, fir ze kucken, datt d'Aarmut an d'sozial Defavoriséierung sech net weiderverierwen, andeem mer dat nieft der Schoul ausbauen an ubauen un d'Schoul. Dat heescht, datt mer déi sozial Integratioun solle weider förderen an nach emol ganz besonnesch Formatioun a Weiderbildung maachen, an dat och fir déi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, fir um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen.

Ech riskéieren och hei mech ze widderhuelen, wann ech soen, datt d'ADEM do natierlech en zentrale Rôle huet, fir d'Leit fit ze maachen, fir an d'Aarbecht eranzekommen, mä ech wäert dat hei esou oft soen, bis et dann op der Regierungssäit eng Kéier ukomm ass.

Dës Steierkreditter bréngen da méi fir déi Ménagen, déi wéineg verdéngen. Se brénge relativ wéineg fir déi Ménagen, déi e mëttlert Akommes hunn. Mä och wann een zu zwee schaffe geet an zu zwee de Mindestloun heembréngt, dann ass dat, wat een duerch déi Steierkreditter do ënnert dem Strëch iwwreg huet, well jo d'Abattementen ofgeschaaft ginn, schonn zimlech moer.

Duerfir ass awer en Niewenaspekt dovunner nach eng Kéier, datt déi Koppelen, déi zu zwee schaffe ginn, manner profitéieren duerch déi Ëmwandlung vun den Abattementen a Steierkreditter, wéi Haushalter, wou just ee schaffe geet. En Niewenaspekt, deen de Kannerbonus jo och gewisen hat, wou ech mech deemools schonn hei virun engem Joer gewonnert hat, datt eigentlech d'LSAP och déi dote Politik géif matmaachen, well ee se jo éischter vum Bord vun der CSV gewinnt ass, datt déi, déi zu zwee schaffen, nach d'Ausnahm solle sinn, an deen Haushalt, an deem een eleng schafft, d'Regel soll sinn, an datt déi duerfir méi sollen ënnerstëtzt ginn.

Och heibäi muss ee wësse gëllt datselwecht wéi beim Kannerbonus, nämlech datt munches wäert an d'Grenzregioun eraus exportéiert ginn. An dat an enger Situatioun, wou mir mengen, datt een awer dat ganz genee ënnert der Lupp soll halen. Do...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wat mengt Der domadder, Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu jo awer schonn déi eng oder déi aner Kéier, Här Statsminister, diskutéiert iwwert den Export vun ënner anerem de Familljeleeschtungen. Ech hat Iech selwer eng Question parlementaire gestallt, wou ech dann eng Äntwert drop kritt hunn, déi seet, datt vun deenen 100 Milliounen, déi de Lëtzebuerger Stat de Kannerbonus kascht huet, ronn 30 Milliounen net hei zu Lëtzebuerg profitéiert ginn, mä an d'Grenzgebitt ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- A wat wëllt Der domat soen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma, datt dat zum Beispill eng Politik ass, wou mer dat virufëieren, wat mer virun enger Rei vu Joren ugefaangen hunn, wat eis 2006 awer Problemer gemaach huet - budgetär Problemer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Also d'Leit sollen heihinner schaffe kommen, mä si sollen net vun de Leeschtunge vum Lëtzebuerger Stat profitéieren däerfen?!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat soen ech jo net.

Ech wëll domadder nach emol widderhuelen, datt mer intelligent Mechanisme sollen développéieren, wou mer kucken, datt mer deene méi hëllefen, déi Hëllef brauchen, an dat sinn awer nun och emol duerch déi méi héich Liewenshaltungskäschten déi Leit, déi hei am Land wunnen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- An d'Grenzgänger brauchen dat net?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dach, d'Grenzgänger brauchen dat och, mä vläicht zu engem méi geréngen Deel.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Kënnt Dir dat nach eng Kéier widderhuelen?

(Interruptions diverses)

Kënnt Dir dat nach eng Kéier widderhuelen? Kënnt Dir dat nach eng Kéier widderhuelen, wéinst Ärem Europaprogramm, wann ech gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, dat ass jo an der Rei. D'Grenzgänger hunn aner Liewenshaltungskäschte wéi een, deen hei am Land wunnt. Eng Wunneng...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Okay!

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng Wunneng zu Arel, eng Wunneng zu Thionville an eng Wunneng zu Tréier...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt elo gären, dass den Här Meisch hei a Rou seng Ausféierunge ka maachen.

(Interruptions)

Dat gëllt fir d'Regierung, dat gëllt och fir jidder aneren heibannen. Och fir den Här Bettel.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President.

(Interruptions diverses)

Merci, Här President, mä ech wëll nach eng Kéier dorop opmierksam maachen, datt et eis...

Une voix.- Merci, Här Bettel.

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll nach eng Kéier dorop opmierksam maachen, datt et eis hei dorëms geet, datt mer eis Mechanismen esou orientéieren, datt se de Liewenshaltungskäschte Rechnung droen, datt mer deem méi hëllefen, dee méi Hëllef brauch. Dat ass nun eben awer emol esou, wéi ech et gesot hunn, datt dat momentan mat de Wunnpräisser hei am Land a mat anere Präisser hei am Land méi schwéier ze schëlleren ass. Duerfir solle mer oppassen, wa mer nei Mechanismen en place setzen, datt mer dee Phenomeen do, deen de lëtzebuergesche Stat awer och vill Geld kascht, net nach multiplizéieren.

(Interruption)

Datselwecht ass jo och virgesinn, wann et ëm d'Mammerent geet. Do schwätze mer dës Woch och nach emol driwwer, well déi soll jo och dann exportabel gemaach ginn. Och do misst ee sech menger Meenung no iwwerleeën, ob ee sech net mat anere Mechanisme ka méi gescheit uleeën, fir datt een deene Leit, déi dann och eng Ënnerstëtzung brauchen, kann entgéintkommen.

Hei an dësem Projet de loi war jo och virgesinn, datt d'Mammerent soll vun der Steier befreit ginn. De Statsrot huet dat aneschters gesinn. Dunn ass d'Kommissioun dann och op de Wee gaangen, dat aus dem Projet de loi erauszehuelen. Dat fënnt eis ausdrécklech Zoustëmmung, datt mer dat eraushuelen, well mat der Besteierung vun der Mammerent ass et jo esou, datt mer eigentlech en Deel sozial Selektivitéit an dee Mechanismus erakréien, datt deen, dee seng Mammerent méi héich muss besteieren, een ass, deen dann och méi verdéngt an datt deen och manner ënnert dem Strëch netto do vläicht brauch.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President,…

M. le Président.- Jo?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- …kann ech mat Erlaabnis vum Här Meisch eng Fro stellen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, selbstverständlech, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här Meisch, ech war deen, deen derfir gesuergt hat, dass d'Mammerent géif besteiert ginn. Vu dass awer op d'Mammerent de Rentnerfräibetrag applizéiert gëtt, wat däitlech weist, dass et eng Rent ass, an net eng Sozialleeschtung an deem Sënn, wéi Eenzelner dat wëlle soen, doduerch, dass mer dann awer de Rentnerfräibetrag an ee Rentnersteierkredit verwandelt hunn, hat ech gemengt, et wier och gutt, bei der Mammerent datselwecht ze maachen.

De Statsrot, aus deenen ähnlechen ideologesche Verierungen, wéi vill Fraktiounen hei am Haus, huet dat elo annulléiert. Dat hu mer misse suivéieren an der Finanzkommissioun. Et ass Iech awer bewosst, dass d'Mammerenten déi Rente sinn, déi disproportionéiert enorm vill méi héich klammen, wéi all déi aner Renten a Pensiounen hei am Land doduerch, dass dat dann elo gestrach gëtt.

Doduerch, dass d'Chamber dem Conseil d'État hei Recht gëtt, well do och Opposition-formellen am Raum hungen, klammen d'Mammerente vun alle Renten enorm héich, an déi aner Rente wesentlech manner. Dat ass Iech bewosst. Ech wëll Iech dat just soen. Et war gewollt, dass d'Mammerente méi klammen, wéi all déi aner Renten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war jo wuel eng Majoritéit an der Finanzkommissioun, déi dat doten zréckbehalen huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Waart Dir do dergéint? Dir hutt elo grad gesot, Dir wiert derfir gewiescht.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen. Ech hu gesot, datt mer dat begréissen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat ganzt Haus héicht d'Mammerente méi héich, wéi all Renten a Pensiounen. Et gëtt domat zou, dass et Rente sinn, a keng Sozialleeschtungen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, do geet eis Vue jo awer nach auserneen, dat wësst Der.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- De Conseil d'État! An Dir hutt et och suivéiert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat wësst Der och, Här Statsminister.

Erlaabt mer dann awer och nach e Wuert ze soen zur Betribsbesteierung, wou den Droit d'apport dann elo definitiv ofgeschaaft gëtt. Den Droit d'apport, deen eigentlech eng gelunge Steier ass, well en derzou gefouert huet, datt mer duerch d'Welt gezu sinn a gesot hunn: Komm, investéier op Lëtzebuerg! Mä wann s de kënns, da gëss de emol direkt besteiert a bestrooft do derfir.

Duerfir sinn aner Länner éischter op de Wee gaangen, fir den Droit d'apport ofzeschafen, wéi mir; Groussbritannien zum Beispill schonn Enn den 80er Joren. Lëtzebuerg sëtzt eigentlech elo am leschte Wagon vun deene Länner, déi nach esou en Droit d'apport hunn. Et sinn der momentan nach siwe vun deene 27 europäesche Memberstaten.

Mir sollen also ophalen - an do deele mer ausdrécklech d'Meenung vun der Majoritéit -, fir Investitiounen ze bestrofen. Mir sollen, amplaz se ze bestrofen, se ënnerstëtzen. Well mam Droit d'apport ass et jo net esou, datt e Gewënn besteiert gëtt, mä et gëtt den Invest besteiert. Dat schéngt eis net sënnvoll ze sinn.

Dat doten huet e Käschtepunkt. Wann ee kuckt, wat 2006/2007 nach un Droit d'apport, wou e jo nach bei engem Prozent louch, erakomm ass, da war dat eng Kéier e bësse méi an eng Kéier e bësse manner wéi 100 Milliounen Euro. D'lescht Joer si mer jo schonn ëm en hallwe Prozent erofgaangen, wou awer nach méi wéi d'Halschent erakomm ass.

Mä mir wëssen, datt dat dote säi Käschtepunkt wäert hunn. Mir hoffen awer, datt mer do méi attraktiv gi fir Investitiounen. Eleng domadder wäert et awer net duergoen, well mer hei net en neien Avantage schafe fir de Standuert Lëtzebuerg. Mir schafen eigentlech en Désavantage, deen nach ëmmer bestanen huet, of. Duerfir musse mer kucken, duerch wat fir eng Mesurë mer och weiderhi kënne kompetitiv bleiwen an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg weider förderen.

Duerfir begréisse mer och déi Ofsenkung ëm 1% vun der Kierperschaftssteier, wat jo ugekënnegt ass. Dat ass en éischte Schrëtt. En éischte Schrëtt a Richtung vun enger weiderer Ofsenkung. Dat ass ee Volet dovunner.

Fir awer kompetitiv ze bleiwen, brauche mer munch aneres. Mir musse Prozedure straffen. Mir musse grad an Zäiten, wou jo all Investisseur wëllkomm ass a wou een och schnell muss décidéieren, kucken, datt mer eis zesummesetzen an op deene betraffenen Instanzen - do ass de Stat, do si Gemengen, do sinn anerer matverantwortlech derfir - schnell handelen, wann e schnellt Handelen erfuerdert ass.

Dat mëttelfristegt Zil, wat d'Betribsbesteierung ubelaangt, soll dann och bei 25,5% leien. Woubäi allerdéngs op där anerer Säit nach net kloer ass, wéi d'Base d'assiette dann dee Moment do wäert ausgesinn. Well gläichzäiteg gesot ginn ass, datt déi verbreedert soll ginn. Esou datt mer momentan iwwert dat mëttelfristegt Zil hei nach net richteg kënnen diskutéieren. Wann awer d'Regierung do scho méi Kloerheet huet, wéi se an Zukunft um Niveau un der Base d'assiette wëllt weiderfueren, da wär hei och eng flott Geleeënheet, fir vläicht eng Kéier kuerz doriwwer kënnen ze diskutéieren.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt mer deem Projet de loi hei eis Zoustëmmung bréngen, well en no enger

Rei vu Joren, wou d'Leit belaascht gi sinn, elo Entlaaschtung schaaft, well mer eis besser opstellen am internationalen Tableau, fir Betriber op Lëtzebuerg kënnen unzezéien, fir Investitiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze förderen. Et ass effektiv eppes, wat mer an dësen Zäite brauchen. Mä net alles ass mat dësem Gesetz hei geregelt, fir d'Kafkraaft ze ënnerstëtzen, fir Leit aus der Aarmut erauszehuelen a fir Investitiounen zu Lëtzebuerg ze erméiglechen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Déi nächst Riedner si fir d'éischt den Här Roth, duerno den Här Fayot, dann den Här Bausch. Den Här Roth huet elo d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Häre, ech erlabe mer fir d'éischt, de Rapporteuren, dem Lucien Thiel an dem Laurent Mosar, ze félicitéiere fir hir exzellent schréftlech a mëndlech Berichter. Ech wëll fir mäin Deel méi speziell op eng Rei vun neie Steiererliichterunge fir Privatpersounen agoen, déi de Projet de loi 5924 virgesäit.

D'Haaptmoossnam ass déi, fir den Tarif vun der Akommessteier ëm 9% unzepassen. Vereinfacht duergestallt, ginn d'Leit duerch den Tarif esou besteiert, wéi wa se 9% géife manner verdéngen. Dës Tarifadaptatioun ass ee weidere Schrëtt an der Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell.

Eng éischt Upassung vu 6% gouf et bekanntlech schonn op den 1. Januar dëst Joer. D'Regierung huet also an engem schwieregen ekonomeschen Ëmfeld Wuert gehalen. An der Regierungserklärung waren dës Steiererliichterungen ugekënnegt. Si goufen an de leschten Erklärunge vum Statsminister zur Lag vun der Natioun präziséiert. Dës Steierupassung kënnt zum richtegen Zäitpunkt. Si gëtt iwwregens weder vum Statsrot nach vun enger Beruffskummer a Fro gestallt.

Eleng d'Tarifadaptatioun bedeit, dass d'Leit 342 Milliounen Euro manner Steiere bezuelen, wéi wann näischt gemaach gi wier. Dem Bierger, an domat dem Verbraucher säi Vertraue gëtt gestäerkt. Säin Nettoakommes geet duerch déi ugekënnegt Moossnamen ab dem 1. Januar 2009 an d'Luucht.

All dat wierkt an der aktueller Finanz- a Wirtschaftskris sécherlech keng ekonomesch Wonner. D'Chambre de Commerce schätzt an hirem Avis de Wirtschaftswuesstem, deen duerch dës Tarifadaptatioun entsteet, op 0,2 bis 0,3% vum Bruttoinlandsprodukt. D'Steiererliichterungen, déi de Gesetzesprojet 5924 insgesamt virgesäit, muss een awer méi breet kucken.

Här President, d'Tarifupassung an dësem Projet de loi, zesumme mat deenen anere Steiererliichterungen, schléisse sech un d'Reduzéierung vun der Steierlaascht un, déi et zënter 1990, ënner wéinege Finanzministeren, mat verschiddene Regierunge gouf.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Virun 18 Joer louch den nominale Spëtzesteiersaz fir Privatpersounen nach bei 56% ouni Solidaritéitssteier. Haut läit den nominale Spëtzesteiersaz bei 38%. Ee Jonggesell, deen 1990 e versteierbaart Joresakommes vu 745.000 Frang oder 18.500 Euro hat, huet dorop ee marginale Steiersaz vun 38% bezuelt. Haut bezilt hien, op deemselwechte Montant, e marginale Steiersaz vu grad emol 14%.

Inflatiounsbedéngt kann ee sécherlech déi 18.500 Euro aus dem Joer 1990 net mat deenen 18.500 Euro aus dem Joer 2009 absolut géintiwwerstellen. Déi 18.500 Euro aus dem Joer 1990 entspriechen haut grosso modo 27.500 Euro. Abee, do spillt elo e marginale Steiersaz vu 24%, also ganzer 14% manner wéi virun 18 Joer. Deemjéinegen, deen an där Akommestranche 100 Euro méi Akommes kritt, ass et net egal, ob hien dovunner 38 Euro oder, wéi elo, nëmme 24 Euro un de Stat muss offéieren.

D'Steiererliichterungen, déi et 1991, 1998, 2001, 2002 an elo 2008 respektiv 2009 goufen an nach ginn, sinn dach substanziell. Bei engem Stot, deen an der Steierklass 2 veranlagt gëtt, spillt de Spëtzesteiersaz elo, ab 2009, eréischt bei ronn 80.000 Euro, also méi wéi 3,2 Milliounen där aler Lëtzebuerger Frang versteierbaart Joresakommes. Ee Stot mat zwee Akommes bezilt ab 2009, bei engem versteierbare Joresakommes vun 100.000 Euro, nach ronn 20.000 Euro Steieren. Dat ass en duerchschnëttleche Steiersaz vun nëmme ronn 20%.

Här President, d'Regierung ass mat dëser linearer Steierupassung net un de progressive Steierbarème mat gläiche Steiertranchen, esou wéi en an de Joren 2001/2002 agefouert gouf, fréckele gaangen. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, hält also un dëser sozialgerechter Tarifgestaltung fest.

Ee progressive Steierbarème mag vläicht an enger méi neier Steierlandschaft net esou gefrot sinn. Besonnesch an den neien EU-Länner tendéiere se éischter zu méi eenheetleche Steiersätz, enger sougenannter „flat tax“, déi sech onofhängeg vun der Héicht vun dem Akommes applizéieren. An der Regel profitéieren dovunner virun allem d'Besserverdénger. Mat dem progressive Steiertarif, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn an elo bäibehalen, soe mer Jo zu de Steieren als Element vun der Ëmverdeelung. Mat der Tarifgestaltung, wéi se virgeschloen ass, wëllt d'Regierung hir sozialpolitesch Gestaltungsaufgab deemno ënnerstréichen. An dat ass gutt esou.

Här President, dat Soziaalt fënnt an dësem Gesetzesprojet op weidere Punkte säin Néierschlag. No dem Kannerbonus 2008 ginn dräi weider Steierkreditter agefouert. Steierkreditter sinn en neit Element an eiser Steierlandschaft. Si komme virun allem de Leit mat niddregem Akommes zegutt. A senger Ried zur Lag vun der Natioun vum Mee dëst Joer hat de Statsminister dës Steierkreditter schonn ugekënnegt. Dobäi sot hien, net Steierabattementer, mä Steierkreditter verklengeren d'Aarmut zu Lëtzebuerg. De Stat hëlleft jiddwerengem am gläiche Mooss an onofhängeg vu sengem Akommes.

De soziale Charakter vun de Steierkreditter féiert de Statsrot zur Iwwerleeung, dass een dës, fir Leit, déi Steiere bezuelen, an den Tarif sollt abauen. Fir Leit, déi keng Steiere bezuelen, sollt d'Contrepartie iwwert de Sozialberäich ofgedeckt ginn. An enger renger Steierlogik mag dëst vläicht richteg sinn. Et riskéiert een awer, Leit, déi keng Steiere bezuelen, als Bittsteller vu sozialen Ënnerstëtzungsmoossnamen ofzestempelen. Dëst sollt de Stat, am Respekt vum eenzelne Bierger, vermeiden.

Steierabattementer a Steierkreditter gehéieren zu de sougenannte Steiersubventiounen. All Bierger huet zu engem gläiche Mooss an onofhängeg vu sengem Akommes e Recht op gläichen Zougank zu verschiddenen öffentleche Leeschtungen. D'Regierung geet mat der Aféierung vun de Steierkreditter een innovativen a courageierte Wee. Et ass awer e richtege Schrëtt am Sënn vun enger sozialgerechter Ëmverdeelung.

Natierlech stelle sech bei dësem neien Instrument vun der Steiergestaltung och eng Rei vu Froen. Sinn zum Beispill d'Montantë vun de Steierkreditter, esou wéi se virleien a sech zum gréissten Deel un déi fréier Abattementer ulehnen, nach zäitgeméiss? Zënter 1991 goufen dës Abattementer bal net méi ugepasst. Dës Netupassung war awer och en Deel vun enger gewollter Steierpolitik vu sozialer Ëmverdeelung. D'Abattementer goufen net an d'Luucht gesat. Duerfir gouf awer um Tarif, ënner anerem den Agankssteiersaz, erofgesat, wou jiddwer Steierflichtegen dovu profitéiert huet.

Eng aner Fro ass déi, ob een net och Steierkreditter um Plang vun de sougenannte Werbungskäschten, de Frais d'obtention, oder um Niveau vun de Sonderausgaben, den Dépenses spéciales, aféiere sollt. Hei kënnt een deem eenzelne Steierflichtege souguer dann de Choix tëschent dem Steierkredit oder dem Ofsetze vun de reell getätegte Käschte loossen.

Bei all Fro muss ee sech awer virun Aen halen, jee méi an desto méi héich Steierkreditter et gëtt, déi jiddwereen an onofhängeg vu sengem Akommes kritt, ëmsou méi héich ass de Steierausfall fir de Stat. Steierkreditter kaschte méi deier wéi Abattementer, wou d'Progressivitéit vum Steiertarif de Steierausfall offiedert. Eleng um Niveau vun dem Pensiouns- a Rentekredit mécht d'Ëmwandele vun dem Abattement an e Steierkredit 36 Milliounen Euro pro Joer aus. Dat ass de Käschtepunkt vun engem Altersheim.

Här President, bei alle Mériter ëm d'Aféierung vun den dräi neie Steierkreditter fir Elengerzéier, fir Pensiouns- a Rentenempfänger a fir Lounempfänger, am wäiteste Sënn vum Wuert, mag de Gesetzesprojet op deem Plang vläicht op d'éischt Siicht dach e liichte Schéinheetsfeeler hunn. Et ass richteg, dass net, wéi vun dem Statsminister bei der Lag vun der Natioun ugekënnegt, ee Steierkredit fir Scholdzënse bei der Uschafung vun engem Eegenheem agefouert gëtt.

Ee Steierkredit fir Scholdzënsen op engem Eegenheem ass méi wéi e rengt technescht Ëmwandele vun engem Steierabattement an e Steierkredit. De Froekatalog, deen heimat verbonnen ass, ass méi komplex. Dee Moment, wou jiddwereen, deen en Eegenheem finanzéiert, onofhängeg vu sengem Akommes, deeselwechte Steierkredit kritt, riskéiert d'Fro opzekommen, ob net de Locataire vun enger Wunneng och misst dëse Steierkredit kréien.

D'Opposition formelle vum Statsrot am Kader vun dem Steierkredit fir Lounempfänger, deen elo doropshin och op d'Fräiberuffler, Geschäftsleit a Baueren ausgeweit gëtt, kënnt hei hir Nowierkung hunn. Och stellt sech d'Fro vun der Héicht vun de Scholdzënsen, déi no dem Bezéie vun engem Eegenheem kënne steierlech geltend gemaach ginn. Souguer bei Zënssätz, déi de Moment erofginn, entspriechen d'Limitë vun deem, wat steierlech ofgesat ka ginn, net ëmmer méi der Realitéit. D'Aféierung vun engem Steierkredit fir Scholdzënsen op engem Eegenheem muss een, aus all deene Grënn, vill méi global kucken.

Här President, et ass virgesinn, dass de Montant, deen als sougenannte Prime unique op enger Reschtscholdversécherung beim Uschafe vun engem Eegenheem kann ofgesat ginn, no uewen ugepasst gëtt. Dëst ass ze begréissen. De Stat sollt de Bierger steierlech ënnerstëtzen, fir de Risiko vum Finanzement vun engem Eegenheem mat enger Assurance ofzedecken.

De Montant vun der Steierfaveur vun der TVA beim Bau oder Renovéiere vun enger Wunneng geet vu 50 op 60.000 Euro erop. Dat ass eng Erhéijung vun 20%. Et ass net eng Moossnam, déi nëmmen de Besserverdénger zeguttkënnt. Opgrond vun den aktuelle Baupräisser profitéieren dovunner déi allermeeschte Leit, déi sech en Eegenheem uschafen. Si spueren 10.000 Euro. No dem Pacte logement ass dës Moossnam e weidere Schrëtt vun der Regierung am Sënn vun enger méi aktiver Wunnengsbaupolitik.

An deem Kontext ass et awer net gutt, dass Leit, déi schlëssselfäerdeg bauen, an der Praxis oft net an de Genoss vun alle Steierfaveure kommen, wéi se duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 virgesi waren. D'Gesetz erméiglecht nämlech een direkt Applizéiere vun dem super reduzéierten TVA-Saz vun 3%. Esou bräicht de Client vun Ufank un nëmmen 3% TVA op dem Nettobetrag beim Ausstelle vun der Rechnung ze bezuelen. Opgrond vun internen TVA-Kompensatioune vun de Promoteure verrechnen eng Partie vun hinnen awer dem Client fir d'éischt 15% TVA. De Client muss dann duerno beim Enregistrement d'Differenz erëmfroen. D'Resultat ass wuel am Endeffekt datselwecht, mä de Client huet méi en héije Finanzéierungsopwand, wéi wann hien direkt de reduzéierten Taux vun 3% géif verrechent kréien.

Dëst war net d'Absicht vun dem Gesetz aus dem Joer 2002. Hei sollt d'Baubranche, där dës TVA-Reduktioun och zeguttkënnt, een Effort maachen.

Här President, d'Steiererliichterungen, déi de Gesetzesprojet 5924 virgesäit, si sécherlech ee courageierte Schrëtt vun der Regierung. Ouni déi gesond Finanzgestioun aus der Vergaangenheet, mat enger niddreger Statsschold, wieren dës Steiererliichterunge budgetär sécherlech net méiglech gewiescht. Opgrond vun der aktueller wirtschaftlecher Situatioun kommen all dës Moossnamen awer grad zum richtege Moment.

D'Leit kréie méi Nettoakommes, d'Kafkraaft gëtt doduerch gestäerkt. Ob déi méi grouss Kafkraaft hei am Land consomméiert gëtt, muss d'Zukunft weisen. Duerfir ass awer net eleng de Bierger verantwortlech. De Konsument mécht säi Choix ënnert där Offer, déi him virläit. Un all Interesséiert, him déi Offer lackeleg ze maachen.

D'Regierung huet hir Verantwortung sécherlech iwwerholl, an duerfir verdéngt dëse Projet de loi och eng breet Zoustëmmung. Ech ginn déi vun der CSV-Fraktioun zu deenen zwee Gesetzesprojeten an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'éischt, wat de Projet 5913 ugeet, dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, Merci soe fir säi Bericht an och den Accord vun onser Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Wat de Projet 5924 ugeet, wëll ech mech e bësse méi laang domat ophalen. Dëst ass e villschichtegen a politesch wichtege Projet, deen een awer net ka global als Krisebekämpfungspak résuméieren. E stäerkt d'Kafkraaft vun de Steierzueler an en entlaascht d'Betriber. Méi prezis ass e geduecht, fir d'Akommeslaascht vun de Mëttelschichten erofzesetzen an zugläich eng sozial Ëmverdeelungspolitik fir d'Leit an d'Familljen ze maachen.

En huet och als Objektiv, d'Spuere fir en Eegenheem ze favoriséieren, an e wëllt de Betriber entgéintkommen. E wëllt ekologesch Ziler upeilen an derniewent d'Philanthropie an de Mäzenat encouragéieren. Ofgesinn dovunner, huet d'Regierung nach d'Erhéijung vun der Garantie fir Spuerdépôten dragepaakt an hat urspréinglech d'Upassung vun der Akommessteier un nei Norme vun der Kontabilitéit virgesinn.

Ons politesch Zoustëmmung zu deem Projet hënnert ons net drun ze soen, dass dat en typesche Projet de fin d'année ass, bei deem alles zesummegepaakt gëtt, an et och net ganz vill parlamentaresch Marge de manœuvre gëtt, wann dann de Statsrot, kuerz viru Schluss, Oppositions formelles décidéiert, deene muss gefollegt ginn, obschonn een net ëmmer vun der Pertinenz vun all den Argumenter vun der héijer Corporatioun iwwerzeegt ass. De Rapporteur Laurent Mosar huet dat alles a sengem exzellente Bericht kloer an iwwersiichtlech duergestallt, a mir soen him Merci fir seng Aarbecht.

Här President - jo, ech kucken, ob et en Här oder eng Madame ass -, Här President, zu den eenzelne Mesuren e puer Bemierkungen.

Här President, d'Abattementë fir Salariés, Retraités a Monoparentaux ginn a Crédits d'impôt ëmgeännert, zousätzlech zu dem Kannerbonus, dee mer zejoert agefouert hunn. De Statsrot mécht hei zwou interessant Remarquen an eng Opposition formelle. Fundamental seet de Statsrot, et soll een déi bestehend Instrumenter fir Sozial- an Ëmverdeelungspolitik benotzen, amplaz neier ze schafen, déi administrativ zimlech komplizéiert sinn.

Esou gëtt de Kannerbonus iwwert d'Kannergeldkeess ausbezuelt, de Steierkredit fir Monoparentaux iwwert d'Steierverwaltung, de Steierkredit fir d'Salariéë gëtt vun den Entreprisen ausbezuelt an dee fir d'Pensionären an d'Rentner vun de Pensiounskeesen. De Statsrot hätt virgezunn, et hätt een all Abattementer ofgeschaaft an de Steierbarème deementspriechend ugepasst. Fir déi Steierzueler, déi keng Steiere bezuelen, well hire Revenu ze kleng ass, hätt ee bestehend sozial Instrumenter gebrauche sollen; esou hätt een amplaz vum Kannerbonus d'Kannergeld kënnen eropsetzen. Ech fannen déi Iwwerleeungen nëtzlech an interessant, an ech fannen och, dass mer dat eng Kéier sollen an der Finanzkommissioun roueges Kapps thematiséieren.

Nun huet d'Regierung awer de politesche Wëllen, zejoert wéi och dëst Joer, dass endlech eng steierlech Erliichterung och fir kleng Steierzueler eppes brénge soll. Ech wëll dorunner erënneren, wéi laang Joren dass mer dorunner gebruckt hunn. Et war laang Joren net evident, esou eppes duerchzesetzen, wat eng Zäit laang als „Negativsteier“ bezeechent gouf an elo „Crédit d'impôt“ ginn ass.

Vill a laang ass bedauert ginn, dass all Kéier, wou d'Steierlaascht erofgesat gouf, déi kleng Steierzueler näischt dovunner hätten. Loosse mer dofir den Duerchbroch begréissen an net ze kritesch si mat dem Innovatiounsgeescht vun der Regierung.

Dat verhënnert net, dass ee soll eng Reflexioun maachen, wéi eng sozialgerecht Ëmverdeelung esou einfach an esou gerecht ka gemaach ginn. Einfach. Onbürokratesch. De Statsrot, wëll ech derbäifügen, profitéiert iwwregens - iwwert de Wee vum sakrosankte Gläichheetsprinzip - vun enger Opposition formelle, fir e Steierkredit fir all Revenuen, amplaz nëmme fir d'Salariéen, Rentner a Pensionären duerchzesetzen.

Zu dësem Pak gehéiert och d'Steierbefreiung vun dem Revenu aus de Contrats épargne-logement, déi mer selbstverständlech begréissen. Ech erënneren drun, dass de Statsminister a senger Ried zum Budget ugemierkt hat, et misst ee sécher sinn, dass déi Kontrakter effektiv fir d'Bauen oder d'Kafe vun enger Wunneng gebraucht ginn. Wéi dat soll goen, wësse mer nach net.

Wéi ass et awer zum Beispill mat de Leit, déi einfach esou spueren, fir sech eng Wun-

neng unzeschafen, ouni e Bauspuerkontrakt ze hunn? Déi Leit bezuelen och weider d'Retenue à la source libératoire op hiren Zënsen. Et huet mech gewonnert, dass de Statsrot näischt iwwert den Artikel 10bis, also d'Gläichheet virum Gesetz vun alle Bierger an der Verfassung, gesot huet. Eng interessant Fro, déi mer vläicht och an der Finanzkommissioun eng Kéier kéinten emol erörtern.

Am Pak dran ass och eng Mesure fir d'Autostax vun de Familles nombreuses sozial ofzefiederen. Och hei kann ee sech d'Fro stellen, ob d'Multiplikatioun vun eenzelne Mesuren net schlussendlech méi komplizéiert ass, wéi wann een zum Beispill d'Kannergeld seriö eropgesat hätt.

Här President, wat d'Besteierung vun de Betriber ugeet, esou wëllt d'Regierung d'Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber verbesseren. Dofir gëtt am Projet 5913 den Droit d'apport fir 2009 ganz ofgeschaaft. Dat ass bekanntlech ee politesche Choix, deen ons Regierung a sechs aner EU-Länner gemaach hunn, ouni dass d'EU se dozou forcéiert huet. D'Kollektivitéitssteier soll an Etappen op 25,5% erofgesat ginn, an zugläich d'Steierassiette méi breet ginn. Dat ass och eng interessant Ausso, wéi dat dann zesummegeet, och mat den Négociatiounen iwwer ACCIS, dat heescht, déi europäesch Beméiungen iwwer eng harmoniséiert Assiette vun der Betribsbesteierung. Dat wär och nach interessant ze gesinn.

An da fannen ech och eng interessant Fro: Wéi gesäit à terme d'Gesamtsteierlaascht vun de Betriber aus par rapport zu der Steierlaascht vun de Salariéë respektiv vun der Akommessteier insgesamt? D'Kollektivitéitssteier bréngt elo scho manner wéi d'Akommessteier op physesche Persounen, an et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi deen Déséquiliber weider wiisst. Et wär och net gesond, wann deen Déséquiliber ze grouss géif ginn a sech nach méi staark géif entwéckelen.

Här President, e weidere Punkt, dee mer an dësem Punkt matdiskutéiert hunn, betrëfft d'Neterofsetze vun der Autosteier fir Betriber, an zwar aus ekologeschen Ursaachen. Also, mir hu sozial Aspekter an deem Pak, mir hunn och en ekologeschen Aspekt. D'Regierung wollt kohärent si mat der ekologescher Modulatioun vun der Autosteier. Si gesäit e Subsid vu 750 Euro fir Autoe mat niddregen CO_2-Emissioune vir, och fir Betriber, a wëllt also elo net iwwert d'Ofsetze vun der Steier fir déck CO_2-räich Autoen déi Kohärenz a Fro stellen.

Och hei huet de Statsrot sech opposéiert, zwar méi zaghaft. Et weess een net, ob et eng Opposition formelle ass, esou wéi de Statsrot dat jo heiansdo kann ausdrécken, wou een net genee weess, ob et eng Opposition formelle ass. Mä trotzdeem, mir hunn dat erausgeholl, well mer net wollte riskéieren, fir awer dann herno keng Dispens vum zweete Vote ze kréien.

Ech bedauere jiddefalls fir mäin Deel, dass niewent de sozialen Aspekter an deem Pak net och den ekologeschen Aspekt méi staark am Projet zum Virschäi kënnt.

E lescht Wuert nach iwwert déi verbessert Steiermesure fir de Mäzenat an d'Philanthropie ze encouragéieren, déi mer selbstverständlech begréissen.

Wa mer iwwert de Steierwee Kultur a Konscht, sozialen Engagement a Solidaritéit ënnerstëtzen, wollt ech u meng Proposition de loi 5480 erënneren, déi als Objektiv huet, d'Fonge vu Mikrokreditter zu engem Deel vun der Taxe d'abonnement ze befreien, fir dat Instrument vun der Entwécklungspolitik an zugläich en neie Créneau fir ons Finanzplaz ze förderen. Dat schéngt a mengen Aen eppes ze sinn, wat sech ëmmer méi développéiert. Och sinn effektiv ëmmer méi Fongen, déi sech fir de Mikrokredit asetzen an där och opleeën. Ech menge schonn, dass eng positiv Bevirdeelung vun där Form vu Finanzinstrument och fir d'Finanzplaz interessant wär.

Här President, dat waren e puer Remarquen, meng Virriedner hu scho munches dozou gesot. Ech wollt soen, dass dee Projet hei wichteg steierpolitesch Weiche stellt, déi de Mënschen an de Betriber direkt eppes bréngen. Niewent dem Mindestloun, niewent dem Ajustement vun de Pensiounen, déi den 1.1. och a Kraaft trieden, entsteet iwwer eng hallef Milliard nei Kafkraaft doduerch, a besonnesch och fir Leit mat klengem Akommes.

Mir begréissen de politesche Wëlle vun der Regierung, op deem Wee, deen zejoert ageschloe gouf, weiderzegoen. Ech wënsche mer awer, dass mer elo, wann dëse Projet gestëmmt ass - an ech zweifelen net drun, dass dat de Fall wäert sinn -, an der Finanzkommissioun och mat dem zoustännege Minister eng Partie vun deene Froen, déi ech hei opgeworf hunn, emol eng Kéier à tête reposée ze diskutéieren, well duerch d'Ännerung och vun de Steiergesetzer entstinn nei Problemer, déi mer ons mussen iwwerleeën, fir dass mer herno eng Kohärenz an deem Ganzen hunn an net ze vill bürokratesch Waasserkäpp schafen, mat der beschter Absicht vun der Welt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kee Geheimnis, wann een hei seet, datt et fir Politiker ganz schrecklech populär ass, iwwerflächlech an der Öffentlechkeet anzetriede fir Steierreduktiounen, fir e bëssen, loosse mer soen, dobaussen dat Gefill, wat oft existéiert bei de Leit, ze verstäerken, wat dra besteet ze mengen: „Steieren, déi bezuelen ech, well de Stat mer wëllt Suen aus der Täsch eraushuelen." An der Contrepartie ass et donc duerfir schrecklech populär an der Öffentlechkeet, wann ee seet: Steieren erof, Steieren erof an nach eng Kéier Steieren erof!

Et gëtt awer vergiess an där ganzer Diskussioun, datt dat eng schrecklech iwwerflächlech Visioun ass. Wat ganz oft déijéineg, déi fir Steiersenkungen am meeschte plädéieren, ni esou soen, dat ass, datt dat an der Praxis oft drop erausleeft, datt d'Resultat vun de Steiersenkungen d'breet Masse vun der Bevölkerung net erreecht, par contre duerch de Fait, datt d'Steieren awer erofgesat ginn, dem Stat Finanzcapacitéit ewechgeholl gëtt an donc dat och eng Konsequenz huet, éischtens bei den öffentlechen Investitiounsausgaben an zweetens bei den Transferts sociaux.

De Rapporteur huet gesot, et ass e Manque à gagner vu 656 Milliounen Euro, dee sech hei hannendru verstoppt. A wann ech soen, e Manque à gagner vu 656 Milliounen Euro, dann heescht dat, de Stat huet 656 Millioune manner fir auszeginn. Dann heescht dat och, datt, wann e bei sengen Ausgaben de Budget opstellt, en dat muss wëssen an entweder bei verschiddenen anere Poste muss sträiche goen, sief et da bei den öffentlechen Investitiounsausgaben oder sief et bei den Transferts sociaux.

Dat heescht, wann ech zum Beispill dat Element eraushuelen, wat vum Här Roth beschriwwe ginn ass - an ech sinn him duerfir dankbar, datt hien dat och emol erëm eng Kéier an den historesche Kontext gesat huet, vu wou mer hierkomm sinn, vun 1990 bis haut, bei der direkter Besteierung -, vun der Ëmverdeelungsgerechtegkeet, wat an de Steieren dran ass, dat spillt direkt mat, jee nodeem wéi een d'Steieren erofsetzt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et spillt awer och mat an deem Sënn, datt jo de Stat, wann en öffentlech Investitiounsausgaben tätegt, dat engersäits mécht, fir normal Infrastrukturen ze schafen, wou den normale Bierger, jiddweree vun eis, dervu profitéiert. Ob dat elo Stroosseninfrastrukture sinn, wat och ëmmer, oder awer ob en öffentlech Déngschtleeschtunge proposéiert, déi oft och erëm näischt aneschters sinn, wéi gewëssermoosse Sozialleeschtungen unzebidden.

Wann ech, fir dat als Beispill erauszehuelen, am Beräich vum öffentlechen Transport kucken, wéi do d'Tarificatiounsstruktur respektiv d'Recette ass par rapport zu der Dépense, déi de Stat huet, da si mer eis jo heibannen eens, datt dat a kengem Verhältnis steet. Donc huet de Fait, datt de Stat dat awer wëllt maachen, op där enger Säit sécherlech ëmweltpolitesch Konsequenzen oder Komponenten, Mobilitéitskomponenten, mä et huet och Sozialkomponenten, déi sécherlech da mat draspillen. Well soss hätte mer net déi Hällewull vun extrem gënschtegen Tariffer zum Beispill, wou de Stat jo iwwert den indirekte Wee do eppes subventionéiert mat Steiergelder, fir datt och Leit, déi wahrscheinlech keng aner Form vu Mobilitéit sech kënne leeschten, dann iwwert deen do Wee awer mobil an eiser Gesellschaft sinn.

Dat heescht, am Endeffekt si Steiere keng Strofmesuren, déi de Stat sech afale léisst, fir generell d'Bevölkerung ze strofen, mä dat ass e wichtegt Steierungsinstrument wat de Stat huet, fir datt d'Gesellschaft éischtens iwwerhaapt ka fonctionnéieren an zweetens datt de Stat gewëssermoossen och derzou bäidréit, datt de Räichtum, deen an enger Gesellschaft erschafft gëtt, och eenegermoosse méi - an ech drécke mech do virsiichteg aus - gerecht verdeelt gëtt.

Et ass mer duerfir wichteg, wa mer iwwer Steierreduktioune schwätzen, datt een dat doten ëmmer am Virfeld seet, fir datt een am Fong och weess, wat fir een Akt datt een hei setzt, an datt een och weess, datt mat Steierreduktiounsfuerderungen ee kann enorm vill Populismus bedreiwen an der Bevölkerung, dat am Endeffekt awer oft net schrecklech politesch responsabel ass, menger Meenung no, menger Fraktioun hirer Meenung no.

Mir gleewen nach ëmmer drun, datt déi zwou Fonctiounen, déi d'Steiere mussen hunn, nämlech éischtens fir Ëmverdeelungsgerechtegkeet ze suergen an zweetens dem Stat d'Méiglechkeet ze ginn, öffentlech ze investéieren, extrem wichteg sinn.

Firwat schwätze mer da grad elo a Krisenzäiten op eemol erëm vun deenen dote Fonctiounen, eigentlech haaptsächlech, am Vierdergrond? Ech sinn - an et deet mer leed, dat awer mussen ze soen - iwwerrascht, wéi vill datt hei Volte-facë gemaach gi vu Leit, déi d'Steieren op eemol aus deem Bléckwénkel hei gesinn, fir dëse Steierpak ze proposéieren. An dësem Fall hei zwar emol eng Kéier dann zu Recht, mä oft virdrun hu se se aus ganz anerem Bléckwénkel gesinn.

Duerfir mengen ech awer, datt et extrem wichteg ass, datt een dat heiten an de Kontext setzt a seet, datt dës Steierreduktiounsmesuren an dësem Moment geholl ginn, net well mer der Meenung sinn - an duerfir wäerte mir als Gréng se och dës Kéier matstëmmen -, datt dat schrecklech populär ass, generell einfach fir Steierreduktiounen ze proposéieren, mä well se hei e ganz kloren Ëmverdeelungscharakter hunn an awer och e wirtschaftspoliteschen, deen einfach säi Sënn mécht.

Net well ech der Meenung sinn - wann ech bei den direkte Steieren, fir domadder unzefänken, zum Beispill déi generell Verbesserunge kucken, déi am Tarif hei gemaach ginn zugonschte vun de Leit -, datt déi elo e schrecklechen Impakt wäerten hunn hei zu Lëtzebuerg op d'Konjunktur. Ech gleewen dorunner guer net, soen ech lech ganz éierlech. Si hu sécherlech eng psychologesch Wierkung, déi wichteg ass.

Et mécht eng psychologesch Wierkung, déi dra besteet, datt mer de Leit eigentlech e positiivt Signal domadder ginn, datt se sech net nach méi a Krisestëmmung selwer versetzen a gewëssen Angschtzoustänn kréien, an doduerjer vläicht e Verhalen un den Dag leeën, wat am Endeffekt an dësen Zäiten net ubruecht ass.

Mä d'Konsequenze vun deene Suen, déi mer ausginn - well mir gi jo hei Suen aus als Stat, fir de Leit déi ze loossen an der Form vun zum Beispill där zimlech zolidder Ofsenkung vum Tarif generell, déi mer hei maachen -, wäerte sech eiser Meenung no de Moment net erëmfannen als antizyklescht Krisenintrument am Konsum an der Öffentlechkeet. Ech fäerten, datt se éischter riskéieren, an d'Spuerbéchs ze goen, wéi datt se ausgi ginn dobaussen an dëser kuerzfristeger Zäit, wou mer de Moment liewen, wou d'Leit gewësse Virsiichtsmoossnamen einfach nun eemol huelen.

Et ass och entre-temps beluecht. Dat kann een de Moment. Well et si jo aner Länner, déi iwwer ähnlech Mechanismen diskutéieren an iwwerleeën. Do gëtt et där, déi kënne sech et effektiv iwwerhaapt net leeschten, fir dee Schratt ze maachen, dee mir hei maachen. Mä et gëtt awer och anerer, déi soe sech: Souguer wa mer et wéilte maachen, wat ass den Impact réel fir d'Ekonomie? Ass et net méi effikass, datt mer souguer déi dote Suen huelen an déi nach méi geziilt der Ekonomie zeguttkomme loossen iwwer öffentlech Investitiounsausgaben? Dat heescht, all Centime oder all Euro, dee mer ausginn, bréngt deen eis net esou vill méi eran, och ekonomesch erëm als Return, wa mer en an d'Investitioune stiechen, wéi wa mer en elo einfach duerch Steierreduktiounen de Leit loossen?

Dat si sécherlech Iwwerleeungen, déi menger Meenung no derwäert sinn, datt een doriwwer nodenkt. Si sinn och éischter, eiser Meenung no, richteg. Mä nach eng Kéier, mir mengen, datt et aus psychologesche Grënn richteg ass, et awer an dësem Moment ze maachen.

Déi ganz Iwwerleeungen, déi och vum Statsrot ugefouert gi sinn, si jo hei haaptsächlech am Zesummenhang ugeschwat gi mat de Steierkreditter. Zu deene seet dann de Statsrot: Hätt een net besser gehat, et hätt ee generell eng Kéier de ganzen Abattementsberäich duerchforst, déi alleguerten ofgeschaaft an - wat ëmmer esou gutt klëngt - en transparente Steiersystem geschafe fir jiddwereen, an dann hätte mer deene Leit dat iwwer Transfert-sociauxen zoukomme gelooss?

Ech muss soen, datt ee sécherlech eng Kéier kann déi ganz Abattementer, déi mer an eisem Steiersystem generell hunn, diskutéieren. An dat soen ech awer gradesou däitlech: Dat betrëfft net nëmmen d'direkt Steieren, also déi physesch Persounen, mä och d'Entreprisen. Well do gëtt et awer och villes emol ze diskutéieren; haut aus engem anere Bléckwénkel, wéi wahrscheinlech nach virun e puer Joer. Wann ech nëmmen eleng un d'Ëmweltkomponent denken, déi an den nächste Jore méi eng grouss Roll wäert spillen, da mengen ech, datt dat eleng dowéinst derwäert ass.

Mä dann ass et awer nach ëmmer esou, souguer wann ee villes kann duerchforsten an ofschafen, muss een awer och wëssen, datt och do d'Steieren e Steierungsinstrument sinn. An een awer och eng Rei Abattementer ka maachen am System, déi sécherlech duerchweegs och e Sënn maachen; och e soziale Sënn maachen zum Beispill.

Mir hu viru Joren en Abattement agefouert, fir ze förderen, wann ee sech niewent dem normale legale Rentesystem och zum Beispill nach privat ofséchere geet. Mir wësse jo, firwat mer dat gemaach hunn. Dat hu mer jo gemaach, net well mer onbedéngt just nëmmen de Banken- oder den Assurancëgesellschaften eng besonnesch Freed wollte maachen, mä dat ass jo gemaach ginn deemools vun der Politik aus enger ganz kloer laangfristeger Iwwerleeung eraus. Ech mengen awer, datt zum Beispill esou eng Mesure wéi déi dote sënnvoll ass, an donc och do en Abattement ka sënnvoll sinn.

Duerfir mengen ech, datt et net esou einfach ass, bei aller Virléift, déi ech hu fir en transparente Steiersystem, fir einfach ze soen: all d'Abattementer eraus an dann nëmmen nach alles iwwert d'Transfert-sociauxen. Mä et ass awer derwäert, wéi den Här Fayot et och richteg virdrun hei gesot huet, datt mer déi doten Iwwerleeungen nach eng Kéier a Rou an der Finanzkommissioun emol ustellen an och iwwert déi dote Problematik dann eng Kéier am Detail diskutéieren.

Meng Fraktioun ass awer der Meenung, datt au vu vun deem, wat mer hei maachen, d'Aféierung vu Steierkreditter e richtege Wee ass, well effektiv dat jo awer an engem gewësse Mooss dat ass, wat plus ou moins an alle Fraktiounen eenzel Leit emol verlaangt hunn, nämlech an d'Richtung ze goe vun negative Steieren, wou mer ugeprangert hunn, datt virun allem ëmmer erëm bei Steierreduktiounen déi Leit, déi et grad an dësen Zäiten am meeschte brauchen, net dervu profitéieren.

A wann et an engem Punkt Sënn mécht, grad elo ze hëllefen, steierlech gesinn, dann ass et wierklech fir déi dote Kategorië vu Leit. Well et sinn déi, déi am Moment am meeschte leiden. Déi kënne sech net sécherheetsméisseg zréckzéien andeem se zum Beispill soen: Ech loosse méi op mengem Spuerbuch stoen oder ech setzen nach méi op mäi Spuerbuch; well déi hu keng Suen, fir op hiert Spuerbuch ze setzen. Si hunn och meeschtens ganz wéineg Suen op hire Spuerbicher stoen. Dat sinn déi Leit, déi effektiv wahrscheinlech als eenzeg Kategorie alles dat, wat se méi hunn, direkt an de Konsum zréckginn. Duerfir ass et ëmsou méi berechtegt, datt een op deen dote Wee geet.

Da kommen ech op een anere Volet, dee jo och hei mat dran ass vun den direkte Steieren. Dat ass d'Kierperschaftssteier. Meng Fraktioun ass ëmmer besonnesch virsiichteg, wann et ëm déi dote Steier geet, an dat aus zwee Grënn.

Deen een, dat ass: Éischtens menge mer, datt bei der Kierperschaftssteier einfach d'Erofsetze vum Saz eigentlech e bëssen awer mat der Géisskan verdeelt ass. Et ass net zilgeriicht; loosse mer esou soen. Et profitéiert am Fong all ekonomesche Secteur dovunner, ob en et brauch oder awer och net. Mir hätten et léiwer zilgeriicht, a Fonctioun ob et ee Secteur ass, dee mer besonnesch wëlle förderen, well mer dee besonnesch wëllen ausbauen, oder vläicht aner nei Secteure wëllen unzéien.

Mir sinn allerdéngs och de Moment do an enger Situatioun - also, ech schwätzen am Fong an deem heiten Zesummenhang vun der Reduktioun domadder -, datt mer och do soen: Mir brauchen eng psychologesch Wierkung, och an deem Beräich. Duerfir kënne mer och hei sécherlech mat där eeprozenteger Reduktioun liewen.

Deen zweete Punkt, firwat mir hei ëmmer ganz virsiichteg a kritesch sinn, wann et drëms geet, iwwert déi dote Steier ze diskutéieren, ass deen, deen och scho vum Här Fayot ugeschwat ginn ass, datt mer awer der fester Iwwerzeegung sinn, datt mer an dësem Stat nach iergendeng Relatioun musse behalen tëschent deem, wat u Steieren agezu gëtt op der Aarbechtssäit par rapport zur Kapitalssäit.

An ech mengen, datt deen Déséquiliber haut schonn do ass. Dat steet haut schonn a kengem Verhältnis méi. Duerfir menge mer och, datt bei der Kierperschaftssteier déi Iwwerleeung ëmmer mat muss gefouert ginn, wa mer iwwerhaapt iwwer Reduktioune bei der Kierperschaftssteier schwätzen.

Mir sinn awer der Iwwerzeegung, dat aus psychologesche Grënn, datt et richteg ass och hei dee Schratt ze maachen; dës Kéier vun engem Prozent. Dat heescht, mir sinn och d'accord, dee matzedroen.

Dat nämlecht gëllt och, zwar aus aneren Iwwerleeungen eraus, beim Droit d'apport. Den Droit d'apport ass effektiv, och aus anere Grënn, déi scho virdrun hei beschriwwe gi sinn, eng Steier, déi eigentlech kee Sënn mécht.

Ech wëll awer dann dem Här Thiel äntwerten, well hie jo gemengt huet, hie misst och iwwer eng Steier schwätzen, déi guer net hei am Pak dran ass, mä déi op enger anerer Plaz ugehuewe gëtt, nämlech iwwert d'Surtaxe, déi an der Stad Lëtzebuerg erhuewe gëtt.

Éischtens misst den Här Thiel wëssen, esou wéi déi Surtaxe bis haut fonctionnéiert huet, datt déijéineg, déi schlau waren an der Stad, souwisou déi Surtaxe net méi bezuelt hunn, well alleguerten déi sech Méiglechkeeten afale gelooss hunn, zum Beispill andeem se op e Gebai selwer, wat se gebaut hunn, eng Gesellschaft gesat hunn. A wann herno dat Gebai verkaaft ginn ass, ass net d'Gebai verkaaft ginn, mä d'Gesellschaft verkaaft ginn, sou datt se souwisou déi Surtaxen net hu misse bezuelen.

Mä et bleift awer en anere Punkt, deen ech wichteg fannen. Ech muss soen, Här Thiel, ech sinn erstaunt doriwwer, datt Dir hei schwätzt iwwer eng Steier, déi erhuewe gëtt, wéi wann dat bal e Skandal wär, datt iwwerhaapt eng Steier erhuewe gëtt. Ech muss Iech soen: Ëm wat geet et bei där Surtaxe? Mä et geet jo hei net drëm, wann ech eppes bauen, datt ech do eng Surtaxe drop muss bezuelen. Mä et geet drëm, wann ech ee Gebai, wat ech gebaut hunn, duerno verkafen.

A wëssend, datt et jo hei och net ëm privat Stéit geet, ëm Privatpersoune geet, mä ëm Gesellschafte respektiv ëm Entreprisë geet, ass et jo och esou, datt déi an deene wéinegste Fäll - ech kennen där op alle Fall keng - déi Gebaier do à perte verkafe par rapport zu deem, wat se gebaut hunn. Ech fannen et anormal, datt de Stat oder eng Gemeng dann och vläicht emol Steieren huet, déi seet, vu datt do e Benefiss gemaach gëtt, datt deen och muss kënne besteiert ginn.

Dat ass jo eng Steier. Ech hu se jo net erfonnt. Et waren aner Leit am Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg, déi déi erfonnt hunn. Mä ech muss Iech awer soen: Et ass eng Steier, déi awer sécherlech hire Sënn mécht. An ech si frou, datt d'Stad Lëtzebuerg se de Moment huet, well si gëtt hir eng Recette, déi se grad elo brauch, fir kënnen ze reinvestéieren an öffentlech Investitiounsausgaben, datt d'Ekonomie och dervu ka profitéieren.

Ech gesinn dat net als e Skandal oder eng Schan un, datt esou eng Steier besteet. Ech wëll Iech, Här Thiel…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Den Här Thiel schwätzt dach wéi den Här Wolter.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, wësst Der…

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et ass eng spéit Revanche vun der jonker Generatioun an der CSV.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wësst Der, Här Statsminister, den Här Thiel ass ee vun där Kategorie vu Leit, déi nach virun engem Joer duerch d'Land gelaf sinn a geschwat hu vun der sougenannter fräier Maartwirtschaft, an de Stat soll sech iwwerall eraushalen, wéi keen aneren. An haut liesen ech an der Zeitung vun him, datt hie Konferenzen hale geet iwwert déi siwen Doudsënne vum Kapitalismus.

(Hilarité)

Do gesitt Der, wéi séier datt dat heiansdo geet am Liewen, wéi d'Zäite sech kënnen änneren.

(Interruption)

Ech wëll Iech och…

(Interruptions diverses)

Also, ech muss Iech soen, ech sinn dee Leschten, deen eppes géint Lernfäegkeet huet. A sougutt wéi ech lernfäeg ka sinn, sinn ech och frou, datt den Här Thiel et och ass. Ech géif him just nach e klenge Rot mat op de Wee ginn, an zwar, datt hie vläicht an Zukunft, wann hien iwwer Steiere schwätzt oder iwwerhaapt iwwer esou Saache wéi dat hei schwätzt, e bësse manner soll als Lobbyist optrieden, an e bësse méi am Sënn vum allgemenge Wuel. Et schuet heiansdo och näischt, wann ee sech dat iwwerleet.

Ech muss och soen, Här President, datt eis Fraktioun natierlech besonnesch all déi Mesurë begréisst, déi virgesi sinn an dësem Pak hei, wat am Zesummenhang mam Logement steet. Sougutt wat Uschafung ass vu Logement fir d'Leit, wat do gemaach gëtt, wéi och natierlech alles, wat am indirekten Zesummenhang domat steet, nämlech all déi Erliichterungen, déi op deem Niveau kommen; zum Beispill d'TVA, alternativ Energieformen. Dat si sécherlech Pisten, déi mer richteg fannen an déi besonnesch richteg sinn, och an där Zäit, an där mer de Moment dra sinn. Duerfir hu mer sécherlech do absolut keng Schwieregkeet, och dee Pak matzedroen.

Ech kommen dann zum Ofschloss, Här President, op dee Punkt, deen eis Schwieregkeete gemaach hätt matzedroen, wou mer frou sinn, datt en duerfir herno erëm erausgeholl ginn ass an datt mer eng nei Bedenkzäit kritt hunn, fir dann hoffentlech endlech eppes doraus ze maachen, wat Kapp a Fouss huet. An dat ass déi ganz Problematik vun der Netofschreifbarkeet vun der Autosteier, wou jo duerch eng Opposition formelle vum Statsrot dee Volet erëm erausgeholl ginn ass.

Dat freet eis, net wéinst der Opposition formelle vum Statsrot, mä well mer der fundamentaler Iwwerzeegung sinn, datt dat, wat hei elo proposéiert ginn ass, éischtens iwwerhaapt näischt méi ze dinn hat mat deem, wat d'lescht Joer an de Virstellunge war vun der Regierung. D'lescht Joer ass d'Regierung extrem wäit gaangen a si wollt et och ganz schnell maachen. Dat war jo och do de Grond, firwat mer an der Finanzkommissioun gesot hunn, am Accord mat der Regierung a mat alle Fraktiounen: Kommt, mir iwwerleeën eis dat nach eng Kéier e Joer an da maache mer dat d'nächst Joer. Dann huet éischtens de Secteur Zäit, sech dorop anzestellen, an zweetens kënne mer et vläicht nach e bësse besser agencéieren.

Mä wat dunn no engem Joer erauskomm ass, dat war franchement awer, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen, e Witz. Firwat? Majo, well aus där gewoter an offensiver Haltung vu virun engem Joer ass nach just iwwreg bliwwen, datt een an Zukunft d'Autosteier bei Firmeween net méi ka vun der Steier ofsetzen. Wat natierlech ënnert dem Strëch einfach lächerlech ass en vue vum Benefiss, dee bei deene Leasingsverträg op där anerer Säit gemaach gëtt um Niveau vun de Steieren.

Mir hunn eis och als Gréng d'Méi gemaach, dat genau ausrechnen ze loossen. Mir hunn dat och der Finanzkommissioun iwwerreecht, fir dat ze beleeën. Also, dat, wat hei proposéiert gi war vun der Regierung, hätt sécherlech ekologesch gesinn iwwerhaapt keen Effekt gehat a wier eiser Meenung no sozial och nach total ongerecht gewiescht par rapport zum normale Bierger am Land, deen net ka vun deenen dote Mechanisme profitéieren.

Mä nujee, mir hunn et jo elo emol ausgesat. Dat ass jo dann eng gutt Saach. Da kommt, mir profitéieren elo, fir relativ séier eppes ze maachen, wat Kapp a Fouss huet. Mir hu selwer eng Propositioun gemaach. Et ass an eiser Traditioun, fir net nëmmen einfach ze soen: Mir fannen eppes schlecht, mä da maache mer och eng Propositioun dergéint.

Mir hunn den zoustännege Ministèren déi Propos och zoukomme gelooss; och der Finanzkommissioun. Dee Modell, dee mer do virgeschloen hunn, dee géif eiser Meenung no deenen zwee Aspekter gerecht ginn, respektiv souguer deenen dräi gerecht ginn. E géif souguer dem Awand, eiser Meenung no, vum Statsrot gerecht ginn, well et wier jo dann net esou, datt dat an Zukunft guer net méi méiglech wär ofzeschreiwen. Et kënnt ee souguer ganz déck spritfriessend Autoen ofsetzen, och an eisem Modell - zwar da ganz, ganz wéineg natierlech, de Leasingskontrakt -, mä et hätt sécherlech e groussen Effekt.

Déi Propos - ech soen lech dat och -, déi hu mir net erfonnt. Mir hu se adaptéiert un d'Lëtzebuerger Situatioun. Mä déi Propos kënnt aus Däitschland. Déi kënnt vun der „Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft". Fir déi, déi net wëssen, wat dat ass: Dat ass eng Initiativ, déi et an Däitschland scho laang gëtt, wou haaptsächlech Entrepreneuren drasëtzen. Dat heescht, dat sinn am Fong e ganze Koup Manager an Entrepreneuren, déi vläicht nach an der Minoritéit sinn an eiser Gesellschaft, mä et gëtt där awer och, an déi sech eigentlech soen: Mir musse kucken, déi Maartwirtschaft och sozial an ekologesch auszeriichten, a sech duerfir eng Hällewull vu Gedanke maachen, wéi ee kann do Mechanismen erfannen.

Dee Mechanismus hei kënnt vun deenen. Wéi gesot, mir hunn en…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Den Här Tietmeyer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Voilà! Jo, ganz genau. Ganz richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech liesen och d'Schréfte vun de Klassefeinden.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Richteg, richteg.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä ech iwwerhuele se net, dat ass den Ënnerscheed.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Déi muss een och liesen, well soss weess ee jo net, vu wat ee schwätzt.

Une voix.- Si iwwerhuele se.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et ass net alles schlecht, wat vu verschiddene Leit hirer Säit kënnt, mä et muss een ëmmer oppassen a gutt liesen, wat een iwwerhëlt, well soss kéint een emol eng Kéier bäilafen. Mä ech mengen, datt dee Modell hei awer derwäert ass, datt een deen iwwerhëlt an datt een dee seriö diskutéiert. Mir hoffen, datt mer dat an deenen nächste Méint, wou mer jo elo méi Zäit hunn, fir eis nach eng Kéier doriwwer Gedanken ze maachen, maachen. Ech hoffen awer, datt mer net erëm eng Kéier e ganzt Joer verléieren, mä datt mer an deenen nächste Méint awer mat engem fäerdege Projet kënnen hei kommen.

Dat hei ass e wichtegen Aspekt. Mir sollen deen zemools zu Lëtzebuerg net ënnerschätzen, well mir musse wëssen, datt niewent deem Fait, datt mer zu Lëtzebuerg prozentual exzessiv vill Firmeween hunn, aus gutt bekannte Grënn, et och nach en Impakt op den Autosmarché insgesamt zu Lëtzebuerg huet. Well oft e ganze Koup där Autoen do net laang gehale ginn, déi sech herno um Occasiounsmaart zréckfannen zu Lëtzebuerg an och am Ausland natierlech. Wat natierlech och en Impakt huet mëttel- a laangfristeg op den Automobilmaart zu Lëtzebuerg, ob e méi ekologesch ausgeriicht ass oder manner ekologesch ausgeriicht ass. Duerfir hu mer do och net allze vill Zäit ze verléieren.

Här President, dat sinn déi Remarquen, déi ech wollt zu dësem Projet maachen. Meng Fraktioun wäert déi zwee Projeten hei duerfir och matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'éischt och e Wuert vu Merci un déi zwee Rapporteuren, d'Kolleegen Thiel a Mosar, déi déi zwee Projeten hei souwuel schréftlech wéi mëndlech praktesch an allen Detailer virgestallt hunn.

Déi Projete sinn den 1. Oktober deponéiert gi vun der Regierung, mam Budget, zu engem Zäitpunkt, wéi déi wirtschaftlech Situatioun nach eng ganz aner hei am Land war, wéi déi, déi mer elo virfannen, wa mer dee Projet hei debattéieren a stëmme wäerten. An der Zwëschenzäit ass d'Finanzkris agetratt. Mir hunn eng Kris, wahrscheinlech eng vun deene gréissten, déi eis Generatioun kannt huet. Si ass och an der Realekonomie an der Zwëschenzäit ukomm.

Et ass kloer, wéi dee Projet hei deponéiert ginn ass am Zesummenhang mam Budget vun 2009, datt dat am Fong e Budget war, deen net déi Wirtschaftskris kannt huet, an datt et e Budget war a Moossname waren, déi a priori op déi nächst Chamberswahle vum 7. Juni ausgeriicht waren. Duerfir ass et vläicht eng Chance gewiescht, datt mir grad hei zu Lëtzebuerg d'nächst Joer Chamberswahlen hunn an d'Regierung duerfir e sougenannte Wahlbudget an e Wahlprojet presentéiert huet, deen elo zoufälleg eben an déi Wirtschaftskris erapasst, déi mer elo kréien.

Mir waren eis parteieniwwergräifend eens an deene leschte Wochen, an der Finanzkommissioun, datt mer musse reagéieren, fir där Situatioun esou gutt wéi méiglech ze begéinen.

Et gëtt zwee Niveauen. Dat eent ass dee bei de physesche Persounen, fir do d'Kafkraaft ze verstäerken. An deen zweete Volet ass deen, wou mer soen, datt de Stat an d'Gemenge musse méi séier investéieren, Investitioune virzéien, Investitiounen a priori maachen, déi de Lëtzebuerger Betriber, den einheimesche Betriber zeguttkommen; virun allem am Bau an am Handwierk, well déi wahrscheinlech am meeschte wäerten an deenen nächste Wochen a Méint getraff ginn.

Et soll also eng antizyklesch Politik gemaach ginn. Duerfir dee Steierpak, deen hei presentéiert gëtt vun iwwer 600 Millioune Steiererspuernisser. Dee wäert sécherlech zu engem gudden Deel bäidroen, niewent anere Kreditter, déi am Budget mussen ëmmodeléiert ginn, fir datt se kënne méi fréi a méi sécher investéiert ginn, fir datt mer där Krisesituatioun als Land kënne begéinen.

Et ass wichteg, datt mer dat maachen. An do si mer eis och eens, datt een och grad eng Krisesituatioun muss kënne gebrauchen, fir da geziilt ze investéieren, fir engersäits de Betriber entgéintzekommen, an anerersäits d'Land awer och fit ze maache fir déi Zäit, déi no der Kris kënnt, déi jo doudsécher kënnt.

D'Fro, déi sech stellt, ob déi Suen, déi mer un d'physesch Persoune ginn, och zréck iwwert de Wee vun der Kafkraaft an d'Ekonomie fléissen, ass eng Fro, déi berechtegt ass. Sécherlech ass et esou, datt d'Leit méi virsiichteg sinn. A wa se och elo hei Gelder kréien, gi si se och wahrscheinlech méi virsiichteg aus, wéi se dat virdru gemaach hunn.

Well et muss een och wëssen, datt d'Leit jo och elo relativ vill Gelder kréien, well déi Meescht, de Stat an och vill Betriber, en 13. Mount ausbezuelen, wat am Fong kuerzfristeg vill méi Geld ass wéi dat, wat d'Leit iwwert dës Moossname kréien, a wou een elo schonn am November, Dezember déi Kafkraaft misst mierken, déi d'Leit méi kritt hunn, ob se déi dann och wierklech ëmsetzen, der Ekonomie, dem Commerce zeguttkomme loossen, oder ob d'Leit déi zréckhalen. D'Leit wäerten also méi virsiichteg sinn. Et kann een also net dovun ausgoen, datt déi Gelder direkt integral der Lëtzebuerger Ekonomie wäerten zeguttkommen.

Op där anerer Säit sinn déi Investitiounen, déi de Stat an d'Gemengen a Projete maachen, awer Investitiounen, déi direkt der Ekonomie zeguttkommen, déi direkt de Betriber zeguttkommen. An et ass och net esou, wéi et de Mëtteg hei ugeriet ginn ass vum Kolleeg Bausch, datt dat am Fong nëmmen eng Dépense fir de Stat bedeit, mä et bedeit och eng Recette fir de Stat. Ech mengen, wann de Stat hei iwwer 600 Millioune méi an den Ëmlaf bréngt, da profitéieren och d'Betriber dovunner.

Wann d'Betriber besser fonctionnéieren, bezuele se eventuell méi Steieren, déi dem Stat zeguttkommen. Si kënne méi Leit beschäftegen, et kënnt méi Lounsteier eran, d'Leit consommëiere méi, et kënnt méi TVA eran. Dat heescht also, datt dat net en 100%tege Verloscht fir de Stat ass, mä datt eben iwwer eise System, wéi et nun emol fonctionnéiert, e gudden Deel vun deem Geld jo och erëm an de Statsbudget, an d'Statskeess wäert erakommen.

Déi verschidde Punkten, déi an dësem Projet sinn, si schonn hei beréiert ginn, mä ech wëll awer nach verschidden Iwwerleeunge mat erabréngen. Ech mengen, wa mer bei der Steiertabell dëst Joer 2009 eng Upassung vun 9% maachen, esou ass dat linear heibannen, esou wéi dat eng linear Upassung ass, begréisst ginn, nodeem 2008 schonn eng Upassung vu 6% gemaach

ginn ass. Mä et muss een awer ëmmer erëm an Erënnerung ruffen, datt mer an de Joren 2004, 2005, 2006 an 2007 keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach hunn, esou datt d'Leit am Fong an den éischte Joren hu misse méi Steiere bezuelen an doduerch manner Kafkraaft kruten, wat sech jo och scho virun dëser Kris bemierkbar gemaach huet, an datt d'Leit dee Kafkraaftverloscht, dee se an den éischte Jore vun dëser Regierung erlidden hunn, am Fong elo erëm zréckkréien.

D'Crédits d'impôt, déi agefouert ginn, souwuel fir d'Salariéë wéi fir d'Pensionären oder d'Monoparentalen, sinn e wichtege Schrëtt an eisen Aen. Mir hunn als ADR d'lescht Joer begréisst, datt mer de Kannerbonus hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, deen elo vun 2009 un net méi eemol am Joer, mä mensuellement mam Kannergeld ausbezuelt gëtt, wat am Fong d'Iddi vun dem Prinzip vun der Negativsteier agefouert huet. Eng Negativsteier, déi mir als ADR schonn zënter 2002 systematesch verlaangen, datt d'Abattementer sollten an eng Negativsteier, an e Steierkredit, e Crédit d'impôt ëmgewandelt ginn, well mer soen, datt mer doduerch méi Steiergerechtegkeet kréien, well eise Steiersystem, dee mer bis elo hei zu Lëtzebuerg haten, war sozialpolitesch gesinn en ongerechte System.

Doduerch, datt mer déi Vereinfachunge gemaach hunn, datt mer déi eenzel Abattementer a Steierkreditter ëmgewandelt hunn an eng Negativsteier aféieren - d'lescht Joer de Bonus fir Kanner, an dëst Joer, wéi gesot, fir d'Salariéen, d'Retraitéen an d'Monoparentalen -, maache mer méi Steiergerechtegkeet. Mir maachen am Fong eng Ëmverdeelung zugonschte vun deene sozial Schwaachen hei an eisem Land, an eiser Gesellschaft, well grad an dëser Situatioun, wa mer un ee mussen denken, da musse mer a priori un déi Leit do denken.

An ech sinn och frou, datt verschidde méi kritesch Stëmmen, déi mer virun engem Joer héieren hunn, wéi mer de Kannerbonus agefouert hunn, datt een am Laf vun der Zäit dës Kéier déi kritesch Stëmme guer net méi héieren huet. Also ass och do eng Evolutioun entstanen, déi een, mengen ech, kann als positiv bewäerten.

Positiv bewäerte kann een dann och, datt queesch duerch eis Gesellschaft all déi Strukturen, déi Beruffschamberen, all déi, déi un der Gesetzgebung matschaffen an hiren Avis ofginn, haut praktesch unanime zur Iwwerzeegung komm sinn, datt et wichteg ass, datt mer méi Steiergerechtegkeet maachen, a virun allem deene méi sozial Schwaachen, déi bis elo vun eisem Steiersystem net konnte profitéieren, dat iwwert de Wee vun der Negativsteier an de Steierkreditter kënnen erméiglechen.

Mir sinn der Meenung, datt een och an Zukunft soll weider etappeweis an déi Richtung goen. Mir wëssen, datt dat net esou einfach an der Praxis ëmzesetzen ass, fir et net ze vill administrativ komplizéiert ze maachen. Esou konnte mer de Kannerbonus d'lescht Joer ofwéckelen, andeems mer dat iwwert d'Familljenzoulage matmaachen. Den Arbeitnehmerfreibetrag gi mer iwwert d'Betriber respektiv iwwert d'Pensiounskeesen, esou datt een och all Kéiers muss e Wee fannen, wéi een esou Mesurë ka realiséieren, ouni doduerch ze vill zousätzlech administrativ Belaaschtungen ze schafen.

De Crédit d'impôt fir den Arbeitnehmerfreibetrag fir d'Salariéen an d'Pensionären, déi am Fong elo en Abattement hate vu 600 Euro, déi kréien elo e Steierkredit vun 300 Euro, deen an alle Fäll ausbezuelt gëtt. Déi 600 Euro, déi een elo als Abattement hat, déi hunn am Prinzip bis elo beschtefalls eng Steiererspuernis vun 233,7 Euro bruecht. Elo huet am Fong geholl jiddwereen, ob e Steiere bezilt oder net, eppes weider duerch dee Steierkredit, dee mer hei ausbezuelen. Niewent de Salariéë gëllt dat och fir d'Indépendanten oder d'Baueren.

Ech hu gesot, datt e vun de Patrone bezuelt gëtt, wat d'Salairen ubelaangt, a fir d'Pensionäre vun de Pensiounskeesen. Et muss nach e Reglement kommen, wat d'Modalitéiten am Detail do ausleet. Hei, mengen ech, muss een och wëssen an oppassen, datt een d'Betriber doduerch elo net ze vill administrativ belaascht. Am Prinzip kritt jiddwereen, wann hien e Mount schafft, 25 Euro all Mount ausbezuelt, fir eben dee Crédit d'impôt do ze garantéieren. D'Steiertabell gëtt jo op där anerer Säit deementspriechend ugepasst, mä d'Betriber bezuelen déi aus.

Hei muss ee wëssen, datt vu verschiddene Betriber - ech denken zum Beispill un de Commerce, déi gréisstendeels Leit beschäftegen, déi op der niddregster Lounskala leien, a wat ganz dacks Leit sinn, déi keng Steiere bezuelen an elo dee Crédit d'impôt do ausbezuelt kréien - am Fong e Préfinanzement gemaach gëtt, wou een dann awer muss eng Regelung fannen, datt déi Betriber déi Suen esou séier wéi méiglech kënnen erëmkréien. Et kann also esou sinn, datt et - well d'Betriber, wéi gesot, mussen dee Crédit d'impôt ausbezuelen, a wann et Betriber sinn, déi vill Leit hunn um ënneschte Lounniveau, déi keng Steiere bezuelen - zu engem Préfinanzement vu Säite vun de Betriber kënnt. D'Fro ass, ob d'Betriber déi kënne global am Kader vun der Lounsteier mat ofrechnen, oder ob se dat och kënnen op d'Betribssteier mat ëmrechnen.

1.920 Euro war den Abattement, deen d'Monoparentalen elo konnte maximal an der Steiererklärung ofsetzen. De Crédit d'impôt, dee gëtt elo 750 Euro, mä et muss ee wëssen, datt deen net an alle Fäll ausbezuelt gëtt. E gëtt nëmmen integral ausbezuelt, wann déi Persoun net eng Pension alimentaire kritt, déi iwwer 1.920 Euro ewechgeet. Tëschent 1.920 Euro an 3.840 Euro Pension alimentaire geet dee Montant vu 750 Euro degressiv erof. An anere Wierder, een, deen iwwer 3.840 Euro Pension alimentaire pro Joer kritt, kann net méi vun deem Crédit d'impôt profitéieren. Tëschent deenen zwou Ziffere vun 1.920 bis 3.840 Euro gëtt an deem Montant d'Halschent gekierzt. Et muss een also wëssen, datt hei net all déi Leit dee Crédit d'impôt do wäerte kréien. Et ass d'selwecht, wat de Kannerbonus ubelaangt. E gëtt um Niveau vun der Steierverwaltung ausbezuelt, op Demande hin, an hei wäert dann och eng zousätzlech Aarbecht fir d'Steierverwaltung kommen.

De Forfait d'éducation, d'Mammerent, sollt op Propositioun vum Regierungsprojet steierfräi ginn, wat mir am Prinzip begréisst hunn, well dat eng zousätzlech Augmentatioun vun dem Forfait d'éducation, vun der Mammerent bedeit hätt. Mä leider huet de Statsrot do e Strëch duerch d'Rechnung gemaach. Hien huet eng Opposition formelle gemaach, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber huet där Opposition formelle missen noginn, well mer ebe wëssen, datt dat Gesetz hei muss virum 1. Januar a Kraaft trieden. Mä et kann een awer net onbedéngt higoen, Här President, an dann esou maachen, wéi wann d'Schold eleng beim Conseil d'État géif leien.

Wa mer wëssen, datt de Conseil d'État kann eng Opposition formelle maachen, an datt dat de Vote vun der Chamber géif dräi Méint retardéieren, a mer wëssen, datt mer de Projet de loi eréischt den 1. Oktober deponéieren, da wësse mer d'office, datt mer an där Prozedur leien, datt, wann de Statsrot eng Opposition formelle mécht, mer da relativ machtlos als Chamber dostinn. Obschonn een och do kéint soen, datt et net ka sinn, datt eng aner Instanz - wéi dat de Mëtteg hei ugeklongen ass - kéint e Parlament drun hënneren, fir dat zum Ausdrock ze bréngen.

Wa mer also gären an Zukunft ons net méi deem Risiko aussetzen, datt de Conseil d'État eis eng Opposition formelle kuerzfristeg virun Ausgang des Joers mécht a mer dann net kënnen aneschters reagéieren, da misste mer, d'Regierung ugefaangen, d'parlamentaresch Aarbechten esou organiséieren, datt déi Projets de loi ebe géife méi fréi deponéiert ginn, fir datt een dann och kéint als Chamber reagéieren.

Mir sinn awer och mat der Propositioun, déi de Conseil d'État do gemaach huet, d'accord fir dann am Fong ze soen, datt ee sech beim Forfait d'éducation sollt iwwerleeën, ob deen net kéint iwwert d'Pensiounskeesen ausbezuelt ginn.

Ech erënneren drun, wéi d'Mammerent agefouert ginn ass, datt mir als ADR am Fong deemools verlaangt hunn, datt d'Regierung, de Stat sollt higoen a fir déi Fraen, déi dodrënner falen, eng Cotisatioun an d'Pensiounskeese bezuelen. Eng Cotisatioun an där Héicht, datt se herno datselwecht Resultat beim Ausbezuelen hätten, wéi d'Mammerent duerstellt.

Dat hätt de Virdeel gehat, datt et éischtens emol e Recht gewiescht wier vun där Persoun, vun där Fra, dass se kéint soen, ma et ass eng Cotisatioun, déi ass op mäin Numm abezuelt ginn; an et hätt där Persoun och een Deel vun enger Pensiounscarrière ginn.

Duerfir hu mer och datselwecht elo gesot bei de Chèques-services, déi mer elo wëllen aféieren, wou mer als ADR soen, datt een déi Chèques-services och misst de Mammen zoukomme loossen, déi doheem d'Kannererzéiung maachen, fir deenen engersäits eng Unerkennung zoukommen ze loosse fir hir Aarbecht, déi se doheem an der Famill, am Interesse vun der Kannererzéiung maachen; quitte datt een dat kombinéiert a seet, déi Chèques-services musse benotzt gi fir eng fräiwëlleg Weiderversécherung an d'Pensiounskeess fir déi Persoun ze bezuelen.

Doduerch si verschidde Moossnamen, déi mer an eiser Gesetzgebung hunn, wa mer dat géifen als Cotisatioun an eis Pensiounskeesen abezuelen, kriten déi Persounen eng eege Pensiounscarrière während all där Zäit, wou se doheem sinn, an iwwert dëse Wee dann eng Versécherung.

Mir plädéieren also derfir, fir an déi Richtung ze goen, well mir hunn ons als ADR och an der Vergaangenheet ëmmer fir de Rentesplitting ausgeschwat, mä mir wëssen haut, datt deen net esou ze realiséieren ass, wéi mer dat iwwer Jorzéngten, hei all Parteien, an de Wahlprogrammer ëmmer erëm geschriwwen hunn an duerno ni gemaach hunn.

Mir wäerten an eisem nächste Wahlprogramm net méi de Rentesplitting aschreiwen, mä mir wäerte Léisunge proposéieren, wou mer de Fraen dann eng eege Pensiounscarrière proposéieren, fir datt se awer ofgeséchert sinn an eege Pensiounsrechter kréien, wat en da méi déngt, wéi jorzéngtelaang eppes ze verspriechen, wat mer ënnert dem Strëch net wäerte realiséieren.

Duerfir, wéi gesot, deet et eis leed, datt mer déi Opposition formelle vum Statsrot kritt hunn. Mir wiere frou gewiescht, wann déi Steier befreit gi wier. Mir soen nach eng Kéier résuméiert, datt mer frou wieren, wann och d'Chèques-services a Form vu Cotisatioune fir déi Fraen, déi doheem Kannerbetreiung maachen, an d'Pensiounskeese géifen abezuelt ginn.

All déi Modalitéiten, déi mam Logement zesummenhänken, fannen eis Zoustëmmung, Här President.

Ech mengen, dat ass grad wichteg an enger Zäit, wou mer wierklech eng Kris am Bausecteur kréien, déi eiser Meenung no näischt mat der Finanzkris oder a priori näischt mat der Finanzkris ze dinn huet, mä dat ass eng Kris, déi mer eis hei am Land selwer gebaut hunn, well eng Euphorie an deene leschte Joren entstanen ass wat d'Baupräisser ubelaangt, sou datt mer haut kee Problem méi hunn, datt mer net genuch Wunnengen hei am Land hunn.

Mir hu Wunnenge genuch, mä mir hunn net méi genuch Wunnengen, déi d'Leit kënne bezuelen. Dat ass de grousse Problem, wou mer an den nächste Méint wäerte voll drarennen, mat deene Konsequenzen, datt de Bausecteur an d'Handwierk wäerten an eng grouss Kris erageroden.

Duerfir ass et wichteg, datt mer hei zousätzlech Effortë maachen, sief et um Niveau vun der TVA, sief et um Niveau, datt mer keng Quellesteier oder näischt méi op der Assiette herno hunn. Eng Fuerderung, déi, muss ee fairerweis soen, och ëmmer bei de Bauspuerkeese komm ass, déi vun der CGFP an de vergaangene Joren ëmmer op d'heftegst gestallt ginn ass, wat dann och elo hei wäert geschéien.

Här President, ech hunn nach just eng Minutt; duerfir e puer Wierder wat d'Autosteier ubelaangt.

Mir si frou, datt mer an der Chamberskommissioun zumindest e Konsens fonnt hunn, wou mer soen, wéi et soll virugoen. Mä dat hate mer schonn d'lescht Joer gesot.

Mir haten d'lescht Joer schonn eng Motioun a grousser Einhellegkeet heibanne gestëmmt, a mir hunn dann elo festgestallt, datt mer elo esou wäit si wéi mer d'lescht Joer waren. A mer sinn eis elo, genau wéi d'lescht Joer, erëm eens fir erëm en neien Ulaf ze maachen, ouni datt awer ee vun eis weess, wéi d'Resultat dann herno wäert ausgesinn.

Ech wënschen Iech duerfir an deem Punkt a wënschen eis alleguerte bonne chance, datt et déi nächste Kéier besser geet wéi déi zwee Versich virdrun.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir déi zwee Gesetzer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet elo d'Wuert an duerno nach den Här Goerens.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Chrëschtdag kënnt ëmmer méi no, mä awer och d'Wahlen. Ech hunn hei dee grousse Konsens héiere fir dëse Gesetzesprojet, an deem effektiv vill sozial Substanz dran ass, mä wou ech awer mer erlaben e bëssen ze relativéieren, well eng Rei Mesuren awer dra sinn, wat ganz einfach Upassungen un dat sinn, wat scho länger noutwendeg gewiescht wier. Ech brauch net méi am Detail dorop anzegoen.

Mä ech wëll awer soen, dass d'Erhéijung vum Mindestloun a vun de Rente weder e Cadeau ass vun der Regierung nach vu soss engem, mä dass et eng ganz normal Upassung ass un d'Lounentwécklung, déi an deene leschten zwee Joer am gesamte Lounwiese stattfonnt huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*-

Esou wéi an Däitschland.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Esou wéi an Däitschland. Do gëtt de Mindestloun och lafend ugepasst.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här Statsminister, am Géigesaz zu Iech drainéieren ech net ganz vill no där Säit vun der Musel.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech och net. Ech weess net, firwat dass den Här Wagner, deen e Mënsch vun der Grenz ass a grouss europapolitesch Ambitioune fir seng Partei huet, duerfir „très bien" seet.

Fir d'éischt gëtt eng Ried géint d'Frontaliere gehalen an da gëtt eng Ried hei gehalen…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech wëll léiwer op där richteger Säit vun der Grenz liewen.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll just nach soen, dass et och vläicht net esou wäert sinn, dass déi Leit, déi elo déi puer Su do weider kréien, och direkt an de Buttek domat lafen an dass dat soll esou e schrecklechen Impakt hunn op eis Wirtschaft; well esou vill ass et net.

Deen eenzege Virdeel, deen dat huet,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- E Milliouneloun ass net dran.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- …sinn d'Lounerhéijung an de Rentenajustement zesummen.

Mä ech rechnen anescht wéi Dir, Här Minister. Dir rechent ëmmer global. Ech rechnen, wat deen Eenzelnen an der Täsch huet, an dat ass net vill.

(Hilarité)

Do si mer eis jo awer eens, gell?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir sidd also der Meenung, et bräicht net esou vill ze sinn, well et global ze vill ass.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ah neen! Neen, neen, ech sinn der Meenung, et geet net duer, gell.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ah sou!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat wollt ech elo emol kloer hei soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Sot mer just, wéi vill dass et ass. Wéi vill ass et, wat Rentenajustement a Mindestloun zesumme global Kafkraaft méi ausmaachen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat kann ech Iech net soen. Dat weess ech net.

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Spillt dat dann eng Roll?

(Brouhaha et hilarité)

Ech hu just hei gesot, dass et eng normal Upassung ass un d'Lounentwécklung vun deene leschten zwee Joer. Méi hunn ech net hei gesot.

An ob ech mech elo mam Chiffer auserneegesat hunn oder net: Dir maacht esou, wéi wann et…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, Här Statsminister, loosst elo den Här Jaerling seng Ausféierunge maachen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn eppes dergéint, dass hei gemaach gëtt, dass dat hei gehandelt gëtt wéi e Cadeau vun der Regierung. Et ass keen!

(Interruption)

Maja, da sollt Der dat och net hei soen! Da sollen Är Spriecher elo net hei soen…

(Interruption)

Oh, ech mengen, elo hutt Der mech awer fuerchtbar bloussgestallt. Also, elo sinn ech erëm dee ganze Weekend depriméiert!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Statsminister, den Här Jaerling huet d'Wuert!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech wëll awer nach eppes relativéieren, wat hei gesot ginn ass, dat, wat den Här Meisch gesot huet; en huet vun engem Duerchschnëttsakommes vu 4.000 Euro geschwat, wann ech dat richteg verstanen hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat seet d'Statistik.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Meisch, da froen ech mech, wou d'Statistiker an Dir liewen. Well ech kennen net vill Leit, déi dat do Duerchschnëttsakommes hunn. Ech kennen awer vill Leit, déi vill manner hunn. Dir hutt hei gesot, dass ee misst derfir suergen, dass déi Leit méi Kafkraaft hunn, an da schwätzt Der awer einfach just iwwert déi sozial Komponenten. Dat heescht, dass am Fong de Stat misst onbedéngt de Leit da méi entgéintkommen, déi net vill hunn. Mä ech sinn éischter der Meenung, dass net nëmmen de Stat eng Verantwortung huet, mä och d'Betriber.

Dass déi Leit net genuch hunn, fir ze liewen, dat ass, well se mat engem klenge Mindestloun mussen auskommen, wou et emol geschwënn net méi duergeet, fir de Loyer ze bezuelen. D'Sozialverantwortung dierf een net ëmmer op de Stat drécken. Da muss een och kucken, dass vun där anerer Säit, do, wou déi Leit awer eppes bäidroen zur wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land - well och déi do schaffen, déi droen en Deel bäi zur wirtschaftlecher Entwécklung -, dass se dann awer och vun deenen, deene se hëllefen, déck Benefisser ze maachen, en Deel vläicht bäikréien. Duerfir ass et esou, wa mer Diskussiounen an Zukunft féieren, dass mer da sollen och déi Diskussioune féieren.

Eppes anescht, wat mech awer elo wierklech gestéiert huet a wou ech hoffen, dass dat awer elo kee Message gëtt fir d'Wahlen, dat sinn déi Differenzen, déi elo gemaach ginn tëschent Frontalieren a Leit, déi hei am Land schaffen. Also, dat stéiert mech, well dat ass e falsche Message.

Wann am Ausland d'Wunnenge méi bëlleg si wéi hei, dann ass dat net dem Ausland seng Schold, mä dann ass dat eis Schold, well hei si se ze deier. An ech zitéiere gär e Schwäizer Ekonomist, dee gesot huet: E Land, wou méi wéi een Drëttel muss bezuelt ginn, fir kënnen ze wunnen, dat ass e krankt Land. Wa mer dee Message huelen, da leie mer hei awer schonn déck an der Agonie.

Duerfir géif ech soen, et soll een net elo versichen, déi Sozialleeschtungen no der Residenz hei opzedeelen, well jiddwereen, deen hei am Land schafft, bréngt déiselwecht Leeschtung fir eis Wirtschaft. Et kann net sinn, dass mer op eemol hei e bëssen hallef esou xenophobesch Messagen erausginn. Dat ass dee falsche Wee. Ech hoffen, dass dat och net de Message ass, dee bei de Wahlen hei erausgeet, well da kritt Der mech awer nach eng Kéier ze héieren.

Här President, et kéint jo dat schrecklecht Evenement antrieden, dass ech elo net méi genuch Supporteren hätt, fir den nächste 7. Juni ze iwwerschreiden. Duerfir hunn ech mer elo - awer net nëmmen haut - Gedanke gemaach. Wa mer elo haut dat Gesetz stëmmen an enger Euphorie, wou mer soen: Wat hu mer elo haut vill Guddes gemaach!, an dann 20 Minutte méi spéit stëmme mer elo de Budget, an da stëmmen déi Meescht, déi dat heite Gesetz esou an den Himmel gehuewen hunn, Neen.

Do maachen ech mer awer meng Gedanken, well ech dann einfach soen: Engersäits soen ech elo Jo, an dann herno hiewen ech dat erëm op, andeem datt ech Nee soen zu engem Budget, wou am Fong déi Suen all drastinn, déi hei sollen ausgi ginn. Also, do maachen ech mer e bësse méi Gedanken. Mä ech hunn awer hei geléiert: An der Politik soll ee sech iwwer esou Saachen net vill Gedanke maachen. Dat ass dat, wat ech geléiert hunn. Ech wäert och héchstwahrscheinlech net al genuch ginn, fir dat eng Kéier ze änneren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Goerens huet d'Wuert nach fir den Ofschloss, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt am Fong just d'Wuert ergräifen, fir eng Fro un de Ressortminister ze stellen, en l'occurrence de Statsminister. Et huet ze di mat där Opposition formelle, déi de Statsrot gemaach huet an déi zur Folleg hat, datt den Arbeitnehmerfreibetrag ausgedehnt gëtt op Non-salariéen.

Ech werfen déi Fro op, well dat war mir an der Kommissiounssitzung - ech wollt mech och do bei menge Kolleegen entschëllegen - net opgefall. Im Nachhinein, no der Relecture vum Gesetz, hunn ech mer awer Folgendes iwwerluecht, och dat heiten, wat den Impakt kéint si vun där Mesure, ob déi elo op deen Arbeitnehmerfreibetrag ausgedehnt gëtt.

Bis elo war et jo esou: Déi, déi géint Loun geschafft hunn, haten e Fräibetrag, an d'Indépendanten an d'Baueren haten en anere Fräibetrag. D'Begrënnung fir deen ee war net déiselwecht, wéi d'Begrënnung fir deen aneren. Bei deenen, déi méi Volatilitéit am Akommes hunn, ass den Abattement forfaitaire fiscal geduecht, fir e gewëssenen Écrêtement ze maachen an doduerch méi eng harmonesch Entwécklung an der Steierschold erbäizebréngen.

Ech wollt de Statsminister froen, ob ech dat richteg gesinn, éischtens, well mir hunn dat do ëmmer esou begrënnt, wa mer de Fräibetrag fir Mëttelständler a Bauere gestëmmt hunn. Ass et net esou, datt mer elo duerch dës Ofschafung vun der Diskriminatioun - wéi de Statsrot dat nennt - am Fong eng Verschlechterung fir eenzel Gruppe schafen?

Wann dat de Fall ass, da misste mer op dat hei zréckkommen an dat Gesetz nach eng Kéier op de Métier huelen. Well ech mengen - an ech hoffe ganz, datt ech net deen Eenzege sinn, deen dat esou gesäit -, ganz kéinte mer eis mat deem Zoustand, deen do geschafe gëtt, net zefridde ginn.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Elo huet d'Wuert de Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll vläicht mat där leschter Fro ufänken, déi de Kolleeg Charles Goerens hei gestallt huet an déi hie richteg gestallt huet.

Doduerch, dass de Conseil d'État déi Opposition formelle gemaach huet bei der Ëmwandlung vum Arbeitnehmerfräibetrag, vum Rentnerfräibetrag an een Nettosteierkredit, andeem hie verlaangt huet, et misst eng Extensioun a Richtung aner Akommesbezéier kommen, an doduerch, dass d'Chamberskommissioun en fait keen anere Wee hat, wéi där Opposition formelle do nozeginn, well mer soss d'Steiergesetz net rechtzäiteg a Kraaft kritt hätten, an nodeem de Conseil d'État sech obstinéiert, Opposition-formellen op Plazen ze maachen, wou fir Opposition-formellen iwwerhaapt kee Raum ass, nämlech guer keen, resultéiert aus deem Vote, deen d'Chamber sech apprêtéiert ze huelen, dass duerch déi Opposition formelle vum Conseil d'État, a well mer wëllen déi kleng Arbeitnehmer an déi kleng Rentner besserstellen, d'Baueren an d'Indépendantë méi Steieren d'nächst Joer bezuelen. Jiddwereen, deen also fir déi Texter hei stëmmt - e Vote, zu deem de Conseil d'État lech zwéngt -, muss wëssen: Hie stëmmt fir Steiererhéijunge fir d'Baueren a fir d'Indépendanten.

Dat gesot - an ech hat gemengt, dat wier an der Kommissioun heftegst diskutéiert ginn -, ass et d'Absicht vun der Regierung, direkt ee Projet de loi anzebréngen, deen dat doten erëm richtegréckelt; wat technesch esou einfach net wäert sinn, well do komme Retroaktivitéitsgeschichten, wat ëmmer eng schwiereg Geschicht ass. Mä d'Absicht vun der Regierung, och net vum Parlament, war et jo, fir d'Besteierung vun de Baueren a vun den Indépendanten op deem Punkt ze héijen. Also musse mer dat - mä mir mussen dat jo elo esou maachen, fir laanscht déi Opposition formelle ze kommen - erëm réckgängeg maachen.

Duerfir sinn ech dem Frënd Charles Goerens dankbar fir déi Fro. Ech denken och, dass mat der Schnellegkeet, mat där mer hei Texter änneren, dat doten och duerchaus misst méiglech sinn, fir dat relativ fréi am nächste Joer gemaach ze kréien.

Fir de Rescht wollt ech deenen zwee Rapporteure Merci soe fir eng ausgezeechent Aarbecht, déi mech - well ech déi zwee kennen, dat war och scho beim Budgetsrapporteur de Fall - vun hirer Qualitéit hier net iwwerrascht huet, mä et war awer a relativ kuerzer Zäit eng relativ grouss Wiss ze méine respektiv ee grousst Feld ze duerchquere fir deen een a fir deen aneren.

Et ass exzellent gemaach ginn, esou wéi ech iwwerhaapt Ursaach hunn, mech d'une façon générale souwuel fir de Budget wéi och fir déi Steiergesetzer bei der Finanzkommissioun ze bedanken, well ech fannen, dass dat eng Kommissioun ass, déi eng extrem gutt Aarbecht mécht.

Wann een esou eng gutt Kommissioun huet, freet ee sech eigentlech, firwat dass een nach extra Kommissiounen niewendru brauch. Ech géif och mengen, déi extra Kommissiounen niewendru wiere gutt besat, wann déi dra wieren, déi och an där doter Kommissioun sinn. Mä ech fänken net un, mer et zur Gewunnecht ze maachen, mech hei an déi intern Affäre vun der Chamber anzebréngen. Et ass op jidde Fall eng Kommissioun, mat där ee gär zesummeschafft, well se qualitativ exzellent Aarbecht ofliwwert.

Elo si mer an där aussergewéinlecher Situatioun, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dass ech wahrscheinlech awer nu wierklech deen eenzege Finanzminister an Europa sinn, deen am Moment eng Steierreform virleet, déi d'Unanimitéit fënnt. Dat huet vill domat ze dinn, dass kaum ee Steiererliichterungen am Moment proposéiert an Europa. Insofern ass dat eppes Ongewéinleches. An Däitschland gëtt hefteg driwwer gestridden, ob se eng Kéier emol endlech sollen déi kal Progressioun vum Steiertarif stoppen, begradegen, während hei verlaangt gëtt, dass ee se all Joer misst begradegen. Sauf wann een an der Regierung ass, da verlaangt een dat natierlech net esou intensiv, wéi wann een an der Oppositioun ass.

Mir maachen eng Tarifberengegung vun 9%. Dat ass eng Tarifberengegung vu 15% par rapport zum Joer 2007, nodeem mer bei der Erklärung zur Lag eng Tarifberengegung vu 6% an Aussiicht gestallt haten.

Ech liesen net ouni Erheiterung - ech halen lech domat net laang op, well et ass de Leit egal; wa mir och manner -, dass mer elo géifen esou beim Budget a bei de Steiere maachen, wéi wa mer dat elo géifen ëmdickse wëllen als eng Äntwert op d'Finanz- an op d'Wirtschaftskris.

Huele mer emol un, mir hätte bei all deem, wat mer do virschloen, beim Budget a bei de Steieren, net un d'Kris geduecht. Wier et da schlecht? Wat fir ee Land geet dann eigentlech an der Belaaschtungsofsenkung an an dem Ausbau vun den Investissementsleeschtunge méi wäit wéi Lëtzebuerg? Ech kenne keent, an ech hu jo awer alt mat deenen aneren, duerch aner Fonctiounen, relativ vill ze dinn.

Ass et schlecht, wann ee schonn am Mee eppes gesot huet, wat och am Dezember nach richteg ass? Ech kann net erkennen, wat dorunner schlecht wier.

Elo wëll ech lech awer emol op d'Ënnerscheeder opmierksam maachen.

De Rapporteur vum Budget - mir sinn zwar elo net méi an der Budgetsdebatt, mä mir kréie jo nach ee Vote iwwert de Budget - huet jo dankenswäerterweis nach eng Kéier am Ufank vu sengem Rapport opgeschriwwen, wat ech gesot hat hei am Haus, wéi mer den 1. Oktober de Budget an d'Steiergesetzer abruecht hunn.

An ech war angenehm iwwerrascht, wéi ech dat gelies hunn.

Une voix.- Staark gebretzt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hu gären, wann déi richteg Auteuren zitéiert ginn.

Mä do soen ech den 1. Oktober, dat hei wier en antizykleschen Antikrisevertrauensbudget. Ech soen, dass d'Regierung net géif dosëtze mat den Hänn am Schouss, mä dass d'Regierung eppes géif maachen, fir dass eppes geschitt, statt ofzewaarden, bis dass eppes geschitt wier.

Mir waren an der Finanzkris zënter dem August 2007 an de 15. September 2008 huet d'amerikanesch Regierung an engem Geste vun irresponsabeler Gedankelosegkeet d'Bank „Lehman Brothers" faillite goe gelooss. Mir wossten, wat dat kéint heeschen.

Mir wossten dunn nach net alles. Mä mir wossten awer, wann de Prinzip „too big too fail" net méi respektéiert gëtt, dass dat Hämorrhagiewierkunge weltwäit op de Finanzmäert hätt an dass dat sech kéint an d'Realekonomie verlängeren, esou wéi ech och d'Verlängerung vun der Finanzkris an d'Realekonomie eran den 1. Oktober hei am Haus exposéiert hunn.

Well mer dat wossten, si mer jo bei dem Budget a bei der Steierreform - Steiererliichterungen, mir ass déi Wortklauberei do relativ egal; de Leit och - méi wäit gaange wéi dat, wat mer am Mee gesot hunn.

Am Mee hu mer heibanne gesot, mir géifen eng Tarifberengegung vu 6% maachen. Mir maachen eng vun 9%.

Däerf ech drop opmierksam maachen, dass dat iwwer 33% méi ass. Firwat maache mer dat?

Well d'Inflatioun am Laf vum Joer 2008 wiesentlech méi héich gi war, wéi mer gemengt hunn, a well mer gesinn hunn, dass mer och bei deene Leit, déi Steiere bezuelen, well se genuch verdéngen, fir Steieren ze bezuelen, kafkraaftofstützend Moossname missten aféieren, wéinst der héijer Inflatioun am Laf vum Joer a wéinst dem Rétrécissement vun der Ekonomie an der zweeter Halschent vum Joer.

Mir hunn hei am Mee bei der Lag vun der Natioun net gesot, dass mer 20 Milliounen Euro - dat sinn 800 Millioune Lëtzebuerger Frang an e bësse méi - géife méi ginn, fir d'Leit ze rembourséieren, déi géife bauen. Mir hunn net gesot hei am Mee, dass mer géifen eng Befreiung vun der Quellesteier op der Épargne-logement maache wëllen.

Mir hunn net gesot, dass mer géifen d'Dividendebesteierung erofsetzen. Mir hunn net gesot, dass mer d'steierlech Hëllefe fir d'Betriber, déi Chômeure géifen astellen, géifen ëm x% erhéijen.

Fir also esou ze maachen, wéi wa mer elo eréischt géife maachen, wéi wann dat Äntwerte wieren op eng Kris, déi mer eréischt duerno entdeckt hätten, wëll ech soen: Esou ass et net.

Et sinn eng Rei Moossnamen iwwert dat eraus, wat mer am Mee bei der Erklärung zur Lag gesot hunn, an dee Budget, an zwar eréischt an deene leschten Deeg vum September, agebaut ginn, déi däitlech Äntwerten op d'Kris sinn.

Gleeft et oder gleeft et net, mä Tatsaach ass, vergläicht de Budget, vergläicht d'Steierreform oder d'Steiererliichterung mat deene Moossnamen, déi mer am Mee annoncéiert haten, da wäert Der feststellen, dass déi zwee Projeten anescht si wéi initial ugekënnegt.

Elo sinn ech frou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat allgemeng grouss Zoustëmmung fënnt.

Ech deelen d'Suerg iwwert d'Finanzcapacitéit vum Stat. Dat ass keng kleng Suerg. Ëmsou méi deelen ech déi Suerg, well mer jo mussen am Joer '09 - hu mer erkläert bei de Budgetsdebatten - een totalen „front loading" maache vun den Investissementer.

Dat heescht all Investissementer, déi prett si fir d'Joren '09, '10 an '11, ginn an d'Joer '09 virgezunn. Duerfir huele mer a Kaf, dass mer ee relativ breede Budgetsdefizit kréien, deen awer net un d'3%-Limiten erukënnt. Mä dat musse mer maachen.

Wann Der zesummen huelt - fir emol bei deene klenge Leit ze bleiwen, déi et jo gëtt: Ee Mindestlounbezéier kritt elo 2% Mindestlounerhéijung bäi. Dofir brauch kee Merci ze soen, dat ass eng normal Upassung un d'Lounentwécklung, déi et awer just zu Lëtzebuerg an där Form gëtt; mä dat ass jo keen Argument hei am Haus wéi mer wëssen.

Dee Mann, huet en ee Kand, kritt 920 Euro Kannerbonus. Et ass dëst Joer net kritiséiert ginn, dass et esou eppes gëtt an et gëtt elo all Mount ausbezuelt, an e kritt 300 Euro bäi iwwert d'Ëmwandele vum Arbeitnehmerfreibetrag an een Arbeitnehmernettosteierkredit.

Dee kritt eleng duerch d'Mindestlounerhéijung, mä virun allem duerch de Kannerbonus an duerch d'Ëmwandlung vum Arbeitnehmerfreibetrag een 13. Mount bäi. Een 13. Mount!

Ee Mindestlounbezéier deen ee Kand huet, dee kritt zu Lëtzebuerg 13 Méint Mindestloun ausbezuelt, no deene Reformen, déi hei gemaach si ginn.

Domat sech ze bretzen, géif mer relativ gelunge virkommen. Mä ech wëll lech awer soen, ech sinn awer e bëssen houfreg doropp, un der Spëtzt vun enger Regierung ze stoen, déi dat dote fäerdeg bruecht huet. Well et ass virdrun net probéiert ginn an et ass virdrun och net duerchgesat ginn.

Wa mer eis elo kéinten drop verstännegen, dass mer dat alleguer zesumme gemaach hunn, esou wéi mer schonn zesummen d'Sidérurgie gerett hunn, esou wéi mer schonn zesummen de Satellit an den Himmel geschoss hunn, esou wéi mer schonn zesummen dëst an dat gemaach hunn; wa mer spéitstens an dräi Joer kéinten zesumme soen, mir hätten dat alleguer zesumme gemaach, wier ech dee glécklechste Mënsch vun der Welt. Souwäit wéi et ëm Politik geet, well Gléck ass jo bekanntermoossen eng aner Kategorie wéi déi, déi sech hei am Haus ofspillt.

Mir senken d'Steierbelaaschtung of ëm 500 bis 600 Milliounen d'nächst Joer. Keen an Europa mécht méi. Mir setzen d'Investissementer massiv erop. Mir verduebelen den Heizkostenzuschuss doduerch, dass mer en ënner verduebelter Form an eng Deierechtzoulag verwandelen. Mir féieren d'Chèques-services an.

Et gëtt fir d'Leit, déi hei am Land liewen, d'nächst Joer méi liicht hei ze liewen, wéi dat an dësem Joer de Fall war a wéi et an deem viregte Joer de Fall war.

Déi Steiererliichterungen, déi mer am Joer 2002 gemaach hunn, déi hunn an hirem Entlaaschtungseffekt bis an d'Joer '06 ugehalen. Duerfir huet jo déi lescht Regierung an de Joren '03 a '04 keng Inflatiounsupassung gemaach. Duerfir hu mer jo d'Haushaltskonsolidéierung ugesot, et war am Joer '06, an nodeem mer an der Tripartite gesot hätten, am Prinzip géif iwwerhaapt keng Inflatiounsupassung vum Steiertarif gemaach ginn, se am Joer '07, am Joer '08 a fir d'Joer '09 programméiert.

D'Leit hunn - a wann ech lech dat soen, da gitt emol dovun aus, dass ech mer dat wierklech grëndlech ugekuckt hunn -, onofhängeg dervun, wat se verdéngen, an onofhängeg dervun, wou se schaffen, an onofhängeg dervun, ob se Steiere bezuelen oder keng Steiere bezuelen, am Joer 2009 wiesentlech méi disponibele Revenu wéi am Joer 2004. Et gëtt net vill Regierungen an Europa, déi dat kënne vu sech behaapten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert déi zwee Projeten ukomm a mer kommen elo zum Vote. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5913.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5913 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5913 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5924.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5924 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5924 ass och eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Här Statsminister!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, wann Der mer wëllt eng Freed maachen, well Der esou gutt amgaang sidd: Stëmmt och de Budget mat 60 Jo-Stëmmen!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo. Schéi wier et. Ech weess allerdéngs net, ob mer lech dee Wonsch erfëlle wäerten.

5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

Elo komme mer zum Statsbudget an zu deem Vote, op deen d'Regierung an de Stats- a Finanzminister waarden.

Amendement 1

Mir hunn nach fir d'éischt den Amendement vum Här Jaerling. Deen Amendement dréit de Moment eréischt eng Ënnerschréft.

Une voix.- Mir droen e mat.

M. le Président.- Dir drot e mat. Dann huet den Amendement fënnef Ënnerschréften an ass domat recevabel. Mir stëmmen also of iwwert den Amendement vum honorabelen Här Jaerling, iwwert den Artikel 43.

Här Jaerling, Dir wollt nach eppes dozou soen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, ëm wat dass et geet. Et geet drëm, dass hei fir déi privat Laboratoirë Recettë gekierzt ginn, déi net iwwert deen normale Wee vun Négociatioune mat hinnen ausgehandelt ginn. Dat heescht, hei gëtt autoritär, iwwert de Budget, de Koeffizient vun deene Suen, déi d'Laboratoirë solle kréien, ëm 19,36% gekierzt. An egal wéi een dozou steet, ob mer elo privat Laboratoiren hunn oder net, sinn ech der Meenung, wann déi Méiglechkeet besteet, a wa mer do e Betrib hunn, deen 150 Leit beschäftegt, an duerch déi autoritär Moossnamen hei dee Betrib précariséieren, wou mer schonn an enger Situatioun sinn, wou mer Aarbechtsloser genuch hunn, datt dat net ka sinn.

Et geet mir haaptsächlech drëm, dass ech net domat d'accord sinn, well einfach dat do net iwwert déi normal Négociatiounen ausgehandelt ginn ass. D'Regierung huet einfach dat do autoritär am Budget gemaach, an dat geet net. Dofir hunn ech déi Amendementer hei eraginn. Ech mengen, mir sollen awer oppassen, wat mer do maachen, well an der leschter Zäit sinn d'Budgete vun deene private Laboratoirë schonn eng Kéier ëm 10 a 15% gekierzt ginn. Wann dat elo esou weidergeet, iwwert déi budgetär Moossnamen an ouni Verhandlunge mat deene betreffende Leit, da kann ech dat net guttheeschen. Dat ass am Fong de Grond vun den Amendementer.

M. le Président.- Vun deem Amendement. Ech hunn nëmmen een Amendement virleien.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, een Amendement, mä iwwert déi zwee Artikelen.

M. le Président.- D'accord. Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement vum honorabelen Här Jaerling. Et ass jo gutt verstanen, dass dat heiten nëmmen een Amendement ass zum Artikel 43, deen op zwou Plazen Ëmännerunge proposéiert.

Vote

Den Amendement vum Här Jaerling ass ofgelehnt mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Da stëmme mer elo iwwert de Statsbudget vum nächste Joer of. Ee Moment. Här Statsminister, Dir wollt nach eppes soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, ech wëll wierklech net iwwerdreiwen, mä well mer esou gutt zesumme sinn, ass dat esou schéin.

Zum Här Jaerling wëll ech soen, dass de Gesondheetsminister Weeër sicht, fir de Laboratoiren, déi sech bekloe wéinst där Reduktioun, déi do geschitt ass, iwwer een anere Wee, dee kompatibel ass mat senger allgemenger Konsolidéierungspolitik, entgéintzekommen. Dat heescht, déi Moossnam do bleift bestoen, mä et geschéien aner Saachen, déi de Laboratoiren entgéintkommen, mä ënnert dem Strëch entsteet doduerch ee gesamte Spuereffekt. Dat wollt ech lech just am Numm vum Här Di Bartolomeo, deen natierlech net esou äifreg ass, fir heihinner ze kommen, wéi ech, soen.

M. le Président.- Ech gesinn, den Här Jaerling ass net onzefridde mat den Ausféierungen. Voilà, et herrscht en terribel konziliante Geescht haut. Sou, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer elo zum Vote iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2009.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Leider ass de Wonsch vun dem Statsminister net an Erfëllung gaangen, mä de Statsbudget ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer nach d'Motioun vun der Madame Loschetter. Kënne mer direkt ofstëmmen?

(Interruption)

Madame Loschetter, d'Riednerpult ass fir lech fräi.

6. Motion de Mme Viviane Loschetter relative au ralliement contre le principe de dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire au niveau du Conseil

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Zu dëser Stonn probéieren ech mat kloeren a kuerze Wierder déi Motioun vun der grénger Fraktioun hei ze presentéieren.

(Interruption)

Ech hunn elo just ugefaangen.

De Moien hu mer an der Travail-et-Emploi-Kommissioun, zesumme mam Minister Biltgen, iwwert d'Aarbechtszäitdirektiv an de Vote vun der zweeter Lecture, déi muer stattfënnt, an déi eventuell Konsequenzen, déi dat kéint hunn, deemno wéi de Vote da wäert ausfalen, geschwat. Ech muss soen, datt all Kéiers wa sech an der Sozialpolitik eppes zu Bréissel deet an de Minister och dohinner geet, hien eis am Virfeld an der zoustänneger Kommissioun informéiert iwwer - wéi soll ech dat soen - d'Lag vun der Situatioun. Voilà.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Vläicht hutt Dir et scho matkritt, vläicht liest Dir et och muer an der Zeitung, datt de Mëtteg effektiv am Europaparlament déi zweet Lecture vun der Aarbechtszäitdirektiv ugefaangen huet. Ech wëll och hei elo net, an dat ganz bewosst, op déi ganz technesch Saache vun där schwiereger Aarbechtszäitdirektiv agoen. Ech wollt awer, am Numm vun der grénger Fraktioun an och am Numm vun onsem gréngen Europadeputéierten, deen och e ganz gudde Match amgaang ass zu Bréissel ze maachen, iwwert den Amendement 16 e Wuert soen, an zwar geet et do ëm den „opt out".

Den „opt out", dat heescht, datt een eng Klausel huet, wou ee sech et am Fong geholl domadder kann an deenen eenzelne Länner erlaben, d'Leit méi wéi 48 Stonnen d'Woch, an enger Referenzperiod vun dräi Méint, schaffen ze loossen. Elo ass et awer ganz kloer esou, datt déi Sozial- an Aarbechtskommissioun, an domadder hire spuenesche sozialistesche Rapporteur, den Här Cercas, e Rapport presentéiert, deen Zoustëmmung fonnt huet an där zoustänneger Kommissioun an deen am Europaparla-

ment eng absolut Majoritéit brauch, fir och do ugeholl ze ginn.

De Cercas-Rapport seet och e kloeren Neen zu dem „opt out“ en général, dat heescht doranner ass eng Period vu 36 Méint virgesinn, wou all eenzelt Land och Zäit huet, fir sech definitiv vum „opt out“ ze verabschiden, an datt mer ons zu engem Aarbechtsrecht hi bewegen an Europa oder an der Europäescher Unioun vu maximal 48 Stonnen d'Woch, an dat op eng Referenzperiod vun dräi Méint.

Sollt elo deen dote Rapport mat där Opfuerderung muer eng absolut Majoritéit am Europaparlament fannen, wat net onméiglech ass oder och ëmmer méi méiglech ze si schéngt, da muss sech engersäits souwuel d'Kommissioun dozou äusseren, wéi och, a virun allem de Conseil. De Conseil, wou mer d'Aarbechts- a Sozialministeren hunn, an ënner anerem jo dann och onse Minister, deen do vertrueden ass. An och déi 27 Aarbechts- a Sozialministere musse sech eens ginn, entweder à l'unanimité oder à la majorité qualifiée. Mir denken, si musse sech eens ginn, wa mer eis wierklech wëllen erëm a Richtung vun engem méi sozialen Europa, zumindest an där Form vun Organisatioun, hi bewegen.

Si musse sech also auserneesetzen an eens gi mat deem Vote vum Europaparlament. D'Europaparlament, dat si gewielte Politiker, déi à la majorité absolue dann eng kloer politesch Richtung a Saache Sozialan Aarbechtspolitik gestëmmt hunn. Et ass och esou, datt d'Gewerkschaften, virop, awer net nëmmen den Europäesche Gewerkschaftsbond, massiv haut zu Bréissel op der Strooss waren a genau an där Richtung vun deem Rapport Cercas manifestéiert hunn.

Am Juni 2008 huet sech de Conseil, wou och onse Minister vertruede war, op eng Propositioun gëeenegt fir en „opt out“. Zwar fir en „opt out“, deen da maximal eng 65 Stonnen d'Woch virgesäit, oder et kéint ee souguer och soen, e besseren „opt out“. Et wier awer herno en „opt out“, deen zementéiert an definitiv wier, an domadder hätt sech d'Diskussioun iwwer eng Rediskussioun vum „opt out“ dann definitiv erleedegt.

Mir mengen, datt dat net geschéien däerf, a mir denken och, datt et wichteg ass, datt onse Minister, wann hien da muer och dohinner geet, versicht, mat anere Ministeren, déi och scho ganz kloer an hirem Land hir Meenung gesot hunn, wou d'Regierung ganz kloer hir Positioun geäussert huet, vläicht an der Sich vun engem Kompromëss trotzdeem awer e soziaalt Europa, wéi mir et awer alleguerten hei gären hätten, ze verdeedegen.

Dat heescht, éischtens en „opt out“, deen definitiv säin Enn fënnt bannent 36 Méint, virun allem e minimale Kompromëss, wou mer net en „opt out“ definitiv zementéieren, mä wou mer op de Wee vläicht gi vun enger à la limite Evaluatioun, fir datt mer an der Diskussioun bleiwe vun där dach aarbechtsrechtlecher Hérésie.

Dat sinn d'Wierder vun onsem Aarbechtsminister, déi mer och ganz gären héieren, déi hien och de Moien nach eng Kéier an der Kommissioun gesot huet. Dat heescht, onsen Aarbechtsminister an d'Regierung stelle sech ganz kloer zur Positioun géint en „opt out“ a géifen et am léifste gesinn, wann den „opt out“ bannent deene 36 Méint verschwanne géif an een op eng maximal Aarbechtszäit vun 48 Stonne vläicht an Europa zréckkéim.

Dofir wëlle mir am Fong geholl - an dat ass u sech d'Zil an den Zweck vun dëser Motioun, déi mir hei presentéieren - de Minister opfuerderen, dat, wat hien hei seet, wat hien de Moien an der Kommissioun gesot huet, genau dat am Numm vu Lëtzebuerg och am Conseil ze widderhuelen, esou wéi verschidden anerer vu senge Kolleegen aus aneren EU-Länner dat och scho gemaach hunn an dat wahrscheinlech och nach eng Kéier wäerte maachen, an och verschiddener vu senge Kolleege scho vun hire Parlamenter an hirem Land dozou encouragéiert gi sinn.

Also, déi Motioun versteet sech als eng Opfuerderung an eng Form vun Ënnerstëtzung un onse Sozial- an Aarbechtsminister, fir hien an enger eminent wichteger Fro vu Sozialpolitik an Europa ze ënnerstëtzen, fir muer am Conseil ganz kloer ze soen: Lëtzebuerg dréckt sech géint en Zementéiere vum „opt out“ aus,…

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), auteur.-* Jo.

…an eigentlech wëlle mir iwwerhaapt keen „opt out“ méi. Mir denken, datt dat do dee richtege Wee ass, esou wéi de Minister sech souwisou scho permanent hei, an zu Recht, fir e soziaalt an aarbechtsrechtlecht Europa asetzt.

Dat war et, Här President. Dofir bieden ech lech, déi gréng Motioun matzestëmmen an dem Aarbechtsminister eng gutt Ënnerstëtzung den Owend mat op de Wee op Bréissel ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als éischte Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP).-* Här President, ech hale mech haut kuerz, well mir hunn dat do schonn dräimol an der Chamberskommissioun diskutéiert. De Minister huet och ganz genau gesot, wat seng Positioun ass, quitte dass dat vläicht am Juli net esou kloer war.

Mir gleewen als Demokratesch Partei guer net, dass d'Leit méi wéi 48 Stonnen d'Woch schaffe sollen, a scho guer net, wa se gezwonge ginn, dat ze maachen. Mir sinn also do fir e Volontariat. Mir mengen och, dass d'Patronat deene Leit laang am Viraus soe misst, wéini se méi laang schaffe mussen. Mir gleewen och, wann d'Aarbechtszäit verlängert gi soll duerch Kollektivverträg, dass en entspriechende Loun do fir déi Leit eraussprange soll.

Mir hunn eng Schwieregkeet an där Affär vun den Temps-de-garden. Mir gleewen, dass dat nëmme soll honoréiert ginn, wann dat sur le lieu du travail ass, dass et als Aarbechtszäit gëlle soll. Mir hoffen, dass d'Kollektivverträg dat do regelen.

Wou mer och als Demokratesch Partei e bësse Problemer hunn, dat ass mat där ganz kuerzer Referenzperiod, déi mer hunn. Mir wäre ganz frou, wann d'Referenzperiod op ee Joer géif ausgedehnt ginn, speziell an de Krisenzäiten. Dat géif et d'nächst Joer an dat Joer duerno dem Patronat besser erlaben, hir Programmer ze maachen. Mir gesinn dat.

Mir si fir déi Reduktioun vun deem „opt out“. Also, mir stëmmen net fir eng Ausdehnung vun den Aarbechtszäiten. Et kann een aner Saachen hei considéréieren. Dat géif haut héchstwahrscheinlech ze laang daueren.

Ech sinn natierlech erstaunt - et ass just a mengem Domän -: An der Medezin sollen déi „opt out“-Regelen net méi respektéiert ginn. Also, mir kënnen da 65 oder 70 Stonnen d'Woch schaffen. Do fuerderen ech, dass dat och begrenzt gëtt. Et ass jo am Fong do fortgaangen, wéi Bréissel dat décidéiert huet.

Mä ech sinn natierlech nach ëmmer e Protagonist vun der Produktivitéit an och vun der Leeschtung. Dofir sinn ech ganz frou. Ech hätt d'Madame Loschetter kënnen un e Lidd erënneren. Ech hunn d'lescht Joer oder virun zwee Joer dem Ali Kaes e Gedicht hei vum Heinrich Heine dédiéiert. Ech dédiéieren der Madame Loschetter e Lidd, wat 1983 op de Maart komm ass vum Grupp „Geier Sturzflug“. Ech hunn lech scho virun zwee Joer gesot, ech sinn net an engem Kierchechouer gewiescht. Ech sinn am Sangen net esou gutt, mä dat war dat Lidd „Bruttosozialprodukt“. An dat ass populariséiert gi vum couragéierten Udo Lindenberg. Also, d'nächst Joer an dat Joer duerno hätte mer Intérêt, fir an d'Hänn ze späizen an e bësse méi ze schaffen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Krieps Merci. Ass nach een, dee wëllt zu där Motioun do d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech dem Aarbechtsminister François Biltgen d'Wuert ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Ja, ja, jetzt wird wieder in die Hände gespuckt. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wivill Minutten hunn ech?

M. le Président.- Fënnef Minutten, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Also, éischtens sinn ech frou, dass mer hei an engem Parlament der Meenung sinn, dass d'48-Stonne-Woch de Prinzip soll sinn an dass et och eigentlech keng Exceptioun zu deem Prinzip soll ginn. Well wann een d'48-Stonne-Woch uwennt, wéi se schonn an der 93er Direktiv ass, da kann een elo scho ganz vill Iwwerstonne maachen. Esou dass d'48-Stonne-Woch eng Moyenne ass op eng Referenzperiod.

Duerfir soen ech nach eng Kéier ganz däitlech, wat ech och schonn ëmmer erëm bei all menge Rieden am Europäesche Conseil soen, dass ech prinzipiell am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung d'Meenung hunn, dass den „opt out“ eng aarbechtsrechtlech Hérésie ass an dass een déi net soll hunn.

Punkt ass, an do gëtt d'Diskussioun elo e bësse méi quokeleg, et ass net, dass mer driwwer diskutéieren, fir en „opt out“ anzeféieren, well en „opt out“ gëtt et. An et gëtt en zimlech onbegrenzt an der 93er Direktiv. Déi Direktiv huet deemools der Kommissioun den Optrag ginn, fir zéng Joer drop Consultatiounen ze féieren, wat geschitt ass an an engem Rapport virzeschloen, wat géif mat deem „opt out“ geschéien.

D'Kommissioun huet dunn 2004 eng nei Propositioun-Direktiv eraginn, wou se gesot huet: Mir wëllen den „opt out“ net ofschafen, mir wëllen den „opt out“ méi aschränken. A wa virdrun zu Recht geschwat ginn ass vun der Codécisioun zwëschent dem Europaparlament an dem Conseil des Ministres, dee ganz wichteg ass, dierf ee just an dësem Spill net d'Kommissioun vergiessen.

Well am Europäesche Parlament ass dat aneschters wéi hei. Wann d'Regierung eng Propos mécht, kann d'Chamber ëmmer nach alles aneschters maache mat enger Majoritéit. An europäesche Gefilde geet dat net. Wann d'Kommissioun en Amendement vum Europaparlament zum Beispill net iwwerhëlt, da muss de Conseil e mat Unanimitéit, wann hie wëllt deen Amendement huelen, stëmmen. Esou dass d'Kommissioun ëmmer um laangen Hiewel ass.

Dat bréngt dann och mat sech, dass mer muer nach net wëssen, wat geschitt, well mer nach net wëssen, wéi de Vote ausgeet. Dee gëtt nämlech net haut, wéi ech gehofft hat, geholl, mä e gëtt muer geholl. Esou dass dann de Conseil des Ministres relativ séier muss do décidéieren.

Do gëtt et zwou Grondhypotheesen. Déi éischt Grondhypothees, den Amendement 16, dat ass den „facing out“ vum „opt out“, wéi d'Madame Loschetter hei richteg gesot huet. E gëtt ugeholl vum Europaparlament. E brauch dofir 393 Stëmmen. Gëtt en ugeholl, kënnt et drop un, wat d'Kommissioun seet. Seet d'Kommissioun: Ech sinn d'accord, da kann de Conseil dat mat Majorité qualifiée - déi mer bis ewell awer net haten; dat wëll ech och all deene soen, déi fir de soziale Camp sinn - unhuelen. Seet d'Kommissioun Neen, da gëtt et Unanimitéit. An do soen ech lech direkt, dass d'Fro net kënnt.

Duerfir ass et fir mech ganz kloer. Ech widderhuelen dat. Ech sinn der Meenung, den „opt out“ soll fort. Mä wat ass, wa mer den „opt out“ net fort kréien? Da sinn ech der Meenung - an do si Passagen an de Considéranten an der Motioun, déi ech net kann esou akzeptéieren -, dass nach ëmmer e Kompromëss besser ass wéi dat, wat mer an der 93er Direktiv hunn.

Duerfir hunn ech och den 9. Juni dee Kompromëss matgestëmmt. Éischtens well e gebonne war un d'Interimsdirektiv, déi elo vum Europaparlament definitiv ugeholl ass, wat e grousse Fortschrëtt ass fir d'soziaalt Europa. Zweetens hunn ech de Kompromëss awer och ugeholl, well ech gesot hunn, dat, wat mer ofgemaach hu fir den „opt out“ anzëengen, ass nach ëmmer besser wéi elo, wou en net agëenkt ass.

Zum Beispill kann am éischte Joer net ënnerschriwwe ginn. Schléit den Här Cercas vir, fir op sechs Méint erofzegoen, wär ech direkt d'accord, wa mer do eng Majoritéit kréien.

Et ass och esou, dass d'Referenzperiod vun zwielef Méint net géif ziele fir déi, déi den „opt out“ hunn, wat och scho wichteg wär.

Déi Limite vu 60, 65 Stonnen, déi mer ugeholl hunn, wou jo vill de Geck dermat gemaach gëtt: Woufir hu mer déi ugeholl?

Majo, wa mer keng Limite draschreiwe beim „opt out“, dann ass et wéi elo, da sinn et 78 Stonnen. Dat ass de Punkt.

60/65, dat war och zum Deel - fir op dem Här Krieps seng Fuerderung anzegoen - 65 nëmmen dann, wann effektiv den Temps de garde matgezielt gëtt als Aarbechtszäit, wat d'Sima-Jaeger-Jurisprudenz seet. Mä ech hunn elo keng Zäit, op déi weider anzegoen.

Also, ech hu mat där Motioun folgend Problemer. Ech kann net akzeptéieren, dass d'Chamber seet: «estimant que l'accord du Conseil des Ministres du Travail du 9 juin 2008 sur la directive révisée sur le temps de travail est décevant». An ech kann net deen anere Considérant unhuelen: «partageant l'avis de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui affirme que le niveau global de protection des employés européens serait considérablement atténué par rapport à la directive actuelle si la directive sur le temps de travail était révisée sur base de l'accord du Conseil».

Ech deelen déi doten Aussoen net. An duerfir hunn ech och Schwieregkeeten, fir déi Motioun hei unzehuelen.

Fir de Rescht brauch ech mech och kengem aneren ze ralliéieren; do sinn nämlech nach aner Länner, déi de camp social sinn. Ech hunn et oft genuch gesot, ech si selbstverständlech d'accord fir nach eng Kéier ze soen, dass ech géint den „opt out“ sinn, dass ech fir den „facing out“ sinn.

Mä Dir musst mer awer zougestoen, dass ech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, wa mer do keng Majoritéit oder Unanimitéit géife fannen - dat hänkt also vill elo vun de Prozeduren of, wat geschitt -, dass et awer dann - well wann den Här Cercas guer keng Majoritéit op deem Amendement kritt, da komme mer iwwerhaapt net méi derzou fir iwwert den „facing out“ ze diskutéieren - d'Aufgab vun engem Lëtzebuerger Aarbechtsminister ass, fir hei esou no wéi méiglech un dat ze kommen, wat mer gären hätten, nämlech dass den „opt out“ wierklech d'Exzeptioun vun der Exzeptioun ass an net eng nei prinzipiell Regel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister François Biltgen Merci. Wëllt d'Madame Loschetter nach eppes dozou soen?

(Négation)

Kënne mer dann zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen?

(Assentiment)

Kënne mer par main levée stëmmen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen a 4 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Muer de Moie kënnt d'Chamber erëm um néng Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

Mercredi, 17 décembre 2008

SÉANCE 20

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président; M. Laurent Mosar, Vice Président

Sommaire

1. 5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

2. 5889 Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Schanghai

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Clement en remplacement de M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Ben Fayot, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, M. Charles Goerens*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5902 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*

8. 5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*

9. 5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006 (suite)

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale (suite)

- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

10. 5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;
2. le Code de la Sécurité sociale;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;
5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- *Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Félix Braz (à qui répond M. le Ministre Mars Di Bartolomeo et qui répond à M. Aly Jaerling), M. Aly Jaerling, M. Paul-Henri Meyers*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Här Minister Wiseler, huet d'Regierung der Chamber iergendeppes matzedeelen?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann ass et gutt.

Da komme mer zum éischte Punkt un eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5870 iwwert d'Schafung vun enger Administration des Services médicaux du secteur public. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, wann ech gelift.

1. 5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5870 gouf den 29. Abrëll 2008 hei an der Chamber deponéiert vum Minister vun der Fonction publique. D'Zil vum Projet ass et, fir d'gesetzlech Basis ze schafe fir eng nei Verwaltung am Zesummenhang mat de medezinesche Servicer vum öffentleche Secteur.

D'Fonctioun vum Kontrolldokter besteet zënter dem Gesetz vum 19. Mee 2003, dat den Artikel 32 vum Gesetz iwwert de Statut vum Statsbeamten ofgeännert huet. Zënter 2003 goufen och véier Doktere beim Stat agestallt, fir déi medezinesch Kontrolle virzehuelen. Fir d'Onofhängegkeet am Hibléck op déi medezinesch Ënnersichungen ze garantéieren, schléit d'Regierung elo vir, fir eng eegestänneg Verwaltung ze schafe vun deene medezinesche Servicer.

De Statsrot huet déi Virgoensweis schaarf kritiséiert. De Statsrot ass der Meenung, dass dat eng Mini-Verwaltung wär, déi besser opgehuewe wär an der Administration du personnel de l'État. D'Kommissioun vun der Fonction publique war awer därselwechter Meenung wéi d'Regierung an ass dofir net mat op de Wee gaangen, deen de Statsrot virgeschloen huet, fir déi medezinesch Servicer am Déngscht vun den Administrations du personnel de l'État ënnerzebréngen.

Mir waren éischter der Meenung vun der Regierung, dass déi Verwaltung eegestänneg, selbstständeg muss schaffen an dass se net ënnert der Hierarchie vun engem anere Verwaltungschef ka stoen, och net déi direkt Hierarchie vum Minister, obschonn et eng Verwaltung vun deem zoustännege Ministère bleift.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text vun deem virleiende Projet enthält am Verglach zu anere Gesetzer, déi nei Verwaltunge schafen, näischt Aussergewéinleches. Ech wäert duerfir och net an den Detail vun deenen eenzelnen Artikelen agoen. Ech wëll just zwou Remarquen, déi de Statsrot och gemaach huet am Hibléck op d'Artikele 6 an 13, e bësse méi genee analyséieren.

Am Artikel 6 huet de Regierungstext virgesinn, dass d'Doktere vun där neier Verwaltung agestallt géife ginn no enger Épreuveconcours sur titre. De Statsrot war net mat deem Text d'accord. Den Text géif géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis vun der Verfassung verstoussen, well an allen anere Verwaltungen, wou Dokteren agestallt ginn, déi Astellung géif geschéien opgrond vun engem Examen sur épreuve. Dofir huet och d'Kommissioun vun der Fonction publique sech der Opfaassung vum Statsrot ugeschloss an deen entspriechenden Text ass am Projet de loi gestrach ginn.

Am Artikel 13 hat d'Regierung virgeschloen, fir dass déi Dokteren, déi virum Joer 2005 ënnert dem Regime vum Employé de l'État agestallt goufen, net vun de Bestëmmunge vum Gesetz vum 9. Dezember 2005 betraff waren. Dat heescht, d'Gesetz iwwert déi sougenannt Fonction dirigeante, dat eng zäitweileg begrenzt Nominatioun vun den héijere Beamte virgesäit, wär net op déi Dokteren ze applizéiere gewiescht.

Och do huet de Statsrot kritiséiert an hien huet gesot, dass déi Dokteren eigentlech Fonctionnaire si ginn nom Akraafttriede vum Gesetz vun 2005. Esou dass se en connaissance de cause woussten, a wéi eng juristesch Situatioun dass se géifen erakommen, dass also déi Bestëmmungen, déi an deem Gesetz iwwert d'Fonction dirigeante fir aner Beamten drastinn, net op si ze applizéiere wären.

Mat där Ausnahmebestëmmung war also de Statsrot net averstanen, an déi zoustänneg Kommissioun huet sech och, wat den Artikel 13 ugeet, deen dat virgesinn huet, der Meenung vum Statsrot ugeschloss an och do am Artikel 13, Paragraph 1 an 2 dee leschte Saz, deen déi Ausnahmebestëmmung virgesinn huet, gestrach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun schléit eestëmmeg der

Chamber vir, den Text an där ofgeännerter Form ze stëmmen. Ech kann Iech och hei nëmme roden, den Text esou ze stëmme mat deenen Amendementer, wéi d'Kommissioun et festgehalen huet. Ech kann Iech och elo scho soen, dass d'CSV deen och esou wäert stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den honorabelen Här Etgen ass den éischte Riedner.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz schafe mer eng Mini-Administratioun ouni Direkter. An där heiteger Zäit kënnt der Aarbechtsmedezin awer och der Kontrollfunktioun eng ëmmer méi grouss Bedeitung zou, an dat och am öffentlechen Déngscht. Dës medezinesch Servicer sinn de Moment an der Regierungsverwaltung ugesiedelt. Et muss ee sech froen, ob d'Kreatioun vun enger Mini-Verwaltung eng gutt administrativ Approche ass.

De Rapporteur Paul-Henri Meyers, deem ech dann ausdrécklech fir säi prezisen a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport wëll félicitéieren, huet d'Beweggrënn vun der Regierung, fir op dee proposéierte Wee ze goen, duergeluecht. Wann ee seet, datt d'Aarbecht vun dësem Service doranner besteet, fir de Suivi médical vun de Statsbeamten ze maachen, schéngt et mir och aliichtend ze sinn, datt dës Missioun vu Statsbeamte soll gemaach ginn.

Doriwwer eraus ass vun 2006 un dëse Service och zoustänneg fir d'Gemengebeamten. Déi Kontrolldokteren, déi vun der viregter Regierung agestallt goufen, haten och an Aussiicht gestallt kritt, datt se de Statut vum Fonctionnaire kréichen, soubal d'Kadergesetz iwwer eng Administratioun do wier. Ee Verspriechen, wat also mat dësem Gesetz ageléist gëtt.

Här President, wéinst der helleger Obligatioun vun der Onofhängegkeet vun den Dokteren, awer och wéinst der Vertraulechkeet vun de medezineschen Donnéeën ass d'Demokratesch Partei mat dëser Minizell am öffentlechen Déngscht averstanen an ech wëll den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Här Schreiner, wann ech gelift.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt emol en häerzleche Merci dem Kolleeg Paul-Henri Meyers fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, dee selbstverständlech, esou wéi hien och hei en eindringlechen Appel gemaach huet un déi verschidde Fraktiounen, och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun wäert fannen.

De Rapporteur huet och eigentlech alles zu dësem Projet de loi gesot. Ech wëll awer kuerz op e puer Aspekter agoen, déi eis trotzdeem wichteg erschéngen. Ech mengen, dass dat heiten e ganz wichtegt Gesetz ass fir den öffentleche Secteur, well och an deem Beräich d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz e ganz bedeitende Stellewäert huet an d'Qualitéit vun der Déngschtleeschtung, déi am Service public geleescht gëtt am Intérêt vun eise Bierger, och dovun ofhängeg ass. Ech mengen, dass et sech als noutwendeg erwisen huet, opgrond vun den Erfahrungen, déi zënter der Kreatioun vun engem Service médical am Secteur public am Joer 2003 gemaach goufen, d'Organisatioun ronderëm d'Aarbechts- an d'Kontrollmedezin awer méi kloer ze strukturéieren. Eng eegen Administratioun erlaabt et ganz einfach, eng fix a vill méi onofhängeg Struktur ze schafen, déi direkt dem Minister dann ënnerstallt ass.

Et ass just dës Onofhängegkeet - et ass schonn hei gesot ginn -, déi muss ervirgestrach ginn an déi fir esou eng medezinesch Struktur absolut wichteg ass. D'Onofhängegkeet ass absolut noutwendeg, notamment am Hibléck op d'Confidentialitéit och vun de Gesondheetsdaten, déi zu deene sensibelste Kategorië vun Date gehéieren, déi mer hunn. Et ass och dem Législateur seng Flicht a Schëllegkeet, alles drunzesetzen, dës Daten esou gutt wéi méiglech virun onerlaabtem Zougréff ze schützen. E Rattachement un eng aner Administratioun hätt dës Onofhängegkeet sécher net kënnen an deem Mooss garantéieren.

De Statsrot huet sech jo gefrot, ob et noutwendeg wier, eng eege Mini-Administratioun ze schafen, wou souwisou nëmmen e puer Leit dra wieren. Mir sinn der Meenung, dass et net d'Zuel vun de Leit soll sinn, déi ausschlaggebend ass, fir ze décidéieren, ob eng eegen Administratioun soll geschaf ginn oder net, mä éischter d'Bedeitung an d'Aufgab, déi se ze erfëllen huet. An déi ass souwuel fir d'Aarbechtsmedezin wéi fir d'Kontrollmedezin enorm, an hir Aktivitéite si wäit gefächert.

Ech hunn emol eng Kéier e Bléck an de Rapport d'activité vum Joer 2007 vum Service médical geworf. Do gesäit ee ganz däitlech, dass d'Unzuel vun den Aufgaben a vun den Interventiounen an deene leschte Jore kontinuéierlech eropgaangen ass. Esou sinn zum Beispill d'Examens médicaux d'embauche vun 1.458 op 1.719 geklomme vun 2006 op 2007. Och déi preventiv medezinesch Kontrolle si vu 67 op 136 an d'Luucht gaangen. Och wat d'periodesch Kontrollen ugeet vun deene Leit, déi op Postes à risque schaffen, esou sinn do 317 Leit examinéiert ginn, par rapport zu nach nëmmen 90 am Joer 2006.

Et gesäit een also, dass d'Aarbechtsmedezin och am Secteur public ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, an datselwecht gëllt och fir d'Kontrollmedezin, déi jo och eng wuessend Evolutioun matmécht. 2007 ass d'Zuel vun de Kontrollen ëm 12% par rapport zu 2006 geklommen, eleng ëm 24% wat d'Krankeschäiner ugeet. A vun 2004 op 2007 ass et insgesamt eng Steigerung ëm 51%.

Et soll een awer och betounen, dass de Kontrolldokter net nëmmen eng repressiv Missioun ze erfëllen huet, mä virun allem och eng wichteg sozial Aufgab ze erfëllen huet. Hie gëtt ganz oft konfrontéiert mat familiären, sozialen oder och beruffleche Problemer, déi an direkter Relatioun mat der Krankheet vum Agent sinn, a seng Missioun erlaabt et him ganz oft, an dëse Konfliktsituatiounen ze hëllefen an ze beroden. Do kann dann och, ënner Ëmstänn, de Lien mat der Aarbechtsmedezin erëm eng Kéier gemaach ginn, doduerch, dass de Beamten eventuell Accès ka kréien zu engem Posten, dee besser op säi Krankheetsbild, wat hien dann eventuell huet, adaptéiert ass.

Dofir ass et och wichteg, dass dëse Gesetzesprojet et erlaabt, d'Dokteren, wat de Moment der jo véier sinn, mat dem néidege Personal ze encadréieren, ze assistéieren an och ze complémentéiere mat Infirmieren, deem néidege Personal am Sekretariat, an och Psychologen, well d'Fäll, mat deenen d'Dokteren ze dinn hunn, net onbedéngt nëmme méi medezinescher Natur sinn, mä ganz oft, an och ëmmer méi heefeg psychologescher Natur sinn.

Voilà, Här President, dat sinn déi puer Remarquen, déi ech maache wollt. Fir de Rescht, mengen ech, huet de Rapporteur Paul-Henri Meyers, dem ech nach eng Kéier wëll Merci soen, alles gesot. Et ass e wichtegt Gesetz, fir d'Qualitéit vun der Aarbechts- a Kontrollmedezin am Secteur public ze verbesseren, an dofir gëtt et och selbstverständlech vun der LSAP ënnerstëtzt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den honorabelen Här Adam huet elo d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll just vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem honorabele Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci ze soe fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Hien huet net nëmmen den Inhalt vum Gesetz gutt ëmrass, mä hien huet och gutt erklärt, firwat dass mer op verschidde Punkte vum Statsrot agaange sinn an op anerer net, an ech wëll den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz brëngen.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Kolleeg Rapporteur Merci soe fir säi gudde Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot, an ech brëngen och domadder d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. le Président.- Den Här Minister Wiseler huet elo d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ech wollt dem Rapporteur an och all de Fraktioune Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dat Gesetz.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. De Vote iwwert dëse Projet fënnt spéider statt. Den nächste Punkt ass d'Diskussioun vum Projet 5889, eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut. D'Wuert huet och hei de Rapporteur, den honorabelen Här Meyers.

2. 5889 Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5889 ass de 4. Juni 2008 an der Chamber deponéiert gi vun dem zoustännege Minister vun der Fonction publique. De Projet huet als Zil, net manner wéi sechs verschidde Gesetzer ofzeänneren. Fir de mëndleche Rapport op eng eenegermoosse verständlech Manéier virzedroen, wëll ech kuerz op déi eenzel Ofännerungen, Text fir Text, agoen.

Dat éischt Gesetz, wat geännert gëtt, ass d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Beamtestatut. Geännert ginn d'Artikelen 2 an 28. Am Artikel 2 iwwert d'Astellung vun de Statsbeamten, déi als Experte betruecht ginn, ginn d'Texter preziséiert. D'Astellung vun deene sougenannten Experten ass am Gesetz vum 19. Mee 2003 virgesinn. Dat hat d'Astellung virgesinn, ouni awer déi néideg Avancementer ze preziséieren, esou wéi déi Leit och géifen an der Statsbeamtecarrière evoluéieren. Déi Detailer ginn elo an deem heiten Text festgeluecht, an ech verweisen do op de schréftleche Rapport an op den Text selwer, ouni do op all Finessë vun den Avancementer an enger Carrière wëllen anzegoen.

Deen zweeten Artikel, dee geännert gëtt, ass den Artikel 28, dee gëtt complétéiert. Hie betrëfft d'Schafung vun deem sougenannte Congé de formation. Am Privatsecteur ass de Congé de formation geschafe ginn duerch d'Gesetz vum 24. Oktober 2007. De Statsrot hat d'Dispens vun deem Text net ginn, well dee Moment de Projet iwwert de Congé de formation am öffentleche Secteur, souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen, nach net virgeleeën huet. Deen Text huet also zweemol misse vun der Chamber gestëmmt ginn, well do de Statsrot net d'accord war an dat als eng Ongläichheet ugesinn huet, dass de Congé de formation am Privatsecteur geschafe géif ginn an net am öffentleche Secteur.

Dir Dammen an Dir Hären, dat geschitt elo mat deem heite Projet. De Congé de formation, deen 80 Deeg ausmécht, iwwert d'ganz Carrière verdeelt, enthält awer och déi 30 Deeg Congé, déi elo schonn am Artikel 22, Paragraphe 6.1 vun dem Gehältergesetz vun 1963 virgesi ginn. Am Gemengesecteur gëtt de Congé de formation geschafen duerch de Projet de loi 5893. Dee Projet ass vum Statsrot aviséiert, d'Kommissioun huet sech domat befaasst, an ech géif mengen, dass och dee Projet no de Feierdeeg an d'Chamber ka kommen an ofgestëmmt ka ginn.

Dat zweet Gesetz, wat geännert gëtt, ass d'Gehältergesetz vum 22. Juni 1963. Dëst Gesetz gëtt op zwee Punkte geännert. Den Artikel 6bis gëtt complétéiert, fir ze erlaben, dass ee Beamten, deen aus dem öffentlechen Déngscht fortgeet an nees erëmkënnt fir nei agestallt ze ginn, ee Supplément personnel de traitement ka kréien, fir ze verhënneren, dass hien no der Neiastellung manner verdéngt wéi zu deem Zäitpunkt, wou hien den öffentlechen Déngscht verlooss huet.

Deen zweeten Artikel, deen am Gesetz vun 1963 geännert gëtt, ass den Artikel 9, dee betrëfft d'Allocation de famille, net ze verwiessele mam Kannergeld. Dat hei ass ee Supplément de traitement am Kader vun dem öffentlechen Déngscht. No de Bestëmmungen, déi elo a Kraaft sinn, kënnen zwou Persounen aus deemselwechte Stot, sief et, dass se bestuet sinn oder duerch e Partenariat verbonne sinn, déi allen zwee am öffentlechen Déngscht schaffen, nëmmen d'Halschent vun där héchstméiglecher Allocation de famille kréien.

Den Auteurë vum Text no, an ech mengen, dass dat och richteg ass, wär dat net gerecht. Well wann eng Persoun eleng, déi bestuet ass oder déi an engem Partenariat dran ass, beim Stat schafft, kritt se déi ganz Allocation de famille. Am Verglach zu där Persoun besteet also fir déi zwee Leit, déi hallef Deeg oder deelweis schaffen, eng Ongerechtegkeet. Dofir gëtt deen Text elo geännert an et gëtt d'Méiglechkeet geschafen, dass an engem Stot, wou zwee Partner jiddwereen hallef schafft, deen Text virgesäit, dass eng ganz Allocation de famille ka bezuelt ginn.

Een drëtten Text, dee geännert gëtt, ass d'Gesetz vum 14. November 1991, dat d'Bestëmmunge festleet fir d'Beamten, déi d'Carrière changéieren. Do gëtt den Artikel 6 geännert.

De Beamten, deen d'Carrière changéiert, gëtt an där neier Carrière esou agestuuft, dass en näischt vu sengem Gehalt, wat e virdrun hat, verléiert, well jee nodeem wéi déi Astufung wär, misst en ënnen an der Carrière erëm ufänken an e kéim domat schlecht ewech. Dat wier keng Incitatioun fir wierklech d'Carrière ze changéieren; gëtt also och an deem heiten Text geännert.

Ee véiert Gesetz, wat geännert gëtt, ass d'Gesetz vum 27. Mäerz 1986, dat d'Bestëmmunge festleet, no deenen ee Beamte vun enger Verwaltung an eng aner Verwaltung ka wiesselen.

Bei deem Wiessel gëtt de Beamten, deen d'Verwaltung wiesselt, wat säi Rang ugeet, an där neier Verwaltung un ee sougenannten Agent de référence festgebonnen. Dat heescht, en avancéiert an där neier Verwaltung an deemselwechte Mooss wéi och déi Persoun, un déi en ugebonnen ass, avancéiere kann.

Wann awer elo dee Beamten, un deen en ugebonnen ass, d'Verwaltung verléisst, entsteet souzesoen ee Vide. Dee Beamten huet keen Agent de référence méi. Hei gëtt virgesinn, fir d'Avancementer an där neier Verwaltung och fir d'Zukunft ze garantéieren, dass dee Beamten, deen also d'Verwaltung changéiert a wou et Problemer géif ginn, och wa säin Agent de référence d'Verwaltung verléisst, seng Avancementer behält an an deemselwechte Mooss kann avancéieren, wéi wann den Agent de référence nach do gewiescht wär.

Dat fënneft Gesetz, wat ofgeännert gëtt, ass d'Gesetz iwwert d'Organisation militaire vum 23. Juli 1952. Geännert gëtt do den Artikel 25 vum Gesetz, dat de Fräiwëllegen aus der Arméi eng absolut Prioritéit zougesteet bei der Astellung am öffentlechen Déngscht.

Dat Prioritéitsrecht gëtt an deem Sënn vervollstännegt, dass dee Fräiwëllegen awer och an Zukunft, fir am öffentlechen Déngscht agestallt ze ginn, déi néideg Kompetenzen a Qualifikatioune muss hunn, déi deem Profil entsprieche vun där Plaz am öffentlechen Déngscht, wou e kandidéiere wëllt.

Dat ass eng Verbesserung vun deem Text. Besonnesch och am Intérêt vun der öffentlecher Verwaltung, ouni awer, géif ech mengen, d'Rechter vun deem Fräiwëllegen hei ze schmäleren.

Ausserdeem ginn duerch den Artikel 6 verschidden Iertëmmer a falsch Citatiounen an dem Militärgesetz vun 1952 redresséiert.

Den Artikel 7 vun dem Gesetz, wat mer haut stëmmen, huet eng Rei Propositioune virge-

sinn, déi Dispositions transitoires an abrogatoires betraff hunn.

De Statsrot huet virgeschloen, dass deen Artikel an dräi verschidden Artikelen opgedeelt sollt ginn, jee nodeem wat fir eng Bestëmmungen doran enthale sinn. Dat ware wéi gesot déi sougenannt Dispositions transitoires an abrogatoires. Déi Bestëmmungen, mengen ech, brauchen, well et sech ëm Bestëmmungen handelt, déi ofgeschaaft ginn, net weider kommentéiert ze ginn. Déi néideg Explikatiounen, fir deen, dee sech wierklech interesséiert, fënnt en dann am mëndleche Rapport an am Text vun der Regierung erëm.

Här President, d'Kommissioun vun der öffentlecher Fonctioun huet eestëmmeg de Rapport an domat och den Text vun deem neie Gesetz guttgeheescht. Ech bieden also och d'Chamber, der Kommissioun hei ze follegen an den Text esou unzehuelen, wéi d'Kommissioun dat virschléit. Ech bréngen och heimat den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den Här Etgen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet erleedegt d'Regierung haaptsächlech eng Rei Hausaufgaben, déi nach aus dem Accord salarial tëschent der CGFP an der Regierung vum 5. Juli 2007 opstoungen.

Wann een den Titel vum Projet de loi 5889 liest, an déi wichteg Gesetzer gesäit, déi modifizéiert ginn, kéint ee mengen, mir hätten et mat enger extrem wichteger Reform an der Fonction publique ze dinn. Deem ass awer net esou.

Am Avis vun der Beruffskummer vun de Statsbeamte gëtt och duerfir drop higewisen, datt d'Regierung ëmmer erëm an deen alen Trapp zréckfält a Gesetzer op den Instanzewee schéckt, déi een als Lois pour tout ka qualifizéieren. Dës Bezeechnung ass awer kee Wäertuerteel iwwert déi proposéiert Modifikatiounen. An awer!

Esou Gesetzer, besonnesch wann een am Titel emol net erausfënnt, ëm wat datt et sech annähernd kann handelen, si fir den Normalstierflechen net liesbar. D'Gesetzer sollen einfach, kloer a prezis sinn. Fakt ass awer, datt mer et hei mat enger Rei Mesuren ze dinn hunn, déi ënner sech näischt mateneen ze dinn hunn a wou et och keen normale Lien gëtt.

Virewech a vläicht grad dofir Félicitatiounen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers, fir säi strukturéierte schréftleche Rapport a säi verständleche mëndleche Rapport.

Wann ech virdru gesot hunn, datt esou Gesetzer fir den Normalstierflechen net liesbar sinn, da muss ech weider agestoen, datt d'Basisgesetzer wéi de Statut vum Statsbeamten oder och d'Gehältergesetz no där x-ten Upassung emol net méi fir déi concernéiert Beamte liesbar, interpretéierbar a verständlech sinn. Just e puer Paragraphereider, am positive Sënn gemengt, aus dem Ministère selwer fanne sech am Dschungel vun den Ofännerungen, Modifikatiounen, Adaptatiounen, de groussherzogleche Reglementer a ganz oft de Jurisprudenzen erëm.

No dëse generellen Iwwerleeungen, déi ech awer onbedéngt wollt lassginn, wëll ech am Telegrammstil op e puer Modifikatiounen agoen.

1. Eng modern Fonction publique verlaangt ee méi flexibele Mechanismus fir sougenannt Experten a Spezialisten anzestellen, déi eng zolidd Beruffserfahrung an engem spezifeschen Domän matbréngen. Fir d'Fonction publique attraktiv fir esou Leit ze maachen, mussen also Ureizer geschafen a Barrièren eliminéiert ginn. Als DP-Fraktioun si mir mat dësen Upassungen d'accord.

2. Wa mer dauernd vun engem liewenslaange Léiere schwätzen, wann d'EU-Kommissioun schonn am Joer 1985 an hirem Wäissbuch „Enseigner et apprendre * Vers la société cognitive" vun der enormer Wichtegkeet vum permanente Léiere schwätzt, well eng formidabel Dynamik am Wësse läit, wa mer ëmmer erëm fuerderen, datt d'Bildung en elementaart Recht ass, ass d'Aféiere vun engem Congé de formation grad an der Fonction publique, nieft deene ville spezielle Congéen, déi mer schonn hunn, eng iwwerfälleg Mesure.

3. Déi gesellschaftlech Verännerungen - ëmmer méi Leit, déi vun der Deelzäitaarbecht profitéieren - bréngen eng Vielfalt vu verschiddenste Cas de figure mat sech. D'Reglementatioun vum Opdeele vun der Allocation de famille ass also eng logesch Suite vun den Interpretatiounsschwieregkeeten aus der Vergaangenheet. Op dësem Punkt treffe meng generell Iwwerleeunge wéi d'Fauscht op d'A zou.

Erlaabt mer nach e puer Wuert iwwert den Droit de priorité absolue fir eis fräiwëlleg Zaldoten ze soen. Et ass dëst eng Mesure, déi d'Attraktivitéit fir déi jonk Leit an d'Arméi ze goe sollt optiméieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- An der Vergaangenheet gouf et awer Interpretatiounsschwieregkeeten, déi zu Jurisprudenze gefouert hunn, déi awer och an de Medië staark thematiséiert goufen.

An dësem Projet gëtt dësen Droit de priorité absolue beschnidden, andeems datt gesot gëtt, de Profil vum Poste misst dem Profil vum Kandidat entspriechen. Et ass dëst eng ausschwiefend Formulatioun, déi weder de Statsrot ganz zefridde gestallt huet a scho guer net d'Beruffskummer vun de Statsbeamten, déi mat Nodrock drop pochen, dësen Artikel aus dem Gesetz einfach ze sträichen. Ech zitéieren: «La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne peut de toute évidence que s'y opposer. En effet, à quoi bon faire des efforts pour accroître l'attrait de l'armée si, par des réformes pareilles, on sabote son propre travail.»

Als DP-Fraktioun géife mir eis eng pragmatesch Approche an dëser Thematik wënschen, fir dem Geescht, dee mer jiddefalls deelen, vum Droit de priorité gerecht ze ginn. Eng optimal Notzung vum Humankapital verlaangt nämlech eng professionell Gestioun vun de mënschleche Ressourcen, déi vun engem gesonde Pragmatismus soll geleet ginn.

All aner Punkte goufe prezis vum Rapporteur duergeluecht. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei gëtt also och hir Zoustëmmung zu dëse Punkten, wéi och zu allen aneren Ännerungen an textuelle Verbesserungen, déi an dësem Gesetz enthale sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Jean-Pierre Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng gewinnte Prezisiounen a senge Rapporten. An dësem Projet ginn nach verschidde Moossnamen aus dem Accord salarial vum 5. Juli 2007 tëschent der Regierung an der CGFP ëmgesat. Do dernieft ginn awer aner Dispositioune vum Statut général vun de Statsbeamten an aner Gesetzer ofgeännert an ergänzt. Si sinn éischter punktuell, awer an hirer Konsequenz net onwichteg.

D'Fro ass tatsächlech vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics opgeworf ginn, ob et net besser gewiescht wier, dës eenzel Punkten a separaten Texter ze behandelen. Si kritiséiert, datt d'Regierung, wéi esou oft schonn, en eenzege Projet de loi fir esou Dispositioune gemaach huet. De Statsrot ralliéiert sech op dësem Punkt der Chambre professionnelle. Et hätt een effektiv kënnen, wat d'Form ubelaangt, déi eng oder déi aner Dispositioun a separaten Texter behandelen. Dat ännert awer näischt um Fong. All dës Dispositioune sinn eng Verbesserung vum Statut général an de Konditioune vun de Beamten am Allgemengen.

De Rapporteur huet d'Dispositioune vum Projet de loi erkläert. Ech wollt just nach op e puer Punkten agoen, wat de Congé individuel de formation ubelaangt. Am Privatsecteur ass dat schonn de Fall, ass dat scho méi laang de Fall. Och fir de Secteur public ass dat eng ganz wichteg Moossnam, dat Recht op e Congé de formation, dat och soll genotzt ginn, net nëmmen am Intérêt vum Agent public, fir sech op Exame virzebereeden, mä fir sech permanent op Neierungen an op d'Usprëch vun der Gesellschaft anzestellen.

D'Aarbechtsufuerderungen an eiser Wëssensgesellschaft changéiere bestänneg, an den Agent public muss sech dorun upassen, fir der héijer Qualitéit vum Service public am Intérêt vun dem Administré gerecht ze ginn. Lifelong learning ass am öffentlechen Déngscht vu grousser Wichtegkeet, dat am gesamte Service public, Stat a Gemengen. Duerfir mussen natierlech déi implizéiert Fonctionnairen, Beamten déi néideg Zäit zur Verfügung gestallt kréien, Stats- a Gemengebeamten. An och fir d'Gemengebeamten ass e Projet de loi um Instanzewee, fir och hinnen ee Congé de formation zouzegestoen. De Projet de loi ass scho vum Statsrot aviséiert ginn, souwäit wéi ech weess.

D'Allocation de famille, d'Familljenzoulag, wat mer fréier emol ëmmer d'Allocation de chef de famille genannt hunn - dat ass ofgeännert ginn -, gëtt gerecht tëschent zwee Conjointen oder Partner verdeelt, déi alle béid eng Tâche à temps partiel hunn, an zwar am Verhältnis zu hirem Beschäftegungsgrad. De Statsrot mengt, et soll een d'Allocation de famille e Bestanddeel vum Gehalt gi loossen - scho méi oft wier déi héich Kierperschaft mat Problemer vun der Allocation de famille befaasst ginn, an et wier schwéier, sech an der Problematik erëmzefannen -, duerfir ewech mat den désuètë Bestëmmungen, fir se an den Traitement de base afléissen ze loossen.

En aneren interessante Punkt ass den Droit de priorité absolue fir d'Zaldoten, d'fräiwëlleg Zaldoten, am Fall wou si Kandidat sinn, fir e Poste beim Stat ze briguéieren. Momentan verfüge si iwwer eng absolut Prioritéit. Et ass sécherlech ubruecht, dass hinnen Entgéintkomme geschëllt ass. Fir hir Aarbecht verdénge se Unerkennung, déi gewësse Prioritéite rechtfertegen, déi awer ze relativéiere sinn.

Et ass nämlech verständlech, dass am Intérêt vum gudde Fonctionnéiere vum Service public dee richtege Mann oder déi richteg Fra op déi gëeegent Plaz kënnt. Et ass kengem gehollef, weder dem fräiwëllegen Zaldot nach der betreffender Verwaltung, wann de Kandidat riskéiert den Ufuerderungen net gerecht ze ginn. De Kandidat muss deen néidege Profil hunn, a wann d'Kandidate plus ou moins op därselwechter Échelle sinn, huet de fräiwëllegen Zaldot Prioritéit, mä eleng den Härebierg geet net duer.

Nieft deene Bestëmmunge gëtt et nach eng Rei vun anere Verbesserungen, wéi zum Beispill eng adequat Gehaltsastufung bei der Fonctionnariséierung vun Experten, déi urspréinglech aus dem Privatsecteur an de Statsdéngscht, ënner erliichterte Konditiounen, komm sinn. Och si verdéngen, datt hir Expertise, déi se matbréngen, honoréiert gëtt. Datselwecht gëllt bei engem Changement de carrière.

Dëse Projet de loi bréngt sonnerzweifel Verbesserungen am Intérêt vum Service public a vun den öffentleche Beamten, an duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den honorabelen Här Adam huet d'Wuert gefrot.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. De Statsrot schwätzt vun engem „projet fourre-tout", a mir gesinn dat effektiv och esou. Wann allerdéngs d'Alternativ gewiescht wier, fir lauter kleng eenzel Gesetzer ze maachen, dann hu mer léiwer hei en „projet fourre-tout". Et géif bestëmmt och der Kloerheet näischt déngen, wann ech dat géif widderhuelen, wat hei schonn oft gesot ginn ass. Ech wëll mech just eben drop beschränken, dem honorabele Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci ze soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, deen erëm an där gewinnter Qualitéit war an och dat kloer a prezis duergestallt huet.

Eng lescht Remarque nach: De Statsrot schwätzt och vun engem „byzantinisme juridique" wat d'Allocation de famille ugeet. Mir begréissen et ausdrécklech, datt déi Opspléckung gemaach gëtt, an datt zwee Leit, déi beim Stat hallef schaffen, och kënnen an de Profit vun där ganzer Allocation familiale kommen. Ech hat dat schonn eng Kéier erwähnt, wéi mer iwwert de Gehälterofkommes bei de Statsbeamte geschwat hunn, an ech begréissen dat och hei ausdrécklech. Dat ass eng gutt Mesure.

Merci un de Rapporteur an den Accord vun eiser Partei.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert elo.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et bleift mir just dem Rapporteur nach eng Kéier Merci ze soen an d'Zoustëmmung vun eiser Säit ze bréngen.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Félicitatiounen och dem Här Rapporteur. Trotz alle gudde Richtlinnen, déi mat dësem Gesetz a Kraaft triede wäerten, muss ech mech leider enthalen, well nach ëmmer deen diskriminatoresche Privileg oprechterhale gëtt, laut deem déi Persounen, déi de fräiwëllege Militärdéngscht geleescht hunn, bei der Embauche beim Stat a bei Gemengeservicer privilegéiert solle ginn. Och, wann den diesbezüglechen Artikel 25 vum Militärgesetz mat dësem Gesetz elo e bësse relativéiert ginn ass, bleift en nach ëmmer diskriminatoresch. Ech wëll drun erënneren, dass den Artikel 10 vun eiser Verfassung a sengem Alinea 1 seet, dass d'Lëtzebuerger virum Gesetz all gläich sinn. An den zweeten Alinea seet, dass d'Lëtzebuerger fräien Zougang zu allen öffentleche Plazen hunn. An den Artikel 11 vun eiser Verfassung seet, dass et am Stat keng Distinction d'ordre däerf ginn.

Deemzufolleg, Här President, sinn all Dispositiounen, déi deem zuwidderstinn, ganz einfach verfassungswiddreg. Ech hat och eng Gesetzespropositioun agereecht, fir den Artikel 25 vum Militärgesetz ze sträichen, awer och de Règlement grand-ducal vum 13. Dezember 2004 ofzeschafen, deen d'Virrechter vun den Zaldote bei der Embauche beim Stat a bei de Gemengen nach méi kloer definéiert. An dësem Gesetz geet iwwerhaapt keng Rieds vun deem Règlement grand-ducal. Dofir froen ech, bleift deen elo bestoen oder net? Wann e bestoe bleift, dann ännert sech un den Ausféierungsbestëmmunge guer näischt, well beim Exame gëtt nämlech eng zweet Ranglëscht gemaach, niewent där normaler Ranglëscht, dat heescht et gëtt eng Ranglëscht vun de Kandidaten, déi net beim Militär waren, an et gëtt eng vun de Kandidaten, déi beim Militär waren. An ech fannen dat och diskriminatoresch.

Ech sinn einfach der Meenung, dass jiddwereen, dee sech do stellt, soll op enger Lëscht figuréieren, an dass jiddweree soll déiselwecht Chancen hunn. Ech menge mir hunn um Aarbechtsmaart Problemer genuch, fir dass d'Leit eng Aarbecht fannen, a jiddweree soll an dëser Situatioun déi gläich Chancen hunn. D'Zäit vun de Privilegië fir eng Aarbecht ze sichen oder fir eng Aarbecht ze fannen, déi muss definitiv um Enn sinn, soss brauche mer hei net méi iwwer Chancëgläichheet ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert elo.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Fir d'éischt dem Rapporteur Merci, an de Fraktiounen och Merci fir d'Ënnerstëtzung vun deem Gesetz. Ech wollt nach eppes soen zu e puer Remarquen, déi hei gemaach gi sinn.

Éischtens, déi Remarque vun der „loi fourre-tout". Effektiv sinn an dësem Text sechs verschidde Moossnamen, déi mer aféieren. Ech hunn awer elo hei héieren, datt d'Fraktiounen alleguer soen, datt se mat deene sechs Moossnamen d'accord sinn an datt se se ausdrécklech alleguer begréissen.

Déi eenzeg Alternativ wär natierlech gewiescht, fir sechs separat Gesetzer ze maachen. Dat kann d'Regierung selbstverständlech maachen. Mä fir all déi, déi an deene leschte Wochen heibannen eng Simplification administrative gefrot hunn, déi eng rationell Aarbecht gefrot hunn an déi gefrot hunn, datt mer dat sollen esou effikass wéi méiglech maachen, mengen ech, wier dat keng gutt Léisung gewiescht. Ech mengen, et soll een also hei konsequent sinn.

Ech géif dat hei also och net gär als eng „loi fourre-tout" bezeechne loossen. Ech géif éischter soen, et ass eng „loi qui ratisse large", déi eis an der Simplification administrative erlaabt weiderzekommen.

Den zweete Punkt, deen ech wëll soen, dat ass dee vun der Organisation militaire. Éischtens huet d'DP-Fraktioun gesot, datt mer eng Approche hei hätten, déi net pragmatesch genuch wär. Do muss ech awer zum Ausdrock bréngen, datt ech bei där Formulatioun, esou wéi mer se hei proposéiert hunn, awer net gesinn, wéi se méi pragmatesch kéint sinn. Mir wëllen d'absolut Prioritéit - contrairement zu deem, wat den Här Jaerling gesot huet - bestoe loossen, well mer einfach mengen, datt déi Fonctioun vum Militärdéngscht wichteg ass an datt déi Transitioun, esou wéi se scho laang Jore besteet, och Sënn mécht an duerchaus justifiabel ass.

Dat Eenzegt, wat mer gären hätten, dat ass fir d'Fonction publique, datt déi Leit, déi op

Posten an der Fonction publique sinn, och déi Erausfuerderungen an déi Qualifikatioune minimal hunn, déi fir déi Posten appropriéiert sinn. Dat fannen ech eppes Logesches an eppes Sënnvolles. An ech fannen et duerchaus pragmatesch, wann een an engem Text seet, datt ee ka froen, datt déi minimal Viraussetzungen erfëllt sinn, fir op e Posten ze kommen.

Méi onadministrativ a méi pragmatesch kann ee kaum an esou engem Text virgoen. Dat zu de Remarquen. Nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung vum gesamten Text.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5889 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Christine Doerner), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. 5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi, deen d'Schafung vun enger Administration des Services médicaux du secteur public virgesäit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5870 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Ali Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zu eisem Pavillon fir d'Expositioun zu Schanghai. De Rapporteur ass fir dëse Projet den honorabelen Här Lucien Clement. Ech géif lech bieden, Här Clement, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

4. 5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Schanghai

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir sollen haut iwwer e Projet ofstëmmen, deen u sech komplett aus dem Kader vun deene Bauteprojete fält, mat deene mer eis soss hei an der Chamber beschäftegen. Mir sollen haut nämlech net iwwer e Lycée, en Tunnel, eng Autobunn oder en Altersheem, eng Klinik oder soss e konventionelle Konstruktiounsprojet diskutéieren, deen deemno och zu Lëtzebuerg realiséiert soll ginn, mä iwwert de lëtzebuergesche Pavillon fir d'Weltausstellung am Joer 2010 zu Schanghai.

Lëtzebuerg hëlt zwar regelméisseg u Weltausstellungen deel, mä baut awer net op all Weltausstellung en eegene Pavillon. Déi leschte Kéier, wou eist Land en eegene Pavillon gebaut huet, war op der Weltausstellung ´92 zu Sevilla. An elo, wou déi nächst Weltausstellung am bevölkerungsräichste Land vun der Welt stattfënnt, dat amgaangen ass sech duerch säi rasante wirtschaftleche Wuesstem zu enger neier Weltmuecht ze entwéckelen, huet d'Lëtzebuerger Regierung décidéiert, fir bei dësem wichtegen Evenement mat engem eegene Pavillon dann och präsent ze sinn.

An dësem Sënn huet de Bauteminister de virleienden Text de 4. September 2008 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 21. Oktober 2008 ofginn. An der Bautekommissioun vum 10. November 2008 gouf ech dann zum Rapporteur vum Gesetzesprojet genannt. An därselwechter Réunioun hunn d'Membere vun der Bautekommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert. De Statsrot hat beim Artikel 2 vum ursprünglechen Text mat enger Opposition formelle gedroht. Dowéinst hu mir an der Sitzung vum 10. November eis nei beroden a schlussendlech en Amendement ugeholl, deen dunn nees zréck un de Statsrot gaangen ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

De 5. Dezember hate mir als Bautekommissioun nach eng gemeinsam Sitzung mat der Wirtschaftskommissioun, fir iwwert de Pavillon vu Schanghai ze diskutéieren. Den 11. November hu mer schliesslech den Avis complémentaire vum 9. Dezember 2008 vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. Déi héich Kierperschaft huet sech an deem Avis mam Amendement averstane gewisen an d'Bautekommissioun huet doropshin de schréftleche Rapport och an därselwechter Sitzung unanime, also ouni Géigestëmm, ugeholl.

Här President, den 3. Dezember 2002 gouf déi gréissten an déi am stäerkste wuessend chineesesch Stad Schanghai fir d'Organisatioun vun der Weltausstellung 2010 bestëmmt. Domadder hätt China dann an engem Zäitraum vun nëmmen zwee Joer zwee vun deene weltwäit gréissten Evenementer ze organiséieren: nämlech d'Olympesch Spiller zu Peking an derniewent d'Weltausstellung zu Schanghai.

Bei der Weltausstellung 2010, déi vum 1. Mee bis den 31. Oktober 2010 dauert an ënnert dem Motto „Eng besser Stad, e bessert Liewen" steet, wäerte ronn eng 200 Länner matmaachen. Et ginn dann och bis zu 70 Milliioune Visiteuren erwaart.

Datt Lëtzebuerg bei dësem groussen Evenement matmécht, huet éischtens domadder ze dinn, datt et fir eist Land eng laang Traditioun ass, fir bei esou Evenementer derbäi ze sinn, an zweetens, datt eng Weltausstellung fir eis ëmmer eng gutt Geleeënheet ass, fir der Welt ze weisen, datt et eis och gëtt.

D'Ausstellung zu Schanghai huet fir Lëtzebuerg awer nach weider Virdeeler. Als e Land, deem seng Wirtschaft exportorientéiert ass, bitt dës Weltausstellung en idealen Terrain, fir sech um staark wuessende chineesesche Maart ze weisen an nach weider Kontakter mat der chineesescher Industrie an dem chineeseschen Handel kënnen ze knäppen. D'Ausstellung zu Schanghai bitt awer och dem lëtzebuergeschen Tourismussecteur d'Méiglechkeet, fir op d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg hinzeweisen, an dat net eleng, mä awer och dofir, well all Joer ongeféier ronn 100.000 chineesesch Touristen hei op Lëtzebuerg kommen.

A schliesslech wäerten och d'Uni Lëtzebuerg an de Kulturministère vun der Präsenz vun eisem Land zu Schanghai profitéieren, fir sech mat der chineesescher Héichschoulwelt ze treffen an doduerjer hiert internationaalt Kooperatiounsnetzwierk kënnen ze vergréissere respektiv den Austausch vu chineeseschen a lëtzebuergeschen Artisten och nach ze förderen.

D'Präsenz vu Lëtzebuerg zu Schanghai setzt awer viraus, datt eist Land och e Pavillon baut, deen de genannten Usprëch an dem Konzept vun der Weltausstellung och Rechnung dréit. De Bauteministère hat en offiziellen Architekteconcours organiséiert mat der Virgab, e Pavillon fir eng Fläch vun 3.000 m² ze bauen. E Pavillon, deen e bessert, méi nohaltegt an harmonescht städtescht Liewen duerstelle soll an dobäi vun der Eegenaart vun eisem Land dann och ausgeet.

Den offizielle Concours gouf vum Projet „Small is beautiful too" gewonnen, an dat wéinst senger architektonescher a funktioneller Qualitéit, sengem innovative Charakter, senger energetescher Effikassitéit a senger einfacher Konstruktiounsweis.

Fir sech vun den anere Pavillonen ofzesetzen an d'Identitéit vun eisem Land duerzestellen, wäert de lëtzebuergesche Pavillon d'Form vun enger quasi monolithescher Skulptur hunn, deen d'Blécker dann och op sech zéie soll. D'Architektur vum Pavillon weist op déi traditionell lëtzebuergesch Haiser an aner historesch Gebaier hin. D'Architekten hu sech beim Entworf vum Pavillon um chineeseschen Numm fir Lëtzebuerg „Lusenbao" inspiréiert, wat esou vill wéi „Bësch a Festung" bedeit.

De lëtzebuergesche Pavillon soll also eng Festung sinn, déi mëtten an engem Bësch läit. De Pavillon gëtt konform zu dëser Virstellung konstrukturéiert. An der Mëtt steet dann och en Tour, dee vun de Gebaier ëmginn ass, déi enger Festungsmauer gläichen an déi dann och Öffnungen no bausse wäerten hunn.

De lëtzebuergesche Pavillon charakteriséiert sech duerch seng relativ einfach an démontabel Konstruktioun a respektéiert all urbanistesch, architektonesch a sécherheetstechnesch Ufuerderungen, déi vun de chineeseschen Organisateure gestallt goufen. D'Materialien, déi benotzt ginn, sinn an der Haaptsaach Stol, Holz a Glas. Also alles recyclabel Materialien, déi enger nohalteger an ökologescher Stad dann och gerecht ginn.

Den Daach an en Deel vun de Mauere vum Pavillon wäerte mat Planze bedeckt ginn, wat zu enger natierlecher Isoléierung féiert a gläichzäiteg Energie spuert, d'Temperatur erofsetzt, d'Reewaasser zréckhält an d'Loft méi propper mécht, andeems de Stëbs absorbéiert gëtt. D'Waasser, dat vum Restauratiounsberäich gebraucht gëtt, gëtt an enger Kläranlag recycléiert a kann doduerjer zum Beispill fir d'Bewässerung vun de Planzen dann och duerno benotzt ginn.

De lëtzebuergesche Pavillon wäert aus dräi Beräicher bestoen: éischtens, aus engem Ausstellungsberäich, an deem déi Haaptthema vun der Weltausstellung behandelt ginn; zweetens, aus engem Restaurationsan Animatiounsberäich, an deem lëtzebuergesch Spezialitéiten a Souveniren ugebuede ginn, an doriwwer eraus sinn Ënnerhalungsaktivitéite fir déi Jonk virgesinn; dréttens, aus engem méi multifonctionnellë Beräich, dee sech am zentralen Tuerm befënnt, an deem kulturell a mënschlech Treffe respektiv Austauscher stattfanne wäerten.

De Pavillon wäert inhaltlech den Haaptakzent op d'Stied an dat harmonescht Liewe leeën, dat duerch den technesche Fortschrëtt a besonnesch d'Kommunikatiounsmëttelen erméiglecht gëtt. D'Informatiounen, déi d'Visiteuren am Pavillon kréien, ginn dofir och haaptsächlech audiovisuell vermëttelt, an dat op Chineesesch an op Franséisch.

Esou wäerten d'Aktivitéite vun den Acteure vun der Lëtzebuerger Wirtschaft d'Geschicht vun de Relatiounen tëschent China a Lëtzebuerg, déi Lëtzebuerger Entwécklungshëllef an Asien an a China an d'Roll vu Lëtzebuerg an de Relatiounen tëschent China an der Europäescher Unioun mat Bléck op den Traité vu Schengen virgestallt ginn. Dës Zeenographie ass allerdéngs nach net definitiv festgehalen a kann am Laf vun de kommende Méint nach verännert ginn.

Här President, d'Konstruktioun an d'Finanzéierung vum lëtzebuergesche Pavillon wäert vun engem wirtschaftlechen Interessegrupp, dee sech Luxembourg@Expo-Shanghai2010 nennt, iwwerholl ginn an an deem de lëtzebuergesche Stat dee gréisste Bäitrag leeschte wäert.

Niewent dem lëtzebuergesche Stat sinn ArcelorMittal, d'Cargolux, d'Chambre de Commerce an d'SES Member vun dësem Interessegrupp, dee sengerzäit vun engem Generalkommissär wäert geleet ginn. Den Interessegrupp wäert ënner anerem fir d'Konstruktioun, d'Exploitatioun, d'Animatioun an d'Koordinatioun vum lëtzebuergesche Pavillon zoustänneg sinn, woubäi awer ze bemierken ass, datt de lëtzebuergesche Stat déi integral Käschte vum Bau vum Pavillon iwwerhëlt, an déi aner Membere vum Interessegrupp sech ënner anerem un de Fonctionnementskäschte vum Pavillon bedeelege wäerten.

ArcelorMittal wäert awer och de Stol fir de Pavillon liwweren, an d'Cargolux sech ëm den Transport vun deem ganze Material këmmeren. D'Gesamtkäschte fir d'Konzeptioun an d'Konstruktioun vum lëtzebuergesche Pavillon ginn op insgesamt 8.920.000 Euro geschat. Eng Schätzung, déi um Bauindex 666,12 vum 1. Abrëll 2008 baséiert.

D'Referenz op de lëtzebuergesche Bauindex war am ursprünglechen Text net virgesinn, well dëst d'Gesamtkäschte vun der Entwécklung vu chineesesche Baupräisser ofhängeg gemaach huet, wat de Statsrot awer als ze vill riskant emfonnt huet an dofir mat enger Opposition formelle gedroht huet. D'Bautekommissioun huet de Bedenken du vum Statsrot Rechnung gedroen an d'Formuléierungspropos vun der héijer Kierperschaft ugeholl a gläichzäiteg awer nach en Amendement ugeholl, dee preziséiert, datt d'Gesamtzomm vun 8.920.000 Euro sech op eng Konversioun an déi chineesesch Währung baséiere soll.

De Statsrot huet an engem Avis complémentaire säin Accord zu dësem Zousaz ginn. Déi héich Kierperschaft ënnerstëtzt dann och ganz kloer an hirem Avis d'Initiativ vun der Regierung, fir e Pavillon fir d'Weltausstellung zu Schanghai ze bauen.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och d'Chambre des Métiers erkläre sech och d'accord mat dësem Projet. Si weisen awer drop hin, datt eng regelméisseg an och transparent Kontabilitéit vun dësem Groupement d'intérêt économique soll geliwwert ginn. Eppes, wat den designéierte Kommissär an där Commission jointe, den Här Goebbels, als richteg emfonnt huet an och kee Problem dra gesäit, fir d'Chamber heiriwwer ze informéieren, wann dat verlaangt gëtt. Doriwwer eraus huet hien och versprach, der Chamber en detailléierten Ofschlossbericht virzeleeën.

D'Chambre des Métiers hirersäits plädéiert derfir, datt och Lëtzebuerger Betriber aus der Alimentatioun bereet wieren a sech eng Freed géifen doraus maachen, fir un der Réussite gastronomique vun dësem Pavillon matzemaachen.

Esou vill, Här President, vu menger Säit. Fir weider architektonesch, konzeptuell an technesch Detailer vum lëtzebuergesche Pavillon op der Weltausstellung verweisen

ech op de Projet an och op de schréftleche Rapport.

Dëse Projet hat eng gewëssen Urgence. Lëtzebuerg ass eent vun den éischte Länner, déi d'Genehmegung hunn, fir ze bauen. Mir wäerten dësen Zäitvirdeel dann och ze notze wëssen. Ech - a mat mir, denken ech, Dir alleguer - hoffen, datt dëse Projet zu engem Succès fir d'Lëtzebuerger Land gëtt, fir iwwert dëse Wee eise Stellewäert an der Welt weider ausbauen a festegen ze kënnen.

Erlaabt mer nach zum Schluss Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Merci och all deenen, déi um Ausschaffe vun dësem Projet bedeelegt waren. Dat wier et gewiescht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci fir seng Ausféierungen. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem Rapporteur Lucien Clement Merci ze soe fir de schréftlechen an och elo virgedroene mëndleche Rapport.

Et ass gesot ginn, am Joer 2010 fënnt d'Weltausstellung zu Schanghai a China statt an doru wëllt onst Land sech erëm eng Kéier bedeelegen. Wéi ech dës puer Zeile geschriwwen hunn, si mer e puer Gedanken duerch de Kapp gaangen aus menger fréierer Zäit als Professer.

Ech hat d'Chance, zu Sevilla, Lissabon an Hannover derbäi ze sinn; mat derbäi waren awer och meng Studenten. Ech hu mir d'Fotoen aus där Zäit ugesinn an hunn déi begeeschtert Gesiichter vun de jonke Leit ugekuckt. Fir si waren déi Ausstellungen „d'Fënster vun der Welt". Notamment Madrid war deemools eng ganz schéin Ausstellung.

An den Ae vun der CSV - an de Rapporteur huet et elo grad gesot - stellt dës Weltausstellung eng Chance duer, well sech do vill Mënsche begéine während enger kuerzer Zäit. Doriwwer eraus kënne mir awer och een Androck hannerloossen iwwer ons Kraaft an ons Fäegkeeten, déi mir um Weltplang wëlle spillen.

Grad elo, wou mer déi déif gräifend Finanz- a Wirtschaftskris erleiden, ass et wichteg, dass mir ons opstellen, fir der Welt ze weisen, wat mir alles hunn a wat mir och kënnen, well een dervun ausgoe muss, dass d'Relance am nächste Joer liicht wäert unzéien an et wichteg ass, datt mer 2010 derbäi sinn, wann zu Schanghai d'Wierfelen nei gerëselt ginn.

Grad am pazifesche Raum, wou ronn 50% vun der Weltbevölkerung lieft a konsuméiert, ass et gutt derbäi ze sinn.

De Rapporteur ass a sengen Ausféierunge schonn op déi sougenannten „introvertéiert Architektur" vum Pavillon agaangen. Ech ginn doriwwer ewech.

Vläicht awer nach eng Kéier datselwecht gesot, wat de Lucien Clement gesot huet: Wann een den Exposé des motifs liest, dann iwwersetzen d'Chineese Lëtzebuerg mat „Lusenbao". Dat heescht fir si Forteresse a Bësch. Interessant!

A wann een onse Pavillon kuckt, gesäit een effektiv, dass mer eng Forteresse, eng Buerg hu mat vill Grénges. Dat kënnt och vläicht dohier, well d'Chineese gesinn hunn, dass eist Land mat 34% Bësch besat ass.

Ee Punkt nach derzou. Et ass vun de chineeseschen Autoritéite festgehale ginn, dass um Enn vun der Weltausstellung d'Pavillonen all ofgerappt musse ginn. Dat heescht, och onse muss ofgebaut ginn. Et liicht an, dass et kengem am Dram afält, de Stol, den Aluminium, d'Holz erëm heem zréckzebréngen, schonn eleng wéinst de Käschten net. Mä derniewent muss een awer gesinn, dass déi erstallte Programmer vun der Software derwäert sinn erëm zréckbruecht ze ginn.

Op der Weltausstellung sollen dem Visiteur duerch eng ganz Rei vu sensoriellen Entdeckungen, dat heescht iwwert déi fënnef Sënnesorganer, Informatioune vermëttelt ginn. D'Proposition scénographique, wéi mer se virgestallt kritt hunn, beschreift déi Iwwerleeungen.

Ganz speziell ass d'Manéier, wéi dem Visiteur onst Land presentéiert gëtt. De Visiteur kritt iwwert de Wee vum Geroch, de Geräischer, dem Kucken Ablécker an onst Land. A well d'SES derbäi ass, ass et jo logesch, dass déi Lëtzebuerg aus der Siicht vu 36.000 km erof zoomen. Mat Hëllef vun enger 250°-Visioun kritt de Visiteur eng ganz Rei Ablécker iwwert d'Geographie vun onsem Land.

Ech hu gesot, iwwert déi fënnef Sënnesorganer kritt de Visiteur eist Land méi no bruecht. Dat ka sinn iwwert de Ruff vun engem Vull hei am Land, de Geroch vun onser ländlecher Géigend oder dem Upake vum Minettsbuedem. Och eenzel Bamzorten, Déieren a Planze gi virgestallt.

An dann awer e leschte Punkt: Doriwwer eraus ginn och Dokumenter a Form vun DVDen, Videoshowen, Biller iwwert de kulturellen an touristesche Patrimoine virgestallt. A well dat jo alles hei am Land héich Produktiounskäschten erbréngt, wëll ech proposéieren, dass een déi Saachen erëm zréckbréngt, fir spéiderhin onser Jugend dat ze weisen.

Ech denken, dass et sënnvoll wier, all déi Ënnerlagen, soufern se mat der Ëmwelt ze dinn hunn, an dem Schlass vu Schëndels ënnerzebréngen. Firwat zu Schëndels? Ma well mer grad amgaange sinn, d'Réserve naturelle vum Mamerdall opzestellen.

Niewent Huelmes soll och d'Schëndelser Schlass als e Lieu de rencontre fir eis Jugend am Beräich vun der Ëmwelt dingen. Hei sollen si dann déi Saachen, déi mer der grousser Welt zu Schanghai weisen, och gewisen kréien.

Deemno wierkt déi Weltausstellung iwwert den Horizont 2010 weider an onse Schoulen, notamment iwwert d'Schlass vu Schëndels.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen ech den Accord mat vun der CSV a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Participatioun vu Lëtzebuerg op der Weltausstellung zu Schanghai ass d'Fortsetzung vun enger laanger Traditioun vun engem klenge Land, fir am Concert vun de groussen Natiounen op sech opmierksam ze maachen. Mir liewen an enger faszinéierender Zäit, an där mer duerch déi modern Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien d'Welt mat all hiren Innovatioune 24 Stonnen op 24 heem an d'Stuff bruecht kréien.

Et muss ee sech also d'Fro stellen, ob et fir ee klengt Land nach wierklech opportun ass, fir bei enger Weltausstellung matzemaachen. Fir déi eng ass esou eng Expo eng iwwerflësseg Protzveranstaltung, fir déi aner eng eenzegaarteg Chance, Lëtzebuerg mat all sengen Atouten a Stäerkten an der Welt ze presentéieren.

Mir kënne weisen, datt d'Technik eng déngend Funktioun huet. Mir kënnen eisen Know-how a puncto Qualitéitsusproch an der Stolproduktioun weisen. Mir wëllen awer net nëmme Produkter weisen, mä och Léisungen. Mir kënnen op eis performant Déngschtleeschtunge beim Giddertransport hiweisen. Mir wëlle weisen, datt mer zu Lëtzebuerg Architekten hunn, déi Ästhetik a Funktionalitéit optimal verbannen oder awer, datt mer a puncto Ëmwelttechnik eppes ze bidden hunn.

Net nëmmen de Contenant, mä och de Contenu setzt op Prinzipië vun enger nohalteger Notzung. Dat gefält eis an der Demokratescher Partei.

Et ass eng exzellent Geleeënheet, fir op d'Aktivitéite vun de lëtzebuergeschen ekonomeschen Acteuren hinzeweisen, awer och fir déi virbildlech Entwécklungs- a Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg am asiatesche Raum ze presentéieren.

All Participatioun op enger Weltausstellung ass selbstverständlech och eng groussaarteg Plattform fir Publicitéit fir déi Lëtzebuerger Tourismusbranche ze maachen.

Här President, erlaabt mer dem Architekt ausdrécklech fir säi gelongene Projet ze félicitéieren. Et ass ee Projet, deen den Zilsetzunge vun enger nohalteger Planung voll a ganz gerecht gëtt. De Motto „small is beautiful too" gëtt dem Thema vun „meilleure ville, meilleure vie" ausserdeem mat alle Funktionalitéite gerecht. Et ass kee protzege Pavillon an awer en „eye catcher", dee säin Zweck erfëllt.

Här President, déi gréissten Opmierksamkeet kritt bei esou Projeten nawell ëmmer gären de Käschtepunkt. An dësem Fall beinhalt dësen Aspekt dann och eng Rei vun ongewéinlechen Onsécherheetsfacteuren. Am Gesamtkäschtepunkt vun 8,9 Milliounen Euro fanne mer Reserven an Imprévuë fir 20% am Total. Wa mer a China bauen, si mer an engem aneren Ëmfeld wéi hei zu Lëtzebuerg. „Vorsicht ist die Mutter der Porzellankiste", heescht et. A Virsiicht ass hei a ville Punkte gebueden.

Éischtens: Bei de chineesesche Planungsbüroen ass et méi schwéier fir eis Statsarchitekten, d'Präisser ze iwwerpréiwen.

Zweetens: Et kann een dovunner ausgoen, datt, wann all Participanten un der Expo komme fir hire Pavillon bauen ze loossen, dann d'Präisser wäerten an d'Luucht goen, an dat ganz einfach nom Prinzip vun der Offer a vun der Demande.

Drëttens: D'Variatiounen, déi duerch de Change vum Euro op déi chineesesch Währung d'Präisser kënnen no uewen oder no ënne variéiere loossen.

A last but not least: Déi méiglech präislech Variatiounen um chineesesche Maart, wat d'Matière première an d'Main-d'œuvre ugeet.

Grad wat dee leschte Punkt ugeet, huet dës Regierung nach grouss Responsabilitéiten ze erfëllen. Et ass jo gewosst, datt a China d'Rechter vun den Aarbechter ganz oft massiv verletzt ginn. Vun Hongerléin iwwer ganz schlecht Aarbechtskonditioune bis hin zur 60-Stonne-Woch fënnt ee quasi alles.

A China gëtt et wuel passabel Gesetzer fir d'Protektioun vun den Aarbechter an de Respekt vun hire Rechter. Allerdéngs hapert et massiv bei der Iwwerwaachung vum Anhale vun dëse Regelen. Willkür a Repressalien, Vetternwirtschaft a Korruptioun, grad och an de Reie vun de KP-Fonctionnairen, droen hiren Deel dozou bäi. Et geet ganz einfach nom Prinzip: „Wo kein Kläger, da kein Richter".

Et ass also um Lëtzebuerger Generalkommissär fir ze kucken an opzepassen, datt elementar Mënscherechter respektéiert bleiwen. Et ass um Lëtzebuerger Generalkommissär fir ze iwwerpréiwen, datt déi Entreprisen, déi um Bau vum Lëtzebuerger Pavillon bedeelegt ginn, d'Rechter vun hiren Aarbechter respektéieren.

Dëst si keng Aufgaben, déi een einfach esou „en passant" kann erleedegen. Et muss ee sech duerfir froen, ob een Europadeputéierten déi néideg Disponibilitéit fir dës an eisen Ae wichteg Missioun huet.

D'Iwwerpréiwung notamment vun den aarbechtsrechtleche Konditiounen um Terrain däerf net zu enger Aart Expo-Tourismus verkommen. Dës Aufgab ass eng Verflichtung fir eist Land, an dat a villen Hisiichten.

Mir kënnen eis et net erlaben, och nëmmen an de Verdacht ze geroden, datt bei der Konstruktioun vun eisem Pavillon Saachen net propper ofgelaf sinn. Mir kënnen eis et net erlaben, datt eis Participatioun un der Expo an ee schiift Liicht geréit, soss brauche mer eis iwwerhaapt net der Weltöffentlechkeet ze presentéieren.

Här President, den 1. November 2007 huet d'Lëtzebuerger Delegatioun zu Schanghai de Contrat de participation ënnerschriwwen. Et gëtt elo also Zäit, d'Gesetz ze stëmmen, fir datt op der Plaz d'Aarbechte kënnen optimal organiséiert ginn, fir datt dëse Projet kann un d'Rulle kommen.

An der Hoffnung, datt deene Punkten, déi ech a menger Interventioun ugefouert hunn, wäert Rechnung gedroe ginn, ginn ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz, ouni awer ze vergiessen, dem Rapporteur Lucien Clement Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut iwwert de Projet de loi 5911 ofstëmmen, stëmme mer engersäits iwwert de Prinzip of, dass Lëtzebuerg un der Weltausstellung 2010 zu Schanghai deelhëlt a bereet ass, dofir eppes manner wéi néng Milliounen Euro auszeginn, an anerersäits och gläichzäiteg iwwert de konkrete Konzept, deen der Chamber presentéiert gouf.

Ech wëll awer fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Clement, en häerzleche Merci soe fir säin detailléierte Rapport, deen esou ausféierlech war, dass em eigentlech näischt méi bäizefüge wier. Trotzdeem wollt ech awer e puer zousätzlech Remarquë maachen.

Zur Architektur selwer wëll ech eigentlech net vill soen; les goûts et les couleurs ne se discutent pas. Mä ech mengen awer soen ze kënnen, dass den Numm vum Architektebüro, deen de Projet realiséiert, fir Qualitéit steet a Referenze genuch huet, fir dass et e flotte Projet ka ginn, mat deem mer och dobaussen eng ganz gutt Impressioun wäerte maachen.

Wat de Prinzip ugeet, kéint ee sech natierlech elo d'Fro stellen, wat et bréngt, Suen an esou e reng representativen Objet ze stiechen, grad an Zäiten, wou munchereen driwwer nodenkt, wou mer an Zukunft kënne Sue spueren.

E Pavillon zu Schanghai zielt an Zäite vun ekonomescher Onsécherheet net onbedéngt fir jiddwereen zu deene ganz grousse Prioritéiten. Mir sinn allerdéngs der Meenung als LSAP-Fraktioun, dass et grad an engem wirtschaftlech schwieregen Ëmfeld wichteg ass, weltwäit präsent ze sinn, op sech opmierksam ze maachen a méiglechst vill Facettë vun eisem Land no baussen ze presentéieren.

D'Weltausstellung vu Schanghai ass dofir eng exzellent Geleeënheet a bitt och dofir eng ganz wonnerbar Plattform. Et ass net nëmmen, mengen ech, eng Saach vun Nationalstolz oder Prestige, fir do derbäi ze sinn.

Et gëtt geschat, dass ëmmerhi 70 Millioune Leit dës Expo wäerte besichen; déi Meescht natierlech aus dem asiatesche Raum, dat läit op der Hand. Ech mengen, eng besser Plaz, fir fir eist Land ze werben, kann ee sech dann och wuel kaum virstellen.

Wat de Projet selwer betrëfft, entsprécht e genau deem, wat mer wirtschaftspolitesch gesinn an deenen nächste Jore wäerte brauchen. Et war eis laang bewosst, dass eis enorm Ofhängegkeet vun der Finanzplaz eis vulnérabel géif maachen, mä nach ni war den Drock, fir ze diversifizéieren an an nei Secteuren ze investéieren, esou grouss. Mat der Universitéit an den Investitiounen an d'Recherche kréie mer eng nei Chance, nieft der Finanzplaz nei Akommesquellen ze entwéckelen.

Mir däerfen awer net nëmmen am stille Kämmerlein dorunner schaffen, mä mir mussen eis Ambitiounen och no baussen droen an no baussen affichéieren. D'Weltausstellung vu Schanghai ass eng ganz gutt Geleeënheet, fir an engem internationalen Ëmfeld ze weisen, dass Lëtzebuerg méi ze bidden huet wéi einfach Investmentfongen. Et ass richteg, dass d'Finanzplaz eis op der Weltbühn e gewëssene Bekanntheetsgrad verschafe wäert, mä mir mussen et fäerdeg bréngen, potenziell Partner dovun ze iwwerzeegen, dass mer och nach aner Qualitéiten hu wéi déi, déi ech genannt hunn.

Ech mengen, de Groupement d'intérêt économique, dee fir d'Gestioun vum Projet zoustänneg ass, vereenegt wëssenschaftlechen an ekonomeschen Know-how, Kompetenz- an Entrepreneursgeescht genuch, fir zu deem Erfolleg ze kommen, deen néideg ass an dee mer eis erwaarden. Mir sinn also op deem Plang ganz gutt opgestallt, fir all eis Atouten anzebréngen an dem Konzept zum Erfolleg ze verhëllefen. An ech mengen och, dass mer vun eiser Säit aus och d'Vertrauen an de Kommissär wäerten hunn, dass deen dat dote wäert realiséieren. Hien huet och déi néideg Explikatiounen zu deenen eventuellen Douten, déi da sollte bestanen hunn, an der Kommissioun oder an der Commission jointe ginn.

E Pavillon op enger Ausstellung, dee sech un der chineesescher Traditioun inspiréiert, dëst mat modernen Technologië kombinéiert a sech ganz dem Thema Liewensqualitéit am urbane Raum an der Nohaltegkeet verschriwwen huet, bitt eis och d'Méiglechkeet, eng aner Facette vu Lëtzebuerg ze weisen, zemools déi Sujeten eis speziell uspriechen. Zu Lëtzebuerg ass de Raum extrem limitéiert a mir brauchen innovativ Konzepter, fir och an Zukunft eng héich Liewensqualitéit fir all eis Bierger ze erhalen. Mir hunn also all Intérêt, fir eis zu Spezialisten ze entwéckelen, wat d'Effizienz am Ëmgank mat den natierleche Ressourcen ugeet.

An dësem Sënn ass et extrem positiv ze bewäerten, dass och d'Uni Lëtzebuerg mat an de Projet agebonnen ass. Mir mussen op allen Niveauen d'Chancen notzen, fir Kontakter ze knäppen tëschent den Entreprisen, mä och um Niveau vun der Recherche. Méi wéi eng Kéier hu mer zu Lëtzebuerg

d'Erfahrung gemaach, dass Chancë sech onerwaart kënnen erginn, a mir hate bis elo ëmmer e gewëssent Talent hei zu Lëtzebuerg, esou Chancen och spontan ze notzen.

Wat elo d'Finanzéierung vum Projet ugeet, hat de Statsrot a sengem éischten Avis Bedenken ugemellt. Et ass scho gesot ginn hei. Et ass natierlech am einfachsten, wa mer e Projet hei zu Lëtzebuerg hunn, deen un de Bauindex gebonnen ass, esou dass d'Chamber sécher ass, dass de Montant, dee se am Kader vum Autorisatiounsgesetz bestëmmt, net einfach esou kann iwwerschratt ginn. Wann een e Projet zu Schanghai realiséiert, gëtt et awer naturgeméiss Facteuren, op déi een net esou en direkten Afloss huet.

Et kann een haut e Projet plangen an et kann een och eng Marge fir gewësse Risike mat aplangen, an dach kann een net ganz sécher sinn, wéi sech ekonomesch Donnéeë wéi Inflatioun, de Change an esou weider am Laf vum nächste Joer entwéckelen. Mir mussen also an dësem Punkt dat hei e bësse méi flexibel ugoen, an ech mengen, de Kolleeg Lucien Clement huet et scho gesot, dass mer do an der Kommissioun och eng Kompromëssléisung fonnt hunn, déi mer ganz éierbar schéngt a mat där och de Statsrot ka liewen.

D'Suerg, de Projet kéint um Enn vläicht de finanzielle Kader sprengen, dee mer am Gesetz festgesat hunn, weit a mengen Aen net esou schwéier, wéi dee positiven Aspekt, dass mer op der Plaz mat lokale Ressourcë bauen. Ganz ofgesinn dovunner, dass dat am Resultat sécher awer och méi bëlleg gëtt, zum Deel och aus deenen Ursaachen, déi schonn hei ugeklonge sinn. E wichtegen Thema vun der Ausstellung ass jo och d'Nohaltegkeet, an do wär et och net ze vertriede gewiescht, fir hei zu Lëtzebuerg e Pavillon virzefäerdegen an deen ëm d'hallef Welt ze transportéieren, fir en zu Schanghai dann opzebauen.

Als LSAP-Fraktioun si mer deemno der Meenung, dass mer hei e wichtege Projet virleien hunn, mat engem kohärente Konzept, mat deem mer ganz sécher de positiven Image vu Lëtzebuerg an der Welt kënne verstäerken, an aus deem sech och konkret deen een oder anere positiven Impakt op eis Ekonomie kann a wäert erginn.

Ech ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schreiner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Effektiv kann ee sech d'Fro stellen: Hu mir et als klengt Land néideg, fir esou vill Suen op enger Ausstellung auszeginn? Mir wëssen, datt an deenen nächste Joren d'Statsfinanze mat Sécherheet wäerte méi knapps ginn. An déi néng Milliounen Euro, ëmmerhin 360 Milliounen aler Lëtzebuerger Frang, dat ass jo net näischt. Mir wëssen, datt mer eng Barrière hu vu 7,5 Milliounen Euro, wou muss e Gesetz gestëmmt ginn. Déi gëtt hei largement iwwerschratt, woufir datt mer dann och haut dee Projet virleien hunn. Mä dat seet awer och, datt hei scho vu Säite vum Lëtzebuerger Stat a vum Steierzueler relativ vill Geld investéiert gëtt.

Eiser Meenung no ass dat eng Prinzipiëfro. Lëtzebuerg versteet sech als e fräit, en onofhängegt Land, wat an der Europäescher Communautéit ass, mä wat awer Wäert op seng Eegestännegkeet leet. Ech mengen, eis Participatioun un der Weltausstellung vu Schanghai soll och dat no baussen dokumentéieren, och wann dat fir e klengt Land selbstverständlech pro Kapp méi eng héich Belaaschtung ass wéi fir e grousst Land.

D'Fro no der Rentabilitéit ass séier gestallt, awer nach laang net esou séier beäntwert. Mir wëssen, datt hei haaptsächlech grouss Firmen d'Träger sinn, déi souwisou vill Kontakter dobaussen hunn, déi sech hir Mäert och siche ginn, sech hir Mäert opbauen. Mir wëssen och, datt d'Welt sech déi lescht Joren enorm verännert huet, datt den Internet haut eng gewalteg grouss Roll spillt, datt een, dee Geschäftskontakter sicht, déi haut iwwer Internet ganz séier fënnt, datt hien duerfir net onbedéngt muss op eng grouss Ausstellung goen.

Trotzdeem si mer der Meenung, datt et derwäert ass, fir un där Ausstellung hei ze participéieren. Et kann ee sech d'Fro stellen: Wa Lëtzebuerg net do wär, géif dat grouss opfalen? Wäre vill Leit, déi do géife ronderëmgoen a soen: Wou ass dann hei de Lëtzebuerger Pavillon? Dee misst dach awer iergendwou hei sinn. Ech weess et net. - Op där anerer Säit, wéi gesot, ass et trotzdeem eng Plattform, besonnesch awer fir méi kleng Entreprisen, fir eisen Tourismus, fir eist Land an engem Wirtschaftsraum, deen amgaang ass opzestriewen, wou ëmmer méi Kafkraaft ass, wou d'Leit e grousse Besoin hu fir ze reesen, fir aner Länner ze besichen, ganz sécher op d'mannst fir eisen Tourismus eng ideal Plattform, fir eis am asiatesche Raum ze presentéieren a fir eist Land ze werben.

Mir sinn och der Meenung, datt et an enger Zäit, wou grouss Onsécherheet ass iwwert déi weider wirtschaftlech Entwécklung, e positiivt Signal ass, datt et e Signal no baussen ass, datt mer dru gleewen, datt et no enger Zäit, wou et sécher schwiereg ass, erëm de Bierg eropgeet, datt mer un eis ekonomesch Zukunft gleewen, datt mer dru gleewen, datt mer och als Land mat eise wirtschaftlechen Aktivitéiten an Zukunft an engem Raum, deen allgemeng ugesi gëtt als deen Zukunftsraum, wat d'wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, präsent sinn an, wéi mer et hoffen, nei Kontakter kënne knäppen.

Ech wëll och nach e puer Wuert zum Pavillon soen. Mir fannen d'Konzept, esou wéi et presentéiert ass, ganz flott. Och vun eiser Säit wierklech Félicitatiounen un den Architektebüro, deen do eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. Et si ronn 30 Ar, dat ass net wéineg, déi do sollen ausstafféiert ginn, wou iwwert dat Konzept d'Identitéit vun eisem Land soll presentéiert ginn. Mir fannen och, datt déi Form, déi gewielt ginn ass mat dem Groupement d'intérêt économique, eng gutt Form ass, an datt dat och ganz sécher fonctionnéiert.

Et ware jo Diskussiounen opkomm iwwert d'Persoun vum Kommissär. Dat ass selbstverständlech an dat soll een och usprieche. Et ass ëmmer delikat, wann een e Politiker, deen och nach aktiv ass, mat esou enger Missioun beoptraagt. Et ass och d'Fro opgeworf ginn, ob dat mat enger Indemnitéit verbonne wär. Et ass eis gesot ginn, et wär net mat enger Indemnitéit verbonnen, mä et wär eng Pauschal, déi fir d'Onkäschte géif bezuelt ginn. Ech wëll dann hei de Wonsch ausdrécken, datt déi Pauschal sech och iergendwéi un de realen Onkäschten, déi domat verbonne sinn, orientéiert.

Dat gesot, wëll ech eisen Accord ginn, trotzdeem datt een e bësse Bedenken huet, well mer wëssen, datt mer a finanziell schwiereg Zäite kommen, 2009 vläicht nach manner, well do Steieren nach aus engem gudde Joer 2008 erakommen, mä 2010 gëtt et ganz sécher scho méi enk. A wa mer gesinn, wéi mer op anere wichtege Punkten hei am Land ganz dacks knécken a streiden ëm e puer Euro, da muss ee soen, et ass trotz allem vill Geld. Mä mir ginn eisen Accord, well mer der Meenung sinn, als fräit, onofhängegt Land solle mer eis Präsenz dobausse weisen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Duerno kritt d'Wuert direkt d'Regierung: den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Ech wëll och villmools Merci soen dem Rapporteur, éischtens, an all de Fraktioune fir hir Ënnerstëtzung. Wéi et ënnerstrach ginn ass vu sämtleche Fraktiounen, ass op där enger Säit déi Präsenz, déi Lëtzebuerg dohannen huet, eng wichteg Präsenz an engem Land mat grousser Zukunft. Op där anerer Säit stelle mer eis hei natierlech och an de Concert vun all eisen Nopeschlänner, vun deenen aneren europäesche Länner, déi do präsent sinn. Net präsent ze sinn am Concert vun deenen aneren, déi all do sinn, wär fir Lëtzebuerg kee gutt Zeeche gewiescht, an duerfir ass et - mengen ech - wichteg, dohannen ze sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat Zweet, wat och gesot ginn ass, dat ass, datt déi Architektur, déi mer gewielt hunn, och probéiert sech unzepassen un dat, wat mer sinn: net protzeg, small but beautiful, an dat ass dat, wat mer wëllen dohannen iwwert dës Architektur weisen. Ech mengen, wann een op jidde Fall d'Pläng gesäit, da kann dat klappen.

Et ass en Onsécherheetsfacteur - dat hutt Der gesot - an dësem Text dran, well d'Bâtiments publics respektiv d'Lëtzebuerger Administratioun net gewinnt ass, zu Schanghai ze bauen. Dat ass esou. Duerfir hu mer eis eng gewësse Marge de manœuvre ginn an och d'Bereetschaft ausgedréckt, a regelméissegen Ofstänn an d'Commission de l'Exécution budgétaire ze kommen, fir Iech um Lafenden ze halen, wou mer dru sinn, wéi mer weiderkommen, an, wa Schwieregkeete géife kommen, wouvun ech net ausginn, wat ech net hoffen, mä wann der géife kommen, Iech och direkt dovunner au courant ze halen.

Eng Fro, déi nach ausgedréckt ginn ass, ass déi vun der Disponibilitéit vum Kommissär. Ech mengen, an där Réunioun, déi d'Travaux-publics-Kommissioun zesumme mat der Wirtschaftskommissioun hat, wou den designéierte Kommissär do war, fir Iech op all déi Froen, déi Dir him wollt stellen, Äntwert ze ginn, hat d'Chamber Geleeënheet, fir Froen ze stellen, an huet och déi Äntwerte kritt. Um Schluss vun der Réunioun hunn ech net gesinn, datt nach onbeäntwert Froen oder onsatisfaisant beäntwert Froen opbliwwe wären.

Ech denken, datt déi Zäit, déi mer elo hunn, an d'Zäit dréckt, fir dee Projet a Realitéit ëmzesetzen, muss benotzt ginn, fir dat, wat mer elo um Plang hunn, dann och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Ech soen all de Fraktiounen nach eng Kéier Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun dem Projet iwwer eise Pavillon.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5911, Här Minister, ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet iwwert d'Coopération interadministrative et judiciaire. De Rapporteur, den honorabelen Här Haupert, kann haut de Moien net bei eis sinn, an duerfir dréit den Här Clement de Rapport vun der Kommissioun vir. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

5. 5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi générale des impôts („Abgabenordnung");

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement *(CSV), en remplacement de* **M. Norbert Haupert** *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och, wéi Dir et scho gemaach hutt, virausschécken, datt dat hei net mäi Rapport ass, mä datt et deen ass vum Kolleeg Norbert Haupert. Hien ass haut net hei, hien ass krank. Ech wëll him dann och vun dëser Plaz aus wënschen, datt hie geschwënn erëm hei ass.

(Interruption)

De Projet, dee mer hei ze stëmmen hunn, huet als Zil, eng besser Kooperatioun tëschent eenzel Verwaltungen a verschiddene Steierverwaltunge mat de Geriichtsinstanzen ze legaliséieren, fir éischtens op nationalem Plang eng besser Aarbecht vun den Administratiounen um Niveau vun der Besteierung ze garantéieren an esou besser de Kampf géint d'Steierhannerzéiung unzegoen; zweetens, déi administrativ Aarbecht vun de Verwaltungen ze vereinfachen; drëttens, déi bürokratesch Aarbecht vum eenzelne Bierger an déi vun de Betriber dann och ze erliichteren.

Déi Zesummenaarbecht soll awer virun allem iwwert de Wee vun engem Austausch vun Informatioune geschéien, am einfachsten iwwer en automatiséierte Procédé mat Hëllef vun enger Interconnexioun vun den Donnéeën. Dat alles awer ënnert der Garantie vun engem sécuriséierten, limitéierten a kontrolléierten Accès op déi friem Datebanken.

Et handelt sech also net ëm en allgemengen Austausch vun Informatiounen, mä nëmmen ëm déi Informatiounen, déi déi eenzel Verwaltunge brauchen, fir hirer Aarbecht gerecht ze ginn.

Verschidden Informatioune kënnen automatesch ausgetosch ginn, anerer kënnen nëmmen op Ufro vun den eenzelne Verwaltunge weidergereecht ginn, an anerer mussen anonymiséiert ginn, ier se un eng Verwaltung weidergeschéckt kënne ginn.

Déi concernéiert Verwaltunge sinn d'Steierverwaltung, den Enregistrement, d'Douane, de Statec, de Ministère des Transports, d'Inspection générale de la Sécurité sociale, de Centre commun de la Sécurité sociale, d'Inspection du Travail et des Mines, de Centre national des prestations familiales, de Fonds national de la solidarité an d'Instances judiciaires.

De Projet legaliséiert och de gemeinsame Contrôle vun der Steierverwaltung an dem Enregistrement engersäits, an dem Enregistrement an der Douane anerersäits. Och d'Aktiounen „Coup de poing", déi op de Chantescher vum Enregistrement zesumme mat der Douane an der ITM duerchgefouert ginn, kréien duerch dëse Projet eng legal Basis.

Fir d'Administratioun vum Enregistrement an den Domäne gesäit de Projet nach eng gesetzlech Verankerung vun der obligatorescher Kommunikatioun vun de Bicher vun de Contribuablë vir, an dat op informateschem Support, wann déi esou gefouert ginn.

Des Weidere gesäit de Projet vir, datt d'Verwaltung en Accès an déi professionell Gebailechkeete vum Betrib kritt, an eng méi streng Amende am Fall vu wëssentlecher Steierhannerzéiung. Fir d'Steierverwaltung gesäit de Projet vir, datt an Zukunft d'Steierkaarte vun der Verwaltung, an net méi vun de Gemengen ausgestallt ginn, esou wéi dat haut schonn de Fall bei de Grenzgänger ass.

De Projet gesäit och vir, datt d'Steierverwaltung eng Besteierung ka virhuelen, sous ré-

serve vun engem spéidere Contrôle. Dat géif der Verwaltung d'Aarbecht bei de klengen Dossieren, wat éischter jo awer Routinedossiere sinn, erliichteren, esou datt se sech méi intensiv mat deene méi groussen a méi wichtegen Dossieren dann och kéint ofginn.

Wat d'Kollaboratioun mat den Instances judiciaires ubelaangt, esou sinn hei nëmmen d'Steierverwaltung an den Enregistrement betraff. Op Ufro vun de Justizautoritéite musse se Informatioune liwweren, déi am Kader vun engem Strofverfahren en matière correctionnelle et criminelle kéinte gebraucht ginn.

Wat d'Kollaboratioun tëschent der Steierverwaltung, dem Enregistrement an dem Centre commun de la Sécurité sociale ubelaangt, esou soll den Austausch vun Informatioune sech op d'Arriéréë beschränken am Fall, wou de Contribuabel bei enger vun deene Verwaltungen a Verzuch ass, wat d'Bezuelen ubelaangt. Dat, fir feststellen ze kënnen, ob eng Assignation en faillite opportun ass oder net.

Och sollen d'Steierverwaltunge bei dem Centre commun den Numm an d'Adress vun engem sengem Patron missen nofroe kënnen, am Fall wou se bei engem Employé Steieren, Taxen, Loyer an esou weider iwwer eng Saisie mussen andreiwe goen.

De Statsrot hat besonnesch Problemer mat der Interconnexioun vun den Donnéeën. Eréischt wéi hien d'Garantie krut, datt den Text vum Projet a Kollaboratioun mat de Responsabele vun der Dateschutzkommissioun opgesat gouf an d'Garantie vun engem limitéierten, sécuriséierten a kontrolléierten Accès gi war, konnt hie seng Oppositioun dann och ophiewen.

D'Cofibu huet de schréftleche Rapport mat Unanimitéit ugeholl a schléit da selbstverständlech och der Chamber vir, fir de Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit.

Ech bréngen dann och nach den Accord zu dësem Projet vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Wëllt nach soss een d'Wuert? Den Här Etgen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, stellvertriedend fir den eigentleche Rapporteur, den Här Norbert Haupert, Merci soe fir säi mëndleche wéi och fir säi kompetente schréftleche Rapport zu dësem dach wichtege Gesetz. Als een, deen 30 Joer op enger vun deene concernéierte Verwaltunge geschafft huet, hätt ech et net kënne besser maachen.

(Interruption)

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt d'Politik sech aus der Manéier, wéi d'Fiskalverwaltungen d'Steierkontroll maachen a géint de Steierbedruch virginn, soll eraushalen. Et ass awer un der Politik, de Kader ze schafen, datt d'Fiskalverwaltungen engem elementare Steierprinzip kënne gerecht ginn, nämlech dem Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger an de Betriber virun de Steieren.

Här President, zënter Jore stelle mer eng schwindend Steiermoral fest. Besonnesch bei der TVA huet sech ee System vun organiséierter Steierhannerzéiung breetgemaach. Duerfir schwätze mer schonn zënter Jorzéngte vun engem besseren Zesummeschaffen an enger intensiver Kollaboratioun tëschent deenen eenzelne Verwaltungen. Am Rapport Krecké vun 1997 gouf souguer vun enger méiglecher Fusioun geschwat. An dësem Rapport gouf och festgehalen, datt d'Fiskalverwaltunge personell ënnerbesat wieren. Geschitt ass awer guer näischt.

D'Zuel vun de Steierflichtegen ass konstant gestiegen. D'Zuel vun de Fraudeuren och, awer an engem méi séiere Rhythmus. D'Zuel vun de Steierbeamten dergéint huet stagnéiert. Eng ëmmer méi komplex Matière huet och mat sech bruecht, datt d'Fraudeure sech op spezifesch Aktiounsfelder spezialiséiert hunn. De President vun der Gewerkschaft vun de Kaderbeamte vun der Steierverwaltung huet och duerfir kierzlech bei hirem Anniversaire gesot, Lëtzebuerg wier ee Steierparadies, net wéinst dem Bankgeheimnis, mä well mer hei zu Lëtzebuerg eng onzefridde stellend a lückenhaft Législatioun hunn an net genuch Fiskalbeamten, fir d'Anhale vun de bestehende Gesetzer ze iwwerpréiwen.

Här President, Dir gesitt, dëst Gesetz setzt fir Lëtzebuerg Meilesteng an der Kooperatioun vu verschiddene Verwaltunge mat engem kloeren a prezise gesetzlechen Dispositiv. Et gouf bis elo keng gesetzlech Basis, fir Informatiounen tëschent de Verwaltungen auszetauschen. Et goufe keng gemeinsam Steierkontrolle vun deenen eenzelne Fiskalverwaltungen, déi op enger legaler Basis berout hunn. Et gouf keng systematesch Informatioun vu festgestallte Fraudë vun enger Verwaltung un déi aner.

Den Austausch vun elektronesche Fichiere mat deene verschiddensten Donnéeë soll et erlaben, gefälscht, verfälscht oder ganz einfach falsch Pièces ze detektéieren. Esou ee systematescht Virgoen hannerléisst beim Steierflichtegen ee kompetenten a seriöen Androck a versprécht eng grouss Effikassitéit. Déi nei gesetzlech Méiglechkeete verlaangen awer och vum Fiskalbeamte vill Fangerspëtzegefill. Mat Recht sinn duerfir Barrièren agebaut ginn, fir Abusen ze vermeiden.

Här President, et gëllt déi ze bekämpfen, déi sech op d'Käschte vun der Kollektivitéit mat Sue vun der Kollektivitéit wëlle beräicheren. Mir hunn et hei mat enger méi sophistiquéierter Kriminalitéit ze dinn. Duerfir sinn ech als een, dee während Joren um Terrain matgewierkt huet, frou, den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Ben Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt effektiv, wéi den Här Etgen et och scho gemaach huet, drun erënneren, dass de 16. Abrëll 1997 den Här Deputéierte Jeannot Krecké am Optrag vum Statsminister a Finanzminister deemools e Rapport iwwert d'Fraude fiscale zu Lëtzebuerg gemaach huet. Dee Rapport ass eigentlech à l'origine vun dësem Projet. Et ass also elo bal zwielef Joer hier, wou mer zu dësem Projet kommen.

Den Här Krecké hat deemools och, wéi den Här Etgen et richtegerweis gesot huet, un d'Fusioun vun deenen zwou Steierverwaltunge geduecht, mä well hie sech awer och geduecht huet, dass een zu Lëtzebuerg éischter méi Verwaltunge géif schafen, wéi manner, huet hien dann no anere Mesurë gekuckt an huet dann zum Beispill déi Mesure vun der Interaktioun vun de Verwaltungen, den Échange vun Informatioun, virgeschloen. Et ass just ze bedaueren, dass dat esou laang gedauert huet.

Endlech kënne mer dat, wat mer am Regierungsprogramm vun 2004 festgehalen hunn, trotzdeem nach an dëser Legislatur stëmmen. Ech si frou doriwwer. D'LSAP wäert dëst selbstverständlech matstëmmen. Ech soen och dem Rapporteur Norbert Haupert Merci fir seng Aarbecht.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Här Minister Luc Frieden kritt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, dëst ass eng wichteg Verwaltungsreform, well se d'Verwaltung méi modern a méi effikass mécht. Dir wësst awer, datt dat net ëmmer einfach ass. Wa jiddwereen eestëmmeg der Meenung wär, mir kéinten eng schnell Verwaltungsreform duerchzéien, da géifen déi Saache méi schnell goen. Mä d'Retissenzen, fir dat ze maachen, si grouss.

Ech wëll Iech iwwregens soen, net nëmmen op der Säit vun de Verwaltungen, mä ganz oft vun deenen och, déi Client vun de Verwaltunge sinn. Duerfir ass dat heiten awer e Schrëtt an eng richteg Richtung, mä ech wëll Iech just d'Schwieregkeeten um Wee dohinner net verstoppen.

Ech soen dat nämlecht och un d'Adress vum Vertrieder vun der DP. All Kéiers dann, wa méi Kontrolle kommen, da gëtt dat interpretéiert als eng Attack op d'Betriber. Ech mengen, datt een och net ka mat der DP d'accord sinn, wann hei gesot gëtt, et wär automatesch eng schlecht Steiermoral bei de Betriber. Et gëtt vereenzelt Betriber, déi net hiren Obligatiounen nokommen. Duerfir muss ee mat geziilte Kontrolle kucken, datt een d'Fraudeuren erwëscht. An enger effikasser Verwaltung misst dat méiglech sinn.

Ech wëll och drun erënneren, datt déi zwou Regierungen, dës an déi virdrun, deenen dräi Finanzverwaltunge vill zousätzlecht Personal ginn hunn. Ech ka mech als Budgetsminister an deenen zéng Joer - wéi gesot, an deenen zwou Koalitiounen - drun erënneren, datt mer Personal opgestockt hunn.

Ech mengen awer och, datt déi nei Technologien - an déi Verwaltunge sinn an deene leschte Joren héich informatiséiert ginn - et och misste méiglech maachen, vläicht och d'Verwaltungsprozesser méi effikass ze maachen an och sécherzestellen, datt een net brauch am Detail all kleng Deklaratioun nozekucken, mä datt ee sech ka konzentréieren op déi grouss Steierzueler a virun allem déi, déi am TVA-Beräich zum Beispill Fraude Carrousel an esou Saache maachen, déi de Lëtzebuerger Stat wéi och d'State ronderëm vill Sue kaschten.

Ech mengen, datt dat hei eng gutt Reform ass, datt et gutt wär, wa mer géifen um Reformwee vun de Verwaltunge virugoen an datt d'Verwaltungen och selwer géife kucken, fir kënnen nach méi effikass hir Aarbecht ze maachen, fir méi schnell kënnen d'Suen anzedreiwen, an d'Steierzueler alleguerten och kéinten a géife vill méi schnell hir Steiere bezuelen.

Ech hu gemierkt, wéi ech deemools e Projet de loi hei déposéiert hunn iwwert d'Lutte géint Failliten, datt deen an der Chamber och hänke bliwwen ass, well do gesot ginn ass: Oh jo, dat do mécht et awer vill méi schwiereg fir d'Betribskultur, fir den Esprit d'entreprendre. Hei si mer e bëssen an der nämlechter Philosophie.

Duerfir wär et gutt, wa mer all zesummen, vläicht och an deem Dossier an an där Kommissioun iwwert d'Kris, géife kucken: Wéi kënne mer sécherstellen, datt d'Steierverwaltungen nach méi effikass ginn, datt mer méi schnell kënnen d'Suen andreiwen an datt jiddwereen och méi schnell op eng effikass Aart a Weis seng Steieren, déi hie muss bezuelen, och géif bezuelen?

Mir hu gëschter d'Steier erofgesat. Dat war eng gutt Moossnam. Also muss een och déi Steieren, déi elo nach méi niddreg sinn, och wëlle bezuelen. Well mat deene Sue kënne mer déi Schoulen, déi Stroossen an déi Schinne bauen, déi mer brauchen.

Ech stellen hei mat grousser Satisfaktioun fest, datt jiddweree fir effikass Steierverwaltungen ass, datt jiddweree fir eng gutt Kooperatioun tëscht de Steierverwaltungen ass, datt jiddwereen der Meenung ass, datt d'Steiermoral eppes Wichteges ass an datt jiddweree muss seng Steiere schnell bezuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Goerens huet d'Wuert nach gefrot.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech froen d'Parole après ministre, well ech si mat Villem d'accord, wat den Här Frieden elo grad gesot huet, mä mat där pauschaler Interpretatioun iwwert dat, wat den Här Etgen gesot huet, sinn ech net d'accord.

Well den Här Etgen wollt am Fong soen: Et sinn eng Partie Leit, déi vläicht Schwieregkeeten hunn, fir hir Steieren zur Zäit ze bezuelen oder déi einfach net wëlle bezuelen. Där gëtt et. Dat wësse mer alleguerten. Soss bräichte mer jo keng Kontroll an de Steierverwaltungen, déi géifen deenen dote Mëssstänn nogoen.

Der DP hir Positioun iwwert d'Steiermoral ass folgend: Wa jiddweree seng Steiere bezuelt, da bezuele mer der alleguer manner. An dat ass dorop, wou mer wëllen higoen. Dat ass méi mëttelstandsfördernd, wéi wa mer hei pauschal Condamnatioune maache vun engem. An dat huet den Här Etgen net gesot. Ech wollt dat hei redresséiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären,…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Da sinn ech mam Här Goerens d'accord.

M. le Président.- …mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5757 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn d'Amendementer zu de Statuter vum FMI. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

6. 5902 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech de Moien de Plëséier hunn Iech hei virzestellen, huet zwee Objektiver. Éischtens geet et ëm d'Aktualisatioun vun den Engagementer vun eisem Land bei der Association internationale de développement an op där anerer Säit ëm eng Approbatioun vun zwee Amendementer beim Statut vum Fonds monétaire international.

Den éischten Amendement wëllt de Pouvoir d'investissement vergréisseren an deen zweeten d'Gouvernance vum Fonds monétaire international reformëieren. Zu Ärer Erënnerung wëll ech nach eng Kéier soen, datt d'Association internationale de développement a sech eng Filial vun der Weltbank ass, déi a sech hir finanziell Ressourcen ënnert der Form vu Prêten an Donen un déi äermste Länner vun der Welt accordéiert.

Déi Kreditter vun der AID generéiere keng Zënsen, a fir kënne vun der Hëllef vun der AID ze profitéieren, dierf d'Akomme pro Awunner vun engem Land net de Plaffong vun 1.065 US-Dollar dépasséieren.

Eist Land wäert de Bäitrag vu 40,27 Milliounen Euro bei der 15. Rekonstitutioun vun de Ressourcë bäisteieren. Dat mécht e Prozentsaz vun 0,19% aus vum Gesamtfinanzement vun der Associatioun an domat leescht Lëtzebuerg dee gréissten Undeel, deen et bis elo geleescht huet.

Zu dëser Kontributioun ass nach ze soen, datt säit der Kreatioun vun der Association internationale de développement Lëtzebuerg am Ganzen 213 Milliounen Dollar zougesteiert huet.

Wéi gëtt elo déi Kontributioun finanzéiert? A sech duerch d'Emissioun vun engem Bon de trésor, deen iwwer e virgenanntene Betrag ausgestallt gëtt.

Här President, wat elo d'Statute vum Fonds monétaire international ugeet, ass virgesinn, datt par rapport zu senger Gouvernance de System vun de Quotes-parts wäert reajustéiert ginn.

Hei geet et op där enger Säit drëm, fir dem gewuessene wirtschaftlechen Dynamismus vun de sougenanntene Pays émergents besser Rechnung ze droen, an op där anerer Säit den Entwécklungslänner, déi sech ënnerrepresentéiert fillen, méi Gewiicht ze ginn.

D'Reform, déi mer heimat gutthalen, huet a sech dräi Objektiver: Éischtens soll méi Rechnung gedroe gi vun de wirtschaftleche Realitéite vun de Memberstaten. An dat huet dann och als Konsequenz, datt den aktuelle Berechnungssystem vun de Quotes-parts reforméiert gëtt. Zweetens soll eng nei Methodologie d'Situatioun vun der Ënnerrepresentatioun vun den Entwécklungslänner verbesseren, an drëttens soll d'Representatioun vun deenen ärmste Länner vun der Welt an deem Sënn reforméiert ginn, datt si méi Stëmmrechter kréien an datt och hir Representatioun am Conseil verstäerkt gëtt.

Wat sinn dovunner d'Konsequenze fir eist Land? Momentan huet Lëtzebuerg am Ganzen 279,1 Millioun Euro Droits de tirage spéciaux. An dëse Gesamtbetrag soll elo op 418,7 Millioune Rechter erhéicht ginn, esou datt d'Quote-part vun eisem Land erop wäert goe vun 0,131 op 0,176%.

Alles dat kléngt relativ komplizéiert an ass et och. Wat awer wichteg ass, an dat wëll ech hei och nach eng Kéier zréckbehalen, ass, datt d'Quote-part, déi Lëtzebuerg am FMI iwwer seng Zentralbank hält, wäert eropgoen, an domat och d'Gewiicht vun eisem Land an dësem wichtege Gremium.

Dat gesot, géif ech Iech dann och bieden, Är Zoustëmmung dësem wichtege Projet ze ginn, an ech bréngen direkt och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Wa soss kee méi d'Wuert zu dësem Projet ergräift, da géif ech dem honorabelen Här Mosar am Numm vun eis alleguerte Merci soe fir de Rapport vun der Kommissioun a mir kéimen zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5902 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu deenen zwee Projeten iwwert déi Konventiounen tëschent Lëtzebuerg a Montenegro an tëschent Lëtzebuerg an der République de Macédoine. Ass d'Chamber d'accord, wa mer et géife folgendermoosse maachen: Déi zwee Rapporteure géife fir d'éischt exposéieren, a wann dann d'Fraktioune wëlle Stellung huelen, da kënne se dat gemeinsam zu deenen zwee Projete maachen?

(Assentiment)

Gutt. Dann huele mer fir d'éischt de Projet iwwer Mazedonien, wou den honorabelen Här Député-maire vu Wolz, den Här Schneider, Rapporteur ass. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Entschëllegt, Här President: Wéi ee Projet fir d'éischt?

M. le Président.- Dir sidd Rapporteur vun deenen zwee? Dann huelt Mazedonien, de Projet de loi 5768 fir d'éischt.

7. 5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen zu deenen zwee Projets de convention kommen an der Matière vun der Sécurité sociale. Deen éischten, de 5768, deen, dee Lëtzebuerg gemaach huet mat der Republik vu Mazedonien, ass gemaach ginn zu Lëtzebuerg hei den 28. November 2006.

Dëse Projet gouf vun eisem Gesondheets- a Minister vun der Sécurité sociale, dem Här Mars Di Bartolomeo, déposéiert de 4. September 2007. De Statsrot huet säin Avis den 1. Juli 2008 ginn. An der Réunioun vum 9. Oktober 2008 huet d'Gesondheets- an d'Kommissioun vun der Sécurité sociale mech als Rapporteur bestëmmt. Mir hunn den Avis vum Statsrot gekuckt de 27. November an eiser Sitzung an hunn do den 11. Dezember de Rapport unanime ugeholl.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi, dee wéi gesot eng Konventioun ass an der Matière vun der Sécurité sociale, déi Lëtzebuerg mat Mazedonien ofschléisst, wouduerch déi al Konventioun, déi bestanen huet an dësem Beräich vun der Sécurité sociale tëschent Lëtzebuerg an der République fédérative populaire vu Jugoslawien, déi vum 13. Oktober 1954 war, duerch e méi neit, e méi modernt Instrument ersat gëtt?

Dës Konventioun garantéiert also all d'Rechter a Matière vun der sozialer Sécherheet, fir all Persounen, déi souwuel sukzessiv wéi alternativ engem oder deem anere Regime vun de Staten ënnerleien.

Et suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen. Bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten, an et lehnt sech gréisstendeels un un de Règlement communautaire, de 1408/71, dee gutt bekannt ass bei eis, deen iwwert d'Travailleurs migrants.

D'Applikatiounen dervu ginn op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale eran. Et sinn dat d'Assurance maladie, Maternité, d'Assurance accident du travail, awer och d'Maladie professionnelle. Et ass dat d'Assurance pension de vieillesse, d'invalidité et de survie. Et sinn dat d'Prestations de chômage. Et sinn dat d'Prestations familiales. Ausgeschloss dervun ass de Volet vun der Assistance sociale, awer och bei de Prestatioune vun de Victimes de guerre.

Dës Konventioun ass wéi all déi aner Konventiounen net applicabel op a viséiert net d'Assurance dépendance. Betraff dervu sinn all Leit mat kenger Distinctioun vun Nationalitéit, a si begräift sech op d'Persoune selwer souwéi och hir Familljen an hir Survivants. Ageschloss an dës Konventioun sinn och d'Studenten. Ausgeschloss dervunner ass d'Reglementatioun iwwert de Chômage, dee vun engem Land an dat anert ka mat eriwwergeholl ginn, iwwert dee sougenannte Formular E303. Dat spillt hei net. Et huet een also net d'Recht, seng Rechter mat eriwwerzehuelen an 90 Deeg an deem anere Land bezuelt kënnen eng Aarbechtsplaz ze sichen.

De Statsrot huet säin Avis heizou ginn. E war och unanime dermat d'accord an hat weider keng Objektiounen. Ausser engem Wuert dran, wou eigentlech déi generell Législatioun, déi mer ëmmer gebrauche fir ze schwätzen, geännert gouf. Hei gouf geschriwwe vun enger Pension de vieillesse, d'invalidité et de décès. Normalerweis benotze mir den Term vun „survie". Hei gouf en „décès". Mir hunn drop opmierksam gemaach an der Kommissioun a fuerderen d'Regierung op, bei deenen nächste Konventiounen drop opzepassen, datt mer all Kéiers den Term vun „survie" hei solle gebrauchen.

Mir kënnen an dëser Konventioun awer elo de Projet de loi net änneren, well soss misst jo d'Konventioun op béide Säite geännert ginn, esou datt mer also hei den Décès stoen hunn. Mir weisen awer drop hin, datt an deenen nächste Konventiounen dat soll richteggestallt ginn.

D'Kommissioun huet also den Avis vum Statsrot gekuckt, huet och iwwert de Rapport diskutéiert, huet dëse Rapport unanime akzeptéiert, an ech bieden d'Chamber, och am Numm vun der Kommissioun dëse Rapport ze akzeptéieren, dëse Projet de loi ze stëmmen. D'LSAP gëtt op jidde Fall d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

8. 5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Dann datselwecht, Här President, wann Der erlaabt, nach eng Kéier fir de Projet 5885, wou vill Saache sinn, déi sech widderhuelen, well et eigentlech eng selwecht bilateral Konventioun ass, déi mat engem Stat ofgeschloss gëtt. Hei geet et ëm de Projet 5885, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg a Montenegro.

Dëst ass eng Konventioun, déi vum Gesondheets- a Sécurité-sociale-Minister den 29. Mee 2008 déposéiert gouf. De Statsrot huet säin Avis den 11. Juli 2008 ginn. Ech gouf Rapporteur genannt an därselwechter Sitzung erëm den 9. Oktober 2008. A senger Sitzung vum 27. November huet d'Kommissioun d'Avisë vum Statsrot gekuckt, an den 11. Dezember gouf de Rapport unanime akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi? Et ass eigentlech deeselwechten, dee mer virdrun hate mat Mazedonien. Et ass eng Konventioun, déi, wéi gesot, an der Matière vun der Sécurité sociale erëm gemaach ginn ass. Et ass eng, déi hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe gouf den 19. Februar 2008, an déi Konventioun ersetzt déi, déi Lëtzebuerg bis elo mat der Communauté d'États Serbien-Montenegro am Beräich vun der Sécurité sociale hat, déi deemools zu Belgrad ënnerschriwwe gi war de 27. Oktober 2003.

Dës nei bilateral Konventioun ass also virun allem eng Adaptatioun, déi noutwendeg gouf, an dat opgrond vun der Indépendance vu Montenegro. Wat d'Konventioun mat Serbien betrëfft, esou bleift déi al Konventioun, déi zu Belgrad deemools ënnerschriwwe gouf, weider bestoen, fir d'Relatiounen an der Matière Sécurité sociale mat Serbien ze regelen.

D'Matière dovun ass, datt et, wéi gesot, erëm eng Kéier all d'Rechter sinn, déi mer an der Sécurité sociale erëmfannen. D'Basis dovun ass déiselwecht, déi mer an de bilaterale Konventiounen erëmfannen, déi ofgeschloss ginn, an d'Grondbasis ass ëmmer déi vun der Communauté européenne - (CE)1408/71, déi vun de Migratiounen, vun den Travailleurs migrants. Also d'Méiglechkeet, datt jiddweree sech déplacéiere kann an en anert europäescht Land, fir eng Aarbechtsplaz ze sichen.

D'Applikatioun vun dësen eenzelne Champs d'application betrëfft, wéi virauser och gesot, déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale, vun der Assurance maladie, Maternité, iwwert d'Assurance accident bis hin zur Assurance pension vieillesse, d'invalidité et de survie an d'Prestations de chômage souwéi och d'Prestations familiales.

Ausgeschloss sinn alt erëm eng Kéier d'Assistance sociale an d'Prestations aux victimes de guerre. Net abegraff an der Konventioun ass och de Beräich vun der Assurance dépendance. D'Konventioun applizéiert sech op all Persounen, ouni Ënnerscheed vun Nationalitéit, awer och op all Familljememberen an all Membere vu Survivanten, déi do kënne betraff sinn. An et begräift, beinhalt och d'Studenten, déi heimadder mentionnéiert ginn.

An déiselwecht Remarque gëllt, déi ech virauser gemaach hat iwwert d'Mathuele vum Chômage an en anert Land, dat ass och hei net méiglech. Den Avis vum Conseil d'État war hei ganz kuerz, well alles an der Rei war a well de Conseil d'État a senger Integralitéit dësem Projet de loi seng Zoustëmmung ginn huet. Dat huet och d'Chamberskommissioun am Rapport gemaach an dësem Rapport och unanime hir Zoustëmmung ginn.

Ech wëll och, am Numm vun der LSAP, hei eis Zoustëmmung zu dëser bilateraler Konventioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

9. 5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale - (suite)

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif am Numm vun Iech alleguerten dem honorabelen Här Schneider Merci soe fir seng gutt Aarbecht, fir d'Rapporten, déi hien hei am Numm vun der Kommissioun virgeluecht huet, an ech géif Iech proposéieren, dass mer zum Vote kéimen iwwert déi zwou Konventiounen. Mir huele fir d'éischt déi mat Mazedonien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5768 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5768 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da stëmme mer elo of iwwert d'Konventioun mat Montenegro.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5885 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5885 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir si relativ fréi haut de Moien dru mat eisem Ordre du jour. Ech wollt d'Chamber froen, vu dass d'Leit alleguer hei sinn, de Rapporteur hei ass, de Minister hei ass, ob mer net sollten elo mat deem nächste Projet, deem vun de Renten, weiderfueren, da si mer nämlech haut de Mëtteg gegebenenfalls éischter fräi? Wat hält d'Chamber dovunner?

(Interruptions)

Jo, mir fuere bis 12, 12.15 Auer. Mir gi souwisou, mengen ech, de Moien net fäerdeg mat dësem Projet. Ech gesinn, et ass Unanimitéit do. Da komme mer zu dësem Projet, e wichtege Projet iwwert d'Upassung vun de Renten a Pensiounen un de Liewensniveau vun 2007. Den Här Goerens freet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, eisen Orateur mandaté hat de Moien aner Rendez-vousen an hien huet sech virbereet, fir de Mëtteg ze schwätzen, esou wéi et virgesi war.

M. le Président.- Gutt, mir fueren da mam Ordre du jour esou wäit wéi mer kommen, an haut de Mëtteg, wann Ären Orateur dann hei ass, da kënnt hien haut de Mëtteg drun. Mir huelen dann elo de Projet iwwert den Ajustement vun de Renten a Pensiounen direkt op den Ordre du jour. Den honorabelen Député-Maire vu Wolz, den Här Schneider, deen eis haut de Moie méi oft hei beéiert, kritt elo d'Wuert, fir de Rapport iwwert dëse Projet ze maachen.

Ech wëll nach soen, dass hei als Riedner ageschriwwe sinn: déi Häre Spautz, Krieps, Schneider, Braz, Gibéryen a Meyers. Also gesitt Der, datt mer haut de Moien domat net fäerdeg wäerte ginn. Den Här Schneider huet d'Wuert, fir déi zwee Projeten ze presentéieren.

10. 5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;

5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech kann also de Moien dat ofschléissen, wat ech de Mëtteg eigentlech virgesinn hat. Den Här Gesondheetsminister ass jo agetraff, esou datt hien eis och op déi puer Froen, déi zu deene Projeten nach bestinn, entweder de Moien oder de Mëtteg kann äntwerten.

Op eisem Ordre du jour sinn effektiv déi zwee Projets de loi virgesinn, fir zesumme behandelt ze ginn. Ech wollt awer eng kloer Trennung tëschent deenen zwee maachen, well eigentlech den Ajustement vun de Pensioune ganz wéineg ze dinn huet mat deene Modifikatiounen, deenen Ännerungen, déi mer am Gesetz iwwert de Koordinatiounsregime vun de Pensioune maachen. Duerfir géif ech fir d'éischt ufänke mat dem Projet 5941, an ech mengen, och d'Diskussioune misst ee separat doriwwer féieren, well se eigentlech ganz wéineg, ausser verschidde Voletë vum Finanzement eventuell, mateneen ze dinn hunn.

De Projet de loi 5941 ass ee ganz flotten, dee mer kënne virun Enn dës Joers presentéieren. An en Donneschdeg de Moien hu mer nach eng Kéier een, dee sech eigentlech och ëm deeselwechte Volet dréit, dee vun der Adaptatioun vum Mindestloun. Hei ass eben de Moien elo d'Adaptatioun vun de Pensiounen an de Rentes-accident op den Niveau de vie 2007.

Dëse Projet de loi gouf den 21. Oktober 2008 vum Minister Mars Di Bartolomeo déposéiert. An der Réunioun vum 4. Dezember 2008 gouf ech vun der Kommissioun als Rapporteur bestëmmt. Den Avis vum Statsrot ass vun der Kommissioun gekuckt ginn, an de Rapport gouf duerno och unanime vun der Kommissioun akzeptéiert.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass deen, datt, laut Artikel 225 Alinea 4 vum Code de la Sécurité sociale, d'Regierung all zwee Joer préift, ob eng Revisioun vum Facteur d'ajustement vun den Evolutioune vum Niveau moyen vun de Salairen, vun den Traitementer gemaach muss ginn. D'Regierung leet dann all Kéiers der Chamber och en detailléierte Rapport derbäi, deen Der och an Ärem Document parlementaire erëmfonnt hutt.

Säit 1995 remplacéiert dësen Indicateur unique och déi zwee Indicateuren, déi virdru bestanen hunn, deen ee fir d'Pensiounen, deen anere fir de Mindestloun. Zënter 1995 ersetze mer déi duerch een Indicateur, deen also souwuel d'Pensiounen adaptéiert wéi och de Mindestloun, dee mer wéi gesot muer wäerten diskutéieren, zréckkommend vläicht awer nach eng Kéier op dat lescht Gesetz, dat mer an dësem Kader haten, d'Gesetz vum 22. Dezember 2006, do wou mer d'Pensiounen adaptéiert hunn op de reellen Niveau vun de Salairen op d'Joer 2005 - do wou mer also gekuckt hunn, wéi d'Evolutioun 2004, 2005 gewiescht war, an do hu mer iwwert d'Gesetz 2006 wéi gesot déi Erhéijung gemaach.

Mir haten awer dunn dertëschent - an dat soll och nach eng Kéier hei rappeléiert ginn, well mer jo hei och zréckkommen op de System, wéi en ëmmer bestanen huet - am Kader vun dem Avis vum Comité de coordination tripartite vum 28. Abrëll 2006 festgehalen, datt déi Adaptatioun, déi eigentlech hätt misse stattfanne vun de Pensiounen an de Rentes-accident ëm 1,9%, net direkt zesummen ausbezuelt géif ginn, mä datt déi an Etappe stattfanne géif: eng Kéier 1% op den 1. Juli 2007, an déi aner 0,9% op den 1. Juli 2008, esou datt mer dunn déi 1,9% also verdeelt haten iwwert déi dote Period. Wat also eng vun de Konsequenze war vun de Beschlëss vun der Tripartite.

Ech mengen, et muss een och hei nach eng Kéier ernimmen, datt mer eigentlech elo erëm zréckkommen op dee Modell, wéi en ëmmer bestanen huet. Déi 2%, op déi ech herno wäert kommen, spillen dës Kéier direkt ab 1. Januar fir jiddwer Pensionär.

Den deemolege Facteur d'ajustement ass jo deemools eropgaange gewiescht vun 1,327 op 1,352, an ass duerno, wéi ech gesot hunn, ab 1. Juli nach eng Kéier gehéicht gi vun 1,327 op 1,340, esou wéi en dann och den 1. Juli 2008 applizéiert gouf.

De Moment ass also komm, fir erëm eng Kéier eng Adaptatioun ze maache vun dem Niveau de vie op 2007, a wéi gesot dann d'Pensiounen an d'Rentes-accident unzepassen op den 1. Januar 2009.

Am Tableau, deen Der hannendruleien hutt, hutt Der gesinn, datt effektiv den Niveau vun de Salairë par rapport zum Niveau de vie eng Differenz opweist vu plus ou moins 2%, dat op d'Jore gekuckt vun 2006 op 2007 hin. Dat huet bedéngt, datt de Facteur d'ajustement eropgeet vun 1,352 op 1,379, an dat vum 1. Januar 2009 un.

Ech mengen, dat ass eng gutt Saach, déi hei gemaach gëtt, well effektiv mer hei d'Renten erhéije wäerten ëm 2% vum 1. Januar un, also och méi Kafkraaft gi fir d'Leit dobaussen a virun allem d'Rentner, déi gréisstendeels och nach kleng Renten hunn, fir hei kënne wierklech méi am Portmonni ze hunn, wa se am nächste Joer mussen hir Chargë bezuelen, hir Taxe bezuelen an alles dat, wat an der Tëschenzäit méi deier gouf. An der Tëschenzäit ass et amgaang erëm erofzegoen, mä si hunn op jidde Fall och méi am Portmonni, fir kënnen auszeginn. Ech mengen, jiddwerengem deet dat an dëser e bësse méi ongewësser Zäit gutt.

Wat bedeit dat elo eigentlech säitens vun dem Geld, dat muss hiergeholl ginn, fir dësen Ajustement ze maachen?

Dat bedeit éischtens fir den Exercice 2009 51,7 Milliounen Euro supplementare Coût, deen hei spillt, deen direkt finanziell supportéiert gëtt vun der Assurance pension, wou mer och gesinn hunn, datt déi néideg Fongen do sinn, fir dat kënnen ze maachen.

Wat d'Rente-accident betrëfft, esou läit dëse Coût do bei 2,6 Milliounen Euro. Festgehale gouf och, wéi et ëmmer war, datt och d'Pensioune vun de Fonctionnaires d'État wäerten an d'Luucht goen. Hei beleeft sech de Coût op 8,4 Milliounen Euro.

Wat hunn déi eenzel Chamberen zu dësem Ajustement vun de Pensiounen an der Assurance accident gesot?

Also eng Kéier huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'Iddi vun engem jährlechen Nokucke vun deem Ajustementsfacteur opgehäit. An op där anerer Säit huet virun allem d'Chambre des Employés privés ganz einfach bemierkt, datt et gutt wier, datt effektiv de Pouvoir d'achat géif erhéicht ginn och vun de Pensionsempfänger.

De Conseil d'État u sech huet weider keng Remarquen am Kader vun dësem Projet de loi gemaach an duerfir och säin Avis positif zu dësem Projet de loi ofginn, esou wéi dat iwwregens och an eiser Kommissioun war, wou mer unanime dëse Projet gestëmmt hunn. An ech géif och vun dëser Plaz aus elo schonn d'Zoustëmmung vun der LSAP, der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, gi fir dësen an eisen Aen och sozial ganz wichtege Projet, deen hei gemaach gëtt.

Zu deem zweete Projet, Här President, wann Der erlaabt, ginn ech dann direkt iwwer, obwuel en direkt wéi gesot näischt mam Ajustement vun de Pensiounen ze dinn huet. Et ass de Projet 5839 iwwert d'Adaptatioune vun der Koordinatioun vun de Pensiounsregimer.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Hei géif ech och eng Kéier kuerz d'Procédure législative erklären. Hei war och den Dépôt vum zoustännege Minister den 1. Februar 2008. Regierungsamendementer, op déi ech och spéider wäert agoen, goufen dunn eng Kéier gemaach den 23. August 2008. Als Rapporteur gouf ech den 11. Dezember bestëmmt. Do hu mer och dësen Avis an der Kommissioun diskutéiert an duerno och dann de Rapport unanime ugeholl.

Wat ass elo den Objet vun dësem virun allem ganz technesche Projet, dee mer hei virleien hunn?

En adaptéiert e Koordinatiounsgesetz iwwert déi legal Pensiounsregimer a modifizéiert verschidden Dispositioune vun de generellen an de spezielle Pensiounsregimer - fir et emol kuerz ze soen. Dat si Modifikatiounen, déi virun allem néideg gi si bei der praktescher Ëmsetzung vun deenen eenzelne Gesetzer.

Wat sinn am Detail dës Modifikatiounen?

Ech hu probéiert, fir lech déi alleguerten esou kuerz wéi méiglech ze faassen an esou verständlech wéi méiglech eriwwerzeginn. Déi technesch Detailer fannt Der souwuel am Projet de loi wéi och am Rapport erëm.

D'Modifikatioune sinn - éischtens - d'Integratioun vum Pensiounsfong vun der Banque centrale vu Lëtzebuerg an deen interne Koordinatiounssystem. Dat, fir engersäits déi praktesch Schwieregkeeten ze behiewen, déi festgestallt goufe bei der alldeeglecher Gestioun vun dëse Fonge vun der BCL, an anerersäits fir d'Finanztransferten, déi mussen organiséiert ginn tëschent de Pensiounsfonge vun der BCL an deenen anere Pensiounsorganismen. Dat, wann zum Beispill e Statsbeamten oder e Salarié bei d'BCL kënnt oder vun der BCL fort géif goen. Et ass dat déi éischt Modifikatioun, déi gemaach ginn ass.

Déi zweet Modifikatioun ass déi vun den Transfertë vun de Rechter vun den Agente vun den Europäesche Communautéiten. Hei ass d'Modifikatioun virun allem, fir d'Délaie vum Rachat vun de Pensiounsrechter méi flexibel ze maachen, déi e Beamte sech ugëeegent huet während Beschäftegungsperioden, déi viru senger Titularisatioun bei engem internationalen Organismus stattfonnt hunn.

Drëttens, den Transfert vun de Rechter vun den Agenten vum Generalsekretariat vum Benelux. Hei gëtt d'Reprise vun de Rechter duerch de Lëtzebuerger Regime organiséiert, wann den Agent beim Generalsekretariat vum Benelux fortgeet.

Dat Véiert ass de Punkt vu Mise en compte vun de spezielle Majorations professionnelles. Hei gi virun allem Ongerechtegkeete redresséiert, déi bestinn, wann en Invalidepensiounsempfänger erëm eng berufflech Aktivitéit ophëlt, déi him d'Recht op eng Pensioun géif opmaachen.

Fënneftens, de Prinzip vun der leschter Pensiounskeess. Dëse Prinzip gëtt virun allem op verschidde speziell Fäll erweidert.

Da koumen derniewent awer am Kader vun dësem Projet de loi Amendementer, déi säitens der Regierung eragereecht goufen an déi sech virun allem op véier Voletë bezunn hunn, a bei deenen et och wichteg ass, mengen ech, datt mer se elo stëmmen an applizéieren nach virum 31. Dezember.

Éischtens geet et ëm verschidden Adaptatiounen, déi noutwendeg gi sinn am Kader vun der Schafung vun engem Statut unique, dee mer virun enger Zäit hei an der Chamber votéiert hunn.

Zweetens sinn et Adaptatiounen, déi noutwendeg goufen no der Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun géint Lëtzebuerg duerch d'Netapplizéieren oder d'Applizéiere vun der Residenzklausel.

Drëttens dann awer och d'Adaptatioun nom Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 7. Abrëll 2006 iwwert de Forfait d'éducation.

Véiertens ee méi en technesche Volet, d'Verlängerunge vum Mandat vun de Membere vun den Associations d'assurance contre les accidents, déi à terme kommen den 31. Dezember vun dësem Joer an déi verlängert ginn ëm ee Joer bis den 31. Dezember 2009. An dat an Erwaardung hi vun der Reform vun der Assurance accident, déi de Moment en cours ass a wou déi dote Fro dann och wäert mat geregelt ginn.

Bei den Avisë si virun allem dräi Remarquen, déi erauskomm sinn:

Éischtens, d'Pensiounskeess vun de Privatbeamten huet constatéiert, datt de Projet de loi net all d'Cas-de-figurë géif virgesinn, déi effektiv hei beim Fortgoe respektiv Komme bei d'BCL kéinten entstoen. Mir hunn dat och an der Kommissioun diskutéiert, kruten dunn awer Garantië säitens de Membere vun der Regierung, datt dat doten awer an der Praxis kéint geregelt ginn an och legislativ genuch Spillraum do wier, fir dat heite kënnen unzepaken.

Déi zweet Remarque ass komm vun der Chambre de Travail, wat déi nei Dispositioun iwwert d'berufflech Aktivitéit fir d'Assurance ze komplettéieren ugeet. Dat kéint op kee Fall de Règlement grand-ducal vum 5. Mee 1999 iwwert d'Assurance continue substituéieren.

Drëttens weist sech de Statsrot retizent wat d'Kreatioun vun der Schafung vun engem zousätzleche Pensiounsfong fir d'BCL betrëfft, wou hien eigentlech seet, datt erëm en neie Fong géif geschaf ginn. Och virun allem wéinst enger Transparence administrative wier hien eigentlech net ganz frou mat esou enger Schafung. E gëtt dann awer säin Accord zu dësem Projet de loi.

D'Kommissioun huet an hiren Diskussiounen niewent enger Rei techneschen Échangen, déi mer haten, virun allem op eng Fro higewisen. De Minister huet eis versprach - an hien ass jo och präsent de Moien -, datt hien eis déi néideg Informatiounen an Zuele géif liwweren. Dat am Kontext vun den Änderungen, déi gemaach ginn am Kader vum Forfait d'éducation, där sougenannter Mammerent also. Do waart d'Kommissioun, datt mer eigentlech d'Zuele géife kréien, wat dës Implikatiounen, dës Modifikatioune géife bedeite vun den Zuele respektiv vum Ausbezuelen an och dem Coût, wat de Forfait d'éducation betrëfft. Mir waarden also do als Kommissioun gespaant op d'Aussoen an op d'Zuelen, déi de Minister eis wäert am Débat elo liwweren.

D'Kommissioun, wéi gesot, huet dëse Rapport unanime ugeholl an hir Zoustëmmung ginn. Ech géif dann och als Vertrieder vun der LSAP, der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei,…

(Interruption)

…dësem Projet de loi d'Zoustëmmung ginn an lech och alleguerte bieden, dësem wichtege Projet, virun allem technescher Natur, Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wat maache mer nom 1. Januar mat der Aarbechterpartei?

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Romain Schneider huet gesot, et misst een déi zwee Projete vuneneen trennen. Dofir wäert ech och elo just zum Ajustement schwätzen an duerno mäi Kolleeg, de Paul-Henri Meyers, zu deem anere Volet vum Projet, fir dass och do keng Vermëschung soll virkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen awer och dem Rapporteur, dem Romain Schneider, Merci fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Esou wéi de Rapporteur et och gesot huet, ass et déi gesetzlech Basis vum Ajustement, den Artikel 225 vum Code des assurances sociales, dee Folgendes virgesäit, fir dass den Ajustement kann erfollegen:

d'Obligatioun vun der Regierung, fir all zwee Joer e Rapport ze presentéieren iwwert d'Lounentwécklung, souwuel am private wéi och am öffentlechen Déngscht; zweetens, och ze kucken der Chamber dann e Projet de loi virzeleeën, fir all deenen Entwécklungen an deem, wat festgestallt ginn ass, Rechnung ze droen, an an deem Projet ëm x% dat unzepassen, wat an der Lounentwécklung feelt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Upassung vun de Pensiounen a Renten un d'Entwécklung vum indexberengegte Loun huet als Zil, genau wéi och d'Upassung vum Mindestloun un déiselwecht Entwécklung, fir d'Kafkraaft vun de Pensionéierten a Rentner ze erhalen.

Kolleeginnen a Kolleegen, zënter 1995 gëtt och dofir ee gemeinsamen Indicateur benotzt, fir déi Entwécklung vun den indexberengegte Léin ze moossen, deen déi zwee virdrun existéierend Indicateure remplacéiert, an dat fir een Auserneendrifte vun den Indicateuren ze verhënneren. Deen Indicateur weist fir d'Joren 2006 an 2007 eng Entwécklung vun 2%. Dës Entwécklung ass awer net déiselwecht an alle Lounschichten.

Den Tableau op der Säit 5 vum Rapport vun der Regierung weist, dass et zwëschent deenen niddregsten an deenen héchste Léin Ënnerscheeder gëtt. Mir gesinn do, dass an der ënneschter Kategorie d'Léin ëm 1,7% an an der ieweschter Kategorie ëm 2,8% an d'Luucht gaange sinn. An de Joren 2004 an 2005 war deen Ënnerscheed nach méi grouss. Do war et 1,2 géint 3,2% an der ieweschter Kategorie.

Wat wëll ech lech domadder soen?

D'Lounentwécklung zu Lëtzebuerg - an net nëmmen hei - géif fundamental auserneendriften, wa mir net regelméisseg Effortë géife maachen, fir iwwer esou Instrumenter wéi den Index an och d'Upassung vum Mindestloun dës Entwécklung ze reguléiere fir déi Kategorië vu Léin, déi soss net mat der allgemenger Entwécklung kéinte mathalen. Mä dat wär also éischter e Plädoyer, fir et beim Mindestloun ze halen. Dat wäert de Kolleeg Marcel Glesener muer maachen. Mä just fir ze soen: Wa mer et net géife fäerdeg bréngen, regelméisseg Ajustementer ze maachen a regelméisseg den Index unzepassen, géif d'Lounschéier ëmmer méi wäit auserneegoen.

Ouni Upassung vun de Pensiounen a Renten, also dem Ajustement an der Indexéierung, géifen eis Pensionéiert lues mä sécher d'Kafkraaft verléieren. An der jëtzeger Situatioun wär dat fatal. Et ass eis Flicht, hei am Land d'soziaalt Geflecht beieneen ze halen. An dofir brauche mir dës Instrumenter.

Déi Pensionéiert si fréier Salariéen an hu matgehollef, déi aktuell gutt Situatioun vun de Pensiounskeesen opzebauen. Et sinn hir Cotisatiounen, déi och haut zum Deel an de Reserven hir Friichten droen. Si hunn e Recht, en Deel vun dëse Friichten ze plécken.

Beim leschten Ajustement 2006 hate mir heibannen eng aner Diskussioun. Éischtmoleg gouf do den Ajustement gesplitt an d'Échéancë verréckelt; an dat getrei dem Tripartiteaccord. Mäi Fraktiounskolleeg Paul-Henri Meyers huet deemools hei op der Tribün gesot: Et kann ee fir d'Zukunft iwwert d'Renten an d'Pensiounen diskutéieren, mä wann een den Accord ginn huet am Kader vun der Tripartite, wéi et hei de Fall war, da muss ee sech och un deen Accord halen, wann ee wëllt glafwierdeg bleiwen a wann een als seriöe Partner och fir d'Zukunft wëllt unerkannt sinn. Doropshin huet och d'Chamber deemools heibanne festgehalen, fir d'Échéancen ze réckelen.

Dëst gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Rentner hunn op den 1.1.2007 op hiren direkten Ajustement verzicht gehat. Si hu gewaart bis den 1.7.2007 an hunn dunn nëmmen en Deel och nach ausbezuelt kritt, op de Rescht hu si gewaart bis den 1.7.2008. Domadder hu si hiren Obolus am Kader vun den Tripartiteaccorde geleescht an däerfen elo dervun ausgoen, wa mir dat elo stëmmen, op den 1.1.2009 hir wuelverdéngten 2% op hirer Pensioun respektiv Rent bäizekréien.

Ech wëll awer och soen, dass d'CSV, d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, zum Instrument vun den Ajustementer steet. Dat bedeit, dass den nächste Rendez-vous hei an der Chamber, fir iwwert den Ajustement ze schwätzen, an zwee Joer ass, an dat am Dezember 2010.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

Une voix.- Et ass gutt, dass Der dann net méi derbäi sidd.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Am Numm vun der gréngер Fraktioun wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir seng zwee schrëftlech Rapporten an och déi zwee mëndlech Rapporten, déi hien an engem verbonnen huet. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt déi zwee Projeten a wäert se och alle béid stëmmen.

Wat mer haut maachen, ass d'Applikatioun vun engem bestehende Gesetz. Et ass keen neie politesche Moment. Et ass d'Weiderféierung vun engem Gesetz an d'Weiderféierung an d'Applikatioun vun den Tripartiteaccorde vum Abrëll 2006, opgrond vun deene mer jo de Rentenajustement vum 1. Januar 2007 reportéiert haten; en Deel, 1%, op den 1. Juli 2007, an en aneren Deel op den 1. Juli vun 2008, ëm 0,9%.

Elo si mer erëm am normale Rhythmus vum Gesetz. D'Lounentwécklung läit op de Referenzjore bei 2%. Esou dass mer de Rentefacteur vun 1,352 op 1,379 upassen op den 1. Januar 2009, wat de Rentebezéier am Land eng Augmentatioun vun hirer Pensioun, och ëm déi 2%, wäert besuergen. Esou gesäit d'Gesetz et vir. Esou weist de Rapport et aus, deen am Gesetz virgesinn ass. Duerfir wäerte mer och haut zu Recht déi Augmentatioun stëmmen, déi fir d'Keese mat 51,7 Milliounе fir 2009 zu Buch wäert schloen.

Et ass am Fong fir d'lescht, wou mer fir dës Legislatur eis mat dëse Froe beschäftegen, fir déi puer Méint, déi nach verbleiwen. Et ass och vläicht d'Geleeënheet, fir e ganz kuerze Bilan just ze zéie vun deem, wat am Rentewiesen an dëser Mandatsperiod geschitt ass; am Fong wëlle mir awer soen, net geschitt ass.

Mir hu vum Minister viru kuerzem an enger Pressekonferenz nach eng Kéier rappeléiert kritt, dass d'Entwécklung vun de Reserven an de Keese positiv ass. Dat heescht, trotz der ekonomescher Kris, déi mer elo kennen, déi ufänkt och hir Auswierkungen ze hunn an déi och op d'Pensiounskeese wäert am Laf vun 2009 en Impakt hunn, si mer am Moment nach ëmmer, och wat d'Reserven an de Keese betrëfft, eigentlech an engem positiven Trend op de Jore '07 an '08, mä mir wäerten 2009 och do sécher d'Konsequenze kënnen nogesinn, déi op anere Politikfelder elo schonn erkennbar sinn.

Dat ännert awer eiser Meenung no näischt drun, dass, wann ee wëllt déi dräi Enjeuen, ëm déi et eigentlech geet, bei de Pensiounskeese respektéieren, een hätt missen déi lescht Jore méi maachen a méi wäitsiichteg eppes ënnerhuelen. Déi dräi Enjeue sinn…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir sidd also der Meenung, dass mer den Ajustement net solle maachen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech sinn der Meenung, dass mer den Ajustement solle maachen, Här Di Bartolomeo.

Fir Är ongestallte Fro ze beäntwerten, wann Der eng Minutt Gedold hutt, ass dat och geschitt.

Et gëtt also dräi Enjeuen. Den éischten Enjeu ass dee vun der Gerechtegkeet am Pensiounssystem. Do si mer zu Lëtzebuerg an de leschte Jore gutt Stécker weiderkomm, duerch déi Reformen, déi geschitt sinn am kontributiven an am deemools net kontributive Beräich, awer och…

(Interruption)

Neen, et ass well et eng Majoritéit an der Chamber gouf; dat sinn der méi wéi nëmme fënnef.

(Interruption)

Do sinn also Reforme geschitt, déi mat Gerechtegkeet ze dinn hunn.

(Interruption)

Dach, déi waren derbäi a si bleiwen derbäi.

(Interruption)

Dach, si bleiwen derbäi! Si sinn derbäi a si bleiwen derbäi.

Dass mer also déi Reforme maachen, déi noutwendeg ware fir d'Gerechtegkeet am System, mä virun allem awer och, dass mer mat den Hongerrente lues a lues duerch eng Abberzuel vu vläicht méi klenge punktuelle Reformen et fäerdeg bruecht hunn, do e System haut opgebaut ze hunn, deen deem Kritär, ech wëll net soen zu 100%, awer gréisstendeels entsprécht, dat ass e positive Punkt.

Déi zwee aner Enjeuen, do si mer eiser Meenung no déi lescht Joren net schrecklech vill weiderkomm. Dat eent ass d'Stéchwuert vun der laangfristeger Ofsécherung vum Rentesystem an dat Zweet ass d'Stéchwuert vun der Individualiséierung vun de Renterechter, de Splitting, wat jo vum Minister senger Säit ëmmer als Virstuf dovunner erkläert ginn ass.

Et ass wouer, dass d'Keesen am Moment gutt gefëllt sinn, dass mer eng gutt Ausgankssituatioun hunn. An et ass och duerfir wou mer bemängelen, dass mer eis an de leschte Joren net méi seriö an net méi intensiv beschäftegt hu mat der laangfristeger Ofsécherung vum Rentesystem, deen opbaut op e Generatiounevertrag, dee mir ausdrécklech ënnerstëtzen als gréng Fraktioun. Mir stinn zum Umlageverfahren. Dat ass eiser Meenung no dee richtege System an dee wëlle mer och gäre bäibehalen.

Fir dee Generatiounevertrag bäizebehalen, muss een awer net nëmmen déi aktuell Generatioun vu Rentebezéier oder déi, déi scho laang am Beruffsliewe sinn, vun deem Generatiounevertrag iwwerzeegt kréien. Et muss een och déi am Generatiounevertrag kënne behalen, déi am Moment nach net dra sinn, déi elo nach deelweis an d'Schoul ginn, déi eréischt dohinner kommen, datt se e Bestanddeel gi vun deem Generatiounevertrag.

Et ass duerfir eiser Meenung no wichteg, dass mer déi rout Luuchten, déi vun der Inspection générale de la sécurité sociale ugemaach ginn, beuechten, déi eis soen, dass mer à terme, wa mer net reagéieren à législation constante, en extrem optimistesche wirtschaftlechen Entwécklungszeenario brauchen, fir kënnen och am Horizont 2030 keng Schwieregkeeten ze kréien.

Am Rentewiese mécht een d'Reforme léiwer laangfristeg ausgeluecht. Dat ass en Tanker, deen nëmme laanggezunne Kéiere kann huelen an deen Zäit brauch fir déi Kéieren ze huelen. Duerfir si mer der Meenung, dass, wann ee wëllt d'Umlageverfahren an de Generatiounevertrag bäibehalen - an dat ass eis Meenung als gréng Fraktioun-, da soll ee sech fréi genuch mat där doter Fro beschäftegen an déi rout Luuchten, déi déi zoustänneg Beamten engem umaachen, och eescht huelen a probéieren déi Reformen ze maachen, déi sech elo, wou d'Keese gutt gefëllt sinn, mat Sécherheet besser maachen, wéi wa mer eng Kéier an eng Situatioun erageroden, wou mer méi laang wirtschaftlech Schwieregkeeten hunn a wou mer da bei der Finanzcapacitéit vum Stat Schwieregkeete kréien.

Well dat ass dat, Här Minister, wat Dir bei Ärer Pressekonferenz net genuch ënnersträicht, wann Dir sot…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Däerf ech lech eng Fro stellen, Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Kënnt Der lech erënneren,...

M. le Président.- Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- ...dass beim Ofschloss vum Rentendësch déi Limite festgehale ginn ass, wéini dass ee misst reagéiere bei dem Rééquilibrage vun eise Rentesystemer? Kënnt Der lech drun erënneren, wéi déi rout Luucht do definiért ginn ass? Kënnt Der lech drun erënneren?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech ka mech drun erënneren, Här Minister. Mä dee Reproche, dee mir lech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wëll lech just soen, dass déi rout Luucht sengerzäit sollt ugoen, wann d'Reserv bei 1,5-mol d'Joresausgaben ukomm wär.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Do si mer eis eens. Bei iwwer 3…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wësst Der, wéi vill dass déi Reserv am Moment ass?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt et jo nach eng Kéier d'lescht...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- 3,5-mol! An Dir hutt déi Konklusioune vum Rentendësch mat ënnerschriwwen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat heescht, mir sinn elo zwou Joresausgaben ewech vun deem Zäitpunkt, wou de Rentendësch sengerzäit gemengt huet, mir misste reagéieren. An dee Rentendësch, dat ass den Dësch vun alle Leit hei an der Chamber gewiescht, mat Ausnahm vun enger Stëmm.

Sidd Der elo anerer Meenung, dass dat net méi gëllt, wat Der beim Rentendësch ënnerschriwwen hutt?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, mir sinn nach ëmmer därselwechter Meenung.

(Interruption)

M. le Président.- Här Braz, wann Der net wëllt op d'Fro vum Här Minister äntwerten, Dir musst net. Den Här Minister huet net gefrot, ob en lech eng Fro dierft stellen.

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mat Ärer Erlaabnis, Här President, considéréieren ech dat och als eng Fro an ech géif gären drop äntwerten.

Selbstverständlech, an DÉI GRÉNG hunn net nëmmen dat doten an Erënnerung. Mir hunn och de Virschlag gemaach vun engem Rentendësch 2, deen Der an enger anerer Form organiséiert hutt wéi dat, wat DÉI GRÉNG proposéiert hunn.

Well dat richtegt Liewen ass weidergaangen an dat, wat ech Iech wollt soen, Här Minister, dat ass: De Virworf, dee mer Iech maachen, well deen Optimismus, deen Der ausstrahlt op där doter Fro, gëtt jo och net vu jiddwerengem gedeelt. Och net an Ärer Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wëll Iech just soen, dass d'Situatioun haut vun de Renteregimer...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Kommt mir féiere keng…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- ...wäitaus besser ass wéi se war dee Moment, wou de Rentendësch gemaach ginn ass. An där Situatioun, wou de Rentendësch gemaach ginn ass, sinn d'Pensiounsregimer op ee Joer ëm +10% vun den Ausgabe méi belaascht ginn.

Dat heescht, d'Situatioun ass haut wesentlech besser, wéi se beim Rentendësch war, an an där méi schlechter Situatioun…

(Interruption)

…huet d'Chamber bal unanime déi dote Moossname geholl. Also misst d'Chamber mer soen, ech misst eigentlech am Moment ganz berouegt sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, Dir kritt d'Wuert. Ech géif elo wierklech bieden, datt den Här Braz zu Enn schwätze kann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wann den Här Braz mech net méi provozéiert!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Also, Här Minister, ech hu schonn eng Kéier probéiert...

M. le Président.- Den Här Braz féiert säi sachlechen Discours elo weider. Här Braz, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, ech hu schonn eng Kéier probéiert mat Iech mech zu deem Thema ze ënnerhalen hei am Kader vun enger Interpellatioun. Dat ass nach gaangen. Dunn hu mer eis probéiert am Kader vun enger Televisiounsdebatt zu deem doten Thema ze ënnerhalen. Do war et net schwéier Iech ze provozéieren, well Dir waart au quart de tour esou remontéiert, Här Minister, dass et bal net méi méiglech war, mat Iech ze diskutéieren, au point dass d'Leit sech gefrot hunn, ob Der wéilt oflenke vun eppes.

(Interruption)

Neen, Dir musst och kënnen e bëssen nolauschteren. Ech hunn Iech jo och ganz fein a manéierlech nogelauschtert. Ech géif Iech bieden, datselwecht dann haut ze maachen.

(Brouhaha)

Duerfir, Här Minister, Dir hutt deemools schonn et net ganz gutt fäerdeg bruecht nozelauschteren, wat anerer Iech zu deem Dossier wëlle soen. An ech wëll Iech och just rappeléieren, och dat, wat Der elo gemaach hutt, dat do gebetsmühlenaarteg ze widderhuelen, ass scho bal e Credo, nëmmen et kléngt wéi d'Päifen am Bësch, wann Dir et sot. Well an Ärer eegener Regierung si se net all Ärer Meenung, ugefaang bei Ärem Premier, dee selwer op där doter Fro net eng aner Analys mécht um aktuellen Zoustand vun de Keesen; déi deele mir ausdrécklech.

D'Keese sinn an der Rei. De Problem ass just: Wéi ass et mat der laangfristeger Ofsécherung vun de Keesen? An et ass do, wou mer eis ënnerscheeden, well Är Aarbecht an de leschte fënnef Joer doranner bestanen huet ze soen, et bräicht een näischt ze änneren.

Et ass och ee schwieregen Dossier, un deem ee sech d'Fangere ka verbrennen. Et ass net de Mutt, deen Iech wäert charakteriséiere fir déi lescht fënnef Joren an dësem Dossier. Mä et ass awer en Dossier, deen et derwäert ass, eeschthaft unzegoen an Ärer eegener Regierung.

Och de Premier huet do eng aner Analys wéi Dir selwer, déi mir éischter deelen, dass mer wierklech Grond genuch hätten, eis mat där Fro do ze beschäftegen.

Well dat, wat Der net sot, och net op Ärer Pressekonferenz virun enger Woch, wou Der den aktuelle Stand vun de Keese beliicht hutt, dat ass drun ze erënneren, dass en Drëttel vun de Suen an eisem Steiersystem - an dat wëlle mir ausdrécklech bäibehalen - iwwert de Statsbudget, iwwert d'Fiskaliséierung kënnt.

Et kann also net d'Aen zougemaach gi mat Verweis op den aktuellen Zoustand vun de Keesen op der Fro vun der laangfristeger Ofsécherung, well deen Drëttel Fiskaliséierung bedéngt, dass de Stat exzellent fonctionnéiert. Soss kritt e Schwieregkeeten, wann e muss Choixen treffen, wou en dann d'Suen an Zukunft affektéiert, fir nach ëmmer deen enorm héijen Undeel u Participatioun vum Stat kënnen ze assuréieren.

Wann déi Keesen esou gutt gefëllt sinn, dann ass dat esou, well an eisem System een Drëttel vun deem, wat an déi Keese kënnt, iwwert d'Fiskaliséierung kënnt. An dat kënnt Dir net einfach ignoréieren. Mir mussen awer och, wa mer kucken, wat mer elo fir eng Situatioun hunn an der Wirtschaft, kënne sachlech, ouni een ze provozéieren - et geet net ëm Iech, et geet ëm de Rentesystem - driwwer diskutéieren, ob een net elo, wou d'Keese Reformen erlaben, elo, wou mer wëssen, dass d'Zuel vun Ausschëddungen aus de Keesen iwwert déi nächst zwee Jorzéngte wäert steigen, well all déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe komm sinn an de Moment kontribuéieren, auf absehbare Zeit wäerte kippen op déi aner Säit vun deenen, déi Ausschëddunge vun der Keess erwaarden, eppes soll maachen. Doriwwer muss een awer kënnen diskutéieren.

Mir hunn als gréng Fraktioun op där dote Fro an de leschte fënnef Joer bedauerlecherweis null Initiative vun der Regierung gehat. Dat ass e Bilan. Dir waart fënnef Joer laang de Minister,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir sidd an der Oppositioun, da sot mer, wat Dir wëllt maachen. D'Beiträg erhéijen, Leeschtunge kierzen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Egal wat mer maachen, Här Minister, et ass méi wéi Dir, well Dir hutt op deem doten Dossier just duerch eppes geglänzt, duerch Ofwiesenheet an duerch Feigheet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wäert Iech soen, wéi déi Keese sech entwéckelt hunn, an da gesäit een, wéi huel dass dat kléngt, wat Dir sot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- D'Ofsécherung vum Rentesystem hutt Dir net beaflosst. Dir hutt a fënnef Joer och net e Millimeter d'Richtung korrigéiert, fir dat ze garantéieren, wat jiddweree gären hätt, nämlech en Umlageverfahren, deen och vun der nächster Generatioun akzeptéiert gëtt an dee vun der nächster Generatioun weidergefouert gëtt. Wann Äre Premierminister seet, dass dat, wat mer de Moment amgaange sinn ze maachen, e Verbriechen un eise Kanner ass, da misst dat zumindest Iech als Member vu senger Regierung ze denke ginn, mä offensichtlech ass dat net de Fall.

Deen drëtten Enjeu...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir wëllt also d'Renten ofbauen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir wëllen d'Renten ofsécheren. Dir hutt iwwerhaapt näischt gemaach. Fënnef Joer inexistent an deem doten Dossier. A wou Dir genau esou inexistent waart, dat ass an där Fro vun der Individualiséierung a vum Splitting. Do hutt Dir eis jorelaang erklläert, et géif dorëms goen, de Splitting virzezéien, ier mer géifen an d'Individualiséierung vun de Renterechter aklammen.

Elo sot Dir eis, kuerz virum Oflaf vun Ärem Mandat als Sécurité-sociale-Minister, dat géif alles näischt ginn. Mam Resultat, dass elo d'Sous-commission juridique amgaangen ass ze probéieren, am Kader vum Divorcegesetz eng Léisung ze fannen, wou mir skeptesch si fir all Solutioun, déi ausserhalb vum Corps des assurances sociales géif ugestrieft ginn.

Mä Fakt ass awer, dass mer mat deenen zwou Froen do, deenen dräi Enjeuen do - een hate mer scho virdru méi oder wéineger komplett am Grëff -, mä den Enjeu vun der laangfristeger Ofsécherung an den Enjeu vun der Individualiséierung vun de Rechter, wat och e Stéck Rentegerechtegkeet ass a wat och e Stéck laangfristeg Ofsécherung ass vum System, iwwerhaapt net weiderkomm sinn.

Dir hutt eng Rei Saachen ëmmer nees an de Raum gestallt. Fakt ass, an deem wichtegen Dossier ass an de leschte fënnef Joer näischt geschitt, an op dee Bilan brauch dës Regierung net houfreg ze sinn. Iwwregens y compris hire Premier, well et eiser Meenung no och net duergeet ze mahnen. Och hien ass mat responsabel fir dës Dossieren, an ze mahne geet net duer. Resultater hätte misse kommen. Déi Resultater, déi de Generatiounevertrag oprecht halen a laangfristeg ofsécheren.

Ech denken, dass et eigentlech eng Majoritéit, eng ganz breet Majoritéit dofir an dëser Chamber gëtt. Dir hätt also potenziell Ënnerstëtzung op där Fro kënne viraussetzen an erwaarden. Eis Ënnerstëtzung hutt Dir, wann Der bereet sidd, elo, wou d'Kaderbedéngunge vun de Keesen et erlaben, déi punktuell Adaptatiounen ze diskutéieren, déi och deenen, déi elo eréischt an d'Schoul ginn, et erlaben, un dee Generatiounevertrag ze gleewen an eng Generatioun wäit mat ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Mir géifen nach zwee Riedner héieren haut de Moien. Dat wär den Här Jaerling an dann den Här Meyers. Den Här Krieps kéim dann haut de Mëtteg drun, an den Här Gibéryen och, deen huet misse goen, dee konnt net ëmdisponéieren. Da géife mer elo den Här Jaerling lauschteren an dann den Här Meyers, wann den Här Meyers wëllt, oder haut de Mëtteg? Den Här Meyers wëllt. Gutt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer eng Freed fir esou engem Gesetz wéi deem heite seng Zoustëmmung kënnen ze ginn, well et jo awer e Gesetz ass, wat ganz besonnesch vill klenge Leit eng Opbesserung gëtt, a wat och eiser Ekonomie an eise Geschäftsleit dobaussen zeguttkënnt, well déi Suen, déi do erakommen, déi gi meeschtens och hei am Land ausginn.

Mä ech sinn ëmmer traureg, wann ech hei deen aarméilegen Defaitismus héieren, deen hei opbruecht gëtt, wann et ëm d'Opbesserung vun de Pensioune geet. An dann déi aarméileg Litanei, déi ëmmer erëm vun der OECD kënnt, wat mir dann alles misste maachen, fir dass eise Rentesystem kéint ofgeséchert ginn!

Do geet d'Diskussioun net nëmmen ëm d'Héicht vun de Renten, do geet d'Diskussioun och ëm de Rentenalter, do geet d'Diskussioun ëm eise ganze System. Ech fannen dat einfach bedauerlech, dass dat dann och nach ganz oft vu Lëtzebuerger Deputéierten hei répétéiert gëtt, wéi wa mer an enger Situatioun wären, wou mer elo och nach missten higoen an an dëser Situatioun de Rentner Angscht maachen an hinnen Zukunftsaussiichten ausmolen, déi, soe mer emol, net seriö sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll och all déi, déi all Kéiers deen Defaitismus hei priedegen, emol drun erënneren, dass, wa se gären eis Rentekeesen esou rette wëllen, wéi se dat bis elo gemaach hunn, se sech dann awer d'Fro stelle mussen, firwat dass se ëmmer domat d'accord waren, wann an de Rentekeesen erëmgeklaut ginn ass. Dat verstinn ech net!

Op där enger Säit gi se hin a priedegen, dass eis Rentekeese mussen op iergendeng Aart a Weis ofgeséchert ginn, an op där anerer Säit si se awer all Kéiers domat d'accord, wann d'Rentekeese geplëmmt ginn. Dat passt iergendwéi net beieneen. Souguer vu Säite vun deene Gréngen - an ech muss dat nach eng Kéier widderhuelen - sinn och esou Ukënnegunge komm, wéi wann ee spéider, wann eis Situatioun sollt méi schlecht ginn, misst kënnen driwwer nodenken, ob een déi Participatioun vum Stat an eise Rentekeesen net iergendwéi awer kënnt...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, neen, dat ass falsch. Här Jaerling, erlaabt Dir eng Tëschefro?

M. le Président.- Här Jaerling, erlaabt Dir eng Tëschefro? Här Braz, ech wollt den Här Jaerling froen, ob hien eng Tëschefro vun Iech erlaabt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Selbstverständlech, well ech weess jo, wat hie seet.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, Här Jaerling, mir hu jo absolut kee Problem, wa mer op där doter Fro gedeelter Meenung sinn. An Dir kënnt eis och kritiséiere fir alles dat, wat mer soen, mä wann ech gelift, der Fairness halber, kritiséiert eis net fir dat, wat mer net soen.

Mir soen als gréng Fraktioun klipp a kloer: Mir stinn zu där Een-Drëttel-Participatioun vum Stat am Rentewiesen. A well mer gären hätten, dass dat esou bleift, musse mer kënnen iwwer Reformen am Rentewiesen diskutéieren, fir dass dat dote ka garantéiert ginn, dass mer dat kënne fäerdeg bréngen. Dat soe mir. Mir wëllen also, contrairement zu deem, wat Dir eis hei ënnerstellt, dat doten ofsécheren an net a Fro stellen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, ech ënnerstellen Iech näischt, dat ass esou eriwwerkomm,...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dann ass et jo elo gekläert, dann ass et jo elo richteggestallt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Et ass esou eriwwerkomm, wéi ech et...

(Interruptions)

Et ass esou eriwwerkomm, wéi ech et hei gesot hunn, an eng Diskussioun iwwert d'Participatioun vun engem Drëttel vum Stat bei de Renten ass iwwerhaapt net zoulässeg, well deen Drëttel vun der Participatioun vum Stat bei de Rente kënnt dohier - dat hunn ech hei schonns gesot -, déi Participatioun ass erhéicht ginn, well de Stat de Rentekeesen eppes schëlleg war, a wéinst soss guer näischt. Et ass just en Zréckbezuele vun deenen 30 Milliarden, déi deemools vu Statsscholden hei bei de Rentekeesen einfach gestrach gi sinn. Et ass d'Kompensatioun dovun, an dofir kann een net d'accord sinn, dass hei iwwerhaapt emol eng Diskussioun iwwert d'Participatioun vun deem Drëttel vum Stat bei de Rente gefouert gëtt. Dat wollt ech hei soen.

Ech hunn et esou verstanen, wéi Dir et gesot hutt, an ech mengen, et muss een oppassen, a wat fir eng Richtung dass et geet, an et muss een och net alle Recommandatioune vun der OECD hannendrulafen, well déi liewen an anere Sphäre wéi mir. Et ass un eisen Deputéierten, fir hei eise Rentesystem ze verdeedegen. A wann et esou sollt sinn, dass mer eng Kéier Schwieregkeete kréien - dat hunn ech och schonns gesot -, da soll d'national Solidaritéit spillen. D'national Solidaritéit, dat ass jiddwereen, an dat ass net nëmmen d'Diskussioun iwwer eng Participatioun vum Stat.

Da kommen hei ganz aner Diskussiounen op, da musse ganz aner Diskussioune gefouert ginn, well da si mer nämlech net nëmmen an enger Situatioun, wou mer Problemer mat de Renten hunn. Ech mengen, dann hu mer nach ganz aner Problemer hei am Land, an da musse ganz aner Diskussioune gefouert ginn. An déi kënnen nëmme gefouert ginn iwwer eng national Solidaritéit, wou jiddwereen hei am Land betraff ass, an net nëmmen deen een oder deen aneren. Da geet et hei ëm d'Wurscht, an da muss jiddweree säi Bäitrag leeschten.

Dat wollt ech awer hei kloergestallt hunn, a selbstverständlech, egal wéi kleng dass déi Augmentatioun hei elo ass, stëmmen ech se awer.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt soen ech dem Rapporteur Merci fir déi zwee Projeten, deen iwwert den Ajustement, awer och deen, wou d'Koordinatiounsgesetz an nach e puer aner Texter ofgeännert ginn. Wann den Ajustement och ee wichtegt Gesetz ass, wat jiddwereen heibanne vun alle Parteie gesot huet, fannen ech awer och, dass een e puer Wierder iwwert dat zweet Gesetz muss soen, wat vum Rapporteur presentéiert ginn ass a wat méi en techneschen, e bësse méi e komplizéierte Charakter huet, mä awer net manner wichteg ass.

Ech wëll net op eenzel Texter agoen, déi eng Rei juristesch Verbesserunge vun Eenzelfäll bréngen, dat ass méi Technik am Kader vun der Sécurité sociale. Ech wëll allerdéngs dovir warnen, dass ee bei eenzelnen Texter ëmmer erëm versicht, deen een oder anere Fall ze léisen, an domat eventuell duerch den Text selwer nei Härtefäll schaaft. Et muss een ëmmer kucken, och bei deenen Texter do, dass se verständlech bleiwen an dass se generell applikabel sinn op all Fäll, déi sech kënne stellen. Et wier eng schlecht Prozedur, wa mer fir all Härtefall, dee sech géif stellen, wann een esou ka soen, erëm den Text missten änneren.

Dat gesot, wëll ech dann haaptsächlech op dräi Punkte vun deem zweete Gesetz iwwert d'Koordinatioun vun de Regimer agoen, deen also net nëmmen d'Koordinatiounsgesetz ännert, mä och punktuell Ännerungen am Code de la Sécurité sociale virhëlt, an deen ënner anerem och d'Gesetz vun 2002

iwwert de Forfait d'éducation, déi sougenannt Mammerent, op e puer Punkten änner.

Fir d'éischt emol d'Koordinatiounsgesetz. Duerch deen Text, deen elo hei virläit, kann e Sträit tëscht der Banque centrale an de Regimer vun der Sécurité sociale bäigeluecht ginn. Dat war doduerch bedéngt, dass an dem Gesetz iwwert d'Banque centrale, vläicht och am Koordinatiounsgesetz, net virgesi war, dass och d'Banque centrale, déi en eegene Regime huet hei zu Lëtzebuerg, net ënnert d'Koordinatiounsgesetz gefall ass. Dat geschitt elo hei.

Wat heescht dat? Dat heescht, dass an Zukunft Assuréen, déi aus engem anere Regime, sief et deem vun de Beamten, sief et dem Régime général, bei d'Banque centrale schaffe ginn, dass do d'Situatioun vun der Pensiounsversécherung geregelt gëtt, an dass dat, wat se accumuléiert hunn u Cotisatiounen, bei d'Banque centrale kann transferéiert ginn, an ëmgedréint och, wann e Salarié vun der Banque centrale fortgeet, dass dee Moment och dat, wat ugeheeft ginn ass u Beiträg fir säi Regime bei der Banque centrale, och an dee Regime kann transféréiert ginn, wou de Salarié, den Assuré dee Moment higeet.

Dat ass eng gutt Léisung, an dat schléisst och dee Moment e klenge Sträit hei of. Ech mengen, et soll een dat begréissen.

En zweete Punkt betrëfft d'Ofännerunge vun den Artikelen 173 an 174 vum Code de la Sécurité sociale. Et sinn a mengen Aen zwee wichteg Artikelen.

Den 173 gesäit vir, wéi een d'Weiderversécherung ka maachen, wann een aus dem Pensiounsregime erausgeet, an e gëtt komplettéiert duerch en Zousaz, dass och eng Persoun, déi hir berufflech Aktivitéiten erofsetzt, hir Assurance bei der Sécurité sociale ka komplettéieren, fir se op deem Niveau ze halen zu där Zäit, wou se voll geschafft huet. Dat ass eng wesentlech Verbesserung.

Ech wollt allerdéngs hei dem Minister d'Fro stellen: Mat där doter Ännerung ass jo awer ganz sécher net den Alinea 3 vun deem Artikel viséiert, wou virgesinn ass, dass och duerch e Règlement grand-ducal, souguer fir déi Leit, déi voll schaffen, de Pensiounsregime ka komplettéiert ginn?

Déi Fro ass opgeworf gi vun der Chambre de Travail. De Conseil d'État huet sech där Remarque ralliéiert a gesot, et kann awer dann net sinn, dass do iergendeppes geännert gëtt.

Étant donné dass déi Fro bis elo keng Äntwert kritt huet, hätt ech awer gär, Här Minister, dass Dir eis géift bestätegen, dass um Alinea 3 vun dem Artikel 173 näischt an Zukunft geännert gëtt.

Den 174 gesäit vir, dass déi Persounen, déi hir Aktivitéite ganz opginn hunn aus Familljegrënn, e Rachat kënne maache vu Perioden. A mengen Ae stellen deen doten Artikel an och den Artikel 173 eng wichteg Viraussetzung duer, wann et eng Kéier zum Splitting vun de Rechter géif kommen, well wann een dat géif maachen, muss een och de Leit et erlaben, dass se hir Pensiounsperioden an déi Beiträg, déi se bezuelt hunn, kënne komplettéieren an dass se eventuell en Nokaf kënne maachen.

Duerfir stellen, zënter dass déi an den 90er Jore geännert si ginn, déi zwee Artikelen a mengen Aen eng wesentlech Basis duer, och am Kader vun deenen Diskussiounen, déi ëmmer nach gefouert ginn iwwert de Splitting. An et soll ee genee suivéieren, wann déi Artikele geännert ginn…

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Et ass net bei mir, well ech hu keen Handy.

(Interruptions)

M. le Président.- Wa mer endlech esou wäit wieren, dass déi Handyen aus deem Raum hei géifen erausbleiwen, dann hätte mer dee ganzen Zauber net.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Très bien, Här President.

(Interruption)

Et wier gutt fir de Sall an et wier gutt fir d'Leit.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, Här Meyers, fuert elo weider!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Wann also déi zwee Artikelen 173 an 174 vum Code de la Sécurité sociale geännert ginn, muss een dat ëmmer genee suivéieren, dass et och am Sënn ass vun enger Verbesserung an am Sënn vun enger Konsolidatioun vun de Rechter vun den Assuréen.

En drëtte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass deen am Zesummenhang mat dem Forfait d'éducation. Et ass d'Gesetz vun 2002, op Lëtzebuergesch iwwert déi sougenannt Mammerent. Hei ginn e puer Dispositioune geännert. Fir d'éischt emol ginn d'Texter konform gemaach zu den Erfuerdernisse vun der Europäescher Unioun.

Et war kloer vun Ufank un, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, dass déi Prestatiounen am Kader vum Gesetz missten exportéiert ginn. Dat gëtt och elo kloer hei an d'Dispositiounen ageschriwwen.

Eng zweet Dispositioun, déi verbessert gëtt, dat ass déi, dass am Text selwer kloer gesot gëtt, dass de Forfait d'éducation geduecht ass fir déi Persounen, déi sech haaptsächlech ëm d'Erzéiung vun de Kanner këmmeren. Domat gëtt also ausgeschloss, dass deen, dee sech net drëm gekëmmert huet, nodréiglech och nach d'Mammerent kéint froe kommen. Et sinn also nëmmen déi Persounen, déi sech haaptsächlech wierklech och ëm d'Erzéiung gekëmmert hunn, fir déi déi do Prestatioun geduecht war.

Déi drëtt Ännerung betrëfft…

Ech gesinn den Här Minister net méi.

(Interruptions et hilarité)

Drëtte Punkt, et gëtt kloer an den Text dragesat, dass d'Prestatiounen nëmme geschéllt si vum Datum vun der Demande un. Dat war net kloer am Gesetz. Nom Text hätten also retroaktiv Prestatioune kënnen ouni Limitatioun an der Zäit bezuelt ginn, wat ganz sécher net am Intérêt an am Sënn vum Gesetzgeber vun 2002 war.

Déi Prezisioun huet hir Wichtegkeet, besonnesch och fir déi Leit, déi hir Demande spéit maachen. Ech erënneren hei dorun, dass an allen Texter vun der Sécurité sociale esou Dispositiounen dra sinn, allerdéngs ënnert der Form vu Prescriptiounen. D'Recht op déi Prestatioun verjährt net, mä wat verjährt sinn d'Arréragen, dat heescht d'Nobezuelunge réckwierkend an der Zäit, an domat gëtt deen Text hei eigentlech och un aner Texter vun der Sécurité sociale ugepasst.

Ech wëll zum Schluss drun erënneren, dass d'Mammerent e subsidiäre Charakter huet par rapport zu de Bestëmmunge vun der Sécurité sociale. Et ass an et bleift d'Zil, dass hei zu Lëtzebuerg esou vill wéi méiglech Leit, déi täteg sinn, och an dem Doheem, an dem Stot, an der Erzéiung vun de Kanner, och iwwert d'Sécurité sociale an de Genoss vun enger regelrechter Pensioun kënne kommen, an dass een alles muss maachen, fir dass och dat fir d'Zukunft ofgesécher ass.

D'Mammerent war ëmmer nëmme geduecht fir déi, déi sech net konnte versécheren, aus iergendwellech Ursaachen. Et war also geduecht, fir haaptsächlech fir d'Vergaangenheet Léisungen ze sichen. Et muss een also och an d'Zukunft kucken an eventuell kucken, wéi no enger gewëssener Zäit déi Mammerent sech entwéckelt huet.

Duerfir hunn ech och de Minister gefrot: Wéi ass et mat de Statistiken? Wéi huet dat sech entwéckelt? Zu wat huet et geféiert? Wéi vill Prestatioune sinn an d'Ausland verséiert ginn? Kéint dat Problemer bréngen?

An deem Zesummenhang wéilt ech ofschléisse mat enger Fro un den Här Minister. Dat ass déi: D'Mammerent ka bezuelt gi vu 60 Joer un oder wann een eng Pensioun kritt méi fréi. Vu 60 Joer u ka se also och bezuelt ginn - a se gëtt bezuelt - u Leit, déi nach am Aarbechtsverhältnis dra sinn. Kann déi doten Dispositioun vu 60 Joer Schwieregkeete bereeden am Hibléck op d'Ausbezuele vu Mammerenten an d'Ausland, notamment u Frontalieren?

Wann dat de Fall ass, misste mer dann net an deenen nächste Joren eis Gedanke maachen - ech soe just, Gedanke maachen - iwwert déi Limite vun deene 60 Joer a kucken, ob et gerechtfertegt ass, dass Leit, déi nach am Aarbechtsprozess dra sinn, gläichzäiteg och nach eng Mammerent kënnen touchéieren?

Ech mengen net, dass dat ganz am Ufank de Sënn war vun där heiter Dispositioun. Duerfir meng Fro: Gëtt et do Problemer oder gëtt et keng? Wann et keng gëtt, da kënne mer eise Kapp a Rou leeën. Wann et der gëtt, da muss ee sech Gedanke maachen, ob een an Zukunft déi doten Dispositioun eventuell misst änneren.

Dat gesot, wëll ech den Accord bréngen vu menger Partei zu deem heite Gesetz. An ech hoffen och, dass et an där Form, esou wéi d'Kommissioun et gewënscht huet, gestëmmt gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg héiere mer nach déi Häre Krieps a Gibéryen, duerno den Här Minister. Da stëmme mer iwwert d'Projet-de-loien of.

Fir haut de Moien ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.52 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Mercredi, 17 décembre 2008

SÉANCE 21

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;
2. le Code de la Sécurité sociale;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;
5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- *Discussion générale (suite): M. Alexandre Krieps, M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (répond à M. François Bausch, M. Félix Braz, M. Carlo Wagner)*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

2. 5859 - Projet de loi portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;
2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Marco Schank*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ben Fayot, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés des propositions de loi N^os^ 5575 et 5669*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber Matdeelungen ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dervun, dass d'Regierung näischt matzedeelen huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fueren elo weider mat der Diskussioun, déi mer haut de Moien ugefaangen hunn iwwert d'Renten an d'Pensiounen. Et sinn nach zwee Riedner ageschriwwen: den honorabelen Här Krieps an den honorabelen Här Gibéryen. Duerno kënnt d'Regierung. Fir d'éischt huet elo den honorabelen Här Krieps d'Wuert. Ech géif op alle Bänken ëm Opmierksamkeet fir den Här Krieps bieden.

1. 5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;

5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (suite)

Discussion générale (suite)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Dat ass ganz gentil vun Iech. Et deet mer och leed, dass ech de Moien Är Aarbechten opgehalen hunn, mä ech hu misse professionell e puer Bénéficiairë vum Pensiounsajustement betreien, dofir. An déi si ganz frou, dass se elo an dee Genoss kommen.

(Interruption)

Dat sot Dir herno, Här Gibéryen.

2001: 3,1%. 2003: 3,5%.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Elo d'nächst Joer 2%. Et war, wéi mäi Virriedner hei scho gesot hunn, viru Joren eng politesch Décisioun vun der Regierung, fir deen Ajustement ze maachen. Et ass keen Automatismus. An Zäiten natierlech, wou d'Inflatioun an deene Bemoossungsjoren 2006 a '07 iwwer 3% louch, muss een dervun ausgoen, dass dat hei awer schonn e bëssen de Konjunkturabroch zréckspigelt.

De Moien ass hei geschwat gi vu Rentemauer, Rentesplitting. Ech huelen zu deene Problemer haut keng Stellung an doudsécher keng Stellung bis d'Regierung d'Synthees vun deenen Aarbechtsgruppe mécht, déi momentan am Donkelen iergendwéi un deenen Dossiere schaffen. Ech wär och ganz frou, wann déi Pabeiere virun den nächste Wahle kéimen, dass d'Leit sech kënnen determinéieren en fonction vun deene Syntheesen. An haaptsächlech, Här Minister, wär ech frou, wann d'Chamber agebonne géif ginn an déi doten Diskussiounen, an dass dat net ëmmer ausserhalb geet.

Mir hate jo beim leschte Rentenajustement de Fractionnement op zwee Joer erlieft. Dat éischt Joer 2007 am Juli ëm 1%, an dëst Joer am Juli ëm 0,9%. Et kann een net richteg hei vun 13 Méint schwätzen, den 13. Mount, wéi ech dat gëschter héieren hunn. Erënnere mer jo nach eng Kéier drun, dass déi heite Regierung huet missen 2006 an den Tripartitesbeschléss de Bierger 490 Milliounen aus der Täsch huelen. Elo kritt dann d'nächst Joer de Bierger 646 Milliounen erëm. Dat hunn ech elo gelies. Ech weess net, ob dat en 13. Mount ass. Mä d'DP mengt, dass dës Upassung ganz justifiéiert ass; speziell elo.

Mir soen och dem Romain Schneider als Rapporteur Merci fir säin extensive Bericht, an haaptsächlech och fir säin héijen Interessi un dëser Problematik. Dir hutt jo d'Zuele gesinn: 5,17 Milliounen Euro fir d'Privatbeamten, 2,6 fir d'Rentes agricoles accident an 8,4 fir d'Fonctionnairen. Dat ass also schonn eng gewëssen Zomm.

Interessant war natierlech och, dass bei der Caisse de pension vun de Rentes agricoles vun den Accidenter den Deel vum Stat ewechfält an ausschliesslech op d'Pensi ounskeese verlagert gëtt. Dat ass also en neie Moment, genau wéi do och de Ministère vun der Agriculture verschidde Renten iwwerhëlt. Dat ass och vläicht eng Kéier eng Iwwerleeung wäert.

Zu den Avisë vun de Chambres professionnelles wollt ech just een erauspicken. Dat ass dee vun der Chambre de Travail, déi éiweg an hire Fuerderungen drun erënneren, dass dat misst all Joer ajustéiert ginn, amplaz all zwee Joer. Dann hu se natierlech eng Fuerderung, mat där ech perséinlech a meng Partei bestëmmt guer net averstane sinn. Dat ass, dass deen Ajustement soll iwwert d'Voie réglementaire gemaach ginn an net iwwer e Gesetz. Do si mir total géint d'Voie réglementaire. Wann esou Zommen am Spill sinn, gleewen ech, muss d'Chamber hei ëmmer gefrot ginn.

Dat gesot, hoffen ech, dass déi nächst Ajustementer an därselwechter Héicht leie wéi déi heiten. Mä Dir wësst jo all, d'Zäite gi méi schwéier.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit e Merci un de Kolleeg Romain Schneider fir säi Rapport, deen hien hei zu dësen zwee Projets de loi gemaach huet.

De Projet 5941, dat ass deen, deen elo momentan diskutéiert gëtt iwwert den Ajustement vun de Pensiounen an den Unfallrenten. All zwee Joer maache mer deen Exercice hei opgrond vum Artikel 225 vum Code vun der Sécurité sociale. Et ass am Fong net direkt eng Obligatioun, mä et ass eng Obligatioun, datt d'Regierung ee Rapport virleet. Opgrond vun deem Rapport gëtt dann d'Décisioun geholl, ob den Ajustement praktizéiert gëtt oder net.

Et ass esou wéi an aneren Domänen en Usus, datt den Ajustement ëmmer gemaach gëtt. Esou datt mer all zwee Joer deen Exercice hei maachen. Ech fannen et ass och gutt, datt mer deen Exercice heibanne maachen an och heibanne loossen, well mer engersäits awer ëmmer eng Rei vun aktuelle Sujete mat an déi Debatt erabréngen an och, wéi mäi Virriedner elo grad gesot huet, et eng Saach ass, déi jo awer importent Zomme souwuel fir d'Pensiounskeese vum Privatsecteur wéi fir de Statsbudget, fir den öffentleche Secteur, beinhaltet.

De Prinzip ass also, datt mer all zwee Joer deen Exercice hei maachen, fir datt d'Pensiounen da fristgerecht zum 1. Januar duerno kënnen déi Augmentatioun kréien. Mir hu just eng Kéier eng Ausnahm gemaach. Dat war virun zwee Joer d'Gesetz vum 22. Dezember 2006, wou mer opgrond vun den Tripartitesaccorden deen Ajustement, dee fir den 1. Januar 2007 an der Héicht vun 1,9% geschéllt war, fractionnéiert hunn. 1% hu mer den 1. Juli 2007 an 0,9% den 1. Juli 2008 bezuelt.

Hei hunn am Fong d'Pensionären och e Retard kritt vun hirem Ajustement vun engem hallwe respektiv annerhallwem Joer, wou mer der Meenung sinn - a mer waren och duerfir deemools dergéint -, datt dat net richteg war. Et ass deemools d'Diskussioun gewiescht, datt et wier, fir d'Finanze vum Statsbudget an den Équiliber ze bréngen. Mir wëssen awer, datt de Gros vum Ajustement, virun allem wat de Privatsecteur ubelaangt, vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur bezuelt gëtt an et duerfir net eng direkt Répercussioun op de Statsbudget huet. Mat Ausnahm vun dem Ajustement, deen d'Pensiounen aus der Fonction publique betrëfft.

Elo, duerch dësen Ajustement, ginn d'Pensiounen an d'Unfallrenten den 1. Januar 2009 ëm 2% an d'Luucht. Mir hu vum 1. Januar 1999 un en eenheetlechen Ajustement fir de privaten an den öffentleche Secteur. Esou ass et och logesch - an dat war scho virdrun -, fir d'Evolutioun vun der Lounmass ze kucken, déi den Ajustement definéiert, datt do d'Lounevolutioun souwuel aus dem private wéi dem öffentleche Secteur berücksichtegt gëtt, fir dann eben de Faktor ze definéieren, laut deem de Rentenajustement ass.

Dat heiten ass also en eenheetlechen Ajustement fir de privaten an den öffentleche Secteur, wou d'Pensiounen an d'Rente vum 1. Januar un ëm 2% an d'Luucht ginn.

De Käschtepunkt ass hei ernimmt ginn: 51 Millioune fir d'Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur, 2,6 Millioune fir d'Unfallrenten an 8,4 Millioune fir de Statsbudget, wat déi Part ass, déi d'Fonction-publique-s-Pensionären ubelaangt.

Här President, et gëtt ëmmer iwwert d'Reserve geschwat. Mir hunn am Privatsecteur - an do deelen ech d'Meenung vum zoustännege Minister - gutt Reserve mat 9 Milliarden am Ablack, déi am Prinzip ëm 7,8 Milliounen d'Joer klammen. Quitte datt dat Transferte sinn, déi vum Statsbudget eriwwerkommen, well de Stat ebe mat engem Drëttel bei de Cotisatioune participéiert. Mä et ass eben esou, wéi mer eise Pensiounssystem laangfristeg opgebaut hunn, datt mer e staark fiskaliséiert hunn, fir eben op déi dräimol aacht Prozent ze kommen an doduerch eben och kënne Reserven unzeleeën, fir kënne laangfristeg d'Pensiounen ofzesécheren.

Déi Reserven do spigelen 3,5-mol d'Joresdépensen erëm. Dat ass enorm. Am internationale Verglach weess ech net, ob et e Land gëtt, wat nach e bessere Pensiounssystem huet. Wa mer eis Nopeschlänner hei direkt ronderëm kucken, déi schwätzen net vu Joren, déi schwätzen emol net vu Méint. Déi schwätze vu Wochen an heiansdo souguer nëmme vun Deeg, déi hir Reserven aushalen.

De Minister huet an der Finanzkommissioun, wéi mer de Volet Sécurité sociale diskutéiert hunn, am Fong eppes gesot, wat richteg ass, wou se gesot hunn, datt an 20 Joer eis Reserve kéinten op en Enn goen, an da wiere mer am Prinzip an 20 Joer do, wou eis Nopeschlänner haut scho sinn. Et ass keen Zil fir dohinner ze kommen, mä et ass awer eng Realitéit, datt mer Rechnungen opstellen, wou mer eventuell kéinten an 20 Joer hikommen, wou eis Nopeschlänner haut scho sinn. Ech ginn nach méi op déi Reserven do an.

Wichteg ass awer, mengen ech, datt mer un deem Ëmlageverfahren, wat mer hei hunn, festhalen. Gläichzäiteg muss een awer soen, hu mer zu engem gewëssen Deel elo schonn e Kapitaldeckungsverfahren, eben duerch déi grouss Reserven, déi mer hunn, wou mer 3,5-mol d'Joresdépensen ofdecken. Do hu mer also och Gelder, déi mer investéieren, déi mer placéieren. De gréissten Deel vun deene Suen, déi mer hunn, si placéiert.

Mir hunn och festgestallt, datt an deem neie System, wou se placéiert gi sinn - mir hunn et d'lescht Woch beim Budget gesot -, am Fong de Rendement elo méi héich ass vis-à-vis vun deem Placement vu virdrun, wéi et soss de Fall war. Esou datt mer also iwwert dee Wee och eis Reserve kënne weider opstocken, an datt mer duerfir en Ëmlagever-

fahren hunn, wat zu engem gewëssenen Deel och schonn e Kapitaldeckungsverfahren ass.

Ech wëll awer hei och ganz kloer soen, datt, soubal et e bësse kriselt, direkt gesot gëtt: Elo sinn eis Pensiounen net méi sécher! D'Pensioune sinn hei am Land esou sécher wéi néierens aneschters an engem Land. Wa mer zréckkucken, a wann dat sollt stëmmen, wat de Bureau international du travail eis virun enger Rei vu Jore virgerechent huet a wou en een Zeenario opgebaut huet, dee seet, datt mer misste mëttel- oder laangfristeg e Wirtschaftswuesstem vu 4% hunn, ass et esou, datt mer an de leschten zéng Joer eng Moyenne vu 5% haten.

Dat heescht, wa mer och elo emol eng Kéier géifen ee Joer op 0% erofgoen, da wiere mer, bei enger Moyenne op eelef Joer gerechent, nach ëmmer bei enger Duerchschnëttsmoyenne vu 4,5% Wirtschaftswuesstem. Esou datt och bei engem Abroch vun engem oder zwee Joer mer nach ëmmer déi Konditiounen, déi de BIT eis virgeschriwwen huet, géife respektéieren.

Ech géif awer och emol alleguer déi invitéieren, emol zréckkucken ze goen an d'80er an an d'90er Joren. Do hu mer genau déiselwecht Diskussioune gefouert wéi haut. Deemools hu mer och scho gesot: An 20 Joer sinn d'Pensiounskeesen um Enn. Mir hunn dat virun zéng Joer gesot, mir hunn dat virun 20 Joer gesot a mir hunn et viru 25, 30 Joer a viru 40 Joer gesot - d'Madame Colette Flesch confirméiert mer dat -, an trotzdeem ass et ni agetratt. Au contraire, d'Reserve sinn ëmmer méi héich ginn.

Duerfir muss een et also mat Virsiicht genéissen, wann hei ëmmer Leit kommen, déi vun enger Rentemauer schwätzen a soen, mir géife voll do drarennen. D'Realitéit déi lescht 20, 30, 40 Joer huet bewisen, datt dat sech ni verwierklecht huet, wat ëmmer virausgesot ginn ass. Mä dat wëllt awer net heeschen, datt mer eis doriwwer keng Gedanken ze maache brauchen. Mir musse selbstverständlech ëmmer en A op déi Pensiounskeesereserven halen.

Mir hu Sputt dran. Mir hunn ee ganz avantagéise Pensiounssystem, an et gëtt eng Rei vu Méiglechkeeten, wa mer eng Kéier géife gesinn, datt déi Reserven zréckginn, datt een do misst reagéieren. Ech wëll och drun erënneren, datt mer fréier an eisem Gesetz stoen haten, datt d'Pensiounskeese missten e Minimum vun 1,5-mol d'Joresdépensen hunn an e Maximum vun 2,5-mol, bis mer op eemol an déi Situatioun komm sinn, datt d'Reserven iwwert déi 2,5-mol d'Joresdépensen erausgaange sinn a mer am Fong net méi konform zum Gesetz waren.

Mir hätten also zu deem Zäitpunkt missen d'Cotisatioune senken oder d'Leeschtungen héijen, fir erëm ënnert déi 2,5 ze kommen. Mä mir hunn dat eenzeg Richtegt gemaach, mir hunn de Plaffong vun 2,5 aus dem Gesetz erausgeholl, esou datt mer no uewe keng Grenze méi hunn. An haut leie mer bei 3,5-mol d'Joresdépensen, wat d'Pensiounskeesen ubelaangt, wat also och ganz gutt ass.

Ech wëll awer soen, datt och Moossname geholl gi sinn, déi d'Pensiounskeesen entlaaschten. Ech erënneren zum Beispill drun, datt mer virun enger Rei vu Joren d'Bestëmmungen, wat d'Invalidepensiounen ubelaangt, geännert hunn, esou datt d'Invalidepensiounen net méi esou liicht konnten erreecht ginn, wéi dat vläicht virdrun eng Kéier de Fall war. Dat huet natierlech eng positiv Répercussioun op d'Pensiounskeesen.

Ech wëll och drun erënneren, datt déi Bestëmmung, déi mer am Gesetz stoen hunn, datt ee ka mat 57 Joer an d'Pensioun goen, wann ee bis dohinner 40 Joer geschafft a cotiséiert huet, eng Regelung ass, déi wäert mat der Zäit lues a lues ofhuelen, well et normal ass, datt haut déi Jonk méi laang studéiere ginn, iwwert déi 17 Joer eraus, an datt an enger Rei vu Joren et ëmmer manner Leit wäerte ginn, déi mat 57 Joer d'Konditiounen erfëllen, datt se 40 Joer geschafft hunn an da kënnen an d'Pensioun goen. Also och do kënnt en Automatismus dran, eng Evolutioun, déi einfach haut scho Realitéit ass an déi als Konsequenz wäert hunn, datt eis Pensiounskeesen och iwwert dee Wee kënnen entlaascht ginn.

Da wëll ech och soen, datt mer am Fong iwwert de Wee vun de Pensiounskeesen zu engem gewëssenen Deel Wirtschafts- an ech géif souguer soen Aarbechtsmaart- oder Aarbechtsplazepolitik gemaach hunn, well mer zum Beispill d'Préretraite, wou mer jo awer zu engem gewëssenen Deel aus ekonomesche Grënn Aarbechtsplazen ofgebaut hunn, wéi an der Stolindustrie zum Beispill, ech mengen et ass vun 1998 oder '99 un, am Fong ëmgeswitcht hunn, datt dat net méi iwwert de Fonds pour l'emploi bezuelt ginn ass, mä datt dat aus de Pensiounskeese bezuelt ginn ass, datt mer also och am Fong eng Leeschtung aus de Pensiounskeese bezuelt hunn oder nach ëmmer bezuelen, déi net onbedéngt - et kéint ee sech et virstellen - misst vun de Pensiounskeese bezuelt ginn. Mir hunn also scho reagéiert an et ass eng automatesch Evolutioun, wat den Alter vu 57 Joer a 40 Joer geschafft ubelaangt, déi do mat eraspillt.

Wann ech also soen, datt d'Pensiounen, beitragsflichteg oder am Privatsecteur, well déi zwee Rentesystemer, privat an öffentlech, si jo zënter 1999 allen zwee beitragsflichteg, also am Privatsecteur staark Ofsécherungen hunn, gutt Reserven hunn an och laangfristeg finanzéierbar sinn, esou musse mer eis awer Gedanke maachen iwwert deen zweete Volet, dat ass d'Fonction publique. Hei hu mer keng Reserven, hei mussen d'Pensiounen all Joer einfach aus dem Budget eraus bezuelt ginn.

1999, wéi mer den eenheetleche Pensiounsregime hei am Land agefouert hunn, wéi och an der Fonction publique Cotisatiounen hu misse bezuelt ginn, wéi och den eenheetleche Berechnungsmodus an den eenheetlechen Ajustement agefouert gi sinn, wéi mer en neie Regime den 1. Januar 1999 ugefaangen hunn an een Iwwergangsregime fir déi Leit, déi virun 1999 am Secteur public beschäftegt waren, agefouert hunn, ware mir deemools Demandeur, datt een hätt sollen zu deem Zäitpunkt och eng Pensiounskeess fir den öffentleche Secteur aféieren, an zwar fir déi Leit, déi no dem 1. Januar 1999 an d'Fonction publique schaffe gaange sinn.

Dann hätten déi Leit kënnen iwwer 40 Joer - oder 35, 40 Joer, wéi laang se da schaffen - hir Cotisatiounen an eng Pensiounskeess bezuelen. Et hätt een also do kënnen am Prinzip e System vun engem Kapitaldeckungsverfahren opbauen. Mä dat ass net gemaach ginn. Mir hunn dat deemools bedauert a mir bedaueren et och haut.

Mir hunn deemools gesot, datt d'Cotisatioun vun deene Leit, déi nom 1. Januar 1999 an d'Fonction publique komm wieren, an déi Pensiounskeess gaang wier, an och de Stat hätt seng Part, souwuel als Patron wéi als Stat kënne bezuelen - wat jo da keng enorm Zomm op eng Kéier gi wier, well et wier jo nëmme fir déi Leit gewiescht, déi nei agestallt gi wieren, déi doranner bezuelt gi wieren -, an herno wieren d'Leeschtunge bei der Pensioun am ale Regime aus dem Statsbudget bezuelt ginn, an déi Leeschtungen, déi ënnert deen neie Regime falen, déi an der Regel eréischt a 35, 40 Joer géife wierken, déi wiere vun där Pensiounskeess vun der Fonction publique bezuelt ginn.

Mir hunn et bedauert, wéi gesot, datt mer déi Pensiounskeess deemools net geschaf hunn. Do wier wierklech d'Méiglechkeet gewiescht, fir och e Kapitaldeckungsverfahre laangfristeg opzebauen, an et wier och fir déi Leit an der Fonction publique eng Garantie, datt hir Pensioune laangfristeg ofgesécher sinn, woubäi mer wëssen, datt elo dat vu Budgetsjoer zu Budgetsjoer muss finanzéiert ginn, a kee weess, wéi d'Statsfinanzen an den nächste Joren evoluéieren.

Mir hoffe jo alleguer nach dat Bescht. De Finanzement vun deene Pensiounen ass permanent ofhängeg vun den annuellë Budgete vum Stat, esou datt mer alleguerten Intérêt drun hätten, fir eng laangfristeg Ofsécherung vun de Pensiounen an der Fonction publique unzestriewen. Dat wier och am Intérêt vun all deene Leit, a virun allem deene méi jonke Leit an der Fonction publique.

Ech hunn dëser Deeg schonn hei beim Budget gesot, datt mir als ADR d'Iddi vum Rentesplitting opginn hunn. Mir hate se och iwwer all déi Joren an de Wahlprogramme stoen. Mir gesinn awer an, an ech menge jiddwereen, deen objektiv a fair ass, muss agesinn, datt mer do op kee gréngen Zweig kommen.

Et ass esou, datt mer dat alleguer fein ëmmer an eis Wahlprogrammen - iwwer Jorzéngte kann ee bal soen - geschriwwen hunn, awer d'Realitéit huet bewisen, an och d'Etüden hu gewisen, datt dee System net gangbar an net machbar ass, datt mer méi Ongerechtegkeeten a méi Sträit a vill méi Hongerrenten doduerch géife schafen, wéi et elo am Ableck de Fall ass.

Et ass esou, datt mer sollen an eng Richtung goen, wou mer d'Individualiséierung an der Carrière géifen ustriewen, an zwar a priori - an do ass jo de Problem - fir déi Fraen, déi doheem bleiwen, fir d'Hausaarbecht oder d'Erzéiungsaarbecht ze maachen, fir datt déi och iwwert dee Wee misste kënnen eng Carrière opbauen.

Mir hu viru Joren d'Mammerent agefouert, wat een Deel vun deem System ass, a wou mer och bei der Aféierung vun där Mammerent verlaangt hunn, datt de Stat déi hätt sollen a Form vu Cotisatioun an d'Pensiounskeesen abezuelen. Da wier et e verbréiftend Recht gewiescht vun deene Fraen, vun deene Mammen, datt se eng Cotisatioun op hiren Numm hätten, wou se dann, wa se spéiderhi schaffe ginn, och kéinte soen, datt dat Jore vun hirer Carrière, vun hirer Versécherung waren.

Därselwechter Meenung si mer - ech wëll dat hei nach eng Kéier ernimmen, well et fir eis enorm wichteg ass -, wa mer d'Chèques-services elo wëllen aféieren, datt déi och misste kënnen ausbezuelt ginn un déi Mammen oder Pappen, mä an der Regel sinn et Mammen, déi doheem d'Hausaarbecht an d'Erzéiungsaarbecht maachen. Dat wier eng Unerkennung fir déi Leit, an et géif och pensiounsméisseg hir Carrière weider ausbauen, ofsécheren, an et géif ënnert dem Strëch de Stat och méi bëlleg ginn.

Wa mer an déi Structures d'accueil ginn, ob dat Maisons relais oder Crèchë sinn, da kascht eng Plaz de Stat am Prinzip 1.500 Euro de Mount Frais de fonctionnement, wann dat ofgezunn ass, wat d'Eltere fir de Placement vun hire Kanner bezuelen. D'Allgemengheet muss also 1.500 Euro de Mount Frais de fonctionnement opbréngen, ouni d'Investitiounskäschte mat ze berücksichtegen, déi an déi Strukture mussen investéiert ginn. Wa mer also higinn a mir ginn deene Mammen, déi doheem d'Erzéiungsaarbecht maachen, deeselwechte Chèqueservice, dee mer deenen anere Leit ginn, da spuert de Stat ënnert dem Strëch ganz vill, well hie brauch jo fir déi keng Plazen a Maisons relais oder Strukturen ze schafen.

Déi Leit kréien eng Unerkennung fir déi wichteg Aarbecht, déi se doheem maachen, an déi Leit kënnen dann, dat soe mir, mat där Cotisatioun, et kann ee souguer eng Obligatioun doraus maachen, sech fräiwëlleg an hirer Pensiounskeess weiderversécheren a sech doduerch selwer eng Pensiounscarrière schafen. Et schéngt eis also äusserst wichteg ze sinn, datt mer ab eisen nächsten Iwwerleeungen dorunner denken.

Mir sinn der Meenung, datt een net kann, och bei de Chèques-services, no engem regelrechte Géisskaneprinzip virgoen, well mir fannen et net richteg, datt mer och Familljen, déi vläicht zéng oder 15 oder nach méi dausend Euro de Mount verdéngen, onbedéngt mussen déi éischt dräi Stonnen hir Kanner fir näischt versuergen a vun der véierter bis déi 24 Stonne fir dräi Euro, an eréischt doriwwer spillt de Revenu eng Roll, wat d'Taxatioun ubelaangt.

Mir sinn der Meenung, datt een do scho sollt méi selektiv virgoen an d'Geld benotze fir déi Leit, déi et wierklech brauchen. Dat sinn déi sozial Schwaach, dat sinn d'Monoparentalen, dat sinn d'RMG-Bezéier, dat sinn d'Mindestlounbezéier, datt een déi soll méi staark ënnerstëtzen a vläicht de Seuil no uewen éischter asetzen. Mir sinn och der Meenung, wann een op där enger Säit esou large virgeet, datt een dann awer onbedéngt misst och e Geste maache vis-à-vis vun deene Mammen, déi doheem bleiwen an d'Erzéiungsaarbecht selwer maachen an domadder och der Gesellschaft e groussen Déngscht leeschten.

Här President, dat gesot, mengen ech, si mer frou, wéi all zwee Joer, fir kënnen hei a voller Unanimitéit - ech ginn emol dovunner aus -, wéi dat och schonns Traditioun ass, dësem Ajustement zouzestëmmen. Et ass eng Upassung vun de Pensiounen un d'Evolutioun vun de Gehälter, eng Evolutioun, déi schonn zréckläit, déi also net als Avance, mä mat engem gewëssene Retard ugepasst gëtt. Et ass eng Augmentatioun, en Ajustement, deen déi Leit verdéngt hunn. Si kréien hei näischt geschenkt, si hunn duerfir hiert Liewe laang geschafft, si hunn hiert Liewe laang Cotisatioune bezuelt a si hunn och duerfir Recht op dësen Ajustement.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci, dee praktesch op d'Sekonn seng Zäit agehalen huet. Ganz fein! Den Här Minister, dee mécht datselwecht. Här Minister Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou iwwert déi grouss Unanimitéit zu dem Rentenajustement, deen net nëmme fir den 1. Januar fälleg ass, mä och den 1. Januar fir d'Januarspensioune wäert plangméisseg ausbezuelt ginn, well déi Programmatioun scho virgesinn ass, esou dass et och kloer ass, dass déi Leit mat de Januarpensiounen d'Adaptatioun kréien.

Dee Rentenajustement kënnt zu deem richtegen Zäitpunkt, well e weist no baussen, dass et net esou ass, dass queesch duerch d'Land, duerch den Abroch vun der Kris, d'Kafkraaft erofgeet. Am Contraire! Fir déi Pensionéiert, fir d'Rentenempfänger wäert den 1. Januar d'Kafkraaft an d'Luucht goen, an den 1. Januar kënne mer duerch déi heite Moossnam och kloer no bausse signaliséieren, dass ee Volet vum Sozialsystem, e Sozialsystem, deen a Krisenzäite besonnesch wichteg ass, intakt ass. Dat gëllt och fir déi aner Beräicher, mä dat ass net de Sujet vun haut.

A Krisenzäite sinn intakt Sozialsystemer duebel wichteg, well déi Schwaach vun engem gudde Sozialsystem kënne profitéieren. Zu Lëtzebuerg gëtt et definitiv e gudde Sozialsystem, dee mer net sollen zur Verfügung stellen. De Rentenajustement ass net deen éischten. Dir hutt dat richteg ënnerstrach. 1964 hu mer deen éischte Rentenajustement gemaach, deemools mat ganz grousser Verspéidung op d'Lounentwécklung. Wann ech mech gutt erënneren, waren dat iwwer zéng Joer. Duerno si mer erofgaangen op néng Joer, sechs Joer, a mer hunn de Rythme de croisière herno fonnt mat all zwee Joer Adaptatioun vun de Renten un d'Lounentwécklung, wat eent vun den Elementer ass vun der Rentenupassung. Dir wësst, dass dat anert Element dat vun der Indexéierung ass. Engersäits ginn also d'Pensiounen un d'Präisentwécklung adaptéiert, an anerersäits gi se, mat e bësse Verspéidung, un d'Lounentwécklung adaptéiert.

Elo ass et esou, dass regelméisseg d'Fuerderung opkomm ass, fir déi Adaptatioun am Joresrhythmus ze maachen, wat awer net esou evident ass, well een no dem Ofschloss vun engem Joer, fir d'Lounentwécklung wierklech kënnen ze moossen, eng gewëssen Distanz muss hu vun enger hallwer Dose Méint, fir dat da verlässlech kënnen ze maachen. Et kéint ee selbstverständlech op Virschëss opbauen, mä dat ass awer net dee richtege Wee. Wann eng Kéier keng Lounentwécklung géif erauskommen, wat jo net onméiglech ass, da misst rembourséiert ginn.

Dir wësst, dass och eng Kéier mam Zweejoresrhythmus gebrach ginn ass. Dat war bei deem leschten Ajustement, deen an zwou Tranchen an och mat engem Décalage ausbezuelt ginn ass. Dat war d'Contributioun vun deene Pensionéierten un deem Gesamteffort, fir d'Statsfinanzen an d'Rei ze bréngen an hat och, dat muss een esou soen, e positiven Impakt op de Statsbudget, awer och op d'Pensiounskeesen, esou dass et net esou ass, dass iwwerhaapt keng Efforten an deem heite Beräich gemaach gi wären.

Et ass elo net den Zäitpunkt, fir eng fundamental Diskussioun iwwer all d'Elementer vum Pensiounssystem ze féieren. Et soll een awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Rei vun Aussoen ze nuancéieren an eise Pensiounssystem an dat richtegt Liicht ze stellen. Ech wëll soen, dass kaum eng Kéier virdrun de Renteregime, de Pensiounssystem an enger besserer Verfassung war wéi haut, wéi de Moment, also an där aktueller Situatioun.

A wann ee seet, mir hätten an dëser Period näischt gemaach, wat d'Pensiounen ugeet, da wëll ech just drop hiweisen, dass et richteg ass, dass mer näischt Negatives gemaach hunn, mä dass mer awer e ganze Koup Positives gemaach hunn, well mer d'Gesondheet vum Pensiounssystem ganz drastesch verbessert hunn. An och dat, mengen ech, däerf een als eppes Positives an Evidenz setzen, wann e Pensiounsregime no enger Legislaturperiod däitlech besser drun ass wéi am Ufank vun där Legislaturperiod, e Rentesystem besser drun ass - besser drun ass! - wéi zu deem Zäitpunkt, wou mer de Rentendësch gemaach hunn a massiv Moossname beschloss hunn. Haut ass déi Situatioun vum Pensiounsregime däitlech besser wéi 2002.

Ech kommen op d'Parameteren zréck, wou een dat jo ka moossen, wou mer der Meenung waren, dass d'Situatioun esou exzellent war vun deem Pensiounsregime, dass mer eis konnte massiv Verbesserungen erlaben. Ech sinn och haut nach der Meenung, dass de Gros vun deene Verbesserunge gutt waren, dass mer bei eenzelne Verbesserunge vläicht iwwert d'Zil erausgeschoss hunn an eis däers och scho bewosst waren, well - an de fréiere Sozialminister, deen d'Stellung viru mir gehalen huet, dee

weess dat - deemools festgehale ginn ass, dass, wann d'Situatioun méi schlecht géif ginn, een déi dote Moossname réckgängeg kéint maachen.

Ech wëll also soen, dass et eng Welt ass, déi op der Kopp steet. Wann e Rentesystem besser drun ass wéi zu engem Zäitpunkt, wou een eng massiv Verdeelung gemaach huet, da kritt een ënnerschoben, dass de Rentesystem misst wesentlech verännert ginn an dass een aus der Hëft quasi Moossname maache misst, fir déi Situatioun ze veränneren.

Déi, déi dëser Regierung de Reproche maachen, dass se net genuch gemaach hätt bei de Pensiounen, déi solle mer wann ech gelift soen - well ech duerchaus bereet sinn, fir weider Schrëtt fir d'Ofsécherung vun eise Pensiounen ze maachen -, wou se dat a wéi se dat wëlle maachen a wat se wëlle maachen. Well bei engem Pensiounssystem gëtt et keng 100 Moossnamen, déi ee ka maachen, fir d'Situatioun vun engem Pensiounssystem nach méi laangfristeg ze verbesseren.

Do gëtt et d'Méiglechkeet vun de Cotisatiounserhéijungen oder de Leeschtungsverschlechterungen. Do gëtt et d'Méiglechkeet vun der Erhéijung vum Pensiounsalter. Do gëtt et d'Méiglechkeet, fir aner Finanzéierungsmodeller ze sichen, wou ee sech dann awer muss froen: Wat sinn déi Modeller? Well et vu Finanzéierungsmodeller net vill anerer gëtt, wéi Beiträg duerch Taxen oder duerch Steieren ze ersetzen. Dat heescht, ech géif gär wëssen, wou dës Regierung hätt missen an dëser Period eppes maachen: Bei de Beiträg, bei de Steieren, beim Pensiounsalter, bei de Leeschtungen? Dat sinn déi véier Punkten, déi dës Regierung hätt kënne beaflossen.

M. le Président.- Här Minister, déi véier Punkten do zitéieren hei bei der grénger Fraktioun zwou Froen erbäi, eng vum Här Braz an eng vum Här Bausch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah majo, selbstverständlech, déi sinn häerzlech wëllkomm.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll den Här Minister froen, wann hie mat mer d'accord ass, datt déi niddreg Lounniewekäschten zu Lëtzebuerg e wichtegt Standuertargument waren, an hien och weess, datt mer déi niddreg Lounniewekäschten zum Beispill bei de Pensiounsfraisë fir d'Entreprisen oder fir d'Salariéen nëmme kënne garantéieren doduerjer, datt mer de facto zu Lëtzebuerg d'office een Drëttel fiskaliséiert hunn, dat heescht iwwer Steieren erabezuelt hunn, a wann hie weess - dat wësse mer jo entretemps alleguer heibannen -, datt d'Steieren an deenen nächste Jore manner héich wäerte si wéi se an deene Jore virdru waren, da muss hie mer awer kënnen op d'Fro äntwerten, da muss d'Regierung awer och amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen, wéi se deen Drëttel Fiskaliséierung an Zukunft wëllt finanzéieren.

Ech mengen, datt et duerfir awer vläicht un der Zäit wär fir eng Regierung, déi responsabel wär, fir sech iwwert deen Drëttel e bësse méi Gedanken ze maachen. An do wéisst ech gär vum Minister, wéi wäit d'Gedanke bis elo gaange sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci fir déi dote Fro. Mir maachen eis extrem vill Gedanken.

Mir hu virun annerhallwem Joer vun der Tripartite den Optrag kritt, fir eng Tripartite-Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir Propositiounen ze maachen, fir d'laangfristeg Viabilitéit vun eise Pensiounen ze garantéieren. Déi Tripartite-Sitzung ass x-mol zesummekomm a wäert Propositiounen a Pisten Enn Januar 2009 virleeën, rechtzäiteg also, fir och de Parteien d'Geleeënheet ze ginn, fir sech ze positionéieren an hire Wahlprogrammer, an och als Basis zu deenen Diskussiounen, déi net dann um rengen Tripartiteplang gefouert ginn, mä och mat de politesche Kräfte gefouert ginn, fir laangfristeg Schrëtt ze huelen, fir déi Pensiounen ofzesécheren.

A mir maachen ëmmer esou an dësem Haus an op anere Plazen, wéi wa mer verschiddener Meenung wären iwwert d'Ofsécherung vun de Pensiounen. Dat si mer net!

A mir maachen ëmmer esou, wéi wann hei am Land keng Bereetschaft do wär, wann d'Challengen op eis zoukommen. Mir maachen ëmmer esou, wéi wa mer näischt wéilte maachen.

Alleguer déi Perspektiven, déi mer virgezeechent kréie vun der OECD, déi och widderholl gi vu Kräften hei zu Lëtzebuerg, déi ginn dovun aus, dass mer an deenen nächsten 20 Joer, an deenen nächsten 30 Joer näischt maachen. An dat ass jo absolute Kabes!

Eis Pensiounssystemer sinn um Ëmlageverfahren opgebaut, a mir hunn eis net fir näischt e System ginn, wou mer am Siwejoresrhythmus kucken, wéi d'Stäerkten a wéi d'Schwächte si vun deem dote System.

Dat hu mer fir d'lescht 2005 gemaach a mer hu festgestallt 2005, dass déi Keesen am Moment - am Moment! - vu Gesondheet strotzen, mä dass eng ganz Rei vun Erausfuerderungen op se zoukommen, a fir déi Erausfuerderungen opzefänken, hu mer eis en Aarbechtsgrupp ginn, wou d'Sozialpartner zesummesëtzen a wou se déi Erausfuerderunge kloer definéieren a Pisten definéieren, wéi mer kënnen aktiv ginn.

An ech soen lech et nach eng Kéier: Et ass net esou, dass dës Regierung oder iergendeng aner Regierung oder eng Parlamentsmehrheet oder d'Sozialpartner net bereet wären, fir déi Moossnamen, déi sech opdrängen, ze huelen. Mä déi soll ee mat roueger Hand a mat kalem Kapp maachen, an et soll ee kucken, dass een dat Richtegt mécht fir de Lëtzebuerger System, a sech net inspiréiere bei deene Rezepter, déi am Ausland Brochlandung gemaach hunn.

Ech explizéiere mech. Wann déi auslännesch Systemer vun den auslänneschen Experte mat därselwechter Rigueur analyséiert géife gi wéi eisen, a mir un de Pranger gestallt géife ginn, ma da missten all déi aner Länner agespaart ginn. Well déi hunn nämlech net 3,5-mol d'Joresausgaben u Reserven. Déi hunn e puer Deeg Reserven!

Da misst een deene soen, Dir zitt net nëmme Schecken op d'Zukunft, mä Dir zitt scho Schecken op de Présent.

Duerfir muss ech lech soen, déi „deux poids, deux mesures", déi geholl ginn, fir e System ze appréciéiere wéi eisen, déi gi mir op d'Strëmp, a mir wieren eis och dergéint, well dee Procès d'intention, dee mer gemaach kréien, dass mer eis net bewegen, dee weisen ech zréck, net nëmmen am Numm vum Sozialminister an net nëmmen am Numm vun der Regierung, mä vun alle Leit, déi an dëser Chamber sëtzen, déi ëmmer bewisen hunn, dass, wann Erausfuerderungen do sinn, si déi opgeholl hunn. Ech wollt dat awer eng Kéier ënnersträichen, well dat e wichtege Facteur ass.

An ech wëll...

M. le Président.- Dat ass och gutt, Dir braucht lech awer net ze emportéieren, Här Minister.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Majo, dat ass ebe mäin Temperament, a wann ech net méi esou wär, da wär ech net méi ech.

M. le Président.- Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Sou, wann dat dem President besser gefält, dann huelen ech meng sonore a roueg Stëmm erëm...

(Interruptions)

...an ech wollt dann dorop hiweisen, ech wollt da beleeën, firwat dass déi Keesen haut besser dru si wéi virum Rentendësch, an dass, wann een déi Logik do géif virufëieren, dass mer haut besser dru si wéi virum Rentendësch, dass een erëm zousätzlech Moossname misst huelen, fir dobaussen d'Leit ze beglécken, mä dat ass och e wesentleche Changement vun der öffentlecher Meenung vis-à-vis vum Rentendësch, dass haut keen dat verlaangt, dass eng Bewosstsäinsbildung do ass, dass mer de Bou net kënnen iwwerspanen.

E puer Beispiller,...

(Interruption)

...déi dorop hiweisen, dass mer eis zolidd verbessert hunn: Am Joer 2004, dat heescht, wéi de Rentendësch seng Wierkung gewisen huet, do hätte mer 22,1% Beiträg gebraucht, fir d'Joresausgaben ze finanzéieren. Am Joer 2008, also no véier Joer, brauche mer nach 19,5% Beiträg. Mir hunn haut 24% Beiträg zur Verfügung.

Ech géif gär vum Kolleeg Braz wëssen, ob mer an där doter Situatioun sollen d'Beiträg senken? Ech muss feststellen, dass dobausse keng Velléitéite sinn, fir déi Beiträg ze senken, an dass dat och eng gutt Saach ass, well dat eng responsabel Haltung weist vun de Betriber, vun de Salariéen a vum Stat, déi gläichméisseg mussen dozou bäidroen, dass mer Reserve kënnen uleeën.

M. le Président.- Här Minister, den Här Braz huet och keng Velléitéit, fir op Är Fro ze äntwerten.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech wollt dem Här Minister just eng Fro stellen, mä hien huet se virdru schonn deelweis beäntwert.

M. le Président.- Jo, dann ass et jo gutt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen. Deen Discours, deen Der elo hei haalt, dee grenzt sech vun deem of, wat Der de Moien zum Deel gesot hutt a wat Der an der Chamber och scho bei aneren Debatte gesot hutt.

Aus Ärem Discours vun haut de Mëtteg geet scho wéinstens deelweis ervir, dass Der d'Aen net komplett wëllt virdrun zoumaachen, dass Handlungsbedarf besteet. Mä de sprëngende Punkt, Här Minister, ass - an Dir hutt elo en Datum genannt -, dass Der gesot hutt, dass Der all déi Zuelen, déi un deem verklengerten Rentedësch 2 um Dësch leien, wou eenzel Participantë vun deenen Diskussioune soen: Do läit scho laang relativ vill um Dësch, net wëllt public maachen.

Mir fuerderen lech eraus: Leet da Mëtt Januar alles dat op den Dësch, wéi Der et versprach hutt, wat op den Dësch soll geluecht ginn! Da kënne mer endlech alleguerten en parfaite connaissance de cause eis positionéieren. Och Dir als Minister kënnt erklären, wéi Der mat deenen Zuele wëllt ëmgoen, an da ka jiddweree sech positionéieren.

Bis dohinner wär et gutt, wann Dir zumindest keng Froe géift stellen, mä et géift normal fannen, wann d'Parlament lech d'Froe stellt. Leet déi Zuelen op den Dësch an da schwätze mer driwwer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, wann den Deputéierte sech d'Méi géif maachen, fir déi regelméisseg Rapporten, déi erauskommen, déi och öffentlech sinn, vun der IGSS nozekucken,…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Genee dat mécht hien! Dofir kann dat, wat Dir sot, net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- ...da géif hien…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Well dee sot aner Saache wéi Dir.

M. le Président.- Kommt, Här Braz!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also, ech verstinn net, firwat dass dee gréngen Deputéierte bei néng Milliarde Reserven, bei der gesenkter Prime de répartition - dat heescht Beiträg, déi mer brauchen -, bei enger méi klenger Zuel vu Pensionéierten, déi op 100 Aktiver kommen, onbedéngt wëllt, dass mer aus der Hëft eraus negativ Moossnamen huelen! Dofir gëtt et am Moment kee Grond.

Mir hunn ni en Heel doraus gemaach an op eng ganz Rei vu Question-parlementairë geäntwert, wat fir eng Démarchen dass mer huelen, dass mer Enn Januar déi Chifferen op den Dësch leeën. Ech hunn an der Sozialkommissioun ugebueden, fir virun d'Sozialkommissioun ze kommen! An Dir kommt nach mat Zäit zum Zuch, fir lech kënnen ze äusseren, wat Dir dann elo gär hätt, dass mer solle maachen: Beiträg héijen, Leeschtunge senken, de Pensiounsalter an d'Luucht setzen, oder Betriber besteieren, déi am Moment keng Steiere méi ofwerfen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister?!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also, ech wëll just soen, dass een net en duebele Langage hei kann halen.

M. le Président.- Här Braz, et ass alles gesot. De Minister huet net vill Zäit. Loosst him elo seng Zäit, fir seng Ausféierungen ze maachen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn eppes dergéint, dass een en duebele Langage gebraucht, dass een op där enger Säit seet: Mir si fir den Ajustement a mir si fir all Moossnamen, déi d'Keese méi belaaschten, a gläichzäiteg hätte mer gär, dass d'Regierung negativ Moossname soll huelen.

Ech verflichte mech hei virun der Chamber, mat de Sozialpartner, zesumme mat de politesche Parteien dat ze maachen, wat noutwendeg ass, dass och eis Kanner anstänneg Pensioune behalen. Dir hutt gesot, Dir hëlleft mat. Är Hëllef ass wëllkomm.

(Interruption)

Ech war awer nach net fäerdeg.

M. le Président.- Loosst de Minister säi Räsonnement fäerdeg maachen, da kritt Dir d'Wuert nach eng Kéier, Här Braz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wann ech mat mengem Räsonnement fäerdeg sinn, däerft Der mer all d'Froe stellen, déi Der wëllt, mä da bleiwen net méi vill Froen.

Ech wollt drop hiweisen, dass mer zum Zäitpunkt, wéi mer de Rentendësch gemaach hunn an der Meenung waren, dass eise Pensiounssystem an esou enger gudder Form wär, dass mer an engem Joer kéinten d'Ausgaben ëm 10% héijen, dass deemools d'Reserv bei dräimol d'Joresausgabe louch. Dat heescht, bei dräimol d'Joresausgaben hu mer gemengt, de Gesondheetszoustand vum Pensiounssystem wär esou gutt, dass mer kéinte massiv verdeelen.

Da wëll ech lech soen, dass haut, 2008, d'Reserven um Niveau vun 3,6-mol d'Joresausgabe sinn. Dat heescht, dass de Gesondheetszoustand vun eise Pensiounskeese wesentlech besser ass.

An da wëll ech drop hiweisen, dass 2003 - wéi mer der Meenung waren, dass d'Situatioun vun eise Pensiounskeesen esou gutt wär, dass mer déi Moossnamen alleguer kéinten huelen - 41 Pensionéiert op 100 Leit, déi schaffen, komm sinn. An dësem Joer sinn et der nach 39. Dat heescht, also och déi Charge vu Pensionéierter op Aktiver huet sech an deene véier Joer, wou dës Regierung jo näischt gemaach huet, weider verbessert. Ech hunn dofir haut dovu profitéiert, fir déi Reprochen ze nuancéieren, déi sech un d'Regierung riichten, si hätt näischt gemaach.

Jo, ganz richteg, mir hunn näischt Negatives gemaach! Mir hunn de Pensiounsalter net gehéicht. Mir hunn d'Beiträg net gehéicht. Mir hunn d'Leeschtungen net gekierzt. Mä mir hunn zousätzlech Reserven ugeluecht. Déi Reserven, déi mer brauchen. Mir brauchen nach vill méi Reserve wéi déi doten, fir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft kënnen opzehuelen.

Mir gebrauchen hei keen duebele Langage. Mir soen de Leit wéi d'Situatioun haut ass, wat d'Erausfuerderunge muer sinn a wat mer zesumme mussen upaken, fir dass d'Pensioune sécher bleiwen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, wann ech gelift!

M. le Président.- Här Minister, Äre Virgänger, den honorabelen Här Wagner, wëllt lech eng Fro stellen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President. Ech muss soen, ech vollzéien dat Räsonnement vum Här Minister 100%eg. Dat ass och dat, wat mer eis deemools um Rentendësch 2002 fir d'Zukunft ausgerechent haten.

Mä ech hunn eng aner Suerg. Bei lech an der Regierung, ass do den Thema Rentemauer endgülteg vum Dësch, oder wéi?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wësst Der, Här Wagner, Dir waart och an der Regierung. An et schéngen net all d'Leit an der Regierung gewiescht ze sinn; net bei lech an net bei eis. Et ass dat, wat ech dozou wëll soen.

Ech stinn zu deem, wat ech soen. An ech stinn och zu deem, wat Dir sengerzäit an de Konklusioune vum Rentendësch gesot hutt. Dir hutt gesot, dass mer op déi Moossname vum Rentendësch missten zréckkommen, wann d'Reserven eng Kéier op manner wéi 1,5-mol d'Joresausgaben zréckgaange wären. Gutt. Och dat erëm eng Kéier als Parameter.

Deemools ass gemengt ginn, Handlungsbedarf wär, wa mer ënner 1,5-mol d'Joresreserven zréckgaange wären. Haut si mir der Meenung, dass den Handlungsbedarf schonn do ass bei 3,6-mol d'Joresreserven. Dat heescht, do ass an der Mentalitéit eng Evolutioun komm, déi méi wäit no vir kuckt wéi sengerzäit.

Ech weess, dass ech net méi vill Zäit hunn, dofir maachen ech dat och ganz kuerz. Ech

wëll soen, dass de Finanzement vum Ajustement duerch d'Beiträg geséchert ass. Ech wëll bestätegen, dass mer an deenen nächste Méint wäerte Kenntnis huele vun deene Konklusioune vum Tripartite-Aarbechtsgrupp.

Ech wollt just nach zwee Wierder soen iwwert deen anere Projet, deen e wichtege Projet ass, dee méi Kohärenz an eise Pensiounssystem erabréngt, well en eng Rei vun Électrons libres an de Régime général mat erabréngt.

Ech wollt och dem Paul-Henri Meyers op seng Fro äntwerten, ob d'aktuell Interpretatioun vum Artikel 173, Alinea 3 duerch dat Gesetz hei hypothekéiert ass. Ech kann dem Paul-Henri Meyers soen, dass et net hypothekéiert ass.

Ech wollt just nach soen, dass duerch déi Upassung vun der Mammerent, der Selektivitéit oder Netselektivitéit vun der Mammerent, un d'europäesch Rechtslag, dass do kéinten an der Theorie 5.000 Frae betraff sinn, dass mer missten an der Theorie, wa se alleguer géifen dorop Usproch erhiewen, mat Méibelaaschtungen ëm néng Milliounen Euro rechnen. Mä dat si ganz theoretesch, hypothetesch Analysen.

Ech wëll och soen, dass déi Fro vum Paul-Henri Meyers, ob mer kënnen driwwer nodenken, fir d'Mammerent an Zukunft net beim effektiven, mä beim legale Rentenalter spillen ze loossen, dass dat effektiv eng Iwwerleeung ass, déi een a Rou mat allen Implikatioune soll féieren.

An deem Sënn wëll ech der Chamber en häerzleche Merci soe fir déi Unanimitéit beim Rentenajustement, dee mer alleguer dann de Pensionéierten an den Unfallrentenempfänger vum 1. Januar u gönnen.

Villmools Merci!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Braz?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här Minister. Dir hutt jo de Moien, ech weess net, eng hallef Dose Mol dovunner Gebrauch gemaach…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir däerft elo esou vill froen, wéi Der wëllt, wann ech vum President keng…

M. le Président.- Neen, neen, esou geet dat net. Här Braz, stellt elo Är Fro an da schléisse mer of.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech maachen et kuerz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da kréien ech awer Parole après député.

M. le Président.- Här Braz, stellt elo Är Fro, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just zwou Remarquen. Déi éischt, Här Minister, fir nach eng Kéier ze soen, dass mir net domat d'accord sinn, wann Dir den Zoustand vun de Reserve gläichstellt mat eisem Pensiounsregime. Esou einfach ass et net. Dat ass ëmmer nëmmen een Deel vun där Diskussioun, an Dir beschränkt Iech déi ganzen Zäit dorop ze soen: Dat sinn d'Reserven, ergo ass alles an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass Kapital, wat mer op d'Säit geluecht hunn.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi zweet Remarque. Dir verweist drop, Här Minister, dass de Ratio tëschent den Aktiven an de Bénéficiairë sech d'lescht Joer positiv entwéckelt huet. Dat ass awer net zréckzeféieren op Mesuren, déi an Ärem Haus geholl gi wieren. Dat ass zréckzeféieren op d'Entwécklung vun der Wirtschaft, a mer wëssen elo schonn, dass et 2009 zum Beispill aller Wahrscheinlechkeet no anescht wäert sinn. Dorop kënne mer eis also net baséieren, fir laangfristeg ze behaapten, et wier keen Handlungsbedarf.

Drëtte Punkt. Dir hutt eis d'Fro gestallt, Här Minister, wat mir da wéilte maachen, d'Cotisatiounen erhéijen oder d'Leeschtunge kierzen. Meng Fro un Iech ass: Beschränkt sech Är Fantasie an deem dote Beräich op déi zwou Mesuren? Eis net. Mir kënnen eis aner Mesurë virstellen, wéi nëmmen déi doten.

Véiert Remarque, fir Iech ze soen, Här Minister, soubal déi Zuelen dann um Dësch leien - well dorëms geet et, dass Dir déi zouen Diere vum Rentendësch 2 opmaacht a jiddwereen a Kenntnis setzt vun deem, wat do vun Zuelematerial existéiert -, da si mir als gréng Fraktioun mat an der éischter Rei, fir derfir ze suergen, dass de Rentesystem laangfristeg kann ofgeséchert ginn. Wann et dorëms geet, dass mer eis Aen zoumaache bis zu de Wahlen op deenen dote wichtege Froen, da wäerten DÉI GRÉNG och an der éischter Rei stoen, fir dat ze dénoncéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech probéieren da ganz kuerz ze sinn. Ech wëll just drop hiweisen, dass d'Reserven e Kapital sinn, dat mer fir d'Zukunft uleeën. Et ass eigentlech d'Kapitaliséierungsstandbeen fir eise Regime, deen nom Ëmlageverfahren opgebaut ass, an dass ech selbstverständlech eis Pensiounsregimer net nëmmen un der Reserv moossen.

Dat Zweet, wat den Här Braz gesot huet, ass carrément falsch, dass d'Regierung näischt domat ze dinn hätt, dass d'Belaaschtung vun deene Pensionéierte par rapport zu deenen Aktiven zréckgaange wär. Dat ass falsch, well dës Regierung d'Neiregelung vun der Invaliditéit och zesumme mat hire Virgänger gemaach huet, wou d'Leit vill manner schnell aus dem Aarbechtsmaart ausscheede wéi bis elo. Den Duerchschnëttsalter vum reelle Pensiounsalter ass an deene leschte puer Joer vu 57 op 59 Joer eropgaangen. Dat dréit dozou bäi, dass de Coefficient de charge zréckgeet. Et ass also wuel eng politesch voluntaristesch Aktioun gewiescht, déi ech mer ganz gär deele mat mengem Virgänger, dem Carlo Wagner, well hien et preparéiert huet, an ech hunn et finaliséiert an a Kraaft gesat.

Duerfir kommt mer also net, dass d'Regierung näischt domadder ze dinn hätt!

Moossnamen? Wësst Der, wann Dir an der Verantwortung sidd, an dat sidd Dir um nationale Plang net, da geet et net nëmmen duer fir ze soen, et misst een eppes aneschters maachen, da muss een och mat konkrete Propositioune kommen. Ech hu gesot, wat mer gemaach hunn, fir de Regime ze verbesseren: Do waart Dir net dru bedeelegt.

Merci.

M. le Président.- Här Minister, et ass alles gesot. Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun deenen zwee Projeten. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet 5941.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5941 et dispense du second vote constitutionnel

Déi animéiert Debatten hunn net verhënnert, dass de Projet de loi 5941 eestëmmeg ugeholl ass mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet 5839.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5839 et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Christine Doerner), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussioun iwwert d'Ofännerung vum Wahlgesetz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank.

2. 5859 - Projet de loi portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Projet de loi ass de 25. Mäerz vun dësem Joer vum Innenminister déposéiert ginn. De Statsrot huet zwee Avisen dozou formuléiert. Een éischten den 11. Juli dëst Joer, en zweeten den 9. Dezember, dat war virun enger Woch. D'Commission nationale pour la protection des données huet den 28. Oktober 2008 een Avis erageréecht, an an der Chamberkommissioun hu mer eis eng éischte Kéier an enger Réunioun vum 18. Juni dëst Joer mam Text befaasst. An de Réunioune vum 9. a 16. September hu mer eis mam Avis vum Statsrot auserneegesat, an de 27. November respektiv den 2. Dezember hu mer eng Rei Amendementer ugeholl, wéi scho gesot, déi den 9. Dezember vum Statsrot aviséiert goufen. Den 11. Dezember huet dann d'Chamberskommissioun dësen Avis complémentaire ënnert d'Lupp geholl a mir hunn och de virleiende Rapport guttgeheescht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wourëms geet et elo bei dësem Projet de loi?

Mä mat dësem Text änneren a complétéiere mer engersäits d'Wahlgesetz an anerersäits den Artikel 35 vum Gesetz iwwert de Referendum. Dat ofgeännert Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 ass déi éischte Kéier bei de Chamber- an Europawahlen 2004, den 13. Juni, zum Asaz komm respektiv e Joer méi spéit och bei de Gemengewahlen.

Dat, wat mer elo änneren, resultéiert engersäits aus der Experienz vun deene Wahlen, mä awer och aus dräi Propositions de loi, am Kontext Loi électorale. An zwar déi éischt Proposition de loi 5575 vun der Madame Err an dem Här Fayot, déi Propositioun, déi virgesinn huet, den Délai d'inscription vun den Netlëtzebuerger op de Wahllëschten ze verlängeren an d'Residenzdauer vu fënnef op zwee Joer erofzesetzen. An dann als Zweet och d'Gesetzespropositioune 5668 a 5669 vun der Madame Brasseur, mam Zil, d'Prozedure fir den Envoi vun de Convocatioune fir d'Wahle respektiv de Referendum méi einfach ze maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e kuerze Réckbléck op de Verlaf vun dësem Projet, vun der Virgoensweis zënter sengem Dépôt. Wéi de Regierungsrot am Februar dësen Text guttgeheescht huet, war festgehale ginn, datt e soll zesumme mam Gemengegesetz evakuéiert ginn, well déi zwee Texter eendeiteg eng Complémentaritéit opgewisen hunn. De Statsrot huet dës Meenung awer wuel net gedeelt, well hie säin Avis fir d'Wahlgesetz am Juli dëst Joer schonn ofginn huet, deen zum Gemengegesetz awer eréischt dee leschte 25. November.

A sengem Avis zum Wahlgesetz, also den 5859, huet déi héich Kierperschaft sech dofir ausgeschwat, verschidden Dispositiounen zu de Gemengeconseilleren erauszehuelen a se am Gemengegesetz, also am 5858, ze verankeren. A sengem Avis zum Gemengegesetz vum 25. November huet de Statsrot sech ganz décidéiert an eben och formell géint d'Prozedur opposéiert, fir de Buergermeeschter an d'Schäffe vun de gewielte Kandidate stëmmen ze loossen - dat ass déi berühmt „Assemblée des élus", wéi se ursprünglech virgesi war -, an dat ouni eng Proposition de texte ze maachen. Folglech muss dësen Text - do ware mer eis alleguerten eens an der Kommissioun - reconsidéréiert ginn, wat natierlech dann erëm eng laangwiereg Geschicht gëtt, a wat een net soll an och net däerf iwwert de Knéi briechen.

Engersäits konnt d'Chamberskommissioun dem Statsrot seng Argumentatioun novollzéien a war doduerch och averstanen, fir déi Dispositiounen, also alleguerten déi, déi mat de Gemengen zesummenhänken, aus dem Projet vum Wahlgesetz erauszehuelen. Op där anerer Säit ass et awer néideg, datt d'Wahlgesetz fir den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, an duerfir soll dann elo aus deenen Artikelen, déi den „Livre III.-Des corps communaux et des élections communales" sollen ofänneren, ee separaten Text gemaach ginn. Dëst virun allem am Kontext vun der Problematik vun den Incompatibilitéiten.

Ech hu gesot, mir brauchen dëse Projet esou séier wéi méiglech. Do ware mer eis an der Kommissioun eens, well déi wichtegst Ëmännerung déi ass vun der Réouverture vun de Wahllëschten, fir eben den Netlëtzebuerger d'Méiglechkeet ze ginn, sech op dëse Lëschten anzeschreiwen, notamment fir d'Europawahlen de 7. Juni 2009. Derbäi kënnt, datt eng entspriechend Sensibiliséierungscampagne schonn a Virbereedung ass vun deem zoustännege Ministère, an et eben och wichteg ass, datt genuch Zäit bleift, fir mat Hëllef vun där Campagne ze sensibiliséieren, esou datt déi och hir Friichten dréit.

Derbäi kënnt, datt d'Wahlgesetz och misst fir den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden, well duerch d'Nationalitéitegesetz eng Partie Leit, ab deem Dag, Lëtzebuerger gi respektiv mussen d'office op de Wahllëschte vun de Gemengen ageschriwwe ginn. Ech erënneren do just un den Artikel 1 vun eben deem Nationalitéitegesetz, wat mer viru kuerzem gestëmmt hunn, Paragraph 5, dee seet, datt ee Kand, dat vun net Lëtzebuerger Elteren zu Lëtzebuerg gebuer ass, Lëtzebuerger ass, wann ee vun deenen zwee um Territoire vun eisem Land gebuer gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz opzezielen, wat déi wichtegst Punkten an dësem Gesetzestext sinn. Et sinn der insgesamt siwen. Siwe Schwéierpunkten, insgesamt éischter méi technesch Ännerungen.

Dat Éischt, a wuel dat Wichtegst, ass d'Verlängerung vun der Aschreiwungsfrist fir Netlëtzebuerger op de Wahllëschten. Ech mengen, datt déi Neierung wierklech wesentlech ass fir eben d'Ressortissantë vun den aneren EU-Memberlänner, déi sech op d'Wahllëschte fir d'Europawahlen aschreiwe wëllen, respektiv fir d'Auslänner, déi sech op d'Lëschte fir d'Gemengewahlen aschreiwe wëllen. Dës Délaie ginn elo bis den 13. Freideg virun de Wahle verlängert, dat heescht ëm ronn dräi Méint. D'Lëschte ginn de 86. Dag virun de Wahle provisoresch arrêtéiert. Da leie se aus bei de Gemenge bis den 79. Dag, an 72 Deeg virun

de Wahle ginn d'Lëschten dann definitiv clôturéiert. Mat deem Gescheck ginn dann d'Aschreiwungsfristen ëm eelef Méint fir d'Europawahle respektiv souguer 15 Méint fir d'Gemengewahle verkierzt.

En zweete Schwéierpunkt sinn d'Procédure de réclamation an de Recours géint d'Wahllëschten. Duerch deen neien Text kann dës Prozedur mat Zäit virun de Wahlen oflafen. Wat d'Voies de recours ugeet, esou proposéiert deen neien Text, datt net méi de Friddensriichter soll heifir kompetent sinn, mä den Tribunal administratif. Dernieft huet ee selbstverständlech d'Méiglechkeet, och Appel virun der Cour administrative ze maachen.

En drëtte Beräich betrëfft d'Residenzdauer. Amplaz vu fënnef Joer mussen d'EU-Ausländer vun elo u just nach zwee Joer hei am Grand-Duché wunnen, fir datt se un den Europawahle kënnen deelhuelen.

Eng véiert Neierung: Et gëtt elo eng legal Basis fir de Bureau centralisateur gouvernemental geschaf. Dëse Büro huet als Missioun, an de Wahlbüroen eng Kopie vun de Wahlresultater ze kollektéieren, fir déi offiziell Resultater ze berechnen a se dann duerno der Öffentlechkeet och via d'Medien ze presentéieren. Bis elo ass dëse Büro ad hoc ageriicht ginn. Duerch dës Textännerung kann dëse Büro elo seng Missioun ënner optimale Konditiounen erfëllen.

Dann e fënnefte Schwéierpunkt, an domat och e Wuert zur Lettre de convocation, wou eng Vereinfachung vun der Prozedur stattfënnt, wéi ech et scho gesot hunn. Vun elo u fält de Récépissé respektiv den Accusé de réception ewech am Kontext vun der Lettre de convocation, een einfache Bréif via Postwee geet duer. Dës Lettre de convocation huet dann och just e reng informative Charakter. Et geet dann duer, wann ee sech um Wahldag mat sengem Pass oder senger Carte d'identité am Wahlbüro presentéiert.

E sechste Schwéierpunkt ass deen, datt duerch dëse Projet de loi dann och d'Méiglechkeet entsteet, Observateure vun internationalen Organisatiounen ze invitéieren op eis National- respektiv Europa- oder Gemengewahlen, deemno Beobachter vun internationalen Organisatioune vun deene Lëtzebuerg och Member ass.

E leschte Schwéierpunkt ass dee vun de Fichiers électroniques. Wéi Der wësst, gesäit eist Wahlgesetz am Moment vir, datt d'Wahllëschten a Pabeierform gehale ginn an och geännert ginn. Haut ass et jo awer esou, datt eng effikass Gestioun vun de Wahllëschte mat informatesche Moyenë vun de Gemengeverwaltunge muss méiglech sinn. Aus dësem Grond kënnen an Zukunft all d'Mises à jour vun de Wahllëschte souwuel um Pabeier wéi eben och iwwer elektronesch Fichiere gemaach ginn. D'Gemenge kënnen deemno wielen, wéi se et wëlle maachen. Et ass awer esou, hu mer festgehalen, datt déi Lëschte fir d'Inspektioun fir d'Leit, also vun de Leit fir de Public, op jidde Fall op Pabeier musse gedréckt ginn.

Här President, zum Schluss vläicht nach eng Prezisioun zu deem leschte Punkt. Mat dëser Mesure gëtt selbstverständlech net de Vote électronique an eisem Wahlsystem agefouert. Et gëtt nämlech, eises Wëssens, nach kee performanten informatesche System, deen de Spezifissitéite vun eisem Wahlsystem kënnt Rechnung droen. Sollt et eng Kéier esou Programmer ginn, wier et och sënnvoll, fir doriwwer nozedenken. Soulaang wéi dat awer net ass, bleift deen ale System en vigueur. Esou vill, wéi gesot, zu de Points saillants.

Op deen éischten Avis vum Statsrot sinn ech ganz am Ufank vu mengem Rapport agaangen. Ech erspueren Iech op dëser Plaz elo déi weider Detailer vun dem Avis complémentaire vum Statsrot, wou no den Amendementer vun der Chamberskommissioun esou wäit dann och Averständnis war, esou datt mer deen Text och haut esou konnten unhuelen.

Wéi gesot, ech war frou als Rapporteur, datt iwwert d'Fraktiounsgrenzen eraus an der Kommissioun e breede Konsens war, fir méiglechst séier mat deem Projet virunzekommen, aus deene Grënn, déi ech virdrun am Detail duergeluecht hunn. Zum Schluss e Merci un all d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter souwuel aus dem Sekretariat vun der Chamber wéi och aus der Fraktioun, virun allem awer och deene Mataarbechterinnen aus dem Ministère, déi wierklech eng wesentlech Hand mat ugepaakt hu bei dësem Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den éischte Riedner ass den Här Roth. Den Här Roth huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Marco Schank, dem Rapporteur, Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht. D'Wahlrecht ass e Grondrecht. D'Wahlrecht an d'Wahlprozedur gehéieren zu den Eckpfeiler vun enger Demokratie. Wie wielen däerf goen, wie wou ka gewielt ginn, muss kloer geregelt ginn. Dat Regelwierk muss genügend stabil bleiwen. Et muss kloer, onkomplizéiert a kohärent sinn. Allze oft däerf een duerfir net un all dat fréckele goen. D'Ëmännerunge vun dem Wahlgesetz, déi mer haut op de Leescht huelen, maachen eist Wahlgesetz generell méi geschmeideg; praktesch Onzoulänglechkeeten aus der Vergaangenheet ginn ausgebigelt.

Här President, ee politescht Element, an net dat mannst, gëtt et och bei dëser Gesetzesëmännerung. D'Residenzzäit vun Netlëtzebuerger, fir bei den Europawahlen eis sechs Europadeputéiert ze wielen, gëtt vu fënnef op zwee Joer erofgesat. D'CSV seet Jo dozou. Bannent der Europäescher Unioun zirkuléieren d'Bierger méi einfach a méi oft. Si sollen duerfir méi einfach an deem EU-Land, wou se sech néierloossen, um politeschen Entscheedungsprozess deelhuele kënnen. Fir d'Europawahle gouf 2003 hei am Land d'Residenzzäit fir EU-Bierger, déi iwwert déi sechs Europadeputéiert vu Lëtzebuerg mat ofstëmmen, vu siwen op fënnef Joer reduzéiert. Elo gëtt dës Residenzdauer ëm weider dräi Joer erofgesat.

Verschidde Fraktioune sinn der Meenung, et sollt een dës Residenzdauer ganz ofschafen. D'CSV respektéiert d'Grënn, déi zu där Meenung féieren. Mir deelen dës Meenung awer net. Fir d'CSV-Fraktioun sinn e Minimum vun zwee Joer hei zu Lëtzebuerg wunnen eng gutt Zäit, fir Land a Leit genügend kennen ze léieren a fir iwwert d'Europadeputéiert vun eisem Land ofzestëmmen. Mat der reduzéierter Residenzzäit vun zwee Joer kréie mer eng éischt Experienz dat nächst Joer bei den Europawahlen. Duerno muss ee kucken, ob ee wëllt e weidere Schrëtt goen oder net. Wichteg ass et jiddefalls, dass d'Leit iwwert dës Neibestëmmung informéiert ginn an dass si vun deem neie Recht kënne Gebrauch maachen. D'CSV énnerstëtzt dofir d'Sensibiliséierungscampagne, déi vun der Regierung, an der Familljeministesch am Speziellen, gemaach gëtt.

Här President, wann een engem Bierger een zousätzlecht Recht gëtt, da muss hien dat Recht och kënnen an Usproch huelen. D'CSV begréisst duerfir, dass mat dësem Gesetzesprojet den Aschreifdélai, fir sech als Netlëtzebuerger op d'Wielerlëschte vun den Europa- a Gemengewahlen anzeschreiwen, verlängert gëtt.

Et war schonn e bëssen onverständlech, dass bis elo d'Wielerlëschte fir d'Netlëtzebuerger 14 Méint virun den Europawahlen a souguer 18 Méint virun de Gemengewahlen zou waren. Mat deenen neie Bestëmmunge kann en Netlëtzebuerger sech elo bis 13 Wochen, also ronn dräi Méint virun de Wahlen op d'Wielerlëscht aschreiwen. Mécht hien dat, muss hie wéi all d'Lëtzebuerger och mat wiele goen.

D'Reduktioun vun der Aschreiffrist ass eng wesentlech Neierung. D'CSV énnerstëtzt dës Vereinfachung ausdrécklech. Et ass vill méi wéi eng Prozedurfro. Et entsprécht dem Wëllen an dem Sënn vun enger méi onkomplizéierter a sécherlech méi grousser Bedeelegung vun EU-Bierger um politeschen Entscheedungsprozess.

Dat zielt besonnesch um Plang vun de Gemengewahlen. D'Gemeng betrëfft d'Leit direkt. Hei wëllen déi auslännesch EU-Bierger sech méi an den Entscheedungsprozess mat abannen. Dat ass och gutt esou. Et soll een duerfir prozedural Hürden esou wäit wéi méiglech aus dem Wee raumen.

Här President, am Virfeld vu Wahle kënnt ëmmer nees d'Fro op: Wien däerf d'Wahllëschte kucken? Wien däerf dovunner eng Kopie kréien?

D'Intérieurskommissioun huet sech dësem heikele Sujet ugeholl. D'Wahlgesetz gesäit zënter Laangem vir, dass e Bierger d'Recht huet, d'Wahllëschten ze kucken an dovunner eng Kopie ze kréien. Wéi wäit dëst Recht geet a wéi wäit dëst Recht mat dem Dateschutz vereinbar ass, war net gekläert. D'Kommissioun huet duerfir en Avis bei der Nationaler Dateschutzkommissioun ugefrot. Dat Ganzt huet zu enger Gesetzesëmännerung gefouert. Dës Prezisioun, iwwert déi mir haut ofstëmmen, schaaft dann och méi Kloerheet.

All Bierger huet e Recht op Asiicht an d'Wahllëscht. Dës Asiicht gëtt dem Bierger am Virfeld vun de Wahlen d'Méiglechkeet, ze kontrolléieren, dass hie säi Wahlrecht och effektiv kann ausüben. All Bierger huet och e Recht, eng Kopie vun der Wahllëscht ze kréien.

Dëst Recht huet och eng politesch Partei. De Statsrot leet dëst Recht of aus dem Artikel 32bis vun der Verfassung, wourops d'Parteien hei am Land zum politesche Meenungsprozess bäidroen.

D'Kopie vun der Wielerlëscht kann een énner enger Pabeierform oder engem elektronesche Fichier kréien. A béid Fäll muss dës Kopie en main propre dem Antragsteller ausgehännegt ginn. Mä och eng Iwwermëttlung iwwer E-Mail ass méiglech, virausgesat et läit eng elektronesch Énnerschrëft vir an d'Donnéeë si cryptéiert.

Jo, all dat geet wäit, ass awer am Gesetz net nei. Et ass eng Gratwanderung tëschent der demokratescher Finalitéit vun dem Wahlgesetz an dem Schutz vun de perséinlechen Date vun deem Eenzelnen.

De Gesetzesprojet huet de Mérite, dass en elo fir méi Kloerheet op dëser quokeleger Fro suergt. Well néierens kënnt ee méi einfach un esou prezis Informatiounen iwwert d'Adresse vun de Leit, wéi iwwert d'Wahllëschten.

Et gëtt elo preziséiert, an dat ass nei, dass een all Informatiounen, déi een iwwert d'Bierger aus der Wahllëscht kritt, nëmmen zu elektoralen Zwecker kann notzen. Dës Donnéeën däerfen net un Drëttpersoune weidergi ginn. Si däerfen net zu kommerziellen Zwecker mëssbraucht ginn. D'Gesetz verbitt dat elo ausdrécklech.

De Kader ass gesat. Als CSV invitéiere mir den Innenminister am Virfeld vun de Chamberswahlen dat nächst Joer, eng Circulaire un d'Gemengen ze schécken, wou dës nei Bestëmmungen explizéiert sinn, a Richtlinnen ze ginn, wéi se an der Praxis sollen ugewannt ginn.

Här President, eng Fro, déi an der Intérieurskommissioun gestallt gouf, ass déi vun den Auswierkunge vun dem neien Nationalitéitegesetz, dat elo den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, op d'Wahlen.

Dëst Gesetz féiert bekanntlech hei am Land en éischt Element vun dem sougenannten Droit du sol an. E Kand, wat hei am Land vun net Lëtzebuerger Eltere gebuer gëtt, mä vun deem de Papp oder d'Mamm och schonn zu Lëtzebuerg gebuer gouf, ass deem neie Gesetz no Lëtzebuerger. D'Gesetz erlaabt op dësem Punkt eng gewëss Retroaktivitéit an deem Sënn, dass all Bierger, deen tëschent dem 1. Januar 1991 an dem 31. Dezember 2008 hei am Land gebuer gouf oder nach gëtt, also virun dem 1. Januar 2009 nach keng 18 Joer huet, och vun dëser Bestëmmung ka profitéieren. Betraff dovunner sinn tëschent 4.500 à 5.000 Leit.

Dëst huet seng Auswierkungen op d'Wahlgesetz an deem Mooss, dass déijéineg Bierger, déi vun der virgenannter Bestëmmung aus dem neie Wahlgesetz profitéieren, a bannent den éischte sechs Méint am Joer 1991 gebuer goufen, also d'nächst Joer virun de Chamberswahlen 18 Joer kréien, nei bei deene Wahle kënne wiele goen. Dat sinn onsen Informatiounen no ronn 200 Leit am Land.

Och hei, mengen ech, ass den Innenminister gefuerdert, fir de Gemengen dat matzedeelen.

Här President, d'Ëmännerunge vun dem Wahlgesetz, iwwert déi mir elo ofstëmmen, sinn net nëmme prozeduraler Natur. Verschiddener hunn och eng méi politesch Bedeitung.

Aner méi schwiereg oder delikat Punkte wéi d'Erofsetze vun dem Wahlalter op 16 Joer, de Vote électronique, d'Incompatibilitéiten, fir e Gemengemandat auszeüben, sinn net ugepaakt ginn oder nach net ugepaakt ginn. Dat dierft da vläicht an de kommende Méint a Jore méi Kappzerbrieches maachen.

Kee Kappzerbrieches mécht der CSV dëse Projet de loi, an ech ginn duerfir den Accord vun eiser Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den nächste Riedner ass den Här Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Modifikatiounen, déi mer haut am Wahlgesetz solle stëmmen, fannen hiren Ursprong a parlamentareschen Initiativen: éischtens der Proposition de loi 5575 vun der Madame Err an dem Här Fayot, fir den Aschreiwungsdélai ze verlängeren an d'Residenzklausel vu fënnef op zwee Joer erofzesetzen; an zweetens der Proposition de loi 5668 a 5669 vun der Kolleegin Anne Brasseur, fir déi iwwerlieften Aberuffungsprozedur ze vereinfachen.

Eleng de Fait, datt et sech ëm parlamentaresch Initiativen handelt, maachen dës Modifikatiounen direkt méi sympathesch. D'Regierung wollt awer d'Geleeënheet notzen, fir an dëst Gesetz och nach aner Modifikatiounen anzebauen. Ënner anerem sollte fir déi x-te Kéier d'Dispositiounen iwwert d'Incompatibilitéite vun de Statsbeamten, e Gemengemandat ze exerzéieren, nei definéiert ginn. Ännerungen um Wahlgesetz brécht een awer net iwwert de Knéi. An och de Statsrot sot: «Le Conseil d'État est d'avis que la matière électorale, en tant qu'elle aménage le fondement de notre système étatique - les élections -, doit bénéficier de stabilité et de constance.»

Als DP-Fraktioun begréisse mer duerfir ausdrécklech, datt all Modifikatiounen, déi d'Gemengewahlen uginn, zréckgestallt gi sinn, fir dann an där nächster Regierung an aller Rou a mat där néideger Serenitéit diskutéiert ze ginn.

Et muss een och soen, datt d'Regierung hei e bëssen improviséiert hat. Et gëllt an dësem Punkt och opzepassen, fir d'Kohärenz tëschent dem Wahlgesetz an dem Gemengegesetz ze behalen.

Här President, dat soll eis awer net dorun hënneren, fir déi méi oder manner kleng Upassungen, déi de Rapporteur Marco Schank eis am Detail virgestallt huet, virzehuelen. Erlaabt mer dem Rapporteur och Merci ze soe fir säin exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport.

An deene leschte puer Méint ass an dësem héijen Haus schrecklech vill iwwert d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger geschwat ginn. D'Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit awer och d'Éducatiounsgesetz wären an dëser Hisiicht extrem wichteg Gesetzer.

Déi eigentlech Bedeelegung vun den auslännesche Matbierger um politesche Prozess geschitt awer haaptsächlech doduerch, datt een u Wahlen däerf deelhuelen.

Ech wëll hei och ausdrécklech dorun erënneren, datt d'Demokratesch Partei sech ausdrécklech derfir ausgeschwat huet, fir d'Europawahle vun den Nationalwahlen ze trennen an esou e richtege politeschen Débat iwwert d'Europapolitik ze kréien.

An der Vergaangenheet ass dësen Débat hei zu Lëtzebuerg ëmmer ze kuerz komm, wat souguer en Afloss op den Zousproch hat, deen d'Land der EU-Politik zoukomme gelooss huet. D'Wahle gi vun de Medien eréischt eng gewëssen Zäit virdrun thematiséiert. Duerfir ass et batter néideg, den Termin, fir sech op d'Wielerlëschten androen ze loossen, esou kuerz wéi méiglech ze halen. Mat dëser gesetzlecher Upassung ass d'DP-Fraktioun voll a ganz d'accord.

Beim Maastrichter Vertrag hat Lëtzebuerg opgrond vu senger spezieller Situatioun mat engem Undeel vun iwwer 20% Ausländer Ausnahmebestëmmungen, wat d'Bedeelegungsmodalitéiten ubelaangen, ausgehandelt. Dat war dee Moment wichteg a gutt. No 15 Joer Experienz stelle mer awer fest, datt an dësem Punkt d'Schrauf soll lassgedréint ginn. Besonnesch d'Residenzklausel ass net méi ubruecht. Et goufe keng Abusen oder Anomalien oder ech weess net wat festgestallt.

D'Gesetz gesäit duerfir vir, d'Residenzdauer vu fënnef op zwee Joer erofzesetzen. Als DP-Fraktioun hätte mir gäre gesinn, wann d'Residenzklausel ganz ofgeschaaft gi wier.

Mat senger Demande, fir op d'Wielerlëschten agedroen ze ginn, beweist den Ausländner säin Interessi un eisem Land a senger Politik. D'Aschreiwungsdemande mat där entspriechender Prozedur ass eng proaktiv Démarche. Den Auslänner ka selwer wielen tëschent wiele goen an net wiele goen. Den Auslänner, dee sech op d'Gemeng déplacéiert, fir sech aschreiwen ze loossen, huet deen néidege politesche Feeling, fir sech en toute connaissance de cause u Wahlen ze bedeelegen.

Déi Argumenter, fir eng Residenzdauer vun zwee Joer bäizebehalen, hunn an den Ae vun der Demokratescher Partei weder eng Berechtegung bei de Gemengewahlen a scho guer net bei den Europawahlen. Et

gëllt een Europaparlament vun allen Europäer fir all Europäer ze wielen.

Mam Maastrichter Vertrag goufen op déi eenzel EU-Bierger eng Rei Rechter iwwerdroen, egal a wéi engem EU-Land se wunnen. Hei geet et net nëmmen ëm d'Recht tëschent deenen eenzelne Länner fräi ze zirkuléieren, et geet och ëm onageschränkt politesch Rechter. Den EU-Bierger weess net, wéi laang hien an engem Land bleift, a wëllt duerfir d'Nationalitéit vun deem Land net onbedéngt unhuelen.

Här President, erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen, fir drop hinzeweisen, datt och déi Derogatiounen, déi besoen, datt een EU-Bierger aus engem anere Land net däerf Member vum Schäfferot sinn, net méi dem heitege Geescht an de Prinzipië vun der Citoyenneté européenne entspriechen. Dës Derogatioune solle bei där nächster Ännerung vum Wahlgesetz onbedéngt op de Leescht geholl ginn. Een demokratesch gewielten EU-Bierger, dee vun der Majoritéit vum demokratesch gewielte Gemengerot gedroen ass, muss no der Citoyenneté européenne och Responsabilitéit kënnen iwerhuelen. Klammer zou.

Et ass ee Wieler oder et ass een et net. Duerfir ass et och an der Formulatioun richteg, fir ze soen, datt d'Wielerlëschten net méi kënne clôturéiert ginn, mä dass se permanent op sinn. Als DP-Fraktioun freeë mer eis och, datt opgrond vun der Interventioun vum Kolleeg Xavier Bettel an der Kommissioun d'Annotatioun op de Wielerlëschten, wéini deen, deen net als Lëtzebuerger gebuer gouf, d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt huet, ganz einfach ewechfält, nom Prinzip, datt et keng zweeërlee Wieler gëtt.

Här President, d'Regierung huet eng Sensibilisatiounscampagne ugekënnegt, fir eis auslännesch Matbierger derzou ze bewegen, sech anzeschreiwen. Déi beschte Sensibiliséierung an och déi, déi näischt kascht, wier eng Prozedur ouni onnéideg Konditiounen. Mam Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit wäert och d'Zuel vun de Betraffene lues a lues erofgoen.

Här President, mat all den anere Modifikatiounen an textuellen Upassunge kann d'Demokratesch Partei liewen. Ech kommen awer net derlaanscht, eng Remarque ze maachen, datt de Fonctionnaire, dee vum Schäfferot delegéiert gëtt, fir d'Wielerlëschten à jour ze halen, wéinstens 25 Joer muss sinn. Mat 18 Joer däerf ee Buergermeeschter, Schäffen a Conseiller ginn; mat 18 Joer däerf een Deputéierten an Europaparlamentarier ginn; duerfir fanne mir als DP dës Altersklausel diskriminatoresch an absurd. Et wier duergaangen, wann ee gesot hätt, et misst sech ëm ee vereedegte Fonctionnaire handelen.

Ofschléissend wëll ech nach ausdrécklech begréissen, datt d'Propositioune vun der Kolleegin Anne Brasseur zréckbehale goufen iwwert d'Aberuffungsmodalitéiten. Bei enger nächster Modifikatioun mussen och d'Dispositiounen iwwert d'Bréifwahl moderniséiert ginn, déi dem Zäitgeescht vun 2008 net würdeg sinn. Mir musse vläicht méi Souplesse an den Oflaf vu Wahlen erabréngen; Stéchwuert Internet. Mir kënnen eis jo bei eisen Nopeschlänner inspiréieren, déi d'Prozedur vun engem Vote anticipé kennen. Erënnere wëll ech an dësem Zesummenhang och un déi fortschrëttlech Proposition de loi vum Kolleeg Eugène Berger, fir de Wahlalter op 16 Joer erofzesetzen.

Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei ginn ech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz als ee Schrëtt an déi richteg Richtung, en attendant datt mer méi eng déif gräifend Revisioun vum Wahlgesetz virhuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean-Pierre Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Jo, Här President. Ech sinn hei. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng gutt Rapporten. Hien ass ausféierlech op déi verschidden Dispositioune vun dësem Projet de loi agaangen. Ech wëll näischt widderhuelen. Ech notzen d'Geleeënheet, fir e puer méi allgemeng Bemierkungen zu dësem Projet de loi ze maachen.

An dëse Projet de loi sinn dräi Propositions de loi agefloss.

Déi éischt dovunner war d'Proposition de loi 5575, vun der Kolleegin Lydie Err a vum Kolleeg Ben Fayot, op déi ech méi ausféierlech wëll agoen. Ech zitéieren och kuerz e puer Sätz aus hirem Exposé des motifs, wou d'Grondiwwerleeung duergestallt ass, aus där dës Proposition de loi entstanen ass:

«…chacun doit pouvoir participer à la construction d'un avenir commun par son apport professionnel, sportif, artistique, démographique, mais aussi au moment des prises de décision. La participation aux décisions permet une intégration concrète des non-Luxembourgeois dans la société luxembourgeoise et constitue ainsi un facteur important de la cohésion sociale. Il s'agit en effet d'éviter la création d'une société duale, dans laquelle existerait un fossé entre les Luxembourgeois, qui sont habilités à influencer les prises de décision politique, et les étrangers qui, bien que contribuant au développement économique du pays, ne peuvent participer à la vie politique que de manière très restreinte.» Fin de la citation.

Dës Proposition de loi hat véier Ziler:

éischtens, d'Recht fir Netlëtzebuerger fir a bestëmmte Fäll kënnen un engem nationale Referendum deelzehuelen. Dës Fuerderung war am Kader vum Referendum iwwert d'Zoustëmmung vu Lëtzebuerg zum europäesche Verfassungstraité opkomm. Et gouf e Konsens zu deem Zäitpunkt, dass et gutt gewiescht wier, wann d'EU-Bierger, déi hei am Land wunnen, och hätte kënnen un dësem Referendum deelhuelen. D'Zäit war awer ze knapps, fir nach schnell déi néideg Verfassungsreform duerchzeféieren;

zweetens, d'Verlängerung vun der Aschreiwefrist, esou dass ee sech bis zwee Méint virun de Wahle kënnt aschreiwen;

dréttens huet d'Proposition de loi virgesinn, dass Netlëtzebuerger, déi d'Konditiounen erfëllen, fir un de Gemengen- respektiv un den Europawahle kënnen deelzehuelen, systematesch Informatiounsmaterial zougeschéckt kriten, a

véiertens soll d'Durée de résidence, déi eng vun de Konditiounen ass fir Netlëtzebuerger, fir un de Gemengen- an Europawahle kënnen deelzehuelen, vu fënnef op zwee Joer erofgesat ginn.

D'Regierung huet dës Elementer zum Deel ugeholl an zréckbehalen, wéi se dëse Projet de loi ausgeschafft huet. Als Éischt huet d'Regierung de Virschlag begréisst, fir den nationale Referendum jee no Sujet och kënne fir Netlëtzebuerger opzemaachen.

De wichtegste Punkt ass awer dee vun der Aschreiwefrist. An deen huet d'Regierung an dësem Projet de loi iwwerholl. Déi eenzeg Konditioun, déi d'Regierung gestallt huet, war, dass genuch Zäit bleift, nodeems d'Wielerlëschten arrêtéiert sinn, fir dass nach d'Méiglechkeet vum Recours bleift.

Déi zwee Méint bis virun de Wahlen, déi an der Proposition de loi stoungen, hunn der Regierung ze kuerz geschéngt. D'Lëschte ginn dem Projet de loi no den 13. Freideg virun der Wahl arrêtéiert, wat et fir d'Netlëtzebuerger, déi d'Konditiounen erfëllen, méiglech mécht, sech bis ongeféier dräi Méint virun de Wahlen aschreiwen ze loossen.

De leschte Punkt iwwert d'Durée de résidence ass zum Deel vun der Regierung zréckbehale ginn. Si war bereet, fir d'EU-Bierger, déi zu Lëtzebuerg un den Europawahle wëlle participéieren, d'Durée de résidence vu fënnef op zwee Joer erofzesetzen, net awer fir auslännesch Bierger, déi un de Gemengewahle wëllen deelhuelen.

Hei war et d'Meenung vun der Regierung, dass jiddwereen, deen heihinner wunne kënnt, eng Zäit brauch, fir sech anzeliewen an déi lokal Gegebenheete kennen ze léieren. Eng minimal Openthaltsdauer vu fënnef Joer schéngt hir ëmmer nach ugemiess an dësem Kontext.

E Wahlgesetz ze änneren, ass ëmmer eng technesch komplex Aufgab, mä fir d'Bierger vun engem Land virun allem och e Sujet, dee mat villen Emotioune verbonnen ass. D'Fro, wien an engem Land wielen däerf, ass zugläich och eng Fro doriwwer, wéi offen een d'Identitéit vun enger Natioun definéiert a wéi offen een ass, och anerer u wichtegen demokrateschen Décisiounsprozesser deelhuelen ze loossen.

Zu Lëtzebuerg si mer an enger ganz spezieller Situatioun, well mer an deene vergaangene Jorzéngte kontinuéierlech eng staark Zouwanderung haten, esou dass d'Gläichgewiicht tëschent deenen, déi hei wunnen an d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, an deenen, déi eng aner Nationalitéit hunn, ausenanergedrift ass. Dës Tendenz, déi mëttelfristeg derzou féiere wäert, dass d'Stacklëtzebuerger - wann ee se esou ka nennen - wäerten eng Minoritéit hei am Land duerstellen, mécht enger Rei Lëtzebuerger Suergen a verstäerkt protektionistesch Reflexer.

Wéi am Maastrichter Vertrag d'Gemengenan d'Europawahlrecht fir d'EU-Bierger festgeschriwwe ginn ass, déi an engem anere wéi hirem eegenen EU-Land liewen, huet Lëtzebuerg Gebrauch gemaach vun engem Derogatiounsrecht, wat et erlaabt, d'Wahlrecht vun den EU-Bierger anzeschränken. Domat gouf dem Gefill vun enger Partie Lëtzebuerger Rechnung gedroen, dass Ausländer, déi sech bei eis nidderloossen, sech fir d'éischt missten integréieren, da sollten hir ursprünglech Nationalitéit opginn, fir Lëtzebuerger kënnen ze ginn, an op dësem Wee de Privileg kënnte kréien, fir u politeschen Décisioune kënnen deelzehuelen.

Einfach dem Gefill no gëtt oft no dëser Logik net nëmmen eng Integratioun, mä eng Assimilatioun vun den Auslänner verlaangt. Nëmme wa si sech upassen, esou gi wéi mir, eis Sprooch léieren an eis Nationalitéit ufroen, solle si eréischt d'Recht kréien, mat ze entscheeden.

Integratioun bedeit awer, dass sech Lëtzebuerger an Auslänner openeen zou bewegen an zesummen en neit Ganzt erginn. Vu virera mussen déi, déi nei derbäikommen, ëmmer de gréissten Effort maachen. Et ass ëmmer schwéier, an engem frieme Land Fouss ze faassen, sech anzeliewen an nei Kontakter ze knäppen. Wéi liicht ee sech an deem neie Land integréiere kann, hänkt zu engem groussen Deel dervun of, ob een d'Gefill huet, wëllkomm ze sinn. Als Lëtzebuerger musse mer eis froen, ob mer an dëser Hisiicht ëmmer déi richteg Signaler gesat hunn.

De Fait, dass mer just mat Zécken an ënner Oplagen EU-Bierger, déi hei am Land wunnen, an eise Gemengen a bei der Europawahl d'Wahlrecht ginn hunn, ass kee positiivt Signal an déi Richtung. Och d'Aussoen, déi am Kader vun neie Gesetzer zur Nationalitéit, zur Immigratioun an zur Integratioun gemaach goufen, weisen, dass mir eis schwéierdinn, auslännesch Matbierger als gläichwäerteg Partner unzegesinn, mat deene mer zesummen d'Zukunft musse virbereeden an organiséieren.

Tatsaach ass awer, dass kee Wee derlaanscht féiert. Mir hu vill Netlëtzebuerger hei wunnen. Dat wäert zum Gléck och esou bleiwen. Ouni dës Zouwanderung hätte mer ni dee Wuelstand kënne schafen, dee mer haut hunn. Och an Zukunft musse mer eis ustrengen, dass Lëtzebuerg esou attraktiv bleift, dass d'Auslänner gäre bei eis kommen a sech wuel hei fillen. Et huet keen en Interessi drun, an enger zersplitterter Gesellschaft ze liewen, wou een nieft deem anere lieft, ouni sech ze verstoen an ouni sech géigesäiteg eppes zouzetrauen.

Wa mer eis Saach gutt wëlle maachen, muss et fir d'Auslänner net nëmmen attraktiv sinn, hei ze wunnen an ze schaffen, mä och aktiv um politeschen a gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. De Projet de loi, deen hei virläit, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Mir hunn op Drock vun der Europäescher Unioun eist Wahlrecht e bëssen opgemaach fir d'Netlëtzebuerger. Doraus huet ee gesinn, dass duerchaus Interessi doru besteet, och wann d'Participatioun vun den auslännesche Matbierger bei de Gemengen- an Europawahlen nach laang net esou grouss ass, wéi ee sech dat kënnt wënschen oder wéi Eenzelner dat och vläicht gefaart haten.

De Ben Fayot an d'Lydie Err haten am Exposé des motifs vun enger Proposition de loi eng kleng Analys gemaach opgrond vun enger Etüd vum SESOPI iwwert d'Wahlbedeelegung vun den Netlëtzebuerger. Si sinn zur Konklusioun komm, dass Auslänner duerchaus dorunner interesséiert sinn, wat an hirer Gemeng vir sech geet, an dass si och participéieren, wann ee se dofir encouragéiert a motivéiert.

Mat der Verkierzung vun den Délaien, fir sech fir d'Wahlen anzeschreiwen, wäert et e Stéck méi einfach ginn, an de Gemenge Campagne ze maachen, fir d'Netlëtzebuerger mat anzebannen. Et liicht jo jiddwerengem an, dass et schwéier ass, 18 respektiv 15 Méint virun de Wahle Leit ze motivéieren, fir sech anzeschreiwen. Par contre ass et frustrant, wann d'Wahle méi no réckelen an Auslänner Interessi weisen an da musse feststellen, dass se den Délai verpasst hunn, fir sech anzeschreiwen.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt deemno eng wichteg bürokratesch Hürd ofgeschaaft, déi den Auslänner hei am Land onweigerlech huet missen d'Gefill ginn, dass ee se bei de Wahlen eigentlech net wollt derbäi hunn. Et läit duerno bei de Gemengen, fir aktiv Campagne ze maachen an auslännesch Bierger, déi d'Konditiounen erfëllen, fir un de Gemengen- respektiv un den Europawahlen deelzehuelen, ze encouragéieren, fir sech anzeschreiwen. Souwäit ech weess, gëtt déi Campagne virbereet vum Ministère de l'Intérieur a vum Ministère de la Famille mat de Gemengen zesummen. Da wäerte mer op deem Plang e gutt Stéck weiderkommen.

Informatiounsaarbecht muss och geleescht gi bei de Jonken, déi iwwert dat neit Nationalitéitegesetz, dat an engem zweete Grad den Droit du sol aféiert, d'Obligatioun kréien, wéi all aner jonk Lëtzebuerger, wielen ze goen. Et muss een nämlech dervun ausgoen, dass net all 18-jähregen Ausländer, deen nom 1. Januar 2009 d'lëtzebuergesch Nationalitéit kritt, wa schonn ee vu sengen Elteren hei am Land gebuer ass, sech bewosst ass, dass hien domat op der Wielerlëscht ageschriwwen ass.

E positive Punkt am Gesetz, wat mer hei stëmmen, ass och de Fait, dass de Wieler an Zukunft nëmme méi muss seng Carte d'identité mat an de Wahlbüro bréngen an dass de Récépissé net méi muss ënnerschriwwe ginn, fir kënne vun engem wichtege Recht Gebrauch ze maachen. Dat ass den Objet vun der Proposition de loi vun der Madame Brasseur. Ëmständlech Prozeduren a Pabeierkrich sollen op e Minimum reduzéiert ginn, fir et de Bierger esou einfach wéi méiglech ze maachen, un de Wahlen deelzehuelen.

Wann et ëm d'Europawahle geet, hu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger eppes gemeinsam: Si interesséiere sech manner fir d'Europawahle wéi fir d'Gemengewahlen. Well mir eng Wahlflicht hunn, kënnt dat bei de Lëtzebuerger net esou staark zum Ausdrock. Mä et kann ee fest dervun ausgoen, dass eisen Taux de participation ënner aneren Ëmstänn och net besser wier wéi deen am Ausland. Ëmsou méi wichteg ass et, deene Leit, déi interesséiert sinn, den Zougank zu dëse Wahlen ze erliichteren.

Mir sinn duerfir frou, dass d'Durée de résidence vu fënnef op zwee Joer erofgesat gëtt. D'Durée de résidence ganz ofzeschafen, wollt d'Regierung net. Esou dass mer och weiderhi vun eisem Derogatiounsrecht Gebrauch maachen.

An der Kommissioun huet den Här Minister eis erkläert, dass d'Regierung der Meenung wier, dass Awunner aus engem aneren EU-Land dach sollten eng Zäit hei wunnen, fir d'Geleeënheet ze hunn, Lëtzebuerg, seng politesch Landschaft a seng Institutiounen e bësse kennen ze léieren, ier se hei fir d'Europawahlen hire Stëmmziedel ofginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo just op déi Punkten agaangen, déi mir vum politesche Standpunkt aus déi wichtegst schéngen. Dës punktuell Erliichterunge vun de Prozedure beim Wahlrecht stinn an enker Verbindung zu de Modifikatiounen, déi mer am Kader vum Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit virgeholl hunn. Et muss een dës Veränneerungen am Kontext vun enger breeder Diskussioun gesinn.

Als Vertrieder vun der LSAP sinn ech frou ze gesinn, dass mer amgaange sinn, eng ganz Rei vun Upassungen ze maachen, déi e Stéck zur Cohésion sociale an zur Integratioun bäidroen. D'LSAP-Fraktioun gëtt selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass déi véiert Ofännerung vum Wahlgesetz zënter där méi grousser Reform vun 2003. DÉI GRÉNG fannen et net glécklech, dass dëst Gesetz e permanente Chantier ass; en eenzegen „work in progress“, géif een op enger Internetsäit soen. De Statsrot fënnt dat och net glécklech.

Et ass och net glécklech, Här President, wann un engem vun de Basisgesetzer vun eiser Demokratie permanent erëmgedoktert gëtt. An dëse Begréff „erëmdokteren“ trëfft leider och erëm fir dëse Projet de loi zou. Dat ass kee grousse Worf. Dat sinn erëm just e puer punktuell Ännerungen. An déi nächst Ännerunge leie schonn erëm um Dësch respektiv si schonn erëm am Tube, well mer elo fënnef vir zwielef hu missen en Deel ewechplécken, fir dass wéinstens nach erëm d'Wielerlëschte konnten opgemaach gi fir d'EU-Auslänner fir d'Europawahlen.

Firwat ass dat dann esou, dass permanent un dësem Gesetz erëmgedoktert gëtt?

Ech mengen, et gëtt ganz vill Ursaachen dofir. Mir gesinn der als Gréng awer haaptsächlech zwou. Déi éischt ass, dass déi dräi traditionell Parteie bis elo eigentlech ni bereet waren, eng grondleeënd Diskussioun ze féieren, wéi d'Lëtzebuerger Demokratie am 21. Jorhonnert da soll ausgesinn. Mir sinn eis alleguerten eens, dass dat Lëtzebuerg vun haut wéineg mat deem Lëtzebuerg vun der Mëtt vum 19. Jorhonnert, wou d'Basis vun eisem Stat, vun eiser Natioun an och vun eiser Demokratie geluecht ginn ass, ze dinn huet.

Mä, Här President, et huet awer eppes gemeinsam, an zwar, haut wéi deemools ass e groussen Deel vun de Bewunner a Bewunnerinne vu Lëtzebuerg vum Wahlgeschäft ausgeschloss. Deemools, am 19. Jorhonnert, waren d'Kritären natierlech anerer wéi haut. Déi Zäit waren d'Kritären d'Geschlecht an d'Akommes, an haut ass et virun allem d'Carte d'identité an d'Nationalitéit. Mir sinn zu Lëtzebuerg um Wee a Richtung kuwaitesch Verhältnisser, wou eng Minoritéit iwwert d'Käpp vun enger Majoritéit ewech décidéiert, wat an deem Land hei ze geschéien huet.

DÉI GRÉNG fannen dat wierklech keng glécklech Evolutioun, an dofir wiere mir frou, wann een emol endlech kéint eng fundamental Diskussioun doriwwer féieren: Wie soll, wien däerf a wie muss am Ufank vum 21. Jorhonnert ënner wellecher Form un der Demokratie zu Lëtzebuerg deelhuelen?

Mir haten am Joer 2000 schonn e Pabeier ausgeschafft, e Grondsazpabeier, „30 Schrëtt fir méi Matbestëmmung", wou mer eng ganz Rei Iddien an d'Diskussioun geworf haten. Mir wollten do méi eng grouss Ouverture. Natierlech a Richtung Auslänner, och a Richtung jonk Leit, awer och besonnesch wat d'Präsenz an de politesche Gremië fir d'Fraen ubelaangt. Mir wollten awer och ganz nei Forme vu Biergerbedeelegungen aféieren, nei Forme vum Wahlexercice virschloen, vote électronique an esou weider an esou fort.

Mir hunn awer deemools schonn de Lien gemaach och mat de Strukturen am Land, mir sinn agetruede fir ee Wahlbezierk fir ganz Lëtzebuerg, agetruede fir eng Professionaliséierung um Niveau vun de Gemengen, mat awer och enger entspriechender Trennung vun de Mandaten, awer och fir eng Reform vum Statsrot, enger anerer ondemokratescher Struktur am Lëtzebuerger Land, nieft der Monarchie.

Mir hunn dee Pabeier deemools an d'Diskussioun vun der Reform vun 2003 abruecht an hunn deemools och - Dir kënnt Iech vläicht nach dorun erënneren - virum Vote hei am Plenum eng Hällewull vun Amendementer erabruecht. Mä leider hunn dës Amendementer, dës Virschléi deemools ganz wéineg Géigeléift fonnt. An Tëschenzäit huet d'Regierungsmajoritéit geännert, a mir musse feststellen, dass d'Géigeléift fir eis Iddië leider net vill méi grouss ginn ass.

Zweet Ursaach, firwat dass mer ëmmer erëm punktuell un deem Gesetz dokteren, ass, dass dës Majoritéit weiderhi retizent ass, fir d'Participatioun méi grouss opzemaachen. Besonnesch fir d'CSV ass dat eiser Meenung no de Fall. Dat wonnert eis als Gréng Partei och weider net, well et kann ee jo schlecht mam roude Léiw iwwer Land zéien a gläichzäiteg d'Diere méi grouss opmaache fir eis auslännesch Matbierger a Matbiergerinne bei den nationalen, kommunalen oder Europawahlen.

Dat ass selbstverständlech all Partei hiert gutt Recht, eis Demokratie méi restriktiv ze gesinn, mä da géif ech awer, Här President, ëm e ganz e bësse méi Éierlechkeet bieden, well dës Positioun, fir net méi grouss opzemaachen, ass a krassem Widdersproch zu alle Riede vu sozialer Kohesioun. Si ass och a krassem Widdersproch zu alle Rieden, déi nom Referendum iwwert d'Constitutioun vun CSV- an LSAP-Kreesser gehale gi sinn. Sonndes gëtt plädéiert fir en Europa vun alle Bierger, a méindes kréien d'EU-Bierger zu Lëtzebuerg d'Dier weiderhin zougehalen, fir um demokratesche Prozess deelzehuelen. Sonndes gëtt geschwat fir déi europäesch Citoyennetéit, a méindes ginn déiselwecht Leit op Bréissel Derogatioune fir Lëtzebuerg aushandelen am Kontext Auslännerwahlbedeelegung.

DÉI GRÉNG sinn der Meenung, dass et keng objektiv Begrënnung méi gëtt fir déi Derogatiounen, déi Lëtzebuerg sech beim Maastrichter Vertrag ausgehandelt hat. Wann een deemools och nach konnt e gewësse Versteesdemech hu fir eng Rei Ausnahmeklauselen, well Lëtzebuerg jo wierklech e bëssen an där atypescher Situatioun ass vun engem héijen Undeel vun Auslänner, mengen ech, esou gëtt et haut, 16 Joer an e puer Europa- a Kommunalwahle méi spéit, wierklech kee Versteesdemech méi derfir, dass Lëtzebuerg, an dat weess vläicht net jiddwereen, als eenzegt vun deene 27 EU-Länner nach ëmmer op dës Derogatioune pocht.

Emol éierlech, Kolleeginnen a Kolleegen, et ka jo keen heibanne behaapten, bei deene Wahlen, déi mer an der Zwëschenzäit erlieft hunn, hätte mer eng Invasioun vun Auslänner an Auslännerinnen op de Wahllëschten erlieft, an et kann och kee behaapten, bei deene Wahle wiere mer vun auslännesche Kandidaturen op de Lëschten iwwerrannt ginn. Et gëtt also keng Ursaach, fir d'Durée de résidence nach ëmmer op zwee Joer ze halen. Fir eis auslännesch Populatioun gëtt eis Demokratie ëmmer méi zu enger Salami-Demokratie, wou d'Participatioun nëmmen nom Gutdünke vun CSV an LSAP rondelweis verdeelt gëtt.

DÉI GRÉNG sinn der Meenung, dass eng Salami-Demokratie net zur sozialer Kohesioun bäidréit. Eng Salami-Demokratie vergréissert och net den Appetit um Zesummeliewe bei den auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger. An dorunner wäert och déi ugekënnegt Campagne mat Bicen a Béierdeckelen, wéi mer viru kuerzem an enger Äntwert op dem Félix Braz seng Fro gewuer gi sinn, net ganz vill änneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, DÉI GRÉNG stelle sech d'Zesummeliewen an d'Demokratie am 21. Jorhonnert zu Lëtzebuerg anescht vir, an duerfir wäerten DÉI GRÉNG dëst Gesetz net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'éischt e Merci un de Kolleeg Marco Schank als Rapporteur. Just e puer kuerz Remarquen zu dësem Projet. Et ass e Projet, deen e relativ gelungene Wee gaangen ass, bis en iergendwéi do erauskomm ass, wou en dann elo ass, mä wou mer, mengen ech, an der Kommissioun awer dach e Konsens fonnt hunn, datt et besser ass, dëse Projet kuerzfristeg elo iwwert den Instanzewee ze kréien an da mat rouegem Kapp eng nächst Etapp hannendrun ze hänken.

Ech wëll hei just kuerz op dee Punkt agoen, wou Lëtzebuerg opgrond vum Maastrichter Vertrag Ausnahmebestëmmunge krut, wat d'Residenzklausel vun den EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Mir si vu siwen op fënnef Joer erofgaangen an du vu fënnef op zwee. D'Diskussioun an der Kommissioun war, an et ass och elo hei vun deene grénge Kolleege gesot ginn, datt een zu dësem Zäitpunkt hätt kënnen direkt op null Joren erofgoen, dat heescht keng Residenzklausel méi virgesinn.

Mir als ADR hunn awer déi Propositioun, wéi se hei am Text virläit, ënnerstëtzt, well mer einfach soen, mir hu jo am Maastrichter Vertrag déi Ausnahmebestëmmunge fir Lëtzebuerg net ouni Argumentatioun gefrot. Mir sinn nun eben emol dat Land mat deem gréisste prozentualen Undeel vun Netlëtzebuerger. Keen anert Land huet esou en héije Prozentsaz bei sech opweises. Duerfir hu mer déi Ausnahmeregelunge gefrot a mir hu se och vun deenen anere Länner aus där Ursaach zougestane kritt.

Datt mer etappeweis erofginn, wéi gesot vu siwen op fënnef Joer an elo vu fënnef op zwee, beweist jo awer, datt Lëtzebuerg sech senger Responsabilitéit do bewosst ass, och vis-à-vis vun eisen aneren EU-Bierger hei am Land, an datt mer déi lues awer sécher praktesch ganz participativ hei un den Europa- respektiv Gemengerotswahle wäerten deelhuele loossen. An ech sinn och iwwerzeegt, datt mer eng nächst Etapp wäerte kréien, wou mer op null Jore wäerten erofgoen. Mä alles zu senger Zäit. Et soll een dat Schratt fir Schratt maachen.

De Kolleeg Gira huet elo grad gesot, mir wieren dat eenzegt Land, wat an der Europäescher Unioun esou Ausnahmeregelungen nach géif praktizéieren. Jo, dat stëmmt. Mir sinn och dat eenzegt Land, wat esou en héije Prozentsaz vun Netlëtzebuerger oder vu Leit, déi net eis Nationalitéit hunn, hei am Land huet. Duerfir ass dat, mengen ech, scho berechtegt. Op där anerer Säit beweise mer elo fir d'zweete Kéier, datt mer deen Integratiounsprozess um politesche Plang awer etappeweis viruféieren. Ech sinn iwwerzeegt, wéi gesot, datt eng nächst Etapp wäert kommen, wou mer dann déi zwee lescht Joren och wäerte sträichen.

Et ass gutt, datt am Budget e Kredit virgesinn ass, fir eng Campagne ze maachen, fir eis auslännesch Matbierger och opmierksam ze maachen op déi nei Méiglechkeeten, déi se hunn, souwuel iwwert d'Konditioune wat d'Residenz ubelaangt wéi awer och d'Konditiounen, déi verkierzt ginn, fir sech an d'Wielerlëschten anzeschreiwen. Duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt duerfir eng Campagne gemaach gëtt.

Mä mir soen awer och gläichzäiteg - an ech hunn dat och an der Kommissioun gesot -, datt mir relativ vill Leit hei zu Lëtzebuerg hunn, déi an de leschte Joren an d'Grenzregioun wunne gaange sinn. Mir hunn iwwer 10.000 Lëtzebuerger, déi an der Grenzregioun wunnen, déi am Fong och d'Méiglechkeet hunn, fir iwwer Bréifwahl hei am Land kënnen un de Wahlen ze participéieren.

Mir als ADR sinn der Meenung, datt een och do sollt eng Campagne maachen, fir déi Leit dorop opmierksam ze maachen, datt se éischtens hei kënne mat wiele goen, an zweetens fir deenen awer och ze soen, wéi dann d'Prozeduren an d'Délaie sinn, fir kënnen an der Regel iwwer eng Bréifwahl hei mat kënne wielen ze goen.

Ech mengen, dat wier fair vis-à-vis vun deenen zwou Säiten, fir deene Leit déi néideg Informatiounen zoukommen ze loossen, fir datt se och hei vun hirem duerch Gesetz verankerte Recht, fir kënne bei de Wahlen ze participéieren, kéinte profitéieren.

Här President, dat gesot, mengen ech, all déi aner Saachen huet de Rapporteur a verschidde vu menge Virriedner hei gesot, sou dass deem näischt bäizefügen ass. Dat géif just eis Zäit huelen. Duerfir bréngen ech nach just zum Schluss den Accord vun eisem Grupp zu dësem Gesetz.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling, an da kënnt den Här Fayot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Ech wëll emol kloerstellen, dass Lëtzebuerg net dat eenzegt Land ass, wat Derogatioune kritt huet an der politescher Unioun. Dänemark war vun Ufank vum Maastrichter Vertrag un net an der politescher Unioun mat dran.

(Interruption)

Majo neen, wann ech vun der politescher Unioun schwätzen, dann ass et dat. Politesch Unioun ass eben d'Integratioun vun den Netbierger vun engem Land an d'Matbestëmmung vun deem Land. Beim Maastrichter Vertrag huet Dänemark déi Derogatioune kritt, wann Der Iech gutt kënnt erënneren, well Dänemark déi éischte Kéier beim Referendum Nee gestëmmt huet, an do huet et déi Derogatioun kritt, fir datt et déi zweete Kéier sollt Jo stëmmen.

Ech mengen, et soll een och emol dann dorunner erënneren.

Dann zu där Salami-Demokratie: Dir kënnt awer net heihinner kommen an eis italienesch Matbierger beleidegen. Dat ass awer net fair!

(Hilarité)

Mä ech wëll awer soen, dass mer vum Maastrichter Vertrag un, géif ech mengen, Schrëtt fir Schrëtt an déi Richtung gaange sinn, vun där ech mengen, dass och DÉI GRÉNG déi gären hätten. Mir gi Schrëtt fir Schrëtt an déi Richtung, an et geet menger Usiicht no och net anescht, wéi dass een dat mat kuerzen an iwwerluechte Schrëtt mécht. Et kann een näischt iwwert de Knéi briechen, well dat géif kengem hëllefen, weder eis nach eisen auslännesche Matbierger.

Ech sinn och frou, dass mer elo emol net méi vun Auslänner oder esou schwätzen, mä dass mer ëmmer méi vun Integratioun schwätzen, Integratioun vun alle Bierger hei am Land an e System, mat deem mer all gutt kënnen zesummeliewen.

D'Residenzklausel - okay, et kann ee soen: Huet et nach e Sënn, fir déi oprechtzeerhalen? Mä wann ech soen, dass mer och do Schrëtt fir Schrëtt ëmmer dem idealen Zil méi no kommen, esou géif ech awer mengen, dass mer dann och do eng Kéier dohinner kommen, wou mer hi wëllen.

D'Betreiung vun eise Matbierger, déi wëllen d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, ass eng ganz delikat Saach. D'Betreiung vun deene Leit, déi sech op de Gemenge mellen, fir sech anzeschreiwen oder fir iergendeng Démarche ze maachen, fir sech ze integréieren, ass eng ganz delikat Saach. Dat hu mer bei eis zu Esch schonn e puermol matgemaach.

Den Här Etgen huet hei gesot, dass hien e Problem hätt mam Alter vu 25 Joer. Do sinn ech einfach der Meenung, éischtens emol, dass duerch déi Studien, déi do verlaangt ginn, ee sech knapps virum Alter vu 25 Joer do ka mellen. Zweetens sinn ech der Meenung, dass, fir esou e Posten ze bekleeden, wou ee mat Mënschen ëmgeet, wou ee Matmënsche muss betreien, ee wierklech och schonn e bëssen Experienz muss hunn an och e bësse psychologesch Kenntnisser, fir kënne mat deene Mënschen ëmzegoen, dass se sech wierklech akzeptéiert fillen an dass se sech och wierklech behandelt fille wéi jiddwereen aneren och. Dat ass ganz oft och net de Fall. Wann déi falsch Leit op där falscher Plaz sëtzen, da gëtt dat e ganz anert Bild a gëtt deem Mënsch, deen dohinner froe kënnt, éischter den Androck, wéi wann en net wëllkomm wier, an dat ass net gutt.

All d'Gemengen hu massiv de Versuch gemaach, an ech weess dat vun Esch, fir dass méi Leit sech aschreiwen, fir dass méi Leit sech integréieren, mä et bleift ëmmer nach dem Wëlle vun deem Eenzelnen iwwerlooss, ob hien dee Schrëtt och wëllt maachen.

A wa mer do sinn, wou mer elo sinn, dass eben net méi Leit sech aschreiwen, fir ze participéieren, da musse mer eis Froe stellen, wéisou dass dat esou ass.

Ass et vläicht, dass de Wonsch bei deene Leit guer net esou grouss ass, fir hei ze participéieren um politesche Geschäft, wéi mir dat vläicht gären hätten? Oder ass et einfach esou, dass mer et net fäerdeg bréngen, hinnen eben eis Institutiounen oder eist politescht Gefüge méi no ze bréngen?

Dat si Froen, déi ee sech muss stellen. Wann ee bei de Kanner kuckt, déi hei an d'Schoul ginn, esou gesäit een, dass bei deene schonn e ganz anere Wëllen do ass wéi bei deene Leit, déi elo scho länger am Land wunnen. Mä awer bleift et schlussendlech ëmmer deem Eenzelnen iwwerlooss, ob hien dann iwwerhaapt déi Participatioun wëllt.

Ech géif mengen, mir sollen net elo versichen eng Participatioun ze forcéieren. Mir sollen dat maachen, wat mer bis elo gemaach hunn, nämlech mat kuerze Schrëtt ëmmer deem idealen Objektiv méi no kommen, d'Leit net drängelen, d'Leit net forcéieren, mä se begleeden an hinnen d'Méiglechkeete ginn, aus sech selwer eraus ze entscheeden, ob se dat wëllen oder net. Well een, deen e bëssen esou dozou gezwonge gëtt, stellt sech herno Froen, well et si vill Leit, déi d'Lëschten - wa mer an der Uelzechtstrooss stinn zu Esch, weess ech dat - ënnerschreiwen, fir sech aschreiwen ze loossen, déi sech emol guer net der Konsequenz bewosst si vun deem, wat se do gemaach hunn, an déi stellen da spéider Froen.

Duerfir ass menger Usiicht no et besser, wa mer de Leit déi néideg Zäit loossen, fir selwer ze entscheeden, fir sech selwer ze integréieren a selwer och ze entscheeden, wéini dass de Moment do ass, fir hei ze participéieren. Dat wär fir mech dee beschte Wee. Mir solle se begleeden, mir sollen all déi gesetzlech Moossnamen duerfir maachen.

(Interruption)

Jo, ech weess, dass meng Zäit ofgelaf ass, ech verleugnen dat och guer net, Här Gira. Mä vläicht net nëmme meng! Vläicht net nëmme meng! Well ech géif mengen, dass deen een oder deen aneren och vun Iech um richtege Wee ass.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, erlaabt mer als ee vun de Coauteure vun enger vun deene Propositions de loi, déi an deem Gesetz hei mat integréiert sinn, e puer Wuert ze soen, selbstverständlech och fir dem Rapporteur Merci ze soe fir seng gutt Aarbecht bei dësem Projet.

Ech wollt dräi Punkte soen.

Éischte Punkt, déi Derogatiounen, déi mer am Traité vu Maastricht 1993 kritt hunn. Ech erënnere mech ganz gutt un déi Diskussioun am Europaparlament. Et war deemools, wéi déi europäesch Biergerschaft mat dem Droit de vote fir Netlëtzebuerger sollt kommen, eng grouss Opreegung, elo géife bei den Europa- a Gemengewahlen, wéi zum Beispill an der Fiels, wou iwwer 50% Portugise wunnen, d'Auslänner d'Muecht ergräifen.

Bon, mir hu jo gesinn, dass dat net geschitt ass. Déi Derogatiounen, déi mer nom Traité vu Maastricht hunn, bestinn nach ëmmer, well et se fir all Land gëtt, wou iwwer 20% net Nationaux wunnen. Dat gëtt vun der Europäescher Kommissioun kontrolléiert.

Et hänkt also vun ons selwer of, ob mer déi Derogatiounen eng Kéier ganz opginn oder net. Vun ons ganz eleng. Et forcéiert keen ons, déi Derogatiounen opzeginn.

Zweetens mengen ech, well mer déi Derogatiounen hunn a well mer awer iergendwann sollen an den Droit commun vun der europäescher Biergerschaft kommen, dass mer ons solle Gedanke maachen doriwwer, dass d'Wahlen am Fong geholl net dat eenzegt Instrument sinn, fir Leit, déi bei ons wunnen, schaffen, Steiere bezuelen, laang wunnen, mat an onst politescht Geschäft eranzehuelen.

Wahlen ass ee Mëttel, mä et gëtt aner Mëttelen. Et gëtt d'Mëttele vun der Participation politique. D'Parteie fänke jo un dat ze maachen. Ech hu gelies, dass d'CSV do e Grupp geschaf huet. Mir hu selwer als LSAP eng ganz Partie Netlëtzebuerger an der Partei. Mir probéiere Strukture fir déi opzebauen. Et ass net ëmmer einfach, Aarbechtsgruppe mat eranzekréien an den normale politeschen Débat interne an der Partei. Dat ass d'Responsabilitéit vun all Partei, fir déi Leit, vun deene mer gären hätten, dass se zu Lëtzebuerg d'politesch Participatioun exercéieren, op déi Manéier mat eranzebréngen.

Elo, wou d'Parteie méi Finanzméiglechkeete kruten duerch d'Gesetz iwwert d'Finanzéierung vun de Parteien, ass dat eng Responsabilitéit vun de Parteien zu Lëtzebuerg, fir d'Netlëtzebuerger, déi awer wëllen hei zu Lëtzebuerg - sief et um Plang vun de Gemengen, sief et um Plang vun der Europapolitik, a firwat net och um Plang vun der nationaler Politik - participéieren, méi enk dorunner anzebannen.

En drëtte Punkt betrëfft eng Situatioun, déi elo näischt mat dësem Gesetz ze dinn huet. Den Här Gibéryen huet et ugeschwat. Et gëtt, mir wëssen net wivill, mä vill Lëtzebuerger am Ausland. Et gëtt der natierlech am wäiten Ausland, et gëtt der och am direkten Nopeschausland. An enger Gemeng wéi Pärel zum Beispill si 500, 600 Lëtzebuerger. Dat geet duer fir e Wahlbüro.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Si stellen déi nächste Kéier de Buergermeeschter.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Si kéinte souguer an Däitschland, wa se alleguerte fir ee stëmmen, de Buergermeeschter stellen. Just nëmme fir ze soen, fir dass mer déi Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn, besonnesch déi, déi ganz no bei Lëtzebuerg sinn, well se hei nach schaffen, well se nach vill Lienen hunn - et ass eppes anescht ob een zu Pärel oder zu San Francisco wunnt -, och nach ganz enk un d'politescht Geschéien zu Lëtzebuerg abannen an dass mer eis Gedanke maachen, wéi een et deene ka facilitéieren, un de Wahlen zu Lëtzebuerg ze participéieren, souwuel bei den Nationalwahle wéi bei den Europawahlen. Bei de Kommunalwahlen ass dat jo net méiglech, well se net an enger Lëtzebuerger Gemeng wunnen. Mä op jidde Fall bei den Nationalwahlen a bei den Europawahlen.

Et ass en Uleies, dat ganz bestëmmt och an deenen nächste Joren, wann déi Leit, déi net zu Lëtzebuerg wunnen, mä am noen Ausland wunnen an trotzdeem nach enk Relatioune mat Lëtzebuerg hunn, méi zahlreich ginn.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech wollt maachen. Den Här Klein huet de Rescht vun deem Projet exzellent hei duergeluecht.

Vläicht nach just eng Remarque. An der Proposition de loi hate mer proposéiert, dass ee soll d'Durée de résidence vu fënnef op zwee Joer fir d'Europawahlen a fir d'Gemengewahlen erofsetzen. D'Regierung huet gesot: Mir setze se erof fir d'Europawahlen, mä net fir d'Gemengewahlen, well ee fir d'Gemenge méi eng laang Zäit brauch, fir sech ze integréieren.

Domat kann ee liewen. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer héchstwahrscheinlech an e puer Joer och mat där Residenzdauer erofginn, well mer gesinn: Wat d'Leit an de Gemenge méi participéieren, sief et iwwert d'Wahlen, sief et a Kommissiounen, sief et iwwert d'Participatioun an de Veräiner, wat d'Liewen an de Gemenge méi harmonesch gëtt, wat d'Leit méi zesummewuessen. An et ass jo dat, wat mer virun allem wëllen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Här Innenminister Halsdorf, wann ech gelift.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de modifizéierte Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, huet e grousse Konsens an der Intérieurskommissioun, heibannen an der Chamber - dat hu mer haut an den Diskussiounen héieren - an och dobaussen.

Wann ech e kuerz misst beschreiwen, géif ech soen: En ass wielerfrëndlech an e mécht eppes fir d'Simplification administrative. Den originale Projet, deen ech jo de 25. Mäerz hei an der Chamber déposéiert hunn, war a bleift och en ambitiéise Projet. Ech wollt mat dësem Projet eng ganz Rei vun Ännerungen am Wahlgesetz an och am Gemengegesetz gläichzäiteg virhuelen.

Als Éischt huet jo dëse Projet de loi, deen d'Nummer 5859 huet, enger Revendicatioun Rechnung gedroen, déi jorelaang gemaach gouf, fir d'Aschreiwungsfrist ze verlängere fir d'Wielerlëschte vun den auslännesche Matbierger.

Et ass effektiv net méi ze vertrieden, dass ee sech muss virum 31. Mäerz dat Joer virun de Wahlen androen. Dëst ass net méi vertrietbar. Et war och net esou einfach, eng nei Prozedur ze maachen, well mer eis net wollten um belsche Modell, esou wéi en an der Proposition de loi vum Ben Fayot an der Madame Err dra war, orientéieren. Mir hunn nämlech gemengt, et misst een onbedéngt dat demokratescht Recht, dat „double degré de juridiction" heescht, bäibehalen.

Mir wollten also de Bierger d'Méiglechkeet ginn, en duebelen Asproch, eng duebel Reklamatioun ze maache fir eben d'Aschreiwung oder d'Netaschreiwung op d'Wielerlëschten. Do hu mer misse vill rechnen, mir hu misse vill tässelen, a mir sinn zu enger Prozedur komm, déi - wéi et haut scho gesot ginn ass - den 13. Freideg virun de Wahlen ophält. 86 Deeg virun de Wahlen ass den Délai, deen elo festgehale ginn ass.

Deen Dag ginn d'Lëschte provisoresch zougemaach. Duerno gi se publizéiert, an da kënnen d'Leit dergéint reklaméieren. Dat definitiivt Zoumaache vun de Lëschten ass 72 Deeg virun de Wahlen. Fir dass dëse Modell iwwerhaapt fonctionnéiert, hu mer missen eng permanent Wahllëscht aféieren, déi dann eben esou fonctionnéiert, dass se fir d'Lëtzebuerger automatesch à jour gehal gëtt. D'Auslänner, wann déi d'Konditiounen erfëllen, kënne sech da permanent aschreiwen op dës Lëscht.

Dës prinzipiell Opfuerderung - ech hunn et scho gesot - nom belsche Modell ass gefrot gi vum Ben Fayot a vun der Madame Err an engem Projet de loi vum 16. Mee 2006. Mir hu gemengt - ech mengen dat och, ech sinn och dervun iwwerzeegt -, dass dat, wat mir elo proposéieren, méi demokratesch ass a strukturell eng besser Léisung ass wéi dee belsche Modell, deen eis Noperen hunn. Dëst Häerzstéck war am Originalprojet an et bleift jo och dann an dëser modifizéierter Mouture, déi mer haut an der Chamber hunn an déi haut soll ofgestëmmt ginn.

Aner Particularitéite vum Originalgesetz waren déi, dass mer nach aner Proposition-deloie vun Deputéierte wollten an d'Gesetz abauen, dass mer d'Experienzen, déi mer 2004 an 2005 gemaach hunn, och an dat Gesetz afléisse gelooss hunn. Mir hunn och dervu profitéiert, Ännerungen am Gemengegesetz virzehuelen, déi an därselwechter Iddiëlag ware wéi d'Ännerungen am Wahlgesetz. Ech ginn hei e Beispill: Dat ass wéini d'Membere vun engem Gemengerot a Fonctioun trieden. Dat ass net ganz kloer an do muss och légiféréiert ginn.

Dir gesitt also, den Originalprojet huet vill Detailaarbecht verlaangt. Duerfir konnte mer en och eréischt den 28. Mäerz dëst Joer déposéieren.

Firwat hunn ech dann op eng Kéier proposéiert, fir eben dëse gutt ficeléierte Projet opzedeelen? Do gëtt et méi Grënn. D'Ausgangsbasis ass déi, dass mer zwee Projet-de-loien hunn: d'Wahlgesetz an d'Gemengegesetz, déi zum Deel komplementar sinn.

Et ass also dann noutwendeg, well déi Texter sech ergänzen, dass se och zesummen an d'Plénière kommen an deeselwechten Dag a Kraaft trieden. D'Realitéit ass awer déi, dass den Avis vum Statsrot fir d'Wahlgesetz den 11. Juli komm ass, den Avis awer fir d'Gemengegesetz ass eréischt de 25. November komm. Mir haten och am Juli schonn direkt mat den Diskussiounen ugefaangen an der Chamberskommissioun. Mir konnte se awer leider net ofschléissen.

En plus hu mer am zweeten Avis eng Opposition formelle kritt iwwer e fundamentale Punkt, an zwar deen, fir déi nei Prozedur fir de Buergermeeschter an d'Schäffen ze wielen. Eng Opposition formelle, dat heescht, do hu mer missen eng nei Prozedur sichen.

Dës Iddi war eis awer wichteg, well mir hu se vum Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe, vum CPLRE, suggéréiert kritt. Si haten e Rapport gemaach iwwert d'Demokratie an d'Rolle vun eise Gemengen hei zu Lëtzebuerg. Mir mengen och, dass et noutwendeg wier, fir esou eng Prozedur an d'Lëtzebuerger Recht anzeschreiwen.

Keng Textpropositioun vum Statsrot; dat heescht eng nei Prozedur am Aklang mat de bestehenden Dispositiounen an och am Geescht vun der Gemengegesetzgebung. Esou eppes kritt een net am Handëmdréien. Esou eppes verlaangt komplex Iwwerleeungen a Recherchen, fir dass mer e juristesch kohärenten Text kréien. Duerfir hu mer gemengt, dass mer sollten déi Elementer, déi d'Wahlgesetz an déi Dispositioun do uginn, eraushuelen.

De Statsrot hat doriwwer eraus och nach gefrot, eng kloer Trennung ze maachen tëschent dem Gemengegesetz an dem Wahlgesetz, fir och hei méi Kohärenz ze kréien. Zum Beispill géif dat heeschen, d'Entrée en fonction vum Gemengerot, d'Demissioun vun de Buergermeeschteren, vun de Schäffen, vun de Conseilleren, d'Incompatibilitéiten oder Komplementarwahlen oder en Désistement: All déi Elementer sollte mer aus dem Wahlgesetz eraushuelen, wa mer esou eppes wëlle maachen.

Dat ass och opwändeg an dat léisst sech net vun haut op muer maachen. Et ass awer am Esprit vun deem, wat d'Spezialkommissioun iwwert d'Reorganisatioun vun eisem Land formuléiert huet, ee Code communal ze maachen. Eng Formulatioun, zu där ech och am Joer 2005 scho gesot hunn, mir wéilten an déi Richtung goen. Deen éischte Schratt wär dat heiten, a mir sollten eis dann d'Zäit huelen, fir dat mat Suerg ze maachen, fir dass mer herno juristesch Kohärenz kréichen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst lech net stéieren, Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Duerfir hunn ech elo ee Moment gewaart, fir dass dat Ganzt sech berouegt, an da kann ech och berouegt weiderschwätzen, fir lech nach eng Kéier ze soen, dass mer dann also d'Gemengewahlen an déi Suiten, all déi Elementer wëlle separat behandelen. Do soll an den nächste Méint légiféréiert ginn, an doriwwer eraus sollte mer kucke bis spéitstens Mee 2011 eppes op d'Been ze stellen, fir dass d'Ännerunge beim Gesetz den 9. Oktober 2011, also bei deenen nächste Gemengewahlen, gräife kënnen. Mir sollten elo déi néideg Viraarbechte maachen, fir déi Diskussioun en toute sérénité ze féieren, fir dass dann de Projet op den Instanzewee ka goen.

Nun, ech hunn och an där zweetleschter Chamberskommissioun gesot, mer missten dëst Gesetz nach, wa méiglech, virum Enn vum Joer hikréien. Dat geléngt jo dann nach haut, an dat ass och praktesch liewenswichteg, géif ech soen, well mer hunn effektiv Elementer, déi eis dozou féieren, dass mer dat elo musse maachen. D'Opmaache vun de Wahllëschte muss schnellstméiglech geschéien, fir dass déi auslännesch Matbierger sech kënnen aschreiwen. Dat ass eng Revendicatioun vun Auslännerorganisatiounen, a mir wëllen där Rechnung droen.

Mir wëllen awer och eng Sensibiliséierungscampagne, déi hei ugeschwat ginn ass, starten. Et stinn 100.000 Euro am Budget 2008. Si stinn ënnert der Rubrik „Commissariat aux étrangers" a si mussen dëst Joer engagéiert ginn, fir dass se och kënne genotzt ginn. Duerfir musse mer dat Gesetz elo a Kraaft kréien, fir dass mer dann och kënnen deementspriechend informéieren a sensibiliséieren. Dës Campagne ass, et ass scho gesot ginn, zesumme mat den Organisatioune fir d'Auslänner preparéiert ginn, an do kënne mer elo lassfueren, deem steet näischt méi am Wee.

E weidere Grond, deen och schonn ugeschwat ginn ass, firwat dass dat Gesetz hei muss haut gestëmmt ginn, dass et virum 1. Januar kann a Kraaft trieden, ass eben, well Dispositiounen am Gesetz vum 23. Oktober vun 2008 iwwert d'duebel Nationalitéit am Artikel 1, Alinea 5 stinn, an et gëtt eng Rei vu Bierger, déi kréien d'Lëtzebuerger Nationalitéit op den 1. Januar 2009 iwwert den Droit du sol, also iwwert d'Buedemrecht. Dës jonk Leit si jo virum 1. Januar 1991 an dem 31. Dezember 2008 gebuer, a vun den auslänneschen Eltere muss op d'mannst ee vun hinnen zu Lëtzebuerg gebuer sinn. Wann dës Leit elo 18 Joer kréien, tëschent dem 1. Januar 2009 an dem 7. Juni 2009, da musse se automatesch op d'Wahllëschten ageschriwwe ginn. Dat wäerten 200 Leit sinn. A well eben d'Nationalitéitegesetz den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, muss och d'Wahlgesetz a Kraaft sinn, fir eben dës Ëmsetzung kënnen direkt a parallell virzehuelen.

D'Gemenge kréie vun de kompetente Servicer vum Stat eng Lëscht vun deene Leit aus hirer Gemeng, déi ënnert dës Dispositioune falen, fir dass se kënnen ageschriwwe ginn. Dat huet jo och de Gilles Roth a senger Interventioun gefuerdert, a mir wäerten do eng Circulaire maachen, fir deem Rechnung ze droen. Ech kann dem Gilles Roth dann och äntwerten, dass mer datselwecht och wäerte maachen, also eng Circulaire, fir ze informéieren, wien op eng Wahllëscht kënnt a wien net drop kënnt.

Ech wollt awer onbedéngt nach e puer Wierder iwwert dat Gesetz hei soen, dat a sech en ongewéinleche Parcours gaangen ass an dat am Fong geholl nëmme konnt haut esou ofgestëmmt ginn, well d'ganz Kommissioun unanime d'accord war, eng Hand mat unzepaken, fir dass mer et hei kënne realiséieren. Duerfir wollt ech all deene Merci soen, déi do matgeholl hunn, an och ee spezielle Merci un de Marco Schank fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och fir seng proaktiv Haltung, dat muss ech wierklech soen, bei alle Projete bis elo. Hien huet ëmmer eng Hand mat ugepaakt, dass mer an dëser Legislatur konnten effizient an der Intérieurskommissioun schaffen.

E puer Wierder nach iwwer wesentlech Punkten. Éischtens, d'Openthaltsdauer fir d'Aschreiwe vu fënnef op zwee Joer, dat ass jo de Mëtteg e puermol ugeklongen. D'Regierung wollt hei net méi wäit goe wéi zwee Joer. Déi Prise de position ass jo de 14. Mäerz 2007 festgehale ginn a si ass och an dëst Gesetz ageschriwwen. Ech hu kee Problem, eng fundamental Diskussioun ze féieren - fir dem Här Gira ze äntwerten - iwwer ee Wahlgesetz oder iwwert d'Wahlen hei zu Lëtzebuerg. Mä ech wëll him awer soen, dass, wann ech kucken, wéi d'Diskussioune gefouert goufen an nach geféiert ginn am Kader vun der Réorganisation territoriale, vun där Spezialkommissioun, da maachen ech mer awer munch Gedanken. Well do gesinn ech awer, dass déi Energie, fir villes hei zu Lëtzebuerg ze reorganiséieren, awer nëmme bedéngt do ass, an ech stelle fest, dass d'CSV sécherlech kee Bremser ass fir eist Land ze reorganiséieren. Ech wëll och kee Bremser sinn, fir esou eng fundamental Diskussioun ze féieren.

Une voix.- DÉI GRÉNG souzen op der Brems.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Mir sollten also an den nächste Méint kucken, wéi ech elo gesot hunn, an och déi nächst Regierung, wat am Kader vun enger Reorganisatioun vun eisem Wahlgesetz - kommt mer nennen et esou - ze maachen ass oder wat do net ze maachen ass.

Stéchwuert Convocatiounsbréif. Ech mengen, do ass et evident, dass mer dat no der Ufro vun der Madame Brasseur an enger Proposition de loi ageféiert hunn. Et ass net méi zäitgemëiss, nach e Récépissé ze fuerderen, wann een d'Leit wëllt dozou kréien, dass se wiele ginn. Dat bréngt an eiser mediatiséierter Welt kee Mehrwert méi zur Informatioun. D'Leit ginn also just nach informéiert. Si brauche kee Convocatiounsbréif méi, eng Identitéitskaart geet duer, eng Auslännerkaart oder e Pass. Jo, et geet souguer duer, wa se bekannt sinn am Wahlbüro, da kënne se direkt un de Wahlen deelhuelen, ouni sech missen auszeweisen.

Mat dësem Gesetz gëtt och zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet agefouert, fir Observateure bei Wahlen ze invitéieren. Dëst geet zréck op eng OSZE-Konferenz vu Kopenhagen vum 29. Juli 1990. Do hu mer eng politesch Deklaratioun ënnerschriwwen, déi et méiglech mécht, dass all déi Staten, déi un der OSZE deelhuelen, grad wéi och all kompetent a privat Organisatiounen oder Institutioune kënnen op Wonsch Wahloperatiounen observéieren. Dat ass en neie Punkt.

En aneren neie Punkt an dësem Gesetz ass den zentrale Büro vun der Regierung, deen d'Wahloperatioune begleet, fir esou schnell

wéi méiglech relativ fiabel Resultater ze publizéieren. Och dësen zentrale Büro kritt eng Base légale. Et war bis dato eng Traditioun, dass d'Regierung e Büro agesat huet, fir d'Wahlresultater zentral ze sammelen an da schnellstens déi informell Resultater un d'Vollek an un d'Medië weiderzeginn. Mir kruten hei iwwer Jore gutt Erfahrungswäerter, an dës nei Base légale wäert dem Büro an Zukunft ee gudden an effikasse Fonctionnement garantéieren an esou den Zougank zu den Donnéeën erliichteren.

Eng weider Neierung ass, dass d'Gemengen hir Wielerlëschte kënnen, nieft der Parbeierform, och op informatesche Fichiere féieren. D'Gestioun an de Suivi kënnen also, dat ass nei, op Pabeier an och um Computer gemaach ginn. Am Gesetz steet awer och, dass während de Kontrollphasë vun de Wielerlëschten dës Lëschte mussen de Bierger virgeluecht ginn, fir dass se Abléck kënne kréien. Dës Inspektioun kann awer nëmmen op Pabeierform geschéien.

Dann e lescht Element, e siwent, dat ass jo dann dat vun der Notzung vun de Wielerlëschten, wat jo ugeschwat ginn ass, fir Abusen ze vermeiden. An deem Kontext wëll ech dann och eng Circulaire, wéi de Gilles Roth dat gefrot huet, un d'Gemenge maachen, fir dass hei dann och effektiv keen Abus gemaach gëtt.

Schliesslech féiert dëst Gesetz nach net, géif ech soen, den elektronesche Vote an. Et gëtt de Moment nach kee performante System, dat den Usprëch vun de Spezifissitéite vun eisem Wahlsystem, notamment dem Panachage, gerecht gëtt. Et soll ee sech iwwerleeën, ob een net soll en Aarbechtsgrupp an d'Liewe ruffen, dee sech mat dëser Problematik beschäftegt an deen d'Evolutioun vum elektronesche Vote am Ausland am A behält. Sollt emol en zouverlässege sécuriséierte Logiciel kommen, wäert ech mech derfir asetzen, dass an Zukunft an de Wahllokaler, an engem sécuriséierte Kader, kann elektronesch gewielt ginn.

Dat kéint esou fonctionnéieren, dass de Wieler da mat enger Wielerkaart, Stil LuxTrust, an de Wahlbüro kënnt. Hie stécht déi an e Wahlautomat, esou wéi e Bancomat, an deem Stil, an da kann hie wielen. Ech mengen, dat géif vill Problemer léisen, notamment och dee Problem, deen de Ben Fayot opgeworf huet, vun der Participatioun vun eisen Auslänner oder, besser gesot, de Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, un de Lëtzebuerger Wahlen. Wa mer eng Kéier esou en elektronesche Vote hätten, gëtt et do vläicht Méiglechkeeten.

Ech wëll hei och an Erënnerung bréngen, dass vum 1. Januar 2011 un eng Carte d'identité électronique ageféiert gëtt. Déi gëtt och méiglech fir d'Auslänner oder fir déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen. Dat ass och e ganz neie Moment, an ech ka mer virstellen, dass, wa mer déi Diskussiounen iwwert den elektronesche Vote wäerte féieren, dann och muss gekuckt ginn, wat de Vote par correspondance ënnert där heiteger Form nach wäert ass oder net méi wäert ass.

Wat ech weess, dat ass, dass et beim Ale bleift, wat dat aktiivt Wahlrecht ugeet fir 16 Joer al Bierger. Dat ass eng Proposition de loi vum Här Berger, fir den Alter op 16 Joer erofzesetzen, fir dat aktiivt Wahlrecht ze ginn. Hien huet dat fakultativ proposéiert. Ech wëll emol net op de Fong agoen, mä eleng dëse fakultativen Aspekt schéngt mer scho problematesch, well am Fong geholl eist Wahlrecht jo en obligatoresche Charakter huet. D'Wielen ass net nëmmen e Recht, d'Wielen ass och eng Fonctioun. Wann et eng Fonctioun ass, da kann een et net à la carte maachen. Duerfir géif ech mengen, déi Diskussioun sollte mer féieren an deenen nächste Méint, awer elo, wéi et elo do um Dësch läit, schéngt et mer kaum ëmzesetzen.

Une voix.- Här President!

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

M. le Président.- Den Här Berger stellt eng Fro, Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wollt just dem Minister soen, datt mer dat fakultatiivt Wahlrecht jo och schonn zum Deel hunn, wann ech elo un déi Leit denken iwwer 75 Joer. Dat heescht, datt dat also net misst eng oniwwerwindbar Hürd sinn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech widderhuele mech: Déi Diskussioune wäerte mer an deenen nächste Méint féieren, an da gesi mer, awéifern mer kënnen um Fong dat doten afféieren oder net afféieren.

Ech wollt nach e lescht Wuert soen iwwert den Esprit vun deem ganze Gesetz a vun deem, wat op eis zoukënnt. Mir hunn elo e Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit gestëmmt. Bei dësem Gesetz sollt een, wéi dat a ville Beräicher gemaach gëtt, notamment am Aménagement du Territoire, e Monitoring maachen a kucken, wat dat Gesetz vun der duebeler Nationalitéit bréngt, wéi vill Bierger heivu profitéieren, an doraus kann een da vläicht mat aneren Aen déif gräifend Revisiounen hei an eisem Land an d'A faassen.

Dat, wat de Jempy Klein gesot huet, d'Gläichgewiicht Lëtzebuerger-Auslänner, ass eppes ganz Fragiles. Et däerf net sinn, dass de Protektionismus iwwerhandkritt. Dat schéngt mer kloer ze sinn. Mä et däerf awer och net esou sinn, dass een - wéi géif ee soen? - oniwwerluecht ze vill grouss Schrëtt mécht. Duerfir sinn ech och éischter een, dee mengt, et soll ee Schratt fir Schratt opmaachen.

Et sollt een also lues awer sécher eise System de Gegebenheeten upassen, fir dass een eben d'Gefill kritt, dass Lëtzebuerg e kohärent Wahlgesetz an e kohärente Wahlsystem behält.

Dat gesot, géif ech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5859. Den Text steet am Document parlementaire ënner 5859°.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5859 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, géint 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés de la proposition de loi N°5575

Nom Vote vum Projet de loi 5859 wëll ech d'Madame Lydie Err an den Här Ben Fayot froen, ob se domat averstane sinn, datt hir Proposition de loi 5575 als evakuéiert betruecht ass?

(Assentiment)

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés de la proposition de loi N°5669

Déiselwecht Fro geet dann och un d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, sidd Der och averstanen, datt Är Propositioun als evakuéiert betruecht ass?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo um Schluss vun der Sitzung ukomm. Muer de Moie kënnt d'Chamber um 9 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

Jeudi, 18 décembre 2008

SÉANCE 22

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. 5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
4. le Code du Travail

- *Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, Mme Lydie Err, M. Jean Huss, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Frank, Mme Colette Flesch, M. Jean-Paul Schaaf (déposant une motion), M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 (adoptée)*

2. 4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

- *Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydie Err (déposant une motion et deux résolutions)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Carlo Wagner, M. Alex Bodry, M. Jean Huss*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

D'Regierung huet näischt matzedeelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dat ass de Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Wagner, d'Madame Err, den Här Gibéryen an d'Madame Frank. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

1. 5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail

Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zéng Méint, den 19. Februar 2008, hu mir hei an der Chamber de Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs an d'Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef diskutéiert a gestëmmt, een a mengen Ae memorabelen Dag an der Parlamentsgeschicht. Dee Schratt ass net manner gewiichteg ginn, nodeems sech erausgestallt huet, dass mer missten déi Texter iwwerschaffen an uneneen upassen. Och d'Evenementer an de leschte Wochen, d'Précipitatioun iwwert d'Ännerung an der Constitutioun, op déi ech hei net wëllt agoen, hunn der Bedeitung vun deenen zwee Texter keen Ofbroch gedoen.

D'Gesondheetskommissioun vun der Chamber ass zënter deem Vote net manner wéi eelefmol op en Neits zesummekomm, fir intensiv u béiden Texter ze schaffen, fir eventuell Incompatibilitéiten tëscht dem Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin an der Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef aus dem Wee ze schafen a béid Texter, do wou et néideg war, nach eemol ze iwwerschaffen. Ech mengen, dass dobäi eng ganz gutt Aarbecht geleescht ginn ass.

Ech wëll op dëser Plaz als Rapporteur net nach eemol op d'Detailer vum Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs agoen - dat hu mer den 19. Februar schonn ausféierlech ge-

maach -, mä nach eemol e puer Grondprinzipien ënnersträichen.

Am Résumé ass dat generellt Recht op Soins palliatifs ze verstoen als eng aktiv, kontinuéierlech a koordinéiert Behandlung vun der physescher a psychescher Péng vun enger Persoun, déi um Enn vun hirem Liewen ukomm ass. Dës palliativ Behandlung kann entweder an engem Spidol, an engem Heem oder och doheem stattfannen a gëtt vun enger multidisziplinärer Équipe assuréiert.

Dëst Recht op palliativ Behandlung, dat et am Secteur hospitalier scho gëtt, bréngt et mat sech, dass d'Offer an deem Beräich wäert an der Zukunft weider ausgebaut ginn. Zousätzlech verflicht sech de Stat, fir komplementär Formatiounen ze organiséieren.

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol betounen, dass et uechtert d'Land an de Spideeler eng ganz Partie Unitéite gëtt, déi haut scho Palliativfleeg ubidden an eng enorm wichteg a gutt Aarbecht leeschten. Zënter 1990 hunn zousätzlech iwwer 600 Infirmieren an Infirmièrë Formatiounen an deem Beräich gemaach.

Duerch dëst Gesetz gëtt d'palliativ Behandlung hei zu Lëtzebuerg also konsequent ausgebaut a kontinuéierlech verbessert, fir se souwuel un d'Besoinë vun de Patienten unzepasse wéi och der Entwécklung an der Medezin an deem bei de Soinë Rechnung ze droen. D'Palliativgesetz gesäit och ausdrécklech vir, dass am Fall, wou keng aner Méiglechkeete méi do sinn, fir de Kranken ze traitéieren a seng Péng ze behandelen, eng palliativ Behandlung kann ënnerholl ginn, souguer, wa se riskéiert, d'Liewe vum betraffene Mënsch ze verkierzen. De Patient muss an deem Fall awer virdrun informéiert ginn a säin Accord ginn.

Dës Dispositioun ass net ze verwiessele mat der Stierfhëllef, well se eben net mat der Intentioun geschitt, fir d'Liewen ze verkierzen an den Doud méi séier erbäizeféieren. D'Intentioun ass vill méi déi, fir d'Péng an d'Leiden esou wäit wéi méiglech ewechzehuelen. De Fait, dass doduerch d'Liewe kéint verkierzt ginn, gëtt deemno als Niewewierkung akzeptéiert an toleréiert, ass awer, wéi scho gesot, net déi initial Absicht dovunner.

Weider gëtt iwwert d'Gesetz de sougenannten Acharnement thérapeutique formell ofgelehnt. Am Text vum Projet de loi geet an deem Zesummenhang Rieds vum Refus de l'obstination déraisonnable. Et dierf net méi sinn, an dat ass och ausdrécklech gutt esou, dass um Enn vum Liewen Traitementer, déi keng wierklech Verbesserung méi brénge kënnen, trotzdeem weidergefouert ginn, zumools wa se riskéieren, sech negativ op déi verbleiwend Liewensqualitéit vum Patient an de leschten Deeg a Wochen auszewierken.

Als Patient soll een iwwer e schréftlecht Dokument, déi sougenannten Directive anticipée, d'Méiglechkeet hunn, fir de Fall, wou een um Liewensenn säi Wëllen net méi kéint ausdrécken, am Virauser ze soen, wéi eng Traitementer ee wëllt a wéi eng net, wéini d'Behandlung soll gestoppt ginn a wéi ee wëllt zousätzlech psychologesch oder spirituell encadréiert ginn.

Dës Directive anticipée ënnerscheet sech och vun den Dispositions de fin de vie, déi an der Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef virgesi sinn. An den Dispositions de fin de vie nämlech kann ee fir de Fall, wou een net méi bei Bewosstsi wier, ganz prezis festschreiwen, ënner wéi enge Konditiounen an a wéi enger Situatioun ee wëllt gehollef kréien, fir sengem Leiden en Enn ze setzen a kënnen ze stierwen.

Zousätzlech gëtt iwwert d'Palliativgesetz e bezuelte Congé d'accompagnement vu fënnef Deeg pro Joer agefouert, fir eng Persoun kënnen ze begleeden, déi um Enn vun hirem Liewe steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Februar dëst Joer huet d'Santéskommissioun vun der Chamber u béiden Texter, dem Projet de loi iwwert d'Palliativfleeg an der Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef, intensiv weidergeschafft, fir d'Dispositiounen am Detail uneneen unzepassen an eenzel Textpassagë méi kloer ze maachen. Déi meeschten Amendementer betreffen allerdéngs d'Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef.

Ech wäert op dëser Plaz net am Detail dorobber agoen, well se den Haaptthema vun den nofolgenden Diskussioune wäerte sinn a well déi zwee Rapporteuren dat ausféierlech wäerten iwwerhuelen.

Wat de Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs ugeet, esou gouf et sechs Amendementer, déi wuel den Inhalt vum Gesetz net wesentlech ofgeännert hunn, mä trotzdeem eng ganz Rei vu wichtege Prezisioune ginn, déi um Terrain bei der Emsetzung onerlässlech sinn.

Éischtens gouf bei der Directive anticipée de Fall berücksichtegt, wou eng Persoun zwar nach kéint hire Wëllen ausdrécken, dëse Wëllen awer selwer net méi nidderschreiwen an ënnerschreiwe kann. Dës Persoun dierf net vun de Bestëmmunge vun dësem Gesetz ausgeschloss ginn.

Mir hunn och wichteg a wäitreechend Terminologien ugepasst. Am Text war nämlech ofwiesselnd Rieds vun «exprimer sa volonté», «exprimer ses souhaits» oder «manifester sa volonté». Dës Formulatiounen hu mer missen openeen ofstëmmen, an d'Kommissioun huet déi lescht Variant, also «manifester sa volonté», gewielt, well se am kloerste seet, wat wierklech gemengt ass.

D'Amendementer 3, 4 a 5 betreffen alleguer de Congé d'accompagnement. Eenzel Numérotatiounen am Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Statsbeamte ginn upasst. An der Tëschenzäit ass nämlech en aneren neie Congé geschaf ginn.

Den Amendement 5 proposéiert méi Kloerheet bei den Termen «personne» a «membre de la famille», déi kënnen de Congé d'accompagnement huelen. D'Kommissioun huet no räiflechem Nodenken de Choix gemaach, fir generell vu Persounen an deem Zesummenhang ze schwätzen. Domadder gëtt och de Krees vun de méigleche Bénéficiairë méi breet gemaach, wat an deene meeschte Fäll onheemlech wichteg ass an zousätzlech der Isolatioun vun de stierwende Persounen entgéintwierkt.

Déi lescht Ännerungen dréinen ëm d'Mise en vigueur vum Gesetz. Do sollen déi normal Délaie gëllen, nämlech den éischten Dag vum Mount no der Publikatioun am Mémorial, an nëmmen den Artikel 10, deen de Code de la Sécurité sociale betrëfft, trëtt de véierte Mount no der Publikatioun a Kraaft.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, elo e puer Wierder als Deputéierten an net méi virrangeg a menger Eegeschaft als Kommissiounspresidentin a Rapporteur. Bei dësem Gesetz an och bei der Proposition de loi, iwwert déi mer uschléissend schwätzen a befannen, steet fir mech ausdrécklech de Respekt virum eenzelne Mënsch am Mëttelpunkt.

Fir mech geet et virrangeg dorëms, de Respekt virum eenzelne Mënsch a sengem fräie Wëllen ze garantéieren, onofhängeg ob hie seng lescht Deeg, Wochen a Méint doheem, an enger Institutioun oder am Spidol verbréngt, an onofhängeg dovunner, ob dëse Mënsch eng palliativ Hëllef an Usproch hélt, wat heefeg wäert de Fall sinn, oder am Aklang mat sech selwer Stierfhëllef wëllt kréien, fir sengem Leiden en Enn ze setzen, wat ëmmer d'Exceptioun wäert bleiwen.

Eis ausdrécklech Absicht soll sinn, fir a béide Fäll en adaptéierten a beschtméiglechen Traitement ze kréien. Dëse Respekt virum eenzelne Mënsch a sengem Choix personnel gëllt deemno och dann, wann dee betraffene Mënsch seet: Ech wëll mäi Leiden net méi weider an d'Längt zéien, ech wëll net nëmme méi drop waarden, bis et endlech eriwwer ass, ech wëll de Choix hunn, iwwer mäi Liewen an iwwer mäi Liewensenn ze bestëmmen.

Ech mengen, fir vill Leit ass et scho berouegend ze wëssen, dass et déi Méiglechkeet herno gëtt, och wa se vläicht ni dorop zréckgräifen, wa se selwer am Fall sinn. Et ass och net esou, dass mir hei zu Lëtzebuerg déi Eenzeg sinn, déi deen do Wee aschloen. An der Belsch gouf d'Stierfhëllef dépenaliséiert an an Holland och. Zur gläicher Zäit gouf och an deene Länner d'Palliativfleeg ausgebaut, mat ganz éierbare Resultater fir all déi, déi dorobber zréckgräife wëllen.

Ech wëll net méi wäit virgräifen op de Rapport complémentaire iwwert d'Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef. Just e puer Zuelen elo hei schonn, fir dass se an dës Debatt kënnen afléissen. Bei eise belschen Nopere schwätzt den zweete Rapport vun der Commission de contrôle et d'évaluation iwwert d'Joren 2004 an 2005 vun insgesamt 742 Deklaratiounen iwwer Fäll, wou Stierfhëllef praktizéiert gouf. Dat sinn am Duerchschnëtt 3,6 Fäll op 1.000 vun alle registréierte Stierffäll. Bei 93% vun deene Fäll wier den Doud à brève échéance souwisou agetratt, also och ouni Intervention oder Hëllefstellung, wat beim beschte Wëllen net op Abusë schléisse léisst.

D'Commission de contrôle et d'évaluation schreift an hire Konklusiounen: «Aucune déclaration n'a mis en évidence de violation des conditions de fond de la loi.» Dat heescht, et goufe weder Mëssbräich offiziell festgestallt nach de prinzipielle Besoin, fir d'Gesetzer ofzeänneren oder nozebesseren. Obwuel et och an der Belsch esou wéi an der Lëtzebuerger Proposition de loi virgesinn ass, just eng Kontroll no der Stierfhëllef ze maachen.

An deem Sënn war an ass et fir de groussen Deel vun de Membere vun der Kommissioun onerlässlech, dass béid Texter, also souwuel de Projet de loi iwwert d'Palliativfleeg wéi och d'Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef, komplementär sinn a bestinn an duerfir mussen zesummen diskutéiert an ofgestëmmt ginn, wéi mir dat haut maachen. Si ginn och an der Populatioun mateneen diskutéiert a kommentéiert. Béid Texter schléisse sech net aus, si ergänze sech.

Ofschléissend wëll ech nach eemol ausdrécklech betounen, dass keen zu enger Handlung gezwonge gëtt, déi hien net wëllt, mä jiddweree soll de Choix hunn. An dëse Choix heescht: Deen, dee wëllt déi beschtméiglech Palliativmedezin a -fleeg kréien, muss se och offréiert kréien. Deen, deen dat net wëllt, soll och d'Méiglechkeet hunn, dat ofzelehnen. Deen, dee wëllt gehollef kréie beim Stierwen a wëllt Hëllef zum Stierwe fir sech an Usproch huelen, soll dat kënnen an dierfe maachen. An deen, deen dat net wëllt, aus wéi enge Grënn och ëmmer, dee brauch dat selbstverständlech net fir sech an Usproch ze huelen, kann awer jiddwerengem, deen et wëllt, dat erméiglechen.

Här President, keen aneren dierf a kann an enger nach esou auswegloser Situatioun fir en anere Mënsch iwwert deem säi Liewensenn décidéieren. Dat muss jiddweree vun eis en pleine conscience mat sech selwer ausmaachen, wann en esou wäit ass. Et ass eise Wonsch, dass dës zwee Gesetzer fir jiddwereen dobäi eng Stäip an eng Hëllefstellung sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Februar 2008 huet d'Chamber eng éischte Kéier iwwer e Gesetzesprojet ofgestëmmt, deen d'palliativ Soinen zu Lëtzebuerg gesetzlech verankert. Den Text vun dem Gesetzesprojet ass eestëmmeg, dat heescht mat 60 Jo-Stëmmen, ugeholl ginn. D'Chamber huet gläichzäiteg d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel nom Artikel 59 vun der Verfassung ginn. Haut gëtt deeselwechten Text eng zweete Kéier an der Plénière vun der Chamber diskutéiert an et gëtt iwwer e liicht ofgeännerten Text ofgestëmmt.

Et ass an deem Zesummenhang dobausse bei de Leit, an der Press, awer och hei an der Chamber vun eenzelnen Deputéierten d'Fro gestallt ginn, ob dann de Vote vun deem Text, deen haut ofgestëmmt géif ginn, eng nei éischt Ofstëmmung wär oder ob et deen zweete verfassungsméissege Vote nom Artikel 59 wär.

Eleng déi Tatsaach gëtt mer den Ulass, fir op déi Fro kuerz anzegoen an e puer Iwwerleeungen ze maachen iwwert d'Prozedur, esou wéi se an der Verfassung virgesinn ass.

No der Ofstëmmung vum 19. Februar 2008 ass de Projet, esou wéi den Artikel 59 vun der Verfassung dat virgesäit, un de Statsrot zréckgaangen, dee geméiss dem Artikel 59 säin Accord muss gi fir d'Dispens vum zweete Vote.

De Statsrot huet de 4. Mäerz 2008 den Accord majoritär refuséiert. Hien huet och dee Vote motivéiert an dat ass och am Document parlementaire publizéiert ginn. D'Chamber hätt no dem Refus vum Statsrot dräi Méint duerno, dat heescht no dem 19. Mee 2008, eng zweete Kéier iwwert deeselwechten Text wéi den 19. Februar kënnen ofstëmmen. D'Chamber huet dat net gemaach. D'Chamber huet au contraire de Gesetzesprojet duerch sechs Amendementer ofgeännert, déi si den 3. Juni 2008 dem Statsrot geschéckt huet, fir aviséiert ze ginn. Zu deenen Ofännerungen huet de Statsrot de 7. Oktober e positiven Avis ofginn.

Den Text, deen haut zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt, ass duerch déi Amendementer net méi den Text vum 19. Februar 2008, mä et ass en aneren Text. Och wann en net wesentlech ofgeännert ginn ass, ass et en aneren Text.

Et ass duerfir och keen Zweifel, dass den Text, deen haut an der Chamber zur Ofstëmmung virläit, net méi den Text vum 19. Februar 2008 ass. Duerfir ass och de Vote, deen haut virgeholl gëtt, en neien, constitutionnel virgesinnene Vote. Also, een éischte Vote vun deem Projet. Et kann een also de Vote vum 19. Februar an der Prozedur an där Hisiicht vergiessen.

Ech maachen an deem Zesummenhang ausserdeem dorop opmierksam, dass d'Chamber net nëmmen iwwer Amendementer ofstëmmt, well deen Deel, dee geännert ginn ass, dat ass jo haut an der Plénière den éischte Vote, mä d'Chamber stëmmt net nëmmen iwwer Amendementer of. Den Artikel 65 seet ganz kloer, dass de Vote, deen d'Chamber virhëlt, ëmmer e Vote iwwer e ganze Projet ass. Dat hu mer och an enger kierzlech virgehollener Verfassungsännerung esou an den Artikel 65 ageschriwwen: «La Chambre vote sur l'ensemble de la loi.» Ech mengen, domat wier och déi juristesch Fro, wéi ee Vote dass et da wär, definitiv gekläert.

Zu dem Fong vun dem Gesetz bleift eigentlech wéineg bäizefügen. Ech wëll net op déi Argumenter vum 19. Februar zréckkommen, déi si bekannt an hunn och par rapport zu haut net geännert, op jidde Fall wat meng Partei ugeet.

D'Madame Rapportrice huet déi Grondelementer vun dem Gesetz iwwert d'palliativ Soinen hei kuerz rappeléiert. Ech wëll hir och dofir Merci soen, souwuel fir de schréftlechen Deel wéi fir de mëndlechen Deel, wat d'Palliativgesetz ubelaangt. Dat erlaabt mir och, net méi an d'Detailer vun deem Text brauchen anzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer zum Ofschloss zwou Bemierkunge maachen. Déi eng betrëfft d'Artikelen 2 an 3 vum Gesetz iwwert d'Palliativsoinen. An déi aner Remarque betrëfft dee leschten Artikel iwwert d'Akraaftsetzung vum Gesetz.

Eenzel Persoune ginn net midd, ëmmer erëm d'Moossnamen, déi an den Artikelen 2 an 3 vum Palliativgesetz virgesi sinn, an Zesummenhang ze brénge mam Gesetz oder mat de Moossnamen iwwert d'Euthanasie.

Déi juristesch an ethesch Zilsetzunge vum Gesetz iwwert d'Palliativsoinen, besonnesch d'Moossnamen awer vun den Artikelen 2 an 3 - an dat huet d'Madame Rapportrice och kloer ënnerstrach -, sinn net ze vergläichen an och net an Zesummenhang ze brénge mat de Moossname vum Gesetz iwwert d'Regelung vun der Euthanasie. D'Mesuren iwwert d'Soins palliatifs, och am Fall vun der sougenannter Sédation terminale, kënnen also net gläichgestallt gi mat Mesuren an engem Gesetz iwwert d'Euthanasie, bei deem et net iwwert d'Schmäerzbehandlung geet, mä wou d'Zilsetzung ganz kloer den Doud vun där Persoun ass, déi betraff ass.

Eng zweet Bemierkung betrëfft de leschten Artikel vum Gesetz, dee virgesäit, wéini d'Gesetz iwwert d'Palliativsoinen a Kraaft triede soll. Am Projet de rapport, deen der Kommissioun de 4. Dezember virlouch, war am Artikel 14 nach virgesinn, dass d'Artikelen 9, 11 an 12 den 1. Januar 2009 géifen a Kraaft trieden. Wéinst der Onsécherheet iwwert de Fortgang vun der legislativer Prozedur ass deen Zousaz an deem Artikel gestrach ginn.

D'CSV war mat där Ofännerung net averstanen. Si huet se net approuvéiert. Mir waren a mir bleiwen der Meenung, dass et keng Ursaach a keng Ausried gëtt, fir déi Prozedur nach weider ze verzögeren a fir d'Gesetz net a Kraaft ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Wann de Projet haut gestëmmt gëtt, mat der Dispens vum zweete Vote, wann de Statsrot muer d'accord ass, fir säin Accord ze gi mat där Dispens, menge mir, steet näischt am Wee, dass de Projet, esou wéi d'Prozedur et nach ëmmer virgesäit, bis zum 1. Januar sanktionéiert, promulguéiert a publizéiert ka ginn. D'CSV hofft a wënscht, dass dat de Fall ass. Esou wéi den 19. Februar bréngen ech och haut den Accord vun der CSV zu deem heite Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren an entscheeden haut eng zweete Kéier iwwer zwee Texter, déi sech alle béid mam Liewensenn befaassen. Zwee Texter, déi - an ech widderhuelen et nach eemol - komplementär zuenee sinn. Mir hunn op dëser Plaz am Februar dëses Joers déi zwee

Texter diskutéiert an ofgestëmmt. Mir hunn deenen zwee Gesetzestexter och zougestëmmt. Deem engen, dem Palliativgesetz, unanimement; deem aneren, der Proposition de loi, majoritairement.

Doduerch awer, dass de Statsrot d'Décisioun geholl huet, déi zwee gestëmmte Projete vum zweete Vote constitutionnel net ze entbannen, wollt en d'Chamber derzou bréngen, déi zwee Texter nach eng Kéier ënnert d'Lupp ze huelen a se mateneen an Aklang ze bréngen.

Näischt hätt eis am Prinzip - an den Här Meyers huet schonn drun erënnert - dru gehënnert, dräi Méint méi spéit déiselwecht Gesetzesprojeten nach eng Kéier ze stëmmen. Mä mir hunn eis et net wëllen esou einfach maachen. D'Gesondheetskommissioun huet dann och d'Aarbechten opgeholl an enger ganzer Rei vu Sitzunge vun der Kommissioun. Mir hunn déi zwee Texter amendéiert, fir se besser openeen ofzestëmmen.

Eng ganz Rei vu Punkten, déi vum Conseil d'État opgeworf goufen, hu mer eis gewëssenhaft ugekuckt. Dat mat der Suerg, fir se an Aklang ze brénge mam legislative Kader.

Zum iwwerschaffte Regierungstext iwwert d'Soin-palliatifë si mer eis eens, dass mer e systemateschen Ausbau vun der Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg brauchen. Do besteet beileiwe keen Zweifel.

Viru mëttlerweil bal fënnef Joer - dat war am Februar 2004 - hunn ech deemools als Gesondheetsminister de Gesetzesprojet 5303 iwwert d'Soin-palliatifen, op deen de Projet de loi 5584 vun haut gréisstendeels opbaut, hei déposéiert. Doduerch, dass de Vote vun dësem Gesetzesprojet un dee vun der Proposition de loi Err/Huss gekoppelt gouf an déi zwee Texter hu missen iwwerschafft ginn, ass certes en Délai supplémentaire vu ronn zéng Méint entstanen. Mä déijéineg, déi dat haut kritiséieren, däerfen awer net vergiessen, dass et véier Joer gedauert huet tëschent mengem Dépôt vum Projet de loi 5303 an dem éischte Vote hei an der Chamber vum Regierungstext 5584, dee sech, wéi gesot, net wesentlech vu mengem Projet de loi ënnerscheet huet!

Och wann 90% vun deenen zwee Projet-deloien identesch sinn, esou wëll ech awer just nach eng Kéier un e ganz wesentlechen Ënnerscheed erënneren, an zwar folgenden: War am Text vun der viregter Regierung Rieds vun - an ech zitéieren - «(…) toute personne atteinte d'une maladie ou d'une affection qui, au vu des acquis de la science, est sans espoir de guérison ou de rétablissement (…)», esou steet am Text vun dëser Regierung: «toute personne en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable»; wat natierlech d'Bénéficiairen, déi e Recht op Palliativfleeg solle kréien, wesentlech aschränkt.

Derbäi kënnt, dass systematesch präziséiert gëtt, dass et sech hei ëm Patienten handelt, déi „en fin de vie" sinn. Ech wëll drun erënneren, dass beispillsweis e Vincent Humbert absolut kee Recht gehat hätt op Palliativfleeg, esou wéi d'Gesetz et elo virgesäit. Dat däerfe mer beileiwen net vergiessen.

De Regierungstext, deen den 19. Februar hei an der Chamber à l'unanimité gestëmmt gouf, ass an der Santéskommissioun punktuell liicht geännert ginn, notamment wat d'Directive anticipée betrëfft. D'Madame Rapportrice huet dat schonn ugedeit.

Op déi eenzel Punkte ginn ech net méi weider an. Dat hu mer am Detail hei am Februar gemaach, wou mer awer och - an ech wëll drun erënneren - d'Wichtegkeet vun der Formatioun ervirgehuewen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ofschléissend awer nach der Madame Lydia Mutsch Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport, mä och fir d'Aart a Weis wéi se d'Aarbechten an der Santéskommissioun geleet huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Zu dësem Projet ass zum Fong scho villes gesot. Vläicht bleiwen no dräi Wierder Explikatioun nach nei Elementer an der Diskussioun vun haut.

Éischtens geet et also ëm eng Prise en charge iwwert d'Assurance sociale vun enger palliativer Fleeg, dat heescht vun enger Schmäerzbekämpfung, déi am Spidol, am konventionéierten Heem oder awer och doheem kann dispenséiert ginn. A wann et dann doheem ass, ëmmer an enker Zesummenaarbecht mam Spidol. Dat ass e Wonsch vu ville Patienten um Liewensenn an en tant que tel sécherlech nëmmen ze begréissen. Dat beweist och, dass d'Palliativmedezin en Acte médical ass wéi en aneren, soss kéint et jo och keng Prise en charge vun de Sozialversécherunge ginn.

D'Formatioun vum Personal op d'Käschte vum Stat steet an dësem Gesetz. Och dat kënnt sécherlech all Patient, deen um Enn vu sengem Liewe steet, zegutt.

Duerno kënnt nach d'Directive anticipée, wouriwwer ee kann diskutéieren. An där soll eng Personne de confiance drastoen; wéi iwwregens och an deem Stierftestament, wat an där anerer Gesetzespropositioun steet. Mä déi heite gëtt contrairement zu där anerer net enregistréiert. Mir mussen also do oppassen, dass d'Leit déi zwee Texter, déi zwee Dokumenter net matenee verwiesselen.

E Congé spécial d'accompagnement vu fënnef Deeg am Joer, fraktionéiert oder à temps partiel, ass eng aner Dispositioun, déi positiv ass, déi sécherlech awer och nach kéint ausgebaut ginn. Mä le meilleur est l'ennemi du bien. Ech mengen, dat heiten ass e gudden Ufank, an d'Chiffere wäerte beweisen, ob en Ausbau vun deem Congé d'accompagnement noutwendeg ass.

Ausser dem Vote iwwert d'Palliativmedezin ass et kloer, dass Palliativstatiounen an d'Palliativmedezin de Moment scho bestinn. Dass d'Urgence also, fir dëst Gesetz a Kraaft ze setzen, net an deem Mooss ginn ass, well eigentlech nëmmen een neit Element dran ass, an zwar dat vun der Directive anticipée, iwwert déi een, wéi ech scho gesot hunn, gedeelter Meenung ka sinn. Wa mer dervun ausginn, dass dat heiten an allen Hypotheesen en Acte médical ass, da brauch een theoretesch dofir kee speziaalt Testament, well an dem Gesetz iwwert d'Organisation hospitalière ganz genau drasteet, dass, wat och ëmmer et vun Diagnos, vun Demande oder vun Actes de soin gëtt, et dem Patient iwwerlooss ass, se ze wëllen oder och net.

D'Regierung ass op dee Wee hei gaangen. D'Chamber huet dat dote gestëmmt. Et ass a sech och kee fundamentale Problem, fir dermat d'accord ze sinn. Et komplizéiert just d'Erklärung no baussen an deem engen an an deem anere Fall. Et ass och just dofir, wou ech et wëll preziséieren.

„Soins palliatifs" ass e Begrëff, dee supposé connu ass. Et ass awer vläicht derwäert fir ze soen, dass et ëmmer drëms geet fir ze soulagéieren, ze accompagnéieren, also Stierfbegleedung ze maachen, e Renoncement op Mesuren, déi d'Liewe géifen artificiel a sënnlos verlängeren, e Refus vun engem Acharnement thérapeutique. An da kënnt fir mech nach eppes ganz Wichteges, wat derzou gehéiert: den Accompagnement net nëmme vum Patient, mä och vu senger Famill, an zwar net nëmme virdrun, mä och nom Doud, fir den Accompagnement du deuil ze maachen.

Et ass eng nei Missioun, déi an e Gesetz afléisst, an ech mengen, dass een déi och en tant que telle nëmme ka begréissen, well mat oder ouni Palliativfleeg oder Stierfhëllef brauchen d'Leit, déi een an d'Stierwe begleeden, Hëllef. Net nëmme fir deen, deen amgaang ass ze stierwen, mä och fir déi Leit ronderëm.

Stierfbegleedung, Palliativmedezin a Stierfhëllef sinn eng Gratwanderung am Kampf géint d'Péng. Mat den Niewewierkunge vu méi engem schnellen Doud wéi ouni Medikatioun géint d'Péng, mä méi lues wéi bei der Stierfhëllef u sech. Dobäi ass gewosst, dass Leiden a Péng perséinlech sinn a weder aschätzbar nach moossbar sinn; an dat ass e Problem.

Eng medezinesch Décisioun ass ëmmer eng, déi op d'intim Convictioun vum Dokter zréckgeet, e bësselche wéi bei engem Riichter. Dat sinn d'Wierder net vu mir, mä dat sinn d'Wierder vun engem belschen Dokter, dem Raymond Mathys, deen an enger Klinik zu Antwerpen/Middelheim mat enger Équipe schafft, déi spezialiséiert ass an der Palliativmedezin an an der Stierfhëllef. Hie seet a klore Wierder, dass déi béid Saachen ëmmer zesumme ginn, komplementär musse sinn, an dass d'Koexistenz vun deenen zwou Méiglechkeeten u sech nach ni eng Léisung ass, mä e Recht op eng Léisung ze negociéieren, am Vertrauensverhältnis zwëschent dem Dokter an dem Patient.

Bei der Stierfbegleedung a Stierfhëllef geet et an deene béide Fäll gläich ëm Empathie, déi net an de Schoule ka geléiert ginn, mä um Terrain muss geübt ginn. Et geet ëmmer - an ech mengen, dass een dat muss ënnersträichen - ëm eleng de Wëlle vum Patient, an net iwwert d'Vue vum Dokter. Et wäert ëmmer dorëms goen, wou d'Limitë vun der Medezin, wou d'Limitë vun der Gedold, wou d'Limitë vun der Péngresistenz vum eenzelne Patient sinn. A béide Fäll ass ëmmer de Wëlle vum Patient an deem seng fräi Wiel am Mëttelpunkt.

Duerfir gëtt et elo zwee Testamenter an, Här Minister, ech denken, dass et och eleng dofir schonn néideg ass, wann déi Gesetzer hei gestëmmt sinn an a Kraaft getruede sinn, fir eng Informatioun ze maachen, fir dass ënnert de Leit dobausse kloer ass, wat dat eent ass, wat dat anert ass, firwat dat eent muss enregistréiert ginn, wéi et muss enregistréiert ginn, wat den Inhalt a wat d'Konsequenze sinn. Duerfir kënnt och herno eng Resolutioun an deem Sënn op den Dësch, mat aneren, déi mer och schonn an der Kommissioun haten.

Duerfir, och well déi zwou Saachen, wéi gesot, ëmmer zesummegehéieren, kann et net sinn, dass bei der Stierfhëllef de Filtre palliatif kéint imposéiert ginn. Firwat? Well éischtens dat géint d'Gesetz wier iwwert d'Organisation hospitalière, an zweetens well et méiglecherweis e Wee wier fir d'Gesetz iwwert d'Stierfhëllef auszeblenden, doduerjer, dass een e Patient duerch Sédation terminale an en Zoustand versetze kéint, wou en net méi à même wier, säi klore Wëlle fir méi eng rapid Stierfhëllef auszedrécken.

Duerfir opgepasst!

Ënnert dëse Konditioune wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen, wéi dat och am Februar zu dësem Text hei de Fall war.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech mech haut nëmmen nach kuerz äusseren zum Gesetz iwwert d'Soins palliatifs.

Och wann dat Gesetz an eisen Aen net op alle Punkte komplett eise Virstellungen entsprécht, esou wäerte mer trotzdeem haut kloer derfir stëmmen, fir der Palliativmedezin, de Soins palliatifs, déi sech um Terrain an an de Spideeler an de leschte Jore virun allem schrëttweis entwéckelt huet, elo dann och endlech dee gesetzleche Kader ze ginn.

Als Gréng si mer noweisbar schonn zënter Laangem fir d'Förderung vun de Soins palliatifs agetratt; Palliativmedezin als sënnvoll Alternativ zum Acharnement thérapeutique. Palliativmedezin a -soinen awer och um Liewensenn als ee méigleche Wee, fir méiglechst ouni Péng an encadréiert aus dem Liewen ze scheeden.

Wann een op dëser Plaz hei just ee ganz kuerze Bléck no hanne gehäit an d'Geschicht, da stelle mer fest, datt Enn vun den 80er Joren, am Joer 88/89 den Escher Dokter Henri Clees d'Association pour le droit de mourir dans la dignité gegrënnt hat, mam Zil vun der Schmäerzbekämpfung a vun der Dépenalisatioun vun der Euthanasie, an e gutt Joer méi spéit huet dunn en aneren Dokter, den Dokter Bernard Thill, mat aneren zesummen Omega 90 an d'Liewe geruff, mam Haaptzil, d'Palliativmedezin an d'Soins palliatifs ze förderen.

1988/'89/'90, dat ginn elo ëmmerhi ronn 20 Joer. D'CSV hat - esou léisst sech noliesen - och am Joer 1989 d'Förderung vun de Soins palliatifs an hire Wahlprogramm gesat. Si war awer zënterhier onënnerbrach als stäerkste Partei an der Regierung an trotzdeem huet et also ëmmerhi ronn 20 Joer gedauert, bis dann elo endlech e gesetzleche Kader geschaf gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng si mir an de Froe ronderëm d'Stierwe wéi gesot och scho relativ fréi aktiv ginn, nämlech 1994, wéi ech déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung dozou interpelléiert hat. Meng Interpellatioun, déi dunn eréischt zwee Joer méi spéit, nämlech 1996 ugeholl gi war an du vu mir hei virgedroe ginn ass, hat als Haapthema, ech zitéieren aus menger Ried vun 1996: „d'Recht op e mënschewierdegt Stierwen", an an deem Kontext der deemoleger Regierung hir Intentiounen a Saache Förderung vun der Palliativmedezin, juristesch Unerkennung vun engem sougenannte biologeschen Testament - esou wéi dat deemools nach geheescht huet - an der eventueller Léisung vun där reell existéierender Problematik vun der Euthanasie oder Stierfhëllef.

Scho virun dëser éischter Chambersdebatt waren an der Öffentlechkeet esou munch Debatten iwwer Konferenzowender, iwwer Podiumsgespréicher an de Medië gelaf. De Comité national d'éthique hat mat sengen Aarbechten ugefaangen an am Uschloss un dës 1996er Interpellatioun, déi ech gemaach hat, ass du jo och hei an der Chamber eng sougenannten Ethikskommissioun aberuff ginn, fir e Rapport iwwer Acharnement thérapeutique, Soins palliatifs an Euthanasie ze schreiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dëse kuerzen historesche Réckbléck bewosst hei gemaach, fir ze verdäitlechen, zënter wéi ville Jore schonn dobaussen an hei an der Chamber d'Problematik vun engem méiglechst gudden, engem méiglechst schmäerzfräien a würdege Stierwen diskutéiert gouf. Dat waren 20 Joer! Et soll also wann ech gelift kee méi behaapten, déi haut hei virleiend Gesetzer wieren net laang genuch diskutéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dem Intitulé vu menger Interpellatioun vun 1996 ass däitlech ginn, datt mir Gréng - a mir haten dat schonn an eisem Wahlprogramm vun 1994 betount - déi haut virleiend Gesetzer vu Soins palliatifs a Stierfhëllef als e Ganzt géife betruechten. Ech zitéieren aus menger Ried vun 1996, wou ech gesot hat, „datt mer eis souwuel fir de massiven Ausbau vun der Palliativmedezin a vu Schmäerztherapië géifen ausschwätzen, wéi och fir d'Recht vu jiddwer Mënsch, iwwert d'Konditioune vu sengem Stierwe selwer kënnen ze décidéieren. Dat heescht also fir eng Entkriminaliséierung oder Dépenaliséierung vun der fräiwëlleger Euthanasie." Enn vum Zitat.

Als Gréng si mir bis haut dëser Linn trei bliwwen. Den Ausbau vun der Palliativmedezin a vun de Soins palliatifs ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, a mir wäerte selbstverständlech och weiderhin déi noutwendeg finanziell Kreditter dofir stëmmen. Mä dat gesot, musse mer allerdéngs soen, datt et an eisen An näischt op dëser Welt gëtt, wat perfekt ass, an et muss dofir och ëmmer méiglech bleiwen, och u sech positiv Saachen nach kënnen ze hannerfroen oder se kritesch ze beliichten.

Et gëtt also mat dësem Palliativgesetz en Droit d'accès aux soins palliatifs agefouert. Dat ass dann natierlech ganz positiv, wann et effektiv genuch Palliativbetter a -spideeler an zueleméisseg wéi qualitativ gutt Offere fir d'Betreiung doheem gëtt. Här Minister, et wier vläicht sënnvoll, wann Dir eis hei, an och dem Public dobaussen, haut nach eng Kéier géift soen, wou mer do stinn am Moment. Hu mer genuch Better a Palliativstatiounen? Hu mer genuch Servicer dobaussen, déi fonctionnéieren? A wéi ass d'Qualitéit dervun? Wéi wäit si mer haut mat den néidegen Ausbildungs- a Weiderbildungsprogrammer, net nëmme fir d'Fleegepersonal, mä och fir d'Dokteren? Ech wier frou, wann Dir de Leit dobausse kéint kloer Äntwerten dorobber ginn.

All deenen Dokteren an och de Responsabele vun de Soinen, déi sech als Pionéier fir d'Palliativmedezin staarkgemaach hunn, gehéiert selbstverständlech eise Respekt, well se scho fréizäiteg op d'Sënnlosegkeet vum Acharnement thérapeutique opmierksam gemaach haten an an Oppositioun do derzou op d'Noutwendegkeet vu Schmäerztherapien an enger gudder Begleedung um Enn vum Liewen insistéiert haten. Vill Respekt also fir all dës Beméiungen!

Als Gréng géife mer eis allerdéngs heiansdo wënschen, datt Eenzelner vun hinne méi eng grouss Ouverture d'esprit géife weisen, fir och dem Wonsch vu Mënschen nozekommen, déi fir sech een anere Wee zum Stierwe wënschen, nämlech eng méi schnell, aktiv Stierfhëllef. Mä doriwwer wäerte mer jo herno bei der Proposition de loi iwwert d'Stierfhëllef kënne schwätzen. Fir eis Gréng sinn d'Soins palliatifs an déi aktiv Stierfhëllef, wéi gesot, complémentaire. Mir gesinn, ähnlech wéi zum Beispill d'Fédération flamande des soins palliatifs dat schonn 2003 gesot huet, d'Euthanasie als ee méigleche Bestanddeel vun de Soins palliatifs.

Dir Dammen an Dir Hären, well ech dovun ausginn, datt den Här Gesondheetsminister eis a senger Interventiount déi finanziell Froen an Aspekter vun dësem Projet nach eng Kéier wäert duerleeën, wëll ech heirop net méi laang agoen. Mir stinn, wéi gesot, derhannert fir déi néideg budgetär Dépensëposte mat ze stëmmen, fir datt mer wierklech e flächendeckende Réseau vu Soins palliatifs am ganze Land kënnen opbauen.

E lescht kuerzt Wuert just zu engem besonneschen Aspekt am Kontext vun der Pallia-

tivmedezin, nämlech dem Aspekt vun der sougenannter Sédation terminale, ganz um Schluss vum Liewen a vun der palliativer Betreiung. Dësen Aspekt werft nämlech an eisen An zum Deel ähnlech ethesch Froen op, wéi dat bei der aktiver Stierfhëllef de Fall ass, zum Beispill wat d'Fro vu méiglechen Abusen ubelaangt. Mä well ech dorobber herno beim zweete Projet wëll zréckkommen, wéilt ech elo hei zum Schluss kommen.

Am Résumé also: Soins palliatifs sinn absolut néideg. D'Palliativmedezin ka ganz villes, si kann awer leider net alles. Jo zum massiven Ausbau vun esou Servicer, mä Jo och zum Respekt vum Wëlle vu jiddwer Mënsch, fir selwer iwwer säi leschte Wee kënne matzebestëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci un d'Kolleegin Lydia Mutsch fir hire Rapport, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, deen a voller Objektivitéit hei gemaach ginn ass.

Den 19. Februar dëst Joer huet d'Chamber hei eestëmmeg d'Palliativgesetz gestëmmt. All Parteien hu sech zënter Jore fir d'Palliativmedezin ausgeschwat an haten dat och an hire Wahlprogrammer verankert. Et war duerfir och nëmmen normal, datt dat Gesetz hei eestëmmeg iwwert d'Bühn gaangen ass.

Deemools an der Debatt hu mer als ADR drop higewisen, datt een net kéint gläichzäiteg zwee Gesetzer stëmmen, wëssend, datt se an enger Rei vu Punkte kontradiktoresch waren. Dat war heibannen, mengen ech, queesch duerch d'Reie gewosst, a mir hunn alleguer am Fong heibannen esou gesot, gemaach, gehofft a geduecht, datt de Statsrot dat géif regelen, andeem datt hien d'Palliativgesetz géif vum zweete Vote entbannen an d'Euthanasiegesetz net.

De Statsrot huet awer do all deenen, déi dat geduecht hunn, e Strëch duerch d'Rechnung gemaach an huet am Fong gesot, ma ech entbanne keent vun deenen zwee Gesetzer vum zweete Vote. Hien huet d'Parlament domadder erëm viru seng Responsabilitéit gestallt, wat jo dann och an deene leschte Wochen a Méint d'Parlament gemaach huet, andeems et also déi zwee Gesetzer amendéiert huet an haut hei nei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung bréngt, wat da fir déi zwee Gesetzer, wéi dat och schonn hei gesot ginn ass, en éischte Vote constitutionnel wäert ginn.

D'Palliativgesetz ass, wéi gesot, eestëmmeg hei gestëmmt ginn. Et ass e wichtegt Gesetz. Et ass e Gesetz, wat mer alleguer wëllen. Et ass e Gesetz, wat eng Stierfbegleedung mécht fir déi betraffe Persoun. Et ass awer och eng Stierfbegleedung, géif ech soen, fir d'Ëmfeld vun där Persoun, d'Famill an d'Frënn, déi zesummen am Fong dee Wee ginn. Duerfir ass et och wichteg, datt mer de Congé d'accompagnement heiduerch aféieren, wou ee kann driwwer diskutéieren, ob dat elo duergeet oder net duergeet.

Mä wéi bei all deene Gesetzer wäerte mer Erfahrunge sammelen, a wa mer no enger gewëssener Zäit gesinn, datt et net duergeet, wat menger Meenung no wäert de Fall sinn, da wäerte mer och à même sinn, fir de Congé d'accompagnement zu engem gewëssenen Zäitpunkt auszebauen.

D'Zil ass et, fir de Leit an hirer Stierfbegleedung, wa méiglech, eng schmäerzfräi, eng mënschewierdeg Stierfbegleedung ze ginn, och wann deen Traitement als Konsequenz eng Verkierzung vum Liewe mat sech zitt.

E weidere wichtege Punkt an dësem Gesetz - an ech brauch deen net méi am Detail ze behandelen, well mer dat, wéi gesot, schonn den 19. Februar gemaach hunn, an d'Rapportrice dat de Moien nach eng Kéier gemaach huet - ass awer e wichtege Punkt fir d'Dokteren, nämlech d'Dépenalisatioun, déi ëmmer vun hinne verlaangt ginn ass an déi och elo mat dësem Gesetz realiséiert gëtt. D'Dokteren hunn am Fong ëmmer gesot, wa mir d'Dépenalisatioun kréien, da gi mir am Prinzip mat der Palliativmedezin eens, a mir kënnen all Mënsch do e mënschewierdegt Liewensenn garantéieren. D'Meenungen, dat wësse mer, déi ginn do auserneen, an dat wäerte mer haut och net an dësem Débat geännert kréien. Wichteg ass awer, datt mer dee Schratt haut hei maachen.

D'Palliativmedezin ass awer och en deiert Gesetz. Et ass e Gesetz, wat, wa mer et wierklech wëlle voll spille loossen, vill wäert kaschten. Mä ech mengen et éiert awer eng Gesellschaft, wa se bereet ass, Geld ze investéieren, fir all Mënsch e mënschewierdegt Liewensenn ze garantéieren. Jiddweree vun eis gëtt och vläicht eng Kéier dovunner betraff an, wéi gesot, et éiert eng Gesellschaft, wa mer eis Prioritéit dohinner setzen, fir datt e Mënsch och e mënschewierdegt Liewensenn kritt. De Präis däerf da keng Roll spillen, et ass eng Saach vu gesellschaftleche Prioritéiten.

Mir mussen duerfir an d'Palliativmedezin investéieren. Mir musse flächendeckend investéieren an d'Infrastrukturen, a Spideeler, Fleegeheimer, CIPAen, och doheem, fir datt d'Leit iwwerall Palliativmedezin do ugebuede kréien, wou se se gären hätten. Mir sinn och forcéiert, géif ech soen, doranner ze investéieren, well mer jo dem Eenzelnen duerch dëst Gesetz e Recht op Palliativmedezin ginn. A wa mer dem Eenzelnen e Recht op Palliativmedezin ginn, da si mer och als Stat an als Gesellschaft verflicht, fir dat Recht kënnen ze erfëllen, andeem datt mer déi Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Infrastrukture sinn een Deel vun der Investitioun. Ee genausou wichtegen Deel vun enger Investitioun ass d'Personal. Souwuel bei den Doktere wéi beim paramedezinesche Personal, déi déi ganz Betreiung, déi ganz Begleedung musse maachen, musse mer bereet sinn, deene Leit déi néideg Formatioun ze ginn, fir datt si déi Aarbecht kënnen optimal realiséieren.

Ech géif bei dëser Geleeënheet wëlle Merci soen, datt mer Leit, Dokteren, Medeziner, paramedezinescht Personal an och fräiwëlleg Leit hunn, déi dat bénévole maachen, déi am Fong Pionéieraarbecht an deene leschte Joren hei am Land geleescht hunn a verschiddene Spideeler, wou se Palliativstatiounen opgebaut hunn. Ech mengen, et soll een deene Leit haut Merci soen an et soll ee vläicht och dëse Leit dee Mérite zoukomme loossen, well d'Politik, wa mer éierlech sinn, huet dat spéit realiséiert.

Mir hu ganz laang als Parteien an eise Wahlprogrammer an Debatten heibannen et verlaangt, mä mir hunn et am Prinzip awer ni gesetzlech geregelt. Duerfir muss een am Fong deene Leit Respekt an Unerkennung zoukomme loossen, déi do Pionéieraarbecht iwwer Jore geleescht hunn an eis am Fong de Wee gewisen hunn, dee mer dann haut hei iwwert d'Gesetz regelen.

Wa mer vläicht virun zéng oder 15 Joer oder 20 Joer, wéi déi Diskussiounen ugaange sinn, deemools déi Wäitsiicht gehat hätten a mer hätten d'Palliativmedezin du schonn iwwer Gesetz agefouert an zu honnert Prozent am Land realiséiert an offréiert, dann hätte mer vläicht aner Diskussiounen haut net kritt an dëser Zäit, déi mer elo kritt hunn, wa mer nëmmen zur Zäit investéiert hätten an d'Palliativmedezin. Mir kënnen also och zu engem gewëssenen Deel selwer e Mea culpa iwwert déi Situatioun maachen, an déi mer eis selwer an deene leschte Méint a Joren eragefouert hunn.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, datt mer haut hei dëst Gesetz dann elo endlech, quitte datt et erëm en éischte Vote ass, zur Ofstëmmung kréien. Mir hoffe vu ganzem Häerzen, datt dat Gesetz hei déi Wierkung an deen Erfolleg kritt an et zum 1. Januar kann a Kraaft trieden. Mir sinn iwwerzeegt, datt, wa mer dat Gesetz hei wierklech esou applizéieren, wéi et kann applizéiert ginn, da géif vun deem zweete Gesetz, wat haut de Moien och zur Diskussioun kënnt, wann et sollt gestëmmt ginn, esou mann wéi méiglech Gebrauch gemaach ginn, an ech mengen, doranner wiere mer eis dann och erëm eens.

Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Merci och der Madame Rapportrice fir hire Rapport. Mä no de Rapporte vum 19. Februar an och vun haut iwwert dëst Palliativgesetz hätt am Fong fir mech missen alles kloer sinn. Et ass e mënschlecht Gesetz. Et ass e Gesetz, wat an de Mënsch investéiert, andeem et flächendeckend d'Palliativfleeg elo hei am Land zouléisst - d'Palliativfleeg, déi e Liewensenn erméiglecht ouni Leiden, sief et am Spidol oder doheem, ouni Acharnement thérapeutique, mat der Méiglechkeet begleet ze ginn, selwer begleet ze gi vun engem Nostehenden aus der Famill, an der Méiglechkeet fir dass d'Famill matbegleet gëtt, déi de Stierwende betreit, begleet vu gutt forméiertem Personal, wat och wichteg ass, wat muss ausgebaut ginn, wat muss forméiert ginn. Dat ass ganz kloer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Am Gesetz fanne mer dann awer och, an dat ass och wichteg, d'Fräiheet fir den Dokter, wielen ze kënnen, wat fir eng Therapie hie bei deem Mënsch, deen do elo um Stierwe läit, uwennt, fir dass e wierklech schmäerzfräi an ouni Suergen aus dësem Liewe kann austrieden.

Wann ech all déi Aspekter do iwwer mech ergoe loossen, a wann all normal denkende Mënsch déi Aspekter do vun dësem Gesetz iwwer sech ergoe léisst - e mënschewierdegt Stierwen, schmäerzfräi, mat enger wierklech optimaler Begleedung -, da muss dach awer jiddweree sech d'Fro stellen: Firwat brauche mer dann do nach duerno oder derniewent e Gesetz iwwert d'Euthanasie, iwwert de Suicide assisté?

Dat ass fir mech einfach onverständlech. Fir mech ass dëst e Gesetz, wat all Facettë vun engem mënschewierdege Stierwe mat sech bréngt, mat enger optimaler Betreiung. Duerfir sinn ech der Meenung, dëst Gesetz geet duer. Dëst Gesetz soll esou schnell wéi méiglech verabschit ginn, fir dass et a Kraaft trëtt, fir de Mënschen dat ze bréngen, wat se eben un hirem Liewensenn brauchen: e mënschewierdegt Stierwen ouni Péng. Dëst Gesetz bréngt dat alles, an duerfir brauche mer näischt derbäi.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jiddwereen heibannen an och d'Leit dobausse kenne meng Positioun souwuel zur Palliativmedezin wéi zur Euthanasie.

Et ass, an ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, bedauerlech, datt eng Gesetzesvirlag, déi vun der Regierung ausgeschafft ginn ass, op den Instanzewee bruecht ginn ass, déi honnertprozenteg Zoustëmmung hei am Haus fonnt huet, duerch eng parlamentaresch Initiativ a Saachen Euthanasie zum gläichen Zäitpunkt hei zum Vote gestallt ginn ass.

Et ass sécher eenzegaarteg an den Annale vun der Chamber, datt e Gesetz, wat honnertprozenteg Zoustëmmung kritt huet, dann nawell net konnt a Kraaft trieden, well et jo offensichtlech a Konflikt mat deem virgenannte staark kontroverséierte Gesetz ass.

Wann d'Euthanasie nëmmen e Complément zur Palliativmedezin wier, wat ech kategoresch ofstreiden, da freet ee sech, firwat d'Befürworter vun der Euthanasie net d'accord waren, fir gläich d'Palliativgesetz a Kraaft trieden ze loossen an deem seng Chance ze ginn.

Ech wënschen an hoffen, datt no dem Palliativvotum vun haut d'Palliativgesetz gläich kann a Kraaft trieden an et net nach weider verzögert gëtt wéinst der Euthanasieproposition. An dat huet haut de Moien eise Fraktiounsspriecher, den Här Paul-Henri Meyers, och ganz kloer zum Ausdrock ginn. D'Leit dobaussen, fir déi mir heibanne stinn, géifen dat nämlech net verstoen, an et misst ee sech och net wonneren, datt dorop nach eng Initiativ sech géif bilden, déi dorop an duerfir géif en Opstand maachen.

Ufank Dezember gouf heiheem vill iwwert d'lëtzebuergesch Institutioune geschwat. Dobäi gouf verdrängt, datt déiselwecht Zäit a Frankräich d'Parlamentarier sech géint eng Liberaliséierung a Legaliséierung vun der Euthanasie ausgeschwat hunn. D'Deputéiert vun der Republik, d'Volleksvertrieder vun engem laizistesche Land, déi bekannt si fir eng oppen, fortschrëttlech Politik, sinn net op de Wee vun der erlaabten Doudmaachen gaangen an hunn au contraire en Ausbau vun der Palliativmedezin gefuerdert. D'Assemblée nationale huet sachlech a kompetent gehandelt. Si hunn villen Experten um Terrain nogelauschtert a sech net vun ideologeschen, kulturkämpfereschen Denkschemen - géif ech gäre soen - manipuléiere gelooss.

(Interruption)

All, jo all Parlamentarier hu sech iwwert d'Palliativmedezin um Terrain informéiert. An dat, mengen ech, hätten och mir gutt gehat ze maachen.

Elo zum Fong. Wëssend, datt d'Palliativmedezin eng jonk, modern Spezialitéit ass, brauch si Medeziner a Fleegepersonal an Équipes interdisciplinaires a pluridisciplinaires, déi motivéiert, engagéiert, sensibel, kompetent op d'Bedierfnisser vun de Mënschen en fin de vie kënnen agoen a si wierklech éierlech mat hire kierperlechen, séilleschen, psycheschen a spirituelle Souffrancen en charge huelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir, Här President, brauche mir eng reell Volonté politique, fir d'Palliativmedezin fest ze etabléieren, se ze institutionaliséieren, weiderzeentwéckelen, an dat zu honnert Prozent an de Kliniken, Alters- a Fleegeheimer esou wéi och doheem.

Dir sidd sécher alleguer mat mir d'accord, datt an deenen zwee leschte Jorzéngte villes och hei zu Lëtzebuerg beweegt ginn ass, mä dach hu mer nach e kloren Defizit nozeweisen. Et stierwen nach ëmmer vill ze vill Mënschen net gutt, fir net ze soe schlecht, well mir eng kulturell Verspéidung an eiser Palliativmedezin hunn.

Jo, d'CSV huet sech scho säit 1989 fir d'Entwécklung vun der Palliativmedezin agesat, mä leider hu mer bis haut nach kee Gesetzestext. Mä fir eng optimal Palliativfleeg ze erreechen, brauche mir eng zolidd Formatioun. Dat bezeien all Acteuren, déi sech säit Jore fir d'Weiderentwécklung vun der Palliativmedezin a -fleeg asetzen.

Am Gesetz steet am Artikel 1, datt de Stat fir d'Formatioun responsabel ass. An ech leeën nach eng Kéier deenen zoustännege Ministèren un d'Häerz, datt se esou séier wéi méiglech d'Formatiounszyklen definéieren, organiséieren, an datt souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue déi néideg Formateuren esou wéi genuch finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn.

Et ass fir mech onverzeihlech, datt d'Soignants-Personal a senger initialer Formatioun nach ëmmer nëmmen ëm déi zéng Stonne Formatioun an der Palliativfleeg ugebuede kritt. Mä och d'Dokteren däerfe sech net hirer Responsabilitéit entzéien. An ech bleiwen der Meenung, datt all Dokter, ech betounen all Dokter, dee praktizéiert a Mënschen en fin de vie en charge huet, muss Formatioun an der Palliativmedezin an an der Schmäerztherapie noweisen. Ech si wierklech gespaant, wéi dat elo an der Praxis soll fonctionnéieren, wann d'Union des Caisses de Maladie, déi dann den 1. Januar 2009 Caisse de Santé heescht, dat soll kontrolléieren.

E ganz wichtege Facteur am Encadrement ass de Facteur Zäit. E stierweskranke Mënsch probéieren ze verstoen, sech a seng Situatioun eranzedenken, hien eescht ze huelen, him nozelauschteren, op seng Besoinen a Wënsch anzegoen, alles dat an de Plan de soins ze integréieren, dat brauch effektiv vill Zäit! Här Minister, Madame Minister, Dir sidd sécher mat mir d'accord, datt do net ka mat der Stoppauer geschafft ginn, wat mer haut oft an den Alters- a Fleegeheimer hunn. Ëmmer erëm héiert een: Et bleift net genuch Zäit, fir eis Leit gutt ze fleegen a mënschewierdeg ze encadréieren.

Et kann och net sinn, wéi e Sonndeg nach en Infirmier zu mer gesot huet: Mir hu missen de Patiente Pampersen undoen, obschonn se nach net inkontinent sinn, well d'Soignantspersonal einfach net genuch Zäit huet, fir hinnen d'Schlappen unzedoen, fir zum Beispill se op d'Toilette ze begleeden.

Wa mer wëllen eng éierlech Palliativmedezin schafen, da musse mer och bereet sinn, déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung ze stellen, genuch forméiert Personal, fir datt kann effikass a gutt geschafft ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, fir d'Mënschen en fin de vie ze begleeden, ass et wichteg, datt an den Alters- a Fleegeheimer eng Strategie entwéckelt gëtt, wéi de Mënsch en fin de vie encadréiert gëtt, an datt an all Alters- a Fleegeheimer och mat de Bewunner doriwwer diskutéiert gëtt, a se encouragéiert ginn eng Patientenverfügung ze verfaassen, datt gewosst ass, wann een an eng kritesch Situatioun kënnt, ob de Patient nach bereet ass, erëm an d'Klinik gefouert ze ginn, onnéideg a laang an der Policlinique op en Dokter ze waarden, fir sech dann enger laangwiereger Apparatmedezin ze ënnerwerfen oder nach engem traumatesche stationären Openthalt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wënsche mir wierklech, datt mer et fäerdeg bréngen, eng éierlech Palliativmedezin hei op d'Been ze kréien, datt mer e Beispill heiheem an an Europa setzen an datt mer kënne stolz sinn, wa mer no Joren e Réckbléck maachen, datt mer eng echt Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg etabléiert hunn.

Duerfir, Här Minister, muss onbedéngt eng Evaluatioun gemaach ginn, wou d'Chamber regelméisseg informéiert gëtt, wéi sech d'Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg entwéckelt a gegebenenfalls nogebessert muss ginn. Ech kommen zum Schluss: Et bleift nach ganz vill ze dinn. Kommt, mir paken et un! A kommt, mir ginn all Stierwenden hei am Land d'Chance, un der Hand vun engem Mënsch kënne wierdeg ze stierwen!

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Madame Flesch, als lescht Oratrice an dëser Debatt, huet elo d'Wuert. Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ee Wuert nach zum Schluss vun dëser Diskussioun. Dat Gesetz ass wichteg, mä wann et gestëmmt ass, solle mer net mengen, dass alles gedunn ass. Mir mussen ons d'Moyenë gi vun onsen Ambitiounen. An der leschter Zäit hate mer alleguerten am Kader vun der Diskussioun vun deenen zwee Gesetzer vill d'Geleeënheet, mat Dokteren a mat Professionellen aus der Santé ze schwätzen.

Si insistéiere mat Nodrock, dass eng gutt Palliativmedezin nëmme ka gemaach ginn, wann ee sech d'Mëttele gëtt, souwuel bei der Formatioun vum Personal - bei den Dokteren a beim Personnel soignant - wéi och bei deenen néidege Réseauen um Terrain. Mir mussen also wierklech hei elo dat Néidegt ënnerhuelen. An do wenden ech mech un d'Ministeren.

Ech weess, dass an der Debatt vum 19. Februar drop higewise ginn ass, wat alles scho gemaach ginn ass. Dat ass respektabel. Do hu ganz vill Bénévolen och eng Hand mat ugepaakt. Et ass souwuel am Kader vum Ministère de la Santé wéi am Kader vum Ministère de la Famille do scho ganz vill gemaach ginn, mä ech fäerten, dat geet net duer. Mir mussen elo, wou mer d'Base légale hunn, ons wierklech - ech soen et nach eng Kéier - d'Mëttele vun onsen Ambitioune ginn. Ech wär frou, wa mer do kéinte vun der Regierung déi néideg Zousécherung kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo den Här Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, wann Der erlaabt. Ech wollt nach just eng Motioun hei abréngen, déi och d'Ënnerschréft vu fënnef Leit vu sämtleche Fraktiounen dréit. Ech wollt d'Regierung domat opfuerderen, fir dann och deem Rechnung ze droen, wat elo scho vu ville Riedner hei gesot ginn ass, nämlech innerhalb vun zwee Joer spéitstens een detailléierte Rapport ze maachen iwwert dëst neit Palliativgesetz, souwuel wat den Développement ubelaangt, wat d'Besoinen ubelaangt wéi awer och wat d'Quantitéit vu Servicer ubelaangt, an dann awer och wat d'Formatiounen ubelaangt, déi an de Soins palliatifs gi sinn.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant:

- que la loi du 18 décembre 2008 relative aux soins palliatifs consacre l'accès équitable aux soins palliatifs à toute personne en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable;

- que la mise en œuvre effective de l'accès aux soins palliatifs nécessite la mise en place d'infrastructures palliatives efficaces au niveau national, tant hospitalières qu'extrahospitalières;

- qu'il sera primordial de doter ces infrastructures par le personnel médical et de soins en quantité suffisante et d'assurer la formation nécessaire pour le personnel concerné;

invite le Gouvernement

- à déposer dans les deux ans à la Chambre des Députés un rapport détaillé renseignant:

- sur le développement des services palliatifs hospitaliers et extrahospitaliers;

- sur les besoins quantitatifs et qualitatifs couverts et restants à couvrir;

- sur les résultats de la formation (continue) en soins palliatifs.

(s.) Jean-Paul Schaaf, Jean Huss, Lydia Mutsch, Martine Stein-Mergen, Carlo Wagner.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. D'Motioun gëtt direkt ausgedeelt. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann den Doud no ass an et ass näischt méi ze maachen, da bleift nach alles ze maachen. Oder wéi d'Marie de Hennezel, eng vun deene groussen Expertinnen, déi à la base vun der Diskussioun a Frankräich waren, et op Franséisch seet: «À l'approche de la mort, lorsqu'il n'y a plus rien à faire, il reste tout à faire.» Dat résuméiert den Inhalt an d'Zilsetzung vum Gesetz iwwert d'Palliativmedezin wuel ganz treffend.

Et ass näischt méi um medezinesche Plang ze maachen, fir de Patient ze heelen, mä et bleift villes ze maachen, fir dass hien op déi beschtméiglech Aart a Weis aus dem Liewen erausgeet. Et ass vill ze maachen, fir dass de leschte Wee vum Mënsch ähnlech gutt ass, wéi deen éischte Wee, deen hien an d'Liewen era gemaach huet, wou et eng Selbstverständlechkeet ass, dass iwwer 100 Milliounen an e gudden Accueil, wann een op d'Welt kënnt, investéiert ginn, mä wou et bis haut net esou evident war, dass een ähnlech Effortë gemaach huet, wann ee mat engem stierwende Mënsch konfrontéiert ass.

Duerfir vläicht direkt d'Äntwert op déi Fro, déi gestallt ginn ass, wat ee bereet ass ze investéieren. Ganz einfach: Dat, wat et kascht. D'Regierung ass bereet, dat ze maachen. Dat beweist d'Gesetz. D'Keese si bereet, dat ze maachen.

Et muss een allerdéngs dann och soen, wann ee vun der Medezin, vun de Soinë méi verlaangt, dass een dann och net däerf jéimeren, dass d'Santé ze deier gëtt. Et kascht dat eben, wat et kascht. Wann ee jiddwereen do dermat konfrontéiert, wat fir eng Soinen dass ee wëllt, da kritt een och eng Äntwert, dass ee bereet ass, d'Moyenen anzesetzen.

Déi wesentlechst Punkte vum Gesetz résuméiere sech dodran, dass een et an Zukunft net méi dem Zoufall wëllt iwwerloossen, der Chance wëllt iwwerloossen, ob een déi richteg, déi gutt Soins palliatifs kritt oder net.

Mir wëlle se flächendeckend organiséieren. Mir wëlle se do organiséiere wou de Patient se wëllt, an de Spideeler, am Hospice, an de Strukture wou déi eeler Leit liewen oder bei sech doheem mat enger Rei vun Acteuren, déi mussen zesummeschaffen an net géintenee schaffen. Déi och solle probéieren, mat de Moyenë gutt ëmzegoen, an net doduerch, dass erëm an eng Konkurrenz eragaange gëtt, déi Moyenen ze verschwenden.

Fir dass déi Zännrieder aneneegräifen, wäerten an deenen nächste Woche Reglementer a Kraaft trieden, ënner anerem betreffend de Carnet de soin, de Carnet de liaison, wou de Patient suivéiert gëtt, an och aner praktesch Ausféierungsbestëmmungen.

De Projet soll eng regelrecht Palliativkultur erméiglechen an dat Gesetz soll dat, wat eigentlech schonn am Spidolsgesetz ënnert de Rechter vun de Patiente virgesi war, verstäerken, dass kee Patient Acharnement thérapeutique muss akzeptéieren, dass d'Fleegepersonal, d'Dokteren, déi de Refus vum Acharnement thérapeutique matdroen, net doduerch kënne belaangt ginn. Net doduerch kënne belaangt ginn, dass se refuséieren, en Acharnement ze maachen, deen dem Patient vläicht e puer Stonnen, vläicht e puer Deeg méi Liewe gëtt, mä awer keng Liewensqualitéit gëtt an och keng Hoffnung gëtt fir geheelt ze ginn.

Well déi Stierfbegleedung esou gutt an esou professionell wéi méiglech soll sinn, gëtt d'Noutwendegkeet vun der Formatioun an der Formation continue vun den Dokteren an dem Fleegepersonal ausdrécklech an deem Gesetz ënnerstrach. D'Fleeg um Liewensenn ass Fleeg, awer keng Fleeg wéi déi aner, an et fält och kengem an de Schouss, wéi een déi dote Fleeg mécht. Esou dass et extrem wichteg ass, op all deene Plaze wou Palliativmedezin an Zukunft ugebuede gëtt, dass déi Leit, déi intervenéieren, sech och där Ausbildung, Zousazausbildung musse stellen.

Et ass net esou, dass d'Palliativfleeg elo fir deen een oder aneren en neie Potenzial ass, just fir nei Leeschtungen unzebidden. Op d'Qualitéit vun deene Leeschtunge muss geuecht ginn, also muss och d'Formatioun organiséiert ginn. Mir sinn do an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp amgaang drun ze schaffen. Mir wäerten dat och iwwerall do maachen, wou mer Afloss hunn. Manner Afloss hu mer bei der Initialausbildung vun den Dokteren, wa se am Ausland gemaach gëtt, mä mir kënne ganz gutt Ugebueder u Formation continue ubidden.

Well vergiesse mer dat net, dass et fir déi, déi an de Palliativabteilungen aktiv sinn, eng verkéiert Welt ass, well d'Dokteren an d'Fleegepersonal geléiert hunn, fir de Mënschen ze hëllefe fir geheelt ze ginn an eigentlech manner dermat konfrontéiert sinn, fir de Mënsch beim Stierwen ze begleeden; wat awer gradesou wichteg Soinë sinn. Dat muss een ënnersträichen.

De Projet de loi stellt de Patient an de Mëttelpunkt a schaaft mat der Directive anticipée d'Instrument fir mat Hëllef vu Famill respektiv vu Vertrauenspersoun de Wëlle vum Stierwenden ze respektéieren. Dat ass eng wichteg Hëllef fir d'Dokteren an d'Fleegepersonal.

Och hei hu mer d'Optioun geholl, fir dat net op eng bürokratesch Aart a Weis ze maachen, mä an enger direkter Relatioun zwëschent dem Patient an deene Leit, déi em am nootste stinn. Mir wollten hei keng Bürokratiséierung vun deem leschte Wee maachen a mir waren och ausdrécklech der Meenung, dass keng exzessiv Kontrollmechanismen hei sollte virgesi sinn, well mer bei der Palliativmedezin ganz kloer an enger Philosophie vu Soinë sinn.

Mir sinn also an anere Soinen, mä mir sinn an enger Philosophie vu Soinen, a wa mer hei Kontrollmechanisme virgesinn hätten, da misste mer se eigentlech bei allen anere Soinë maachen. Da misste mer Leit hunn, déi den Dokteren an dem Fleegepersonal iwwert d'Schëller kucken.

D'Zil vun deene Soinen ass, de Patient, esou wäit wéi dat iergendwéi méiglech ass, vu physeschem a psycheschem Schmäerz ze befreien, an dat ass haut ganz gutt méiglech. D'Zil vun der Palliativmedezin ass also net, den Doud ze provozéieren, d'Zil ass, fir Schmäerzen opzefänken.

D'Gesetz gesäit allerdéngs vir, an dat ass nei vis-à-vis vun deem Projet, dee mäi Virgänger Carlo Wagner abruecht huet an deen net konnt sengerzäit am Parlament verofschit ginn: Nei ass, dass dat Gesetz deen duebelen Effekt akzeptéiert. Dat heescht, wann een d'Medikatioun an d'Luucht setzt, fir d'Schmäerzen ze linderen, dann hëlt een a Kaf, dass eng Konsequenz dovu ka sinn, dass d'Liewe verkierzt gëtt. Awer ganz kloer an der Philosophie Liewensenn a ganz kloer an der Philosophie, dass et net d'Zil ass, fir d'Liewen ze verkierzen, mä dass et eng Konsequenz ass vun der Fleeg fir schmäerzfräi ze sinn an dass kann antrieden, dass d'Liewe verkierzt gëtt.

Ech hat virdru gesot, dass den Débat iwwert de Käschtepunkt eigentlech e falschen Débat ass. Wa mer hei déi Décisioun huelen, fir dat Gesetz a Kraaft ze setzen, da musse mer eis selbstverständlech och d'Moyenë ginn.

Ech wollt och begréissen, op wat fir eng Aart a Weis déi Diskussioun hei gefouert ginn ass iwwert d'Palliativmedezin. Si ass ganz seriö gefouert ginn an et ass ganz kloer, dass queesch duerch sämtlech Parteien, dobausse jiddwereen unanime d'accord ass, dass mer déi Palliativsoinë brauchen an dass mer hei mat dësem Gesetz e Schrëtt weiderkommen, andeem mer de Patient a senger Ganzheetlechkeet gesinn. Net nëmmen dann, wann em nach ze hëllefen ass, mä dann och, wann een em kann hëllefen, fir wierdeg aus dem Liewen erauszegoen.

Déi Aarbechten, déi an deene leschte Méint an der Kommissioun gemaach gi sinn, ware ganz seriö Aarbechten. Ech war a sämtleche Kommissiounssëtzungen derbäi an d'Kommissioun huet sech op alle Säiten extrem vill Méi ginn, fir déi Widdersprëch, déi an dësem Gesetz mat der Proposition de loi dra waren, aus dem Wee ze schafen.

Et ass kontrovers diskutéiert ginn. Et ass am géigesäitege Respekt diskutéiert ginn an et ass deem Rechnung gedroe ginn, wat am Avis vum Conseil d'État festgehale ginn ass.

Ech begréissen ausdrécklech déi Diskussioun, wéi se an der Kommissioun gelaf ass op deenen zwee Projeten, um Projet vun der Palliativmedezin awer och um Projet iwwert déi aktiv Stierfhëllef, wou an deene leschte Méint extrem vill diskutéiert ginn ass a wou vill Leit derzou bäigedroen hunn, dass déi Sécurité juridique zwëschent deenen zwee Texter verbessert ginn ass an dass a méi sensibele Punkten, och an der Proposition de loi vun deenen zwee parlamentareschen Auteuren, eng Rei vu Verbesserunge komm sinn.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier drun erënneren, dass déi gemeinsam Diskussioun iwwert déi zwee Texter iwwerhaapt eréischt méiglech ginn ass, well an dëser Chamber an an der Regierung dat klassescht Spill vu Majoritéit an Oppositioun net gespillt huet.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Diskussioun an där Form, ob engem dat elo gefält oder ob engem et net gefält, méiglech ginn ass doduerch, dass d'Regierung gesot huet, hei ass net eng Koalitiounsfro, mä hei ass eng Fro, wou jiddwerengem Eenzelne säi Gewëssen implizéiert ass. An ech fannen et, éierlech gesot, eng verkéiert Welt. Ech fannen et eng verkéiert Welt, dass enger Regierung, oder deem engen oder anere Member vun der Regierung, ob dat de Premier ass oder en aneren, reprochéiert gëtt, dass een an dëser Fro d'Gewëssensfräiheet spille gelooss huet. Ech fannen, dass dat déi eenzeg richteg Aart a Weis war.

Dat huet dozou gefouert, dass mer déi Diskussioun mat enger Intensitéit hei zu Lëtzebuerg kritt hunn, déi et op anere Plaze vläicht net ginn ass. Mä et huet awer de Verdéngscht, dass déi Diskussioun hei zu Lëtzebuerg bis zum Enn gefouert gëtt, an dann tranchéiert gëtt, vu jiddwerengem Eenzelnen. Well, och wa mer haut oder awer virdrun net tranchéiert hätten, hätt dat net geheescht, dass déi Diskussioun net erëmkomm wier. Do brauch ee just iwwert d'Grenzen ze kucken. Eis franséisch Kolleegen, wou mer eis bei der Palliativmedezin inspiréiert hunn, kréien déi Diskussioun iwwert d'Euthanasie am Jores- oder am Zweejoresrhythmus erëm, esou dass et gutt ass, dass een déi Diskussioun eng Kéier bis zum Enn féiert.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass een am Gesetz iwwert d'Palliativmedezin kee Patient dozou zwéngt, fir d'Palliativmedezin ze gebrauchen. Och an der Proposition de loi iwwert d'Euthanasie ass et net esou, dass eng Promotioun vun der Euthanasie gemaach gëtt, dass eng Banaliséierung vun der Euthanasie gemaach gëtt, oder dass een iergendeen dozou géif zwéngen, fir op déi dote Méiglechkeet zréckzegräifen.

Ech wënsche mer, dass no dëser Diskussioun net zousätzlech Grief an der Lëtzebuerger Gesellschaft entstinn. Et gëtt där genuch. Et sinn där genuch an deene leschte Méint gegruewe ginn. Mir kënnen där Grief - just an enger Zäit, wou e Maximum u Kohesioun an der Lëtzebuerger Gesellschaft gebraucht gëtt - net nach méi gebrauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo huet d'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister fir d'Famill, d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech selbstverständlech deene Wierder vum Mars Di Bartolomeo uschléissen, wat d'Palliativmedezin ubelaangt, an net nach eng Kéier ufänken, hei alles opzezielen an déi ganz Mériter dovunner ze soen.

Ech géif just wëlle soen - well eng Partie vun Deputéierte gefrot hunn, wou mer an der Zwëschenzäit dru wieren a wat mer gemaach hätten -, datt net méi spéit wéi muer um Ordre du jour vum Conseil d'Reglementer sinn, fir ze regelen - esougutt an de Behënnertenhaiser wéi och an den Alters- a Fleegeheimer -, wéi d'Palliativmedezin muss agefouert ginn a wéi se och muss do an Zukunft dann ausgefouert ginn. Ech denken, datt dat jo eent vun deene wichtegen Elementer ass, a wou d'Madame Flesch Recht huet, wa se seet, datt et net duergeet, wann e Gesetz gestëmmt ass, mä da muss och gekuckt ginn, datt duerno eppes geschitt.

Gradesou wichteg ass och, an do ass och vun der Madame Err drop higewise ginn, d'Betreiung vun de Leit no engem Stierffall. Ech wëll virun allem hei soen, well vläicht awer eng Partie Leit dat net wëssen, datt och elo en extrae Service besteet, zum Beispill bei Omega 90, wa Kanner en Trauerfall oder e Stierffall hunn doduerch, datt ee vun hire Geschwëster respektiv hir Mamm oder hire Papp stierft. Et gëtt also Servicer, déi si och extra à charge huelen. Well dat awer Saache sinn, déi een net ëmmer weess, kënnt Dir dat de Leit dobausse soen, datt dat besteet a kann an Usproch geholl ginn.

Et ass also net esou, datt mer nom Gesetz alles eréischt mussen erfannen, mä dat ass eppes, wat mer musse méi bekannt maachen a wou mer och kucke mussen, datt mer dat virun ausbauen.

Dann ass dat, wat de Minister virauser gesot huet, selbstverständlech richteg: Et ass eng Fro vum Präis. Da musse mer wëssen, wéi wäit datt mer bereet sinn, doranner ze investéieren. Ech denken, datt dat hei eppes ass, wou mer alleguerten der Meenung sinn, datt een dofir déi néideg Mëttele muss zur Verfügung stellen. Datselwecht gëllt och fir dat, wat d'Madame Frank gesot huet, wat d'Formatiounen ubelaangt. Mir hunn och fir d'nächst Joer zousätzlech Mëttele fir d'Formatioune vum Personal zur Verfügung gestallt, respektiv och fir d'Dokteren, well dat eng Viraussetzung ass, fir datt dat och alles kann ëmgesat ginn.

Duerfir mengen ech, wiere mer domadder um richtege Wee a mir si frou, wa mer elo déi gesetzlech Basis dofir hunn. Mä, wéi gesot, mir hunn awer virauser och eng ganz Partie vun Aarbechten do gemaach ouni d'Gesetz ze hunn, an ech denken, datt mer domadder konsequent an deenen nächste Wochen a Méint wäerte virufueren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi vun der Palliativmedezin. Et sief drop higewisen, dass et en éischte Vote constitutionnel ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5584 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion

Mir hunn nach d'Motioun am Kader vum Projet, déi virdru vum honorabelen Här Schaaf déposéiert ginn ass. Déi Motioun ass vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen. Duerfir, denken ech, kënne mer déi par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vum honorabelen Här Schaaf?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, d'Regierung hëlt déi selbstverständlech och un.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Proposition de loi iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide. Et si bis elo ageschriwwe fir d'CSV-Fraktioun: d'Madame Stein-Mergen an den Här Wolter. Da schwätze bei der CSV-Fraktioun an hirem eegenen Numm: d'Madame Arendt an d'Madame Frank. Fir d'DP-Fraktioun: den Här Wagner an den Här Goerens. Fir d'sozialistesch Fraktioun: den Här Bodry. Fir déi gréng Fraktioun: den Här Huss, a fir d'Sensibilitéit vun der ADR: den Här Mehlen. Här Jaerling, Dir sidd och ageschriwwen.

D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err, fir de Rapport ze maachen. Madame Err, wann ech gelift.

2. 4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse/co-auteuse.*- Kee Stat a kee Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, kann e Mënsch zum Liewe forcéieren, wann e Patient Hëllef verlaangt fir ze stierwen, well e säi Liewen net méi packt a well en onheelbar krank ass. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, Stierfhëllef op ausdréckleche Wonsch vum Patient a vun him eleng, deem säi Liewen nach just sënnloost Leide fir hie selwer ass.

Dat ass och op Griichesch „Euthanasie": „e gudden Doud". Dat ass allerdéngs e Wuert, wat duerch d'Nazizäit zu engem Onwuert ginn ass, well d'Nazië falscherweis deen Ausdrock gebraucht hunn, als Euphemismus souzesoen, fir d'Ermordung vu Kranken, Handicapéierten, Kommunisten an Homosexuellen, dat heescht politesch a sexuell den Nazien net genehm orientéierte Leit, ze definéieren.

Vu Mord ka bei Stierfhëllef net geschwat ginn, well par définition deen Doud nëmme passéiert op Ufro hin. Op Ufro, déi dem Gesetz no, iwwert dat mer haut décidéieren, muss schréftlech festgeluecht sinn, enregistréiert sinn an duerno souguer méimools nogefrot ka ginn an eventuell vun enger Personne de confiance, déi och am Stierftestament muss drastoen, muss kënne confirméiert ginn.

Ethesch gesinn ass dat net aneschters wéi juristesch, well wa mer vun enger Ethik schwätzen, da musse mer wëssen, dass et net déi Ethik, déi eenzeg, mat engem groussen „E" gëtt, dass et net eng Ethik gëtt, wou deen, deen den Ethiker ass, net eege Prinzipien huet an déi a seng Iwwerleeungen afléisse léisst. Jee no Prinzipië gëtt d'Ethik also an dëser Diskussioun eng aner, jee nodeem, wien doriwwer nodenkt.

Stierfhëllef op Demande ass heiansdo deen eenzegen Auswee, muss deemno erlaabt gi fir Ausnahmefäll, an duerfir brauche mer e Gesetz, fir festzeleeën, fir dass ka kontrolléiert ginn, ob dat Gesetz, wat mer dann hätten, respektéiert gouf. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, iwwert dat mir haut diskutéieren an ofstëmme wäerten.

Dëst Gesetz iwwer Stierfhëllef an iwwer Hëllef zum Selbstmord oder, anescht gesot, Hëllef zur Selbsterléisung, ass eppes wéi eng Assurance géint e schwéieren Doud, déi een ofschléisst, och wann een net sécher ass, dass ee se brauch. Géint e schwéieren Doud, deen oft, wann och net systematesch de Fall ass.

Wann et also dann ass, dass dat Stierftestament net gebraucht gëtt, da war et sécherlech nach ëmmer nëtzlech an deem Sënn, dass deejéinegen, deen et ofgeschloss huet, domadder an aller Serenitéit sengem Doud konnt entgéintkucken.

E Gesetz, wat d'Regel ass fir Ausnahmefäll ass dofir nach ëmmer keng Loi d'exception, well et bleift e Gesetz fir all Dokter a fir all Mënsch, deen um Enn vu sengem Liewen ukomm ass. E Gesetz mat enger spezieller Symbolkraaft, well et esou e Gesetz nëmme kann an enger oppener Gesellschaft ginn, wou Demokratie a Rechtsstatlechkeet doheem sinn, wou d'Mënscherechter Realitéit sinn a wou d'Leit esou fräi sinn, datt se hiren eegene Virstellungen no liewen an och stierwe kënnen, mä andeem se sech u bestehend Gesetzer halen a kengem aneren dobäi schueden.

Dëst Gesetz ass net eent, wat ee kéint als eng „licence to kill" beschreiwen, an et ass och net e mënschenonwierdegt Gesetz, wéi d'CSV-Apostelen dat geschriwwen hunn an domadder net emol sech selwer iwwerzeege konnten.

Et ass och kee Gesetz, wat en opposabelt Recht op Stierfhëllef gëtt, wéi den Erzbëschof dat geschriwwen a gesot huet, mä e Gesetz, wat d'Méiglechkeet schaaft, Stierfhëllef ze kréien, och dann, wann d'Kierch an d'Monarchie dat net wëllen. Net aus rationalen Iwwerleeungen eraus, mä aus ideologesche Grënn. Well et fir d'Kierch, an d'kathoulesch Kierch am prezise Fall, keng fräi Wiel ka ginn, wann et ëm den Ufank oder d'Enn vum Liewe geet. Do gëtt net gezéckt, d'Argumenter ze vermëschen an d'Argument vun den Abusë virzebréngen, och dann, wa mer alleguerten heibanne ganz sécher eppes wëssen: Dass kee Gesetz nämlech net heescht, dass keng Stierfhëllef kënnt, mä kee Gesetz, dat heescht, keng Kontroll, an dat heescht, systematesch Abusen an all eenzelne Fall, deen da passéiert.

Kloer ze soen ass, dass d'Euthanasie iwwert d'Sédation terminale nëmmen envisageabel ass, wann d'Liewe vum Patient ganz no u säin Enn kënnt. Dobäi wësse mer, dass an Ausnahmefäll et och esou ass, dass Leit, déi nach e Liewe laang viru sech hunn, zéng an 20 a méi Joren, och kënnen an déi Situatioun kommen, wou hiert Liewen hinne krankheetshalber net méi liewenswäert erschéngt, an déi och eiser Meenung no net kënnen zum Weiderliewen, zum Iwwerliewe forcéiert - oder misst ee soen, condamnéiert? - ginn.

D'Motivatioun vun der Kierch an hiren Unhänger ass net nozevollzéien, wann et heescht, d'Sédation terminale ass erlaabt, wéi dat an deem Gesetz ass, wat mer elo grad unanime ofgestëmmt hunn, well den Dokter op d'Demande vum Patient hi Medikamenter gëtt, fir haaptsächlech d'Péng ze huelen, a weess, ouni et primär ze wëllen, datt hien domadder den Doudeskampf an d'Liewe verkierzt, an déi Tatsaach, déi eng Tatsaach ass an eng bleift, souzesoen als Kollateralschued mat a Kaf hëlt, während deeselwechte Geste vun engem aneren Dokter, dat heescht d'Verofreeche vu Medikamenter, déi d'Péng huele sollen an den Doud méi séier erméigleche sollen, wéi dat iwwert d'Sédation palliative terminale soll méiglech sinn, net akzeptabel wier. Juristesch a faktesch ass dat datselwecht! Well d'Gesetz eng Handlung net aneschters ka qualifizéieren, jee nodeem wat den Auteur, dee se gemaach huet, sech dobäi geduecht huet, well éischtens d'Gedanken zollfräi sinn, an zweetens d'Gedanken ni noweisbar kënnen erbruecht ginn.

Dëst Gesetz markéiert de Passage vun enger Hypokrisie, vun enger Euthanasie ni vue ni connue et pratiquée à huis clos zu enger Stierfhëllef, déi sech géif operéieren an aller Transparenz an am Respekt vun de kloren a strenge Regele vun engem schwierege Gesetz. E Gesetz, wat mat deem bestehende Paternalismus ophéiert an eng gläichberechtegt Partnerschaft zwëschent dem Dokter a sengem Patient mat sech bréngt, well jiddweree Spezialist op sengem Gebitt ass: den Dokter vläicht Spezialist an der Medezin, de Patient jiddefalls a sécher an ëmmer de Spezialist vu sengem eegene Liewen an domadder och de Spezialist vu sengem eegenen Doud.

Dat affichéiert Besserwësse vu verschiddenen Dokteren, an ech wëll se do wierklech net all mat abegräifen, déi den Doud am Huis clos hale wëllen a kee Gesetz iwwert d'Stierfhëllef wëllen, ass ontragbar an engem Rechtsstat, well och d'Doktere musse sech an engem Rechtsstat u Gesetzer halen, och un déi, déi si selwer net wollten, mä net verhënnere konnten, obscho se jo dobäi keen Effort gescheit hunn.

Engem eng Aart a Weis ze liewen an ze stierwen opzezwéngen, déi deejéinegen als grausame Widdersproch zu sengen eegene Prinzipien emfënnt, ass eng inakzeptabel Arroganz. Or, bei eis herrscht déi Arroganz am Land zënter Joren, ouni dass bis elo sech een dru gestéiert huet. Well et ass gewosst, dass och ouni Gesetz bei eis Stierfhëllef geleescht gëtt. Wat net gewosst ass, ass, ob se geleescht gëtt op Wonsch vum Patient oder op Appréciatioun vum Dokter.

Ass et d'Medezin oder ass et de fräie Wëlle vum Patient, deen ausschlaggebend ass? Wie kontrolléiert dat?

Et gëtt ganz vill zu dësem Gesetz hei gesot, et géif e Risiko begräifen, Abusë mat sech ze bréngen doduerch, dass een d'Méiglechkeet vun enger Stierfhëllef géif opmaachen. Mä déi Leit, déi missten - mengen ech - ufänke bei der Aktualitéit ze analyséieren an ze kucken, ob et net besser wier, mat engem zougegebenermoosse schwierege Gesetz de Risiko vu kontrolléierbaren Abusen anzegoen, amplaz bei der Solutioun ze bleiwen, all Abus, dee sech am Huis clos ofspillt, net kennen ze léieren an en duerfir ignoréieren ze kënnen.

Trotzdeem geschitt weider hei zu Lëtzebuerg dat, wat eigentlech enger Demokratie an engem Rechtsstat onwierdeg ass.

Firwat soll bei eis och muer net jiddweree kënnen no senge Virstellunge stierwen, wéi e wëllt, mä no de Virstellunge vun enger Partei, vun enger Kierch oder enger Relioun, eventuell och nach enger Zeitung an enger Monarchie, sou dass domadder onméiglech gemaach gëtt, dass deen eenzelne Mënsch seng eege Virstellung bei sengem eegenen Doud kann ëmsetzen? Ouni dobäi - an ech mengen, dass dat derwäert ass, ënnerstrach ze ginn - aner Leit duerch dëst Gesetz ze forcéieren, op e Wee ze goen, dee si fir sech net gären hätten?

Dat Gesetz hei contrairement zu der aktueller Situatioun wäert och muer kee forcéieren, eppes ze maachen, wat hie fir sech net richteg fënnt. Mä et wäert deene Leit, déi haut net kënne maachen, wat si wëllen, et erlaben, dat muer an der ganzer Legalitéit an an totaler Fräiheet an Transparenz kënnen ze maachen.

Duerfir, Kolleeginnen a Kolleegen, brauche mer dëst Gesetz iwwert d'Stierfhëllef an och zur Hëllef zum Selbstmord oder - wéi ech eigentlech léiwer géif soen - zur Selbsterléisung: Fir d'Fräiheet vum Choix och zu Lëtzebuerg, wat d'Pretentioun huet, eng Demokratie an e Rechtsstat ze sinn, mä dat net ëmmer däitlech no bausse weist, besonnesch an Debatten, déi gesellschaftspolitesch relevant sinn; fir d'Fräiheet, esou ze stierwen, wéi ee wëllt, dat heescht ze leide bis zum batteren Enn, wann een dat wëllt, oder awer d'Sédation palliative an d'Soins palliatifs an Usproch ze huelen, oder awer, wa béid Solutiounen engem net zousoen, de Choix ze hunn, fir méi schnell mat Stierfhëllef kënnen ze stierwen.

Net nëmme fir d'Fräiheet, mä och fir d'Gläichheet vun Ongläichen am Liewe brauche mer dëst Gesetz, well mer wëssen, dass déi Leit, déi déi richteg Leit kennen oder déi selwer d'Wëssen hunn, haut souwisou kee Gesetz brauchen, fir kënnen ze stierwen, wéi si wëllen. Et si wéi ëmmer nëmmen déi Leit, déi sech net esou gutt unzeleeë wëssen, déi manner Leit kennen, déi eppes ze soen hunn, déi manner Geleeënheeten hunn, sech ze informéieren, déi dorënner leiden.

Och d'Égalitéit ass e Mënscherecht, an och dëst Mënscherecht géif en neit Gesetz iwwert d'Stierfhëllef garantéiere kënnen. Fir d'Demokratie an d'Rechtsstatlechkeet ass et kloer, well et ass net zoumuttbar, dass mir wëssen, dass hei eppes geschitt, wat theoretesch net däerf passéieren a wat net kontrolléiert gëtt.

Mä et ass och néideg, fir d'Meenungs- an d'Gewëssensfräiheet och an dësem Mariëland hei duerchzesetzen. Fir de Respekt vun der Meenung vun de Leit,…

(Interruptions)

…déi och dann, wa se an enger Minoritéit sinn, d'Recht drop hunn, hir Convictioune bis zum Doud auszeliewen; fir d'Autonomie an existenzielle Froe vum Doud, ouni de Risiko, sech selwer a virun allem och seng Famill oder den Dokter, dee bereet ass, ze hëllefen, a Gefor ze bréngen. Well och dat ass eng Verantwortung, déi haut deejéinege muss iwwerhuelen, wann e Stierfhëllef freet a se eventuell och kritt.

Et ass ee Gesetz géint Angscht, Dir Dammen an Dir Hären, virun engem batteren Doud, deen eis net sécher, mä mat grousser Wahrscheinlechkeet erwaart, a géint deen eng Validitéit vun engem Stierftestament, wéi et an dësem Gesetz och steet, et géif erlaben, wéi eng Assurance, déi Angscht virun der Péng, virum Doud erofzehuelen an den Doud ze envisagéiere mat enger Serenitéit, wéi dat haut fir vill Leit net méiglech ass.

Ëm wat geet et an dësem Gesetz?

Et stoung entre-temps schonn op ville Plazen, notamment gëschter am „Tageblatt". Ech wëll elo och duerfir hei net op den Detail vun deem Gesetz agoen. Ech wëll an dräi Haaptpunkte soen, ëm wat et geet.

Et geet drëms, fir Stierfhëllef an Hëllef zur Selbsterléisung ze erlaben, ënner strikten, strengen a kontrolléierte Konditiounen; zweetens, fir d'Unerkennung vun engem Stierftestament, wat iwwregens och iwwert d'Aart vum Begriefnes an d'Natur vun der Zeremonie beim Doud kann Dispositioune begräifen; an drëttens, ëm d'Aféierung vun enger Kontrollkommissioun, déi no der Stierfhëllef soll kontrolléieren, net, ob deejéinegen, dee gehollef krut ze stierwen, dat Recht hat oder net, well dat ka keen duerch e Gesetz bestëmmen, mä ob déi Konditiounen, déi am Gesetz stoungen, effektiv respektéiert gi sinn.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, an dräi Punkten d'Essenz vum Gesetz.

Ganz kuerz och nach déi Ännerungen zu dësem Gesetz, wéi se zënter dem 19. Fe-

bruar haut zur Ofstëmmung virleien. Dir wësst, et ass och scho bei där anerer Debatt ugeklongen, dass déi zwee Texter vum Statsrot zréckbehale gi sinn, well déi zwee Texter e Stierftestament virgesinn hu mat engem aneren Titel, mat engem aneren Inhalt a mat anere Formalitéiten, an dass et, fir Konfusiounen ze évitéieren, wichteg war, op deene Punkten ënner anerem Kloerheet ze schafen.

Mir hunn net nëmme Kloerheet geschaf op deene Punkten. Mir hunn och Ännerunge gemaach, déi an eisen Aen eng Verbesserung vun dësem Text mat sech bréngen, zum Beispill andeem dass mer bereet waren, den Titel vum Gesetz, dee geheescht huet „Proposition de loi pour le droit de mourir en dignité“, ëmzeänneren an „Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide“.

Firwat?

Well mer domadder implizit unerkennen, dass eis Manéier, fir mat Stierfhëllef kënnen ze stierwen, net forcément déi eenzeg Manéier ass, fir an aller Würd ze stierwen. Mir hunn am Fong domadder bewisen, dass mer agesinn, dass jiddweree muss kënnen op seng Manéier an Dignitéit stierwen.

Mir hunn och de Mineur émancipé, dat heescht een, deen duerch de Mariage eigentlech scho groussjähreg ass, aus dem Persounekrees erausgeholl, déi kënnen eng Euthanasie froen, fir déi leedlech Argumenter ze contréieren, déi hei op der Tribün am Februar komm sinn, fir ze soen, dat heite wier e Gesetz, wou handicapéiert Jugendlecher kéinten ofgesprëtzt ginn.

Mir hunn also domadder deene Kritiken, déi hei ausgedréckt gi sinn, deelweis Rechnung gedroen.

Mir hunn och beispillsweis d'Responsabilitéit vum Dokter nuancéiert. Mir hunn d'Stroffräiheet vum Dokter garantéiert, an där Hypothees, wou hien d'Conditions de fond vum Gesetz respektéiert. Dat heescht, dass hie kee Risiko huet beim Strofriichter ze landen, wann hien Euthanasie/Stierfhëllef praktizéiert huet, wann de Patient majeur, capable et conscient war; wann hien dee Wëlle kloer ausgedréckt huet, wa méiglech e puermol; wann hien dat schrëftlech gesot huet; an - an dat ass d'Haaptargument - wann een an enger Situation médicale sans issue ass a souffrance physique ou psychique constante et insupportable et sans perspective d'amélioration kann noweisen.

Wann déi Konditioune respektéiert sinn, kënnt also kee Strofverfahren. Mä et bleift, dass nach aner Konditiounen am Gesetz drastinn, déi kënnen zu enger professioneller, dat heescht disziplinärer Responsabilitéit vum Dokter féieren, déi natierlech och kënnen eng zivil Responsabilitéit mat sech bréngen. Wann hien zum Beispill am Dossier net kloer noweist: dass hien de Patient zur Genüge opgeklärt huet; dass hie festgestallt huet, dass de Patient effektiv dauernd Péng hat, déi hien net méi erdroe konnt; dass hie mat engem aneren Dokter geschwat huet, dee Spezialist ass vun där Kränkt, déi de Patient huet; dass hie mat der Équipe soignante, mat der Personne de confiance geschwat huet, wann de Patient sech deem net opposéiert huet; an dass hie sech - an dat ass och wichteg ënnerstrach ze ginn - bei der Commission d'évaluation et de contrôle renseignéiert huet, ob dee betreffende Patient e sougenanntent Stierftestament déposéiert huet oder net.

Mir hunn dat dragesat, well mer fannen, dass et wichteg ass, dass d'Leit eng Garantie hunn, hiert Testament, hire Wëllen iwwert d'Manéier ze stierwen, enregistréiere kënnen ze loossen, fir dass et och dann, wa se en Accident hunn an hiert Stierftestament net bei sech hunn an eventuell kee Familljemember derbäi ass, eng Plaz gëtt, wou ka kontrolléiert ginn, ob dee Patient sech zu sengem Liewensenn schonn ausgedréckt huet.

Eng véiert Ännerung ass, dass mer am Fong dem Argument vun de méiglechen Abusë vun deene Leit, déi gären déi Kontrollkommissioun virdru gehat hätten, entgéintkommen, andeem dass mer en neien Artikel eragesat hunn, den Artikel 3, wou mer soen, dass, wann den Dokter mengt, hie wier nach onsécher, hien en drëtten Expert ka froen. a wann deen drëtten Expert en Dokter ass, da muss dee Certificat vun dësem drëtten Dokter mat an den Dossier kommen, deen herno un d'Kontrollkommissioun geet.

Mir hunn also net nëmme streng Konditiounen am Gesetz, mir hunn och Kontrollméiglechkeete virdrun, iert déi Euthanasie, déi Stierfhëllef ka praktizéiert ginn. Mir hunn d'Dispositions de fin de vie „Stierftestament“ genannt, fir dass et méi kloer gëtt, dass et net datselwecht Dokument ass wéi dat, wat et am Kader vum Gesetz iwwert d'Soins palliatifs gëtt. Well dat Dokument heescht „Dispositions anticipées“ a muss net enregistréiert ginn. Dat heiten Testament heescht also „Dispositions de fin de vie“ a muss enregistréiert ginn.

Mir hunn och kleng Changementer an der Kompositioun vun der Kontrollkommissioun virgeholl. A mir hunn eng Dispositioun dragesat, dass, wann déi Corpsen, déi solle Leit an déi Kontrollkommissioun nominéieren, dat net maachen, de Minister kann där Abstentioun do entgéintwierken.

Mir hunn och missen, aus Ursaachen, déi näischt mat eisem Wëllen ze dinn haten, mä virun allem eppes mat der Tatsaach, dass de Grand-Duc Schwieregkeete mat der Promulgatioun a mat der Sanktioun vun dësem Gesetz hat, d'Date fixe, déi als Mise en vigueur derbäi war fir den 1. Januar, ännere. Mir hunn déi erausgeholl. Dat heescht, dass dat Gesetz hei, wéi all normaalt Gesetz, a Kraaft trëtt dräi Deeg nodeem et am Mémorial publizéiert ginn ass.

Ech wëll Iech, amplaz op den Detail vun de Konditiounen anzegoen, e praktescht Beispill soen. Wann e 17-jährege jonke Mënsch bei en Dokter kënnt a seet, hie géif gären ëmbruecht ginn, well hie mengt, hie géif u sengem éischte Liebeskummer stierwen, dann ass dat ganz kloer, dass dat net geet, well hien éischtens, net majeur ass, net capabel ass, a well hien zweetens, net onheelbar krank ass. Déi Leit, déi dat schonn erlieft hunn, déi wëssen, dass ee vun esou Saachen erëm gutt gëtt.

Wéi ass et mat engem Aidspatient, dee groussjähreg ass an dee bei engem Dokter géif Stierfhëllef ufroen? Wier deem seng Demande dësem Gesetz no recevabel oder net, wann hie majeur ass, capabel ass, sech kloer ausdréckt, et schrëftlech hannerluecht huet an eventuell souguer nach eng Vertrauenspersoun matbréngt, déi ka confirméieren, dass et net fir d'éischt ass, mä dass hien dat nach ëmmer gesot huet?

D'Äntwert op déi Fro do ass: Neen. Firwat? Well de Gesondheetszoustand net sans issue ass; well et och, wat d'Aidsbehandlung ubelaangt, en Traitement gëtt, och wann et keng Heelung gëtt; well hien net permanent an onerträglech Péng huet a well een haut dach nach ëmmer net sécher ka sinn, dass et wierklech keng Perspektiven op Verbesserung an dësem Traitement gëtt.

Duerfir ass et och kloer, dass 93% vun deene Patienten, déi an der Belsch an an Holland d'Stierfhëllef an Usproch geholl hunn, Kriibskranker sinn, deenen hiert Liewen am Duerchschnëtt ëm Deeg, wann net nëmmen ëm Stonne verkierzt ginn ass; deenen hir Perspektiv op e weidert Liewen also net weider gelidden huet, mä deenen d'Absenz vun Aussiicht op Verbesserung an hirem Zoustand d'Méiglechkeet ginn huet, fir net méi laang mussen ze leiden, wéi et onbedéngt huet misse sinn. Well nëmmen de Patient eleng kann entscheeden, wat fir hie supportabel oder net ass.

Iwwert d'Sondagen, d'Inakzeptabilitéit vum Filtre palliatif a vun enger Kontrollkommissioun virdrun wäert de Jean Huss Iech no mir am Detail Erklärunge ginn.

Ech wëll zum Schluss nach just e puer Wierder soe par rapport zum Schutz vum Liewen als Mënscherecht a wéi een dat ze verstoen huet par rapport zur Stierfhëllef.

Et ass interessant ze wëssen, dass Juristen an der Belsch sech Gedanke gemaach hunn, ob dat Gesetz, wat si virun e puer Joer ugeholl hunn, konform wier zur Europäescher Mënscherechtskonventioun. Si sinn zur Konklusioun komm, dass dat esou ass, well dat Gesetz net eng generell Strofffräiheet fir Stierfhëllef bréngt, mä eng Exceptioun virgesäit, eng Contrainte oder eng Legitimatioun a gewëssene Konditiounen, déi par ailleurs net déi Infraktiounen am Code pénal ugräifen, déi iwwert de Meurtre, den Assassinat oder den Empoisonnement ginn.

De belsche Senat huet gesot, dass een d'Recht ze liewen an de Schutz vum Liewen net ka benotzen, fir d'Leit géint hire Wëllen ze forcéieren, an engem Liewen ze verbleiwen, wat fir si selwer kee Sënn méi huet, an dass en Testament zum Doud d'Limitë fixéiert vun deem Recht vu Schutz op Liewen, wat deen Eenzelnen zu sengem Liewensenn wëllt.

D'Recht op de Schutz vum Liewe bedeit net d'Recht op en Accompagnement médical. Dat seet d'Jurisprudenz net nëmme vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter, mä dat seet och eng Jurisprudenz vun der Cour fédérale suisse, déi seet: «Chaque personne consciente et mentalement capable peut décider de sa mort, sans avoir cependant le droit à l'accompagnement en l'absence d'une loi.»

Wa mir - wann dat dann esou ass, wéi ech mer dat erhoffen - e Gesetz hunn, ass et kloer, dass mir konform sinn zur Mënscherechtskonventioun u sech an zu de Jurisprudenzen, déi et an dësem Fall gëtt.

Vläicht nach ee lescht Wuert, zu Kanada, déi 2006 an der Cour de cassation d'Certificatioun kritt hunn, dass déi Tatsaach, dass et kee Gesetz gëtt fir Hëllef zum Selbstmord, eng Diskriminatioun ass fir déi Leit, déi net méi d'Méiglechkeet hunn, sech selwer ze hëllefen aus dem Liewen ze goen, wa se net méi liewe wëllen. Och dat ass eng interessant Iwwerleeung fir de Rechtsaspekt vum Schutz vum Liewen.

De Schutz vum Liewen ass e Mënscherecht, dat net géint de Wëlle vum betraffene Mënsch ka spillen. Dat heescht och, dass kee Stat a kee Gesetz e Mënsch zum Liewen, zum Iwwerliewe ka condamnéieren, besonnesch dann, wann deeselwechte Stat an engem anere Gesetz d'Sédation terminale am Kader vun der Palliativmedezin erlaabt an domadder deene meeschte Fäll vu sënnlosem, onerträglechem Leide vu Stierwenden en Enn mécht; wat ech hei wëll ausdrécklech begréissen.

Mä Sédation terminale léist net all Problem. Et bleiwen - leider, kann ee soen, mä leider ass et esou - 5 bis 10% vu besonnesch schwéiere Krankheeten, déi net palliativ kënnen zefridde stellend behandelt ginn. An et bleift och de Fall, wou d'Leit net am Endstadium vun hirem Liewe sinn an awer an enger gesondheetlecher Verfassung, déi hinnen eng Verlängerung vun hirem Liewen ënnert deeneselwechten onveränneerbare Konditiounen onvirstellbar mécht.

Duerfir zum Schluss eng Fro: Firwat Sédation terminale erlaben a Stierfhëllef verbidden, nodeem kloer ass, dass den Ënnerscheed zwëschent deenen zwee eng Fiktioun ass? Eng Fiktioun, déi weder juristesch nach faktesch oder ethesch Bestand huet, well béides aktiv ass, well et en Acte positif ass, well béides human ass a gläich respektabel ass, well béides en Acte médical ass a well béides nëmme ka geschéien op ausdréckleche Wonsch vun deem Patient, deen et eleng ugefrot muss hunn?

Zwee Gesetzer, Dir Dammen an Dir Hären, sinn néideg. An a kengem Gesetz kann den Tatbestand dorobber beuerteelt ginn, jee nodeem wat den Dokter, deen eng Sprëtz gemaach huet, am Kapp hat dee Moment, wou hie se gemaach huet. Well souguer wa mer dat géife gesot kréien, géif et keng Méiglechkeet ginn, dat ze kontrolléieren. Et kann net sinn, dass eng Infraktioun géif ofhänken net vun deem, wat geschitt ass, mä vun deem, wat deejéinegen, deen et geschéie gelooss huet, sech derbäi geduecht huet.

Ech wëll duerfir de François de Closets an engem vu senge villen interessante Bicher zu dësem Thema zitéieren, dee gesot huet: «C'est un abus véritable que de ne pas contrôler les risques d'abus de la sédation palliative parce que le corps médical pense agir pour le bien du malade, même si ce dernier ne lui a rien demandé.»

Mir bleift no deenen Ausféierungen Iech am Fong nach just ze soen, dass ech mer wënschen, dass dat Gesetz hei gestëmmt gëtt mat Iwwerzeegung an ouni Iech bëiren ze loossen duerch d'Ämëschung vun Autoritéiten an Instanzen, déi kee Recht hunn, sech an de legislative Prozess anzemëschen, an déi hir respektiv Kompetenzberäicher gesprengt hunn, dat an der Hoffnung, deen een oder deen aneren onsécher ze maachen a vergiessen ze doen, wat fir eng grouss Majoritéit vun de Leit wëllt, dass et och zu Lëtzebuerg de fräie Choix gëtt virum Doud fir jiddwereen no sengen eegene Virstellungen.

Ech wëll Iech dann zum Schluss, Här President, dräi Texter ofginn.

Fir d'éischt eng Motioun, wou ech d'Regierung opfuerderen - si sinn alleguerte vu genuch Leit ënnerschriwwen -, an deem Gesetz iwwert d'Droits et devoirs des patients, un deem de Gesondheetsminister schafft, de Prinzip vum Refus ou d'acceptation de toute intervention en milieu hospitalier ou en dehors de celui-ci et ce non seulement en phase terminale mat eranzehuelen, fir sécherzestellen, dass dat, wat de Moment an der Loi iwwert d'Organisation hospitalière steet a wat natierlech nëmme fir d'Klinik ka gëllen, och muss gëllen, wann d'Leit doheem wëlle stierwen, an dass se dann och kënnen déi Fraisen do mat an d'Krankekeess ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 28 août 1998 portant sur les établissements hospitaliers prévoit dans son article 40 le droit pour le patient de refuser ou d'accepter toute intervention diagnostique ou thérapeutique;

- considérant que la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo)[1] et ses protocoles, qui consacrent le principe général du droit de refuser ou d'accepter toute intervention diagnostique ou thérapeutique, ne sont pas encore en vigueur au Luxembourg;

- considérant que le Code de Déontologie médicale, approuvé par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005, prévoit dans son article 38 que «le patient lucide peut, à tout moment, retirer son consentement à un acte médical préventif, diagnostique ou thérapeutique»;

- considérant qu'au Grand-Duché de Luxembourg il n'existe pas encore de loi particulière concernant les droits et devoirs des patients;

invite le Gouvernement

- à inclure au dit projet de loi sur les droits et devoirs des patients le principe du refus ou d'acceptation de toute intervention en milieu hospitalier ou en dehors de celui-ci et ce non seulement en phase terminale.

[1] Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997

(s.) Lydie Err, Jacques-Yves Henckes, Jean Huss, Lydia Mutsch, Carlo Wagner.

Dat Zweet ass eng Resolutioun, déi un eis selwer geet, Här President, wou ech d'Chamber opfuerderen, d'Konventioun iwwert d'Mënscherechter an d'Biomedezin, déi normalerweis Convention d'Oviedo genannt gëtt, an hir Protokollen esou schnell wéi méiglech ze ratifizéieren. Well do steet all dat dran, wat mir als nëtzleche Complément zu engem Gesetz iwwert d'Stierfhëllef zu Lëtzebuerg gäre géife gesinn.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 28 août 1998 portant sur les établissements hospitaliers prévoit dans son article 40 le droit pour le patient de refuser ou d'accepter toute intervention diagnostique ou thérapeutique;

- considérant que la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo)[1] et ses protocoles, qui consacrent le principe général du droit de refuser ou d'accepter toute intervention diagnostique ou thérapeutique, ne sont pas encore en vigueur au Luxembourg;

- considérant qu'au Grand-Duché de Luxembourg il n'existe pas encore de loi particulière concernant les droits et devoirs des patients;

s'engage

- à approuver la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine (Convention d'Oviedo) et ses protocoles dans les meilleurs délais possibles.

[1] Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997

(s.) Lydie Err, Jacques-Yves Henckes, Jean Huss, Lydia Mutsch, Carlo Wagner.

An dat Lescht ass och eng Resolutioun, dat heescht eng Opfuerderung un d'Chamber, fir sech d'Moyenen ze ginn, fir no den Ofstëmmungen hei de Public esou ze informéieren, dass mer mat zwee Gesetzer d'Leit net méi duerjerneemaachen, wéi et onbedéngt noutwendeg ass.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est d'usage d'entourer les projets de loi d'une certaine envergure d'une publicité sous quelle forme que ce soit (p.ex. rédaction d'une brochure sur la législation relative au nom de l'enfant);

- considérant que la proposition de loi 4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide constitue une des rares initiatives parlementaires ayant trouvé l'assentiment de la Chambre des Députés;

- regrettant la multitude de messages erronés prononcés de part et d'autre sur les dispositions de la proposition de loi, notam-

ment depuis sa première approbation par la Chambre des Députés le 19 février 2008;

- convaincue de la nécessité d'informer à fond la population des dispositions d'une nouvelle loi qui touche un domaine aussi sensible que la vie et la mort;

s'engage

- à se donner les moyens pour informer le public des dispositions de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide par tout moyen utile.

(s.) Lydie Err, Jacques-Yves Henckes, Jean Huss, Lydia Mutsch, Carlo Wagner.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Rapport, deen d'Madame Err gemaach huet. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn no laangen Diskussiounen an der Kommissioun, an de Fraktiounen, awer och an der Öffentlechkeet déi zweete Kéier haut an dëser Arena, fir iwwert den Thema Euthanasie ze schwätzen.

Ons Positioun vum 19. Februar ass bekannt. Mir hunn deemools ons Retizenzen ugemellt an och an enger ganz grousser Majoritéit vun onser Fraktioun géint d'Proposition de loi gestëmmt. Mir waren notamment der Meenung, dass Froe vu Liewen an Doud sech an der intimster Privatsphär vum Mënsch a senger Famill ofspillen, an dass dës Froen duerfir op guer kee Fall sollten Objet vun iergendwelleche politesche Spekulatiounen oder Hickhack sinn.

Mir waren och der Meenung, dass een iwwer Ausnahmefäll net sollt Gesetzer maachen.

D'Palliativgesetz gëtt en fait eng Äntwert op déi ganz grouss Majoritéit vu Froen, déi vun den Auteure vun der Proposition an där éischter Mouture am Exposé des motifs ugeschwat waren. Ech erënneren drun, dass d'Proposition de loi vu virum Projet de loi geschichtlech unzesiedelen ass.

Dëst Gesetz, dat mer elo grad gestëmmt hunn, wäert ëmstand sinn, wann d'Palliativmedezin flächendeckend an onsem Land ugebuede gëtt, aner Dieren opzemaache fir déi Mënschen, déi un enger onheelbarer, austherapéierter Krankheet leiden an déi mat deene Symptomer konfrontéiert sinn, déi den Doud a munche Fäll begleeden.

Ech wëll och an deem Zesummenhang den Här Huss drun erënneren, dass laut Palliativgesetz dem Vincent Humbert hätt kënne gehollef ginn. Dee Mann hätt a guer kengem Fall däerfen déi zweete Kéier intubéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Op guer kee Fall. Voilà!

Mir hate gesot, dass den Doudeswonsch an deenen allermeeschte Fäll op Depressiounen, Ängschten an Elengsinn zréckzefëieren ass.

Owes, nodeem d'Proposition de loi eng knapp, mä awer eng Majoritéit krut hat, hu mer am klenge Krees ugefaangen, de Sujet nach eemol ze diskutéieren. Déi Entscheedung, déi den 19. Februar an der Chamber geholl gouf, déi gollt et ze respektéieren, och wa se ons net gefall huet a géint ons geholl gouf.

Mir waren ons och bewosst, dass um Text nach misst vill geschafft ginn, well mer selwer op eng Rei vun Inkongruenzen higewisen haten. An dat war ons och vun der Madame Err bestätegt ginn, well si hat deemools gesot, dass ee sech misst nach op véier, fënnef Froen eens maachen an dass een Zäit derfir hätt, fir sech op e gemeinsamen Nenner ze bréngen.

Nun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV-Fraktioun an als Partei hunn ons dat zu Häerz geholl. Mir hunn d'Proposition de loi op de Leescht geholl, mir hunn de Wee duerch ons Gremien ugetrueden a mir si mat enger Rei vu Léisungsvirschléi komm, déi sech an onsen Amendementer ausgedréckt hunn.

Tëscht Enn Februar an elo sinn néng Méint en fait an d'Land gaangen, während deenen d'Auteure vun der Propositioun, d'Gesondheetskommissioun, d'CSV-Fraktioun an de Statsrot um Text geschafft hunn. Blouss: Bewegung gouf et just vun enger Säit, an zwar vun onser.

Mir hunn als Partei an als Fraktioun vum 19. Februar un a bis zu engem formelle Beschloss vun onsem Nationalrot den 31. Mee d'Proposition de loi am Detail ausgeliicht.

Mir hunn an der Zwëschenzäit Propose formuléiert gehat, wéi ee souguer hätt kënnen zu enger kohärenter Deklinatioun vun der Stierfbegleedung kommen am Kader vun engem eenzege richtege Liewensenngesetz. An esou engem Text hätte kënne Palliativbetreiung, Sédatioun a Stierfhëllef an Extremsituatioune geregelt ginn, an zwar esou, datt vum Regelfall vun der Palliativversuergung bis zur absoluter Ausnahm vun der aktiver Stierfhëllef eng Gradatioun etabléiert gi wier, déi de wierkleche mënschleche Suergen, Ängschten an Erwaardungen um Liewensenn effikass Rechnung gedroen hätt. Dës Bestriewunge vun onser Säit goufe verworf.

Mir hu schlussendlech eng ganz Lëscht vun Amendementer formuléiert, déi onser Bereetschaft Ausdrock ginn, fir Euthanasie an Ausnahmefäll ze akzeptéieren a gesetzlech ze encadréieren. D'Reaktioun vun der Majoritéit vun der Gesondheetskommissioun op déi Amendementer war zimlech kloer: Alles, wat mir an der Substanz zum Virgank vun der Stierfhëllef proposéiert hunn, gouf verworf. Ech hunn Zweiwelen drun, dass iwwerhaapt eng Kéier déi verschidde Fraktiounen, déi d'Majoritéit an der Gesondheetskommissioun op dësem Dossier gestallt hunn, sech agoend mat onsen Texter beschäftegt haten, ier se se refuséiert hunn.

Et däerf deemno keen iwwerraschen, dass meng Fraktioun och haut net bereet ass, den Text vun der Proposition de loi, wéi e virläit, ze stëmmen. Dësen Text ass medezinesch an ethesch héchst bedenklech. Ech wëll haut net méi de Collège médical, den nationalen Ethiksrot, de Conseil d'État, de Conseil de l'Europe an all déi aner national an international Instanzen zitéieren, déi dat beleeën. Juristesch, wéi mer d'Kolleege soen, déi vun deene Saachen eppes méi kenne wéi ech, ass e carrément katastrophal.

Ech sinn iwwerzeegt, dass eis Proposen en drastesch an allen Hisiichte verbessert hätten. Mä vläicht war jo grad dat net erwënscht.

Et gëtt am Fong eng einfach Trennungslinn tëscht onser Positioun an där vun den Auteuren. Dës Trennungslinn etabléiert den Ënnerscheed tëscht Stierfhëllef als absoluten Usproch am Kader vun der Selbstbestëmmung vum Mënsch, och wann e sech net an enger medezinesch total hoffnungsloser Situatioun befënnt, an der Stierfhëllef als Ausnahm, der Exception d'euthanasie, op déi da kann zréckgegraff ginn, wa wierklech soss näischt méi wierke kann.

All déi schéin Aussoen aus der Debatt vum 19. Februar mussen an dësem Kontext revisitéiert ginn. Enfin, et waren der och, déi direkt kloer waren, wéi dem Här Wagner seng, dee fonnt huet, et géif keng Ännerung an deenen Texter ginn, soulaang domat nëmmen d'CSV an d'Minoritéit kéint gesat ginn. Dann ass et och evident, wat ee wëllt.

(Brouhaha)

Dir kënnt et am Text noliesen.

Da wëllt ee keng Ausnahmeuthanasie wéinst der Saach,…

M. le Président.- Wann ech gelift!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- …da wëllt een e Recht op Stierfhëllef géint dee konservative politesche Géigner. Dat ass net besonnesch nobel, mä et ass op d'mannst kloer.

Mä et gouf och aner Aussoen. Esou zum Beispill déi vun der Madame Err: „Mir brauchen och e Gesetz fir déi 5 bis 6% vu Leit, déi iwwert d'Palliativmedezin net kënne gehollef kréien - an dat soe selwer déi Dokteren, déi an der Palliativmedezin schaffen -, fir doriwwer eraus déi Hëllef méiglech ze maachen."

De President vun der LSAP, den Alex Bodry, huet et esou formuléiert: „Et ass mäin Uleies - ech wëll dat och hei besonnesch ervirsträichen, an ech si sécher, dass d'Auteure vun der Proposition de loi dat Uleies deelen -, dass eppes, wat als absolut Ausnahm geduecht ass - d'aktiv Stierfhëllef -, net däerf zu enger Selbstverständlechkeet an net däerf zum Regelfall ginn. D'aktiv Stierfhëllef muss eng absolut Ausnahm fir Ausnahmesituatioune bleiwen." An och nach: „D'Prioritéit bleift an alle Fäll - an ech stinn do zu deem Vote, dee grad gemaach ginn ass, virun enger gudder Stonn - den Ausbau vun der Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg."

Här President, wann déi Aussoen eescht gemengt wieren, wa se éierlech wieren, dann hätt sech ouni Problem eng Majoritéit ronderëm eis Amendementspropositioune missen erginn. Wann et wierklech ëm absolut Ausnahme géif goen, ëm 5% vun de Liewensennsituatiounen, wou näischt méi ouni Hëllef ze maachen ass, dann dierft dach am Fong keen e Problem mat deem hunn, wat mir virgeschloen haten. Mä et geet net dodrëm.

Et geet dodrëm, dass d'ADMD eis Amendementer fustigéiert huet, well si d'Recht op Selbstbestëmmung géife fundamental aschränken. An ech muss net emol d'ADMD beméien, fir dee Räsonnement ze begrënnen. Souguer am Rapport vun der Kommissioun heescht et par rapport zu engem Amendement vun der CSV, mat deem d'Konditioune vun enger Euthanasie sollte verschäerft ginn: «comme il entend néanmoins obliger le patient de passer par le „filtre palliatif", la commission parlementaire a décidé de rejeter l'amendement en question». Dat ass vun der Madame Err de Moien nach eng Kéier zur Sprooch komm.

Ech erënneren och an dësem Zesummenhang un eng Ausso vum Här Huss an der Santéskommissioun, wou hien als liichtend Beispill de Fräidoud vum franko-éisträichesche existenzialistesche Philosoph André Gorz beméit hat. Deen hat sech Gëft besuergt vun engem Dokter, mat deem en net nëmme konnt seng Fra ëmbréngen, déi effektiv schwéier krank war, mä och sech selwer. Hei si mer dann an enger Perspektiv vum „süßen und ehrenvollen Tod", enger Kultur vum Selbstmord, déi mir selbstverständlech esou net matdroen.

Onst Uleies ass a bleift d'Liewen. Wou bleift d'Prioritéit fir d'Palliativmedezin, vun där den Här Bodry op dëser Tribün geschwat hat?

Fir ons ass kloer, dass déi, déi vun engem Filtre palliatif schwätzen, d'Euthanasie als gläichberechtegt Alternativ zur Palliativmedezin wëllen, an net als allerleschte Complément derzou, wann d'Palliativmedezin net oder net méi wierkt.

Et geet also dorëms, dass mer an zwou philosophesch an ethesch verschiddene Welte liewen. Am beschten ass dat däitlech ginn, wéi d'Auteuren en Amendement zum Artikel 2 proposéiert haten, wou se wollten all Mënsch e Recht op Stierfhëllef araumen, deen eng Affection grave et incurable hätt. Also Diabète, eng just diagnostizéiert Multiple Skleros, eng HIV-Infektioun oder all aner Krankheetsbild, wat esou e Verlaf kann hunn. Hei goung et eendeiteg ëm Stierfhëllef ab Diagnos vun enger méi schlëmmer Krankheet an onofhängeg dovun, wéi de Krankheetsverlaf da sollt sinn, an dovun, wéi séier a wéi dramatesch dass se wier.

Deen Amendement ass op Avis vum Statsrot zréckgezu ginn. Mä et huet beluecht, wat huet misse beluecht ginn. Et huet beliicht, wat huet misse beliicht ginn.

D'Auteure vun der Proposition de loi an d'CSV kënne sech net eenegen. Den Auteure geet et ëm e Recht op Stierfhëllef, egal wat si och kierzlech nach behaapt hunn, well deen Amendement, deen ech zitéiert hunn, schwätzt fir sech an e mécht dat haart an däitlech.

Ons geet et ëm d'Schafung vun enger Méiglechkeet, d'Stierfhëllef als allerleschten Auswee zouzeloossen, wann näischt anescht méi geet.

D'CSV-Fraktioun an d'CSV als Partei hu Respekt viru verschiddenen Iwwerzeegungen, viru Meenungen, déi hir net sinn, mä déi awer selbstverständlech aneren hir kënne sinn. Just däerf een dann net esou maachen, wéi wann et ons dach alleguerten ëm datselwecht géif goen. Dat ass net esou.

Ons geet et ëm d'Regelung vun absoluten Ausnahmefäll, wou näischt méi hëlleft a wou Pallativmedezin net oder net méi gräift. Anere geet et dorëms, dass e Recht op Stierfhëllef soll agefouert ginn, dat och ausserhalb vu reelle Liewensennsituatioune ginn ass. Et geet ons also net ëm datselwecht.

Et ass ons ni ëm datselwecht gaangen. A well et ons net ëm datselwecht gaangen ass, konnt och keng Eenegung op onsen Amendementer erbäigefouert ginn. Mir stoungen duerch déi ganz Prozedur eleng. Mir fannen dat schued.

Mir hunn onst probéiert an ons Amendementspropositioune si bekannt. Si sinn an der Gesondheetskommissioun ofgelehnt ginn, vun techneschen Detailer ofgesinn, an och de Statsrot huet sech nëmme literaresch domat beschäftegt, amplaz se op hir inhaltlech Mériten ze bewäerten. Soit!

Da loosse mer elo emol kucken, wat mer haut hei solle stëmmen, a loosse mer kucken, woufir d'CSV-Fraktioun den Text, wéi d'Kommissioun en hei proposéiert, ënner guer kengen Ëmstänn ka stëmmen.

An dësem Text gëtt et véier Elementer, déi ons am Wesentlechen dovunner ofhalen, him ons Zoustëmmung ze ginn. Dovunner sinn der zwee absolut determinant. Wann déi net esou wiere wéi se nun eben awer sinn, da kéint een déi zwee aner als textuell an inhaltlech Onzoulänglechkeete qualifizéieren, déi awer net bestëmmend wieren.

Determinant am virleienden Text fir ons Oflehnung ass d'Formulatioun vun de Konditiounen, ënnert deenen eng Euthanasie ka virgeholl ginn, an d'Aart a Weis wéi virum Akt selwer seng Justifikatioun soll erbäigefouert ginn. Dobäi ass fir ons manner wichteg, ob et sech ëm Stierfhëllef oder medezinesch Hëllef zum Selbstmord handelt, well d'Resultat ass fir ons datselwecht.

D'Konditiounen, ënnert deenen eng Euthanasie ka stroffräi bleiwen, sinn elo folgendermoosse formuléiert: 1) Le patient est majeur, capable et conscient au moment de sa demande; 2) La demande est formulée de manière volontaire, réfléchie et, le cas échéant, répétée, et elle ne résulte pas d'une pression extérieure; 3) Le patient se trouve dans une situation médicale sans issue et fait état d'une souffrance physique ou psychique constante et insupportable sans perspective d'amélioration résultant d'une affection accidentelle ou pathologique.

Da muss och nach eng schréftlech Demande virleien. Ech wëll just nach emol drun erënneren - domat hat ech mech den 19. Februar intensiv beschäftegt -, dass ganz vill Mënschen, grad um Enn vun hirem Liewen, net méi fräi sinn, well se sech ënner ganz ville Forme vun Drock spieren. Wou och ëmmer deen hierkënnt a vu wiem en och ëmmer ausgeet, en ass do. En ass präsent. E kann d'Verhale vun engem Patient bestëmmend beaflossen.

Fir dass dee Problem keen oniwwerwandbare gëtt, mussen déi objektiv Konditiounen, ënnert deenen en Doud op Demande kann erbäigefouert ginn, ëmsou méi kloer novollzéibar a strikt sinn. Elo muss de Patient sech also an enger Situation médicale sans issue befannen, op eng onerträglech Manéier leiden, ouni dass dat Leiden eng Aussiicht op Lënnerung huet. Punkt.

Wat heescht dat dann am Fong? Dir kënnt mer soen, dat ass an Holland an an der Belsch net anescht, mä wat heescht et dann do? Vergläicht emol eng Kéier d'Euthanasiezuelen a Flandern an a Wallounien. Da stelle mer fest, dass et Stierfhëllef onendlech vill méi dacks a Flandern wéi a Wallounien gëtt. Dat läit dach net dorun, dass Flandern e puer Awunner méi huet. Dat läit dach och net dorun, dass d'Leit a Wallounien méi gesond wieren. Neen, et läit dorun, dass Wallounien eng méi staark entwéckelt palliativ Praxis an Traditioun an der Pallativmedezin huet, déi Flandern net huet. Esou kënnt et dann, dass vill méi onerträglech schéngend Leiden a Flandern optauche wéi a Wallounien.

D'Formulatioun vun dëser Konditioun hëlleft also net wierklech, fir Euthanasiewënsch anzeschränken, déi net missten ausgedréckt ginn, wann eng anstänneg palliativ Offer a reell Betreiungsméiglechkeete besténgen. Duerfir hate mir proposéiert fir derbäizesetzen, dass d'Leide vun deem betraffene Mënsch net vun der kurativer an der palliativer Medezin en charge geholl kéint ginn, ier eng Euthanasie sech kéint rechtfertegen. Dat Ganzt mat engem explizite Verweis op d'Patienterecht, fir en Traitement, och e palliativen, ze refuséieren, dat schonn zënter laanger Zäit bei ons, och wann et nëmmen am Spidolsgesetz ausgedréckt ass, besteet, an dat och net nëmme fir d'Liewensenn gëllt, mä ganz allgemeng fir Traitementer.

Wat wëlle mer? Wëlle mer eng Kultur vum Liewen, och um Liewensenn, oder wëlle mer eng Kultur, wou de Fräidoud eng morbid Faszinatioun soll duerstellen, well mer ons mat deene leschte Momenter vum Liewen net méi wëllen auserneesetzen? Wëlle mer eng Gesellschaft, an där alles, wat net méi jonk a schéin a lëschteg ass, am Fong onerträglech gëtt a soll aus onsem Bléck verschwannen? Oder wëlle mer eng Gesellschaft, an där mer Krankheet bis zum Doud akzeptéieren, well dat eent an dat anert Deeler vum Liewe sinn?

D'CSV wëllt eendeiteg dat Zweet. Och wéinst de méiglechen Abusen, och wéinst dem Drock, dee kann op d'Patienten ausgeübt ginn, och wéinst der „unerträglichen

Leichtigkeit des Seins“, mat där sech haut schonn un d‘Doktere gewannt gëtt, fir dass enger krankheetsbedéngt komplizéierter Liewenssituatioun soll en Enn gesat ginn. Mir hunn also en Zousaz proposéiert, mat deem dat hätt kënnen erreecht ginn. Deen Zousaz gouf refuséiert. Deemno musse mer elo deen Text refuséieren, deen d’Kommissioun zréckbehalen huet.

Deen zweeten determinante Grond, aus deem mer mussen deem virleienden Text ons Zoustëmmung verweigeren, ass deen, dass et keng anstänneg Kontroll vun der Rechtméissegkeet vun der Euthanasie soll ginn, ier se vollzu gëtt. Och dat hate mer proposéiert, an der Form vun engem Kollegium vu Fachmedeziner, dee virun all Euthanasie misst mat der Kontroll vun der Erfëllung vun de Konditiounen, wéi mir se virgesinn haten, befaasst ginn. Och dësen Amendement vun ons gouf net zréckbehalen.

Et freet ee sech, woufir een net konnt eng Majoritéit vu Membere vun der Kommissioun hanner sech vereenen, a woufir also elo net en Text mat enger reeller A-priori-Kontroll virun ons läit. Wat ka falsch dru sinn, wann ee wëllt eng Demande vun Euthanasie engem Gremium vun Dokteren ënnerbreeden, dee se kollektiv an zesumme soll am Detail préiwen, ier ee vun hinnen, a si awer och zesummen, se an d’Dot ëmsetzen?

Wou ass de Problem, wa soll, niewent dem behandelnden Dokter, ee Spezialist vun der Krankheet vum Patient, ee Palliativmedezineran ee Psychiater dozougezu ginn, fir ze ermëttelen, ob d’Stierfhëllef wierklech déi eenzeg Optioun ass, déi de Patient vu sengem Leide ka befreien?

Mir sinn, mir waren a mir bleiwen der Iwwerzeegung, dass eng Euthanasie keng Urgence ass. Wann deemno eng Euthanasie sech nëmmen, an do gesi mer nees d’Saach fundamental anescht wéi d’Auteure vun der Proposition de loi, ausserhalb vun der Urgence iwwerhaapt virstelle léisst, da kann an da muss se och am Detail op hir Rechtfertegung gepréift kënne ginn. Deen Text, deen ons zum Vote virläit, gesäit vir, dass de behandelnden Dokter en aneren Dokter consultéiert, deem seng Meenung soll concordéieren. Ech si selwer Dokter, an et ka kee vu mir soen, ech wier sonnerlech mësstrauesch par rapport zu mengen Dokteschkolleegen. An dach, een Dokter, deen een aneren Dokter freet, ier hien eng Euthanasie praktizéiert, dat ass mir, dat ass ons ze wéineg.

Do gëtt net am Detail mam Patient iwwer palliativ Optioune geschwat, well dee Kolleeg, dee consultéiert gëtt, emol net muss eng spezifesch Ausbildung a Praxis doriwwer kënne virweisen. An do gëtt haaptsächlech och net am Detail gekuckt, wat fir eng Zort Leiden de Patient motivéiert a woufir, well keen Dokter de Patient ënnert d’Lupp hëlt, dee sech all Dag mam séilesche Befanne vun de Mënsche befaasst. Mir wollten dräi Spezialisten an deem Kollegium, déi zesummen décidéieren, ob eng Fro no Stierfhëllef gerechtfertegt ka sinn oder net. Zousätzlech e Spezialist vun der Konditioun vum Patient, e Palliativmedeziner an e Psychiater. Mir koumen domat net duerch.

Abee, mir sinn net d’accord mat der Consultatioun vu just engem weideren Dokter, dee méi oder manner Kenntnisser iwwert d’Konditioun vum Patient huet. Mir sinn net d’accord mat der Consultatioun op reng fräiwëlleger Basis vun iergendengem Drëtten, deen dann Expert genannt gëtt, mat wat fir engem Recht och ëmmer. Mir wollten eng wierklech, eng reell, eng effikass Kontroll a priori. Déi gouf ons verweigert, mä vill méi schlëmm, déi gouf deene Betraffene verweigert, déi kéinten am Fall sinn, mat der Argumentatioun, hei géif alles ze vill schwéierfälleg gemaach ginn.

Wéi schwéierfälleg kann, soll, muss de medezinesch assistéierten Doud da sinn? Soll dat „sur simple demande“ kënnen iwwert d’Bühn goen, well et grad esou gefrot ass? Oder dränge sech net nach awer Verifikatiounen op, déi onser Meenung no roueg kënnen e bësse schwéierfälleg sinn, fir ze verhënneren, dass deen, deen op eemol seng Meenung géif änneren, deen dat net méi wëllt, net kann, well hie schonn dout ass?

D’CSV-Fraktioun ass décidéiert der Meenung an der Iwwerzeegung, dass et keng Euthanasie ka ginn, ouni dass eng Demande am Virfeld bis an de leschten Eck ausgeliicht ass. Hei geet et drëm, ob e Mënsch op säi Verlaangen hin doutgemaach soll ginn. Dat däerf an der Evaluatioun vu Sënn an Zweck vum Akt roueg e bësse méi komplizéiert sinn. Deen einfachen, deen onkomplizéierten Ëmgank mat Liewen an Doud fënnt ons Zoustëmmung net.

Här President, wann dat alles wier, da wier et eigentlech scho genuch, fir dass keen, deen Euthanasie als allerleschten Auswee gesäit, amplaz als eng Optioun fir vill, dee virleienden Text vun der Proposition de loi kéint stëmmen. Mä do ass nach. Do ass nach méi, wat u sech net bestëmmend ass, mä wat am Zesummenhang mat deene graven Onzoulänglechkeete vum Text, déi ech beschriwwen hunn, weider dozou bäidréit, dass mer ons net an der Lag gesinn, d’Propositioun ze stëmmen.

D’Auteure vun der Propositioun an d’Majoritéit an der Kommissioun waren der Meenung, dass eng einfach a kloer Regel am Bezuch op d‘Stroffräiheet vun der legaler Euthanasie net genuch wier. Do gouf sech dann op Terraine beweegt, déi mat engem Gesetz iwwer Stierfhëllef strictement näischt ze dinn hunn an déi just beschratt goufen, fir engem Deel vun der organiséierter Dokterschaft entgéintzekommen. Esou wäit entgéint, dass den Inhalt vum Text sech um Bord vum Absurde befënnt.

Wat kann e Gesetz iwwer Stierfhëllef maachen, fir dass en Dokter esou eng Hëllef stroffräi ka ginn? Abee, just eng einfach Saach: Et kann de Prinzip vun der Stroffräiheet etabléieren, wann hie sech un d’Regele vun deem nämlechte Gesetz hält. Net méi an net manner. Et kann net dës Stroffräiheet, dës prinzipiell Immunitéit virun der Poursuite pénale nach uräicheren duerch zivil Immunitéit. An et brauch net, dat ass am Fong eng total Redundanz, sech ze beschäftege mat disziplinaresche Konsequenzen, déi aus enger net gesetzméisseger Stierfhëllef kéinte resultéieren.

Kee Gesetz vun der Welt kann en Akt vum Doudmaache jeensäits vun all geriichtlechem Zougréff stellen. Kee Gesetz vun der Welt ka verhënneren, dass een Akt vun Euthanasie Géigestand vun enger Plainte um Pénal gëtt, mat oder ouni zousätzlech Fuerderungen um Zivil. Esou e Gesetz kann a muss, soss mécht et kee Sënn, de Prinzip vun der Stroffräiheet vum Dokter, an aus onser Siicht den Dokteren, etabléieren, well mir schwätze jo vun engem Kollegium, déi am Kader vum Gesetz Stierfhëllef leeschten.

Wann awer dach een, dee sech betraff fillt, an et och ass, duerno op d’Geriicht geet an d‘Geriicht biet, sech mat deem Virgang ze befaassen, dann ass et eleng d’Aufgab vun de geriichtlechen Autoritéiten, iwwer Sënn an Onsënn vun dëser Saisine ze befannen. De Geriichter déi Kompetenz wëllen ewechzehuelen, ass - an den Ae vun onser Fraktioun - am Rechtsstat net denkbar. Natierlech wäerte se net liichtfankeg op d’Plainten an Zivilfuerderungen agoen, déi am Fong konträr sinn zum Prinzip vun der Stroffräiheet vun der legaler Euthanasie. Natierlech ka keng Zivilklo Succès hunn, wann den Akt vun Euthanasie, deen hir zugronn läit, gesetzméisseg iwwert d’Bühn gaangen ass. Mä déi total an absolut Immunitéit vu geriichtleche Suitë vun enger Euthanasie kann et net ginn.

All Text, deen dës Saach behandelt, soll also eng penal Stroffräiheet erbäiféieren. All Text, deen doriwwer erausgeet, dee fält am Fong dohanner zréck. An da gëtt jo an deem Text, deen d‘Kommissioun ons zum Vote virleet, och nach eng Ex-post-Evaluatiounskommissioun domat befaasst, fir eventuell Ulooss zu disziplinaresche Poursuitë géint en Dokter beim Collège médical ze ginn. Wat dat soll, versti mer net esou richteg.

Déi medezinesch Professioun ass eng, déi reguléiert ass an iwwer en disziplinarescht Organ verfügt, mä dat kann dach verstännegerweis net befaasst ginn, wann eng Kommissioun feststellt, dass en Dokter soll eenzel Konditiounen am Ëmgank mat engem Patient net befollegt hunn, ier hien deem senger Demande zur Stierfhëllef stattgëtt. Den Text vun der Proposition de loi, dee mir virleien hunn, ass keen deontologescht Dokument. Et ass keng Bedienungsanleitung fir d’Ausübung vun der medezinescher Konscht am 21. Jorhonnert. An deem Text geet et ëm d’Stroffräiheet vun engem Akt, deen den Doud erbäiféiert, am Kontext vun engem spezielle Gesetz zu deem Effet. Ëm soss guer näischt an ëm näischt anescht kann et goen. D’Matière disciplinaire vun den Dokteren huet an esou engem Text näischt verluer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt, deen ons et onméiglech mécht, d’Propositioun ze stëmmen, ass d’Zesummesetzung an d’Fonctiounsweis vun där Kommissioun, déi soll no enger Stierfhëllef evaluéieren, ob do alles rechtens a korrekt war. Déi Kommissioun ass an dësem Text déi eenzeg kollektiv Instanz, déi sech mat dem Bien-fondé vun enger Euthanasie ze beschäftegen huet. A wéi ass se zesummegesat? Aus e puer Juristen, déi objektiv ermëttelt ginn, zum engen. An dann? Aus gewerkschaftlech organiséierten Dokteren, an aus gewerkschaftlech bestëmmte Membere vun enger Patientevertriedungsorganisatioun, zum aneren. Plus nach zwee hallefweegs novollzéibar Nominatiounen.

Dat ass u sech scho problematesch genuch, well mer et hei mat der Vergewerkschaftung vun Doudesfäll ze di kréien. Wat huet d’Patientevertriedung an där Kommissioun verluer? Wou läit deem Veräin seng Kompetenz an der Evaluatioun vun der Rechtméissegkeet vun der Stierfhëllef? A woufir muss et d’AMMD sinn, déi jo zwee vun deenen dräi Doktere soll stellen? De Collège médical ass an der Profession médicale eenzeg zoustänneg fir d’Déontologie médicale a si hunn och déi disziplinar Moossnamen ze ergräifen, déi eventuell ze ergräife sinn.

Déi Kommissioun, déi ons haut proposéiert gëtt, ass eng einfach Absolutiounskommissioun. Si verfügt weder iwwert d’Kompetenz nach iwwert d’Prozeduren, fir op eeschthaft Manéier en Euthanasievirgang kënnen ofschléissend an ëmfaassend ze bewäerten. Nëmme siwe vun hiren néng Membere mussen do sinn, wa se hir Décisiounen hëlt. An da gi véier Leit duer, fir ze bestëmmen, ob eng Stierfhëllef rechtens a korrekt war oder net. Véier vun néng! Do muss also net emol en Dokter matstëmmen, do muss net e Jurist matstëmmen. Vun deenen zwou Professioune kënne se jeeweils alleguerten dergéint stëmmen, ouni dass dat op iergendeng Aart a Weis eng Konsequenz hätt. Fir ons ass dat eng gelungen Aart a Weis, der Aarbecht vun dëser Kommissioun wëllen d’Ausdonstung vun engem gewësse Seriö a grousser Responsabilitéit ze ginn, Här President.

D’Konditioune vun der Euthanasie, déi ons hei proposéiert ginn, si fir d’CSV net ausreechend an hirer Stringenz. D’Gesetzespropositioun vermëscht Strof- an Zivilrecht, an och nach d’Disziplinarrecht vun der medezinescher Professioun. Schlussendlech gesäit se eng Evaluatiouns- a Kontrollkommissioun vir, déi alles ass, just keen Organ, dat kéint um Enn vun enger Prozedur duerch d’Konfektioun vu sengen Zoustännegkeeten a Befugnisser sécherstellen, dass bei der Stierfhëllef kee Mëssbrauch a keng Liichtfankegkeet bedriwwe gouf. Si ass eng Farce. Si ass e Pabeiertiger. An dës Kontroll ass eng Schäinkontroll. Mir froen ons mëttlerweil, ob dat esou gewollt ass.

Et ass keng A-priori-Kontroll virgesinn, wat fir d’CSV inakzeptabel ass. Stellt Iech emol vir, dass ee Fall vun Euthanasie ex post géif als douteux ugesi ginn. Stellt Iech emol vir, dass ee Fall géif weidergi ginn op e Geriicht, an dat géif feststellen, dass de betraffenen Dokter falsch gehandelt hätt. Da wier et fir de Patient ze spéit, de Patient wier dann dout a begruewen. Duerfir ass onser Meenung no déi Kommissioun esou zesummegesat wéi se elo zesummegesat ass, a si huet déi Ofstëmmungsméiglechkeeten, déi se huet.

Dat alles bréngt ons dozou, fir dësem Gesetz net kënnen zouzestëmmen. Alles dat, wat mir an esou engem epochalen Text fir wesentlech gehalen hunn, wat e Must ass, ass ganz einfach net dran. Et ass net dran, well seng Auteuren an eng Majoritéit an der Gesondheetskommissioun vun der Chamber dat net wollten. Mir kennen all déi Sondagen, déi zu dësem Sujet gemaach goufen. Mir wëssen, dass 70-80% vun de Leit an onsem Land sech fir aktiv Stierfhëllef ausschwätzen. Mä mir wëssen awer nach méi. E Sondage vun der CSV-Fraktioun huet erginn, dass 85% vun de Leit gär hätten, dass Euthanasie just als allerlescht Optioun erméiglecht gëtt, wann näischt anescht méi geet an näischt anescht méi gräift.

85% vun de Leit hätte gär, dass eng medezinesch Konditioun ëmfaassend austherapéiert ass, ier et kann zu Stierfhëllef als last exit kommen. Mir wëssen och, dass ronn 70% vun de befrotene Leit der Meenung sinn, dass déi Kontrollkommissioun, déi am Moment virgesinn ass, eng mëssbräichlech Uwendung vun engem Euthanasiegesetz net ka verhënneren. Dat gouf alles demoskopesch ermëttelt, an eng Saach schéngt ons dobäi wichteg: Déi iwwergrouss Majoritéit vun de Leit am Land stelle sech mat deenen Astellungen an Aschätzungen hannert d’Positioun vun onser Fraktioun.

Wat och ëmmer Ëmfroe wäert sinn, si bestätegen an den Detailer vun der Fro d’Positioun vun der CSV-Fraktioun, a keng aner. Mir hunn ons Positioun vu virun engem Joer iwwerduecht. Mir hunn ons beweegt. Déi Bewegung huet ons an d’Mëtt vum Vollek gefouert, wou d’Meenung ass, dass als allerleschte Choix, wann et soss kee méi gëtt, et och däerf Stierfhëllef ginn. Anerer hu sech net beweegt. Mir fannen dat schued. Onse Wëllen, an dësem Dossier eng méi breet Majoritéit ze erméiglechen, ass beluecht an dokumentaresch bewisen. En huet déi, déi ons an der Gesondheetskommissioun iwwerstëmmt hunn, awer net interesséiert. Deemno bleift ons Haltung elo selbstverständlech déi, déi se den 19. Februar war.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D’Wuert huet elo den honorabelen Här Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d’alleréischt den Auteure vun dëser Gesetzespropositioun e grousse Merci ze soen. Si waren, grad eréi virum éischte Vote an der Chamber hei am Februar dëses Joers, och duerno an deem ganzen Diskussiounsprozess an der Chamber, mä awer och ausserhalb vun dëser Enceinte, op fir Suggestiounen, Kommentären, a si waren och, bis op e gewëssene Punkt selbstverständlech, kompromëssbereet.

Ech wëll och der Presidentin vun der Gesondheetskommissioun, der honorabeler Madame Lydia Mutsch, nach eng Kéier e grousse Merci soe fir d’Aart a Weis, wéi d’Aarbechten an eiser Kommissioun geleet gi sinn a wéi si alles drugesat huet, fir hei en Text kënnen ze presentéieren, deen d’Essenz même vun deem, dee mer majoritairement virun zéng Méint gestëmmt haten, respektéiert an an deem zugläich verschidde Punkte méi kloer gi sinn, andeems mer den Doléancë vum Statsrot Rechnung gedroen hunn.

Dat huet dozou gefouert, dass och de Statsrot - deen, wann ech däerf drun erënneren, sech verweigert hat am Virfeld vun deem éischte Vote, dësen, oder besser gesot deen initialen Text vun der Proposition de loi Err/Huss ze aviséieren - elo keng Incompatibilitéite méi tëschent deenen zwee Texter gesäit, déi elo méi wéi jee kompatibel a complémentaire sinn.

Här President, déi mannst an der Santéskommissioun hu wuel geahnt, dass kuerz virum Vote dat Ganzt eng Tournure géif kréien, déi eis bal an eng institutionell Kris gestierzt hätt, mä d’Originë vun där quasi Kris sinn doudsécher net an den Aarbechte vun der Santéskommissioun ze sichen, déi hir parlamentaresch Aarbecht gewëssenhaft gemaach huet. Ech wëll net weider op dëse bedauerleche Sujet hei agoen.

Et ass sech, wéi gesot, vill Méi gemaach ginn an der Santéskommissioun, fir an aller Serenitéit Léisungen ze fannen, wat net evident war, vu de Kontext, an deem déi ganz Fro ëm d’Euthanasie stattfonnt huet. Et ass fir d’éischt emol dee Kontext ze ënnersträichen, dee sech doduerch charakteriséiert huet, dass den 19. Februar d’Majoritéit en fait eng aner war, wéi dat an där normaler Konstellatioun de Fall ass.

Ech wëll hei der CSV hir Attitüd ervirsträichen, déi endlech, nodeems se sech an enger éischter Phas enger Diskussioun total verschloss huet, versicht huet, den Dréi ze kréien. D’CSV huet och agesinn, dass d’Palliativmedezin net kann an alle Fäll eng Léisung duerstellen, an dass et ebe Fäll gëtt, Ausnahmefäll, an deenen d’Euthanasie kann d’Léisung, fir net ze soen d’Erléisung sinn, falls dat selbstverständlech dem Wonsch vum Patient entsprécht. Dëser Meenung sinn ech och an dëser Meenung war ech nach ëmmer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Domadder huet d’CSV awer de Principe même vun der Euthanasie unerkannt. Ech hu schonn a menger Stellungnahm vum 19. Februar dëses Joers dorop higewisen, dass d’Euthanasie nëmme virgesinn ass fir extrem Fäll. Ech vertrieden awer d’Meenung net, dass d’Palliativmedezin d’Conditio sine qua non misst sinn, fir d’Euthanasie kënnen ze ënnerhuelen, dass also de Patient, dee leit, fir d’éischt gezwongen ass, d’Soins palliatifs ze duerchlafen. Ech sinn dergéint, dass hei eng obligatoresch Zwëschenetapp agebaut gëtt, souzesoen e Passageexamen, um Enn vun deem et fir déi concernéiert Persoun praktesch onméiglech gëtt, nach kënnen e fräien an iwwerluechte Choix ze treffen.

Här President, ech wëll awer och nach e puer Wuert iwwert dee gesellschaftleche Kontext soen, an deem sech d'Diskussioun ronderëm d'Euthanasie ofgespillt huet. Dës Fro gouf natierlech an der Öffentlechkeet, an de Medien diskutéiert, kontrovers diskutéiert, wat bei esou engem sensibele Sujet jo och net verwonnerlech ass. Et gouf, et gëtt an et wäerten och an Zukunft verschidde Meenungen zu dëser Fro iwwer Liewen an Doud ginn. Ech sinn och e Verfechter vun der Sträitkultur, soulaang déi sech am géigesäitege Respekt an an der réciproquer Toleranz ofspillt.

Dëse Respekt an déi Toleranz vis-à-vis vun anere Leit hirer Meenung hunn ech, an ech mengen, ech net eleng, méi wéi eemol vermësst, an dat vu Säite vu verschiddenen - ech ënnersträichen, verschiddenen - Euthanasiegéigner, also Aktioune vu vereenzelte Leit oder an Associatioune regruppéiert, déi sech net ze schued waren, fir Onwourechten an d'Welt ze setzen, Angscht ze propagéieren, Leit souguer ze diffaméieren, ob politesch Responsabel oder net.

Si stellen d'Euthanasie als eng Doudsënn duer, wëssen awer selwer, dass d'Palliativmedezin och zum Doud ka féieren. Mä, et gëtt vun hinne behaapt, d'Intentioun wier eng aner, wéi wa si eleng de Monopole du coeur hätten. Hei huet iwwregens och en Deel vun der Press, fir net ze soen eng Dageszeitung, e ganz onfairt Spill gespillt a sech als Propagandablat vun Euthanasiegéigner de tous bords entpuppt.

Här President, ech hoffe wierklech, dass, nodeems dat Gesetz hei demokratesch gestëmmt ass, déi Hetzcampagne elo endlech ophält, dass endlech erkannt an unerkannt gëtt, dass mer hei e Gesetz stëmme sollen, dat et jiddwerengem erlaabt, an Dignitéit ze stierwen, ouni dass engem dat kann operzwonge ginn. Ech hu ganz vill Verständnis fir déi Leit, déi fäerten, et kéint hei zu Abusë kommen. Ech sinn awer där Meenung, dass déi Angscht net begrënnt ass, well am Gesetz eng ganz Rei vu Garde-fousen agebaut sinn.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass eng ganz Partie vu Konditioune mussen erfëllt sinn, ier op d'Euthanasie oder d'Aide au suicide kann zréckgegraff ginn. Esou kommen nëmme Patienten a Fro, déi eng konstant onerdrobar Péng ëmfannen a wou keng Hoffnung op Heelung oder Besserung besteet. Mineurë sinn iwwregens an där neier Fassung vum Gesetz ausgeschloss ginn. De concernéierte Patient muss de Wonsch no Euthanasie kloer zum Ausdrock bruecht hunn, an dat schréftlech. Den Dokter muss sech un eng ganz strikt Prozedur halen, ugefaangen domadder, dass hien de Patient muss iwwer säi medezineschen Zoustand opklären. Den Dokter muss en aneren Dokter consultéieren a sech och mat him concertéieren.

All déi Démarchë ginn an dem Dossier médical vun dem concernéierte Patient agedroen. Den Dokter huet iwwregens zousätzlech och d'Méiglechkeet, fir nach eng drëtt Persoun, sief dat en Dokter, sief et e Jurist oder eng aner Persoun ze consultéieren. Et gëtt och eng Commission nationale de contrôle et d'évaluation geschaf, déi net nëmmen d'Dispositions de fin de vie soll enregistréieren, mä déi och virun allem genauestens nokucke kann, ob d'Konditiounen effectivement respektéiert gi sinn, déi deemno e Contrôle ex post virhëlt, wéi en an der Belsch och existéiert.

De Contrôle ex ante war zäitweis virgesinn, an notamment op Wonsch vun den Doktere selwer, der AMMD, ass e fale gelooss ginn. Ech muss awer och ënnersträichen, dass en Dokter, wann en d'Prozeduren, wéi se am Gesetz virgesi sinn, respektéiert, doudsécher déi néideg Rechtssécherheet huet.

D'Euthanasiegéigner behaapten, eeler a schwaach Matbierger misste mat esou engem Gesetz ëm hiert Liewe fäerten. Esou Leit géifen ënner Drock gesat ginn, jo, si géifen zur Euthanasie gemobbt ginn. Ech muss soen, Här President, déi, déi esou eppes behaapten, hunn eng extrem pessimistesch Vue a gesinn am Mënsch virun allem dat Schlecht an dat Béist. Jiddweree muss do mat sengem eegene Gewëssen eens ginn. Ech deelen op alle Fall dës Meenung net. An och wa behaapt gëtt, dass verschidde Leit eventuell géifen op Euthanasie zréckgräifen, well se hiren Nächsten net wéilten zur-Laascht falen, esou muss ech soen, dass et selbstverständlech all Mënsch säi fräie Choix ass, wéi e wëllt stierwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De fräie Wëlle vu jiddwerengem gëtt mat dësem Gesetzestext respektéiert. De fräie Wëllen, souwuel vun de Patienten, mä awer och dee vun den Dokteren. Et gëtt keen zur Euthanasie gezwongen, mä de Choix vun der Euthanasie gëtt heimadder méiglech. Mir hunn eng ganz Rëtsch vu Gesetzgebungen, déi engem eng Méiglechkeet ginn, déi e Choix zouloossen, ouni natierlech, dass dës Méiglechkeet verallgemengert gëtt. Ech denken do beispillsweis un den Avortement, awer och un d'Scheedung. Menges Wëssens ass d'Méiglechkeet vum Scheeden, vum Divorce do, si forcéiert awer kee Mënsch sech scheeden ze loossen.

Här President, d'Abusen oder de Risque vun Abusen ass de Moment ouni Zweifel méi grouss wéi dat wäert de Fall sinn, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt. Ech wëll ofschléissend, Här President, awer och nach un déi Wierder erënneren, déi ech hei och schonn den 19. Februar gesot hunn: All Mënsch kënnt plus ou moins op déiselwecht Manéier op d'Welt. Dat ass awer net beim Verloosse vun dëser Welt de Fall. Déi eng hunn d'Chance, dass et schnell a schmäerzlos geet; anerer mussen e ganz laange Leidenswee untrieden. Loosse mer, wann ech gelift, och deene betraffene Leit d'Méiglechkeet, de Choix iwwerloossen, wéi si wëllen hirem Leiden en Enn setzen!

Här President, ech mengen, et wäert Iech net iwwerraschen, dass ech dës Proposition de loi selbstverständlech wäert stëmmen. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass a menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei Liberté de vote fir jiddwereen ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Debatt hei an der Chamber vum 19. Februar iwwert d'Gesetzespropositioun vum Lydie Err a vum Jean Huss hat ech ugedeit, dass, wann deen Text sollt gestëmmt ginn, wat deemools nach net kloer war, Adaptatioune vun den Texter misste virgeholl ginn an dass de Mechanismus vun eisem zweete Vote constitutionnel och d'Méiglechkett géif duerstellen, fir Froen, déi nach opbleiwen, a räsonnabelen Délaien ze léisen. Genau dat ass geschitt. Knapp zéng Méint méi spéit läit elo en iwwerschafftene Gesetzesvirschlag zur Stierfhëllef vir, deen zousätzlech juristesch Kloerheet schaaft an eng propper praktesch Ëmsetzung vun deem Text wéi och vum Gesetz iwwert d'Stierfbegleedung méiglech mécht.

Ech wëll ausdrécklech deenen zwee Auteure vun der Proposition de loi félicitéiere fir hir Initiativ, hir Beharrlechkeet, déi se haten, fir och deenen Ufeindunge standzehalen, déi ëmmer méi staark, ëmmer méi virulent déi lescht Méint iwwer si hiergaange sinn.

Déi Navette, déi stattfonnt huet tëschent dem Statsrot an der Chamber, wat d'Ofännerungsvirschléi ugeet, an och déi Diskussioun, déi an der zoustänneger Chamberskommissioun ënnert der Leedung vum Lydia Mutsch stattfonnt hunn, hu Verbesserungen zum éischten Text bruecht.

Deen Text, deen elo virläit, huet u Kloerheet, u Prezisioun gewonnen, ouni d'Quintessenz vun der Gesetzespropositioun a Fro ze stellen, déi Quintessenz, déi och majoritär hei vun der Chamber an engem éischte Vote guttgeheescht ginn ass.

Iwwregens - ech wëll dat hei betounen - kommen déi 30 Stëmmen, déi sech fir deen Text do zesummefonnt hunn, aus sämtleche Parteien, déi an dëser Chamber vertratt sinn. Mir hunn et also bei dëser Gesetzesinitiativ net mat engem Parteitext ze dinn, mä mat engem Text, deen esou ausgeglach ass, dass hien et fäerdeg bruecht huet, Stëmmen aus alle Reie vun dëser Chamber op sech ze vereenegen. Dat ass a bleift keng Selbstverständlechkeet.

Erféiert sinn ech iwwer verschidde Reaktiounen, déi de virgeluechtenen Text an deene leschte Méint zënter der éischter Ofstëmmung mat sech bruecht huet. Ech mengen, jiddwereen huet absolut d'Recht, géint d'Stierfhëllef ze sinn, an absolut d'Recht, géint eng deelweis Legaliséierung vun der Euthanasie ze sinn. Hien huet d'Recht op fräi Meenungsäusserungen. Hien huet d'Recht, seng Argumenter öffentlech virzedroen, an hien huet souguer d'Recht, Afloss wëllen ze huelen op d'Chamber, wat hiren definitive Vote ubelaangt. Dat Recht huet jiddwereen.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass dat Recht do kee Fräifaartschäin ass, fir egal wat ze soen oder ze schreiwen. Genau dat ass awer besonnesch an deene leschte Wochen a besonnesch wat Awierkunge vu baussen, ausserhalb Lëtzebuerg ugeet a verstäerktem Mooss geschitt.

Ech froe mech, wéi vill vun deenen aviséierte Kommentatoren da wierklech den Text gelies hunn a wéi vill, wa se en dann iwwerhaapt gelies hunn, den Text och verstanen hunn. Et ass fir mech onerdréiglech, dass besonnesch Interventioune komm sinn aus reaktionäre Kreesser aus dem Ausland, déi probéiert hunn, Afloss ze huelen op Décisiounen hei an dësem Land.

Et ass fir mech onerdréiglech och, dass bestëmmte Kräften esou wäit gaange sinn, de kalkuléierte Risiko anzegoe vun enger Verfassungskris hei am Land, fir eng majoritär Décisioun vun dësem Parlament ze kippen. Déi dote Kreesser si bereet, all Präis ze bezuelen, fir hir Ideologie duerchzesetzen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …och wa souguer de Grand-Duc an de ganze Stat kënne bäi der Däiwel goe bei esou enger Operatioun.

(Interruption)

Une voix.- Ganz richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass fir mech onerdréiglech. Et sinn net d'Befürworter vun enger Legaliséierung vun der Euthanasie, déi an deene leschte Wochen a Méint mat exzessiven Uerteeler opgefall sinn. Et sinn déi aner.

Une voix.- Ouh?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo! Wann ee probéiert, déi Leit, déi fir deen heiten Text gestëmmt hunn, an d'Noperschaft vum Naziregime ze féieren,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …dann ass dat eng absolut Beleidegung fir Leit wéi mech a meng Famill, déi genuch matgemaach hunn an deem dote Krich. Ech akzeptéieren esou Noperschaften net!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass eng absolut Frechheet, wann esou Amalgamen duergestallt ginn,…

(Interruption)

…wéi wann déi Leit, déi eng propper, legal Léisung gären hätte fir d'Euthanasie, Leit wären, déi géint d'Mënsche wären, wéi wann dat Leit wären, déi Onmënsche wären.

Ech akzeptéieren esou en Amalgame einfach net, a genau dat ass geziilt gemaach ginn iwwert déi lescht Wochen a mat verstäerkter Intensitéit déi lescht Deeg, ier et soll zu dëser Décisioun hei kommen.

Wann d'Monsignori vum Vatikannetz Appeller maachen un d'kathoulesch Wielerschaft hei zu Lëtzebuerg, da stellen ech mer Froen, a wat fir enger Zäit mer sinn?! A wat fir enger Zäit si mer, dass mer dat als Chamber akzeptéieren?! Ech akzeptéieren op jidde Fall dat doten net!

Et geet hei net ëm d'Onwürd, mä et geet ëm d'Würd vum Mënsch. Déi hu mer alleguerten am Sënn, denken ech: déi Leit, déi mengen, et bräicht een näischt ze änneren, an déi Leit, déi mengen, dass d'Zäit komm wär, fir der Wourecht an d'A ze kucken, dass d'Zäit komm wär, fir wéinst der Mënschewürd, besonnesch um Enn vum Liewen, wéinst der Würd vun doudkranke Mënschen, hinnen e gewëssene Choix ze loossen.

Ech sinn nach wie vor der Meenung, an ech stinn zu mengen Aussoen, déi ech bei der éischter Lecture hei gemaach hunn am Februar, dass fir déi meeschten onheelbar krank Leit eng gutt Palliativfleeg, eng Stierfbegleedung absolut de richtege Wee ass. An dat soll och a mengen Aen, an ech mengen, do schwätzen ech am Numm vun eiser Fraktioun, den absolute Regelfall bleiwen. Ech mengen entgéint aneren, dass deen heiten Text dat doten och eigentlech net a Fro stellt.

Fir aner Leit, an déi verdénge fir mech awer gradesou vill Respekt, gëllt de fräie Wëllen, säi Liewensenn selwer ze bestëmmen. All Eenzelnem sollt een och dat Recht zougestoen, eventuell eng Palliativbetreiung ze verweigeren - och dat ass e Mënscherecht - a seng lescht Wochen, säin Ausscheeden aus der Gemeinschaft esou ze gestalten, wéi hien dat fir richteg fënnt.

Ech selwer weess net, wéi vill anerer mengen ech och, wann een an de Fall kënnt, wéi ee selwer géif décidéieren, fir dat eent oder fir dat anert. Ech mengen awer, dass ee sollt jiddwerengem e Choix an där doter Fro loossen. Ech wär frou, wa mer géife mat enger Hypokrisie, mat enger Schäinhellegkeet definitiv opraumen haut an dëser Debatt, där Hypokrisie, déi doranner besteet, gleewen ze dinn no baussen, et wär nach ni zu Lëtzebuerg Stierfhëllef geleescht ginn, Euthanasie wär eppes, wat mam neie Gesetz géif agefouert ginn zu Lëtzebuerg. Dat ass falsch.

Dat ass falsch! Dat soen all d'Dokteren, mat deenen ee schwätzt. An allen Entrevuen, déi mir haten, souguer mat den offizielle Vertrieder vun der Dokterschaft, ass ganz kloer gesot ginn, dass déi Grenzen tëschent der Sédation palliative an der aktiver Euthanasie flou sinn, dass dat e fléissenden Iwwergang ass, dass dat eng Affär vun engem Dosage vu Medikamenter ass - e bësse méi, e bësse manner. E bësse manner, dann ass et dat eent, an e bësse méi, dann ass et Euthanasie. Dat ass d'Realitéit um Terrain!

A wa mer éierlech sinn, da gëtt et sécherlech och heibanne munchereen, dee bei senger Famill schonn esou eppes matgemaach huet a vläicht souguer esou eng Décisioun huet missen huelen zesumme mam Dokter. Dat ass d'Realitéit.

Ech géif mer wierklech wënschen, dass och déi Leit, déi géint dat Gesetz hei sinn, déi Realitéit awer zumindest géifen agestoen. Eng Realitéit, déi haut wéi ofleeft? An engem praktesch rechtsfräie Raum, ouni Kontroll, ouni Prozeduren, ouni Garantie - verstoppt!

Wann eppes verstoppt ass, da stéiert sech anscheinend keen drun, och d'kathoulesch Kierch net, déi och déi dote Realitéit muss kennen. Wann et verstoppt ass, da gëtt et akzeptéiert. Wann een déi dote Praxis wëllt an e proppere gesetzleche Kader setzen, mat alle Garantien, da gëtt sech doriwwer opgereegt, da gëtt et eppes Mënschenonwürdeges.

Ech wär frou, wa mer also an Zukunft net méi d'Aen, d'Oueren an de Mond géifen zouhalen, fir dass mer probéieren, deen dote Problem propper unzegoen an en uerdentleche legale Kader ze setze fir déi dote Praxis.

Ech sinn der Meenung, an déi Meenung deelt och déi grouss Majoritéit bei eis an der Fraktioun, dass déi heite Proposition de loi, wéi se elo virläit, deem Usproch, fir e proppere legale Kader ze setze fir dat Ganzt, deen esou wäit wéi méiglech Mëssbräich ausschléisst, Genüge deet.

D'Euthanasie ass haut an der Praxis eng Ausnahmeerscheinung. Dat ass gutt esou. A mengen Ae soll dat och an Zukunft esou bleiwen. Mä wat den Ënnerscheed wäert sinn, dat ass, dass et rechtlech méi kloer gëtt, dass den Dokter an d'Personal rechtlech besser ofgeséchert sinn, wéi dat haut de Fall ass. Dat war jo eng Demande, déi ganz kloer och vun den Doktere geäussert ginn ass, och nach nom éischte Vote hei an der Chamber. An deen iwwerschafftenen Text dréit deem dote jo och zu engem gudden Deel Rechnung.

Preziséiert gëtt och de Krees vun deene Betraffenen. Et ass elo kloergestallt, fir dass keng Ambiguïtéit opkënnt, dass zum Beispill Kanner, dass dement Leit net ënnert dat heite Gesetz falen, also net ënnert d'Bestëmmunge vun enger méiglecher Euthanasie falen. Et sinn och Clarificatioune komm, wat d'Bedéngungen ugeet.

Den Zentrum vun deem ganze Gesetz ass de fräie Wëlle vum Patient. Dësen Text beinhalt net - ech betounen dat nach eng Kéier, well och déi falsch Informatioun no bausse gedroe ginn ass, och nach iwwer en Hierdebréif vum Erzbëschof -, beinhalt kengesweegs en aklobaart Recht op Bäihëllef zum Selbstmord.

Et soll ee mer dee Passage hei am Text weisen, wou esou en aklobaart Recht dra verankert wär! Ech waarden an der Diskussioun dorop, fir dat ze héieren. Am Géigesaz, et gëtt kloergestallt, dass keen Dokter, keng Infirmière, kee Personal ka forcéiert ginn, matmaachen ze musse bei enger aktiver Stierfhëllef. An et ass och gutt esou, dass dat preziséiert gëtt.

Et ass net esou, dass guer keng Virkontroll do wär. Dat ass eng aner falsch Informatioun, déi ëmmer erëm no bausse véhiculéiert gëtt. Déi Kontroll ass do duerch de Fait, dass de Médecin traitant en zweeten Dokter muss mat bäizéien, deen de Patient gesäit, deen och schréftlech seng Positioun festleet, an duerch de Fait, dass hei nach zousätzlech d'Méiglechkeet opgeholl ginn ass, fir och nach en Avis vun engem aneren Expert mat bäizezéien, wann den Dokter sech onsécher fillt, ob d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, ëmmer virausgesat, dass de Patient dat wëllt. Et ass jo kloer, et geet jo ëmmer ëm de fräie Wëllen, der Vo-

lonté éclairée eigentlech vum doudkranke Patient. Dat bréngt nach eng Kéier zousätzlech Sécherheete mat sech.

Mä hei ass et wéi bei all Gesetz, et soll ee sech näischt virmaachen. En absolute Schutz géint Mëssbräich kann een net hunn. Och an deem heite Beräich net. An ech kann nëmmen dervir warnen, wa mer ëmmer just nach Gesetzer maachen an der Optik, dass mer déi absolut Ausnahmefäll och nach wëlle matregelen, dass mer an der Obsessioun si vu Mëssbräich bei all Text, dee mer hei maachen, da maache mer schlecht Texter, well perfekt ass oft de Géigendeel vu gutt.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass hei optimal eigentlech probéiert ginn ass, ouni mat ze vill schwéiere Prozeduren ze schaffen, fir dat heite propper ze regelen.

D'CSV huet sech beweegt, dat stëmmt. Nom Vote, wéi d'Majoritéitsverhältnisser hei feststoungen iwwert de Vote an éischter Lecture am Februar.

Ech wëll awer och soen, dass déi zwee Haaptvirschléi, déi d'CSV gemaach huet, wat och hir zwee Haaptkritike sinn zu deem Projet, a wou se Amendementer och abruecht huet, dat ass u sech d'Definitioun eigentlech: Wéini kann iwwerhaapt d'Euthanasie spillen? Nämlech an hiren Ae just dann, wann all Pallativmedezin net méi gräift. Dat ass op en negativen Avis getraff vum Statsrot. Dat ass bis elo hei net erwähnt ginn.

De Statsrot huet jo zu sämtleche Virschléi vun der CSV-Fraktioun och Stellung bezunn. An de Statsrot war bei där doter Fro der Meenung, dass déi Propositioun vun der CSV méi nei Froen eigentlech opwerft, wéi se Äntwerte gëtt an zu méi Rechtsonsécherheet géif féieren. Nozeliesen am schréftlechen Avis vum Statsrot.

Déi zweet Fro, déi zweet Haaptkritik vun der CSV, wou se och en Amendement erabruecht huet, betréfft am Fong déi A-priori-Kontroll, déi sollt an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Och do ass eng kloer Stellungsnahm vum Statsrot do. De Statsrot seet, d'Absicht ass zwar löblech, mä wat hei proposéiert gëtt, dat féiert zu esou enger Lourdeur administrative, dass een engem doudkranke Mënsch dat beim beschte Wëllen net kann zoumudden, an duerfir ass de Statsrot net d'accord gewiescht mat deem doten Amendement, deen d'CSV agereecht huet.

Iwwregens deckt dat sech och mat enger éischter Kritik zumindest, déi d'Doktesch-vereenegung gemaach huet sengerzäit zu der éischter Versioun vun der Proposition de loi Err/Huss, wou se geschwat huet an deem doten Zesummenhang vu Bürokratiséierung vum Doud; déi Kommissioune géifen zu enger Bürokratiséierung vum Doud hei zu Lëtzebuerg féieren.

Ech wollt dat eng Kéier ervirhiewen, fir dass net den Androck entsteet, dass hei einfach stur vun enger Säit op all gutt Virschléi vun der CSV géif mat engem Niet reagéiert ginn. All déi Virschléi sinn diskutéiert ginn. Si si weidergereecht ginn un de Statsrot, an a kengem vun deene kruziale Punkte war de Statsrot d'accord mat deem, wat vun CSV-Säit zu där heiter Proposition de loi proposéiert ginn ass.

Och wann een e bësse kuckt awer, wéi d'Experienze sinn an der Belsch, an Holland, an der Schwäiz - an et gëtt och nach eenzel State wéi dem Oregon an Amerika, déi esou ähnlech Bestëmmungen hu wéi déi, déi mer elo haut hei diskutéieren -, kann ech net feststellen, dass déi prophezeit negativ Effeten an deene Länner do entstane sinn, déi hei oft vun de Kritiker un d'Wand gemoolt ginn. Dat ass net geschitt.

Duerfir mengen ech och, dass een hei eigentlech keng iwwerdriwwen Angscht muss hunn, dass sech elo fundamental géif eppes un eisem ganze System änneren, wa mer dee legale Kader hei nei géifen definéieren.

Wichteg ass et natierlech, dass d'Informatioun vum Bierger korrekt gemaach gëtt iwwert déi nei Bestëmmung, souwuel wat d'Recht op d'palliativ Betreiung ugeet - dat ass e Recht, wat dem Bierger zougestane gëtt - wéi wat niewendrun och de Mechanismus ugeet vun der Stierfhëllef.

Ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg kee Réckschrëtt mécht mat esou engem Text an déi däischter Zäite vun der Vergaangenheet. Ech sinn awer och der Meenung - dat wëll ech mat därselwechter Iwwerzeegung soen -, dass et an där Diskussioun hei net Schwaarz a Wäiss gëtt, dass et an der Diskussioun net déi Gutt op där enger Säit an déi Béis op där anerer Säit gëtt, egal wéi d'Perspektiv ass, wéi een dat kuckt a wéi et heiansdo jee no wat fir engem Wénkel och duergestallt gëtt.

Et sinn net op där enger Säit d'Liewensgéigner an d'Liewensretter, an et sinn op där anerer Säit och net d'Fräiheetsgéigner an d'Fräiheetsretter. Dat ass jo alles vill méi nuancéiert. An de Vote an der Chamber dréckt jo eigentlech och all déi Nuancen do aus, déi een och perséinlech kann hunn zu deenen dote Froen.

Ech géif awer mengen, dass, wann een de Bilan zitt, dat heiten awer eng Gesetzesinitiativ ass, déi net géint de Mënsch geriicht ass, mä déi fir de Mënsch geriicht ass, am Respekt vu sengem fräie Wëllen, an ech mengen, dass mer deem Gesetz hei sollten eng Chance ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. De leschte Riedner fir haut de Moien ass den honorabelen Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), corapporteur/co-auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Corapporteur vun dëser Proposition de loi iwwert d'Dépenaliséierung vun der Stierfhëllef wäert ech natierlech net nach eng Kéier all dat widderhuelen, wat meng Kolleegin Lydie Err hei schonn erkläert huet.

Zum Éischten, well déi meeschten Aspekter an Dispositiounen aus eiser Gesetzespropos an deene vergaangenen Deeg a Wochen, ech géif souguer soe Méint wierklech largement duergestallt a kommentéiert gi sinn an och bekannt sinn. Just eisen Erzbëschof vu Lëtzebuerg a seng Beroder schénge bei der Lecture heiansdo nach Schwieregkeeten ze hunn, wat een de leschte Samschdeg an deem leschten „Hiertebréif" gesinn huet.

Zum Zweeten ass et jo och esou, datt mer am Virfeld vum positive Vote vum 19. Februar praktesch schonn alles genau erkläert haten an d'Madame Err an hirem Rapport virdru schonns op déi puer Amendementer an op déi Saachen agaangen ass, déi deen elo virleiende Projet vun deem vum 19. Februar ënnerscheeden.

Eng Rei vun eenzelnen Dispositiounen a kleng Detailer hu geännert, mä d'Haaptpunkten an déi philosophesch Essenz vun eiser Propos bleiwe bestoen. Duerfir wéilt ech hei virun allem nach eng Kéier op d'Philosophie an op déi gesellschaftspolitesch a politesch Debatt ronderëm dëst Stierfhëllefgesetz, d'Gesetz iwwert d'Dépenaliséierung vun der Euthanasie a vum medezinesch assistéierte Suicide, wéi et heescht, agoen.

Ech hat virdru beim Gesetz iwwert d'Soins palliatifs scho gesot, datt fir eis Gréng d'Soins palliatifs an d'aktiv Stierfhëllef complémentaire sinn, dat heescht absolut matenee vereinbar sinn. An dat ass och esou.

Zur Erklärung vun de Begréffer a vun deenen zwou deelweis ënnerschiddlechen Approchen nach eng leschte Kéier e puer Kloerstellungen:

Éischtens, de Begréff „soins palliatifs" begräift u sech folgend Aspekter: palliativ Schmäerzbekämpfung, integréiert Soinen a Stierfbegleedung, a finalement an net wéinege Fäll um Schluss vum Liewen, wann d'Péng ze grouss gëtt, d'Applikatioun vu Morphium oder anere Schmäerz- a Betäubungsmëttelen an ëmmer méi héijen Doséierungen, esou datt - mä ech soen dat - als bewossten an als bekannten Niewewierkung den Doud dann éischter antrëtt oder op jidde Fall kann antrieden.

Zweetens, de Begréff vun der aktiver Stierfhëllef, an der griichescher Sprooch „Euthanasie", sënngeméiss ze iwwersetze mat sanftem, doucem Doud. Dëse Begréff Euthanasie a wat domadder gemengt ass, ass leider an Däitschland vun den Nazien total mëssbraucht ginn, well déi barbaresch Massevernichtungen, duerchgefouert vun den deemolegen SS an de KZer, sécher net dat Geréngste mam heitege Begréff Euthanasie ze dinn hunn. Et sief drëm. Et geet hei nach eng Kéier ëm d'Klärung vun de Begréffer.

Wat also ënnerscheet déi aktiv Stierfhëllef vun der Palliativmedezin? Mä wat ass hinnen ëmgekéiert gemeinsam?

Wat deenen zwou Approchen am Intérêt vun doudkranken, stierwenden oder verzweifelt an hirem Kierper ageschlossene Patienten, Typ Vincent Humbert, gemeinsam ass, si folgend Punkten:

Éischtens, souwuel de Palliativpatient wéi de Stierfhëllefpatient hunn Urecht op Schmäerzbekämpfung. All d'Patienten, och déi, déi net op Palliativstatioune sinn, mussen en Urecht op eng méiglechst effikass Schmäerzbekämpfung hunn.

Zweetens, d'Soinen, d'Fleeg an eng human Stierfbegleedung, soll dat ieren e Privileg si just vu Patienten op Palliativstatiounen? Kloer: neen! Och Patienten, déi herno bei kloerem Bewosstsi léiwer op aktiv Stierfhëllef, statt op palliativ terminal Sedéierung zréckgräife wëllen, musse virdrun, wa se dat wënschen, op eng perséinlech oder professionell Stierfbegleedung kënnen zréckgräifen. Déi eng Leit wënsche sech vläicht esou en Accompagnement, anerer awer wëllen an där Situatioun vläicht léiwer eleng an a Rou gelooss ginn.

Drëttens, wa bis zu deem Punkt alles, vun de Rechter vum Patient aus gekuckt, d'selwecht ass a wa laut internationale Konventiounen a laut eisem Spidolsgesetz an den Artikelen 38 a 40 et esou ass, datt de Patient, an nëmmen hien eleng, d'Recht huet, fir all diagnostesch an all therapeutesch Mesuren ze akzeptéieren oder awer och kënnen ze refuséieren, och palliativ therapeutesch Mesuren, wat bleift dann nach als Ënnerscheed iwwreg tëschent der palliativer terminaler Sedéierung an der aktiver Stierfhëllef?

Et sinn zwou Saachen: éischtens, de reng medezineschen Aspekt vum Geste a vum Choix a vun der Doséierung vun de Medikamenter engersäits bei der Sédation terminale an anerersäits bei der aktiver Stierfhëllef, an zweetens de sougenannten etheschen Aspekt bei deem Geste, mä dat a béide Fäll.

Dozou dat Néidegst just ganz kuerz. Bei der palliativer Sédation terminale ginn, wann d'Péng ëmmer méi onerdréiglech gëtt, ëmmer méi staark Schmäerz- a Betäubungsmëttelen agesat, an et ass dem Medeziner oder dem Fleegepersonal, wat dat mécht, absolut kloer, datt jee no Doséierung a jee no Schwächezoustand vun deem eenzelnen Doudkranken den Doud als Niewewierkung méi fréi wéi normal, méi fréi wéi natierlech wäert antrieden.

De Prozess vun der palliativer terminaler Sedéierung ka sech iwwer e puer Stonnen erstrecken. Et kann awer och e puer Deeg oder an Extremfäll souguer e puer Wochen daueren. Fir en Deel vun de Leit - reliéis orientéiert Leit, mä net nëmmen! - kann dëse Wee vun der palliativer Sedéierung eng sënnvoll an déi fir si beschte Léisung sinn.

Mir liewen awer an enger demokratescher a pluralistescher Gesellschaft, an da muss een eben zur Kenntnis huelen, wat d'CSV anscheinend net wëllt maachen, datt et och net wéineg Leit gëtt, déi dëse Wee, dat deeglaangt Doleien an dem Doud Entgéintkucken, fir sech selwer als net méi sënnvoll ugesinn. Dës Leit wëllen eben d'Fräiheet hunn, an esou Situatiounen direkt méi schnell ee fir si sënnloost Liewen oder Dohivegetéieren hanner sech ze loossen.

D'Palliativmedezin erlaabt dat net. Eist Stierfhëllefgesetz, dat liicht verännert Gesetz vum 19. Februar, erlaabt dëst, awer ënner strenge Konditiounen a Kontrollméiglechkeete vun dësem virleiende Gesetz. Konditiounen, déi vu menger Kolleegin Lydie Err hei a vu mir selwer och schonn an der Kommissioun, mä och a ville Stellungnahmen oder Pressekonferenzen zéng-, 20-, 30-mol an all Detail duergeluecht gi sinn.

D'Géigner vun eisem Stierfhëllefgesetz, déi vu sech soen, si géife fir den absolute Schutz vum mënschleche Liewen antrieden, an et gëtt sécherlech vill Éierlecher ënnert hinnen, soen also: Och wann de Patient kloer duerno freet oder souguer dorëm biedelt, net méi gezwongen ze sinn, esou aussiichtslos weiderliewen ze mussen, dann dierf trotzdeem keen Dokter sengem Wonsch noginn, a wann hien dann awer Stierfhëllef géif leeschten, da géif hien de Patient doutmaachen.

Dëse méi oder wéineger éierleche Leit wéilt ech déi folgend Géigefroe stellen - an dat bezitt sech dann och op eng Partie Leit an der CSV -:

Éischtens, sidd Der wierklech dovunner iwwerzeegt, datt nëmmen en Dokter, dee Sédation terminale mat méi fréiem Doud als Niewewierkung bedreift, sech op gutt Intentioune ka beruffen, an datt ëmgekéiert en Dokter, deen op ausdréckleche Wonsch vu sengem leidende Patient Stierfhëllef praktizéiert, automatesch keng gutt oder nëmme schlecht Intentioune kann hunn, nämlech een ëm den Eck ze bréngen?

Kënnt Der Iech wierklech net virstellen, datt en Dokter, dee sengem verzweifelte Patient hëlleft, dat just aus engem absolut positive Matgefill, eventuell aus chrëschtlecher Nächsteléift kéint maachen? Déi meeschte Leit hei am Land gesinn an emfannen esou en human denkenden Dokter éischter als e positive Partner vum Kranken, wéi als e Mäerder, deen hie mat Sécherheet net ass.

Eng zweet Fro un éierlech Liewensschützer, déi dëst Gesetz wëlle verhënneren, ass déi, ob hinne bewosst ass, datt duerch dëst Gesetz kee Mënsch, kee Kranken, keen Dokter, kee Fleegepersonal gezwonge wäert ginn, un iergendenger aktiver Stierfhëllef géint hire Wëllen deelzehuelen. Just de fräien, bewosst a répétéiert geäusserte Wëlle vum Betraffene selwer, deen en Dokter duerno freet, fält dobäi an d'Wo.

Mir froen, wéisou verzweifelte Mënschen dës Méiglechkeet, hiren eegene Virstellungen no stierwen ze dierfen, net erlaabt soll sinn. Dat ëmsou méi, wou d'Zoustëmmung zu dësem Prinzip vun esou enger eegener selbstständeger a bewosster Demande hei am Land wéi am Ausland vun iwwer 70% vun der Bevölkerung gedeckt gëtt. Wéisou soll een Deel vu Liewensschützer der grousser Majoritéit vun der Bevölkerung hir minoritär reliéis oder philosophesch Iwwerzeegungen opzwénge kënnen?

Drëttens, et gëtt da vu munchen esou Leit gär argumentéiert, et géif sech awer souwisou nëmmen ëm e puer ganz seelen Extremfäll handelen, fir déi iwwerhaapt Stierfhëllef a Fro kéim. Duerfir bräicht een dach eigentlech kee Gesetz ze maachen. Eis Äntwert dorobber ass ganz kloer: dach! Souguer wann et pro Joer just zéng, 20 oder 30 dramatesch Eenzelfäll wieren, a souguer wann et nëmmen een eenzelne Fall wier, well jiddwer Eenzelne vun eis a vun de Leit dobausse kann an esou en Eenzelfall erakommen, da wier et awer wichteg, datt och fir déi Fäll eng gesetzlech Regelung géif kommen.

Dovunner emol ofgesinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt ech leider fäerten, an dat gesinn déi neitste Prognosë vun der Weltgesondheetsorganisatioun, datt mat der allgemenger Zounahm vun Tumeuren, mat Cancer-généraliséen a mat der Zounahm vu schwéiersten neurologeschen an neurodegenerativen Erkrankunge wéi MS, Parkinson oder och Amyotrophe Lateralsklerose och dramatesch sougenannten Eenzelfäll an Zukunft awer wäerte riskéieren eng kleng Iddi méi zouzehuelen. Dat sinn Zuele vun der Weltgesondheetsorganisatioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt eis bekanntlech entgéintgehalen, duerch eist Gesetz géif et zu massiven Abusë kommen. Dat heescht, Kranker kéinten eventuell géint hire Wëllen euthanaséiert ginn. D'Madame Err an ech versiche jo grad de Géigendeel ze maachen, nämlech déi bestehend Euthanasien aus der Clandestinitéit erauszehuelen an der Stierfhëllef en transparenten a streng reglementéierte Kader ze ginn.

Abusë kënnen nämlech grad do passéieren, an net nëmmen am Fall vu Stierfhëllef - net nëmmen am Fall vu Stierfhëllef! -, mä besonnesch a Länner, wou d'Euthanasie komplett verbuede bleift. Well an all deene Länner, wou kee Gesetz, keng Kontroll a keng Transparenz besteet, grad do kënnt et zu villen heemlechen Euthanasien, wou dann och eventuell déi esou vill beméite berühmte Boma mat hirer berühmter Ierfschaft kéint ongefrot ëm den Eck bruecht ginn.

Mä wann een dat wéilt maache mat der Boma a mat der Ierfschaft, dofir brauch een, Dir Dammen an Dir Hären, iwwregens guer net déi Medikamenter, Pentobarbital beispillsweis oder Pancuronium, déi bei der aktiver Stierfhëllef normalerweis gebraucht ginn. Dat geet evidenterweis och mat Iwwerdose vu Morphium. An dat geet och mat anere Medikamenter, déi vill méi héich doséiert ginn. Dofir brauch ee keng aktiv Stierfhëllef. Wann et Leit gëtt, déi esou eppes wëlle maachen, dat kann och aneschters gemaach ginn. Och domadder wieren also Abusë méiglech; och mat anere Medikamenter an och mat Morphium.

Zu méiglechen Abusë bei heemlechen Euthanasië sief just nach eng Zuel genannt. Den Zeien, deen ech hei zitéieren, ass absolut - och fir d'CSV - onverdächteg, well et ass den Haaptgéigner vun der aktiver Stierfhëllef a Frankräich. Nämlech den Dokter an Här Deputéierte Jean Leonetti, deen dat franséischt Gesetz gemaach huet.

Ech zitéieren den Originaltext vum Här Jean Leonetti - ech hunn dat Zitat hei, ech kann et jiddwerengem weisen - iwwert d'Situatioun a Frankräich: «On peut affirmer sans risque de se tromper que l'euthanasie se pratique malgré l'interdit, le plus souvent sans transparence et sans l'avis du patient ou de l'entourage.» D'Chiffere vun heemlechen Euthanasien a Frankräich mat méigle-

chen Abusen derbäi - vläicht wollte jo och en Deel vun deene Leit dat, mä vläicht sinn awer en Deel géint hire Wëllen euthanaséiert ginn - gi vum President vum Comité d'éthique a Frankräich, deen och nach fir d'Santé an d'Spideeler zoustänneg ass, op all Joer 10.000 Fäll geschätzt. 10.000 Fäll vun heemlechen Euthanasien an der Clandestinitéit hannert de Kulissen!

Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen d'Fro, ob esou eng Situatioun net vill méi brisant an onverantwortlech ass, wéi reng hypothetesch Abusen, déi et kéint eventuell bei der Stierfhëllef ginn, obschonn déi Stierfhëllef an eisem Gesetz absolut streng kontrolléiert ass. Dorobber wäert ech nach zréckkommen.

D'Madame Err an ech an all déi Deputéiert, déi eise Projet ënnerstëtzen, si jiddefalls der Meenung, datt et besser a méi seriö ass, d'Stierfsituatioun ze reglementéieren a se méi transparent ze maachen, wéi et an enger ongesonder Situatioun vun hypokritescher Clandestinitéit ze beloossen.

An engem Land wéi der Belsch, eis direkt Noperen - bei deenen iwwregens d'Palliativmedezin vill méi wäit entwéckelt ass wéi a Frankräich oder an Däitschland -, gëtt et 2,3 Palliativbetter op 100.000 Awunner. A Frankräich, wou d'Euthanasie verbueden ass, gëtt et just 1,2 Palliativbetter. An an Däitschland ass déiselwecht niddreg Zuel. Den Dokter Hoppe, de President do vun der Hospizbewegung a vun der Bundesärztekammer, huet gesot, an Däitschland wär et emol net all zéngte Patient, deen Urecht hätt op e Palliativbett oder op eng Palliativversuergung.

An der Belsch, wat dann ëmmer accuséiert gëtt, hu se wéinst der Euthanasie eng wäitgehend développéiert Palliativkultur zënter iwwer 15 Joer a si hunn dräimol esou vill Palliativbetter wéi dat a Frankräich de Fall ass. Si hunn domadder natierlech och eng vill méi kontrolléiert a vill méi transparent Situatioun, wéi et an deenen anere Länner de Fall ass.

Der Belsch hir Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie, déi wéi an eisem hei virleiende Gesetz och ex post all eenzel Fäll vu Stierffäll zënter dem Joer 2000 ënnersicht a kontrolléiert, an där och Euthanasiegéigner drasëtzen, konnt vun 2002 bis 2006 keng Situatioun vun Abusë feststellen. Keng eenzeg Situatioun vun engem Abus op an der Moyenne 300 bis 350 Fäll pro Joer vun Euthanasien, déi praktizéiert gi sinn.

Ech hunn den Dossier vun där Commission de contrôle vun de Joren 2005 an 2006 hei leien; wien dat interesséiert. Do ass all eenzelne Fall vun Euthanasie am Detail dokumentéiert: wat fir eng Krankheet datt et war; wat d'Liewenserwaardung nach war; wie gefrot ginn ass; wat fir eng Palliativmedezinner gefrot gi sinn. An eréischt no all deene Saachen ass d'Euthanasie herno praktizéiert ginn.

Déi Commission de contrôle - an dat ass e wichtegen Ënnerscheed - ass eben net do, fir virdrun e Filter ze sinn, wou jiddwer Patient mat sengem Dokter fir d'éischt nach muss e Collège vu véier Dokteren ufroen, datt déi wann ech gelift sollen eng Kéier zesummekommen, a wa se dann zesumme sinn, dee Fall am Detail ënnersichen - da misste se de Patient och nach ënnersichen; wat jo absolut net praktikabel ass -, an déi dann herno missten en Uerteel ofginn. Dat ass jo praktesch eppes wéi en Tribunal.

Dat ass an der Belsch net esou, well d'Fonctioun vun der Commission de contrôle et d'évaluation eng ganz aner ass. Et sinn eng ganz Partie vu Kontrolle virdrun agebaut, op déi ech wäert zréckkommen, déi och schonn hei geschildert gi sinn. D'Commission ex post ass just déi leschten - awer just déi leschten! - Kontroll vun enger ganzer Rëtsch vu Kontrollen, déi et scho laang virdru gi sinn.

Wann dann nach geschwat gëtt vu Kontrollen, well déi ex post sinn, an da gëtt de Geck gemaach, da kéint et jo awer vläicht Abusë ginn. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, an all deenen anere Länner, wou et keen esou e Gesetz gëtt, wivill Kontrolle gëtt et dann do?

Den Hollänner gëtt beispillsweis virgeworf: Jo, bei lech sinn am Moment ronn 1,8% op all Stierwenden Euthanasiefäll. Dat gëtt gesot; dat ass och esou. Mä wivill onkontrolléiert Abusë vun heemlechen Euthanasië gëtt et awer nach, déi net vun där offizieller Kommissioun kontrolléiert ginn?

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wivill Euthanasiefäll, déi heemlech sinn - den Här Bodry huet dovunner geschwat - hei am Land, ginn dann hei kontrolléiert? Wivill heemlech Euthanasiefäll ginn a Frankräich kontrolléiert? Wivill Euthanasiefäll an Däitschland gi kontrolléiert? Ech soen lech, wivill der kontrolléiert ginn: null Prozent! Null Prozent gëtt kontrolléiert. Et gëtt iwwerhaapt keng Kontroll. D'Abusë geschéien hannert de Kulissen; an net nëmmen an der Stierfhëllef, mä och mat Morphium a mat anere Medikamenter. Dat ass d'Realitéit, wéi se sech duerstellt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt vun Euthanasiegéigner, an zum Deel vun der CSV, och nach gär behaapt, esou Meenungsëmfroe wéi déi eendeiteg Resultater en faveur vun enger Dépenaliséierung vun der aktiver Stierfhëllef an zwee grousse Sondagen hei am Land - d'Madame Stein ass och nach drop agaangen - wieren net seriö. Doriwwer ass sécherlech ze diskutéieren, obschonn awer den Trend vun deenen Ëmfroen absolut kloer ass.

Mä ze behaapten, wéi dat vun den Euthanasiegéigner an zum Deel vun den CSV-Leit gesot gëtt, et kéint iwwerhaapt kee Mënsch esou kloer am Kapp an och esou fräi sinn, fir selwer Stierfhëllef unzefroen, dat wier iwwerhaapt net méiglech, dee wier automatesch manipuléiert, dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass allerdéngs a mengen Aen e staarkt Stéck! Do iwwerloossen ech léiwer de Leit, déi eis dobaussen nolauschteren, ze jugéieren, well déi meescht kenne jo esou Situatiounen, déi se an hire Familljen haten. Ech invitéieren d'Leit ze jugéieren, wat vun esou enger Arroganz ze halen ass, de Leit ze soen: Dir sidd iwwerhaapt net fräi. Dir kënnt iwwerhaapt net fräi sinn, fir no enger aktiver Euthanasie ze striewen.

Ech selwer a mir alleguerte kennen op jidde Fall genuch Leit, déi wahrscheinlech léiwer e méi schnellt a méi direkt Stierwe wënschen, oprecht an an Dignitéit, an déi eben net eng länger Agonie an engem Coma artificiel oder e sënnloost Dohivegetéieren iwwer Méint, iwwer Joren an nach méi wëllen akzeptéieren.

En typescht Beispill, wat och vun der Madame Stein hei ugeschwat ginn ass, ass jo de Vincent Humbert. Mä wann Der d'Situatioun vum Vincent Humbert kennt, da musst Der jo wëssen, dee Jong war mat 21 Joer no engem schwéieren Accident komplett querschnëttgelähmt. Hie war hallef blann oder souguer ganz blann. Hie louch do zwee an en halleft Joer, vu senger Famill a vum Personal zu Berck, wou et war, ganz gutt ëmsuergt.

Et ass net esou, datt deen do einfach einsam dolouch an et huet kee sech ëm hie bekëmmert. Neen, dee war ëmsuergt, an net nëmme seng Mamm, seng Famill, mä och d'Fleegepersonal hu sech immens ëm de Jong gekëmmert. Datselwecht beim spuenesche Beispill, dat berühmte Beispill, wat och am Film gewise ginn ass, d'Beispill Sampedro, deen an enger ähnlecher Situatioun war. 19 Joer laang souz deem seng Famill ëm säi Bett, bis de Mann gesot huet, et geet net méi, ech kann net méi, ech wëll net méi. Wann ech gelift, schalt of, maacht Schluss!

An dat ass beim Vincent Humbert genau d'selwecht gewiescht. Et ass net, datt dee Jong einfach esou fale gelooss ginn ass, an dofir wier hien an enger verzweifelter Situatioun gewiescht. Et ass iwwerhaapt net esou. Dee Mann, dee Jong war immens encadréiert. An trotzdeem wollt hien no dräi Joer net méi.

An ech muss soen, wann ech perséinlech an esou enger Situatioun wier, dräi Joer laang dozeleien, querschnëttgelähmt ze sinn, hallef blann oder ganz blann ze sinn, an nach just kënnen dozeleien an ze wëssen, theoretesch kanns du nach zéng, 20, 30, 40 Joer esou doleien -, mengt Dir dann net, frot lech dat selwer, da kéint Dir selwer och op eng Kéier an eng Situatioun kommen, déi eng vläicht no sechs Méint, déi aner vläicht no fënnef Joer, ze soen: Wann ech gelift, hëlleft mer, ech wëll goen, ech wëll dat do net méi, esou e Liewen!

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV hat nom Vote vum 19. Februar, bei deem se net gewonnen hat, erkläre gelooss, si wären an der Bevölkerung just falsch verstane ginn. Um Radio ass dat zwee, dräi Deeg duerno ze héiere gewiescht. Si wären eigentlech schonn ëmmer fir d'Euthanasie gewiescht, mä awer just an exzeptionellen Eenzelfäll - et war jo ëmgekéiert -, wou mat esou enger Ausso jo da suggéréiert gëtt, d'Gesetz vum 19. Februar, d'Gesetz vun der Madame Err a vu mir, dat géif de Wee opmaache fir Masseneuthanasien.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Eist Gesetz setzt awer ganz kloer ganz streng Konditiounen a Kontrollen, déi den Accès zu enger Stierfhëllef fir de Betraffenen alles, mä net liicht maachen. A gleeft mer, ech si scho vu ville Leit ugeschwat ginn, aus menger Association pour le droit de mourir en dignité, déi mer soen: „Firwat hutt Dir esou e rigid, strengt Gesetz gemaach? Firwat muss et déi dote Kontrollen iwwerhaapt esou streng ginn?“

Tatsaach ass, datt d'CSV nach 2003 an 2004 déclaréiert hat, mat hir géif et ni Euthanasie ginn. Här President, ech huelen lech hei als Zeie fir déi Ausso, well et waart Dir selwer, wéi Dir hei als Fraktiounssprieche vun der CSV deemools esou eng Ausso gemaach hutt.

Dir Dammen an Dir Hären, maache mer eis näischt vir! D'CSV bleift kloer, esou wéi den Erzbëschof, wéi d'„Lëtzebuerger Wort“ a wéi de Vatikan, géint jiddwer Form vun aktiver Stierfhëllef, just d'CSV huet misse feststellen an a Rechnung stellen nom 19. Februar, datt hei an der Chamber eng Majoritéit en faveur vun der Dépenaliséierung war. A si huet aus Grënn, fir méi e fortschrëttlechen, chrëschtlechen a modernisteschen Image kënnen ze behalen, a fir esou den Elektorat och net ze vill géint de Kapp ze stoussen, du scheinbar sougenannte Kompromëssamendementer formuléiert.

(Interruptions diverses)

Si huet dunn no deem Vote sougenannte Kompromëssamendementer gemaach; et ass esou genannt ginn, Kompromëssamendementer. Kompromëssamendementer, déi an eisen Aen awer haaptsächlech Manövere sinn, ganz duerchsiichteg Manövere sinn, fir d'Stierfhëllefgesetz iwwer hir Amendementer, vu bannen eraus, esou ze beschneiden, esou auszehielechen an esou ofzeschwächen, datt finalement nach just den Titel vum Gesetz an e schwaache Kader géif iwwreg bleiwen.

An der Santéskommissioun sinn déi wesentlech CSV-Amendementer net nëmme vum Statsrot, wéi den Här Bodry dat virdru gesot huet, mä natierlech och vun der Majoritéit an der Santéskommissioun ofgelehnt ginn, well se d'Rechter, den Accès vum Patient op Stierfhëllef oder op Suicide assisté esou wäit géifen aschränken, datt een dat Gesetz iwwerhaapt net méi géif erëmerkennen.

Datt ech an dësem Zesummenhang näischt erfannen, dat ass net einfach eng Behaaptung! Dat geet zum Beispill däitlech aus engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort“ - ee Moment, ech kann lech dat weisen - vum Här François Biltgen, Nationalpresident vun der CSV, vum 10. Dezember ervir. Dat ass nach guer net laang hier. Wat seet den Här Biltgen? Ech zitéiere säi Punkt sechs, wat den Här Biltgen seet. Den Här Biltgen seet: „Wir werden bis zum Schluss kämpfen.“ Dat ass d'Äntwert un déi 53 EVP-Deputéierten, déi jo d'CSV attackéiert haten, een, zwee Deeg virdrun. „Wir werden kämpfen bis zum Schluss, um die aktuelle Euthanasievorlage,...“ - et ass schued, datt den Här Biltgen elo net hei ass - „...die ein menschenunwürdiges Gesetz ist, zu verhindern oder zumindest abzuändern.“ Dat war also d'Äntwert, wéi gesot, un déi 53 EVP-Deputéierten.

Den Här Biltgen hätt vläicht éierlechkeetshallwer misse soen, datt d'CSV-Amendementer iwwert den „Palliativfilter“, dee jo virdru schonn ugeschwat ginn ass, oder iwwert deen Dokteschkollegium, dee vun der Madame Stein hei ugeschwat ginn ass, dee virdrun all Fäll vu méiglecher Euthanasie fir d'éischt misst iwwerpréiwen a jugéieren, a Wierklechkeet dorop erauslafen, fir an e scho strengt Gesetz nach weider Bremsen an nach weider Barrièren zu Ongonschte vu stierweskranken, verzweifelte Patienten anzebauen.

Schonn am Joer 2002 hat sech, a kloere Wierder, d'Association des médecins et médecins dentistes géint esou eng bürokratesch Ex-ante-Kommissioun agesat. Eng Ex-ante-Kommissioun - och vum Conseil d'État jo ofgelehnt -, déi komplett weltfriem wier. D'Praxis an der Belsch niewendru fonctionnéiert noweisbar ganz gutt, an et ass duerfir kloer, datt mer net op esou Manövere vun der CSV wëllen erafalen.

Aus dëse Grënn ass et kloer, datt ech als Corapporteur, mä och d'Madame Err, dës CSV-Amendementer an der Kommissioun ofgelehnt hunn, a mir ruffen och de Plenum dozou op, se ze refuséieren. Ech kommen herno nach eng Kéier op d'Haltung vun den Dokteren zréck.

Ier ech op den CSV-President, den Här Biltgen, um Schluss nach eng Kéier zréckkommen, sief awer nach d'Haapt-CSV-Positioun an hiren Amendementer vis-à-vis kloergestallt. Zum Beispill wat de sougenannten „filtre palliatif“ betrëfft, dat heescht der CSV hir Fuerderung, datt all verzweifelte Patient misst obligatoresch fir d'éischt duerch d'palliativ Sedéierung an duerch dee ganzen Apparat goen, ier en däerf no aktiver Stierfhëllef froen.

Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech verlaangt zu Recht jiddwer Schwéierkranken, wann dann d'Péng ganz staark a konstant ass, no adequate Schmäerzmëttelen. Dat ass elementar. Dofir brauch ee keen CSV-Palliativfilter. Mä op där anerer Säit ass et awer och gradesou kloer, datt kee Patient kann zu enger palliativer Sedéierung gezwonge ginn, wann hien dat net wëllt.

Oder, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV-Fraktioun, sidd Dir der Meenung, datt ee krank Mënsche misst zu Palliativmedezin an zu palliativer Sedéierung zwéngen? Da sot et hei kloer! Da wäert Der allerdéngs am krasse Widdersproch zu eisem Spidolsgesetz vun 1998, dat a sengen Artikelen 38 a 40 iwwert d'Droits des patients däitlech festleet, datt e Patient net kann zu engem Acte diagnostique oder thérapeutique gezwonge ginn, wat iwwregens och a villen internationale Konventiounen esou festgeluecht ass.

E Patient, deen iwwer säin Zoustand a seng Aussiichten éclairéiert ass, dee muss scho seng Zoustëmmung zu Traitementer ginn, an dat ass gutt an dat ass richteg esou.

Wat elo déi berüchtegt Commission d'évaluation et de contrôle ex post an eisem Gesetz ubelaangt, esou fuerderen d'Euthanasiegéigner an och d'CSV, dat misst eng Ex-ante-Kommissioun sinn, déi am Virfeld bei der CSV duerch e Kollegium vu véier Fachdoktere misst iwwert d'Acceptabilitéit vun all Stierfhëllefdemande jugéieren. De verzweifelte Patient a säin Dokter missten also op d'Uerteel vun esou enger Zort Tribunal waarden. Si wieren total dem „goodwill“ oder der Selbstherrlechkeet vun esou enger Kommissioun ausgesat. Heiansdo wier de Patient wahrscheinlech scho laang dout, ier déi Kommissioun a Majoritéit zesummefonnt hätt.

Ech wéilt hei nach eng Kéier un den Avis vun den Dokteren erënneren, deen ech lech dofir nach eng Kéier zitéieren, wat déi gesot hunn, well et esou schéin ass a well et esou konkret ass: «C'est ici que nous voyons les plus grands problèmes et ceci d'autant plus que les modalités pratiques préconisées sont à des milliers de kilomètres d'une approche réalisable sur le terrain. À certains de nos membres…», also vun hiren Dokteschmemberen, «…ces dispositions donnent même carrément froid au dos

quant à leur aspect bureaucratique et envahissant.» A weider: «Nous refusons totalement une approche lente, lourde et administrative.» A schliesslech: «Dans la plupart des cas, les patients ne peuvent pas attendre des jours ou des semaines alors qu'une souffrance est en place.» An esou virun.

Dat si kloer Wierder. Also de Statsrot lehnt déi Ex-ante-Kommissioun of, an d'Associatioun vun den Dokteren huet se an hirem Avis zum Projet och ofgelehnt. Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, firwat mir eng Ex-ante-Kommissioun oflehnen.

Derniewent kënnt nach, an dat hunn ech jo scho gesot, datt déi éischt Fonctioun vun esou enger Kommissioun net d'Iwwerwaachung vum eenzelne Fall virdrun ass am Genre vun engem Tribunal, mä do soll am Fong kontrolléiert ginn, ob d'Dokteren d'Spillregele vum Gesetz, wat kloer Konditioune setzt, agehalen hunn.

D'Ex-post-Kommissioun, wéi se an eisem Gesetz elo virgesinn ass, ass jo iwwregens net - wéi dat versicht ginn ass duergestallt ze gi vun engem Dokter, deen am Fong an deene leschten Deeg vill Maile verschéckt a Pressekonferenze gemaach huet - déi eenzeg Kontroll oder Barrière par rapport zu eventuell denkbaren Abusen. Mä et ass just eng lescht Barrière a Kontroll, fir datt et zu Abusë praktesch net ka kommen. Ech hunn Iech et scho gesot: A véier Joer, vun 2002 bis 2006, ass et an der Belsch net zu engem eenzege Fall vun Abus komm.

E kuerzt Wuert just zur Debatt an der Santéskommissioun, wou et u sech méi roueg zougaangen ass, wou et relativ calme zougaangen ass. De Public ass no all Santéskommissioun iwwert d'Medië regelméisseg iwwert den Avancement vun eisen Aarbechten informéiert ginn. D'Debatt an der Öffentlechkeet dobaussen, déi war bekanntlech jo vill méi animéiert, wat d'Pro- an d'Kontra-Lieserbréiwer an d'Stellungnahmen an der Press an an de Medië generell gewisen hunn. Woubäi ech elo hei net méi un déi Petitioun vun den Euthanasiegéigner am „Wort" wëll erënneren, déi duerno scho relativ schnell dépasséiert gouf duerch déi sougenannte Sokrates-Géigepetitioun iwwer Internet an iwwert d'„Tageblatt".

Wat mer dovunner solle behalen awer vläicht alleguerten, ass virun allem eng extraordinär Diskussiounsbereetschaft iwwer esou e komplizéierte gesellschaftspolitesche Thema, wat allerdéngs e ganz gutt Zeechen ass vun enger neier, lieweger a participativer Demokratie. Et ass wahrscheinlech scho ganz laang net méi esou intensiv diskutéiert a korrespondéiert gi wéi bei dësem Thema Stierfhëllef. An et ass duerfir fir eis och total onverständlech, wann et haut nach ëmmer Géigner vun der Stierfhëllef gëtt, déi behaapten, den Thema wier net breet an net laang genuch diskutéiert ginn. Mä op wéi engem Planéit liewen déi Leit iwwerhaapt?

Dir Dammen an Dir Hären, d'Pro-a-kontra-Debatt ass wéi gesot an der ganzer Press, an alle Medië gefouert ginn. Et sinn der ganz vill ginn, och den Erzbëschof, och de Vatikan an zum Schluss souguer de Grand-Duc, déi an dës Diskussioun agegraff hunn. D'Medien hunn insgesamt, ausser dem „Wort", eng zimlech positiv Roll gespillt, fir eng pluralistesch a kontradiktoresch Diskussiounskultur ze animéieren, eng Diskussiounskultur, wéi eise Premier se jo gär hätt.

Eleng d'„Wort" huet - zënter éiweg, mä virun allem zënter engem Joer - eng absolut onwierdeg Roll gespillt, andeem honnertprozenteg eesäiteg a penetrant ausschliesslech Argumenter a Polemiken an och souguer Ki ënnert d'Gürtellinn ouni Problemer publizéiert gi sinn, an ni an iergendenger Form…

(Interruption)

…och nëmmen ee Wuert zugonschte vun der Stierfhëllef do publizéiert ginn ass, während, Här Jaerling, am „Tageblatt" Der no-kucke kënnt - ech weess net, ob Dir d'Zeitung regelméisseg liest, mä liest no, d'„Tageblatt" huet doranner eng ganz positiv Roll gespillt -, dass se souwuel Bréiwer derfir wéi ganz heefeg dergéint bruecht hunn. Ganz heefeg waren och Stellungnahmen am „Tageblatt" virum 19. Februar dergéint, géint d'aktiv Stierfhëllef, an all déi bekannte Géigner vun der Euthanasie - ech kéint se namentlech hei opzielen - hu problemlos all hir Lieserbréiwer am „Tageblatt" publizéiert kritt, wat am „Wort" ni geschitt ass. Net eng eenzeg Kéier!

Ech wëll zu esou enger total eesäiteger Informatiounspolitik vum Chefredakter vum „Lëtzebuerger Wort", well et si jo net d'Journalisten, hei elo net nach méi soen, ausser vläicht dat heiten, en Zitat vun der „Wort"-Redaktioun selwer, publizéiert am Uschloss vum Här Biltgen sengem Artikel an enger Foussnout, an déi Foussnout muss ee sech wierklech op der Zong zergoe loossen! Ech zitéiere se duerfir - Originalzitat vun der Redaktioun vum „Lëtzebuerger Wort": „Wenn wir nur die uns oder der CSV genehmen offenen Briefe, Analysen und Meinungen, freien Tribünen und Briefe an die Redaktion abdrucken würden, verfehlten wir unser Ziel,..." - an elo kënnt et - „...nämlich u.a. eine Plattform offener Auseinandersetzungen für möglichst viele zu sein." Enn vum Zitat.

Een, dee verfollegt huet, wat am „Lëtzebuerger Wort" an annerhalleft Joer d'lescht Joer gemaach ginn ass, a wie weess, wat do bruecht ginn ass a wéi eesäiteg, an zwar honnertprozenteg eesäiteg all d'Stellungnahme waren, dee kann nëmmen de Kapp réselen!

Ech weess net, ech komme mer vir wéi am Cabaret.

(Hilarité)

Ass dat do e Cabaret? Soll dat Cabaret sinn oder si mer schonn am Huxley sengem „Brave new world"? Ech kann nëmme soen: Weider esou, léif „Lëtzebuerger Wort"-Redaktioun, mat Ärer Plattform fir eng offen Ausenanersetzung „für möglichst viele"!

Dir Dammen an Dir Hären, och eisen Erzbëschof a souguer déi päpstlech Akademie, d'Academie pontificale pour la vie zu Roum, wollten eis nach an deene leschten Deeg hir gutt Rotschléi mat op de Wee ginn, en vue vun eisem Vote vun haut iwwert d'Stierfhëllef.

Fir d'éischt eise kathouleschen Erzbëschof, deen et zënter ronn engem Joer ëmmerhin op dräi sougenannten Hiertebréiwer géint d'Stierfhëllef bruecht huet an zu eiser Ënnerstëtzung och souguer e gréissert Bëschofswuert an alle Sonndesmassen de leschte Sonndeg - oder war et de virleschte Sonndeg? - virliese gelooss huet.

A sengem leschten Hiertebréif „Für das Leben", dat war elo e Samschdeg, dat ass elo fënnef Deeg hier, den 13. Dezember - de Bréif huet den Titel „Für das Leben" -, huet den Erzbëschof Fernand Franck dat geballte Gewiicht vu senger Sachkenntnis a vu senger Aschätzung vum Stierfhëllefgesetz nach eng Kéier knallhaart ënner Bewäis gestallt. An dësem Hiertebréif stoung esou zum Beispill, ech zitéieren den Här Franck - also, Dir kënnt et hei kucken, et sinn déi Sätz, déi ech ënnerstrach hunn am Bréif: „Es soll ein einklagbares Recht auf Euthanasie geschaffen werden."

Wéi d'Madame Err an ech dat iwwert de Weekend gelies haten, do ware mer allerdéngs zimlech platt, well mir esou en einklagbaart Recht op Euthanasie an eisem Gesetzestext einfach net konnte fannen, ganz einfach, well et dat an eisem Text net gëtt!

Wann een also esou feierlech Hiertebréiwer schreift, och als Erzbëschof, misst ee vläicht awer dach dann eng Kéier iwwerliesen, wat een do esou zu Pabeier bruecht huet.

An da kënnt an deem Hiertebréif hei e puer Zeilen duerno, dat ass also hei ënnerstrach, eppes Zweetes ganz Rätselhaftes. Do gëtt et jo tatsächlech folgend Ausso - ech zitéieren: „Darüber hinaus wird (...) verschwiegen, dass das sogenannte Sterben auf Verlangen die notwendige Zustimmung eines Dritten, zumeist eines Arztes, erfordert." Enn vum Zitat.

Wéi ech dat am Hiertebréif gelies hunn, do war ech nach méi platt wéi bei deem éischten Zitat. Am Gesetzesvirschlag Err/Huss gëtt esou däitlech betount, datt d'Stierfhëllef nëmme vun engem Dokter oder vun Doktere geleescht ka ginn, datt ee wierklech scho méi wéi blann muss sinn, fir dat am Gesetzestext net erausfonnt ze hunn. Oder vläicht gëtt et aner Ursaachen?

Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, zum Wourechtsgehalt vun erzbëschoflechen Hiertebréiwer. Vu datt wahrscheinlech awer nëmme ganz wéineg „Wort"-Lieser esou Hiertebréiwer liesen, ass dat awer eigentlech net weider schlëmm. Ech wollt hei just nach eng Kéier charakteristesch op esou e Beispill vun Informatiouns- oder Desinformatiounspolitik hiweisen.

Mä da gëtt et jo an der kathoulescher Kierchenhierarchie och nach déi Étage do driwwer. Déi vum Vatikan zu Roum. An och de Vatikan hat sech scho virun enger gudder Woch eng éischte Kéier an elo nach eng Kéier de 15. Dezember zu Wuert gemellt, fir de Lëtzebuerger Deputéierten an dem Lëtzebuerger Vollek seng Meenung zum Lëtzebuerger Stierfhëllefgesetz matzedeelen. Et kann natierlech ëmmer interessant sinn, och ze lauschteren, wat eis de Vatikan an der Fro vun der aktiver Stierfhëllef ze soen huet, a beim Vatikan ass et jo dankenswäerterweis ëmmer esou, datt do Kloertext geschwat gëtt.

Wat seet eis de Vatikan baséierend op der sougenannter Enzyklika „Evangelium vitae", déi jo nach vum fréiere Poopst Jean Paul II verkënt gi war, iwwert d'Stierfhëllef, iwwert d'Euthanasie?

Hie mécht am Fong zwou Haaptaussoen. Ech liesen net de ganzen Text elo vir, mä just déi zwou Haaptaussoen, nozeliesen an engem Bréif vun engem Monsignore Rino Fisichella - hei ass d'Foto vun deem Här -, dem President vun der Académie pontificale pour la vie.

Éischt Ausso, d'Kierch oder de Vatikan si radikal géint dat Stierfhëllefgesetz zu Lëtzebuerg, well et - ech zitéieren - «un attentat à la vie humaine» wier, an d'Kierch wier fir den absolute Schutz vun dësem mënschleche Liewen. Esou reng abstrakt gekuckt, kéint am Fong jiddwereen heibannen d'accord si mat der Formel „Schutz vum mënschleche Liewen".

Wat awer, Dir Dammen an Dir Hären, wann, wéi am Fall vun der Demande no Stierfhëllef, den Doudkranken, den total Verzweifelten, grad eben net méi geschützt wëllt ginn a léiwer esou schnell, mä och esou schmäerzlos wéi méiglech säi Liewe wëllt zu Enn bréngen?

Muss een e Liewen, wat net méi liewe wëllt, weiderschützen, dat heescht a Wierklechkeet zwéngen, géint den eegene Wëlle weiderzeliewen oder eventuell ze vegetéieren - esou wéi et am Fall vum Vincent Humbert de Fall gewiescht wier?

Wéi glafwierdeg ass de Vatikan iwwerhaapt, wann e vum absolute Schutz vum mënschleche Liewe schwätzt?

Keng Angscht, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert elo net hei an d'Kierchegeschicht vun 2000 Joer Vatikan nobliedere goen, wou bekanntlech Mord an Doutschlag, Intrigen a Folterkräizzich an Inquisitioun, Hexeverbrennungen a sougenannte chrëschtlech Bekéierungen an de Länner vum Tiers-Monde Milliounen onschëlleg Mënschen d'Liewe kascht hunn. Déi Saache si vläicht laang hier, mä si sinn net vergiess. Och d'Haltung vum Vatikan vis-à-vis vum Franco, vum Hitler a vum Pinochet - dat war nach am 20. Jorhonnert - sinn net grad dozou gëeegent, d'Glafwierdegkeet vum Vatikan a Saache Schutz vum Liewen ze ënnermaueren. Dat ass natierlech och elo scho fréier gewiescht.

Mä wéi ass et dann, Dir Dammen an Dir Hären, haut mat der Glafwierdegkeet vun der Vatikanpolitik a Saache Schutz vum Liewen, well mer jo opgefuerdert gi bei dësem Gesetz, d'Liewen ze schützen?

Ech hunn dëser Deeg nach e ganz interessant, mä eigentlech absolut dramatescht Buch gelies, dat ass dat heite Buch „Gott, Aids, Afrika", wat ech jiddwerengem vun lech recommandéieren ze liesen a wou et och ëm en allerdéngs inexistente Schutz vum Liewe geet, a vill méi ëm e Massestierwe vu Milliounen, un deem grad de Vatikan mat haaptschëlleg ass. An dat alles fënnt haut ënnert den Ae vum Vatikan a vun der Weltöffentlechkeet statt.

Ee vun deenen zwee Auteuren, de Stefan Hippler, ass e kathoulesche Paschtouer, deen zu Tréier war an deen haut a Südafrika zu Kapstadt Paschtouer ass vun der däitschsproocheger kathoulescher Gemeng. Dëse kathoulesche Paschtouer schildert an dësem Buch den absoluten Drama vun der Aidsepidemie an Afrika an am Tiers-Monde, an hien accuséiert ganz kloer de Poopst an de Vatikan, matschëlleg um Doud vun dausende Bëbeeën a klenge Kanner all Dag ze sinn, déi aidsinfizéiert stierwen, well d'kathoulesch Kierch hiren Elteren, hiren Unhänger, nach ëmmer kënschtlech Verhütungsmëttel, zum Beispill de Préservatif, verbitt.

Resultat: eng kaum nach anzedämmend Epidemie all Dag an Afrika, no offiziellen Donnéeën 8.000 Doudecher vun Aids den Dag. An dat ouni Ex-ante- an ouni Ex-post-Kommissioun!

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dëst trauregt an dramatescht Kapitel vum Aids just ugefouert, fir ze weisen, wéi den abstrakte Begréff vum Schutz vum Liewe vum Vatikan selwer an der Praxis gehandhaabt gëtt. Stierfhëllef verdäiwelen, awer matschëlleg sinn aus reng doktrinäre Grënn um alldeegleche Massestierwe vun onschëllegen afrikanesche Bëbeeën a klenge Kanner: Dat alles ass net ganz seriö. Mä dat ass nach laang net alles.

A sengem Bréif un eis Parlamentarier heibannen diktéiert eis de Vertrieder vum Vatikan och nach, wat mer hei zu Lëtzebuerg ze loossen a wat mer ze maachen hunn. Hie preziséiert: «Tous ceux qui sont engagés directement dans les instances législatives...» - dat si mir hei alleguerten - «... ont l'obligation précise de s'opposer à toute loi qui soit un attentat à la vie humaine.»

An da geet et nach virun, en anert Zitat, och dat betrëfft eis alleguerten, an do solle vläicht wierklech d'Leit nolauschteren, well dat ass eng Iddi méi subtil, mä awer vill méi gefëierlech: «La liberté du parlementaire nuit au bien commun quand son choix politique se fonde sur une base relativiste qui confond toutes les positions en les prétendant licites au nom de la liberté individuelle.»

A wann Der dat kuckt, wat déi lescht Enzyklike ware vu Roum aus, dann ass dat ee vun den Haaptpunkten. Dat heescht, si akzeptéiere guer net, datt aner Leit, aner politesch Kräften oder egal wien aner Meenunge kënnen hunn a moralesche Froe wéi si. Si wëllen diktéieren. An all deenen dote Froen. Net nëmmen hei bei der Stierfhëllef. Och beim Avortement. Och bei der Insémination artificielle. Och bei der Stammzellefuerschung. Si wëllen diktéieren! A si akzeptéiere guer net, datt et aner Meenunge kéint ginn, déi sech an engem Parlament kéinten duerchsetzen, an duerfir bekämpfe se et.

Dat erkläert, Här Bodry, vläicht all déi Bréiwer an all dat, wat do komm ass vu Roum an aus dem Ausland. Individuell Fräiheet, Autonomie a Selbstbestëmmung iwwert dat eegent Liewen, dat kann anscheinend de réimesche Vatikan net verkraaften.

Mä um Schluss vu sengem Schreiwe gëtt et dann eigentlech nach am interessantesten. Well dat direkt mam Vote vun der CSV a mat den CSV-Amendementer heibannen ze dinn huet.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech erënneren un de Saz ënner Punkt 6 am „Wort", wou den Här Biltgen als CSV-President geschriwwen hat: „Wir werden bis zum Schluss kämpfen, um die aktuelle Euthanasievorlage, die ein menschenunwürdiges Gesetz ist, zu verhindern oder zumindest abzuändern."

Wat seet zu dëser CSV-Strategie, zu dëse sougenannten CSV-Kompromëssamendementer de Monsignore Fisichella, de Porteparole vum aktuelle Poopst Benedikt zu Roum? Hie seet zwou Saachen. Éischt Zitat, dat bezitt sech jo da bei der CSV op déi kathoulesch Deputéierten: «Le parlementaire catholique ne peut pas non plus en appeler au principe du „moindre mal".»

Dat ass also, wat den Här Biltgen an d'CSV mat hiren Amendementer wëllen erreechen. Dat heescht, entweder et ass een dergéint, oder wann een net dergéint ass, kann een Amendementer maachen. Mä wann een Amendementer mécht, ass ee jo awer e wéineg derfir. Sou ass de Räsonnement, also d'Opfuerderung un all kathouleschen CSV-Deputéierten, radikal dergéint ze stëmmen.

An den zweete Saz dann, wou dat däitlech gëtt: «Une dépénalisation ne réduit nullement le mal objectif que cette loi porte en elle. Le seul amendement valable ne peut être que son abrogation.»

Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV-Fraktioun, an där doter Logik wier eng Fro, déi ech eventuell un Iech hätt: Haalt Dir dann iwwerhaapt Är Amendementer oprecht, wann Dir der Logik vum Vatikan follegt?

Dann nach eng Fro un den CSV-President François Biltgen. Wat ass dat, wann ee seet, e Gesetz wier mënschenonwierdeg? A wat ass dann, wann herno hei eventuell eng Majoritéit vun Deputéierten - ech weess et jo net - awer esou e mënschenonwierdegt Gesetz stëmmt? Wat bedeit dat dann? Déi Deputéierten, déi e mënschenonwierdegt Gesetz stëmmen, wéi sinn déi dann? Ech wier nawell frou, eng Äntwert dorop ze kréien!

E lescht Wuert zum Agräife vun eisem Grand-Duc an déi dote Situatioun. De Grand-Duc huet gesot, hien hätt Problemer mat eisem Gesetz, sou datt hien dat Gesetz net wéilt ënnerschreiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Grand-Duc huet selbstverständlech wéi jiddwereen e privat Recht op seng Meenung an e privat Recht op säi Gewëssen. De Grand-Duc Henri ass awer hei net eng Privatpersoun, mä hien ass eist Statsoberhaupt, dat iwwert dem politeschen an dem parlamentaresche legislative Prozess ze stoen huet.

Bis haut huet eis Verfassungstraditioun ëmmer esou ausgesinn, datt déi fräi gewielte Chamber Gesetzer mécht, ofstëmmt an décidéiert, an d'Exekutiv, d'Regierung an de Grand-Duc, setzen dës Décisioune vun der Chamber ëm.

Duerfir aus menger perséinlecher, mä ganz däitlech och aus der Vue vun der ganzer grénger Fraktioun zwou Demanden un de Grand-Duc Henri:

1) Bleift wann ech gelift esou wéi Är Famill, d'Grande-Duchesse Charlotte an de Grand-Duc Jean, dobäi, vun der Chamber demokratesch gestëmmte Gesetzer ze ënnerschreiwen.

2) Duerch Ären öffentleche Refus, aus Gewëssensgrënn d'Stierfhëllefgesetz net wëllen ze ënnerschreiwen, konnt Dir jo de Lëtzebuerger Är Gewëssensproblemer duerleeën. Dat ass jo an der Zwëschenzäit elo geschitt.

Et gëtt duerfir fir déi gréng Fraktioun net méi dee geréngste Grond, fir elo weiderhin net wëllen ze ënnerschreiwen. Oder, Grand-Duc Henri, erkläert de Lëtzebuerger vläicht an Ärer Chrëschtdagsusprooch, datt net méi déi fräi gewielte Chamber, mä Dir selwer wëllt bestëmmen, wat fir eng Gesetzer hei zu Lëtzebuerg gemaach däerfe ginn a wat fir eng a Kraaft däerfen trieden oder net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg um hallwer dräi gesi mer eis erëm fir d'Suite vun den Debatten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.48 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 19, 20, 21 et 22

Communications page 209

Ordre du jour pages 209-210

Résolution de M. Jacques-Yves Henckes relative au report du vote sur la proposition de loi N°4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 210-212

5913 - Projet de loi
- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

- modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

et
5924 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif pages 212-221

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite) page 221

Motion de Mme Viviane Loschetter relative au ralliement contre le principe de dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire au niveau du Conseil pages 221-222

5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public pages 223-224
page 226

5889 Projet de loi modifiant et complétant
a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire pages 224-226

5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Schanghai pages 226-228

5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale pages 228-229

5902 - Projet de loi
- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international pages 229-230

5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006
et
5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale pages 230-231

5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007
et
5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;

5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 231-238

5859 - Projet de loi portant modification
1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national pages 238-243

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:
1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 243-248

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 248-256

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2323	M. Marc Spautz et M. Marcel Oberweis	Trajet de la ligne 16 EUROBUS
2484	M. Gilles Roth	Gel des prix administrés au niveau de l'État et des communes
2490	M. Marcel Oberweis	Protection du personnel luxembourgeois employé auprès des Représentations du Luxembourg à l'étranger
2517	M. Gast Gibéryen	Ligne d'autobus entre Thionville et Luxembourg
2522	M. Robert Mehlen	École privée en langue portugaise
2524	M. Laurent Mosar	Mode de saisine des juges respectivement le mode de comparution des personnes concernées en matière de litiges relatifs à des baux commerciaux
2526	M. Patrick Santer	Acides gras trans
2529	M. Ali Kaes	Conditions à respecter par les convois exceptionnels
2553	M. Henri Kox	Mesures en relation avec les rejets de substances radioactives et non radioactives dans l'environnement
2583	M. Robert Mehlen	Prix des carburants
2606	M. Xavier Bettel	Nouvelle tarification des taxis de la Ville de Luxembourg
2905	M. John Castegnaro	Code du travail et salariés frontaliers
2932	M. Ben Fayot	Bâtiments publics
2959	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Ali Kaes	Lycée Technique Hôtelier Alexis Heck (LTHAH)
2968	M. Marcel Oberweis	Activités organisées dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel 2008
2977	M. Fernand Etgen	Service de remplacement en médecine dentaire
2987	M. Henri Kox et M. Félix Braz	Couloir pour autobus entre Pulvermuhl et le rond-point Schaffner
2994	M. Marcel Oberweis	Aménagement d'un parc éolien
2996	M. Marc Spautz	Composition des délégations du personnel et plus particulièrement la désignation du délégué à l'égalité
2998	M. Gilles Roth	Défibrillateurs automatiques
3003	M. Camille Gira	Minervals pour les cours de musique
3012	M. Aly Jaerling	Dossier judiciaire
3019	M. Claude Adam	«Plurio.net»
3020	M. Félix Braz	Pièces justifiant de l'intégration du demandeur dans la société luxembourgeoise
3021	M. Félix Braz	Soutien au nouveau président des États-Unis visant la fermeture du camp de Guantanamo
3022	M. Camille Gira et M. Jean Huss	Rayonnement non ionisant des émetteurs radio de Marnach
3023	M. Aly Jaerling	Piétons victimes d'un accident de la route
3029	M. Marc Spautz	Système de perception tarifaire électronique e-go
3031	M. Ben Fayot	Tarification des services médicaux pour les fonctionnaires européens
3032	M. Marc Angel	Projet Go4lunch
3033	M. Robert Mehlen	Paiement de factures et remboursement de la TVA
3034	M. Alexandre Krieps	Formation des infirmiers au Luxembourg
3035	M. Henri Kox	Dépassement par la société Tanklux des limites de bruit autorisées
3036	M. Henri Kox	Vente aux enchères de logements du Fonds du Logement

Question 2323 (21.2.2008) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **trajet de la ligne 16 «Eurobus»:**

Du lundi au samedi, les autobus de la ligne 16 «Eurobus» circulent toutes les 15 minutes entre la cité «Um Schlass» à Hesperange et l'aéroport. Or, les dimanches et jours fériés, les habitants de Hesperange sont exclus de cette offre de transports publics parce que la ligne 16 fonctionne seulement entre la gare centrale et l'aéroport.

Le simple prolongement de l'«Eurobus» les dimanches et jours fériés jusqu'à l'arrêt cité «Um Schlass» à Hesperange pourrait cependant remédier à cette situation et les habitants concernés ne seraient ainsi plus privés de tout transport en commun.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour satisfaire la demande des habitants de Hesperange, ne serait-il pas envisageable d'allonger les dimanches et jours fériés le parcours de la ligne 16 «Eurobus» jusqu'à l'arrêt susmentionné?

- Dans la négative, quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre des Transports afin d'offrir un meilleur service aux usagers concernés?

Réponse (17.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Messieurs les Députés s'enquièrent sur l'opportunité de desservir la cité «Um Schlass» à Hesperange par la ligne publique 16 également les dimanches.

À présent, cette ligne «Eurobus» qui relie la prédite cité à la zone d'activités Howald, à la gare de Luxembourg, au centre de la Ville, au Kirchberg et à l'aéroport suivant une cadence de toutes les 15 minutes, les jours ouvrables, fonctionne toutes les 30 minutes les dimanches sur la relation Luxembourg/Gare-Aéroport.

Une desserte les dimanches de la zone d'activités à Howald n'est pas jugée utile, tout comme la desserte de la cité «Um Schlass» qui a été jugée inopportune en raison d'une faible demande et des nuisances y créées par les passages réguliers des autobus.

Mon service vient cependant de solliciter l'avis des autorités locales sur une future desserte de la cité «Um Schlass» les dimanches, d'ailleurs techniquement possible.

Je tiendrai au courant Messieurs les Députés dès qu'une réaction de la part de la commune de Hesperange me sera présentée.

Question 2484 (21.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **gel des prix administrés au niveau de l'État et des communes:**

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a récemment déclaré sur les ondes de RTL que dans le cadre de la lutte contre l'inflation le Gouvernement entendrait geler les prix administrés au niveau de l'État. Monsieur le Ministre a parallèlement lancé l'appel au secteur communal de ne pas procéder à des augmentations de taxes communales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que l'appel du Gouvernement à l'adresse des communes de ne pas procéder à des hausses de prix vise les taxes communales proprement dites ou englobe-t-il également les redevances au sens fiscal du terme, tels les tarifs pour la fourniture d'eau, l'épuration des eaux usées, l'enlèvement d'ordures?

- Est-ce que dans l'hypothèse d'un gel des taxes communales englobant les redevances, le Gouvernement entend également faire imposer un gel des tarifs appliqués par les fournisseurs d'énergie dans lesquels l'État détient directement ou indirectement une participation dans le capital social?

- Dans l'hypothèse d'un gel des taxes communales au sens large, quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'application des principes du pollueur-payeur, et de la facturation des services au prix coûtant?

Réponse (18.6.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- Dans l'avis du Comité de coordination tripartite d'avril 2006 (Chapitre 1er «Maîtriser l'inflation»), les partenaires sociaux et le Gouvernement ont convenu d'un ensemble de mesures en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation, dont fait partie la poursuite d'une politique prudente et évitant les à-coups au niveau de l'adaptation des prix administrés. Ces tarifs publics figurent en effet parmi les divers facteurs internes qui influencent l'évolution du taux d'inflation.

Suite à l'avis du Comité de coordination tripartite, un état des lieux des travaux et pistes de réflexion en vue d'un *Plan d'action contre une inflation excessive* a été soumis au Conseil de Gouvernement en date du 27 avril 2007. L'établissement d'une procédure d'examen préalable de l'incidence d'une hausse des tarifs publics sur le taux d'inflation fait partie des mesures juridiques et politiques à disposition du Gouvernement qui ont été proposées dans ce plan. Le Conseil a également retenu qu'il faut être prudent quant aux instruments véritablement efficaces dont dispose l'État et quant à leur portée réelle dans la lutte contre un phénomène incontournable qu'est l'inflation. La politique contre l'inflation excessive est une compétence partagée des partenaires sociaux et de l'ensemble des acteurs du secteur public, et donc à côté de l'administration centrale aussi des autorités communales.

Le Conseil de Gouvernement a décidé lors de sa séance du 18 avril 2008 de surseoir pour le moment à toute augmentation des prix administrés, et d'inviter les communes à faire de même. Cet appel s'applique aux taxes communales et aux redevances perçues par les communes à la suite de l'exécution d'un service rendu à une entreprise ou à un ménage.

Une partie des services offerts par les communes qui entrent à l'heure actuelle dans la couverture de l'indice des prix à la consommation est repris dans la liste ci-dessous. Le gel temporaire du prix de ces prestations aurait donc un impact direct sur le taux d'inflation. Évidemment le gel de prix peut avoir lieu uniquement dans les cas où il n'est pas contraire à une disposition légale ou réglementaire en vigueur (par exemple: prix de l'eau après l'entrée en vigueur de la loi cadre sur l'eau).

N°	Catégorie
1	Collecte des ordures ménagères
2	Frais de stationnement
3	Théâtres, concerts, musées, bibliothèque (public)
4	Service sportif et récréatifs (publics)
5	Cantines (publiques)
6	Internats

D'une manière générale, dans l'optique plus vaste du maintien du pouvoir d'achat des ménages, tel que l'entend le Gouvernement, toutes autres taxes ou redevances directement influençables par les autorités communales et non couvertes par la liste du Statec, doivent également être concernées par un gel temporaire car elles diminuent le pouvoir d'achat des ménages si les revenus restent constants.

- En vertu des directives européennes en vigueur, la fourniture de l'électricité et la fourniture du gaz naturel sont libéralisés. La base légale des secteurs concernés est donnée par les lois du 1er août 2007 concernant l'organisation du marché de l'électricité respectivement du marché de gaz naturel. Les prix de l'électricité et du gaz naturel sont dès lors soumis aux seules règles du marché et ne sont pas des prix administrés.

- L'application des principes du pollueur-payeur et de la facturation au prix coûtant n'est pas remise en cause.

En ce qui concerne par exemple la fourniture d'eau et l'épuration des eaux usées, les principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur sont explicitement ancrés dans le projet de loi-cadre sur l'eau, résultant de la mise en application de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. L'Art.8 du projet de loi retient en effet que «les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau sont récupérés sur les consommateurs bénéficiaires de ces services en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur», et ce à partir de la date du 1er janvier 2010.

Cependant dans ce contexte, le Gouvernement demande aux autorités communales de ne pas anticiper l'application de ces dispositions et d'attendre que tous les enseignements des dispositions du projet de loi précité aient été mises en place.

Le Gouvernement et les communes ont une responsabilité conjointe en ce qui concerne l'adaptation des prix dans une période d'inflation élevée. Les communes sont incitées à limiter le plus possible l'évolution des frais de fonctionnement liés aux services prestés, et donc le prix coûtant, et à rechercher des gains de productivité (à travers des économies d'échelle par exemple), permettant de réduire le niveau ou de freiner la hausse des coûts unitaires des prestations de services communaux.

Question 2490 (23.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **protection du personnel luxembourgeois employé auprès des Représentations du Luxembourg à l'étranger:**

Depuis un certain temps, de plus en plus d'employés d'organisations humanitaires deviennent la cible d'enlèvements dans un certain nombre de pays en développement. Le dernier enlèvement en date est celui d'un Kényan et d'un Britannique, employés d'une société indienne sous contrat avec une agence d'aide de l'ONU, qui ont été enlevés le 1er avril en Somalie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- En cas d'enlèvement d'un des collaborateurs luxembourgeois employés auprès d'une de nos représentations à l'étranger, quelles mesures de sécurité sont prévues par le Gouvernement?

- De manière générale, en cas d'émeutes dans un des pays où le Grand-Duché dispose d'une représentation, comment la sécurité du personnel luxembourgeois est-elle garantie?

Réponse (18.6.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

- La protection et la sécurité de nos postes et de nos agents diplomatiques à l'étranger incombent, selon les principes du droit international, à l'État auprès duquel notre mission est accréditée. (Articles 22, 29 et 30 de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations diplomatiques).

En vertu de ce principe, la sécurité des ambassades, des agents diplomatiques, des locaux, du courrier et des archives doit être garantie par l'État accréditaire. Concrètement, pour ce qui est de la sécurité des agents, cela se traduit par une présence policière régulière, certains États disposant même d'une police spéciale consacrée à la protection des ambassades. Des aménagements de sécurité ou des travaux de voirie permettent également de sécuriser les abords des missions. À titre d'exemple, de tels aménagements ont été décidés par notre Gouvernement aux abords de certaines ambassades à Luxembourg, en fonction du degré de risque qu'elles encourent. Il va de soi que le Luxembourg, en cas de besoin, reçoit le même type de protection de la part des États où notre pays dispose d'une mission diplomatique.

- Je rappelle, à toutes fins utiles, que lorsque l'ordre public dans un pays n'est plus assuré par les autorités nationales et locales, le premier devoir des diplomates luxembourgeois sur place est de venir en aide aux compatriotes non diplomates, résidents ou de passage.

En vertu du principe exposé plus haut, la protection qui est accordée en temps normal aux diplomates s'exerce de manière renforcée lors de troubles graves à l'ordre public, qu'il s'agisse de manifestations violentes ou d'émeutes.

Différents postes diplomatiques luxembourgeois se sont retrouvés dans de telles situations. À chaque fois les autorités nationales concernées ont pris les mesures qui s'imposaient pour garantir la sécurité des ambassades et représentations. Avec succès.

En cas de menaces plus précises, un dialogue spécifique entre l'ambassade et les autorités nationales permet de trouver rapidement les solutions qui s'imposent pour instaurer des mesures de protection additionnelles. Nos missions à l'étranger bénéficient également de l'existence d'un dispositif de protection mis en place dans le cadre de l'Union européenne. En cas de menaces sur la sécurité des agents, des mesures de protection, voire d'évacuation, préparées au cas par cas, peuvent être activées. Si le Luxembourg n'a pas encore eu à évacuer d'urgence du personnel diplomatique, il lui a fallu assurer à plusieurs reprises le rapatriement d'autres ressortissants luxembourgeois, comme récemment au Liban.

En cas de menaces précises, graves et durables sur la sécurité de diplomates et de leur famille en poste, le Ministère décidera de leur rapatriement.

Question 2517 (5.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **ligne d'autobus entre Thionville et Luxembourg:**

Zanter dem 2. Mee zirkuléiert eng nei Buslinn tëschent Thionville a Lëtzebuerg, parallell zu enger Zuchlinn. Et ass net déi eenzeg Buslinn, déi niewent enger Zuchlinn ageriicht ass.

D'Linn 300 VilaVil fiert all 15 Minutten a benotzt och an de Spëtzestonnen déi vill befueren Autobunn sou wéi an der Stad d'Axe Gare-Hamilius-roud Bréck.

Kann den Här Transportminister mer dës Froe beäntwerten:

1. Wien huet des Buslinn bestallt?

2 Wéi héich sinn d'Käschten, déi d'öffentlech Hand fir dës Linn opbrénge muss?

3. Wéi ginn dës Käschten tëschent de Lëtzebuerger an de franséischen Autoritéiten opgedeelt?

4. Wéi vill CO_2 gëtt vun dëser Linn méi ausgestouss, besonnesch wann een dervun ausgeet, datt d'Zich vun der CFL mat Naturstroum fueren?

5. Wat fir e Land, Lëtzebuerg oder Frankräich, kritt dësen CO_2 a senge Quote verrechnet?

6. Wa schonns Busser parallell zum Zuch op dëser Streck agesat ginn, wier et dann net méi sënnvoll d'Linn iwwert de Park and Ride vu Fréiseng ze leeden and déi bestoend Busspur tëschent Fréiseng an der Stad ze benotzen?

7. An engem Artikel am Quotidien freeë sech d'Benotzer, dass vis-à-vis vun dem Zuch d'Fuerzäit bis op de Kierchbierg eng Stonn méi kuerz ass. Fäert de Minister net, datt esou Initiativen d'Clientë vun der Schinn op d'Strooss dréiwen?

Réponse (17.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dei nei Buslinn 300 ass an der Kooperatioun mat de franséischen Autoritéite geplangt an geschafe ginn. Si gëtt awer ganz am Netz vun de Lëtzebuerger Regionallinnen RGTR bedriwwen.

Deemno leien d'Käschten an d'Einnahmen aus dem Billjeesverkaf op der Säit vum Lëtzebuerger Stat. Dës Käschte belafe sech op 150.000 € de Mount.

D'Linn gëtt mat zéng Autobussen a modernster Ausféierung bedriwwen. Dës Busse si mat EURO 5 Motoren ausgeriicht a produzéiere manner CO_2 wéi en normale Persounenauto, trotzdeem si +/- 50 Autoen op der Autobunn ersetzen.

Dës nei Linn 300 stellt a kengem Fall e parallelle Service mat der Eisebunn duer, mä ass als «Complément» zum Zuch ze gesinn.

Déi vill Leit vun Hayange, Elange oder aus dem Nord-Weste vun Thionville, déi dës Linn 300 benotzen, wunne wäit vun enger Gare ewech an hu bis viru kuerzem misse mat hirem Auto op Lëtzebuerg fueren.

D'Fuerzäit mam Bus op de Kierchbierg dauert 55 Minutten. Déiselwecht Zäit kann ee mam Zuch vun Thionville op de Kierchbierg, mat eemol ëmsteigen op der Gare Lëtzebuerg, rechnen.

Question 2522 (7.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**école privée en langue portugaise:**

Selon un dossier paru dans le «Quotidien» de ce jour, une société spécialisée dans l'enseignement privé en langue portugaise envisage de s'installer au Grand-Duché de Luxembourg et d'y ouvrir une école privée destinée aux enfants lusophones de 5 à 18 ans. Dans ce contexte, pouvez-vous répondre aux questions suivantes:

1. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation continue est-il informé des intentions du Grupo Lusófona?

2. Si oui, à partir de quand la nouvelle école lusophone pourrait-elle fonctionner? Quelles conditions doivent être remplies pour obtenir l'autorisation de dispenser un enseignement tel que visé par cette initiative?

3. Quelle est, d'une façon générale, la position de Madame la Ministre vis-à-vis de cette initiative?

4. Dans quelle mesure le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation continue pourrait-il prendre une influence sur le contenu de l'enseignement dispensé par la future école privée, notamment en ce qui concerne l'enseignement des langues?

5. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'initiative prise par une partie de la communauté portugaise installée au Luxembourg est le signe d'un grave échec de l'école publique luxembourgeoise?

6. Madame la Ministre ne craint-elle pas que, sous les mêmes conditions, d'autres communautés installées au Luxembourg - notamment la communauté musulmane - puissent également envisager de créer des écoles privées?

7. Quelle est la stratégie que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de prévenir la tendance allant vers un système éducatif basé sur différentes communautés?

Réponse (17.6.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. En date du 10 mars 2008 des collaborateurs de mon département ont eu un entretien avec le pésident du conseil d'administration de l'Universidade Lusófona de Humanidades e Tecnologias; entretien qui avait été organisé à la demande de l'ambassade du Portugal pour explorer les opportunités et les possibilités d'ouvrir une école portugaise à Luxembourg.

La délégation portugaise a été informée

- des efforts entrepris par l'éducation nationale pour répondre à une internationalisation croissante de notre économie, notamment la création du bac international;

- des études récentes qui ont montré que les difficultés scolaires ne sont pas seulement d'origine linguistique mais également d'origine sociale;

- des résultats d'une enquête sur la situation des langues sur le marché de l'emploi;

- de l'importance pour l'école publique d'instruire et d'éduquer ensemble les enfants qui à l'âge adulte vivront et travailleront au pays;

- des conditions requises par la loi pour ouvrir une école privée ainsi que le subventionnement de l'enseignement privé par l'État.

2. Ces conditions sont fixées à l'article 3 de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé qui stipule:

«Nul ne peut créer, ouvrir ou faire fonctionner un établissement d'enseignement préscolaire, primaire ou postprimaire privé, s'il n'est muni d'une autorisation délivrée par arrêté grand-ducal, pris sur la proposition du ministre qui examine

a) les conditions d'honorabilité de la personne physique ou morale responsable de la gestion de l'organisme d'enseignement;

b) les conditions d'honorabilité et de qualification professionnelle du personnel de direction et du personnel d'enseignement;

c) les conditions d'hébergement des classes et de salubrité des lieux;

d) les buts, les programmes et les méthodes d'enseignement;

e) les conditions d'admission et de promotion des élèves;

f) les certificats délivrés aux élèves;

g) le règlement de discipline et d'ordre intérieur;

h) le financement de l'enseignement;

i) le contrat-type d'enseignement à conclure avec les élèves ou leurs représentants légaux.»

3. Je suis d'avis que les enfants qui constituent l'avenir de notre pays, qui vivront et travailleront ensemble au Luxembourg, doivent grandir et être éduqués ensemble. Ce sont les enfants des familles qui ont choisi de s'établir durablement dans notre pays. Afin de leur donner, à eux tout comme aux enfants de parents luxembourgeois le sentiment d'avoir des chances de réussir dans notre école et d'être traités équitablement, j'œuvre pour une école dans laquelle tous les enfants peuvent trouver une réussite qui correspond à leurs capacités.

L'école luxembourgeoise a ouvert ses structures au cours des dernières années en introduisant une pluralité des voies de formation; cela commence avec les possibilités de suivre une formation professionnelle ou technique en langue française et se termine avec l'introduction de classes préparant au baccalauréat international.

L'école luxembourgeoise est aussi en train d'adapter ses contenus et ses méthodes à cette pluralité. L'introduction de l'approche par compétences qui permet de nuancer l'apprentissage des langues (écrire, parler, comprendre l'écrit, comprendre la parole) et de différencier le niveau que chaque élève atteint dans les nombreuses langues enseignées à l'école permet de valoriser ce que chaque élève peut faire. Même s'il n'est pas nécessairement bon dans tous les domaines d'une langue ou dans toutes les langues, le système d'évaluation différencié qui est en phase d'être introduit permet de documenter ses acquis et de lui ouvrir l'accès aux formations auxquelles il a droit.

Je m'inquiète de voir les efforts entrepris pour consolider la cohésion de notre société contrecarrés si les différentes communautés qui se sont installées durablement au Luxembourg parce qu'elles escomptent y trouver une perspective d'avenir, choisissaient d'éduquer leurs enfants dans un enseignement à part. Seuls les enfants dont les parents ont élu temporairement domicile au Luxembourg et qui par la suite doivent scolariser leur enfant dans un autre pays devraient inscrire leur enfant à une école privée internationale.

4. L'autorisation est donnée après que le Ministre de l'Éducation nationale eût examiné les buts, les programmes et les méthodes d'enseignement. Il est évident que ces objectifs doivent correspondre d'une part avec les objectifs d'une éducation humaniste et d'autre part qu'ils doivent viser les qualifications qui sont nécessaires pour pouvoir évoluer sur le marché du travail.

5. Je ne pense pas a priori que la démarche de l Université Lusófona doit être considérée comme une initiative prise par une partie de la communauté portugaise installée au Luxembourg. Il faut se souvenir que le premier objectif des démarches entamées par l'Universidade était d'établir une coopération avec l'Université du Luxembourg. Ce n'est que par la suite que la possibilité de sonder la législation en vigueur sur l'enseignement privé dans le domaine de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire a été envisagée.

6. Concernant la création d'une école musulmane, je m'opposerai avec tous les instruments légaux qui sont à ma disposition à la création d'une école dont l'objectif consiste à isoler une communauté ou une partie d'une communauté de la population et à contrecarrer tous les efforts d'intégration.

Cela dit, la loi luxembourgeoise qui a été votée en 2003, n'offre pas tous les instruments légaux qu'on eût été en droit d'attendre d'une prospective clairvoyante à une époque où les questions sur les communautarismes étaient pour le moins aussi réelles qu'aujourd'hui.

7. Je pense par ailleurs qu'ériger des barrières législatives ou administratives contre des initiatives de ce type constitue seulement un moyen de réagir. Le second, préférable à mes yeux, consiste à miser sur la qualité de l'école publique et j'estime que les actions et mesures qui ont été réalisées ou qui sont en voie de réalisation au cours de cette législature renforcent l'image d'une école publique qui est capable de s'adapter aux défis et exigences d'un monde qui change.

Question 2524 (6.5.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **mode de saisine des juges respectivement le mode de comparution des personnes concernées en matière de litiges relatifs à des baux commerciaux:**

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil a abrogé la loi modifiée du 14 février 1955 et a apporté - comme indique son titre - des modifications au niveau de certains articles du Code civil dont ceux ayant trait aux baux commerciaux. Depuis la loi du 21 septembre 2006 précitée, le juge de paix est compétent pour statuer sur les éventuels litiges pouvant exister en matière de baux commerciaux. Or, la loi du 21 septembre 2006 ne précise pas selon quelles modalités le juge de paix est saisi de l'affaire respectivement selon quelles modalités les parties concernées comparaissent devant le juge donnant ainsi libre cours aux interprétations les plus diverses. Ainsi par exemple, les juges de paix de Esch/Alzette exigent d'être saisis par voie de requête, alors que leurs homologues de la Justice de paix de la Ville de Luxembourg plaident pour le mode de comparution par voie de citation.

Il s'ensuit que la plus grande insécurité juridique règne en la matière et que les avocats sont obligés de saisir les juridictions compétentes selon deux modalités différentes afin d'être sûrs qu'au moins un des deux modes sera retenu comme valable.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Si le Gouvernement entend remédier aux difficultés d'interprétation invoquées ci-avant?

- Dans l'affirmative s'il entend adapter la loi du 21 septembre 2006 précitée?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures qu'il préconise de prendre à court terme pour mettre fin à l'insécurité juridique sachant qu'entre la rédaction d'un projet de loi et son adoption il peut s'écouler plusieurs mois voire plusieurs années?

Réponse (17.6.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le problème évoqué par l'honorable Député Laurent Mosar a fait l'objet d'un amendement dans le cadre du projet de loi N°5696 dénommé «pacte logement», voté en première lecture le 11 juin 2008.

Le texte de cet amendement est le suivant:

«L'article 1er paragraphe (3), alinéa 1, premier tiret, de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil est modifié comme suit:

´- aux immeubles affectés à un usage commercial, administratif, industriel, artisanal ou affectés à l'exercice d'une profession libérale, sous réserve des dispositions prévues par les chapitres V et VIII;´».

Question 2526 (6.5.2008) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant les **acides gras trans:**

Si les effets défavorables des acides gras trans sur les risques cardiovasculaires sont connus depuis un certain temps, leur impact sur le risque de cancer du sein devait encore être évalué. Une étude épidémiologique réalisée par l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale - France) et l'Institut Gustave Roussy dont les résultats viennent d'être publiés dans l'American Journal of Epidemiology montrent que le risque de cancer du sein est presque doublé chez les femmes ayant des taux sanguins élevés d'acides gras trans. Les acides gras crans incriminés sont ceux d'origine industrielle, que ce soit dans des produits manufacturés, pains industriels, viennoiseries, gâteaux ou pâtes à pizzas. Pour les auteurs de cette étude, «à ce stade, nous ne pouvons que recommander une diminution de la consommation de produits manufacturés, source d'acides gras trans d'origine industrielle. Il conviendrait en particulier de limiter les procédés industriels générant des acides gras trans (huiles végétales partiellement hydrogénées) encore utilisés, ainsi que cela a été entrepris au Danemark depuis quelques années. En matière de réglementation concernant l'étiquetage des produits manufacturés, la quantité d'acides gras trans devrait être clairement indiquée.»

Au Danemark, depuis le 1er janvier 2004 une loi limite à 2% la présence d'acides gras trans par 100 grammes d'huile et de gras dans tous les aliments. Une loi similaire serait en préparation au Canada.

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il m'indiquer si, au regard de l'étude de l'INSERM et de l'Institut Gustave Roussy, et au regard des risques que présentent les acides gras dans le développement des cancers du sein, le Luxembourg ne devrait pas se doter d'une loi similaire à celle en application au Danemark et en préparation au Canada?

- Est-ce que la présence, mais surtout le taux d'acides gras trans et les termes d'acides gras trans ne devraient pas figurer dans la composition des produits industriels permettant ainsi une meilleure transparence et une information adéquate des consommateurs?

- Est-ce qu'une initiative au niveau européen ne serait pas utile sinon nécessaire?

- Est-ce qu'une campagne de prévention et de sensibilisation des femmes aux risques liés à la consommation d'acides gras trans est envisagée?

Réponse (17.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les auteurs de l'étude de l'INSERM et de l'Institut Gustave Roussy, à laquelle fait allusion l'honorable Député, viennent à la conclusion suivante:

«Dans les pays industrialisés, le cancer du sein est le cancer plus fréquent chez la femme. Selon eux parmi les facteurs de risque pouvant faire l'objet d'une prévention, l'alimentation présente un fort potentiel puisqu'une modification adéquate des habitudes alimentaires permettrait de diminuer le risque de cancer du sein, sous réserve que les nutriments en cause soient clairement identifiés. Parmi ces nutriments, le rôle des lipides alimentaires pourrait être extrêmement important.

Une étude des taux d'acides gras trans dans des populations aux pratiques alimentaires très diverses est donc essentielle pour confirmer les résultats de cette analyse. Une telle étude devrait être prochainement entreprise au sein de la population européenne de l'étude EPIC.»

Je voudrais d'abord informer Monsieur le Député que les acides gras trans font actuellement également l'objet de discussions au niveau des instances de l'Union européenne, et notamment dans le cadre de la détermination des profils nutritionnels prévus en application du Règlement (CE) N°1924/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires.

Dans ce contexte, l'Autorité européenne de sécurité des aliments estime effectivement que les acides gras trans peuvent être inclus dans les profils nutritionnels, mais souligne que leur importance pour la santé publique a diminué en raison de la chute considérable de leur consommation au sein de l'Union européenne.

Cela étant, je reste persuadé de la nécessité de continuer à informer la population sur un régime alimentaire sain et équilibré, à l'instar de ce qui se fait notamment par le biais de l'initiative intitulée «Gesond iessen, méi bewegen».

Contrairement à l'idée d'inclure ces informations dans l'étiquetage du produit, au risque de le rendre plus illisible pour le consommateur, des campagnes de sensibilisation ont le net mérite que ce dernier prenne davantage conscience des bienfaits qu'une alimentation et un mode de vie sains ont sur sa santé, voire sur son état général.

Ceci est d'autant plus vrai que la prévention des cancers ne saurait se réduire à la maîtrise d'un facteur alimentaire isolé, mais elle résulte concrètement d'une consommation adéquate en acides gras, mais avant tout d'un apport correct de fibres alimentaires.

Question 2529 (7.5.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **conditions à respecter par les convois exceptionnels:**

Au Grand-Duché de Luxembourg, un convoi exceptionnel tel que le transport par route d'une charge indivisible (bois long) nécessite une autorisation individuelle délivrée par le Ministre des Transports et est soumis à un certain nombre de réserves et conditions.

Ainsi, la masse maximale autorisée d'un transport de bois long s'élève à 44 tonnes et une vitesse de 45 km/h ne devra pas être dépassée lorsque le véhicule est à l'état de charge. Cette limitation de vitesse vaut pour tout le réseau routier sauf les autoroutes où la vitesse maximale du véhicule couplé s'élève à 70 km/h.

Au vu de l'évolution technique des camions/tracteurs notamment du point de vue sécurité et puissance, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter la masse maximale autorisée des ensembles de véhicules couplés transportant du bois long?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter la vitesse maximale de 45 km/h surtout en dehors des agglomérations?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui empêcheraient l'augmentation de la masse et vitesse maximale autorisées?

Réponse (20.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député pose plusieurs questions en relation avec la masse maximale autorisée des véhicules effectuant des transports d'éléments indivisibles, en l'occurrence, du bois long, ainsi qu'au sujet de la vitesse maximale avec laquelle ces véhicules sont autorisés à circuler sur la voie publique.

À l'heure actuelle, il n'est pas envisagé de changer les conditions de circulation des véhicules effectuant des transports exceptionnels de bois long, telles qu'elles sont fixées dans les autorisations ministérielles afférentes.

Partant, pour des considérations liées à la sécurité routière et aux contraintes au niveau des infrastructures routières, la masse maximale autorisée à l'état chargé des véhicules dont question reste limitée à 44 tonnes et la vitesse maximale à respectivement 70 km/h sur les autoroutes et à 45 km/h sur le reste du réseau routier.

Question 2553 (22.5.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **mesures en relation avec les rejets de substances radioactives et non radioactives dans l'environnement:**

Relayé par la presse (L'essentiel, 19 mai 2008), le directeur de la Commission française de Recherche et d'Information indépendantes sur la Radioactivité (Criirad), explique que pour les centrales nucléaires, les mesures en relation avec les rejets de substances radioactives et non radioactives dans l'environnement sont réalisées et documentées par l'exploitant EDF lui-même. Ceci est surprenant dans la mesure où au Luxembourg, les mesures régulières de pollution auprès des entreprises sont opérées et/ou surveillées par des organismes agréés indépendants.

Le responsable de laboratoire de la Criirad rappelle par ailleurs que dans le contexte des mesures, certaines méthodes de calcul de la centrale de Cattenom s'appuient toujours sur une méthodologie inadaptée, entachée de lacunes et d'incertitudes majeures, déjà révélée par la Criirad en 2003.

Dans ce contexte, il me paraît important de faire également un lien avec la liberté d'expression fortement limitée en ce qui concerne les critiques vis-à-vis de l'industrie et du parc nucléaire français. Ainsi, rien que pour avoir publié et diffusé un document révélant la vulnérabilité du réacteur EPR en cas de crash d'un avion de ligne, deux militants du réseau «sortir du nucléaire» ont déjà été mis en garde à vue par les forces de l'ordre. Le Gouvernement français semble vouloir décourager et bannir autant que possible toute action ou information critique vis-à-vis du nucléaire.

En relation avec ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministère de la Santé peut nous donner des informations supplémentaires en relation avec la méthodologie du contrôle des rejets dans l'air et dans les eaux en provenance de la centrale nucléaire de Cattenom, notamment en relation avec les aspects techniques des appareils de mesure, la fréquence de contrôle et le contrôle des appareils de mesure et de la méthodologie par un organisme agréé?

- Est-ce que le Ministre peut confirmer les faiblesses de la méthodologie des mesures et des calculs évoqués par les responsables de Criirad? Est-ce que le Ministère de la Santé accepte la procédure utilisée par la centrale de Cattenom de mesurer elle-même ses rejets?

- Est-ce que le Luxembourg peut, en relation avec les rejets en cause, recourir à un système autonome de contrôle assez performant afin de détecter des rejets de la centrale de Cattenom non conformes aux normes et nuisibles pour la santé publique respectivement les écosystèmes?

Réponse (18.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les rejets d'effluents liquides ou gazeux, radioactifs ou non, de la Centrale nucléaire de Cattenom, sont actuellement réglementés en France par voie d'arrêté ministériel en application du décret N°95-540 du 4 mai 1995 relatif aux rejets d'effluents liquides et gazeux et aux prélèvements d'eau des installations nucléaires de base. Cette réglementation définit que l'exploitant d'une centrale nucléaire est juridiquement responsable de respecter les limites de rejets fixés par l'arrêté ministériel, ainsi que de déclarer immédiatement tout dépassement éventuel. En vertu de l'accord bilatéral de 1983 avec la France, relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, les informations d'un dépassement des limites sont également transmises au Luxembourg, en l'occurrence à la division de la radioprotection.

La surveillance des rejets de l'installation nucléaire de Cattenom est effectuée sur des échantillons pris avant, pendant et après l'émission des rejets. Avant tout rejet, liquide ou gazeux, des analyses exhaustives sont réalisées pour garantir le respect des textes réglementaires. De même durant les rejets, il y a des chaînes de mesures automatiques sur l'installation et hors installation pour en assurer le suivi. Contrairement à ce qui a été rapporté récemment dans la presse, les mesures ne sont pas toutes effectuées par l'exploitant EDF lui-même. Le système de surveillance se base en réalité sur trois piliers:

1. Les contrôles minima que l'exploitant doit mettre en œuvre lui-même sont définis. Le laboratoire de l'exploitant réalisant ces mesures est astreint à un agrément, ce qui implique des programmes d'assurance qualité. Les résultats des mesures réglementaires doivent être consignés dans des registres qui sont communiqués mensuellement à l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) qui en assure un contrôle.

2. Par ailleurs l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), en tant que laboratoire indépendant, a installé des appareils de mesures automatiques, par exemple dans la cheminée. L'exploitant de la Centrale de Cattenom transmet régulièrement un certain nombre de prélèvements réalisés dans les rejets à un laboratoire indépendant (IRSN), pour analyse. Tous ces résultats sont communiqués à l'ASN pour une vérification croisée, d'où une comparaison des résultats de l'exploitant avec les résultats du laboratoire indépendant.

3. Enfin, l'ASN s'assure, par des inspections inopinées, que les exploitants respectent bien les dispositions réglementaires. Au cours de ces inspections, des inspecteurs font prélever des échantillons dans les effluents ou l'environnement et les font analyser par un laboratoire spécialisé et indépendant. En 2007, l'ASN a réalisé une inspection avec prélèvement à Cattenom, où aucune irrégularité n'a été constatée.

Outre ces contrôles directs des rejets, il existe un programme de surveillance permanente de l'environnement à proximité du site de Cattenom. L'exploitant lui-même opère les installations de mesures suivantes:

- 4 stations de prélèvements de poussières atmosphériques,

- 4 balises permettant de mesurer le débit de dose à 1 km,

- 4 balises permettant de mesurer le débit de dose à 5 km,

- 10 détecteurs mesurant le débit de dose à la clôture du site,

- 11 détecteurs dans l'environnement mesurant le débit de dose à 10 km.

L'IRSN opère encore une station de prélèvements de poussières atmosphériques, deux balises téléray à 1 km et à Roussy-le-Village, ainsi qu'une sonde hydrotéléray sur la Moselle à Apach.

Toutes ces mesures sont transmises mensuellement à l'ASN.

Afin de pouvoir apprécier indépendamment l'impact radiologique des rejets de la Centrale nucléaire de Cattenom, la division de la radioprotection dépendant de mon Ministère a commencé dès 1983 à installer un réseau de mesure et d'alerte automatiques sur le sol luxembourgeois. Aujourd'hui ce réseau consiste en 23 stations de mesure. Une station de mesure se trouve sur le territoire français à mi-distance entre la centrale et la frontière luxembourgeoise. Il s'y ajoute un programme d'échantillonnage dans divers milieux biologiques, comme les eaux et les boues de la Moselle, et dans la chaîne alimentaire. Tous ces échantillons sont mesurés par le laboratoire de radiophysique de la division de la radioprotection. L'ensemble de ces vérifications luxembourgeoises ne permettent certes pas de recalculer les rejets de la Centrale de Cattenom, mais bien à détecter des rejets incontrôlés et accidentels, ainsi que de confirmer l'ordre de grandeur des rejets déclarés sur certains isotopes radioactifs. Un dépassement nuisible pour la santé publique respectivement les écosystèmes déclencherait donc inévitablement une alerte sur le plan national.

Question 2583 (3.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **prix des carburants:**

Déi enorm Präishausse bei Mazout a Bensin werft ëmmer erëm d'Fro op, wéi dës Präisser zustane kommen a wéi déi eenzel Präiselementer am Laf vun de Joren evoluéiert sinn. Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Finanzminister riichten:

1. Kënnt Dir mir soen, wéi op den heitegen 3. Juni 2008 an Cent pro Liter de Präis vu Bensin (98 Octan), Diesel an Heizungsmazout zesummegesat ass, inklusiv TVA?

2. Kënnt Dir mir déiselwecht Donnéeë liwwere virun dräi a sechs Joer, dat heescht op de Stéchdatum 3. Juni 2005 an 3. Juni 2002?

Réponse (20.6.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question de l'honorable Député voici un tableau comparatif résumant et détaillant le prix des produits pétroliers visés aux échéances 3 juin 2002, 3 juin 2005 et 3 juin 2008.

Question 2606 (9.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **nouvelle tarification des taxis de la Ville de Luxembourg:**

La section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, dont Monsieur le Ministre assume la présidence, vient de publier un dépliant dans lequel une tarification novatrice pour les taxis de la Ville de Luxembourg est propagée. Afin d'encourager une plus large utilisation des taxis, une tarification forfaitaire à cinq respectivement dix euros est proposée *(voir documentation en annexe - à consulter au greffe de la Chambre des Députés)*.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été informé des propositions faites par la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg? Dans la négative, qu'en pense-t-il? Les mesures y proposées sont-elles compatibles avec les dispositions légales en vigueur? Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris en vue de la réalisation des propositions de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg?

Réponse (18.6.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire N°2606 du 9 juin 2008 de l'honorable Député Xavier Bettel, j'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas l'intention de répondre en tant que membre du Gouvernement à des questions en relation avec le processus de prise de décisions internes d'une section locale de mon parti, ni, de façon générale, de répondre à des questions en relation avec des idées ou propositions d'un parti politique.

Question 2905 (15.10.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **Code du Travail et** les **salariés étrangers:**

Selon l'article 121-6 du Code du Travail, un salarié incapable de travailler pour cause de maladie est obligé d'avertir son employeur le jour même de son empêchement. Au plus tard au troisième jour de son absence il est obligé de soumettre un certificat médical à son employeur.

Néanmoins, il s'avère que les notifications d'arrêt de travail, notamment le certificat médical, transmis par courrier recommandé par des salariés frontaliers en incapacité de travail, n'arrivent chez l'employeur qu'après le délai légal des trois jours imposés par la loi. Par conséquent, des salariés risquent un licenciement avec effet immédiat pour faute grave.

Un problème similaire se pose lorsqu'un employeur envisage de licencier un salarié. À ces fins, l'employeur doit, selon les dispositions de l'article 124-2 du Code du Travail, convoquer le salarié par lettre recommandée à un entretien préalable, entretien qui peut être fixé au plus tôt au deuxième jour ouvrable suivant l'envoi de la lettre recommandée. Dans le cas d'une convocation à l'entretien préalable au licenciement par lettre recommandée qui fixe l'entretien préalable au plus tôt au deuxième jour ouvrable suivant l'envoi de ladite lettre, un salarié frontalier risque d'être en possession de la convocation qu'après la date fixée pour l'entretien. Il s'ensuit dans la majorité des cas un licenciement immédiat sans que le salarié ait eu la possibilité de se défendre.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est au courant de ces traitements inégaux qui peuvent se produire pour les salariés frontaliers à cause des délais postaux prolongés lors d'un envoi vers l'étranger.

	3/6/2002		3/6/2005		3/6/2008	
	€ cts par litre		€ cts par litre		€ cts par litre	
Essence						
Prix hors taxes	0,332		0,434		0,665	
Accises	0,372		0,442		0,462	
Prix hors TVA	0,704		0,876		1,127	
TVA	0,085	12%	0,131		0,169	15%
Prix ttc	0,789		1,007		1,296	
Diesel						
Prix hors taxes	0,292		0,436		0,807	
Accises	0,253		0,265		0,302	
Prix hors TVA	0,544		0,701		1,109	
TVA	0,082	12%	0,105	12%	0,166	15%
Prix ttc	0,626		0,806		1,275	
Chauffage						
Prix hors taxes	0,251		0,411		0,766	
Accises	0,005		0,010		0,010	
Prix hors TVA	0,256		0,421		0,776	
TVA	0,031	12%	0,051	12%	0,093	12%
Prix ttc	0,287		0,472		0,869	

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de revoir les articles en question? Est-ce que la solution aux problèmes susmentionnés pourrait consister en une prolongation des délais légaux actuellement prévus?

Réponse (26.1.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Il est vrai que l'article L.121-6, même après l'entrée en vigueur complète du statut unique, prévoit que le troisième jour au plus tard le salarié est obligé de soumettre à l'employeur un certificat médical attestant son incapacité de travail et sa durée prévisible.

Dans ce contexte, un nombre plus que limité de cas de licenciements de salariés frontaliers suite à une réception tardive du certificat médical, due à des problèmes postaux transfrontaliers, a été porté à ma connaissance.

Lorsque le salarié ne peut être certain d'une remise dans les délais par voie postale, notamment lorsqu'il se trouve à l'étranger, il est bien conseillé de recourir à d'autres moyens de transmission, comme par exemple le téléfax. Ainsi, il a été jugé que des dysfonctionnements des services postaux n'affranchiraient pas le salarié d'informer l'employeur dans les délais légaux.

Par ailleurs il résulte de la jurisprudence qu'il n'y a plus absence injustifiée dès la remise d'un certificat médical, et ce non seulement pour la période à venir, mais également pour celle déjà écoulée, pour autant que ces périodes soient effectivement couvertes par le certificat médical en question.

Ceci ne peut évidemment s'appliquer que si l'employeur n'a pas mis fin à la relation de travail entre la fin du délai de protection et la réception du certificat médical.

Comme il est peu probable que dans une situation normale de travail l'employeur décide dès le troisième jour de licencier son salarié, un prolongement de ce délai n'est actuellement pas envisagé et n'a d'ailleurs pas été revendiqué par les partenaires sociaux lors des négociations exhaustives ayant précédé l'adoption de la loi sur le statut unique.

Il convient d'ajouter également que dans un arrêt rendu le 23 décembre 1993 la Cour avait précisé que l'inexécution par le salarié de son obligation de soumettre à l'employeur le troisième jour au plus tard de son absence un certificat médical ne constitue pas automatiquement un fait ou une faute autorisant le renvoi immédiat du salarié.

En ce qui concerne la convocation à l'entretien préalable conformément à l'article L.124-2 du Code du Travail, on peut partir de l'hypothèse qu'à ce moment le salarié est présent dans l'entreprise et qu'il sera informé de cet envoi soit par son employeur, soit par la délégation du personnel qui conformément à la loi reçoit copie de la lettre de convocation.

En conclusion de ce qui précède il ne me paraît pas nécessaire à l'heure actuelle de modifier les délais fixés par les articles L.121-6 et L.124-2 du Code du Travail.

Question 2932 (27.10.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **bâtiments publics:**

L'Administration des Bâtiments publics rappelle sur son site Internet que l'État est non seulement le plus important maître d'ouvrage pour la construction de bâtiments au Grand-Duché, mais aussi propriétaire de quelque 1.500 bâtiments, soit 12.000.000 m³ de volume bâti dont il assure la gestion. Elle en conclut que l'État doit par conséquent assumer sa responsabilité pour augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments et ainsi contribuer au développement durable.

Par ailleurs, l'Administration précitée a décidé de mettre en place un système de gestion du patrimoine immobilier national, ce qui permet d'établir un inventaire et des priorités concernant entre autres l'assainissement énergétique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les informations collectées sur les bâtiments publics dans le cadre de l'inventaire? Est-ce que cet inventaire a été complété entre-temps? Sinon, combien de bâtiments ont été répertoriés à ce jour?

- Quels critères sont appliqués pour déterminer les bâtiments à assainir en priorité? Quelle importance est attribuée à l'aspect énergétique parmi ces critères?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les moyens investis dans l'assainissement énergétique des bâtiments publics entre 2004 et 2008? Quelles sont les économies auxquelles on peut s'attendre suite à cet investissement?

Réponse (19.1.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Ben Fayot souhaiterait avoir quelques informations du Ministère des Travaux publics sur la gestion du patrimoine de l'État par l'Administration des Bâtiments publics.

En ce qui concerne en premier lieu l'inventaire des bâtiments de l'État, il y a lieu de préciser préalablement que la Division de la Gestion du Patrimoine (ci-après désignée par la «DGP») de l'Administration des Bâtiments publics est en charge du patrimoine immobilier de l'État qui comprend quelque 1.620 bâtiments.

Actuellement, la DGP met en place un système informatique permettant d'intégrer les données de chaque bâtiment de l'État sous forme de plans et d'inventaires. L'inventaire est constitué d'un catalogue des différents ouvrages suivant la norme DIN 276/277 pour lesquels quelque 750 centres de coûts différents ont été identifiés. En outre, l'inventaire indique les données de vétusté, prescrit la périodicité d'interventions nécessitant un entretien ou bien décèle la date d'un éventuel renouvellement de l'objet. Les plans permettent de connaître la quantité et le dimensionnement des ouvrages.

Le logiciel en question se trouve dans la phase de test et la DGP ne dispose actuellement que de quelques inventaires et plans graphiques individuels. Les inventaires et les données graphiques sous forme numérique complets de tous les immeubles appartenant à l'État seront disponibles endéans les années à venir. Dans ce contexte, il y a lieu de signaler qu'il s'agit en l'occurrence d'un processus progressif. En effet, dès que toutes les données ont été rassemblées pour un bâtiment, il est possible de commencer l'entretien préventif de ce bâtiment qui consiste à intervenir au moment idéal pour exécuter les maintenances nécessaires afin de pouvoir assurer au bâtiment sa durée de vie optimale et de réduire par conséquent la nécessité de procéder à des investissements importants de remises en état.

En ce qui concerne, en deuxième lieu, la priorité d'assainissement, l'on précise que l'accent est mis sur les bâtiments qui nécessitent une remise en état ou des transformations d'envergure.

En phase préparatoire d'un projet d'assainissement, l'enveloppe du bâtiment (façade, fenêtres, portes, toit, cave) ainsi que la conformité et la performance des installations techniques sont analysées. Ainsi, pour chaque bâtiment concerné, une étude spéciale portant sur l'assainissement énergétique est effectuée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude détermine la faisabilité et la nature de l'assainissement à mettre en œuvre. En principe, les solutions énergétiques passives sont favorisées par rapport à l'installation accrue d'équipements techniques.

La DGP, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, est en train d'établir un concept pour déterminer une procédure intégralement applicable en vue d'un assainissement énergétique optimal du patrimoine de l'État.

L'on envisage également la réalisation de projets d'assainissement énergétique ciblés, indépendamment de la réalisation d'un projet de remise en état ou de transformation. Vu que chaque bâtiment est différent, il n'est pas possible d'appliquer des critères généraux.

Entre 2004 et 2006, les opérations d'assainissement énergétique ont essentiellement été réalisées dans le cadre des différents projets de transformation, de modernisation ou de remise en état sans imputation sur un budget spécifique de sorte qu'il n'est guère possible de retracer exactement les moyens investis au terme d'assainissement.

À partir de 2007, les premières études spécifiques ont été lancées et ont été terminées au cours de l'année 2008 pour les bâtiments suivants: le lycée Hubert Clément à Esch/Alzette, l'immeuble de l'Éducation différenciée à Esch/Alzette, le bâtiment de la Police à Steinfort, l'immeuble administratif 11, rue Notre Dame à Luxembourg et le foyer d'accueil pour enfants à Junglinster.

À partir de 2009, les premiers travaux d'assainissements énergétiques de grande envergure pourront être réalisés. À préciser à ce sujet qu'entre la décision d'effectuer un assainissement et sa réalisation s'écoulent environ deux ans, si l'on tient compte de l'étude spéciale, de l'étude du projet proprement dit ainsi que des autorisations et des procédures de mise en adjudication publique.

Pour chacun de ces projets, les résultats de l'état des lieux énergétique, réalisé avant les travaux d'assainissement, un calcul théorique effectué sur base de l'étude précitée, ainsi que les résultats après assainissement seront comparés. À noter que l'inventaire des bâtiments comportera également un monitoring énergétique qui permettra à l'avenir de tirer les premières conclusions.

Il est difficile d'évaluer dès à présent les économies auxquelles on peut s'attendre suite à ces investissements. Or, des calculs théoriques permettent d'évaluer la réduction des coûts en énergie de 20% et 30% pour un projet d'assainissement énergétique d'une certaine envergure.

Question 2959 (4.11.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **Lycée Technique Hôtelier Alexis Heck (LTHAH):**

Suite à l'application du règlement grand-ducal du 27 juillet 1997 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, les responsables du LTHAH ont instauré un groupe de travail pour étudier les conséquences de cette réglementation sur les ateliers de formation et de production de l'école. L'inspection sanitaire faisait partie de ce groupe de travail et en a approuvé les conclusions dans lesquelles on a constaté que les locaux du LTHAH ne sont plus conformes à la nouvelle législation. Un projet d'adaptation et de transformation du bâtiment avait été introduit et approuvé en 2002.

Vu les développements ci-dessus nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quel est l'état d'avancement du projet susmentionné?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux n'ont pas encore été entamés?

- Existe-t-il un calendrier prévisionnel pour le projet en question?

Réponse commune (22.1.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En 2002, une étude sur la mise en conformité des locaux du Lycée Technique Hôtelier Alexis Heck aux normes d'hygiène alimentaire a été commanditée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Par la suite, un programme de construction du projet de mise en conformité a été envoyé au Ministère des Travaux publics en date du 25 novembre 2002.

Ce projet de mise en conformité comprenait deux volets. D'une part, la mise en conformité des équipements et infrastructures existants et, d'autre part, la mise en conformité de la disposition des lieux pour garantir le concept de la «marche en avant» HACCP qui évite le mélange des denrées propres et sales.

À noter qu'au cours des cinq dernières années, trois cuisines et le self-service ont été mis en conformité.

Il reste dans le cadre de ce projet encore la construction d'une nouvelle annexe pour pouvoir garantir au Lycée le bon fonctionnement de sa cuisine principale.

Dès que la concertation, actuellement en cours, sur les besoins actuels du lycée aura abouti, l'étude afférente sera actualisée de sorte que la réalisation des travaux devrait pouvoir commencer en 2009.

Question 2968 (11.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **activités organisées dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel 2008:**

L'Année européenne du dialogue interculturel 2008 a été lancée sur l'initiative du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne. Un des objectifs majeurs de cette année européenne consiste dans la promotion du dialogue interculturel comme instrument destiné à faire prendre conscience à tous les citoyens vivant dans l'Union européenne de l'importance de développer une citoyenneté européenne active qui soit ouverte sur le monde, respectueuse de la diversité culturelle et basée sur les valeurs communes de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre de la Culture, peut-il m'indiquer l'organisme qui était en charge de l'organisation de l'année européenne du dialogue interculturel 2008 au Luxembourg?

- Dans le cadre de l'année européenne du dialogue interculturel, quelles activités ont été organisées au Luxembourg afin de sensibiliser nos citoyens à la diversité culturelle ainsi qu'aux valeurs communes de l'Union européenne?

Réponse (30.1.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

- Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a agi en tant qu'organisme de coordination de l'Année européenne du dialogue interculturel au Luxembourg.

Dans le cadre des préparatifs pour l'Année, la Commission européenne avait en effet demandé aux États membres de désigner un organe coordinateur pour la mise en œuvre effective - le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ayant participé au niveau du groupe de travail communautaire en charge des questions culturelles aux négociations menant à la décision de base N°1983/2006/CE du 18 décembre 2006, c'est ce ministère qui a été désigné en tant qu'organe coordinateur.

En vertu des tâches y correspondant, telles que définies par la Commission européenne, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a 1) agi en tant qu'interlocuteur de la Commission européenne/DG Éducation et Culture et point de contact du représentant local du bureau-conseil en charge de la campagne de communication pour l'Année, 2) élaboré une stratégie nationale, 3) réalisé l'initiative nationale cofinancée par la Commission européenne à hauteur de 34782.61 euros, 4) assuré le suivi et l'appui d'actions organisées au titre de l'Année.

- Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a élaboré une stratégie nationale exposant le contexte national et identifiant les défis et priorités y afférentes pour l'année 2008, ayant notamment consulté pour cela un certain nombre d'organisations directement concernées par la question. En vertu de cette stratégie nationale et en concordance avec les objectifs généraux et particuliers stipulés dans la décision N°1983/2006/CE, le Luxembourg a dès lors choisi de décliner l'Année européenne du dialogue interculturel selon trois angles:

- la coexistence et le dialogue entre un nombre important de communautés étrangères au Luxembourg,

- le dialogue et la relation avec les frontaliers,

- le dialogue entre cultures intergénérationnelles.

Ces priorités touchent en effet des sujets caractéristiques du Luxembourg et bon nombre d'acteurs socioculturels s'en préoccupent, pour certains, depuis très longtemps. Tout en restant dans l'esprit de la décision européenne de base de donner un coup de projecteur au dialogue interculturel, l'approche nationale était donc plutôt celle de profiter de cette Année pour faire un état des lieux du débat pour en arriver en fin d'année à un certain nombre de recommandations pour traiter le dialogue interculturel dans la nécessaire transversalité.

Par ailleurs, pour mettre en œuvre l'Année, la Commission européenne avait demandé à chaque État membre d'organiser une activité nationale cofinancée à hauteur de 50% (c'est-à-dire 34.782,61 euros dans le cas du Luxembourg). Il devait pour cela s'agir d'une manifestation ou initiative présentant une forte dimension européenne et destinée, en associant directement ou en touchant le plus grand nombre possible de personnes, à promouvoir les objectifs de l'Année, une attention particulière devant être accordée aux actions relatives à l'éducation civique et à l'apprentissage de la compréhension des autres et de leurs différences.

Pour faire écho aux trois priorités identifiées dans la stratégie nationale et pour éviter que ne se crée un décalage avec l'organisation d'une seule activité sur toute une année, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a choisi de répartir son activité nationale sur l'Année avec trois manifestations principales:

1. Première Fête des frontaliers - Sous la devise «Travailler ensemble, faire la fête ensemble, vivre ensemble», l'objectif de la Fête était d'aller au-delà des relations de travail pour initier et promouvoir un véritable dialogue interculturel et un esprit commun hors bureaux entre frontaliers et résidents, ainsi qu'entre les frontaliers eux-mêmes. La Fête des frontaliers, qui a vocation à être pérennisée, espère ainsi également contribuer au développement d'une identité régionale commune.

2. La compétence interculturelle: Comment? Pourquoi? Formation pour agents de l'administration publique - Sur proposition conjointe de l'Institut de Formation sociale et du Sesopi-CI, et en collaboration avec d'autres organismes tel que le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, l'INAP et le Syvicol, une trentaine d'agents étatiques et communaux ont consacré une journée à la réflexion:

- sur la compétence interculturelle des agents qui sont amenés, dans le cadre de leur travail, à rencontrer des personnes issues de cultures différentes,

- sur les solutions et bonnes pratiques quant à la gestion de l'interculturalité: son intérêt, la méthode pour l'insérer dans un programme de formation, la définition d'un public cible, de besoins en formation, etc. ... ,

- sur la meilleure manière d'assurer par la suite un suivi de ce séminaire, dans une optique de pérennisation des projets et d'inscription de cette formation dans les programmes de formation du public visé.

3. Bourse aux talents - Ensemble avec le Service RBS, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a lancé dans le cadre de l'Année le projet de la «Bourse aux talents» proposé par la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) et qui vise avant tout à promouvoir le dialogue et l'échange entre générations et leurs «cultures» respectives. Favorisant une mise en réseau de personnes de différents âges et origines ethniques, incluant des aspects de diversité culturelle, de migration, de lutte contre les discriminations (basées notamment sur l'âge) et, in fine, d'intégration et de solidarité entre les citoyens, le projet souhaite en effet contribuer au décloisonnement des différentes communautés et générations qui coexistent dans la société luxembourgeoise.

Finalement, à ces trois événements principaux se sont ajoutées un certain nombre d'autres activités, organisées par différents acteurs socioculturels, qui se sont vus décerner le logo de l'Année européenne du dialogue européen par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Un certain réalisme s'impose sans doute par rapport à ce qu'on peut faire en un an, aux résultats qu'on pourra effectivement atteindre et aux activités qu'on pourra effectivement mettre en œuvre. Par rapport à ce constat, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a donc opté de s'aligner sur l'un des principaux objectifs communautaires qui était celui de donner un coup de projecteur au dialogue interculturel et de travailler dans une optique de pérennisation. Donc, même si le dialogue interculturel est appelé à être ancré par la suite au sein d'autres organismes qui dépendent d'autres ministères, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche estime que le sujet doit être traité de manière transversale, impliquant toutes les instances concernées, rappelant en cela son intention première dans la mise en œuvre de l'Année: faire un état des lieux, un inventaire et, surtout, travailler à une véritable transversalité et une approche intégrée du sujet.

Question 2977 (18.11.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **service de remplacement en médecine dentaire:**

Il me revient qu'une patiente provenant de l'Oesling souffrant samedi passé d'une rage de dents a dû se déplacer au service d'urgence dentaire du CHL. Ainsi, la personne concernée a dû consacrer sept heures (deux heures pour le trajet aller-retour, quatre heures d'attente et une heure de déplacement à la pharmacie de garde) pour son traitement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que Monsieur le Ministre dans ses efforts de restructuration des services de garde et de remplacement ne croit-il pas nécessaire de décentraliser le service de remplacement en médecine dentaire en créant un tel service dans les hôpitaux régionaux d'Ettelbruck et d'Esch/Alzette?

Réponse (20.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question de l'honorable Député concernant l'extension par régionalisation du service dentaire d'urgence suscite de ma part les réflexions suivantes.

La décision quant à la régionalisation du service dentaire d'urgence se situe dans un contexte caractérisé par une demande hétéroclite à laquelle il faut répondre par des moyens diversifiés.

On peut grossièrement différencier entre deux sortes d'urgences qui, si elles ne présentent que rarement un risque vital, nécessitent quand même une prise en charge adéquate ne serait-ce que pour éviter des séquelles.

- Les «vraies» urgences comme les traumatismes bucco-dentaires, les pathologies infectieuses, les hémorragies, les troubles de l'articulation de la mâchoire ou les pathologies de la muqueuse buccale.

- Les urgences «subjectives» ressenties comme telles suite à une douleur plus ou moins intense et les urgences de confort, motivées par la crainte de la perte d'une dent ou la perte ou la fracture d'un composite.

Ces différentes urgences peuvent et doivent être prises en charge par différents moyens

- soit par le recours au médecin dentiste traitant,

- soit par le recours au service dentaire d'urgence national localisé au CHL et qui fonctionne les week-ends du samedi 14h00 à dimanche 18h00,

- soit par le recours au service d'urgence de l'hôpital de garde régional en cas de traumatisme bucco-dentaire.

À ces différents niveaux d'intervention sont venues s'ajouter depuis début décembre les maisons médicales régionales dans le cadre du service de remplacement des médecins généralistes.

S'il est vrai que ce système n'est pas censé se substituer au service des médecins dentistes et s'il ne comporte ni la présence ni la disponibilité d'un médecin dentiste, il peut néanmoins, en dehors des heures de service normales et à titre transitoire, traiter les urgences dentaires caractérisées par des douleurs intenses en les calmant en attendant l'ouverture normale des cabinets des médecins dentistes.

Ce maillon supplémentaire pourrait de la sorte constituer une amélioration dans la prise en charge des urgences dentaires. Si au vu des expériences la nécessité d'une prise en charge supplémentaire devait persister, mon Ministère pourrait envisager l'extension limitée du service dentaire d'urgence vers d'autres hôpitaux de garde, comme Ettelbrück ou Esch/Alzette qui, déjà à l'heure actuelle, disposent d'une infrastructure et d'un équipement pouvant accueillir des urgences dentaires sans pouvoir toutefois se substituer aux cabinets dentaires établis en ville ou au service dentaire d'urgence nationale.

Question 2987 (24.11.2008) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **couloir pour autobus entre Pulvermuhl et le rond-point Schaffner:**

Actuellement des travaux routiers ont lieu sur le tronçon du Val de Hamm à la sortie de la ville de Luxembourg. Sur ce tronçon et en particulier en amont du rond-point Schaffner, chaque soir les autobus des lignes en direction de la région est (150, 160, 194, 162, 163, etc.) sont retardés dans les bouchons avec une perte de temps de 10 à 20 minutes.

Cet inconvénient pour les utilisateurs des transports en commun dure depuis au moins deux années, raison pour laquelle un couloir pour autobus serait en planification sur ce tronçon suivant nos informations. Or, ce couloir nécessite pour sa réalisation intégrale des travaux importants au niveau du rond-point Schaffner (nouvelle bretelle).

Vu le nombre élevé d'autobus et d'utilisateurs qui sont retardés chaque jour et les délais importants pour la réalisation des travaux au rond-point Schaffner, nous estimons qu'une solution intermédiaire et réalisable à court terme s'impose. En effet, entre le rond-point Schaffner et la bifurcation en direction de Cents, la circulation en direction de Luxembourg se fait actuellement sur deux voies. Nous estimons que rien ne s'oppose à la création un couloir pour autobus en supprimant une voie en direction de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que les travaux dans le Val de Hamm sont réalisés dans le contexte de la création d'un couloir pour autobus?

- À quel stade d'avancement se trouve le projet d'un couloir pour autobus sur ce tronçon entre Pulvermuhl et rond-point Schaffner?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage une solution intermédiaire pour ce couloir d'autobus?

Réponse (22.1.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, relative aux travaux routiers au Val de Hamm et à l'avancement du projet pour la création d'un couloir pour autobus sur le tronçon entre Pulvermuhl et le rond-point Schaffner, il y a lieu de préciser que les travaux actuellement en cours au Val de Hamm ne sont pas réalisés dans le contexte de la création d'un couloir pour bus. Il s'agit de travaux d'infrastructures entrepris par la Ville de Luxembourg.

Le projet visant la mise en place de facilités pour les transports en commun par la route entre Pulvermuhl et le rond-point Schaffner est bien avancé. La première priorité en est d'aider les bus à passer les files qui se forment, principalement à l'heure de pointe vespérale, à l'approche du giratoire. Cet objectif est atteint par l'aménagement d'un couloir pour bus s'avançant jusqu'à l'anneau de circulation du rond-point. Ensuite il s'agit de faciliter la sortie des bus dans l'anneau de circulation du giratoire et leur passage de la branche de sortie vers l'A6 en direction de la Croix de Gasperich, seul point à conflit à passer avant de pouvoir quitter le

rond-point par la sortie vers la N2 en direction de Sandweiler.

Pour atteindre ce but et pour éviter les entrecroisements sur très courte distance des bus avec les flux venant de Pulvermuhl et empruntant la sortie vers la Croix de Gasperich, ce dernier mouvement va bénéficier d'un by-pass contournant cette partie du giratoire.

La bande de tourne-à-droite vers ce giratoire sera co-utilisée par les bus et le trafic individuel. Comme le trafic bifurquant vers l'A6 bénéficie d'une longue voie d'insertion, des reflux pouvant bloquer l'avancement des bus ne sont pas à craindre.

Les deux mesures mentionnées ci-dessus, by-pass et couloir d'approche pour bus, constituent un ensemble et ne peuvent pas être séparées en deux phases de réalisation. Ce projet avance, comme déjà mentionné ci-avant, très bien et pourra être réalisé rapidement dès que les autorisations nécessaires seront disponibles.

Question 2994 (26.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**aménagement d'un parc éolien:**

Selon mes informations, un nouveau parc éolien au lieu-dit «Gemengendelen» dans la commune de Mersch s'est vu refusé l'autorisation de construction de la part du Ministère des Transports parce qu'il se trouve dans les couloirs de décollage et d'atterrissage des avions de petite taille. Ce parc éolien d'une puissance de 12,5 MW a néanmoins eu une appréciation positive de la part des autorités communales de Mersch.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre des Transports:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me conformer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre des Transports n'envisage-t-il pas de modifier les couloirs aériens des avions de petite taille afin que le projet en question puisse être réalisé?

- Dans la négative, pour quelles raisons les couloirs de décollage et d'atterrissage en question ne peuvent pas être modifiés?

- Existe-t-il encore d'autres projets qui ne peuvent être réalisés pour des raisons semblables et le cas échéant lesquels?

Réponse commune (27.1.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'avis négatif émis par les services compétents du Ministère des Transports concernant un projet de parc éolien sur le territoire de la commune de Mersch.

La Direction de l'Aviation Civile (DAC) a été saisie d'un projet d'implantation d'un projet de parc à éoliennes dans le cadre de ses missions légales aux fins de vérifier sa conformité avec les impératifs de la sécurité aérienne.

L'analyse de risque effectuée par l'Administration de la Navigation Aérienne (ANA) a révélé qu'au niveau opérationnel la proximité du projet par rapport aux routes de vol à vue VFR (Visual Flight Rules) et le peu de marge de sécurité en distance verticale séparant les avions des éoliennes présentent un risque majeur pour la navigation aérienne.

En effet, telles qu'elles sont situées entre Mersch et Fischbach, les éoliennes se trouvent être latéralement à environ 2,8 km des routes VFR d'entrée et de sortie de la zone terminale de l'Aéroport de Luxembourg. Ces routes sont suivies par les vols en régime VFR à une altitude de 2000 pieds QNH[1]. Or, compte tenu de l'altitude du site (400 m) et de la hauteur des éoliennes (145 m, pales comprises), les extrémités des pales se trouvent à une altitude de 545 m, équivalent à 1831 pieds QNH. Au cas probable où un vol VFR serait surpris par la dégradation soudaine des conditions météorologiques et ne serait plus en mesure de garder ses repères visuels avec le sol, la distance le séparant des sommets des pales (170 pieds = ~ 50 mètres) serait insuffisante. Cette situation présente un risque majeur pour la sécurité de la navigation aérienne dans l'espace aérien luxembourgeois.

En résumé, le parc à éoliennes, sous la forme projetée, et les trajectoires VFR actuelles sont incompatibles. La DAC n'était donc pas en mesure d'émettre un avis favorable à l'implantation d'éoliennes à cet endroit.

En ce qui concerne le déplacement des routes de vol à vue, il y a lieu de noter que l'établissement de ces routes nécessite un travail de planification consciencieuse afin de garantir le respect des standards aéronautiques ainsi que des exigences découlant de la réglementation européenne du «ciel unique». Par ailleurs, il est clair que toute nouvelle trajectoire ne devrait pas causer davantage de nuisances sonores que l'actuelle.

Sur base de ces critères, j'ai marqué mon accord avec la proposition de la Direction de l'Aviation Civile d'analyser d'éventuelles trajectoires alternatives en concertation étroite avec le Ministère de l'Environnement.

Finalement, il convient de noter qu'a priori tout parc éolien peut entraver la circulation aérienne étant donné que, d'un côté, les gabarits de plus en plus importants des éoliennes peuvent constituer des obstacles potentiels aux avions en vol, notamment autour d'un aérodrome et, d'un autre côté, les éoliennes sont susceptibles d'occasionner des reflets perturbant le fonctionnement normal du système radar de l'aéroport de Luxembourg.

En raison de ces deux hypothèses une analyse consciencieuse de chaque projet est requise par les autorités de l'aviation civile. Afin d'éviter la planification de projets susceptibles de causer un risque pour la sécurité aérienne, l'avis préalable de la Direction de l'Aviation Civile fera désormais partie intégrante de la procédure d'autorisation d'exploitation «commodo-incommodo».

[1] QNH = pression barométrique corrigée des erreurs instrumentales, de température et de gravité et ramenée au niveau moyen de la mer suivant les caractéristiques de l'atmosphère standard

Question 2996 (26.11.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **composition des délégations du personnel et plus particulièrement la désignation du délégué à l'égalité:**

Selon le paragraphe (2) de l'article L.412-1 du Code du Travail, les délégations du personnel comportent outre les membres titulaires proprement dits, dont le nombre est déterminé selon l'effectif des salariés de l'entreprise conformément au paragraphe (1) du même article, des membres suppléants et ce en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'article 414-3 du Code du Travail ayant trait au (à la) délégué(e) à l'égalité prévoit, quant à lui en son paragraphe (1), que «Chaque délégation principale et, le cas échéant, chaque délégation divisionnaire, désigne immédiatement après son entrée en fonctions parmi ses membres, et pour la durée de son mandat, un(e) délégué(e) à l'égalité.»

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Faut-il comprendre par là que même un membre suppléant de la délégation peut être désigné comme délégué(e) à l'égalité?

2. En tout état de cause, quelle est l'interprétation gouvernementale des deux textes en question?

Réponse (20.1.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Il échet d'abord de relever que le Ministre du Travail et de l'Emploi n'a, en droit, pas compétence pour interpréter le droit du travail. Cette attribution est dévolue, tout comme le contrôle de l'application du droit du travail, à l'Inspection du Travail et des Mines. Aussi la réponse qui suit reflète-t-elle l'avis de l'ITM et est évidemment à comprendre sans préjudice d'interprétation jurisprudentielle divergente. Selon l'ITM donc:

Ad 1:

Le/la délégué(e) à l'égalité est à choisir parmi les membres de la délégation, et dans ce contexte, il s'agit de membres effectifs.

Ad 2:

Lorsque le législateur mentionne la délégation du personnel, il parle de membres effectifs, notamment pour les réunions et pour les postes.

Lorsque le législateur veut inclure les suppléants, il le précise expressis verbis, pour qu'il n'y ait pas de confusion possible.

En vertu de l'article L.415-4 du Code du Travail, le membre suppléant est appelé à siéger en remplacement du membre effectif: le législateur n'aurait pas expressément mentionné ceci, si le membre suppléant pouvait prendre le mandat de délégué à l'égalité et de ce fait participer à toutes les réunions et se voir attribuer des heures de délégation, des congés de formation, etc. … .

C'est ainsi que le législateur fait une exception pour les délégations ne comportant qu'un seul délégué effectif en permettant au suppléant de participer aux réunions avec la direction de l'établissement (art. L.412-1(3)).

Par interprétation téléologique du droit positif, la mention d'une exception dans certains cas précis en faveur des suppléants par rapport aux effectifs signifie clairement que les suppléants ne sont pas à considérer d'office au même titre que les effectifs.

La législation mentionne expressément la protection du membre suppléant, précision qui aurait été superfétatoire si le mot membre avait suffi (art. L.415-11).

L'Inspection du Travail et des Mines cite aussi la jurisprudence pour étayer sa position en droit: L'arrêt de la Cour Supérieure de Justice CSJ 30-06-2005 N°29039 B.c./K., cité dans Feyereisen sous article L. 417-4 précise en effet: «Il résulte de l'agencement de ces différents textes que les membres titulaires des délégations du personnel doivent désigner lors de leur première réunion … le président, le vice-président, le secrétaire et le bureau. Ce n'est qu'après la désignation du bureau que la nouvelle délégation est installée et qu'elle choisit les délégués à l'égalité et à la sécurité...».

L'ITM renvoie encore à l'article L.415-4 qui dispose à son tour que «Le membre suppléant est appelé à siéger en remplacement du membre effectif...». Donc uniquement en remplacement.

L'ITM se demande d'ailleurs encore sur base de la lecture de cet article quelle serait la plus-value pour l'institution qu'est une délégation si le délégué à l'égalité ne peut même pas participer aux réunions. À quoi serviraient alors effectivement les heures libérées, voire la formation particulière de deux fois une demi-journée? D'autant qu'en tant que suppléant il ne peut pas participer à la semaine de formation de base pour les délégués.

Question 2998 (26.11.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **défibrillateurs automatiques:**

Pour réduire le nombre de morts par arrêt cardiaque, le conseil général de la Moselle vient d'annoncer d'équiper certains lieux publics dont il a la gestion de défibrillateurs automatiques. Le défibrillateur est un appareil simplifié qui peut être utilisé par tout le monde. En fait, il est capable de diagnostiquer une fibrillation ventriculaire et se charge automatiquement pour permettre un choc électrique. On ne doit effectuer aucun réglage, les seules actions à réaliser sont de l'allumer, de placer les électrodes et de délivrer le choc si l'appareil le demande.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple du conseil général de la Moselle en installant des défibrillateurs automatiques dans les lieux publics fréquentés par un grand nombre de personnes?

Réponse (9.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire aimerait savoir si le Gouvernement envisage, à l'instar du conseil général du département de la Moselle, d'installer des défibrillateurs dans les lieux publics fréquentés par un grand nombre de personnes.

Je souhaite tout d'abord informer Monsieur le Député que l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques fait l'objet d'un règlement grand-ducal du 19 novembre 2008.

Ce règlement autorise toute personne à utiliser un défibrillateur externe entièrement automatique qui constitue un dispositif médical. En l'espèce, il s'agit d'un défibrillateur qui ne permet ni de passer en mode manuel ni de surcroît d'administrer un choc électrique de manière autonome.

Toujours est-il que ce règlement vise exclusivement l'utilisation de tels appareils et ne prévoit dès lors aucune obligation concernant leur emplacement, voire leur équipement.

Néanmoins, je ne saurais qu'encourager la mise en place de défibrillateurs externes entièrement automatiques dans les postes de secours des divers bâtiments destinés à accueillir ou à héberger du public, et notamment dans les bâtiments où ont lieu des manifestations culturelles et/ou sportives.

Par ailleurs, un tel équipement pourrait également être envisagé dans les bâtiments qui abritent des locaux techniques dangereux, ceci pour pouvoir prévenir tout éventuel risque d'électrocution.

Question 3003 (1.12.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **minervals pour les cours de musique:**

En relation avec l'enseignement musical soit dans les Écoles de Musique, soit organisé par l'UGDA, les communes sont libres de fixer les minervals des élèves qui suivent les différents cours collectifs de solfège respectivement les cours individuels pour instruments de musique.

Ces droits d'inscription aux cours varient non seulement d'une commune à l'autre et entre élèves résidents et non résidents, mais souvent également en fonction du choix de l'instrument de musique enseigné dans une même commune. En plus, différentes communes déterminent leur participation aux frais d'enseignement dans les Écoles de Musique en fonction de la qualité de l'élève d'être membre dans une association musicale locale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que le Ministère de l'Intérieur autorise les communes à fixer des minervals qui varient en fonction de la qualité des élèves d'être membre dans une association musicale locale respectivement en fonction de l'instrument de musique choisi par l'élève inscrit dans une École de Musique ou dans un cours organisé par l'UGDA?

Réponse (26.1.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'autonomie communale confère le droit aux communes de percevoir des minervals respectivement des droits d'inscription auprès des élèves inscrits à l'enseignement musical communal et génère des multitudes d'approches pour fixer les montants qui peuvent varier par exemple selon

- l'établissement,

- l'année d'études,

- le genre de cours fréquentés tel que solfège, cours de chant et d'instruments de musique,

- le fait qu'il s'agit de cours collectifs ou individuels,

- la situation de l'élève, telle que son appartenance à une association locale ou non locale, sa résidence,

- etc..

Le département de l'Intérieur vérifie si les décisions communales sont conformes à la législation et si elles ne sont pas contraires à l'intérêt général. Si tel est le cas, les délibérations en question sont engagées dans la procédure d'approbation. Si tel n'est pas le cas, elles sont retournées avec les observations qui s'imposent.

Question 3012 (3.12.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **dossier judiciaire:**

An der Press reege sech zwee Affekoten öffentlech iwwert d'Aart a Weis op, wéi hei am Land den Dossier vun engem 18 Joer laang Inhaftéierten onzougänglech gemaach géif ginn.

Wann Dossiere vun engem Inhaftéierten zréckbehale ginn, an him domadder d'Recht verweigert gëtt, eng Revisioun vu senger Affär aleeden ze loossen, ass dat zumindest erstaunlech a rechtsstaatlech net ze vertrieden.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Stëmmt dat, wat déi zwee Affekote behaapten, dass en Dossier vun engem 18 Joer laang Inhaftéierten net zougänglech ass?

2) Wa jo, firwat, a wat ass d'Prozedur, fir datt déi betraffe Persoun respektiv seng Affekoten Zougang zu dem Dossier kréien?

3) Ass dat eng normal gesetzlech Prozedur, datt Inhaftéierten Zou-

gang zu hirem Dossier verweigert gëtt?

4) Ass et normal, datt Fonctionnairen den Zougang zu engem Dossier kënne verweigeren?

Réponse (22.1.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député Aly Jaerling se réfère à un courrier publié dans la presse et émanant des avocats d'un détenu, courrier dans lequel ceux-ci se plaignent du fait qu'ils n'ont pas accès au dossier répressif relatif à la condamnation du détenu en question.

Conformément aux principes du procès équitable énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et la Cour de Strasbourg, le dossier est mis à la disposition de tout prévenu qui fait l'objet de poursuites pénales. Une copie est communiquée au prévenu ou à son conseil.

En application de ces principes et de notre législation interne, le détenu et les différents avocats, qui assuraient sa défense lors du procès dans les années 90, ont reçu communication du dossier répressif. Sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité par arrêt de la Cour d'appel du 20 novembre 1993 est intervenue après des débats contradictoires sur base du dossier librement débattu à l'audience.

Cette condamnation est définitive. Un recours en cassation contre l'arrêt de condamnation a été rejeté.

Après l'arrêt coulé en force de chose jugée, le dossier a été entreposé aux archives de la Cour pendant quelques années, ensuite il a été transféré aux archives nationales de l'État où il se trouve actuellement.

Il n'existe aucune raison pour en délivrer des copies supplémentaires, au fur et à mesure que le condamné concerné change d'avocat pour l'assister dans le cadre de l'exécution de sa peine. Plus spécialement, aucune disposition légale interne ou européenne n'oblige les autorités compétentes d'obtempérer à une demande afférente du prévenu condamné ou de son avocat.

Il est cependant évident qu'en cas de nouveaux débats contradictoires suite à l'admission d'une demande en révision sur base des dispositions de l'article 443 du code d'instruction criminelle, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, le dossier serait de nouveau mis à la disposition de la défense pour les besoins du procès de révision.

En l'espèce, la demande des avocats actuels du détenu faite pour la première fois près de quatorze ans après la condamnation définitive de celui-ci, a été motivée par le souci de vouloir «mieux connaître le passé» du détenu. À aucun moment, il n'est question d'une procédure de révision envisagée, ni même d'un fait nouveau qui motiverait une telle procédure.

Il convient de rappeler, dans ce contexte, qu'une demande en révision n'est possible que pour des cas limitativement énumérés par la loi. Ceci est notamment le cas «lorsque, après une condamnation, un fait vient à se produire ou à se révéler ou lorsque des pièces inconnues lors des débats sont présentées, de nature à établir l'innocence totale ou partielle du condamné» (article 443 du code d'instruction criminelle). Il ne s'agit donc pas de procéder à un réexamen du dosser existant, mais d'avancer des faits nouveaux non connus à l'époque du procès.

Reste à préciser que les avocats visés ont pu consulter, au Service de l'Exécution des Peines, le dossier constitué pour les besoins du traitement pénologique du détenu concerné dans le cadre de l'exécution de sa peine privative de liberté. Ce dossier contient, entre autres, les décisions de justice relatives à la personne condamnée.

Question 3019 (8.12.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Plurio.net:**

Plurio.net est un portail culturel transfrontalier, qui offre une vue d'ensemble des opérateurs culturels et un agenda de toutes les activités culturelles de la Grande Région. Ce projet est né d'une coopération de différentes institutions publiques culturelles de la Grande Région. Plurio.net reçoit un financement par les fonds structurels européens e-Bird et Interreg. Ce dernier assure un subventionnement de plurio.net jusqu'en 2011.

La plateforme plurio.net peut jouer un rôle prépondérant en ce qui concerne le développement des coopérations transfrontalières dans le domaine culturel. Il serait dommage de ne pas réussir à consolider et à assurer le développement futur de ce projet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche étant un partenaire de plurio.net, quel est le soutien financier octroyé à ce projet?

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me donner des informations concernant le support des autres acteurs de la Grande Région?

Réponse (20.1.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Dans le cadre de la coopération transfrontalière et en vue de l'échéance Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007, 17 partenaires de la Grande Région, dont le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont créé ensemble le portail culturel de la Grande Région plurio.net.

Le portail est devenu opérationnel en novembre 2006. Outre la présentation de l'offre culturelle de la Grande Région, plurio.net vise à renforcer la coopération territoriale et transfrontalière institutionnelle, à présenter et à intégrer les réseaux culturels transfrontaliers et à valoriser la matière première «Culture».

Je vous prie de trouver ci-après le détail des contributions financières au premier projet qui a duré de juillet 2004 à décembre 2006. Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a financé 60.000 euros du projet. Les autres régions ont contribué pour un montant total de 275.741,34 euros. Le projet a été piloté par l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle, association sans but lucratif conventionnée avec mon Ministère et la Ville de Luxembourg. Le projet a bénéficié d'un cofinancement dans le cadre du programme européen Interreg IIIC «e-Bird» d'un montant global de 364.534,67 euros.

En 2008, à l'échéance de la convention de coopération, neuf partenaires issus des cinq régions de la Grande Région ont signé un nouveau partenariat, dans le but de pérenniser le portail plurio.net et la banque de données.

Les frais de fonctionnement du portail, qui se chiffrent annuellement à 73.500 euros, soit 14.700 euros par région, sont financés conjointement et paritairement:

Luxembourg

- Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche 14.700 €

Lorraine

- Direction régionale des Affaires culturelles 7.000 €

- Conseil régional de Lorraine 7.700 €

Rhénanie-Palatinat

- Ministerium für Bildung, Wissenschaft, Jugend und Kultur 14.700 €

Sarre

- Ministerium für Bildung, Familie, Frauen und Kultur 14.700 €

Wallonie

- Communauté française de Belgique, Direction générale de la culture 5.880 €

- Deutschprachige Gemeinschaft Belgiens 2.940 €

- Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique et Région wallonne Division des Relations internationales 5.880 €

En mars 2008, l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle a déposé une demande de cofinancement au nom de ce partenariat auprès du programme européen Interreg IV A, qui a accordé une subvention de 740.290 euros pour les années 2008-2010.

Le nouveau projet poursuit le but de développer la base de données, de créer des interfaces depuis et vers des bases de données existantes et de développer des portails thématiques et applications personnalisées permettant un accès individualisé aux contenus.

Actuellement, le portail présente quotidiennement entre 2.600 et 4.000 manifestations. Plus de 7.000 lieux de manifestations et d'organisations sont répertoriés dans le guide culturel du site. Le portail compte quelque 11.000 visiteurs par mois et diffuse ses données culturelles sur d'autres sites, par exemple de la Ville de Luxembourg, du Luxembourg City Tourist Office, de «Hot-City», de Quattropole, du réseau interne de la Commission européenne, de Karzoo.eu et dans le City-Agenda du magazine «Rendez-vous». Ainsi, environ 110.000 lecteurs consultent mensuellement les informations générées par la base de plurio.net.

Conformément à la déclaration officielle du 10e sommet de la Grande Région, plurio.net sera, à côté des coordinations régionales et du secrétariat commun de l'Association «Espace culturel Grande Région», un des trois piliers de la coopération transfrontalière culturelle.

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche continuera à encourager cet outil qui joue un rôle prépondérant dans le développement des coopérations transfrontalières.

Au-delà des réponses aux questions de l'honorable Député, je voudrais ajouter qu'en avril 2008, une convention a été conclue avec l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle en vue de l'élaboration d'un portail culturel luxembourgeois, portail qui profitera des acquis de plurio.net et de la base de données développée dans ce cadre. Parallèlement, ce portail luxembourgeois contribuera à renforcer la participation luxembourgeoise à plurio.net et la pérennisation de la collecte de données.

À la lumière des considérations qui précèdent, il appert clairement que l'importance de l'instrument plurio.net et la plus-value qu'il apporte à la fois au niveau des relations transfrontalières et de l'amplification du secteur culturel sont patentes et j'attache une importance correspondante évidente à cet outil.

Question 3020 (9.12.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **pièces justifiant de l'intégration du demandeur dans la société luxembourgeoise:**

La nouvelle législation sur l'immigration prévoit le statut de résident de longue durée pour les ressortissants de pays tiers ayant séjourné cinq années au Grand Duché. Le formulaire de demande d'obtention de ce statut évoque certains éléments tels que «les pièces justifiant de l'intégration du demandeur dans la société luxembourgeoise».

Partant du souci du Ministère de faire preuve de transparence dans l'attribution de ce statut, j'aimerais savoir:

- Le Ministère a-t-il établi une liste exhaustive des pièces pouvant justifier de l'intégration du demandeur dans la société luxembourgeoise?

- Dans la positive, quel est le caractère de cette liste et quels en sont les éléments constitutifs?

- Si pareille liste n'existe pas encore, dans quels délais peut-on s'attendre à ce qu'elle soit établie?

- Sous quelle forme cette liste sera-t-elle publiée?

Réponse (20.1.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'article 81, paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration précise que lors de l'examen de la demande en obtention du statut de résident de longue durée, le Ministre tient compte du degré d'intégration du demandeur.

Dans son avis du 20 mai 2008, le Conseil d'État a souligné que la disposition concernant l'intégration du futur résident de longue durée table sur l'intégration ut singuli, qui peut le cas échéant faire l'objet d'une présomption.

Selon l'article 11 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 précitée, le Ministre tient compte, pour vérifier le degré d'intégration du demandeur, de tous les éléments et toutes les pièces produits par le ressortissant de pays tiers pour justifier de son intégration. La preuve peut donc se faire par tous moyens. Aussi, le ministère n'a-t-il pas établi une liste exhaustive des pièces à fournir.

Cependant, deux mois avant l'expiration de tout titre de séjour, quelle que soit la catégorie, les personnes concernées sont invitées par le Ministre à procéder soit au renouvellement de leur titre, soit, si elles remplissent les conditions requises, à solliciter le statut de résident de longue durée. Dans le courrier envoyé sont indiquées les pièces que le requérant devra joindre à sa demande.

À titre exemplatif sont énumérées des pièces susceptibles de justifier l'intégration dans la société luxembourgeoise: la preuve de la fréquentation de cours d'une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, la preuve de la participation dans des mesures ou actions organisées en vue de l'intégration des étrangers au plan local ou national, la preuve d'une affiliation à une association locale ou à un club local, une attestation testimoniale, etc.. Pour prouver son intégration, le ressortissant de pays tiers est donc libre de fournir toutes les attestations testimoniales qu'il juge utiles. Il n'y a pas de restriction quant au cercle de personnes qui peuvent établir une telle attestation. Le Ministre jugera de la crédibilité des attestations.

Cette énumération des pièces se retrouve sur le site Internet de la Direction de l'Immigration (www.mae.lu/fr/Site-MAE/Immigration/Entree-et-sejour-des-etrangers2/FAQ), sous la rubrique «ressortissants de pays tiers, question: résident de longue durée - pièces justifiant de l'intégration du demandeur dans la société luxembourgeoise».

Finalement, il y a lieu de préciser que la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg (publiée le 24 décembre 2008 au Mémorial A - N°209) fait le lien entre immigration et intégration et reprend en son article 13, alinéa 2 une disposition qui initialement se trouvait dans le projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Cette disposition prévoit que «la signature et le respect des stipulations contenues dans le contrat d'accueil et d'intégration par l'étranger sont pris en considération pour l'appréciation du degré d'intégration». À l'avenir, les personnes ayant signé un contrat d'accueil pourront donc s'en prévaloir pour justifier leur intégration.

Question 3021 (10.12.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **soutien au nouveau président des États-Unis visant la fermeture du camp de Guantánamo:**

La Chambre des Députés a voté en date du 14 mars 2006 une résolution qui condamne fermement toutes les violations des droits de l'Homme au camp américain de Guantánamo et qui exige l'arrêt de cette situation illégale. Or, pour pouvoir fermer le Camp de Guantánamo, le nouveau président américain doit résoudre le problème de l'accueil des (ex-)détenus innocentés ou non poursuivis qui, une fois relâchés, ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine sous peine de menace pour leur vie.

Selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel (N°48/2008), le Gouvernement allemand voudrait l'aider dans cette tâche. Il vérifierait actuellement la possibilité d'accueillir notamment des Ouïghours captures en Afghanistan et détenus à Guantánamo. La Chine considère ces Ouïghours comme des terroristes militant pour l'indépendance de leur région. Elle revendique leur extradition et les condamnerait vraisemblablement à la peine de mort.

Pour ne pas devoir affronter seul l'ire chinoise, le Gouvernement allemand s'efforcerait actuellement à convaincre d'autres États membres de l'UE à accueillir une partie des Ouïghours. En se joignant à l'initiative allemande, le Gouvernement luxembourgeois pourrait non seulement envoyer un signe de soutien fort à Barack Obama, mais aussi contribuer activement à la fermeture de cette enclave exempte de protection par les droits de l'Homme que constitue Guantánamo.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement est prêt à accueillir des réfugiés ouïghours et à faciliter par-là la fermeture du Camp de Guantánamo?

- Est-ce que le Luxembourg a déjà été contacté par le Gouvernement allemand? Dans l'affirmative, quelle fut la réponse donnée?

Réponse (9.1.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Ministre des Affaires étrangères peut répondre à l'honorable Député que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été contacté par le Gouvernement allemand pour accueillir des prisonniers ouïghours détenus à Guantánamo.

La fermeture du camp de Guantánamo est une priorité du nouveau président Barack Obama. Il est à souhaiter qu'elle devienne réalité dans un avenir proche.

Question 3022 (10.12.2008) de **MM. Camille Gira** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **rayonnement non ionisant des émetteurs de radio de Marnach:**

Dans ma question parlementaire N°2638 du 20 juin 2008 *(cf. compte rendu N°2/2008-2009)*, j'avais exposé la situation de riverains du centre de radiodiffusion de Marnach se souciant des possibles effets des radiations sur leur santé. Or, Messieurs les Ministres n'ont pas répondu de façon exhaustive à ma question quant à l'intensité du rayonnement non ionisant des émetteurs radio de Marnach, de même qu'aux valeurs-limites y afférant.

Afin de compléter votre réponse initiale et pour approfondir certains points, je souhaite donc avoir les précisions suivantes:

- Quels sont les seuils et valeurs-limites de rayonnement applicables précisément aux émetteurs radio de Marnach? Prière de chiffrer les valeurs exactes.

- Combien de fois ces seuils ont été dépassés depuis 2003 et sur quels sites de mesurage?

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont vraiment d'avis qu'aucune de ces campagnes de mesure ne soit fiable?

- Est-ce qu'il n'y a plus eu de mesures de contrôle depuis fin 2006?

- Est-ce que l'absence de contrôle pendant deux ans ne contrevient pas aux obligations découlant d'un jugement du tribunal administratif de 2003; jugement qui avait par ailleurs exigé un minimum de neuf séries de mesures entre 2003 et 2006? Si oui, pourquoi cet abandon des mesures de contrôle?

- Pourquoi proposez-vous aux habitants de changer pour la prochaine campagne de mesures aussi bien d'organisme de contrôle agréé externe que de sites de mesurage? Est-ce que cela ne rendra pas plus difficile la comparaison dans le temps entre les différentes campagnes de mesures?

- Est-ce que le choix des sites de mesurage ne devrait pas être fait - comme par le passé - par des experts en la matière plutôt qu'en concertation étroite avec les riverains, surtout que les riverains ne sont pas demandeurs d'un changement de site?

- Combien de temps est-ce qu'il faudrait pour trouver un nouvel organisme de contrôle agréé, pour définir les sites et réaliser une nouvelle campagne de mesurage?

Réponse (9.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

- Selon l'Organisation de la Santé Mondiale (OMS ou WHO) respectivement ICNIRP, la valeur limite applicable est de 72,5 V/m pour le public.

Au-delà de cette limite de l'OMS, il existe une valeur normalisée de 3 V/m garantissant la compatibilité électromagnétique des appareils électriques de toute nature utilisés dans les maisons (afin d'éviter des nuisances provenant de dysfonctionnements d'appareils électriques, électroménagers, ordinateurs, etc.).

- Depuis le début des campagnes de mesurage, 13 sites de mesurage ont été sélectionnés et 244 mesurages ont été effectués pour déterminer l'intensité du champ électrique et 244 mesurages ont été effectués pour déterminer l'intensité du champ magnétique.

De ces 244 mesurages effectués, un dépassement de l'intensité du champ électrique a été constaté à cinq reprises sur deux sites (en novembre 2004 (site N°6), en mars 2006 (site N°6 et N°6a) et en septembre 2006 (sites N°6 et N°6a)). Il est à remarquer que les deux sites en question se trouvent sur la propriété (site N°6a) de la CLT-UFA (interdit au public) ou sur la route (site N°6) qui affleure le terrain de la CLT-UFA.

Aucun dépassement de l'intensité du champ magnétique n'a été constaté.

- Ces campagnes - 9 séries de mesurage sur trois années consécutives - ont été réalisées avec l'accord des autorités compétentes en matière d'établissements classés (Ministère du Travail et Ministère de l'Environnement) et par conséquent, ils ne peuvent donc pas être qualifiés de «non fiables». Il faut cependant préciser que la norme OMS ou ICNIRP concerne une valeur moyenne mesurée pendant un laps de temps de 6 minutes. Les résultats des mesurages par l'organisme de contrôle agréé correspondent par contre aux valeurs maximales pendant ces laps de temps (3 x 2 minutes).

Étant donné les résultats et après concertation avec les experts des services des ministères concernés, il semble intéressant de procéder à des mesurages supplémentaires voire complémentaires.

- En tenant compte que depuis la fin de l'année 2006 il n'existe plus d'obligations de poursuivre les mesurages de contrôle à effectuer par un organisme de contrôle, aucun mesurage n'a été effectué depuis lors dans ce sens.

Par contre, l'Inspection du Travail et des Mines a procédé sporadiquement sur le site à des contrôles dans le cadre de ses pouvoirs de contrôle prévus par la loi relative aux établissements classés et n'a constaté aucune anomalie.

- Les mesurages (trois séries de mesures annuelles entre 2003 et 2006) que le jugement du Tribunal administratif avait imposés à charge de l'exploitant ont été réalisés. Au-delà de cette obligation il n'existe aucun jugement ou autre obligation envers l'exploitant de sorte que ce dernier ne peut être obligé à poursuivre ces mesurages de contrôle.

- Pour la prochaine campagne de mesurage, ni le Ministère de la Santé, ni le Ministre du Travail et de l'Emploi ne comptent changer ni d'organisme de contrôle agréé ni de site de mesurage. Justement dans le souci d'une continuité et d'une comparaison des résultats, les mesurages réalisés par l'organisme agréé allemand EMV-Services devraient être continués selon exactement la même méthodologie et aux mêmes sites de mesurage. Au contraire, les ministères concernés (Ministère de la Santé, Ministère du Travail) proposent de procéder à des mesurages complémentaires permettant d'avoir des informations supplémentaires concernant notamment l'exposition des habitants au rayonnement électromagnétique. En effet, les mesurages effectués jusqu'à présent concernent des mesurages ponctuels, donc de courte durée sur des lieux essentiellement publics et à charge de la société exploitante, en l'occurrence la CLT-UFA.

Il est prévu de continuer cette série de mesurages avec en principe le même organisme de contrôle, mais commandité par le Ministère du Travail et de l'Emploi étant donné que l'obligation concernant la CLT-UFA (selon jugement du Tribunal administratif) est venue à échéance.

La campagne complémentaire proposée par les deux ministères vise à des mesurages de longue durée et à l'intérieur des maisons. La durée prolongée (une à quelques semaines) permet de tenir compte des variations des intensités des champs électromagnétiques, de vérifier le mode de modulation de l'émetteur (AM ou DRM) ainsi que de bien évaluer les intensités maximales au cours des périodes de mesurage. Le choix des sites au niveau des maisons permet de quantifier l'exposition aux endroits sensibles, c'est-à-dire aux endroits où les habitants et notamment les enfants passent la plupart de leur temps. Cette approche permet en outre de pouvoir se situer par rapport à d'éventuels dysfonctionnements des appareils électriques, électroménagers et ordinateurs.

L'approche en question a d'ailleurs été convenue lors d'une réunion en date du 4 août 2008 entre les responsables de l'association «Fir méi Liewensqualitéit» et le Ministre de la Santé.

Compte tenu des difficultés logistiques concernant de tels mesurages de longue durée ainsi que des compétences et équipements de l'ITM, cette campagne de mesurage complémentaire serait réalisée par cette dernière en étroite collaboration avec les services du Ministère de la Santé et l'Institut luxembourgeois de Régulation.

Le cas échéant, les résultats de ces mesurages seront validés par l'organisme de contrôle agréé, à savoir par EMV-Services, et intégrés dans un rapport final pour toute la campagne de mesurage à effectuer en 2009. Cette approche et le mode de payement sont à confirmer par le Conseil de Gouvernement qui en a été saisi par le Ministre du Travail et de l'Emploi.

- Dans le passé, le choix des sites de mesurage avait été effectué par les experts de l'organisme de contrôle agréé conjointement avec les experts de l'ITM. Ces mêmes sites feront l'objet de mesurages supplémentaires par le même organisme de contrôle agréé afin de garantir la comparabilité des résultats.

Le choix des sites de mesurage à l'intérieur des maisons se fera à la fois par des experts en la matière et en concertation avec notamment les responsables de l'ITM et du Ministère de la Santé ainsi qu'avec les riverains puisque ces derniers connaissent mieux que quiconque la situation locale, les sensibilités et plaintes des riverains, l'acceptation des habitants de collaborer à des mesurages notamment à longue durée à l'intérieur des maisons et les dysfonctionnements d'appareils électriques, électroménagers et ordinateurs.

D'autre part, la concertation avec les riverains assurera la transparence de la campagne des mesurages complémentaires.

Cette concertation étroite avait d'ailleurs été convenue lors de réunion précitée du 4 août.

- Les deux intervenants prévus pour réaliser les deux campagnes de mesurage envisagés sont l'organisme de contrôle agréé EMV-Services pour continuer les mesurages à l'extérieur des maisons pour assurer la continuité et la comparabilité avec les campagnes réalisées dans le passé ainsi que l'ITM en collaboration avec les services du Ministère de la Santé pour la campagne de mesurage complémentaire (de longue durée dans les maisons). Par conséquent, il n'y a en principe aucun besoin de chercher et de trouver un nouvel organisme de contrôle (du moins dans la limite de réglementation des marchés, étant donné que la nouvelle campagne de mesurage à l'extérieur sera à charge du Ministère du Travail et de l'Emploi, l'obligation par jugement de l'exploitant devant assurer les frais étant venue à terme).

La définition des sites pourra être achevée dans les meilleurs délais et ne dépend au stade actuel que de la volonté des riverains et de l'association de bien vouloir participer au choix des sites.

Question 3023 (10.12.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **piétons victimes d'un accident de la route:**

D'Unzuel vun de Verkéiersaccidenter, an déi Foussgänger verwéckelt sinn, hëlt zou, a mir stinn am europäesche Verglach an deem Beräich net gutt do.

Och wat d'Doudesaffer bei Accidenter ubelaangt, sinn ëmmer méi Foussgänger betraff.

Sécher sinn an deene leschte Joren eng Rei Moossnamen ageleet ginn; leider awer net genuch, wann een déi steigend Zuel vun den Doudesaffer vu Foussgänger kuckt.

Et muss ee feststellen, datt net an deemselwechte Mooss an d'Sécherheet vun de Foussgänger investéiert gouf, wéi soss am Stroosseverkéier.

Wann een zum Beispill de Faktor Visibilitéit kuckt, oder awer och d'Interaktivitéit am Verkéier duerch den Asaz vun Technologien a Betruecht zitt, esou kann ee feststellen, dass am Interessi vum vulnerabelste Verkéiersakteur, leider net alles gemaach gouf, wat méiglech ass.

Wann een och elo realistescherweis net erwaarde kann, datt all Foussgänger soll ee Warngilet droen, esou missten awer Moossname méiglech sinn, déi d'Visibilitéit an d'Interaktivitéit am Sënn vun der Protektioun vum Foussgänger verbesseren.

Zwee flagrant Beispiller:

De Rond-point um Kierchbierg, wou bei der Ausfahrt a Richtung Auchan-Lëtzebuerg-Zentrum, quasi zéng Meter no dem Rondpoint ee Foussgängeriwwerwee ass, dee weder eng Blénkluucht nach ee beliichtend Schëld huet an och net iwwersiichtlech ass.

Wéi kann en Automobilist all Virsiichtsmoossnamen huelen, fir e Foussgänger sécher iwwert d'Strooss goen ze loossen, wann en zudeem och nach oppasse muss, datt keen Automobilist hanner engem hannen drop rennt?

Een anert Beispill ass de Foussgängeriwwerwee op dem Boulevard de la Foire op der Héicht vun der Rue de la Chapelle.

De Foussgänger muss am groussen Trafic op enger véierspuereger Bunn iwwert d'Strooss goen, ouni datt et Luuchte gëtt oder iergendeng Ariichtung, mat där e sech kënnt bemierkbar maachen.

Och d'Ofschafe vun de Foussgängeriwwerweeër an Tempo-30-Zonen ass eng Gefor fir d'Foussgänger.

Kann den zoustännege Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi gedenkt d'Regierung déi dramatesch Zuel vu Foussgängeraffer op eise Stroossen an de Gréff ze kréien?

2) Wat ass an dëser Legislaturperiod ënnert dem Transportministère am Interessi vun der Foussgängersécherheet ëmgesat ginn?

3) Wivill a wat fir eng Projete goufen et an dësem Sënn op eise Stroossen?

4) Wéi steet et hei am Land mat enger Cartographie vun deene Plazen, op deenen öfters Foussgänger a Verkéiersaccidenter verwéckelt sinn?

5) Gedenkt d'Regierung esou eng Cartographie ze erstellen, sollt et nach keng ginn?

6) Ginn op deene Plazen, wou ëmmer erëm Foussgänger zu Schued kommen, konkret Sécherheetsmoossnamen ergraff?

7) Wier et net sënnvoll all Foussgängeriwwerweeër méi iwwersiichtlech ze maachen, andeem een zum Beispill reflektéierend Kazenaen-Neel an d'Strooss géif aschloen?

8) Kënnt een net och op kuerzer Distanz zu de Foussgängeriwwerweeër systematesch «Speedbreakers» (kleng Macadamshiwwelen) an d'Strooss abaue loossen, fir déi motoriséiert Gefierer drop opmierksam ze maachen, datt se solle lues maachen?

9) Wier et net och sënnvoll systematesch blénkesch Foussgängerwarnschëlder op den zwou Säite vun den Foussgängeriwwergäng opstellen ze loossen?

10) Wéisou ginn an den Tempo-30-Zonen d'Foussgängeriwwerweeër systematesch ewechgeholl?

11) Wier et zum Schutz vum Foussgänger net besser, d'Foussgängeriwwerweeër an den Tempo-30-Zonë bestoen ze loossen?

Réponse (23.1.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Fro wëllt den honorabelen Deputéierte gäre Renseignementer hunn, wat d'Regierung gedenkt ze ënnerhuelen, fir d'Zuel vun de Foussgänger, déi am Stroosseverkéier leie bleiwen, an de Gréff ze kréien.

Nach ni war d'Zuel vun den déidleche Verkéiersaccidenter esou niddreg wéi am Joer 2008, esou datt Lëtzebuerg d'europäescht Zil, fir d'Zuel vun de Verkéiersaffer vun 2001-2010 ëm 50% ze reduzéieren, quasi schonns d'lescht Joer erreecht huet. Koumen 2001 nach 69 Leit op onse Stroossen ëm d'Liewen, esou waren 2008 nëmmen méi 35 Affer ze bekloen, wat ee Réckgang vun 49,3% bedeit. Dëst positiivt Resultat wierkt sech natierlech och op d'Foussgänger aus. Esou hunn 2008 33% manner Foussgänger hiert Liewen am Verkéier verluer wéi nach 2007.

Dëst gutt Resultat konnt ënner anerem erreecht ginn, well d'Regierung am leschte Joer eng ganz Rei vu Mesurë geholl huet, fir d'Verkéierssécherheet vun alle Benotzer vun der Strooss ze verbesseren.

Wat déi schwéierblesséiert Foussgänger betrëfft, esou stellen ech e liichte Réckgang par rapport zum europäesche Referenzjoer vun 2001 fest, mä gläichzäiteg sinn am Joer 2008 42% méi schwéierblesséiert Foussgänger ze verzeechne wéi nach am Joer 2007 (37 par rapport zu 26 am Joer 2007).

Doniewent stellen ech fest, datt den Altersduerchschnëtt bei den Affer am Verglach mat aneren Doudegen am Verkéier extrem héich ass. Esou waren am Joer 2007, véier vu sechs Foussgänger, déi am Verkéier verongléckt sinn, méi al wéi 68 Joer. Als Konsequenz op dës erniichternd Feststellung hunn ech d'lescht Joer eng Sensibiliséierungscampagne mam Motto «Merci d'être sympa. Respekt. A mir fuere gutt mateneen» lancéiert, déi virun allem déi méi vulnerabel Verkéiersakteuren am Fokus hat.

Wat elo konkret Mesurë betrëfft, déi an dëser Legislaturperiod geholl gi sinn, wëll ech mech a menger Äntwert nëmmen op déi Efforte beschränken, déi direkt d'Sécherheet vun de Foussgänger betreffen.

Op Grond vun enger Rei Accidenter, déi op der Autobunn, mä awer och op de Landstroosse geschitt sinn, hunn ech de Code de la Route esou ëmgeännert, datt een am Fall vun enger Pann oder engem Accident e Gilet de sécurité undoen an een e Warndräieck opstelle muss, fir méi visibel fir déi aner Leit am Verkéier ze sinn.

Doriwwer eraus hunn ech am Hierscht 2006 d'Recommandatioun un d'Automobilisten erausginn, fir och am Dag mat de Luuchten un ze fueren, wann d'Wieder an d'Luuchtkonditounen et erfuerderen. Dëst erméiglecht virun allem de Foussgänger, de Motocyclisten an de Cyclisten, d'Gefierer fréizäiteg ze erkennen an deemno och kënne mat Zäiten ze reagéieren.

Wat elo d'Foussgängeriwwerweeër u sech betrëfft, esou hunn ech hei eng Rei vun Ëmännerungen am Code de la Route an de leschten zwee Joer virgeholl, déi d'Visibilitéit vun deene Passagen an d'Sensibilitéit fir déiselwecht bei den Automobilisten erhéijen an domadder d'Zuel vun den Accidenter reduzéiere sollen.

Sou därfen zanter Abrëll 2007 d'Autoen net méi no wéi fënnef Meter virun oder no engem Foussgängergsträifen halen oder stationéieren. D'Gemenge sinn opgeruff, d'Stationéierungssträifen deementspriechend duerch eng Spärfläch ze verkierzen.

Ausserdeem goufe vun der staatlecher Verkéierskommissioun eng Rei vu Suggestiounen un d'Gemengen ënnerbreet, fir d'Sécherheet bei de Foussgängersträifen ze verbesseren:

- bei engem Busarrêt soll de Foussgängersträifen am beschten a Fahrtrichtung virun dem Busarrêt sinn, fir datt d'Leit, déi iwwert d'Strooss goe wëllen, net vum Bus verdeckt ginn an domadder besser gesi gi vum nofolgende Verkéier;

- d'Schëld vum Foussgängeriwwerwee (Signal E,11a) soll, wann d'Siicht op de Passage oder op d'Schëld riets vun der Strooss net déi bescht ass, op der lénker Säit vun der Strooss widderholl ginn; aus deemselwechte Grond kann een op gewësser Distanz vum Iwwerwee och nach e Warnschëld stellen, fir op den Iwwerwee hinzeweisen; dëst Warnschëld kann dann och nach duerch giel blénkend Luuchte verstäerkt ginn;

- den Zebrasträife kann nuetsiwwer beliicht ginn;

- eng aner Méiglechkeet d'Sécherheet ze verstäerken ass déi, den Iwwerwee mat roude Luuchten ze versinn.

An den 30er-Zonë soll et, mat Ausnahm vun den Agäng an d'Zonen an op deenen, mat de Gemenge festgeluechte Schoulweeër, keng Zebrasträife méi ginn. Dës Moossnam ass, fir d'Strooss dem Foussgänger méi zougänglech ze maachen, wat dem Charakter vun engem verkéiersberouegte Quartier och besser entsprécht. De Foussgänger huet esou méi Fräiheet do iwwert d'Strooss ze goe wou hie grad ass an den Automobilist muss och méi oppassen, well jo zu all Ableck een iwwert d'Strooss goe kann.

Ass awer e Foussgängersträifen do, esou muss de Foussgänger op enger Distanz vu 50 Meter deen och benotzen. An deem Zesummenhang ass et mir och net bekannt, datt d'Ewechhuele vu Foussgängersträifen an den 30er-Zonen zu méi Accidenter mat Foussgänger soll gefouert hunn.

Ofschléissend ass déi staatlech Verkéierskommissioun am Moment amgaangen d'Broschür ze erneieren, déi virschreift wéi 30er-Zonë vun de Gemenge sollen aménagéiert ginn, fir datt eng maximal Sécherheet vun den Awunner an deene Quartieren an awer och allen anere Benotzer vun der Strooss soll erreecht ginn. Dës Broschür, déi am Fréijoer 2009 publizéiert gëtt, soll dann als Modell fir all Gemeng gëllen, déi esou Zonen aménagéiere wëllt.

Question 3029 (11.12.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système de perception tarifaire électronique e-go:**

Depuis le 20 septembre 2008 le nouveau système de perception tarifaire électronique e-go est opérationnel. Pour vérifier la validité du contenu d'une carte à puce e-go, les contrôleurs doivent posséder un terminal portable capable de lire cette carte. Or, trois mois après le lancement du système, les contrôleurs de train ne sont toujours pas équipés du matériel requis pour assurer le contrôle des cartes à puce e-go. Selon mes informations la livraison des terminaux portables a même été reportée au printemps 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations et, le cas échéant, quelles sont les raisons du retard de livraison des terminaux portables?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une partie des voyageurs abusent de cette situation en ne chargeant plus leur carte e-go et, le cas échéant, comment Monsieur le Ministre des Transports entend-il régler cette problématique?

- En général, quels sont les problèmes rencontrés jusqu'à présent dans le fonctionnement du système e-go?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les machines de vente automatique seront installées dans les délais prévus?

- Quand le réseau de vente sera-t-il élargi dans les commerces?

Réponse (26.1.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur le fonctionnement du système de perception tarifaire électronique e-go, introduit dans les transports publics depuis le 29 septembre 2008.

À entendre la réaction du public, le système e-go a bien démarré et ne donne pas lieu à des problèmes auprès de ses utilisateurs qui deviennent de plus en plus nombreux.

Concernant les appareils de contrôle, une douzaine de ces appareils a été remis dès septembre à des contrôleurs de train des CFL. Étant donné certaines spécifications revendiquées par les CFL concernant les fonctions de ces appareils, telles qu'émission de titres de transport, consultation des horaires des transports publics, impression de procès verbaux, la livraison du reste de ces appareils est attendue pour début 2009.

Il en sera de même des automates de vente, qui seront installés à différents endroits publics pour compléter le réseau de vente actuel des titres de transport.

Il me reste enfin à préciser que les anciens titres de transport restent en vigueur par mesure transitoire et jusqu'à avis contraire, permettant aux commerces ayant pratiqué une vente de titres de transport jusqu'ici, à continuer cette vente tout en leur permettant de préparer les adaptations indispensables de l'équipement de vente.

Question 3031 (11.12.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **tarification des services médicaux pour les fonctionnaires européens:**

Selon mes informations, les fonctionnaires européens s'opposent depuis des années à la sur-tarification médicale des actes médicaux, étant donné qu'ils sont contraints de payer des tarifs plus élevés que ceux applicables aux résidents affiliés à des caisses de maladie luxembourgeoises, qu'il s'agisse d'une simple visite médicale ou d'un traitement en milieu hospitalier.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état des choses?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend intervenir afin de remédier à cette situation? Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la tarification des fonctionnaires européens telle qu'elle est pratiquée actuellement au Luxembourg est conforme à la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en la matière, notamment ence qui concerne l'arrêt Ferlini où la Cour a jugé que la différence de traitement entre les personnes affiliées au régime luxembourgeois de sécurité sociale et les citoyens européens non affiliés à ce régime est contraire au principe de l'égalité de traitement?

Réponse (20.1.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

De prime abord, je tiens à informer l'honorable Député que la question parlementaire ne relève pas de la compétence au sens strict du Ministère de la Sécurité sociale, dont la mission est de s'occuper des assurés affiliés au régime luxembourgeois d'assurance maladie en application des dispositions du Code de la Sécurité sociale.

Nonobstant cette remarque, mes services sont intervenus auprès du Régime Communautaire d'Assurance Maladie (RCAM), régime compétent pour les fonctionnaires européens. Les responsables du prédit régime ont fourni l'information qu'un accord a été conclu entre l'Association des Médecins et Médecins Dentistes Luxembourgeois et le RCAM qui prévoit une tarification des actes médicaux par renvoi à la nomenclature luxembourgeoise, mais dont l'article 3 donne aux médecins concernés le droit de fixer leurs honoraires moyennant un coefficient multiplicateur de 15%.

Il est vrai que la Cour de Justice des Communautés européennes, dans l'arrêt Ferlini auquel l'honorable Député se réfère, a retenu le principe de l'égalité de traitement en matière de tarification dans les terme suivants: «L'application, de manière unilatérale, par un groupe de prestataires de soins aux fonctionnaires des Communautés européennes de tarifs concernant les soins médicaux et hospitaliers dispensés en cas de maternité plus élevés que ceux applicables aux résidents affiliés au régime national de sécurité sociale constitue une discrimination en raison de la nationalité interdite par l'article 6, premier alinéa, du traité CE (devenu, après modification, article 12, premier alinéa, CE), en l'absence de justification objective à cet égard.»

Dès lors, l'application des principes jurisprudentiels retenus par la Cour dans le prédit arrêt s'oppose à ce que des établissements appliquent des tarifs plus élevés aux fonctionnaires européens en cas de séjour en milieu hospitalier pour maladie ou maternité.

Question 3032 (11.12.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **projet Go4lunch:**

Le projet Go4lunch, initié par l'ASTI, avait pour objectif de fournir une formation de base en restauration et à la vente aux demandeurs d'asile, tout en leur permettant de gagner un peu d'argent de poche et de mettre fin à l'oisiveté dans laquelle beaucoup d'entre eux doivent vivre en attendant une décision quant à leur demande d'autorisation de travail. Comme la Commission européenne et le Ministère de la Famille ont décidé de ne plus soutenir le projet Go4Lunch initié par l'ASTI, ce dernier doit cesser ses activités.

- Dans ce contexte, j'aimerais demander à Madame la Ministre les raisons qui ont amené le Gouvernement luxembourgeois à cesser le soutien de ce projet, pourtant exemplaire dans la mesure où il a permis de rapprocher les demandeurs d'asile et la population luxembourgeoise.

Réponse (30.1.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, administration placée sous mon autorité, est responsable de la mise en œuvre au Luxembourg de deux fonds communautaires, à savoir le Fonds européen pour les Réfugiés, depuis 2000, et le Fonds européen d'intégration des résidents de pays tiers, depuis 2007. Suivant la règle communautaire le cofinancement est limité à trois ans.

Le projet Go4Lunch mis en œuvre par ASTI à partir de l'année 2006 a été cofinancé à parts égales par le Fonds européen pour les Réfugiés et par le budget du Commissariat du Gouvernement aux étrangers, pendant trois ans.

Ce projet a certes eu le mérite de contribuer à l'activation et à la formation d'un certain nombre de demandeurs de protection internationale. (DPI)

Les raisons pour lesquelles le Commissariat n'a pas jugé opportun de continuer à accorder un financement national sont les suivantes:

1. Le coût de ce projet a été supporté à parts égales par le budget national et communautaire, auquel il faut ajouter les recettes engendrées par les ventes, déduction faite du coût des marchandises. La population cible de ce projet, les demandeurs de protection internationale, n'étaient pas rémunérés mais recevaient des chèques cadeaux d'une valeur largement inférieure au salaire minimum légal. Une continuation du projet aurait même engendré des coûts supplémentaires du fait que les DPI engagés auraient dû l'être par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire moyennant payement du salaire social minimum. S'agissant d'un projet à but commercial il aurait dû s'autofinancer pour une très large partie après une phase initiale de trois ans;

2. D'un autre côté, l'employabilité des personnes formées dans cette initiative n'a pas pu être retracée.

Finalement, il existe des restrictions en matière de financement public, pour des projets à finalité commerciale.

Question 3033 (12.12.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **paiement de factures et** le **remboursement de la TVA:**

A leschter Zäit heefe sech d'Kloen driwwer, datt et ëmmer méi laang dauert, bis de Stat senge finanzielle Verflichtunge vis-à-vis vu Betriber oder Persounen, déi Geld vum Stat ze kréien hunn, nokënnt. Sou héiert ee vu Betriber, déi iwwer zwee Joer op de Remboursement vun TVA, déi geschëllt ass, waarden, respektiv méi wéi siwe Méint drop waarden, datt hir Rechnunge vum Stat oder der Bauverwaltung bezuelt ginn. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi steet et an dëser Bezéiung ëm d'Bezuelmoral vum Stat respektiv senge Verwaltungen, inklusiv dem Enregistrement?

2. Sinn déi Häre Ministere sech bewosst, datt dëse Préfinanzement d'Betriber staark belaascht, a souguer gesond Betriber riskéieren, duerch dësen «negative Cash-flow» ouni eege Schold finanziell an d'Labrënten ze kommen? Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir dës Mëssstänn ofzestellen?

3. Wéi steet et ëm d'Zougestoe vu Verzuchszënsen, wann de Stat respektiv d'Bauverwaltung hir Rechnunge mat sou engem anormal grousse Retard bezillt?

4. Wéi steet et an där Bezéiung bei der TVA, wou jo all Betrib, deen a Verzuch vis-à-vis vum Stat ass, 1% Zënsen de Mount bezuele muss? Bezillt d'Administratioun vum Enregistrement deene Geschäftsleit, déi d'TVA ze kréien hunn, och Verzuchszënsen, a wa jo, wéi ginn déi verrechent?

5. Wann d'Äntwert op d'Froe 4 a 5 negativ ass, fannt Dir dat richteg, respektiv sidd Dir gewëllt, dat ze änneren?

Réponse (20.1.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En ce qui concerne le remboursement de la TVA par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, il y a lieu de relever que l'existence d'un délai en la matière n'est pas une question d'éthique mais la conséquence d'obligations légales en matière fiscale qui incombent aussi bien aux assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée qu'à l'administration.

L'honorable Député allègue que le remboursement a lieu plus de deux ans après la remise à l'administration de la déclaration renseignant un excédent de taxe en amont, prévue notamment à l'article 55 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

Il faut distinguer entre assujettis établis ou non au Luxembourg.

En ce qui concerne les assujettis qui ne sont pas établis au Luxembourg et qui tombent dans le champ d'application de la 8e directive du Conseil du 6 décembre 1979 (79/1072/CEE), le délai de remboursement en matière de taxe sur la valeur ajoutée est largement inférieur aux deux ans évoqués par l'honorable Député. Ainsi, l'article 7 §2 de ladite directive précise que «les décisions concernant les demandes de remboursements doivent être notifiées dans un délai de six mois à compter de la date de présentation… de ces demandes… . Le remboursement doit être effectué avant l'expiration du délai précité…». À l'heure actuelle, les demandes de remboursement transmises par des assujettis visés par ladite 8e directive sont traitées endéans le délai imparti.

En ce qui concerne les assujettis qui sont établis au Luxembourg et qui tombent dans le champ d'application de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de la taxe sur la valeur ajoutée, le délai de remboursement en matière de taxe sur la valeur ajoutée est aussi largement inférieur aux deux ans évoqués par l'honorable Député. Ainsi, pour la majorité des 52.000 assujettis établis au Luxembourg et qui sont soumis conformément aux dispositions des articles 61 et 63 de la loi TVA à l'obligation de dépôt de déclarations périodiques, le délai de remboursement est en moyenne identique à celui ci-avant visé à savoir six mois après la remise de ladite déclaration. Ce délai est obtenu en divisant le montant des arriérés en matière de remboursement par la somme des remboursements mensuels effectués durant le dernier trimestre 2008.

L'honorable Député demande aussi si l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines paye des intérêts de retard aux assujettis à la TVA. La réponse est négative vu que la loi TVA ne prévoit actuellement pas l'obligation d'un tel paiement. Il est à noter dans ce contexte que le taux d'intérêts est actuellement, sur base de l'article 85 modifié de la loi TVA, de 7,2% par an, ce qui équivaut à 0,6% par mois et non 1% par mois comme évoqué par l'honorable Député, à partir du jour de la signification de la contrainte.

Question 3034 (12.12.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **formation des infirmiers au Luxembourg:**

En réponse à la plainte (N°2008/4163) que l'ANIL a déposée au sujet de la formation d'infirmier responsable de soins généraux au Luxembourg, les services de la Commission ont conclu en février 2007 à la probabilité que la formation des infirmiers au Luxembourg ne soit pas conforme à l'exigence de trois ans d'études minimum à plein-temps, ou 4.600 heures d'enseignement, prévue par l'article 1er, paragraphe 2, point b), de la directive 77/453/CEE.

À la réponse des autorités luxembourgeoises affirmant que les conditions d'études au Luxembourg sont conformes à la directive 77/453/CEE, la Commission a continué de soutenir que la durée minimum de cette formation n'atteignait pas le minimum requis.

La Commission a adressé le 8 mai 2008 une lettre de mise en demeure au Gouvernement luxembourgeois pour lui demander de formuler des observations au sujet de ces insuffisances au regard des exigences de durée.

La DG Marché intérieur et services a également découvert que les mesures par lesquelles le Luxembourg affirme avoir mis en œuvre ces exigences minimales de formation, ne font pas référence à la directive 2005/36/CE et ne mentionnent pas non plus le fait qu'une harmonisation des exigences minimales quant à la formation d'infirmier responsable de soins généraux est prévue par le droit communautaire. Par conséquent, il a été rédigé une lettre de mise en demeure complémentaire évoquant l'absence de référence à la directive 2005/36/CE (ou à la directive 77/453/CEE abrogée par la directive 2005/36/CE) dans les dispositions de transposition dans le droit national luxembourgeois des exigences minimales de formation pour les infirmiers responsables de soins généraux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Comment entendent-ils réagir à cette nouvelle mise en demeure?

- Quelles solutions sont envisagées afin de se mettre en conformité avec l'exigence de trois ans d'études minimum à plein-temps, ou 4.600 heures d'enseignement, prévue par l'article 1er, paragraphe 2, point b), de la directive 77/453/CEE?

- Quelles sont les obstacles ayant empêché le Gouvernement à se mettre en conformité avec les directives précitées?

- Est-ce que des pourparlers ont eu lieu entre les responsables politiques luxembourgeois et l'ANIL à ce sujet?

- Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

Réponse commune (23.1.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La Commission européenne a adressé en mai 2008 une lettre de mise en demeure au Gouvernement luxembourgeois par rapport à de prétendues insuffisances de la formation des infirmiers et infirmières par rapport au droit européen. En juillet 2008, le gouvernement a transmis les explications demandées à la Commission.

Dans sa prise de position, le Gouvernement a démontré que le contenu de la formation correspond aux exigences de la directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux.

Cette directive prévoit en effet une formation qui comprend trois ans d'études ou 4.600 heures d'enseignement théorique et pratique. Toujours est-il que la formation offerte au Luxembourg est organisée sur trois années d'études et cela depuis la mise en vigueur de ladite directive. Dès lors, la formation d'infirmier remplit la condition de la durée de formation de trois ans prévue à l'article 31 alinéa 3 de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles qui reprend les critères de la directive 77/453/CEE qu'elle abroge.

Force est toutefois de préciser qu'à ce jour la Commission européenne n'a pas adressé de mise en demeure complémentaire au Gouvernement luxembourgeois.

Par ailleurs, lors des pourparlers engagés au cours de l'année écoulée avec les associations professionnelles, dont l'ANIL, ainsi qu'avec les syndicats concernés, la proposition du Gouvernement de répartir le contingent des 4.600 heures d'enseignement sur les trois années de formation, à l'instar de ce qui se pratique dans d'autres États de l'Union européenne, n'avait trouvé l'adhésion de l'ensemble des représentants professionnels.

Question 3035 (12.12.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **dépassement par la société Tanklux des limites de bruit autorisées:**

Des citoyens du village allemand de Temmels, en face du port de Mertert, se plaignent depuis des années des effets négatifs de certaines activités du port sur leur vie quotidienne. Particulièrement visée par les citoyens est la société Tanklux. Son centre de stockage de produits pétroliers est régulièrement alimenté par voie fluviale. Or, les pompes des navires-citernes émettent un bruit considérable et ceci durant de nombreuses heures par navire.

Des mesures privées effectuées en 2007 du côté allemand ont révélé un niveau de bruit maximal de 83 décibels. En juillet 2008, l'Administration de l'Environnement luxembourgeoise avait ordonné des mesurages indépendants qui ont établi un niveau de bruit allant jusqu'à 54,3 dB(A). Constatant que le seuil autorisé en journée était respecté de justesse (55 dB(A)), mais le seuil de nuit largement dépassé (40 dB(A)), l'Administration de l'Environnement vient d'informer le procureur et a invité la société à prendre position.

Parallèlement, un projet d'extension des capacités de stockage de Tanklux serait en cours.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

- Combien de navires ravitaillent ce centre de stockage pétrolier par mois ou par année? Est-ce que le déchargement peut se faire à toutes les heures du jour et de la nuit? Qu'en est-il des week-ends et des jours fériés?

- Est-ce que les mesures indépendantes de l'Administration de l'Environnement ont été prises sur une durée de plusieurs jours et nuits? À quelle date?

- Quelle sera la suite du dossier au niveau de l'Administration de l'Environnement? Est-ce que d'autres mesurages ou contrôles sont prévus?

- Qu'en est-il du niveau de bruit et de l'exposition des travailleurs sur le terrain même du port? Est-ce qu'il y a des contrôles ou mesurages réguliers?

- Est-ce que le projet d'extension des capacités de stockage de la société Tanklux est en cours d'autorisation?

- Est-ce que les «réflexions au sein de la Direction de l'Énergie» visant à élaborer un concept de stockage national et régional et à identifier des possibilités d'extension et d'implantation des stocks *(cf. compte rendu N°13/2007-2008 - question parlementaire N°2494*), ont déjà abouti?

Réponse commune (19.1.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

- D'après les informations du Port de Mertert, le nombre de navires ayant ravitaillé le centre de stockage de Mertert est de 262 pour l'année 2008.

- Suivant l'arrêté d'exploitation délivré en 1994 par le Ministre de l'Environnement en vertu de la législation relative aux établissements classés, une restriction concernant l'activité de déchargement proprement dite n'existe pas. Pourtant, des limitations des niveaux acoustiques en provenance de l'entreprise Tanklux à la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante sont fixées de manière distincte pour la période de jour (07h00 à 22h00), à savoir un niveau maximal de 55 dB(A) et pour la période de nuit (22h00 à 07h00) et les dimanches et jours fériés, à savoir un niveau maximal de 40 dB(A). Par ailleurs, des niveaux acoustiques à respecter à la limite de la propriété du site TANKLUX sont fixés dans l'arrêté ministériel précité (70 dB(A) entre 07h00 et 22h00 et 60 dB(A) entre 22h00 à 07h00).

- Les mesures demandées par l'Administration de l'Environnement et réalisées sur ordre de Tanklux S.A. par une personne agréée à ces fins par le Ministre de l'Environnement ont été réalisées le 3 novembre 2008 sur le côté allemand de la Moselle en face du quai de déchargement des bateaux. Selon le rapport de mesurage établi par la personne agréée, un premier mesurage a été réalisé entre 17h30 et 18h45 lorsque les sources de bruit potentiellement bruyantes étaient en marche (dépotage de bateau et installation de récupération des gaz d'essence (VRU)). Un mesurage du bruit de fond, c'est-à-dire lorsque les deux sources de bruit précitées se trouvent à l'arrêt, a eu lieu le même jour entre 21h15 et 21h45 environ.

Les niveaux sonores équivalents ont été déterminés d'après l'annexe au règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

L'impact sonore de la société Tanklux de 54,3 dB(A), tel que retenu dans ledit rapport de mesurage, résulte de la soustraction des deux niveaux acoustiques mesurés lors des deux configurations précitées.

- D'une part, le Parquet du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été informé sur la situation. D'autre part, l'Administration a depuis lors eu une réunion avec les représentants de la société Tanklux. L'exploitant s'est engagé à étudier à brève échéance les possibilités qui se présentent en vue de réduire les émissions acoustiques et ce au regard de la zone d'activité Port de Mertert vue dans son ensemble.

Bien que le mesurage effectué ait été très ponctuel, d'autres mesurages ou contrôles ne sont actuellement pas prévus. En effet, on attend les résultats d'une étude d'impact sonore de l'ensemble du Port de Mertert actuellement en élaboration.

- En vertu du règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit), l'employeur doit mettre à disposition de ses salariés des protecteurs auditifs individuels les mieux appropriés si le bruit auquel ces salariés sont exposés dépasse une valeur d'exposition de 80 dB(A).

Si la valeur d'exposition dépasse 85 dB(A), les salariés sont obligés de porter les protecteurs auditifs individuels mis à leur disposition par leur employeur.

- Actuellement, l'Administration de l'Environnement et l'Inspection du Travail et des Mines ne sont pas saisies d'une telle demande d'autorisation.

- La Direction de l'Énergie au sein du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en voie d'élaborer activement un concept de stockage national voire régional. Les analyses et travaux n'ont cependant pas encore abouti.

Question 3036 (15.12.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **vente aux enchères de logements du Fonds du Logement:**

Le Fonds du Logement a fait savoir récemment qu'il procédera à la vente aux enchères de plusieurs appartements et maisons au courant du mois de décembre.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre:

- Combien de logements appartenant au Fonds du Logement ont été vendus aux enchères au cours des dix dernières années?

- Combien d'acquéreurs ont pu bénéficier d'une autorisation spéciale pour louer ou vendre leur logement avant l'écoulement des délais d'occupation prévus?

- Comment la vente aux enchères de logements à prix modérés s'inscrit-elle dans les efforts du Gouvernement, d'œuvrer à la diminution des prix des logements sur le marché de l'immobilier national?

Réponse (19.1.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Afin d'encourager la mixité sociale et d'éviter ainsi la création de ghettos sociaux dans le cadre de la réalisation de projets de constructions d'ensemble par des promoteurs publics, le législateur avait déjà prévu en 1979 le grand principe dans la législation concernant les aides au logement que 40% des logements destinés à la vente pourraient être vendus sur le marché immobilier privé, c'est-à-dire à des acquéreurs non bénéficiaires d'une prime de construction ou d'acquisition. La mise en vente de certains biens immobiliers aux enchères publiques a permis et permet d'ailleurs toujours d'assurer au mieux la mixité sociale chère au Gouvernement et aux responsables du Fonds du Logement.

Afin d'éviter davantage la ségrégation sociale, le législateur de 2002 a même donné aux promoteurs publics la possibilité de désigner jusqu'à 25% des logements de son parc locatif qui sont à louer suivant les modalités du marché privé, partant conformément aux dispositions de la législation sur les baux à loyer.

En ce qui concerne le point 1 de la question parlementaire, le président du comité-directeur du Fonds du Logement, a par son courrier du 13 janvier, fourni la réponse suivante:

«Le Fonds s'adonne à la pratique de la vente publique depuis maintenant six ans. Le nombre des logements vendus publiquement par le Fonds au 31 décembre 2008 se décompose comme suit:

- 33 appartements du quartier de la Eecherschmelz à Luxembourg-Eich,

- 5 appartements de l'immeuble sis route du Vin/rue Schaffmill à Grevenmacher,

- 3 maisons et 14 appartements du quartier de la Fonderie à Rumelange,

- 6 appartements à Schifflange,

- 8 maisons en copropriété à Luxembourg-Neudorf.»

Pour ce qui est du point 2, la même source renseigne sur les faits suivants:

«En 2004, le comité-directeur a décidé que, pour tous les projets récents et ceux à venir, le Fonds du Logement ferait systématiquement valoir son droit de préemption dans le cadre de chaque demande d'autorisation de revente, ceci aussi bien pour les logements subventionnés que pour les logements vendus publiquement.

Entre la mise en vente publique des logements de la Eecherschmelz (2002) et de Grevenmacher (2003) et cette décision du Comité (2004), un seul acquéreur a bénéficié d'une autorisation spéciale pour vendre son logement acquis en vente publique avant le terme des dix ans, aucun acquéreur n'a été autorisé à la mise en location d'un tel logement.»

Concernant le point 3, il y a lieu de souligner que pour tous les logements vendus aux enchères publiques, le promoteur public ne touche aucune aide étatique. Des économies ainsi réalisées sont, ensemble avec les plus-values générées par le Fonds du Logement dans le cadre des ventes aux enchères, intégralement investies et réinvesties dans des nouveaux projets avec le but d'agrandir l'offre de logements à coût modéré et partant de faire diminuer les prix des logements sur le marché immobilier national.

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. 4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Nancy Arendt, M. Charles Goerens, M. François Bausch, Mme Marie-Josée Frank, Mme Colette Flesch, M. Michel Wolter (déposant deux amendements), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre*
- *Vote sur les amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote sur la proposition de loi (adoptée)*
- *Vote sur la dispense du second vote constitutionnel (accordée)*
- *Motion 1: M. Michel Wolter, Mme Lydie Err, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (motion retirée)*
- *Résolutions 1 et 2: Mme Lydie Err, Mme Martine Stein-Mergen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (résolutions retirées)*

2. 5725 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5943 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener (répond à M. le Ministre François Biltgen)*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, Här President, ech gleewen net.

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, da fänke mer u mat eisem Ordre du jour an den Diskussiounen iwwert d'Proposition de loi iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide. Et sinn nach ageschriwwen: den Här Mehlen, den Här Jaerling, d'Madame Arendt, den Här Goerens, den Här Bausch, d'Madame Frank, d'Madame Flesch an den Här Wolter. Elo ass et um éischte Riedner fir haut de Mëtteg, dem honorabelen Här Mehlen.

1. 4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (suite)

Discussion générale (suite)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll, fir unzefänken, deene Leit, déi eis hei d'Gesetz erkläert hunn - de Projet oder d'Propositioun -, Merci soen.

Mir sinn offiziell an der Santéskommissioun net vertrueden. Mäi Fraktiounskolleeg Gast Gibéryen war awer eng etlech Mol do, fir ze suivéieren, wat do ofgelaf ass. Mir wëllen duerfir all deene Leit, déi hei matgeschafft hunn, an ech menge se hunn alleguer probéiert éierlech matzeschaffen, félicitéiere fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn - och, wa mer d'Konklusiounen net integral kënnen deelen.

Ech wëll direkt virewech d'Haltung vun eiser Partei an eiser Fraktioun explizéieren. An eisem Wahlprogramm vun 2004 huet d'ADR ganz kloer Folgendes gesot: „Wir sprechen uns klar für den flächendeckenden Ausbau der Palliativmedizin aus, um den Sterbenden die letzte Lebensphase so erträglich wie möglich zu gestalten. Wir sind aber gegen die Legalisierung der Euthanasie, wie sie zum Beispiel in den Niederlanden erlaubt ist. Es muss im Ermessen der Ärzte bleiben, schmerzlindernde Mittel zu verabreichen, auch wenn dies eine Verkürzung der letzten Lebensphase zur Folge hat." Dat war 2004.

Den 2. Abrëll 2006 huet eis Partei e Grondsazprogramm op engem Kongress verabschit, wou mer am Paragraph 59 soen: „Im Zusammenhang mit dem Gesundheitswesen und der fortschreitenden medizinischen Forschung stellen sich immer wieder neue ethische Fragen, deren Beantwortung ein hohes Maß an Fachwissen und Verantwortlichkeit erfordert. Grundsätzlich respektieren wir in diesen Fragen die Gewissensfreiheit unserer politischen Mandatsträger." Dat ass d'Situatioun, an där mir eis als ADR an dëser Problematik befannen.

Mir hätten awer, Här President, gemengt, an esou enger wichteger Fro, déi amgaang ass och d'Vollek deelweis bal ze splécken an déi sech zu engem grousse Politikum héichgeschaukelt huet, hätt ee kënnen e Referendum organiséieren.

Mir wëlle soen, datt eis grondsätzlech Attitüd ass, datt ee scho wichteg Froe soll zum Referendum zouloossen. Leider ass eis Gesetzgebung nach net esou wäit, datt och op Initiative populaire esou Froe kënnen engem Referendum ënnerworf ginn. Mir wëssen, datt dat just an där Prozedur de Fall ass, déi elo amgaang ass mam Artikel 34 vun der Verfassung.

Här President, mir kucken dëse Problem net duerch en ideologesche Brëll a probéieren, sachlech ze analyséieren an ofzeweien. Mir fannen et och normal, datt an der Öffentlechkeet haart a leidenschaftlech gestridde gëtt, schliesslech geet et jo ëm Froe vu Liewen an Doud.

Mir fannen och contrairement zu deem, wat Eenzelner hei gemengt hunn, datt fräi Meenungsäusserung muss erlaabt sinn. Allerdéngs gëtt et Regelen, un déi jiddweree sech ze halen huet. Dat Éischt ass, datt ee muss bei der Wourecht bleiwen, an dat Zweet ass, datt een net däerf ënnert d'Gürtellinn schloen. Sécher ass dat an der Vergaangenheet net ëmmer respektéiert ginn.

Ech wëll mech, well meng Zäit jo awer limitéiert ass, fir d'éischt mat de Pro-Argumenter auserneesetzen. Ech mengen, d'Protagonisten hunn dat hei gemaach, ech brauch net op all déi Argumenter anzegoen. Et geet hei grondsätzlech ëm d'Fräiheet vum Mënsch, fir an enger penibeler, ganz schwiereger Situatioun zum Liewensenn doriwwer ze entscheeden, wéi a wéini datt hie wëllt stierwen.

Ech mengen, et kann ee grondsätzlech sech zu där Fräiheet bekennen, ouni datt ee verschiddene Leit do op d'Plate-banden trëppelt. Zu der Fro, ob ee soll zouloossen, stroffräi onmënschlecht physescht a psychescht Leiden ze beenden op Wonsch vu Betraffenen, gëtt et och nach een Argument, wat gesot gëtt: Wa mir et net hei regelen a wa mer net wierklech gutt Regelen duerfir opstellen, dann ass d'Gefor ganz grouss, datt Leit, déi dat maache wëllen, an d'Ausland auswäichen, wou manner kontrolléiert gëtt.

Wann ee sech mat deenen Argumenter auserneesetzt, da si sécher Argumenter dran, déi derfir schwätzen a fir Eenzelner vun eis heibanne sécher och ausschlaggebend sinn, fir fir d'Euthanasiegesetz ze stëmmen.

Wa mer d'Kontra-Argumenter kucken, da si mir awer der Meenung, datt et e ganz décisivë Schrack ass, wann déi Propositioun hei sollt Gesetzeskraaft kréien, deen eist gesellschaftlecht Zesummeliewe ganz staark verännert. Et soll een de psychologeschen Effet vun dësem Schrack an der Gesellschaft net ënnerschätzen.

An ech froen: A wat fir enger Gesellschaft liewe mer? Mir gesinn, datt d'gesellschaftlech Verännerungen ëmmer méi séier stattfannen. Mir gesinn a mir bedaueren et och, datt den Zesummenhalt vun de Familljen zerbréckelt un der Realitéit vun enger Welt, déi ëmmer méi materialistesch an egoistesch gëtt. De Mënsch gëtt leider ëmmer méi ënnert dem Aspekt vu sengem Notze fir d'Gesellschaft a fir d'Ekonomie gekuckt.

Mir sinn haut leider schonn esou wäit, datt Fraen, déi net vun der Offer vun der öffentlecher Kannerbetreiung Gebrauch maachen, fir kënne schaffen ze goen, sech scho bal mussen dofir entschëllegen. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer hei lues a lues an en ähnlechen Zeenario eraginn.

Da muss ee sech d'Fro stellen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, wou déi eeler Generatioun ëmmer méi zouhëlt proportional zur jonker Generatioun, wéi grouss den Drock an zéng oder an 20 Joer op déi eeler Generatioun wäert ginn.

Ech hat lech déi leschte Kéier eng Geschicht erzielt vun engem Naturvollek an Nordamerika, wou de Suizid vun deenen Alen ugeholl war, well Nahrungsprécaritéit war an déi jonk Generatioun eigentlech nëmmen da konnt gesond eropwuessen an dat ënner akzeptabelen Ernährungskonditiounen, wann déi Al, déi net méi schaffe konnten an net méi konnten op d'Juegd goen, sech suicidéiert hunn. Dat war ugeholl. Do war eng Schlucht, a wa se dann der Gesellschaft näischt méi zunotz waren an awer wahrscheinlech nach gesond waren, da si se do erofgesprongen, fir datt déi Jonk konnten nowuessen, datt se sollten eppes ze iessen hunn.

An ech hat dunn d'Fro gestallt an ech stelle se haut nach eng Kéier: Wéi grouss ass an där Gesellschaft d'Fräiwëllegkeet vun deem Suicide gewiescht?

Ech kéint mer virstellen, datt déi Leit och nach gär an hirer Famill gelieft hätte mat hiren Enkelkanner. Mä si hunn et gemaach, well et eng Noutwendegkeet war. An do muss een d'Fro hannendrunhänken: A wat fir eng Gesellschaft gi mir eran?

Wéi reagéiere Kanner an eiser Zäit, fir déi d'Elteren ëmmer manner Zäit hunn, wann d'Elteren eng Kéier al a gebriechlech ginn? Wéi reagéieren dës Elteren, wa se mierken, datt si nach just eng Laascht fir d'Kanner sinn? Wéi grouss gëtt de psycheschen Drock, dee sech op déi Leit auswierkt?

Wien ënnerscheet dann tëschent dëser psychescher Détresse an der Souffrance psychique insupportable, wéi se an der Proposition de loi steet, déi als Konditioun drasteet, fir datt soll kënnen eng Euthanasie stattfannen?

Ouni déi Méiglechkeet vun enger Euthanasie kéim wahrscheinlech keen op d'Iddi, fir dat dann ze froen, ganz einfach, well déi Dier zou ass. Oder alternativ, wann een e bësse méi wäit wëllt goen: Wann d'Euthanasie, wéi dat de Moie jo och geschwat ginn ass, nëmme fir ganz extrem Situatioune mat engem valabele Contrôle préalable erlaabt wär, bräicht ee sech och keng Gedanken doriwwer ze maachen.

Mä wann d'Dier zur Euthanasie bis opsteet, dann ass d'Gefor grouss, datt et lues a lues an déi Richtung evoluéiert. Ass déi Dier eng Kéier och nëmmen ee Splack op, da weess keen, wéi wäit datt se eng Kéier opgemaach gëtt. Dat ass och den Haaptgrond, woufir mir eis als Partei déi leschte Kéier géint d'Legaliséierung vun der Euthanasie ausgeschwat hunn.

Ech erlabe mer bei dëser Geleeënheet, och, wann dat verschiddene Leit vläicht net gefält, par analogie op e Kommentar hinzeweisen, deen - ech mengen - virgëschter Moien op RTL war, wou e Journalist a sengem Kommentar dorop higewisen huet, datt an där deemools och hefteg ëmstriddener Problematik vum Avortement dat deemools och méi als eng Exceptioun dohinnergestallt ginn ass, a wou de Journalist gesot huet, datt et awer haut scho bal gängeg Praxis ass, datt och mat enger medikamentöser Applikatioun, déi nach net esou laang besteet,...

(Interrcuption)

...dann och Embryoen ofgedriwwe ginn.

Wa mer hei zu Lëtzebuerg keng hunn, da gëtt et der, Madame Flesch, ganz sécher am Ausland. A mir sinn hei op kenger Insel, dat soe mir jo bei all Geleeënheet.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass déi folgend, an déi ass ganz haart: Komme mer eng Kéier, mir selwer, an d'Situatioun, datt mer eis mussen entschëllegen, wa mer net d'Euthanasie froen?

Eng aner Fro ass, datt d'Vertrauensverhältnis tëschent Dokter a Patient dorop baséiert, datt den Dokter de Patient net eleng léisst, mä bis an den Doud era begleet. Et ass d'Fro, déi sech stellt vum medezinesche Personal. Doutmaachen ass keng Aufgab vum Dokter. An et ass nach net laang, datt en Dokter eis gesot huet, d'Ausbildung, fir eng Euthanasie ze praktizéieren, déi dauert eng Véierelstonn. D'Ausbildung, fir eng voll medezinesch Dokterformatioun mat Ausbildung an der Palliativmedezin hannendrun ze maachen, dauert zéng Joer. An duerfir muss een och verstoen, datt eng ganz Partie Doktere soen: Mir wëllen näischt domat ze dinn hunn.

Een Dokter schreift: De Suicide médicalement assisté ass a Wierklechkeet e Suicide médicalement provoqué an huet näischt mat Medezin ze dinn.

Wann een an d'Gesetz kuckt, da gesäit een, datt am Artikel 15 steet, datt déi Dokteren, déi dat net wëlle maachen, et musse justifiéieren, wa si refuséieren, fir d'Euthanasie ze praktizéieren. Och dat weist, datt mer schonn an enger Logik sinn, déi eiser Meenung no ze wäit geet.

Wat soen d'Dokteren? Mir haten déi eng oder aner Entrevue och mat der AMMD, an

déi ass bei mir op jidde Fall a ganz lieweger Erënnerung bliwwen. D'prinzipiell Ausso, d'Haaptausso vu Säite vun den Dokteren ass, datt d'Palliativgesetz, wat mer jo de Moie gestëmmt hunn, hinne genuch Méiglechkeete géif loossen.

Elo gëtt et natierlech Leit, déi fir d'Euthanasie antrieden och hei an dësem Haus, déi de Contraire behaapten. Do stellen ech d'Fro als Politiker, deen net all Dag mat der Praxis ze doen huet: Si mir an der Lag, besser doriwwer ze jugéieren, wéi déi Leit, déi all Dag, dagdeeglech mat deenen heiansdo ganz sensibelen, ganz delikate Froen ëm d'Begleedung vum Mënsch u sengem Liewensenn konfrontéiert sinn? Si mir besser an der Lag, doriwwer ze jugéieren, wéi déi, déi dat all Dag maachen? Dir Dammen an Dir Hären, ech hale mech léiwer un dat, wat d'Doktere mer soen!

Et stellt sech d'Fro vun den Abusen. Ech wollt, an ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot, dorop hiweisen, datt an Däitschland viru kuerzem oder an deene leschten een, zwee Joer aus Grënn vun der Kriminalstatistik eng Partie Leit exhuméiert si ginn, an do ass festgestallt ginn, datt vun allen Doudesfäll, déi als normal Mort naturelle deklaréiert gi waren, 12% op kriminell Awierkung a Wierklechkeet zréckzeféiere waren. Dat werft trotz allem d'Fro op, wéi héich d'Potenzial an eiser Gesellschaft ass, fir nozehëllefen.

Mir hunn och vun Dokteren eenzel Fäll erzielt kritt, déi engem d'Bedenken op jidde Fall nach méi grouss gemaach hunn. Ech hunn net d'Zäit, fir am Detail dorop anzegoen, mä wou een awer kloer gesinn huet, datt och dacks oder heiansdo am Entourage vu Leit dach awer iergendwéi déi Leit beaflosst ginn an Drock gemaach gëtt, fir a Richtung Euthanasie ze goen.

Do stellt sech dann d'Fro an deem Zesummenhang vum Contrôle a posteriori. Mir deelen d'Meenung, datt, wann ee bis dout ass, et dann op jidde Fall ze spéit ass, egal wat een dann duerno erausfënnt.

Wéi wëllt een e Contrôle exerzéiere vum État psychique vun där Persoun, déi euthanaséiert ginn ass, vun deem Moment, wou si hir Awëllegung zu deem Akt ginn huet? Dat ass nodréiglech net méi ze maachen.

En anere Grondsaz, deen d'Juristen heibanne gutt kennen, ass deen: Wo kein Kläger, da kein Richter. A mer wësse ganz gutt, datt och a Fäll vu medezineschem Versoen d'Feeler ganz, ganz rar viru Geriicht landen. Wéi schwéier deet och en Dokter sech, dee viru Geriicht muss géint en aneren Dokter aussoen.

Duerfir, an dorobber insistéiere mir, wäre mir, wann dann déi Fro sech gestallt hätt, fir de Contrôle a priori gewiescht.

Ech wollt och e Bléck iwwert d'Grenze werfen. Mir wëssen, datt an Holland an an der Belsch an och an der Schwäiz d'Euthanasie erlaabt ass. A mir stellen eis awer d'Fro: Ass et dann net erstaunlech, datt just déi grouss Länner, eis grouss Nopeschlänner wéi Däitschland a Frankräich, wou déi Diskussioune jo awer och mat ganz vill Vehemenz an - ech géif och soen - mat ganz vill Sachverstand ganz kritesch gefouert ginn, sech dergéint zur Wier setzen oder net bereet sinn, fir d'Euthanasie wëllen anzeféieren?

Normalerweis ass et jo ëmgekéiert, datt mir Lëtzebuerger fir d'éischt ofwaarden, bis datt all déi aner eppes ëmgesat hunn, an dann décidéiere mir och, dat ze maachen. Duerfir fanne mir et komesch, datt elo eng Benelux vun der Euthanasie an der Europäescher Unioun soll entstoen.

Ee Wuert zum politesche Kontext. Mir fannen et dach awer wierklech eng komesch Konstellatioun. Mir sinn d'accord, datt all Proposition de loi, déi vun Deputéierte vun dësem Haus erabruecht gëtt, soll zur Sprooch kommen an datt se och soll bis zur Ofstëmmung kommen. Mir hu laang derfir gestridden. Mir hu laang erlieft, datt Propositiounen, bei deenen ee sech vill Méi ginn huet, déi een hei eragereecht huet, einfach am Tirang leie bliwwe sinn an datt ni doriwwer diskutéiert ginn ass.

Mir sinn absolut d'accord, datt all Proposition de loi, déi hei deponéiert gëtt, hire Wee soll goen. Et ass och richteg, datt jiddwer Deputéierte soll sengem Gewëssen no stëmmen. Mir fannen dat guer net ausser-gewéinlech. Eigentlech seet eis Constitutioun dat jo, datt jiddweree sengem Gewëssen no am Intérêt vum Land soll stëmmen, ouni vun iergendengem Uweisungen entgéintzehuelen.

Duerfir fanne mer et trotz allem e bësse verwonnerlech, datt déi leschte Kéier trotzdeem gréisstendeels no Fraktiounen ofgestëmmt ginn ass. Ech wonnere mech doriwwer, kann awer eigentlech net unhuelen, datt esou eng eescht Gewëssensfro wéi déi hei an iergendenger Form vun der banaler Parteipolitik sollt beaflosst ginn.

Här President, ech kommen net derlaanscht, fir e Wuert iwwert d'Roll vun der CSV an dësem ganze Kontext hei ze verléieren. Wann een de Regierungsprogramm kuckt, da fënnt een näischt iwwer e Gesetz, wat soll a Kraaft gesat ginn iwwert d'Praktizéiere vun der Euthanasie, awer datt de Projet de loi, deen deemools schonn deponéiert war vun der viregter Regierung iwwert d'Palliativmedezin, soll réexaminéiert an ëmgesat ginn. Am CSV-Programm steet nëmmen, datt d'CSV fir eng optimal Fleeg bis un d'Liewensenn géif antrieden. Et fënnt ee mat kengem Wuert eng Undeitung pro Euthanasie.

Duerfir, dat ass och d'Erklärung, ass jo héchstwahrscheinlech och näischt an de Regierungsprogramm komm. Wann een dann awer als Parallellbeispill kuckt, wéi an der Fro vum Reliounsunterrecht an de Schoule verfuer ginn ass, da kann ee sech eigentlech nëmme wonneren.

Mir wëssen, datt den Här Bodry d'lescht Joer eng Initiativ geholl hat, fir doriwwer ze diskutéieren a fir ze kucken, ob mer am Kader vun de Schoulgesetzer do net kéinten awer virukommen an deem Sënn, datt de Reliounsunterrecht aus de Schoule géif erausgeholl ginn. Do ass vu Säite vun der CSV, an zwar duerch de Mond vun hirem President, ganz kloer an däitlech gesot ginn: Dir wësst jo, datt mer dat an der Koalitioun net virgesinn hunn. Domadder ass et vum Dësch. Mir kënnen elo nach hei diskutéieren. Mä da soll jiddwereen a säin nächste Wahlprogramm schreiwen, wat hie wëlles huet, an da sollen d'Wieler décidéieren, an duerno gesi mer weider.

Et ass komesch, datt an enger Fro, déi jo wäit iwwert de Reliounsunterrecht erausgeet, d'CSV bereet ass, dat hei zouzeloossen, well bei der Euthanasiefro hätt d'CSV och kënnen hire Veto aleeën. Mir si fest iwerzeegt, wann d'CSV oder wann de Premierminister gesot hätt: Dat do war net ofgemaach, dat steet net zur Diskussioun. Wann dat do passéiert, da spille mir net méi mat. Da kënnt et eventuell zu Neiwahlen; datt dann d'LSAP och bereet gewiescht wär, fir de Koalitiounsaccord ze respektéieren.

Mä d'CSV huet et net gemaach. Si huet net nëmme kee Veto ageluecht, si mécht och nach alles, fir datt dat Gesetz hei, wann et da gestëmmt ass, esou séier wéi méiglech kann a Kraaft trieden.

Här President, do komme vill Leit dobaussen net mat. Do gëtt et der, déi sech Froe stellen. Froe wéi déi heiten: Spillt d'CSV hei keen duebelt Spill? Offiziell ass se géint d'Euthanasie an hir Deputéiert stëmmen och praktesch alleguer géint d'Euthanasie. Domat steet si natierlech op der Säit vun deene Leit, déi géint an deelweis souguer vehement géint d'Euthanasie sinn. Si léisst awer zou, datt ënner hirer Regierungsbedeelegung mat Hëllef vum klenge Koalitiounspartner e Gesetz gestëmmt gëtt, mat deem si fundamental net d'accord ass.

Här President, dat ass an der Geschicht vun dësem Land e Virgang, deen et nach net ginn huet, a wat dobaussen och kee versteet. Mä d'CSV kann awer fir sech an Usproch huelen, datt ënner hirer Regierungsféierung en Euthanasiegesetz konnt a Kraaft trieden, wat jo vill Leit dobaussen als e grousse gesellschaftleche Fortschrëtt ugesinn. Domat, esou soe vill Leit dobaussen, spekuléiert se op d'Stëmme vun deene Leit, déi fir d'Euthanasie sinn. Dat ass e subtiilt duebelt Spill, wat sécher net opgoe wäert.

Mir hunn haut de Moien d'Palliativgesetz gestëmmt. Dat ass e gutt a laang iwwerfällegt Gesetz. D'Madame Frank vun der CSV huet hei beklot, datt dat Gesetz esou laang verschleeft ginn ass. Ech komme bei dëser Geleeënheet net derlaanscht, dorop hinzeweisen, datt mir zweemol d'Initiativ geholl haten, fir dat Gesetz weiderzebréngen an datt souguer d'CSV hei géint déi Initiativ gestëmmt huet a gesot huet: Neen, déi zwee Gesetzer komme mateneen.

D'Madame Frank huet och - an ech hunn och opmierksam nogelauschtert, an ech hunn hir souguer Recht ginn - vehement hei gefuerdert, datt elo misste Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir datt dat Palliativgesetz kënnt ëmgesat ginn. Si huet sech hei batter beklot - an, Madame Frank, ech hunn aus anere Leit hirem Mond schonn datselwecht héieren -, datt Leit einfach a Pampers geluecht ginn, well net genuch Personal do ass, fir éierbar mat deene Leit op d'Toilette ze goen. Et kann ee sech do d'Fro stellen: Gëtt bei esou enger Humiliatioun net an eenzelne Fäll schonn den Ufank vun der Détresse geluecht, déi iwwer kuerz oder laang zum Doudeswonsch féiert?

Ech kommen awer net derlaanscht, d'Madame Frank ze froen: Wéi laang ass d'CSV schonn onënnerbrach an der Regierung? Oder ass hei, wéi esou dacks, de Koalitiounspartner doru schold? Et ass wierklech eng traureg Tatsaach, datt et op ville Plazen u Fleegepersonal feelt an d'Fleegepersonal iwwerfuerdert ass. Déi Zoustänn sinn awer sécher net d'Schold vun der Oppositioun.

Da soll een och de Courage hunn, net nëmmen heihinner fuerderen ze kommen - et si Fuerderungen, déi mir och ënnerstëtzen -, mä als Partei och en „mea culpa, mea culpa, mea maxima culpa" ze soen. Ech géif mengen, eng CSV misst déi Wierder aus dem Confiteor eigentlech gutt kennen.

(Interruption)

Här President, ech kommen zur Konklusioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et gesäit een, wou Dir hierkommt.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn e misse gutt auswendeg léieren. Ech kann lech et soen!

D'ADR ass der Meenung, datt een dat Palliativgesetz scho laang hätt kënnen ëmsetzen an d'Palliativfleeg hätt misse landeswäit ausgebaut ginn. Et hätt een domat kënnen Erfahrunge sammelen an dann no e puer Joer Konklusiounen zéien, ob dat dann elo duergeet oder net.

D'Linn vun eiser Partei als Ganzt ass an eisem Wahlprogramm definéiert, an déi ass net fir d'Euthanasie. An eisem Grondsazprogramm, dee virun zwee Joer vum Nationalkongress ugeholl ginn ass, hu mir eise politesche Mandatären an dësen an an anere schwieregen ethesche Froen awer d'Fräiheet zougestanen, fir no hirem Gewëssen ze entscheeden. Esou wäerte mir et och haut halen. Ech perséinlech wäert aus deene Grënn, déi ech elo grad explizéiert hunn, géint dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll der Madame Err, obwuel ech net mat hiren Iwwerleeungen d'accord sinn, awer fir hiren engagéierten Exposé félicitéieren. Datselwecht gëllt och fir den Här Huss; och him wëll ech fir säin engagéierten Exposé félicitéieren. Mä e war mer e bëssen ze vill CSV- a kathoulesch-Kierch-orientéiert an dofir zum Deel och fir mech net ganz objektiv.

Der Madame Stein wëll ech awer extra fir hiren Exposé félicitéieren, well e war sachlech an objektiv gefouert…

(Hilarité)

Dir musst waarden! Ëmmer wann ech d'Blumme geheien, hunn ech jo nach d'Vase, fir nozeschéissen.

(Hilarité)

E war sachlech an objektiv gefouert, dat obwuel d'CSV sech an dëser Fro net grad mat Ruhm bekleckert huet. Dir sollt mech ëmmer ausschwätze loossen.

Här President, ech bedaueren zudéifst, dass déi Proposition de loi, déi hei virläit, zu enger aarmséileger ideologescher, reliéis a souguer wahlpolitesch verseuchter Spléckung vun eiser Gesellschaft gefouert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dëst aarmséilegt Trauerspill ass vu verschiddene Säiten esou wäit gaangen, dass souguer Deeler vun der Geschicht mat an d'Spill bruecht gi sinn, fir déi eng oder déi aner Positioun ze ënnermaueren. Dass schwaarz Deeler aus der Vergaangenheet oder, wéi haut hei vum Här Huss, aktuell mënschlech Dramen duerch den Aids an Afrika erausgekroopt goufen, fir Scholdzouweisungen ze maachen, déi mam Sujet näischt ze dinn hunn, zeechent net grad vun engem gudde Stil.

Et geet scho laang net méi ëm eng seriö Diskussioun iwwer Palliativmedezin oder Euthanasie. Et geet ëm ideologeschen a reliéise Fundamentalismus, deen et dem Bierger praktesch onméiglech mécht, nach an dësen zwee Gesetzer den Duerchbléck ze fannen. An dat geet aus vu gutt preparéierten Ëmfroen oder och Petitiounen, an deenen an der Fro schonn d'Äntwert virpreparéiert ass, an déi Biller vermëttelt hunn, déi der Realitéit net entspriechen, och wa sech der elo e puer honnert fir oder géint d'Euthanasie ausgeschwat hunn. Wann ee wierklech hätt wëllen dem Bierger seng Meenung froen, dann hätt ee meng Propositioun fir e Referendum kënnen akzeptéieren.

Här President, d'Konfusiounen an där heiter Saach si menger Usiicht no haaptsächlech doduerch entstanen, well einfach stur drop beharrt ginn ass, déi zwee Projeten, Palliativ an Euthanasie, zesummen ze behandelen. Wann d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin nämlech zäitversat a separat behandelt gi wier, wiere seng dra verankert mënschlech Prinzipië vill méi kloer zum Virschäi komm. Da wier dem Bierger kloer ginn, dass mer net méi wäit brauchen ze goen, dass mer kee Gesetz iwwert d'Euthanasie zousätzlech brauchen an dass mer och dofir keng Ännerunge vun eisem Strofrecht brauchen, déi de Wee opmaachen, fir d'Ëmbrénge vu Mënschen ze legaliséieren.

Här President, den 20. am Broochmount 1979 war fir eist Land e gesellschaftspolitesch historeschen Dag, well deen Dag ass d'Doudesstrof ofgeschaaft ginn. Eis Gesellschaft war sech endlech bewosst ginn, dass keen, och de Stat net, e Recht huet, fir Mënscheliewe gewaltsam zu Enn ze bréngen, egal wat geschitt. Deemools koumen déi, déi am haartsten d'Ofschafung vun der Doudesstrof zu Recht gefuerdert hunn, aus deselwechte Kreesser wéi déi, déi haut d'Ëmbrénge vun de Mënschen erëm wëlle legaliséieren.

Als Parlamentarier misst et op jidde Fall eis éischt Flicht sinn, d'Mënscheliewen ze schützen, an net Méiglechkeeten ze schafen, fir Mënscheliewe gewaltsam zu Enn ze bréngen. Fir mech ass de Schutz vum Mënscheliewen eng iewescht Flicht. A mir ka jo keen nosoen, dass ech dat aus ideologeschen oder reliéisen a scho guer net aus wahlpoliteschen Hannergedanke maachen. Mä et ass einfach aus Mënschlechkeet, wou ech dat vertrieden.

Här President, d'Auteure vun dëser Gesetzespropositioun schwätzen och vu Selbstbestëmmung, déi de Mënsch misst hunn, wann et ëm säi Liewe geet. D'Gesetzespropositioun selwer awer weist aus, dass et keng Selbstbestëmmung am Fong gëtt, well et net de Patient ass, dee sengem Liewen en Enn mécht, mä hie muss een aneren domat beoptragen.

An och wat dat Schreiwes betrëfft, an deem de Patient säi Wëlle kann ausdrécken, fir net weiderzeliewen, muss och net ëmmer - an do gëtt et Beweiser genuch derfir - sengem eegene Wëllen entspriechen. Dass dat méiglech wäert sinn, beweisen d'Texter selwer, déi nodréiglech eng Kommissioun aféieren, déi soll kontrolléieren, ob de Patient dann elo legal oder net ëmbruecht ginn ass.

De Code pénal soll esou verfaasst ginn, dass deen, deen d'Euthanasie bedriwwen huet, stroffräi ausgeet. Fir mech ass et einfach inakzeptabel, dass d'Ëmbrénge vu Mënschen iergendwéi an eiser Gesellschaft soll eng Kéier stroffräi gemaach ginn.

Fir mech gëtt et kee valabelt Argument fir déi Propositioun iwwert d'Stierfhëllef unzehuelen, weder mënschlecher Natur nach well ee mengt, dat wier Selbstbestëmmung. An ech kann lech verspriechen, dass ech weder mam Bëschof nach mam Poopst geschwat hunn an och soss kee mech ka beaflossen. Dat wësst Der jo.

Wann ech gelift, Här Huss?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech muss mer dat mierken.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, dann ass et op jidde Fall eppes, wat bei mir kloer ass a wat bei lech net esou kloer ass.

Här President, wann awer elo sollt déi Gesetzespropositioun hei ugeholl ginn, dann ass se fir mech rechtskräfteg. Da muss se awer, esou wéi dat och an der Motioun verlaangt ass, no bausse genau erkläert ginn, well awer nach Konfusioun besteet mat all hire Konsequenzen.

Wat elo d'Positioun vum Grand-Duc betrëfft, esou wëll ech hei soen, dass dee just dat Recht genotzt huet, wat him vun der Verfassung gi war, och wann dat jorzéngtelaang no enger Traditioun anescht praktizéiert ginn ass. Mä hien huet soss näischt gemaach, wéi e Recht ze notzen.

D'Chamber huet sech mam Accord vum Grand-Duc - dat soll een awer ganz kloer soen - fir eng Verfassungsännerung ausgeschwat. Ech hat e Referendum verlaangt, fir d'Bierger ze froen, ob se d'accord sinn oder net, fir dem Grand-Duc seng Rechter nach just op representativem Plang festzeschreiwen. Dës Motioun war leider net recevabel.

Mä d'Resolutioun hei vun der Chamber, fir nei Verfassungstexter ze verfaassen, hunn ech awer akzeptéiert, well déi Texter an dëser Legislaturperiod net méi zum Vote kommen an d'Parteie sech kënnen an der Wahlcampagne dozou positionéieren an d'Leit sech dann och kënnen eng Meenung bilden. Dat ass bal datselwecht wéi e Referendum, an dofir hunn ech dat akzeptéiert.

Wann ech gesot hunn, wann dës Gesetzespropositioun gestëmmt ass, dann ass se rechtskräfteg, da wëll ech domadder och soen, dass ech dann awer och keng politesch gesteiert Initiativ wäert ënnerstëtzen, déi elo just zum Zil huet, dat heiten nach eng Kéier ëmzekéieren oder weider institutionell Problemer ze schafen.

Ofschléissend wëll ech awer soen: Kee Mënsch wëllt stierwen, mä leider ass Stierwen en Nieweneffekt vum Liewen. Ech hoffen op jidde Fall, dass jiddwereen heibannen haut dee richtege Choix getraff huet am Interessi vun de Mënschen, ëm déi et jo awer schlussendlech geet, an dass elo, wou mer mam Palliativgesetz e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach hunn, d'Euthanasie an de Suicide assisté wierklech d'Ausnahm bleiwen a just an hoffnungslose Fäll ugewannt ginn.

Ech wëll Iech op jidde Fall soen: Ech wëll net stierwen, well wat géif dës Welt ouni mech maachen?

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Arendt. Madame Arendt, wann ech gelift.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech halen dës Ried a mengem perséinlechen Numm.

Dës lescht Méint a virun allem déi lescht zwou Woche ware keng einfach Zäit, fir kee vun eis heibannen, well jiddwereen nach eng Kéier op d'Prouf gestallt ginn ass, well jiddweree vläicht d'Chance souguer genotzt huet, bei dësem esou kriddelechen an essenziellen Thema seng Positioun nach eng Kéier ze iwwerdenken.

Et huet ee sech bei all Artikel an der Zeitung oder Lieserbréif, bei all Kommentar um Radio oder op der Televisioun, bei all perséinlechem Gespréich, jo, an och beim Bekanntmaache vun eisem Grand-Duc senger perséinlecher Meenung ëmmer erëm frësch iwwerluecht, ob een dann net awer vläicht ze wäit oder souguer eventuell net wäit genuch déi esou berühmten Dier probéiert opzemaachen.

Et gëtt bestëmmt keen heibannen, dee sech net laang mat dëser Thematik beschäftegt huet, sech wierklech seriö Gedanke gemaach huet a sech Zäit geholl huet, fir mat ville Leit, sief et aus dem Gesondheetssecteur, sief et mat Frënn oder einfach a senger eegener Famill iwwert dëse Sujet ze schwätzen. A jiddweree vun eis - ech hoffen dat op alle Fall - ass zu senger perséinlecher eegener Meenung an Iwwerzeegung komm. Ech respektéiere se all.

Jiddwereen, mengen ech emol, huet dës esou wichteg Zäit genotzt, fir méi kloer ze gesinn. Et ass och fir dës Kéier keng einfach Entscheedung; natierlech net, wat d'Palliativmedezin ubelaangt, well do si mer eis jo all eens, mä virun allem an der Fro iwwert déi aktiv Stierfhëllef.

Et ass och keng einfach Entscheedung, well et geet eben ëm d'Liewensenn. Et ass eben net einfach, vum Doud ze schwätzen, well keen huet e gären, mä e gehéiert awer derzou. Mir sinn all kulturell, reliéis geprägt an all Eenzelne vun eis huet sech duerch seng individuell Erfahrungen, dat, wat hie perséinlech a sengem Liewe matgemaach an erlieft huet, beweegt, fir ganz eleng déif bannendran zu senger eegener Meenung ze fannen.

Dat, wat mam Kierper geschitt, wann en op eemol wierklech krank gëtt oder ass a keng Chance op eng Besserung oder Heelung huet, ass net ëmmer einfach ze akzeptéieren. Jiddweree geet eben anescht domat ëm, well jiddwereen eben en Individuum ass a säi Kierper a säi Geescht anescht erlieft, anescht emfënnt, anescht denkt, aner presentéiert, anescht verschenkt, anescht fillt, anescht auslieft, an dofir selbstverständlech och eng ënnerschiddlech Opfaassung oder Virstellung vum Stierwen huet.

Ob Chrëscht, ob Moslem, Buddhist oder Laizist, mir mussen all akzeptéieren, datt mer ënnerschiddlech sinn, datt net all Mënsch d'nämlecht denkt an datt déi allermeescht vun eis bei hirer leschter Entscheedung op hirem leschte Wee, op alle Fall deem op dëser Äerd, sech net vun engem anere virschreiwe loossen, wat fir ee Wee fir hien dee beschten oder deen eenzege Wee soll sinn, mä datt déi allermeescht vun eis selwer entscheede wëllen.

Fir mech war dat dat wichtegst Element bei dëser Debatt; net, wéi mir hei perséinlech iwwer eist Liewensenn denken, mä datt deen, dee vläicht anescht denkt, och säi Choix kritt bei senger allerleschter Entscheedung a selbstverständlech ënner strikte Viraussetzungen. An déi si fir mech strikt, méi strikt, wéi se beim éischte Vote waren.

Et geet fir mech ganz einfach net ëm meng Astellung. Et geet ëm deem seng, dee mat enger onheelbarer Krankheet diagnostizéiert ass, dee keng Heelungs- oder Verbesserungschancen huet, deen, deen ouni Drock - well esou steet et dran - seng fräi Meenung kann ausdrécken a répétitif formuléiert huet, datt hien net esou liewe wëllt, well dat, wat him bleift, fir hien net méi liewenswäert ass, obschonn hien opgeklärt gouf, wat hien nach alles fir Méiglechkeeten huet, fir ebe grad de Kampf net opzeginn an ze begleeden.

An eréischt dann, wann hie selwer fir sech de Kampf verluer huet, wann hie sech opginn huet, wann hien net méi wëllt an net méi kann, eréischt dann, léif Kolleegen, da musse mer hien och kënne goe loossen. Och déi Leit hu fir mech e Recht, am Fridden ze stierwen.

Hei ass et einfach net u mir als Politiker, fir si ze entscheeden. Mä et ass u mir, fir déi Méiglechkeeten, déi elo scho praktizéiert ginn, legal ze encadréieren an esou gréisstméiglech Abusen ze verhënneren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt souguer wa mer et géife fäerdeg bréngen, eng perfekt fonctionnéierend Palliativmedezin a ganz Lëtzebuerg op d'Been ze setzen - an ech zweifelen net drun, datt mer dat fäerdeg bréngen, mat deenen allermotivéiertsten Dokteren a Fleegepersonal, déi omnipräsent an alleguerten um allerleschte Stand vun der Schmäerztherapie sinn, souguer da wäerten et awer ëmmer Leit ginn, déi fir sech an der Palliativmedezin keng Léisung gesinn. An och wann et der net vill sinn, an d'Praxis an d'Erfahrung aus deenen anere Länner, wou déi aktiv Stierfhëllef scho praktizéiert gëtt, beweist eis jo, datt dat just Ausnahme sinn, da muss een och deenen hire Wëlle kënnen akzeptéieren.

Ech hu Schwieregkeeten, d'Iddi, fir d'Kommissioun ex ante, also virdrun ze maachen, ze ënnerstëtzen. D'Auteure si jo och de Mueren am Detail dorop agaangen, den Här Bodry och, an ech wäert elo net nach eng Kéier alles dat widderhuelen.

Et ass och net nëmmen, well de Statsrot dës Propos ofgelehnt huet, mä well ech ganz genau weess, dat geet aus de Statistiken ervir, datt déi Leit, déi sech fir d'aktiv Stierfhëllef entscheed hunn, iwwer 90% Mënsche sinn, déi am allerleschte Stadium Kriibs sinn. Also just kuerz, e puer Deeg virum Doud sinn. A fir se dann nach duerch onnéideg Prozeduren opzehalen, bis se dann awer vläicht vum selwe gestuerwe sinn, ass fir mech schwéier ze akzeptéieren.

Déi Mënschen hu jo och scho genuch matgemaach. Wéi schlecht muss et engem sinn, bis datt ee sech wëllt opginn! Déi si sech all eens. An héchstwahrscheinlech och mat hirer Famill. An déi bieden, fir erléist ze ginn.

Mir kréien ni d'Sécherheet, datt all Feeler vermidde ka ginn, ob d'Kommissioun virdrun oder duerno ass. Och net bei de Patienten, déi nach voll am Liewe stinn. Ech denken, et ass wichteg, datt et se gëtt, och wa se ex post bleift, well den Dokter bestëmmt zwee- oder dräimol iwwerleet, ob e wierklech alles richteg gemaach huet. Ob en alleguer d'Méiglechkeeten ausgeschöpft huet. Ob en alles erkläert huet, wat et nach fir Méiglechkeete gëtt. An en iwwerleet sech ganz sécher e puermol, ob en all déi Viraussetzungen, déi festgeluecht gi sinn, och wierklech agehalen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint ee wahrscheinlech nach méintlaang weider iwwerleeën an driwwer schwätzen, bis datt een all Zweifel aus dem Wee geraumt hätt, wéi wäit ee wëllt dës Richtung agrenzen a wéi wäit ee wëllt goen. A wat ass dann d'Ausnahm vun der Ausnahm? A wie gëtt sech dann och d'Recht, hei ze jugéieren, wat dann esou eng Ausnahm ass?

Vläicht ass fir deen, deen net direkt betraff ass, dee vu baussen observéiert, eng Ausnahm deen, deen net méi selwer ootme kann, deen net méi selwer iesse kann, dee sech net méi bewege kann, deem seng Péng se net kontrolléiert kréien a wou vläicht deen een oder deen anere sech heemlech freet, wéi deen esou eppes aushält, ob dat iwwerhaapt nach liewenswäert ass. Mä deen, deen doläit, dee fënnt dat net. Well en hofft a well e kämpft. A well en net opgëtt. A well en dat Leiden als en Deel vu sengem Liewen akzeptéiert an erdréit. A well e wëllt liewe bis zum Schluss. Well dat fir hien nach liewenswäert ass. An dat ass säi gutt Recht. Kee vun eis gesäit dat anescht.

Mä vläicht ass et eben och ëmgedréint an et ass deen, deen nach selwer ësst an otemt, dee seet, hie wär dës Ausnahm. Well en net méi geheelt ka ginn, eng Maladie sans issue huet. Well e keng Chance méi gesäit. Well e keng Hoffnung méi huet, keng Kraaft a keng Loscht méi huet a seng Péng fir hien net méi ze erdroen ass. Well en net méi kann. Well fir hien dat kee Liewe méi ass a well en net méi liewe wëllt. A well e wëllt erléist ginn.

Mä säi Partner oder säi Meedchen oder säi Papp seet, hien ass keng vun deenen Ausnahmen, well hien en net wëllt opginn a well hien e wëllt bei sech behalen. A well hien en net wëllt goe loossen a well hie fir e kämpfe wëllt.

Wien entscheet dann hei, wien eng Ausnahm ass a wien net?

Hei ass et net um Meedchen an et ass och net um Papp oder um Mann, an et ass och scho guer net un enger Kommissioun, fir ze jugéieren, an och net un eis, fir ze jugéieren, wann een ënnert d'Viraussetzunge fält, déi mir festgeluecht hunn, déi d'Auteure festgesat hunn, wien nach soll a wien nach kann a wien net. Ech fannen, datt dat nëmmen dee selwer ass, deen hei kann entscheeden, ob hien nach kann an ob hien et nach packt.

Här President, ech si fir mech scho virun e puer Méint zu menger Konklusioun komm, an ech hoffen, datt se weider respektéiert gëtt, gradesou wéi ech déi Mënsche respektéieren, déi fir sech zu enger anerer Konklusioun komm sinn. Si huet och elo net geännert. Au contraire, si huet sech verstäerkt.

Ech wëll alle Kolleegen heibanne Merci soe fir déi interessant Gespréicher, déi mer haten, mat all deene verschiddene Meenungen, an et war ëmmer mam Respekt zu deem anere senger Meenung. Ech soe jiddwerengem Merci fir déi Zäit, déi e sech geholl huet, fir mat mir driwwer ze schwätzen.

Dës Propositioun ass fir mech perséinlech elo vill besser wéi déi virdrun. Si ass méi strikt a si ass méi sécher. An eenzel Schwieregkeeten, déi mir besonnesch um Häerz louchen, sinn eraus: déi dement Leit an d'Kanner tëschent 16 an 18 Joer. Et ass alles gesot.

Ech wéilt Merci soen, datt hei d'Gewëssensfräiheet zougesprach ginn ass, an et ka fir mech selbstverständlech nëmmen esou sinn, datt dat bei der ganzer Thematik de Fall ass. Et huet ee se oder et huet ee se net. Dat geet net stéckerchersweis, heifir Jo an duerfir vläicht Neen. Well dat Ganzt ass nun eben emol e Ganzt. An hei ännert ee seng Meenung net vun haut op muer.

Ech sinn iwwerzeegt, datt déi, déi sech getraut hunn, aus hirem vläicht übleche Kader sech erauszebewegen, dëst aus voller Iwwerzeegung gemaach hunn. A se sech guer net erlaabt hätten, méi fräi oder manner fräi ze denken an ze iwwerleeën, wann dës Gewëssensfräiheet net déi absolut Viraussetzung gewiescht wär.

Aus soss kengem anere Grond huet ee sech getraut. An ech denken, et ass grad dat, wat d'Mënschen dobausse vun hire Vertrieder bei dësem esou essenziellen Thema verlaangt hunn: op där enger wéi op där anerer Säit eis éierlech Meenung ze soen. Weider näischt aneschters hunn ech gemaach.

Ech soe Merci, datt ech meng perséinlech Meenung behale konnt. Et weist mir, datt do, wou ech an der Partei sinn, datt dat eng staark Partei ass, eng Volkspartei ass. Déi eben och ënnert hiren Deputéierte Mënschen huet, déi eben net all d'nämlecht denken. An ech si frou, an där Partei ze sinn.

Här President, léif Kolleegen, zum Schluss wéilt ech op en Zitat zréckkommen, wat mech bei all eisen Diskussiounen zu dëser Thematik ëmmer erëm verfollegt huet. Dat, wat just indirekt mam Thema ze dinn huet, mä wat mech awer ëmmer erëm frësch beschäftegt huet, nämlech dat vum Här Dokter Leonetti. Hie sot oder hien huet sech gefrot: «Le corps est-il négociable (…)?»

Senger Meenung no net. An ech kann em jo och net méi wéi Recht ginn. Fir mech däerf de Kierper och net négociable sinn.

Mä ech weess net, ob den Här Leonetti net weess, a wat fir enger Welt mir liewen. Well d'Realitéit ass eng ganz aner. Ech muss ganz éierlech gestoen, datt mir alleguerten, all déi, déi sech esou Gedanke maachen iwwer eng Gesellschaft, déi zouléisst, datt déi puer Leit, och wa jiddwereen als Eenzelne wichteg ass, déi net méi wëllen an net méi kënnen, hirem Wonsch, fir éischter erléist ze ginn, wa se an esou enger aussiichtsloser Lag sinn, nozekommen, deen nämlechten Asaz weisen, wann eng Gesellschaft zouléisst, datt Millioune vu Kanner a Frae weltwäit all Dag négociéiert a verkaaft ginn. An déi allermeescht vun hinne sech dat net gewënscht hunn an de ganze Rescht vun hirem Liewen nach viru sech hunn an domadder liewe mussen.

Här President, zum Schluss: Ech sinn iwwerzeegt, datt, wann een souguer net perséinlech fir déi aktiv Stierfhëllef ass, een awer dësen Text stëmme kann. Well et jo hei ëm déi Mënsche geet, déi fir eng aktiv Stierfhëllef sinn, an net ëm déi, déi dergéint sinn. Well déi, déi dergéint sinn, déi hu jo hire Choix!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo! Bravo!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et géif esou lues Zäit ginn, datt mer de Gruef géifen zoutippen. Meng Virriednerin, där ech wëll félicitéiere fir hir Opriichtegkeet an hir Éierlechkeet, huet do schonn e gudden Ufank gemaach.

Ech wollt ufänke wéi si a soen, datt ech och net am Numm vu menger Fraktioun schwätzen. Ech schwätzen hei a mengem ganz perséinlechen Numm. Ech hat eng Kéier op engem Parteikongress gesot: Wann ee mer eng Kéier kann ënnerstellen, et wier awer och nëmmen e Schiet vun engem Drock ausgeübt ginn op ee vu mengen néng Kolleegen, an e ka mer dat beweisen, da ginn ech nach an der Sekonn meng Demissioun als Fraktiounschef.

Hei ass och eng vun deene wéinegen Entscheedungen, déi mir selwer schwéier gefall sinn. Ech ginn zou, ech sinn hei e laangen Zickzackkurs gefuer. Well ech ganz onsécher war an deem Dossier.

Ech hunn och meng Meenung net gebilt an der Fraktioun. Ech hu meng Meenung gebilt mat menger Fra, mat menge Kanner a mat mengen Elteren. An ech hu versicht erauszefannen, ob mer iwwert datselwecht géife schwätzen.

Ech war erstaunt ze remarquéieren, datt meng Elteren, déi am Fong net vu Beruff aus prédestinéiert si fir Gesetzer ze liesen, hoergenee woussten, wourëm datt et géing. À la fin du compte hunn ech awer selwer missen tranchéieren.

Ech hunn esou tranchéiert wéi ech et am éischte Vote hei gemaach hunn an ech wollt och nach eng Kéier kuerz soen, datt deen Entscheedungsprozess do keen einfachen ass. A well ech weess, wat ech alles duerchgemaach hunn an deem Dossier, verstinn ech, datt aner Leit aner Meenungen äusseren doriwwer. An et géif mer am Dram net afalen, fir iwwer iergendeen hierzefalen.

Ech mengen, wa mer eis wéinstens kéinten dorop eenegen, datt mer géife respektéieren, datt et net eng Wourecht gëtt, mä „que la vérité est plurielle“, dann hätt dee Gruef, dee mer elo hei hunn an dee muttwëlleg déif gemaach ginn ass a leschter Zäit, ni dierfen entstoen.

Ech hat gehofft, datt mer alleguerten heibannen - an elo ass heibannen den Débat jo nach gaangen.

(Interruptions)

Ech hu gesot, elo ass e jo nach gaangen. En ass och net vun dobaussen onwahrscheinlech vill responsabiliséiert ginn.

Vu datt et schonn x-mol gesot ginn ass heibannen, wëll ech net op eng Partie Saachen zréckkommen, déi dobaussen zirkuléieren, kollektiv Fantasmen. Ech wëll nëmme just een eraushuelen: Ech fannen et schued, datt Leit gleewe gedoe ginn, déi e gewëssenen Alter hunn, datt si elo mussen dru gleewen. Wéi déif muss ee falen, fir sech un esou enger Psychos ze bedeelegen? Dat solle mer eis emol jiddweree froen.

Wier et dann net méi einfach, an enger Diskussioun, déi esou komplizéiert ass, mir géifen einfach akzeptéieren, datt eleng duerch eng Presentatioun vun de Fakten, an zwar dat, wat am Gesetz oder an der Proposition

de loi steet, wa mer dat emol géife presentéieren dobaussen esou wéi et dosteet? Quitte datt een do ganz vill Désaccordë begéint, mä datt wéinstens dat a senger Véridicitéit eriwwerkéim. Dann hätte mer scho ganz vill gemaach an da géife mer dee Gruef net muttwëlleg méi breet maachen.

Well wa mer eis nëmmen un déi geplangten Dispositiounen halen an un d'Fakten, ass wéi gesot déi Diskussioun hei nach schwéier genuch. Firwat ass dat esou schwéier?

Mä well an deem Gesetz hei geet et souwuel ëm d'Leide vu Mënschen, woubäi Leide vill ze vill schwaach ausgedréckt ass, fir dat erëmzeginn, wat een emfënnt, wann een iwwert déi do Fäll schwätzt. Et geet ëm d'Leide vu Mënschen an et geet och ëm Prinzipië wéi zum Beispill dee vum Respekt vum Liewen oder de Prinzip vun der Irréductibilitéit vun der mënschlecher Dignitéit.

Wann ech mech elo mental - dat ass deen Zickzackkurs, op deen ech d'éinescht higewisen hunn - bei d'Bett vun engem Patient stellen, esou wéi d'Madame Arendt et beschriwwen huet: Dat Allerlescht, wat mer do afält, ass Polemik. Dat Allerlescht, wat mer do afält, dat sinn «des sentiments de refus» fir dat op mech awierken ze loossen, wat deen emfënnt. Dat Allerlescht, wat mer do afält, ass Parteipolitik.

Wann ech awer e bësse vum Bett zréckginn, ech maachen e puer Schrëtt zréck oder ech ginn nach e bësse méi wäit zréck, an ech ginn an e Sall wou mer an engem akademesche Kader iwwer Prinzipien diskutéieren - a gleeft mer et, ech maachen dat immens gär, an et ass esou flott wann ee sech an enger Diskussioun ka fest u seng Prinzipië klameren an et brauch een nëmme just no de Prinzipien ze kucken -, dann ass d'Léisung op eemol ganz einfach.

Wann ech awer dann erëm zréck bei d'Bett gi vun deem Patient, dann ass et op eemol net méi esou einfach. Da gesinn ech eppes op mech duerkommen, wat ech schonn eng Kéier erlieft hunn 1995. Ech hu vun engem Geeschtlechen en Télefonsuruff kritt - ech war deemools am Europaparlament -, deen huet gesot, d'Politik verseet op eng Manéier, déi net ze veräntwerten ass a Bosnien-Herzegowina.

Ech kommen dorobber zréck, well deeselwechte Geeschtlechen huet mech och elo ugeruff am Kader vun dëser Debatt. An ech hunn em dës Kéier geäntwert: „Ech hunn Iech deemools eng ganz domm Äntwert ginn. Ech hunn Iech deemools gesot, et gëtt Prinzipien am internationale Völkerrecht, déi kënne mer net verletzen." An ech hunn him esou Saache gesot wéi Unantastbarkeet vun de Grenzen an et däerf een net d'Souveränitéit vun engem Stat attackéieren. Dat geet net.

De Geeschtlechen huet mer deemools gesot, dat wier eng Äntwert, déi reng op Prinzipië sech géif reduzéieren, mä déi Prinzipië kéimen nach net bei de Mënschen un. Wéi Recht datt en hat, hu mer bei Srebrenica gesinn!

Ech wëll hei net iwwer Srebrenica schwätzen, mä ech wëll awer soen, datt dee klasseschen Dilemma, an deem mer eis hei befannen, genau deeselwechten ass. An et ass dat, wat d'Politik esou schwéier mécht. All Kéiers dann, wa Prinzipien net méi un de Mënsch erukommen an et begéint een dem Mënsch an deem, wat e verlaangt, net méi ganz, dann hu mer e seriöe Problem.

Déi eng tranchéieren esou, déi aner esou. Op kee Fall huet een d'Recht, egal wéi een tranchéiert, fir eng aner Realitéit ze iwwersinn, nämlech déi, datt de Mënsch e relationellt Wiesen ass an datt en den Zousproch vu jiddwerengem verdéngt, deen e begéint. Déi eng kënnen em méi hëllefen, déi aner kënnen em manner hëllefen.

Ech hu keen héieren, deen net bereet ass an dee refuséiert, fir deem Mënsch, mat deem, wat hie ka vertrieden, ze hëllefen. Da loosse mer wéinstens dat festhalen an dat net och nach erkenne loossen, andeem mer de Gruef nach méi déif maachen!

Zréck bei d'Stierfhëllef. Wa mer eppes décidéieren, dann hu mer dovun d'Konsequenzen ze droen. Déi sinn haut ganz prezis beschriwwe ginn.

Wa mer näischt décidéieren, wann d'Gesetz net gestëmmt gëtt, huet dat da keng Konsequenzen? Oder fir et anescht auszedrécken: Wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, ass d'Welt dann net méi an der Rei?

Da woen ech awer emol un dat ze erënneren, wat mer an all deene Gespréicher matkrute vu Leit dobaussen aus der Société civile, vu Leit, déi e léiwe Mënsch verluer hunn an déi gesot hunn, et ass awer op eemol séier gaangen. Ech weess net, wat ech kann domadder ufänken, well ech war ni derbäi. Et sinn der heibannen, déi wësse méi domadder unzefänken. Oder wat d'Doktere gesot hunn. Oder wat Eenzelner souguer behaapt hunn.

Ech wéisst emol gär, wa mer d'Debatt hei wierklech ganz opriichteg féieren, wat erauskomm wier iwwert déi aktuell Praxis, Lëtzebuerg wie gehabt, wat dann erauskomm wier, wa mer eng Enquêtëkommissioun gemaach hätten a mir hätten all deene vagen Undeitungen a Rumeuren emol eng Kéier Glawe geschenkt a mir hätten ënner Eed alleguer déi aussoe gelooss, déi doriwwer bericht hunn. Ech wier emol wierklech gespaant, ob dann nach als Resultat vun där Kommissioun déi „heile Welt" hätt kënne festgehale ginn.

Wat geschitt also, wa mer elo légiféréieren a wann déi Proposition de loi hei a Kraaft gesat gëtt?

Ech ginn emol dovun aus, datt dann och nach wie vor dat gëllt, wat ech d'éinescht gesot hunn, datt jiddweree sech drëm beméit, fir deenen, déi wierklech an enger exekrabeler Situatioun sinn, déi Souffrancen ze erdroen hunn, mat deene se eleng net fäerdeg ginn, ze hëllefen.

Mir kréien eng Palliativmedezin, déi, hoffen ech, flächendeckend kann applizéiert ginn an déi net un iergendenger budgetärer Lacune scheitert. Mä et wäerte Fäll bleiwen, an dat ass och meng Lecture vun der Situatioun, wou d'Qualen esou grouss sinn, datt de Patient mat där Method eleng senge Souffrancen net kann en Enn setzen.

Hu mer awer e Gesetz, wat déi Fäll regelt, stelle mer sécher, datt et legal Konditioune ginn, déi menger Meenung no awer strikt genuch virschreiwen, wat ze geschéien huet.

Hu mer awer kee Gesetz, geschitt dann näischt? Oh dach! Da geschitt awer eppes. Da geet et esou viru wéi bis elo. An da gi mer eis an de Schiet vun deem Monument vun Hypokrisie setzen a mir kënnen eis da géigesäiteg Geschichten zielen a soen, d'Welt wier an der Rei. D'Welt ass awer dann net an der Rei. Hei si mer dann total am groe Beräich.

Dat, wat ech fäerten - ech si meng Ängschten nach net alleguerte lass, Här President -, dat, wat ech fäerten, dat ass, datt de groe Beräich elo anzwousch anescht verlagert gëtt. Ech gesi manner Geforen - et ka keen eis eng Garantie ginn, datt dat Gesetz hei éiweg ouni Pann applizéiert gëtt - an deene Fäll, déi virgeholl ginn am Kader vun der Applikatioun vun dësem Gesetz, wéi ausserhalb vun där Zon, wou mer net, wéi gesot, am gréngen, mä am groe Beräich sinn.

Mir sinn an deem groe Beräich am Fong an deem gudden ale Lëtzebuerger Modell. Jiddwereen huet eppes héieren, awer kee wëllt eppes gesot hunn. Da kommt mir halen op mat där Hypokrisie a mir soen eis, trotz allen Differenzen, was Sache ist a wou mer kënnen Abusen évitéieren! Et ka keen heibannen en Intérêt drun hunn, datt mer déi do Praxis, an déi bal iwwer all Lëpse kënnt, virun toleréieren, ouni datt mer iergendeppes ënnerhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et kann eis net duergoen, datt nëmmen d'Fassad intakt ass, an datt mer eis net ëm dat bekëmmeren, wat hannert de Mauere passéiert. Ech ginn offen zou, datt ech net dee gewiescht wier, deen de Courage gehat hätt, fir dës Diskussioun un d'Rullen ze kréien. Ech hu mech der Diskussioun eréischt gestallt, wéi ech net méi derlaanscht komm sinn, fir an deem doten Dossier Faarf ze bekennen. Dir kënnt dat als Feigheet bezeechnen, ech huelen dee Virworf gär un, mä et ass awer esou, datt et Leit gëtt, déi den Thema Doud verdrängen. Ech sinn e liewensbejoende Mënsch an ech hunn ëmmer versicht, déi do Realitéit vum Liewen auszeblenden. Dës Kéier kommen ech net derlaanscht, an duerfir och déi doten Décisioun.

Här President, Lëtzebuerg befënnt sech haut, den 18. Dezember, an enger net onbedenklecher Situatioun. Et brauch ee sech wierklech net méi vill afalen ze loossen, fir dëst Land à feu et à sang ze setzen. Zwee oder dräi Leit, oder fënnef, kënne méi zu Fall bréngen, kuerzfristeg, wéi der 500 oder 1.000 kënnen opriichten. Ech verkéieren elo scho laang an deem Gebai hei, ongefeier 30 Joer, ech hu bis elo souzesoe praktesch kee begéint, wann een u säi gudde Wëllen appeléiert, deen net bereet wier, eng Hand mat unzepaken, fir déi gréisste Gefor, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ofzewenden, nämlech déi vum Broch vun der sozialer Kohesioun.

Et ass dat, fir dat et sech rentéiert, hei am Land anzetrieden, an et ass dat, wat eis am Fong misst héich an helleg sinn, an et ass dat, wat mer mussen hikréien andeems mer alleguer eng Schëpp an de Grapp huelen an dee Gruef do zoutippen. Et sinn enorm Efforten noutwendeg, fir eisen nach bis elo exemplaresch fonctionnéierende Modell, dee wéi gesot vun enger grousser sozialer Kohesioun geprägt ass, ze halen. Da loosse mer dat net muttwëlleg op d'Spill setzen!

Ech wollt zum Schluss e puer Pisten opzeechnen, déi eis hëllefe kéinten, doriwwer ewechzekommen. Ech fannen et gehéiert zu deenen nobele Reflexer an der Politik, datt ee sech op d'Säit vun deene Schwaachen, vun deene Kranken, vun deenen onheelbar Kranken, vun deenen ënner grousse physeschen a psychesche Souffrancë leidende Mënsche stellt. Sech op deenen hir Säit stellen, dat wëllen déi, déi d'Soins palliatifs befürworten. Dat si mer alleguer. Sech op deenen hir Säit stellen, dat wëllen awer och déi, déi fir d'aktiv Stierfhëllef sinn.

Et konnt bis haut nach kee mir beweisen, datt et hei am Land 70% Leit ginn, déi sech éischter zum Banditentum higezu fillen, an 30%, déi zum oprechte Gank fäeg wieren. Déi Karikatur entsprécht net dem Lëtzebuerger Wiesen. An déi Karikatur reflektéiert scho guer net dat erëm, wat mer heibannen alleguer wëllen. An ech schléissen och déi do Säit mat an, well och vun do si ganz vill Versich ënnerholl ginn - menger Meenung no, déi gëtt net vu jiddwerengem gedeelt -, fir ze kucke fir dee Gruef do ze iwwerbrécken.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Zu deenen nobelste Beruffer gehéieren déi vum Dokter a vum Infirmier, vum Soignant, déi, déi sech nieft dat Krankebett stellen, wou ech am Fong all Kéiers, wann ech mech mental dohinner stellen, meng Entscheedung erëm festegen. Kommt mir ginn deenen all Moyenen, datt net och nëmmen déi geréngste budgetär Lacune kann invoquéiert ginn, fir eppes ze justifiéieren, wat vun Eenzelnen net ka matgedroe ginn!

Drëttens, de Mënsch ass e relationellt Wiesen. Mir konnt och nach kee wäismaachen, datt deen, dee fir d'aktiv Stierfhëllef ass, net amstand ass, engem Kranke seng Hand ze reechen a sech bei deem säi Bett ze stellen an deem Zousproch ze ginn, an deen an eng positiv Logik eranzebréngen, dee mat an d'positiv Gedanken eriwwerzehuelen. Mir konnt - an ech hunn och nach wierklech keen esou begéint - nach kee beweisen, datt déi Leit net dozou fäeg sinn.

Et huet keen de Monopol vum Handhalen a vun der Proximitéit an de Gedanken a vun de Gefiller zu deene Leit. Ech mengen, si sinn alleguerte fäeg dat ze maachen. Da loosse mer och net maachen, wéi wann déi eng dat géife maachen an déi aner dat net. Ech mengen, si sinn alleguer bereet dat ze maachen, quitte datt se iwwer eenzel Moyenë verschiddener Meenung sinn.

Véiertens, d'Dignitéit. Wann eppes sech lount, fir sech derfir anzesetzen an der Politik, dann ass et fir d'Irréductibilitéit vum Dignitéitsprinzip. Déi gëllt deem, deen amgaang ass ze stierwen. Ech fanne mir sollen eis an eise Gespréicher, déi mer féieren, och erëm eng Kéier an der Optik fir de Gruef zouzetippen, esou behuelen, datt mer och ze erkenne ginn, datt mer och eng Dignitéit an deem erkennen, deen nach lieft an deen ënner Ëmstänn enger anerer Meenung ass wéi mir.

Fënneftens, ech kommen net derlaanscht fir e Wuert ze soen iwwert d'Kierch. Ech hu mat ganz ville Leit aus der kathoulescher Kierch geschwat. Ech gehéieren och nach zu deem Veräin. Ech sinn zwar elo kee Fanatiker, mä ech hunn dat do awer ni opginn. An ech fannen, datt e Land och ouni geeschteg Autoritéit net auskënnt. Mech huet am Fong net gestéiert, datt den Erzbëschof sech zu Wuert gemellt huet. Et hätt mech éischter gewonnert, wann hien dat net gemaach hätt. Mech huet awer och gewonnert, datt den Erzbëschof an deem, wat hien ausgedréckt huet, e korrekten Toun fonnt huet. En Toun, dee Gespréichskanäl offe léisst, en Toun, an deem eng aner Meenung zum Ausdrock kënnt, an en Toun, deen och Brécke schléit zu Leit, déi net senger Meenung sinn.

Ech kann nëmme bedaueren, datt deen Toun, deen den Erzbëschof gewielt huet, an deen hie wahrscheinlech gewielt huet, fir ze weisen, op wéi engem Toun ee kann a soll schwätzen, ganz ënnerschiddlech suivéiert ginn ass. Ech muss Iech awer soen, datt ech och zimlech iwwerrascht sinn, net datt Leit sech an Italien Gedanke maachen, oder zu Roum Gedanke maachen heiriwwer. Mir sinn an enger globaler Welt, an d'Kierch huet eng global Postur, si kann dat maachen.

Dat, wat mech awer stéiert… Mir hu jo och Gespréichskanäl an diplomatesch Relatioune mam Vatikan… Et sinn heibanne Leit, déi géife sech awer eng Fro stellen: Wann de Verhältnisméissegkeetsprinzip misst zur Uwennung kommen, dann ass awer eng Fro erlaabt, nämlech déi: Déiselwecht Kierch, déi sech elo aus hirer Siicht vläicht zu Recht Gedanke mécht iwwert dat, wat geschitt, déiselwecht Kierch huet wéineg protestéiert an anere Phasë vun der Geschicht, an ech erënneren un déi, déi tëschent 1933 an 1945 war. Meng Fro ass déi: Firwat deemools bei esou vill Onrecht esou wéineg Protest?

Här President, ech wollt ofschléissen a soen, datt, wa mer d'Entmënschlechung vun eiser Gesellschaft wëllen thematiséieren, da si mer um Holzwee, wa mer se ausschliesslech an dësem Domän an an d'Uwendung vun dësem Gesetz siche ginn. D'Entmënschlechung vun der Gesellschaft ass eng Realitéit. Wann ech Wierder huelen, an Dir braucht nëmme just d'Unwörter des Jahres ze huelen, déi lescht, do kommen esou Wierder vir wéi „Humankapital". „Humankapital", wéi wäit oder wéi wéineg stellt eng Gesellschaft sech nach Froen, déi de Mënsch am Fong op eng Kapitaldimensioun reduzéiert?

Oder „Zellhaufen". Wéi déif ass ee gesonk, wann een de Mënsch op dat do reduzéiert? Oder „durchrasste Gesellschaft"? Dir kënnt dat nokucken, ech wëll Iech wierklech erspueren, wien dat gesot huet. Mä dat ass e Mann, dee ganz staark ugesinn ass an der Gesellschaft, dee vun enger „durchrasste Gesellschaft" geschwat huet.

Dir kënnt och noliesen oder vläicht Iech erënneren, datt et net recommandabel ass, fir Leit aus gewëssene Quartiere mat dem Begréff „Racaille" ze bezeechnen, déi ee mam Kärcher kann ewechmaachen. Déi hunn awer e gutt Verhältnis, déi Leit, déi dat do soen, zu deenen, déi moralesch Wäerter ganz héich halen.

Här President, déi Biesemen, mat deenen zu Lëtzebuerg gekiert gëtt, déi wierken ënner anerem duerfir nach nei, obscho se scho ganz al sinn, well se zimlech geschount goufen a fréiere Phasen. Ech wollt och all deene Merci soen, wéi meng Virriednerin, déi sech an dësem schwieregen Dossier wierklech derduerchgequält hunn. De Konträr wier net gutt. Grad wéi et och net gutt ass, datt eng Partie Leit sech ganz schnell konnte fir d'aktiv Stierfhëllef bekennen, ouni datt se wierklech woussten, wourëm et géing. Och mat deene musse mer schwätzen, an duerfir schenken ech deene Statistiken an deene Sondagen, déi doriwwer gefouert ginn, null Wäert.

Eenzeg an eleng ausschlaggebend an dëser Fro ass deem Eenzelne säi Gewëssen. Dat ass net einfach, mä maacht deenen et wann ech gelift net muttwëlleg schwéier. Maacht deenen et net muttwëlleg schwéier, déi versichen duerno ze handelen an ze mengen, si hätten domadder dat Bescht gemaach, wat se konnten, fir dozou bäizedroen, datt dës Gesellschaft e bësse méi mënschlech gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer a menger kuerzer Interventioun, déi mer awer wichteg ass, net méi weider op den Inhalt vum Text anzegoen - ech mengen, dat ass wierklech en long et en large gemaach ginn -, mä et geet mer drëms, a kuerze Wierder eng Rei mir eege philosophesch Iwwerleeungen eranzebréngen, firwat ech haut esou stëmme wéi ech ofstëmmen, an dann um Schluss awer och eng Konklusioun ze zéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir beschäftegen eis haut mat Liewen an Doud. Dat ass en Themeberäich, deen d'Mënschen enorm beweegt, esou datt se och kontrovers op eng Aart a Weis doriwwer diskutéieren, an dat aus zwee grousse Grënn.

Deen éischten ass emol d'Liewen an den Doud als solches. Den Doud ass an eiser Gesellschaft eppes, zemools an eise sougenanntene westleche Gesellschaften, wou mer eis ganz schwéier domat dinn. Mir hunn

eigentlech e ganz komplizéierten a schwéieren Ëmgank mam Doud. Dat ass net an alle Gesellschaften esou. Et war och net ëmmer esou. Dat huet och philosophesch, reliéis Hannergrënn, kulturell Hannergrënn, mä Fait ass, datt mer e schwéieren Ëmgank mam Doud hunn.

Déi eng, déi betraff sinn, déi kuerz virdru stinn, déi hunn Ängschten, déi si vun der Angscht betraff, an déi, déi niewendru stinn, déi iwwreg bleiwen, déi si vum Leed getraff. Ech hunn dat och selwer eng Kéier misse perséinlech materliewen, bei enger Persoun, déi mer extrem nostoung, déi ganz jonk gestuerwen ass, wéivill Schwieregkeeten ech eigentlech perséinlech hat, fir mat där Persoun an deene leschten Deeg iwwert den Doud ze schwätzen. Ech maache mer haut nach de Virworf, datt ech dozou onfäeg war, datt ech haut, no Reflexioun, duerno gemierkt hunn, datt déi Persoun enorm Besoinen hat, fir iwwert den Doud ze schwätzen, ech awer dozou onfäeg war, well ech einfach den Doud net wollt gesinn, den Doud op mech projezéiert hunn, du meng eegen Ängschte kritt hunn, an dat d'Saach sécherlech net méi einfach mécht.

Et ass awer och esou, datt een zweete Punkt bei där Diskussioun do extrem vill matspillt, wann et ëm Liewen an ëm Doud geet, well do spillen natierlech philosophesch an och reliéis oder aner Weltanschauunge mat. A jee nodeem, wéi een d'Ausenanersetzung philosophesch oder reliéis féiert, oder wéi wäit ee se dreift, ka se extrem hefteg ginn. Jo, si ka souguer verletzend ginn, fir net ze soen extrem verletzend ginn.

D'Froestellung, ëm déi et haut geet, ass fir mech perséinlech eigentlech einfach. Et geet fir mech ëm d'Recht fir d'Selbstbestëmmung vum Mënsch. Et ass meng philosophesch a weltanschaulech Iwwerzeegung, datt all Mënsch d'Recht huet, selwer iwwer säi Liewen ze entscheeden. Dëst ass eng laizistesch Weltanschauung, eng laizistesch Haltung, wat meng eegen ass, an et ass ganz natierlech, datt et schwiereg ass, déi an Aklang ze brénge mat der Meenung vun anere Matmënschen, déi zum Beispill dru gleewen, datt net den Eenzelne selwer iwwer säi Liewen ze entscheeden huet, mä datt eleng Gott iwwert d'Liewen an den Doud kann entscheeden.

Mir kënne laang iwwer meng Astellung par rapport zu aner Leit hirer Astellung - déi déi hunn an déi ech respektéieren, esou wéi si mat Sécherheet jo och meng wäerte respektéieren - diskutéieren, mä mir kommen do wahrscheinlech kaum op e gemeinsamen Nenner an där Astellung. Et kann een dat esou gesinn, an ech hu gesot, ech respektéieren dat och. Mä wat ech net ka respektéieren oder och net wëll respektéieren an och net kann akzeptéieren, dat ass, datt eng Weltanschauung enger anerer hir Meenung iwwer Liewen an Doud kann duerch gesetzlech Veruerdnung opzwéngen. An dat ass d'Situatioun, an där mer haut sinn.

An ech muss soen, dee Saz, deen d'Madame Kemp-Arendt virdru gesot huet, deen huet eigentlech bal alles gesot. Dee Saz, wou se gesot huet, eigentlech misst jiddwereen heibannen dat Gesetz iwwer Euthanasie kënne stëmmen, well déi eng behalen dat, wat se hunn, an déi aner kréien dat, wat se de Moment nach net hunn. Et ass genee dat, ëm wat et eigentlech geet bei där doter Fro.

Meng perséinlech Liewensphilosophie, déi baut op op déi universell Deklaratioun vun de Mënscherechter. Déi garantéiert ënner anerem philosophesch a reliéis Fräiheeten an d'Recht, déi och kënne fräi auszedrécken. An och de Stat muss garantéieren, an enger neutraler Optik, datt jiddweree seng perséinlech reliéis a philosophesch Meenunge kann ausdrécken an och ausliewen. Déi Deklaratioun iwwert d'Mënscherechter garantéiert awer och d'Recht op Selbstbestëmmung ebe vun all Mënsch a vun all Vollek. An an deem Sënn hunn ech mech och fir d'Recht op Selbstbestëmmung um Liewensenn entscheed, an aus deene Grënn ass et fir mech och kloer, datt ech fir déi Proposition de loi wäert stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten haut elo, no enger laanger Debatt, doriwwer entscheeden. Ech betounen: no enger laanger Debatt. Well d'Debatt ass jo net eréischt ugaange wéi virun annerhallwem Joer ongeféier d'Regierung sech entscheed huet, duerch eng Deklaratioun vum Premierminister - déi ech eigentlech extrem positiv fonnt hunn an esou engem Domän wéi deem heiten -, datt d'Parlament hei soll fräi entscheeden, an all Deputéierten no sengem Gewëssen an no senger Liewensastellung hei soll entscheeden, mä déi Diskussioun hu mer jo scho laang virdru gefouert. Déi geet jo schonn an d'90er Joren zréck. Mir sinn eigentlech zënter zwielef, 13, 14 Joer an dësem Parlament amgaangen op déi eng oder aner Weis doriwwer ze diskutéieren. Mir wäerten haut, wéi gesot, doriwwer entscheeden. De Vote, deen haut wäert geholl ginn, an déi Entscheedung wäert ech als gudden Demokrat respektéieren, egal wéi dee Vote wäert ausgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi Diskussioun, déi mer ronderëm dës Proposition de loi haten - déi laang Diskussioun, a virun allem déi Schlussphas vun där Diskussioun, déi haart, fir meng Begréffer vill ze vill haart gefouert ginn ass -, sinn och mënschlech Wonne geschloe ginn. A grad mir mussen awer no dësem Vote, wann dëse Vote da fäerdeg ass, alles drusetzen, datt trotz alle Meenungsverschiddenheeten, déi eis trennen, déi Wonnen heele gelooss ginn, an datt déi vill ze déif Schützegrief, déi sech opgebaut haten, erëm zougeschott ginn.

Meenungsverschiddenheeten, ënnerschiddlech philosophesch oder reliéis Weltanschauungen däerfen net dozou féieren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt eis Gesellschaft anzwee gerappt gëtt. Dat ka sécherlech net Sënn an Zil si vun esou enger wichteger Diskussioun. Déi gréng Fraktioun wëllt, wann dëse Vote fäerdeg ass, hëllefen déi Brécken ze schloen, fir datt et net zu engem Anzweesplécke vun der Gesellschaft kënnt. Mir hoffen, datt jiddwereen heibannen dat och esou gesäit an och mat dozou bäidréit.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass déi honorabel Madame Frank.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut de Moien, wéi mer iwwert d'Palliativgesetz heibannen diskutéiert hunn, hunn ech mech besser gefillt. Firwat? Well d'Palliativgesetz een allgemengt Recht schaaft, fir jiddwereen en fin de vie a senger Ganzheet ze encadréieren.

Et sinn haut de Moien a villen Diskussiounen hei ganz räsonnabel Argumenter duergeluecht ginn, wou ech all deenen, déi haut hei geschwat hunn, mäi Respekt ausdrécken. An awer bedaueren ech ganz staark, datt an den Aussoe vun haut de Mëtteg der vill vun hiren eegenen negativen Erfahrunge geschwat hunn, wann et ëm Stierwen an Doud an hirem enke Familljen- oder Bekanntekrees gaangen ass an duerfir elo en faveur vun der Euthanasie sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen haut am 21. Jorhonnert, an duerch de medezinesche Fortschrëtt an der Palliativbetreiung bräichten haut Patienten net méi ënner mënschenonwierdege Konditiounen ze stierwen, wann eng adequat Prise en charge garantéiert wier. Ech ginn zou, fréier hunn oft stierweskrank Mënsche missen onnëtz leiden, sinn onnëtz laang un enger Apparatmedezin hänke gelooss ginn, mä leider gëtt et dat och haut nach, well et nach Medeziner gëtt, déi nach kee palliative Reflex hunn, fir vun där kurativer an déi palliativ Phas iwwerzegoen. Dat ass och doduerch bedéngt, datt se nach net déi néideg Formatioune gemaach hunn.

Als Infirmière hunn ech och Situatiounen erlieft, déi mënschenonwierdeg waren. Ech kann a muss awer haut an hei bezeien, datt ech nimools a menger méi wéi 20-jähreger Praxis als Infirmière derbäi war, wou bewosst engem Mënsch sengem Liewen en Enn gesat ginn ass.

E Beispill: Et war eng eeler Patientin, déi ganz vill Péng hat a gejéimert huet. Ech hunn den Dokter gefrot: Muss déi Madame net méi Schmäerzmëttel kréien? Den Dokter huet ordonnéiert d'Dosis vum Morphium, dem Dipidolor eropzesetzen. Ech hunn dat gemaach, war nach e bësse bei der Patientin, si ass méi roueg ginn, ech sinn erausgaangen, sinn op eng Schell gaangen, sinn no kuerzer Zäit erëmkomm, an zu mengem Erstaune war d'Patientin dout. Dat huet mech schonn enorm erféiert. Weder den Dokter nach ech haten d'Intentioun der Madame hirem Liewe bewosst een Enn ze setzen, mä d'Zil war hir Schmäerzen ze reduzéieren. An dat ass, Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Palliativgesetz erlaabt.

An der Proposition de loi steet, datt den Akt vun der Euthanasie en Acte médical gëtt. Dat kann ech nimools akzeptéieren, datt d'Euthanasie als en Acte médical erlaabt ass. Kolleeginnen a Kolleegen, dat sprengt bei mir d'Rumm. Et ass hei vill vu Familljegeschichte geschwat ginn. Och ech hu meng Familljegeschicht, an hu vill positiv Erfahrungen um Liewensenn, zum Beispill bei menger Mamm, erlieft.

Aus Respekt vis-à-vis vu mir, menger Famill an all deenen, déi sech säit Jore mat Leif a Séil fir d'Implementéierung vun der Palliativmedezin asetzen, wäert ech ëmmer géint d'Euthanasie sinn a bleiwen. Ech bleiwe menger Grondiwwerzeegung trei, datt et derwäert ass sech fir d'Würd an de Schutz vum Mënsch bis zu sengem Liewensenn anzesetzen.

Ech kann och nimools och nëmme fir eng ofgeschwächte Form matstëmmen, och net fir eng Exception d'euthanasie. Ech fäerten den Abus an hunn och kee Vertrauen an eng Kontrollkommissioun, weder virdrun nach duerno. Well wie garantéiert, datt alles gemaach ginn ass fir d'Euthanasie ze verhënneren?

Fir mech ass d'Euthanasie, egal wéi een d'Kand nennt, egal wéi een et be- an ëmschreift, vun deem Moment u wou den Élément intentionnel um Spill steet, dat bewosst Doutmaachen, bewosst déi Sprëtz ginn, wou ee weess, elo gëtt a kierzester Zäit dem Liewen en Enn gesat.

Aus deene genannte Grënn, Kolleeginnen a Kolleegen, hoffen ech, datt Dir mäin negative Vote heibannen an dobausse respektéiert.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Dann ass déi nächst Riednerin déi honorabel Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir d'alleréischt wëll ech der Santéskommissioun an de Rapporteure Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi an der Kommissioun säit dem Vote vum 19. Februar geleescht ginn ass, notamment fir de Suergen a Bemierkunge vum Statsrot entgéintzekommen.

D'Rapportrice, d'Madame Err, an den Här Alex Bodry sinn op déi eenzel Ännerungen an Amendementer, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn, agaangen an et brauch een net dorop zréckzekommen. Ech wéilt ënnersträichen, dass et mir schéngt, dass déi Amendementer an déi richteg Richtung ginn an dass domadder den Text verbessert ass.

Här President, zur Proposition de loi am Allgemenge kënnt ech dat widderhuelen, wat ech den 19. Februar gesot hunn, mat enger Ausnahm. Deemools hunn ech begréisst, dass d'Diskussioun manner vergëft war wéi beim Avortement. No den Evenementer vun de leschte Wochen, national an international, géif ech dat haut net méi woen ze behaapten.

Meng Attitüd zur Proposition de loi bleift déiselwecht. Ech wäert deen Text, esou wéi en ons haut virläit, stëmmen. Ech respektéieren d'Meenung vun deenen, déi enger anerer Meenung sinn.

Ech verstinn a respektéieren d'Haltung vun der kathoulescher Kierch. An hirer Optik ass déi Haltung legitim. D'Kierch muss awer wëssen, dass hir Haltung net vun alle Lëtzebuerger gedeelt ass an dass si d'Gesetzer net mécht, mä dass dëst Parlament d'Gesetzer mécht. Ech ka mech och net befrënne mat der Aart a Weis wéi verschidde Vertrieder a Frënn vun der Kierch hir Meenung zum Ausdrock bruecht hunn a versicht hunn, Drock op d'öffentlech an d'politesch Meenung ze maachen.

De Mëtteg si mer gewuer ginn, dass de Poopst selwer sech an d'Diskussioun agemëscht huet, wuel a méi verstännege Wierder wéi déi, déi verschidde vu senge Vertrieder gebraucht hunn. Mä nach.

De Poopst huet gemengt, deem neie Lëtzebuerger Ambassadeur beim Hellege Stull, dee seng Lettres de créance presentéiert huet, mussen ze soen - an ech zitéieren -: «Je voudrais (…) saisir aussi l'occasion de notre rencontre pour exprimer ma très vive préoccupation au sujet du texte de loi sur l'euthanasie et le suicide assisté, actuellement en débat au Parlement. Ce texte, accompagné par ailleurs et d'une manière contradictoire…» - ech widderhuelen: et d'une manière contradictoire - «…d'un autre projet qui contient d'heureuses dispositions législatives pour développer les soins palliatifs afin de rendre la souffrance plus supportable dans la phase finale de la maladie et favoriser pour le patient un accompagnement humain approprié, légitime concrètement la possibilité de mettre fin à la vie. Les responsables politiques, dont le devoir grave est de servir le bien de l'homme, tout comme les médecins et les familles, doivent se rappeler que la décision délibérée de priver un être humain innocent de sa vie est toujours mauvaise du point de vue moral et ne peut jamais être licite.» Enn vum Zitat.

Här President, ech expriméiere meng grave Préoccupatioun iwwert déi Interventioun. Ons Kolleege vun der CSV misste sech menger Meenung no och Gedanke maachen, ob hir Amendementer, déi si an der Kommissioun abruecht hunn, a besonnesch deen iwwert de Filtre palliatif, kompatibel si mat den Direktiven, déi mer elo vu Roum aus ze héiere kréien.

Zweetens, de Vatikanstat wär gutt beroden, sech drun ze erënneren, dass et an der Diplomatie en unerkannte Prinzip ass, sech net an d'intern Ugeleeënheete vun engem anere Land anzemëschen.

Une voix.- Do hutt Der ganz Recht, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, seelen hu mir am Parlament d'Geleeënheet, ons iwwer Texter auszespriechen, déi jiddweree vun ons esou direkt an esou déif mënschlech beréieren. Seele si mer beruff, iwwer Texter ofzestëmmen, déi esou fundamental Froe wéi Liewen an Doud uspriechen. Seele si mer mat Texter konfrontéiert, déi esou grave philosophesch, reliéis, ethesch a sozial Problemer fir jiddweree vun ons opwerfen. Déi Froen - an dat ass hei och scho gesot ginn - muss schlussendlech jiddweree vun ons fir sech selwer beäntwerten. A si bedéngen a mengen Aen, dass een deem anere seng Meenung respektéiert.

Här President, den 28. Abrëll hat den Institut grand-ducal, Section des sciences morales et politiques eng Diskussioun, déi dem Thema Euthanasie gewidmet war. D'Membere vun der Sectioun vun de Sciences médicales waren och invitéiert. Philosophen, Juristen an Dokteren hunn un der Diskussioun deelgeholl.

De Maître Patrick Kinsch huet déi juristesch Introduktioun gemaach. Wéi hien zu Recht ënnerstrach huet, ass dës Debatt iwwert d'Euthanasie eigentlech keng juristesch Debatt, obschonn d'Riichter opgeruff sinn, d'Recht ze spriechen, dat an de Bicher steet. Mä d'Debatt ass eng politesch a philosophesch.

Sécher gi vu béide Säiten d'Mënscherechter beméit. Mä et ginn zwou Conceptioune vun de Mënscherechter, déi allen zwou valabel sinn, mä déi sech an dëser Debatt géigeniwwerstinn: engersäits de Schutz vum Liewen, anerersäits de Schutz vun der individueller Fräiheet.

Wéi de Patrick Kinsch och ënnerstrach huet, däerfen d'Mënscherechter net zum Virwand geholl ginn, fir déi gesellschaftspolitesch Debatt ënnert den Teppech ze kieren. An deem Zesummenhang huet hien zwee Arrêten ugeféiert, déi ech dunn nogelies hunn an déi besonnesch opschlossräich sinn.

Deen éischten ass dee vill zitéierten Arrêt Pretty géint d'Vereenegt Kinnekräich vun der Cour européenne des droits de l'Homme vum 29. Abrëll 2002. D'Cour huet deemools festgestallt, dass de Refus vun den englesche Riichter, d'Assistance au suicide ze autoriséieren opgrond vun de bestehenden engleschen Texter, keng Violatioun vun den Artikele vun der Mënscherechtskonventioun géif duerstellen. Si huet awer zum Deel der Madame Pretty Recht ginn an erkennt un, dass d'Protektioun vum Privatliewen hir gewësse Rechter zouerkennt.

D'Cour schreift: «La dignité et la liberté de l'homme sont l'essence même de la Convention» européenne des droits de l'Homme. «Sans nier en aucune manière le principe du caractère sacré de la vie protégé par la Convention, la Cour considère que c'est sous l'angle de l'article 8 que la notion de qualité de la vie prend toute sa signification.»

A si seet weider: «La requérante en l'espèce est empêchée par la loi d'exercer son choix d'éviter ce qui, à ses yeux, constituera une fin de vie indigne et pénible. La Cour ne peut exclure que cela représente une atteinte au droit de l'intéressée au respect de sa vie privée, au sens de l'article 8, paragraphe 1 de la Convention.»

Deen zweeten Arrêt, deen ech wëll zitéieren, ass dee vläicht net esou bekannten, mä dee mer am Zesummenhang mat onser Diskussioun vun haut besonnesch wichteg erschéngt. Dat ass den Arrêt vun der belscher Cour d'arbitrage vum 14. Januar 2004 iwwert de Recours en annulation vum belsche Gesetz vum 28. Mee 2002 iwwert d'Euthanasie, dee vun enger A.s.b.l. Jurivie an enger A.s.b.l. Pro Vita agereecht gi war. De Recours ass vun der Cour d'arbitrage verworf ginn, mat der Begrënnung, dass d'Parlament déi néideg Restriktiounen a Garantien an d'Gesetz geschriwwen huet, fir dass dem Patient säi fräie Wëlle géif respektéiert

ginn. Här President, an der Proposition de loi, déi elo virun ons läit, sinn déiselwecht Restriktiounen a Garantien agebaut.

Eng aner Considératiouns, Här President: Eminent Spezialiste vun der Palliativmedezin a Géigner vun der Euthanasie hunn zouginn, dass si och Fäll haten, wou d'Palliativmedezin um Enn war a wou se hu missen op aner Mëttelen zréckgräifen, fir de Patient vu sengem Leiden ze erléisen.

Et ass also net verwonnerlech, dass bei der schonn erwähnter Diskussioun am Institut grand-ducal zum Schluss eng Fro am Raum bliwwen ass: Wat ass ausser der Intentioun - an nach, géif ech soen - den Ënnerscheed tëschent Soins palliatifs a ganz besonnesch Sédation terminale an Euthanasie?

Domadder, Här President, si mer erëm bei der philosophescher a gesellschaftspolitescher Fro. Hei wëll ech ganz besonnesch ënnersträichen, dass et am Gesetz oder an der Proposition de loi, déi mer haut diskutéieren, net drëm geet, d'Euthanasie ze legaliséieren, wéi d'Madame Jacobs den 19. Februar gemengt huet missen ze soen, an nach manner d'Euthanasie ze institutionaliséieren.

Et geet drëm, d'Euthanasie ze dépenaliséieren an extremen, kloer a restriktiv ëmschriwwene Fäll, ënner spezifesch festgeluechte Konditiounen, déi enger Kontroll ënnerleien, an déi op ausdréckleche Wonsch vum betraffene Patient ënnerholl gëtt. Si gëtt also net d'Regel, mä bleift eng Exceptioun.

Ech wëll och hei den Häre Bodry an Huss Merci soe fir hiren Hiweis op dat vum Erzbëschof erwähnte soi-disant Aklorecht op Euthanasie. E Recht, wat et awer am Gesetz net gëtt.

Här President, mir wollten a mir wëlle bei dëser Diskussioun kee Reliounskrich féieren. Mir mengen awer, dass ee muss op gewëssen Excèsen hiweisen, déi am Laf vun der Diskussioun elo zum Schluss zum Ausdrock komm sinn. An onser Fraktioun hu mer ganz vill iwwert déi Proposition de loi diskutéiert. Et gouf an et gëtt bei ons bei dësem Gesetz kee Fraktiounszwang. Jiddweree vun ons ass op seng Manéier opgrond vu sengen Erfahrungen an där Fro zu enger Konklusioun komm a wäert no beschtem Wëssen a Gewësse stëmmen.

Fir mäin Deel, Här President, sinn ech der Meenung, dass de Législateur an dëser Fro däerf handelen a muss handelen, dass e muss e rechtleche Kader schafen, mat prezise Konditiounen a Kontrollen, fir Abusen ze vermeiden a fir der Hypokrisie en Enn ze setzen, déi bei dëser Fro bei ons bis elo vill ze laang geherrscht huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass ech de Moien net hu misse schwätzen. Et ass eng extrem schwiereg Diskussioun, an där mer sinn. Et ass eng Diskussioun, an där et ëm d'Fro vum Liewe geet an ëm d'Fro, wéi mer, wann d'Liewen un d'Enn geet, mam Doud ëmginn. An et geet ëm d'Fro, wéi mer d'Äntwerte fannen, fir mat där Situatioun eens ze ginn.

Et ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, eng extrem komplex Diskussioun. Et ass eng Diskussioun, déi Länner spléckt, déi Meenunge spléckt, déi kontrovers gefouert gëtt an déi een iergendwann eng Kéier muss klären.

Well all Diskussioun, wa se laang genuch gefouert ginn ass, muss zu enger Klärung kommen, och wann déi Klärung nëmme provisoresch ass a wa se selbstverständlech, wéi ech mengen dass et misst sinn a Froe vun där heiten Importenz a Gravitéit, och enger regelmässeger Bestandsopnahm muss ënnerworf ginn.

Duerfir sinn ech dankbar, dass ech elo schwätze muss, och wann ech mat der Madame Spautz d'accord sinn, dass den Débat de Mëtteg e bësse méi passionell gefouert ginn ass, e bësse méi mat Gefiller gefouert ginn ass, well ech mech de Moien zum Deel hei während annerhallef Stonn an enger Ofrechnung gespiert hunn. An enger Ofrechnung vu gewëssene Riedner mat hirer Positioun zur CSV, zur Kierch, zum „Lëtzebuerger Wort", alternativ déi dräi, alternativ zwee dervun oder annerhallef dervun. An ech wëll de Kolleegen de Mëtteg Merci soen, dass mer d'Diskussioun op en aneren Niveau kritt hunn. Och wann et en Niveau ass, wou mat méi Gefiller diskutéiert gëtt, well ech mengen, dass et eng Diskussioun ass, déi derwäert ass, och zum Deel mat Gefiller gefouert ze ginn.

Mir hunn an deene leschte Jore vill iwwert dëse Sujet diskutéiert. Ech si mat der Madame Flesch d'accord, an dat kënnt aus deem, wat ech virdru gesot hunn, dass d'Debatt den 19. Februar méi sachlech war. Si wär den 1. Februar nach méi sachlech gewiescht, well si hat sech tëschent dem 1. Februar an dem 19. Februar scho méi veronsachlecht. Mä dat, wat mer awer déi lescht Méint erlieft hunn de part et d'autre vu Leit, déi sech agemëscht hunn, vu Leit, déi am Dossier diskutéiert hunn, huet en fin de compte net derzou bäigedroen, fir zu enger gesonder Aart a Weis am Ëmgank mat där Diskussioun ze féieren.

Den Här Goerens, dee jo weess, dass ech e schätzen, allerdéngs ëmmer nëmmen esou wäit wéi ech och Tate gesinn aus deem, wat e seet, huet en Opruff gemaach fir de Gruef zouzetippen. Hien huet en Opruff gemaach, dass een net soll aner Leit jugéieren. Hien huet derfir plädéiert, dass d'Proposition de loi richteg duergestallt géif ginn.

Här Goerens, ech plädéieren derfir, dass och déi, déi Problemer hu mat der Proposition de loi, richteg duergestallt ginn…

M. Charles Goerens *(DP).*- Natierlech!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …an dass hir Meenung richteg duergestallt gëtt.

M. Charles Goerens *(DP).*- 100%!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann een de Reproche op eng Säit mécht, muss een an dësem Dossier och akzeptéieren, dass e Reproche op eng aner Säit gemaach gëtt.

Wann d'Medien informatiounsbildend solle sinn, musse se akzeptéieren, de part et d'autre, de Pour an de Contre vun de Meenungen och ze publizéieren a sech net op eng Meenung ze focaliséieren.

Wat mer matkritt hunn an deene leschte Méint, an zwar virum 19. Februar schonn, ass, dass mer en fin de compte eis an e klassesche Schema hibeweegt hunn, lues a lues hibeweegt hunn, vun enger Debatt, déi vun eisem Premier ugefaange ginn ass, wéi e gesot huet: „Ech hätt gären, dass dës Diskussioun am Kader vun der Gewëssensfräiheet gefouert gëtt, dass all Deputéierte bei Éier a Gewësse kann décidéieren", hin zu enger Diskussioun, déi net méi esou gefouert gëtt. Wou en fin de compte Meenungen, vun deenen ech fest dervun iwwerzeegt sinn, dass weder déi eng nach déi aner majoritär wieren, weder hei am Haus nach dobaussen, sech Här a Meeschter vun der Diskussioun gemaach hunn. An dass déi Kräften hei am Haus, an ech ziele mech ausdrécklech do derzou, déi fir den Ausgläich hätte kënne suergen, déi am Fong d'Responsabilitéit gehat hätten, an dësem Haus e Projet ze maachen, deen den Owend mat iwwer 50 Stëmme gewielt gi wier, versot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann extrem Positiounen, wéi se vertruede gi sinn de part et d'autre, iwwerhandhuelen iwwer e gesonde Mënscheverstand, wa se iwwerhandhuelen iwwert dat, wat véier Fraktiounspresidenten hei fäerdeg bruecht hätten, wa se sech zwee Deeg beienee gesat hätten, da si mer menger Meenung no an engem Zeenario, dee kee gudden Zeenario ass.

A wa mer iwwert d'Geschicht diskutéieren, Här Goerens, da soll eis dat, wat an deene leschte Wochen a Méint hei passéiert ass, och fir d'Zukunft vun eisem Land eng Léier sinn. Et soll eng Léier sinn, wéi eng Debatt, déi eng Debatt vun deem Eenzelnen, vun all Eenzelne vun eis 60 soll sinn, en fin de compte dégeneréiert ass an eng Debatt, wou eng ganz Rei Leit sech net méi beweegt kréien. An déi Bewegungsonfräiheet, déi ass net unilateral.

Déi Bewegungsonfräiheet, an déi mer erakomm sinn, déi zum Deel iwwer Loyalitéitsfroen herno gekläert ginn ass, déi betrëfft eis alleguer. An déi misst eis en fin de compte alleguerten interpelléieren.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu gesot, et ass eng schwéier Diskussioun. Et ass eng Diskussioun, wou deen Eenzelne soll seng Meenung soen a bis zum Schluss kënne soen. Ech hu mat ville Leit geschwat, heibannen an dobaussen. Ech hunn et gesot an ech bleiwen derbäi: Dat, wat haut zum Vote an dësem Moment kënnt, dat fënnt weder an eiser Gesellschaft, an där enger nach an där anerer Form, an ech mengen och net an den Häerzer vun de 60 Deputéierten, déi heibanne sëtzen, eng Majoritéit.

Mä mir hu keen anere Choix, well d'Diskussioun esou gefouert ginn ass, dass en fin de compte op eemol gesot ginn ass, et ass alles oder et ass näischt. Et ass schwaarz oder et ass wäiss. Dass déi, déi dat Grot gesinn, esou wéi Dir, Här Goerens, esou wéi anerer et heibanne gesinn - an Dir sidd net deen Eenzegen heibannen -, en fin de compte kapituléiert hunn.

Ech hu mech och schwéiergedoen, wéi vill heibannen, fir mer meng Meenung ze bilden, well vill vun eis heibannen, wéi iwwregens och dobaussen, jo am Fong, wa se iwwert de Sujet hei diskutéieren, emol haaptsächlech mat deem diskutéieren, wat se selwer erlieft hunn. Jiddweree vun eis huet Situatiounen erlieft an eng Richtung oder an eng aner, an ech hu fonnt an deene leschte Méint, dass vill Leit aus deenen Erfahrungen eraus diskutéiert hunn.

Et ass richteg, dass een dat soll maachen. Mä gi mer dann den Owend eraus a mir répétéieren de Vote vum 19. Februar? Gi mer den Owend eraus a mir stëmme mat 30 oder mat 31, 32 géint 26, 27 oder 28? Stëmme mer eppes, vun deem mer wëssen, dass et eis Gesellschaft spléckt?

Mir wëssen, dass e Vote, deen haut den Owend ausgeet mat 31 op 29, mat 32 op 28, de Gruef net zoutippt, mä de Gruef bestoe léisst do wou en elo ass.

Duerfir hunn ech décidéiert, an zwar gëschter Owend - a meng Kolleege wëssen, dass et mer schwéiergefall ass -, fir op d'Tribün ze kommen, well ech mengen, wann d'Geschicht geschriwwe gëtt iwwert dat heite Kapitel, da sollen d'Leit wëssen, dass et eng Positioun ginn ass, déi vun der Madame Err, dem Här Huss verteidegt ginn ass, eng aner Positioun ginn ass, déi vun anere Memberen heibannen a vun Institutiounen dobausse vertruede ginn ass an dass et eng drëtt Meenung gi wier. Dass et e Kompromëss hätt kënne ginn. Dass een an d'Exception d'euthanasie hätt kënne kommen, esou wéi den Här Fayot se definéiert huet a sengem exzellenten Artikel, deen en am „Lëtzebuerger Land" publizéiert huet, iwwert d'Grief eraus an der Folleg vum Vote vum 19. Februar probéieren, méi eng breet Majoritéit ze fannen.

Mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer et probéiert hunn. Hu mer wierklech alleguerte probéiert, nom 19. Februar eng Solutioun ze fannen, déi eng méi breet Majoritéit an dësem Haus fonnt hätt, oder net? Eng Solutioun, déi eis dann och - do sinn ech mat Villen d'accord - als Politik nees an d'Mëtt vum Vollek bruecht hätt. An déi an engem Moment, wou d'Land vill aner Erausfuerderungen erlieft, Grief vläicht net opkomme gelooss hätt, déi mer awer an deenen nächste Méint wäerten hunn.

Et ass iwwert d'Leit geschwat ginn. Et ass gesot ginn, et soll een iwwer wat den Engländer „opinion polls" nennt net ze vill diskutéieren.

Ech hunn den 19. Februar, wéi ech d'Trap erofgaange sinn, mat engem Kolleeg heibannen diskutéiert, vun deem ech weess, dass e Schwieregkeeten huet fir d'Proposition de loi Err/Huss ze stëmmen, an ech hunn hie gefrot: Wéi ass et, dass du dat gestëmmt hues? An hien huet gesot: Ech hunn et gestëmmt, well ech e Samschdeg am „Tageblatt" eng Ëmfro gelies hunn, an där iwwer 80% vun de Leit gesot hunn, si wäre fir d'Euthanasie.

(Brouhaha)

Elo sot Der, dat ass eng Karikatur. Ech soen net, wien et ass. Ech kéint et awer soen. An dee Mann sëtzt heibannen an e weess, dass e mer et gesot huet.

Wann een dat mécht, kann ech och dat respektéieren. Et muss ee just kucken, wann ee säi Vote justifiéiert op déi doten Aart a Weis, ob dat bei sech selwer, well och dat ass en Deel vun engem perséinleche Choix, der Realitéit entsprécht vun deem, wat déi sougenannten Ëmfroen och soen.

Firwat ass déi Ëmfro dann de 16. Februar publizéiert ginn am „Tageblatt"? Firwat ass se net eng Woch virdrun, zwou Woche virdrun, dräi Woche virdru gemaach ginn?

Majo, genau a prezis fir dräi Deeg virum éischte Vote Leit par rapport zu enger Meenung, déi se eventuell hätten, aneschters ze organiséieren.

(Brouhaha)

Dat ass fir mech op exakt deemselwechten Niveau unzegesinn, wann een et um selwechten Niveau gesäit. Ech hunn dat virdrun a menger Ried, Här Schreiner, kloer an däitlech gesot.

Et hu sech an deem Sondage 79% vun de Leit fir d'Euthanasie ausgeschwat, op d'Fro, ob se dat am Kader vum Recours à l'euthanasie en cas d'une maladie incurable géife maachen. Doropshi sinn en fin de compte déi 79% vun de Leit gläichgestallt gi mat enger Initiativ, déi hei am Parlament geholl ginn ass.

Et ass eng zweet Fro gestallt ginn, déi mir de Leit gestallt hunn: Wéi se dann dervun aus géife goen, wann ech an enger Situation incurable wier, wann ech mech also an der Situatioun Pretty an esou weider befannen. Och do hunn 79% vun de Leit gesot, dass se der Meenung wären, dass an deene Fäll d'Euthanasie soll gemaach ginn.

An op eng drëtt Fro, déi mer gestallt hunn, andeem mer d'Leit gefrot hunn: Sidd Der der Meenung, dass déi Krankheet - ech kommen nees op déi éischt Hypothees zréck, well an där zweeter Hypothees gëtt et nämlech keng Solutioun - fir d'éischt emol soll behandelt gi mat alle Méiglechkeeten, déi d'Medezin huet? Op déi Fro, Här Huss, hu 84% geäntwert, dass se där Meenung sinn.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Där Meenung sinn ech och.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen.

Une voix.- A mir och.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech mengen, Här Huss, wann ech lech de Moien nogelauschtert hunn, wann ech der Madame Err nogelauschtert hunn, wann ech dem Här Wagner nogelauschtert hunn, dass Dir där Meenung net sidd.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Dir musst besser nolauschteren.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Här Huss, do komme mer nach drop.

M. le Président.- Da kommt, loosst den Här Wolter elo schwätzen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir kommen nach dorop, Här Huss. Well Dir an Är Associatioun, mengen ech, Iech fir eppes aneschters asetzt, wat ech awer respektéieren. Ech respektéieren et. Mä ech sinn hei an engem Vote, an da muss ech kucken, ob dat, wat ech gesot kréien, den Text, deen domadder verbonne gëtt, an d'Gespréich, wat domadder verbonne gëtt, datselwecht ass. An ech menge fir mech, dass et net datselwecht ass.

Ech sinn der Meenung, dass Dir fir e Recht antriet, wat net mam Ausféiere vun alle Méiglechkeeten um Niveau vun der Medezin an Aklang ze bréngen ass.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Den Text vum Gesetz verhënnert guer näischt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kommen, Här Huss, wann Der erlaabt, och op den Text vum Gesetz zréck.

Mir hunn den 19. Februar hei an der Chamber e Vote geholl. Déi eng hunn dorauser e Vote définitif gemaach. Mir waren der Meenung, dass et e Vote de principe wier. E Vote de principe, well de Statsrot keen Avis gemaach huet, well d'Proposition net diskutéiert war.

Mir hunn als CSV festgestallt - dat wëll ech soen, an ech si frou, dass den Här Bodry dat akzeptéiert huet -, dass et eng Majoritéit hei am Haus gëtt, fir de Prinzip vun der Euthanasie anzeféieren. Mir wollten awer nom 19. Februar eng Diskussioun driwwer féieren, nodeem mer, wéi d'Madame Stein et de Moie gesot huet, duerch all eis Gremië gaange sinn. Vun der Fraktioun ugefaangen iwwert den Nationalcomité bis zum Conseil national hu mer décidéiert, dass mer dee Vote géifen akzeptéieren, wat säi Prinzip ubelaangt.

Duerfir kann ech net verstoen, dass et haut nach Leit gëtt, déi der Meenung sinn, d'CSV hätt sech net beweegt. D'CSV huet sech beweegt! Den Här Wagner ass der Meenung, dat wär, well dat eben esou gewiescht wär. Jo! Et huet eppes domadder ze dinn, dass, wann een Demokrat ass an ee mat engem Vote konfrontéiert ass, wou ee gesäit, dass et eng Majoritéit gëtt, een zwou Attitüde kann hunn.

Déi éischt Attitüd ass déi, fir ze soen: Ech bleiwe bei deem, wat ech gesot hunn. D'ailleurs war dat, wat d'CSV den 19. Februar och nees aus dem Mond vun der Madame Stein gesot huet, wäitaus méi nuancéiert, wéi ech et dobaussen héieren hunn. Mä mir hu gesot: Mir akzeptéieren de Vote vum 19. Februar a mir wëllen an eng franche Diskussioun antrieden doriwwer, fir ze kucken, wéi wäit dass mer ginn.

Duerfir hu mer Amendementer eraginn, fir dass mer kéinten och als CSV an enger Diskussioun zesummen zu engem Text kommen, deen och eise Bedenke géif Rechnung droen an deen eis et géif erlaben, fir de Projet an zweeter Lecture ze stëmmen. Ech hoffen, dass eis dat net och nach zum Virworf gemaach gëtt, dass een no engem éischte Vote - an ech hat d'Impressioun, dass dat engem quasi zum Virworf gemaach gëtt - seet: Mir sinn d'accord, fir en éischte Vote ze respektéieren, mä mir wëllen awer nach iwwert d'Étendue vun deem Vote diskutéieren.

Duerno sinn Amendementer erakomm. Ech mengen, Här Huss, dofir hu mer de Problem tëschent eis. An dofir hu mer och dee Vertrauensproblem am Paragraph 3 vum Artikel 2.

Déi Propositioun, déi mer wollte maachen, besteet doranner, dass Dir an d'Madame Err nom éischte Vote, wou den 19. Februar hei iwwert d'Exception d'euthanasie diskutéiert ginn ass - wou ech quasi all Riedner héieren hu soen, et géif näischt aneschters a Fro kommen, et kéint näischt aneschters décidéiert ginn -, higaange sidd an Dir hutt an der Kommissioun, mengen Informatiounen no, ouni dass et a gewëssene Fraktiounen diskutéiert ginn ass, den Deel „se trouve dans une situation médicale sans issue" erausgeholl an ersat duerch „est atteint d'une affection grave et incurable".

Domadder hutt Dir a mengen Ae gewisen, dass Der net an enger „end of life"-Situatioun sidd, mä dass Der e Recht wëllt schafen, fir deen Eenzelnen, wann hien eng Krankheet huet, déi och à long terme net curabel ass…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Mä et ass dran, Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Da kuckt den Text!

M. le Président.- Här Huss, loosst den Här Wolter seng Ausféierunge maachen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här Huss, ech sinn an engem Räsonnement, wou gesot gëtt, wien nom 19. Februar a wat fir eng Richtung gaangen ass. An, Här Huss, ech sinn der Meenung, dass Dir an d'Madame Err eng Propositioun erabruecht hutt - an déi ass an der Kommissioun ugeholl ginn -, wou Der „se trouve dans une situation médicale sans issue" wollt sträichen an domat en fin de compte dat, wat Dir de Moie gesot hutt a wat d'Madame Err de Moie gesot huet, an den Text wollt kleeden, nämlech: „est atteint d'une affection grave et incurable"; wat eng ganz aner Notioun ass, wann ech iwwer Palliativmedezin schwätzen a wann ech iwwer Stierfhëllef schwätzen, wéi dat, wat een eventuell ënnert der Fro vun der „situation médicale sans issue" ka verstoen.

Ech wollt dat just heibanne soen, och fir d'Geschicht, wa se eng Kéier geschriwwe gëtt, dass dat en Deel ass, firwat dass d'CSV extrem vill Schwieregkeeten huet ze gleewen, dass dësen Text verkaaft gëtt als en Text, dee sech nëmmen an Extremfäll géif applizéieren. Well ech an deem Amendement, an deem, wat ech de Moie vun enger Rei vun Orateuren héieren hunn, en fin de compte verstanen hunn, dass si deen doten Text - dee revidéierten Text, dee revidéiert ginn ass duerch de Statsrot!, net duerch d'Kommissioun - an enger ganz anerer Lecture hunn, wéi mir en hunn.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, dass et wichteg ass, well ech nämlech och nach dem Här Wagner seng Aussoen den 13. Dezember am „Tageblatt" gelies hunn.

Här Wagner, ech respektéieren Är Meenung. Just muss ech Iech soen, dass, wann dat, wat Dir do gesot hutt, Är Meenung ass a wann Dir der Meenung sidd, dass dat am Text dran ass, ech deen Text net ka stëmmen. Dir sot: „Was nun das angesprochene Argument bezüglich älterer und kranker Menschen betrifft, so muss ich sagen, dass, wenn man anderen nicht zur Last fallen will, auch dies eine freie Wahl ist."

Dat honoréiert Iech, Här Wagner. Ech soen Iech just: Wann dat Är Interpretatioun ass vum Abschnitt 3 vum Artikel 2 vun der Proposition de loi, dann hu mer an deem Haus hei e ganz staarken Différend doriwwer, wat deen Artikel 3 wëllt besoen. An da wëll ech bei all deene Kolleegen - bei all deene Kolleegen! - an aller Frëndschaft, déi an deene leschte Méint an och nach haut opgetruede sinn a soen, et géif sech just eleng a reng ëm en Text vun der Exception d'euthanasie handelen, soen, dass dat doten net d'Exception d'euthanasie ass, esou wéi se definéiert ass. Dat do ass d'Recht op Euthanasie an engem gewëssene Stadium vum Fortgang vun enger…

(Interruption)

Ech kommen elo dorop, Här Huss. Dir hutt de Moien dräivéirel Stonn geschwat. Dir hutt Iech während 37 Minutte mat der kathoulescher Kierch, mat der CSV an der Kierch, mat der CSV a mam „Lëtzebuerger Wort" auserneegesat. Ech schwätzen elo, ech weess et net, Här President, 14 oder 15 Minutten?

M. le Président.- Eelef Minutten, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Eelef Minutten. Här President, ech hu probéiert um Text ze räsonnéieren. Erlaabt mer, dass ech meng Argumentatioun einfach virbréngen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da maacht dat, wann ech gelift, um richtegen Text. Effektiv, Dir hutt virdru gesot, „sans issue" stéing net dran. Et steet awer am Text dran.

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech muss Iech dann nach eng Kéier soen, Här Bausch, dass den 19. Februar e gewëssenen Text gestëmmt ginn ass.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Deen Text ass haut nees dran: „se trouve dans une situation médicale sans issue". Deen Text ass vun der Madame Err an dem Här Huss nom 19. Februar geännert ginn, mat enger Majoritéit an der Kommissioun, an aus deem Text ass en Text gemaach ginn, wou drastoung „est atteint d'une affection grave et incurable". Dat ass um Niveau vun der Stierfhëllef e ganz aneren Niveau wéi deen, wann een iwwert d'Exception d'euthanasie schwätzt.

Ech hu gesot, dass de Statsrot den initialen Text nees erabruecht huet, deen haut zum Vote steet. Mä déiselwecht Majoritéit huet dat dunn nees gestëmmt. Et ergëtt sech awer, an dat musst Dir einfach akzeptéieren, dat musst Der verstoen, dass et iwwert deem dote Virgang eng Rei Leit gëtt, déi Schwieregkeeten hunn, dann d'Teneur vum Paragraph 3 esou ze liesen, wéi Dir se liest. Wann Der erlaabt, kommen ech elo dorobber, wéi een déi Teneur vun deem Gesetz ka liesen.

Ech wëll fir d'éischt emol soen, dass ech am Numm vun der CSV frou sinn - well den Artikel 2 ass dee wichtegsten Artikel an der Proposition de loi -, dass sech nom 19. Februar e Mouvement gemaach huet op der Fro vun de Mannerjähregen a vun den Demenzkranken. Dat ass fir eis eng wesentlech Ännerung par rapport zu deem, wat virdrun dra war.

Et steet awer och dran, dass de Patient majeur muss sinn, «capable et conscient au moment de sa demande». D'Demande muss formuléiert ginn «de manière volontaire, réfléchie et, le cas échéant, répétée, et qu'elle ne résulte pas d'une pression extérieure». Am Paragraph 3 steet dran «le patient se trouve dans une situation médicale sans issue et fait état d'une souffrance physique ou psychique constante et insupportable sans perspective d'amélioration et indépendamment du fait qu'elle résulte d'une affection accidentelle ou pathologique», an et steet dran «la demande du patient d'avoir recours à une euthanasie ou une assistance au suicide est consignée par écrit». Dat sinn déi véier Konditiounen, déi drastinn.

Mir mengen, dass een e fënnefte Paragraph misst derbäisetzen, fir sécherzestellen, dass ee sech an der Exception d'euthanasie befënnt, a fir eis d'Geleeënheet ze ginn, fir eis deem Mouvement da kënnen ze ralliéieren. Dee fënnefte Paragraph misst folgend Teneur hunn: «Cette souffrance ne peut être prise en charge de manière efficace ni par la médecine curative ni par les traitements palliatifs», an da kënnt dee wesentlechen Abschnitt, deen einfach net zur Kenntnis geholl gëtt: «sans préjudice des dispositions de l'article 40 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers».

Deen Amendement do, Dir Dammen an Dir Hären - an ech wende mech net un déi, déi eppes aneschters verfollegen, mä ech wende mech un déi, déi wierklech um Niveau vun der Exception d'euthanasie sinn -, dee verfollegt d'Zil, d'Onwierksamkeet vun der Medezin ze etabléieren, ier un eng Euthanasie soll geduecht ginn oder se gefrot gëtt. An anere Wierder, eréischt dann, wann näischt méi geet oder näischt méi wierkt, eréischt wann d'Medezin hiert Arsenal ausgeschöpft huet an et net méi méiglech ass, engem Mënsch am Sënn vum medezinesche Fortschrëtt beim Stierwen ze hëllefen, eréischt da kënnt Euthanasie a Fro.

Dat ass an der Hierarchie vun de Méiglechkeeten eppes ganz aneschters, wéi wann een der Meenung ass, dass een dat scho während der kurativer Phas maache kann. Et ass d'Exception d'euthanasie, a Fäll wou d'Medezin kee Rot méi weess, a mir wëssen alleguerten, dass déi Fäll extrem rar sinn. Ech wëll soen, dass an dëser Propositioun, a contrairement zu deem, wat ech héieren hunn, d'Recht, fir stierwe gelooss ze ginn, bekräftegt gëtt. Et versteet sech, dass een nëmme ka stierwe gelooss ginn, wann een och um Stierwen ass. Oder aneschters formuléiert, et kann een net stierwe gelooss ginn, wann et nach net dorunner ass.

Et kann an eisen Ae bei enger Euthanasiegesetzgebung just drëm goen, der medezinescher Onméiglechkeet Rechnung ze droen, un enger bestëmmter Konditioun vun engem Patient nach iergendeppes zum Besseren ze änneren. Dës Approche ass kee Filtre palliatif, wéi behaapt ginn ass. Si beinhalt d'Méiglechkeet, d'Palliativmedezin als Ganzt oder an Deeler ofzelehnen, mä am Kader vun de Patienterechter, dat heescht, dass eng initial medezinesch Prise en charge stattfonnt huet, an de Patient décidéiert, no Informatioun iwwert d'Optiounen, fir net bis zum batteren Enn ze goen.

D'Déclinatioun vun dëser Approche an der Zäit...

(Interruption)

Ech muss Iech ganz éierlech soen, Madame Loschetter, dass ech déi dote Remarque wierklech net appréciéieren.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech hat net mat Iech geschwat.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dann zéien ech meng Remarque direkt zréck, well dann hunn ech Iech falsch verstanen. Well ech hätt dat an dësem Moment als extrem blessant ëmfonnt.

D'Déclinatioun vun dëser Approche an der Zäit an an der Evolutioun vun enger medezinescher Konditioun ass an eisen Aen déi hei: Fir d'éischt déi kurativ Therapie, esou laang an esou wäit et geet. An där Zäit an an deem Zoustand ass an eisen Aen d'Euthanasie ze refuséieren. Et gëtt kee medezinesche Fortschrëtt méi a keng Ethik an der Medezin, wann en Dokter als Alternativ zur Therapie kann oder muss Euthanasie proposéieren. D'Recht, op all Traitement ze verzichten, existéiert an dëser Period zwar, kann awer eleng dowéinst net voll ëmfänglech ugewannt ginn, well d'Doktere musse behandelen, soulaang behandelt ka ginn. Den Hippokrateschen Eed léisst näischt aneschters zou.

Um Schluss, d'Palliativtherapie fir deen, dee wëllt. Déi meescht wëllen. Déi iwwermeescht wëllen, well et souwisou e fléissenden Iwwergank vun der kurativer zur palliativer Démarche gëtt, a well e wichtegen Deel vun der palliativer Démarche, d'Schmäerzbekämpfung, schonn Deel vun der kurativer Démarche ass. Den Iwwergank vum kurativen zum palliative Stadium ass de Regelfall. Deen - an dat wëll ech nach eng Kéier och dem Här Wagner soen , deen déi palliativ Betreiung refuséiert a Stierfhëllef freet, andeem hie sech op d'Recht berifft, en Traitement, an dësem Fall de palliativen, ofzelehnen, deem senger Demande ass an eisem Amendement Rechnung ze droen. D'Recht op Refus vun all Behandlung ass um Liewensenn absolut.

Allerdéngs, et fënnt souwisou Schmäerztherapie statt. Ouni déi hält kee Patient Kriibs am Endstadium aus. An esou Fäll, klassesch „end of life"-Situatiounen, geet et ëmmer vill méi drëm, stierwe gelooss ze ginn, wéi Stierfhëllef ze kréien. Duerfir menge mir och, als Grupp, contrairement zu deem, wat d'Madame Arendt hei gesot huet, dass dräi Deeg virum Doud iwwer Euthanasie ze diskutéieren, dass dat net d'Approche ka sinn. Well, wann een dräi Deeg virum Doud ass, am Kader vun engem Fall, dee sech iwwer Wochen, Méint a Joren hinzitt, ass ee laang an der palliativer Betreiung dran, an et stellt sech an deem Fall kaum nach d'Fro no der Euthanasie.

An da gëtt et, Här President, déi aner Fäll. Et gëtt de Fall Humbert, de Fall Sébire, de Fall Pretty an esou weider. Eleng d'Tatsaach, dass se individuell bekannt sinn, beleet hiren exzeptionelle Charakter. Et si Fäll, wou kurativ Medezin näischt ka maachen a wou Palliativmedezin inoperent ass. Et sinn déi Fäll, an deenen eng wierklech Euthanasie gefrot ka ginn. Et si Fäll, déi sech dacks net an der Logik vun enger fortschreidender Krankheet befannen, am Fall Humbert zum Beispill no engem Accident, oder wou d'Fortschreide vun enger Krankheet, ëm déi et geet, eng därmoossen entwierdegend Degradatioun vun der mënschlecher Existenzbedéngung duerstellt, dass déi betraffe Leit verlaangen, dass dës Degradatioun net bis op hiert natierlecht Enn lafe gelooss gëtt.

Dat si ganz oft déi Leit, déi neurodégenerativ Krankheeten hunn, déi vun engem bestëmmte Moment un all Nuecht musse fäerten ze erstécken. Dat si Fäll, wou Kriibser därmoossen dramatesch Deformatioune bewierken, dass déi betraffe Leit sech selwer net méi kënnen erdroen. Dat si Fäll, an deenen déi betraffe Leit wëllen den Doud an d'Enn vun hirer Péng froen, amplaz zum Liewe veruerteelt ze ginn. Och an deene Fäll gräifen d'Bestëmmunge vun eisem Amendement.

Et ass keng effikass kurativ an/oder palliativ Betreiung méiglech, well se dem Leide vun deene Betraffenen net oder net méi entgéintwierke kann. D'Leit refuséieren d'Fortsetzung vun der Therapie, wéi eng et och ëmmer ass. Si verlaange stierwe gelooss ze ginn a beim Stierwe gehollef ze kréien, well si et net erdroen, zum Liewe verdaamt ze ginn. Dës Leit kréie gehollef, och an eisem Amendement.

Et ass dat, wat an eisen Aen eng grouss Majoritéit vun eiser Gesellschaft wëllt. Dës Majoritéit wëllt, dass, wann näischt oder bal näischt méi wierkt, wann d'Liewen onerträglech ginn ass, dësem Liewen duerch e gewëssenen Akt en Enn ka gesat ginn, wann dee betraffene Mënsch dat wëllt, a wann dat am Virfeld consignéiert ka ginn.

Mir wëllen awer - grad ewéi d'Majoritéit vun eiser Gesellschaft - net eng Stierfhëllef, wann nach Liewenshëllef ka geleescht ginn. D'Majoritéit - mir hunn et getest, et ass net méi wäert wéi aner Tester - wëllt, dass eréischt beim Stierwe gehollef gëtt, wann net méi zum Liewe ka gehollef ginn.

Esou wéi den Text formuléiert ass - et muss een net domadder d'accord sinn, ech biede just, dass eis Aart a Weis et ze gesinn och respektéiert gëtt - a sengem Paragraph 3 vum Artikel 2, ass an eisen Ae villes „sans issue". Multiple Sklerose ass sans issue, well se onheelbar ass. Den Aids, HIV ass et och. Si si behandelbar, awer op laang Zäit gekuckt sans perspective d'amélioration, an deem Sënn, dass se nach eng Kéier géife verschwannen. Si ginn net hirer Wee, si bleiwen.

Mir hunn Douten, dass de Paragraph 3 vum Artikel 2 eleng déi dote Fäll propper behandelt a proposéieren der Chamber, fir sécherzestellen...

Här Huss, Dir rëselt hei säit enger Véirelstonn de Kapp. Wa mer eis esou eens sinn, froen ech Iech, firwat sidd Dir net d'accord? Firwat sidd Dir net d'accord, wa mer eis eens sinn, dass et dat ass, de Paragraph 5, dee mir proposéieren als Amendement mat eranzehuelen, fir eis d'Geleeënheet ze ginn, fir dat kënne matzedroen?

Amendement 1

À l'article 2, il est ajouté un cinquième tiret qui a la teneur suivante:

- cette souffrance ne peut être prise en charge de manière efficace ni par la médecine curative ni par les traitements palliatifs, sans préjudice des dispositions de l'article 40 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

(s) M. Michel Wolter

Bei dem zweeten Amendement, deen ech wëll erabréngen, deen eis Fraktioun schonn eng Kéier erabruecht huet, geet et iwwert de Kontrollmechanismus an d'Rechtméissegkeet an d'Sënnfällegkeet vun enger Stierfhëllef, ier se praktizéiert gëtt. Mir sinn, ech hunn dat am Débat festgestallt, mat den Auteure vun der Proposition de loi net op enger Linn. Et ännert nämlech d'fundamental Logik vun engem Text, deen elo haaptsächlech eng Evaluatioun vun enger schonn erfollegter Euthanasie beinhalt. Mir mengen, dass dat am Virfeld vun der Euthanasie misst geschéien.

Amendement 2

Le point 2 de l'article 2 est remplacé par le texte suivant:

Dans tous les cas de demande d'euthanasie ou d'assistance au suicide, avant de la pratiquer, le médecin a l'obligation de saisir sans délai au moins trois praticiens dont un médecin spécialiste de la pathologie du patient, un médecin expert en traitements palliatifs et un psychiatre. Ce collège, auquel participe le médecin traitant et qui doit être constitué dans les huit jours suivant la demande du patient, doit:

- informer le patient de son état de santé et de son espérance de vie, se concerter avec le patient sur sa demande d'aide à mourir et évoquer avec lui les possibilités thérapeutiques encore envisageables ainsi que les possibilités qu'offrent les soins palliatifs et leurs conséquences. Il doit arriver à la conviction que la demande du patient est volontaire et qu'aux yeux du patient il n'y a aucune autre solution acceptable dans sa situation;

- s'assurer de la persistance de la souffrance du patient et de sa volonté inchangée exprimée à plusieurs reprises. À cette fin, il mène avec le patient plusieurs entretiens, espacés d'un délai raisonnable au regard de l'évolution de l'état du patient;

- sauf opposition du patient, s'entretenir de sa demande avec l'équipe soignante en contact régulier avec le patient ou des membres de celle-ci;

- s'entretenir de sa demande avec les proches que celui-ci désigne, et notamment avec la ou les personnes de confiance que le patient aurait désignée(s);

- s'assurer que le patient a eu l'occasion de s'entretenir de sa demande avec les personnes qu'il souhaitait rencontrer.

Le collège consigne par écrit le résultat de ces constatations et entretiens. Il rend ses conclusions sur l'état de l'intéressé dans un délai maximum de huit jours.

La demande du patient doit être actée par écrit. Le document est rédigé, daté et signé par le patient lui-même. S'il n'est pas en état de le faire, sa demande est actée par écrit par une personne majeure de son choix. Cette personne mentionne le fait que le patient n'est pas en état de formuler sa demande par écrit et en indique les raisons. Dans ce cas, la demande est actée par écrit en présence du collège de praticiens en charge d'instruire la demande du patient. Ce document doit être versé au dossier médical.

L'acte d'euthanasie ou d'assistance au suicide a lieu dans un délai raisonnable au regard de l'évolution de l'état du patient. Ce délai d'un maximum d'un mois est le plus long possible au regard de l'état médical du patient.

Le patient peut révoquer sa demande à tout moment, auquel cas le document est retiré du dossier médical et restitué au patient. L'ensemble des demandes formulées par le patient, ainsi que les démarches du médecin traitant et leur résultat, y compris le(s) rapport(s) du (des) médecin(s) consulté(s), sont consignés régulièrement dans le dossier médical du patient.

L'article 3 est supprimé.

À l'article 4, point 3, après la phrase «3) que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science», il est inséré la disposition suivante, qui remplace le contenu restant actuel de l'article 4:

Avant de pratiquer une euthanasie demandée par le patient dans des dispositions de fin de vie, le médecin doit saisir le collège de praticiens prévu au point 2 de l'article 2, en vue de l'accomplissement des obligations de ce collège conformément au point 2 de l'article 2.

À l'article 7, alinéa 2, le texte suivant le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

- les nom, prénoms, code médecin et domicile des médecins ayant fait partie du collège de praticiens prévu au point 2 de l'article 2.

À l'article 7, alinéa 2, avant l'actuel quatrième tiret, il est inséré un tiret suivi du texte suivant:

- les conclusions du collège de praticiens.

(s) M. Michel Wolter

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Verschidde Leit, hunn ech d'Impressioun, si frou, dass ech elo ophalen. Et war mer e Bedierfnis, an enger Debatt, déi, mengen ech, eng vun deene wichtegsten Debatten ass, déi een an enger Politik ka féieren, ze explizéieren, dass meng Partei de Vote vum 19. Februar akzeptéiert huet, an deem, wat mir den 19. Februar drënner verstanen hunn, e prinzipielle Vote. Dass mer eis Bereetschaft erkläert hunn, iwwert d'Euthanasie, an extreme Fäll, ze diskutéieren, an dass mer eis Bereetschaft erkläert hunn, wann dee kurativen Deel vun der Medezin eriwwer ass a kloer definéiert eriwwer ass, dann de Leit d'Optioun ze ginn, ob se an de palliative Wee wëlle goen oder an d'Euthanasie.

Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass 99% vun de Leit, déi an deem dote Fall sinn, de palliative Wee wäerte goen. An ech hoffen, wéi vill anerer, dass d'Palliativmedezin an deenen nächste Joren déi Progrèsen nach wäert maachen, déi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass, mat Ausnahm vun deene wierklech dégenerative Krankheeten, d'Leit an der Palliativmedezin eng Optioun fannen. An eisen Amendement, contrairement zu deem, wat hei répétitif gesot ginn ass, schléisst och an deem dote Fall, doduerch, dass mer d'Referenz op d'Gesetz vun 1999 maachen, d'Recht net aus fir deen Eenzelnen, fir de palliative Wee net ze goen, wann hien deen net wëllt goen.

Ech mengen, dass dat do de Wee ass, fir un d'Saach erunzegoen, dass dat e Wee ass, deen an dëser Chamber largement majoritär wier. Duerfir erlaben ech mer e leschten Opruff ze maachen. Ech erlabe mer en Opruff ze maachen un déi aner Fraktiounen. Wann et drëm geet, Grief zouzeschëdden, wann et drëm geet, Grief net opgoen ze loossen, do ze loosse wou se sinn, maachen ech d'Demande un déi eenzel Fraktiounen, fir eisen Amendement 1 an eisen Amendement 2, dee kloerstellt, dass, ier d'Euthanasie gemaach gëtt, een all Garantie muss hunn, dass et net zu engem Abus ka kommen, ze stëmmen.

D'Gesetz iwwert d'Euthanasie, iwwert d'Stierfbegleedung ass net iergendee Gesetz, wou ee sech e Feeler erlabe kann, wou ee seet, d'Gesetzer sinn net perfekt. Bei engem Gesetz wéi deem hei soll ee kucken, dass een no beschtem Wëssen a Gewëssen op der richteger Säit ass. Dass ee sécherstellt, dass de Patient, deen deen dote Wee wëllt goen, ob hien en Ausnahmefall ass, wou mer d'Nimm alleguerte kennen, oder ob hien am Déroulement vun enger Krankheet iergendwann eng Kéier vu sengem Recht, wat hie säit 1999 huet, Gebrauch mécht fir ze soen, ech wëll dat doten net méi maachen, ech wëll deen dote Wee net méi virugoen, mä dass mer d'Garantie hunn, dass dee Mënsch aus dem Liewe scheet, nodeem séchergestallt ass, dass virdru séchergestallt ginn ass, dass et säi fräie Wëlle war, an net duerno kontrolléiert gëtt, dass et dat eréischt ass. Dat ass d'Demande, déi mir maachen.

Wa mer gehéiert ginn, wa mer op deenen doten zwee Amendementer eng Majoritéit kéinte kréien, wa mer eis also kéinten an eng Welt bewegen, wou dat, wat mer elo gesot hunn, zweemol haut, Gehéier géif fannen - an ech mengen net, dass eppes, wat mer heibanne gesot hunn, excessiv wier -, sinn ech fest dovun iwwerzeegt, dass e gudden Deel vun der CSV-Fraktioun d'Proposition de loi Err/Huss kéint stëmmen.

Duerfir hoffen ech, dass mer an deenen nächste Minutten - ech hunn déi Amendementer à ce stade eleng ënnerschriwwen - nach eng Rei Ënnerschréften aus anere Fraktioune kréien, fir dass mer den Owend, esou wéi den Här Goerens et gesot huet, erausgi mat engem Text, deen, wann e keng Differenze beinhalt, wat ech elo zweemol hei gesot kritt hunn, eis d'Geleeënheet gëtt, fir den Text ze stëmmen, an deen eis d'Garantië gëtt, dass mer net an eng Situatioun kommen, dass Abusë kéinten iergendwann eng Kéier vun iergendenger Säit gemaach ginn. Dat ass dat, wat mir froen. Wa mer eng Majoritéit dofir kréien, mengen ech, dass ganz vill Deputéierte vun der CSV den Owend d'Proposition de loi Err/Huss kéinte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Mir sinn um Enn vun der Debatt ukomm. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Statsminister huet d'Wuert gefrot. Mir deelen elo déi Amendementer hei aus, an ech hätt da gären um Enn vun der Interventioun vum Statsminister, dass mer geséichen, wéi mer mat deene weiderfueren.

Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haut eppes gemaach, wat een net soll maachen, well et funktionell net korrekt ass. Ech hunn déi Debatt, déi d'Chamber gefouert huet, zu engem ganz groussen Deel op der Televisioun, op Chamber direkt, nogekuckt, well ech se eigentlech wollt - dat war eng Absicht an e Schutz géint mech selwer - esou erliewen, wéi d'Leit am Land se och erlieft hunn. An ech hu mech bis virun eelef Sekonne gefrot, ob ech an där Debatt soll intervenéieren oder et bei der Debatt soll beloossen, nodeem hei Kolleegen, Frënn, keen, deen net Frënd wier, hir Meenung gesot hunn an enger extrem dramatescher Fro.

Wann ee Chef vun der Regierung ass, dann huet een, wann esou Froe sech stellen, vill Optiounen a sengem Fächer. Déi éischt, déi een huet, ass, dass ee sech un dee Koalitiounsprogramm hält, deen een ënnerschriwwen huet. Dat heescht, ech hunn ni een ënnerschriwwen. D'Parteipresidenten ënnerschreiwen d'Koalitiounsaccorden, net deen, dee vum Grand-Duc als Formateur bestallt ginn ass.

Ech hunn e puer Regierungen a mengem klenge Liewe gebilt. 1999 eng mat der Demokratescher Partei. Dunn hu mer iwwert déi Fro diskutéiert, seriö, grëndlech, mënschlech a korrekt. D'DP huet mer deemools gesot, si wéilt kee Gesetz iwwert d'Euthanasie. D'CSV hätt och keent gefrot, well jo am Gesetz iwwert d'Organisation hospitalière de Prinzip kloer festgeluecht wier, dass een den Acharnement thérapeutique kënnt oflehnen.

Ech muss zu menger extremer Schan zouginn, dass déi Dispositioun vun deem Gesetz mer bal net bewosst war. Esou liicht ass dat hei duerchgewonke ginn 1998/'99, wéi dat Gesetz - et war e Gesetz, fir dat de Georges Wohlfart d'Verantwortung gedroen huet - gestëmmt ginn ass.

Meng Partei huet dunn eng Koalitioun mat der LSAP gebilt. D'Wahlresultat huet och net vill aner Méiglechkeeten zougelooss. A mir hunn décidéiert, mir maachen opgrond vun där extrem gudder Viraarbecht vum fréiere Gesondheetsminister Carlo Wagner ee Gesetz iwwert d'Palliativmedezin.

Ech hunn, wéi anerer hoffentlech och, eng vive Erënnerung un eng Diskussioun mat der liberaler Fraktioun an de Raimlechkeete vun der liberaler Fraktioun kuerz viru Chrëschtdag 2003 iwwert dat Gesetz. Zu menge Gewunnechte gehéiert et net, nodréiglech ze rapportéieren aus deene Gespréicher. Ech hunn haut eenzel Contradictioune festgestallt tëscht deene Gespréicher deemools an de Rieden haut.

Ech ginn a menger Partei - ech wëll hei och eng Ried fir meng Partei halen; enfin, ech abuséieren e bëssen hei vum Parlament - staark kritiséiert oder a Kreesser, déi mengen, si géife menger Partei nostoen - ça reste à prouver -, dass ech als Statsminister dee Vote hei zougelooss hunn. Jo, esou ass et nun awer emol.

Mir hunn ee Koalitiounsaccord mat der liberaler Partei an duerno mat der sozialistescher Partei gehat, deen eigentlech déi Diskussioun vun haut onméiglech gemaach hätt, well mer eis jo fir e Projet de loi iwwer Palliativmedezin ausgeschwat haten, gemeinsam, eng Kéier mat deenen engen, eng Kéier mat deenen aneren. An elo hu mer haut awer eng Diskussioun. Ech ginn a menger Partei bei Eenzelnen, wahrscheinlech och bei villen am Land kritiséiert vun all deene Kreesser, déi déi Diskussioun net wollten.

Ech wëll dofir just a mengem ganz perséinlechen Numm schwätzen. Ech schwätzen hei net am Numm vun der Regierung, Här President; ech weess iwwerhaapt net, ob dat iwwerhaapt geet?

(Hilarité)

Ech schwätzen hei als Juncker an net als Statsminister. Ech hunn ëmmer fonnt, zënter ville Jore schonn, jo, dass et jo d'Méiglechkeet muss ginn, egal wat d'Parteie soen, iwwer Froen ze diskutéieren, mat deenen d'Mënsche sech beschäftegen. An d'Mënsche beschäftege sech nun emol mat där Fro hei op eng séier intensiv, dramatesch, perséinlech, individuell Aart a Weis.

Fannt Dir, dass et d'Aufgab ass vun deem, deen un der Spëtzt vun der Regierung steet, eng Debatt auszetrieden, ze verhënneren, ze soen: Mir hunn décidéiert, dat géif kee Gespréich ginn, an duerfir gëtt et kee Gespréich? Oder fannt Der net - dat soen ech och de Kolleege vu menger Partei -, dass et heiansdo, dat geschitt selten, d'Noutwendegkeet gëtt, aus de Partisanegrief auszebriechen an eng Diskussioun stattfannen ze loossen, déi an der Gesellschaft gefouert gëtt?

Fannt Dir - dat froen ech och Eenzelner vu menge Kolleegen -, dass eng Partei, déi 36, 37% huet - ech weess, dass dat wäit vun Ären Dreem ewech ass; dat soen ech deenen aneren -, d'Recht huet, eng Debatt ze verhënneren, just well se Wahle gewonnen huet, an d'Recht huet, net ze akzeptéieren, dass et an der Gesellschaft aner Stréimungen, aner Sensibilitéiten, aner Iwwerleeunge gëtt, wéi déi, déi an hirer eegener Partei majoritär sinn?

Ech hu fonnt, an enger Fro wéi dëser muss d'Demokratie Demokratie kënne sinn, a muss d'Gewësse vum eenzelnen Deputéierten d'Gewësse vum eenzelnen Deputéierte sinn. Ech fannen, an enger Fro wéi dëser gëtt et keng Parteien, gëtt et keng Majoritéiten, déi préetabléiert sinn, mä geet et just d'Rénge vum eenzelnen Deputéierten ëm d'Richtegkeet vum Wee.

Dofir hunn ech - ech däerf dat vläicht mam Accord vum Här Vizepremier soen - eigentlech ouni eng gréisser Innerregierungsconcertatioun e puermol, souwuel an där leschter Regierung - d'Madame Polfer ass net hei, fir dat ze bestätegen, mä den Här Goerens ass hei - an an dëser Regierung, dat eigentlech hei an der Chamber bei diversen Erklärungen zur Lag vun der Natioun gesot: Hei ass et um eenzelne Volleksvertrieder, well all Volleksvertrieder vertrëtt d'ganzt Volk, ze soen, wat hien denkt.

Vu dass där Partei, an där ech sinn, ëmmer ënnerstallt gëtt, si hätt een absolut Machtbewusstsein, wier et vläicht gutt, wann Eenzelner, déi dat géint d'Wourecht dauernd vertrieden, emol géifen zur Kenntnis huelen, dass deen, deen déi Partei hei vertrëtt, méi wéi iergendeen aneren, déi Machtpositioun - wéi dat beschriwwe gëtt - net bis zum Schluss gedriwwen huet. Déi Debatt hei géif net stattfannen, wann et mech net géif ginn! Doraus zéien ech keng besonnesch Fiertéit, mä just ee Prinzip, dass et Froen an der Gesellschaft gëtt, déi mussen hei am Haus vun der Demokratie kënnen diskutéiert ginn, ouni iwwerdriwwene Parteiafloss.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass, dass ech déi Proposition de loi, esou wéi se elo virläit, net hätt kënne stëmmen, wier ech Deputéierten. Ech soen dat just a mengem perséinlechen Numm, ouni doraus eng iergendwéi orientéierend Wierksamkeet fir anerer wëllen ofzeleeden. Ech soen Iech och, firwat.

Ech wiere mech mat aller Kraaft géint all Aflossnahm op d'Parlament vu baussen. Ech fannen dat en inakzeptabele Virgang. Mir akzeptéieren, wann et ëm de Mindestloun geet, wann et ëm den Index geet, wann et ëm d'Familljenzoulage geet, wann et ëm dëst oder dat geet, ëmmer - do protestéiert jo keen heibannen; c'est très curieux, mais enfin et ass esou -, dass d'Gewerkschaften eis ënner Drock setzen.

Ech fannen, dass dat en Deel vum demokrateschen Entscheedungsprozess ass, dass den Här Reding eis seet, dass mir déi leschte Mënsche wieren, wa mer net fir d'automatesch Indexéierung vun de Léin a Gehälter wieren. Dat akzeptéiere mer jo.

Mir akzeptéiere méi schlecht, wann d'kathoulesch Kierch an enger Debatt, déi d'Mënsche betrëfft, hir Meenung seet. Ech akzeptéieren dat. Ech fanne souguer - de Charles Goerens huet dat och gesot -, dass den Toun, an deem den Erzbëschof sech a sengem „Hiertebréif" geäussert huet, akzeptabel ass.

Ech sinn net op alle Millimeteren d'accord, mä Dir kënnt der kathoulescher Kierch awer décemment net verweigeren, dass se hir Meenung seet. Dat mécht d'kathoulesch Kierch. Dat maachen d'protestantesch Kierchen. Dat maachen all d'Kierche vun der Welt an alle Länner vun der Welt.

Une voix.- An de Mouvement écologique.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech akzeptéieren net, dass de Vatikan sech an déi Debatt hei amëscht. Ech akzeptéieren, dass eng Glawenskongregatioun vum Vatikan sech amëscht. Dat ass kee staatlecht Organ vum Vatikan. Ech akzeptéieren net, dass de Vatikan sech hei amëscht. Je ne l'accepte pas, obschonn ech jo ëmmer muss akzeptéieren, dass d'Lëtzebuerger Aussepolitik sech permanent an d'Politik vun den anere Länner amëscht.

Mir si gelunge Leit. Mä ech wëll Iech just soen: Ech akzeptéieren dat net, well d'Staatlechkeet vum Vatikan och eng moralesch Dimensioun huet an eng Beaflossbarkeetsméiglechkeet op d'Denke vu Mënschen huet, déi den Distinguo tëscht Stat a moralescher Kraaft schwéier mécht. Dofir hunn ech Schwieregkeeten, dat ze akzeptéieren. An eisen Ausseminister huet dat och, wéi ech fannen, an de richtegen Termen an deene leschten Deeg ganz kloergemaach.

Et gëtt nach eppes, wat ech net akzeptéieren. Ech schwätzen nach ëmmer am perséinlechen Numm, Här President. Ech weess guer net, ob ech mech hei iwwerhaapt nach am Kader vum Reglement befannen.

M. le Président.- Ech och net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech akzeptéieren net, dass ronderëm dës Proposition de loi Ënnerstellunge gemaach ginn, déi einfach net an eis demokratesch Kultur passen. Ech akzeptéieren net, dass déi, déi sech fir déi Proposition de loi als Auteur zur Verfügung gestallt hunn, well dat hir déif Iwwerzeegung ass, oder déi, déi dës Proposition de loi stëmmen - falls se da gestëmmt gëtt -, beschriwwe gi wéi Mäerder a Faschisten. Ech akzeptéieren dat net!

Dat ass géint alles, wat ech denken, well déi, déi fir déi Proposition de loi do stëmmen, keng Feinde vun der Mënschheet sinn; keng Leit sinn, déi déi aner Leit net gär hunn; keng Leit sinn, déi sech ëm d'Interesselag vun deenen, déi leiden a schwéier leiden, foutéieren. Ech wëll gleewen an ech gleewen et, dass déi, déi fir déi Proposition de loi do stëmmen, gradesou frou mat de Mënsche sinn, wéi ech oder wéi anerer.

Ech akzeptéieren also net, dass een deenen Absichten ënnerstellt, déi se net hunn. Wat ass dat fir eng Aart a Weis eigentlech, fir engem aneren ze ënnerstellen, hie wier e Mäerder, hie wier géint d'Mënschen, hie wier net bereet, d'Leide vun de Mënschen ofzeschwächen, ze linderen, frou si mat de Leit, wa se stierwen? Keen huet d'Recht, engem aneren ze ënnerstellen, dass hien dat net wëllt.

Ech akzeptéieren awer och net, dass déi, déi géint déi Proposition de loi sinn, aus deene Grënn, déi d'Madame Stein haut de Moien hei, wéi ech fonnt hunn, eloquent exposéiert huet, a mäi gudde Frënd Michel Wolter haut de Mëtteg an engem séier responsabelen Discours nach eng Kéier nogezeechent huet, no laanger Iwwerleeung, nom Besiche vun hire Liewenserfahrungen an nom Erakucken a sech selwer an an d'Liewensgefill vun den anere Mënschen, dass déi ënnerstallt kréien, si wieren eng reaktionär klerikal Ofwiertrupp. Ech akzeptéieren dat net!

Ech akzeptéieren net eng Sekonn, dass meng Partei hei als e verlängerten Aarm vun engem primitive Vatikanismus duergestallt gëtt! Ech akzeptéieren net eng Sekonn, dass een, dee géint déi aktiv Stierfhëllef ass, esou wéi se hei proposéiert gëtt - an ech ënnerstellen deenen, déi se proposéieren, keng Intentioun, déi géint d'Mënsche geriicht wier; wie wier ech, dass ech dat kéint maachen? -, dohinnergestallt gëtt als de reaktionären Deel vun der Weltgemeinschaft.

Huelt wann ech gelift zur Kenntnis, dass mer 193 Staten an der UNO hunn an dass just zwee oder dräi Staten esou ee Gesetz hunn! Huelt zur Kenntnis, dass 190 Natioune sech net fundamental kënnen iren, wa se dee Wee net wëlle goen! Huelt zur Kenntnis, dass, wann 190 aner Natiounen - dovun 80 Demokratien, well méi hu mer der net - sech schwéierdi mat där Fro, dass dat eng schwéier Fro ass!

Haalt op déi ze beschreiwen, déi net mat der Majoritéit vun dësem Haus, esou wéi se sech den 19. Februar - oder wéini war et? - ofgezeechent huet, averstane sinn, dass dat Retardéierter sinn, dass dat Leit sinn, déi net frou mat deenen anere Leit sinn!

Huelt zur Kenntnis, dass déi Fro, déi mer hei diskutéieren, eng existenziell Fro ass, wou dat heite fir d'Parteien, falls se majoritär Meenungen hunn - déi zwou grouss Parteien hu jo ënnerschiddlech Sensibilitéiten a sech selwer an där Fro; dat ass jo net einfach fir déi, déi divergéiere par rapport zum Mainstream vun hirer Partei -, esou oder esou keng Fro ass vu Parteien!

Huelt zur Kenntnis, dass dat heiten eng Fro ass vu Mënschen, déi hei am Numm vun anere Mënschen hei am Land eng Décisioun ze treffen hunn!

Ech fanne somme toute - nieft der Bemierkung, dass ech fonnt hunn, well ech dat op der Televisioun gekuckt hunn, dass dat eng digne Debatt war, mat extrem gudden Debattebäiträg; keen, deen hei geschwat huet, huet sech nieft den Dill gesat, well hie sech doduerch, wat hie gesot hätt, nieft d'Mënsche gesat hätt; an ech soen dat fir jiddwereen -, dass dat heiten eng Debatt ass, déi - däerf ech dat esou soen? - an d'Liewegt gräift an déi mam Doud ze dinn huet.

Jiddweree vun eis huet jo seng perséinlech Erfahrungen, mam Liewe souwisou, mä och mam Stierwe gemaach. Ass et richteg, dass mer aus deem, wat mer bei deenen Experienze geléiert hunn, allgemeng Schlussfolgerungen zéien? Ass et richteg, aus deem, wat mer selwer erlieft hunn, selwer duerchschratt hunn, jiddweree vun eis - mir sinn ongefäier alleguer lues a lues an deemselwechten Alter -, allgemeng Deduzéierungen normativer Natur ze zéien? Ech mengen, dass dat net richteg wier.

Ech soen Iech an engem Saz wéi an dausend - an eigentlech brauch een dausend Sätz, fir sech ze erklären; mä wien huet déi Zäit? -, firwat dass ech déi Proposition de loi do net géif stëmmen. Ech stëmme se net, net well ech deenen, déi se stëmmen oder déi se proposéiert hunn, Absichten ënnerstellen, déi se net hunn. Ech mengen, dass déi, déi déi Proposition de loi abruecht hunn, dem Mënsch wollten déngen.

Ech hu just Angscht. Ech hunn net Angscht fir dat, wat an zwee oder dräi Joer géif passéieren. Déi hunn ech net. Soulaang wéi d'Feier vun deenen, déi dat heite wollten, nach brennt, ass gewosst, wat gewollt war. Mä wann déi fort sinn, wa mer a 15 oder 20 Joer deen Text do applizéieren, wann alleguer déi, déi deen Text mussen applizéieren, an enger anerer Liewens- an Doudesatmosphär grouss gi sinn, wéi déi, déi d'Liewens- an d'Stierwensatmosphär vun deenen ass, déi haut regéieren a parlamentéieren, wat geschitt dann?

Ech gehéieren zu deenen onglécklecheMënschen hei am Land, déi keng Kanner hunn. Et sinn der nach heibannen. Ech gehéieren zu deenen, déi mengen, si géifen hire Partner iwwerliewen. Dat ass jo déi gelungen Hoffnung, déi een am Witzgespréich…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Eng Horrorvisioun fir de Partner.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech ginn emol dervun aus, dass et kéint esou sinn.

Da sinn ech eleng. Ganz eleng, ouni iergendeen! An da wëll ech wëssen, wat geschitt. An dofir hätt ech gären, dass virdrun, ier et geschitt, een driwwer décidéiert, wat geschitt. Ech géif dat Gesetz hei net stëmmen, well ech Angscht hunn.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister, fir deen engagéierten Témoignage. Den Här Ausseminister huet d'Wuert gefrot.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, den Här Premierminister huet gesot: Hei schwätzt de Juncker. Ech wollt soen: Da schwätzt hei den Asselborn. Ech géif just zwee Sätz wëllen, Här President, un lech riichten.

Den éischte Saz ass, wann ech nach Deputéierte wier - an ech war et 20 Joer -, géif ech dësen Text stëmmen. Ech wéilt lech just soen, firwat. Well mer, a mengen Aen op jidde Fall, hei d'Méiglechkeet schafen, wann e Mënsch an engem Stadium ass, wou hien d'Leiden net méi erdroe kann, dass mer ee legale Kader schafen, fir dass hie sech kann entscheeden, fir dass hien e Choix huet, fir erléist ze ginn.

Här President, fir mech op jidde Fall ass et net schwéier ze verstoen, och wann ech a mech eraginn, dass, wa mer ee legale Kader schafen, fir e Mënsch an esou enger Situatioun ze erléisen, dat näischt mat ëmbréngen ze dinn huet. Duerfir géif ech mengen, dass dat, wat mer elo de Mëtteg hei maachen, wa mer an der Chamber eng Majoritéit derfir kriten, en Akt ass vu Mënschlechkeet, dee genee an de Kader vun dësem héijen Haus passt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Asselborn. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann um Enn vun der Diskussioun ukomm. D'Madame Err freet d'Wuert nach eng Kéier.

Amendements

Mme Lydie Err *(LSAP), co-auteuse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, dass ech hei a mengem perséinlechen Numm schwätzen, well mer keng Geleeënheet haten, iwwert déi Propositiounen, déi hei en cours de route gemaach gi sinn, Récksprooch ze huelen.

Ech wëll duerfir hei just zwou Saache soen, an zwar, dass den Amendement 1, wéi de Michel Wolter en hei proposéiert huet, schonn eng Kéier proposéiert ginn ass an der Kommissioun, an der Kommissioun net ugeholl ginn ass, an dass de Statsrot - an et ass dat, wat den Alex Bodry haut de Moien op dëser Tribün gesot huet - de Rejet vun deem Artikel eigentlech och motivéiert huet an dësen Termen: «Cet amendement propose de remplacer l'article 3 actuel dans sa totalité. Les auteurs de cet amendement maintiennent dans cet article la condition de l'incapacité de communiquer dans le chef de la personne concernée d'une demande d'euthanasie (...)»

De Statsrot seet, déi heite Fro werft am Fong nei Problemer op: «Cet amendement, contrairement à l'amendement précédent, restreint le champ d'application par rapport au texte initial et le limite aux cas où le traitement curatif et surtout palliatif s'avérerait inefficace, tout en rappelant le droit du patient, hospitalisé, de refuser toute forme de traitement. Selon le Conseil d'État, l'applicabilité de cette disposition soulève également des questions. En effet, le Conseil d'État n'a pas connaissance de données scientifiques chiffrant la fréquence de traitements palliatifs inefficaces malgré le recours aux sédations palliatives. Il s'interroge sur la portée exacte que les auteurs de cet amendement veulent donner aux conséquences d'un refus de traitement en fin de vie. Est-ce que le refus d'un traitement efficace, et donc non assimilable à un acharnement thérapeutique, induit selon les auteurs un droit à mourir?»

Ech mengen, dass dat eng kloer Sprooch ass. Dat ass och am Fong déi Ursaach, firwat mer deen Text do ni a Considératioun geholl hunn, well hei ass genau dat méiglech, wat ech de Moie gesot hunn, firwat ee misst am Kader vum Gesetz iwwert d'Stierfhëllef de Filtre palliatif rejetéieren als Obligatioun. Et ass evident, dass, wann d'Patienten um Liewensenn op enger Statioun sinn, wou à la fois Soins palliatifs gemaach ginn an Euthanasie - wouvu mer ausginn -, keen, deen d'Euthanasie freet, net sécherlech och déi aner Soinen, déi et gëtt, proposéiert kritt. An dann huet hie logescherweis, och wann dat elo net am Text steet, d'Recht, nom Gesetz iwwert d'Organisation hospitalière Artikel 40, déi Propositioun ze refuséieren.

Et ass aus där Ursaach, wou deen Text hei am Fong net eng Ajoute mécht a genau dat mécht, wat e soll évitéieren, an zwar de Leit eventuell d'Interpretatioun loossen, dass se misste Soins palliatifs kréien, ier se kënne Stierfhëllef kréien. Or, wa se Soins palliatifs musse kréien, da kënne se an en Zoustand geroden, dass se net méi à même sinn, sech en toute conscience a Clartéit auszedrécken.

Duerfir mengen ech, ass deen Text do, och wann en eigentlech net dramatesch ausgesäit, wann een en esou liest, lourd de conséquences, well en eben déi Méiglechkeet opléisst, de Patient an en Zoustand ze setzen, wou hien net méi à même ass, sech kloer auszedrécken.

Dat, wat hei am Text steet, an dat wëll ech dem Michel Wolter soen, dee jo wëllt d'Grief hei zoutippen, dat ass evidenterweis eppes, wat souwisou geschitt. D'Propositioun vun de Soins palliatifs a vun engem Traitement curatif ass eng Propositioun, déi ni däerf eng Obligatioun ginn, se unzehuelen, well wa se ugeholl misst ginn, da si mer an enger Méiglechkeet, wou et kee fräie Choix méi gëtt fir dat eent oder dat anert.

Zu där anerer Proposition d'amendement, fir elo erëm déi Kommissioun, déi duerno ass, virdrun ze huelen, Folgendes: Mir hunn eng Propositioun gemaach, mat där mir gemengt hunn als Auteuren, deene Leit, déi Schwieregkeete mat dësem Text hunn, entgéintzekommen, andeem dass mer en neien Artikel 3 gemaach hunn, wou mer soen, wann en Dokter mengt, hien hätt nach gären en zousätzlechen Avis, kann hien, wann hie wëllt, en aneren Expert froen, a wann deen Expert en Dokter ass, da muss hien dee Certificat vun deem Dokter an den Dossier leeën. Dann hu mer zwee Dokteren, déi méiglecherweis sech zum Zoustand vum Patient ausdrécke kënnen.

Wat soll dann elo nach deen drëtten do derbäi? Geet et elo ëm de Prinzip, fir Recht ze hunn, oder geet et dorëm, fir méiglechst vill Garantien ze hunn, fir ze kucken, dass déi Konditiounen, déi am Gesetz drastinn, respektéiert ginn?

Ech gesinn net den Ënnerscheed oder d'Plus-value vun enger Kommissioun, wou dräi Dokteren dra wieren, par rapport zum jëtzegen Text, wou mer d'Méiglechkeet vun zwee Dokteren hunn, déi virun dem Traitement fir d'Stierfhëllef kënne consultéiert ginn an déi hiren Avis wëssen doe kënnen.

Duerfir denken ech, dass déi zwee Amendementer ënnert dëser Form fir mech op jidde Fall net akzeptabel sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Scheuer huet d'Wuert gefrot zu den Amendementer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gehéieren zu deenen Deputéierten, déi sech beim éischte Vote am Februar enthalen haten. Déi Enthalungen hu sech entscheedend ausgewierkt, an dat kënnt och dës Kéier de Fall sinn.

De Statsminister huet geschwat vun der Wichtegkeet vum Wee, an et wier e perséinleche Choix, deen een ze treffen hätt. Meng Enthalung - an ech mengen och déi vun de Kolleegen - war e perséinleche Wee. Ech wëll awer dee Choix eng Kéier motivéieren a vläicht och nach Froe stellen, a vun der Beäntwertung vun dësen Fro hänkt och mäi Vote of.

Ech sinn d'accord mat engem medezineschen Akt, deen den Doud bewierkt, wa keng Heelung méiglech ass, nodeem d'kurativ Medezin verseet a kee Mëttel méi do ass fir ze heelen, a wa keen Traitement méi méiglech ass, fir d'Péng ewechzehuelen. Dat sinn déi Bedéngungen, ënnert deenen ech perséinlech d'accord sinn och mat der Euthanasie.

Ech sinn der Meenung, datt souwuel an der kurativer Phas wéi och an der palliativer Phas nach ëmmer e Kontakt zum Liewe besteet, an ech wär frou, wann d'Madame Err mer géif explizéieren, ob eng palliativ Phas identesch ass mat enger Perte de conscience.

Weess een net méi, wat ee mécht, wann een an enger palliativer Phas ass? Vläicht kann en Dokter mer dat soen.

Wann dat de Fall ass, dann akzeptéieren ech hire Räsonnement. Palliativmedezin ass fir mech e Filter, deen net ëmmer gräift, deen och ausgeschalt gi kann, op Wonsch vum Patient oder duerch d'Décisioune vum Dokter, vun deem Moment un, wou d'Liewe keent méi ass.

Mir hunn déi ganzen Zäit geschwat iwwert den Doud; wéineg Leit hunn iwwert d'Liewe geschwat. Et gëtt fir dee Moment, deen ee Stierwen nennt, vill philosophesch Definitiounen. E reit sech an an déi vill Situatiounen, déi an der Philosophie, an der Gnoseologie als Grenzsituatiounen definéiert ginn an déi vill méiglech Definitiounen zouloossen.

Fir mech héiert d'Liewen an deem Moment op, wou keng Kommunikatioun méi mat der Aussewelt méiglech ass, dann also, wann de Mënsch seng spirituell Fäegkeete verluer huet, dann, wann hie kee Kontakt méi huet mat dobaussen, dann, wann de Mënsch reduzéiert ass op e vegetativen Organismus.

Fir mech héieren och d'Mënschsinn an d'Liewen op, wann d'Péng onerträglech ass, wann d'Liewen nëmme méi aus Leide besteet, aus Péng, wa kee Mëttel méi gräift. An ech wëll dat just ergänzen, wat den Här Huss gesot huet: Och déi psychesch Péng gehéiert do derzou. An déi psychesch Péng, déi kann och d'Liewen onméiglech maachen. Wann dann de Wonsch formuléiert gëtt, fir dem Liewen en Enn ze setzen, da soll dat ënnert dem Respekt vun de Regelen, déi mer festgeluecht hunn an der Palliativmedezin oder an der Proposition de loi, och geschéien. An dann huet de Mënsch och a mengen Aen e Recht op aktiv Stierfhëllef.

Zwee Momenter gehéieren also zum Liewen: Dat éischt ass d'Kommunikatioun mat deem, wat ronderëm ass, an dat zweet ass e Liewen, wat een nach emfënnt als Liewen, als psychesch a physesch Existenz. An da si mer an deem Moment an där Situatioun, wou de medezineschen Akt, fir dem Liewen en Enn ze maachen, an enger Grozon läit, eng Zon, wou d'Palliativmedezin an d'Euthanasie aneneen iwwerginn, wou se de facto zum selwechte Resultat féieren a wou d'Differenzen nëmme gemaach kënne ginn an enger philosophescher Approche.

Juristesch dierf dëse leschten Akt keng negativ Konsequenze fir den handelnden Dokter erginn. Mir legaliséiere jo och net d'Euthanasie, mä mir dépenaliséiere se - d'Madame Flesch huet et gesot. An duerfir ass ee ganzen Arsenal vu Konditioune virgesinn.

Ech hunn an deene leschte Wochen an an deene leschten Deeg vill gelies. An eent vun deene Bicher, déi mech impressionnéiert hunn, ass dat Buch vum Axel Kahn, dat heescht „L'ultime liberté?". D'Buch ass viru kuerzem erauskomm. A just fir den Auteur ze situéieren, a fir och emol ze weisen, wéi Leit vu bestëmmte Borden zu där doter Problematik stinn: Den Axel Kahn ass Medeziner. Ech mengen, hien ass Genetiker vu Formatioun. Hien ass Universitéitsprofesser, hie war Member vun der Ethikkommissioun a Frankräich. Hien ass erkläerten Atheist an ass politesch lénks agestallt. Den Axel Kahn huet immens Problemer mat der Euthanasie.

Ech wëll just un engem Zitat weisen, wéi schwéier dee Mann sech deet, fir aus där Ambiguïtéit vun där Palliativmedezin-Euthanasie-Diskussioun erauszekommen, ee Saz nëmmen, dee praktesch net ze erklären ass. Hie seet: «La mort donnée ne serait rien d'autre que l'équivalent du meurtre commis en état de légitime défense.»

Dat heescht also, datt een Dokter en légitime défense ass, datt hie kee Spillraum huet, fir Liewen ze retten. En légitime défense ass och de Patient, dee Péng erleit, deen um Enn vum Liewen ass, an deem säi Liewen net méi liewenswäert ass. A wien ass de Meurtrier? Dat wär den Dokter!

Dir mierkt un dësem Zitat déi ganz Ambivalenz, déi moralesch Schwieregkeeten, déi e Mediziner huet, dee permanent mat dem Doud konfrontéiert ass, fir zu enger eendeiteger Ausso ze kommen.

Et gëtt keng Wourecht, keng eendeiteg eemoleg Wourecht an dësem Domän. Et ass eng Gewëssensfro, an e Gewëssen ass ëmmer individuell.

Ech si perséinlech net fir d'Liewen ëm all Präis. Ech si géint den Acharnement thérapeutique. Ech si fir d'Euthanasie passive. Ech si fir d'Exception d'euthanasie, an ech sinn och fir d'Méiglechkeet, fir palliativ Mesuren am Endstadium ze refuséieren, mat alle Konsequenzen, déi dat huet.

D'Euthanasie-Palliativmedezin-Debatt ass zu enger - et deet mer leed, fir et ze soen - parteipolitescher Debatt ginn,...

Une voix.- Très bien!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- ...ouni datt Drock ausgeübt ginn ass op ee vun eis.

Ech soe formell: An eiser Partei, an eiser Fraktioun hu mir d'Liberté de vote zougestane kritt, an et huet ni een Drock op eis ausgeübt. Mä alles dat, wat am Virfeld geschitt ass, huet zu engem Clivage politique gefouert, an dee Clivage politique ass a mengen Ae ganz ongesond an dréit näischt zur Würd, zur Dignitéit vun dëser Debatt bäi.

Gutt a béis Kategorien, schwaarz-wäiss Kategorien, e manichäistescht Weltbild droen net dozou bäi, datt mer der Problematik kënne gerecht ginn. Ech bedaueren dat.

Ech bedaueren och eppes, wat net ugeschwat ginn ass. D'Mediatiséierung vun der Problematik an déi skandaléis Berichter, déi a leschter Zäit am Ausland iwwert d'Televisioun komm sinn. Si sinn indigne gewiescht, si sinn onmënschlech gewiescht, an si si lassgetrëppelt ginn duerch d'Sensatiounsgier.

Ech bedaueren awer nach eppes, wat mer och haut gespuert hunn an der Debatt, wat awer vläicht déi éischte Kéier méi ausgeprägt war: Et ass eng Debatt, déi net sentimentalistesch gefouert ginn däerf. Et ass eng Debatt, déi net emotionell gefouert ginn däerf. Da komme mer zu kengem Resultat. Mä d'Sentimentalitéit ass an d'Diskussioun mat agefloss, mä dat och ass jiddwerengem säi perséinlecht Recht.

Här President, ech adresséiere mech un d'Auteure vun der Proposition de loi sur l'euthanasie et - an da kënnt deen Term, dee mech schockéiert - l'assistance au suicide.

Mäi Vote hänkt of vun der Äntwert op déi Fro, déi d'Madame Err vläicht deelweis beäntwert huet. Wa si seet, si wär ganz beäntwert, da muss ech dat akzeptéiereren.

Ech hunn och Angscht. An zwar hunn ech eng Angscht, déi sech ergëtt aus mengen Erfahrungen, Angscht aus menger Astellung zum Liewen, Angscht aus menger Astellung zur Gesellschaft, aus där Plaz, déi all Individuum, déi all Mënsch am Zesummeliewe mat den anere Leit huet. Ech hunn Angscht aus där Responsabilitéit, déi d'Gesellschaft vis-à-vis vun all eenzelnem Mënsch huet.

Wann ech d'Proposition nämlech zu Enn denken, dann ergëtt sech aus dëser Proposition de loi - an dat musst Dir mer elo falsch maachen, Här Huss - eng Legitimatioun vum Suizid, d'Recht zum Suizid, d'Recht also, fir sech ëmzebréngen, als Deel vun enger absoluter individueller Fräiheet, wann e Mënsch der Iwwerzeegung ass, keng Zukunft méi ze hunn, wann hie subjektiv der Meenung ass, d'Liewen hätt kee Sënn méi, wann en all Engagement, all Implikatioun an d'Famill, an d'Gesellschaft niéiert, an och dann, wann déi Implikatioun an d'Gesellschaft effektiv net existéiert - dat heescht, och dann, wann d'Gesellschaft versot huet.

Wann e Mënsch dann d'Décisioun hëlt, fir aus dem Liewen ze scheeden, vill ze fréi aus dem Liewen ze scheeden, ass dat net déi philosophesch Konsequenz, déi logesch Konsequenz vun deem Recht op Suizid, wat den Individuum, de fräien Individuum zougestallt kritt?

Meng Fro un Iech ass: Wou endegt d'Fräiheet vum Eenzelnen? Duerfir meng Fro: Firwat net d'Barrière vun dem palliative Service abauen an dat Gesetz?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Huss kritt elo d'Wuert nach zu den Amendementer respektiv där Fro, déi den Här Scheuer gestallt huet, obschonn et eng philosophesch Fro ass, op déi et schwiereg ass ze äntwerten. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Den honorabelen Här Scheuer huet zwou Froe gestallt. Ech wëll da versichen, déi zwou Froen ze beäntworten.

(Interruption)

Den honorabelen Här Scheuer huet am Fong zwou Froe gestallt. Déi éischt, fir ze froen, wéi dat dann do ass an deem palliative Prozess, ob an deem Prozess herno de Patient nach kéint entscheeden oder net.

Et ass ganz kloer, wann een an esou ee Prozess kënnt, wou ee mat Schmäerzmëttele behandelt gëtt an eventuell mat Betäubungsmëttel an enger éischter Phas vun der Krankheet, wann déi awer scho ganz wäit fortgeschratt ass, wa schonn esou Mëttelen agesat musse ginn, a wann déi Péng herno ëmmer méi staark gëtt, da muss et zu enger ëmmer méi héijer Dosséierung komme vu Schmäerzmëttelen a vu Betäubungsmëttelen. An an engem bestëmmte Moment mussen déi Betäubungsmëttelen esou staark agesat ginn, datt d'Konsequenz dovunner dat ass, wat een nennt de Coma artificiel.

Dir hutt vläicht an enger Fernsehsendung e Lëtzebuerger Palliativmedeziner héieren, deen am Fall Chantal Sébire dat gesot huet an esou erklärt huet. Ab engem gewëssene Moment, wou ee Betäubungsmëttelen esou staark ausgesat ass, ass een iwwerhaapt net méi fäeg, kënnen eng aner Décisioun ze huelen, well dann ass een an deem Prozess mat dran.

Dat, wourëm et eis geet, dat ass ganz einfach. Dee Wee ass jo e Wee, dee fir mech en absolut honorabele Wee ass. Ech si jo iwwerhaapt net géint dee Wee. Vill Leit si wahrscheinlech bereet, dee Wee ze goen. Mä an enger gewësser Phas gëtt et och aner Leit, déi soen: Ech wëll awer net ëmmer méi ënner Betäubungsmëttel kommen, ëmmer méi an e Semi-coma geroden an dann nach e puer Deeg, zwou, dräi Wochen an esou virun an deem Zoustand liewen. Déi wëllen, ab engem gewëssene Moment, nach kënnen déi Décisiounen huelen. Dat ass d'Fro eent.

D'Fro zwee, wat de Suicide ubelaangt. Wann Der kuckt, wat an den Dispositioune vun deem Gesetz steet, da geet et iwwerhaapt net ëm Leit, déi an engem Moment vun hirem Liewe suizidär sinn, well se depressiv sinn. Dat geet jo, de Konditioune vum Gesetz no, net duer. D'Konditioune vum Gesetz soen, datt verschidde Saachen zesumme musse wierken. Dat heescht also, datt och eng Maladie incurable sans issue muss sinn. An eréischt wann déi Maladie incurable et sans issue dann och nach psychesch Péng ausléist, eréischt da kann, wann dat dann ënnersicht gëtt, a wann en zweeten Dokter zu deeneselwechte Konklusioune kënnt, de Prozess vun enger Demande d'euthanasie ageleet ginn, déi dann eng Chance op Succès huet, fir iwwerhaapt kënnen duerchzekommen.

Eng einfach Depressioun geet net duer, dat ass keng Maladie incurable. Wa Leit eng Depressioun hunn - et ass jo de Moie geschwat gi vu Leit, Jonker, déi Liebeskummer hunn -, mä do schwätzt dach kee Mënsch vun Euthanasie. Et musse Konditiounen zesummekommen, dat heescht et geet net duer, datt et just eng Maladie incurable ass. Dat geet net duer. Et muss eng Maladie incurable sans issue sinn, a gläichzäiteg mussen och nach Douleure sinn, déi inappesabel sinn, kierperlecher, psychescher a moralescher.

Dat heescht, eréischt wann déi zwou Konditiounen zesumme sinn, däerf de Patient iwwerhaapt en Dokter froen. An dee muss feststellen, datt dat esou ass. An en zweeten Dokter muss kontrolléieren, ob dat esou ass. A wann hie sech onsécher fillt, da kann hien nach en Drëtte froen. An deem Fall kéint dat jo e Psychiater oder e Psychotherapeut sinn. Dat heescht also, déi Méiglechkeete sinn do, esou wéi ech se elo erkläert hunn, an et ass och dat, wat an eisem Gesetz drasteet.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Sou, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo um Enn vun enger ganz engagéierter Diskussioun ukomm an ech mengen d'Diskussioun huet bewisen, dass mer eis op alle Säiten der Envergure an der Gravitéit vun där Ofstëmmung, déi mer elo virhuelen, bewosst sinn. Ech ginn dovun aus, dass, esou wéi et hei gesot ginn ass, all Deputéierte fräi an nëmme sengem Gewësse verflicht ofstëmme wäert. Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, Dir hutt iergendwéi e gelungene Bléckwénkel. Dir orientéiert Iech ëmmer no riets.

M. le Président.- Da sot elo, wat Der ze soen hutt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll zu den Amendementer Stellung huelen.

M. le Président.- Très bien. Dat ass Äert Recht.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll just soen, dass ech och an der Kommissioun dat matgemaach hu mat den Amendementer, déi do scho louchen, an dass ech mech an der Kommissioun guer net méi zu deem Euthanasiegesetz geäussert hunn, well meng Meenung kloer ass, dass ech net domat d'accord sinn.

Déi Amendementer, déi hei virleien, verhënneren awer net, dass Euthanasie stattfënnt, dat heescht, déi brénge just am Kader vun deem Gesetz hei aner Dispositiounen eran, mä d'Euthanasie bleift awer bestoen. A well dat de Fall ass, a well ech net mat der Euthanasie d'accord sinn, kann ech och net mat deenen Amendementer hei d'accord sinn. Et deet mer leed.

M. le Président.- Très bien. Dont acte.

Dir Dammen an Dir Hären, elo ass et esou wäit, mir stëmmen of. Mir komme fir d'éischt zu den Amendementer, déi den honorabelen Här Wolter hei zu der Proposition de loi abruecht huet. Ginn déi Amendementer nach vun aneren ënnerstëtzt, well ech hunn de Moment nëmmen eng Ënnerschréft hei?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech weess net, ob ech nach eng Kéier däerf zum Amendement Stellung huelen. Normalerweis däerf een zwar zu engem Amendement, deen een déposéiert huet, nach eng Kéier Stellung huelen.

M. le Président.- D'Zäit vun den Amendementer ass an där aner Zäit mat abegraff. Mir sinn hei an enger Diskussioun dran, wou mer eis elo net sollte mat Regele vun Zäit ofginn. Wann Dir eppes zu deenen Amendementer ze soen hutt, grad wéi anerer och, da solle se dat soen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech soen Iech Merci, Här President, dans la mesure wou ech säit véier an en halleft Joer Fraktiounspresident sinn an all Demande vun all Oppositiounspartei respektéiert hunn, fir egal wat fir een Temps de parole ze kréien, bei all Projet de loi, dee se wollten. Ech si frou, dass ech nach dräi Minutte kréien, fir mäin Amendement hei nach eng Kéier däerfen dohinner ze leeën,...

M. le Président.- Kee Problem.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...well an deene leschte Minutten dach eppes ganz Interessantes heibanne geschitt ass, wat bei enger ganzer Rei vu Leit heibanne misst zu Bedenke féieren, wierklech.

Dat Éischt ass d'Interventioun vum Här Scheuer, deen op eng wesentlech Fro, nämlech ob et ëm d'subjektiv Legitimatioun vum Suicide geet, keng Äntwert krut. Dat Zweet ass, dass ech d'Madame Err héieren hu vum Filtre palliatif quasi als Gefängnis ze schwätzen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass deen Amendement hei kee Filtre palliatif ass, dass deen Amendement hei aus enger kombinéierter Wierksamkeet zum engen, am éischten Deel, d'Fäll Pretty an esou weider regelt, doduerch de manière efficace ni par la médecine curative ni par les traitements palliatifs, an dass en a sengem zweeten Deel, am Moment vun der Prise en charge a vun deem Moment un, wou d'Médecine curative net méi kann hëllefen - an dat ass dee wesentleche Punkt an eiser Argumentatioun, an deem Moment wou d'Médecine curative net méi kann hëllefen -, d'Erlaabnis gëtt, fir an d'Euthanasie eriwerzegoen.

Dat ass kee Filtre palliatif. An och wann een am Traitement palliatif ass, kann een à tout moment, opgrond vun deem heiten Amendement, aus dem Traitement palliatif erausgoen. Et kann ee selbstverständlech net méi aus engem Traitement palliatif erausgoen, wann een esou wäit a senger Situatioun fortgeschratt ass, dass een am Coma artificiel ass. Wann een am Coma artificiel ass, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass ee just virum Stierwen. Fir ze mengen, dat als Argumentatioun ze huelen, fir eisen Amendement hei ofzelehnen, dat fannen ech e ganz staarkt Stéck.

An ech fannen nach eppes e ganz staarkt Stéck, an zwar dass den Här Huss a senger Äntwert ob den Här Scheuer hei seet, a sengem Text géif vun der „maladie incurable" Rieds goen. Ech fannen am Artikel 2, esou wéi en haut ofgestëmmt gëtt, am Paragraph 3 déi Wierder „maladie incurable" net. Ech fanne just déi Wierder „situation médicale sans issue". Ech hu während enger hallwer Stonn, Dir Dammen an Dir Hären, probéiert...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

...ze explizéieren, dass dat zwou verschidde Saache sinn. An dat sinn zwou verschidde Saachen!

Dans la mesure wou mer net iwwer „maladie incurable" schwätzen, well et net am Text steet - et gëtt vun enger „situation médicale sans issue" geschwat, déi jiddwereen, an do ginn ech dem Statsminister Recht, haut, muer oder iwwermuer aneschters interpretéiere kann -, wär ech wierklech frou, wann ech eng Majoritéit géif fannen, fir eisem Amendement eng Chance ze ginn, fir den Amendement unzehuelen, deen heiten Amendement an deen duerno, an engem groussen Deel vun den CSV-Deputéierten esou d'Chance ze ginn, d'Proposition de loi och kënne matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Wa keen anere Kolleeg aus enger anerer Fraktioun bereet ass, eis Amendementer ze ënnerstëtzen, ech hunn en opgemaach, da géif ech Iech, Här President, proposéieren, dass d'Madame Stein-Mergen, den Här Meyers, den Här Schaaf an den Här Santer, déi eis Vertrieder an der Kommissioun waren, mat mir selwer déi Amendementer ënnerschreiwe géifen, fir dass se recevabel wären an och zur Ofstëmmung kéinte kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech fannen et net gutt, wa mer ufänke Saachen elo hei ze interpretéieren, déi einfach net stëmmen. Wann am Text vun der Proposition de loi Huss/Err steet „situation médicale sans issue", dann ass dat relativ kloer. Op alle Fall, wann den Här Wolter hei seet, dat wier net den Term „maladie incurable", an hien argumentéiert dann, dat kënnt een zu all Moment aneschters interpretéieren, jee nodeem vum medezinesche Wëssensstand, da kënnt een dat och, et deet mer leed, bei der „maladie incurable".

Am Endeffekt ass et jo esou, datt d'Medezin sech natierlech weiderentwéckelt, a wéini een net méi heelbar ass, par rapport zu enger spezifescher Krankheet, dat kann an zéng Joer aneschters si wéi haut. Mä Fait ass, datt den Text awer hei glaskloer ass. „Situation médicale sans issue", dat heescht ganz kloer, datt medezinesch näischt méi ze maachen ass. Dat ass awer glaskloer! An dat kann näischt aneschters si wéi eng „maladie incurable". Wat soll et da soss sinn?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), co-auteur.*- Et steet dran, dräi Zeilen duerno: „maladie incurable".

M. le Président.- Gutt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech géif wierklech en Appell maachen...

M. le Président.- Et ass alles gesot.

Amendement 1

Mir kommen elo zum Vote vun den Amendementer. Mir stëmmen of iwwert den Amendement 1 betreffend den Artikel 2, deen den Här Wolter erabruecht huet.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, géint 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sun-

nen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner) et Michel Wolter;

M. Jos Scheuer;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Nancy Arendt et Marie-Josée Frank;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Mir stëmmen dann of iwwert den zweeten Amendement, deen den Här Wolter erabruecht huet, betreffend de Punkt 2 vum Artikel 2.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 35 Nee-Stëmmen, géint 24 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiouns.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Nancy Arendt et Marie-Josée Frank;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

S'est abstenu: M. Jacques-Yves Henckes.

Voilà, domat bleift den Text, deen zum Vote steet, deen, deen am Rapport vun der Kommissioun virgeschloen ass. Mir stëmmen elo of iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi

D'Proposition de loi 4909 ass ugeholl mat 31 Jo-Stëmmen, géint 26 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein et Jos Scheuer.

Dir Dammen an Dir Hären, an enger parlamentarescher Demokratie décidéiert d'Majoritéit vun de Parlamentarier, ob dat eng grouss Majoritéit ass oder eng kleng Majoritéit. Eng Majoritéit vu fräi gewielte Vertrieder vun dësem Parlament huet sech elo ausgesprach fir déi Proposition de loi, an domadder fir déi aktiv Stierfhëllef. Dëst ass en demokratesche Vote, dee vun dësem Parlament geholl ginn ass, an esou wéi all demokratesche Vote ass dësen demokratesche Vote ze respektéieren, an dat vu jiddwerengem!

Da bleift nach d'Fro vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel.

(Interruptions diverses)

Ass e Vote verlaangt iwwert d'Dispens?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote sur la dispense du second vote constitutionnel

D'Dispens ass accordéiert mat 33 Jo-Stëmmen, bei 27 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zu der Motioun an zu de Resolutiounen, déi déposéiert gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun vun der Madame Err.

Motion 1

Freet nach een dozou d'Wuert? Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt nach soen, dass ech befriemt sinn doriwwer, dass iwwert de Vote vun der Palliativmedezin an der Euthanasie ewech Motiounen a Resolutiounen an der Chamber déposéiert ginn, déi de Koalitiounspartner an enger alternativer Majoritéit déposéiert.

M. le Président.- Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP), co-auteuse.*- Ech wëll just preziséieren, dass bei deene leschten Amendementer, déi an der Chamberskommissioun ugeholl gi sinn, déi heiten Texter scho virlouchen, dass d'CSV-Fraktioun refuséiert huet, un engem Vote an der Kommissioun deelzehuelen a proposéiert huet, mir solle se an d'Chamber bréngen. Et ass dat, wat mer gemaach hunn.

Um Fong war keng Diskussioun. All Mënsch war d'accord mam Contenu. Souwisou ass entre-temps d'Gesetz, wat mer hei froen, ënnerwee, esou dass ech denken, dass een eventuell kéint soen, dass déi Motioun superfétatoire wier, well d'Aarbechten amgaange sinn. Domadder wier se dann zréckgezunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech kann dat bestätegen, wat d'Madame Err gesot huet. D'Chamber ass saiséiert mat der Konventioun vun Oviedo. Mir hunn an der Kommissioun och doriwwer diskutéiert, a wann et de Wëlle vun der Chamber ass, am Kader vun der Konventioun vun Oviedo dat do ze maachen, da läit et an den Hänn vun der Chamberskommissioun fir dat ze proposéieren, esou dass déi Motioun effektiv superfétatoire ass.

M. le Président.- Gutt. Déi Motioun ass zréckgezunn. Da brauche mer net driwwer ofzestëmmen.

Résolution 1

Dann déi éischt Resolutioun, déposéiert vun der Madame Err. Ass de Vote électronique verlaangt? Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP), co-auteuse.*- Ech mengen, dass et interessant ass, besonnesch elo an dëser Situatioun, wou mer zwee Gesetzer hu mat zwee verschiddenen Testamenter, mat zwou verschiddene Formalitéiten, eent wat muss enregistréiert ginn an eent net, dass et der Chamber obläit, de Public doriwwer ze informéieren, well mer hei en face si vun enger Initiative parlementaire.

Normalerweis géife mer dat doten a Form vun enger Motioun un d'Regierung reechen, wéi dat beispillsweis beim Nationalitéitegesetz geschitt ass. Ech huelen un, dass d'Begeeschterung bei der Regierung sech a Grenzen hält, fir Informatioun ze maachen iwwert déi Texter vun dësen zwee Gesetzer. Duerfir denken ech, dass et gutt wier, wann d'Chamber selwer déi Informatioun do géif an d'Hand huelen. Duerfir halen ech déi Resolutioun oprecht.

M. le Président.- Madame Stein-Mergen, wann ech gelift.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, dass et an der Resolutioun 1 net ëm déi zwee Gesetzer geet, mä: «à se donner les moyens pour informer le public des dispositions de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide par tout moyen utile». Et geet hei net ëm déi zwee Gesetzer, an duerfir kënne mer se natierlech och net droen.

Mme Lydie Err *(LSAP), co-auteuse.*- Dat anert géif natierlecherweis vun der Regierung gemaach, et ass hiert Gesetz. Dat hei ass eist.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dat heiten ass eng Resolutioun, a keng Motioun, déi sech un d'Regierung adresséiert. Dat hei ass eng Resolutioun, déi sech un d'Chamber adresséiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech wollt lech just als Complément un Informatioun ginn, dass, wann dat heite Gesetz gestëmmt ass - esou wéi Dir dat och richteg gesot hutt, dass och d'Regierung sech un dat Gesetz ze halen huet. D'Regierung wäert dann d'Öffentlechkeet iwwert déi zwee Gesetzer informéieren.

D'Regierung ass gehalen, de Public esou gutt wéi méiglech ze informéieren. Vu dass et an deene leschte Méint vill Iwwerschneidungen an och Malentenduë gi sinn, wat an deem enge Gesetz steet a wat an deem anere Gesetz steet, wat d'Leit bei deem enge Gesetz musse maachen oder kënne maachen a wat se an deem anere Gesetz musse maachen, ass et, mengen ech, eis Aufgab, fir déi Begrëffsverwirrung opzeléisen an d'Leit kloer ze informéieren, wat hir Rechter a wat hir Flichten an deenen zwee Texter sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP), co-auteuse.*- Ech zéie se zréck, Här President.

M. le Président.- Gutt, d'Resolutioun 1 ass zréckgezunn. All Interventioun ass superfétatoire.

Résolution 2

Ass d'Resolutioun 2 och zréckgezunn?

(Assentiment)

D'accord.

Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour elo definitiv evakuéiert a mir kéimen zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5725 iwwert de Cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, wann ech gelift.

2. 5725 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net einfach, no esou enger Diskussioun zu engem ganz techneschen Text hei ze kommen. Et geet drëm, eng europäesch Direktiv vun 2005 ëmzesetzen, iwwert d'Fixatioun vun enger ganzer Rëtsch vu Bestëmmungen am Beräich vun der Écoconceptioun vu Produkter, déi Energie verbrauchen.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Esou Direktiven technescher Natur si soss eigentlech iwwer Règlement grand-ducal ëmgesat ginn. Opgrond vun enger Rei vu rechtleche Bedenken an aus der Suerg vun enger grousser Rechtssécherheet ginn an Zukunft esou Direktiven iwwert de Gesetzeswee an nationaalt Recht ëmgesat. Dat heescht, mir wäerten an deenen nächste Joren nach méi oft mat ähnlechen Texter am Wirtschaftsberäich befaasst ginn, wou et drëm geet, fir esou technesch Harmoniséierungsbestëmmungen iwwert de Gesetzeswee hei zu Lëtzebuerg ze iwwerhuelen.

De Projet ass den 2. Mee 2007 vum Wirtschaftsminister deponéiert ginn. En ass eng éischte Kéier den 11. Oktober 2007 behandelt ginn, Avis vum Statsrot, Amendementer vun der Kommissioun, Avis complémentaire vum Statsrot, a schlussendlech ass de schréftleche Rapport den 20. November 2008 ugeholl ginn.

Mir sinn an enger gewësser Urgence dran, well u sech den Délai, fir déi doten Direktiv ëmzesetzen, schonn ëm etleches iwwerschratt ginn ass. Am Laf vun dësem Joer ass och en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun un d'Lëtzebuerger Regierung gaangen, fir se drun ze erënneren, dass se kuerzfristeg misst deen heiten Text ëmsetzen.

Ëm wat geet et? Et geet drëm, dass op europäeschem Plang u sech Energie gespuert gëtt an d'Hierstellung vun energiespuerenden Apparater promouvéiert gëtt. Duerfir soll eigentlech vu virera bei der Konzeptioun vun engem Produkt, vun enger Maschinn ökologeschen a besonnesch energiepoliteschen Iwwerleeunge Rechnung gedroe ginn. Et soll derfir Suerg gedroe ginn, dass vu virera bei där Konzeptioun vum Produkt d'Ëmweltperformance optimiséiert gëtt, a besonnesch och Suerg gedroe ginn, dass eng méiglechst geréng Energieconsommatioun virläit. Déi Energieconsommatioun gëtt gekuckt iwwert de ganze Liewenszyklus vum Produkt.

Déi Approche, déi hei geholl ginn ass, ass eng Approche, déi net contraignant ass. Dat heescht also, dass de Produzent vun deem Produkt eigentlech ka selwer préiwen, ob d'Produkt konform ass zu deenen europäesche Bestëmmungen, wat d'Écoconceptioun ugeet. Oder e kann awer och d'Décisioun huelen, dass e mat engem ausgestehenden Organismus zesummeschafft, fir dat doten ze maachen.

Wichteg ass et festzehalen, wien zu Lëtzebuerg d'Iwwerwaachung vum Marché mécht, fir ze kucken, ob déi doten europäesch Bestëmmunge respektéiert sinn, dass de Marquage CE op dem Produkt drop ass an dass déi eenzel Normen, déi hei festgeluecht oder recommandéiert ginn, och beim eenzelne Produkt respektéiert ginn.

Dat war fréier, an esou war et och nach am ursprüngleche Projet de loi festgehalen, de Service de l'énergie de l'État. Dee Service ass awer duerch e Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroumarché ofgeschaaft ginn. Entre-temps ass et en anert Organ, nämlech den Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services, kuerz ILNAS genannt, deen elo déi dote Befugnisser kritt huet.

Mir haten et an der Ausaarbechtung vun deem heiten Text am Laf vun der Prozedur mat positiven Avisë vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ze dinn, déi am Fong näischt un deem Gesetzestext vun der Regierung auszesetzen haten.

E bësse méi kritesch war awer do, wéinst juristeschen Iwwerleeungen, de Conseil d'État a sengem Avis, deen och zwou Opposition-formellë mat agepaakt hat. Esou dass mer an den Aarbechte vun der Kommissioun zesumme mat de Regierungsvertrieder probéiert hunn, op déi Kritike vum

Conseil d'État anzegoen. Et sinn eng Rei vun Amendementer verfaasst ginn, déi da schlussendlech och Gnod fonnt hunn an den Ae vun der héijer Corporatioun. Esou dass mer et also elo hei mat engem amendéierten Text ze dinn hu par rapport zum Regierungsprojet, deen dann och ouni gréisser Schwieregkeeten däerft a Kraaft trieden.

Mir haten hei erëm eng Kéier traditionell eng relativ vive Kontrovers ronderëm d'Publikatioun vun Normen. Dat ass e récurrentë Problem, dee praktesch bei all deenen techneschen Direktiven erëmkënnt. Do geet oft Rieds vun europäeschen Normen.

An deem heite Fall sinn et awer keng bannend Normen. Et sinn Normen, déi also en indikative Charakter hunn, déi mat gläichwäertegen Norme kënnen ersat ginn an déi schonn eng Publikatioun kréien duerch eng Referenz, en Numéro de référence am „Journal officiel de l'Union européenne".

Dee Fait do huet et méiglech gemaach, an deem heite Fall op déi Solutioun zréckzegräifen, dass mer elo déi Publikatioun net, wéi et am ursprünglechen Text virgesi war, mat Referenze géifen am Mémorial publizéieren, wou de Conseil d'État net d'accord war mat enger Referenzpublikatioun. Hien hält ëmmer drop, wann et am Mémorial publizéiert gëtt, dass doran d'Texter integral musse publizéiert ginn.

Mir hunn décidéiert opgrond vum Fait, dass et sech hei nëmmen ëm indikativ Normen handelt, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng speziell Publikatioun virgesinn. Do spillt also déi europäesch Publikatioun. A jiddwereen, deen an deem Secteur do täteg ass, huet natierlech dann d'Méiglechkeet, fir un déi europäesch Referenzen ze kommen. Da weess hie schlussendlech, wat déi Norme sinn, déi him als Guideline gëlle bei der Applikatioun vun deenen neie Bestëmmungen. Iwwert deen dote Wee si mer also op eng relativ elegant Aart a Weis virukomm.

Ech wëll ënnersträichen, dass mer als Kommissioun gesot hunn, dass mer hannert där doter Approche vun der Europäescher Unioun a vun den eenzelne Memberstate stinn, fir energiespuerend anzewierken. Dat kann een a ville Beräicher maachen. Ee vun deene Beräicher ass natierlech och derfir ze suergen, dass déi Produkter, déi op de Maart kommen, vu vireran esou konzipéiert sinn, dass déi rationell Energienotzung garantéiert ass. Energien, do fält also de Stroum drënner; do falen awer och aner Forme vun Energie drënner.

Wat wichteg ass, dat ass, dass an dëser Direktiv ausschliesslech Produkter behandelt ginn, déi och direkt Energie consomméieren. Gläichzäiteg sinn awer d'Moyens de transport fir Leit a fir Gidder aus dem Champ d'application vun dëser Direktiv erausgeholl.

Wat nach interessant ze wëssen ass, ass, dass d'Kommissioun schonn eng nei Proposition de directive presentéiert huet. Esou dass also - denke mer alt emol - déi nächst Chamber wäert konfrontéiert gi mat der Ëmsetzung vun deem doten neien europäeschen Text.

D'Europäesch Kommissioun geet an eng Direktioun, fir u sech déi Direktiv an hirem Champ d'application nach méi breet auszeriichten an also net nëmme Produkter ze viséieren, déi Consommateur d'énergie sinn, mä Produkter, déi am Zesummenhang mat der Energie stinn. Wat vill méi eng large Definitioun ass, wéi déi vun där éischter Direktiv, déi mer elo wëllen iwwert deen heiten Text ëmsetzen.

Dat gesot, wëll ech ervirhiewen, dass dee Rapport hei unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn ass. Ech géif dann och am Numm vun der Kommissioun der Chamber proposéieren, fir deen heite Projet de loi an där amendéierter Form unzehuelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Bodry. Et ass en technesche Projet. Den Här Bodry huet e ganz ausféierlechen a prezise Rapport gemaach a recommandéiert ons am Numm vun der Kommissioun de Projet ze stëmmen.

Gëtt dozou d'Wuert gefrot?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ech géif lech awer proposéieren, vu d'Präsenzen, dass mer de Vote eréischt virhuelen nom nächste Projet an dass mer also elo direkt dee Projet de loi huelen. Also, ech hale fest, dass d'Diskussioun ofgeschloss ass.

Den Här Minister Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, just Madame President, fir sécherzestellen, dass et awer nach elo gestëmmt gëtt, well mir sinn e bëssen ënner Drock.

(Interruption)

An där heiter Fro si mer e bëssen ënner Drock vun Europa, a wa mer nëmmen den Uschäin hätten, dass mer eng Majoritéit hätten, wier ech frou, wa mer et géife stëmmen. Net dass et herno zwou Stonne méi spéit oder eng Stonn méi spéit méi schlecht ausgesäit.

(Interruption)

Mme le Président.- Här Minister, ech wollt lech d'Assurance ginn, e géif nach haut ofgestëmmt ginn. Mä vu dass entretemps d'Deputéierten all erëmkomm sinn et vu l'urgence géife mer dann direkt zum Vote kommen.

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5725 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen et Lucien Thiel;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder ass dee Projet evakuéiert. Mir kommen dann elo zum néngte Plan quinquennal d'équipement sportif.

Här Bodry, Dir hutt erëm eng Kéier d'Wuert.

3. 5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Fënnefjoresplang vum Sport ass ëmmer e Gesetz, wat vun der Sportswelt, mä haaptsächlech och vum Gemengesecteur mat engem relativ groussen Interessi erwaart gëtt, well et d'Grondlag duerstellt vun der Participatioun vum Stat bei eenzelne groussen öffentleche Sportinfrastrukturen hei am Land.

Et ass elo den néngte Fënnefjoresplang vum Sport, deen iwwert dat heite Gesetz soll d'Regierung autoriséieren, fir e gewëssene Montant - hei sinn et dës Kéier 90 Milliounen Euro - an deenen nächste fënnef Joer als Participatioun u Sportinfrastrukturen ze engagéieren.

Zënter 1968 kenne mer dat Instrument vun dësem Fënnefjoresplang. E Fënnefjoresplang, dat kënnt engem esou e bësse vir wéi en Iwwerbleibsel aus aneren Zäiten, anere politeschen a wirtschaftleche Regimer, déi och gäre mat Fënnefjorespläng gefuer sinn. Dat hei ass awer, muss ech soen, en Instrument, wat sech gutt bewährt huet an deene Jorzéngten, wou et elo fonctionnéiert. Op jidde Fall kann ee soen, dass et zu wierklech entscheedenden Impulser gefouert huet zënter Enn de 60er Joren, wat de stetegen Ausbau an d'Moderniséierung vun eise sëlleche Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg ugeet. Ouni déi Planungssécherheet, wéi en Instrument vu mëttelfristeger Ausriichtung wéi e Fënnefjoresplang se gëtt, wär et sécherlech net esou schnell virugaangen an deem ganze Beräich, wéi mer dat elo kënne feststellen.

Dir hutt och hei vum Ministère am Kader vun dem Exposé des motifs zu dësem Projet de loi eng ganz Rëtsch vun interessante kartographeschen Opstellunge matgeliwwert kritt, wou ee gesäit, wéi wäit a wéi engmascheg dat Netz vun öffentleche Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg ass, ob dat elo Sportshale sinn, ob dat e sëlleche Sportsterraine sinn, ob dat och Piscinë sinn, wou no enger gewëssener Flaute an den 90er Joren een ëmmer erëm feststellt, dass erëm ganz vill zousätzlech Projeten och an deem dote Beräich entwéckelt ginn. Et stellt ee ganz einfach fest, dass mer eng quasi komplett Couverture hu vu wesentlechen Infrastrukturen iwwert d'ganzt Land.

Selbstverständlech gëtt et ëmmer nach eenzel Deelregiounen, déi net am selwechte Mooss ausstaffféiert si mat sämtlechen Infrastrukturen. Mä ech géif awer gären de Verglach maache mat anere Länner ronderëm eis, an da mengen ech, dass mer do de Verglach eigentlech net bräichten ze scheien. Lëtzebuerg huet net nëmmen eng héich Unzuel vu Sportinfrastrukturen, Lëtzebuerg huet och an der Regel performant Sportinfrastrukturen, an dat ass eigentlech de gemeinsame Verdéngscht vun der öffentlecher Hand, vun de Gemengen, déi normalerweis d'Bauhäre si vun deenen doten Infrastrukturen. Heiansdo sinn et och d'Federatiounen.

Wann ee sech dat virun Ae féiert, déi 90 Milliounen Euro, da schéngt dat net exzessiv héich ze sinn, zumools wann ee weess, dass déi Enveloppe vun deem auslafende Fënnefjoresplang virdru bei 120 Millioune louch, déi awer - dat ass erstmoleg, mengen ech, an der Geschicht vun deenen dote Fënnefjorespläng - net ganz ausgenotzt ginn ass, wou zéng Milliounen eigentlech iwwer aner Weeër benotzt gi sinn, fir Projeten am Sport ze kofinanzéieren.

Et muss ee soen, dass ee jo déi Montantë muss multiplizéieren. 90 Milliounen Euro, dat ass d'Participatioun vum Stat iwwer e Spezialfong un enger Rei vu Projeten, sief et gréisser Renovatiounsprojeten oder sief et Neibauten, wat d'Sportinfrastrukturen ugeet. Wa mer dovunner ausginn, dass dat, wat de Stat an der Moyenne bäigëtt, ronn 30% ausmécht vun de Gesamtkäschte vun deene sportlechen Infrastrukturen, wou dann normalerweis de Gemengesecteur de Rescht iwwerhëlt, da kënnt een op eng Gesamthéicht vun öffentlechen Investissementer am Sportberäich iwwert déi nächst fënnef Joer vun iwwer 250 bis 300 Milliounen Euro.

Wann een dann nach déi sëlleche Sportshalen, Piscinen an Terrainen derbäihëlt, déi vum Stat selwer gebaut ginn, wou also net eng Participatioun vum Stat ass, mä wou de Stat selwer Bauhär ass iwwert de Bauteministère, zum Beispill bei de Lycéeën, bei all anere Schoulen, da kann een déi gesamt Enveloppe, déi vun öffentlecher Säit an deenen nächste Joren a Sportinfrastrukture gestach gëtt, nach eng Kéier ëm eng etlech zéng Milliounen an d'Luucht setzen, esou dass also och dat, wat elo geplangt ass fir déi nächst Joren - an ech hoffen, dass do u sech eis d'Rezessioun kee Strëch duerch d'Rechnung mécht -, wierklech eppes ass, wat sech weise léisst, zumools wann ee weess, dass eben e gudde Grad vu Grondversuergung u Sportsterrainen, Sportshalen eigentlech scho garantéiert ass zu Lëtzebuerg.

Déi éischt Lëscht, déi hei derbäiläit, ass jo nëmmen eng indikativ Lëscht. En cours de route an deene fënnef Joer wäerten natierlech Adaptatioune vun där éischter Lëscht gemaach ginn, vu Sportinfrastrukturen, déi sollen an de Genoss vu staatleche Bäihëllefe falen an deenen nächste Joren. Ech mengen, wann een dat alles berücksichtegt, da gesäit een, wat och opfält bei der éischter Lëscht, déi hei derbäiläit, nämlech dass mer et hei mat engem ganz ambitiéise Projet ze dinn hunn, wou och ëmmer méi probéiert gëtt vu Säiten och vum Ministère, ganz no un der Realitéit ze pechen, also ze vermeiden, dass ee Projeten ugëtt, déi Loftschlässer bleiwen - dat kënnt heiansdo dofir, well de Bauhär vum Projet net richteg virukënnt -, mä dass ee wierklech realistesch eng Aschätzung mécht vum reelle Verlaf vun deenen eenzelne Sportprojeten, esou wéi se sech ofzeechnen, opgrond vun deenen Indikatiounen, déi de Sportministère vu Säite vun de Bauträger, also normalerweis vun dem Gemengesecteur, da kritt.

Wat net betraff gëtt heivun, wat an der Regel ganz zu Laaschte vum eigentleche Bauhär bleift, dat sinn d'Fonctionnementskäschte vun deenen Infrastrukturen. Dat hei ass eng Incitatioun traditionell vum Stat, fir dass et zum Bau oder zur Renovatioun vu Sportinstallatioune kënnt. D'Fonctionnementskäschte vun deenen Installatiounen, dat ass an der Regel eppes, wat zu Laaschte vun den öffentleche Promoteure bleift.

Interessant ass wéi gesot, nieft dem Aspekt vun där mëttelfristeger Planung, déi hei dran ass an déi mer och an eenzelnen Deelberäicher wéi am Tourismus, wéi bei den Équipements militaires an e puer anere Beräicher och erëmfannen duerch Fënnefjorespläng, awer och dee landesplanereschen Aspekt, deen an deem Ganzen dran ass.

An hei muss ech soen, dass dat heiten en Domän war, wou mat als éischten iwwerhaapt iwwert de Schlëssel vun der Participatioun vum Stat un de Bauten eng gewësse Lenkung konnt stattfannen doduerjer, dass am Gesetz selwer, dat maximal Tauxe festleet, wat d'Participatioun vum Stat ugeet, eng Differenzéierung gemaach gëtt, ob et sech ëm Projete vu lokalem Intérêt handelt, Projete vu regionalem Intérêt oder Projete vun nationalem Intérêt, wou dann déi jeeweileg Plaffonge bei 35%, 50% oder 70% ugesiedelt ginn.

Zousätzlech ass nach am Laf vun deene Pläng och e weideren Artikel bäikomm, den Artikel 4, deen eng Flexibilitéitsklausel duerstellt, wou ënner gewësse Bestëmmungen déi doten normal Tauxen nach eng Kéier kënnen erhéicht ginn, wann et speziell Besoinë gëtt oder speziell Enkpäss am finanzielle Beräich bestinn.

Wat positiv ass, och an den Ae vun der Kommissioun, ass, dass hei och eng ausdrécklech Referenz gemaach gëtt op de Programme directeur vum Aménagement du Territoire an deenen Indikatiounen, déi hien a puncto Landesplanung gëtt. De Programme directeur, dee jo och op dem System vun den zentralen Uerten opgebaut ass, an dat ass natierlech déi regional Komponent, déi hei erakënnt, déi dann och an der Applikatioun vun deenen heiten Texter Berücksichtigung muss fannen.

Wat och opfält par rapport zu viregte Pläng, wann ee besonnesch d'Lëscht vun de Projete kuckt, dat ass, dass mer ëmmer méi ze dinn hu mat Renovatiounsprojeten. Dat heescht den Undeel vun de Renovatiounsprojeten, déi e kompletten Ëmbau an Ausbau vu bestehenden alen Infrastrukturen ausmaachen. Deen Undeel, dee geet vu Programm zu Programm an d'Luucht, well notamment déi éischt Sportinfrastrukturen, déi éischt grouss Sportshalen op d'70er Joren zréckginn. Déi sinn esou lues um Enn vun hirer Liewensdauer ukomm, an do ass et néideg, fir also e kompletten Ëmbau vun deenen Infrastrukture virzehuelen.

Dir fannt an där indikativer Lëscht, déi de Ministère hei bäigeluecht huet, eng ganz Rëtsch vun deenen dote Renovatiounsprojeten erëm, déi praktesch awer opgrond vun hirem Grad vun Ausféierung engem Neibau a ville Fäll gläichkommen.

Déi Hëllef kann traditionell a Form vu Kapital oder Zënssubventiounen ausbezuelt ginn. Déi bal absolut Regel ass, dass et awer Kapitalsubventioune sinn, déi vu staatlecher Säit iwwert de Sportministère ausbezuelt ginn.

E klenge Bléck vläicht op déi éischt Lëscht, déi dann iwwer e Règlement grand-ducal eigentlech och misst e legale Charakter kréien. Dat ass en éischte Programm, vun deem iwwer 30 Gemenge mat betraff sinn. Do fanne mer ënner anerem erëm: sechs Multisportshalen, fënnef einfach Sportshalen, dräi Sportssäll, dräi zoue Piscinen, fënnef Sportsterrainen an néng Sportzentren.

An dann niewendrun - dat ass och interessant - sinn am Fong och fënnef nei Installatiounen, déi en nationalen Intérêt an eng speziell sportlech Ausriichtung hunn. Dat sinn den neie Schéissstand, de Centre national fir de Motocross, eng Piste de ski nautique, eng zouen Installatioun fir de Beach-

volley an och eng Hal am Interessi vun der Sportaviatioun an dem Fallschiermsprangen.

Da mécht de Ministère nach eng extra Bemierkung zu deem neie Fussballstadion. Dee soll elo net onbedéngt iwwert deen heite Wee finanzéiert ginn, mä dat ass u sech awer e wesentleche Projet, dee vu Regierungssäit soll virugedriwwe ginn an deenen nächste Joren.

Wéi gesot ass déi Lëscht - ech betounen dat nach eng Kéier - eng indikativ Lëscht. Déi Lëschte sinn ni esou ausgefouert ginn, wéi se am Ufank vun der Erstellung vun engem Plang virlouchen. Do kann emol deen een oder anere Projet ewechfalen; virun allem awer kommen eng Rei vu Projeten en cours de route nach bäi.

Wat elo eng besonnesch Neierung ass an dësem Text vum neie Fënnefjoresplang, dat ass, dass erstmoleg och d'Optioun kloer zréckbehale gëtt, fir eventuell an de Genoss vu staatleche Bäihëllefen ze komme bei Sportinfrastrukturen, déi iwwert de Wee vun enger PPP, also enger „public private partnership" géifen ëmgesat ginn.

Et gëtt méi komplex, déi Operatioun mat deem Subventionnement do festzeleeën. Dat war och en Diskussiounspunkt, dee mer an der Kommissioun haten, soubal den Text virgestallt ginn ass, a wou mer och eng Recommandatioun gemaach hunn an eisem schréftleche Rapport, fir genau ze preziséieren an engem Règlement grand-ducal - an den Artikel 2 gëtt d'Base légale, fir esou e Règlement grand-ducal ze huelen -, wat d'Bedéngungen an engem konkrete Fall vun enger PPP genau sinn, wéi déi staatlech Subventioun kann ausgerechent ginn a wéi se kann ausbezuelt ginn.

Mir waren och der Meenung - an ech mengen, dat deckt sech och mat der Meenung vun de Responsabele vum Département ministériel des sports -, dass onbedéngt misst eng Konventioun an deem dote Fall gemaach ginn, fir am Detail vu Fall zu Fall kënnen ofzeweckelen an ze klären, ënner wat fir enge Bedéngungen déi staatlech Bedeelegung un esou Projete kann oflafen.

Voilà, ech mengen, dat waren am Fong déi Indikatiounen, déi ech zu spéider Stonn am Numm vun der Kommissioun nach hei wollt ginn.

En däitleche Merci soll een och soen un déi Responsabel vum Sportministère, déi déi praktesch Ausféierung vun deem heiten Text ze maache kréien, well - ech mengen, do kann ech och am Numm vu ville Gemenge schwätzen - dat doten awer eng Form vun Zesummenaarbecht ass, déi sech flott mécht, a wou och de Modus vum Zréckbezuelen eigentlech vun de Partë vum Stat sech gutt mécht, wou keng laang Délaie sinn a wou dat Ganzt an der Regel op eng pragmatesch Aart a Weis ofleeft. An et wier natierlech och de Wonsch vun der Chamber, wann dat kéint esou bleiwen.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Rapporteur. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Françoise Hetto-Gaasch. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir säi Rapport.

Fir Sport ze bedreiwen, brauch een Infrastrukturen, Installatiounen an och Material. A grad just dësen Équipement mécht deen deierste Volet vun der sportlecher Praxis aus - allerdéngs och deen indispensabelsten.

Parallell zu deenen neien Infrastrukturen, déi duerch dësen néngte Plan quinquennal ugefouert ginn, gi vill där eelerer Installatioune renovéiert, well eng gutt Partie vun hinne schonn aus de 70er Jore sinn. Dernieft ginn dann awer och nach vum Stat Sportinstallatioune gebaut, déi iwwert déi respektiv Gesetzer, déi e Schoulkomplex erméiglechen, och virgesi sinn.

Ech wëll a menger Interventioun elo net fir déi eng oder déi aner Infrastruktur an enger vun deenen iwwer 30 Gemengen antrieden, mä ech wollt méi allgemeng op d'Importenz an de Stellewäert vum Sport an eiser heiteger Gesellschaft agoen.

Mir liewen an enger Zäit, wou d'Leit sech ëmmer manner bewegen, mat als Konsequenz enger Tendenz zu Iwwergewiicht. An et brauch een net vill Fantasie, fir ze wëssen, dass, wann ee sech dann och nach falsch ernährt, dat ganz grave gesondheetlech Suitë kann hunn, Här Jaerling!

(Hilarité et interruption)

Hien huet „Oh" gesot.

Dat Ganzt fänkt elo och scho bei eise Kanner un. Vill vun hinne loosse sech moies léiwer an d'Schoul féieren, amplaz ze Fouss ze goen oder mam Vëlo dohinner ze fueren.

(Interruption)

Ech kommen nach dozou, Här Mehlen.

Duerfir och all Respekt fir déi Gemengen, déi dacks a Kollaboratioun mat den Elterevereenegungen e sougenannte Pedibus op d'Bee setzen.

Une voix.- Très bien.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- An de Kanner hirer Fräizäit geet et da genee esou bewegungsaarm weider. Amplaz dobaussen ze spillen, zéie se sech léiwer virun d'Televisioun oder bei de Computer zréck.

Allerdéngs däerf een och net eleng d'Kanner fir dëst Verhale kritiséieren, well mir Erwuessener, mir gi jo schliesslech selwer mam beschte Beispill vir. Probéiere mer net ëmmer, de Gros vun eisen Déplacementer mam Auto ze maachen? Siche mer net ëmmer déi nootste Parkplaz, wa mer eis Kommissioune maache ginn? Huele mer net meeschtens de Lift, och wann et just nëmmen ee Stack ass? Si mer net alleguer just nëmme richteg bequem ginn?

Kanner hu vun Natur aus en natierleche Besoin u Bewegung, an duerfir sollt een hinnen och d'Méiglechkeet ginn, hir motoresch Capacitéiten ze entwéckelen an hire Kierper kennen ze léieren. D'Freed un der Bewegung soll de Kanner dann an der Schoul verstäerkt vermëttelt ginn. Besonnesch wichteg ass an dësem Kontext de Schoulsport, virun allem fir déi Kanner, déi nieft hirer Schoul keng aner sportlech Aktivitéit hunn. Schoulsport ass fir déi Kanner déi eenzeg Geleeënheet, sech kierperlech unzestrengen an hir Grenzen ze erfuerschen. Duerfir ass et vu gréisster Wichtegkeet, dass mer der Sporterzéiung an eisem Unterrecht déi Plaz reservéieren, fir dass de Sport sengem Stellewäert an eiser Gesellschaft gerecht gëtt.

Leider mangelt et awer dobäi ganz dacks um Fachwësse vun eisem Léierpersonal. Hinnen eleng d'Schold ze ginn, dat wär net fair. Mä et läit ganz kloer en Defizit an der Ausbildung vun eise Schoulmeeschtere vir.

Ass et net erschreckend, dass op der Uni Lëtzebuerg d'Sporterzéiung nëmme marginal behandelt gëtt, nëmmen eng Optioun ass a keen Haaptfach? Nach vill méi erschreckend ass de Fait, dass déi meescht Studenten dat Fach emol iwwerhaapt net beleeën.

Ech wëll duerfir op dëser Plaz op d'Resolutioun vun de Sportproffen agoen, déi si den 28. November dëst Joer elo unanime ugeholl hunn. D'Sportprofesseren hu festgestallt, dass e Plan d'action vu véier Ministèren ugeholl ginn ass, fir sech fir méi Bewegung a gesond Iessen anzesetzen.

Si begréissen et och, dass am Modulaire, opgrond vun enger Etüd, déi an deem Kontext gemaach ginn ass, dräi Stonne Sport vum Erzéiungsministère agefouert goufen. Si stellen awer mat groussem Bedauere fest, dass de Schoulmeeschter a senger Grondausbildung vun aacht Semester op der Uni Lëtzebuerg, wou e fréier an dräi Joer 120 bis 180 Stonne Formatioun hat, elo a véier Joer am Ganze just nach 19,25 Stonne Sportausbildung en moyenne kritt.

Et ass e Fait, dass 30% vun de Schoulmeeschteren ouni iergendeng Ausbildung am Sport d'Uni Lëtzebuerg verloossen. Et ass e Fait, dass de Schoulmeeschter vun haut keng Fachdidaktik méi gesäit an och keng Piscine méi vu bannen. Dat heescht, d'Schoulmeeschtere kënnen déi gefrote Qualifikatioune guer net erbréngen, fir dem Règlement grand-ducal vum 31. Juli 1990 nozekommen, wou d'Sécherheetsmesuren am Interessi vum Schoulschwamme fixéiert ginn.

D'Sportproffe fuerderen an deem Sënn den Éducatiounsministère op, konsequent un hirem Profil vum Schoulmeeschter festzehalen an d'Uni opzefuerderen, deem Profil gerecht ze ginn. E Profil, an deem explizit d'Vermëttelung vu Kompetenzen am Sportunterrecht fir alleguerten d'Schoulmeeschteren an d'Léierinne festgeschriwwen ass.

Wann dat net sollt machbar sinn, da soll den Héichschoulministère sech Gedanken doriwwer maachen, ob et dann net géif Sënn maachen, e spezialiséierten Enseignant fir de Sport am Primaire auszebilden.

Zu dësem Projet kann een awer och vläicht nach soen, dass en e Programm enthält, dee grad an dësen Zäite ganz wichteg ass. En Invest vun 90 Milliounen Euro kënnt jo och eiser Ekonomie zegutt. De Projet ass e Beweis, dass och an engem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld de Stat gewëllt ass, seng Investitiounen iwwert déi nächst Joren héich ze halen.

Nach ee Wuert zur Landesplanung. Et ass ze begréissen, dass hei no de Prinzipië vun der Landesplanung verfuer ginn ass, fir d'Standuerte vun den neien Infrastrukture festzeleeën, also just do, wou esou Infrastrukturen dann och wierklech gebraucht ginn, an net nom Motto: Si hunn eng Schwämm, dann hätte mir och gären eng. Positiv ass, dass also méi global respektiv regional geduecht ginn ass.

An deem Sënn leet de COSL a sengem Avis der Regierung och un d'Häerz, fir déi Projete virzezéien, déi eng regional Vocatioun hunn. Weiderhi réit de Comité olympique, dorun ze denken, fir multifunktionell Konzepter ze assuréieren, fir esou e Maximum un Disziplinen ënner engem Daach kënnen ze praktizéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Bei de Sportinfrastrukturen handelt et sech och gréisstendeels ëm ganz deier Infrastrukturen. Duerfir musse mer derfir suergen, dass se optimal ausgelaascht a beluecht ginn. Dass et net ëmmer einfach ass, zum Beispill eng Sportshal équilibréiert tëscht Schoulsport, Fräizäitsport a Kompetitiounssport opzedeelen, ass gewosst. Et däerf a kann awer net sinn, dass déi Halen exklusiv engem oder e puer Veräiner reservéiert bleiwen. Et sinn öffentlech Infrastrukturen, déi deemno der Öffentlechkeet mussen an och sollen zougänglech sinn.

Datselwecht zielt fir d'Sportinfrastrukturen an de Schoulen, déi nëmmen 30 Stonne pro Woch a sechs Méint am Joer benotzt ginn, exklusiv fir de Schoulsport. Och do sollt mat de Lycéeën a mat de bestehenden Infrastrukture Synergië gesicht ginn, fir esou gutt wéi méiglech déi Capacitéiten auszereizen. A wann et nëmme geet, da sollten dës Infrastrukture fir all Mënsch, sief hien an engem Sportveräin oder an enger anerer Associatioun, zur Verfügung gestallt ginn.

Här President, ofschléissend wëll ech ënnersträichen, dass alles an allem de Projet en exzellente Programm fir de Sport enthält an och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun wäert fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hien huet eng ganz Rei Eckdaten hei virgedroen, an ech wäert net en détail nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Ech wéilt och e puer allgemeng Remarquen zur Aféierung maachen, e bëssen esou wéi meng Virriednerin. Ech wéilt nach eng Kéier op d'Wichtegkeet an och d'Noutwendegkeet vum Sport an eiser Gesellschaft hiweisen, dat aus verschiddenen Ursaachen. Zum engen der Noutwendegkeet, well mir liewen an enger Zäit, wou d'Leit sech generell ëmmer manner am Alldag bewegen. Dat fänkt effektiv bei eise Kanner un. D'Virriednerin, d'Madame Hetto, huet dat och scho kuerz erläutert. Déi Jonk, déi Kanner, déi sech manner bewegen, fir an d'Schoul ze goen, fir heemzekommen, déi eben och duerch Fernseh, Computer an esou weider vläicht manner Aktivitéiten am Alldag maachen. Et gëtt jo rezent Etüden, déi dorop higewisen hunn, datt ëmmer méi Jonker keng gutt Resultater hunn a puncto Fitness oder Bewegungsfäegkeet.

Et ass och wouer, datt wahrscheinlech bei den Erwuessenen déi Resultater zum Deel net besser sinn, datt also och déi Erwuessen an enger Welt liewen, wou ëmmer manner Bewegung op der Dagesuerdnung steet. Dobäi ass ervirzesträichen, datt awer de Sport fir den Normalbierger och eng Méiglechkeet bitt, fir seng Fräizäit interessant ze gestalten. Sport kann och e sënnvollen Ausgläich si vum Beruffsliewe respektiv kann een duerch de Sport nei Energie tanken, fir den Ufuerdernisser am Beruff kënnen entgéintzekucken.

Mir mussen awer och soen op där anerer Säit, datt mer en Deel vu Bierger hunn, déi gären an intensiv Sport bedreiwen an och do wëllen eng gewëssen Exzellenz a gutt Resultater erreechen. Dat sinn also déi ambitionéiert Fräizäitsportler oder Leeschtungssportler, déi zum gréissten Deel dann och an de Veräiner a Federatiounen hir Heemecht hunn, an och déi erwaarden, datt se kënnen op optimal Sportinfrastrukturen zréckgräifen.

Esou oder esou ass d'öffentlech Hand also gefuerdert, fir den néidege Kader ze schafen, déi néideg Mëttel, déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung ze stellen, fir datt souwuel de privat organiséierte Sport wéi awer och d'Fräizäitsportler kënnen zu hirem kommen.

Ech wëll och soen, datt a mengen Aen natierlech dat éischt Zil vum Stat d'Förderung vum sougenannte breede Sport muss sinn, fir datt also jiddweree soll an de Genoss vun esou Méiglechkeete kommen. Ech verkennen awer och sécherlech net de Wäert an de Virbildcharakter vum Spëtzesport, deen och ganz wichteg ass.

Wann een elo kuckt, wéi mer kënnen nieft den Infrastrukturen de Sport förderen, da kann ech och hei nëmmen dat widderhuelen, wat virdru scho gesot ginn ass, datt mer musse kucken, bei deene Jéngsten an eise Schoulen unzefänken, datt mer also och déi Kleng scho förderen a fréi an de Kontakt mat Sportaarte bréngen. Sécherlech ass d'Schoul déi richteg Plaz dofir. Et ass also bestëmmt besonnesch wichteg, datt all Kanner, besonnesch wa se och nieft der Schoul keng sportlech Aktivitéit bedreiwen, an de Genoss vum Schoulsport kommen an datt se och qualifizéiert a gutt Coursen ugebuede kréien.

Doriwwer eraus wësse mer jo och, datt de Sport e ganz flotte preventive Charakter kann hunn. An e gëtt och zum Deel jo am Beräich vun der Suchtpreventioun erfollegräich agesat.

Eng aner Considératioun, déi ech hei och wéilt maachen am Kader vu méi allgemengen Iwwerleeunge ronderëm de Sport, dat ass déi iwwert de Bénévolat. De Bénévolat stellt hautdësdags méi wéi jee d'Réckgrat vun eisem Sportwiesen zu Lëtzebuerg duer. Et misst ee sech emol virstellen, wann et déi vill éierenamtlech Leit, déi all Dag vill Fräizäit opferen, besonnesch och am Jugendberäich, wou ebe ganz vill Leit gefrot si respektiv wou mer vill Leit brauchen, fir eben dee villen Training ofzehalen, net géif ginn, da kéinten eng ganz Rei Sportveräiner zoumaachen, an da wier sécherlech och d'Situatioun vum Sport hei zu Lëtzebuerg net esou gutt.

Mir wëssen allerdéngs och, datt et an de Veräiner - an dat beschränkt sech natierlech net nëmmen op d'Sportveräiner - an de leschte Joren ëmmer méi schwéier ginn ass, fir nach Leit ze fannen, déi wëlle bénévole oder éierenamtlech sech engagéiere fir de Sport. Dës Tendenz, déi kann ee wéi gesot an deene leschte Jore verstäerkt feststellen, an déi geet och wierklech un d'Substanz vun eisem sportleche Liewen hei zu Lëtzebuerg. Et kennt ee méi wéi ee Veräin, deen a Schwieregkeeten ass, fir nach kënne weider Aktivitéiten unzebidden, well en eben net méi op Leit kann zréckgräifen.

Aus dësem Grond begréisse mir och, datt an dem Budget dës Kéier e Montant virgesinn ass, fir de Bénévolat ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen. Heibäi muss allerdéngs och eng mëttel- a laangfristeg Verbesserung vun der Situatioun den Haaptobjektiv sinn. Et muss een also eng Strategie hunn, fir dat och laangfristeg kënnen an de Gréff ze kréien.

Ech kommen elo nach ganz schnell op e puer konkret Punkten aus dem Projet ze loi ze schwätzen. Zum enge si jo hei an deem Projet eng Rei lokal a regional Sportinfrastrukture viséiert. Déi sinn am Anhang, an déi hu mer an der Kommissioun kuerz diskutéiert. Et kann een elo ëmmer doriwwer schwätzen, ob net nach deen een oder deen anere Projet hätt missen derbäikommen.

Am Listing, dee mer haten an der Kommissioun, sinn haaptsächlech déi Projeten, vun deenen d'Pläng an d'Preparatioun schonn an engem gewëssene Stadium konkret fortgeschratt sinn. Et verhënnert jo näischt, dat ass jo och d'Logik bei deene Plan-quinquennalen, datt och nach an Zukunft deen een oder anere Projet kann op déi Lëscht bäigesat ginn.

Et ass och e bëssen an der Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi Projete PPP geschwat gi respektiv wéi déi herno an der Praxis kéinte subventionéiert ginn. Dozou huet jo och de Comité olympique a sengem Avis Suerge gehat iwwert den Accès, wann esou Projete realiséiert ginn, ob do dann herno nach bei Projeten, déi zum Deel duerch d'Privathand mat finanzéiert gi sinn, jiddweree kéint Accès dozou hunn, oder wéi dat herno géif geregelt ginn, fir datt och nach jiddwereen Accès an déi Infrastrukture kéint kréien.

Ech muss awer soen, datt dat och haut schonn zum Deel kéint eng Diskussioun sinn. Mir hu staatlech, mir hu kommunal Infrastrukturen, wou et heiansdo schwéier ass fir Veräiner, fir eranzekommen, oder och fir Leit, déi dem breede Sport frönen, fir eranzekommen, well da jee nodeem een oder zwee Veräiner praktesch d'ganz Woch iwwert den Horaire dat besat hunn.

Ze begréissen ass och, datt hei verschidde Federatiounen endlech hir national Zentre kréien. Dat ass de Schéisssport, dat ass de Waasserski, de Motocross, d'Aviatioun respektiv d'Fallschiermsprénger an och de Beachvolleyball an...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Keelefederatioun.

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Jaerling weist mech drop hin, och d'Keelefederatioun. Ech sinn also frou, datt déi hei dann och virgesi sinn.

Ech wéilt awer an dësem Kontext ënnersträichen, datt nach net all Federatiounen hei zu Lëtzebuerg ofgedeckt sinn. Zum Beispill ass de Klammsport nach net an deem Projet virgesinn. Ech wéilt awer soen, oder ervirsträichen, datt dat vum Ministère ënnerstëtzt gëtt, fir datt och dee Sport eng national Infrastruktur kritt; dat wier am Kader vun der Uni Lëtzebuerg um Site Belval. Ech wollt dat awer hei eng Kéier kuerz gesot hunn, datt et och aktéiert ass, datt also esou Projeten och iwwer aner Weeër vum Sportministère ënnerstëtzt ginn an dann hoffentlech och an nächster Zukunft wäerten en nationalen Zenter kréien.

Eng lescht Remarque nach, dat ass déi zum neie Fussballstadion. Virun e puer Wochen huet de Minister gesot, datt d'Diskussioune ronderëm en neie Fussballstadion esou wäit wieren, datt hie geschwënn - hien huet deemools vun e puer Woche geschwat - kënnt e Projet presentéieren. Vläicht kann de Minister eis jo dann haut verroden, wat de Stand vun den Diskussiounen ass. Gouf e privaten Investisseur fonnt? Wéi gesäit et aus a puncto Standuert? A wéini kënnt dann dee konkrete Projet ulafen?

Dat gesot, wéilt ech awer och dann hei den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet erabréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den honorabelen Här Henckes huet elo d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där Debatt, déi mer just virdrun haten, gesäit een, datt een an der Politik heiansdo ganz séier muss de Sujet wiesselen a vun engem Extrem op dat anert kommen.

Haut hu mer e Projet de loi iwwer e Programme quinquennal d'équipement sportif, e Plang op fënnef Joer. Dat liest sech e bësselche wéi e Wonschziedel op fënnef Joer un de Kleeschen, well do ongeféier all Wënsch, déi d'Gemengen erabruecht hunn, drastinn, a wou natierlech och eng etlech national Projeten zur Diskussioun stinn. Et sinn eng 90 Milliounen Euro virgesinn, mä nach muss ee sech d'Fro stellen, ob dat Ganzt effektiv an deene Krisenzäiten, déi mer elo hunn, sech wäert esou realiséieren. Dat hänkt natierlech ganz vill vun de finanzielle Mëttelen, souwuel vum Stat wéi och vun de Gemengen, of.

Nach wëll ech op e puer Punkten agoen, déi mer wichteg schéngen. Deen een ass deen neien nationale Fussballstadion. Ech mengen et wier effektiv noutwendeg, fir esou en neie Fussballstadion unzegoen. D'Iddi vun enger PPP, vun enger „public private partnership" ass eng gutt Iddi. Virun e puer Joer ass schonn eng Kéier e Projet presentéiert ginn, dee vun der Kockelscheierarena, nëmme fir deen ze nennen, wou et och an déiselwecht Richtung gaangen ass a wou een och hätt kënnen de Projet vun engem nationale Vëlodrom mat ënnerdaach bréngen. Bref, där Iddië gëtt et, déi si ganz konkret, an et soll ee se och diskutéieren.

Ech perséinlech wollt Iech soen, datt mir als ADR op jidde Fall drop drängen, datt dëse Projet vun engem neie Fussballstadion am Kontext vun enger „public private partnership" sollt diskutéiert ginn. Wat ons wichteg schéngt an deem Kontext, dat ass, datt d'Regierung awer och kloer seet, wou se dat eventuell géif virgesinn. Souwäit wéi ech et kéint wënschen, wier et an der ganz noer Ëmgéigend vun der Stad. Mä do gesäit een oft, datt d'öffentlech Hand net onbedéngt Propriétaire vun den Terrainen ass, esou datt eng „public private partnership" op jidde Fall eng noutwendeg Léisung muss sinn, déi een natierlech och domadder verbanne kënnt, datt deen Terrain, wou am Ablack de Stadion drop ass, kënnt getosch ginn, fir datt do eventuell kënnten Immobilië vun deem private Promoteur gebaut ginn. Dat sinn déi Iwwerleeungen, wou ech mengen, datt et muss higoen.

Dat, wat ech particulièrement begréissen, ass eppes, wat manner an d'Waagschal fält, nämlech datt eng etlech Remises à neuf, Erneierunge vu bestehenden Infrastrukture solle virgeholl ginn. Dat schéngt mer eng absolut Noutwendegkeet ze sinn, well et gesäit een, datt eng etlech vun deenen Infrastrukturen, déi een duerch d'Land huet, manifestement e ganz staarke Besoin hunn, fir renovéiert ze ginn. Dat wollt ech ganz particulièrement ënnersträichen, well et soss zu Enkpäss komme kënnt.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen, net ouni awer nach zum Ofschloss drop hinzeweisen, datt ech een Ablack geduecht hat, datt déi Debatt iwwert de Vëlodrom am Kader vun dësem Plan quinquennal géif stattfannen. Mä deen ass, obwuel en eréischt dëst Joer an éischter Liesung an der Stad gestëmmt ginn ass, op e viregte Plang zréckgesat ginn, well dat anscheinend och méiglech ass. Do gesäit een, datt ganz vill Souplesse an deenen Instrumenter dran ass, an dat wäert och héchstwahrscheinlech an deenen Zäiten, déi op ons zoukommen, absolut noutwendeg sinn. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner huet den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech sinn elo frou, dass kee Riedner méi viru mer ass an dass ech dat Wuert Obésitéit hei net méi brauch ze héieren, well soss sinn ech erëm iwwert déi ganz Feierdeeg depriméiert. Mä ech wäert mer dat zu Häerz huelen, an den Owend doen ech op jidde Fall den Trainingskostüm an d'Turnschlappen un an da leeën ech mech op d'Couch.

(Hilarité)

Här President, ech wëll awer hei d'Geleeënheet net verpassen, fir am Numm vun all menge Keelefrënn der Regierung, a besonnesch dem Här Sportsminister, Merci ze soen. Merci soen, dass mer endlech, no zéng Joer an no laangem Streiden, eise Keelesportzenter kréien, deen dann endlech déi Trainingsméiglechkeete bitt, déi engem Weltmeeschter senger wierdeg sinn.

An net nëmmen engem Weltmeeschter par équipe, mä och, mat eisem Kolleeg Steve Blasen, engem individuelle Weltmeeschter, dee viru 25.000 Zuschauer d'Worldgames gewonnen huet. D'Worldgames, wann Dir dat net sollt wëssen, dat sinn déi olympesch Spiller vun deenen net olympesche Sportaarten. Voilà! An dat ass op jidde Fall eng Leeschtung, déi keng aner Sportaart hei am Land opzeweisen huet. Ech wollt hei just nach eng Kéier esou niewebäi dorun erënneren, well wat gëtt et méi wéi e Weltmeeschtertitel oder eng Medail bei olympesche Spiller?

Här President, ech hu leider misse während deenen zéng leschte Joren hei e puermol intervenéieren, fir dass mer dee Sportzenter kréien. Ech hu Motiounen hei erabruecht, déi ofgelehnt gi sinn, a leider huet déi lescht Sportsministesch gesot: „Soulaang wéi ech Sportsminister sinn, kritt Dir kee Keelesportzenter!" Dann ass et jo kloer, an da verstitt Dir jo awer, dass si huet misse goen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Krecké, Sportsminister, bei deem mer eis entschëllegen. Mir hu säi ganze Programm duerjerneegehäit. Hie misst elo ewell bal zu Saarbrécken sinn, mä hien huet drop gehalen heizebleiwen, fir dat Gesetz ze verdeedegen. Duerfir nach eng Kéier Merci, Här Minister, an Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Ech wäert dat maachen, Merci, Här President, well ech fannen, dass ech där Chamber hei, a virun allem hirer Kommissioun muss Merci soe fir déi Aarbecht, déi si mécht, heiansdo en mon absence, ganz oft souguer, an eng Rei Saache redresséiert, och besonnesch an deem Projet vu virdrun, déi wesentlech waren. Duerfir mäin opriichtegen Dank un den Alex Bodry als Président-Rapporteur an u seng ganz Équipe. Ech muss soen, dass vill Aarbecht do geleescht gëtt, zesumme mat menge Leit, déi sech weise léisst.

Just e puer Remarquen zu deem, wat hei gesot ginn ass. Et sinn 90 Milliounen, an et ass richteg, dass et der virdrun 120 waren. Ech hunn awer och en Opruff gemaach, an dat ass 2005 geschitt, wéi mer schonn e bëssen a schlechten Dicher waren, dass d'Gemenge sollen am Allgemenge méi einfach bauen. Ech fannen nach wie vor, dass mer ze vill prunkvoll bauen. Ech soen dat nach eng Kéier, well ech hunn d'Impressioun, dass de Message nach ëmmer net richteg ukomm ass. Mir musse keng Paläst méi bauen. Mir kënnen haut fir 90 Milliounen, wann ee sech e bësse schlau uleet, méi maachen, wéi mer soss alt emol fir 120 Millioune gemaach hunn.

Ech hunn déi 120 Milliounen net opgeschafft, well ech vun der Regierung gesot kritt hunn, mir missten och op där Säit aschränken. Duerfir hunn ech op zéng Millioune verzicht, fir déi ze verschaffen. Déi zéng Millioune sollen awer iwwer Joren an de Leeschtungssport eragoen. Dobäi ass jo ze bemierken, dass mer nach eng ganz Rei Projeten hunn, déi notamment am Zesummenhang mat Schoule stinn, an déi däerf een op där ganzer Lëscht hei net vergiessen.

Dann och e Wuert dozou, dass mer eng Liste indicative hunn. Déi Lëscht, déi Dir hei hutt, dat muss net déi sinn, déi herno Wierklechkeet gëtt. Dat ass op alle Fall déi, mengen ech, déi den Département ministériel des Sports misst duerchsetzen, wat déi national Zentren ubelaangt. Dat sinn déi Schwächten, déi ech op alle Fall mat menge Leit nach eng Kéier konnt erausschielen, an do hu mer jo och am Fong geholl e bësse méi den Driff erabruecht.

Duerfir sinn och eng Rei Saache geschitt, wéi elo den Här Jaerling gesot huet, mat där Geschicht vum Keelesport. Do brauch een awer och ëmmer eng Gemeng, déi do matmécht, an ech muss soen, do hate mer jo och vill Verständnis op der Säit vu Péiteng fonnt. D'Keele sinn also net méi an dësem Plan quinquennal dran, mä déi si scho laang virdrun arrêtéiert.

D'Kloterwand, déi hei vum Här Berger ernimmt ginn ass, déi ass net am Plan quinquennal, mä wéi hien et scho gesot huet, hu mir probéiert eis dofir anzesetzen, dass dat elo am Kader vun der Uni geschitt. Wat de Vëlodrom betrëfft, ass et elo am Fong nach eng Saach vun der Ausféierung, an do leeft dat säi Wee, deen dat eben hei zu Lëtzebuerg leeft. Et leeft a mengen Aen ëmmer ze lues. Mä enfin, dat soen ech oft genuch, an dat huet awer nach net ganz vill Effet gehat.

Et huet op alle Fall an dësem Fall och dru gehaangen, dass d'Vëlosportfederatioun onbedéngt e gewësse Mann wollt, fir déi Pist ze bauen, an dass dee Mann, mengen ech, Lëtzebuerg vläicht net als seng Prioritéit ugesinn huet. Dat ass och e Grond, firwat dass mer net virukomm sinn. Fir de Rescht ass eis Zesummenaarbecht mat der Gemeng Lëtzebuerg gutt an dësem Fall, an ech hoffen och - d'Madame Brasseur weess dat -, dass mer do virukommen an dass de Vëlosport dann endlech deen Zenter kritt, deen e verdéngt.

Ech wëll drop hiweisen, Här President, dass d'Cour des Comptes eng Rei Remarquë gemaach hat, net vill, mä déi puer, déi se gemaach huet, hu mer probéiert ze redresséieren. Et begéint ee seelen esou eng total Transparenz wéi se an dësem Fong ass, wat mat de Sue geschitt, wou se higinn, wie wat kritt an zu wellechem Prozentsaz. Do gëtt net à la tête du client festgesat, mä do sinn eng ganz Rei Regelen, an déi Regele gi vun eis applizéiert. Dat ass a senger ganzer Bandbreet novollzéibar an ass ëmmer erëm, wéi gesot, an eisem Rapport annuel zum Département des sports nozeliesen.

Dat Wuert „public private partnership" ass gefall. Mir probéieren och op dee Wee ze goen. Ech weess, dass et net einfach ass an der Ausféierung, well mir hunn dee Wee jo och probéiert an den Travaux publics ze goen. Den Travaux-publics-Minister huet am Fong geholl do eng Virreiderroll misse spillen an eng Rei Regelen ausschaffen, fir dass et iwwerhaapt dozou komme kënnt. Déi Regele wäerte mir natierlech iwwerhuelen a kucken ähnlech virzegoen. Duerfir ass et mer och net baang, fir d'Ausféierungsbestëmmunge vun esou engem Règlement grand-ducal op d'Been ze setzen. Entweder hu mer et fäerdeg bruecht, an den Travaux publics schonn déi Viraarbecht ze leeschten, oder et ass net méiglech.

Ech wëll och nach drop hiweisen, dass dat, wat mer Fussballstadion nennen, awer och e Rugbystadion soll sinn. Ech wëll dat virausschécken, net nëmme well de Lex, mäi Kolleeg vu fréier, mech drop opmierksam gemaach huet, mä well et ganz einfach esou ass, dass déi puer Matcher, déi se gemaach hunn, a wou se méi Leit haten, se um Stadion gespillt hunn, an dass e Fussballstadion liicht domadder ze verbannen ass: Et brauch een nëmmen e puer Meter méi ze maachen, dann huet een d'Méiglechkeet do och deen een oder anere Match am Rugby ze spillen. Dat Verspriechen, wat ech gemaach hunn, wäert ech och anhalen.

E Wuert zum Stadion. De Stadion ass an deem Konzept - esou wéi et mir elo virläit a wat mer a mengem Kapp schonn e puer Méint ronderëm schwieft - keng „public private partnership". Et ass e reng private Projet. Well wann dat an Erfëllung geet, esou wéi ech mer et virstellen a wéi ech, loosse mer soen, dat och aus de Beispiller aus dem Ausland geléiert hunn, da beinhalt dat Konzept, dass dat der Federatioun muer zum Nulltarif zur Verfügung gestallt gëtt an dass just d'Fonctionnementskäschte musse vun der Federatioun gedroe ginn. Dat geet natierlech nëmmen, wa mer déi noutwendeg Flächen, kommerziell gesinn, kënnen opbréngen. Soss ass natierlech kee Promoteur bereet, esou eppes ze bauen an dat einfach esou zur Verfügung ze stellen.

Dans le pire des cas hunn ech virgesinn, dass nach eng Enveloppe an där Enveloppe vun 90 Millioune mat dran ass, wou et dann eventuell kënnt zu enger richteger „public private partnership" kommen, wann dat anert net méiglech ass. Ech wäert haut net dovunner schwätzen, well ech net gewinnt sinn, Saachen ze soen, déi nach net kloer sinn. Mä dann, wann ech Kloerheet hunn, wäert ech et no bausse soen, souwuel wat de Standuert ubelaangt wéi och wat de Promoteur ubelaangt wéi och wat dat ganzt Konzept ubelaangt.

Ech kann Iech elo scho soen, dass ech méi wéi ee Promoteur hunn, deen déi Méiglechkeeten opmécht, dass et sech am Ausland erprobt huet, dass mer op auslännesche Beispiller opbauen an dass et eng Rei Konditioune gëtt. Et muss en Uschloss un den öffentlechen Transport do sinn, et muss en Uschloss un d'Autobunnsnetz do sinn, et musse genuch gewerblech Flächen do sinn, an de wichtegste Punkt, et muss en zesummenhängenden Terrain sinn, insofern dass en deemselwechte Propriétaire gehéiert, entweder dem Stat oder de Gemengen oder engem Privatmann. Wann Dir mat zéng verschidde Leit ze dinn hutt, da kënnt Dir et vergiessen, dann ass et fir zéng Joer fort. A wa mer gär hätten, dass dat do, vu dass et jo eng Prioritéit ass, schnell geschitt, muss dat eng vun de Konditioune kënne sinn. Et muss also en zesummenhängenden Terrain sinn.

Selbstverständlech muss dee Projet vum Stadion, esou wéi och all déi aner Projeten, déi mer hei diskutéieren, en accord mam Aménagement du Territoire sinn, an do ass, mengen ech, méi wéi an aneren Domäner d'Zesummenaarbecht am Moment exzellent. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci, a virun allem och menge Servicer, déi hei, fannen ech, séier vill Fangerspëtzegefill mat de Gemenge weisen an dat säit Joren exzellent maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Minister, och wann Dir laang hutt misse waarden, ech hunn d'Freed Iech matzedeelen, dass Äre Projet unanime mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn ass.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, d'Adaptatioun vum soziale Mindestloun. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener.

4. 5943 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hu mer eis mat dem Ajustement vun de Pensioune befaasst. Haut diskutéiere mer den Ajustement vum Mindestloun. Déi lescht Upassung vun de Mindestléin un d'Lounentwécklung ass den 1. Januar 2007 erfollegt. Bemiessungsgrondlag waren d'Léin aus de Joren 2004 an 2005. Den Ajustement war deemools 1,9%. Profitéiert vun deem Ajustement haten 32.549 Persounen. Dovu waren et 14.808 Männer a 17.741 Fraen.

Här President, d'Gesetz gesäit vir, datt d'Regierung dem Parlament all zwee Joer e Bericht iwwert d'Lounentwécklung am öffentleche wéi am private Secteur virleeë muss. Déi Entwécklung vun de Léin gëtt no enger festgesater Method gerechent. Si ass festgeluecht ginn duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1991 an ass erweidert ginn duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 1994, an den éischten Ajustement no där neier Methodologie ass den 1. Januar 1995 a Kraaft getratt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Gepréift gëtt ebenfalls déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Capacitéit hei zu Lëtzebuerg. Opgrond vun dësen Analysë kann dann d'Regierung dem Parlament virschloen, d'Mindestléin un déi errechent Lounentwécklung unzepassen oder och net. Et ass also eng Fakultéit, an d'Chamber ass da souverän ze décidéieren. Dëse Bericht, vun deem ech scho geschwat hunn, ass der zoustänneger Chamberskommissioun den 20. Oktober dëst Joer mat engem Projet de loi virgeluecht ginn. An därselwechter Sitzung huet d'Kommissioun hire President als Rapporteur designéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a mengem schréftleche Bericht fannt Der Detailer zur wirtschaftlecher Entwécklung, zu der Lounentwécklung, zu der Auswierkung vum Mindestloun op d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, zu der Auswierkung op den Aarbechtsmaart, op d'Verhältnis Mindestléin/Léin, de Käschtepunkt an natierlech och een Detail iwwert d'Methodologie an esou weider. Vu datt Dir dat ausféierlech a mengem schréftleche Bericht fannt, wëll ech elo a mengem mëndleche Rapport net op déi Detailfroen do agoen, déi awer ganz noutwendeg a ganz wichteg sinn ze liesen an och ze wëssen, ier een zu enger Konklusioun kënnt.

Kolleegen, erlaabt mer awer e puer zousätzlech Bemierkungen. D'Bemiessungsgrondlag vun dësem Ajustement, dat waren d'Léin aus de Joren 2006 an 2007. Während dëse Jore sinn d'Léin hei zu Lëtzebuerg ëm 2% an d'Luucht gaangen. Dës Lounentwécklung ass d'Resultat vun enger moderéierter Lounpolitik vun de Sozialpartner. D'wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg erlaabt ouni Weideres, datt d'Mindestléin och ëm déi 2% erhéicht kënne ginn. Deemzurfolleg proposéiert d'Regierung zu Recht en Ajustement vun de Mindestléin vun 2% ab dem 1. Januar 2009.

De Statsrot huet säin Avis den 11. November ofginn - relativ schnell. Den Avis vum Statsrot beinhalt absolut keng fundamental Bedenke géint déi virgeschloen Upassung vun de Mindestléin. Am Géigendeel, de Statsrot presentéiert eng Rei fundamental Iwwerleeungen, déi en Ajustement just elo an dëse wirtschaftlech schwieregen Zäite justifiéieren. De Statsrot bemierkt awer och, datt him bei senge Berodunge keen Avis vun enger Beruffschamber virlouch.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer dëse Rapport, deen ech elo hei presentéieren, an eiser Kommissioun diskutéiert hunn, hate mer dräi Avisë vun de Salariatschamberen: vun der Fonction publique, vun der Arbeiterkammer a vun der Privatbeamtechamber. Leider hate mer keen Avis vun de Patronatschambere virleien. Och haut hu mer nach keen Avis vun deenen zwou Patronatschambere virleien. Et wier vläicht vermiessen ze bemierken, datt d'Patronatschamberen doduerch, datt se näischt Negatives an iwwerhaapt näischt soen, mat dem Ajustement d'accord sinn.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President!

M. le Président.- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ären Rapporteur erwëscht mech elo um falsche Fouss. Et ass effektiv en Avis haut ukomm bei eis, deen awer natierlech iwwert den offizielle Prozedurewee de Wee nach net hei an d'Chamber fonnt huet. Wann Dir elo wëllt, kann ech en einfach esou ouni offiziell Prozedur hei fotokopéiere loossen, fir dass all Deputéierte géif deen Avis kréien, well deen Avis ass effektiv extrêmement negativ.

(Interruptions)

Net dass gesot gëtt, ech hätt hei eppes escamotéiert. Also, Här President, wann Dir wëllt - en ass net ganz grouss -, loossen ech e fotokopéieren.

M. le Président.- Da maache mer eng Kopie do dervun.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- En ass och elo leider vu mir perséinlech annotéiert. Da fannt Der schonn direkt eraus, wou ech grouss Non derbäigeschriwwen hunn.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat mécht en ëmsou méi interessant.

(Hilarité)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Jo, also, Här Minister, mir sinn erstaunt, datt Dir eis a Kenntnis dovunner setzt, datt Dir en Avis kritt hutt vun de Patronatschamberen. Leider Gottes hu mer als Deputéierten deen net.

(Interruption)

Leider Gottes hu mer deen net virleien, esou datt en och fir eis irrelevant ass an net mat an eis Iwwerleeunge kann afléissen. Deementspriechend huele mer deen zur Kenntnis an aktéieren dat. Mais pour le reste spillt et fir eis Berodungen absolut keng Roll. Leider Gottes, ech hätt léiwer eng Diskussioun gehat iwwert d'Argumenter vun de Patronatschamberen.

Nun, wa mer den 1. Januar 2009 d'Mindestléin ëm 2% unhiewen, da si mer natierlech konform mat enger Sozialpolitik, déi mer säit Joren hei zu Lëtzebuerg applizéieren, déi och deene Lounempfänger, déi net duerch e Kollektivvertrag vun enger kontinuéierlecher Lounpolitik profitéieren, e Plus un Akommes garantéiert, allerdéngs dann ëmmer mat engem Retard vun zwee Joer. D'Erhéijung vun de Mindestléin ass konform mat der Strategie vu Lissabon an der EU-Strategie zugonschte vum Emploi.

Vun dëser Erhéijung den 1. Januar profitéiere 34.139 Leit. Dat sinn 11,2% vun der schaffender Bevölkerung, also e wesentleche Bestanddeel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Et sinn dat 16.328 Männer a 17.811 Fraen.

Nach kuerz e puer Zuelen. 60% vun deene Leit, déi dee Mindestloun kréien, wunnen hei am Land. 40% si Grenzgänger. 37,7% vun de Mindestlounbezéier schaffen an der Landwirtschaft, 34,5% an der Hotels- an der Restaurationsbranche, 18% am Handel, 18% am Sozialberäich a 6,7% an der Industrie.

D'Erhéijung vum Mindestloun huet Auswierkungen - ouni elo an den Detail ze goen, mä ech wëll dat zitéieren - op d'Héicht vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung, op d'Héicht vun der Studentenaarbecht, op d'Héicht vun de Primë vum Gesetz 5611, op d'Héicht vun de Maximalpensiounen am Privatsecteur, op d'Beitragshéicht vun de Sozialversécherungen, op de Beitrag vun de Fleegeversécherungen. An et gëtt nach eng Rei aner Auswierkungen, dat hei sinn awer déi relevantst.

Wat net oninteressant ass, ass: Déi Erhéijung vun de Mindestléin bedeit fir de Fonds de l'Emploi eng zousätzlech Ausgab vun 1,12 Milliounen Euro. Dat ass also net onwesentlech. An de Gesamtcoût vun der Mindestlounerhéijung inklusiv d'Sozialbeiträg fir d'Ekonomie ass ronn 17,6 Milliounen Euro.

Dat Ganzt huet also elo zur Folleg, datt de Mindestloun ab dem 1. Januar 2009 1.641,74 Euro ass. Dat ass e Plus vun 32,21 Euro op de leschte Mindestloun, deen elo nach en vigueur ass. De qualifizéierte Mindestloun bedréit vum 1. Januar 2009 un 1.970,08 Euro. Dat ass e Plus vun 38,64 Euro op dee jëtzege qualifizéierte Mindestloun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et ënnerlooss, och op déi Avisë vun deenen dräi Chamberen anzegoen. Dir fannt déi am Detail awer a mengem schréftleche Bericht erëm. Dat, wat ech elo gesot hunn, war also dat, wat ech mengem schréftleche Bericht wollt bäifügen.

Ech soen alle Kolleegen, déi an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft hunn - dat ware se alleguerten -, Merci. E Merci och un d'Vertrieder vun der Regierung, un d'Adress vu menge Mataarbechter a selbstverständlech un d'Sekretariat vun der Chamber.

Eis Kommissioun huet ouni Géigestëmm dee virleiende Bericht, deen Dir hutt, den 9. Dezember dëses Joers ugeholl. Am Numm vun der Kommissioun bieden ech och d'Chamber, de virleiende Projet ze stëmmen, dee fir ganz vill Leit eng verdéngten a wëllkomm Verbesserung vun hire Paie bedeit.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer e Wuert zum Schluss. Dat hei ass den zéngte Rapport zum Ajustement vun de Mindestléin, deen ech gemaach hunn. Fir déi éischte Kéier war et de Rapport zum Ajustement fir d'Joer 1991. Deemools war de Mindestloun 828,32 Euro. Haut ass en 1.641,74. Dat ass also ee Plus vun 813,43 Euro. Dat sinn 32.813 Frang. De Plus ass also praktesch dat, wat deemools de Mindestloun 1991 ausgemaach huet. An deenen 20 Joer hu mer vläicht net alles gemaach, mä trotzdeem hu mer villes verbessert zugonschte vun deene klengsten Akommesbezéier hei am Land. Och dat sollt eemol gesot sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat war mäi Schlusssaz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den éischte Diskussiounsriedner ass den Här Kaes.

Une voix.- Wien ass et?

M. le Président.- Et ass den Här Kaes. Duerno kommt Dir, Här Krieps.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo genee zwee Joer hier, datt mer fir d'leschte Kéier iwwert d'Upassung vum Mindestloun hei an der Chamber diskutéiert hunn. Dat ass en Exercice, deen u sech keng aussergewéinlech Opmierksamkeet mat sech bréngt. Et ass awer en Exercice, dee fir dausende vu Leit vun enger eminenter Wichtegkeet ass.

Ech hat deemools schonn d'Éier, am Numm vun der CSV-Fraktioun Stellung zu deem Gesetzestext ze huelen, a si frou, datt ech dat och haut nach eng Kéier ka maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei där leschter Mindestlounupassung war d'Welt nach eng aner. Eng Welt mat manner Problemer, manner Suergen, manner Ongewëssheet. Mir haten u sech en zolitte Wuesstum. Eis Wirtschaft huet op vollen Tourë gedréint, de Chômage an d'Kuerzaarbecht hu sech ganz kloer a Grenze gehalen. Dat Wuert Kris war inexistent.

Eh bien, all dat gesäit haut ganz aneschters aus. Virun d'Sonn huet sech en décken a breede Schiet geluecht. Ëmmer méi dacks gëtt dat Wuert Rezessioun an de Mond geholl. D'Wirtschaftsprognose si wäit méi pessimistesch wéi optimistesch, a mir mussen eis leider laut de leschte Prognosen op e Chômagetaux astellen an enger Gréissenuerdnung, wéi mer se zënter der leschter Stolkris net méi kannt hunn.

Derbäi kënnt, datt mer an deene leschten zwee Joer mat enger héijer Inflatioun konfrontéiert waren. Héich Energie- a Liewensmëttelpräisser waren d'Haaptgrënn vun där Präisexplosioun. Och wann, bedéngt duerch d'Auswierkunge vun der Finanzkris, d'Inflatioun an de leschten dräi Méint zolidd zréckgaangen ass, esou ass net ze bestreiden, datt et virun allem déi Leit sinn, déi sech op der ënneschter Lounskala befannen, déi am meeschten ënnert der Präisdeierecht gelidden hunn. D'Zukunft wäert fir dës Leit och net méi roseg sinn.

Wann et engem Land respektiv der Wirtschaft an engem Land méi schlecht geet, da kréien dat grad dës Leit an der Regel als Éischt an och am meeschten ze spieren. D'Upassung vun deene Leit hire Gehälter, an dat un d'allgemeng Loun- a Gehaltsentwécklung vun de leschte Joren ass e wichtegt Instrument, fir hinnen an de schwieregen Zäiten, déi hinne bevirstinn, beschtméiglech ze hëllefen.

D'Wichtegkeet vum Mindestloun huet de Rapporteur, den honorabele Marcel Glesener, jo schonns a sengem exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport erläutert. Ech wëll him och a mengem Numm an am Numm vun eiser Fraktioun villmools Merci soe fir déi exzellent Berichter. An ech wëll dann och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir ze soen - hien huet et grad virdrun och hei gesot -: Et war fir d'zéngte Kéier, datt hie Rapporteur war vun der Verbesserung, vun der Erhéijung vum Mindestloun. Ech mengen, dat ass fir e Mann, deen aus dem soziale Geschehe kënnt, och eng grouss Satisfaktioun. Ech géif dem Marcel Glesener fir all dat félicitéieren, wat hien an all deene Joren an deem Beräich geleescht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi Erhéijungen net no allze vill ausgesinn, 2% Erhéijung, wat u sech tëschent 32 an 38 Euro ausmécht, esou hëllefe mer awer duerch dës Form vu Sozialpolitik - well de Mindestloun ass eng Form vu Sozialpolitik - enger ganzer Rei vu Leit, déi net ënnert de Kollektivvertrag falen an domadder, wa se net iwwert deen heite Wee eng Erhéijung kréichen, während 40 Joer, dat heescht während enger ganzer Carrière u sech géife riskéieren, keng Augmentatioun ze kréien, dach mat enger gewëssener Regelméissegkeet eng bestëmmten Evolutioun an hirem Akommes ze assuréieren.

Et sinn och dat déi Leit, déi och net kënne vun enger jährlecher Upassung un d'Lounentwécklung respektiv vun enger jährlecher Upassung duerch e Kollektivvertrag, oder wéi et beim Stat ass, profitéieren. Dës Upassung ass grad elo an där schwiereger wirtschaftlecher Situatioun, wou mer eis befannen, jo méi wichteg wéi jee. Ouni dës automatesch Lounupassung géif sech déi prekär Situatioun, an där sech vill Mindestlounempfänger befannen, sécherlech verschlechteren.

Här President, ech wëll nach eng Kéier dorop opmierksam maachen, datt de Mindestloun fir eis Fraktioun ganz kloer fir de soziale Fridden an eiser Gesellschaft steet an dat schonn zënter e puer Jorzéngten. Soulaang net all Salarié vun den Avantagen ebe vun engem Kollektivvertrag ka profitéieren, muss de Stat seng Responsabilitéit huelen an deene Leit mat niddregem Akommen ënnert d'Äerm gräifen, fir datt si och an der Zukunft eenegermoossen hire Liewensstandard hale kënnen.

D'Regierung ass sech deem voll bewosst an hëlt hir Responsabilitéit, well d'Mindestlounempfänger profitéieren an der Zukunft net nëmme vun der Upassung vum Mindestloun. Si profitéieren och vun de steierleche Moossnamen, sprëch den nei agefouerte Steierkreditter, déi mer en Dënschdeg an der Chamber gestëmmt hunn. Si kréien all netto eppes méi an d'Paitut. Mir hëllefe konkret deenen, déi méi Hëllef brauche wéi anerer.

Dës selektiv Mesure kënnt all deenen zegutt, déi an der Vergaangenheet net vun den Abattementen um steierlechen Niveau konnte profitéieren, well se eben duerch hiert klengt Akommes keng Steiere bezuelt hunn. Duerch d'Steierkreditter an d'Upassung vun de Mindestléin un déi allgemeng Lounentwécklung suerge mer souzesoe fir eng gewësse Gerechtegkeet ënner alle Salariéen hei am Land.

Här President, dank dem System vum Mindestloun garantéiere mer hei zu Lëtzebuerg eng sozial Ëmverdeelung vum Wuelstand, an dat ass gutt esou.

Ech ginn duerfir den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, well en all déi kleng Leit, déi op der niddregster Stuf vun der Lounskala stinn, net vergësst an hinnen dat zougesteet, wat se zegutt hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Elo ass d'Wuert fir den Här Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Effektiv wäert ech mech ganz kuerzfaassen. De Mëtteg, de ganzen Dag hu mer geschwat vun deene physeschen a psychesche Leiden. Hei schwätze mer vun deenen, déi ekonomesch leiden, an dat féiert och bei villen an d'existenziell Angscht.

2000 huet mäin deemolegen Noper hei an der Chamber, den André Hoffmann vun Esch, deen ech hei begréissen, eben dat gesot, wat och virdru gesot ginn ass: d'Adaptatioun vum SMIC, dat ass de Kollektivvertrag vun deene Leit, déi keen hunn.

Wou en ass…? Et wär net schlecht, Madame Loschetter, wann esou een erëm heihinner kéim, fir déi Leit ze verdeedegen.

Mä ofgesinn dovunner gleewe muncher, dass de Mindestloun ze héich ass, an anerer gleewen, dass d'Erhéijung vum Mindestloun onqualifizéiert Aarbechtsplazen accéléréiert ofbaut, wéi mer dat scho momentan gesi bei den Interimsfirmen, wou déi Netqualifizéiert ganz schlecht ewechkommen.

Déi, déi behaapten, e wär ze héich, dat si gewéinlech déi, déi hir Déngschtmeedercher a Sekretärinnen um Mindestloun bezuelen a kaum doriwwer. Duerfir, ech bedaueren déi net.

Ech soen d'ailleurs dem Marcel Glesener fir säin exzellente Rapport hei - dee schréftlechen huet 19 Säiten - Merci, well e war ganz no bei der Wourecht, muss ech soen.

Ech soen Iech elo, wéi ech de Rapport gelies hunn. De Rapport baséiert sech op Zuele vun 2006 a 2007 a féiert dann un, dass d'Progressioun vun dem Revenu disponible vun den Haushälter déi mannste war an de leschten 20 Joer. Säit 3.

De Rapport féiert och un, dass de Chômage, egal wat d'Progressioune sinn, nach ëmmer virugeklommen ass 2006 a 2007. E féiert och un, dass d'Käschten an de Joren 2006 an 2007 an den Alters- a Fleegeheimer, an de Crèchen an an de Foyeren, bei de Gemengentaxen, Waasser an Offall, Stroumpräisser - an ech ka se net all opzielen -, dass déi nach ëmmer zolidd geklomme sinn.

Op der Säit 4 steet och, dass d'Salairen 2006 an 2007 eng Décélératioun kannt hunn. Op der Säit 5 steet, dass dem Index - dat wësse mer - d'Loft ausgaangen ass an deene Joren an dass d'Kollektivverträg vill méi schwiereg waren an deene Joren.

Dat gesot, de Marcel Glesener huet gutt gemaach ze soen, fir ons dorun ze erënneren, dass 11,2% vun de Salariéen am Privé vum Mindestloun bénéficiéieren, well d'Zuele befannen natierlech näischt an der Fonction publique dovunner.

Wou ech net d'accord war, war mat enger Appréciatioun vum Conseil d'État, deen der Regierung Merci seet, dass se deen heiten Ajustement virhëlt, vu dass dat jo awer scho laang eng Traditioun an dësem Ländchen ass.

D'Chambre de Travail seet natierlech wéi ëmmer, et wär net genuch an et misst een de Mindestloun all Joer adaptéieren an net all zwee Joer. Dat kann een nach eenegermoosse verdeedegen.

D'DP stëmmt wéi säit Laangem dësem Projet zou, dee jo deenen Äermsten an der Gesellschaft zeguttkënnt, a mir wënschen Iech och, hinnen an ons alleguer, an Iech, Här Minister, schéi Feierdeeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. D'Wuert huet den Här John Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass dann eben haut den Owend eng Kuerzfaassung. Ech wëll och direkt dem Rapporteur Merci soe fir dee mëndleche Rapport, besonnesch awer fir dee schréftlechen, well et e gutt Noschlowierk ass an eng gutt Dokumentatioun iwwert d'Entwécklung vum Mindestloun.

Mä, esou wéi ech an der Kommissioun scho gesot hunn, ass dee schréftleche Rapport mat 19 Säiten e bëssen am Widdersproch mat deenen nëmmen 2% Mindestlounerhéijung, déi dobäi eraussprangen. Et hätt also kënnen entspriechend méi sinn.

Fakt ass awer, dass mat deem Projet, dee mer elo ofstëmmen, eng retroaktiv Upassung vum Mindestloun vun 2% un déi generell netto Lounentwécklung aus de Joren 2006 an 2007 gemaach gëtt. A wann ech soen, eng réckwierkend a verspéit Upassung, da wëll ech domat och ënnersträichen, dass et an deem Sënn keng Erhéijung ass, mä dass déi 2% ëmmerhin dann awer deenen zeguttkommen, déi an dësem Land am mannste verdéngen, an dat sinn der - dat ass jo scho gesot ginn - iwwer 34.000. Dat sinn iwwer 11% vun all deenen, déi schaffen, an et sinn nach méi Fraen - wéi ëmmer, géif ech leider wëllen ënnersträichen -, well déi 14,5% ausmaache vun alle Salariéen, déi also 2% méi kréien, mä domat ëmmer nach op engem relativ déiwen Niveau leien.

Et kann een och do soen, dass d'Mindestlounbezéiung eigentlech e ganz héijen Undeel un deene Mënschen huet, déi mer, wa mer iwwer Aarmut diskutéieren, mat Aarmut zu Lëtzebuerg a Verbindung bréngen.

Ech wëll awer hei direkt emol ënnersträichen: D'Mindestlounerhéijung ass keng Sozialpolitik, wéi ee vun de Riedner dat gesot huet, mä d'Mindestlounerhéijung ass en Deel Lounpolitik, well et déi Leit betrëfft, déi och musse schaffen, fir déi Pai ze kréien. Richteg ass, dass d'Mindestlounerhéijung vill Auswierkungen op vill sozial Parameter huet, déi a Sozialgesetzer stinn, déi doduerch dann och mat ugepasst ginn.

Ech soen och, wann een déi 2% hëlt a wann een déi steierlech a sozial Moossnamen hëlt, déi déi lescht Deeg hei ofgestëmmt ginn, dann dréit dat alles derzou bäi, dass d'Kafkraaft an domat d'Konsumkraaft vun deenen, déi déi niddregst Akommesbezéier sinn, verbessert gëtt.

Ech muss och ënnersträichen, well een dat soll soen, dass keng Automaticitéit besteet, mä dass et vum politesche Wëllen ofhänkt, ob eng Mindestlounerhéijung gemaach gëtt. Et muss een dann awer och dobäi soen, iwwer all Kritiken ewech, dass Lëtzebuerg iwwerhaapt emol zu deene Länner zielt - an dat ass net d'Majoritéit an Europa , déi e gesetzleche Mindestloun hunn, an dass ee muss ënnersträichen, dass et deen héchste gesetzleche Mindestloun an Europa ass.

Wann een Europa seet a vum sozialen Europa schwätzt, da wier et un der Zäit, dass et géif eng Generaliséierung vun engem obligatoresche Mindestloun an allen europäesche Länner ginn, an dat méiglechst op engem héijen Niveau. Dat géif mat Sécherheet dozou bäidroen, dass sozialen Dumping kéint verhënnert ginn an dass besonnesch esou Diskussiounen, wéi se ëm Bolkestein stattfonnt hunn oder den Détachement an aneres, wesentlech ageschränkt kéinte ginn.

Mä Europa beweegt sech lues. Mir hunn zwar elo festgestallt mat Freed, dass d'Europaparlament déi Aarbechtszäitrichtlinn gekippt huet. Mir hoffen, esou wéi mer et och gewënscht hunn hei zu Lëtzebuerg an deene villen Diskussiounen, déi mer haten, dass déi aacht Wochen, déi elo bleiwen, genotzt ginn, fir eng europäesch gutt Léisung ze fannen.

Erlaabt mer kuerz virun de Feierdeeg Folgendes ze soen, well dat stëmmt ee jo dann e bëssen aneschters. Et gëtt een och no där schwiereger Debatt vun haut jo awer op déi méi douce Deeg do agestëmmt, sou dass een dann Hoffnunge kritt. Zu deenen Hoffnunge bei mir hätt gehéiert, dass mer eng Mindestlounupassung den 1. Januar 2009 gehat hätte fir d'Mindestlounbezéier, déi déi Indextranchen, déi ausgefall sinn, beinhalt hätt an domat e staarken Inflatiounsausgläich och nach hiergestallt hätt, oder wéinstens eng Erhéijung, wéi se vun der Chrëschtlecher Gewerkschaft nach virun e puer Woche gefuerdert ginn ass, vu 5%.

Ech hunn awer keng Motioun bruecht, well déi Waassermotioun mech do e bëssen ofgeschreckt huet an ech net hei wollt mat enger Motioun stoen, déi da keng Motioun herno gewiescht wier. Mä et hätt net schlecht derzou bäigedroen, d'Situatioun vun de Mindestlounbezéier ze verbesseren. Wéi gesot, Dreem an Hoffnunge solle jo ni, a besonnesch net an dëser Zäit, verbuede sinn.

Elo setze mer eis mat der Realitéit auserneen, stëmme fir 2% a wëssen, dass awer och déi 2% Afloss op d'Kollektivvertragsverhandlung an d'Gestaltung vun de Léin bei de Kollektivverträg wäert hunn. Dat ass eppes, wat sech ergänzt. Dat soll een ëmmer ervirsträichen. Déi Mindestlounerhéijung ab 1. Januar verbessert - ech soen dat nach eng Kéier - d'Kafkraaft vu ville Mënschen, déi méi Akommes doduerch kréien, an deen Deel, dee se do kréien, fléisst integral an de Konsum, profitéiert also dem Handel an der Ekonomie am Allgemengen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir bedaueren ech, dass besonnesch déi, déi d'Vertrieder vum Handel sinn, erëm déi waren, déi am meeschte lamentéiert hunn, laang ier dann den Avis vun de Patronatsberuffschambere koum.

D'Handelsfederatioun huet den 31. Oktober am Ëmfeld vun der Wirtschafts- a Finanzkris an engem Otemzuch gefuerdert un d'Politik, un d'Chamber, dass d'Erhalung vun der Kafkraaft misst geséchert ginn, an huet awer gläichzäiteg do scho kritiséiert, dass et erëm zu enger Erhéijung vum Mindestloun géif kommen.

Dee Widdersproch fannen ech enorm. Ech fannen en och entsetzlech duerfir, well déi bescheiden 2% dach awer 2% sinn, déi iwwer eng verbessert Kafkraaft besonnesch hinnen zeguttkommen. A wa se da gläichzäiteg och nach soen, wann Dir de Mindestloun erhéicht, dann hätte mir gär en Ausgläich an Equivalenz vu Steiererliichterungen an Erofsetze vu Soziallaaschten, déi mir als Patron ze bezuelen hunn -, da léisst dat all Kéiers ganz déif blécken.

Déif blécke léisst och erëm eng Kéier den Avis vun deenen zwou Beruffschamberen, dee mer elo verdeelt kritt hunn, wou den Zwëschentitel ganz kloer ass: «Le patronat réitère son opposition formelle a toute augmentation du salaire social minimum.» Do gesäit een, wat fir eng geeschteg Haltung déi Leit do hunn! Mir huelen dat eng weider Kéier zur Kenntnis, mä déi Leit missten och emol nodenken. Wa se vill afuerdere vun der Politik a Saache Steieren an anere finanziellen Zouwendungen, da misste se och spontan bereet sinn, fir deene Klengsten ënner eis op d'mannst zoukommen ze loossen, wat se minimal zegutt hunn.

Dat alles gesot, ënnersträichen ech a wëll ech soen, dass eis Partei natierlech déi Mindestlounerhéijung do wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Den honorabelen Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Wuert fir d'éischt vu Merci un de Kolleeg Marcel Glesener fir säin zéngte Rapport iwwert de Mindestloun.

Et ass e bëssen esou eng Traditioun, datt bei Gesetzer wéi de Mindestloungesetzer, wéi den Ajustementer d'Sozialpolitiker heibannen erausginn. Meng zwee Virriedner, d'Kolleege Marcel Glesener a John Castegnaro, déi maachen dat haut wahrscheinlech fir d'lescht, iwwert de Mindestloun heibanne schwätzen. Duerfir ware si och vläicht e bësse méi laang.

Ech kann, an der Hoffnung, och nach iwwert de 7. Juni d'nächst Joer ewech vläicht nach déi eng oder aner Kéier kënnen hei zum Mindestloun ze schwätzen, mech duerfir haut méi kuerzfaassen, andeem datt ech am Fong soen, datt mer d'Zoustëmmung wéi ëmmer zu dësem Projet wäerte bréngen.

De Mindestloun, dee mer all zwee Joer traditiounsméisseg mat dem Ajustement vun de Pensiounen hei augmentéieren, ass grad an dëser Zäit wichteg. D'lescht Woch, an dat hu meng Virriedner och scho gesot, hu mer eng Rei vu Moossname getraff, déi virun allem deene sozial méi Schwaachen hei am Land zeguttkommen. Dat heite muss een an déi Politik areien, grad an dëser Zäit, wou vill Leit um ënneschten Akommesniveau Problemer hunn, fir mat hirem Akommes auszekommen. Duerfir ass dat hei schonn eng wichteg Moossnam, déi gemaach gëtt.

Ech mengen, et sinn elo aacht, 14 Deeg hier, do huet et an engem Communiqué vum OGB-L geheescht, datt 40, 50% vun de Leit net ënner e Kollektivvertrag géife falen. Ech war iwwerrascht, wéi ech dat héieren hunn, datt dat esou en héije Prozentsaz vu 50% wär. Ech war effektiv der Meenung, bei deene ville Kollektivverträg, déi mer am Land hunn, datt do vill méi e grousse Prozentsaz vum Salariat géif erfaasst ginn.

Mä dat ënnersträicht dann awer och, wéi wichteg et ass, datt mer esou Mechanismen hu wéi d'automatesch Upassung vum Mindestloun an och vun engem Index, well soss wahrscheinlech 50% vun deene Leit, déi schaffe ginn, déi net ënnert d'Kollektivverträg falen, Problemer hätten, fir hir Gehälter un d'allgemeng Loun- an Inflatiounsentwécklung ugepasst ze kréien.

Duerfir solle mer alleguer frou sinn, datt mer hei e Land hunn, wat esou e soziale System huet, ëm dee vill aner Länner eis beneiden. Wa mer iwwer eis Grenzen eraus kucken an Däitschland: Wat do eng Diskussioun ass, fir e Mindestloun anzeféieren, obschonn déi beileiwen net vun deenen Ziffere schwätzen, iwwert déi mir schwätzen! Da kann ech nëmmen dat, wat de John Castegnaro hei gesot huet, ënnersträichen.

Ech mengen, mir sinn eis eens, datt mer alleguer en Intérêt drun hunn, fir op europäeschem Niveau och ze versichen, Mindestnormen, Mindestléin ze kréien, well an engem ëmmer méi grousse Wettkampf téschent de Betriber an ëmmer méi oppene Grenze geréit eis Sozialpolitik och ëmmer méi ënner Drock. Duerfir hu mer schonn alleguer en Intérêt, fir ze kucken, op europäeschem Niveau Mindeststandarden ze kréien, déi dann domadder och eis gutt Sozialgesetzgebung, wéi mer se hei am Land hunn, méi laangfristeg ofsécheren.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech d'Zoustëmmung vun eis zu dësem Projet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech hoffen net, dass ech och ee vun deene sinn, déi elo hei fir d'lescht zum Mindestloun schwätzen.

(Hilarité)

Ech wëll awer dem Här Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, dee wéi ëmmer ganz explizit war, an him och félicitéiere fir déi gutt Leedung vun der Kommissioun vum Travail a vum Emploi. Ech géif mengen, och dat muss eng Kéier gesot ginn. Hie bréngt et ëmmer erëm fäerdeg, eng Serenitéit an déi Kommissioun eranzebréngen, an där jo och net nëmme Gewerkschaftler sëtzen, mä wou mer et awer ëmmer fäerdeg bréngen, e gudde Konsens ze fannen.

Ech wollt eigentlech hei just mäin Accord ginn zu dësem Gesetzesprojet. Mä well dann awer erëm eng Kéier elo an der leschter Minutt - an do muss ech dem Här Minister Merci soen - nach en Avis erakomm ass, deen erëm ënner aller Klarinett ass, wëll ech awer soen a wierklech bedaueren, ouni awer méi wäit ze goen, dass trotz all deenen Hëllefen - trotz all deenen Hëllefen! -, déi d'Betriber an der leschter Zäit an ëmmer erëm iwwert d'Steieren, iwwer soss Subventioune kréien, an elo och, wou den Droit d'apport nach ofgeschaaft ginn ass an nach weider Ënnerstëtzunge kommen, fir dass se net faillite maachen an dass keng Leit an de Chômage kommen, dass trotz all deenen Efforten, déi do gemaach gi sinn, déi Leit einfach kee Respekt hunn a kee Merci hu fir déi Leit, déi bei hinne scho fir en Apel an e Stéck Brout schaffen, dass se kee Respekt fir déi Leit hunn an hinnen och emol déi aarmséileg 2% Lounerhéijung net gönnen!

Si hunn och kee Respekt virun de Gewerkschaften, déi an deene leschte Jore bei Kollektivvertragsverhandlungen eng ganz responsabel Haltung ageholl hunn, der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung gedroen hunn a moderat Lounverhandlunge gefouert hunn, och an hirem Interessi, am Interessi vun der Wirtschaft a vun de Betriber. Si hunn och kee Respekt virun hire Verhandlungspartner, déi am Fong matgehollef hunn, derfir ze suergen, dass eben dee Mindestloun haut hei net iwwer 2% erausgeet.

Ech fannen dat aarmséileg, an ech géif mengen, dass och emol eng Kéier misst e Message vun der Regierung erausgoen, dass se an Zukunft, wa se scho Fuerderungen un d'Regierung stellen, un d'Gesellschaft stellen, un d'Steierzueler stellen, och emol eng Kéier musse gesot kréien, dass se och eng sozial Responsabilitéit hunn, op déi mer awer endlech mussen emol pochen. Well et kann net esou virugoen, dass ëmmer nëmmen déi Klengst hei ofgezaapt ginn an anerer, déi sech d'Täsche fëllen, dann och nach ufänken ze kräischen, wann déi Kleng eppes bäikréien.

Also, ech wäert selbstverständlech dee Projet hei och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll emol fir d'éischt allen Orateure fir hir kuerz a positiv Bäiträg Merci soen. E besonnesche Merci geet selbstverständlech och vu mir un de Marcel Glesener, dee säin zéngte Bericht gemaach huet. A wann een zéng Berichter iwwert de Mindestloun gemaach huet, da wëllt dat soen, dass een zënter 20 Joer Berichter iwwert de Mindestloun gemaach huet.

Dat ass schonn eng gëllen Auer wäert, Här Glesener! Just mam Mindestloun, do ass et net einfach, sech eng gëllen Auer ze leeschten! Also iergendeppes aneschters wäerte mer Iech dann amplaz kënnen eng Kéier offréiere fir déi Verdéngschter, déi Dir an dëser Chamber hutt fir de Mindestloun.

Wann ech an d'Ausland komme bei meng Kolleegen, ginn ech oft komesch gekuckt, well mer e Mindestloun zu Lëtzebuerg hunn. An da ginn ech nach méi komesch gekuckt, well mir zu Lëtzebuerg deen héchste Mindestloun hunn. A wann ech hinnen da soen, dass d'Mindestlounerhéijung all zwee Joer eestëmmeg vun der Chamber gestëmmt gëtt, da versti se guer näischt méi vu Lëtzebuerg.

(Interruption)

An dat ass schonn eppes, op dat ech eigentlech ganz houfreg sinn, dass hei de Mindestloun vun alle Fraktioune matgedroe gëtt.

Ech wëll och e puer Wuert soen zu deem Avis commun vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, well e mech och e bësse stéiert. Et sinn och Argumenter dran, mat deenen ee sech muss auserneesetzen. Dat wëll ech och maachen. Mä et sinn awer och Argumenter derbäi, déi een net kann akzeptéieren.

Fir d'éischt dat Argument, wat ech ni kann akzeptéieren a wouriwwer de Statec bei der virleschter Mindestlounerhéijung eng ganz Etüd gemaach huet, nämlech d'Argument vum makroekonomeschen Impakt vum Mindestloun.

Ech ginn zou, dass de Mindestloun ka bei deem engen oder anere Betrib e mikroekonomeschen Impakt hunn. E Betrib, dee seng Präisser net kann an d'Luucht setzen an deen e puer Leit huet, déi um Mindestloun schaffen, dee kritt e mikroekonomeschen Impakt. Dat verstinn ech ganz gutt. Mä makroekonomesch fir d'Wirtschaft gekuckt, ass dat falsch, wat an deenen Avisen do steet.

Et muss een emol kucken, wéi vill de Mindestloun d'Wirtschaft kascht. E kascht pro Joer 17,3 Milliounen Euro. An déi deele sech nach op zur Halschent op den eigentleche Mindestloun an zur Halschent op de qualifizéierte Mindestloun. Dat heescht, den eigentlechen ënneschte Mindestloun, d'Erhéijung pro Joer, kascht aacht Milliounen ongeféier.

Muer komme mer erëm mam Comité de conjoncture zesummen. Mir hu jo nach e Gesetz, wat mer am Januar wëlle stëmmen, fir nach méi de Betriber kënnen ze hëllefen, fir dass se net ofzebaue brauchen. Wann ech da kucken, wéi vill Sue mer pro Mount ewell an d'Kuerzaarbecht stiechen, an dat ass gutt esou, muss ech soen, dass et schonn e bësse klenglech ass, wann hei op e Méikäschtepunkt fir d'Wirtschaft vu 17,3 Milliounen Euro pro Joer higewise gëtt.

Esou dass ech nach eng Kéier wëll soen, dass de Mindestloun kee makroekonomeschen Impakt huet, am Géigesaz zum Index. Ech sinn absolut d'accord, dass ee muss iwwert de makroekonomeschen Impakt vum Index diskutéieren. Mä de Mindestloun huet kee makroekonomeschen Impakt.

Et muss ee jo elo kucken, wat dat ausmécht. Elo menge mer jo all esou, mir géife grouss Cadeauen ausdeelen. Dat mécht op den 1. Januar brutto 39 Euro aus pro Mount fir een, deen de Mindestloun verdéngt. Mat 39 Euro brutto, do geet een net grouss feieren iwwert d'Chrëschtdeeg. Do kënnt dann nach d'Steiersenkung derbäi, dat hëlleft dann och nach e bësselchen. An dat, wat mer gëschter gestëmmt, virgëschter gestëmmt hunn...

(Interruption)

Här Jaerling, een, dee keng Famill huet an dee fir de Mindestloun schafft, dee bezilt Steieren. Dee spiert och schonn d'Steiersenkung. Voilà, also ass dat net vill.

Do sinn zwee aner Argumenter, op déi ech wollt agoen, vun der Beruffskummer vum Patronat. Déi eng ass déi, dass ze vill Leit de Mindestloun zu Lëtzebuerg hunn.

Et ass richteg, dass gesot gëtt, wann ze vill Leit um Mindestloun leien, da kann en ze héich sinn. Op där anerer Säit muss ee sech och d'Fro stellen: Woufir sinn esou vill Leit um Mindestloun?

An déi Diskussioun war virdru schonn ugefaange ginn. Mir hunn an enger ganzer Partie Secteure keng Kollektivverträg. Dat heescht, an deene Secteure geschitt dann och keng Lounentwécklung. Natierlech ass de Punkt, wann de Patron weess, de Mindestloun gëtt jo all zwee Joer ugefouert, dann ass en och net interesséiert, fir selwer eppes ze maachen. Et ass schonn do dissuasiv, mä et muss ee wëssen, dass mer esou vill Mindestléin hunn, well mer a verschiddene Secteuren ebe keng Kollektivverträg hunn oder net vill Kollektivverträg. Am Commerce gëtt et wuel Kollektivverträg, mä déi Meescht falen net ënnert d'Kollektivverträg.

Dann de Punkt: Wéi héich muss e Mindestloun sinn? Ech plädéieren dauernd an Europa fir d'Recht vun all Salarié op e Mindestloun, deen der nationaler Situatioun ugepasst ass. An ech mengen, e muss sech ëmmer tëschent zwou Saache bewegen: tëschent engersäits der wirtschaftlecher Gréisst, dem PIB, der Produktivitéit, an awer och de soziale Gréissten. Ech mengen, dass ee muss kënnen als eenzel Persoun mat engem Mindestloun liewen. Iwwregens mécht d'OCDE déi lescht Zäit Plädoyere fir d'Mindestléin, an déi huet och viru kuerzem geschriwwen, dass mir eigentlech deen eenzege Mindestloun hätten, wou mer effektiv iwwert der Aarmutsgrenz géife leien. Och dat ass also eng Gréissenuerdnung, déi een an den Diskussioune mat berücksichtege muss.

Dann nach e leschte Punkt vun der Patronatskummer: „Duerch en héije Mindestloun ginn Aarbechtsplazen net geschaf, an dat huet eng Auswierkung op eise Chômage." Och do sinn ech géint dat Argument. Et ass richteg, dass, wann de Mindestloun méi niddreg wier, massiv méi niddreg wier, eng ganz Partie onproduktiv Aarbechtsplaze géife geschaf ginn.

Éischtens sinn ech der Meenung, dass onproduktiv Aarbechtsplazen näischt brénge. Zweetens, wa mer onproduktiv Aarbechtsplazen zu engem méi niddrege Mindestloun hätten, géif nawell de Chômage zu Lëtzebuerg net erofgoen, well dann erëm Leit aus dem Ausland géife kommen, déi bereet wieren, op deenen onproduktiven, bëllegen Aarbechtsplazen ze schaffen, well se dann nach ëmmer méi géife verdénge wéi bei sech. Dat heescht, mir hätten awer mat engem erofgesatene Mindestloun näischt geschafft, fir eise Chômage erofzesetzen.

Dat gesot, mengen ech, dass mer als Lëtzebuerger sollte weiderfueren, a mir maachen et dauernd, och an Europa ze plädéieren, dass et iwwerall sollt d'Recht op e Mindestloun ginn. Duerfir muss den Traité eng Kéier ëmgeännert ginn. Am Traité ass zurzäit keng Base légale iwwert d'Rémunératiounen, déi sinn expressis verbis ausgeschloss. Ech menge mir solle frou sinn, dass mer zu Lëtzebuerg dee Mechanismus vum Mindestloun hunn, an duerfir soen ech nach eng Kéier villmools Merci, dass Dir unanime dëse Projet stëmmt, an ech wënschen Iech, a virun allem all deenen, déi net méi hu wéi de Mindestloun, schéi Feierdeeg.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5943 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung virun de Feierdeeg ukomm. Wéi mer d'lescht Joer ëm dës Zäit auserneegaange sinn, dunn hätt kee vun eis sech dreeme gelooss, wat fir e schwieregt, jo dramatescht Joer 2008 géif virun eis stoen. Eng weltwäit Finanzkris, duerno eng Wirtschaftskris, Rezessioun, an doriwwer eraus och nach bei eis heiheem eng Ännerung vun der Verfassung, déi mer scho laang uviséiert haten, iwwert där hir Ëmstänn mer awer net frou waren.

All dës Problemstellungen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si sechs Méint virun de Chamberswahlen, an enger Zäit vu Virwahlkampfatmosphär, e Mix, deen hätt liicht kënnen aus de Schinne sprangen. Deem ass awer net esou gewiescht. Finanzen, Wirtschaft, Institutiounen, d'Regierung huet Décisioune geholl, dacks schwiereg Décisiounen, munchmol ënner Zäitdrock an net ëmmer mat Garantie op Succès.

Mir als Chamber hunn dës Décisioune begleet, mir hu se kritesch begleet, mir hu se ëmmer konstruktiv begleet, an ech menge virun allem huet d'Parlament an dësen Zäiten, déi aussergewéinlech schwiereg sinn, bewisen, dass d'Suerg ëm d'Land, seng Leit, seng Mënschen a seng Institutioune fir déi éischt Institutioun hir éischt Prioritéit war. An ech mengen, dat war gutt esou. Mir hunn eis Responsabilitéit iwwerholl. Mir hunn deelweis, iwwert d'Fraktiounsgrenzen eraus, versicht, och oft zesumme mat der Regierung, fir eist ze maachen, fir deene Krisen, déi mer hunn, entgéintzewierken.

Ech mengen, dass d'Leit dobaussen am Land och déi roueg a besonnen Aart a Weis, wéi d'Chamber an deene leschte Woche mat dëse Froen ëmgaangen ass, appréciéiert hunn. Ech wënschen eis, dass mer, an deene puer Méint, déi eis an dëser Legislaturperiod nach iwwreg bleiwen, an deemselwechte konstruktive Geescht zesummeschaffen am Interessi vum Land, an ech verbannen domadder de Wonsch, dass dat och fir de Wahlkampf vum nächste Joer zielt.

Erlaabt mer an deem Sënn Iech alleguerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schéi Feierdeeg ze wënschen an e ganz gutt neit Joer. Net all Wënsch, déi jiddwereen huet, ginn d'nächst Joer an Erfëllung. Dat ass an engem Wahljoer nun eben emol esou. Trotzdeem jiddwerengem schéi Feierdeeg an e gutt neit Joer, an ech schléissen an dës Wënsch selbstverständlech d'Regierung mat an, d'Mataarbechter vum Greffe a vun de Fraktiounen, déi parlamentaresch Press an d'Sécherheetspersonal vun der Chamber.

Nach eng Kéier, alles Guddes fir d'nächst Joer, an ech soen Iech Merci.

Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot. Et ass mer signaléiert ginn, dass hie géif d'Wënsch vun der Chamber iwwerbréngen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir fält dëst Joer d'Freed an d'Éier zou, fir am Numm vun de Kolleeginnen a Kolleegen, an eisem Numm alleguer och Iech Merci ze soen, Här President, fir déi mustergülteg Aart a Weis, wéi Dir et fäerdeg bruecht hutt, wéi och an deene Jore virdrun, fir eis duerch déi Sitzungen hei ze leeden.

Et ass sécherlech net ëmmer einfach, mat eis ëmzegoen a fir ee wéi deen aneren esou korrekt wéi méiglech ze behandelen, a virun allem, wann d'Zäiten e bësse méi stiermesch ginn, da gëtt et ëmmer méi schwéier. Mä op där anerer Säit mengen ech, si mer eis awer alleguer eens, datt Dir dat ganz korrekt vis-à-vis vu jiddwerengem Eenzelnen heibanne maacht.

Duerfir eise Merci, vun eis alleguer, un Är Adress. An dee Merci schléisse mer selbstverständlech och mat an de Greffe mam ganze Personal, d'Sécherheetsdéngschter, d'parlamentaresch Press, déi versicht d'Informatiounen an dat, wat mer heibanne schaffen, esou gutt wéi méiglech an d'Land erauszebréngen.

Wéi Dir et elo grad gesot hutt, Här President, si mer um Enn vun engem relativ turbulente Joer ukomm, wat net einfach war, wou mer grad um Schluss vun dësem Joer vill Problemer op eis zoukomme gesinn hunn, a wou mer versicht hunn, déi zesummen ze léisen. Mir stinn um Virowend vun engem Wahljoer, wat déi Diskussiounen net méi einfach wäert maachen. Duerfir wënschen ech eis alleguer, datt mer och d'nächst Joer, an deene Méint, déi verbleiwen, wou mer hei zesummeschaffen, wou sécherlech d'Problemer net wäerten ophalen, well déi huele mer mat an d'nächst Joer eriwwer, datt mer et och alleguer zesumme mat Ärer Hëllef wäerte fäerdeg bréngen, den Deel Wahlcampagne vun deem Deel, wat mer als Parlamentarier hei mussen zesumme leeschten, kënnen ze trennen, fir déi Aarbecht och korrekt gemaach ze kréien.

Dat gesot, wëll ech Iech an eisem Numm, Här President, Iech an Ärer Famill, alles Guddes fir Chrëschtdag, fir déi Feierdeeg a fir d'neit Joer wënschen, a virun allem eng gutt Gesondheet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Aarbechtsminister, fréiere Minister zoustänneg fir d'Relatioune mam Parlament, huet d'Wuert gefrot.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, dat waren nach besser Zäiten. Här President, am Numm vun der groussherzoglecher Regierung wëllt ech Iech och villmools Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi Dir dëst Joer iwwert d'Bühn bruecht hutt. Dir trount net nëmme physesch iwwer eis, Dir trount och geeschteg iwwer eis. Et ass ganz wichteg, dass op d'mannst een am Sall ëmmer d'Rou behält a kuckt, dass d'Debatten uerdentlech gefouert ginn.

Dir hutt Iech och ëmmer als exzellente Meeschter vun der Auer bewisen, och wann d'Regierung dat net ëmmer appréciéiert huet, mä Dir hat awer ëmmer Recht. Duerfir soen ech Iech och Merci, dass Dir ëmmer, net nëmme mat de Kolleege streng waart, mä och streng mat der Regierung. Et ka kee soen, Dir wäert mat deem enge méi streng wéi mat deem anere gewiescht.

Duerfir wëll ech Iech, Här President, an alle Membere vun der Chamber an hire Familljen, am Numm vun der Regierung, elo e puer méi besënnlech Deeg wënschen, well d'Zäite ginn net onbedéngt manner turbulent, an et ass wichteg, dass mer ausgerout an net ze vill nervös erëmkommen, fir och déi nächst Méint hei gutt Aarbecht zesummen ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech soen Iech Merci fir déi léif Wënsch.

Ech wënschen Iech dann och nach eng Kéier schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.40 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

SÉANCE 24

Mardi, 20 janvier 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Jean-Pierre Koepp, Doyen

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. 5759 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger (déposant une motion et un amendement), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

5. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn der Chamber Folgendes matzedeelen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés au Greffe:

a) **5974** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) N°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 18.12.2008

b) **5975** - Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

c) **5976** - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises et portant transposition: - de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers; - de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance; - des articles 5 et 9 du règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance; - de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.01.2009

d) **5978** - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire portant sur les titres de sociétés anonymes admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.01.2009

e) **5979** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Dépôt: Monsieur Ben Fayot, le 12.01.2009

f) **5980** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

g) **5981** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

2. 5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 15. Januar huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi vum honorabelen Här Wagner ausgeschwat iwwert d'Änneruing vum Artikel 355 vum Code des Assurances sociales.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, gëtt Folgendes vun der Presidentekonferenz proposéiert: fir d'éischt haut de Mëtteg de Projet de loi 5759 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental; duerno de Projet de loi 5760 iwwert d'Léierpersonal; muer de Moien um 9 Auer de Projet de loi 5758 iwwert d'Schoulpflicht, an duerno diskutéiere mer de Projet de loi iwwert de SCRIPT.

Muer de Mëtteg um hallwer 3 mécht den Här Ausseminister eng Deklaratioun iwwert d'Situatioun am Gaza. Duerno diskutéiert d'Chamber iwwert dës Deklaratioun. Am Uschloss dorunner hu mer nach véier Projet-de-loien: deen iwwert d'Vollbeschäftegung; dann e Projet de loi wat eng Ofännerung vum Code du Travail ubelaangt; d'Aféierung vum Congé linguistique an e Projet de loi iwwert de Statut vun de Gemengebeamten.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5759 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Dat heescht, de Rapporteur an d'Regierung hu jeeweils 60 Minutten. D'Riedezäit ass dann, esou wéi eise Statut dat virgesäit, ënnert deenen eenzelne Fraktiounen opgedeelt. Et si bis elo ageschriwwen: déi honorabel Madame Hetto, den Här Berger, den Här Fayot, den Här Adam an d'Madame Gantenbein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jos Scheuer, Rapporteur vun dësem wichtege Gesetz.

4. 5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net einfach, fir e mëndleche Rapport vun dësem Gesetz a vun deem ganze Pak vu Gesetzer ze maachen, déi mer haut respektiv muer stëmmen. Déi Gesetzer hunn onheemlech vill Artikelen. Dat si méi wéi Kadergesetzer. Si setzen op där enger Säit eng Rumm, an op där anerer Säit gëtt déi Rumm da gefëllt mat ganz prezisen Indikatiounen, deenen d'Schoul Rechnung droe muss. Dat heescht, mäi mëndleche Rapport wäert net esou extensiv gi wéi de schréftlechen. Ech beschränke mech op dat Wesentlecht.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäit ass do fir eng Schoulreform ze maachen a fir eng grouss Schoulreform ze maachen. Dat ass de Konsens, dee quier duerch d'politesch Parteie geet. A wann een et emol esou zesummefaasst, wéi et och dobausse gesot ginn ass, dann ass d'politesch Landschaft zu Lëtzebuerg d'accord mat der Stoussrichtung vun de Gesetzesënnerscheeder an der Interpretatioun vun deene verschiddenen Instrumenter, déi mer an déi Gesetzer agebaut hunn.

Firwat ass d'Zäit komm fir eng grouss Schoulreform ze maachen? Déi setze mer iwwregens un der Basis vun eiser Schoul un. Dat heescht, mir fänken u beim Précoce a mir fueren dann erop, bis datt déi fréier Primärschoul ofgeschloss ass, bis zum sechste Schouljoer. Mir reforméieren d'Basis. A mir wëssen awer elo schonn, datt dat ee Schrëtt ass, deem sech aner Schrëtt mussen uschléissen. Dat gëtt d'Aarbecht vun der nächster Regierung an d'Aarbecht vun der nächster Chamber. Mä déi Basisaarbecht, déi mir elo maachen, ass immens wichteg.

Firwat dee Konsens uechtert d'Lëtzebuerger Land an uechtert d'politesch Parteien? Mir hu festgestallt, datt d'Lëtzebuerger Schoul net méi den Usprëch vun der Gesellschaft entsprécht an datt d'Lëtzebuerger Schoul net méi de Besoinë vun de Kanner entsprécht.

Éischtens huet d'Demographie terribel geännert am Laf vun deene leschte Jorzéngten. Mir si wierklech zu enger multikultureller Gesellschaft ginn. Méi wéi 40% vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, déi mat eis liewen, sinn net méi Lëtzebuerger. An der Schoulpopulatioun bedréit de Prozentsaz vun den net lëtzebuergesche Kanner méi wéi 42%. D'Tendenz ass steigend, wann een de Précoce an de Préscolaire kuckt. Déi Tendenz geet an d'Luucht a si wäert och net ze stoppe sinn. Dat ass och net gewënscht.

Déi zweet Bemierkung; Virbemierkung. Eis Schoul entsprécht net méi de Besoinë vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. Mir hunn all Dag 120, 130.000 Frontalieren, déi iwwert d'Grenz kommen. Déiselwecht Zuel vun Netlëtzebuerger gëtt an eiser Wirtschaft beschäftegt.

Fait ass, datt déi Ausbildung, déi d'Lëtzebuerger Kanner kréien, déi d'Lëtzebuerger Studente kréien, keen Avantage gëtt vis-à-vis vun deenen, déi aus engem frieme Schoulsystem op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart kommen, déi aus der Grenzregioun kommen an déi nëmmen zwou Sprooche schwätzen, während mir eise Kanner dräi Sproochen octroyéieren. Déi Dräisproochegkeet gëtt bei dësem Gesetz och bäibehalen. En Avantage vum Lëtzebuerger Schoulsystem an der Lëtzebuerger Ekonomie ass net méi festzestellen.

Déi drëtt Remarque. D'Selektivitéit vun eisem Schoulsystem ass immens. A wann ee seet Selektivitéit, dann heescht dat, et fale ganz vill Kanner duerch. 20% vun deenen, déi am 6. Schouljoer sinn, sinn duerchgefall oder si sinn an enger Klass ageschoult, déi net méi hirem Alter entsprécht. Dat geet da weider am Secondaire, wou mer da bei engem Taux d'échec vu 40% a verschiddene Systemer ukommen.

Ofgesi vun de psychologeschen Affekter op d'Kanner, bréngt och dat Duerchfale keen Avantage fir d'Ekonomie, bréngt keen Avantage fir eis Kulturlandschaft a bréngt keen Avantage fir d'sozial Strukture vu Lëtzebuerg.

Dat sinn déi grouss Ursaachen, déi derzou féieren, datt nach e regelrechte Besoin zu Lëtzebuerg opkomm ass fir d'Schoul am Fong ze reforméieren a fir net nees Ajouten un d'Gesetz vun 1912 ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer wann eng grouss Schoulreform an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, dann ass se no engem politesche Revirement oder uschléissend un e wirtschaftleche Changement komm. Dat war esou 1828, wéi d'Gemengen d'Obligatioun krute fir d'Primärschoul ze organiséieren. Dat war uschléissend un 1815, wéi sech jo wierklech fir Lëtzebuerg vill geännert huet. Uschléissend och dorun, datt aus Holland Impulser op Lëtzebuerg komm sinn. Et war esou 1839, wéi den hollännesche Kinnek Souverain ginn ass vu Lëtzebuerg an och nei Impulser erabruecht huet. 1843, also duerno eréischt, ass eng grouss Schoulreform komm.

1912 ass dat grousst Schoulgesetz komm, wat mer an dësem Moment ofschafen an ersetzen. D'Gesetz vun 1912 war och eng spéit Reaktioun op d'Changementer an der Gesellschaft.

Wann Der den Tableau kuckt, deen am Rapport ass, gesitt Der, datt ëm déi Zäit schonn d'Groussindustrie geboomt huet, datt an där Zäit de Secteur vun der Industrie amgaang war an d'Luucht ze goen, datt de Secteur vun der Landwirtschaft schonn erofgaangen ass an nëmme 40% vun de Leit an der Landwirtschaft geschafft hunn.

Mir waren ënner Drock fir kënnen där Industrie capabel Leit un d'Säit ze setzen oder zur Verfügung ze stellen. Dat ass deemools duergaange mat enger gudder Schoulausbildung, mat enger gudder postprimärer Ausbildung och, déi awer bäi Wäitem net déi Objektiver hat, déi haut déi postprimär Ausbildung huet.

1912 war e grousst Gesetz, war e wichtegt Gesetz. Dëst Gesetz huet och nach vill Bestand an deem neie Gesetz, wat mer elo stëmmen.

Wéi gesäit d'Schoulreform aus, vun där mer elo den Text virun eis leien hunn? Ech faassen Iech déi puer wichteg Saachen zesummen. Déi puer Adagen, déi ech am schréftleche Rapport opgezielt hunn, sinn déi Leitsätz, déi ee muss berücksichtegen, wann een eng Schoulreform wëllt maachen.

Éischten Adage, éischt Maxime: An der Schoul muss dat geléiert ginn, wat vun der

Gesellschaft gebraucht gëtt. D'Schoulwëssen däerf keen „l'art pour l'art" sinn. Dat, wat do geléiert gëtt, muss een uwende kënnen. Iwwert dës Schoulreform soll festgehale ginn, datt d'Schoul net nëmme Wësse vermëttelt, mä och Kompetenzen. An eng Kompetenz heescht: Dat Wëssen, dat ee kritt, uwenden; mat deem Wëssen eppes ufänken, fir sech sozial anzeglidderen, fir sech kulturell ze betätegen, fir sech an der Ekonomie op enger Aarbechtsplaz zréckzefannen.

Den zweeten Adage: Eis Schoul, eis öffentlech Schoul virun allem, ass déi Plaz, wou d'Sozialintegratioun an eis international a multikulturell Gesellschaft an der Kannerzäit scho geübt soll ginn, wou se och praktizéiert gëtt. D'Schoul ass déi Institutioun, wou d'Kanner erzu ginn, wou se kulturell Perspektive gewise kréien a wou se Participatioun um Liewe léiere sollen. Et ass eng École d'inclusion; et ass eng Integratiounsschoul.

Drëttens, um Enn vun där Schoulzäit muss dann all Kand de Maximum vun deem Wëssen hunn an de Maximum vun deem kënnen hunn, wat et brauch, fir an der Gesellschaft ze existéieren, an e Maximum vun deem Wëssen, wat et léiere kann. Dat nennt ee Chancëgerechtegkeet; net onbedéngt Chancëgläichheet, mä awer Chancëgerechtegkeet. Jiddweree muss e Maximum u sech selwer realiséiere kënnen. Dat ergëtt dann eng École de la réussite.

Véiertens, fir Chancëgerechtegkeet hierzestellen, muss d'Schoul esou organiséiert sinn, datt se sozial Defiziter opfänkt. Dat féiert mech zu deene berühmte PISA-Etüden, déi Lëtzebuerg richteg duerchgerëselt hunn.

Mir hunn an de PISA-Etüde gewise kritt, datt mer am Ranking vu ville State ganz schlecht ofschneiden. Dat huet geheescht, datt eise Schoulsystem am Verglach mat anere Schoulsystemer net esou performant ass wéi mer eis dat geduecht hunn. Ech woen ze behaapten, datt et opgrond vun deenen internationale Vergläicher hei zu Lëtzebuerg méiglech ginn ass fir un dës fundamental Reform erunzegoen, déi mer haut virun eis leien hunn.

Dann de fënneften Adage: De Schoulsystem muss mat deene Methoden a mat deene modernen Équipementer operéieren, déi der Zäit an de Besoinë vun de Kanner entspriechen. Och dat ass op ville Plazen am Gesetz verankert, datt Methoden och modern Methode vum Enseignement solle sinn.

Sechstens, den Encadrement vum ganze Schoulsystem an d'Responsabilitéit vum ganze Schoulsystem läit op de Schëllere vum Stat an op de Schëllere vun de Gemengen a Gemengepäpp. Si mussen all Mëttel zur Verfügung stellen, fir datt d'Schoul gutt fonctionnéiert. Dat geet u bei den Infrastrukture bis zur Schoulorganisatioun, déi de Besoinen entsprieche soll. Stat a Gemenge sinn d'Garante vun engem gudde Schoulsystem.

Siwentens, zu de Missioune vun de politeschen Autoritéite gehéiert dann och, fir eng optimal Ausbildung a fir eng optimal Fortbildung vum Schoulpersonal ze suergen. A Schoulpersonal heescht an dësem Fall net nëmme méi Personnel enseignant, heescht net nëmme méi Schoulmeeschteren a Léierinnen, mä heescht a begräift déi ganz Équipen, déi op d'Bee gestallt ginn, fir dem Schoulpersonal, de Schoulmeeschteren an de Léierinnen ze hëllefen, fir all Kand optimal ze betreien.

Den aachte Punkt; e grousse Punkt vun dësem Gesetz: E Schoulsystem ass net rigide an e Schoulsystem muss sech vu bannen a Fro stellen, a muss sech vu baussen och evaluéieren an hannerfroe loossen. Dofir schafe mer net mat dësem Gesetz, mä mat engem anere Gesetz eng Struktur, déi dann derfir ze suergen huet, datt eng extern Evaluatioun vun eisem Schoulsystem stattfënnt, fir datt et sech regelméisseg upasse kann, wann e Besoin ass.

D'Schoul ass net fixe, d'Schoul ass och net onbedéngt e Laboratoire, an deem een experimentéiert, esou wéi een et gutt fënnt, mä d'Schoul huet e flexibelen Opbau. Si muss sech, souwuel wat d'Methoden ugeet wéi och wat d'Inhalter ugeet, ëmmer a Fro stellen an ëmmer versiche fir sech ze verbesseren.

Dat ass d'Essenz vun dësem Gesetz. Dat ass d'Essenz vum Enseignement fondamental. Den Detail ass ganz komplizéiert. En ass ganz komplex.

Ech huelen elo déi verschidde Sektiounen aus dem Gesetz eraus a kommentéiere se ganz kuerz.

D'Antécédentë vum Gesetz si bekannt. Et ass am August 2007 deponéiert ginn. Mir kënnen et am Januar 2009 ofschléissen. Virun där Period vun 2007 läit eng onheemlech Viraarbecht, déi geleescht ginn ass vun der Ministesch mat alle Syndikater zesummen, mat all deene Forces vives, déi um Schoulsystem interesséiert sinn. D'Resultat, wat mer virleien haten, war e Resultat, wat haart ausgehandelt ginn ass, mä e Resultat, wat zum Schluss awer elo net méi contestéiert ginn ass.

Wéi mir et an der Chamber haten, hu mer eis mat den Avisë vum Statsrot auserneegesat. Mir hunn am ganzen 53 Amendementer nees fir d'zweet an de Statsrot agereecht. Mir hu se erëmkritt a se de 14. Januar am Rapport an engem Texte coordonné dann ofgeseent.

Mir haten och an der Kommissioun - ech soen dat elo zu dësem Zäitpunkt - Amendementer vun der demokratescher Fraktioun virleien. Déi Amendementer hu sech alleguerten op Artikelen an op Alineae bezunn, an deene Rieds geet vum Reliounsunterrecht am Enseignement fondamental. D'Demokratesch Partei huet ëmmer virgeschloen, fir de Reliounsunterrecht erauszesträichen aus dësem Gesetz an ze ersetzen duerch den Unterrecht aux valeurs, de Wäerteunterrecht, d'Éducation aux valeurs. Déi Amendementer si mat de Stëmme vun der Majoritéit ofgelehnt ginn. D'ADR war dergéint, datt déi Amendementer géifen den Text esou änneren.

Dann zum Text; den Texte coordonné. Dat éischt Kapitel befaasst sech mat de Strukturen a mat den Definitiounen. Den Enseignement fondamental begräift elo néng Joer. E geet vum Précoce - ee Joer Précoce - iwwer zwee Joer Préscolaire, an da sechs Joer déi fréier Primärschoul. Den Enseignement fondamental ass opgedeelt a véier Cyclen.

Am Artikel 2 fannt Der dann Definitioune vun allen techneschen Termen a vun allen Intervenanten vun alle Beruffer, déi an der Schoul intervenéieren.

Déi zweet Sektioun befaasst sech mam Recht dat all Kand an all Bierger huet op eng elementar Ausbildung. All Kand huet e Recht op den Enseignement fondamental. Dat heescht am Kloertext, datt all Kand och e Recht huet op d'Éducation précoce. Do hu mer eis an der Kommissioun Gedanke gemaach iwwer zwee Faiten.

Éischtens, d'Schwieregkeet, déi fir d'Gemenge kann entstoen, wann all Leit elo hiert Kand am Précoce umellen. Dann heescht dat, datt d'Gemenge gefuerdert si fir ze bauen, fir déi Lokaler zur Verfügung ze stellen. Mir hunn an der Kommissioun awer och gesot, datt, fir datt den Enseignement précoce e Sënn behält, eng bestëmmt minimal Plaz fir all Kand muss garantéiert ginn. Soss erfëllt d'Éducation précoce hiren Zweck net. An den Objektiv ass jo fir ze sozialiséieren a gläichzäiteg och d'Sprooch ze léieren, esou datt ënner normale Konditiounen dann d'Alphabetiséierung no dräi Joer stattfanne kann.

Den Enseignement ass natierlech op fir Jongen a Meedercher. Et ass e bësse befriemend, datt dat och nach am Gesetz steet.

Da steet am Artikel 5 geschriwwen, datt all Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt, d'Recht huet op e Gratisunterrecht an op gratis Schoulbicher. Déi gratis Schoulbicher, déi vun de Gemengen zur Verfügung gestallt ginn, dat ass net esou evident. Ech weess net, ob all Gemeng zu Lëtzebuerg dat scho mécht. Op jidde Fall hunn d'Gemengeréit dat bis elo missen oder kënnen décidéieren. Dat ass elo heira verankert. Wuelverstan ass geziilt gesot ginn, datt Résidanten zu Lëtzebuerg d'Recht hunn. Et bezitt sech net op déi, déi an der Grenzregioun wunnen an déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn.

Déi drëtt Sektioun: d'Objektiver vum Enseignement fondamental. Déi Objektiver ginn opgezielt. Dat ass gutt esou. Éischtens soll et ausbilden. Déi Ausbildung begräift eng Ausbildung a Wëssen an a Kompetenzen; wat ech definéiert hunn. D'Kanner solle léieren hir Ëmwelt verstoen. D'Kanner solle sech an de Sport initiéieren, sech mat hire physesche Méiglechkeete vertraut maachen, a se sollen och Moral an Anstand léieren, fir spéider da kënne weiderzegoen an de Postfondamental.

Den Artikel 7 zielt all déi Domäner op, déi sollen am Enseignement fondamental entwéckelt ginn. Do taucht dann och fir d'éischt den Abschnitt op, datt Reliounsunterrecht oder Moral zum Choix stinn an der Primärschoul. Et ass also net esou, datt d'Elteren hir Kanner mussen an de Reliounsunterrecht schécken - esou gëtt dat ganz oft duergestallt -, mä et ass ganz kloer e Choix, deen d'Elteren treffe kënnen tëschent enger laizistescher Moralerzéiung an enger Doctrine chrétienne; an dësem Fall eng Doctrine religieuse.

Wichteg ass och dee Saz - ech liesen e vir: «L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.» Ech hat am Ufank vu moderne Methoden an och vu modernen Inhalter geschwat. Hei ass eppes ganz Wichteges, datt d'Kanner léiere mat där Flut vun Informatiounen a mat där Flut vun Informatiounsmëttelen, déi se hunn, ëmzegoen, an dat vu Klengem un.

D'Gesondheet gëtt natierlech gefördert.

Et steet och an dësem Abschnitt - an dat ass och ganz wichteg -, datt d'Kanner e Recht hunn op Appui an Hausaufgabenhëllef, an datt déi - ech liesen et esou - obligatoresch ugebuede gi muss. Esou steet dran: „soutiennent les apprentissages". Deen Indicatif présent ass fir mech eng Obligatioun. Och hei hänkt sech e Règlement grand-ducal u wéi un déi meescht Passagen, un déi meescht Sektiounen an dësem Gesetz.

Déi nächst Sektioun befaasst sech mat der pedagogescher Organisatioun. All Klass gëtt vun engem Schoulmeeschter geleet. Och dat war net esou evident. D'Missioun vum Schoulmeeschter gëtt an néng grouss Punkten ënnerdeelt. Ënner anerem steet dran, datt hie mat den Eltere kommunizéiere muss. Et steet och dran, datt et zu senger Charge gehéiert, sech un der Équipenaarbecht ze bedeelegen. An Équipenaarbecht heescht, deelhuelen u pedagogeschen Équipen - dat sinn déi, déi fir d'Cyclen zoustänneg sinn -, et heescht awer och deelhuelen un den Aarbechte vun deene multiprofessionellen Équipen, déi sech mat Kanner befaassen, déi a Schwieregkeete sinn. Dat, wat fir den Titulaire Schoulmeeschter gëllt, gëllt och fir den Titulaire Chargé, well d'Chargé-de-coursen, déi kënne jo och Klassen iwwerhuelen a musse se iwwerhuelen, wa keng aner zur Verfügung stinn.

Am Artikel 10 gëtt gesot, datt et niewent dem Léierpersonal och Personnel éducatif gëtt. Dat heescht, hei ginn d'Éducateuren an e Gesetz ageschriwwen. D'Léierpersonal an d'Éducateure bilden an engem Zyklus eng Équipe, déi ebe kollaboréiert mat all deenen aneren Instanzen, déi en charge si vun de Kanner. All Équipe huet e Coordinateur, esou datt kee Chaos entsteet.

Am Artikel 11 ginn d'pedagogesch Équipen als déi bezeechent, déi Material benotzen, Material zur Verfügung stellen. Et geet Rieds vun de Bicher, déi am Reliounsunterrecht benotzt ginn. Déi ginn elo vum Minister arrêtéiert. De Chef du culte proposéiert an de Minister seet, ob hien dermat d'accord ass oder net.

Den Artikel 12 da befaasst sech nees mam Reliounscours a mam Moralcours. Et soll ee ganz einfach soen, datt do par rapport zum ale Gesetz kaum Ännerunge virgesi sinn, well dat fonctionnéiert jo op der Basis vun enger Konventioun. An déi Konventioun fanne mer och an dësem Text zréck.

D'Sektioun 5 ass fir mech eng vun deenen allerwichtegste Sektiounen. Do geet vum Plan de réussite scolaire Rieds. Et ass kloer: Mir hu gesot, et gëtt eng École de réussite. An eng École de réussite heescht, all Kand en Erfollegserliefnis ginn; all Kand esou wäit ausbilden, datt et net duerchfält, datt et bis un d'Enn vu senge Capacitéite kann an der Schoul bleiwen. Do ginn dann d'Objektiver an d'Mëttelen definéiert, déi solle bereetgestallt sinn, fir datt d'Kanner duerchkommen an dësem Fall. Déi Entscheedung fält net méi vu Joer zu Joer, mä déi fält nom Ofschloss vun engem Zyklus. Se definéiert alles, wat muss an dëse Plang afléissen.

Dee Plan de réussite ass op véier Joer ausgeluecht an e gëtt all Joer aktualiséiert. Dat heescht, d'Schoule musse sech elo e Plang ginn no deem Schoul gehale gëtt. Si musse sech Objektiver ginn. An déi Objektiver, déi gi jo och der Gemeng ënnerbreet, déi domadder muss d'accord sinn. Si ginn och der Agence de qualité ënnerbreet, déi am Kader vum SCRIPT operéiert, déi hëlleft beim Ëmsetzen an déi och hëlleft bei der Evaluatioun vun deem, wat festgehale ginn ass.

Artikel 14, d'Stonnepläng kënnen deem Plang ugepasst ginn, an d'Schoul gëtt evaluéiert vum SCRIPT am Artikel 15.

Den Artikel 16 schwätzt vum Encadrement périscolaire, enger grousser Neierung an dësem Schoulgesetz. Et gëtt gesot, datt d'Gemenge mussen niewent der Schoul an no der Schoul och nach d'Kanner encadréieren. Encadréieren heescht, déi Kanner net eleng loossen. An ech kommen do nach eng Kéier zréck op d'PISA-Etüd, an där jo an der Evaluatioun ganz kloer gesot ginn ass, datt et zu Lëtzebuerg e ganz grousst Sozialgefäll gëtt.

Mir haten d'Illusioun wéi wa mer alles opgeschafft hätten, wat vun de 50er Joren am Raum geschwieft huet, datt d'Kanner aus manner bemëttelte Familljen an intellektuell manner héichgestallte Familljen awer déiselwecht Chancen hätte wéi hir aner Kolleegen. Dat stëmmt net!

D'Etüd PISA huet ganz kloer demonstréiert, et gëtt e Sozialgefäll zu Lëtzebuerg, an dat Sozialgefäll wierkt sech negativ aus op d'Leeschtunge vun de Kanner an der Schoul a virun allem och op d'Leeschtunge vun de Kanner am Enseignement fondamental. Dowéinst ass et esou wichteg, datt deen Encadrement périscolaire hei verankert huet misse ginn.

D'Gemeng kann deen Encadrement selwer iwwerhuelen, oder awer se iwwergëtt en un eng Organisatioun am socio-éducative Beräich, déi dann déi Charge iwwerhélt. Mir wëssen, wat do drun hänkt: d'Maisons relais mat der ganzer Problematik.

Den Artikel 17 erlaabt et de Gemengen dann, fir d'Journée continue op d'mannst virzebereeden. Mir sinn nach net esou wäit, datt een dat generaliséiere kann. Fir eng Ganzdagsschoul also ze organiséieren, dat ass awer méiglech.

An hei ass fir mech déi ganz grouss Neierung am Gesetz, datt de Secteur public, datt d'Schoul elei mat abezu gëtt an den Encadrement vun de Kanner no der Schoul. Hei gëtt der Gesellschaftsentwécklung wierklech Rechnung gedroen.

Dir kennt all d'Chifferen iwwert d'Scheedungen an iwwer Kanner, déi sech eleng iwwerlooss sinn, Schlëssselkanner, etc. Hei soll deem entgéintgewierkt ginn.

Véiert Kapitel; do geet et ëm d'Schüler selwer an d'Admissioun an d'Schoul. Dat huet an der Kommissioun zu Diskussioune gefouert. De Prinzip ass deen heiten: All Kand, wat virum 1. September dräi Joer huet, huet e Recht op den Enseignement fondamental. Dat heescht also, de Précoce kann ageklot ginn.

All Kand muss dann do an d'Schoul goen, wou et wunnt, dat heescht an d'Gemengeschoul respektiv an déi Schoulen, déi vun der Gemeng virgesi sinn. D'Eltere kënnen dann awer eng Demande maache fir hiert Kand an enger anerer Schoul oder an enger anerer Gemeng anzeschoulen. Si mussen eng schréftlech Demande maachen un de Schäfferot vun der Gemeng, déi d'Kand soll ophuelen.

De Schäfferot préift d'Motiver an hélt d'Kand un, wann d'Schoulorganisatioun et erlaabt. Am Gesetz stinn och véier Motiver, déi valabel si fir d'Demande ze maachen, fir net an der Residenzschoul - soe mer emol esou - ageschoult ze ginn. Véier Motiver, déi een opziele kann, well d'Gemengen ëmmer befaasst si mat esou Demanden:

1) Wann d'Kand versuergt ka gi vun engem Familljemember y compris de troisième degré;

2) wann eng drëtt Persoun d'Kand à charge huet;

3) wann en Organismus aus dem socio-éducative Beräich d'Kand à charge huet;

4) oder awer, an dat ass eng Ouverture, déi wahrscheinlech diskutéiert gëtt, wéint - ech soen et op Franséisch - la situation du lieu de travail d'un des parents. Wann also d'Kand net ka versuergt ginn, well ee vun den Elterendeeler op enger anerer Plaz schafft an deen aneren Deel natierlech och net zur Verfügung steet, da kann d'Schoul gewiesselt ginn.

Selbstverständlech kann och Unterrecht doheem erdeelt ginn ënnert der Kontroll.

An da wichteg, d'Sektioun 2: de Parcours scolaire. Normal ass, datt een déi Cyclen an zwee Joer duerchleeft. Et kann een et och an dräi Joer maachen. E Kand kann et awer och an engem Joer maachen.

Dat bedéngt eng grouss Flexibilitéit, bedéngt vill Souplesse an der Organisatioun. D'Cyclë kënnen nëmme fonctionnéieren, wann d'Équipë fonctionnéieren. Wann d'Promotioun refuséiert gëtt vun engem Cycle an deen aneren, ka Recours ageluecht ginn.

D'Dauer vun de Studien am Enseignement fondamental, an zwar vum 1. bis an d'6. Schouljoer, ass op e Maximum vun aacht Joer festgeluecht ginn.

E Wuert zur Evaluatioun dann. D'Bewäertung vun der Leeschtung ass vun elo un eng positiv. Et kann ee se vläicht esou ze-

summefaassen: Dem Schüler säi Schaffe gëtt gekuckt an da gëtt ugepasst, e gëtt informéiert mat den Elteren, an da fält zum Schluss vum Zyklus d'Entscheedung. Ugepasst ginn d'Mesuren, déi dat Kand soll kréien, fir datt seng Leeschtung gesteigert ka ginn.

All Kand kritt dann e Bewäertungsdossier iwwert d'Fortschrëtter, déi et gemaach huet. An deen Dossier geet mat bis an d'6. Schouljoer an deen Dossier geet weider mat bis an de Secondaire.

D'Mesure-d'aiden, d'Hëllefsstrukture ginn an der Sektioun 4 duergeluecht; Hëllefsstrukturen a Moossnamen, wa Léierschwieregkeeten optauchen.

An den Artikele 27 bis 34 ginn immens vill Detailregelungen opgefouert. D'Schafe vun Équipes multiculturelles, déi um Niveau vun de Regiounen operéiere kënnen, um Niveau vun den Arrondissementer, déi ënnert der Responsabilitéit dann och vun engem Inspekter schaffen a praktesch Pompjee spillen, wann Appel u si gemaach gëtt vun eenzelne Schoulen.

An allen Arrondissementer gëtt eng Kommissioun geschaaft, déi den Numm huet „Commission d'inclusion scolaire" - CIS genannt -, wou en Dossier opgestallt gëtt, wou e Plang opgestallt gëtt fir engem Kand ze hëllefen a fir et richteg ze orientéieren. Déi Artikelen, déi sech mam CIS beschäftegen, sinn immens detailléiert. D'Interventiounsméiglechkeete vun där Kommissioun sinn domadder reglementéiert an all Enseignant ka sech dann u si wennen.

Am Kapitel 3 ginn dann d'Verwaltungsstrukturen erwähnt. D'Artikele 35 bis 37 befaasse sech mat den Obligatioune fir d'Gemenge beim Schafe vu Schoulen op hirem Territoire. Esou kritt elo all Schoul zum Beispill en Numm. All Schoul kritt eng Adress an all Schoul soll Accès un déi nei Technologië garantéieren.

Eng Gemeng kann och mat anere Gemengen zesumme Klassen organiséieren. An de Stat selwer kann natierlech Schoule schafen a muss Schoule schafen, an deene Secteurë wou d'Gemenge selwer net eens ginn. Dat ass zum Beispill, wa Kanner am Spidol solle scolariséiert ginn, oder wa Kanner, déi frësch an d'Land erakommen a primo-arrivant sinn, musse scolariséiert ginn.

D'Organisation scolaire an der Sektioun 2 vun dësem Kapitel ass äusserst interessant. D'Artikelen 38 an 39: De Gemengerot stëmmt d'Schoulorganisatioun, déi virgeluecht gëtt vun der Schoulkommissioun.

Mir sollen net vergiessen, datt déi politesch Autoritéit vum Stat a vun de Gemengen nach ëmmer assuréiert gëtt. D'Gemenge sinn net eraus aus dem Schoulgeschäft, esou wéi dat gefaart ginn ass. An zwar organiséieren d'Gemengeréit op der Basis vun der Schoulorganisatioun d'Schoul no engem Kontingent, deen der Gemeng zur Verfügung gestallt gëtt vum Ministère.

Dat kléngt bombastesch, ass awer ganz einfach. E Kontingent si Schoulstonnen, déi eng Gemeng zur Verfügung kritt fir hir Missioun ze erfëllen. Wann d'Population scolaire schwiereg ass, da muss d'Gemeng méi investéieren an d'Scolariséierung vun hire Kanner, an Hëllefsstrukturen a Moossnamen, an dat gëtt vum Stat honoréiert. Da kann d'Gemeng also méi froe wéi aner Gemengen, déi méi eng einfach Schoulpopulatioun hunn.

De Gemengerot délibéréiert och iwwert de Plan de réussite scolaire, ass also implizéiert an dat ganzt schoulescht Liewen, ass net erausgezunn, an domat ass en och net aus der Verantwortung, wann an der Schoul et net esou leeft wéi d'Gemeng sech dat virstellt a wéi d'Eltere sech dat virstellen. E befënnt iwwer vakant Posten an e befënnt iwwert de Budget an och iwwert d'Besetzung vun de Klassen an den eenzelne Cyclen.

D'Gemeng ass Partie intégrante vun dësem Gesetz. Geännert huet sech just a puncto Nominatioun eppes. Dat kréie mer och nach ze diskutéieren.

D'Gestioun vun de Schoulen. Hei gëtt de Comité d'école geschaaft, deen existéiert och.

Ech wëll onbedéngt bemierken, datt dat Gesetz hei net op enger theoretescher Basis berout, mä hei fléisse ganz vill Experienzen, ganz vill Projet-piloten, ganz vill Initiativen an, déi iwwer Joren a ville Schoulen zu Lëtzebuerg scho gelaf sinn. Hei gi se endlech eng Kéier formaliséiert an et gëtt dat generaliséiert, wat sech generaliséiere léisst. An dat, wat nach um Niveau vum Experiment ass, dat bleift eraus. Dozou gehéiert zum Beispill och villes, wat an där neier Primärschoul „Eis Schoul" fir de Moment leeft.

Dee Comité d'école, dat ass also e Schoulcomité, deen d'Schoulorganisatioun preparéiert, de Budget an d'Formation continue vum Léierpersonal, déi obligatoresch gëtt fir d'Léierpersonal. Dee Schoulcomité ass fir mech d'Séil vun der Schoul. Hei gëtt den Équipëgeescht gefördert. Hei muss geschafft ginn, fir datt d'Schoul gutt fonctionnéiere kann. Si gi gewielt. Et sinn dräi bis néng Memberen, zwee Drëttel vun hinne sinn Enseignanten an dee Comité ass en place während fënnef Joer.

De President gëtt vum Minister genannt. An da gëtt am Artikel 42 hei d'Missioun an d'Attributioune vun deem Président du comité d'école och definéiert. En huet am ganzen eelef Attributiounen; ech zitéieren der nëmmen zwou.

En ass Bindeglied tëschent der Gemeng, den Elteren an der Agence, déi evaluéiere soll. E muss mam Inspekter zesummen - dat ass déi zweet Missioun - derfir suergen, datt déi Schoul gutt fonctionnéiert. Dat heescht, en huet en Inspekter op senger Säit, en huet eng Gemeng op senger Säit fir derfir ze suergen, datt alles an der Schoul klappt.

En huet kee Pouvoir disciplinaire. Dee Pouvoir disciplinaire, deen ass verlagert um Niveau vum Inspekter op den Niveau vum Stat. Dat hei ass e Gesetz wat op den Équipëgeescht an op de Wäert vun der Zesummenaarbecht setzt vun all deenen, déi an der Schoul eben intervenéiere mussen.

Wa kee Kandidat do ass fir de Comité oder fir de President, da gëtt dee vum Gemengerot genannt. Menger Meenung no fënnt dat eng Kéier statt an duerno wäerte sech dann awer Kandidate fannen.

E grousse Gemengerot, dee fënnef Schoulen huet, koordinéiert dee Comité d'école iwwer e Comité de gestion. An da gëtt et natierlech Déchargë fir déi Leit, déi Missiounen iwwerhuelen.

D'Sektioun 4 schwätzt vum Partenariat - och en Accent an dësem Gesetz, dee ganz oft ënnerbewäert gëtt.

Et si ganz laang Texter och an dësen eenzelnen Artikelen, déi awer de Schlëssel zum Geescht vum Gesetz duerstellen. Den Term „Équipe" taucht och ëmmer an dësen Artikelen op.

D'Eltere sollen agebonne ginn a ginn agebonnen an den Oflaf vum Schouljoer. Si ginn agebonnen an d'Schoulaktivitéit vun hire Kanner. Si gi gehalen ze kommen an d'Schoul, wa se geruff sinn, wa se invitéiert ginn. An den Titulaire gëtt gehale fir den Elteren zur Verfügung ze stoen. Si ginn zesummegeruff all zwee Joer, fir zwee Vertrieder ze wielen, a se kënnen an d'Schoulkommissioun invitéiert ginn.

An der Kommissioun ass och heiriwwer diskutéiert ginn an et ass gesot ginn - och scho wéi mer iwwer PISA geschwat hunn -, datt et ee vun de groussen Défie vun dësem Gesetz ass, e Partenariat ze schafen tëschent den Elteren an der Schoul.

D'Schoulkommissioun gëtt och an dësem Gesetz hei definéiert. D'Schoulkommissioun ass d'Bindeglied zur Gemeng. Se befaasst sech och mat dem Périscolaire. Dat ass ganz wichteg, datt och d'Schoulkommissioun déi Leit rifft, déi d'Kanner no der Schoul betreien. Et steet am Gesetz, datt och déi Leit sollen an d'Schoulkommissioun kommen. D'Verbindung mat der Agence de qualité ass och virginn, dat heescht déi Schoulkommissioun schwätzt sech och aus iwwert de Wäert vun deem, wat gemaach gëtt, respektiv vun deem, wat nach ze maachen ass. D'Zesummesetzung vun der Schoulkommissioun ass ganz kloer definéiert am Artikel 51.

Da komme mer beim Artikel 52 un, wou d'Roll vum Inspekter ëmmer méi Wichtegkeet kritt. Den Inspekter gëtt ëmmer an d'Schoulkommissioun geruff, wann et ëm d'Organisatioun geet. Hie kann ëmmer kommen, wann e wëllt.

D'Schoulkommissioun invitéiert och d'Équipe multiprofessionnelle an och e Représentant vum Culte a regelméissegen Ofstänn.

Dann eng aner Kommissioun, déi gebilt gëtt um nationalen Niveau: d'Commission scolaire nationale. Ech wëll net dorop agoen, mä déi Commission nationale chaperonnéiert am Fong de ganzen Enseignement fondamental. All d'Schoulpartner an de Stat sinn an där Commission scolaire nationale vertrueden.

D'Surveillance vun de Schoulen, d'Responsabilitéiten ginn an den Artikele 57 bis 62 definéiert an doriwwer eraus nach.

Déi Hierarchiséierung vun der Iwwerwaachung vun de Schoulen ass ganz kloer. Un der Spëtzt steet de Stat mam Minister. Da kommen duerno d'Gemengen, déi de Plan de réussite opstellen, déi d'Schoulorganisatioun opstellen, doduerch datt se se stëmmen, déi den Encadrement périscolaire iwwerwaachen, an d'Gemenge virun allem och, déi d'Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

An eent ass och sécher - dat hu mer och an der Kommissioun gesot -: Wann dat Gesetz hei ëmgesat gëtt, da muss och iwwert d'schoulesch Infrastrukturen nogeduecht ginn. Et kann een dann net méi, oder schwéier, an deene selwechte Gebaier ënnert deene selwechte Konditiounen an deene selwechte Schoulsäll Schoul halen, wéi dat bis elo de Fall war.

Zur Roll vum Inspekter. Vum Artikel 60 u geet Rieds vum Inspekter. Hien ass de Chef. Hien ass de Chef vun all eenzel Schoul an hien ass de Chef vun de Schoulen an engem Arrondissement. A keen heibanne wäert un d'Roll vum Inspekter rësele goen.

Hie steet iwwert dem President vum Schülercomité. Hien huet eng pedagogesch Missioun, hien huet eng administrativ Missioun a seng administrativ Roll gëtt méi grouss. E gëtt awer gestäerkt doduerch, datt d'regional Büroen elo méi Beamte kréien. Dat well se méi Aarbecht kréien, well och méi Schüler an de Fondamental kommen. Hir zousätzlech Aarbecht besteet doranner, datt se d'Réserve des suppléants géréiere mussen an d'Remplacementer assuréieren, wann d'Gemengen dat net méi kënne maachen an net méi wëlle maachen a wa se virun allem kee Service scolaire hunn.

De Collège des inspecteurs ass dann d'Versammlung vun deene wichtegen Inspekteren, déi d'Disziplinargewalt dann och hunn. Seng Missioun gëtt definéiert am Artikel 62. De Collège des inspecteurs koordinéiert dann och d'Aarbecht an den Arrondissementer, fir datt déi pedagogesch Aarbecht do net auserneeleeft, mä datt se gruppéiert an ëmmer vergläichbar bleift. An dee Collège des inspecteurs steet esou no beim Minister wéi keng aner Instanz. En informéiert, e beréit an e proposéiert.

Nach just eppes. Am Artikel 64 geet Rieds vun enger Kategorie vu Personal, Schoulmeeschter a Léierinnen, déi et nach net ginn ass. Se hunn elo e schéinen Numm, nämlech „Instituteur ressource". Dat sinn déi, déi den Inspekteren hëllefe fir Dépannagen ze maachen an de verschiddene Schoulen. Si dépannéieren d'Équipes pédagogiques a sinn de verlängerten Aarm da vun deem Arrondissementsinspekter.

Dann ass e Kapitel bäikomm, wat net esou geduecht war, an zwar op Wonsch vum Statsrot. Am Artikel 68 a folgend ginn d'Équipen opgezeechent, ginn d'Membere vun den Équipen opgezielt, dat heescht dat ganzt Personal, wat an deene Schoulen intervenéiere kann. Am Ganze gëtt et 18 Kategorië vu Beruffer, déi zu Rot gezunn an an déi Schoulen integréiert kënne ginn.

Dann ass dat Lescht hei nach d'Formation continue. An der Sektion 2 vun deem Kapitel „Formation continue" heescht et, datt dat ganzt Schoulpersonal e Recht drop huet an d'Pflicht huet fir sech weiderzebilden. Dat ass en individuellt Recht an dat ass awer och e kollektiivt Recht. De Minister, mam SCRIPT zesummen, ass gebieden, déi Formation continue ze organiséieren, déi kontabiliséiert ka ginn. Kontabiliséiert heescht, datt se mat a Betruecht gezu gëtt, wann et ëm d'Carrière vum Léierpersonal geet, wa se kann an Diplomer an a Certificaten zertifizéiert ginn.

Hei an dësem Kontext wär och nach eppes iwwert d'Roll vun der Uni Lëtzebuerg ze soen, déi awer weider net méi no bezeechent gëtt.

Am Kapitel 6 komme mer dann zu den Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales. Dat sinn Dispositiounen, déi verschidde Spezialiste virbehale sinn an op déi ech net weider agoe kann an och net weider agoe wëll.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war e Rapport mat deene wichtegsten Elementer. Dat war nëmmen dat Wichtegst.

Ech ginn elo e puer Mercië lass. Fir d'éischt onbedingt Mercien un d'Madame Minister fir hir Gedold a munchmol hir Ongedold, déi awer och wichteg war...

(Hilarité)

...an där Kommissioun, fir virunzekommen. Si huet mir dat dann ëmmer an d'Ouer gesot, wa se ongedëlleg war. Ech hunn och aner Reaktioune gemierkt.

Merci un d'Kommissiounsmemberen, déi beim Opbau vun dësem Gesetz alleguerte gehollef hunn. Dat war keng onangenehm Atmosphär bei dësem Gesetz. Jiddereen huet probéiert ze hëllefen. Merci och menge Kolleegen aus der Fraktioun, an dësem Kontext besonnesch.

An dann e Merci der Sekretärin, der Madame Cocard, déi eng Heedenaarbecht gemaach huet. Wann Dir Iech elo den Texte coordonné ukuckt, wat jo d'Resultat ass och vun der Zesummenaarbecht mat der Regierung, a virun allem awer och d'Rapporten an de Commentaire des articles, dann ass iwwert d'Rapports de réunion schonn e gudden Deel vun deem anere Rapport geschriwwe ginn. Dat ass de Mérite och vun der Madame Cocard, déi net nëmme fläisseg an dévouéiert war, mä och nach äusserst vill Wësse mat abruecht huet.

Merci de Beamten am Ministère, déi och vill hei matgeschafft hunn an d'Basis geluecht hu fir den Text.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war dat Gesetz wat den Hannergrond bitt, d'Toile de fond bitt fir déi dräi Gesetzer, déi elo kommen. Et ass bestëmmt net dat lescht Schoulgesetz, wat am Laf vun deenen nächste sechs Joer gestëmmt gëtt - dat wäert Der gesinn -, mä et ass dat Basisgesetz un deem all déi aner Reforme sech orientéiere mussen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säin exzellente Rapport. Ech ginn dann d'Wuert un déi éischt ageschriwwe Riednerin, déi honorabel Madame Françoise Hetto-Gaasch. Madame Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur Jos Scheuer Merci soe fir säi schréftleche Bericht a fir seng mëndlech Ausféierungen.

D'Organisatioun vun der Primärschoul gouf bis elo vun engem Gesetz geregelt, dat aus dem Joer 1912 staamt an deemno praktesch honnert Joer um Bockel huet. Eng Reform vun der Primärschoul war also méi wéi noutwendeg.

D'Éducatiounsministesch huet am August 2007 ënner anerem e Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert, deen d'Organisatioun vun den éischte Jore vun der Schoulpflicht reforméiert, also déi sougenannte Primärschoul, déi an Zukunft Fundamentalunterrecht oder op Franséisch Enseignement fondamental wäert heeschen.

Dat neit Gesetz wäert am Ënnerscheed zum Gesetz vun 1912 net méi d'Organisation scolaire an d'Bestëmmungen, déi d'Schoulpersonal betreffen, regelen, mä dës Froe ginn a getrennte Gesetzer behandelt. Dat virleiend Gesetz definéiert d'Missioun vum Fundamentalunterrecht, d'Schouloffer an déi Fächer, déi enseignéiert ginn. En plus wäert d'Gesetz d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemenge regelen, déi allebéid eng gedeelte Kompetenz am Éducatiounsberäich hunn.

(M. Jean-Pierre Koepp prend la Présidence)

De Gesetzestext behandelt awer och d'Froe vum Personal, dat berechtegt ass um Unterrecht deelzehuelen, an de Partenariat mat den Elteren, déi nach ëmmer un éischter Plaz fir d'Erzéiung vun hire Kanner verantwortlech sinn.

D'Reform vum Schoulgesetz ass batter néideg, well d'Primärschoul, de Préscolaire an de Précoce un déi rasant Entwécklung a Verännerung vun der lëtzebuergescher Gesellschaft mussen ugepasst ginn.

D'Erausfuerderunge vun eiser Zäit si kloer. Et gëllt hautdësdags säi Wësse permanent un déi nei Erkenntnisser unzepassen. D'Digitalisatioun an dat deeglecht Wuesse vun den Informatiounen erlaben et net méi, e Kand just nach an der Primärschoul op d'Liewen ze preparéieren. D'Schoul léiert sécherlech nach ëmmer elementar Kompetenze wéi Liesen, Schreiwen, Rechnen. Allerdéngs sinn dës Fäegkeete keen Ofschloss méi, mä just eng Basis wourobber weidert Wësse kann opgebaut ginn.

D'Schoul vun haut beweegt sech an engem vill méi komplexen an exigenten Ëmfeld, wéi dat nach am Ufank vum 20. Jorhonnert, also zu deem Zäitpunkt, wou dat aalt an nach ëmmer aktuellt Primärschoulgesetz geschriwwe ginn ass, de Fall war. De Choix vun deene Fächer, déi sollen enseignéiert ginn, muss esou getraff ginn, dass all Kand motivéiert ass fir ze léieren a virun allem och d'Gefill an

d'Sécherheet kritt, dass et iwwerhaapt capabel ass eppes fäerdeg ze bréngen.

Duerfir wäert de virleiende Gesetzesprojet onëmgänglech Kompetenze festleeën, déi all Kand am Laf vun de verschiddene Schouletappe muss kréien an déi et him erméiglechen, fir vun der Spillschoul un no vir ze kommen.

D'Zil vum Primaire muss en Iwwergang zum Secondaire sinn. D'Kanner mussen deemno dee Bagage kréien, deen hinnen et erlaabt am Secondaire hire Wee mat Erfolleg weiderzefëieren an eng Qualifikatioun ze kréien, déi hiren Talenter a Capacitéiten entsprécht.

Eist Land steet a weltwäiter Konkurrenz zu alle Länner, déi um Wee an d'Wëssensgesellschaft sinn an dowéinst hire Bildungssystem regelméisseg un déi nei sozial a wirtschaftlech Entwécklungen upassen.

Dobäi kënnt, dass d'Lëtzebuerger Gesellschaft sech an deene leschten 20 Joer immens séier entwéckelt an och verännert huet. Dee staarke wirtschaftleche Wuesstum, deen eist Land jorzéngtelaang kannt huet an deen der breeder Majoritéit vu sengen Awunner materielle Wuelstand bruecht huet, huet enorm sozial, kulturell an demographesch Verännerunge provozéiert, déi besonnesch fir d'Schoul eng grouss Erausfuerderung sinn.

Dës Missioun vun der Schoul ass an der heiteger Lëtzebuerger Gesellschaft schwéier ze erfëllen, well eist Land en Auslännerundeel vun 42% huet. An de 70er Jore waren et just 18%. An et ass nach ëmmer fir d'éischt an der Schoul, wou all déi Schüler, déi verschidden Originen hunn an enges Daags d'Aarbechtskräften an déi erwuesse Bierger vun eisem Land wäerte sinn, sech treffen a léiere mussen zesummen ze liewen an ze schaffen.

Bei déi sproochlech a kulturell Ënnerscheeder kommen awer och nach sozial a wirtschaftlech Ënnerscheeder souwéi ënnerschiddlech familiär Situatiounen derbäi. Ech denken do un d'Ménages recomposés an d'Familles monoparentales. Eng besonnesch Erausfuerderung fir d'Schoul besteet an deem Kontext doranner, déi Schüler ze ënnerstëtzen, déi keng Hëllef vun doheem aus kréien an och net kënne kréien.

Zu dëser schonn äusserst komplexer sozialer Realitéit kënnt dann och nach d'Lëtzebuerger Traditioun vun der Méisproochegkeet. D'Méisproochegkeet ass ouni Zweifel fir déi allermeeschte Schüler en onheemlech grousse Virdeel, mä et muss awer verhënnert ginn, dass dës Traditioun deene Schüler de Wee zu enger Qualifikatioun verspäert, déi den héijen Usprëch vum Sproochenunterrecht net gewuess sinn, déi sech am Alldag einfach net mam Ëmgank vu méi Sprooche familiariséiere kënnen an déi vun hirer Origine hier kee Bezuch zu deene Sproochen hunn, déi bei eis enseignéiert ginn.

An deem Sënn kënnt dem Précoce an dem Préscolaire eng wichteg Roll zou, déi doranner besteet, d'Kanner am mëndleche Beräich am Lëtzebuergeschen ze alphabetiséieren, en vue vun enger besserer Integratioun. D'lëtzebuergesch Sprooch soll zesummeféieren an net trennen. Ech wëll op dëser Plaz och nach emol betounen, dass et immens wichteg ass, de Schwéierpunkt am Précoce op d'Schwätzen, op d'Sech-Familiariséiere mam Lëtzebuergeschen an op d'Sozialiséieren ze leeën, an net op d'Bastelen.

D'Missioun, déi d'Gesellschaft der Schoul stellt, ass besonnesch fir déi éischt Jore vun der Schoulzäit immens villfälteg. All Kanner mussen ënnerriicht, sozialiséiert - an dat, well eng Partie Familljen net mat der Erzéiung vun hire Kanner eens ginn, sech eleng gelooss fillen an och carrément eleng an iwwerfuerdert sinn - an un déi nächst Etapp vun hirem Schoulparcours erugefouert ginn; dat mat der néideger Qualifikatioun, déi do vun hinne verlaangt gëtt. Duerfir mussen de Préscolaire an de Primaire e Kader kréien, deen et hinnen erlaabt, sech ze organiséieren an deen hinnen déi néideg Moyenë gëtt, fir hirer Missioun innerhalb vun eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

Wéi gesäit et dann elo aus mat der Relatioun tëschent dem Stat an de Gemengen? Abee, och de Gesetzesprojet 5759 wäert näischt dorunner änneren, dass sech de Stat an d'Gemengen d'Aufgaben an d'Kompetenzen am Schoulberäich deelen. An Zukunft gëtt allerdéngs d'Léierpersonal vum Stat nominéiert, an d'Gemenge suerge fir d'Affektatioun an déi verschidde Gebaier respektiv Klassen.

Dëst erspuert de Gemengeréit déi laangwiereg Nominatiounsprozeduren. Esou bleiwen d'Gemengen zoustänneg fir d'Schoulorganisatioun a fir d'Verdeele vun de Kanner op d'Schoulklasse vun der Gemeng.

De Gemengerot wäert och all Schoulaktioune suivéieren. Esou muss zum Beispill de Plan de réussite scolaire, deen all Schoul muss opstellen, dem Gemengerot presentéiert ginn. De Gesetzesprojet gëtt de Schoulen eng gewëssen Autonomie. Wann een déi substanziell Ënnerscheeder tëschent den eenzelne Schoule kuckt, besonnesch elo wat hir Populatioun ubelaangt, esou ass et kloer, dass et net méiglech ass, duerch uniform pedagogesch Moyenen a Praktiken all Problemer ze léisen, déi u lokal Spezifissitéite gebonne sinn.

All Schoul muss sech permanent weiderentwéckelen a fir sech e Plan de réussite scolaire ausschaffen, deen derzou bäidréit, dass Ënnerscheeder, bedéngt duerch kulturell a sozial Disparitéiten, reduzéiert ginn. Duerch dëse Plang gi realistesch Objektiver fixéiert, verbonne mat prioritären Aktiounen.

Begleet ginn d'Schoulen dobäi vun der Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement, déi am Kader vun der Reorganisatioun vum SCRIPT kreéiert gëtt. De Fait, dass d'Schoulen eng relativ grouss Handlungsfräiheet kréien, bedéngt awer och, dass se musse kontrolléiert ginn, fir och sécherzestellen, dass d'Haaptziler vun dëser Reform viséiert bleiwen.

Dëse Contrôle geschitt éischtens duerch d'Inspekteren, déi déi pedagogesch Verbindung tëschent der zentraler Autoritéit - also dem Stat - an dem Enseignant bilden. Si solle garantéieren, dass d'Léierpersonal am Sënn vun der nationaler Éducatioun handelt.

Zweetens huet déi regelméisseg Bewäertung vun de Schoulen als Zil ze iwwerpréiwen, ob d'Léierpersonal sech och all an déiselwecht Richtung beweegt. D'Schoul gëtt dobäi vun der Agence pour le développement begleet.

De Statsrot begréisst de Gesetzesprojet 5759 am Groussen a Ganzen, well en endlech d'Primärschoul moderniséiert, an dat souwuel wat d'pedagogesch Ausriichtung wéi och déi intern Organisatioun vun den éischte Jore vun der Schoulpflicht betrëfft. D'Reform vun den éischte Jore vun der Schoulpflicht wäert selbstverständlech och Auswierkungen op de Secondaire an de Secondaire technique hunn. Dofir missten dem Statsrot no och op deenen Niveauen Ännerungen duerchgefouert ginn.

Wat sinn dann elo déi wichtegst Innovatiounen?

Am Verglach zur aktueller Situatioun wäert de Gesetzesprojet iwwert de Fundamentalunterrecht zu folgenden Ännerunge féieren:

- Ënnert dem Begréff „Fundamentalunterrecht" ginn déi éischt néng Joer vun der Schoulzäit regruppéiert: also de Précoce, de Préscolaire an de Primaire. Doduerch wäerten déi éischt néng Joer vun der Schoulzäit e Ganzt bilden, dat kohärent a kontinuéierlech ass.

- Ënnert dem Begréff „Léiercyclen" si Schoulcyclë vun all Kéiers zwee Joer ze verstoen, an dëst fir eben en Total vun néng Joer.

Den éischten Zyklus zielt keng zwee, mä dräi Joer: ee Joer Précoce an zwee Joer Spillschoul. Dat éischt an dat zweet Schouljoer bilden den zweeten Zyklus; d'drëtt an d'véiert Joer den drëtten Zyklus; d'fënneft an d'sechst de véierten. Dës nei Approche ass besser un den Entwécklungs- a Fortschrëttsrhythmus vun de Kanner ugepasst a soll dann och zu enger Pedagogik féieren, déi méi moduléiert virgeet an d'Widderhuele vun de Schouljore reduzéiert.

E Kand wäert d'Méiglechkeet kréien, en Zyklus an engem, zwee oder maximal dräi Joer ze absolvéieren, jee no senge Capacitéiten. Et ass awer och esou, dass e Schüler fir den zweete bis de véierten Zyklus minimal fënnef a maximal aacht Joer soll brauchen, en vue vun der Integratioun an de Secondaire. Dëst war och de Wonsch vun der CSV, déi sech et net ka virstellen, dass e Kand vun néng Joer, wat eventuell déi geeschteg Räif vun engem 14-Jähregen huet, awer net mat néng Joer kann op enger Septième sëtzen.

- Et muss derfir gesuergt ginn, dass all Kand sengem Rhythmus no, deen net fir all Schüler deeselwechten ass, an der Primärschoul Schrëtt fir Schrëtt kann un d'Haaptzil, also den Iwwergank zum Secondaire erugefouert ginn.

Déi schwaach an déi staark Schüler mussen individuell an differenzéiert gefuerdert ginn. Esou soll et an Zukunft méiglech sinn, fir mat enger differenzéierter Approche innerhalb vun der Klass deene Schüler ze hëllefen, déi Problemer hunn, oder awer och déijéineg ze förderen, déi besonnesch Fäegkeeten hunn. Et soll an Zukunft och méiglech sinn, fir d'Schüler fir eng bestëmmten Zäit hire Besoinen, Interessen a Kompetenzen no zesummenzebréngen.

Et soll an Zukunft méiglech sinn, dass ee Schüler Coursen an engem aneren Zyklus ka matmaachen, an et soll iwwert de Wee vum „peer teaching" derfir gesuergt ginn, dass déi staark Schüler deene schwaachen hëllefen.

Och eis Gesellschaft setzt sech aus Mënsche mat ënnerschiddlechste Kompetenzen zesummen. Och an eiser Gesellschaft geet et drëm, datt déi Staark déi méi Schwaach mat virunhuelen a se net am Reen stoe loossen.

- Ënnert dem Begréff „Kompetenzsockelen" sinn e Mindestmooss vu Kompetenzen ze verstoen, déi vun all Kand zum Schluss vun engem Léierzyklus erreecht solle ginn. Dës nei pedagogesch Approche soll derzou féieren, dass d'Schüler am Verglach zu bestëmmte festgesatenen Ziler bewäert ginn. D'Bewäertunge vun de Kompetenze sollen zum Schluss vun all Zyklus stattfannen an et och erméiglechen, den Unterrecht selwer ze analyséieren. De Schoulmeeschter, de Schüler an d'Eltere kënnen da ganz genee erkennen, wéi eng Kompetenzen erreecht goufen a wéi eng nach mussen erreecht ginn. D'Bildungsstandarde mat de jeeweilege Kompetenze sinn e Referenzsystem fir all Acteur.

D'CSV begréisst d'Ofschafe vun de vill ze vill rigidë Schouljoren an d'Aféierung vun de Cyclen a Kompetenzen. Et muss awer och alles drugesat ginn, dass iwwer Appui déi schwaach Schüler och déi néideg Hëllef kréien, fir den erwënschte Kompetenzniveau ze erreechen. An et muss alles drugesat ginn, fir den Élève surdoué esou ze förderen, wéi et muss sinn.

- An Zukunft wäert all Schoul als „Schoulgebai / Établissement scolaire" bezeechent ginn. Dëst soll all Schoul eng richteg Identitéit gi mat engem eegenen Numm an enger Adress. D'Visibilitéit vun de Schoule gëtt do derduerch par rapport zu aussestehende Persounen an Instanze verstäerkt. Ausserdeem wäert och d'Autonomie vun de Schoule gestäerkt ginn.

- An Zukunft gëtt vun all Schoulen en Aktiounsplang ausgeschafft, dee sech iwwer dräi Joer zitt. Dës Pläng ginn „Schoulerfollegspläng" oder „Plans de réussite scolaire" genannt. Ech hunn dat jo scho virdrun explizéiert.

- Dann zu den Équipes pédagogiques. D'Enseignanten an d'Erzéier, déi en charge si vun de Klasse vum selwechten Zyklus vun enger Schoul, sinn eng Équipe pédagogique, déi zesumme sollen eng differenzéiert Pedagogik ausschaffen, fir all Kand jee no senge perséinlechen Dispositioune beschtens ze encadréieren. Et ass deemno e wichtegen an och neie Moment fir eng Partie Enseignanten, dass si mat aneren Acteuren an hirem Klassesall zesummeschaffen, dass déi verschidde Vuë vun dëse Spezialisten op d'Kand eng besser Prise en charge erméiglechen. Dës Synergie vu Kompetenzen an individuelle Stäerkte séchert och déi kollektiv Responsabilitéit fir e Grupp vu Kanner of.

Dann nach e puer Ännerungen:

- An all Schoul gëtt e Schoulcomité mat un der Spëtzt engem President respektiv e Cogestiounscomité geschaf.

- All Schoulklass huet en Titulaire, obwuel am Kader vum „team teaching" méi Leit wäerten am Enseignement intervenéieren. Esou ass et awer wichteg, dass all Klass säin Titulaire huet, eng Referenz- a Bezuchspersoun, déi d'Progressioun vun all hire Schüler am A behält an och kann intervenéieren, wann et néideg ass.

- An all Arrondissement këmmeren eng multiprofessionell Équipe, eng Kommissioun fir d'schoulesch Inclusioun an eng Referenzpersoun sech virun allem ëm déi Schüler, déi Schwieregkeeten hunn oder awer riskéieren den erwënschte Sockel net ze erreechen.

- Ausserdeem wäert d'Zesummeschaffen, de Partenariat mat den Eltere verstäerkt ginn. Op den Elteren hir Roll ginn ech spéider nach méi am Detail an.

De Sproochenunterrecht. Fir de Statsrot a fir munch aner Leit ass de méisproochegen Unterrecht ouni Zweifel eng vun de Stäerkten a Virdeeler vum lëtzebuergeschen Éducatiounssystem. An awer ass grad de Sproochenunterrecht fir vill Schüler zu engem wierkleche Problem a gläichzäiteg zu engem Selektiounskritär respektiv engem Facteur d'exclusion ginn. Dëst gëllt besonnesch fir déi Jonk, déi aus engem benodeelegte Milieu oder mat engem Migratiounsbackground kommen.

D'Scheiteren an der Schoul, ganz dacks duerch Problemer beim Léiere vun de Sprooche bedéngt, huet als Konsequenz, dass vill Jonker bestëmmte Beruffer net léieren an och net ausübe kënnen, während deems awer déi jonk Grenzgänger, déi iwwert däitlech manner Sproochekompetenze verfügen, mä en Diplom an der Täsch hunn, sech um Aarbechtsmaart besser kënnen duerchsetzen.

D'Méisproochegkeet ass deemno gläichzäiteg e Segen an e Fluch.

Mir als CSV begréissen et, dass duerch dës Schoulreform d'Léiere vun enger Sprooch sech op méi Piliere stäipt, déi zwar alleguer zesummegehéieren, mä sécherlech net gläich staark bewäert musse ginn, jee nodeem wat e Kand wëllt spéider léieren: verstoe wat ee liest, verstoe wat een héiert, schwätzen an nolauschteren, selwer en Text schreiwen an och d'Sprooch richteg gebrauchen.

D'Evaluatioun vun dësen eenzelne Kompetenze weist dem Schüler wou hie steet. Wéi e Kompetenzniveau huet hien an deenen eenzelne Beräicher erreecht? Wou muss nach méi geschafft ginn? Wou manner? Wou leien dem Schüler seng Stäerkten? Wéi eng Ausgläichsméiglechkeete besti fir hien? Dëse kompetenzorientéierte Sproochenunterrecht bedeit eng reell Chance fir all Kand, well et him seng Stäerkten a seng Progressioune ganz kloer weist.

Wéi eng Spezialiste kommen dann elo nach an der Schoul vir? Abee, och wann de Schoulmeeschter an d'Schouljoffer d'Réckgrat vun der Schoulorganisatioun bilden, esou këmmere sech mëttlerweil och nach aner Spezialisten ëm d'Kanner: Logopeden, Pedagogen, Psychologen, Éducateuren oder och nach Ergotherapeuten.

Si alleguer kënnen hiren Deel zur Entwécklung vun de Kanner bäidroen. Awer hir Interventioune musse koordinéiert sinn, an dëst fir ze verhënneren, dass d'Kanner an hir Eltere vun enger Consultatioun zu där nächster geschéckt ginn, a fir ze garantéieren, dass d'Betreiung duerch déi Spezialisten och kohärent ass.

Well de Fundamentalunterrecht net méi op individuelle Klassen, mä op der gesamter Schoul baséiert, ginn och déi verschidde Spezialisten a multiprofessionell Équipen agedeelt, déi fir eng bestëmmte Regioun zoustänneg sinn; an zwar d'Inspektiounsarrondissementer.

D'Schoulinclusiounskommissiounen, an deenen all déi Leit sëtzen, déi Kanner mat Léierproblemer hëllefe kënnen, wäerten iwwert déi néideg Hëllef fir d'Kanner diskutéieren an décidéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Consulatiouns- an d'Interventiounsprozedure gi standardiséiert. Bei all Demande fir en Appui spécial gëtt als Éischt vun der Commission d'inclusion scolaire eng Diagnos gemaach an duerno gëtt en individualiséierte Plan de prise en charge opgestallt, dee mat den Eltere muss duerchdiskutéiert ginn.

Natierlech gëtt d'Léierpersonal beim Suivi vum Kand mat agebonnen. Dëse Plang beschreift déi viséiert Objektiver, d'Kompetenzen, déi mussen entwéckelt ginn, déi pedagogesch Démarche a gegebenenfalls d'Adaptatiounen, déi musse virgeholl ginn. Et gëtt fir all Dossier eng Referenzpersoun designéiert, déi dann den Uspriechpartner vum betraffene Kand a vu sengen Elteren ass.

Wéi gesäit et dann elo aus mat der Plaz vun den Elteren innerhalb vun der Schoul? Abee, hir Roll ass am Éducatiounssystem fundamental. Déi nach aktuell Gesetzgebung vun 1912 erwähnt mat kengem Wuert den Elteren hir Roll an der Schoul. Mä dee virleiende Gesetzesprojet dogéint schreift de Partenariat mat den Elteren am Gesetz fest. D'Eltere mussen op Réunioune goen, déi den Enseignant aberifft, a si schaffen duerch déi gewielten Elterevertrieder am Schoulcomité mat.

D'CSV begréisst dëst, well dat neit Schoulgesetz zesumme kann optimal ëmgesat ginn, wann all d'Acteuren, also och d'Elteren, mat agebonne ginn.

Allerdéngs dränge sech hei eng Partie Iwwerleeungen op:

- Sinn d'Eltere sech hirer Responsabilitéit bewosst, dass si dës nei Aufgab ganz eescht huele mussen?

- Wéi kréien Elteren ënnert d'Äerm gegraff, déi mat hirer Erzéieraufgab komplett iwwerfuerdert sinn?

- Missten net konsequent, an zwar vun Ufank un, d'Coursen zum Beispill vun der Eltereschoul mat ugebuede ginn, fir dass d'Elteren déi néideg Ënnerstëtzung kréien?

- Maachen net eng Partie Eltere sech hir Eltereroll ze vill einfach, andeems se déi ganz Responsabilitéit un d'Schoul oftrieden a selwer dem Konflikt mat hire Kanner aus de Féiss ginn, well se net capabel oder och net gewëllt sinn, fest Regelen a Limiten an hirer Erzéiung opzestellen?

- Ginn alleguer d'Elteren hire Kanner mat op de Wee, dass si de Schoulmeeschter als Autoritéitspersoun ze respektéieren hunn?

- Wëssen d'Elteren, dass et fir d'Schoulmeeschtere wichteg ass, och vun hinnen e Feedback ze kréien, wann doheem zum Beispill am Kader vu besonnesche Léiermesurë mat de Kanner geschafft gëtt? Dat heescht, dass den Informatiounsfloss en Échange iwwert d'Kanner muss sinn, an zwar esou, dass Schoulmeeschter an Elteren am Partenariat am Sënn vum Kand um selwechte Strang zéien a sech och doriwwer austauschen.

- Sinn d'Eltere sech all bewosst, wéi wichteg et fir hir Kanner ass, dass si als Elteren och en éierlechen Interessi un hinne weisen, un hinnen an un deem, wat se léieren, leeschten a schaffen?

All dës Froe loossen ech fir de Moment einfach emol am Raum stoen, mä mir mussen eis intensiv domat auserneesetzen, wa mer wëllen, dass déi nei Schoul e Succès fir all Kand gëtt.

Dann zu de Kanner. Duerch dat neit Schoulgesetz kréien d'Kanner eng ganz Partie Rechter. Si kënnen an hirem Tempo schaffen. Si gi bewäert op dat, wat se richteg maachen, an net exklusiv op dat, wat falsch ass. Doranner besteet fir d'CSV e wesentleche Pluspunkt vun dësem Gesetz.

D'positiv Bewäertung vun deem, wat de Schüler kann, an net eng Nummer op enger Prüfung, déi erëmspigelt, wat de Schüler alles falsch gemaach huet. Dat ass nämlech démotivant an dréit och kaum derzou bäi, dass e Schüler mat Freed u seng Aufgaben erugeet.

Wat awer an den Ae vun der CSV feelt, ass de Fait, dass am Text selwer keng Rieds geet iwwer eventuell Flichte vun de Schüler. Wuel schwätzt den entspriechende Règlement grand-ducal vun engem Règlement d'ordre interne, mä dernieft misst spezifesch fir all Klass e sougenanntenen „Code de vie" opgestallt ginn; wéi zum Beispill an de Lycéeën, wou d'Schüler sech engagéieren an deem Code de vie, dee festhält, wéi d'Zesummeliewen an der Enceinte Schoul an hirer Klass soll fonctionnéieren. E Code de vie, dee si och verflicht sinn anzehalen. Mir bedaueren, dass d'Gesetz deemno dem Schüler seng Flichten net méi detailléiert festschreift.

D'Schoulmeeschteren. Ouni den Engagement vun de Schoulmeeschtere kann d'Ëmsetze vun dësem Gesetz net fonctionnéieren. Et ass kloer, dass schonn haut de Rôle vum Enseignant wäit iwwer eng reng Wëssensvermëttelung erausgeet. Si si fir vill Kanner eng fest Bezuchspersoun. Si enseignéieren, erzéien, beroden a begleeden.

Et ass fir eis als CSV begréissenswäert, dass d'Präsenz vun den Enseignanten an der Schoul eropgeet. Well keen anere wéi si ass besser placéiert, fir de Schüler am Appui ënnert d'Äerm ze gräifen. Dernieft kommen dann och nach déi vill Stonne vu Concertatioun, déi absolut noutwendeg sinn, fir dass d'Équipe kann optimal fonctionnéieren.

Mä fir dësen neien Aufgabe gerecht ze ginn, musse si och déi néideg Moyenen hu respektiv kréien.

- Ugefaange bei hirer Ausbildung: Dréit déi nei Formatioun den neien Ufuerderunge Rechnung?

- Si genügend Psychologie-, Pedagogie- an och Sportscoursen an hirer Formatioun virgesinn?

- Sinn d'Enseignanten a puncto Didaktik um leschte Stand?

- Gi se preparéiert op d'Kollaboratioun mat hire Kolleegen? Gi se preparéiert op d'Kollaboratioun mat den Elteren?

- Gi se geléiert flexibel ze schaffen, individuell Programmer ze erstellen an och op verschiddenen Niveauen an engem an deemselwechte Raum ze enseignéieren?

- Sinn an hirer Ausbildung genuch Stagewoche virgesinn, ähnlech wéi bei hire Kolleegen, déi aus der Belsch kommen an déi eng exzellent praktesch Formatioun do kréien?

Mir froen als CSV, dass den Inhalt vun der Formatioun vun de Schoulmeeschtere ganz seriö op de Leescht geholl gëtt, a mir froen och, dass d'Ausbildung vum Enseignant unique an déi praktesch Applikatioun um Terrain no enger Rei Joren och evaluéiert gëtt.

- Dann awer och nach d'Fro: Ginn déi Schoulmeeschteren, déi elo scho méi laang am Déngscht sinn, och op dësen neien Challenge vun der Reform an enger Formation continue virbereet?

- Wéi gesäit et aus mat eventueller Ënnerstëtzung vu baussen? Abee, mir hunn hei wuel Équipe-multidisciplinairen, déi si ënnerstëtzen, mä kënnt déi Hëllef och séier genuch? Dauert deen administrative Wee, deen dës Équipe muss goen, net vill ze vill laang bis dann och reell Hëllef an Ënnerstëtzung an de Klassesall kënnt?

- An eng lescht Fro: Kréien d'Schoulmeeschteren de Réck gestäipt, wa se mussen duerchgräifen, eventuell bei disziplinäre Problemer?

All dës Froe mussen nach gekläert ginn.

Dann zum Direkter. Wat mir als CSV am allermeeschte bedaueren, ass de Fait, dass mer hei e gewielte Président d'école un der Spëtzt hunn, deem seng Kolleege gegebenenfalls musse Rechenschaft ofleeën. Eng Schoul, wéi se hei wäert fonctionnéieren, mat Schoulmeeschteren, Éducateuren an esou weider, brauch, esou wéi all Betrib, e richtege Chef, e Supérieur hiérarchique, deen och muss kënne wichteg Décisiounen huelen, deen och kann disziplinarech Mesuren ergräifen, wann et da muss sinn, an net e Primus inter Pares. An den Ae vun der CSV kann dat just e Schouldirekter sinn, dee fir dës Aufgab och eng spezifesch Formatioun muss hunn.

(Interruption)

An dësem Konsenstext - ech betounen, an dësem Konsenstext - ass de Schouldirekter leider net zréckbehale ginn,…

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- …mä d'Zukunft an d'Praxis wäerte weisen, ob een net muss op dësem Punkt den Text un d'Ufuerderungen, déi un d'Schoul gestallt ginn, an den nächste Joren adaptéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech kommen zur Konklusioun, Här President.

M. le Président.- Loosst d'Madame Hetto hir Konklusioun zéien, wann ech gelift.

(Interruptions)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Däerf ech weiderfueren, wann Der erlaabt?!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléissen nach just e puer Wierder. Mir als CSV wëlle wierklech dëst Gesetz op de Wee schécken, wëssend, dass mer am Laf vun der Zäit sécher nach mussen déi eng oder aner Adaptatioune maachen, déi eréischt d'Praxis wäert fuerderen.

Fir d'Schoul vu muer brauche mer Enseignantë vu muer. Motivéiert Enseignanten, déi bereet sinn, op dës nei Aart a Weis Schoul ze halen. Hir Formatioun an hiren Engagement sinn den A an den O vun der Ëmsetzung vun der Schoulreform.

D'Kanner sinn eist gréisste Kapital. A si musse mer och investéieren. Mir brauche gutt forméiert Leit, fir dass mer se net all mussen am Ausland rekrutéieren, an déi Formatioun, déi fänkt schonn an der Primärschoul un, do wou och d'Sozialkohesioun ufänkt.

Mat dësem Gesetz maache mer also ee ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Direktioun. Dat wier et gewiescht fir mäin Deel.

Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soen, deen och elo hei d'Séance presidéiert. Ech hätt natierlech och näischt dergéint gehat, wann e géif dohanne sëtzen, da kéinte mer vläicht méi och nach en direkten Austausch hunn.

M. le Président.- Ech och net, mä dat kënnt duerno. Ech mengen net, datt ech op éiweg Zäiten hei sëtze bleiwen.

(Hilarité et interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir Dammen an Dir Hären, säit bal 100 Joer baséiert sech d'Lëtzebuerger Primärschoul op datselwecht Gesetz. Rieds geet vum Schoulgesetz vun 1912. An et ass ganz interessant, och wann een déi Débatë vun deemools noliest, well se a verschiddene Punkten am Fong geholl guer näischt un der Aktualitéit verluer hunn.

Dat Gesetz ass e Gesetz, dat bei sengem Vote deemools net nëmmen der Zäit ugepasst war, mä dat och fir déi deemoleg Époque ganz couragéiert a wäitsichteg war. Duerfir konnte mer jo och ganz laang mat deenen Texter fueren, praktesch bal 100 Joer.

Mä an de leschte Jorzéngten hu sech vill nei Erausfuerderungen an Aufgaben un eis öffentlech Schoul gestallt. D'Gesellschaft huet sech geännert. D'Kanner kommen aus vill méi ënnerschiddleche Familljesituatioune wéi fréier. Den Undeel vun den Elteren, wou déi zwee Partner schaffe ginn, ass rasant geklommen, grad esou wéi déi Kanner, déi a monoparentalë Famillje liewen. Mir hunn e groussen Undeel un auslännesche Kanner, déi aus ënnerschiddleche Kulture kommen an déi aner Mammesproochen hunn.

D'Schoul - d'öffentlech Schoul - muss all deene Kanner Chancëgläichheet bidden. Si muss all Kand d'Chance opmaache fir d'Liewen an de Beruff. Zil muss et sinn all Kand d'Méiglechkeet ze ginn, sech zu eegestännegen a verantwortungsbewosste Membere vun der Gesellschaft ze entwéckelen.

Duerfir muss also d'Schoul sech gesellschaftlechen Entwécklungen upassen, hinne Rechnung droen, grad esou wéi och déi nei Ufuerderungen an de Beruffer an um Aarbechtsmarché musse considéréiert ginn.

Si muss och déi Ënnerschiddlechkeet vun all de Kanner berücksichtegen. Si muss Aufgaben iwwerhuelen, déi fréier vun der Famill iwwerholl gi sinn. Si muss virun allem integréieren.

D'Schoul muss och optimal ausbilden an de Schüler déi Kompetenz vermëttelen, déi se fir en erfollegräicht Beruffsliewe brauchen. E Beruffsliewen, eng Berufswelt, déi a permanenter Evolutioun ass.

Mer mussen awer feststellen, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem sech ganz schwéier domadder deet an datt déi verschidden international Studien eis kloer verschidde Saache virun Ae gefouert hunn.

D'Schoul bréngt et nämlech net fäerdeg fir déi ëmmer méi heterogen Schoulpopulatiounen ze integréieren. A kaum engem anere Land si Leeschtungsënnerscheeder zwësche Schüler aus sozial benodeelegten a gutt situéierte Milieuen esou grouss wéi bei eis.

Datselwecht gëllt fir Kanner mat auslänneschen Originen, déi och an eisem Schoulsystem désavantagéiert sinn an déi zu 80% sech am Technique oder am Préparatoire erëmfannen.

Insgesamt fält op, datt Lëtzebuerg mat engem Undeel vun 43% vu Schüler, déi en Diplom fir op d'Uni ze goen erreechen, wäit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt vun 62% läit. Ech baséiere mech hei op Zuelen, déi am „Regards sur l'éducation" stinn.

An de PISA-Tester, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, hu jo d'Lëtzebuerger Schüler insgesamt net mat deenen aus deene meeschten aneren europäesche Länner kënne mathalen.

Et ass also méi wéi noutwendeg fir vun ënnen erop eis öffentlech Schoul ze reforméieren.

Dobäi muss eis eng Iddi guidéieren, an zwar déi fir d'Fäegkeeten an d'Perséinlechkeete vun all deene verschiddene Schüler ze entwéckelen, ganz nom liberale Prinzip, datt de Mënsch am Mëttelpunkt steet.

All Kand ass aneschters. Differenzéierten an individualiséierten Unterrecht muss duerfir am Vierdergrond stoen an duerfir brauche mer eng Vielfalt u Léiermethode mat differenzéiertem, offenem an handlungsorientéierten Unterrecht.

An dat si jo och schonn déi éischt Konklusiounen, wa se der iwwerhaapt kënnen zéien an deem Projet vun „Eis Schoul", dee mer virun e puer Deeg mat der Kommissioun kucke ware respektiv bei der offizieller Ouverture derbäi waren, wou och gesot ginn ass, no e puer Woche kënne se eng éischt Konklusioun zéien. Dat ass, datt et net eng Method fir all Kand an eise Schoule gëtt, mä datt mer der vill verschiddener brauchen.

Et besteet also och mëttlerweil e grousse Konsens bei Experten an och Politiker fir dës Approchen. An och dat neit Schoulgesetz, wat mer haut debattéieren, wëllt dësen Noutwendegkeete Rechnung droen.

Kompetenzunterrecht, Léiercyclen, differenzéiert Bewäertung, ewech vum 60-Punkte-System, „team teaching" sinn dobäi wichteg Bausteng fir eng Verännerung vun eiser Schoulpraxis, déi och voll eis Ënnerstëtzung fannen.

E puer kruzial Froe stelle sech awer an dësem Zesummenhank. Musse mer dat speziell an e Gesetz aschreiwen, fir datt et an der Praxis kann ëmgesat ginn?

Um Terrain, an eise Schoule lafe scho vill Initiativen, an net eréischt säit gëschter, mä schonn zënter ganz Laangem, fir nei Weeër am Schoulhalen ze goen. Ech kéint do vill Projeten opzielen. Ech selwer hunn och scho praktesch Enn vun den 80er Joren u verschidden esou klenge Projete matgeschafft, zu Réiser respektiv Bierchem an och an anere Schoulen, Briddel - ech kéint der eng ganz Rei nennen -, déi hu scho virun zéng Joer ugefaangen nei Weeër ze goen an de pedagogesche Methoden.

Esou Initiative waren och oft Virreider an hir Erfahrunge si jo da mëttlerweil och vill verbreet respektiv sinn och considéréiert gi fir op déi nei Weeër ze goen. An dat war och méiglech ouni en neit Schoulgesetz. Am Secondaire ass et jo och esou, datt do och elo ugefaange gëtt de Kompetenzunterrecht anzefiéieren; och do gëtt de Moment net extra légiféréiert.

Wann een der Meenung ass, datt een also pedagogesch Detailer an e Schoulgesetz misst aschreiwen, da musse mer kritiséieren, datt da vill Elementer och vergiess ginn, zum Beispill déi vun der Sproocheproblematik an och aner Elementer, op déi ech herno nach wäert zréckkommen.

D'DP ass der Meenung, datt een net soll bis an de leschten Detail d'Pedagogik an d'Methoden an e Basisschoulgesetz aschreiwen. Et ass den Job vun den Experten um Terrain fir se ëmzesetzen. Doriwwer eraus kënnt een dann och an d'Situatioun, datt een ëmmer erëm muss nei légiféréiere wann een zu neien Erkenntnisser kënnt an nei Richtunge wëllt aschloen.

Ganz konkret Beispill: Cyclen, déi elo hei am Gesetz drastinn, seet, datt déi normal Cyclen am Primaire, an der Grondschoul villméi - mer mussen eis och elo dru gewinnen, datt mer dat Grondschoul nennen - zwee Joer hunn. Et sinn awer Experten déi soen, esou Cyclë missten am Fong geholl dräi Joer hunn. Och an dem Projet „Eis Schoul" hu se Cyclë vun dräi Joer.

Et ass och esou, all Schoulpopulatioun ass anescht a wann d'pedagogesch Differenziatioun am Vierdergrond steet, ma da musse mer déi och erméiglechen, andeems mer keen ze enke legale Kader setzen.

D'Schoulpopulatioun an déi respektiv Besoine vun de Schüler sinn net iwwerall d'selwecht am Land. An der Fiels si se aneschters wéi zu Déifferdeng. An zu Déifferdeng si se eben aneschters wéi um Briddel.

Een ze enke legale Kader, wat pedagogesch Mesuren ubelaangt, kéint och kontraproduktiv ginn. Ech kéint elo e bëssen e Beispill huelen an an d'Zäit zréckversetzen.

Wann een zum Beispill 1989/90, wéi mer zu Réiser ugefaangen hunn a verschiddene Klassen aner Weeër ze goen, e Gesetz gehat hätt, wou dragestanen hätt, de Frontalunterrecht wier pedagogesch Virschréft, dann hätte mer dee Moment net kéinte mat deene Projeten ufänken. Dann hätt sech näischt beweegt respektiv hätte mer misse fir d'éischt op de Wee goen ze légiféréieren, Gesetzer ëmzeänneren - wat oft laang Zäit brauch -, ier een dat hätt kënne maachen. Et besteet also da keng Souplesse.

Mir sinn der Meenung, datt ee méi e grousse Spillraum a méi Souplesse soll loossen, och am Sënn vun der Autonomie vun de Schoulen. Mir plädéieren duerfir och, datt een d'Constitutioun, besonnesch den Artikel 23 soll ëmänneren, fir datt een net fir all nei Konzepter an der Schoul muss extra e Gesetz op den Instanzewee ginn. Dat ass am Endeffekt en Hemmnis fir

d'Schoul an och fir kënne schnell an adequat Schoulreformen ëmzesetzen.

Ëmgedréint muss ee sech awer och d'Fro stellen: Ass de Fait, dass ee pedagogesch Guidelines an e Gesetz aschreift, eng Garantie, datt se kënnen erfollegräich an der Praxis ëmgesat ginn? Dat ass fir d'DP déi kruzial Fro a mir soe kloer Neen.

Neen, dat ass net méiglech, wann ee sech net déi noutwendeg Strukture gëtt. An dat ass de grousse Schwaachpunkt an deem virleiende Gesetzesprojet.

Et ass, wéi gesot, eng gutt Ofsicht, nei pedagogesch Objektiver an Démarchen anzeféieren, an ech hu jo schonn ënnerstrach, datt mer déi Objektiver an Démarchen och guttheeschen.

Mä dat ass nach keng Garantie, datt se um Terrain ëmgesat ginn. Sécherlech kann een dervun ausgoen - ech ginn dervun aus -, datt vill motivéiert Enseignantë wäerte versichen dëst no beschtem Kënnen elo ze maachen, déi Reforme mathëllefen ëmzesetzen. Si brauchen awer och eng Ënnerstëtzung a Begleedung op der Plaz. Si erwaarden dat ganz oft.

Et besteet, wann ee mat den Enseignantë schwätzt, och nach eng relativ Onsécherheet bei ville Kolleegen, déi een do ka fannen. Et ginn awer och anerer déi dat Gesetz guer net esou contraignant gesinn. Ech krut déi lescht Deeg e Mail vun engem Schoulmeeschter, deen houfreg drop ass, datt en elo schonn 30 Joer weess wéi ee Schoul hält. Deen huet mer dunn am Mail geschriwwen: „Also Eugène, d'Schoul gëtt nach ëmmer virun der Tafel a mat Prüfunge gehalen." An dat géif och bei him esou bleiwen, huet e gesot. Ech ginn dervun aus, datt hien awer leider net deen Eenzegen ass deen esou denkt.

Fir datt een déi nei pedagogesch Methoden an nei Usätz an eis Klassesäll erakritt, brauche mir an eisen Aen eng kompetent a responsabel Hierarchie, déi als Haaptaufgab huet, déi nei Approchen an de Schoulsäll konsequent ze begleeden an ëmzesetzen.

Ech wéilt do d'Ines Kurschat vum „Lëtzebuerger Land" zitéieren, dat am Leitartikel dee leschte Freideg mat dem Titel „Machbarkeit zur Schulreform" dat op de Punkt bruecht huet. Ech zitéieren: „Konsequent im Sinne der Schulentwicklung wäre es gewesen, professionellen Leitungen die anspruchsvolle Aufgabe der Erneuerung und deren Steuerung zu übertragen."

Deem wier am Fong geholl näischt méi bäizefügen. Am Kloertext wëllt dat heeschen, datt d'Inspekteren an d'Schouldirekteren dës Aufgabe missten iwwerhuelen, fir datt een erfollegräich Schoulreforme kann an der Grondschoul ëmsetzen a begleeden.

Als éischt d'Inspekteren, déi duerfir och schonn an der Vergaangenheet zoustänneg waren. Et muss ee feststellen, datt an dësem Gesetz net d'Chance genotzt ginn ass fir d'Inspektorat seriös op de Leescht ze huelen. Hinne feelt et u Personal an och mat 25 Inspekteren, déi elo am Personalgesetz ageschriwwe ginn, geet et net duer, well jiddweree vun hinnen an der Moyenne sech ëm iwwer 2500 Schüler an ëm iwwer 100 Enseignanten an anert Personal muss këmmeren.

Virun allem hätte se misse Geleeënheet kréie sech nei ze organiséieren, fir datt se sech essenziell deene pedagogeschen Aufgabe kéinten zouwennen. Well dat muss hir éischt an Haaptmissioun an Aufgab sinn.

An der Praxis ass et elo esou, dat war och schonn an der Vergaangenheet de Fall, datt se iwwerheeft si mat administrativen Aarbechten a wéineg Zäit bleift fir sech ëm d'Ëmsetzung vu Reformen um Terrain ze beschäftegen an och se ze begleeden. An dat wäert souguer nach zouhuelen, wann d'Chamber d'Nomination étatique vum Personal wäert stëmmen a wou dann d'Inspekteren duerno mussen d'Pan klaken.

D'Inspekteren haten och an der Vergaangenheet bei all Fraktioun den Tour gemaach. Si ware selwer Demandeur fir méi eng déifgräifend Reform vum Inspektorat. Si haten eng Rei Propositiounen. Hir Avisë sinn awer net considéréiert ginn, wat mer bedaueren.

Ënnert dem Strëch si si awer och weiderhin Demandeur, datt méi eng grondleeënd Reform vum Inspektorat kënnt, an ech géif duerfir och hei eng Motioun déposéieren - déi och vun deene Gréngen, vum Claude Adam mat ënnerschriwwen ass, dee jo och dee ganzen Domän vum Inspektorat kennt-, wou mer soen, datt dee ganzen Dossier vum Inspektorat nach eng Kéier misst nei op de Leescht geholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que les missions et attributions des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi que leur charge de travail ont nettement augmenté ces dernières années;

- constatant que le projet de réforme gouvernemental de l'enseignement fondamental ne tient guère compte de cette évolution;

- considérant que devant cette toile de fond une réforme de l'inspectorat de l'enseignement fondamental s'impose;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais un projet de loi réformant l'inspectorat de l'enseignement fondamental en définissant plus clairement les attributions et missions des inspecteurs de l'enseignement fondamental.

(s.) Eugène Berger, Claude Adam, Fernand Etgen, Charles Goerens, Carlo Wagner.

Deen zweete wichtege Pilier, Här President, fir eng professionell Begleedung vun eise Schoulen, ass fir d'Demokratesch Partei de Schouldirekter. An ech sinn och net d'accord mam Rapporteur, deen elo leider hei hanneru mer als President sëtzt, deen am „Lëtzebuerger Wort" am Interview gesot huet, dat wier en Nieweschauplatz, wann ee géif doriwwer diskutéieren. Et ass an eisen Aen en essenzielle Punkt fir Reforme kënnen ëmzesetzen.

De Schouldirekter soll sech um Niveau vun der eenzelner Schoul ëm d'Erneierung an d'Steierung vun de Schoulreforme këmmeren. De Schouldirekter hätt eng Rei administrativ Aarbechten. Hie kéint doduerjer och den Inspekter entlaaschten. Hie wier och Uspriechpartner fir aner Instanzen, déi an d'Schoul kommen, fir d'Elteren. An hie wier awer och zoustänneg an eisen Aen duerfir, datt déi Schoulreformen an de Klassesäll vu senger Schoul ëmgesat ginn an hien hätt domadder och pedagogesch Aufgaben an Zesummenaarbecht mam Inspekter.

Schouldirektere ginn et och praktesch an all Länner an Europa an och ëmmer méi Enseignantë schwätze sech duerfir aus, well se sech doran och eng Hëllef erwaarden. Besonnesch och déi jonk Enseignanten, déi frësch vun der Schoul kommen. Sécherlech missten dann déi Leit och eng speziell Formatioun respektiv eng Formation continue kréien.

An et ass jo och esou, bei de Parteie war u sech e grousse Konsens fir esou en Direkter. Dat konnt een an den Diskussiounen an der Kommissioun feststellen an d'CSV ass jo - wann ech d'Madame Hetto richteg verstanen hunn, déi viru mir geschwat huet - am Fong geholl och kloer fir e Schouldirekter. Ech kann also net verstoen, firwat mer also déi Geleeënheet net genotzt hu fir dat kënnen an d'Gesetz anzeschreiwen.

Hei ass et also erëm eng Kéier esou gewiescht, datt politesch Kouhändel gemaach gi sinn. D'LSAP konnt den Direkter eraussträichen. Op där anerer Säit war et da wahrscheinlech esou, datt d'CSV d'Nomination étatique am Géigenzuch wollt kréien. Ech wäert am Personalgesetz dorobber nach eng Kéier agoen.

Vu datt jo och nach aner spezialiséiert Personal an d'Schoulen erakënnt, bei der Équipe pédagogique op anere Momenter - dat sinn och Saachen, déi mer grondsätzlech begréissen -, wier et awer e weidert Argument, datt een e Coordinateur vun dësem Personal a Persoun vun engem Schouldirekter hätt.

D'Gesetz gesäit amplaz de Président de comité, also de President vun engem Comité vir a setzt op eng participativ Démarche.

D'DP, dat wëll ech ënnersträichen, ass guer net géint dës participativ Démarche. Mir begréissen, datt an enger Schoul all d'Enseignantë kënne sech zesummen an engem Gremium treffen, matschaffen, diskutéieren, och hir Iddiën ausschaffe fir hir Schoul. Sécher fonctionnéieren och op där enger oder anerer Plaz esou Comitéë relativ gutt, mä de President vun esou engem Comité huet net déi néideg legal Autoritéit, wann et haart ëm haart geet, an et mussen och emol wahrscheinlech kontrovers Décisioune geholl ginn.

De President vun esou engem Comité huet och net d'Autoritéit fir derfir suergen, d'Reformen effektiv an de Klassesäll ëmzesetzen. Hie ka kengem Kolleeg eppes virschreiwen. Wann e sech géint säi Comité stellt, ass e wahrscheinlech déi längsten Zäit President vun deem Comité gewiescht.

An esou e Comité huet jo laut dem Gesetzesprojet vill Aufgaben a Missiounen: d'Schoulorganisatioun mat ausschaffen, d'Plans de réussite scolaire, de Budget, d'Formatioun an esou weider. Vläicht eng kleng Remarque oder eng kleng Klamer: D'Reglement, wat mer elo virleien hunn, gesäit ledeglech nëmmen obligatoresch dräi Sëtzunge vun deem Schoulcomité vir, wat sécherlech net duergeet fir all Aufgaben, mä egal.

Also dee Comité huet immens vill Aufgaben an de President vun deem Comité, besonnesch wann dat méi grouss Schoule sinn, huet herno esou vill Aarbecht, datt dat e richtegen „full-time job" géif ginn.

Et ass sech och d'Fro ze stellen, ob mer dann esou e groussen Undrang hu vun Enseignantë fir esou eng Charge vum President oder fir iwwerhaapt eng Charge an engem Comité ze iwwerhuelen. Se hu jo dernieft och nach hir Aarbecht als Enseignant ze maachen. Et kann ee sech virstellen, datt also och op där enger oder anerer Plaz vläicht d'Situatioun kënnt, datt keen do interesséiert ass.

Dann ass virgesinn am Gesetz, datt dann d'Gemeng esou e President nennt, wat sécherlech wierklech keng gutt, éischter eng ganz schlecht Solutioun ass, wann ee Leit op déi Plaz setzt, déi guer net motivéiert sinn, déi guer net interesséiert si fir esou en Job ze maachen.

Fir eng effizient Ëmsetzung vu Schoulreforme brauch ee motivéiert a gutt forméiert Personal. Motivéiert si vill Enseignanten.

A puncto Formation initiale a Formation continue ginn et awer nach Schwaachstellen; ech wäert bei dem Gesetz iwwert d'Personal méi am Detail dorobber agoen.

Dee Projet, dee mer virleien hunn, huet awer aner Schwaachstellen, well en Deel vun eise Kanner gi vergiess a ginn ausgeklamert. Virun allem ass do d'Éducation différenciée ze nennen.

Wa mer wëllen, datt eis Grondschoul integréiert, da musse mer dat och onbedéngt fir déi Kanner maache mat engem Handicap. An dat ass och zum ganz groussen Deel méiglech. D'Praxis um Terrain a verschiddene Projeten huet dat gewisen. Als Beispill kéint ech do och erëm eng Kéier Réiser nennen, méi rezent och aner Schoule wéi de Projet „Eis Schoul". Sécherlech vergiessen ech hei och aner Plazen am Land, wou dat an der Vergaangenheet scho gemaach ginn ass. Wou eben a Projete Kanner mat engem Handicap zum Deel oder och ganz an déi normal Schoul, an déi normal Klassen integréiert gi sinn.

Do war zum Deel zousätzlecht Personal noutwendeg. Mä vu datt jo hei d'Gesetz och virgesäit, datt mer bei pedagogeschen Équipen och anert Personal kënnen derbäi huelen, datt mer virgesinn, datt „team teaching" ass, wier dat also och mat dësem Gesetz méiglech, wann een op dee Wee géif goen a wou ee misst goen.

Dat wier e Plus fir d'Kanner mat engem Handicap an och e Plus fir d'Kanner ouni Handicap, well déi léieren nei sozial Kompetenzen, well se sech e bësse musse mat ëm déi Schüler bekëmmeren. Op där anerer Säit ass et och e Plus fir déi Kanner mat Handicap, well all d'Resultater vun deene Projete weisen, datt déi Kanner mat Handicap, déi an d'Grondschoul integréiert gi sinn, herno insgesamt besser Resultater hunn. D'DP bedauert, datt hei enger Noutwennegkeet net Rechnung gedroe ginn ass. Dës Schoulreform ass also net integrativ fir all eis Kanner.

Wat d'Elteren ubelaangt, si si och e wichtege Partner vun der Schoul. Mir hu sécherlech net esou Traditioune wéi an Däitschland, wou zum Beispill dem „Elternbeirat" an dem Matwierke vun den Elteren insgesamt grousse Wäert bäigemooss gëtt. Et sinn e puer Usätz hei am Gesetz, besser misst ee soen e Minimum, fir den Eltere méi Matsproocherecht a Kollaboratioun ze erméiglechen.

Do hätt een och kéinte méi wäit goen. Et ass natierlech och esou, datt d'Elteren op där anerer Säit musse bereet sinn dëse Partenariat anzegoen. Och si si gefuerdert, fir dann aus dëse Méiglechkeeten, déi hinnen elo gebuede ginn, och eppes dorauser ze maachen. Den Elteren hir Plaz an der Schoul soll net déi sinn, datt se nëmmen an d'Schoul komme fir eventuell ze kritiséieren oder Saachen a Fro ze stellen, mä si solle matagebonne gi fir eben och déi Schoulreform mat ëmzesetzen, respektiv fir och positiv an der Schoul matzeschaffen.

Duerch dëst Gesetz kritt och den Encadrement périscolaire en offizielle juristeschen Agank an d'öffentlech Schoul. Dëst ass absolut ze begréissen, well duerch déi verännert Gesellschafts- a Familljestrukturen ass de Besoin an d'Noutwennegkeet ëmmer méi grouss fir de Kanner kënne vu klengem un eng Rei sozioedukativ Encadrementer ze bidden. Déi kënne jo och als Frühförderung ganz am Intérêt vun der Entwécklung vun de Kanner sinn. Et ass festgestallt ginn, datt Kanner, wat se méi fréi a Léierkontext kommen, sécherlech op eng spilleresch Aart a Weis, herno zum Beispill och an de Sproochen Avantagë kënnen hunn.

Mir sinn also kloer derfir, datt dëst am Kontext vun der Schoul geschitt. Mir sinn awer och kloer dergéint, datt dësen Encadrement net ënnert der Tutelle vun der Éducatioun steet. Dëst Gesetz schaaft elo e Fait accompli, datt de Familljeminister d'Obhut iwwert de Périscolaire huet, deen awer an eisen Aen en Deel vun der Schoul ass. An dat gëtt nach méi problematesch, wann een an d'Richtung vun der Journée continue geet, wou déi Aktivitéiten da jo wierklech Partie intégrante vun der Schoul sinn, wou dat Personal, wat fir d'Schoul mat de Kanner schafft, ënnert der Tutelle vun der Éducatioun steet, an déi aner vum Périscolaire ënnert der Tutelle vun der Famill.

Dat ass net gutt, an dat wäert dann och a verschiddene Fäll emol kënnen zu Konflikter féieren. D'DP hätt gären, datt all d'Activités périscolaires, och d'Maisons relais, der Éducatioun ënnerstinn, well se en Deel dovunner sinn.

An dësem Projet ass och d'Chance an d'Geleeënheet verpasst gi fir en allgemenge Wäerteunterrecht an eiser Schoul anzeféieren. Et gëtt da gäre gesot, datt et net wichteg an dësem Schoulgesetz wier. Ech sinn net där Meenung. Wäerter vermëttelen ass eng wichteg Missioun vun der öffentlecher Schoul, an déi muss an enger moderner an demokratescher Gesellschaft reliouns- a glawensonofhängeg vermëttelt ginn.

Wann d'Schoul integrativ soll handelen, kann et net sinn, datt een op där anerer Säit, grad a besonnesch bei der Wäertvermëttlung, spléckt opgrond vun enger Relioun oder enger kultureller oder philosophescher Weltanschauung. Dat ass absolut net am Sënn vun enger Schoul; déi muss integréieren an net ausschléissen. Dat ass net an enger Logik vu Wäertvermëttlung, déi op d'Zesummeliewe soll bauen.

Sécher muss an engem allgemenge Wäerteunterrecht och iwwer all Relioune geschwat ginn an déi sollen erkläert ginn. Mä doriwwer eraus muss dee Cours op d'Vermëttlung vun allgemenge Mënscherechter axéiert ginn, vum Liewe mateneen, vu soziale Kompetenzen, vun Toleranz.

Fir d'DP ass d'öffentlech Schoul net eng Maartplaz vu Reliounen, egal welcher Origine, déi hir Tribün am reguläre Stonneplang däerfen hunn oder zoustänneg fir Wäertvermëttlung däerfe sinn. Relioun ass Privatugeleeënheet a muss och duerfir ausserhalb vun der öffentlecher Schoul vermëttelt ginn.

De Statsrot, dee sech jo gewéinlech net esou speziell iwwer gesellschaftspolitesch Froen ausschwätzt, huet sech trotzdeem ganz ausféierlech mat deem Punkt befaasst an och bedauert, datt de Législateur net konsequent war an d'Geleeënheet genotzt huet fir de Wäertunterrecht anzeféieren.

De Statsrot weist och zu Recht op d'Gefor hin, datt aner Reliounen un d'Dier kéinte klappe kommen, a mir riskéieren herno eng Situatioun ze hunn, wou eng Multitude vu Relioune wëllt e Portail hunn an eisen öffentleche Schoulen. Dat ass an dat däerf net d'Aufgab vun der öffentlecher Schoul sinn.

Hei war et esou, datt an der Kommissioun vill Memberen där Iddi ganz favorabel vis-à-vis stoungen. D'Madame Hetto hat och emol eng Kéier an der Vergaangenheet an iergendenger Pressekonferenz vun der CSV gemengt, datt ee kéint op de Wee vun engem allgemenge Wäerteunterrecht goen. Ech menge si ass relativ schnell zréckgepaff ginn. Dat ass nach verständlech bei der CSV, déi jo a gesellschaftspolitesche Froen ëmmer ënnert der Fuchtel vun der Kierch steet, a si ka sech elo net erlaben nach eng Kéier de Poopst an de Bëschof ze brüskéieren.

Mä et ass awer - wann et bei der CSV nach verständlech an novollzéibar ass -, wierklech net novollzéibar bei der LSAP, bei de Sozialisten. Si hu wierklech do eng schizophren Approche, wann een op där enger Säit gesäit, datt an all de Publikatiounen, wahrscheinlech och an hirem nächste Wahlprogramm wäert stoen, datt se fir de Wäerteunterrecht sinn.

Ech mengen den honorabelen Här Fayot hat an enger Publikatioun vun de Sozialisten an der Stad och nach eng Kéier ënnerstrach, datt si fir de Wäerteunterrecht sinn. An elo, wou se en dann hätte kënne realiséieren, wou se et wierklech an der Hand hate fir et ze maachen, do huet de Courage se verlooss.

Mir hunn dat also leider net an d'Gesetz ageschriwwen. An nodeems d'Aarbechten dann ofgeschloss sinn, da gëtt gesot, jo elo huele mer awer deen Dossier trotzdeem op de Leescht, da ruffe mer elo an den nächste Wochen a Méint déi eenzel Leit an d'Kommissioun, fir do déi verschidde Meenungen an Avisen ze héieren, fir eis dann eng Meenung ze maachen.

Fir d'DP ass et kloer: Mir si fir en allgemenge Wäerteunterrecht; dat steet och kloer an eisem Wahlprogramm.

Ech hat och an der Kommissioun, zesumme mat der Madame Brasseur, Amendementer déposéiert, fir eben déi Lacune do nozebesseren, déi d'Sozialiste vergiess haten. Mä leider sinn déi Amendementer dee Moment ofgelehnt ginn.

Ech muss awer soen, se sinn nëmme lauwaarm ofgelehnt ginn. Et waren der do, déi hu laang gezéckt ier se d'Hand ausgestreckt hunn. Déi hätten also kënne mat deenen Amendementer liewen.

Dat war awer nëmmen e Vote an der Kommissioun an duerfir, géif ech mengen, wier et gutt fir nach eng Kéier dee Vote hei an der Chamber nozehuelen. Vläicht fanne mer dann hei eng Majoritéit, well do jo awer - hat ech gemengt - e grousse Konsens besteet. Bon, et ass kloer, wéi an anere gesellschaftspolitesche Froe kënne mer hei nëmme virukomme mat enger Majoritéit jensäits vun der CSV.

Duerfir, Här President, wéilt ech hei nach eng Kéier déi Amendementer déposéieren déi froen, datt mer en allgemenge Wäerteunterrecht an eise Schoulen aféieren amplaz vum Reliounsunterrecht.

Amendement 1

L'article 7 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 7. *Le premier cycle de l'enseignement fondamental comprend les domaines de développement et d'apprentissage suivants:*

1. le raisonnement logique et mathématique;

2. le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues;

3. la découverte du monde par tous les sens;

4. la psychomotricité, l'expression corporelle et la santé;

5. l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture;

6. la vie en commun et les valeurs <u>à travers l'éducation aux valeurs.</u>

Les deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental comprennent les domaines de développement et d'apprentissage suivants:

1. l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise;

2. les mathématiques;

3. l'éveil aux sciences et les sciences humaines et naturelles;

4. l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé;

5. l'éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, les arts et la musique;

6 la vie en commun et les valeurs enseignées <u>à travers l'éducation aux valeurs</u>.

<u>Les contenus et finalités des cours de formation morale et sociale et d'instruction religieuse et morale sont assurés par l'éducation aux valeurs. L'éducation aux valeurs, prenant en compte aussi bien la diversité croissante des cultures et des convictions religieuses et philosophiques que la nécessité de veiller à l'intégration de ces diversités dans un climat de respect et de tolérance réciproques, a pour mission de transmettre aux élèves une connaissance appropriée des grandes religions et familles de pensée au plan mondial. Elle tient spécialement compte des réalités de la société luxembourgeoise en réservant une place adéquate à la présentation authentique des divers courants de pensée religieuse et humaniste présents dans le pays.</u>

L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.

Les sujets de promotion de la santé sont définis conjointement par les ministres ayant l'Éducation et la Santé dans leurs attributions.

Les activités d'appui pendant et en dehors des heures de classe et l'aide aux devoirs à domicile soutiennent les apprentissages.

L'article 8 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 8. *Un règlement grand-ducal fixe un plan d'études qui définit les socles de compétences à atteindre à la fin de chaque cycle, les programmes ainsi que les grilles des horaires hebdomadaires.*

L'article 11 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 11. *Les équipes pédagogiques peuvent utiliser du matériel didactique en dehors du matériel recommandé par le ministre ou la ministre, à condition que son utilisation ait été approuvée par le comité d'école et qu'il soit conforme au plan d'études.*

L'article 12 est modifié comme suit:

Art. 12. *Le cours d'éducation <u>aux valeurs</u> est donné par un instituteur dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, sauf dérogation accordée par le ministre ou la ministre.*

L'organisation des cours d'éducation <u>aux valeurs</u> fait partie intégrante de la délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation scolaire.

L'article 52 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 52. *L'inspecteur d'arrondissement assiste obligatoirement à la ou les séance(s) de la commission scolaire consacrée(s) à l'organisation scolaire. Il est invité également aux autres séances. Le secrétaire de la commission lui fait parvenir à cet effet les ordres du jour et les rapports des séances.*

Selon les besoins et au moins une fois par trimestre, la commission scolaire invite un représentant de l'équipe multiprofessionnelle concernée, un représentant du service ou de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif, un médecin scolaire ou un membre de l'équipe médico-socio-scolaire concernée ainsi que d'autres experts.

Les personnes invitées assistent à la séance avec voix consultative.

L'article 54 est modifié comme suit:

Art. 54. *La commission scolaire nationale se compose:*

1. de quatre membres à nommer par le ministre;

2. d'un membre à désigner par le ministre ayant la famille dans ses attributions;

3. d'un membre du personnel de l'enseignement postprimaire à désigner par le ministre;

4. de l'inspecteur général de l'enseignement primaire;

5. d'un inspecteur de l'enseignement primaire à élire par et parmi ses pairs;

6. de quatre instituteurs de l'enseignement fondamental à élire par et parmi leurs pairs;

7. d'un représentant des autorités communales à nommer par le ministre sur proposition du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises;

8. de deux parents d'élèves nommés par le ministre sur proposition de l'organisation représentative des associations des parents d'élèves.

Le ministre désigne parmi les membres le président, le vice-président et le secrétaire de la commission. Il désigne en outre un secrétaire administratif.

Est reconnue organisation représentative des associations des parents d'élèves par le ministre, l'organisation qui compte parmi ses membres affiliés la majorité des associations sans but lucratif de parents d'élèves de l'enseignement fondamental dûment constituées.

Le mandat des membres de la commission a une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable.

Les membres cessent de faire partie de la commission scolaire nationale quand ils ne remplissent plus les conditions de représentation requises. Dans ce cas, ainsi qu'en cas de démission, de révocation ou de décès d'un membre, il est pourvu, dans le délai d'un mois, à la vacance de poste par la désignation d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

Une fois par trimestre, le directeur de l'Éducation différenciée, le directeur du Centre de logopédie, un représentant du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, un responsable de la médecine scolaire désigné par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, sont invités à assister à la réunion de la commission.

Pour l'aider à remplir ses missions, la commission peut s'adresser à des organismes ou institutions luxembourgeois ou étrangers. En outre la commission peut s'adjoindre des experts et les charger d'études ponctuelles.

L'article 57 est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 57. *La surveillance des écoles est exercée:*

1. en ce qui concerne l'État, par le ministre,

2. en ce qui concerne la commune, par le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins, chacun selon ses compétences.

L'article 60 est modifié comme suit:

Art. 60. *L'inspecteur de l'enseignement primaire assure la surveillance des écoles de l'enseignement fondamental, publiques et privées, et de l'enseignement à domicile dans son arrondissement.*

À cet effet, il s'assure de la bonne marche des écoles et veille à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

Il coordonne les actions des présidents des comités d'école de son arrondissement.

Il exerce le pouvoir hiérarchique sur le personnel des écoles de son arrondissement. Il informe le ou la ministre des manquements disciplinaires éventuels du personnel précité. Le ministre procède conformément aux dispositions énoncées dans la loi fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Il surveille l'ensemble des activités d'apprentissage ayant lieu pendant l'horaire scolaire.

Il soutient le dialogue et la concertation entre les partenaires scolaires.

Il participe à la mise en œuvre des plans de réussite scolaire.

Il assure la présidence de la commission d'inclusion scolaire de son arrondissement et il exerce le pouvoir d'instruction sur les membres de l'équipe multiprofessionnelle dans le cadre de leurs interventions dans les écoles.

L'article 68 est modifié comme suit:

Art. 68. *Le personnel des écoles peut comprendre:*

1. des instituteurs de l'éducation préscolaire;

2. des instituteurs de l'enseignement primaire;

3. des instituteurs d'enseignement spécial;

4. des professeurs d'enseignement logopédique;

5. des pédagogues;

6. des psychologues;

7. des pédagogues curatifs;

8. des orthophonistes;

9. des rééducateurs en psychomotricité;

10. des ergothérapeutes;

11. des assistants sociaux;

12. des puériculteurs;

13. des éducateurs gradués;

14. des éducateurs;

15. des infirmiers;

16. des bibliothécaires documentalistes;

17. des chargés de cours.

Le personnel de l'école peut être assisté par des enseignants de cours en langue maternelle pour enfants de langue étrangère ainsi que par des médiateurs interculturels.

(s.) Eugène Berger.

M. le Président.- Merci, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech kann net an den Detail vun dem ganze Gesetzesprojet agoen. Ech wëll dat och net maachen. Dir hutt dat schonn als Rapporteur relativ ausféierlech gemaach. Ech hunn elo haaptsächlech e puer vun deene wichtegsten a kruziale Punkten erausgegraff, op deene mir net d'accord si mat dem Projet vun der Regierung, respektiv wou mir der Meenung sinn, datt eppes feelt oder aneschters misst ugepaakt ginn.

Ier ech zu menge Konklusioune kommen, wëll ech awer nach e puer allgemeng Remarquen zu den Défië vun der Lëtzebuerger Schoul maachen, déi mer net am Gesetz behandelt hunn, déi een och net esou einfach an e puer juristeschen Zeile ka léisen, un déi mer awer an nächster Zukunft resolut erugoe mussen. Dat ass an alleréischter Linn de Sproochenunterrecht. D'Sprooch erméiglecht dem Mënsch Kommunikatioun a sozial Integratioun. Si ass vu grondleeënder Wichtegkeet fir d'Léierprozesser, fir de Schoulwee, fir d'Beruffswelt.

Mir stelle fest, datt an der Lëtzebuerger Schoul d'Sproochenufuerderungen, mä och déi Aart a Weis, wéi mer un d'Sprooche léieren eruginn, eng Haaptursaach vun deene meeschten Échecen ass. D'Méisproochegkeet soll am Fong e Virdeel sinn, kéint et och sinn, mä an der Realitéit stellt se eng vun den Haaptschwieregkeeten am Lëtzebuerger Schoulsystem duer. Et ass de gréisste Problem am Hibléck op d'Integratioun vun eisen auslännesche Kanner, wou mer feststellen, datt si systematesch wéinst Sproochenexigenzen net zu engem Schoulofschloss kommen. Ech hat dat jo och scho virdrun illustréiert, am Ufank vu menger Interventioun, mat deene verschiddenen Etüden, PISA an anerer, wourauser dat och ervirgeet.

D'Sproochenufuerdernisser sinn och eng grouss Schwieregkeet fir vill lëtzebuergesch Kanner. Dat muss een och ervirhiewen. Mir sinn dat eenzegt Land wou esou grouss Ufuerdernisser a ville Sprooche vu Kanner verlaangt ginn. An dat gëtt och fir vill Lëtzebuerger Schüler, awer och fir auslännesch Schüler, zu enger oniwwerwannbarer Hürd. Dat däerf net méi sinn. Duerfir musse mer och hei konsequent nei Weeër goen, net zu lescht och am Sënn vu Chancëgläichheet.

D'DP plädéiert derfir, datt d'Sprooche musse konsequent als Friemsproochen enseignéiert ginn, datt onbedéngt méi Wäert op d'kommunikativ Kompetenzen am Sproochenunterrecht muss geluecht ginn. D'DP proposéiert och de Kanner de Choix unzebidden, a wat fir enger Sprooch se alphabetiséiert ginn, op Däitsch oder Franséisch. Ëmmer méi Experten, déi sech mam Lëtzebuerger Sproochenunterrecht a -Kontext ausenanersetzen, plädéieren och derfir.

Ech wëll elo net op all déi Detailer agoen, wéi dat herno kéint an der Praxis ausgesinn, mä et gëtt an der Suite dann och Sprooche-filièren, wou d'Gewiichtung vun den eenzelne Sproochen dann ënnerschiddlech ass a wou d'Ufuerdernisser och herno differenzéiert sinn. Haaptzil muss et sinn, datt d'Sproochen net méi eng Hürd, mä en Atout vun der Lëtzebuerger Schoul ginn, datt se net méi e Facteur vun Exklusioun sinn, mä vun Integratioun a Chancëgläichheet.

En allerleschte Punkt, Här President, ass deen, datt mer och Iwwerleeunge musse féiere fir d'Orientatioun an de Schoulen ze verbesseren an ze iwwerdenken. Ech géif gären och soen d'Selektioun, well et jo am Endeffekt de Moment nach ëmmer esou ass, an déi geschitt oft vill ze fréi.

Mir missten de Courage hunn och déi Problematik méi resolut unzegoen an och do méi op d'Experten ze lauschteren. Wéi aus eisem Éducationsunspabeier ervirgeet, kéinte mir eis virstellen, datt een d'Orientatioun net eleng am 6. Schouljoer mécht an ofschléisst, mä och nach d'Septième mat aschléisst. Ech perséinlech kéint mir och virstellen, datt een eng Kéier op de Wee géif goen d'Schüler alleguerte méi laang zesummenzehalen, ier ee se dann an déi verschidden Ordres d'enseignement orientéiert.

Här President, ech kommen awer elo zu menge Konklusiounen. Fir all Kand hei zu Lëtzebuerg gläich Chancen a Méiglechkeeten ze ginn, sech zu engem kompetente Mënsch an der Gesellschaft an am Grupp ze entwéckelen, musse mer eis öffentlech Schoul reforméieren. Virun allem musse mer nei Weeër am Schoulhalen, an de Methoden, an der Bewäertung, am Sproochenunterrecht, an der Integratioun vun all eise Kanner goen. Sécherlech besteet doriwwer bei villen och heibannen e Konsens.

Dëst Gesetz gëtt sech awer net déi Moyenen, net déi néideg Strukture fir noutwenneg Schoulreformen effizient ëmzesetzen. Doduerjer gi Reforme falsch ugepaakt a riskéieren ze scheiteren. Et feelen och wichteg Aspekter, déi onbedéngt hätte missen an enger Schoulreform derbäi sinn: D'Integratioun vun de behënnerte Kanner, eng Reform vum Inspektorat, eng nei Orientatioun, en allgemenge Wäerteunterrecht, de Schouldirekter.

Hei sinn noutwenneg Reforme verpasst ginn a mer wäerten dës Texter schnell erëm an deenen nächste Jore mussen op de Leescht huelen. Dat Gesetz vun 1912 huet bal 100 Joer gehal. Dat hei ass awer sécherlech keen esou e Jorhonnertwierk, mä eent vun de verpasste Chancen. D'Demokratesch Partei wäert dofir dëst Gesetz net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'LSAP begréisst dëst Gesetz wéi och déi dräi aner, déi mer muer hei wäerten diskutéieren an ofstëmmen. Déi véier Gesetzer bilden e Ganzt. Si realiséieren de Regierungsprogramm op engem wesentleche Punkt a si bréngen e Meilesteen an der Erneierung vun der Lëtzebuerger Schoul. Dofir si mir och iwwerzeegt, dass se fir d'Schoul ganz vill Positives wäerte bréngen.

Fir d'éischt emol wëll ech drop hiweisen, dass dës Gesetzer, no véier an engem hallwe Joer CSV/LSAP-Regierung, den Ofschloss vun enger vaster Reflexioun sinn, och vu villen Diskussiounen, grad esou gutt wéi parlamentarescher Aarbecht. Et ass keng ideologesch oder dogmatesch Reform. Et ass eng inhaltlech, méi wéi eng strukturell Reform, a setzt also op eng kohärent Gesamtapproche, opgrond och vu ville Schoulversich, déi scho virdru stattfonnt hunn. Déi Reflexioun war natierlech néideg, well mer laang Joren eigentlech näischt Fundamentales un der Schoul geännert hunn an och déi viregt Regierungen eigentlech ni un déi Gesamtreflexioun erugaange sinn.

Mir hunn et haut mat enger ganz diverser Schoulpopulatioun ze dinn, mir hunn et mat Problemer vun Échec scolaire ze dinn, mir hunn et och mat der Noutwennegkeet ze di fir déi Schoul un d'Donnéeë vun haut unzepassen. Dat ass also eng Risenaarbecht gewiescht, fir déi ech selbstverständlech d'Ministesch félicitéieren, déi sech ganz vill doranner implizéiert huet, perséinlech ganz staark engagéiert huet. Natierlech well ech och déi zoustänneg Chamberskommissioun an de Rapporteur fir säi Rapport begléckwënschen.

D'Chamberskommissioun huet, iwwer all Differenzen ewech - dat ass hei och scho gesot ginn -, intensiv un dëse Projete geschafft, egal ob elo Divergenzen op dem engen oder dem anere Punkt waren. Ech hat perséinlech gehofft, dass dës Reform, déi wierklech eng fundamental Reform ass, méi eng grouss Majoritéit iwwert déi vun der Majorité gouvernementale eraus fonnt hätt, well wéi bei alle Gesellschaftsreforme vun dëser Portée ass et wichteg, dass se politesch och ganz breet gedroe gëtt.

Et ass sécher och schonn interessant, dass déi Reform, soubal wéi se gestëmmt ass, fir d'Joer 2009-2010 ëmgesat gëtt, op jidde Fall deelweis ëmgesat gëtt, an et ass grad esou kloer, dass dës Reform eigentlech eng éischt Etapp ass an dass duerno weider Reforme musse kommen, besonnesch wat d'Folleg vum Fondamental, also d'Charnière zwëschent dem Secondaire an dem Fondamental, déi ënnescht Klasse vum Secondaire - général oder technique - betrëfft, well eben do, wéi mer jo wëssen, d'Bildungschancë fir d'Kanner sech determinéieren, ob se a méi eng akademesch Carrière ginn oder an aner Carrièren.

Här President, vun der Schoul fuerdere mer villes, esou wéi mer dat selbstverständlech och vun de Kanner verlaangen. D'öffentlech Schoul ass jo e wesentlecht Instrument fir sozial Kohesioun an onser Gesellschaft, an dofir engagéiere mer ganz vill Mëttelen, ganz vill Personal an och ganz vill Infrastrukturen.

Déi öffentlech Schoul ass en Instrument fir Chancëgläichheet an och fir sozial Solidaritéit. Et ass do wou ons Gesellschaft vu muer sech opbaut, wou se sech erausbilt. Déi Schoul ass och e multikulturelle Milieu a preparéiert als solch d'Integratioun vu ville sougenannten auslännesche Kanner.

Ech wollt iwwregens a Klameren eng Remarque maachen: Mir gesinn an de Statistiken, dass mer iwwer 40% sougenannt auslännesch Kanner hunn. Natierlech ass dee Prozentsaz e ganz diversen. Do gëtt et Kanner, déi zwar eng auslännesch Nationalitéit hunn, mä déi awer hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, déi vollkommen integréiert sinn, op jidde Fall sproochlech; an da gëtt et Kanner, déi Einsteiger sinn, déi am Laf vun dem Enseignement fondamental an d'Land erakomm sinn, déi also reng auslännesch Kanner sinn. Et wär sécher gutt, wann een och déi Konzepter do vun auslännesche Kanner a Lëtzebuerger Kanner an de Statistiken e bësse méi géif affinéieren, fir d'Schoulrealitéiten no bausse méi kloer ze gesinn.

Zu där Infrastruktur, déi mir do schafen, der öffentlecher Schoul gehéiert selbstverständlech den Encadrement an och déi Méiglechkeet, déi am Gesetz besteet fir eng Journée continue, also eng Ganzdagsschoul ze organiséieren.

D'Kompetenze fir deen Encadrement sinn nom Gesetz bei der Éducation nationale an och beim Familljeministère. Ech muss soen, dass ech dat eigentlech net gutt fannen. Ech hätt et och besser fonnt, wann d'Éducation nationale fir deen Encadrement eleng zoustänneg wär, well fir ons den Encadrement, wéi och eng Journée continue, e Ganzt ass. Esou wéi d'Schoulhale fir d'Kanner wichteg ass, esou ass och deen Appui, dee se kréien, deen Encadrement socioculturel, déi Spilltätegkeeten, déi se an dem Encadrement kënne kréien, wichteg, an dat soll konvergent, onser Usiicht no vun engem Ministère pilotéiert ginn.

Här President, d'Schoul ass e Liewensmilieu fir d'Kanner. Esou verschidden hire Milieu ass, wou se hierkommen, esou verschidden och hir Talenter a Fäegkeete sinn, d'Qualitéit vun deem Milieu vun der Schoul wäert déi Kanner fir hiert Liewe markéieren, am gudde wéi am schlechte Sënn.

Dat heescht also, dass et onwahrscheinlech wichteg ass, dass dee Milieu, dee mer an der Schoul schafen - an aller Hisiicht, ob et d'Infrastruktur, ob et d'Personal, ob et den Encadrement ass -, qualitativ héichstehend ass. Et geet net nëmmen duer fir ze soen: Mir hu vill Suen doranner investéiert. Et geet och dorëm, dass dee Milieu qualitativ esou ass, dass all Kanner sech kënnen do entfalen, dass se och glécklech sinn an deem Milieu an dass se net onglécklech sinn, wa se aus der Schoul erausginn. Dat ass op jidde Fall eppes, wat mäin héchste Wonsch wär.

D'Aufgab ass jo, all Kand d'Méiglechkeet ginn, sech ze entfalen - op alle Pläng - an dat ze erreechen, wat a senge Mëttelen ass. An duerfir muss ech soen, wat mer eigentlech un deem Usaz vun där ganzer Schoulreform, net nëmmen an dësem Gesetz, mä och an aneren Initiativen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, am beschte gefält, dat ass déi positiv Approche - net déi negativ Approche, déi an onser Schoulpolitik ze laang dominéiert huet.

Amplaz d'Kanner duerch Feeler negativ ewechzeselektionéieren, also Matière grise perdue, 40% ewech, op d'Säit ze maachen, fir dann déi 60 bis zum Enn ze féieren, musse mer menger Asiicht no d'Kanner individuell esou huelen, wéi se do sinn, se förderen a kucken, se zur Entfalung ze bréngen. Net all Kand selbstverständlech - dat wësse mer - kann Unisprof ginn, mä ech mengen, all Kand kann eng Formatioun kréien, ka bis zu engem gewëssen Niveau sech entwéckelen, dee sengen Talenter entsprécht, a wou et dann och säi Gléck domat fënnt.

Här President, d'Grondschoul vu muer ass keng komplett aner oder nei Schoul wéi déi vun haut. Dëst Gesetz ass kee Broch par rapport zu deem, wat elo besteet. Et setzt eigentlech Steng, neier an och aler, esou zesummen, dass doraus e staark renovéiert, e modernt Haus entsteet.

Mir wëssen, dass et an der Schoul dobaussen, och an deene leschte Joren, eng ganz Partie interessant Initiative ginn ass, ob dat um Plang vum „team teaching“ ass, ob et um Plang vun der individueller Approche vun de Kanner ass. Mir hunn elo e Schoulversuch vun integrativer Schoul am Primärunterrecht mat „Eis Schoul“ gemaach. Also, bestehend Steng oder Iddien, déi et schonn dorëmmer ginn huet, gëllt et zesummenzesetzen a se och - wéi soll ech soen? - duerch hiert Aschreiwen an d'Gesetz esou ze verallgemengeren, dass se och fir jiddweree gëllen. Zum Beispill ersetzen d'Cyclen déi eenzel Joren. D'Versetzung geschitt no zwee Joer an der Regel, heiansdo emol no engem Joer, oder fir anerer no dräi Joer.

Dat ass eng Iddi, Här President, déi eigentlech scho längst dorëmmer geeschtert, nämlech nom individuelle Rhythmus vum Kand ze erméiglechen, dass een, deen am Ufank zum Beispill net esou gutt matkënnt, eppes méi lues ka maachen. Amplaz en herno redoubléieren ze loossen, datselwecht stupid nach eng Kéier maachen ze loossen, gëtt dee Rhythmus esou adaptéiert, dass e Kand sech kann domat entfalen. Et gëtt also kee Redoublement méi, mä amplaz eng méi lues Approche iwwer méi laang Zäit.

Zweete Punkt: d'Kompetenzen. D'Kompetenze ginn elo ausdrécklech niewent de kognitive Kenntnisser agefouert. Dat gëtt et sécher a ville Schoulen, a vill Enseignanten oder all d'Enseignanten hunn dat am Fong geholl gemaach - e bëssen, wéi den Här Jourdain Prosa gemaach huet. Dat heescht, si hunn d'Kanner Saache geléiert an hu probéiert se ze léiere mat deene Saachen ëmzegoen a mat deene Saache weider Saachen ze léieren.

Et gëtt een Titulaire an der Schoul, wéi et en nach ëmmer ginn huet. Mä all Titulaire an och all Personnel éducatif maachen zesummen eng Équipe. Dat gouf et och schonn. Et gëtt der op ville Plazen - Équipen. Mä net iwwerall. An et ass gutt, dass dat am Gesetz steet, dass et se iwwerall soll ginn. Et gëtt och gekuckt, an dat ass et och scho ginn, wat fir Kanner een an der Klass huet, wéi hire Milieu ass, wéi hir Problemer sinn, wéi d'Verhältnisser sinn, wat een asetze muss, wat fir Mëttelen ee muss asetzen, fir dass déi Kanner weiderkommen. Dat heescht, de Plan de réussite scolaire, wéi en am Gesetz steet, ass eigentlech konkret praktizéiert ginn, vläicht net ënnert deem Term, vläicht net mat där Systematik, déi elo am Gesetz ass, mä en ass praktizéiert ginn.

D'Noutwendegkeet wéi gesot vun der Schoul a vum Encadrement hunn ech ervirgehuewen. Dat ass och eng Iddi, déi schonn oft diskutéiert ginn ass, wou schonn oft gefuerdert ginn ass, dass dat enk matenee muss geschéien.

D'Evaluatioun ass sécher säit 1996 schonn net méi einfach eng Evaluatioun mat Nummeren, mat Noten, mä et ass eng Evaluation formative, déi och als Dossier e Kand begleet. Wat och interessant ass, dat ass, dass am Text vum Gesetz steet, dass deen Dossier um Enn vum Fondamental, also nom 6. Schouljoer, un den Direkter vum Lycée geet, fir dass den Direkter vum Lycée also weess, mat wat fir Kanner en ze dinn huet. Dat ass wichteg fir den Iwwergang an, op jidde Fall, fir dem Direkter vum Lycée d'Méiglechkeet ze ginn, d'Kanner kennen ze léieren.

Wat och nach un dëser Approche interessant ass, dat ass, dass mer eigentlech déi permanent Reflexioun iwwert d'Schoul an der Struktur vum Gesetz dran hunn. Fir d'éischt emol hu mer jo bei den Enseignanten ewell eng Formation universitaire initiale. Ech huele jo un, dass bei där Formation universitaire esou eng kritesch Reflexioun iwwert déi eege Praxis mat dran ass. Et ass jo kloer, dass en Enseignant net 30 Joer laang oder 40 Joer laang, wéi et elo gesot ginn ass, ëmmer datselwecht mécht an dobäi mengt, en hätt domat d'Wourecht mat der décker Zéif. Et ass wichteg, dass en Enseignant seng Praxis reflektéiert an dass e sech Gedanke mécht iwwert d'Réussite vu senge Kanner an iwwert d'Problemer, déi seng Kanner hunn. An dat, hoffen ech, ass op jidde Fall an där universitärer Formatioun vum Léierpersonal, déi mer jo elo hunn, dran.

Dozou gehéiert selbstverständlech d'Formation continue. Ech gesinn och déi Formation continue net nëmmen als eng Transmissioun vun neie Recetten, mä virun allem als eng Weiderbildung iwwert de Wee vun der eegener Recherche an der eegener Reflexioun.

De Fait, dass mer e Plan de réussite scolaire hunn, muss jo och Ulass ginn zu enger Evaluatioun, déi ee mécht vun deem wat een um Enn vun deem Plan de réussite scolaire gemaach huet, gradesou gutt wéi den Travail en équipe, deen och am Gesetz dran ass, eng Garantie ass, a mengen Aen, fir eben déi Evaluatioun an déi Reflexioun; also Recherche och vun neie Modeller, vun neie Methoden, déi een domat muss engagéieren.

Och zum Beispill déi Aarbecht vun där Commission d'inclusion scolaire, déi jo awer mat ville Spezialisten zesummeschafft, ass eng Aarbecht, déi an déiselwecht Richtung geet. An dat alles ass a mengen Ae wesentlech fir all eenzelnen Enseignant, och deen um Terrain, an eng Reflexioun mat ze engagéiere mat anere Kolleegen zesummen, an eng permanent Reflexioun iwwer seng Praxis an iwwert d'Schoul, déi gehale gëtt, an dann och natierlech iwwer seng Responsabilitéit vis-à-vis vun de Kanner.

Nach eng Kéier: Vill Enseignantë maachen dat elo schonn. Dat ass jo ganz kloer. An et ass och ganz kloer, dass dofir d'Konditioune musse geschaf ginn, fir dass dat fonctionnéiert.

Ech hoffen och, dass d'Uni Lëtzebuerg, déi mer jo säit 2003 hunn - dat ass och eng nei Donnée fir esou e Gesetz -, ganz staark mat dobäi hëlleft iwwer Instrumenter, iwwer Konzepter, déi se den Enseignantë liwwert.

Och déi Projets pilotes, déi an deene leschte Joren an der Schoul à l'intérieur vun der École publique geschitt sinn, verhënneren, dass d'öffentlech Schoul zu engem Block gëtt ouni intern Flexibilitéit.

Ech hunn ëmmer bedauert, dass nei Modeller entstane sinn niewent der öffentlecher Schoul, op privater Basis. An ech war ëmmer der Meenung, dass et soll méiglech sinn, dass een an der öffentlecher Schoul bannendran déi Flexibilitéit misst hu fir Schoulversich duerchzezéien - ob dat am Primaire oder am Secondaire ass - an déi Schoulversich ze evaluéieren an och d'Konklusiounen ze verallgemengeren.

Ech mengen, och de Partenariat mat den Eltere gëtt ons ganz sécher d'Geleeënheet um Terrain an der Schoul, fir och erëm eng Kéier déi Reflexioun iwwert d'Praxis vu baussen ze kréien, well d'Elteren hu jo awer e gutt Gespier fir dat, wat hir Kanner an der Schoul maachen, a wësse ganz genee, wéi dat bei hire Kanner ukënnt. An dat ass menger Usiicht no och e Gain fir d'Schoul, wann dee Partenariat gutt fonctionnéiert.

Här President, da kommen ech op déi Fro, déi den Här Berger an och d'Madame Hetto schonn ugeschwat hunn: déi berühmt Fro vun dem Schouldirekter. D'Madame Hetto huet gesot, mir brauchen an der Schoul e richtege Chef. Den Här Berger huet dat e bësse weider ausgefouert.

Am Gesetz steet de Modell, dass mer de Comité des enseignants an der Schoul hu mat engem President, dee vun deem Comité gewielt gëtt an deen och eng Nominatioun fir fënnef Joer kritt. Dat ass also - esou géif ech et emol nennen - e participative Modell. Anerer froen en Direkter wéi an de Lycéeën. Ech wëll mech hei net iwwert d'Direkteren an de Lycéeën ausloossen. Ech hunn iwwer 20 Joer an engem Lycée Schoul gehalen a weess also, wéi dat do fonctionnéiert - sur le plan de la réflexion pédagogique.

Dann héieren ech - an ech hunn dat och gelies, wat den Här Berger zitéiert huet aus dem „Lëtzebuerger Land“ - dat Zitat, dat e bruecht huet fir ze soen, dass een d'Aufgab vun der pedagogescher Erneierung an d'Erneierung insgesamt soll enger professioneller Leedung iwwerginn. Dat ass de Saz aus dem Artikel vum „Lëtzebuerger Land“. Dat ass wierklech eng Reflexioun wäert, well de Punkt ass jo deen - an do huet de Berger Recht -, dass et schwéier ass…

(Interruption)

Entschëllegt, hat ech vergiess „Här“ ze soen? Entschëllegt, ech menge selbstverständlech den honorabelen Här Berger.

Do huet den honorabelen Här Berger Recht, a wou e Recht huet, do huet e Recht.

Fir d'Innovation pédagogique, fir d'Erneierung vun de Methode bis op den Terrain ze kréien, fir also deen Enseignant, deen Dag fir Dag, Joer fir Joer seng Schoul hält, derzou ze kréien ze bougéieren, eppes aneschters ze maachen, dat ass net einfach. Dat wësse mer. Well mir hu jo nach ëmmer een Titulaire. A wann deen Titulaire hannert sech d'Dier zoumécht, dann ass e Chef a senger Klass. An duerfir ass dat en echte Problem, deen domat opgeworf gëtt.

Mir mengen awer, Här President, dass et eng Illusioun ass ze mengen, wann een eng Institutioun géif schafen, eng nei Institutioun, da wär de Problem geléist. Ech gleewen net dorun. Och zum Deel aus Erfahrung, muss ech Iech soen.

Ech gleewen net, dass, wa mer Problemer hunn a mir schafen eng nei Administratioun oder eng nei Institutioun oder an engem Gebai eng nei Stell mat engem Direkter, vläicht nach mat enger Sekretärin an engem Sous-Direkter derbäi, also erëm eng Kéier eng kleng Institutioun, dass et da géif vill besser goen, wéi wa mer um Terrain probéieren d'Leit derzou ze kréien, an engem Comité mat engem President zesummenzeschaffen an op déi Manéier d'Innovatioun duerchzebréngen.

Sécher ka keen d'Garantie ginn, dass dat fonctionnéiert. Mä ech fanne perséinlech, dass dat méi e participativen, méi en dynamesche Modell ass, wéi elo eng nei Institutioun ze schafen. An duerfir ware mir géint dee Schouldirekter. An obschonn ech och mengen, dass dat net elo esou e wesentleche Punkt ass, dass een dowéint elo d'Gesetz kéint unhuelen oder net unhuelen, ass et scho richteg, dass et en echte Pro-

blem ass fir d'Innovatioun an der Schoul duerchzesetzen a se och esou ze maachen, dass se permanent sech mécht vu Joer zu Joer, och sécher bei deene Jonken, wa se aus der Schoul kommen, oder och bei deenen Eeleren, wa se scho méi laang an der Schoul sinn a wa se hir Habituden hunn, fir se do zu neien Approchen ze kréien.

Et ass och hei geschwat ginn nach vum Wäerteunterrecht. Den honorabelen Här Berger huet déi Fro opgeworf a gesot, e géif Amendementer bréngen. Et ass ze bedaueren, dass, wéi de viregte Projet vun der Madame Brasseur och iwwert d'Reform vum Schoulgesetz 1912 abruecht ginn ass, d'Madame Brasseur net schonn den Här Berger un hirer Säit hat.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir kucken no vir!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Dir kuckt no vir, mä ech muss trotzdeem drun erënneren, dass…

(Interruption)

…Här Berger, an där Koalitioun, wou Dir mat der CSV dra waart, och dee Reliounsunterrecht bliwwen ass. Dat ass aktenkundeg. An duerfir ass dat e bëssen onglaubwürdeg, wat Dir hei elo wëllt maache mat Ären Amendementer.

(Interruption)

Ech wëll lech soen, ech perséinlech an och meng Partei si fir e Wäerteunterrecht, e reliounsneutrale Wäerteunterrecht, esou wéi mer en ugefaangen hunn. Dat ass an dëser Legislatur geschitt an net an der viregter Legislatur, wéi Dir an der Regierung waart. Et ass am „Neie Lycée" e reliounsneutrale Wäerteunterrecht agefouert ginn, dee gutt fonctionnéiert, wou d'Relioune presentéiert ginn a wou d'Wäerter vum Zesummeliewen och enseignéiert ginn.

Ech sinn dermat d'accord, dass dat an enger Gesellschaft wéi onser - multikulturell a multireliéis - soll esou geschéien. Mir sinn op kee Fall d'accord, dass een iergendwann eng Kéier all d'Reliounen an d'öffentlech Schoul soll loossen a jiddereen do seng eegen Zëppche kache soll loossen. Dat kënnt mat ons net a Fro.

Mä ech mengen - an do muss d'CSV menger Usiicht no och eng Kéier bougéieren -, dass mer eng Kéier esou e reliounsneutrale Wäerteunterrecht solle kréien. Dat deet onser Gesellschaft gutt. Dat deet der Kohesioun vun onser Gesellschaft ganz gutt.

Et ass also eng politesch Fro, déi och fir ons wichteg ass, mä et huet ons och geschéngt, dass een awer - ofgesinn dovunner, obscho mir dat net als secondaire considéréieren - eng ganz Partie Punkten an där Schoulreform elo direkt misst maachen.

Ech wëll dann och nach soen, Här President, dass mer zwar hei an dësem Gesetz näischt iwwert d'Sproochen hunn.

Dës Gesetzer enthale keng Bestëmmungen iwwert d'Manéier, wéi Sproochen enseignéiert ginn. Ech wëll awer dorun erënneren, dass d'Madame Delvaux an dëse véier an en halleft Joer vun hirer Amtszeit am Sproochenunterrecht fundamental Neies geschaf huet.

Si huet 2004, 2005 eng wëssenschaftlech fundéiert Bestandsopnahm vum Sproochenunterrecht zu Lëtzebuerg maache gelooss vum Conseil de l'Europe mat Lëtzebuerger Spezialisten - eppes wat et, säit ech weess, an där Qualitéit zu Lëtzebuerg ni ginn huet.

Si huet dorobber hin och e Plan d'action vu 47 Mesuren ausschaffe gelooss, déi elo scho kënnen an de Schoulen agesat ginn an déi selbstverständlech och an deene Klassen am Primaire an am Secondaire kënne gebraucht ginn an déi selbstverständlech komplementär absolut noutwendeg si fir dës Gesetzer. Dat wollt ech trotzdeem rappeléieren, well dat gëtt jo ganz liicht vergiess zu Lëtzebuerg. Wann eng Pressekonferenz eriwwer ass, mengt een, d'Saachen u sech wären och eriwwer.

Här President, fir ofzeschléisse vläicht just eng Remarque nach. D'Gesetz vun 1912 war jo e Gesetz vun Erneierung vun der Schoul, mä d'politesch Passiounen hu sech deemools net esou séier ëm d'Schoulneierunge gedréint, wann een emol déi Débatë liest - et ass interessant ze liesen -, mä et ass jo an der Haaptsaach dorëm gaangen, ob d'kathoulesch Kierch zu Lëtzebuerg an dëser Primärschoul nach ëmmer d'Soen hätt, ob se de Gréff op d'Schoul hätt an d'Schoul also eigentlech hiren Objet sollt bleiwen oder net.

Dat war deemools d'Ausenanersetzung. Dofir war se och esou hefteg. An dofir si jo déi Leit, déi fir dat Gesetz gestëmmt hunn, exkommunizéiert ginn; sinn all déi Zeitungen, déi sech derfir agesat hunn, op den Index gesat ginn. Et war also e rise Problem zwëschent der Schoul an der Kierch. Dat ass et haut net méi. Mir sinn haut net méi an deem Film. Mir sinn haut hei fir e Gesetz ze stëmmen, wat Neies mat Alem verbënnt. D'Richtung vun deem Gesetz stëmmt.

Et si wesentlech Reformen, déi doranner stinn, déi noutwendeg si fir Schoulgerechtegkeet ze schafen, fir d'Schoul un d'Gesellschaft unzepassen, fir de Kanner Échecen ze verhënneren. Dofir si mir der Meenung, well et hei ëm den Erfolleg vun all Kand geet, wat hei zu Lëtzebuerg wunnt, dass dës Schoulreform absolut wichteg ass. Mir wäerte se selbstverständlech mat grousser Begeeschterung stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur a President vun der Kommissioun, dem honorabelen Här Scheuer, Merci soe fir säi mëndlechen a fir säi schréftleche Rapport a fir säin onermiddlechen Asaz an der Éducatiounskommissioun.

Dëse Projet de loi war de 24. August 2007 vun der Madame Éducatiounsminister an der Chamber déposéiert ginn, zesumme mat dem Projet iwwert d'Obligation scolaire an deem iwwert d'Schoulpersonal. Ee véierte Projet ass den 28. Februar 2008 nogereecht ginn; deen iwwert d'Reform vum SCRIPT.

DÉI GRÉNG si frou, datt déi véier Projets de loi matenee fäerdeg gi sinn, fir datt si konnten an enger Woch op den Ordre du jour kommen. Dat war vun Ufank un esou geplangt. D'Regierung hat awer selwer op eemol net méi dru gegleeft an den Terrain preparéiert, fir déi Gesetzer kënnen zäitlech versat ze stëmmen.

Dat hat eis derzou verleet eng Proposition de loi ze maachen, fir datt déi éischt Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi vun der Uni Walfer mat hirem Bachelor en Sciences de l'éducation kommen, net géife riskéieren tëschent de Still ze sëtzen. Wéi gesot, mir si frou, datt déi véier Projete matenee kommen. Mir deelen d'Positioun vum Regierungsrot, datt eis Proposition de loi 5960 net méi aktuell ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Schoul ass keng Insel. Si steet ëmmer a Relatioun zu de gesellschaftleche Verhältnisser. D'Schoul ass eng lieweg Organisatioun. Si beweegt sech ëmmer virun, och wann d'Politik sech net beweegt. No engem jorzéngtelaange Reformstau si mer elo endlech derzou komm e Projet virleien ze hunn, deen dat aalt Schoulgesetz vun 1912 ersetzt. Nodeems blo-schwaarz schonn eng Kéier dru gescheitert sinn een neit Schoulgesetz bis zum Vote ze féieren, ass et rout-schwaarz elo gelongen een neit Gesetz duerch d'Instanzen ze kréien.

DÉI GRÉNG sinn awer enttäuscht vun dësem Gesetz. DÉI GRÉNG sinn der Meenung, datt mer mat dësem Gesetz kee Ruck duerch d'Lëtzebuerger Schoullandschaft kréien. Dëst Gesetz ass ee Jorhonnertgesetz andeems et ee bal 100 Joer aalt Gesetz ofléist. Vu sengen Ambitiounen hier, vu sengen Ausriichtungen op d'Zukunft, vu sengen Usprëch hier kann een dëst Gesetz éischter als eng Mise en conformité vun der aktueller Situatioun um schouleschen Terrain betruechten.

Dobäi gi vill bestoend Problemer net geléist. Wierklech nei Impulser entdecke mer keng. Ee modernt richtungsweisend Schoulgesetz fir d'Schoul vum 21. Jorhonnert, dat eis seet wéi mer eis Kanner zu kompetente kritesche Bierger erzéien, dat eis weist wéi d'Schoul zur sozialer Kohesioun an eiser Gesellschaft bäidroe kann, esou e Gesetz hu mer leider net zur Debatt virleien.

Wann eis sozialistesch Kolleegen iwwert d'Schoulreform schwätzen, kréien hir Rieden e reliéisen a léisende Charakter. Si schwätze vun engem Paradigmewiessel, wa se d'Kompetenzsockelen an d'Cycles scolaires an der Primärschoul entdecken. Méi wichteg wéi Priedegten nom Motto „Mir wëllen dat Bescht fir eis Kanner" - ech mengen, et ass keen heibannen, deen dat net wëllt -, ass et fir eis fir kloer Ziler ze formuléieren an dann ze kucken, ob mer mat eiser Aarbecht déi Ziler erreeche kënnen.

1912 waren d'Erausfuerderungen un d'Schoul anerer wéi haut. Op d'Erausfuerderunge vun 1912 wëll ech net méi agoen; déi stinn zum Deel och am Rapport. Et ass mer awer wichteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op d'Erausfuerderungen, déi sech der Schoul haut stellen, anzegoen, ier ech mech am Detail mam Projet de loi auserneesetzen.

Grad wéi soss an der Welt huet sech zu Lëtzebuerg déi gesellschaftlech Situatioun verännert. Och zu Lëtzebuerg ass den Trend an d'Noutwendegkeet, datt all Erwuessenen, ob Mann oder Fra, ob bestuet oder net, schaffe geet, méi grouss wéi jee. Och zu Lëtzebuerg gëtt ee gudde Schoulofschloss ëmmer méi eng Bedingung fir um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Och zu Lëtzebuerg gëtt et haut méi wéi jee virdrun Monoparentauxen a Patchworkfamilljen.

De Lëtzebuerger Schoulsystem kritt net eréischt zënter den internationale PISA-Studie virgeworf e wier sozial ongerecht, och d'MAGRIP-Etüd „Matière grise perdue", déi Enn de 60er Joren ënner anerem vum Gaston Schaber op de Wee gesat ginn ass, war däitlech an der Ausso: De soziale Milieu vum Schüler léisst zu Lëtzebuerg däitlech Prognosen iwwert de méigleche Succès vun deem Schüler an eisem Schoulsystem zou.

Zu Lëtzebuerg ass den Aarmutsrisiko fir Kanner méi héich wéi am EU-Duerchschnëtt. Den Aarmutsrisiko fir Kanner ass och sechs Prozentpunkte méi héich wéi den allgemengen Aarmutsrisiko hei am Land. Dëse Risiko läit bei Famillje mat Kanner méi héich wéi bei Familljen ouni Kanner a klëmmt mat der Zuel vun de Kanner. Den Aarmutsrisiko läit bei Elengerzéiende besonnesch héich. Wa mir dann eng Relatioun tëschent sozialem Milieu a schouleschem Erfolleg festgestallt hunn, dann ass selbstverständlech d'Schoul gefuerdert.

Awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei ass och d'Familljepolitik gefuerdert. D'Schoul muss sech beméien, fir all Kand gerecht Chancen ze ginn. Mä si muss hei vun der Familljepolitik, vun alle Politiken ënnerstëtzt ginn; soss kämpft d'Schoul en heroesche Kampf, dee se awer net gewanne kann.

Eng Familljepolitik, déi den Eltere mat Berodung a gudden Infrastrukturen zur Säit steet, déi op Fréifuerderung a sozialen Ausgläich setzt, dat ass den éischte Grondsteen, dee mir brauchen, fir eng erfollegräich Schoulpolitik ze bedreiwen.

Zu Lëtzebuerg wunnen a schaffe vill Leit, deenen hir Mammesprooch lëtzebuergesch net ass. An eise Spill- a Primärschoule sinn dat an der Moyenne ronn 50% vun de Kanner. Hei gëtt et erstaunlech Ënnerscheeder. An der Gemeng Fiels zum Beispill si 70% vun de Schüler auslännesch Schüler - dat sinn déi meesch hei am Land -, an an der Gemeng Béiwen un der Attert sinn et der manner wéi 10%, dat sinn déi mannst. Dat ass och nach ganz interessant, well déi zwou Gemengen net wäit auserneeleien. Déi leien allen zwou am selwechte Kanton Miersch am Zentrum vum Land.

An eise Schoule si mer ëmmer dervun ausgaangen, datt d'Kanner all géife lëtzebuergesch schwätzen. Mir alphabetiséieren op Däitsch a mir léieren Däitsch par assimilation. Mir stelle scho méi laang fest, datt dat net méi gutt fonctionnéiert a sichen no anere Méiglechkeeten. Duerfir hu mer ënner anerem och déi vill Mesuren zesummegestallt, vun deenen den Här Fayot virdru geschwat huet.

Déi demographesch Situatioun zu Lëtzebuerg ass also eng speziell. Awer och schonn déi historesch gewuesse sproochlech Situatioun ass eng extra. Am Sproochegesetz vun 1984 ass festgehale ginn, datt mir eng Nationalsprooch zu Lëtzebuerg hunn, d'Lëtzebuergesch, an dräi offiziell Sproochen: Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Mir hunn also dräi offiziell Sproochen an déi fonctionnéieren net niewenteneen, mä mateneen. Dat ass eng grouss Erausfuerderung fir eise Schoulsystem a fir d'Sozialkohesioun vun eiser ganzer Lëtzebuerger Gesellschaft.

Déi demographesch an déi sproochlech Situatioun bei eis maachen et och onméiglech fir e Schoulmodell an d'Ausland kopéieren ze goen. Mir hunn ee Lëtzebuerger Modell fir eis Schoul a mir brauchen och ee Lëtzebuerger Modell. Mir mussen an d'Ausland kucke goe wéi aner Länner et besser maachen; zum Beispill a Finnland. Mir kënnen do eppes léieren. Mä aner Länner kënnen och op Lëtzebuerg kucke kommen, zum Beispill wéi mir mat deene villen Natiounen a Sprooche mat alle Schwieregkeeten awer nach relativ gutt eens ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng speziell Situatioun. Mir brauchen och ee spezielle Lëtzebuerger Schoulmodell fir eis Problemer ze géréieren. Mä d'Ausbildung an d'Bildung vun eise Kanner a Jugendlechen ass natierlech an engem gesamteuropäesche Kontext ze gesinn. Mir hu méi Leit zu Lëtzebuerg schaffen, déi hir Formatioun am Ausland gemaach hu wéi am Lëtzebuerger Schoulsystem. Mir stelle mëttlerweil genausou vill Diplomer duerch Unerkennung vun auslänneschen Diplomer aus, wéi mer der u Schüler aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem ausstellen. Dat kann eis an eisem Schoulsystem net egal sinn.

Et ass och ganz interessant an hëllefräich zum Beispill no den EU-Zilsetzunge vun der Lissabon-Strategie am Beräich Bildung a Formatioun ze kucken. Ech gräifen dräi vun deene fënnef Ziler, déi hei relevant fir dës Diskussioun sinn, eraus, déi sech d'EU fir 2010 gesat huet: D'Zuel vun de Schoulofbriecher soll ëm 10% gedréckt ginn. Déi lescht Statistiken aus eise Schoulen hunn den Androck ginn, wéi wa mer dat Zil erreecht hätten. Datt mer dës Positioun och hale kënnen oder nach verbessere kënnen, dat soll eist Zil sinn.

D'Zuel vun de ganz schlechte Lieser bei de 15-jährege Jonken, wéi mer se am PISA-Test feststellen, soll ënner 15,5% gedréckt ginn. Mir leien nach wäit iwwer 20%. Hei muss d'Schoul nach vill leeschten. Mä och hei däerf d'Schoul net elenggelooss ginn. Ech erënnere just un déi onzefriddestellend Förderung vun der Lieskultur zu Lëtzebuerg, d'Trauerspill nei Nationalbibliothéik. En anert Trauerspill ass de Mangel u Regierungsdynamik beim Opbau vun engem öffentleche Bibliothéiks- a Mediathéiksréseau hei am Land.

D'Zuel vun de Jonken, déi e Secondairesschoulofschloss hunn, soll op 85% wuessen. Hei hu mer dee gréissten Defizit. Bei eis sinn dat knapp 70% vun deene Jonken. Am EU-Duerchschnëtt sinn et haut schonn ëmmerhi bal 78%.

Am Kloertext heescht dat: Mir bréngen ze wéineg Jugendlecher mat Erfolleg duerch de Secondaire. Mir mussen d'Aart a Weis, wéi mer Schoulleeschtunge certifiéieren, ännere. Hei läit eng vun deene gréissten Erausfuerderungen un de Lëtzebuerger Schoulsystem. Mir brauche méi gutt forméiert Jonker, déi Zougank zu universitairen oder anere postsecondairë Studien hunn. D'Weiche fir den Erfolleg am Secondaire ginn am Primaire gestallt. Dat däerfe mer net aus den Ae loossen, wa mer d'Schoul reforméieren.

DÉI GRÉNG sinn, gradesou wéi déi aner Parteien hei an der Chamber, der Meenung, datt dat neit Schoulgesetz an déi richteg Richtung geet. D'Schaffen no Kompetenzsockele schéngt sech allgemeng an der Pédagogie duerchzesetzen. Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt hei e wichtege Grondsteen fir ee méi individualiséierten an differenzéierten Unterrecht geluecht ka ginn a muss ginn.

Datt mer d'Cycles d'apprentissage, vun deene mer an der Primärschoul jo scho ganz laang schwätzen, och elo an d'Schoulgesetz schreiwen, ass u sech weder nei nach e grousse Gewënn. Ech kommen nach dorop zréck.

Mir hunn e Gesetz virleien, dat an déi richteg Richtung geet. De Contraire wär jo carrément net auszehalen. Mä dat Gesetz geet eis net déif genuch, net wäit genuch. Et ass eis net couragéiert genuch.

DÉI GRÉNG si frou, datt mir an de Schoulen d'Dieren opmaache fir Équipes multiprofessionnelles. Dat heescht, och wann d'Haaptpersounen nach ëmmer d'Léierinnen a Schoulmeeschtere sinn, datt eng ganz Rei aner Beruffer hiren Zougank an d'Schoul fannen. Ënner wéi enge Konditiounen dat geschitt, do bleiwen nach vill Froen op.

DÉI GRÉNG si frou, datt de Partenariat Elteren/Schoul institutionaliséiert gëtt; och wa mer eis hei nach méi Courage erwaart hätten.

DÉI GRÉNG fannen d'Nominatioun vum Léierpersonal no där neier Prozedur besser wéi et virdru war. Dat war jo och net extra schwéier. DÉI GRÉNG sinn awer och iwwerzeegt, datt hei déi eng an déi aner Chance verpasst ginn ass.

DÉI GRÉNG stinn zur Iddi vun engem Contingent de leçons, deen all Schoul zur Verfügung gestallt gëtt, a bedaueren, datt dat eréischt 2019 soll voll zur Geltung kommen.

Den honorabele Rapporteur huet säi schréftleche Rapport ugefaangen, andeems hien en historesche Réckbléck op d'Schoulentwécklung zu Lëtzebuerg ge-

maach huet. Mir huet e bësse gefeelt, datt hien net op de Certificat de moralité agaangen ass, deen de Schoulmeeschter am 19. Jorhonnert vum Paschtouer huet missen ausgestallt kréien, wann hie sech op en neie Poste gemellt huet.

Ech wëll och wéinstens mat engem Saz drun erënneren, datt ëm 1900 d'Schoulmeeschteren zu Lëtzebuerg ugefaangen hu sech gewerkschaftlech ze organiséieren an datt ënner anerem och dat wichteg ass fir d'Situatioun ronderëm d'Schoulgesetz vun 1912 ze verstoen.

Den honorabele Rapporteur huet eng Rei Gesetzer a sengem Rapport opgezielt, déi och aus eiser Siicht méi oder manner wichteg sinn. Erstaunlech ass awer wat de Rapporteur net opgezielt huet an an eisen Aen awer vun eminenter Wichtegkeet an der Schoulentwécklung zu Lëtzebuerg war.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn net ëmmer d'Gesetzer, déi d'Lëtzebuerger Schoullandschaft am meeschte verännert hunn. Heinsdo goung et schonn duer mat engem Règlement grand-ducal. Et huet eis onméiglech geschéngt eng Reflexioun iwwert dat aalt an dat neit Schoulgesetz ze maachen, ouni op de Règlement grand-ducal vum 3. Mee 1989 anzegoen, wou den deemolegen Unterrechtsminister Fernand Boden dem Léierpersonal seng Tâche d'enseignement direct ëm véier Stonne gekierzt an op 23 Stonne festgeluecht hat am Primaire.

Domat hat hien e Wee ageschloen, deen alles anescht wéi e séchere Wee war. Hien hat probéiert déi jorelaang Gehälterförderunge vun de Schoulmeeschteren ze ëmgoen. Doduerch, datt all Schoulmeeschter een Urecht op véier Iwwerstonnen hat, krut hie jo praktesch méi an der Pai, ouni dass sech eppes an der Gehältertabell bei der Fonction publique geännert hätt an ouni datt d'Leit Usproch, zum Beispill op méi héich Pensiounen, kritt hätten. An där doter Form war déi Réduction de la tâche emol net vun de Gewerkschafte gefrot.

Dat hat awer mat sech bruecht, datt eise ganzen Enseignement anstänneg op d'Kopp geheit ginn ass. Ëmmer méi Leit hunn zu Recht gesot, si géife keng Iwwerstonnen halen. D'Gemenge stounge virun engem gewaltege Problem, wou si da genuch Leit géife fanne fir Schoul ze halen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

E jorelaange rigouréisen Numerus clausus um ISERP hat schonn zu enger Pénurie vum Léierpersonal gefouert. Mam Här Boden sengem Règlement grand-ducal ass d'Situatioun eskaléiert. A wa mir haut nach ëmmer 20% net brevetéiert Enseignanten an eise Primärschoule schaffen hunn, dann ass dat ënner anerem och dem Här Boden säi Mérite.

Et sinn och emol net ëmmer Règlements grand-ducaux, déi fir grouss Veränneruṅge gesuergt hunn. Heinsdo war et eng einfach Lettre ministérielle. Esou ass de fräie Samschdeg an eise Schoule plus ou moins duerch d'Hannerdier vun der Lettre circulaire fir d'Schouljoer 2001/2002 duerch déi deemoleg Éducatiounsministesch Anne Brasseur agefouert ginn.

En éischte Schrëtt zou op de fräie Samschdeg ass scho vun der Madame Erna Hennicot-Schoepges geholl ginn, wou si als Konsequenz vun der Konventioun tëschent der Regierung an dem Bistum de Reliounsunterrecht vun dräi op zwou Stonne reduzéiert hat, den Horaire an eise Primärschoulen ass vun 30 op 29 Stonnen zréckgeschrauft ginn. Samschdes war dunn ëmmer um 11 Auer fräi, an et huet net laang gedauert bis déi éischt Gemengen hir Stonne kumuléiert hunn an all véierte Samschdeg schoulfräi ginn hunn.

An hirer Lettre ministérielle, fir op d'Madame Brasseur zréckzekommen, sinn d'Unterrechtsstonne vun de Kanner vu 29 op 28 Stonnen erofgesat ginn. D'Madame Brasseur hat déi Stonn „options et sujets divers" - wou kee sech esou richteg eppes konnt drënner virstellen, déi awer eng dankbar Stonn war, eng flott Pufferstonn, an déi schonn zënter éiwegen Zäiten am Stonneplang stoung - ofgeschaaft. Dunn hate mer nach just zwou Stonnen um Samschdeg leien.

Dee Wee, deen déi blo Ministesch deemools gewielt hat, war en Ierwee. Wann d'Madame Brasseur dee Moment, wou se op eng 28-Stonne-Schoulwoch eriwwergaange war, déi zwou Stonne vum Samschdeg op e fräien Nomëtteg geluecht hätt, dann hätte mir et haut vill méi einfach fir op de Wee vun enger Ganzdagsschoul ze goen.

Dat hätt een 2002 de Leit kënne schmackhaft maachen: Dir kritt samschdes ganz fräi an dofir kommt der zwou Stonne mëttes. Un der Stonnenzuel hätt sech weder fir d'Léierpersonal, nach fir d'Kanner eppes geännert. Déi Chance ass verpasst ginn. Et ass mat Minutten hantéiert ginn an ënnert dem Motto „Rythmes scolaires" si ganz onregelméisseg Stonnepläng entstan.

Mat der Madame Brasseur hirer Lettre ministérielle ass et wéi mam Här Boden sengem Règlement grand-ducal: Dat mécht haut kee méi réckgängeg.

Dir Dammen an Dir Hären, den éischte Punkt, wou eis Virstellunge sech net mat deene vun der Regierung iwwerschneiden, ass d'Definitioun vum Enseignement fondamental. Well et net evident ass wéi eng Terme sech eng Kéier am Lëtzebuergeschen duerchsetzen, bleiwen ech bei der franséischer Terminologie: «L'enseignement fondamental devrait être l'enseignement qui sert de fondement, l'enseignement qui a un caractère essentiel et déterminant.» Dat ass eis Erklärung vu fondamental. Déi deele mer mam „Petit Robert".

Fir eis ass den Enseignement fondamental nach net mat zwielef Joer ofgeschloss. Fir eis dauert déi essenziell elementar Schoulbildung esou laang wéi d'Kanner schoulpflichteg sinn; also bis 15 respektiv 16 Joer. Mir hätten eis also gewënscht, datt ee Gesetz iwwert den Enseignement fondamental net bei den 12-jährege Schüler ophält.

Eng Neierung ass, datt mir d'Spillschoul mat an d'Primärschoul huelen. Mir hoffen, datt dat eis net derzou verleet fir ze vergiessen, datt mer d'Kanner an hirer ganzer Perséinlechkeet musse förderen, an net just sollen drop virbereede Schüler ze ginn, déi am Schoulsystem fonctionnéieren.

Besonnesch bei klenge Kanner ass Förderung net datselwecht wéi schoulesch Förderung. Mir hu jo och ëmmer vun Éducation précoce an Éducation préscolaire geschwat, an net vun Enseignement précoce a préscolaire. Mir sinn eis also vill méi sécher, datt den Enseignement fondamental bei de Schüler vun zwielef Joer nach net eriwwer ass, wéi datt e bei de Kanner vun dräi Joer soll ugoen.

En zweete fundamentale Virworf, deen DÉI GRÉNG am Kader vum neie Schoulgesetz un d'Regierung riichten, ass de Fait, datt mir mat dësem Gesetz nëmme bedéngt e Schoulgesetz fir all Kanner maachen. Mir hunn 2009 en neit Schoulgesetz virleien, dat weiderhin eng parallell Struktur vun der Éducation différenciée virulafe léisst.

Dat ass aus eiser Siicht kee Schéinheetsfeeler. Dat ass eng Ënnerloossung, déi gravéierend ass an an engem moderne Schoulgesetz vum 21. Jorhonnert net dierft virkommen. Ech erkläre firwat.

Wéi am Schoulgesetz vun 1912 zu Lëtzebuerg déi allgemeng Schoulpflicht agefouert gouf, huet d'Schoulpflicht net fir all Kanner gegollt. Ausgeschloss waren déi Kanner mat enger Behënnerung, mat Ausnahm vun den Héier- a Séigeschiedegten.

Dës Diskriminatioun ass eréischt 1973 mat dem Gesetz iwwert d'Éducation différenciée opgehuewe ginn, dat och d'Schoulpflicht fir d'Kanner mat enger Behënnerung agefouert huet.

Mam sougenannten Integratiounsgesetz vun 1994 ass et méiglech gemaach ginn, datt d'Kanner mat engem Handicap an de sougenannten normale Schoulsystem integréiert ginn. Fir datt de Wëlle vun der Integratioun och um Terrain, dat heescht an de Schoule ka realiséiert ginn, gouf de SREA duerch Règlement grand-ducal 1998 geschafen.

DÉI GRÉNG sinn der Iwwerzeegung, datt mat dësem neie Schoulgesetz onbedingt d'Strukture vun der EDIFF hätte missen an eng Loi cadre iwwert d'Schoul integréiert ginn.

Mir si ganz frou, datt, ënner anerem och op eis Interventioun hin, de Kader vum Schoulpersonal ganz wäit erweidert ginn ass. Wa bis haut eigentlech just dierfte Schoulmeeschteren a Léierinnen zum Schoulpersonal gezielt ginn, dann ass dat vun dem Moment u wou dat neit Gesetz a Kraaft trëtt ganz anescht.

Niewent Schoulmeeschteren a Léierinnen däerfen dann och Pedagogen, Psychologen, Heilpedagogen, Orthophonisten, Logopeden, Éducateuren an eng ganz Rei aner Leit, wéi se am Artikel 68 vum Gesetz opgezielt sinn, zum Schoulpersonal zielen.

Mir fannen dat wichteg a richteg well dat alle Schoulkanner zegutt kënnt. Dat wäert et engem nächsten Éducatiounsminister oder, deemno wéi, eréischt engem iwwernächsten erlaben, d'Éducation différenciée an d'Schoul ze integréieren. Mir bedaueren et, datt dat nach net mat dem Gesetz vun haut geschitt ass.

Mat dem Gesetz vun haut maache mer nach net definitiv Schluss mat der Praxis vun Exklusioun, op déi mer da mat enger Rei Mesurë vun Integratioun musse reagéieren. Wa mer vun Inclusion scolaire schwätzen, dann däerfe mer keng parallell EDIFF-Struktur mat enger ganz anerer Organisatiounsstruktur wéi eis Schoulen hunn.

Ech kann Iech vill Beispiller ginn, firwat déi aktuell Praxis a ville Punkten net gutt ass. Esou fonctionnéiert de SREA am Moment net zefriddestellend, well en net flexibel genuch ass a well en net enk genuch mat de Schoulen zesummeschaffe kann.

Esou ass all Mesure vun Integratioun mat Schwieregkeete verbonnen, well zum Beispill d'Personal wat d'Kanner betreit mat engem Chargé de direction vun hirem Centre EDIFF ze dinn huet, an dann och nach mat engem Direkter vun der EDIFF, an net zum Personal vun der Schoul gehéiert, wou integréiert ginn ass. Esou ginn d'EDIFFs-Leit zum Beispill net automatesch op Personalversammlunge vum Lycée invitéiert, wou si schaffen, hu keen Zougank zum Intranet, kréie vun hirem Chargé alt emol ze héieren, ech zitéieren: „Wann et sech ergëtt, dass Kanner am Zenter méi Betreiung brauchen, läit et a menger Responsabilitéit fir eventuell Ressourcen aus dem Lycée an den Zenter ze huelen, Integratioun am Lycée hin oder hier."

Deem Onsënn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, setze mir mat dësem Gesetz leider keen Enn. Dat ass eng verpasste Chance.

Wat d'Inclusioun vun alle Kanner betrëfft, schafe mir also heimat wierklech kee progressiivt Gesetz. Mir bleiwen einstweile beim Status quo. Mir hunn niewent der Schoul eng parallell Struktur déi integréiere soll. Mir loossen déi Leit, déi beim SREA, beim Service de guidance oder an de Centres EDIFF schaffen, am Onkloren iwwert hir Zukunft.

D'Regierung huet bei dëser wichteger gesellschaftspolitescher Fro net Faarf bekannt. A bei enger anerer gesellschaftspolitescher Fro bekennt d'Regierung och net Faarf; ech kommen zum Wäerteunterrecht.

DÉI GRÉNG triede fir ee gemeinsame Wäerteunterrecht an, deen all d'Kanner aus der öffentlecher Schoul zesummebréngt. Den Niewentenee vu Reliounsunterrecht an net reliéisem Wäerteunterrecht trennt d'Kanner vum éischte Schouljoer un. Mir sinn der Meenung, datt et fir den Zesummenhalt an eisem Land an Zukunft immens wichteg ass, datt mer verschidde Reliouns- a Volleksgemeinschaften zesummebréngen, datt mer gemeinsam Wäerter wéi Chancëgläichheet, Solidaritéit, Respekt, Gerechtegkeet, Nohaltegkeet musse pflegen an eis gemeinsam Ziler fir d'Zesummeliewe musse setzen.

D'Reliounsfräiheet an d'Gläichberechtegung vun alle Reliounen erlaben eis fir d'Zukunft just zwee Weeër: ee gemeinsame Wäerteunterrecht fir all Kanner, deen ënner anerem och Wëssen iwwert Reliouns a Relioune vermëttelt, oder awer mir loossen all Reliounsgemeinschaften an eis öffentlech Schoulen eran.

DÉI GRÉNG triede kloer fir e gemeinsame Wäerteunterrecht fir all Kanner an. Mir sinn der Meenung, datt een dat net muss op eng fern Zukunft vertagen. Do hätten d'Weiche misse mat dësem Gesetz gestallt ginn.

An dann zitéieren ech den Här Fayot aus engem Blietchen, wat den Här Berger och gelies huet, dat seng Partei am November 2008 am Uelzechtdall verdeele gelooss huet. Do steet ënnert dem Här Fayot sengem Numm, an en huet et och haut nach eng Kéier gesot: „Mir wëssen, datt d'Aféierung vun engem allgemenge Wäerteunterrecht net vun haut op mar geet. Et hänkt villes vun der CSV a vun der kathoulescher Kierch of, wou déi hir Akzenter wëlle setzen. Den Zesummenhalt vun der Lëtzebuerger Gesellschaft an dat friddlecht Zesummeliewen an engem Land mat 40% Net-Lëtzebuerger vu ganz verschiddenen Originë misst och si vun der Noutwendegkeet vun engem allgemenge Wäerteunterrecht iwwerzeegen."

Léif Frënn vun der sozialistescher Aarbechterpartei, Dir maacht Iech et hei awer e bëssen ze vill einfach! Wann Dir dat selwer gleeft, wat Dir an Äre Broschüre schreift, firwat hutt Dir dann net mat eis d'Amendementer vun de bloe Kolleege gestëmmt, dann hätte mer den allgemenge Wäerteunterrecht elo.

(Interruption)

Den Här Berger gëtt Iech jo nach eng zweet Chance. Voilà.

D'FGIL huet och schonns am Mee 2008 an engem Communiqué zu Recht drop higewisen, datt dat politesch machbar wär. Déi Parlamentarier, déi d'Aféierung vun engem reguläre Fach „gemeinsame Wäerteunterrecht" wëllen, hunn eng breet Majoritéit hei an der Chamber, an et wier ee Feeler, deen een net kéint entschëllegen, wa mer géifen eng Primärschoulreform aleeden an esouguer votéieren, ouni d'Fro vun der ethescher Erzéiung vun de Schüler am Sënn vun enger oppener, demokratescher a pluralistescher Gesellschaft definitiv ze regelen.

Och hei huet d'Regierung d'Chance verpasst op de Wee vun enger wichteger Schoul- a gesellschaftspolitescher Reform ze goen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et heescht, mir géifen näischt um Reliounsunterrecht änneren, well näischt doriwwer am Koalitiounsvertrag vun deenen zwou Regierungsparteie stoung - esou ass ëmmer an der Kommissioun diskutéiert ginn - a well een eben an der Politik misst Kompromësser maachen.

Fir Oublien an engem Koalitiounsvertrag ass d'Oppositioun net haftbar ze maachen. Mä de politeschen Alldag handelt oft iwwert dat eraus, wat an engem Koalitiounsvertrag steet, soss wier eng Regierung jo guer net handlungsfäeg!

Datt een an der Politik muss Kompromësser maachen, dat misst jiddwerengem heibanne kloer sinn. De Kouhandel vun de Regierungsparteien ass awer iwwerdäitlech a mëttlerweil och offiziell: D'Sozialiste maachen ee Kompromëss beim Reliounsunterrecht; si verzichten op all Reform op dësem Plang. Déi Chrëschtlech-Sozial maachen ee Kompromëss beim Schouldirekter; si verzichten op eng kloer Struktur an eise Schoulen, obschonns si dat nach ëmmer wichteg fonnt hunn an - wann ech se richteg verstinn - och haut nach wichteg fannen.

Och DÉI GRÉNG wëssen, datt een an der Politik muss Kompromësser maachen. Mir hätte mat Begeeschterung engem Kompromëss zougestëmmt, wou d'CSV beim Reliounsunterrecht noginn hätt a sech duerfir mam Schouldirekter duerchgesat hätt.

(Hilarité)

Dat wier an eisen Ae vill méi e sënnvolle Kompromëss gewiescht, am Intérêt vun eise Kanner an am Intérêt vun eiser Schoul.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Ech kommen zu engem véierte Punkt wou mir eng fundamental aner Virstellung hu wéi d'Majoritéit, oder en Deel vun der Majoritéit: de Schouldirekter, deen net am Gesetz dran ass an awer dra gehéiert.

Mir deelen d'Grondphilosophie vun der Madame Minister. Et geet drëm fir méiglechst all eenzelnen Enseignant ze responsabiliséieren, fir all eenzelne Member vum Schoulpersonal derzou ze brénge fir bei der Gestaltung vu senger Schoul matzeschaffen.

Et ass natierlech ee grousse Fortschrëtt, wa mir elo ee Comité d'école kréien, wou mer bis elo - zumindest um Pabeier - just een Delegéierten haten, deen eigentlech och nach néierewou eppes ze soen hat.

Am schouleschen Alldag gesäit et allerdéngs och haut schonn anescht aus. Déi allermeeschte Schoulen hu sech selwer mat engem Comité d'école oder Comité de cogestion organiséiert, an dat ass de gudde Beweis, datt d'Leit erfinderesch sinn a sech selwer hëllefen, wa si keng Hëllef zum Beispill aus der Politik oder vum Ministère kréien.

Spéitstens zënter der Réduction de la tâche vum Här Boden, ass d'Organisatioun vum schouleschen Alldag ëmmer méi komplizéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- D'Kanner sinn 28 Schoulstonnen an der Klass, de Schoulmeeschter 23, wann en da keng Décharge huet fir um Ministère, um SCRIPT oder op der Uni auszehëllefen. Vläicht huet en och eng Décharge fir d'Schoulbibliothéik oder -mediathéik ze féieren, oder de Schoulgaart ze versuergen, oder well e Sekretär vun der CMPP régionale ass, oder well en am Comité vun der Schoul ass. Et gëtt och d'Altersdéchargë beim Léierpersonal. Da gëtt et nach Véirels-, Hallef- an Dräivéirelstâchen an der Schoul.

Haut ginn d'Schoulklassen alleguer an d'Piscine an an d'Turnhal a leider ëmmer nach vill ze wéineg an de Musekssall. Mir mussen dann och nach praktesch fir all Klass parallell ee Reliouns- an ee Moralscours organiséieren. Dat eleng wier schonn eng Ursaach fir ee gemeinsame Wäerteunterrecht fir all Kand!

An da schaffe mer och nach an Équipen: dräi Titulairen huelen zwou Klassen. Et gëtt all méiglech an onméiglech Kombinatiounen. Et gëtt kaum ee Modell, dee mer net iergendwou ausprobéieren.

Do derbäi kënnt nach, datt eis Schoulen ëmmer méi grouss ginn. Den Trend fir zentral Schoulkomplexer opzeriichte schéngt net méi ze bremsen ze sinn. Dat ass haut schonn alles schwéier ze organiséieren. Do hunn déi vill Comités de cogestion, wéi et se duerch d'Land gëtt, Pionéieraarbecht gemaach. Si hu gutt a vill Aarbecht gemaach. Dat erkenne mer selbstverständlech un. An der Zukunft wäert déi Aarbecht net méi kleng an och net méi einfach ginn.

Niewent deenen Aufgaben, déi haut schonns d'Léierpersonal iwwert hir Comitéën an Delegéierte muss erfëllen, komme jo nach eng Rei nei Aufgaben derbäi. Zum Beispill steet am 2. Punkt vum Artikel 40: „élaborer un plan de réussite scolaire et participer à son évaluation". Eng ganz wichteg Aufgab, a wa se seriö gemaach gëtt, ass se och ganz zäitintensiv.

Am Punkt 3 vum selwechten Artikel steet: „déterminer les besoins en formation continue du personnel". Och dat dierft net vum selwe goen.

Mam neie Schoulgesetz schafe mer ee Coordinateur de cycle a mir kréien och eng Rei Sozialpedagogen an aner Professioneller an eis Schoulen. Wat mer begréissen, mä wat d'Gestioun net méi einfach mécht.

Mir sinn der Meenung, datt eis Primärschoulen eng Direktioun an e Sekretariat brauchen. Ob den Direkter Direkter oder President heescht, ass eis egal. Dem Direkter seng Missiounen, wéi se am Artikel 42 opgezielt sinn, si vielfälteg. Mir ginn dervun aus, datt an deene meeschte Fäll de Presidentenjob ee Ganzdagsjob ass.

Mir stelle fest, dass de President vum Comité d'école vill Responsabilitéiten ze droen huet. Mir stellen awer fest, datt de President keen hierarchesche Virgesetzte vu senge Kolleegen ass. Dat bedauere mir. An der beschtméiglecher Welt bräicht de Chef dat vläicht net explizit um Pabeier stoen ze hunn; an der real existéierender Schoulwelt schéngt eis dat awer eng Noutwendegkeet. Esou misst dann ëmmer nach den Inspekter asprangen, wa schoulintern Problemer sinn. 1. Kann den Inspekter sech et erlabe Positioun géint de gewielte President ze huelen? 2. Huet den Inspekter net aner wichteg Missiounen als Garant vun der Schoulqualitéit ze erfëllen? Wieren esou Befugnisser net besser bei engem Schouldirekter?

Mir stelle fest, datt de President an de Comité null Matsproochrecht hu wann et ëm d'Astellung vu Personal geet. Wéi ass dann eng gewëss Autonomie scolaire ze realiséieren, wann déi Leit, déi fir d'Organisatioun vun der Schoul, d'Réussite scolaire an d'Evaluatioun responsabel sinn, net däerfe mat décidéieren, wien se an hirem Betrib astellen?

Mir stelle fest, datt kee Sekretariat fir de President a säi Comité virgesinn ass. Et bleiwen also engersäits an deene grousse Gemengen d'Services scolaires bestoen. An der Industrie géif ee vun engem Phenomeen vun Outsourcing schwätzen. An deene klenge Gemenge sollen d'Inspektere villes regelen; obschonns déi duerfir denkbar schlecht équipéiert sinn.

DÉI GRÉNG sinn der Iwwerzeegung, datt staark Schoule mat staarken an transparenten interne Strukturen dee beschte Garant fir eng positiv Schoulentwécklung am Interesse vun eise Kanner, vun hiren Elteren, vum Léierpersonal a vun eiser Gesellschaft sinn.

Déi Strukturen, wéi se an dësem Gesetz stinn, si mat Sécherheet e Fortschrëtt par rapport zum Gesetz dat bal 100 Joer al ass. Si maachen eiser Meenung no d'Schoulen awer net fit fir déi nächst Jorzéngten.

Déi Angscht virun engem Schouldirekter ass fir eis onverständlech. Déi Angscht ass och bei den Enseignanten net esou verbreet, wéi dat heinsdo gemengt gëtt. Et ass verständlech, datt zum Beispill eng Rei Enseignanten aus menger Generatioun, déi bal 30 Joer ouni Schouldirekter iwwert d'Ronne komm sinn, net schaarf drop sinn, wa se esou ee Chef virun d'Nues gesat kréien. Mä virun allem déi jonk Enseignantë gesinn awer och den Avantage vun engem Chef hiérarchique, dee vill present ass, dee kloer Missiounen huet an deen och emol Problemer a sengem Büro ka regelen, déi dann net onbedingt mussen am Klassenzëmmer oder virun der Dier vum Klassenzëmmer geregelt ginn.

D'Regierung huet sech, well se keen Direkter wëllt, fir ee Méi un Autonomie vum eenzelne Schoulmeeschter ausgeschwat. Mir hätte léiwer ee Méi un Autonomie fir déi eenzel Schoul gesinn.

Datt besonnesch d'Eltere frou wieren, wa se et mat engem kloer definéierten Direkter ze dinn hätten, huet d'Majoritéitsparteien net iwwerzeegt. Si hunn un hirem Bild vun enger globaler kollegialer Gläichheet vun alle Leit aus dem Schoulpersonal festgehalen. Eiser Meenung no ass dat Bild net nëmme wéineg hëllefräich, mä och nach falsch.

Déi vill verschidde Beruffer, déi an der Schoul zesummekommen, hunn aner Aufgaben an Aarbechtskonditiounen, an d'Enseignantskolleegen aus dem Comité kréie ganz vill Poids an de Schoulen. Just fir ee Beispill ze ginn: Am Punkt 7 vum Artikel 40 steet, datt d'Enseignantskolleegen aus dem Comité däerfen den Enseignantskolleegen, déi net am Comité sinn, virschreiwen, wéi een didaktescht Material datt si däerfe benotze respektiv net benotzen. Dat erënnert mech un d'„Animal farm" vum George Orwell, wou et heescht: „All animals are equal, but some animals are more equal than others."

Mir bedaueren och, datt am Kontext vun den internen Organisatiounsstrukture vun de Schoulen de Rôle vum Inspektorat net kritesch analyséiert gouf. Dofir hu mer och mat Freed déi Motioun vum Här Berger, vun der DP matgedroen.

D'Missioune vum Inspektorat sinn an den europäesche Länner ganz verschidden. A Finnland hu se d'Inspekteren 1994 ofgeschaf. An Däitschland si se amgaangen d'Schoulinspekteren anzeféieren. Do gëtt et Interessantes derzou ze liesen. Zu Berlin zum Beispill ginn d'Schoulen an der Regel vun engem Team inspizéiert, zu deem - et ass bal net ze gleewen - och ee Vertrieder vun der Eltereschaft gehéiert.

Wéi gesot, hei ass am Kader vun enger ugekënnegter Jorhonnertreform eng Diskussioun net gefouert ginn, déi onbedingt hätt misse gefouert ginn. Ech kommen op d'Inspektorat nach eng Kéier zréck wa mer iwwert d'Personal vum Enseignement fondamental schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem neie Schoulgesetz sinn eng ganz Rei pedagogesch Iwwerleeunge verschafft. Prinzipiell fanne mir, datt ee Gesetz soll fir kloer an transparent Strukture suergen. D'Politik soll sech méiglechst aus der Pédagogie eraushalen.

Ee Schoulgesetz soll kloer Ziler formuléieren. Iwwert de pedagogesche Wee zu den Ziler, solle méiglechst d'Enseignantë selwer kënnen décidéieren. Net an der Anarchie a jiddwereen a sengem Klassenzëmmer fir sech eleng, mä am beschten no enger selwechter Linn fir eng ganz Schoul. Esou kritt eng Schoul eng Identitéit. Esou gëtt fir d'Eltere sichtbar, no wéi enge Methoden an hirer Schoul geschafft gëtt. Esou kritt d'Aarbecht an enger Schoul eng gewësse Kontinuitéit.

Zwou pedagogesch Approchë ginn am Schoulgesetz festgehalen: d'Socles de compétences an d'Cycles d'apprentissage.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn e bëssen d'Gefill wéi wann den Éducatiounsministère hei eng Niewelmaschinn géif asetzen, déi den Här Fayot zwar als Paradigmewiessel bezeechent, woumat ganz vill Normalstierflecher awer wéineg kënnen ufänken.

Mat dësem Gesetz wëlle mir, datt mer an de Schoule vun enger Programmlogik erofkommen an op eng Kompetenzlogik hikommen. An de Programmer steet dra wat d'Enseignantë sollen enseignéieren. An de Kompetenzsockele steet dra wat d'Schüler um Enn vun enger bestëmmter Phas musse beherrschen an uwende kënnen.

Jo, dat ass eng gutt Approche. Jo, dat ass alles och zimlech theoretesch. Neen, fir esou eng Approche brauch ee keen neit Gesetz. Dee beschte Beweis: Mir si jo schonns gutt amgaang an déi Richtung ze schaffen, schonns e puer Joer, ouni datt dat am Gesetz steet.

Dës Approche mécht awer nëmme Sënn wa mir unerkennen, datt net all Kand an enger Klass zur selwechter Zäit op deem selwechte Kompetenzniveau stoe kann. Mir mussen d'Kanner do ofhuele wou se sinn. Dat heescht, mir musse bereet sinn am Unterrecht ze differenzéieren a méi individuell ze schaffen. Dovu gëtt ganz vill geschwat. Esou geschafft gëtt vill manner.

Dat seet sech nämlech liicht. Dat organiséiert sech awer net sou einfach. Dat huet engersäits eppes mat der Formation initiale a mat der Formation continue vum Léierpersonal ze dinn, anerersäits eppes mat eisem Punktenzensursystem. Esoulaang wéi mer 3-mol am Joer all Kand eng Punktenzensur, déi iwwert säi Wëssensstand Rechnung soll ofginn, ausdeelen, esoulaang behënnere mir massiv all eis Efforte fir en differenzéierten an individualiséierten Unterrecht. Do ännert sech och näischt dru wa mir hannert d'Punktenzensur een décken Dossier stelle mat engem Portfolio.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, am Règlement grand-ducal iwwert d'Missiounen an de Fonctionnement vun den Équipes pédagogiques ginn d'Pedagoge quasi opgefuerdert fir d'Kanner wéinstens zäitweis - an ech hoffen et bleift derbäi - a Leeschtungsgruppen opzedeelen: «organiser la répartition des élèves (…) dans des groupes d'apprentissage temporaires de besoin».

Dat fanne mer kriddelech. Et muss net, mä dat ka ganz schnell contraire zu der Iddi vun enger Binnendifferenzéierung, contraire zu der Iddi vun engem Individualiséiere vum Unterrecht, contraire zu engem Enseignement no Socles de compétences ginn.

Ech kenne Schoulklasse wou d'Léierpersonal aus dem Team d'Kanner a Leeschtungsgruppe setzt, déi Gutt beieneen an déi Schlecht beieneen. A fir datt net ëmmer deeselwechte Schoulmeeschter däerf mat deene staarke Schüler schaffen an deeselwechte Schoulmeeschter muss mat deene schwaache Schüler schaffen, wiesselen d'Léierpersoune sech och nach of.

Här President, dat ass kee Fortschrëtt, dat ass pedagogeschen a gesellschaftspolitesche Horror. Wann dat d'Resultater vun der Niwwelmaschinn aus dem Ministère sinn, dann trauere mer nach eng Kéier dem ale Schoulgesetz no.

Da schreiwe mer an d'Schoulgesetz fest, datt mer net méi no Schouljore fueren, mä no Cycles d'apprentissage. Dës Cyclë ginn dann och festgeschriwwen op zwee Joer. Dat ass net revolutionär. Mir schwätzen an der Primärschoul jo schonns éiweg vu Cycle inférieur, moyen a supérieur. Mir fannen et net gutt, datt Cyclë mat zwee Joer an d'Gesetz festgeschriwwe ginn.

Mir wësse jo alleguer, well mer d'Gesetz eréischt d'lescht Joer gestëmmt hunn, datt an „Eis Schoul" d'Cyclë mat dräi Joer festgeschriwwe sinn. „Eis Schoul", déi eng École de recherche ass, soll eis jo Erkenntnisser liwweren, an déi Erkenntnisser sollen dann an eise Schoulsystem afléissen. Wann d'Erkenntnis vun „Eis Schoul" iere sollt sinn, datt d'Cyclë vun dräi Joer besser si wéi déi vun zwee, da musse mer dat Gesetz schonn erëm änneren.

(Interruptions)

Et wier glécklech, Här Scheuer, wann een an d'Gesetz géif Saache setze wou ee kéint dervun ausgoen, wa mer vun engem Reformgesetz, vun engem Jorhonnertgesetz schwätzen, da misste mer och bis déi nächst zéng, 20 Joer virauskucken. Wann Dir mer elo haut scho sot: „Da musse mer d'Gesetz dann eben änneren", da fannen ech dat net glécklech.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Neen, Här Adam, e Gesetz däerf net op Spekulatioun berouen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Dir sidd grad amgaang ze spekuléieren. Et steet néierens am Gesetz, datt sech wa méiglech all Enseignant vun enger Schoul fir déiselwecht Approche am Ëmgank mat de Cyclë soll décidéieren. Mir mengen dat wier, am Interessi vun der Transparenz, fir d'Kanner an hir Elteren awer ganz wichteg.

Am Artikel 23 steet: «Sur décision de l'équipe pédagogique prise au cours du cycle, un élève peut passer une année supplémentaire au sein du cycle afin de lui permettre d'atteindre les objectifs définis pour la fin du cycle.» Op al Lëtzebuerger Schoulsprooch iwwersat, heescht dat: Wann de Schüler de Programm vum zweete Schouljoer net gepackt huet, da kann de Schoulmeeschter décidéieren, datt hie seng Klass nach eng Kéier mécht. Op nei Lëtzebuerger Schoulsprooch kléngt dat esou: Wann de Schüler d'Kompetenzsockele vum zweete Cycle am Enseignement fondamental net accaparéiert huet, da bleift hien nach e Joer méi laang an dësem Cycle. D'Resultat riskéiert fir de Schüler genau datselwecht ze sinn.

Wa mer wëlle konsequent an iwwerall, an ouni Mogelpackung, an déi pedagogesch Richtung goen, déi an dësem Schoulgesetz ugeduecht gëtt, da brauche mer eng Hällewull vu qualifizéierten an héich motivéierte Beroder a Begleeder, déi déi dausenden Enseignanten op dëse Paradigmewiessel preparéieren a mathuelen, ganz dervun ofgesinn, datt ech der Meenung sinn, datt dat kee richtegt Bild ass. Mir brauchen och Direkteren, déi de Pouvoir hunn och emol ze soen: „Elo geet et duer, mir schaffen an eiser Schoul all zesummen. D'Regele gëllen och fir dech."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zum Enn vu menger bis elo längster Ried hei an der Chamber kommen, wëll ech nach gären op d'Schafung vun engem Contingent de leçons d'enseignement agoen, deen an dësem Gesetz geschaaft gëtt. Hei hu mer et effektiv mat enger Neierung ze dinn, a mir fannen dat eng gutt Neierung. De Ministère huet zwar ëmmer missen all Posten, deen an der Schoul geschaaft ginn ass, approuvéieren; de Schouinspekter huet jo schliesslech missen all Schoulorganisatioun mat senger Ënnerschrëft ofseenen. Mat der Entwécklung vun all méiglechen Teamzesummesetzungen ass et awer un der Zäit gewëssen Norme festzeleeën.

„team teaching" ass keen DIN-genormte Begréff, an et muss och an Zukunft eng Richtlinn ginn, wéi vill Erwuessener mat wéi vill Kanner schaffen. Wa mer an Zukunft ëmmer méi a Richtung Teamaarbecht ginn, wa mer jorganksiwwergräifend Schoulgruppe maachen, wann d'Équatioun „eng Klass ass gläich eng Léierpersoun" ëmmer manner stëmmt, da brauche mer Richtlinnen, no deene mer Posten accordéieren.

Mat der transparenter Erstellung vun engem Kontingent u Schoulstonnen, déi enger Schoul zur Verfügung stinn, ass de Wee fir eng autonom Organisatioun vun all eenzelner Schoul innerhalb vu bestëmmte Grondlinnen opgemaach. Mir begréissen dat. Mir hunn an der Éducatiounskommissioun och u Beispiller gewise kritt, datt déi no dësem System errechent Stonnen zimlech no bei der Realitéit um Terrain leien, an dofir wier et fir eis och mat enger Iwwerganksfrist vu fënnef Joer - an net vun zéng Joer, wéi am Gesetz virgesinn - duergaangen.

Erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wuert iwwert de Partenariat mat den Elteren. An all Klass war, ass a bleift den Titulaire an d'Équipe pédagogique vun der Klass de Partner vun den Elteren. Och e Saz ewéi: «les parents et les enseignants procèdent régulièrement à des échanges individuels au sujet des élèves», ass a senger ganzer Banalitéit a Selbstverständlechkeet gutt am Gesetz. D'Eltere musse kommen, wa se vum Titulaire, vum President vum Comité oder vum Schoulinspekter geruff ginn. Och dat schéngt eis korrekt. De Fall wou Eltere gäre géife mam Schoulmeeschter oder President vun der Schoul schwätzen, an deejéinege wëllt net, dee Fall ass net am Gesetz virgesinn.

Mä de Kontakt Elteren/Schoul léisst sech och net exklusiv iwwer Gesetz regelen. Dozou gehéiert eng Schoulkultur, déi zu Lëtzebuerg bis elo vill ze mann gefördert ginn ass. Mir stelle fest, datt d'Relatiounen Elteren/Enseignantë ganz oft net selbstverständlech sinn, géigesäiteg Ängschten a Mësstraue sinn heefeg. Staark Schoulen, déi als Unitéit ze erkenne sinn, gutt forméiert a motivéiert Léierpersonal, Förderunterrecht an der Schoul an net doheem, eng gutt Orientatioun vun de Kanner, Schoulen, déi sech d'Elteren als Partner wënschen, dat sinn d'Ziler vun der Schoulentwécklung, och fir Lëtzebuerg.

Dat Schoulgesetz, wat mer haut zum Vote virleien hunn, ass fir eis eng Mise en conformité vun der Situatioun wéi se um Terrain ass. Alles, wat an dësem Schoulgesetz steet, gëtt et haut schonn an där enger oder anerer Form, an där enger oder anerer Schoul. Et gëtt keng Schoul méi zu Lëtzebuerg wou net iergendeppes ausprobéiert gëtt. D'Zil vun dësem Schoulgesetz hätt misse sinn, dësen innovative Wandel an eise Schoulen ze notzen an ze kanaliséieren.

Och wa mer eis iwwert d'Innovatiounsfreedegkeet an eise Schoule prinzipiell freeën, si mer eis awer bewosst, datt net alles gutt ass, wat nei ass, datt dat eent Joer eppes agefouert gëtt, wat d'Joer drop erëm ofgeschaaft gëtt. Net alles, wat e fortschrëttle-

chen, pedagogesche Mäntelchen dréit, ass och fortschrëttlech a pedagogesch wäertvoll. Well d'Pedagogie nun emol keng exakt Wëssenschaft ass, eegent se sech gutt derzou fir waarm Loft a faarweg Tuten ze verpaken an deier ze verkafen. Domat stellen ech och eng gewëss Analogie zur Politik fest.

DÉI GRÉNG vermësse couragéiert Akzenter, esou wéi ech se a menger Ried opgezielt hunn. Dëst Schoulgesetz huet gesellschaftspolitesch wichteg Décisiounen ausgeklamert. Ech mengen domat d'Integratioun vun den EDIFF-Strukturen an den allgemenge Wäerteunterrecht. Dëst Schoulgesetz suergt net fir Transparenz, well seng Auteurë sech net mat dem Rôle vum Inspektorat an der Schouldirektioun auserneegesat hunn.

An dësem Schoulgesetz ginn d'pedagogesch Iddië festgehalen, ouni datt d'Ëmsetzung vun dësen Iddië garantéiert ass. Dat ass en traurege Bilan vun zéng Joer Reformbeméiunge vu schonns zwou Regierungen.

Dat neit Schoulgesetz ass kee grousse Worf an hält déi Hoffnungen a Verspriechungen net, déi an et gesat gi sinn. Dëst Gesetz ass weder gutt ugepaakt, nach léisst et d'Kanner zesumme wuessen. Et ass eng verpasste Chance, an duerfir wäert déi gréng Fraktioun och géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer dësem historesche Moment bewosst, fir hei däerfen d'Wuert ze ergräifen, wou zu Washington d'Vereedegung vun engem neie President stattfënnt, an duerfir leider Gottes d'Opmierksamkeet e bëssen ofgelenkt ass. Ech géif mer awer fir Lëtzebuerg wënschen, datt déi Perspektiven, déi d'amerikanesch Populatioun an der Vereedegung vun hirem neie President gesäit, datt d'Lëtzebuerger Populatioun och eng grouss an nei Perspektiv an der Ëmsetzung vun dësem Gesetz géif erbléicken. Ech muss allerdéngs soen, datt ech Schwieregkeeten hu fir déi Perspektiven ze gesinn, an ech mengen et sinn där Leit nach méi. Mäi Virriedner huet dat jo och gesot.

Ech wëll awer, Här President, dem Président-rapporteur Merci soen. Et war ganz vill Aarbecht, et waren immens vill Sitzungen an et war net ëmmer einfach. Duerfir muss ech och soen, datt ech frou sinn, datt dat hei endlech zum Ofschloss kënnt. Dann ass meng Satisfaktioun awer och schonn um Enn, well mer net dervun iwwerzeegt sinn, datt dëst Gesetz qualitativ dee Paradigmewiessel erbäiféiert, dee mer dréngend brauchen, wa mer net eng Kéier eent vun deenen äermste Länner an der Europäescher Unioun solle ginn.

Dëst ass keen Zweckpessimismus, dëst ass eis Iwwerzeegung. Woufir? Ech ziele fënnef Punkten op. Éischtens, an de Strukturen - ech sinn net deen Éischten deen dat seet - ass keng kloer Führungshierarchie an der Primärschoul oder an der neier École fondamentale virgesinn. Et feelt um Schouldirekter. Et bleiwe weider Kompetenziwwerschneidungen tëscht Stat a Gemengen. Mir hätten eis wierklech gewënscht, datt dat méi kloer ofgegrenzt gi wär. Et sinn ze vill Gremien. Et ass ze vill Bürokratie dran. Et gëtt hei ganz sécher Reiwungsverloschter an och Zäitverloscht fir déi Leit, déi concernéiert sinn.

D'Cyclë si fir eis eng Mogelpackung, awer kee wierkleche Fortschrëtt an, an dat schéngt mer dee wichtegste Punkt ze sinn, déi negativ sozial Selektioun, fir net ze soe Ségrégatioun, déi mer alleguerte bekloen an déi mer wëllen ofschafen, gëtt eiser Meenung no mat dësem Gesetz net iwwerwonnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn d'Viraussetzunge fir eng erfollegräich Léierzäit? Ech wollt déi Fro virop stellen. Éischtens, ech mengen do si mer eis alleguer driwwer eens, am Elterenhaus muss et klappen. Wann d'Kanner moies onausgeschlof oder, wéi eng Léierin mer erzielt huet, hongereg, esou hongereg, datt si de Kanner d'Iesse matgeholl huet, an d'Schoul kommen, da sinn d'Viraussetzungen net geschafen, ofgesi vum Klima doheem, vun der psychescher Belaaschtung, deenen d'Kanner heiansdo ausgesat sinn, déi se mat an d'Schoul bréngen, da sinn d'Viraussetzunge schonn net ginn, fir datt den Unterrecht kann erfollegräich sinn.

Zweetens, d'Beherrschung vun der Ëmgangssprooch. Dat ass jo e grousst Thema. Mir fannen et - egal vu wat fir enger Säit een et kuckt - normal, datt all Kanner d'Ëmgangssprooch musse kënnen, éier se an den normalen Unterrecht integréiert ginn.

Drëttens, wichtegste Punkt, héich motivéiert Léierpersonal.

Véiertens, grad esou wichteg, d'Motivatioun vun de Schüler, an zwar Freed um Léieren, wierklech Freed drun ze léieren. Ech kommen nach op déi Punkten.

Fënneftens, genügend Zäit fir ze léieren. Net ënner extremem Zäitdrock alles probéieren duerchzeknätsche wat virgeschriwwen ass.

Sechstens, individuell Hëllef fir d'Kanner, wa se Schwieregkeeten hunn, an zwar an der Schoul, net ausserhalb der Schoul.

Siwentens, gutt Infrastrukturen.

An aachtens, och wann dat vläicht net iwwerall als esou wichteg ugesi gëtt, eng gutt Lieskultur. D'Schoul muss de Kanner och dat vermëttele kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer wëssen, datt dës wichteg Viraussetzunge fir en erfollegräicht Léieren, en erfollegräiche Studium nach laang net ëmmer, a scho guer net all mateneen erfëllt sinn. Ech huelen déi Punkten der Rei no duerch.

D'Elterenhaus. Dat muss ganz fréi usetzen. Mir wëssen, datt mer haut do grouss Feeler maachen. Ech weess och, datt dat net eleng ënnert d'Kompetenz vum Éducatiounsministère fält, mä ech denke mer hu jo awer eng Regierung wou soll zesummegeschafft ginn.

Mir mussen effektiv d'Mëssstänn, déi an den Elterenhaiser bestinn, selbstverständlech net iwwerall, mä et gëtt der, wou mer herno als Schoul just nach als Reparaturbetrib fonctionnéieren, an do muss derfir gesuergt ginn - dat fällt awer méi ënnert de Beräich vun der Familljepolitik, wéi gesot, mä et huet awer seng Auswierkungen an d'Schoulpolitik -, datt mer ganz fréi usetze wa Saache schif lafen. Mir wëlle kee culpabiliséieren, mä mer wëssen, datt Elteren heiansdo iwwerfuerdert sinn, an da musse se déi Hëllef kréien déi se brauchen, fir datt d'Erzéiung vum Kand vum éischten Dag un an déi richteg Bunne leeft.

De Kontakt mat den Eltere soll verbessert ginn. Dat ass jo och hei scho monéiert ginn. D'Gesetz ass einfach an där Bezéiung ze vague. Wat passéiert dann, wann et net esou fonctionnéiert wéi d'Wonschvirstellung ass?

D'Positioun, Här President - mir si jo net déi Éischt déi dat hei soen - vun engem staarken Direkter feelt einfach an dësem Gesetz, wann all dat, wat beabsichtegt ass, och soll kënnen ëmgesat ginn. Notamment wa Leit, egal vu wat fir enger Zort och ëmmer, hiren Aufgaben net gerecht ginn a wa Konflikter entstinn. D'Schoul ass en Terrain op deem Konflikter ausgedroe ginn, an dann ass et wichteg wann eng staark Perséinlechkeet do ass fir esou séier wéi méiglech nom Rechten ze kucken an derfir ze suergen, datt déi Konflikter eliminéiert ginn.

Mir hunn dat jo alles net erfonnt. An der PIRLS-Etüd, déi ganz nëtzlech ass, steet e Saz dran, ech zitéieren: „notwendig" fir Lëtzebuerg „sind eine starke Schulleitung und ebenso Formen der Kooperation, die das Schulkollegium als kollektives Handlungssubjekt auftreten lassen".

Selbstverständlech muss d'Kollegialitéit do dra spillen, mä et muss awer och een Arbiter do sinn. Et muss een do sinn, deen d'Décisiounen hëlt, dee séier Décisiounen huele kann an dee muss kënnen derfir suergen, datt de Betrib, ech nennen et emol esou, fonctionnéiert. „Eine starke Schulleitung", dat kann net e Kollegium si wou een de Primus inter Pares ass, wéi d'éinescht gesot ginn ass, a wou am Fong geholl déi aner kënne soen: „Mäi Gott, du hues mir jo näischt ze soen. Ech maachen awer an Zukunft wéi ech et fir richteg fannen."

Dat zweet ass d'Beherrschung vun der Ëmgangssprooch. Mir sinn der Meenung, datt een de Précoce soll notzen. Mir sinn och net der Meenung, datt een e soll obligatoresch maachen, mä et muss een dann awer derfir suergen, datt d'Vermëschen tëscht de lëtzebuergeschsproochege Kanner an de friemsproochege Kanner esou ass, datt déi friemsproocheg vun de lëtzebuergeschsproochege Kanner kënne léieren. Mir wëssen, datt dat an deem Alter ganz séier geet.

D'Léierpersonal muss sech och drun halen, datt nëmme lëtzebuergesch geschwat gëtt. Et kéint ee sech vläicht iwwerleeën, ob et net utile wär - fir Eenzelkanner wier et sécher net schlecht, wa se dann emol mat anere Kanner a Kontakt kéimen - derfir ze suergen, datt vläicht zwee hallwer Deeg an der Woch dach awer de Précoce méi oder wéineger sollt besicht ginn.

Seiteneinsteiger. Do ass e grousse Problem, wann een d'Léierpersonal héiert. Déi kommen eran a ginn dann a Klasse gesat. Ganz besonnesch déi déi Sprooche schwätzen, déi hei praktesch net geschwat ginn, musse virdru fit gemaach ginn, egal wéi vill Zäit do derbäi dropgeet. Déi musse lëtzebuergesch léieren. Et sinn der jo awer, déi nach jonk sinn, déi dat och ganz sécher léieren, an dann däerfe se eréischt an de Schoulbetrib integréiert ginn. Domadder wollt ech och de Problem vun de Sproochen allgemeng opwerfen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen net akzeptéiere wa gesot gëtt, eis Situatioun ass alt déi, déi se ass. D'Lëtzebuerger léiere besser däitsch oder méi liicht däitsch, a soe mer emol d'Portugisen oder déi Frankophon léieren ebe léiwer, besser, wa se dat kënnen op franséisch maachen. Neen, mir musse kucken, datt mer d'Eenheet vun eisem Schoulbetrib erhalen a mer däerfen net kapituléiere virun där Fro. Mir hunn et dach fréier och an eise Schoule fäerdegbruecht, wou sechs, siwe Klasse mateneen enseignéiert gi sinn.

D'sproochlech Kompetenz, Madame Minister, ech menge mer wëssen dach alleguer, datt se déi Zäit wesentlech besser war wéi se haut ass. Neen, ech soen dat net eleng. Dat soen d'Vertrieder vun der Privatwirtschaft an dat soen an de Statsexamen d'Examinateure genau esou. Madame Minister, ech sinn hei an der Chamber an deem Gremium gewiescht, deen d'Astellung vum Personal gemaach huet. Mir hunn dacks mat eisem Personal hei iwwert déi Resultater geschwat, déi an deenen Épreuven erauskomm sinn. Dat seet einfach alles. An dat sinn der jo, déi eng Lëtzebuerger Première hunn. Do versteet een d'Welt net méi.

Et ass och net richteg, wa gesot gëtt, d'Auslännerkanner wären déijéineg, déi ënnert deem System géife leiden an déi do benodeelegt wären. Et ass effektiv esou, datt Lëtzebuerger Kanner och hir Schwieregkeeten hu fir an dat Franséischt eranzekommen. Duerfir eng gemeinsam Basis an déi richteg pedagogesch Approche, datt se herno, déi déi sproochlech begaabt sinn, op den absolut beschtméiglechen Niveau kommen. Mir kënnen net dorobber verzichten, wa mer eis Avantagen, déi mer hunn an der Beruffswelt, am Konkurrenzkampf, wëlle weiderhi behalen.

Drëtte Punkt, héich motivéiert Léierpersonal. Ech hu gesot, dat ass fir eis dee wichtegste Facteur. Ass dat de Fall? Wat bréngt an dësem Fall d'Gesetz an där Bezéiung? Hei feelt eis och d'Autonomie vun der Schoul an, op där anerer Säit, den Direkter, deen déi Schoul esou féiert, datt Motivatioun opkënnt an datt Motivatioun do ass.

E Wuert iwwert d'Léierpersonal. Mer kommen herno jo nach dorobber ze schwätzen. Mer wëssen opgrond vun enger Etüd, déi d'Uni Potsdam gemaach huet, datt 30% vun deenen, déi wëllen an d'Léierfach goen, zu deutsch „Lehramtsanwärter", vun hirer natierlecher Dispositioun hier net gëeegent si fir Schoul ze halen. Si ginn d'Recommandatioun eraus fir Tester virzelageren, an dat Léierfach ze goen, fir do net eng Ausbildung ze maachen, déi herno jo awer da kee Wäert huet.

Ech hunn emol gelies, datt Finnland 70% vun deenen, déi gären an d'Léierfach ginn, eraussifft, dat heescht, datt nëmmen 30% effektiv zougelooss sinn. Wann d'Konditiounen am Léierfach - ech soen dat elo emol ganz banal, wéi mir Lëtzebuerger soen: d'Pai an d'Fräizäit - d'Motiv sinn, fir an d'Léierfach ze goen, dann ass den Usaz sécher de falschen. Dat sinn da ganz dacks Leit, déi herno demotivéiert sinn, déi keng Freed un der Schoul hunn, well se einfach net fir d'Schoulhale gemaach sinn. Et muss een dofir gemaach sinn, oder et soll een d'Fanger dervun ewech loossen.

Mir wëssen awer, datt mer zu Lëtzebuerg an där Bezéiung e Problem hunn, well mer net onbedéngt genuch jonk Leit hunn, fir datt mer esou eng relativ streng Selektioun kéinte maachen. Doriwwer musse mer dann an Zukunft emol nodenken, wéi mer do erauskommen.

Wa mer vun héich motivéiertem Léierpersonal schwätzen, da muss een och un d'Konflikter denken, déi entstinn, déi d'Léierpersonal huet mat de Schüler a mat den Elteren an ënnert deenen d'Léierpersonal ganz dacks enorm ze leiden huet. Mir kenne jo d'Astellung vun enger Partie Elteren hei am Land, an déi vun hire Kanner ass da meeschtens net anescht, wa se gesot kréien: „Du brauchs der vun deem näischt gefalen ze loossen." Och emol ganz einfach esou gesot. Do ass et néideg, datt eng staark Führung do ass, déi sech deene Fäll unhélt an derfir suergt, datt d'Kierch erëm an d'Duerf zréckkënnt.

Véierte Punkt: Motivatioun vun de Schüler, d'Freed um Léieren. Wann d'Léiere keng Freed mécht, da kann et net fonctionnéieren. All Kand ass awer vun Natur aus dorop programméiert fir ze léieren. All Kand wëllt léieren. D'Kanner si wëssbegiereg, se huelen alles a sech op, wat se interesséiert, a wann et flott presentéiert gëtt.

Mä, da liese mer erëm eng Kéier an der PIRLS-Etüd 2006: De Schoulklima zu Lëtzebuerg ass miserabel - ech zitéieren: „In keinem der..." - an et sinn der 43 - „..in die Untersuchung einbezogenen Länder ist der Prozentsatz der Eltern, die die Schule ihres Kindes positiv einschätzen, so niedrig wie in Luxemburg und Hongkong. Der Wert von 39%..." - déi d'Schoulklima als gutt bezeechnen - „...liegt immerhin 21 Punkte unter dem internationalen Mittelwert von 60%..." - mir leie bei 39, de Mëttelwäert bei 60% - „...und sogar 42 Punkte unter dem Spitzenreiter Rumänien. - In keinem anderen Land äußern sich die Schüler derart negativ über das Schulklima."

D'Léierpersonal an d'Eltere mussen d'Kanner motivéieren. Dat ass ganz kloer. D'Kanner loosse sech och motivéieren a gäre motivéieren. Duerfir musse si selwer awer motivéiert sinn, an da kommen ech erëm op de Punkt zréck, dee mir och, genau wéi praktesch all déi aner, kritiséieren: Duerfir muss eng gutt Direktioun do sinn, déi d'Schoul esou organiséiert, datt déi Motivatioun kann opkommen.

Fënnefte Punkt: Mir brauche genügend Zäit fir ze léieren. Léiere kann nëmme stattfannen ouni Zäitdrock an ouni Stress. Ënner Stress fonctionnéiert d'Léieren net.

Wann een d'Zuel vun de Schoulstonne mat fréier vergläicht, wat kënnt dann dobäi eraus? Madame Minister, ech hat emol eng Kéier eng Question parlementaire gestallt, wou ech gefrot hunn, wéi vill Stonne fréier enseignéiert gi wären. Ech hat 1950 ugesat, '50, '60, '70, '80, esou vill Stonne pro Schouljoer. Déi Äntwert, déi ech kritt hunn, war esou, datt ee guer näischt konnt dermat ufänken.

Et hätt mech wierklech interesséiert, gekuckt opgrond vun der deemoleger Reglementatioun, wéi vill Stonnen, voll Stonnen datt déi Zäit enseignéiert gi wär a wou mir haut stinn...

Une voix.- Et ass vill manner!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et si vill manner, dann täuscht mäi Gefill mech op jidde Fall net.

Zum Verglach mam Saarland hu mer bei der Visite vum Schengen-Lycée héiere vun der Direktioun - do ass jo eng -, datt d'Lëtzebuerger Personal, wat do schafft, fräiwëlleg dräi Woche méi géif schaffe wéi hir Kolleegen hei zu Lëtzebuerg, déi d'selwecht rémunéréiert ginn, an datt et souguer véier Woche wäre par rapport zum Saarland als solches.

Da muss ee sech froen: Sinn eis Kanner esou vill méi gescheit, datt mir eis et leeschte kënnen, se am Joer véier Woche manner ze enseignéieren, wéi d'Saarland dat zum Beispill mécht? Ech ka mir et net virstellen, well d'Neurologen, well d'Gehirfuerscher soen, esoubal wéi Stress opkënnt, wéi Drock opkënnt, fonctionnéiert d'Ophuele vum Wëssensstoff net méi.

Mir sollen d'Schoulzäiten och voll ausnotzen. Et kann net sinn, datt duerch net schoulesch Aktivitéite vill Leerlaf entsteet. Ech hunn och kee Verständnis derfir - ech si selwer nach Papp vu Kanner, déi an d'Primärschoul ginn -, wa während de Schoulstonne Konferenze gehale ginn. Ech weess net, ob dat a Privatschoulen esou ohne Weiteres géif toleréiert ginn.

En Niewenaspekt, an trotzdeem net onwichteg, sinn d'Stonnepläng. D'éinescht ass vun der Circulaire Boden geschwat ginn oder esou ähnlech, wou deen Duerjerneen ugeriicht ginn ass, ënnert deem mer alleguerte leiden. Mir brauchen och Stonnepläng, déi kannergerecht sinn. Et kann net sinn, datt se zwou Stonne schwamme ginn an, wa se gutt midd sinn, dann och nach iergendwéi Franséisch oder Mathé léieren, oder ech weess net wat.

Sechste Punkt: Individuell Hëllef bei Schwieregkeeten. Ech erkennen un, datt

d'Gesetz do gewëss Effortë mécht oder, wou ee kéint e bëssen Hoffnung kréien, datt dat kéint fonctionnéieren. Et soll jo och eng Partie zousätzlecht Personal agestallt ginn. Dofir solle jo och déi Équipes pédagogiques forméiert ginn. Et sinn Équipes multifonctionnelles virgesinn, wa besonnech Schwieregkeete sinn.

Mä mir froen awer: Wéi geet et dann elo, wann e Kand ganz einfach banal an deem engen oder anere Fach Schwieregkeeten huet fir matzekommen, wann d'Léierpersounen net gewëllt sinn do richteg matzezéien an deenen Équipen, oder wa se sech carrément net verdroen?

Ech mengen, mäi Virriedner hat dat jo och schonn opgeworf. Da vermësse mir erëm eng Kéier déi Persoun, déi derfir suergt, datt dat trotzdeem fonctionnéiert.

Ech muss awer soen - do sinn ech bei de Cyclen -, mir hunn en anert Verständnis vun de Cyclen, woubäi ech den Akzent net wëll dorop leeën, ob et elo zwee Joer oder dräi Joer solle sinn, mä mir gesinn an där Duerstellung eigentlech net direkt eng grouss Differenz zu deem, wat elo ass.

Madame Minister, wann en Zyklus d'éischt an d'zweet Schouljoer ass oder d'drëtt an d'véiert Schouljoer, an et gëtt gesot: Mir loosse kee Kand méi sëtzen, dat héiert emol op, well dat ass jo schrecklech décevant fir déi Kanner, a si hunn zwee Joer fir en Zyklus ze maachen, a wa se dann nach net prett sinn, da kënne se awer dann nach e Joer an deem Zyklus bleiwen - wat ass dann anescht?

Et muss emol ee mir déi Differenz do erklären, zu deem wat bis elo ass, wou et heescht: En ass sëtze bliwwen. An elo brauch en dann dräi Joer fir zwee Joer ze maachen. Ech weess net, ob de Sproochgebrauch sech duerno ännere wäert. Dem Kand ass domadder jiddefalls net gehollef.

Wat mir brauchen, dat ass, datt déi, déi Schwieregkeeten hunn, individuell gehollef kréien. An duerfir gesi mir éischter als Zyklus, datt een zwee Schouljore mateneen enseignéiert an deemselwechte Sall an datt zousätzlecht Personal, dee Moment wéinegstens eng zweet Léierpersoun, do ass, fir individuell deene Kanner op deene Punkten ze hëllefen, wou se Schwieregkeeten hunn.

Gutt Infrastrukturen - ech mengen, dat ass hei am Land an deene wéinegste Fäll e Problem, mä och hei wär villes méi einfach, wa mer eng aner Struktur hätten, da wär et nämlech de Schouldirekter mat senger Équipe dee géif als Interlocuteur mat der Gemeng schwätzen, wat hir Wënsch sinn, an e géif dann och mam Buergermeeschter a sengem Schäfferot kucken, wat dann elo konkret soll gemaach ginn, fir datt seng Schoul esou ka fonctionnéieren, wéi hie sech et virstellt.

Aachte Punkt, eng gutt Lieskultur. Ech mengen, mir wëssen, datt dat - besonnesch wat déi sproochlech Kompetenzen ubelaangt - ee vun deene ganz kruziale Punkte vun eiser Zäit ass. D'audiovisuell Dominanz huet derzou gefouert, datt d'Liesen ëmmer méi wäit aus der Moud komm ass; an hei ass effektiv d'Zesummenaarbecht tëscht Elterenhaus a Léierpersonal erëm ganz intensiv gefuerdert.

Mir brauchen och Bibliothéiken, obschonn datt dat net de virrangege Problem ass, awer d'Freed um Liese muss de Kanner vermëttelt ginn. Mir mussen et fäerdeg bréngen, engem d'Begeeschterung um Liese bäizebréngen. Mir kréie ganz vill Problemer domadder geléist, ouni datt mer soss vill Effortë musse maachen.

Mä wat liese mir ëmmer an der PIRLS-Etüd: „Je besser das Schulklima eingeschätzt wird, desto günstiger ist die Einstellung zum Lesen." Also erëm de Schoulklima. Mir hunn hanner Hongkong dat schlechste Schoulklima vun alle Länner, déi ënnersicht gi sinn, da brauche mer eis och net ze wonneren, wa laut der PIRLS-Etüd hei d'Begeeschterung fir ze liesen och net ganz gewalteg grouss ass.

An ech froen erëm eng Kéier: Wéi kréie mer de Schoulklima verbessert - well dorobber kënnt et jo dann un - ouni eng gutt Direktioun, déi duerch déi richteg Initiativen an Décisiounen derfir suergt?

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir eis ass déi Reform hei eng Pseudoreform. Amplaz déi wierklech Problemer um Fong unzegoen, gëtt hei eng Pseudoreform duerchgezunn. An ech ginn zwee Beispiller: Et gëtt jo elo grouss dobausse Reklamm gemaach mat deene Socles de compétences. Déi meeschte Leit verstinn net, ëm wat et geet.

Et kann ee sech jo d'Fro stellen: Wat ass dann elo domadder gemengt? Ech probéieren et emol einfach ze formuléieren. Et heescht, datt een net nëmme rechne kann, mä och seng Rechekonscht an der Praxis uwende kann, datt een d'Rechnen an der Praxis applizéiere kann. Dat setzt viraus e gewësst logescht Denken, en Entraînement vu logeschem Denken.

D'Fro, déi sech stellt: Et muss een awer emol fir d'alleréischt rechne kënnen, ier een eng Applikatioun vun der Rechekonscht ka maachen. Wann ech da kucken, datt en Handwierkerverband sech beklot, datt déi jonk Leit, déi si an d'Ausbildung kréien, net rechne kéinten, da froen ech mech: Wéi solle se da Kompetenzen aus dem Rechnen uwenden, wann d'Rechne selwer net fonctionnéiert?

Dat ass, Här President, wéi wann een e Päerdsrennen organiséiert an d'Lat, déi bis elo bei 1,20 m loung, méi héich leet, well d'Kompetenzen uwenden, dat ass jo awer nach eppes méi verlaangt wéi just, datt een - fir beim Rechnen ze bleiwen - rechne kann. Da gi mer hin a leeën d'Lat nach 30 Zentimeter méi héich a soen: Elo hu mer eppes geschafft.

Jo, mer hunn eppes geschafft, wann d'Päerd da wierklech driwwer kënnt! Do gesi mer awer an dësem Gesetz net ganz vill wat eis jonk Leit géif derzou brénge fir zu deene Kompetenzen ze kommen, déi hei ugekënnegt ginn.

Den zweete Punkt, deen ech hei wollt ufféieren, fir ze illustréieren, datt eng Pseudoreform hei gemaach gëtt, dat ass dat mat der Evaluatioun. Dat gëtt jo och elo grouss erausgestallt: Beschreiwung vu Kompetenzen, d'Kompetenze solle bewäert ginn. Et soll eng positiv Bewäertung gemaach ginn. Dat géif d'Schüler encouragéieren. Ech kann dat och novollzéien.

Wann ee schlecht Punkten op der Zensur huet, dann ass dat net onbedéngt vergnügungssteuerpflichteg? Et seet deemjéinegen awer vill méi däitlech wou e steet a wou e muss Effortë maachen.

Ech bezweifelen, datt mat där Approche hei vill Positives beweegt gëtt. Den Unterrecht soll souwisou dorop ausgeriicht si fir d'Kanner ze encouragéieren, net fir hinnen ze erziele wéi domm se wären an datt souwisou näischt mat hinnen unzefänke wär an datt se am beschten hätten, Steng klappen ze goen, wéi dat heiansdo dohier gesot gëtt, mä et muss ee se luewen, fuerderen, encouragéieren, et muss een hinnen hëllefen.

Ech weess net, ob d'Eltere ganz frou herno bei der Beschreiwung vun de Kompetenze sinn, well de jëtzege System hat ëmmerhin den Avantage, datt se wossten, wou se dru wären. Ech froe mech, ob dat do wierklech e Schrack no vir ass. Mir gesinn et éischter wéi esou eng kleng Niewelgranat, fir datt een an Zukunft nach manner soll gesinn, wou mer da wierklech mat eise Kompetenze vun de Kanner stinn.

Här President, ech kommen domadder zu de Konklusiounen. Mir sinn der Meenung, datt dëse Projet den Ambitiounen, souguer deene vun der Regierung, net gerecht gëtt. E verseet op deene wierklech wichtege Punkten.

Fir eis ass déi Fro vum Schouldirekter eng ganz essenziell Fro. Et ass déi zentral Fro vun der Schoulorganisatioun. Mir gesinn eng Schoul - ähnlech wéi mäi Virriedner et gesot huet - mat enger relativ grousser pedagogescher Autonomie: Si muss sech kënne selwer organiséieren, esou wéi hir Situatioun ass. All Schüler ass anescht, all Schüler kënnt aus enger anerer Situatioun. All Schoul huet eng aner Schoulpopulatioun. An et ass einfach noutwendeg, fir datt dee Schoulbetrib fonctionnéiert, datt duerfir genuch Autonomie do ass.

D'Konterpartie vun där Autonomie ass awer eng gutt Direktioun. D'Madame Minister huet eis eng Kéier gesot: Jo, wou soll ech dann elo déi Direkteren och nach hierhuelen?

Ech hu jo Verständnis fir déi Nout, mä mer kënne jo awer net virun där Fro kapituléieren. Natierlech brauche mer fir alles eng gewëss Iwwergangszäit, mir zaubere se net an Zäit vun engem Joer dohinner. Mä et ass awer absolut noutwendeg, datt mer Direktioune kréien. D'PIRLS-Etüd seet eis et och.

Ech war mat op Helsinki op eng international Konferenz, wou mer iwwert d'Schoule geschwat hunn. All déi aner Länner, déi do vertruede waren, hu sech gewonnert, datt mir keng Direktiounen am Primaire hätten. Ëm déi Fro siedelt dee ganzen Échec vun dësem Gesetz sech un.

Et ass vill gudde Wëllen dran, et si vill gutt Intentiounen dran, mä, Madame Minister, Dir wäert gesinn, datt den Erfolleg, datt dat, wat ugepeilt ass, wäert ausbleiwen, well et net esou fonctionnéiere kann.

An ech schwätzen aus menger Erfahrung aus der Privatwirtschaft. Den Erfolleg vun engem Betrib - an d'Schoul ass en Déngschtleeschtungsbetrib, och wann et en öffentlechen Déngschtleeschtungsbetrib ass - läit an enger gudder, staarker Führung. A wéi gesot, mir hunn dat net erfonnt, et steet jo an der PIRLS-Etüd, an déi hutt Dir jo och net dohinnergestallt, wéi wa se falsch wär.

Dat Ganzt bleift schwéierfälleg a bürokratesch. Et gesäit een net, wéi d'Motivatioun an deem System do kéint verbessert ginn. D'Motivatioun ass awer de Schlëssel zum Erfolleg.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss. Mir gesinn net, datt dat Gesetz hei Wesentleches géif verbesseren, an duerfir wäerte mer och eis Zoustëmmung verweigeren.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ageschriwwen. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, et ass entre-temps 20 vir 7. Ech wäert alles ewechloossen, wat de Mëtteg schonn zwee- oder dräi- oder véiermol gesot ginn ass,...

Une voix.- Huelt Iech Zäit.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*-...mä ech wäert mech awer op dat konzentréieren, wat mir um Häerz läit.

Dës Schoulreform gëtt jo vun deenen engen als Jorhonnertreform glorifizéiert a vun deenen aneren als verpasste Chance dénigréiert. Dat ass de Mëtteg jo wéi vill mol gesot ginn.

Mä fir d'CSV ass dëst Schoulgesetz en extrem couragéierte Projet, deen, wann e geléngt, e Quantesprong am Bildungssystem vu Lëtzebuerg wäert duerstellen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wann e geléngt?! Dir schéngt net iwwerzeegt ze sinn!

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Dëse Projet ass och keng Arrivée. Et ass en Départ, et kéint ee souguer soen, et wär e Chantier. Mä mir sinn eis eens, Madame Minister, Här President: Dës Reform ass net nëmmen noutwendeg, mä längst iwwerfälleg. Wa mer d'Kanner wëlle fit maachen a wa mer wëllen den Uschloss un d'21. Jorhonnert net verpassen, da muss Lëtzebuerg sech bewegen, well: „Die Gesellschaft wird morgen sein, was Schule heute ist."

Mä Schoulreforme sinn net nëmmen e Lëtzebuerger Phenomeen, mä och en europäeschen, emol op alle Fall an all deene Länner, deenen de PISA-Schock nach am Nacke sëtzt an déi doduerch waakreggeréselt gi sinn.

Här President, munch Schoulen, munch Enseignanten - an et ass och de Mëtteg scho gesot ginn - hunn hei am Land scho längst mat der Reform ugefaangen. Eng Weisheet vun den Dakota-Indianer seet: „Wanns de mierks, dass de op engem doudege Päerd sëtz, da klamm erof."

Fir déi Enseignantë war d'Zäit räif fir erofzeklammen a fir definitiv aner Weeër an der Schoul ze goen. Ech denken do un déi fënnef Écoles en mouvement. Ech weess net, ob et vill Gemengen am Land gëtt, wou net deen een oder aneren Deel vun enger Reform entaméiert ginn ass. Och a menger Gemeng - nach e puer Deeg däerf ech soen: meng Gemeng - ass e Projet d'école duerchgezu ginn, an zwar „Eng Schoul fir se all, eng Schoul fir d'Liewen", mat enger extrem engagéierter Équipe, mat de Schwéierpunkten: Integratioun (vivre ensemble), intensiv Elterekollaboratioun a Lëtzebuerger Sprooch.

Här President, ech hunn duerch d'Buch gebliedert „Treibhäuser der Zukunft" vum Reinhard Kahl, mam Ënnertitel: „Wie Schulen in Deutschland gelingen". Ech géif soen, dass dat, wat do beschriwwen ass, dat ass, wat mer mat engem engagéierte Personal, mat Hëllef vun allen Instanzen, och an eiser Lëtzebuerger Schoul fäerdeg wäerte brénge. An et deet mir leed, dass de Mëtten esou villes auserneegeholl ginn ass.

Et geet net nëmmen ëm d'Strukturen. Et geet fir d'éischt emol ëm d'Kand. Mä da kommt, mir kucken emol: Wat kënne mer him gi mat der Schoulreform? Am neie Schoulgesetz kritt d'Schoul jo méi eng grouss Autonomie, wat e grousse Plus ass. An d'Kand ass net méi Lehrobjekt, mä Lehrsubjekt.

Et ass eng Schoul, wou den Enseignant sech zréckhält, wou hien hëlleft, wou hie guidéiert, wou hie beréit, wou hie motivéiert, wou hien encouragéiert. Et ass eng Schoul, wou déi Staark gefuerdert an déi Schwaach gefördert ginn. Et ass eng Schoul, wou dat zielt, wat d'Kand fäerdeg bréngt. Et ass eng Schoul, wou d'Kanner Erfollegserliefnisser hunn, nom Motto: „Wer die Stärken stärkt, schwächt die Schwächen." An et ass eng Schoul, wou den Unterrecht de Capacitéiten, de Kompetenzen an dem Rhythmus ganz besonnesch vum Kand ugepasst ass, an net ëmgedréint.

Et ass eng Schoul, wou déi Kleng vun de Grousse léieren. Et ass eng Schoul, wou déi Staark deene Schwaachen hëllefen. Et ass eng Schoul, wou d'Kanner virwëtzeg gemaach ginn, wou d'Kanner Loscht op Leeschtung kréien. Et ass eng Schoul, wou d'Kanner gären an d'Schoul ginn.

Ech brauch net méi ze widderhuelen, wat den Här Mehlen gesot huet vun der PEARL-Etüd. Effektiv ware mer d'Schlusslicht do, wann et drëm gaangen ass ze bewäerten, wéi gär datt d'Kanner an d'Schoul ginn oder wéi d'Klima an der Schoul ass. Mä wann een d'Gesetz ëmsetzt, esou wéi den Esprit vum Gesetz an och d'Philosophie vum Gesetz ass, da kënnt dat doten. Mir mussen et just méiglech maachen.

Et ass awer och eng Schoul, wou d'Kanner u sech gleewen, wou d'Kanner an hirem Selbstwäertgefill gestäerkt musse ginn. Et ass eng Schoul, wou de Kanner hir Wuerzele gefestegt ginn a wou hir Flilleke flugsécher gemaach ginn. Dat ass d'Schoul vu muer. Dëst Gesetz gëtt d'Méiglechkeet derzou.

E Wuert zum Encadrement périscolaire. Här President, am Ausland sinn déi performantst Schoule Ganzdagsschoulen. Elo wëll ech awer net soen, dass dee Modell fir Lëtzebuerg zielt. Et sinn och nëmmen eenzel Schoulen, deenen dat esou gelongen ass.

Mä trotzdeem, d'Ganzdagsschoul ass awer en Thema. Ech wëll awer och soe wuerfir. Ech mengen net, dass d'Fro ass: Sinn ech derfir oder sinn ech dergéint? Oder dulden ech se? Et kann ee begrënnen, woufir dass se noutwendeg ass; net verallgemengert, mä do wou de Besoin ass.

Fréier hat d'Gesellschaft dräi Pilieren. Dat war d'Famill, et war d'Kierch an et war d'Schoul. Mir wëssen, dass haut d'Famill fragiliséiert ass an d'Kierch haut en anere Stellewäert huet. A wat bleift dann nach? Da bleift nach d'Schoul. An déi ass do iwwerfuerdert.

Da mussen aner Strukturen hier fir den Encadrement vun de Kanner ze garantéieren, well d'Koppel vum 21. Jorhonnert geet schaffen. Si kommen aus allen Äerddeeler op Lëtzebuerg, hu keng Famill hei, déi se kéinten am Encadrement vun de Kanner ënnerstëtzen. Mä da muss d'Politik dat dote méiglech maachen.

D'CSV begréisst an dësem Gesetz d'Zesummenaarbecht mat der Schoul, mat de Structures d'accueil a mat de Gemengen. Et gëtt eng gewalteg Aarbecht fir d'Gemengen, mä et ass d'Méi wäert. Well soss, wann den Encadrement net stëmmt, brénge mer dat, wat ech virdrun opgezielt hunn, och net fäerdeg.

Ech géif wëllen e Wuert zur Medienerzéiung an der Schoul soen. Ech wëll awer och nach de President félicitéiere fir seng Standhaftegkeet an all deene Sitzungen an och fir säi Rapport a fir säin engagéierte Virtrag. Am Artikel 7 „Les objectifs de l'enseignement fondamental" gëtt jo gesot: «L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.» Ech wollt do derzou eppes soen.

D'Schoul vu muer ass och eng Schoul wou d'Medienerzéiung vun eminenter Wichtegkeet ass. Déi nei Technologië kënnen e Sege sinn, si kënnen awer och e Fluch sinn. Et ass un der Schoul fir derzou bäizedroen, datt et fir Kanner e Segen ass an e Sege bleift.

D'Neurobiologe si sech net eens. Déi eng warnen a behaapten, d'Kand géif an eng virtuell Welt andauchen, et géif an de Sog vun enger virtueller Welt geroden an hätt

kee Bezuch méi zur realer Welt an dat wär schiedlech. Anerer, déi soe bei ganz jonke Kanner kéinte sech emotional Kompetenzen och duerch indirekt Erfahrungen entwéckelen.

Mä Medien an hir Inhalter sinn net per se geféierlech, mä ausgedehnten TV-Konsum a Computerbetätegung verännert awer bei de Kanner hir Perceptioun, verännert och hiert Raum- an hiert Zäitgefill an hir Gefillswelt.

D'Mediepedagoge roden, déi ausserschoulesch Medienerfahrunge vun de Kanner an den Unterrecht ze integréieren. D'Medie solle genotzt gi fir d'Verbesserung vum „Lehren" a vum „Lernen". Si sinn Instrumenter déi kënnen hëllefen d'Wëssen opzebauen, ze verdéiwen an och ze assimiléieren.

Onbedéngt hei ass d'Zesummenaarbecht mat den Elteren ze sichen. Fir mediekompetent Bierger a Biergerinnen ze maachen, soll fréi mat der Medienerzéiung ugefaange ginn. An England an an der Schwäiz gehéieren d'Kommunikatiounskompetenzen an d'Fäegkeeten, déi sech op d'Informatiounstechnologië bezéien, zu de Schlësselqualifikatiounen.

D'Europaparlament, d'UNESCO, d'Europäesch Kommissioun, den Europarot: alleguerte fuerdere se, datt d'Mediepedagogik hir fest Plaz an der Schoul kritt. Si fuerderen des Weideren d'Ausbildung an d'Weiderbildung vu Léierpersounen, och vum Personnel éducatif.

Menges Wëssens gëtt awer op der Uni Lëtzebuerg d'Mediepedagogik net studéiert. Wat et awer gëtt, kritt een am SCRIPT, am Internetportal „my school" an an der Association „Blickwechsel"; do kritt ee mediendidaktescht a mediepedagogescht Material, wat den Enseignanten zur Verfügung gestallt gëtt. Awer, Här President, dat geet net duer. Hei ass nach en Terrain dee ka beackert ginn.

E Wuert zum Wäerteunterrecht. Gefuerdert gëtt d'Abolitioun vum Reliounsunterrecht an der Schoul. Et gëtt gesot eis Gesellschaft wier net homogen, si wier multikulturell, si wier multikonfessionell. Dat mag jo alles stëmmen, mä déi meescht Bierger, déi op Lëtzebuerg kommen, sinn EU-Bierger, a vill kommen der och aus dem südlechen Deel. Fir ze denken, dass multikonfessionell soll bedeiten, dass honnert verschidde Relioune sollen hei sinn, dat entsprécht net der Realitéit.

Dann awer gëtt der Kierch d'Mëttelalter ëmmer erëm ëm d'Ouere gehäit a se kritt hir Irrweeër, déi tatsächlech begaange gi sinn, virgeworf. Mä, Här President, ech froe mech awer dat heiten: Wat huet Däitschland mat Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich gemaach? Wann déi däitsch Politiker op Lëtzebuerg kommen, geheie mer hinnen dann hir Gräueltaten vun deemools haut nach vir? Mä just well se dat gemaach hunn, komme se mam Message: Haut ass et aneschters. Haut si mer Partner an haut hu mer e gemeinsaamt Zil.

Firwat maache mer dat net och mat der Kierch? Den Zweete Weltkrich ass méi no wéi d'Mëttelalter. An der Broschür „Werteunterricht, Religion, Ethik" an den öffentleche Schoulen an der EU, do liese mer, dass an 23 vu 27 Länner Reliounsunterrecht an Ethikunterrecht ugebuede gëtt. Gewëss, et ass net nëmme kathouleschen; awer ëmmerhin. Ech schwätzen och net nëmme vum Kathouleschen. Ech schwätze vum Reliéisen.

D'Ëmfroe bei den Elteren hunn eng kloer Sprooch geschwat. Am Primaire sinn 81% fir de Reliounsunterrecht; 19% fir d'Éducation morale et sociale. Dat musse mer zur Kenntnis huelen.

Déi fréier Ostblocklänner hate jo gewëss Zäit fir de «Fait religieux» auszeradéieren - Wat geschitt awer? Och do gëtt de Reliounsunterrecht erëm ageféiert.

Frankräich, wou d'Trennung vu Kierch a Stat besteet, ass amgaang demi-tour ze maachen, wéinstens deelweis. Virun zwee Joer huet de fréiere Kulturminister Jacques Lang eng Deklaratioun an deem Sënn gemaach.

Här President, den Ethikunterrecht ass e Wëssen, dat op de Mënscherechter berout. D'Relioun berout och op de Mënscherechter, mat enger vertikaler Dimensioun. Wat heescht Relioun? Et kënnt vun „religere": ubannen un e Fundament. Wann dat fir déi eng Leit déi vertikal Dimensioun sollt sinn; an enger Demokratie muss een dat dach respektéieren.

Elo virun enger Stonn huet de Barack Obama den Eed an Amerika ofgeluecht, net op d'Mënscherechtskonventioun, mä op d'Bibel.

An d'Jugend, déi stellt ganz vill Froen, nom Sënn vum Liewen, d'Fro vum Liewen nom Doud. Déi Jugendlech gi konfrontéiert mat de Grenzberäicher vum Liewen. Si stelle pertinent Froen am Beräich vum Irrationalen, Paranormalen an och vum Okkulten. Dat sinn oft reliéis Froen. Loosse mer se eleng mat hire Froen, mat hiren Zweifel a mat hiren Ängschten? Mir brauchen eng sachlech an eng kompetent Aart a Weis fir mat der Reliounsfro ëmzegoen.

Et gëtt e russescht Spréchwuert, dat seet: „Gott sei Dank, Gott existiert nicht. Wenn aber, was Gott verhüten möge, Gott doch existiert?" Vum François Mitterrand gëtt Folgendes gesot. Kuerz viru sengem Doud gouf hie vum Franz-Olivier Giesbert interviewt. Ech mengen, et ass e franséische Journalist an Auteur. An de Giesbert huet hie gefrot: „Monsieur le Président, Dir, deen athée sidd, wann nom Doud sech sollt erausstellen, datt et Gott awer gëtt, wat sot Dir dann?" Dunn huet hie geäntwert: «Enfin je saurai.» An deen „enfin" do, Här President, dat wëllt einfach soen, datt hie sech e Liewe laang mat der Gottesfro auserneegesat huet an dass en e Liewe laang gesicht huet. Siche mer net all?

Loosse mer dach den Elteren d'Chance vum fräie Choix. Mir mussen net eise jüdesch-chrëschtlechen Héritage iwwer Bord werfen. Et kënnt vläicht den Dag wou et eis géif leeddoen. Dat wëllt net soen, dass mer beim Wäerteunterrecht, esou wéi d'Françoise Hetto an och nach aner Kolleegen et gefrot hunn, eng Evaluatioun vum Reliounsunterrecht maachen. Et war mer wichteg dat doten ze soen.

Här President, iwwer villes ginn ech ewech, mä nach dat heiten zum Schluss. D'Schoul vu mar gëtt eng Schoul wou den Enseignant méi muss schaffen, wou en aneschters muss schaffen. Et ass eng Schoul wou e méi Responsabilitéite kritt. Et ass och eng Schoul, wou e méi demüteg, wou e konsensfäeg, diskussiounsfreedeg muss sinn a wou e bereet muss sinn, sech a Fro ze stellen.

Et ass eng Schoul wou d'Enseignantë mussen déi al Denkautobunne verloossen an den Deuil maache vun deem, wat se e Liewe laang gemaach hunn, a vun deem se och geduecht hunn, datt se et gutt gemaach hunn. Mä et ass awer och en Enseignant, deen encouragéiert a gestäipt muss ginn.

A mir deet et leed, dass mer de Mëtten d'Barrièrë vun de Parteien net konnten iwwersprangen. Ech froe mech: Déi, déi de Mëtteg virum Schierm souzen an déi hei d'Diskussioun nogelauschtert hunn, mengt Der, dass déi bereet wieren, wou esou villes auserneegeholl ginn ass, fir de September prett ze sinn a fir ze soen: „Yes we can." Ech zweiwelen drun. Et géif mer leed doen.

Mä op alle Fall réusséiert se nëmmen, wann deen dote Pari eis geléngt. An, Madame Minister, ech wollt lech soen: «Le succès n'est pas quelque chose qu'il faille attendre. Il faut le rendre possible.» Dat stoung an enger Préface vun engem Kachbuch.

(Hilarité)

An Dir krut elo déi schwéier Missioun, dee Succès do possibel ze maachen. Ech wënschen lech do derbäi „bonne chance".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass déi leschte Kéier wou ech d'Wuert kann hei op der Chamberstribün ergräifen. Ech si frou an houfreg bei der Reform vum Schoulgesetz derbäi gewiescht ze sinn, well méi e schéinen Ofschloss vu menger kuerzer parlamentarescher Aarbecht hätt ech mer net kënne wënschen.

Mäi Grousspapp, Schoulmeeschter, war beim 1912er Gesetz derbäi. Mäi Papp, Schoulmeeschter, huet derfir gesuergt, datt ech Léierin gi sinn. Meng Duechter, Léierin, wollt net um doudege Päerd sëtzebleiwen an ass erofgeklommen a versicht am Journalissem säi Gléck, mä mat engem Häerz, wat der Schoul ëmmer verbonne wäert bleiwen.

Et war fir mech eng Éier hei kënnen ze siégéieren. Hei schléit de Bols vun der institutioneller Demokratie. Ech ginn elo zréck bei d'Foussvollek an d'Basisdemokratie, awer net ouni den onageschränkten Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ze ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech soen der Madame Marie-Thérèse Gantenbein e ganz grousse Merci fir hir lescht Interventioun. Elo kritt dann d'Madame Unterrechtsministerin Mady Delvaux d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur, dem Jos Scheuer Merci ze soe fir säi Rapport, dee mëndlechen an dee schréftlechen, fir seng Gedold mat mir an der Kommissioun. Mä erlaabt mer awer och extra dem Marie-Thérèse Gantenbein Merci ze soen. Merci fir déi onermiddlech Ënnerstëtzung, déi ech bei lech ëmmer fonnt hunn. Ech war frou, dass Der derbäi waart an ech wäert lech vermëssen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och frou, dass déi Gesetzer gestëmmt ginn. Ech si frou, dass mer et gepackt hunn déi véier Gesetzer zesumme fir de Vote an d'Parlament ze bréngen. Duerfir wëll ech der Chamber Merci soen, dem Conseil d'État, menge Kolleegen an der Regierung, besonnesch dem Minister Wiseler a senge Collaborateuren, an deene ville Mataarbechter, deene ville Leit um Terrain, Schoulmeeschteren, Proffen - de Proffen net, Pardon; bei dësem Gesetz net -, awer Inspekteren, Elteren, mat deenen zesumme geschafft gëtt, fir dass mer dat hei géife packen.

Dat Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der École fondamentale setzt jo de Kader, an deem d'Schoul sech kann, soll entwéckelen, esou wéi mer dat erwaarden. A mir erwaarde vill vun der Schoul. An Dir erlaabt mer déi dräi op Franséisch ze soen. Mir hätte gär, dass d'Schoul soll „instruire, socialiser et qualifier".

Zu deem Éischten, instruire: Ëmmer nach sinn d'Kanner an d'Schoul gaange fir eppes ze léieren. All Generatioun huet sech Gedanke gemaach, wat se där nächster Generatioun géif mat op de Wee ginn, fir dass se kéinten am Liewe bestoen, an och haut geet een an d'Schoul fir ze léieren.

Wéi d'Schoulgesetz vun 1912 gestëmmt ginn ass, huet d'Diskussioun dorëms gedréint: 1. Wéi brénge mer et fäerdeg, dass d'Leit hir Kanner an d'Schoul schécken? Fir déi, déi keng Loscht hate se ze schécken. 2. Wéi maache mer déi Moderniséierung vun deem Land, vun enger Landwirtschaft zu enger Industrieekonomie? Ech wëll drun erënneren, deemools och war et eng demokratesch Suerg, well d'allgemengt Wahlrecht ass agefouert ginn a Lëtzebuerg huet eng Populatioun gebraucht, déi méi qualifizéiert war.

Haut brauche mer eis d'Fro vun der Schoulpflicht net méi ze stellen, vun der Obligation scolaire. Allerdéngs geet haut den Défi drëm: Wéi brénge mer et fäerdeg all Kand, wat zu Lëtzebuerg an d'Schoul geet, esou héich wéi méiglech kompetent ze maachen?

Well mer wëssen, dass een an der Primärschoul haut - fréier war ee jo fäerdeg ausgebilt oder, loosse mer soen, déi meescht Leit ware fäerdeg ausgebilt wa se aus der Primärschoul erauskomm sinn; haut ass dat net méi de Fall.

Mir wëssen och, dass een an der Initialausbildung net méi alles ka léieren. A mir wëssen, dass d'Wësse sech esou séier multiplizéiert, dass een am Fong muss säi Liewe laang léieren. Et geet also drëm: Wéi brénge mer et fäerdeg sécherzestellen, dass déi Kanner, déi duerch d'Lëtzebuerger Schoul ginn, déi Basiskompetenzen hunn, déi hinnen et erlaben um liewenslaange Léieren deelzehuelen?

An dofir zielt esou vill wéi d'Wëssen d'Kompetenz, dat heescht wëssen, kënnen a wëllen.

Et geet net duer theoretesch kënnen ze rechnen. Et muss een och wëssen: Firwat rechnen ech et? Wéi eng Operatioun setzen ech an? Wéi kann ech mäi Wëssen uwenden? An et muss een eng Haltung hunn, déi een habilitéiert, déi ee motivéiert fir wëllen ze léieren an dat Wëssen och unzewenden.

Déi zweet Missioun vun der Schoul ass sozialiséieren. Mir waren zu Lëtzebuerg ëmmer ganz stolz, dass eis öffentlech Schoul et fäerdeg bruecht huet, d'Kanner vun all Milieu zesummen an der öffentlecher Schoul ze scolariséieren. Mir hunn dat ëmmer als e grousst Argument vun der Integratioun vun alle Leit hei zu Lëtzebuerg duergestallt.

Haut, géif ech soen, wär déi Missioun nach méi wichteg. Well et ginn ëmmer manner Plazen, wou d'Kanner sech soss kënnen zesummefannen. Geschwënn ass d'Schoul déi eenzeg Plaz - d'Schoul an déi périscolaire Aktivitéiten -, wou d'Kanner sech zesummefannen, wou se sech kënne kenne léieren.

An zweetens ginn et ëmmer méi Eenzelkanner an eiser Gesellschaft an et ass also wichteg, dass och an der Schoul déi sozial Kompetenzen déi sinn: Wéi liewen ech an engem Grupp? Wéi ginn ech ëm mat Kritik? Wéi kann ech meng Meenung soen ouni direkt aggressiv ze sinn? Dass déi an der Schoul och gepflegt ginn.

Ech wëll dobäi direkt soen, d'Schoul kann net alles. Dat ass net eleng d'Missioun vun der Schoul. Mä d'Schoul ass e wichtegt Instrument derfir.

Déi drëtt Missioun vun der Schoul: qualifizéieren. Fréier - an duerfir hat ech e bësse reagéiert wéi gesot ginn ass, fréier konnte se méi - hu mer e klenge Prozentsaz vu Leit gebraucht, déi héich ausgebilt waren. An haut wësse mer, dass ee Jonken, deen ouni Qualifikatioun oder mat enger niddereger Qualifikatioun an d'Liewe geet, wéineg Chancen huet fir um Aarbechtsmaart iwwerhaapt ënnerzekommen.

Mir wëssen, dass déi jonk Leit an der Konkurrenz si mat Jonken aus allen anere Länner. Duerfir musse mer eis beméie jiddwereen hei zu Lëtzebuerg esou héich wéi méiglech ze qualifizéieren. Déi Gutt nach besser, déi Mëttel gutt an déi, déi schlecht qualifizéiert sinn oder net qualifizéiert sinn, op een Niveau ze bréngen, deen hinnen et erlaabt sech am Liewen ze behaapten; och - an dat ass mer wichteg - wann ee muss méi Zäit opwende fir déi Schüler zu där Qualifikatioun ze bréngen. Et geet net drëm se ze qualifizéieren, ouni dass se Kompetenzen hunn, mä et geet drëm déi Zäit ze fanne fir se kompetent ze maachen.

Ech mengen ech brauch heibannen net ze soe wéi wichteg dass dat ass. Fir jiddwereen Eenzelnen ass et en Drama, wann e mat 18 Joer an d'Liewen erausgelooss gëtt an e kritt gesot: Du kanns näischt an Du bass fir näischt gutt an Du gëss net gebraucht.

Dat ass dramatesch, mä ech menge fir eis Gesellschaft ass et dramatesch, wa mer all Joer Honnerte vu jonke Leit esou an d'Liewe loossen. Mir waren ëmmer stolz op eise soziale Fridden a mir hunn eis ëmmer beméit fir deen ze halen.

Ech denken, dass hei dee wichtegsten Usaz ass fir jiddwerengem eng Perspektiv ze ginn a jiddwerengem ze soen: Du bass wichteg an hei an deem Land gëss De gebraucht.

Natierlech ass et net d'École fondamentale, et ass net d'Spillschoul an d'Primärschoul déi d'Qualifikatioun garantéiert. Well all Schüler gi jo no der Primärschoul an eng weiderféierend Schoul. Mä, och dat wësse mer aus den Erkenntnisser vun der Recherche, et sinn déi éischt Joren, déi déi Wichtegst sinn an déi déterminéieren, ob ee Succès a senger Carrière scolaire an domat a sengem Liewe kritt oder net.

D'Motivatioun, dass ee sech selwer gleeft an dass ee Strategien entwéckelt fir ze léieren, dass ee léiert léieren, dat alles décidéiert sech ganz fréi an der Schoul oder loosse mer soen, wann een net e gudde Start huet, da kascht et immens vill Méi an Zäit fir dat ze rattrapéieren.

Dofir wëll ech hei soen, fir mech sinn déi éischt Joren an der Schoul déi déterminant a mir mussen alles drusetze fir de Kanner dee beschtméigleche Start an hir Schoulcarrière an an hir Liewenscarrière ze ginn. Dofir ass et wichteg sech ëm all Kand ze këmmeren, déi Gutt ze förderen - och dat geschitt vläicht net oft genuch - an déi Schwaach esou ze stäipen, dass se weiderkommen.

Dat heescht fir all déi Leit, déi an der Schoul intervenéieren - an dat ass net einfach -, op all Kand kucken, diagnostizéiere wann eppes net klappt, hëllefen, fir dass et klappt, an haaptsächlech sech ëmmer erëm soen, jiddwereen ass lernfäeg.

Et ass net esou, dass een no engem oder zwee Joer an der Schoul scho condamnéiert ass, dass een net méi kéint zum Succès an der Schoul kommen.

Ech mengen dat sinn déi Haaptmessagen an deem Kader wou d'Schoulgesetz sech placéiert an do ginn natierlech Instrumenter an deem Gesetz beschriwwen. Ech wëll net op se alleguer agoen, well meng Virriedner hunn hei, mengen ech, all Aspekt vum Gesetz analyséiert, auserneegeholl, déi eng gelueft an déi aner kritiséiert, mä ech géif gären e puer wichteg Elementer vum Gesetz eraushuelen.

Dat éischt ass en differenzéierten a kompetenzorientéierten Unterrecht dee mer gär hätten. Ech hunn dat an der Introduktioun erkläert. Fir dat ze erméiglechen, gëtt d'Schoul a Cyclen agedeelt.

An zwar wëlle mer och drop hiweisen, dass et déi éischt Jore sinn, dat heescht d'Spillschoul ass immens wichteg. Dat heescht net, dass d'Kanner do sollen negativ gestrooft ginn. Mä dat heescht, dass ee soll opmierksam sinn a kucken, wéi entwéckelt d'Kand seng Kompetenzen, wou kënne mer him hëllefen, wann ee mierkt, dass ee Problem géif bestoen. Dat sinn also de Cycle vum Préscolaire an dräi Cyclë vum Primaire.

Just ee Wuert zu de Cyclen. Cyclen heescht, dass een Ziler, wou ee mat de Schüler wëllt hikommen, op zwee Joer fixéiert amplaz op ee Joer. Kompetenzorientéiert heescht och, dass een eigentlech net méi de Programm kuckt. Dat heescht net, wat muss den Enseignant maachen, mä wat muss d'Kand kënnen. Wat e Perspektivewiessel ass an oft schwéier ass fir den Enseignant.

Wa mer soen, op zwee Joer ginn d'Ziler definéiert, dann heescht dat natierlech net, dass ee soll zwee Joer waarden an da kucken a soen: „Oh là là, Pech, elo huet dat Kand dat Zil net erreecht." Et geet drëm fir esou fréi wéi méiglech ze kucken, wou ass d'Schwieregkeet, a fir sech da mam Kand déi Zäit ze huelen; well et huet kee Wäert am Programm weiderzefuere wann en d'Basis net huet, wann en net kann op dat opbauen, wat e virdru soll geléiert hunn.

Dat ass also, wëll ech soen, eng Ëmstellung an der Zäit. Et ass awer och eng Ëmstellung an der Aarbecht vun den Enseignanten. Well dat heescht jo ganz kloer, ech kann net méi soen, elo maachen ech mat der ganzer Klass eng Prüfung iwwert d'Säit 35 oder iwwert d'Table de multiplication bis 100, an deen, deen dat net kann, da fueren ech mam Programm weider. Neen. Ech muss da sécherstellen, dass jiddwereen an deem Zyklus op dat Zil kënnt, an dat ass eng grouss Erausfuerderung, géif ech soen, fir d'Schoul.

Dat zweet wichtegt Element ass d'Équipe. E Kand huet a senger Schoulcarrière net nëmmen ee Schoulmeeschter, wéi dat vläicht op de Landgemengen nach laang de Fall war, jiddefalls wéi d'Schoulgesetz gestëmmt ginn ass, mä haut si vill spezialiséiert Beruffer, well mer jo och vill méi wëssen iwwert d'Entwécklung an d'Kannerpsychologie. Et sinn also vill Intervenanten an der Schoul an duerfir musse mer sécherstellen, dass déi Leit, déi sech ronderëm e Kand bewegen, sech och concertéieren, well fir e Kand gëtt d'Auer net op null gestallt wann et vun engem Enseignant bei deen anere kënnt. Et muss eng Kontinuitéit sinn an duerfir ass déi Concertatioun zwëschent Équipë wichteg, zwëschent deene Leit, déi sech ëm déiselwecht Kanner këmmeren, fir d'Kohärenz an der Prise en charge vun de Kanner ze garantéieren.

Duerfir ass déi nei Definéierung vun der Tâche vun de Schoulmeeschteren a vun de Léierinnen, déi jo méi Zäit mussen opbrénge fir déi Concertatioun ze maachen, natierlech ee wichtegt Element vun dëser Reform.

Dat drëtt wichtegt Element ass d'Partenariat mat den Elteren. Och do wësse mer aus den Erkenntnisser, dass, wa keng gutt Relatioun besteet zwëschent der Schoul an den Elteren, déi, déi drënner leiden, d'Kanner sinn. Et ass also immens wichteg e Partenariat mat den Elteren opzebauen. Partenariat heescht net Bevormundung. An dat heescht och net, dass een den Elteren Aufgabe gëtt, déi net an der Schoul gemaach gi sinn. Mä Partenariat heescht, dass en Échange stattfënnt. Natierlech spillt d'Partenariat op zwee Niveauen: deem individuellen an deem institutionellen. Duerfir si jo déi verschidden Instanze virgesinn.

Dat véiert wichtegt Element, dat ass d'Équipe multiprofessionnelle. Vun där ass vill geschwat ginn; déi spezialiséiert Beruffer, déi sech entwéckelt hunn. Mir hätte gären, dass déi méi no bei d'Schoul ginn.

Ech däerf ee Wuert e bësse méi laang dorobber agoen, well hei e puermol dorobber intervenéiert ginn ass. D'Reorganisatioun soll doranner bestoen, dass déi Leit, déi elo am SREA an am Service de guidance sinn - also an de Services ambulatoires an an de Services de consultation; net déi, déi an den Institutioune sinn -, dass déi Servicer nei organiséiert ginn an dass se regional opgedeelt ginn. An dass all Inspekter weess mat wéi enge Leit dass en ze dinn huet, fir dass déi méi no an der Schoul kënnen agesat ginn.

D'Zil, wat ech mer ka virstellen, ass à moyen terme hoffentlech, dass mer déi Équipen natierlech mussen étofféieren. Ideal wär et, wa mer bei all Schoul déi néideg Leit derbäi hätten, fir déi Prise en charge kënnen ze garantéieren. Mä ech mengen, mir fänken emol domadder un ze identifizéieren, wéi eng Ressourcë sinn zur Verfügung fir eben d'Interventiounen: e Professer vu Logopedie, ee Psychomotoriker, Éducateuren; also déi Leit déi kënnen intervenéieren, dass se um Niveau vun der Schoul intervenéieren.

Dat ass och fir mech d'Konditioun, oder loosse mer soen d'Begleedung vun der Integratioun vun deene Kanner, déi speziell Besoinen hunn. D'Kanner mat Handicap, mä awer och Kanner, déi soss Opmierksamkeetsdefiziter hunn oder aner Schwieregkeeten hunn.

Mir hätte jo gären, dass all Kanner kënnen an d'Lëtzebuerger öffentlech École fondamentale goen. Dat implizéiert natierlech, dass déi Moyenen zur Verfügung stinn, fir dass déi Kanner kënnen och en charge geholl ginn. An dass de Schoulmeeschter an d'Léierin net seet: Majo, muss ech dann déi ganz Laascht do droen?

Wichteg ass et mer och an deem Kontext ze soen, dass déi Décisioun, ob ee wëllt e Kand an d'„normal" Schoul integréieren oder an eng Spezialschoul ginn, ëmmer bei den Eltere bleift. Och nom Vote vun dësem Gesetz.

Dann ass dee fënnefte Punkt, mengen ech, e wichtegt Element, wou ech ee Moment drop agoe wëll: Dat ass d'Gestioun vun der Schoul. Fir dass ka geschafft ginn an enger Schoul a fir dass d'Kanner kënne léieren an dass se mat Succès léieren, brauch een e gutt Schoulklima. Mir wëssen, dass mer dorun ze schaffen hunn. Net an alle Schoulen, mä a verschiddene Schoulen. A fir dass d'Schoulklima gutt ass, ass dat Éischt emol, dass d'Gestioun vun der Schoul fonctionnéiert.

Ech wollt eng Kéier kuerz opzielen, wéi dat dann elo ass. Éischtens muss eng Schoul definéiert sinn. Eng Schoul ass net einfach e Gebai. Eng Schoul ass éischtens all déi Leit, déi dozou gehéieren. Am Prinzip muss eng Schoul all Cyclen offréieren, well et jo ëm d'Kohärenz vun der Prise en charge geet. Et kann net sinn, dass déi aus dem zweete Cycle herno soen, déi am éischte Cycle hunn alles falsch gemaach an duerfir geet et net. Also, et ass eng Kohärenz vun deem Ganzen. D'Schoul ass definéiert.

All Schoul muss sech da Strukture ginn. Et muss en Elterecomité an de Comité vun den Enseignanten do sinn, fir dass déi Partnerschaft kann organiséiert ginn. An deene Gemengen, wou méi Schoule sinn, ass jo dann nach doriwwer um Niveau vun der Gemeng d'Schoulkommissioun, déi weider Responsabilitéit och huet. An da gëtt et an der Schoul e Comité vun den Enseignanten, wou e President ëmmer muss sinn an op d'mannst zwee aner Memberen. An iwwer hinnen alleguerten ass den Inspekter, dee jo de Chef hiérarchique ass vun all de Schoulmeeschteren an de Léierinnen an dee Weisungsbefugnis huet iwwer all déi aner Intervenanten an der Schoul.

Da gëtt gesot, ech mengen, dat war jo de Mëtteg ugeschwat ginn - ech hu mech gefrot, déi Leit, déi net fir dat Gesetz sinn, wat se als Argument fonnt hätten, wann elo net dee Problem vun deem Schouldirekter do wär. Well dat ass jo elo d'Diskussioun: Schouldirekter? President? An ech sinn eigentlech erstaunt, dass gesot gëtt, also wann elo en Direkter do wär, da wäre mer sécher, dass alles géif fonctionnéieren. Also, wann dat esou einfach wär, ech weess net…

(Interruption)

Fillt Der Iech concernéiert, Här Adam? Fillt Der Iech elo ugeschwat?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mä Dir sot dat einfach esou hei an d'Landschaft eran!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ma ech hunn dat awer héieren! Da waart Dir do dobaussen, wéi dat gesot ginn ass. Ech hu jo net gesot, Dir hätt dat gesot.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ech mengen, et war ee vun der CSV.

M. le Président.- Sou, elo huet ganz eleng d'Madame Delvaux hei d'Wuert!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wonnere mech iwwert déi Opreegung hei. Ech soe just, dass ech zimlech vill Departementer, Servicer, Schoule kennen, an ech kennen der och ganz vill mat Direkter, an ech kennen der mat Direkter, déi fonctionnéieren, an ech kennen der mat Direkter, déi net funktionéieren. An ech wonnere mech hei just, dass Der sot, dass dat elo d'Saach ass.

Ech mengen nämlech, dass dat Wichtegst ass - an doriwwer freeën ech mech, dass et do en Accord gëtt -, dass mer an enger Schoul en Équipëgeescht hunn. Well dat ass fir d'Lëtzebuerger Schoul eppes Neies. An alle Schoulen, och an deene wou et en Direkter gëtt. En Enseignant ass traditionell, esou wéi mir - ech soen och: mir - ausgebilt gi sinn, ee Solitaire. Wann een a seng Klass geet, da mécht een d'Dier zou an dann ass een „seul maître après Dieu" an där Schoul do. An ech mengen, dat Wichtegst ass, dass déi Conscience kënnt, dass ee muss, jiddwereen eenzel Verantwortung iwwerhuelen an zesummen d'Verantwortung droen. Duerfir ass d'Équipe wichteg.

Da sinn ech och nach der Meenung, dass ech keng Équipe kennen, déi sech net e Chef gëtt. Ech kenne keng. Alleguerten hu se e Chef. An déi, déi vu bausse kommen, mierke genau, wa se an e Grupp kommen, wou de Chef ass.

Elo stellt Dir dann d'Fro: Gëtt dee Chef gewielt oder gëtt e vun uewen imposéiert? Hei hu mer optéiert, dee gëtt gewielt. An deen huet Missiounen. Hie muss kucken, dass d'Schoul fonctionnéiert, Relatioune mat den Autoritéiten a Relatioune mat den Elteren; wat fir mech e wichtegt Element war an der Diskussioun, well ech ëmmer verstanen hunn, dass d'Elteren net frou wären, dass se keen Uspriechpartner hunn, wa se an eng Schoul kommen.

Et ass net normal wann een an eng Lëtzebuerger Primärschoul kënnt, dass een do als Uspriechpartner de Portier huet, wann een dohinner kënnt. Et ass richteg, dass do muss en Uspriechpartner sinn. An en ass zoustänneg fir d'Kollaboratioun mat der Agence qualité, wou ech nach drop zréckkommen. Dat heescht also fir d'Qualitéit vun der Schoul.

De President ass allerdéngs net de Chef hiérarchique. Domadder gëtt da gesot, jo, dann huet en deenen aneren näischt ze soen. Also ech wëll just hei meng perséinlech Meenung soen, firwat ech net dru gleewen, dass d'Asetze vun engem Direkter eis géif fundamental weiderhëllefen: well d'Schoul keng hierarchesch Struktur ass. Mir mussen all eenzelnen Enseignant responsabiliséieren. Hie muss Verantwortung iwwerhuelen. Well et ka jo net sinn an et geet jo net nëmmen drëm, dass en zur Zäit seng Dier zoumécht. Et geet jo drëm: Wat geschitt an der Klass? An do muss jiddweree seng Verantwortung iwwerhuelen.

Ech gleewen eigentlech nëmmen drun, dass ee Verantwortung iwwerhëlt, wann een och Vertraue kritt. An ech sinn iwwerzeegt, dass d'Équipe dat Déterminant ass fir d'Qualitéit vun der Schoul, well en Échange stattfënnt zwëschent all deene Leit, déi an der Schoul intervenéieren. An ech wëll och soen, dass mir de Schoulmeeschteren an de Léierinnen ëmmer eng grouss Verantwortung ginn hunn. Mä eigentlech gëtt se nach méi grouss.

Well fir déi „Nei Schoul" hu mer nei Strukturen diskutéiert an et sinn och nei Inhalter. Mir hunn an deene leschte Jore ganz vill op de Kompetenzen, den Inhalter vun der Schoul geschafft. Ech mengen, do sinn ech d'accord, duerfir brauch ee kee Gesetz. Mir maache jo de kompetenzorientéierten Unterrecht. Och op Septième ass en elo dëst Joer am Franséischen, am Däitschen, an der Mathematik, an der Éducation artistique, an de Sciencen agefouert ginn. Duerfir eleng brauch ee kee Gesetz.

Mä et ass e grousse Changement, well bis elo ass et jo esou, dass vun der Gesetzgebung hier de Ministère eigentlech alles zentraliséiert. De Ministère seet: Dir musst déi Bicher huelen an Dir musst dee Programm maachen, an dat an esou vill Stonnen an der Woch.

An Zukunft gëtt et esou, dass de Ministère, oder loosse mer soen de Gesetzgeber seet: Wat erwaarde mer? Wat hätte mer gär, dass de Schüler soll kënnen? An d'Schoul muss d'Verantwortung iwwerhuele fir ze soen: Wéi eng Moyenë setzen ech dann an? Wéi ee Material, wéi eng Methoden, fir zu deem Zil ze kommen? Dat gëtt also eng ganz grouss, vill méi grouss Autonomie vun der Schoul. Dat gëtt also vill méi eng grouss Verantwortung vun der Schoul.

Duerfir mengen ech, dass ee jiddwereen an der Schoul muss responsabiliséieren. Déi Fräiheet, déi Autonomie, also dat Verzichten op deen zentraliséierte System, dee jo am Fong ganz vill kritiséiert ginn ass, deen eigentlech d'Leit och déresponsabiliséiert. Well da kann ech jo soen, ech hu jo alles gemaach wat de Ministère gesot huet. An d'Kanner sinn ze domm a si hate Pech. Wann een dat karikatural ausféiert.

Hei soe mer, mir hätte gär, dass d'Kanner dat Zil sollen erreechen, an Dir setzt d'Moyenen an, fir dohinner ze kommen. An dat ass eng kollektiv Verantwortung vun der Équipe, an déi Fräiheet geet natierlech zesumme mat der Evaluatioun, mat engem System vu Monitoring.

Well fir déi Objektiver ze erreeche muss d'Schoul éischtens e Feedback kréien, fir ze kucken: Ass dat dann och esou? Hu se d'Ziler erreecht? Duerfir musse mer jo Late setzen, wann ech dat esou däerf soen. Dat ass jo d'Suerg vun eis alleguerten, dass mer d'Qualitéit am Land garantéieren, net an der eenzelner Schoul, mä dass mer kënne soen: „Dir kënnt Äert Kand an all Schoul zu Lëtzebuerg berouegt schécken. Mir garantéieren lech den Niveau vun der Qualitéit."

Duerfir brauche mer e System vun Evaluatioun, deen zu engem groussen Deel op enger Auto-Evaluatioun baséiert. Well et ass wichteg, dass d'Enseignantë sech domadder auserneesetzen, analyséiere wat d'Stäerkten a wat d'Schwächte vun der Schoul sinn, an da kucke geziilt déi Prioritéiten ze setzen, déi fir hir Schoul wichteg sinn. Dat ass eng grouss Verantwortung. Dat ass och e grousst Vertrauen an d'Schoul an et ass eng riseg Erausfuerderung.

D'Organisatioun vun der Schoul, e Wuert dozou, déi bleift eng gedeelte Kompetenz zwëschent de Gemengen an dem Stat. D'Gemenge sinn zoustänneg fir d'Infrastrukturen, wat eng net ze négligéierend Influenz op d'Schoulorganisatioun huet. Wann ech eng kleng Schoul hunn, muss ech eng aner Schoulorganisatioun hu wéi wann ech méi grouss Schoulen hunn. An dann ass se zoustänneg fir d'Verdeele vun de Kanner, fir de Contrôle vun der Obligation scolaire, fir d'Schoulkommissioun a fir d'Schoulorganisatioun.

De Stat ass zoustänneg fir d'Inhalter, fir de Contrôle, fir de Monitoring an, wat nei ass, ebe fir d'Affektatioun vun den Enseignanten, well mer do eng Nomination étatique ginn, déi zesumme mat engem System vu Contingents geet, deen och hei beschriwwe ginn ass a wou ech just wëll soen, dass et eis wichteg ass - d'Objektiv vun deem Contingent ass net fir ze spueren - ze kucke wéi mer déi Moyenen, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech an esou gerecht wéi méiglech am Land verdeele kënnen. Ech mengen dat ass jo jiddwer Deputéierte seng Suerg: Wéi kréien ech garantéiert, dass mer d'Ressources humaines, déi mer hunn, gerecht verdeelen?

D'Gesetz eleng ass natierlech keng Reform. Ech wëll awer soen, dass ech frou si wann déi Gesetzer gestëmmt sinn. Dann heescht et jo dat ëmsetzen, an do brauche mer d'Participatioun vun alleguer de Leit. Ech wëll Iech just kuerz soe wéi dat elo geplangt ass. Fir d'Rentrée 2009 soll also all Nominatioun duerch de Stat geschéien, awer d'Organisation scolaire, dat heescht déi Pläng wéi d'Klasse verdeelt ginn, déi fänkt jo elo gläich un, déi sollen d'Gemengen eigentlech nach no deem Schema maache wéi se et virdru gemaach hunn. Just wann d'Posten ausgeschriwwe ginn, gëtt d'Nominatioun da vum Ministère aus gemaach.

Dat zweet wat muss en place si fir d'Rentrée, also virun der grousser Vakanz, dat sinn d'Comitéën. Dat heescht, d'Wahle vun de Comitéë géif ech gär organiséieren zwëschen Ouschteren a Päischten. Dat heescht awer, dass mer vun de Gemenge bis dohinner musse wësse wéi se hir Schoulen definéieren, well dat jo eng Attributioun vun der Schoul ass. D'Équipes pédagogiques solle spéitstens bei der Schoulorganisatioun en place sinn, an dat misste mer dëst Joer ronn kréie virun der Summervakanz, also fir de 15. Juli misste mer all Plaze besat hunn.

Bei der Rentrée sollen dann all Schoulen, all Klasse mat Cyclë fonctionnéieren. Dat heescht net, dass do „team teaching" gemaach gëtt, mä dat heescht einfach, dass - huele mer e Beispill vun enger Schoul, wou e fënneft an e sechst Schouljoer bis elo war, dee vum fënnefte geet weider an d'sechst, et kënnt jo en neien Titulaire deen eventuell dat fënneft kritt - déi sech da concertéiere mussen, sech zesummesetze fir sech ofzeschwätzen, fir sech iwwer Methoden, iwwer Inhalter fir pedagogesch Objektiver eens ze ginn. Dat ass déi minimal Form vun Equipe. Do ginn et Schoulen déi scho méi wäit sinn, mä de Minimum muss an all Schoul geschéien.

Alleguerten d'Schoule musse sech forcéiere fir mat Kompetenzen ze schaffen. A

wéi dat net zu Onrecht gesot ginn ass, ech zitéieren dann elo den Här Adam: „Wann ee kompetenzorientéiert schafft, muss ee jo d'Progrèsë vum Schüler dokumentéieren."

Dat geet schwéier zesumme mat enger Benoutung op 60, well soss misst ech jo konsequenterweis an där éischter Prüfung null gi fir ze weisen, dass e sech verbessert huet, an dann zum Schluss vum Joer eventuell op 60 kommen.

Duerfir wëlle mer an deene klengen, also éischte Cycle an zweete Cycle, ouni Nummeren elo bei der Rentrée schaffen. Mir kucken, dass an de Schoulen alleguerten - déi, déi am drëtten an am véierte Cycle sinn, déi loosse mer nach mat hiren alen Zensure weider grouss ginn - déi, déi elo nei am éischten an am zweete Cycle sinn, net méi déi traditionell Zensuren hunn, mä déi ginn ersat duerch e Bilan de compétences.

E Bilan, deen trimestriell den Eltere gewise gi muss. Dat ass wichteg, well dat implizéiert, dass een Échange ass mat den Elteren, fir hinnen ze erkläre wat dat ass. Dat heescht och, dass d'Elteren dann dee Bilan an d'Schoul siche komme fir kënnen doriwwer ze diskutéieren.

D'Gesetz gesäit jo och e Bilan de fin de cycle vir, an ech mengen, dass dat en Effort wär, deen ee vun alle Cyclë kéint erwaarden, dass also niewent den traditionellen Zensuren op d'mannst ëmmer um Enn vum Cycle e Bilan gemaach gëtt, wou drasteet wat dat heescht, déi Punkten, déi do op der Zensur stinn. Wat heescht dat? Wéi ass eis Appréciatioun vun de Kompetenze vun de Schüler? Dat, géife mer soen, misste mer an alle Schoule kënnen duerchsetzen.

Dat ass also de Plang vun elo bis d'Rentrée, wat alles muss gemaach ginn. Dat ass also e risegen Effort vu Weiderbildung, vun Informatioun, an duerfir sinn ech frou, dass déi Gesetzer elo gestëmmt ginn. Ech hätt jo léiwer gehat wann dat schonns hätt kënnen éischter gemaach ginn, mä ech mengen et ass awer e formidabelen Défi deen ee kann ophuelen. Ech hätt net gär, dass e Ruck duerch d'Schoul geet. Ech hätt gär, dass d'Schoul sech a Bewegung setzt.

„Eis Schoul?, ech sinn iwwerzeegt dovunner, an ech revendiquéieren en differenzéierten Unterrecht, dass ee soll all Kand huele wou et ass an et esou wäit brénge wéi ee kann an dru schaffe fir et héich ze brëngen.

Ech revendiquéieren awer och déi Differenzéierung fir d'Enseignanten, fir d'Schoulmeeschteren a fir d'Léierinnen. Et gëtt der - wéi hei richteg gesot ginn ass - déi scho laang amgaange sinn op Projeten ze schaffen, sech mat Kompetenzen ze beschäftegen, sech domadder auserneenzesetzen, dorobber ze schaffen; déi kënne méi wäit goen. An déi, déi sech mussen eraschaffen, deene solle mer awer och d'Chance gi fir sech domadder auserneenzesetzen an déi richteg Weiderbildung ze kréien, fir dass se mat Energie, mat Courage, mat Motivatioun a mat Élan dohinner ginn.

Domadder wollt ech lech alleguerte Merci soen.

Ech wëll kuerz op déi zwou, oder soll ech dat muer de Moie maachen? Ech mengen et sinn Amendementer déposéiert ginn, et ass eng Motioun. Ech kéint dat vläicht nach den Owend maachen.

Also ech hunn de ganze Mëtteg nogelauschtert an ech hunn awer vill Konsens héieren, och wann dräi Parteien hei gesot hunn, si kéinten d'Gesetz net stëmmen. Ech kann dat alles novollzéien, firwat se dat maachen, mä ech hunn awer op ville Punkte Konsens fonnt: Kompetenzorientéiert Cyclen, dass mer differenzéiert virgoe mussen, dass mer eis méi ëm d'Kanner këmmere mussen, besser Strukturen an der Schoul, d'Équipen.

Et ass also esou, dass ech optimistesch si wat d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Schoul ugeet. Ech fir mäin Deel mengen, dass mer no véier Joer Consultatioun, no villen Diskussiounen an ongezielte Kommissiounssitzungen, wou mer och nach Suggestioune vun den anere Parteien opgeholl hunn, um richtege Wee sinn. Et gëtt nach vill Aarbecht, pedagogesch an administrativ, an ech géif soen, mer mussen deem Gesetz eng Chance gi fir sech ze entwéckelen an ze entfalen.

Duerfir géif ech och soen, dass dat, wat am Här Berger senger Motioun gefrot gëtt, „à élaborer dans les meilleurs délais un projet de loi réformant l'inspectorat de l'enseignement fondamental", net gutt wier. Ech mengen net, dass een net soll doriwwer nodenke wat een um Inspektorat verbessere kéint, well et ass sécher, dass mer do nach Denkaarbecht maache mussen. D'Zesummespill zwëschent der „Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement", wat muer um Ordre du jour ass, an dem Inspektorat, do musse mer e Modus vun Zesummenaarbecht fannen. Ech weess awer elo net wéi ee sech kéint engagéieren, fir „dans les meilleurs délais" en neit Gesetz ze maachen; an duerfir géif ech d'Chamber froe fir dat net unzehuelen.

An da wëll ech och nach ee Wuert soen zu deenen Amendementer. Ech verstinn eigentlech d'Freed vun der DP net fir hei Amendementer eranzereechen, déi se am Fong selwer net duerchgesat huet wéi se an der Regierungsverantwortung war. Dat fannen ech éierlech gesot net immens berouegend fir eng Partei, déi eigentlech wëllt seriö geholl ginn.

Fir mech sinn d'Erausfuerderunge vun der Schoul d'Verbesserung vun der Qualitéit, d'Verbesserung vum Schoulklima, sech ëm all Kand këmmeren, all Kand fuerderen, förderen, encouragéieren, an ech muss soen, an ech ginn dat och zou, et war fir mech keng Prioritéit fir elo de Wäerteunterrecht an der Schoul duerchzesetzen. Ech hat dat net op mengem Programm stoen, ech hu mech och net drëm gekëmmert. Duerfir géif ech lech soen, dass ech dat Gesetz hei derwäert fannen ze stëmmen, an ech géif lech bieden et ze stëmmen an d'Amendementer net unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci. Mir komme muer zum Vote iwwert d'Amendementer an och zum Vote iwwert de Projet an d'Motioun.

Mir fuere viru mat der Diskussioun vum Projet de loi 5760 iwwert d'Léierpersonal. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht; dat heescht, datt de Rapporteur an d'Regierung jeeweils 40 Minutten zegutt hunn. Et si bis elo schonn ageschriwwen: den Här Roth, den Här Berger an den Här Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jos Scheuer.

5. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen e Pak vu véier Gesetzer, an déi véier Gesetzer hänken zesummen, an zwee Gesetzer sinn net vuneneen ze trennen, dat ass dat iwwert den Enseignement fondamental, iwwert d'Grondschoulgesetz, an d'Personalgesetz.

Ech hätt mer kënne virstellen, datt een déi zwee Gesetzer an engem zesummegefaasst hätt, da wär awer d'Grondschoulgesetz nach méi monumental gi wéi et fir de Moment ass. An dësem Gesetz ginn all déi Leit opgezielt, déi an der Schoul intervenéieren, an déi wichtegst vun deene Leit kréien dann och hire Statut definéiert an dësem Gesetz.

Den Historique vum Projet de loi ass séier gemaach. De 24. August 2007 ass d'Gesetz agereecht ginn. De Conseil d'État huet méi wéi ee Joer gebraucht fir en Avis ofzeginn. Mir hunn e kritt am November 2008, den éischten Avis, an de Conseil d'État huet nach eng Kéier en zweeten Avis ofginn, en Avis complémentaire, no enger Kuelebootsch vun Amendementer, déi mer gemaach hunn opgrond vu sengem Avis, den 19. Dezember 2008.

Dir mierkt wéi op dësem Gesetz geschafft ginn ass, an och am Laf vum leschte Mount, just fir déi Kombinatioun vun deenen zwee Gesetzer kënnen iwwert den Instanzewee ze kréien, an duerfir gëtt et och eng Serie vun Ursaachen. Mir hunn all Avisë gekuckt déi mer haten. D'Chambre des Fonctionnaires, d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Travail, a mer haten och nach en Avis vum Syvicol, dee sech et net huele gelooss huet fir d'Implikatioun vun de Gemengen an dësem Gesetz op de Leescht ze huelen.

Am Ganzen hate mer fënnef Réuniounen éier mer den Avis vum Conseil d'État haten. Duerno nach eng Kéier fënnef, plus déi déi mer reservéiert hate fir den Avis complémentaire vum Conseil d'État. Esou datt mer just am leschte Mount ganz intensiv geschafft hunn an de 14. Januar dann de Rapport ugeholl hunn. Och dëse Rapport ass ugeholl ginn, esou wéi deen iwwert d'Grondschoul, mat de Stëmme vun der Majoritéit.

Just zum Contenu vum Projet de loi. Ech hat gesot, en huet ee Volet, dat ass de Volet vum Statut vun den Intervenanten an der Schoul. En zweete Volet ass awer de Volet iwwert d'Carrièrë vun deene Leit, déi hei implizéiert sinn. An och dee Volet ass also en Element vun dësem Projet de loi an explizéiert och, firwat et esou laang gedauert huet bis mer ofschléisse konnten.

Zum Contenu vum Projet de loi, ech beschränke mech op dat Wesentlecht. Ech ginn net méi all déi Artikelen a Sektiounen duerch. Et gëtt e Corps geschaf, deen an der Grondschoul intervenéiert. Da ginn d'Conditions d'admission definéiert, d'Conditions de nomination an och d'Affektatioun respektiv d'Réaffektatioun vum Personal. Mä et geet och Rieds vun der Disziplin, vun de Remplacementer a vun der Planifikatioun. Hei ginn also d'Structures de gestion definéiert, déi mer am Enseignement fondamental scho fonnt hunn.

E puer wichteg Elementer hei aus deem Gesetz. Fir d'éischt d'Nomination étatique. Haut steet d'Léierpersonal ënner enger duebeler Autoritéit. Engersäits ënnert der Autoritéit vum Inspekter an op där anerer Säit ënnert der Autoritéit vun der Gemeng, ënnert der administrativer Autoritéit vum Buergermeeschter. Dat ännert elo. Am Prinzip kënnt elo, doduerch datt d'Nominatioun duerch de Stat gemaach gëtt, d'Personal ënnert d'Autoritéit vum Stat. An dat gëllt souwuel fir d'Enseignantë wéi och fir d'Éducateuren.

D'Gemeng ass, wéi gesot, net ausgeschalt an dësem Raster. D'Gemeng huet sech mat der Schoulorganisatioun ze befaassen, suergt fir d'Kollaboratioun mat dem Minister a suergt och fir d'Kollaboratioun ënnert deenen eenzelnen Équipen, doduerch datt déi och verankert ginn an der Schoulorganisatioun. Am Ministère gëtt e Service du personnel geschaf, deen dann domadder och d'Gemengen entlaascht.

Zur Prozedur elo, zu deene verschiddene Prozeduren, déi am Gesetz stinn. D'Nominatioun vun den Enseignantë gëtt vum Grand-Duc virgeholl an de Stat affektéiert déi Enseignanten, déi d'Nominatioun vun him hunn, an all Enseignanten, déi en place sinn, an eng Gemeng. Déi an enger Gemeng sinn, kënnen do bleiwen, an déi an eng aner Gemeng wëlle wiesselen, déi ginn dohinner affektéiert, sur avis vun de Gemengeréit. De Gemengerot ass also och net ausgeschalt an der Prozedur vun den Affektatioune respektiv vun de Réaffektatiounen. An d'Gemeng selwer ka sech dann, wa se verschidde Schoulen huet, e Règlement de permutation ginn, fir de Wiessel ënnert deene verschiddene Schoulen aus enger Gemeng méiglech ze maachen.

Zur Prozedur vun der Affektatioun. Déi Schoulmeeschter, Léierinne mat Diplom, déi melle sech op déi fräi Posten, wann der dann do sinn, op déi Posten déi deklaréiert gi vun de Gemengen a kommen dann op eng éischt Lëscht. Wichteg ass och als Informatioun, datt déi Leit sech op méi Postë melle kënnen. Dat war am Ufank net esou kloer. Dat heescht, wa se op enger Plaz net ugeholl géife ginn, wa se net hir Nominatioun dohinner kréien, da kënne se vun enger zweeter Gemeng awer gestëmmt ginn.

Wichteg ass och, datt de Ministère, dee jo all déi Demanden a vakant Posten enregistréiert, eng national Lëscht presentéiert, an net nëmmen eng Lëscht déi pro Arrondissement dann opgestallt gëtt. D'Gemenge ginn hiren Avis dann zu deene Leit, déi sech bei si mellen, an de Ministère mécht dann déi Affektatioun.

D'Fro, déi sech da stellt: No wat fir enge Kritäre geschitt dat? Op der nationaler Lëscht, déi presentéiert gëtt, muss dann e Klassement virgeholl gi vun deene Kandidaten, an dat Klassement gëtt virgeholl opgrond vun der Note d'inspection déi se kréien - do nach eng Kéier de Wäert an d'Importenz vum Inspektorat -, an d'Anciennetéit spillt dann.

Dat sinn also fir d'Gemeng zwee objektiv Kritären un déi se sech hale kann, fir sech fir deen een oder fir deen aner Kandidat ze entscheeden. Dat sinn d'Grondprinzipien dervun, den Detail ass nach méi komplizéiert.

Ech kommen dann zum Inspektorat. Dat ass en neit Element. Vill Fonctioune vum Inspektorat sinn nei, an ech ka kee Komentar zu där Diskussioun vu virdru maachen. D'Inspektorat gëtt duerch déi zwee Gesetzer gestäerkt, kritt Missiounen a kritt Fonctiounen, kritt och eng Wichtegkeet, déi et virdrun net an deem Mooss hat. Op jidde Fall war et net esou festgeluecht. Den Inspekter eleng ass de Chef hiérarchique, wat d'Disziplin vun den Intervenanten an der Schoul ugeet.

Den Inspekter huet den Avantage fir eben eng Autorité supérieure ze sinn. Eng Distanz besteet tëschent him an deene Leit, déi an enger Schoul intervenéieren, an op där anerer Säit ënnersteet en dem Minister, deen ëmmer nach a leschter Fonctioun dann en Aval gëtt oder en Avis défavorable zu deem, wat proposéiert gëtt.

D'Inspektorat ass zoustänneg fir de ganzen Enseignement fondamental. Et kommen aacht nei Inspektere bäi. Esou steet et am Gesetz, quitte datt gesot ginn ass, déi wäre schonn en place.

Wichteg ass och beim Inspektorat, datt d'Inspektorat gestäerkt gëtt, net nëmmen an der Tâche an an der Responsabilitéit, déi se kréien, mä wichteg ass och, datt d'Verwaltung, déi d'Inspektorat zur Verfügung gestallt kritt, endlech emol an engem Text steet. D'Inspektorat kritt och Büroen, quitte datt se zu e puer Arrondissementer zesummegefaasst ginn, an déi Verwaltung setzt sech zesummen aus Redakteren an aus Expéditionnairen.

Den Inspekter ass jo elo net méi deen, deen en Arrondissement verwalt aus dem Auto eraus, vum Autostëlefon, a vun enger Plaz op déi aner fiert. Den Inspekter ass elo een, deen iwwer eng Verwaltung verfüge kann. Et ass am Intérêt - an dat ass och an der Kommissioun gesot ginn - vun der ganzer Schoul, datt d'Inspektorat gestäerkt gëtt, och wat d'Verwaltung ugeet, déi dem Inspektorat zur Verfügung steet.

Et kënnt méi Aarbecht op se zou um pedagogesche Plang - dat hu mer héieren -, fir déi sëlleche Gremien zesummenzehalen a fir se mateneen ze verbannen, ze vernetzen. Déi pedagogesch Aarbecht hëlt zou.

Mir däerfen net vergiessen - ech kann dat hei aflécken -, datt d'Leit hir éischt Nominatioun, nodeem se d'Schoul an de Concours ofgeschloss hunn, vum Minister kréien, an nodeem déi éischt Lëscht ofgeschloss ass, affectéiert de Minister déi nei Zougäng op déi Plazen, déi fräi sinn, déi net besat ginn. Dat huet deen Avantage, datt brevetéiert Leit op Plaze komme wou se gebraucht ginn a sech net an enger Schoul, déi eventuell méi attraktiv ass, gruppéieren. Dat nëmmen als Ergänzung.

Déi Verbindungen, déi duerch d'Inspektorat mussen hiergestallt ginn, brauchen en administrative Suivi. Wichteg ass och, datt déi Remplacementer, déi soss vum Portier an der Schoul gemaach gi sinn - fir et e bësse karikatural duerzestellen -, oder vum President vum Comité, aus deem Arrondissement kënne gemaach ginn, deem d'Lëscht vun de Suppléanten zur Verfügung gestallt gëtt.

Also méi Aarbecht fir d'Inspektorat a méi Aarbecht och doduerch, datt an deem ganzen Enseignement fondamental, vum Précoce bis erop an d'sechst Schouljoer, och méi Élèven do si wéi virdrun an datt déi Zuel och nach zouhëlt.

Och d'Carrière vun den Inspektere gëtt hei festgeluecht. Den Inspekter muss e Master-Diplom hunn, während fir de Schoulmeeschter, fir den Enseignant an och fir den Éducateur de Bachelor-Diplom an Zukunft erfuerdert ass.

En anert wichtegt Element an dësem Gesetz ass d'Planifikatioun. Ech soen dat just, fir ze weisen, datt et méi wéi e Gehältergesetz ass. Esou wéi e Plan de recrutement fir de Secondaire existéiert huet, esou gëtt et elo och een am Primaire. Vläicht huet et ee ginn, ouni datt een et wosst. De Plan de recrutement geet op fënnef Joer, kee Pilotage à vue also, mä eng Planifikatioun déi och am Intérêt ass vun deenen, déi elo nach wëllen an d'Carrière vum Enseignant am Enseignement fondamental eragoen.

Eng aner Remarque nach iwwert d'Réserve des suppléants an iwwert d'Remplaçanten. Dat ass esou en däregen Terrain, mat deem dëst Gesetz sech ofgëtt, wou et relativ schwiereg ass, oder och net esou schwiereg, mä trotzdeem, fir festzestellen, festzeleeën, wat sech geännert huet par rapport zum Istzoustand.

2002 ass d'Réserve des suppléants geschaaft ginn, an dat wat deemools festgeluecht ginn ass, gëtt elo ersat duerch dëst Gesetz. D'Argumenter sinn déi hei: De Lëtzebuerger Enseignement an den Enseignement fondamental kommen net aus ouni

Remplaçanten a kommen net aus ouni déi Réserve des suppléants. Dat ass esou, dat kënne mer net änneren an dat wëlle mer och net änneren. Derhannert sti Leit déi e Statut brauchen an déi e Statut zegutt hunn an déi och iwwer geriichtlech Uerteeler mat deene Schoule respektiv mat de Gemenge verbonne sinn. Dat ass dat Éischt.

Mir hunn en Istzoustand, mat deem musse mer liewen, a mer hu virun allem och déi Jurisprudenz, déi mer alleguerte kennen, déi dann enger ganzer Serie vu Leit e Contrat à durée indéterminée ginn huet. Dat hunn d'Gemenge missen akzeptéieren.

Am Kapitel 5 gëtt d'Tâche vun deene Chargéen definéiert op eng prezis Aart a Weis, esou wéi mer iwwerhaapt an dësem Gesetz d'Tâche vun deenen Intervenanten hu missen op Wonsch vum Statsrot ganz prezis festleeën.

Dir wësst, wéi et fir d'Schoulmeeschteren ausgesinn huet. Ech kommen nach dorop zréck. Datselwecht gëllt fir d'Chargéen. Datselwecht gëllt och fir d'Éducateuren. E Chargé, deen nëmme manner wéi ee Mount an der Schoul ass, deen huet d'Charge wéi de Schoulmeeschter oder d'Léierin, an doriwwer eraus, wann e méi laang do ass, muss e 26 respektiv 24 Stonnen halen. Déi Réserve des suppléants ass attachéiert un den Arrondissement vun den Inspekteren.

D'Konditiounen, fir an déi Reserv eranzekommen, sinn och beschriwwen: Éischtens solle se e Premièresdiplom hunn an zweetens musse se natierlech de Stage gemaach hunn. D'Chargéë kréien eng Obligatioun fir sech weiderzebilden, eng Weiderbildung, eng Formatioun, déi ofschléisst mat engem Examen respektiv mat engem Certificat. Um Enn vun där Formatioun steet dann e Contrat à durée indéterminée. Souguer d'Klassement steet am Gesetz: Si gi klasséiert an den E2.

Den Artikel 27 ass asoufern nach interessant fir ze erwähnen: Wa keng Suppléanten zur Verfügung stinn an der Reserv, da kënnen nach ëmmer nei Chargéen agestallt ginn.

Dat zu deem därege Kapitel vun de Chargés de cours, deen nach méi nuancéiert an nach méi komplizéiert ass, an där vereinfachter Versioun.

Ech wollt dann nach e Wuert soen zum Reklassement vun der Carrière. Dat ass den zweeten Deel vum Gesetz. Dee Reklassement vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen aus dem E3 an den E5 léisst sech explizéieren aus enger ganzer Serie vun Ursaachen. Fir d'éischt aus dem Fait, datt elo véier Joer Studie fir de Schoulmeeschter an d'Léierin virgesi sinn. Se mussen als Bachelor intervenéieren. Et kann ee mam neie Profil argumentéieren, an et kann een och argumentéiere mat deem Retard, deen déi Professioun hat par rapport zu aneren.

En Enseignant an der Schoul huet - den Här Adam ass ganz laang dorop agaangen - 23 direkt Schoulstonnen ze halen, Appui huet hie 54 Stonnen am Joer ze halen, an Aarbechtsstonnen - ech nenne se emol einfach Aarbechtsstonnen - am Intérêt vun der Schoul a vun de Schüler - dorënner verstoppt sech ganz vill - 126 Stonnen am Joer, wou en disponibel soll sinn.

D'Déchargë ginn och festgeluecht. 45 Joer muss een hu laut Gesetz. Dat, wat vill Enseignantë gemaach hunn an nach ëmmer maachen, ass ewell kloer definéiert. Ech mengen net, datt een hei vun engem Aschnëtt an der Carrière vun den Enseignantë schwätze kann. D'Déchargë si bei 45 Joer eng Stonn, bei 50 Joer zwou Stonnen a bei 55 Joer véier Stonnen - och dat steet am Gesetz.

D'Carrière vum Enseignant am Fondamental. Den Enseignant am Fondamental ass an Zukunft e Generalist. Et gëtt nëmme méi eng eenzeg Kategorie vu Schoulmeeschter a vu Léierinnen. Dat ass d'Endzil vun dëser Reform. Et sinn nach esou vill Iwwergangsbestëmmunge virgesi fir déi Leit, déi net Bachelor sinn. Et muss ee kucken, wéi et mat der Formation continue ass. Och dat gëtt opgezielt.

E Bachelor kënnt vun der Uni Lëtzebuerg oder aus dem Ausland, wou en dann déi entspriechend Studie gemaach huet. Et ass e Generalist fir Schoul ze hale fir Kanner vun dräi bis 12 Joer. Do muss ee kee Prophéit si fir ze soen, datt d'Formation continue deem Generalisteprofil muss ugepasst sinn, wann eng Demande besteet, déi individuell ka si respektiv vun enger Schoul kann ausgoen oder vum ganze Personal oder vun der Professioun.

Ee Wuert zum Stage, deen net virgesi war an net virgesinn ass, mä dee vum Statsrot gefuerdert gi war. Doduerch, datt elo de Stat d'Nominatioun mécht, huet de Statsrot d'Konklusioun gezunn, datt dann de Fonctionnaire-Enseignant, Fonctionnaire-Schoulmeeschter och muss e Stage maachen, esou wéi all Fonctionnaire beim Stat dat ze maachen huet, an en huet eis eng Opposition formelle opgebrummt.

Mir hunn eis mat där Opposition formelle auserneegesat a mat Hëllef och vu Leit, déi d'Verfassung ganz gutt kennen, si mer zur Konklusioun komm, datt ee sollt déi Opposition formelle a Kaf huelen, argumentéiere mam Statsrot an hoffen, datt de Statsrot op déi gutt Argumentatioun géif agoen. Mir hu souguer drop verzicht - fir de Statsrot oder eis net an d'Labrenten ze bréngen - fir eng op constitutionnellen Argumenter berouend Argumentatioun an eisen Avis ze schreiwen, an der Hoffnung dat anert géif duergoen.

An déi Argumentatioun war evident. D'Formatioun vun engem Bachelor gesäit vir, datt 30 Woche Stage - bei de Chargéë sinn et Stonnen - agebaut sinn, ier e säin Examen ofschléisst, an domadder huet en also de Kontakt mam Terrain. D'Bachelor-Ausbildung ass eng Beruffsausbildung an dësem Fall, wou Theorie a Praxis matenee kombinéiert sinn, an déi, déi duerch déi Schoul gaange sinn, sinn direkt asetzbar.

Mä, ech betounen nach eng Kéier, datt awer trotzdeem eng Proufzäit agebaut ass, wann ee vun deene Leit, déi dann affektéiert sinn an eng Schoul, et guer net sollte bréngen, aus iergendwellech Ursaache verhënnert si fir Schoul ze halen, da kann och en Avis défavorable ausgeschwat ginn an da musse se déi definitiv Nominatioun net kréien.

Just nach e puer aner Saache ganz zum Schluss: Den Artikel 25 gesäit och eppes vir, wat et sécher ginn ass, mä wat awer net an engem Gesetz stoung, nämlech de Médiateur culturel. De Médiateur culturel ass eng Persoun déi dann agräift, agesat gi kann, wa Primo-arrivanten an eng Schoul kommen; Primo-arrivanten, wou d'Elteren d'Sprooch net verstinn an d'Kanner och d'Sprooch net verstinn. Da stellt dee Mann oder déi Fra, déi där hir Sprooch beherrscht, d'Bindeglied hier tëschent der Famill, dem Kand an tëschent den Elteren an der Schoul.

Zum Schluss dann d'Kapitel 9. Do geet et ëm d'Gehälter an ëm d'Carrièren, déi och en Deel vun dem Gesetz hei sinn, wat relativ spéit komm ass, well dat Kapitel net ofgeschloss konnt ginn. Et geet ëm d'Geld, et geet ëm d'Carrière, an dat Ganzt ass zesummegefaasst ënner esou engem anodinen Titel „Dispositions modificatives".

Do gëtt d'Gesetz vum 22. Juni 1963 geännert. Déi Carrièren, an deenen déi Enseignantë waren - d'Carrière vum E3, E3ter an E4 -, gi suppriméiert, an déi Beruffsgruppe ginn aklasséiert an d'Carrière vum E5.

Am Kapitel 10 vun den Dispositions transitoires gëtt festgeluecht, datt d'Léierpersounen, déi en place sinn, hir Affektatioun behalen. Déi brauche sech also keng Suergen ze maachen, datt se elo op eemol op de Maart kéimen. Dat soll een einfach esou soen, fir d'Leit ze berouegen.

Am Artikel 44 geet nach eng Kéier Rieds vun de Chargés de cours. Déi Chargés de cours kréien dräi Joer Zäit fir sech ze entscheeden zwëschent dem Engagement duerch de Stat oder awer dem Choix, Gemengebeamten ze bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war a Kuerzform dat Wichtegst aus dësem Gesetz, wat net ze trennen ass vum Gesetz iwwert d'Grondschoul. D'Ëmsetze vun deenen zwee zesumme misst d'Garantie ginn, datt sech och déi zwee Gesetzer zum Wuel vun der Schoul kënnen auswierken.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci fir säi Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, eng Schoul reforméieren heescht och, dofir déi néideg Mëttelen hunn. D'Reform vun der Schoul an d'Reform vun dem Schoulpersonal ginn duerfir Hand an Hand. De Gesetzesprojet 5760 zeechent dofir eng Rei vu Weeër op. Dës goufen am Virfeld op ville Plaze breet diskutéiert.

De Mérite vun dem Reformprojet ass deen, dass en elo als Gesetz eng konkret Richtung virgëtt. Et ass e Choix, deen am Kader vum politesch Méigleche getraff gouf. Ech wëll och duerfir dem Rapporteur Jos Scheuer Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport an awer och fir seng objektiv Aart a Weis, wéi en d'Aarbechten an der Kommissioun geleet huet.

Här President, e wesentleche Punkt vun deem Gesetzesprojet iwwert d'Schoulpersonal betrëfft d'Gehälterrevisioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen.

D'CSV-Fraktioun steet hannert dem Accord. Et ass ee Kompromëss vun der ganzer Regierung mat de Schoulmeeschtergewerkschaften. Bei all Kompromëss heescht et, Ofstrécher maachen, an dat op béide Säiten. Hanner all Accord steet e Wuert. A Wuert muss een halen. Dat zielt ëmsou méi bei Gehälterverhandlungen am öffentlechen Déngscht.

Den Accord gouf ofgeschloss den 12. September 2008. Dat, wat ofgemaach gouf, ass duerno duerch Regierungsamendementer an de Gesetzesprojet agefloss. Weder de Conseil d'État nach eng Chambre professionnelle hunn dës Amendementer am Detail kommentéiert.

Et ass kloer, de Reklassement vun dem Schoulpersonal ass ouni Zweifel dee politesch delikaatsten Deel vun der Schoulreform. Sécherlech wären d'Diskussiounen anerer gewiescht, wann den Accord net grad 14 Deeg virun dem Aschloe vun der internationaler Finanzkris op eis Bankeplaz ënnerschriwwe gi wär. Natierlech kritt dëse Reklassement Auswierkungen op zukünfteg Gehälterverhandlungen am öffentlechen Déngscht. Déi gesamt Gehälterstruktur am Secteur public ass nun eemol, wéi d'Wuert et seet, öffentlech. Jiddwereen, deen dat dann interesséiert, kann zimlech genau norechnen, wien da wou wat verdéngt.

Dës Gehälterstruktur ass e Ganzt. Wann een doru fréckele geet, huet dat onweigerlech och seng Niewewierkungen. Natierlech ass eng Gehälteropbesserung grad am öffentlechen Déngscht schwéier ze vermëttele virum Hannergronn vun der aktueller Wirtschaftskris. Vill Leit stelle sech haut keng Froen iwwer eng besser Pai, mä si mussen un éischter Stell ëm den Erhalt vun hirer Aarbecht bangen. Grad dowéinst, Dir Dammen an Hären, sti béid Säite bei der Ëmsetzung vun dësem Accord an der Pflicht. Dat zielt fir d'Politik, mä dat zielt och fir d'Léierpersonal.

Här President, et gëtt oft behaapt, dass eng performant Schoul e wichtege Facteur fir d'Kompetitivitéit an de sozialen Zesummenhalt vun eisem Land ass. Eng performant Schoul heescht sech den Erausfuerderunge vun der Zäit stellen, sech ëmorientéieren, wann dat ubruecht ass. D'Gehaltsopbesserung ass de Géigepart vun enger neier Method fir Schoul ze halen.

Schoulreform an Ëmklasséierung vum Schoulpersonal sinn e Ganzt. D'Schoulmeeschteren an d'Léierinne sinn elo den Haaptacteur fir d'Gelénge vun dëser neier Schoulreform. Et ass eng riseg Erausfuerderung. Si all droen eng grouss Verantwortung. Hir Roll ass net déi vun engem renge Wëssensvermëttler. Si sinn och Pedagog. Si bereeden eis Kanner, déi nächste Generatioun vun deenen, déi fir eist Land d'Verantwortung droen, op hir Zukunft vir.

Eng nei Schoul, fir déi d'Politik elo de Kader geschaaft huet, heescht Inhalter, Methoden a sech selwer a Fro stellen. Dat ass eng nobel Aufgab fir déi Enseignanten, déi elo en place sinn. Et ass en Challenge fir déi, déi elo hir Ausbildung kréien.

Eng esou grondleeënd Schoulreform geléngt nëmme mat motivéiertem Schoulpersonal. Jiddwer eenzelnen Enseignant ass en Deel vun dem grousse Riederwierk, der Reform. Dëst Wierk muss gutt gëuelecht sinn. Jiddweree muss eng Hand mat upaken, sech als en Deel vun deem Ganze verstoen, matdréinen. Eis nei Schoul brauch motivéiert Enseignanten, déi als Team d'Erausfuerderung vun enger moderner Bildung vun eise Kanner uginn.

D'CSV-Fraktioun begréisst duerfir ausdrécklech, dass de Gehälteraccord eng méi grouss Präsenz vun den Enseignanten an der Schoul virgesäit. Dës nei Definitioun vun der Tâche duerch d'Gesetz selwer ass keng einfach Verlängerung vun der Aarbechtszäit fir méi Pai. Et ass vill méi eng logesch Konsequenz vun der neier Ausriichtung vun der Schoul.

Et ass richteg, dass den Enseignant selwer en Appui pédagogique fir seng Schüler gëtt, well kee kennt d'Stäerkten an d'Schwächte vum eenzelne Kand besser wéi den Titulaire.

Als CSV-Fraktioun begréisse mir, dass d'Gesetz elo eng verstäerkte Präsenz vum Enseignant an der Schoul virgesäit. Déi verännert Pedagogik verlaangt eng besser Koordinatioun, e bessert Zesummespill tëschent allen Intervenanten. Eng Partnerschaft tëschent Schüler, Enseignant an Elteren - e wesentleche Pilier vun där neier Schoul - verlaangt, dass jiddwereen am Interessi vun der Saach dofir déi néideg Zäit opbréngt.

Konkret muss déi nei Gehälterregelung mat staatlecher Nominatioun, mat neier Tâche och heeschen, dass déi leideg Diskussiounen iwwert d'Iwwerstonneregelung ophéieren. Dëst huet an der Vergaangenheet vill schlecht Blutt gemaach ënnert den Enseignanten a wäit doriwwer eraus. Et däerf dofir net weider sinn, dass, wéi dat alt de Fall war, verschidde Congéen oder ähnlech Déchargë fir d'éischt vun der Tâche ofgezielt ginn, an da vum Titulaire selwer ersat ginn, fir als Iwwerstonn bezuelt ze ginn. Als CSV wënsche mir eis, dass d'Reglementer an d'Ausféierungsbestëmmunge vun deem Gesetz, vun dësem Plang an Zukunft méi Kloerheet schafen.

Här President, d'CSV begréisst, dass an Zukunft d'Léierpersonal ausschliesslech ënnert der Autoritéit vum Stat a speziell dem Éducatiounsminister steet. Et ass rechtlech eng logesch Konsequenz vum Statut vum Enseignant.

An der Praxis héiert déi zum Deel fir all Bedeelegt oft humiliant Rekrutéierung vun neie Schoulmeeschteren a Léierinnen duerch d'Gemengen op. Dat Ganzt ass kee Kompetenzverloscht fir d'Gemengen. D'Gemenge bleiwe weiderhi fir d'Infrastrukturen zoustänneg, si musse weiderhin d'Schoulorganisatioun guttheeschen.

D'Zouuerdnung vun deem eenzelne Schoulmeeschter an déi jeeweileg Gemeng geschitt awer elo zentral duerch den Éducatiounsministère. D'Affektatioun dréit dem Kandidat senger Preferenz a sengem Klassement am Concours Rechnung. Dëst ass a ville Carrièrë beim Stat d'selwecht.

D'CSV huet déi staatlech Nominatioun vun Ufank u gefuerdert. Mir ënnerstëtzen duerfir dës nei Prozedur. Den Interessi vun der Schoul an dem Schüler muss bei all deem awer am Mëttelpunkt stoen. Mir wëllen eng Schoul vun der Chance.

D'Chancëgläichheet fir all Kand am Land heescht och, dass jiddwer Schüler e Recht op en diploméierten Enseignant huet, an dat egal a wat fir engem Deel vum Land hie wunnt. Do oder grad do, wou d'Schoulhale vermeintlech méi schwiereg ass, ass d'Ufuerderung un den Enseignant ëmsou méi grouss. Fir d'CSV muss dofir iwwert d'Land der Chancëgläichheet vum Schüler bei enger zentraler Zouuerdnung vum Léierpersonal verstäerkt Rechnung gedroe ginn.

Här President, de Schoulmeeschter vun der Reform ass méi wéi jee e Generalist. Wann hie säi Bachelor professionnel, also eng véier Joer laang Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg oder en equivalenten Diplom aus dem Ausland huet, kann hien an engem vun de véier Cyclë vun der Grondschoul schaffen.

Den Enseignant vun der Reform ass deemno polyvalent asetzbar, vum Précoce bis zum sechste Schouljoer. Dëst bedeit nei Ufuerderungen an der Ausbildung. Et heescht och Fort- a Weiderbildung während der Carrière. Fir d'CSV-Fraktioun ass dëst déi richteg Approche. Den „lifelong learning" zielt och fir déi, déi solle léiere léieren.

De Schoulmeeschter vun der Reform mat Bachelor professionnel huet, wéi säin Diplom et seet, eng professionell ausgeriichte Formatioun. Hie mécht während senger Ausbildung ronn 30 Woche praktesche Stage an der Schoul. D'CSV-Fraktioun dréit dofir de Virschlag vun der Regierung mat, fir d'Schoulmeeschtere keng Stagezäit no hirer Nominatioun virzegesinn.

D'Ersetze vum Stage bei de Schoulmeeschteren duerch eng provisoresch Nominatioun op zwee Joer ass eng Ausnahm zu de generelle Regelen an der Fonction publique. Et bedeit och en Avantage an der Pai. Eng Bevirdeelegung zu anere Carrièren. Fänkt een definitiv eng Carrière méi frél un, falen domat d'Avancementer méi séier an d'Gehalt klëmmt méi schnell.

Am Interessi vun der Schoul ass d'CSV-Fraktioun awer gradesou kloer, dass déi provisoresch Nominatioun och esou wuertwiertlech ze verstoen ass. Sollt den neien Enseignant um Ufank vu senger Carrière an am Kader vu senger pedagogescher Begleedung sech net a sengem Beruff zurechtfannen, da muss och de Courage do si fir dat festzestellen. Am Interessi vun der Schoul däerf et dann och net zu enger definitiver Nominatioun kommen.

De Schoulmeeschter vun der Reform ass e Generalist. Och dat heescht, dass seng Formatioun dorop ausgeriicht ass. Och dat heescht, dass hien als Generalist schafft. De Schoulsport gehéiert an deem Sënn zur fester Ausbildung vum Schoulmeeschter. De Schoulsport muss am Interessi vun de Kanner och vu brevetéierten Enseignanten an der Schoul gehale ginn.

Als Generalist schaffen, heescht och, dass d'Mobilitéit vum Schoulmeeschter während senger Carrière tëschent den eenzelne Cyclë vun der Schoul gefördert gëtt. Als CSV-Fraktioun begréisse mir dofir och, dass niewent dem Schoulmeeschter punktuell Leit mat anerer Ausbildung, wéi zum Beispill Éducateuren, Psychologen, Ergotherapeuten, Assistant-sociauxen, fachspezifesch an der Schoul intervenéiere kënnen, a si sinn dofir duerch d'Gesetz am Kader vum Schoulpersonal opgelëscht ginn.

Här President, de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulpersonal geet och de quokelegen Dossier vun de Chargés de cours un. D'Léisung, déi am Endeffekt zréckbehale gouf, fënnt d'CSV net ideal. Am Prinzip ginn all d'Chargés de cours mat där néideger Qualifikatioun an enger festgeluechter Rémunératioun an de Statsdéngscht integréiert. Als CSV-Fraktioun deele mir dës Approche.

D'Integratioun an de Statsdéngscht läit an der Logik dovunner, dass och dat brevetéiert Schoulpersonal vum Stat genannt an affektéiert gëtt. D'CSV bedauert awer, dass doniewent de Gesetzesprojet weider d'Méiglechkeet opléisst, dass d'Chargés de cours, déi net wëlle bei de Stat eriwwergoen, well se bei der Gemeng zum Beispill besser bezuelt sinn, bei der Gemeng bleiwe kënnen an trotzdeem weider am Enseignement täteg sinn, virausgesat et gëtt eng Konventioun tëschent dem Stat an där betraffener Gemeng dofir gemaach.

Mat dësem Gesetzesprojet féiere mir deemno fir all brevetéierten Enseignant d'Nomination étatique an, mat engem feste Personalkader, deen am Gesetz verankert ass. Mä op dem Niveau vun de Chargés de cours erlabe mir weiderhin och net brevetéierte Gemengesalariéen an der Schoul ze intervenéieren.

D'Mériter vun de Chargés de cours an Éieren: Als CSV-Fraktioun si mir awer der Meenung, dass am Interessi vun der Schoul an de Kanner d'Méiglechkeet, fir weider nach Chargés de cours, déi net wëlle bei de Stat eriwwergoen, als Gemengesalariéen am Enseignement täteg ze loossen, sollt restriktiv gekuckt ginn. Hei sinn am Sënn vu gläichen Aarbechts- a Lounbestëmmunge vu sämtleche Chargés de cours deemno souwuel d'Gemenge wéi de Stat gefuerdert. Gëtt nämlech keng Konventioun tëschent dem Stat an der Gemeng gemaach, da kann de Chargé de cours, deen net wëllt bei de Stat eriwwergoen, net mat an dem Enseignement täteg sinn.

Här President, d'CSV ënnerstëtzt ausdrécklech déi nei Roll, déi dem Inspektorat vun der Schoul zoukënnt. Mat der staatlecher Nominatioun ass den Inspekter aus dem Ressort den hierarchesche Chef vun dem Enseignant. De Gesetzesprojet schaaft op dësem Punkt méi Kloerheet. Am Sënn vun der reformëierter Schoul, mat méi enger breeder Missioun, déi op den Enseignant zoukënnt, ass et fir d'CSV eng richteg Entscheedung, och d'Unzuel vun den Inspekteren an d'Luucht ze setzen. Mir ënnerstëtze gradesou däitlech eng Verbesserung vun dem administrativen Encadrement vun den nationalen a regionalen Inspektiounsbüroen.

Här President, et wär ee sécherlech onkomplett, op dëser Plaz iwwert d'Reformgesetz vum Schoulpersonal ze schwätzen, ouni en A op de Käschtepunkt vun der Reform ze werfen. Der Fiche financière no, déi dem Gesetzesprojet bäigefügt ass, kascht de Reklassement vun de Schoulmeeschteren 13,4 Milliounen Euro fir dat éischt Trimester vum Schouljoer 2009/2010 a 35,8 Milliounen Euro fir dat ganzt Joer 2010. D'Astellung vun 285 neie Schoulmeeschteren ass mat 5,3 Milliounen Euro fir 2009 respektiv 18,3 Milliounen Euro fir 2010 veruschlaagt.

Absolut soen dës Chifferen am Hannergronn vun der aktueller Wirtschafts- a Finanzkris sécherlech wéineg aus. Fir e Chef vun enger grousser auslännescher Bank wären dat an der Vergaangenheet emol keng Peanuts gewiescht. Mir sollen dat awer méi bescheide kucken. De Reklassement kascht wéi gesot ronn 35 Milliounen Euro pro Schouljoer. Dat ass am Verhältnis zum leschten Accord salarial an der Fonction publique de Käschtepunkt fir de Stat vun deenen zwou Primes uniques vun 0,9% Joresgehalt, déi 2007 an 2008 bezuelt goufen a respektiv 17 an 18 Milliounen Euro kascht hunn. 35 Milliounen Euro entspriechen och der Augmentatioun vun der Loun-

mass fir d'Statsbeamten duerch d'Erhéijung vum Punktwäert vun 1,5%. Den Nettokäschtepunkt fir de Stat ass natierlech manner, well en Deel vun der Gehaltserhéijung duerch de Reklassement iwwert d'Steieren nees an d'Statskeess erakënnt.

Här President, och d'Gemengen droen een Drëttel vun de méi grousse Personalkäschten, bedéngt duerch d'Schoulreform. Dat ass eng zousätzlech Belaaschtung fir d'Gemengebudgeten, déi natierlech net verfügbar ass dee Moment fir Investissementer op lokalem Plang. Fir d'CSV-Fraktioun ass d'Bedeelegung vun de Gemengen un de Schoulmeeschtesch-Gehälter trotz staatlecher Nominatioun awer weider vertrietbar, well d'Schoulhale jo eng Prestatioun am Interessi vun de Bierger an an dësem Fall vun de Kanner vun der jeeweileger Gemeng ass.

Här President, de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulpersonal ass ee Pilier vun der gesamter Schoulreform. Et ass e couragéierte Schrëtt vun der Regierung am Sënn vun enger méi performanter Schoul. Dëse Gesetzesprojet ass sécherlech net perfekt. En ass d'Resultat vun engem Kompromëss. Mä d'Politik lieft nun eben emol vu Kompromësser. Eng Reform, a besonnesch eng Schoulreform kann een nëmme mat de Leit maachen. Eleng d'Resultater op dem Terrain mussen am Endeffekt weisen, ob déi nei Mëttelen, iwwert déi mir haut ofstëmmen, déi richteg sinn oder ob se musse weider ugepasst ginn.

Wa weider Upassungen néideg sinn, dann ass et un der Politik fir déi zum richtegen Zäitpunkt anzeleeden, am Interessi vun de Kanner, der zukünfteger Generatioun. Als CSV-Fraktioun wëlle mir mat op de Wee vun enger besserer Schoul goen. Mir stëmmen duerfir dëse Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roth Merci. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech wéilt dem Rapporteur Merci soen, wëll ech eng allgemeng Remarque maachen zu der Organisatioun vun den Débaten haut. Ech fannen, datt wierklech esou e groussen a wichtegen Débat wéi d'Schoulreformen, och wa mer net alleguerten hei därselwechter Meenung sinn iwwer wéi mer herno wäerten déi Gesetzer stëmmen, awer sécherlech eppes Besseres verdéngt hätt.

Wann elo haut den Owend net méi ganz vill Deputéierten hei sinn, ass dat net onbedéngt hir Schold. Mir wëssen, et ass eng Zäit wou vill Kolleegen aner Engagementer hunn. D'sozialistesch Kolleegen hunn e Kongress an enger Circonscriptioun. Dat war och scho länger gewosst. Et ass wierklech schued, datt mer dann also hei déi Débatë mussen esou féieren. Do hätt wierklech kënnen de Chamberspresident respektiv d'Conférence des Présidents dat aneschters organiséieren.

En Donneschdeg de Mëtteg hu mer keng Chamber, muer de Moien hu mer Chamber. Mir hätte wierklech dat kënnen esou organiséieren, datt mer haut en sérénité d'Grondschoulgesetz diskutéiert a gestëmmt hätten an da muer mat den Aarbechte weidergefuer wieren. Ech fannen dat wierklech ganz onglécklech, wéi mer hei verfueren. Ech mengen, mir hätten eis do kënnen e Virbild huele vun 1912. Ech huelen un, datt do d'Débatë mat méi Assistenz a mat méi Opmierksamkeet verfollegt gi sinn.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Déi Débaten hu méintlaang gedauert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Déi schéi gutt al Zäiten!

M. le Président.- Här Berger, ech well lech just soen, datt an der Conférence des Présidents all Fraktiounschefen, och de Fraktiounschef vun der DP inklusiv, dat wossten an drop gehalen hunn, datt déi Debatt haut géif bis zum Schluss gefouert ginn.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech weess just, datt op alle Fall ech mengem President mat op de Wee ginn hat, Demandeur war, fir dat eben esou ze étaléieren, iwwert déi dräi Deeg.

M. le Président.- Dir hutt net vill Autoritéit dann op Äre President, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et kann nëmme besser ginn!

(Hilarité)

Une voix.- Et ass gutt, dass den Här Grethen net méi do ass.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech wéilt awer dann trotzdeem dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Mir hu jo elo grad d'Organisatioun vun de Grondschoulen debattéiert, an et ass evident, datt dëst Gesetz och enk verbonnen ass mat dem Personalgesetz. Déi zwee Gesetzer hu Wiesselwierkungen. Dat eent kann een net ouni dat anert gesinn. Dat eent geet a fonctionnéiert och net ouni dat anert. Ouni motivéiert, gutt preparéiert a forméiert Personal kann ee keng Reformen an eise Schoulen ëmsetzen. D'Personal, dat ass dat wat all Dag um Terrain am Schoulgeschéien dran ass an dat ass dann och de Schlëssel zum Erfolleg vun all Schoulreform.

Ech wëll och direkt ënnersträichen, datt mir an eise Schoule vill engagéiert a kompetent Léierinnen a Schoulmeeschteren hunn. Verschiddener si Virreider, ech hat dat virdru scho gesot, ouni déi mer zu Lëtzebuerg sécherlech net de Wee fir d'noutwendeg pedagogesch Erneierunge fonnt hätten.

An der öffentlecher Diskussioun konnt een an der leschter Zäit d'Gefill hunn, datt virun allem vum Personalgesetz oder vu verschiddenen Aspekter vum Personalgesetz vill geschwat ginn ass an do och déi eng oder aner Wellen alt emol méi héich geschloen hunn. Mir sollen awer net aus den Ae verléieren, datt bei enger Schoulreform déi éischt a wesentlech Froen, déi eis solle beschäftegen, déi vun dem Rôle an dem Zil vun der Schoul solle sinn: Wéi mer all Kand kënnen integréieren, Chancëgläichheet bidden an hinnen zu engem kompetente Mënsch an der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt kënnen hin hëllefen. Déi Froe musse fir mech an der Diskussioun iwwert d'Schoul ëmmer Prioritéit virun all Personalfroen hunn.

Dat Gesetz, wat mer elo debattéieren, huet och eng Rei Schwaachstellen, déi am Endeffekt och d'Ëmsetzung vu pedagogesche Reformen net begënschtegen an éischter eng Hürd kënne ginn. Den Avis vum Statsrot war jo och kritesch an hien huet eng Rei Oppositions formelles ausgedréckt an dem Gesetzesschreiwer eng gewëssen Inkonsequenz virgeworf. De Rapporteur ass jo och schonn op verschidde vun deenen Oppositions formelles agaangen; ech wäert net méi op se alleguerten agoen, well dat scho gemaach ass.

Ech kommen direkt, well jo och nach déi eng oder aner Kolleegen aner Verpflichtungen hunn, a fir net ze laang ze sinn, op de wesentleche Punkt, deen d'Demokratesch Partei an dësem Projet net ka matdroen a wou mir fundamental eng aner Approche hunn. Et ass dëst de Punkt vun der Nominatioun vum Personal duerch de Stat. Eng Nomination étatique vun uewen erof.

Dat ass fir eis awer e wichtege Punkt an dëser Schouldiskussioun, och wann den Här Fayot a senger Pressekonferenz vum leschte Freideg - wéi ech dat konnt an enger Zeitung liesen - dëst net erwähnt huet a gemengt huet, déi eenzeg Differenzen, déi mer hätten, wär de Schouldirekter an de Wäerteunterrecht. Dat ass net de Fall.

D'DP plädéiert jo fir d'Schoulautonomie, an déi fänkt dobäi un, datt eng Schoul och hiert Personal soll kënnen eraussichen a wielen, an net doduerjer, datt een zentralistesch vum Stat aus Personal octroyéiert kritt.

Déi Experienzen, déi mir aus de Pilotprojeten hei zu Lëtzebuerg an am Ausland hunn, ënnersträiche jo grad, datt een enger Schoul muss d'Méiglechkeet gi fir déi Enseignanten, dat Personal erauszesichen, dat un hirem Projet interesséiert ass, dat un där pedagogescher Démarche, déi do gemaach gëtt, och interesséiert ass, an dat ënnert dem Strëch dann e Plus ass fir e Schoulprojet.

Et misst een op där anerer Säit Enseignantë fannen, déi och spezifesch un deene Projeten interesséiert sinn. Am Projet „Eis Schoul" war dat jo och de Fall, wéi d'Enseignantë méi spezifesch erausgesicht gi sinn. Och am Secondaire si mer schonn déi eng oder aner Kéier op dee Wee gaangen.

Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill am Ufank beim Projet vum Lycée Aline Mayrisch - am Ufank wéinstens - den Direkter konnt cibléiert Enseignanten astellen, déi wollte bei deem Projet matmaachen a wou et net nëmmen nom sakrosankte Prinzip gaangen ass vun Anciennetéit oder Déngschtjoren an all déi Kritären, déi normalerweis spillen, fir datt ee sech eigentlech kann op eng Plaz mellen.

Eng zentralistesch, bürokratesch Nominatioun vum Personal ass also aus eiser Siicht an aus pedagogescher Siicht net ze vertrieden. Och aus der Siicht vum Enseignant ass et net eng gutt Solutioun, well ee jo do manner Méiglechkeete respektiv kee fräie Choix méi huet fir sech op eng Plaz ze mellen, wou een da besonnesch interesséiert wier ze schaffen, an dat riskéiert eventuell sech jo och an der Motivatioun vum Personal erëmzespigelen.

D'Majoritéit huet awer elo dee Forcing gemaach fir vun uewen erof d'Personal an d'Gemengen ze nennen, well virun allem d'CSV drop insistéiert huet, wahrscheinlech jo als Géigepart fir keen Direkter. Dat wonnert een net bei der CSV, déi jo ëmmer versicht d'Gemengen ze entmündegen a wou hei och elo eng onméiglech Bürokratiséierung opgebaut gëtt.

D'Madame Ministesch huet elo e bësse mam Kapp gerëselt an ass vläicht net där Meenung, mä och d'LSAP schéngt jo net mat ganz grousser Iwwerzeegung un d'Saach erugaangen ze sinn. Well am Interview am „Tageblatt" vun e Méindeg, ech hunn hei dat och derbäi, steet jo d'Educatiounsministesch mat enger gewëssener Éierlechkeet, muss ee soen, an ech zitéieren: „…eine große, arbeitsintensive Umstellung, für die ich persönlich nicht Demandeur war." Dat bedéngt eigentlech kee Kommentar.

Ech hat och d'Impressioun, datt verschidde Buergermeeschtere vun der CSV - där sinn der jo eng Rei an der Éducatiounskommissioun Member - och guer net begeeschtert waren iwwert déi Dispositioun fir déi Nomination étatique. Bon, den Här Roth huet elo hei am Fong geholl net esou e kritesche Message eriwwerginn, wéi dat awer heiansdo vun him an der Kommissioun komm ass par rapport zu där Nomination étatique. Et freet ee sech also, wien iwwerhaapt da bei der CSV wollt onbedéngt déi Nominatioun vun uewen erof hunn.

Ech kann och net esou richteg verstoen, datt d'Gemengen an och de Syvicol - an do ass jo och den Här Klein ëmmer e ganz emsege Virspriecher fir d'Gemengenautonomie - esou einfach mat dësem Aschnëtt an hir Autonomie konnten d'accord sinn.

Et gëtt verschidden Argumenter, déi ëmmer opgefouert ginn. Een Argument ass jo dat, datt da kleng Gemenge kee Personal géife fannen. Dat huet a mengen Ae guer näischt domadder ze dinn, datt dat eng Nominatioun ass, déi vun uewe vum Stat kënnt oder vun de Gemengen. Den Haaptproblem, datt kleng Gemenge kee Personal fonnt hunn, ass einfach, datt net genuch brevetéiert Personal do war. Dat ass den Haaptpunkt gewiescht, fir datt een do Schwieregkeeten an der Vergaangenheet hat.

Bon, elo hu mer also e Projet, deen eng bürokratesch Léisung virgesäit, déi eigentlech keen esou richteg wollt, wann een dat da kann awer aus deenen eenzelne Reaktiounen an Interviewen erausgesinn. Dat ass och vläicht d'Ursaach, firwat d'Regierung dann och net ganz konsequent an hirer Virgehensweis ass, well se jo awer op verschiddene Punkten eng Zwitterléisung an de Projet geschriwwen huet.

De Statsrot, dee jo eng Rei Oppositions formelles zu dësem Projet formuléiert huet, huet dat och e bëssen als Leitfuedem vu senger Kritik geholl. Hie seet jo, wann Der op de Wee gitt vun enger Nomination étatique, da wann ech gelift maacht et wierklech komplett a bis an déi lescht Konsequenz. Intellektuell kann ech déi Approche vum Statsrot suivéieren, novollzéien, och wann ech se net kann deelen. Mä effektiv, wa schonn, dann hätt een et wierklech solle bis an dee leschten Dibbelche maachen.

Mat der Léisung, wéi d'Majoritéit se elo proposéiert, sinn déi ideal Viraussetzunge geschaf, fir datt et um Terrain, an der Praxis vill Duerjernee wäert ginn. Besonnesch elo, wann dës Dispositioune sollen am Juni a Kraaft trieden. Dat sinn net optimal Viraussetzunge fir Reformen an eiser Grondschoul nei unzegoen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Gemenge stëmmen zwar nach d'Schoulorganisatioun an hire Schoulen, mä si kënnen dobäi net méi iwwert d'Personal décidéieren, oder nach just an engem ganz klenge Mooss. Si kënnen och net méi décidéieren, wéi vill Personal se kënnen astellen. Bei der éischter Läscht dierfe se e Choix ausdrécken, bei der zweeter net méi. An dat huet a mengen Ae keng Logik.

Dat bedeit och, datt een als Enseignant oder als Statsbeamten no zwou Formulë kann agestallt ginn, respektiv kéint een och soen, dat ass eng Diskriminatioun. Do gëtt eng Diskriminatioun gemaach tëschent Beamten, déi an därselwechter Carrière sinn. Jee nodeem op wat fir enger Lëscht se sinn, gi se aneschters agestallt. Et ass also schwéier och erauszeliesen, wou déi eenzel Kompetenze leien an och wou am Endeffekt herno d'Reschtkompetenzen, fir et emol esou ze formuléieren, bei der Gemeng sinn, respektiv wou d'Haaptkompetenze vum Ministère sinn. Hei si sécherlech Konflikter virprogramméiert, well déi eng oder aner Ongenauegkeeten am Gesetz stinn.

Dat hu mer och unanime an de Kommissiounsaarbechte gemierkt. Et riskéiert een herno zu deem Punkt ze kommen, datt d'Geriichter déi eng oder aner Saache mussen tranchéieren.

Wann een elo onbedéngt dëse Wee wëllt aschloen an d'Enseignanten an der Grondschoul als reng Statsbeamte gesäit, déi direkt dem Ministère ënnerstinn, da wier et op alle Fall aus dëser Siicht och noutwendeg gewiescht fir de Schouldirekter anzeféieren. Ech kenne kee Service, keng Verwaltung beim Stat, wou et bei dausende vu Beamten als Personal an der Hierarchie just en Inspekter an dann de Minister gëtt.

A well jo dann och nach anert Personal an d'Schoule kënnt, Éducateuren, aner Spezialisten - wat mir u sech jo begréissen, dat hunn ech virdru gesot -, wier dat och eng Ursaach méi gewiescht fir en Direkter ze hunn, dee responsabel fir d'Koordinatioun vun all deem Personal an der Schoul gewiescht wier.

Et ass och ze fäerten, datt de Ministère a grouss Schwieregkeete kënnt fir dës staatlech Ernennungen elo ëmzesetzen, well hien net dat néidegt Personal huet a sech net deementspriechend kann organiséieren. Zwee, dräi Leit am Ministère kënnen elo onméiglech all déi Personalfroe géréieren, déi virdrun awer ënnert dem Strëch vun 116 Gemengesekretäre géréiert gi sinn, oder vu Leit, déi an de Gemenge responsabel ware fir administrativ d'Schoulorganisatioun mat ze maachen. E puer Leit am Ministère kënnen elo net all déi Aarbechten, déi also vun esou vill Leit an esou ville Gemenge gemaach gi sinn, eleng maachen.

Da wäerte sech also am Endeffekt d'Inspektere massiv a wahrscheinlech exklusiv während e puer Woche mat deenen administrative Personalfroen erëmklappen. An déi hunn da guer keng Zäit méi zum Schluss vum Schouljoer, sech ëm hir pedagogesch Missiounen ze këmmeren, déi awer missten absolute Virrang hunn.

Här President, ech hunn et scho gesot, ech wëll net op alles agoen, well d'Zäit net onbedéngt fortleeft, mä fir awer hei dann dat Ganzt zum Ofschloss ze bréngen. Ech wéilt awer nach e puer Punkten uschneiden, déi e bësse méi kontrovers an dësem Projet sinn.

Et ass jo elo virgesinn, datt een, fir Léierin oder fir Schoulmeeschter ze ginn, e Bachelor an de Sciences d'éducation an Equivalent muss hunn, wat sécherlech ze begréissen ass, well d'Aarbechte vun den Enseignanten ëmmer méi komplex a spezialiséiert ginn. Suerge mécht mir awer d'Ausriichtung vun der Formatioun, déi elo op der Uni Lëtzebuerg ugebuede gëtt. Déi schéngt wéineg oder net genuch Akzenter op déi praktesch Formatioun ze leeën, och wann et e Bachelor professionnel ass.

Mir hunn och schonn an der Kommissioun doriwwer diskutéiert a gefrot fir datt déi Responsabel vun der Uni eis Informatioune ginn oder nach eng Kéier kloerstellen, wéi déi Formatioun dann en définitive soll ausgesinn. Vun de Studente kritt ee mat, datt si sech selwer Suerge maachen a sech zum Deel onsécher spiere fir elo bei der Rentrée hir Aarbecht unzefänken, well se der Meenung sinn, datt se net genuch Praxis hätten.

Et ass zum Beispill méiglech - ech mengen et ass och scho virdrun erwähnt ginn -, datt ee praktesch keng Stonn Éducation physique an deene véier Joer gehalen huet, keng Turnstonn gehalen huet, datt een awer dann am Hierscht muss Turnstonnen halen. Et gëtt och Studenten, déi gefrot hunn, fir praktesch en Tuteur déi éischt Wochen ze kréien, fir dann nach eng Rei Saachen um Terrain nozehuelen oder do begleet ze ginn, fir an de Beruff eranzeklammen.

Et ass elo ze hoffen, datt da mat den Équipen a mam „team teaching", datt een och do kann e bësse weiderhëllefen. Et gëtt op alle Fall ze bedenken. Hei muss relativ schnell Kloerheet an och eventuell Remedur geschafe ginn.

En anere Punkt, deen ech wëll uschneiden, ass dee vun der Réserve des suppléants, vum Pool des remplaçants, wéi en och nach op där enger oder anerer Plaz genannt gëtt, deen also soll hëllefe méi effizient Chargés de cours anzesetzen an optimal déi vakant Plazen oder kuerzfristeg Absencen ze ersetzen. Ech wéilt awer och nach eng Kéier hei drun erënneren - et ass zwar virdru scho gemaach ginn, bei deem aneren Débat vum Claude Adam -, wéi et iwwerhaapt zu där Problematik komm ass, déi elo geschwënn säit 20 Joer eis Primärschoul an d'Organisatioun dovunner belaascht.

Et war 1989, kuerz viru Wahlen, wou deemools, wahrscheinlech aus elektorale Grënn, haaptsächlech vum deemolegen Unterrechtsminister Fernand Boden d'Déchargen am Primaire agefouert gi sinn, wou guer net déi praktesch Konsequenzen duerchduecht gi waren. Op ee Coup hu missen honnerte vun Déchargëstonne besat ginn, obwuel net genuch Personal mat enger fäerdeger Formatioun do war. Op där anerer Säit ass awer ëmmer ferm den Daum op den Numerus clausus gehale ginn an et sinn net genuch Studenten op den ISERP zougelooss ginn.

Doduerjer hunn du vill Leit missen asprangen, déi awer oft a prekäre Situatioune geschafft hunn an déi awer och net de Wee fir eng Formation en cours d'emploi direkt opgemaach kruten. Et waren am Fong geholl bëlleg Aarbechtsplazen, dat huet arrangéiert, an déi Leit hu missen hir Aarbechtsrechter, déi de Stat net respektéiert huet, virun de Geriichter akloen.

Ech wëll virun allem ënnersträichen, datt déi Leit laang matgehollef hunn, datt d'Schoul iwwerhaapt konnt fonctionnéieren, weider fonctionnéieren. Vill vun hinnen hunn och Formatioune gemaach a si hu sech an der Schoul bewäert. Vill hunn der an der Zwëschenzäit eng geregelt berufflech stabil Situatioun kritt. Elo solle se och d'Méiglechkeet kréien, an de staatleche Pool ze kommen, wat u sech a priori och eng gutt Offer schéngt ze sinn.

Et ass awer net sécher, ob dat ëmmer onbedéngt vu Virdeel fir si ass, an et dierf op alle Fall net sinn, datt se nach eng Kéier bei d'Lisette gelooss ginn, andeem se en neie Parcours des combattants mussen ufänken. Dat gëllt virun allem fir déi, déi hiren Aarbechtskontrakt bei der Gemeng wëlle bäibehalen.

Vu datt d'Gemenge jo elo net méi kënnen décidéieren, wéi vill Personal se hunn, komme se vläicht an eng Situatioun, datt se vun uewen erof gesot kréien, Dir braucht manner Personal, oder Dir kritt manner Personal. An da kann d'Gemeng deem Chargé, dee se awer do an engem feste Kontrakt huet, keng Aarbecht méi ginn, an da sinn déi Leit um Enn vun deem ganze Prozess ouni Aarbecht an där Schoul, wou se laang geschafft hunn, a mussen da kucken nei unzefänken.

Nach zwou kleng aner Remarquen, Här President, zu zwee klenge Punkten. Dat eent ass de Médiateur culturel, wat sécherlech eng sënnvoll Initiativ ass, mat där mer kënnen och d'accord sinn.

Eng aner Remarque ass déi, datt mer elo - wéi soll ech et ausdrécken - en Allroundenseignant kréien, deen also vum Précoce praktesch bis an de leschte Cycle kann enseignéieren. An der Theorie ass dat eng Approche, déi ee kéint novollzéien. Si musse jo deeselwechten theoretesche Background hunn. En Enseignant ass jo och nach e bëssen en Analyst oder en Dokter, dee muss d'Analys maachen: Wat sinn d'Problemer bei de Kanner? Wat kann ech als bescht Démarche fannen, fir datt ech deem eppes ka vermëttelen?

Mä et ass sech awer ze froen, ob et an der Praxis wierklech esou sënnvoll ass, do esou en Allrounder ze hunn, well jo awer besonnesch um didaktesche Plang aner Besoinë sinn am éischte Cycle wéi eventuell am zweeten oder drëtte Cycle.

E lescht Wuert zu dem Gehälteraccord, deen och duerch dëst Gesetz ëmgesat gëtt. Ech stelle fest, datt hei op där enger Säit d'Formatioun vun de Léierinnen an de Schoulmeeschteren, déi elo eng universitär ass, berücksichtegt ginn ass, datt och d'Enseignantë vun der Grondschoul hir Tâche oder hir Aarbecht ëm 180 Stonnen eropgesat kruten. Op där anerer Säit ass also duerfir d'Carrière vun den Enseignanten un déi nei Donnéeën ugepasst ginn. Deen Accord ass zwëschent de Gewerkschaften an der Regierung ausgehandelt ginn, a mir stellen deen Accord net a Fro.

Här President, ech kommen zum Schluss. Keng Schoulreform kann ouni motivéiert a gutt ausgebilte Personal ëmgesat ginn, dat a gudde Konditioune ka schaffen. Wa mer mat enger Rei Dispositioune kënnen d'accord sinn, kënne mer awer wierklech guer net mat der staatlecher Nominatioun, déi hei agefouert gëtt, d'accord sinn. Dat ass net am Sënn vun der Schoulautonomie, net am Sënn fir Schoulreformen effizient a kohärent ëmzesetzen. An déi nächst Méint wäerten eis och weisen, datt mer nach vill Problemer an der Praxis mat dëser bürokratescher, zentralistescher Approche kréien.

D'DP gëtt dem Projet aus deene Grënn net hir Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wollt fir unzefänken awer och nach eng Remarque maachen, déi ech scho beim éischte Gesetz wollt maachen an aus Zäitgrënn mer do gespuert hunn. Ech hunn elo hei besser Zäit. Meng Explikatioune wäerten awer net méi wéi 20 Minutten huelen, fir lech ze berouegen.

Mir wollten nämlech bei deene véier Schoulgesetzer, déi mer muer votéieren, op engem Punkt och ganz richteg innovativ sinn an haten urspréinglech virgesinn, all Persoun an der weiblecher an an der männlecher Beruffsbezeechnung an d'Gesetz ze schreiwen. Motivéiert ware mir, an d'Madame Minister och, vläicht ënner anerem duerch d'Tatsaach, datt an der Schoul majoritär Frae schaffen. Weder de Statsrot nach d'Conférence des Présidents wollte mat op dësen innovative Wee goen. Duerfir bleiwe mer bei der männlecher Beruffsbezeechnung, och wann domat Männer a Frae gemengt sinn.

Här President, et ass scho vill gesot ginn, an duerfir ginn ech net méi op all Punkt vun deem Gesetz an. Ech maache mer et e bëssen einfach. Ech motivéieren eise Vote an ech gräifen awer och een oder zwee Detailer eraus, wou ech wëll e bësselche méi ausféierlech ginn. Dat eent ass d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren an dat anert sinn d'Inspekteren, wéi ech et scho beim Gesetz virdrun ugekënnegt hunn.

Ech wëll dem honorabelen Här Scheuer Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Och den honorabelen Här Roth huet mat senge schonns aus der Kommissioun gewinnter sachlecher Aart a Weis eng Rei detailléiert Informatioune ginn. Mir deele seng Onzefriddenheet iwwert d'Tatsaach, datt et och méiglech ass, nach mat dësem Gesetz eng Rei Chargéen eventuell als Gemengenugestellte weiderschaffen ze loossen. Mir ginn awer ze bedenken, datt d'Gemenge keng nei Chargéë méi däerfen astellen, an datt et virun allem aarbechtsrechtlech Iwwerleeunge waren, déi zu dëser Formule gefouert hunn. Et ass also en Auslafmodell, wou mer net frou driwwer sinn, awer Verständnis dofir opbrénge kënnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng ganz Rei vun de Remarquen, déi mer beim Gesetz iwwert den Enseignement fondamental gemaach hunn, gëlle selbstverständlech och fir dëst Gesetz. Den honorabelen Här Scheuer huet jo och gesot, datt déi zwee Gesetzer ganz enk zesummenhänken. Dat eent ass ouni dat anert net ze denken, kann net ouni dat anert fonctionnéieren.

Et geet domat un, datt mer bedaueren, datt d'Enseignantë vum Cycle inférieur vum Secondaire net an dësem Gesetz sinn, well d'Regierung fënnt, datt den Enseignement fondamental mat zwielef Joer fäerdeg ass. Et geet domat virun, datt am Artikel 2 de Kader vun de Fonctionnairen opgezielt gëtt, déi an der Schoul schaffe kënnen, a mir do selbstverständlech kee Schouldirekter fannen, obschonns mir eis deen do gewënscht hätten.

Mir kënnen och net mam Artikel 26 averstane sinn, wou d'Konventioun tëschent der Regierung an dem Bistum vun Oktober '97 a legislative Bëton gegoss gëtt.

Am Artikel 4 ass d'Tâche vun den Enseignanten ëmrass. Dat ass e Resultat - dat ass och schonns hei gesot ginn - vu Verhandlungen tëschent dem Patron, der Regierung an de Gewerkschafte vum Léierpersonal. Mir fannen deen Accord an de grousse Linnen an der Rei. D'Léierpersonal kritt seng méi laang Studienzäit an der Pai unerkannt. Duerfir gëtt seng Aarbecht ënner anerem duerch méi Präsenzstonnen an der Schoul méi visibel gemaach.

Enttäuscht si mer iwwert den zweete Saz am Artikel 4: «Les classes d'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage sont encadrées par des équipes comprenant un instituteur et un éducateur.» Dat ass an eisen Aen anengend, restriktiv, dat gëtt der Éducation précoce eng Aussesäiterroll am éischte Cycle. De Précoce ass déi eenzeg Schoulklass zu Lëtzebuerg, wou d'office zwee Leit zesummen an enger Klass schaffen. D'office!

Wéi sinn d'Erfahrungen, déi mer hei gemaach hunn? Mir mengen, et misst eigentlech positiv sinn, datt mer et hei mat zwee Leit mat ënnerschiddlecher Formatioun ze dinn hunn. Hätt een dës Zesummenaarbecht net op déi ganz Spillschoul missen ausdehnen? Wier et net méi sënnvoll, anstatt ëmmer méi kleng Gruppen ze maachen, wou geschwënn iwwerhaapt keng Gruppendynamik méi dran ass, d'office déi ënnescht Klasse vum Enseignement fondamental duebel ze besetzen?

An der Spillschoul ware bis elo déi eenzeg Klassen, wou d'office Kanner vun zwee Joergäng beienee waren. Et gëtt och Pilotprojeten, wou déi dräi Joergäng vum éischte Cycle elo schonns zesummen an der Klass sinn. Hätt een dat net kënne fir de ganzen éischte Cycle verallgemengeren?

Et ass net fir d'éischt wou ech iwwert de Précoce schwätzen. De Précoce, e Pilotprojet, deen 1998 agefouert gouf, wou mer näischt definéiert haten, näischt evaluéiert hunn, wou mer villes hätte kënne léieren. Ee Pilotprojet, vun deem vill Akzenter hätte kënne kommen, wou keng nei Dynamik am Schoulgesetz zréckbehale ginn ass. Wat verpasste Chancen!

Wat d'Nominatioun an d'Affektatioun vum Léierpersonal ugeet, do si mir der Meenung, datt déi Regelung, wéi se hei am Gesetz virgesinn ass, däitlech besser ass wéi déi Regelung, déi mer nach aus dem Schoulgesetz vun 1912 iwwreg haten. Mir sinn der Meenung, datt d'Gemenge selbstverständlech sollen a musse responsabel fir hir Schoul bleiwen. Mir mengen, datt dat awer net iwwert de Wee vun enger Schäinautonomie bei der Nominatioun vum Léierpersonal ze realiséieren ass.

Mir hätten eis eigentlech och gewënscht, datt d'Remplacementer iwwert d'Schoule géife geregelt ginn, an net iwwert déi kommunal Schoulservicer. Mä dat hätt eng ganz Rei Preparatioune gebraucht, an et war méi einfach alles beim Alen ze loossen. De Präis duerfir ass manner Autonomie fir d'Schoulen, wat sech och däitlech mécht an der Tatsaach, datt déi eenzel Schoul kee Profil kann ausstelle vun de Leit, déi se sichen a brauchen. Mä et geet just ëm Posten, déi accordéiert respektiv net accordéiert ginn.

Wat d'Éducateuren an d'Éducateurs gradués ugeet, si mer frou, datt ee gewëssene Parallelismus zu de Schoulmeeschteren am Gesetz steet, wat d'Nominatioun an d'Réaffektatioun ugeet. D'Schoulmeeschteren, d'Éducateuren an d'Éducateurs gradués sinn dräi verschidde Beruffer mat dräi verschiddene Formatiounen a mat ganz verschiddenen Aufgaben an Aarbechtskonditiounen. D'Disponibilitéite vun den Éducateure stinn am Gesetz. Si hu mat dësem Gesetz kee Sprong an der Carrière gemaach. Et dierft allerdéngs awer sécher sinn, datt genuch interesséiert Kandidate fir dës Posten am Enseignement fonnt ginn.

Dës Virbemierkungen an d'Tatsaach, datt dëst den noutwendege Complément vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental ass, wat mir virdru gewien an als liicht emfonnt hunn, motivéieren eise Refus fir dësem Gesetz eis Zoustëmmung ze ginn. En plus kënnt nach derbäi, datt och bei dësem Gesetz däitlech gëtt, datt d'Regierung eng Rei Hausaufgaben net genügend gemaach huet, wéi se déi Schoulreform hei ugaangen ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn iwwerzeegt dervun, datt eng déif gräifend Schoulreform net ka geléngen, wa mer eis net och intensiv mat der Formatioun vum Léierpersonal auserneesetzen. Dat ass net den direkten Objet vum Gesetz. D'Gesetz ass jo och keng déif gräifend Schoulreform. Indirekt ass et awer selbstverständlech och bei dësem Gesetz een Thema.

Eist éischt Schoulgesetz ass aus dem Joer 1843. Hei gouf ënner anerem och d'Schafe vun der Normalschoul décidéiert, déi 1845 hir Dieren eng éischte Kéier opgemaach huet. Mam Schoulgesetz vun 1912 huet sech un der Normalschoul wahrscheinlech haaptsächlech geännert, datt et der Bibel an dem Katchëssem e bëssen un de Pelz gaangen ass. 1958 ass den Institut pédagogique duerch e Gesetz geschaf ginn an

zënter 1960 goufen hei Studente mat engem Secondairesofschloss zum Schoulmeeschter ausgebilt. Déi Ausbildungszäit ass als Stage betruecht ginn a war och bezuelt mat 30.000 Lëtzebuerger Frang d'Joer. Dat waren 1960 vill Suen, déi allerdéngs net indexéiert gi sinn.

1983, wéi den ISERP komm ass, ass d'Studienzäit op dräi Joer verlängert ginn an ass och net méi als Stage betruecht ginn. Mat der Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg ass dann och nach eng Kéier eng Neierung an der Formatioun vum Léierpersonal komm. Haut mussen d'Studenten eng Formatioun vu véier Joer maachen. Am Jargon vu Bologna heescht dat, si musse sech 240 „ECTS credits" erschaffe fir hire Bachelor en Sciences de l'éducation ze kréien. Si mussen also ee Joer méi studéieren, kréien duerfir awer och net, wéi bis elo, e Brevet fir an der Primärschoul oder am Préscolaire ze schaffen, mä si sinn elo Spezialiste fir mat Kanner vun dräi bis zwielef, 13 Joer an, wann een de Préparatoire mat derbäi hëlt, bis 15 Joer ze schaffen.

Mir wëssen, datt d'Uni onofhängeg ass an net däerf an net soll vum Ministère virgeschriwwe kréien, wéi se forméiert. Mir ginn awer och dervun aus, datt de Patron, de Ministère de l'Éducation nationale muss kënnen d'Qualitéitskritäre setzen, déi si vun deene Leit verlaangen, déi se an Zukunft an hirem Betrib astelle wëllen. Mir ginn dervun aus, datt an der Formatioun vun de Schoulmeeschteren a vun de Proffen zu Lëtzebuerg nach munches an deenen nächste Joren dierft a Bewegung kommen.

Et sprengt de Kader fir gréng Virstellunge vun enger Schoulmeeschteschformatioun hei am Detail ze développéieren. Mir bedaueren awer, datt mer eis net vun Ufank un an der Chamberskommissioun mat dëser Formatioun auserneegesat haten. Mir hate viru kuerzem als Éducationskommissioun déi Responsabel vun der Uni an d'Chamber invitéiert. Mir haten alleguer d'Gefill, wéi wann een do en Dialog misst féieren a wa méiglech keen Dialogue de sourds. Aus grénger Siicht ass den aktuelle Master professionnalisant, deen e Generalist ausbilt, fir mat Kanner vun dräi bis zwielef respektiv 15 Joer ze schaffen, net „der Weisheit letzter Schluss". Mir sinn der Meenung, datt et ee Gewënn wier, wann op der Uni Lëtzebuerg méi auslännesch Studenten ee Bachelor an de Sciences de l'éducation géife maachen.

Mir mengen domat net, datt mir méi Erasmus-Austausch brauchen. Däers kréie mer automatesch méi. Dat ass och gutt esou. Neen, mir géifen et gutt fannen, wann op der Uni Lëtzebuerg wéinstens esou vill belsch Studente wiere wéi Lëtzebuerger an ähnleche belschen Instituter sinn. Walfer misst och mat de Formateuren am däitsche Grenzraum, ech denken un d'Saarland an u Rheinland-Pfalz, enk zesummeschaffen.

DÉI GRÉNG gesinn d'Uni net just als een Instrument fir Doktoranden auszebilden, mat enger méiglechst grousser Retombée économique directe. Mir mengen, eng Retombée d'instruction, d'éducation et de formation géif eisem Land och nohalteg gutt-dinn an ekonomesch net schueden, och wann et selbstverständlech gréisser Investissementer géif bedeiten.

Et ass gutt, datt mir an dësem Gesetz Passerellë gebaut hu fir d'Studenten, déi am Moment an der Belsch hir Schoulmeeschterformatioun maachen. Et ass net gutt, datt mir an der Groussregioun eis net besser iwwert déi Formatioun ofgeschwat hunn.

De Statsrot hat sech schwéiergedoe fir op den zweejährege Stage bei de Schoulmeeschteren ze verzichten. Am Artikel 7 steet elo eng Formulatioun, mat där de Statsrot formaljuristesch liewe kann. De Schoulmeeschter kritt direkt eng Nominatioun, déi zwee Joer laang provisoresch ass, an ech zitéieren: «…un accompagnement de la part de l'équipe pédagogique dont il fait partie, et de la part de l'inspecteur d'arrondissement. Il participe obligatoirement à des activités de formation en rapport avec son insertion professionnelle.» De Règlement grand-ducal mat de Prezisioune läit eis net vir.

DÉI GRÉNG sinn net frou mat dëser Formulatioun. Mir hätte léiwer ee richtege Stage gesinn, dee gutt encadréiert wier an deen zum Beispill enger Rei Enseignantë Loft ginn hätt fir eng Formation continue ze maachen. Mir mengen och, datt déi aktuell Formatioun op der Uni éischter fir esou e Stage schwätzt. Dee Stage wier natierlech een anere wéi bei de Proffen, well d'Formatioun jo och eng aner ass.

DÉI GRÉNG stellen Décisiouns- an Diskussiounsbedarf fest wat d'Formation initiale vun den Enseignantë betrëfft; an ech si frou, datt deen Diskussiounsbedarf och bei deenen anere Parteie festgestallt ginn ass.

Am Artikel 4 vun dësem Gesetz sinn 126 Stonnen am Joer festgeschriwwe wou de Schoulmeeschter net direkt enseignéiert, mä am Intérêt vun de Kanner an der Schoul schafft. Mir hunn de Règlement grand-ducal mat den Detailer nach net virleien. Mir wëssen awer, datt hei aacht Stonne Formation continue als obligatoresch virgesi sinn. Dat ass näischt ze vill. Mä dat eleng bedeit schonns, datt mir bei ronn 4.500 Aktiven an der Primärschoul a Spillschoul mussen eist Ugebuet un héichwäerteger Weiderbildung erweideren, an da kënnt jo nach déi fräiwëlleg Weiderbildung derbäi.

Schonns eleng duerfir, léif Kolleegen a Kolleeginnen, si mir der Meenung, datt mer d'Reform vum SCRIPT, déi mer muer um Programm stoen hunn, net einfach als een administratiivt Gesetz däerfe betruechten. DÉI GRÉNG begréissen d'Aféierung vun enger obligatorescher Weiderbildung fir d'Léierpersonal vun hirem Patron Stat. Mir weisen awer nodrécklech op d'Verantwortung vum Patron Stat hin, datt déi obligatoresch Weiderbildung muss vun exzellenter Qualitéit sinn an datt duerfir och mussen déi néideg Ressourcë fräigemaach ginn.

E weidere Punkt, wou d'Preparatioune vun der Schoulreform net déif genuch gaange sinn, gëtt bei enger Analys vum Kapitel 8 iwwert d'Schoulinspektorat iwwerdäitlech. D'Schoulgesetz vun 1881, d'Loi Kirpach, huet den Afloss vun der Kierch an der Schoul eng éischte Kéier reduzéiert. De Paschtouer huet net méi dierfen zu all Moment de Schoulmeeschter kontrolléiere goen. Dat gouf d'Missioun vum Inspektorat.

D'Organisatioun vum Schoulinspektorat huet bis haut am Wesentlechen op deem, wat am Schoulgesetz vun 1912 festgehale gouf, berout. Neierunge waren d'Schafung vum Collège des inspecteurs mam Gesetz vun 1993 an d'Aféierung vun de Regionalbüroe fir d'Inspektere mam Gesetz vun 2002.

Am neie Gesetz iwwert den Enseignement fondamental steet och näischt prinzipiell Neies iwwert d'Schoulinspekteren. Et ass erstaunlech, datt grad just déi Instanz, déi fir d'Schoulqualitéit responsabel ass - oder muss ee soe war? -, esou wéineg an der Diskussioun stoung. Mir haten e puermol drop higewisen, datt een de Rôle vum Inspektorat misst kritesch hannerfroen. Als Reaktioun op den Avis vum Statsrot zu dem Gesetz iwwert d'Schoulpersonal hate mir och nach gefrot fir de Generalinspekter an d'Kommissioun ze kréien. Dëse Wonsch gouf eis refuséiert, mam Argument, et wier elo ze spéit. Mir hätte keng Zäit méi. De Vote vun dësem Gesetz wier elo dréngend.

Selbstverständlech sinn den Inspekteren hir Missiounen, grad wéi de Schoulmeeschteren hir, mat dësem Gesetz net méi kleng ginn. Nei Aufgabe kommen op si zou. Si si mat responsabel fir de Plan de réussite scolaire. Si kréien zousätzlech administrativ Aarbecht. Si musse souguer elo obligatoresch an all d'Schoulkommissioune sëtze goen. Am Alldag huet de Schoulinspekter e bëssen d'Missioun vum Pompjee. Hie geet dohinner, wou e geruff gëtt. Hie fiert vun enger Urgence bei déi nächst.

Am Schouljoer 2006/2007 waren iwwer 47.000 Schüler an eise Primär- a Spillschoulen ageschriwwen, déi vu 4.445 Enseignantë betreit an enseignéiert goufen, an dat alles ënnert der Responsabilitéit vun 18 Inspekteren. Dat maachen am Duerchschnëtt ronn 2.600 Schüler a knapp 250 Enseignantë pro Inspekter. Ech mengen, wa mer am Schoulgesetz Direkteren agefouert hätten, dat hätt d'Schoulinspekteren net gestéiert. Et hätt si kënnen entlaaschten an hinnen d'Méiglechkeet gi fir sech ëm d'Koordinatioun vun de schoulesche Mesuren an déi pedagogesch Innovatioun ze këmmeren.

D'Regierung reagéiert op d'Uwuesse vun den Inspekteren hirer Aarbecht, andeems se d'Zuel vun den Inspekteren eropsetzt. 25 gëtt et der mam neie Gesetz. De Statsrot wonnert sech, datt déi Zuel esou eropgeet. Mir wëssen awer, datt dat erëm eng Kéier soss näischt ass wéi eng Upassung vun deem, wat um Terrain leeft. Mat dëser Zuel gëtt d'Méiglechkeet geschaf, datt déi Leit, déi elo schonns Candidat inspecteur, also Stagiaire sinn an um Terrain schaffen, och eng Ustellung als Inspekter kënne kréien. Dës Mesure ass also méi eng Vergaangenheetsbewältegung wéi e courageierte Bléck an d'Zukunft.

Ech hunn et schonns beim éischte Gesetz, dat mer mar stëmme wäerten, gesot: D'Missioune vum Inspektorat sinn an den europäesche Länner ganz verschidden. A Finnland hu se d'Inspekteren ofgeschaf, an Däitschland si se amgaang se anzeféieren. Et wier dach wichteg gewiescht, emol eng Evaluatioun vun der Schoulinspektioun zu Lëtzebuerg ze maachen. Wat misst de Rôle vun enger Schoulinspektioun am 21. Jorhonnert sinn?

Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, datt een d'Missioune vum Collège des inspecteurs ganz anescht géif opdeelen. Mir kéinten eis virstellen, datt mer eng Cellule géife maache fir eng Schoulinspektioun pure et dure, mat Inspektiounsvisiten am Kader vun dem Plan de réussite scolaire a mat regelméissegen Inspektiounsberichter.

Eng aner Cellule géif éischter de Rôle vun enger regionaler Direktioun iwwerhuelen, wier fir d'Gestioun vum Personal an d'Koordinatioun mat de Schouldirekteren oder Schoulpresidenten zoustänneg.

Eng drëtt Cellule, nenne mer se emol d'Protex-Cellule, wier spezialiséiert op Interventiounen am Fall vu gréissere Konflikter.

Eng véiert Cellule wier eng Cellule „Formation", déi am Dialog mat der Uni géif bei der Aus- a Weiderbildung matdiskutéieren.

Ouni Evaluatioun vun der Aarbecht vum Collège des inspecteurs kënnen eis Iddien nëmme spekulativ bleiwen. Mat all Gesetz d'Missiounen an d'Zuel vun den Inspekteren an d'Luucht setzen, dat kann awer och net d'Léisung sinn.

Eng lescht Remarque zu den Inspekteren: De Statsrot stellt verwonnert fest, wéi mühsam de Wee ass fir Schoulinspekter ze ginn. Et ass och esou, datt de Rekrutement ëmmer méi schwiereg gëtt. Dat ass schued. Wa mer gären als Chefe vun der Schoul déi allerbeschte Leit hätten, da musse mer de Wee dohinner net einfach, mä attraktiv maachen. Da musse mer d'Carrière och interessant maachen.

D'Schoulinspekteren hate sech erwaart, si kéimen an den E8. Mä sief et, datt se vergiess gi sinn, sief et, datt se wahlpolitesch net vill Gewiicht hunn, si sinn an dësem Gesetz net zu Hirem komm.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift mer nach just, wat ech awer schonns gemaach hunn - hien ass och leider net do -, dem Rapporteur Merci ze soe fir säin Engagement…

Une voix.- Hien ass elo President.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Pardon! Ech hat net enregistréiert, ech hunn lech am Schierm gesinn…

M. le Président.- Ech souz lech am Genéck, Här Adam.

(Hilarité)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Voilà! Ech hunn also ënner Ärer Autoritéit geschwat. Här President/Rapporteur, nach eng Kéier da Merci fir Är onermiddlech Aarbecht an der Kommissioun!

Den éischten Entworf vum Gesetzestext war a mengen Ae vun enger wierklech lamentabeler Qualitéit. Dat hat de Statsrot ënner anerem dozou verleet, ganzer sechs Oppositions formelles auszestellen. Mir hunn an der Chamberskommissioun gutt a schnell geschafft. 75 Amendementer sinn iwwert d'Chamberskommissioun gemaach ginn an un de Statsrot pour avis gaangen. Den Text vum Projet de loi ass net liicht transforméiert ginn, en ass komplett ëmgestallt ginn. Och wann ech net d'Satisfaktioun hunn, elo e gudden Text zum Vote virleien ze hunn, esou hunn ech wéinstens d'Satisfaktioun, ee korrekten Text ze hunn.

Mir hunn an der leschter Zäit an der Éducationskommissioun intensiv geschafft. Mir hunn eng Rei Diskussiounen ugestouss, mä, wéi mir mengen, leider ze spéit. Mä et schéngt kloer, datt mam Vote och vun dësem zweete Schoulgesetz nach vill Aarbecht fir dësen an nach vill méi fir deen nächsten Éducationsminister iwwreg bleift. De Beamten am Ministère wënschen ech nach vill Courage fir déi Onzuel vu Règlements grand-ducaux fäerdeg ze kréie bis déi nächst Rentrée.

Ech hat et schonns ugedeit: Déi gréng Fraktioun dréit d'Gesetz iwwert d'Personal vun der École fondamentale net mat. Mir stëmme géint dëst Gesetz. Meng 20 Minutte sinn ëm an ech si fäerdeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Mehlen huet elo d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech de Mercien un de Rapporteur uschléissen. Ech denken, si wäerten ukommen. Et war eng net einfach Aufgab. Ech widderhuelen et, ech sinn och bei dësem Gesetz frou, datt mer um Enn ukomm sinn, datt et ëmgesat gëtt. Awer do hält och bei mir gréisstendeels d'Satisfaktioun iwwert dëst Gesetz op. Ech wëll mech net wäit an Detailer verléieren, anerer hunn dat hei gemaach. De Rapporteur huet zimlech am Detail explizéiert, ëm wat et geet. Ech wëll duerfir nëmmen dräi Punkten hei erausgräifen.

Éischtens, d'Aart a Weis vun der Nominatioun, déi Gott sei Dank ännert. Mir wëssen, datt déi al Prozedur net gutt war. Et ass ganz sécher e Fortschrëtt par rapport zur aktueller Prozedur, och wann déi gedeelte Kompetenz tëschent Stat a Gemengen ëmmer nach zum Deel bestoe bleift. Mir hätten, wa mer dann an dësem Zeenario mat d'accord gewiescht wären, léiwer eng reng staatlech Struktur gehat.

D'Madame Minister ass mer net béis, wann ech nach eng Kéier op en aneren Opbau vun der École fondamentale zréckkommen, nämlech dee vun engem Direkter, dee seng Schoul géréiert, mat der staatlecher Administratioun zesumme kuckt, wat seng Besoinen u Personal sinn a wéi een dann deene Besoinen am beschte gerecht gëtt. Dat ass net de Fall. Et ass dann och duerfir eng Ursaach, woufir mir dat Gesetz hei souwisou net kënne stëmmen.

Dat Zweet ass d'Inspektorat. Do gëtt et Leit heibannen, déi méi an där Matière dra sinn, opgrond vun hirer berufflecher Hierkunft. An eisen Iwwerleeungen, mat gutt fonctionnéierenden - ëmmer virausgesat: gutt fonctionnéierenden! - Direkteren an der École fondamentale hätt een d'Inspektorat net méi gebraucht. Wuelwëssend, datt eng Evaluation externe onbedéngt zu enger Sécherung vun der Qualitéit misst féieren. Och duerfir wäert ech mech net weider heibäi ophalen.

Ech begréissen awer generell, vu datt et jo awer elo domadder virugeet, datt mer Inspektere bäikréien an datt och hir Méiglechkeeten, hir Moyenen, déi se zur Verfügung gestallt kréien, an Zukunft besser ginn.

Dann den drëtten a kruziale Punkt, dat ass dee vum Reklassement vun der Carrière. Vill Leit dobausse wonnere sech; wann een d'Kommentaren dobaussen héiert, déi sinn nach laang net ëmmer alleguer positiv. Et begéint een och Enseignanten, déi soen, mir hätten och kënnen ouni dat liewen, déi net frou driwwer sinn, datt déi Diskussioun dobaussen an där Schäerft leeft, wéi se de Moment gefouert gëtt. Ganz besonnesch virum Hannergrond vun der aktueller wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun.

Generell si mir d'accord, datt gutt forméiert a gutt motivéiert Léierpersonal éischtens den A an den O vum Succès ass an och duerfir muss gutt rémunéréiert ginn. Mir ware virun zwee Joer a Rumänien a mir hunn do héieren, datt Schoulen, gutt Schoulen entvölkert ginn, well de Stat net méi capabel ass säi Léierpersonal uerdentlech ze bezuelen, well d'Privatwirtschaft déi beschte Leit einfach ewechzitt. Dat ass natierlech de Ruin vun enger Schoul.

Mir wëssen alleguer, datt mer hei zu Lëtzebuerg wäit ewech si vun esou enger Situatioun. Gott sei Dank! Ech soen awer och generell: Et kann net sinn, datt den Erfolleg vun enger Reform, wéi se elo vum Parlament an der Regierung a vill Aarbecht virbereet an ëmgesat ginn ass, dervun ofhängeg gemaach gëtt, datt dann elo eng wesentlech Augmentatioun an der Rémunératioun d'Contrepartie dovu muss sinn. Dat ass eng Approche, déi, muss een éierlecherweis soen, vu Leit, deenen hir Vocatioun et ass fir de Kanner eppes bäizebréngen, fir se zu engem Maximum u Formatioun an Ausbildung ze bréngen, ganz problematesch ass.

Mir gesinn d'Gehälterfuerderungen an dësem Beräich esou, wéi mer aner Gehälterfuerderungen och gesinn. Duerfir si mer eigentlech der Meenung, datt dat hei net glécklech ass. Wann een iwwert d'Grille vun den Traitementer beim Stat diskutéiert, da muss een dat Ganzt am A behalen.

Mer wëssen, wéi dat gelaf ass an datt extrem Drock war. Mir wëssen och aus Gespréicher mat Kolleegen, datt gesot ginn ass, mir kënnen de Succès vun deem Gesetz net doduerch op d'Spill setzen, datt mer do net zu engem Ofschloss kommen. Dat erklärt munches.

Mä mer wëssen awer och, datt deen Akt, deen elo gesat gëtt fir d'Zukunft vun dësem Land, dach eng ganz Partie Problemer mat sech bréngt. Den Här Roth war esou frëndlech, e puer chiffréiert Donnéeën duerzeleeën, déi engem wierklech ze denke ginn.

Mir gesinn duerfir dës Gehälteropbesserung als eng isoléiert Moossnam, déi d'öffentlech Gehälterstruktur duerjerneebréngt an nei Onzefriddenheet an nei Fuerderunge wäert mat sech bréngen. Eis Partei verschléisst sech net der Fuerderung, fir d'ganz Grille salariale am Secteur public enger Revisioun ze ënnerzéien. Da soll een dat mat Ofstand maachen. Mat Bedacht maachen. Awer mir sinn am Prinzip géint esou e staarken isoléierten Agréff an dës Gehälterstruktur.

Här President, mer wëllen den Däiwel net un d'Wand molen, mä mer héieren all Dag nei Nouvellen dobaussen. Kee weess, wou mer d'nächst Joer ëm dës Zäit stinn, an duerfir - wéi ech schonn uganks gesot hunn - ass e relativ grousst Onverständnis bei der Populatioun dobausse fir dat, wat elo geschitt.

Ech froen: Wat fir e Signal geet heimat no baussen?

Den Här Statsminister, dee bekanntlech en ale politesche Fuuss ass, huet de Minister vun der Fonction publique an d'Madame Minister vun der Éducation nationale während enger ganzer Zäit verhandele gelooss. Et ass ëmmer e bësse méi crescendo gaangen, wann een dat esou aus der Distanz verfollegt huet, bis e bestëmmte Moment gesot ginn ass, elo ass et „Chefsache".

Dat war esou d'Perceptioun, déi een op eng gewëssen Distanz hat, Madame Minister. Dunn ass zu engem bestëmmte Moment gesot ginn: Ok, elo si mer eens.

(Interruption)

Da geet et vum E3 an den E5 an net an den E6. An den Här Juncker huet dann nach eng Kéier - hien ass jo Meeschter dodran - mat engem ganz däischtere Bléck gesot: Schafft a verdéngt, mä et geet elo definitiv duer.

Domat huet hien eng ganz grouss Zoustëmmung dobaussen am Land kritt: „Deen huet hinnen et awer elo emol zerguttst gesot!" - Op där anerer Säit war dann awer den Accord zum gréissten Deel dat, wat verlaangt gi war.

Mir fannen dat eng zweedäiteg Positioun. Mir wäerte jiddefalls aus deene Grënn, déi ech duergeluecht hunn, dat Gesetz hei net stëmmen. Et passt net an eist Konzept vun enger grëndlecher Reform vum Enseignement. Duerfir passt d'Gehältergesetz och net an dat Konzept, esou wéi mir eis et virstellen.

Mir stëmmen aus deenen zwee Grënn dergéint, éischtens well d'Personalstruktur eis net passt, an zweetens well dat hei eng isoléiert Gehältermoossnam ass, déi d'ganz Struktur, d'ganzt Gefüge vun der staatlecher Rémunératioun duerjerneebréngt, a mir mengen, dat wär zu dësem Moment kee gutt Signal.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert, Madame Minister Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre! Här President/Rapporteur, ech soen och Iech Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz. Konsequenterweis waart Dir Rapporteur och vun dësem Gesetz, well déi zwee Gesetzer, dat iwwert d'Organisatioun vun der École fondamentale an dat iwwert d'Personal vun der École fondamentale, gehéieren zesummen.

Dat ass engersäits d'Organisatioun, an op där anerer Säit schaaft dëst Gesetz eigentlech de Kader vun dem Personal, wat an där Schoul intervenéiert. Duerfir sinn déi Leit, déi däerfen an der Schoul intervenéieren, nach eng Kéier opgezielt, a fir all déi, déi eng speziell Tâche an der Schoul hunn, ass natierlech e Kapitel consacréiert. Un éischter Plaz sinn dat ganz kloer de Schoulmeeschter an d'Léierin. Et gëtt geregelt, wéi de Concours organiséiert gëtt, wéi hir Tâche ass a wéi se affektéiert ginn.

Ech wollt eppes zur Tâche soen. Bis elo war et üblech an alle Gesetzer, dass mer gesot hunn, d'Tâche vun de Leit gëtt definéiert iwwer Règlement grand-ducal. De Conseil d'État huet seng Approche affinéiert a mécht elo ëmmer eng Opposition formelle, wann d'Tâche net definéiert ass am Gesetz. Dat wäert Konsequenzen hunn. Dat Éischt, wat dovunner concernéiert ass, sinn natierlech elo d'Schoulgesetzer. Mä ech denken, dass dat Répercussiounen op aneres huet, woubäi et bei aneren Domäne méi einfach ass, well do d'Regel eigentlech déi administrativ Zäite sinn, während mer bei all deene Leit, déi an der Schoul intervenéieren, jo net hir Aarbecht an der Schoul moossen, well déi jo och nach doheem schaffen. Si musse sech preparéieren a sech virbereeden, mä mir mussen definéieren, wéi vill Zäit se präsent an der Schoul sinn. An duerfir ass dat do méi problematesch.

Dann hu mer dat ganzt Kapitel iwwert d'Éducateuren, well och déi jo an der Schoul intervenéieren, an da musse mer regelen, wéi hiren Temps de travail ass, well si sech jo net kënnen ëm d'Kanner këmmeren an der Schoul, wa keng Schoul ass. An dann hu mer e ganze Volet iwwert d'Réserve des suppléants, d'Planifikatioun an dann d'Inspektorat.

Also, ech mengen, et ass elo näischt Weltëmwerfendes. Ech wollt awer op e puer Punkten hei agoen. Éischtens op d'Fro vun der Nomination étatique. Et ass jo en neit Element, dass de Minister elo affektéiert.

Et ass richteg, dass ech Aussoe gemaach hunn, ech wär net Demandeur fir d'Nomination étatique, well ech weess, datt dat eng grouss administrativ Reform ass. Well déi Aarbecht, déi elo eigentlech vun de Gemenge gemaach ginn ass, elo vu staatlechen Instanzen, dat heescht souwuel der Éducation nationale wéi der Fonction publique, gemaach muss ginn.

De Problem ass net d'Affektatioun, dat ass séier geschitt, duerfir maachen ech mer do net esou vill Suergen. Mä de Problem ass d'Gestioun vun den Dossieren an de Problem ass, d'Remplacementer an de Schoulen ze organiséieren. Et geet net dorëm, eemol am Joer Leit op eng Plaz affektéieren, mä et geet dorëm, Dag fir Dag ze organiséieren, well mer jo an der Schoul ëmmer mussen e Remplaçant hunn, wann en Enseignant net do ass. An dee muss ugemellt ginn an ofgemellt ginn. An déi Kontrakter mussen an der Rei sinn, fir dass mer net op eemol erëm Leit mat engem Contrat à durée indéterminée agestallt hunn.

Duerfir mengen ech och, dass et richteg ass, dass mer dat awer op e puer Plazen zentraliséieren an net jiddwereen eleng ouni weidert Encadrement déi Kontrakter ausstellt, d'autant plus well mer jo een Employeur sinn a well een da riskéiert, wann een an der Schoul x an deen Dag duerno an der Schoul y e Kontrakt géif gemaach kréien, dass mer net méi wéissten, wou mer an der Durée vun deem Kontrakt dru wären.

Ech sinn elo net opgereegt, dass d'Affektatioun fir d'Rentrée net leeft, mä mir mussen e Service opbauen an deenen zwee Ministèren, deen dat do organiséiert, an duerfir war ech net Demandeur. Mir kréien awer elo iwwert dat Gesetz hei e Renforcement vun den administrative Posten. Mir wäerten elo ganz schnell Leit rekrutéieren, déi da musse forméiert ginn. Duerfir sinn ech awer zouversiichtlech, dass dat leeft, wa mer dat richtegt Encadrement hunn an och d'Zesummenaarbecht mat der Fonction publique organiséiert ass. Déi Saache sinn amgaang, duerfir sinn ech elo scho manner pessimistesch, wéi ech dat war, wéi mer déi ganz Diskussioun ugaange sinn.

Dir wësst, firwat mer d'Nomination étatique décidéiert hunn. Net fir engem schlecht ze sinn oder engem eppes ewechzehuelen, mä den éischte Souci war d'Distributioun - déi gerecht Distributioun. Et sinn och net déi kleng Gemengen, déi keng Enseignantë kréien. Et sinn éischter Gemengen, déi d'Réputatioun hunn, dass et méi schwiereg wär, oder wou d'Aarbechtskonditiounen oder den Encadrement oder d'Infrastruktur oder d'Parkplazen net esou confortabel sinn. Dat sinn e ganze Koup Elementer, déi do matspillen.

Et ass richteg, dass, wa mer genuch brevetéiert Schoulmeeschteren a Léierinnen hätten, da géif d'Fro sech net stellen, well et ass Zäite ginn, wou d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen dorëmmer démarchéiert hunn, fir däerfen anzwousch Schoul ze halen. Ech weess och net, iergendwa wäerte mer erëm dohinner zréckkommen.

Mir rekrutéieren dëst Joer ongeféier 280 Schoulmeeschteren. Dat sinn der vill. Ech kéint mer virstellen, dass mer elo geschwënn awer op enger Vitesse de croisière sinn, wou mer alleguerten d'Besoinë mat brevetéierte Leit ofgedeckt kréien. Dat dispenséiert eis awer net dovunner, dass mer mussen déi Obligatiounen unhuelen an déi Chargéen, déi elo do sinn, aarbechtsrechtlech korrekt behandelen, an dat ass firwat mer elo keng ganz - wéi hei gesot gëtt - puristesch Léisung hunn.

Mäi Wonsch ass et, dass mir keng nei Chargéë mussen astellen. D'Iddi ass jo, dass mer nëmme brevetéiert Leit astellen. Mir hunn am Moment awer an der Réserve des suppléants eng Rei Chargéen, déi eng Formatioun gemaach hunn. Déi sinn an der Réserve des suppléants vum Stat.

Mat deem neie Gesetz maache mir d'Offer un all Chargés de cours, déi et de Moment am Land gëtt, dass si kënne vum Stat iwwerholl ginn. Mir kënne se awer aus aarbechtsrechtlechen Ursaachen net obligéieren, zu de Konditioune vum Stat bei de Stat ze kommen. Dat geet net. An och kann ech dann nëmme staunen, obscho mir dat ganz laang an der Kommissioun diskutéiert hunn, dass d'Leit mengen, mir kéinten eis awer hardi iwwer Aarbechtsrechtkonditiounen ewechsetzen. Dat ass net esou, a mir wëllen d'Aarbechtsrecht och respektéieren.

Mir kënnen, wann d'Leit net d'accord si fir zu de Konditioune vum Stat bei de Stat ze kommen, d'Leit net derzou obligéieren. Mir sinn elo net d'Patronë vun hinnen, well d'Gemengen d'Patronë vun hinne sinn.

Allerdéngs besteet d'Perspektiv, dass mir elo à terme an eng Situatioun kommen, wou mir net méi mussen op d'Chargéen zréckgräifen, well mer jo Prioritéiten doriwwer setzen, wien an der Schoul agesat gëtt: prioritär brevetéiert Leit, déi de Concours gepackt hunn, da brevetéiert Leit, déi de Concours net gepackt hunn, an dann an der Reiefolleg déi aner Chargéen. Sou dass ech awer ganz zouversiichtlech sinn, dass mer elo à terme an eng aner Situatioun kommen. Fir all Fäll, wann et net géif duergoen, hu mir natierlech nach déi Diskussiounen do virgesinn.

Da wollt ech nach ee Wuert soen zur Tâche vun de Schoulmeeschteren. Ech si frou, dass mer zu engem Accord komm sinn. Ech si frou, dass mer méi Disponibilitéit, méi Präsenz vun de Schoulmeeschteren an de Léierinnen an der Schoul hunn, well si sinn déi Qualifizéiert.

Just als Rappel: Nieft hire Schoulstonne gesi mer vir, dass si 54 Stonnen Appui maachen. Dat ass fir mech eppes ganz Wichteges. Wa mer gär hätten, dass mer en differenzéierten Unterrecht hunn, dass mer op all Kand Rücksicht huelen, dann ass natierlech kee besser placéiert wéi forméiert a brevetéiert Schoulmeeschteren a Léierinnen, fir an deen Appui do eranzeklammen.

Da si wichteg: d'Concertatioun, d'Elterenaarbecht, d'administrativ Aarbecht an dann och d'Formation continue. Dat sinn alles wichteg Elementer, déi och - denken ech - zu enger neier Definitioun vun der Aarbecht vum Enseignant gehéieren, an duerfir fannen ech dat en immens wichtegt Element vun dëser Reform.

Ech wollt nach ee Wuert soen iwwert d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren, well den Här Adam - dës Kéier waart Dir et - laang dorobber insistéiert huet an natierlech Insider-Informatioune bruecht huet, iwwert déi mir anerer net esou verfügen.

Ech wëll just soen, dass mir...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- DÉI GRÉNG héieren d'Gras wuessen!

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mir suivéieren déiselwecht Evolutioun wéi all d'Länner ronderëm. Iwwerall an Europa sinn d'Instituts de formation, d'Unien onofhängeg ginn, ënnerstinn net méi der Tutelle a sinn da responsabel fir d'Formatioun.

Mir hunn als Ministère de l'Éducation nationale, als zukünftege Patron vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen, e Profil ausgeschafft vum Schoulmeeschter a vun der Léierin, wou mir soen, dat do ass, wat mir gär hätten, dass dee Professionellen do kann.

Mir hunn de Profil, ier d'Uni amgaang war iwwert déi nei Formatioun nozedenken, der Uni ginn a gesot: Dat do ass, wat mir erwaarde vun de Schoulmeeschteren. D'Uni huet dann den Optrag kritt a gesot: Mir hunn dee Profil do zur Erkenntnis geholl a bilden lech elo Leit aus, déi dat do kënnen.

Ech héieren och ganz vill riets a lénks gesot: Si kënnen dëst net, si kënnen dat net, dat hei ass net gutt an dat do ass net gutt. Ech kann doriwwer näischt soen, well déi éischt Leit, déi aus der Uni erauskommen, kommen eréischt dëst Joer an de Concours.

Ech mengen, dass een all Formatioun eng Chance soll ginn. Mir hu selbstverständlech och eng Evaluatioun virgesinn. Ech mengen, dass een da muss kucke wat nogebessert muss ginn.

Ech kennen iwwregens net ee Professionellen, deen ufänkt an honnertprozenteg alles kann. Mir plädéiere jo fir de „lifelong learning", an ech mengen, dass och a besonnesch an deem dote Beruff et wichteg ass, dass ee sech ëmmer erëm forméiert, informéiert a weiderbilde geet.

Duerfir sinn ech zouversiichtlech, dass gutt Professioneller aus der Uni erauskommen, a wann een eppes un der Ausbildung ka verbesseren, da géif ech soen, da wär dat tant mieux.

Also, ech verstinn déi Leit, déi soen: Mir hunn dat éischt Gesetz net gestëmmt, da stëmme mer konsequenterweis och dat zweet net. Dat ass fir mech logesch. Mä mir brauchen awer - dat wëll ech soen - dat zweet Gesetz fir d'Exekutioun vun deem éischten.

Duerfir soen ech deenen Deputéierten, déi dat Gesetz hei wäerte stëmmen, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder ass d'Sitzung vun haut den Owend ofgeschloss. D'Votë ginn da muer am Laf vum Moien nogeholl.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.16 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 23 et 24

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 257-267

5725 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie pages 267-268

5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif pages 268-271

5943 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 271-273

Discours de fin d'année de M. le Président page 273

Communications page 274

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales page 274

Ordre du jour page 274

5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental pages 274-289

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental pages 289-294

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

25e	séance, mercredi	21	janvier	2009
26e	séance, mercredi	21	janvier	2009
27e	séance, mardi	10	février	2009
28e	séance, mercredi	11	février	2009

Jugendforum mam EP-President Pöttering

Gitt wielen!



Engagéiert Riede vum Chamberspresident Lucien Weiler…



…a vum President vum Europaparlament Hans-Gert Pöttering

Zwee Parlamentspresidenten, e Grapp voll Lëtzebuerger Deputéiert, véier vun eise sechs Vertrieder am Europaparlament an natierlech, a souguer virun allem, Studente vun der Uni Lëtzebuerg: Dat war d'Kompositioun vum Jugendforum „Europa in der globalen Krise", den 13. Mäerz an der Chamber.

De President vum Europäesche Parlament Hans-Gert Pöttering hat de Wonsch ausgedréckt, sech - am Kader vun enger Visite zu Lëtzebuerg an am Virfeld vun den Europawahlen - mat Jugendlechen iwwer Europa austauschen ze kënnen.

Säin Haaptmessage un d'Adress vun deene Jonken, gläich uganks: Gitt wielen! D'Europaparlament hätt sech mat de Joren eng Importenz an den europäeschen Déciounsprozesser erschafft, déi den eenzelne Bierger duerch seng Participatioun un de Wahlen honoréiere sollt. De Chamberspresident Lucien Weiler huet argumentéiert, d'Europaparlament wär dat bescht Mëttel géint den Demokratiedefizit an Europa, deen esou dacks beklot gëtt.

Deen duebelen Appell koum wuel awer ze spéit: Et huet sech gewisen, dass just e Grapp voll vun de Studenten, déi am Sall waren, sech ageschriwwen hunn. Wat awer net bedeit, dass Europa se net géif interesséieren. Dat huet d'Diskussioun duerno gewisen. Vun de Studente koume Froen a Meenungen iwwert d'Mënscherechter, iwwer eisen Ëmgank mat Awanderer, iwwert déi fräi Zirkulatioun am Schengen-Raum an iwwert d'Entwécklungspolitik. Och iwwert d'Wirtschafts- a Finanzkris goung Rieds; knapp zwou Stonne laang huet den Échange gedauert.



DANS CE NUMÉRO

Obligation scolaire p. 295
Congé linguistique p. 320
Traite des êtres humains p. 336

Sommaire des séances publiques Nos 25 à 28 p. 342

Sommaire des questions parlementaires p. Q117

Entrevue à Paris

Secret bancaire et fiscalité de l'épargne

Dans le cadre des travaux de révision de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne et en amont de la réunion du G20 du 2 avril 2009, les députés de la Commission des Finances et du Budget se sont rendus à Paris pour des entretiens avec leurs homologues français de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Lors de la réunion du 5 mars, qui a également porté sur la crise financière et économique et sur la gestion des finances publiques, les parlementaires ont précisé les positions de leurs pays respectifs.

Ce travail explicatif s'est prolongé par une conférence de presse qui s'est tenue à l'Assemblée nationale.

Le déplacement à Paris a été une étape d'une série de déplacements similaires: après Berne et Paris va suivre Vienne, le 30 mars.



La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Laurent Mosar (2e de droite) et composée des Députés Lucien Thiel, Charles Goerens, Lydia Mutsch, Roger Negri, Norbert Haupert, François Bausch et Gast Gibéryen, a été reçue par M. Didier Migaud, Président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale (4e de gauche), et M. Jean Arthuis, Président de la Commission des Finances du Sénat (5e de gauche).

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

➤ Winter-Meeting der Parlamentarischen Versammlung der OSZE

Die Sicherheit in Europa gewährleisten



Die Abgeordneten Paul Helminger, Marcel Sauber und Viviane Loschetter nahmen am Winter-Meeting der Parlamentarischen Versammlung der OSZE teil.

Braucht Europa eine neue Sicherheitsarchitektur? Diese Frage stand im Mittelpunkt der Diskussion des Winter-Meetings der Parlamentarischen Versammlung der OSZE, das am 19. und 20. Februar 2009 in Wien stattgefunden hat. 270 Delegierte der Mitgliedsländer waren anwesend, darunter von luxemburgischer Seite die Abgeordneten Viviane Loschetter, Paul Helminger und Marcel Sauber.

Die Frage der neuen Sicherheitsarchitektur war im Dezember 2008 bereits Thema des Ministerrates der OSZE in Helsinki gewesen und geht auf eine Initiative des russischen Präsidenten Medwedjew zurück, auf die der französische Präsident Sarkozy mit eigenen Vorschlägen reagiert hat.

In Wien sprach der stellvertretende Außenminister Russlands, Alexander Gruschko, von der Notwendigkeit, den politisch-militärischen Bereich gegenüber dem humanitären und menschenrechtlichen Bereich aufzuwerten. Von einer Vertrauenskrise in Europa, die sich 2008 durch den Krieg in Georgien und die Gaskrise zwischen Russland und der Ukraine entwickelt hat, sprach die Direktorin für Politische Angelegenheiten und Sicherheitsfragen des französischen Außenministeriums, Véronique Bujon-Barre. Die Sicherheit in Europa hänge davon ab, wie man gemeinsam auf Bedrohungen reagieren könne und es gelte, einen gemeinsamen Raum der Sicherheit herzustellen, dies unter Wahrung der bestehenden Institutionen, die sich bewährt haben.

Im Laufe der Diskussion meldeten sich auch skeptische Stimmen zu Wort. Seitens britischer Parlamentarier wurde die Befürchtung geäußert, die Initiative könne zu einer Spaltung der NATO führen. Statt eine Zerstörung bestehender Institutionen zu riskieren, müsse an ihrer Verbesserung gearbeitet werden.

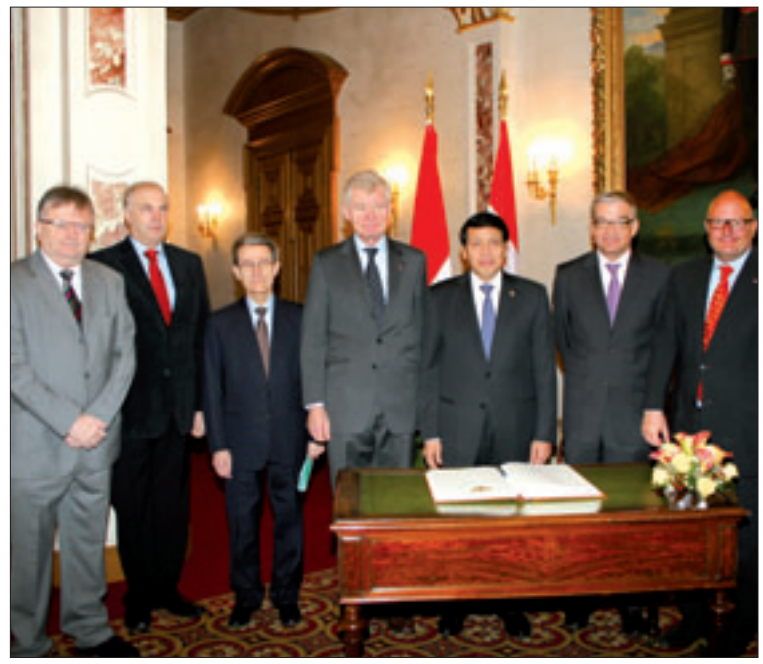
Verschiedene Parlamentarier hatten zuvor angeregt, die NATO solle sich auf den Verteidigungscharakter beschränken und nicht als Interventionskraft auftreten. In den Ausschüssen der Parlamentarischen Versammlung der OSZE wurden während des Winter-Meetings die Berichte für die Jahresversammlung vorbereitet, die Anfang Juli in der litauischen Hauptstadt Vilnius stattfinden wird. Vorgestellt wurden auch die Schwerpunkte, die Kasachstan 2010 während der Präsidentschaft der OSZE vertreten wird. Im Mittelpunkt sollen die politische und wirtschaftliche Zusammenarbeit sowie die strategische Partnerschaft mit den europäischen Staaten stehen.

➤ # E Land am Opbau

Am Kader vu senger Visite de 6. Mäerz zu Lëtzebuerg hat den indoneseschen Ausseminister Nur Hassan Wirajuda och e Rendez-vous am Parlament: eng Entrevue mat der aussepolitescher Chamberskommissioun. Hien huet den Deputéierten Opschloss ginn iwwert d'Entwécklung vun der Demokratie a sengem Land. Zéng Joer nom Enn vum Militärregime Suharto wär nach villes am Opbau, sot den indoneseschen Ausseminister, zum Beispill dezentral Strukturen, deenen déi national Autoritéiten eenzel Pouvoiren delegéiere kéinten.

An der Réunioun war och Rieds vun de Konsequenze vun der Tsunamikatastroph am Dezember 2004, vun där Indonesien jo besonnesch haart getraff gi war. Den Här Nur Hassan Wirajuda huet de Lëtzebuerger Deputéierte matgedeelt, dass den Neesopbau geschwënn - an zwar ee Joer éischter wéi virgesinn - ofgeschloss wär.

Indonesien ass - wat d'Zuel vun den Awunner ubelaangt - dat véiertgréisst Land op der Welt: 241 Millioune Leit liewen op deene méi wéi 17.500 indoneseschen Inselen. Indonesien a Lëtzebuerg: Et gëtt kaum Gemeinsamkeeten tëschent béide Länner - bis op déi eng: Hei wéi do si virum Summer Parlamentswahlen...



Den indoneseschen Ausseminister (3. vu riets) gouf vun den Deputéierte Fernand Diederich, Charles Goerens, Paul-Henri Meyers, Ben Fayot, Laurent Mosar a Marc Angel (vu lénks no riets) empfaang.

➤ Presidentekonferenz vun de Parlamentspresidente vun der EU

Subsidiaritéit, Krisemanagement an Zukunft vun Europa

Den Här Lucien Weiler, President vun der Chamber, huet d'Lëtzebuerger Parlament bei der Presidentekonferenz vun de Parlamentspresidenten aus der EU vertrueden, déi vum 26. bis den 28. Februar zu Paräis organiséiert gouf.

D'Réunioun huet sech op dräi Theme konzentréiert: déi institutionell Zukunft vun der Unioun an d'Ëmsetze vun den Dispositioune vum Lissabonner Vertrag duerch d'national Parlamenter, d'Abanne vun den nationale Parlamenter an de Krisemanagement an d'Zukunft vun Europa um Horizont 2030.

Ëmsetze vun den Dispositioune vum Lissabonner Vertrag

Op Basis vun enger Propositioun vun der franséischer Présidence vun der Presidentekonferenz hunn d'Presidenten eng Rei Virschléi zréckbehal, déi d'Ëmsetze vun den Dispositioune vum Lissabonner Traité betreffen.

D'Presidenten invitéieren de Rot vun der Europäescher Unioun, den nationale Parlamenter informell a vum 1. September 2009 un d'Projete vu legislativen Texter, déi net vun der Europäescher Kommissioun kommen, direkt ze ënnerbreeden.

Ausserdem encouragéieren d'Presidente vun den nationale Parlamenter vun der Europäescher Unioun a vun de Kandidatelänner zesumme mam President vum Europaparlament d'Parlamenter, fir datt dës hir Zesummenaarbecht intensivéieren, wat d'Kontroll vun der Subsidiaritéit a vun der Proportionalitéit ugeet.

D'Presidentekonferenz huet och d'Roll vun de Parlamenter ënnerstrach an der Evaluatioun, an der Kontroll vum Opbau vu engem Europäesche Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Justiz an an der Definitioun vun neie Prioritéite vun der europäescher Interventioun an dëser Matière. D'Presidenten hunn duerfir décidéiert, eng interparlamentaresch Réunioun ze organiséieren iwwert de Programm, deen dee vu La Haye soll ofléisen.

Abanne vun de Parlamenter an de Krisemanagement

D'Presidente begréissen, datt d'Europäesch Unioun aktiv zur Resolutioun vun de ville schroe Krise mat regionaler oder weltwäiter Dimensioun bäigedroen huet, mat deenen Europa an de leschte Méint konfrontéiert war. Si saluéieren d'Roll vun de Parlamenter, fir déi voll Informatioun vun de Bierger ze garantéieren, d'Aktioun vun de Regierungen ze kontrolléieren a fir Äntwerten ze proposéieren a Krisesituatiounen. *„D'Presidenten erwaarde vun der Europäescher Unioun, datt si mat enger Stëmm schwätzt, fir ganz hire Rôle ze spillen an der Reform vum internationale Finanzsystem, fir d'Koordinatioun ze verstäerke vun den nationale Pläng vun der Relance a fir eng kooperativ Dynamik am gemeinsamen Interessi ze enclenchéieren."*

Zukunft vun Europa um Horizont 2030

D'Presidentekonferenz begréisst, datt de Reflexiounsgrupp iwwert d'Zukunft vun Europa um Horizont 2030 - dee vum Conseil européen am Dezember 2007 an d'Liewe geruff gouf an dee vum Här Felipe González presidéiert gëtt - ënner anerem als Missioun huet, speziell opzepassen, wéi ee sech besser un d'Bierger kéint wenden an op hir Erwaardungen a Besoinë kéint äntwerten. *„Eng Zoustëmmung vun den europäesche Bierger fir d'europäesch Institutiounen ass ee Schlëssel fir déi zukünfteg Entwécklung vun der Europäescher Unioun"*, gouf an dësem Zesummenhang festgehal. D'Presidenten hunn des Weideren décidéiert, fir eng Debatt ze organiséieren iwwert d'Konklusioune vum Reflexiounsgrupp.



Lëtzebuerg war duerch de Chamberspresident Lucien Weiler zu Paräis vertrueden.

Op Besuch an der Chamber



Am 5. März 2009 empfing Kammerpräsident Lucien Weiler den Präsidenten des Handwerkerverbandes Norbert Geisen.

Norbert Geisen informierte den Präsidenten über die Schwierigkeiten, mit denen das Luxemburger Handwerk in den gegenwärtigen Krisenzeiten konfrontiert ist. Herr Geisen begrüßte das Antikrisenpaket der Regierung als ein äußerst wichtiger „coup de main“ für die Luxemburger Betriebe und darüber hinaus für den Erhalt von Arbeitsplätzen.

Kammerpräsident Lucien Weiler teilte die Sorgen des Präsidenten des Handwerkerverbandes und versicherte ihm, dass das Parlament sich der Wichtigkeit des Sektors bewusst sei und gewillt sei, die Anliegen des Handwerks nachdrücklich zu unterstützen.

D'Familljekommissioun empfänkt d'Lëtzebuerger Jugendkonferenz



(vu lénks no riets) Aly Jaerling, Luc Ramponi (CGJL), Ewa Kozlowski (CGJL), Patrick De Rond (CGJL), Marie-Josée Frank, Marc Angel, Eugène Berger, Nancy Kemp-Arendt, Xavier Bettel, Laurent Dura (CGJL), Claudia Dall'Agnol.

Op Ufro vun der CGJL (Conférence générale de la Jeunesse luxembourgeoise), dem Verband vun de Jugendorganisatiounen zu Lëtzebuerg, hat d'Familljen-, d'Chancëgläichheets- an d'Jugendkommissioun vun der Chamber, ënnert der Presidentschaft vun der Mme Marie-Josée Frank, den 11. Mäerz 2009 eng Sëtzung mat der Lëtzebuerger Jugendkonferenz, fir d'Resultater vum Jugendkonvent vum 21. November 2008 ze diskutéieren.

De Jugendkonvent, deen an der Chamber ofgehale gi war, stoung ënnert dem Thema „À toi la parole!“.

D'Parlamentarier kruten dat offiziellt Dokument virgestallt, dat vun engem Aarbechtsgrupp vun der CGJL ausgeschafft gi war.

Optakt vun der Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ um Krautmaart



Den 10. Mäerz hu Vertrieder vun der Landwirtschaftskummer an de Produzente vu Lëtzebuerger Produiten dem Chamberspresident Lucien Weiler hir Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ virgestallt.

Ënnert dësem Slogan solle Lëtzebuerger Wueren op allen Niveauen hei am Land gefördert ginn.

Et geet drëm, Produkter, déi op Lëtzebuerger Buedem wuessen a frësch an nohalteg sinn, ze promouvéieren.

De Chamberspresident krut eng Corbeille mat de beschte Lëtzebuerger Produiten iwwerreecht an zousätzlech gouf et nach e grousse Bond.

De Lucien Weiler huet d'Initiativ gelueft an ënnerstrach, dass hie perséinlech e grousse Fan vun der Lëtzebuerger Kichen ass.

Hien huet ënnerstrach, wéi wichteg et ass, d'Baueren ze ënnerstëtzen a Lëtzebuerger lesswueren ze promouvéieren: „Mir hu vill exzellent Produkter, déi zu eiser Traditioun an der Lëtzebuerger Identitéit gehéieren, an dofir musse mer alles drusetzen, fir dës Produiten héichzehalen.“

De Chamberspresident huet der ganzer Équipe e grousse Merci gesot an hinne vill Gléck an Erfolleg fir hir Campagne gewënscht.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Plein emploi

5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau

2. l'article 631-2 du Code du Travail

Le projet de loi a pour objet de créer un cadre légal et financier pour les diverses mesures de lutte contre le chômage. Il entend plus particulièrement réglementer l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives prises par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail, et ce indépendamment de la situation conjoncturelle.

Les avantages financiers accordés en vertu du projet de loi bénéficient à tous les employeurs dans les conditions et sous les réserves prévues. Les employeurs doivent pour voir subventionner leurs activités en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelles respectivement en matière socio-économique obtenir un agrément ministériel et conclure avec le ministre ayant l'emploi dans ses attributions une convention de coopération. Cette convention mentionne entre autres les prestations à fournir par l'employeur à l'égard des bénéficiaires et plus particulièrement les mesures d'encadrement prévues, la participation financière maximale du Fonds pour l'emploi - les activités concernées étant subventionnées à partir des crédits en provenance de ce fonds - , les modalités de gestion des dossiers afin de permettre un suivi et une évaluation socioprofessionnels qualitatifs des bénéficiaires ou encore les moyens d'information, de contrôle et de sanction que possèdent l'État en relation avec les obligations du bénéficiaire.

Le projet de loi prévoit encore que les indemnités versées au bénéficiaire d'un contrat d'appui-emploi respectivement d'un contrat d'initiation à l'emploi sont remboursés par le Fonds de l'emploi. Un taux de remboursement dérogatoire de 85% de l'indemnité touchée par le bénéficiaire d'un stage d'insertion professionnelle est prévu.

Il est prévu qu'un parcours d'insertion individuel du bénéficiaire soit établi au cours des activités d'insertion ou de réinsertion professionnelles respectivement au cours des activités socio-économiques.

Le projet de loi détermine les conditions du soutien financier de l'État. Tout comme dans le cadre du projet de loi initial, la subvention étatique des différentes activités est subordonnée à l'obtention d'un agrément ministériel soumise, quant à elle, à certaines conditions dont celle d'avoir répondu à l'ensemble des exigences légales en matière de législation sur les sociétés et associations ou encore de garantir que les activités agréées seront accessibles au bénéficiaires indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou encore religieux.

Afin de permettre à l'employeur de prétendre aux bénéfices du soutien financier, le projet de loi prévoit la conclusion d'un contrat de coopération entre l'État et l'employeur. Le texte du projet de loi sous examen dispose plus précisément que *«(..) le ministre ayant dans ses attributions l'emploi a le pouvoir discrétionnaire de conclure avec lui une convention de coopération (..).»*

Cette convention mentionne entre autres les prestations à fournir par l'employeur à l'égard des bénéficiaires et plus particulièrement les mesures d'encadrement prévues, la participation maximale du Fonds pour l'emploi, les modalités de prise en charge et d'éligibilité des frais par le même fonds, les modalités de coopération entre les parties contractantes ou encore les formes et délais relatifs à sa résiliation.

Le projet de loi définit également les dépenses résultant d'activités socio-économiques ou détermine encore les modalités du soutien financier. Ainsi p.ex., l'employeur est tenu, sous peine de remboursement des subventions perçues, de tenir une comptabilité analytique et de communiquer au ministre ayant l'emploi dans ses attributions le bilan et comptes de profits et pertes détaillés dans lesquels les amortissements nécessaires doivent avoir été faits. Les communes ainsi que les syndicats de communes et les établissements publics sont exclus de cette exigence. L'employeur doit également présenter un décompte annuel au ministre compétent dont la forme et le contenu sont déterminés par la convention de coopération.

Le projet de loi prévoit également des dispositions transitoires. Ainsi, en ce qui concerne l'agrément ministériel, il retient que les employeurs, qui exercent leur activité depuis plus de trois ans et qui ne remplissent pas à la date de l'entrée en vigueur du présent titre les conditions pour obtenir l'agrément, disposent d'un délai ne pouvant excéder trois ans pour se conformer aux dispositions en question. Ils bénéficient d'un agrément provisoire pendant ce délai.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

24.10.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.03.2004	Échange de vues avec les représentants d'associations actives dans l'encadrement de personnes sans emploi et engagées dans des projets d'insertion professionnelle
10.12.2004	Demande du groupe «Déi Gréng» d'organiser des auditions avec les représentants de la plate-forme «Économie sociale et solidaire»
27.09.2006	Présentation de la version gouvernementale amendée (doc. parl. 5144[10])
11.10.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.10.2007	Décision concernant l'organisation d'une audition de différentes organisations
23.10.2007	Présentation du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État par M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen
	Échange de vues général
18.12.2007	Examen des prises de position des initiatives sociales pour l'emploi
	Examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2008	Continuation de l'examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.01.2008	
29.01.2008	
24.06.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
01.07.2008	
16.09.2008	
23.09.2008	
07.10.2008	
21.10.2008	
29.10.2008	Évacuation des points tenus en suspens et adoption du texte coordonné et amendé
09.12.2008	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
13.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Enseignement fondamental - organisation

5759 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

I. Les objectifs de l'ancienne loi de 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Au début du XX[e] siècle, il s'agissait d'adapter la formation des jeunes Luxembourgeois aux exigences d'une société qui était passée à l'ère industrielle et qui avait besoin d'une main-d'œuvre mieux formée. Les données économiques et sociales de l'époque montrent une diminution significative de la population travaillant dans le secteur agricole s'accompagnant d'une montée du nombre d'emplois dans l'industrie.

En 1907, la part des Luxembourgeois dans la population active est de 82,96%. Le Luxembourg était cependant déjà en voie de devenir «un pays d'immigration grâce à la révolution industrielle dans le bassin minier» et dut recourir à une main-d'œuvre qualifiée en provenance de l'étranger.

Les débats parlementaires de 1912 étaient menés plutôt sur un plateau idéologique, opposant la droite et une frange libérale et de gauche. Le projet de loi allait diviser la classe politique, voire la nation luxembourgeoise, pendant des années. Les prétendus aspects idéologiques, dont surtout «un manque d'égards aux aspirations religieuses de notre population catholique», masquaient en fait les améliorations pédagogiques et structurelles d'une réforme fondamentale de l'enseignement ou le Luxembourg.

Les points de réforme étaient pourtant nombreux et substantiels, et la loi de 1912 constitue sans aucun doute une grande œuvre législative, introduisant notamment

- la gratuité de l'enseignement primaire,

- l'extension de l'obligation scolaire à sept ans,

- le dédoublement obligatoire de toute classe ayant plus de 70 élèves,

- la possibilité de la dispense de l'enseignement religieux,

l'institution de la médecine scolaire,

l'allongement de la formation des enseignants,

la réorganisation de l'école normale.

Depuis 1912, la législation a subi de nombreuses modifications. En tant que loi-cadre, elle a néanmoins réussi à survivre pendant presqu'un siècle.

II. Etude PISA (2000, 2003, 2006) ou les failles de notre système éducatif

La publication des premiers résultats du «Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves» (PISA) eut l'effet d'un véritable choc au Luxembourg. Une comparaison internationale des compétences acquises dans nos écoles nous avait en effet relégué au rang d'une nation quasi sous-développée en matière d'enseignement.

L'analyse des résultats a mené au consensus politique sur la nécessité de réformer à fond le système éducatif en combattant notamment l'échec scolaire, en adaptant les ressources matérielles et humaines aux besoins, en améliorant la qualité du système et en assurant un contrôle plus serré de la qualité de l'enseignement.

Cette analyse objective a montré qu'il existe un écart significatif entre les prestations scolaires des enfants issus de familles d'immigration par rapport aux enfants autochtones. En plus «l'examen des résultats en fonction de la structure familiale révèle que les élèves issus de familles monoparentaux se classent moins bien que les enfants vivant avec leurs mère et père». (Rapport national; PISA 2003, page 94). Une corrélation significative a été mesurée entre le statut professionnel des parents et les performances scolaires des élèves, d'où la conclusion: l'égalité des chances n'est pas assurée dans notre système scolaire.

III. 2009: La réforme de l'enseignement primaire, de l'éducation préscolaire et de l'éducation précoce

1. Les adages d'une réforme scolaire

- Le système scolaire doit pourvoir aux besoins d'une société en pleine mutation.

Le rôle de l'instruction primaire a fondamentalement changé depuis 1912. Certes, l'école primaire enseigne toujours à lecture, l'écriture et le calcul. Ces apprentissages ne constituent cependant plus un aboutissement, mais une base de départ en vue des apprentissages ultérieurs.

- Afin de maintenir la cohésion sociale, le système scolaire doit, au moyen d'une pédagogie d'intégration, répondre aux exigences d'une société multiculturelle. Le système scolaire doit assumer une mission éducative, civique et culturelle rendant les citoyens capables de participer activement à la vie sociétale et culturelle.

La réalité culturelle au Luxembourg est aussi complexe que la composition démographique du pays. L'école doit éveiller le goût, la compréhension et la curiosité tant pour les formes de culture générale que pour les spécificités des communautés qui vivent dans le pays. Cette mission de l'école est difficile à réaliser dans la société luxembourgeoise d'aujourd'hui, qui connaît un taux particulièrement élevé de résidents non luxembourgeois, le pourcentage d'élèves de langue étrangère dépassant à l'heure actuelle les 40%.

À cette complexité sociale se superpose la tradition trilingue particulièrement exigeante de notre pays et de notre école. Le plurilinguisme constitue un atout formidable pour tous les élèves qui réussissent, mais il faut éviter qu'il ne devienne une usine à échec pour des élèves qui n'arrivent pas à répondre positivement à la haute exigence de se familiariser au quotidien avec plusieurs langues.

- Il faut mettre en place une école de la réussite!

Les dernières statistiques sur le taux de redoublement et le retard scolaire dans l'éducation primaire sont alarmantes:

Redoublements: Parmi les 32.933 élèves fréquentant une classe primaire (1re - 6e année d'études) de l'enseignement public et privé subventionné en 2006/2007, 1.395 élèves (4,2%) ont redoublé l'année scolaire en 2006/2007.

Retard scolaire: Parmi les 32.933 élèves fréquentant une classe primaire (1re - 6e année d'études) de l'enseignement public et privé subventionné en 2006/2007, 6.629 (20,1%) ont eu un retard scolaire. Ce dernier peut s'élever à une, deux, trois ou même à plus de trois années.

Un des défis majeurs de l'école luxembourgeoise consiste à contribuer à garantir la stabilité de notre société en dotant tous les élèves des connaissances et des compétences nécessaires qui leur ouvriront la voie à des études et à des formations professionnelles ultérieures pour aboutir à une qualification correspondant à leurs capacités et à leurs intérêts individuels. Seule une organisation scolaire qui permet de différencier les apprentissages peut viser le double objectif de maintenir un niveau d'exigences élevé et d'amener le plus grand nombre d'élèves vers une réussite scolaire.

- L'organisation de l'école doit tenir compte de l'évolution de la société et notamment des changements dans les relations de famille.

Aux différences linguistiques et culturelles s'ajoute la diversité des situations socio-économiques et des environnements familiaux. Pour favoriser l'équité scolaire, l'école doit soutenir notamment les élèves qui ne bénéficient d'aucune ou de peu d'aide à la maison.

- Le système scolaire doit intégrer l'emploi des nouvelles technologies et les moyens modernes de communication en tant qu'outils de travail et en tant qu'objets d'apprentissage.

Cette volonté se traduit par l'équipement des salles des classes en moyens techniques offrant de riches possibilités à des enseignants bien formés. Cet enseignement sera en diapason avec l'expérience journalière des enfants, mais il doit susciter en plus, dans un monde médiatisé, une attitude réfléchie et critique envers un flux d'informations global et pratiquement incontrôlable.

- La mise en place d'une école publique répondant aux droits et exigences de l'ensemble des citoyens constitue une charge primordiale de l'État et des communes qui doivent disposer des moyens nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'école.

L'État est en charge de la formation des enseignants et du contrôle de la qualité de l'enseignement; il assume la responsabilité tant pour les formes que pour les contenus d'apprentissage. Les communes, plus proches du terrain que les instances étatiques, doivent s'occuper de l'organisation scolaire, de la mise à disposition des infrastructures adéquates. L'État et les communes assurent ensemble la couverture des frais de l'enseignement public.

- Le système scolaire doit être soumis à des évaluations internes et externes permanentes afin de pouvoir réaliser les optimisations qui s'imposent.

Il s'ensuit la nécessité de concevoir un organe de contrôle et d'intervention étatique qui, au diapason avec la réalité scolaire et en collaboration avec des institutions externes, vérifie l'efficacité du système éducatif et propose les changements et adaptations nécessaires.

- Le personnel enseignant et éducatif doit bénéficier d'une formation initiale et continue pertinentes et exercer sa tâche pédagogique complexe et évolutive dans des conditions de travail motivantes.

Les missions que la société confie à l'école, surtout pendant les premières années de la scolarité, sont exigeantes: il faut instruire, socialiser et conduire tous les enfants vers l'étape suivante de leur cursus scolaire, dotés des qualifications qui y sont requises. Voilà pourquoi la formation des enseignants doit être à la hauteur des exigences de l'exercice de la profession. Le personnel enseignant et éducatif doit disposer d'un cadre et des outils de travail qui lui permettent de s'organiser efficacement et de mener à bien ses missions dans la société d'aujourd'hui.

2. Amener chaque enfant au succès scolaire

2.1. L'approche par compétences

L'approche par compétences met l'accent sur la capacité de l'élève d'utiliser concrètement ce qu'il a appris à l'école, et cela dans des tâches et situations nouvelles et complexes, à l'école tout comme dans la vie. L'approche par compétences est liée à l'idée d'établir des socles de compétences pour certains moments du parcours scolaire. Ces socles regroupent les connaissances et les compétences indispensables que chaque élève devra avoir acquises pour passer d'une étape de son parcours à la suivante.

L'approche par compétences permet de différencier les apprentissages dans le double but d'assurer que tous les élèves développent les mêmes compétences essentielles et de développer des niveaux de compétences élargis selon les capacités individuelles des élèves.

Les socles de compétences définissent un niveau commun de connaissances et de compétences que l'école s'engage à faire acquérir à tous ses élèves. Le but ne se limite cependant pas à l'enseignement de cette base commune: l'objectif est de qualifier tous les enfants au plus haut niveau possible compte tenu de leurs possibilités individuelles. Ainsi, les élèves plus forts pourront bénéficier d'apprentissages allant au-delà des objectifs visés dans les socles, alors que d'autres qui présentent des retards scolaires profiteront des mesures d'appui nécessaires et bénéficieront de temps supplémentaire pour atteindre le socle.

La mise en œuvre de l'approche par compétences engage l'École luxembourgeoise dans un processus de réflexion et d'exploration de nouveaux modèles d'évaluation:

- L'évaluation doit être plus positive et non plus uniquement fondée sur une appréciation négative à partir des erreurs commises par l'élève.

- L'évaluation doit rendre compte des progrès faits par l'élève.

2.2. Les cycles d'apprentissage

L'organisation par années scolaires, où un seul enseignant poursuit le même programme simultanément avec tous les élèves, conduit trop souvent à éliminer par redoublement ceux qui ne suivent pas le rythme de la classe tout en freinant ceux qui seraient capables d'avancer plus rapidement. Pour tenir compte de la diversité des enfants, l'enseignement est organisé en cycles qui remplacent l'organisation actuelle par années, ce qui revient à ne pas décider chaque année, si l'enfant progresse à la classe supérieure, mais de prendre chaque deuxième année une décision d'avancement.

L'organisation en cycles n'augmente pas le nombre total d'années disponibles, mais donne plus de flexibilité aux enseignants pour conduire les élèves vers l'objectif défini, elle permet de varier le rythme, d'accorder une pause ou d'accélérer selon le rythme d'apprentissage de chaque enfant.

L'élève peut passer un cycle en un an ou avoir besoin de trois ans pour atteindre les socles définis. La décision de ralentir ou d'accélérer est prise par les enseignants, en étroit dialogue avec les parents qui sont informés régulièrement des progrès de leur enfant.

Si en trois ans l'élève n'a pas atteint le socle de compétences, un programme individualisé de formation est établi pour éviter que l'élève ne redouble et refasse simplement le même programme ou qu'il avance au cycle suivant sans pouvoir suivre utilement l'enseignement.

2.3. Une école, une équipe et un projet commun: la réussite de tous les élèves

Chaque école constitue une entité qui poursuit un but commun: la réussite de tous les élèves. Un des objectifs du projet de loi consiste à donner à chaque école une identité propre et la possibilité de prendre en main la résolution de problèmes qui lui sont propres.

Les dispositions prévues à cet effet peuvent se résumer comme suit:

- Chaque école reçoit une identification et une plus grande autonomie pour pouvoir assumer les responsabilités qui lui incombent.

- Dans chaque école le personnel enseignant et le personnel éducatif en charge des classes d'un même cycle constituent une «équipe pédagogique». Les équipes pédagogiques se réunissent régulièrement pour se concerter sur l'organisation des apprentissages à l'intérieur du cycle.

- Chaque école se dote d'un plan de réussite scolaire. Le plan de réussite scolaire définit les objectifs visés et les modalités particulières prévues par les équipes pour faire en sorte que le plus grand nombre d'élèves puisse atteindre les socles de compétences. Il est élaboré par les équipes pédagogiques de chaque école et porte sur une durée de quatre ans. Le plan de réussite scolaire est élaboré en tenant compte notamment de l'environnement socioculturel et géographique de l'école. Les écoles disposent de l'accompagnement méthodologique et scientifique de l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles qui est créée dans le cadre de la réorganisation du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

- Dans chaque école il est créé un comité d'école qui traite de toutes les questions relevant de l'organisation de l'école et qui propose une „politique" de l'école. Ses travaux sont coordonnés par le président du comité qui est aussi l'interlocuteur des parents et des autorités communales.

2.4. Les équipes multiprofessionnelles

Les spécialistes intervenant autour de l'enfant comme par exemple les logopèdes, pédagogues, motriciens, psychologues, éducateurs ou ergothérapeutes peuvent apporter une contribution précieuse au développement de l'enfant, à condition que leurs interventions soient coordonnées. Les différents intervenants professionnels seront regroupés en équipes multiprofessionnelles.

La commission d'inclusion, qui remplace la commission médico-psycho-pédagogique (CMPP), élaborera sur la base d'un diagnostic un plan de prise en charge individualisé.

Les mesures d'aide vont de l'adaptation de l'enseignement et de l'appui par les enseignants de la classe à la poursuite de l'enseignement dans une classe de l'Éducation différenciée qui fait partie intégrante de l'enseignement fondamental.

Les communes peuvent constituer des équipes multiprofessionnelles en charge de la population scolaire d'une seule grande l'école ou de plusieurs écoles de la commune.

2.5. Le partenariat entre l'école et les parents est institutionnalisé

Une bonne collaboration entre familles et École constitue un élément précieux du succès scolaire des enfants. L'actuelle loi scolaire ne mentionne pas la place des parents dans le fonctionnement de l'école. Le nouveau projet prévoit des dispositions pour institutionnaliser un partenariat entre l'École, les parents et les autorités scolaires.

Au niveau de l'école, la désignation des représentants des parents d'élèves suit un modèle flexible, s'inspirant de celui des comités des parents d'élèves des lycées. Les parents d'élèves ont la possibilité de donner leur avis sur toutes les questions qui leur tiennent à cœur. Ils doivent être consultés pour les questions d'organisation afin qu'ils puissent jouer leur rôle de partenaire en connaissance de cause.

2.6. Un cadre pour la coopération entre les écoles et les maisons-relais

Qu'ils soient instruits à l'école ou pris en charge en dehors de l'école, il s'agit toujours des mêmes élèves. L'école ne peut donc que tirer profit d'une concertation et d'une bonne collaboration avec les organismes dépendant actuellement du ministère de la Famille. L'instauration d'une concertation et collaboration est prévue par plusieurs moyens:

Ainsi, pour assurer la continuité de la prise en charge des élèves, les équipes pédagogiques et le comité d'école se concertent régulièrement avec les responsables des maisons relais et des autres organismes qui assurent la prise en charge des élèves en dehors des heures de classes.

Chaque commune doit offrir un encadrement périscolaire. Cet encadrement est assuré par l'école et/ou un organisme d'accueil socio-éducatif (maison relais) agréé par l'État. Le responsable de la maison relais assiste régulièrement aux réunions du comité d'école. Par ailleurs, les communes peuvent intégrer les activités d'encadrement périscolaire dans un horaire aménagé visant la mise en place de la journée continue.

2.7. Les relations entre l'État et les communes

Depuis la création de l'école luxembourgeoise, l'État et les communes se sont partagés les devoirs et les compétences en matière d'éducation scolaire. Le projet de loi maintient ce principe, tout en y apportant quelques modifications.

Dorénavant les instituteurs et institutrices seront nommés par l'État et affectés ensuite aux communes. Cette nomination étatique permettra de faire l'économie des procédures de nomination fastidieuses dans les différents conseils communaux. Les procédures de réaffectation seront plus simples et plus expéditives d'un point de vue procédural.

Afin de répartir de manière plus équitable les moyens mis à la disposition des écoles, les leçons d'enseignement sont affectées aux communes dans le cadre d'un contingent. L'introduction du contingent se fait progressivement sur une durée de dix ans. Ce contingent comprend à la fois les leçons nécessaires pour assurer l'enseignement de base en respectant les normes pédagogiques en matière d'effectifs de classe, et, en plus, les leçons attribuées aux communes pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique de la population, ainsi que les leçons attribuées pour la réalisation des mesures prévues par le plan de réussite scolaire.

Les communes restent compétentes pour tout ce qui concerne les constructions scolaires, les transports scolaires, l'organisation scolaire annuelle et les activités périscolaires. Elles surveillent également le respect de l'obligation scolaire. Par ailleurs, le plan de réussite scolaire que chaque école élaborera pour définir les moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins de sa population scolaire sera soumis aux instances communales, qui seront également associées à l'évaluation des écoles.

3. Les travaux préparatoires et la mise en œuvre de l'approche par compétences

Les travaux préparatifs de la réforme ont débuté il y a quelques années. Les socles de compétences ont été élaborés en étroite collaboration avec les représentants du milieu scolaire. En tout, le ministère a pu rassembler 176 avis sur la première proposition de socles de compétences. Les travaux de synthèse et d'analyse de ces avis ont été achevés en 2007.

Les socles de compétences que tous les enfants doivent maîtriser en allemand, en français et en mathématiques à la fin de chacun des quatre cycles d'apprentissage (de l'éducation préscolaire à la fin de l'enseignement primaire) ont été finalisés en juin 2008. Les travaux de définition des compétences pour les sciences, l'éducation musicale, l'éducation artistique et l'éducation physique et sportive ont été entamés en 2008-2009.

En 2008-2009, cinq écoles du pays, appelées «écoles en mouvement», ont commencé à mettre en place, sous forme de projets, des éléments dûment préparés de la réforme. Dans ces écoles (Schifflange, Beaufort, Bourglinster, Roodt-Syre et Grosbous), les enfants bénéficient d'un enseignement basé sur les socles de compétences définis pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. L'objectif de cette phase pilote est la validation des socles, l'implémentation de la démarche à suivre, la consolidation des pratiques innovantes en vue d'une généralisation au niveau national. D'autres aspects novateurs portent par exemple sur le bâtiment scolaire en tant qu'«entité d'apprentissage» ou encore sur la relation entre l'école et les parents.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

04.06.2008	Examen des considérations en rapport avec l'article 23 de la Constitution formulées par le Conseil d'État dans son avis du 6 mai 2008

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

12.11.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
14.11.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
21.11.2007	
17.12.2007	
09.01.2008	
13.02.2008	
28.02.2008	
05.03.2008	
21.05.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.06.2008	
11.06.2008	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.06.2008	
18.06.2008	
09.07.2008	Examen d'une série d'amendements
10.07.2008	Examen d'amendements
03.12.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Enseignement fondamental - personnel

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le texte crée un corps du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, définit les conditions d'admission, de nomination et d'affectation du personnel de cet ordre d'enseignement et contient des dispositions quant à la discipline, aux remplacements et à la planification des besoins.

1. La nomination étatique

Le principe

Jusqu'à présent, les instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire sont nommés par les conseils communaux, tout en ayant le statut de fonctionnaires de l'État. Leur nomination doit être approuvée par le ministre et leur traitement est pris en charge à raison de deux tiers par l'État et à raison d'un tiers par la commune. Ils se trouvent soumis à l'inspection pédagogique de l'inspecteur de l'enseignement primaire de leur ressort tout en se trouvant sous l'autorité administrative du bourgmestre de la commune où ils sont nommés. Cette situation souvent ambiguë où le personnel enseignant se trouve sous une autorité bicéphale n'a pas manqué de soulever des problèmes, notamment en matière de discipline.

Après d'intenses discussions au niveau politique, il apparaît judicieux de mettre un terme à cette situation et de placer le personnel enseignant des écoles sous la seule autorité de l'État, représenté par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

La gestion administrative du corps du personnel, qui se compose également des fonctionnaires de la carrière de l'éducateur, comprend les procédures de nomination, d'affectation, de démission ainsi que l'octroi des congés spéciaux prévus par le statut général des fonctionnaires de l'État. Cette gestion incombera désormais au service du personnel des écoles, localisé auprès du Ministère de l'Éducation nationale.

La procédure

Suite à sa nomination par le Grand-Duc, l'instituteur nouvellement recruté est affecté par le ministre à une commune. Les candidats peuvent exprimer leur choix; l'affectation est faite dans l'ordre de leur classement à l'examen-concours.

L'affectation est faite à une commune et non à une école (à moins qu'il ne s'agisse des écoles de l'État.) Il incombe aux autorités communales qui continuent à exercer une compétence partagée dans l'organisation de l'école de répartir les instituteurs sur les différentes écoles et classes. En raison de leur proximité avec le terrain, les communes sont les mieux placées pour prendre ces décisions sur base d'un règlement de permutation dans le cadre de l'organisation scolaire.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente. Le premier tour d'affectations concerne uniquement les demandes de changement d'affectation émanant d'instituteurs en fonction. Ces candidats, qui en fait demandent une réaffectation, ont le droit de présenter une demande pour plusieurs communes.

Pour ce qui est de l'affectation des instituteurs nouvellement entrés en fonction aux postes restés vacants ou devenus vacants après ce premier tour, le ministre en décide.

Le projet de loi prévoit que les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service.

Au cas où une demande de réaffectation ne serait pas satisfaite, le candidat pourra avoir recours à l'article 11 du présent projet de loi qui autorise le ministre à réaffecter d'office un instituteur, sur proposition de l'inspecteur général, dans l'intérêt du service, l'intéressé entendu en ses explications.

Les instituteurs actuellement en fonction et nommés auprès d'une commune seront repris par l'État et affectés immédiatement auprès de la commune dans laquelle ils travaillent. Ainsi, ils ne seront pas touchés par les changements à intervenir.

2. Les autres éléments novateurs

L'inspectorat

L'inspecteur du ressort sera désormais le seul chef hiérarchique de l'instituteur, ce qui facilite et clarifie notamment les démarches en matière de procédure disciplinaire. En autorisant le Gouvernement à engager huit inspecteurs le présent projet de loi permet notamment d'accorder une nomination aux candidats-inspecteurs actuellement en service et d'envisager un renforcement de l'inspectorat.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit un meilleur encadrement administratif de l'inspectorat. Le personnel administratif dans les bureaux national et régionaux de l'inspectorat de l'enseignement est renforcé étant donné que les changements au niveau administratif résultant de la gestion du personnel des écoles par l'État engendreront un volume de travail important non seulement auprès des départements ministériels concernés, mais également auprès des bureaux de l'inspectorat. En plus, l'essor démographique s'accompagne d'une augmentation générale de la population scolaire qu'il faudra gérer.

La planification

Un autre volet du projet de loi est consacré à la planification des besoins en personnel enseignant et éducatif. Cette planification s'inspire de celle en vigueur dans l'enseignement secondaire et secondaire technique avec un plan de recrutement sur une période quinquennale arrêté par le Gouvernement sur base d'un rapport établi par un groupe d'experts.

Une nouvelle réserve de suppléants

Les arguments ayant motivé la création de la réserve de suppléants en 2002 restent tous valables, c'est-à-dire l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé par les intervenants non brevetés, la création d'une plus grande transparence au niveau des remplacements, une gestion plus cohérente des remplacements de longue durée ainsi que la garantie d'une sécurité d'emploi pour les personnes qui, par leur travail, contribuent à assurer la continuité du fonctionnement de l'enseignement primaire. Il n'en est pas moins vrai que le changement du cadre juridique intervenu au début de l'année 2007 à la suite des arrêts de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative oblige à reconsidérer les dispositions de la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

En vue de disposer d'un texte cohérent, il est proposé d'abroger intégralement la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire tout en reprenant certaines des anciennes dispositions en les adaptant, le cas échéant, au nouveau contexte juridique et administratif créé par la loi portant organisation de l'enseignement fondamental.

La nouvelle réserve de suppléants se distingue de la réserve actuelle en ce qu'elle pourra comprendre des chargés de cours à durée indéterminée qui ne sont pas ou pas encore détenteurs du certificat de formation ainsi que des chargés de cours à durée déterminée, à engager suivant le nombre de postes autorisés par la loi budgétaire.

Reclassement de la carrière

Les négociations avec les syndicats des instituteurs, dans lesquelles le Gouvernement a accepté de s'engager uniquement à condition que la tâche de l'instituteur puisse être adaptée aux exigences de la réforme, ont abouti à des conclusions dont les principales dispositions sur la tâche de l'instituteur et sur le reclassement de sa carrière doivent être fixées par la loi.

Le reclassement de la carrière des instituteurs est à voir dans le contexte de la définition d'un nouveau profil professionnel de l'instituteur et des activités supplémentaires (appui pédagogique, concertation avec les intervenants, etc.) et de la plus grande disponibilité professionnelle qui s'en dégagent. En effet, l'instituteur n'est plus seulement le maître qui transmet des connaissances aux élèves de sa classe, mais il devient un professionnel qui en concertation avec d'autres enseignants et intervenants planifie et développe des apprentissages différenciés pour les élèves d'un cycle d'apprentissage. Tout comme la tâche d'enseignement, ces éléments qui constituent une tâche de disponibilité doivent être clairement identifiés et comptabilisés.

Une seule catégorie d'instituteur «polyvalent»

Le Conseil d'État a demandé que le projet mette en place une solution tenant compte du fait que les futurs instituteurs diplômés par l'Université du Luxembourg seront des professionnels polyvalents formés pour intervenir dans tous les cycles de l'enseignement fondamental. Les dispositions organisant le passage du système actuel vers le nouveau système devraient être réglées moyennant dispositions transitoires. Le texte a été amendé de manière à refléter qu'à l'avenir une seule catégorie d'instituteurs polyvalents sera recrutée et il souligne le caractère transitoire des dispositions qui intègrent l'existant dans le nouveau système.

3. La question du stage

Le texte gouvernemental prévoit que la nomination à la fonction d'instituteur est provisoire et révocable pendant les deux premières années de la nomination. En développant un argumentaire essentiellement basé sur la notion d'unicité du statut public, le Conseil d'État demande l'élimination du caractère provisoire et révocable de la nomination et son remplacement par un stage de deux années. La commission parlementaire a développé plusieurs arguments plaidant pour le maintien du texte gouvernemental, arguments que le Conseil d'État a accepté par la suite.

La formation des instituteurs telle qu'elle a été conçue à partir de son intégration à l'université et dans le processus de Bologne est une formation «professionnalisante». Elle prépare à une carrière précise, en l'occurrence celle de l'instituteur, alors que d'autres détenteurs de titres universitaires ont reçu une formation scientifique plus générale et peuvent choisir entre différentes carrières. À la différence des professeurs d'enseignement secondaire qui ont accompli une formation académique et qui n'ont pas suivi des stages dans l'enseignement pendant leur parcours universitaire, les futurs instituteurs sont obligés de par leur cursus universitaire de passer au moins 30 semaines de stage dans des écoles auprès de patrons de stages c'est-à-dire les instituteurs en place. Ces détenteurs d'un bachelor professionnel ont donc été formés pour être opérationnels dès leur entrée en fonction. Une période d'insertion à la profession n'est donc pas indispensable. En fait, elle serait redondante.

La Commission parlementaire n'a donc pas retenu la nomination définitive à l'issue d'un classement en rang utile. Cette décision s'explique par le souci de donner aux supérieurs hiérarchiques des futurs instituteurs la possibilité de réagir s'il s'avérait qu'un de ces fonctionnaires nouvellement recrutés serait dans l'incapacité d'accomplir les tâches de son métier.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

12.03.2008	Examen du projet de loi
19.03.2008	
09.04.2008	
16.04.2008	
23.04.2008	
19.11.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.11.2008	
01.12.2008	
03.12.2008	
08.12.2008	Désignation d'un rapporteur
07.01.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Obligation scolaire

5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Jusqu'à présent, les dispositions légales relatives à l'enseignement obligatoire se retrouvaient dans la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

La situation a évidemment beaucoup évolué depuis cette date. À l'heure actuelle, les élèves accomplissent en règle générale au moins trois années de leur scolarité obligatoire en dehors de l'enseignement primaire dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique, de sorte qu'il apparaît indiqué de fixer les grands principes ayant trait à l'obligation scolaire dans une loi spéciale, distincte de la loi réglant l'organisation de l'enseignement fondamental.

Le présent texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de 11 années à 12 années, prenant son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre.

Il est communément admis dans nos sociétés qu'une scolarisation meilleure et plus longue forme des citoyens mieux socialisés et plus responsables, des acteurs économiques plus efficients et des personnes plus capables de faire face aux défis et aux bouleversements rapides du monde en général et du savoir en particulier. Avec les modifications des structures socio-familiales, voilà autant de raisons qui plaident en faveur d'une nouvelle extension de l'obligation scolaire.

Les innovations essentielles

Par rapport à la législation actuellement en vigueur, le projet apporte d'autres innovations essentielles:

- Le manque à l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire devient sanctionnable. Jusqu'à présent, la violation de l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire n'était pas pénalement sanctionnable. Le caractère plus contraignant donné à l'obligation de fréquenter le premier cycle de l'enseignement fondamental se justifie par le fait que cette éducation joue un rôle très important dans la socialisation et les premiers apprentissages des enfants.

- L'État veille à maintenir en situation scolaire les élèves menacés prématurément d'exclusion.

L'étude «Le décrochage scolaire au Luxembourg» réalisée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en 2006/2007 montre que le taux de décrochage a diminué significativement ces dernières années. La création de nouvelles offres scolaires pour des élèves en difficultés comme les classes relais ainsi que le suivi systématique des décrocheurs par l'Action locale pour Jeunes (ALJ) contribue à faire baisser le taux de décrochage.

Néanmoins il reste plus de 9% des élèves qui quittent définitivement l'école sans diplôme. Quant aux raisons qui les ont poussés les élèves concernés et interrogés à ce sujet invoquent les plus souvent leur manque de motivation à poursuivre une formation scolaire, le fait de ne pas avoir trouvé de poste d'apprentissage, l'échec scolaire ainsi que le mauvais choix d'une formation ou une mauvaise orientation vers une formation qui ne leur convient pas.

- Le projet de loi fixe les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise.

Le luxembourgeois, l'allemand et le français sont définis explicitement comme étant les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise. Des dérogations restent possibles (p. ex. pour les cours intégrés en langue maternelle, le bac international en langue anglaise).

- L'obligation de dispenser un enseignement neutre est inscrite au projet de loi.

Dans le respect de la liberté de conscience des élèves, la formation scolaire ne doit privilégier aucune doctrine religieuse ou politique. Il en découle l'interdiction pour les enseignants, mis à part ceux de la formation religieuse, d'afficher leurs convictions personnelles par leur tenue vestimentaire ou un autre signe distinctif.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

26.09.2007	Examen du texte du projet de loi
16.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
28.04.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2008	Examen des propositions d'amendements du groupe parlementaire «DÉI GRÉNG» du 11.12.2007
25.06.2008	Examen d'une série d'amendements
08.12.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

SCRIPT

5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Un ensemble de trois projets de loi, à savoir le projet portant organisation de l'enseignement fondamental (doc. parl. 5759) ainsi que les projets relatifs à l'obligation scolaire (doc. parl. 5758) et au personnel de l'enseignement fondamental (doc. parl. 5760), a comme objectif d'induire une réforme fondamentale de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Le présent projet de loi qui réorganise le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) constitue en quelque sorte le quatrième pilier de cette réforme.

Le projet de loi attribue l'ensemble de la politique d'évaluation et du développement de la qualité scolaire au SCRIPT. Il a pour objectif d'introduire dans le système éducatif un nouveau dispositif destiné à mettre en relation à travers l'évaluation externe et interne de la qualité scolaire - tant au niveau du système scolaire dans son ensemble qu'au niveau des écoles elles-mêmes - trois champs d'actions en forte interrelation:

- l'innovation et la recherche pédagogique et technologiques;

- le développement et le maintien de la qualité scolaire;

- la formation continue du personnel enseignant et éducatif de l'École.

Pour ce faire, le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) sera réorganisé en trois entités distinctes, dont la première sera compétente pour l'innovation et la recherche pédagogiques, la deuxième pour l'assurance de la qualité de l'enseignement dans les écoles et les lycées et la troisième pour la formation continue du personnel enseignant et éducatif.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 28.02.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

02.07.2008	Désignation d'un rapporteur
02.07.2008	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.07.2008	
10.07.2008	
08.12.2008	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Congé linguistique

5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique

2. modification du Code du Travail

3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

Le projet de loi entend introduire en droit luxembourgeois un congé spécial supplémentaire destiné à permettre aux salariés et aux personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale d'apprendre la langue luxembourgeoise ou de perfectionner leurs connaissances en luxembourgeois facilitant ainsi l'intégration de ces salariés dans la société luxembourgeoise par le biais du marché de l'emploi. Ce faisant, le projet de loi s'inscrit non seulement dans la continuité de la politique gouvernementale visant à renforcer la formation professionnelle, mais il constitue aussi un prolongement de la loi sur l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg du 16 décembre 2008 et de la loi sur la nationalité luxembourgeoise du 23 octobre 2008.

Ces projets sont destinés à faciliter et à promouvoir l'intégration des étrangers dans notre pays. Or, l'intégration se réalise entre autres à travers l'apprentissage de la langue luxembourgeoise. Le projet de loi organise justement cet apprentissage en introduisant un congé linguistique qui profite à la fois aux salariés ainsi qu'aux personnes exerçant une activité indépendante ou libérale. Par ailleurs, ce congé peut bénéficier aux salariés ou indépendants qui désirent obtenir la nationalité luxembourgeoise et qui doivent de ce fait acquérir ou peaufiner leurs connaissances linguistiques prévues dans ce contexte.

Pour pouvoir bénéficier de ce congé linguistique, le demandeur doit remplir un certain nombre de conditions. Ces conditions diffèrent légèrement suivant que le demandeur est un salarié ou une personne exerçant une activité indépendante ou libérale.

Le demandeur salarié doit:

- être occupé sur un lieu de travail situé sur le territoire luxembourgeois;

- être lié par un contrat de travail à une entreprise établie au Luxembourg;

- avoir une ancienneté d'au moins six mois auprès du même employeur.

La personne qui exerce une activité indépendante ou libérale et qui souhaite bénéficier du nouveau congé doit, quant à elle:

- exercer son activité indépendante ou libérale sur le territoire luxembourgeois;

- exercer cette activité depuis au moins six mois.

Le congé est accordé sur demande de l'intéressé par le ministre ayant le travail dans ses attributions.

Pour les salariés, la demande doit obligatoirement être avisée par l'employeur. En cas d'avis négatif de l'employeur, le congé peut être différé si l'absence résultant du congé sollicité risque d'avoir une répercussion majeure préjudiciable à l'exploitation de l'entreprise ou au déroulement harmonieux du congé annuel payé du personnel.

À noter que sont éligibles pour l'obtention du congé linguistique les formations en langue luxembourgeoise dispensées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger:

- par des institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par les mêmes autorités;

- par les chambres professionnelles et les communes;

- par les associations et les personnes privées agréées individuellement à cet effet par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

Le congé linguistique est obligatoirement divisé en deux tranches de 80 heures au minimum et de 120 heures au maximum. Il ne peut dépasser 200 heures. Seul le fait d'avoir suivi une formation sanctionnée par un diplôme ou par un autre certificat de réussite aux cours de la première tranche ouvrira le droit à la deuxième tranche. Le congé peut être fractionné dès lors que la durée minimale du congé linguistique quotidienne soit d'une demi-heure. Les heures de congé peuvent également être calculées proportionnellement pour les salariés travaillant à temps partiel ou les personnes exerçant une activité indépendante ou libérale à temps partiel.

À noter que la durée du congé linguistique ne peut être imputée pour les salariés sur le congé annuel de récréation tel qu'il résulte des dispositions législatives ou d'un accord collectif ou individuel. Le congé linguistique est assimilé pour les salariés à une période de travail effectif. Il s'en suit que les dispositions légales en matière de sécurité sociale et de protection de l'emploi restent applicables aux bénéficiaires du congé linguistique.

Les salariés qui bénéficient d'un tel congé ont droit, pour chaque heure de congé, à une indemnité compensatoire égale au salaire horaire moyen tel que défini par la loi et sans que cette indemnité ne puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés. L'indemnité compensatoire est payée par l'employeur. L'État rembourse à l'employeur le montant de l'indemnité ainsi que la part patronale des cotisations sociales.

Lorsque le bénéficiaire du congé linguistique est une personne exerçant une activité indépendante ou libérale, l'indemnité compensatoire qui lui est versée est fixée sur base du revenu ayant servi pour le dernier exercice cotisable comme assiette de cotisation pour l'assurance pension sans qu'elle puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum pour salariés non qualifiés. L'État rembourse le montant de l'indemnité et les cotisations sociales.

Il échet encore de relever in fine que les indemnités accordées en application du présent texte légal doivent être restituées immédiatement lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations inexactes. Le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 29.05.2008

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

23.09.2008	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
07.10.2008	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.10.2008	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.10.2008	Adoption du texte amendé
09.12.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 21.01.2009

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Jeudi, 18 décembre 2008

SÉANCE 23

Rectificatif

Discours de Mme Marie-Josée Frank (CSV) remplaçant celui publié à la page 261 du Compte rendu N°8/2008-2009

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut de Moien, wéi mer iwwert d'Palliativgesetz heibannen diskutéiert hunn, hunn ech mech an enger vill besserer Stëmmung gefillt, well d'Palliativengagement, dat setzt voll, fir sech ëm de Mënsch en fin de vie a senger Ganzheet anzesetzen.

Et ass haut de Moien a villen Diskussiounen hei ganz räsonnabel Argumenter duergeluecht ginn, wou ech och all deene Mënschen, déi haut hei geschwat hunn, mäi Respekt muss ausschwätzen. An awer, muss ech soen, bedaueren ech ganz staark, datt, wa mer haut hei e Gesetz zum Vote gestallt hunn, fir d'palliatiivt Encadrement ze garantéieren, datt an den Aussoe vun haut de Mëtteg ganz vill Leit vun hiren eegenen Erfahrunge geschwat hunn.

An ech kann dat novollzéien, mä eent musse mer bedenken, Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen am 21. Jorhonnert. Haut gëtt et vill Mënschen, déi ënner net deene schwierege Konditioune mussen hiert Liewensenn kréien, wéi dat an dem leschte Jorhonnert de Fall war. Ech hunn et haut de Moie scho gesot: Vill Mënschen hu missen onnëtz leiden, sinn onnëtz laang un enger Apparatmedezin gehaange gelooss ginn a ginn et och nach haut. Mä ech hoffen, datt Dir meng Astellung esou respektéiert wéi ech Är respektéieren.

Ech muss haut an hei bezeien, datt ech nimools a menger 25-jähreger Praxis als Infirmière derbäi war, wou bewosst engem Mënsch säi Liewen zu Enn gesat ginn ass. Ech soen Iech awer, et ware Situatiounen, wou ech ganz jonk Infirmière war, an déi mer och haut, wéi ech haut an d'Chamber gefuer komm sinn, mer erëm a mäi Bewosstsënn komm sinn.

Et ass eng Patientin, déi hat ganz vill Péng. Ech si bei den Dokter gaangen an hu gesot: Déi Fra, déi muss gehollef kréien. Déi muss méi Morphium kréien. Den Dokter sot zu mir: Sprëtz dräi véirel Dipidolor. D'Madame Stein weess, wat dat ass. Ech kann Iech soen, ech hunn dat gemaach, war nach e bësse bei der Patientin, sinn erausgaangen, sinn op eng aner Schell gaangen, sinn no zéng Minutten erakomm, an d'Patientin war dout.

Un deem Beispill wëll ech Iech soen, datt ech net an der Intentioun hat, deem Liewen en Enn ze setzen, mä déi Frau, déi hat immens vill Péng a si huet deemools schonn, ier mer vun engem Palliativgesetz geschwat hunn, gehollef kritt, fir datt se net méi esou vill Péng soll hunn. Awer d'Liewen ass doduerch verkierzt ginn.

An dat ass dat, Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer am Palliativgesetz haut hei gestëmmt hunn. Fir mech ass d'Euthanasie, egal wéi een d'Kand nennt, egal wéi een et be- an ëmschreift, vun deem Moment un, wou den Élément intentiel, intentionnel um Spill steet, dat bewosst Doutmaachen, bewosst déi Sprëtz ginn, wou ee weess, elo gëtt a kierzester Zäit dem Liewen en Enn gesat, wou bewosst an der Proposition de loi steet, datt den Akt vun der Euthanasie en Acte médical gëtt.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat sprengt bei mir d'Rumm vun deem, wat ech kënnt jee hei am Haus hëllefen ënnerstëtzen. Et ass hei vu Familljegeschichte geschwat ginn. Och ech hu meng Familljegeschicht. An ech si wierklech menger Mamm, menger Famill an all deenen, déi sech ewell säit Jorzéngten an den Asaz vun de Mënschen en fin de vie këmmeren a mat Häerz a Séil engagéieren, an déi wéi ech géint eng aktiv Euthanasie sinn, bleiwen ech bei menger Grond-, Grondiwwerzeegung. An ech kann och nimools och nëmme fir eng ofgeschwächte Form matstëmmen, do, wou mer soen, wou et ëm Exceptions d'euthanasie geet. Ech fäerten den Abus. Ech hunn Angscht virun der Kontrollkommissioun. Well wie garantéiert - an dat ass och haut de Moien hei gesot ginn -, wie garantéiert, datt dat an allen Detailer zu Recht analyséiert ginn ass? An duerfir, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, datt Dir an all déi dobausse mäi Vote respektéieren.

Merci.

Mercredi, 21 janvier 2009

SÉANCE 25

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger (déposant un amendement)*

2. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental (suite)
- *M. Eugène Berger (dépôt d'un amendement)*

3. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

4. 5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (suite)
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental (suite)
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

6. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire (suite)
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote séparé sur l'article 4 (adopté)*
- *Vote séparé sur l'article 5 (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: M. Fred Sunnen, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung vun haut de Moien ass op.

Ech begréisse ganz häerzlech och d'Regierung an der Persoun vun der Madame Delvaux a wéilt se froen, ob se der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen huet.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President, net elo.

M. le Président.- Très bien. Da kënne mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moie kommen. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Schoulflicht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Häre Roth, Berger an Adam. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Diederich.

1. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi iwwert d'Obligation scolaire ass de 24. August 2007 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. De parlamentaresche Grupp DÉI GRÉNG huet den 11. Dezember 2007 Virschléi fir Amendementer eraginn. Niewent den Avisë vu véier Beruffschamberen huet de Conseil d'État säin Avis a säin Avis complémentaire iwwert d'Amendementer vun der Chamberskommissioun ofginn. De Projet de rapport, deen eis haut virläit, ass an der Réunioun vum 7. Januar 2009 ugeholl ginn.

Bis elo sinn déi gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Obligation scolaire am Gesetz vum 10. August 1912 iwwert d'Organisatioun vum Primärschoulunterrecht festgeluecht.

D'Situatioun huet sech natierlech zënter där Zäit wesentlech verännert, besonnesch nodeem, säit der Reform vum 3. Juni 1994, d'Komplementärklasse vum Primärschoulunterrecht duerch de Régime préparatoire vum technesche Sekundarunterrecht ersat gi sinn.

Haut ginn d'Schüler normalerweis op d'mannst dräi Joer vun hirer obligatorescher Schoulzäit an den Enseignement secondaire oder an den Enseignement secondaire technique. Sou datt et ubruecht ass, déi grouss Prinzipien iwwert d'Schoulflicht an engem Spezialgesetz festzehalen, niewent dem Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental, dat mer gëschter jo hei diskutéiert hunn.

Den Text, deen eis virläit, schléit d'Verlängerung vun der obligatorescher Schoulzäit vun 11 op 12 Joer vir, mat als Ausgangspunkt den éischte Cycle vum Enseignement fondamental, deen obligatoresch ass fir all Kand dat véier Joer huet virum 1. September. Et besteet keen Zweifel, dass e längere Schoulbesuch mat engem besseren Encadrement derzou bäidréit, besser sozialiséiert a méi responsabel Bierger ze forméieren, besser forméiert Acteuren um wirtschaftleche Plang a Persounen, déi besser dorop virbereet sinn, sech den Erausfuerderungen an de schnelle Veränneerungen an der Welt an an der Wëssensgesellschaft am Speziellen ze stellen.

Ausserdeem sinn d'Veränneerunge vun de soziofamiliäre Strukturen e Grond, d'Dauer vun der Schoulflicht ze verlängeren. Nëmmen zéng Länner vun der Europäescher Unioun, dorënner Lëtzebuerg, limitéieren d'Enn vun der Schoulflicht op den Alter vu 15 Joer.

Par rapport zur aktueller Gesetzgebung bréngt de Projet de loi haaptsächlech folgend Ännerungen: D'Netbeuechtung vun der Obligatioun, de Préscolaire ze besichen, gëtt sanktionabel. Bis elo war de Besuch vum Préscolaire zwar obligatoresch, mä et bestounge keng penal Sanktiounen.

Dee méi contraignantë Charakter vum éischte Cycle vum Fundamentalunterrecht erkläert sech duerch d'Wichtegkeet, déi enger fréier Sozialiséierung an den éischte Léierschrëtt vun de Kanner bäigemooss gëtt.

D'Etüd iwwert den „Décrochage scolaire au Luxembourg", deen de Ministère vun der Éducation nationale am Schouljoer 2006/2007 realiséiert huet, weist, datt de Prozentsaz vun de Schoulofbriecher an de leschte Jore staark ofgeholl huet. D'Etüd beschäftegt sech mat deene Schüler, déi d'Lëtzebuerger Schoulen ouni Ofschlossdiplom verloossen, an - ënner hinnen - mat den Décrocheurs scolaires, déi sech a keng aner Schoul aschreiwen a keng aner Formatioun maachen.

De Fait, dass den Taux vum Décrochage zréckgaang ass, ass dorop zréckzeféieren, datt de Ministère de Kampf géint d'Exclusion scolaire zu enge vu senge Prioritéite gemaach huet. Fir d'Schüler mat Schwieregkeete sinn zum Beispill d'Classes relais geschaf ginn, an e systematesche Suivi vun de Schüler duerch d'Action locale pour jeunes huet derzou bäigedroen, de Prozentsaz vun deenen, déi d'Schoul opginn, ze reduzéieren.

Trotzdeem sinn et 9% Schüler, déi definitiv d'Schoul ouni Diplom verloossen. Als Ursaach ginn d'Schüler meeschtens e Mangel u Motivatioun un; de Fait, datt se keng Léierplaz fonnt hunn; den Échec; de falsche Choix, wat hir Formatioun ubelaangt, oder eng falsch Orientatioun.

D'Schoul muss preventiv virgoen, fir déi Jugendlech, déi a Schwieregkeete sinn, iwwert d'Dauer vun der Schoulflicht eraus an der Schoul ze halen, bis se eng Qualifikatioun erreecht hunn. Et ass fir d'Gesellschaft onméiglech, laangfristeg dës Schouloofbriecher, déi de Risque lafe marginaliséiert ze ginn, ze absorbéieren.

Aus deem Grond gesäit de Gesetzesprojet vir, datt Équipë vun Éducateure kënnen an deene Lycéeën agesat ginn, déi sech an engem Projet fir d'Verbleiwe vun de Schüler an der Schoul engagéieren.

De Projet de loi hält och déi dräi Unterrechtssprooche vun der Lëtzebuerger Schoul explizit fest: Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Derogatiounen dozou si méiglech zum Beispill fir d'Cours intégrés, zum Beispill am Portugiseschen an der Mammesprooch, oder fir de Bac international an englescher Sprooch.

Véierte Punkt, d'Obligatioun fir en neutralen Unterrecht ass och am Gesetz ageschriwwen. Am Respekt vun der Gewëssensfräiheet vun de Schüler ass et fir d'Enseignantë verbueden, mat Ausnahm vun den Enseignantë vun der Instruction religieuse et morale, hir perséinlech Convictiounen duerch hir Kleedung oder en anert äussert Zeechen auszedrécken.

D'Beruffschambere begréissen engersäits d'Extensioun vun der Schoulflicht, mengen awer, datt eng linear Verlängerung nëmmen eng quantitativ Moossnam ass, a vermëssen eng richteg Strategie fir eng qualitativ Verbesserung vum Unterrecht.

Am Artikel 12 gëtt awer festgehalen, datt fir d'Schüler mat gravë Léierschwieregkeeten an de Lycéeën Aktivitéiten ugebuede ginn, fir hinnen eng éducativ Hëllef unzebidden, se an hirer schoulescher Aarbecht ze ënnerstëtzen a se fir Aktivitéiten um sportlechen, kulturellen a gesellschaftleche Plang ausserhalb den normale Schoulzäiten ze interesséieren.

Fir dës Mesuren ëmzesetzen, gëtt d'Regierung autoriséiert, de Personalkader vun de Lycéeën an den technesche Lycéeën duerch d'Astellung vu 60 Éducateurs gradués am Laf vun deenen nächste fënnef Joer iwwert den Numerus clausus eraus ze erweideren.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Travail proposéieren, d'Schoulflicht op d'Éducation précoce auszedehnen, fir op déi Manéier déi fréizäiteg Sozialisatioun an Integratioun vu Kanner mat verschiddenem kulturellen a sproochleche Background ze favoriséieren.

Heiansdo ass ze soen, datt eng méi grouss Responsabilitéit vun den Eltere gewënscht ass an datt se selwer entscheede kënnen, ob se op d'Offer vun de Gemengen zréckgräife wëllen, déi d'Éducation précoce ubidde mussen.

De Conseil d'État begréisst d'Bestëmmunge vum Projet de loi, fënnt awer, datt d'Artikelen iwwert d'Recht op d'Éducation précoce an iwwert d'Missioune vun der Schoul net an d'Gesetz gehéieren. D'parlamentaresch Kommissioun besteet awer drop, datt am Artikel 2 festgehale gëtt, datt all Kand mat dräi Joer, dat op dem Territoire vum Grand-Duché wunnt, e Recht huet op d'Éducation précoce, déi déi erzéieresch Aktivitéite vun der Famill komplettéiert.

D'Kommissioun betount ausserdeem am Artikel 1 de Stellewäert vum öffentlechen Unterrecht, esou datt de Privatunterrecht nëmmen en alternative Charakter kann hunn.

D'Kommissioun ass och der Meenung, datt am Artikel 3 d'Missioune vun der Schoul solle figuréieren.

D'schoulesch Formatioun favoriséiert d'Entwécklung vum Kand, seng Kreativitéit an d'Vertrauen a seng Méiglechkeeten. Si erlaben et him, sech eng Culture générale unzëeegnen, bereeden et op d'Beruffsliewe vir an op d'Ausübung vu senger Verantwortung als Bierger an enger demokratescher Gesellschaft.

D'Kand gëtt erzunn zu den ethesche Wäerter, déi op der Déclaration universelle des droits de l'Homme baséieren, a gëtt dozou ugehalen, d'Gläichheet tëschent Jongen a Meedercher ze respektéieren. Fir d'Chancëgerechtegkeet ze förderen, sollen entspriechend Moossnamen den Zougang vu jiddwerengem zu den eenzelne Schooltypen a Schoulniveauen, jee no senge Fäegkeeten a spezielle Besoinen, erméiglechen.

Den Artikel 7 beseet, datt all Kand, wat am Grand-Duché wunnt a véier Joer al ass, virum 1. September d'Schoul besiche muss. Hei ass also d'Obligatioun, während am Précoce eben den Droit ageschriwwen ass. Dës Obligatioun erstreckt sech iwwer 12 Joer ab dem 1. September vun dem betreffende Joer. Den Unterrecht fënnt statt an der öffentlecher Schoul, an all Coursen a schoulesch Aktivitéite musse regelméisseg besicht sinn. Viséiert sinn hei besonnesch Kanner, déi aus reliéise Grënn eng Dispens vun de Coursen an der Éducation physique oder der Biologie ufroe wéilten.

Den Unterrecht kann awer och ofgehale ginn an enger Privatschoul, enger Europaschoul oder am Ausland. Ausnahmsweis kann en och doheem stattfannen, ënnert de Bedingungen, déi duerch d'Gesetz festgeluecht sinn.

Kanner mat spezifesche Besoinë kënnen en differenzéierten Unterrecht kréien, jee no hire Besoinen, déi duerch eng Commission d'inclusion scolaire festgestallt gi sinn. Den Artikel 11 hält fest, datt de Schüler mat 15 Joer eng Léier kann ufänken an enger Formation en alternance, andeem hien d'Cours concomitants besicht vun der Beruffsausbildung an domat der Obligation scolaire nokënnt.

D'Gemengeverwaltung informéiert d'Elteren iwwert den Ufank vun der Schoulflicht vun hirem Kand a schreift et d'office an der Schoul vum Schoulressort vun hirem Wunnsëtz an. D'Eltere schreiwen hiert Kand an engem Lycée an, an deem Moment wou et d'Opnahmebedingungen erfëllt. Op Demande vun den Elteren hin a mat Genehmegung vum Gemengerot kann d'Admissioun an den éischte Cycle vum Enseignement fondamental ëm e Joer zréckgestallt ginn, wann de Gesondheetszoustand oder déi physesch oder intellektuell Entwécklung vum Kand dat justifiéiert.

Mir hu gëschter gesot, mengen ech, datt et net méi méiglech ass, eng anticipéiert Opnahm ze kréien am Préscolaire, well mer jo mat dräi Joer kënnen de Précoce da besichen. D'Eltere schécken hir Demande un d'Gemeng mat engem Certificat vun engem Pediater.

Wann e Kand an der Schoul feelt, mussen d'Elteren direkt den Titulaire respektiv de Régent de classe informéieren iwwert d'Motiver vun der Absence. Déi eenzeg legitim Motiver sinn: d'Krankheet vum Kand, den Doud vun engem Familljemember an de Cas de force majeure. D'Dispense vum Schoulbesuch kënnen op eng Demande motivée vun den Elteren accordéiert ginn, duerch den Titutaire respektiv de Régent de classe fir eng Dauer, déi net iwwer een Dag erausgeet, duerch de President vum Comité d'école oder de Schouldirekter fir eng Dauer, déi iwwer een Dag erausgeet. Mat Ausnahm vun der Autorisatioun vum Minister kënnen d'Dispensen net méi wéi 15 Deeg, dovunner fënnef Deeg hannereneen, pro Joer bedroen.

De Schäfferot oder de Büro vum Gemengesyndikat iwwerwaacht d'Anhale vun der Obligation scolaire. All Joer fir den 1. Oktober stelle se eng Lëscht op vun alle Kanner, déi an der Gemeng wunnen an ënnert d'Schoulflicht falen. Wann de Schäfferot oder de Büro vum Syndikat vum Président du comité d'école respektiv vum Direkter informéiert ginn ass, Infractiounen zum Gesetz feststellt, setzt hien d'Eltere schréftlech a Kenntnis, d'Gesetz ze respektéieren, an informéiert se iwwert déi strofrechtlech Sanktiounen, déi se riskéieren.

Wann d'Elteren der Opfuerderung net nokommen an engem Délai vun aacht Deeg vun der Mise en demeure un, informéiert de Schäfferot déi territorial zoustänneg Geriichtsinstanz. D'Amenden, déi kënnen ausgesprach ginn, belafe sech op tëschent 25 an 250 Euro.

Dat war de Rapport iwwert d'Obligation scolaire, déi sech och areit an dee ganze Pak vun de Gesetzer, déi mer wéi gesot gëschter ugefaangen hunn ze stëmmen. Et ass och e wichtegt Gesetz.

Ech wéilt heimat Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord vu menger Fraktioun bréngen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, de Gesetzesprojet iwwert d'Obligation scolaire, also d'Schoulflicht, ass textméisseg dee kierzeste Projet vum Reformpak iwwert d'Schoul. En ass awer duerfir net manner wichteg. De Gesetzesprojet regelt méi wéi déi eigentlech Schoulflicht. Et ass vill méi eng Grondcharta, no där eis Schoul vum Précoce bis zu dem Lycée an Zukunft soll fonctionnéieren.

D'CSV-Fraktioun fënnt et richteg, dass niewent dem Artikel 23 aus der Verfassung och eng generell gesetzlech Rumm fir d'Schoul weiderbesteet. Dat ëmsou méi, well dëse Kader sech generell op all Kand applizéiert vum 3. bis zu sengem 18. Liewensjoer.

Ech félicitéieren dem Rapporteur Fernand Diederich fir säin ausféierleche schréftlechen an och elo mëndleche Bericht.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet huet an Zukunft all Kand mat dräi Joer e Recht op eng schoulesch Ausbildung. Iwwer zéng Joer nodeems de Précoce mat vill Gedeessems deemools duerch déi deemoleg CSV-Unterrechtsministerin Erna Hennicot agefouert gouf, gëtt en elo eng gesetzlech Flicht souwuel fir de Stat wéi fir d'Gemengen. Si musse genuch Plazen an dem Précoce schafen, fir dass all Kand, egal wou et am Land wunnt, dëst Recht och effektiv kann notzen. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Bestëmmung ausdrécklech. Si seet vill méi aus wéi en dräi Zeile laange Gesetzesartikel.

Här President, mat dësem Gesetz gëtt de Précoce en Deel vun der Schoulausbildung. De Stat verflicht sech, sech niewent den Elteren ëm d'Éducatioun vun all Kand ab sengem drëtte Liewensjoer mat ze bekëmmeren.

D'Bildungshëllef vun der öffentlecher Hand ass fakultativ. Si muss net vun den Elteren an Usproch geholl ginn. D'Eltere kënnen awer op dës Bildungshëllef ganz oder deelweis zréckgräifen. Maache se dat, ass d'Hëllef verfassungsrechtlech an der öffentlecher Schoul gratis. Et ass deemno fir de Stat an d'Gemengen och Flicht, landeswäit deeselwechten Niveau vun der Ausbildung op deem Plang ze garantéieren.

An deem Kontext huet de Précoce fir d'CSV d'Aufgab vun der mëndlecher Alphabetiséierung. De Précoce huet fir eis d'Missioun vun der Sozialiséierung vun dem Kand ab sengem drëtte Liewensjoer.

Eis Gesellschaft huet sech a senger demographescher Zesummesetzung nämlech iwwert déi leschten 30 Joer bedeitend verännert. An de 70er Jore louch den Undeel vun der auslännescher Bevölkerung bei 18%. Et hunn deemools knapp 65.000 Netlëtzebuerger bei eis gewunnt. Am Joer 2008 wunnen 205.000 Netlëtzebuerger am Land. An der Spillschoul louch am Joer 1970 den Undeel vun den auslännesche Kanner bei 21%. Haut läit deen Taux bei ronn 45%.

1970 koumen déi auslännesch Kanner aus den direkten Nopeschlänner oder aus Italien oder Portugal. Haut ass d'Situatioun eng aner. Vill Netlëtzebuerger, déi bei eis wunnen, kommen aus ganz verschiddenen EU-Länner an oft vu wäit doriwwer eraus.

Mä och um Plang vun eise Famillje gëtt et verännert Verhältnisser. All zweet Bestiednis geet an d'Bréch. D'Zuel vun den Elengerzéier gëtt méi grouss. D'Zuel vun den Eenzelkanner hélt zou. An ëmmer méi Stéit sinn déi zwee Partner beruffstäteg.

Evolutioun vun der Bevölkerung, Sproochevielfalt vun der Schoulpopulatioun, verännert familiär Verhältnisser: All dëse gesellschaftlechen Entwécklunge muss d'Schoul sech stellen. D'Schoul steet virun enger verännerter Integratiounsmissioun.

Am Interesse vun dem gesamte sozialen Zesummenhalt muss d'Schoul sech dëser Erausfuerderung duerfir esou frëi wéi méiglech stellen. De Précoce ass dorop déi richteg Äntwert. All Kand am Land, ob Lëtzebuerger oder net Lëtzebuerger, huet elo duerch d'Gesetz e Recht op eng schoulesch Bildung ab sengem drëtte Liewensjoer. Dat ass e wichtege Schrëtt fir méi Chancëgläichheet. Duerfir begréisst d'CSV-Fraktioun dës Approche ausdrécklech.

Här President, de Gesetzesprojet beinhalt och eng Bestëmmung, déi d'Missioun vun der Schoul festleet. Esou soll d'Schoul d'Entwécklung vum Kand förderen an et op seng berufflech Zukunft virbereeden. D'Schoul soll d'Kand léieren, seng Responsabilitéit an der Gesellschaft ze iwwerhuelen, dat am Geescht vun den demokratesche Wäerter.

D'CSV begréisst et ausdrécklech, dass d'Missioun vun der Schoul an engem vun den dräi Basistexter iwwert d'Organisatioun vun eisem Schoulsystem verankert ass. De Statsrot seet, esou eng Bestëmmung hätt an dem Gesetz iwwert d'Schoulflicht keng Plaz. Fir d'CSV ass dëst eng ze vill legalistesch Approche. Wann d'Grondcharta vun der Schoul hir Missioun rechtlech festleet, dann ass dat méi wéi eng Absichtserklärung. Et ass e Kader, un deen all aner gesetzlech Bestëmmung, Reglementéierung oder administrativ Circulaire sech an Zukunft muss halen an orientéieren.

D'CSV-Fraktioun fënnt et richteg, dass an deem Kontext och elo duerch d'Gesetz d'Elteren hir Plaz an der Missioun vun der Schoul hunn. Si si gesetzlech an de Bildungsprozess vun hirem Kand mat agebonnen. Dat ass eng grouss Verantwortung. Et ass e Recht, mä och eng Flicht fir d'Elteren. Si sinn e vollwäertege Partner an der Virbereedung vun dem Kand op seng berufflech Zukunft a seng spéider Roll an der Gesellschaft.

An der Praxis heescht dat, dass op dem Terrain de Kontakt tëschent Enseignanten an Elteren am Interesse vun dem Kand méi enk a méi direkt ass, gëtt oder muss ginn. D'Partnerschaft tëschent Schoul an Elterenhaus ass e feste Bestanddeel vun der Schoul. D'Fleege vun dësem Partenariat gehéiert zur Tâche vun dem Enseignant. Et ass en Deel vun der Eltereflicht.

D'CSV-Fraktioun begréisst deemno, dass de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulflicht festhält, dass d'Missioun vun der Schoul déi ass, op déi individuell Stäerkten a Schwächte vun dem eenzelne Kand anzegoen. Dës verlaangt natierlech och verstäerkt Mëttelen an der Ausriichtung vun dem Schoulkonzept grad wéi och op dem Plang vun dem Schoulpersonal.

D'CSV ass duerfir der Meenung, dass d'Konzept, dat an deem neie Gesetz iwwert d'Schoulpersonal stoung, wat mer gëschter

diskutéiert an zréckbehalen hunn, nämlech den Enseignant als Generalist a jee no Bedarf mat fachspezifescher Ënnerstëtzung duerch Psychologen, Éducateuren, Ergotherapeuten, Assistants sociaux an esou weider, e richtege Schrëtt op dem Wee vun enger individueller Talentförderung vun deem eenzelne Kand ass. Eng individualiséiert schoulesch Betreiung vun dem eenzelne Kand ass e Pilier vun enger méi grousser Chancëgläichheet.

Här President, wann d'Schoul per Gesetz als Missioun huet, d'Entwécklung vun deem eenzelne Kand ze förderen, dann zielt dat net nëmme fir déi intellektuell Fäegkeeten. Zur Entwécklung vun dem Kand zielt och den Opbau vu senge physesche Capacitéiten. Dëst heescht, dass de Sportunterrecht an Zukunft méi eng grouss Roll an eisem Schoulsystem muss spillen, dat vun dem Précoce an der Spillschoul u bis zum Enn vun dem Lycée.

De Sport ass en Deel vun der Schoul, et ass keen Accessoire. De Sport muss an der Schoul déiselwecht Plaz hu wéi d'Rechnen, d'Franséisch oder d'Däitsch. Et geet net duer, fir dem Schüler a geléiertem Latäin de Grondsaz Mens sana in corpore sano anzetriichteren, an en an der Praxis net ëmzesetzen. Et geet net duer, fir ze lamentéieren, d'Kanner wieren iwwergewiichteg a kéinte kee Kopplabunz, wann de Sportunterrecht allze oft de Rang vun enger Sprangstonn huet.

(Interruption)

Bei deene volle Sportshalen a Piscinen am Land däerft et wuel manner un den Infrastrukturen hänken, d'Effortë musse virun allem gemaach gi bei der Ausbildung vun den Enseignanten, der Qualitéit vun dem Sportsunterrecht a virun allem sengem Stellewäert an dem Schoulsystem.

De Sportunterrecht ass an deem Kontext och kengem seng Chasse gardée. An der Grondschoul ass de Schoulmeeschter als Generalist fir e gudde Sportsunterrecht verantwortlech. Wëllt hien där Aufgab net selwer direkt nokommen, da gehéiert de Sportsunterrecht prioritär an d'Hänn vu Leit, déi doran eng Fachkompetenz hunn. Et ass an deem Kontext net nozevollzéien, dass de Sportunterrecht op ville Plazen am Land an der Grondschoul nach vu Chargés de cours gehale gëtt, a Leit, déi en ofgeschlossene Sportsdiplom hunn, mä sech am Concours fir Sportsproff net en rang utile klasséieren, am Primärschoulunterrecht allze oft nach als Persona non grata ugesi ginn.

Här President, de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulflicht regelt och de Sproochegebrauch an eiser Schoul. Och op dësem Punkt war de Statsrot an enger méi legalistescher Approche der Meenung, dass dës Bestëmmungen iwwerflësseg wieren, well d'Regelwierk am Sproochegesetz vun 1984 festgeluecht wier.

D'CSV begréisst et ausdrécklech, dass an esou engem sensibelen a wichtegen Domän wéi der Schoul de Sproochegebrauch spezifesch geregelt ass. Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch sinn d'Sprooche vun eiser Schoul. Si sollen dat och bleiwen. Eng wichteg Roll spillt do grad eis Lëtzebuerger Sprooch. Opgrond vun dem spezifesche soziale Kontext, dee mir an eisem Land kennen, ass d'Lëtzebuergescht fir eis e wichtegen Integratiounsmotor. Dat besonnesch an der Schoul. Fir d'CSV sollt duerfir déi mëndlech Alphabetiséierung an dem Précoce an am Préscolaire op Lëtzebuergesch sinn. Néierenswou léieren d'Kanner méi séier an esou fréi en onkomplizéierten Ëmgang mat eiser Sprooch. Dëst ass e wichtege Facteur vun eiser sozialer Kohesioun.

An de weidere Cyclë vun der Grondschoul ass d'Fro vun där da schréftlecher Alphabetiséierung vill méi komplex, d'Äntwert dorop ëmsou méi schwéier. D'Flicht vun enger méi individueller Betreiung vun deem eenzelne Kand - an dat betrëfft am Sënn vun der Chancëgläichheet all Kand am Land, ob Lëtzebuerger oder net Lëtzebuerger - géif wuel och fir eng differenzéiert Alphabetiséierung plädéiere mat Schwéierpunkt op Lëtzebuergesch a parallell dozou an enger anerer Sprooch, ob Däitsch oder Franséisch, jee no sproochlechem Origine vum Schüler.

Am Groussen a Ganze wier dës Däitsch fir déi Kanner, déi eng germanesch Mammesprooch hunn, a Franséisch fir déi Kanner, déi eng romanesch Mammesprooch hunn. Déi drëtt Sprooch, jee no der Situatioun eben Däitsch oder Franséisch, géif da spéider als éischt Friemsprooch derbäikommen. D'Aschoule géif op dës Manéier méi einfach ginn, well d'Kanner am Ufank an där Sprooch gefördert ginn, déi hirer Mammesprooch am noosten ass, a se gläichzäiteg eng zolidd Basis an där Sprooch kréien, déi fir si am schwéiersten ass. Fir d'CSV muss all Kand no sengem Ofschloss zolidd Kenntnisser vun de Landessproochen hunn, och wann een net all Sprooch op deemselwechten Niveau beherrsche muss. Mir musse mat eiser Méisproochegkeet esou ëmgoen, dass si keng Hürd ass, mä se als e grousse Virdeel am internationale Verglach notzen.

An deem Kontext stellt sech natierlech och d'Fro vun dem Engleschen an eiser Schoul. Op eiser Finanz- a Wirtschaftsplaz hëlt de Stellewäert vun dem Englesche permanent zou. An der Fuerschung ass et net aneschters. D'Erausfuerderung ass also déi, fir dem Englesche méi eng grouss Plaz an eisem Schoulsystem ze ginn, ouni d'Schëff dobäi ze iwwerlueden.

Fakt ass awer och, dass am jonken Alter vum Kand bis den Alter vun 12 Joer bei eis keen Englesch enseignéiert gëtt, grad dann, wann d'Kand eng Sprooch spilleresch am einfachste léiert. Hei stellt sech dann och d'Fro vun dem Niveau, dee mir bei de Kenntnisser vum Däitschen a Franséische verlaangen. Et mag wuel deem engen oder aneren en intellektuelle Kick ginn, wann e Goethe oder Voltaire kann zitéieren, mä doriwwer eraus keeft hie sech op der Sich no enger Aarbecht domadder net ganz vill. D'Ufuerderunge vun der Zäit verlaange jiddefalls, dass mir eis iwwer e méi fréit Aféiere vun dem Engleschen an eise Schoulunterrecht de Kapp zerbriechen.

Et gëtt eng Hällewull Pilotprojeten an all méiglechen Domäner vun der Schoul. Esou wier et och emol un der Zäit, e Pilotprojet iwwert d'Englesch an der Primärschoul ze maachen. Aus eegener Erfahrung weess ech, dass en Engleschcours fir Kanner tëschent sechs an zéng Joer, déi am Kader vun enger Maison relais kierzlech an enger Gemeng ugebuede gouf, déi ech nawell gutt kennen, a manner wéi zwou Stonne komplett ausgebucht war. An d'Waardelëscht gëtt all Dag méi laang.

Här President, een Eckpunkt vun dem Gesetzesprojet 5758 ass d'Verlängere vun der Schoulflicht ëm ee Joer. All Kand ass deemno gehalen, ab dem 4. Joer bis zum Alter vu 16 Joer an d'Schoul ze goen. Fir een, dee 15 Joer al ass, kann dat lescht Joer vun der Schoulflicht och duerch eng Beruffsausbildung ersat ginn.

D'CSV steet fir dës Erweiderung vun der Schoulflicht. Fir eis däerf et awer net nëmme bei enger zäitlecher Verlängerung bleiwen. Duerch eng verstäerkten individuell Begleedung vun dem Schüler op sengem Schoulparcours muss d'Verlängerung vun der Schoulflicht och qualitativ opgewäert ginn.

D'Verlängerung vun der Schoulflicht drängt sech op an engem internationale Kontext. Am Duerchschnëtt ginn an den OCDE-Länner 82% vun de Jonken tëschent 16 an 18 Joer nach an d'Schoul. Bei eis am Land sinn et 72%, also ronn 10% manner. Jonk Leit, déi ze fréi hir Schoul ouni Diplom ofbriechen, fille sech oft an der Gesellschaft marginaliséiert. Erschreckend vill vun hinne fanne keng Aarbechtsplaz, jo wandere bei eis souguer aus. Si gesinn an hirem Heemechtsland keng Perspektiven.

All dat ass fir e räicht Land eng batter Feststellung. Chancëgläichheet an der Schoul heescht och, sech dëse Mëssstänn unzehuelen. Dobäi ass an der rezenter Vergaangenheet op deem Plang vun der Lutte géint de fréizäitege Schoulofbroch vill ënnerholl ginn. De Bericht iwwert de Gesetzesprojet grad wéi d'Avisë vun etleche Beruffskummeren erwähnen hei psychologesch Betreiungsstrukture wéi de SPOS, d'Classes relais, d'Action locale pour jeunes. Dës Moossnamen hu mat bewierkt, dass de Prozentsaz vun de fréizäitege Schoulofbriecher, wéi de Bim Diederich dat elo gesot huet, an de leschte Jore vu 15 op 9% zréckgaangen ass.

D'Verlängerung vun der Schoulflicht bis zum Alter vu 16 Joer ass fir d'CSV e richtegen Usaz, well déi Jonk bis zu enger gewëssener Maturitéit kënnen a mussen duerch d'Schoul begleet ginn. Den differenzéierten Unterrecht, déi individuell Betreiung vun dem Eenzelnen duerch d'Schoul huet also hire Sënn, souwuel am jonken Alter grad wéi am spéideren Alter vun dem Schüler.

All dat bestätegt d'CSV-Fraktioun doran, dass et e richtege Schrëtt ass, d'Missioun vun der Schoul an e gesetzleche Kader anzeschreiwen. D'CSV ënnerstëtzt an deem Sënn och d'Iddi vun enger Schoul vun der zweeter Chance, well mir gesinn doran eng konkret Mesure, fir dass manner Leit ouni Ausbildung herno dostinn.

Mir plädéieren och derfir, dass d'Méiglechkeete vun deem neie Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung richteg a schnell ëmgesat ginn. Grad iwwert dës gesetzlech Bestëmmung kënne jonk Leit, déi keng esou liicht Léier hunn, nawell hir praktesch Talenter duerch Certificater oder Diplomer ausgewise kréien. Domat si fir si d'Diere vum Aarbechtsmaart och net definitiv zou.

Här President, de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulflicht huet seng Plaz am grousse Reformpak vun eiser Schoul. D'Recht op eng Schoulausbildung ab dem drëtte Liewensjoer, d'Dauer vun der Schoulflicht, d'Recht op eng individuell Talentförderung vun deem eenzelne Kand, Partenariat tëschent Schoul, Kand an Elteren, de Gebrauch vun der Sprooch an der Schoul musse méi wéi eng politesch Absichtserklärung sinn. D'CSV-Fraktioun ass mat dem Kader, deen duerch dëst Gesetz fir d'Schoul gesat gouf, d'accord.

Eng konkret Ëmsetzung vun der neier Missioun vun der Schoul, déi de Jonke bis zum Alter vu 16 Joer elo begleet, plädéiert och fir eng Reform vun dem postprimären Unterrecht. Dëst ass dann d'Aufgab vun der Politik an zukünftege Méint a Joren. Mä ee Schrëtt nom aneren. D'CSV stëmmt haut elo emol dëse Projet, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth, fir Är Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi concisen a gudde mëndlechen a schréftleche Bericht. Vun deene verschiddenen Texter, déi mer am Kader vun dem grousse Schouldébat vun 2009 diskutéiert hunn oder nach diskutéieren, ass et sécherlech deen Text, deen am mannste kontroverséiert ass. Hei ginn e puer wichteg Prinzipie festgehalen, a sécherlech muss een och dësen Text am Zesummespill mat deenen aneren Texter, besonnesch deem vun der Grondschoul gesinn. Et sinn och eng Rei Dispositiounen, déi sech zum Deel kéinten iwwerschneiden, wat awer sécherlech net eng schlecht Saach ass.

Pour mémoire wëll ech och drun erënneren, datt déi viregt Unterrechtsministerin en Text ausgeschafft hat, deen an déiselwecht Richtung gaang ass an deen heimat dann och iwwerschafft ginn ass.

D'Haaptelement an deem virleiende Gesetzesprojet ass dat, datt elo d'Schoulflicht obligatoresch op 16 Joer erweidert gëtt. Keen dierft domadder e spezielle Problem hunn. Et kéint ee sech natierlech froen, firwat dat néideg ass, well am Endeffekt ass u sech net d'Dauer vun der Schoulzäit dat Wichtegst, mä d'Inhalter, dat, wat een an där Zäit léiert a vermëttelt kritt. Net d'Quantitéit, mäi d'Qualitéit vun der Schoul ass relevant, fir et an anere Wierder auszedrécken, a sécherlech ass et do wou mer mussen nach an den nächste Joren usetzen. Mä Virriedner huet et elo grad gesot: Ee vun deenen nächste grousse Chantieren, deem d'Chamber sech muss unhuelen, deem d'Experte sech mussen unhuelen, ass dee vun der Reform vun deene verschiddene Secondairen.

Et ass och kloer, datt am Endeffekt hei Schüler viséiert sinn, déi fréi an eisem Schoulsystem scheiteren an Échecen hunn an déi mer iwwert dëse Wee versichen esou laang wéi méiglech an der Schoul ze halen, fir hinnen ze hëllefen. An ze hoffen, doduerjer, datt se méi laang mussen an d'Schoul goen, hinnen och kënnen e Minimum vu Kompetenzen ze vermëttelen an hinne besser Chancë fir d'Liewen ze bidden.

Ënnert deem Bléckwénkel kéint een dëst Gesetz och e bëssen als en Ausdrock vun Onbehollefkeet a Scheitere vun enger vermeintlecher École de réussite gesinn, well wann d'Schüler eng normal Schoulcarrière am Secondaire maachen, egal a wat fir engem Beräich vum Secondaire, misste se jo geméinlech bis 18, 19 Joer d'Bänk drécken an et bräicht ee guer keen esou en Text.

Mir sollten eis also bewosst sinn, datt d'Schoulschwieregkeete vu Jonken net automatesch geléist sinn, wa se elo amplaz mat 15 mat 16 Joer kënne vun der Schoul goen. Duerfir muss een och dësen Text am Zesummenhang gesi mat anere Projeten, wéi zum Beispill deem vun der École de la deuxième chance.

Ech wéilt domadder net schonns dem Projet, dee mer wäerten an den nächste Wochen och an der Kommissioun diskutéieren an ënnert d'Lupp huelen, den Aval ginn. Vill méi wëll ech soen, datt mer egal wéi och an der Flicht sinn a bleiwen, fir Konzepter a Solutiounen ze fanne fir déi Schüler, déi ze fréi an ouni Ofschloss aus eisem Schoulsystem de Moment erausfalen.

Ech kommen elo op verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz, déi ech kuerz wäert kommentéieren. Ech ginn net op all Punkt an; de Rapporteur huet dat gutt an exzellent gemaach.

Ee Punkt, deen an der Kommissioun méi laang diskutéiert ginn ass, ass den Artikel 5, wou et ëm d'Droe vu Symboler oder Insignen, wéi dat op Franséisch heescht, geet, déi Ausdrock vun enger reliéiser oder politescher weltanschaulecher Iwwerzeegung sinn. Et gëtt festgehalen am Gesetz, datt d'Enseignanten net esou Insignen dierfen droen. Dat kënne mir och voll ënnerstëtzen. Si enseignéiere viru Kanner, déi aus ënnerschiddleche Kulturen a Relioune kënne kommen, an do dierft keng Preferenz am Respekt virun de Kanner, virun hiren Opiniounen affichéiert ginn. D'Enseignantë mussen dat also am Sënn vun der Neutralitéit maachen, wa se Schoul halen.

Bei den Aarbechten an der Kommissioun ass och diskutéiert ginn, wat esou Insignë kéinte konkret sinn. Bei reliéisen Objeten ass dat jo méi evident. Bei politesche wier dat zum Beispill e Pin oder awer och T-Shirten, wou dann e Slogan oder soss e spezielle Message kéint drop sinn. A sech misst dat, wat hei an deem Artikel formuléiert gëtt, eng Evidenz sinn an all öffentlech Schoul an et misst och den allgemenge Regele vun der Fonction publique entspriechen. Hei gëtt dat am Gesetzestext kloergestallt an dat ass gutt esou.

Mä wéi ass et mat de Klassesäll, mat de Raim? Och do dierft et an där Logik an enger öffentlecher Schoul net esou sinn, datt Symboler vun enger Relioun oder enger Partei, egal wat fir enger, opgehaang dierfte ginn. Dat hätt een och kënnen an deem Text preziséiere respektiv an dem Projet iwwert d'Grondschoul, wou et och ëm Gebaier geet, wou Kanner aus verschiddene kulturelle Milieuen oder Kanner, déi och verschidde reliéis oder weltanschaulech Usiichten hunn, zesummekommen. Do soll och de Raum neutral gestalt ginn.

An de Virstellunge vun der DP, datt an der Schoul keng Relioune sollen e Virrecht hunn an datt en allgemenge Wäerteunterrecht amplaz vun engem kathoulesche Wäerteunterrecht soll agefouert ginn, déposéieren ech och zu dësem Projet Amendementer, déi sech an déi Serie vun Amendementer areien, déi ech zu dem Grondschoulgesetz an dem Personalgesetz agereecht hunn, fir datt dat Ganzt e Komplett gëtt.

Amendement 1

L'article 4 est modifié comme suit:

Art. 4.- Dans le respect de la liberté de conscience des élèves, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.

L'article 5 aura la teneur suivante:

Art. 5.- L'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique.

(s.) Eugène Berger.

Här President, ech hat och gëschter beim Personalgesetz deen diesbezüglechen Amendement net ofginn, wat ech dann hei nach wäert nohuelen.

2. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental (suite)

Amendement 1

L'article 26 est remplacé par le texte suivant:

Art. 26.- Le cours d'éducation aux valeurs est assuré par un instituteur ou un chargé de cours dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves.

(s.) Eugène Berger.

M. le Président.- Merci.

3. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire (suite)

Discussion générale (suite)

M. Eugène Berger *(DP)*.- An den Aarbechten ass och d'Fro gestallt ginn, ob een net och sollt d'Obligation scolaire no ënnen ausdehnen. Konkret géif dat heeschen, datt een och géif de Précoce an Zukunft obligatoresch maachen. Dat war eng Diskussioun, déi interessant ass. Dat géif heeschen, datt d'Kanner also missten ab dräi Joer dann an d'Schoul oder an eng… Jo, géif een dat awer als Schoul bezeechnen? D'Madame Loschetter wénkt mam Kapp.

Effektiv ass dat och eng Schoul an et ass jo och esou, datt hei ab dem Précoce och eng ganz spezifesch Fréiförderung vun de Kanner stattfënnt. Dat ass da sécherlech ganz sënnvoll, well all d'Experte soen eis jo, datt besonnesch dat, wat d'Kanner am fréien Alter léieren, se ka ganz besonnesch markéieren a gutt preparéiere fir d'Sproochen. Et soll ee sech also där Diskussioun net verschléissen, och wa mer do elo nach keng Décisioune geholl hunn.

Et misst een awer och op alle Fall considéréieren, datt et Kanner gëtt, déi eventuell mat dräi Joer nach net prett sinn an och kéinten domadder iwwerfuerdert ginn. Ech selwer hat zwee Kanner an deem Alter, déi elo méi grouss sinn, wou ech gemierkt hunn, wéi se deemools, obwuel et net obligatoresch war, och zum Beispill a Garderien oder soss Infrastrukture gaange sinn, datt dat eent Kand mat dräi Joer absolut keng Problemer hat, dat zweet Kand awer do e bësse méi Schwieregkeeten hat. Mä dat ass eng Diskussioun, déi mer wäerte sécherlech nach an Zukunft féieren.

Ech wëll einfach nëmme soen, datt Fréiförderung an de Précoce awer insgesamt ganz gutt Saache sinn an datt et och gutt ass, datt am Gesetz steet, datt d'Kanner e Recht drop hunn, fir kënnen awer ab dräi Joer an de Précoce opgeholl ze ginn.

Här President, ech wollt nach kuerz eng Remarque maachen zu deem, wat den Här Roth virdru gesot huet. Wat elo e bësse méi spezifesch ass, dat ass dat vum sougenannten Turnunterrecht, respektiv hien huet jo hei, wann ech dat richteg verstanen hunn, plädéiert, fir datt sollen ausgebilten Turnproffen an Zukunft an eis Grondschoulen enseignéiere kommen. Ech hunn domadder, muss ech soen, Problemer.

Besonnesch wa mer déi Diskussioun kucken, déi mer gëschter gefouert hu par rapport zur Grondschoul an zum Personalgesetz, wou mer soen, mir hätte gären Enseignanten an eise Grondschoulen, déi Allrounder sinn, déi sollen all Coursë kënnen halen. Da muss et an där Logik och esou sinn, datt mer an Zukunft och an eiser Grondschoul weiderhin déi Experten hunn, déi d'Kand a senger Gesamtheet gesinn an déi och dann natierlech musse forméiert, preparéiert ginn, fir kënnen déi Coursen ze halen.

Mir sollen net eng Dier opmaachen, fir datt elo aner Enseignanten, eben neier, sollten an eis Schoul kommen. Dat gëllt souwuel fir de Sportunterrecht wéi fir de Museksunterrecht, fir de Konschtunterrecht an esou weider. Mir sollen eis net an déi Logik beginn, mä mir sollen da wierklech an deem Sënn schaffen, wéi mer dat gëschter diskutéiert hunn, datt an der Grondschoul och nëmme gutt ausgebilten Enseignanten, Bachelore solle Schoul halen.

Här President, ech kommen zum Schluss. An dem Package iwwert d'Reforme vun der Grondschoul ass et sécherlech net dee kontroverséiertsten Text, et ass och net dee komplizéiertsten Text, ëmsou méi well et jo hei eigentlech net ëm vill nei Dispositioune geet, déi elo spezifesch d'Grondschoul betreffen. Den Haaptpunkt ass jo dee vun der Ausdehnung vun der Schoulflicht op 16 Joer, an ech menge mir kënnen deem zoustëmmen.

Dës puer Remarquë gemaach, wéilt ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt mer frou wieren, wann eis Amendementer géifen an deem Sënn considéréiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Adam huet elo d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz iwwert d'Obligation scolaire leet d'Basis fir dat, wat mer dann duerno eigentlech missten organiséieren an definéieren: den Enseignement fondamental. D'Gesetz iwwert d'Obligation scolaire hätt missen, den Iwwerleeunge vun der grénger Fraktioun no, den Ausgangspunkt si vun deenen dräi anere Gesetzer, déi d'Schoul betreffen. Eiser Logik no wieren dat dann och Gesetzer gewiescht fir all Kanner, déi der obligatorescher Schoulflicht ënnerleien, an all Enseignanten an Intervenanten, déi mat dëse Kanner schaffen.

D'gréng Logik an d'gréng Konsequenz sinn net déi vun der Regierung. Dat ass natierlech schued, mä einstweilen nach net ze änneren.

Här President, ech wëll dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Fernand Diederich, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Den Haaptpunkt vun dësem Gesetz ass fir d'Dauer vun der Schoulobligatioun vun eelef op zwielef Joer eropzesetzen. Domat leie mer souwuel am internationalen Trend wéi och an der Fortsetzung vun der Schoulentwécklung hei zu Lëtzebuerg.

Am Schoulgesetz vun 1912 war festgeluecht ginn, datt d'Kanner alleguerte misste siwe Joer laang an d'Schoul goen. 1945 ass d'Schoulflicht op aacht Joer erweidert ginn. 1963 ass d'Schoulflicht op néng Joer ausgedehnt ginn an zënter 1964 huet och bal all Gemeng missen eng Spillschoul ariichten; e puer minimal Konditiounen hu missen erreecht ginn. Déi Spillschoul war deemools awer net obligatoresch fir d'Kanner.

Eréischt 1992 ass de Besuch vun der Spillschoul obligatoresch gemaach ginn. D'Schoulflicht ass also dunn op eelef Joer erweidert ginn. Am Ënnerscheed zu der Primärschoul waren awer keng richteg Sanktioune virgesinn, wann d'Kanner respektiv d'Elteren der Schoulflicht net nokomm sinn. Et stoung just am Règlement grand-ducal, datt am Fall vu méi laangem Schoulschwänzen d'Assistante sociale misst doheem laanschtkommen. Eng Mesure, iwwert där hir pedagogesch Onraffinesse ech eigentlech nëmme staune kann!

Haut setze mer dann d'Schoulflicht erop op zwielef Joer. An engems féiere mer déiselwecht Sanktioune fir d'Schwänze vun der Spillschoul, pardon, dem éischte Schoulcycle an, wéi fir déi aner Cyclen. Et wieren hei jo eigentlech zwou Méiglechkeete ginn, wann een déi Zäit, wou d'Kanner mussen an d'Schoul goen, wëllt verlängeren: entweder méi frëi kommen oder méi laang bleiwen.

DÉI GRÉNG sinn, wéi déi aner Parteien och, der Meenung, datt mer d'Schoulflicht net méi frëi wéi véier Joer sollen usetzen. Och wa mer wëssen, datt een d'Kanner méiglechst frëi soll förderen, da si mer sécher, datt een net nëmmen a schoulesche Strukture fördere kann a fördere muss.

Esou huet zum Beispill Finnland nëmmen eng Schoulflicht vun néng Joer an déi fänkt am Alter vu siwe Joer un, wann d'Kanner an d'éischt Schouljoer ginn. An de skandinavesche Länner allgemeng setze se éischter op Betreiungsstrukture fir kleng Kanner wéi op schoulesch Strukture fir deen Alter. Also sollen déi Jugendlech méi laang an der Schoul bleiwen.

Praktesch heescht dat, datt déi Jonk elo net méi bis 15 Joer schoulflichteg sinn, mä si musse mindestens esou laang an d'Schoul goen, bis se dat Schouljoer ofgeschloss hunn, wou se 16 Joer al gi sinn. Dat ass eng Neierung, dat huet Konsequenzen, zwar net onbedéngt fir vill Jugendlecher. Déi allermeescht gi souwisou däitlech méi laang an d'Schoul, wéi d'Gesetz et verlaangt.

Mä et huet Konsequenze fir e Grupp vu Jugendlechen, deen der Schoul an doriwwer eraus vill Suerge mécht: de Grupp vun de potenzielle Schoulofbriecher, deene Jonken, déi absolut keen Zil méi an engem Schoulbesuch gesinn, déi just nach an d'Schoul ginn, well se mussen, déi net motivéiert sinn an och ganz schwéier erëm ze motivéiere sinn.

Mir verstinn d'Verlängerung vun der Schoulflicht als eng vun de Mesuren, déi sech aus deene verschiddenen Etüden iwwert d'Schoulofbriecher zu Lëtzebuerg erginn. Mir freeën eis mat alle Partner, datt déi lescht Etüd iwwert den Décrochage scolaire eng Rei positiv Punkte konnt opweisen. Den Taux de décrochage scolaire ass par rapport zu 2003 ëm 45% erofgaang. An dëser leschter Etüd vum Juli 2008 louche mer bei engem Taux liicht ënner 10%.

D'Froen, déi DÉI GRÉNG sech schonns bei der Publikatioun vun dëser Etüd gestallt hunn, bleiwen och elo, wou mer dat Gesetz hei stëmmen, méi aktuell wéi jee. Een Drëttel vun de Schoulofbriecher si vun der Bildfläch verschwonnen. Mir wëssen et net genau, mä mir mengen, si wieren aus dem Land fortgezunn. Kréie mer dann elo besser Äntwerten, wann d'Schüler ee Joer méi laang schoulflichteg sinn?

Eng Rei Schoulofbriecher schreiwe sech iergendwann eng Kéier erëm an enger Schoul am Ausland an. Si hunn also net mat der Schoul, mä mam Lëtzebuerger Schoulsystem ofgebrach. Geet déi Zuel elo nach an d'Luucht?

Elteren, déi net derfir suergen, datt hir schoulflichteg Kanner an d'Schoul ginn, maache sech strofbar. Dat ass eng logesch Konsequenz vun der Schoulflicht. Dat ass awer nach keng Motivatioun, fir en desinteresséierte Jonken an d'Schoul ze kréien.

Mir begréissen duerfir och ausdrécklech den Artikel 12 vum Gesetz, wou mer de Lycéeë Moyenen zougestinn, fir déi betraffe Schüler a Schülerinnen ze encadréieren. An et wäert vun dëse Mesures d'encadrement ofhänken, ob d'Erweiderung vun der Schoulflicht en Erfolleg gëtt oder net.

Mam Artikel 22 schafe mer iwwert déi nächst fënnef Joer insgesamt 60 Éducateur-gradué-Posten. Dat schéngt vill, ass awer duerchaus berechtegt. Mir ginn domat endlech all Lycée déi Méiglechkeeten, déi mir deenen neie Lycéeë schonns direkt mat op de Wee ginn hunn. All Lycée soll eng Équipe vu Sozialerzéier hunn, déi sech solle besonnesch drëm beméien, datt Schüler mat Verhalensopfällegkeeten a Léierschwieregkeete kënne mat Erfolleg hir Schoul besichen.

Net datt mer un der gudder Aarbecht vun den Éducateurs gradués géifen zweifelen. Mir kéinten eis och an de Lycéeën Équipes multiprofessionnelles virstellen, wou nach Leit aus anere Beruffer géifen dozou gehéieren.

All Kand wat d'Schoul ofbrécht an ouni Ofschloss verléisst, ass een Échec fir eise Schoulsystem. An deem Sënn begréisse mir d'Verlängerung vun der Schoulflicht. Mir hunn also nach ee Joer méi laang eng Emprise op deen eenzelne Jugendlechen.

Mir begréissen och d'Méiglechkeet, dat lescht Joer vun der Schoulflicht à temps partiel kënnen ze maachen. Dat steet deem Zil, ee valable Schoulofschloss ze kréien, jo net am Wee, ganz am Géigendeel.

DÉI GRÉNG droen also d'Kärstéck vun dësem Gesetz, d'Erweiderung vun der Schoulflicht ëm ee Joer mat de Mesures accompagnatrices, mat. Zur Debatt stinn awer och nach e puer Artikelen, vun deenen de Statsrot a sengem Avis schreift, si géifen net an dëst Gesetz gehéieren.

Den Artikel 2 zum Beispill, wou steet, datt all Kand, wat zu Lëtzebuerg wunnt, ee Recht huet, an d'Schoul ze goen. Och wann de Statsrot net onrecht huet, wann e seet, deen Artikel wär superfétatoire, well dat Recht jo schonns um Artikel 23 vun der Constitutioun steet, an et ass och richteg, datt dësen Droit sech laut der Konventioun vun de Kannerrechter bis op de Jugendleche vun 18 Joer ausdehnt, esou stéiert den Artikel 2 eis net. Ëmmerhin, d'Recht op eng Plaz an der Éducation précoce fir déi Dräijähreg ass nei, an den Artikel 3 fënnt eis Ënnerstetzung esou wéi en am Gesetz steet.

D'Artikelen 3 bis 6, esou seet de Statsrot, gehéieren och net an dëst Gesetz.

Den Artikel 3 beschreift d'Ziler vun der Schoul. Mir fannen déi Ziler gutt formuléiert. Si maachen och Sënn op dëser Plaz. Et ass gutt ze wëssen, zu wat datt mer d'Kanner obligéieren. Ausserdeem sinn déi allgemeng Missioune vun der Schoul néierens anescht an dëser allgemenger éischter gesellschaftspolitescher Form festgehal.

Den Artikel 6 seet, datt déi dräi offiziell Sproochen och d'Sprooche vum Enseignement sinn. Do hu mir näischt dergéint anzewenden.

Mam Artikel 4 kënne mir allerdéngs net d'accord sinn: „Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique." Mat dësem Artikel schreiwe mir indirekt och an dëst Gesetz fest, datt mer och an Zukunft de Reliounsunterrecht an eisen öffentleche Schoule wëllen organiséieren.

Mam Artikel 5 si mir och net averstanen. Ech deelen och net d'Explikatioune vum Här Berger vun der Demokratescher Partei. „À l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique." Dësen Artikel ass an eisen Ae schwéier mam Prinzip ze vereinbaren, datt all Mënsch virum Gesetz gläich ass. Firwat däerf den Enseignant vun engem Schoulfach, zum Beispill der Relioun, anescht ronderëmlafe wéi den Enseignant vun engem anere Schoulfach?

Mir verstin och net wat mat dësen zwee Abschnitter soll erreecht ginn.

Une voix.- Wëllt Dir dat eraushuelen, oder wat?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Mir wëllen dat eraushuelen.

Mir verstinn och net wat mat dësen zwee Abschnitter soll erreecht ginn. Am Commentaire des articles gi mir och näischt Gescheites gewuer. Als Explikatioun fir den Artikel 4 a 5 muss och nach grad en Extrait vun engem Bréif vum Jules Ferry duerhalen. Wann de Jules Ferry wéisst zu wat hei seng Aussoe mëssbraucht géife ginn, hie géif sech am Graf ëmdréinen.

De Jules Ferry ass dee franséische Minister, deen de Reliounsunterrecht aus de Primärschoulen erausgeholl huet an duerch d'Instruction morale et civique ersat huet. „L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'église, l'instruction morale à l'école." Wann Der de Jules Ferry an Ären Texter zitéiert, léif sozialistesch Kolleegen, dann huelt och wann ech gelift déi richteg a wichteg Passagen. Dat sidd Der der Wourecht schëlleg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir verstinn net, firwat datt den Artikel 5 soll gutt sinn. Geet et drëms deem virzegräifen, wat emol a Frankräich e Problem war an och nach ass? Geet et ëm de Port du voile an eisen öffentleche Schoulen? Da gi mer awer ze bedenken, datt dëst Gesetz jo just den Enseignantë verbitt hir politesch a religiéis Iwwerzeegungen ze weisen, net awer de Schüler a Schülerinnen.

De Conseil d'État mengt den Artikel 5 wär iwwerhaapt net néideg, well den Enseignant jo Fonctionnaire ass a gebieden ass sech un d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut général des fonctionnaires de l'État ze halen. Do steet ënner anerem: „Le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité." Dat geet dem Statsrot duer, an dat géif eis och duergoen.

Mir lehnen den Artikel 5 also inhaltlech of. Mir hunn doriwwer eraus awer och Problemer mat der Formulatioun: „(…) l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique."

De Pin op mengem Paltong hei ass fir mech en däitlecht Zeechen, datt ech enger politischer Partei zougehéieren; a mengen Aen e Signe ostensible. Ech géif esou e Pin net uspéngele fir an d'Schoul ze goen. An awer, wann ech zum Beispill wéisst, datt de Kolleeg President vum Comité ëmmer mat engem anere Pin géif ronderëmlafen, oder den Enseignant vum Reliounsunterrecht all Dag mat sengem Pin vun der LSAP dierft an d'Schoul kommen, da géif ech eventuell op d'Iddi komme fir ze stëppelen. Dierft ech dann esou e Pin u mengem Paltong loossen, wann ech Schoul halen? Wie seet mer, ech misst en erofhuelen? De Kolleeg President vum Comité?

Här President, mir haten een Amendement erageréecht, wou mir den Artikel 4 an den Artikel 5 grad wéi de Statsrot aus dem Gesetz wollten eraushuelen. D'Majoritéit wollt dat net. Mir fannen d'Artikele 4 a 5 iwwerflëssig, onnëtz a falsch. Duerfir kann ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem ganze Gesetz net ginn.

Well mir awer mat den Haaptpunkten, der Verlängerung vun der Schoulflicht an der Verbesserung vum Encadrement vun enger quasi Risikogrupp vu Jonken d'accord sinn, froen ech am Numm vun der grénger Fraktioun d'Division vum Vote un. Ech beruffe mech op den Artikel 45 vum Chambersreglement. Déi gréng Fraktioun stëmmt fir d'Artikelen 1 bis 22 vum Projet de loi relatif à l'obligation scolaire, mat Ausnahm vun den Artikele 4 a 5. Déi gréng Fraktioun stëmmt géint d'Artikele 4 a 5 vun dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet nach den Här Mehlen d'Wuert gefrot, ier mer zur Regierung kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soen, deen eis dat Gesetz hei gutt explizéiert huet. Et ass dat drëtt Gesetz a Folleg, wat méi allgemeng d'Schouflicht an och aner Aspekter vun der Schoul regelt. Ech wëll ufänke mam Précoce, deen an Zukunft muss obligatoresch ugebuede ginn. Dat wäert hei am Land net schrecklech vill änneren, well dat haut scho bal iwwerall de Fall ass.

Et stellt sech an deem Zesummenhang d'Fro, ob de Précoce irgendwann eng Kéier soll obligatoresch gemaach ginn. Ech wëll hei kloer an däitlech soen, datt mir net domat averstane wären. Mir gesinn d'Utilitéit vum Précoce an enger Partie Fäll un. Ech hunn dat gëschter och hei scho gesot gehat. En huet natierlech seng Roll ze spillen am sproochleche Beräich, fir Kanner, déi vu baussen heihinner komm sinn aus net lëtzebuergesch-sproochege Familljen, esou fréi wéi méiglech duerch den deegleche Gebrauch vun der Sprooch mat hire Frënn a Kolleegen un d'Lëtzebuergescht erunzeféieren. Et ass och noutwendeg, datt dat Personal, wat am Précoce täteg ass, derfir suergt, datt dat och tatsächlech de Fall ass.

Et gëtt och Fäll vu Lëtzebuerger Familljen, wou et de Kanner ganz sécher vun Avantage ass, wa se zäitweileg doheem erauskommen a mat anere Kanner a Kontakt kommen; ech hat dat scho gëscht ugesprach. Wa mer wëllen de Schoulerfolleg duerchsetzen, wa mer wëlle mat deene Reformen, déi mir elo entaméiert hunn, wierklech erfollegräich sinn, da musse mer ganz fréi usetzen an et muss een an deene Familljen, wou Problemer sinn, och derfir suergen, datt déi esou fréi wéi méiglech behuewe ginn.

Wat eis e bësse stéiert an där Konzeptioun, wéi mir d'Schoulreform gesinn, ass, datt an dësem Fall d'Gemengen zoustänneg si fir de Respekt vun der Schoulflicht ze iwwerwaachen. Mir versti wuel, datt d'Erfaassung vun den Donnéeë vun deene Kanner, déi schoulflichteg sinn, iwwert d'Gemenge soll gemaach ginn, well et soss wahrscheinlech schwiereg wär fir dat festzestellen.

E bësse problematesch ass et awer aus éischter Siicht, datt d'Gemenge sollen intervenéieren, wa festgestallt gëtt, datt d'Kanner hirer Schoulflicht net nokommen. Dat passt net an dat Bild wat mir vun der Schoul hunn, wou d'Primärschoul oder d'Grondschoul an Zukunft soll ënner enger Direktioun fonctionnéieren, déi sech ëm alles ze këmmeren huet an och dorëm, datt d'Kanner, déi ugemellt sinn, och tatsächlech am Unterrecht erschéngen. Mir fannen et net gutt, datt de Schäfferot an dee Prozess do muss agräifen, esou wéi et am Artikel 21 virgesinn ass.

En aneren Aspekt ass, datt d'Obligation scolaire eropgesat gëtt vun eelef op zwielef Joer. Dat heescht, datt et elo altersméisseg esou ausgesäit, datt een net mat 15 Joer ophält, mä datt ee mat 16 Joer eréischt ophält. Et gëtt gesot, vun deene 25 Länner an der Europäescher Unioun wären der nëmme méi zéng wou dat de Fall wär. Mir sinn och absolut d'accord, datt een dat ëm ee Joer unhieft.

Ech wëll awer drop hiweisen - ech hat deen Aspekt gëscht ugeschnidden -, datt eleng 14 Deeg Vakanz méi hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Scolaritéit vun engem Kand e ganzt Joer ausmaachen. Dat heescht, am Prinzip misste mir opgrond vu verlängerte Vakanzen am Verglach mat Nopeschlänner souwisou ee Joer méi Scolarité obligatoire hunn, fir déiselwecht Zäit ze enseignéiere wéi anerer, déi mat 15 ophalen.

Wéi gesot, mir sinn awer grondsätzlech mat deem Unhiewen d'accord. Eis Gesellschaft verlaangt ëmmer méi Ausbildung. Et soll jo och d'Regel sinn, datt d'Kanner esou laang an d'Schoul ginn. Mä mir gesinn, datt den Décrochage e rise Problem hei ass, deen awer net op där anerer Säit doduerch geléist gëtt, datt mir den obligatoresche Schoulbesuch ëm ee Joer unhiewen. Mir sinn eis alleguer doriwwer eens, datt et nëmme kann iwwer eng Verbesserung vun der Qualitéit vun dësem Unterrecht lafen an datt bei deenen, déi souwisou d'Flemm hunn, fir nach an d'Schoul ze goen, fir se dann nach e Joer ze zwénge méi laang an d'Schoul ze goen, do si mir eis alleguer eens, mengen ech, datt dat net wahnsinneg vill bréngt.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schwätzt och an hirem Avis vun engem „(…) profond dégoût face à l'école (…)". Si soen: „(…) il est difficile de leur fournir la motivation nécessaire de continuer leur scolarité pendant une année de plus." Do kléngt enorm vill Skepsis duerch. Wéi gesot, mir maachen eis jo och keng Illusiounen. Mir mussen effektiv e rise Changement an eise Schoulen erbäiféieren. Mir brauchen déi Motivatioun, iwwert déi mir gëschter geschwat hunn, fir datt dat doten och wierklech Sënn ergëtt.

D'Chambre des Métiers begréisst, datt am Artikel 11 virgesinn ass, datt d'Schüler mat 15 Joer dann dat lescht Joer ugerechent kréien, wa si en Apprentissage maachen. Mir fannen och, datt dat eng gutt Saach ass. Mir géife begréisse wann an Zukunft vläicht méi géif iwwert dee Wee geschafft ginn.

Mir sinn net der Meenung, datt déi Mesures pour l'emploi, déi dat Land hei schrecklech vill Geld kaschten, wierklech d'Solutioun ass. Mir wäre frou wa méi intensiv mat de Betriber kéint geschafft ginn, datt jonk Leit, och wa se da méi fréi an den Aarbechtsprozess antrieden, a Betriber komme wou se opgefaange ginn, wou se begleet ginn, wou se motivéiert ginn, amplaz datt se an Équipë komme wou eng Persoun, déi dermat chargéiert ass fir déi ze betreien, sech dann eventuell mat sechs, siwen, aacht oder zéng muss erëmploen, wou wierklech dann Happ a Malz verluer ass, well déi Persoun et jo net fäerdeg bréngt eng ganz Équipe esou ze motivéieren.

Den Opposé dervun ass, datt een esou e Schüler an e Betrib erasetzt wou et fonctionnéiert. Ech weess, datt et schwiereg ass der genuch ze fannen, fir datt een dat kéint duerchzéien. Mä mir sinn awer der Meenung, datt dat den eenzege richtege Wee ass.

Den Här Statsminister huet hei virun e puer Joer beim État de la nation vun 1.200 Jonke geschwat, déi all Joers géifen ofbriechen. Hien huet opgezielt, dovunner wären der 300 an enger Mesure pour l'emploi, 300 héchstwarscheinlech iergendwou an enger Aarbecht, awer dann, wësse mer alleguer, fir de Salaire social minimum, 300 wären der am Ausland a vun 300 wéisste mer net wou si hikomm wären. Hie war deemols entgeeschtert iwwert déi Situatioun.

Bon, mir liesen elo, et wär effektiv e bësse besser, et hätt sech gebessert, et wären eppes iwwer 9%. Mä dat sinn der 9% ze vill. Och doriwwer si mer eis eens.

Ech wëll an deem Zesummenhang awer och opwerfen, datt laut Zuelen, déi eis gesot gi sinn, 4.000 bis 5.000 Kanner am Ausland an enger richteger Formatioun sinn, a Schoule sinn. Kanner, déi vläicht zu engem Deel Besoins spécifiques hunn, deene mir hei net hëllefe kënnen.

An ech froen: Wat ass dat fir eng öffentlech Schoul, wou d'Elteren - well dat kascht jo Geld - forcéiert sinn, wann nach eppes soll aus hire Kanner ginn, fir se hei erauszehuelen an op eng auslännesch Schoul ze schécken, meeschtens Privatschoulen, wat Geld kascht, wat sozial ongerecht ass, wou d'Eltere mussen derfir bezuelen, mä wou Gott sei Dank dann hannen um Enn e Resultat erauskënnt a wou ganz dacks där Kanner op Lëtzebuerg zréckkommen, déi souguer e Bac gepackt hunn?

Ee Wuert zu de Sproochen. D'Sprooche si jo hei am Gesetz opgefouert an de Gebrauch soll iwwer Règlement grand-ducal geregelt ginn. Ech kann hei och nëmmen ënnersträichen, wéi verschidde vu menge Virriedner, datt fir eis d'Lëtzebuergescht als Langue véhiculaire absolut noutwendeg ass, datt mir eng Unicitéit vun eisem Unterrecht brauchen. Mä mir acceptéieren awer och, datt wa Schwächten an eenzelne Sprooche sinn, wann e francophonet Kand Schwieregkeete mam Däitschen huet oder ëmgekéiert mam Franséischen, datt ee soll a muss op e modularen Unterrecht goen, datt dat Kand net a senger ganzer schoulescher Entwécklung gebremst gëtt, well et punktuell e Problem huet.

Éischtens muss een dee Problem da punktuell probéieren duerch eng spezifesch Ënnerstetzung souwäit wéi méiglech auszebigelen. A wann dat dann nach net hëlleft, da muss dat Kand trotzdeem duerch e modulare System an deene Fächer, wou et staark ass, optimal kënne weider evoluéieren, an et kann net duerch eng punktuell Schwächt gebremst ginn.

Nach ee Wuert zu den Artikelen 8 an 9. Den 8 seet: „La formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics." Den 9, dee seet: „(…) peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l'étranger." Dat ass, wat d'Obligatioun ubelaangt. Mä ech wëll bei där Geleeenheet awer ënnersträichen, datt mir der Meenung sinn, datt et och irgendwéi eng ongesond Entwécklung ass.

Wann d'Kanner natierlech op där enger Säit öffentlech Schoul ugebuede kréien, si kënnen an däerfen - et wär jo och falsch, wann dat net de Fall wär - an eng Privatschoul goen. Mä mir wëssen, datt d'Privatschoulen deier sinn. D'Iwwerzeegung ass op ville Plazen, si wäre besser wéi d'öffentlech Schoul. Wéi et schéngt, sinn d'Resultater jo och an den Tester, déi gemaach si gi vun der Europaschoul ënner anerem an der International School, besser wéi déi vun eiser öffentlecher Schoul.

Wann dat esou ass, da besteht jo an där Bezéiung erëm eng Ongerechtegkeet. Duerfir hu mir d'Iddi entwéckelt, datt een déi Schoulen eigentlech misst alleguer op engem Niveau zueneen a Konkurrenz setzen, datt een iwwer e Genre Schoulscheck - e virtuelle Scheck, deen een den Eltere géif ginn - am Fong geholl den Eltere d'Moyenë géif gi fir kënne fräi ze wielen, ouni datt et e finanziellen Nodeel hätt, ob se hir Kanner wëllen an déi oder an déi oder an déi Schoul schécken, woubäi ee keen Ënnerscheed méi däerf maachen, ob et an eng öffentlech oder eng Privatschoul wär.

Dat géif eiser Meenung no ganz villes a Bewegung setzen, well jiddwer Schoul forcéiert wär wierklech déi beschtméiglech Qualitéit ze liwweren, fir kënnen an deem System ze bestoen. Et ass op jidde Fall eiser Meenung no derwäert fir doriwwer nozedenken.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss. Mir doen eis a verschiddene Punkte schwéier mat deem Gesetz, well et net an eist Konzept vun enger Schoul passt, mä mir géifen em trotzdeem eis Zoustëmmung ginn, well et e wichtegt Gesetz ass, fir datt eis Schoulen an Zukunft kënnen esou fonctionnéieren, wéi mir eis dat wënschen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Ech géif proposéieren, dass mir elo d'Madame Minister géifen zu dësem Projet héieren an datt mir duerno déi dräi Projeten hei ofstëmmen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Jiddwereen heibanne weess deemno wat an deem Gesetz drasteet. Ech wëll och all menge Virriedner Merci soen.

Ech mengen net, dass ech muss vill zur Diskussioun iwwert d'Verlängerung vun der Schoulflicht op zwielef Joer bäifügen. Ech freeë mech iwwert dee Konsens, deen ech hei an der Chamber ka feststellen. Ech deelen och d'Meenung, dass et net duergeet d'Schouflicht ëm ee Joer ze verlängeren, mä dass een och muss derfir suergen, dass d'Qualitéit vun deem Joer och eppes soll bréngen, iwwert d'Verbesserung vun der Qualitéit, iwwert d'Inhalter vun der Schoul, a wat maache mir fir déi Schüler, déi keng Loscht méi hunn, fir déi ze motivéieren, dass si déi Loscht do erëm kréien. Dofir war jo déi Diskussioun vu gëschter, fir vu Klengem un opzebauen, dass d'Motivatioun bestoe bleift.

Ech wëll awer soen, och wann 9% vu Schoulofbriecher ouni Qualifikatioun der nach vill ze vill sinn, dass ech mech trotzdeem freeën, dass mer Resultater hunn, dass et awer weist, dass déi Efforten, déi mer maache fir d'Schüler, déi d'Flemm hunn, erëm opzefänken a se zréck an d'Schoul ze kréien, eppes bréngen. Dat mécht mech optimistesch an dat weist, dass wann ee sech drusetzt, dass een dann awer kann Objektiver erreechen, och wann et fir mäi Goût nach ëmmer net duergeet.

Ech wéilt och nach eng Kéier ënnersträichen, dass am Prinzip d'Schoulflicht an der öffentlecher Schoul ofgesat gëtt, wann ech dat esou ka soen. Ech mengen esou ass den Dispositif vum Gesetz opgebaut, an dass dat natierlech d'öffentlech Schoul och an d'Obligatioun setzt fir Qualitéit ze bidden, dass mer déi beschtméiglech öffentlech Schoul mussen ubidden an dass, subsidiaresch selbstverständlech, d'Elteren an d'Kanner och optéiere kënne fir hir Schoulflicht an enger Privatschoul, an der Europaschoul oder am Ausland kënnen ze maachen.

An nëmme ganz exceptionnell, an dat hu mer wierklech kadréiert, den Enseignement à domicile, well mer dat eigentlech net wëllen, well d'Schoul jo och eng Missioun vu Sozialisatioun huet an den Enseignement à domicile déi net ka garantéieren, dass also den Enseignement à domicile nëmmen an exceptionnelle Fäll méiglech ass, wann eng Famill während kuerzer Zäit zu Lëtzebuerg ass a wou d'Ëmstellung ze grouss ass, fir sech an eng Schoul kënnen unzepassen.

Ech si frou wéi Dir, dass d'Chamberkommissioun de Conseil d'État net suivéiert huet, wou hie gesot huet, den Artikel iwwert d'Missioune vun der Schoul wär eigentlech net noutwenneg. Ech mengen, dass dat richteg ass, wann een d'Gesetz reng normativ gesäit. Ech denken, dass et awer wichteg ass, dass mer an engem Text stoen hunn, wat d'Missioun vun der Schoul ass. D'Missioun vun der Schoul ass, dass se eng Kannerbegleedung mécht an dass se d'ganz Entwécklung vum Kand am A huet. Fir mech ass dat primordial.

Et geet also drëm déi Kompetenzen ze entwéckelen, dass ee jonke Mënsch herno e perséinlecht, erfëlltent Liewe ka liewen, dass e sech kann an engem Beruff oder enger Weiderbildung erëmfannen an dass hien e kriteschen, partizipative Bierger an enger demokratescher Gesellschaft gëtt. Ech mengen, dass dat awer eng wichteg Aufgab ass, déi mer sollen an den Text festschreiwen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer an deem Text en Dispositif iwwert d'Chancëgerechtegkeet virgesinn hunn, wat also heescht, dass d'Schoul net jiddwerengem soll a muss datselwecht offréieren, mä jiddwerengem soll dat offréieren, déi Ressourcen, déi Méiglechkeeten an deen Encadrement, déi him et erlabe seng Chancen a seng Potenzialitéiten ze potenzialiséieren. Dat ass eigentlech eng Mesure vun Discrimination positive, déi mer an deem Gesetz hei festgeschriwwen hunn.

Ech wëllt dann nach zwee Sujete kuerz uschwätzen, well déi hei an der Diskussioun vill opkomm sinn, dat ass d'Tenue vestimentaire an d'Sproochen.

Zur Tenue vestimentaire wëll ech soen, dass déi Artikelen effektiv drakomm sinn, inspiréiert duerch d'Diskussiounen a Frankräich. Mir hunn eis gesot, dass et besser ass, mer klären déi Situatioun éier mer Problemer hunn, wéi dass mer waarde bis mer Problemer hunn a mer se dann am Nachhinein musse regelen.

Ech wëll och soen, dass et richteg ass, dass mer déi Interdictioun vun engem Signe ostensible eigentlech nëmme fir d'Enseignantë virgesinn, net fir d'Schüler. Ech wëll de Schüler dat net verbidden. Ech wëll awer drop hiweisen, dass dat Gesetz fir d'Schüler virschreift, dass d'Obligation scolaire doranner besteet, dass se un all Cours mussen deelhuelen. Dat ass d'Obligatioun fir d'Schüler. Et kann een net soen, aus reliéiser Iwwerzeegung maachen ech net mat beim Turnen oder beim Biosunterrecht. Dat steet och hei an deem Gesetz, an ech mengen domadder hu mer eng Situatioun geschaaft, déi kloer ass.

En Enseignant ka seng politesch Iwwerzeegung, seng reliéis Iwwerzeegung a seng philosophesch Iwwerzeegung hunn, ech menge just, dass e sech engagéiert fir déi net bei de Schüler spillen ze loossen a se ze influenzéieren, well de Fonctionnaire sech jo engagéiert fir eng Neutralitéit ze observéieren. Elo kënnt Dir soen, an dat deelen ech - ech verstinn déi Argumenter vum Här Berger an och d'Amendementer vun der DP -, da misste mer dat och fir de Reliounsunterrecht konsequent duerchzéien. Do soen ech, ech huelen dat net un, well eng Schoul situéiert sech an enger Gesellschaft, an engem Kontext, an enger Geschicht, a mir hunn de Reliounsunterrecht an der Schoul.

Mir hunn och an deenen anere Gesetzer net décidéiert en erauszehuelen, an duerfir fannen ech dat eng logesch Konsequenz, dass mer da soen, jo dann däerfen déi, déi Reliounsunterrecht halen - wat jo en Unterrecht ass, deen iwwer Konventioun mat enger Kierch geregelt ass -, d'Recht hunn dat ze weisen, woubäi ech feststellen, dass déi dat normalerweis ganz diskret maachen. Ech kréie jo oft reprochéiert, ech wär ze vill pragmatesch. Ech huelen dee Reproche un, mä mir geet et drëm, dass mer an de wesentleche Saache weiderkommen. Ech mengen, dass dat hei eng wichteg Dispositioun ass fir d'Zukunft ze regléieren, ouni eis ganz Geschicht an Traditioun do mussen ze liquidéieren.

Duerfir géif ech och soen, ech bewonneren déi Konstanz vum Här Berger, deen ëmmer erëm déiselwecht Amendementer bréngt vun deenen Texter, déi hien an der leschter Regierung hätt kënnen an d'Gesetz setzen. Duerfir géif ech mengen et wier normal, dass een déi och géif oflehnen.

(Interruptions)

Da wollt ech nach eppes zu de Sprooche soen. Eis huet et wichteg geschéngt an deem Text ze soen, wat d'Sprooche vun der Schoul sinn. Dat sinn also Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Dat heescht jo net, dass aner Sproochen net an der Schoul enseignéiert ginn, mä dat sinn déi Langues véhiculaires déi mer an der Schoul benotzen a vun deene mer ausginn, dass da jiddweree se och léiert, dass hie se léiert an dass hie se dann och op verschiddenen Niveauë maîtriséiert.

Ëmmer erëm kënnt dann d'Diskussioun op, ob mer solle francophone Klassen oder eng Alphabetisatioun op franséisch maachen. Ech wëll just soe wou mer sti a wat ech fir mech, also fir dee Ministère, fir meng Aufgab hei iwwerholl hunn.

Mir hunn ëmmer gesot, an et ass och am Plan d'action „Langues" festgehalen, dass mer op d'Mehrsproochegkeet an eisem Schoulsystem halen. Mir hätte gären, dass d'Kanner, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch léieren, mä mer wëllen net vun hinnen alleguer verlaangen, dass se an all Domän vun der Sprooch deeselwechten Niveau erreechen.

Duerfir hu mer jo de Plan d'action „Langues", wou mer soen, mer deelen eng Sprooch op a véier Domäner, dat ass dat Passiivt, also d'Verstoen, verstoe wann ee schwätzt, verstoe wat ee liest, an dann dat Aktiivt, dat heescht schwätzen a schreiwen. A mir hätte gär, dass jiddwereen, all Kand an der Schoul déi Kompetenzen huet, mä op verschiddenen Niveauen, déi eng méi an déi aner manner. Et ass ëmmer vill vu Projete vun Alphabetiséierung op franséisch geschwat ginn. Bis elo ass eng Kéier virun e puer Joer een ugesat ginn, deen ass ni evaluéiert ginn an huet erëm opgehalen.

Elo huet „Eis Schoul", dat wëll ech awer ausdrécklech soen, eigentlech a senge méigleche Missiounen ze kucken, wéi mer an enger anerer Sprooch alphabetiséiere kënnen. An do hätte mer jo dann och déi scientifique Begleedung vun der Uni Lëtzebuerg, déi jo dobäi Partner ass, fir Erkenntnisser ze kréien, wéi mer dat da kéinte maachen.

Ech wëll just all déi Leit, déi hei soen, wéi einfach dass dat alles ass, drop hiweisen, dass eigentlech dat Zil do, dass jiddwereen an der Lëtzebuerger Schoul soll Sprooche léieren, an nach wa méiglech esou vill anerer wéi méiglech, Englesch a Portugisesch an Italienesch a Spuenesch an all déi aner Sproochen, dass mer dat Zil eigentlech fir déi Kanner, déi vun Ufank un an d'Lëtzebuerger Schoul ginn, relativ gutt erreechen, wa mer d'Exigenze fir d'Kanner e bësse moduléieren.

Ech wëll awer net ënnerschätzen, dass all Joer ganz vill Kanner an d'Land kommen, déi méi al sinn, fir dass se iwwerhaapt nach kënnen an d'Primärschoul goen. Pro Joer 700 ongeféier, säit mir dat moossen, dat ass elo säit ech do sinn, déi méi al wéi 13 Joer si wa se op Lëtzebuerg kommen an déi oft keng Sprooch vum Land kënnen. Fir déi maache mer eng Offer, wou se dann an enger Sprooch, entweder op däitsch oder op franséisch scolariséiert ginn, an do soe mer, do geet d'Exigenz vun der Qualifikatioun, dass se wa méiglech eng Beruffsausbildung kréien, iwwert déi vum Multilinguismus.

Duerfir soen ech, d'Exigenz fir déi Sprooche wëlle mer oprechterhale fir Kanner, déi vun Ufank u scolariséiert ginn, mä wann et drëm geet engem eng Chance ze gi fir an e Beruff ze kommen, da kënne mer dorobber verzichten. Duerfir hu mer jo och d'Offer vu Formatiounen am Franséischen ausgedehnt. De BAC international ass niewent de Formations professionnelles op franséisch, mä mer maachen de BAC international an der öffentlecher Schoul op englesch, an ech denken, dass een an déi Richtung muss weidergoen. Gutt, no all dësen Erklärunge wëll ech Iech nach Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif proposéieren, dass mer elo iwwert déi dräi Projeten, déi zwee, déi mer gëschter diskutéiert hunn iwwert den Enseignement fondamental an iwwert d'Léierpersonal an dann och dee vun haut de Moien, ofstëmmen. Fir d'éischt dann de Projet de loi 5759 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental.

4. 5759 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (suite)

Amendement 1

Mir si konfrontéiert mat engem Amendement vum honorabelen Här Berger betreffend eng Rei vun Artikelen. Dësen Amendement, deen nëmmen eng Ënnerschrëft dréit, gëtt ënnerstëtzt vun der Madame Flesch a vun den Hären Etgen, Meisch a Goerens.

Den Här Berger ass d'accord, fir dass mer déi Ëmännerung vun deenen Artikelen, déi hie proposéiert, als een eenzegen Amendement considéréieren. Also huele mer och nëmmen ee Vote doriwwer. Da musse mer ofstëmmen iwwert den Amendement, deen den Här Berger proposéiert huet, betreffend d'Artikele 7, 8, 11, 12, 52, 54, 57, 60 an 68.

Vote

Déi, déi d'accord si mat dësem Amendement, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder mat Enthalung.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a véier Enthalungen. D'Artikele 7, 8, 11, 12, 52, 54, 57, 60 an 68 bleiwen also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Eugène Berger), MM. Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Norbert Haupert), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Patrick Santer), Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5759 als Ganzes.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl, Madame Minister, mat 38 Jo-Stëmmen, bei 20 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Patrick Santer), Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. 5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental (suite)

Mir kommen dann zum Projet de loi 5760 iwwert d'Léierpersonal.

Amendement 1

Och hei si mer konfrontéiert mat engem Amendement vum Här Berger betreffend den Artikel 26. Och dësen Amendement dréit nëmmen eng Ënnerschrëft a gëtt ënnerstëtzt vun der Madame Flesch a vun den Hären Etgen, Meisch a Goerens.

Déi verschidde Propositiounen, déi gemaach ginn, sinn och een Amendement. Mir stëmmen iwwert den Amendement of.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt, Här Berger, mat 16 Jo-Stëmmen, 38 Nee-Stëmmen a véier Abstentiounen.

Une voix.- Dat ass knapps!

M. le Président.- Ech weess net, ob dat knapps ass.

(Interruptions)

Den Artikel 26 bleift also an där aler Form bäibehalen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Eugène Berger), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Patrick Santer), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5760 als Ganzes.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet ass mat 38 Jo-Stëmmen ugeholl, bei 20 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

6. 5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire (suite)

Mir kommen zum Vote iwwert de Projet vun haut de Moien.

Amendement 1

Och do hu mer en Amendement vum Här Berger, betreffend d'Artikele 4 a 5. Dësen Amendement gëtt och ënnerstëtzt vun der Madame Flesch a vun den Hären Etgen, Meisch a Goerens. Mir stëmmen of iwwert den Amendement 1.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen a véier Enthalungen. D'Artikele 4 a 5 bleiwen also an där Form bestoen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Den honorabelen Här Adam huet e Vote séparé gefrot, wat eng Rei vun Artikelen ubelaangt. Frot Dir de Vote électronique doriwwer?

(Assentiment)

Also, et ass e Vote séparé ugefrot, fir d'éischt, wat den Artikel 4 ubelaangt.

Vote séparé de l'article 4

Mir stëmmen also elo of iwwert den Artikel 4, ob mer mat deem d'accord oder net d'accord sinn.

Den Artikel 4 ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen, bei 17 Nee-Stëmmen a kenger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes.

Dann ass e Vote séparé gefrot ginn iwwert den Artikel 5. Mir stëmmen doriwwer of.

Vote séparé de l'article 5

Och deen Artikel ass ugeholl, dës Kéier mat 42 Jo-Stëmmen, bei 16 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Norbert Haupert), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Mir kënnen dann ofstëmmen iwwert de Projet de loi 5758 als Ganzes.

Une voix.- Ee Moment, Här President.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Mir hunn décidéiert, dass déi Artikelen do am Text dra bleiwen, esou wéi se proposéiert waren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Elo stëmme mer iwwert de ganze Projet de loi en tant que tel of.

De Projet de loi, Madame Minister, ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei siwen Abstentiounen a kenger Géigestëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer eng grouss Reform ofgeschloss a gestëmmt, esou datt déi a Kraaft triede kann.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert de SCRIPT. Et sinn ageschriwwen: den Här Sunnen, den Här Berger an den Här Adam. D'Wuert huet den honorabelen Här Scheuer, de Spezialist an dëser Matière, fir eis de Rapport ze maachen.

Ech géif den Här Mosar bieden, kuerz d'Présidence ze iwwerhuelen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

7. 5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir déi aleedend Bemierkung an d'Presentatioun.

Dir Dammen an Dir Hären, och dat hei Gesetz ass en Element vun der Schoulreform. De Projet de loi 5847 ännert d'Gesetz vun 1993 ëm. An deem Gesetz war de SCRIPT geschaaft ginn: de Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques - etc., wat alles nach an deem Gesetz dra war.

De SCRIPT huet d'Missioun, fir sech mat der Primärschoul ze befaassen, awer en huet och a senger Missioun d'Chaperonnéiere vun de Lycéeën. De SCRIPT ass also eng Institutioun, déi de ganze Lëtzebuerger Enseignement ofdeckt.

Den Dépôt vum Gesetz ass am Februar 2008 gemaach ginn. Mir haten en Avis virleien am Abrëll scho vun der Chambre des fonctionnaires et employés publics an och vun der Chambre des Employés privés. De Statsrot huet zwee Avisen ofginn. Den Avis complémentaire hu mer am November kritt.

Zu de parlamentareschen Aarbechten: Mir hunn eis an dräi Sitzunge mat dësem Gesetz befaasst an de Rapport hu mer uganks Januar, de 7., ugeholl.

Den Objet vun dësem Gesetzesprojet. De Projet de loi schaaft eng Instanz, déi iwwert dem Schoulalldag steet. Ech wëll et emol esou formuléieren. E schaaft awer och eng Instanz, déi gläichzäiteg hëlleft, de schouleschen Alldag ze géréieren. Déi Instanz kritt dann duerch dat Gesetz hei e Statut. Den Haaptobjet vum Gesetz also ass d'Reorganisatioun vum SCRIPT, dem SCRIPT als véierte Pilier vun der Reform.

Wann Dir de Rapporten nogelauschtert hutt, déi mer presentéiert hunn an der Chamber, da wësst Der, datt déi Gesetzer, déi mer ofgestëmmt hunn, alleguerten eng Verbindung tëschent der Schoul an dem SCRIPT beinhalten. De SCRIPT ass déi Daachorganisatioun, dat Daachinstitut, un dat d'Léierpersonal sech wenne kann, ass dat Institut, wat kuckt, wéi de Lëtzebuerger Enseignement evoluéiert, an ass dat Institut, wat och dann de Lëtzebuerger Enseignement beréit.

D'Acteure vum Terrain si mam SCRIPT net konfrontéiert, mä befaasse sech mam SCRIPT a vice versa. Am Enseignement fondamental sinn dat d'Équipen, d'Gemengen, eenzel Enseignanten, et ass d'Équipe multiculturelle zum Beispill, an et ass virun allem awer och d'Inspektorat, wat en Uspriechpartner am SCRIPT huet a vice versa.

Den Aktiounsradius respektiv d'Missioune vum SCRIPT loosse sech an dräi grouss Beräicher ënnerdeelen. Éischte grousse Beräich ass d'Innovatioun an d'Recherche, zweete grousse Beräich ass d'Entwécklung an d'Erhale vun der Qualitéit am Lëtzebuerger Schoulwiesen, an drëtte grousse Beräich ass d'Weiderbildung vum Personal, wat am Enseignement täteg ass. A wann een dat seet, da beinhalt dat Personal souwuel d'Enseignantë wéi och d'Éducateuren.

Doraus ergëtt sech logescherweis dann och en entspriechenden Opbau vum SCRIPT, dee mer an dräi Divisiounen opgebaut hunn. An déi Divisioune si vunenee getrennt.

Éischt Divisioun: Een Deel vum Service ass zoustänneg fir pedagogesch Innovatioun, aus der Erkenntnis eraus - an dat ass keng nei -, datt d'Schoul keng statesch Institutioun ass, datt se evoluéiert, datt et eng Institutioun ass, déi beaflosst gëtt vu baussen an déi sech upasse muss. Dat ass den Objet vun all deene Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn. D'Schoul léiert selwer bäi aus deene Feeler, déi se mécht, an aus deem, wat se gutt mécht. Se baut op op der eegener Erfahrung a se baut op op der Praxis.

De SCRIPT „géréiert" elo déi noutwendeg Upassungen - mer kënne géréieren tëschent Guillemetë setzen -, déi sech aus deenen doten Erkenntnisser erginn, déi um schouleschen Terrain bemierkt ginn. An zwar - ech mengen, géréieren ass de gudden Ausdrock - heescht dat, eng Situatioun ouni Hektik kucken, ouni an d'Gefor ze verfalen, hektesch Generalisatiounen ze vollzéien, Experimenter ze generaliséieren, etc. Dat heescht, de SCRIPT huet als Missioun, d'Kohärenz vum Lëtzebuerger Schoulsystem ze observéieren an ze garantéieren. De SCRIPT behält seng Missiounen, déi hien am 93er Gesetz kritt huet. E sammelt d'Expertisen, e koordinéiert dann déi pedagogesch Praxis. Bref, de SCRIPT ass den Uspriechpartner fir d'Enseignanten an hirer pedagogescher Aarbecht. Dat gëllt souwuel fir den Enseignement fondamental wéi och fir de Secondaire.

Fir de Moment, hu mer gesot kritt, schafft de SCRIPT virun allem um Konzept vun de Kompetenzen an och un der Praxis vun de Socles de compétences. Dat zur éischter Sektioun.

Déi zweet Sektioun oder Divisioun ass en charge vun der Qualitéitskontroll. Wann Experienzen ausgeweit ginn, da besteet d'Gefor respektiv ass dat eng permanent Angscht, datt ze fréi generaliséiert gëtt. Do kéint een dee berühmten Term gebrauchen: Angscht virun der „Reformitis". De SCRIPT soll genau déi Angscht verhënneren, d'Opkomme vun där Angscht verhënneren, soll derfir suergen, datt geregelt Prozeduren agehale ginn, datt geregelt ugepasst gëtt a reforméiert gëtt.

Do soll ee mat engem Mëssverständnis opraumen, wat ganz oft optaucht: Wann een Evaluéierung seet, da gëtt et zwou Méiglechkeeten, fir dat ze iwwersetzen. Dat Éischt ass den Term „Bewäertung". Dat Zweet ass en Term, dee mir besser gefält: den Term „Auswäertung". Wann ee Bewäertung seet, dann huet dat ëmmer esou eng normativ Connotatioun, wou ee Punkten ausdeelt a seet: Du hues dat schlecht gemaach. Du hues dat gutt gemaach - etc. Hei soll eng objektiv, eng wëssenschaftlech Analys gemaach gi vun deem, wat um Terrain leeft, wat um Terrain experimentéiert gëtt, an et soll net a priori u Selektioun geduecht ginn. Dat fir déi Leit ze berouegen, déi fäerten, datt elo eng Reformitis ausbrécht an initiéiert gëtt vum SCRIPT. Déi wëssenschaftlech Missioun an Ausriichtung an och déi Aart a Weis, wéi de SCRIPT opgebaut ass - dorop kommen ech nach -, ass d'Garantie, datt dat net geschitt.

De Conseil supérieur hat virgeschloe fir de SCRIPT opzedeelen an zwee grouss Beräicher, op där enger Säit - just fir dat doten ze verhënneren - ee Beräich, dee sech just befaasst mat der Auswäertung vun der Qualitéit, an eng aner Divisioun, eng aner Sektioun, déi mat der Entwécklung vun der Qualitéit befaasst gëtt, fir déi verschidde Secteuren auserneenzehalen. Och dat ass eng wëssenschaftlech an intellektuell éierlech Approche.

E puer Wuert dann zu dem Mode d'évaluation, well dat jo awer och e Schlëssselbegréff ass an all deene Gesetzer, virun allem am Gesetz iwwert d'Grondschoul. Et gëtt eng extern Auswäertung an et gëtt eng intern Auswäertung. Déi extern Auswäertung soll gemaach ginn net vum SCRIPT selwer, mä vun onofhängegen Organismen an Institutiounen. An dësem Fall ass dat virun allem d'Uni Lëtzebuerg; op déi kommen ech nach zréck.

Mä firwat net och extern zréckgräifen op auslännesch Organisatiounen? Dat hu mer jo scho gemaach a mir ginn och gezwongen et ze maachen. Mir participéieren un Evaluatiounen, déi eis dann a Konkurrenz setze mat Schoulsystemer an eiser Noperschaft a wäit doriwwer eraus.

Et gëtt eng Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement. Déi huet als Objektiv, als Missioun, fir d'Schoulen an d'Lycéeën ze betreien. Éischtens, bei der Analys vun hiren internen Evaluatiounen. Déi muss jo och um Terrain selwer geschéien a kann net einfach als Donnée weidergereecht ginn un déi Daachorganisatioun SCRIPT, mä dorauser mussen och Konklusiounen interner Natur gezu gi fir déi eenzel Établissementer.

Déi Missioun weist awer och konkret, datt se beim Opbau vum Plan de réussite scolaire dénglech ass. Dee Plan de réussite scolaire ass ee wichtegt Element ass vum neien Enseignement fondamental. Si ass och behëlleflech, wa Schoule Projets d'école opstellen, a vun deene Projets d'école hänkt jo ganz vill of, och an de Relatiounen tëschent de Gemengen an dem Stat.

Et ass selbstverständlech, datt déi Agence och déi Informatiounen, déi se huet, weidergëtt an datt se derfir suergt, datt en Austausch och stattfënnt tëschent dem Lëtzebuerger Schoulsecteur an den auslännesche Schoulsecteuren, an deenen Instituter, déi interessant si fir Lëtzebuerg. Dat zur interner Evaluatioun, esou wéi se am Prinzip gehandhaabt soll ginn an och gëtt.

Dann zur externer Evaluatioun, déi ech och schonn ugeschnidden hunn. Mir hunn de groussen Avantage bei dëser Schoulreform, datt mer se begleede loosse vun der Uni Lëtzebuerg. A wéi ganz oft ass nach an de Käpp vun de Leit d'Iddi, datt d'Uni Lëtzebuerg eng staatlech Institutioun ass, en Deel vum Lëtzebuerger staatleche Schoulsystem. Dat ass net wouer! D'Uni Lëtzebuerg ass autonom. Mir kënnen zréckgräifen op hiren Know-how, mä d'Uni Lëtzebuerg ass dann en externe Partner an der Evaluatioun vun eisem Schoulsystem.

Do gëtt et dann och nach eng Institutioun oder e Service, deen nennt sech EMACS. Dat ass, wéi mer d'leschte Kéier scho gesot kritt hunn, op Englesch „educational

measurement and applied cognitive science“, einfach fir dat emol esou an de Raum ze setzen. Da kléngt dat och e bësse méi nobel, wéi wann een et elo op Lëtzebuergesch géif duerstellen.

Awer d'Tâchë vun deem Institut, déi si ganz kloer definéiert. Si si ganz praktesch ausgeriicht an deem Sënn, datt si zum Beispill Tester ausschaffen, Tester, déi gebraucht ginn, wann ee Socles de compétences kontrolléiere wëllt. Si kënnen Enquêtë maachen a si chargéiert ginn, fir Enquêten ze maachen. Si maachen awer och Rapports de synthèse, déi a regelméissegen Ofstänn presentéiert ginn, an de Stat kann da mat deene Rapports de synthèse un den Enseignement erugoen.

Déi drëtt Sektioun befaasst sech mat der Weiderbildung vum Schoulpersonal. Et gëtt also en Institut dohinnergesat, wat d'Weiderbildung, d'Fortbildung vum Personnel scolaire an d'Hand huele soll. Ech brauch lech net ze soen, wéi enorm den Zousproch zu de Fortbildungscoursë war an deene leschte Joren. Et gëtt Zuelen: 14.000 Leit, déi drun deelgeholl hunn; esou vill honnerte vu Coursen, déi offréiert ginn.

Dat si Statistiken, mä Fait ass, datt de Lëtzebuerger Enseignant, dee jonken Onerfuerenen an awer och dee mat Erfahrung, bereet ass, och fräiwëlleg, an déi Fortbildungscoursen ze goen. Dat soll keen Zwang sinn, deen een als lästeg emfënnt, mä eng Noutwendegkeet fir gutt Schoul ze halen an och méi roueg Schoul ze halen, wéi wann een an der Ongewëssheet ass, ob seng Methoden deem entspriechen, wat gewënscht ass, wat verlaangt ass, fir eppes un d'Kanner ze bréngen. Déi Formation continue ass eng Hëllef fir d'Léierpersonal an ass keng Schikan.

Bis 2004 war déi Formation continue ënnert der Tutelle vum ISERP. Doduerch datt den ISERP elo iwwergaangen ass an d'Uni, war de Stat jo awer forcéiert fir sech selwer esou en Institut ze schafen, an dat ass deen Institut, deen dann am Kader vum SCRIPT en place gesat ginn ass. De Stat oder de SCRIPT hëlt d'Relève vun dem ISERP respektiv ass et e Pendant zu deem, wat op der Uni geschitt. Upassung bedeit Upassung vun de Strukturen, bedeit awer och Upassung vun de Ressourcen, an da si mer beim zweeten Deel vun dësem Gesetz.

Fir d'Formation continue ze géréieren, brauch ee Leit. „lifelong learning“ ass en Term, deen ass och an de Sproochgebrauch vum Stat iwwergaangen, an d'Missioune vun der Formation continue si ganz vaste.

Ier ech eppes zum Personal soen, nach eppes zum Kapitel 4 am Gesetz. Hei gëtt e Conseil scientifique op d'Bee gesat. Ech hu mer iwwerluecht, wéi een dee Conseil scientifique kéint beschreiwen. Dunn ass mer den Term Conseil des sages bäigefall. Dat sinn déi Leit, déi iwwerblécken de SCRIPT an deem sengen eenzelne Strukturen a senge Missiounen. Dee Conseil scientifique, deen och deementspriechend zesummegesat ass aus Spezialisten - d'Uni ass dra vertruede mat zwee Leit. De Conseil ass d'Kontrollorgan fir d'Divisiounen, déi am SCRIPT existéieren, an ass d'Bindeglied fir de Minister zu senger Verwaltung, gläichzäiteg awer och Kontrollinstanz, wéi gesot. Et ass déi lescht Instanz tëschent deenen Instituter an dem Minister. Ech fannen et och ganz wichteg, datt de Stat sech esou eng Instanz ginn huet.

Ech hat gesot, datt och e Personalvolet an dësem Gesetz ass, an zwar muss selbstverständlech de Personalkader vum SCRIPT ugepasst ginn. E kritt en Direkter, e kritt en Directeur adjoint. Hei ass de Statsrot intervenéiert, praktesch nëmme bei deene Personalfroen, an deenen et ëm d'Nominatioun an d'Attributioune vum Directeur adjoint gaangen ass, ëm d'Relatiounen tëschent dem Directeur adjoint an dem Direkter. D'Regierung huet deenen Oppositions formelles vum Statsrot am Prinzip Rechnung gedroen, an dat huet och an der Kommissioun zu weider kengen Diskussioune gefouert.

Selbstverständlech sinn an deem Personalkader och Spezialisten, déi ganz prezis pedagogesch Formatiounen hanneru sech hunn. Wéi prezis dat Gesetz ass, gesäit een zum Beispill bei der Aklasséierung vum Direkter, dee kënnt an den E8, etc.

Ech wëll nach eppes soen zum Artikel 6 vum Gesetz, deen awer näischt méi mam Personal ze dinn huet, dat am SCRIPT schafft.

Am Artikel 6 gëtt festgeluecht, datt all Lycée vun elo un en Délégué à la formation continue muss hunn. Deen Délégué à la formation continue muss also elo och instruéiert ginn, dee muss ausgebilt ginn, dee muss wëssen, wat hien ze maachen huet. Hie gëtt op dräi Joer gewielt. Et ass keng Missioun, mat där een esou säi Kader gefëllt kritt am Lycée, wéi dat munchmol de Fall ass. Neen, et ass eng Missioun, déi e gewëssene Suivi verlaangt, déi och eng Ausbildung, e Wësse verlaangt. Ech mengen, datt dat och erwähnenswäert ass.

Den Artikel 8 befaasst sech da mat der Stäerkung vum administrative Personal.

Dir Dammen an Dir Häre, de SCRIPT huet eng ganz grouss Verantwortung fir de Lëtzebuerger Enseignement, déi een net erofspille soll. En huet zousätzlech Aufgabe kritt, andeem mer déi wierklech grouss Schoulreform gemaach hunn, a muss deementspriechend équipéiert sinn an deementspriechend fonctionnéieren, datt en als Garant vum Succès vun der Schoulreform kann ugesi ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Ech ginn dervun aus, datt d'LSAP, meng Fraktioun, dann och dee Projet stëmmt.

Une voix.- Dat ass awer nach net sécher.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, fir déi Prezisioun. Als éischte Riedner ass den Här Fred Sunnen agedroen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech mat mengem Exposé ufänken, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Jos Scheuer, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport,…

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

M. Fred Sunnen *(CSV).*- …souwuel op mëndlechem wéi op schréftlechem Plang.

Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet modifizéiert d'Gesetz vum 7. Oktober 1993, mat deem de SCRIPT gegrënnt gouf. Datt dat aktuellt Gesetz geännert gëtt, ass selbstverständlech am Kontext vun der déif gräifender Reform vun der Lëtzebuerger Primärschoul ze gesinn. De Gesetzestext iwwert de SCRIPT steet deemno an enger Linn mat den Texter iwwert d'Schafung vum Enseignement fondamental, dem Léierpersonal an der Schoulflicht.

Wann een awer d'Primärschoul ännert, dann ass et evident, datt Servicer wéi de SCRIPT, déi wéinst hire pedagogesche Fuerschungs- an Innovatiounsaktivitéiten eng eminent Roll an eiser Schoulpolitik spillen, am Kader vun enger globaler Reform mat op de Leescht geholl ginn. Vu datt am Rapport schonn alles iwwert déi wichtegst Ännerunge geschriwwen a gesot ginn ass, wäert ech net méi am Detail dorop agoen a mech duerfir op e puer aner Aspekter vun dësem Gesetzesprojet konzentréieren.

De Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, kuerz SCRIPT genannt, verréit schonn u sengem Numm, datt hannert dësem Projet grouss Ambitioune stiechen. Dëse Service, deen dem Éducatiounsministère ënnersteet, huet zwou wichteg Missiounen: éischtens, d'Koordinatioun vun der pedagogescher Fuerschung an Innovatioun, an dëst an deene verschiddene Beräicher, y compris dee vun der Integratioun an de Schoule vun den neitsten Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien; an zweetens, de lëtzebuergeschen Éducatiounssystem regelméisseg ënnert d'Lupp ze huelen an ze bewäerten.

D'Missioune vum SCRIPT garantéieren, datt engersäits hei am Land Fuerschung am Beräich vun der Erzéiung an der Bildung stattfënnt, an datt anerersäits d'Erkenntnisser an d'Resultater vun deene Studien och an d'Praxis ëmgesat ginn. Vill ze laang huet hei zu Lëtzebuerg nämlech déi néideg Rigueur scientifique an der Recherche an an der Innovatioun gefeelt. Fuerschen, fir ze fuerschen, bréngt der Schoul näischt. Duerfir ass et richteg, datt de SCRIPT oppasst, datt net nëmmen Theorien entwéckelt ginn, mä datt déi och um Terrain getest an, wa se sech bewäerten, verwierklecht ginn. Eise Schoulsystem gëtt deemno permanent enger kritescher Analys a Bewäertung ausgesat, wat ënner anerem och derzou féiert, datt nei Besoinen op- an ofgedeckt ginn.

De SCRIPT huet niewent dësen zwou Haaptmissiounen awer och nach aner Attributiounen, déi am Gesetz vun 1993 festgehale goufen. Et sinn dat d'Ausschaffe vun neie Konzepter fir d'Vermëttlung vun der Allgemengbildung, d'Opstelle vu kohärente Programmer fir d'Weiderbildung vum Léierpersonal, d'Förderung vun der mëndlecher Kommunikatioun, also der Sprooch als pedagogescht Instrument am Unterrecht, an d'Opstelle vu Profiler fir d'Beruffsausbildung.

Wéi scho gesot, ass d'Aarbecht vum SCRIPT ganz wichteg an ambitiéis. Pedagogesch Konzepter a Methode gradesou wéi d'Schoulpersonal dierfen an enger Welt, déi sech ëmmer méi séier entwéckelt a vu Joer zu Joer méi komplex gëtt, net hannendrulafen. Mir mussen eis awer virun Aen halen, datt d'Ëmsetze vun neien Erkenntnisser an d'Praxis net gradesou einfach ass, wéi et vläicht fir deen een oder deen aneren um Pabeier ausgesäit. Och wann déi praktesch Ëmsetzung net ëmmer evident ass, esou musse mer weider um Ball bleiwen, well d'Aarbecht, déi vun de SCRIPT-Mataarbechter geleescht gëtt, eben am Kontext vun engem sech permanent verännerndem Ëmfeld, vu gréisster Bedeitung ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech kuerz op eng vun den Aufgabe vum SCRIPT e wéineg méi genee aginn, an zwar déi vun der Élaboratioun vu kohärente Programmer fir d'Weiderbildung vum Léierpersonal. Dës Aufgab vum SCRIPT ass a mengen Aen eng vun deene wichtegsten, well si en décisiven Afloss op d'Qualitéit vum Unterrecht huet. Well et si jo schliesslech nach ëmmer d'Enseignanten, déi nei pedagogesch Konzepter a Methoden um Terrain ëmsetze mussen.

Fir datt hinnen dat awer och ouni gréisser Problemer geléngt, musse si sech regelméisseg um neitste Stand vun der pedagogescher Fuerschung halen a sech déi nei Konzepter a Methoden och uneegnen. Dëst kann nëmmen duerch eng permanent berufflech Weiderbildung geséchert ginn. D'Zäit ass längst eriwwer, wou dat Wëssen, dat een duerch seng Ausbildung vermëttelt krut, ee Liewe laang gülteg war.

En anere Punkt, deen am Kontext vum SCRIPT sengen Aufgaben am Beräich vun der Weiderbildung vun den Enseignantë wichteg ze betounen ass, ass, datt den neien Enseignantë beim Eraklammen an hire Beruff ënnert d'Äerm gegraff gëtt. Dëst ass eng wäertvoll Mesure, well dee jonken Enseignant wéi all Beruffsufänger mat gewësse Problemer ze kämpfen huet. Et geet also drëm fir ze verhënneren, datt jonk Enseignantë sech ze séier découragéiere loossen an hiren Enthusiasmus an hiren Idealismus ze séier verléieren.

Dëst ass awer besonnesch wichteg, well grad jonk Enseignanten direkt mat der Komplexitéit vun hirem Beruff eens gi mussen, ouni iwwert d'Erfahrung vun hiren eelere Kolleegen ze verfügen. D'Schoul fuerdert den neien Enseignant direkt. Et gëtt keng Schounfrist, wéi dat an anere Beruffer de Fall ass. Et ass deemno keng progressiv Aféierung an de Beruff méiglech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dann no dëse méi inhaltlechen Ausféierungen awer och nach e kuerzen historesche Réckbléck maachen, well dobaussen de SCRIPT eigentlech net esou bekannt ass. De SCRIPT ass net eréischt 1993 erfonnt ginn, mä aus dem Projet SIRP, Service d'innovation et de recherche pédagogique, aus dem Joer 1979 entstanen.

Dëse Service hat als primär Aufgab, d'Koordinatioun an d'Evaluatioun vun de pedagogeschen Effortë souwéi d'Resultater vun de Klasse vum Premier cycle intégré ze garantéieren. Am Mäerz 1979 - dat sinn also elo geschwënn 30 Joer hier - ass hei an der Chamber schonn eng Motioun gestëmmt ginn, déi op d'Nécessitéit higewisen huet, e Service général ze grënnen, deen d'Responsabilitéit iwwert d'Innovatioun an d'Recherche pédagogique fir de gesamten Enseignement huet. Gutt 14 Joer méi spéit, an opgrond vun den Erfahrungen, déi mam SIRP gemaach goufen, ass dunn 1993 de SCRIPT an d'Liewe geruff ginn.

Deemools ass festgestallt ginn, datt zënter 1989 eng Rei Reformen am Enseignement primaire, secondaire a secondaire technique ëmgesat gi sinn. Dës Reforme sollte Bestanddeel si vun enger kohärenter Struktur, mat der Aufgab de lëtzebuergeschen Éducatiounssystem op déi ekonomesch, sozial an technesch Ännerungen an der Welt unzepassen.

Op europäescher Bühn ass de SCRIPT am Kader vum Kampf géint de schouleschen Échec op allen Niveauë vun den Intervenantë vun der sougenannter Communauté éducative ze gesinn. Heimat komme mer de Konklusioune vun enger Resolutioun vum Dezember 1989 vum Conseil vun den europäeschen Éducatiounsministeren no. Wéi de SCRIPT 1993 an d'Liewe geruff gouf, war e weidert Zil déi communautär Programme LINGUA an EUROTECNET am Beräich vun der Kooperatioun an der Innovatioun ze begleeden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir gesidd, huet de SCRIPT zënter 1993 eng ganz wichteg Roll an eiser Éducatiounspolitik. Hie steet mat sengen Etüden an Evaluatiounen am Ufank vun alle Reformen am Enseignement, oder och nach dem Schafe vun neie Strukturen. De SCRIPT huet d'Missioun déi bestoend Organer ze encadréieren an ze koordinéieren, an domat deenen hir Aarbecht an e globaalt Konzept ze setzen. Mam 1993er Gesetz ass awer net nëmmen de SCRIPT gegrënnt ginn, mä och nach de Centre de technologie de l'éducation, esou wéi eng Commission d'innovation et de recherche en éducation.

Awer eent nom aneren. Fänke mer mam Centre de technologie de l'éducation, CTE genannt, un. Zënter 1945 a bis 1993 war den Office du film scolaire de Virgänger vum CTE. D'Strukture vum Office du film scolaire sinn den Ufuerderunge vun engem moderne Schoulunterrecht net méi gerecht ginn, well een net méi mat der Evolutioun vun den neien Technologië Schrëtt hale konnt. Deen neie CTE huet dann deementspriechend vill méi Méiglechkeeten. En huet als Missioun am gesamten Enseignement déi nei Technologien an de Beräicher Informatioun a Kommunikatioun an engem pedagogesche Kontext ze förderen.

Als zweet Neierung koum 1993 d'Commission d'innovation et de recherche en éducation. Dës Kommissioun setzt sech aus néng Memberen aus dem Lëtzebuerger Enseignement public, dem Monde économique et social esou wéi der Administration publique zesummen. Zudeem hunn d'Direktere vum SCRIPT an dem CTE, esou wéi zwee Représentantë vu Lëtzebuerger Organismen, déi Projeten am Beräich vun der Recherche pédagogique maachen däerfen, eng Voix consultative an der Kommissioun.

D'Aufgab vun der Kommissioun ass d'Aarbecht vum SCRIPT an dem CTE ze begleeden an ze iwwerwaachen. Ausserdeem soll si hiren Avis ofginn zu alle Froen, déi vum Ministère de l'Éducation nationale gestallt ginn. Des Weideren huet d'Kommissioun d'Recht dem Ministère Virschléi ze maachen, fir Mesuren ze realiséieren am Beräich vun der Recherche an der Innovation pédagogique.

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, wéi Dir gesidd steet deen Text, iwwert dee mer elo gläich ofstëmme wäerten, an enger Rei mat de Gesetzer vun 1979 an 1993, iwwert déi ech elo grad geschwat hunn. An de leschten 30 Joer ass also eppes geschitt an dësem wichtege Beräich vun eiser Éducatioun. Regelméisseg si Servicer op- an ausgebaut ginn, fir de Besoinë vun der Zäit gerecht ze ginn an d'Schoul, mä virun allem d'Schüler, besser op d'Liewen dobausse virzebereeden. Fir dass mer och mat dëser Politik weiderfuere kënnen, stëmmt d'CSV dësen Text, an ech bieden lech datselwecht ze maachen.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Sunnen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hien huet effektiv am Kader vun deene ganzen Debatten hei, och zu deenen anere Projeten, ganz gutt Aarbecht geleescht. Ech hat dat vläicht net all Kéier gemaach, mä ech wëll him hei ofschléissend nach eng Kéier Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht déi hie gemaach huet, och wa mer eis net all Kéier eens waren.

Effektiv ass virdru schonn de Vote geholl gi vun deenen dräi Gesetzer, déi méi kompakt zesummenhänken, déi d'Schoulreformen

ubelaangen, mä och dësen Text muss een awer an deem ganzen Zesummenhang situéieren. Wa mer eis elo mat dem Projet SCRIPT befaassen, wësse mer, datt mer hei keen Neiland betrieden. De SCRIPT ass keng nei Verwaltung, mä déi gëtt et an der Lëtzebuerger Schoullandschaft scho säit 1993. Hei kann een also op eng gewëss Experienz zréckgräifen.

Den Här Sunnen huet hei den Historique gemaach a gewisen, datt am Fong och scho virun 1993 Elementer bestanen hunn. Besonnesch muss ee kucke fir déi Servicer a Missiounen, déi do regruppéiert sinn, besser ze strukturéieren an ze organiséieren, fir senge Missiounen am Kader vun de Schoulreformen da gerecht ze ginn. Dobäi ass et evident, datt elo och nei Missiounen op de SCRIPT duerkommen, wou deen nach muss seng Meeschterprüfung maachen.

Mir erfannen de SCRIPT also net nei, mä hei sinn Adaptatioune vum SCRIPT virgeholl ginn, eben am Kontext vun de Veränneerungen an der Schoullandschaft. Et gëtt elo méi kloer festgehalen, datt de SCRIPT dräi grouss Aufgabeberäicher a Missioune kritt. Zum Éischten ass dat d'Innovation pédagogique, wou se sollen den dreiwenden „think tank", fir et emol eng Kéier esou ze soen, gi fir nei pedagogesch Methoden an Approchen an eise Schoulen ze initiéieren an ze facilitéieren.

An enger Schoul, déi sech un d'Evolutioun vun de Kanner an der Gesellschaft upasse muss, schéngt dëst mer sécherlech eng vun deene wichtegsten Aufgabe vum SCRIPT ze sinn. Wa mer Veränneerungen an eise Schoule brauchen, wann de Schoulalldag, oder déi bestoend Methoden, déi mer hunn, net zum gewënschten Erfolleg féieren, wa mer déi also musse konzeptuell nei denken, nei ausschaffen, da muss ee sech also och deen néidege Background ginn, fir déi Démarchen an der Schoul ëmsetzen ze kënnen.

Wichteg ass dobäi, datt een enk mat de Leit um Terrain zesummeschafft. Ech hunn dat och scho gëschter gesot, datt vill nei Usätz vun ënnen erop, aus der Praxis um Terrain a vun engagéierten Enseignanten, entstane sinn. Déi mussen och an Zukunft weiderhin an de Missioune vum SCRIPT implizéiert ginn, besonnesch wat dee Beräich ubelaangt.

Hei muss een awer och eng kritesch Remarque maachen, well mer jo säit kuerzem eng Uni Lëtzebuerg hunn, déi och am Beräich vun der pedagogescher Recherche an Innovatioun aktiv soll sinn. Insbesonnesch am Kader vum Projet „Eis Schoul" huet d'Uni Lëtzebuerg jo och verschidde Missioune kritt. Hei däerf et also net zu enger Konkurrenz zwëschent SCRIPT an Uni kommen, mä ech erwaarde mer, datt hei eng sënnvoll Kooperatioun a Synergien entstoe wäerten.

Déi zweet Missioun vum SCRIPT ass déi vun der Assurance qualité. Zum engen ass dat d'Evaluatioun vun eisem Schoulsystem, vu spezifesche Schoulprojeten. Dat ass eng Missioun, déi an eisen Ae besonnesch wichteg ass, an d'DP ënnersträicht ëmmer erëm, och an hirem Éducatiounspabeier, eben d'Noutwennegkeet vun der wëssenschaftlecher Begleedung an der Evaluatioun vun all Schoulprojet. Wann een nei Konzepter an der Schoul ausprobéiert, muss ee se konstant suivéieren, fir esou schnell wéi méiglech kënne Konklusiounen ze zéien, entweder fir d'Approche guttzeheeschen, se ze korrigéieren, oder eventuell och erëm falen ze loossen.

Dat ass jo och ee vun de grousse Schwaachpunkten an der Vergaangenheet an eisem Schoulsystem gewiescht, datt mer net genuch, oder ganz oft guer net déi bestoend pedagogesch Praxis ënnert d'wëssenschaftlech Lupp geholl hunn, fir besser ze gesi wat richteg a wat falsch leeft oder gelaf ass. Esou eng Evaluatioun muss intern gemaach ginn, wou dann d'Leit vum Terrain mat agebonne ginn, wéi d'Inspekteren an d'Enseignanten, well si jo déi Éischt sinn, déi kënnen e Feedback liwweren.

An dësem Kontext wëll ech och nach eng Kéier kuerz un dat erënneren, wat ech gëschter zum Kapitel Inspektere gesot hunn, a rappeléieren, datt se an eiser Virstellung haaptsächlech oder exklusiv pedagogesch Missioune sollen erfëllen, datt se also och hei mussen intensiv mat agebonne ginn. Et ass eben ze bedaueren, datt se wahrscheinlech net vill Zäit wäerten duerfir kréien, och wa se gewëllt sinn, och wann d'Strukturen do sinn, well se an Zukunft wahrscheinlech nach méi mat administrative Chargë wäerten iwwerheeft ginn.

Zum anere musse bei der Evaluatioun och onbedéngt extern Experten, vun ausserhalb vun eisem Schoulsystem, mat an déi Evaluatioun abezu ginn, zum Deel domadder beoptraagt ginn, well si méi en ofgekläerte Bléck op dat Ganzt kënne werfen, an de Projet de loi gesäit dat jo och vir. Vun deenen externen Expertë muss een d'Uni Lëtzebuerg hei als éischt gesinn. Et mussen an eisen Aen awer och aner spezialiséiert Gremien oder Expertë kënne sinn.

E Wuert och zur Aart a Weis, wéi esou eng Evaluatioun soll stattfanne respektiv wat mer fir eis Schoule brauchen. Dat däerfen elo net exklusiv Tester a Froebéi sinn, déi d'Schüler sollen ausfëllen, a wou mer da mat deene klassesche Leeschtungsbarometer, wat jo gewéinlech esou eng Zort Prüfunge sinn, kucken a vérifiéieren, wat e Schoulprojet bréngt. Dat kann et net sinn. Méi generell muss och d'Qualitéit vun der Schoul an hirer Gesamtheet, an allen Aspekter beliicht ginn. Dat bedéngt dann och sozial Parameteren, wéi d'Schoulklima an d'Zesummenschaffen zum Beispill.

Et sollen also net eleng nëmmen d'Schüler evaluéiert ginn an där Missioun, mä och d'Schoul oder e Pilotprojet, oder d'Schoul an hirer Gesamtheet. Mer musse bei där Evaluatioun an Zukunft op de Wee goen, de Courage hunn, och méi konsequent d'Aarbecht vun den Enseignanten ze evaluéieren. Letztendlech kënnen och si selwer jo dann dovunner profitéieren.

An der Divisioun vun der Evaluatioun ass eng nei Agence pour le développement de la qualité dans l'enseignement virgesinn, déi ënner anerem soll an de Grondschoule beim Ausschaffe vum Plan de réussite scolaire hëllefen. Esou e Plan de réussite scolaire stelle mer net a Fro, au contraire, ech hunn dat och gëschter ënnerstrach, mir fannen dat eng gutt Saach. Net esou kloer schéngt mer elo nach, wéi dat dann an der Praxis soll oflafen.

Ech stelle mer dat esou vir, datt de SCRIPT eng Aart Gebrauchsanweisung gëtt, déi d'Inspekteren an de Schoulcomité da wäerten, opgrond vun hirem Projet oder hirer Schoul, ausdäitschen. Hëllefräich wier et awer, wann dës Agence da kéint konkret bei der Ausschaffung vun all Plan de réussite scolaire op der Plaz an der Schoul derbäi sinn. Do bleift d'Fro, ob dat net ze vill zäitopwenneg a schwéier ass, respektiv ob dat iwwerhaapt vum Personal zueleméisseg méiglech ass, also vun deem néidege Personal, dat een dann am SCRIPT brauch, fir iwwerall iwwer Land - dat wiere jo dann iwwer 100 esou Plans de réussite scolaire, respektiv wann een och nach eng Rei Gebaier huet - kënnen am Detail an de Schoule matzeschaffen.

Eng drëtt Divisioun a Missioun vum neien ale SCRIPT ass eng déi en och bis elo schonns hat an déi awer an der Praxis, besonnesch wat de Primaire ubelaangt, nach staark ze wënschen iwwreg léisst: Et geet hei ëm d'Formation continue, déi jo och besonnesch am Schoulberäich, deen am groussen Ëmbroch ass a wou nei Methoden an de Vierdergrond réckelen, eng speziell Wichtegkeet muss anhuelen, well jo d'Enseignanten da mussen onbedéngt op hir nei Missioun, op hir nei Aufgaben, op déi nei Methode preparéiert ginn.

D'Personal ass gefuerdert um leschte Stand ze bleiwen a sech weiderzebilden, fir eben och d'Schüler kënnen adequat auszebilden, hinnen déi néideg Kompetenzen ze vermëttelen. Et ass also och ze wënschen, datt hei den „SCRIPT reloaded", fir et dann emol eng Kéier esou ze nennen, en neien Impuls an déi Formation continue bréngt a sech och do déi néideg Moyenë verschaaft, andeems en och op Externer zréckgräift, awer virun allem och op Leit déi an der Schoul schaffen an déi hiren Know-how an dës Formatioune mat abrénge kënnen.

Wéi et de Moment ausgesäit, misst de SCRIPT och relativ schnell an aktiv un der Insertion professionnelle vun den neien Absolvente vun der Uni deelhuelen. Ech hat jo schonns drop higewisen, esou wéi anerer och, datt eng Rei vun deenen neie Bacheloren, oder deene Studenten, déi elo de Summer fäerdeg gi mat hirer Formatioun, Demandeur sinn, fir eng Begleedung an dat aktiivt Schoulhalen ze kréien, a schonns hir Suergen ausgedréckt hunn, datt et hinnen un didaktescher a praktescher Schoulung feelt. Hei kéint oder misst de SCRIPT dann also och relativ schnell aktiv ginn.

Här President, wéi Dir héiere kënnt, kënne mir mat de generellen Ausriichtungen a Missioune vun deem neie SCRIPT am Prinzip d'accord sinn, besonnesch och well mer et wichteg fannen, datt onbedéngt muss eng konstant Evaluatioun, eng wëssenschaftlech Begleedung vun der Schoul garantéiert sinn, an hei huet de SCRIPT also och eng wichteg Missioun bei der Ëmsetzung vu verschiddene Schoulreformen.

Et bleift ofzewaarden, ob mat där elo proposéierter Struktur och herno eng effizient a sënnvoll Recherche, Evaluatioun a Weiderbildung kann an d'Praxis ëmgesat ginn. Duerfir wier et och gutt, wann ee géif no e puer Joer - dat däerf awer net ze laang daueren - eng éischt Evaluatioun vum SCRIPT selwer maachen, fir dann eventuell noutwenneg Korrekture virzehuelen.

Ech froe mech och, dat hunn ech virdu gesot, ob genuch an adequat Personal zur Verfügung steet, fir all déi Missioune kënnen optimal auszefëllen. Och ass net ganz kloer, wéi herno déi konkret Aarbechtsopdeelung zwëschent der Uni Lëtzebuerg an dem SCRIPT fir verschidde Missioune wäert sinn. Hei däerf et op alle Fall net zu engem double emploi kommen, an nach manner zu enger Konkurrenzsituatioun, mä hei muss et zu ganz sënnvolle Synergien a Mataarbecht kommen. D'Zukunft muss eis weisen, ob dat eis gelénge wäert, oder ob mer do schnell musse kucke fir nei Léisungen ze fannen. Ënnert dëse Virbehalter wëll ech domadder dann och e vläicht éischter verhalenen Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn de Virriedner opmierksam nogelauschtert a ganz villes héieren, wat de SCRIPT misst, kéint, sollt, bräicht an esou weider. Dat erënnert mech un e Sproch, dee mer als Kand oft gesot hunn - grammatikalesch ass en zwar komesch, mä en huet mech awer och e bësselche geprägt -, mer hunn als Kand gesot: Hätten an hate sinn zwee aner Staten.

Den honorabelen Här Rapporteur vum Projet de loi 5847 schreift, datt dëst Gesetz de véierte Pilier vun enger Réforme significative et fondamentale vun eise Spill- a Primärschoule wier. Aus Grénger Siicht ass déi Schoulreform, déi d'Majoritéit elo just gestëmmt huet, zwar net fundamental, ob se signifikativ gëtt, dat wäert d'Zukunft weisen, mä wou den Här Rapporteur Recht huet, dat ass, wann hien d'Reform vum SCRIPT als ee Pilier vun dëser Reform bezeechent.

Wann een d'Missioune vum SCRIPT liest, wéi se am Artikel 2 festgehale sinn, da steet fest, datt de SCRIPT eng immens wichteg Roll fir d'Schoulentwécklung zu Lëtzebuerg huet. De SCRIPT ass de Motor fir pedagogesch Innovatioun, de Garant fir d'Qualitéit an eise Schoulen an déi Stell, déi fir d'Weiderbildung vum Personal zoustänneg ass. De SCRIPT ass eppes wéi d'Häerz vum Lëtzebuerger Schoulsystem, oder eventuell d'Gehir oder de Kapp vum Lëtzebuerger Schoulsystem, oder, wéi den Här Scheuer gesot huet, den Daach vun der Schoul.

Ëmsou méi bedaueren ech am Numm vun der grénger Fraktioun, datt dëst Gesetz esou rasant an eigentlech diskussiounslos an der Éducatiounskommissioun duerchgaangen ass. An der leschter Kommissiounssitzung, wéi mer de Rapport um Ordre du jour haten - mir hunn déi eenzel Artikelen an enger rekordverdächteger Vitesse duerchgeholl -, hunn ech mech beim Vote enthalen, well ech d'Gefill hat, mer wieren der Wichtegkeet vun deem Gesetz net gerecht ginn, a well ech mer d'Fro gestallt hunn, ob déi hei ausgebauten Dräi-Eenegkeet, pedagogesch Innovatioun, Garantie vun der Qualitéit, Weiderbildung vum Personal, wierklech gutt ënner engem eenzegen Hutt ënnerdaach wieren. Mir géifen do dräi, oder mindestens zwee eegestänneg Instituter gesinn.

An engem Interview am „Wort" vum leschten Donneschdeg huet den Här Scheuer gemengt, bei der Reform vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, handelt et sech éischter ëm een administratiivt Gesetz. De Gesetzentworf gesäit vir, datt d'Kontroll an d'Bewäertung vum Unterrechtswiesen dem SCRIPT iwwerdroe ginn, deem säin Zoustännegkeetsberäich gëtt doduerch erweidert. Et geet dobäi souwuel ëm déi intern wéi och ëm déi extern Bewäertung vum Schoulsystem. Bei der externer Bewäertung gräift de SCRIPT op d'Déngschter vun der Uni zréck. Esou wäit den Interview.

Mir hunn et also hei mat engem administrative Gesetz ze dinn. Mir mengen et geet méi wäit. Dem SCRIPT säin Zoustännegkeetsberäich gëtt just ëm déi kleng Bagatelle vun der Kontroll a vun der Bewäertung vun eisem Unterrechtswiesen erweidert. Ah sou? Kontroll a Bewäertung, do gëtt et dach nach eppes. Ah jo, mir hu jo och nach Schoulinspekteren, 25, méi wéi jee, mat deem Gesetz wat elo just gestëmmt ginn ass.

Den Term „Inspecteur de l'enseignement fondamental" taucht net eng Kéier op am Gesetz iwwert de SCRIPT, weder bei Kontroll a Bewäertung vun de Schoulen, nach bei der Formation continue. Wéi ass dann d'Zesummenaarbecht tëschent dem Inspektorat an dem SCRIPT geregelt? Ma déi ass iwwerhaapt net geregelt.

Eng Rëtsch vun de Missioune vum SCRIPT erënnert eis ganz staark un déi Missioune vun der Uni, déi zum Beispill eng Section de recherche EMACS - den Här Scheuer huet dervu geschwat -, déi déi Missiounen och huet.

Wéi ass hei d'Zesummenaarbecht geregelt? Och net oder bal net! „Les missions centrales du SCRIPT dans le domaine de l'innovation pédagogique sont demeurées invariables depuis sa création en 1993." Esou steet et am Rapport, esou wäert et och an der Realitéit fonctionnéieren, mä esou däerf et dach net virugoen. Mir hunn dach 2003 een Unisgesetz gestëmmt. Et kann dach net sinn, datt mir an engem Unisgesetz als Missioun ënner anerem och d'Recherche an d'Innovatioun stoen hunn, a bei dësem Gesetz hei maache mer wéi wann et dat dann alles net géif ginn.

Am Unisgesetz vun 2003 steet zum Beispill och als Missioun vun der Uni am Artikel 2: «Missions et objectifs: L'université a pour missions:» - ënnert dem Punkt b. - «de contribuer à la formation initiale et continue des enseignants de tous les ordres d'enseignement.» Am Rapport steet, datt d'Formation continue vun de Schoulmeeschteren aus dem Primaire an aus dem Préscolaire bis 2004 vum deemolegen ISERP gemaach ginn ass. Wéi d'Uni gegrënnt ginn ass, huet de SCRIPT missen déi Aufgab iwwerhuelen; an dat och nach ouni déi néideg Strukturen a Ressourcen ze hunn.

Här President, mir wëssen, datt hei eng ganz gutt Aarbecht vum SCRIPT gemaach ginn ass. Mir wëssen och, datt an Zukunft d'Ufuerderungen un d'Formation continue éischter méi grouss wéi méi kleng ginn. Mir hu souwuel bei de Professere wéi bei de Schoulmeeschteren e Minimum vu Formation continue an d'Tâche ageschriwwen. Mir sinn och der Meenung, datt d'Weiderbildung vill méi passend op déi eenzel Schoule muss zougeschnidde ginn. Mir kréien zu Lëtzebuerg ewell Spezialisten aus der ganzer Welt presentéiert, déi Konferenze ginn. Dat aart scho bal an Eventveranstaltungen aus.

Mir brauchen awer virun allem eng duerchduechte Weiderbildung fir ganz Schoule mat enger Virbereedung an enger Evaluatioun, a wa méiglech mat enger laangfristeger Begleedung.

Mir sinn der Meenung, datt d'Weiderbildung vum Léierpersonal soll an enker Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg organiséiert ginn. Ideal wier et wann dës Weiderbildung - ech mengen déi fräiwëlleg, net déi puer obligatoresch Stonnen - och mat ECTS-Punkte kéint belount ginn. Esou kéint ee Weiderbildung attraktiv maache fir d'Enseignanten an et kéint ee se nohalteg organiséieren, well een en Afloss op d'Auswiel vun deene verschiddene Coursen hätt, déi déi eenzel Leit sech eraussichen.

Mir sinn der Meenung, datt och no weidere potenzielle Partner soll gesicht ginn: de Collège des inspecteurs, eventuell souguer den INAP, de CPOS, a firwat net d'Lehrergewerkschaft. Et ass net de Rôle vun enger Oppositiounspartei fir fäerdeg Konzepter op den Dësch ze leeën. Et ass eise Rôle fir Denkustéiss ze ginn an d'Regierungsaarbecht kritesch ze observéieren.

Dee Projet de loi, dee mer haut zum Vote stoen hunn, ass net ausgeräift. Mir hunn zurzäit nach keng Äntwert op d'Fro, ob et net besser wier en eegestännegt Institut fir Weiderbildung fir all Enseignant ze schafen, dat eng Zesummenaarbecht mat deenen aneren Instituter a senge Missioune festgeschriwwen hätt. Mir tendéieren awer an déi Richtung.

Wéi ech dat an der Éducatiounskommissioun ugeschwat hat, dunn ass gemengt ginn, et géif ze vill eng kleng Administratioun gi fir eegestänneg ze fonction-

néieren. Ech wëll just drun erënneren, datt mer virun engem gudde Mount hei ee Gesetz gestëmmt hunn, wou mer eng Administration des services médicaux du secteur public geschaf hunn; eng Miniadministratioun fir einstweile véier Leit. D'Gréisst eleng dierft also kaum een Argument géint een eegestännege Weiderbildungszentrum fir d'Léierpersonal sinn.

Mir hunn och Zweifel, ob zwou Missioune wéi d'intern Evaluatioun an d'Organisatioun vun der Weiderbildung ënnert därselwechter Direktioun sollen organiséiert ginn. Wéi een Direkter trëppelt sech scho gäre selwer op d'Féiss?

Mir fannen och am Gesetzestext keen Hiweis, wéi dann d'Zesummenaarbecht geregelt an opgedeelt soll ginn tëschent SCRIPT, Collège des inspecteurs an Uni Lëtzebuerg; weder wat d'Evaluatioun ugeet, nach wat d'Weiderbildung ugeet.

Et bleift mer zum Schluss nach ee gewësse Kuriosum festzestellen. Déi Leit, déi eng vun deenen dräi Divisioune géréieren, déi zesummen den neie SCRIPT bilden, däerfe sech Chef de division nennen. Si kréien eng Nominatioun op fënnef Joer, ouni datt sech eppes an hirem Klassement ännert. Déi Nominatioun op Zäit kenne mer och aus anere Branchë beim Stat a si mécht Sënn. Den Direkter an de Sous-Direkter allerdéngs, déi nominéiere mer anescht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen als gréng Fraktioun dëst Gesetz net matdroen a mir wäerten och dergéint stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Zu dësem Volet wär och ganz vill ze soen. Mir hunn elo dat véiert Gesetz virleien, nodeem datt mer d'Schoulreform als solch gestëmmt hunn. D'Schoulreform kann net réusséieren, wann net de Contrôle vun der Qualitéit fonctionnéiert, wann net innovéiert gëtt. An et ass jo am Fong geholl den Objet vun dësem Gesetz fir d'Missioune vum SCRIPT, wéi se bis elo bestanen hunn, auszeweiten a se ze adaptéieren un déi nei Exigenzen, déi sech aus där neier Législatioun erginn.

Fir eis ass dat heiten e ganz wichtege Volet, wohlwissend datt och an der Schoul villes a Bewegung ass, datt villes muss adaptéiert ginn un déi nei Exigenzen, un d'Ännerung och vun eiser Gesellschaft. Mir kënnen d'Wichtegkeet vun der Qualitéitsentwécklung an der Qualitéitskontroll an der Schoul nëmmen ënnersträichen. Dat betrëfft souwuel d'Aart a Weis wéi Schoul gehale gëtt, wéi dat Material, wat an der Schoul agesat gëtt, wéi och d'Formatioun an d'Formation continue vum Personal, wat Schoul hält.

D'Missioune sinn am Artikel 2 definéiert. Et sinn dräi grouss Voleten an d'Reform leeft jo och drop eraus, datt dorauser dräi Divisiounen entstinn: eng Divisioun fir d'Innovation pédagogiques et technologiques, eng Divisioun fir d'Assurance vun der Qualitéit am Enseignement, souwuel an de Primärschoule wéi an de Lycéeën, an eng Divisioun vun der Formation continue vum Personnel enseignant et éducatif vun de Schoulen an de Lycéeën.

Dat ass alles schéin a gutt an der Theorie, Madame Minister, fir déi ganz ambitiéis Zilsetzungen, déi net nëmmen ambitiéis, mä déi an der Praxis och noutwendeg sinn, wa mer eis d'Mëttelen net ginn, fir dat alles ëmzesetzen. Mir gesinn duerfir dat Gesetz hei och als en éischte Schrack an déi richteg Richtung.

Mir geséiche gär, wat d'Formation continue ubelaangt, allerdéngs erëm eng Kéier aus eiser Optik, wa mer de Schoule méi Autonomie géife ginn, hinnen och duerfir méi Fräiheet wéilten zougestoe fir d'Formation continue ze organiséieren. Selbstverständlech solle se kënnen op d'Servicer vum SCRIPT zréckgräifen, mä et soll een hinnen awer och d'Méiglechkeete loosse fir aner Weeër ze beschreiden; Konkurrenz kann och an där Bezéiung näischt schueden.

Wéi gesot, et ass en éischte Schrack an déi richteg Richtung. Leider ass de SCRIPT net dat onofhängegt Organ, dat mir eis gewënscht hätten, mä et ass awer en éischten Usaz emol, fir eng intern Evaluatioun an de Schoule kënnen duerchzeféieren.

Wa mer d'Missioun vun der Formation continue kucken, da muss een d'Fro hannendrunhänken: Wat bedeit dat u Moyenen, déi mer brauchen, wann een dat ganz seriö wëllt maachen? Wa mer emol vun 150 Schoulen am Primaire ausginn a wann een dat seriö wëllt maachen, da bräicht een awer do ongeféier zéng bis 15 Leit, déi missten aktiv ginn. Do dernieft stellt sech d'Fro vun der Begleedung vun de Plans de réussite scolaire, déi mussen opgestallt ginn. Am Secondaire: Wivill Leit brauche mer fir d'Personal vun deenen 23 Lycéeën ze forméieren?

Duerfir: Alles dat, wat de Moment gewënscht ass, dat ass zwar gutt a schéin, mä wa mer do net d'personell Moyenen hannendrustellen, da kann et natierlech net fonctionnéieren.

D'Evaluatioun an de Schoule bedeit och, datt ee stänneg um Ball bleift, an net wéi elo a Cyclë vun dräi Joer, wéi an de Lycéeën, d'Évaluatioun mécht. Nieft dem SCRIPT - soe mir awer och - ass d'Evaluation externe ganz wichteg. Et kann net nëmme sinn, datt periodesch eng Kéier e sougenannte PISA-Test duerchgefouert gëtt, mä datt mer och op eng onofhängeg Evaluatioun vu bausse kënnen zréckgräifen. Mir hunn d'Hoffnung, datt d'Uni Lëtzebuerg an där Bezéiung erugezu gëtt an aktiv ka ginn.

Och missten d'Kritäre fir d'Qualitéit definéiert ginn a si musse moossbar gemaach ginn. Dat ass ganz sécher och méi séier gesot wéi gemaach. Do kënnt nach eng Partie Aarbecht op eis zou.

Här President, ech kommen domat zum Schluss. Mir gesinn déi gutt Intentiounen, déi hei hannendrustinn. Mir sinn och bereet dat matzedroen, mä, wa mer eis Zoustëmmung ginn, da soe mer: „Oui, mais." - Do muss awer duerno nach eng Partie hannendrukommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo kritt d'Unterrechtsministerin d'Wuert, d'Madame Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech hunn elo den Diskussiounen iwwert d'Reform vum Gesetz iwwert de SCRIPT interesséiert nogelauschtert.

Ech hu mech gefrot, ob mer vläicht net intensiv a laang genuch an der Kommissioun iwwer verschidden Aspekter diskutéiert hunn, well ech mech gewonnert hunn iwwer verschidde Froen an Aussoen, déi hei um Riednerpult gemaach gi sinn.

Duerfir erlaabt mer vläicht awer trotzdeem eng Kéier de Résumé ze maachen - ob dat Gesetz dann elo en administratiivt oder pedagogescht ass -, wat dat da genau beinhalt.

Mir maachen eng Reform vum SCRIPT. De SCRIPT besteet säit 1993 an hat ëmmer d'Missioun vun Innovatioun a vu Formation continue. Déi Missioune behält e weider. De SCRIPT ass eigentlech Opfer gi vu sengem Succès, an duerfir musse mer en ausbauen. E kritt eng nei Missioun derbäi. Dat heescht, an der Zukunft - duerfir gëtt en och nei strukturéiert - huet de SCRIPT dräi Standbeen, wann ech dat esou kann nennen.

Éischtens, d'Innovatioun. Domadder kënnt en net an d'Gefor, a Konkurrenz mat der Uni Lëtzebuerg ze kommen, well déi jo Innovatioun a Recherche mécht, während dem SCRIPT seng Aufgab an der Innovatioun ass, d'Schoulen, déi innovativ Praktiken hunn, Enseignanten, déi innovativ Praktiken hunn, ze begleeden, ze observéieren an dorunner ze schaffen.

Dat zweet Standbeen ass dat vun der Formation continue an dat drëtt Standbeen, dat neit Standbeen, dat ass dat vun der Agence pour le développement de la qualité.

Do ass gesot ginn: Hätte mer net besser gehat, dräi verschidden Departementer ze maachen?

Mir hunn optéiert fir ee mat dräi Been, well ech der fester Iwwerzeegung sinn, dass et wichteg ass, dass d'Innovatioun, d'Formation continue an d'Evaluatioun - déi dräi Elementer - zesumme ginn. Ech wëll do betounen, dass et net nëmmen d'Evaluatioun ass vun der Innovatioun, mä et ass och d'Evaluatioun vum Unterrecht, dee gehale gëtt, deen déi Evaluatioun als Objet huet. Wann een Erkenntnisser huet aus der Innovatioun, da wär et jo wichteg, dass et géif afléissen an d'Allgemengpraxis, an et wär och wichteg, dass d'Formation continue dorobber ageet.

Ech wollt op déi zwee nei Elementer, also d'Formation continue an den Développement pour la qualité, méi laang agoen. D'Formation continue wéi gesot war ëmmer ee Standbeen, eng wichteg Aufgab vum SCRIPT, deen d'Formation continue gemaach huet fir d'Enseignantë vum Postprimaire, vum Secondaire a Secondaire technique.

Wéi richteg gesot ginn ass, huet mat der Schafung vun der Uni d'Uni Lëtzebuerg zwar d'Missioun behalen „pour collaborer à la formation continue" vun den Enseignantë vum Primaire, awer net méi fir se selwer ze organiséieren, a si organiséiert se säithier och net méi. An doduerch ass also eng nei Aufgab entstanen, oder loosse mer soen en neie Grupp vun Enseignanten als Clientë vun der Formation continue vum SCRIPT derbäikomm.

An dat zweet Element, wat nei ass, dat ass, dass säit der neier Definitioun vun der Tâche vun de Professeren, an elo och säit dem Gesetz, d'Formation continue fir d'Enseignantë souwuel am Primaire wéi am Postprimaire obligatoresch gëtt a sech op op d'mannst aacht Stonnen an der Woch beleeft.

Dat heescht also, dass déi Aarbecht, déi op d'Agence pour le développement de la qualité zoukënnt, zouhëlt. Dat gesi mer och un den Inscriptiounen. Am Joer 2000 hate mer 2.000 Inscriptiounen an der Formation continue, an dat lescht Schouljoer, wat ofgeschloss ass, also 2007/2008, waren et 18.700 Inscriptioune vun Enseignanten, déi sech an der Formation continue ageschriwwen hunn. Dat ass also en immense Sprong, deen do gemaach ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt och eppes doriwwer soen, wéi dann den Institut de formation continue dat organiséiert. Éischtens soll déi Formatioun cibléiert sinn. Dat heescht, et ginn natierlech Prioritéite gesat, an d'Prioritéite sinn differenzéierten Unterrecht, Gestion des classes, Sproochen, Fachdidaktik, Teambuilding. D'Formation continue soll wa méiglech mat den Enseignanten organiséiert ginn. Dat heescht, et gëtt gefrot: Wat hätt Der gären niewent de Prioritéiten, déi vum Ministère gesot ginn?

Wat mer och feststellen, dat ass, dass déi Formation continue, déi am interessantesten ass an am meeschte Resultater och opweist, déi ass, déi an den Équipë geschitt. Dat heescht, wann eng ganz Équipe oder eng ganz Schoul zesumme seet: Mir hätte gär déi do an déi do Formation continue. Déi gëtt da fir si op där Plaz, wou si se gären hätten, organiséiert. Duerfir ass elo schonn an all Lycée ee responsabel fir d'Formation continue, ee Coordinateur, deen also mat der Schoul zesumme kuckt, wat d'Besoinë vun där Schoul sinn. An déi Missioun ass jo och elo am neie Gesetz festgeluecht fir ee Member vun der Équipe vum Comité an „Eis Schoul", wou een den Uspriechpartner ass fir d'Formation continue.

Ech wollt och soen, dass déi Formation-continuen net dorauser bestinn, dass eng Konferenz gehale gëtt, mä dass déi bescht Formations continues - déi, déi och dee gréisste Succès hunn - déi sinn, wou e Cours gehale gëtt oder e Seminaire oder en Atelier, a wou duerno e Suivi ass an e Feedback, wou all déi Participanten un der Formation continue sech regelméisseg erëm gesi mat hirem Formateur, fir och ze gesinn: Wéi kann ech dat, wat ech an der Formation continue mer ugeléiert hunn, ëmsetzen an der Schoul?

Da wollt ech nach eppes soen zu der Zuel vun de Leit, déi am Institut de formation sinn. Déi ginn iwwert dëst Gesetz renforcéiert. Et ass awer net esou, dass si selwer d'Formatioun maachen. Si organiséieren d'Formatioun a sichen déi gëeegent Formateuren. Well och do wëll ech soen, och eng Uni huet net Spezialiste fir alles. Si kënnen also zréckgräifen op Formateuren aus dem Ausland. Duerfir sinn d'Kreditter fir den Artikel vun der Formation continue och immens an d'Luucht gaangen.

Mir hätten natierlech gären, dass mer Leit, Expertë kréien, Équipen, déi Formation continue maachen, déi de Lëtzebuerger Terrain kennen, déi dat och op Dauer kënne suivéieren. D'Zil ass och, fir wa méiglech Leit ze forméieren...

(Brouhaha général)

Et interesséiert keen. Et ass awer...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech hätt gär e bëssen Opmierksamkeet fir d'Madame Minister!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.-...déi ganzen Zäit gesot ginn, wéi wichteg d'Formation continue ass. Säit gëschter Mëtteg an haut de Moien héieren ech, dass d'Formation continue esou wichteg ass. Ech mengen, mir halen dat da fest, fir dass op d'mannst eng geschriwwen Trace dovunner Rescht bleift.

Ech wollt da soen, dass also den Institut de formation déi Formatioun net selwer mécht, mä déi gëeegent Formateure sicht. A mir hätte gär eng Fidélisatioun vun deene Formateuren, déi de Lëtzebuerger Schoulsystem kennen, déi sech och hei mat deene Problemer, déi mir hei hunn, auserneesetzen. An d'Zil ass natierlech och, Lëtzebuerger Formateuren ze fannen, dass mer der net ëmmer aus dem Ausland komme loossen, mä déi auszebilden.

An dat zweet Objektiv à terme, à moyen terme, hoffen ech...

(Interruption)

M. le Président.- Déi, déi Calepinen an d'Rei ze maachen hunn, déi sollen dat vläicht dobausse maachen, da kann d'Madame Minister hei hir Aarbecht maachen!

(Interruptions)

Une voix.- Et ass wéi an der Schoul!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech sinn net esou sécher.

Dat zweet Objektiv à moyen terme ass, dass mer déi Formation continue esou kënne certifiéieren an esou organiséieren, dass dat och e Certificatiounswäert huet, dass mer à terme ECTS-Punkte kënnen ausstelle fir déi Leit, déi an der Formation continue sinn, fir dass se och kënnen noweisen, wat hir Formatioun bruecht huet, sou datt dat och en akademesche Wäert kritt.

Et huet natierlech e Wäert fir hir Insertion professionnelle, mä et wär gutt a wënschenswäert - an dat ass de Wee, dee mer ginn -, fir deenen och ECTS-Punkten ze ginn. Dat heescht awer, dass d'Partnerschaft mat der Uni Lëtzebuerg oder aner Unië muss esou organiséiert ginn, dass dat méiglech ass. Éischt ECTS-Punkte gi scho verginn. Den Institut de formation selwer ka se net verginn, well dat jo keen Institut universitaire ass. Si mussen also eng Partnerschaft organiséieren.

Da wollt ech op deen zweete Volet agoe vum Développement vun der Qualitéit, well dat jo och wéi e Leitfuedem hei duerch d'Interventioune vun all den Deputéierte gaangen ass.

Ech mengen, an deem SCRIPT-Gesetz steet elo de Prinzip vun der Evaluatioun, d'Evaluatioun also net vun den eenzelne Schüler - deen och -, mä vum Schoulsystem. Mir soen alleguer, dass mer gär Qualitéit an der Schoul hätten. An da musse mer natierlech definéieren: Wat ass Qualitéit?

Ech wëll hei direkt soen, dass Qualitéit net heescht, dass déi Schoul déi bescht ass, déi an engem Examen oder an engem Test déi beschte Resultater huet, an dat Resultat kritt huet, well se all déi Schüler, déi net den Usprëch vun der Schoul entspriechen, aus der Schoul eraus selektionéiert huet. Dat kann et net sinn. Well dat ass e bëssen einfach. Där Schoule gëtt et. Dat erkläert och zum Beispill, dass verschidden international Schoulen dann eng ganz gutt Performance zum Beispill am PISA-Test hunn. Wann een dann natierlech d'Population scolaire kuckt, d'Origine sociale vun der Population scolaire, dann hu si datselwecht Resultat wéi eigentlech déi Spart vun eise Schüler, déi och aus engem ganz favorabele sozioprofessionelle Milieu kommen.

Qualitéit ass also eppes, wat ee muss ganz kloer definéieren. A fir mech läit d'Qualitéit vun der Schoul doranner, dass eng Schoul integrativ ass, dass se alleguerten d'Kanner mathëlt, dass se probéiert all Kand esou héich wéi méiglech ze bréngen, am Verhältnis och vun deem Ëmfeld a vun där Origine wou et hierkënnt. Dat ass d'Objektiv vun der Qualitéit.

Dat Gesetz gesäit en Dispositif vir, an ech wollt dee kuerz hei beschreiwen - ganz kuerz.

Éischtens gëtt e Conseil scientifique beim SCRIPT agefouert. Dee Conseil scientifique ass eigentlech e Comité d'accompagnement vum ganze Schoulsystem vum SCRIPT. Dee Conseil soll aus fënnef Expertë bestoen. Dat sinn elo net Vertrieder vu Beruffskummeren oder esou, mä dat si fënnef Experten, déi also och e Bléck vu

baussen op de Schoulsystem bréngen. Zwee dovunner gi vun der Uni designéiert an déi aner dräi vum Minister, woubäi net gesot ass, dass se mussen ee representéieren, mä si ginn an hirer Qualitéit als Experten a Schoulentwécklung an a Schoulqualitéit designéiert. Déi hunn also d'Expertise a sollen de Bléck vu baussen op eise Schoulsystem geheien. Si kënne Rotschléi ginn, si kënnen Avisë ginn iwwer Plan-d'actionen a proposéiere Critères de qualité.

Déi Propositioune wëlle mer dann diskutéieren an approuvéiere loossen - dat steet och esou do - vum Conseil supérieur de l'éducation nationale. Well de Conseil supérieur vun der éducation nationale ass jo dat Gremium, wou alleguerten d'Leit vertruede sinn, d'Schoulen, d'Enseignanten, d'Forces vives de la nation, déi da kënnen iwwer eng Propositioun soen, dat do ass eppes, wat eis genehm ass oder net. An dat wären dann d'Critères de qualité, mat deene mer wéilte moossen.

An da soll déi Evaluatioun en vigueur gesat ginn. Do ass et mer wichteg ze soen, dass do en Élément interne ass an en Élément externe. D'Évaluation interne, déi gëtt an der Schoul gemaach. Et ass wichteg, dass d'Enseignantë selwer sech domat auserneesetzen: Wat klappt gutt an eiser Schoul, wat kënne mer verbesseren a wou setze mer un?

Fir déi Évaluation interne ass en Instrument am Schoulgesetz virgesinn. Fir d'Primärschoul ass dat de Plan de réussite scolaire, deen all Schoul muss maachen. Dee Plan de réussite scolaire gëtt opgestallt fir véier Joer. Net all Schoule maachen datselwecht Joer hire Plan d'évaluation.

Ech wollt och soen, dass dat doranner besteet, emol fir d'éischt eng Analys ze maachen: Wat ass dann an eiser Schoul? Wat ass d'Origine vun eise Kanner? Wat ass d'Émfeld, an deem mer eis bewegen? A wat sinn déi Ziler, déi mer eis setzen? An de Lycéeën ass dat de sougenannte PAQS - Protocole d'action qualité scolaire. Dat ass eng grouss Entreprise. Dat ass eng ganz Schoul, déi sech muss domadder beschäftegen, wéi se d'Qualitéit an hirer Schoul ka verbesseren.

Doniewent gëtt et dann eng Évaluation externe. Déi gëtt gemaach natierlech vun engem Aussestehenden. Dat sinn entweder déi international Tester, wou mer matmaachen. Dat ass jo da souwisou e Konsortium, wat dat mécht. An dat sinn och esou national Tester, Lernstandserhebungen, fir déi de Moment mer eng Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg gemaach hunn, fir dass si déi Lernstandserhebunge fir eis mécht. Dat ass also och en externen.

Mir hunn dëst Joer, wann ech dat kann esou soen, e Feldtest gemaach, wou mer déi éischt Lernstandserhebunge gemaach hunn am drëtte Schouljoer am Däitschen an am Rechnen. An op 9e an op 5e hu mer déi Lernstandserhebunge gemaach. Dat ass mat vill Schwieregkeete verbonne gewiescht. Et war déi éischte Kéier wou mer et gemaach hunn. Och d'Uni ass amgaang Expertisen ze sammelen, fir déi Tester do duerchzeféieren.

Ech wëll awer och hei warnen - dat ass eppes, wat mer immens um Häerz läit. Éischtens muss ee schaffen a mat de Kanner léieren, an d'Kanner selwer musse léieren, ier een eppes kann evaluéieren. Et huet kee Wäert, dauernd ze evaluéieren. Et muss een och dozwëschent Pause loossen, wou ka geschafft ginn, well soss weess ech net, wat mer kéinten evaluéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech géif also dovir warnen, fir dauernd Tester wëllen ze maachen, well mer domadder kee Progrès onbedingt an der Schoul kréien.

Zweetens moossen déi Tester jo dann och ëmmer nëmmen d'Leeschtung, an et ass wichteg, dass mer déi begleede mat Questionnairen oder och mat Feedback vun den Enseignanten, vun den Elteren a wa méiglech vun de Schüler, fir kënnen ze kucken, wéi déi Prozesser ginn.

Dat Wichtegt awer elo ass, dass, wa mer dann déi Outilen hunn - Plan de réussite scolaire, eng Analys, eng Propositioun oder Tester vu baussen -, dann intervenéiert d'Agence pour le développement de la qualité, déi elo nei am SCRIPT geschaf gëtt. Déi mécht also net selwer d'Evaluatioun, mä si begleet d'Schoulen an der Mise en place vun engem Plan d'action, dem Plan de réussite scolaire, fir d'Qualitéit an der Schoul ze verbesseren, an do ass hire Rôle als Beroder an als Begleeder vun der Schoulentwécklung ganz primordial.

Duerfir mengen ech, dass d'Innovatioun, d'Formation continue an dann d'Qualitéitsentwécklung an der Schoul Hand an Hand ginn.

Ech wëll nach eng Kéier drop insistéieren, dass d'Qualitéit net onbedingt nëmmen Innovatioun ass. Ech kenne Schoulen, déi ganz - wéi soll ech dat soen? - konservativ, traditionell fonctionnéieren an déi eng héich Qualitéit hunn. Mir wëllen dat jo net futtimaachen. Mir hätte gären, dass all Schoul sech dee Wee gëtt, déi Methoden, fir mat hire Kanner esou wäit wéi méiglech ze kommen.

Duerfir soen ech Merci zu där breeder Zoustëmmung, déi dat Gesetz hei fënnt. Domadder, soen ech, ass eigentlech e wichtegt Element, wat mer brauchen als Begleedung fir d'Mise en place vun där neier Schoul, erreecht.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5847.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5847 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen géint siwen Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Martine Stein-Mergen), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M Norbert Haupert), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. De Mëtteg kënnt d'Chamber erëm um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.49 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 26

Mercredi, 21 janvier 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation à Gaza, suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (à qui M. Charles Goerens pose une question)*

2. 5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau
2. l'article 631-2 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Marcel Glesener, M. Alexandre Krieps, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (à qui répond M. François Biltgen), M. Aly Jaerling (à qui M. Marcel Glesener pose une question), M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique
2. modification du Code du travail
3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (dépose une motion), M. John Castegnaro, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Marc Spautz, M. Fernand Etgen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

5. Question urgente N°3089 de M. Félix Braz relative à la campagne d'information pour les ressortissants des pays membres de l'Union européenne concernant l'inscription sur les listes électorales en vue des élections européennes en juin 2009

- *M. Félix Braz - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

6. 5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen

- *M. le Président, Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech ginn dervun aus, dass d'Regierung eis keng extra Matdeelungen ze maachen huet. Duerfir géif ech direkt dem Här Ausseminister d'Wuert ginn, fir seng Deklaratioun iwwert d'Situatioun am Gaza ze maachen. Här Ausseminister, wann ech gelift.

1. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation à Gaza, suivi d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Dezember huet Hamas d'Wafferou gebrach an nees Rakéiten op Israel geschoss. D'Riposte ass, wéi mer alleguerte wëssen, de 27. Dezember massiv aus Israel komm, wéi d'israelesch Militär agegraff huet. Vun deem Moment un ass et kee Knäppche méi op der Welt ginn, fir d'Bluttvergéissen ze stoppen.

Et stëmmt, dass kee Land op der Welt toleréiere kann, dass Rakéiten op säin Territoire geschoss ginn, ouni dass ripostéiert gëtt. Et stëmmt, dass Israel d'Recht huet, a Sécherheet ze liewen. Et ass evident, dass Hamas eng islamistesch Organisatioun ass, déi mat Mëttele vun enger Terrororganisatioun operéiert. A wann ee gëschter Owend Zäit hat, fir um Arte dee Film ze kucken, wéi Hamas mat sengen eegene Leit, also mat de Palästinenser, a Gaza ëmgeet, da brauch een dat net weider ze dokumentéieren.

D'Fro, déi sech stellt, ass duebel: Ass alles gemaach gi vun israelescher Säit, fir den Asaz vu Gewalt aus Gaza eraus ze ënnerbannen? An déi zweet Fro: Ass mat enger militärescher Operatioun der Gewalt aus Gaza eraus bäizekommen? Béid Froe si wuel net kloer mat Jo ze beäntwerten.

Ägypten huet sech immens vill Méi ginn - wéi mer wëssen -, fir eng Waffepaus auszehandelen. Eng Waffepaus, déi gedauert huet vu Juni 2008 bis den 19. Dezember 2008 an déi vun Hamas agehale gouf. An där Zäit huet Israel leider kee Schratt gemaach, fir Gaza opzemaachen.

Ech wëll hei versichen, Gaza direkt e wéineg plastesch duerzestellen. Gaza ass, wat den Territoire ugeet, ee Siwentel vum Lëtzebuerger Territoire. 1,4 Millioune Leit liewen do. Héichgerechent géifen zéng Millioune Leit zu Lëtzebuerg liewe mat der Bevölkerungsdicht vu Gaza. D'Gréisst vu Gaza ass ze vergläiche mam Kanton Klierf a mam Kanton Veianen. Déi zwee Kantonen zesumme maachen d'Gréisst vu Gaza aus.

1,4 Millioune Leit, déi also do op deem klengen Territoire liewen, ouni Perspektiv, ouni Motivatioun, ouni Aarbecht. Ee grousse Prisong, muss ee soen. Ee Prisong, deen nom Norden, nom Süden an och nom Osten zou ass. An Dir wësst, dass déi aner Säit d'Mier ass. Dat ass Gaza, wou et einfach ass, fir Extremisten ze zillen an och Extremisten ze motivéieren.

Den israeleschen Innenminister war gëschter Moie bei mer, fir eis seng Siicht vun der israelescher Regierung matzedeelen. Hien huet gesot an engem Saz: Am Joer 2000 nach hunn 250.000 Leit all Dag Gaza an d'West Bank verlooss, sinn an Israel schaffe gaangen a sinn owes nees zréckgaangen an hiert Duerf, an hir Stad. Esou wéi et bei eis jo de Fall ass mat 150.000 Frontalieren, déi mer all Dag hei empfänken. Et ass also och anescht méiglech.

Duerfir gëtt et eng fundamental Onverhältnismëissegkeet a mengen Aen an der Liewensweis, wann een Israel gesäit a wann ee Gaza gesäit, wann een d'Liewensweis oder d'Liewenskonditioune vun de Populatioune vergläicht. Duerfir géif ech och mengen: Mat oder ouni Hamas, Gaza ass eng potenziell Bomm, wou d'Leit weder a Fräiheet nach an Dignitéit liewe kënnen. A soulaang Gaza an där Form besteet, lieft Israel net a Fridden.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Dëst ass déi déif Ursaach vum Problem.

Hamas operéiert mat condamnable Mëttelen, mat verwerfleche Methoden, och a Gaza selwer; ech hunn et gesot. Israel ass ee Stat mat villen intelligenten, engagéierte Leit. Israel misst zur Asiicht kommen, dass déi permanent Erniddregung vun de Palästinenser a Gaza wéi och an der West Bank all Hoffnung op e friddlecht Zesummeliewen op Dauer mat Israel net méiglech mécht. Ausgläichend zur Sécherheet vun Israel steet d'Recht op Dignitéit vun de Palästinenser alleguer, ob a Gaza oder an der West Bank.

Militärgewalt uwende géint Hamas a Gaza geet net, ouni d'Zivilpopulatioun ze treffen, voll ze treffen; dat ass jo och geschitt. A jiddwer jonke Mënsch a Gaza, deen dës militäresch Gewalt vun den Israelië gesäit oder och gespuert huet, gëtt kee Mahatma Gandhi, ganz am Géigendeel. Dat internationaalt Krichsrecht an dat internationaalt Völkerrecht, déi véiert Konventioun vu Genève, erlaabt net, dass militäreschen Asaz op d'Käschte vun der ziviler Populatioun goe kann. De Beschoss vu Schoulen, vun UNO-Gebaier, vu Kliniken ass net tolerabel.

Fazit: Kee kann dovun iwwerzeegt sinn, dass déi militäresch Operatioun den dauerhafte Fridden an där Regioun soll garantéieren oder em iwwerhaapt soll gedéngt hunn.

Firwat ass Gaza, op Ägypten zou, also Rafah, net an de leschte Méint opgemaach ginn, wéi keng Bomme geschoss gi sinn, keng Rakéite geschoss gi sinn aus Gaza op Israel? Firwat ass d'Verbindung mat der West Bank net hiergestallt ginn? Firwat sinn d'Camionen zu Karni mat de Liewensmëttel nëmmen drëpchesweis a ganz dacks iwwerhaapt net a Gaza erakomm? Firwat ass d'Extensioun, d'Siedlungspolitik zu Jerusalem an och an de Gebidder weidergaangen? D'Israelië baue weider op Territoiren, déi hinnen net gehéieren. Firwat sinn d'Stroossespären an der West Bank zënter Annapolis an der Zuel éischter geklomme wéi zréckgaangen?

Israel wäert wuel ni Fridde schléisse mat Hamas, dat ass kloer. Mä Israel muss Fridde schléisse mat dem palästinensesche Vollek, muss also weisen, dass dëst palästinensescht Vollek vun Israel respektéiert gëtt, dass him Hoffnung gemaach gëtt, an net konstant Provokatioun geschitt, mat de Kolonien op Territoiren, wéi ech gesot hunn, déi hinnen net gehéieren, oder Schikanen am deegleche Liewe vun de Leit, déi ëmmer méi hefteg ginn, anstatt dass se ofgebaut ginn.

Mat Mauere schliesslech, Dir Dammen an Dir Hären, léisst sech de Fridden an och d'Zesummeliewen net opbauen, dat huet d'Geschicht och hei an eisem Europa gewisen. Froen, déi Israel sech selwer stelle muss; Äntwerten, déi net wäerte kommen, weder vun den USA nach aus Europa.

Nun, et gëtt kapital Froen an dësem Konflikt, déi sech stellen an déi och selbstverständlech Lëtzebuerg, d'Europäesch Unioun concernéieren.

Éischtens emol, et ass net einfach, an deem Kontext hei optimistesch ze bleiwen. Ech hunn d'Chance, véier an en halleft Joer Ausseminister ze si vun dësem Land. Ech hu gesinn, wéi den Abu Masen gewielt ginn ass, déi Hoffnung, déi mer doranner gesat hunn. Ech hu gesinn, 2006, wéi Hamas gewielt ginn ass, wat fir eng Schwieregkeete mer haten an der Europäescher Unioun. Ech hu gesinn, selbstverständlech wéi mir alleguerten, wéi de Krich am Libanon 2006 ausgebrach ass. Ech hu gesinn, wat fir Hoffnung bei Annapolis derbäi war, an ech hunn och materlieft, wéi ech d'lescht Joer an Israel war an och a Palästina, wéi nobäi d'Madame Livni an och den Ahmed Qurai, dat ass de palästinensesche Chef vun der Delegatioun, waren, fir kënnen zu engem Friddensvertrag ze kommen.

Dëse Réckschlag, Dir Dammen an Dir Hären, deen deet wéi. Trotz allem gesäit een, dass de Krich ëmmer nach déi lescht Sortie de secours schéngt ze bleiwen.

Hamas, ee Wuert, wat ëm d'Welt geet. Hamas ass en arabescht Wuert an heescht Äifer a Zèle. Et ass eng palästinensesch, sunnitesch, islamistesch, paramilitäresch Organisatioun, déi '87 gegrënnt ginn ass. Ech hu keng Angscht fir ze soen, dass et eng Terrororganisatioun ass. Si ass ervirgaangen aus der Muslim-Brudderschaft. Si ass, dat muss een och gesinn, vun Israel ganz laang ënnerstëtzt ginn, fir géint d'Fatah agesat ze ginn.

Mir stounge virun enger grousser, enger schwiereger, enger schwéierer Fro am Joer 2006: Wéi geet d'Europäesch Unioun mat Hamas ëm? A mir hunn eis un dat gehalen, wat d'Quartett definéiert huet. D'Quartett, wéi Der wësst: Russland, Amerika, d'UNO an d'Europäesch Unioun. Israel unerkenne war déi éischt Konditioun, eng kloer Konditioun. Et kënne keng zwee Länner, déi zesummen an der UNO sëtzen, eent dat anert Land net unerkennen. Dass Israel muss unerkannt ginn, ass net nëmmen eng Evidenz, mä doriwwer ass net ze diskutéieren. Den Osloer Prozess ass ee Prozess, dee wierklech och muss unerkannt ginn, deen niéiert ginn ass vun Hamas. Gewaltverzicht muss ebenfalls sinn, ganz kloer, well mat Gewalt léist een de Problem net.

De Premierminister vun der Regierung, deemools ass se „Gouvernement d'unité

nationale“ genannt ginn, Ismail Haniyeh, huet Ouverturë gemaach, mä Hamas huet sech ni duerchgerongen, fir déi dräi fundamental Konditiounen ze akzeptéieren.

Haut ass et eng Fro erëm ginn: Musse mer, solle mer oder däerfe mer mat Hamas diskutéieren? Ech wëll se hei net beäntwerten; ech kennen d'Äntwert net.

Ech weess just, dass och Lëtzebuerg muss solidaresch si mat där Décisioun, déi geholl ginn ass. Mir hu gesot, wann Hamas déi dräi Konditiounen do net respektéiert, kënne mer net mat Hamas schwätzen. Well et kann een net mat enger Terrororganisatioun schwätzen, déi ee Land - wat Frënd ass vu Lëtzebuerg, Israel - net unerkennt.

Gaza gëtt dominéiert vun Hamas. Wat maache mer als Europäesch Unioun? Mir fueren iwwer Ägypten virun allem, esou och wéi Israel sech op Ägypten stäipt, fir mat Hamas ze schwätzen.

Hamas an Hamas ass och zweeërlee. Et gëtt Hamas vum Khaled Meschal a Syrien. Et gëtt Hamas vu Gaza vum Haniyeh. Et ass dat, wat mer als Solutioun zréckbehalen hunn, och bis elo benotzen, an zumol och an dësen Deeg benotzt hunn.

Den Haass tëschent Fatah an Hamas ass grouss. Et sinn Doudfeinden. Fatah-Leit sinn a Gaza vun Hamas-Leit êmbruecht ginn. D'Zil vun der Europäescher Unioun ass et wierklech fir ze probéieren, déi Reconciliatioun vun dem palästinensesche Vollek virunzebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Wahle wieren dat allerbescht Instrument, fir dat fäerdeg ze bréngen. Mä gleeft mer, zu dësem Zäitpunkt op jidde Fall ass dat eng Illusioun.

Eis Ënnerstëtzung muss dem Abu Masen an dem Premierminister Fayyad gëllen. Do si mer ouni Alternativ.

D'arabesch Welt, d'Ligue arabe; et gëtt an der arabescher Welt zwee grouss Pôlen: Deen ee Pôle ass ëm Ägypten, deen anere Pôle ass ëm Syrien. Ägypten appréciéiert net, wéi „Al Jazeera“ bericht. Syrien, Qatar, vun Iran, wat keen arabescht Land ass, net ze schwätzen. Mir wëssen, dass se zesummen och an enger anerer Musek spillen.

D'Europäesch Unioun huet an Ägypten ee wäertvollen Alliéierten. Mir hunn all Interessen, dass net extremistesch Forcen an Ägypten un d'Rudder kommen. Grad wéi och a Jordanien, wou mer selbstverständlech op déi moderéiert Kräfte setzen.

De Positionnement also vun den Araber gëtt bestëmmt vum Antagonismus mam Iran.

De Moie war e Vizeminister vun dem Iran bei mir um Büro. Ier mer ugefaangen hu mat schwätzen, hunn ech him gesot: Dir kommt aus engem Land, wou am Dezember dräi Leit nach gestengescht gi sinn. Dat heescht, déi Leit sinn an de Buedem gegruewe ginn, de Kapp bleift eraus a si gi mat Steng doutgeschloen.

Ech hunn och gesot: Dir kommt aus engem Land, wou de Mënscherechtszentrum vun der Madame Shirin Ebadi zougemaach ginn ass - Dir wësst, déi Fra huet den Nobelpräis kritt -, wat fir Lëtzebuerg a fir d'ganz Europäesch Unioun net akzeptabel ass.

Den iranesche Vizeminister huet mat mer geschwat an engem Toun, deen akzeptabel ass, an en huet sech och justifiéiert, mä onzefridde stellend. En huet gesot, am Iran ass et leider nach méiglech, dass Riichter ouni de Contrôle vum Stat esou Décisiounen huelen an dass déi Décisiounen exekutéiert ginn. Dat sinn Äntwerten, déi sinn net tolerabel.

Wat den „Centre Ebadi“ ugeet, huet e mer geäntwert, dass dat ee vu ville Mënscherechtszentre wier am Iran. Och dat ass net akzeptabel. Esou Äntwerte kënnen eis net zefridde stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng Alternativ zur Friddensinitiativ vu Riad, wou d'Israelië wéi d'Palästinenser sech ganz staark dorobber konzentréiert hunn, och an hire Gespréicher, fir am Friddensprozess weiderzekommen.

Israel/Palästina ass selbstverständlech den Enjeu. Mä d'Strategie vum Iran, fir wëllen ze dominéieren, ass eng aner Gei, an net ze ënnerschätzen ass déi Koalitioun Iran, Hamas, Hisbollah, Qatar, vläicht och Syrien derbäi, esou wéi et ausgesäit heiansdo.

Déi hu ganz kloer aner Interessen, wéi Ägypten, Jordanien, Saudi-Arabien an déi moderat Golfstaten, an och schliesslech Israel a Palästina.

Am Fong missten d'Israelien an d'Palästinenser déi nämlecht Agenda hunn. Si hunn déi nämlecht Interessen, fir op der Säit vun deenen ze sinn, déi mat offene Kaarte spillen an de Friddensprozess ënnerstëtzen.

Ech mengen och, dass mer als Europäesch Unioun gutt berode sinn, fir Syrien ze versichen op déi aner Säit ze kréien. Syrien ass ee grousst Land, ee wichtegt Land. An dass mer als Europäesch Unioun, vläicht och an Zukunft elo mat den Amerikaner, Afloss kréien, fir dëst wichtegt Land méi op d'Säit also vun de Moderaten ze kréien.

Rafah/Philadelphia-Korridor: Israel revendiquéiert mat Recht, dass d'Iwwerwaachung vun dem Waffeschmuggel a Gaza era méi effikass muss gestalt ginn. Däitschland huet Hëllef ugebueden. Den Owend zu Bréissel wäerte mer doriwwer schwätzen, wéi mer als Europäesch Unioun och déi Hëllef kënnen ëmsetzen. Et bleift Ägypten hei ze iwwerzeegen, dass se auslännesch Kräften an hirem Land géifen toleréieren.

Méi wéi 400 Tunnelen hu bestanen zu Rafah, fir Kassam-Rakéiten a Rakéite vun enger méi grousser Portée, wéi mer wëssen, a Gaza eranzeschmuggelen. Dëse geféierleche Waffepotenzial muss ënnerbonne ginn an, ech hoffen, mat der Hëllef vun der gesamter internationaler Communautéit.

Rafah ass dann eng Installatioun op der Grenz tëschent Gaza an Ägypten, wou tëschent November 2005 a Juni 2007 d'Europäesch Unioun, mat Sécherheetsleit, zesumme mat Ägypten an Israel, mat der PLO-Autoritéit och de Passage vu Persounen a vu Gidder geregelt huet, virun allem erméiglecht huet.

De Bilan: Här President, Israel huet 13 Leit verluer, an Israel selwer an a Gaza, wat der vill ze vill sinn. A Gaza, ech ginn Iech d'Zuele vun OCHA, dat heescht vun der UNO vum 19. Januar 2009: 1.314 Leit sinn a Gaza gestuerwen; 5.300 sinn der blesséiert ginn. 412 Kanner si gestuerwen; dat sinn 32%. 100 Fraen; dat sinn also 8%. 1.855 Kanner si blesséiert ginn; 35%. 795 Fraen; 15%.

D'Zerstéierung vun den Infrastrukturen ass gewalteg. Stroossen, Spideeler, Schoulen, Haiser, Dir hutt dat gesinn, a Gaza selwer. A verschiddene Quartiere steet kee Stee méi op deem aneren.

Stelle mer eis elo d'Konditioune vir, an deenen d'Leit do liewe mussen! Et gëtt Alarm geschloen, wéi Der wësst, och vun de Gesondheetsorganisatiounen, wat d'Epidemien ugeet.

D'UNO huet ze laang gebraucht, nom 27.12. - a mengen Aen -, fir d'Resolutioun 1860 vum Weltsécherheetsrot ugeholl ze kréien, wat den 8. Januar geschitt ass.

An där UNO-Resolutioun sinn dräi Saachen dran: Wafferou fir zwou Säiten direkt - Dir wësst, dass dat net geschitt ass -; humanitär Assistance, schwéierfälleg ugelaf; an de Cessez-le-feu durable, dee muss kënnen agelaut gi vu béide Säiten. Ägypten huet zu New York eng kapital Roll gespillt. Ech muss och soen, dass den engleschen Ausseminister hei extrem konstruktiv war.

Här President, wat ass d'Suite? Wéi kéint d'Europäesch Unioun hëllefen?

Den Owend si mer zu Bréissel zesumme mat der Madame Tzipi Livni, fir d'israelesch Säit ze héieren a fir och eis Recommandatiounen den Israelien ze ginn. E Sonndeg gesi mer d'Palästinenser an d'arabesch Kolleegen Ausseministeren, a mer wäerten och do en intensiven Dialog hunn, ier mer e Méindeg am Rot vun den Ausseminister wäerten Décisiounen huelen.

Haut wäert een doudsécher diskutéieren, kéint ech mer nëmme virstellen, iwwert deen durable Waffestëllstand, deen och selbstverständlech muss agehale gi vun Hamas. Israelesch Militär ganz eraus aus Gaza. Rafah opmaachen. Dat ass méiglech.

Et sinn eng 80 Leit ganz schnell ze déployéieren, souguer schonn Enn vum Mount. Mir als Lëtzebuerger haten e Mann während laange Méint op der Plaz, en héijen Offizéier vun der Police, deen och erëm bereet ass, fir elo ze hëllefen, souguer als Chef de mission adjoint anzetrieden. A mir hunn agelaut an der Regierung an ech hoffen a sinn iwwerzeegt, dass mer do mat der Chamber zesummeschaffen, fir dat séier fäerdeg ze kréien.

Humanitär Hëllef dann, d'Urgencen traitéieren. Kanner, Dir wësst, déi eventuell mussen erausgeflu ginn. Mir hunn do eis Hëllef de Belsch ugebueden, wa mer gefrot ginn. Liewensmëttel erakommen, fir virun allem der UNWRA ze hëllefen.

Ekonomie, a Gaza erëm en Embryo herstellen. Gaza opmaachen ass dat Allerkapitaalst. Zu Rafah, zu Karni awer och zu Erez. Op dësem Punkt musse mer natierlech wëssen, dass den 10. Februar Wahle sinn an Israel an dass Israel sech heirobber wäert ganz schwéierdinn.

D'Reconciliatioun da vun de Palästinenser. Ech hunn et gesot, Abbas ass onëmgänglech, Fayyad ebenfalls an och d'arabesch Liga. D'Instrument vun de Wahle wier dat propperst, dat sécherst, dat beschten Instrument. Ech hoffen, dass dat ze packen ass.

De grousse Prinzip däerfe mer natierlech och net vergiessen an den Owend erëm répétéieren an och e Sonndeg, dass mer als Europäer déi Zwou-State-Léisung wëllen, wou Israel a Palästina friddlech zesummeliewe kënnen.

Villes ass komplex heibäi, Här President. Och d'Evidenze sinn an dëser Regioun vun der Welt net evident. D'Logike sinn onlogesch. Fridden a Krich wiessele sech an där Regioun of wéi Fréijoer an Hierscht.

Israel kann nëmme mëttel- a laangfristeg iwwerliewen, wa Fridden ass.

Palästina, d'arabesch Welt hält dës permanent Spannung och net aus, well Aarmut, Haass an Zerstéierung, wann dat sech perpétuéiert, fir si absolut negativ ass.

D'Lëtzebuerger Regierung hëlleft mat Geld. De Minister Jean-Louis Schiltz huet dat explizéiert an der Chamber; 1,2 Milliounen Euro hu mer zënter dem Ufank ginn. Virun allem un d'UNWRA an un d'Internationaalt Rout Kräiz.

Mir hëllefen awer och mat politeschem Drock, fir dëse Schlëssel vum Weltfridden aus den Hänn vun de militäreschen Optiounen, aus den Hänn vun deenen, déi d'Optioun an der Gewalt gesinn, an d'Hänn vun der internationaler Diplomatie a vum internationale Recht ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Mosar.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ausseminister, Här delegéierten Ausseminister, während Jorzéngten ass Gaza de Barometer vun der Palästina-Fro gewiescht, well dësen enke Sträifen zu engem groussen Deel vu Flüchtlinge bevölkert ass. Et ass dann och ganz besonnesch hei, an dëse Flüchtlingscampen, wou den Dram vun engem onofhängege Palästina oprechterhale ginn ass.

De Gaza ass dofir och während laanger Zäit d'Häerzstéck vun der Palästina-Fro gewiescht, well déi éischt Intifada 1987 hei ausgebrach ass, déi Israel ganz kloer ze verstoe ginn huet, datt d'Palästina-Fro sech net nëmmen op d'Fro vum Jassir Arafat géif limitéieren, mä wäit doriwwer eraus geet.

Haut muss ee feststellen, datt Gaza eigentlech e bëssen an den doudesche Wénkel vum israelesch-palästinensesche Konflikt geréckelt ginn ass. Gaza ass eigentlech fir Israel virun allem eng Sécherheetsfro, déi natierlech an enger Wahlperiod fir de Wieler eng iwwergrouss Wichtegkeet huet. Säit 2007, wou d'Hamas d'Muecht am Gaza iwwerholl huet, ass dëse ganzen Territoire vun der Palästinensescher Autoritéit an hirem President Mahmud Abbas ofgeschriwwe ginn, wéi par ailleurs och vun deenen allermeeschte Länner, déi en direkten oder indirekten Interessi an dësem Konflikt hunn. Derbäi kënnt, datt duerch déi israelesch Politik hei eng Aart Prisong ënner fräiem Himmel entstanen ass, wou et quasi keng wirtschaftlech Aktivitéit méi gëtt an déi alimentaire Onsécherheet d'Regel ginn ass.

Dës Politik vun Israel huet allerdéngs net derzou gefouert, fir den Afloss vun der Hamas ze begrenzen, mä au contraire. Haut gëtt et am Gazasträif nach just ee Muechtfacteur, laanscht dee kee méi kënnt, an dat ass d'Hamas.

Am Gazasträif ass also erëm e Krich ausgebrach, a wann et och elo zu engem Waffestëllstand komm ass, heescht dat nach domadder net, datt d'Kris definitiv geléist wier. D'Fonke vum Feier lodere weider a fléien an d'arabesch Welt an an hiert grousst Uelechfaass, woumat se net nëmmen de Fridden an der gesamter arabescher Welt bedroen, mä de Fridden och am Rescht vun der Welt a Fro stellen.

Här President, d'Gefor ass grouss, datt de Krich am Gaza, de Konflikt am Gaza d'Stabilitéit am gesamten Noen Oste ka seriö a Fro stellen. Souguer wann de Konflikt op Gaza sollt begrenzt bleiwen, wäert d'Onstabilitéit wuessen a wäerte sech och nei Rëss am Fundament vu villen arabesche Regimer weisen.

Ech wëll dann haut an hei och keng detailléiert Ursaachefuerschung bedreiwen, wien um Ursprong vun dësem Konflikt steet, well et hei net drëm ka goen, fir ze wëssen, wien déi Gutt an déi Béis sinn, an een och net esou einfach ka mam Fanger op déi eng - Israel - oder op déi aner - d'Palästinenser - weisen. Ech mengen och, datt keen hei d'Berechtegung vun der israelescher Regierung a Fro stellt, fir d'Sécherheet op hirem Territoire a vun hirer Populatioun ze garantéieren a sech géint d'Rakéitenugréffer vun der Hamas ze wieren.

Déi grouss Fro, mat där mer eis awer mussen auserneesetzen, ass déi, ob d'Riposte vun der israelescher Regierung disproportionéiert war, an domadder ass d'Fro verbonnen, ob Israel e gerechte Krich gefouert huet oder net. Ofgesinn dovun, datt et ni ee gerechte Krich gëtt, gëtt et sécherlech Argumenter an déi eng an an déi aner Richtung.

Ech mengen zum Beispill och, datt et absolut inakzeptabel ass, datt iwwer Joren d'Hamas d'Zivilbevölkerung bewosst als Schutzschëld méssbraucht huet, Rakéiten aus Wunngebidder ofgeschoss huet a Schoulen a Moscheeën als Waffelager a Kliniken als Refuge fir Militante méssbraucht huet. Datt Israel sech géint déi doten Aart vu Krichsféierung mat alle Mëttele wiert, schéngt mer normal a selbstverständlech.

Ech géif och behaapten, datt et iwwert dës Fro en internationale Konsens gëtt, well souguer an deenen arabesche State gëtt vun enger Deelschold vun der Hamas un dësem Konflikt geschwat.

Wann ech dann awer zur Schlussfolgerung kommen, datt dëse Konflikt, esou wéi e vun Israel gefouert ginn ass, net nëmmen eng onverhältnismëisseg Riposte duerstellt, mä haaptsächlech an eng politesch Sakgaass féiert, esou haaptsächlech aus dräi Iwwerleeungen eraus.

Esou ass d'Zuel vun den Affer an der palästinensescher Zivilbevölkerung dach extrem héich. Méi wéi 1.300 Doudeger a méi wéi 5.000 Blesséierter, wat absolut inakzeptabel ass, besonnesch wann een dann och nach déi Ugréffer op öffentlech Gebaier an och op Gebaier vun der UNO mat a Considératioun hëlt.

Et gëtt och während engem Krich Regele vum internationale Völkerrecht, déi musse vun de Krichsparteie respektéiert ginn. Hei muss d'Fro gestallt ginn, ob Israel an d'Hamas Prinzipië vun dësem Völkerrecht violéiert hunn oder net. Dëst muss am Kader vun enger internationaler Enquête geschéien, déi dann och muss klären, ob zum Beispill d'israelesch Arméi Waffe mat radioaktiver Munitioun agesat huet.

Sollt sech erweisen, datt dëst de Fall war, respektiv datt géint aner Prinzipië vum Völkerrecht verstouss ginn ass, mussen hei Sanktioune geholl ginn an déi Verantwortlech virun déi zoustänneg Tribunäl gestallt ginn.

D'israelesch Arméi hat hir Operatioun mat dem Numm „Gegossene Bläi“ gedeeft. D'Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, ob déi Operatioun net besser géif den Numm droen „onnëtz vergossent Blutt“, wann een déi vill onschëlleg Affer gesäit, déi bis elo schonn an dësem Krich ëmkomm sinn.

Zweetens, wann een esou e Krich lasstrëppelt, muss dee militäresch Iwwerleeënen och e glafwierdege Plang fir déi Zäit duerno hunn, déi da sécherlech kënnt. All Militärstrategie muss sech esou engem Plang ënneruerdnen. D'Fro ass, ob dann elo duerch dëse Krich, dee sécherlech zu vill Leed am Gazasträif gefouert huet, et wäert eng méi grouss Sécherheet fir Israel ginn. Ech zweifelen op jidde Fall staark dorun, datt ee mat Bommen a Rakéiten e Käil tëschent d'Bevölkerung am Gazasträif an d'Hamas kann dreiwen, an dëst net, well all déi Leit, déi ënner schwieregste Bedéngungen hei liewen, schrecklech vill Sympathië fir d'Hamas hätten. Ech mengen, datt déi allermeescht hir Illusiounen, wat d'Hamas betrëfft, scho längstens verluer hunn.

Här President, wien awer e Brudder, eng Schwëster, e Papp oder e Jong an enger Bommenattack verléiert, dee wäert sécherlech elo an an Zukunft net seng Stëmm engem israelfrëndleche Politiker ginn. Doudeg palästinensesch Kanner hëllefen Israel net. Si hëllefen der Hamas, och wann

dës moralesch fir den Doud vun all eenzelnem Kand verantwortlech ass. An eng vun de Konklusioune vun dësem Konflikt ass dann och fir mech, datt, wann d'Hamas militäresch wäert geschwächt aus dësem Krich erausgaange sinn, se politesch riskéiert gestäerkt ze ginn an den interpalästinenseschen Dialog sécherlech net wäert vereinfacht ginn.

Drëtt Iwwerleeung: Dëse Krich schaaft keng sécher Zukunft an dëser Regioun, weder fir Israel nach besonnesch fir déi gemässegt arabesch Regimer. Mat all Bomm, déi Israel op Gaza geworf huet, gëtt et senge Géigner nei Argumenter, an domat ginn och déi moderéiert Regierungen an der Regioun geschwächt.

De grousse Gewënner, an ech sinn do absolut der Meenung vum Här Ausseminister, wäert also eng Kéier méi den Iran sinn, dee seng Virmachtstellung an dëser Regioun wäert ausbauen. Dëst ass sécherlech och eng vun de Konsequenze vun enger Strategie vun enger Bush-Administratioun, iwwer Joren all Dialog mam Iran, awer och mat Syrien ze refuséieren.

D'Destabiliséierung vum Irak huet den Iran staark gemaach. Ech deelen duerfir och d'Analys, datt et sech beim Krich am Gaza eigentlech ëm e Stellvertriederkrich handelt, dee sech a Wierklechkeet tëschent Israel an dem Iran ofspillt. En éischten israeleschiranesche Krich huet 2006 am Libanon stattfonnt, a mir hunn elo deen zweeten am Gaza erlieft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann awer och an dësem Kontext e kuerzt Wuert zu der Roll vun der Europäescher Unioun an dësem Konflikt. Ech hunn et net ganz glécklech fonnt, datt sech do zwou Delegatioune gläichzäiteg dohinner beweegt hunn. Dat huet kee ganz gutt Bild och no bausse ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann et an deenen nächsten Deeg a Woche virugoen? Fir d'éischt begréisse mir natierlech de Waffestëllstand, dee vun deenen zwou Krichsparteien akzeptéiert ginn ass. Allerdéngs geet et domadder net duer. Mä et ass och elo wichteg, datt et kuerzfristeg zu engem Opmaache vun de Grenzen am Gaza kënnt, well déi aktuell Situatioun absolut inakzeptabel ass an och eng laangfristeg Friddensléisung hei net zouléisst.

Et ass awer och wichteg, datt déi nei amerikanesch Administratioun an deenen dräi Konfliktherden Irak, Afghanistan a Gaza versicht, no diplomatesche Léisungen ze sichen. Allerdéngs, an dat ass duerch de Gazakrich nach eng Kéier kloer ginn, ouni Léisung vum Palästina-Problem gëtt et an dëser Regioun vun der Welt keng Rou. An ouni eng Léisung wäerten och déi moderéiert arabesch Regimer ëmmer méi érodéieren.

Här President, zum Schluss en allerlescht Wuert iwwert d'humanitär Situatioun am Gazaträif, déi katastrophal ass. Dovu konnte mer eis alleguerten e Bild maachen, wa mer déi deelweis dach schrecklech Biller owes op der Televisioun gesinn. Ech begréissen dofir och, datt d'Regierung décidéiert huet, zesumme mat hire belschen Homologuen, blesséiert Kanner opzehuelen, fir hinnen déi néideg medezinesch Soinen ze ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Erlaabt mer dann nach eng Kéier ganz zum Schluss op déi schrecklech Realitéit hinzeweise vun deenen 1,5 Millioune Leit, déi an dësem klengen Territoire net liewen, mä iwwerliewen, a vläicht meng Interventioun opzehale mat enger Fro: Wat kann een, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ausseminister, vun deene Generatiounen erwaarden, déi säit 1993 gebuer gi sinn am Gaza an déi näischt weider kenne geléiert hu wéi e Prisong ënner fräiem Himmel mat Vue op d'Mier, an dat se awer ni konnte schwamme goen, an déi bis elo keen normaalt Liewe kannt hunn a fir déi et net déi geréngsten Zukunftsperspektiv gëtt? Ouni Äntwert op dës Fro wäert et kee Fridden an dëser Regioun vun der Welt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Goerens huet elo d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt hei erënnert mech un déi Geschicht, wou e Psycholog säi Patient op der Neier Bréck begéint a wou de Patient de Psycholog freet: Kënnt Dir mer de Wee op d'Gare weisen? De Psycholog äntwert: Neen. Si schwätzen nach eng hallef Stonn. Aacht Deeg drop begéine se sech erëm, an da seet de Psycholog zum Patient: An, hutt Der d'Gare fonnt? Neen, seet de Patient, mä säit mer matenee geschwat hunn, geet et mer awer scho vill besser.

Ech hunn dëst als Einleitung geholl, well ech mer och Froe stellen iwwert de Sënn vun dëser Debatt. Et ass wuel wichteg, datt mer iwwer eng Partie humanitär Aspekter schwätzen. Well wann en Haus brennt, ass net de Moment, fir iwwert de Charakter vu sengen Awunner ze diskutéieren. Da versicht een ze läschen. Dat ass de Rôle vun der Action humanitaire d'urgence. Déi ass indispensabel, obscho se meeschtens nëmmen eng Äntwert op en Échec duerstellt.

D'Reaktioun vun eisem Land, vun der Europäescher Unioun, vun deene meeschten internationalen Acteuren, war déi op der Héicht vum Machbaren? Ech géif mengen, wat eist Land ubelaangt, mat deenen Aiden, déi se gemaach hunn, déi mer och virun e puer Deeg an der Commission des Affaires étrangères diskutéiert hunn, déi ass an der Rei an déi stellt dat duer, wat een honnêtement konnt vu Lëtzebuerg erwaarden.

Iwwert d'Roll vun der Europäescher Unioun an deem Domän, am Domaine humanitaire, géif ech och keng Reserven umellen. Ech géif och mengen, datt déi an der Rei ass. D'Diskussioun doriwwer ass awer nach net eriwwer. Well d'Fro bleift: Wéi vill Zivilaffer hätte kënne verhënnert ginn? A wéi vill hätten der kënne gerett ginn, wann den Zougank zu de Konfliktplazen net erschwéiert gi wier?

(Interruptions)

Do brauche mer natierlech Äntwerten op déi Fro. Wien ass responsabel fir déi Zivilaffer? Déi extrem héich Zuel vun den Zivilaffer, ass déi zréckzeféieren op d'Exiguïtéit vum Territoire eleng? Ass se nëmme just an ausschliesslech op d'Aktioun vun Israel zréckzeféieren? Oder ass se och zum Deel dorop zréckzeféieren, well de Premierminister vum Gaza besser verstoppt ginn ass wéi d'Kanner, déi op de strategesche Plaze stationéiert waren?

Alleguer déi, déi do Responsabilitéiten droen, missten opgrond vun enger internationaler, onparteiescher Enquête zur Rechenschaft gezu ginn, sollt déi Enquête erweisen, datt et duerch d'Zutun vun deenen engen oder deenen aneren zu där doter Envergure an zu där doter grousser Zuel vun Affere komm ass. Wann et schonn Dispositiounen am Droit humanitaire international gëtt, da mussen déi Dispositiounen och am Konfliktfall hannerfrot ginn. Da muss ee kënnen nofroen, exploréieren, op der Plaz mat Témoinen diskutéieren an erausfannen, wie fir wat responsabel ass.

Datselwecht gëllt fir de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet. Ech mengen, doriwwer brauche mer net laang ze schwätzen, wann een d'Zuele vun den Affere gesäit op béide Säiten. Wann ee gesäit, wat alles passéiert ass an deene leschten dräi Wochen, dann ass et evident, datt de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet a mengen Ae verletzt ginn ass.

En zweete Krees vu Froen, a mir sinn hei bei engem vun deenen typesche Problemer, wou mer schrecklech vill Froen hunn a ganz wéineg Äntwerten. Mä en zweete Krees vu Froen dréint ronderëm d'Genèse vun deem Konflikt. Wat sinn déi direkt Ursaachen? Also déi Ursaachen, déi relativ schnell Ulass ginn zu engem Konflikt. A wat sinn déi Causes sous-jacentes oder déi méi déifgrënneg Ursaache vun deemselwechten?

Zu den direkten Ursaache kënne mer festhalen, datt et de Refus vun der Hamas ass, fir dee Waffestëllstand, dee se mat Hëllef vun Ägypten am Fong mat Israel ofgeschloss haten, weiderzeféieren an erëm ab enger gewëssener Zäit Rakéiten op Israel ofzefeieren. À qui profite le crime? Oder à qui profite ce refus? Israel? Wuel kaum. Well e Land, wat esou op d'Sécherheet beduecht ass wéi Israel - a wien hätt d'Recht net, egal wou e lieft a wunnt, fir säin elementaarst Recht op Sécherheet garantéiert ze kréien? -, wuel kaum, well och de Mediëkrich huet Israel scho verluer, ier de Konflikt iwwerhaapt amgaange war.

Profitéiert dee Refus der Zivilbevölkerung am Gaza? Wuel kaum. Ech ka mer net virstellen, datt eng Mamm an hir Kanner an hire Papp, déi vu soss näischt dreeme wéi vun normale Verhältnisser, wou ee kann normal liewen, wou ee sech ka sat iessen, wou een Zougank huet zu propperem Waasser, wou ee geschützt ass viru Krankheeten, ech ka mer net virstellen, datt et an deenen hirem Intérêt ass, datt hir Haiser an e Koup geschoss ginn. Si kënnen also och net mat der direkter Ursaach vun deem Konflikt d'accord sinn, datt vun hirem Territoire ëmmer Rakéiten ofgefeiert ginn. Et kann een net eng ganz Bevölkerung culpabiliséieren a kriminaliséieren.

Déngt et der Hamas? Do wollt ech awer eng Rei vu Froen opstellen a Bezuch op d'Hamas. D'Hamas ass jo aus fräie Wahlen ervirgaangen an huet jo och d'Majoritéit kritt an engem Territoire. Déi direkt Fro, déi sech an deem Zesummenhang stellt, ass wuel déi: Firwat huet d'Europäesch Unioun d'Hamas als terroristesch Organisatioun gebrandmarkt? Mä well et eng terroristesch Organisatioun ass! An den Ausseminister huet dat elo grad gesot.

Déi Fro, déi awer hannendru kënnt: Wann een als Europäesch Unioun mathëlleft, eng fräi Wahl an den Territoires palestiniens ze organiséieren, an aus deene fräie Wahle geet dann eng Fraktioun ervir, déi d'Majoritéit kritt, an et seet een duerno: Domm gaang! Mir schwätzen net mat deenen; ech fannen, dat ass net d'Manéier, wéi ee soll verfueren. Wann een dat net wëllt, hätt een an deene fräie Wahlen, déi ee mat finanzéiert huet, net dierfen d'Hamas zu där Wahl zouloossen.

Ech weess och, datt déi Alternativ net problemlos ass, mä dee Konflikt, an deem d'Europäesch Unioun haut ass, deen ass awer nëmme just ze hannerfroen. Well wat hätt ee kënne maachen? Dat ass eng aner Fro, déi ech direkt hannendru knäppen: Gëtt et eng Geheimagenda? A wie verhandelt mat der Hamas?

Offiziell gëtt zwar keen zou, datt mat der Hamas verhandelt gëtt. Mä déi Fro, déi eis awer interesséiert: Gëtt et net awer Geheimémissairen? Gëtt et net eng „hidden agenda", déi mat deene verhandelt? Gëtt et net ausser Ägypten nach aner Acteuren, déi mat der Hamas am Gespréich sinn? Ass d'Hamas esou eng homogen Gruppéierung, wéi hir Charta dat suggéréiert? Gëtt et an der Hamas net Leit, déi ee ka lassäise vun deem radikale Block? Gëtt et net ënnert deenen och Mënschen, déi bereet wieren, en anere Wee ze goen?

Ech wëll am Fong domat just soen, et wier vläicht gutt, wa mer géifen déi responsabel Couranten, déi et iwwerall gëtt, stäerken. Net d'Hamas unerkennen, mä awer kucken, ob een net kéint awer mat Deeler dovu schwätzen. Et gëtt der jo awer och, déi en Embryo vun Unerkennung vun Israel op de Lëpsen haten. Ech fannen, et war och irresponsabel, fir déi net dee Saz ganz ausschwätzen ze loossen. Ech mengen, och do hu mer eis vläicht eng Chance verginn.

Bei de Causes sous-jacentes hunn ech mer opgeschriwwen: Iran, Réseaux terroristes, islamesche Krich géint Israel, géint de Rescht vun der Welt. Ech mengen, déi dräi kann een am Fong betruechten als Causes sous-jacentes, als méi déif leiend Ursaachen. Eng véiert kënnt derbäi: déi onwahrscheinlech Aarmut. Aarmut a Konflikt gi mateneen a stinn an engem ursächleche Verhältnis zueneen. Il y a une relation de cause à effet tëschent Aarmut an Onsécherheet, tëschent Onsécherheet an Aarmut. Et ass e Cercle vicieux, deen ee muss kënnen iergendwann eng Kéier briséieren. Déi Froestellung ass wichteg, well et kann ee sech net Léisungsusätz virstellen, ouni op dës Froen zefridde stellend Äntwerte fonnt ze hunn.

Meng lescht Iwwerleeungen dréine ronderëm d'international Diplomatie. Ech hunn éinescht gefrot: Gëtt et eng Geheimagenda? Ech weess net, ob de Minister eis kann dorop äntwerten. Hie weess awer wahrscheinlech méi wéi e ka soen.

Wéi ass et mat der Roll vun den USA? Wéi ass et mat der Roll vun der Europäescher Unioun? Do muss ech awer och soen: Wien ass dann elo deen, deen d'europäesch Aussepolitik op de Konfliktplazen artikuléiere geet? Ass et den Här Solana, vun deem ee roseweineg gesinn huet? Ass et d'Présidence en exercice du Conseil, déi total absente war? Ass et den Ausseminister vun Däitschland? Ass et de franséische President, dee sech aschalt, well en zoufälleg d'Union méditerranéenne kopresidéiert mam ägyptesche Statspresident?

Hei muss ech awer wierklech soen, datt Europa kee Bild vu Kloerheet vu sech ofgëtt. Wa mer esou virufueren, da brauche mer eis net ze wonneren, datt d'Leit net wëssen, wien dann elo d'Gesiicht vun der Aussepolitik an Europa duerstellt. Wien incarnéiert déi Haltung? Ech muss Iech soen, opgrond vun der Press a vun deem, wat mer an de Medien eleng gesinn hunn, gëtt dat net erkennbar.

Här President, zum Schluss wëll ech Folgendes soen: Ech si mam Ausseminister d'accord, datt alleguer déi Efforten, déi en hei ugedeit huet, mussen ënnerholl ginn. Mir sinn eis par acquit de conscience dat do schëlleg.

Wien ass Deel vun der Léisung, wien ass Deel vum Problem? Ägypten, d'Fatah, d'Ligue arabe sinn zum gréissten Deel Deeler vun der Léisung. Et gëtt eng ganz Partie ganz responsabel Couranten an der arabescher respektiv der muslimescher Welt.

Et gëtt awer och Deeler vu Problemer, an eng vun de Froen ass: Wéi kann een déi Deeler vu Problemer méi kleng maachen an aus hinnen Acteure maachen, déi och Deeler vun der Léisung ginn? Ech denken u Syrien, do ass d'Marge vun der Diplomatie net ausgeschäfft. Och eng besser Diplomatie vis-à-vis vum Iran ass noutwendeg. Wann et ëm Sécherheet geet, da muss een och mat deene ganz Gelungenen an Drolege schwätzen, well soss gëtt een eng vun de wichtege Méiglechkeeten aus der Hand.

Deeler vum Problem sinn och Radikaler an Israel, dat muss een och soen. Ech ka mech erënneren, an domat wëll ech ophalen, mir souzen 1992 zu Tel Aviv an engem Hotel, den aktuellen Ausseminister an ech, a mir hunn deemools héieren den aktuelle President vun Israel, den Här Peres, seng Visioun iwwert de Fridden am Mëttleren Orient erklären. En huet gesot, de Problem ass deen, datt mir d'Palästinenser bis haut nach net unerkannt hunn. Mir sëtzen op Territoiren, déi eis net gehéieren, mir mussen déi fräi ginn, fir datt en zweete Stat kann an dëser Géigend entstoen.

En huet och gesot, de gréisste Problem ass dee vum Waasser. Gekoppelt mat deem vun der Energie. Mir brauchen Entsalzungsanlagen. Et gëtt esou vill Gemeinsamkeeten, souwuel fir Israel…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Goerens, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo, jo, Här President.

…wéi och fir Palästina, déi mer missten ausschäffen. An en huet déi grouss Roll vun der Wëssenschaft am Déngscht vum Opbau a vum Zesummewuesse vun deenen zwee Völker ervirgestrach. Ech hu bis haut nach keng besser Versioun doriwwer héieren.

Ech hoffen, datt deen nei gewielten a säit gëschter am Amt sech befannende President vun de Vereenegte Staten all deenen Ambitiounen, déi en annoncéiert huet an der Wahlcampagne, gerecht gëtt, datt en den Dialog mam Iran ophëlt, datt e keng Méiglechkeet onversicht léisst, fir datt mat enger besserer, méi geschéckter Diplomatie et kann zu enger Léisung an deem onméigleche Konflikt kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Fayot huet elo d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'LSAP wëllt de Fridden, ganz besonnesch am Noen Osten, wou d'Mënschen alleguer säit ville Joren u Kierper an u Séil gelidden hunn. D'LSAP ass déif iwwerzeegt, dass de Krich kee Mëttel ass, fir komplex Problemer vun Zesummeliewen an Entwécklung ze léisen. D'LSAP wëllt eng geséchert Existenz vun Israel, a si wëllt en onofhängegen a liewensfäege Palästinenserstat, dee souwuel d'Westjordanland wéi och Gaza abegräift, a si wëllt, dass déi zwee Länner zesummeschaffen a mat Europa gutt Relatiounen hunn.

D'LSAP wëllt och, dass Israelien a Palästinenser een deen anere respektéieren. Et muss ophéieren, dass déi zwee Völker als Instrument an den Hänn vu gréissere Länner gebraucht ginn, déi hir politesch Ziler ustriewen, ob dat d'USA sinn engersäits, ob et Syrien, den Iran oder d'fanatesch Terrororganisatiounen an islamistesch Stréimungen anerersäits sinn.

An d'LSAP schwätzt sech dofir aus, dass d'Europäesch Unioun endlech emol gëeent an energesch aktiv um Friddensprozess an där Géigend deelhëlt, an dat gëtt jo dann och Opportunitéit fir Lëtzebuerg. Si wëllt, dass iwwert den Dialog an Zesummenaarbecht déi Géigend vum Mëttelmier zu engem stabilen an héich entwéckelte Partner vun Europa gëtt. An d'LSAP hofft och, dass déi schéin Iddi vun der Unioun zwëschent de Länner ëm d'Mëttelmier lues a lues dozou bäidréit, dass d'Zesummenaarbecht d'Konfrontatioun ersetzt.

Mir schwätzen ons selbstverständlech géint all Fundamentalismus an Extremismus aus, deen onweigerlech zum Terrorismus an zum Krich féiert. A fir ons ass Toleranz ënnert de Reliounen eppes Wesentleches. Besonnesch ass se wesentlech, well duerch Reliounen, fanatesch Reliounen d'Mënscherechter minéiert ginn.

Mä, Här President, Hoffnung a schéi Wierder ginn an dësem Fall net duer. D'Realitéit weist, dass mer vun deem Zil vu Fridden a Stabilitéit ëmmer méi wäit ewechkommen. Den hoffnungsvolle Friddensprozess zwëschent Israelien a Palästinenser ass dem fundamentalisteschen Terror an de Palästinensergebidder an dem nationale Fanatismus an Israel selwer zum Opfer gefall, mä och der Onfäegkeet vun der israelescher Politik, op d'Palästinenser zouzegoen an hinnen eng Chance ze ginn, sech ze entwéckelen an ze emanzipéieren. Dobäi huet natierlech och d'Palästinenserpolitik hirersäits laang gezéckt, op Israel zouzegoen an endlech d'Existenz vun Israel unzeerkennen an domat och hir intern Zerrapptheet ze iwwerwannen.

Mä, Här President, fir den Ableck sinn esou Considératiounen eigentlech zweetrangeg. Buedemoperatiounen an déi intensiv an dagdeeglech Bommenattacke vun der israelescher Arméi op d'Zivilbevölkerung an dicht bewunnte Quartiere vu Gaza ass mat där Brutalitéit nach net gesi ginn. D'Reaktioun vun der öffentlecher Meenung an Europa an an der ganzer Welt op déi humanitär Katastroph am Gazasträif ass onmëssverständlech.

Sou kann Israel sech net iwwert d'internationaalt Recht an iwwert d'international Gemeinschaft ewechsetzen, déi deem Land gesot huet, seng militäresch Aktioun anzestellen! Sou kann Israel net zerstéieren, wat d'international Hëllef fir d'Bevölkerung vu Gaza opgebaut huet! An esou kann Israel net Spideeler, Schoulen, öffentlech Institutiounen ausradéieren an d'Liewen an deem Gazasträif nach méi onméiglech maachen, wéi et scho war! An esou kann Israel net d'Liewe vu Kanner a wehrlose Mënschen op d'Spill setzen!

Gradesou inakzeptabel ass et, dass d'Hamas, déi de Gazasträif an hirer Gewalt huet, d'Zivilbevölkerung als Schëld hélt a bei hire militäreschen Attacke gradesou blann d'israelesch Zivilbevölkerung mat hire Rakéiten am Viséier huet. Mä dat kann trotzdeem keng Excuse si fir militäresch Attacken op d'Zivilbevölkerung a fir d'Zerstéierung vun hirer Liewensgrondlag.

Elo ass de Waffestëllstand do, mä nach gëtt et kee Fridden. Fir d'Alleréischt muss de Mënsche gehollef ginn, ganz schnell, ganz effikass hir Wonne geheelt ginn, hiert Liewen erëm méiglech gemaach ginn. Dobäi ënnerstëtzen ech absolut d'Lëtzebuerger Regierung, wa se humanitär Hëllef bréngt, ob dat mat Suen ass, oder och andeems Kanner gehollef gëtt, déi blesséiert sinn, déi schwéier traumatiséiert sinn.

D'EU wäert sécher, wéi an der Vergaangenheet, hëllefen, fir am Gazasträif massiv opzebauen, an natierlech och dagdeeglech mat Liewensmëttel an all méiglechen anere Saachen ze hëllefen. Mir mussen awer dobäi gläichzäiteg, parallell Israel soen, dass d'Zerstéierung vun all deem, wat mat de Sue vun den europäesche Steierzueler opgebaut gëtt, net einfach esou ausgebommt ka ginn. Ech menge schonn, dass d'Europäesch Unioun, d'Ministere vum Conseil kloer soe mussen - se hu jo den Owend, esou wäit ech dat verstanen hunn, d'Madame Livni, d'Ausseministesch an hirem Conseil -, dass dat eng absolut Konditioun muss sinn, fir och weider interessant a wichteg Relatiounen zwëschent Israel an der Europäescher Unioun ze hunn.

Mir hunn en Hiewel vis-à-vis vun Israel, well Israel wëllt anstänneg politesch an och wirtschaftlech Relatioune mat Europa hunn. Ech menge mir hunn do en Hiewel, fir dass endlech emol dat, wat mer do schafen, fir de Mënschen am Gazasträif ze hëllefen, dann och respektéiert gëtt. Dir kënnt Iech erënneren, de Kooperatiounsminister huet ons dat gesot, wéi hie bei ons an der Kommissioun war, dass mer opgehalen hu bilateral Hëllef mat Palästina, mat Gaza ze maachen, well ons Projeten do zerstéiert gi sinn, an amplaz bilateral direkt konkret um Terrain ze hëllefen, hu mer ons dorobber reduzéiert Suen ze ginn. Ech soe reduzéiert, well et natierlech méi einfach ass e Scheck ze ginn, wéi um Terrain mat Entwécklungshëllef ze hëllefen. Dat däerf net sinn, an ech mengen, dass een den Israelien dat mat der leschter Kloerheet soe muss.

An dann, Här President, muss eescht gemaach gi mam Friddensprozess. Wéi dat soll goen, weess nach keen. Wann d'Hamas dobäi wëllt en Interlocuteur sinn, da muss hie sech drop besënnen, dass d'Mënschen, hir eege Mënschen, vun deenen hie majoritaire gewielt ginn ass, dach d'Hamas net gewielt hunn, fir nëmme Krich ze maachen, dass se hie gewielt hunn, fir selwer e bessert Liewen an net en andauernde Krich ze hunn. An da mussen och déi gemässegt Kräfte vun der Hamas Iwwerhand kréien. Da mussen d'palästinensesch Parteien alleguer ënnereneen eens sinn, an natierlech och op där anerer Säit an Israel.

Da muss ënnert de Palästinenser op jidde Fall Kloerheet geschafe ginn, wat se wëllen. An do gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten. Entweder waarde bis se Israel vun der Landkaart radéiert hunn, oder d'Existenz vun Israel akzeptéieren an ufänken niewenteneen ze liewen, an domat endlech de Mënschen an der ganzer Regioun eng Perspektiv op e Liewen a Wuelstand ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Braz huet elo d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, de bekannten däitsche Philosoph, den Henryk M. Broder, huet am „Spiegel" dëser Deeg geschriwwen: Hamas ka wéinst der militärescher Iwwerleeënheet vun Israel net géint Israel verléieren, mä Israel kann awer och net géint den Hamas gewannen. Hie wollt domadder soen, dass d'Operatioun „Gegossene Bläi" vläicht, ce qui reste à prouver, eng militäresch Victoire fir Israel war, dass et awer wahrscheinlech och eng moralesch Néierlag fir Israel war an der Welt. Hien hat säin Artikel iwwertitelt mam Saz, deen hien den Hamasvertrieder an de Mond leet: „Hurra, wir haben verloren!".

Ass dat esou? Wann een d'international Reaktioune kuckt, ass d'Äntwert op déi Fro éischter Jo, och wann et keen eendeitegen an exklusive Jo ass. Wouer ass, dass am Gaza haut eng dramatesch, eng desastréis Situatioun ass, déi fir Leit, déi Erfahrung mat Krisegebidder hunn, eng Dimensioun huet, déi se seele virdru gesinn hunn. Dat war och deelweis, gréisstendeels och vläicht scho virun der israelescher militärescher Interventioun de Fall. D'Gazasträif war och scho virdrun e Prisong ënner oppenem Himmel, mat Vue op d'Mier, an ënner Hamasregie, wat d'Saachen net verbessert.

80% Chômage an där klenger Géigend vun der Welt, e praktesch inexistente Revenu pro Kapp an eng dramatesch Densitéit vun der Populatioun. Elo kommen nach iwwer 1.300 Doudesaffer derbäi, an dat bëssen Infrastrukturen, wat do war, méi oder wéineger integral an de Koup geschoss. Vill Leed, onendleche Misär fir d'Familljen déi Affer hunn, a vill neien opgefrëschtenen Haass op den Noper Israel. Wouer ass och, dass am ägyptesche Waffestëllstand vum Juni 2008, dee bis den 19. Dezember gehalen huet, de kommerzielle Blocus duerch Israel d'Lag am Gaza net verbessert, mä verschlechtert huet.

Keng Méiglechkeet fir mat der West Bank verbonnen ze ginn, an och eng Siedlungspolitik vun Israel, déi nach ëmmer net dee konsensfäege Buedem fonnt huet, fir mat de Palästinenser, mat de gemässegten - an dat sinn déi allermeescht an haut ëmmer méi - Palästinenser op e reelle Fridden an enger Zwee-State-Léisung an de Grenze vun 1967 kënnen ze kommen. Déi sechs Méint vum Juni bis Dezember 2008 sinn - et muss een et riicht eraus soen - sechs Méint gewiescht ouni Fortschrëtter.

E Waffestëllstand huet awer als Sënn an Zweck, dass ee vun deem Waffestëllstand profitéiere kann, fir ze probéieren eppes anescht ze maache wéi virdrun a fir ze probéiere virunzekommen. Dat ass net geschitt. An dorunner dréit net nëmmen d'Hamas d'Responsabilitéit, do hunn och anerer, an net nëmmen Israel, sech Virwërf ze maachen, firwat dass et do net weidergaangen ass.

D'Fro, déi mir eis stellen, ass déi vun der Strategie vun Israel, vun der Strategie an deene sechs Méint, a vun der Strategie, déi se och elo verfollegt hunn. Et ass kloer, een Element vun der Strategie war, de Rakéitebeschoss aus dem Gazasträif eriwwer an Israel ze verhënneren. Ob awer déi Aart a Weis, wéi et probéiert ginn ass, déi richteg ass, dorunner däerf een zweiwelen. Mir kënnen och net averstanen an d'accord - domadder sinn, wann Israel net op international Opriff reagéiert huet, déi komm sinn nodeems d'militäresch Aktioun schonn amgaange war. Israel zielt een zu deene Länner, déi sech dem internationale Recht verbonne spieren. An enger vill méi schwiereger Situatioun, wéi déi vun de meeschte Länner, déi sech dem internationale Recht verbonne spieren, mä trotzdeem op där Säit vun der Linn wollte se a wëlle se haut och nach ëmmer stoen.

Israel huet och, an dat muss een och kloer soen, Violatiounen um Droit humanitaire international begaangen. Déi sinn etabléiert duerch dat, wat am Beräich vum Schutz vun Netbedeelegte geschitt ass, an do ass e mat Sécherheet net respektéiert ginn. UNO-Gebaier, déi getraff gi sinn, Gebaier wou d'Press dran ass, Spideeler, Schoulen, dat ass ganz sécher inakzeptabel, an d'international Gemeinschaft muss Israel duerfir och zur Rechenschaft zéien. Et kann net duergoen, dass een dat verbal condamnéiert. Wann den UN-Generalsekretär, de Ban Ki-moon, dat mat schaarfe Wierder condamnéiert, dann huet hien eiser Meenung no Recht. Et kann net nëmmen dobäi bleiwen, dass een eng Kéier de béise Fanger gemaach huet.

Et ass scho vu Virriedner drop higewise ginn, dass och während dëser Militäraktioun Saache vernicht gi sinn, déi virdrun, am Kader vun der europäescher Kooperatiounspolitik, opgeriicht gi sinn. Och dat kann net einfach higeholl ginn. Och dat kann net einfach konstatéiert ginn, an duerno géif een eriwwer op déi normal Dagesuerdnung goen. Dee leschte Mount war en dramatesche Réckschlag fir all déi, déi Fridde wëllen. All déi, déi Fridde wëllen an Israel, a Palästina, an och soss an der Welt.

Déi Fro, déi elo diskutéiert gëtt, ass déi vun der Proportionalitéit. D'Proportionalitéit? Déi eng stellen d'Fro, ouni se direkt ze beäntwerten, woubäi d'Fro suggestiv gestallt ass, anerer beäntwere se méi kloer. Et kann net proportional sinn, wann een 1.300 Leit an den Doud rappt, wann op där anerer Säit 13 Doudesaffer ze bekloe sinn. Mä dat eleng kann awer och net d'Äntwert sinn op d'Fro vun der Proportionalitéit.

Proportionalitéit ass och, ob dat, wat Israel ënnerholl huet, zielführend war, fir ze verhënneren, dass an Zukunft d'Hamas net méi ka Rakéiten aus dem Gazasträif ofschéissen. Dat ass eng Fro vun der Proportionalitéit, déi och muss gestallt ginn. Dat ass d'Fro vun der Strategie.

D'Fro vun der Proportionalitéit ka jo och net als Äntwert hunn, dass ee géif vun Israel verlaangen - no all deem, wat se an hirer och rezenter Geschicht matgemaach hunn - , praktesch an engem Kampf mano a mano an de Stroosse vu Gaza unzetrieden. Dat kann awer och net d'Fro vun der Proportionalitéit sinn. Duerfir kann et net nëmmen eng Äntwert si mat der Zuel, och wann déi Äntwert richteg ass. Et ass esou, dass dat mat Sécherheet net proportional ass an eiser Meenung no och net zielführend ass.

Den 19. Dezember 2008 huet d'Hamas de Waffestëllstand net verlängert - och dat ass wouer, an och dat muss kloer gesot ginn - an huet, bis Israel militäresch reagéiert huet, zeg Kassam-Rakéiten op Israel ofgeschoss. Dat ass international wéineg kommentéiert ginn. Och zu Lëtzebuerg ass dat net vill kommentéiert ginn. Vill ass et eréischt kommentéiert gi vun deem Dag un, wou Israel op eng Aart a Weis reagéiert huet, iwwert déi ee gedeelter Meenung ka sinn. Wouer ass och, dass d'Hamas en elektorale Succès hat, an domadder och eng Legitimatioun an där doter Géigend vun der Welt. Mä wouer ass awer och, dass eng demokratesch Legitimatioun net alles legitiméiert, wat déi soen a maachen, déi demokratesch legitiméiert sinn.

D'Hamas ass e ganz schwéier akzeptabele Gespréichspartner, fir jiddwereen deen demokratesch gesënnt ass an dee Fridde wëllt, well se an hirer Charte nach ëmmer d'Zerstéierung vun Israel als éischt an eenzegt Zil hunn an dass all Moyenen, och all Moyenë vu Gewalt fir d'Hamas legitim Moyenë sinn. An dat kann een net akzeptéieren. Et kann een net d'Hamas als normale Gespréichspartner akzeptéieren.

Et däerf een och net iwwersinn, dass d'Hamas, nodeems se demokratesch legitiméiert war, do wou se ass, alles anescht wéi eng virbildlech Gouvernance mat den eegene Leit bedriwwen huet. Politesch Géigner ginn ëmbruecht, radikal fanatesch islamistesch Gesetzer gi gestëmmt. Eege Leit, och Kanner, ginn als Schutzschëld geholl. Och dat ass eng Realitéit, wann ee bedauert, zu Recht, dass esou vill Leit dohannen ëmkomm sinn.

An trotzdeem, kee Gespréich mat der Hamas ass och keng Optioun. Et muss een och do realistesch sinn a wëssen, dass d'Gespréich net laansch d'Hamas ka goen, well et och kee regionale Konflikt eleng ass. Och dat muss een ënnersträichen. Et ass ee Stellvertriederkrich, den Här Mosar huet et scho gesot, allerdéngs net nëmmen tëschent Israel an dem Iran. Dem Iran, der Hamas, der Hisbollah vum Här Nasrallah, Syrien, geet et net drëm nëmmen Israel Problemer ze schafen. De Stellvertriederkrich ass en fait ee géint déi ganz westlech Welt.

Eise Liewensmodell ass am Iran an a Syrien, bei der Hisbollah a bei der Hamas, e Problem. Duerfir hätt och déi westlech Welt eiser Meenung no wesentlech méi an de leschte Joren an deem dote Konflikt misse maachen. Amerika ënnert der Administratioun Bush huet ganz villes net gemaach an dat, wat se gemaach hunn, war gréisstendeels integral falsch. Mä och d'Europäesch Unioun huet an de leschte Jore mat Sécherheet, a mir mat, net alles dat gemaach fir d'Lag a Palästina esou wäit ze verbesseren, dass d'Hamas keng Alternativ fir déi Leit méi ass.

Dat, wat an de leschten Deeg geschitt ass, déi Aart a Weis wéi d'Europäesch Unioun sech probéiert huet an déi Gespréicher anzebréngen, ass symbolesch fir déi lescht sechs Joer, wou mer net villes richteg gemaach hunn a villes négligéiert hunn. Déi Rangs dispersés, déi mer do virgesinn hunn, déi inexistent Kommissioun, déi inexistent Présidence, alles dat steet symbolesch fir d'Aart a Weis, wéi mer deen Dossier an de leschte Joren ugepaakt hunn, an do ass eiser Meenung no méi oder wéineger alles nei a besser ze maachen.

De President Obama gëtt eis Hoffnung. Mir waarden allerdéngs nach op méi prezis Deklaratioune vun der neier Administratioun - an ech kommen zum Schluss, Här President -, wéi mer dat kënnen an den nächste Jore besser maachen. Mä eppes ass fir eis ganz kloer, eng Zwee-State-Léisung an de Grenze vun 1967 ass dat eenzeg méiglecht Zil. D'Gazasträif muss op sinn, e Lien mat der West Bank muss méiglech sinn an, virun allem, Verbesserunge fir jiddwer Bierger vu Palästina a sengem alldeegleche Liewe musse wesentlech méi séier no vir bruecht ginn, soss bleift d'Hamas eng Alternativ, mat deem ganze Leed dat déi Leit och, a vläicht souguer als Éischt, ze veränderten hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erënnere mech nach un déi schrecklech Televisiounsbiller, déi mer an de leschten Deeg gesinn hunn. Déi europäesch Televisiounsbiller waren nach einegermoossen zahm, mä wann een déi iwwer Satellit gesinn huet, déi an den arabesche Medië publizéiert gi sinn, mat zahlräichen Doudegen an amputéierten, mutiléierte Kanner, da kann ee sech gutt virstellen, wéi d'Opinion publique hei an Europa, mä speziell och am arabeschen a muselmanesche Raum op déi Biller reagéiert huet.

Ech soen et ganz kloer: Fir mech ass et inakzeptabel, datt d'Zivilbevölkerung esou huet misse leiden an der Gazasträif. Et schéngt, datt e Mënscheliewen an deem Eck vun der Welt ganz wéineg zielt. Béid Säite weise sech an deem Zesummenhank d'Schold zou. Mä egal wie responsabel ass, d'Zuelen, déi schwätze Bänn. Op palästinensescher Säit sinn et iwwer 1.300 Doudeger. Et gëtt souguer elo vu 1.400 geschwat. 5.300 Blesséierter, an dovunner, vun deenen Zuelen do, een Drëttel vu Kanner ënner 15 Joer. 185 Kämpfer vun der Hamas a vum Djihad islamique, deen een an deem Kontext net däerf vergiessen, sinn anscheinend gestuerwen, erschoss ginn. Op israelescher Säit sinn et 14 Doudeger, dovunner néng Zaldoten.

Déi Zuele weisen awer och eppes, nämlech datt Israel aus dem Libanonkrich, wou se ganz héich Perten haten, eng Léier gezunn huet. Dat heescht, datt se am Libanon Zaldoten engagéiert hunn, fir Hisbollah-Kämpfer ze eliminéieren. Dat huet zu ganz héije Pertë gefouert. Dës Kéier ass et esou gaangen, datt, wann iergendwou an engem Eck geschoss ginn ass, de ganze Quartier bombardéiert ginn ass, an duerfir och déi héich Zuel. Israel schéngt säi primäert Zil erreecht ze hunn, déi Radikal an d'Kassam-Rakéiten ze eliminéieren. D'Zuel ass vun 80 Rakéiten op 20 bis 30 Rakéite pro Dag erofgaangen. Wann elo d'Hamas an den Djihad islamique de Waffestëllstand berücksichtegen, dann hu se hiert Zil erreecht.

Ech schwätze ganz oft hei och vum Djihad islamique, deen een an där Géigend net däerf vergiessen an deen nach méi radikal ass wéi d'Hamas. Jiddwer Persoun, déi do Member gëtt, engagéiert sech hiert Liewen ze afferen, egal wéi, an op kee Fall e Fridde mat Israel ze sichen. Si accuséiere souguer d'Hamas, datt déi ze mëll wier mat Israel an e Waffestëllstand akzeptéiert hätt. Dat just nëmme gesot, fir d'Ambiance e bëssen ze beschreiwen.

An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech am Numm vun der ADR awer och e puer Constatatiounen a politesch Aussoe maachen. Éischtens, Gewalt engendréiert Gewalt. Dës Wourecht beweist sech all Kéier, an och an dësem Fall.

Zweetens, d'Recht vun all Stat fir sech ze verdeedegen, justifiéiert net Gewaltakten, déi gréisstendeels d'Zivilbevölkerung treffen. De Friddensprozess muss virugoen, mä et gëtt méi schwéier.

Drëttens, an Israel stinn d'Parlamentswahlen un an op palästinensescher Säit ass d'Mandat vum President Abbas um Enn, an et stinn normalerweis och do Presidentschaftswahlen un. Kee weess, wéi et do ausgeet, an ob d'Hamas net kéint eng Majoritéit kréien.

Véiertens, d'Hamas gëtt als ze mëll vun de Fundamentaliste vum Djihad islamique ugesinn, an duerfir ass esouguer en Dialog mat der Hamas kee Garant, datt et net zu eenzelne Gewaltakte kënnt.

Fënneftens, déi richteg politesch Äntwert ass, datt esou séier wéi méiglech d'Schafe vun engem onofhängege Palästinenser-Stat nieft Israel Realitéit gëtt. Dee sécherste Wee géint terroristesch Gewalt vun Eenzelnen ass, datt d'Palästinenser nees valabel Zukunftsperspektive kréien, anstatt Chômage an Aarmut.

Sechstens, mir erwaarde vun Europa, datt dee franséisch-ägyptesche Plang, fir d'Grenze vu Gaza ofzesécheren an d'Populatioun mat Gidder ze versuergen, déi se fir hiert alldeeglecht Liewe brauchen, an net de Waffeschmuggel, Realitéit gëtt. Mir erwaarde vun Europa, datt d'Friddensinitiativen intensivéiert ginn, an dëst am Kader vu concertéierten Aktioune mat den anere Membere vum Quartett, der UNO, Amerika, Russland an am Dialog mat alle Länner aus der Géigend.

Siwentens, déi Televisiounsbiller an der arabescher Welt hunn op jidde Fall eppes erreecht. Dat ass, datt deen interkulturellen Dialog méi schwéier gëtt, obwuel en absolut néideg ass zwëschent dem Westen, Europa an der muselmanescher Welt. Schlëmmer ass, datt dës Biller gutt Argumenter si fir d'Extremisten an d'Fundamentalisten, deenen hiert Objektiv net de Fridden ass, mä eng kontinuéierlech Eskalatioun, eng Spiral vun der Konfrontatioun.

Aachtens, mir erwaarden ons vun der Lëtzebuerger Regierung, datt se un humanitären Aktiounen am europäesche Kader participéiert. Mir erwaarden awer och, datt si bei der israelescher Regierung, zesumme mat anere Länner, déi betraff sinn, fir en Dédommagement, eng Entschiedegung antrëtt fir déi Projeten, déi am Kader vun onser Entwécklungshëllef finanzéiert goufen. Da muss Israel déi Länner an och Lëtzebuerg entschiedegen.

Néngtens - an dat ass de leschte Punkt -, am europäesche Conseil des Ministres wëllen e puer Länner Drock op Israel maachen, fir dee kommerziellen Embargo géint Gaza opzehiewen. Dëst natierlech ënnert deene Konditioune vum franséisch-ägyptesche Plang, notamment wat d'Ënnerbanne vum Waffeschmuggel ugeet. Aner Länner lehnen all Drock op Israel of. Mir wéisste gär vun dëser Regierung, wat hir Haltung op dësem Punkt ass.

M. le Président.- Den Här Jaerling kënnt als leschte Riedner.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, erlaabt mer, dass ech ufänke mat engem Zitat vum Albert Camus: All Leed oder all Beleidegung, déi engem Mënsch, ganz gläich welcher Rass hien ugehéiert, zougefügt gëtt, ass eng Erofwierdegung vun der ganzer Mënschheet. - A wa mer eist Weltbild haut kucken, da gesi mer, dass op ville Plazen esou Erofwierdegunge geschéien. A wa mer d'Aen zoumaachen an näischt dergéint ënnerhuelen, da si mer mat schëlleg.

D'Fro, déi sech an dësem Beräich hei stellt, vun deem mer elo schwätzen, ass: Wat kënne mer maachen, wann et op deenen zwou Säite pyroman Pompjeeë ginn, déi Bensin an dat Feier schëdden, wat se am Fong virtäusche wëllen ze läschen? Wat kënne mer do maachen?

D'Fro, déi sech stellt, ass och d'Fro vun Europa: Wat fir eng Roll huet Europa ze spillen? Hei stellt sech effektiv eraus, dass et ganz wichteg ass, dass Europa seng institutionell Problemer léist an endlech kann aus engem Mond schwätzen, an net dass Verschiddener duerch d'Welt reesen an hir eege Geschichte verbreeden.

Wann ech da gesi wien do duerch d'Welt gereest ass, well ech hu mer jo schonn emol déi ganzen Zäit d'Fro gestallt iwwert d'Gazasträif, wou den Här Braz jo gesot huet, d'Kanner kënnen emol net an d'Mier schwamme goen, da froen ech mech: Wéi kommen déi Waffen dann do eran?

Well d'Fro vun der Waffenindustrie, déi mat dru schëlleg ass an déi mat un deem ganze Krich do verdéngt an un all Krich op der Welt, déi huet hei bis elo nach kee gestallt. D'Fro vum Fridden ass och eng Geschicht vun de Waffen. D'Fro vum Fridden ass och eng Geschicht vun der Oprüstung. Mir als Europa mussen och emol versiche bei der Oprüstungsindustrie anzegräifen an do anzelenken an derfir suergen, dass déi permanent Oprüstung ophéiert.

Well déi Waffen, déi do geliwwert ginn, déi kommen net nëmmen aus Russland, aus China oder vu Kuba, déi kommen och aus der Waffenindustrie vun deene Länner, vun deenen, déi an d'Gazasträif gepilgert sinn, fir do fir Fridden ze plädéieren. Ass dat net einfach aarmséileg? An ass et net och ze verdaamen, wann een esou virugeet? Et geet een hi Fridde priedegen an et léisst ee seng eege Waffenindustrie awer ongestéiert dohinner an déi Regioune Waffe liwweren!

Dat sinn och Froen, déi Europa sech muss stellen. Dat sinn och Froen, iwwert déi mer emol eng Kéier konkret musse schwätzen. Op där enger Säit respektéiert Israel déi Grenzen net, déi scho 67 € festgeluecht ginn, op där anerer Säit ass et mat der Hamas schwéier ze verhandelen. Dat ass richteg. Mä ech verwiere mech dergéint, dass wann d'Wuert „Hamas" gebraucht gëtt, dass dann dat ganzt palästinensescht Vollek op eemol domadder a Verbindung bruecht gëtt.

D'Hamas ass eng extrem Organisatioun, déi am Fong näischt direkt mam palästinensesche Vollek ze dinn huet. D'palästinensescht Vollek huet menger Usiicht no déi Hamas gewielt aus Protest, fir iergendwéi eng Bewegung ze hunn, fir sech no bausse bemierkbar ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, dass kee Palästinenser dat dote wollt; ausser natierlech déi Leit, déi schwéier gelidden hunn, déi e Familljemember verluer hunn. Et kann een och nach verstoen, dass déi méi reaktionär reagéieren. Mä op jidde Fall, d'Hamas ass eng Organisatioun fir sech.

Ech nenne se och net Terroristen. Well wat ass en Terrorist? Fir mech ass en Terrorist en hondsgewéinleche Verbriecher, dee Verbriechen un der Mënschheet begeet. Mir nennen en Terrorist, well mer e fäerten. A mir hu kee Recht, fir déi ze fäerten. Mir hu just d'Flicht, fir deenen entgéintzewierken a versiche mat alle Moyenen déi Leit mat demokratesche Mëttelen ze strofen, déi se verdéngt hunn.

Fir de Fridden an deem Gebitt do ze kréien, stellt sech effektiv, wéi den Här Braz gesot huet, d'Fro: Soll ee mat der Hamas verhandelen oder net? Dat ass d'Fro. Da muss ee sech d'Fro stellen: Muss een dann awer och op där anerer Säit mat deene reaktionären an extremisteschen israelesche - Kreeser verhandelen, well déi net besser si wéi d'Hamas? Et kann een net soen, dass déi besser wiere wéi d'Hamas, well déi selwer mat deeneselwechte Gedankegäng schaffe wéi déi Kriminell vun der Hamas.

Et muss een also op deenen zwou Säiten déi Extremisten emol vläicht un en Dësch kréien a kucken: Wéi kann ee mat deene verhandelen? Do huet Europa eng wichteg Roll ze spillen. Mä en Europa, vun deem ech awer dann hoffen, dass et an nächster Zukunft an där Saach kann aus engem Mond schwätzen. Well et geet do ëm Mënscheliewen an et geet do ëm eng Geschicht, déi mat vill Blutt geschriwwe gëtt. Europa misst do wierklech säi Pefferkär bäileeën, fir datt déi Situatioun endlech ophéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Ausseminister freet d'Wuert nach eng Kéier; awer kuerz. D'Zäit vun der Regierung ass eriwwer.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech hunn e puer Froe gestallt kritt, Här President, an ech versiche kuerz a séier drop ze äntwerten.

Déi éischt Fro ass déi, wéi d'Europäesch Unioun opgetrueden ass. Jiddweree vun den Orateuren huet dat hei contestéiert oder kritiséiert. Et ass och richteg.

Ech hu mech den 30. Dezember zu Paräis probéiert anzesetzen, wou mer déi éischt Réunioun haten, fir ze soen: „An der Europäescher Unioun ass d'Regel: Entweder et ass d'Troika oder et sinn déi 27. Dertëschent gëtt et näischt." Deemools schonn hat de President Sarkozy jo am Kapp, fir als Copresident vun der Union pour la Méditerranée bei d'FINUL ze goen, dat heescht an de Libanon ze goen.

Bon, dat ass awer nach ze akzeptéieren a mengen Aen. Herno ass d'Saach méi kritesch ginn, wéi e puer Ausseministere vun der Unioun sech um Terrain beweegt hunn a wou een net méi gewosst huet: Wou ass dann elo d'Présidence drun?

Duerfir, mir wäerten e Méindeg doudsécher ganz konkret driwwer schwätzen, wa mer ënner eis sinn, fir dass et an Zukunft net esou ka sinn, dass wann ee grousst Land wéi Frankräich d'Présidence huet, dann ass ee President, dee geet op Moskau oder uechtert d'Welt d'Europäesch Unioun vertrieden; a wann et méi e klengt Land ass, dann ass eng ganz Schar vun Engelcher ronderëm. Dat däerf net sinn! Ech mengen, wann dat d'Astellung ass, da si mer an de Käpp am Directoire ukomm, an do musse mer eis wierklech dergéint wieren. Et ass fir doudeescht ze huelen.

Dat Zweet ass, ech wollt och dem Här Goerens vläicht äntwerten, esou gutt ech kann. Ech weess absolut net méi wéi ech et ka soen; vläicht e wéineg méi, awer näischt Definitives méi. Wat ech méi weess, dat ass, dass mer effektiv d'Instrument Ägypten benotzen, fir mat der Hamas ze schwätzen; a mir net eleng, och Israel mécht dat.

Do gëtt et ee ganz bekannten an ee ganz héichkarätege Generol. Dat ass de Generol Suleiman bei den Ägypter. Dat ass deen, deen de Lien mécht mat der Hamas. De Problem mat der Hamas ass deen, dass d'Hamas ganz dacks d'zweet an d'drëtt Garde an d'Verhandlunge geschéckt huet; dat heescht Leit, déi net konnten eng Décisioun huelen. D'Hamas, d'Spëtzt dovunner, de Meschal, sëtzt a Syrien. Während den Haniyeh an anerer, déi a Gaza sinn, heiansdo och ganz aner Positioune vertrieden.

Duerfir d'Fro, déi Europa sicht, do ass d'Debatt ze vergläichen an der Europäescher Unioun mat där Debatt, déi mer hei de Mëtteg haten. Jiddweree seet: Mir misste kënnen, awer mer wëssen net richteg wéi. Dat ass esou an dat bleift e Problem.

Ech hoffen nëmme just - an ech hunn dat net gesot -, mä dass wann den „Abu Masen" et géif fäerdeg bréngen e Gouvernement de réconciliation op d'Been ze stellen, wann och da Leit dra sinn, déi bei der Hamas sinn, dass mer net nach eng Kéier de Feeler maachen, fir dann als Europäesch Unioun mat esou enger Regierung refuséieren ze schwätzen. Dat ass dat, wat mer mussen am Kapp hunn. Op jidde Fall, dofir wëll ech versichen ze plädéieren.

Ee leschte Punkt nach, wat ech wollt zum Här Fayot soen. Et stëmmt, dass den Här Schiltz am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung gesot huet - an hien huet komplett Recht; hie gëtt do vu jiddwerengem ënnerstëtzt -, dass mer mat där bilateraler Kooperatioun opgehalen hunn a Gaza, well dat kee Wäert méi hat. Allerdéngs, hien huet e wéineg gesot: Mir kommen elo mam Scheck; mir gi Suen. Voilà! Dat huet den Här Fayot gesot.

Mir ginn net Suen a Gaza. Mir gi Suen un d'UNWRA, dat heescht un d'UNO-Organisatioun. An d'UNO-Organisatioun, dat ass déi, wou déi meeschte Länner sech elo nach eleng kënnen drop verloossen, dass déi Aiden, déi gespent ginn, och gutt ugeluecht ginn.

Da vläicht nach e Saz un den Aly Jaerling. Dir hutt gefrot: Wou kommen d'Waffen eran a Gaza? Wa mer soe Waffen, da sinn et jo virun allem déi Kassam-Rakéiten an herno Rakéiten - ech sinn elo keen Techniker -, déi bis 45 km Portée hunn. Déi Waffen - ech hunn dat versicht ze soen - kommen duerch déi 400 Tunnellen eran, déi gegruewe gi si vu Rafa ënnert der Grenz erduerch an da komme se a Gaza eraus.

Déi si jo alleguerte versicht gi futtigeschloen ze ginn. An deenen Tunnellen, soen d'israelesch Déngschter, dass do ganz vill Waffen a Rakéite stockéiert waren, déi dann elo explodéiere gedoe si ginn. Frot mech net wivill Leit dass och do hiert Liewe verluer hunn. Mä dat ass e Punkt, an et ass kloer, dat brauch een net ze verheemlechen, dass den Iran den Haaptliwwerant ass vun de Kassam-Rakéiten an och vun anere Rakéiten, déi aus Gaza geschoss ginn.

Ech hunn domadder, Här President, op déi wichtegst Froe geäntwert, déi Der mer nach gestallt hutt. Merci.

M. le Président.- Jo? Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hat den Ausseminister gefrot wéi et wier mat enger internationaler onparteiescher Enquêtëkommissioun iwwert d'Violation du Droit humanitaire international.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Och déi Fro, Här Goerens, kënnt doudsécher an eise Gespréicher op. Dir wësst, beim Georgien-Konflikt hu mer eis jo och agesat als Land fir dat fäerdeg ze bréngen. Déi Kommissioun ass elo geschafe gi mat enger Schwäizer Diplomatin un der Spëtzt. Déi dote Fro kënnt menger Meenung no doudsécher, wéi och déi Fro kënnt iwwert d'Sanktiounen, wéi och déi Fro kënnt iwwert den Upgrading vun de Relatiounen, déi d'Europäesch Unioun am Dezember mat Israel décidéiert huet.

Mir sollen elo vläicht an dëser Phas - op jidde Fall ass et meng Meenung doranner - an der Öffentlechkeet versichen net ze vill Explosives do nach mat eranzebréngen. Well dat, wat elo zielt, wat den Haaptpunkt ass, ass, dass d'Europäesch Unioun et fäerdeg bréngt de Mënschen a Gaza elo an deenen nächste Woche mat Liewensmëttel an deenen, déi nach mussen operéiert ginn, ze hëllefen, an dass mer et och iergendwéi fäerdeg bréngen, dass déi Leit en Ënnerdaach kréien.

Mä fir all déi Froen, déi Der stellt, oder déi Froen, déi Der gestallt hutt, Här Goerens, sinn ech absolut op. Ech géif mer nëmme kënne virstellen, wann den UNO-Generalsekretär a Gaza war, an en huet gesot, dass et net tolerabel wier, dass UNO-Gebaier géife bombardéiert ginn, dass doriwwer och Enquêtë musse gemaach ginn a gekuckt muss ginn, wéi d'Responsabilitéiten do leien.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass dës Debatt ofgeschloss.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau et l'article 631-2 du Code du Travail.

(Hilarité)

Ech wollt dat esou zitéieren, well ech kee lëtzebuergeschen Ausdrock fonnt hunn. Den Intitulé wéinstens kléngt no engem komplizéierte Projet, dee vläicht quant au fond net esou komplizéiert gëtt. Hei ass den honorabelen Här Kaes de Rapporteur. Hien huet elo d'Wuert.

Une voix.- Wéivill Riedezäit huet hien?

M. le Président.- Den Här Kaes huet 30 Minutten.

2. 5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau

2. l'article 631-2 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet huet als Zil e legalen a finanzielle Kader fir déi verschidde Moossnamen ze schafen, déi agesat gi fir de Chômage ze bekämpfen. Dëst soll zu enger besserer Prise en charge vun de Chômeure féieren a virun allem vun deenen, déi wäit ewech vum Aarbechtsmaart sinn an enorm Schwieregkeeten hu sech um Niveau vum Aarbechtsmaart ze integréiere respektiv ze réintegréieren. Déi

aktuell Aarbechtsinitiativ spigelt d'Evolutioun vum Chômage erëm, dat souwuel politesch wéi och philosophesch.

D'Form vum Chômage huet an deene leschte 40 Joer geännert. Vun engem éischter ökonomesche Chômage si mer an deene leschte Joren a Jorzéngten op e soziale Chômage iwwergaangen; och Chômage résiduel genannt. Dës Aarbechtslosegkeet profitéiert net vum wirtschaftlechen Opschwong.

Si léisst sech duerch d'Inadéquatioun tëschent der Demande an der Offer um Aarbechtsmaart erklären. An anere Wierder: Et ginn Aarbechtsplaze geschaaft, mä net all Demandeur d'emploi huet déi néideg Kompetenzen oder Qualifikatiounen, fir kënnen op dëse Plazen agestallt ze ginn. Derbäi kënnt, datt eisen Aarbechtsmaart am Verglach mat aneren Aarbechtsmäert atypesch ass. De Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gräift massiv op Salariéen aus der Grenzregioun zréck, fir d'Besoinen un Aarbechtskraaft ze decken.

Eng ongenügend oder eng inadequat berufflech Qualifikatioun ass a bleift de wesentlechen Exklusiounsfacteur vum Aarbechtsmaart, ergo vun der sozialer Ausgrenzung. Ech zielen lech näischt Neies, wann ech soen, datt d'Aarbecht ee vun deene wichtegsten Integratiounsinstrumenter ass.

D'Tatsaach, datt dee méi wéi wahrscheinleche Schoss vum Chômage an deenen nächste Méint op eng ugespaante wirtschaftlech Lag zréckzeféieren ass, wäert näischt dorunner änneren, datt Leit, déi keng oder eng ze niddreg Qualifikatioun hunn, et extrem schwéier wäerte kréien, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen an ze behalen, egal wéi ugespaant oder bléiend d'Wirtschaft ass.

Dës Erkenntnis huet derzou gefouert, datt d'Politik sech schonn zënter Jore Gedanke mécht, wéi een dëser Kategorie vu Leit am beschte kéint hëllefen, fir se nees an den Aarbechtsmaart anzeglidderen. Iwwert déi klassesch Insertiouns- a Réinsertiounsinstrumenter eraus hu sech lues a lues Moossnamen entwéckelt, déi extra op d'Prise en charge vu Laangzäitchômeuren zilen.

Nom Dépôt vum Gesetzesprojet am Joer 2003 ass ee sech nach méi wéi virdrun der sozialer Dimensioun vun der struktureller Aarbechtslosegkeet bewosst ginn. Wa virun e puer Jorzéngten d'Halschent vun den Aarbechtsplaze keng spezifesch Qualifikatioun virausgesat hunn, verlaangen hautdësdags méi wéi 56% vun den Aarbechtsplazen net nëmmen eng Qualifikatioun, mä souguer eng héich Qualifikatioun. D'Zuel vun den Aarbechtsplazen, déi eng mëttelméisseg Qualifikatioun verlaangen, geet stänneg zréck, an d'Plazen, déi keng Qualifikatioun brauchen, sinn ëmmer méi eng Raritéit. Derbäi kënnt, datt hautdësdags souguer dës lescht Kategorie vun Aarbechtsplazen e Minimum u Qualifikatioun viraussetzt.

Et kann een also net méi wéi fréier vu Plazen ouni Qualifikatioun schwätzen. E Beispill: Et ass esou, datt een oft e Führerschäi brauch, fir kënnen där enger oder anerer Aarbecht nozegoen. Or, et gi Leit, déi dës Konditioun net erfëllen, sief dat aus finanziellen, gesondheetlechen oder och intellektuelle Grënn. Si kommen also fir eng Rei vu Plaze guer net a Fro. Domadder hu si reduzéiert Chancen, fir Aarbecht ze fannen.

Wann een d'Exigenzen um Niveau vun de Qualifikatioune mat den Zuele vun der Administration de l'emploi vergläicht, stellt ee fest, datt iwwert d'Halschent vun de Chômeure just en niddregen obligatoresche Schoulniveau erreecht hunn. Mir stinn also virun enger grousser Erausfuerderung. Mir musse ganz kloer Léisunge fir d'Zukunft fannen.

Dëst setzt viraus, datt een och d'Grënn vum soziale Chômage kennt. Déi leien nämlech net nëmmen an engem Mangel u Qualifikatioun. De Mangel u Qualifikatioun ass oft nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg.

Wann ee sech jorelaang am Beräich vun den Aarbechtsinitiativen engagéiert huet a sech mat der Problematik befaasst huet, da stellt een dacks fest, datt déi Leit, déi laang no enger Aarbecht sichen, méi Problemer gläichzäiteg hunn. Ee Problem, dee ganz oft bei déi Mangelqualifikatioun derbäi kënnt, ass dee vum oft schlechte Gesondheetszoustand vun der betraffener Persoun, sief dat psychesch wéi och kierperlech. Alkohol an Droge sinn dann och nach dacks am Spill; oft souguer kombinéiert mat engem labile psychesche Gesondheetszoustand wéi enger Depressioun.

Dëst kënnt oft doduerch, datt déi Leit schwéier Momenter wéi eng Trennung, en Doudesfall oder de Verloscht vun hirer fréierer Aarbechtsplaz net verkraaft hunn a sech duerfir komplett goe loossen. Mat der Zäit komme familiär a finanziell Problemer op, eventuell eng Iwwerschëldung. Dacks kënne sech déi Leit och net méi eng adequat Wunneng leeschten, oder si mussen hiert Heem verkafe respektiv, wat fir déi betraffe Leit méi schlëmm ass, d'Wunneng gëtt ganz einfach versteet.

Lues a lues rutsche se an ee regelrechten Däiwelskrees, wou d'Problemer mat der Zäit zouhuelen a wou den Auswee aus deemselwechten ëmmer méi schwéier gëtt. Net vergiessen dierf een och, datt et fir verschidde Leit duerch hir familiär Situatioun bal net méiglech ass, ganz einfach geregelt ze schaffen. Ech denken do zum Beispill un elengerzéiend Elteren, déi sech et net kënne leeschten hir Kanner versuergen ze loossen, wat awer Viraussetzung ass fir kënnen enger geregelter Aarbecht nozegoen. Wann da bis d'Kanner grouss sinn, sinn dës Leit ganz oft ze al fir den Aarbechtsmaart respektiv kënne keng berufflech Experienz während deene leschten zéng, 15 Joer opweisen, wat hir Chancen op en Job extrem reduzéiert, virun allem wa se och nach eng defizitär berufflech Qualifikatioun hunn.

Op dëser Plaz muss een natierlech ganz besonnesch déi konsequent Efforten ervirsträichen, déi d'Regierung zënter Laangem ënnerhëlt, fir datt Familljen am Allgemengen an d'Elengerzéiend am Besonnesche kënne besser hiert Familljeliewe mat hirem Beruff verbannen. An dëser Optik wäerten déi sougenannte Chèques-services, déi ab dem 1. Mäerz vun der Familljeministesch agefouert ginn, sécherlech entscheedend derzou bäidroen, datt et fir eng ganz Rei vu Leit méi einfach wäert si fir hir Kanner grousszezéien a parallell einfach enger geregelter Aarbecht kënnen nozegoen.

E grousse Fortschrëtt an der Bekämpfung vum Chômage ass déi individualiséiert Begleedung vum Chômeur, déi d'Administration de l'emploi lues a lues ausgeschafft huet an déi de Service d'accompagnement personnalisé vun der ADEM géréiert. Ech erënneren lech drun, datt d'Noutwendegkeet vun enger individualiséierter Begleedung am Kader vum PAN-Gesetz '99 ënnerstrach gouf an datt dës Moossnam zënter 2006 gesetzlech verankert ass.

De Service d'accompagnement personnalisé klasséiert d'Demandeurs d'emploi jee no hirer Beschäftegungsfäegkeet a verschidde Kategorien. An d'Kategorie A kommen d'Demandeurs d'emploi, déi ouni Weideres fir den Aarbechtsmaart a Fro kommen.

An der Kategorie B fënnt een déi Demandeurs d'emploi erëm, déi zwar berufflech Kompetenzen a Qualifikatiounen opweisen, déi awer net ëmmer wëssen, wéi se sech verkafe kënnen. Si kënnen zum Beispill kee korrekten CV opstellen oder wëssen net, wéi se sech während engem Bewerbungsgespréich behuele sollen.

Demandeurs d'emploi, déi an der Kategorie C agestuuft sinn, gehéieren zu deenen, fir déi Beschäftegungsprojete schonn existéieren. Déi, déi net genee wëssen, wéi se mat dësem Projet ëmgoe sollen.

Demandeurs d'emploi vun de Kategorien D an E sinn déi Demandeurs d'emploi, déi am schwéierste vermëttelbar sinn. Si stellen déi Kategorien duer, déi fir all Aarbechtsminister, fir d'ADEM, fir all Beschäftegungsinitiativ eng enorm Erausfuerderung sinn. Virun allem d'Demandeurs d'emploi vun der Kategorie E sinn extrem wäit ewech vum Aarbechtsmaart. Fir si ass eng Insertioun oder Réinsertioun op den Aarbechtsmaart leider oft eng Utopie. D'Integratiounsdynamike vun dëse Leit ginn duerch Facteure sozialer, psychologescher oder kierperlecher Natur, wéi ech se virdrun opgezielt hunn, gebremst.

De Moment si vun 12.000 Demandeurs d'emploi, déi beim Arbeitsamt ageschriwwe sinn, ronn 1.000 an der Kategorie A, tëschent 2.700 an 2.800 an der Kategorie B, iwwer 5.000 an der Kategorie C, 2.000 an der Kategorie D a ronn 1.000 an der Kategorie E. Dëst beweist, datt a sech en Drëttel vun den Demandeuren eng gutt bis eenegermoossen normal Viraussetzung hu fir kënne placéiert ze ginn, datt awer zwee Drëttel vun den Aarbechtssichende schwiereg bis extrem schwiereg ze placéiere sinn.

Zënter 1998 hu sech Beschäftegungsinitiativen hei am Land entwéckelt. Dëst sinn zum Beispill den Objectif plein emploi, de ProActif oder de Forum pour l'emploi. Si stütze sech a sech op eng gewerkschaftlech Assise. Anerer, méi klenger, awer dowéinst net manner wichteg, hu sech ënner anerem um Niveau vun de Gemengen, wéi zum Beispill Ettelbréck oder Diddeleng, entwéckelt. Zu de wichtegste Beschäftegungsinitiativen, déi et hei am Land niewent deene gëtt, déi ech elo opgezielt hunn, kann een och nach Eng nei Schaff, Défi-job oder Co-labor zitéieren. Iwwregens war Co-labor déi éischt Initiativ an ass schonn 1983 gegrënnt ginn.

Déi meescht Beschäftegungsinitiativen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn iwwert de Fonds pour l'emploi cofinanzéiert, an zwar an der Héicht vu 75%. Et huet sech schnell erginn, datt de legislativen a finanzielle Kader net un d'Realitéit ugepasst ass. Zum Beispill ass d'Fro vun der Prise en charge vun de Personalkäschten, déi d'Demandeurs d'emploi sollen encadréieren, a kengem Text geregelt. D'PAN-Gesetz vun '99 huet zwar preziséiert, datt verschidde Käschte vum Stat iwwerholl géife ginn, mä d'Gesetz gesäit näischt iwwert d'Modalitéite vun esou enger Prise en charge vir.

De Guide administratif et financier, dee vum Aarbechtsminister am Joer 2001 an d'Liewe geruff ginn ass, garantéiert zwar e gewëssene Grad vu finanzieller Transparenz, esou wéi och d'Konventiounen, déi tëschent dem Aarbechtsminister an de Bénéficiairë vun de finanzielle Mëttele vum Fonds pour l'emploi ënnerschriwwe ginn, mä dëst geet ganz kloer awer net duer. Eng méi déif gräifend Reform vun der Aarbechts- a Beschäftegungspolitik ass néideg. Moossnamen, déi am Kampf géint de Chômage agesat ginn, sollen un déi nei Realitéit adaptéiert ginn. Nëmmen esou kréie mir d'Problematik vun der Aarbechtslosegkeet besser an de Griff.

Genee dëst ass den Objektiv vum virleiende Gesetzesprojet. Iwwregens huet d'Gesetz vum 22. Dezember 2006 schonns déi eng oder aner Adaptatioun an eis Gesetzgebung agefouert. Dëst Gesetz huet ënner anerem d'Instrument vum PAN-Gesetz 1999 wéi den CAT an de Stage d'insertion duerch aner, méi effizient Instrumenter ersat, an zwar den CAE an den CIE.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, no dëser méi genereller Introduktioun géif ech gären op de Gesetzesprojet selwer ze schwätze kommen. Zënter datt de virleiende Gesetzesprojet am Joer 2003 vum Aarbechtsminister an der Chamber déposéiert gouf, ass den Text substanziell ëmgeännert ginn. Och wann d'Zil vum Gesetzesprojet nach ëmmer datselwecht ass wéi initial virgesinn, nämlech de Beschäftegungsinitiativen e legalen a finanzielle Kader ze ginn, esou ënnerscheet sech den initialen an de virleienden Text dach awer um Niveau vun de Mëttelen, fir dëst Zil ze erreechen.

Erlaabt mer kuerz, d'Haaptpunkte vum initiale Projet ze erläuteren.

D'Grondiddi vum initialen Text war et, d'Demandeurs d'emploi, déi méi wéi sechs Méint beim Arbeitsamt ageschriwwe sinn, esou schnell wéi méiglech op den Aarbechtsmaart ze integréieren. Den Akzent louch op der Qualitéit vun der Prise en charge vun de Chômeuren, an d'Finalitéit vun den Initiative war d'Insertioun, oder d'Réinsertioun, jee nodeem, vun de Chômeuren op den Aarbechtsmaart.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den initialen Text, deen tëschent definitiven a provisoreschen Aktivitéiten ënnerscheet huet, hat d'Schafung vun engem neien Instrument virgesinn: de Contrat de mise à niveau. Dëse sollt den Iwwergank op den Aarbechtsmaart erméiglechen. D'Auteure vum initiale Gesetzesprojet wollten och privat Betriber, déi den Aarbechtsmaart a seng Besoinë solle besser kennen, mat an der Beschäftegungspolitik abannen. Si sollen och vun der finanzieller Ënnerstëtzung profitéiere kënnen. D'Gläichbehandlung vum privaten an associativë Secteur sollt och allen Diskussiounen iwwer eng eventuell deloyal Konkurrenz en Enn setzen.

Den initiale Gesetzestext huet des Weideren och nach d'Schafung vun engem Comité de suivi virgesinn. De Fonds pour l'emploi sollt och all Aktivitéit, déi als Zil d'Insertioun oder d'Réinsertioun huet, finanzéieren.

Dës éischt Versioun vum Gesetzestext ass staark kritiséiert ginn, an dat virun allem vum Statsrot, deen op e puer Punkte sech formell opposéiert huet. Hien huet ënner anerem d'Schafung vum Comité de suivi kritiséiert a gemengt, et misst ee sech op gängeg aarbechtsrechtlech Instrumenter bezéien. Déi initial Dispositioun vum Projet, déi virgesinn huet, datt just déi Betriber en Agrément géife kréien an domadder e Recht op déi finanziell staatlech Ënnerstëtzung hätten, déi eng Rei vu Konditioune géife respektéieren, ouni all Konditioun komplett opzelëschten, ass schäerfstens vum Statsrot kritiséiert ginn. De Statsrot huet domadder gedreet, keng Dispense vum zweete Vote kënnen ze ginn, wann déi Dispositioun net ëmgeännert géif ginn.

Virgesi war och, datt Betriber, déi zënter méi wéi dräi Joer täteg sinn an déi, zur Zäit wou de virleienden Text a Kraaft trëtt, net d'Konditiounen erfëllen, fir den Agrément ze kréien, en Délai vun zwee Joer hu fir sech un d'Konditiounen unzepassen. Während dem Délai sollten d'Betriber e provisoreschen Agrément kréien. Nom initialen Text sollt den Aarbechtsminister op Basis vun engem Avis vum Comité de suivi d'Ausnahme fir all eenzel Aktivitéit festleeën.

De Statsrot war der Meenung, datt heimadder den Aarbechtsminister en arbiträre Pouvoir unerkannt géif kréien, an huet an dësem Kader nees eng Opposition formelle ausgesprach.

De Projet de loi ass zweemol vu sengen Auteuren amendéiert ginn. Den éischten Amendement hat als Objet, d'Dispositioun iwwert d'Marchés publics ëmzesetzen. No dësem Amendement sollt a sech d'Regierung iwwert de Wee vun enger Ausnahm d'Erlaabnis kréien, Aarbechten oder Servicer mat Employeuren, déi am Beräich vun der Insertioun oder der Réinsertioun täteg sinn, duerchzeféieren.

De Gesetzesprojet ass eng zweete Kéier vu sengen Auteuren den 13. Juni 2006 amendéiert ginn. Dës Amendementer sinn dorop zréckzeféieren, datt d'Situatioun um Aarbechtsmaart zënter dem Dépôt vum Gesetzesprojet vill geännert huet. D'Aarbechtslosegkeet huet enorm zougeholl: vun 2,6% am Joer 2002 op 5,2% am Joer 2006.

Dëse Phenomeen war net eleng op Lëtzebuerg begrenzt. D'Situatioun vum Aarbechtsmaart an der Grenzregioun war net besser. Am Géigendeel! Do huet de Chômage och an de Joren tëschent 2002 an 2006 enorm zougeholl. D'Konkurrenz tëschent de Frontalieren an den eenheemesche Salariéen huet sech zougespëtzt, mat der Konsequenz, datt déi Leit, déi zu Lëtzebuerg bei der Administration de l'emploi ageschriwwe waren an déi keng Qualifikatioun haten, et nach méi schwéier kritt hunn, fir eng nei Aarbechtsplaz ze fannen.

All dës Evenementer hunn als Konsequenz eng Hausse vun der Aarbechtslosegkeet mat sech bruecht. Betraff si virun allem erëm eng Kéier déi Schaffend ouni oder mat enger niddreger Qualifikatioun.

Vu datt d'Struktur vum Chômage sech awer zënter 2003 geännert huet, ass et net weider verwonnerlech, datt déi initial Iddi, den Demandeur d'emploi iwwert de Wee vu Beschäftegungsinitiative fit ze maache fir den Aarbechtsmaart, ëmmer méi schwéier ze realiséiere war. Derbäi kënnt, datt sech den Ëmgank mat Leit, déi eng reduzéiert Capacitéit hunn, an deene leschte Joren a sech geännert huet. Vun engem éischter passive System si mer lues a lues an e System gewiesselt, deen op d'Aktivatioun vun dëser Kategorie vu Salariéë setzt.

Et geet och ganz kloer aus der Regierungserklärung vum August 2004 ervir, datt deen éischten Objektiv vun de Beschäftegungsinitiativen d'Prise en charge vun deene Leit soll sinn, déi wäit ewech vum Aarbechtsmaart sinn.

D'Réorientatioun vum Gesetzesprojet kann een a sech op e puer Punkte résuméieren.

Déi provisoresch Aktivitéiten, fir den Iwwergank op den ordinären Aarbechtsmaart ze erméiglechen, sinn am Kader vum amendéierten Text ewechgefall. Den Text, deen aus den Amendementer vun 2006 ervirgeet, huet virgesinn, datt d'Insertiouns- an d'Réinsertiounsaktivitéiten, déi staatlech subventionéiert kéinte ginn, dem privaten an dem öffentleche Secteur géifen zoukommen. D'Ausgrenzung vun den A.s.b.l.en ass domat gerechtfertegt ginn, datt d'Salariéë misste motivéiert ginn, sech aktiv ze bedeelegen.

Obschonns déi amendéiert Versioun vum Gesetzesprojet nach ëmmer den Akzent op eng fréist méiglech Aktivatioun vun de Chômeure setzt, fuerdert hien d'Betriber op, op déi Instrumenter zréckzegräifen, déi scho bestinn, amplaz sech nei Instrumenter ze schafen. An dëser Optik sinn d'Insertiouns- an d'Réinsertiounsaktivitéiten och als Iwwerganksmoossnamen ze verstoen. D'Beschäftegungsinitiative sollte sech virun allem op d'Schafe vu Strukture fir schwéier

vermëttelbar Chômeure konzentréieren, an net méi als Intermédiaire tëschent dem Arbeitsamt an de Betriber wierken.

D'Prise en charge vun den Demandeurs d'emploi sollt iwwert de Wee vun de sozioekonomeschen Aktivitéite geschéien, déi vun de Beschäftegungsinitiative proposéiert sollte ginn. Dës Aktivitéite sollten dem ordinären Aarbechtsrecht ënnerstoen a si sollten am Kader vun enger Gesellschaft, esou wéi se am Gesetz vun 1915 definéiert sinn, stattfannen.

D'Auteure vum Gesetzesprojet hunn d'Iddi vun engem Comité de suivi opginn an deementspriechend den initiale Gesetzesprojet amendéiert. D'ADEM, an net de Comité de suivi an de Comité permanent de l'emploi sollt elo de Suivi vum Gesetz maachen.

D'Auteure vum Gesetzesprojet hunn och hiren éischten Amendement zréckgeholl. Den amendéierten Text huet keng Derogatioun zur Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics enthalen. D'Auteuren hunn op dësem Punkt der Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen. In fine ass den Term vum „chômage social" duerch den Term vum „chômage incompressible" ersat ginn.

Den amendéierten Text gouf vum Statsrot den 20. Mäerz 2007 aviséiert. Hie war net d'accord, datt nëmme Gesellschaften am Sënn vum Gesetz vun 1915 vun de finanziellen Avantagen, déi de Projet de loi virgesäit, kéinte profitéieren. Esou eng Restriktioun wier incompatibel mam Égalitéitsprinzip, deen an der Verfassung verankert ass. Dëse Punkt huet fir eng nei Opposition formelle säitens vum Statsrot gesuergt, dee sech iwwregens och net mam neien Intitulé vum Gesetzesprojet zefridde gewisen huet. De Chômage incompressible ass vun Natur aus net reduzéierbar. Et ass e Widdersproch ze soen, datt ee géint esou eng Zort vu Chômage kämpft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi grouss Linne vum virleiende Gesetzesprojet ugeet, esou ginn déi aus zwou Serië vun neien, dës Kéier parlamentareschen Amendementer ervir. Et ass virun allem déi éischt Serie vun Amendementer vum 12. Februar 2008, déi zu der definitiver Versioun vum heitegen Text gefouert huet.

Zu de wichtegsten Ëmännerunge kann een an éischter Linn d'Ofschafe vun der Differenzéierung tëschent den Activités d'insertion et de réinsertion an den Activités socio-économiques opzielen. Si bleiwe wuel als eenzel Moossname bestoen, mä all Employeur dierf op se alleguerten zréckgräifen, an et ass net, datt eng Kategorie vu Moossnamen enger Kategorie vun Employéë virenthale gëtt.

D'Aarbechtskommissioun war nämlech der Meenung, datt mat der Differenzéierung, déi vun den Auteure vum Gesetzesprojet gewollt war, d'Beschäftegungsinitiative riskéieren, sech nëmmen nach mam Encadrement vun de Chômeuren, déi extrem schwéier vermëttelbar sinn, ze beschäftegen. D'Angscht vun der Kommissioun ass, datt mam System, wéi d'Auteuren e virgesinn hunn, d'Insertiounsaktivitéiten nëmmen nach deenen Demandeurs d'emploi ugebuede ginn, déi keng gréisser Problemer hu fir sech um Aarbechtsmaart ze behaapten. De Konzept vun den Auteure vum Gesetzesprojet féiert zu engem Denken a Kategorien, wat extrem schued ass, wann ee bedenkt, datt d'Beschäftegungsinitiativen als Zil hunn, jiddwerengem d'Integratioun op den Aarbechtsmaart ze erméiglechen.

(Interruptions)

D'Beschäftegungsinitiative sollen net nëmme sozioekonomesch Aktivitéiten ubidde kënnen. Si sinn iwwregens oft besser outilléiert, fir kënnen deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi mat all Zort vu psychosoziale Problemer geplot sinn. De Gesetzestext, esou wéi e virläit, ënnersträicht um Niveau vu verschiddenen Dispositiounen de Prinzip no deem all Employeur censéiert ass, d'Prise en charge vun der gesamter Populatioun vu Chômeuren ze garantéieren.

D'Kommissioun huet och eng Ännerung virgeholl um Niveau vun der Finalitéit vum Gesetzesprojet. Den Objet vum Gesetzestext ass net méi de Kampf géint de Chômage incompressible, mä de Kampf fir d'Integratioun oder d'Réintegratioun op den Aarbechtsmaart, an dëst egal wéi d'wirtschaftlech Lag ausgesäit.

Ier ech mat der Opzielung vun deene wichtegste Punkte vum virleienden Text wëll weiderfueren, wëll ech nach soen, och wann d'Kommissioun déi eng oder aner Dispositioun grondleeënd geännert huet, esou huet si awer dat meescht vum initiale Gesetzesprojet iwwerholl, entweder tel quel oder mat e puer Ännerungen. Laut dem neien Text soll all Employeur an de Genoss vun de finanziellen Avantagen, déi virgesi sinn, kënne kommen, fir datt hir Aktivitéite kënne subventionéiert ginn. Ob et sech also ëm Insertiouns- oder Réinsertiounsaktivitéiten oder sozioekonomesch Aktivitéiten handelt, spillt u sech keng Roll.

Et mussen d'Employeuren e ministeriellen Agrément hunn a mam Aarbechtsminister e Kooperatiounsvertrag oder e Kooperatiounsofkommes ënnerschreiwen. Dëst Ofkommes oder dës Konventioun preziséiert ënner anerem d'Prestatiounen, déi den Employeur dem Chômeur muss ubidden. Et geet hei virun allem ëm d'Mesures d'encadrement, déi definéiert musse ginn. Déi finanziell Participatioun vum Fonds pour l'emploi gëtt och an dëser Konventioun festgeluecht, genee wéi och d'Modalitéiten, wéi d'Dossiere musse géréiert ginn.

Dëst ass besonnesch wichteg, wann ee wëllt eng adequat sozioprofessionell Evaluatioun vum Chômeur maachen. D'Kontrollmoossname wéi och d'Sanktiounsméiglechkeete vum Stat ginn och am Kader vun der Konventioun fixéiert. De Gesetzesentworf gesäit och nach vir, datt d'Indemnitéiten, déi am Kader vun engem CAE respektiv am Kader vun engem CIE ausbezuelt ginn, vum Fonds pour l'emploi zu 85% zréckbezuelt ginn.

En individuellen Insertiouns- oder Réinsertiounsparcours muss während den Aktivitéite festgeluecht ginn. Déi finanziell Ënnerstëtzung ënnerläit verschiddene Konditiounen, déi am Gesetzestext opgezielt sinn, wéi zum Beispill d'Noutwendegkeet en Agrément ze besëtzen.

Den Agrément ënnerläit och verschiddene Konditioune. Esou muss den Employeur, deen en Agrément ufreet, d'Usprëch vum Gesellschafts- oder Associatiounsrecht erfëllen. Si mussen och garantéieren, datt déi sämtlech Aktivitéiten, déi sech ubidden, fir all Demandeur d'emploi zougängeg sinn, onofhängeg vun ideologeschen, politeschen oder reliéise Considératiounen.

Wéi schonns ugedeit, muss nom Gesetzestext den Employeur och eng Konventioun mam Aarbechtsministère ofschléissen, déi déi genee Prestatioune vum Employeur, oder den Oflaf vun der Prise en charge festhält, oder nach déi finanziell Subventioun festsetzt. D'Käschten, déi am Zesummenhang mat de verschiddene sozioekonomeschen Aktivitéite stinn, ginn am Kader vum virleienden Text definitiv, genee wéi déi finanziell Modalitéiten, definéiert.

Den Employeur muss zum Beispill eng prezis analytesch Kontabilitéit maachen. Hie muss dem Aarbechtsminister och de Bilan virleeën. D'Gemengen an d'Syndikater si vun dëser Obligatioun net betraff.

En Décompte muss och all Joer dem Aarbechtsminister ënnerbreet ginn. D'Form an den Inhalt vun dësem Décompte ginn an der Kooperatiounskonventioun festgeluecht.

De Gesetzesprojet gesäit och hei Iwwergangsbestëmmunge vir. Wat den Agrément ministériel ugeet, esou hunn d'Employeuren, déi hir Aktivitéit méi wéi dräi Joer laang exercéieren, an déi den Dag, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, d'Konditioune fir en Agrément net erfëllen, en zousätzlechen Délai vun dräi Joer, fir sech kënnen un d'Dispositioune vum Gesetz ze halen.

Ier ech mat menger Interventioun ophalen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech kuerz nach op e puer oder op ee Punkt virun allem zréckkommen. D'Regierung hat proposéiert den initialen Text duerch en Artikel ze ergänzen, dee virgesäit, datt spéitstens a sechs Joer, nodeem d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, d'Employeuren hire Statut missten änneren an de Statut vun enger Association d'intérêts collectifs missten unhuelen. E Statut, deen u sech nei geschaaft soll ginn.

Mat dëser Propos wollt een op d'Kritike vum Statsrot reagéieren, deen a sengem Avis d'Iddi, datt och A.s.b.l.e kéinten Insertiouns- a Réinsertiounsaktivitéiten ubidden, a Fro gestallt huet. D'Kommissioun hat an enger éischter Phas dës Propos vun der Regierung ugeholl. Wéinst der Opposition formelle vum Statsrot huet se dunn awer gemengt, et wär besser dës Dispositioun nees erauszehuelen.

De Statsrot hat seng Opposition formelle domadder begrënnt, datt een engem net d'Obligatioun operleeë kéint, säi Statut ëmzeänneren, wann dëse Statut u sech nach net géif existéieren. D'Regierung huet während enger Réunioun mat der Aarbechtskommissioun dorop higewisen, datt den Aarbechtsminister amgaange wär no Léisungen ze kucken.

D'Noutwendegkeet hei ze handelen, geet kloer aus engem rezenten Arrêt vum administrative Geriichtshaff an enger Affaire polygone ervir. No dësem Arrêt ass et den A.s.b.l.en net erlaabt un öffentlechen Ausschreiwungen deelzehuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg de Chômage an de Grëff ze kréien an ze kucken, datt jiddwereen de Wee op den Aarbechtsmaart fënnt, sech integréiert oder nees réintegréiert. Mä maache mer eis näischt vir, et wäerten ëmmer Leit ginn, déi dëse Wee net packen, déi ni an engem Betrib ënnerdaach kommen. Mir mussen awer déi Leit beschäftegen. Si hunn och e Recht op sozial Integratioun iwwert de Wee vun enger Beschäftegung.

De virleiende Gesetzesprojet schaaft genee de Kader, dee mir hei brauchen. Mir hunn d'Méiglechkeeten, um Niveau vum net konkurrentielle Beräich Aarbechtsplazen ze schafen, fir schwéier oder guer net integréierbar Leit. Et spillt keng Roll, ob si elo op dësen Initiativen an dësen Aarbechtsplaze rentabel sinn oder net. Et kascht eis souwisou manner wann een dës Leit beschäftegt, wa si d'Chance kréien enger geregelter Tätegkeet nozegoen, wou se encadréiert ginn, wéi just doheem ze bleiwen a Chômagegeld oder RMG ze bezéien. Si sinn ausserdeem doduerch vill méi nëtzlech, wat enorm wichteg fir dës Leit an hiert Selbstvertrauen ass.

Dowéinst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wär ech frou, wann Der dëse Projet mat grousser Majoritéit haut géift stëmmen. De virleiende Gesetzesprojet stäerkt déi sozial Strukturen, déi an eisem Land existéieren. Si stäerkt d'Leit, déi an dësem Domän schaffen. Mir kréien duerch dat heitegt Gesetz en Deel vun eisem Chômage besser an de Grëff, andeems mir jiddwerengem d'Chance gi beschäftegt ze ginn.

Här President, zum Schluss wëll ech u sech dem President an alle Membere vun der Aarbechtskommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Beiträg a Mataarbecht bei dësem schwéiere Gesetzesprojet. Merci och dem Minister a senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi et net ëmmer einfach mat eis haten. E ganz besonnesche Merci geet awer un de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Martin Bisenius, an un d'Madame Nadia Rangan, déi fir mech eng fantastesch Aarbecht gemaach hunn a vill Zäit an dëse Projet investéiert hunn.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Kaes Merci. Als éischte Rieder ass den Här Marcel Glesener agedroen. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur huet opgehale mat engem Merci un d'Adress vun enger Rei vu Leit, déi ee grousse Beitrag geleescht hunn um Zustanekomme vun dem Projet. Ech wäert dann och ufänken, andeem ech dem Ali Kaes e grousse Merci ausschwätze fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zum virleiende Projet.

Kolleeginnen a Kolleegen, een éischte Projet ass den 20. Mee 2003 déposéiert ginn. Dee Projet, dee mer haut diskutéieren, huet par rapport zum éischte Projet fundamental changéiert. Et ass dat e Musterbeispill vu gudder parlamentarescher Aarbecht; dat an enker Zesummenaarbecht mat der Regierung - net géint d'Regierung -, opgrond vun den Avise vun de Beruffschamberen, dem Statsrot an - et kann ee roueg soen - alle Fraktiounen, déi an der Kommissioun vertruede waren.

Net zulescht awer - an dat wäert ech besonnesch nach eng Kéier ervirhiewen - ass et de Verdéngscht vum Rapporteur, dem Ali Kaes, datt mer haut e Projet kënne virleeën, deen op engem breede Konsens baséiert an deen den Erausfuerderunge vun haut a virun allem och vu muer entsprécht. Nach eng Kéier Merci, Här Rapporteur.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn dann elo déi Erausfuerderungen, déi dëse Projet onverzichtbar maachen? Aus dem Bulletin vun der ADEM vum November 2008 geet ervir, datt 11.963 Leit als Demandeur d'emploi ageschriwwe waren, dovunner 3.640 Chômeurs de longue durée. Dat heescht, datt 3.640 Leit am November dat lescht Joer méi wéi zwielef Méint ouni Aarbecht waren. D'Halschent vun de Chômeuren, déi ageschriwwe sinn, hu kee Schoulofschloss respektiv hunn no den obligatoreschen néng Joer mat der Schoul opgehal.

Knapps 11,4% vun den Demandeurs d'emploi hunn am November en héije Funktiounsniveau uginn. Dës Donnéeën iwwert de Bildungs- a Formatiounsniveau vun den Demandeurs d'emploi entsprieche mat Sécherheet net den Usprëch vun der Wirtschaft, déi awer méi technesch orientéiert, ergo méi komplizéiert a komplex gëtt, an dofir ëmmer méi op der Sich no héich qualifizéierten a polyvalenten Aarbechtskräften ass.

Leider ass et esou, datt vill Leit, déi an der ADEM ageschriwwe sinn, dës Usprëch net méi erfëllen. Do ass d'Politik natierlecht gefuerdert, un éischter Plaz d'Éducatioun. Déi berufflech Formatioun fänkt an de Schoulen un. Et gëtt nach ëmmer vill ze vill Kanner, déi ouni iergendeen Ofschloss aus der Schoul kommen. Dat hu mir gëschter an eisen Débatë gesinn. Oder et si grad déi Kanner, déi ee muer an iwwermuer an de Statistike vun der ADEM als Chômeur de longue durée wäert erëmfannen.

D'Iddi vun der Regierung, fir zu Lëtzebuerg eng École de la deuxième chance ze schafen, ass sécherlech e gudden an e begréissenswäerte Moyen, mat deem ville Kanner a Jugendleche weidergehollef ka ginn. Mä et ass kee Wonnermëttel. D'Éducatioun muss méi flexibel ginn, sech méi un de Besoinë vun der Wirtschaft orientéieren. D'Schoul muss mat der Wirtschaft evoluéieren.

Nieft der beschtméiglecher Formatioun vun den zukünftegen Aarbechtskräften ass d'Politik awer och gefuerdert deenen ze hëllefen, déi d'Schoulbänk scho laang verlooss hunn an enorm Problemer hu sech um Aarbechtsmaart ze integréieren. An d'Zuel vun deene gëtt, wéi ech virdru betount hunn a wéi de Rapporteur hei ënnerstrach huet, ëmmer méi grouss.

De virleiende Gesetzesprojet schaaft e legalen a finanzielle Kader, deen d'Integratioun vun deene Chômeure fuerdert, déi wäit ewech si vum Aarbechtsmaart. An dësem Sënn reit sech de virleiende Projet an all déi Moossnamen an, déi an dësem Beräich während deene leschte Jore geholl gi sinn.

Wann et méiglech ass verschidde Chômeuren nees op de Wee vum Aarbechtsmaart zréckzekréien, zum Beispill iwwert de Wee vun enger berufflecher Réorientatioun oder iwwert de Wee vun engem Encadrement bei der aktiver Sich no enger Aarbecht um Aarbechtsamt, esou gesäit dat bei villen anere leider manner roseg aus, virun allem bei deenen, déi keng oder eng defizitär Qualifikatioun hunn.

Oder et ass, wéi dat de Rapporteur schonn a sengem Rapport festgehalen huet, dee Qualifikationsdefizit mat anere Problemer gekoppelt, déi derzou bäidroen, datt déi concernéiert Leit et ganz schwéier hunn eng Aarbechtsplaz ze fannen. Alkohol, Drogen, Depressiounen, virun allem awer och kierperlech a gesondheetlech Aschränkungen, Problemer am Stot, Konflikter an der Famill oder Iwwerschëldung: Dat sinn déi meeschten zitéiert Problemer, déi nieft enger ongenügender berufflecher Qualifikatioun erklären, firwat Leit esou laang am Chômage bleiwe respektiv net aus dem Chômage eraus fannen. Dës Leit riskéieren à terme um Rand vun eiser Gesellschaft ze liewen. Et geet och ëm déi sozial Kohesioun zu Lëtzebuerg.

Dat erkläert, Kolleeginnen a Kolleegen, datt et noutwendeg ass nei Weeër ze beschreiden. Et ass kloer, datt hei klassesch Integratiouns- oder Réintegratiounsmethoden net méi duerginn. D'ailleurs géife se och net gräifen. Villes ass och schonn hei geschitt ënnert dem Impuls vun de Beschäftegungsinitiativen, déi natierlech ouni déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung net à même gewiescht wären, fir am Beräich vun der Integratioun op dem Aarbechtsmaart aktiv ze ginn.

D'Beschäftegungsinitiative stelle fir d'Laangzäitaarbechtsloser, déi net déi néideg berufflech a sozial Kompetenzen hunn, fir op dem „normalen" - ënner Gänsefüßchen - Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, eng adequat Äntwert duer. Iwwert de Wee vun de Beschäftegungsinitiativen an en adequaten Encadrement, kënne si zréck an d'Beruffswelt kommen. D'Beschäftegungsinitiative ginn de Leit, déi si betreien, déi néideg Motivatioun.

Duerch hir Betreiung eegnen déi concernéiert Chambere sech nees lues a lues

nei Kompetenzen un. Si kréien domat no an no hire Problem geléist oder zumindest gemeeschtert. Esou gëtt hir Employabilitéit wesentlech verbessert an hir Chancë gi méi grouss, erëm an den aktiven Aarbechtsmaart zréckzefannen an hir Plaz an eiser Gesellschaft kënnen als vollwäerteg Mënschen anzehuelen.

Mam virleiende Gesetzesprojet sollen elo och Betriber - an dat ass begréissenswäert - an Zukunft divers Aktivitéiten ubidde kënnen, mam Zil d'Demandeurs d'emploi op den Aarbechtsmaart ze kréien. Si kennen effektiv wéi keen aneren den Aarbechtsmaart an d'Besoinë vun de Betriber, esou datt et Sënn mécht fir iwwerhaapt d'Betriber mat anzebannen an domat och all d'Kritike vun enger Concurrence déloyale aus der Welt ze schafen.

Ech fäerten awer, datt wéinst dem Zäitopwand an dem Fachwëssen, dat erfuerdert ass fir eng Persoun erëm fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen, net vill Betriber vun de Méiglechkeeten, déi dee virleiende Gesetzesprojet virgesäit, profitéiere wäerte respektiv si wäerte sech just ëm déi manner problematesch Chômeure këmmeren.

Ech hoffen, datt meng Angscht a meng Besuergnis net berechtegt ass an datt vläicht am Ufank net esou vill, mä duerno ëmmer méi Betriber d'Chance ergräifen, zesumme mat anere Beschäftegungsinitiativen, fir engem Chômeur eng erfollegräich berufflech Integratioun ze erlaben, obschonns ech mer och bewosst sinn, datt zumindest fir de Moment d'Beschäftegungsinitiative outilléiert sinn, mat problematesche Chômeuren eens ze ginn. Mä och si hunn eng Kéier missen ufänken. Wat si fäerdeg bruecht hunn, kënnen och Privatbetriber fäerdeg bréngen. Et ass eng Saach vum Engagement an et ass eng Saach vum Wëllen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet spigelt d'Evolutioun an der Approche vum Chômage erëm, an d'Erkenntnis, datt een Deel vun der Aarbechtslosegkeet net vum wirtschaftlechen Opschwong profitéiert. E spigelt och dee Wiessel um Niveau vun der Aart a Weis, wéi ee mat Laangzäitaarbechtslose soll ëmgoen.

Wann de Wee zréck bei ee Patron an de Betrib fir Verschiddener total illusoresch ass, esou erkenne mir awer endlech un, datt et och aner Weeër gëtt, fir d'Laangzäitaarbechtslosegkeet ze bekämpfen an deene Leit ze hëllefen, wéi d'Ausbezuelung vum Chômagegeld oder dem RMG. Hei ass eng Moossnam, déi wesentlech derzou bäidréit a bäidroe kann, fir dee Problem besser an de Grëff ze kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Gesetzesprojet kréien all déi Leit, déi sech dem Kampf géint de Chômage an der Ausgrenzung verschriwwen hunn, Moyenen, fir hiert Engagement besser a verstäerkt weiderzeféieren. Dowéinst steet meng Fraktioun mat Sécherheet hannert dësem Text.

Ech géif nach Folgendes derbäifüge bei dat, wat de Rapporteur gesot huet, am Zesummenhank mat de Formes juridiques vun deenen, déi sech sollen ëm déi Laangzäitaarbechtslos bekëmmeren.

Et ass manner wichteg wie Beschäftegungsinitiativen initiéiert, mä méi wichteg ass et, datt déi déi et maachen, déi déi et kënnen, d'Moyenë kréien, fir et gutt ze maachen, am Intérêt vun deene Mënschen, déi ouni Aarbecht sinn an déi Problemer hu fir eng Aarbecht ze fannen, an domat sech an eis Gesellschaft ze integréieren. Dorop kënnt et un, an et ass och dat d'Ursaach, firwat ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dem virleiende Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Glesener Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu gëschter Owend nach den Exposé des motifs vun deem Gesetz, wat 2003 déposéiert ginn ass, nogekuckt, an dat ass e Gesetz, wat effektiv justifiéiert ass fir eng Base légale an deenen aarbechtsbeschaffende Gesellschaften, an deenen Initiatives sociales do erbäizebréngen. Als fënnefte Punkt stoung do och eppes vun der Transparence financière, mä ech hunn am Gesetz leider keng Fiche financière fonnt, esou dass de Minister ons herno soe kann, wat dat da kascht, well dat trotzdeem eng interessant Considératioun ass.

Et ass virdrun hei zu Recht gesot ginn, dass de Conseil d'État d'Société commerciale gefuerdert huet an och dee Comité du suivi ausgeblendt huet, well dat ze vill ëmständlech wier. Kritesch Froe sinn natierlech scho beim Numm ugaangen, chômage social, chômage incompressible. Ech sinn och der Meenung gewiescht - de Plein emploi ass zwar an dëser Period ganz ambitiéis -, dass dat hei e méi adequat Wuert ass, fir de Leit d'Hoffnung ze loossen. De Minister hat och deemools an der Kommissioun selwer gesot, dass et net wier fir do Leit opzefänken déi net schaffe wëllen, mä déi déi einfach net kéinte schaffe goen.

Wat sécher ass, d'Décisioun bleift jo bei der ADEM, wéi eng Leit an déi dote Forme vun der Aarbecht ginn. Et war och vu virera gesot ginn, dass Contrats de travail spéciaux net erwënscht wieren an dass ee soll den Droit du travail commun loossen. Et war och gesot ginn, dass de Stat keng Carrièrë kéint garantéieren, mä misst de Mindestloun garantéieren. Bei de Marchés publics, dat ass virdru gesot ginn, do hu mer elo natierlech déi Justizdécisioun, wat Polygone ubelaangt, do brauch een net drop zréckzekommen.

De Finanzement natierlech, dee virdru 75% op de Fonds de l'emploi komm ass, ass elo 100% drop. Och 37% vun den Infrastrukturen, an dat ass och schonn e Fortschrëtt géif ech mengen. Ech hoffen natierlech, dass de Minister d'Agrémentskonditiounen am A behält, well soss kréie mer awer eng Multiplikatioun vun deenen dote Firmen. Mir hunn där jo schonn eng Rei um Maart. Da wier et och nach interessant ze wëssen, wat déi Kritäre wieren.

D'Transitiounsperiod ass ugeschwat ginn, bis et solle Sociétés commerciales ginn, an d'Forme juridique also och. De Statsrot huet och kritiséiert, dass an deem éischte Gesetz véier Psychologe sollten agestallt ginn. Mer hu jo scho Psychologen am PAN-Gesetz agestallt, an ech hoffen net, dass herno an der ADEM méi Psychologe sëtze wéi Leit déi eng Aarbecht sichen. Zemools wou se elo an der lescht, dat si mer d'lescht Woch gewuer ginn, d'Évaluation psychologique an d'Kompetenzbilanen auslageren op Interactions, an esou virun. Also et freet ee sech, ob mer iwwerhaapt dann nach Psychologe brauchen, wa mer et dach auslageren.

Eng Kritik war och, beim Statsrot am éischte Volet, dass de Ratio tëschent den Encadrants an den Encadrés einfach ze héich wier. Et wier en ze héijen administrative Waasserkapp. Dann ass do nach déi Affär vum Finanzement vun 100%. Mer wësse jo, dass an enger éischter Etapp souguer d'Organisatiounen dergéint waren, well se net nécessairement wollten en parallèle gesat gi mam Handicap. Dat ass am Ufank gesot ginn. En anere Problem, wou ech de Minister och gären héiere géif, ass, wéi et mat der TVA steet, esou laang déi Iwwergangsperiod ass, well do jo d'Administratioun vum Enregistrement d'TVA aklot.

Interessant war och déi Formel, déi bei verschiddene Projete koum, wou de Cofinanzement vum Fonds social européen zum Deel matgesponsert ginn ass, an duerch onse Stat. Transparenz, dat läit ons jo gewéinlech um Mo, net nécessairement den Dialog, mä ech mengen et sinn zéng Joer hier, dass mer dat als Slogan haten. D'Commission de l'exécution budgétaire…

(Interruptions)

Jo, dat och, mä ech mengen, dat ass zwar nach ëmmer gutt. Do soll ee sech drun halen. Dat kënnt erëm bei aneren, genau wéi „de Mënsch am Mëttelpunkt", dat hate mir schonn an de 70er Joren als Slogan. D'nächste Kéier bréngen ech ons Programmer mat. „Jiddwereen zielt", dat hu mer och scho kannt. „Jiddwereen zielt" an „de séchere Wee". Mir ginn alt nei Weeër. Wéi sécher en ass, dat gesi mer, mä ech mengen…

(Hilarité)

Dir musst Iech e bëssen entspanen hei!

Op alle Fall ass et jo och virugaange mat engem Audit financier iwwert d'Period 2000-2003. Wann et een interesséiert, ech hunn en hei a mengen Dokumenter. Ech hunn och ni eng Zuel fonnt vum Retour op de Marché primaire. Ech hunn déi Zuelen einfach net fonnt, mä ech wier drun interesséiert eppes doriwwer ze héieren, dat ze wëssen.

Et ass jo kloer, dass wann ee vu Chômage incompressible géif schwätzen, dat géif jo d'Faillite vun der Regierungspolitik am Emploi, loosse mer soen, an Evidenz setzen. D'Selektioun vun de Kandidaten hu mer gesinn. Ech si ganz frou, dass mer déi Employabilitéitskategorien net an d'Gesetz geschriwwen hunn, well da géif een de Leit quasi Etiketten op de Réck pechen; an dat deet wéi, wann ee se kategoriséiert, definitiv. De Marcel Glesener an den Ali Kaes hu vun Netqualifikatioun an esou viru geschwat. Ech erënneren awer un e Saz, deen onse Kolleeg Jos Scheuer e Samschdeg um Radio gesot huet: „Et kann een net an alle Problemer der Schoul d'Schold ginn." Dat ass hei och e Problem. Déi Incapacité sociale, déi mer hei och am Text gelies hunn, dat ass eng zimlech désespérant Situatioun.

D'Haaptroll am Suivi duerch d'ADEM ass jo dee Service d'accompagnement personnalisé, déi jo dann décidéieren. Ech mengen, am September 2006 stoung e ganz interessante Saz an der Commission du Travail et de l'Emploi: «Il importe aussi que la réforme de l'ADEM aille de pair avec l'évacuation du projet, afin que les services administratifs compétents soient mis en état de répondre efficacement aux nouvelles exigences.» Dat, wësse mer alleguer, ass net geschitt.

Den Här Ombudsmann Marc Fischbach huet de 25 November 2008 an der Chamberskommissioun - an do hunn der vill vun ons onsen Oueren net gegleeft, wéi mer dat héieren hunn, a souguer ons Membere vun der Kommissioun hu gesot, dass déi ADEM guer net méi am Zoustand wier, fir den Développement vum Chômage an de Grëff ze kréien - haaptsächlech gesot, dass d'Infrastruktur defizitär wier, mä och dass d'ADEM géif schlecht fonctionnéieren an d'Organisatioun esou defizient wier, dass intern eng Koordinatioun ass, déi total dysfonctionnéiert.

De Bureau d'accueil. Ech muss soen, wann ee moies iwwert d'rue Bender trëppelt, deen Accueil vun deene Leit, déi do am Ree stinn, zu 30, 40, 50 hirer, ech gleewen, dass d'Béischten an engem Schluechthaus besser empfaange gi wéi déi, an ech kann lech soen…

(Interruptions)

Dach, dach, dat ass ganz dramatesch. Ech stelle mäin Auto heiansdo an de Parking vun der Rocade, da ginn ech do laanscht. Ech kann lech soen, dat ass traureg. An do gëtt et also Zäit, dass d'Regierung do eng Prioritéit setzt.

Vun deene Placeuren, déi iwwert déi lescht dräi Joren agestallt gi sinn, sinn der 13, déi keng Fonctioun als Placeur hunn, an d'Zuel ass awer vun 18 bis op 43 eropgeklommen, dovunner 30 mat eben enger Fonctioun als Placeur. Dat huet guer näischt geännert. Dat ass och net ze änneren. D'Bilane sinn net gemaach ginn, ech hunn dat scho gesot. D'Moral vun der Geschicht: D'ADEM huet sech einfach net der Evolutioun vum Aarbechtsmaart ugepasst. Si fuere mat Rezepter vu gëschter, a guer net mat Léisunge fir haut oder haaptsächlech muer.

Wat ech och nach ze soen hunn, dat ass, d'Struktur vun där Verwaltung ass an där Form, wéi se besteet, net ugepasst. Mir wëssen natierlech, dass d'Regierungen an deene leschte Jore mat der Fonction publique verhandelt hunn an och de Rôle vun den Établissements publics ausgeklamert hu fir de Moment, mä ech mengen, et ass fir eng zukünfteg Regierung ubruecht, fir mat der CGFP dat ze verhandelen.

De Chômage klëmmt, en ass och an Zäite geklomme wou onse PIB 5%, 6% an d'Luucht gaangen ass, en ass och geklomme wou mer 12.000 bis 15.000 Aarbechtsplaze geschaaft hunn. Ech hu mech ëmmer gefrot, wou déi wieren. An d'ADEM, déi lagert déi schwiereg Fäll aus, wéi gesot, un d'Beschäftegungsinitiativen, d'Psychologen an esou virun. Et wier also elo un der Zäit fir eng Evaluatioun ze maachen. Déi ass zwar regelméisseg gemaach ginn, mä et ass ni vill erauskomm dobäi: Vum PAN-Gesetz, wat elo am Februar 10 Joer feiert, vum 5611, dee jo hei an dësem Haus virun dräi Joer gefeiert ginn ass wéi eng Panacée. De Fonds de l'emploi misst een och nach eng Kéier kucken, wéi do d'Dépensë geklomme sinn, dat géif een interesséieren.

D'ADEM géréiert also d'Aarbechtslosegkeet, an et brauch een nëmmen an dëser Legislatur ze kucken, dass säit 2004 d'Zuelen ëm 25% geklomme sinn, haaptsächlech aux dépens vun de Leit iwwer 50 Joer. Ech muss zwar och do derbäi soen, dass déi dräi Invaliditéitsgesetzer, déi an de leschten zéng Joer gestëmmt gi sinn, zimlech haart si vis-à-vis vu Leit, déi fréier iwwer e medezinesche Modell pensionéiert gi wieren. Mä mer mussen ons awer virun Aen halen, dass een net mat medezinesche Modeller sozial Problemer léist.

D'Budgete vun der ADEM a vum Ministère, dat hunn ech gesot, missten also gekuckt ginn. Wann ee mat de Patrone schwätzt, dann héiert een déi eng soen: „Ech ëmginn d'ADEM esou oft ech kann. Also wann ech se ka contournéieren, maachen ech et." Anerer si ganz zefridde mat deene Consultanten, déi haaptsächlech fir verschidden ekonomesch Secteuren do sinn, déi gewéinlech selwer aus der Privatindustrie kommen an déi d'Problemer an der Industrie oder an dem Geschäfts- oder an anere Secteure kennen. Där hu mer der, mengen Informatiounen no, aacht oder zéng. Mä déi Patrone si mat deenen extrem zefridden. Se soe par contre, soubal Dir et mat der Administratioun als solches ze di kritt, da fänkt et u lues a komplizéiert ze ginn.

E gutt Beispill sinn déi Indemnités de réemploi, wou de Patron muss all Mount déi Pabeieren ausfëllen, an dat dauert jo bekanntlech bis véier Joer. Dat ass eng administrativ Hürd, déi gehéiert reduzéiert ze ginn. An da wier et awer un der Zäit, mer hate jo x Auditen, mer haten x Pabeiere vun der OECD, mer hate Pabeiere vun onsem Statec leschte Summer, et gëtt elo Zäit fir eng aussestehend, neutral Firma ze huelen an e bëssen ze kucke wéi et geet, well de Gruef zwëschent dem Aarbechtsmaart an der ADEM gëtt ëmmer méi breet a méi déif.

D'Convention d'activation individuelle muss obligatoresch ginn, se muss och vill méi fréi ugesat ginn, wéi dat elo de Fall ass. An da widderhuelen ech, dass mer en Dënschdeg virun aacht Deeg mat der Chamberskommissioun op d'ADEM gaange sinn, an do konnt ee sech effektiv iwwerzeegen, dass d'ADEM net méi vill mam Aarbechtsmaart ze dinn huet, mä méi mat enger sozialer Institutioun. Mir krute souguer Zuelen dohinner geluecht, déi schonn zwee, dräi Méint al waren.

Den Ombudsman, den Här Fischbach, eng respektéiert Persoun, hat jo der Regierung un d'Häerz geluecht, fir d'Direktioun vun der ADEM auszewiesselen. Den honorabelen Här Castegnaro huet dat nämlecht haut um Radio gefuerdert. Ech hunn hien net héieren, an ech si bekanntlech net ëmmer d'accord mat him, mä an där Fuerderung schléissen ech mech dem Här Castegnaro un. Dat huet och eppes mat deem Audit ze dinn, mat dem Aarbechtsmaart, mir schwätzen hei och dovunner. Dat ass en Deel dovunner.

(Interruptions)

An d'ADEM muss déi Leit kontrolléieren, déi…

M. le Président.- Den Här Krieps huet ganz eleng d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, dat ass ze vill verlaangt, Här Mosar.

(Hilarité)

Also, ech wëll just soen, dass d'ADEM déi Leit kontrolléiert, déi an déi sozial Beschäftegungsmesurë kommen. Do kënnt Dir also net soen, d'ADEM hätt näischt domadder ze dinn. Dës Legislatur hu mer souwisou schonn e puer Verwaltungschefen ofgesat, bei der Police, bei Sites et monuments, et geet net op een un. Ech mengen an ech géif och behaapten, dass d'ADEM e Schëff ouni Kapitän ass, dat trotz dem méi staarke Wellegank gedriwwe gëtt, an ech hoffen och, dass de Minister Biltgen geschwë seng Schwammwest uleet an de Rettungsrank prett hält, well dat hei geet net ganz gutt momentan.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Mir hëllefen dem Minister.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech erwaarden dat och. Ech hëllefen him och gären, mä hie muss e bësse méi oft op ons lauschtere wéi op Iech, Här Glesener.

D'DP seet och dem Rapporteur Ali Kaes villmools Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht a wäert dat hei Gesetz och stëmmen, trotz deene puer Mängel, déi dra sinn, well dat hei Gesetz sech ëm déi Äermsten an onser Gesellschaft bekëmmert an hinnen d'Hoffnung léisst.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Krieps Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- No deenen émouvante Wierder vum Alexandre

Krieps a sengem typesche Stil, probéieren ech erëm e bësse Rou an dës Diskussioun eranzekréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt géif ech emol dem Rapporteur vun dëser Plaz aus Merci soe fir säi mëndlechen, awer och virun allem säi schréftleche Rapport, deen eis, mengen ech, am Detail déi ganz Situatioun vum Marché de l'emploi gewisen huet, och d'Facettë vum Chômage, an och eigentlech den Inhalt gewisen huet, firwat datt mer dëst Gesetz ëmänneren, firwat mer op dëse Wee gaange sinn dëst Gesetz iwwerhaapt ze maachen.

Dëst Gesetz war e laange Prozess. Vun 2003 un hu mer iwwert dëst Gesetz geschwat, hunn diskutéiert, hunn an der Chamberskommissioun Iddien erabruecht, Amendementer erabruecht, krute vum Conseil d'État Avise geschéckt, kruten Iddien iwwert de Koup gehäit a si schlussendlech zu dësem Gesetzesprojet komm, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren an och ofstëmme wäerten, an deen am Endeffekt eigentlech nëmmen zwou Saache beinhalt.

Déi Éischt, datt mer elo kloer Regelen, datt mer e Kader setze fir de Finanzement vun deenen eenzelnen Initiativen, vun deenen eenzelne Mesuren, fir eben de Rétablissement vum Plein emploi ze garantéieren. Méi ass et am Prinzip net, wat mer de Mëtteg hei maachen: Dee legale Kader setzen, an derniewent, mengen ech, awer och ganz kloer definéieren, wat fir eng Form vu Kontrakter an Zukunft kënne vun deenen eenzelnen Initiativen ofgeschloss ginn, an derniewent och wéi dann elo den Encadrement ausgesäit, wéi d'Formatioun geregelt ass a wéi déi eenzel Konventiounen ofgeschloss ginn. Alles dat, mengen ech, ass en technesche Volet, deen den Ali Kaes de Mëtteg hei am Detail erkläert huet, schréftlech an och mëndlech.

Duerfir wëll ech net op Eenzelheeten agoen, fir nach eng Kéier iwwert de Projet an den techneschen Detailer ze schwätzen, mä ech wäert e bëssen aushuelen an eigentlech kucken, wéi schonn an der Vergaangenheet dës Initiativen, dëst Zesummeschaffen zwëschent deenen eenzelnen A.s.b.l.en an den Demandeurs d'emploi, an awer och deenen anere Partner, souwuel de Partner vun der Ekonomie wéi vun de Verwaltungen, der ADEM, an anere Partner, déi och matgespillt hunn, eigentlech fonctionnéiert hunn. Et kann een an der Regel soen, datt et en exzellent Fonctionnéiere war, wou villen dausende vu Leit konnt gehollef ginn, direkt oder indirekt.

Et ass de Mëtteg och keng Debatt hei gefouert ginn iwwert d'ADEM, déi féiere mer op enger anerer Plaz, déi wäerte mer féieren, wann de Projet de loi iwwert d'Reform vun der ADEM wäert kommen. Duerfir solle mer eis de Mëtteg konzentréieren, fir den zwee Voletë vun der Bekämpfung vum Chômage entgéintzegoen. Den Éischten ass deen, dee mer alleguerten heibannen an der Chamber, an ech mengen och dobaussen, ustriewen, dat ass den Erhalt vun den Aarbechtsplaze vun deenen eenzelne Leit.

Dat sinn déi eenzel Mesuren déi mer ustriewen, wou mer de Mëtteg elo nach déi vum Chômage partiel, déi liicht Ëmännerunge vun dësem Joer, déi nei Bestëmmunge wäerten ofstëmmen, an derniewent all déi Saachen déi bestinn, wéi d'Aide au réemploi, wéi steierlech Moossname fir Betriber, wéi derniewent ze kucken, wéi mer duerch Formatioun, duerch d'Instrument vum Maintien dans l'emploi probéieren d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter, d'Employéen, d'Salariat souzesoen am Aarbechtsverhältnis ze behalen.

Do dernieft fanne mer awer eng Rei vu Leit erëm, wat evident ass, a virun allem mengen ech, beim Usteige vum Chômage, deen Enn des Mounts, Enn November bei 4,7% louch, Enn Dezember nach e bësse méi héich, a wou mer wëssen, datt en an Zukunft wahrscheinlech nach wäert klammen, wa mer elo scho gesinn, wat fir eng Betriber Kuerzaarbecht ugekënnegt hunn, a wa mer och gesinn, wéi d'wirtschaftlech Lag dobaussen ass.

Da gëtt et deen zweete Volet. Dat ass eben deen, dee mer hei ustriewen, dee mer hei kucken ze regelen, dee mer probéieren an engem legale Kader elo ze regelen, fir de Leit direkt ze hëllefen. Dat ass dee fir déi Leit opzefänken, déi keng Aarbechtsplaz méi hunn, déi effektiv an de schwéieren Zyklus vum Chômage erafalen, an entweder nach eng Indemnitéit kréien oder keng Indemnitéit méi kréien, sief et Chômage, sief et RMG, oder iwwerhaapt näischt méi hunn. Grad duerfir, mengen ech, sinn dës Initiativen entstanen.

Mech huet eigentlech och beweegt, obwuel ech d'Zuele kannt hunn, wéi d'Struktur vun eisen Demandeurs d'emploi wier. Wéi mer bei der ADEM waren, krute mer d'Zuelen dohinnergeluecht, wat - a Klammeren - Dageszuele waren, déi een net esou genau muss huelen, mä de Prozentsaz huet awer geklappt.

A wa mer dervun ausginn, datt mer eng Ënnerdeelung vun de Chômeuren a Kategorië maache vun A bis E, wou A a B eigentlech déi sinn, déi relativ einfach ze placéiere sinn, wou d'„A"en am Prinzip ganz kuerz am Chômage sinn a wou se ganz séier eng Aarbechtsplaz selwer oder indirekt duerch d'ADEM fannen, an zweetens, déi vum B eng liicht Hëllef brauchen, fir déi Orientéierung ze kréien, esou stellen all déi Kategorien duerno vun C, D an E 68% vun den Demandeurs d'emploi duer.

Grad dat sinn déi Leit, déi mussen opgefaange ginn. Déi gi selbstverständlech duerch eng Rei vu Mesuren, duerch eng Rei vu Servicer vun der Verwaltung a vun anere Verwaltungen opgefaangen, mä dat sinn awer och déi Leit déi hei mussen en Nest fannen, fir kënnen direkt ënnerstëtzt ze ginn. Bei deene muss probéiert gi se op de Wee ze kréien.

Virun allem déi, déi aus dem Secteur vun deenen ënneschte Schichte vum E kommen, brauchen eng massiv Hëllef. Do muss ech Iech éierlech soen, an dat och aus praktescher Erfahrung eraus, gesinn ech awer keng aner Strukture wéi déi vun den Initiativen, fir déi dote Leit korrekt a gutt opzefänken. Hei gëtt effektiv an de leschte Jorzéngten um Terrain eng ganz wäertvoll Aarbecht geleescht. Hei sollte mer op dëser Plaz all deenen, déi bis elo am Bénévolat an den A.s.b.l.e gehollef hunn, e grousse Merci soe fir déi onentgeltlech Aarbecht, déi se Dag fir Dag hei leeschten.

D'Situatioun awer um Aarbechtsmaart wäert derniewent changéieren. Et wäert also nach méi schwéier ginn, datt och dës Initiativen de But, dee se alleguerte verfollegen, fir déi Leit erëm an dee ganzen Aarbechtsprozess zréckzekréien, erreechen.

Mir wäerten an Zukunft de Phenomeen kréien, dass Enn des Mounts ganz vill Offres d'emploi opstoebleiwen. Dat gesi mer elo, well mir haten der an der Zäit esou an der Moyenne ëm déi 2.000, déi Enn des Mounts opbliwwe sinn. Um Enn vum Mount November ware mer scho bei 1.600; also tendenzfalend. Den nächste Mount wäerte mer gesinn, datt d'Offer-Plazen zréckginn, an op där anerer Säit d'Demandes d'emploi wäerte steigen.

D'Schéier also zu deem, wat machbar ass, wäert an Zukunft méi grouss sinn. Et wäert also nach méi schwéier ginn eng Aarbechtsplaz ze fannen; eng fest Aarbechtsplaz ëmsou méi schwéier.

Dofir geet dëse Projet de loi an déi richteg Richtung. E setzt déi richteg Akzenter an e féiert op dat zréck, wat ech virdrun ugeschwat hunn: déi laang Traditioun vun dësen Initiativen, vun dëse Beschäftegungsinitiativen; wat kee positiivt Wuert ass, mä ech fannen einfach keen anert fir et ze benennen; wat awer dat erëmspigelt, wat et effektiv ass.

Well effektiv, wéi et schonn ugeklongen ass, souwuel vum Ali Kaes wéi och vum Marcel Glesener: Et gëtt hei keng Beschäftegungstherapie gemaach. Et gëtt geschafft um Wäert vun de Leit. Et gëtt Formatioun gemaach. Et gi Servicer ugereegt. Et ginn nei Besoinë kreéiert.

Dës laang Traditioun vun Initiativen ass entstanen aus A.s.b.l.en a virun allem och aus Gewerkschaften, déi sech verflicht hunn eng Hand mat unzepaken, fir eben deem dote Fléau entgéintzewierken, déi grad deene Schwaachen an der Gesellschaft eng Hand upaken, fir erëm zréck an den Aarbechtsprozess ze kommen an hinnen hëllefen eng sënnvoll Aarbecht, eng moralesch nei Wäertung unzestriewen.

Hei hunn awer och niewent de Gewerkschaften d'Gemengen eng ganz wichteg Roll gespillt, souwuel materiell wéi och finanziell. Och hei goufen der eng Rei opgezielt.

Wat déi eenzel Initiative betrëfft, esou si ganz gutt bekannt: den OPE mat hire CIGLen a CIGRen, derniewent de Forum, de ProActif an dann d'Perspective Emploi, wéi awer och derniewent déi eenzel Gemengen, déi opgezielt sinn - Diddeleng an Ettelbréck -, déi eenzel Projete lafen hunn, déi formidabel fonctionnéieren, déi eigentlech e Virbild si fir all déi aner Gemengen. Dofir och en Appel un d'Députémairen, déi nach net esou Initiative matënnerstëtzen, fir dës direkt an de Gemengen anzeféieren, fir esou Initiativen ze maachen.

Haut ass schonn déi Aarbecht, déi geleescht gouf, vun där ech geschwat hunn, eng formidabel Aarbecht. An och wa mer de Mëtteg net vun der ADEM schwätzen, esou muss een awer soen, datt grad dës Initiativen d'ADEM entlaaschten, datt se hinnen hëllefen niewent deene Strukturen, niewent deem Personal, dat besteet, honnerte vu Leit, déi encadréiert musse ginn, do ze betreien. Dat sinn Éducateuren; dat sinn Éducatricen; dat ass d'Personal, dat aus de Betriber kënnt, dat Erfahrungen huet, fir déi Leit kënnen unzepaken, an dat awer och de soziale Feeling muss hunn, fir déi doten Demandeurs d'emploi kënne richteg unzepaken.

Wat am Endeffekt derbäi erauskënnt, ass fir mech eng „win-win"-Situatioun. Et ass e „win" fir den Demandeur d'emploi, de Mënsch u sech, deen eng Bestätegung kritt all Dag erëm kënnen enger wäertvoller Beschäftegung nozegoen, de Rhythmus vum schaffen, de Rhythmus vun där normaler Wirtschaft kënne virunzedreiwen, moies opzestoen, eng wäertvoll Aarbecht ze leeschten, eng bleiwend, eng nohalteg Unerkennung ze kréien.

Op där anerer Säit gi mer dem Bierger nei Servicer, gi mer him Servicer, déi mer an der Regel net géife realiséieren, wa mer dës Initiativen net hätten.

Drëttens kréie mer Projete realiséiert - dat gesi mer alleguerten all Dag an de Gemengen, um Land, beim Stat an iwwerall -, déi mer am Prinzip net géife maachen. Dat sinn och Projeten, déi gutt sinn, déi bleiwend sinn an déi souwuel de Kanner wéi alle Leit, den Elteren, awer och der eelerer Bevölkerung zegutt kommen. Ech wäert herno nach eng Kéier op déi Besoinen an déi Servicer zréckkommen.

Derniewent soll een eppes net vergiessen, wat bis elo ni hei ugeschwat gouf. Och dës Initiativen, och wa se ee Charakter hu vu Formatioun, vun neie Wäerter schafen, vu Beschäftegung kreéieren, sinn och déi vum Placement. Ech kennen dausende vu Fäll, déi duerch esou eng Initiative konnten eng nei Aarbechtsplaz vermëttelt kréien, entweder direkt oder indirekt.

Derniewent och dat Ureege vum Sënn vun Aarbechten, vum Sënn vu Beruffer. Wou mer ganz séier erëmfannen, datt eng ganz Rei vu Léierverträg ofgeschloss konnte ginn, souwuel fir Adultë wéi och fir Jonker, déi en neie Spaass um Léiere kruten, a wou souzesoen eng ganz nei Schoul vun der zweeter Chance hei entstanen ass fir zréck an d'Liewen erëmzefannen, wou sech ganz séier d'Kompetenzen erausgeschielt hunn, déi se hunn.

Wa mer ganz dacks iwwert de Wäert vun dëse Kompetenze schwätzen, hei fanne mer se konkret erëm. Ech kennen op jidde Fall an der Praxis eng ganz Rei vu Beispiller, wou dëse Placement niewent dem Ophuelen, niewent der Betreiung vun de Leit och fonctionnéiert huet.

Dëst Gesetz ass awer och kloer - an dat hu mer och an der Kommissioun als LSAP gesot - fir eis nëmmen eng Tëschenetapp als Schratt hin zur Économie solidaire.

D'Forme juridique, déi och hei ugeschwat gouf an déi jo an dësem Feld nëmme gespillt huet, fir d'Matmaachen an de Soumissiounen, wou jo och d'Uerteel dat ass, datt d'A.s.b.l.en net kënnen un enger Soumissioun deelhuelen an dofir eng nei Forme juridique muss gesicht ginn, deet et mir och leed, datt no laangen Diskussiounen, no laangen Avisen, déi geschriwwe goufen, leider dës nei Forme juridique net an dësem Projet de loi elo festgehale konnt ginn a mer viru musse kucken nei Weeër ze fannen, datt mer och hei kënnen un öffentlechen Ausschreiwungen deelhuelen, wou dat soziaalt Element muss mat erakommen; och wa mer wëssen, datt an der Praxis schonn eng ganz Rei vu Betriber dëse Wäert matdroen an dëst soziaalt Element fräiwëlleg an hir Ausschreiwungen, an hir Cahiers de charges mat integréieren. Dëst ass och e Wäert a wäert an Zukunft och en nohaltege Wäert sinn.

Mir hunn hei - an dat kann een indirekt soen; dat ass mat Sécherheet déi Kritik, déi vu baussen dacks kënnt - een éischten an een zweeten Aarbechtsmaart. Jo, d'Économie solidaire ka fir mech fonctionnéieren niewent der Wirtschaft. Firwat net? Dofir musse mer et net negativ als zweeten Aarbechtsmaart duerstellen.

Et si ganz einfach Servicer, déi musse gemaach ginn. Et si Servicer, déi entstane sinn dobaussen. Et sinn nei Weeër, déi mer fonnt hunn. Duerfir solle mer och ganz kloer de Wee vun dësem zweeten Aarbechtsmaart, der sougenannter Économie solidaire, parallell derzou goen an an Zukunft doran investéieren.

Well eppes ass kloer - an och dat wësse mer alleguerten, déi e bëssen Erfahrung hu mat den Initiativen, an där sinn der eng Rei heibannen -, all déi, déi de Mëtteg hei geschwat hunn, oder déi hätte kënnen dozou schwätzen, hätten nëmme kënne soen, datt direkt an indirekt och eis Ekonomie, eis Partner, eist Partenariat dervu profitéieren. Wivill zig dausende ginn investéiert bei Projeten, déi realiséiert ginn? Wivill Leit ginn ausgebilt a gratis Formatiounen, fir duerno kënne vermëttelt ze ginn am Artisanat, am Commerce, an der Industrie, an esou weider? Dat ass e Geldfong, dee mer net schwéier kënne schätzen, deen een awer kann ofmiessen an dëser Saach.

Dëst Gesetz, wat zënter laangem besteet, wéi ech gesot hunn, ass eng Initiativ, déi awer nëmme konnt fonctionnéieren, an déi och op d'Partenariat opgebaut ass. D'Partenariat ass de Schlësselwäert vum Fonctionnéiere vun dësen Initiativen, vun dëse Mesuren, vun dësem Kampf fir de Rétablissement vum Plein emploi.

D'Solidaritéit, déi hei spillt, ass d'Schlësselwuert vun dësem Projet. Et ass d'Partenariat zwëschent dem Stat, zwëschent de Gemengen, awer virun allem och zwëschent dem Artisanat an dem Commerce op där anerer Säit. Hei kréie mer ee gudde Gremium zesummen, eng Plattform, déi genau deenen hëlleft, déi et an eiser Gesellschaft brauchen; dat geziilt.

Hei gëtt souzesoen indirekt ee Pakt an der Bekämpfung géint d'Aarbechtslosegkeet geschloss. An hei huet, wéi ech virdru scho gesot hunn, jiddweree positiv Resultater. Hei ka jiddwereen nëmmen derbäi gewannen. Hei kënnen nëmmen d'Kompetenze vun den Demandeure gesteigert ginn. Hei gëtt de sozialen Halt vum Mënsch gefördert. An hei ass e wichtege Facteur, e wichtege Punkt fir d'sozial Kohesioun vun eiser Gesellschaft.

Ech wëll vläicht nach kuerz drop agoen, wat dës Initiativen dann elo am Endeffekt fir jiddwereen, schonn zënter Joren an an Zukunft mat Sécherheet nach méi bewosst, nach méi legal op jidde Fall, wäerte maachen.

Éischtens gi se de Leit déi Aarbechtsplazen, datt se hiert Wäertgefill erhalen, datt se am Aarbechtsprozess drableiwen, datt se, wéi ech gesot hunn, moies mussen opstoen an eng kierperlech, eng geeschteg Aarbecht realiséieren.

Si droen derzou bäi, datt eng Aus- a Weiderbildung geleescht gëtt. Awer dat net nëmmen ënnert der klassescher Form, och eng Ausbildung, déi eng Basis huet fir egal wéi ee Beruff.

Et gëtt ganz vill investéiert an d'Santé au travail. Et gëtt ganz vill investéiert an d'Sécherheet. Et gëtt ganz vill investéiert an d'Sproochen. All dës Formations de base kann ee spéider egal a wéi ee Beruff mathuelen. Et sinn also keng punktuell Formatiounen, mä et si generell Formatiounen, déi hei realiséiert ginn an déi fir éiweg wäerten de Kompetenzniveau vun deenen eenzelne Leit steigeren.

An der Gesellschaft hunn dës Leit och eng grouss Akzeptanz kritt, well se no bausse gewisen hunn, datt se eng Hand wëllen upaken, datt se wëlle jiddwerengem hëllefen, datt se déi Solidaritéit, déi si kruten, wëllen zréckginn. Dat gesi mer virun allem dann, wa mer erëm gesinn, wou d'Plaz vun dësen Initiativen ass. Virun allem ass hei de Projet vun der Proximitéit, deen déi eenzel Initiativen hunn.

Een, deen ech ganz gutt kennen, ass virun allem de Projet vum CIGR Wolz an dem OPE, do wou e Service de proximité geleescht gëtt, wou bei eelere Leit, bei kranke Leit, bei behënnerte Leit virun allem och de mënschleche Kontakt realiséiert gëtt; dat si Wäerter déi mer an der Wirtschaft net erëmfannen an déi mer hei awer nach eng Kéier däitlech erëmfannen. Duerfir ass dat heiten och e Wee, fir eben op deen zweete Volet, deen ech am Ufank ugeschwat hunn, kënnen anzegoen.

Et sinn awer och duerch d'Initiativen nei Besoinen entstanen. Et sinn nei Servicer entstanen, déi wichteg sinn, déi souzesoen nei Zorten, nei Sträng vun der Ekonomie kreéiert hunn. Ob ee se elo Économie solidaire oder anescht nennt, dat ass egal. Mä et sinn nei Besoinen, nei Aarbechtsplazen entstanen, déi mer an Zukunft richteg wäerte brauchen. Virun allem grad

elo, wou eis Wirtschaft amgaang ass zréckzegoen.

Derniewent ass awer och dat Partenariat, wat ech ugeschwat hunn, hei erëm indirekt verbonne mat de Placementer. Ganz dacks gëtt mat Stagen an den Entreprisë geschafft, wou d'Leit wierklech, niewent de Virstellungsgespréicher, wou déi Leit ganz dacks schlecht dru sinn, och wa se déi bescht Formatioun vu CVen, vu Virstellungsgespréicher geleescht kréien, kënne weise wat se kënnen. Dann ass nach ëmmer déi praktesch Ëmsetzung um Terrain an engem Stage, deen dem Patron weist wéi gutt ee Mann ass, wéi engagéiert hien ass a wat fir eng Kompetenzen hien eben an dëser Richtung huet.

Dëst Gesetz wäert massiv all dës Punkten, déi de Moment lafen, ënnerstëtzen an zousätzlech förderen. Et sinn Iddie fir d'Zukunftsvisiounen. Mir sollten dës Iddien, dës Initiativen net stoppen. Mä mir sollten dëser Zukunftskichen, déi entsteet, Moyenë ginn. Mir sollte virun allem elo, wou mer an der Wirtschaft grouss finanziell Investissementer gemaach hunn, och finanziell grouss an de Mënsch investéieren hei.

Virun allem Fongen, déi mer grad dësen Initiativen zur Verfügung stellen, dierfen net nëmmen um selwechten Niveau bleiwen, mä musse grad an dëser Zäit massiv verstäerkt ginn. Hei investéiere mer nohalteg an de Mënsch. Hei investéiere mer nohalteg an d'Wirtschaft. Virun allem dat ass ganz wichteg bei dësem Projet nach eng Kéier grad elo eriwwerzeginn.

Fir d'LSAP géif ech zum Schluss nach eng Kéier betounen, datt dëse Projet de loi vun eis déi 100%eg Ënnerstëtzung wäert fannen. Op dem Wee dohin ass et awer fir eis ganz kloer en Zwëscheschrëtt, parallell zu enger Économie solidaire. Eng Économie solidaire, déi an eisem Land soll entstoen an déi derniewent nach bleiwend nohalteg Aarbechtsplaze fir ganz vill Demandeurs d'emploi ka ginn.

Dofir an dësem Kontext e grousse Merci fir all d'Aarbecht, déi geleescht gouf. E grousse Merci no bausse fir all déi Acteuren, déi bis elo um Terrain hei geschafft hunn, déi dës Initiativen um Liewe gehalen hunn an déi d'Iddi vun engem aktive Schaffe géint de Chômage wierklech opgegraff hunn an och wierklech vollstens ënnerstëtzt hunn. An dësem Sënn géif ech mäin a virun allem och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächste Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi huet, wéi et scho beschriwwe ginn ass, e laangen an holperege Wee hanner sech. Dëse Projet de loi huet och schonn e puermol eng 180-Grad-Kéier gemaach. A wat initialement 2003 ugeduecht war, ass op d'mannst zweemol fundamental geännert ginn.

Dat heescht net, datt mir net fannen, datt dëse Projet de loi seng Wichtegkeet, jo souguer seng Richtegkeet huet, mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou radikal Liftingen, wéi dëse Projet de loi der an de leschte sechs Joer erlieft huet, weisen awer dorop hin, datt et eng gréisser Marge de manœuvre gëtt an dëser Beschäftegungs- a Sozialpolitik. Dofir erlaabt mer, ier ech op e puer prezis Punkte vun dësem Projet de loi aginn, e puer generell Remarquen zum politesche Feld vun der Beschäftegungspolitik ze maachen.

Am Koalitiounsaccord vun 2004, dee jo elo gläich zu Enn geet, steet zu de Beschäftegungsinitiative Folgendes: datt de Gouvernement conscient ass «que dans la logique d'un cofinancement par le biais du Fonds pour l'emploi, l'objectif premier en est la prise en charge de personnes éloignées du marché du travail, et notamment de chômeurs de longue durée».

Da gëtt schonn de Projet 5144 zitéiert, deemools nach „Lutte contre le chômage social", an et gëtt gesot, datt deen esou amendéiert gëtt zesummen: «en tenant compte des réflexions des acteurs du secteur (…) sans pour autant toucher aux orientations générales du projet, à savoir:» - an da kommen dräi Punkten - «donner une base légale définitive et complète aux organismes gérant des initiatives sociales en faveur de l'emploi» - zweete Punkt - «garantir une efficacité sociale et une transparence financière de ces initiatives» - drëtte Punkt - «assurer, dans ce cadre, l'accès limité et conditionné aux marchés publics tout en évitant toute forme de concurrence déloyale».

Déi zwee éischt Punkte fanne mer an dësem Projet de loi erëm. Den drëtte Punkt betreffend den Accès conditionné aux marchés publics ass nach verbesserungsbedürfteg. Et ass schonn hei gesot ginn: Dësen drëtte Punkt misst eigentlech vun enger Richtlinn, vun engem Choix de société précédéiert ginn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Am Koalitiounsaccord vun der Regierung, déi elo op en Enn geet, steet awer och am Chapitre „Économie sociale et solidaire" Folgendes - an ech zitéieren -: «Le Gouvernement est conscient que la réglementation des initiatives sociales pour l'emploi ne saura à elle seule répondre aux aspirations importantes du secteur associatif œuvrant dans le cadre de l'économie solidaire. À cette fin il s'engage à mener une large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie et la mise en place d'un cadre légal nécessaire à son développement.»

Här President, vun engem „troisième pilier et la mise en place d'un cadre légal nécessaire à son développement" si mer nach wäit ewech. Dës Hausaufgab vun dëser Regierung bleift onerledegt. Dës Hausaufgab sollt an engem éischte Moment mat consideréiert ginn, notamment an dësem Projet de loi. Op alle Fall sollt dëse Projet de loi den Trampolin dofir ginn.

Et ass awer och esou, datt an engem zweete Moment de Ministère de la Famille sech soll dësem Dossier vun der Économie sociale et solidaire unhuelen, ier deen Dossier da schlussendlech elo beim Ekonomiesministère gelant ass; wann ech mech esou kann ausdrécken. Dat heescht, haut ass den Ekonomiesministère mat dësem Dossier befaasst, oder zumindest huet hien den Dossier eriwwergereecht kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut, wou de renge Benefiss an der Wirtschaft enger anerer Prioritéit Plaz gemaach huet, nämlech déi Prioritéit, wéi mir ons Wirtschaft iwwerhaapt - e bësse salopp ausgedréckt - um Rullen halen, a virun allem wéi mir d'Leit um Aarbechtsmaart behalen, wiere mir gutt bedéngt gewiescht, wa mir endlech och zu Lëtzebuerg eng eescht Diskussioun iwwert d'Plus-value vun enger reeller Économie sociale et solidaire gefouert hätten.

D'Wirtschaften, déi no dësem Prinzip fonctionnéieren, notamment an der Schwäiz oder an Italien, missten dach och eigentlech derwäert sinn zu Lëtzebuerg considéréiert ze ginn. Datt dës Form vu Wirtschaftspolitik, Beschäftegungspolitik oder och Sozialpolitik zu Lëtzebuerg net virugedriwwe gëtt, oder emol net analyséiert gëtt, ass schued.

Dëst Manöver, fir dësen Dossier vun engem Ministère an deen aneren eriwwerzeschupsen, weist engersäits, wéi vill Politiken dovunner betraff sinn, oder domadder concernéiert sinn, mä dëst Manöver weist och anerersäits, datt sech kee globaalt Bild gemaach gëtt oder gemaach ginn ass vun deem, wat eigentlech eng Regierungsprioritéit misst sinn oder misst gewiescht sinn, wou nëmme vernetzt kann dru geschafft ginn. Iwwerministeriell vernetzt schaffen ass awer bekanntlech net der Regierung hir Stäerkt. Dëst ass schued, an dësem Fall ass et bal dramatesch schued. Ech komme méi spéit nach eng Kéier op dëse faméisen, an zu Lëtzebuerg scho bal mytheschen drëtte Pilier zréck.

Ech denken, datt genau dës Schwieregkeet derzou gefouert huet, datt dëse Projet de loi 5144 praktesch sechs Joer gebraucht huet fir seng Identitéit ze fannen, sprich fir sech ze definéieren. Dëse Projet de loi fënnt seng Daseinsberechtegung, andeems hien elo eng Rei wichteg an noutwenneg Mesuren definéiert a reglementéiert. Domadder huet dëse Projet de loi haut dann och elo endlech säi Wee bis an d'Plénière fonnt. Dëse Projet de loi huet, wéi gesot, zumindest dach dee grousse Virdeel, datt e Regelen opstellt, Rechter a Flichte mat de Sanktiounen, wat d'Relatioune mat de Beschäftegungsinitiativen, au sens large du terme, ubelaangt.

Mir stëmmen an dësem Sënn awer der liicht zynescher Remarque vum Conseil d'État zou, dee gemengt huet, datt dëse Projet de loi dach einfach sollt den Numm droen „Projet de loi relatif à l'organisation et au financement d'initiatives privées en vue de l'intégration de demandeurs d'emploi difficiles à insérer sur le marché du travail". Dat effektiv mécht dëse Projet de loi, an dat ass och gutt esou, well do war Handlungsbedarf.

Den Numm „Lutte contre le chômage social", an et ass schonn doriwwer geschwat ginn, war als segregativ erkannt ginn. Den Numm „Contribuant au rétablissement du plein emploi", schéngt ons e bëssen héichtrabend, voire e bëssen onrealistesch, wëssend, datt mer ëmmer erëm vun engem Pourcentage plutôt stable vu Chômage incompressible schwätzen, dëse souguer am Commentaire des articles beschriwwen ass an effektiv och eng Problematik duerstellt an der Vermëttelung, notamment vum Arbeitsamt, mä net nëmmen, och an der Vermëttelung vun de Beschäftegungsinitiative selwer. Mä, wéi gesot, den Numm vun dësem Projet de loi ass haut net dee Punkt, dee mer beschwätze sollen.

De Rapporteur, deen iwwregens en exzellente schréftleche Rapport virgeluecht huet, schreift zu Recht, datt ee muss tëschent Chômage conjoncturel - dee Chômage, deen ons an Zukunft méi Kappzerbrieches wäert gi wéi bis elo - an dem Chômage structurel differenzéieren - deem Chômage, dee mer virun allem an dëser Form vu Beschäftegungspolitik erëmfannen. An effektiv beschäftegen all Variante vu Beschäftegungsinitiativen éischter Leit, déi vum strukturelle Chômage betraff sinn, an dat aus ville verschiddenen Ursaachen.

Dëst si meeschtens Chômeuren, zu engem Drëttel och Chômeuses de longue durée, Leit, déi parallell zu hirem Chômageproblem och nach aner schwéier Problemer hunn, Leit aus schwieregem sozialen a kulturelle Milieu, och jonk Leit, an ëmmer méi ouni iergendeng Ausbildung, vill Leit, déi, wann iwwerhaapt, oft nëmmen hir obligatoresch Scolaritéit ofgeschloss hunn, Leit, déi nach net laang am Land sinn, Leit, déi aus gesondheetleche Grënn hir Aarbecht verluer hunn an esou weider.

Dës Form vu Beschäftegungsinitiativen, wéi se hei beschriwwe sinn, an déi et jo scho ginn - et ass scho vu menge Virriedner hei laang doriwwer geschwat ginn -, suergt ouni Zweiwel fir eng mënschewierdeg Aarbechtsbeschäftegung fir deen eenzelne Betraffenen, mä leescht awer och eng net ze ënnerschätzend Aarbecht fir d'Gesellschaft. Net zulescht well si duerch dat, wat si ubidden, e groussen Deel zum Erhale vun der Cohésion sociale hei an dësem Land bäidroen.

De Projet de loi gesäit vir, datt och déi sougenannte privat Betriber, déi sech de Konditioune stellen, an doduerch och en Agrément via enger Konventioun mam Ministère du Travail et de l'Emploi kréien, och kënne mat considéréiert ginn. Dëst zielt notamment och fir d'Gemengen. Am Kloertext heescht dat, datt eigentlech all Employeur, deen d'Konditiounen erfëllt an dee wëllt eng Convention de coopération mam Ministère du Travail et de l'Emploi agoen, ka säin Deel derzou bäidroen, fir deem engen oder deem aneren Demandeur d'emploi de Schratt an d'Aarbechtswelt ze erliichteren. Mir denken, datt et wichteg ass dat ze ënnersträichen. Jiddweree kann, wann e wëllt, an eng gewësse Form vu sozialer Verantwortung kommen.

Schlussendlech gehéiert dës Approche usazweis zu engem Choix de société. Dee Choix de société, vun deem ech virdru geschwat hunn. Effektiv kënnen a solle Betriber, all Form vu Betriber, sech an Zukunft méi oder méi oft mat ëm dat këmmeren, wat an der Gesellschaft passéiert, ugefaange bei de Léierjongen a Léiermeedercher, eriwwer bei d'Femmes rentrantes, esou laang et der dann och nach ginn, Matmënsche mat Behënnerung oder mat Besoins spécifiques, an och déi Mënschen, déi versichen erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Dann ass et och duerchaus berechtegt, an et ass och schonn hei gesot ginn, datt dës Betriber, ënner enger gewësser Form, vum Pouvoir public ënnerstëtzt ginn. Esou eng Virgoensweis gesinn Déi Gréng als duerchaus sënnvoll un, an net als Concurrence déloyale. Wéi gesot, et ass net de renge Kapitalismus an de renge Benefiss wat d'Wirtschaft um Liewe wäert halen. Grad esou wichteg ass, datt eng Gesellschaft am Alldag ka fonctionnéieren, datt hir Membere kënne schaffe goen, hir Pai kréien a mat deene Suen hiert Liewe gestalte kënnen. Ouni dës Viraussetzunge fonctionnéiert och keng Wirtschaft.

Mir hu vill an och laang an och gutt mateneen diskutéiert an debattéiert an der zoustänneger Kommissioun, a mir waren ons och all eens, datt mer net kéinten engem Projet zoustëmmen, deen de Mënsch als Demandeur d'emploi definitiv a Kategorien andeelt, mat där Konsequenz, datt d'Kategorie ausschlaggebend ass fir d'Méiglechkeet, déi ugebuede gëtt. Dat heescht, datt deemno, a wéi eng Kategorie ee fält, gegebenenfalls eng Exklusivitéit oder eng Ausgrenzung vu Méiglechkeete méiglech gewiescht wier.

Dee Wee, dee mer elo ageschloen hunn, nämlech dee Wee vun engem „population mix", wéi dat elo anglophonesch heescht, ass e realisteschen an ëmsetzbaren och fir d'Betriber, sprich fir d'Beschäftegungsinitiativen. D'Dynamik, déi an enger gemëschter schaffender Populatioun entsteet, ass sécherlech eng méi gesond, esou laang se gutt encadréiert gëtt. De System vum „population mix" erlaabt et eng kloer Segregatioun ze ëmgoen.

Et ass scho schwéier genuch de Stempel vum Demandeur d'emploi ze hunn. Leider ass et esou, datt den Demandeur d'emploi nach ëmmer mat enger negativer Connotatioun muss liewen. Eng Aart Schold-gefill, bedéngt duerch de Bléck, deen d'Gesellschaft nach ëmmer op den Demandeur d'emploi werft. Et wäert wahrscheinlech och haut nach schwéierfalen, dëse Bléck vun der Gesellschaft fortzekréien, obwuel mer haut wëssen, datt d'Schold, sprich d'Ursaach vun der Aarbechtslosegkeet vun enger Persoun ganz aner Originë kann hu wéi beim Concernéierte selwer. De Concernéierten, deen oft nëmme säin neie Status zur Kenntnis huele kann.

An dësem Kontext fanne mer och déi Leit erëm, déi an engem Kontrakt CIE, respektiv CAE, an enger Mesure sinn; déi Mesuren, déi mer iwwert d'Gesetz 5611 agefouert hunn. Am Kader vum Gesetz 5611 „pour le maintien dans l'emploi" war de Service „SAPDE" vum Arbeitsamt geschafe ginn. Dëse Service sollt déi Leit, déi mer méi spezifesch an dësem Projet de loi hei erëmfannen, méi individuell begleeden a suivéieren. Et si Posten an dësem Service duerfir geschafe ginn, awer an de Considérations générales vum Rapport sinn dëse Service a seng Missiounen och beschriwwen. Or existéiert dee Service en tant que tel net méi um Arbeitsamt. Do ass schonn en Deel Ëmstrukturéierung geschitt.

Mir kéinten ons do gewësse Froe stellen iwwert d'Garantië vun enger optimaler Zesummenaarbecht tëschent den entre Guillemeten „Employeurs", dat heescht all deene Leit, déi esou eng Konventioun matmaachen, an dem Arbeitsamt. Si mer sécher, datt d'Arbeitsamt déi noutwendeg Ënnerstëtzung un den Demandeur d'emploi respektiv déi noutwendeg Kommunikatioun mat deem Employeur ka garantéieren?

Här President, vu datt ech Froen un de Minister stellen, erlaabt mer just eng Minutt ze waarde bis de Rapporteur vun dësem Projet fäerdeg ass mam Minister ze schwätzen, da kann ech meng Froen un de Minister stellen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Madame Loschetter, fuert Dir virun! De Minister ass ganz hellhéiereg.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech stellen einfach e puer Froen.

(Interruptions)

Si mer sécher, Här Minister, datt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Arbeitsamt an de Responsabelen an de Betriber, déi sech ëm déi heite Leit këmmeren, qualitativ garantéiert ass? Si mer och sécher, datt den administrativen Opwand - mir hu schonn doriwwer geschwat - net déi potenziell Beschäftegungsinitiativen oder net déi potenziell Betriber wäert ofschrecken, esou eng Konventioun anzegoen? A wat kënne mer deenen als Garantie ginn, datt deen administrativen Opwand awer an de Méiglechkeete vum Betrib bleift respektiv ënnerstëtzt gëtt vun notamment Leit vum Arbeitsamt?

Déi Responsabel an de Betriber musse sech un der Evaluatioun och bedeelegen. Si mer do sécher, datt si gutt doriwwer informéiert ginn, informéiert sinn, voire formèiert sinn, formèiert ginn? A si mir sécher, datt déi erstallten Informatiounen och richteg weidergeleet ginn an och richteg benotzt ginn zum Wuel vum concernéierten Demandeur d'emploi?

Dëst sinn alles Erausfuerderungen, déi onsem Wëssen no jo och vun der ADEM musse geleescht ginn, oder? Sinn dës prezis Missiounen elo an deem Deel Ëmstrukturéierung kloer definéiert an opgedeelt um Arbeitsamt? Kann d'Arbeitsamt

sech dëser Missioun direkt stellen, wa mir dee Projet haut stëmmen?

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wéi gesäit d'Zukunft vu verschidde méi schwéier vermëttelbaren Demandeurs d'emploi aus? Ass et gutt respektiv richteg, wann e schwéier vermëttelbaren Demandeur d'emploi definitiv seng Aarbechtszukunft an enger Beschäftegungsstruktur fënnt a wa seng Pai à long terme géif vum Fonds pour l'emploi finanzéiert ginn? Wéi gëtt dëst an der Praxis geregelt? A wéi kann et an engems och der Richtlinn vun dësem neie Gesetz gerecht bleiwen, nämlech dem Rétablissement du plein emploi?

Wat wieren d'Alternativen dozou? Bleift de schwéier vermëttelbaren Demandeur d'emploi definitiv am sougenannten zweeten Aarbechtsmaart? Misste mer net dem sougenannten zweeten Aarbechtsmaart aner oder nei Perspektive ginn?

Woubäi ech dann erëm zréck wëll kommen op d'Opbauen an d'Ausbaue vun enger reeller Économie sociale et solidaire zu Lëtzebuerg, engem reellen drëtte Pilier nieft dem Secteur public an dem Secteur privé. Erlaabt mer lech drun ze erënneren, datt et 2005 en Ufank vun enger breeder Diskussioun ronderëm d'Économie sociale et solidaire zu Lëtzebuerg gouf. Notamment duerch d'Kreatioun vun enger Plattform, déi praktesch all A.s.b.l.-Institutioun, Coopérative an esou weider rassembléiert huet. Dës Plattform existéiert leider net méi als sollech, wat mir extrem bedaueren. Onser Meenung no ass do eng Chance vläicht verpasst gi fir déi noutwendeg Ënnerstëtzung unzebidden, fir déi Diskussioun, déi och zum Deel kontradiktoresch a schwiereg tëschent alle Membere vun der Plattform gi wier, ze ënnerstëtzen.

Op alle Fall, den Débat war lancéiert an déi zoustänneg Ministèren a Ministeren hu sech och dunn zu Wuert gemellt. Eng interessant an och opschlossräich Etüd ass 2005 vum Statec entaméiert ginn; virdru war och schonn eng 1993, mä ech denken, déi ass awer e bëssen al fir dat, wat mir haut brauchen. D'Direktioun vum Statec hat sech 2005 bereet erklärt, fir méi pousséiert Analysen ze maachen an den Impakt vum Potenzial vun der Économie sociale et solidaire zu Lëtzebuerg ze ënnersichen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Net nëmme méi de strukturelle Chômage wäert ons hei zu Lëtzebuerg beschäftegen, mä och de konjunkturelle Chômage wäert an Zukunft ëmmer méi ons besuergen, Här President, dat brauch ech kengem, an dem Minister heibanne scho guer net ze soen. Mä mir wäerten och net ëmmer an net ëmmer nëmme mat Kuerzaarbecht drop äntwerte kënnen. Net nëmme méi de Kapitalinvest, mä ëmmer méi de mënschlechen Invest wäert e wichtegen Deel vun der Économie de marché ginn. Et gëllt Vernetzunge schafen tëschent dem Kapitalinvest an dem mënschlechen Invest, déi funktionéieren. Dësen Erausfuerderunge kann nëmmen e Regierungsprojet begéinen, e Projet vun enger ganzer Regierung. D'Économie sociale et solidaire muss als Standbeen vun der Wirtschaftspolitik a vun der Beschäftegungspolitik entwéckelt ginn.

Au risque de me répéter, wëll ech a menger Konklusioun ënnersträichen, datt et definitiv gëllt effizient an effikass Vernetzungen ze schafen tëschent den eenzelne Mesuren, där Hällewull vu Mesuren, déi mer hunn. Mä et gëllt och politesch Vernetzunge schafen tëschent den zoustännege Ministèren Économie, Éducation, Famille, Travail a wuel och Sécurité sociale. Et gëllt och Vernetzunge schafen an Zesummenaarbecht garantéiere mat alle Forme vu Beschäftegungsinitiative mat de Betriber, awer och mat de Betriber an der fräier Maartwirtschaft. Ouni si an hir Kollaboratioun wäerten déi wéinegst Beschäftegungsmesurë gräifen.

An dann eng lescht Recommandatioun an aller Bescheidenheet: Wien a wat seet ons, datt all dës Mesurë gräifen? Ugefaange bei de Mesuren aus dem PAN-Gesetz 1999, déi heiansdo adaptéiert gi sinn, d'Gesetz 5611 aus dem Joer 2006, déi eenzel Ëmstrukturéierungen, notamment um Arbeitsamt, an esou weider. Wuel hu mer Etüde vun der OCDE oder vum BIT, déi ons zum Deel kloer Recommandatioune ginn. Ons Iwwerleeung geet awer éischter an d'Richtung: Ass e Plang opgestallt ginn, wou all Mesurë mat den Zilsetzungen a virun allem mat den noutwendegen Indicateuren, fir erauszefannen, wat gräift, wat net, wéi vill, firwat, wou muss een den Hiewel anescht usetzen, opgelëscht sinn? Mat Statistike geet et jo net méi duer. Ech denken, dat contestéiert kee méi heibannen.

Zum Schluss wënschen ech all deene Leit, deenen engen, déi vun de Beschäftegungsinitiative Gebrauch maachen, awer och deenen, déi dës Mesuren offréiere mat ganz vill Engagement, eng glécklech Hand an eng Bonne chance. Well een e bësse Chance brauch an dësem Dossier, denken ech, e bëssen ouni Chance an dësem Dossier wäert et mat Sécherheet net goen. Jiddweree brauch also e bësse Chance op senger Sich no enger Aarbecht.

Mir wäerten op alle Fall dëse Projet matstëmmen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Fir d'ADR schwätzt elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Ali Kaes fir souwuel säi mëndleche wéi schréftleche Rapport zu dësem Projet.

Erlaabt mer vläicht eng prinzipiell Bemierkung. Mir hu vill Kolleegen heibannen, och de Kolleeg Ali Kaes ass Buergermeeschter. Wann an enger Gemeng e Projet um Ordre du jour steet, deen eng Organisatioun oder e Betrib befaasst, wou een och nach President dervunner ass, dann dierf een am Prinzip an där Gemengerotssitzung d'Wuert net ergräifen an et dierft een emol net am Sitzungssall sinn.

D'Chamber fonctionnéiert awer laut enger anerer Deontologie. Wann hei e Kolleeg d'Wuert ergräift oder Rapporteur ass, dann ass dat konform zum Gesetz an et ass trotz allem awer ëmmer legal.

Här President, dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, befaasst sech haaptsächlech mat der Problematik vum Chômage. Déi Problematik hei zu Lëtzebuerg, wou mer eis ëmmer konnten am internationale Vergläich am Fong dermat rühmen, datt mer konnte soen, de Chômage ass hei zu Lëtzebuerg wäit ënnert der Moyenne, en ass niddreg. Mir hu souguer deelweis nach virun e puer Joer vu Vollbeschäftegung geschwat, wéi de Chômage bei engem bis zwee Prozent louch.

Mir wëssen awer, datt mer keng Insel sinn an datt de Chômage an deene leschte Méint hei zu Lëtzebuerg geklommen ass. A mir wëssen opgrond vun der wirtschaftlecher aktueller Situatioun, déi mer hei am Land hunn, datt de Chômage wäert an deenen nächste Méint a Joren nach uklammen. Ech fäerten, an déi meescht vun eis heibanne wäerten do astëmmen, datt mer och hei zu Lëtzebuerg wäerten eng Kéier, an an net allze laanger Zäit, vu vläicht 15.000 oder 20.000 Chômeure schwätzen.

Lëtzebuerg huet eng spezifesch Situatioun, well mir e Land sinn, wat kleng ass, wat eng grouss Grenzregioun huet, wou de Chômage och héich ass an domadder automatesch den Drock op eisen Aarbechtsmaart vun der Grenzregioun grouss ass. Virun allem déi onqualifizéiert Leit kréien duerfir a priori, net wéinst de Frontalieren, mä opgrond vun hirer Onqualifikatioun Problemer, fir um éischten Aarbechtsmaart kënnen eng fest Aarbecht ze fannen.

An der Geschicht, wa mer 30 bis 40 Joer zréckkucken, war eis Ekonomie aneschters opgebaut. Mir haten dunn nach vill Industrien. Ech erënneren zum Beispill drun, wéi deemools an der Stolindustrie nach op der ARBED 30.000 Leit beschäftegt si ginn, hate mer och vill Leit, déi eng Qualifikatioun haten, awer och Leit, déi keng Qualifikatioun haten, déi mer an den Industrien deemools ënnerkruten.

Haut ass et esou, datt och an deenen Industrië praktesch onqualifizéiert Leit keng Chancë méi hu fir eranzekommen, mä mir hunn déi Leit awer nach alleguer, an déi sinn nach ëmmer um Aarbechtsmaart do. Wa mer dann och nach gesinn, datt bei de Leit, déi um Aarbechtsmaart ageschriwwe sinn, iwwert d'Halschent praktesch iwwerhaapt kee Schoulofschloss huet oder just déi obligatoresch Schoul hanneru sech bréngt, da wësse mer ganz genau, wou de Problem ass. Onqualifizéiert Leit hunn haut a wäerten an Zukunft ëmmer méi Problemer kréien, fir iwwerhaapt nach eng Chance op eisem Aarbechtsmaart ze kréien.

Mir hu gëschter an haut heibanne vill iwwert d'Schoul geschwat, an ech mengen, da muss een och soen, wa mer hei zu Lëtzebuerg esou vill Leit hunn, déi keng Qualifikatioun hunn, déi just déi obligatoresch Schouljoren hanneru sech hunn, dann ass dat och e Resultat vun eisem Schoulsystem, wat mir iwwer Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg haten an och nach hunn. Mir perséinlech fäerten - an de Kolleeg Mehlen huet dat gëschter an haut hei zum Ausdrock bruecht -, datt mer och mat där neier Reform, déi mer elo gestëmmt hunn, nach net déi fundamental Reforme wäerte realiséiert kréien, déi drëngend noutwendeg sinn.

En anere Phenomeen, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat ass, datt mer eng Rei vu Wirtschaftssecteuren hunn, wou mer praktesch och keng Lëtzebuerger dra fannen, wou et nach vläicht an der Mentalitéit vun de Leit ass, datt déi Aarbechtsplazen, ech weess net, vläicht ze schéin, ze gutt oder ze schlecht sinn, fir datt de Lëtzebuerger dra schafft. Ech denken do un d'Handwierk, ech denken un de Bau, d'Restauratioun oder d'Hotelbranche.

Wann Der en Entrepreneur hutt, deen aus Däitschland hei an d'Land schaffe kënnt, dann huet dee praktesch gréisstendeels, wann een emol esou op de Chantier geet an et lauschtert een, Leit aus Däitschland bei sech beschäftegt. Datselwecht fannt Der och bei deenen, déi aus Frankräich oder aus der Belsch kommen. Mä bei eise Lëtzebuerger Entreprisë fanne mer dat ganz wéineg.

Dat heescht also och, mengen ech, datt mer hei zu Lëtzebuerg e Mentalitéitswiessel misste kréien, souwuel op der Salariatssäit wéi op der Patronatssäit, datt all Aarbecht, déi do ass, eng wichteg Aarbecht ass, eng wäertvoll Aarbecht ass an och duerfir vu jiddwerengem ka benotzt ginn. Duerfir mengen ech musse mer och dohinner méi drécken, fir dat erëm an d'Diskussioun ze bréngen, datt och an deene Secteuren do eiser Leit erëm mussen Aarbechten unhuelen a schaffe goen. Et gëtt keng Aarbecht, déi onwierdeg ass, fir musse gemaach ze ginn.

Als éischt Zil an all eisen Iwwerleeunge muss ëmmer bleiwen, datt mer d'Leit an den éischten Aarbechtsmaart integréiert kréien. Mir wëssen awer, an dat ass de Mëtteg hei vu menge Virriedner schonn des Öftere gesot ginn, datt, egal wat fir eng Moossname mer ergräifen, ëmmer eng Rei vu Leit - ech well net soen, eng Kategorie vu Leit, mä eng Rei vu Leit - bleiwen, déi einfach a keen Aarbechtsprozess ze integréiere sinn, op jidde Fall net direkt.

Duerfir musse mer dann och Méiglechkeete fir déi Leit ubidden, fir deenen eng Beschäftegung ze ginn, well soss d'Gefor vun der sozialer Ausgrenzung bleift. Dat ass dat Schlëmmst, wat een engem Mënsch kann undoen. Wann e guer keng Beschäftegung huet, dann ass déi sozial Ausgrenzung do, mat alle Konsequenze fir seng Famill, fir d'gesellschaftlecht Liewen, well mer déi Leit un de Rand vun der Gesellschaft drängen. Da musse mer eis och iwwert déi Konsequenzen, déi dorauser entstinn, bewosst sinn.

Eng vun dëse Méiglechkeete sinn déi an de vergaangene Jore gegrënnte Beschäftegungsinitiativen, wou d'Leit da konnte beschäftegt ginn, encadréiert ginn, forméiert ginn, mat dem Zil, fir se erëm an den éischten Aarbechtsmaart ze integréieren. De Kolleeg Romain Schneider huet dat am Detail hei ganz gutt erkläert. Dës Beschäftegungsinitiative sinn a priori vun de Gewerkschaften, vum OGB-L a vum LCGB gegrënnt ginn, an d'Liewe gesat ginn: Objectif plein emploi, ProActif, Forum pour l'emploi. De Prinzip dovunner ass richteg an ass och gutt.

Och wann dës Initiativen Ulafschwieregkeeten haten, an ech wëll net dorobber eragoen, et ass ëmmer Rieds gaangen, eng Diskussioun gi vun enger deloyaler Konkurrenz. Mir hunn elo kierzlech en Uerteel kritt am Kader vun de Soumissiounen, wou d'A.s.b.l.en am Fong net däerfte bei Soumissioune participéieren. Ech mengen, d'Ursaach war, well se staatlech subventionéiert ginn. Et ass iwwert d'Transparenz an der Finanzéierung diskutéiert ginn. Ech selwer hunn an där Fro eng Rei vu Questions parlementaires gestallt, ginn haut awer net méi dorobber an.

De Projet de loi, Här President, huet eng Rei vu wesentlechen Ännerunge bruecht. Si si scho vu menge Virriedner och de Mëtteg hei zum Deel oder praktesch alleguer ernimmt ginn. Wichteg ass een éischte Punkt, d'Gläichstellung tëschent deene sougenannte Beschäftegungsinitiativen an de Betriber. Et soll einfach der deloyaler Konkurrenz entgéintgewierkt ginn. Bei de Betriber kënnen dat och Gemenge sinn, dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn, esou wäit wéi déi Betriber oder d'Gemengen en Agrément beim Aarbechtsminister hunn. Da kënne se och vun all deene Konditiounen an deene Subventiounen, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, profitéieren.

Hei stellt sech allerdéngs eng éischt Fro. Ech hunn elo grad gesot, datt mer en Uerteel kritt hunn, datt d'A.s.b.l.en net méi däerften a Soumissions publiques matmaachen, well se eben och iwwert de Stat eng Subventioun kréien. Ass dat dann och elo fir Betriber, wann déi mat dem Aarbechtsministère en Agrément hunn an do jo dann och eng Ënnerstëtzung kréien? Falen déi dodrënner? Den Här Minister, Här President, wëllt direkt dorop äntwerten.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat ass eng technesch Fro, esou dass ech déi léiwer elo einfach ganz séier beäntwerten, an herno maachen ech just e puer politesch Aussoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, dat Uerteel muss ee liesen. Dat Uerteel seet net, dass déi A.s.b.l.en net kënnen de Marché public matmaachen, well se Konventioune mam Aarbechtsministère hunn. Si hunn einfach d'Form vun der A.s.b.l.; déi autoriséiert net, de Marché public matzemaachen. Dat ass déi eenzeg Fro, déi an deenen Uerteelen do gekläert ginn ass. Ech wollt dat soen, well dat Uerteel wäert nach vill kommentéiert ginn, fir dass awer kloer ass, wat dann am Uerteel steet a wat net drasteet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass dat kloer. Dat heescht also och, datt déi Fro, déi ech hei opgeworf hat, domadder beäntwert ass, datt also d'Betriber net doduerch e Problem kënne kréien.

Dat Zweet ass, datt mer e legale Kader schafen, wat d'Finanzéierung ubelaangt. Mir fannen dat positiv. Da kréie mer Transparenz an déi Dossieren eran.

Eng drëtt Feststellung ass, datt mer heiduerch elo Festastellunge bei de Leit kréien. Bis elo war et bei de Beschäftegungsinitiativen am Prinzip esou, datt no zwee Joer déi Leit hätten am Fong missen an dem éischten Aarbechtsmaart integréiert sinn oder si sinn erëm erausgefall. Ech wëll och net dorop agoen, wat déi Leit do hu misse maache vläicht, fir vun där enger op déi aner Plaz ze goen, fir nach weider Recherchen ze maachen. Elo gi mer hin a mir ginn eng definitiv Astellung. Dat ass a priori eng gutt Saach.

Mä wa mer dat awer méi an eis zergoe loossen, da gesi mer awer, datt do eng Rei vu Problemer opkommen. Éischtens mengen ech muss een emol soen, datt dat vläicht en Ageständnis ass vum Échec, dee mer an der éischter Phas haten, wou mer deemools nach dervun ausgaang sinn, datt mer de Gros vun de Leit no zwee Joer agestallt kriten, elo awer feststellen, datt mer déi Leit net agestallt kritt hunn, an duerfir soen: Ma da gi mer elo op en definitiven Aarbechtsvertrag iwwer.

Esou wäit kann een dat verstoen. Et muss een awer da wëssen, datt domadder och den Échec vum éischte System dokumentéiert ass. Et ass mir och net bekannt, datt kloer Statistiken do sinn, wéi vill Leit datt dann elo konkret an den éischten Aarbechtsmaart - ech betounen dat: an den éischten Aarbechtsmaart - konnten integréiert ginn, an ob och vläicht déi Statistik opgedeelt ass, wat fir eng op hir eegen Initiativ respektiv op d'Initiativ vun den A.s.b.l.en zréckzefëieren ass. Dat geet menger Meenung no net kloer do ervir.

Mä dat ass och net de Problem. De Problem, dee mer hunn, ass, datt sech d'Fro awer stellt: Wa mer elo Leit definitiv astellen, wat maache mer mat deene Leit, wa se dann eng Aarbechtsplaz um éischten Aarbechtsmaart ugebuede kréien? Déi Leit hu jo dann en definitiven Aarbechtsvertrag a si falen ënnert d'Aarbechtsrecht. Déi Leit kënne kënnegen oder mussen op där anerer Säit, wa se net kënnegen, gekënnegt kréien. A wat ass dann d'Motiv fir esou eng Kënnegung? Do schéngt eis e Problem ze leien.

Den zweete Punkt, dee mer hunn, dat ass deen: Hunn déi Leit iwwerhaapt nach, wa se eng fest Ustellung bei enger A.s.b.l. hunn, en Intérêt, fir um éischten Aarbechtsmaart ze sichen? Mir fäerten, datt alleguerten déi Leit sech herno betruechte quasi wéi e beschäftegte Statsaarbechter, well jo dach awer déi ganz Finanzéierung iwwert de Stat ofgeséchert gëtt a si hunn eng definitiv Astellung. Den Här Minister wëllt och dorobber direkt eng Äntwert ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et ass ganz einfach den Ureiz; d'Madame Loschetter hat et virdru gesot. Déi Leit, déi definitiv agestallt sinn, déi ginn op d'mannst vum Stat rembourséiert, nëmmen zur Héicht vum Mindestloun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat heescht, Dir kënnt elo net soen, dat si Statsaarbechter. Déi hu kee Kollektivvertrag an näischt. Wann déi eng aner Schaff ugebuede kréien, wou se kënne méi verdéngen, ass schonn den Ureiz do, dass se dohinner ginn. Dat ass de Prinzip, wéi et soll fonctionnéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir wësse jo awer och alleguer, datt déi wéinegst vun deene Leit, déi esou schwéier ze placéiere sinn, wäerten eng Plaz am Privatsecteur kréien, wou se nach solle méi verdénge wéi de Mindestloun.

(Interruptions)

Mä meng Fro ass awer nach ëmmer berechtegt: Wann déi Leit dann elo eng Schaff am Privatsecteur ugebuede kréien, de Mindestloun kréien oder och nach eppes Klenges iwwert de Mindestloun an déi soen, ma ech bleiwen awer léiwer hei an där A.s.b.l. an ech ginn net dohinner, wat maache mer dann? Da si mer am Aarbechtsrecht an da musse mer deene Leit kënnegen.

A wat huele mer dann als Motiv, fir hinnen ze kënnegen? Well et kann ee jo net als Motiv wahrscheinlech uginn, datt ee seet, ma déi Leit hu jo dobaussen eng aner Plaz, déi se kënne kréien, an duerfir kënnege mir hinnen. Ech ka mer net virstellen, datt dat am Aarbechtsrecht géif akzeptéiert ginn.

Duerfir, soen ech, wäerte mer hei eng ganz Partie Leit hunn, déi soen, ech bleiwen elo hei an deenen Initiativen an ech bleiwe mä Liewe laang an deenen Initiativen, well se da soen, dann hunn ech eng Plaz, déi garantéiert ass, mäi Gehalt ass garantéiert. An da sinn et, ob mer wëllen oder net, quasi Statsaarbechter, well se iwwert de Stat an der Héicht vum Mindestloun finanzéiert ginn, iwwert d'A.s.b.l.

Dat kënnt Der kucke wéi Der wëllt, mä mir wäerte gesinn, wa mer an e puer Joer d'Bilanz zéien, wäert dat heiten eng vun deene gréissten Entreprisen am Land ginn. Mir wollten dat just hei mat an d'Diskussioun erabréngen an dorobber opmierksam maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech hu léiwer, dat si grouss Entreprisen…

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift? Wat sot Der? Ech hunn net matkritt…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Entschëllegt! Ech hu léiwer, d'Beschäftegungsinitiative si grouss Employeuren, wou d'Leit richteg schaffen, wéi de Fonds pour l'emploi, wou d'Leit just Sue kréien am Chômage, ass dee gréissten Employeur. Well zurzäit ass de Fonds pour l'emploi de gréissten Employeur am Land an dat ass net gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An nach léiwer misst Der hunn, Här Aarbechtsminister, datt d'Leit um éischten Aarbechtsmaart beschäftegt wieren, wéi an enger Beschäftegungsinitiativ oder um Fonds pour l'emploi.

(Brouhaha)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, natierlech, Här Gibéryen! Mä wann ech de Choix net hunn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja, et ass jo dat, wat ech soen!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir loosst se léiwer am Chômage.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, mir loosse se net léiwer am Chômage. Mir hätte gären, datt den Ureiz fir an den éischten Aarbechtsmaart bestoe bleift. An hei gëtt et keen Ureiz méi fir an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen. Déi Leit hei soen, ma elo hunn ech eng garantéiert Plaz, ech hunn eng garantéiert Pai. Firwat soll ech elo kucken, fir um éischten Aarbechtsmaart nach eng Plaz ze fannen?

Dat ass de wesentleche Problem, dee mir an dësem Projet gesinn. Duerfir soen ech, mir kënnen an engem Joer oder an zwee Joer eng Kéier Analyse maachen, oder Dir wäert se selwer maachen. Da wäert Der feststellen, datt mer ëmmer méi Leit kréien, déi definitiv an där heiter Situatioun elo wäerten hänke bleiwen, an da gëtt dat ee vun deene gréisste Betriber, déi mer hei wäerten am Land hunn, wou dann eben déi Leit soen, ma elo hunn ech eng garantéiert Aarbechtsplaz, ech brauch net méi um éischten Aarbechtsmaart ze sichen, fir do wahrscheinlech och nach net méi ze verdénge wéi hei.

Dat ass eng Realitéit, an et ass och wéinst deem Punkt, wou mir eis bei dësem Gesetz wäerten enthalen.

En zweete Punkt, Här President, deen haut de Mëtteg hei ugeschnidde ginn ass, deen huet wuel näischt direkt mam Projet ze dinn, mä de Projet ass awer eng Konsequenz vun deem; dat ass de Fonctionnement vun der ADEM. A wann ech elo zréckkucken, wéi dacks datt mir heibanne schonn iwwert d'ADEM geschwat hunn, da brauch een net méi haut hinzegoen an nach eng Kéier opzezielen, wat d'Positioun vun den eenzelne Parteien ass, wat do misst reforméiert ginn.

Dat Eenzegt, wat een haut ka feststellen, ass, datt quasi jiddwereen heibannen elo eng Reform vun der ADEM verlaangt. A wann een da weess, datt mer awer elo un d'Enn komme vun där Regierung hei an datt mer dee Projet nach net hei kënnen an enger Chambersdebatt stëmmen, da muss een awer zumindest kënnen hei dem Aarbechtsminister de Virworf maachen, datt hie seng Aarbecht do net gemaach huet. D'ganzt Land schwätzt elo scho jorelaang iwwert déi Reform. Elo geet déi Regierungsperiod hei zu Enn a mir hunn dee Problem net geléist! Et ass e Problem, dee laang bekannt ass.

A wann et schonn esou wäit geet, Här President, datt ee vun de Kolleegen aus de Majoritéitsparteien de Mëtteg quasi um Radio d'Demissioun vun der Direktesch vum Arbeitsamt verlaangt huet, da geet dat jo awer ganz wäit, an da géif ech mengen, datt awer spéitstens elo den Här Aarbechtsminister gefuerdert ass. Hien ass awer elo gefuerdert, fir dorauser déi Konklusiounen a Konsequenzen ze zéien, déi verlaangt ginn. Well wann den Här Aarbechtsminister dat doten esou weiderlafe léisst, komme keng Konsequenzen, komme keng Reaktiounen, dann zielt dat aalt Spréchwuert „mitgegangen, mitgefangen, mitgehangen".

(Hilarité)

An dat zielt dann an dësem Fall net nëmme fir d'Direktesch vum Arbeitsamt, mä dann och nach fir den Aarbechtsminister selwer.

Dat wëllt natierlech keen, an duerfir wiere mer frou, wa géife ganz séier hei Neel mat Käpp gemaach ginn, well wa mer d'Aarbechtsamt richteg un d'Fonctionnéiere kréien, da ginn déi heite Strukture manner gebraucht. An deem Sënn ass schonn d'Reform…

(Interruption)

Dach, dach! Wann d'Arbeitsamt richteg fonctionnéiert, da kréie se och déi dote Leit placéiert. Mä mir wëssen alleguerten…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, dat sot Dir! Am Ausland kréie se där och placéiert. Do gëtt et aner Systemer am Arbeitsamt wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass. Et kann een net einfach higoen, Här Aarbechtsminister, a soen, dat geet net esou an duerfir… Dat ass net esou! Gitt emol an d'Ausland, oder Dir waart jo bestëmmt och an d'Ausland kucken, do gëtt et aner Mechanismen,…

(Brouhaha général)

…wéi d'Leit placéiert ginn, a wa mer eis heibannen eens sinn, a mer sinn eis jo quasi eens, datt d'ADEM net richteg fonctionnéiert, da kommt elo net heihinner a sot, wann d'ADEM besser géif fonctionnéieren, géifen net méi Leit placéiert ginn.

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei ass d'Politik gefuerdert an hei ass un alleréischter Stell den Aarbechtsminister gefuerdert, an deen huet an dëser Fro bis haut versot. Dat gesot, Här President, wëll ech soen, datt mir eis zu dësem Projet wäerten enthalen.

Une voix.- Dat ass eng richteg sozial Astellung!

Une autre voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Gibéryen, Är Interventioun ass eriwwer. Den Här Jaerling huet elo d'Wuert.

Une voix.- Gott sei Dank ass net jiddwereen esou arrogant mat deene Leit, déi keng Schaff hunn, wéi Dir!

Plusieurs voix.- Ouuuhhh!

Une voix.- Géift Der kucken, datt d'Leit eng Schaff kriten…

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, soll ech nach e bësse waarden?

(Brouhaha général)

M. le Président.- Jo. Här Jaerling, sot Äre fréiere Kolleegen, wann Dir si géift stéieren, da géift Der waarden, bis dass si hei fäerdeg sinn.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Gibéryen, haalt se emol fënnef Minutten zou!

(Hilarité générale)

M. le Président.- Här Jaerling, kommt, mir si korrekt!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Esou hunn ech et ëmmer gemaach.

M. le Président.- Ech hätt gär, dass mer hei korrekt géife mateneen ëmgoen, an duerfir ass et elo esou, dass den Här Jaerling d'Wuert huet.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also mir si jo Kolleegen, mir kënnen eis dat soen, wat mer fir richteg halen.

Une voix.- Wow!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, mir kommen eis awer ëmmer méi no. Alles vergësst sech lues a lues.

Här President, ech wëll och dem Här Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, deen am Fong alles erëmginn huet, wat de Projet hei mat sech bréngt, an och all déi Aarbechten, déi an der Kommissioun jo net einfach waren. Ech mengen, dat wësse mer alleguer. Et ass keen einfache Sujet. Well hei e Problem ass, wou ech awer nach ëmmer meng Bedenke behalen, dat ass, dass mer soen, mir wëllen d'Concurrence déloyale e bëssen ofschafen, a meng Bedenke ginn an déi Richtung, dass déi Concurrence déloyale an déi aner Richtung geet. Dat heescht, dass am Fong e bësse Concurrence déloyale fir de soziale Beräich hei geschafe gëtt.

Wat elo den Här Rapporteur selwer ubelaangt, esou war ech e bëssen erstaunt, net vun Ufank un, mä elo hunn ech et net gutt fonnt, wann een, dee selwer President ass vun enger Beschäftegungsinitiativ, hei iwwer e Sujet schwätzt, deen en am Fong direkt betrëfft. Ech hunn dat net gutt fonnt. Et ass en anere President vun enger Beschäftegungsinitiativ heibannen, deen aus deontologesche Grënn net hei d'Wuert ergraff huet, dat éiert en - onbedéngt! -, mä wéi gesot, den Här Gibéryen huet gesot, et ass legal, an duerfir: Kommt, mir kucken dann einfach guttwëlleg doriwwer ewech.

Meng Bedenke bei dem Projet - ech hunn déi och schonn an der Kommissioun erwirbruecht -, dat ass, datt mer hei net en Instrument schafen am Kader vun enger Économie solidaire, déi de Patronen am Fong un éischter Stell bëlleg Aarbechtskräfte liwwert.

Dat heescht, bëlleg Aarbechtskräften, wou menger Usiicht no de sozialen Encadrement, esou wéi dat an deene richtege Beschäftegungsinitiativen ass, net garantéiert ass.

Zweetens si meng Bedenken an deem…

(Interruption)

Wëllt Der mer eppes soen, Här Kaes?

(Interruption)

Gelift?

M. le Président.- Här Jaerling, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Glesener?

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Mä, wann den Här Jaerling seet, déi richteg Beschäftegungsinitiativen…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ma déi falsch, déi kreéiere mer elo.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Ah sou, Merci.

M. le Président.- Wéi war Är Fro, Här Glesener?

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Ech hunn d'Äntwert kritt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, en huet mech jo gefrot, ob et och falsch Initiative gëtt. Ma déi falsch si mer elo amgaang ze kreéieren. Fir mech sinn dat keng Beschäftegungsinitiativen, wéi ech gesot hunn. Meng Bedenke ginn an déi Richtung, dass dat hei bëlleg Aarbechtskräfte gi fir d'Betriber.

Déi aner Fro, déi ech mer vun Ufank un ëmmer gestallt hunn, ass: Wann den Agrément kënnt vum Ministère an et gëtt esou eng Initiativ geschafen, wat ass de Lien zum initiale Betrib? Do ass keen do! Dat heescht, et ass am Fong eng Struktur vun engem Betrib à part. Eng Struktur vun engem Betrib à part, wou d'Leit kënne geholl ginn an dann och nach un aner Betriber verléint ginn, op Käschte vum Steierzueler.

Ech wëll awer Folgendes soen: Den Här Krieps huet no der Fiche financière hei gefrot. D'Fiche financière ass am Fong fir mech hei net dat Wichtegst an där Diskussioun, well mer souwisou déi Leit musse bezuelen. Dat ass kloer. Ech mengen, se ginn ëmmer vum Fonds pour l'emploi bezuelt.

Hei ass et just elo esou, dass een dem Patronat d'Geleeënheet gëtt, wa si esou eng Beschäftegungsinitiativ grënnen, fir ebe fir 15% vum Mindestloun dat do ze maachen. Dat muss ee soen, well 85% gi vum Stat iwwerholl, dat heescht, et gëtt fir 15% vum Mindestloun geschafft.

Dat ass de Fazit. Ech ka mer net virstellen a gesinn och net, datt dat hei soll elo e risegen Aarbechtsmaart fir sech ginn. Duerfir kann ech mer net virstellen, dass vill Betriber op dee Wee ginn, well eben am Gesetz d'Dispositioun dran ass vun der Mixitéit. Dat heescht, datt si mussen och eng Rei Leit huelen, déi néierens méi beschäftegt ginn. Dat ass am Fong deen eenzege Punkt, wou ech soen, duerfir gesinn ech d'Gefor net esou, dass da vill esou eng Initiativ grënnen. Ech ka mir dat net virstellen, well de sozialen Engagement vun de Patronen, dee gesi mir jo all Dag, an dee gesi mir an der lescht ëmmer méi, an duerfir maachen ech mir doriwwer och weider keng Gedanken.

Mä, wat awer fir mech ausschlaggebend ass: Wou ass d'Obligatioun fir de sozialen Encadrement, wéi dat bei deene richtege Beschäftegungsinitiativen ass?

Deen ass net garantéiert, an dat ass fir mech och e Problem. Dat Eenzegt wat hei garantéiert ass: Hei kënnen Initiative gegrënnt ginn, déi fir 15% vum Mindestloun kënne Leit beschäftegen. Dat ass dat eent.

Nach eng Sekonn, Här President.

Dat anert ass och dat mat der Hierarchie. Déi Leit gi mam Mindestloun beschäftegt, mä do sinn och Leit an déi Beschäftegungsinitiativen erakomm, déi zum Beispill eng Qualifikatioun hunn. Deenen hir Qualifikatioun gëtt net berücksichtegt, obwuel datt si schonn eng Qualifikatioun matbréngen.

An dann ass nach eng aner Saach, d'Motivatioun: Wann een de Mindestloun kritt, fir nach eng Motivatioun ze hu fir op den initialen Aarbechtsmaart ze kommen.

Ech géif mengen, wann ee méi verdéngt um initialen Aarbechtsmaart, ass dat ëmmer Motivatioun genuch. Mä wann een awer hei seet, et ass keng Motivatioun do, da muss een awer och dann d'Äntwert drop ginn: Schaaft een dann eng Motivatioun, wann ee wëllt manner gi wéi de Mindestloun, oder wat fir eng Motivatioun kann ee schafen?

Wann een eng Qualifikatioun kritt, fir dobausse méi ze verdéngen, dann ass eng Motivatioun do, mä am anere Fall besteet de Risque, dass Leit laang an där Beschäftegungsinitiativ bleiwen. Duerfir soen ech, de sozialen Encadrement ass net ginn, an d'Kontrollmoyenen, ob dann och elo déi Leit net just benotzt ginn als bëlleg Aarbechtskräften, sinn och net ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir

Dammen an Dir Hären, ech wëll elo emol fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, an deem iwwregens scho ganz vill Froe beäntwert waren, déi herno hei gestallt gi sinn. Duerfir wëll ech och net méi dorop zréckkommen.

Ech wëll dräi kuerz Iwwerleeunge maachen. Dat Éischt ass de Problem vum Chômage am sougenannten industriellen Zäitalter par rapport zum postindustriellen Zäitalter, dat mer eben zënter op d'mannst 25 Joer kennen. Am industriellen Zäitalter hate mer praktesch nëmme Chômage conjoncturel, da jo och Plein emploi, a kee Chômage structurel. Deen hate mer, well iwwert d'Halschecht vun de Leit iwwerhaapt keng Qualifikatioun gebraucht hunn.

Dat heescht, wat ass da geschitt?

Majo, do konnt eng Verwaltung zwou Saache maachen, nämlech de Chômage verwalten an deem Sënn, dass d'Leit Sue kritt hunn. Dat war nach d'Philosophie vun der Reform vun dem Aarbechtsamt 1976, fir ze soen, mir ginn hinne Suen, an duerno geet et erëm eng Kéier besser, da fanne se vum selwen erëm eng nei Plaz, a mat de Suen ass et iwwerbréckt. Dat huet deemools fonctionnéiert a fonctionnéiert haut net méi.

A wat deemools fonctionnéiert huet, nämlech, dass en Aarbechtsamt zweetens gekuckt huet, wou se Leit géife sichen, wou Plaze sinn, déi geschaf ginn, an déi eng bei déi aner geschéckt huet, dat geet einfach net méi an enger postindustrieller Gesellschaft, well d'Leit haut op allen Aarbechtsplaze Qualifikatioune brauchen, déi ëmmer verschidde sinn, well soss wär et jo duergaangen an där leschter Zäit, dass nei Aarbechtsplaze geschaf goufen. Mir hu méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, wéi mer Lëtzebuerger hunn. Dat wär an deem Fall duergaangen, fir dass d'Leit och all eng Schaff hätten. Mir hunn e Chômage structurel.

Elo kréie mer Chômage conjoncturel derbäi. An déi grouss Gefor ass, dass, wa mer net elo oppassen, mer herno no dem Chômage conjoncturel erëm méi Chômage structurel kréien. Dat ass déi grouss Fro.

An duerfir kann och d'Administration de l'Emploi net méi als Verwaltung fonctionnéieren. Si kann net de Chômage verwalten, si kann d'Aarbechtslosegeld verwalten, si kann all déi aner Sue verwalten, mä si muss Kär ginn - an dorobber kommen ech herno zréck - vun enger aktiver Beschäftegungspolitik.

Dat heescht, d'Administration de l'Emploi kann och net alles maachen, an duerfir bleiwen ech der Meenung, dass ee soll op de Wee vun engem Établissement public goen. Mir maachen dat elo net, well mer elo séier e Projet de loi maachen, duerch dee mer esou vill wéi méiglech Flexibilitéit mat erabréngen, mä ech mengen, dass een duerno muss weiderdenken. Mä elo maache mer dee klenge Projet de loi, mat deem iwwregens och déi Fro vun der Direktioun ugepaakt gëtt. De John Castegnaro huet de Mëtteg op enger anerer Plaz vun der Direction collégiale geschwat, dat ass eng Iddi, wéi ech och selwer gesot hunn, déi eis virschwieft.

Et muss ee just wëssen an deene Leit soen, déi elo verlaangen, dass de Minister géif Leit auswiesselen, dass mer e Statut de la Fonction publique hunn, dass et siwe Joer gedauert huet, bis an dëser Chamber e Gesetz gestëmmt gouf, wat seet fir d'Zukunft, dass ee kann e Verwaltungsdirekter no siwe Joer auswiesselen. Dat zielt eréischt fir d'Zukunft. Och dat wëll ech einfach hei gesot hunn.

Fir de Rescht ass et kloer, dass d'Aarbechtsamt - an ech kommen op seng Roll zréck - eng Roll ze spillen huet an dass mer natierlech - nieft deem, wat d'Aarbechtsamt elo selwer reforméiert huet - an enger Partie Artikelen d'Flexibilitéit erabréngen an deem neie Projet de loi, dee mer amgaange si mat der Fonction publique fäerdeg ze maachen, fir esou vill wéi méiglech de Fonction-publique-Statut ze respektéieren.

Zweet Iwwerleeung: d'Économie solidaire a Beschäftegungsinitiativen. Do gëtt et dräi Ënnerscheeder. Deen éischten ass deen: Bei der Économie solidaire ass den Träger extrem wichteg. Träger ass zum Beispill, wa mer vu Société commerciale schwätzen, eng Coopérative oder eng A.s.b.l. oder virun allem de Bénévolat, wat mer iwwregens erëmfannen an de Beschäftegungsinitiativen. Do gëtt et Saachen, déi sech iwwerschneiden.

Zweet Saach ass allerdéngs - an do ass schonn e groussen Ënnerscheed par rapport zu de Beschäftegungsinitiativen: D'Économie solidaire, déi ass tëschent dem private Secteur an dem Statssecteur, dat heescht d'Économie solidaire dierf och net finanziell just hir Sue vum Stat kréien. An dat ass e grousse Problem. Beschäftegungsinitiative fonctionnéiere ganz staark nëmme mat de Sue vum Stat.

An da kommen ech op den drëtte Punkt, well dat ass d'Ursaach dervunner: D'Économie solidaire ass do, fir iwwerhaapt och Déngschtleeschtungen a Produkter unzebidden. Dat ass d'Haaptaufgab vun der Économie solidaire. D'Beschäftegung vu Leit, déi wäit ewech si vum Aarbechtsmaart, ass en Nieweprodukt.

Bei de Beschäftegungsinitiativen ass et ëmgedréint. Do ass d'Beschäftegung vu Leit d'Haaptprodukt, an duerfir kréie se och esou vill Sue vum Stat, an d'Ubiddung vun interessanten, neie sozial an ökologesch interessante Produkten an Déngschtleeschtungen ass d'Nieweprodukt.

Duerfir sinn déi zwee matenee verknäppt, mä et muss ee se auserneenhalen, an dat erkläert dann natierlech och - an do kommen ech op eng drëtt Iwwerleeung hei - , woufir mer hei op de Wee ginn, dass mer net méi wéi virdru soen: „Dir kritt bis zu 75% vun engem Projet.“, mä soen: „Mir bezuele Beschäftegungsinitiativen opgrond vun der Produktivitéit vun deene Leit, déi Dir astellt.“

Selbstverständlech musse mer lech iwwert déi Konventioun dann och en Encadrement bezuelen, fir dass Der lech eben ëm déi Leit bekëmmert. Op déi Konventioun kommen ech nach zréck wéinst dem Här Jaerling. Déi huet den Här Jaerling net am Text gelies, well soss hätt en déi Fro net gestallt.

Meng drëtt Iwwerleeung ass déi, dass mer musse kucken, wat fir eng Bevölkerung mer hunn an der Administration de l'Emploi. D'Chiffere si virdru genannt gi vun deene berühmte Kategorien A, B, C, D an E. Nëmmen en Drëttel vun de Leit, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwe sinn, si Leit, déi direkt ze vermëttele sinn.

Et ass duerfir, dass ech virdru gesot hunn: Et ass net d'Reform vum Aarbechtsamt, déi dat heiten erméiglecht. D'Reform vum Aarbechtsamt ass wichteg, fir dass méi effikass a méi séier geschafft gëtt, mä d'Beschäftegungsinitiative bleiwe bestoen, well et gëtt keng Aarbechtsplazen, déi geschaaft ginn duerch eng Reform vum Aarbechtsamt. D'Aarbechtsamt muss kënne méi effikass schaffen, mä Aarbechtsplaze musse mer och nach hunn, a fir eng Kategorie Leit hu mer einfach keng Aarbechtsplazen. Dat ass de grousse Punkt, deen hei spillt.

Mir hu mam 5611 eng éischt Etapp gemaach. Mir hunn eng Etapp gemaach fir déi Leit, déi iwwer eng relativ kuerz Formatioun kënnen op den éischten Aarbechtsmaart kommen. Dat ass de 5611. Dat huet bei der Jugend zimlech gegraff.

Mä mir hunn awer zwee Drëttel vun de Leit - net grad elo, wann ech déi doten ewechhuelen -, mä mir hunn dann awer nach iwwert d'Halschecht vun de Leit, deene mer net kënnen hëllefen iwwer eng Convention d'activation, deene mer net kënnen hëllefen iwwer CIEen, CAEen.

Mir hunn eleng 15% - elo huele mer emol eng Ziffer - vun de Leit, déi am Aarbechtsamt ageschriwwe sinn, déi portugisesch Matbierger sinn, déi praktesch all nëmmen d'Primärschoul a Portugal gemaach hunn, also héchstens Portugisesch schwätzen an oft emol net richteg schreiwe kënnen, an dovunner ass och nach bal d'Halschecht iwwer 50 Joer al.

An do soen ech, dass all Reform vum Aarbechtsamt deene Leit keng Schaff ka verschafen. Et sinn awer Leit, ëm déi mer eis awer musse Suerge maachen. An dat sinn der relativ vill, dat doten. Do kann ee soen am Aarbechtsamt - an dat geschitt och schonn um Aarbechtsamt -, dass de Kontrakt iwwersat gëtt op Portugisesch, mä domadder hu mer se nach net op eng Plaz geschéckt, well do musse se vläicht och aner Sprooche kënnen. Dat kann een, an elo kommen ech op d'Beschäftegungsinitiativen zréck, net maachen doriwwer, dass een d'Leit placéiert, assignéiert, mä do brauche mer nëmmen d'Beschäftegungsinitiativen. Et sinn och vill sozial Initiativen, mat deene mir och zesummeschaffen, mä do kënne mer se nëmmen iwwert d'Beschäftegungsinitiative méi laang halen.

De Prinzip soll bleiwen zwee Joer. An zwee Joer kann ee ganz vill mat de Leit schaffen. Déi kommen also no deenen, déi mer kënnen an de CIE, CAE schécken, wat manner wéi ee Joer ass. An déi, déi wierklech no zwee Joer da keng Chance hunn, iergendwou hinzekommen, déi kréien en definitive Kontrakt mat der Beschäftegungsinitiativ.

Dat maache mer och haut schonn. D'Beschäftegungsinitiative schécke regelméisseg Dossieren eran, wou hire Service éducatif et social schreift: Majo, mir hunn dat an dat mat deem Mann oder där Fra gemaach a mer fanne keng Plaz fir se; kënne mer se net méi laang halen, kann de Minister keng Exceptioun maachen? De Minister gëtt dann den Dossier weider un d'Aarbechtsamt a wann d'Aarbechtsamt seet, jo, effektiv, deen ass soss net ze placéieren, da kann deen och elo haut schonn do bleiwen.

Dat geschitt net oft, wëll ech soen, a meeschtens accordéiere mer dat och, esou dass och d'Beschäftegungsinitiativen iwwerhaapt net hei versichen, fir massiv Leit éiweg ze halen. Mä et ass awer wichteg, dass déi Leit eng Perspektiv hunn, fir eng Schaff ze hunn. Dat ass och fir de Stat vill méi bëlleg, wéi wann déi Leit entweder am Chômage oder am RMG oder a soss iergendengem soziale Lach géife leien. Hei kréie si eng Pai, si bezuele Cotisations sociales an deelweis, wéi et ass, bezuele se Steieren, well een, och wann ee Jonggesell ass, um Mindestloun Steiere bezilt. Alles dat ass also fir eis méi wichteg.

Elo ass sech d'Fro ze stellen, ob dann elo Ureizer do sinn, fir op den éischten Aarbechtsmaart ze goen. Majo, wann een do méi verdéngt, da geet een op den éischten Aarbechtsmaart. Wësst Der, schwätzt emol mat Leit, déi just de Mindestloun hunn. Duerfir war ech vläicht virdrun e bëssen ze vill opgereegt, mä et muss een emol kucken, wat fir eng Spréng ee mam Mindestloun mécht. Dat si 1.640 Euro. Domadder mécht een net vill Spréng. Ech mengen, wann een da wierklech erëm erauskënnt an et kritt een eng besser Plaz, da geet een och dohinner.

An nach eng Kéier: Déi Leit, déi iwwerhaapt an en definitive Kontrakt kommen, si wierklech déi, wou mer näischt aneschters konnte maachen.

E Wuert zur Konventioun. Egal wat d'Forme juridique ass, mussen déi Leit eng Konventioun mam Aarbechtsminister maachen. Do kommen och erëm Kontrollméiglechkeeten eran. Et ass net esou, dass déi einfach Sue kréien a Leit. Do komme Kontrollméiglechkeeten derbäi.

E lescht Wuert. Den Här Krieps hat gesot, et wär keng Fiche financière do. Déi ass selbstverständlech derbäi - beim ursprüngleche Projet. Déi Fiche financière ass derbäi an ass ganz detailléiert a seet, dass mer rechne mat engem Surcoût vu 25 Milliounen Euro, dat heescht 30 Milliounen, mä do sinn esou vill Leit, bei deene mer iwwert den RMG dann emol remboursëiert ginn. Dat heescht, fir de Fonds pour l'emploi eleng wär et e Surcoût vu 25 Milliounen Euro.

Woubäi ech awer nach eng Kéier soen: Och dat ass eng Prévisioun, déi mer dee Moment gemaach hunn.

Wann et elo géif méi schlecht goen a wann de Chômage structurel géif an d'Luucht goen, da sinn natierlech d'Beschäftegungsinitiativen och wichteg. Ech fannen et nämlech definitiv besser, mir bidden de Leit, déi keng Chance hunn eng Schaff ze kréien, d'Méiglechkeet ze schaffen, hir Suen ze verdéngen, owes heemzegoen an an de Spigel ze kucken an ze soen: „Ech hu meng Sue selwer verdéngt.“ Dat ass besser fir d'Leit a besser fir eis Gesellschaft. An duerfir wär ech frou, wann dëse Projet géif eng grouss Majoritéit fannen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Minister, de Projet de loi 5144 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei véier Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Laurent Mosar), Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5973, eng Ofännerung vum Code du Travail. Et sinn ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Castegnaro an d'Madame Loschetter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Spautz. Här Spautz, Dir sidd gebieden Äre Rapport virzedroen.

3. 5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, mat deem mer eis elo beschäftegen, ass een, dee ganz kuerzfristeg vun der Regierung agereecht gi war an deen och zimlech séier, wa mer haut hei d'Zoustëmmung kréien, wäert evakuéiert ginn.

Den Ursprung vun der Kuerzaarbecht iwwert d'Gesetzgebung vum Chômage partiel geet zréck op d'Krisejoren 1974-1979. Konkret gouf de Chômage partiel fir konjunkturell Froen 1975 agefouert, an zwar den 29. Juli 1975 op engem Dënschdeg hei an der Chamber.

Deemools huet de Chômage partiel fir d'Joren 1975-1976, de Chômage conjoncturel, de Fonds pour l'emploi 40 Millioune Lëtzebuerger Frang kascht.

De strukturelle Chômage partiel ass agefouert ginn den 21. Dezember 1977, wou d'Chamber dozou gréng Luucht ginn huet. Dat war am Kontext vun enger Reform vum Arbeitsamt, dat 1921 geschaaft gi war, a wou 1972 e Projet de loi vun der Regierung komm ass a wou do déi Reform gestëmmt ginn ass.

De Chômage partiel ass e Mëttel, fir Aarbechtsplazen ze erhalen. Awer et däerf een net vergiessen: D'Leit loossen domadder Geld hänken. All Schichtaarbechter an all déi aner, déi verléieren hir Nuetszouschléi, hir Sonndeszouschléi, an et ginn nëmmen 80% bezuelt. Also ass et heiansdo fir déi eng oder déi aner Leit relativ schwéier, obwuel et eng Hëllef ass, fir awer iwwert d'Ronnen ze kommen, well et awer e groussen Akommensverloscht bei deene Leit ausmécht.

Mir ënnerscheede bei der Kuerzaarbecht e puer Aarten: de strukturellen, de konjunkturellen, dee vun der wirtschaftlecher Ofhängegkeet - dat ass zum Beispill, wann et iergendwou gebrannt huet an doduerch anerer net méi kënne schaffen - oder de Cas de force majeure - dee virun allem gespillt huet, wéi deemools a Frankräich de Streik war vun den Transporteuren an Zouliwwerer hiert Material net konnte

bréngen. Dat sinn déi véier Aarten, déi mer ënnerscheeden.

An dësem Projet de loi ännere mer awer just de Conjoncturel an de Structurel ëm.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Déi meescht Betriber sinn de Moment konjunkturell betraff. Mir wëssen awer och, datt et Betriber gëtt, déi a strukturelle Problemer stiechen.

Den Aarbechtsminister huet de Projet den 11. Dezember 2008 deponéiert. D'Beruffschamberen hunn de 17. respektiv den 19. Dezember 2008 hir Avisen eragereecht. De 16. Dezember 2008 huet d'Beschäftegungskommissioun vun der Chamber sech déi éischte Kéier mam Projet beschäftegt a mech zum Rapporteur bestëmmt. Den 23. Dezember 2008 huet d'Regierung de Projet amendéiert, an den 13. Januar 2009 huet de Statsrot säin Avis ofginn. De 15. Januar hu mir de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Dës séier Prozedur war noutwendeg, fir dass dat ganzt Gesetz kann am ganze Kalennerjoer 2009 Uwendung fannen. Opgrond vun der weltwäiter Wirtschaftskris, déi eist Land am leschten Trimester mat getraff huet, ass dat eng Moossnam, fir Entloossungen aus konjunkturelle Grënn entgéintzewierken. Et ass wichteg ervirzehiewen, dass déi Betriber, déi Kuerzaarbecht aus konjunkturelle Grënn accordéiert kréien, keng Entloossunge virhuelen däerfen.

De Stat iwwerhëlt fir d'Kalennerjoer 2009 déi éischt 16 Stonnen, déi soss vun de Betriber à charge geholl gi sinn, zu 100%. 100% vun deenen 80%, déi d'Leit bezuelt kréien. Ab der 17. Stonn bleift et, wéi et bis elo ass. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et de Sozialpartner fräisteet, iwwert déi 80% eraus ze verhandelen, wat et och a verschiddene Betriber gëtt, wou méi wéi 80% bezuelt gëtt, mä dass nëmmen de Stat fir déi 80% opkënnt.

Nieft konjunkturelle Problemer kann ee fir d'Joer 2009 och bei strukturelle Problemer Kuerzaarbecht a 16 Stonne Remboursement beim Aarbechtsminister ufroen, ënnert der Konditioun, dass e Plan de maintien dans l'emploi am betraffene Betrib gemaach gëtt a wann déi magesch Zuel vun de Sixpack-Entloossungen net iwwerschratt gëtt. Des Weidere gëtt d'Referenzperiod fir de Chômage partiel op zwielef Méint, dat heescht d'ganzt Joer 2009 festgeluecht, ouni awer dass dat gesamt Urecht op Kuerzaarbecht op d'Gesamtzäit vu sechs Méint oder 26 Woche kann iwwerschratt ginn. Dat heescht, wat se soss a sechs Méint zegutt gehat hätten.

D'Beruffschamberen, wéi gesot, hunn de 17. respektiv den 19. Dezember positiv Avisen ofginn. Et muss een och ervirsträichen, et war déi éischte Kéier, wa meng Recherchë gutt waren, zënter 1973, wou déi véier Beruffschamberen - d'Arbeiterkammer, d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers - alle véier soten, et wier e gudde Projet am Kontext vun enger Ofännerung an engem Projet de loi, dee vum Travail virgeluecht ginn ass.

De Statsrot a sengem Avis vum 15. Januar hat e puer prozedural Problemer. De Statsrot huet nach eng Kéier ënnerstrach, wat en och scho beim Code du Travail gesot huet, dass hien dergéint ass, dass mer Gesetzer, déi op der Zäit limitéiert sinn, géifen an de Code du Travail abauen, an hätt dofir gär gehat, dass mer déi Form vun de Moossname vun 2009 net am Code festhalen. D'Beschäftegungskommissioun huet dës Remarque och ugeholl a mir hu gesot, mir maachen déi Begrenzung da just iwwert de Mémorial. De Statsrot huet och kee Problem mat der retroaktiver Aféierung vun dësem Gesetz op den 1. Januar 2009.

Eng Mesure, déi awer definitiv an de Code du Travail ageschriwwe gëtt, ass déi fir d'Leit à mi-temps. Fir déi Leit, déi deelzäit beschäftegt sinn, gëllen dann déi éischt aacht Stonnen. Am Verhältnis zu 16 Stonne bei der 40-Stonne-Woch, esou ass et dann aacht Stonne bei der 20-Stonne-Woch, fir kënne vum Chômage partiel ze profitéieren, an dat ass eng Mesure, déi net temporär ass, mä dat ass eng Mesure, déi definitiv och an de Code du Travail ageschriwwe gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Reform ass ganz séier vonstatte gaangen, dofir e Merci un all déi Leit, déi dozou bäigedroen hunn, vum Personal vum Ministère bis an der Chamber. Dëst ass och d'Erklärung, well ech gesot hunn, wéi wichteg et ass, dass mer dat stëmmen, fir dass et kann op den 1. Januar 2009 retroaktiv a Kraaft trieden. Dat am Interessi vun eise Betriber, awer och am Interessi vun deene Beschäftegten, fir dass et net zu Entloossungen aus konjunkturelle Grënn hei am Land kënnt.

Ech wëll och gläichzäiteg dervu profitéieren, fir am Numm vun der CSV d'Zoustëmmung zu dësem Projet ze ginn an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Spautz. Den honorabelen Här Etgen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Félicitatiounen an en oprichtege Merci un de Rapporteur, den Här Marc Spautz, fir säin exzellente schréftleche Rapport an och fir säin engagéierte méndleche Plädoyer. Virewech wëll ech meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen, datt mer et och zu Lëtzebuerg fäerdeg bréngen, noutwendeg legislativ Upassungen an engem gudde Mount duerch de legislative Prozess lafen ze loossen. Aussergewéinlech Situatioune verlaangen aussergewéinlech Mesuren, déi, wa se den Erwaardungen an den Zilsetzunge solle gerecht ginn, och zum richtege Moment a Kraaft mussen trieden.

Mir sinn, dat léisst sech net méi ewechdiskutéieren, de Moment an enger aussergewéinlecher Situatioun. Déi global Finanz- a Wirtschaftskris ass um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ukomm an am Joer 2009 gëllt et fir all Aarbechtsplaz ze kämpfen. All Moyenë mussen aktivéiert ginn, fir dat Schlëmmst ze verhënneren. Hei ka Lëtzebuerg ënner Bewäis stellen, ob seng Krisenistrumenter esou Situatioune gewuess sinn oder awer ob ee se net muss punktuell adaptéieren, esou wéi dat an dësem Fall mam Chômage partiel geschitt.

Wann een d'Leit no hire perséinlechen Erwaardunge fir d'Joer 2009 freet, da kritt ee ganz oft d'Äntwert, datt vill Leit, ganz vill Leit sech Suergen ëm hir Aarbechtsplaz maachen. Dës Angscht sëtzt déif, ganz déif bei ville Familljen. De Chômage, dee bis elo net onbedéngt ee Problem vun der Mëttelschicht war, riskéiert awer elo dës Deeler vun eiser Gesellschaft ze treffen. D'Angscht virum Ofrutschen an d'Précaritéit ass reell an eiser Mëttelschicht, an d'Regierung wär méi wéi gutt beroden, dës Suergen an Ängscht eescht ze huelen.

D'Demokratesch Partei seet schonn zënter Méint, datt de Kafkraaftverloscht vun de Mëttelschichten, un deem d'Regierung zu engem groussen Deel schold ass, riskéiert zu engem massive Problem ze ginn.

(Interruptions)

D'Regierung, a speziell de Premierminister huet awer ëmmer esou gemaach, wéi wann dëst nëmmen ee Kloen a Jomeren op héijem Niveau wier a mir zu enger renger ech-fixéierter Gesellschaft gi wieren. Elo weist sech, datt eis Warnunge méi wéi zoutreffend waren. Leider méi wéi zoutreffend waren, muss een an dësem Fall scho soen.

Här President, d'Kuerzaarbecht a wéi de System vun der Kuerzaarbecht richteg fonctionnéiert, hate mer scho bal vergiess. An dat, obschonn datt dëst Instrument sech an der Vergaangenheet schonn oft als een effizient Kriseninstrument erwisen huet. Mat de virleienden Upassunge reagéiere mer op eng effikass Aart a Weis op dat, wat am Joer 2009 op eis duer wäert kommen. Wann een de Prognose vu verschiddenen internationalen Organisatiounen däerf gleewen, da musse mir hei zu Lëtzebuerg mat 16.000 bis 17.000 Chômeure rechnen. Zuelen, wéi mir se nach ni virdru kannt hunn. Pake mer also Holz un, datt et sech bei der Kris ëm eng ganz kuerz Kris handelt, där hir Konsequenze mer séier nees opgefaange kënne kréien!

Am Fall vun enger relativ kuerzer Kris kënne mer esou a wichtege Betriber vum Lëtzebuerger Wirtschaftsliewe mat Kuerzaarbecht iwwerbrécken. Et ass jiddefalls eng intelligent Approche, fir d'Leit an de Betriber ze loossen. Esou kënnen d'Betriber, wann d'Ekonomie sech erholl huet, direkt nees mat erfuerenem, gutt ausgebiltem a qualifizéiertem Personal duerchstarten a méi schnell reagéieren, wéi eng eventuell auslännesch Konkurrenz. Derbäi kënnt, datt déi betraffe Leit, och wa se bedéngt duerch d'Kuerzaarbecht temporär 20% manner Loun kréien, dach awer mëttelfristeg eng Perspektiv hunn, fir hir Aarbecht kënnen ze halen.

De Fait, datt déi vun der Kuerzaarbecht betraffe Leit op 20% vun hirem Loun musse verzichten, gëtt awer oft vergiess. Déi Leit a Familljen, déi dovunner betraff sinn, mierken awer ganz schnell, wat dëst bedeit. Mä wat wären d'Alternativen zur Kuerzaarbecht? D'Leit an de Chômage fale loossen? D'Leit einfach entloossen? Dëst sinn an eisen Aen alles keng Alternativen, au contraire, si géifen d'Perspektive vun de Leit just verschlechteren.

Ouni d'Iwwerhuele vu sämtleche Käschte vum Fonds pour l'emploi am Joer 2009, wär d'Kuerzaarbecht an dëser Zäit fir eis Betriber ze deier a si géifen et net ouni staatlech Hëllef packen. Esou awer, wéi mir et mat deem virleienden Text handhaben, ass d'Mesure vun dem Chômage partiel een exzellente Flexibilitéitspuffer, fir konjunkturell Schwankungen auszegläichen an d'Leit op hirer Aarbechtsplaz ze loossen.

Dës zäitlech begrenzte Mesure wäert de Fonds pour l'emploi laut dem Aarbechtsminister senger rezenter Ausso mat ronn 36 Milliounen Euro am Joer 2009 belaaschten, also mat ronn dräi Milliounen Euro de Mount. Et gesäit een an deem Kontext, datt déi Remarquen, déi d'DP-Fraktioun am Dezember zum Budget gemaach huet, richteg waren an datt et besser gewiescht wier, wann d'Regierung sech bereet erkläert hätt, am Mäerz ee Budget rectifié virzeleeën, anstatt deen initiale Budgetsprojet ohne Wenn und Aber duerchzebaatschen.

Här President, de Gros vun der Bevölkerung spiert bis elo nach kaum direkt eppes vun der Kris, an awer hu vill Leit ee ganz ongutt Gefill a si méi virsiichteg an hiren Dépensë ginn. Déi Leit awer, déi zum Beispill op der Goodyear oder bei DuPont schaffen a vun der Kuerzaarbecht direkt betraff sinn, spieren, wat et heescht, datt eis Ekonomie an der Kris ass. Akommesverloschter vu 500 Euro de Mount stécht een net einfach esou ewech. Et deet wéi, wann dës Suen um Enn vum Mount feelen. Dës Leit hunn Angscht virun der Précaritéit.

Vill vun deene betraffene Leit sinn de Moment a kenger beneidenswäerter Situatioun. Besonnesch déi, déi eréischt an deene leschte Joren an een Eegenheem investéiert hunn, an dat mat wéineg Eegekapital meeschtens enk gerechent, wat d'Mensualitéiten ubelaangt. Hei kënnen och falend Zënstauxen net an alle Situatiounen zu enger Entlaaschtung féieren.

D'Situatioun op der Goodyear trëfft den Norden a besonnesch den Nordstadraum. D'Goodyear ass hei de gréissten Arbeitgeber, an de Gros vun de Leit, déi an engem Salariatsverhältnis sinn, hunn hir Schaff an dësem Raum op der Goodyear. Alles, wat ech elo iwwert d'Goodyear gesot hunn, trëfft natierlech och op déi méi wéi 50 Betriber mat wäit iwwer 4.000 concernéierte Salariéen zou, déi de Moment ongewollt gezwonge sinn, op d'Instrument vun der Kuerzaarbecht zréckzegräifen.

Här President, d'Politik, a besonnesch d'Politik zu Lëtzebuerg kann net alles maachen, fir d'Effete vun der weltwäiter Kris ofzefiederen, awer alles, wat d'Politik ka maachen, muss an d'Weeër geleet ginn. Déi proposéiert Mesuren droen den Interesse vun de Salariéen, awer och den Interesse vun de Betriber an dëser schwiereger Zäit Rechnung. Aus deem Grond wëll ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Text ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Fir d'LSAP-Fraktioun schwätzt den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och ech begréissen de schréftlechen an de méndleche Rapport vum Rapporteur. Hien huet dat Essenziellt zu deem, wat mer haut ofstëmmen, gesot. Mä ech wëll méi genee, am Numm och vu menger Partei, d'Rapiditéit begréissen, mat där d'Regierung hei op Problemer reagéiert, fir brutal Konsequenzen, souwuel fir déi Beschäftegt wéi och fir d'Betriber, op e Minimum ze reduzéieren. Et handelt sech hei ganz kloer ëm eng Antikrisemoossnam mat der Zilrichtung, d'Beschäftegung ze erhalen an domat och d'Akommes.

Et ass scho gesot ginn, et hënnert keen d'Sozialpartner drun, fir an Accorden op 100% eropzefueren, do wou dat méiglech ass, wat och an der Vergaangenheet a mat Sécherheet och elo wäert geschéien. Déi Antikrisemoossnam do, well et eng ass, limitéiert sech jo och, dem Projet de loi no, op e Joer. Mä et muss ee kucken, wéi dat sech weider entwéckelt. Ech ginn dervun aus, dass och politesch Flexibilitéit do ass, fir et doriwwer eraus wann noutwendeg ze verlängeren.

Et ass awer net nëmmen eng konjunkturbedéngt Moossnam, well jo och am Projet schlussendlech geschwat gëtt vu strukturelle Problemer. Do gëtt mat Recht drop higewisen, d'Gewiicht drop geluecht, dass statt Sozialpläng an Entloossungen d'Ausaarbechtung vun deene sougenannte Plans de maintien dans l'emploi, déi tëschent Sozialpartner an der Regel ausgehandelt ginn a vum Aarbechtsminister mussen homologéiert ginn, dozou féiert, dass déiselwecht Moossnamen, déi beim Konjunkturellen hei ugewannt ginn, och kënne beim Strukturellen ugewannt ginn.

An ech fannen, dass dat e ganz staarken och politesche Message ass, och fir d'Zukunft, well domat kloergemaach gëtt, dass et eng Alternativ zu Entloossungen a Sozialpläng gëtt, dass et also drëm geet, och an Zukunft Entloossungen ze verhënneren a Beschäftegung ze halen, andeem een eben e Plan de maintien dans l'emploi ausschafft.

Och dat, an dat soll een ënnersträichen, ass eng Fro vu sozialer Responsabilitéit vun de Betriber. Et ass mat Sécherheet och de schwierege Wee, mä et ass e sozial responsabele Wee, dee verbonne gëtt mam Respekt vum Patron a vum Betrib vis-à-vis vu senge Mataarbechter an hire Familljen. An ech géif mer wënschen an hoffen, dass et zur Selbstverständlechkeet gëtt, dass op Entloossunge verzicht gëtt an iwwert de Wee vum Maintien dans l'emploi gefuer gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wëll awer hei och net verheemlechen, dass an de leschten Deeg eng Rei Patronen hiren Onmutt zum Ausdrock bruecht hunn doriwwer, dass d'Sozialbäiträg net mat deenen aacht respektiv 16 Stonnen iwwerholl ginn. Et gëtt der, déi et esou verstanen haten. Ech hu verstanen, dass dat, wat haut virläit, enger Vereinbarung entsprécht, déi d'Ministeren zesumme mat deenen am Moment betraffene Betriber esou ausgehandelt hunn. Mä de Minister kann dozou vläicht e Wuert soen.

Ech wéilt och hei d'Geleeënheet benotzen, fir nach eng Kéier op d'Thema Kris a Konjunkturplang oder -programm hinzeweisen. Lëtzebuerg huet jo bis elo kee regelrechte Konjunkturprogramm entwéckelt, wéi dat a villen aneren europäesche Länner de Fall war, fir eben d'Relance ze ënnerstëtze respektiv fir d'Konsequenze vun där momentaner Wirtschaftskris ofzeschwächen.

Mir hunn awer, an dat soll een ënnersträichen, hei am Land, an dat hu mer jo besonnesch an de Budgetsdebatten héieren, dat hu mer awer och de Mëtteg héieren, dass an der Tripartitesitzung vun haut de Statsminister geschwat huet vun 200 Projeten, déi elo rapid solle virgezu ginn, fir d'Ekonomie a besonnesch d'Handwierk an de Commerce ze ënnerstëtzen. Da gesäit een, dass, niewent deenen Diskussiounen iwwer aner öffentlech Investitioune mat engem méi breeden Ausmooss, mer zwar bal eppes wéi e Konjunkturprogramm hunn, awer nach ëmmer keen eigentlechen, an et wäert, deemno wéi déi Kris sech an deenen nächste Méint entwéckelt, och noutwendeg ginn, am Kader vum Méiglechen an engem klenge Land déi Diskussioun ze féieren.

Hätte mer dee Konjunkturprogramm, da wier dat hei Gesetz, wat mer haut ofstëmmen, mat Sécherheet e wichtege Bestanddeel vun esou engem Programm. Mä duerfir si mer awer frou, dass et zu deem Gesetz kënnt, wat dat soll ofschwächen, wat haut de Mëtteg zu deem Projet de loi hei gesot ginn ass.

An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer begréissen, wéi schnell hei reagéiert ginn ass mat enger flexibeler Antikrisemoossnam, an et muss een nach eng Kéier betounen, dass se gutt ass fir déi Beschäftegt, mä och gutt ass fir d'Betriber. Ech sinn do d'accord mat mengem Virriedner, mam Kolleeg Etgen. Ech soen datselwecht: Esou eng Moossnam hëlleft de Betriber, hëlleft de Leit a féiert derzou, dass och héich an aner qualifizéiert Personal an de Betriber bleift, a wann et dann zu enger Relance kënnt - wat mer alleguer hoffen, dass et geschwënn de Fall ass -, dass déi Betriber capabel sinn, erëm voll duerchzestarten an hir normal Vitesse de croisière ze kréien.

An deem Sënn nach eng Kéier begréisse mer dat an d'sozialistesch Partei stëmmt dat Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Castegnaro Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Merci, Här President. Ech denken, allem, wat meng Kolleege Virriedner gesot hunn, wëlle mer eis uschléissen a mir wëlle virun allem ënnersträichen, datt et hei séier gaangen ass an datt mir och dëst esou wollten hunn. Dofir hu mer eis a kuerzen Ofstänn och a Kommissiounen zesummefonnt, fir dat hei kënnen haut ofzestëmmen.

Déi gréng Fraktioun wäert selbstverständlech dëse Projet de loi och stëmmen, an der Hoffnung, datt mer dëse Projet de loi net laang wäerte brauchen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Dann hunn ech elo nach als Riedner agedroen den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech mengen, och meng Sensibilitéit kann nëmmen dësem Projet zoustëmmen. Och wa mer, wéi schonn esou oft wat d'Beschäftegungsmesurë betrëfft, hannert dem Won lafen. Mir hätte laang kënne preventiv wierken, fir esou Problemer virauszegesinn.

Mir kennen d'Konjunktur. D'Konjunktur gëtt eis ëmmer erëm virun Ae gefouert, an duerfir war et elo wichteg, ganz schnell ze handelen, an ech mengen, et war och ganz wichteg, dass d'ganz Kommissioun intensiv sech domat beschäftegt huet an och intensiv hannert deem Projet do steet. Nëmmen esou komme mer virun. Et geet fir d'Aarbechtsplazen ze erhalen, dat ass e wichtegen Objektiv. Ech géif mengen, dass mer zum Deel mat dësem Projet kënnen derzou bäidroen, dass dat och esou geschitt.

M. le Président.- Ech soen dann och dem Här Jaerling Merci an elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Enn Dezember haten de Wirtschaftsminister an den Aarbechtsminister eng Partie Betriber bei sech sëtzen, virun allem aus der Zouliwwererindustrie vun der Automobilindustrie, déi gesot hunn, dass et 2009 ganz schwiereg géif fir si ginn, well wahrscheinlech keng Reprise 2009 ass, an ob mer net kéinte kucken, se méi staark ze ënnerstëtzen, fir dass si och kéinten hiert soziaalt Engagement, keng Leit ze entloossen, wouerhuelen.

Doropshin hu mer ganz séier e Gesetz ausgeschafft, an ech wëll dofir hei d'Geleeënheet benotzen, Ärer Chamber, virun allem Ärer Kommissioun grad wéi dem Statsrot och Merci ze soen, well Dir hutt alleguer versicht, séier Datumen ze fannen, déi net geplangt waren, fir dat Gesetz ze maachen.

Et ass extrem wichteg, notamment fir déi dote Betriber, dass se wëssen, 2009 - an dat Gesetz spillt jo da vum 1. Januar 2009 un - kréie mer Hëllefen a mir brauchen net ze entloossen. Well ech héiere jo dann ëmmer, grad wéi Dir och, um Radio: Hiobsbotschaft Kuerzaarbecht! Nun, wann e Betrib mir seet, ech muss Kuerzaarbecht maachen, dat ass keng gutt Noriicht fir den Aarbechtsminister, och keng gutt Noriicht fir d'Leit, déi do schaffen. Et ass allerdéngs keng Hiobsbotschaft.

Hiobsbotschaften huet den Aarbechtsminister awer all Dag. Dat sinn déi Betriber, déi Sozialpläng annoncéieren, an dat sinn déi vill Betriber, déi eenzel Leit entloossen. Hiobsbotschaft ass, wann d'Aarbechtsamt, wéi et dat gëschter nach gemaach huet, mer matdeelt, dass am Mount Dezember 2008 375 Leit méi Chômage kréien. Dat sinn 375 Leit, déi hate virdrun eng Schaff, déi hu se verluer. Déi sinn net aus puer Betriber komm, duerfir gëtt net vill iwwert déi geschwat. Mä dat sinn der awer 375, dat mécht ganz vill aus.

Dofir ass et esou wichteg, dass mer versichen, de Betriber ze hëllefen, awer och se ze incitéiere fir net Leit ze entloossen. Dat ass virun allem am Industrieberäich extrem wichteg. Well wann eng Industrie bis fort ass, da kënnt se net méi erëm. Dat muss een ëmmer wëssen. Wann hei géif ofgebaut ginn an der Industrie, duerno geet et erëm besser, wann et erëm unzitt, dann ass déi Industrie definitiv fort. Dofir ass et esou wichteg, wa mer och wëllen en industrialiséiert Land bleiwen, dass mer deene Betriber hëllefen.

Ech mengen zum Inhalt huet de Marc Spautz als Rapporteur alles gesot. Ech hunn eng Fro gestallt kritt vum Här John Castegnaro, op déi ech äntwerte wollt. D'Gesetz huet nach ni virgesinn, dass d'Sozialbäiträg géife vum Stat iwwerholl ginn. Mir hate gesot, dass mer dat géife studéieren. De Punkt war, dass mer wollten e Gesetz séier maachen. Mat de Sozialbäiträg gëtt et e Problem, nämlech: Mëttlerweil hu mer den Eenheetsstatut a mëttlerweil hu mer do eng Mutuelle, wou d'Betriber cotiséieren. Dat heescht, elo einfach ze soen, de Stat géif d'Sozialbäiträg iwwerhuelen, dat geet schlecht. Mir sinn amgaang, déi Fro ze studéieren.

Iwwregens ass an der Tripartite déi Fro net opgeworf ginn de Moien, also si se net vu Patronatssäit massiv domadder komm. Mir hunn eis awer am Haus zesummegesat fir ze kucken, wann dat elo an deenen nächsten Tripartiten en Objet wär, dass mer selbstverständlech versichen dat ze maachen. Mä eise Souci war, en onkomplizéiert Gesetz elo séier ze maachen. Ech mengen, mir wäerten nach mat der Regierung mat engem Antikrisepak kommen an do muss ee kucken, wat een dann nach kann hei oder do maachen. Dat ass déi eng Fro.

Déi zweet Fro, déi esou ënnerschwelleg war, dat ass mat de Beschäftegungspläng, Plans de maintien dans l'emploi, op Lëtzebuergesch Beschäftegungspläng; dat ass natierlech och fir eis elo eng Méiglechkeet, fir déi méi attraktiv ze maachen. Fir ze soen, okay, wann s de muss restrukturéieren, da maach et, mä maach et am Kader vun engem Beschäftegungsplang an net am Kader vun engem Sozialplang. Dofir wollte mer och hei eng Incitatioun setzen, well nach eng Kéier: All Betrib, deen elo géif e Sozialplang maachen - an et sinn der leider e puer, manner wéi am Ausland, mä et sinn der leider e puer -, dat sinn Hiobsbotschafte fir eis all an déi solle mer verhënneren. Dofir sinn ech frou, dass dat heite Gesetz esou eng grouss Zoustëmmung fënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Aarbechtsminister François Biltgen Merci a mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5973.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5973 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5886 iwwert d'Aféierung vum Congé linguistique. Et si schonn ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Castegnaro, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz.

4. 5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique

2. modification du Code du travail

3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den elo virleiende Projet de loi iwwert d'Aféierung vun engem Sproochecongé gouf vum Aarbechts- a Beschäftegungsminister den 29. Mee 2008 an der Chamber déposéiert. Ier ech elo méi an den Detail ginn, wëll ech op dëser Plaz all deene Merci soen, déi derzou bäigedroen hunn, dass dëse Projet elo Realitéit ka ginn: de Mataarbechter vum Ministère an der Chamber a virun allem de Kolleeginnen an de Kolleegen an der Kommissioun, déi Hiert dozou bäigedroen hunn, well mer hunn oft laang a kontrovers iwwert de Projet diskutéiert.

Bei der éischter Virstellung vum Gesetzesprojet an der Kommissioun duerch de Minister, den 23. September 2008, gouf ech zum Rapporteur bestëmmt. D'Kommissioun ass insgesamt véiermol zesummekomm an huet och nom éischten Avis vum Statsrot eng Rei vun Amendementer proposéiert. De Rapport, wéi en elo virläit, ass an der Sitzung vum 13. Januar 2009 ugeholl ginn. Nieft den Avisë vum Statsrot huet d'Kommissioun sech awer och mat deene vun de Beruffschamberen auserneegesat, an zwar mat zwee vun der Salariatssäit, déi jo an Tëschenzäit zu enger Salariatschamber zesummegewuess sinn, a mat engem vun der Chambre de Commerce.

D'Aféiere vun engem Sproochecongé an eis Lëtzebuerger Aarbechtsgesetzgebung soll et de Salariéen an och den Indépendanten erlaben, Lëtzebuergesch ze léieren oder ze perfektionéieren. Dëst virun allem an der Optik vun enger besserer Integratioun an der Lëtzebuerger Gesellschaft, an dëst iwwert de Wee vum Aarbechtsmaart. An esou reit sech deen elo virleiende Projet de loi an d'Linn vun der Regierung an, déi engersäits verstäerkte Wäert op eng konsequent Offer am Beräich vun der beruffflecher Weiderbildung leet a sech anerersäits fir eng gutt verstanen Integratiounspolitik asetzt.

Et ass net ze leegnen, dass eng Integratioun sech och iwwert de sproochleche Wee mécht. A grad d'Léiere vum Lëtzebuergeschen ass dann och en Haaptsouci vum Gesetzesprojet, deen ech Iech hei a sengen Haaptlinnen elo wëll virstellen.

Elo gëtt et allerdéngs Konditiounen, fir och vun dësem Congé kënnen ze profitéieren. Fir déi Persoun, déi an engem Betrib ugestallt ass, gëllt et, dass hir Aarbechtsplaz sech am Lëtzebuerger Land befënnt, dass si an hirem Betrib en Aarbechtskontrakt huet an dass se op d'mannst scho sechs Méint an deem Betrib schafft.

Wat elo den Indépendant ugeet, esou muss dësen eng Aktivitéit um Lëtzebuerger Territoire ausüben an dëst och op d'mannst zënter sechs Méint. Fir déi zwee gëllt, dëse Congé gëtt op Demande vum Interesséierte vum Aarbechtsminister accordéiert.

Här President, de Salarié, dee vun dësem Sproochecongé profitéiere wëllt, muss awer wéi scho gesot seng Demande un den Aarbechtsminister riichten, an dës Demande muss vu sengem Patron aviséiert sinn. Dat ass eng Obligatioun a keng Recommandatioun. Ee Grond, fir dës Congésdemande negativ ze aviséieren, ass dee vun enger interner Organisatioun am Betrib. An deem Fall gëtt de Congé da reportéiert.

De Sproochecongé gëtt an zwou Tranchë vu minimum 80 a maximum 120 Stonne gedeelt. E kann op kee Fall méi wéi 200 Stonnen ausmaachen. Eleng eng Formatioun, déi mat engem Diplom oder engem Certificat sanktionéiert gouf, gëtt Urecht op den zweeten Deel vum Sproochecongé. Fraktionéiere kann een de Congé, wann d'Mindestdauer pro Dag zumindest eng hallef Stonn duerstellt. Och kann de Congé bei deene Leit, déi am Temps partiel schaffen oder Deelzäit-Indépendant sinn, proportional berechent ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eent muss awer kloergestallt ginn. Dëse Sproochecongé kann net op den normale Congé ugerechent ginn, mä mir schafe mam Votum vun dësem Projet de loi en neie Congé, deen deenen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, eng Méiglechkeet gëtt, an hirer Aarbechtszäit eis Sprooch ze léiere respektiv ze verdéiwen. Och fir déi Selbstständeg hu mir eng Méiglechkeet fonnt, fir vun dëser Offer ze profitéieren, ouni dofir mussen op hire gesamte Verdéngscht ze verzichten. Et ass jo dann esou, dass dëse Congé gläichzesetzen ass mat effektiv geschaffter Zäit, mat all deene Rechter, déi dodrun hänken, wat d'Sécurité sociale an d'Aarbechtsrecht ubelaangt.

Et ass awer och esou, dass, wat d'Salairen ugeet, dëse Congé vum Montant hier op véiermol de Mindestloun begrenzt ass. De Patron bezilt de Salarié a kritt dee geschëllte Montant vum Stat zréck, majoréiert mat de Cotisations patronales. Analog zu dësem System fonctionnéiert dann och d'Indemnisatioun vun den Indépendanten. Hei gëtt de Revenuausfall berechent op deem, wat am leschten Exercice fir d'Pensioun deklaréiert gouf. Och hei spillt d'Uewergrenz vu véiermol de Mindestloun an och hei dréit de Stat de Montant vun der Part patronale vun de Cotisations sociales.

Et bleift nëmmen nach ze soen, dass all Montanten, déi opgrond vu falschen Deklaratiounen ausbezuelt goufen, mussen zréckbezuelt ginn, selbstverständlech och mat Zënse mam Taux légal vum Dag.

Wat elo d'Säit vum Offreur vun de lëtzebuergesche Sproochecoursen ugeet, esou sinn dat Institutiounen, déi vum Statut vun enger öffentlecher oder privater Schoul sinn an déi vum Stat unerkannt sinn. Et sinn d'Beruffschamberen, d'Gemengen oder och Associatiounen a Privatleit, déi en Agrément vum zoustännege Ministère kritt hunn. Exklusiv dës Institutiounen oder Leit kënnen Diplomer oder Certificaten ausstellen, déi en Urecht op e Sproochecongé ginn.

Här President, ech wëll awer elo nach kuerz op déi eenzel Avisen agoen. Vun deenen deemools nach zwou Salariatschambere gouf begréisst, dass keng Residenzklausel spillt, fir vun dësem Congé ze profitéieren. Kritiséiert gouf awer, dass de Lieu de travail sech zu Lëtzebuerg muss befannen, an et gouf bedauert, dass hei net einfach nëmmen d'Affiliatioun an der Lëtzebuerger Sécurité sociale zréckbehale ginn ass.

Den Avis vun der Chambre de Commerce dréckt dann hir Oflehnung zu dësem Projet aus. An hirer Optik geet deen ze wäit. Hir Meenung ass, dass dat iwwert den Accord vun de Sozialpartner, iwwert d'Weiderbildungsgesetz, och am allgemenge Weiderbildungsgesetz hätt kënne geregelt ginn.

Eis gréng Kolleegen hu kritiséiert wat d'Durée vun 200 Stonnen ugeet an haten en Amendement eraginn, fir op 400 Stonnen an d'Luucht ze goen.

De Statsrot gëtt a sengen allgemengen Iwwerleeungen ze bedenken, dass d'Regierung bei dem Ausschaffe vun de Reglementer soll dorop uechten, dass dës Dispositiounen am Aklang sti mat deene vun der Gesetzgebung iwwert d'Integratioun an d'Immigratioun. Des Weidere war et dem Statsrot en Uleies, mat der Aféierung vum Sproochecongé keng Diskriminatioun tëschent de Salariéen an den Indépendanten opkommen ze loossen, well am initiale Projet sollte just d'Salariéë kënnen dervu profitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem elo virleiende Projet de loi gëtt d'Méiglechkeet geschaf, fir dass, nieft all deenen Efforten, déi mat dem Immigratiouns- an och dem Integratiounsgesetz gemaach ginn, e weidere Bausteen entsteet. Déi meeschte Leit, déi op eisem Aarbechtsmaart schaffen, schwätze keen oder nëmme schlecht Lëtzebuergesch. Mat der Aféierung vum Sproochecongé gi mir hinnen an och deene Selbstständegen d'Méiglechkeet, dat ze änneren. Et ass just ze hoffen, dass déi Offer och genotzt gëtt.

Virun allem am Santésberäich wësse vill Leit, net nëmmen déi eeler, wéi dat oft duergestallt gëtt, mä och déi manner al, wann ee bis wéi huet, dass et dann oft schwiereg ass, sech an enger hinnen net geleefeger Sprooch auszedrécken, fir do ze erklären, wou een dann elo de Wéi huet. Dat gëllt och am Commerce, wou een heiansdo och Schwieregkeeten huet bei deem engen oder anere Produit, obwuel e geleefeg ass op Lëtzebuergesch, deen dann am Fransëischen oder soss enger auslännescher Sprooch ze fannen.

Dofir ass et awer elo wichteg, dass net nëmmen d'Gesetz gestëmmt gëtt, mä dass mer och déi Ëmsetzungsreglementer esou schnell wéi méiglech kréien, fir dass och d'Integratioun iwwert de Wee vun der Sprooch hei zu Lëtzebuerg eng geliefte Realitéit gëtt.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn och d'Zoustëmmung hei vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marc Spautz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virewech gëllt eisen éierleche Merci dem Rapporteur Marc Spautz fir säi prezisen an explizite schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi kaum een anert Land ass Lëtzebuerg op een harmonescht Mateneen tëschent Lëtzebuerger an Auslänner ugewisen. Nom Asylgesetz, dem Immigratiounsgesetz an dem Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit soll d'Aféiere vun engem Congé linguistique ee weidere Schrëtt zu enger besserer Integratioun duerstellen.

Grad um Aarbechtsmaart, wou d'Lëtzebuerger de facto an der Minoritéit sinn, ass kaum ee Land esou op en harmonescht Mateneen tëschent deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, an deenen, déi et net schwätzen, ugewisen. Esou wéi d'Fonction publique bal exklusiv vu Lëtzebuerger besat ass, gëtt et am Privatsecteur Deelberäicher, déi exklusiv vun Auslänner besat sinn. Hei gëtt alles, mä just kee Lëtzebuergesch geschwat.

D'Sprooch vun deem Land léieren, wou ee seng Aarbecht huet, ass déi beschten Integratioun op der Aarbechtsplaz. D'Sprooch ass den Ausdrock vum Gemeinschaftsgefill a vum Gemeinschaftsbewosstsinn. Mä wa mir den Auslänner keng Geleeënheet ginn, fir eis Sprooch ze léieren, da kënne se et net schwätzen, a wa se et net kënne schwätzen, da kënne se et och net léieren.

Fir dësem Däiwelskrees een Enn ze setzen, geet et zënter Joren net méi duer fir just déi traditionell Coursen unzebidden, wou eemol d'Woch vu September bis Juli an Zesummenaarbecht mam Service Erwuessenebildung vun der Éducation nationale Coursen ugebuede ginn. Och déi speziell Coursen, déi zum Beispill am Kader vum „Projet MOIEN!" an Zesummenaarbecht mam Aarbechtsministère an dem Fonds social européen organiséiert goufen, Coursen, déi speziell op den Aarbechtsmaart ofgeziilt hunn, wou et e bësse méi séier goung a wou e puermol d'Woch Coursen ofgehale goufen, haten nëmmen ee bedéngte Succès.

De Lëtzebuerger Aarbechtsmaart zeechent sech duerch seng ausgesprachen Diversitéit aus. Bildung a Weiderbildung an all hire Facettë sinn den A an den O vun enger erfollegsgekréinter berufflecher Carrière. Mat der Finalitéit, déi Buschtawen tëschent dem A an dem O an déi hannendrun och op Lëtzebuergesch ze léieren, kann ee folglech nëmmen d'accord sinn.

Mir mussen duerfir progressiv d'Beruffsausbildung duerch Weiderbildungsprogrammer stäerken. D'Aféiere vun engem Congé linguistique soll d'Integratioun vun den Auslänner an eiser Gesellschaft erliichteren. De Congé linguistique soll awer och méi Flexibilitéit um Aarbechtsmaart garantéieren. Tatsaach ass, mir hunn nëmmen e klenge wirtschaftleche Raum, dee wäit no baussen op ass, wou an der Tëschenzäit iwwer 40% vun de schaffende Leit Frontaliere sinn. Mir liewen an enger spezialiséierter Welt; eng Schaff ass net gläich eng Schaff. Fir all Plaz ginn aner Qualifikatiounen a Kompetenze verlaangt. Et ginn och sozial Kompetenze verlaangt. Et muss een och mobil am Kapp sinn, besonnesch wat d'Sproochekompetenzen ubelaangt. Et gëllt eng gewësse Flexibilitéit tëschent allen Acteure sécherzestellen, awer och den Attachement zur Lëtzebuerger Kultur an zur Lëtzebuerger Sprooch oprechtzeerhalen.

Dëst Gesetz ass folglech een zousätzleche Volet zum individuelle Congé de formation. D'Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun engem Congé ze léieren, ass vun éischter Wichtegkeet. Déi permanent Sproochеformatioun gëtt d'Mëttele fir d'Kommunikatiounscapacitéit ze kréien, déi dach esou wichteg ass fir d'Interessevertriedung, déi mat der Aarbecht u sech a mat engem Aktivitéitssecteur ze dinn huet. Et geet also och ëm eng demokratesch Kultur vun der Participatioun.

An och d'Patronen hu bei dësem Gesetz näischt ze verléieren. All Patron misst dach frou sinn, wa seng Leit Lëtzebuergesch schwätzen. Et ass evident, datt dat vun Job zu Job ganz verschidden ass. Am Commerce zum Beispill ass et extrem wichteg, um Bau dergéint ass et manner wichteg.

Wann een de Projet genee ënnert d'Lupp hëlt, muss ee sech awer eng ganz Rei Froen iwwert d'Praticabilitéit vun dësem Gesetz stellen. Et ginn nämlech keng Rastere gemaach. Et gëtt keen Niveau definéiert. De Congé ass op fir jiddwereen. Déi 200 Stonne goufen arbiträr fixéiert. Et gëtt keng Ausso iwwert de Contenu vun der Formatioun. Soll een technescht Lëtzebuergesch fir d'Aarbecht geléiert ginn, oder geet et ëm déi dagdeeglech Ëmgangsformen? Wéi ass et mam Niveau vun de Formateuren? An esou weider an esou fort.

Eng ganz Rei Cas de figure, déi antriede kënnen, sinn net preziséiert. Wat geschitt, wann de Kandidat iwwert dem Cours de Patron wiesselt? Et si keng Délaien agebaut, weder bei der Demande beim Minister nach fir den Accord vum Patron. Wéi ass et mam Report vum Congé?

Niewent dësen Detailer hunn ech allerdéngs ee ganz grousse Problem domadder, datt d'Regierung op där enger Säit iwwerdriwwen héich Niveaue fir d'Sproochekenntnisser am Nationalitéitegesetz festleet an op där anerer Säit net sécherstellt, datt een an 200 Stonnen dësen Niveau erreecht. Wéi ee Message gëtt d'Regierung eisen auslännesche Matbierger domadder? Datt mer eng oppe Gesellschaft sinn? Datt mer eisen auslännesche Matbierger d'Hand reechen? Datt mer se derbäi ënnerstëtze wëllen, Lëtzebuerger ze ginn? Neen! Dee Message, deen d'Regierung hei gëtt, ass: Et ass eis egal, débrouilléiert Iech! Kuckt, datt Der eens gitt!

(Interruptions)

Här President, dëst ass awer keng Politik, déi am Interessi vun eiser Lëtzebuerger Sprooch ass. Dëst ass keng Politik, déi am Interessi vun eisen auslännesche Matbierger ass. Aner Länner wéi Däitschland hu vill méi Stonnen als Congé linguistique fir ee méi niddregen Niveau virgesinn, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass. Wann d'Regierung sech dann hätt wëlle konsequent bleiwen doranner, datt se eis Nationalitéit net wëllt bradéieren, dann hätt se och däitlech méi Stonne solle virgesinn am Congé linguistique, wéi dat de Moment de Fall ass.

Aus Grënn vun Transparenz a vu juristescher Sécherheet wier et duerfir besser gewiescht, et hätt een am Kader vun dësem Projet net dervu geschwat, datt dëse Projet de Wee géif opmaache fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen.

Här President, d'DP plädéiert fir eng méi differenzéiert Approche, wat de Congé linguistique ubelaangt. Am virleiende Projet gi mer mat der Géisskan hin a ginn all Mënsch d'Recht op maximal 200 Stonne Congé linguistique. Ob et sech elo ëm een EU-Beamten aus dem Iwwersetzerbüro handelt oder eng Persoun ouni schouleschen Ofschloss. Bei där enger Persoun sinn 200 Stonne vill ze vill, bei där anerer Persoun vill ze wéineg.

D'DP hätt sech gewënscht, datt een eng Regelung fonnt hätt, déi de Besoinë vun all Eenzelnem och op eng individualiséiert Léisung hätt kënnen entgéintkommen. Domadder hätt een de Kandidate selwer méi e groussen Déngscht erwisen a virun allem d'Gefor vun Abusë verhënnert.

Eng aner Sprooch wéi seng eegen ze léieren, ass a bleift virun allem ee perséinleche Choix an ass duerfir och ee perséinlechen Investissement. Am Kader vun dësen Diskussioune muss een och drop hiweisen, datt et méi wichteg wier, datt déi Leit, déi am Chômage sinn an als Demandeurs d'emploi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ageschriwwe sinn, obligatoresch enger Lëtzebuerger Formatioun missten nogoen. Oft läit et nämlech un hire feelende Sproochkenntnisser, datt si net vermëttelt kënne ginn.

D'DP ass an der Vergaangenheet net midd ginn dorobber hinzeweisen, datt d'ADEM misst reforméiert ginn a méi e staarke Rôle bei der Aus- a Weiderbildung soll spillen. An de Krisenzäiten, déi eis nach bevirstinn, ass dëst vu gréisster Wichtegkeet.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass mat der Zilsetzung vun dësem Gesetz d'accord, an duerfir wëll ech am Numm vun der DP-Fraktioun eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Opgrond vu villen oppene Froen, déi haut awer nach keng Äntwert kréie respektiv kënne kréien, wär et ubruecht, no e puer Joer eng Evaluatioun ze maachen, déi - esou wéi d'Beruffskammer vun de Privatbeamten et virgeschloen huet - obligatoresch mat der Evaluatioun iwwert de Congé de formation kéint gemaach ginn.

Här President, erlaabt mer an dësem Sënn eng Motioun eranzebréngen, fir dës Evaluatioun ze froen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi relatif à l'introduction d'un congé linguistique;

- constatant que le projet sous rubrique ne prévoit pas d'évaluation de cette mesure;

- considérant la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation qui prévoit dans son article 5 qu'un rapport d'évaluation sur la loi en question sera adressé au Gouvernement et à la Chambre des Députés;

invite le Gouvernement à

- faire dresser un rapport d'évaluation sur le projet en question endéans les cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi;

- analyser les effets du congé linguistique sur l'intégration de ressortissants étrangers dans la société luxembourgeoise par le biais du marché de l'emploi;

- analyser les niveaux linguistiques atteints après accomplissement d'un maximum de 200 heures de cours linguistiques;

- analyser si les candidats ayant suivi les cours prévus dans le cadre du congé linguistique ont atteint les connaissances linguistiques requises par la loi sur la nationalité luxembourgeoise;

- analyser les répercussions sur les relations patrons - salariés;

- analyser si l'introduction du congé linguistique a conduit à des abus.

(s.) Fernand Etgen, Eugène Berger, Charles Goerens, Alexandre Krieps, Carlo Wagner.

Esou eng Evaluatioun muss da kucken, ob de Congé linguistique de reelle Besoinë gerecht gëtt, wéi ee Sproochenniveau mir no 200 Stonne Formatioun erreechen, ob keng Abusë gemaach gi sinn, ob d'Stabilitéit vun der Relatioun Patrons - Salariés net a Fro gestallt ass an ob mir eng besser Integratioun iwwert den Aarbechtsmaart mam Congé linguistique erreechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här John Castegnaro agedroen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Merci un de Rapporteur, dee ganz ausféierlech war, wat den Inhalt vun dem Projet de loi ubelaangt.

Ech wëll just e puer Gedanken derbäifügen, ënner anerem deen, dass dëse Projet sech aschreift an den Ausbau vun der Formation professionnelle - och vun där reforméierter - an dass mat dem Projet hei d'Chancë vun den Netlëtzebuerger méi grouss ginn, an domat si och méi Méiglechkeete kréie fir sech um Aarbechtsmaart ze integréieren an hir Situatioun ze verbesseren. Dat verbessert och d'Chancen op d'Integratioun net nëmmen um Aarbechtsmaart, mä an eiser Gesellschaft. Dat geet sécherlech Hand an Hand. Jidderee weess, dass vill Spannunge kënnen doduerch entstoen, dass sproochlech Barrièrë bestinn, esou dass een hei kann Ofhëllef schafen an deemno och zur sozialer Kohesioun bäidroen.

Ech sinn och d'accord mat der Ausso vum Kolleeg Marc Spautz, deen dorop higewisen huet, dass et eng ganz Rei vu Secteuren hei am Land gëtt, wou et eng Mass vun Netlëtzebuerger gëtt, wou awer d'Clienten oder déi, déi betreit musse ginn, Lëtzebuerger sinn. An de Spideeler, an de Fleege- an Altersheimer an ähnleche Strukturen bedeit dat hei mat Sécherheet eng wesentlech Verbesserung, am Sënn fir mateneen eens ze ginn, an erlaabt eng besser Qualitéit a mat Sécherheet och méi en héije Respekt am Ëmgang vun deenen, déi schaffen, mat deenen, déi betreit musse ginn.

Mir wëssen, dass et an der Tëschenzäit jo och quasi Konditioune gëtt, dass Leit, déi en ASF maachen oder Ähnleches, forcéiert sinn, Lëtzebuergesch ze léieren. Et muss ee kucken, wéi dat hei sech an dat dote mat areit a wat fir eng Problemer dat ënner Ëmstänn ka provozéieren.

Et gëtt natierlech och kritiséiert vu Lëtzebuerger, déi soen: Wisou maache mir elo Sproochecoursë fir déi, déi net Lëtzebuergesch kënnen, an net Sproochecoursë fir d'Lëtzebuerger, fir eventuell Franséisch oder Englesch besser ze léieren, fir op hiren Aarbechtsplazen oder am Ëmgang méi eens ze ginn? Mä do bäisst d'Kaz sech an de Schwanz. Ech mengen, wann een déi eng wëllt Lëtzebuergesch léieren, da misst jo déi Barrière kënnen iwwerspronge ginn. Mä et gesäit een also, dass eng Rei vu Schwieregkeeten am Verständnis bestinn. Et wäert - an dat ass hei och vum Virriedner an och vum Marc Spautz gesot ginn - wahrscheinlech och eng Rei vu Schwieregkeeten an der praktescher Uwennung ginn. Duerfir ass et net onwichteg, wéi déi Règlements grand-ducaux ausgesinn, déi hei derbäi musse kommen.

Ech géif et vläicht esou formuléieren: E Gesetz wéi dat hei, mat där Envergure, déi et huet, sollt och als e Pilotprojet ugesinn an och esou behandelt ginn. Dat heescht, eng Evaluatioun drängt sech mat Sécherheet op, an et drängt sech dann och op, dass een dat offen diskutéiert a kuckt, wéi déi Zilsetzung erreecht gëtt oder erreecht ginn ass oder iwwerhaapt erreecht ka ginn a wéi Kleng- oder Grouss- oder Mëttelbetriber ënner Ëmstänn hei mat Problemer konfrontéiert ginn, déi si ënner Ëmstänn net oder schlecht gemeeschtert kréien. Duerfir muss ee méiglechst schnell kënnen e Bilan zéien an och bereet sinn, fir dann no deem Bilan sech eventuell opdrängend Changementer virzehuelen.

E lescht Wuert: Wann ech mech gutt erënneren, baséiert dee Projet de loi hei op engem Accord, deen tëschent de Sozialpartner virun e puer Joer getraff ginn ass, nom Subsidiaritéitsprinzip, esou wéi d'Europäesch Unioun dat jo och proposéiert. Also et ass hei tëschent deenen zwou nationale representative Gewerkschaften an der Union des entreprises en Accord getraff ginn, an dee Projet de loi ass op Basis vun deem Accord dann och ausgeschafft an opgebaut ginn.

Ech fannen dat och eng gutt Prozedur an eng flott Entwécklung, déi ee méi oft kéint erëmbegéinen, well domat eng Rei vun Ecken a Kante vu virera verschwannen.

No deene puer Bemierkunge wëll ech just ënnersträichen, dass d'LSAP natierlech dee Projet de loi hei wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Castegnaro Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dat hei ass dat lescht Gesetz an enger laanger Rëtsch vu Gesetzer, déi mir an dëser Legislaturperiod an der Chamber zum Vote bruecht hunn, déi sech mat der Fro vun der Integratioun vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg ofginn. Dat, wat mir haut hei aféieren, de Congé linguistique, ass eng laangjähreg Fuerderung vun deene Gréngen. Zënter no bäi 20 Joer taucht dat dote permanent bei gréngen Interventiounen op, a mir hunn dat oft falsch gemaach kritt: Ass et noutwendeg, fir dat do ze maachen, well et eng Belaaschtung kéint si fir d'Betriber?

Dat, wat mir haut maachen, ass de Bewäis, dass déi Argumenter, déi mir während bal 20 Joer entgéintgehal kritt hunn, net richteg waren. Et wär scho virun 20 Joer richteg gewiescht, dëst Gesetz ze maachen, dann hätte mir eis ganz villes kënnen erspuere vu

Problemer, déi et deelweis an de leschte Joren nach bis haut gëtt, an och vun Diskussiounen. Et ass wierklech bedauerlech a schued, dass mir esou spéit op deen dote Wee gaange sinn.

Dëst Gesetz ass awer net dofir do fir eng besser Integratioun um Aarbechtsmarché ze maachen. Dëst Gesetz huet net als Sënn an Zweck fir d'Employabilitéit vun de Leit ze verbesseren. Dëst Gesetz huet als Zweck, eng besser Integratioun iwwert den Aarbechtsmarché unzestriewen, dat heescht, dass och den Aarbechtsmarché, de Monde du travail, säi Bäitrag leescht zu enger besserer Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg.

An dat ass awer e Punkt, deen ee soll ënnersträichen. Et ass also keng aarbechtspolitesch Mesure, et ass eng integratiounspolitesch Mesure, zu där den Aarbechtsmarché säi Bäitrag soll leeschten. Et ass net esou, wéi wann déi Leit, ëm déi et geet, keng Integratiounsefforten um linguistesche Plang géife maachen. Déi allermeeschte Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn, beherrschen eng vun deenen dräi offizielle Sprooche vu Lëtzebuerg. Bei enger ganzer Partie ass dat d'Lëtzebuergescht. Bei villen aneren ass dat entweder d'Däitscht oder d'Franséischt, Sproochen, déi se vun doheem aus kënnen, wat oft oder bal ëmmer de Fall bei de Frontalieren ass. Oft awer ass et esou, dass dat Leit sinn, déi net aus dem noe Grenzgebitt kommen, an déi, wa se zu Lëtzebuerg sinn, effektiv en Effort d'integratioun linguistique leeschten, an där vun deenen dräi offizielle Sproochen, déi Lëtzebuerg huet, déi hinnen am nooste läit. Oft ass dat Franséisch, well dat déi Sprooch ass, déi d'Lëtzebuerger Verwaltung am Alldag gebraucht.

Et huet een als Auslänner, deen op Lëtzebuerg kënnt an dee keng vun deenen dräi Sprooche beherrscht, am meeschten dervunner, als Éischt dat Franséischt sech unzëeegnen, well een dovunner am Alldag am meeschten huet. Zum Beispill ass dat Gesetz, wat mir haut stëmmen, och op Franséisch. Et ass also keen anormale Virgang, an dat ass och en Effort d'intégration linguistique.

Mä mir wënschen eis awer, dass och déi Leit no Méiglechkeet et kënne fäerdegbréngen, och dat Lëtzebuergescht ze léieren, well dat och e wichtegt Element ass vun Integratioun am Lëtzebuerger Land.

Dëst Gesetz ass eiser Meenung no a Relatioun ze stellen och mam Nationalitéitegesetz, wat mer virun enger Zäitchen elo gestëmmt hunn a wat zënter dem 1. Januar en vigueur ass. Dat Nationalitéitegesetz verlaangt méi héich sproochlech Connaissancen, wéi dat nach ënnert deem ale Gesetz de Fall war. Connaissancen, déi och elo op enger méi objektiver Basis wäerte kënnen appréciéiert gi vun der Verwaltung. Mä leider gëtt dee Lien mat deem Gesetz net esou gemaach, wéi mir eis et gewënscht hätten, notamment an haaptsächlech bei der Stonnenzuel vu Coursë fir d'Lëtzebuergescht ze léieren.

Et ass sech an dësem Gesetz limitéiert ginn op 200 Stonne fir Lëtzebuergesch ze léieren, an nëmme fir Lëtzebuergesch ze léieren, well et ebe keng aarbechtspolitesch Mesure ass, mä eng integratiounspolitesch Mesure ass. Par conter ass awer duerchaus erlaabt, dass och Leit, déi scho Lëtzebuergesch schwätze kënnen, zum Beispill dat heite géife beanspruche fir Lëtzebuergesch schreiwen ze léieren, wat bei ville Lëtzebuerger haut nach en Defizit ass. Et ass also net nëmmen e Gesetz, wat sech un d'Auslänner riicht. Och Lëtzebuerger wäerte vun dësem Gesetz kënne Gebrauch maachen, fir beispillsweis hir schrëftlech Kompetenzen am Lëtzebuergeschen ze verbesseren.

Leider hu mir net genuch Stonnen eiser Meenung no. Mir haten an der Kommissioun och an deem Sënn Amendementer proposéiert, fir méi en héije Sockel vu Stonnen ze proposéieren. Mir hunn eis do inspiréiert un deene Beispiller vun eisen Nopeschlänner. Länner, déi iwwregens eng méi liicht integratiounspolitesch Situatioun hunn oder eng sproochlech méi liicht integratiounspolitesch Situatioun hunn, well an Däitschland oder Frankräich oder an der Belsch et nëmmen eng offiziell Sprooch gëtt, sou dass do also d'Auslänner sech an enger Immersion totale vum éischten Dag u mat där Sprooch ofginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng wesentlech méi komplex Sproochesituatioun, trotzdeem bidde mir manner Stonnen u wéi dat, wat an eisen Noopeschlänner vu Stonne proposéiert gëtt, fir déi national Sprooch vun deem Land ze léieren.

Mir hate proposéiert, zwou Saachen anescht ze maache wéi an dësem Gesetz, an zwar éischtens emol méi en héije Sockel vu 400 Stonnen. An ech bedaueren, dass den Här Etgen an där Kommissioun nëmmen ee Mol konnt seng Kolleegen ersetzen, well déi zweete Kéier ass den Här Etgen selwer ersat ginn duerch d'Madame Brasseur an och duerch den Här Bettel. An déi hunn deen Amendement, fir deen e sech elo grad staark gemaach huet - wat ech jo ausdrécklech begréissen -, awer net ënnerstëtzt.

Dat ass schued. D'DP huet net fir deen Amendement gestëmmt, fir méi Stonne virzegesinn. Ech hätt mir gewënscht, Dir hätt och déi zweet Sitzung, Här Etgen, kënnen Äre Kolleeg ersetze kommen, dann hätte mer wéinstens véier Stëmme fir deen Amendement gehat. Dat wär zwar net duergaangen, fir dass den Amendement duerchkënnt, mä mir hätten awer dann eng kloer Linn kënnen als Oppositiounsparteie presentéieren.

Ech wollt dat just rappeléieren, well Dir hutt lech elo hei zu Recht agesat fir déi méi héich Zuel vu Stonnen ze huelen, mä, wéi gesot, an der Kommissioun hutt Dir eis beim Vote leider net kënnen ënnerstëtzen. Mir hätten eis wéi gesot e Sockel vu 400 Stonne kënne virstellen, wat nach ëmmer manner ass wéi an den Nopeschlänner, déi nëmmen eng Sprooch hunn.

A mir hunn och proposéiert, dass iwwert dee Sockel eraus et misst méiglech sinn, datt déi Leit, déi méi Sproochecoursë brauchen, differenzéiert der och nach méi kéinte kréien. Dat ass zum Beispill d'Approche a Frankräich. En ze vill héije Sockel huet also kee Sënn, well och dee vu 400 läit nach ënnert deem vun den Nopeschlänner. Et mécht kee Sënn, esou en héije Sockel jidderengem ze ginn, well et gëtt Leit, déi dat net brauchen. Duerfir war eis Propos e Sockel vu 400 a méi en cas de besoin, après appréciation duerch déi Leit am Centre de langues, déi dat och kënnen appréciéieren. Dat wär e Modell gewiescht, dee wierklech ville Leit hätt kënnen hëllefen. Dat ass net zréckbehale ginn.

Mir hunn och gemengt, dass ee misst zumindest iwwert dës Coursë Connaissancë kënnen ubidden deene Leit, déi se froen, déi et erlaben, och de Sproochentest ebe vum Nationalitéitegesetz ze packen. Dat wär eng kohärent Politik gewiescht, wann een engersäits am Nationalitéitegesetz deen Niveau verlaangt, dann och op där anerer Säit deene Leit, déi schaffen, d'Chance ginn, iwwert de Wee vum Congé linguistique och deen doten Niveau vu Connaissancen ze erreechen, wat net fir jidder Eenzelnen déiselwecht Zuel vu Stonne bedeit hätt. Dat hätt, wéi a Frankräich, après appreciation fir jidder Eenzelne kënne festgeluecht ginn. Op dee Wee wollt d'Majoritéit net goen.

Mir bedaueren dat ausdrécklech, an duerfir wäerte mir dësem Gesetz och d'Zoustëmmung verweigeren, well dëst Gesetz wéi vill anerer an dëser Matière an de leschte fënnef Joer wuel elo déi Prinzipien akzeptéiert, déi Eenzelner heibanne während laange Jore falsch gemaach hunn, awer iwwert de Prinzip eraus an der konkreter Applikatioun dann awer nees eng Kéier hallefhäerzeg bleift, sou dass mer leider déi Diskussiounen zu Lëtzebuerg, déi aus enger Rei vu Grënn duerchaus begrënnt sinn, nach eng Rei Jore wäerte musse féieren, ier mer och do do ukommen, wou mir scho laang misste sinn, nämlech an engem Land wou d'Sprooch fir kee méi eng Barrière fir näischt duerstellt a wou d'Sprooch e Stéck Zement ass vun der Cohésion sociale.

Dat wäerte mer mat dësem Gesetz och an där Däitlechkeet net erreechen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dem Kolleeg Marc Spautz Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport fir dëst Gesetz iwwert de Sproochecongé, wat souwuel d'Salariéë wéi och d'Indépendantë betrëfft a wat obligatoresch déi Coursen an zwee opdeelt, vun engem Minimum 80 bis Maximum 120 Stonne pro Cours, ouni am Globalen iwwert déi 200 Stonnen erauszegoen.

Dëst Gesetz ass fir eis als ADR e ganz wichtegt Gesetz. Ech erënneren drun, datt mer als Partei virun engem Joer en Zéng-Punkte-Programm erausginn hu fir d'Lëtzebuerger Sprooch, an ee vun deenen zéng Punkte war de Sproochecongé.

Dir verstitt, datt mir duerfir frou sinn, datt dat haut hei realiséiert gëtt, well fir eis ass d'Lëtzebuerger Sprooch de wichtegste Punkt an der Integratiounspolitik, souwuel an der Gesellschaft wéi och um Aarbechtsmaart.

Mir hunn ëmmer gesot, datt mer an deene vergaangene Jorzéngten eis auslännesch Matbierger heihinner komme gelooss hunn, well mer se aus ekonomesche Grënn gebraucht hunn, datt mer zesumme Geld verdéngt hunn, mä an der Vergaangenheet ni eng wierklech Integratiounspolitik gemaach hunn an och net bereet waren, een Deel vum dem zesummen erwirtschafte Geld erëm ze réinvestéieren an eng Integratiounspolitik.

Mir hunn an deene leschten Deeg hei vill iwwert d'Schoul diskutéiert, a mäi Kolleeg Roby Mehlen huet och hei betount, wéi wichteg et fir eis ass, datt d'Lëtzebuerger Sprooch d'Ëmgangssprooch an de Schoulen ass, an en huet och betount, datt mir der Meenung sinn, datt d'Kanner, déi vun der Säit eraklammen an eis Primärschoulen, fir d'éischt misste fit gemaach gi fir an eis Schoul eranzekommen, dat heescht, datt se fir d'éischt missten eis Sprooch léieren, ier se an d'Schoul erakommen. Dat ass zu hirem Virdeel an et ass zum Virdeel vun deene Kanner, déi an de Schoule sinn.

Mir mussen also an déi Richtung schaffen, systematesch, well dee gréisste Problem, géif ech mengen, wann een dee géif sozialpolitesch kucken als Spannungsfeld, ass, datt d'Leit sech net verstinn. Wann d'Leit sech an engem Land verstinn a matenee kënne schwätzen, da si praktesch all Barrièrë fort. D'Nationalitéit ass dann zweetrangeg, well d'Leit matenee kënne schwätzen.

An duerfir gesi mir och dëse Projet an Hisiicht vun dem Nationalitéitegesetz, wat mir gestëmmt hunn, wou mir der Lëtzebuerger Sprooch als Konditioun eng wichteg Bedeitung ginn hu fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien.

Mir gehéieren net zu deenen, déi soen, den Niveau wär ze héich als Konditioun fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Mir hunn deen Niveau, esou wéi en am Nationalitéitegesetz steet, begréisst an ënnerstëzt, an hu gesot, et muss een de Leit awer och d'Méiglechkeet gi fir dann déi Sprooch kënnen ze léieren.

An dësem Gesetz maache mir elo eng éischt Etapp, e wichtege Schratt, mä mir limitéieren op 200 Stonnen. Och mir hätte léiwer gesinn, wa mir méi wäit gaange wäre mat deenen 200 Stonnen. Mir gesinn et also als eng éischt Etapp un, a wa mir no e puer Joer eng Analys doriwwer maachen, wéi dëst Gesetz zum Droe komm ass, da kann een ëmmer - an ech géif mengen, da wäre mir eis dann och eens, well et bewise wär - méi wäit goen.

Et verhënnert jo awer net, datt och nach Leit niewent dësen 200 Stonnen, déi se hei iwwert de Wee vum Gesetz kréien, och nach an aner Sproochecoursë ginn, déi elo schonn ugebuede ginn an déi och an Zukunft nach wäerten ugebuede ginn. Mä dat hei ass eng wesentlech Hëllef fir de Leit entgéintzekommen, fir do einfach eis Sprooch besser kennen ze léieren.

Et schéngt mer awer och wichteg ze sinn, net nëmmen an der Hisiicht vun der Integratioun, mä och wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, datt d'Leit do och erëm léieren, ënner sech Lëtzebuergesch ze schwätzen. An et schéngt mer virun allem och am Commerce wichteg ze sinn, datt mer erëm méi Leit do beschäftegt kréien, déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen.

Et héiert ee ganz dacks, mengen ech, hei am Land vu Leit, datt se onzefridde sinn, datt se mussen a Geschäfter eragoen a praktesch iwwerall an der Regel Franséisch schwätzen. A wa vill vun eise Leit déi Säit d'Musel op Tréier an an d'Géigend akafe ginn, ass net zulescht och bei ville Leit een Argument, well se do net musse Franséisch schwätzen, mä souguer mat den Däitsche kënne Lëtzebuergesch schwätzen.

Ech maachen do den Appel un d'Leit aus dem Commerce, un d'Inhaber vun deene Geschäfter, fir datt se solle kucken, datt hir Leit och vun dëse Coursë profitéieren. Et ass net zulescht, géif ech mengen, an hirem eegenen Interessi, wann hiert Personal d'Lëtzebuerger Sprooch kennt an domadder da méi Clientë Satisfaktioun ka ginn.

Een anere Punkt, deen ass och schonn hei ugeklongen, mä do géife mir als ADR méi wäit goen, dat ass de Gesondheetsberäich. Mir hunn an eisem Zéng-Punkte-Programm am Prinzip och gesot, datt mir am Gesondheetsberäich - Spideeler, Altersheimer, Fleegeheimer - am Fong de Besuch vun de Lëtzebuerger Sproochecoursë géifen als obligatoresch virschreiwen, well mer einfach mengen, datt et wichteg ass, datt, iwwerall wou ee mat Leit ze dinn huet, et gutt ass, wann een d'Lëtzebuerger Sprooch kann, beherrscht oder zumindest zum Deel, mä datt et ganz wichteg ass am Gesondheetssecteur.

Engersäits hu mer do al Leit, déi oft Problemer hunn, eng aner Sprooch ze schwätzen. Mir hunn awer och ganz dacks Leit, déi, deemno wat se als Bobo hunn, net wëssen dat an enger anerer Sprooch auszedrécken, esou datt et eis wichteg schéngt, datt virun allem am Gesondheetsberäich d'Besiche vu Sproochecoursë fir déi Leit, déi eis Sprooch net beherrschen, misst obligatoresch ginn.

Duerfir stéiert eis och eng vun deene Konditiounen, déi d'Leit mussen erfëllen, nämlech datt se mindestens musse bei engem Betrib während sechs Méint onënnerbrach beschäftegt sinn, ier se kënnen an déi Coursë goen. Do hätte mir léiwer gesinn, datt een an dem Gesondheetsberäich eng Obligatioun gemaach hätt vum Besuch vun deene Sproochecoursen an et hätt een do och dat direkt gemaach an et hätt een éischter gesot, bannent deenen éischte sechs Méint mussen déi Coursë besicht ginn, wéi datt een et fakultativ eréischt no sechs Méint erlaabt.

Ech hu gesot, datt ech déi Propositioun, déi och scho Virriedner hei gemaach hunn, datt een dat Gesetz sollt no engem gewëssenen Zäitpunkt evaluéieren a kucken, wou seng Schwächte sinn oder seng Stäerkte sinn, approuvéieren. Mä ech mengen, dat maache mer mat alle Gesetzer, souguer mat deene Gesetzer wou mer dat net hei soen, well mer iergendwéi op eemol no enger gewëssener Zäit feststellen, datt dat Gesetz muss reformëiert ginn; da reformëiere mer et. Mä hei sinn dann esou Gesetzer wou mer dat schonn am Viraus gäre géife festleeën.

Ech sinn awer iwwerzeegt dervun, datt dat heiten e gutt Gesetz ass an de richtege Wee uschneit. Och wann et eis net wäit genuch geet, stëmme mir dësem Gesetz awer zou.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Dann hunn ech nach hei als leschte Riedner agedroen den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech kann dem Här Braz nëmme Recht ginn, wann hie seet, dat hei ass en hallefhäerzegt Gesetz. Ech kann och seng Argumenter souguer matvertrieden. Ech hunn an der Kommissioun scho gesot, dass dat Gesetz hei hätt missen eng Ouverture maachen, net nëmme fir d'Lëtzebuerger Sprooch, mä fir och aner Sproochen.

Well hei maache mir e Gesetz fir e Congé linguistique fir eng Sprooch, déi weder an eiser Verfassung steet nach europäesch unerkannt ass. Dat ass emol e Fait. An da soe mer, d'Lëtzebuerger kënnen dann natierlech och Lëtzebuergesch léieren. Dat ass jo herrlech. Da kënne mer dat och emol endlech. Mä op jidde Fall ass dat heite Gesetz net dat, wou een iwwert den Aarbechtsmaart sech kann integréieren.

Mir hunn an eisem Sproochegesetz dräi Sprooche stoen, an et kéint een och do iwwert den Aarbechtsmaart e Wee fannen, andeem dass een d'Ouverture mécht op aner Sproochen, dass een och iwwert den Aarbechtsmaart, iwwert d'Sproochen aner Perspektive kritt fir eng Aarbechtsplaz ze schafen, ze fannen iwwert d'Sprooch. Mä meng Approche zu deem Ganzen ass méi wäit gaangen.

Meng Approche war vun Ufank un, an et ass scho länger, dass ech gesot hunn, mir hunn esou oft an elo nach ëmmer méi Betriber, déi Chômage technique maachen. Besonnesch am Bâtiment, wou jo awer déi Leit sinn, déi mer am meeschte viséieren, déi mer dann an de Chômage technique schécken, wou se 80% rémunéréiert ginn.

Meng Approche war déi, scho länger, dass mer do sollen higoen a bei deene Leit, déi déi Zäit am Chômage technique sinn, d'Zäit notze fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, dann anstatt 80% 100% ginn, fir se ze motivéieren, dass se a Coursë ginn, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat war meng Approche.

Dat ass natierlech ofgewise ginn, well den Här Minister gemengt huet, et sollt een déi

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

zwee Gesetzer Chômage technique an dat hei net vermëschen. Mä dat hei wär e Wee gewiescht, fir dass déi Leit hätte kënnen dann a Sproochecoursë goen a mam Hannergedanken, wou ech dann och soen, dee Moment, wou se a Sproochecoursë ginn, fir 20% manner ze verdéngen, dee Moment gi se net schwaarz schaffen.

Ech mengen, och dat ass e Phenomeen, wou mer musse beim Chômage technique emol eng Kéier driwwer diskutéieren, dass mer soen, dass mer awer net Chômage technique ginn an dass mer dann doduerch méi Schwaarzaarbechter kréien. Dat hei wär e Wee fir hinnen ze soen: Hei, wann Der higitt an Dir gitt a Sproochecoursë léieren an Dir beweist och, dass Der do waart an Der kritt och en ofschléissenden Diplom, da kritt Der 100% vun Ärem Chômage.

Dat wier eng Motivatioun fir d'Leit fir eben op dee Wee ze goen, anstatt dass se am Fong während hirem Chômage technique schwaarz schaffe ginn. Dass se dann a Coursë gi fir eppes bäizeléieren, fir eng Chance eben iwwert den Aarbechtsmaart weider ze kréien. Leider ass déi Appréciatioun weder vum Minister nach vun der Kommissioun gedeelt ginn. Mä ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass dat e Wee wier fir méi Motivatioun ze bréngen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch iwwert d'Aarbechtswelt ze léieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Aly Jaerling. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier soen, dass dat heiten…

Maacht den Här Jaerling emol hei um Display ewech, wann Der wëllt, da weess ech, wéi laang ech schwätzen.

(Hilarité)

Une voix.- En ass fort.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt. Merci.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Nach net!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll dem Rapporteur villmools Merci soen an nach eng Kéier drop hiweisen, dass dat heiten e Gesetz ass fir d'Integratioun iwwert den Aarbechtsmaart.

Et ass also kee Gesetz fir Sproochen ze léieren, well dat kann ee maachen iwwert de Congé éducation. Dee kann een huele fir Sproochen ze léieren. Aner Sprooche kann een doriwwer maachen. Et ass och kee Gesetz, wat elo ausschliesslech do soll si fir op d'Double nationalité virzebereeden. Dat ass en Element, wat kann hëllefen, mä et ass een Element fir dat ze maachen, wat ëmmer erëm dobausse verlaangt gëtt, nämlech dass d'Lëtzebuergescht erëm vill méi Kommunikatiounssprooch zu Lëtzebuerg gëtt, dass Lëtzebuergesch net ausgrenzt, mä abënnt. An dat ass den elengeschen Zweck heivunner.

Et ass iwwregens och net dat eenzegt Instrument fir d'Lëtzebuerger Sprooch, wat den Aarbechtsministère verwalt. Dofir wollt ech herno déi zwee aner Typen och nach opgräifen.

Wat d'Patronat betrëfft, de Marc Spautz huet jo hei d'Chambres professionnelles ernimmt: D'Patronatskummer war radikal dergéint. Wat mer e bësse leed gedoen huet. Op där anerer Säit ass et ganz kloer, dass eben do vill Betriber sinn, déi soen, mir brauche bei eis am Betrib d'Lëtzebuerger Sprooch net, also si mir net interesséiert u Congé linguistique, well och wann de Patron d'Sue rembourséiert kritt vun der Pai, fält de Salarié awer aus. Dat heescht, de Patron, notamment e klenge Patron huet ëmmer e Problem, wann e Salarié ausfält. Duerfir war d'Patronat dergéint.

Ech hunn dem Här Etgen nogelauschtert, hien huet lauter Detailer verlaangt fir nach ze regléieren am Gesetz. Ech muss Iech soen, wa mer dat nach alles gemaach hätten, da wier d'Patronat nach méi dergéint gewiescht. Ech sinn eigentlech der Meenung, mir sollen einfach Gesetzer maachen a mir solle se mat Liewen erfëllen an net zur Charge administrative maachen. Do hunn ech eng aner Vue wéi d'DP-Positioun an dësem Fall.

Dofir soen ech och, zu de Froe vum Här Etgen, fir ze soen: „Wat ass de Contenu? Wat sinn d'Formateuren?", solle mer just näischt an d'Gesetz schreiwen, well mir soe jo am Gesetz, dass d'Formateuren déi sinn, déi vun der Éducation nationale agréiert sinn. Woufir solle mer hei elo erëm eppes méi maachen, wat d'Éducation nationale huet?

Wat de Contenu ubelaangt, soll eben alles op sinn. Et si Leit, déi mussen oder wëlle Lëtzebuergesch léiere fir ze schreiwen, anerer fir ze schwätzen. Déi eng fir ze schwätzen, fir ze kommunizéieren, anerer fir vläicht an hirem Beruff e bësse méi prezis ze maachen. Dofir soll d'Gesetz ebe villes hei oploossen.

Ech mengen, dat mécht et och fir jiddwereen herno méi einfach, dat Gesetz ze exekutéieren, wéi et do virläit. Dat ass also déi grouss Approche, dass et soll einfach sinn an dass mer all déi verschidde Possibilitéite solle ginn. Well jiddwereen huet en aneren Usproch un dat Lëtzebuergescht, wat e soll léieren. Dat ass also nach eng Kéier zu deem heite Gesetz.

Et ass gefrot ginn: Woufir 200 Stonnen? Natierlech, dat ass richteg, déi hu mer eng Kéier arbiträr fixéiert no ville Récksproochen, well eis dat eng Moyenne schéngt fir op en Niveau ze kommen. Well et muss een ëmmer wëssen, vu wat fir engem Niveau ee fortgeet. Huet een nach guer keen Niveau, oder huet ee schonn en Niveau? Ganz vill Leit hu schonn en Niveau. Duerfir soe mer, da muss een op den Niveau driwwer kommen.

Dann ass nach eppes, wat wichteg ass an deem heite Gesetz. Et ass ëmmer gesot ginn, mir hunn elo ausgerechent, et bräicht ee 400 Stonnen oder wat och ëmmer. De Punkt ass, dass de Congé linguistique fir d'Lëtzebuergescht net soll déi eenzeg Possibilitéit sinn, déi e Salarié notzt fir Lëtzebuergesch ze léieren. Dat heescht, e soll och seng eege Fräizäit notzen.

Et muss ee wëssen, dass dat heite Gesetz jo de Corollaire ass vum Congé-éducations-Gesetz, wat op engem Accord vun de Partenaires sociaux berout, dee seet, beim Accès individuel à la formation continue gëtt de Patron en Drëttel, de Salarié en Drëttel, de Stat en Drëttel. Hei ass e bëssen deeselwechten Esprit, dat heescht, de Salarié soll net nëmme seng 200 Stonne beim Patron huele fir Lëtzebuergesch ze léieren, mä hie soll och soss Lëtzebuergesch léieren.

De Problem ass, dass Verschiddener dat nëmme kënne während den Aarbechtszäiten oder haaptsächlech während den Aarbechtszäite maachen. Dofir soll dat heiten hëllefen. Dofir menge mer, dass déi 200 Stonne justifiéiert sinn.

Dann hat ech virdru gesot, dass mer nach zwee aner Mëttelen hunn am Ministère fir Lëtzebuergesch ze encouragéieren. Mir hunn e Budgetsartikel, wou mer déi Betriber, déi wëllen an hirem Betrib Lëtzebuergesch ubidden, extrem encouragéieren, déi kréie souguer Suen. Am Ufank war do bal kee Betrib interesséiert. Mëttlerweil kommen där ëmmer méi. Et sinn ëmmer méi Betriber, déi uruffe fir dat matzemaachen. Dat heescht, et sinn och Betriber, déi maache gär d'Lëtzebuergescht, och fir hiren eegene Betrib. Mä hei ass et, dass jiddweree muss d'Recht hunn, am Kader vu sengem Betrib esou vill Stonnen ze kréie fir Lëtzebuergesch ze léieren.

An da kommen ech op dat Drëtt, wat den Här Etgen ugeschwat huet, dat ass mat den Demandeurs d'emploi. Do ass et net esou, dass mer eng Reform vun der ADEM brauche fir dat ze maachen, well d'ADEM mécht dat jo scho Joer an Dag. Duerfir soen ech ëmmer, Reform vun der ADEM, dat ass esou d'Schlagwuert. Domat kann een natierlech alles froen. Mä dat dote mécht d'ADEM.

Ech sinn net mam Här Etgen eens, wann hie seet, si mussen obligatoresch Lëtzebuergesch léieren. Do, wou et Sënn mécht Lëtzebuergesch ze léieren, do ginn d'Demandeurs d'emploi a Lëtzebuergesch-Coursë gescheckt. Ech hu virdrun déi Zuel gesot vun deenen 1.000 portugisesche Matbierger, déi nëmme Portugisesch kënnen. Fir vill vun deene mécht Lëtzebuergesch net Sënn, mä mécht vläicht Franséisch Sënn fir hinnen eng Schaff ze ginn. Fir anerer mécht vläicht Lëtzebuergesch Sënn.

Da kommen ech op eng Fro, déi hei opgeworf gouf, dat ass déi vun dem Commerce. Et ass ganz kloer, dass am Commerce mir och dat dote schonn ubidden. Et komme grouss Commerce-Chaînë bei den Aarbechtsminister a soen, mir géife gäre Leit astellen, déi Lëtzebuergesch schwätzen. Si fanne se awer net ëmmer. Éischtens bidde mer, op Käschten ebe vum Fonds pour l'emploi - duerfir brauche mer keng Reform, dat maache mer zënter Joren, dat steet och an eisem Rapport d'activité -, deene Betriber och Formatiounen un am Lëtzebuergeschen, fir dass déi Leit, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, déi ageschriwwe si beim Aarbechtsamt, och dohinner ginn. Ech soen Iech just, dass mer der net genuch fannen.

An dat ass en anere Problem, deen hu mer och de Moie kuerz ugeschnidden an der Tripartite, well mer effektiv der Meenung sinn, dass just am Commerce et wierklech nach oft ukënnt op d'Lëtzebuerger Sprooch, dass een do nach ka Plaze fannen, wou een net esou vill Qualifikatioune brauch, an dass et ebe gutt wär, wann dann och jiddweree bereet wär, dat Ugebuet unzehuelen. Do wëlle mer mat dem Commerce an d'Gespréich kommen. Si hunn Intérêt, mir hunn Intérêt, a wa mer dann och nach géife Leit ënnerdaach kréien, wär dat gutt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Lescht Remarque, déi ech maachen, dat ass déi zum Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Uh!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech soen net méi dat, wat ech virdru gesot hunn, mä, Här Jaerling, am Gesetz iwwert de Chômage partiel steet dran,…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat do ass zwar méi wichteg.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- …dass ee ka während där Zäit, déi ewechfält, Formatioune maachen. Dat, wat ech gesot hunn an der Kommissioun a wat ech hei widderhuelen, fir ze mengen, dat kéint een elo obligatoresch vun uewen obligéieren, fir ze soen, elo gitt Der a Lëtzebuergesch-Coursen, dat ass ein Ding der Unmöglichkeit an der Praxis. Mä déi Méiglechkeet ass am Gesetz, a mir wäerten och mat de Betriber kucken, wéi wäit ee soll kucken, zousätzlech Formatiounen ze maachen.

Et muss ee just wëssen, dass dat eppes ganz Schwiereges ass an der Praxis. Et muss ee jo wëssen, wéini schafft de Betrib, wéini schafft en net. Wësst Der, mir hunn haut vill iwwert d'Goodyear geschwat. E groussen Industriebetrib, d'Goodyear, déi huet zwar elo wuel gesot, wéi se d'Kuerzaarbecht plangt. Mä dat kann awer och erëm stënterlech op eemol änneren, esou dass dat alles schéi gesot ass. D'Gesetz gëtt d'Méiglechkeet derzou. Mä fir ze mengen, dat kéint ee vum Stat vun uewen ordonnéieren, dat geet net.

Voilà, dat gesot, sinn ech awer frou, dass dëse Projet esou eng grouss Majoritéit hei fënnt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun vun dësem Projet ukomm. Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech wollt nach eppes soen zur Motioun, déi den Här Etgen déposéiert huet. Bei där Motioun schreift hien, wat de Congé linguistique géif mat sech brénge fir d'Double nationalité. Also fir eis ass dee Congé net fir d'Double nationalité geschaf ginn. Dofir kënne mer esou mat deem Text, wéi e virläit, net averstane sinn.

Dat anert ass, den Här Gibéryen huet et scho gesot, et ass logesch, dass een no fënnef Joer e Bilan mécht. Also mäin Appel wier, entweder den Här Etgen seet, mir loossen et sinn, oder mir schreiwe just, no fënnef Joer maache mer eng Kontroll. Well all den anere Rescht ass net ze akzeptéieren.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech mengen, mat där doter Approche kann d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'accord sinn, an ech wëll dem Här Spautz Merci soe fir seng prinzipiell Ënnerstëtzung.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Mir kommen elo gläich dozou. Dir Dammen an Dir Hären, ier mer elo iwwert d'Motioun schwätzen, den Här Spautz war e bësse vireileg, mir sinn nach net esou wäit, mä ech kommen direkt dorobber zréck, well d'Propositioune waren an der Rei.

(Brouhaha général)

Iwwerleet Iech an der Zwëschenzäit den Text, dee mer sollen ofstëmmen, well d'Deputéierte wéissten ëmmer gären, wat…

Une voix.- Just eng Zeil.

Une autre voix.- Den „invite le Gouvernement" an dann eng Zeil, den éischte Punkt.

M. le Président.- Jo, d'Verwaltung wéisst gären, wéi eng Zeil stoe bleift a wat ewechkënnt.

(Interruptions)

Elo stëmme mer emol fir d'éischt of iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5886, Här Minister, ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Martine Stein-Mergen), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Den honorabelen Här Spautz huet eng gutt Propos gemaach, wat d'Motioun vum Här Etgen ubelaangt, an déi muss esou gutt gewiescht sinn, dass den Här Etgen se ugeholl huet. Wa mer da wëssen, wéi en Text dass mer ofstëmmen, da kënne mer direkt ofstëmmen. D'Verwaltung weess dat. Also, de ganzen Dispositif ass gestrach, mat Ausnahm vum éischte Saz. Très bien.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi relatif à l'introduction d'un congé linguistique;

- constatant que le projet sous rubrique ne prévoit pas d'évaluation de cette mesure;

- considérant la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation qui prévoit dans son article 5 qu'un rapport d'évaluation sur la loi en question sera adressé au Gouvernement et à la Chambre des Députés;

invite le Gouvernement à

- faire dresser un rapport d'évaluation sur le projet en question endéans les cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

(s.) Fernand Etgen, Eugène Berger, Charles Goerens, Alexandre Krieps, Carlo Wagner.

Kënne mer da par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

Wien ass derfir? Wien ass dergéint?

Déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir intercaléieren dann hei an eisen Ordre du jour nach d'Question urgente vum honorabelen Här Braz. Den Här Innenminister ass hei fir op déi Fro ze äntwerten. Den Här Braz huet seng Fro formuléiert a verzicht op d'Wuert. Här Innenminister, wat ass Är Äntwert op d'Fro?

5. Question urgente N°3089 de M. Félix Braz relative à la campagne d'information pour les ressortissants des pays membres de l'Union européenne concernant l'inscription sur les listes électorales en vue des élections européennes en juin 2009

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ass dat déi Fro, déi d'Europawahle betrëfft?

Plusieurs voix.- Wéi ass dann d'Fro?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt. Fir déi Kolleegen, déi natierlech net onbedéngt musse wëssen, ëm wéi eng Fro dass et sech handelt: Et geet ëm déi Campagne vun der Regierung, fir d'Inscriptioun op den Europalëschten no deem neie Gesetz unzegoen. Op eng Questioun vu mir selwer virun e puer Méint war gesot ginn, soubal d'Gesetz en vigueur ass, géife mer direkt ufänken, ouni Zäit ze verléieren. Elo si mer scho bal Enn Januar, vill Zäit bleift net méi.

Dofir hat ech eng Fro un d'Regierung gestallt, wou déi Campagne elo dru wier a vu wéini un dass ee kéint am Konkrete mat wéi engen Elementer vu Campagne rechnen, fir wéi gesot d'Leit ze encouragéieren, sech nach op d'Europalëschten anzedroen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Kuerz a prezis. Den Här Minister soll wann ech gelift och esou äntwerten.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech wollt dem Här Braz äntwerten, Här President, dass déi Campagne amgaangen ass. Net méi spéit wéi haut ass eng Circulaire erausgaangen un d'Gemengen. Ech hu se hei derbäi. Déi Circulaire ass ënnerschriwwe vum Innenminister, vum Familljeminister, vum Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a vum President vum Syvicol.

Plusieurs voix.- Uh, uh!

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dat heescht, d'Gemenge kréien hei kloer matgedeelt, wéi d'Dispositioune fir d'Gemenge sinn. Et gëtt och e Site, deen an där Circulaire drasteet, deen heescht *www.europaforum.lu*. Wann Der op de *www.etat.lu* gitt, hutt Der direkt e Link op deen dote Site, a riets uewe braucht Der en nëmmen unzeklicken, da kritt Der all d'Detailer betreffend d'Europawahlen an d'Aschreiwe vun eisen auslännesche Matbierger.

Et sinn och esou Dépliantë wéi déi heite fäerdeg gedréckt, déi missten och elo an d'Gemenge leie kommen. Italienesch, Franséisch, Portugisesch, Däitsch an Englesch, dat sinn d'Sproochen, an deenen déi Formulairen oder déi kleng Dokumenter hei gedréckt ginn. Da gëtt et och grouss Affichen, déi fäerdeg sinn an déi och dann am Ëmlaf sinn.

Dat heescht, Här Braz, mir sinn hei op enger Wellelängt, déi Campagne ass amgaangen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruptions et hilarité)

Domadder ass déi Fro kuerz a bündeg an däitlech ofgeschloss. Ech soen dem Här Innenminister Merci, dass hie sech extra heihinner déplacéiert huet.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut den Owend - dat heescht u sech den zweetleschten; de leschte reservéiert Der mir -, de Projet de loi iwwert de Statut général des fonctionnaires communaux. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Roth.

6. 5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5893 setzt eng Rei vu Bestëmmungen aus dem leschte Gehälteraccord an der Fonction publique vum Juli 2007, dës Kéier fir d'Gemengebeamten, ëm. Konkret iwwerhuele mir an de Statut vun de Gemengebeamten dat, wat mir duerch e Gesetz am Dezember d'lescht Joer an de Statsbeamtestatut ageschriwwen hunn. Den Deputéierte-Kolleeg Paul-Henri Meyers war Rapporteur vun deem Gesetzesprojet, deen zu dësen Ëmännerungen an dem Statsbeamtestatut gefouert huet.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, beinhalt insgesamt fënnef Punkten:...

M. le Président.- Här Roth, de President vum Syvicol, mengen ech, wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Neen.

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- …d'Astelle vun Experten als Gemengebeamten; d'Waardezäit tëschent zwou Promotiounen an dem sougenannte Cadre fermé, dat heescht an den ieweschte Grade vun enger Carrière; d'Aféiere vun dem Congé individuel de formation fir d'Gemengebeamten; den Afloss vun dem Congé sans traitement an dem Congé fir mi-temps, déi vun engem Gemengebeamte virun dem 1. Juli 2003 geholl goufen, op d'Evolutioun vun hirer Carrière; an d'Ofschafe vun dem Recht op Réintegratioun an de Gemengendéngscht fir verschidde Beamten.

Erlaabt mer kuerz e puer Ausféierungen zu dëse Punkten ze maachen.

Éischtens, e Gemengerot kann ënnert der bestehender Gesetzgebung Universitären als Expert am Regime vun dem Privatbeamte mat engem bestëmmte Gehalt bei enger Gemeng astellen. E Problem huet sech bis elo an eenzelne Fäll da gestallt, wann den Expert duerno sollt fonctionnariséiert ginn. De betreffende Beamten ass dann opgrond vun enger méi restriktiver Liesaart vun dem Gesetz an den Ufanksgrad vu senger Fonctionnairescarrière agestallt ginn, esou wéi wann hien eigentlech nei agestallt gi wier. D'Gehaltsentwécklung an d'Evolutioun vun der Carrière vun de Beamte war natierlech doduerch staark gebremst.

Mat der neier Bestëmmung kann elo den Expert no engem Joer als Privatbeamte mat dem Accord vun dem Gemengerot an de Fonctionnairesstatut eriwwerwiesselen, an dat an e bestëmmte Grad vu senger neier Carrière, déi vun dem Gemengerot festgeluecht gëtt. D'betreffend Persoun huet esou keen Nodeel um Niveau vun hirer Gehaltsentwécklung. Dës nei Méiglechkeet vun enger einfacher Fonctionnarisatioun läit am Sënn vun enger méi grousser Mobilitéit tëschent privatem an öffentlechem Secteur.

Zweetens, d'Waardezäit tëschent zwou Promotiounen am Cadre fermé. An der Regel muss e Gemengebeamten dräi Joer tëschent zwou Promotiounen am Cadre fermé, also an den ieweschte Grade vu senger Carrière waarden. Huet de Cadre fermé méi wéi dräi Graden, esou muss de Beamte véier Joer waarden, fir seng Promotioun vun dem virleschte Grad an de leschte Grad vu senger Carrière ze kréien. Heirënner falen zum Beispill all d'Redakteren, déi bei der Gemeng beschäftegt sinn.

Dës Waardezäiten tëschent de Promotioune ware bis elo an engem Règlement grand-ducal, dee modifizéiert gouf, vun 1964 iwwert d'Gehälter vun de Gemengebeamten ageschriwwen. Opgrond vun engem Uerteel vun dem Verwaltungsgeriicht vum November 2008 gouf dëst groussherzoglecht Reglement op deem Punkt awer formell annulléiert, well de Statsrot dozou am Virfeld keen Avis ofginn hat.

Fir Rechtssécherheet ze schafen, ginn dës Waardezäiten elo an d'Gesetz ageschriwwen. Dat, wat also elo an d'Gesetz ageschriwwe gëtt, ass näischt aneschters wéi dat, wat virdrun am Règlement grand-ducal stoung. Entgéint deem, wat an deene leschten Deeg bei eenzelnen Deputéierten ugemellt gouf, ass et keng Benodeelegung vun der Situatioun wéi se bestanen huet am Kader vun dem Règlement grand-ducal.

D'Délaien, déi elo an d'Gesetz ageschriwwe ginn, suergen och fir e gewëssenen Équiliber um Niveau vun der Evolutioun vun de verschiddene Carrièren um Niveau vun de Gemengebeamten. D'Gesetz hält och e Parallelismus tëschent engersäits den Avancementer vun de Gemengebeamten an anerersäits de Statsbeamte fir déiselwecht Carrièrë fest, wat och am Sënn vun der Équitéit dee Moment ass.

Drëttens, de Gesetzesprojet féiert grad wéi beim Stat de Congé individuel de formation an. Detailer, wéi laang dëse Congé am Verlaf vun enger Carrière däerf sinn, wéini a firwat hie geholl ka ginn, grad wéi all aner praktesch Modalitéiten, déi domat verbonne sinn, musse grad wéi beim Stat iwwer e Règlement grand-ducal geregelt ginn. Mat dem Gesetzesprojet vun haut gëtt also elo just de Prinzip vun dësem Congé individuel de formation an de Statut vun de Gemengebeamten ageschriwwen.

Véiertens, de Congé fir Hallefdagsaarbecht oder de Congé fir mi-temps grad wéi de Congé sans traitement, déi virun dem 1. Juli 2003 vun engem Gemengebeamten, also och enger Gemengebeamtin geholl goufen, ginn an der Evolutioun vun der Carrière integral als Déngschtperiod mat aberechent. Dëst war eng Ofmaachung am Kader vun de leschte Gehälterverhandlungen am öffentlechen Déngscht. Déi nei Bestëmmung ass fir déi Betraffen ee beträchtlechen Avantage. E spillt souwuel um Niveau vun dem Stat wéi elo och an dem Gemengesecteur.

Fënneftens a leschtens, dëse Gesetzesprojet schaaft eng Bestëmmung of, déi eréischt duerch e Gesetz vum 5. August 2006 an de Gemengestatut ageschriwwe gouf. Dës Bestëmmung hat Gemengebeamtinnen e Recht op Réintegratioun ginn, déi virun 1984 bei enger Gemeng gekënnegt hu respektiv am Congé de maternité, engem Congé sans traitement oder engem Congé à mi-temps waren an hire Poste gekënnegt hunn, well se de Congé net verlängert kruten a sech awer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner këmmere wollten.

Dës Bestëmmung gëtt elo erëm ofgeschaaft, well en Uerteel, dës Kéier vun dem Verfassungsgeriicht, festgehalen hat, dass dëst Recht op Réintegratioun géint de Gläichheetsprinzip géif verstoussen. Vun dësem Recht konnten nämlech nëmme Beamtinne Gebrauch maachen, déi virun dem 1. Januar 1984 demissionéiert haten, an dat Recht huet net gegollt fir déi Beamten, déi no dem 1. Januar 1984 demissionéiert haten.

Här President, dëst ass ee relativ technesche Gesetzesprojet, deen an der Praxis awer eng ganz Rei Bierger trotzdeem betrëfft. De Projet de loi gouf déposéiert vun dem Innenminister den 11. Juni 2008. En ass ouni weider Kritike vun dem Statsrot aviséiert ginn den 11. November 2008. D'Beruffschamber vun dem öffentlechen Déngscht huet hiren Avis dozou den 11. Juli 2008 gemaach. D'Intérieurskommissioun huet de schréftleche Bericht zu dësem Projet eestëmmeg den 13. Januar ugeholl. Si recommandéiert dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. Als CSV-Fraktioun maache mir dat, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth, fir deen explizite Bericht. Ech weess net, ob nach een eppes bäifüge wëllt.

(Interruption)

Ah pardon, den Här Etgen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just e puer Wuert zu dësem Projet ze soen,…

(Hilarité générale)

…mat deem d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei bal zu alle Punkten hiren Accord ka ginn. Ech wëll just e puer Punkte positiv a wuelgemierkt zu dësem Projet ervirhiewen…

(Hilarité générale)

M. le Président.- Ech géif bieden opzehale mat laachen! Den Här Etgen weess net, wat de Problem ass. Dofir ass et och net fein, wa mer elo laachen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ma da sot mer et!

M. le Président.- Här Etgen, fuert Dir roueg virun!

Une voix.- Den Här Etgen léisst sech net vu senger Linn ofbréngen.

M. le Président.- Voilà.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Neen. Effektiv wëll ech mech net vu menger Linn ofbrénge loossen an e puer positiv Punkte vun dësem Projet extra ervirhiewen. Ech mengen, dank dichtege Gemengen- a Syndikatsbeamten an Techniker an och dank gutt organiséierten, biergerfrëndlech orientéierte Servicer fonctionnéieren eis Gemenge gutt. Dat soll och an der Zukunft esou sinn. Duerfir begréisse mer déi gesetzlech Prezisiounen an dee méi flexibele Mechanismus, fir sougenannt Experten a Spezialiste mat akademescher Formatioun als Privatbeamten anzestellen, mat der Méiglechkeet, se no engem Joer als Fonctionnaire ze nominéieren. Dat erlaabt et de Gemengen als Serviceprovider, eng Topqualitéit ze garantéieren.

Sympathesch och d'Prezisioun, datt do, wou et keng Fonctionnairen an där betreffender Carrière gëtt, esou Leit net an den Hors-Kader klasséiert ginn, wat besonnesch fir déi kleng Gemengen hätt kënnen zum Nodeel sinn, wa mer dat net an d'Gesetz ageschriwwen hätten.

Ech mengen och, datt d'Komplexitéit an d'Diversitéit vun de Gemengendossieren d'Aféiere vun engem Congé de formation grad am Gemengesecteur verlaangt. Dat ass nieft deene ville spezielle Congéen, déi mer schonn hunn, eng iwwerfälleg Mesure.

All aner Punkte goufe prezis vum Rapporteur duergeluecht, bréngen de Parallelismus zur Fonction publique, an duerfir Félicitatiounen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Gilles Roth, fir säi prezise Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Klein, President vum Syvicol, huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng gutt Aarbecht. Dëse Projet de loi stellt am Fong op verschiddene Punkten e Parallelismus duer mat deenen Dispositiounen, déi mer Enn 2008 am Dezember fir d'Fonction publique étatique agefouert hunn.

Dräi Bemierkungen zu dësem Projet de loi: An der Carrière supérieure kënne vun de Gemengen Experten, Spezialisten am Régime privé agestallt ginn a kënnen dann no engem Joer fonctionnariséiert ginn, an awer och an deem Grad, an deem se am Privatregime fonctionnéiert hunn, a brauchen net am ënneschte Grad vun der Carrière unzefänken.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dat mécht de Rekrutement méi attraktiv an de Choix fir d'Gemenge méi grouss an doduerch gëtt sécherlech d'Qualitéit vum Service public méi performant. Dat ass elo ëmsou méi wichteg, well eng vun den Zilsetzunge vun der Réorganisation territoriale déi ass, fir méi héichwäerteg qualitativ Servicer kënnen unzebidden.

Zweet Remarque: Den Délai tëschent zwou Promotiounen am Cadre fermé vun dräi a véier Joer. Zu dësem Thema muss ee bemierken, dass dat an de Joren 2005/2006 Objet vun Diskussiounen an der Commission centrale am Ministère de l'Intérieur war. Well de Ministère drop bestanen huet, fir dës Dispositiounen anzeféieren, huet d'FGFC - Fédération générale de la fonction communale - proposéiert, a spezielle Fäll de Gemengen d'Méiglechkeet vun enger Dispens vun den Délaien ze ginn duerch den Zousaz: «Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles dûment motivées…» - also muss een och definéieren, wat dat ass - «…et sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, le conseil communal peut dispenser des délais visés par le présent paragraphe.»

Dës Dispositioun sollt der spezifescher Personalstruktur op verschiddene Gemenge Rechnung droen. Si hat sech inspiréiert un der Méiglechkeet, déi et beim Stat zënter 2003 gëtt, fir a bestëmmte Fäll den Délai d'attente vun engem Joer tëschent zwou Promotiounen ze kierzen. Esou eng Méiglechkeet wier am Sënn vun enger moderner Personalgestioun, an et misst een déi Iddi vun der FGFC erëm eng Kéier opgräifen.

Dat Lescht ass d'Aféiere vun engem Congé individuel de formation. Mir begréissen, dass d'Gemengepersonal dëst Recht och elo kritt, wann och mat engem klenge Retard op d'Statsbeamten a sensiblement méi spéit op de Privatsecteur.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- D'Aféierung vun engem Congé individuel de formation geet op d'Recommandatioune vum Conseil économique et social aus dem Joer 1993 zréck. Et goung do méi allgemeng ëm d'Weiderbildung, an et gouf och 1999 e Gesetz gestëmmt fir d'Formation professionnelle continue ze ënnerstëtzen. Dozou huet gehéiert, dass d'Mataarbechter kënne fir Coursë fräigestallt ginn, deen en Employeur ubitt. Et ass wichteg an nëtzlech fir d'Qualitéit vum Service public, dass d'Personal vum Secteur public, souwuel d'Statsbeamten an och d'Gemengebeamten, Recht kréien op e Congé individuel de formation, net nëmme fir sech op hiren Examen virzebereeden, mä fir hiert esou ugëeegent Wëssen am Intérêt vum Administré anzesetzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- D'Formatioun sollt net nëmmen de Statsbeamte wéi gesot, der Verwaltung, mä och dem Bierger zeguttkommen. Et wier ze begréissen, datt d'Gemengefonctionnairen an d'Personal vum Stat esou vill wéi méiglech vun dësem Congé géife profitéieren am Sënn vun der Performance vum Service public.

Dat gesot, géif ech soen, de Projet de loi hei ass am Intérêt vum Service public, an duerfir gëtt eis Fraktioun och den Accord derzou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, Dir Dammen an Dir Hären, no esou engem gudde Rapporteur an zwee esou exzellente komplementären Exposéë vun den „Rapporteurs bis" kann ech mer net virstellen, wat den Här Innenminister nach vill wëllt bäifügen. Mä, hie freet awer d'Wuert an hie soll et och gäre kréien.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech jo en expressesche Mënsch wär, da géif ech mer jo elo Zäit huelen a méi laang schwätzen. Erlaabt mer trotzdeem, datt ech zu spéider Stonn awer ganz kuerz zu dësem technesche Gesetzesprojet - esou wéi de Rapporteur en och bezeechent huet - e puer Wierder soen.

Éischtens wëll ech emol dem Rapporteur an all deene Leit, déi matgeschafft hunn un dësem Projet, Merci soen: dem Rapporteur fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, deenen anere fir hir proaktiv Astellung zu dësem Projet de loi.

Ech wëll wierklech d'Occasioun benotzen, fir dat ze répétéieren, wat de Jempy Klein, President vum Syvicol, gesot huet,…

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*-…an zwar, dass de Punkt fir Expertë kënnen anzestellen, Leit also ouni Examen, dass dee Punkt eng gewësse Flexibilitéit an d'Gemenge bréngt an dass deen eis d'Méiglechkeet gëtt, fir bei de Gemengen déi Achs vum Gemengepersonal, op déi mer jo och am Kader vun der Organisation territoriale vill Wäert leeën, ze stäerken.

Dat ass eng wichteg Préalabel fir weider Diskussiounen, dass d'Chamber an och dann d'Regierung wëllen eben de Gemengen d'Moyenë ginn, fir perfekt an optimal ze schaffen. Dat ass fir mech e Punkt, deen een an dësem Gesetz muss ervirsträichen.

(Interruption)

Een anere Punkt, Här Goerens, deen ech och nach wëll ervirsträichen,…

(Interruptions)

…ass deen, dass mer mat dësem Projet de loi méi no un d'Statsbeamten erukommen. Et gëtt nëmmen eng Fonction publique, an et muss ee kucken, e Parallelismus vun deenen zwee Secteuren ze kréien: vum Statssecteur a vum Gemengesecteur. Dëst Gesetz hei mécht eis dat méiglech.

Et bréngt och méi Gerechtegkeet dran, well bis dato huet eng Carrière, zum Beispill vun engem Redakter, am Gemengesecteur, ier mer de Règlement grand-ducal haten - deen ass jo elo duerch en Uerteel net méi rechtskräfteg -, en général an enger klenger Gemeng 15 Joer gedauert. Sou laang huet et gedauert, bis een um Enn vu senger Carrière war. Dat heescht, wann eng Persoun mat 21 Joer agestallt ginn ass, da war se mat 36 Joer schonn en fin de carrière, wat awer wéineg zur Motivatioun vun deene Leit bäidréit, déi esou fréi da schonn um Enn si vun hirer Carrière.

An deenen anere Gemengen, an deene grousse Gemengen awer huet déiselwecht Persoun 29 Joer duerchschnëttlech gebraucht, fir un d'Enn vun hirer Carrière ze kommen. Dat heescht vun 21 bis 50 Joer. Heimat kréie mer elo e bësse méi Gerechtegkeet an déi Carrière-Geschichten, an zwar esou, dass an Zukunft a klenge Gemengen, wou manner wéi zéng Beamten an de jeeweilege Carrièrë sinn, et ongeféier 21 Joer wäert daueren, bis déi Leit en fin de carrière sinn, dat heescht mat 42 Joer. Ech fannen, dat ass och eng gutt Dispositioun, well een do méi Gerechtegkeet kritt an dee ganze Secteur.

Dat waren déi zwou Remarquen, déi ech hei wollt maachen. Et ass ee Gesetz, wat déi zwee Secteure beieneebréngt, a mer sollten och weider an déi Richtung zesummeschaffen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5893 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

7. Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, well eis Kolleegin, d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein, haut fir d'lescht un enger öffentlecher Chamberssitzung deelhëlt, e puer Wuert u si ze adresséieren.

Si huet aus perséinleche Grënn décidéiert, hir aktiv politesch Carrière, virun allem och hei am Haus, zu Enn ze bréngen. Et ass hire perséinleche Wonsch. Si huet net esou laang Politik gemaach wéi déi Meescht vun eis heibannen, si huet e bësse méi spéit dermat ugefaangen, mä si huet an deene leschten 20 Joer op gemengepoliteschem Plang an och hei an der Chamber dat awer ganz intensiv gemaach.

Wann dat hei hir lescht Sitzung ass, da wëll ech hir soen, dass mir alleguerten heibannen d'Madame Gantenbein vermësse wäerten. Mir wäerte se vermësse fir d'éischt aus Kompetenzgrënn. Si huet an deene Beräicher, wou se aktiv war, an der Kommissioun vun den Affaires intérieures an an der Commission de l'Éducation nationale, ganz engagéiert matgeschafft. Si huet hir Erfahrung an hir Kompetenz do abruecht, déi se an engem laangen, och Beruffsliewe gesammelt hat. A virun allem an der Commission de l'Éducation nationale weess ech, datt si iwwer all déi Joren déi Projeten, déi mer gëschter an haut diskutéiert hunn, mat vill Engagement a mat vill Energie - och mat vill Léift - matdiskutéiert huet, well se sech einfach an deem Beräich esou gutt auskannt huet a well d'Kanner ëmmer eng vun de grousse Suerge vun hir waren.

Duerfir geet eis Kompetenz hei am Haus verluer, wann d'Madame Gantenbein net méi hei ass. Mä mir vermësse se awer och aus engem anere Grond, wa se net méi hei ass: Si ass, wéi se ass. Si huet e ganz exzeptionelle Charakter. Si ass ëmmer léif. Si ass ëmmer gentil. Si ass ëmmer frougemutt. Si ass ëmmer zevirkommend. Einfach e richteg léiwe Mënsch! A wann e richteg léiwe Mënsch aus engem Parlament…

(Applaudissements)

…a wann e richteg léiwe Mënsch aus engem Parlament fortgeet, dann ass een e bëssen traureg. Mä ech sinn awer och sécher, si geet eis nach net esou séier verluer.

Ech wëll hir soen, dass emol fir d'éischt e schéinen an e laangen an zefriddenen an - dovu sinn ech iwwerzeegt - ausgefëlltene Liewensowend virun hir steet. Ech wëll hir soen, dass mer hoffen, dass se déi Zäit, wou se bei eis war, net vergësst, well dat jo och eng schéin Zäit war.

An da wëll ech hir virun allem soen: Also, léift Marie-Thérèse, wann s De Loscht hues, komm laanscht, mir sinn ëmmer frou, wann s De eng Kéier erakucks. Voilà!

(Applaudissements)

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, erlaabt mer awer Merci ze soen. No deenen dote Wierder kann ech mer net virstellen, dass ech elo d'Dier opmaachen an da ginn. Et ass mer awer och en Häerzenswonsch fir jiddwerengem heibanne Merci ze soen.

Et war eng Erfahrung, déi ech net wëllt mëssen a mengem Liewen. Ech denken, ech ginn elo an eng aner Etapp. Ech soen net, et ass déi lescht, well et hänkt jo net vu mir of, mä ech wäert se awer intensiv notzen. Ech mengen, dass ech déi Erfahrung, déi ech hei gemaach hunn, och kann do abréngen oder déi notzen oder eng Reflexioun maachen iwwert dat, wat ech erlieft hunn. A wat ech elo de Mëtteg hei gesinn hunn, dat war d'ganz Palette vun deem, wat een hei erlieft: Dat ass vum Seriöe gaange bis zu - …

(Hilarité)

…wéi emol am Bericht stoung - „Hilarité générale".

M. le Président.- Dat gehéiert och derzou.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Mä nach eng Kéier iwwert d'Parteien ewech e ganz décke Merci u jiddwereen! A well mer an engem Wahljoer sinn an ech och ganz fair wëll sinn, géif ech lech alleguerten, esou wéi Der hei sidd, „bonne chance" wënschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci.

(Applaudissements)

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.01 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 27

Mardi, 10 février 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Eugène Berger, M. Xavier Bettel*

3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul
- *M. le Président*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Fernand Etgen*
- *Prestation de serment et discours de Mme Fabienne Gaul*

4. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°298 du 10 février 2009 de Mme Martine Stein-Mergen relative aux véhicules publicitaires circulant sur la voie publique et entravant la fluidité du trafic, adressée à M. le Ministre des Transports
- *Mme Martine Stein-Mergen - M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

- Question N°299 du 9 février 2009 de M. Fernand Etgen relative au plan sectoriel «Zone d'activités économiques», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°300 du 6 février 2009 de M. Fernand Diederich relative à l'introduction de chèques-services à partir du 1er mars prochain, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Fernand Diederich - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

- Question N°301 du 9 février 2009 de M. François Bausch relative à des mesures de ralentissement de la circulation dans la zone de récréation de la forêt du Bambësch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
- *M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- Question N°302 du 10 février 2009 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la population du cormoran au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- *M. Jean-Paul Schaaf - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

- Question N°303 du 10 février 2009 de M. Robert Mehlen relative aux alentours du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
- *M. Robert Mehlen - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- Question N°304 du 6 février 2009 de M. Romain Schneider relative à la situation de l'assurance dépendance et plus particulièrement sur le volet relatif aux maisons de retraite et de soins, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- *M. Romain Schneider - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

- Question N°305 du 10 février 2009 de Mme Marie-Josée Frank relative aux maisons médicales et notamment d'une extension de l'offre vers la région Est du Grand-Duché, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

et

- Question N°306 du 10 février 2009 de M. Henri Kox relative au fonctionnement des Maisons médicales et particulièrement en ce qui concerne la couverture des régions rurales, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- *Mme Marie-Josée Frank - M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

6. Question parlementaire N°2908 de M. Eugène Berger relative au système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes
- *M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

7. 5903 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants

c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

5982 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 27 septembre 2008 relatif à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.01.2009

5983 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EUBAM Rafah)

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.01.2009

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, et - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.02.2009

5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 03.02.2009

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch Folgendes festgehalen: Haut de Mëtten hëlt d'Chamber fir d'éischt en neie Member op; duerno hu mir eng Froestonn un d'Regierung; dann de Projet de loi 5903, eng Direktiv iwwert d'Schadstoffregister.

Muer de Mëtten um hallwer dräi: de Projet iwwert de Bäitrëtt vu Kroatien an d'NATO an de Projet iwwert de Bäitrëtt vun Albanien an d'NATO. Déi zwee Projete ginn zesummen an enger Diskussioun behandelt. Dann hu mir e Projet de loi, wat en Ofkommes mat Portugal ass, iwwert den Austausch vu sougenannte klassifizéierten Informatiounen; de Projet de loi iwwert d'Procédure européenne d'injonction de payer et de règlement des petits litiges; de Projet de loi 5860 iwwert de Mënschenhandel; eng Direktiv iwwert den Energieverbrauch vun Haushaltsapparater; schlussendlech de Projet de loi 5684 iwwert d'elektromagnéitesch Kompatibilitéit; an als leschte Projet d'Chamberskonte vum Joer 2006.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Den Här Berger freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt froen, de 16. Oktober hat ech eng Question parlementaire un de Bauteminister, den Här Wiseler, geriicht, déi haut de Moien net beäntwert war, a vu datt mer jo herno eng Heure de questions hunn an de Bauteminister do ass, wéilt ech froen, ob ech dann déi Fro kéint stellen.

Une voix.- Dann hu mir herno fir zwou Stonnen!

M. le Président.- Ech gesinn d'Zoustëmmung vum Här Bauteminister. Da kënne mer dat esou maachen. Är Fro kënnt dann direkt no der Froestonn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir hat d'lescht Kéier gesot, Dir géift e waarmen Appel un d'Regierung maachen, dass se op eis Froe sollt äntweren. Ech hunn nach ëmmer keng Äntwert op eng Fro, déi ech virun aacht Méint gestallt hunn. Och wann den Här Frieden elo net hei ass, wär ech frou, wann et awer méiglech wär eng Äntwert ze kréien. Hie ka mir soen, et géif hien net interesséieren. Dat ass och eng Äntwert, mä da weess ech Bescheed.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, ech hunn en Appel - an e waarmen Appel - un d'Regierung gemaach. Ech wäert kontrolléieren, ob e gehéiert ginn ass oder net.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul

Dir Dammen an Dir Hären, mir huelen haut de Mëtten en neie Member an d'Chamber op. An hirem Bréif vum 9. Dezember 2008 huet d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen matgedeelt, datt si vum 31. Januar dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun op dat vakant Deputéiertemandat suergt, an de Statsminister doriwwer a Kenntnis setzt. A mengem Bréif vum 6. Januar 2009 hunn ech mech un d'Madame Astrid Lulling gewannt.

(Interruption)

D'Madame Lulling war als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum gewielt. An hirem Bréif vum 20. Januar 2009 huet d'Madame Lulling mer matgedeelt, datt si dëst Mandat net unhuele kann.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- A mengem Bréif vum 27. Januar hunn ech mech dann un d'Madame Fabienne Gaul vun Izeg gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. An hirem Bréif vum 29. Januar vun dësem Joer huet d'Madame Gaul mer matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat vun der Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen weiderzeféieren.

Am Artikel 3, Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Mir setzen elo déi Kommissioun zesummen a lousen déi Deputéierten aus, déi an där Kommissioun siégéiere wäerten.

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Henri Kox, den Här Romain Schneider, den Här Fernand Etgen, den Här Michel Wolter, d'Madame Vera Spautz, den Här Ben Fayot an d'Madame Marie-Josée Frank.

Ech géif d'Kommissioun bieden zesummenzekommen, fir d'Wahle vum 13. Juni 2004 ze kontrolléieren, virun allem wat d'Madame Fabienne Gaul ubelaangt, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass fir ee Moment ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.09 à 15.20 heures)

D'öffentlech Sitzung geet weider. Fir d'éischt huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo just gegrënnt hunn, d'Wuert. Den honorabelen Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

Dir hutt, Här President, eng Kommissioun duerch d'Lous zesummegestallt, déi sech aus folgenden Deputéierten zesummesetzt: d'Madame Frank an d'Madame Spautz, dann d'Hären Etgen, Fayot, Kox, Schneider an ech selwer. Den Här Etgen gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun der Kommissioun bestëmmt. Ech géif Iech bieden, Här President, elo dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech maachen dat, wat den Här President mir proposéiert. Duerfir huet elo den honorabelen Här Etgen d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Fernand Etgen *(DP), rapporteur.*- Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargé de faire le rapport suivant:

Par lettre du 9 décembre 2008, Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen a informé le Président de la Chambre qu'elle renonce à son mandat de député avec effet au 31 janvier 2009.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 9 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Monsieur le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 6 janvier 2009, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Madame Astrid Lulling, premier suppléant sur la liste du Parti Chrétien-Social pour la circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre.

Par lettre du 20 janvier 2009, Madame Astrid Lulling a informé Monsieur le Président qu'elle renonçait à son mandat de député.

Par lettre du 27 janvier 2009, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Madame Fabienne Gaul, prochain suppléant sur la liste du Parti Chrétien-Social pour la circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que Madame Fabienne Gaul, demeurant à Itzig, est effectivement le prochain suppléant sur la liste du Parti Chrétien-Social pour la circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Madame Marie-Thrérèse Gantenbein-Koullen et suite à la renonciation à son mandat de député de Madame Astrid Lulling.

Par lettre du 29 janvier 2009, Madame Fabienne Gaul a fait savoir au Président de la Chambre qu'elle accepte de continuer le mandat de Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Madame Fabienne Gaul et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission a été déposé sur le bureau.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif Iech bieden, d'Madame Gaul eranzeféieren.

Prestation de serment de Mme Fabienne Gaul

Madame Gaul, ech géif Iech bieden den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif Iech bieden, Är riets Hand an d'Luucht ze hiewen a mer nozesoen: «Je le jure».

Mme Fabienne Gaul *(CSV).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. Domadder sidd Der elo Member vun der Lëtzebuerger Chamber. Félicitatioune vun eis alleguerten! Dir däerft och direkt op d'Riednerpult kommen.

Mme Fabienne Gaul *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir eng grouss Éier haut virun Iech däerfen d'Wuert ze ergräifen. De Wee heihinner war en Challenge a sécher net ëmmer ganz einfach. Ech war awer ni eleng op dësem Wee. An et ass schéin ze gesinn, dass eng Partie vun deene Leit, déi mech op deem Wee begleet hunn, haut heibanne sinn.

Erlaabt mer fir d'éischt e puer Wuert vu Merci lasszeginn.

Fir d'éischt géif ech gär mengem Papp Merci soen, ouni deen ech bestëmmt net esou wäit komm wier. Säin Numm ass eng schéin, mä och heiansdo eng schwéier Ierfschaft. Hien huet mer bäibruecht, net opzeginn a virun allem ëmmer ech selwer ze bleiwen. Ech hoffen, hie wäert haut stolz op mech sinn, esou wéi ech et och op hie sinn.

En zweete Merci geet un dee Mann, ouni deen ech mech bestëmmt ni fir Politik interesséiert hätt. Ech gesinn hie gären als Virbild, souwuel politesch wéi och privat. Hien huet ëmmer en oppent Ouer fir meng Problemer a steet mer ëmmer mat Rot an Dot zur Säit. E grousse Merci un de Jean-Claude Juncker.

Mäin Asaz an der Politik gëllt ganz kloer der sozialer Gerechtegkeet. Et soll net de soziale Milieu sinn, an deem e Kand op d'Welt kënnt, dee säin zukünftegt Liewe bestëmmt. All Kand verdéngt déiselwecht Chancen am Liewen. Déi eng brauche just méi Ënnerstëtzung wéi déi aner. An et ass un der Politik derfir ze suergen, dass all Kand déi néideg Ënnerstëtzung a Förderung kritt. Et ass besonnesch deene Kanner ënnert d'Äerm ze gräifen, déi eppes wëllen aus hirem Liewe maachen, mä et just vläicht net eleng packen.

Dat neit Schoulgesetz schaaft an dësem Beräich sécherlech méi Gerechtegkeet, well et all Kand als Eenzelt an de Mëttelpunkt stellt. Et ass nämlech ouni Zweifel d'Ausbildung, déi et jidderengem erlaabt, eng sécher Plaz an der Gesellschaft an an der Aarbechtswelt ze fannen. An dësem Kontext géif ech och gären der Madame Marie-Thérèse Gantenbein e grousse Merci soen, déi en onermiddlechen Asaz fir dat neit Schoulgesetz gewisen huet a mir et erméiglecht, haut hei ze stoen.

Mir mussen eis och bewosst ginn, dass eis Gesellschaft sech an deene leschte Jore verännert huet an eng nei Rei Aufgaben op d'Schoul zoukommen. Doduerch, dass ëmmer méi Mamme schaffe ginn oder vill Elterendeeler hir Kanner eleng erzéien, hunn déi Kanner vun haut en anere Besoin. Si mussen oft méi laang an och méi intensiv no der Schoul encadréiert ginn. Duerfir ass eng enk Zesummenaarbecht tëscht der Schoul an de Maison-relaisë vu grousser Wichtegkeet.

Et soll een awer och net vergiessen, wéi wichteg et an eiser Zäit ass, fir intergenerationell ze denken. Et sinn déi fréier Generatiounen, also eis Elteren an eis Grousselteren, deene mir eist Liewen an eis Stellung verdanken. Dofir verdénge se eise Respekt an eis Dankbarkeet. Et ass also un eis derfir ze suergen, dass si am Alter oder am Krankheetsfall gutt versuergt sinn.

Et soll fir jiddwereen no enger individueller Léisung gesicht ginn, mat där souwuel dee Betraffene selwer, wéi och seng Famill liewe kann. Och an deem Fall däerf net derno gekuckt ginn, aus wéi engem Milieu dee Betraffene kënnt, mä all Mënsch huet datselwecht Recht op Fleeg.

D'Assurance dépendance, déi et ënner anerem erméiglecht e léiwe Mënsch doheem ze fleegen, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, deen nach kann ausgebaut ginn. Et ass wichteg ze wëssen, dass een an deem Fall net eleng do steet an op Strukturen oder Fleegepersonal zréckgräife kann, wann ee si brauch.

Wann et net méiglech ass, e Mënsch doheem ze fleegen, soll hien net d'Gefill kréien ofgeschoben ze ginn an aus senger vertrauter Ëmgéigend erausgerappt ze ginn, mä esou encadréiert sinn, dass hie sech an déi nei Strukture kann afannen an do eng Plaz fannen. Hie soll och do mat där him zoustoender Dignitéit behandelt ginn. Et ass wichteg d'Famill mat an all déi Décisiounen anzebannen.

Et ass sécherlech utopesch ze mengen, mir kéinten dës Problemer all an direkt léisen. Et ass awer wichteg, dass jiddwer Eenzelne vun eis op d'mannst probéiert, fir dës Welt e Stéck besser ze verloosse wéi hie se virfonnt huet. Wa mir dat esou maachen, wiere mer um richtege Wee.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Gaul.

4. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, do ass et esou, dass d'Madame Gaul d'Madame Gantenbein ersetzt an der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, an där vun der Éducation nationale et de la Formation professionnelle an an der Commission des Pétitions.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Reglement hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Froen ze stellen, an d'Ministere véier Minutten, fir ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. Déi éischt Fro ass eng vun där honorabeler Madame Martine Stein-Mergen un den Här Transportminister iwwert d'Reklammgefierer am Trafic. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°298 du 10 février 2009 de Mme Martine Stein-Mergen relative aux véhicules publicitaires circulant sur la voie publique et entravant la fluidité du trafic, adressée à M. le Ministre des Transports

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech wollt eng Fro stellen, déi - mengen ech - awer emol keng zwou Minutte brauch. Et war elo dëser Deeg Autosfestival, a mir hunn och héieren, dass déi Leit e gutt Resultat gemaach hätten. Dat ass erfreelech.

Et ass awer esou, dass een déi Zäit méi wéi zu aneren Zäiten, wann een esou ënnerwee ass mam Auto, heiansdo esou opgehalen ass am Verkéier. Do sinn dann do zwou, dräi Camionnetten hannereneen, déi fir weider näischt ënnerwee sinn, wéi mat engem Panneau duerch d'Stad oder duerch d'Stroossen doruechter ze fueren.

Ech huelen un, dass deen éischten Deel vu menger Fro domadder beäntwert ass, dass een do keen Afloss dorop huet an dass déi Leit, soubal se gülteg Pabeieren hunn, grad esou wéi aner Leit kënnen ons Stroosse benotzen. Nach ass et awer esou, dass bei deene Verkéierssituatiounen, déi mer hei am Land hunn a ganz besonnesch hei an der Stad, an awer och aus Ëmweltgrënn, ee sech muss froen, ob et wierklech néideg a wichteg ass, dass déi Autoen zirkuléieren, wou ee jo e Panneau ganz fein kann un eng Mauer hänken.

Meng Fro un den Här Minister ass duerfir: Kënne mer déi Camionnetten net dorun hënneren, fir am Verkéier ze hënneren? Dat heescht, kéint ee sech net virstellen, e Reglement auszeschaffen, wat en zwecklosen oder sënnlose Verkéier op onse Stroosse géif verhënneren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Här Lucien Lux, Transportminister, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, d'Madame Stein huet mat hirer Fro beim Transport- a beim Ëmweltminister scho méi laang oppen Dieren agelaf, well de Regierungsrot huet de 25. Juli d'lescht Joer, also genau viru sechs Méint, eng Ännerung vum Code de la route deponéiert, déi seet: «La circulation de véhicules routiers à des fins principalement publicitaires ainsi que les défilés publicitaires de véhicules routiers sont interdits.» Ausnahme gi just gestattet fir Manifestatiounen à caractère culturel ou sportif.

Déi Ännerung vum Code de la route ass also schonn deponéiert. Leider gëtt et vum

Conseil d'État och sechs Méint duerno nach ëmmer keen Avis dozou. Wann dat also an nächster Zäit de Fall wäert sinn, da kënne mer dat ëmsetzen a verbidden.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro stellt den honorabelen Här Etgen un de Minister vum Intérieur an dem Aménagement du Territoire, den Här Halsdorf, iwwert d'„Zone d'activités économiques".

- Question N°299 du 9 février 2009 de M. Fernand Etgen relative au plan sectoriel «Zone d'activités économiques», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, wéi Dir sot, hunn ech eng Fro un den Innen- a Landesplanungsminister iwwert de Plan sectoriel «Zone d'activités économiques». Dëse Plang sollt dee 5. Februar presentéiert ginn. Dës Presentatioun ass awer kuerzfristeg ofgesot ginn. Ech wollt duerfir froen, wat hei d'Ursaache sinn.

Ass et de feelende Konsens an enger ganzer Rei Froen oder sinn et just punktuell Schwieregkeeten? Sinn eventuell Divergences de vue um politeschen Niveau oder um Niveau vun de betraffene Fachbeamten? Fir wéini ass dann elo mat der Presentatioun vun dësem Plang ze rechnen? Entsprécht dëse Plang iwwert d'Aktivitéitszonen de reelle Besoinë vun de PMEen?

Ass de Minister sech bewosst, datt mir net genuch Aktivitéitszonen hunn, datt bal 30 Zonen an der Genehmegungsprozedur stiechen? Datt d'Präisser eis fortlafen?

Grad an där aktueller Wirtschaftskris missten dach eis PMEen ee Recht fannen, fir sech ze etabléieren, oder ech mengen, grad a Krisenzäite brauchen eis Betriber Planungssécherheet.

De Plan sectoriel «Zone d'activités économiques» ass och wichteg fir eng Reform vun de Gemengefinanzen. Eréischt da kënne mer iwwert d'Verdeelung vun de Plus-valuen op d'Regioun schwätzen.

Misst dëse Plang, grad wéi och de Plan sectoriel «Logement», net elo virleien, wou fir déi aner Pläng de SUP - déi strategesch Ëmweltprüfung - schonn ugefaangen huet. Déi véier Pläng solle jo ee kohärent Ganzt erginn.

Steet déi ganz Regierung - och de Mëttelstandsminister - nach ëmmer zum IVL?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den Här Jean-Marie Halsdorf, zoustännege Minister, äntwert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauche schnellstens de Plan sectoriel vun de Zones d'activités économiques. Déi vill Diskussiounen am Land iwwer Wickreng beweisen dat. Si beweisen op där enger Säit, dass et noutwendeg ass, dass ee Regele brauch, wou wat hi soll kommen, an op där anerer Säit beweise se och d'Komplexitéit vun der Entwécklung hei an eisem Land. An duerfir hu mer un engem Plan sectoriel «Zone d'activités économiques» geschafft. Deen orientéiert sech un eisem Programme directeur de l'aménagement du territoire an och um IVL.

Dëse Plan sectoriel ass natierlech ënnert der Presidentschaft vum Wirtschaftsminister opgebaut ginn, an et muss een ëmmer wëssen, dass, wann een integrativ virgeet, mer am Fong geholl ee Mix brauche vun territorialer, ekonomescher a sozialer Kohesioun. Et ass dat, wat mer brauchen.

Mir tabléieren esou wéi am IVL weider op 4% Wuesstum an eisem Land. Dat mécht e Wuesstum vun Aarbechtsplaze vun 2,5% op den Horizont 2020. Mir mussen also kucken, wéi ee Bedarf mer hunn un industriellen an un handwierkleche Plazen.

Wichteg ass, dass mer déi klassesch Zones d'activités organiséieren an dass mer besonnesch d'Handwierk stäerken an do eng Promotioun maachen. Dat ass ee vun de Schwéierpunkte vun dësem Plan sectoriel, well mer ganz vill Verdrängungseffekter an eisem Land hunn op Käschte vum Handwierk duerch de Commerce an och d'Bürosgebaier. Duerfir musse mer do - géif ech soen - e Rééquilibrage kréien. Dat ass eng vun deene groussen Erausfuerderungen.

Mir hunn eng Analys gemaach, bilateral mat deenen 116 Gemengen. Am Ganze sinn nach - wëll ech Iech soen - eng 1.500 ha u klasseschen Industriezonen an eisem Land do. Mir ginn dervun aus, dass mer 300, 400 ha brauche bis 2020. Am Horizont 2020 wäerten ongefeier nach 60% weider kommunal Handwierkerzone sinn, a 15% wäerte regionaler sinn. Dat gëtt eng Verdueblung vun de regionalen Zonen, an do läit ebe grad - géif ech soen - d'Kromm an der Heck oder do läit och am Fong geholl de Schwéierpunkt, dee mer wëlle maachen.

Mir mussen onbedéngt méi regional Industriezone kréien, fir d'Gemenge vun där Logik erofzekréien, dass se wëlle mordicus wuesse fir méi Geld an d'Keess ze kréien. Dat ass déi grouss Erausfuerderung.

Duerfir hätte mer gär eng nei Typologie vun dësen Zonen, an do sollen da Commercen drakommen. Wéi vill Commerce, manner oder méi, do si mer dann am Detail, an do hu mer nach am Detail punktuell Froen, déi musse gekläert ginn.

Dat erkläert, firwat mer am Fong geholl nach net um Enn si mat den Diskussiounen. Mäi Wonsch ass deen, dee Plan sectoriel esou séier wéi méiglech ze kréien. Mäi Wonsch ass, dee Plang kohärent anzesetzen, och Tamponzonen anzebauen, fir dass d'Belaaschtunge vun deenen Zonen d'Bierger net ze vill - géif ech soen - an Ugréff huelen.

Dat Ganzt wäert sech finaliséieren an engem Règlement grand-ducal, deen déi nächst Regierung dann op den Instanzewee wäert schécken. Dat ass dat, wat ech Iech wollt soen.

Mir sinn hei awer an engem Goss - géif ech bal soen - oder op d'mannst op enger Wellelängt, well d'Meenung ass, dass mer eng integrativ Approche musse kréien am Beräich vum Schaffen a vum Wunnen hei zu Lëtzebuerg.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Familljeministesch, d'Madame Jacobs, kritt als nächst vum honorabelen Här Diederich Froen iwwert d'Chèques-services gestallt. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°300 du 6 février 2009 de M. Fernand Diederich relative à l'introduction de chèques-services à partir du 1er mars prochain, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zwar gëschter d'Informatioun kritt op der Gemeng, datt d'nächst Woch 15 Versammlungen op fënnef Plazen am Land ofgehale ginn, fir déi Responsabel vun de Services d'accueil, wat de Volet Informatik a Facturatioun ubelaangt, ze informéieren.

D'Gemenge stelle sech doriwwer awer Froen - dat hunn am Fong eng Rei Kolleegen elo dës Woch awer ugedroe kritt -, wéi de System mat de Chèques-services den 1. Mäerz soll praktesch ulafen. Wéi vill méi Aarbecht kënnt op déi Responsabel vum Personal duer? Wou sollen d'Gemenge kuerzfristeg Personal hierhuelen, wa se op eng méi grouss Demande solle reagéieren?

Mir kenne keng nei Texter bis elo, ausser der Note vum 5. Dezember 2008, esou datt mer och den Elteren, déi eis Froe stellen, net richteg kënnen äntwerten.

Wéi ass déi eventuell Zesummenaarbecht mat de Musekschoulen oder de Sportveräiner virgesinn?

D'Gemenge stelle sech nach vill aner Froen an deem Zesummenhang a wiere frou, wann déi nei Bestëmmungen net ze vill duerjernee géife bréngen.

Kann d'Madame Minister eis doriwwer Opschloss ginn, wat bis den 1. Mäerz nach kann an d'Wee geleet ginn, fir datt déi praktesch Ëmsetzung d'Gemeng net virun ze vill Schwieregkeete stellt?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Diederich soen, datt am Ministère 2,5 Beamte sech ëm d'ganzt Lëtzebuerger Land këmmeren. Wann an de Gemengen also sech ongefeier an deemselwechten Ausmooss d'Leit drëm këmmeren, da kann et nëmme fir den 1. Mäerz fonctionnéieren.

Ech wëll awer hei elo ouni Witz soen, datt mer eigentlech mat deene ganze Virbereedungsaarbechte gutt virukomm sinn. An ech sinn och ganz frou, datt mer jo hei an der Präsenz si vun dem President vum Syvicol a vun dem Vizepresident an aneren eminente Perséinlechkeeten,…

(Brouhaha)

Une voix.- Sot deene Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma, ech soen deenen och Merci, well déi Leit hu villes gehollef, well soss hätte mer dat hei iwwerhaapt net op d'Schinne kritt. De Jempy Klein huet op enger vun deene Versammlunge gesot, et ass eigentlech egal, ob mer den 1. Mäerz ufänken oder ob mer den 1. Oktober ufänken.

Dat hei ass eng nei Erausfuerderung, där mer eis all gestallt hunn an déi mer hei an deem Haus ëmmer gefrot si ginn. Et ass ëmmer gesot ginn: Haalt op mat deem Géisskanesystem a kuckt, datt mer op Sachleeschtunge kommen.

Elo probéiere mer op Sachleeschtungen ze kommen, a wann dann op eemol eenzel Leit ufänken ze panikéieren, da muss ee sech där Panik do net uschléissen, da muss ee kucken, Äntwerten dorobber ze fannen. Ech si frou, zum Beispill, datt ech an der Zeitung gelies hunn, datt d'Gemeng Déifferdeng den 1. Mäerz ufänkt mat de Chèques-services, fir also och ze weisen, datt jiddwereen och beméit ass ze kucken, fir do Äntwerten a Léisungen ze fannen.

Wann et net iwwerall den 1. Mäerz klappt, dann ass fir dee Fall och am Reglement eppes virgesinn, wat d'nächst Woch wäert am Conseil des ministres dra sinn, andeem mer soen, et geet ëmmer nëmmen esou wäit, wéi Plazen do sinn. Plus datt mer soen, et gëtt d'Méiglechkeet, fir eben en Agrément ze kréien, deen op der Zäit limitéiert ass, fir aner Léisungen unzebidden.

Ech muss soen, meng Erfahrung vun deene leschte Méint wéist, datt d'Gemengen äusserst kreativ sinn. Déi eng probéieren op déi eng Aart a Weis, déi aner op déi aner Aart a Weis de Leit entgéintzekommen. An et ass jo eigentlech dat, wat zielt. Ech denken och, datt da mat engem klengen Effort och vun de Gemengebeamten, déi do sinn an deene mer jo och probéieren entgéintzekommen, mer domadder den Eltere kéinten eng Äntwert dorobber ginn.

Et geet jo net ëm Iech an et geet net ëm mech, mä et geet drëm fir ze kucken, wierklech deene Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg sinn an déi Hëllef brauchen, ze hëllefen.

Wa mer 40% vu Kanner hunn, déi keng Lëtzebuerger sinn, da geet et drëm fir méiglechst vu Kleng un ze probéieren, och deenen ze hëllefen, fir datt se hei integréiert ginn a Chancë kréien, fir hei an de Schoule mat virunzekommen. Wann déi Kanner méiglechst fréi léiere Lëtzebuergesch schwätzen, ass et méi liicht fir si a méi liicht fir déi lëtzebuergesch Kanner. Wann déi Kanner e Problem hunn an dat gëtt méiglechst fréi an Uecht geholl, dann ass et méi liicht fir si a méi liicht fir se alleguerten.

Duerfir solle mer eis elo net alleguerten hei a Panik versetze loossen. Mä ech sinn dervun iwwerzeegt, wann dat hei bis fonctionnéiert, dann huet erëm ëmmer jiddweree gesot, dat do war eigentlech dat, wat mer jo well ëmmer gesot hunn, wat mer misste kréien.

De Moment muss ech de Kapp duerfir duerhalen. Ech maachen dat och a sinn dervun iwwerzeegt, wann et bis gutt ausgeet, datt jiddwereen ewell ëmmer dervun iwwerzeegt war, datt dat hei richteg ass.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den honorabelen Här Bausch wëllt eng Fro stellen un de Minister vun den Travaux publics iwwert d'Erofsetze vun der Vitesse am Bambësch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°301 du 9 février 2009 de M. François Bausch relative à des mesures de ralentissement de la circulation dans la zone de récréation de la forêt du Bambësch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt dem Här Bauteminister déi Fro stellen, an dat net nëmmen, well mer…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Bausch bieden.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Fir mol eng Kéier, dass ech eng Fro stellen, lauschtert mir no!

(Interruptions)

Här President, ech wollt déi Fro un de Bauteminister stellen, net well elo viru kuerzem effektiv e schwéiert Accident geschitt ass, mä well dat eppes ass, wat mer scho laang um Mo läit.

De Bambësch ass ee vun de gréissten Noerhuelungsgebidder an der Stad. Déi Problematik, esou wéi se am Moment och elo erëm diskutéiert gëtt - och um Hannergrond no deem Accident -, bei den zoustännege städteschen Instanzen, déi seet mer, datt mer do erëm um Holzwee sinn. An zwar gëtt elo gemengt, datt dat reng eng Problematik wär am Zesummenhang mat den Iwwerland-Vëlosweeër, wouvun ee jo do d'Iwwerquerung mécht vum der N7, wou dat Accident do geschitt ass.

De Problem stellt sech awer hei méi déif gräifend. Am Bambësch hu mer Leit, déi spadséiere ginn. Mir hunn Nordic-Walker, mir hunn Joggeren. Mir hu Mountainbiker, mir hu Kanner, déi do spillen. Dat heescht, et ass wierklech dat gréissten Noerhuelungsgebitt an der Stad, mä och fir vill Leit, déi ronderëm d'Stad wunnen.

Ech mengen, datt op deem Stéck Strooss do vun ënne vum Parking, wou de Spora-Tennis ass, bis erop bei de Rond-point Biergerkräiz d'Vitesse einfach ze héich ass. Mir hunn do eng Vitesse vun 90. Menger Aschätzung no ass dat vill ze héich. Do misst d'Vitesse erofgesat ginn op 70, fir duerch dat Noerhuelungsgebitt ze fueren. An et missten och deementspriechend an der Strooss Aménagementer gemaach ginn, fir datt dat kann agehale ginn.

Et muss een och wëssen, datt et eigentlech net vill Sënn mécht, do eng Vitesse vun 90 zouzeloossen, well d'Automobiliste souwisou um Rond-point Biergerkräiz musse ganz staark ofbremsen, fir an dee Rond-point eranzefueren. Dat heescht, et gëtt iwwerhaapt keen Zäitgewënn, souguer wann een do méi eng héich Vitesse fiert. Mä ech mengen, et ass am Intérêt vun deem groussen Noerhuelungsgebitt mat deene villen Aktivitéiten, déi do stattfannen - wéi gesot net nëmme ronderëm de Vëlo -, datt mer dee Bësch an dat Gebitt do haaptsächlech als Noerhuelungsgebitt gesinn, an deementspriechend och d'Automobiliste mussen eng Vitesse do fueren, déi an deem Sënn ass, datt se viru Leit, déi do op der Strooss kënnen optauchen, un d'Hale kënne kommen.

Duerfir wär mäi Wonsch, datt mer wierklech eng drastesch Reduktioun vun der Vitesse maachen op deem ganzen Tronçon do, dat heescht an deem engen Deel 70 an ënnen esouguer éischter 50, an deementspriechend och eng Rei baulech Mesuren, déi duerchwegs méiglech wären, do ënnerhuelen, fir datt dat ka gemaach ginn, fir datt esou schro Accidenter net méi kënne virkommen an datt mer dann donc deem Gebitt déi Bestëmmung ginn, déi et eigentlech verdéngt.

Duerfir meng Fro un de Minister: Ass hie bereet, mat op dee Wee ze goen?

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, ass elo e wéineg anescht gestallt ginn, well se an engem Globalkonzept vum Bambësch gestallt ginn ass.

Ech wëll duerfir zwou Zorten Äntwerte ginn. Déi éischt Äntwert ass, datt bei all deene concernéierte Passagen, wou mer esou Fräizäitaktivitéiten hunn, déi nécessairement mussen iwwert d'Strooss goen - ob Foussgänger oder Vëlospisten -, eng Rei Froe sech stellen, an op Basis vun deenen Accidenter, déi geschitt sinn, sech och eng Rei Gedanken an deene leschten Deeg gemaach gi sinn.

Ech wëll awer vläicht e wéineg zréckkommen, fir ze soen, wat hei geschitt ass.

Hei si mer op engem Foussgängersträif, wou Leit iwwergaange sinn, wou och déi noutwendeg Schëlder stoungen, mä duerch de Fait - menge mer op jidde Fall no der

Analys, déi elo gemaach ginn ass -, datt op där Plaz eng Rei Foussgängersträife waren, am Fong eng Sécherheet kreéiert ginn ass, eng symbolesch Sécherheet kreéiert ginn ass, déi awer keng reell Sécherheet war, sou datt mer duerfir mat enger Rei Problemer konfrontéiert waren op där doter Plaz.

Also heiansdo ass eng falsch Sécherheet, déi een duerch Sécherheetsmoossname kreéiert, déi duerno an der Realitéit net esou effikass kënne sinn, problematesch.

Mir hunn duerfir reagéiert an direkt Barrièren dohinner gesat, fir u sech ze verhënneren, datt déi Leit, déi op deene Weeër ginn an net opmierksam sinn, einfach duerch Onopmierksamkeet op d'Strooss kënne lafen.

Mir sinn eis awer och bewosst, datt dat net duergeet, an duerfir ass déi Iwwerleeung doriwwer, wat fir eng aner Moossnamen et gëtt, och an der Commission de la circulation, ech mengen an där vun der Stad Lëtzebuerg, mä och an där vum Stat gemaach ginn.

Déi éischt Constatatioun, déi ech gemaach hunn, féiert mech awer och weider. Dat heescht, déi féiert mech weider, andeem ech soen, et muss een elo oppasse bei deene Moossnamen, déi een hëlt, datt een net zousätzlech Moossnamen hëlt, déi genau datselwecht provozéieren - duerch wat och ëmmer, baulech Moossnamen oder Beschëlderungsmoossnamen oder wat och ëmmer dass de do méchs -, dat heescht e Sécherheetsgefill, wat awer an der Realitéit keng Sécherheetsmesure ass. Et ass heiansdo net onproblematesch, déi gefillte Sécherheet eropzesetzen an domat automatesch déi reell Sécherheet erofzesetzen.

Wat mengen ech, datt een hei kéint maachen? D'Fro ass, ob en Erofsetze vun der Vitesse déi richteg Moossnam ass. Also, ech wëll just dem Här Bausch soen, en général sinn ech selbstverständlech der Meenung, datt mer déi Diskussioun solle féieren iwwert d'Exploitatioun vum Bambësch als Noerhuelungsgebitt a wéi mer dat uerdentlech an de Gréff kréien. Fir déi Diskussioun ze féieren, sinn ech op.

Ech sinn awer net fir all Moossnam op, déi mer net am Detail gemeinsam analyséiert hunn. Fir d'Vitesse erofzesetzen op enger riichter Streck, ass e Problem. Wa mer dat also wëlle maachen, mengen ech, muss een et anescht ugoe wéi just Schëlder dohinner ze setzen an op enger riichter Streck d'Vitesse vu 70 op 50 erofzesetzen, well mer einfach wëssen, datt dat net agehale gëtt, obwuel dann déi Leit kéinten e Protokoll kréien. Mä wann et net agehale gëtt an de Foussgänger fillt sech sécher, an et geschitt him eppes, dann huet hien net vill dervun, wann hien duerno am Recht war, wann hien en Accident hat.

Ponts et Chaussées analyséiert trotzdeem - dat wär keng schlecht Analys -, ob mer op där doter Plaz mussen déi Vëlospisten maachen an ob mer se net kënnen anescht méi sécher organiséieren a gestalten. Och déi Diskussioun sollt ee féieren. Ech weess net wat fir eng Konklusiounen do erauskommen. Ech ka mer virstellen, datt den Déplacement vun där Vëlospist op d'Biergerkräiz, do wou souwisou méi lues gefuer gëtt, awer keng falsch Moossnam ass. Ech soen net, datt mer et maachen. Ech soen, ech hätt gär, datt soll analyséiert ginn.

Et gëtt déi Solutioun mat den Inselen. Dat ass deelweis och scho virgeschloe ginn. Do géif ech gär kucken, ob déi Inselen dann zousätzlech eng Sécherheet fir d'Foussgänger, mä och fir d'Autosfuerer bréngen. Well och eng Insel op enger riichter Streck kann, deemno wéi se gekennzeechent ass, fir den Autosfuerer net ongefäierlech sinn. Reste à verifier wat geet a wat net geet.

Schlussendlech mengen ech, datt een och muss mat der Stad Lëtzebuerg kucken, awéiwäit et méiglech ass ganz aner Stroossebeliichtunge fir Passagen do ze maachen an awéiwäit et net méiglech ass och esou Radarsdetektoren, wou orange Luuchten uginn, dohinnerzesetzen, fir d'Opmierksamkeet wesentlech méi staark drop ze bréngen.

Ech hätt gär, datt mer hei eng uerdentlech Diskussioun féiere mat all deene Moossnamen an duerno dat Bescht dorauser maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Da kënnt déi nächst Fro vum honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Se adresséiert sech un den Här Ëmweltminister a behandelt d'Problematik vun de Kormoranen. Här Schaaf, mir si gespaant op d'Fro an op d'Äntwert.

- Question N°302 du 10 février 2009 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la population du cormoran au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, ech hu mer jo laang iwwerluecht, ob ech iwwerhaapt soll zu deem Sujet do eng Fro stellen, mä ech hunn awer du gemengt, et wier gutt wann een hei regelméisseg dem Minister géif d'Geleeënheet gi fir eis ze informéiere wou déi Diskussiounen de Moment dru sinn, fir datt mer och alleguerten um leschte Stand sinn.

Virun allem awer hunn ech dat gemaach, nodeems datt e puer Fëscher - onofhängeg vuneneen - mer gesot hunn, si hätten es elo definitiv genuch, datt se mat hirer Méi a mat hire Sue misste Fëschfudder eigentlech fir de Kormoran bezuelen. Si géifen elo ophale Fësch auszesetzen; wat ech eigentlech eng bedenklech Situatioun fannen. Mir kréien also e wuessende Frust vun de Fëscher a mir kréien en Ofhuele vun de Fëschbestänn mat deem dote Gescheck.

Ech wollt e puer Froe stellen a folgendermoossen artikuléieren.

Dat éischt ass déi Tatsaach, dass de 4. Dezember 2008, also virun zwee Méint, nach rezent, d'EU-Parlament sech mat grousser Majoritéit fir e Virgoe géint déi wuessend Kormoran-Populatiounen ausgeschwat huet an och suggéréiert huet, dass Management-Pläng sollen erstallt ginn. Ech wollt wësse wéi dat konkret weidergeet a wat do fir Lëtzebuerg virgesinn ass?

An deem Kontext wollt ech och de Minister froen, ob d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung eng ofwaardend Haltung ass an deem Dossier, oder ob et eng aktiv Positioun gëtt vun eisem Minister an déi eng oder an déi aner Richtung doranner.

Eng zweet Saach, déi ech nach wollt froen, dat ass, dass virun zwee Joer hei de Carlo Wagner de Minister zu dësem Sujet interpelléiert huet, an de Minister deemools geäntwert huet, et géifen Zielunge vum Waasserwirtschaftsamt gemaach ginn, souwuel wat d'Kormoran-Populatioun wéi d'Fëschbestänn ubelaangt. Ech wollt wëssen, ob et Konklusiounen aus deenen Zielunge gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Här Ëmweltminister Lucien Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, fir vläicht fir d'éischt unzefänke mat där leschter Bemierkung, déi den honorabele Kolleeg Jean-Paul Schaaf gemaach huet, nämlech déi iwwert d'Entwécklung vun de Bestänn u Kormoranen hei zu Lëtzebuerg. Effektiv hu mer eis virun zwee Joer zesumme mam Waasserwirtschaftsamt d'Moyenë ginn, fir dat eng Kéier genau ze kucken.

Déi Zielunge sinn allerdéngs méi laang gemaach ginn, mä et ass keng richteg Analys driwwer gemaach ginn. Ech hu mer dofir déi Zuelen an der Mëttegstonn nach eng Kéier ugekuckt, fir ze soen, dass am Dezember 2001 e Bestand vun 360 Kormoranen zu Lëtzebuerg festgestallt ginn ass. An am November 2008 - dat ass dee leschten héchste Mount u Bestänn - louche mer genau bei deemselwechte Chiffer, nämlech 360.

Et ass also esou, dass d'Entwécklung vun de Bestänn éischter géif op eng Stagnatioun hiweise vum Bestand, deen hei zu Lëtzebuerg festzestellen ass. Deen eenzege Mount, deen effektiv aus der Rei ass vun enger Tendenz, déi wéi gesot plus/minus bei 360 läit, war den November 2003, well do ass e Bestand festgestallt gi vu 540 Kormoranen. Dat war effektiv e ganz héije Mount, deen awer wierklech aus der Rei ass vun deem, wat normalerweis de Bestand ass.

Däerf ech hei nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Aart a Weis, wéi mer mat de Kormoranen ëmginn, duerch d'Direktiv iwwert de Vulleschutz vun 1979 geregelt ass, an domadder de Kormoran an där Direktiv als eng geschützten Aart virgesinn ass. Et ass nëmme méiglech hei ze joen oder awer ze vergrähmen iwwer eng Derogatioun, déi den Ëmweltminister géif ginn. Déi ass méiglech, Här Schaaf, wa seriö Dommagë kënnen erwaart ginn oder festzestelle si bei der Fëscherei an der Landwirtschaft, beim Naturschutz an anere Saachen.

Däerf ech och hei soen, dass säit 1979, säit et also d'Direktiv iwwert de Schutz vun de Vulle gëtt, keen Ëmweltminister eng Derogatioun op der Basis vun där doter Réglementatioun hei zu Lëtzebuerg ginn huet, weder fir ze joen nach fir ze vergrähmen. Et gëtt also keng esou Derogatioun bis haut.

Richteg ass, dass um europäesche Plang an deene leschte Wochen eng Rei vun Initiative stattfonnt hunn. Dir hutt selwer d'Motioun vum Europaparlament genannt. Dat huet mat enger grousser Majoritéit eng Motioun ugeholl iwwert d'Problematik vun de Kormoranen, déi awer de Memberlänner an deene jeeweilegen Ëmweltministèrë keng Propositioune mécht, mä déi éischter d'Fuerderung stellt, dass en europäesche Management-Plang gemaach gëtt. Well jiddweree weess, dass dat virun allem en europäesche Problem ass, deen iwwert d'Grenzen ewech geet vun deenen eenzelne Memberlänner an de Management och dohinner gehéiert.

Däerf ech och nach soen, dass an der Zwëschenzäit och d'Memberlänner mat der Kommissioun virun zwou Wochen en „working group" hate fir iwwert d'Situatioun an deenen eenzelne Memberlänner ze schwätzen. D'Kommissioun huet sech virgeholl, fir bis Enn Mäerz eng sougenannten „tool box" virzeleeën. Eng Këscht also mat Geschier wéi een de Management vun de Kormorane kéint virhuelen.

(Interruption)

Hutt Der eng Propositioun, Här Schneider?

(Négation)

An däerf ech och nach soen, dass den 31. Mäerz e Stakeholder-Meeting zu Bréissel stattfënnt, wou d'Kommissioun all Acteure wäert unhéieren. Mir wäerten hei vu Lëtzebuerg aus och d'Federatioun vun de Fëscher an och d'Natur- a Vulleschutzliga an d'Delegatioun mat abezéien, fir op deem Meeting vertratt ze sinn.

Wat awer dann d'Situatioun zu Lëtzebuerg ubelaangt, hat ech mer virgeholl gehat fir eng definitiv Décisioun, wéinstens fir dës Legislaturperiod, ze huelen, ob et eng Derogatioun soll ginn oder net. Ech hu gëschter Moien d'Federatioun vun de Fëscher gesi fir doriwwer ze diskutéieren. Ech wäert dës Woch nach zwou Réuniounen hunn, och mat aneren Acteuren, déi an deem Beräich do eppes ze soen hunn. Ech wäert da wéinstens fir dës Legislaturperiod bis zum Enn vun dëser Woch eng Décisioun huelen, ob et eng Derogatioun soll ginn oder net.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. De Mudam steet am Zentrum vun enger Fro vum honorabelen Här Mehlen un den Här Minister vun den Travaux public, den Här Wiseler. Här Mehlen, wann ech gelift.

- Question N°303 du 10 février 2009 de M. Robert Mehlen relative aux alentours du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Häre, den 1. Juli 2006 war e memorabelen Dag an der Geschicht vun eisem Land. Du war nämlech d'Ouverture vum Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean do uewen um Kierchbierg, nodeem datt et laang gedauert hat an all Mënsch sech dann driwwer gefreet huet, datt dee Musée eng Kéier endlech konnt opgoen.

Deemools waren d'Alentouren nach ganz dürfteg ugeluecht ronderëm. Entre-temps sinn zwar do Fortschrëtter ze verzeechnen. Mir wëssen, datt Schwieregkeete mam Entrepreneur waren. Mä wann een do derlaanscht fiert, da muss een trotzdeem feststellen, datt een iergendwéi op e Chantier kuckt, datt den Accès dohinner lamentabel ausgesäit.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen - et sinn ëmmerhin ewell zwee an en halleft Joer hier -: Ass d'Regierung gewëllt dem Pei-Musée eng Kéier deen Accès ze verschafen, deen esou engem prestigiéisen Tempel vun der moderner Konscht wierdeg ass? Wat fir enger Natur sinn d'Problemer, datt dat nach ëmmer net geschitt ass? Ween ass fir dës Problemer verantwortlech a fir wéini ass mat der definitiver Fäerdegstellung vun den Alentouren ze rechnen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Minister Wiseler gëtt seng Äntwert zum prestigiéisen Tempel vun der moderner Konscht, dat heescht seng Alentouren.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Also déi doten Ausdrocksweis, déi schreiwen ech mer awer op, an déi kritt Dir an deenen nächste Rieden alleguer zerwéiert, wa mer iwwert dee Musée schwätzen.

Dat, wat ech wëll dozou soen, ass fir d'éischt - Dir hutt schonn eng Rei vun deene Schwieregkeeten, déi bei der Hierstellung vun dem Park waren, ënnerstrach -, datt mer eng Rei Schwieregkeete mat Entreprisen haten, respektiv mat Soumissiounen, déi hu missen annuléiert ginn, frësch gemaach ginn. Alles dat huet Zäit kascht.

Wou si mer haut drun? Haut si mer drun, datt mer fäerdeg si mat där Rampe, déi vun der Philharmonie bis op de Pei-Musée erofgeet, wat a sech immens flott ass a wou een och all déi Perspektiven, déi vum Architekt geplangt gi waren, elo endlech uerdentlech genéisse kann. Mir sinn och fäerdeg mat deem Wee, dee ronderëm de Musée geet, an deen och elo an de Musée de la forteresse féiert. Och dee ka scho gebraucht ginn, an do ass am Fong deen Deel vum Park ganz ofgeschloss. Mir sinn och fäerdeg mat der Esplanade virdrun. Do gesäit et just nach net esou aus, well e grousse Koup Sand drop läit. Dee Sand ass awer ganz einfach geduecht, fir am Fréijoer kënnen unzeséien, a soubal d'Wieder et erlaabt, wäert dat Uséie gemaach ginn, an dann ass déi Esplanade och fäerdeg.

Dat, wat momentan nach net definitiv fäerdeg ass, dat ass op där rechter Säit de Chantierswee, well dee bis zum Schluss opgehale ginn ass, well mer en net wollte futti maache während dem Chantier. Dee gëtt elo am Fréijoer, an deenen nächsten dräi Méint, och gemaach. Wat och nach net fäerdeg ass, dat sinn all déi Raccorden, déi ronderëm den Hotel sinn. Nécessairement sinn déi nach net fäerdeg, well den Hotel nach net fäerdeg ass. Déi gi gemaach, soubal den Hotel och gemaach ass. Esou datt een am Fong kann dervun ausgoen, datt - soubal d'Wieder eis dat elo erlaabt an d'Wieder gutt ass - déi lescht Aarbechte gemaach ginn an datt an deenen nächste Méint och deen hei Chantier wäert ofgeschloss ginn.

Ech wëll awer nach profitéiere fir hannendrun ze soen, datt vun deenen 18,5 Milliounen, déi mer um heitegen Index als Budget haten, mer momentan 14,5 Milliounen engagéiert hunn, an datt mer och gutt ënnert dem Coût wäerte bleiwen, wa mer dee Chantier hei ofschléissen, Här Mehlen, well dat ass lech jo och wichteg.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Den honorabelen Député-maire vu Wolz, den Här Romain Schneider, wëllt eng Fro un de Gesondheetsminister iwwert d'Situatioun vun der Assurance dépendance stellen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°304 du 6 février 2009 de M. Romain Schneider relative à la situation de l'assurance dépendance et plus particulièrement sur le volet relatif aux maisons de retraite et de soins, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Finanzsituatioun vun der Fleegeversécherung stoung am Mëttelpunkt vun enger rezenter Polemik. Ech géif duerfir gäre vum zoustännege Minister wëssen, wéi sech déi finanziell Situatioun vun der Assurance dépendance a leschter Zäit entwéckelt huet. Wéi entwéckelt sech do derniewent d'Démarche qualité, wéi se mat der Reform vun 2005 virgesinn ass? An drëttens, wéi ass et an deem Kontext mat der Transparenz bei de Pensiounspräisser?

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den Här Gesondheetsminister huet elo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Här Schneider Merci soe fir déi Fro, well effektiv an deene leschte 14 Deeg e bëssen Duercherneen entstane war, well e fréiere Member vun dëser Chamber d'Gesondheetskeess an d'Fleegeversécherung duercherneegehäit hat, an duerfir wëll ech dem Här Schneider direkt soen, dass et der Fleegeversécherung haut ganz anstänneg geet an dass d'Fleegeversécherung an der Zwëschenzäit erëm Reserven uleeë kann.

Dir wësst, dass no der Grënnung vun der Fleegeversécherung am Joer 1998, an deenen éischte Joren d'Ausgaben net esou héich ware wéi d'Recetten, esou dass o d'Fleegeversécherung zolidd Reserve konnt konstituéieren. Vun 2003, 2004 un sinn awer d'Dépensë méi héich gi wéi d'Recetten, esou dass déi Reserven hu missen an de Joren 2004, 2005 an 2006 ugeknabbert ginn, an déi Reserven hu relativ schnell ofgeholl.

Duerch déi Finanzéierungsreform, déi 2006 décidéiert ginn ass, an dat muss een och esou soe wéi et ass, wou d'Assuréë méi déif an d'Täsch gegraff hunn, konnt déi Situatioun an der Fleegeversécherung däitlech verbessert ginn, esou dass 2007, 2008 an 2009 erëm zousätzlech Reserven, an zolidd Reserven, kënnen ugeluecht ginn, esou dass mer an deenen nächsten zwee, dräi Joer kënnen op eng zolidd Situatioun zréckgräifen.

Dat wëllt net heeschen, dass déi Gelder elo solle mat der Stränz verdeelt ginn, mä mer hunn eis derzou engagéiert, fir eng ähnlech Démarche ze maache wéi an de Krankekeesen, dass mer esou vill ausgi wéi mer mussen ausginn, mä net méi. An dass mer fir dat, wat mer ausginn, och déi beschtméiglech Qualitéit kréien.

Déi Démarche ass an der Reform vun 2005 effektiv ageleet ginn. Mir hunn d'«commission contrôle qualité» agesat, a flächendeckend Befrounge vun de Bénéficiairë vun der Fleegeversécherung si fir d'éischt an de Réseauë gemaach ginn, wou d'Resultat méi wéi zefridde stellend war. Exzellent Resultater, an dat heescht also, dass d'Fleegeversécherung net nëmme vill kascht, mä awer och vill Liewensqualitéit bréngt, an dass déi Nohaltegkeet, déi duerch eng Ëmstrukturéierung vun de Famillje verluer gaang ass, duerch déi heiten Offer erëm verbessert ginn ass. Et leeft elo eng ähnlech «Enquête qualité» an de Strukturen, an an deenen nächste Woche wäerten d'Resultater vun där Enquête och virgeluecht ginn.

Dann huet den Här Schneider gefrot, wéi et mat der Transparenz vun de Pensiounspräisser, dës Kéier net d'Fleegekäschten, mä d'Pensiounskäschte bestallt ass. Do wësst Dir, dass mer 2005 e Litige haten, well mer déi Indemnisiérung vun de Frais domestiques ofgeschaaft haten, se awer iwwert d'Budgetsgesetz erëm agefouert hunn, ënnert der Konditioun, dass d'Haiser hir Chiffere géifen op den Dësch leeën a fir Transparenz suergen.

Déi Démarche ass amgaang. Déi leeft ganz exzellent. De Gros vun den Haiser suivéieren déi doten Démarche, ausser engem. Ech wäert mer och erlaben deemnächst den Numm vun deem Haus ze nennen, well een, mengen ech, hei an dësem Secteur, wann de Gros bereet ass d'Transparenz spillen ze loossen, net soll de Luusspätter spillen. Dat heescht also, och an där Démarche „Transparenz" komme mer virun, a mer wäerten och d'Resultater dervun op den Dësch leeën, wann déi Enquête ofgeschloss ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann hu mer eng Fro vun der honorabeler Députée-maire vu Betzder, der Madame Marie-Josée Frank, iwwert d'Maisons médicales.

- Question N°305 du 10 février 2009 de Mme Marie-Josée Frank relative aux maisons médicales et notamment d'une extension de l'offre vers la région Est du Grand-Duché, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit dem 1. Dezember 2009 fonctionnéiere jo déi nei Services de remplacement, Maisons médicales ausserhalb vun deenen alldeegleche Consultatiounsstonne vun de Generalisten. D'Zil war an ass et, de Service de remplacement ze optiméieren, fir eng besser a méi schnell Prise en charge ze garantéieren an d'Polikliniken ze entlaaschten. Déi dräi Servicer ginn an der Proximitéit vun dräi Kliniken ugebueden, hei an der Stad, zu Esch an zu Ettelbréck.

Déi dräi Servicer, Här Minister, bidde sécherlech eng grouss Verbesserung, mä vill Bierger aus dem Osten, déi de Service schonn an Usproch geholl hunn, bedaueren a sinn enttäuscht, datt mir keng Maison médicale am Osten hunn.

Firwat? Mä well d'Distanz, fir an eng Maison médicale ze kommen, deemno wou een am Oste wunnt, wäit ass. A wa se dann an der Maison médicale ukomm sinn, si ganz oft laang Waardezäiten. An deemno wéi den Dokter d'Diagnostik stellt, musse se dann nach awer an d'Poliklinik goen, fir dann entweder sech enger Analys oder nach enger Röntgen ze ënnerzéien.

(Interruption)

Gutt, dat ass e Fait. Ech mengen, dat brauchen och oft d'Dokteren, fir eben hir Diagnostik ze complétéieren.

Mä, Här Minister, ech wollt Iech froen, ob Dir bereet wiert, am Osten eng Maison médicale ze etabléieren. A wa jo, wéini? An da selbstverständlech, wou?

Wou, dat ass sécherlech schwiereg. No mengen Informatiounen hunn déi dräi Kantonalhaaptstied schonn eng Demande eragereecht, fir eng Maison médicale ze kréien. Ech géif mer wënschen, datt mer eis nach eng Kéier zesumme mam Minister un den Dësch géife setzen, fir eng optimal Léisung ze fannen, dat am Interesse vun eise Patienten.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den honorabelen Här Kox huet eng Fro, déi an déiselwecht Richtung geet. Dofir huele mer déi, an da kann de Minister déi zwou an engems beäntwerten.

- Question N°306 du 10 février 2009 de M. Henri Kox relative au fonctionnement des Maisons médicales et particulièrement en ce qui concerne la couverture des régions rurales, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech wollt zwou Saache mat drunhänken. Et ass jo gesot ginn, dass u sech eng Entlaaschtung vun den Noutdéngschter an de Klinike sollt passéieren. Ass dat effektiv elo an deene leschten zwee Méint schonn ze beobachten? Well dat soll jo och d'Resultat si vun deene Maisons médicales.

Et ass awer och bei der Presentatioun gesot ginn, dass gekuckt sollt ginn, net nëmmen am Osten, mä - an dofir geet meng Fro e bësse méi wäit -, méi breet, Antennen och am Norde virzegesinn. Awéifern sinn do schonn Iwwerleeunge gefouert ginn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng jonk Institutioun, d'Maison médicale, mä ech mengen, dass et eng Institutioun ass, déi an der Zwëschenzäit gutt akzeptéiert gëtt an och eng ganz Rei vun neien Offere konnt bréngen zu Zäiten, wou d'Leit den allgemengmedezineschen Déngscht wëllen, musse beusprochen, dat heescht, owes méi fréi wéi dee viregte Bereetschaftsdéngscht an iwwert d'Weekender an d'Feierdeeg. Et ass also sécher eng zousätzlech Offer, déi gemaach ginn ass.

Ech wëll och drun erënneren, dass, wéi mer drop an dru waren, fir déi Offer un d'Netz ze ginn, mer d'Deputéierten an d'Buergermeeschteren aus dem Oste geruff haten, fir hinnen ze soen, wat mer wëlles hätten, wat eis Démarche ass, wéi mer wëllen un déi Haiser erugoen. D'Madame Frank an och den Här Kox wëssen, dass mer eis vun Ufank un engagéiert haten, fir no dräi Méint en éischte Bilan ze zéien, fir ze kucken: Wou sinn d'Stäerkten? Wou sinn d'Schwächte vun där neier Offer? Wou ass de Besoin vun zousätzlechen Informatiounen? Wou muss een eventuell de Service verstäerken? Dat war also vun Ufank u gewosst.

Mir wäerten dat och an deenen nächste Woche maachen. Mir hunn éischt Bilanen, déi mer kënnen zéien, well mer och den 112 mat engagéiert hunn an déi Démarche, fir ze kucken: Wou sinn d'Besoinë vun de Leit? Wat kënnt vu Froen? Wat kënnt gegebenenfalls vu Reklamatiounen? Net nëmmen am Osten, mä iwwert d'Land. Ech sinn dofir och dankbar fir déi Nuance, déi den Här Kox erabruecht huet, dass, wa Problemer sech stellen, déi Problemer sech selbstverständlech net nëmmen an enger Regioun stellen. An anere Regiounen, am Westen, am Norden, zum Deel am Süden an och am Oste sinn déi Distanzen duerchaus vergläichbar, well et ass net eng Spezifissitéit vum Osten.

(Interruption)

Dat ass ganz richteg. Merci och fir d'Zwëschebemierkung. Ech wäert och dorop agoen. Déi Situatioun, déi presentéiert sech e bëssen ähnlech an deene ländleche Regiounen. Dofir och Merci fir déi Nuance.

Mir haten an där Réunioun, déi mer zesummen haten, och d'Dokteren, déi hei e wichtege Partner sinn, mat op de Wee kritt, fir ze soen, wa sech zousätzlech Besoinë sollte weisen, da muss een dat an enger nationaler, regionaler Approche maachen, fir zousätzlech Déngschtleeschtunge kënnen ze garantéieren. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Selbstverständlech wär et flott, wann een net nëmmen am Osten eng zousätzlech Maison médicale hätt, mä och am extremen Norden, am Westen. Kuckt Iech d'Westregioun emol eng Kéier un. Et wär duerchaus wënschenswäert, wann een dat géif maachen. Et muss een allerdéngs dann och d'Leit hunn, fir déi Servicer kënnen ze assuréieren. An do kuckt Iech d'Kaart vun de Generalisten un, déi ass zwar hei zu Lëtzebuerg nach intakt, mä si ass awer net beliebeg ausdehnbar.

Ech wëll och soen, dass ech aus der Ostregioun eng Rei vun interessante Propositiounen hunn. Ech hunn eng Propositioun vu Mondorf, fir en Haus do ze bedreiwen. Ech hunn eng flott Propositioun aus der Schengener Géigend, fir eng Gruppepraxis ze entwéckelen. Ech hunn eng Propositioun aus der Mäertert/Gréiwemaacher Géigend an ech hunn eng Propositioun aus der Iechternacher Géigend.

D'Madame Frank schéngt mer do Entscheedungshëllef kënnen ze ginn a wäert mer wahrscheinlech herno och dat soen, wat se mer virdru gesot huet, dass si der Meenung wär, dass dat zu Gréiwemaacher soll geschéien, wou si mer dat spontan gesot huet, dass et zu Gréiwemaacher soll…

(Interruptions)

Neen, neen! Ech hat d'Madame Frank, esou wéi dat mäi Genre ass, mat oppenem Viséier gefrot: Wou mengs Du dann, dass déi richteg Plaz wär? An du sot d'Madame Frank, zu Gréiwemaacher.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ma well do eng Klinik war…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Voilà, well do eng Klinik war, awer och haut keng méi ass. Well mat virtuelle Klinike kënne mer u sech net vill ufänken.

(Interruptions diverses)

Ech ginn och op all déi Offere vun deenen eenzelne Gemengen an. Ech hu Kontakt mat deene verschiddene Leit. Déi Kolleegen aus der Schengener Géigend ware bei mer, hunn en interessant Konzept, wou net eng reng Maison médicale ass wéi se bis elo besteet, mä éischter eng Gruppepraxis. Ech envisagéieren och, wann ech dat an Zukunft nach kann, fir infrastrukturell Hëllefen a Saache medezinesch Grondversuergung kënnen ze schafen, well am Moment ginn d'Kliniksinfrastrukture vum Stat respektiv der CNS bal ganz finanzéiert. D'Grondversuergung ass eppes extrem Wichteges an a strukturell schwächere Géigende kann ee sech duerchaus virstellen, fir flott Initiativen ze ënnerstëtzen, ob dat Gruppepraxe sinn oder aner Kooperatiounsmodeller.

D'Konklusioun: Mir wäerten an deenen nächste Wochen de Bilan zéien. Mir wäerten och déi Leit, déi dat ganz positiv matgedroen hunn - ech wëll dat nämlech soen, an där Réunioun, déi mer hate mat de Leit aus dem Osten, ass dat ganz positiv matgedroe ginn -, mat abezéien. An da stinn och d'Doktere mat am Wuert, dass mer do, wou d'Noutwendegkeet ass, dee Service renforcéieren. Ech hu virsiichtegerweis mat Hëllef vum Budgetsminister, dem Luc Frieden, e Sputt am Budget fir dëst Joer, fir dass mer kënne schnell zousätzlech Ugebueder maachen, déi noutwendeg sinn.

Wat elo, wann de President mer nach zéng Sekonne léisst,…

M. le Président.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …d'Entlaaschtung vun den Urgencen ugeet, ass et ze fréi fir kënne kloer Informatiounen ze ginn, well mir haten an deene leschte Wochen eng seriö Grippenentwécklung, esou dass et schwéier ass, fir dat elo genee festzehalen. Do brauche mer sechs Méint. Ech weess allerdéngs, dass eng Rei vu Klinike systematesch feelorientéiert Leit an d'Maisons médicales iwwerweisen, dass net jiddwereen dat Ugebuet unhélt, mä och dat ass gewöhnungsbedürfteg. Ech mengen, dass d'Maisons médicales eng gutt Ergänzung si vum medezineschen Ugebuet, mat Kannerkrankheeten, mä déi Kannerkrankheete wäerte mer zesummen an de Gréff kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann nach zur Question parlementaire N°2908, déi den honorabelen Här Berger uganks ugeschwat hat, nämlech déi Fro, déi hien un den Här Bauteminister gestallt hat,fir gegebenenfalls en Audit iwwert de System vum CITA ze maachen, wat säi Fonctionnement ubelaangt. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

6. Question parlementaire N°2908 de M. Eugène Berger relative au système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv geet et hei ëm eng schréftlech Fro, déi ech de 16. Oktober gestallt hat ënnert der Nummer 2908, mä ech si frou, wann awer de Bauteminister mer haut kann hei och mëndlech Äntwert ginn. Ech hunn zwar héieren, datt se eventuell an den nächsten Deeg och schréftlech géif kommen, mä ech sinn e bëssen ongedélleg, da kann ech also haut schonn d'Äntwert gewuer ginn.

D'Fro betrëfft de CITA, dee System op den Autobunnen, dee mer alleguerte kennen, dat sinn déi Panneauen, déi eis Informatioune ginn iwwert d'Wieder, iwwer eventuell Gefore respektiv Informatiounen iwwer Stau oder all Informatiounen iwwert den Trafic. Et ass esou, datt - ech mengen - jiddweree scho konnt feststellen, datt dee System net ëmmer optimal fonctionnéiert respektiv net esou fonctionnéiert, wéi ee sech dat vun esou engem System kéint wënschen. Dat net zulescht och am Sënn vun der Sécherheet an och am Endeffekt am Sënn vun der Ëmwelt, well doduerjer, datt een all déi Fluxen op den Autobunne kéint besser organiséieren, kéint dat am Endeffekt och dorop e positiven Effekt hunn.

Et ass esou, datt op där enger Säit eng Rei Panneauen esou konzipéiert sinn, datt net genuch Zeechen drop sinn. Do sinn da vläicht dräi oder véier oder fënnef Zeechen, mat deenen ee ka schaffen an also net all Situatioun kann erklären. Et gëtt effektiv een zwee Panneaue mëttlerweil oder vläicht ee méi, wou och mat Text méi prezis eppes kann indiquéiert ginn, wat u sech sënnvoll ass. Dat heescht also, datt net genuch Zeechen do sinn, fir eben all déi vielfälteg Situatioune kënnen ze beschreiwen.

Dann ass et och esou, datt ee sech misst Gedanke maachen iwwert d'Opstelle vun deene Panneauen. Et huet een Ofschnëtter op den Autobunnen, wou praktesch all Kilometer iwwert d'ganz Autobunn déi Schëlder stinn, wou een dann also keng nei Informatioune kritt op 500 m oder engem Kilometer. Et sinn awer och aner Plazen, wou ee sech kéint soen, hei wier et awer sënnvoll, wann do géif e Panneau stoen, zum Beispill bei enger Opfahrt vun enger Autobunn, wann een do direkt kéint liesen, et ass Stau, et ass eng Gefor, etc, datt een da vläicht dat kéint évitéieren.

Et ass esou, datt anscheinend den ACL, dee jo ënner anerem de Vertrieder ass vu ganz villen Automobilisten, regelméisseg Reklamatioune respektiv Suggestiounen erakritt, fir do Verbesserungen ze maachen.

Duerfir hat ech eng Question écrite gestallt, wou ech gefrot hunn, ob de Minister net der Meenung wier, datt et noutwendeg wier, fir eng Kéier dee ganze System, dee ganzen Apparat respektiv de Fonctionnement vun deenen Apparater an déi ganz Gestioun vun deem System ze iwwerdenke respektiv en Audit dervun ze maachen an dann d'Konklusiounen ze zéien an doduerjer da Verbesserungen an deem System ze erreechen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Just zur Informatioun, datt déi Fro, déi den Här Berger effektiv schonn am Oktober gestallt huet, an Zwëschenzäit zwar beäntwert ass, mä nach net ukomm ass. Ech si frou, se hei kënnen ze beäntwerten, an et deet mer och

leed, datt dat méi spéit ginn ass. Déi war administrativ net esou schnell gelaf, wéi se hätt solle lafen. Also et freet, fir hei dann e puer Explikatiounen ze ginn.

Éischtens wëll ech dem Här Berger soen, datt mer 2000 en Audit gemaach hu vum CITA. En Audit, dee sengerzäit gewisen huet, datt de CITA en technologesche System wär, deen op an evolutiv wär, an deen och sengerzäit all déi Perspektive festgeluecht huet, déi mam CITA kéinten erreecht ginn, esou datt ech net mengen, datt elo momentan en zousätzlechen Audit eis vill géif bréngen.

Ech wëll awer soen, datt momentan de CITA, esou wéi en elo konzipéiert ass, haaptsächlech als e Sécherheetssystem fonctionnéiert, deen eis erlaabt, op deene sensibele Plazen, wou en eng Iwwerwaachung, eng Surveillance mécht, extrem schnell reaktiv ze ginn, anzegräifen, d'Sécherheetskräften dohinner ze schécken, dann, wann eppes virkënnt, dann, wa mer se brauchen. An dat ass och déi essenziell Fonctioun, vun där ech mengen, dass de CITA se an enger éischter Etapp muss erfëllen.

An deene leschte Joren ass am CITA vill dru geschafft ginn, fir déi nei Deeler - d'Saarstrooss 2003, d'Nordstrooss 2007, dat, wat mer opgemaach hunn -, an haaptsächlech déi Équipements électromécaniques an déi Sécherheet an den Tunnelen, déi bäikomm sinn, esou ze integréieren, datt mer och do dat an deene Formen integréieren, déi eis déi Reaktiounen erlaben, déi mer mussen hunn, wa Sécherheetsfroe sech géife stellen.

Elo sinn awer selbstverständlech an Zukunft eng Rei Développementer méiglech an noutwendeg - oder noutwendeg a méiglech; wéi Der et wëllt huelen.

Et muss ee wëssen, datt an deenen nächste Joren och de CITA nach wäert zousätzlech chargéiert gi mat der Surveillance vum Tunnel Grouft, vum Tunnel Stafelter, vum Tunnel Micheville, wat och wesentlech grouss elektromechanesch Systemer sinn, wou d'Sécherheet muss kontrolléiert a surveilléiert ginn, datt mer och an der Fro vun der Verbreederung vun den Autobunne mat enger Gestioun vun dem öffentleche Verkéier, deen op d'Standspuren deemno wéi ka lafen, och wäerten de CITA an Zukunft fuerderen, datt mer iwwert de CITA en elektromechanesche System hunn, deen den öffentleche Verkéier deemno wéi op de Standspuren opmécht. Och dat ass eng Gestioun, eng Missioun, déi de CITA an Zukunft muss iwwerhuelen.

Dat, wat Dir gemengt hutt, dat ass, datt ee kann op de Brëttellen haaptsächlech, wann eropgefuer gëtt, och d'Mise en place vun enger Rei Signalisatiounssystemer maachen, fir, wa Stauen op der Autobunn sinn, d'Leit net eropzeloossen. Och dat ass eng Evolutioun, déi méiglech ass. Se gëtt awer eréischt richteg sënnvoll, wann een och ka soen, wann d'Autobunn voll ass, wou den Automobilist da soll hifueren, wat fir en anere Wee e soll huelen. Or, dat ass net ëmmer zu Lëtzebuerg an deem Sënn méiglech, well, wann d'Autobunn verstoppt ass, och normalerweis déi aner Weeër souwisou och verstoppt sinn, esou datt et zwar sënnvoll ass als Informatioun, mä net ëmmer als Verkéierleedungssystem, well dat schwéier en place ze setzen ass.

Et muss och um CITA eng Refonte vum Réseau de transmission gemaach ginn. Do si mer mam ACL an engem relativ gudde Kontakt an och amgaang ze kucken, fir all déi Informatiounen op de GPS bei d'Leit ze kréien, well dat nach méi schnell effikass ass wéi d'Annoncen op den Entréeë vun den Autobunnen. Ech denken, datt mer do och relativ kuerzfristeg wäerte kënne Resultater hunn.

Schlussendlech muss och nach de Remplacement scho vun deene vétusten Équipementer gemaach ginn.

Den Audit ass do, an all déi Aarbechten, déi an deenen nächste Jore musse kommen, sinn och relativ kloer determinéiert. Mir wëssen, wou mer wëllen higoen. Mir wëssen, wat mer solle maachen, mä et ass enorm vill an der Evolutioun, wat do muss gemaach ginn.

Duerfir hu mer an deem Ponts-et-Chaussées-Gesetz, wat mer an deenen nächsten Deeg wäerten hei an der Chamber déposéieren - et ass elo schonn duerch de Conseil gaangen -, och virgesinn, datt d'Administratioun opgestockt gëtt zu deem néidege Personal, wat mer brauchen, fir déi do Saachen ze maachen.

Haaptsächlech, an dat ass dat Wesentlechst, ass an deem Gesetzestext virgesinn, datt eng nei Divisioun geschaaft gëtt bei de Ponts et Chaussées, déi dann haaptsächlech als Missioun huet, sech also spezifesch ëm d'Exploitatioun vun der Grande voirie an d'Gestion du trafic ze bekëmmeren.

D'Ponts et Chaussées ass net nëmmen eng Administratioun, déi Stroosse baut, mä muss méi wéi jee an Zukunft eng Administratioun sinn, déi och an der Gestion du trafic eng wesentlech Roll ze spillen huet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt, dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5903, eng Direktiv iwwert de Schadstoffregister. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Här Negri.

7. 5903 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants

c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi wäit kënne mer d'Loft, d'Waasser an de Buedem belaaschten, ouni der Gesondheet vum Mënsch an der Natur ze schueden?

A wat fir engem Mooss kënne mer Offäll vun enger Plaz op déi aner transportéieren, ouni doriwwer Rechenschaft ofleeën ze mussen?

D'Zil vun dem Projet de loi vun haut ass et, dës Problematik an de Gréff ze kréien. Heifir gëtt vun der Europäescher Kommissioun no enger harmoniséierter Method en europäesche Register geschafen, deen opgrond vun engem nationale Register oder Inventaire, wann Der esou wëllt, all Joer zesummegestallt gëtt.

De Projet de loi 5903 huet zwar nëmme véier Artikelen, schreift sech awer, wéi aus deem grad Gesoten ervirgeet, a méi e breeden ëmweltrelevante Kontext an. Zënter Jore verfollegt d'Europäesch Unioun eng Politik, déi als Zil huet, déi Emissioune vu staark ëmweltschiedleche Substanze besser ze kontrolléieren an ze reduzéieren, an dëst ënner enger unifizéierter Form, déi derfir suergt, dass et innerhalb vun der Europäescher Unioun net zu Wettbewerbsverzerrunge kënnt.

D'EU-Regelunge konzentréiere sech dobäi engersäits op e Katalog vu Schuedstoffer wéi zum Beispill Treibhausgasen, Schwéiermetall oder kriibserregend Stoffer, an anerersäits op bestëmmten industriell Aktivitéiten, déi a besonneschem Mooss fir esou Emissioune responsabel sinn. Hei ginn Technologien agesat, déi permanent evoluéieren, an duerfir musse mer eis Gesetzgebung regelméisseg upassen, fir mat dëser Entwécklung Schrëtt ze halen.

Här President, de Projet de loi 5903 erméiglecht déi Prémisse hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, an domat d'Bestëmmunge vum EU-Reglement 166/2006 anzehalen. D'EU-Reglement gesäit vir e Register ze schafen iwwert d'Emissiounen, respektiv den Transfert oder den Transport vun ëmweltschiedleche Stoffer. An deem Kontext gëtt och d'Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung geännert.

Ulass fir dëst EU-Reglement waren zwee international Accorden. Éischtens, d'Aarhus-Konventioun vum 25. Juni 1998, déi de Bierger e systematescht Recht op den Zougang zu Ëmweltinformatiounen an op d'Participatioun gëtt, mat der Méiglechkeet rechtlech Schrëtter ze ënnerhuelen, fir dës viru Geriicht anzekloen. Zweetens huet d'europäesch Gemeinschaft am Mee 2003, zesumme mat der UNO, e Protokoll ënnerschriwwen, fir e gemeinsame Register vum Ausstouss respektiv Transfert vu Schuedstoffer ze schafen.

Allgemeng gëtt dëse Protokoll PRTR-Protokoll genannt, vum engleschen „Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers". Den europäesche Register, deen am Kader vum EU-Reglement 166/2006 de 7. Februar 2006 geschafe gouf, geet iwwert dat eraus, wat de PRTR-Protokoll virschreift, well en eng Rei vu Substanze matabezitt, déi scho virdrun iwwer aner EU-Gesetzer eng wichteg Roll spillen, zum Beispill am Beräich vum Waasserschutz. Ausserdeem si verschidden Délaie méi streng ugeluecht, fir dass d'Bierger och an der Praxis e reellen Afloss op d'Schuedstoffpolitik huele kënnen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De Register, dee geschafe gëtt, ass fir d'EU-Staten näischt komplett Neies. De PRTR-Register ersetzt dee bestehenden EPER-Register „European Pollutant Emission Register". Dat iwwerschneit sech mat den Aktivitéiten, déi schonn an der sougenannter IPPC „Integrated Pollution Prevention and Control"-Direktiv festgehale goufen, mä geet awer och doriwwer eraus. De PRTR-Register ëmfaasst deemno méi Substanzen a méi Type vun Aktivitéiten.

Här President, de PRTR ersetzt also den aktuellen EPER-Register duerch de PRTR-Regime, dee fir d'éischt 2009 publizéiert gëtt op Basis vun den Donnéeë vun 2007. Aus wat bestinn dann elo déi Haaptënnerscheeder zu deem aktuellen EPER-Register, par rapport zu deem neie PRTR-Register? Éischtens, d'Unzuel vun de Schuedstoffer, déi gemellt musse ginn, gi vu 50 op 91 eropgesat. Zweetens, d'Unzuel vun elo 56 IPPC-Aktivitéite ginn op 65 eropgesat. Drëttens, niewent den Emissiounen an d'Loft, an d'Waasser, sinn am PRTR och elo d'Emissiounen an de Buedem unzeginn. Véiertens, de PRTR gëtt elo all Joer à jour gesat, anstatt wéi bis elo all dräi Joer beim EPER. Fënneftens, nei derbäi kënnt d'Erfaasse vum Transfert oder den Transport vun Offäll vum Betribsstanduert bei Quantitéite vun zwou Tonne pro Joer fir geféierlech Offäll, an 2000 Tonne pro Joer bei net geféierlechen Offäll. Sechstens a leschtens, nei ass och d'Bedeelegung vum Public fir Informatiounen ze kréien am Sënn vun der Aarhus-Konventioun.

Nei Betriber, déi am PRTR par rapport zum aktuellen EPER derbäikommen, si Steecarrièren a Kläranlagen, wa se 100.000 Awunnergläichwäerter dépasséieren. Fir Lëtzebuerg ass dat déi Beggener Kläranlag fir d'Stad Lëtzebuerg an d'Ëmgéigend. Hei zu Lëtzebuerg sinn domat 44 Betriber fir dat éischt Referenzjoer 2007 am PRTR betraff, an dat mat 49 Aktivitéiten.

Dat sinn am Detail fënnef Energiezentrale mat sechs Aktivitéiten, 17 Metallveraarbechtungsbetriber mat 21 Aktivitéiten, sechs Steebroch- a Carrièresbetriber, zwee Chemiesbetriber, fënnef Müll- a Kläranlagen, een Holzveraarbechtungsbetrib, sechs intensiv Schwéngszuchtbetriber, ee Mëllechproduktiounsbetrib an ee Betrib mat „Traitement de surface" vu Materialien.

Här President, den Haaptgedanken, ëm deen et bei dësem Projet de loi geet, ass jo fir propper Loft, proppert Waasser a proppere Buedem ze suergen. Fir lech eng Iddi ze ginn, wou d'Grenzwäerter vun den Haaptschuedstoffer am Beräich Loft, Waasser a Buedem leien, déi der Europäescher Kommissioun via den nationale Register gemellt musse ginn, wëll ech lech e puer vun deenen Haaptschwellewäerter ernimmen, déi pro Aktivitéit oder pro Betrib bei enger Aktivitéit net däerfen dépasséiert ginn.

Éischtens, am Beräich Loft, do sinn et manner wéi 100.000 Tonne pro Joer fir de Kuelendioxid, CO_2 also, 100.000 kg pro Joer fir d'Stickoxiden, 50.000 kg pro Joer fir de Feinstaub, de PM10, zéng bis 200 kg pro Joer fir verschidde Schwéiermetaller. Hei als Beispill, fir de Quecksëlwer sinn dat zum Beispill zéng Kilo pro Joer, an dann e lescht Beispill, fir d'Loft 0,1 Gramm pro Joer fir Dioxinen a Furanen. Zweetens, am Beräich Waasser sinn dat manner wéi 2.000 Tonne pro Joer fir d'Chloriden, 50.000 kg pro Joer fir de Gesamtstéckstoff, 200 kg pro Joer fir d'Zomm vum Benzol, Toluol, Ethylbenzol a Xylol, ofgekierzt BTEX, an als lescht Beispill 0,1 Gramm pro Joer fir Dioxinen a Furanen. An dann drëtten a leschte Beräich, am Buedem sinn et manner wéi 50.000 kg pro Joer fir de Gesamtstéckstoff, zéng bis 100 kg pro Joer fir verschidde Schwéiermetaller. An hei erëm erausgegraff de Quecksëlwer, beim Quecksëlwer am Buedem ass dat ee Kilo pro Joer, an als lescht 0,1 Gramm pro Joer fir Dioxinen a Furanen.

Här President, wéi fonctionnéiert dann elo an der Praxis d'Transmissioun vun den Donnéeë vum Exploitant, fir den nationale Register opzestellen an doraus deen europäesche Register? D'Exploitantë vun deene 44 Betriber notifiéieren all Joer hir Donnéeën, soit un d'Ëmweltverwaltung, soit un d'Waasserwirtschaftsverwaltung, en fonction vun hire respektiven Aktivitéiten. Duerno koordinéiert d'Ëmweltverwaltung dës Donnéeën an e Registre national, deen all Informatioune fir de Registre européen enthält. D'Ëmweltverwaltung ass domat och den Uspriechpartner a responsabel vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun fir d'Fiabilitéit vun den Donnéeën.

D'Donnéeën iwwert d'Schuedstoffer an den Transfert vun Offäll ginn op elektroneschem Support an enger transparenter Form publizéiert. Den Avis dozou gëtt a véier Dageszeitunge publizéiert, déi et dem Public erlabe während mindestens engem Mount déi néideg Informatiounen ze fannen an, wann néideg, zousätzlech Donnéeën oder Informatioune vun der Ëmweltverwaltung ze froen.

Am Registre national musse folgend Donnéeën obligatoresch stoen: Éischtens, den Numm vum Betrib an de Standuert. Zweetens, d'Aktivitéite vum Betrib. Drëttens, de Propriétaire respektiv den Exploitant oder d'Sociétéit. Véiertens, d'Zort vu Schuedstoffer oder Offäll, jee nodeem. Fënneftens, a wat fir engem Distanzberäich d'Schuedstoffer rejetéiert ginn, a sechstens, d'Destinatioun vun den Offäll déi transportéiert gi sinn.

Mat Hëllef vun der europäescher Ëmweltagence stellt d'EU-Kommissioun der Öffentlechkeet dës Informatiounen a Form vun engem harmoniséierte Register zur Verfügung. Fir den Zougang méiglechst einfach ze halen, gëtt, wéi gesot, dës Datebank iwwer Internet publizéiert. Am Prinzip ginn all Informatioune veröffentlecht, esou wéi et an der Aarhus-Konventioun virgesinn ass. Wann awer eenzel Informatiounen, aus rechtleche Grënn, net kënne publizéiert ginn, muss dee betraffene Stat d'EU-Kommissioun dorop opmierksam maachen an de Grond fir dës Confidentialitéit uginn.

Här President, Lëtzebuerg muss, wéi déi aner Staten och, eng éischte Kéier all dës Donnéeë bis Mëtt, allerspéitstens bis Enn dëses Joers 2009 eraginn, wéi gesot mat de Referenzwäerter vum Joer 2007.

An der Ëmweltkommissioun sinn eng Rei Froen opkomm, well den zäitleche Kader, fir d'EU-Bestëmmungen anzehalen, relativ kuerz ass. Esou mussen d'Betriber hir Donnéeë bis spéitstens den 1. Mäerz 2009 eraginn hunn. Vum Ministère krute mer awer verséchert, dass d'Betriber en Deel vun deenen Donnéeë scho weiderginn hunn an dass och kuerzfristeg nach Réunioune mat deene betraffene Betriber virgesi sinn, fir sécherzestellen, dass alles an deene gefuerderten Délaien oflafe kann. Och um informateschen Niveau mussen déi néideg Adaptatioune schnell gemaach ginn, fir dass dat Ganzt klappt.

Eng aner Fro betrëfft d'Sanktiounen. D'EU-Reglement schreift vir, dass all Memberstat Sanktioune virgesäit fir déi Betriber, déi sech net un déi nei Modalitéiten halen. Dës Sanktioune ginn am Artikel 3 vum Projet de loi festgehalen. Si betreffen awer net nëmmen d'Dispositiounen aus dem EU-Reglement, mä no enger Propos vum Statsrot och d'Dispositiounen aus deem betreffende groussherzogleche Reglement. Zum Zäitpunkt, wou d'Ëmweltkommissioun de Rapport ugeholl huet, louchen hir dës Ausféierungsbestëmmungen awer nach net vir.

Mir hunn an der Ëmweltkommissioun dorop insistéiert, dass dëst Reglement mam neie Gesetz gläichzäiteg a Kraaft triede soll. Mir kruten an deem Sënn Satisfaktioun, dass de Règlement grand-ducal gëschter vun eisem Ëmweltminister Lucien Lux an der Ëmweltkommissioun presentéiert gouf, a mir soen him duerfir Merci.

Als Rapporteur sinn ech frou, dass mir dëse Projet de loi der Chamber innerhalb vun engem kuerzen Délai virleeë konnten, well d'Prozeduren, déi hannendru kommen, schnell ulafe mussen. Konkret ausgedréckt, huet eisen Ëmweltminister dëse Projet de loi den 9. Juli 2008 deponéiert. Den 11. November 2008 huet d'Chamber den Avis vum Statsrot kritt. Virdrun haten och d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Travail an d'Landwirtschaftskummer hiren Avis ofginn, woubäi se allen dräi mam Projet de loi d'accord waren. D'Ëmweltkom-

missioun huet dës Dokumenter dunn direkt den 19. November analyséiert an de 15. Januar 2009 ass de Rapport vun der Ëmweltkommissioun ugeholl ginn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischten ageschriwwenen Diskussiounsriedner ass den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, am Ufank wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, Merci soe fir säin nun dach wierklech ausféierleche schréftleche Rapport an och elo mëndlech virgedroene Rapport. Do war bal alles dran. Dat war, wéi Dir sot, staark.

Mat dësem Gesetzesprojet, mat deem mir eng weider europäesch Direktiv ëmsetzen, maache mir och e weidere Schrëtt a Richtung vun der nohalteger Entwécklung vun onser Gesellschaft. Dass de Beräich vun der Protektioun vun onser Ëmwelt ëmmer méi an de Mëttelpunkt vun onsen Diskussiounen eraréckelt, gesäit een un dësem Gesetzesprojet, deen elo schonn de Règlement grand-ducal aus dem Joer 2006, ganz genee vum 31. Juli, ausser Kraaft setzt. De Register, PRTR genannt, baséiert op deeneselwechte Prinzipie wéi den EPER. Hie verlaangt awer nach méi Informatiounen iwwer Schuedstoffer, iwwert d'Aktivitéite vun onse Betriber a méi Informatioune fir de Public.

An dësem Zesummenhang wëllt d'Europäesch Kommissioun, an enker Kooperatioun mat der Europäescher Ëmweltagence vu Kopenhagen, all Informatiounen iwwert d'Emissiounen, och aus diffuse Quellen, an de PRTR ophuelen. Et ass net ëmmer einfach, diffus Quellen ze erfaassen, mä hei gëtt awer e weidere Schrëtt gemaach, fir dat ze erreechen.

D'Haaptelement an dëser europäescher Direktiv stellt ouni Zweifel an den Ae vun der CSV den Accès vun den Ëmweltinformatioune fir de Bierger duer. Et ass wichteg, dass d'Bierger opmierksam gemaach ginn op d'Schied, déi eventuell duerch d'Betriber an aus diffuse Quellen op si erafale kënnen. Hinne mussen all déi relevant Informatiounen aus de sozialen, de gesondheetsschiedegenden an de wirtschaftleche Beräicher zougänglech gemaach ginn. Dat ass jo eng Fuerderung vun der sougenannter Aarhus-Konventioun, déi mir virun zwee Joer ënnerschriwwen hunn.

Doriwwer mussen awer all Ustrengungen ënnerholl ginn, fir d'Bierger nach méi fir hir Ëmwelt ze sensibiliséieren. Esou kënne mir derfir suergen, dass d'Agréffer op ons dräi Liewensressourcen, dat ass de Buedem, d'Loft an d'Waasser, wuel net op null reduzéiert kënne ginn - dat kënne mer net maachen, soss misste mer all Aktivitéiten astellen -, mä mir musse se reduzéieren.

Fir dass sech awer ons Betriber dësem Gedanken nach méi unhuelen, soll dee Register geschafe ginn, an deen all d'Polluanten ageschriwwe ginn, déi op déi dräi Liewensressourcen awierke kënnen. Dat sinn all Dreifhausgasen. Dat sinn d'Polluanten, déi de sauere Reen ervirruffen. Dat sinn déi Substanzen, déi ons Ozonschicht verdënnen. Dat sinn d'Dioxinen an d'Furanen an doriwwer eraus och d'Schwéiermetaller.

Deen nationale PRTR-Register muss sech dofir streng un d'Virgabe vun dem europäesche PRTR ulehnen, fir dass déi Donnéeën an den Datebanken och matenee verglach kënne ginn. En effet, all déi Informatiounen, déi aus de Betriber no bausse gedroe kënne ginn - ech soen: kënne ginn -, mussen op engem Internetsite dem Public gratis zur Asiicht virleien.

Et ass hei wichteg drop hinzeweisen, dass d'Bierger an engem fréie Stadium och agebonne kënne ginn, andeem si hir Observatiounen, hir Informatiounen, hir Analysen an och Avisë kënnen erandroen. A wann ee weess, dass sech mëttlerweil scho 44 Betriber mat ronn 49 verschiddenen Aktivitéiten hei bedeelegen, da kann een d'Ampleur vun der europäescher Direktiv moossen. De Rapporteur ass do am Detail op déi eenzel Punkten agaangen. Ech erspueren Iech dat hei an der zweeter Lecture dann.

De PRTR huet awer och nach eng weider Komponent. Duerch hie soll derfir gesuergt ginn, dass an de Betriber alles ënnerholl gëtt fir d'Ëmweltbelaaschtung dauerhaft ze reduzéieren. Dat geet iwwert d'Recherche an iwwert den Développement. An do kënnen och ons Universitéit an ons CRPe mat agespaant ginn.

Wann ee sech de Gesetzesprojet genau ukuckt, da gesäit een an der Annex 1 eng ganz Rei vu Betriber, déi an dës Direktiv falen. Et sinn der méi wéi am EPER virdrun. Duerfir mécht et och elo Sënn, all Betriber ze encouragéieren, notamment déi, déi mengen, si kéinte sech hei eraushalen, sech verstäerkt fir den Ëmweltschutz anzesetzen. Genau wéi si dat maachen am Beräich vun der Protektioun vun hire Mataarbechter a vun de Mënschen. Dat ass gutt esou, well soss missten a mussen déijéineg, déi no ons kommen, an engem duebele Mooss derfir blechen oder belaascht ginn.

Well de Rapporteur Roger Negri op all déi aner Punkte vun der Direktiv wierklech am Detail agaangen ass, wëll ech dann zum Schluss kommen. D'CSV-Fraktioun steet zu dësem Gesetzesprojet aus dem Beräich Ëmweltschutz an ech bréngen och hiren Accord mat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dem Rapporteur och Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht. Et ass net einfach, fir nom Rapporteur an och nom Marcel Oberweis zu esou engem Sujet nach vill Neies bäizedroen.

Et ass gewosst, datt et also hei ëm d'Exekutioun vun engem europäesche Reglement geet. Am Fong vun der Saach si mer eis sécherlech alleguerten eens an dat kann och eis Zoustëmmung fannen. Haaptsächlech wéilt ech nach eng Kéier erausstréichen, datt hei och deen Aspekt vun der besserer Informatioun oder Méiglechkeet vun Informatioun vum Bierger am Ëmweltberäich soll garantéiert ginn. Dat ass eng gutt Saach, eng richteg Saach, déi mer ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit eben och, datt hei d'Betriber sech bewosst musse sinn, datt se mussen all déi Donnéeën eraginn, fir eben dee klore Register kënnen opzestelle vun de Polluanten, déi an d'Loft, an d'Waasser oder an de Buedem kënne gelaangen.

Ech wéilt mech op zwou, dräi kleng Remarquë beschränken, déi déi praktesch Ëmsetzung betreffen, hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech. Dat ass op där enger Säit, datt mer knapp Délaien hu fir dat elo ëmzesetzen - dat ass och scho gesot ginn - an datt een also muss wëssen, datt hei d'Verwaltunge musse fit gemaach ginn, respektiv ass dat och ëmgedréit d'Fro: Sinn d'Verwaltunge fit, hu si dat néidegt Personal fir dat kënne schnell an effizient ze maachen, well si och vill aner Aarbechten hunn?

Dat hunn ech schonn hei op der Tribün gesot: Bei all neier Direktiv gesi mer jo, et ass fir aner Länner vläicht, déi honnerte vu Beamten hunn, kee Problem, wann eng nei Direktiv muss ëmgesat ginn. Hei zu Lëtzebuerg, mat deene wéinege Leit, déi mer an der Verwaltung hunn, déi awer ganz effizient schaffen, kënnt all Kéiers eng zousätzlech Belaaschtung op eis zou.

Dozou dann déi konkret Fro, wéi mer personalméisseg dofir gerüst sinn.

Eng zweet Remarque ass eng, déi och mat der Ëmsetzung respektiv mat der Organisatioun vun deem Ganzen hei zu Lëtzebuerg ze dinn huet. Et ass jo esou, datt d'Betriber hei mussen déi Polluanten am Endeffekt un zwou Verwaltunge weiderginn: déi eng, déi zoustänneg ass fir d'Waasser, déi aner an zwar d'Ëmweltverwaltung, fir de Rescht. Ech mengen, datt dat keng gutt Saach ass, éischtens net am Sënn vun der Simplification administrative, vun där jo vill geschwat gëtt, mä och net am Sënn vun der Saach insgesamt.

Et muss ee sech also iwwerleeën, ob et net awer méi sënnvoll wier vun der Saach, awer och vun de Prozeduren hier, wann dat Waasserwirtschaftsamt och an den Environnement géif integréiert ginn. Ech mengen, dat ass och eng Saach, mat där sech wahrscheinlech d'Parteien an deenen nächste Wochen a Méint sollen ausenanersetzen, fir an Zukunft dann ze kucken, wa mer hei zu Lëtzebuerg nom 7. Juni d'Land oder d'Departementer nei organiséieren, fir datt een do dann och géif dat Waasserwirtschaftsamt op déi Plaz zréckféieren, wou et higehéiert, nämlech an den Environnement.

Dës Remarque gemaach, wéilt ech awer den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. D'Regierung huet d'Wuert.

D'Regierung verzicht op d'Wuert. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5903. Den Text steet am Document parlementaire 5903[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5903 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, ouni Abstentioun an ouni Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert) et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. Mir komme muer de Mëtteg nees zesummen um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.53 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mercredi, 11 février 2009

SÉANCE 28

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. 5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

et

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (qui répond à M. Charles Goerens)*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

2. 5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,
- le Code civil,
- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

(1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie, le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, Mme Lydie Err, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice (qui répond à Mme Colette Flesch)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro (en remplacement de M. Alex Bodry)*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro (en remplacement de M. Alex Bodry)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Françoise Hetto-Gaasch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5989 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Camille Gira (dépose une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer dat zur Kenntnis. Mir kommen dann zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Déi éischt Projeten, déi mer evakuéieren, dat sinn d'Bäitrëtter vu Kroatien an Albanien an d'NATO. Déi zwee Projete behandele mer an enger Diskussioun. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Texter. Et ass den honorabelen Här Marc Angel vun der sozialistescher Fraktioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

1. 5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et geet wéi gesot bei dësen zwee Projeten ëm de Bäitrëtt vu Kroatien a vun Albanien an d'NATO. Ech wollt Iech e puer Wuert zur NATO-Erweiderung soen. Dir wësst, dass bei der NATO de Prinzip vun der Ouverture e fundamentaalt Element ass aus dem Traité vu Washington, dem Grënnungstraité vun der NATO. Säin Artikel 10 seet, ech zitéieren deen: «Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie au traité.» Voilà.

Um Sommet vu Bukarest 2008 hunn d'NATO-Memberstaten dës zwee Länner och invitéiert, fir Member ze ginn. Dëst ass elo déi sechste Kéier, wou d'Zuel vun den NATO-Memberlänner méi grouss gëtt. No der Grënnung vun 1949 ass se déi éischte Kéier erweidert ginn 1952, wou Griichenland an d'Türkei bäigetratt sinn; 1955 d'Bundesrepublik Däitschland; 1982 Spuenien; 1999 déi Tschechesch Republik, Ungarn, Polen; an 2004 Bulgarien, Estland, Lettland, Litauen, Rumänien, Slowenien an d'Slowakei. Mir sinn also elo zu 26 an der NATO, a wann Albanien a Kroatien Member sinn, da si mer zu 28.

D'NATO-Erweiderung vun Albanien a Kroatien schreift sech an eng Stabiliséierungspolitik um Balkan an. D'Perspektiv vun engem NATO-Bäitrëtt an de Wëlle vun de Kandidatelänner, sech der Euroatlantescher Communautéit unzeschléissen, hunn et dëse Länner erlaabt, hir demokratesch, politesch, ekonomesch an och militäresch Reformen ze accéléréieren an och ze konsolidéieren.

Et ass vläicht och nach wichteg ze erwähnen, dass dës Länner och derfir musse suergen, dass den Traitement vun hire Minoritéiten den Direktive vun der OSCE ugepasst ass.

Säit 1999, nom NATO-Sommet vu Washington, gëtt et och dee sougenannte MAP. MAP steet fir „membership action plan“. Dat ass e Programm vu Berodung wat Assistance technique ugeet, mam Objektiv, d'Kandidatelänner op eng eventuell Adhésioun virzebereeden. Et ass dëst awer keng einfach Oplëschtung vu Bedéngungen, déi ze erfëlle sinn, mä et ass e Prozess, fir dass d'Länner hir Ziler, déi si am Plang hunn, kënnen erreechen. Sou e MAP gesäit och kee fixen Délai fir de Lancement vun de Pourparleren, wat d'Adhésioun ubelaangt, vir an de MAP ass och keng Garantie fir eng Adhésioun.

Éier e Land awer invitéiert gëtt fir esou e MAP, esou en „membership action plan“ ze maachen, gëtt et nach eng ganz Rëtsch aner Relatiounen a Programmer, déi d'NATO offréiert, wéi zum Beispill den „partnership for peace“, wou d'Länner op hir Interopérabilitéit an hiert Wëssen iwwert d'NATO léieren an och hiert Wëssen iwwert d'NATO verbessert gëtt. Am MAP kënnt et dann zu de regelrechte Reforme vun den Arméien, zum Renouvellement vun hiren Équipementer an och zu der Adaptatioun vun den Doctrinë vun hiren Arméien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Albanien a Kroatien wëlle sech an déi europäesch an euroatlantesch Strukturen integréieren, well si dodran eng Garantie gesi fir Sécherheet, Stabilitéit a Prosperitéit. Och wann de Rhythmus vum Adhésiounsprozess an d'EU an deen an d'NATO net ëmmer deen nämlechten ass, esou gëtt et awer eng Rëtsch Gemeinsamkeeten: Béid favoriséieren eben d'Ëmsetze vun deene wichtege Reformen um politeschen, wirtschaftlechen an um Sécherheetsplang.

No senger Adhésioun an d'NATO wäert Albanien och weidermaache beim ASA, dat ass den Accord de stabilisation et d'association mat der Europäescher Unioun, deen et säit 2006 gëtt. Kroatien huet säit 2007 bei der Europäescher Unioun schonn de Statut vum Pays candidat a befënnt sech am Fong an der Endphas vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der EU. Bei deene Verhandlungen ass jo kierzlech och nach dee Problem opgetaucht mat der Bucht vu Piran a Slowenien, wou Slowenien e Problem huet mat Kroatien. Wat elo d'NATO-Adhésioun ubelaangt, ass dat awer kee Problem, well d'slowenescht Parlament huet den 9. Februar den NATO-Bäitrëtt vu Kroatien och schonns ratifizéiert.

Erlaabt mer e puer Informatiounen iwwert déi zwee Länner. Albanien ass e Land vun 29.000 km^2, et huet 3,2 Milliounen Awunner. Ech mengen, Dir kennt och all déi Geschicht, déi Albanien hat vum Zweete Weltkrich bis zum Regimewiessel. Dat war mengen ech deen harschsten, schlëmmsten a strammste kommunistesche Regime, deen Europa jee kannt huet. Säit 1992, säit dem Regimewiessel, war am Fong déi euroatlantesch Integratioun eng Prioritéit vun der Aussepolitik vun deem Land. Säit 1992 ass Albanien Member am Conseil de coopération vun der NATO, dee jo säit 1997 aneschters heescht an elo de Conseil de partenariat euroatlantique ass.

Wichteg ass vläicht ze ënnersträichen, dass 1996 Albanien och Truppe geliwwert huet fir der NATO hir Stabiliséierungsforce SFOR a Bosnien-Herzegowina, an et war virun allem während der Allianz hiren Operatiounen am Kosovo, wou Albanien der NATO eng enorm logistesch Hëllef geleescht huet. Haut ass Albanien mat 140 Zaldoten an den ISAF-Truppen an Afghanistan präsent.

D'Preparatioun vun Albanien fir dëse NATO-Bäitrëtt war wierklech e laange Prozess. Nieft de Reformen an der Défense an am Sécherheetssektor hu se missen eng ganz Rëtsch vun demokrateschen Norme respektéieren. Si si virgaange géint d'Korruptioun an och d'organiséiert Kriminalitéit. Si hunn hir Justiz reorganiséiert a si hu missen hir...

(Coups de cloche de la Présidence)

...öffentlech Verwaltunge verbesseren.

Wat interessant ass, ass, dass um militäresche Plang 1994 do 100.000 Leit an där Arméi waren, an déi ass elo erofgaangen duerch déi Reformen, déi d'NATO mat Albanien gemaach huet, op 13.900 Zaldoten haut, mam Objektiv, 2010 op 12.000 Zaldoten ze kommen. Et ass also eng Restructuration en profondeur, wat fir dat Land bestëmmt net einfach ass. Déi albanesch Arméi ass och elo doduerch vill méi mobil ginn an och vill besser ausgebilt. Parallell huet se hiert Équipement renouveléiert, an 2% vum PIB vun Albanien ginn an d'Défense. Wichteg war och, dass déi ganz Transformatioun vun där Arméi sech konzentréiert huet op d'Interopérabilitéit mat der NATO.

Vläicht nach eng Remarque: Albanien huet e gudde Ruff, wat seng Aussepolitik och an der Regioun ugeet. Dir wësst, d'Nopere si Mazedonien an de Kosovo, an all déi Gerüchter, wou oft gesot ginn ass, Albanien

dreemt vun engem Groussalbanien, dat hu si ëmmer dementéiert an do ass och näischt drun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kroatien ass net déi éischt fréier jugoslawesch Republik, déi der NATO bäitrëtt. 2004 wéi gesot war et scho Slowenien. Ech mengen, d'Adhésioun vu Kroatien huet awer eng staark symbolesch Dimensioun an deem Sënn, dass an deem Land nach vun 1991 bis 1995 e schreckleche Krich war an dass déi konnten hir Arméi esou schnell reformëieren an elo Member vun der NATO ginn, dat ass eng symbolesch Dimensioun a mengen Aen.

Kroatien ass 57.000 km² grouss an et huet 4,4 Milliounen Awunner. Kroatien ass eréischt am Joer 2000 dem Partenariat euroatlantique bäigetratt an och dem Programm „partnership for peace" an huet eréischt säit 2002 en „membership action plan".

D'Relatiounen tëschent Kroatien mat der NATO an der EU hu sech awer ëmmer un der Fro vun der kroatescher Kooperatioun mam Internationalen Tribunal pénal fir Exjugoslawien gestouss. An ech mengen, d'Verhaftung am Dezember 2005 vum fréiere Generol Ante Gotovina, dee vun deem Tribunal jo inculpéiert war, huet dëse wichtegen Obstacle opgehuewen, wat de Rapprochement tëschent Kroatien mat der NATO an der EU ugeet.

D'Fro vun de Minoritéiten an de Retour vu Krichsréfugiéierten ass och vun der EU a vun den NATO-Autoritéiten opmierksam suivéiert ginn. Déi vill Reformen, déi Kroatien duerchgefouert huet am Hibléck op eng EU-Adhésioun, hunn ebenfalls eng positiv Influenz op seng NATO-Kandidatur gehat. Och Zagreb ass beméit an der Aussepolitik sech fir eng regional Stabilitéit anzesetzen an huet och an der leschter Zäit seng Relatioune mat Belgrad, also mat Serbien verbessert.

D'kroatesch Arméi, wat eng relativ rezent Arméi ass, déi sech eréischt 1991, nom Zerfall vu Jugoslawien gebilt huet, war ufanks och ganz wäit entfernt, wat hir Organisatioun a Vocatioun ugeet, vun der Konzeptioun vun enger Arméi esou wéi d'NATO an esou wéi mir dat gesinn. Och Kroatien huet sech entscheet, resolut seng Arméi ze reformëieren. Och si si vun 100.000 Leit 1994 elo am Joer 2008 op 17.500 Leit erofgaangen. An ab dem Joer 2010 solle si och nëmmen nach professionell Militären hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sengem Avis vum 3. Februar dëst Joer rappeléiert de Statsrot nach eng Kéier de politesche Kontext vun der NATO-Erweiderung an e retracéiert och déi Haaptetappe vum Adhésiounsprozess vun Albanien a vu Kroatien. De Statsrot formuléiert keng Observatioun a recommandéiert d'Adoptioun vun dësen zwee Projeten.

Ech wollt mer nach eng Remarque erlaben. Mir hätten haut vläicht iwwer dräi Länner geschwat, déi bäigetratt wären, an dat ass déi fréier jugoslawesch Republik vu Mazedonien, déi och en enormen Effort gemaach huet, hir Arméie reforméiert huet, hire ganze politeschen, wirtschaftleche System och amgaang ass ze reformëieren. Duerch dee Problem vum Numm, wat awer mengen ech net nëmmen e Problem vum Numm ass, mä wat méi e grousse politesche Problem ass an där Regioun, ass dat haut leider net de Fall. Ech weess och, dass d'UNO amgaang ass do ganz vill Efforten ze maachen, fir ze médiéieren. Et ass vun hei aus, wann een net um Terrain ass, schwéier ze jugéieren, mä ech kann déi zwou Parteien nëmmen opruffen, dee Problem vum Numm esou séier wéi méiglech ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn iwwerzeegt, dass den NATO-Bäitrëtt vun dësen zwee Länner e wesentleche Bäitrag zur Sécherheet a Stabilitéit an Europa leeschte wäert. D'NATO ass méi wéi e rengt Verdeedegungsbündnis; si ass och eng breet ugeluechten transatlantesch Wäertegemeinschaft, déi op de Prinzipie vun Demokratie, individuell Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet berout. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun ginn ech den Accord zu dësen zwee Projeten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Freet nach een d'Wuert?

Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm de Bäitrëtt vun zwee Länner an d'NATO. Deem geet jo normalerweis eng laang Geschicht viraus; Rapprochementer, déi de Rapporteur och elo ganz detailléiert beschriwwen huet. Ech wollt him och Merci soe fir dee Bericht. Mir wäerten déi Gesetzer do stëmmen.

Ech wëll awer e puer ganz kritesch Bemierkungen an dësem Zesummenhang ubréngen. Et ass versäumt ginn, mengen ech, an de leschte Jore fir d'europäesch Sécherheet méi an de Mëttelpunkt ze réckelen an ze kucken, wat ee misst ënnerhuelen, fir déi Sécherheet am beschten ze gewährleeschten. Mir net eleng fält op, datt zum Beispill e Rakéitenofwiersystem, deen a Polen installéiert gëtt, net préalablement an der NATO diskutéiert gëtt. Datselwecht géllt fir déi Radarstatioun, déi an d'Tschechesch Republik installéiert gëtt, déi am Zesummenhang steet mat dem Rakéitenofwiersystem.

D'Europäesch Unioun huet keng Kompetenz doranner, hunn ech och nach eng Kéier bestätegt kritt an enger Question parlementaire, déi ech souwuel hei am Haus gestallt hat wéi och am Kader vun der Assemblée parlementaire vun der Union de l'Europe occidentale. Den Nicolas Sarkozy huet awer als Président en exercice du Conseil viru kuerzem um Sommet Union européenne-Russie doriwwer geschwat. Et schéngt esou ze si wéi wann den Nicolas Sarkozy President ass vum Conseil européen, dann ass et eng Kompetenz; wann een anere President ass vum Conseil européen, da schéngt et keng Kompetenz ze sinn. Ech muss éierlech soen, ech verstinn do net méi d'Kohärenz vun der Europäescher Unioun an hirer Démarche.

D'Europäesch Unioun huet also wahrscheinlech näischt doranner ze soen. D'NATO huet och näischt doranner ze soen. Jo, da froen ech mech awer, wien à la fin du compte dann iwwer sécherheetspolitesch Problemer, déi sech am europäesche Raum stellen, nach schwätzt? Ech mengen, et wier un der Zäit, datt mer, ier mer nach virun un Élargissementer denken, emol eng Kéier table rase maachen an iwwer alleguerten déi Saache schwätzen, déi relevant si fir d'europäesch Sécherheet.

Ech gehéieren zu deenen, déi mengen, datt ee misst kënne Fridden erhalen, Fridde garantéiere mat engem vertrietbaren Asaz u finanziellen a militäresche Mëttelen. Ech sinn och der Meenung, datt ee muss de Sënn, de Wäert vun all de militäreschen Allianzen iwwerdenken. D'NATO ass präsent an Afghanistan. D'NATO ass op ville Plazen an der Welt präsent. D'Europäesch Unioun ass och op ganz ville Plazen an der Welt präsent, am Kader vun der Politique extérieure de sécurité et de défense commune. Mä wann et ëm esou elementar Saache geet, wéi zum Beispill déi zwee virgenannte Projete vun den Amerikaner op europäeschem Territoire, da si weder d'Europäesch Unioun nach d'NATO zoustänneg fir dat ze tranchéieren. Ech félicitéieren deem, deen et fäerdeg bréngt, fir der Opinion publique do nach klore Wäin anzeschenken an ze soen, firwat datt am Fong déi Institutiounen alleguer gutt sinn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass am Fong nach méi eng kritesch Remarque wéi déi éischt. Elo gëtt verlaangt vu Kroatien an Albanien, datt déi 2% vum Produit intérieur brut mussen opbrénge fir hir Sécherheet. Dat ass mengem Ermiessen no deene Länner moralesch vertrietbar net zouzemudden. Wa mer wëssen, wat do en Taux de précarité ass an deene Länner, wat déi Schwieregkeeten hunn, fir nach ëmmer déi Transitioun aus Économie planifiée an d'Maartwirtschaft ze schafen, wat d'Ëmstellung vun der ganzer Gouvernance aus deem fréiere System an deen heitege mat sech bréngt, wat déi enorm Besoins de financement am soziale Beräich ubelaangt, wat déi enorm Besoins de financement am Opbau vun den Ekonomien, vum Statswiesen, vun Infrastrukture bedeit, da muss ech wierklech soen, ech fannen et net an der Rei, datt do verlaangt gëtt, datt déi mussen 2% vun hirem nationale Räichtum opbréngen, fir an d'Sécherheetskräften ze investéieren.

Wann et iergendwéi e Sënn mécht a wann d'Solidaritéit keen eidelt Wuert ass, da misst een am Fong kënne soen, jo, mir organiséieren d'Sécherheet zesummen an déi, déi net vill kënnen aus eegene Kräfte mobiliséieren, déi missten am Fong vun deenen anere gehollef kréien. Dat géif Sënn maachen. Ech mengen, mir leien ongefëier ënner 0,5% öffentlechen Zouwendunge par rapport zum Produit intérieur brut wat d'Défense ubelaangt. Ech sinn net derfir, datt mer an d'Luucht ginn domadder. Mä ech fannen et net vertrietbar, datt Länner wéi Rumänien, Bulgarien, Albanien, Kroatien, déi Gott weess mat vill Problemer ze dinn hunn, elo mussen dat Véierfacht en valeur relative opbrénge vun deem, wat mir hei maachen. Dat kann net goen.

Dat Lescht: Wa mer wierklech wëlle virukommen an deene Froen, da solle mer eis op der internationaler Agenda nach eng Kéier ëmkucken a kucken, ob et net Zäit wier, datt mer emol erëm eng Kéier géifen den Dossier Ofrüstung opmaachen. D'Europäesch Unioun mat hirer Boîte à outils multiples wier gutt beroden, wa se géif hire Modell méi no bausse vertrieden. Mat där Boîte à outils multiples kann een déi meeschte Préoccupatiounen, déi et an der Europäescher Unioun gëtt an och ausserhalb vun der Europäescher Unioun gëtt, redresséieren.

Ech mengen, eng Atlantesch Allianz gëtt net doduerch méi staark, well se ëmmer méi grouss gëtt, mä se gëtt héchstens doduerch vun de Leit akzeptéiert, wa se a sech ëmmer méi kohärent gëtt. Wa mer deem heiten zoustëmmen, ass et, well mer do e Verspriechen aléisen, well mer dozou stinn, mä dat wëscht awer beileiwen net déi Bedenken aus der Welt, déi ech elo grad a Form vun e puer kritesche Remarquen am Zesummenhang mat der Diskussioun iwwert dëse Projet de loi formuléiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Wa soss kee méi d'Wuert freet, schwätzt elo den Här Ausseminister Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mat vill Opmierksamkeet selbstverständlech fir d'éischt de Rapport nogelauschtert an och wat den Här Goerens elo gesot huet. Wat de Rapport ugeet, wëll ech net alles widderhuelen. Ech mengen, den Här Angel huet ganz Recht, wann hie seet, de Balkankrich ass nach net esou laang ewech a mir hunn deene Länner alleguerten eng europäesch Perspektiv ginn a mir hunn hinnen och eng Perspektiv ginn, fir ebe Member ze gi vun der NATO. Hei ass jo e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Mir mussen och wëssen, dass déi zwee Länner Albanien a Kroatien elo wichteg Partner sinn an der Europäescher Unioun an um Balkan och kënnen eng Virreiderroll spillen. Ech wëll och soen, dass mer um Sommet vu Bukarest, wou jo nach een anert Thema zur Diskussioun stoung, wat d'Erweiderung vun der NATO geet, a wou ech och wëll e Wuert driwwer soen, mä, dass mer awer bei deenen zwee Länner hei och gären en drëtt Land derbäigehat hätten, déi fréier Jugoslawesch Republik vu Mazedonien, wat leider net méiglech war, wéi Der wësst, well de Sträit iwwert den Numm - wou den Här Nimitz, am Numm vun der UNO, e ganz grousst Engagement weist - leider nach net zu engem Resultat komm ass. An dat ass och eppes, wat net nëmmen an der NATO blockéiert, mä wat och vill an de Relatioune blockéiert, déi mer als Europäesch Unioun mam Balkan hunn.

Vläicht e Wuert nach iwwer Albanien a Kroatien. Déi éischt Zesummenaarbecht mat Albanien geet zréck op 1992. 1994 ass dat Land an den „Partenariat pour la Paix" agetrueden, an 1999 an den „membership action plan". Si waren also aacht Joer an deem „membership action plan" dran. Bei Kroatien ass et ähnlech, si sinn awer eréischt 2000 an d'Partenariat erakomm, an an den „membership action plan" zënter 2002.

An Albanien - et muss een et ëmmer erëm widderhuelen, a viru kuerzem konnt een dat jo an deem Land sur place gesinn - sinn immens vill Efforte gemaach gi fir politesch ze reformëieren, militäresch virun allem och ze kucken, dass een eng Demokratie gëtt, dat heescht, dass de Pouvoir politique eng Mainmise huet iwwert dat, wat beim Militär geschitt, dass do och den État de Droit carrément fonctionnéiert. Do si ganz vill Efforte gemaach ginn, an ech mengen och a Kroatien. Et geet nach net duer, well mer jo och wëssen, dass Kroatien mat enger grousser Plo konfrontéiert ass, wat d'Sécherheet ugeet. An ech mengen awer och do, dass dat Land um gudde Wee ass an dass dat heiten hinnen e Schub gëtt fir an déi richteg Richtung ze goen. Albanien huet 140 Leit am Afghanistan, Kroatien huet 300 Zaldoten am Afganistan stationéiert.

Wann Dir erlaabt, Här President, wollt ech och ganz kuerz e Wuert iwwert d'NATO soen an déi aner Fro vun der Erweiderung, déi elo haut de Mëtteg hei net ugeschnidde ginn ass, mä där ech awer net wëll aus dem Wee goen, vläicht fir de Leit awer och ze soen, wéi komplizéiert de Wee ka si fir Member an der NATO ze ginn.

Fir d'éischt kënnt een an eng éischt Etapp, dat ass den „Partenariat pour la Paix". Do sinn all Länner vum Balkan elo dran, ausser dem Kosovo, ech mengen dat ass e spezielle Fall. Bosnien ass dran, Montenegro, déi fréier Republik Mazedonien, Jugoslawien, Serbien, d'Ukraine an och Georgien. Déi sinn alleguerten am „Partenariat pour la Paix". An da kënnt eng zweet Etapp, dat ass den „Plan d'action individuel". Do ass och all Land vun deenen dran, ausser Serbien, déi nach net gefrot hu fir do dran ze sinn. Da kënnt déi drëtt Etapp, dat ass den Dialogue intensifié. Wa Serbien dee géif froen, a si froen en de Moment net, da mengen ech géif d'NATO dat och positiv beäntwerten.

Bosnien, Montenegro, Mazedonien, Ukraine, Georgien, déi sinn do dran, a mer hunn do dernieft jo nach, wéi der vläicht wësst, eng extra Kommissioun tëscht der NATO an der Ukraine. Mir hunn och elo zënter dem Summer, no deem Konflikt, eng Kommissioun ageriicht tëschent der NATO a Georgien, an do Pläng entwéckelt, an deene Kommissiounen, e ganz breede Spektrum, fir iwwert d'Sécuritéit an iwwert d'Standarde vun dem État de Droit an esou weider ze schwätzen, a virun allem och d'Kontroll vum Parlament iwwert d'Arméi. An da kënnt déi véiert Etapp, dat ass den „membership action plan". Dat ass dann déi lescht Etapp virun der Memberschaft. Do ass Mazedonien dran, an Dir wësst, dass Mazedonien, wéi ech gesot hunn, de Moment eben duerch dee Sträit mam Numm net ka Member ginn.

Wat elo de Sommet vu Bukarest ugeet, wësst Dir, dass zwee aner Länner am Gespréich waren, déi ganz staark gefrot hunn, a wou vun eisen amerikanesche Frënn deemools dat pousséiert ginn ass, fir den „membership action plan" ze kréien, dat heescht d'Virstuf fir Member vun der NATO ze ginn. Mir haten an der Kommissioun laang Diskussiounen doriwwer, an ech war wierklech och ganz positiv agestallt, wéi ech gesinn hunn, dass alleguerten d'Fraktiounen an der Chamber eigentlech op der Linn vun der EU waren, déi gesot hunn, mir däerfen do näischt iwwerstierzen.

Et ass richteg, an den Här Angel huet dat gemaach, dass een den Traité vu Washington ëmmer erëm widderhëlt an dass ee seet, dass déi Länner, déi Stabilitéit an enger Regioun kënne bréngen, och eng Plaz hunn an der NATO. Mä et muss een awer och wëssen, dass mer Erweiderunge maache fir méi Stabilitéit an enger Regioun ze kréien, an net manner Stabilitéit an eng Regioun eranzekréien. Wënschenswäert ass et also an deem Kontext och, wann ee méi Sécherheet a méi Stabilitéit wëllt hunn, an net manner, dass een och zum Beispill, wat Russland ugeet, wat e riseg grousst Land ass a wat immens vill zielt, mat deem mer jo och dëse Kontinent geographesch ze deelen hunn, deen Dialog och siche geet.

Sécherheet mateneen, an net Sécherheet géinteneen, muss jo och d'Haaptzil vun der NATO sinn, an och vun der Erweiderung vun der NATO, esou dass ech géif mengen, dass déi Conseilen, déi mer elo mat Georgien a mat der Ukraine hunn, largement duerginn, fir alleguerten déi grouss Kooperatiounen, déi mer mat deenen zwee Länner wëlle maachen, ze organiséieren.

Dann nach eng Äntwert op dat, wat den Här Goerens gesot huet. Fir d'alleréischt déi „missile defense", ech mengen et ass net déi éischte Kéier, dass ech meng Meenung doriwwer soen, ech hu se och an der Kommissioun gesot. An der NATO ass zu Riga décidéiert ginn, dass d'NATO soll eng Etüd maachen, ob et wierklech néideg ass, dass een esou en „missile defense"-Schëld an Europa opbaut. Ier déi Etüd do ofgeschloss war, ier eng Konklusioun gezu war, ass jo eng Décisioun vun der amerikanescher Säit geholl ginn, fir bilateral mat zwee europäesche Länner ze verhandelen, mat Polen a mat der Tschechescher Republik, an Dir kennt d'Konsequenzen dovunner.

Et ass nach näischt geschitt, weder a Polen nach an der Tschechescher Republik hunn d'Parlamenter ratifizéiert, esou dass ech géif mengen - grad och elo mat deem neien amerikanesche President, a wa mer eng nei Relatioun opbaue wëllen, op jiddwer Fall als Europäer, an hëllefen, dass d'Amerikaner an

d'Russen eng normal Relatioun matenaner hunn -, dass een dee Punkt hei soll wierklech nach eng Kéier considéréieren a kucken - wann een esou eppes muss maachen, muss dat festgestallt ginn -, ob een dat dann net kéint zesumme maachen an dass den NATO-Russland-Rot en ideaalt Instrument wier, fir doranner matzeschaffen.

Dat Zweet, dat ass, dass Russland, de President Medwedew, wéi Der wësst, eng Diskussioun provozéiert huet, fir en neit Gerüst vu Sécherheet an Zesummenaarbecht an Europa ze diskutéieren. Ech mengen d'Äntwert vun den Europäer ka jo nëmme sinn, dass mer mussen zu der EU stoen, zu der NATO stoen, zu alleguerten deenen Organisatiounen déi et gëtt, wéi zum Beispill d'OSZE, an och de Conseil Européen, mä, dass ee sollt kucken, wann déi Offer gemaach gëtt, dass ee positiv un déi Diskussioun erugeet. Mir haten eng éischt Diskussioun als Ausseministeren um Niveau vun der OSZE, an dat ass eng Diskussioun gewiescht, déi héich interessant war.

Ech weess net, ob mer den 3. Mäerz, wa mer zu Bréissel sinn als Ausseministere vun der NATO, nach eng Kéier un déi Saach do eruginn a vläicht souguer kucke virum Sommet vun der NATO, dee jo elo am Fréijoer ass, den 2., 3. Abrëll zu Baden-Baden oder zu Kehl an zu Stroossbuerg, ob een dat nach eng Kéier do uschneit. Mä op jiddwer Fall solle mer déi Offer, déi gemaach ginn ass, als Europäesch Unioun net ofschloen, awer selbstverständlech ëmmer kucken, dass een dat am Kader vun deenen Organisatiounen, wou mer Member sinn, mécht, a wéi een dat ka kombinéieren.

Dann den drëtte Punkt, wou Der vun 2% vum PIB fir d'Militärausgabe vun engem Land geschwat hutt. Et gëtt natierlech Länner, och an Europa, déi, wat hir Sécherheet ugeet, méi investéiere musse wéi zum Beispill Lëtzebuerg. Mä ech sinn och do mam Här Goerens komplett d'accord. Lëtzebuerg, wat jo immens grouss Efforten um Niveau vun der Kooperatioun mécht, steet et op jiddwer Fall besser zu Gesiicht, wa mer eis méi an der Kooperatioun implizéieren, also am Humanitären, wéi an der Défense, wou mer awer trotzdeem ëmmer nëmme kënne versichen eis ganz punktuell eranzebréngen.

An dat maache mer jo och, op jiddwer Fall dës Regierung, an ech mengen och d'Regierung virdrun. All Lëtzebuerger Regierung wëll präsent sinn, wann d'Europäesch Unioun oder wann d'NATO wierklech rifft a versicht an engem Land, wou Krich war, ze stabiliséieren, oder an e Land ze goe fir e Krich ze verhënneren. Do musse mer matmaachen, musse mer déi logistesch Instrumenter duerfir hunn. Bon, ech sinn net Verdeedegungsminister, mä ech sinn awer komplett op der Linn vun eisem Verdeedegungsminister a vun der Lëtzebuerger Regierung insgesamt, déi hei mat vill Fangerspëtzegefill kuckt, fir net mordicus op déi 2% do ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Goerens huet eng Zousazfro.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech verstinn, datt den Ausseminister et net einfach huet. Dat do ass keen einfacht Thema. En huet och gesot, a senger Äntwert op meng Fro déi ech opgeworf hunn, datt bis elo nach näischt geschitt ass à propos vun der Stationéierung vun den Antimissile-Systemer. Si sti wuel nach net do, mä trotzdeem ass eppes geschitt. Den Toun vu Moskau vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, vis-à-vis vun eenzelne Länner, ass méi haart ginn. Et ass menacéiert ginn, opgrond och vun där Verhäerdung vun de Positiounen, fir zu Kaliningrad ähnlech Systemer opzeriichten, et ass e bëssen um Gaskrunn gedréint ginn.

Ech mengen, dat alles kéinte mer eis wierklech erspueren, wann d'Europäer, ënnert dem Impuls vun der Europäescher Unioun, et géife fäerdeg bréngen, datt mer emol géife wéi Erwuessener iwwert déi Sécherheetsproblemer schwätzen, déi sech um europäesche Kontinent stellen. Meeschtens ass iwwerhaapt keen Dialog méiglech, aus Allianzräson, oder wat och ëmmer.

Ech fannen, d'Europäesch Unioun misst kënnen e bëssen doriwwer erauswuessen. Ech soen dat och ëmsou méi, well mer ëmmer erëm gefrot ginn: Firwat sidd Dir dann do? Wa mer déi Froen, déi mat Sécherheet zesummenhänken, net à même sinn esou ze adresséieren, wéi d'Leit sech dat bei einfache Raisonnementer, an ech menge se sinn net ganz falsch, virstellen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, also op deem Punkt hei zwou Saachen. Dat Eent ass, ech si komplett d'accord mam Här Goerens, wann hie seet, d'Sécherheetspolitik ass oder muss wierklech een Domän vun der Europäescher Unioun sinn, wann et d'Länner alleguerte vun der Europäescher Unioun ugeet, a vun der NATO, wann et d'Länner alleguerte vun der NATO ugeet.

Et kann net sinn, dass ee grousst Land vun dëser Welt bilateral mat zwee Länner aus der Europäescher Unioun iwwer eppes debattéiert, wou gesot gëtt, dass d'Sécherheet vun der Europäescher Unioun concernéiert wier. Dat ass evident, an ech ginn net midd, fir dat ze soen, am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, op jiddwer Fall a mengem Numm, well dat verstinn ech einfach net. Ech verstinn net, dass och vill Länner do net vläicht esou haart schwätzen, wéi een et eigentlech misst vun hinnen erwaarde kënnen.

Dat Zweet ass, Dir hutt Kaliningrad ugeschnidden. Do gëtt et zwar e Liichtbléck. D'Russen hu jo ugekënnegt, si géifen zu Kaliningrad déi Rakéiten net stationéieren. Ech weess vun Ausseministerkolleegen, déi elo an der leschter Woch bei der Madame Clinton waren, notamment deen engleschen Ausseminister, deen ech duerno begéint hat, dass si der Meenung sinn, och wann een den Discours vum Vizepresident Biden zu München héieren huet, dass Amerika versicht dat Feindbild, wat jo krampfhaft opgebaut ginn ass, fir a Russland de Feind vun dëser Welt ze gesinn, wat Amerika ugeet, an dat ass jo manifestement net de Fall, dass d'Interesse vun den Amerikaner mussen op ganz anere Plaze konzentréiert ginn, an och d'Interesse vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg, an duerfir sinn ech der Meenung, dass een awer do soll e wéineg Zäit ginn.

Ech menge souguer, dass a Polen an an der Tschechescher Republik vläicht souguer erwaart gëtt, dass en aneren Tounfall ageschloe gëtt, a gekuckt gëtt, fir op eng aner Aart a Weis un déi Saachen do erunzegoen. Wann et wierklech néideg ass ee Rakéitenofwiersystem opzebauen, fir d'Sécherheet vun de Länner vun der NATO, vun der Europäescher Unioun an am Kontext eben, dass mer geographesch dëse Kontinent mat engem aneren ze deelen hunn, dee Russland heescht, da soll och gekuckt ginn, fir zesummen eppes fäerdeg ze bréngen, an net géintenaner. Well, wann dee Rakéitenofwiersystem als en Instrument fir ze spionéiere considéréiert gëtt, wat a Russland geschitt, a vice versa datselwecht ugeholl gëtt, da gëtt et näischt. Da maache mer vill méi Onsécherheet wéi mer Sécherheet schafen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, ass d'Diskussioun vun deenen zwee Projeten ofgeschloss a mir kommen zum Vote. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5962 betreffend Kroatien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5962 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5962 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann och direkt of iwwert de Projet de loi 5963 iwwert de Bäitrëtt vun Albanien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5963 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5963 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Meisch) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet de loi 5961 iwwert den Accord tëscht Lëtzebuerg a Portugal betreffend den Échange an d'Protektioun vu klassifizéierten Informatiounen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Angel.

2. 5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech haut hei ganz kuerz faassen, well mer där Accorden hei scho viru kuerzem dräi haten, an zwar mat Frankräich, mat Däitschland a mat Lettland.

Et geet also ëm déi géigesäiteg Protektioun an de géigesäitegen Échange vu klasséierten Informatiounen. Et geet am Fong dorëms, e rechtleche Kader ze schafen, an deem sech dësen Austausch an och de Schutz vun deenen Informatiounen a vun deem Material aschreift. Dëse Projet de loi muss een am Kontext vun engem Europa oder enger Welt gesinn, déi fir vill Leit ëmmer manner sécher ass oder sécher schéngt, a wou et duerfir wichteg ass, dass eng gewëssen Unzuel vun Informatioune musse kënne klasséiert oder klassifizéiert ginn.

Fréier gouf d'Notioun vun „Protection des informations classées" éischter a Relatioun mat Krichssituatiounen oder Militäroperatioune bruecht. Haut ass dat ganz anescht. Et geet haut ëm zwee Type vu Menacen. Déi Éischt si Menacen, wat d'Sécuritéit ubelaangt, an do schreift sech den Terrorismus an, d'Prolifératioun vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an och déi organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, déi eise sougenannten europäeschen „Patrimoine économique financier et scientifique" ubelaangt, an do geet et konkret ëm „Espionnage industriel et technologique". Dat ass och wichteg, well mer haut an engem Kontext sinn, wou mer vill europäesch Programmer vun haute technologie hunn, an an all deene Programme vun haute technologie gëtt et en Austausch vun Informatiounen. Dëse Projet de loi schreift sech am Fong och haaptsächlech an de Kader vun der Preventioun an.

Vläicht ass et an dësem Kontext och wichteg ze ernimmen, dass et eréischt säit dem Gesetz vum 15. Juni 2004 „relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité" iwwerhaapt méiglech ass, dass mer déi Accorden hei kënne maachen, well mer eis domadder hei zu Lëtzebuerg e Kader ginn hunn, fir eben déi Klassifikatioun vu sensiblen Informatiounen hei am Land ze organiséieren an och d'Habilitéierung vun deene Leit, déi Zougang zu esou Informatiounen hunn, festzeschreiwen.

Et geet also net nëmmen ëm d'Protection physique vun de klasséierten Informatiounen, mä virun allem och u wien a wéi Informatioune klassifizéiert ginn. Den Artikel 5 vun deem Gesetz schreift zum Beispill genee vir, ween den Attribut „très secret" op eng Informatioun däerf setzen. Hei zu Lëtzebuerg ass dat d'ANS, d'Autorité Nationale de Sécurité, dat ass de Service de Renseignement de l'État. Dës Autoritéit ass also och zoustänneg fir, éischtens, d'Protection physique vun den Informatiounen, a besonnesch fir d'Transmissioun vun Informatiounen un auslännesch Autoritéiten. A genee all déi Detailer beinhalt deen Accord mat Portugal, dee mer haut hei unhuelen.

Wichteg ass och nach ze bemierken, dass et nach Pièce oder Informatioune ginn, déi ënner spezifesch Protektiounsregimer falen. Dat ass de Fall, wa mer eis an engem multilaterale Kader befannen, zum Beispill d'NATO oder d'Europäesch Unioun.

Den Accord hei besteet aus 18 Artikelen. En ass genee esou opgebaut wéi déi Viregt. Den Artikel 3 huet eng ganz Rëtsch vun Definitiounen. Wichteg ass och den Artikel 9, wou et ëm d'Traductiounen, d'Reproduktioun an och d'Destruktioun vun deenen Informatioune geet. Am Artikel 13 geet et zum Beispill ëm d'Visitë vun den Autorités nationales de sécurité, wéi déi, ee mat deem aneren, kënnen op Besuch goen, fir ze kontrolléiere wéi d'Aarbechtsofleef do virginn.

De Statsrot erënnert drun, dass dës bilateral Accorden nëmme méiglech goufen duerch dat Gesetz vun 2004, wat ech virdrun ernimmt hunn. E mécht och keng besonnesch Bemierkungen. En erënnert eis just drun, vu dass deen Accord zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, dass mir och dat Land sinn, wat zoustänneg ass, fir e beim Generalsekretariat vun den Nations Unies enregistréieren ze loossen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech géif am Numm vun alle Fraktiounen dem Rapporteur Merci soen an d'Diskussioun domadder fir ofgeschloss erklären. Wann d'Regierung nach eppes Wesentleches bäizefügen huet, dann...

(Hilarité)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Neen, Här President. Den éischte Rapport vum Här Angel war brillant, deen heite war nach méi brillant. D'Regierung ass komplett domadder d'accord.

M. le Président.- War dat wesentlech? Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Rapport, deen den honorabelen Här Angel ons elo gemaach huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir hunn Eestëmmegkeet mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir diskutéieren dann, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5837 iwwert d'Procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges. Den honorabelen Här Santer ass Rapporteur vun dësem Projet de loi. Ech géif den Här Santer bieden, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

3. 5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi setze mer ënner anerem zwee europäesch Reglementer ëm. Dir wäert lech froen, firwat zwee Reglementer mussen ëmgesat ginn, well jo gewosst ass, datt europäesch Reglementer keng national Ëmsetzungsbestëmmunge brauchen, fir effektiv ze sinn. Do hutt Der sécher Recht. Mä hei geet et ëm Reglementer, déi sech mat nationale Prozedure beschäftegen.

Wéinst deene verschiddene Rechtssystemer an der Europäescher Unioun an deene verschiddene Geriichtsbarkeeten an deene 26 Memberstaten an der Europäescher Unioun - ech soen express 26, dat hutt Der sécher gemierkt, well Dänemark, wéi esou dacks bei deene Reglementer, mat deene Reglementer net gebonnen ass -, also well mer verschidde Rechtssystemer, verschidde Geriichtsbarkeeten an der Europäescher Unioun hunn, hu sech déi zwee Reglementer an deem Sënn ageschränkt, andeem se an deene verschiddene Memberstaten eng gewësse Fräiheet zougelooss hu fir déi prozedural Detailer ze bestëmmen, wat fir ee Geriicht, wat fir eng Prozedur elo uwendbar ass.

Ech erënneren, datt datselwecht oder eng similaire Prozedur beim Projet de loi 5352 de Fall war, dee sech mat der Ëmsetzung vum Reglement iwwert d'Sociétés européennes beschäftegt huet. Dat maache mer elo och mam Reglement 1896/2006, dee schonn den 12. Dezember 2008 a Kraaft getrueden ass, a mam Reglement 861/2007, deen den 1. Januar vun dësem Joer a Kraaft getrueden ass. Dës zwee Reglementer vereinfachen déi souzesoen „kleng" grenziwwerschreidend Prozesser.

Zu Lëtzebuerg gëtt et vereinfacht Prozeduren, fir zu sengem Geld, dat heescht Geld, wat eng aner Persoun lech schëllt, ze kommen. Dat ass zum Beispill d'Ordonnance de payement bis 10.000 Euro; da sidd Der um Niveau vum Friddensgeriicht. Oder de Référé sur requête oder de Référé provision beim Bezierksgeriicht, wann d'Schold iwwer 10.000 Euro ausmécht. Iwwer oder ënner 10.000 Euro heescht, datt d'Schold ouni Zënsen a Fraisen, also de Montant principal vun der Schold 10.000 Euro muss ausmaachen. Dat hu mer och elo am Projet de loi preziséiert, och fir déi national Prozeduren, obwuel d'Jurisprudenz d'Texter schonn esou ausgeluecht hat. Mir hunn also vereinfacht national Prozeduren, déi besonnesch hëllefräich an effikass sinn, wann d'Créance onëmstridden ass.

Mä d'Situatioun gëtt awer méi heikel, wann den Débiteur sech am Ausland befënnt. Auslännesch Geriichter mat spezifesche Prozeduren, zousätzleche Käschten, Kommunikatiounsproblemer kënnen engem d'Liewen zimlech schwéier maachen. Besonnesch wann et sech ëm kleng Montanten handelt oder wann dës Montanten iwwerhaapt net contestéiert goufen.

Wéi kommen ech dann am Ausland zu mengem Geld? Och wann d'Montanten net gewalteg sinn - et schwätzt ee vun 2.000 Euro bei deem enge Reglement, ëm déi 10.000 Euro bei deem aneren -, kann et fir Kleng- a Mëttelbetriber an och fir Privatpersounen zu enger substanzieller finanzieller Belaaschtung kommen.

Dofir hunn déi zwee Reglementer vereinfacht Prozedure virgesinn. Dat eent gesäit eng Prozedur vir fir eis Ordonnance de payement, dat heescht, et freet een eng Autorisatioun beim Geriicht un, a wann den Débiteur an engem gewëssenen Délai keng Oppositioun mécht, ass déi Autorisatioun oder Ordonnance rechtskräfteg.

Dat anert Reglement gesäit eng vereinfacht schréftlech Prozedur vir fir Litigë mat manner wéi 2.000 Euro. Dofir ass zu Lëtzebuerg de Friddensriichter zoustänneg. De Lëtzebuerger nouveau Code de procédure civile gesäit vir, datt bis 1.250 Euro beim Friddensriichter keen Appel méiglech ass. Do kann ee just a Kassatioun goen, dat heescht wéi bei Rechtsfroe virgoen. Hei hätte mer dann e Problem gehat, well dat europäescht Reglement gesäit fir grenziwwerschreidend Prozeduren d'Kompetenz vum Friddensriichter bis 2.000 Euro vir, woubäi déi national Gesetzgebung, also den nouveau Code de procédure civile déiselwecht Kompetenz vum Friddensriichter an éischter a leschter Instanz fir 1.250 Euro virgesäit.

Dofir huet de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach a gesot, dat kéint zu Problemer féieren, Égalité devant la loi, jee nodeems wou d'Résidence vum Débiteur ass, jee nodeems a wat fir enger Prozedur Der sidd, well et muss een net vergiessen, datt déi zwou Prozeduren, déi an deenen zwee Reglementer virgesi sinn, net exklusiv sinn. Dat heescht, et kann een nach ëmmer déi normal national Prozedur benotzen.

Dofir hu mer an der Commission juridique décidéiert, datt de Seuil vun 2.000 Euro soll och fir déi national Prozedure virgesi ginn. Dat heescht, wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, ass déi éischt a lescht Instanz an der Kompetenz vum Friddensriichter bei 2.000 Euro Montant principal vun der Créance virgesinn. Dat heescht, wann Der eng Créance vun 1.980 Euro hutt, Montant principal, peu importe Fraisen oder Zënsen, déi ugelaf sinn, da gitt Der bei de Friddensriichter. A wann Der do Onrecht kritt, pour quelque raison que ce soit, da kënnt Der net Appel maachen, da kënnt Der just bei de Kassatiounsgeriichtshaff goen an do iwwer eng falsch Uwendung vum Recht, vum Gesetz kloen. Net iwwert de Fong!

Déi zwee Reglementer solle besonnesch am Hibléck vun enger verstäerkter Mobilitéit an der Grenzregioun kloer, verständlech an effikass Prozeduren deene bidden, déi hir Schold am Ausland anzedreiwen hunn. Grenzen an ënnerschiddlech Rechtssystemer a -prozedure sollen an däerfe keen Obstacle sinn, fir zu senger Propriétéit, zu senge Suen ze kommen.

Här President, niewent dëse Reglementer, déi eigentlech d'Kärstéck vun dësem Projet de loi sinn, ginn nach verschidden, besonnesch méi technesch prozedural Änneronge virgesinn. D'Qualitéite bei zivilen Uerteeler oder bei deenen an zweeter Instanz ginn ofgeschaaft. Dat ass eng fierchterlech administrativ Plo gewiescht fir all Affekoten oder administratiivt Personal, déi an Affekotsétudë woren an déi am 21. Jorhonnert iwwerhaapt keng Plus-value méi haten.

Am Kader vu Successioune kënnen op Ufro vum Curateur d'Meubles, dat heescht alles, wat keen Immeuble ass, och de gré à gré an net nécessairement iwwer eng Stee verkaaft ginn.

Notairë kënnen Ausféierunge vun hiren Akten ënnerschreiwen, fir datt se duerno an engem anere Memberstat an der Europäescher Unioun kënnen exekutéiert ginn.

Wann Uerteeler mussen am Ausland ausgefouert ginn, kréien d'Greffieren de Pouvoir ganz kloer. Virdru war dat net kloer virgeschriwwen, dat heescht, et waren heiansdo d'Greffieren, heiansdo d'Riichteren. Elo ass ganz kloer virgesinn, datt et d'Greffiere sinn, déi de Pouvoir hu fir den Titre exécutoire vun engem Uerteel, also déi Ausféierung vum Uerteel ze ënnerschreiwen, déi dann dem auslännesche Geriicht oder engem auslänneschen Huissier zougestallt gëtt fir d'Zwecksexekutioun. Esou kréien, an dat muss awer och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, d'Greffieren an d'Notairen - zwee wichteg Acteuren an eisem Justizwiesen - kloer zousätzlech Kompetenzen, wat hir Geriichtsbarkeeten, wat hir eegen Akten ugeet, zwecks Exekutioun am Ausland.

Ech wëll net weider op all déi technesch Detailer zréckgoen, soss misst ech, Här President, lech erëm eng Kéier den Exposé des motifs virliesen an dat géif zu onnéideger Zäitverschwendung hei am Plenum féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi wäert keng héich Mediewelle schloen. En ass och éischter technescher Natur. Mä e wäert duerch déi vereinfacht Prozeduren, déi deenen hëllefen, déi et wierklech brauchen an esou weider un d'Virdeeler vun engem integréierte Bannemaart inklusiv an eiser Groussregioun profitéieren. An op dat kënnt et virun allem un. Effikass Prozeduren a géigesäitegt Vertrauen an déi aner Rechtssystemer, dat sinn och noutwendeg Mesuren, déi, wann et drop ukënnt, d'Vertraue vun de Bierger an de Betriber, besonnesch de Kleng- a Mëttelbetriber, an eng méi zesummewuessend Unioun verstäerken. Ech soen Iech Merci a ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Ech gesinn, dass d'Fraktiounen alleguerte mat dem Rapport vun eisem Rapporteur d'accord sinn. Dofir géif ech proposéieren, dass mer dann zum Vote kommen iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5837 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Projet de loi 5860 steet als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. Et geet hei ëm e Protocole additionnel zur Konventioun vun de Vereenten Natioune contre la criminalité transnationale. Déi honorabel Madame Doerner huet d'Wuert als Rapportrice.

4. 5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

(1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie, le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mënschenhandel huet vill Gesiichter. Fraen, Männer a Kanner kënne wéi eng Wuer gehandelt, kaaft, verkaaft a benotzt ginn. Et ass e lukratiivt, international organiséiert Geschäft, ouni nennenswäert Investissementer, mä mat vill Récksiichtslosegkeet a Brutalitéit.

De Risiko vun enger Strofverfolgung ass kleng, well dësen typesche Kontrolldelikt meeschtens net dénoncéiert gëtt; d'Affer an d'Zeien hunn Angscht viru Représaillen. Kee Kontinent, kee Land bleift verschount vum Mënschenhandel, an d'Ursaach läit an der klassescher Migratiounstheorie. Déi eng Säit ass den Drock vun der Aarmut an den „sending states", an déi aner Säit eng immens Nofro vun Auslänner an den Zillänner. Dat nenne mer de sougenanntenen „push and pull"-Facteur.

Lëtzebuerg huet schonns eng ganz Rei vun Texter ugeholl, fir de Mënschenhandel a besonnesch déi sexuell Ausbeutung vun de Kanner ze bekämpfen. Zënter dem Gesetz vum 19. Mee 1999 ginn dës Verbrieche méi schaarf sanktionéiert an och de Schutzdispositiv vun de mannerjähregen Opfer ass verstäerkt ginn. Mä nëmme mat enger organiséierter internationaler Kooperatioun an enger Harmoniséierung vun den nationale Virschréfte kënnen déi eenzel Staten dëser Kriminalitéitsform entgéintwierken. Dofir si säit 1999 eng Rei vun internationale juristeschen Instrumenter ënnerschriwwe ginn. Zu dësen Instrumenter ziele mer éischtens den UNO-Zousazprotokoll géint déi länneriwwergräifend organiséiert Verbriechen aus dem Joer 2000, awer och déi europäesch Konventioun iwwert de Kampf géint de Mënschenhandel vun 2005.

Dëse Projet de loi, dee mir haut solle stëmmen, soll net nëmmen dës international Konventiounen approuvéieren, mä e soll och nei Standarden an eise Code pénal festsetzen. Den UNO-Mënschenhandelsprotokoll aus dem Joer 2000 ergänzt d'UNO-Konventioun vun der transnationaler organiséierter Kriminalitéit, och d'Palermo-Konventioun genannt, an definéiert rechtlech bannend all Aspekter vum Mënschenhandel a verfollegt dräi Ziler: Dat ass fir d'alleréischt d'Preventioun, d'Poursuiten an d'Protektioun.

Historesch gesinn, ass de Begréff „Mënschenhandel" urspréinglech an der UNO-Konventioun vun 1950 iwwert d'Traite des blanches entwuess an huet sech ausschliesslech op den Handel mat Fraen a Meedercher an der Prostitutioun bezunn. De Fraenhandel zu Prostitutiounszwecker ass awer kee fraespezifeschen Delikt, och wann en e groussen Deel vun alle Mënschenhandelsfäll ausmécht. Mat der Zäit huet dëse Begréff e Wandel matgemaach an ëmfaasst haut all Handlung, duerch déi eng Persoun an en Ausbeutungsverhältnis gezwonge gëtt.

Niewent dem Fraenhandel kenne mer also nach aner Erscheinungsforme wéi Kannerhandel zu Adoptiouns- a kriminellen Zwecker. Dat sinn déi sougenannte Klau-, Heeschen- an Zaldotekanner. Zweetens hu mer den Esclavage domestique, dat ass dat Ausnotze vu bëlleger Aarbechtskraaft. A mir hunn och den illegalen Handel vun Organer. Dee fält och ënnert de Begréff Mënschenhandel.

Ech weisen awer drop hin, dass Mënschenhandel näischt mat Mënscheschmuggel oder der illegaler Migratioun ze dinn huet, quitte dass oft e Lien besteet tëschent dësen Infraktiounen. D'Verwiesselung ass dorop hinzeféieren, dass den „human trafficking" nach virun e puer Joer an eng laang Zäit iwwert d'Migratiounsgesetzgebung bekämpft ginn ass.

Awer och de Fraenhandel ass enk mat der Prostitutioun verbonnen. Aus der einfacher Ursaach, dass d'Clienten aus dem „red light"-Milieu dauerhaft no Ofwiesselung a frëschem Ravitaillement froen. Mä trotzdeem sinn d'Begréffer vu Prostitutioun a sexueller Ausbeutung absichtlech am Palermo-Protokoll an an der Mënschenhandelskonventioun net definéiert ginn. Dat berout op enger Konsensléisung vun de Staten. Firwat?

Well den Zougank zu der Prostitutioun ënnerschiddlech an deenen eenzelne Länner regléiert ass. Festzehalen ass awer, dass d'Prostitutioun u sech net ënnert d'Traite fält. Mä d'Zwangsprostitutioun ass awer ofzegrenzen, well hei duerch en Zwangselement d'Selbstbestëmmungsrecht, déi fräi Wëllensbildung an och d'Entscheedung geschuet ginn.

De Palermo-Protokoll definéiert also explizit den „human trafficking". Dës Notioun bezitt sech op de Rekrutement, den Transport, den Hébergement an den Accueil a setzt selbstverständlech Täuschung, Zwang, Gewalt, Mëssbrauch vu Muecht an Afloss viraus. Dat wëllt soen, dës Definitioun enthält dräi Elementer: Handlung, Mëttel an Zweck, déi kumulativ mussen zesumme virleien. Ech ginn e Beispill. Mënschenhandel läit vir, wann een eng Persoun beherbergt, dat ass d'Handlung, fir se gewaltsam, dat ass d'Mëttel, zu Zwangsaarbecht, dat ass den Zweck, auszebeuten.

Awer och d'Europäesch Unioun beschäftegt sech säit Längerem mat deem Thema. No der Décision-cadre vum Juli 2002 sinn och Ustëftung, Bäihëllef an Tentative strofbar. D'EU-State ginn elo verflicht, de Mënschenhandel mat wierksamen an ofschreckende Strofen ze verfollegen. Prisongsstrofe vun net manner wéi aacht Joer sollen ënner bestëmmten Émstänn ausgesprach ginn, wann zum Beispill d'Liewe vum Affer a Gefor gesat ginn ass, wann d'Verbriechen am Kader vun enger krimineller Organisatioun stattfonnt huet oder awer d'Affer besonnesch vulnérabel oder schwaach ass. Eng Personne morale kann och zur Rechenschaft gezu ginn, wann d'Verbriechen an hirem Numm geschitt ass.

Schlussendlech hu mer de Ministercomité vum Europarot, deen 2005 d'Mënschenhandelskonventioun zu Warschau ënnerschriwwen huet. Hei steet den Afferschutz un éischter Stell. Ouni deen ass selbstverständlech de Kampf géint dës Kriminalitéitsform kontraproduktiv. Dës mënscherechtsorientéiert Konventioun iwwerhëlt, verbessert, erweidert d'Bestëmmunge vu Palermo op all Forme vu Mënschenhandel.

Fir d'éischte Kéier gëtt och ausdrécklech op déi schwéier Mënscherechtsverletzungen higewisen. Dës Konventioun setzt op d'Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen, op den Afferschutz, op eng effizient Poursuite an Instructioun. Awer och wichteg Bekämpfungsstrategië sinn d'Schafung vun engem komplette Schutz- an Hëllefskader fir d'Affer an d'Zeien, awer si setzt och op déi international Kooperatioun.

Här President, d'Zoustëmmung an d'Ëmsetzung vun dësen dräi internationalen Instrumenter setzt keng gréisser Upassung vun eiser nationaler Gesetzgebung viraus. Firwat? Well mir scho ganz vill Virschréften an eisem Code pénal hunn.

Wat elo déi nei Bestëmmungen ugeet, esou gëtt en Deel direkt an dësem Gesetzestext agefouert an en aneren Deel duerch separat Texter. Wéi zum Beispill de Projet de loi iwwert d'Responsabilitéit vun de Personnes morales, awer och de Projet de loi 5874 iwwert déi zivilrechtlech Assistance a Protektioun vun de Mënschenhandelsaffer; déi gëtt vun der Familljekommissioun ënnert der Présidence vun der honorabeler Madame Andrich beaarbecht.

Iwwert dëse Projet muss ech e puer Wierder soen, Explikatioune ginn. An zwar, dass am Kader vun der Chancëgläichheet dëse Gesetzestext a sengem Artikel 14 proposéiert, och d'Komplizitéit um Mënschenhandel ënner Strof ze setzen. A sengem Avis, deen d'lescht Woch erauskomm ass, opposéiert sech awer de Conseil d'État, dass dëse Volet pénal vun der Komplizitéit an dësem Projet vun der Égalité des chances soll traitéiert ginn. Vu dass dësen Avis um Courrier électronique no dem Ofschléisse vum Rapport an der Commission juridique komm ass, konnt eis Kommissioun sech net mat där Oppositioun befaassen. Dofir wëll ech e puer perséinlech Iwwerleeungen zu dësem Artikel ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech kommen zréck op déi Mënscherechtskonventioun vu Warschau an do ass et bemierkenswäert, dass d'Europarotskonventioun de State suggéréiert huet, ze iwwerleeën, ob Persounen, déi wëssentlech Déngschtleeschtunge vun Zwangsprostituéierten an Usproch huelen, bestrooft solle ginn. Dat ass déi éischte Kéier, dass d'Memberstaten opgefuerdert gi sinn ze iwerleeën, ob d'Strofverfolgung sech och op déi sougenannte Freiere soll ausdehnen.

Ech hunn awer Recherchë gemaach, wat déi aner Memberstaten ubelaangt, an do konnt ee feststellen, dass no heftegen Diskussiounen an deene verschiddensten europäesche Länner, ob eng Definitioun vum Begréff vun der sexueller Selbstbestëmmung méiglech wär, festgehale ginn ass, dass dorobber soll verzicht ginn. Well fir déi strofrechtlech Literatur an och d'Sexualwëssenschaft ass dëse Begréff eng idealtypesch Fiktioun, well de Begréff vun der Wëllensfräiheet ass dorunner ugeknäppt, an dat ass extrem schwéier ze definéieren. Well mer awer hei an engem Volet pénal sinn, mussen déi Stroftexter iwwert deen Delikt ganz prezis a virsiichteg libelléiert sinn. Ech maachen déi Klammer erëm zou an ech kommen elo zréck zu eisem Projet, dee mir haut wëlle stëmmen.

Dëse Projet innovéiert op engem wesentleche Punkt. De Mënschenhandel gëtt als eng autonom Infraktioun ënner engem nei geschriwwene Kapitel am Code pénal agefouert, an zwar ënnert dem Kapitel „de la traite des êtres humains". Déi lëtzebuergesch Definitioun vum Mënschenhandel inspiréiert sech net nëmme vun der Kaderdécisioun, mä och vun de belschen an de franséischen Texter. Domadder gi mir hei an eisem Code pénal méi wäit wéi déi international Instrumenter. Dat wëllt soen, dass d'Uwendung oder d'Menace vun der Gewalt, dat heescht all Moyen, fir Kontroll iwwer eng Persoun ze kréien, zu de Bestanddeeler vum Mënschenhandel zielt. Eise Projet ignoréiert dës Elementer, zumindest um Niveau vun der Definitioun vum Mënschenhandel.

Dës Elementer vu Moyens de contrôle spillen eréischt eng Roll um Niveau vun de Circonstances aggravantes, wann eng Peine soll gesprach ginn. De Parquet brauch net de Moyen ze beweisen, iwwert deen een d'Kontroll iwwer en Affer kritt huet. Et geet duer, den Transport oder de Rekrutement ze beweisen an natierlech d'Ausbeutung vum Affer. Och d'Rémunératioun oder den Avantage mussen net bewise ginn. Zu Recht huet de Statsrot a sengem Avis bemierkt: «L'objectif de lucre sort à suffisance de l'exploitation de la victime.» Zu de Methoden, wéi en Affer Kontakt mat deemjéinegen, deen et wäert ausbeuten, kritt huet, zielt och «le fait de passer ou de transférer le contrôle sur la victime».

Wat d'Ausbeutung vun Aarbechtskraaft ugeet, wëll ech nach ervirhiewen, dass mir preziséieren, dass dësen Abus géint d'Würd vum Mënsch geet.

An nach e leschte Punkt: Den initialen Text huet sech mat der Hypothees, wou en Affer gezwonge géif ginn, selwer en Delikt ze begoen, net ofginn. Dat huet awer de Statsrot a sengem Avis bedauert, dass een dëse Fall net zu de Bestanddeeler vum Mënschenhandel géif zielen, an d'Kommissioun huet dem Statsrot Recht ginn an den Text deementspriechend ofgeännert.

Wat elo nach méi technesch Detailer sinn, beruffen ech mech op de schréftleche Rapport, an ech wëll ofschléissen, dass de Sënn an Zweck vun dësem Projet net nëmmen de Schutz vun eenzelne Persounen ass, mä och vun der Gesellschaft viru skrupellose kriminelle Wirtschaftsformen. Och de Lëtzebuerger Stat huet d'Verflichtung, de Mënschenhandel effektiv ze bekämpfen. Ech erënneren un en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter, dee Frankräich 2005 an engem Fall vun Esclavage domestique veruerteelt huet wéinst ze schwaache gesetzleche Regelen. Dofir mäin Appel un Iech, dëse Projet ze stëmmen, an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Doerner Merci fir hire Rapport. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, et geet also hei dorëm, en Zousazprotokoll vun enger Konventioun vun der UNO an eng Konventioun vum Europarot ze approuvéieren an domadder an onsem Code pénal an am Code d'instruction criminelle eng nei Infractioun anzeféieren: d'Traite des êtres humains.

D'Rapportrice ass an hirem schréftlechen a mëndleche Rapport an hirer gewinnter grëndlecher a kompetenter Aart a Weis op déi eenzel Aspekter vum Projet agaangen. Ech wëll der Madame Doerner duerfir villmools Merci soen a wëll och net dat widderhuelen, wat si schonn esou gutt hei virgedroen huet. Ech wëll och direkt dorop hiweisen, dass mir als DP-Fraktioun dee Projet wäerte stëmmen.

Ech wëll, Här President, awer dozou dräi Bemierkunge maachen oder Froen opwerfen. Laut Artikel 3 vun dësem Projet gesäit den neien Artikel 382-1 vum Code pénal also elo vir: «Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue: 1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles;…» - dann e Punkt, dee menger Meenung no ganz wichteg ass - «…2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine; 3) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière; 4) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré.»

Här President, wéi mäi Kolleeg, den Här Xavier Bettel et an der Commission juridique verschiddentlech bei der Diskussioun vun dësem Projet ervirgestrach huet, bedauere mir, dass den Élément intentionnel bei dëser Infractioun net expressis verbis am Text virgesinn ass.

Sécher heescht et am Text, dass d'Infractioun besteet, wann d'Faits constitutifs vun der Infractioun geschéien - Zitat: «en vue de». Nach ass den Élément intentionnel net juristesch kloer genuch ëmschriwwen, wéi dat an aneren Texter de Fall ass.

Am Artikel 4 vun der Konventioun vum Europarot heescht et «aux fins d'exploitation», an am engleschen Text - deen den Originaltext ass - „for the purpose of exploitation" Ech weess, dass den Text vun deem Projet, deen ons elo hei virläit, sech net wesentlech vun deenen Ëmsetzungstexter an Nopeschlänner ënnerscheet. Nach hätt d'demokratesch Fraktioun sech an dësem Punkt eng Formulatioun gewënscht, aus där de Caractère intentionnel a juristeschen Terme méi kloer géif ervirgoen.

Här President, den Text däerf op jidde Fall net dozou féieren, dass spéiderhin e Buschauffer, deen eng Fra a sengem Bus sëtzen hat, oder en Hotelier, deen déiselwecht Persoun hébergéiert huet, ouni ze wëssen, wie se wär a wat se géif maachen, eng Fra, déi dann hei zu Lëtzebuerg beispillsweis zur Prostitutioun gezwonge gëtt, beschëllegt ginn. Et kann net sinn, dass dann de Buschauffer oder den Hotelier wéinst Traite géifen ugesicht ginn. Ech géif also de Minister bieden, op deen Élément intentionnel a senger Äntwert ganz genee anzegoen an ons ze soen, wéi d'Regierung gewëllt ass, d'Applikatioun vun deem Text ze gesinn.

An ech géif de Minister och bieden, an Zukunft en A op d'Jurisprudenz ze halen an, wann néideg, da vläicht eng Kéier den Text ze komplettéieren, fir dass do näischt virkënnt, wat net gewënscht ass.

Mir sinn all d'accord, dass d'Traite des êtres humains soll verbuede sinn. Mir sinn all d'accord, dass se soll bestrooft ginn, mä nach soll keen, deen accidentellement un enger Chaîne vun Evenementer deelhëlt, ouni eng Intentioun ze hunn, dofir gestrooft ginn. Dat schéngt ons e ganz wichtegen Aspekt, dee vläicht bis elo an dëser Diskussioun an an dësem Text net genügend zur Geltung koum.

Ech wëll ënnersträichen, Här President, dass et bei der Traite des êtres humains net nëmmen ëm Prostitutioun a Proxénétisme geet. D'Madame Rapportrice huet ganz vill op déi zwee Aspekter higewisen, an ech verstinn dat och, well ganz oft ass d'Traite des êtres humains précisément dat. Mä et ass net nëmmen dat. Et ass och d'Exploitatioun vun der gezwongener Aarbecht an de gezwongene Servicer, déi vun enger Persoun verlaangt ginn.

An dat bréngt mech, Här President, zu menger zweeter Fro. A leschter Zäit stelle mer an der Stad Lëtzebuerg fest, dass d'Heeschen enorm zougeholl huet. Op Schrëtt an Trëtt an der Groussgaass, am Passage Aldringen, an der Neipuert, virun der Cour des Comptes begéint een Heescheleit. Si di kengem eppes un. Mä si droe bestëmmt net zum Bild vun der Stad Lëtzebuerg, wat mir ons wënschen, bäi.

Laut Informatiounen, déi ech an deem Zesummenhang vum Regionaldirekter Zentrum vun der Police kritt hunn, handelt et sech ëm Rumänen, also EU-Bierger, déi beim Auchan zu Lonkech campéieren an déi moies an d'Stad bruecht ginn - well do d'Heeschen anscheinend méi ergiebeg ass wéi iwwert der Grenz - an owes erëm zréckgefeiert ginn. D'Police, esou gëtt mer gesot, wär mat hire franséische Kolleegen a Kontakt, mä et wär ganz schwéier, un d'Organisateure vun deem Trafic erunzekommen.

Här President, wa Frankräich déi international Konventiounen, déi mer haut diskutéieren, ënnerzeechent huet, a wann d'franséischt Gesetz vum 18. Mäerz 2003 iwwert d'intern Sécherheet en Artikel 225-4-1 am Code pénal virgesäit, wéi ons gesot ginn ass, deen dem virgeschloenen Text vum neien Artikel 382-1 an onsem Code pénal gläicht, da misst dach do eppes ze maache sinn.

Ech wëll hei op eng Bemierkung agoen, déi de Statsrot gemaach huet am Zesummenhang mam Projet 5874, deen d'Madame Rapportrice schonn erwähnt huet, an ech zitéieren: «L'efficacité du combat contre ce phénomène…» - et geet hei ëm d'Traite des êtres humains - «…dépend moins d'un développement tous azimuts de nouvelles procédures coulées dans des dispositions légales que d'une application résolue et rigoureuse des textes existants par les organes de répression et par les services d'assistance d'ores et déjà en place.»

Här President, meng Fro also un de Justizminister: Wat huet hie wëlles ze ënnerhuelen, fir där organiséierter Mendicitéit op öffentlecher Strooss, also där Exploitatioun vun deene Leit en Enn ze setzen?

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Op mäin drëtte Punkt, Här President, ass d'Madame Rapportrice och schonn agaangen: Parallell zum virleienden Text gouf am Familljeministère e Projet de loi ausgeschafft - den 5874 -, dee sech och op d'Konventioun vum Europarot vum 16. Mee 2005 berifft a sech mat der Preventioun vun der Traite des êtres humains an dem Beistand fir d'Opfer dervu beschäftegt.

De Projet gëtt anscheinend de Moment nach an der Familljekommissioun diskutéiert a steet haut net zur Debatt. Nach mécht de Statsrot a sengem Avis vum 3. Februar 2009, wéi d'Madame Rapportrice gesot huet, zu deem Projet eng Bemierkung, déi direkt mat onser Diskussioun haut vum Projet 5860 a Verbindung steet.

Den Artikel 14 vun deem Projet de loi, also dem 5874, schaaft en neien Delikt, deen doranner besteet, déi Déngschtleeschtungen an Usproch ze huelen, vun deenen ee weess, dass déi betreffend Persoun Affer ass vun der Traite des êtres humains. Dat ka sécherlech d'Prostitutioun betreffen, mä dat kann och den Travail forcé oder de Service forcé betreffen.

De Statsrot kann den Auteure vum Projet de loi 5874 an deem Sënn follegen, dass een do géif en Délit schafen, dee strofbar gemaach gëtt. De Statsrot wonnert sech awer, dass esou eng Bestëmmung net an dëse Projet erakomm ass, dee mer haut diskutéieren, an net soll an de Code pénal ageschriwwe ginn.

De Statsrot kënnegt eng Opposition formelle un an ass der Meenung, wann ee wéilt op dee Wee vum Projet goen, da misst eng autonom Infractioun virgesi ginn, déi an de Kader vun deem Gesetz misst ageschriwwe ginn, wat mer haut diskutéieren.

D'juristesch Kommissioun konnt sech net, an dat huet d'Madame Rapportrice zu Recht gesot, mat deem Problem auserneesetzen, well den Avis vum Statsrot eréischt déi lescht Woch komm ass, nodeem mir ons Aarbechten an der juristescher Kommissioun ofgeschloss an de Rapport fäerdeg gestallt haten.

Nach mengen ech, dass d'Regierung sech haut, wou den Avis vum Statsrot zum 5874 bekannt ass, mat där Problematik misst auserneesetzen, an ech wär frou, wann den Här Justizminister dat géif maachen.

Meng Froen un hie sinn also: Wat mécht d'Regierung mat der Opposition formelle vum Statsrot zum Projet 5874? Wëllt d'Regierung dëse Projet de loi, dee mer haut an der Diskussioun hunn, direkt nobesseren an de Vote aussetzen? Wëllt d'Regierung den Text stëmme loossen an en duerno nobesseren? Wëllt d'Regierung den Artikel 14 aus dem Projet de loi 5874 sträichen, d'autant plus dass de Statsrot dorop hiweist, dass keen anere Stat esou en Delikt geschafen huet?

Onofhängeg vun den Äntwerten zu dëse Froen, Här President, muss een d'Regierung awer och froen, ob déi rechts Hand nach weess, wat déi lénks mécht. Ech weess, dass et hei zwou rechts Hänn sinn.

(Hilarité)

Mä nach huet een d'Impressioun, dass et net eng einarmeg Regierung ass, mä eng keinarmeg Regierung. An anere Wierder, wann et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Konventioun geet, soll an der Regierung matenee geschwat ginn, soll een am beschten ee Ministère mat der Ëmsetzung vun esou enger Konventioun betrauen, oder et soll een op d'mannst derfir suergen, dass d'Positioune vun de Ministërë coordonnéiert ginn. Do bleift also, souguer wa mer dëse Projet de loi stëmmen, d'Regierung der Chamber an dem Land eng Äntwert schëlleg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho bal alles gesot. Et sinn e puer Problemer opgeworf ginn, an ech wäert dann elo probéiere mat mengen Noten hei alles ze évitéieren, wat schonn ugeklongen ass.

Kloer sinn op jidde Fall zwou Saachen: Et geet em d'Transpositioun vum Protocole de Palerme a vun der europäescher Konventioun géint de Mënschenhandel. De Protocole vu Palerme datéiert scho vun 2000; deen anere vun 2005. Ech mengen, dass et evident ass, dass mer an Zugzwang sinn an dass dat, wat elo virläit, sécherlech begréisst gëtt, och wa mir wëssen, dass, wat d'Europarotskonventioun ubelaangt, d'Mise en vigueur schonn ee Joer ënnerwee ass, dass mir also net op deem Punkt elo terribel wichteg sinn.

De Moment sinn nach iwwert d'Halschecht vun de Memberstate vum Europarot an Zugzwang. Mir sinn also souzesoen dann an engem dezente Mëttelfeld. Dat ass ze begréissen.

Manner ze begréissen ass déi Tatsaach, dass mer zwee Gesetzer hu fir eng Transpositioun vun zwou Konventiounen, an dass déi zwee Gesetzer net mateneen diskutéiert ginn. Dann hätten nämlech déi Problemer, déi d'Madame Flesch elo just hei opgeworf huet, kënne geléist ginn an engem Einvernehmen vun de Memberen aus verschiddene Kommissiounen.

Dat ass menger Meenung no awer och kee majeure Problem ënnert de Konditiounen, ënnert deene mer sinn, well et ass näischt, wat de Rapport vun der Familljekommissioun empêchéiere géif och eng Ajoute an de Code pénal ze maachen, fir déi Dispositiounen, déi an dësem Text stinn, wierklech kënnen ze applizéieren.

D'Reiefolleg ass net ganz richteg. Et ass net logesch, fir hei eng Complicitéit an eng Tentative ze penaliséieren, wann d'Haaptinfractioun net besteet. Dat wär en evidenten Avantage gewiescht, wann d'Saachen zesummekomm wären. Dann hätte mir hei an der Sëtzung kënne ganz einfach en Amendement zu dësem Gesetz maachen, an dann dat heite fir d'éischt huelen, an dat anert fir d'zweet. Mä ech mengen, dass et net ëmmer op eng impeccabel Prozedur ukënnt, wann d'Endresultat zu deene Problemer da soll richteg sinn.

Ech wollt zwou Saache soen, déi mer opgefall sinn, wéi ech mech virbereet hu fir dëse Rapport, an zwar déi Differenzen zwëschent „Trafic" an „Traite". Déi Begréffer ginn oft duercherneegehäit, well si ganz no beienee leien. An trotzdeem sinn zwëschent deenen zwee Begréffer ganz grouss Differenzen.

Beim Trafic ass et esou, dass de Franchissement vun enger Grenz, also en irréguliert Iwwerschreide vun enger Grenz a sech d'Infractioun duerstellt, während et bei der Traite normalerweis och eng illegal Iwwerschreidung vun enger Grenz gëtt, mä déi awer am Fong nëmmen en Niewenaspekt ass vun den Elementer vum Mënschenhandel a sech.

Et ass och evident, dass d'Iwwerschreide vun enger Grenz nëmmen a verschiddenen Instrumenter, notamment am Palermo-Protokoll, indispensabel ass. Well no den Dispositioune vun der Konventioun vum Europarot, kann et och eng Traite ginn, wann et net eng Grenziwwerschreidung ass. Dat ass eng vun deene groussen Differenzen zwëschent deenen zwee internationalen Instrumenter, déi mer transposéieren.

Grob gesot, kënnt een et folgendermoossen ausdrécken: Palermo ass eng international, an dësem Fall eng UNO-Konventioun, déi op déi klassesch Aart a Weis probéiert dem Mënschenhandel bäizekommen; dat heescht iwwert de Pénal, iwwert d'Strofe vun deenen, déi eng Infractioun maachen.

Wat nëtzlech ass, dat ass, dass, fir dat kënnen ze maachen, hei ganz kloer Definitioune kommen, Explikatioune kommen, wat fir eng Elementer konstitutiv si vun der Traite. D'Madame Flesch huet se schonn hei am Detail opgezielt, esou dass ech do net méi brauch drop zréckzekommen.

Contrairement zum Palermo-Protokoll, ass d'Philosophie vun der Konventioun vum Europarot eng ganz aner. Well et scho Konventioune gëtt, déi de penalen Aspekt toiséieren, ass hei den Accent op d'Protektioun vun de Victimë geluecht, an och op d'Ofschafung vu Violatioune vu Mënscherechter, déi en evidenten Obstacel si fir d'Gläichbehandlung zwëschent Männer a Fraen.

Doriwwer eraus ass nach philosophesch eng Differenz mat dëser Konventioun vum Europarot, andeem dass et eng Konventioun ass, wou praktesch - fir d'éischt, wou ech mech jiddefalls drun erënneren - e Kontrollorgan matgeschaaft gëtt - dat gëtt hei GRETA genannt -, wat soll kontrolléieren, wéi sech déi Konventioun vum Europarot an der Praxis auswierkt.

Well wéi hei schonn ugeklongen ass vun enger vun deenen zwou Vierriednerinnen, ass dat heiten elo e gutt juristescht Instrument. Mä gutt ass et nëmmen dann, wann et esou applizéiert gëtt, dass déi Moyens humains an déi Moyens financiers, déi mer brauchen, fir eng gutt Applikatioun ze maachen, op der Héicht si mat der Qualitéit vun den Texter, déi mer amgaange sinn ëmzesetzen.

Duerfir ass et fir mech héichinteressant festzestellen, dass et hei méiglech war e Kontrollorgan an enger Konventioun ze schafen, dee soll kontrolléieren, ob dann déi Konventioun och wierklech esou an d'Praxis ëmgesat gëtt wéi dat soll sinn.

D'Plus-value vun der Konventioun par rapport zum Protokoll vu Palermo; et läit mer um Häerz, fir Iech déi ganz kuerz ze erklären.

Éischtens - dat ass schonn ugeklongen - ass hei d'Preventioun an d'Protektioun vun der Victime den Haaptbut, während et an där anerer Konventioun ganz kloer ass d'Infractiounen ze poursuivéieren.

Hei ass och en Aspekt vun der Preventioun mat dran, deen normalerweis an enger penaler Konventioun, wéi dem Protocole de Palerme, net mat applizéiert gëtt.

Déi drëtt Differenz - an ech hunn déi och schonn en marge uklénge gelooss -: Et kann eng Traite ginn, ouni dass et eng Grenziwwerschreidung gëtt, wat am Palermo-Protokoll net virgesinn ass. Et ass also kloer, dass hei och Mënschenhandel op nationalem Plang ka poursuivéiert ginn, och ouni dass muss eng Organisation criminelle hannendru sinn. Eng individuell Organisatioun op engem nationalen Territoire vun eenzelne Leit fält also net ënnert de Protokoll vu Palermo, mä e kann ënnert d'Konventioun vum Europarot falen. Och dat ass eng grouss Ännerung.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Deen nächste Punkt ass, dass hei probéiert gëtt, iwwert dës Konventioun eng Harmonisatioun iwwert den Traitement vun de Victimen a vun der Assistenz vun den Zeien ervirzeruffen.

Et kann net sinn, dass bei transnationalen Infractioune jiddwereen aneschters mat den Zeien ëmgeet, wann eng Grenz iwwerschratt ass. Et wär nämlech schonns esou, dass d'Auteure vum Trafic, an d'Zeien, déi eventuell aussoe kéinten, sech géifen dat Land eraussichen, wat déi beschten oder déi favorabelst - fir si - Dispositiounen huet. Dat Land wär dann an enger désagréabeler Situatioun par rapport zu den Nopeschlänner. Et géif am Fong den Trafic kënnen unzéien. Duerfir ass et absolut noutwendeg fir d'Effikassitéit vun der Preventioun a vun der Poursuite, dass d'Konditiounen an deene verschiddene Länner ähnlech sinn.

Eppes aneschters ass enorm wichteg, an zwar, dass et méiglech ass an der Europarotskonventioun, dass Victimen, déi eng Infractioun gemaach hunn, net bestrooft ginn, wa festgestallt ass, dass se zu deenen Infractioune gezwonge gi sinn.

Dat ass eng Iddi, déi et bis elo nach a kenger internationaler Konventioun ginn ass. Mat deem Beispill, wat d'Madame Flesch uklénge gelooss huet, géif dat am Fong heeschen, dass souguer dann, wann d'Mendicitéit verbueden ass, dass wa mer deen Tatbestand do géifen opdecken an un d'Trafiquantë géifen erukommen, géif dat net ipso facto heeschen, dass déi Leit, déi ënner Contrainte forcéiert gi si sech der Mendicitéit hinzeginn, misste mat bestrooft ginn.

Ech mengen, dass dat wierklech en interessant Element ass. D'Konventioun huet doriwwer eraus nach extra Dispositioune fir de Kannerschutz, d'Identifikatioun vun deene Kanner a speziell Mesures d'assistance.

Da schlussendlech - an dat ass fir mech op jidde Fall d'Häerzstéck aus der Konventioun vum Europarot - gëtt et an där Konventioun e Minimum-Délai vun 30 Deeg, deen een de Victimë vun der Traite muss loossen, fir dass si sech kënnen en connaissance de cause iwwerleeën, ob si oder ob si net bereet sinn an engem Prozess géint hir Trafiquanten auszesoen.

Well wéi Der Iech all kënnt virstellen, ass dat weder fir si nach fir hir Familljememberen eng evident Saach. A si mussen och kënnen - an dofir ass dat och en Element, dat an dëser Konventioun ganz staark ënnerstrach gëtt - op Zeieschutzmoossnamen zréckgräifen, fir net hiert Liewen op d'Spill ze setzen doduerch, dass se bereet wieren an engem Traiteprozess auszesoen.

Dat si grosso modo déi Elementer, déi ervirzesträiche si bei der Konventioun.

Ech wollt dann nach eng lescht Iwwerleeung maachen an erklären, dass dat heiten, dat heescht den Endiguement vun der Traite, am Fong déi Ursaach war, firwat ech eng Proposition de loi gemaach hunn iwwert d'Prostitutioun, an zwar de leschte Mäerz.

Firwat hunn ech mech dee Moment fir déi Démarche entscheet, obschonn et keng Démarche gëtt, déi perfekt ass? Dat ass, well aus internationale Studien erauskënnt, dass de Fait, dass den Handel mat sexuellem Verkéier ënner Strof ze stellen deen eenzege Moyen ass, fir de Mënschenhandel en vue vun der Prostitutioun anzedämmen. Well et ass evident, wa Leit, déi wëlle Sue verdénge mat der Exploitation sexuelle vun aneren, dass déi net an e Land Fraen oder Kanner oder Männer importéiere gi fir se zur Prostitutioun ze zwéngen, wa se wëssen, dass si sech selwer stroffälleg maachen, dass sech d'Clientë vun deenen trafiquéierte Leit stroffälleg maachen an dass et dofir evident ass, dass den Trafic massiv erofgeet, wa mer déi richteg Législatioun eraussichen, fir un d'Prostitutioun erunzekommen.

Da kommen ech, Här President - ech hat Iech dat versprach, duerfir huet et e bësse méi laang gedauert -, zu enger leschter Remarque. Wéi gesot, hunn ech déi Propositioun iwwert d'Prostitutioun virun engem Joer gemaach. Si ass och hire Wee gaangen, mä theoretesch hätt missen d'Regierung no sechs Méint Positioun huelen a mir hätten dann op jidde Fall kënnen hei déi Propositioun virstellen. Dat ass wéi esou oft net geschitt.

Soumat gëtt mer dann eigentlech déi Diskussioun iwwert déi zwou international Konventiounen d'Geleeënheet, op déi Initiativ do hinzeweisen. Och do gëtt et ganz kloer, dass et net duergeet Bestëmmungen ze hunn, déi einegermoossen an der Rei sinn. Well eis Bestëmmungen iwwert d'Proposition-de-loië gesinn um Pabeier ganz gutt aus, mä esou ass et mam Reglement, wéi mat deenen heite Saachen, wa mer Bestëmmungen hunn, déi mer net uwenden, dann huet et net vill Wäert fir se ze hunn.

Ech mengen duerfir, dass et gutt wier, dass Dir, Här President, als Chef vun dësem héijen Haus, am Zesummenhang mat dësem Dossier, fir deen ech iwwregens den onageschränkten Accord vu menger Fraktioun bréngen, derfir géift suergen, dass och déi Propositions de loi, déi vun de Kolleegen hei agereecht ginn, conformément zu den Texter, déi mer hunn, an dëser Chamber behandelt ginn. Ech weess, dass eng nei Réglementatioun en vue ass, mä dat ass kee Fräifahrtsschäin fir entre-temps ze maachen, wéi wann näischt geschitt wier.

Merci.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Hie ka jo direkt äntwerten.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Ech wäert kucke wou déi Propositioun drun ass an der Regierung rappeléieren, dass se eng Stellung dozou soll huelen. Et ass elo kee Riedner méi ageschriwwen, esou datt et um Här Justizminister Luc Frieden ass fir Stellung ze huelen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi hei ass in extenso presentéiert a kommentéiert ginn. Ech géif wëlle souwuel der Rapportrice wéi all deenen aneren Deputéierte Merci soe fir hir Interventioun.

Mir sinn eis eens en fait, wat d'Finalitéit an d'Wichtegkeet vum Schutz vu Mënschen ubelaangt, mat deene gehandelt gëtt. Eleng déi Wierder beieneen ze setzen, ass scho skandaléis: Handel a Mënschen. De Mënsch ass net en Objekt, mat deem ee kann handelen. Duerfir ass et gutt, datt souwuel eis national Dispositioune wéi déi international Konventiounen dat streng verbidden.

Ech wëll och drun erënneren, datt déi éischt Dispositiounen an deem dote Beräich ganz am Ufank, wéi ech Justizminister war, gemaach gi sinn; esou 1999. Dat am Kontext iwwregens vun engem Text géint d'sexuell Exploitatioun vun de Kanner. Hei gi se nach méi prezis gemaach. Hei gi se verbessert. Hei komme Circonstances aggravantes derbäi. Dat ass eng gutt Saach an duerfir sinn ech frou, datt dat hei eng breet Zoustëmmung an der Chamber fënnt.

Et ass eng komplex Problematik an et geet effektiv net duer, datt een den Text huet. D'Uwendung vum Text ass wuel esou wichteg. Ech mengen, datt et normal ass, an ech beäntwerten och domadder déi Fro, déi awer fir mech evident ass, vun der Madame Flesch, datt och hei den Élément intentionnel wéi ëmmer erëm am Strofrecht eng wichteg Roll spillt.

Et schéngt mer ganz kloer, datt een och muss an dësem wéi och an anere Beräicher kucken, wat an der Jurisprudenz do ass. Et soll ee sech Rendez-vous ginn, fir an engem Joer, wa vläicht déi eng oder déi aner Jurisprudenz do ass, nach eng Kéier ze kucken, wéi dat heiten an der Praxis ugewannt gëtt. Ech mengen, datt deen Text hei duer-

geet an datt deen och net onbedéngt muss verbessert ginn.

Wat der Madame Err hir Proposition de loi ubelaangt, esou si mer wéi bei all anerer Proposition de loi amgaangen doriwwer ze diskutéieren. Do ginn et ënnerschiddlech Vuen driwwer. Déi sinn net op enger Säit vum Dësch oder op där anerer Säit vum Dësch vun der Regierung; déi gi queesch duerch d'Regierung. Wa mer eng gemeinsam Vue doriwwer hunn, wäert d'Regierung och dozou Stellung huelen. Déi Vue hu mer fir de Moment nach net. Ech géif och mengen, hei an Äre Fraktiounen, an all de Fraktioune géif et och doriwwer keng eestëmmeg Vue ginn. Dat Thema hu mer iwwregens schonn emol heibannen diskutéiert.

Wat d'Fro vun der Madame Flesch ubelaangt iwwert d'Mendicitéit, esou ass dat eng Fro, déi mer ganz um Häerz läit. Ech si frou, datt d'Madame Flesch hei d'Regierung encouragéiert oder ënnerstëtze wäert, wa se Schrëtt wäert ënnerhuelen. Ech soen lech just, datt ech déi Schrëtt, déi ech do wäert ënnerhuelen, gären am Virfeld géif mat der Chamberskommissioun diskutéieren. Well et ass esou, datt mer haut keng juristesch Handhab hunn an datt all juristesch Handhab, déi een do mécht, natierlech eng Aschränkung vu verschiddene Grondfräiheete mat sech zitt.

D'Madame Flesch huet dann normalerweis hei eng ganz grouss Ried gehalen, wou se fonnt huet, mir géifen d'Grondfräiheeten aschränken. Wa mer also eppes maache wéi Platzverweis, wéi an Däitschland, wou een also net méi dierf op verschidde Plaze goen, da wär ech frou, wann all Partei dat géif total ënnerstëtzen. Da muss d'Police also kënne soen: An där doter Strooss dierf déi an déi Persoun net méi sinn.

Wat fir Kontrolle mécht een do? Ech hunn also geduecht, well ech am Fong méi freiheitsliebend sinn, wéi d'Madame Flesch dat och beschreift, datt dat ganz vill Froen opwerft. Dofir géif ech proposéieren, datt mer an enger vun deenen nächste Commission-juridiquen deen Text géife kucken, deen Däitschland huet, dee Frankräich net huet. Wa mer do e Konsensus fannen, da misst et jo einfach sinn, fir am nächste Mount esou ee Projet de loi ze maachen.

Ech mengen, datt de Platzverweis ganz vill Problemer opwerft. Dofir wär ech frou, wa mer, fir esou een Text ze maachen, Unanimitéit an der Chamber kéinten hunn. Ech hunn déi Texter do, well ech mech mat där Fro an deene leschte Wochen - géif ech soen - fënnef, sechs Stonnen ofginn hunn, fir ze kucke wéi mer dee Problem an de Grëff kréien.

D'Fransousen hu keng esou Dispositioun an d'Fransouse soen, et wär ganz schwiereg Mënschenhandel nozeweisen. Dofir hunn d'Fransouse bis elo keng Aktioune géint déi dote Saache gemaach. En plus hutt Dir en Immigratiounsgesetz hei gestëmmt, wat et net erlaabt, déi Leit op eng durabel Aart a Weis aus dem Land ze schécken, well se Member vu der Europäescher Unioun sinn.

Déi ganz Problematik kënne mer zesummen, wa méiglech mam Immigratiounsminister, an der Commission juridique beschwätzen. Ech fannen, d'Situatioun ass net gutt, mä an anere Länner ass se och net gutt. Et gëtt an enger fräier Gesellschaft net einfach fir Leit, déi just do sëtzen an heeschen, kënne vun där Plaz ewech ze kréien. Dat ass eng Problematik, déi ech als ganz seriö emfannen, wou ech wëll eppes maachen, wou ech och a Kontakt si mat der Geschäftswelt vun der Stad Lëtzebuerg, fir also ze kucken eng Solutioun ze fannen, déi och eng breet Majoritéit, wann net eng Unanimitéit an dësem Parlament fënnt. Ech si frou, datt d'Madame Flesch do bereet ass, d'Regierung op deem Wee mat gudde Suggestiounen ze begleeden.

Wat deen anere Projet de loi ubelaangt an d'Fro vun der Opposition formelle am Text vum Projet de loi 5874, esou ass dat awer, Madame Flesch, eng Fro, déi sech net un d'Regierung adresséiert, mä un d'Chamber. D'Chamber décidéiert, ob se enger Opposition formelle vum Statsrot Rechnung dréit oder net.

D'Regierung ass der Meenung, datt deen Text, dee mer proposéiert hunn, e gudden Text ass. Et ass och net esou, datt deen een Text ee vun der Familljeministerin ass an deen aneren ee vum Justizminister. All Projet de loi dréit d'Handschrëft vun der ganzer Regierung.

Ech mengen, datt d'Kommissioun vun der Madame Andrich sollt déi Fro kucken. Am Prinzip, wa mer wëllen de Projet de loi stëmmen a mat Zäit stëmmen, muss ee vläicht där Opposition formelle Rechnung droen. Mä dat ass awer wierklech an den Hänn vum Parlament an net vun der Regierung. D'Regierung wäert op jidde Fall net en neie Projet oder en amendéierte Projet zu deem dote Sujet erabréngen, an et ass un der Kommissioun ze décidéieren, wat si mat där Opposition formelle mécht.

Dat wéi gesot, Här President, zum Projet selwer, deen hei zur Ofstëmmung läit. Ech begréissen déi grouss Unanimitéit. Ech hoffen, datt en an der Praxis gebraucht gëtt, wa Mënschenhandel opgedeckt gëtt. Mënschenhandel ass eng absolut inakzeptabel Situatioun, an duerfir fënnt alles, wat derzou bäidroe kann, datt mer de Mënschenhandel méi staark bekämpfe kënnen, eis Ënnerstëtzung.

Duerfir sinn ech dankbar, am Numm vun der Regierung, fir déi breet Ënnerstëtzung, déi dat hei am Parlament fënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. D'Madame Flesch huet elo d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Zum Plazverweis: Ech mengen, do kennt den Här Minister Frieden ganz genee d'Positioun vu menger Partei. D'Autoritéite vun der Stad Lëtzebuerg, bei deene meng Partei vertrueden ass, hu verschiddentlech gefrot, dass ee soll iwwert déi Problematik nodenken. D'Polizei freet et. Mir wëssen och, dass et net einfach ass, mä mer hunn awer kënnen an Däitschland feststellen, dass dat et der Polizei heiansdo erméiglecht Problemer ze léisen, a mer mengen et wier derwäert, dass een doriwwer géif schwätzen an dass ee géif versichen do zu enger Léisung ze kommen, fir déi mer eng Base légale brauchen. Ech sinn also frou vum Minister ze héieren, dass hien elo endlech bereet ass an d'Commission juridique ze kommen, fir iwwer esou Saachen ze schwätzen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass, dass bei där Mendicitéitsgeschicht, déi ech ugeschwat hunn, wat mech do am meeschte schockéiert ass d'Informatioun, déi ech kritt hunn, déi schéngt drop hinzeweisen, dass déi Leit vun Trafiquanten „gemanaged" a mëssbraucht ginn. Duerfir froen ech mech, ob et am Sënn vun där Législatioun, wéi déi, déi mer amgaang sinn ze schafen, a vun där Législatioun, wou d'Fransousen anscheinend schonn en Artikel an hirem Code pénal hunn, keng Méiglechkeet gëtt, net déi Leit ze bestrofen - loin de moi cette idée -, mä déi Trafiquanten, déi déi Leit mëssbrauchen? Dat ass jo précisément dat, wat mer versiche mat dësem Text ze verbidden. An duerfir, mengen ech, géif sech do eng Opportunitéit bidden, fir mat de franséischen Autoritéiten ze kucken, ob een net iwwert dee Wee de Problem kéint an de Grëff kréien.

Merci Här President.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5860 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass de Projet de loi 5555, d'Direktiv iwwert d'Beschréfte vum Energieverbrauch vun Haushaltsapparater. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Bodry, deen ersat gëtt duerch den honorabelen Här Castegnaro.

Mme Colette Flesch *(DP).*- De Rapporteur, dee représentéiert gëtt duerch den Här Castegnaro.

M. le Président.- Wéi d'Madame Flesch ganz richteg bemierkt, den Här Rapporteur ass représentéiert duerch den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

5. 5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), en remplacement de M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hoffen op der Héicht vun der Tâche ze sinn a si mer der Éier bewosst, de verhënnerte Rapporteur Alex Bodry haut de Mëtteg hei vertrieden ze däerfen. Ech wëll him och direkt Merci soe fir dee schréftleche Bericht.

Bei deem Projet de loi, deen hei virläit, dem 5555, geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, nämlech 92/75/CEE aus dem Joer 1992 iwwer, an ech liesen dat op Franséisch, «l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits», oder op Lëtzebuergesch gesot, et geet ganz einfach ëm d'Kennzeechnung vun Haushaltsapparater bezüglech de Ressourcëverbrauch, dee se hunn, respektiv de Verbrauch, an dat ganz besonnesch un elektrescher Energie.

Betraff si folgend Apparater: d'Frigoen, d'Tiefkühler, oder kombinéiert Apparater, Wäschmaschinnen, Trockner, oder kombinéiert Apparater, Spullmaschinnen, elektresch Uewen, waarmt Waasser, Boiler mat oder ouni Reservoir, Liichtmëttel, also Bire fir ze liichten, Klimaanlagen. All dës Geräter musse beim Verkaf, oder wa se verlount ginn, oder bei enger Location en vente mat enger Etikett gekennzeechent sinn. Déi Etikett muss dann Opschloss ginn iwwert de Ressourcëverbrauch, an et muss och en entspriechend Informatiounsblat derbäi sinn.

Ausserdeem verflicht déi Direktiv de Lieferant eng technesch Dokumentatioun bereetzehalen, déi et erméiglecht, dass déi Angaben, déi op der Etikett sinn, och iwwert d'Informatiounsblat nogepréift kënne ginn. Dës Dokumentatioun, an dat ass net onninteressant, muss et nach mindestens fënnef Joer nom eventuelle Produktiounsstopp vun deem betreffende Gerät ginn.

Des Weidere verbitt d'Direktiv d'Ubrénge vun Etiketten oder Symboler, déi net konform zur Direktiv sinn, oder déi irreführend wieren. Ausgeholl vun dësem Verbuet sinn déi unerkannt national an europäesch Ökolabelen. Fir d'Iwwerwaachung vun dëse Regelen ass déi nei geschafe Verwaltung, d'ILNAS, déi mer virun e puer Méint hei votéiert hunn, zoustänneg. D'Klassifizéierung vun Haushaltsapparater no hirem Energieverbrauch gëtt et natierlech schonn zënter laangem. Mir wëssen alleguer, a mir kennen déi Etiketten, déi vun A, A+, A++, B, C an esou weider schwätzen, respektiv och nach mat ënnerschiddleche Faarwen, gréng, giel, orange an esou viru versi sinn. Déi fënnt een op de Frigoen, op de Wäschmaschinnen, an déi informéieren eben iwwert den Energieverbrauch vun engem Gerät.

Den Ëmweltminister huet grad elo virun e puer Deeg eng Campagne lancéiert, mat där d'Biergerinnen an d'Bierger zum Kaf vu méi spuersame Kill- a Gefréierschief animéiert solle ginn, an déi sinn ebe just op där Klassifizéierung opgebaut. Et muss een awer dobäi soen, dass déi Mesure net nëmmen eng Ëmweltmesure an dësen Zäiten duerstellt, mä sécherlech och derzou bäidréit fir de Konsum héichzehalen.

D'Klassifizéierung huet op d'mannst dräi Virdeeler: Éischtens ass et am Interessi vum Verbraucher, deen doduerch d'Méiglechkeet kritt déi Apparater ze kafen, déi den niddregsten Energieverbrauch hunn, an domat dann och boert Geld op der Waasser- oder Stroumrechnung spuere kann. Zweetens erliichtert eng europawäit eenheetlech Klassifizéierung an Etikettéierung de grenziwwergräifenden Handel. Besonnesch hei an der Groussregioun ass dat interessant, well et erlaabt e méi liichte Vergläich vum Ugebuet ze maachen. Drëttens ass déi Klassifizéierung am Interessi vun der Ëmwelt, well eben duerch si energieeffizient, spuersam Apparater kloer vun aneren ze ënnerscheede sinn, an domat de Ressourcëverbrauch natierlech ka reduzéiert ginn.

D'Fro stellt sech allerdéngs, firwat d'Chamber elo eréischt am Mäerz 2006 mat dësem Projet de loi befaasst ginn ass, obwuel jo d'Direktiv schonn aus dem Joer 1992 datéiert? Bis elo war et esou, dass d'Regierung respektiv den zoustännegen Energieminister d'Direktiv 92/75/CEE an hir verschidden Directives d'application via Règlements grand-ducaux an d'nationaalt Recht ëmgesat huet, an zwar op der Basis vun engem Gesetz vum 9. August 1971 «concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports».

Elo muss een awer wëssen, dass déi Reglementer net ëmmer applicabel sinn, besonnesch fir Matièren, déi laut eiser Verfassung de Gesetzer virbehale sinn. A sengem Avis vum 5. November 2002 zu zwee grossherzogleche Reglementer iwwer Climatiseuren an lewen huet de Statsrot dat ganz kloer bemängelt. Esou wéi en och bemängelt huet, dass d'Etikettéierungsflicht en Agréff an d'Liberté de commerce géif duerstellen, déi am Artikel 11, Paragraph 6 vun der Verfassung verankert ass, an dass duerfir e Règlement grand-ducal net duergeet, mä e formellt Gesetz muss gemaach ginn. Domat huet de Statsrot, an e mécht dat geméinlech an deene Matièren do, eng séier liberal Interpretatioun vun der Verfassung virgeholl.

Dës Interpretatioun ass zwar an engem juristeschen Avis vum Ministère de l'Économie contestéiert ginn. Schlussendlech huet de Wirtschaftsminister awer décidéiert, fir dem Conseil d'État Folleg ze leeschten, an huet en entspriechende Projet de loi ausgeschafft.

Nieft dësen Iwwerleeungen ass dat Gesetz awer och néideg ginn, fir deene virgesinnene penale Sanktiounen eng legal Basis ze ginn.

De Projet de loi ass also de 16. Mäerz 2006 vum Wirtschafts- an Energieminister Jeannot Krecké an der Chamber hannerluecht ginn. De 7. Februar 2007 huet d'Chambre de Commerce hiren Accord zu deem Projet ginn. Och de Statsrot huet an engem éischten Avis vum 1. Mee keng grondsätzlech Beanstandungen ugemellt. Esou konnt den 11. Oktober d'Ekonomieskommissioun den Dossier ufänken an hire President, den Alex Bodry, ass deemools zum Rapporteur genannt ginn. Den 2. Abrëll d'lescht Joer huet d'Kommissioun eng Rei vun Amendementer ugeholl, déi vum Statsrot den 9. Dezember 2008 dann och positiv aviséiert gi sinn. An den 22. Januar ass de schréftleche Rapport vun der Kommissioun ugeholl ginn.

D'Kommissioun empfehlt der Chamber, dat Gesetz an där Form, wéi et virläit, unzehuelen. Ech wéilt och den Accord vun der LSAP-Fraktioun dozou bäidroen an ech si glécklech a frou doriwwer, dass ech als Stellvertrieder kee Kuerzschloss gebaut hunn an d'Haus net an d'Däischtert versat hunn.

(Hilarité)

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Madame Françoise Hetto-Gaasch huet als Éischt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir unzefänken dem Alex Bodry villmools Merci ze soe fir säi schréftleche Rapport an dem Här Castegnaro fir seng mëndlech Ausféierungen.

De Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn, erlaabt et endlech, déi europäesch Direktiv 92/75 an nationaalt Recht ëmzesetzen. Bis ewell hat de Gesetzgeber et virgezunn, déi verschidden Exigenze vun dëser Direktiv duerch groussherzoglech Reglementer ëmzesetzen, déi op engem Gesetz vun 1971 gefousst hunn a woumadder de Conseil d'État net esou ganz averstane war. Heimadder schafe mer also elo e legale Kader, fir déi Direktiv eent zu eent ëmzesetzen.

D'Chambre de Commerce hirersäits begréisst et, dass dëst Gesetz eng effikass Handelsfräiheet erlaabt.

De Projet de loi 5555 bezitt sech op eng ganz Partie Haushaltsapparater; ech wëll se net nach eng Kéier all opzielen, den Här Castegnaro huet dat schonn am Detail gemaach. De Konsument soll duerch dëst Gesetz genee informéiert ginn, wat de Verbrauch u Stroum an aner Energieformen ubelaangt. Doduerch ass hien amstand, en Apparat auszewielen, net nëmmen no Präiskritären, mä och no Ëmweltkritären.

Den exakte Verbrauch vun de jeeweilegen Apparater gëtt nämlech op enger Etikett festgehalen an erlaabt et dem Client ze vergläichen. Wann den Apparat x zwar eventuell méi bëlleg ass wéi den Apparat y, de Verbrauch awer duebel esou héich ass, wat sech natierlech och op de Portmonni auswierkt, esou gëtt de Client finalement net duerch en „tape-à-l'œil"-Präis zum Kaf verfouert, mä hie keeft en connaissance de cause deen Apparat, dee präislech an energetesch dee beschten ass.

An Zäiten, wou d'Energiepräisser permanent klammen, wou eis Ëmwelt eis ëmmer méi dacks ze verstoe gëtt, dass et héich Zäit gëtt rücksichtsvoll mat hir ëmzegoen, an eben dëser Zäit ass den Energieverbrauch fir jiddwereen e Kritär. Verkafsargument gëtt deemno fir de Producteur net nëmmen de Präis, mä och den Energieverbrauch.

Déi potenziell Keefer kréien op der Etikett all Informatiounen, déi se brauchen, fir an där grousser Panoplie vun Offeren den Apparat mam beschten energetesche Rendement auszewielen. Si kënnen no objektive Kritäre vergläichen a kafe schlussendlech verbrauchsoptimiéiert Maschinnen. E Beispill: Nei, modern Wäschmaschinne brauche manner Stroum, manner Waasser, si schleidere besser wéi hir Virgänger a si hunn am Fong geholl an anere Wierder en optimalen Energieasaz. De Keefer gëtt also duerch eng exakt Informatioun esou orientéiert, dass hie sech fir en Apparat décidéiert, dee manner Energie verbraucht wéi en aneren.

D'Konsequenz dovunner ass, dass d'Producteuren hirersäits déi néideg Mesuren ergräife mussen, fir den Energieverbrauch vun hiren Apparater erofzesetzen. Wie sech net drun hält, seng Apparater mat den néidegen Informatiounen ze etikettéieren, wie falsch Informatiounen un de Konsument weidergëtt, wien en Apparat op de Marché bréngt, deen net zougelooss ass, dee muss mat ferme Strofe rechnen. An déi leien tëschent 250 a 25.000 Euro.

Mir als CSV begréissen dëst Gesetz, wat dem Konsument hëlleft, dee richtege Choix ze maachen. E Choix am Sënn vun der Ëmwelt an am Sënn vum Konsument sengem Portmonni. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den Här Berger huet d'Wuert nach.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Ech mengen, en huet dat mindestens gradesou gutt, wann net besser gemaach wéi den Här Bodry, deen am Fong geholl virgesi war.

Plusieurs voix.- Oh jo!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Zum Sujet. Energie spueren ass méi aktuell wéi jee an et ass wichteg, dass d'Bierger och optimal informéiert ginn. Et ass jo d'Zil vun dësem Projet de loi, fir an déi Richtung ze goen. Duerfir kann ech och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet erabréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Henckes huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wëll och dem Rapporteur fir säi schréftlechen an deem anere Rapporteur fir säi mëndleche Bericht Merci soen. Ech wëll just eppes hei festhalen. Dat ass, datt, wann een eng ëmweltfrëndlech a konsumentefrëndlech Direktiv wëllt ëmsetzen, da brauch dat hei an dësem Land 16 Joer. Well dës Direktiv datéiert vum 22. September 1992.

M. le Président.- Et ass jo net ëmmer esou gaangen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do gesäit een heiansdo, wou bei de Regierungen déi néideg richteg Prioritéite leien.

Une voix.- Si hunn ugefaangen.

Une autre voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wann deem näischt méi bäizefügen ass an d'Regierung mat allem d'accord ass, wat gesot ginn ass,...

(Brouhaha)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, dat ass esou.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Krecké ass d'accord. Da schreide mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5555 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Norbert Haupert), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Fernand Diederich.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Projet de loi iwwert d'Compatibilité électromagnétique. Och bei dësem Projet sollt den Här Bodry Rapporteur sinn, an et ass nees eng Kéier den honorabelen Här Castegnaro, deen hei d'Roll vum Rapporteur iwwerhëlt. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

6. 5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M John Castegnaro *(LSAP), en remplacement de M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och hei vertrieden ech de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry, an ech soen him Merci fir de schréftleche Rapport, deen lech virläit.

De Projet de loi 5684 iwwert d'Compatibilité électromagnétique setzt d'Direktiv 2004/108/CE (Directive CEM) an nationaalt Recht ëm. Déi Direktiv ersetzt eng fréier Direktiv aus dem Joer 1989. Si ass zënter dem 1. Januar 1992 onverbindlech a Kraaft an zënter dem 1. Januar 1996 souguer obligatoresch.

D'Zil vun der Direktiv ass, de fräien Handel mat elektronesche Geräter an der gesamter Europäescher Unioun ze garantéieren a gläichzäiteg fir en erträglechen Niveau un elektromagnéitescher Strahlung ze suergen - hoffe mer jiddefalls. Et soll duerch harmoniséiert Norme garantéiert ginn, dass sech verschidden elektresch Geräter an Installatiounen net géigesäiteg duerch hir elektromagnéitesch Strahlunge stéieren,…

(Interruption)

…net dass se e Problem fir d'Mënsche kéinten duerstellen.

Dee gesondheetlechen Aspekt, nämlech de Schutz vum Mënsch virun Elektrosmog, gëtt am Exposé des motifs vum Projet de loi net ausdrécklech erwähnt.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Déi Direktiv ënnerscheet zwëschen Apparater an Installations fixes. Während en Apparat en eenzelne Géigestand ass, deen als solchen och certifiéiert ka ginn, ass eng fix Installatioun eng aus verschidden Deeler zesummegesaten Anlag, déi zudeem permanente Veränneerungen ënnerleie kann an déi duerfir no anere Regelen a Prozedure certifiéiert muss ginn, wéi dat beim eenzelnen Apparat de Fall ass.

Dëse Projet de loi definéiert déi wesentlech technesch Ufuerderungen - Exigences essentielles -, deenen elektresch Geräter an Anlagen entsprieche mussen. Doniewent gëtt mat deem Projet de loi och eng Vereinfachung vun den administrative Prozedure virgeholl, well an Zukunft net méi zwangsleefeg en drëtten Organismus ageschalt muss ginn, fir e Gerät oder eng Installatioun ze certifiéieren.

Mat deem Projet de loi soll awer och d'Traçabilité vum Fabrikant, also d'Spuerésécherung vun esou Apparater an Anlage verbessert ginn; wat och e Virdeel ass, well d'Iwwerwaachung vum Maart doduerch vereinfacht gëtt.

De Projet de loi 5684 ass de 14. Februar 2007 vum Wirtschaftsminister an der Chamber hannerluecht ginn. Den 11. Oktober 2007 huet d'Ekonomieskommissioun hire President Alex Bodry als Rapporteur genannt. Den 13. Mäerz huet d'Chambre de Commerce hiren Avis ofginn, an d'Chambre des Métiers den 2. September 2008. Béid Beruffschamberen hunn de Projet grondsätzlech positiv bewäert.

Am éischten Avis allerdéngs vum Conseil d'État, datéiert vum 1. Abrëll 2008, huet de Statsrot eng ganz Rei vun Oppositions formelles formuléiert. An déi hu betraff: éischtens déi feelend Preziséierung vun de Mesuren, déi den ILNAS am Rahme vu senger Kontrollaktivitéit ergräife kann; zweetens d'Zesummespill vun dësem Projet de loi mat deem Projet, deen an der Tëschenzäit zum ILNAS-Gesetz ginn ass, wat den ILNAS duerch d'Gesetz reell geschaf huet op dem Niveau vun de penalen an administrative Sanktiounen; dann eng aner Opposition formelle iwwert d'Fro vun der Veröffentlechung vun den techneschen Normen am Mémorial - wat iwwregens eng Remarque ass, déi de Statsrot regelméisseg dann, wa se ubruecht ass, och esou mécht -; an eng weider Opposition formelle betrëfft déi geplangte Retroaktivitéit vum Gesetz.

Den 18. Juni 2008 huet d'Kommissioun eng éischt Serie vun Amendementer ugeholl, déi de 25. November vum Statsrot aviséiert gi sinn, mä de Statsrot hat dann nach ëmmer eng Beanstandung a Bezuch op déi virgesi Sanktiounen, sou dass d'Kommissioun den Text den 1. Dezember eng zweete Kéier huet missen amendéieren. Den zweeten Avis complémentaire, deen den 19. Dezember koum, ass schlussendlech da positiv ausgefall.

Den 22. Januar dëst Joer konnt de schréftleche Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn. Et gouf do nach e Bréifwiessel téschent der Chamber an dem Statsrot fir zwee materiell Feeler ze behiewen, mä och dat ass an d'Rei gaang. An esou kann ee soen, dass no ganz villem Hin an Hier mer elo um Punkt sinn, fir dee Projet de loi ofzestëmmen.

D'Kommissioun schléit der Chamber vir, deen Text, an där Form wéi e virläit, unzehuelen. D'LSAP wäert dat op jidde Fall maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Fraktiounen, gesinn ech, sinn alleguerte mat den Ausféierunge vun deenen zwee Rapporteuren - deene vun deem, deen de schréftleche Rapport gemaach huet, an deene vum Här Castegnaro - d'accord. Den Här Berger freet nach d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Pardon, Här President. Ech wollt och nach eng Kéier dem Ersatzrapporteur hei Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Et ass eng ganz komplex Matière. Hien huet sech schnell do erageschafft. An ech mengen, hien huet e bessere Rapport gemaach wéi den Här Bodry dat jee hätt kënne maachen. Mir bedaueren e bëssen, datt mer an Zukunft net méi kënnen op déi Kompetenz hei wäerte kënnen zréckgräifen.

Mä dat gesot géif ech awer den Accord vun der demokratescher Fraktioun hei erabréngen.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Dann huet d'Madame Hetto d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken nach eng Kéier d'selwecht u wéi elo éineschter, nämlech andeem ech dem Rapporteur Här Bodry villmools Merci soe fir säi schréftleche Rapport an dem Här Castegnaro och fir déi mëndlech Explikatiounen.

Bei dëser Direktiv, déi mer an d'nationaalt Recht ëmsetzen, geet et wéi gesot ëm déi elektromagnéitesch Verträglechkeet vun deene verschiddensten Apparater, déi mer an eise Butteker ze kafe kréien. Mat dëser Direktiv soll verhënnert ginn, dass beim Betrib vun elektreschen oder elektroneschen Apparater aner Apparater oder och Funk- an Telekommunikatiounsanlagen an hirer Funktioun gestéiert ginn. Mat dëser Direktiv gëtt deemno séchergestallt, dass dës Apparater ënnereneen elektromagnéitesch verträglech sinn.

Wat heescht dat elo konkret? Majo, e Beispill: Wann ee sech doheem eppes a senger Mikrowell wëllt preparéieren, dann ass ganz einfach garantéiert, dass duerch de Betrib vun dëser Mikrowell dem Noper seng Televisioun net duerch elektromagnéitesch Strahlungen an hirem Fonctionnement gestéiert gëtt.

Dat heescht awer och, dass weder de Polizeifunk nach de Funkverkéier tëscht dem Tower an de Fligeren duerch aner elektresch Quelle gestéiert ginn. Bei dësem Beispill gesäit een am beschten, firwat et um europäeschen Niveau zu enger Harmoniséierung vun den Norme kënnt, déi mussen applizéiert ginn, fir dass et net zu elektromagnéitesche Stéierunge bei verschiddenen elektreschen Apparater kënnt.

Déi betraffen Apparater mussen duerfir dëser Direktiv entspriechen, ier se op de Marché kommen. D'Konformitéit zur Direktiv gëtt duerch déi CE-Kennzeechnung och séchergestallt. D'Produzente vun elektroneschen Apparater kréie méi eng grouss Eegeverantwortung, well si selwer mussen entscheeden, ob hir Produiten den CE-Label verdéngen an domadder och kënnen op de Marché bruecht ginn, oder och net.

Deen zweete wichtege Punkt vun dëser Direktiv betrëfft de fräien Handel vu Wueren. Den europäesche Bannemaart soll nämlech heimadder och weiderhi verstäerkt ginn. En Apparat, deen an iergendengem Land an der EU verkaf däerf ginn, kann duerch dëst Gesetz ouni weider administrativ Prozeduren oder zousätzlech Iwwerpréiwungen och bei eis am Land verdriwwe ginn. Kee Land ka verhënneren, dass e Produit bei sech am Land op de Maart kënnt, soulaang eben d'Dispositiounen an och d'Konditioune vun der Direktiv erfëllt sinn. Dëst ass besonnesch wichteg fir exportorientéiert Ekonomien. An dëst kënnt och sécherlech verschiddene vun eisen Entreprisen entgéint.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum Vote iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5684 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat sinn d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2006. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Gira. Här Gira, ech bieden Iech.

7. 5989 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

Rapport de la Commission des Comptes

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dann d'Éier, hei am Numm vun der Kontekommissioun Iech de Rapport virzestellen iwwert d'Konte vun dësem héijen Haus vum Joer 2006.

Wann ech elo gesinn, dass mer eigentlech nach fréi am Nomëtteg sinn, kéint ech mer jo eng Freed maachen, Iech déi dosenden an honnerte Chifferen hei ëm d'Oueren ze schloen,…

(Interruptions)

…mä keng Angscht, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll weder Iech nach mech langweilen. Dir kënnt all déi Chiffere ganz gären am Rapport noliesen,…

(Interruptions)

Une voix.- Dat hu mer gemaach.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- …an duerfir wäert ech mech op eng Rei allgemeng Bemierkunge beschränken.

Dir sot Iech vläicht: 2006, dat ass awer scho laang hier. Dat war dach eigentlech d'lescht Jorhonnert, jiddefalls, wa mer vum Beräich Finanzen a Finanzkris schwätzen.

Ech wëll just dozou soen, dass dat weder d'Schold ass vun dëser Kommissioun nach d'Schold ass vun der Chamber u sech, a scho guer net d'Schold vum Kontabilitéitsservice vun der Chamber, mä éischter dem Réviseur d'entreprises seng, dee relativ laang Zäit gebraucht huet fir eis Konten ze analyséieren, mä e krut e relativ gepefferte Bréif vum Bureau. E soll wann ech gelift derfir suergen, dass mer fir d'Konte vun 2007 net esou laang brauchen ze waarden. Et ass geplangt, dass mer déi nach héchstwahrscheinlech virun de Wahle wäerten hei verabschieden. An et soll gekuckt ginn, dass mer bis Enn vun dësem Joer souguer schonn d'Konte vun 2008 kënne verabschieden. Also nach eng Kéier, et trëfft sécherlech keen an dësem Haus eng Schold dofir.

Zu dem Bilan kann ech soen, dass mer Enn 2006 am Aktiv an am Passiv ronn 14,7 Milliounen haten. Aus dem Kont vu Revenus et charges gesitt Der, dass mer fir d'Joer 2006 net manner wéi dräi Milliounen Euro Boni gemaach hunn. Mir haten dann um Enn vun 2006 effektiv Reserve vun 12,7 Milliounen op der héijer Kant. Do hu mer eng Zäit an der Kommissioun doriwwer diskutéiert, ob dat da Sënn géif maachen, wa vläicht den État central muss Sue léine goen, ob et da sënnvoll ass, dass d'Chamber hei 12,7 Milliounen Euro op de Spuerbicher an op soss Konte stoen huet - hoffentlech net op méi toxesche Produiten.

Une voix.- Keng Suerg! Keng Suerg, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Do krute mer verséchert, dass dat net de Fall wär.

Här President, mir hätten eis dat och net kënne virstellen. Mä déi Fro war sécherlech berechtegt.

Mir waren awer no enger längerer Diskussioun och mam Greffe zesummen der Meenung, dass et awer net schlecht wier, wann dëst Haus eng gewësse Mouk hätt, fir, wann eng Kéier Renovatiounsaarbechten an d'Haus stinn, wéi dat zum Beispill elo eng Kéier de Fall war, wéi geplënnert ginn ass, wa Saachen awer ufalen, déi vläicht net geplangt waren.

Den Här Fayot weist mech dorop hin an ech selwer sinn och Demandeur, dass endlech eppes mat deem Teppech hei geschitt, da si mer net fir all Euro an all Cent op de Stat an iergendeng Verwaltung ugewisen.

A wa sech muer vläicht d'Geleeënheet bitt, fir en Appartement oder soss en Haus an der Géigend ze kafen, dann hu mer genuch op der Säit fir dat ze maachen, sou dass mer awer all der Meenung waren, dass déi Mouk net schlecht wär.

Mir hunn awer gläichzäiteg de Bureau drop higewisen, dass mer an Zukunft awer elo net nach musse méi opstocken. Mat 12,7 Milliounen Euro kann ee jo och schonn déi eng oder aner Wunneng kafen, besonnesch zu dësen Zäiten, wou d'Präisser éischter erofginn.

(Interruption)

Jo, hoffentlech e besseren Teppech wéi deen heiten.

(Interruptions)

Wat jo ëmmer spannend ass, dat ass, wann een en Exercice mat anere vergläicht, an awer och de Budget mam Kont vergläicht. Ech mengen, an deenen zwee Tableaue kënnt d'Chamber eigentlech gutt ewech a ka par rapport zur Regierung soen, dass mir wierklech zënter Jore schonn hei ganz haushälteresch managen.

Mir hunn 2006 par rapport zu 2005 nëmmen 2,84% méi gebraucht. A wann ech Iech awer soen, dass eng Index-Tranche erfall ass, da mengen ech hu mer eis fir de Rescht gutt ugestrengt.

D'Dépenses effectives vun 2006 ware par rapport zum Budget net manner wéi 10,5% méi niddreg wéi dat, wat eigentlech geplangt war. Bon, dat kann een och op eng Manéier erfreelech gesinn, an op déi aner Manéier kann een awer och soen: Ass dann do net de Budget ze héich gestallt? Effektiv war deen een oder aneren Informatiksprojet nach net ofgeschloss, respektiv waren do Firmaen, déi nach net all hir Flichten erfëllt haten, sou dass dat d'Erklärung dofir ass.

Ganz schnell eng Kéier duerch déi eenzel Sektiounen. D'Sektioun A, dat sinn d'Députéierte mat 9,6 Milliounen Euro. Dat ass sécherlech e ganz zolitte Batz mat de Paien an d'Jeton-de-présencen.

Dann an der Sektioun B - Institutions parlementaires internationales - ass et kee Wonner, dass mer par rapport zum Joer virdru vill manner Sue gebraucht hunn. Et muss ee vläicht dorun erënneren, dass 2005 sechs Méint d'Présidence zu Lëtzebuerg war an do natierlech méi Aktivitéite vun der Chamber och waren, wéi dat dann natierlech dat Joer hannendrop de Fall war.

D'Sektioun C - Groupes politiques -, do ass sécherlech eng Ännerung, well zënter dem 1. Mee 2006 den Här Jaerling net méi Member ass vun der ADR-Grupp an domat d'ADR och net méi Groupe parlementaire ass. Doduerch sinn natierlech eng Rei finanziell Ëmtässelunge komm am Kontext vun den Iwwerweisunge fir souwuel den Här Jaerling wéi fir d'ADR och.

(Interruptions et hilarité)

Ech zielen hei keng Detailer, Här Gibéryen, keng Angscht.

(Interruptions)

Skctioun D - d'Personal -: 5,4 Milliounen Euro. Ech muss all Kéiers erëm hei drop hiweisen, dass mer wierklech eng ganz kleng Verwaltung si mat am Ganze 56 Fonctionnairen. Dir gitt net vill staatlech Verwaltungen eleng sichen, déi esou kleng sinn. Als Verglach, ech mengen, wann ech gutt informéiert sinn, eleng beim Statec schaffen duebel esou vill Leit wéi eleng an eiser ganzer Chamber. Dat heescht, et kann een awer ëmmer erëm doriwwer nodenken, wa mer tant soit peu e Géigegewiicht zur Exekutiv wëllen duerstellen, ob mer net awer mussen dorun denken, lues a lues eist Personal och e bësse méi opzestocken.

Dann d'Sektioun E - Administratioun -, mat 5,1 Milliounen, wou ee gesäit, dass ëmmer méi de Pabeier verschwënnt an op där anerer Säit d'Supports électroniques kommen. Ech mengen, et muss een dem Bureau an dem Greffe wierklech e Kompliment maachen. Wa mer an engem Domän, mengen ech, mam Exekutiv kënne mathalen, dann ass dat wierklech am ganzen Informatiksberäich. De Site vun der Chamber ass exemplaresch souwuel fir eis an eis Mataarbechter a Mataarbechterinnen, déi mussen domadder schaffen, mä awer och fir déi Leit, déi vu bausse wëllen eppes recher-

chéieren. Ech mengen, do kéint wierklech nach déi eng oder aner staatlech Administratioun sech nach e Stéck erofschneiden.

Dat, wat hei opfält als extraordinär Dépense, ass natierlech dat ganzt Geplënners, wat awer mat ronn 350.000 Euro an de Budget niddergeschloen huet. Dat war net wéineg, wat do huet misse gemaach ginn.

Da schlussendlech de Compte rendu mat 1,2 Milliounen, wou mer och wëssen, dass mer ganz ferm ëmgestallt hunn, zënter dass et d'Chamber TV gëtt. An ech mengen, wann ee kuckt, dee Produit, deen haut mat den Dageszeitunge relativ séier no de Séancen erausgeet, ass och wierklech vill besser wéi dat, wat mer viru Jore gemaach hunn, an ass nach vill méi bëlleg.

Sou dass mer als Konklusioun, Här President, als Kontekommissioun - an nodeem mer duerch den eppes spéiden, mä awer trotzdeem agetraffene Bericht vum Réviseur d'entreprises och nach bestätegt kritt hunn, dass keng Onregelméissegkeeten an deem Haus hei geschitt sinn - selbstverständlech näischt anescht kënne maachen, wéi lech recommandéieren, dëse Rapport unanime unzehuelen an déi Resolutioun och ze stëmmen, déi seet, dass eben d'Kontekommissioun d'Konte vun 2006 approuvéiert an de President biet, se eriwwer bei d'Cour des Comptes ze schécken.

Résolution

Finalement la Commission des Comptes déclare qu'en exécution du mandat lui conféré par l'article 164 du règlement de la Chambre des Députés, elle a examiné les comptes de la Chambre pour l'exercice 2006.

Elle certifie la régularité de la comptabilité et des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2006.

En conséquence, elle propose à la Chambre d'approuver les comptes tels qu'ils sont présentés dans le présent rapport et de voter la résolution suivante:

«La Chambre des Députés;

vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2006 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ech wëll awer net ofschléissen ouni ganz häerzlech Merci ze soen, de Leit generell aus dem Greffe, mä virun allem deenen aus dem Service Comptabilité, déi net nëmmen d'ganzt Joer iwwer eng exemplaresch Aarbecht maachen, mä selbstverständlech och de Gros vun dësem Rapport geschriwwen hunn.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Sou wéi de Camille Gira dat proposéiert huet, stëmme mer of iwwert déi Resolutioun, déi - denken ech - ausgedeelt ginn ass an déi folgende Wuertlaut huet:

Mir stëmmen of.

Vote

D'Resolutioun ass eestëmmeg ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Norbert Haupert), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 17., 18. an 19. Februar. Dir kritt den Ordre du jour an d'Convocatioun schréftlech.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.50 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 25, 26, 27 et 28

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

- Rectificatif du discours de Mme Marie-Josée Frank (CSV) remplaçant celui publié à la page 261 du Compte rendu N°8/2008-2009 page 295

5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire pages 295-300 pages 300-301

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental page 297 page 300

5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental page 300

5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 301-305

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation à Gaza, suivie d'un débat pages 306-310

5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau

2. l'article 631-2 du Code du Travail pages 310-318

5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 318-320

5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique

2. modification du Code du travail

3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche pages 320-324

Question urgente N°3089 de M. Félix Braz relative à la campagne d'information pour les ressortissants des pays membres de l'Union européenne concernant l'inscription sur les listes électorales en vue des élections européennes en juin 2009 page 324

5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 324-325

Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen page 325

Communications page 326

Ordre du jour page 326

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul page 327

Composition des commissions parlementaires page 327

Heure de questions au Gouvernement

Question N°298 du 10 février 2009 de Mme Martine Stein-Mergen relative aux véhicules publicitaires circulant sur la voie publique et entravant la fluidité du trafic, adressée à M. le Ministre des Transports pages 327-328

Question N°299 du 9 février 2009 de M. Fernand Etgen relative au plan sectoriel «Zone d'activités économiques», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 328

Question N°300 du 6 février 2009 de M. Fernand Diederich relative à l'introduction de chèques-services à partir du 1er mars prochain, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 328

Question N°301 du 9 février 2009 de M. François Bausch relative à des mesures de ralentissement de la circulation dans la zone de récréation de la forêt du Bambësch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 328-329

Question N°302 du 10 février 2009 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la population du cormoran au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 329

Question N°303 du 10 février 2009 de M. Robert Mehlen relative aux alentours du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 329

Question N°304 du 6 février 2009 de M. Romain Schneider relative à la situation de l'assurance dépendance et plus particulièrement sur le volet relatif aux maisons de retraite et de soins, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociales pages 329-330

Question N°305 du 10 février 2009 de Mme Marie-Josée Frank relative aux maisons médicales et notamment d'une extension de l'offre vers la région Est du Grand-Duché, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

et

Question N°306 du 10 février 2009 de M. Henri Kox relative au fonctionnement des Maisons médicales et particulièrement en ce qui concerne la couverture des régions rurales, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 330

Question parlementaire N°2908 de M. Eugène Berger relative au système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes pages 330-331

5903 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants

c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 331-3325962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

et

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008 pages 333-335

5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008 pages 335-336

5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat page 336

5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

(1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie, le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle pages 336-339

5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits pages 339-340

5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique pages 340-341

5989 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006 pages 341-342

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3008	Romain Schneider	Enseignement physique
3037	Marc Spautz	Nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette
3039	Claudia Dall'Agnol	Formation des psychothérapeutes
3063	Marc Spautz	Système de contrôle automatique et régulier des bâtiments scolaires
3066	Aly Jaerling	Mesures contre le smog
3067	Aly Jaerling	Transports publics et verglas
3070	Claudia Dall'Agnol et Fernand Diederich	Services de secours
3074	Eugène Berger	Chauffage dans le nouveau bâtiment du Lycée Technique Mathias Adam à Pétange
3075	Xavier Bettel	Utilisation de l'amalgame au mercure en dentisterie
3090	Marco Schank	Aide pour la sauvegarde de la diversité biologique
3091	Marcel Oberweis	Fonds de financement des mécanismes de flexibilité de Kyoto
3093	Marc Spautz	Nouvelle répartition communale et régionale
3098	Marcel Oberweis	Travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen
3103	Eugène Berger	Site du futur grand stade
3105	Jacques-Yves Henckes	Services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg
3110	Marcel Oberweis	Cours de dressage des chiens
3113	Claude Meisch	«Mariage simulé»
3114	Xavier Bettel	Grâce grand-ducale
3115	Sylvie Andrich-Duval	Accord de l'UCM pour une rééducation après une intervention chirurgicale ou une fracture
3117	Marc Spautz	Risques des traitements hormonaux substitutifs en cas de ménopause
3118	Henri Kox	Transport d'animaux
3119	Fernand Etgen et Alexandre Krieps	Prestations médicales non remboursées par les organismes d'assurance-maladie
3123	Camille Gira	Remboursement des minervals pour cours de musique
3124	Félix Braz	Lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants
3125	Eugène Berger	Loi relative aux chiens
3129	Xavier Bettel	Projet Eurocap-Rail
3131	Fernand Etgen	Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD)
3132	Marc Spautz	Organisation du service d'urgence des hôpitaux
3143	Claudia Dall'Agnol	Mesures disciplinaires
3144	Alexandre Krieps	Régime des pensions suite à l'introduction du statut unique
3149	Marc Spautz	Bandes d'urgences des autoroutes
3150	Alex Bodry et Ben Fayot	Électeurs luxembourgeois résidant à l'étranger
3151	Roger Negri	Ancien Palais de Justice
3163	Ali Kaes	Suppression de six lignes RGTR à destination des usines Goodyear à Colmar-Berg
3194	Félix Braz	Acte de censure dans le cadre de l'exposition «Sélection» à la maison du Luxembourg à Bruxelles

Question 3008 (2.12.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant **l'enseignement physique:**

Le troisième objectif du Plan d'action «Gesond iessen - méi beweegen», lancé en 2006, prévoit de promouvoir l'activité physique régulière chez les enfants et les adultes en «renforçant, dans tous les types d'enseignement et de formation, l'importance et la qualité de l'activité physique et sportive aussi bien au niveau de l'enseignement obligatoire qu'à celui des activités périscolaires».

Or, il semblerait que le sport à l'école ne soit pas jugé à sa juste valeur dans la pratique. Ainsi, le nombre d'unités de formation dédié au sport à l'école que doivent obligatoirement accomplir les futurs enseignants lors de la formation «Bachelor professionnel en sciences de l'éducation» à l'Université du Luxembourg est significativement inférieur au nombre de cours qui y était consacré jadis.

De plus, les cours d'éducation physique sont actuellement assurés par des chargés de cours qui n'ont besoin que d'une formation minimale.

Dans leur réponse à ma question parlementaire N°2078 datée du 29 octobre 2007, les Ministres de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et des Sports avaient indiqué que la planification effectuée par l'Administration de l'Éducation nationale laissait prévoir que la pénurie d'enseignants brevetés était en train de se résorber et que le nombre de chargés de cours sera décroissant *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)*.

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres peuvent-ils actuellement confirmer cette tendance? Dans l'affirmative, peut-on en conclure que les enseignants seront amenés à assurer eux-mêmes les cours d'éducation physique? Madame la Ministre et Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la formation des instituteurs devrait donc comprendre davantage de modules obligatoires consacrés à l'enseignement du sport, afin de mieux prendre en compte les objectifs du Plan d'action cité ci-dessus?

- S'il n'est pas prévu que les instituteurs assurent à l'avenir les cours d'éducation physique, ne serait-ce pas envisageable de former des instituteurs spécialisés dans l'enseignement du sport qui assureraient ces cours dans les différentes classes et écoles?

Réponse commune (26.2.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Pour la formation des instituteurs par l'Université du Luxembourg, il convient de relever que celle-ci jouit de l'autonomie scientifique et pédagogique et qu'elle a la responsabilité de ses programmes d'enseignement. Dans le cadre de formations à caractère professionnel, ces formations sont définies à partir de profils élaborés par les futurs employeurs. Ceci est le cas pour la formation des instituteurs.

Nonobstant cette autonomie, l'employeur doit être assuré que la formation des instituteurs réponde à toutes les parties de ce profil et garantisse auprès des futurs enseignants aussi le développement de compétences adéquates pour dispenser aux enfants une éducation sportive efficace. C'est dans cette formation que l'honorable Député appréhende des insuffisances alors qu'il insiste sur l'importance du sport à l'école pour le développement des enfants.

La formation de l'instituteur de l'école fondamentale est censée être polyvalente et donc le préparer à veiller à l'éducation sportive de ses élèves. Il convient donc avant tout progrès en cause, notamment avant d'envisager le recours à d'autres personnels, de procéder dès maintenant à une évaluation des contenus de la formation et de vérifier si elle répond aux objectifs qui lui ont été fixés.

Question 3037 (15.12.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette:**

La construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette vise une liaison directe entre la capitale et le bassin minier. La friche industrielle de Belval/Ouest sera indirectement reliée à cette ligne par l'intermédiaire d'Esch/Alzette.

En fait, à l'heure actuelle, deux tracés distincts sont en discussion dont aucun ne prévoit la liaison directe avec le site de Belval: la nouvelle ligne doit suivre le tracé existant de l'autoroute A4 tout en la longeant pour rejoindre à hauteur de Foetz la ligne existante Bettembourg-Esch/Alzette entre Schifflange et Esch/Alzette.

Or, une liaison directe vers Belval, sans passer par l'intermédiaire d'Esch/Alzette, serait certainement moins coûteuse et éviterait la discussion des tracés actuellement en cours. En fait, les tracés projetés sont vivement critiqués par le Mouvement écologique et même rejetés par le conseil communal de Mondercange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire:

- Pour quelles raisons est-il prévu de passer par l'intermédiaire d'Esch/Alzette pour rejoindre le site de Belval?

- Ne serait-il pas plus logique de desservir en premier lieu Belval avant de continuer vers Esch/Alzette?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une telle liaison reviendrait moins coûteuse pour le contribuable que les deux tracés actuellement en discussion?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils suivre les raisons du refus du conseil communal de Mondercange des deux variantes présentées par le Ministère des Transports?

Réponse (20.2.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question N°3037 de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens à rappeler que lors de l'élaboration du Masterplan Belval, la connexion dudit site au réseau ferré a été analysée en détail. Les études menées en étroite collaboration avec les CFL ont conclu que des infrastructures ferroviaires importantes et complexes auraient dû être réalisées si l'on avait voulu connecter le site de Belval directement par rail à la ville de Luxembourg sans passer par la gare d'Esch/Alzette. En plus, cette solution aurait entraîné des conflits urbanistiques importants au niveau du site de Belval.

Je me permets également de rappeler à l'honorable Député qu'un des objectifs du programme directeur de 1999 était de relier par une liaison ferroviaire directe «les deux principales villes du pays à savoir la ville de Luxembourg et la ville d'Esch/Alzette». Une ligne directe entre Luxembourg-ville et Belval n'aurait pas pu satisfaire cet objectif politique en commun du Gouvernement et de la ville d'Esch/Alzette vu qu'un nombre important de voyageurs potentiels résidant à Esch/Alzette n'auraient pu profiter de la nouvelle ligne.

Au vu de ce qui précède, le concept d'une ligne directe entre Luxembourg-ville et Esch/Alzette a été retenu pour la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch et les études y relatives ont été réalisées en conséquence.

En ce qui concerne le quatrième point de votre question parlementaire, je tiens à vous rappeler que la consultation du public organisée par le Ministère des Transports et les CFL dans les communes concernées par le projet de la nouvelle ligne Luxembourg-Esch s'inscrit dans la procédure prévue par la loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires. La loi prévoit que le résultat de cette consultation accompagné des études préliminaires sera soumis au Conseil de Gouvernement et l'orientera quant au choix du tracé. Par conséquent, il ne m'appartient pas de m'exprimer au préalable de cette décision à prendre par le Conseil de Gouvernement.

Question 3039 (15.12.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **formation des psychothérapeutes:**

Dans nos sociétés modernes, les souffrances psychiques sont de plus en plus fréquentes. Or, selon différentes enquêtes, certains traitements psychothérapeutiques spécifiques auraient des effets bénéfiques tant pour les patients que pour la société.

Pourtant, le Luxembourg compte parmi les pays européens qui ne disposent pas de cadre légal fixant les conditions de formation et d'exercice ainsi que les compétences des psychothérapeutes. Cette non-réglementation favorise l'émergence de soi-disant thérapeutes aux pratiques, sinon aux compétences douteuses avec toutes les conséquences négatives pour les personnes nécessitant un traitement. Les spécialistes du domaine redoutent que les soins et traitements offerts dans ce domaine au Luxembourg ne soient insuffisants ou non adaptés aux besoins de la population.

Lors des préparations du débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles (doc. parl. 5131) du 29 janvier 2004, la commission de la santé et de la sécurité sociale s'est également penchée sur la prise en charge psychothérapeutique du patient. Une partie de la commission a estimé que «dans bien des cas cette prise en charge (psychothérapeutique) pourrait éviter de longs traitements médicaux, souvent pénibles et entamant la qualité de vie du patient et coûteux pour la sécurité sociale».

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations quant au nombre et aux qualifications des psychothérapeutes ou personnes avec une formation en psychothérapie pratiquant au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur le nombre de personnes ayant recours à un psychothérapeute ou une psychothérapie?

- Étant donné que d'autres pays européens - par exemple l'Allemagne et l'Italie - ont créé un cadre légal fixant les conditions de formation et d'exercice ainsi que les compétences des psychothérapeutes, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile et nécessaire d'en faire autant au Luxembourg?

Réponse (6.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Tout comme l'honorable Députée, je suis parfaitement convaincu du bien-fondé d'une prise en charge psychothérapeutique adéquate du patient.

La psychothérapie, qui vise le traitement de troubles psychiques et comportementaux ainsi que de toute condition entraînant une souffrance ou une détresse psychologique ou psychosomatique, constitue actuellement un acte relevant de la seule profession médicale. Ainsi, au cours de la période allant de 2004 à 2007, 14.710 assurés luxembourgeois en moyenne ont eu recours à un traitement de psychothérapie, ce qui équivaut à environ 113.734 actes médicaux par an. Il s'agit plus particulièrement des actes IN60 à IN72 prévus par la nomenclature des actes et services des médecins.

Afin de pouvoir améliorer encore davantage l'offre psychothérapeutique au Luxembourg, je viens de charger un groupe de travail de me faire une proposition en vue de réglementer la profession du psychothérapeute proprement dite; ceci pour permettre aux détenteurs d'un master en psychologie clinique d'y accéder à la condition toutefois d'accomplir une formation tant théorique que pratique en psychothérapie.

En ce qui concerne les médecins, ceux-ci pourront, comme par le présent, porter le titre de psychothérapeute pour autant qu'ils répondent au moins également auxdits critères de formation spécifique.

Question 3063 (8.1.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système de contrôle automatique et régulier des bâtiments scolaires:**

On peut constater que certaines écoles primaires du Grand-Duché disposent de bâtiments parfois vétustes. Plusieurs comités de parents se sont déjà manifestés à ce propos afin d'exprimer leurs craintes quant à la sécurité de leurs enfants.

Le Service national de la sécurité dans la fonction publique est compétent pour contrôler l'état de sécurité des écoles primaires, mais ceci uniquement sur demande des communes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement est-il au courant des situations décrites ci-dessus?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait instaurer un système de contrôle automatique et régulier des bâtiments scolaires pour assurer la sécurité des enfants dans nos écoles?

Réponse commune (23.2.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Les administrations communales sont compétentes en matière de construction et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental. En effet, et conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique, il appartient au collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité dans les bâtiments communaux en général et dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental en particulier.

Le Service national de la sécurité dans la fonction publique peut intervenir pour contrôler l'état de sécurité des écoles de l'enseignement fondamental à la demande des communes, à la demande de toute personne ou association concernée et de sa propre initiative.

Si des situations dangereuses lui sont signalées, le Service national de la sécurité dans la fonction publique se rend sur place en présence de représentants de la commune. D'ailleurs des contrôles réguliers par les services techniques communaux et par le délégué communal à la sécurité sont effectués. L'article 8.5 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 impose aux administrations communales un entretien et une maintenance réguliers des installations techniques de sécurité et des installations techniques dangereuses.

Il est loisible aux communes de soumettre les bâtiments de l'enseignement fondamental à des contrôles périodiques de sécurité par des organismes de contrôle agréés. À cet effet, il appartient aux administrations communales en vertu du principe de l'autonomie communale de décider, le cas échéant après avis du Service national de la sécurité dans la fonction publique, dans quels cas la vétusté d'un bâtiment requiert des travaux d'entretien, de rénovation, de transformation ou des travaux de construction nouvelle.

Question 3066 (9.1.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **mesures contre le smog:**

An eisem Nopeschland Belsch, war Enn 2008 en Aktiounsplang a Kraaft fir de Smog a Grenzen ze halen.

Dës Moossname sollen duerchgefouert ginn, wann eng entspriechend Wiederlag virherrscht a gesondheetsschiedleche Smog entsteet, deen ënner anerem ka vun intensivem Autoverkéier entstoen.

An der Belsch goufen dofir op den Autobunne Schëlder opgestallt, déi a regelméissegen Ofstänn den Automobilist opfuerderen an drun erënneren, sech un eng Geschwindegkeetslimit vun 90 km/h ze halen.

D'Polizei huet och Radarkontrollen duerchgefouert, an déi Leit, déi sech net un d'Geschwindegkeetslimite gehalen hunn, protokolléiert.

A Frankräich gouf et an deemselweschten Zäitraum ënner anerem Recommandatioune fir déi üblech Fuervitesse ëm 30 km/h ze reduzéieren.

Dës Moossnam schéngt am Géigesaz zu der Belsch op fräiwëlleger Basis ugesat gewiescht ze sinn.

Allerdéngs hunn a Frankräich a gewësse Stied déi elektronesch Panneauen op de Statsautobunnen dës Recommandatioun, fir d'Vitesse ze reduzéieren, regelméisseg ugewisen.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir folgend Froe beäntweren:

1) Gouf et och zu Lëtzebuerg an dësem Zäitraum, vum Dezember 2008 bis Januar 2009, eng ähnlech Wiederlag wéi an der Belsch an a Frankräich, am Kader vun där et Sënn gemaach hätt fir Antismog-Moossnamen, wéi déi an eise westlechen Nopeschlänner, ausléisen ze loossen?

2) Wa jo, goufen och zu Lëtzebuerg konkret Aktiounen an dësem Sënn ergraff, fir esou gemeinsam lokal, national a regional, a virun allem grenziwwerschreidend fir besser Loft bei enger spezifescher Wiederlag ze suergen?

3) Wann net, ass Lëtzebuerg gewëllt mat op de Wee ze goen, d'Loftverschmotzung, d'Bildung vu Smog bei esou partikulare Wiedersituatiounen anzeschränken, an dofir Moossname mat enger Vitesselimitatioun op den Autobunnen an de Schnellstroossen duerchzesetzen?

4) Wou si mer haut zu Lëtzebuerg dru bei esou Aktiounspläng am Verglach mat eise Nopeschlänner?

5) Gett et Länner an der EU, déi scho méi maache wéi Frankräich a besonnesch d'Belsch an der Bekämpfung vu Smog an esou Wiedersituatiounen, wéi mer se Enn 2008, Ufank 2009 elo haten?

Réponse (19.2.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Smog entsteet bei enger Inversiounslag wou déi iewescht Loftschicht méi waarm ass wéi déi drënner. Déi emettéiert Loftverschmotzung kann dann net méi entwäichen. Si ass quasi ageschloss wéi ënner enger Klack. Jee gréisser d'Emitenten, desto gréisser d'Uräicherung vu Loftverschmotzung ënnert der Klack, déi awer lokal, do wou d'Emitentë sech befannen, ze betruechten ass.

Enn Dezember hate grouss Deeler vun Europa mat esou enger Inversiounslag ze dinn. Et goufe méi héich Konzentratioune vu Loftverschmotzung gemooss, haaptsächlech Stëbspartikelen. An den industrielle Ballungsgebidder huet d'Konzentratioun sech héich geschaukelt, dës iwwer kritesch Wäerter eraus. An der Belsch gouf e «plan d'urgence» fir déi kritesch Zonen erlooss. Hei handelt et sech ënner anerëm ëm de Groussraum Bréissel an den Norde vun der Wallonie.

Reglementaresch Geschwindegkeetsbegrenzunge gouf et nëmmen op bestëmmte Plazen, wou d'Konzentratiounen ze vill héich waren. Allerdéngs goufen an der Province de Luxembourg keng sou héich Wäerter gemooss, datt och do hätt missen e «plan d'urgence» déclenchéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg konnten an der Period Dezember 2008 bis Januar 2009 loftaustauschaarm Wiederlage festgestallt ginn, déi zu erhéichten Niveauë vu Stéckstoffdioxid (NO_2) a Feinpartikele gefouert hunn. Allerdéngs si keng Grenzwäerter an Alarmwäerter iwwerschratt ginn. Am Januar goufe stonneweis an och nëmmen op dräi eenzelnen Deeg, déi héichste Stonnewäerter fir NO_2 gemooss. D'Feinpartikele ware während zirka zéng Deeg, verdeelt iwwer déi zwee Méint, mat méi héige Wäerter vertrueden. D'Miesswäerter vu Lëtzebuerg kënnen iwwregens online um Internetsite «www.emwelt.lu-liens rapides/qualité de l'air» nogekuckt ginn. Antismog-Moossname waren net ubruecht, well keng richteg ausgepräegt Smogperiod virlouch. Ähnlech wéi an der Province de Luxembourg war nach keen Ulass do, fir e «plan d'urgence» ze erloossen.

Wat d'Aktionspläng ubelaangt, huet Lëtzebuerg schonns éischt Schrëtt ënnerholl, besonnesch am Kader vum Summersmog duerch den Ozon. So kann d'Vitesse op den Autobunnen op 90 Stonnekilometer limitéiert ginn, wann d'Ozonwäerter déi kritesch Grenz vun 160 µg/m³ iwwerschreiden. Dëst ass geregelt iwwert de Wee vum Artikel 156bis vum Code de la Route, deen zënter Ufank 2007 a Kraaft ass. Déi bestehend Regelung muss awer nach de spezifesche Wantersmogsituatiounen ugepasst ginn an déi optimaalst Moossnamen mussen nach definéiert ginn.

D'Ëmweltverwaltung ass och amgaang e Screening duerchzeféieren, fir ze identifizéieren wou hei am Land bei Extremwiedersituatioune lokal anormal héich Wäerter kéinten optrieden. Op der Basis vun deem Screening kënnen da fir déi betraffe Plaze méi konkret a spezifesch Moossnamen ausgeschafft ginn.

Weiderhi schafft d'Ëmweltverwaltung u Simulatiounsprogrammer, déi et erméigleche sollen, op Basis vun de Meteosprognosen, d'Evolutioun vun de Schuedstoffer an der Loft viraussoen ze kënnen. Dëst soll et erméigleche schonns am Virfeld d'Populatioun fréi genuch informéieren ze kënnen an déi néideg Moossnamen ergräifen ze kënnen.

Regelungen an Aktiounspläng an den Nopeschlänner sinn ënnerschiddlech. Si sinn deene jeeweilege lokale Verhältnisser ugepasst a wierken op déi jeeweileg wichtegst Emissiounsquellen (Verkéier an eventuell zousätzlech Industrie), mat dem Zil den Ausstouss vu Schuedstoffer ze begrenzen an d'Wäerter an der Loft ze senken.

Länner mat méi strenger Regelung wéi d'Belsch a Frankräich, sinn d'Schwäiz (ähnlech wéi d'Belsch) an d'Landesregierung Berlin. De Senat vu Berlin huet de Wee vun enger laangfristiger Begrenzung a Verbesserung vun den Emissiounen an alle Beräicher ageschloen, wat och en allgemengen Trend an Däitschland ass.

Question 3067 (9.1.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **transports publics et** le **verglas:**

An der Nuecht vum 30. op den 31. am Chrëschtmount 2008, ass et zu engem kuerzfristege Wiederëmschwong komm.

Et huet iwwert d'ganzt Land ugefaangen ze reenen, duerch déi niddreg Temperaturen duerno waren d'Stroossen all veräist.

Als Folleg vun dësem Naturspektakel ass de Verkéier, a besonnesch den öffentlechen Transport, fir eng gewëssen Zäit zum Deel gestoppt ginn.

Dobäi ass et engem dach awer opgefall, dass et ënnerschiddlech Appréciatioune vun der Situatioun huet misse gi mat partikulären Entscheedungen, déi getraff goufen, als Reaktioun op dës Situatioun.

Um Radio konnt ee verfollegen, wéi zum Beispill eenzel privat Busgesellschaften an och öffentlech Busservicer matdeele gelooss hunn, dass si géife bis op Weideres net fueren, derweil anerer méiglecherweis probéiert hunn hire Service ze assuréieren, an dobäi de Risiko mat a Kaf geholl hunn, deen indiskutabel domadder verbonnen war.

Den Ëmstand, datt glécklecherweis näischt geschitt ass, duerf keen Argument an der Rechtfertegung vun esou Décisioune sinn!

Kann den Här Transportminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Gëtt et zu Lëtzebuerg eng öffentlech Instanz, déi sech op héchstem Niveau mat der Koordinatioun vun alle Moossname befaasst, déi an esou enger extremer, a virun allem geféierlecher Wiedersituatioun am Verkéier, a méi besonnesch am öffentlechen Transport, geholl musse ginn?

2) Wéi ginn d'Aktiounen am öffentlechen Transport konkret décidéiert an ëmgesat?

3) Wéi kann ee sech erklären, dass eenzel Busoperateure sech fir en zäitweilege Stopp vun allen Aktivitéiten entscheed hunn, an aner Bussen einfach fuere gelooss goufen?

4) Kann den Här Minister bestätegen, dass et innerhalb vun öffentleche Busbetriber net ëmmer eng eenheetlech Entscheedung gouf an dass um Terrain d'Entscheedung fir ze fueren oder net, net ëmmer kloer war?

5) Misst et net eng schréftlech Matdeelung vun der Décisioun vun der Hierarchie (fir ze fueren oder net ze fueren) un de Chauffeur vun engem Bus ginn?

6) Kann den Här Minister matdeelen, opgrond vu wéi engen Donnéeën Entscheedunge fir de Betrib vum öffentlechen Transport an esou Wiedersituatioune getraff oder misse getraff ginn?

7) Wéi gesäit d'Lëscht vun den Indikateuren aus, déi als Entscheedungsgrondlag geholl ginn?

8) Wie géif d'Responsabilitéit iwwerhuelen, wann ënner esou Ëmstänn d'Busser fuere gelooss ginn, an en Accident géif geschéien?

9) Ass et net esou, datt nom Code de la Route, ëmmer de Chauffeur responsabiliséiert gëtt, wann hien en Accident verschëlt?

10) Misst et deemno net de Chauffeur eleng sinn, deen däerf entscheeden, ob e bei esou extreme Wiederlage fiert oder net?

11) Gëtt et zu Lëtzebuerg fir den öffentlechen Transport eng Prozedur, déi d'Entscheedungsweeër mat Verantwortungsstrukturen- an Hierarchië schréftlech fir esou extrem a geféierlech Wiedersituatiounen definéiert?

12) Wier et méiglech Accorde mat den Handy-Bedreiwer ze fannen, fir iwwert de Wee vun SMS d'Bevölkerung iwwert d'Servicer vum öffentlechen Transport opzekläre bei esou Wiedersituatiounen, well jo awer all Stot zumindest een Handy huet?

Réponse (6.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Op dei éischt Fro vum Har Deputéierten Jaerling kann ech kloer mat neen äntwerten, well geféierlech Wiedersituatioune sech meeschtens kuerz ukënnegen an och vu kuerzer Dauer sinn.

An esou enge Fäll mussen deemno och kuerzfristeg Décisoune geholl ginn.

Dat war Enn 2008 zweemol de Fall, an zwar de 24. November an den 31. Dezember, wou jeeweils de spezielle Behënnertentransport am ganze Land ofgesot gouf.

Deen dofir zoustännege Service am Transportministère berifft sech dobäi op Berichter aus de verschiddene Regioune vum Land an hélt esou seng Entscheedung, en Transport ofzesoen, deen ëmmerhi vun Hausdiere bis an d'Zentre funktionéiere muss.

Den öffentleche Regionaltransport, deen och an enger Abteilung am Transportministère organiséiert gëtt, leeft iwwer festgeluechten an direkt Weeër a versicht och bei schlechte Wiederbedéngunge säin Déngscht der Allgemengheet unzebidden.

D'Busoperateuren an hiert Personal mussen do hir Entscheedung treffen nodeems si de Risiko, jee no der Regioun wou si am Asaz sinn, ageschat hunn.

All Chauffeur huet d'Flicht säi Bus unzehalen, wann hie mierkt, dass Weiderfuere geféierlech ass, an hie muss dat am Betrib melden.

Esou ass et verständlech, dass net an all Busbetrib a fir all öffentlech Buslinn eng an déiselwecht Entscheedung ka geholl ginn. Wichteg ass, dass am Interessi vun der Sécherheet gehandelt gëtt an dobäi awer och versicht gëtt den öffentlechen Transport esou wäit ewéi méiglech, als Alternativ zum Individualverkéier funktionéieren ze loossen.

Prozeduren an Entscheedungsweeër ze definéiere mat Verantwortungsstrukturen an Hierarchien,

wéi den Här Deputéierten Aly Jaerling se am Fall vu geféierleche Wiedersituatiounen hannerfreet, kënnen an esou enge Fäll genau esou wéineg hëllefe wéi bei de Konsequenze vun esou Situatiounen, dat heescht bei Iwwerschwemmungen, Erdrutsch, blockéiert Stroossen duerch Beem oder bei Accidenter. Do kann nëmme vu Fall zu Fall tranchéiert an organiséiert ginn an dat vun den Organisateurë selwer.

Méi eng zouverlässeg Kommunikatioun un de Public fir esou Moossnamen, wéi se iwwert d'Radiosender besteet, kënne mir och net iwwert d'Handysnetzer bewierken.

Question 3070 (12.1.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant les **services de secours:**

Selon des informations rapportées par les médias, un ambulancier qui voulait se rendre au centre d'intervention suite à un appel d'urgence a été arrêté par la police pour un délit de grande vitesse. L'intervention de l'ambulance a été retardée et les secouristes n'ont pu arriver à temps pour aider la personne en détresse.

Sans vouloir généraliser ce cas particulier, cet incident, qui a suscité des réactions très vives dans les milieux concernés, met en évidence une défaillance certaine de nos services de secours. Il est inacceptable que des bénévoles s'efforcent depuis des années à maintenir un service public de première nécessité dans des conditions de plus en plus difficiles sans recevoir le soutien nécessaire des autorités publiques.

Le problème est connu de longue date. Ainsi, il ressort d'une réponse à une question parlementaire de novembre 2003 que la disponibilité des bénévoles n'était plus assez grande pour pouvoir assurer les services de secours à tout moment dans toutes les régions du pays et que cette tendance allait certainement s'accentuer dans les années à venir *(cf. compte rendu N°4/2003-2004 - question parlementaire N°2408)*. Cette appréciation à été confirmée par d'autres réponses à différentes questions parlementaires données par Monsieur le Ministre en octobre 2007, en avril, en juillet et en octobre 2008 *(cf. comptes rendu N°2/2007-2008 - question parlementaire N°1958, N°12/2008-2009 - question parlementaire N°2165, N°16/2007-2008 - questions parlementaires N°2567 et N°2620 et N°4/2008-2009 - question parlementaire N°2913)*. À chaque fois, Monsieur le Ministre déplore que «cette situation ne cesse de s'aggraver et le risque de ne pas pouvoir prêter secours aux personnes en détresse endéans des délais appropriés augmente». Déjà en octobre 2007, les mesures à prendre pour remédier à ce problème étaient clairement formulées: «Il existe en principe trois axes indépendants les uns des autres pour apporter un soutien aux bénévoles, qui sont: la motivation des bénévoles, l'introduction d'agents professionnels et la régionalisation.» Depuis plus d'un an, Monsieur le Ministre annonce la mise en œuvre de ces mesures.

- En prenant note de la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire N°2913 du 20 octobre 2008 *(cf. compte rendu N°4/2008-2009)*, j'aimerais savoir si le groupe de travail interministériel qui a pour mission de «trouver une réponse globale à la question de la reconnaissance du bénévolat dans son ensemble» a entre-temps présenté des conclusions?

- Quant à l'introduction d'agents professionnels pour encadrer et aider les bénévoles à garantir les missions, est-ce que la procédure de recrutement pour les 18 agents dont Monsieur le Ministre a fait état dans sa réponse a été lancée? Combien d'agents ont été engagés en 2008?

- Monsieur le Ministre a, à plusieurs reprises, attiré l'attention sur le fait que la régionalisation des services nécessite des réformes au niveau législatif, en remarquant que les lois existantes mettent un certain frein à la création d'une compétence régionale et le fonctionnement d'un centre régional regroupant à la fois des bénévoles de la protection civile et des services communaux, puisqu'elles fixent clairement les compétences et responsabilités respectives de l'État et des communes. Quelles sont les initiatives législatives prises ou envisagées par Monsieur le Ministre au cours des derniers mois et quand est-ce que cette réforme structurelle pourra être mise en œuvre?

Réponse (26.2.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans le cadre des discussions ayant eu pour objet la finalisation du budget pour l'exercice 2009, le Gouvernement avait décidé que la problématique du bénévolat dans les rangs des services de secours ne serait pas à traiter de la même manière que pour les autres secteurs concernés. Ainsi le Ministère de l'Intérieur est resté associé aux travaux du groupe de travail interministériel chargé de trouver une réponse globale à la question de la reconnaissance du bénévolat dans son ensemble, tout en travaillant sur des mesures spécifiques à prendre pour le secteur des services de secours.

Une proposition concernant l'indemnisation des ambulanciers volontaires de la protection civile a été discutée avec les chefs de centre et les chefs de groupe lors d'une réunion en date du 19 février 2009. Elle sera présentée au Gouvernement en Conseil dans une de ses prochaines séances.

Par ailleurs, un groupe de travail rassemblant des représentants des différents acteurs des services de secours, le Syvicol et des conseillers techniques de l'Administration des Services de Secours s'est réuni une première fois le 5 février 2009 pour élaborer des propositions concernant l'indemnisation des sauveteurs et des sapeurs-pompiers volontaires. Ce même groupe se penchera également sur la question des réformes nécessaires pour aboutir à terme à une organisation unifiée des services de secours. Il appartiendra au prochain Gouvernement d'entamer le processus législatif pour la mise en œuvre d'une telle réforme.

En attendant, les projets de règlements d'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours ont été approuvés par le Gouvernement en Conseil dans sa séance du 30 janvier 2009. Ces projets de règlements grand-ducaux poursuivent actuellement la procédure réglementaire usuelle. Les textes en question prévoient le principe de la régionalisation avec la création de bases nationales et de bases régionales, tant en ce qui concerne la division de la protection civile que la division du service d'incendie et de sauvetage. Ces bases sont destinées à fournir un support en matériel et en personnel pour les autres centres de secours en cas de besoin.

En ce qui concerne l'introduction d'agents professionnels, la procédure de recrutement sera entamée immédiatement dès que le nombre de postes définitifs sera confirmé dans le cadre de la procédure dite «numerus clausus» pour l'exercice budgétaire 2009. Un premier ambulancier professionnel en poste au centre de secours à Esch/Alzette est engagé à l'Administration des Services de Secours depuis le 15 novembre 2007.

Question 3074 (12.1.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **chauffage dans le nouveau bâtiment du Lycée Technique Mathias Adam à Pétange:**

Dans sa réponse du 15 octobre 2008 à ma question parlementaire afférente, Monsieur le Ministre m'avait à l'époque fait savoir que le chauffage dans le nouveau bâtiment du Lycée Technique Mathias Adam à Pétange serait «assuré de manière adéquate» *(cf. compte rendu N°3/2008-2009 - question parlementaire N°2841)*. Il me revient toutefois que la direction aurait au cours des dernières semaines dû renvoyer une vingtaine de classes, parce que les températures étaient trop basses dans les salles de classes (inférieures à 18°C).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des problèmes avec le chauffage persistent? Dans l'affirmative, à quel niveau ces problèmes se situent-ils exactement? Dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation insoutenable?

- Il me revient également que le système de ventilation dans les salles de classes ne fonctionnerait pas de manière correcte. Ces informations sont-elles exactes? Si oui, quelles sont les solutions élaborées par les services compétents afin de remédier à cette situation?

Réponse (23.2.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations sur le chauffage du nouveau bâtiment du Lycée Technique Mathias Adam à Pétange qui vient d'ouvrir ses portes à l'occasion de la rentrée scolaire 2008/2009.

Il est incontestable que des problèmes liés au chauffage ont été décelés dès la rentrée des classes le 5 janvier 2009. Or, sans vouloir nier les désagréments ponctuels y relatifs, il importe néanmoins de préciser que les bureaux et entreprises en charge sont intervenus rapidement en vue de remédier à cette situation. Des mesurages complémentaires des températures ont été effectués chaque jour de la semaine afin de réduire progressivement les problèmes. Lors d'une dernière intervention de grande envergure en date du 9 janvier 2009, les défauts détectés à ce jour ont été corrigés de sorte que le bâtiment a présenté depuis lors des températures adéquates.

De façon générale, il est à noter que la puissance calorifique des radiateurs a été dimensionnée conformément aux normes en vigueur pour garantir, à des températures extérieures de moins de 12°C, une température intérieure d'au moins 20°C dans les salles de classe ou dans la salle de conférence, respectivement d'au moins 18°C dans les ateliers ou la salle des sports.

À noter tout d'abord que les problèmes de température rencontrés en début janvier se situaient à différents niveaux:

En ce qui concerne en premier lieu les salles de classe, des dysfonctionnements au niveau de la régulation ont été constatés sur quelques-uns des radiateurs dans un certain nombre de salles de classe. Cependant, dans d'autres salles de classe, il a été observé que les fenêtres étaient restées ouvertes durant les nuits glaciales.

En ce qui concerne en deuxième lieu la salle de conférence, il échet de préciser, d'une part, que la pompe de circulation de ce circuit était défectueuse de sorte qu'une pompe provisoire fut mise en place dès le 8 janvier 2009. La pompe de remplacement fut installée définitivement le 9 janvier 2009 et le réchauffement fut rétabli à la satisfaction des occupants. La puissance calorifique des radiateurs de cette salle est suffisante pour l'ensemble de la salle. Or, la séparation mobile permettant de diviser la salle en deux parties est tenue en état fermé, de manière systématique. Cet usage pratique a révélé en effet une déficience de puissance calorifique pour la petite partie de la salle utilisée de façon isolée. En conséquence, il a été décidé d'augmenter la puissance de chauffe pour la partie en question. À cette fin, deux radiateurs ont été échangés au courant de la dernière semaine de janvier.

En troisième lieu et en ce qui concerne les ateliers, des températures anormalement basses au cours du 5 janvier 2009 étaient dues surtout à l'ouverture prolongée des ouvertures de désenfumage durant le week-end ce qui a été causée par une alarme-incendie intempestive.

Enfin, en ce qui concerne la salle des sports, à l'instar des ateliers, une fausse alerte incendie a déclenché l'ouverture des éléments de désenfumage de la grande salle des sports. Lors de cette manœuvre, le moteur d'une des ouvertures a été endommagé. La fenêtre a été fermée immédiatement et la mise en place du moteur de rechange a également été effectuée au cours de la dernière semaine de janvier.

Quant à la ventilation mécanique, certains désagréments ont été évoqués en relation avec les bouches de sortie d'air. En effet, ces éléments sont conçus de manière à ce que l'air frais soit pulsé dans la profondeur de la salle pour se mélanger avec l'air ambiant et créer ainsi un renouvellement de l'air progressif. Or, l'orientation et la vitesse de pulsation ont dû être revues par endroits afin d'éviter la sensation d'un courant d'air froid. Tout comme pour le chauffage, ces réglages ont été entamés dès constatation des faits.

Question 3075 (13.1.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**utilisation de l'amalgame au mercure en dentisterie:**

L'utilisation de l'amalgame au mercure (ou plombage) en dentisterie et ses effets sur la santé de l'homme font toujours débat. Il n'empêche que l'utilisation de cet amalgame au mercure pose un problème environnemental non négligeable. Plusieurs pays (Allemagne, Autriche, Danemark, Suède) ont déjà restreint l'emploi de l'amalgame au mercure, la Suède ne les rembourse plus depuis 1999, alors que la Norvège a banni tout emploi du mercure depuis le 1er janvier 2008. Monsieur le Ministre a apporté quant à lui son soutien à l'«Appel du Luxembourg» visant à interdire l'emploi du plombage ou amalgame à l'échelon international.

Or, il s'avère que la prise en charge par la CNS pour plombages (ou amalgames dentaires) est toujours supérieure à celle consentie pour des implants dentaires composés de ciment composite, certes plus délicats à poser et dont la durée de vie est limitée. Il s'ensuit que nombre de patients optent pour des raisons financières pour des plombages classiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ne devrait-on pas, si l'on veut sérieusement limiter le recours aux amalgames au mercure (ou plombages) voir la prise en charge d'implants dentaires composées de ciment composite à la hausse?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre le modèle suédois, voire norvégien?

Réponse (27.2.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les tarifs figurant dans la nomenclature des actes et services des médecins- dentistes pris en charge par l'assurance-maladie, à savoir DS 14 à DS 16, sont définis indépendamment du matériel d'obturation choisi par le prestataire et/ou le patient. Ces tarifs sont pris en charge par l'assurance-maladie à raison de 95% en application de l'article 39 des statuts de la Caisse Nationale de Santé.

L'article 50 de la convention conclue entre l'Union des Caisses de Maladie et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes donne au médecin-dentiste le droit de mettre en compte les prestations et fournitures dentaires convenues avec la personne protégée et délivrées en dépassement des tarifs de prise en charge de l'assurance-maladie sous le code CP8. Ce code est susceptible de couvrir les éventuels suppléments que le médecin estime justifiés de mettre en compte. Il va de soi que la mise en compte d'un tel supplément d'honoraires pour convenance personnelle présuppose une information préalable de la personne protégée et que le traitement ne peut être commencé que lorsque la personne protégée a donné son accord pour prendre le supplément d'honoraires à sa charge.

Il n'est pas exclu que certains médecins-dentistes facturent une convenance personnelle qui n'est évidemment pas remboursée par la sécurité sociale. Cette convenance personnelle est appliquée pour compenser le surplus de travail nécessaire pour la mise en place correcte des obturations en résine composite.

En ce qui concerne une éventuelle modification de la nomenclature médico-dentaire, il y a lieu de rappeler que l'ancienne Union des Caisses de Maladie avait pris l'initiative de commanditer un projet d'adaptation de la nomenclature dentaire pour tenir compte des évolutions de l'art de guérir en matière de médecine dentaire. À cette fin un expert français a été chargé d'analyser la nomenclature actuelle et de proposer des adaptations dans le sens d'une amélioration de la qualité et d'une adaptation aux évolutions dans la matière. Ce projet englobe toutes les facettes de la médecine dentaire, y compris notamment les traitements curatifs et l'implantologie. Je suis d'avis que dans le cadre de ces discussions il faudra veiller à ce que les alternatives aux amalgames soient considérées comme traitement standard ne donnant pas lieu à des suppléments d'honoraires. Des négociations avec les médecins-dentistes devront être menées dans ce sens.

En ce qui concerne la limitation voire l'interdiction du recours aux amalgames, il faut savoir que chaque matériau d'obturation présente des avantages et des inconvénients. Il ne faut cependant pas oublier que le recul scientifique pour l'amalgame dentaire est de plus de 150 ans alors que pour les résines composites ce recul scientifique est nettement plus court (une trentaine d'années).

Il est vrai que les amalgames dentaires constituent pour la majorité des patients une source non négligeable d'accumulation de Hg dans l'organisme. Les analyses faites (sous forme de triple test) au LNS confirment ce fait qui est accepté par un nombre toujours croissant de médecins-dentistes.

Il s'agit par conséquent d'être très vigilant par rapport au mercure et d'adopter un principe de précaution, étant donné qu'une fraction non négligeable de la population doit être considérée à risque. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Ministère a apporté son soutien à la réalisation d'une conférence sur le mercure et les amalgames dentaires réalisée en novembre 2007 au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 3090 (21.1.2009) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**aide pour la sauvegarde de la diversité biologique:**

Le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 a institué un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique. Il me revient que le versement des différentes primes à l'attention des agriculteurs qui ont signé une convention de gestion avec les deux ministères accuse un certain retard pour l'année 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces retards?

- Quels sont les moyens pouvant être mis en œuvre pour remédier à cette situation?

Réponse (5.3.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député fait référence au règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique et évoque les délais de paiement pour ces aides.

Le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 précité prévoit à l'article 45 que «les aides sont versées, pendant la période de l'engagement, après la fin de chaque période de douze mois calculée à partir du début de l'engagement, sur base d'un formulaire à introduire par le bénéficiaire pendant chaque année culturale. (...) Une avance d'un maximum de 80% peut être versée».

En premier lieu, il échet de relever qu'en 2006 et 2007, les aides ont été réglées de la manière suivante:

- en 2006:

03.11.2006	(avance pour 218 bénéficiaires)
24.11.2006	(avance pour 182 bénéficiaires)
15.12.2006	(avance pour 101 bénéficiaires)
26.03.2007	(solde pour tous les bénéficiaires)

- en 2007:

11.12.2007	(avance pour 155 bénéficiaires)
28.12.2007	(avance pour 165 bénéficiaires)
16.01.2008	(avance pour 140 bénéficiaires)
04.04.2008	(solde pour tous les bénéficiaires)

Pour l'année 2008, l'avance facultative n'a pas pu être versée pour des raisons liées à l'introduction d'un nouveau système de référence pour la gestion administrative des parcelles agricoles.

En effet, le système informatique de gestion est actuellement en phase de transition et les données des contrats en cours doivent être ré-encodées et soumises à un contrôle supplémentaire suite à l'instauration du nouveau système de référence qui prend en compte les parcelles «Flik» au lieu des parcelles cadastrales.

Mes services m'ont toutefois précisé que les aides dues au titre de l'année 2008 seront versées endéans les prochaines semaines.

Question 3091 (21.1.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **fonds de financement des mécanismes de flexibilité de Kyoto:**

En décembre 2004, la Chambre des Députés a voté une loi établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et créant un fonds de financement des mécanismes de flexibilité de Kyoto. Cette loi a pour objet de contribuer au financement des mécanismes et des mesures qui ont été mis en œuvre pour réduire de manière substantielle les émissions des gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, le Grand-Duché de Luxembourg a dépensé en 2008, 27,3 millions d'euros dans le cadre des projets des mécanismes de développement propre (MDP), 18 millions d'euros dans le cadre des projets de mise en œuvre conjointe (MOC), ainsi que 27,37 millions d'euros dans le cadre des fonds multilatéraux, ce qui correspond à des investissements de quelque 72,6 millions d'euros. En 2009, ces investissements devraient atteindre une somme totale de 80,4 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les projets qui ont été financés en 2008 et quels seront les projets à financer en 2009 dans les trois catégories susmentionnées?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser les critères selon lesquels les différents projets MDP et MOC sont sélectionnés?

- Monsieur le Ministre peut-il me citer les projets des mécanismes de développement propre qui ont été financés dans les dix pays cibles de la coopération luxembourgeoise?

Réponse (24.2.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans mes réponses aux questions parlementaires N°3010 et N°2722 *(cf. compte rendu N°6/2008-2009 et N°1/2008-2009)*, j'ai déjà fourni d'amples renseignements concernant notre participation dans différents fonds carbone multilatéraux, et les projets MDP et MOC y relatifs. Je n'ai pas d'informations supplémentaires à ce stade.

Quant aux dépenses avancées par l'honorable Député, les chiffres proviennent du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2009. Le projet de loi reprend la programmation pluriannuelle du fonds de financement des mécanismes de Kyoto. Il faut savoir que les chiffres 2008 et 2009 se basent sur des estimations concernant notre participation dans les différents fonds de la Banque Mondiale, de la BEI, de la BERD et de l'A.D.B., ainsi que des accords pour l'achat de crédits d'émission MDP et MOC. Dans la mesure où les négociations concernant certains projets n'ont pas abouti respectivement sont en cours, ou n'ont pas été entamées, particulièrement en ce qui concerne les fonds multilatéraux, les dépenses effectives pour l'année 2008 sont nettement inférieures au montant de 72,6 millions d'euros. Les dépenses effectives en 2008 ont été de 5,3 millions d'euros.

Les différents projets sont sélectionnés selon les lignes directrices et critères des décisions relatives aux mécanismes de Kyoto, telles qu'elles ont été adoptées par la Conférence des Parties.

Les projets sont par ailleurs évalués selon le pays concerné (stabilité politique), le niveau d'avancement du projet, l'expérience du vendeur avec le MDP et sa réputation, l'efficacité environnementale du projet, l'impact social et le rapport prix demandé/prix du marché.

Par ailleurs, un accord bilatéral concerne le projet «Landfill Gas to Energy Facility» à Nejapa, El Salvador (N°0167).

Question 3093 (22.1.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **nouvelle répartition communale et régionale:**

En fait, le Gouvernement a présenté sa nouvelle répartition communale et régionale et ensemble avec le Syvicol, le Ministère en question est en train d'organiser des réunions d'information.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Dans le cadre de cette réorganisation, quelles seront les missions des différents commissariats de district?

2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une réforme des commissariats de district s'impose?

Réponse (23.2.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans sa séance du 21 novembre 2008 le Conseil de Gouvernement a marqué son accord de principe avec les schémas élaborés en commun par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Syvicol en vue de doter le pays d'une nouvelle cartographie du paysage communal. De janvier à mars 2009 ces schémas sont présentés aux élus locaux pour être discutés sur le terrain.

Cette démarche est faite dans le contexte de la réorganisation territoriale du Luxembourg au sujet de laquelle la Chambre des Députés avait institué une commission spéciale qui a discuté de l'avenir de nos communes et de leurs relations avec l'État dans 45 réunions de décembre 2004 à juin 2008.

Le rapport final de cette commission et le débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg, qui a eu lieu le 3 juillet 2008 à la Chambre des Députés, ont fixé les objectifs à atteindre et ont tracé le chemin pour y parvenir.

L'actuelle démarche du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du Syvicol constitue un premier pas dans le long processus de réorganisation qui se fera graduellement.

La réorganisation du contrôle de l'État sur les communes fait partie du processus. Elle sera entamée lorsque le nouveau paysage communal aura pris des contours plus concrets et elle répondra aux vues exprimées par la commission spéciale. Ainsi le double degré de contrôle par les commissariats de district et le ministère de l'Intérieur sera supprimé. Le contrôle de l'État sur le secteur communal sera réorganisé moyennant regroupement de certains services du Ministère de l'Intérieur avec ceux des commissariats de district.

Question 3098 (26.1.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen:**

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibiennes et de zones humides de quelque 64 hectares entre les villages de Lorentzweiler et de Lintgen.

Selon mes informations, des réunions ont eu lieu afin de déterminer l'aménagement des zones en question, se trouvant en aval du pont de l'Autoroute du Nord A7, surplombant la vallée de l'Alzette et reliant la sortie sud du tunnel Gousselerbierg avec l'entrée nord du tunnel Grouft. Il semblerait que désormais ce site serait entretenu par un pâturage extensif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations quant aux réunions susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelle sera la superficie exacte du site concerné par le pâturage extensif?

- Ne serait-il pas opportun, d'un point de vue écologique, d'intégrer dans le projet de renaturation les deux versants créés par le remblai des tunnels à la sortie sud du tunnel Gousselerbierg?

Réponse (23.2.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il est en effet correct qu'un projet de pâturage extensif est prévu dans la zone mentionnée. Dans ce sens des réunions ont effectivement eu lieu, surtout avec les agriculteurs concernés par la surface en vue de trouver une solution et de pouvoir lancer le projet. Il y a lieu de rappeler que le règlement grand-ducal du 27 août 1997 prévoit de créer, sur cette zone et en compensation pour la construction de l'Autoroute du Nord, une forêt alluviale. Ceci aurait résulté dans l'exclusion totale des agriculteurs de cette zone. Or, afin de ne pas nuire aux intérêts de ces derniers, et vu le grand intérêt écologique du pâturage extensif pour la biodiversité, le Ministère de l'Environnement avait décidé d'examiner la possibilité d'y installer un projet d'agriculture extensive. Entre-temps, un accord a été trouvé entre l'Administration des Eaux et Forêts, agissant à travers un bureau d'études expert en agronomie, et les agriculteurs.

ad 2) La surface totale pâturée dans la plaine alluviale est d'une envergure de 68 ha, dont environ 20 ha seront très humides, 20 ha seront à humidité variable, et 28 ha des zones de refuge sèches.

ad 3) Il est effectivement opportun d'intégrer les deux versants dans le projet de renaturation. Les remblais mentionnés concernent une surface totale de 20 ha, dont actuellement 9 ha sont disponibles et peuvent être ajoutés aux 68 ha du projet de pâturage extensif dès la première phase du projet. Les 11 ha restants ne seront disponibles que dans cinq à huit ans et seront intégrés par la suite dans le projet en question.

Il faut bien préciser que ces 20 ha sont importants pour le projet dans l'optique de l'échange de surfaces entre exploitants. Ceci permettra de concentrer sur les surfaces humides de la plaine alluviale uniquement les exploitants prêts à travailler sur de telles surfaces.

L'idée de l'utilisation des remblais a donc été intégrée dans le concept élaboré par le bureau d'études spécialisé en agronomie, et a également été approuvée par les agriculteurs concernés.

Question 3103 (29.1.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **site du futur grand stade:**

Il me revient par voie de presse que le site de Livange pour le futur grand stade semble trouver l'assentiment des principaux intéressés.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer si une décision a été prise sur le site du futur grand stade?

Réponse (24.2.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports*:

Au titre de la réalisation d'un grand stade de football, les rumeurs concernant le site d'implantation ne peuvent être confirmées en ce moment puisqu'une conclusion afférente fait encore défaut. Des pourparlers divers sont en cours et ils devraient aboutir sous peu.

Question 3105 (30.1.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg:**

Les services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg sont organisés conformément aux dispositions de la loi modifiée du 18 mars 1997, du règlement modifié du 3 décembre 1997 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 portant réglementation de la circulation sur la voie publique aux abords de l'aérogare et portant réglementation des services de taxis à l'aéroport. Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 relatif aux conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg et aux contrôles de sûreté y applicables doit également être mentionné dans ce contexte, de même que l'avis aux passagers du Ministère des Transports concernant les courses de taxi à l'Aéroport de Luxembourg. Par ailleurs un arrêté ministériel du 27 juin 2008 désigne les agents chargés du contrôle des services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg.

Or, toute cette législation n'est pas appliquée, la police ne peut pas agir et les agents chargés du contrôle des taxis sont sans travail.

Si un voyageur emprunte un des taxis agréés à l'aéroport, une course au centre-ville coûtera environ 25 €. Si le voyageur utilise par contre un taxi non agréé, le prix d'une course pour le centre-ville pourra atteindre 42 €, car ces taxis «sauvages» abusent des voyageurs en leur faisant faire des circuits exagérément longs au lieu d'utiliser un trajet direct. Le voyageur lui se fâche sur les prix excessifs des taxis en général et ignore qu'il a été victime d'une arnaque.

L'activité des taxis «sauvages» se fait au vu et au su de tout le monde: Sur un des parkings de l'aéroport, non loin des taxis agréés pour l'aéroport, se trouvent une dizaine de taxis non agréés, certains n'ayant même aucun agrément

national ou étranger. Ils recherchent les clients en les démarchant à l'intérieur ou à l'extérieur de l'aérogare, le tout en violation flagrante de l'article 8 de la loi du 18 mars 1997 portant réglementation des taxis. Cet article prévoit des sanctions pénales sévères pour ces taxis en disant que leur activité constitue une infraction punie «d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de dix mille (250 €) et un à cent mille francs (2.500 €) ou d'une de ces peines seulement» et pouvant entraîner la confiscation du véhicule.

La police, les agents chargés du contrôle des services de taxis se disent dans l'impossibilité d'agir, et les plaintes au vu des dispositions législatives et réglementaires existantes n'aboutissent à aucune condamnation. L'aérogare est devenue une zone de non droit.

Il faut en effet relever que:

a) le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 portant réglementation de la circulation sur la voie publique aux abords de l'aérogare et portant réglementation des services de taxis à l'aéroport est inapplicable au nouvel Aéroport de Luxembourg. Raison: les dispositions dudit règlement et de son annexe font référence à l'ancienne aérogare de Findel et non à la nouvelle aérogare.

b) l'article 8 de la loi du 18 mars 1997 prévoit des peines qui relèvent du délit. Dès lors toute plainte déclenche une procédure complexe comportant la rédaction d'un procès-verbal par la police et une instruction judiciaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Partagez-vous mon opinion selon laquelle les peines délictuelles prévues à l'article 8 de la loi du 18 mars 1997 portant réglementation des taxis devraient être transformées en peines de contravention, ce qui permettrait à la police de dresser des avertissements taxés? Ce type d'amende découragerait à coup sûr les taxis non agréés qui se garent sans risques de sanctions sur les parkings en surface. Si oui, le Gouvernement entend-il introduire une modification législative afférente?

2. Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 vise l'ancienne aérogare de Findel et non la nouvelle aérogare: ce règlement ne devrait-il pas être abrogé et remplacé par un nouveau règlement grand-ducal adapté à la nouvelle aérogare? Si oui, le Gouvernement entend-il adopter prochainement un tel règlement grand-ducal?

Réponse (6.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la réglementation des services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg, notamment en ce qui concerne le problème des taxis non agréés.

Les taxis non agréés à l'aéroport sont titulaires d'une autorisation de leur commune d'origine, mais ne disposent pas d'une autorisation de la part du Ministère des Transports de charger des clients à l'Aéroport de Luxembourg. Ils ont donc le droit de déposer leurs passagers à l'aéroport, sans pouvoir en charger de nouveaux sauf sur demande écrite ou radiotéléphonique préalable.

En effet, les communes sont compétentes pour l'octroi des autorisations à leurs services de taxis comme le dispose la loi modifiée du 18 mars 1997 portant réglementation des services de taxis.

En ce qui concerne votre proposition de transformer les peines délictuelles prévues à l'article 8 de la loi du 18 mars 1997 portant réglementation des services de taxis en peines de contravention, la Police grand-ducale m'informe que le remplacement des peines délictuelles, qui nécessitent l'établissement d'un procès-verbal, par des avertissements taxés permettrait théoriquement d'alléger la procédure judiciaire, mais les expériences dans le passé ont démontré que le seul déclassement des peines de délit en contraventions n'apportera pas nécessairement d'amélioration. D'après l'expérience du passé, les patrons des taxis non agréés à l'aéroport risquent d'insister sur la rédaction d'un procès-verbal avec les conséquences connues.

Quant à votre remarque de la désuétude du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 portant réglementation de la circulation sur la voie publique aux abords de l'aérogare et portant réglementation des services de taxis à l'aéroport, je vous informe que le projet de règlement grand-ducal portant réglementation de la circulation sur les voies et places ouvertes à la circulation publique aux abords de l'Aérogare de Luxembourg a été adopté par le Conseil de Gouvernement du 20 février 2009 et entrera prochainement en vigueur.

Avec l'entrée en vigueur de ce règlement grand-ducal, les agents de la Police grand-ducale pourront constater et sanctionner les infractions aux dispositions relatives au stationnement et à la circulation des taxis agréés et non agréés devant l'aérogare, contribuant ainsi à une nette amélioration de la situation actuelle.

En outre, je vous informe que sur base du règlement grand-ducal du 7 janvier 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 1997 portant réglementation des services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg le Ministre des Transports pourra dorénavant par arrêté ministériel adapter le nombre de taxis agréés à l'aéroport en fonction du besoin en délivrant de nouvelles autorisations d'exploitation. Un arrêté ministériel afférent est en préparation au Ministère des Transports.

Par cette augmentation du nombre de taxis agréés, une présence continuelle des taxis agréés sera assurée devant l'aérogare, et ce même aux heures de pointe, lors desquelles leur nombre s'est avéré insuffisant, de sorte à éviter que les passagers soient obligés de recourir à des taxis non agréés.

À cela s'ajoute que les services du Ministère des Transports collaborent étroitement avec la Police grand-ducale et lux-Airport S.A. dans la mise en œuvre prochaine d'un nouveau concept de circulation des taxis à l'aéroport, dont ils suivront également de manière rapprochée l'impact sur la qualité du service de taxis qui se doit d'être en phase avec les exigences d'un aéroport désirant offrir des services de qualité pour l'entièreté du voyage du client de l'Aéroport de Luxembourg.

À côté de la mise en œuvre de ce nouveau concept, une augmentation de la supervision et du contrôle des taxis par les services du Ministère des Transports, en ce qui concerne le respect des conditions d'octroi des licences, et par la Police grand-ducale, en ce qui concerne les éventuelles autres violations, devra permettre de régulariser la situation au bénéfice de l'usager de l'aéroport.

Question 3110 (2.2.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **cours de dressage des chiens:**

Selon l'article 16 de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens, tous les chiens susceptibles d'être dangereux et tous les chiens qui se sont révélés dangereux, doivent participer et réussir à des cours de dressage. Ces cours sont à organiser par une personne physique ou morale, devant posséder l'agrément du Ministre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de demandes en vue de l'obtention dudit agrément ont été accordées respectivement refusées depuis la mise en vigueur de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens?

- En cas de refus d'une demande d'agrément, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons qui l'ont conduit à refuser cette demande?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste des cours de dressage de chiens existant au Luxembourg?

Réponse (24.2.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

L'honorable Député pose un certain nombre de questions en relation avec l'application de l'article 16 de la loi du 9 mai 2009 relative aux chiens et qui concerne les cours de dressage à suivre par certaines catégories de chiens.

En premier lieu, il y a lieu de signaler que l'article en question vise tous les chiens énumérés à l'article 10 point 1) et qui sont susceptibles d'être dangereux. Il ne s'applique pas aux chiens visés à l'article 10 point 2), qui se sont révélés dangereux.

En date du 13 février 2009, douze personnes physiques ou morales ont obtenu l'agrément en vue d'organiser les cours de dressage. Cinq demandes d'agrément sont en instance d'instruction. Une demande a été refusée pour le motif que la personne demanderesse n'était pas en possession d'un terrain adéquat.

La liste des personnes physiques et morales agréées pour le dressage de chiens peut être consultée sur notre site web du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, sous la rubrique «Législation relative aux chiens-cours de dressage» (www.ma.public.lu).

Question 3113 (3.2.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **«mariage simulé»:**

Dans l'exposé des motifs du projet de loi N°5908 sur les mariages de complaisance, on peut notamment lire qu'«au Grand-Duché, les mariages simulés constituent un phénomène régulier». Sous le terme de «mariage simulé» on comprend généralement un mariage de complaisance effectué par consentement mutuel. Ces mariages de complaisance sont à distinguer des mariages forcés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre de mariages annulés selon le dispositif actuellement en vigueur?

- Combien de mariages de complaisance ont été constatés au cours des cinq dernières années?

- Combien de mariages forcés ont été constatés au cours des cinq dernières années?

Réponse (6.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'exposé des motifs du projet de loi N°5908 précise que la notion de mariage simulé vise non seulement le mariage de complaisance (qui est parfois qualifié de mariage «blanc» ou «fictif»), mais également le mariage forcé. Ces deux phénomènes peuvent se recouper dans la mesure où un mariage blanc peut être contracté sous l'empire de la violence physique ou morale.

Par la nature des choses, il n'existe évidemment pas de statistiques sur lesdits mariages. Le Ministre n'a pas connaissance d'une annulation judiciaire d'un tel mariage.

D'après les autorités concernées, et plus particulièrement certaines autorités communales, le phénomène des mariages simulés existe cependant au Luxembourg, mais le cadre juridique actuel ne permet pas de lutter efficacement contre ce phénomène.

Comme indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi N°5908, une résolution du Conseil de l'Union européenne préconise des mesures à adopter en matière de lutte contre les mariages de complaisance. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a aussi recommandé aux pays membres d'interdire les mariages forcés. Par ailleurs, des travaux sont en cours au niveau de la Commission Internationale de l'État Civil (CIEC).

D'autre part, un nombre important de pays membres de l'Union européenne ont adopté des mesures législatives ou réglementaires afin de lutter contre les mariages simulés. Il s'agit notamment de nos trois pays voisins.

Question 3114 (5.2.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **grâce grand-ducale:**

Suite à la réponse incomplète de Monsieur le Ministre de la Justice du 19 janvier 2009 à ma question parlementaire afférente *(cf. compte rendu N°8/2008-2009 - question parlementaire N°3055)*, j'aimerais réitérer les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les motifs psychologiques ont-ils été invoqués lors du procès ou s'agit-il d'une décision judiciaire prise par défaut à l'encontre du détenu?

- Est-il exact que la commission de grâce a émis un avis négatif dans ce cas précis?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans combien de cas le Grand-Duc a accordé la grâce malgré un avis négatif de la commission compétente au cours des cinq dernières années?

Réponse (19.2.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En complément à la réponse parlementaire du 19 janvier 2009, je puis fournir les éléments additionnels suivants aux questions posées:

1. Dans le dossier de grâce cité, il ne s'agissait pas de «motifs psychologiques», mais d'une maladie psychiatrique qui rendait difficile sinon impossible l'incarcération. Il n'est pas fait état de cette maladie dans les jugements.

2. L'avis consultatif de la commission de grâce fut négatif.

3. La décision de grâce diffère de l'avis consultatif de ladite commission dans 5 à 10% des cas *(cf. réponse du 19 janvier 2009)*.

Question 3115 (4.2.2009) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**accord de l'UCM pour une rééducation après une intervention chirurgicale ou une fracture:**

Malgré les évolutions importantes de la médecine, beaucoup de patients ont besoin d'une rééducation après une intervention chirurgicale ou une fracture. En règle générale l'UCM doit accorder préalablement le remboursement des mesures rééducatives prescrites par ordonnance médicale.

Selon mes informations, les patients doivent souvent attendre plusieurs mois avant que l'UCM ne leur accorde la rééducation. Or, du point de vue médical il s'avère fréquemment important de commencer la rééducation le plus vite possible.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation telle que décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, de quelle manière entend-il intervenir afin que les patients puissent profiter des meilleurs soins possibles?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on devrait remédier à cette situation?

Réponse (2.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur les délais de l'accord de la Caisse Nationale de Santé (CNS) pour une rééducation après une intervention chirurgicale ou une fracture.

En cas d'intervention chirurgicale, la rééducation par les kinésithérapeutes de l'établissement hospitalier peut déjà commencer lors de l'hospitalisation et ce sans que des démarches administratives préalables ne soient requises.

Les statuts de la CNS prévoient que les traitements de kinésithérapie commencés lors d'un séjour hospitalier et continués en traitement ambulatoire par le même prestataire sont assimilés pendant une durée de deux mois aux prestations correspondantes reçues pendant un séjour hospitalier stationnaire. Cette possibilité s'applique tant pour les modalités que pour les conditions de prise en charge.

Si l'état de santé du patient requiert un traitement de rééducation fonctionnelle au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation ou de rééducation gériatrique dans un des quatre services de rééducation gériatrique d'un hôpital, les démarches administratives y relatives prévues par les statuts sont effectuées le jour même.

La seule procédure d'autorisation qui semble poser des problèmes est celle des traitements effectués auprès des kinésithérapeutes libéraux.

Dans ces cas, la procédure prévue se déroule comme suit: le médecin traitant rédige une ordonnance médicale qui doit obligatoirement porter un certain nombre de paramètres permettant à la Caisse Nationale de Santé et au Contrôle médical de la sécurité sociale de juger le bien-fondé du traitement.

L'ordonnance médicale doit être transmise pour validation à la CNS endéans le délai de 30 jours à compter de la date d'émission de l'ordonnance. Par cette validation l'assuré obtient un titre de prise en charge qui garantit la prise en charge des prestations aux conditions statutaires.

Il n'est pas à nier que la procédure prévue par les statuts a pour conséquence qu'un certain laps de temps peut s'écouler entre la date d'établissement de l'ordonnance et l'établissement du titre de prise en charge par la CNS.

La grande majorité des assurés soumettent leurs ordonnances médicales directement au kinésithérapeute de leur choix qui lui se charge du volet administratif. Certains assurés isolés préfèrent toutefois renvoyer eux-mêmes leurs ordonnances à la CNS et

attendent l'obtention du titre de prise en charge avant de contacter un kinésithérapeute.

En ce qui concerne les retards dans la procédure d'autorisation, il faut admettre qu'au 5 janvier 2009, suite à la restructuration des services des différentes caisses en vue de la fusion qui a pris effet le 1er janvier 2009, le service chargé de la gestion des autorisations des ordonnances de kinésithérapie affichait un retard de 19 jours de travail. Suite à des efforts considérables et, notamment deux jours de travail supplémentaires, les samedis 31 janvier et 7 février, ces retards ont pu être réduits sensiblement.

L'impact administratif des autorisations des traitements de kinésithérapie n'est pas négligeable, il avait été mis en place il y a quelques années afin de contrecarrer la tendance à une explosion des coûts des traitements de kinésithérapie.

La question de l'opportunité du maintien de ces mesures est en discussion au sein des instances de la Caisse Nationale de Santé.

En attendant une éventuelle modification au niveau des dispositions réglementaires, statutaires ou conventionnelles, les services de la CNS feront de leur mieux afin de réduire ou de maintenir à un niveau raisonnable les délais en matière d'octroi des autorisations des traitements de kinésithérapie.

Question 3117 (4.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **risques des traitements hormonaux substitutifs en cas de ménopause:**

Plusieurs études ont démontré que les traitements hormonaux substitutifs augmentaient le risque de cancer, notamment de cancer du sein chez les femmes ménopausées qui suivent un tel traitement.

Dans un article publié dans le magazine allemand «Focus» de cette semaine, article repris par plusieurs autres quotidiens et magazines, on attire de nouveau l'attention sur les risques inhérents à de tels traitements hormonaux et plus particulièrement à celui au Tibolone (Livial). D'après cet article, il ressort d'une étude non publiée de cinq gynécologues allemands éminents, que le traitement au Tibolone (Livial), augmente de manière significative le risque de cancer du sein chez les femmes ménopausées et plus particulièrement chez celles qui avaient déjà été atteintes d'un cancer du sein.

On peut encore lire dans cet article que l'étude, menée au niveau mondial, a été stoppée en raison de l'augmentation considérable des risques de santé chez les participantes de cette étude. À noter que ce n'est pas la première fois qu'une étude portant sur les traitements hormonaux substitutifs est arrêtée en raison des risques inhérents du produit ou du traitement concerné. Un large essai américain nommé Women's Health Initiative sur l'hormonothérapie substitutive avait ainsi déjà été stoppé aux États-Unis pour ces mêmes raisons au cours de l'année 2002.

L'article précité du «Focus» se termine par une citation d'un des chercheurs allemands qui affirme que les traitements à base d'hormones synthétiques peuvent également «provoquer» un cancer.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. si le Gouvernement dispose de chiffres concrets sur le nombre de femmes qui ont suivi respectivement qui suivent actuellement un traitement hormonal substitutif en cas de ménopause, sur la durée et les raisons de ces traitements, sur le nombre de femmes ménopausées qui bénéficient de traitements alternatifs non hormonaux, si le nombre de femmes bénéficiant d'un traitement hormonal a diminué ces dernières années suite aux résultats des premières études sur les effets de ces traitements qui furent publiées au cours de la première moitié de la décennie en cours.

2. Dans la négative, le Gouvernement n'estime-t-il pas utile de disposer de chiffres et de données fiables en l'espèce? Ne pense-t-il pas qu'il serait dans l'intérêt des patientes d'effectuer ou de faire effectuer une telle collecte et d'en publier les résultats?

3. Le Gouvernement pense-t-il que les femmes ménopausées sont suffisamment informées des risques que comportent de tels traitements hormonaux? Sont-elles au courant de l'existence de traitements alternatifs non contestés et sans risques majeurs pour la santé?

4. En tout état de cause, le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de lancer une vaste campagne d'information, à l'instar de qui a été fait dans le passé pour enrayer la surconsommation d'antibiotiques?

Réponse (6.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Livial (Tibolone D.C.I.) a obtenu une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg le 26 juillet 1995.

Livial est indiqué dans le traitement hormonal substitutif des symptômes de carence en œstrogène chez les femmes postménopausées, plus d'un an après la ménopause.

Parmi les contre-indications, il est stipulé clairement que Livial est contre-indiqué en cas de cancer du sein connu ou suspecté ou d'antécédent familial de cancer du sein.

Fin 2008 le groupe de travail pharmacovigilance du comité des médicaments à usage humain, comité scientifique de l'agence des Médicaments à Londres, a analysé les récents résultats de cette étude, visée par l'honorable Parlementaire. Cette étude montrait un risque accru de récidive de carcinome mammaire chez des femmes traitées auparavant opératoirement pour un cancer du sein. L'étude a donc été arrêtée prématurément.

Vu les résultats de cette étude, il a été décidé de renforcer les rubriques contre-indications, mises en garde et précautions particulières d'emploi au niveau de la notice et du résumé des caractéristiques du produit.

Le médecin traitant sur base des connaissances actuelles et recommandations issues de la réévaluation de la balance bénéfices/risques, suite à de nouvelles études et données, est le mieux placé pour informer chaque femme en particulier présentant des troubles fonctionnels liés à la ménopause. Les connaissances actuelles concernant les effets indésirables incitent toutefois, avant d'instaurer une substitution hormonale, à évaluer de manière individuelle le rapport bénéfices/risques et à revoir celui-ci régulièrement.

Souvent aussi une autre approche thérapeutique alternative est recherchée pour les femmes qui souhaitent un traitement pour des plaintes liées à la ménopause, comme par exemple les phyto-œstrogènes. Ce sont des substances d'origine végétale, mais les preuves quant à leur efficacité sont limitées, les études réalisées à ce jour sont de courte durée et les données sur leur innocuité à long terme sont rares.

L'honorable Parlementaire soulève la question de savoir si mes services disposent «de chiffres concrets sur le nombre de femmes qui ont suivi respectivement qui suivent actuellement un traitement hormonal substitutif en cas de ménopause».

Tel n'est plus le cas alors que le Livial utilisé pour le traitement hormonal substitutif ne figure plus depuis deux ans sur la liste positive des médicaments faisant l'objet d'un remboursement.

Cependant la question du traitement hormonal substitutif est posée aux femmes participant au «programme mammographie», qui s'adresse aux femmes âgées entre 50 et 69 ans. Étant donné que ce programme atteint un taux de participation de 64%, les données recueillies dans ce cadre en rapport avec l'hormonothérapie substitutive peuvent être considérées comme assez représentatives pour les femmes de cette tranche d'âge. Si dans le prédit cadre 28% des femmes ont déclaré une prise d'hormones en 1992, ce pourcentage est monté à un pic de 50% en 2000, pour retomber à une moyenne de 30% pour la période allant de 2001 à 2005. En 2007 et 2008 le pourcentage de femmes déclarant une prise d'hormones ne s'est plus établi qu'à 23%.

Suite à la publication des résultats de l'étude «Women's Health Initiative» en 2002 et à l'étude «Million Women Study» en 2003 sur l'hormonothérapie substitutive, la Direction de la Santé a rendu attentif le corps médical par lettre circulaire aux précautions à prendre avant d'instaurer un traitement hormonal substitutif. Ces informations ont été suivies d'une diminution importante du pourcentage de femmes qui ont suivi une telle thérapie, comme en témoignent les données citées plus haut.

Le Guide de Bonnes Pratiques du Programme Mammographie, publié en 2006, ne recommande le traitement hormonal substitutif que si nécessaire, à dose minimale et à durée très courte.

Compte tenu des recommandations déjà émises, suivies d'effet comme dit ci-dessus, une nouvelle campagne d'information ne me paraît pas nécessaire pour ce sujet, qui relève plutôt d'une décision personnelle à prendre par chaque femme ensemble avec son médecin traitant, en fonction d'une analyse bénéfices/risques individuelle.

Question 3118 (5.2.2009) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **transport d'animaux:**

Le règlement 1/2005 définit les normes à respecter en matière de transport d'animaux. Selon nos informations, le Luxembourg, Malte, Chypre et la Lituanie seraient les seuls pays à ne pas avoir remis leur rapport pour l'année 2008, fait pour lequel le Luxembourg a été critiqué fermement par la Commission devant le Parlement européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le rapport en question n'a pas encore été remis?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui retardent la remise du rapport auprès de la Commission européenne?

- Monsieur le Ministre entreprend-il des mesures concrètes au niveau européen afin d'œuvrer pour une amélioration de cette réglementation telle que revendiquée par de nombreuses associations de défense des droits des animaux?

Réponse (25.2.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

L'honorable Député se réfère au règlement (CE) N°1/2005 du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes.

Il est vrai que le règlement en question prévoit à l'article 27 paragraphe 2 que les États membres adressent à la Commission, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport annuel relatif aux inspections des animaux, des moyens de transport et des documents d'accompagnement qui ont été réalisés l'année précédente. Le rapport est accompagné d'une analyse des principales irrégularités constatées et d'un plan d'action destiné à y remédier. En même temps l'article 32 de ce règlement stipule que dans un délai de quatre ans à partir du 5 janvier 2007, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'incidence de ce règlement sur le bien-être des animaux transportés et sur les courants d'échanges d'animaux vivants dans la Communauté.

Mes services en avaient conclu que le premier rapport visé à l'article 27 précité n'était dû que pour l'année 2009 au plus tôt. Ils étaient confirmés dans cette position par le fait que la Commission européenne n'a pas réclamé ce rapport, une fois que le délai du 30 juin 2008 était déchu.

Dès que mes services ont eu connaissance de leur interprétation erronée des dispositions communautaires, le rapport a été établi de suite et transmis à la Commission européenne en date du 13 février 2009.

Les améliorations nécessaires à la réglementation en vigueur seront proposées après l'analyse des rapports des États membres et des suggestions concrètes concernant les modifications éventuelles des durées de transport seront élaborées par les services de la Commission européenne. Diverses propositions et réflexions ont déjà été discutées au mois de janvier lors d'un séminaire organisé par la Direction Générale Sanco de la Commission européenne. Finalement, il y a lieu de signaler que le rapport de la Commission européenne précité, et qui doit être transmis au Parlement européen et au Conseil au plus tard pour janvier 2011, doit prendre en compte des preuves scientifiques des besoins de bien-être des animaux, et le rapport sur la mise en œuvre du système de navigation de même que les implications socioéconomiques du présent règlement, y compris les aspects régionaux. Ce rapport est accompagné au besoin de propositions appropriées concernant les voyages de longue durée, notamment en matière de durée des trajets, de périodes de repos et de densités de chargement.

Question 3119 (5.2.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* et **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **prestations médicales non remboursées par les organismes d'assurance-maladie:**

Il nous revient que nombre d'assurés sociaux, membres de la Caisse Nationale de Santé, s'estiment lésés par la facturation de certaines prestations médicales non remboursées par les organismes d'assurance-maladie.

Ainsi, par exemple, les anesthésies péridurales pour accouchement sont souvent majorées de cent pour cent si l'accouchement tombe sous une intervention de nuit. Habituellement l'acte médical en question (7A95) est remboursé sans la majoration mise en compte.

Selon les articles prévus dans les conventions (article 8 du règlement grand-ducal portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance-maladie), les caisses d'assurance-maladie refusent le remboursement de la majoration de l'acte médical 7A95.

Les voies de recours prévoient un premier recours de l'assuré vis-à-vis de sa caisse d'assurance-maladie et en cas de non-accord un deuxième recours écrit auprès de la commission de surveillance tel que prévu par l'article 72 du Code des assurances sociales.

Malheureusement il semble que ladite commission ne fonctionne plus depuis belle lurette, ce qui laisse les organismes d'assurance-maladie ainsi que les patients concernés dans un sentiment d'insécurité réglementaire.

Partant, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il décidé à réactiver la commission de surveillance à bref délai?

- Monsieur le Ministre est-il décidé à faire analyser ces situations de litige entre les assurés sociaux et les organismes d'assurance-maladie respectifs?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à modifier, le cas échéant, l'article 8 du règlement grand-ducal susmentionné afin de sauvegarder les intérêts des deux parties (patients et médecins)?

Réponse (2.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

En réponse à leur question parlementaire N°3119 du 5 février 2009, j'ai l'honneur d'informer les honorables Députés que par arrêté ministériel du 3 février 2009, j'ai nommé Monsieur Marc Schlungs, président honoraire de la Cour supérieure de Justice, à la fonction de président de la commission de surveillance. Par même arrêté, le poste de secrétaire a été pourvu, de sorte que rien ne s'oppose plus à ce que ladite commission reprenne ses travaux dans les meilleurs délais.

Quant au deuxième volet de la question, je tiens à préciser qu'il ne m'appartient nullement d'anticiper sur une décision juridictionnelle à intervenir.

Pour le troisième volet de la question, on retiendra que l'objet des litiges concernant la prise en charge de l'anesthésie péridurale est précisément de savoir si l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins n'est pas mis en échec par l'article 26 du Code de la Sécurité sociale qui prévoit que les prestations prévues lors de l'accouchement sont prises en charge forfaitairement.

De la réponse à cette question dépendra une adaptation éventuelle du règlement grand-ducal mentionné par les honorables Députés.

Question 3123 (5.2.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **remboursement des minervals pour cours de musique:**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur à ma question parlementaire N°3003 du 1er décembre 2008 en relation avec le remboursement des minervals pour cours de musique *(cf. compte*

rendu N°7/2008-2009), je désirerais avoir un complément d'informations:

Le remboursement de différentes communes aux frais d'enseignement dans les Écoles de Musique varie en fonction de la qualité de l'élève d'être membre dans une association musicale locale: pour le même instrument de musique les membres de la société locale sont remboursés tandis que les non membres ne reçoivent pas de remboursement.

Sur base de cet exemple précis, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur estime que cette façon de procéder est conforme avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi ainsi que de la Convention des droits de l'Homme (Art.: 8 - Droit au respect de la vie privée et familiale)?

Réponse (23.2.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Juridiquement l'égalité des citoyens devant la loi est donnée lorsque tous les citoyens se trouvant dans une situation identique sont traités de la même manière.

Il n'existe donc pas de discrimination entre les élèves qui sont membres d'une société locale de musique et ceux qui ne sont pas membres d'une telle société lorsque la commune pratique des tarifications différentes suivant qu'il s'agit d'élèves de la première ou de la deuxième catégorie.

Question 3124 (6.2.2009) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants:**

Le 22 décembre 2003, les Ministres de la Justice de l'UE ont pris une décision-cadre relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie (2004/68/JAI). Elle visait à rapprocher les législations des États membres en ce qui concerne le traitement de l'incrimination, les peines et d'autres sanctions, les circonstances aggravantes, la compétence, les poursuites judiciaires ainsi que la protection et l'assistance apportées aux victimes.

Dans son rapport sur la mise en œuvre de cette décision-cadre, la Commission européenne relève deux manquements de la part du Luxembourg: d'un côté une définition détaillée de la pédopornographie fait défaut et de l'autre côté le Gouvernement a omis d'informer la Commission sur la transposition des dispositions relatives aux sanctions et aux circonstances aggravantes (Art.5; §3), un élément-clé de la décision cadre.

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de la part du Ministre de la Justice:

1. Pourquoi cette décision-cadre n'a pas été transposée de manière complète en droit luxembourgeois?

2. Quand est-ce que Monsieur le Ministre projette de mettre en conformité la législation luxembourgeoise?

Réponse (6.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement luxembourgeois attache une grande importance à la lutte contre la pédopornographie et l'exploitation sexuelle des enfants. C'est la raison pour laquelle il avait fait voter la loi du 31 mai 1999 sur l'exploitation sexuelle des enfants qui a adapté le dispositif législatif du Code pénal et introduit notamment l'incrimination de la possession de matériel pédophile à l'article 384 du Code pénal.

Le Gouvernement envisage de transposer la décision-cadre du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie ensemble avec d'autres instruments internationaux qui abordent la même matière.

Un avant-projet de loi portant approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Fuerteventura les 25-26 octobre 2007,

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et qui tient compte également des dispositions de la décision-cadre du 22 décembre 2003, est en voie de finalisation et sera déposé à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

Question 3125 (6.2.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **loi relative aux chiens:**

Suite à la mise en vigueur de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:

- Combien de chiens ont été déclarés conformément à l'article 3 de la loi du 9 mai 2008?

- Combien de chiens susceptibles d'être dangereux conformément à l'article 10 de la loi précitée ont participé avec leur détenteur à des cours de formation respectivement combien de diplômes ont été décernés?

- Est-ce que des incidents avec d'autres races de chiens que celles énoncées dans l'article 10 de la loi en question ont été signalés?

- Est-ce que Madame la Secrétaire d'État peut confirmer un incident avec un chien de la race Rottweiler en août 2008, race ne figurant pas comme étant dangereuse dans la loi relative aux chiens?

- Vu les frais élevés avoisinant les 700 euros pour les cours de formation, est-ce que des chiens visés par l'article 10 ont été abandonnés dans des asiles pour animaux?

- Est-ce que des chiens ont été signalés conformément à l'article 9 paragraphe 2 de la loi du 9 mai 2008?

Réponse (24.2.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Les différentes questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

- Les déclarations des chiens se font auprès des administrations communales de résidence du propriétaire. La loi du 9 mai 2008 relative aux chiens, qui est entrée en vigueur le 1er juin 2008, stipule dans son article 26 (1) que «les détenteurs de chiens âgés de plus de quatre mois doivent se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai de neuf mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi». Il s'ensuit qu'il faut attendre la fin du mois de février pour faire une évaluation de la situation.

- La plupart des détenteurs de chiens susceptibles d'être dangereux sont en train de suivre les cours de dressage. Au 13 février 2009, cinq chiens se sont présentés à l'examen. Tous ces chiens ont réussi à l'examen. Parmi eux, un n'est pas dispensé du port de la laisse, les autres en sont dispensés compte tenu de leur comportement et de leur examen.

- Il est vrai qu'un seul incident avec un chien ne figurant pas sur la liste des chiens susceptibles d'être dangereux a été rapporté. Il s'agissait d'un chien de la race Rottweiler.

Douze autres plaintes ont été adressées à l'Administration des Services vétérinaires dans le cadre de l'application de l'article 9 (2) de la loi du 9 mai 2008 précitée. Toutes ces plaintes concernent des cas où des chiens se sont attaqués entre eux.

Par ailleurs, certaines plaintes non fondées ont été déposées. Ces plaintes étaient basées sur le simple fait que les chiens en question faisaient partie des races énumérées sur la liste de l'article 10 (1) de la loi du 9 mai 2008 précitée, sans qu'un incident ne soit survenu.

À noter que toutes les plaintes susmentionnées ont fait l'objet d'un examen approprié par les inspecteurs-vétérinaires.

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 mai 2008 précitée, l'asile pour animaux de Gasperich a recueilli quatre chiens appartenant aux races énumérées dans la liste de l'article 10 de cette loi. Pour 42 chiens de ces mêmes races, une demande de prise en charge a été adressée à cet établissement. Les motifs pour ces demandes de prises en charge ne sont pas indiqués.

Question 3129 (9.2.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **projet Eurocap-Rail:**

Lors de la récente visite de travail du Premier Ministre belge la modernisation de la ligne ferroviaire entre les trois villes-sièges à savoir Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles (projet Eurocap-Rail) a entre autres été abordée. La presse s'en est fait l'écho et a également relaté que l'on avait décidé d'accélérer l'avancement des travaux sur ce dossier.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Quelles ont été les conclusions de l'entrevue avec le Premier Ministre belge en ce qui concerne la modernisation dans le projet de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles qui s'insère dans le projet Eurocap-Rail?

- Quel est l'objectif visé concernant la réduction de la durée du trajet? Par quels moyens cet objectif sera-t-il atteint?

- Quels sont les délais qui ont été retenus concernant la modernisation de la ligne ferroviaire en question?

- Comment la modernisation envisagée sera-t-elle financée?

- Selon la presse, la Commission européenne vient apparemment de notifier, en date du 10 décembre dernier, sa décision d'accorder un concours de quelque 30 millions d'euros pour le projet Eurocap-Rail, projet visant la modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg. Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si le Luxembourg pourra recourir à ces moyens financiers en vue de la modernisation de la ligne Luxembourg-Bruxelles. Si oui, de quel montant s'agit-il? Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg ne peut pas avoir recours au concours financier de la Commission européenne? Y a-t-il, le cas échéant, dans cette enveloppe financière une contribution pour des travaux de modernisation du côté français?

Réponse (10.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question parlementaire N°3129 de l'honorable Député Bettel, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes:

Le projet Eurocap-Rail reste d'actualité afin d'augmenter l'attractivité du transport ferroviaire entre les trois capitales européennes.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera, dans la mesure du possible, sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV Est-Européen vers Bruxelles. Ce projet s'inscrit comme simple prolongation du TGV Est-Européen, qui à son tour a déjà été retenu comme projet N°2 sur la liste des projets prioritaires adoptée par le Sommet d'Essen en décembre 1994.

Le Luxembourg se félicite de la volonté commune prioritaire et concrète de réaliser le projet Eurocap-Rail en procédant à des travaux de modernisation importants de l'infrastructure existante tout en réduisant les temps de parcours.

Comme déjà indiqué dans la réponse aux questions parlementaires N°1020 du 11 avril 2006 et N°1297 du 21 septembre 2006 *(cf. comptes rendu N°12/2005-2006 et N°2/2006/2007)*, les réunions bilatérales entre la Belgique et le Luxembourg qui se sont tenues le 20 mars 2006, respectivement le 19 juillet 2006 ont permis de confirmer la volonté des deux pays à réaliser le projet Eurocap-Rail. Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci doivent être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Ottignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne:	2007-2013
- amélioration à Gembloux:	2007-2010
- amélioration à Ciney:	2007-2011
- amélioration à Jemelle:	2012-2014
- rectification de 10 courbes:	2008-2014
- adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h:	2006-2014

Les premiers travaux ont été entamés en Belgique en décembre 2006.

La lettre d'intention relative au renforcement de la coopération ferroviaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, qui a été signée à Virton le 9 mars 2008, a notamment confirmé la nécessité de réaliser le projet Eurocap-Rail conformément au plan d'investissement et au planning. Les Ministres des deux pays ont demandé d'examiner la possibilité de mettre en service aussi rapidement que possible des trains à temps de parcours réduit de la catégorie «IC» sur la liaison Bruxelles-Luxembourg et d'approfondir les conditions dans lesquelles il serait envisageable de mettre en œuvre des trains pendulaires sur la liaison Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg et au-delà vers la Suisse, tant en ce qui concerne l'exploitation des services de trains qu'en ce qui concerne les adaptations éventuelles à apporter à l'infrastructure, y compris sur l'équipement de sécurité et de signalisation.

Après la finalisation des travaux à l'horizon 2014, les temps de parcours entre les gares de Bruxelles-Luxembourg et de Luxembourg-ville seront de deux heures pour les trains de la catégorie «IC».

Les travaux de modernisation seront financés par la Belgique et le Luxembourg sur leurs territoires respectifs. En ce qui concerne le montant de 30 millions d'euros pour le projet Eurocap-Rail, il s'agit du concours financier accordé par la Commission européenne à Infrabel pour la modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg sur territoire belge. Un concours financier communautaire de 27 millions d'euros a été octroyé au Grand-Duché de Luxembourg en vue de la modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg sur territoire national.

Question 3131 (10.2.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD):**

Le Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD) vient de présenter un catalogue de cinq revendications qu'il entend soumettre aux partis politiques.

Dans la mire des critiques du CSDD figure entre autres le déséquilibre qui caractérise l'agriculture luxembourgeoise, constituée essentiellement de produits laitiers et de viande, aux dépens de la culture de plantes. Pour pallier ce déséquilibre, le CSDD a préconisé «un retour vers une agriculture plus respectueuse des cycliques naturels» avec notamment un développement plus poussé de la culture des plantes et des légumes destinés à la consommation humaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du CSDD en ce qui concerne l'orientation de l'agriculture luxembourgeoise? Dans l'affirmative, quelles sont les initiatives prévues par le Gouvernement qui tiennent compte des critiques formulées par le CSDD?

Réponse (23.2.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à un catalogue de cinq revendications que le Conseil Supérieur pour un Développement Durable vient de

présenter et qu'il entend soumettre aux partis politiques.

En premier lieu je tiens à souligner que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'est, à ce jour, pas en possession de ce document. Par ailleurs le document, comme l'évoque l'honorable Député lui-même, s'adresse aux partis politiques.

En conséquence, une prise de position de ma part à ce sujet n'est ni possible ni indiquée.

Question 3132 (10.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**organisation du service d'urgence des hôpitaux:**

Il a été porté à ma connaissance qu'en cas de besoin d'un spécialiste, la coordination entre les différents hôpitaux de garde est quasiment inexistante. Ainsi, un patient ayant eu besoin d'un chirurgien maxillo-facial aurait dû consulter quatre médecins dans quatre hôpitaux différents avant de pouvoir profiter des soins adéquats. À noter qu'en fin de compte le patient a été transféré chez un spécialiste en Allemagne.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation décrite ci-dessus?

- Afin de pouvoir éviter de telles situations, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on devrait améliorer la coordination entre les différents hôpitaux de garde?

- Ne pourrait-on pas élaborer un système de coordination au niveau de la Grande Région afin que les patients puissent immédiatement être dirigés vers un spécialiste compétent?

Réponse (6.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire fait état d'un patient «ayant eu besoin d'un chirurgien maxillo-facial (et qui) aurait dû consulter quatre médecins dans quatre hôpitaux différents avant de pouvoir profiter des soins adéquats», pour soulever la question de l'organisation du service d'urgence des hôpitaux.

L'hypothèse décrite par l'honorable Parlementaire est difficilement concevable dans un contexte d'urgence médicale et hospitalière. Dans le cas d'une prise en charge relevant du service d'urgence des hôpitaux, le patient ne «consulte» pas et ne se déplace pas successivement dans plusieurs hôpitaux, mais reçoit les soins adéquats dans l'hôpital de garde, vers lequel il est acheminé par l'ambulance médicalisée relevant du service d'urgence. Il se peut, notamment en cas d'accident de la route, que le patient présente des lésions multiples de la face, requérant l'intervention de plus d'un spécialiste (par exemple chirurgien, neurochirurgien, ORL, ophtalmologue, dentiste, chirurgien plastique). Une fois l'état du patient stabilisé, ces différents acteurs interviennent successivement suivant le degré de l'urgence. Mais ils interviennent sur place et le patient n'a pas à se déplacer.

Certains des intervenants doivent assurer auprès de l'hôpital de garde, suivant la réglementation en vigueur, une «disponibilité immédiate sur appel suivie d'une présence effective». Cette astreinte est moins lourde pour les spécialistes qui, tels que les ORL, les ophtalmologues ou les dentistes, n'interviennent qu'après la prise en charge de la détresse vitale.

Dans l'hypothèse spécifique du recours à un chirurgien maxillo-facial, il est exact que tous les hôpitaux de garde ne disposent pas de ce spécialiste. Mais ce dernier intervient normalement en dernier lieu, des semaines après l'accident ou incident ayant déclenché l'hospitalisation, après l'accomplissement complet du processus de guérison des autres lésions traitées en urgence. À ce moment le patient pourra être transféré de l'hôpital de garde vers un hôpital disposant d'un chirurgien maxillo-facial.

Je ne puis qu'admettre que le cas décrit par l'honorable Parlementaire s'est présenté en dehors d'une situation d'urgence faisant appel au service d'urgence des hôpitaux.

Question 3143 (12.2.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **mesures disciplinaires:**

Il y a un certain temps, diverses allégations (destruction de preuves, incident exhibitionniste, comportement inapproprié) ont été formulées à l'encontre de quelques agents issus du cadre supérieur de la Police grand-ducale.

Tout en sachant que certains agents ont été poursuivis en justice, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que des mesures disciplinaires ont été prises à l'égard des policiers impliqués dans ces affaires?

- Si oui, lesquelles?

Réponse (25.2.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Tous les policiers du cadre supérieur auxquels l'honorable Députée fait allusion ont fait l'objet de sanctions disciplinaires par le directeur général de la police. Dans certains cas, des réprimandes ont été prononcées, dans d'autres cas, des amendes ont été décidées comme peines de discipline.

Question 3144 (12.2.2009) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **régime des pensions suite à l'introduction du statut unique:**

Suite à l'introduction du statut unique, un certain nombre de personnes qui percevaient leurs pensions de deux caisses de pension différentes ont eu la mauvaise surprise de voir leur pension substantiellement diminuée par rapport au régime précédent. Il s'avère en effet que ces personnes sont désormais soumises à un barème imposable impliquant qu'elles doivent payer mensuellement jusqu'à plusieurs centaines d'euros supplémentaires au titre d'impôts. Les administrations concernées affirment que ce surplus d'impôts serait réduit à partir de l'année 2010.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Peuvent-ils me confirmer cet état des choses?

- Combien de personnes sont concernées?

- Ne devraient-elles pas être informées et éclaircies sur leur situation?

- Qu'en est-il de la neutralité des coûts prônée lors de l'introduction du statut unique?

Réponse commune (10.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Lorsqu'une personne touche simultanément deux ou plusieurs pensions de caisses de pension différentes, elle doit remettre à chaque caisse de pension une fiche de retenue d'impôt. La fiche principale (1ère fiche) vise en principe la pension dont le montant est le plus élevé et la retenue d'impôt s'effectue en application du barème de la retenue d'impôt sur les pensions. Une fiche additionnelle (2e fiche) s'applique à l'autre pension et la retenue d'impôt est effectuée sur base du taux de retenue y inscrit. À côté de ces retenues à la source, le titulaire de pension est souvent redevable du paiement d'avances trimestrielles à l'Administration des Contributions directes. À la fin de l'année d'imposition, le montant définitif de l'impôt sur le revenu est établi par voie d'assiette sur la base d'une déclaration d'impôt. Les sommes retenues à la source et les avances trimestrielles payées sont imputées sur l'impôt établi par voie d'assiette.

Avec l'introduction du statut unique les quatre caisses de pension du régime général ont été fusionnées dans la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP). Par voie de conséquence, les titulaires de deux pensions, d'une pension personnelle et d'une pension de survie, attribuées par deux caisses de pension différentes du régime général, touchent à partir du 1er janvier 2009 leurs pensions de la part de la CNAP. Comme il n'y a plus qu'un seul débiteur de pensions, la retenue d'impôt s'effectue sur le montant imposable total des deux pensions et cela sur base d'une fiche d'impôt principale et en application du barème.

Il ressort de ce traitement qu'un certain nombre de titulaires ont payé pour le mois de janvier 2009 plus d'impôts que pour le mois de décembre 2008.

Les causes de cette augmentation peuvent être multiples. La cause principale consiste dans le fait que la retenue selon le barème d'impôt, compte tenu de la progressivité, est supérieure à celle correspondant au taux d'impôt de la fiche additionnelle. Dans certains cas c'est la modification de la classe d'impôt qui est à l'origine d'une retenue plus importante (passage de la classe 2 à la classe 1a). Parfois le taux d'impôt attribué à la fiche additionnelle était sous-estimé. Souvent, c'est le résultat de l'effet combiné de plusieurs adaptations.

Selon les données de la CNAP, 2.010 personnes touchaient au 31 décembre 2008 deux pensions de deux caisses de pension différentes du régime général. Suite à la liquidation des pensions du mois de janvier 2009, il y a eu réduction du prélèvement d'impôt pour 9% des titulaires, pas de changement pour 8% et augmentation pour 83%. Pour les 1.677 titulaires qui ont payé plus d'impôts, l'augmentation est inférieure à 50 euros pour 41%, entre 50 et 150 euros pour 27%, entre 150 et 300 euros pour 26% et supérieure à 300 euros pour 6%.

Une première conclusion qu'on peut tirer consiste à constater que la fusion des caisses de pension a conduit dans le chef de ces titulaires de pension à un changement du mode de retenue d'impôt dans la mesure où l'imposition globale s'effectue sur base du barème. La CNAP a fait une application correcte des dispositions légales en vigueur et aucun contribuable n'a payé plus d'impôts que ceux qui sont dus en fonction du montant total imposable des pensions. Pour les contribuables qui n'ont pas d'autres revenus imposables, le montant des impôts retenus à la source correspond au montant des impôts établi par voie d'assiette.

Consciente du fait que certains bénéficiaires de pension ont payé pour le mois de janvier 2009 plus d'impôts qu'auparavant, l'Administration des Contributions directes, en collaboration avec le Centre commun de la Sécurité sociale, a recensé les cas concernés. Dans sa «newsletter» du 12 janvier 2009, publiée sur son site Internet, l'Administration des Contributions directes s'est engagée à compenser pour le mois de mars 2009 l'augmentation des impôts retenus à la source par une adaptation du montant des avances trimestrielles.

Reste à préciser que les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 portant modification de certaines dispositions en matière des impôts directs ont été appliquées par la CNAP avec le paiement des pensions du mois de mars 2009. Un recalcul pour les mois de janvier et février a été effectué en même temps.

En ce qui concerne la neutralité des coûts prônés lors de l'introduction du statut unique, force est de constater que l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006 prévoyait que «la réalisation du statut unique ne conduira pas à des charges financières supplémentaires pour l'économie dans son ensemble». La situation des titulaires de pension susvisée se présente dans un contexte tout à fait différent et l'application susvisée n'engendre aucune charge financière supplémentaire.

Question 3149 (17.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **bandes d'urgence des autoroutes:**

À plusieurs reprises l'idée de transformer dans le futur des

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

bandes d'urgence en couloirs de bus a été évoquée dans la presse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Existe-t-il un projet afin d'aménager les bandes d'urgence des autoroutes comme voies prioritaires pour autobus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer quant à la sécurité d'une telle utilisation des bandes d'urgence par les autobus?

Réponse (6.3.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser qu'une question parlementaire analogue a déjà été posée en date du 5 juin 2008 *(cf. compte rendu N°16/2007-2008 - question parlementaire N°2595)* et la réponse donnée à cette question est toujours d'actualité en ce qui concerne l'aménagement des bandes d'arrêt d'urgence dans l'intérêt des transports en commun, à savoir:

Trois problèmes s'opposent à une réalisation à court terme de couloirs pour bus continus sur notre réseau autoroutier, notamment

- la trop faible largeur de la bande d'arrêt d'urgence,

- les multiples échangeurs à des interdistances trop faibles, obligeant les bus à s'entrecroiser avec le trafic quittant l'autoroute ou accédant à l'autoroute et

- la suppression de la bande d'arrêt d'urgence sur certains tronçons.

La faisabilité de l'élargissement de la bande d'arrêt d'urgence est analysée dans le cadre du projet de mise à 2 x 3 voies des autoroutes A6 et A3 qui constituent les deux principales pénétrantes vers la capitale, venant d'Arlon et de Thionville.

Le groupe de travail est en train de creuser d'autres possibilités pour permettre aux bus d'éviter les embouteillages en profitant notamment de la voirie connexe du réseau de la grande voirie.

Sur le plan de sécurité il faut s'orienter aux expériences faites dans d'autres pays avec de telles infrastructures. Une liste des règles qui s'en dégage, sans toutefois être exhaustive, est la suivante:

il faut

- limiter la vitesse de circulation maximale des bus en fonction de la largeur de la bande d'arrêt d'urgence;

- limiter l'utilisation aux autobus des lignes régulières;

- limiter l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence par les bus aux jours ouvrables et à certaines plages horaires;

- limiter la différence de vitesse entre le bus sur la bande d'arrêt d'urgence et le trafic sur la bande de droite à un maximum de 30 km/h;

- marquer clairement les parties de bande d'arrêt d'urgence qui peuvent servir à la circulation des bus;

- mettre en place des avertisseurs lorsque la bande d'arrêt d'urgence est bloquée par une voiture en panne et régler le contournement de ces obstacles par les bus;

- obliger les bus à mettre les feux de croisement.

Question 3150 (17.2.2009) de **MM. Alex Bodry** et **Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **électeurs luxembourgeois résidant à l'étranger:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°2714 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, Monsieur le Ministre a évoqué les articles 1er, 168 et 169 de la loi électorale du 18 février 2003 permettant la participation des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger aux élections législatives par la voie du vote par correspondance et déterminant la commune d'inscription.

Or, il ressort entre autres des articles 4 et 172 de la même loi que la qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales; qualité qui se perd en cas de déménagement à l'étranger. C'est pourquoi les demandes pour le vote par correspondance des ressortissants luxembourgeois domiciliés à l'étranger doivent être accompagnées d'une copie certifiée conforme du passeport luxembourgeois en cours de validité et d'une déclaration justifiant sous la foi du serment que le demandeur n'est pas déchu du droit électoral.

Dès réception d'une demande pour le vote par correspondance auxquels sont admis les électeurs luxembourgeois domiciliés à l'étranger, le collège des bourgmestre et échevins vérifie si le requérant est bel et bien inscrit sur les listes électorales. En pratique, les électeurs qui choisissent leur résidence à l'étranger sont rayés des listes électorales au Luxembourg et ne répondent donc plus à toutes les conditions exigées ci-dessus.

- Quelle est l'interprétation de Monsieur le Ministre des dispositions en question?

- En pratique, selon les informations obtenues par le Bureau de la population de la Ville de Luxembourg, la procédure retenue pour cette catégorie d'électeurs consiste à dresser une liste d'inscription à part. Tout en sachant que l'article 174 de la loi précitée prévoit une inscription des électeurs ayant présenté une demande en vue d'être admis au vote par correspondance «sur un relevé énumérant tous les électeurs de cette catégorie», les soussignés aimeraient savoir de Monsieur le Ministre si ce relevé distingue entre les personnes ayant choisi le vote par correspondance pour d'autres motifs qu'un déménagement à l'étranger, par exemple pour des raisons tenant à leur âge; raison qui n'implique pas qu'elles sont d'office rayées des listes électorales.

- Par ailleurs, est-ce que toutes les communes procèdent de cette manière, donc en établissant un relevé à part, pour permettre aux électeurs luxembourgeois domiciliés à l'étranger de participer aux élections législatives?

- Comme il existe une certaine hiérarchie dans la détermination de la commune d'inscription, (Art. 169 alinéa 2: Est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché de Luxembourg, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la Ville de Luxembourg), est-ce que les communes qui reçoivent des demandes de vote par correspondance de la part d'électeurs résidant à l'étranger vérifient d'abord si la commune de destination est exacte?

Réponse (10.3.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Tout d'abord j'aimerais rappeler mes réponses aux questions parlementaires N°2714 et N°2856 *(cf. compte rendu N°4/2008-2009)* traitant du même sujet et expliquant les principes régissant l'admission au vote par correspondance des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger à l'occasion des élections législatives et européennes. J'aimerais également préciser que le département de l'Intérieur n'est pas compétent en matière d'élections législatives et européennes mais qu'elles font partie des attributions de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État.

La possibilité du vote par correspondance est à considérer comme une procédure exceptionnelle et réservée à des catégories déterminées de personnes. Font partie de ces personnes les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger: le vote par correspondance est leur seul moyen de participer aux élections législatives et européennes au Grand-Duché de Luxembourg et ce nonobstant des autres motifs permettant l'admission au vote par correspondance. Hormis la condition de la résidence sur le territoire du Grand-Duché et donc, à titre subsidiaire, de l'inscription sur la liste électorale d'une commune luxembourgeoise déterminée au moment de la demande, les conditions pour l'électorat leur sont applicables.

En ce qui concerne le relevé alphabétique des électeurs ayant demandé à voter par correspondance, l'article 174 de la loi électorale énumère les informations qui y doivent figurer: nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et adresse actuelle de l'électeur. En outre, il y a lieu de faire mention de la suite donnée à la demande en face du nom du demandeur. Ni une indication du ou des motifs donnant lieu à la demande du vote par correspondance sur le relevé alphabétique ni l'établissement de plusieurs relevés en fonction du motif justifiant le vote par correspondance ne sont prévus par la loi.

Finalement, je suis d'avis que toute commune qui reçoit des demandes de vote par correspondance vérifie, comme pour tout autre courrier, qu'elle en est le destinataire.

Question 3151 (17.2.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**ancien Palais de Justice:**

Suite au déménagement des services judiciaires vers la nouvelle Cité judiciaire, les bâtiments de l'ancien Palais de Justice restent inoccupés. Selon des informations données par Monsieur le Ministre à la presse en automne 2008 dans le cadre de l'inauguration de la Cité judiciaire, le «Fonds de Rénovation de la Vieille Ville» avait été chargé de faire une analyse concernant l'architecture et l'état de conservation de l'ancien bâtiment afin de faciliter une décision quant à son utilisation future.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions du Fonds? Quelles sont les options envisagées concernant l'affectation de l'ancien Palais de Justice? Est-ce qu'une décision a déjà été prise?

- Quelle sera l'envergure des travaux de réfection à prévoir? Dans quel délai ce bâtiment pourra-t-il accueillir de nouveaux services?

Réponse (6.3.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°3151 du 17 février 2009 de l'honorable Député, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-dessous les précisions suivantes:

Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, propriétaire de l'ancien Palais de Justice, a effectué une analyse fine de l'immeuble en question.

Cette analyse retrace l'évolution du bâtiment à travers l'histoire et donne un repérage et une description des éléments de décor que les diverses époques ont apportés au bâtiment.

L'analyse concerne donc pour l'essentiel la valeur patrimoniale de l'édifice. Elle met en œuvre le caractère représentatif du bâtiment tout en soulignant l'importance qu'il a joué dans l'histoire de la ville de Luxembourg.

C'est ainsi que le Fonds arrive à la conclusion que l'architecture du bâtiment et notamment celle du corps principal appelle une fonction publique qui, de surcroît, aurait un besoin en espaces représentatifs d'une certaine envergure. Ce n'est que de cette façon qu'une nouvelle affectation saurait être en adéquation avec l'architecture, extérieure comme intérieure, du bâtiment avec ses grandes salles et son décor. Une telle attitude envers le bâtiment a déjà prévalu dans le passé où les différentes adaptations ont toujours été opérées dans un grand respect pour les parties anciennes, qui, encore aujourd'hui, donnent à l'édifice sa trame constructive.

La décision du Gouvernement relative à l'affectation future du Palais de Justice se fera dans le respect des conclusions de l'analyse fine du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville.

Le bâtiment ayant entre-temps été libéré suite au déménagement des services de l'administration judiciaire, des sondages pourront être mis en œuvre dans les mois à venir, ce qui donnera une meilleure connaissance de l'état du bâtiment (état des planchers et d'autres éléments structurels), état qui va conditionner l'envergure d'une future rénovation.

Une fois un programme de construction détaillé disponible, le Fonds sera chargé d'analyser la faisabilité de l'affectation définitive du bâtiment du Palais de Justice. C'est à ce moment qu'une estimation précise de l'envergure et des délais d'exécution des travaux pourra être avancée.

Question urgente 3163 (20.2.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **suppression de six lignes RGTR à destination des usines Goodyear à Colmar-Berg:**

Le Ministère des Transports vient de supprimer sans avertissement préalable six lignes RGTR desservant les différents sites de fabrication Goodyear à Colmar-Berg. Il paraît que cette décision a été prise en raison de l'annonce de l'usine d'interrompre sa production pour une durée de cinq semaines du 20 février au 1er avril.

Or, ces lignes RGTR (810, 817, 819, 825, 840, 848) ne sont pas exclusivement utilisées par les salariés de la Goodyear, mais représentent également une offre de transports publics pour d'autres personnes à travers le pays. En plus, la fermeture annoncée par Goodyear ne concerne que l'usine de production pneumatique, d'autres services vont continuer à fonctionner normalement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes de la suppression des lignes RGTR en question?

- Si une des raisons serait l'absence d'une grande partie des usagers habituels pendant les cinq prochaines semaines, ne serait-il pas opportun de réévaluer alors la situation de toutes les lignes autobus à travers le pays?

- Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation respectivement quelles sont les mesures envisagées par le Ministère des Transports afin que les utilisateurs des lignes susmentionnées ne soient plus privés de tout transport en commun?

Réponse (4.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député vise les six lignes d'autobus 810, 817, 819, 825, 840 et 848 à destination des usines Goodyear dont j'avais envisagé de suspendre le fonctionnement pendant la période d'arrêt de la production annoncée par les dirigeants de Goodyear.

Notons d'emblée que les douze lignes d'autobus en service pour les travailleurs de Goodyear accusent des baisses flagrantes de voyageurs au courant des dix dernières années pour atteindre aujourd'hui un total de 315 personnes transportées par jour, soit environ 25 passagers en moyenne par ligne et par jour (six courses).

Comparé à l'ensemble des 264 lignes régulières fonctionnant dans le Grand-Duché, la prochaine ligne la moins fréquentée occupe toujours 105 passagers par jour au moins (663 Clervaux-Vianden).

Compte tenu de certains cas de rigueur pouvant se présenter pendant la période d'arrêt de production - sans avoir obtenu des précisions à ce sujet du côté de Goodyear - j'ai décidé en date du 20 février de laisser en place l'ensemble des douze lignes publiques spéciales vers Goodyear.

Ceci étant, je tiendrai au courant Monsieur le Député sur le degré d'occupation des lignes d'autobus visées par son intervention au courant des semaines à venir.

Question 3194 (5.3.2009) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**acte de censure dans le cadre de l'exposition «Sélection» à la maison du Luxembourg à Bruxelles:**

Dans le cadre de l'exposition «Sélection» organisée dans l'enceinte de la maison du Luxembourg à Bruxelles et dont le vernissage est prévu pour ce soir, un artiste luxembourgeois a décidé de retirer au dernier moment deux œuvres en invoquant un acte de censure de la part de Monsieur l'Ambassadeur.

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet acte de censure à l'égard de l'artiste luxembourgeois?

2. Quelles sont les raisons de cette décision de Monsieur l'Ambassadeur?

3. Monsieur le Ministre partage-t-il cette décision de Monsieur l'Ambassadeur?

Réponse (6.3.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'Ambassade du Luxembourg en Belgique, dans le cadre de ses actions de promotion culturelle, a invité des artistes luxembourgeois vivant en Belgique d'exposer une sélection de leur travail dans les locaux de notre ambassade. Les artistes participant à cette exposition ont été libres de proposer à l'Ambassade des œuvres susceptibles d'être retenues pour l'exposition.

L'expression d'une politique constante oblige cependant le représentant officiel de l'État à respecter les symboles de la Nation.

Sous cette réserve, la liberté d'expression, que je me suis appliqué à défendre tout au long de ma vie, reste entièrement acquise à l'artiste.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

29e	séance, mardi	17 février	2009
30e	séance, mercredi	18 février	2009
31e	séance, jeudi	19 février	2009
32e	séance, mardi	10 mars	2009
33e	séance, jeudi	12 mars	2009

21 recommandations au Gouvernement



Les membres de la Commission spéciale «Crise économique et financière» (de gauche à droite): 1re rangée: Mme Carole Closener, secrétaire, M. Lucien Thiel, président, MM. Alex Bodry et Charles Goerens, vice-présidents. 2e rangée: MM. Fernand Etgen, Laurent Mosar, Ben Fayot, Roger Negri, Gast Gibéryen, Marc Spautz

La Commission spéciale «Crise économique et financière» a clôturé ses travaux par un rapport comprenant aussi bien une analyse de l'économie luxembourgeoise qu'une liste de 21 recommandations au Gouvernement (voir ci-contre). Les propositions touchent les divers secteurs de l'économie et ont été élaborées suite à la consultation de nombreux experts. Citons, à titre d'exemples, un appel formulé en faveur d'une diversification de l'économie et les recommandations de réaliser la réforme territoriale dans les meilleurs délais, de simplifier et d'accélérer les procédures de tous genres et de s'adapter au mieux aux changements intervenus dans le monde bancaire et financier.

La Commission spéciale «Crise économique et financière» était présidée par M. Lucien Thiel, député du CSV. Elle avait été instaurée en décembre, suite à une résolution du député libéral Charles Goerens. Une résolution de M. Goerens demandant de la prolonger jusqu'au terme de la présente législature n'a pas trouvé de majorité.

Les recommandations au Gouvernement

Les recommandations à l'adresse du Gouvernement qui se dégagent des réflexions de la Commission spéciale reprennent l'essentiel des conclusions. Elles sont orientées surtout vers le moyen et le long terme, le court terme étant largement couvert par le paquet conjoncturel du Gouvernement.

Ces recommandations sont les suivantes:

1. Combattre le monolithisme économique en accélérant la diversification, notamment dans des créneaux nouveaux comme le commerce électronique, la logistique, les écotechnologies, la biomédecine, ainsi que dans le domaine de la propriété intellectuelle.

2. Parfaire les infrastructures du pays afin d'augmenter l'attrait et l'accessibilité du site; dans ce contexte il faut veiller à assurer la cohérence entre les quatre plans sectoriels en élaboration.

3. Élaborer une stratégie pour le développement des activités liées à l'aéroport du Findel, en veillant à un juste équilibre entre les objectifs économiques et les contraintes environnementales, ceci en étroite collaboration entre les ministères et les communes concernées; un raisonnement similaire s'applique à la plateforme intermodale du tri ferroviaire à Bettembourg.

4. Veiller à une adaptation permanente des réseaux et des autoroutes de l'information aux besoins en croissance exponentielle des flux informatiques afin de maintenir l'attrait du site de Luxembourg pour le secteur ICT.

5. Réaliser la reforme territoriale dans les meilleurs délais et dans le respect des règles du concept IVL en encourageant les fusions communales et impliquer systématiquement les communes dans le processus de lutte contre la crise.

6. Simplifier et accélérer les procédures de tout genre en recourant au modèle des guichets uniques et à la coordination horizontale entre les administrations ainsi qu'en fixant, dans le cadre législatif, des délais contraignants pour les décisions à prendre par les responsables politiques.

7. Tirer avantage des modifications à intervenir dans la réglementation des marchés financiers en adaptant rapidement la législation nationale afférente ainsi que la palette des produits au nouveau cadre.

8. Jouer la carte de l'expérience et de la compétence en matières financières afin de confirmer le rôle de la place de Luxembourg comme centre hautement spécialisé et expert dans le cadre européen et international.

9. Rehausser le caractère de label de qualité qui revient à la surveillance du secteur financier en recentrant le rôle de la CSSF sur la seule surveillance prudentielle et en redéfinissant les missions de la CSSF et de la BCL appelées à une collaboration plus étroite et plus efficace dans l'intérêt de la stabilité des marchés financiers.

10. Développer une stratégie orientée vers les espaces élargis en encourageant les entreprises des Classes moyennes à s'adapter aux dimensions du marché que représente la Grande Région.

11. Intensifier les efforts de promotion d'une image de marque globale du Grand-Duché en renforçant et en rapprochant les structures de promotion existantes.

12. Assurer une éducation et une formation scolaire aussi différenciées que possible afin d'offrir les mêmes chances de départ à tous les jeunes et de réduire le chômage résultant d'une inadéquation entre la main-d'œuvre et les besoins du marché de l'emploi.

13. Optimiser la gestion des finances publiques en introduisant une politique budgétaire orientée sur le résultat, à l'image de la loi organique relative aux lois de finances française (LOLF), afin d'assurer une discipline budgétaire sans faille et une utilisation des plus rigides des deniers publics; une telle approche s'avère d'autant plus incontournable que les finances publiques, celles de l'administration centrale aussi bien que celles des communes, doivent se préparer au pire des revers jamais connus.

14. Retourner au plus vite au cadre institutionnel traditionnel que représente l'Union européenne basée sur l'égalité des États membres et se distinguant par sa légalité d'organisations internationales floues et fortuites qui ont tendance à se substituer aux instances communautaires et qui ont pour vocation de servir en premier lieu les intérêts des grandes nations.

15. Faire une utilisation aussi large que possible des possibilités qu'offrent l'Université du Luxembourg et ses activités de recherche; bien qu'encore assez récente, l'Université a déjà fait ses preuves comme instrument de formation et de recherche de haut niveau servant à la fois la société et l'économie luxembourgeoise.

16. Sensibiliser les entreprises à la responsabilité sociale qui leur incombe, surtout en période de crise, ceci afin d'éviter que celle-ci serve de prétexte à des réductions d'effectifs sans égard pour les conséquences qui en découlent et pour les concernés sous forme de pertes de revenus et pour les finances publiques sous forme d'indemnités de chômage.

D'Éducatiounskommissioun besicht zwou Schoulen

Alle Kanner eng Chance ginn!



Alle Kanner eng Chance ginn, och wa se manner séier léieren oder en Handicap hunn. Dat huet „Eis Schoul" sech virgeholl. Viru sechs Méint sinn hir Dieren um Kierchbierg opgaangen. D'Membere vun der Schoulkommissioun aus der Chamber hu sech d'Schoul viru kuerzem wëllen ukucken.

Wéi gëtt geschafft an enger Schoul, déi hir Methoden op inklusiv Pedagogik opbaut? Wéi kritt een déi verschidden Alteren a Besoinë vun de Kanner géréiert?

Bei engem Tour duerch d'Schoul waren d'Deputéiert frou iwwert dee frëndlechen an interesséierten Empfang vun de Kanner. Mat vill Begeeschterung hu souwuel déi Kleng aus der Spillschoul wéi och déi méi Grouss aus dem 1., 2. an 3. Zyklus demonstréiert, wat si bis elo fir Fortschrëtter gemaach hunn, an dat obwuel vill vun hinne mat Schwieregkeeten ze kämpfen hunn. D'inklusiv Pedagogik erméiglecht, all Kand no senge perséinleche Stäerkten ze ënnerstëtzen a seng méi schwaach Säiten opzefänken, an dëst a sengem ganz eegene Rhythmus.

D'Membere vun der Chamberskommissioun kruten och gewisen, datt an „Eis Schoul" vill Wäert op eng gesond an ausgeglachen Ernährung geluecht gëtt. D'Iessen, dat an der Schoul selwer gekacht gëtt, ass baséiert op Bio- a Vollwäertkascht.

(suite à la page 2)

DANS CE NUMÉRO

Organisation interne de la Police p. 343

Développement durable des finances publiques p. 351

Révision de l'art. 34 de la Constitution p. 385

Sommaire des séances publiques Nos 29 à 33 p. 388

Sommaire des questions parlementaires p. Q126

➤ Finanzkommission in Wien

Übereinstimmung mit den österreichischen Positionen



Die Mitglieder der Finanzkommission Roger Negri, François Bausch, Laurent Mosar, Charles Goerens und Gast Gibéryen trafen in Wien den österreichischen Vizekanzler und Finanzminister Dr. Josef Pröll (3. von rechts).

Die Mitglieder des parlamentarischen Finanz- und Haushaltsausschusses der Abgeordnetenkammer führten am 30. März in Wien Gespräche mit den Vertretern der Finanzausschüsse des Bundesrates und des Nationalrates der Republik Österreich.

Nach dem Arbeitsbesuch im Parlament traf die Luxemburger Delegation mit dem österreichischen Vizekanzler und Finanzminister, Dr. Josef Pröll, zusammen.

Im Mittelpunkt der Unterredungen standen sowohl die Auswirkungen der globalen Finanzkrise, die jeweiligen Maßnahmen zur Bekämpfung der Wirtschaftskrise als auch die Themen Bankgeheimnis, Informationsaustausch und die Rolle der EU.

Laurent Mosar, der Präsident des luxemburgischen Parlamentsausschusses, wies mit Nachdruck darauf hin, dass bei den verschiedenen Gesprächen in vielen Punkten Übereinstimmung mit den österreichischen Positionen erzielt wurde.

➤ Deux médiateurs à la Chambre des Députés



Le médiateur luxembourgeois, M. Marc Fischbach et son homologue français, M. Jean-Paul Delevoye (à droite) reçus par le Président de la Chambre des Députés.

Le médiateur de la République française, M. Jean-Paul Delevoye et son homologue luxembourgeois, M. Marc Fischbach ont été reçus fin mars 2009 par le Président de la Chambre des Députés.

Les compétences des médiateurs, d'une part, et la bonne collaboration bilatérale, de l'autre, ont largement dominé les entretiens. Pour ce qui est du premier point, un projet de loi déposé en 2008 par le Ministre de la Justice, M. Luc Frieden a particulièrement attiré l'attention du médiateur français.

En effet, ce projet prévoit des compétences nouvelles pour le médiateur dans le cadre du contrôle externe des lieux de détention. Ainsi, le médiateur pourrait à tout moment visiter, contrôler et évaluer les lieux où des personnes sont privées de leur liberté, en informant les autorités du lieu à l'avance. Selon le médiateur français, le Grand-Duché serait l'un des rares pays européens à se doter d'un tel instrument qui assure le respect des droits fondamentaux dont les personnes privées de liberté demeurent titulaires.

La coopération bilatérale entre les deux médiateurs est excellente, ce qui est souligné entre autres par un partage d'expériences permanent. De plus, les deux hommes travaillent conjointement sur plusieurs dossiers, notamment les droits de l'Homme et de l'Enfant et les problèmes liés à l'immigration. Ces dossiers sont également traités au niveau européen par l'intermédiaire du médiateur européen.

Le Président, M. Lucien Weiler a félicité les deux médiateurs pour leur travail exemplaire en matière de protection des droits de l'Homme et les a encouragés à continuer à accomplir leurs missions avec le même engagement.

(suite de la page 1)

17. Veiller au développement de la gouvernance d'entreprise en vue d'une gestion responsable visant l'équilibre entre rendement, motivation du personnel et développement durable.

18. Mettre les administrations publiques en mesure d'adapter leurs effectifs en personnel aux besoins réels dictés notamment par l'évolution de la réglementation, tout en décloisonnant les administrations et en encourageant la mobilité à l'intérieur de ces mêmes administrations.

19. Lancer une large réflexion sur le financement de la sécurité sociale, notamment de la pension vieillesse qui, bien que peu inquiétant dans le court terme, devra pourtant trouver une solution durable, surtout dans la perspective d'un ralentissement de la croissance économique.

20. Limiter dans la mesure du possible le recours à l'endettement public et veiller à un équilibre raisonnable entre l'endettement et les mesures d'économies, ceci afin d'éviter une tare insupportable pour les générations à venir.

21. Tirer les leçons du dérapage économique et fixer comme leitmotiv de toutes les réflexions et stratégies d'avenir une croissance qualitative, équilibrée et durable, basée à la fois sur le progrès économique, le respect des contraintes écologiques et les aspirations sociales de l'homme.

➤ D'Éducatiounskommissioun besicht zwou Schoulen

„Schoul ID" zu Bierchem



(vu lénks no riets) Pierrette Ferro-Ruckert, Eric Falchero, Francine Vanolst, Fabienne Gaul, Christian Schwarz, Marcel Oberweis, Fernand Diederich, Robert Mehlen an Eugène Berger

(suite de la page 1)

D'Gemeng Réiser huet schonn an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier eng Virreiderroll gespillt, wann et ëm pedagogesch Reforme gaangen ass. Zënter bal dräi Joer besteet an der Uertschaft Bierchem e Projet, bei deem d'Schoulgebai an de Konzept Hand an Hand ginn. De Programm mam Titel „Schoul ID" leeft zu Bierchem schonn zënter 2006 an Zyklen an et geet bei hinnen am Léieren och net drëm, fir eppes auswenneg ze bécksen, mä fir bei de Kanner Kompetenzen ze entwéckelen, déi si an hirem zukünftege Liewe brauchen.

„Mir wëllen, dass eis Kanner léiere fir autonom ze schaffen", soen d'Vertrieder vun der Équipe. Uecht gedoe gëtt och op hir Talenter an hir Kreativitéit. „Mir huelen un, dass an der Aarbechtswelt, déi eis Kanner eemol kenne léieren, Kreativitéit a Kommunikatiounskompetenzen nach vill méi wichteg wäerte si wéi haut." Fir d'Enseignanten, déi zu Bierchem mat Kanner vun e puer Altere schaffen, heescht et zemools, zesummen no de Kanner kucken. Si funktionéieren also zu e puer als Équipe an net als dräi Eenzelpersounen, wa se an hirer Klass stinn.

Dat neit Schoulgesetz, dat Enn Januar 2009 an der Chamber gestëmmt gouf, ass zu Bierchem also schonn zënter zwee Joer Realitéit. Kee Wonner deemno, dass si méi dacks am Joer Besuch kréie vu Leit, déi sech ukucke kommen, wéi esou en Enseignement par compétences, en Enseignement par cycles an Teamteaching funktionéieren. Sou hu sech och Membere vun der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle aus der Chamber viru kuerzem heivunner e Bild gemaach.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Conseil Benelux:

La Belgique a repris le flambeau

Comme l'a souligné le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères belge Karel De Gucht dans son intervention à la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, les pays du Benelux doivent continuer dans l'approfondissement de leur coopération pour pouvoir se mesurer au niveau européen aux directoires français, allemand et britannique. Il s'est aussi félicité que, comme il a pu le constater à plusieurs reprises, le Benelux parle d'une seule voix dans les réunions au niveau européen.

Finances

S'agissant de l'architecture financière, le Vice-Premier Ministre s'est déclaré en faveur d'un régulateur européen qui coopérerait avec les structures nationales. Dans cette perspective, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg pourraient à leur tour collaborer plus étroitement à ce sujet au sein du Benelux. Il a d'ailleurs regretté que pour diverses raisons la coopération Benelux n'ait pas pu faire ses preuves dans le dossier Fortis.

Traité Benelux

Les travaux des vendredi 13 et samedi 14 mars du Conseil Benelux se sont déroulés à Bruxelles sous la conduite de son nouveau président Bart Tommelein, qui dans son allocution de bienvenue a rappelé le rôle de précurseur et de laboratoire joué par le Benelux dans l'Union européenne. Le nouveau traité Benelux, signé le 17 juin 2008 à La Haye, inscrit la coopération dans la pérennité. Dans ce contexte, le Président souligne que dans une recommandation de décembre 2008, le Conseil Benelux demande également la révision de la Convention du 5 novembre 1955 instituant le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux «en vue du renforcement de sa compétence de contrôle et/ou d'avis». Il a également insisté sur une coopération plus étroite du Conseil Benelux avec d'autres structures de coopération parlementaires et avec des régions de pays voisins. Pour conclure, M. Tommelein a exprimé le souhait d'avoir plus régulièrement une représentation ministérielle des trois pays lors des séances plénières.

Maternité de substitution

Les membres du Conseil Benelux ont voté une recommandation sur la commercialisation de la maternité de substitution s'appuyant sur un cas concret où des Néerlandais ont cherché une mère porteuse en Belgique où, contrairement aux Pays-Bas, la loi n'interdit pas la maternité de substitution à des fins commerciales. Le Conseil Benelux demande que le législateur fédéral belge «interdise et rende punissable le plus rapidement possible la maternité de substitution à des fins commerciales ainsi que le fait de la proposer et de faire de la publicité à cet effet. Il demande aussi que soit traitée au sein de la Commission de la Justice et de l'Ordre public et de la Commission de la Santé publique la question de la procréation médicalement assistée.» Cette recommandation a été adoptée avec une abstention de M. Xavier Bettel.

Interventions policières transfrontalières

Après avoir pris connaissance d'un rapport sur les interventions policières transfrontalières, les membres du Conseil Benelux ont voté deux recommandations à chaque fois avec une abstention. D'une part, le Conseil demande aux trois gouvernements «d'arrêter des plans d'action en matière de coopération entre les parquets et entre les services de police et de définir en commun des priorités». D'autre part, se basant sur l'article 15 du traité Benelux en matière d'intervention policière qui permet «la possibilité d'une consultation directe, centralisée et automatisée du registre des immatriculations des véhicules», le Conseil Benelux demande aux trois pouvoirs exécutifs de permettre de recourir à cette possibilité.

Les travaux du Conseil Benelux ont porté également entre autres sur la mobilité transfrontalière et le TGV, l'aménagement du territoire dans le Benelux, les travailleurs frontaliers et le sport et la culture dans l'enseignement. Ces thèmes seront ultérieurement approfondis dans les commissions respectives et feront le cas échéant l'objet de recommandations.

Développement durable

Des délégations de l'Assemblée balte et du Conseil nordique ont également assisté aux deux journées de débats. En marge des séances plénières le Conseil Benelux et l'Assemblée balte ont signé une déclaration sur les priorités de coopération pour les années 2009-2010. Les deux assemblées s'engagent à soutenir un développement durable dans les domaines de l'énergie, du changement climatique, de l'éducation, de la démographie et de la sécurité sociale, à développer des relations démocratiques avec les voisins de l'UE et à maintenir un haut degré de sécurité au niveau international.

La délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis se composait de MM. Roger Negri, Vice-Président du Conseil Benelux, Xavier Bettel, président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz, membres effectifs.



La délégation luxembourgeoise : M. Félix Braz, M. Roger Negri, Mme Lydia Mutsch, M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel (de gauche à droite)

Remerciements et suggestions



M. António Guterres signe le Livre d'or de la Chambre, entouré des députés MM. Xavier Bettel, Félix Braz, Marcel Glesener, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Mmes Nancy Arendt et Fabienne Gaul, M. Marc Angel et Mme Marie-Josée Frank

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, l'ancien Premier Ministre portugais António Guterres, se réjouit de l'appui inconditionnel du Grand-Duché. Un double appui: et financier (le Luxembourg étant le plus grand donateur de l'UNHCR par tête d'habitant) et stratégique, ce qui fait du pays le «partenaire privilégié du Haut Commissariat». M. Guterres l'a souligné d'emblée à l'occasion d'une entrevue avec une délégation parlementaire composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Cette réunion figurait au programme de la visite de travail du Haut Commissaire à Luxembourg en date du 30 mars.

L'échange de vues de M. Guterres avec les députés luxembourgeois portait essentiellement sur la législation d'asile et son interprétation par la justice luxembourgeoise. Une étude approfondie du HCR aurait démontré que le système d'asile du Grand-Duché était solide, «ce qui n'empêche pas que certains points puissent être améliorés». Par ailleurs, le Haut Commissaire a plaidé pour une harmonisation européenne des législations en la matière: La disparité entre les systèmes des différents pays serait inacceptable.

Réunion de la CECAC de l'APF à Luxembourg

Réaction aux récents propos du pape Benoît XVI



Les membres de la Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles de l'APF réunis à Luxembourg

La Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles (CECAC) de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie les 27 et 28 mars 2009 à Luxembourg pour examiner notamment les travaux de son réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA.

Dans ce contexte, les parlementaires et sénateurs d'Afrique, d'Amérique et d'Europe ont réagi aux récents propos du pape Benoît XVI tenus le 17 mars 2009 à l'occasion de son déplacement en Afrique où il affirmait que «la distribution de préservatifs ne combat pas le SIDA, mais au contraire augmente le problème».

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, la commission «regrette vivement et s'inquiète des graves conséquences que les propos du pape peuvent entraîner sur les politiques et programmes de lutte et de prévention contre le SIDA et sur les incidences négatives qu'ils peuvent avoir sur le comportement des populations fortement touchées».

D'après les membres présents, parmi lesquels M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et M. Marc Angel, Député, «ces propos ne reposent sur aucune donnée scientifique et vont à l'encontre des efforts réalisés depuis de nombreuses années par tous les acteurs luttant contre le fléau que représente le SIDA». Ils rappellent que «l'usage du préservatif constitue, selon la communauté scientifique internationale, l'un des moyens les plus efficaces de prévention contre le SIDA connus à ce jour».

Spannungsbeladene Nicht-Beziehungen



Die frühere Außenministerin Lydie Polfer, der Präsident Ben Fayot sowie die Mitglieder des außenpolitischen Ausschusses Nancy Arendt und Marc Angel (von links nach rechts) empfingen den georgischen Außenminister Grigol Waschadse (sitzend).

Die Beziehungen zwischen Georgien und Russland waren, am 18. März, das beherrschende Thema einer Unterredung des georgischen Außenministers Grigol Waschadse mit Mitgliedern des außenpolitischen Ausschusses der Abgeordnetenkammer. „Eigentlich gibt es zurzeit überhaupt keine Beziehungen", sagte Waschadse. Wohl biete Russland seiner Regierung in regelmäßigen Abständen Gespräche an. Diese seien jedoch an Bedingungen geknüpft, die sein Land unmöglich akzeptieren könne, so der Außenminister. Folglich handele es sich dabei eher um Propaganda als um wahrhafte Verhandlungsbereitschaft.

„Die Weltöffentlichkeit ist sich nur ungenügend bewusst, dass der bewaffnete Konflikt vom vergangenen August nur eine Episode eines nun schon 16 Jahre währenden, nicht erklärten Krieges gegen mein Land war." Der georgische Außenminister hofft auf weitere Unterstützung durch die internationale Staatengemeinschaft: „Denn es geht hier nicht nur um Spannungen zwischen zwei Nachbarländern, ehemaligen Verbündeten, deren Wege sich getrennt haben. Es geht um die Einhaltung elementarer Prinzipien des internationalen Rechts." Fortwährend verletze Russland die Unabhängigkeit, Souveränität und territoriale Integrität Georgiens.

Waschadse zufolge bleibt eine Annäherung an die EU und an das nordatlantische Bündnis vorrangiges Ziel georgischer Außenpolitik. Im Inneren werde der Reformprozess ununterbrochen fortgesetzt. Die Finanzkrise habe Georgien, nach Angaben des Außenministers, dank der vorsichtigen Geschäftspolitik georgischer Banken bislang relativ unbeschadet überstanden. Das wirtschaftliche Wachstum belief sich 2008 auf acht Prozent - ohne Krieg hätten es laut Prognosen zwölf Prozent sein können.

Op Besuch an der Chamber

Den 18. Mäerz gouf de Georges Bach, President vun der chrëschtlecher Eisebunnergewerkschaft Syprolux, vum Chamberspresident Lucien Weiler empfaang.

D'Suergen an d'Besoinë vun den Eisebunner waren den Haaptsujet bei deem Gespréich. De Georges Bach huet drop higewisen, datt den akute Personalmangel nach ëmmer e grousse Problem bei der Bunn wier. Vill Servicer kéinte just mat vill Schwieregkeeten assuréiert ginn, eng Partie Infrastrukturen nëmme mat Verspéidung realiséiert ginn.

Nohalteg Léisunge fir de Verkéier missten dem Syprolux-President no eng Prioritéit sinn. De Georges Bach huet och d'Konzept „Mobil 2020" ugeschwat, wat a sengen Aen eng Urgence ass. D'Direktverbindung iwwert de Findel op de Kierchbierg, d'Péripherie-Garen Houwald, Zéisseng an Dummeldeng gradesou wéi den Tram an der Stad Lëtzebuerg wiere Projeten, déi esou séier wéi méiglech misste realiséiert ginn.

En anere wichtege Sujet war d'Wirtschafts- a Finanzkris, déi eis all op iergendeng Manéier concernéiert.

De Chamberspresident Lucien Weiler huet dem Georges Bach zougeséchert, d'Suerge vun den Eisebunner ze verstoen an eescht ze huelen. Hien huet seng Ënnerstëtzung zougesot an de Lëtzebuerger Eisebunner an hire Gewerkschafte Merci gesot fir hiren Asaz.



De President vum Syprolux, Georges Bach, gouf vum Chamberspresident empfaang.

De Friddensprozess am Noen Osten an d'Union pour la Méditerrannée (UPM)



D'Deputéiert Lydie Err, Xavier Bettel a Martine Stein-Mergen hunn un der EUROMED-Versammlung deelgeholl.

Vum 15. bis de 17. Mäerz 2009 war zu Bréissel déi 5. Plenarsëtzung vun der EUROMED-Parlamentarescher Versammlung. D'EUROMED-PV ass eng Assemblée mat Vertrieder aus dem Europaparlament an aus den nationale Parlamenter vun der EU an de Mëttelmierstaten. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Lydie Err (Presidentin vun der Delegatioun), Martine Stein-Mergen a Xavier Bettel.

Konflikt am Noen Osten

Grousst Thema vun der Réunioun war de Konflikt am Noen Osten. An enger Recommandatioun un d'Ministere vun der „Union pour la Méditerranée" (UPM) seet d'EUROMED-PV der arabescher Friddensinitiativ an alle Beméiungen ëm eng Reconciliatioun vun de verschiddene Palästinensergruppen hir Ënnerstëtzung zou. Si freet e Stopp vun de Siedlungskolonien a mécht en Appell fir d'Bewegungsfräiheet vun de Palästinenser ze garantéieren. Si fuerdert d'Befreiung vun de Parlamentarier aus dem palästinensesche Legislativrot a vum Zaldot Gilad Shalit. Eng onofhängeg Enquête iwwert d'Verstéiss géint dat humanitäert internationaalt Recht an iwwert d'Benotzung vu verbuedene Waffe géint d'Zivilbevölkerung wär noutwendeg. Israel gouf opgefuerdert, seng Verantwortung z'iwwerhuelen a sech um Nees-Opbau vu Gaza ze bedeelegen. D'EUROMED veruerteelt d'Attacke géint d'Zivilbevölkerung an den Ofschoss vu Rakéiten op Israel. Just de Vertrieder aus der Knesset (dem israelesche Parlament) wollt déi Recommandatioun net matdroen.

Recommandatioun iwwer Wirtschaft, Energie an d'Situatioun vun de Fraen

D'EUROMED-PV huet mat Konsens eng Recommandatioun ugeholl vun der Kommissioun vun der Wirtschaft an de Finanzen iwwert: „Déi mediterran Äntwert op d'global Finanzkris", „Den ekonomeschen a sozialen Impakt vun de Micro-Finanzen an der EUROMED-Regioun" an „d'Entwécklung vun nohaltegem Tourismus an der EUROMED-Regioun".

Et goufen nach zwou weider Recommandatiounen ugeholl iwwert de mediterrane Solarplang am Kader mat der Benotzung vun den erneierbaren Energien an iwwert „D'Fraen, d'Entwécklung, de Fridden an d'Sécherheet am Mëttelmier".

Vergréisserung vun der EUROMED-PV

D'EUROMED-PV huet zu Bréissel mat Albanien, Mauretanien a Monaco dräi nei Memberen opgeholl.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

➤ Beamtevereedegung



Enn Mäerz huet de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu riets) zwee nei Fonctionnairë vereedegt: de Max Agnès (3. vu riets) an de Christophe Baulesch (3. vu lénks). Den Här Agnès schafft als Attaché am Service juridique an den Här Baulesch als Redakter am Service Informatique. Nodeems de Generalsekretär op d'Wichtegkeet vun dësem Akt higewisen huet, hunn déi zwee nei Fonctionnairen hiren Eed feierlech ofgeluecht.

Un dëser Zeremonie hunn och de Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (2. vu lénks), de Chef vum Service Informatique Carlo Linden (1. vu lénks) an de Chef vum Personalservice Sonja Benassutti (1. vu riets) deelgeholl.

➤ Bretzele fir d'Chamber



Et ass eng Traditioun, datt d'Federatioun vun de Bäcker a Pâtissieren an der Woch virum Bretzelsonndeg mat engem flotte Cortège duerch d'Stad zitt an dann och virun der Chamber stoe bleift. Sou kruten dann och de 17. Mäerz de Chamberspresident, d'Deputéiert an d'Personal aus dem Greffe eng Bretzel geschenkt.

Consommation des appareils domestiques en énergie

5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

Ce projet entend ainsi créer une base légale solide aux règlements grand-ducaux à élaborer en application des dispositions de la directive de base et des dispositions spécifiques des différentes directives d'application.

Par le passé, le Conseil d'État formulait des réserves relatives à la loi habilitante du 9 août 1971 comme base légale à ces règlements et ceci en vertu de l'article 11(6) de la Constitution. En effet, ladite loi exclut de son champ d'application les matières réservées à la loi par la Constitution.

La loi en projet s'applique à des appareils domestiques, qu'ils soient vendus ou non à des fins domestiques.

Selon les dispositions de la loi en projet, les appareils mis en vente, offerts en location ou en location-vente doivent être accompagnés d'une fiche d'information et d'une étiquette mentionnant les données relatives à leur consommation en énergie (électrique ou autre) ou en autres ressources essentielles, par exemple l'eau.

Par ailleurs, le fournisseur doit établir une documentation technique qui permet de vérifier l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et la fiche. Le fournisseur est obligé à mettre cette documentation à disposition pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit du modèle en question. Enfin, les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et fiches.

Le texte du projet de loi interdit l'apposition d'étiquettes, de marques, de symboles ou d'inscriptions relatifs à la consommation d'énergie qui ne satisfont pas aux exigences de la directive 92/75/CEE et qui risquent d'entraîner la confusion, excepté lorsqu'il s'agit de labels écologiques communautaires ou nationaux.

Suite à l'absorption du Service de l'Énergie de l'État par l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS), ce dernier se voit attribuer la mission de veiller que tous les fournisseurs et distributeurs établis au Grand-Duché de Luxembourg remplissent les obligations qui leur incombent en vertu de la loi en projet.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
28.02.2008	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
13.03.2008	Continuation de l'examen du texte
20.03.2008	Examen du texte coordonné
08.01.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.01.2009	Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Compatibilité électromagnétique

5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

Ce projet prévoit la transposition en droit national de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive modifiée 89/336/CEE (directive CEM) transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 (règlement CEM).

La directive est devenue applicable d'une manière non contraignante le 1er janvier 1992. Depuis le 1er janvier 1996, tous les appareils électriques et électroniques concernés doivent satisfaire aux exigences de la directive CEM avant d'être mis sur le marché dans la Communauté européenne.

Le but de la directive CEM est de garantir la libre circulation des équipements électriques tout en créant un environnement électromagnétique acceptable dans l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle elle vise à assurer que les perturbations électromagnétiques produites par les équipements électriques ne gênent pas le bon fonctionnement d'autres équipements du même type, notamment les réseaux de télécommunications et de distribution de l'électricité, et que ces équipements présentent une immunité suffisante aux perturbations électromagnétiques qui leur permette de fonctionner de la manière prévue. Ainsi, le projet de loi:

- précise le champ d'application de la réglementation en améliorant les définitions et en décrivant de manière plus précise l'exclusion et l'inclusion des dispositifs de raccordement indépendants;

- établit pour les installations fixes un régime réglementaire plus adapté;

- précise les exigences essentielles pour en améliorer la clarté;

- clarifie le rôle des normes harmonisées;

- simplifie la procédure d'évaluation de la conformité, de façon à aboutir à une procédure unique pour les appareils;

- réduit la lourdeur administrative et élargir les possibilités de choix pour les fabricants en supprimant l'intervention obligatoire d'un tiers dans les cas où des normes harmonisées n'ont pas été appliquées, mais en permettant dans tous les cas une intervention non obligatoire d'organismes d'évaluation de la conformité des appareils;

- rend la surveillance du marché plus efficace par une amélioration de la traçabilité des fabricants.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
07.05.2008	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.05.2008	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.11.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.01.2009	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
22.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Injonction de payer / règlement des petits litiges

5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de Procédure Civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Le projet de loi comporte trois volets:

1. adapter le Nouveau Code de Procédure Civile («NCPC») pour appliquer au Luxembourg le règlement (CE) 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et le règlement (CE) 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges.

Le règlement 1896/2006 permet le recouvrement de créances liquides et exigibles transfrontalières (articles 49 à 49-5 nouveaux NCPC, article I, point 2. du projet de loi).

Le règlement 861/2007 institue une procédure de règlement des petits litiges transfrontaliers, c'est-à-dire des litiges dont la valeur ne dépasse pas 2.000 euros (hors intérêts, frais et débours) (article 143-1 nouveau NCPC, article I, point 3. du projet de loi).

Le règlement 1896/2006 est applicable à partir du 12 décembre 2008, le règlement 861/2007 à partir du 1er janvier 2009.

Ces deux nouvelles procédures, limitées aux affaires présentant un caractère transfrontalier, visent à simplifier, accélérer et réduire les coûts de recouvrement. Elles restent néanmoins facultatives, le créancier pouvant continuer à recourir à la procédure «ordinaire». Le Danemark n'est lié par aucun de ces deux règlements.

Certes un règlement européen est d'applicabilité directe. En d'autres termes, les autorités nationales n'ont pas besoin de le transposer en droit national pour qu'il déploie ses effets. Cependant, du fait que les deux règlements européens en question opèrent un certain nombre de renvois au droit des États membres, leur application suppose une adaptation de la législation nationale, notamment en ce qui concerne la compétence juridictionnelle, les voies de recours, les sanctions en cas de fausse déclaration et la coordination entre la procédure européenne et la procédure nationale. Une situation similaire a été rencontrée lorsqu'il s'agissait de modifier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pour y intégrer certaines dispositions du règlement (CE) 2157/2001 du 8 octobre 2001 sur la société européenne (SE).

2. transposer les recommandations formulées par la Conférence Nationale de la Justice dans le domaine de la procédure civile, plus particulièrement en ce qui concerne la *cautio judicatum solvi*, les qualités des jugements, le taux de compétence et la procédure de vente de meubles dans le cadre d'une succession vacante.

3. préciser le régime de la reconnaissance et l'exécution des titres exécutoires rendus en matière civile et commerciale.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

26.11.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Loi du 13 mars 2009.

Mémorial A: 2009, N°50, page 668

SCE - implication des salariés

5853 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du Travail

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2003/72/CE (ci-après «la Directive») du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société européenne (SCE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs. Elle pose en effet les règles relatives à l'implication des salariés dans les affaires des sociétés coopératives mises en place par le règlement N°1435/2003, entré en vigueur le 18 août 2006.

Ce règlement vise à créer un cadre juridique uniforme dans lequel des coopératives et d'autres entités et personnes physiques de différents États membres devraient être en mesure de planifier et de mener à bien la réorganisation de leurs activités, sous une forme coopérative, à l'échelle communautaire.

La Directive constitue le complément de ce règlement et arrête les dispositions ayant trait à l'implication des salariés. En ce qui concerne les dispositions d'implication des salariés au sein de la SCE, il faut noter que la constitution d'une SCE oblige les organes de direction ou d'administration des entités juridiques participantes à entamer en parallèle une négociation sur la participation des salariés avec le Groupe Spécial de Négociation (le «GSN»), afin que les modèles d'implication des salariés existant au sein des sociétés participant à la création de la SCE ne soient pas affaiblis. Ainsi, est assuré le respect de la diversité des législations et des pratiques juridiques en vigueur au sein des États membres.

Le projet de loi se limite à fournir un cadre devant permettre la mise en place, par le jeu d'un mécanisme de négociation collective autonome, de dispositions sociales visant la protection des droits des salariés en cas de constitution d'une SCE. Un accord devrait être passé entre l'organe de représentation de la SCE et l'organe de représentation des salariés déterminant les modalités relatives à l'implication des salariés. Faute d'accord, le projet de loi trace dans des dispositions de référence un cadre strict à l'exercice du droit à l'information et la consultation des salariés et, le cas échéant, à leur participation dans l'organe d'administration ou de surveillance de la SCE.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

23.09.2008 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

18.11.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.02.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.02.2009

Loi du 18 mars 2009.

Mémorial A:2009, N°63, page 824

Traite des êtres humains

5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

1. portant approbation: a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;

2. modifiant le Code pénal, et

3. modifiant le Code d'Instruction criminelle

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi a un double objectif:

- approuver, d'une part, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- adopter, d'autre part, des dispositions pénales en application de ces deux traités ainsi qu'en application de la Décision-cadre du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

1.1. Approbation de deux instruments juridiques

Version moderne de l'esclavage, le commerce illégal d'êtres humains viole les droits de la personne et de la dignité humaine. Ce phénomène complexe, qui n'épargne aucun continent, comprend, à côté de l'exploitation du travail d'autrui, souvent dans des conditions insoutenables, l'exploitation sexuelle notamment des femmes et des enfants, l'exploitation de la mendicité et de la délinquance juvénile ainsi que l'esclavage domestique.

La traite des êtres humains constitue la forme la plus abjecte de la criminalité organisée internationale. Cette activité est, en effet, de plus en plus infiltrée par des organisations criminelles transnationales générant d'énormes recettes illicites souvent blanchies et réinjectées dans les marchés licites. Pour les Nations-Unies, la traite des êtres humains occuperait la troisième place des activités criminelles les plus lucratives après le trafic de drogue et le trafic d'armes.

Le Luxembourg dispose d'un arsenal législatif ayant pour objectif de lutter contre la traite des êtres humains et plus particulièrement contre l'exploitation sexuelle des enfants. La loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle a renforcé le dispositif de protection des personnes et des mineurs en adaptant notre législation nationale aux dispositions de l'action commune adoptée à l'échelle européenne et plus précisément à l'action commune arrêtée par le Conseil de l'Union européenne en date du 24 février 1997.

La loi de 1999 précitée a réprimé plus sévèrement les infractions sexuelles qui existaient déjà dans notre législation pénale et renforcé le dispositif de protection des mineurs d'âge, victimes de telles infractions. Elle a complété deux dispositions du Code pénal, à savoir l'article 379 et 379bis. L'article 379 du code pénal a été adapté en ce sens que l'exploitation d'un mineur âgé de moins de 18 ans à des fins de prostitution ou à des fins de production de spectacles ou de matériel à caractère pornographique ainsi que la facilitation de l'entrée, du transit, du séjour ou de la sortie d'un mineur de moins de 18 ans aux fins visées par l'article 379 du code pénal se trouvent pénalement punis. Quant à la peine d'emprisonnement déjà prévue au niveau de l'article 379, elle a été complétée d'une amende pénale.

La loi de 1999 précitée a également complété l'article 379 bis du code pénal, article qui traite de manière générale des infractions relatives au proxénétisme. Outre au fait que la peine d'emprisonnement ait été complétée par une amende pénale, la loi de 1999 a augmenté la peine d'emprisonnement encourue lorsque la victime a été livrée à la prostitution et que l'auteur a abusé de la situation particulièrement vulnérable de cette personne en raison de sa situation administrative précaire ou illégale, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale.

Le projet de loi sous rubrique, tout comme la loi de 1999, entend adapter le droit national aux principes arrêtés au niveau européen ou international. Comme le souligne à juste titre le Conseil d'État dans son avis du 7 octobre 2008, le projet de loi sous rubrique *«est une illustration de la mise en place progressive d'un droit international et de l'impact de ce droit sur le droit pénal national. (…) L'évolution constante du droit pénal international implique des adaptations ou reformulations successives des définitions des infractions, en fonction des impératifs de lutte contre la criminalité internationale, avec comme corollaire la nécessité d'une redéfinition périodique des dispositions pertinentes du Code pénal»*.

Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 mai 1999, plusieurs instruments internationaux ont été adoptés, instruments qu'il s'agit d'approuver et de mettre en œuvre en modifiant et complétant l'arsenal législatif national.

La traite des êtres humains proliférant de manière préoccupante, il est apparu nécessaire de disposer d'une approche globale et internationale dans la lutte contre ce fléau. Les organisations internationales ont le mérite d'avoir développé une telle approche. Les deux instruments, que le projet de loi entend approuver, figurent parmi les initiatives des organisations internationales ayant pour but de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains.

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

- Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée

Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée visant à prévenir, à réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature à Palerme du 12 au 15 décembre 2000, a été adopté à partir du constat qu'il n'existait, malgré la multitude de textes renfermant des règles et des dispositions visant à lutter contre l'exploitation des personnes, aucun instrument universel qui porte sur tous les aspects de la traite des personnes.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution en date du 9 décembre 1998, d'après laquelle il a été décidé de créer un comité intergouvernemental spécial de composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer notamment un instrument international de lutte contre la traite des femmes et des enfants. C'est ainsi qu'ont été négociés, en parallèle avec la Convention contre la criminalité transnationale organisée, trois protocoles additionnels dont celui relatif à la traite des personnes.

Le Protocole additionnel a pour objet de prévenir et de combattre la traite des personnes, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, de protéger et d'aider les victimes d'une telle traite en respectant pleinement leurs droits fondamentaux et de promouvoir la coopération entre les États Parties en vue d'atteindre ces objectifs.

D'après ledit Protocole, l'expression de «traite des personnes» désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, quant à elle, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation, le travail ou le service forcés, l'esclavage ou les pratiques analogies à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

Les États Parties au Protocole s'engagent à adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour incriminer les comportements et les actes qui tombent sous cette définition de la traite. Le Protocole met aussi l'accent sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des personnes. Il règle également le délicat problème du rapatriement en s'assurant que les droits de la victime soient respectés.

Au niveau de la prévention et de la coopération, le Protocole prévoit entre autres que les États Parties établissent des politiques ou des programmes d'ensemble destinés à prévenir et combattre la traite des personnes et à protéger les victimes de cette traite contre une nouvelle victimisation. Les États Parties s'efforcent également au vœu dudit Protocole de prendre des mesures telles que des recherches, des campagnes d'information ainsi que des initiatives sociales et économiques, afin de prévenir et de combattre la traite des personnes. Les États Parties prennent des mesures ou renforcent celles existantes notamment par le biais d'une coopération bilatérale ou multilatérale pour remédier aux facteurs qui rendent les personnes vulnérables à la traite telles que la pauvreté ou encore l'inégalité des chances.

Le Protocole prévoit aussi un échange d'informations entre les services de détection, de répression, d'immigration ou d'autres services compétents des États Parties.

- La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, ouverte à signature le 16 mai 2005

Cette Convention, tout comme le Protocole additionnel précité, constitue une autre initiative, cette fois-ci au niveau européen, de mettre en place une approche intégrée et multidisciplinaire dans la lutte contre la traite des personnes.

Cette Convention s'appuie entre autres sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée et son Protocole additionnel précités, ainsi que sur la Décision-cadre du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains et la Décision-cadre du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et de la pédopornographie. À noter dans ce contexte que les deux derniers instruments juridiques, à savoir les Décisions-cadre de 2002 et 2003, sont venus se substituer à l'action commune du 24 février 1997 relative à la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants.

La Convention de 2005 entend prévenir et combattre la traite des êtres humains en garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes, en protégeant les droits de la personne humaine des victimes de la traite, en concevant un cadre complet de protection et d'assistance aux victimes et témoins, ainsi qu'en assurant des enquêtes et des poursuites efficaces.

La promotion de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains fait également partie des objectifs de cette Convention dont la mise en œuvre passe à travers la mise en place d'un mécanisme de suivi spécifique. Cette Convention prévoit dans ce contexte la mise en place d'un groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention par les Parties.

1.2. Mise en œuvre de la Décision-cadre de 2002

Les États membres sont appelés à punir toute forme de recrutement, de transport, de transfert ou d'hébergement d'une personne qui a été privée de ses droits fondamentaux. L'ensemble des comportements criminels qui profitent de la situation de vulnérabilité physique ou mentale de la personne, est donc punissable. Le consentement de la victime est indifférent lorsque l'auteur de l'infraction réalise un des comportements typiques constitutifs d'exploitation au sens de la décision-cadre, à savoir:

- l'usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement;

- l'usage de tromperie ou de la fraude;

- l'abus d'autorité ou d'influence ou l'exercice de pression;

- l'offre de paiements.

L'incitation à la traite des êtres humains ainsi que le fait d'être complice ou la tentative sont punissables.

La Décision-cadre prévoit également que les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que la traite des êtres humains soit sanctionnée de manière effective, proportionnée et dissuasive. Elle prévoit aussi que les États membres sanctionnent les infractions précitées d'une peine privative de liberté, dont la peine maximale ne saurait être inférieure à huit ans, lorsque certaines circonstances se sont vérifiées, à savoir:

- la vie de la victime a été mise en danger, soit délibérément, soit du fait d'une négligence grave;

- la victime était particulièrement vulnérable c.-à-d. qu'elle n'avait pas atteint la majorité sexuelle prévue par la législation nationale au moment de l'infraction ou que l'infraction a été commise à des fins d'exploitation sexuelle de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle;

- l'infraction a été commise par recours à des violences graves ou a causé un préjudice grave dans le chef de la victime;

- l'infraction a été commise dans le cadre d'une organisation criminelle au sens de l'action commune 98/733/JAI.

La Décision-cadre prévoit également des sanctions à l'encontre des personnes morales qui peuvent également être tenues responsables des infractions précitées, dès lors que celles-ci sont commises pour leur compte par toute personne agissant soit individuellement soit en tant que membre d'un organe de la personne morale en cause, qui exerce un pouvoir de direction en son sein, soit sur base d'un pouvoir de représentation de la personne morale, soit sur base d'une autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale en cause, soit encore sur base d'une autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale.

In fine on peut encore relever l'introduction de critères d'attribution afin d'éviter qu'un crime ne reste impuni en raison d'un conflit de compétence.

2. La création d'une infraction autonome de traite des êtres humains

Il échet de noter d'emblée, qu'un certain nombre de dispositions, qui se trouvent dans les trois instruments juridiques précités, ne nécessitent pas d'adaptation particulière. Il en est ainsi, par exemple des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales, leur adaptation législative ayant été prévue dans le cadre d'un autre projet de loi pendant actuellement devant la Chambre des Députés, à savoir le projet de loi 5718: 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle; 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives.

D'autres dispositions n'ont pas besoin d'être adaptées, car elles sont d'ores et déjà prévues dans notre législation nationale. Il s'agit de l'incrimination des actes relatifs aux documents de voyage ou d'identité, de certains types de sanctions, de l'indemnisation des victimes et de certaines règles de compétence.

Les autres obligations, dont certaines sont aussi contenues dans la directive du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes et relatives à la législation sur l'immigration et à la protection sociale des victimes, ont été élaborées en parallèle notamment avec le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et se trouvent ainsi incluses dans la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

À noter encore dans ce contexte qu'un autre projet de loi 5874 portant sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains modifiant le nouveau code de procédure civile, a été élaboré par la Ministre de l'Égalité des Chances et est actuellement pendant devant la Chambre des Députés.

Pour être complet, il échet de remarquer que les modifications apportées au Code pénal s'inscrivent dans la suite de la loi du 31 mai 1999 précitée.

Afin de mettre en exergue le caractère particulier de la traite des êtres humains, le projet de loi propose de créer un chapitre nouveau dans le Code pénal consacré à la traite des êtres humains et partant de créer une infraction spécifique, à savoir celle de la traite des êtres humains. En effet, les dispositions du Code pénal introduites par la loi du 31 mai 1999 précitée, même si elles visent la traite des êtres humains, concernent aussi la prostitution et l'exploitation sexuelle. Par ailleurs, ces dispositions ont pour objet principal d'assurer la protection des mineurs. Le projet de loi sous rubrique a le mérite de traiter l'infraction de la traite des êtres humains à part, de manière autonome et non plus ensemble avec d'autres infractions souvent connexes.

Il est utile de rappeler que l'infraction de la traite des êtres humains est différente de celle de trafic des êtres humains ou encore de l'immigration clandestine. Bien que liées, la lutte contre la traite des êtres humains et la lutte contre le trafic illicite des migrants sont deux concepts distincts. L'amalgame entre ces deux types d'infractions s'explique sans aucun doute par le fait que la traite des êtres humains a le plus souvent été combattue via la législation sur l'immigration et plus précisément son renforcement.

Le trafic illicite de migrants est un épiphénomène de l'immigration. Dans ce type d'infraction, ce sont avant tout les intérêts de l'État qui sont mis en cause vu que les frontières ont été franchies en violation de la législation sur l'immigration. L'élément «exploitation», qui est une caractéristique de la traite des êtres humains, fait en principe défaut dans le cadre de l'infraction de trafic illicite de migrants. L'intention de départ n'est pas ici l'exploitation des victimes du trafic en vue d'une quelconque activité, mais le franchissement de frontières. Dans le cadre d'une activité de traite des êtres humains, le franchissement d'une frontière est un élément de l'infraction, mais il n'en constitue pas pour autant l'objet.

Par ailleurs, l'aspect international, nécessairement inhérent au concept du trafic, n'est pas nécessaire pour définir la traite. La traite des êtres humains peut être nationale ou internationale.

Le projet de loi sous rubrique définit la traite des êtres humains comme étant le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle en vue de: 1) la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles; 2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage, ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraire à la dignité humaine; 3) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière; 4) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré. Ce faisant, le projet de loi modifie la définition de la traite des êtres humains telle qu'elle résulte de la loi de 1999.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

22.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.11.2008	Continuation des discussions
19.11.2008	Ajout d'un amendement supplémentaire relatif à une adaptation technique de l'article 506-1 du Code pénal
28.01.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Loi du 13 mars 2009.

Mémorial A: 2009, N°51, page 672

Statut général des fonctionnaires communaux

5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi 5893 a pour objet la transposition dans le statut général des fonctionnaires communaux et leur adaptation aux spécificités du secteur communal des modifications figurant au projet de loi portant entre autres modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, ceci dans le cadre de l'accord salarial dans la Fonction Publique signé le 5 juillet 2007.

Le projet sous rubrique traite ainsi notamment:

- du mécanisme d'engagement d'experts

- du délai d'attente entre deux promotions dans le cadre fermé

- de l'introduction du congé individuel de formation

- de la computation des périodes de congé sans traitement et de congés pour travail à mi-temps antérieures au 1er juillet 2003

- de la suppression du droit à réintégration de certains fonctionnaires.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

04.12.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Registre européen des rejets et des transferts de polluants

5903 - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi porte:

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE ;

- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants ;

- modification de la législation commodo/incommodo.

Le règlement CE précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. Il crée, au niveau de l'UE, un registre des rejets et transferts de polluants, dénommé PRTR sous forme d'une base de données électronique accessible au public. Cette base de données répond aux exigences posées par le Protocole à la Commission des Nations unies pour l'Europe sur les registres des rejets et transferts de polluants. Il s'agit du premier accord multilatéral juridiquement contraignant, en dehors des frontières de l'UE, concernant les registres des rejets et transferts de polluants. Il vise l'établissement, dans chaque pays membre, de registres cohérents, intégrés et accessibles au public concernant les rejets et transferts de polluants à l'échelle mondiale.

Les informations contenues dans le PRTR portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées. Le registre concerne également les rejets de polluants provenant de sources diffuses. Les activités concernées recouvrent en particulier celles qui figurent dans la directive 96/61/CE dite IPPC. Il s'agit notamment des activités qui résultent du fonctionnement des centrales thermiques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées. Quant aux substances concernées, le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

La base de données du PRTR est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les États membres et transmises à la Commission, à l'exception des informations confidentielles. Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent des activités entraînant des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils. La Commission, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai. Le PRTR européen comprend des liens notamment vers les bases de données constituées par les PRTR nationaux des États membres. Le règlement prévoit la possibilité pour le public de participer à l'extension du registre et à sa modification.

En vue d'éviter la coexistence de deux registres, à savoir l'inventaire IPPC et le registre PRTR – qui d'ailleurs couvre entre autre les installations IPPC - et compte tenu du souci d'assurer un enregistrement et une publicité des émissions en provenance des installations IPPC à travers le seul registre PRTR, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière. Il est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006. Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu' à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées. Finalement, le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en en précisant les modalités de mise en œuvre.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

19.11.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.10.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport
09.02.2009	Examen du projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi

Vote en séance publique: 10.02.2009

Loi du 13 mars 2009.

Mémorial A:2009, N°53, page 700

Infrastructures hospitalières

5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Le projet a pour objet d'adapter les enveloppes financières allouées par la loi modifiée du 21 juin 1999 au profit de la Clinique d'Eich, intégrée au Centre Hospitalier de Luxembourg, et de l'Hôpital St Louis d'Ettelbruck de respectivement 7.679.844 et 3.222.991 euros. Cette adaptation de l'enveloppe financière s'explique en raison de coûts supplémentaires incontournables apparus lors des travaux de rénovation et de construction.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.10.2008	Désignation d'un rapporteur
29.01.2009	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.02.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.02.2009

Prévention de licenciements conjoncturels

5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail

Le projet se situe dans le contexte plus large des mesures prises par le Gouvernement pour éliminer, sinon tempérer, les effets sur l'emploi de la sévère crise qui frappe l'économie mondiale et nationale depuis le début du dernier trimestre 2008.

Parmi les mesures mises en place pour prévenir les licenciements conjoncturels et maintenir ainsi un niveau satisfaisant de l'emploi en période de récession économique à caractère général figure le versement d'une indemnité de compensation aux salariés d'entreprises en difficultés. Pour profiter de ces mesures, les employeurs s'engagent à maintenir les contrats de travail de leur personnel et à lui verser une indemnité de compensation. En contrepartie, l'État prend en charge en partie l'indemnité compensatoire, une partie de cette indemnité restant à charge de l'employeur. L'article L. 511-12 du Code du travail prévoit plus précisément que l'indemnité de compensation correspondant à la première tranche de 16 heures est prise en charge par l'employeur, alors que le l'État supporte l'indemnité compensatoire avancée par l'employeur pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier.

Le projet de loi entend introduire au niveau de l'indemnité de compensation une tranche de 8 heures à prendre en charge par l'employeur pour ses salariés qui ne travaillent pas plus de vingt heures par semaine au lieu des 16 heures qui actuellement s'appliquent à tous les salariés sans prendre en considération la durée de travail telle que définie dans leur contrat de travail ou dans une convention collective.

Le projet de loi introduit également une modification temporaire en prévoyant pour l'année 2009 le remboursement de la part patronale de l'indemnité compensatoire par l'État et plus exactement par le fonds pour l'emploi.

Un tel remboursement n'est en principe possible que dans le cadre d'un chômage partiel d'origine conjoncturelle. Toutefois, par voie d'amendement gouvernemental, le projet de loi prévoit également cette possibilité en cas de chômage partiel de source structurelle si un plan de maintien dans l'emploi a été conclu et homologué par le ministre ayant l'emploi dans ses attributions.

Le remboursement ne bénéficie cependant qu'aux entreprises relevant d'une des branches économiques rendues éligibles par décision du Conseil de Gouvernement sur avis du Comité de conjoncture. Cette modification a le mérite de venir soulager les charges financières des employeurs qui devront affronter dans les semaines et les mois à venir de nombreuses difficultés conjoncturelles plus ou moins aiguës allant de pair avec la crise financière. Cette prise en charge temporaire devrait, d'après le souhait des auteurs du projet de loi sous examen, les inciter à recourir aux diverses mesures et instruments mis en place afin d'éviter des licenciements.

Le projet de loi prévoit une ultime modification temporaire, à savoir l'application du principe de la période de référence annuelle dans le cadre de l'application du régime de chômage partiel de source conjoncturelle. Il sera ainsi possible tout au long de l'année 2009 d'adapter le nombre de jours chômés mensuellement à la gravité de la situation économique tout au long de l'année sans dépasser le nombre de jours chômés correspondant à cinquante pourcent du temps de travail normalement presté au cours de six mois. À noter que sur proposition du Conseil d'État, les passages du texte initial relatifs à la procédure dans laquelle interviennent le Conseil de Gouvernement et le Comité de conjoncture ont été retirés du texte alors que ces aspects se trouvent de toute façon réglés dans les articles précédents du Code de Travail.

À noter encore que les deux mesures temporaires qui seront introduites par le projet de loi couvrent uniquement le chômage partiel de source conjoncturelle et sous certaines conditions le chômage partiel de nature structurel pendant l'année 2009 et ne pourront par voie de conséquence pas être accordées à des entreprises qui procèdent à des délocalisations d'emplois. Dans le cadre du chômage partiel de source conjoncturelle, il est, en effet, interdit aux employeurs de procéder à des licenciements s'ils veulent bénéficier de certaines mesures ou aides.

À noter qu'en cas d'abus, l'actuel article L. 511-14 s'appliquera. Celui-ci dispose que les subventions accordées sur base de fausses déclarations ou de déclarations erronées doivent être restituées.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

04.12.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

Mardi, 17 février 2009

SÉANCE 29

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. 5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle
- *Rapport de la Commission juridique: M. Félix Braz (déposant une motion)*
- *Débat: M. Patrick Santer, M. Xavier Bettel (à qui M. Santer pose une question), M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Colette Flesch, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe:

5990 - Projet de loi portant création des communautés urbaines

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 10.02.2009

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.02.2009

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 12. Februar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour proposéiert: Haut de Mëtten hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Police; muer de Mëtten um hallwer dräi d'Interpellatioun vum honorabelen Här Goerens iwwert d'Prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques. Duerno diskutéiere mer e Projet de loi, deen iwwert de Statut vun der Société coopérative européenne handelt. An dann de Projet de loi 5920; et geet hei ëm de Bau vu verschiddene Spidolsgebaier. En Donneschdeg de Mëtten um hallwer dräi diskutéiere mer hei d'Interpellatioun vum honorabelen Här Braz iwwert de Plan sectoriel «Transports».

Ass d'Chamber mat deem doten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch a vun haut de Mëtten. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Organisation interne vun der Police, a méi spezifesch iwwert d'Mécanismes de contrôle et d'autocontrôle. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Bettel, Bodry, Henckes an d'Madame Flesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Kommissioun, den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. 5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

Rapport de la Commission juridique

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), rapporteur*.- Merci, Här President. Et ass fir d'zweet a knapp nach manner wéi zwee Joer, wou d'Chamber sech an der Commission juridique an awer och hei an der Plénière mam Themekomplex am breede Sënn vum Wuert vun der Police grand-ducale beschäftegt; net nëmme mat der Police grand-ducale, mä och mat hir. Eng éischte Kéier hu mir dat hei gemaach an der Plénière am Kader vum Rapport fir den Débat d'orientation iwwert d'Sécurité intérieure.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer jo eng ganz Partie Theme ganz intensiv an am Detail beliicht. Een Aspekt vum Sécherheetsapparat a vun der Sécurité intérieure am breede Sënn vum Wuert war deemools net évoquéiert ginn. Deen Aspekt, dat war deen, deen eis haut beschäftegt, an zwar d'intern Kontroll vun der Police grand-ducale, déi iwwert d'Inspection générale de la Police gemaach gëtt.

Dat war deemools och keen Oubli. Deemools war dat bewosst net gemaach ginn, well een net wollt an der Interna vun der Police nokucken, mä et sollt d'Gesamtzesummespill vun all den Institutioune vu Lëtzebuerg, déi am breede Sënn vum Wuert mat der Sécurité intérieure ze dinn hunn, méi spezifesch beliicht ginn.

Dass mer dat elo fir d'zweet maachen an zwee Joer, heescht net an den Ae vun der Kommissioun, dass dofir d'Police eng Institutioun wär, déi generell ganz schlecht géif fonctionnéieren a wou vill méi wéi op anere Plazen ze beliichte wär. Dat heescht just, dass mer mengen, dass et mat zéng Joer Existenz vum neie Policegesetz vun '99 méiglech muss sinn eng Diskussioun och iwwert deen doten Aspekt vum Gesetz ze féieren, well mer och eng kritikfäeg Police hunn. Dat ass eng Grondviraussetzung, fir kënne Verbesserungen ze maachen an eventuell och d'Fäegkeet ze développéieren déi Pied ze verloossen, déi ee scho laang getrëppelt ass, wann een zur Konklusioun kënnt, dass aner Pied vläicht méi zilführend sinn.

Dësen Débat d'orientation féiere mer op Demande vun der grénger Fraktioun aus dem Dezember 2007, déi weidergereecht ginn ass vun der Conférence des Présidents un d'Commission juridique, fir e Rapport détaillé opzestellen, dee jo eisem Reglement no soll d'Basis duerstelle vun all Débat d'orientation.

Déi gréng Fraktioun huet hir Demande begrënnt mat an der Haaptsaach zwou Saachen, an zwar mat Faiten, déi ronderëm dat, wat an de leschte Joren iwwert d'Bommeleeër-Affär public ginn ass. Dat waren an der Haaptsaach zwee Faiten. Dat war en éischte Fait, wou de Justizminister bei der IGP e Rapport ugefrot huet. Am Joer 2007 war et net direkt ganz liicht Agenten ze fanne vun der IGP, déi selwer näischt mat der eigentlecher Enquête „Bommeleeër" ze dinn haten, vu - natierlech och - déi kleng Dimensioun vun der Institutioun IGP selwer.

Dat Zweet war en interne Mail vum deemolege Generaldirekter vun der Police, deen intern an der Police reagéiert huet op déi duebel Inculpatioun vum Procureur d'État Robert Biever am Kader vun der Bommeleeër-Affär.

Déi zwee Faiten hunn déi gréng Fraktioun derzou bruecht sech d'Fro ze stellen, ob mer am interne Contrôle am Joer 2008 gutt genuch opgestallt wieren, fir all d'Missiounen, déi d'IGP eigentlech huet, kënne wouerzehuelen. Dat heescht awer net, dass déi Aarbecht, déi d'Commission juridique gemaach huet, an dee Rapport, deen haut virläit, eppes mat der Bommeleeër-Affär selwer ze dinn hätten, oder dass dëse Rappport géif probéieren Äntwerten ze brëngen op d'Affär „Bommeleeër".

Dat ass net den Objet vun dësem Rapport. Et ass d'Aarbecht vun eise Geriichter. An d'Chamber ass jo gutt beroden, fir do net ze intervenéieren. Hei geet et also, och wann dat den Ausléiser war fir déi gréng Fraktioun, net ëm déi Affär. Et geet och net ëm eng aner prezis Affär, mä et geet d'une façon générale ëm e Bilan vum Gesetz vun 1999, wat de Volet betrëfft vun der Inspection générale de la Police.

An hirer Sëtzung vum 10. Juni 2008 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur proposéiert. D'Aarbechte sinn dunn ugaange mat enger Serie vun Entrevuen, op déi d'Commission juridique eng ganz Rei Acteuren invitéiert huet. Déi Acteure sinn alleguerten de 7. Mee gehéiert ginn; alleguerten ausser een Acteur.

Et ass esou, dass och de Barreau vu Lëtzebuerg, den Ordre des avocats, invitéiert gi war. Den Ordre des avocats huet awer d'Kommissioun an engem Bréif vum 29. Abrëll 2008 wësse gelooss, datt si géife befäerten, dass deen Exercice fir si schwiereg, fir net ze soen onméiglech wär, well si et net kéinte conciliéieren engersäits hir Informatiounen, déi si hunn, der Kommissioun matzedeelen, an anerersäits awer och hire Secret professionnel ze respektéieren, dee se hunn. Esou dass d'Kommissioun op den Input vum Ordre des avocats huet misse verzichten.

All aneren invitéierten Acteur war awer bereet ze kommen. Dat waren à la fois Leit vum Justizministère. Dat war eng gréisser Delegatioun vun der Generaldirektioun vun der Police. Dat war och eng Delegatioun vun der Inspection générale. Dat waren och zwee Vertrieder vum Parquet - de Procureur d'État vun Lëtzebuerg an och dee vun Dikrech -, plus zwou Gewerkschaften. Déi eng, déi de Syndicat national vun der Police grand-ducale, an déi zweet, d'Association professionnelle vum Cadre supérieur vun der Police. Déi hunn der Kommissioun och nach eng Rei schréftlech Prises de position zougestallt, zum Deel no hirem Passage an der Kommissioun.

D'Kommissioun selwer ass net manner wéi dräimol zesummekomm, fir iwwert d'Konklusiounen aus dem Hearing a fir iwwert de Rapport ze diskutéieren.

D'Gesetz, wéi gesot, wat d'IGP geschafen huet, geet zréck op den 31. Mee 1999, deemools ass e Corps unique vun der Police grand-ducale geschafe ginn, a gläichzäiteg och eng Inspection générale de la Police. Dat war en historescht Gesetz, wat der Coexistenz vun zwee Corpsen en Enn gesat huet, deem vun der Police an deem vun der Gendarmerie, well och déi deemoleg Chamber an déi deemoleg Regierung zur Konklusioun komm waren, dass och eng Kooperatioun, déi ee géif bis op d'Äusserst probéieren ze pousséieren, et net méi géif kënne garantéieren, dass eng rationell an optimal Aarbecht vun der Police hei zu Lëtzebuerg méiglech wär. Dofir ass am Kader vum Projet de loi 4437 probéiert ginn en neit Gesetz ze maachen, wat déi zwee Corpse fusionéieren deet, mat enger Rei Zilsetzungen, déi der neier Police grand-ducale gestallt waren.

De Corps unique huet natierlech dann och eng wesentlech Fro opgeworf, nämlech déi vum Contrôle a vum Autocontrôle vun der Police grand-ducale. Bis zu deem Gesetz vun 1999 war et jo esou, dass mer zu Lëtzebuerg keen institutionaliséierte Contrôle haten. De Contrôle, dee stattfonnt huet, war grosso modo dee vun der Hierarchie bannent der Police an och bannent der Gendarmerie, an déi si méi oder wéineger déclenchéiert ginn, wann et duerfir eng Ursaach gouf. Dat heescht, op e bestëmmtene Fait hin ass dann de Contrôle hiérarchique exercéiert ginn.

Et ass allgemeng geduecht ginn, dass de Fait, dass een zwee Corpsen hätt, deen Équiliber géif genuch Garantië presentéieren, fir zu engem zefridde stellende Respekt vun den interne Regele vun der Police kënnen ze kommen. Doriwwer eraus hat och de Parquet d'Méiglechkeet Enquêten ze initiéiere bei engem Member vun der Police, wann et d'Gendarmerie betraff huet, an ëmgedréint bei engem Member vun der Gendarmerie, wann et d'Police betraff huet, oder och bei der Police judiciaire, wann et eng Affär vun enger bestëmmtener Gravitéit war.

Et war awer och den Auteurë vum 99er Gesetz kloer, dass d'Abolitioun vun der Dualitéit vun de Forces de l'ordre noutgedronge géif verlaangen, dass een e Contrôle institutionnalisé vun der Police géif organiséieren. Dat war och eng breet gedeelte Meenung, esou dass et zu der Kreatioun vun der Inspection générale de la Police komm ass, déi contrairement zu deem „ad hoc"-Contrôle iwwert d'Hierarchie, deen et virdru gouf, vum Gesetz hier d'Missioun huet e kompletten a permanente Contrôle vum Fonctionnement vun der Police ze maachen. Dat ass souwuel e quantitative wéi e qualitative Contrôle, deen d'une façon permanente soll fonctionnéieren.

Dat ass am Gesetz beschriwwen an net méi wéi sechs Artikelen, den Artikelen 72 bis 77 vum 99er Gesetz. Déi Artikele si bis haut d'Basis fir d'Inspection générale de la Police, fir hir Aarbechte kënne wouerzehuelen, déi se mam Akraafttriede vum Gesetz progressiv eropgefuer huet. Wann een haut, mat zéng Joer Recul, op d'Aarbecht vun der IGP kuckt, da kann ee soen, dass d'IGP, och wa se net bei jiddwerengem beléift ass, sech awer trotzdem hir Plaz geschaf huet. Si huet och eng Entwécklung an hirer eegener Aktivitéit kannt, déi gréisstendeels ouni Kontroverse konnt iwwert d'Bühn goen, awer och gréisstendeels ouni d'Opmierksamkeet vun der Opinion publique.

Et war eng relativ onbekannten Institutioun bis virun enger relativ kuerzer Zäit, wou eben am Kontext vun der Affär „Bommeleeër" de Justizminister bei der IGP e Rapport gefrot huet iwwert de Fonctionnement vun de Gendarmeriesunitéiten am leschten Trimester vun 1985, am Kader vun der Enquête ronderëm d'Affär „Bommeleeër". Dat huet d'IGP op eemol op eng aner Bühn gestallt, an en anert Liicht geréckelt. Si ass dunn eng Institutioun ginn, déi méi Opmierksamkeet op sech gezunn huet. Wéi gesot, war dat ee vun den Ausléiser fir déi gréng Fraktioun, fir ze froen no zéng Joer e Bilan ze maachen.

Deen Exercice, fir deemools dem Minister dee Rapport ze schreiwen, huet sech fir d'IGP aus zwee Grënn och als delikat erwisen. Engersäits, well et net liicht war, déi Leit ze fannen, déi nach guer net mat där deemoleger Enquête „Bommeleeër" ze dinn haten. Deen zweete Grond war, dass natierlech och d'IGP permanent d'Suerg dréit, net op déi lafend Enquête virun de Geriichter ze empiétéieren, a si muss permanent probéieren hir Aarbecht an hir Missioun wouerzehuelen, andeems se selbstverständlech de strikte Respekt vun de Regele vun den Tribunäl och anhale muss.

Wat een als éischte Bilan an den Ae vun der Kommissioun zéie kann, ass, wéi gesot, dass onofhängeg vun der Appréciatioun, déi een op enger Rei vu Punkten iwwert d'IGP kann hunn, ee Constat muss kënne gemaach ginn. D'Fro, déi mer eis gestallt

hunn, war: Wa mer haut nach net e Corps unique vun der Police grand-ducale hätten, a wa mer haut nach net esou eng institutionaliséiert Kontroll bannent der Police hätten, wa mer net d'Gesetz vun 1999 gehat hätten a mir hätten haut am Joer 2008 oder 2009 nach ëmmer e Policecorps an e Gendarmeriecorps, mat der Logik déi déi Zäit bestanen huet, dass déi zwee Corpsë sech an engem géigesäitege Verhältnis vun Équiliber a vun e bësse géigesäiteger Kontroll géife befannen, dann hätte mer spéitstens haut mat Sécherheet e massive Problem gehat.

Opgrond vun all deem, wat am Kader vun der Affär „Bommeleeër" public ginn ass, vu Soupçonen, vun Inculpatiounen, vun Douten iwwert d'Aktivitéite vun engem Deel vun der deemoleger Gendarmerie, wann een haut géif vun der Police verlaange sech mat deenen Aktivitéiten do vun der Gendarmerie ze beschäftegen, da kann een zimlech sécher sinn, dass dat zu esou groussen an enorme Spannungen tëschent béide Corpsë gefouert hätt, dass een net weess, ob déi zwee Corpsen deene Spannungen do hätte résistéiere kënnen.

De Fait, dass mer haut en institutionaliséierte Contrôle duerch d'IGP hunn, deen och extern steet vun der Hierarchie vun der Police grand-ducale, dee Modell huet sech grondsätzlech an den Ae vun der Kommissioun bewährt. Et war also richteg deemools op deen dote Wee ze goen. Heescht dat duerfir, dass alles sech bewährt huet? Heescht dat duerfir, dass näischt sech ännere muss? Dat ass net onbedéngt de Fall, an ech wäert herno zu de Virschléi kommen, déi d'Kommissioun formuléiert. Mä de grondsätzleche Modell vun engem externe Contrôle, dee separat organiséiert ass, mat eegene kloere Kompetenzen, deen huet sech mat Sécherheet bewährt, well dat, wat mer virdru bis 1999 haten, dat wier spéitstens an de leschte Jore wahrscheinlech un de Spannungen implodéiert, vläicht souguer och explodéiert.

Wat sinn haut d'Missioune vun der Inspection générale de la Police? Méi am Detail, wien ass d'Inspection générale de la Police? Si ass a sechs Artikele vum neie Gesetz beschriwwen a si kontrolléiert op eng permanent Aart a Weis de Fonctionnement vun der Police, ënnert der direkter Kontroll vum Minister. Dat ass à la fois e Contrôle vun der Legalitéit, an awer och e Contrôle vun der Qualitéit, déi d'Aarbechte vun der Police ausmécht.

D'IGP huet e generellt Inspektiounsrecht bannent der Police, a si kann och, méi oder wéineger d'une façon générale, bannent der Police Investigatiounen a Verifikatioune maachen. Dat heescht awer duerfir net, dass d'IGP géif integral den internen hierarchesche Contrôle bannent der Police ersetzen. Dat ass net de Fall, an dat soll och an den Ae vun der Kommissioun an Zukunft net de Fall ginn. D'Inspektioun mécht Rapporten, si mécht Etüden, si mécht Avisen, dat gëtt gemaach op Demande vum Justizminister oder vum Force-publiques-Minister, oder awer och am Moment schonn duerch de Procureur général d'État. D'Inspektioun kann awer och Enquêtë maachen, déi op Demande vun den Autorités judiciaires obligatoresch mussen initiéiert ginn, wann et ëm deliktuell Faitë geet, déi vun engem Member vun der Police begaang gi wieren.

D'Generalinspektioun vun der Police ass eng relativ kleng Infrastruktur. Si huet am Moment 14 Leit. Een dovunner, de Generalinspekter, däerf net méi an d'Police zréckgoen. All déi aner, déi an der Inspection générale de la Police sinn, hunn déi doten Aschränkung net. Déi meescht kommen och aus der Police, sinn Enquêteuren. Et kommen awer och nach e puer Leit mat engem zivile Statut an d'IGP, an déi Zuel vu Memberen ass och net op engem Plaffong. Et gëtt am Moment dorunner geduecht, fir eventuell a méi kuerzer Zäit eng 15. Persoun an d'IGP eranzekréien. Dat, an e puer kuerze Wierder, fir ze ëmräisse wien d'IGP ass a wat hir generell Missioune sinn.

Mir ënnerscheeden eis an eisem Modell vun enger Policeinspektioun vu Frankräich, déi e reng interne Contrôle exercéiert. Dat ass souwuel de Fall bei der Police, déi sougenannten «Police des Polices», e Begrëff deen all Mënsch kennt, et gëtt awer och eng Inspection générale de la Gendarmerie. Béid sinn eigentlech intern Instrumenter, jeeweils vum Policecorps a vum Gendarmeriecorps. Et sinn eegen Direktiounen, déi direkt dem Generaldirekter rattachéiert sinn.

Anescht ass et bei eise belschen Noperen. Déi hate scho virun der Fusioun, déi se och an der Belsch gemaach hunn, e Contrôle, dee méi institutionaliséiert war. D'Belsch huet awer och, zënter dass se eng integréiert Police huet, zwee Contrôlen. Dat ass ee méi wéi hei zu Lëtzebuerg. Dat eent ass e Contrôle vum Pouvoir exécutif, wéi bei eis, iwwert d'Inspection générale de la Police fédérale et locale. Dat zweet ass e Kontrollinstrument vum Pouvoir législatif, de sougenanntenen «Comité P», wou also och d'Parlament sech en Instrument ginn huet, ähnlech wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass fir de Service de Renseignement, wou mer jo och eng parlamentaresch Kommissioun hunn, fir deen ze kontrolléieren. Dat hunn d'Belsch och fir de Pouvoir législatif virgesinn, fir e Contrôle vun der Police ze maachen iwwert d'Parlament.

Déi Hearingen, déi d'Kommissioun de 7. Mee organiséiert huet - eng Rei Acteure sinn do an deem net öffentlechen Hearing jo bei d'Chamberskommissioun komm -, hunn dem Generalinspekter vun der Police, dem Här Zovilé, d'Geleeënheet ginn eng Rei Prezisiounen ze maachen an och eng Rei Ablécker an d'Aktivitéite vun der IGP ze gewähren. Den Här Zovilé huet insistéiert op engem duebele Fait: Éischtens emol, dass d'IGP en externe Contrôle vun den Aktivitéite vun der Police mécht, wat eng vun hire Garantië vun Onofhängegkeet ass. Zweetens, dass duerch deen externe Contrôle e Rattachement direkt un de Minister gewährleescht ass, an also d'Generaldirektioun vun der Police do net méi kann empiétéieren.

Den Här Zovilé huet och insistéiert um Punkt ze rappeléieren, dass och de Fait, dass vill Leit vun der IGP aus der Police kommen, eleng net duergeet, fir d'Onofhängegkeet vun der IGP a Fro ze stellen. Dat huet awer net verhënnert, dass och den Här Zovilé d'Fro nom eegene Statut vun der IGP opgeworf huet. Eng Fro, op déi et méi Äntwerte ka ginn. Eng Fro, op déi d'Äntwerten dann net ëmstridde sinn, och deelweis net bannent der IGP, laut den Ausféierunge vum Här Zovilé, mä awer eng Fro, déi d'Kommissioun och herno an hiren Aarbechte ganz vill beschäftegt huet, well dat eiser Meenung no ee vun de Punkten, souguer wahrscheinlech dee wichtegste Punkt ass, deen nach muss diskutéiert ginn, wann ee wëllt e Bilan vun der Aarbecht vun der IGP zéien.

D'IGP huet zwee Departementer, een dee méi beschäftegt ass mat den Enquêtes judiciaires an administratives, en aneren dee sech mat den Etüden, Auditen, Avisen an esou weider ofgëtt, wat säin zweet Standbeen ass. Eng wichteg Missioun ass, wéi gesot, déi vum Contrôle vun der Legalitéit vun den Aktivitéite vun der IGP. Véier Instrumenter stinn der IGP do zur Verfügung. En éischt Instrument ass d'Realisatioun vun administrativen Enquêten. Do geet et méi spezifesch drëm Manquementer vu Membere vun der Police oder vun enger Eenheet ze déceléieren, an dat dann och op deene richtege Plaze matzedeelen. Dat ass an der Regel dat, wat gemaach gëtt, wann e Bierger reklaméiert géint den Traitement, deen hie bei der Police begéint huet.

En zweeten, wichtegen Deel vun der Aarbecht vun der IGP sinn déi Kontrollen, déi se maachen, ëmmer dann, wa Leit eng Mesure privative de liberté hunn. Et ass net onwichteg wéi dat genee stattfënnt, wéi d'Police déi Mesure privative de liberté exercéiert, wéi d'Konditioune sinn ënnert deenen déi stattfannen. Dir wësst, dass mer jo do och scho Géigestand ware vun de Recommandatiounen duerch de Comité de prévention de la torture vum Conseil de l'Europe aus dem Joer 2003, deen insistéiert huet, dass hei zu Lëtzebuerg op deem dote Punkt nach eng Rei Verbesserunge misste méiglech sinn. D'IGP huet dat doten als ee vun hiren Haaptschwéierpunkter vun der Aarbecht considéréiert a mécht zënter e puer Joer op deem dote Punkt kontinuéierlech Examë vun den eenzelnen Unitéite vun der Police.

En drëtte wichtege Punkt ass de Contrôle vun den Armes à feu. Ëmmer dann, wann zu Lëtzebuerg e Polizist Gebrauch muss maachen oder Gebrauch mécht vu senger Schosswaff, muss dat obligatoresch der IGP matgedeelt ginn, an an alle Fäll mécht d'IGP eng Enquête fir erauszefannen, ob den Usage vun der Arme à feu proportionnéiert a proportionnell war oder net.

E véierten a leschte Punkt vum Contrôle vun der Legalitéit ass d'Realisatioun vun Enquêtes judiciaires, ëmmer dann, wann e Member vun der Police reprochéiert kritt Faits pénaux begaangen ze hunn. An deem Fall kënnen d'Autorités judiciaires d'IGP mat enger Enquête chargéieren, woubäi selbstverständlech all d'Regele vum Code d'instruction criminelle och dee Moment gëlle mussen.

De Contrôle vun der Qualitéit gëtt an der Haaptsaach iwwer Auditen an Etüde gemaach. Där huet d'IGP an de leschte Joren eng ganz Rëtsch gemaach. Zënter dem Joer 2000 sinn et der schonn iwwer 20, woubäi der dovunner am Moment och nach zwee amgaange sinn. Auditen, déi beispillsweis déi eenzel Centres d'intervention an den eenzelne Regioune visitéiert hunn, zu Lëtzebuerg, zu Dikrech, op der Cap, Gréiwemaacher, Esch, Miersch an esou weider, oder zum Beispill en Audit iwwert d'Contrôles de vitesse, wéi d'Police déi mécht. En aneren iwwert d'Contrôles routiers an d'Moyens de contrainte, déi een do huet; fir nëmmen déi puer Beispiller opzelëschten.

Déi Auditë gi vun der Police intern selwer éischter positiv bewäert, a laut Ausso vun der IGP hunn och déi Recommandatiounen e relativ gudden Echo, an deem Sënn, dass d'IGP Zuelen nennt, dass vun deenen 20 Auditen, déi ronn 800 eenzel Recommandatioune beinhalt hunn, der 43% ganz realiséiert wieren, an 23% dovunner deelweis realiséiert wieren.

Wann een iwwert d'Aarbecht vun der IGP kuckt, stellt een och fest, dass d'Zuel vun de Reklamatiounen iwwert déi lescht fënnef Joer méi oder wéineger stabel ass, cumuléiert Police an IGP, huet dat tëschent 2003 an 2007 geschwankt tëschent 208 an 257 Reklamatiounen. Dat ass ongeféier d'Bandbreet. Bei den Enquêtes administratives gesäit een och, dass tëschent 2003 an 2007 déi Zuele méi oder wéineger stabel bleiwen, tëschent 135 an 175, woubäi een awer muss soen, dass d'IGP an der lescht hir Interventiounen op deem doten Aspekt éischter reduzéiert huet, well se net ëmmer mengt, dass et un hir wier sech mat deene Plainten ofzeginn, well se dervun ausgeet, dass déi d'un caractère éischter mineur sinn an dass déi kënnen zefridde stellend bannent den normale Regele vum Policeapparat beäntwert ginn. Bei den Enquêtes judiciaires gëtt et och eng méi oder wéineger Stabilitéit tëschent de Joren 2002 an 2007. An datselwecht gëllt och fir d'Instructions disciplinaires, déi vun der IGP gemaach ginn.

D'IGP selwer huet schonn eng Kéier eng Rei Virschléi an engem Rapport formuléiert, dee se am November 2004 un den deemolege Justizminister gemaach huet. Si huet eng Rei Pisten opgezeechent, wéi se hir Aarbecht kéint opwäerten. Si huet proposéiert notamment dem Personal en eegene Statut ze ginn, fir d'Onofhängegkeet vis-à-vis vun der Police ze verbesseren. Si proposéiert och, fir d'Recrutementsschwieregekeeten ze behiewen, eng Prime, ähnlech wéi déi bei der Police judiciaire, un d'Membere vun der IGP kënnen auszebezuelen. Si hat och de Wonsch geäussert, méi Moyens de contrainte vis-à-vis vun de Membere vun der Police ze kréien.

D'IGP hat och nach proposéiert, fir eng méi kloer délimitéiert Kompetenz am Disziplinarrecht an der Police ze kréien. Si wollt selwer d'Initiativrecht hunn, fir Auditen an Etüde kënnen ze maachen. Si hat suggéréiert e méi contraignante Charakter fir hir Recommandatioune kënnen ze kréien, dass also hir Recommandatioune sech der Police géifen imposéieren. Ausserdeem hat si och nach suggéréiert, dass d'Rechter, déi den Officier de police judiciaire huet, d'une façon générale sollten op d'Enquêteure vun der IGP kënnen ausgeweit ginn.

D'Kommissioun - an ech wäert herno an de Konklusiounen nach dozou kommen -, huet déi Recommandatioune mat Intérêt diskutéiert. Deelweis geet d'Kommissioun och mat op dee Wee, awer net op all de Punkten. Verschidde Virschléi, déi d'IGP selwer formuléiert huet, huet d'Kommissioun fir sech net iwwerholl. Dat hei war elo, wéi gesot, e bësse méi am Detail, eng méi breet Vue op d'Aarbecht vun der IGP, zum Deel kombinéiert mat eegene Virstellunge vum Generalinspekter a vu senge Mataarbechter.

D'Vue op d'Aarbecht vun der IGP war awer net bei jiddwerengem déiselwecht. Wann een aner Leit an der Kommissioun héieren huet, hunn déi net onbedéngt déiselwecht Appréciatioun vun der Qualitéit vun der Aarbecht gemaach, a si hunn och net onbedéngt déiselwecht Appréciatioun gemaach op deene Punkten, déi ee kéint behiewen.

Ech huelen als éischt d'Direction générale de la Police, déi net zu Onrecht drop higewisen huet, dass et mat Ofstand déi meescht kontrolléierte staatlech Institutioun ass, déi mer kennen. Et gëtt eng ganz Rei extern Kontrollen. Et gëtt eng ganz Rei intern Kontrollen.

Déi extern sinn zum Beispill eng politesch Kontroll duerch d'Chamber an duerch d'Regierung. Et gëtt eng ganz Rei Regelen aus dem Code d'instruction criminelle, déi der Police applicabel sinn; Regelen, déi komme vun der Inspection générale de la Police. Et gëtt de Contrôle en matière de police militaire iwwert den Auditeur militaire, deen et jo och zu Lëtzebuerg gëtt. Et gëtt e Contrôle financier, et gëtt e Contrôle duerch d'Commission nationale pour la protection des données, et gëtt e Contrôle iwwert de Médiateur, iwwert den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, iwwert de Conseil de l'Europe, iwwert d'Europäesch Unioun, iwwert d'Press, iwwert d'Öffentlechkeet an esou weider. Dat sinn effektiv eng ganz Rei Kontrollen, déi extern exercéiert ginn.

Intern sinn et der natierlech manner. Intern ass d'Kontroll haaptsächlech déi vun de Supérieurs hiérarchiques an duerch déi intern Regelen, déi opgestallt ginn, wéi zum Beispill d'Charte des valeurs, déi d'Police grand-ducale sech selwer ginn huet, an awer och duerch d'Formatiounen, déi eenzel Agente matmaachen.

Doriwwer eraus sinn déi disziplinaresch Kontrollen an der Police ganz streng, och wann d'Generaldirektioun drop higewisen huet, dass een zu Lëtzebuerg den Droit disciplinaire misst reforméieren. D'Police huet, fir ze étayéieren, wéi eescht d'Kontrollen am Moment scho bei der Police sinn, drop higewisen, dass tëschent 2004 an 2007 ronn 191 Affaires disciplinaires bannent der Police zu enger Sanktioun gefouert hunn. Dat sinn der an där Zäit fir d'Police eleng - fir d'Police eleng! - esou vill, wéi fir de ganze Rescht vun der Fonction publique zesummen! Et ass also scho bemierkenswäert, wéi vill Affaires disciplinaires et bannent der Police gëtt.

Dat ass an den Ae vun der Police och domadder begrënnt, dass d'Qualitéit an d'Quantitéit vun de Kontrolle ganz héich sinn an dass och d'Cas d'ouverture ganz zahlräich sinn. Dass et also an der Police mat deem internen Disziplinarrecht relativ séier kann zu enger Sanktioun kommen, well ganz prezis an exakt op de Comportement vun den Agenten opgepasst gëtt. D'Police huet och nach rappeléiert, dass e ganz groussen Deel vun deenen 191 Sanktiounen och nach an aller Regel fir méi kleng, fir sougenannte Sanctions mineures waren an net an der Regel fir gréisser Geschichten.

D'Police freet wéi gesot och, dass d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique, déi souwuel fir d'Force militaire a policière gëllt, reforméiert gëtt. E Wonsch, deem sech d'Kommissioun och ugeschloss huet, well deen Text ass effektiv op ganz ville Punkte vereelst an ass mëttlerweil net nëmme vun der Realitéit, mä och vun anere Gesetzestexter schonn iwwerholl. Do drängt sech an den Ae vun der Kommissioun och eng Reform mat Sécherheet op.

Op d'Fro vun der Onofhängegkeet vun der IGP huet d'Generaldirektioun vun der Police allerdéngs geäntwert, dass si der Meenung wieren, dass déi Onofhängegkeet, déi domadder verfollegt géif ginn, an hiren Aen elo schonn zu engem groussen Deel Realitéit wier. D'Generaldirektioun huet och gewarnt virdrun, fir eng Paralysie kënnen ze riskéiere vum Polizeiapparat, wann een nach weider contraignant Regele géif op d'Police droptässelen.

Mir hunn dat esou interpretéiert, dass d'Generaldirektioun net onbedéngt e Plädoyer derfir gehalen huet, fir eng IGP ze reforméieren an deem Sënn, dass se nach méi Onofhängegkeet de facto an de jure hätt vun der Police.

D'Procureurs d'État vu Lëtzebuerg a vun Dikrech waren och an der Kommissioun. Hir Analys huet ganz staark divergéiert vun där, déi zum Beispill d'IGP selwer vun hirer Aarbecht gemaach huet. Déi zwee Procureuren, déi do waren, hunn a relativ kloren an onmëssverständleche Wierder ausgedréckt, dass si der Meenung wieren, dass d'Generalinspektioun ganz kloer en Defizit hätt vun Onofhängegkeet, dass et e ganz kloren Defizit géif ginn u Kompetenze bei den Enquêteuren, déi an der IGP hir Aarbecht maachen. Dass also um Niveau vum Rekrutement a vun der Formatioun nach däitlech Verbesserunge misste gemaach ginn.

Déi zwee Procureuren hunn och verwisen op en Artikel aus der Zeitung „Die Zeit", dee sech mat Enquêten an Däitschland beschäftegt huet, wou d'Police hir Aarbecht net gutt gemaach huet a wou d'Kontrollmechanisme vun der Police och net fonctionnéiert hunn. De Fazit an deem Artikel war,

dass oft d'Policeinspektioun Enquêten éischter behënnert huet, wéi dass se geholl-ef hätt zu enger Wahrheitsfindung ze kommen.

An et ass vun den zwee Procureure gemengt ginn, dass och hei zu Lëtzebuerg dat net onbedéngt anescht ze erwaarde wier. Och hei hätte mer, wat dat betrëfft, ganz kloer Defiziter an den Ae vun den zwee Procureuren, déi och drop higewisen hunn - an dat ass en Ëmstand, dee mat der Policeorganisatioun ze dinn huet -, dass déi meescht vun deenen Affären, déi zu Reklamatioune féieren, an aller Regel nuets stattfannen.

Wann et also ëm Violencë geet, ëm Privation de liberté an aner Saachen nach, wou awer an aller Regel just déi jonk an onerfueren Agenten den Déngscht verriichten. Also do, wou d'Aarbecht vun der Police am schwieregste riskéiert ze ginn, owes, do ginn an der Regel Agenten agesat, déi manner Erfahrung hunn, an dat féiert dann an den Ae vun de Procureuren och noutgedrongen derzou, dass ee méi oft do Schwieregkeete kritt.

Dat ass eppes, iwwert dat och eng Kéier muss diskutéiert ginn, onofhängeg vun Texter, onofhängeg vun externe Kontrollen. Dat doten ass e Fait, dee bannent der Police einfach generéiert, dass et zu méi Schwieregkeete kënnt, wann zu de schwieregste Stonnen déi Agenten um Terrain sinn, déi net déi meeschten Experienz hunn.

Fir ofzeschléisse mam Hearing, och d'Wuert fir d'Gewerkschaft vun der Police, déi sech an der Haaptsaach mat de Procédures disciplinaires beschäftegt huet, fir drop hinzeweisen, dass hirer Meenung no d'Rechter vun den Agenten, iwwert déi eng Enquête gemaach gëtt, net gewahrt sinn. D'Policegewerkschaft huet den Ausdrock gebraucht, dass se d'Gefill hätt, hir Agenten hätte manner Rechter wéi déi aner Leit, a si huet ganz staark insistéiert, dass een um Niveau vum Disziplinarrecht misst den Hiewel usetzen, wann ee wéilt eng Reform maachen, déi d'IGP géif betreffen.

Zu den anere Froen hat d'Gewerkschaft eng generell éischter méi positiv Appréciatioun. Datselwecht gëllt och fir d'Association professionnelle vum Cadre supérieur vun der Police.

Mat all deenen doten Informatiounen huet d'Kommissioun sech un hir Aarbecht gemaach. D'Kommissioun huet sech an der Haaptsaach mat engem Punkt ganz séier beschäftegt, nämlech mat deem vun der Onofhängegkeet vun der Police, woubäi déi Onofhängegkeet vun der IGP par rapport zu der Police méi séier ka benannt ginn, wéi se kann ëmgesat ginn. Mä d'Kommissioun ass wierklech der Meenung, dass et e Problem um Niveau vun der Onofhängegkeet gëtt.

Dee Problem besteet an der Haaptsaach doranner, dass d'Membere vun der IGP - ofgesi vun hirem Generalinspekter, deen net kann zréck an d'Police goen -, dass also déi Leit, déi d'Police solle kontrolléieren, wëssen, éischtens, dass se nëmmen détachéiert sinn an der IGP an dass se och, zweetens, wëssen, dass se eng Kéier mussen zréckkommen an de Corps vun der Police selwer. An dat ass e Punkt, dee fir d'Kommissioun ganz wichteg ass.

Den zweete Volet, dee wichteg war, ass dee vun de Kompetenze bannent der IGP. D'Kompetenzen un hirer Spëtzt, awer och d'Kompetenzen hannendrun. D'Fro, déi vill diskutéiert gëtt, ass jo déi, wien d'IGP soll leeden. Ob dat éischter e Polizist soll sinn oder éischter e Magistrat oder e Jurist. D'Gesetz erlaabt jo am Moment eigentlech béides. Woubäi déi lescht Regierungen de Choix getraff hunn, e Polizist ze benennen. Mä d'Kommissioun huet gemengt, d'Fro dierft eigentlech manner sinn, ob et deen een oder deen anere wier, mä d'Kommissioun huet gemengt, dass d'Kompetenze vu béiden en permanence noutwendeg wieren un der Spëtzt vun der IGP.

Duerfir huet och d'Kommissioun proposéiert, dass nieft dem Poste vum Generalinspekter och de Poste geschafe gëtt vun engem Generalinspekter adjoint. Dat ass e Virschlag, wéi dee vun der Onofhängegkeet vun der IGP als komplett autonom Verwaltung, deen och méi séier formuléiert ass, wéi realiséiert. Ech kommen elo nach kuerz op déi do zwee Aspekter - jo, well d'Zäit leeft geschwënn of -, fir op dee Punkt do ze kommen.

En drëtte wichtege Punkt ass dee vun der Reform vum Disziplinarrecht an der IGP.

D'Kommissioun proposéiert also an hire Konklusiounen un d'Regierung, eng komplett onofhängeg IGP doduerch ze organiséieren, dass et fir hir Leit kee Retour méi gëtt an d'Police. Dat bedéngt awer, wann een déi Onofhängegkeet wëllt, dass ee fir déi Leit, fir d'IGP net onattraktiv ze maachen, awer och muss Konditioune schafe bannent der IGP, fir sech weiderzeentwéckelen, an och muss Konditioune schafen, fir aus der IGP kënnen an aner Verwaltunge vum Stat ze transferéieren.

Dat brauch en Deel legislativ Aarbecht, fir déi Ugläichunge vun de Carrièrë kënnen ze maachen. An dat brauch awer och effektiv eng Prime fir déi Leit, déi an d'IGP schaffe kommen, eng Prime, déi och an den Ae vun der Kommissioun da justifiéiert wier, wann ee géif eng extra Formatioun viraussetzen, notamment e spezifeschen Exame bei der École de police, fir kënnen an d'IGP schaffen ze goen, beispillsweis e Stage an enger anerer Inspektioun an engem aneren europäesche Land. Alles dat si Qualifikatiounsfroen, déi och eng Prime an den Ae vun der Kommissioun kënne justifiéieren an och dann doduerch sécherstellen, dass d'IGP net onattraktiv gëtt.

Well et ass kloer, dass bannent der Police méi Méiglechkeete sinn, seng Carrière ze développéieren. Deem muss ee Rechnung droen, wann ee wëllt, dass d'IGP kann attraktiv bleiwen, obwuel se onofhängeg gëtt, an deem Sënn, dass et kee Retour an d'Police méi gëtt.

D'Kommissioun proposéiert och, de Poste vum Directeur général adjoint ze schafen. An d'Kommissioun huet sech laang mat der Fro beschäftegt, wien da schlussendlech soll den Direkter sinn a wien den Directeur adjoint. Soll et d'office e Magistrat sinn? Oder soll et awer och kënnen e Polizist sinn?

No laangen Iwwerleeunge koum d'Konklusioun bei der Kommissioun, dass mer weiderhin dem Regierungsrot wëllen déi Tâche iwwerloossen, am konkrete Fall opgrond vun den Nimm, vun de Kandidaturen, déi virleien, déi Décisioun ze huelen, wien den Direkter a wien den Adjoint gëtt. D'Kommissioun äussert awer um Prinzip eng Preferenz derfir, dass et de Magistrat oder den héich qualifizéierten Affekot wier, well mer mengen, dass dat en net onwichtegt Symbol awer wier fir d'IGP, wann déi Persoun géif d'Plaz vum Direkter kënne besetzen. Mä wéi gesot, ënnert dem Strëch hu mer awer gemengt, et wär net onvirsiichteg, opgrond vun de Kandidaturen dem Regierungsrot déi definitiv Décisioun ze iwwerloossen. Woubäi et och fir de Magistrat kloer muss sinn, dass e muss kënnen d'Magistratur réintegréieren, wat fir de Polizist net de Fall wier. An d'Kommissioun proposéiert och eng Nominatioun op siwe Joer, déi renouvelabel wier.

D'Formatioun och hannert der Spëtzt soll wéi gesot d'une façon générale verbessert ginn, fir dass déi Carrièren attraktiv kënne bleiwe bei der IGP, mä och well et ëm Kompetenz geet. E Punkt, dee jo notamment d'Vertrieder vum Parquet bemängelt hunn. Mir musse wierklech vill Wäert dorop leeën an Zukunft, d'Formation initiale, d'Formation continue, also d'Erfahrung um Terrain kombinéiert mat der Formatioun däitlech ze stäerken, well eng Direktioun vun der IGP ass och ëmmer nëmmen esou gutt wéi d'Qualitéit vun den Informatiounen, déi d'Enquêteure kënnen eropbréngen. An och do musse mer an den Ae vun der Kommissioun an den nächste Joren déi Verbesserungen un den Dag leeën.

Drëtten a leschte Punkt vun de Konklusioune vun der Kommissioun, dat ass d'Disziplinarrecht. D'Kommissioun proposéiert effektiv d'Gesetz vun 1979 grondleeënd a relativ rapid kënnen enger genereller Reform ze ënnerzéien. D'Kommissioun proposéiert awer och, dass am Kader vum bestehenden Disziplinarrecht d'Rechter vun den Agenten, déi an eng Enquête erageroden, à tort ou à raison, mä dat weess ee jo ëmmer eréischt herno, verbessert ginn doduerch, dass mer de Caractère contradictoire vun de Prozeduren endlech och do esou erakréien, dass dat enges Rechtsstats würdeg ass.

A leschte Punkt zum Disziplinarrecht: D'Kommissioun ass och der Meenung, dass een d'Disziplinarrecht net soll aus der Hierarchie eraushuelen. Dat wier e Feeler. D'Disziplinarrecht an esou engem Corps wéi der Police muss onbedéngt och zur Verfügung vun der Direktioun stoen. Allerdéngs seet d'Kommissioun, deen Deel vum Disziplinarrecht, deen déi méi seriö Affäre betrëfft, deen Deel vum Disziplinarrecht also, wou Sanktiounen, déi passibel si vum Conseil de discipline, a Fro kommen, deen Deel soll an Zukunft d'office vun der Inspection générale de la Police wouergeholl ginn.

An d'Inspection générale de la Police soll, wa si selwer Objet ass vun engem Doute oder engem Soupçon, dann dee Moment vum Conseil de Gouvernement aux Affaires disciplinaires kontrolléiert ginn.

Dat sinn am Résumé, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioune vun der Kommissioun, déi Der am Rapport erëmfannt. Mir hunn och eng Motioun preparéiert. Déi dréit am Moment véier Ënnerschrëften. Den Här Henckes vun der ADR ënnerschreift déi mat, dann huet se déi fënnef gefroten Ënnerschrëften. Ech déposéieren déi hei bei Iech, Här President,...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police aura bientôt dix ans;

- considérant que l'Inspection générale de la Police a su pendant ses dix premières années d'existence devenir une institution globalement bien acceptée par les membres de la Police grand-ducale;

- considérant que des déficits sont néanmoins apparents et appellent des réformes;

- considérant le rapport détaillé élaboré par la commission juridique en application de l'article 91 du règlement;

invite le Gouvernement

à prendre les mesures législatives nécessaires visant:

- à donner un statut propre à l'Inspection générale de la Police et à l'établir en administration indépendante sous l'autorité directe du Ministre ayant l'Inspection générale de la Police dans ses attributions;

- à placer cette administration sous la direction d'un Inspecteur général et d'un Inspecteur général adjoint de l'Inspection générale de la Police;

- à arrêter que l'un(e) devra obligatoirement être un(e) magistrat(e) ou juriste ayant une solide expérience professionnelle en la matière et à prévoir que cette personne devra avoir la possibilité de quitter l'Inspection générale de la Police et, le cas échéant, de réintégrer la magistrature à son rang tout en maintenant que la législation qui lui sera applicable en matière disciplinaire reste celle de la magistrature;

- à améliorer les droits des agents de police visés par une enquête disciplinaire, notamment en ce qui concerne l'accès au dossier et dans le but de garantir le caractère contradictoire de la procédure;

- à associer l'Inspection générale de la Police à toute enquête judiciaire impliquant un membre de la police;

- à charger le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire de l'instruction de toutes les procédures disciplinaires portant sur des cas de manquements au sein de l'Inspection générale de la Police;

- à moderniser le cadre légal fixé par la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique pour l'adapter aux évolutions intervenues depuis son entrée en vigueur tant au niveau légal qu'au niveau structurel.

(s.) Félix Braz, Alex Bodry, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes, Patrick Santer.

M. le Président.- Merci, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- ...an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci fir Äre Rapport. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Patrick Santer.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wéilt ech dem Här Rapporteur Merci soe fir seng ausféierlech schréftlech a mëndlech Berichter, déi och dat zréckginn, wat an der Kommissioun diskutéiert gouf. D'Demande vun der grénger Fraktioun, dat war Enn 2007, fir eng Debatt iwwert d'Kontrollmechanisme vun der Police a besonnesch iwwert d'Inspection générale de la Police ze organiséieren, ass zu engem Zäitpunkt gemaach ginn, wou déi berühmtberüchtegt Bommeleeër-Affär erëm héich Welle geschloen huet. D'Demande vun der grénger Fraktioun huet dann och spezifesch op déi Affär higewisen.

Et bleift awer, datt wa verschidden Tëschefäll oder Nieweneffekter vun dëser Bommeleeër-Affär den Ausléiser vun dëser heiteger Debatt waren, war et zu kengem Zäitpunkt d'Intentioun vun der Commission juridique, fir direkt oder indirekt, geziilt oder net, eis an eng lafend Prozedur oder eng bestëmmten Affär anzemëschen. Dofir hu mer och de Froekatalog, dee mer deenen zoukomme gelooss hunn, déi mer de 7. Mee 2008 am Hearing empfaangen hunn, op grondsätzlech Aspekter limitéiert. All Froen, déi mat enger Affär, wat fir eng Affär och ëmmer dat kéint sinn, ze dinn haten, goufen net zréckbehalen. Et gehéiert sech net fir e Parlament, fir zu wat fir enger Affär och ëmmer geriichtlech oder polizeilech Enquêten ze maachen.

Et ass awer eis Aufgab fir ze kucken, nozepréiwen a gegebenenfalls och Propositiounen ze maachen, wat déi generell Aarbecht a Fonctiounsaart a -weis vun engem Service, vun enger Verwaltung, an dësem Fall der Police an doriwwer eraus d'Inspection générale de la Police ugeet. An dat hu mer mat dësem Rapport gemaach.

Ech sinn dofir frou, datt mer de leschte Mëttwoch de schréftleche Rapport unanime konnten an der Commission juridique unhuelen. Déi sachlech an objektiv Diskussiounen, déi mer net nëmme mat den Acteuren um Terrain an deem Hearing, dee mer organiséiert haten, mä och duerno ënner eis an der Kommissioun haten, bezeie vun der Wichtegkeet an der Serenitéit vun deene Sujeten, déi mer ausgesicht haten.

D'Police an engem Rechtsstat huet eng eminent wichteg Roll. D'Poliziste sinn déi, déi stänneg a Kontakt mat de Bierger sinn. Si sinn déi, un déi d'Bierger sech wennen, wa se Affer vun engem Verbrieche gi sinn oder wa se engem eppes virzewerfen hunn. Vun engem chronologesche Standpunkt aus gesinn, sinn d'Polizisten déi, déi als Éischt optriede fir den Ordre public anzehalen, sief dat an hirer Missioun vu Police administrative, dat heescht éier eng Strofdot begaange ginn ass, oder als Police judiciaire, wa bis eng Strofdot begaange ginn ass.

Dofir ass et wichteg an noutwendeg, datt d'Police net nëmmen déi materiell a perséinlech Moyenen huet, mä och juristesch spezifesch Befugnisser huet, fir hirer eminent wichteger Roll am Stat gerecht ze ginn.

E Polizist, wann en an där Capacitéit handelt, an nëmme wann en an där Capacitéit handelt, muss Rechter zouerkannt kréien, déi méi wäit ginn, wéi déi vun alle Bierger. Wien awer och zousätzlech Rechter huet, kritt och zousätzlech Flichten.

Dës zousätzlech Flichte sinn duebel. Si si fir d'éischt juristescher Natur. Bei der Ausféierung vun hirer Aarbecht mussen d'Poliziste sech un déi am Gesetz festgehalen oder virgeschriwwe Bedéngungen a Prozeduren halen. E Polizist steet net iwwert dem Gesetz. D'Flichten, un déi d'Police sech ze halen huet, sinn och moralescher Natur. Well d'Polizisten am stännege Kontakt mat de Bierger sinn, verkierpert all eenzelne Polizist de Corps vun der Police. D'Feelverhale vun engem wierkt sech op dee ganze Corps aus.

Wa se och keng einfach Aarbecht hunn a mat Situatioune konfrontéiert ginn, déi net ëmmer einfach ze verdroe sinn, muss hiert Verhalen einfach exemplaresch sinn. An do, dat kann een ni genuch ënnersträichen, ass all Polizist gefuerdert. Héiflechkeet, déi elementaarst Héiflechkeet nom Motto: Moien, Merci an Äddi. D'Ausübe vun hire Rechter nëmmen zu professionellen Zwecker, an net an engem eegenen Interessi, eng Selbstdisziplin, Maîtrise de soi, dat sinn déi elementaarst Regelen, soe mer, den absolute Minimum a Saache Behuelen. D'Police soll an hirer Aart a Weis, wéi se mam Bierger ëmgeet, Beispill sinn, wéi een et soll maachen, an net Beispill sinn, wéi een et net soll maachen. An nach eng Kéier: Den Image - op gutt Lëtzebuergesch gesot - vum ganze Corps vun der Police gëtt vum falsche Behuele vun engem Eenzege geschiedegt.

Aus deene Grënn ass et och wichteg, datt et Kontrollinstanze gëtt, déi d'Police iwwerwaachen. Dat ass net nëmmen d'Inspection générale de la Police, op déi ech wäert nach ze schwätze kommen. Dat si fir d'éischt eng ganz Rëtsch vun aner Kontrollmechanismen. Déi eng sinn intern, wéi den hierarcheschen oder den disziplinaresche Wee. D'Police huet eng hierarchesch, eng militäresch organiséiert Struktur, an dës Struktur ass déi éischt bal - ech wëll soen -, déi natierlech Kontrollinstanz, déi et an der Police gëtt.

An dësem Zesummenhang, wéi den Här Rapporteur et och gesot huet, sollt nach erwähnt ginn, datt dat heitegt Disziplinarrechtgesetz vum 16. Abrëll 1979 an der

Force publique net méi den aktuelle Begebenheete Rechnung dréit. Den Avant-projet de loi wier, esou gouf eis emol gesot, an der Maach, mä géif iergendwou hänke bleiwen. Datt dësen Avant-projet de loi soll finaliséiert ginn an op den Instanzewee bruecht ginn, ass awer wichteg. Eng ganz Rëtsch vu Bestëmmungen an der Prozedur an och am Strofkatalog mussen op d'Lee geholl ginn.

D'Regierungsmembere fir d'Force publique - Arméi a Police - sinn zoustänneg a mussen derfir suergen, datt an deene beschtméiglechen Délaien e Projet de loi an dëser wichteger Matière an d'Chamber soll agereecht ginn.

Et gëtt awer och eng ganz Rei vun externe Kontrollorganer. Dat ass déi politesch Kontroll iwwert dës Chamber an d'Regierung; d'Kontroll a Saache vu Police judiciaire duerch de Code d'instruction criminelle, d'Policegesetz an e spezielle Strofregime vun den Officiers de police judiciaire; eng Kontroll a Saache Police administrative duerch de Comité de prévention, an eng obligatoresch Informatioun vum Parquet, wann extraordinär Evenementer virkommen. Dat ass eng Kontroll a Saache Police militaire duerch den Auditeur militaire, dat ass eng finanziell Kontroll. Dat ass eng Kontroll a Saachen Dateschutz. Dat ass eng Kontroll bei de Retours forcés duerch den Ausseministère an déi onofhängeg Observateuren. Dat ass eng Kontroll duerch de Médiateur an den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. Dat ass eng Kontroll vun internationalen Instanze wéi dem Conseil de l'Europe, d'Europäesch Unioun am Kader vu Schengen, an dat ass eng méi generell Kontroll iwwert Polizeigewerkschaften, iwwert d'Press an am grousse Ganzen iwwert d'Öffentlechkeet. Dobäi kënnt nach d'Inspection générale de la Police, d'IGP, déi d'Kärstéck vun dësem Rapport bilt.

D'IGP ass duerch d'Policegesetz vun 1999 geschafe ginn. Zéng Joer duerno ass et un der Zäit, dës deemools nei geschafen Institutioun op hir Resultater a Funktiounsaart a -weis ze iwwerpréiwen. Eppes muss ee virausschécken: Dës nei Institutioun huet sech gutt organiséiert a fonctionnéiert och gutt. D'Leit an der IGP maachen hir Aarbecht seriö a gewëssenhaft.

Wat sinn d'Missioune vun der Inspection générale de la Police? Den Här Rapporteur huet déi Missiounen a Kompetenze beschriwwen, esou kann ech mer et erlaben, se hei nëmme kuerz ze beschreiwen. D'Inspection générale de la Police steet ënnert der Autoritéit vum Justizminister an ass eng eegen, onofhängeg Organisatioun, déi getrennt ass - oder Verschiddener géife soen: soll sinn - vun der Police.

D'Inspection générale de la Police huet, niewent aner Fonctioune wéi bei der Formation continue vun de Polizisten, déi ze begleeden oder Statistiken opzesetzen, dräi grouss Missiounen: éischtens, Kontroll vun der Legalitéit. Huet d'Police hir Aarbecht konform zum Gesetz an de Prescriptions de service gemaach?

An dësen Affären, och Enquêtes administratives genannt, geet et haaptsächlech ëm d'Behuele vu Polizisten, d'Héiflechkeet, d'Selbstdisziplin an esou weider; geet et ëm d'Anhale vun de Prozeduren, zum Beispill bei enger Identitéitskontroll, oder ëm eng Verweigerung, eng Plainte nidderzeschreiwen - do muss een nach eng Kéier soen, all Bierger huet d'Recht, wann hien eng Plainte mécht, datt déi Plainte och soll niddergeschriwwe ginn. Oder et geet ëm eng schlecht Organisatioun vun der Police oder de Servicer wéi zum Beispill schlecht geschriwwe Rapporten oder e schlecht fonctionnéierenden Accueil an de Kommissariater.

A sengem Rapport fir 2006 huet d'Inspection générale de la Police festgehalen, datt zwee Drëttel vun deene Reklamatioune fir dat Joer 2006 - et waren der 94 - begrënnt waren. Aacht Dossiere goufen och 2006 un de Parquet weiderginn.

Niewent der Kontroll vun der Legalitéit gëtt et zweetens eng Kontroll vun der Qualitéit. D'Inspection générale de la Police kann Etüde maachen oder Auditen, fir ze iwwerpréiwen, wéi déi verschidde Servicer vun der Police fonctionnéieren an organiséiert sinn. 20 esou Etüden oder Auditë goufe säit 2000 gemaach. Hei gi Léisungsvirschléi un d'Polizeidirektioun gemaach. Mängel si bei der Kommunikatioun, der Kollaboratioun an der Koordinatioun tëschent Servicer oder bei der Formation continue opgefall, a Léisunge goufe virgeschloen.

Dës Etüden an Auditë gi vun der Inspection générale de la Police op Ufro vum Justizminister oder dem Procureur général de l'État gemaach. Der Meenung vun der Kommissioun no missten och de Generaldirekter vun der Police, aner Ministèren oder Institutioune wéi de Médiateur oder d'Commission consultative des droits de l'Homme beim Justizminister intervenéiere kënnen, fir eng Etüd oder en Audit vun der IGP an Optrag ze ginn.

Drëttens. No der Kontroll vun der Legalitéit a vun der Qualitéit kënnt d'Kontroll als Autorité judiciaire op Demande vum Procureur général d'État oder vun engem vun engem Procureur d'État. 2007 waren dat 27 Fäll, wou e Member vun der Police beschëllegt gouf, géint d'Strofgesetz verstouss ze hunn, sief dat iwwer Menacen, Coups et blessures an esou weider.

Här President, aus deem, wat ech elo grad gesot hunn, hutt Dir gemierkt, datt d'Inspection générale de la Police keng Kompetenz huet a Saache vun Disziplinaraffären, wou et natierlech net zu enger strofrechtlecher Enquête kënnt. D'Disziplinaraffäre gi vun der Police duerchgefouert. Dat waren der 2007 64 géigeniwwer 37 am Joer 2006 a 44 am Joer 2005.

Datt d'IGP an deenen Affären ausgeschloss ass, ka seng Grënn hunn. Eiser Meenung no misst awer och d'Inspection générale de la Police an deene graven Disziplinaraffären, déi virun e Conseil de discipline kommen, mat ageschalt ginn. Esou géife mer d'Kompetenze vun der IGP zwar ausweiden, mä d'IGP géif fundamental an hirer Missioun bleiwen, déi se 1999 krut, an zwar d'Kontroll vun der Police ze maachen.

Wa mer scho bei den Disziplinaraffäre sinn, solle mer och e puer Wierder iwwert den Accès zum Dossier duerch e beschëllegte Polizist verléieren. Am Kader vun der Orientatiounsdebatt, déi mer virun 18 Méint hei an dësem Plenum organiséiert hunn - dat war d'Orientatiounsdebatt iwwert d'Sécurité intérieure -, hat d'Commission juridique sech staark gemaach, fir datt den Accès vum Beschëllegten an enger strofrechtlecher Affär zu sengem Dossier soll verbessert ginn, an dat am Sënn vun der Égalité des armes oder enger richteg kontradiktorescher Prozedur. Datselwecht an aus deeneselwechte Grënn muss sech och an den Disziplinaraffäre vun der Police applizéiere kënnen.

De beschëllegte Polizist muss wëssen, firwat géint hien eng Affär ugefaange gëtt. Hie ka sech dat vläicht denken, mä dat geet net duer: Hie muss et wëssen. Froen, wéi zum Beispill: „Firwat sinn ech hei?" - däerf et net ginn. Nëmmen duerch e geregelten Accès zu sengem Dossier kann e Polizist sech géint eng Beschëllegung uerdentlech wieren. Dat ass eng vum Rechtsstat diktéiert Flicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Inspection générale de la Police beschäftegt dräizéng Persounen: eelef Polizisten an zwee Universitären. D'Inspection générale de la Police beschäftegt also Polizisten, fir d'Police ze kontrolléieren. Dat kann erstaunlech sinn, zumools - wéi ech dat virdru gesot hunn - d'Inspection générale vun der Police onofhängeg ass.

Ass d'Inspection générale dann nach wierklech esou onofhängeg? Déi eelef Polizisten ënnerstinn dem Generalinspekter, also dem Chef vun der Inspection générale de la Police. Si sinn awer nëmmen an d'Inspection générale de la Police détachéiert ginn a kënnen esou zu jiddwer Zäit erëm zréck an d'Police réintegréiert ginn, wa sech do fir si eng bestëmmte Plaz opmécht. Ouni datt dat an engem bestëmmte Fall, an enger preziser Affär zu iergendwéi enger schlechter Kontroll gefouert hätt, gëtt et e latenten oder e potenziellen Interessekonflikt. An deen Interessekonflikt, och, wann e sech bis elo net realiséiert huet, kann der Glafwierdegkeet vun der Kontroll duerch d'Inspection générale de la Police schueden.

Op där anerer Säit muss een awer och zwou weider Considératioune mat an d'Reflexioun afléisse loossen.

Éischtens ass d'Inspection générale eng kleng Verwaltung mat manner Promotiounsméiglechkeete wéi der Police. Et kann een och e falsche Choix gemaach hunn a wëllen zréck a säin Urspongscorps goen.

Zweetens mussen an der Inspection générale Leit schaffen, déi genee wëssen, wéi d'Police schafft a besonnesch, a wat fir schwéier stressfördernde Situatiounen e Polizist sech ka befannen an eventuell muss handelen.

De Kontrolleur muss wëssen, ënner wat fir enge Bedingungen e Kontrolléierten huet missen handelen, fir feststellen ze kënnen, ob e gutt oder schlecht gehandelt huet no de Kritären Nécessité, proportionnalité et subsidiarité. An déi léiert een net einfach esou an de Bicher. Dat muss ee wëssen. Dat muss ee kennen.

D'Onofhängegkeet vun der Inspection générale stäerken, heescht, datt d'Personal vun der Inspection générale géigeniwwer der Police onofhängeg ass. Dës Onofhängegkeet heescht net, datt d'Personal hir ganz Carrière muss an der Inspection générale verbréngen, mä si mussen iwwer e Changement de carrière fueren. Si kënnen awer net, wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, erëm zréck an d'Police goen, soss géife mer erëm op deen - wéi ech gesot hunn - latenten oder potenziellen Interessekonflikt zréckkommen.

D'Zivilpersonal soll och an deem Sënn gestäerkt ginn, datt si de Statut vun engem Officier de police judiciaire mat deenen zougehéierende Rechter, mä och Flichte kréien. D'Prime an d'Ausbildung kéinten och d'Inspection générale de la Police méi attraktiv maachen. An ech verweisen do op de schréftlechen a mëndleche Rapport vum Kolleeg Félix Braz.

Här President, un der Spëtzt vun der Inspection générale de la Police steet haut e Generaldirekter, deen aus der Police kënnt an deen no senger Déngschtzäit an der Inspection générale de la Police net méi zréck an d'Police däerf goen.

Déi Proposen, déi den Här Rapporteur virdrun erkläert huet, an zwar, datt mer virschloen, e Generalinspekter an en Adjoint ze hunn, wou deen een - Direkter oder Adjoint - aus der Police, an deen aneren - Adjoint oder Direkter - een aus der Magistratur oder ausgebilte Jurist ass, riichte sech net géint déi heiteg oder déi viregt oder déi nächst Direktioun, déi eng exzellent Aarbecht geleescht hunn. Zumools, wat déi viregt an déi heiteg Direktioun ugeet - vun där nächster weess ech jo nach näischt.

Dës Virschléi zilen doropshin, fir datt d'IGP a senger Onofhängegkeet vun der Police soll gestäerkt ginn, mä och esou eng gewësse Kontinuitéit u senger Spëtzt kritt. E stännege Wiessel un der Spëtzt vun enger esou wichteger Institutioun déngt der Aarbecht vun der Inspection générale net.

Wien elo grad an engem bestëmmte Moment Generalinspekter oder Adjoint gëtt, e Polizist oder Magistrat, Magistrat oder Jurist oder e Polizist, muss vu Fall zu Fall geklärt ginn, wann d'Kandidature bis virleien. Mä eppes ass sécher: Et geet dorëms, Leit ze nennen, déi Erfahrung op dësem Gebitt hunn. E Jurist, dee keng Erfahrung a strofrechtlechen Affären oder polizeilecher Aarbecht huet, wär bestëmmt eng Fehlbesetzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioune vun der Commission juridique, déi am Rapport an an där vum Rapporteur virbruechte Motioun festgehale goufen, mussen nach juristesch preziséiert ginn. Et si Leitlinnen, déi sech net nëmmen un déi heiteg, mä besonnesch un déi nächst Regierung wenden. Déi genau Modalitéite souwuel vum Standpunkt vun der Police oder Inspection générale, mä och vum Aspekt Fonction publique hier - fir de Changement de carrière zum Beispill - mussen nach am Detail ënnersicht ginn. Et ass eng Orientatiounsdebatt, an eis Konklusioune mussen och an deem Kader gesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vertrauen ass gutt, Kontroll ass besser, kéint ee bal hei soen. Besser wier awer folgende Saz: D'Vertrauen ass noutwendeg, d'Kontroll ass et och. D'Vertraue vun de Bierger an d'Police, d'Vertrauen tëschent der Police an der Inspection générale, dat si grondsätzlech Bedingungen, déi mussen agehale ginn, wat d'Fonctiounsaart a -weis vun der Police betrëfft. Kontrollinstanze sinn duerfir net iwwerflësseg, well se um Enn vum Dag zu engem méi grousse Vertrauen zur Police an hirer Aarbecht féieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert fir d'demokratesch Fraktioun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Fir d'éischt wëll ech dem Här Braz, awer och dem Här Santer Merci soen, well mer et fäerdeg bruecht hunn, an eiser Kommissioun awer eng ganz sachlech Diskussioun ze hunn iwwer e Sujet, dee bestëmmt net ganz einfach war, wou mer haut jo och Propositiounen hunn, wat jo awer och wichteg ass, fir no zéng Joer kënnen eng Institutioun eng Kéier ze analyséieren an ze kucken, wéi ee se ka verbesseren.

Den zéngten Anniversaire ass sécher do en Ulass, fir e Bilan ze maachen, mä et sinn awer aner Saache gewiescht, déi och d'Urgence invoquéiert hunn. Eng Saach, esou wéi et scho virdru gesot ginn ass, ass d'Affär „Bommeleeër", wou ganz vill iwwert d'IGP geschwat ginn ass.

Ech erënneren un eng Question parlementaire, déi ech gestallt hunn de 15. Januar 2008 un eise Justizminister, nodeem justement op enger Pressekonferenz de 25. November 2007 mam Här Biever an duerno och am Échange de vues, déi mer bei eis an der Chamber haten, gesot ginn ass, dass eng Filature organiséiert gi war am Kader vun de Bommen-Affären, ouni dass den Untersuchungsriichter deemools jo informéiert gi war. Wéi mer dunn déi Explikatioune kritt hunn, huet de Justizminister jo och gesot, dass hie géif d'IGP mandatéiere fir eng Enquête ze maachen, fir ze kucken, wat do geschitt wier, an dass déi Enquête och misst vun neutrale Leit gemaach ginn.

De Problem war: Wat sinn neutral Leit, wann Der Leit do sëtzen hutt, déi deemools bei der Affär derbäi waren? An iwwerhaapt konnt ee sech d'Fro stellen, wie vun deene Leit, déi haut bei der IGP sinn, kee Lien op jidde Fall haten oder kéinte kréie mat deene Leit, mat deene se schaffen oder kéinten nach eng Kéier zesumme schaffen.

An do krut ech och eng Äntwert vum Här Minister, dee mer gesot huet, dass hien insistéiert hätt, fir dass déi Persoun net sollt deemools fir d'Police geschafft hunn, an dunn huet hie mer och gesot: «Si néanmoins l'honorable Député, ou son groupe politique, n'a pas confiance dans le travail des fonctionnaires ainsi mandatés, je marque d'ores et déjà mon accord à ce que des experts étrangers soient chargés d'une mission…» An dunn huet hie gesot, mir sollten déi Leit nennen.

Ech ka mech awer erënneren un dee Rapport, Här President, deen am Fong net vill bruecht huet. Also, en huet gesot, et wier dat an dat an dat deemools geschitt. A wann ech mech awer erënneren, dann ass awer en anere Rapport komm, deen net e Rapport war, mä einfach e Courrier, dee vum Procureur Biever geschéckt ginn ass un de Justizminister, deen awer wéi eng Bomm ageschloen huet an och nach souguer derzou gefouert huet, dass den Här Reuland an den Här Stebens jo vun hirer Fonctioun démettéiert gi sinn.

De Rapport vun der IGP sollt jo awer déi Pièce maîtresse sinn doriwwer, wat deemools geschitt war. An op jidde Fall d'Konklusiounen, wann een déi liest vun der IGP an deem doten Dossier an dem Rapport an an deem Courrier vum Här Biever: Ce ne sont pas les mêmes conclusiouns! Ce ne sont pas les mêmes conclusiouns! Ech mengen, dat soll een net vergiessen.

Dann huet ee sech heiansdo d'Fro gestallt, ob et wéi an engem Supermarché wier, dat heescht, et géif ee lénks eppes plécken oder riets eppes plécken, dat heescht, heiansdo ass d'IGP kontaktéiert ginn an heiansdo ass se net kontaktéiert ginn. Ech ginn Iech elo d'Fäll vun Offizéier, ech zitéieren elo keen, mä wou awer Affäre gemaach gi sinn, do ass d'PJ mandatéiert gi fir déi Affären ze maachen. Ass do en Doute gewiescht vum Procureur vis-à-vis vun der IGP? Oder firwat sinn déi verschidden Affäre vis-à-vis vun Offizéier net vun der Inspection générale vun der Police gemaach ginn, mä vun der PJ?

(Interruption)

Här President, den Här Santer stellt mer eng Fro: Ech si weder Affekot vun deem Här, deen inculpéiert ginn ass, dee vun der Police selwer, dat heescht op d'mannst vum Parquet, Faitë reprochéiert kritt. Do kéint ee sech zwar Froe stellen - ech si ganz frou, Här President, dass den Här Santer mech dorop opmierksam gemaach huet - iwwert d'Äntwert, déi meng Kolleegin, d'Claudia Dall'Agnol, kritt op déi Fro, déi se gestallt huet iwwert déi Sanktioun iwwerhaapt. Well et soll een net vergiessen, dass an deenen doten Dossieren en Direkter vun der Police judiciaire jo Informatiounen net weiderginn hat un de Parquet.

Mir kréien hei net Bescheed gesot, wat do geschitt ass. Ech si ganz averstanen, et sinn Décisiounen, déi d'Justiz oder elo d'IGP oder de Minister muss huelen, mä et wier awer interessant,...

M. le Président.- Här Bettel, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Santer?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Selbstverständlech, Här President!

M. Patrick Santer *(CSV).*- Ech wollt den Här Bettel just froen, ob hie sech net mam Gebai geiert huet, an hien dat net an enger Cité judiciaire misst virdroen, amplaz an der Cité judiciaire Saachen iwwer politesch Affären ze plädéieren. Hei kann hie roueg iwwert de Rapport vum Här Braz diskutéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oder Äre Rapport. Dir hutt jo en zweete gemaach.

M. Patrick Santer *(CSV).*- Genau.

Den Här Justizminister, ass kee Riichter. Mir sinn och net Riichter. Dofir froen ech den Här Bettel, ob hie sech net mam Gebai geiert huet an hei net an der Cité judiciaire zu enger bestëmmter Affär wëllt plädéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech si ganz frou, dass den Här Santer mer déi Fro stellt, well leider ass nach ëmmer - dat, wat hie virdru gesot huet - d'Responsabilité politique an deem heiten Dossier net déi vun engem Riichter oder vum Polizist, mä nach ëmmer vun engem Här Minister. An den Här Minister, deen hei vis-à-vis vu mir sëtzt, ass nach ëmmer de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Justiz a fir d'Police.

(Interruption)

Ech weess, Här Santer, dass et och schwéier ass, wann een dem „Tageblatt"-Artikel no 30% vu senger Zäit Justizminister ass, dann ass et schwéier sech zu 100% ëm d'Dossieren ze këmmeren. Dat huet den Här Frieden jo an engem Artikel am „Tageblatt" gesot; 30%. Dat steet hei am Artikel. Ech zitéiere just.

Ech wëll Iech just soen, Här Santer: Wa mir de Justizminister eng Kéier géife kréien, misst deen 100% Justizminister sinn! Et ass kee part-time Job fir Justizminister ze sinn.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, loosst Iech elo net hei aus dem Konzept bréngen.

(Hilarité)

Féiert Dir roueg Är Ausféierunge weider a reegt Iech net op.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, dowéinst misst ee sech d'Fro stellen, wéini d'IGP oder wéini d'PJ misst Enquêtë maachen. An deem heite Fall sinn ech frou, dass mer jo zréckbehalen hunn, dass d'IGP soll an Zukunft och d'Enquêtë maachen.

Mä dat heescht, et soll een net op där enger Säit eng Prozedur hunn, an op där anerer Säit eng aner Prozedur. Dat mécht, wéi wann een an där enger oder an där anerer Form keng Confiance hätt. Dofir steet och an der Motioun, déi mer jo - dat hoffe mer - dann elo stëmmen: «à charger l'IGP de toutes les enquêtes disciplinaires visant des faits passibles du Conseil de discipline et ceci pour toutes les carrières (officiers, inspecteurs, brigadiers et le personnel civil)».

Här President, et kéint een hei dräi Punkten ervirhiewen, déi an deem heite Rapport ganz wichteg sinn an deene Punkten, déi mer décidéieren.

Dat ass éischtens, dass een Direkter en Directeur adjoint gëtt, an dass ee vun deenen zwee e Magistrat oder e Jurist ka sinn an deen aneren e Polizist. Et ass wichteg, dass och vis-à-vis vun der Indépendance vun dëser Administratioun net nëmmen déi Plaze vun Offizéier vun der Police grand-ducale besat sinn an dass een och do eng Persoun huet, déi aussestehend ass vis-à-vis vum Corps vun der Police grand-ducale.

Firwat soen ech dat? Et huet ee jo d'Gefill - an dat ass och am Fong deen zweete Punkt, deen ee kann hunn -, dann ass een eng Kéier bei d'Police- an d'Offizéiesch-Carrière gaangen, dunn ass een e bëssen an d'IGP gaangen, dunn ass een zréckgaang. Et konnt ee jo dem Text no vun där enger Plaz op déi aner goen.

Wat misst ech soen, wann ech Enquêteur wier bei der IGP an elo misst ech géint de Generaldirekter oder iergendee vun den Offizéier eng Enquête maachen an dann nees zréck bei d'Police goen? Ech wier jo bestëmmt net deen, deen herno eng fulgurant Carrière géif maachen, wann deen um Personalbüro mäin Numm géif gesinn. Dee géif do schonn e rout Duch gesinn.

Ech ka mer et virstellen, wann den Numm „Bettel" da géif do stoen, dass dat souwisou schonn eng Ursaach wär,…

(Hilarité)

…fir net grouss Carrière am Betrib ze maachen. Mä bon.

Ech soe just, Här President, dass et awer net méiglech ass - „Jeu des chaises musicales" hu mer dat als Kand genannt -, dass ech dann eng Kéier hei souz, an da wupps souz ech op där anerer Säit. Dat geet net! Oder et geet een an eng Instanz, déi d'Inspection générale vun der Police ass, an ech kontrolléieren do an ech hu meng Indépendance, an de Risque ass null, dass ech nees zréck muss bei déi vis-à-vis sëtze goen, oder grad deem säin zweete Mann ginn, nodeem ech enquêtéiert hunn. Wat elo de Fall ass bei der PJ an engem Dossier, wou eng Persoun géint d'Leit enquêtéiert huet an dann duerno awer nees deen Offizéier zréckkritt.

Dat ass net gutt, Här President! Et soll een och vermeiden, dass esou Fäll kommen, dass een, dee selwer eng Procédure disciplinaire hat, duerno nach vläicht Supérieur gëtt oder op jidde Fall an enger Abteilung schafft mat Leit, vis-à-vis vun deenen hie selwer duerno och enquêtéiert huet.

Dowéinst sollt dee Retour onméiglech ginn. Dat heescht, dass wann ee sech eng Kéier entscheet huet bei d'IGP ze goen, een och bei der IGP seng Carrière mécht, oder duerno op jidde Fall an enger Administratioun affectéiert gëtt. Ech si frou, wann dës Chamber och an dëser Motioun duerno de Minister freet, fir dass mer an déi Richtung ginn, fir dass dee Jeu de chaises musicales ophält, a virun allem och déi richteg Indépendance, andeems éischtens - ech hunn et scho gesot - net nëmme Polizisten, mä och Leit vu baussen do erakommen; an zweetens, virun allem, dass déi Persounen, déi dobanne sinn, net zréck bei d'Police ginn.

Et muss ee sech d'Froe stellen, ob et elo fir e ganz jonke Polizist interessant ass, fir bei d'IGP ze goen. D'Erfahrung ass och vläicht net do, wann een direkt als éischte Poste bei d'IGP géif goen. Et ass kaum dat, wat sech e Polizist virstellt, wann hie bei d'Police schaffe kënnt, fir do eng ganz Carrière bei der IGP ze maachen. Ech mengen, dass schonn en Enquêteurstitel wichteg wär, fir op jidde Fall bei d'IGP schaffen ze kommen, an dass déi Meescht, déi och do sinn, sollen Enquêteursqualitéiten hunn.

Dann, Här President, dee leschte Punkt, dee fir mech och ganz wichteg ass, dat ass deen drëtten. Dat ass den Accès aux dossiers. Et gëtt jo näischt méi Schlëmmes, wéi geruff ze ginn an ongeféier ze wëssen ëm wat et geet, mä net wësse wat genau et ass an ëm wat et ka goen, an dann nach - an dat ass dat Schlëmmst - duerno ze mengen et géif een als Zeie gehéiert ginn an dass duerno deen Dossier awer kann um Geriicht gebraucht ginn, wou de Parquet eng Affär géint de Polizist mécht. Dat geet net!

Oder ech gi gehéiert als Informatioun, oder ech gi gehéiert als Zeien, oder ech gi gehéiert als Inculpé. Mä ech kann net bei eng Inspection générale vun der Police geruff ginn an engem Dossier als Zeien, an dann duerno eng Affär gemaach kréien oder um Geriicht sëtzen a gesot kréien: Dir hutt dat deemools do an do an do als Zeien gesot, mä et ass jo duerno erauskomm, dass awer Reproche vis-à-vis vun Iech kéint gemaach ginn an dass dat och kéint géint Iech benotzt ginn. Dat ass e bësse wéi an den amerikanesche Serien: Tout ce que vous pourrez dire pourra être retenu contre vous. Dat geet net, Här President!

Wat och ass, an dat kënnt och vum Här Ressel, dee jo President vun der Polizeigewerkschaft ass: Si hu manner Rechter wéi aner Leit an deene Prozeduren. Iwwerall gëtt et de Prinzip, dass een en Dossier ka kucken. Et kritt ee souguer - also beim éischten Interrogatoire beim Untersuchungsriichter elo net, awer duerno kann een alles kucken. Et kritt ee Kopië vum Dossier, etc., etc.

Hei muss ech soen, bei der IGP, duerno wann den Dossier ganz fäerdeg ass, kritt een duerch den Untersuchungsriichter Asiicht. Mä do sinn d'Nullitéiten. Wann Der do d'Devoirë wëllt froen, wann Der wëllt eppes nopréiwe loossen, dann ass ganz oft schonn ee Joer oder iwwer e Joer verjuppt, wou Der iwwerhaapt guer keng materiell Preuvë méi kënnt hunn. Ob dat ass an engem Parkhaus, fir ze kucken um wivill Auer wien eragaangen ass, ob et ass, fir ze kucken, ob aus enger Videokamera kann d'Kassette benotzt ginn, da kritt ee ganz oft gesot: Déi Kassett ass iwwerspillt ginn a mir hu keng Kopie méi dovunner.

Dofir ass et och ganz schued, dass een dann als Polizist, oder een, deen op jidde Fall bei enger Affär bei der IGP geruff gëtt, net d'Méiglechkeet huet, fir déi Tracen ze retracéieren.

Dann zum Schluss, Här President, sinn immens vill Affären, déi een dann als Polizist och gemaach kritt, wou een da geruff gëtt, wou een dann eng Affär gemaach kritt, déi dann awer am Fong als Dénonciations calomnieuses kéinte qualifizéiert ginn. Dat heescht, ech gi geruff an duerno kënnt näischt eraus, mä dann ass et hei: D'Affär ass fäerdeg. De Polizist, wann hien da gären eppes hätt oder wann hie gären eng Prozedur wëllt, muss hien en Affekot huelen, op d'Geriicht goen, eng Plainte maachen oder eng Citation directe, fir iwwerhaapt kënnen de Schued anzekloe fir - tëschent Klammeren - déi ganz Emmerdementer, déi hie gemaach kritt huet während enger ganzer Prozedur. Dat geet net!

Här President, wéi gesot, mir si frou iwwert dee Rapport, deen hei vum Här Braz presentéiert ginn ass. Selbstverständlech si mer och mat deene Punkten averstan vun der Motioun. Wéi gesot, den zéngten Anniversaire ass net d'Occasioun eleng fir do Reformen an der IGP ze maachen, well et sinn nach aner Faktoren, déi ech hei ervirgehuewen hunn.

Et ass wichteg: dass et an der IGP méi transparent gëtt, fir op jidde Fall au point de vue Incapacitéit vu lénks oder no riets kënnen ze goen, dat heescht vun der Police bei d'IGP zréckzegoen; dass et net méiglech ass, dass nëmme Polizisten do sinn, mä dass och eng aner Persoun soll dra sinn; an dann nach schlussendlech, dass d'Rechter vun deem engen a vun deem anere Polizist, déi bei d'IGP geruff ginn, garantéiert ginn.

Dat sinn déi dräi Punkten, op déi mer insistéiert hunn a wou mer frou si wann dës Chamber och unanime dës Texter wäert stëmmen, an da selbstverständlech, dass d'Regierung se och sollt duerchsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Alex Bodry huet elo d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat am Fong wëlles hei ervirzesträichen, dass no der Opreegung, déi eigentlech um Ursprong war vun der Demande vun der gréisster Fraktioun, fir dëst Thema hei am Parlament zur Sprooch ze bréngen, elo méi Sérénitéit agezu wär. Nom Här Bettel senger Interventioun sinn ech awer net méi sécher, ob ech…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass mäi Bluttdrock!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dee Substantiv hei nach ka gebrauchen.

Op jidde Fall, an der Kommissiounssitzung hate mer ganz sachlech Diskussiounen. Ech sinn och frou, dass mer déi Aarbechten an der Kommissioun net bâcléiert hunn doduerjer, dass ee probéiert hätt an e puer Woche Konklusiounen ze zéien, mä dass mer eis e bëssen Zäit gelooss hunn, och nodeem mer déi eenzel Acteure gehéiert hunn, fir eis definitiv eng Meenung ze bilden an eng Rei vun Orientatiounen ze ginn, wéi eng Reform vun der Polizeikontroll kéint an deenen nächste Joren ausgesinn.

Et ass evident, dass d'Polizei, andeem se eigentlech iwwert de Monopol verfügt, iwwert de legalen Asaz vun der Gewalt, muss eng speziell Kontroll kréien. Dat kann net anescht sinn.

Et ass och normal, fannen ech, dass d'Chamber sech mat där doter Fro beschäftegt. Dat och nodeem et elo knapp zéng Joer hier ass - néng Joer genau -, dass d'Gesetz vun „99 iwwert d'Fusioun vu Polizei a Kraaft ass, wat jo en neie Modus vu Kontroll vun der Polizeiaarbecht virgesinn huet. Et muss een also ënnerscheeden tëschent deem, wat virun 2000 war, an deem Modell vu Kontroll, deen ab dem 1. Januar 2000 gespillt huet, mat der Police grand-ducale.

Virdrun ass een dervun ausgaangen - an dat war drolegerweis ni contestéiert, obwuel et contestabel war; vläicht méi wéi dat, wat mer elo haut erëm a Fro stellen -, dass déi Kontroll am Fong intern leeft an dass sech drop verlooss ginn ass, dass doduerch, dass mer zwee Corpsen hunn, do eng gewësse géigesäiteg Kontroll och spillt.

Dat war zemools fraglech, well zënter geraumer Zäit - zënter Jorzéngten - och schonn zum Beispill de Cadre supérieur commun war tëschent deenen zwee Corpsen. Dat heescht, dass et üblech war, dass Offizéier aus der Gendarmerie an der Police waren an ëmgekéiert. Dat war also üblech. Do war also ni eng strikt Trennung tëschent deenen zwee Corpsen, besonnesch och wat d'Spëtzt vun deene Corpsen ugeet.

Nach huet dat ni zu gréisseren Diskussiounen an och - schéngt et - ni zu gréissere Skandaler gefouert. Esou dass mer eis elo mat deem System hei ofginn, deen de Législateur ab dem 1. Januar 2000 opgesat huet.

Wéi mer sengerzäit dat Gesetz vun „99 preparéiert hunn - ech ka mech e bëssen als ee vun de Päpp vun där Organisatioun do bezeechnen -, huet sech natierlech direkt d'Fro gestallt: Wéi organiséiert een d'Kontroll vun där neier Police?

Fir eis war et relativ kloer, dass et net eleng kéint am interne Kader vun der Polizei oflafen. Mir hunn also och gesicht fir Modeller am Ausland ze fannen, wou aner Forme vu Kontroll duerchgefouert si ginn. U sech war sengerzäit de belsche Modell deen, dee mer als Ligne de conduite zréckbehalen hunn, fir ze soen: Mir schafen am Fong en neie Service.

Et kéint een och soen et wär eng nei Verwaltung, well u sech ass d'Inspection générale de la Police kee Bestanddeel vun der Police grand-ducale. Dat ass e Service, deen direkt dem zoustännege Minister - deemools war et de Minister vun der Force publique; haut ass et de Minister vun der Justiz - ënnerstallt ass.

Also, et ass am Fong en onofhängege Service, deen direkt näischt mat der Polizei ze dinn huet. Dat spigelt sech och erëm, wann een den Arrêté grand-ducal noliest, deen d'Kompositioun vun de Ministèrë festleet. Am Joer 2004 gesäit een och, dass d'Inspection générale de la Police niewent der Police grand-ducale als eegestänneg Kompetenz vum Justizminister opgefouert gëtt. Et war also ëmmer d'Absicht do, fir déi zwou Saache kloer vuneneen ze trennen.

Nach ass et esou, dass natierlech d'Inspection générale de la Police nach ëmmer en Deel vun der Force publique duerstellt an natierlech ganz staark verbonnen ass mat der Polizei duerch de Rekrutement vu senge Mataarbechter. Dat doduerjer, dass mer de System gewielt hunn, dass d'Indépendance haaptsächlech grefféiert ass op de Chef vun der Inspektioun.

Den Inspecteur général ass en héichgradegen Offizéier, en héichgradege Member vun der Carrière supérieure. Mir hunn och derfir gesuergt, dass hie vum Grad hier am Fong sollt op en Niveau kommen, dass et u sech och kloer wär an der Hierarchie, dass him par rapport zur Police u sech net an engem Sënn kéinten Uerderen ausgedeelt ginn.

Fir de Rescht ass e Modell opgegraff ginn, deen zum Deel am Service de Renseignement bestanen huet, déi och ganz vill mat détachéierte Mataarbechter schaffen, wou awer - muss ech soen - déi eege Mataarbechter an der Zuel méi grouss sinn, mä déi awer ganz oft zréckgräifen op Mataarbechter, déi zäitweileg détachéiert gi vun anere Verwaltungen an de Service de Renseignement.

Dee Modell do ass och e bëssen hei virgesi ginn, och aus der Suerg eraus, dass ee Leit kritt, déi motivéiert bleiwen. Dat ass vläicht och e Problem, dee sech vläicht herno bei deem neie Modell wäert erausstellen: Fanne mer motivéiert Leit, déi sech an déi Inspektioun do mellen, mat der Perspektiv, dass se mat grousser Wahrscheinlechkeet bis zu hirem Carrières-Enn wäerten an där doter Verwaltung bleiwen? Et ass ze kucken, wéi sech dat an der Praxis herno wäert erausstellen. Mä et war also d'Suerg, fir do Leit ze behalen, déi wësse wéi d'Polizei intern fonctionnéiert an déi dann och kënnen erugezu ginn, fir déi Aarbechten ze maachen.

Dat ass sécherlech kee perfekte System, wéi mer eis och an der Commission juridique bewosst sinn, dass wat mir hei proposéieren och net direkt d'Perfektioun ass. Et gëtt keen ideale System, wat d'Kontroll vun der Polizeiaarbecht ugeet. Mä nach mengen ech, dass dee System, deen „99 duerch d'Gesetz amplaz gesat ginn ass, awer ka perfektionnéiert ginn a ka verbessert ginn op eenzelne Punkten.

Mir hu sengerzäit écartéiert, an d'Kommissioun ass jo bei där Positioun bliwwen, dass mer deem Ganze géife substituéieren oder derniewent nach e Contrôle parlementaire aféieren, well mer der Meenung sinn, dass et net d'Aufgab vun der Chamber ass, fir eng wierksam Kontroll kënne vun engem dagdeegleche Fonctionnement vun enger grousser Verwaltung auszeféieren.

Ech hu meng Douten, ob eis éirewäert Kontrollkommissioun dat iwwert de Service de Renseignement ka maachen. An ech hunn natierlech nach méi grouss Douten, dass et

méiglech wär esou eng parlamentaresch Kontroll ze maache mat deene Moyenen, déi mer och als Parlament hunn, fortwährend eng Verwaltung vu 1.600 bis 2.000 Leit do ze kontrolléieren, wat hir Aarbecht ugeet. Dat ass menger Ansicht no eng Kontroll, déi gutt um Pabeier mécht, mä déi an der Praxis kaum Wierksamkeet ka weisen. Duerfir sinn ech och frou, dass op déi Iddi do net an den Diskussiounen zréckgegraff ginn ass, déi mer an der Commission juridique zu deem dote Punkt haten.

Den Text, wéi e sengerzäit d'Regierung '99 proposéiert hat, ass och liicht ëmgeännert ginn an der leschter Versioun duerch den Avis vum Statsrot, deen zur Fusioun vu Gendarmerie a Police komm ass. Duerch de Statsrot ass drakomm, dass de Chef vun der Inspektioun kéint e Member vun der Carrière supérieure vun der Police sinn, mä awer och kéint e Member si vun der Carrière supérieure beim Stat; an haaptsächlech Jurist oder Ekonomist. Dat waren déi zwou Formatiounen, déi am heitege Gesetz drastinn.

Et muss ee feststellen, dass déi Ministeren, déi d'Nominatioune virgeholl hunn, de Choix getraff hunn, fir en héije Beamten aus der Police ze huelen, an net op e Jurist oder en Ekonomist aus enger anerer staatlecher Verwaltung zréckzegräifen. Dat wär awer parfaitement méiglech gewiescht opgrond vun deenen Texter, déi mer virleien hunn.

Dat Zweet, wat sech nach geännert huet duerch den Avis vum Statsrot, ass, dass d'Regierung ursprünglech wëlles hat déi eege Kompetenze vun der Inspektioun méi grouss auszeleeën. Et war virgesinn, dass se sech och praktesch selwer kéinte mat Dossiere befaassen, dass se also net nëmmen op Demande hi kënne schaffen. An dat ass e bëssen ageschränkt ginn - net komplett, mä awer e bëssen ageschränkt ginn - duerch dem Statsrot säin Avis, deen herno och vun der zoustänneger Kommissioun hei vun der Chamber iwwerholl ginn ass, wou am Fong d'Recht vun der Autosaisine vun der Inspektioun ageschränkt ginn ass par rapport zu deem, wat ursprünglech virgesi gi war.

Et muss een och soen, wéi mer 2003 en éischte Bilan gezunn hunn iwwert dräi Joer Mise en vigueur oder Mise en application vun der Reform vu Gendarmerie a Police, dass do d'Inspektioun kee grousst Thema war hei an den Debatten - ech hunn dat nogelies - am Joer 2003. Mir ass just do eng Ausso vum Gréngen-Deputéierten, dem Jean Huss, opgefall, déi ech och nach haut deelen, wou hie gesot huet, et wier nach ze fréi fir e Bilan ze zéien, a wou hie gesot huet, et muss een op jidde Fall elo oppassen, egal wat fir eng Kontroll vun der Police dass mer aféieren, dass een op där enger Säit déi schwaarz Schof kann zur Rechenschaft zéien, mä op där anerer Säit däerf déi Kontroll awer net esou enk sinn, dass se zu enger Demotivatioun vum Polizeipersonal féiert duerch eng Kontroll op Schratt an Tratt. Dat ass déi Positioun, déi ech och haut nach ëmmer hunn, wat e méigleche Modell vu Polizeikontroll ugeet.

Et sinn néng Joer eriwwer. Mir hunn haut méi e geschäerftene Bléck op d'Stäerkte vum System. Mir hunn awer och sécherlech méi e klore Bléck, wat déi eenzel Schwächte vun deem System vum 99er Gesetz si respektiv wat d'Ëmsetzung vun deem Gesetz do ugeet.

Sécherlech schielt sech eng Noutwendegkeet eraus, fir d'Onofhängegkeet vun där doter Kontrollinstanz nach méi staark ze affirméieren, wéi dat am Gesetz vun '99 de Fall war; besonnesch och wat déi öffentlech Wahrnehmung vun där Onofhängegkeet ugeet. Hei geet et net drëm, dass ech - ech wëll dat net maachen - déi a Fro stellen, mä dobausse kann d'Opinion publique den Androck kréien, esou wéi déi Organisatioun vun där Kontroll opgebaut ass, dass do net ëmmer déi néideg Onofhängegkeet entsteet.

A wann deen Androck kann opkommen, deem muss een entgéintwierken doduerch, dass een eben och strukturell déi Veränderunge mécht, déi dann eben noutwendeg sinn, fir deen Doute net opkommen ze loossen, dass kéint e Kontrollorgan vun der Police net a voller Onofhängegkeet par rapport zur Polizei selwer fonctionnéieren.

Duerfir mengen ech, dass, och wann Der gemierkt hutt, dass déi consultéiert Instanzen net op engem Wee waren a verschidde Positiounen haten, sech dach eng Rei vun Accorden ausschielen, wou d'Kommissioun dann och tranchéiert huet tëschent deenen eenzelne Positioune vun den Interlocuteuren.

Mäin éischte wichtege Punkt ass, dass mer aus dem eegestännege Service vun der Inspection générale de la Police, déi direkt dem Minister ënnergeuerdent ass, dass mer do eng Zivilverwaltung maachen. Mir soen et net esou kloer, mä dat ass et eigentlech. Mir maachen aus där Inspection générale de la Police eng Zivilverwaltung a mir maache Schluss mat der Praxis vun den Détachementer vun der Police an déi Inspektioun eran, wat haut also éischter d'Regel war wéi d'Ausnahm.

D'Kommissioun huet awer och erkannt, dass et weiderhin immens wichteg bleift, dass déi Inspektioun aus Leit zesummegesat ass, déi awer d'Police vu bannen eraus kennen, déi wësse wéi et fonctionnéiert, déi och e Gefill hu fir d'Aschätzung vun engem Fehlverhalen oder net. An dat kritt ee menger Ansicht no nëmmen, wann een d'Polizeiaarbecht wierklech vun der Praxis aus richteg kennt. Duerfir soll dat jo eng gemëschten Zesummesetzung ginn, wou een dann och virgesäit, dass eng Rei vu fréiere Membere vun der Polizei och Member vun där neier Inspection générale de la Police kënne ginn.

D'Neierung ass, dass se u sech awer net méi kënnen an hiren Ursprongscorps zréckkommen. Dat ass d'Iddi, déi mer hunn. Awéiwäit dat kompatibel ass mat Regele vun der Fonction publique an esou, dat muss ee vläicht nach alles am Detail kucken. Mä u sech ass dat d'Grondiddi, déi mer haten, déi jo och erkläert, firwat dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

Wichteg schéngt mer och ze sinn - an dat war och '99, wann ech mech net ieren, versprach ginn, wéi mer iwwert d'Gesetz vun der Polizei a Gendarmerie hei geschwat hunn -, dass mer och onbedéngt missten an enger nächster Phas un d'Reform vum Gesetz vun '79 iwwert d'Disziplinarprozeduren an der Force publique insgesamt schwätzen.

Et betrëfft net nëmmen d'Police, et betrëfft och d'Arméi. Dat ass alles al, an do sinn e puer Grondprinzipien, déi fir mech awer fir all Zort vun Enquête géint Fonctionnairë gëllen. Déi musse selbstverständlech och bei deenen dote gëllen. Ech ka mech erënneren, dass ech als Minister Diskussiounen hat, méi nach vläicht mat der Arméihierarchie wéi mat där vun der Gendarmerie an der Police. Do ass d'Fro komm: Jo, ass et da méiglech, dass ee sech assistéiere léisst duerch en Affekot? Ma selbstverständlech, dat schéngt fir mech awer e Recht ze sinn, dass en Affekot derbäi sëtzt. Deen däerf natierlech net do d'Wuert féieren, mä u sech huet hien d'Recht sech assistéieren ze loossen.

Dat sinn alles Punkten, déi an deem Text vun '79 net virgesi sinn, déi an der Praxis awer zum Deel schonn elo respektéiert ginn. Mä et sinn nach där Saachen dran. Do stellt sech natierlech och d'Fro, zu wat fir engem Moment een Ableck kritt a säin Dossier. Woubäi een natierlech och muss eng Distinctioun maachen.

Et gëtt eng Enquête administrative, et gëtt eng Enquête disciplinaire, an da gëtt et nach eng Enquête judiciaire. An natierlech d'Positioun och vun deenen, déi betraff sinn, an d'Rechter, déi ännere sech natierlech opgrond vun deenen eenzelnen Enquêten. D'Problematik ass hei, dass mer et bis elo bei deenen Inspektiounen, déi d'Inspection générale de la Police gemaach huet, am Regelfall mat enger Enquête administrative ze dinn hunn; et sief d'Justizorganer hätte se beoptraagt eppes ze maachen.

Do gëtt et natierlech keen direkten Ugekloten, wéi och bei enger Enquête administrative, déi an enger anerer Verwaltung ka vum zoustännegen Direkter oder Minister ordonnéiert ginn. Och do ginn et keng fest Regelen. Dat mécht d'Saach net einfach, fir do dat doten an ee vun deene klassesche Schemaen eranzekréien. Duerfir muss een do och kloer déi Distinctioun maachen tëschent der Zilrichtung vun deenen eenzelnen Enquêten. Dorunner hänke sech dann eng Rei vu Rechter a Flichten, déi selbstverständlech ze respektéiere sinn. Déi sollen dann net nëmme gëlle fir déi Leit aus der Polizei, mä se solle fir all Beamte gëllen, déi an der öffentlecher Verwaltung schaffen, wa sech esou Enquêten ëm si oder géint si riichten.

Dat waren déi Haaptpunkten, déi mer zréckbehalen hunn. Ech mengen, dass mer hei probéiert hunn net d'Revolutioun ze maachen, mä awer eng pragmatesch Approche haten, a kucken: Wat kënne mer op eenzelne Punkte verbesseren opgrond vun där Erfahrung, déi elo do ass, och opgrond vun deene Virschléi, déi an der Diskussioun si respektiv där Perceptioun, déi d'Opinion publique vu bausse vun der Kontroll vun der Polizei huet?

Mir wäerte wahrscheinlech feststellen, wann et elo an den Detail geet vun där Ëmsetzung vun eisen Iddien, dass mer do op eng Rei praktesch Schwieregkeete wäerte stoussen. Fir dat doten an e kohärenten Text eranzekréien, dat schéngt mer net esou evident ze sinn, well mer eng Rei vu Prinzipien an der öffentlecher Verwaltung awer hei e bëssen heurtéiere mat deem Wee, dee mer als Kommissioun hei gemeinsam proposéiert hunn. Mä dat ass eng Fro, déi déi nächst Regierung an déi nächst Chamber da méi intensiv wäert beschäftegen.

Ech wollt nach e Wuert soen zu där Iddi, déi oft an d'Vitrine gestallt gëtt, vum Magistrat un der Spëtzt vun enger Verwaltung. D'Magistratur ass en éierewäerte Corps, an d'Membere vun deem Corps si ganz éierewäert Persounen, mä et ginn awer och aner héich Statsbeamten, déi wuel esou éierewäert si wéi d'Magistraten. Ech fille mech ëmmer onwuel, wann dobaussen den Androck entsteet, dass nëmmen duerch e Magistrat kéint garantéiert sinn, dass absolut d'Garantie do wär fir Onofhängegkeet a fir Integritéit.

Ech mengen, dass een déi dote Qualitéiten an der Regel och bei aneren héije Statsbeamten hei zu Lëtzebuerg virfënnt. Duerfir mengen ech och net, dass de Fait, dass mer e Magistrat géifen un d'Spëtzt vun der Inspektioun stellen, en Allheelmëttel wär fir Problemer, déi een haut festgestallt hätt am Fonctionnement vun der Inspection générale de la Police.

Et stellt sech nämlech och nach d'Fro: Wann dee Magistrat genannt wär, bleift hie Magistrat? Wann hien dat bleift, kann et net sinn, dass hien engem Minister direkt ënnerstallt ass, well als Magistrat huet hien e ganz anere Statut. Dann hätte mer u sech eng Verwaltung, déi engem Minister ënnerstallt wär, mä de Chef vun där Verwaltung, dee wär him net ënnerstallt. Dat ass fir mech net ganz logesch.

Duerfir géif ech nach eng Kéier bieden, wa mer wierklech elo am Detail eng Kéier op déi Fro zréckkommen, dass een dat doten nach eng Kéier genau kuckt. Do schénge mer nach e puer Bocksféiss an deem Ganzen dran ze sinn.

Da mengen ech och, wa mer eis d'Fro stelle vun der Kontroll vun der Polizei, musse mer eis an deemselwechten Otemzuch och d'Fro stellen: Wéi kontrolléiere mer déi sëlleche Beamten - an dat sinn der e puer honnert hei am Lëtzebuerger Stat -, déi d'Pouvoire vun engem Officier de police judiciaire hunn? Déi hunn déiselwecht Pouvoire wéi d'Polizei, sinn awer net därselwechter Kontroll ënnerworf wéi d'Polizei.

Och do musse mer jiddweree gläich behandelen. Mir kënnen eis net acharnéieren op d'Police, wou mer all méiglech Abusen iergendwéi fäerten, an op där anerer Säit déi sëlleche Beamte vu ganze Verwaltungen; ech denken un d'Douane, déi jo an eenzelne Beräicher wierklech voll Pouvoiren huet. Do géif dann u sech nëmmen déi intern Kontroll spillen. Do wär keen Organ do, wat richteg d'Kontroll vun deene sëlleche Beamte mécht, déi awer déiselwecht Pouvoiren hu wéi d'Polizei.

Duerfir mengen ech, dass mer och, wa mer also hei wëllen Neel mat Käpp maachen, ob mer dat wëllen oder net, aus dem Gläichheetsprinzip eraus d'Fro attackéiere vun der Kontroll vun deenen Officiers de police judiciaire, déi a villen anere Verwaltunge sinn an déi allgemeng oder partiell déiselwecht Pouvoiren hu wéi d'Polizei.

Dat ass fir mech eng ganz wichteg Fro; fir net emol d'Fro ze stellen: Wie kontrolléiert d'Riichter? En anere wichtege Pouvoir, wou mer och wäerten an nächster Zäit d'Geleeënheet kréien eis och ze ënnerhale ronderëm eng Verbesserung vun där Kontroll an d'Schafung vun engem Conseil supérieur de la Justice oder wéi mer dat Organ och ëmmer wëllen nennen. Dat sinn och Froen, déi mer am selwechten Zesummenhang am Fonctionnement vun engem Rechtsstat oder der Kontroll vun de Pouvoire mussen als Parlament stellen.

Voilà! Dat gesot, meng Iwwerleeung an déi vu menger Fraktioun zu deem heite Rapport, dee mer selbstverständlech droen a wou mer och hoffen, dass mer opgrond vun där Viraarbecht an deenen nächste Jore schnell kënne virukommen, fir Neel mat Käpp an där doter Affär ze maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Henckes huet elo d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Félix Braz Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Hien huet domadder schonn e gudden Deel vun der Problematik exposéiert an och déi richteg Donnéeën erabruecht.

Et ass eng Diskussioun, déi elo no zéng Joer soll a muss gefouert ginn, well ech der Meenung sinn, datt een am Prinzip bal all Gesetzer misst periodesch enger klenger Revisioun ënnerwerfen, fir ze kucken, ob se net adaptatiounsfäeg wieren oder misste sinn.

Mir hunn och eng Motioun virleien, wou ech éischter géif unhuelen, datt et e Wonschziedel ass an datt d'Regierung dann natierlech wäert d'Faisabilitéit vun deem kucke mussen, wat mir am Rapport an an der Motioun virschloen.

D'Problematik kenne mer. Mer hunn eng etlech Plainten déi géint d'Police kommen. Wann een d'Zuel vun deene Plaintë kuckt, da gesäit een, datt dat sech awer a Moossen hält. Ech kucke just nëmmen déi Penal, déi leie bei 20 bis 30 pro Joer, an dovunner ass een Deel, wou héchstwahrscheinlech keng Poursuitë wäerte stattfannen. Do muss een da just bedaueren, datt mer vun der IGP net informéiert ginn, wéi vill vun deene Plainten dann effektiv herno zu Condamnatioune féieren.

Da ginn et nach eng etlech aner Enquêten déi musse gemaach ginn, an do gesäit een, datt dat natierlech de Gros vun de Leit dobaussen net weider vill interesséiert, well et sech an dem normalen administrative Geschéie vun enger Administratioun wéi der Police implizéiert. Et gesäit een och, datt d'Plainten zu engem groussen Deel, zu 68% vu Privatleit, zu 12% vum Parquet, an zu 17% vun der Justiz, an 3% vun der IGP selwer kommen. Do gesäit een, datt ganz vill Bierger dobaussen heiansdo Problemer mat der Police hunn, wéinst der Aart a Weis wéi si behandelt gi sinn. Dat kënnen awer och einfach Problemer mat engem Autosaccident sinn. Duerfir ass et wichteg, datt bei der Police op jiddwer Fall eppes muss soignéiert ginn, an dat ass, datt een den Ëmgang mat de Leit, souguer wann een an enger Stresssituatioun ass, awer muss fleegen, well heiansdo kommen do zu Recht Plainten, deenen d'IGP da muss nogoen.

Wat elo d'Motioun an och de Rapport ugeet, muss een awer och e puer vun deene Problemer a Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, méi kritesch hannerfroen. Zum Beispill déi Fro, ob e Magistrat un der Spëtzt vun der IGP soll sinn oder net. Den Ausdrock „Magistrat" schéngt mir onglécklech ze sinn. Et misst éischter e Jurist sinn, dee vläicht aus der Magistratur kënnt, oder en einfache Jurist, wéi et och an der Motioun virgeschloe gëtt. Woufir? Wann en d'Qualitéit vum Magistrat behält, da fält en natierlech net ënnert d'Autoritéit vum Justizminister, an dat wier op jiddwer Fall falsch, well de Justizminister muss awer d'Recht behalen enger Administratioun wéi der IGP Instruktiounen ze ginn. Et däerf also mat engem Magistrat en tant que tel ès qualités näischt ze dinn hunn.

Duerfir hunn ech och Schwieregkeeten, fir op de Wee ze goen, datt dee Magistrat dann och während där Zäit, wou e bei der IGP ass, nach der Disziplin vun der Magistratur géif ënnerleien, an deene ganz spezielle Prozeduren, déi duerfir virgesi sinn. Ech hunn d'Impressioun, datt sech do e puer praktesch Problemer kéinte stellen, an och juristescher Natur, op déi ech elo net wëll agoen, mä wou ech unhuelen, datt d'Regierung, wa se deene Suggestiounen, deene Wënsch hei vun der Kommissioun wëllt Rechnung droen, wa se déi wëllt ëmsetzen, datt et do nach eng etlech Problemer wäerte ginn.

Deen anere Problem ass dee vun den Enquêteurë selwer, wou gesot gëtt, datt se bien entendu mussen aus der Police kommen, well se do eng Erfahrung gesammelt hunn, well se wësse wéi et an der Police geet, an dat facilitéiert bien entendu hir Aarbecht. Mä op där anerer Säit, wa se net méi d'Méiglechkeet hu fir nees erëm zréck bei d'Police ze goen, da wäerten natierlech eng etlech Leit, déi an der Police sinn, déi do als Enquêteurë figuréieren, awer zécke fir de Wee bei d'IGP ze fannen. Woufir? Ma well se Spaass un hirer Aarbecht hunn, well se de Métier vum Enquêteur bei der Police judiciaire oder beim SREC gesicht hunn, well dat hinne gefält, a si also net onbedéngt wëlle vun do fortgoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wann op där anerer Säit awer elo duerch eng speziell Prime d'Attraktivitéit fir esou e Wiessel méi grouss gëtt, da verléieren hanneno d'Police an de SREC awer nees ganz gutt Enquêteuren. Do wäert also de Justizminister mussen en Équiliber fannen, fir déi zwee Punkten do op een Nenner ze bréngen. Ech wënschen him eng gutt Hand, mä ech huelen awer un, datt dat an der Praxis zu munch Problemer wäert féieren.

Wat gutt ass, dat ass, datt déi Nominatiounen, déi solle gemaach ginn, op jiddwer Fall fir eng Zäitdauer vu siwe Joer solle sinn, renouvelable, well et kann net sinn, datt een esou eng Fonctioun géif iwwerhuelen, als Jurist oder als Jurist „issu de la magistrature", wéi ech et soen, an da schonn no engem oder zwee Joer nees géif a säi Corps zréckgoen.

Da stellt sech och nach eng Problematik mat der Formatioun vun deenen Enquêteuren. Wann ee weess, datt bei der IGP elo eng 13 Leit schaffen, an et misst een esou eng Formatioun do virgesinn, da kann een unhuelen, datt een ongeféier eng 20 Formateurë kéint brauchen, an dat alles fir vläicht eng hallef Dose Leit, déi an engem Joer an esou engem Cours kéinte sinn. Ech hunn esou d'Impressioun, datt dat och e Wonsch ass, deen zwar richteg ass, wou mer awer just musse kucken, wéi mer dat dote praktesch kënne realiséieren, an ob net eventuell Formatiounen am Ausland méi nëtzlech wieren, jee nodeem wéi sech d'Problematiken oder de Mangel u Formatioun, oder déi zousätzlech Formatioun, déi eenzel Enquêteuren mussen hunn, presentéieren.

Dann hu mer an der Motioun och zréckbehalen, datt et soll eng etlech Enquêteurs civils ginn, an do hunn ech awer esou d'Impressioun, datt dat vläicht eng Iddi ass, déi och kritesch ze hannerfroen ass, well mer wëssen, datt dat bei der Police judiciaire net grad zu satisfaisanté Konklusioune gefouert huet.

Da stellt sech och nach eng Problematik fir de Personnel civil, dee bei der Police schafft, fir deen der Kontroll vun der IGP ze ënnerwerfen. Och dat schéngt mir eng Problematik ze sinn, déi awer misst geregelt ginn, well ech unhuelen, datt dee Personnel civil do net grad wäert begeeschtert sinn iwwert déi Suggestiounen, well si sinn net dem droit militaire ënnerworf, si hunn also ganz aner Fonctiounen a Préoccupatiounen. Ech bedaueren och, datt mer an der Commission juridique net d'Méiglechkeet haten, fir mat de Représentantë vun deem Personal do ze schwätzen.

E ganz positive Punkt schéngt mir awer deen ze sinn, datt mer d'Rechter vun de Polizeiagenten, déi an eng Enquête verwéckelt sinn, déi implizéiert sinn, déi gehéiert ginn, musse verbesseren. Mir sinn zimlech erstaunt gewiescht, wéi mer gewuer gi sinn, op wat fir eng Aart a Weis heiansdo verschidden Dossieren do op eng bal skandaléis Aart a Weis behandelt gi sinn, a wou verschidden Informatiounen net zur Verfügung stoungen. Do si mer op jiddwer Fall ganz staark hannerun der Regierung, datt deen dote Punkt - egal wéi séier si elo mat hiren Aarbechte virukënnt - muss op jiddwer Fall geännert ginn. D'autant plus, datt mer och amgaang sinn, am Kader vun engem anere Gesetzestext, d'Rechter vun der Victime ze verbesseren an och do ze kucken, wéi déi eenzel Leit hir Rechter a Penalprozesser besser kënne wouerhuelen.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech hei zu dësem Rapport an zu dëser Motioun wollt maachen. Et ass, wéi gesot, eng Wonschlëscht un d'Regierung. Si wäert sech elo domadder mussen erëmklappen, wéi se dat dote ka praktesch ëmsetzen. Ech wënschen hir just eng gutt Hand, well et wichteg ass, datt mer eng effikass IGP behalen, déi onofhängeg ass, mä awer och motivéiert Beamten. Dat ass fir déi ganz Administratioun vun der Police noutwendeg. Dat gesot, wäerte mir déi Motioun och matdroen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Rapport, dee jo à l'unanimité an der Commission juridique ugeholl ginn ass. Ech wëll awer och all deene Merci soen, déi ons gehollef hunn, déi Orientéierungsdebatt ze preparéieren, an dat heescht haaptsächlech all déi, déi un dem Audit an der Commission juridique de 7. Mee 2008 deelgeholl hunn: de Generaldirekter vun der Polizei, den Inspecteur général vun der Police, d'Procureurs d'État vu Lëtzebuerg a vun Dikrech an d'Vertrieder vun de Gewerkschaften.

Ech ginn net weider op dat an, wat se ons gesot hunn, well de Rapporteur dat jo am Detail a sengem schréftleche Bericht gemaach huet. Mä ech mengen, all déi Informatioune waren ons ganz vill wäert, fir dës Debatt ze preparéieren.

Här President, ech war net an der Chamber, wéi d'Gesetz vum 31. Mee 1999 gestëmmt ginn ass iwwert d'Reform oder d'Fusioun vun der Polizei an dem Gendarmeriescorps. Dofir hunn ech d'Debatten nogelies. D'Debatten hu stattfonnt de 27. Abrëll 1999, sechs Woche virun de Wahlen, an et war dofir vläicht net ganz verwonnerlech, dass et eng ganz hefteg Diskussioun war. Mä d'IGP, d'Inspection générale de la Police an hir Onofhängegkeet waren awer sécherlech an där Debatt keen Haaptpunkt.

Et ass bei de Streidereien éischter ëm d'Effektiver gaang, d'Zuel also vun de Polizisten a wéi se am Land verdeelt ginn, an et ass och ëm d'Roll vun de Buergermeeschtere gaang, wat deenen hiert Verhältnis zu der Polizei wier.

Ech war awer frou festzestellen, dass den deemolege Sprecher vun onser Fraktioun ganz spezifesch op déi Fro vum Contrôle vun der Police a vum Rôle vun der Inspection générale de la Police agaangen ass. Hien huet op d'Schwieregkeet higewisen, dass d'Inspektioun vun der Besetzung hier selwer aus deem Corps kënnt, dee si soll kontrolléieren, an dass d'Independenz vläicht net esou grouss wär, wéi dat wënschenswäert kéint sinn.

An hien huet drun erënnert a senger Stellungnahm am Abrëll 1999, dass d'DP an de Virdebatte proposéiert hat, et sollt e Magistrat vum Ordre judiciaire d'Fonctioun als Directeur adjoint oder awer als Chef vun der Inspection générale de la Police wouerhuelen. Mir si frou, dass déi Meenung, mat där d'DP deemools eleng do stoung, haut op alle Bänke schéngt gedeelt ze sinn.

Nun zu de Propositioune vun der Kommissioun. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass mer hei bei enger Orientéierungsdebatt sinn. Mir diskutéieren also kee Projet de loi. Et geet drëm, grouss Richtunge vun der Reform vun der IGP festzehalen. Mir wëssen alleguerten, dass duerno nach mussen Eenzelheeten - a wann ech soen Eenzelheeten, da sinn dat ganz wichteg Eenzelheeten - am zukünftege Gesetz vun der Regierung definéiert ginn an da vun der Chamber gestëmmt ginn.

Als DP, Här President, soe mir Jo zum Schafe vun der IGP als onofhängeg Verwaltung mat engem eegene Statut, eng Verwaltung ënnert der direkter Autoritéit vum zoustännege Minister.

Mir soen och Jo dozou, dass déi Verwaltung soll ënnert der Direktioun stoe vun engem Inspecteur général a vun engem Inspecteur général adjoint. Hei wëll ech awer vläicht ënnersträichen, fir all Mëssverständnisser aus dem Wee ze goen, dass et sech hei net ëm eng Direction bicéphale handelt, mä dass et en hierarchesch strukturéierten Opbau vun engem Service bedeit. Dat heescht, et ass en Inspecteur général, dat ass de Chef, an dann ass en Inspecteur général adjoint, an da sinn d'Membere vun der Inspektioun.

Mir soen och als DP Jo dozou, dass ee vun deenen zwee Inspekteren, den Inspecteur général oder säin Adjoint, e Magistrat oder e Jurist soll sinn, mat enger zolitter berufflecher Erfahrung am penale Beräich, an dass dann deen anere soll aus der Polizei kommen. Mir haten 1999 a mir hunn haut nach eng Preferenz derfir, dass den Inspecteur général soll e Magistrat sinn a säin Adjoint de Polizist. Mä op déi Fro kann ee spéider nach am Detail agoen, an do muss dann och, le moment venu, de Conseil de Gouvernement eng Décisioun huelen. Dat ass doudsécher ee vun deene Punkten, déi hei als Richtung indiquéiert ginn, mä wou dat zukünftegt Gesetz muss d'Modalitéite festleeën.

Wann den Inspecteur général aus der Magistratur kënnt, da soll hien - an dat ass och gesot ginn am Rapport an an der Motioun - säi Rang kënnen halen a seng Beruffsperspektive kënne behalen a muss kënnen zréck an d'Magistratur goen. Säin Disziplinarstatut soll deen aus der Magistratur bleiwen. Den Här Bodry huet virdrun op eng Partie Problemer higewisen, déi dat stellt, ka stellen, wäert stellen, mä ech mengen, do kann een am Kader vun deem Gesetz, wat soll heizou kommen, déi néideg Brécke schloen an déi néideg Léisunge fannen.

Beim Polizist, deen Inspecteur général oder Inspecteur général adjoint gëtt, muss och gekuckt ginn, wéi, wann hien net an der IGP wëllt oder soll bleiwen, de Changement an eng aner Verwaltung sech mécht. Et ass kloer gesot, e kann net zréck an d'Polizei. Mä nach muss ee kucken, wéi d'Passerellë sinn, fir an aner Verwaltunge vum Stat kënnen eriwwerzegoen. Do wäert och misse légiféréiert ginn, well d'Evolutioun vun der Carrière an der Police ass, wéi mer wëssen, eng aner wéi d'Evolutioun an der Statsverwaltung.

Här President, mir mengen et wär och richteg, wann ee seet, dass den Inspecteur général an den Inspecteur général adjoint solle fir siwe Joer genannt ginn. Eng Nominatioun, déi renouvelabel ass, well dat ass am Aklang mat de Bestëmmunge vun de Fonctions dirigeantes bei der öffentlecher Fonctioun, an et schéngt ons normal, dass mer hei also déiselwecht Regele spille loossen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass och schonn hei ënnerstrach ginn, wa mer soen, dass d'Polizeibeamten, déi an d'IGP genannt ginn, net kënnen an d'Polizei zréckgoen, da kann een engersäits erwaarden, dass et vläicht Schwieregkeete gëtt fir Volontären ze fannen. An da muss een och iergendwéi e System fannen, fir trotzdeem Vocatiounen ze encouragéieren. Dofir si mer d'accord, wa gesot gëtt, et muss een dann eng speziell Prime schafen. An et muss och Suerg gedroe ginn, dass déi Leit, wa si et wënschen, kënnen an eng aner Statsverwaltung genannt ginn. Do stelle sech déiselwecht Problemer wéi déi, déi ech virdru genannt hu beim Inspecteur général oder beim Inspecteur général adjoint, an et ass och kloer a mengen Aen, dass hei dann och muss légiféréiert ginn, fir déi néideg Passerellen ze schafen.

Ganz allgemeng, Här President, soe mer Jo zu de Virschléi, déi am Rapport an an der Motioun gemaach ginn, bei der Formatioun, bei de Kompetenze vum zoustännege Minister, fir Auditen an Etüden an Optrag ze ginn, bei alle Virschléi iwwert d'Enquêtes disciplinaires a judiciaires.

Hei schéngt ons eppes wichteg, an dat ass vu mengem Kolleeg Xavier Bettel scho ganz ausféierlech gesot ginn. Hei schéngt et ons wichteg, dass mer mat de Biergerrechter mussen am Aklang bleiwen. Et gouf ons gesot am Kader vun der Preparatioun vun dëser Debatt, dass d'Polizeibeamten, déi vun enger Disziplinarenquête viséiert sinn, kaum Accès zu hirem Dossier hunn. Wéi eng Frëndin vu mir géif soen: Dat kann dach net sinn!

(Hilarité)

Mir mussen derfir suergen, dass d'Prozeduren hei wéi bei allen Disziplinar- a geriichtleche Prozedure kontradiktoresch sinn a bleiwen. Wann dat soll e Problem sinn, dass se keen Accès zu hiren Dossieren hunn, da muss een domadder wierklech opraumen an ähnlech Léisunge fannen, wéi bei aneren ähnleche Prozeduren.

Här President, schliesslech soe mer och Jo zum Virschlag, de Commissaire de Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire vun der Instruktioun ze chargéiere vun Disziplinarverfahren, déi kéinten à l'égard vu Membere vun der IGP instituéiert ginn. Et ass kloer, dass do muss eng aner Autoritéit sech mat deenen Disziplinaraktioune beschäftegen.

Am Kader vun den Auditioune vum 7. Mee vum leschte Joer ass ons och gesot ginn, d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique, wat jo applicabel ass net nëmme fir d'Militär, mä och fir d'Polizei, misst revidéiert a moderniséiert ginn.

Souwäit mer wëssen aus aneren Diskussiounen an aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro, schafft de Moment en Aarbechtsgrupp vun der Regierung un esou enger Revisioun. Mir wäre frou, wann d'Regierung ons kéint soen, wéi wäit déi Aarbechte sinn.

Mä ech mengen net, dass ech dorop eng Äntwert kréien, well ech hunn net d'Impressioun, dass de Minister de Moment mer nolauschtert. Souwisou wäre mer frou, wa mer déi Äntwerte kréichen, an d'Commission juridique wënscht, dass e Revisiounstext kann dem Parlament virgeluecht ginn.

D'Revisioun, Här Minister, vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique: Wéi wäit si mer do, a wéini kann een dermat rechnen, dass en Text fäerdeg ass?

Alles dat, Här President, fir ze soen, dass mir d'accord si mat de Konklusioune vum Rapport vun der Commission juridique an dass mir wäerten déi Motioun stëmmen, déi den honorabelen Här Félix Braz de Mëtteg hei déposéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, ass d'Generaldiskussioun ofgeschloss.

D'Wuert huet elo fir d'Regierung de Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, dat hei ass keng Interpellatioun. Dat hei ass och keng Froestonn. Dat ass eng Orientéierungsdebatt iwwer e wichtege Sujet, an duerfir ass déi éischt Aufgab vun der Regierung, an esou enger Debatt nozelauschteren, ze kucken, wat d'Gefill vun deenen eenzelne Fraktiounen ass a wat se der Regierung mat op de Wee gëtt.

Ech stelle fest, datt an dëser Orientéierungsdebatt e ganz grousse Konsensus besteet tëscht de Parteien, dee sech reflektéiert huet an där exzellenter Aarbecht vun der Commission juridique - där hirem President, hire Memberen, hirem Rapporteur ech Merci soen -, déi sech och reflektéiert an där Motioun, déi hei vun alle Fraktiounen ënnerstëtzt ginn ass.

Déi Debatt hei huet a soll eis net vun där richteger a wichtegster Aufgab vun der Police ewechleeden, nämlech där, derfir ze suergen, datt eng vun de Grondaufgabe vum Stat, nämlech d'Sécherheet hierzestellen, muss assuréiert bleiwen. Dat ass och eng Aarbecht, déi gutt gemaach gëtt, sou datt nëmmen an Ausnahmefäll Mechanisme vu Kontroll musse spillen, fir eventuell Abusen ze prévenéieren oder, wa se geschéien, ze sanktionéieren.

Ech sinn dankbar den Aussoe vum honorabelen Här Santer, deen dorop higewisen huet, wéi vill Kontroll d'Police haut am Fong schonn iwwer sech huet. Ech wollt soen, datt am Fong d'Police dat Organ ass, wat sécherlech déi meeschten institutionell a faktuell Kontrollen iwwerhaapt huet, well jiddwereen als Bierger, mä och Organer, sief dat d'Chamber, sief dat d'Press, sief dat Organer, déi mer geschafen hunn - den Här Santer huet op de Médiateur higewisen -, spillen alleguerten do mat. Ech mengen net, datt et eng Verwaltung gëtt, iwwert déi esou vill Kommentaren an domadder och Kontroll exercéiert gëtt.

Trotzdeem, mengen ech, ass et gutt, datt mer periodesch kucken, ob ee verschidde vun deenen institutionelle Kontrollorganer net ka verbesseren. An et ass jo an deem Sënn, wou déi Propositiounen hei gemaach ginn.

Ech mengen, datt an deenen zéng Joer, wou déi Inspection générale de la Police besteet, eng exzellent Aarbecht gemaach ginn ass vun deenen zwee successiven Inspecteurs généraux gradesou wéi vun där Équipe vu Leit, déi se doranner ënnerstëtzt. Dat sinn haut eng 14 Leit, déi eng gutt deeglech Aarbecht maachen, an duerfir héiert Der och net vill vun där Aarbecht, well all Kéiers dann, wann e Fehlverhale festgestallt gëtt, gëtt dann och dorobber e Bericht erstallt an eng Enquête gemaach. Dat ass also eng gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Ech stellen och fest, datt dat hei prinzipiell net contestéiert ginn ass.

Déi puer Propositiounen, déi gemaach gi sinn, fannen d'Approbatioun vun der Regierung, och wann ech mat enger ganzer Rei vun Nuancen, déi virun allem den Här Bodry hei virbruecht huet, d'accord sinn.

D'Haaptpropositioun besteet doranner, der Inspektioun en eegene Statut ze ginn, fir se also nach méi onofhängeg ze maachen, obschonn datt se haut schonn net en normale Service vun der Police ass, se huet also schonn eng gewëssen Onofhängegkeet, mä fir se nach méi onofhängeg ze maachen. Ech mengen, datt dat eng Richtung ass, mat där ee kann d'accord sinn.

Zu där zweeter Propositioun, fir hir eng sougenannten duebel Spëtzt ze ginn, muss ech soen, datt ech domadder kann d'accord sinn, mä datt dat mech net enorm iwwerzeegt huet.

Gëtt eng Institutioun besser, wann ee seet, niewent dem Chef maachen ech nach e Chef adjoint, an dee muss le cas échéant en aneren Diplom hunn?

Dat kann am Eenzelfall de Fall sinn, dat muss awer net déi Institutioun besser maachen. Duerfir mengen ech, datt dat eng Propositioun ass, iwwert déi wéi gesot mer net an engem Désaccord si mat der Chamber, mä wou ee sech awer muss froen, ob dat elo wierklech dann d'Kontrollinstitutioun

esou vill besser mécht, wann niewent dem Inspecteur général och nach en aneren Haut fonctionnaire, e Riichter oder net Riichter ass.

Ech deelen ausdrécklech d'Meenung vum Här Bodry, datt, wann dat e Riichter ass, deen net kann an där Zäit Riichter sinn an och aus der Magistratur ausgeklammert muss ginn, well e jo soss net an enger Verwaltung ka schaffen, déi engem Minister ënnerstallt ass. Och deem säi Retour an deen anere Corps gëtt net einfach.

Duerfir wëll ech och generell soen, datt ech déi Iddi ganz gutt verstinn, datt een net soll aus der Police an d'Inspektioun an da vläicht zréck erëm an d'Police goen, mä da soll een an eng aner Verwaltung goen. Ech wëll lech just soen, datt dat an der Praxis vill méi schwiereg ass, well ech mengen, datt et net immens vill Plaze gëtt, wou een einfach esou sech ka mellen, wann een aus där enger oder anerer Verwaltung kënnt.

Duerfir sinn dat vläicht an der Theorie gutt Iddien, mä déi an der Ëmsetzung héchstwahrscheinlech vill méi schwiereg ginn. Och ass op déi Carrièresproblemer higewise ginn, déi dat no sech zitt. Elo kann ee soen, dat kann een alles an engem Gesetz regelen. Mä ech wëll lech just soen, dat ass also nach ganz vill Aarbecht, déi do op eis zoukënnt.

Wat d'Fro ubelaangt vun dem Disziplinargesetz, wëll ech drop hiweisen, datt mer ursprünglech versicht haten, en Disziplinargesetz zesummen ze maache fir d'Polizei a fir d'Arméi. Mir hunn awer gemierkt, datt do eng Rei Spezifissitéite sinn, datt mer elo awer éischter der Meenung sinn, mir sollen elo emol deen Text, dee wäit fortgeschratt ass iwwert d'Disziplinarrecht an der Police ofschléissen an deen déposéieren, fir datt mer déi Aarbecht, déi mer effektiv annoncéiert haten an déi och gemaach ginn ass, kënnen op en Enn bréngen. Se ass net fäerdeg, mä se ass awer zu engem groussen Deel fäerdeg.

Déi Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn, adresséiere sech un déi nächst Regierung an un déi nächst Chamber. Well et ass jo net denkbar, datt an deene puer Wochen, wou nach Chamberssitzunge sinn, bis de 7. Mee, mer all déi Froen hei an engem Gesetzestext hätten, deen och nach géif vun der Chamber gestëmmt ginn a vum Conseil d'État aviséiert ginn.

Duerfir mengen ech ass et eng utile Aarbecht, wou et e grousse Konsensus an dësem Haus gëtt. Ech géif soen, et gëtt eng Unanimitéit, där sech d'Regierung gären uschléisst.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Debatt definitiv ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun, déi den Här Braz déposéiert huet an déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite matgedroe gëtt.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mir fuere muer de Mëtteg um hallwer dräi weider.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.08 heures)

Mercredi, 18 février 2009

SÉANCE 30

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
- *M. Jean Huss*

3. Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques
- *Exposé: M. Charles Goerens*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert, M. Claude Meisch, Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

4. 5853 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

2. modification du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech wollt folgend Kommunikatioun maachen:

Du 26 au 30 janvier 2009 s'est tenue à Strasbourg la 1re partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le Vice-président, M. Marcel Glesener, et les Membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, la situation au Gaza, les conséquences de la crise financière mondiale et le rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur les féminicides, élaboré par Mme Lydie Err en sa qualité de rapporteuse.

En outre, il faut soulever que Mme Brasseur a été confirmée pour les quatre parties de session de 2009 comme Présidente de la Commission de la culture, de l'éducation et de la science et Mme Err comme Présidente de la Sous-commission sur la participation paritaire des femmes et des hommes à la prise de décision de la Commission de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes.

Plusieurs invités de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour à savoir:

M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe,

M. Philippe Kirsch, Président de la Cour pénale internationale et M. Miguel Angel Martinatos, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne en sa qualité de Président de Comité des Ministres de l'Assemblée parlementaire.

L'Assemblée parlementaire a adopté 14 résolutions et neuf recommandations (cf. copies jointes).

Il reste à signaler que le mandat du membre luxembourgeois du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) dont le siège est à Strasbourg, prendra fin le 19 décembre 2009. Il y a lieu dès lors de soumettre au Bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au plus tard pour le 1er mai prochain, une liste de trois candidats dont deux au moins devront être de nationalité luxembourgeoise.

Conformément à l'article 5 de la Convention européenne pour la Prévention de la Torture et des Peines ou Traitements inhumains ou dégradants, c'est à la délégation nationale qu'incombe la présentation de la liste de trois candidats. Les candidatures sont dès lors à soumettre par l'intermédiaire de la Présidence de la Chambre, à la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Afin de respecter les délais, la liste des trois candidats devrait être établie mi-avril. En ce qui concerne les compétences et qualifications actuellement requises selon le rapport général d'activités du 15.10.2008 du CPT: «Le Comité a besoin d'un plus grand nombre de membres ayant une connaissance de première main du travail des forces de l'ordre (police);… Le CPT gagnerait aussi à bénéficier de la présence d'un plus grand nombre de médecins qualifiés en médecine légale (notamment en ce qui concerne la constatation et la description des blessures) ainsi que d'un certain renforcement de sa composante psychiatrique, surtout en ce qui concerne la pédopsychiatrie.»

La deuxième partie de session de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 27 au 30 avril 2009. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 13 mars 2009, et lors de laquelle M. Jean Huss présentera son rapport intitulé «Environnement et santé: pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement».

Elo huet den Här Huss d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

2. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wäert et ganz kuerz maache mat der Presentatioun. Et geet ëm d'Diskriminatioun bei de Rechter vun homosexuelle Leit quer duerch Europa an och soss weltwäit. Leider ass et esou, dass déi Diskriminatiounen a munche Länner kënne bis zur Bestrofung, bis zum Prisong goen. Wa se manifestéiere ginn, ginn hir Manifestatioune ganz oft verbueden.

Ech hat am Conseil de l'Europe doriwwer och scho Froe par rapport zu Russland, Litauen an enger Partie vu Länner gestallt. D'Europaparlament huet virun annerhallwem Joer de 26. Abrëll 2007 décidéiert, fir géint déi Diskriminéierung vun homosexuelle Leit virzegoen an eng Journée internationale contre l'homophobie auszeruffen, déi all Joer de 17. Mee géif an de Länner stattfannen. Frankräich, Belsch, Kanada an eng Rei vu Länner hu sech deem ugeschloss.

Et geet am Fong bei der Motioun drëm, fir hei d'Lëtzebuerger Regierung och ze invitéieren dorunner ze participéieren.

Hei ass déi Motioun, Här President. Et feelt nach eng Ënnerschrëft, mä déi kënnt gläich no.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

- que l'homophobie reste un phénomène inquiétant dont les manifestations en Europe ne sont malheureusement pas rares;

- que la violence et les préjugés contre les personnes homosexuelles se manifestent même dans les pays du Benelux notamment aux Pays-Bas où les agressions contre des personnes homosexuelles se sont récemment multipliées;

- que l'homosexualité est toujours considérée comme un crime dans certains pays et qu'elle peut être punie par des peines de prison allant jusqu'à la perpétuité, voire par la peine de mort;

- que les personnes LGBT (lesbian, gay, bisexual and transgender) sont persécutées la plupart du temps au nom de concepts et principes religieux, politiques ou scientifiques bafouant les principes de la dignité humaine;

- que le respect de l'orientation sexuelle de toute personne doit être garanti et protégé par l'État;

- que le Parlement européen a décidé le 26 avril 2007 de participer chaque année à la Journée internationale contre l'homophobie qui a toujours lieu le 17 mai;

invite le Gouvernement

- à déclarer la participation officielle du Grand-Duché à la Journée internationale contre l'homophobie qui a lieu tous les ans à la date du 17 mai;

- à prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation à cette occasion.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Mir kucke wéini datt mer Zäit kréien, fir iwwert déi Motioun do hei ze délibéréieren.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här

Goerens iwwert d'Prise de position vum Conseil supérieur pour le développement durable, wat den Développement durable vun den öffentleche Finanzen ubelaangt. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

3. Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

M. Charles Goerens *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech si frou, datt mer d'Interpellatioun haut ugeholl kréien, aus enger Partie Grënn.

Éischtens ass et eng logesch Suite vun deem, wat mer virun e puer Joer an enger Motioun gefrot hate bei Geleeënheet vun der Verabschiedung vum Budget vun 2007. Dat war am Dezember 2006 an dunn hat ech d'Éier am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun an eng Resolutioun eranzebréngen. D'Motioun huet d'Regierung opgefuerdert den nationalen Nohaltegkeetsrot ze beoptrage mat enger Etüd iwwert d'Evolutioun vun den Haaptagrégats financiers an déi op hir Nohaltegkeet ze iwwerpréiwen.

D'Regierung huet deem Folleg gedroen, an d'Chamber huet och eng Resolutioun ugeholl, wou mer eis d'Wuert ginn haten, ëmmer nach ënnert dem Androck vum Assainissement vun de Finances publiques, deen am Ufank vun der Legislaturperiod stattfonnt huet, deen Exercice net einfach oflaunen ze loossen an ze maachen, wéi wann et um Enn vun dëser Legislaturperiod keng Problemer méi géif ginn.

Mä et war mam Wonsch verbonnen, datt d'Chamber am Kader vun enger öffentlecher Debatt géif Stellung dozou huelen an dann Orientatiounen definéieren, déi duerno kéinten afléissen an den Dialogue social, an d'Concertation sociale oder an d'Tripartite, wéi mer et gewinnt sinn dat ze soen.

Domat ass am Fong eng liicht Upassung vum Lëtzebuerger Modell an d'A gefaasst ginn. Ech mengen deen institutionelle Lëtzebuerger Modell an deem Sënn, datt d'Chamber sech duerch déi Resolutioun ageklinkt hätt an den Ufank vum Dialog, ier déi eigentlech Thematik an d'Tripartite geet an duerno och zum Schluss. Esou gesinn, hätt d'Chamber net nëmmen e lescht Wuert ze soen iwwert déi legislativ Aspekter, déi gegebenenfalls kënnen aus enger Tripartite eriwwerkommen an d'Chamber befaassen, mä si kéint och schonn am Ufank vum Prozess hiert Wuert soen. Dat ka se souwisou, well d'Chamber huet jo e Rôle d'impulsion politique nieft hirer legislativer Funktioun an och där vun hirer normaler Kontrollfunktioun.

Dat war de Wonsch vun der Chamber deemools. Ech ginn awer och zou, datt déi Kris, an där mer dra sinn, dat doten e bëssen duerchernee gerëselt huet, well keen heibannen dermat gerechent hat, datt et esou déck kéim, wéi et elo amgaang ass ze kommen. Et war och net evident, datt indépendamment vum Wonsch vun der Chamber d'Tripartite awer misst zesummekommen, jiddefalls net Enn 2006.

Mir hunn eis jo och eng Spezialkommissioun ginn, déi sech mat deenen immédiate Problemer ofgëtt, déi d'Kris dem Land beschiert, awer och mat deene méi längerfristegen.

Esou géif ech mengen, Här President, kéinte mer dat, wat d'Chamber deemools an där Resolutioun ausgedréckt huet, folgendermoosse gesinn haut. Mir sinn amgaang an der Spezialkommissioun e Bericht ze maachen. Dee soll spéitstens den 31. Mäerz fäerdeg sinn. An déi Erkenntnisser, déi mer haut aus dëser Debatt gewannen, déi kënnen éischtens derzou déngen, fir de Freideg de Mëtteg Froen opzewerfen, wa mer Sozialpartner an der Spezialkommissioun begéinen, an zweetens kënne se och erafléissen am Här Thiel säi Bericht. Souwäit zur Prozedur. Elo zum Bericht.

Am Mëttelpunkt vun deem Bericht hei, deen ech net eleng mat ganz vill Interessi gelies hunn, an ech wëll och dem Conseil supérieur pour le développement durable Merci soen, datt se an esou enger kuerzer Zäit awer esou eng gutt Aarbecht ofgeliwwert hunn. Ech mengen net se ze beleidegen, wann ech hinne soen, datt se elo näischt fundamental Neies gesot hunn. Mä dat, wat impressionant ass, ass déi Manéier, wéi se et opgezeechent hunn, wéi se d'Zesummenhäng duergestallt hunn a wéi se och am Fong plädéiere fir eng nei Method, fir un d'Problemer erunzegoen.

Am Mëttelpunkt vun deem Bericht steet d'Duerstellung vum Lëtzebuerger Modell. Do ass et awer net méi dee reng institutionelle Modell, vun deem ech éinescht geschwat hunn, mä et ass de Lëtzebuerger Modell, deen eng Partie Spezifika enthält, notamment an der Finanzéierung vu sengen Ausgaben, a mat där hirem Impakt op d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Et ass eng Beschreiwung dra vum Istzoustand, woubäi ausdrécklech ënnerstrach gëtt, datt dee Modell momentan ganz gutt Resultater bréngt, déi och vu kengem Mënsch ofgestridde ginn. Mä, vu datt d'Politik näischt Statesches ass, well och de Lëtzebuerger Istzoustand vun haut ass muer schonn erëm iwwerholl. Gewëssen Trende sinn net ze verkennen a gewësse Limitë kënnen och net ignoréiert gi vun der Entwécklung vun deemselwechte Modell.

Den Nohaltegkeetsbericht zeechent déi Problemer op. En ënnersträicht an e sträicht d'Erausfuerderunge vun enger nohalteger Entwécklung vir. En hannerfreet d'Politik an d'Sozialpartner iwwert d'Nohaltegkeet an d'Zukunftsfäegkeet vun deem Modell. An e setzt natierlech, och well dat säin Optrag war, de Budget an de Mëttelpunkt vu sengen Iwwerleeungen, an deem Sënn wéi en och freet, wéi dauerhaft datt deeselwechte finanzéierbar ass opgrond vun de Prémissen, opgrond vun de Parameteren, déi sech awer am Laf vun der Zäit wäerte gewalteg verschieben, à moins datt mer un d'onbegrenzt Wuesstem hei am Land gleewen.

Ech mengen och, et wier wichteg, datt ech un eng Partie Prémissë géif erënneren, déi dem Nohaltegkeetsrot sënnvoll erschéngen, fir déi Fro hei unzegoen.

Et geet hei am grousse Ganzen ëm den Entscheedungsspillraum vun den nächste Generatiounen.

Eng Nohaltegkeetsstrategie, déi responsabel ass, kann am Fong nëmme just zum Zil hunn, datt all Generatioun aus hire Potenzialer lieft, an net aus de Potenzialer vun deene Generatiounen, déi no hir kommen.

Déi drëtt Prémisse. Wann Nohaltegkeet bedeit: verzichten op d'Verschiebe vu Laaschten an d'Zukunft, dann ass eng strukturell Statsverscholdung mat längerfristegem Defizit net vertrietbar. Dat ass net ze verwiesselen - an ech mengen, et ass wichteg, datt een dat haut an dëser Debatt betount - mat de Konjunkturzyklen, wou een a gudden Zäite Suen uspuert, fir kënnen a schlechten Zäiten antizyklesch ze wierken.

Dat, wat mer elo amgaang sinn ze maachen, fir am Fong d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen: mat der struktureller Statsverscholdung a mat längerfristegen Defiziter huet dat näischt ze dinn. Dat ënnersträicht och den Nohaltegkeetsrot ganz kloer. Mä déi Zykle gehéieren am Fong zum normale Gebaren, wat weder hei am Land, hei am Haus, nach am europäesche Raum an notamment ënnert deene 16 Euro-Länner contestéiert gëtt.

Eng véiert Prémisse weist drop hin, datt een heiteg Entscheedungen, déi e längerfristege Wuesstem un Ausgabe bedeiten, déi net duerch eng vergläichbar Dynamik bei de Steiereinnahmen ofgeséchert sinn, erëm eng Kéier muss grondleeënd iwwerleeën. An deenen Iwwerleeungen, déi den Nohaltegkeetsrot mécht, besonnesch déi, déi op déi méi längerfristeg Zukunft hiweisen, hélt en an deene verschiddenen Zeenarien, déi sech stellen, net dee gënschtegsten, och net dee mëttleren, mä e geet all Kéiers vun där méi pessimistescher Hypothees aus.

Den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht och d'Noutwendegkeet vum qualitative Wuesstem, der qualitativer Nohaltegkeet. Hei soll de Budget op seng Effekter a seng Nohaltegkeetseffekter gepréift ginn. E plädéiert och fir eng permanent Effizienziwwerpréifung. A wat d'Ausgabenintensitéit vun der Politik ubelaangt, soll all Dépense natierlech och op hir Effizienz ugesprach ginn an et soll een och kucke wéi ee ka besser plangen. E mécht natierlech och e Plädoyer fir de Solidaritéitsprinzip; e Plädoyer fir den - direkt domadder verbonnenen - Verursaacher- an de Benotzertyp.

De Lëtzebuerger Modell - nach eng Kéier, net elo deen institutionelle Volet, deen den Nohaltegkeetsrot ustellt a sengen Iwwerleeungen - ass dee vun där atypescher Finanzéierung vun de Sozialausgaben iwwert de Statsbudget an déi atypesch Finanzéierung vum Statsbudget iwwer eng Partie Steieren, déi vun Netlëtzebuerger - am Regelfall vu Frontalieren; awer och net nëmme vun deenen - geleescht ginn.

Den héije Wuesstem ass méiglech, well mer attraktiv sinn. Mir sinn attraktiv, well d'Lounniewekäschten niddreg sinn a well mer méi niddreg Steieren hu wéi anerer. Niddreg Lounniewekäschten hu mer, well de Stat en héijen Undeel dovunner bezilt. De Stat bezilt en héijen Undeel dervunner, well e sech dat nach kann erlaben.

De Stat ka sech dat nach erlaben, well en nach op grousszügeg Einnahme kann zielen, déi net vun de Lëtzebuerger eleng bezuelt ginn. Mä den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht och do zum Beispill d'Zomm vun e puer Recetten, déi e ganz héije Chiffer ginn, déi an d'Finanzéierung vun eisen öffentlechen Ausgaben afléissen.

Dat sinn d'Recetten, déi duerch de Verkaf vu Bensin gemaach ginn. Ech hat bal Bensinstourismus gesot, mä dat ass net dat richtegt Wuert, well wann een d'Lëtzebuerger Realitéit am Kader vun der Groussregioun gesäit, bedéngt eng Partie Aller-retouren all Dag, eng Partie Pendelmouvementer all Dag. Et ass jo net anormal, dass déi Leit och do, wou se schaffe ginn, tanken. Wann dat dann och nach an engems méi bëlleg gëtt, da fält dat hinnen net deementspriechend schwéier.

Déi Ausgab plus déi aus dem eCommerce, wéi mer virun e puer Méint hei iwwer en Accord geschwat hunn - en neien Accord, deen ab 2015 manner gënschteg Effekter fir Lëtzebuerg mat sech bréngt -, maachen der Schätzung vum Nohaltegkeetsrot 1,5 Milliarden Euro aus. Den Nohaltegkeetsrot bezitt an déi doten Iwwerleeunge vu Steieren, déi net vu Lëtzebuerger eleng bezuelt ginn, och nach d'Taxe d'abonnement aus vun 0,5 Milliarden Euro. Déi ginn zwar fir 2009 net esou déck, mä ëmmerhin, a gudde Joren ass dat eng ganz appréciabel Recette fiscale fir de Stat.

Den nationalen Nohaltegkeetsrot gesäit an der Evolutioun vun deem Modell do e gewëssene Spiraleffekt. De Wuesstem muss héich bleiwen, well soss hu mer e Problem vun Équiliberen an der Finanzéierung vun der Altersversuergung.

Och dat ass net revolutionär nei. Dat wësse mer. Dat, wat d'Diskussioun hei erschwéiert - dat wëll ech nach eng Kéier soen -, dat ass déi Coïncidence tëschent dëser Diskussioun, der heiteger Diskussioun an der aktueller Kris. Ech hätt och net gär, datt duerch mäi Beitrag - an ech ka jo just fir mech schwätzen - hei elo Onkloerheeten, Ambivalenzen a falsch Signaler vun der Politik géifen erausgoen. Ech wëll mech och erklären.

Den Impakt vun dëser Kris mécht engersäits eng Partie Recommandatiounen - net all, mä eng Partie Recommandatiounen -, déi den Nohaltegkeetsrot herno a sengem Bericht mécht, méi schwéier, well mer jo am Fong missten op gewësse Bremsen trieden. Op där anerer Säit ass dat awer och net méiglech, well mir hunn dëse Moment aner Prioritéiten. Mir musse kuerzfristeg kucken, datt mer déi Kris hei an hiren Effeten atténuéiert kréien. Also ass dat déi absolut Prioritéit à ce stade - menger Liesaart no; an ech si bal iwwerzeegt, net eleng menger Liesaart no -, mä déi Kris hei ass awer och e Vergréisserungsglas fir eng ganz Partie Problemer, déi am nationalen Nohaltegkeetsrot ugeschnidde ginn.

Defiziter komme méi fréi wéi erwaart an enger Héicht, déi och net an deem doten Ausmooss erwaart ginn ass. D'Grenze vum Lëtzebuerger Modell riskéieren also och méi no ze kommen. Un der Pertinenz vun de gestallte Froen ännert sech am Fong näischt.

Dat, wat sech ännert, dat ass, datt an deem Ausmooss, wou d'Therapië fälleg sinn, gëtt den Ufank vun deenen Therapien aus Geldmangel e bëssen erausgeschoben. Ech hoffen, nëmmen e bëssen. Ech hoffen och, datt déi Kris hei éischter zu Enn geet wéi déi pessimisteschst Prognosen dat de Moment nach mengen a virgesinn.

Den Defizit vun 2009; an et ass dat, wat ech net wëll zerriet hunn. Meng Partei ass fir Konsum an investitiounsfrëndlech Akzenter an dësem Budget gewiescht. Et kann also an deem Sënn, wéi eng Partie finanziell Impakter, déi an der Strategie an an der Propositioun vum Nohaltegkeetsrot dra sinn, net an dësem Joer getätegt ginn. Et kann een net an dësem Joer engersäits Suen op d'Säit leeën, déi een dréngend brauch, fir d'Effete vun der Kris ze atténuéieren.

Den direkten Entzuch vun enger Ofhängegkeet - an déi Ofhängegkeet, déi besteet vis-à-vis vun deene Suen, déi mer aus dem Bensinsverkaf kréien, aus dem eCommerce an och aus anere Souveränitéitsnischen - ass keen Deel vun der Léisung - et kann een dat net direkt maachen; dat soen ech och ganz kloer hei -, mä erschwéiert den Dialog mat de Sozialpartner, wa mer dat géife maachen, a riskéiert domat d'noutwendeg Prise de conscience, déi mer brauchen, fir déi heiten Thematik unzegoen, längerfristeg ze ajournéieren.

Et wier gutt wa mer hei géifen e Plädoyer maache fir eng Method, fir weiderzekommen. Wa mer kucke wat d'Hypothéike fir d'nächst Generatioune kënne ginn, kënne mer déi Analys, déi den Nohaltegkeetsrot mécht, net infirméieren. Au contraire, et ass mëttlerweil „common sense" ginn, datt mer iergendwann e Problem kréien an der Rentefinanzéierung.

Och wa sech d'Reserven elo nach unheefen, do si mer awer an engem Beräich, do geet et duer, datt een a Kategorië vu fënnef oder vun zéng Joer denkt, während een haut ufänkt an d'aktiivt Liewen eranzegoen, mat enger Liewenserwaardung, déi bei Männer zwar net grad esou héich ass wéi bei Fraen, mä déi een ëmmerhin awer méi no u 85 Joer bréngt wéi u 70. Et ass normal, dass een do a Kategorië vun zwou, dräi Generatioune muss denken.

Kee Grond zur Panik. Et ass keng Opération de sauvetage immédiate noutwendeg. Mä un d'Laangzäitfolge vun der Evolutioun vum Lëtzebuerger Modell, deen och duerch d'politesch Prémissë beaflosst gëtt, musse mer awer ufänken ze denken. Duerfir wier e Rentendësch awer noutwendeg; a relativ schnell.

D'Politik an d'Sozialpartner musse sech och eens ginn, ob se de Grondzesummenhang vun de Faiten, déi awer kee Mënsch ka leugnen, mat deenen escomptéierten oder gefaarten Hypothéiken op d'Zukunft unerkennen. Ech mengen, dat wier d'Grondviraussetzung, fir déi Grondzesummenhäng ze erkennen, fir iwwerhaapt kënnen eng seriö Diskussioun iwwert d'Zukunft ze féieren. Wa mer eis net kënnen eens gi mat de Sozialpartner, datt déi kausal Zesummespiller esou fonctionnéieren, huet et iwwerhaapt kee Wäert, datt mer eng Diskussioun ufänken. Wann dat net de Fall ass, verléiere mer kollektiv eis Zäit.

D'Zäitbommen ticken, well se net méi dauerhaft finanzéierbar maachen. Nach eng Kéier - dat wëll ech soen -, et ass momentan kee Grond zur Panik, mä et ass awer eng Zäit, wou mer nach eng enorm Chance hu fir déi dote Saachen a Rou unzegoen. Et ass noutwendeg, datt mer elo ufänken dee Grondzesummenhang ze erkennen, dee Grondkonsens ze erreechen, datt mer eis och kënnen op eng Partie Virgoensweisen eenegen; wéi zum Beispill Tragfäegkeetsberechnungen ze maache vun eisen öffentlechen Ausgaben a vun eisem öffentleche Gebaren insgesamt.

Den Nohaltegkeetsrot werft och eng Partie Froen op, déi eis och a puncto Gouvernance, a puncto Organisatioun, a puncto Virbereedung vun eise politeschen Aarbechte regelrecht erausfuerderen.

Ech froe mech och, wou alleguer déi Instituter sinn, déi dat kënne maachen, wat gefrot gëtt. Et gëtt zum Beispill gefrot: Wat haalt Dir vun de Vorsorgestudien du type Stern-Bericht? De Stern-Bericht huet jo den Avantage, datt en opzeechent, wat et kascht wann een handelt, fir e Problem ze prévenéieren, an dat ze juxtaposéiere mam Folgekäschtepunkt wann een näischt mécht. Dat ass eng Fro, an ech hunn och net direkt eng Äntwert drop, mä ech hunn et schonn oft genuch op der Chamberstribün hei bedauert, datt mer eis bis elo net déi wëssenschaftlech Basis konnte ginn a leeschten, oder leeschte wollten, fir politesch Entscheedunge virzebereeden. Mä ech mengen et wier awer wichteg, datt mer eis och kéinten, am Laf vun dëser Debatt an och am Kader vum Här Thiel sengem Bericht, drop eenegen, datt mer do Pisten opzeechnen, wéi mer domadder fäerdeg ginn.

Ech hunn haut och keng Äntwert op d'Fro, ob mer sollen e Fonds souverain crééieren. Et kann een d'Fro zwar haut opwerfen, mä et freet ee sech, wat ee mat deem, wat dëst Joer erakënnt, an dee Fonds souverain verséiert. Wat kuerzfristeg extrem wichteg ass, dat ass, datt mer eng Trésorerie de l'État hunn déi intakt ass an déi mer no bausse kënne presentéieren, an déi eis et erlaabt international e gudde Rating ze hunn.

Ech hu mat gréisster Besuergnis zur Kenntnis geholl, datt innerhalb vun der Eurozon, wat d'Staatsanleihen ubelaangt, déi enorm groussen Écarten ënnerleien. A Griicheland - dat war de Stand viru 14 Deeg, an ech

weess net, ob en haut schonn erëm vun der Realitéit iwwerholl ginn ass - hu se 2,5% Zënse méi bezuelt op staatlechen Anleihen, an Euro émettéiert, wéi a Frankräich oder an Däitschland. Ech wëll och ervirsträichen, datt ech déi Propositioun vum President vum Eurogroup, dee jo och déi Interpellatioun hei bestreit, zur Kenntnis geholl hunn, wou hie virgeschloen huet eng Agence ze crééieren, déi d'Anleihe géif gemeinsam maachen, fir do och d'Solidaritéit innerhalb vun der Eurozon spillen ze loossen.

Wichteg ass, datt mer handlungsfäeg sinn, datt mer finanzielle Spillraum hunn. Dat ass am Fong méi wichteg, wéi sech elo mat der Fro auserneenzesetzen: Musse mer elo direkt esou e Fong hunn oder net? Ech gesinn och keng gréisser Verkeef an d'Haus stoen, déi eis kéinte Sue ginn, wou een eventuell kéint esou e Fong alimentéieren. Ech gesinn éischter, datt an nächster Zäit nach méi um Statsbeidel gerappt gëtt, an dat riskéiert nach méi erauszegoe wéi eranzekommen, wéi esou eng Iddi konkret ginn ze loossen.

Mir mussen eis och mat der Fro auserneesetzen, ob mer méi an d'Richtung vum Versaachерprinzip ginn, well dat Hannerfroe vun den öffentlechen Ausgaben op hir Nohaltegkeet ass direkt mat där doter Fro verbonnen. De Verbraucher- an de Benotzeran de Verursaacherprinzip musse méi Agank fannen, erëm eng Kéier net brutal, mä et muss eng Pedagogie konzipéiert ginn, fir d'Leit ze responsabiliséieren an ze soen, datt dat, wat se duerfir bezuelen, net nëmmen de Wäert vum Produit ass, dee se sech uneegnen, mä och fir de Schutz vun der nächster Generatioun ass. A wie wier net frou mat senge Kanner an Enkelkanner? Wann et ëm d'Zukunft geet, ginn déi jo oft beméit, fir eenzel Comportementer ze justifiéieren. Firwat dann net och an dësem Fall?

Här President, wann dës Interpellatioun och méi Froen opwerft wéi se der léist, ass et awer wichteg, datt mer eis iwwer e puer Saachen hei am Haus eenegen. Ech wëll emol ufänke mat engem Punkt, deen dem Nohaltegkeetsrot enorm um Häerz läit. Dat ass dee vum Verkaf vum Bensin an deenen doraus resultéirenden Einnahmen. Mat all deem, wat an deem Zesummenhang erakënnt, direkt iwwert d'Accisen an d'TVA, an déi Produiten, déi op deene Plaze verkaaft ginn, wou och Brennstoff verkaaft gëtt, deen den Accisen ënnerläit, komme mer op e ganz appréciabele Chiffer vun iwwer enger Milliard Euro pro Joer.

Ech menge mir sollen eis do nom Prinzip orientéieren, fir dat do net ersatzlos ze sträichen. Ech komme mer zwar e bëssen eleng do vir - wann ech meng Riede kucken, ech hunn der net schrecklech vill gehal an deene leschte Joren, mä ech komme mer e bëssen eleng vir, wann ech meng Riede vergläiche mat deene vu ville Kolleegen heibannen -, mä ech bleiwe beim Prinzip, datt een dat do net ersatzlos sträiche kann. Ech weess och net, wou een elo géif kuerzfristeg eng Milliard Euro siche goen als Ersatz fir deen dote Steierausfall, sollt e sech konkretiséieren.

Ech weess awer och, datt de Problem scho méi laang bekannt ass. Mäi Virschlag war deen, wann d'Zäite sech normal virunentwéckelt hätten - an deen ass och 2009 net duerchzezéien -, fir e virtuellen Ausstieg aus de Bensinseinkünften ze programméieren. E virtuellen Ausstieg hätt geheescht: Et hëlt een d'Suen esou laang wéi ee se kritt, et entwinnt ee sech awer där Einnahm, andeems datt een déi Suen net alleguer affektéiert. An déi hätt ee kënnen an e Fong stiechen, wann d'finanziell Einnahmesituatioun et erlaabt hätt. Esou hätt een den Entzuch kënnen doséieren, lues, progressiv, an dat, wat doriwwer eraus an d'Statskeess erakomm wier, hätt ee kënnen an ee Spezialfong oder an de Souveränitéitsfong verséieren, fir domat Lëtzebuerger Kapital ze bilden, wat een hätt kënnen an enger Krisenzäit asetzen, wou et drëm gaange wier nei Beräicher opzebauen. Also e virtuellen Ausstieg.

Zweetens, an dee Punkt ass jo ganz vill Famill mat engem, deen och am Nohaltegkeetsbericht opgeworf gëtt, nämlech de Klimaschutz. De Klimaschutz stellt eis all Joer viru méi grouss Aufgaben, och Aufgabe finanzieller Natur. Déi Suen, déi Recetten, déi mer kréien, sinn netto net méi esou héich wéi se hei escomptéiert ginn. Ech weess och den aktuellen Nettobestand net, wat een dovunner ofzitt - déi Käschten déi awer op de Stroosse méi ufalen duerch dee grousse Pendelverkéier, deen och net eleng dem Verkaf op de Bensinsstatiounen unzekräiden ass -, mä ech denken och un déi Käschten, déi bezuelt gi mussen, fir eis Kyoto-Bilanz an den Équiliber ze kréien. Wa mer dat net selwer fäerdegkréien, musse mer jo entweder Quote kafen oder iwwer aner Mechanismen, Développement propre, am Kader vum Kyoto-Accord intervenéieren.

Dat hei werft och d'Fro op, wat fir eng Positioun d'Lëtzebuerger Regierung an de Verhandlungen anhëlt fir d'Kopenhagener Konferenz, déi jo soll den Nofolgeraccord vu Kyoto virbereeden an négociéieren. Ech géif jiddwerfalls do virdru warnen, dat ze akzeptéieren, wat europawäit op breeder Basis diskutéiert gëtt, nämlech fir d'„joint implementation" erauszehuelen a fir och a puncto Zoukaf vu Quote méi lues ze trëppelen. Ech mengen net, datt mer dat packen, à moins datt mer bereet sinn déi Recette, vun där ech elo geschwat hunn a fir déi mer nach keen Ersatz hunn, kuerzfristeg ze sacrifiéieren.

Ech géif derfir plädéieren, datt mer dat do géifen esou tässelen, datt mer et kënne packen an datt mer progressiv kënne bis dohinner Ersatzfinanzéierungsléisunge fannen. Wann déi Recette dann net iwwerflëssseg gemaach gëtt, an et soll ee sech do nom Prinzip orientéieren «pourvu que ça dure», da kéinte mer effektiv a puncto Virbereedung vun der Nohaltegkeet an a puncto Entlaaschtung vun den nächste Generatiounen déi, a mengen Aen, Haapt- a wichtegst Orientatiounen an d'Weeër leeden, a se géifen och nach finanzéierbar erschéngen.

Ech wëll des Weidere soen, datt, bei allen Erausfuerderungen déi d'Nohaltegkeetsiwwerleeungen op d'Statsausgabe bedeiten, et e puer Kategorië vun Ausgabe ginn, déi a mengen Aen awer tabu sinn an déi een och nach weider ausbaue muss. Mir hate virun zwee Méint hei eng ganz eescht Diskussioun iwwert d'Thematik ronderëm d'Liewensenn. Ech hunn deemools hei a menger Interventioun gesot: „Et muss sécher sinn, datt alleguerten déi, déi op d'Soins palliatifs ugewise sinn, datt déi déi och kréien. An et däerf net esou sinn, datt aus finanziellen Ursaachen een dovunner privéiert gëtt." Fir mech ass dat eng Dépense déi absolut tabu ass. Entweder gi mer eisen ethesche Prinzipien an Iwwerleeungen an Erwaardungen och konkret Inhalter, auquel cas dat hei eng vun deenen Dépensen ass, déi a mengen Aen incompressibel ass.

Ech wëll den Däiwel net un d'Wand molen, mä et kéint eng Situatioun kommen, wou bei enger veralternder Bevölkerung, bei zouhuelende Laaschten, mer a Konflikter kënne kommen, wou Iwwerleeunge géife goen, fir do ze spueren. Dann, an deem Extremfall, dann nach léiwer Ofschnëtter maachen an der Altersversuergung - dat ass en Zeenario, deen ass fir déi nächst 20 Joer doudsécher net realistesch -, wéi datt ee misst un der Gesondheet vun de Leit spueren.

Mir mussen eis also Gedanke maachen iwwert dat, wat absolut indispensabel ass. Datselwecht gëllt fir de Bildungsberäich, datselwecht gëllt fir de Weiderbildungsberäich, an datselwecht gëllt och fir d'Investissementer. D'Investissementer, déi mer also och mussen op hir Nohaltegkeet ofklappen, esou wéi den Nohaltegkeetsrot dat gesot huet. Ech mengen dat steet eis gutt zu Gesiicht, wa mer eis déi Methode ginn.

D'Regierung wollt ech froen, wéi wäit si sech prett gesäit, fir enger vun de Recommandatiounen, déi am Bericht steet, nämlech fir an enger „Lolf-Logik" - déi och schonn den Här Roger Negri a sengem Budgetsrapport entwéckelt hat -, an där Hisiicht d'Dépensen, d'Kategorien alleguer op hir Nohaltegkeet, op hir Effizienz an op hir Noutwennegkeet ze iwwerpréiwen.

Här President, dat sinn eng Partie Iwwerleeungen déi, wéi ech am Ufank vu menger Interventioun gesot hunn, sollen Objet vun der Diskussioun heibanne ginn. Ech si frou, datt de Statsminister an och de Sozialminister an den Ëmweltminister, dee jo d'Koordinatioun vun der Nohaltegkeet a senge Kompetenzen drastoen huet, heibanne sinn, an och, datt de Budgetsminister hei war fir de Gros vu menger Interventioun ze héieren.

Mir sinn also bereet. Ech hunn och duerfir op Motioune verzicht, fir dës Diskussioun an d'Resultat vun dëser Diskussioun an der Spezialkommissioun weider ze diskutéieren, well et och der Logik vun der Resolutioun, déi d'Chamber sech selwer ginn hat, entsprécht. Ech hoffen domadder e bescheidene Beitrag zum Weiderféiere vun enger Diskussioun geleescht ze hunn. Et ass net déi éischte Kéier, mä et ass déi éischte Kéier, datt mer eis Diskussiounen op esou e gutt fundéierte Bericht vum nationalen Nohaltegkeetsrot, deen heimat och seng Utilitéit bewisen huet, opbaue kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Éischte Riedner ass fir d'CSV-Fraktioun den honorabelen Här Haupert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Charles Goerens Merci soe fir seng Presentatioun vun engem Bericht vum Nohaltegkeetsrot, deen, wéi e gesot huet, an enger flotter, spezieller Form eng ganz Rei vu Problemer opwerft. Problemer, déi awer och scho während enger Zäit bekannt sinn, a Problemer, déi och schonn hei an eise Budgetsrapporten, esou wéi de Conseil supérieur et jo och ernimmt huet, debattéiert gi sinn.

Ënner nohalteger Budgets- a Finanzpolitik versteet de Conseil supérieur eng ausgeglachen Ausgabendynamik vum Stat, déi der laangfristeger Einnahmestruktur vun de Statsfinanze Rechnung dréit, an déi keng wuessend Budgetsdefiziter zouléisst, dat heescht Defiziter, déi eng Verschiebung vun de Käschte vum Wuelstand vun der heiteger Generatioun op déi kommend Generatiounen no sech zitt.

Dës Beschreiwung, Här President, enthält dräi wichteg Elementer, wouvun déi zwee éischt, dat heescht ausgeglachen Ausgabendynamik a laangfristeg ofgeséchert Einnahmestruktur, éischter subjektiver Natur an net ze quantifizéiere sinn. An dat drëtt Element, dat heescht wuessend Budgetsdefiziter, dat optrëtt, wann déi zwee éischt net openee passen, direkt erkennbar an an Zuele miessbar ass.

Wat versteet een awer ënner enger ausgeglachener Ausgabendynamik? Sinn dat Ausgaben, déi keng Eegendynamik entwéckelen? Vu wat fir engen Ausgabe schwätze mer dann? Vu Fonctionnementskäschten oder vun Investissementsausgaben? Dës lescht zéien Nofolgekäschte mat sech, dat hu mer schonn öfters hei bei de Budgetsdebatte gesinn, déi oft eng Eegendynamik entwéckelen, an trotzdeem si se vu grousser Wichtegkeet fir d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft. D'Altersversuergung an d'Krankeversuergung, déi den Här Goerens elo grad hei ernimmt huet, an d'Kannererzéiung, sinn alles Ausgaben, déi un d'Evolutioun vun eiser Populatioun gebonne sinn, an déi entwéckelen eng Eegendynamik, an trotzdeem si se vum Prinzip hier Chargen, deene sech e modernen a wohlhabende Stat wéi eisen net entzéie kann.

Wéini kann ee behaapten, dass d'Einnahme vun engem Stat nohalteger Natur sinn an dauerhaft stabil? Sinn dat d'Steierrecetten, déi aus der Aktivitéit vum Agrarsecteur fléissen, oder ziele mer dozou och déi, déi den Industriesecteur oder den Déngschtleeschtungssecteur generéieren? Sinn dat Steieren, déi op dem Revenu vun der Aarbecht erhuewe ginn, oder op dem Akommes vum Kapital oder vum Gespuerten? Sinn dat déi direkt Steieren, déi der Contributiounscapacitéit vum Eenzelne Rechnung droen, oder déi indirekt Steieren, déi op de Konsum erhuewe ginn a jiddweree gläichermoosse belaaschten, egal wéi héich säin Akommes ass?

Här President, Lëtzebuerg huet ëmmer eng Steierpolitik bedriwwen, déi der Contributiounscapacitéit vum Eenzelne wäitgehendst Rechnung dréit, ouni d'Leeschtung an den Initiativgeescht am Keim ze erstécken, nom Prinzip: Fir d'éischt verdéngen, dann eréischt verdeelen.

Fir d'Betriber ze incitéiere sech bei eis am Land ze etabléieren, gëtt d'Akommes vun de Gesellschaften no engem Taux proportionnel besteiert, deen dem internationalen Ëmfeld ëmmer erëm ugepasst ginn ass. Donieft goufen d'Lounniewekäschten niddereg gehalen, well se zu engem Deel iwwert de Budget finanzéiert ginn an domat d'Gesamtlounkäschte fir d'Betriber an d'Nettoléin fir d'Aarbechter ganz attraktiv bliwwe sinn.

Déi direkt Besteierung vun de physesche Persoune geschitt iwwer en Taux progressif. Dat heescht d'Steierlaascht hëlt mat der Héicht vum Akommes zou, wat den Ëmverdeelungseffekt nach vergréissert a mat sech bréngt, dass mer bei eis am Land wéineg Leit zielen, déi schwéierräich sinn, an iwwert d'Ëmverdeelung duerfir gesuergt gëtt, dass mer esou mann wéi méiglech Leit hunn, déi an der Aarmut liewen.

Aus sozialen Iwwerleeungen hu mer eis indirekt Steieren ëmmer niddereg gehalen, wouduerch de Konsum bei eis am Land och fir den Netrésident interessant ginn ass. A well eist Land, an dat huet den Här Goerens och ernimmt, eng eenzeg Grenzregioun duerstellt an och nach vill Transitverkéier ze verzeechnen huet, konnte mer iwwert den Auslännerkonsum Steierrecettë verbuchen, déi eis erlaabt hunn eis direkt Steieren niddereg ze halen an, wéi scho gesot, esou eist Land fir friem Investoren attraktiv ze gestalten.

Ob déi Einnahmestruktur manner ofgeséchert ass wéi déi vun eisen Nopeschlänner, sief dohigestallt. Ëmmerhin ass et esou, dass mer et an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm fäerdegbruecht hu fir Nischen, oder besser gesot Weeër ze fannen, déi d'Attraktivitéit vun eisem Land fir d'Implantatioun vu frieme Betriber verbessert hunn an esou de Wuesstem vun eiser Wirtschaft bis haut oprecht erhalen hunn.

Här President, wann een d'Budgets- an d'Finanzpolitik vun eise jeeweilege Regierungen an deene leschte Jore betruecht, da muss ee feststellen, dass, trotz der Pëtrolskris an de 70er an der Stolkris an den 80er Joren, mer et ëmmer erëm fäerdegbruecht hunn, eise wirtschaftleche Wuesstem ze erhalen a gesond Statsfinanzen ze assuréieren. Dat trotz héijen Investitiounen an zukunftsträchteg Infrastrukture wéi déi elektronesch Kommunikatiounsweeër, d'Ubanne vun eise Stroossen un dat europäescht Autobunnsnetz, d'Moderniséierung an den Ausbau vun eisem Schinnennetz a vun eisem Flughafen, d'Ariichtung vun neie Schoulen, Spideeler, Altersheimer, oder de Bau vu moderne Kultur- a Sportsinstallatiounen. Dat alles, ouni eis Statsschold ze iwwerdimensionéieren an d'Finanzcapacitéit vun den nofolgende Generatiounen ze kompromettéieren.

Eis Statsschold ass haut, trotz dem Zéie vun neien Emprunten, fir de Refinanzement vun den zwou systemesche Banken ze assuréieren, méi niddereg wéi an iergendengem anere Land vun der Europäescher Unioun. Och wann d'Reserve vun eise Fongen an deene leschte Jore liicht zréckgaange sinn, sou besti se ëmmerhin nach, woufir aner Regierungen eis beneiden.

Eise Renteversécherungssystem verbucht iwwer aacht Milliarde Reserven, wat d'Ausbezuele vun de Pensiounen iwwer dräi Joer garantéiert, och da wa keen Euro méi géif abezuelt ginn. Och zu deene Reserven huet de Statsbudget bäigedroen. D'Participatioune vum Stat a privaten a parastaatleche Gesellschaften hunn en Nominalwäert, dee wäit iwwert dem Montant vun der aktueller Statsschold läit. Dernieft verfügt de Stat nach iwwer eng Onmass vu bebauten an onbebauten Immobilien, déi e Garant vu senger Ausgabepolitik am Noutfall géifen duerstellen.

Ouni datt vun nohalteger Finanzpolitik geschwat gouf, kann ee behaapten, datt eis successiv Regierungen an deene leschte Joren eng Politik gefouert hunn, déi d'Nohaltegkeet vun eise Statsfinanzen net entaméiert huet. An esou wéi am Molière sengem „Bourgeois gentilhomme" de Monsieur Jourdain während méi wéi 40 Joer Prosa gemaach huet, ouni ze wëssen, wat et wier, esou kann ee soen, datt eis successiv Regierungen nohalteg Finanz- a Budgetspolitik praktizéiert hunn, ier vun Nohaltegkeet geschwat gouf.

Dat soll awer net zu Blauäugegkeet verleeden an zu iwwerdriwwenem Optimismus. Mir däerfen eis Hänn net einfach an de Schouss leeën an unhuelen, dat géif an Zukunft einfach esou weidergoen. Mir mussen eis Politik, esou wéi de Charles Goerens gesot huet, ëmmer erëm hannerfroen, kucken, wéi mer eis Recetten nach besser ofséchere kënnen, a besonnesch d'Aart a Weis, wéi mer eis Aufgaben erfëllen, permanent op hir Effizienz iwwerpréiwen an de Veränerunge vun den Ëmstänn an de Méiglechkeeten upassen.

Här President, a sengem interessante Bäitrag iwwer eng nohalteg Entwécklung vun de Statsfinanzen huet de Conseil supérieur pour le développement durable op déi zukünfteg Erausfuerderunge fir eng nohalteg Entwécklung vum Lëtzebuerger Modell higewisen a besonnesch déi laangfristeg Risike fir eis Budgetspolitik skizzéiert. Dem Conseil supérieur seng Suerg läit dodran, datt de Lëtzebuerger Modell sech op d'Käschte vun enger ëmmer méi grousser Belaaschtung vun der Ëmwelt entwéckelt huet, an dat dank engem Statsbudget, deem seng Einnahmen op e puer Piliere berouen, deenen hir Stabilitéit fir d'Zukunft glat net ofgeséchert ass.

Senger Meenung no läit de Wuelstand vun eiser Gesellschaft an de Steierrecetten, déi aus der systematescher Exploitatioun vun

Nische kommen, déi sech aus engem kontinuéierlechen Harmonisatiounsprozess vun der europäescher Législatioun erginn hunn. Déi héich indirekt Steierrecetten, déi iwwer en iwwerdimensionéierte Konsum vu Leit, déi net bei eis am Land wunnen, an eis Statskeese fléissen, erlaben niddreg direkt Steierlaaschten a Sozialausgaben, déi dem Salarié en héijen Nettoloun garantéieren an de Betriber hir Gesamtlounkäschten op engem konkurrenzfäegen Niveau halen. Dëse glécklechen Ëmstand stellt fir de Conseil supérieur den Attrait vu Lëtzebuerg fir ausländnesch Investoren a Friemaarbechter duer, ouni déi eise Wuesstem an domat eise Wuelstand net méiglech wieren.

Fir de Conseil supérieur leien déi Haaptrisike fir eise Statsbudget an der Zukunft éischtens an enger dynamescher Entwécklung vun de Statsausgaben, déi d'Konsequenz vun enger Veralterung vun eiser Gesellschaft ass; zweetens an dem Équiliber tëschent Statseinnahmen an -ausgaben, deen un d'dynamesch Entwécklung vun eiser Beschäftegung gebonnen ass, déi fir de Wuesstem vun eiser Wirtschaft onbedéngt noutwendeg ass; drëttens an dem Harmonisatiounsprozess vun der Europäescher Unioun, deen d'Exploitatioun vu Steiernischen an Zukunft a Fro stellt; a véiertens an der Schrumpfung vun den Nettosteiereinnahmen, déi aus dem Konsum vum grenziwwerschreidende Verkéier stamen.

Dofir leie fir de Conseil supérieur déi zentral Erausfuerderunge fir eist Land och doran, d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eisem Standuert duerch nohalteg Investissementer an d'Innovatioun, duerch eng verbessert Effizienz vun eiser Aarbecht an duerch d'Bäibehale vun der Stabilitéit vun eisem System ofzesécheren, dernieft déi strukturell Effetë vun der demographescher Entwécklung an de Gréff ze kréien a schlussendlech eis Liewensgewunnechten a Produktiounssystemer engem moderéierte Verbrauch vun den natierleche Ressourcen unzepassen.

De Conseil supérieur ass awer der Meenung, datt déi Erausfuerderungen nëmmen erfollegräich bewältegt kënne ginn, wann dat privat an öffentlecht Verhalen an Zukunft no globalen Nohaltegkeetskritäre gemooss gëtt an déi dofir noutwendeg institutionell Reformen ugaange ginn.

Här President, zum Schluss vu senger Prise de position proposéiert de Conseil supérieur de politesche Responsabelen an de soziale Partner zéng Themen, déi Ureegung zu enger fruchtbarer Diskussioun solle ginn, iwwer laangfristeg Budgetsstabilitéit am Respekt vun enger nohalteger Entwécklungspolitik. Ech wéilt mech hei dorop beschränken, e puer vun deenen Theme méi kritesch ze beliichten.

Éischtens, de Conseil supérieur stellt sech d'Fro iwwert d'Mesuren, déi geholl musse ginn, fir d'Pérennitéit vun eisem Rentesystem laangfristeg ofzesécheren. Och wann déi aktuell héich Reserven zu kuerzfristegem Optimismus Ulass ginn, esou muss ee sech awer Gedanken iwwert d'Liewensaarbechtsdauer, de Cotisatiounsregime, den Taux de remplacement an d'Upassung vun de staatleche Kontributiounen an der Zukunft maachen. Ëmmerhin ass et esou, datt den heitege System beschtefalls op der Proportioun véier Fënneftel Cotisatiounsjoren an ee Fënneftel Prestatiounsjoren opgebaut gouf, Proportioun, déi haut längstens iwwerholl ass.

Tatsaach ass, datt eise Pensiounssystem als e Versécherungssystem opgebaut gouf an haut de Finanzement vun engem „way of life" erlaabt. Deemools gouf eng Versécherung konzipéiert, déi e Risikofall sollt couvréieren: de Risiko, deen dora bestoung, datt e Mënsch eventuell esou al kéint ginn, datt en net méi kéint schaffen. An dee Fall koum zu där Zäit nach laang net jiddwereen. Esou war och de System tragfäeg, als Assurance. Elo stellt Iech awer emol vir, wat mer misste fir Primen op eisen Autosassurancë bezuelen, wann amplaz eng kleng Minoritéit all Versécherten op d'mannst eng Kéier am Joer säin Auto géif bäikéieren. Dat géifen Zommen, déi kaum ee kéint oder wéilt bezuelen. Wann de Risikofall zum Normalfall gëtt, da kann eng klassesch Assurance net méi ofdecken. Also wann de Risikofall zum Normalfall gëtt, dann ass eng klassesch Assurance hei net méi ubruecht.

Bei der Assurance pension ass et esou, datt jiddwereen haut zu Lëtzebuerg statistesch gesinn iwwer 20 Joer an der Pensioun verbréngt, bei engem Taux de remplacement, dee weltwäit sengesgläiche sicht. Dat kréie mer just iwwer en enormen Zouwuess, Joer fir Joer, vun der aktiver a cotiséierender Populatioun finanzéiert. Mä et geet net éiweg gutt. De Constat ass net nei. Mir doen eis just schwéier domat, fir deen Zoustand, dee mer agesinn, ze veränneren. Och de Conseil supérieur schléit näischt an déi Richtung vir, fir dat ze veränneren.

Här President, de Conseil supérieur schléit weiderhi vir, sech Gedanken iwwert d'Schafe vun engem Statsfong ze maachen, engem Fonds souverain, esou wéi se an anere Länner bestinn. Dëse Fong géif iwwer aussergewéinlech Steierrecettë gespeist ginn, Steierrecetten, deenen hire Fortbestand net assuréiert ass. Esou e Statsfong hätt als Zil, de Statsbudget manner ofhängeg vu konjunkturelle Fluctuatiounen ze maachen oder eng méi gerecht Verdeelung vun aussergewéinlechen Einnahmen, déi an der Zäit beschränkt sinn, tëschent den heitegen an de kommende Generatioune virzehuelen. Dat ass den Zweck vun de Fonds souverains, esou wéi se an de Pëtrol produzéierende Länner ugeluecht ginn.

D'Fro, déi sech bei eis stellt, ass déi ze wëssen, vu welleche Recetten esou e Fong gespeist géif ginn. Vun de Recettë vum eCommerce, dem Handel vun elektroneschen Déngschtleeschtungen oder vun der Taxe d'abonnement, déi een als aussergewéinlech Recettë bezeechne kann? Awer déi Steieren hu Plus-valuë generéiert, mat deenen eis Investitiounsfonge gespeist goufen. Aus dëse Fonge ginn Investitioune getätegt, déi de kommende Generatiounen och zeguttkommen. Si droen also och zu enger intergenerationeller Ëmverdeelung vun aussergewéinleche Steierrecettë bäi. Mat där Differenz, datt déi Fongen zweckgebonne sinn an d'Statsfonge fir allgemeng Budgetsenkpäss gebraucht kënne ginn.

E Statsfong ass a leschter Analys ee Reservefong, wéi mir der eben net een, mä eng ganz Rei hunn, mat verschiddene Finalitéiten. Dat ass eng Konklusioun, déi net soll verhënneren, datt mer eis weider mat der Opportunitéit vun esou engem Statsfong beschäftegen.

D'Chambre de Commerce huet zu deem Thema emol geschriwwen, e sollt idealerweis dozou déngen, en „hyperstrukturelle" Finanzéierungssold vun der öffentlecher Hand ze ermëttelen doduerch, datt all Recetten, déi mer net fir strukturell dauerhaft ofgeséchert géife betruechten, eben net méi an de Budget, mä an de Statsfong géife fléissen. Deen Exercice wier mat Sécherheet net oninteressant, well en eis och géif weisen, a wéi engem staarke Mooss de Budget, dee mer alleguer quasi als gottgegeben unhuelen, dach ofhängeg ass vu sougenannte Contingencen, also Elementer, déi méi zoufälleg zu eiser Gonscht spillen, wéi datt mer hir Wierkung iwwert d'Dauer kéinte steieren. De Risiko ass awer grouss, datt mer dat, wat mer do géifen erausfannen, net wierklech wéilte wëssen.

Här President, weider schléit de Conseil supérieur vir, an Zukunft vill méi den Ënnerscheed ze maachen tëschent den öffentlechen Déngschtleeschtungen, déi aus ekonomeschen an ekologesche Considératioune méi staark nom Prinzip vum Pollueurpayeur oder, besser ausgedréckt, vum Usager-payeur finanzéiert misste ginn, an deenen Déngschtleeschtungen, déi aus soziale Considératioune vun der Allgemengheet solle gedroe ginn. An deem Kontext freet de Conseil och, ob sech net Gedanken iwwer eng strukturell Reduktioun vun den öffentlechen Ausgabe misst gemaach ginn.

D'Fro, déi een hei kann opwerfen, ass déi, ob an Zukunft nach all öffentlech Prestatioune gratis offréiert musse ginn. Wat näischt kascht, ass näischt wäert a gëtt als solches och net respektéiert. Eng Iwwerleeung, déi derwäert ass, gefouert ze ginn, ass déi ze ënnerscheeden tëschent de Prestatiounen, déi de Stat senge Bierger obligatoresch operleet, an déi, op déi de Bierger kann zréckgräifen. Datt déi éischt fir jiddweree gratis sinn, schéngt mer operluecht; fir déi aner muss ee sech awer iwwerleeën, ob net jiddwereen, senge Kontributiounscapacitéiten no, zum Finanzement vun de Prestatioune misst erugezu ginn.

Iwwert d'Revisioun vun der Grondsteier, déi de Conseil supérieur ugeschwat huet, wäert mäi Kolleeg Gilles Roth a senger Interventioun méi ausféierlech agoen, esou datt ech hei net wäert dervu schwätzen.

Här President, fir an Zukunft Budgetsdéséquiliberen ze verhënneren, schléit de Conseil supérieur vir, Iwwerleeungen iwwert d'Aféiere vun enger verfassungsrechtlech zwéngender Defizitbegrenzungsregel ze féieren. An Däitschland beispillsweis gëtt et esou eng Regel, déi beseet, datt d'Neiverscholdung net däerf méi héich leie wéi déi öffentlech Investitiounen an deemselwechte Joer.

Blouss, wat hëlleft dat? Lëtzebuerg befollegt déi dote Regel zënter Mënschegedenken, ouni datt se an der Verfassung stéing. A wa se dostéing, a wann nach een, zwee Joer an d'Land gaange sinn, wou mer hefteg Scholde missten ophuelen, fir eis Ekonomie duerch d'Kris ze bréngen, wat géif dat un der Situatioun änneren? Do géif eis Verfassung eis och net hëllefen. Dat hei ass eng Propos, déi wierksam kléngt, ouni et ze sinn. Op jidde Fall net an engem Land, wou nach ni eng blann Verscholdungspolitik gefuer gouf a wou och kee wëllt muer dermat ufänken.

Här President, schlussendlech freet de Conseil supérieur sech, firwat eis Budgetstechnik nach net den Erfahrunge vun enger moderner Gouvernance ugepasst ass, a schléit vir, vun enger ausgabenorientéierter Budgetsvirlag op e System vun engem no Objektiver orientéierte Budget iwwerzegoen. Wéi scho gesot, de Kolleeg Roger Negri hat a sengem Budgetsrapport e gréissert Kapitel dëser Problematik gewidmet, esou datt ech unhuelen, datt hien herno a senger Interventioun nach dorobber wäert ze schwätze kommen.

A mengem Budgetsrapport hat ech folgend Remarquen zu deem Punkt gemaach: Éischtens, eng Budgetspresentatioun no Objektiver wier méi zäitgemëiss a géif méi der politescher Realitéit vun eisem Land entspriechen, well jo d'Regierungsaarbecht sech ëmmer méi op départementsiwwergräifendem Niveau ofspillt.

Zweetens, esou eng Presentatioun kann awer nëmmen am Kader vun enger pluriannueller Programmatioun vun den Dépensë geschéien.

An drëttens, esou eng Reform vun de Budgetskreditter muss a Verbindung mat der Schafung vu strukturelle Reserve gesi ginn.

En Résumé: Näischt verhënnert, datt d'Budgetspresentatioun am Sënn vun enger méi interdépendenter Politikplanung geännert gëtt, mä si mécht nëmme Sënn am Kontext vun enger an der Zäit anescht ugeluechter Presentatioun. Wann een nämlech politesch Ziler verfollegt, dann erreecht een déi jo dacks net an engem Joer. Dofir misst eng Reform vun der Budgetspresentatioun där Tatsaach och Rechnung droen.

Här President, ouni mech wëllen allze vill selwer ze zitéieren, wëll ech dach awer ofschléissend soen, datt ech och a mengem Budgetsrapport geschriwwen hat, Lëtzebuerg géif riskéieren, sech quasi zu Doud mussen ze wuessen. Ech hunn dat Metropolitaniséierung vun engem ganze Land genannt. Villes vun deem, wat mech derzou bruecht hat, esou Iwwerleeungen ze féieren, fënnt een am Avis vum Conseil supérieur pour le développement durable erëm. Dat ass am Fong net verwonnerlech, well d'Parametere vun eisem Wuesstem a seng Konsequenze sinn eis all, an net eréischt zënter gëschter, bekannt. Mir mussen tatsächlech, duerch Recherche, Innovatioun, Kreativitéit an d'Erschléisse vun Aktivitéite mat vill Méiwäert a manner Personalintensitéit probéieren, fir eisem Wuesstem dee wuchernde Charakter ze huelen, deen en auszeechent.

À propos Wuesstem: Domat wäerte mer 2009 an 2010 kaum geplot sinn, well et fënnt kee statt. De Géigendeel fënnt statt. Dës Krisenzäit ass am Fong en opportunë Moment, fir intensiv doriwwer nozedenken, wéi mer hei am Land wëlle fueren, wa mer nees Liicht um Enn vum Tunnel wëlle gesinn.

Genee do muss ech soen, datt de Conseil supérieur net wäit genuch a sengem Text geet. Mir kenne jo d'Knackpunkte vun eiser Entwécklung: 4% Wuesstem pro Joer fir d'Pensioune laangfristeg ze sécheren, domat 10.000 nei Aarbechtsplaze pro Joer a vläicht 5.000 nei Résidentë pro Joer, eng Bevölkerung, déi muss op 700.000 oder doriwwer eraus klammen, fir datt mer hei näischt mussen un eisem Pensiounssystem änneren. 200.000, 300.000 a méi Frontalieren, fir ze cotiséieren, an all déi Leit musse mer och nach transportéiert kréien. Esou kléngt d'Betribslogik vu Lëtzebuerg, wann net grad Kris ass.

Mir wëssen, datt mer dat do net nach 50 oder 100 Joer packen. Natierlech kann ee sech froen, ob d'Politik sech wierklech muss mat enger 100-jähreger Perspektiv beschäftegen. Mä ass net grad dat de Postulat vum Nohaltegkeetsgedanken? Iwwert déi Saache fënnt ee fir mäi Goût am Pabeier vum CSDD net genuch.

Här President, ech wéilt ophale mam Rappel vun eppes, wat de Statsminister a leschter Zäit dacks gesot huet a wat meng Fraktioun als Zilvirstellung deelt. Ech zitéieren: „Mir mussen haut kucken, esou duerch d'Kris ze kommen, dass mer duerno besser opgestallt sinn, wéi mer et waren, wéi mer dragerutscht sinn." Dat huet vill mat Nohaltegkeet ze dinn, well dee Modell vun der wonnersamer Geldvermehrung, deen zur Kris gefouert huet, ass eben net nohalteg an däerf net an därselwechter Form erëmkommen.

Dat bedeit awer fir Lëtzebuerg och, datt mir, déi laang Zäit gutt vu genee deem System gelieft hunn, mussen ëmdisposéieren. D'Krisekommissioun, déi de Kolleeg Lucien Thiel presidéiert, wäert Enn Mäerz hir Konklusiounen op den Dësch leeën an duerno - a wäit iwwert den Termin ewech vum 7. Juni - musse mer d'Diskussiounen ëm d'Nohaltegkeet vun der Entwécklung vu Lëtzebuerg an d'Tragfäegkeet vu senge Strukturen a senger Betribslogik weiderféieren. Mir sinn all gefuerdert, fir eist derzou bäizedroen, datt mer dem Land an de Leit nei Perspektiven erschloss kréien. Perspektiven, déi nohalteg sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den honorabelen Här Claude Meisch huet elo d'Wuert. Här Meisch, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vum Rapport vum Nohaltegkeetsrot iwwert d'Nohaltegkeet vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen an opgrond vum 7. Juni, dee jo awer all Dag een Dag méi no kënnt, wär ee verleet, hei op dëser Plaz eng Wahlkampfried ze halen. Eng Wahlkampfried, déi déi Risiken, déi an deem Rapport vum Nohaltegkeetsrot opgelëscht sinn, nach emol méi déif, méi wäit géif développéieren, an d'Zukunft vum Land duerfir a pechschwaarze Faarwen hei auszemolen. An et kéint een d'Versäumnisser vun der Regierung oder vun deene successive Regierungen, eng no där anerer, oplëschten, déi derzou gefouert hunn, datt sech déi Risiken do awer elo virun eis, virun deene kommende Generatiounen, virun deenen nächste Chamberen a Regierungen hei opgetiermt hunn.

Dat wëll ech awer net maachen, well ech der Meenung sinn, datt dee Prozess, an deem mer hei dra sinn, ze wichteg ass. E Prozess, deen ugaangen ass Enn 2006 mat enger Motioun bei de Budgetsdebatte vum Budget 2007 vu mengem Fraktiounspresident, dem Charles Goerens, deen och den Interpellant vun dëser Interpellatioun ass, wou d'Suerg virun allem war, fir eng Versachlechung vun enger Rei vun Diskussiounen ze kréien, eng Versachlechung eigentlech och ze kréie vun deem Wahlkampf, an deem mer elo scho mat bal méi wéi engem Fouss drastinn, an op där anerer Säit eng méi grouss Demokratiséierung vun deem, wat mer d'Tripartite nennen, op déi all Regierung, egal wéi d'Kompositioun bis ewell war, ëmmer erëm als Instrument zréckgegraff huet, d'ailleurs och mat engem noweisbaren Erfolleg, wou awer vum Parlament an och der Zivilgesellschaft ëmmer erëm dorop opmierksam gemaach ginn ass, datt finalement dat, woufir d'Parlament gewielt ass, datt déi Kompetenzen ausgelagert ginn op aner Plazen an aner Gremien, notamment déi Tripartite, an datt d'Parlament viru vollendet Tatsaache gesat gëtt.

Duerfir eben déi Prozedur, fir den nationalen Nohaltegkeetsrot mat engem Rapport ze befaassen iwwert d'Nohaltegkeet vun de Statsfinanzen an deen hei ze diskutéieren, ier een an eng Tripartite géif goen, an dann als Chamber der Tripartite en Input mat op de Wee ze ginn, sou datt d'Chamber an dee ganze Prozess vun dem Lëtzebuerger Modell méi staark mat agebonne wär, sou datt een domadder eigentlech och de Lëtzebuerger Modell nei opgestallt hätt fir d'Zukunft.

Et erlaabt och haut, gutt dräi Méint virun enger nächster Wahlécheance, eng Diskussioun ze féieren, eng Zukunftsdebatt ze preparéieren, déi vläicht méi objektiv haut ka gefouert ginn, wann d'Erausfuerderungen och vun engem dach neutralen Observateur, wat den nationalen Nohaltegkeetsrot jo awer ouni Zweifel ass, skizzéiert gi sinn. Et erlaabt eis, Äntwerten ze formuléieren op déi Froen, déi do opgelëscht gi sinn, op déi Recommandatiounen, déi do gemaach gi sinn. An ech mengen och, datt dat finalement déi politesch Éierlechkeet ka stäerken, wa mer et da wëllen, wa mer dat Instrument do richteg notzen a richteg asetzen, fir och virun de Wahlen d'Problemer richteg a korrekt duerzestellen an och ze soen, wéi mer da gedenken, déi herno no de Wahlen ze léisen.

Déi Risiken, déi an deem Rapport opgelëscht sinn, déi virun eis leien, déi virun de lëtzebuergesche Statsfinanze leien, sinn haaptsächlech skizzéiert gi vum Interpellant, vum Charles Goerens an och vu mengem direkte Virriedner. Ech brauch déi also net méi nach emol am Detail hei opzelëschten.

Generell sinn et dräi verschidde Kategorië vu Risiken, déi eis do erwaarden. Et si virun allem déi kuerzfristeg an oft och, an d'Zukunft gekuckt, onsécher Recetten, déi mer brauchen, fir awer laangfristeg a fest engagéiert Dépensë kënnen ze couvréieren. Eppes, wat mer d'ailleurs och elo bei där enger oder anerer Bank héieren, net hei am Land, mä notamment och bei eisen däitschen Noperen, wat dru Schold war, datt se a Schwieregkeete komm sinn. Sou datt et richteg ass, datt mer mat Zäiten hei am Land och doriwwer schwätzen.

D'Ofhängegkeet vun enger Rei vu Recetten ass eng aner Ursaach vun deene Risiken; d'Ofhängegkeet par rapport zu enger Rei vu Secteuren, par rapport zu enger Rei vu Mechanismen, Secteuren ebe wéi der Finanzplaz, wou mer am Moment mierken, wat et fir eis Statsrecetten heescht, wann et op der Finanzplaz net méi gutt rullt, wann och ouni eist Verschëlden déi international Finanzwirtschaft a Schwieregkeete kënnt; d'Ofhängegkeet vun engem Phenomeen wéi dem Tanktourismus; d'Ofhängegkeet vun engem Phenomeen wéi dem Internethandel, deen haut nach iwwer Lëtzebuerg ofgewéckelt gëtt, mä mer wëssen, datt dat an Zukunft net méi an deem Mooss wäert sinn.

Aner Risike sinn déi Automatismen, déi och haut schonn hei skizzéiert gi sinn. Automatismen, déi dozou féieren, datt de Stat méi Ausgaben huet, ouni datt en eigentlech déi tel quel Joer fir Joer muss décidéieren, mä d'Décisioune fannen op anere Plaze statt. D'Décisioune fannen do statt, wa Leit engagéiert ginn, wa Leit aus dem Ausland heihinner schaffe kommen. Nun, mer wëssen, datt et déi staatlech Contributioun zum Sozialsystem ass, datt et den Export och vun enger Rei vu Sozial- a vu Familljeleeschtungen ass, déi mer dorënner kënne verstoen.

E weidere Risiko, an deen trëfft sécherlech net Lëtzebuerg eleng, mä Lëtzebuerg och, ass den demographesche Wandel, deen natierlech seng Konsequenze wäert hunn op eise Pensiounssystem, op eist Gesondheetswiesen an op d'Finanzéierung vun deenen zwou dach extrem wichtege Saile vum sozialen Zesummenhalt hei am Land.

Alles dat war richteg virun Enn September d'lescht Joer an ass haut nach eigentlech méi richteg ginn, well wann dat doten déi Erausfuerderunge sinn, déi virun eis leien, da sinn déi Erausfuerderungen do elo nach eng Kéier e Stéck méi no geréckelt mat deem, wat sech momentan an de Betriber deet, mat deem, wat sech op der Bankeplaz gedunn huet, a mat der direkter Konsequenz fir d'Statsrecetten och fir dat lafend Joer an déi Joren, déi virun eis leien.

Mir sollen also op där enger Säit kucken, déi Risiken ofzebauen. Dofir musse mer ufänken, datt mer keng nei Dépensë generéieren, wat dann erëm fest a laangfristeg Dépensë wären, déi mer géife finanzéieren duerch kuerzfristeg an onsécher Recetten. Mir kënnen eis et also net leeschten, all puer Joer eng nei Mammerent anzeféieren, all puer Joer en neie Kannerbonus anzeféieren, well et sinn och déi Mechanismen do, déi eben op där anerer Säit zu deene festen an engagéierten obligatoreschen Dépensë féieren, vun deene mer net wëssen, ob se an zwee Joer, a fënnef Joer, an zéng Joer nach finanzéiert sinn.

Mir musse kucken, datt mer mat Zäiten e Systemwiessel ustriewen, datt mer mat Zäit virsuergen, notamment wann et ëm d'Pensiounswiese geet, ëm d'Rentewiese geet, well dee Systemwiessel méi einfach ass, wa mer en haut ufänken, wou mer nach Reserven hunn, wéi wa mer en dann eréischt géife virhuelen an eis Gedanken derzou maachen, wann déi Reserven opgebraucht sinn.

Villes vun deem, wat och am Rapport vum nationalen Nohaltegkeetsrot steet, ass dann och net nei, ass bekannt, ass diskutéiert ginn, hei an dësem Haus, op der Place publique an d'ailleurs och vun aneren Acteuren oft geschriwwe ginn.

Mir mussen also dës Geleeënheet notzen, fir och konkret ze ginn, fir Décisiounen ze huelen, fir vun der Analys an d'Handelen iwwerzegoen. Déi nächst Regierung an dat nächst Parlament wäerte mat Sécherheet hei eng ganz Rei vu konkreten Hausaufgabe virfannen.

Déi Risiken ofzebaue geet an eisen Aen awer net duer. Mir sollen op där anerer Säit awer och kucken, nei Aktivitéitsfelder opzebauen. Wa mer wëssen, datt mer zum Beispill, wat den Internethandel ubelaangt, eis Situatioun wäerte schwächen, datt deen net méi dat wäert bréngen an Zukunft, wat en haut nach bréngt, da solle mer eis d'Fro stellen: Wat ass den Internethandel vu muer? Wat ass zum Beispill och den Tanktourismus vu muer? Wat kënnt no deene Souveränitéitsnischen, déi mer iwwert déi lescht Joren a Jorzéngten net ganz ongeschéckt ëmmer erëm fonnt hunn an ausgenotzt hunn, déi awer elo riskéieren, mëttelfristeg auszelafen?

Déi Froen hänken dann och ganz enk domadder zesummen, wéi mer et fäerdeg bréngen, déi wirtschaftlech Zukunft an engem Héichlounland wéi Lëtzebuerg, wat mer sinn an hoffentlech och wäerte bleiwen, ofzesécheren an nei opzestellen.

Eng ganz zentral Fro dobäi wäert mat Sécherheet sinn, wéi eis Finanzplaz ausgesäit no der Finanzkris, e Bankgeschäft, wat iwwert déi lescht Jore permanent geännert huet, wat haut net méi dat ass wéi am September nach d'lescht Joer a wat an engem Joer schonn erëm komplett aneschters wäert ausgesinn, well, egal wat um internationale Plang iwwert d'Finanzwiesen décidéiert wäert ginn, egal wat mer hei zu Lëtzebuerg wäerte maachen, mer dervu mussen ausgoen, datt d'Bankgeschäft an Zukunft en anert ass. An dorobber musse mer eis astellen.

Mir wëssen haut schonn, datt et zu enger neier Regulatioun wäert kommen, déi op internationalem Plang muss ofgeschwat ginn, déi hei zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn. An d'Fro stellt sech, ob déi Regulatioun en Avantage kann duerstellen oder en Désavantage kann duerstelle fir d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg. Selbstverständlech solle mer eis Gedanke maachen, wéi mer eis kënnen uleeën, fir datt se finalement en Avantage fir d'Bankeplaz zu Lëtzebuerg duerstellt.

Mir kënnen haut dovunner ausgoen, datt an Zukunft d'Sécherheet vum Bankgeschäft nach méi grouss wäert geschriwwe ginn an den Ae vun de Clienten. Dat hänkt mat enger kompetenter Opsiicht zesummen. Et hänkt mat klore Regelen zesummen. Eist Zil muss et sinn, datt d'Bankgeschäft zu Lëtzebuerg e séchert Bankgeschäft ass, datt déi Gelder, déi zu Lëtzebuerg placéiert sinn, sécher placéiert sinn.

Duerfir ass et och schued an ze bedaueren, datt mer ënner anerem am Fall Madoff dach eng ganz Rei vu Froen eis musse stellen, ob mer mat Zäiten, wat d'Bankenopsiicht ubelaangt, informéiert waren, reagéiert hunn an ob dee Fall dozou bäidréit, datt d'Confiance an d'Lëtzebuerger Bankeplaz wiisst oder awer net herno a Fro gestallt gëtt.

Da kréie mer eng Diskussioun, déi mer vu baussen ëmmer nees ugedroe kréien iwwert d'Bankgeheimnis; eng Diskussioun, déi esou al ass, wéi d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg besteet. Mir stellen hei eigentlech ëmmer erëm fest, datt et zum Deel eng falsch Diskussioun ass, well dat, wat eis do jo ënnerstallt gëtt, net stëmmt, dat vun deenen internationale Bankzentren, déi effektiv eng Rei vun dubiéis Mechanisme praktizéieren. Mat deene gëtt jo ëmmer erëm probéiert, eis a Verbindung ze bréngen. Mir wëssen heibannen, datt dat net der Realitéit entsprécht. Mir wëssen awer, datt queesch uechtert d'Welt, méi wäit vun hei ewech an awer och méi no vun hei ewech, eng ganz Rei vun däraartege Viruerteeler nach ëmmer circuléieren. Dobäi sinn déi Attacken, déi geridde ginn, oft ongerechtfertegt.

Lëtzebuerg ka sech eigentlech besser verdeedegen a besser duerstellen, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn. Dat ass och eng gemeinsam Aufgab, wou ech och begréissen, datt d'Parlament iwwert de Wee vun der Finanzkommissioun sech där Aufgab do mat ugeholl huet.

Ech hunn och do d'Convictioun, datt eng ganz Rei vun Attacken net Lëtzebuerg gëllen, mä eng ganz Rei vun Attacke gi gemaach, fir an deenen anere Länner vun eegene Versäumnisser ofzelenken, vun eegene Problemer ofzelenken. Et ass ganz einfach, dach mam Fanger op e Land wéi Lëtzebuerg ze weisen an ze soen an där jëtzeger Situatioun: „Déi dote si Schold, a wann déi sech bewegen, dann hu mer eis Problemer an deene méi grousse Länner ronderëm geléist.? Dat ass et net. An ech mengen, datt mer gutt Argumenter hunn, fir dat och no baussen esou duerzestellen. Lëtzebuerg ka sech also verdeedegen an där doter Diskussioun. Lëtzebuerg - mengen ech - huet och gutt Argumenter fir deelzehuelen un där doter Diskussioun.

Mir sollen eis kenger Diskussioun verschléissen, virun allem um internationale Plang, wann et dorëms geet, wéi d'Finanzwirtschaft vu muer och um internationale Plang soll funktionéieren. Opgrond vun eiser Kompetenz, vun eiser Erfahrung kënne mer do eng wäertvoll Plus-value bréngen, wann et ëm d'Definitioun vun den internationale Regelen am Bankgeschäft geet.

Lëtzebuerg hat dann och am Bankgeschäft ëmmer eng Nues vir. Ech mengen och, datt mer haut an enger schwiereger Situatioun déi Längt Avance nach ëmmer behalen hunn, an déi solle mer notzen, fir d'Bankeplaz nei opzestelle fir d'Zäit no der Kris. Mir sollen eis Kompetenz notzen, eis Erfahrung notzen, fir och ëmmer erëm de gesetzleche Kader mat Zäiten a geschéckt unzepassen.

Mir solle virun allem probéieren, d'Vertrauen ze behalen, d'Vertraue vun de Clientë fir d'Bankeplaz ze behalen an et ze stäerken. An do mengen ech schonn, datt awer d'Confidentialitéit hei zu Lëtzebuerg hir Roll weiderhi soll spillen.

Mir mussen eis och iwwerleeën, wat déi nei Wirtschaftszweiger da vum 21. Jorhonnert solle sinn. Dat, wat am 20. Jorhonnert eng Stolindustrie war; dat, wat um Enn vum 20. Jorhonnert d'Bankeplaz ginn ass; dat, wat d'Versécherungsbranche ginn ass; dat, wat d'Medië gi sinn; dat, wat d'Satellitten haut fir Lëtzebuerg duerstellen: Wou sinn déi Aktivitéitsfelder am 21. Jorhonnert, déi et haut gëllt entdecken, déi et haut gëllt opzebauen? - Eng Fro vun eminenter Wichtegkeet!

Mir wëssen, datt virun allem och am Déngschtleeschtungsberäich nieft der Bankeplaz nach villes méiglech ass. De Wee zréck vun der Déngschtleeschtungsgesellschaft erëm eran an d'Industriegesellschaft wäert fir Lëtzebuerg e schwierege Wee ginn. Duerfir musse mer kucken, am Secteur tertiaire eis nei Aktivitéitsfelder ze développéieren.

D'Industrie huet haut nach ëmmer hire Rôle hei zu Lëtzebuerg. Mir musse kucken, datt mer och an Zukunft der Industrie eng Plaz zu Lëtzebuerg kënne ginn, eng Plaz ganz besonnesch an engem Héichlounland. Dat wäert natierlech nëmmen iwwer ee Wee goen. Dat wäert iwwer ee Wee méiglech sinn. Et ass iwwert de Wee vun der Innovatioun, et ass iwwert de Wee vu Fuerschung, et ass iwwert de Wee vun der Produktentwécklung, datt mer et kënne fäerdeg bréngen, datt och an engem Héichlounland d'Produktivitéit esou grouss gëtt, datt mer hei kënnen eng Hightech-Produktioun assuréieren an datt Lëtzebuerg dat bleift wat et ass a wat et ëmmer war, nämlech eng Plaz, wou och produzéiert gëtt fir ganz vill aner Länner vun dëser Welt.

Duerfir sinn déi Efforten, déi mer gemaach hunn, déi mer maachen an - ech mengen, datt mer eis do alleguerten eens sinn hei am Haus - déi mer och an Zukunft wëllen tätegen an d'Fuerschung an an d'Entwécklung, eminent wichteg.

An duerfir, nach emol, geet et net nëmmen dorëms, fir ze kucken, wou mer op där enger Säit manner Dépensë kënne maachen, well mer mat manner Recetten ze rechnen hunn, mä grad do geet et dorëms, dann och déi richteg Dépensen ze tätegen, well se d'Zukunft besser kënne preparéieren.

Et gëtt och elo eng Rei vun industrielle Beräicher, wou mer musse kucken als Lëtzebuerg weider present ze sinn. Wa se an den USA mëttlerweil esou wäit sinn - an den neien amerikanesche President huet et ugekënnegt -, datt se wëllen eng Offensiv starten am Beräich vun den Ëmwelttechnologien, da mengen ech musse mer als Lëtzebuerg och mat ëmdenken, da musse mer och do kucken, wéi mer genau an deene Branchen do präsent kënne bleiwen an eis Präsenz nach weider ausbauen.

D'Fuerschung ass och dofir wichteg. D'Fuerschung muss awer kënnen ugewannt ginn hei zu Lëtzebuerg. Mir kënnen als Lëtzebuerger net nëmme Grondlagefuerschung maachen. Mir mussen als Lëtzebuerger kucken, datt mer no bei de Betriber Fuerschung maachen, datt mer se am beschte Fall mat de Betriber maachen, fir datt se dann och duerno an deene Betriber kann ugewannt ginn. A fir datt se ugewannt gëtt, brauche mer dann och no der Etapp vun der Fuerschung e Kader fir innovativ Firmen, e Kader, dee sech dora kann deklinéieren, datt mer Terrainen hunn, wou déi Firme sech zu räsonnabele Konditioune kënnen implantéieren, datt se Personal hei am Land, am Grenzgebitt an och emol heiansdo vu méi wäit ewech kënne rekrutéiere goen, dat déi néideg Qualifikatiounen huet, datt se déi noutwendeg Autorisatiounen hei kréien, fir datt se, wa se Personal hunn, dat och kënnen halen.

Do si mer bei engem ganz aneren Domän, nämlech op eemol bei der Familljepolitik. Wa mer et net och fäerdeg bréngen, datt gutt qualifizéiert, héich qualifizéiert Frae kënnen am Beruff bleiwen, och wa se Kanner kritt hunn, da stäerke mer och do ganz besonnesch déi innovativ Betriber net, mä mer mussen dat awer maachen. Och musse mer eis Universitéit als e Wirtschaftsfacteur gesinn an dofir geziilt Kompetenzen entwéckelen; Kompetenzen, déi mer brauchen, wa mer zu Lëtzebuerg wëllen och virun allem am industrielle Beräich, awer och am Déngschtleeschtungsberäich weider op der Nummer 1 stoen. Mir brauchen eng Universitéit, déi net alles ubitt an deem klenge Lëtzebuerg, mä dat, wat se ubitt, muss eng héich Qualitéit hunn, muss Exzellenz ervirbréngen, Exzellenz, déi mer brauchen, wéi gesot, fir an enger Rei vu Wirtschaftszweiger kënnen no vir ze kommen.

Et ass eigentlech déi Fro, där mer op d'mannst esou vill an - ech géif wierklech souguer mengen - méi Bedeitung misste schenke wéi der Standuertdiskussioun vun der Universitéit, déi mer jo esou passionnéiert hei am Land féieren.

Duerch d'Wirtschaftskris hu mer eigentlech en ale Secteur nees nei entdeckt: Dat ass dee vum Mëttelstand. Et ass mëttlerweil an aller Mond, datt de Mëttelstand d'Réckgrat duerstellt vun eiser Ekonomie, well e virun internationalen Abréch éischter gefeit ass, well e fir e lokalen, e regionale Marché produzéiert a seng Opträg do kritt, well e méi globaliséierungsresistent ass. Och do muss munches geschéien, och do brauche mer en Ëmdenke bei de Betriber selwer, awer och bei der Politik a bei deem, wat d'mëttelstänneg Betriber alles zur Säit gestallt kënne kréien, fir sech ze entwéckelen.

Innovatioun, Fuerschung, Entwécklung mussen och en Thema si fir mëttelstänneg Betriber. Heinsdo geet et allerdéngs och nach, an dat hu mer an der Lescht ëmmer erëm héieren, ëm vill méi Triviales, nämlech dorëm, wann een eppes wëllt maachen, eng Autorisatioun ze kréien, wou all Entfesselungsprogramm bis elo jo wéineg schéngt bruecht ze hunn.

Och bei enger Rei vun anere Wirtschaftszweiger, déi mer ëmmer éischter als Randgebitt vun eiser Ekonomie gesinn hunn déi lescht Joren, wéi dem Tourismus, musse mer eis froen: Hu mer alles gemaach, fir se ze förderen? Hu mer och alles gemaach, fir den Handel hei zu Lëtzebuerg weider ze entwéckelen? Si mer deem Usproch méi no komm, fir de Shoppingzenter vun der Groussregioun ze ginn am Laf vun deene leschten zwee, dräi Joer, wat jo emol en deklaréiert Zil war?

Musse mer net awer och do eng Rei vu Gewunnechten iwwerdenken, wéi zum Beispill d'Öffnungszäiten am Handel, fir et ze erméiglechen, datt d'Leit dann och kënnen akafe goen, wa se Loscht hunn akafen ze goen?

Mir mussen eng Rei vun aneren Investitioune förderen a kucken, datt mer och do alles gemaach hunn. Hu mer alles gemaach hei am Land, fir steierlech attraktiv ze si fir Investitiounen aus dem Ausland? Ech mengen net, datt mer alles gemaach hunn, wat do méiglech ass.

Hu mer alles gemaach, fir datt Investitioune schnell hei am Land kënne genehmegt ginn? Och do, mengen ech, si mer eis eens heibannen, datt nach munches ze maache bleift.

Hu mer alles gemaach hei zu Lëtzebuerg, fir d'Terrainë präiswäert a gënschteg zur Verfügung ze stellen, fir eng Rei vun Aktivitéiten och doduerjer op eisem klengen a begrenzten Territoire hei zu Lëtzebuerg kënnen ze halen. Wann ee mat de Betriber schwätzt, da kënnt och do sécherlech e kloren Neen.

Hu mer alles gemaach, fir eist Aarbechtsrecht och op d'Situatioun an enger Rei vu Betriber, enger Rei vu Secteuren ëmzestellen, ze flexibiliséieren, andeems mer d'Recht erhalen op eng Aarbecht, op eng Ofsécherung, op eng sécher Aarbecht an op där anerer Säit awer et erméiglechen, datt eng Rei vu Produktiounsprozesser, déi méi Flexibilitéit brauchen hei zu Lëtzebuerg, och kënne fonctionnéieren? Wa mer d'Diskussioun ëm de sougenannte Plan d'organisation de travail kennen, da mengen ech gesäit een och do, datt nach munches ze iwwerdenke bleift.

Hu mer alles gemaach hei zu Lëtzebuerg, fir de Betriber Planungssécherheet ze ginn? Wa mer d'Beispill Wickreng kucken, da sidd

Der mat mir d'accord, datt mer och do musse mat Neen äntwerten. Mir mussen also och eis Entscheedungsstrukturen iwerdenken, se reforméieren, eis och vläicht eng nei Gouvernance an enger Rei vun Domäner ginn, déi ganz enk mat der Ekonomie, mat de Betriber dobausse verbonne sinn.

Et war laang Zäit eisen Avantage, datt mer eis kuerz Weeër ausgenotzt hunn, datt mer schnell Décisioune konnten huelen. Wéi schnell datt mer Décisioune kënnen huelen, hu mer viru Kuerzem gesinn, wann et ëm Noutsituatioune bei Banke geet, wat gutt war, wat eigentlech exemplaresch war.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mä mir sollen eis dat zum Zil maachen. Et muss net ëmmer innerhalb vun e puer Woche sinn, mä trotzdeem soll et awer esou sinn, datt a räsonnabelen Délaie Leit, déi eppes wëlle maachen, Betriber, déi wëllen investéieren, eng Äntwert kréien, Planungssécherheet kréien. Mir brauche Prozeduren, déi zäitgeméiss sinn, déi schnell sinn. A mir sinn eis eens, datt mer se haut op jidde Fall net esou hunn.

Mir kënnen also och eng nei wirtschaftlech Dynamik entwéckelen. Besonnesch wa mer eis Hausaufgabe maachen, och da kënne mer hei zu Lëtzebuerg eng Wirtschaftscroissance an Zukunft assuréieren. Och da kënne mer weider steigend Recetten assuréieren; dat eben trotz deene Risiken, déi op der Säit vun de Recetten op eis laueren, well mer nëmmen dann déi Risiken do kënne schëlleren a se Schrëtt fir Schrëtt ofbauen an déi Systemwiesselen, déi mer brauchen, kënne realiséieren, wa mer weiderhin eng gutt wirtschaftlech Situatioun hunn.

Eis lëtzebuergesch Ekonomie huet Zukunftschancen an enger ganzer Rei vu Beräicher, sief et bei de Banken oder anere Servicer, sief et an der Industrie, sief et am Handwierk, sief et am Handel, deem iwwert den Internet oder deem iwwert d'Théik.

Mir mussen dann a mir kënnen eng Rei vun Äntwerten op den Nohaltegkeetsrapport ginn, andeems mer déi Risiken do probéieren ze reduzéieren, andeems mer op där anerer Säit déi bestoend Chancen notzen. Chancen, wa mer se wëllen notzen, heescht dat allerdéngs och, datt mer eng Rei vu strukturelle Reforme mussen ugoen, wou mer eis bis ewell ëmmer gescheet hu se dach ze attackéieren.

Lëtzebuerg kann och op eng Rei vun aner Risiken déi noutwendeg Äntwert fannen. Risiken, déi och zum Deel am Rapport vum Nohaltegkeetsrot opgezielt waren; sief et dee vum Chômage, sief et dee vum Klimawandel, sief et dee vum Rentesystem.

Meng Fraktioun huet an der Vergaangenheet hei eng Rei vu Propositioune gemaach. Ech wëll se net nach emol alleguerten hei widderhuelen. Mä trotzdeem bleiwe mer der Meenung, datt de Chômage keng Fatalitéit ass, datt déi Situatioun um Aarbechtsmaart, déi mer scho virun der Wirtschaftskris haten, eng Situatioun war, déi eigentlech katastrophal fir lëtzebuergesch Verhältnisser war, wou mer e Rekordchômage haten, wou mer an d'Wirtschaftskris eragaange sinn, wou mer elo mierken, datt pro Mount eigentlech 700 Matbierger vun eis alleguerte méi betraff si vun der Aarbechtslosegkeet.

Dat heescht, datt déi Leit hir Perspektive verluer hunn. Kee vun deenen hätt sech dat virun enger Rei vu Méint kënne virstellen. Trotzdeem huet et se getraff. Mir mussen eis d'Fro stellen: Wou sti mer no der Wirtschaftskris? Sinn et 15.000, 16.000, 17.000 Demandeurs d'emploi?

Mir bleiwen der Meenung, datt mer duerfir eng aner Aarbechtsmaartpolitik brauchen. Eng Aarbechtsmaartpolitik, wou en zentraalt Element natierlech d'Reform vun der Administration de l'emploi ass, déi mer wëllen aneschters opstellen, déi mer och vun der Struktur hier wëllen nei ausriichten, wou Aus- a Weiderbildung e staarkt Element soll sinn, fir datt déi Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, déi Qualifikatioun och kënne vermëttelt kréien, déi se brauchen, fir dann och erëm um éischten Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

Mir bleiwen der Meenung, datt och d'Privatvermëttlung soll zougelooss ginn, well jiddwereen, dee vermëttelt ass, ass gutt vermëttelt an d'ADEM brauch sech ëm deen net méi ze këmmeren.

Mir bleiwen och der Meenung, datt mer iwwert d'Motivatioun vun deenen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, mussen diskutéieren, datt mer hinne mussen d'Hand reechen an datt mer och verlaangen, datt se der Gesellschaft d'Hand zréckreechen, andeems se zum Beispill, wa se no enger Rei vu Méint keng Aarbecht fonnt oder ugeholl hunn, eng Weiderbildung maachen, andeems se zum Beispill aner öffentlech Aarbechten da kënnen erleedegen.

Ech wëll och nach eemol op déi Diskussioun zréckkommen, déi mer an deem Zesummenhang schonn öfters heibanne gefouert hunn iwwert den Export vu Sozialleeschtungen, vu Familljeleeschtungen. Et ass jo ee vun deenen Automatismen. Och do ginn et Mechanismen, wéi mer deen Automatismus dann do net onbedéngt kënne réckgängeg maachen, net komplett kënnen ofschafen, awer ofbremsen, wa mer nei intelligent Mechanismen en place setzen, wéi zum Beispill déi Propositioun, déi d'Demokratesch Partei hei ëmmer nees vertrueden huet an och an hirem Wahlprogramm vertrëtt, déi vun engem Wunngeld, dat mer en place kënne setzen.

Vun deem, wat mer haut zum Deel als Kannergeld maachen, menge mer, datt mer ee Mechanismus dach op d'mannst ofgebremst hätten an den Export an d'Grenzregioun net méi esou géif steigen, wéi en dat déi lescht Jore gemaach huet. Wou mer jo schätzungsweis momentan bei engem Export vu Familljeleeschtungen ëm ronn 300 Millioune pro Joer sinn.

Och am Klimaschutz kënne mer als Lëtzebuerg déi Erausfuerderungen ugoen. Mä och do musse mer et fäerdeg bréngen, fir nei Weeër ze goen, fir nei Weeër ze denken, fir virun allem nei Finanzéierungsmechanismen en place ze setzen. Wat maache mer haut, wann d'Politik wëllt bei de Betriber, bei den Individuen d'Investitioun an d'Sanéierung an an d'Isolatioun vum Haus an erneierbar Energië förderen? Mir ginn an der Regel e Subsid.

Mir bleiwen derbäi, datt dat net alles ka sinn. Well wann ech 20, oder 30 oder souguer nach 40% Subsid kréien an ech kréien déi aner 80, 70 oder 60% awer net beieneen, da bleift et derbäi, datt ech mäin Haus net isoléieren, datt ech mer keng erneierbar Energien op den Daach setzen. A finalement wäert ech weider geplot si mat deenen héijen Energiekäschten. Well och wa momentan d'Energiepräisser erofginn, loosse mer eis näischt virmaachen, dat huet mat der ablécklecher wirtschaftlecher Situatioun ze dinn, a soubal d'Ekonomie nees unzitt, wäerte mer och nees mierken, datt de Pëtrol an alles dat, wat drunhänkt, nees wäert méi deier ginn.

Mir wëllen duerfir kucke wéi mer déi Investitioune mat deene Leit kënne virfinanzéieren; ënner anerem iwwer eventuell eng öffentlech Klimabank, déi dee Virfinanzement kann assuréieren. Dann hu mer herno eppes geschaaft, wou d'Leit kënnen deen Emprunt, dee se geholl hunn, fir déi Investitioun do ze tätegen, Schrëtt fir Schrëtt, Mount fir Mount mat deene méi niddregen Energiepräisser rembourséieren.

Ënnert dem Strëch huet eigentlech jiddweree gewonnen. D'Bank huet gewonnen, well se huet e Geschäft gemaach. Deen Eenzelnen huet gewonnen, well hien dach mëttelfristeg mat manner Energiekäschte säi selwechte Komfort kann halen. Doriwwer huet de Stat gewonnen, well en insgesamt manner an d'Kyoto-Dëppe muss abezuelen, well mer d'CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg zesumme reduzéiert hunn. A mir hunn nach eppes fir de Mëttelstand gemaach, deen dobäi jo och net onwesentlech a Beschäftegung géif kommen. En Thema, wat jo momentan héich akut ass.

Déi Risiken a puncto Altersversuergung musse mer ugoen an enger Diskussioun, déi sachlech ass, an enger Diskussioun, déi Respekt huet virun deenen, déi haut dovunner profitéieren, well si eis - menger Generatioun - munches hannerlooss hunn, vun deem mer kënne profitéieren a mer eis Zukunft aneschters kënne plangen, wéi déi Generatioune virun eis dat konnte maachen.

Mir mussen déi Diskussioun awer och am Respekt ugoe par rapport zu deene jonke Leit vun haut, par rapport zu deene künftege Generatiounen.

Momentan si mer amgaangen d'Reserve weider opzebauen. Et wäert, wann een de Prognosen däerf gleewen, eng Zäit kommen, do wäerte mer Reserven ofbauen. An iergendwann eng Kéier kënnt de Moment, wou keng Reserve méi do sinn. Da stellt sech eigentlech just d'Fro: Wat maache mer? Gi mer dann hin a mer kierzen d'Leeschtungen, oder gi mer dann hin a mer erhéijen d'Cotisatiounen?

Mir sollen eigentlech net esou laang waarden. Mir sollen net waarde bis mer virun där doter kruzialer Fro stinn. Mir solle probéieren haut ëmzesteieren, haut d'Jalonen ze setzen, dann, wa mer nach Rentereserven hunn, dann, wa mer mat méi klenge Systemännerungen an der Zukunft méi grouss Resultater kënne bewierken.

Duerfir hu mer virun zwee an engem hallwe Joer hei d'Propositioun gemaach, fir en zweete Rentendësch anzeberuffen. En zweete Rentendësch, wou ech mengen, datt d'Regierungsparteien net ganz ofgeneigt waren, wou de Sozialminister jo och eng Rei vun Acteuren eng Kéier beieneegeruff huet. Wou mer allerdéngs kritiséiert hunn, datt entgéint dem éischte Rentendësch et esou war, datt déi Diskussiounen do hanner zouenen Diere gefouert gi sinn, datt bei deenen Diskussiounen do d'Parlament net ageschalt war, datt dat, wat mer eigentlech hei an dëser Debatt maachen, fir och am Parlament, och an der Öffentlechkeet iwwert d'Zukunftserausfuerderung kënnen ze diskutéieren, bis ewell vun där doter Regierung net gewollt war.

Duerfir widderhuele mer eigentlech eis Propositioun, fir eng sachlech Diskussioun och tëschent de politesche Parteie mam Parlament a mat de Sozialpartner iwwert déi dote Fro kënnen ze féieren. Dat wäert eng Prioritéit ginn. Et wäert eng Aufgab gi fir déi nächst Regierung. Déi nächst Regierung muss sech där doter Aufgab unhuelen, wa se sech net dem Bedruch vun deene kommende Generatioune weiderhi wëllt schëlleg maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- War et dann an där leschter Regierung keen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi lescht Regierung huet e Rentendësch gemaach, Här Juncker, deen zu Konklusiounen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Doduerch huet sech de Rentesystem méi liicht finanzéiere gelooss. Dat ass allerdéngs wouer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir kritiséiert Är eege Regierung do, wann ech dat verstinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir Är och, well Dir sot nämlech Är Leit hätten an där leschter Regierung, wou se dra waren a fir d'Sécurité sociale zoustänneg waren, net dat richteg gemaach. Dat hutt Dir elo just gesot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war jo e grousse Kompromëss, deen och hei am Haus matgedroe ginn ass, wou mer et fir d'éischte Kéier fäerdeg bruecht hunn, zwou Saachen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo! Ech war derbäi. Dir braucht mer et net ze erklären.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech erklären et awer nach gären eng Kéier, well ech mengen, datt et wichteg ass ze erklären, firwat dee Rentendësch en Erfolleg war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Well mer d'Rente gehéicht hunn, dat war schwéier. Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn et éischtens fäerdeg bruecht, datt mer Rou op der Rentefront kritt hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Juncker, Dir misst besser wëssen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 5 Milliarden d'Joer.

M. Claude Meisch *(DP).*- …wat fir eng Diskussioun datt mer déi Jore virdrun haten, wou et drëms gaangen ass den öffentleche System géint de private System géinteneenzestellen an ee géint deen aneren auszespillen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt elo just gesot, Dir wiert mat deem öffentleche Renteregime averstan.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da mengen ech…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sidd jo haut nach net d'accord, dass deen öffentlechen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, dat doten ass awer onméiglech.

M. le Président.- Den Här Meisch huet elo d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà! Ech akzeptéieren dat, mä dann, hoffen ech, ass hien nach do, wann ech him äntwerten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wäert selbstverständlech mat vill Interessi nolauschteren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Soss gi mer virun d'Dier.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kënne mer och nach maachen, Här Juncker.

(Hilarité)

Da wollt ech awer nach en zweete Mérite vum Rentendësch aus de Joren '99 bis 2004 ervirsträichen, well do scho fir d'éischte Kéier driwwer diskutéiert ginn ass, datt mer e permanente Suivi maache vun der Evolutioun vun de Renten, datt eng Rei vu Clignotanten agebaut gi sinn, déi all puer Joren eng Kéier kontrolléiert ginn, ob se uginn, ob se op orange stinn, ob se op rout stinn, a wou dann och ka gekuckt ginn déi néideg Mechanismen do en place ze setzen an déi Reaktiounen ze weisen, déi dann noutwendeg sinn.

Dat ass nach net alles. Do si mer absolut enger Meenung, Här Premierminister. Duerfir verstinn ech net, datt mer net higaange sinn an opbauend op deem éischte Resultat vum éischte Rentendësch en zweete lancéiert hunn. Do, wou et da ganz besonnesch ëm déi mëttel- a laangfristeg Ofsécherung geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, Här Meisch, däerf ech lech just eng léif kleng Fro stellen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Selbstverständlech. Wann Der eng léif kleng Äntwert erwaart.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Kënnt Der lech erënneren, ab wéini de Rentendësch den Handlungsbedarf definéiert huet?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, et war den éischte Rentendësch, deen dat definéiert huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dee Rentendësch huet gesot, dass Handlungsbedarf géif entstoe fir d'Pensiounsregimer zréckzefroen, wann d'Reserv op manner wéi 1,5-mol d'Joresausgabe gefall wär. Dat war d'Erkenntnis vum Rentendësch. Haut sinn déi Reserve bei 3,6-mol d'Joresausgaben ukomm. Dat heescht, wann een an der Logik vum Rentendësch wär, géif et iwwerhaapt keen Handlungsbedarf ginn. Mir sinn awer net an där Logik vum Rentendësch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da si mer eis eens.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir sinn der Meenung, dass een dat mat roueger Hand soll maachen, wat mer net nëmmen an enger Rencontre mat de Sozialpartner gemaach hunn, mä an enger gudder hallwer Dose Sëtzunge mat de Sozialpartner gemaach hunn, fir dass mer iwwert den État des lieux eens ginn, dass jiddwereen deeselwechte Wëssensstand huet an dass mer dann zesummen an engem breetméiglechste Konsens kënnen dee Rentesecteur, deen haut a gudder Gesondheet ass, och laangfristeg krisefest maachen.

Dat ass dat, wat mer wëlle maachen. D'Parlament wëllt ageschalt ginn. Ech kann lech versécheren, dass d'Parlament ganz schnell ageschalt gëtt, fir iwwert den État des lieux - net iwwert d'Décisiounen; mä den État des lieux - matzediskutéieren an dann net nëmme Froen ze stellen, mä och Äntwerten ze ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt herno drop äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wollt dat just gesot hunn.

M. le Président.- Et geet elo awer hei drëm, fir eng Fro ze stellen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, et war awer ganz interessant wat den

Här Minister gesot huet, well am Ufank hat ech d'Impressioun hie wéilt drop erausgoen, datt eng Rentemauer net géif existéieren.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An do hat ech scho gemengt den Här Juncker géif opsprangen a senger Wee goen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen! Dir waart 2003 der Meenung, dass et keng Rentemauer géif ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn dergéint, dass Der mer alleguerte meng Rentemauer ewechhuelt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä si hunn alleguer dru gebaut.

M. Claude Meisch *(DP).*- Deen Handlungsbedarf, deen existéiert momentan. Et geet net nëmmen duer ze kucken: Wéi héich sinn d'Reserve vun haut? Déi Fro, déi mer eis musse stellen, dat ass déi: Wat soe mer deem jonke Mënsch, deen haut ufänkt ze schaffen, deen haut ufänkt ze cotiséieren, wat seng spéider Rent herno ubelaangt? Deem musse mer eng kloer Äntwert ginn, ob seng Rent nach sécher ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- A soulaang mer dat net mat engem däitlechen a kloere Jo kënne beäntwerten, musse mer eis Gedanke maachen ëm dee System do.

Ech hu wierklech näischt dergéint, wann de jetzege Sozialminister higaangen ass a mat de Sozialpartner doriwwer diskutéiert huet, fir en État des lieux ze maachen. Ech mengen awer, datt dat net kann do stoebleiwen an datt mer och net nëmmen den État des lieux hei an der Chamber eng Kéier da solle maachen, mä datt mer och musse kucken e breetméiglechste Konsens ze kréien an där doter Fro.

(Interruption)

D'Rentepolitik soll iwwer Legislaturperioden eraus eng gewësse Konstanz hunn. Dat kënne mer nëmmen assuréieren, wa mer probéieren hei mat sämtleche Kräften am Parlament en Accord ze fannen. Dat war de Mérite vum éischte Rentendësch; en drëtte Mérite, deen ech elo schonn hei konnt opzielen, deen dës Regierung awer bis ewell nach net ronnbruecht huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Konsens, fir d'Renten ze héijen, kritt Der ëmmer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen, Här Juncker, datt de Konsens och méiglech ass, fir de System ofzesécheren. Wa mer allerdéngs de Konsens net sichen, wann d'Regierung net bei d'Parlament kënnt a seet: Kommt, mer diskutéieren doriwwer, an dat war d'Haltung vun dëser Regierung, da wäerte mer dee Konsens do net fannen, well en anscheinend net gewollt ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir haten lech eng Kéier getest, wéi mer an der Fonction publique eng Rentereform gemaach hunn. De Konsens war grouss.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass et drëms gaangen, fir eis ze testen, oder?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass drëms gaangen, fir ze beweisen, dass Der esou schwätzt an anescht handelt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kann lech just soen, dass de Gesondheetszoustand…

M. le Président.- Sou! Ech géif zwar bieden, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …vum Rentesystem sech an deene leschte Joren däitlech verbessert huet.

M. le Président.- Loosst elo wann ech gelift den Här Meisch schwätzen. Herno kënnt Der Positioun bezéien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech war och scho bal um Enn…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oho!

M. Claude Meisch *(DP).*- …ukomm vu menger Interventioun. Ech hu jo am Ufank gesot, ech wéilt keng Wahlried halen. Elo war et herno awer bal eng Ausenanersetzung ginn. Dat dote kënne mer jo weiderféieren bei där enger oder anerer Geleeënheet, déi an den nächste Woche wäert an d'Haus stoen.

Ech mengen, datt, fir Diskussioune wéi déi doten ze versachlechen, de Rapport vum nationalen Nohaltegkeetsrot utile ass, datt mer eis kënnen dorobber beruffe fir eng objektiv Analys gemaach ze kréien. Eng objektiv Analys, déi mer hei am Haus kënnen deelen a wou da jiddweree muss soen: Wat maache mer mat där doter Analys?

Déi Denkustéiss, déi an deem Rapport do drastinn, sinn derwäert seriö geholl ze ginn. Se sinn derwäert iwwert dës Debatt eraus analyséiert an diskutéiert ze ginn. Déi Risiken, déi skizzéiert gi sinn, si reell. Et geet hei net drëms e besonnesch schwaarzt Bild vun der Zukunft ze molen. Et geet hei net drëms de Pessimismus ze verbreeden. Et geet drëms, fir der Realitéit an d'Aen ze kucken.

Ech hu mer Méi ginn hei och a menger Interventioun eng Rei vun optimistesche Piste virzeginn, wéi mer kënnen op där enger Säit Risiken ofbauen, a wéi mer op där anerer Säit kënnen nei Aktivitéiten développéieren. Duerfir kann dëse Rapport och eng Beräicherung gi fir dee Wahlkampf, deen an d'Haus steet, an hoffentlech och doriwwer eraus.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, au départ ass de Positiounspabeier vum Nohaltegkeetsrot jo net en allgemengt Dokument zu politesch relevanten Themen, als wat en an de leschte Méint oft duergestallt gouf, mä en ausféierlechen Avis fir en nohaltegen Ëmgang mat eise Statsfinanzen, souwuel wat hir Grondausriichtung ugeet wéi och wat d'Prozedur ronderëm ubelaangt.

Den Optrag, fir esou en Avis auszeschaffen, geet schonn op d'Budgetsdebatte vum Joer 2007 zréck; zu engem Moment also, wou mer nach net un d'Kris geduecht hunn a wou mer e wirtschaftleche Wuesstem vun ëmmerhi 6% haten a Budgetsiwwerschëss vu 500 oder 600 Milliounе verbuche konnten.

En aneren Hannergrond deemno wéi haut, wou d'Previsioune fir 2009 bei minus 0,9% leien, an déi vun 2008 op 1% zréckgeschrauft goufen. An engem Moment, wou déi zéngt Aktualisiérung vum Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm aktuelle Schätzungen no dovunner ausgeet, dass eis öffentlech Verscholdung vu 7% vum PIB an eben deem Joer 2007 op 14,4% 2008, 14,9% 2009 a souguer op 17% vum PIB 2010 eropklëmmt, mat engem Defizit vun der Administration centrale, dee fir dëst Joer bei 1,2 Milliarden an 2010 souguer bei 1,5 Milliarde wäert leien.

„Verlorene Mühe deemno?", kéint ee sech d'Fro an der aktueller Wirtschaftssituatioun stellen. Well et elo ëm d'Iwwerliewe geet an net ëm nei Experimenter ronderëm e Sammelbegréff „Nohaltegkeet", dee schwéier faassbar ass fir déi meeschte Leit; just e Slogan fir vill vun hinnen. E Slogan, deen am Trend läit an dee vill vun eis an hire Riede gebrauchen.

Ass dann d'Kris elo eng Chance, well mer jo elo souwisou ëmdenke mussen, oder hu mer de Moment verpasst, fir grad an Net-Krisenzäite virzebauen an Ännerungen, ouni wirtschaftlechen Drock, an ouni dass et wéi deet, virzehuelen? De Conseil supérieur schreift dozou, ech zitéieren: „…dass Nachhaltigkeit nur zu gewährleisten ist, wenn die jeweils lebenden Generationen ihren Wohlstand nicht dadurch zu mehren versuchen, dass sie damit verbundene Lasten auf künftige Generationen verschieben", a weider: „Eine nachhaltige Entwicklung zeichnet sich in erster Linie dadurch aus, dass man schonend und sparsam mit den wirtschaftlichen, natürlichen und sozialen Potenzialen umgeht, damit sie ihre Leistungsfähigkeit im Gesamtverbund auch in fernerer Zukunft nicht einbüßen, und künftigen Generationen zumindest einen gleich grossen Nutzen verschaffen können."

Schonn am November 2004, also scho viru méi wéi véier Joer, huet de Lionel Fontagné a sengem ganz ëmstriddene Rapport deemools iwwert d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg recommandéiert: «adapter le modèle compétitif est nécessaire à son maintien», an dass strukturell Reformen noutwenneg wieren. Mä ganz optimistesch war hien awer deemools net. Senger Meenung no huet vill méi de Succès vun eisem Lëtzebuerger Modell, dee jo haut och schonn erwähnt ginn ass, e soziopolitesche Kontext am Land geschaaft, dee senger Analys no «peu enclin aux réformes» wier. Reformschei heescht dat op lëtzebuergesch iwwersat. Si mer dat wierklech? Musse mer als Land an enger Kris sinn oder ënner Drock, ier mer iwwerhaapt bereet sinn ze handelen?

Jo an Neen. Jo, well villes, ouni dat internationaalt Ëmfeld, an deem mer eis noutgedrongen a richtegerweis bewegen a behaapte mussen, vill Kadere gesat ginn, déi eis Politik matbestëmmt hunn a weider bestëmmen. An Neen, well an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Jalone gesat gi sinn, fir eist Land an eis Gesellschaft ze moderniséieren. Stéchwierder sinn d'Verbesserung vun der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, mat enger Lanz fir d'Ganzdagsbetreiung, de konsequenten Ausbau vum öffentlechen Transport, d'Erschléisse vun neie Piste fir d'Wirtschaftsentwécklung vum ganze Land, mat neie potenzielle Piliere ronderëm d'Fuerschung, d'Logistik, d'Materialwirtschaft, nei Energie- an Ëmwelttechnologien, „life sciences".

Net ze vergiessen de konsequenten Invest an d'Schoul- a Beruffsausbildung vun eise Kanner, déi mat den neie gesetzleche Kaderen eng nei Dimensioun kréien a kritt hunn. D'Preparatioun op d'Wëssensgesellschaft geléngt nëmmen, wa mer den Enjeu vun der richteger Qualifikatioun a vum „lifelong learning" eescht huelen.

D'Lissabon-Strategie, mat neie Regele vun der Kompetitivitéit an Oplage fir d'Wëssensgesellschaft preparéieren. Universitéit, Recherche, d'Eropsetze vum Taux d'emploi, eGovernment mam oft laangwieregen Ofbau vun administrativen a prozeduralen Hürden, Innovatiounsgeescht an Esprit d'entreprise, berufflech Weiderbildung, si Stéchwierder vun dëser Démarche, déi mat engem méi konkreten Aktiounsprogramm, mat méi prezisen Objektiver an engem genee definéierten Zäithorizont nëmme gewanne kéint. Dëst ëmmer mam Imperativ vum soziale Modell, dee mer als Land zu Recht net zur Debatt stellen, well e fir eis de Garant vu sozialer Kohesioun bleiwe muss.

D'Europäesch Integratioun ass en anert Beispill, mat engem interkulturellen Dialog, dee sech net op de Mateneen, oder besser gesot, op den Nieftenee limitéiert. Dozou gehéieren nämlech och d'Ophiewe vun demokrateschen Defizitter, d'Auslännerwahlrecht an och déi duebel Nationalitéit. Fir net alles sinn a ware mir Demandeur, wa mer éierlech si mat eis selwer, och wa mer d'Zilsetzungen op europäeschem an nationalem Plang mat ausgeschafft an op den Instanzewee bruecht hunn.

Liberaliséierung, Ofschafe vu staatleche Monopolstellungen, Angscht ëm gewuesse Situatiounen, awer och ëm de Service public. «Le Gouvernement ne rechignera pas devant les réformes structurelles», sot de Statsminister 2005, am Zesummenhang mat der Lissabon-Strategie an hirer Ëmsetzung: «Je ne me fais cependant pas d'illusions. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui appellent de leurs vœux des réformes. Quand le Gouvernement les proposera, ceux-la mêmes risquent d'être beaucoup moins enthousiastes. On constate souvent, et je tiens à le préciser que c'est vrai d'un côté comme de l'autre, qu'il y a une tendance à ne retenir dans les propositions de réformes que celles qui correspondent de toute façon au catalogue de revendications des concernés.»

Wäert dat beispillsweis de Fall sinn, wann, wéi den Nohaltegkeetsrot, an net nëmmen hien eleng, méi wéi richteg fuerdert, dass eng grouss Zuel vu Leit bei eis am Land, déi bei eis wunnen a schaffen, awer eis Nationalitéit net hunn, politesch participéieren a mat décidéiere mussen, fir dass déi politesch Décisiounen, déi mer huelen, iwwerhaapt demokratesch legitiméiert sinn. Et ass tatsächlech an ouni Zweiwel eng ganz aussergewéinlech, wann net bedenklech Situatioun, dass eng Minoritéit vun all deenen, déi bei eis am aktive Liewe stinn, d'politesch Geschécker vum Land bestëmmen, an déi aner net.

Wäert dat beispillsweis de Fall sinn, wann an de Beräicher Energie, Mobilitéit, Natur-, Ëmwelt- a Klimaschutz zousätzlech Mesurë musse proposéiert an imposéiert ginn, fir d'Zäregasemissioune weider ze reduzéieren? Wann et ëm léifgewonne Gewunnechte geet, a wa Käschten ufalen, a wann Oplage kommen, déi ze respektéiere sinn? De Conseil supérieur schreift dozou, ënner anerem: „Ohne Anwendung des Verursacherprinzips ist es ausgeschlossen, externe Umweltkosten dort anzulasten, wo sie entstehen, oder - vereinfacht formuliert - Umweltsünder, beziehungsweise besondere Kostenverursacher, zur Kasse zu bitten. Auch sollte darüber nachgedacht werden, die Bürger in Form von Gebühren und Beiträgen" - eng ganz kriddelech Affär - „an den Kosten anderer öffentlicher Einrichtungen zu beteiligen, die individuell in höchst unterschiedlichem Ausmaß, und vor allem weit über das individuelle Grundbedürfnis hinaus, genutzt werden. Nur so können Anreize für eine sparsame und schonende Nutzung von Gemeinschaftseinrichtungen, beziehungsweise Gemeinschaftsgütern vermittelt und die Kostenentwicklung in Grenzen gehalten werden."

An da seet hien awer gläichzäiteg: „Selbstverständlich bedarf dies (…) eines intensiven gesellschaftlichen Dialogs. (…) Zugangsmöglichkeit und Verteilungsgerechtigkeit soll nach Meinung des CSDD vorzugsweise durch ergänzende Maßnahmen und unabhängig von den kostendeckenden Preisen, beziehungsweise Entgelten, sichergestellt werden. Der Rat ist einstimmig der Auffassung, dass die Diskussion über Äquivalenz- und Verursacherprinzip immer auch unter verteilungspolitischen Gesichtpunkten geführt werden sollte."

No deem Prinzip hunn eng ganz Rei vu Gemengen, zäitgläich mat noutwennegen Taxenerhéijungen, Kompensatiounsmesurë fir hir bedürfteg Bierger agefouert. Wäert dat, fir déi Iwwerleeunge weiderzefeieren, de Fall sinn, wa mer no de Kritäre vum IVL - supposéiert aus deem Konzept géifen, wat mer wëllen, objektiv a verbindlech Richtlinne ginn - a vum Programme directeur e wirtschaftlechen, sozialen an aarbechtsmaartpoliteschen Équiliber vun de Regiounen ustriewen? Mat neie Kooperatiounsstrukturen, déi net just de Stat, mä virrangeg d'Gemengen an d'Regioune stäerken, mat sektorielle Pläng déi net op sektoriellem Denken, mä op Vernetzung an Nohaltegkeet baséieren, an enger iwwerfälleger Gemengefinanzreform, déi deen Numm iwwerhaapt eréischt verdéngt?

A wäert dat zum Beispill de Fall sinn, wa mer, wéi net nëmmen den Nohaltegkeetsrot et mat Nodrock freet, eng Finanz- a Budgetspolitik ustriewen, déi hir Ziler kloer op den Dësch leeë muss? Dëst mat der Absicht, dass mir als Parlament déi erkläerten Objektiver an d'Resultater vun där Finanzpolitik vun der Regierung novollzéien, begleeden, iwwerpréiwen a gegebenenfalls och hannerfroe kënnen. Dat ass richteg an Zäite vu generéisem Wirtschaftswuesstem, wéi mer et an de vergaangene Jore kannt hunn, an dat ass genee esou richteg, wann net souguer méi richteg a méi wichteg, a wirtschaftlech schwieregen Zäiten oder an der Rezessioun, an där mer eis am Moment jo befannen.

Besser ausginn heescht sech Objektiver setzen, mat kloeren Indicateuren, wéi ee se moosse wëll, mat prezise Missiounen, déi een erfëlle wëllt, a mat zäitlech begrenzte Programmer, fir hir Mise en œuvre ze garantéieren. Dëst no sozio-ökonomesche Kritäre fir de Bierger, no Qualitéits- an Déngschtleeschtungskritäre fir den Usager, an no Kritäre vun enger effizienter Gestioun fir de Steierzueler.

Als e gutt Beispill kann een hei d'Mobilitéitspolitik vun der aktueller Regierung ufeieren, mat kloeren Ziler an enger kloerer Virgab, an zwar en „modal split" vu 25/75 ze erreechen, a mat der ausdrécklecher Bereetschaft d'Logik aus der Vergaangenheet, zugonschte vum öffentlechen Transport, ze inverséieren a bereet sinn d'Budgeten deementspriechend ëmzeschichten.

Als Budgetsrapporteur huet den Här Negri 2006 d'Weiche matgestallt, fir nei Weeër opzeweisen, déi een als Parlament an der Haushaltspolitik kann a soll goen. Vill aner deelen dës Analys. D'Cour des Comptes, déi bei enger neier Prozedur hei am Land eng ganz wichteg Roll kéint spillen, weist all Joer dorop hin, an d'Chambre de Commerce huet am September 2008 e ganze Bulletin der Fro vun enger besserer Maîtrise vun den öffentlechen Dépensë consacréiert, mat enger Analys vun alle Modeller,

déi et an anere Länner scho gëtt an déi do zum Deel ganz gutt fonctionnéieren. Mir brauchen also d'Rad hei zu Lëtzebuerg net nei ze erfannen, wéi mer et ëmmer wëllen duerstellen.

Richteg ass, an dat wëll ech och hei betounen, dass mir als Land Spezifissitéiten hunn, déi aner Länner an därselwechter Form net hunn. Dat ass esou. «Le Luxembourg est spécifique à bien des égards» - huet et am Fontagné-Bericht geheescht, wéi gesot 2004 schonn - «mais pas au point que les lois économiques ne s'appliquent pas». Do gi mer also mat all deenen anere gemooss.

Stéchwuert Frontalieren. Si maachen an der Tëschenzäit iwwer 40% vun alle Salariéen am Grand-Duché aus, an hir Zuel ass innerhalb vu 25 Joer vu 14.000, am Joer 1983, op knapp 150.000 am September 2008 gewuess. Ouni si kann eis Wirtschaft net fonctionnéieren, well mer net genuch Main-d'œuvre hunn. Ouni si kann och eisen aktuelle System vun de Pensiounen a vun der Sécurité sociale net oprecht erhale ginn. Dat ass eng wirtschaftlech a sozial Realitéit, déi keen ignoréiere kann, an déi mer weider zum Gudde vum Land notzen an net mëssbrauche sollen.

„Das hohe Luxemburger Bevölkerungswachstum geht praktisch ausschließlich auf Migrationsgewinne zurück", schreift de Conseil supérieur du développement durable. „Zur Besetzung der über 315.000 Arbeitsplätze reicht dies aber bei weitem nicht. Dazu müssen täglich über 130.000 Franzosen, Belgier und Deutsche nach Luxemburg einpendeln. Im Gegensatz zu den Luxemburger Staatsbürgern, die überwiegend im öffentlichen oder im öffentlich geschützten Sektor arbeiten, sind die Ausländer vorrangig im Privatsektor tätig. Allein von den Arbeitsplätzen, die seit 2002 entstanden, sind fast 70% von Pendlern besetzt worden."

Och déi grouss Ofhängegkeet vum Finanzsecteur schaaft zu Lëtzebuerg eng spezifesch Situatioun. Mëttlerweil stellt de Banken- a Fongesecteur, mat allen direkten an indirekte Komponenten, wann een déi dobäirechent, iwwer 40% vum PIB duer a mécht iwwer 30% vun eise Steierrecetten aus. Esou wéi et hei am Land net ouni auslännesch Main-d'œuvre geet, iwwregens och net am Finanzsecteur, esou hu mer och kuerz- a mëttelfristeg deem Secteur, dee wéi viru 50 oder méi wéi 50 Joer d'Stolindustrie, de Wuelstand vun engem Land eleng geprägt huet a weider prägt, näischt Gläichwäerteges entgéintzesetzen. Duerfir sollt een och dee Secteur wierdegen als dat, wat en ass: En dynamesche Secteur, dee sech am Laf vun de leschte Jore weiderentwéckelt an diversifizéiert huet, dee sech an der aktueller Finanzkris nei definéiere muss an nei Regele brauch, deen awer fir eist Land eng zolidd Basis geschafen huet, op där grouss Deeler vun eisem Wuelstand berouen.

Kamikaze-Aktiounen oder d'Fuerderung no radikalen a vermeintlech einfache Léisunge fir komplex Situatiounen, bréngen et net a schueden eisem Land. D'Répercussioune wieren eng Beaträchtegung vun eisem Wirtschafts- a Sozialmodell, dee mer eis haart erkämpft hunn. Dat gëllt souguer fir de sougenannten Tanktourismus, dee selbstverständlech mam Bléck op Kyoto net méi an enger Brutto-Netto-Logik däerf genotzt ginn, fir mëttel- a laangfristeg eis uerdentlech Dépensen ze finanzéieren an ze garantéieren. Mä dës bedeitend Recette ersatzlos an an engem onrealisteschen Zäithorizont ze sträichen, notzt weder dem Klimawandel, nach der europäescher Cause, mä schuet eisem Land a senge Bierger.

Och an innerhalb vun eisem Renten- a Sozialwiesen hu mer eng Adaptatiounsfäegkeet, déi de gewuessene System, deen op der Solidaritéit tëscht de Generatioune baséiert, net sprenge muss, wann noutwenneg Upassungen ze maache sinn. Och wa sech eis Reserven am Moment op méi wéi dat Dräifacht vun den alljährleche Pensiounsausgabe belafen, wann en Taux de cotisation vun 19,5% duergeet, fir déi aktuell Joresausgaben ofzedecken, wann den Taux de cotisation, souguer bei engem reduzéierte Wirtschaftswuesstem vun an der Moyenne 2,2% pro Joer, eréischt 2027 misst ugepasst ginn an eis Pensiounskeese kuerz- a mëttelfristeg gutt opgestallt sinn, esou soll dach awer d'Diskussioun ronderëm d'Nohaltegkeet vun eise Finanze bei dëser Fro net Halt maachen.

D'Situatioun huet sech schonn eleng doduerch verännert, dass mer an enger globaler Finanz- a Wirtschafskris stiechen, wéi mer se zënter den 30er Jore vum viregte Jorhonnert net méi erlieft hunn, a wou eist ekonomescht Haaptstandbeen, nämlech de Finanzsecteur, am Mëttelpunkt vun dëser Kris steet. Da si mer och an eisem Pensiounswiesen op eemol net méi mat eisem Handlungsbedarf an engem „avenir lointain", wéi et an deene leschte Jorzéngte geheescht huet, mä an der nächster oder iwwernächster Legislaturperiod. Duerfir ass et absolut ze begréissen, dass de Minister vun der Gesondheet a vun der Sécurité sociale d'Konklusioune vun engem aus der Tripartite entstanenen Aarbechtsgrupp innerhalb vun deenen nächste Wochen op den Dësch wäert leeën, fir dass mat de Sozialpartner zesummen, an am Dialog mam Parlament, Piste fir d'Zukunft kënnen ausgewise ginn.

Ronderëm d'Zukunft vun eisem Finanzsecteur, an déi ustoend Aktiounspläng ronderëm d'Wirtschaftsentwécklung vum Land, wëll ech haut net der Debatt an de Konklusioune vun der Spezialkommissioun virgräifen, déi dat de 26. Mäerz op dëser Plaz wäert maachen.

Mä elo scho schielt sech eraus, dass mir als Lëtzebuerger, bei den ustoende Reforme ronderëm d'Bankgeheimnis an déi lafend gefuerdert Aschränkunge ronderëm d'Avantagë vun der Finanzplaz Lëtzebuerg an hiert ganzt steierlecht Ëmfeld, weiderhin offensiv a selbstbewosst mat deene ville Pressiounen ëmgoe sollten, deene mer ausgesat sinn, a permanent ausgesat sinn, an déi nach laang net ëmmer vun „edlen Absichten" eleng gedroe sinn. Trotzdeem, oder grad well mer als Land eis Vulnérabilitéit kennen, bleift den ageschloene Wee vun der Regierung richteg, fir ronderëm d'Lokomotiv vun der Universitéit a vun de Centres de recherche an de Beräicher vun der Fuerschung, vun der moderner Energieversuergung, vun der Biomedezin an dem Gesondheetswiesen nei Créneauen auszeweisen, déi och en neie Wirtschaftséquiliber fir d'Land schafe kënnen. Dozou gehéiert och imperativ e bessert, oder iwwerhaapt emol e Gläichgewiicht vun eise Regiounen.

Hei sief drun erënnert, dass nieft der Zentrumsregioun - déi mat alle Vir- an Nodeeler déi dat mat sech bréngt, den Haaptbénéficiaire vun der Wirtschaftsentwécklung an de leschte Jorzéngte war - virrangeg d'Südregioun an den Entwécklungspol ronderëm d'Nordstad e gehéierege Schub fir d'Zukunft brauchen. Eleng d'Stad Lëtzebuerg, déi mat ronn 90.000 Résidentë manner wéi 20% vun der Landespopulatioun bei sech wunnen huet, stellt mat iwwer 135.900 Emploië 40% vun allen Aarbechtsplazen.

Am Verglach dozou déi 12 ProSud-Gemengen, déi mat insgesamt 146.800 Résidenten ëmmerhin 30% vun der Landespopulatioun duerstellen, hu kaum méi wéi 50.300 Salariéen. Dat si knapps iwwer 14%. Eng däitlech Diskrepanz, déi net nëmmen aus landesplanerescher Siicht, mä och mat de Kritäre vun enger nohalteger Mobilitéitspolitik schlecht vereinbar ass. Eng Diskrepanz, op déi och den Nohaltegkeetsrot hiweist, mat alle Répercussiounen, déi esou en Onglächgewiicht bedeit fir d'Wirtschafts- a Sozialpolitik, an och fir déi geliefte Chancëgerechtegkeet um Terrain.

Duerfir wëll ech mat Nodrock déi kontinuéierlech a permanent Bestriewunge vun der Regierung ënnersträichen an ënnerstëtzen, fir um Zukunftssite Belval, ronderëm déi zukünfteg Universitéit an d'Cité des Sciences, iwwer 20.000 nei Aarbechtsplaze fir d'Land ze schafen. Domat bewierke mer, dass mat enger konsequenter Dezentraliséierung net nëmmen de regionale Mëttelzentrum Esch gestäerkt gëtt, mä eng ganz Regioun eng nei Dynamik an am beschte Sënn vum Wuert eng nohalteg Zukunft an en enorme Potenzial kann entwéckelen. Ähnlech Iwwerleeunge gëllen och fir déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Nordregioun, déi gläichermoossen a ganz ville Beräicher e groussen Nohuelbedarf huet a fir den Équiliber vum Land eng zentral Roll ze spillen huet.

Den Nohaltegkeetsrot begréisst ausdrécklech, an ech zitéieren en dann och, „...dass nachhaltigkeitsrelevante Themen wie die Fortentwicklung der raumordnerischen Konzeption, Aspekter einer territorialen, administrativen, funktionalen und finanziellen Reform des Kommunalsektors auf die politische Agenda gerückt worden sind. Allerdings vermisst er dabei weiterhin eine konsequente Gesamtorientierung am Leitbild einer nachhaltigen Entwicklung und die politische Bereitschaft, die damit verbundenen Belastungen und Chancen offen und öffentlich zu diskutieren."

Här President, d'Erausfuerderungen un eist Land, fir eng koordinéiert an nohalteg orientéiert Zukunftspolitik ze bedreiwen, si gewalteg. De Bericht vum Conseil supérieur pour le développement durable huet de Mérite, dass en d'Kand, oder vill Kanner gläichzäiteg eigentlech, beim Numm nennt a fir e vernetzt Denken un d'Adress vun allen Acteuren am Land appeléiert, fir am Intérêt vun enger nohalteger Entwécklung zesummenzeschaffen.

Et ass net de Ruff no engem iwwergeuerdnete Leader, deen eis eleng an allwëssend leede soll. Et ass och net d'Fuerderung vun engem Rat der Weisen, deen ee sech heiansdo géif wënschen, fir eng Synthees kënnen ze maachen aus deene ville gudde Pisten a Recommandatiounen, déi an de vergaangene Jore fir eist Land vun alle Säite koumen, sief dat vum Nohaltegkeetsrot, vum Conseil d'État a senge villen Avisen, Gewerkschaften a Parteien, Chamber a Regierung, Lissabon-Strategie mat allen Dokumenter, déi drunhänken, Conseil économique et social, Tripartite, Beruffskummeren, OCDE mat alle spezifeschen Avisen iwwer eis konkret wirtschaftlech Situatioun, europäesch Gremien, Mouvement écologique, Fontagné, Cour des Comptes a villen anere méi.

Mä geneesou wéi et net ee Masterplang fir d'Landesplanung a fir eng global Réforme territoriale ka ginn, esou gëtt et och net een Aktiounsplang, deen eis eng nohalteg Zukunft eleng schaaft. An dofir soll een dës Debatt als dat huelen, wat se ass: Eng enorm interessant Diskussioun, déi haut mat Sécherheet net épuiséiert a bestëmmt net ofgeschloss wäert sinn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt vläicht zwou Virbemierkunge maachen, ier ech ufänke mat menger Ried. Dat Éischt ass ee Merci, an dee geet selbstverständlech un déi Leit, déi dee Rapport verfaasst hunn, well en eigentlech e gudde Résumé gëtt vu villem, wat an deene leschte Jore schonn zu Lëtzebuerg de part et d'autre vun eenzelne Leit gesot ginn ass. Et ass net, datt den Nohaltegkeetsrot hei en Exercice gemaach huet, wou e revolutionär Neies erfonnt hätt. En huet eigentlech relativ kompakt a gutt villes résuméiert vun deem, wat wéi gesot schonn op anere Plaze vun eenzelne Leit emol gesot ginn ass. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Zweet Virbemierkung ass, wat ech haut net wëll maachen, dat ass am Fong déi Ried schonn halen, déi ech de 26. Mäerz hei wëll halen, nämlech en „round-up" maachen iwwert d'ganz Ekonomie, mat alle Facetten a mat alle Risiken déi op eis zoukomme respektiv wat ee misst maachen an deenen nächste Joren. Ech mengen, duerfir hu mer jo déi Spezialkommissioun gegrënnt, an do kënnt jo elo e Rapport eraus, an da solle mer jo hei eng länger Debatt vun engem ganzen Dag veranstalten, de 26. Mäerz, wou mer doriwwer schwätzen.

Ech wëll mech duerfir op fënnef Punkte beschränken, déi an deem Rapport sinn, wat awer keng onwesentlech sinn: Dat eent ass d'Fro vun deem sougenanntenen demographesche Wandel; dat zweet ass d'Verhältnis vun de Steiereinnahmen insgesamt, haaptsächlech d'Verhältnis wat de Facteur Aarbecht haut ubelaangt, wéi de Poids vun deem ass an de Steierrecetten, an deementspriechend natierlech och wat dat fir eng Bedeitung huet fir eis Ekonomie an och virun allem fir d'Sécurité sociale.

En drëtte Punkt, dat ass déi sougenannte Steierharmoniséierungen, déi op eis wäerten duerkomme respektiv wat do d'Risike sinn. De véierte Punkt ass d'Recetten, déi mer hunn iwwert d'Mineraluelechsteier, déi mer an eisem Budget hunn, de sougenannten Tanktourismus. Dann ofschléissend wollt ech och nach e puer Wuert soen, awer kuerz - do wollt ech och méi am Detail drop zréckkommen de 26. Mäerz -, well dat och ugesprach ginn ass an deem Rapport, iwwert d'Gemengefinanzen, well dat jo awer och e Volet ass, deen zu de Gesamtstats- oder öffentleche Finanzen absolut gehéiert.

Ech befanne mech och e bëssen an enger spezieller Situatioun hei, well wann ech déi véier Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, elo skizzéieren, wat d'Meenung vu menger Fraktioun ass, da riskéieren ech elo hei villes ze widderhuelen. Ech widderhuelen net gär andauernd dat nämlecht. Dat läit mer net schrecklech gutt. Mä da riskéieren ech villes ze widderhuelen, wat ech an deene leschten zéng Joer bei menge Budgetsrieden hei gesot hunn, zu deene véier Punkten.

Dat Eenzegt, wat am Fong nei ass bei där ganzer Geschicht, dat ass, datt mer déi waarm Gromperen do elo während zéng Joer virun eis hiergekugelt hunn zu Lëtzebuerg an datt duerch d'Wirtschaftskris, an där mer eis befannen, elo déi waarm Gromperen eis méi séier an d'Gräpp ze fale riskéieren, wéi et eis léif ass. Duerfir hätt ech ëmmer léiwer gehat, an dat war och d'Meenung vu menger Fraktioun an deene leschten zéng Joer, datt mer am Fong déi dote Problemer ugepaakt hätten zu Zäiten, wou et, loosse mer soen, net esou enk gi wär, weder am Budget nach politesch, wou mer dann och besser Zäit gehat hätte fir doriwwer ze diskutéieren, wéi de Sozialversécherungsminister dat elo virdrun hei gesot huet, am Sënn vun der roueger Hand.

Well ech fäerten, datt bei deem, wat op eis zoukënnt nom 7. Juni, déi roueg Hänn séier wäerten ufänken ze zidderen, wa mer den Iwwerschlag maachen iwwert d'Konte vun deenen nächste Joren ugesiichts vun där Dramatik, déi am Moment amgaang ass sech weltwäit ofzespillen, selbstverständlech och an Europa a selbstverständlech och zu Lëtzebuerg. Och wann ech heiansdo d'Impressioun hat déi lescht Deeg, wann ech verschidde Communiquéë gelies hunn, datt mer iergendwou hei op engem anere Planéit géife liewen an datt mer zwar iergendwéi gesinn, wat ronderëm eis de Moment amgaang ass ze passéieren, mä mer ganz wéineg dovunner touchéiert wieren.

Dat ass net d'Meenung, soen ech - a méi wëll ech awer net virgräifen op d'Debatt vum 26. Mäerz -, vu menger Fraktioun. Mir wäerten dat méi ze spiere kréien, wéi et eis leider léif ass alleguerten, nom 7. Juni, an ech fannen et soll een de Leit dat och soen, virun an net nom 7. Juni, an et soll een d'Debatt och esou féieren. Ech wënsche mer eigentlech och, datt mer et fäerdeg bréngen dës Kéier - dat ass jo och eng gewësse Chance, déi dann emol eng Kéier an engem Wahlkampf ka leien -, datt mer net iwwer Nieweschauplätz am Wahlkampf diskutéieren, mä iwwert d'Zukunft vun dësem Land.

Deen éischte Problem, dat ass dee vum demographesche Wandel. Mir hunn, an dat gëtt nach eng Kéier hei gutt beschriwwen an deem Rapport, ze di mat enger, entre guillemets, „Veralterung" vun der Bevölkerung. Dat ass elo net pejorativ an negativ ze gesinn, mä dat ass einfach ze gesinn esou wéi et nun eemol ass. Dat ass, datt mer haut eng Liewenserwaardung hunn an der Bevölkerung, déi souwuel bei de Männer entre-temps wéi bei de Fraen iwwer 80 Joer läit, an eleng deen Aspekt vun der Alterung vun der Bevölkerung biergt en immens grousse Risiko fir eise Sozialversécherungssystem. Firwat?

Do muss ee vläicht rappeléieren, wou eise System hierkënnt. Mir hunn dee sougenannte Bismarck-System, dee Generatiounemodell. Dee baut op wat op? Ma dee baut dorop op, datt déi Generatioun, déi aktiv ass, solidaresch bezilt fir déi, déi an der Pensioun ass am Moment, an der Hoffnung natierlech, datt, wa si eng Kéier an d'Pensioun geet, dann déi Generatioun, déi dann aktiv ass, fir si bezuelt, dee Moment wou si an der Pensioun ass. Dat ass de Grondmodell vun der Generatiounesolidaritéit, wéi e fonctionnéiert.

Dat ass och e Modell, wou mir op alle Fall fannen, datt deen net a Fro gestallt soll ginn, well deen ass extrem wichteg fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Leider ass et awer esou, datt d'Finanzéierung dovunner, zu där Zäit, wou den Här Bismarck sech dat alles ausgeduecht huet, méi einfach war wéi se haut ass, well déi Zäit d'Liewenserwaardung net bei 80 Joer an driwwer louch, mä bei 45 Joer an der Moyenne. Dat heescht am Kloertext, datt eigentlech der ganz vill bezuelt hu fir der ganz wéineg, déi dovunner virun allem laang profitéiert hunn herno. Well déi Leit, déi déi Zäit 20, 30 a 40 Joer vun hirer Rent profitéiert hunn, dat war effektiv éischter eng Minoritéit, an net, wéi dat haut awer nun emol ginn ass, eng Majoritéit. Dat heescht, mir hunn e Problem mat der Generatiounepyramid. Déi kippt, an dat stellt eis e Problem aktuell an der Finanzéierung vum System.

D'Konsequenz dovunner, an dat hu mir och ëmmer gesot, soll net sinn, de System a Fro ze stellen, well en ass grondsätzlech gerecht, aus verschiddene Grënn, an en ass virun allem extrem wichteg fir den Zesummenhalt vun der Gesellschaft tëschent Jonken an Alen, an och ëmgedréint. Mä mir mussen eis Froe stellen iwwert de Finanzement.

Fir Lëtzebuerg stellt dat eng duebel Erausfuerderung virun allem fir d'öffentlech Finanzen duer, am Contraire zu anere Länner an

Europa. Wann ech d'Beispill Däitschland eraushuelen, si mir am Moment an där glécklecher Lag, datt de System haut schonn zu engem Drëttel iwwer Steiere finanzéiert gëtt. Dat heescht, mir hunn e Cotisatiounssystem, dee jo am Fong dat soll speisen, fir déi Leeschtung ze finanzéieren, wou d'Rentner solle profitéieren, deen zu engem Drëttel vun den Assuréë selwer gedroe gëtt, zu engem Drëttel vun de Betriber gedroe gëtt an zu engem Drëttel d'office vum Stat gedroe gëtt.

Firwat hu mer dat gemaach? Mä mir hunn dat gemaach zu engem gewëssenen Zäitpunkt, deelweis natierlech aus sozialen Iwwerleeungen eraus. Do si grouss Kämpf gefouert ginn an de 70er Joren. Den 9. Oktober 1973 huet och domadder ze di gehat.

Mä et ass awer och gemaach a bäibehale ginn iwwer Joren a Jorzéngten zu Lëtzebuerg, well dat eis e grousse Virdeel bruecht huet hei am Land, wat d'Lounniewekäschten ubelaangt. Mir sinn e Lounhéichland. Mir sinn dat Land an der Europäescher Unioun, wou d'Léin am héchste sinn. A mir hunn deen héije Lounniveau kompenséiert fir d'Betriber doduerjer, datt mer niddreg Lounniewekäschten haten, vill méi niddreger wéi am Ausland, well eben een Drëttel direkt fiskaliséiert war, dat heescht vum Stat bezuelt ginn ass.

Wat mer elo kréien an der Krisesituatioun - an duerfir soen ech, déi waarm Gromper wäert eis elo ganz schnell an d'Fangere falen -, dat ass, datt mer natierlech riskéieren, relativ séier, jee nodeem wéi laang déi Situatioun wäert unhalen a wéi schro se wäert ginn, datt mer musse kucken, fir deen Drëttel Fiskaliséierung iergendwou d'Suen hierzekréien. Dat geet gutt soulaang wéi mer héich Statseinnahmen hunn, wéi mer héich Steierrecetten hunn, Kierperschaftssteier, wat och ëmmer, Lounsteier, déi permanent geklommen ass.

Mä wann dat eng Kéier net méi de Fall ass, a mir wëllen och nach gläichzäiteg mega Konjunkturprogrammer finanzéieren, Infrastrukturprojeten a Milliardenhéicht virzéien, a Gott weess wat net nach alles, da riskéiere mer bei deem Drëttel do Schwieregkeeten ze kréien. Natierlech wäert dat elo, vu datt mer déi waarm Gromper iwwer zéng, 15 Joer virun eis hiergeschoben hunn, vill méi elle ginn, dat ze diskutéieren an deenen nächste Joren, wéi wa mer dat diskutéiert hätte viru Joren, wéi d'Recetten héich waren, wou et méi einfach gewiescht wär, verschidde Saachen ëmzemoduléieren.

Déi Froe ginn elo méi komplizéiert. Mä si wäerte sech stelle mat aller Brutalitéit an deenen nächste Joren, egal wat een de Leit virum 7. Juni verspréicht. Déi Leit, déi elo bis zu de Wahlen eppes aneschters soen, déi beléien d'Bevölkerung, datt et schwaarz gëtt dobaussen!

(Interruptions diverses)

Dat huet zwar elo näischt ze di mat där Partei, déi hei riets vun eis sëtzt, mä et ass eng Realitéit.

Zweete Punkt, dat ass d'Verhältnis bei de Steiereinnahme vum Facteur Aarbecht. Och dat huet jo mat deem éischte Problem ze dinn. Mir brauchen, ass ëmmer gesot ginn, 4% Wuesstum an eisem Land, fir dee Finanzement do kënnen ze maachen. Jo, déi 4% Wuesstum, dat war jo net nëmme wéinst dem Wuesstum als sollechen, mä wéinst der Konsequenz, déi sech doraus erginn huet, datt mer doduerjer netto zu Lëtzebuerg ëmmer erëm an deene leschte 15 Joer dausenden nei Aarbechtsplaze geschaf hunn. Dat heescht, an de Recettë vum Stat huet de Facteur vun de Recetten, déi mer kritt hunn iwwert d'Lounsteier, ëmmer méi zougeholl.

Deen anere Facteur, dat ass erëm eng aner Diskussioun, ass ëmmer méi zréckgaangen. Eis Steierëmverdeelungsgerechtegkeet ass eiser Meenung no och net onbedéngt dat Gielt vum Ee, mä dat loosse mer emol hei op der Säit. Et geet jo elo méi dorëms, fir iwwert d'Nohaltegkeet bei de Statsfinanzen a bei de Recettë fir déi nächst Joren ze kucken. Dat heescht, mir hunn iwwert de Facteur Aarbecht, duerch déi dausenden nei Aarbechtsplazen, déi mer geschafen hunn, enorm Recetten ëmmer erëm an d'Statskeess kritt.

Dat huet awer op där anerer Säit derzou gefouert, datt den Undeel natierlech, deen de Stat huet misse bezuelen an d'Sécurité sociale, och permanent ëmmer nëmmen an d'Luucht gaangen ass, well deen Drëttel vun all Aarbechtsplaz, déi mer geschaf hunn, deen de Stat huet misse bezuelen an d'Sécurité sociale, also an d'Pensiounskeesen hei, ass jo awer ugefall. Dat heescht, an der Logik kann dat nëmmen esou laang gutt goen, soulaang wéi een ëmmer an där Spiral do drableift an dausenden an dausenden nei Aarbechtsplaze schaaft.

Woubäi och do nach ze soen ass, datt mer an deene leschten zéng Joer hei an en duebele Problem komm sinn. Éischtens, mir hunn de Moment effektiv, wéi hei richteg gesot gëtt, héich Reserve bei de Pensiounskeesen. Mä mir musse wëssen, mir hunn duerch déi dausenden nei Aarbechtsplazen, déi mer geschaf hunn, vill jonk Arbeitnehmer agestallt. Dat heescht, vill Leit, déi haut nach keng Rechter hunn, mä déi iergendwann eng Kéier Rechter kréien a 40 Joer, wa se dann hir Carrière fäerdeg hunn. Donc muss een och am Kapp behalen, datt déi Suen, déi do op der Säit sinn, geduecht si fir iergendwann eng Kéier eppes ze finanzéieren, wat mer méi musse finanzéieren a 40 Joer.

An da kënnt een zweete Punkt derbäi. Dat ass deen, datt mer an enger Situatioun sinn, datt mer ëmmer méi Frontalieren erageholl hunn. Dat heescht, datt mer op där enger Säit zwar och Steierrecettë vun hinne kritt hunn iwwert d'Lounsteier, derniewent awer hu missen deen Drëttel fir d'Pensiounskeesen an och nach aner sozial Leeschtunge bezuelen. Déi Sue ginn awer net méi integral hei ausginn, mä zu engem gudden Deel an de Grenzregiounen. Dat heescht, datt dat, wat mer bei de Résidenten nach kréien, nämlech, datt iwwert d'TVA, well se hei verkonsuméieren, en Deel erëm zréckkënnt an d'Statskeess, bei deenen net passéiert. Wat nach eng Kéier en zousätzleche Problem wäert stellen.

Déi lescht Pronosticen, déi ech elo matkritt hunn iwwert d'Entwécklung vum Emploi, déi gesinn net gutt aus. Déi gesinn aus, datt mer wahrscheinlech, wann dat sech wäert bestätegen, 2010 déi éischte Kéier zënter Joren an enger Situatioun sinn, wou mer netto keng eng Aarbechtsplaz méi schafe souwisou, mä au contraire wou mer riskéieren an de Minus ze geroden.

Et kënnt dann nach d'Problematik vum Chômage oder vun der Kuerzaarbecht derbäi, déi ee jo och muss bezuelen. An dat ass erëm eng Kéier de Stat, deen do muss mathëllefe bezuelen, wat nach zousätzlech Käschtepunkte sinn, déi sech dorobber grefféieren. Dat heescht, och do wäert déi waarm Gromper ganz wéidinn an de Fangeren an deenen nächste Méint an an deenen nächste Joren.

Den drëtte Punkt ass dee vun der Steierharmoniséierung, vum sougenannte Verloscht vun den Nischen. Ech gesinn deen eigentlech nach, muss ech soen, vun deene véier am positiivsten. Et ass sécherlech richteg, datt am Finanzsecteur duerch dat, wat elo wäert kommen, wäerten Ännerunge kommen. Do wäert et vill méi schwéier ginn, fir de Steierincentive ze huelen an Zukunft respektiv eleng um Bankgeheimnis ze spillen, fir nach d'Finanzplaz ze halen. Mir hunn an der Kommissioun och aus dem Secteur selwer bis elo relativ gutt Rapporten an Denkustéiss kritt, wat dat fir d'Zukunft wäert bedeiten.

Ech mengen awer och, datt en anert Element do wichteg gëtt. Dat ass, an et kann een dat jo nëmme begréissen, déi Finanzkris weltwäit, déi huet jo awer och zu eppes gefouert. An dat ass an de Käpp vun de Leit, och vun den Investisseure geschitt. Do sinn der jo, déi hu massiv Geld verluer a kierzester Zäit, an déi, déi massiv Geld verluer hunn, dat sinn oft déi, deenen et an deene leschte Joren net séier genuch gaangen ass, déi de Mond net grouss genuch opkritt hunn, fir datt d'Sue méiglechst séier sollten drafalen. Dat heescht, déi op Renditë gebaut hunn, déi komplett dernieft waren, déi mat der Realitéit vun der Ekonomie näischt méi ze dinn haten, déi och d'Konsequenz ware vun deem Misär, an deem mer eis befannen.

Dat heescht, et kënnt och en Ëmdenken, menger Meenung no, an deem heite Beräich bei den Investisseuren. An et gëtt vill méi an Zukunft gekuckt op d'Sécherheet vun den Anlage respektiv wou meng Suen investéiert ginn an der Zukunft. Dat heescht, d'Finanzplazen insgesamt wäerten do missen e Switch méi maachen an déi Richtung. An dat ass och eng Chance, géif ech soen, fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. An ech mengen, datt se do net schlecht opgestallt ass, fir kënnen do hir Roll weiderzespillen. Dofir, wéi gesot, mécht dee Punkt mir manner Suergen.

Da kommen eng Rei aner Saachen derbäi, wat jo souwisou éischter Zoufallsprodukter waren, zum Beispill d'TVA um eCommerce, wat awer ëmmerhin dozou gefouert huet, datt mer e Secteur zu Lëtzebuerg heihinner kritt hunn, wou mer och menger Meenung no Chancen hunn, datt mer dee behalen, och wann d'Steiervirdeeler ewechfalen. Mä souwisou si mir der Meenung, datt een eng laangfristeg Zukunft vu Statsfinanzen oder vun engem Wirtschaftsstanduert net kann op esou kuerzsiichteg Nischen opbauen. Well dat alles Glécksfäll sinn, vun deenen ee soll profitéieren.

Wann een do zousätzlech Recettë kritt, da soll een am beschten déi Recetten net an de Konsum ginn an net verdeelen, mä direkt erëm réinvestéieren an aner Secteure fir d'Zukunft. Do hu mer zwar natierlech och gesëndegt an der Vergaangenheet, muss ee soen, datt mer eigentlech vill ze vill wéineg déi do Gelder, déi mer duerch esou Glécksituatiounen haten, erëm agesat hunn och fir nei Nischen opzebauen.

Dat féiert mech dann och zum drëtte Punkt, nämlech dee vun der Schrumpfung vun den Einnahme vun der Mineraluelechsteier. Den Här Goerens schwätzt ëmmer vun engem - ech weess zwar nach ëmmer net esou richteg, wéi dat soll fonctionnéieren - „virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus".

(Interruption)

Mä loosse mer soen, ech gi jo dovun aus, datt dat, vu datt ech e kennen, gutt gemengt ass, wat e seet. Mä ech mengen, Här Goerens, souwisou och, egal wat Der mer wëllt erklären, ech gleewen Iech, datt Äre Modell fir Iech an och vläicht soss fonctionnéiert.

Mä de Problem ass jo deen, datt dat, wat do geschitt, net ofhängeg ass vun eis. Et muss ee jo awer wëssen, iwwer wat mer hei diskutéieren. Mir diskutéiere jo net iwwer e Rohstoff, dee mir hei besëtzen zu Lëtzebuerg, mä deen op ganz anere Plazen op der Äerd aus dem Buedem gepompelt gëtt. An d'Décisioun, a wéi eng Richtung de Mineraluelech oder iwwerhaapt d'fossil Brennstoffer an deenen nächste Jore sech entwéckelen, hänkt jo awer net vu Lëtzebuerg, mä vu ganz anere Saachen of.

Déi hänkt zum Beispill of vun der Verknappung vun deene Ressourcen, déi ëmmer méi wahrscheinlech gëtt an ëmmer méi och vu ganz konservativen Instituter ugeholl gëtt, wéi zum Beispill der Internationaler Energieagentur, déi éischter ëmmer pro Pëtrolsindustrie geschafft huet wéi dergéint. Och déi fänken u ganz virsiichteg ze sinn an Zeenarien ze entwerfen, déi engem éischter Suerge musse maachen, wat d'Verknappung ubelaangt.

Déi Décisioun hänkt och natierlech dovun of, wat op europäeschem Niveau geschitt generell oder iwwerhaapt generell geschitt, wat d'Harmoniséierung ubelaangt vun der Besteierung oder vun den Accisë vun deene Produkter. Dat kënne mer jo net eleng zu Lëtzebuerg décidéieren. Mir si jo net do allein auf weiter Flur. Mir kënne jo net als Lëtzebuerg a scho guer net an der Krisesituatioun esou maachen, wéi wann de Rescht vun Europa eis net bräicht ze interesséieren, a wann dann Drock kënnt an Europa, fir ze soen: „Ma Dir léif Lëtzebuerger, dat war elo fein, datt Der konnt während Joren dovunner profitéieren, mä mir hunn awer elo e Problem domadder a kuckt emol eise Budget, wéi deen ausgesäit, deen ass nach e bësse méi am Keller wéi Ären."; da musse mer ons deene Froe stellen. Da kënne mer net hei zu Lëtzebuerg mengen, mir kéinte bei engem Rohstoff, deen eis net gehéiert, einfach maachen, wéi wa mer do entscheede wéilten.

Mir hunn och do eppes verpasst. Ech wëll dorun erënneren, datt de Camille Gira dat 1997 scho gesot huet. Wa mer da vun engem virtuellen Ausstieg geschwat hätten an engem Zeenario - sou soll dat jo sinn, huelen ech un -, wat ee soll maachen iwwer laang Siicht, wéi ee kann an Etappen doraus erauskommen, wa mer 1997 dat eescht geholl an eis deemools mat där Fro befaasst hätten an deem Sënn, wäre mer haut wahrscheinlech schonn e puer Schrëtt weider. Mä och do hu mer dee Ball ëmmer virun eis hiergeschoben, well mer einfach geduecht hunn, et wär méi interessant déi Recetten do emol ze kréien an déi och da méiglechst ze verdeelen.

D'Klimaproblematik ass eng aner Problematik, déi matspillt an där Thematik. Och do wäert et sécherlech an deenen nächste Joren net méi einfach ginn, fir elo deen Ausstiegszeenario opzestellen. Dat wäert méi schmerzlech sécherlech ginn elo an deenen nächste Jore wéi et gi wär, wa mer 1997 zum Beispill schonn ugefaangen an eis déi Méi ginn hätten, fir dat méi propper ze maachen.

Dee leschte Punkt, op deen ech haut wëll agoen, ass dee vun de Gemengefinanzen. Also, et gëtt jo d'Gemengefinanzenautonomie. Dat ass jo eng Saach. Dat heescht, datt d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, am Kader vun hirer Entwécklung, fir op Ressourcen zréckzegräifen a sech ze entwéckelen, ouni datt se musse bei déi Autoritéit, déi iwwer hinnen ass, de Stat, alles froen an heesche goen. Ech mengen, dat ass jo de Sënn dovunner an ass och richteg.

Mä mir sollen eis awer och näischt virmaachen. Mir wäerte jo nimools an en Zeenario kommen, datt mer elo Gemengefinanzen hätten, déi géife spruddelen, an datt dem Stat seng Finanzen an de Keller géife goen. Dat heescht, mir sollen net maachen, wéi wann d'Gemengen iergendwou entzwousch anescht géife liewen an net an deem nämlechte Boot séize wéi de Stat mam Stat zesummen.

Mir hunn nëmmen ee Kuch ze verdeelen. Mir kënnen an deem Kuch do Agencementer maachen, datt méi vill vum Kuch un d'Gemengen direkt geet oder manner un d'Gemengen direkt geet, mä wann eng Kris do ass an d'Recetten abriechen, da gëtt et kee Wonnermëttel an deem dote Kontext ze diskutéieren, fir elo ze soen, mir mussen d'Gemengenautonomie elo aus der Täsch zéien an da kucken, wéi mer deene méi Moyenë ginn.

Ech warnen och dervir fir eng Diskussioun ze féieren, déi an eng Richtung elo geet, fir anescht ze verdeelen, well dat ass jo ëmmer erëm d'Tendenz, wa mer a méi schwiereg Situatioune kommen. Déi lescht Joren, wéi et gutt gaangen ass, hunn ech se och um Gemengenniveau net méi esou vill héiere jäizen. Mä wann et méi schlecht geet, da kënnt eng Tendenz fir ze soen: „Allez hopp, elo gëtt innerhalb vun deenen, déi do sinn, einfach nëmme verdeelt." Déi eng kréien ewechgeholl, déi aner kréien e bësse bäi. Ech warnen do virdrun, well mer dat riskéieren ze maachen, ouni eis déi fundamental Fro gestallt ze hunn, wat och do Sënn mécht.

Mir hunn eng Rei Wirtschaftszentren definéiert am IVL. Mir hunn d'Nordstad definéiert. Mir hunn Esch/Belval definéiert an dann d'Stad mat de Randgemengen als wirtschaftlech Zentren. Mir kéinte jo elo emol arbiträr décidéieren, allez hopp, elo huele mer do Suen ewech an da verdeele mer dat emol monter einfach esou duerch d'Land. Da riskéiere mer awer déi wirtschaftlech Zentren ze schwächen, déi mer brauchen um nationalen Niveau, déi dozou bäidroen, datt mer generell méi Recetten hunn, donc jiddereen och méi huet.

Ech si wierklech strikte Géigner fir iwwer eng Reform vun de kommunale Finanzen ze diskutéieren, lassgekoppelt vun, éischtens, der Réforme territoriale an, zweetens, vun deem doten Aspekt, wéi d'Wirtschaftszentren an deem Kontext behandelt solle ginn, well ech fundamental der Meenung sinn - an dat net, well ech an enger grousser Gemeng eng Responsabilitéit hunn, mä well ech fundamental national der Meenung sinn -, datt dat e fatale Feeler wär a mer eis insgesamt doduerjer géife schwächen.

Duerfir, wa mer déi Diskussioun féieren, a mir wäerten déi och misse féieren, kënne mer se nëmme féieren an deem Geescht, datt mer déi Aspekter do och deementspriechend mat berücksichtegen.

Selbstverständlech muss de Solidaritéitsgedanke spillen a musse mer kucken, datt déi Gemengen, déi guer keng Ressourcen hunn, wéi dat oft gesot gëtt - dat steet jo och souwisou an all deenen Texter dran - och hire Leit d'Basisdéngschtleeschtungen kënnen ubidden. Et muss och do bridderlech gedeelt ginn an deem Sënn. Alles ass da richteg, mä mir mussen oppassen, datt mer net eng falsch Diskussioun féieren, déi herno derzou géif féieren, datt mer insgesamt eis, ekonomesch gesinn, nëmme schwäche géifen an domadder entspriechend herno mer alleguerte manner an der Keess hätten a kee méi.

Dat waren déi Iwwerleeungen, déi ech haut wollt am Numm vu menger Fraktioun zu deem gudde Rapport iwwert d'Nohaltegkeet soen. De Rescht ass à suivre op dem 26. Mäerz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt, déi mer haut hei féieren, geet am Fong schonn zréck op d'Budgetsdebatten aus dem Joer 2007, wou de Kolleeg

Goerens eng Motioun erabruecht hat, déi ugeholl ginn ass vun der Chamber an opgrond vun där den Här Statsminister den Nohaltegkeetsrot beoptraagt huet fir dëse Rapport, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ze erstellen.

Et ass menger Meenung no e ganz gudde Rapport, deen am Fong déi ganz Problematik opwërft, iwwert déi mer stéckerchersweis an der Vergaangenheet - géif ech soen - heibanne scho vill diskutéiert hunn.

Et ass allerdéngs esou, datt no der Motioun vun 2007 an nodeem de Rapport am September d'lescht Joer deponéiert ginn ass, d'Welt haut eng aner ginn ass, d'Realitéit eis vläicht ageholl huet an eng Rei vu Problemer, op déi de Rapport hiweist, an der Zwëschenzäit schonn zum Deel Realitéit gi sinn.

Dee Rapport huet dee grousse Mérite, mengen ech, datt e wierklech gutt opgebaut ass an all Problemer, déi sech wierklech stellen an deem heiten Zesummenhang, opwërft.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll mer erlaben, vläicht eng Rei vun Iwwerleeungen aus dem Rapport och hei ze zitéieren, well mer dat wichteg schéngt. Am Kapitel 2 vun de Grundeinnahmen a Prémissë geet am Fong an néng Punkten de Rapport dorop an, eben op d'Problematik vun enger nohalteger Politik opmierksam ze maachen.

Ech wëll verschidden Auszich dovunner hei virliesen, well et mer richteg schéngt, dass, wann ee sech bei deenen eens gëtt, ee sech jo dann och konsequenterweis bei de Konsequenze misst eens ginn.

De Rapport hält am 1. Punkt fest - auszugsweis nëmmen: „Zukünftige Generationen sollen nicht in ihren Entscheidungsspielräumen dadurch eingeengt werden, dass die jetzt lebenden die Leistungsfähigkeit der Ressourcen- beziehungsweise Potenzialbestände mindern oder ihnen Wachstumsverzichte über das Maß hinaus zumuten, das sie selbst zu tragen bereit sind. Eine nachhaltige Entwicklung zeichnet sich in erster Linie dadurch aus, dass man schonend und sparsam mit den wirtschaftlichen, natürlichen und sozialen Potenzialen umgeht, damit sie ihre Leistungsfähigkeit im Gesamtverbund auch in fernerer Zukunft nicht einbüßen und künftigen Generationen zumindest einen gleich großen Nutzen verschaffen können."

En anere Punkt seet: „Wenn Nachhaltigkeit in diesem Sinne das Nicht-Verschieben von Lasten in die Zukunft voraussetzt, dann muss auch das staatliche Gesamtbudget in die Nachhaltigkeitsperspektive eingebunden werden. Eine strukturelle Staatsverschuldung (…) bedeutet nämlich eine Lastverschiebung in die Zukunft. (…) Allerdings darf sich der Blick nicht auf aktuelle Budgetsalden beschränken. Es müssen vor allem heutige Entscheidungen verhindert werden, die ein langfristiges Ausgabenwachstum in späteren Jahren initiieren. (…) Ausgaben und Einnahmen müssen zumindest im Hinblick auf ihre Nachhaltigkeitseffekte beziehungsweise ihre Langfristfolgen gestaltet werden. Das Budgetmanagement des Staates in seiner traditionellen Form ist dazu nicht geeignet."

Ech kéint da weider aus deem Programm do esou zitéieren. D'Fro, déi sech stellt fir eis als Politiker, ass, ob mer déi Iwwerleeungen, déi den Nohaltegkeetsrot do opgestallt huet, deelen.

Ech géif mengen, wann een d'Debatten de Mëtteg hei verfollegt huet, da gëtt parteiiwwergräifend am Fong déi Analys do gedeelt. Wa mer also déi Fro mat Jo beäntwerten, da musse mer eis als zweet Fro stellen: Handele mer dann och politesch dono, wa mer d'Analys maachen?

Déi éischt Fro, géif ech soen, ass prinzipiell mat Jo ze beäntwerten. Vun där zweeter Fro, ob mer als Politiker och deementspriechend handelen, géif ech mengen, datt déi éischter mat Neen ze beäntwerte wier, wann een dat korrekt an objektiv gesamtpolitesch kuckt.

Deelweis handele mer sécher och nohalteg. Ee vun deene Punkten, wou ech géif soen, datt mer nohalteg politesch reagéieren, ass am Fong beim Verursaacherprinzip, dem Pollueur-payeur, wou mer, géif ech mengen, an déi Richtung am wäitste fortgeschratt sinn, wat d'Waasser, d'Ofwaasser, den Offall an d'Energie ubelaangt, wou mer gréisstendeels deen Nohaltegkeetsprinzip praktizéieren.

Wann och elo d'Waasserwirtschaftsrichtlinn den 1. Januar 2010 ëmgesat gëtt, geet et e weidere Schratt méi wäit, quitte datt mer dann och musse wëssen, datt d'Waasserrespektiv d'Ofwaassertaxe vum 1. Januar 2010 u wäerte massiv an d'Luucht goen. Dat ass also do ee Punkt, wou ech géif mengen, datt mer politesch nohalteg iwwerleeën.

Mä maache mer dat och bei den Investitiounen oder bei soss permanenten Dépensen? Kucke mer och do all Kéiers op d'Nohaltegkeet? Ech géif soen: Generell kucke mer net.

Firwat maache mer dat net? Et gëtt bei de Politiker souwuel beim Nationale wéi Kommunalen ëmmer eng Realitéit, nämlech datt, wa se de Projet an hirer Gesamtheet mat all hire Konsequenze géifen dohinnerstellen, dann de Risiko grouss wier, datt se de Projet net géifen duerchkréien.

Duerfir ass dat vläicht och eng falsch Usiicht vun der Politik. Mer schwätzen allgemeng, fir datt eben net all Kaarten op den Dësch komme beim Ufank vum Projet, well, wann ee se géif op den Dësch leeën, vläicht deen een oder anere Projet net géif an där Form realiséiert ginn.

Ech denken zum Beispill un zwee Projeten - CITA an e-go -, wat Paradebeispiller dofir sinn, wou mer mat klengen Zommen ugefaangen hunn a fir déi immenser hu missen nogestëmmt ginn, Systemer, déi haut nach net richteg fonctionnéieren a wou d'Nofolgekäschten enorm sinn, ouni datt mer dat an deem Sënn maachen.

An deem Zesummenhang kann een och huelen, wat hei an dem Nohaltegkeetsbericht steet: „Wenn man den klassischen Spruch vom Haushaltsplan als «Schicksalsbuch der Nation» aufgreift, so muss man ihn angesichts dieser Mängel einerseits und der Herausforderungen des Nachhaltigkeitsprinzips andererseits eher als Plan charakterisieren, der die Nation blind ihrem künftigen Schicksal überlässt."

Et ass ganz dacks, datt mer an der Politik net de Courage hunn, fir ebe bei den Décisiounen och ze kucken, wat mer da fir d'Nohaltegkeet brauchen.

Grouss Deeler vun eisem System baséieren op dem sougenannte Lëtzebuerger Modell. E Modell, wat am Fong dozou condamnéiert ass an der Moyenne en héije wirtschaftleche Wuesstum ze hunn, wëssend, datt doduerch d'Problemer net geléist ginn, mä datt mer domadder d'Problemer gréisstendeels op déi nächst Generatioune verlageren an de Problem, wéi dat bei esou engem Schnéiklatzeneffet ass, ëmmer méi grouss maachen.

Den Här Juncker an den Här Wiseler hunn eis och 2000 respektiv 2002 hei bei Debatten zur Lag vun der Natioun oder vum Budget deklaréiert, datt am Fong dee wirtschaftleche Wuesstum net genuch géif ofwerfen, fir seng eegen Nofolgekäschten ze generéieren. Ech mengen, dat muss eis am Fong ze bedenke ginn. Dat ass och net contestéiert ginn an, ech mengen, mir sinn eis haut quasi heibannen eens, datt dat eng Realitéit ass, datt mer net genuch duerch dee stramme Wuesstum erakréien, fir eben d'Nofolgekäschten ze finanzéieren. Dat misst eis jo dann am Fong ze bedenke ginn, wa mer awer mengen, riicht an déi Richtung misse weiderzefueren ouni ëmzedenken.

Ee vun deene Problemer, déi do ëmmer als éischt genannt ginn, an dat ass och de Mëtteg hei an der Debatt ee vun den Haaptpunkte gewiescht, dat ass de Rentesystem; e Rentesystem, vun deem mer och soen, datt mer, fir dee kënnen ze erhalen, an der Moyenne e Wirtschaftswuesstum vu 4% mussen hunn. Mir wëssen, datt mer dëst Joer manner kréien an déi nächst Jore vläicht iwwerhaapt kee Wirtschaftswuesstum, souguer vläicht en negativen.

Mir hunn awer eng Chance, wa mer eng Rei vu Joren zréckkucken, wou mer en héije Wirtschaftswuesstum haten, datt een dann zumindest an enger Moyenne vu siwen, aacht Joer nach ëmmer iwwert deene 4% bleift.

Mä dat ännert näischt um System, datt mer, fir dee System ze erhalen, laangfristeg gesinn awer mussen e relativ staarke Wuesstum hunn. Doriwwer täuscht och net ewech, datt mer am Ableck néng Milliarde Reserven hunn an 3,6-mol d'Joresdépensen domadder kënne finanzéieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e gudde Rentesystem am Privatsecteur, dee wuel op dem Ëmlageverfahre läit, mä och zum Deel duerch déi héich Reserve schonn Deeler vun engem Kapitaldeckungsverfahren hélt.

An och wa mer hei vun Nohaltegkeet schwätzen, da kann et net sinn, datt mer Gelder, déi am Rentesystem dra sinn, zweckentfremden, fir zum Beispill de Statsbudget éischt an Équiliber ze bréngen. Domadder brénge mer dann de Statsbudget an den Équiliber, mä et ass sécherlech keng Nohaltegkeetspolitik am Sënn vun de Pensiounskeesen.

Dat ass eng vun deene grousse Froen, deene mer eis musse stellen, ob mer, fir méi Investitioun an de Konsum ze maachen, zum Beispill Gelder aus de Pensiounskeese kënnen eraushuelen, fir de Statsbudget an Aklang ze bréngen.

Ech wëll déi Diskussioun de Mëtteg net nei verdéiwen. Mir hunn déi dacks genuch gefouert. Mä ech wëll awer dorop opmierksam maachen, datt mer och de Mëtteg hei ëmmer nëmmen iwwert de Pensiounssystem vum Privatsecteur geschwat hunn, dee jo héich Reserven huet, a mer hunn am Fong net mat engem Wuert ernimmt, datt mer nach e System hunn, dee mer zu 100% mussen iwwert de Statsbudget finanzéieren. An och dat ass Nohaltegkeetspolitik am Sënn vum Statsbudget, well mer wëssen, datt mer do musse mat 100% déi Pensioune finanzéieren.

Ech ka mech erënneren, datt mer an der Vergaangenheet schonn des Öftere Motiounen erabruecht hunn, fir datt mer och emol sollten do eng aktuell Berechnung maache loossen, fir ze kucken, wéi déi Dépensë sech an deenen nächste Joren entwéckelen a wat fir eng Répercussiounen dat op de Statsbudget huet.

Ech muss bedaueren, datt mat Ausnahm vun de grénge Kolleege keng aner Partei an der Vergaangenheet deene Motiounen zougestëmmt huet, esou datt ech am Fong ka soen, mir hunn emol net de Courage fir ze kucken, wat dat eis an Zukunft géif kaschten, geschweig datt mer da sollten de Courage hu fir dorauser Konklusiounen ze zéien oder Décisiounen ze huelen. Mä ech mengen, eng vun deene wichtegen Aufgaben ass, wa mer wëllen Nohaltegkeetspolitik maachen an diskutéieren, fir d'éischt emol de Courage ze hu fir d'Fakten all op den Dësch ze leeën, wat d'Konsequenze vun der aktueller Politik op spéider Statsbudgete sinn.

Mä déi Nohaltegkeet limitéiert sech awer net nëmmen op d'Renten. Et mengt ee grad, wann een déi Diskussioun verfollegt, wann een iwwert d'Nohaltegkeet schwätzt, dat hätt nëmme mat Renten ze dinn. Et huet sécherlech och mat Renten ze dinn, an d'Rente sinn nun emol e System, dee laangfristeg muss garantéiert ginn. Duerfir ass et och normal, datt dat an enger Diskussioun iwwert d'Nohaltegkeet eng prioritär Roll an der Diskussioun anhélt.

Mä och all déi aner Politike ginn an d'Nohaltegkeetsdebatt eran. Ech denken do un d'Scholden, déi mer mussen als Stat maachen, wou mer Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg elo nach eng Schold hunn, déi am Verglach zu eisen europäeschen Noperen eng extrem gutt Situatioun duerstellt. Mä mir mussen awer och wëssen, datt mer an deene leschte Jore Scholde gemaach hunn, wou mer d'Kapital net zréckbezuelen, mä nëmmen d'Zënsen, an zéng Joer méi spéit awer Kapital zréckbezuelen. Och dat ass keng Nohaltegkeetspolitik, do verschiebe mer och Käschten op déi Generatioun, déi no eis kënnt. Quitte datt mer e Fong pour la dette publique hunn, dee mer bis elo ëmmer konnte speisen, fir déi ufalend Käschte vun deene Scholden ze decken, mä mir wëssen och alleguer, datt mer an deenen nächste Jore keng Plus-valuë méi wäerte kréien an datt dee Fong - opgrond vun de Budgetsdebatten ass dat jo kloer ginn - 2010 a senger aktueller Form och un en Enn kënnt. Dat heescht, datt mer also och do eng Belaaschtung hunn. Déi Scholden, déi mer an deene leschte Joren opgeholl hunn, déi lafen 2014/2015 all Joer of, wou dann d'Kapital an enger Kéier muss zréckbezuelt ginn. Et sief, et géif een dann déi Prêten erëm eng Kéier weider ophuelen a strecken.

Mir mussen also och wëssen, datt mer an den nächste Jore keng Plus-valuë méi wäerte kréien. Et ass, wéi ech virdru gesot hunn, nämlech datt am Fong eng Rei vu Problemer, op déi dee Rapport, deen hei virläit, higewisen huet, schonn zum Deel Realitéit gi sinn a méi séier elo komm sinn, wéi mer eis dat dreeme gelooss hunn.

Et ass och vun engem Statsfong geschwat ginn, an deen een exceptionell Recetten, déi de Stat erakritt, soll maachen, fir zukünfteg Generatiounen a schwierege Situatioune méi ofzesécheren.

De Kolleeg Norbert Haupert huet am Fong dat hei vun der CSV-Säit net esou positiv gesinn. Ech géif awer mengen et sollt ee seriö iwwer esou e Fong nodenken. Zum Beispill, wéi mer eemoleg Recettë kritt hunn, wéi dat bei der Fusioun vun ArcelorMittal war, do kéint ee sech virstellen, datt een esou Reserven op esou e Fong gemaach hätt, déi net direkt destinéiert wiere wéi déi aner Fonge mat Investitiounen, wou awer scho kloer fixéiert ass, firwat datt déi Gelder do sinn, mä datt een eventuell hätt kënnen e Fong maache mat zousätzleche Recetten, déi aus eemolegen oder exceptionelle Recetten erauskomm sinn.

Et ass hei gesot gi vum Kolleeg Norbert Haupert, wann eng Krisesituatioun kënnt, datt dat da souwisou net zielt. Mä ech wëll awer zum Beispill soen, datt mer an der Europäescher Unioun Maastricht-Kritären agefouert hunn, wou mer eis awer och Kritäre gesat hunn, wou zumindest an normalen Zäiten - ech wëll net soen a gudden Zäiten - déi eenzel Länner awer trotzdeem gehale si sech un déi Kritären ze halen, fir eben hir Budgeten an engem gewësse Kader bewegen ze loossen.

Datt mer elo an enger exceptioneller Situatioun sinn - an eng exceptionell Situatioun verlaangt nun eemol och exceptionell Décisiounen -, an datt dann eben elo um europäeschen Niveau gesot gëtt, datt déi Kritären zäitweileg opgelackert ginn, domat kann een a muss een averstane sinn. Mä an den normalen Zäiten hunn déi eenzel Staten awer eng Verflichtung, fir sech un déi Kritären ze halen. Duerfir sollt een och iwwert déi Form diskutéieren, fir eventuell an enger Verfassung maximal Kritären ze fixéieren, a wéi engem Kader e Statsbudget sech soll bewegen.

Ech wëll drun erënneren, datt an Däitschland zum Beispill elo d'Diskussioun leeft, fir an hir Verfassung eng maximal Stats- oder Länderverschuldung anzebauen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg wäit ewech vun esou Tauxen, wéi se an Däitschland praktizéiert sinn. Mä d'Fro ass awer berechtegt. A se ass virun allem berechtegt, wann ee sech se stellt, wann een net an där Situatioun ass, mä wann ee se sech an enger Situatioun stellt, wou een nach wäit vun deenen Tauxen ewech ass, well ee laangfristeg och dorobber muss reagéieren. Well d'Situatioun vun haut léisst eis jo nach e gudde Sputt a léisst eis och Zäit, fir politesch ëmzedenken, wann een eng Kéier géif esou Kritäre maachen.

Et ass also besser et setzt ee sech esou Kritären a gudden Zäiten, wann een net ënner Drock steet, wann een net muss direkt handelen, wéi wann een an esou enger Situatioun ass. Da setzt een déi Kritären net. Et ass also eng preventiv Moossnam, wann ee sech an engem Budget oder an enger Verfassung Limitë setzt, wou ee seet: De Stat ka sech net méi wäit verschëlde wéi dat doten. Oder d'Gemenge kënne sech net méi wäit wéi dat dote verschëlden, fir eben déi nokommend Generatiounen net weider ze belaaschten.

Et ass also wichteg, datt een dat mécht. Et gëtt och am Rapport vum Nohaltegkeetsrot dorop higewisen; net wat d'Verfassung ass, mä wat de Fong ubelaangt. Hie seet: „Im Hinblick auf die rein quantitative Risikovorsorge zur Verhinderung künftiger Budgetungleichgewichte fragt der Rat die Politik, warum die seit längerem bekannten Zukunftsrisiken nicht längst dazu geführt haben, eine verfassungsrechtlich zwingende Budgetbegrenzungsregel einzuführen, zumindest ernsthaft zu diskutieren."

Mir sollten eis där Diskussioun stellen, fir eben aus de Feeler ze léieren, déi mer haut oder an der Vergaangenheet gemaach hunn, fir datt mer déi Politikergeneratioun, déi no eis kënnt, dann obligéieren an an ee Kader setzen, fir sech politesch anzwousch ze bewegen, wat mir haut als nohalteg gesinn, och wa mer et am Kloeren net haut esou bereet si politesch ze praktizéieren.

Mir kloen hei am Land op engem héijen Niveau, huet den Här Statsminister eng Kéier gesot. Do huet hie Recht. Et gëtt och natierlech vill Leit, déi mat Recht op engem klengen Niveau hei am Land kloen. Mä d'Fro stellt sech, ob ee kann, fir op engem héijen Niveau, wéi mer en hunn, ze bleiwen, de Statsbudget souwäit engagéieren an eventuell mussen Emprunten ophuelen. Well all Dépensen, déi mer ausginn, feelen eis, fir Investitiounen ze maachen. Wa mer och Suen an de Konsum oder an d'Leeschtungen eraginn, feelen déi Suen, fir op där anerer Säit Investitiounen ze maachen, déi d'Land brauch.

Da kann een also soen, datt mer och haut scho Gelder léinen, fir eben en héije Liewensstandard ze halen. Dat geet awer a Richtung héije Liewensstandardniveau. Wann et a Richtung Konsum geet, da muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat nohalteg vertrietbar, wa mer haut géife Gelder léinen, fir op engem héijen Niveau kënnen ze liewen,

an dat dann op d'Käschte vun deene Generatiounen, déi no eis kommen?

D'Scholden op Investitiounen an Infrastrukture muss een am Prinzip bejoen, well dat laangfristeg Investitioune sinn. Mä fir d'Konsumgesellschaft däerf ee sech eiser Meenung no net als Stat oder Gemenge verschélden. Mir mussen also versichen déi Investitiounen, wa mer Scholde maachen, op Investitiounen ze limitéieren, déi d'Land brauch, déi bluttnoutwendeg sinn. Och do muss ee Stat kucke wat d'Prioritéite sinn, wat fir eng Infrastrukturen datt ee brauch, fir datt e Land wirtschaftlech kann uerdentlech fonctionnéieren. Et muss ee virun allem bei den Investitiounen oppassen, wat ech gesot hunn, datt een och muss d'Nofolgekäschte vun deenen eenzelne Projete kucken.

Et wäert fir Lëtzebuerg an der Zukunft net méi einfach ginn. Dat ass schonn haut de Mëtteg hei gesot ginn. D'Mondialiséierung, déi um Lafen ass, an déi Nischepolitik, déi mer als Lëtzebuerg konnten an der Vergaangenheet maachen am Kader vun der europäescher Politik, wäert an Zukunft méi enk a méi schwéier ginn. Duerfir wäert et och méi schwéier ginn, datt mer déi Gelder an Zukunft esou en masse erakréien, wéi mer dat an der Vergaangenheet haten.

Esou datt am Fong och déi Realitéit, déi an Zukunft wäert op eis zoukommen an - do deelen ech d'Aschätzung vum Kolleeg François Bausch - déi déi nächst Jore vill méi haart wäert ginn, wéi mer dat mengen, eis vläicht zu engem Ëmdenken zwéngt. Et ass net méi wéi an der Vergaangenheet, wéi mir gemengt hunn, mer kéinte mat Geld alles kafen an all Problemer léisen.

Duerfir menge mer, datt déi Debatt, déi mer haut hei féieren, wichteg ass. A wann d'Parteien an hire Wahlprogramm dann och all d'Gedanke vun der Nohaltegkeet mat afléisse loossen, dann dierft et och am nächste Parlament, an der nächster Regierung méiglech sinn, fir méi eng wierkungsvoll Nohaltegkeetspolitik ze bedreiwen, déi mer der nächster Generatioun schëlleg sinn. Ech fannen et wichteg, datt mer haut fir d'éischt emol eng Kéier eng Debatt féieren, déi sech wierklech reng op d'Nohaltegkeetspolitik baséiert huet. Dat ass e wichtegen éischte Schratt, dee mer hei gemaach hunn. Mir sollen op deem Wee weidergoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Bericht vum Nohaltegkeetsrot iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanzen huet ouni Zweifel de Mérite, dass en eng Rei vu Froen opwerft, déi d'Zukunft vun eisem Land wäerten nohalteg bestëmmen. Dës Froe sinn direkt net nei. D'Auteure vum Avis hu se an engem Dokument zesummegefaasst a se och zesummenhängend duergestallt.

De Bémol vum Avis läit fir mech doran, dass ech mer méi konkret Léisungsvirschléi op eenzel Froen erwaart hätt. Dëst ënnerstréicht awer och déi ganz Komplexitéit vun där Aufgab, där d'Politik sech dann an den nächste Joren am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun eisen öffentleche Finanze stelle muss.

Här President, den Avis, dee mer haut diskutéieren, beschäinegt deene politesche Verantwortlechen, an engem internationalen Ëmfeld iwwert d'Joren eng geschéckt a kompetitiv Steierpolitik gefouert ze hunn. Fir eist Land gouf esou ee grousse Wuelstand geschafen. Sollten déi eng oder aner Steiereinnahmen erofgoen oder ewechbriechen, freet den Nohaltegkeetsrot d'Politik fir dës Ausfäll duerch nei Steierquellen oder Reformen ze kompenséieren.

Op nationalem Plang gesäit den Avis awer grad do eng gewëss Zwéckmillchen. Dëst kann een um Beispill vun de Recetten aus dem sougenannten Tanktourismus verdäitlechen. Dës Recettë sinn net onbedéngt nohalteg. Am Avis gëtt gewarnt, net laangfristeg mat dëse Recetten ze rechnen.

Dës sollten och geziilt fir de Finanzement vun zukunftsweisende Mesurë genotzt ginn. Am Moment fléisst dës Recette an de Statsbudget an hëlleft domadder eng ganz Rei vu Moossnamen ze finanzéieren, sief dat am Schoulberäich oder an der Sozialpolitik. Mat wéi enge Kompensatiounsmoossnamen dës Politiken an Zukunft sollte finanzéiert ginn, seet den Avis dann awer net.

Net ze vergiessen ass och, datt grad déi niddreg virun allem direkt Steieren ee Standuertvirdeel vun eisem Land sinn. Also kann een do net allze vill no uewen dréine goen.

Den Nohaltegkeetsrot plädéiert derfir op kommunalem Plang eng gewëss Kompensatiounsmass ze sichen. Et gëtt an deem Sënn virgeschloen, onofhängeg vun enger globaler Reform vun de Gemengefinanzen, d'Grondsteier als ee feste Pilier vun dem kommunale Steiersystem auszebauen. D'Argumenter, déi ugeféiert ginn, sinn déi vun engem spuersamen Ëmgang mat de Bebauungsflächen, grad wéi d'Tatsaach, dass e groussen Deel vun de Gemengeninfrastrukture mat der Buedemnotzung zesummenhänken. Dobäi kënnt, dass dem Avis no d'Grondsteier bis elo praktesch eng irrelevant Steier ass.

Här President, déi duebel Fro, déi den Nohaltegkeetsrot op dësem Plang opwërft, ass déi, ob een engersäits iwwert de Wee vun de Gemengen eng steierlech Kompensatiounsmass wëllt afëieren an ob anerersäits en Erhéije vun der Grondsteier dofir dee richtegen Usaz ass.

Richteg ass, dass d'Grondsteier verfassungsrechtlech eng gemengeneege Steier duerstellt. Si bréngt de Gemengen awer séier wéineg Einnahmen. D'Grondsteier mécht hei am Land manner wéi 2% vun de Gesamteinnahme vum kommunale Secteur aus. An Däitschland sinn et 6%, a Frankräich 13, an der Belsch 17 an an England ass d'Grondsteier déi eenzeg fiscal Recette op lokalem Plang.

Eise Steiersystem geet op d'Occupatiounszäit aus de 40er Joren zréck. D'Bewäertunge sinn net méi adaptéiert, si vläicht souguer net méi am Aklang mat der Verfassung. Mat dem Gesetz iwwert de Pacte logement kënnen d'Gemengen zwar elo kuerzfristeg méi geziilt verschidden Immobilie besteieren an doduerch och méi Recettë kréien. Wa mer awer längerfristeg wëllen, dass d'Grondsteier eng verstäerkten Einnahmequell vun de Gemenge gëtt, wa mer wëllen, dass d'Grondsteier derzou bäidroe soll fir eng méi rationell Notzung vun dem Buedem ze förderen, da komme mer an där Logik vun enger steierlecher Équitéit net laanscht eng generell Neibewäertung vun den Immobilien. Wann dat politesch esou gewollt ass, da muss och d'Steierverwaltung déi dofir néideg Moyenë kréien.

Wa mer aus der Grondsteier eng méi grouss Steierrecette maache wëllen, dann ännere mer an deem Sënn awer och eng generell Approche vun onsem Steiersystem. Bis elo huet bei eis d'Besteierung éischter op dem Verméigenszouwuess bei den direkte Steieren an op der Verméigensverwendung bei den indirekte Steiere gegraff. Mat enger Erhéijung vun der Grondsteier besteiere mer direkt e bestehend Eegentum, onofhängeg vun engem Verméigenszouwuess.

Ofgesi vun dëse méi prinzipiellen Iwwerleeunge muss ee sech dach awer d'Fro stellen, ob eng Grondsteier vu ronn 50 Euro fir en Eefamilljenhaus, wat och nach bei méi stagnéierende Wunnengspräisser e Wäert vu 700.000 Euro oder méi huet, haut nach ubruecht ass oder net.

Här President, d'Ausso vun dem Nohaltegkeetsrot, fir op kommunalem Plang eng gewëss Kompensatiounsmass ze schafen, fir abriechend Steiereinnahmen um nationale Plang ofzefiederen, ass am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land net oninteressant.

Grad déi rezent Aféierung vun de Chèquesservices weist, dass eng gutt Partnerschaft tëschent Stat a Gemenge wichteg ass fir sënnvoll Politik séier op dem Terrain ëmzesetzen. D'Diskussiounen am Kader vun der Territorialreform hu bewisen, dass eng modern Gemeng haut vill méi ass wéi e verlängerten administrativen Aarm vum staatleche Verwaltungsapparat.

D'Gemengen iwwerhuele gestalteresch Aufgaben, vun deenen de Bierger direkt profitéiert, sief dat bei der Kannerbetreiung, dem Museksunterrecht, der Altersversuergung, den Déngschtleeschtungen op sozialem Plang - déi mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Aide sociale nach wäerte wuessen -, der kultureller Offer, den Initiativen am Ëmweltberäich. Keen anere wéi de Bierger selwer ka besser doriwwer uerteelen, ob déi Gemengeverantwortlech sënnvoll mat den öffentleche Suen ëmginn oder net.

Här President, am Kontext vun engem nohaltegen Ëmgang mat den öffentleche Gelder ass deemno de Virschlag vun dem Nohaltegkeetsrot duerchaus iwwerleeënswäert, fir de Gemengen eng méi grouss Einnahmenautonomie ze ginn. D'Grondsteier ass eng Optioun, aner Optioune sinn och méiglech. Esou zum Beispill kéint ee sech e Gemengenzouschlag virstellen, deen ähnlech wéi d'Solidaritéitssteier géif op de Montant vun der Steierschold verrechent ginn an dann där Gemeng, wou de Bierger usässeg ass, géif iwwerdroe ginn.

Bei engem Stot mat 100.000 Euro versteierbarem Joresakommes, deen dobäi elo ronn 20.000 Euro Steiere bezilt, géif esou e Gemengenopschlag vun 1 oder 2% dann 200 respektiv 400 Euro d'Joer ausmaachen, deen der Wunngemeng da géif zeguttkommen.

Virstelle kéint ee sech selbstverständlech och, dass en Deel vun dem Gemengenopschlag géif an der Gemeng vum Employeur bleiwe respektiv iwwer e Péréquatiounsmechanismus, also engem Verdeelungsschlëssel, tëschent de Gemengen opgedeelt ginn. D'Optioun vun dem Steieropschlag géif de Bierger no senger Beitragsfäegkeet besteieren, d'Optioun vun der Grondsteier no sengem Immobiliebesëtz.

Här President, dat eventuellt Schafe vun esou enger neier gemengeneegener Einnahmequell géif net onbedéngt méi steierlech Belaaschtung fir de Bierger heeschen. Eng nei Steier heescht fir de Bierger net méi Steieren. Enger gemengeneegener Steier kéint een op anere Pläng Rechnung droen, sief dat mat geziilte Sachleeschtungen, wéi dat iwwregens elo scho mat der Kannerbetreiung geschitt, oder um Niveau vu punktuellen Entlaaschtungen op anere Steierpläng.

Esou wéi den Avis vun dem Nohaltegkeetsrot et festhält, hätt eng zousätzlech gemengeneegen Einnahmequell jiddefalls de Virdeel, fir eventuell zukünfteg Steierausfäll op nationalem Plang auszegläichen. Längerfristeg géif se op nationalem Plang och Sputt loosse fir Steierupassungen, déi sech am Sënn vun der internationaler Kompetitivitéit géifen opdrängen.

An deem Sënn ënnersträicht den Nohaltegkeetsrot zu Recht, dass de Moment ronn 80% vun de Gemengerecetten aus der Statskeess kommen. Briechen déi staatlech Einnahmen an - an den Här Bausch huet dat virdrun ënnerstrach -, huet dat mat e bësse Verspéidung seng Auswierkungen op de kommunale Secteur. An an Zäiten, wou et méi schlecht geet, huet dat onweigerlech seng Répercussiounen op d'Gesamtwirtschaft, besonnesch an engem klenge Land.

Grad an dëser Krisenzäit weist et sech, dass d'Gemenge kënnen en effikasse Motor si vun engem neien Opschwong. Keng aner öffentlech Insititutioun wéi d'Gemeng kann esou schnell reagéieren an och esou geziilt - wann och individuell an an engem méi bescheidene Mooss - der Wirtschaft ënnert d'Äerm gräifen.

Här President, en nohaltegen Ëmgang mat den öffentleche Finanze verlaangt deemno och, dass een deem kommunale Secteur am Sënn vun enger wuelverstanener Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen dofir den néidege finanzielle Spillraum léisst. Ouni déi néideg Fonge kënnen d'Gemengen hir Roll als Transmissiounsrimm vun enger nationaler Politik am Interesse vun dem Bierger an der Wirtschaft net spillen. Méi finanziell Einnahmen aus eegener Quell verlaangen natierlech och e Plus un Eegeresponsabilitéit, mat den noutwendegen institutionelle Changementer, wou de Bericht iwwert d'Territorialreform jo eng etlech Pisten opzeechent.

Eegeresponsabilitéit heescht an deem Kontext och, dass ee sech muss bekennen zu dem Prinzip vun der käschtendeckender Berechnung vun Déngschtleeschtungen, déi de kommunale Secteur fir de Bierger mécht, selbstverständlech mat soziale Begleedmoossnamen. De Bericht vun dem Nohaltegkeetsrot schwätzt sech heifir kloer aus.

Eegeresponsabilitéit heescht och e stännegt Hannerfroe vun engem sënnvollen Ëmgang mat den öffentleche Suen op lokalem, mä och op regionalem Plang. Och hei schwätzt den Avis vun dem Nohaltegkeetsrot eng kloer Sprooch. Hie plädéiert hei fir e leeschtungsorientéierte Budgetsmanagementsystem wéi en an Nopeschlänner praktizéiert gëtt an och vun eenzelne Budgetsrapporteuren hei am Land op nationalem Plang scho gefuerdert gouf.

Här President, eng nohalteg Entwécklung vun de Statsfinanze verlaangt och eng nohalteg Gestaltung vun de Gemengefinanzen. De Virschlag, fir op kommunalem Plang duerch eng gemengeneege Steier als Kompensatioun en eventuelle Réckgang vu Recetten, déi un d'Statseinnahme gebonne sinn, auszegläichen, ass duerchaus interessant.

Méi Aufgabe fir d'Gemengen am Kader vun der Ëmsetzung vun der nationaler Politik heescht och déi néideg finanziell Mëttelen derfir schafen. Grad an engem klenge Land kann en effikasst Zesummespill vu Stat a Gemengen e Standuertvirdeel schafen.

D'Propositioun vun dem Nohaltegkeetsrot, fir eng finanziell Kompensatiounsmass fir d'Gemengen iwwert de Wee vun der Grondsteier ze schafen, ass dofir eng Optioun. Eng Alternativ dozou wier d'Aféiere vun engem sougenannte Gemengenzouschlag.

Méi eegen Einnahmequelle fir d'Gemengen heescht net méi Belaaschtung fir de Bierger. Et ass vill méi e selektiivt Ëmdenken an der Schafung vun dem gesamten öffentleche Steieropkommes. Méi Eegeneinnahme fir de kommunale Secteur heescht awer méi Responsabilitéit fir d'Gemengen um Plang vun enger nohalteger Gestioun vun den öffentleche Gelder. Dofir musse mer eis déi néideg Mëttele ginn am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun den öffentlechen Finanzen an am Interessi vun de Bierger an der sozialer Kohesioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Interpellatioun vum Här Goerens, an där wohltuenderweis och kee richteg interpelléiert ginn ass, huet de Mérite, an duerfir wëll ech dem Här Goerens fir seng Initiativ félicitéieren, een zentraalt Zukunftsthema hei an de parlamentaresche Raum ze bréngen.

Déi Aart a Weis, wéi vum Conseil supérieur doriwwer geschriwwe ginn ass an hei vum Parlament debattéiert ginn ass, erlaabt eigentlech eng relativ nüchtern a sereine Debatt iwwert dat, wat hei zur Diskussioun steet. De Conseil supérieur mécht eng Rei vu Constaten, deenen an dëser Debatt vu kengem widdersprach ginn ass, an e stellt eng Hällewull vu Froen, déi weder hie selwer nach ee vun eis heibanne bis elo beäntwert huet.

Déi Constaten, déi e mécht, sinn awer erwähnenswäert, well de Conseil, dee jo vu jiddwerengem fir seng gutt duerchduechten Aarbecht, a besonnesch dee gelongenen analyteschen Deel vun därselwechter, gelueft ginn ass, dee stellt fest, berouegt fest, dass zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zu allen anere Länner, keng strukturell Statsverscholdung besteet. E stellt fest, dass et ëmmer erëm gelongen ass Defiziter, déi mer emol vorübergehend kritt hunn, duerch ugeluechten Iwwerschëss, entweder an deene Jore virdrun oder an deene Joren duerno, ze kompenséieren.

E féiert dat drop zréck, dass ëmmer eng virsiichteg Budgets- a Finanzpolitik hei am Land gemaach ginn ass, a fënnt et richteg, dass déi déi fir d'Finanzpolitik zoustänneg waren, an dat war déi ganz Regierung, et ass ass jo net nëmmen en Hobby vun engem oder zwee Ministeren, dass et richteg gewiescht wier, dass déi sech eigentlech ëmmer op déi pessimistesch Wuesstemsprognosë festgeluecht hätten, an net op déi optimistesch sech erulackele gelooss hunn.

Duerfir seet de Conseil supérieur, hei am Land wier eigentlech „eine durchaus erfolgreiche nationale Politik“ gemaach ginn. Duerfir wier eng „durchaus insgesamt erfolgreiche Wirtschafts- und Sozialpolitik“ an deene leschte Joren hei am Land gemaach ginn, ënner anerem och well d'Politik et verstan hat déi Nischen, déi et gëtt, geschéckt ze notzen. An duerfir wier et zu Lëtzebuerg esou, dass zu Lëtzebuerg „eine gleichmäßigere Einkommensverteilung als sonst wo“ festzestelle wier. An e seet, richteg wier eise Steiersystem och nach, well en d'Ëmverdeelung vun uewen no ënne richteg sozialgerecht a solidaresch organiséiert hätt.

D'Ausgangspositioun fir also an d'Zukunft ze steieren ass, laut dem Befund vum Conseil supérieur vum Développement durable, net schlecht. Op jiddwer Fall besser wéi alles dat, wat de Conseil ronderëm observéiert huet, an duerfir wonneren ech mech e bëssen, dass keen hei dee positive Grundbefund bei der Startanalys virgedroen huet. Duerfir wollt ech dat noreechen.

Da stellt de Conseil eng Hällewull vu Froen, op déi e keng Äntwert gëtt. Dat heescht duerfir net, dass déi Übung, déi e gemaach hätt, iwwerflësseg wier, well, wann een d'Programmer formuléiert, Iddië lancéiert, sech virbereet op d'Zukunft, ass et eigentlech gutt, wann ee weess, wat fir Froe sech stellen. Besser nach wier et, wann ee

wéisst, tendenziell, a wat fir enger Richtung d'Äntwert op déi Froen ze sichen ass. Dat fënnt een nëmmen a Spurenelementer an deem Rapport, dee gutt ass, en ass jo a propperem Däitsch geschriwwen, vun deem Conseil.

Ech sinn net an der Lag elo op all déi Punkten, déi d'Kolleegen, ugefaange mam Här Goerens, an alleguer déi aner, déi him nogefollegt sinn, hei ugeschwat hunn, fir op alleguer déi Froen eng Äntwert ze ginn. Dobäi sinn an dëser Debatt nach net all Froen ugeschwat ginn, déi de Conseil supérieur pour le développement durable opgeworf huet. Dee seet zum Beispill, et wier keng gutt Politik, wa Lëtzebuerg an Europa géif fiskalen Dumping bedreiwen. Et kéint ee sech emol mat där Fro beschäftegen, och am Zesummenhang mam Bankgeheimnis, wou den Här Meisch dankenswäerterweis gesot huet, et wier richteg, dass een awer mat deenen anere géif doriwwer diskutéieren, well et kann ee sech deenen Diskussioune jo net entzéien.

Ech fannen, dat misst eigentlech an enger op Nohaltegkeet ausgeriichtener, inhaltlecher Debatt eng Roll spillen, ob een, Jo oder Neen, fiskalen Dumping soll maachen, also op Käschte vun den Nopere soll probéiere räich ze ginn. Well dat ka jo dann nohalteg zu Lëtzebuerg sinn. Ass et dann och nach nohalteg an der Groussregioun? Ass et nach nohalteg am Rescht vun Europa, nëmme well mir just fir eis selwer nohalteg sinn, mä awer net fir de Gesamtkonstrukt? Dat wier eng Debatt, déi ech nawell net ongär géif féieren.

Erfrëschend war, an den Här Goerens huet déi Fro och korrekt agefouert, dee grousse Konsens, eigentlech erstmaleg hei an dësem Haus festgestallt, ronderëm d'Rentena Pensiounsfro. Erstmaleg, mat Ausnahm vu liichten Nuancéierungen, gëtt all Mënsch zou, dass mer riskéieren e Problem ze kréien. Dat hunn ech heibannen nach net erlieft. Dat hunn ech ni erlieft.

A wann elo nach zéng Joer an d'Land ginn, dann ass deen Eenzegen, deen ni vun der Rentemauer geschwat huet, deen deen hei steet, an alleguer déi aner haten dat däitlech komme gesinn. Well et gesäit een et jo däitlech kommen, dass mer e Problem kréien, wa mer net oppassen. An duerfir sinn ech frou iwwert déi sech ubahnend Normaliséierung, fir an engem bis elo irrational begaangene Politikfeld emol endlech zu deene richtege Gespréicher, an och dann hoffentlech zu deene richtege Léisungen ze kommen, wéi mer dat jo schonn am öffentleche Pensiounsberäich eng Kéier hu misse maachen.

Den Här Goerens proposéiert ee sougenannte souveräne Fong. Dat ass keng domm Iddi, sech eng Këscht ze ginn an déi ee Kanal féiert, wou een déi Suen alafe léisst, déi een eigentlech iwwert de Wee vu „windfall"-Effekter kritt huet. De Moment, dat huet en och gesot, leeft net vill an déi Këscht. Ech géif gären zéng Këschten opstellen, wou eppes draleeft. An déi Grouss, déi do steet, leeft och de Moment net genuch.

Mä huele mer emol un, mer géifen dat an Zukunft maachen, a fir sech virzestellen, wéi dat an Zukunft kéint goen, huet ee jo besser et stellt ee sech emol vir, wat da geschitt wier, wann een dat an der Vergaangenheet gemaach hätt. Da wëll ech Iech soen, dann hätt sech par rapport zu där Situatioun, an där mer haut sinn, strikt näischt geännert. Well déi Gelder, Steiergelder, déi een erakritt, méi wéi een erwaart huet - et ass jo haaptsächlech vun deenen, denken ech, wou mer schwätzen -, déi kann een op d'Säit leeën, dat ass largement gemaach ginn, op dat da Fong heescht oder Reserv oder soss wéi bezeechent gëtt, oder et bréngt ee se direkt an Opstellung fir d'Investitiounstätegkeete vum Stat ze decken. Dat ass gemaach ginn.

Wat géife mer mat esou enger souveräner Këscht, wann ech mech däerf despektierlech esou ausdrécken, anescht maache wéi zukunftsträchteg Ausgaben ze bestreide respektiv Investissementer soss iergendwou an der Welt virzehuelen, och ëmmer nëmmen aus der Geeschteshaltung eraus, dass mer eng Maximierung vun de staatlechen Einnahme géife kréien, déi mer jo dann awer erëm bestëmmten Zwecker zoufëieren.

An duerfir, bei allem Verständnis, dat ass konservativ Finanzpolitik, d'Suen net direkt ewechzeginn, se op d'Säit ze leeën, se op bestëmmte Plazen ze bréngen, mengen ech, dass mer dat eigentlech, ouni dass et esou geheescht huet, déi lescht 20 Joer gemaach hunn, mam Resultat d'ailleurs, dass mer eng niddreg Statsverscholdung hunn, net esou héich wéi déi vun eisen Noperen.

Mam Resultat, dass mer de Moment keng esou breet Budgetsdefiziter brauchen ze fueren, well mer méi Reserven hunn, well mer och duerch déi Politik, mat oder ouni Këscht, et fäerdegbruecht hunn eis Margen ze ginn, déi eis et elo an der Kris erlaben eng sougenannten antizyklesch Politik ze maachen, während déi Länner, déi keng virsiichteg Planungshoheit iwwer hiert eegent Maache behal hunn, eigentlech déi Margen net méi hunn an duerfir eigentlech elo an eng absolut Verschëldungsspiral erakommen, während et an dësem Land keng Scholdefal gëtt, och wann dat heiansdo behaapt gëtt. Déi gesinn ech net.

Wourop mer eis awer musse verstännegen, dat ass, wéi mer dann elo - do geet et wierklech ëm déi kuerzfristeg Nohaltegkeet vun de Statsfinanzen - an a wat fir engem Zäitraum mer aus där Situatioun erauskommen, dass mer elo all Joer Budgetsdefiziter kréien an dass mer elo all Joer eis Statsschold mussen erhéijen. Wat mer dréngend brauchen, dat ass eng Exit-Strategie aus där Situatioun, an där mer elo sinn.

Duerfir sinn ech och dem Här Meisch dankbar, dass hie seet, elo wier net de Moment komm fir grouss nei Ausgaben ze maachen, well d'Finanzéierbarkeet vun deeneselwechte wier net séchergestallt. Dat halen ech fir eng responsabel Ausso. Et soll jiddweree sech se iergendwou hischreiwen, fir dass e se gutt gesäit, wann e seng Wahlprogrammer mécht - dat soen ech besonnesch der CSV, well déi si jo nach amgaang dat ze maachen -; den Här Meisch huet eppes gesot, wat richteg ass: Keng Versprieche maachen, déi een net ka bezuelen!

An de Leit och - den Här Bausch, oder wien huet dat gesot, oder den Här Goerens -, et muss een de Leit soen, dass den Impakt vun der Kris no de Wahle kënnt. E kënnt net virun de Wahlen. Déi zweet Joreshalschent gëtt däitlech méi schwéier wéi déi éischt Joreshalschent, an duerfir soll een de Leit keen x fir en u virmaachen a keng Männercher molen. An duerfir ass et richteg: Keng nei massiv Statsausgaben. Zum Beispill kann ee menger Usiicht no keng generell Gehälterrevisioun einfach esou versprieche. Dat géif ech kengem uroden, well kee bréngt et fäerdeg, an ech denken, dass dat jo och a kengem Wahlprogramm wäert figuréieren.

Richteg ass et fir doriwwer nozedenken, wéi d'Tripartite fonctionnéiere soll. Et ass jo e Gestiounsinstrument vun nohalteger Politikuluecht. Ech mengen net, dass déi einfach kann esou virugefouert ginn, wéi mer dat bis elo haten. Déi déi an der Regierung sinn, déi fuere mat deem Instrument méi recht wéi schlecht, oder méi schlecht wéi recht, dat wëll ech hei emol net beäntwerten.

Déi déi an der Oppositioun sinn, iergere sech doriwwer, bis deen Dag wou se erëm an der Regierung sinn, an da fanne se dat erëm relativ normal. Nun ass et der Weisheet vun de Lëtzebuerger Wieler ze verdanken, dass meng Partei fir länger Zäit - ech schwätze vun der Vergaangenheet, net vun der immediater Zukunft - net an der Oppositioun war, esou dass ech net weess, wéi déi dorop géif reagéieren. Ech trauen hir awer datselwecht zou wéi Iech, dass mer eis da géifen opreegen, dass dat net geet fir hanner zouen Dieren do ze diskutéieren.

Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wann ee sech op de Prinzip géif verstännegen, dass während der Tripartiteaarbecht d'Regierung am Parlament Rechenschaft ofleet. Dat muss jo net ëmmer am Plenum geschéien, et kann och am Plenum geschéien, mä dat kann och an de relevante Chamberskommissioune geschéien. An elo hu mer jo déi Spezialkommissioun, déi de Kolleeg Goerens virgeschloen huet, an do kann een dat nëtzlech afléisse loossen, well ech, fir mäin Deel, sinn den 2. Mäerz an déi Kommissioun geruff, an d'Tripartite ass den 3. Mäerz. Da kann een also den 2. Mäerz schonn e bësse soen, wat do leeft, an duerno muss een erëmkommen, fir ze berichte wéi et dann do vun der Plaz gaangen ass.

Ech si frou, dass och unerkannt gëtt, dass dat net schlecht war, an där leschter Regierung, CSV-DP, déi Pist vum Internethandel unzeleeën. Et hat iergendee gesot, ech weess net méi ween, dat wier eppes wéi en Zoufallsprodukt. Esou war et net grad. Wéi mer 2001 an 2002 festgestallt hunn, dass eis Statseinnahmen drastesch agebrach sinn, wat der Oppositioun vun deemools erlaabt huet ze soen, d'Regierung wier net op d'Kris virbereet gewiescht - dat ass esou e Sproch, deen een an esou Situatiounen ëmmer erëm héiert, och déi lescht Deeg -, du si mer déi Pist séier bewosst zu e puer, mam Kolleeg Grethen notamment, gaang.

Am Joer 2002 hate mer nach kee Frang, kee midden Euro am Internetgeschäft gehat. Bis haut hu mer 1,3 Milliarden Euro iwwert dee Wee erakritt, a mer hunn et fäerdegbruecht an Europa - et gëtt e bëssen ënnerschat an den Diskussiounen - eng Léisung ze strécken, déi eis bis 2015 indemne léisst, wat d'Recetten ubelaangt, an eis lues a lues an eng Renormaliséierung vun der Steiersituatioun bis an d'Joer 2019 eraféiert. Dat heescht, dat ass net eng Recette déi onsécher wier.

Dat ass eigentlech déi Eenzeg, déi mer richteg kënne plangen, well mer ganz genau wësse wéi laang an no wat fir Modalitéiten ee se kann halen. Woubäi ech dem Här Goerens an anere Recht ginn, dass et net ass fir sech op esou Recetten ze verloossen. Grad wéi mer jo, zu Recht, schonn e puermol heibannen zwou Froen diskutéiert hunn. Déi Éischt: Wéi ass et mat der Liewensaarbechtszäit? De Conseil supérieur, dee seet eppes dozou.

Ech hat am Oktober 2005 heibanne virgeschloen emol eng Debatt doriwwer ze féieren, ob et méiglech wier lues a lues an eng méi laang Liewensaarbechtszäit ze trieden. Erstaunlecherweis ass dee Virschlag ni...

Une voix.- D'Madame Lulling huet d'Fro scho beäntwert.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Scho laang!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et kann ee sech net bei der Finanzéierung vum Rentesystem op Phenomenales verloossen. Dat geet net.

(Hilarité)

Mä doriwwer musse mer nach eng Kéier diskutéieren. Dat Zweet - also net iwwert de Phenomeen Lulling, mä iwwert d'Liewensaarbechtszäit; ech kéint matdiskutéieren, well ech hätt vill ze zielen, gleeft mer et. Mä onofhängeg dovun, Tanktourismus, Bensintourismus, doriwwer hu mer jo heibanne schonn oft geschwat. An et ass net esou, dass mer dat einfach belooss hätten, wéi et an der Vergaangenheet gewiescht wier.

Mir hunn dach an deem Beräich eng Rei vun Operatioune virgeholl, mir finanzéieren dach een Deel Kyoto-Fong doriwwer. Mir finanzéieren een Deel Beschäftegungspolitik iwwert d'Energiepräisser, well mer wollten hunn, dass mer dat géife besteieren, wat rar wier, an dat manner géife besteieren, wat et nach a genügend groussem Mooss gëtt. Et war geplangt, dass mer lues a lues géifen aus deem System erauskommen. Woubäi een ëmmer muss soen, wann een esou forsch doriwwer schwätzt, wat fir Dépensen ee kierzt, wann ee bis aus deem System eraus ass.

Och de Conseil supérieur freet d'Politik, nodeem en eis mat senge Froen do nervös gemaach huet, wat fir Steiere mussen dann elo gehéicht ginn a wat fir Dépensen dann elo erofgesat ginn. Ech verstinn, dass een déi Fro net ofschléissend kann an esou enger Debatt hei evakuéieren, mä ëmmer, wa mer bei der Besteierung vum Bensin eppes gemaach hunn, da sinn eis Noperen erëm fortgelaf. Mir hunn dach selwer 1991 an der Présidence eng Accisenharmoniséierung um Bensin an um Diesel erbäigefouert.

Deen Dag, wou de Meeschter Lux säi Kyoto-Cent agefouert huet - well hie spillt jo heiansdo Finanzminister, wéi mer wëssen, dass hien dat heiansdo gäre mécht -, deen Dag hunn déi Däitsch d'TVA ëm 3% eropgesat. Dat heescht, dass deen Differenzial mat dem däitsche Bensinspräis nach méi grouss war wéi virdrun. Elo stellt sech d'Fro, an déi kréien ech an Europa oft gestallt: Ass dann elo net de Moment komm, fir nei Minimaë festzeleeën an Europa? An da komme mer zréck op déi Diskussioun, déi mer an den 90er Joren haten: Wou leien dann déi Minimaen?

A wa mer e Minimum kréien, deen esou héich ass wéi de belsche Minimum zum Beispill, da gëtt de Bensin an den Diesel zu Lëtzebuerg méi deier wéi an der Belsch. A souguer déi gréisste Patriote ginn op Arel tanken. Dat kann ech Iech garantéieren, wann de Bensin do méi bëlleg ass wéi zu Lëtzebuerg. Ergo muss een, wann een doriwwer schwätzt, dat gesinn, et ass jo och CO_2- a Kyoto-relevant, mä gläichzäiteg kucken, wat een dann op der Dépensësäit mécht, wann een zu esou politesche Schrëtt géif kommen.

Ech fannen déi Debatt vun haut, Här President, kann ee ganz schlecht trenne vun där Debatt, déi mer de 26. Mäerz hunn iwwert dem Här Thiel säi Rapport. An duerfir wier ech frou, wann alleguerten déi Froen, déi mer haut net konnte behandelen, obscho se an deem Rapport do stinn, da kënnte behandelt ginn an dass mer op eng Rei vun deene Froen och scho vläicht kënnen éischt Äntwerte formuléieren, well e Parlament ass jo net nëmmen do fir Rapporten ze liesen, mä och fir Froen ze beäntwerten, déi mer eis jo selwer stellen an déi mer eis net eréischt stellen, nodeem se vum Conseil supérieur gestallt sinn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5853 iwwert de Statut vun der Société coopérative européenne. Rapporteur ass den honorabelen Här Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

4. 5853 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

2. modification du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ernennung vum europäesche Bannemaart an déi domadder verbonne Verbesserung vun der wirtschaftlecher a sozialer Lag an de Memberstate vun der EU erfuerderen net nëmmen d'Ofschafe vun Handelsbeschränkungen, mä och d'Schafe vu Gesellschaftsstrukturen, déi sech un déi europäesch Dimensioun upassen. Et sinn déi eenzel national Législatiounen, déi souwuel d'Form wéi och de Fonctionnement vun de Sociétéite bestëmmen. Or, all europäescht Land huet op dësem Gebitt aner gesetzlech Bestëmmungen. Dëst stellt en enormt Hindernis duer, wann ee wëllt en europäesche Grupp op d'Bee stellen, deen aus verschiddenen nationale Betriber besteet.

D'Schafung vum Groupement européen d'intérêts économiques a vun der Société européenne ass eng éischt Äntwert op dëse Problem. Dës Gesellschaftsformen hunn als Zil, d'grenziwwerschreidend Kooperatioun respektiv d'Restrukturatioun vu bestehende Gesellschaften am Kader vun engem europäesche Groupement ze förderen. Dës zwee Instrumenter droe leider net der Spezifissitéit vun de Kooperative Rechnung.

Duerfir ass am Joer 2003 d'Reglement N°1435 vum Europäesche Rot ugeholl ginn, dat de Statut vun der europäescher Kooperativ festleet. Mat dësem Reglement soll en eenheetleche legislative Kader geschaf ginn, deen de Kooperativen d'Méiglechkeet gëtt fir d'Weiderentwécklung vun hiren Aktivitéiten ze förderen, an zwar iwwert de Wee vun der Kooperatioun oder der Fusioun vu bestehende Kooperativen oder souguer duerch d'Schafe vun neie Kooperativen um europäesche Plang.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit d'Ëmsetzung vun der Direktiv vum 22. Juli 2003 vir, déi de Statut vun der europäescher Kooperativ ergänzt, andeems se Regele virgesäit, wat d'Bedeelegung vun de Salariéen ugeet. Fir déi sozial Ziller vun der EU ze erreechen, musse spezifesch Bestëmmungen, besonnesch am Kader vun der Participatioun vun de Salariéen, festgeluecht ginn. Si suergen derfir, datt d'Grënnung vun enger europäescher Kooperativ net eng Aschränkung oder eng Suppressioun vun der Bedeelegung vun de Salariéë mat sech bréngt. D'Direktiv regelt d'Matbestëmmung vun de Schaffenden am Kader vun enger europäescher Kooperativ, där sougenannter Société coopérative européenne.

Éier ech mat mengem Exposé fortfueren, wëll ech nach erwähnen oder ervirhiewen, datt fir de Moment d'Société coopérative européenne a sech nach kee legale Kader zu Lëtzebuerg huet. D'Reglement vun 2003 ass nach net ëmgesat ginn. De Justizminis-

ter huet Mëtt Dezember vum leschte Joer e Projet de loi deponéiert, deen de Statut vun der Société coopérative européenne an eist nationaalt Recht aféiere soll. Dëse Projet, deen iwwregens nach net vum Statsrot aviséiert ginn ass, ass nach net gestëmmt.

Ergo befanne mer eis am Moment an enger méi droleger Situatioun. Mir stëmme Bestëmmungen, déi d'Matbestëmmungsrechter vun de Salariéen am Kader vun enger Gesellschaftsform solle garantéieren, déi et esou zu Lëtzebuerg a sech an där Form nach net gëtt. Mir hunn awer missen esou virgoen, well den Délai fir d'Direktiv ëmzesetze schonn am August 2006 ofgelaf ass a mir soss riskéiere sanktionéiert ze ginn.

D'Direktiv vun 2003 an domadder de virleiende Gesetzesentworf gesäit am Fall vun der Grënnung vun enger europäescher Kooperativ vir, datt d'Verwaltungs- oder d'Direktiounsorganer vun de jeeweilege juristeschen Entitéiten, déi sech un dëser Grënnung bedeelegen, esou schnell wéi méiglech mat de Vertrieder vun de Salariéé Verhandlungen ophuele mussen. Objet vun dëse Verhandlungen ass d'Bedeelegung vun de Salariéen an där neier Gesellschaft.

Zu dësem Zweck gëtt och e spezielle Verhandlungsgremium, de sougenannte Groupe spécial de négociation agesat. Dëse Gremium vertrëtt déi Schaffend vun de bedeelegte Betriber a Filialen. D'Bedeelegungsmodalitéite vum Salariat an de jeeweilege Betriber ginn heimadder net geschwächt, an d'Diversitéit vun de legislative Kadere respektiv vun de prakteschen Erfahrunge ginn ebenfalls respektéiert.

De Groupe spécial de négociation an déi jeeweileg zoustänneg Organer vun de bedeelegte Betriber leeën an engem schréftlechen Accord d'Matbestëmmungsmodalitéite vun de Salariéen an der europäescher Kooperativ fest. Zu dësem Zweck sinn déi zoustänneg Organer verflicht, d'Verhandlungsgremium iwwert d'Grënnung vun enger Société coopérative européenne an iwwert den Oflaf vun esou enger Prozedur ze informéieren. Wa keen Accord ënnerschriwwe gëtt, da spillen déi Regelen, déi d'Direktiv am Kader vun hiren Dispositions de références festgeluecht huet.

D'Décisioune vum Groupe spécial de négociation ginn an enger Majorité absolue vu senge Membere geholl, esouwäit dës Majoritéit och déi absolut Majoritéit vun de Schaffende vertrëtt. Falls d'Négociatiounen eng Reduzéierung vun de Bedeelegungsrechter mat sech brénge sollten, da geet eng Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Memberstëmme vum Groupe spécial de négociation duer, déi mindestens awer zwee Drëttel vun de Salariéé vertrieden. Dat ass de Prinzip, deen awer nach aneschters ka ginn, wann zum Beispill eng Société coopérative européenne duerch eng Fusioun entstanen ass a 25% vum Personal vun de concernéierte Kooperative vun der Bedeelegung betraff sinn. Da schléisst d'Majoritéit vun den zwee Drëttel vun de Memberstëmme vum Groupe spécial de négociation d'Stëmme vun de Vertrieder vun de Salariéen a mindestens zwee Memberstaten an.

De Groupe spécial de négociation kann och zur Konklusioun kommen, datt keng Négociatioun fälleg ass. Eng Négociatioun ass awer obligatoresch am Fall wou d'Société coopérative européenne iwwert de Wee vun enger Transformatioun entstanen ass.

Am Accord, deen zustane kënnt, gëtt ënner anerem och den Uwendungsberäich vum Accord festgeluecht, d'Zesummesetzung vum Vertriedungsorgan als Verhandlungspartner vum zoustännegen Organ vun der Société coopérative européenne, d'Attributioun an d'Prozedur iwwert d'Informatioun an d'Konsultatioun vum Vertriedungsorgan, Mëttele souwuel finanzieller wéi och materieller Natur, déi der Salariatsvertriedung zeguttkommen, an esou weider an esou fort. Ech verweisen Iech fir den Detail op den Text vum Gesetzesentworf respektiv op d'Direktiv vun 2003.

D'Direktiv ass mam virleiende Gesetzesprojet eent zu eent ëmgesat ginn. De Gesetzgeber huet am Fall vun der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv oft keng grouss Marge de manœuvre. Wa mir ze vill vun der Direktiv ofwäichen, da kréie mer reprochéiert, datt mer d'Direktiv net oder net richteg ëmgesat hunn. D'Chambre de Commerce, obscho si sech dëser Problematik bewosst ass an och kee weidere Problem mat der Prozedur huet, déi vum virleiende Gesetzesprojet zréckbehale gouf, huet sech fir e manner schwéierfällege System agesat. An dat mam Argument, nëmmen esou kéint ee fir de Standuert Lëtzebuerg werben.

(Interruption)

Ech denken, datt et nach ze fréi ass fir ze soen, ob de Kader, dee mir haut wäerte schafen, schwéierfälleg ass oder net. Et muss een dem Projet de loi eng Chance ginn. Wa mir méi Erfahrung hu mat Sociétés coopératives européennes respektiv wann et och méi dëser Sociétéiten europawäit gëtt, da komme mer vläicht zur Konklusioun, datt déi eng oder aner Dispositioun misst ëmgeännert ginn. Mä fir de Moment hu mer net déi néideg Erfahrung fir dat kënnen ze jugéieren. Falls an Zukunft eng Adaptatioun noutwendeg ass, da wäert se selbstverständlech duerchgefouert ginn, soulaang dat am Aklang mat der Direktiv ass. Ausserdeem ass d'Direktiv vun 2003 net e Startinstrument, wat net kéint ëmgeännert oder awer och komplettéiert ginn.

Här President, manner kritesch wéi d'Beruffschambere war de Statsrot. Hien approuvéiert de Choix vum Gesetzgeber, dee sech un d'Dispositioune vun der Société européenne gehalen huet. De Statsrot bedauert just, datt de Gesetzgeber sech net fir e systematesche Renvoi op dës Dispositioune vum Code du Travail entscheet huet.

D'Aarbechtskommissioun huet deene meeschte Suggestioune vum Statsrot Rechnung gedroen. Si huet deementspriechend den Artikel L454/3 vum Code du Travail mat engem neie Paragraph 4 ergänzt, deen esou libelléiert ass: «En cas de contestation du refus de communication une des parties ou les deux conjointement peut saisir l'Office national de conciliation qui statuera dans les délais fixés au paragraphe 7 de l'article L166/2.» Mat dëser Ergänzung sollt nom Statsrot séchergestallt ginn, datt d'Direktiv komplett ëmgesat gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzestext ass extrem technesch. Ech wäert Iech dowéinst net länger mat der Opzielung vun deenen eenzelnen Dispositiounen ophalen. Ech wollt just nach eng Kéier ervirhiewen, datt den Text, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten, e Kader schaaft, fir iwwert de Wee vun autonomen Négociatioune sozial Dispositiounen anzeféieren, déi d'Rechter vun de Salariéen am Kader vun enger Société coopérative européenne solle schützen. Dowéinst géif ech Iech am Numm vun der Kommissioun bieden, dësem Text zouzestëmmen. Text, deen iwwregens och den Accord vun der CSV-Fraktioun huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech hu gesinn un de Gesiichter vun de Kolleegen,…

(Hilarité)

…dass se alleguerten dem Rapporteur seng Konklusiounen deelen, d'Regierung ebenfalls. Wann dat de Fall esou ass, da komme mer zum Vote. De Vote fänkt un, wann den Här Kaes bis op senger Plaz ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5853 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass d'Diskussioun iwwert de Projet vun der Adaptatioun vun de Kreditter beim Bau vu verschiddene Spideeler. D'Madame Lydia Mutsch ass Rapportrice an huet d'Wuert elo.

5. 5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Joer 1999 huet d'Chamber e Finanzéierungsgesetz gestëmmt, dat et dem Land soll erlaben,...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...fir modern a performant Spidolsinfrastrukturen ze hunn, déi de Besoinë vun der Populatioun ugepasst sinn. D'Gesetz vum 21. Juni 1999 gesäit eng staatlech Participatioun vun 80% vir bei de Käschte fir d'Moderniséierung respektiv den Neibau vu Spidolsinfrastrukturen hei am Land. An deem Gesetz, wat iwwregens schonn dräimol ugepasst gouf, waren Investitiounen a sämtleche Spidolsgebaier an -zentre virgesinn.

D'Chamber stëmmt haut iwwer eng weider Modifikatioun vun deem Finanzéierungsgesetz of. Eng Modifikatioun, déi déi finanziell Enveloppe fir zwee Projeten eropsetzt: engersäits d'Moderniséierung vun der Eecher Klinik an anerersäits de Bau vum neien Ettelbrécker Spidol.

D'Augmentatioun vun der staatlecher Bedeelegung ass néideg ginn, well en cours de route a béide Fäll Méikäschten ugefall sinn. Et ass fir déi zwee Projeten déi zweet Augmentatioun. An engem Zäitraum vun zéng Joer entwéckelt d'Welt sech weider. Dat ass eppes Normales am medezineschen an am technesche Beräich. Mä och am Beräich vun der Sécherheet hunn nei Erkenntnisser, nei Normen, nei Iddien hire Wee gemaach. Zousätzlech sief gesot, dass a béide Fäll kaum Spillraum deemools fir Imprévuë virgesi war.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Bei der Eecher Klinik waren 1999 urspréngelech zwielef Millioune virgesinn. Duerch eng éischt Augmentatioun am Joer 2003 ass déi Participatioun op 18,7 Millioune geklommen. Mat där zweeter Augmentatioun elo ëm 5,8 Milliountioun um Standuert Nidderkuer, wat extrem urgent ass, vu dass d'Sterilisatioun zu Esch iwwer 20 Joer al ass; den Ëmbau vun enger provisorescher Bettestatioun als Interim während den Aarbechten; a verschidde fusiounsbedéngte Projeten, déi vum CHEM realiséiert a virfinanzéiert goufen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, géif ech mer wënschen, dass d'Mëttele fir d'Moderniséierung an den Ëman Ausbau vun eise Spidolsinfrastrukturen adaptéiert an ausgebaut ginn, do, wou et wichteg a richteg ass an noutwendeg am Intérêt vun enger optimaler Gesondheetsversuergung an alle Regioune vum Land. Ofschléissend wëll ech och den Accord vu menger Fraktioun zum virleiende Finanzéierungsprojet mat op de Wee ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Alleréischt wéilt ech der Rapportrice vun dësem Gesetz villmools Merci soe fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Et handelt sech heibäi ëm e Gesetzesprojet, dee sech an eng scho bal traditionell laang Lëscht vu Projeten areit, déi all als Objektiv hu respektiv haten, d'Finanzéierungsgesetz vum 1. Juni 1999 nozebesseren.

Ech wëll hei net bal zéng Joer no sengem Akraafttrieden den Historique vun dësem 99er Finanzéierungsgesetz maachen, mä just drop hiweisen, datt déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung kuerz virun de Wahlen e Gesetz erabruecht huet, dat certes de Mérite hat, endlech de Besoin, fir an d'Spidolsinfrastrukturen ze investéieren, erkannt ze hunn, mä wat dem Zil, dat heescht eist Land mat moderne Spidolsinfrastrukturen ze dotéieren, net gerecht gouf.

Dat Gesetz war deemools nach net sprochräif. Esou hate siwe vun deenen insgesamt 15 Projeten den Accord net vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier, an och ass sech deemools iwwert d'UCM ewechgesat ginn. Och waren d'Zommen, déi fir dës substanziell Investissementer virgesi waren, net realistesch an hu missen nodréiglech ferm a sensibel eropgesat ginn. Dëst ass ënnert der Responsabilitéit vun där viregter CSV/DP-Regierung geschitt, déi d'Konsequenz, déi nei Upassungen, vollzunn huet.

Eng ganz Rëtsch vu Gesetzesprojete si vun där viregter Regierung op den Instanzewee bruecht ginn, mat deenen néidege Finanzsprëtzen. Esou och d'Gesetz vum 18. Juli 2003, dat d'Modernisatioun vun der Eecher Klinik betrëfft, wéi dat vum 19. Dezember 2003, vun deem den Hôpital Saint-Louis vun Ettelbréck profitéiert an déi mat dësem Gesetzesprojet nach eemol adaptéiert ginn.

De Fait, datt mer elo haut, dat heescht méi wéi fënnef Joer duerno, erëm eng Kéier musse weider finanziell Mëttelen zoustëmmen, huet eng Rei vun Ursaachen. Éischtens emol spillt de Facteur Zäit eng gewësse Roll. Et ass kloer, dass, wann déi Modernisatiounsaarbechte sech iwwer eng méi laang Zäit ausdehnen, d'Käschte klammen an dobäi och nach nei Besoinen entstinn.

Och ass et esou, datt et sech hei ëm komplex Projeten handelt, wou d'Planungssécherheet net garantéiert ass a wou ëmmer erëm nei Contrainten entstinn.

Et ass awer och zousätzlech esou, datt ëmmer erëm nei Contrainten operluecht gi sinn, an dat säitens vun der ITM. D'Gewerbeinspektioun imposéiert en cours de route nei Oploen, déi mat sech bréngen, datt d'Infrastrukturkäschte substanziell an d'Luucht ginn. Ech wëll der ITM beileiwen hei net ënnerstellen, si géif willkürlech virgoen. Si ass an hirem Rôle, wa si héich Sécherheetsnorme verlaangt. Et misst awer méiglech sinn, schonn am Virfeld vun esou Projete méi geziilt dës Oploe festzeleeën. Dëst hätt och zousätzlech den Avantage, datt déi Pläng kéinte méiglechst detailléiert opgestallt an och esou ëmgesat ginn.

Dovunner ofgesinn, Här President, stëmmt d'DP awer selbstverständlech dëse Projet, deen et erméiglecht, zu Ettelbréck wéi och an der Stad de Bierger déi modern an héichwäerteg Spidolsinfrastrukturen ze bidden, déi si verdéngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no dem komplette Rapport vun der Rapportesch, der Madame Lydia Mutsch, an dem Complément, dee vu mengem Virgänger, dem Carlo Wagner, gi ginn ass, kann ech mech extrem kuerz faassen.

Et ass effektiv gesot ginn, dass dat hei keng nei Projete sinn, mä dass et en Ofschloss ass vu Projeten, déi schonn am Déngscht sinn oder deemnächst offiziell inauguréiert ginn.

Dir wäert mer erlaben, dass ech e bëssen anerer Meenung si wéi de Carlo Wagner doriwwer, wat d'Portée ass vum 1999er Gesetz. Dat 99er Gesetz huet wesentlech derzou bäigedroe fir d'Moderniséierung, fir d'Renovatioun a fir d'Restrukturatioun vum Spidolswiesen anzeleeden, woubäi ech net wëll bestreiden, dass och déi Gesetzer, déi duerno komm sinn, an déi Projeten, déi duerno komm sinn, dat Ganzt weidergedriwwen hunn.

An deene leschten zéng Joer - dat muss ee sech awer emol eng Kéier virun Aen halen -

si 700 Milliounen Euro an de Spidolssecteur eragefloss. Dat waren noutwendeg Investitiounen, déi dozou bäigedroen hunn, dass mer haut eng Rei vu ganz moderne Spideeler do stoen hunn, ënner anerem am Norden an an der Zentrumsregioun, wat awer net däerf doriwwer ewechtäuschen, dass den Investitiounsbedarf nach wie vor grouss ass an dass mer mat zousätzlechen Investitioune vun enger gudder hallwer Milliard Euro an deenen nächsten zéng bis 15 Joer musse rechnen.

Déi Gelder wäerten an d'Moderniséierung vun enger Rei vun Haiser fléissen. Déi, déi am wäitste fortgeschratt sinn, fir elo an d'Regierung ze kommen, fir e prinzipiellen Accord ze kréien an deenen nächste 14 Deeg bis dräi Wochen, dat sinn d'Projete vu Wolz an hei an der Stad vun der Zitha-Klinik, déi wäit fortgeschratt sinn a vun deenen déi nächst Etapp an der Planung da kann engagéiert ginn.

Dee Projet, dee virun der Halschent vum Joer nach wäert duerchgoen, dat ass dee Projet, deen déi weider Moderniséierung vum CHEM am Süden wäert erlaben. Deen ass am Moment an der Instruktioun, an déi zoustänneg Instanzen hunn Instruktioun fir dat schnell an effikass ze maachen, fir dass dat, wat um Terrain am Süde grad wéi an anere Regiounen entstanen ass, mat deenen noutwendegen Investitioune ka gefestegt ginn.

Well Dir wësst, dass mer net nëmmen an de Steen investéiert hunn, mä dass mer et fäerdeg bruecht hunn an deene leschte Joren, am leschte Jorzéngt eng wesentlech Restrukturéierung vum Spidolssecteur ze maachen. Dat ass ugaang mat der Fusioun vun de Kongregatiounsspideeler, déi an den Hôpital Kierchbierg eragefouert hunn; duerno ass et weidergaang mat der Fusioun vum CHL an Eich; duerno der Fusioun vun dem Haus vun Esch mat deem vun Diddeleng; duerno der Fusioun mam CHEM vu gëschter mat dem Nidderkuerer Spidol, wat den CHEM vun haut gëtt; a muer geet et weider mat der Fusioun vun de Spideeler vun Ettelbréck a vu Wolz, sou dass mir et fäerdeg bréngen haut, fir um regionale Plang eng méi schwéier Couverture ze garantéieren, ouni awer d'Proximitéit duerch d'Antenne vun deenen eenzelne fusionéierte Spideeler ze garantéieren.

Dat ass eng wichteg Evolutioun am Spidolssecteur, well gewosst ass, dass net jiddereen alles kann an dass ee muss déi Kompetenzen deelen. Och dat wäert verstäerkt ginn am Plan hospitalier, deen elo ofgeschloss ass an deen an deenen nächsten Deeg wäert veröffentlecht ginn.

Dat gesot begréissen ech dëse Projet, och wann ech net onbedéngt begréissen, dass Projete méi deier gi wéi si urspréinglech veranschlagt waren. Dat war e bësse méi normal bei Projeten, déi net esou am Detail geplangt waren, wéi dat haut de Fall ass. Mir insistéiere jiddefalls dorop, dass déi Planung vun de Bauhären, wa si hir Projeten dann entaméieren, déi à la base ass vun deene Projeten, esou korrekt an esou duerchduecht ass, dass mer an Zukunft esou wéineg wéi méiglech mussen un Dépassementer vu Kreditter schaffen.

Dat gesot ass deen heite Projet also ze begréissen. Ech hoffen, dass ech ganz schnell an där nächster Period mat weidere Projete ka bei lech kommen.

Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5920. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5920[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5952 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. Muer kënnt d'Chamber um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.20 heures)

Jeudi, 19 février 2009

SÉANCE 31

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Roland Schreiner, M. Robert Mehlen (à qui M. François Bausch pose une question), M. Aly Jaerling, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, M. Lucien Lux, Ministre des Transports, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert de Plan sectoriel «Transports». D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger, den Här Schreiner, den Här Mehlen an den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat sinn ech.

M. le Président.- Très bien.

D'Wuert huet den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Félix Braz.

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet 2.586 Quadratkilometer. Dat ass bekannt. Lëtzebuerg ass an de leschte Joren net méi grouss ginn. Et ass awer vill méi lass zu Lëtzebuerg wéi nach virun enger Rei Joren. An dat mécht, an dat ass gewosst, eng Planung net méi liicht. Planungen, wann ee wéineg Terrain zur Verfügung huet, si méi schwéier wéi Planungen, wann Terrainë keng grouss Roll spillen. Duerfir ass et an engem klenge Land mat Sécherheet wuel méi schwéier, awer och méi wichteg, dass een eng kohärent Planung mécht, fir dat eegent Handeln ze preparéieren an awer och ze begleeden.

De Problem hei zu Lëtzebuerg ass awer, dass geplangt gëtt a geplangt a geplangt a geplangt…

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- …an dass an där Zäit d'Realitéit eis net nëmmen iwwerhëlt, mä och nach fortleeft.

Wat gehéiert zum Plangen notamment bei der Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg? Zum Plange bei der Mobilitéit zu Lëtzebuerg gehéiert ganz vill. Ganz vill Pabeier. Zënter 1999 gëtt et e Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire. E Gesetz also, wat och elo zimlech genee zéng Joer kritt. Et ass dann och d'Geleeënheet, e Bilan ze maachen am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert d'Resultater vun zéng Joer Landesplanung, doriwwer, wou mer no zéng Joer mat deem Gesetz ukomm si respektiv wou mer net ukomm sinn.

Op där Basis vum Gesetz ass e Programme directeur fir den Aménagement du Territoire gemaach ginn, deen och Verkéiersaussoe gemaach huet, déi och zu engem gudden Deel akzeptabel Aussoen duerstellen. An op där Basis erëm eng Kéier berout den IVL. Dat war de Versuch, eng Vernetzung hinzekréien tëschent Mobilitéit a Landesplanung.

Da gëtt et awer och nach Dokumenter wéi „mobilitéit.lu", an da gëtt et och en Dokument, dat heescht „mobil 2020". Mir hunn also an deene leschte puer Joer eng Abberzuel vun Dokumenter, déi eng mat legalem Charakter - dat ass d'Gesetz -, déi aner mat méi informativem Charakter oder als Grondlag fir een Haus, wat de Fall ass beim „mobil 2020" vum Minister Lux.

D'Elementer vun der Landesplanung - well ëm dat geet et bei all deene Saachen, ëm déi Vernetzung -, déi ginn am Handele vun der gesamter Regierung net ganz däitlech.

Een Dokument hunn ech souguer nach vergiess vum September 2008, dat ass de Plan d'action mobilité douce, ee fir eis ganz wichtegt Dokument, wat jo och an all déi doten Iwwerleeungen op eng koordinéiert Aart a Weis misst kënnen afléissen.

Just als Rappel: Wat sot den IVL, dee jo am Januar 2004 presentéiert ginn ass? En hat grondsätzlech zwee Zeenarië projezéiert fir d'Joer 2020, e sougenannten Awunnerzeenario an e Pendlerzeenario.

Den Awunnerzeenario huet geschwat fir d'Joer 2020 vu ronn 561.000 Awunner an 136.000 Pendler. Wéi gesot, am Joer 2020. De Pendlerzeenario huet fir datselwecht Joer 2020 geschwat vu 511.000 Awunner - dat sinn also ronn 50.000 manner wéi am Awunnerzeenario - a par conter vun 168.000 Pendler, dat sinn der 32.000 méi wéi am Awunnerzeenario. An dorop opbauend ass den Awunnerzeenario zréckbehale ginn, a fir déi Ziler ze erreechen, och an der Mobilitéit, ass en „modal split" décidéiert ginn, deen unzestriewe wier fir d'Joer 2020, vu 25/75.

Wat ass awer d'Realitéit haut am Joer 2009? D'Realitéit huet eis iwwerholl, huet d'Planungen iwwerholl a leeft eis fort. En fait wäerte béid Zeenarië stattfannen. An op déi theoretesch Diskussioun, déi mer gefouert hunn am Kader vum IVL, wat fir ee vu béiden Zeenarië fir Lëtzebuerg dee richtege wier, hu mer déi Äntwert kritt vun der Realitéit.

Béid Zeenarien aus dem IVL wäerten zu Lëtzebuerg stattfannen. Mir wäerten d'Awunnerzuele kréie vum Awunnerzeenario, a mer wäerten d'Pendlerzuele kréie vum Pendlerzeenario, och wann d'Kris dat elo gebremst huet. Et muss een ofwaarden, wéi d'Kris sech entwéckelt, ier ee Behaaptunge fir d'Zäit no der Kris kann opstellen.

Fakt ass awer, dass mer haut schonn d'Zuel vu Pendler hunn, déi mer fir d'Joer 2020 virgesinn haten am Awunnerzeenario. Mir leien haut scho bei ronn 140.000 Pendler. Et ass net ëmmer liicht, ganz aktuell Zuelen ze kréien, och bei Statsverwaltungen. Mä déi Schätzungen, déi ee gemaach kritt op verschiddene Plazen, déi pendelen - wann ech esou dierf soen - sech a bei plus/minus 140.000 Pendler, wat déi Zuel ass, déi mer wéi gesot am Awunnerzeenario jo virausgesot hate fir 2020.

Dat heescht, mir hunn a ronn fënnef Joer praktesch dat schonn erreecht, wat mer fir 16 Joer am Viraus am Fong geholl virgesinn haten. Mir hunn haut wéi gesot ronn 140.000 Pendler a ronn 480.000 - scho liicht driwwer - Awunner.

Eng Etüd ass no 2004 zu Lëtzebuerg realiséiert ginn, dat ass d'PTV-Etüd, an déi huet mat aktualiséierten Zuele souguer aner Prognose gemaach. Déi huet och e Bléck e bësse méi wäit no vir gehäit, wat och net falsch war, well entre-temps ware scho bal zéng Joer zënter dem Aménagementsgesetz vergaangen. Déi schwätzt fir den Horizont 2030 souguer vun iwwer 250.000 Pendler, also nach eng Kéier en zolitte Pak derbäi. 254.000 Pendler fir d'Joer 2030 - just, fir dass een d'Gréissenuerdnung sech emol eng Kéier virun A féiert -, dat wär par rapport zu der Situatioun vum Joer 2007 eng Verduebelung. Wann déi PTV-Etüd géif mat hire Prognose richteg leie fir d'Joer 2030, hätte mer bannent 22 Joer eng Verduebelung vun de Pendlerzuele realiséiert par rapport zum Joer 2007.

Duerfir ass an där Etüd och d'Fro opgeworf ginn, ob net en Zeenario vu 40/60 dee richtege fir Lëtzebuerg misst sinn - am Fong dat, wat elo op Belval probéiert gëtt op engem Projet -, ob een dat net misst probéieren ze exportéieren op d'ganzt Land, ob also dee Ratio vu 25/75 zu Lëtzebuerg dee richtege wier.

D'Realitéit ass och déi, dass eis Kyoto-Ziler, - 28% CO_2-Emissioune par rapport zu 1990, net erreecht ginn an dass mer op engem Punkt an der Haaptsaach, an zwar op der Mobilitéit eng Situatioun hunn, déi zu Lëtzebuerg komplett aus dem Rudder gelaf ass, wou mer Steigerungen hunn zënter 1990. Dorunner ass net nëmmen dës Regierung

schëlleg, mä och déi vu virdrun, iwwregens och wéint dem net Weidergoe vun de Planungen op de Plans sectoriels.

Ech rappeléieren, dass an der Regierungserklärung vun 1999, also vun der Koalitioun 1999/2004, ugekënnegt war, dass d'Aarbechte géife ganz seriö ufänken direkt ab Ufank vum Joer 2000. Wann een awer weess, wou d'Planunge fir d'Plans sectoriels Mëtt 2004 stoungen, da muss een och der Regierung vu virdrun en Deel un der Responsabilitéit mat iwwerdroen, wa mer no zéng Joer Aménagementsgesetz nach net iwwert zwee vu véier Avant-projeten erauskomm sinn, déi och nach net komplett openeen ofgestëmmt sinn. Just dat als Bemierkung, well et ass net nëmmen an deene leschte véier Joer regierungssäiteg net esou geschafft ginn, wéi mir eis dat virstellen a wéi d'Landesplanung et verdéngt hätt, mä och déi viregt Regierung dréit eng Responsabilitéit dorunner mat.

Déi gréng Fraktioun huet eng Interpellatioun gefrot de 15. Juli 2008. Dat ass also manner wéi ee Joer virum Ofschloss vun dëser Legislatur. Mir hunn dat deemools gemaach, well ënner anerem fir d'zweet eng Transportkommissioun hat missen annuléiert ginn, well déi ugekënnegt Presentatioun vum Plan sectoriel «Transports» net prett war. Dat hat näischt domat ze dinn, dass d'Dokumenter net prett waren, mä dat hat offensichtlech domadder ze dinn, dass d'politesch Ofsproochen, déi zugronn musse leie beim Dokument, nach net zu engem Ofschloss komm waren, dass also nach ëmmer hannert den Diere vun der Regierung Diskussioune gefouert gi sinn doriwwer, wat an a wéi enger Form sollt an dee Plan sectoriel afléissen.

An duerfir hu mir als gréng Fraktioun, fir endlech virunzekommen, eng Interpellatioun gefrot. Mir haten eigentlech domadder zwou Hoffnunge verbonnen. Eng éischt, dozou bäizedroen, dass d'Regierung géif nach e bësse méi Drock verspieren, fir elo ee fir alle Mol déi Arbitragen ze maachen a fir zu engem Ofschloss ze komme vum Plan sectoriel.

A mir haten och gemengt, mir kéinten dann opgrond vun deem Dokument eis iwwer eng Rei Projete méi am Detail ënnerhalen. Ech hat an deem Bréif, deen d'gréng Fraktioun eragereecht hat, och eng Partie eenzel Projeten erwähnt, wéi d'Situatioun an der Nordstad, wéi d'Situatioun vum Sudtram.

Ech muss awer soen, no der Lecture vum Dokument mengen ech, dass et méi wichteg haut ass, op e puer méi grondsätzlech, prinzipiell Aspekter vum Plan sectoriel anzegoe wéi op eenzel Detailprojeten, déi doran erwähnt sinn.

Et ass sécherlech lackeleg, véier Méint viru Wahlen - ech menge fir jiddwereen heibannen -, sech haut an dësem Kader mat eenzelne Projeten ze beschäftegen, déi en vue vun de Wahlen am Juni fir dësen oder deen a sengem Bezirk vun Intérêt kéinte sinn.

Et wier fir mech e Liichtes, haut schwéierpunktméisseg op déi nei Eisebunnslinn Lëtzebuerg-Esch anzegoen, well hir Bedeitung eng ganz grouss ass. Et wier e Liichtes, haut vill op déi Diskussioune ronderëm Enteegnungen, ronderëm d'Problematik laanscht d'Trace an der Gemeng Monnerech anzegoen. Ech denken awer, dass dat net haut den Haaptgéigestand vun den Diskussioune sollt sinn, mä dass een haut wierklech probéiert, de Stellewäert an d'Qualitéit vum Plan sectoriel als Ganzt, als Element vun der Landesplanung ze diskutéieren, an net wéi gesot eenzel Projeten aus dësem oder deem Bezierk, wat politesch vläicht méi einfach wier, awer - menge mir als gréng Fraktioun - déi grondsätzlech Diskussiounen, ëm déi et geet, net wäerte weiderbréngen, wa mer eis net grondsätzlech mat den Aspekter vun der Landesplanung a vun der Mobilitéit beschäftegen.

Et muss een och soen, dass och zënter der Chambersdebatt, déi mer jo scho virun zwee Joer hei gefouert hunn am Mee - den 18. Mee, fir prezis ze sinn, 2006, bal dräi Joer hier ass dat -, net vill geschitt ass. Deemools huet d'Chamber nach eestëmmeg eng Motioun ugeholl, mat där och d'Parlament Hoffnung verbonnen huet, dass et da géif um Niveau vun der Fäerdegstellung vun de Plans sectoriels virugoen. Och do muss ee soen, bal dräi Joer méi spéit sinn d'Enttäuschunge méi grouss wéi d'Satisfaktiounen, well mer nach eng Kéier als Rappel vun deene véier Plans sectoriels, déi solle realiséiert ginn - Zones d'activités économiques, Logement, Ensembles paysagers an Transport -, der bis haut op dësen Datum vum 19. Februar nach nëmmen zwee um Niveau vun engem Avant-projet, deen nach net komplett openeen ofgestëmmt ass, de Wee an d'Öffentlechkeet fonnt hunn.

Dat ass eigentlech symptomatesch fir d'Landesplanungspolitik vun dëser Regierung. An ech soe bewosst, vun dëser Regierung, well do sinn net nëmmen een oder zwee oder dräi Ministeren, déi sectoriel gefuerdert sinn, mä hei war e kollektiven Effort verlaangt, e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung: fir deen, deen d'Landesplanung ze koordinéieren huet, a fir déi véier, déi an der Bringschuld sollte sinn an eng Qualitéit vun Dokumenter sollte produzéieren an den Délaien, en temps voulu et nécessaire. Dat ass kollektiv net geschitt.

Et ass e kollektiivt Scheitere vun der Regierung op dësem Punkt an den Ae vun der grénger Fraktioun an de leschte fënnef Joer ze veräntwerten. E Scheiteren, wat sech wéi gesot un d'Scheitere vun der viregter Regierung ureit, déi op dësem Punkt…

(Interruption et hilarité)

…och net vill Wesentleches produzéiert hat.

Haut, wéi gesot, hu mer zéng Joer d'Landesplangungsgesetz vu Lëtzebuerg. Mir hunn zwee Avant-projeten vu Plans sectoriels, déi nach net a Cohérence gesat gi sinn op enger Rei vu Punkten.

Dem Här Lux muss een zumindest gutthalen, datt déi zwee, déi hien ze maachen hat, mëttlerweil zumindest um Dësch leien. Et ass net alles gutt - an ech wäert nach dozou kommen -, mä vun deene véier, déi ze produzéiere waren, si wéinstens zwee haut um Dësch, sou dass mer doriwwer och haut an der Chamber kënnen diskutéieren.

D'Zil vun de Plans sectoriels ass et jo, Kohärenz ze kréien doduerch, dass mer d'Aktivitéitszonen - also d'Schaffen -, d'Wunnen, d'Mobilitéit an d'Ëmweltaspekter, d'Landschaftsaspekter ënner een Hutt kréien, dass mer also aus véier ënnerschiddlechen Iwwerleeungen eng Gesamtiwwerleeung développéieren, fir e gesamt a koordinéiert Handelen ze erlaben. Fir dass dat méiglech gëtt, muss et méi gi wéi nëmme Pabeier. Et muss och zu legalen a reglementareschen Texter kommen.

Mir mussen als Planung net nëmmen Ingenieurspläng kréien, mä mir brauche legal a reglementaresch Texter, déi d'Grondlag vum Handelen a vum Plangen zu Lëtzebuerg determinéieren. Et ass d'Zil vun de Plans sectoriels, sech an de Gemenge souwuel de PAGe wéi de PAPen ze opposéieren. Wa se also um Enn vun der Prozedur, déi elo knapps ufänkt, iergendwann eng Kéier fäerdeg gestallt sinn, wäerte se an de Gemengen opposabel gi fir sämtlech PAGen a PAPen.

Do stellt sech schonn en éischte Problem. Grad de Plan sectoriel «Transports», mä net deen eleng, huet e ganz groussen Impakt och op d'Entwécklung vun de Gemengen. Keng Gemeng kann haut méi eleng aus hirem kommunalen Handelen eraus hir Mobilitéitsproblemer léisen. Keng!

D'Agglolux ass eng formidabel Initiativ, déi op där Erkenntnis do berout. An dat muss an all de Regioune vum Land kloer sinn, dass keng Gemeng eleng, egal wéi vill Busse se fuere léisst oder Vëlosspure se aménagéiert: Si kann net ausserhalb vum regionale Kontext hir Problemer léisen, wann net eng Kohärenz an der gesamter Regioun op de Mobilitéitsfro stattfënnt, an dat hu mer zu Lëtzebuerg net.

Duerfir ass et ëmsou méi bedauerlech, dass mer elo esou vill Retard kritt hunn an der Fäerdegstellung vun all de Plans sectoriels. Elo si mer emol um Niveau vun zwee Avant-projeten. Et feelen der nach zwee. An da kënnt nach déi sougenannte SUP, déi strategesch Ëmweltpréiwung, déi vun engem Büro muss gemaach ginn. Doropshin eréischt entstinn d'Pläng.

Dat wäert alles Zäit brauchen, Zäit, déi iwwer een Termin erausgeet, nämlech deen Termin, deen d'Gemenge gesat kritt hu vum August 2010, fir hir PAGe fäerdeg ze hunn. Mir hunn also haut e Konflikt. D'Gemenge schaffen alleguerten intensiv a seriö mat villem Opwand, och finanziellem Opwand, un der Fäerdegstellung vun hiren neie PAGen.

A wa se sech alleguerten un deen Délai géifen halen, dee gesat ginn ass vum August 2010, dann hu mer eng Situatioun, dass d'Gemengen, knapps nodeems se e PAG aktualiséiert hunn, kuerz Zäit dorop wäerten iwwert de reglementaresche Wee d'Plans sectoriels zur Kenntnis mussen huelen, déi sech hinnen imposéieren an zum Deel ëner Ëmstänn déck Aschnëtt wäerte bedeiten an déi PAGen, esou dass déi Gemengen nach eng Kéier hir eege Planunge musse konfrontéiere mat deem, wat an de Plans sectoriels arrêtéiert ginn ass. An do wäerte ganz vill Planungen an de Gemenge musse geännert ginn. Net alleguer, vläicht och net iwwerall. Mä mat Sécherheet bal iwwerall a mat Sécherheet ganz vill. An dat kann net sinn.

An duerfir ass d'Regierung haut scho gefuerdert. Wa mer net wëllen Planung spillen an de Gemengen, méi seriö Planung maachen, da muss d'Regierung haut schonn e klore Message un d'Gemenge riichten. Do ass an der Haaptsaach den Innenminister gefuerdert, fir ze soen, wéi et mat deem Termin vum August 2010 bestallt ass, ob d'Gemengen deen Termin musse respektéieren oder net, ob net misst en neien Termin festgeluecht gi fir d'Gemengen, en neien Termin, deen dann awer och d'Regierung bënnt.

Well wann elo gesot gëtt, mir reportéieren deen Datum vum August 2010 op en neien Termin, dann ass awer och d'Regierung gefuerdert sécherzestellen, dass d'Plans sectoriels awer och esou wäit am Viraus vun deem Datum kënne fäerdeg sinn, dass et och nach eng vernünfteg Planung hannert de Plans sectoriels fir d'Gemengen erlaabt. Do wär et gutt, wann e klore Message kéint un d'Gemenge geriicht ginn, wéi mer deen dote chronologesche Knuet geléist kréien, dee jo net nëmmen e chronologeschen am Fong ass, mä dee wierklech an der Substanz ganz villes bedeit fir sämtlech Gemengen am Land, well eben d'Entwécklung an de leschte Joren esou rasant war an ass, wéi se am Moment nach ëmmer stattfënnt.

Déi aktuell Prozedur fir d'Plans sectoriels gesäit wéi gesot vir, dass d'Avant-projeten op den Dësch musse kommen. Zwee feelen der nach. An da wäerte mer ronn dräi Véirel vum Joer amgaange si mat där strategescher Ëmweltpréiwung, also der Evaluatioun vum Ëmweltimpakt vun all den Avant-projeten. Dat soll vun engem Büro gemaach ginn, deen, wéi et schéngt, schonn determinéiert ass. An duerno kënnt dann nach eng Kéier déi ganz Prozedur.

Géigestand vun där strategescher Ëmweltpréiwung ass ënner anerem ze préifen, awéiwäit dass déi Avant-projeten, déi mer hunn, et dann tatsächlech wäerten erlaben, eis CO_2-Ziler ze erreechen, awéiwäit dass déi Avant-projeten et wäerten erlaben, eis „modal split"-Ziler aus dem IVL vu 25/75 unzestriewen, onofhängeg vun der Diskussioun, ob déi nach déi richteg sinn. Dat ass de Géigestand vun där strategescher Ëmweltpréiwung. Da kënnt, wéi gesot, d'Mise en cohérence vun den Avant-projeten, fir e richtege Projet dorauser ze maachen an da schlussendlech eng legal a reglementaresch ofschléissend Prozedur ze kréien.

Fazit ass awer, an dat muss een haut scho soen, no zéng Joer e Gesetz vun der Landesplanung, dass et zu Lëtzebuerg, wann een éierlech ass, bis haut reell keng Landesplanung gëtt. Et gëtt bis haut keng Landesplanung! Mir hu wuel e Landesplanungsgesetz. Mir hunn e Landesplanungsgesetz, wat an enger Rei vun Haiser zënter zéng Joer an der Gestatioun ass, mä kollektiv gëtt et keng Landesplanung vun der Regierung.

Keng, ass dat ganz richteg? Am Fong net, well en Deel Landesplanung fënnt statt. Landesplanung fënnt einfach statt duerch all eenzel Décisioun, déi privat Leit huelen oder Gemengen huelen, fir bauen ze erlaben. Décisiounen, déi privat Leit huelen, fir do ze bauen, Décisiounen, déi Betriber huelen, fir op enger bestëmmtener Plaz sech unzesiedelen oder vun enger anerer Plaz fortzegoen, dat ass och e Stéck Landesplanung, wat stattfënnt. An et gëtt där Betriber, déi doduerch mat un der Landesplanung vu Lëtzebuerg bedeelegt sinn, well se hirem Arbeitnehmer entgéintfueren. Mat all de Mobilitéitsproblemer, déi et gëtt, notamment am grenziwwerschreidende Verkéier, zu de Spëtzenzäiten, gëtt et der ganz vill, déi hire Betriber entgéintginn a sech zum Deel méi no bei de Grenzen usiedelen. Dat mag fir déi eng Léisung sinn.

Et gëtt anerer, wéi zum Beispill eng grouss Lëtzebuerger Assurancëgesellschaft, déi ass op Leideleng an eng Gewerbezon gaangen. Bon, elo ass awer eng Assurance zweifelsfräi net onbedéngt e Gewerbe, mä et ass éischter am tertiäre Beräich unzesiedelen. Dat ass awer trotzdeem geschitt. An esou fënnt an de leschte Joren iwwert d'Land gekuckt en Deel Landesplanung statt.

De Problem dobäi ass, dass dat op d'Käschte geet vun der Mass vun der Planung, déi mer verfügbar hunn. Wann ee Landesplanung wëllt maachen, da kann een nëmmen dat plangen, wat och stattfënnt, dat, wat reell als ze planend Mass kann zur Verfügung stoen. A mir hunn dräi Haaptentwécklungs-CDAen ausgewisen: d'Nordstad, d'Regioun ronderëm Esch a ronderëm d'Haaptstad. An all déi Planungen, déi hei stattfannen, sinn der, déi sech aus der Planungsmass schlussendlech entzéien.

An dat ass net egal, besonnesch net aus der Vue vum Transportminister, well dee jo awer ugewisen ass op bestëmmte Quantitéite vu Mobilitéitsbewegungen, fir bestëmmten Investitioune kënnen ze justifiéieren. Et kann een net iwwerallhin eng Schinn leeën, wann net bestëmmte Kaderbedingungen an och escomptéiert Besoinen do virleien. Duerfir kann et zum Deel dramatesch Konsequenzen hunn, wa gréisser Entwécklunge sech aus der Planungsmass vun der Landesplanung doduerch entzéien, dass se esou stattfannen, wéi et nëmmen aus der Vue vun deem Betrib do sënnvoll ass, an net esou stattfannen, wéi et eigentlech aus der Vue vun der gesamter Landesplanung hier sënnvoll wier. Dat ass e ganz reelle Problem.

Et ass och duerfir, dass et e Projet wéi Wickreng gëtt. E Projet, wou jiddweree sech accordéiert ze soen, dass en duerchaus wënschenswäert ass, dass d'Investitioune stattfannen, dass Angeboter geschafe ginn, mä da solle se bannent der Planungsmass stattfannen. Déi Investitioune sollen do stattfannen, wou et wierklech net nëmmen deenen Investoren eppes hëlleft an de Clienten eppes hëlleft, mä tatsächlech och der gesamtlandesplanerescher Entwécklung vu Lëtzebuerg eppes hëlleft. Dat ass d'Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

Wéi et ausgesäit, ausser de Landesplanungsminister seet eis haut eppes anescht, gesäit et am Moment leider esou aus, wéi wann de Projet op där Plaz do opgrond vun deem Uerteel, wat komm ass, net méi ze évitéiere wier. Mä vläicht huet de Landesplanungsminister do nach nei a méi rezent Entwécklungen.

Dann, no deene méi generellen Iwwerleeungen, méi am Detail zum Plan sectoriel «Transports», dee jo den Haaptgéigestand u sech war vun der Interpellatioun. Ech wëll fir d'éischt e puer Zuele rappeléieren, déi oft vergiess ginn, wann iwwer Mobilitéit zu Lëtzebuerg geschwat gëtt. Dat sinn déi rezentst Zuelen, déi ech konnt fannen:

Mir hu mëttlerweil zu Lëtzebuerg ronn 658 Autoe pro 1.000 Awunner. Domat si mer net wäit vun den USA ewech, déi bei 758 Autoe pro 1.000 Awunner leien. An de Stied sinn déi mannsten Autoen, um Land sinn der méi. An de Stied, zu Lëtzebuerg, an der Haaptstad, ass d'Moyenne 0,5 Auto pro Stot. Zu Esch ass et 0,9 Auto pro Stot, wat sech och doduerch erkläert, dass déi allermeeschten Aarbechtsplazen an der Stad a ronderëm d'Stad sinn, wat also och de Stater an Zentrumsawunner erlaabt, zum Deel mam öffentlechen Transport déi méi kuerz Strecken zréckzeleeën. Wat ee méi wäit ewech geet vun der Stad Lëtzebuerg, wat dann erëm eng Kéier d'Tendenz zum Auto klëmmt. D'Moyenne am Land ass bei 1,4 Autoe pro Stot. Mir leien also an eise Stied, an an eisen zwou gréisste Stied, Esch an d'Stad, däitlech ënnert der nationaler Moyenne.

M. le Président.- Här Braz, ech mengen, den Här Bettel wëllt lech eng Fro stellen.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kann nëmmen dat ënnerstëtzen an ënnersträichen, wat den Här Braz seet, an och dee Luef vis-à-vis vun der Transportpolitik an der Stad, déi vill kritiséiert ginn ass. Mä déi Zuelen, déi Der hei zitéiert, Här President, vu dass ech dann och op eng Fro kommen, wéi Der se jo suggéréiert hutt, wëll ech dem Här Braz just soen, dass ech keng direkt Fro hat, mä just dat wollt confirméieren a frou sinn, dass dee Luef vum Här Braz komm ass.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et ass gutt, de Mobilitéitsschäffen an der Stad ze sinn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President.

Une voix.- Elo provozéiert den Här Braz net!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Déi Zuele genannt, nach e puer anerer. An enger rezenter Etüd vum CEPS/INSTEAD ginn e puer interessant Aspekter erausgestrach, wat mat och sozialen As-

pekter ze dinn huet. Ech hunn elo grad gesot, dass 1,4 Autoen an der Moyenne pro Stot sinn; dat heescht awer duerfir net, datt hei zu Lëtzebuerg all Stot en Auto huet. Och wann d'Moyenne iwwer eent läit, huet net all Stot en Auto. An d'Zuel vu Leit, déi mussen ouni Auto mobil sinn, ass wäit méi héich, wéi am Allgemenge supposéiert gëtt. Laut dem CEPS senger rezenter Etüd si 14% vun de Ménagen zu Lëtzebuerg ouni Auto. All siwente Stot huet keen Auto. Dat mécht, op d'Leit héichgerechent, am Land eng Moyenne vu 25,8% vun de Leit. Woubäi do natierlech sämtlech Famillje mat dra sinn.

An der Stad Lëtzebuerg ass et 28,9% vun de Leit, déi ouni Auto mobil sinn, an zu Esch, fir déi zweetgréisst Stad och ze nennen, sinn et der souguer 32%. Dat sinn Zuelen, déi wäit méi héich si wéi dat, wat déi allermeeschte Leit spontan géifen un Zuele benennen, wann ee se géif froen: Wéi vill Leit mussen am Alldag ouni Auto sech kënnen déplacéieren?

Ech hunn déi Zuele genannt, fir op den éischte vu fënnef Defiziter, déi an eisen Aen am Plan sectoriel «Transports» stiechen, hinzeweisen. De Plan sectoriel «Transports» ass an der Haaptsaach ausgeriicht op eng maximal Pendlercapacitéit. E weist Couloiren aus, déi op eng maximal Capacitéit an der Haaptsaach fir d'Pendlerbewegunge geduecht sinn. Aner Besoinë sinn net an deemselwechte Mooss analyséiert ginn.

De Fräizäitverkéier, de Versuergungsverkéier, doriwwer gëtt et zu Lëtzebuerg keng offiziell Zuelen; an de Länner ronderëm gëtt et der. Däitschland, Belsch, Frankräich, do stellt ee fest, dass de Versuergungsverkéier an de Fräizäitverkéier méi wéi 50% vum Gesamtverkéier ausmaachen. Wäit méi op jidde Fall wéi de Pendlerverkéier. Do kann et zu Lëtzebuerg sinn, mat deenen iwwerproportional ville Pendler, dass déi Verhältnisser liicht anescht sinn. Mä trotzdeem bleift och zu Lëtzebuerg, dass de Versuergungs- a Fräizäitverkéier e ganz groussen Undeel um Gesamtverkéier vu Lëtzebuerg ausmécht. A bei deem Fräizäit- a Versuergungsverkéier ass den „modal split" tendenziell no bei null. Do ass e ganz geréng. Wäit méi geréng, wéi wann een nach en Deel Pendlerbewegungen, notamment där nationaler, mat do eranhëlt.

Duerfir ass eng wichteg Fro, déi eiser Meenung no net genuch analyséiert a beäntwert ginn ass am Plan sectoriel, souwuel fir de Schinnendeel wéi fir de Stroossendeel, déi: Wéi organiséiere mer d'Mobilitéit tëschent de Regiounen? An zwar am Dag, zu den Heures creuses, net nëmmen zu de Spëtzeleeschtungen, well dat hu mer bei de Pendlerbewegungen an der Haaptsaach analyséiert.

D'Gemenge maache jo alleguerten elo hir PAGen. Do si ganz vill Verkéierserhiewunge gemaach ginn. Wann ee mat enger Rei vu Büroe schwätzt, déi fir déi Gemenge schaffen, fënnt sech eraus, dass een Element méi oder wéineger iwwerall erëmkënnt. Mir hunn am Verkéier moies eng Spëtzt, dat sinn déi Leit, déi schaffe ginn. Dann ass relativ Rou. An der Mëttesstonn erëm eng Kéier eng Spëtzt, wann déi vun der Aarbecht fort oder nees zréckfueren, an owes eng Spëtzt erëm vum Beruffsverkéier. Am Nomëtteg geet déi Spëtzt awer net zréck. Dat heescht, tëschent deenen zwou Spëtzte vum Beruffsverkéier fënnt nach ëmmer eng Spëtzt statt, déi net ofhëlt. Dat ass dee gesamte Block vum Pendler- a Versuergungsverkéier, an duerfir geet et net duer, fir Konzepter auszeriichten, déi op d'maximal Leeschtung baséieren.

Dat ass och ënner anerem ee vun deene Grënn, firwat dass eiser Meenung no d'Konzept vun der ADR net ka fonctionnéieren, well dat ass awer esou eppes vun onflexibel an eesäiteg ausgeriicht op déi ganz Pendlerbewegungen, dass et fir de gréissten Deel oder e ganz groussen Deel vun der Mobilitéit einfach keng Léisung ka bréngen. Dat ass e reellen Defizit, dee fir eis dat dote Konzept, ofgesi vum Käschtepunkt, deen et huet, disqualifizéiert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Da baut Dir alt Ären Tram!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- D'selwecht ass et mat den Auslaaschtunge vun de Bussen a vun den Zich. Och do stellt ee fest, dass nieft de Spëtzenzäiten zimlech vill Creuxe sinn. Duerfir menge mer, dass een déi flexibel, regional Elementer vun der Mobilitéit wesentlech méi misst valoriséieren am Plan sectoriel. Dat ass besonnesch wichteg fir déi dräi CDAen Esch, Lëtzebuerg an Nordstad, déi net vill dovunner hunn, wann nëmme moies an owes den Aspekt vun de Pendler beäntwert gëtt, a wann daagsiwwer all déi aner Bewegunge keng bezuelbar a flexibel a séier realiséierbar Solutioune kënne fannen. Dat kann nëmmen ënner anerem op liichten Tramsystemer berouen, wéi dat, wat elo an der Stad ugefaangen an hoffentlech geschwënn och als Sudtram am Süde wäert Realitéit ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wëll dem Här Braz eng Fro stellen.

M. le Président.- Den Här Mehlen wëllt Iech eng Fro stellen. Här Braz, Dir erlaabt dat?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Braz, ech hat Iech elo kuerz ugesprach. Et ass awer net doweinst. Ech fannen, datt, wann Der sot,...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Et brennt Iech ënnert den Neel, fir dat elo lasszeginn!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...d'Spëtzt läit haaptsächlech moies an owes, dann hu mer nach e bësse méi héich a méi déif am Laf vum Dag, sidd Der dann net der Meenung, datt, wa mer d'Capacitéiten hunn, wat et och ëmmer ass, fir d'Spëtzten ze briechen, mer dann och am Dag Capacitéit genuch hunn, fir de Mobilitéitsbedierfnisser vun de Leit nozekommen? Mä den Haaptproblem läit wierklech doran, datt mer Capacitéite schafen, fir d'Spëtzten ze meeschteren. Wa mer déi geschafen hunn, dann, mengen ech, hu mer déi aner Problemer och am Gréff.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Do si mer eis eens, wann et dorëms geet, fir d'Spëtzten ze meeschteren. Mä mir mussen awer souwuel zu der Spëtzt, well mer keng duebel Strategië kënne maachen, wéi zu de Stonnen, wou éischter de Fräizäita Versuergungsverkéier stattfënnt, flexibel Instrumenter hunn, fir déi Mobilitéit ze assuréieren. Mir kënnen eis net dräi verschidde Mobilitéite leeschten, Här Mehlen. Duerfir kënne mer net mat deem dote Konzept...

(Interruption)

Dat Konzept, wat Dir propagéiert, erlaabt an eisen Aen op keng gutt Aart a Weis eng Äntwert, en Usaz vun Äntwert ze bréngen op déi Spëtzeproblematik, op keng gutt Aart a Weis, mä si ass komplett onflexibel de ganze Rescht vum Dag, an duerfir ass dat fir eis keng Léisung.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- A wat ass Ären Tram?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Zweeten Defizit ass d'Aktualitéit vun den Zuelen, mat deenen am Plan sectoriel «Transports» geschafft gëtt. Zum Plan sectoriel «Transports» muss d'Fro kënne gestallt ginn: Wéi eng Verkéierszuele leien do zugronn? U sech d'Verkéierszuele vun 1995, aus der Luxtraffic-Etüd, déi schonn eng éischte Kéier getuned gi sinn am Joer 2002 fir den IVL an déi elo nach eng zweete Kéier getuned gi sinn, fir halbwegs kompatibel Zuelen am Joer 2008 fir d'Plans sectoriels hierzekréien.

Fakt ass och, dass d'Pendlerzuele méi wéi zéng Joer zréckleien. Mat deenen Zuelen ass eiser Meenung no net alles ze erreechen. En plus gëtt ugekënnegt am Plan sectoriel «Transports», dass een dann am Laf vun 2009 géif probéieren, d'Zuelen ze aktualiséieren. Dat ass natierlech schonn - jo, wéi soll ech et soen - bal cocasse, wann een an deem Dokument, wat mat ganz alen Zuele schafft, en Dokument, wat da fäerdeg gestallt gëtt, wann een doranner ukënnegt, dass da kuerz drop probéiert gëtt, nei aktuell Zuelen ze produzéieren. Dat ass schonn e bëssen, vun der Aart a Weis wéi sech ugeluecht gëtt, Demande à l'envers.

Mä firwat sinn déi Zuelen esou al? Déi Zuele sinn esou al, ganz einfach, well et während néng Joer net virugaangen ass. Wou d'Aménagementsgesetz 1999 gestëmmt ginn ass, waren d'Luxtraffic-Zuelen nach kohärent an aktuell. Wann déi haut net méi aktuell sinn, da well zwou successiv Regierunge bei der Landesplanung net vill openeekritt hunn. An dat ass de Problem, firwat dass déi Zuelen net méi aktuell sinn.

Mir hunn och doduerch Zäit verluer, an dat muss awer och kënnen erlaabt sinn ze soen. Well vill Leit jo, déi deemools an der Verantwortung waren, haut och nach ëmmer an der Politik sinn. Déi Zuele sinn haut och net méi aktuell, well dat, wat opgrond vun deenen Zuele vu '95 sollt opgebaut ginn, nämlech e BTB-Konzept, zertrümmert ginn ass. Ënner anerem vun deem deemolege Bauten- an och eng Kéier Transportminister, dem Här Goebbels, deen haut fir d'LSAP als Spëtzekandidat an d'Europawahle geet, deen derfir gesuergt huet, ënner anerem als Buergermeeschter-oder-näischt-Kandidat vun der Stad Lëtzebuerg, dass de BTB - hien huet dat net eleng fäerdeg bruecht, do si mer eis eens -, mä hien huet selwer massiv dozou bäigedroen, dass de BTB zertrümmert ginn ass.

An all déi Zäit, déi do verluer gaangen ass, an dat wäertvollt Konzept, wat deemools zerschloe ginn ass! Hätte mer all déi Zäit net verluer, da wiere mer haut scho méi wäit...

(Interruptions diverses)

...an da géife mer och net mat duebel getuneten Zuele musse schaffen. An den Här Goebbels war jo net eleng, et gouf och nach anerer. Och den Här Krecké, op deem säin Avant-projet fir d'Zones d'activités économiques mer nach ëmmer waarden, huet jo deemools eng zolidd Hand mat ugepaakt, fir de BTB a Stécker ze schloen an duerch näischt ze ersetzen.

(Interruption)

Den drëtten Defizit ass, dass eiser Meenung no de Plan sectoriel «Transports» an der Haaptsaach en Infrastrukturdokument ass, wat sech an eisen Aen net mat de betriblechen Aspekter ofgëtt. Et gi Korridore festgeluecht. Et ginn 49 Infrastrukturprojete festgeluecht, dovunner der 27 fir déi éischt Phas, 15 fir d'Bunn, zwielef fir d'Strooss. D'Betribssäit - Wéi fueren déi Zich? Wéi fueren déi Tramen?, an esou weider -, déi awer d'Grondlag eigentlech misst sinn, dat feelt.

Dat Zweet, wat feelt, dat ass, dass een, wéi bei EU-Projete komplett üblech, d'Ziler fir eng Ex-ante-Situatioun festleet an dann eng Ex-post-Situatioun determinéiert, an da kann ee kucken, ob déi Planungen, déi ee mécht, zilgerecht sinn. Dat hu mer hei net. Fir all europäesche Projet ass dat Standard. A jiddwereen erwaart dat wéi selbstverständlech. Zu Recht!

Hei hu mer e Plang op den Dësch geluecht kritt vun der Regierung, deen net seet, wat den Istzoustand vun haut ass, an deen net seet, wat ass dat exakt, aktualiséiert Zil, wat mer wëllen erreechen, fir dass ee ka préiwen, ob all eenzelne vun deene Projeten, déi da proposéiert ginn, tatsächlech zilführend ass.

Wat hei am Plan sectoriel steet, ass eng Unenanerreiung vun all deene Projeten, déi dem Minister Lux wichteg sinn am „mobil 2020", déi dem Minister Wieseler a senger Ponts-et-Chaussées-Verwaltung wichteg waren an de leschte Joren. Et ass alles dran, wat jee an de leschte 15 Joer iergendee gefrot huet. Et mécht ville Leit Freed, et schaaft awer keng Grondlag, fir an den nächste Joren ze handelen. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. Déi Ofsprooche feelen, déi Prioriséierunge feelen, déi musse gemaach ginn. Et ass eng Unenanerreiung vun allem, wat iergendee gären an deem Plang géif erëmgesinn, lokal, regional wéi national.

(Interruptions)

An déi duebel Strategie fir den öffentlechen Transport a fir weiderhin Autobunnen op dräi Spuren ze bauen, déi duebel Strategie, déi mer eis nach konnte leeschte virun der Kris, well finanziell, wéi et geschéngt huet, d'Geld manner eng Roll géif spillen, spéitstens elo, wou mer eis musse Froe stellen ëm d'Finanzéierbarkeet, net nëmme fir déi grouss Infrastrukturprojeten, och fir eis Sozialversécherungssystemer, elo, wou déi Froe méi akut ginn, ass d'duebel Strategie definitiv keng Optioun méi. Déi duebel Strategie ass awer nach net aus dëse Pläng alleguerten erausgeholl ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Véierten Defizit: Wéi eng aner Zuele leien dann zugronn? Well zumindest kënnen déi Häre Wiseler a Lux soen, dass se, wann och aler, awer ëmmerhi getuneten Zuelen hunn. Mä wéi eng Zuele leien zugronn beim Plan sectoriel «Activités économiques»?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat ass dat, „getuned"?

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wéi eng Zuele leien zugronn beim Logement? Wéini sinn déi Zuelen...? Well d'Presentatioun vun deenen Avant-projete vum Minister Boden a vum Minister Krecké, déi ass och schonn eng Kéier reportéiert ginn an der zoustänneger Kommissioun. Déi Avant-projete wiere jo och, wéi et schéngt, iergendwann eng Kéier elo nach virun de Wahlen, dovu gi mer emol aus, um Dësch. Mä mat wéi engen Zuelen hunn déi zwee Ministèrë geschafft? Huet d'Parlament sech kënnen äusseren? Konnt d'Opinion publique sech e Bild maachen iwwert dat, wat vum Logement a vun der wirtschaftlecher Entwécklung ugeduecht ass? D'Äntwert ass Neen! Dat ass d'Äntwert.

Dat ass awer e Problem!

Une voix.- Jo!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wie plangt do wat hei am Land? Wat mécht de Minister Krecké? Wat plangt deen? Wéi eng Wirtschaftsentwécklung plangt deen? Wat plangt de Minister Boden? Deen et jo fäerdeg bruecht huet, e Logementsgesetz ze maachen, ier hie säi Plan sectoriel «Logement» als Avant-projet iergendwann eng Kéier bréngt. Et ass dach d'Welt op der Kopp, déi Reiefolleg do!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Den Här Boden huet och näischt fonnt…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- De Minister Boden, vun deem jo ëmmer gesot gëtt, do wou dee wier, wier Rou, déi Ministèren, an deenen de Minister Boden wier, géifen net vill musse maachen. Déi géifen eng roueg Klatz dréien.

(Brouhaha)

Ech mengen net, dass dat stëmmt. De Minister Boden mécht wäit méi, wéi een allgemeng vun him unhëlt. Hie verhënnert! Hie verhënnert! Hien zitt d'Strëppen am Hannergrond, beim Transport! De Plan sectoriel ass ënner anerem esou spéit op den Dësch komm, well et e Minister Boden gëtt,...

Une voix.- Aha!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- ...deen eng ganz Partie sektoriell Aspekter Klientelismus afléisse gelooss huet a blockéiert huet, bis déi Saach konnt op den Dësch geluecht ginn.

(Brouhaha)

M. le Président.- Loosst den Här Braz développéieren, wann ech gelift!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- An dat geet monter weider. Och bei de Zones d'activités économiques. Et ass eng kollektiv Schold vun der Regierung. Mä de Minister Boden huet mindestens esou vill Mérite dorunner wéi de Minister Halsdorf, deen de Coordinateur soll sinn, wat net weidergaangen ass. Dat ass awer mindestens gradesou vill dem Minister Boden seng Schold, dee Gesetzer mécht, déi näischt wäerten änneren, iert hie seng Plan-sectorielë mécht!

Dat muss och ee fir alle Mol gesot ginn: Et gëtt ee Verhënnerer am Land an dësem Dossier hei an der Landesplanung! Dat ass de Minister Boden, dee mat Erfolleg d'Strëppen zitt an et zënter geraumer Zäit fäerdeg bruecht huet lauter eminent wichteg a sënnvoll Saachen ze verhënneren an zumindest ze retardéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- De fënneften a leschten Defizit: d'Procédure participative vun de Gemengen. De Programme directeur huet scho ganz am Ufank drop higewisen, dass een och misst eng participativ Démarche hunn, dass also misst vun ënnen erop aus de Gemengen aus de Regiounen eppes eropkomme bei d'Regierung, iert dorauser géife reglementaresch a legal Texter gemaach ginn, déi kéinten an d'Gemengen zréckfléissen.

Vun där participativer Prozedur ass net méi vill Rescht bliwwen an de leschte Joren. Et ass um Niveau vun interministérielle Gruppe geschafft ginn. Am Vase clos sinn eng Rei spezialiséiert Büroen, deenen hir Aarbecht een net soll kritiséieren. Déi maachen hiren Job. Mä vun der participativer Prozedur, déi vun ënnen erop soll d'Plan-sectorielen alimentéieren, fir dass dann d'Plan-sectorielen d'PAGen an d'PAPe kéinten alimentéieren, ass net vill Rescht bliwwen. Et ass eng klassesch „top-down"-Prozedur, déi schlussendlech wäert Rescht bleiwen. D'Gemengen hunn en attendant parallel dozou äifreg a mat vill Opwand un hire Pläng geschafft. Dat ass mat Sécherheet ze bedaueren.

Fazit - ech kommen zur Konklusioun, Här President -: e Minister, deen am Hannergrond wierkt, verhënnert villes; eng Regie-

rung, déi offensichtlech kollektiv responsabel ass an insgesamt net genuch zesummegeschafft huet, fir dass et no zéng Joer Aménagementsgesetz zu vernünftege Plansectorielë géif kommen; eng Landesplanung, déi 2009 genee do steet, wou se 1999 stoung. Mir hunn nach ëmmer näischt Legales am Grapp!

Här Halsdorf, et géif mech interesséiere wat Äre Bilan ass vun zéng Joer Landesplanungsgesetz, wéi Dir dat gesitt. Fir eis ass et kloer: Et ass net weidergaange mat zwou Regierungen, déi successiv dru geschafft respektiv net vill dru geschafft hunn. Fir Iech, Här Minister Lux an och Här Minister Wiseler: Wivill sinn déi Avant-projeten, déi elo presentéiert gi sinn, tatsächlech wäert? Dat wäerte mer virun de Wahlen net méi kënne beäntweten. Dat ass kloer. Dat hutt Der iwwerbréckt kritt. Dat wäert dann no de Wahlen Ärem Nofolger, wien ëmmer dat ass, mussen am Gräpp leiebleiwen, fir da vernünfteg Äntwerten ze fannen.

Nach e leschten Input. Trotzdeem en attendant, dass all déi Planungen dann hire Wee bis zum Schluss gemaach hunn, brauch ee fir eng Rei Saache kee Plan sectoriel. Fir Busspuren, Korridoren am Land ze aménagéieren, dee bestehende Verkéier besser iwwerregional un d'Rullen ze kréien, fir Luuchteschaltung mat Bevirrechtegung fir Arrêten, och fir déi Iwwerlandlinne besser ze équipéieren, dofir brauch een am Fong kee Plan sectoriel «Transports». Zumindest solle mer do probéieren esou séier wéi et geet, esou vill wéi et geet a kuerzer Zäit realiséiert ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den éischten Diskussiounsriedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut steet den Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» am Mëttelpunkt vun eisen Debatten. Wéi gesot, handelt et sech ëm en Avant-projet, ëm e Plang wat d'Iddië si vun der Regierung respektiv den zoustännege Ministeren. Insgesamt sollen et véier sektoriell Pläng ginn, wouvunner der zwee den 28. Oktober 2008 vun deenen zoustännege Ministere presentéiert goufen, nämlech de Plan sectoriel «Transports», iwwert dee mer elo debattéieren, an de Plan sectoriel «Paysage».

An der Pipeline ass och nach de Plan sectoriel «Logement» an elo, nodeem jo honnert Gemengen de Pacte «Logement» ënnerschriwwen hunn an domadder d'Gemenge sech jo festgeluecht hunn, wat se wëlle maachen, wäert et jo och net méi allze laang daueren, bis dann och kann de Plan sectoriel «Logement» kommen. Well d'Leit jo elo wëssen, dass awer och an deenen nächste Joren däerf gewunnt ginn.

Deen aneren, dat ass dee mat vill Spannung erwaarte Plan sectoriel vun den Industriezonen, wou haut de Mëtteg d'Invitatioun fir den 12. Mäerz am Courrier war, wou an der Kommissioun soll iwwert de Plan sectoriel vun den Industriezone geschwat ginn.

Déi véier Pläng mussen herno wéi en Auerwierk aneneegräifen. Hir Ausriichtunge mussen openee passe respektiv ergänzt ginn. Wéi si se ugepasst? Ma ganz einfach, déi Kolleegen, déi sech d'Méi gemaach hunn déi zwee am Moment scho virleiend Plan-sectorielë mateneen ze vergläichen, déi stelle sech eng Partie Froen; esou zum Beispill, wat den Ëmweltminister géint den Transportminister huet. Et stellt een nämlech, wann een dat Ganzt matenee vergläicht, fest, dass de Plan sectoriel «Paysage» verschidde Virhaben am Plan sectoriel «Transports» onméiglech mécht.

Ech wëll elo net falsch verstane ginn, déi Hären Transport- an Ëmweltminister. Selbstverständlech soll eis eenzegaarteg Natur a Landschaft erhale bleiwen an déi néideg Zonen ausgewise ginn. Awer wéi schonn agangs gesot, mussen déi verschidde sektoriell Pläng, déi fir mech e Bestanddeel vum Landesplanungsgesetz sinn, openeen ofgestëmmt ginn, fir dass se aneneegräifen an en Ensembel, e Ganzt bilden. De Moment ass dat bei deenen zwee Pläng, déi virleien, net zu 100% de Fall.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Plan sectoriel «Paysage» sinn eng Rei vu Kaarten ze fannen. Op deene Kaarten ass ënner anerem Grand ensemble paysager, Zone verte interurbaine, Coupure verte, den Espace d'action paysage urbain an d'Zone d'intégration paysagère ze gesinn. Leet een dann all dës Kaarten iwwereneen, da stellt ee fest, dass ganz grouss Deeler vum Grand-Duché opgedeckt sinn.

Aus der Beschreiwung vum Plan sectoriel «Paysage» geet awer guer net kloer ervir wat an deene verschiddene Gebidder an Zukunft nach duerf geschéien, ob zum Beispill an all deene Gebidder eppes ka gebaut ginn oder net. Am Text geet nämlech vu Prescriptioune Rieds, déi absolut verbindlech sinn, an awer och vu Recommandatioune vun deenen Ofweichunge mat enger novollzéibarer Begrënnung mat där eventuell eng Bebauung méiglech ass.

Et ass fir mech awer guer net novollzéibar wat dann elo wat ass. Wat ass d'Prescriptioun a wat ass d'Recommandatioun? Ech mengen, dass et do nach kloer ass. Mä et ass jo, wéi gesot, de Moment nëmmen en Avant-projet. Ergo stellen ech mer d'Fro wéi am Beräich Transport eppes soll kënne geplangt ginn, wann net gewosst ass wou d'Strooss oder Zuchlinn ka respektiv dierf verlafen, oder wéi d'Leit wunne ginn a wou mir d'Betriber herno wëllen usiedelen.

Kënnen déi Stroossebau- an Zuchlinnsprojeten, déi am Moment an den Ae vun der Regierung eng héich Prioritéit hunn, mam Plan sectoriel «Paysage» realiséiert ginn, oder gi se duerch dee blockéiert? Duerfir mäin Appel un den Ëmweltminister sech mam Transport- a mam Bauteminister ze concertéieren, well soss leien do vill Projekter, déi d'Land drëngend brauch, brooch.

Här President, wat elo méi prezis de Plan sectoriel «Transports» ubelaangt, esou leien do scho méi laang verschidden Dokumenter vir. De Strategiepabeier „route2020.lu“ aus dem Bauteministère respektiv de Ponts et Chaussées vum Oktober 2003, an den „mobil 2020 - Mobilitéit, déi beweegt“ vum 1. Oktober 2007 respektiv dem Juni 2008, dee jo och all Mënsch am Land a senger Boîte fonnt huet.

Am Regierungsprogramm huet d'CSV/LSAP-Regierung sech kloer fir eng verbessert Mobilitéit ausgeschwat. Souwuel de Persoune- wéi och de Gidderverkéier wäerten an deene kommende Joren ëmmer méi eng wichteg Roll spillen an eng vun eisen Haaptprioritéiten am öffentlechen Transport duerstellen.

Och wann et fir de Moment wéinst der ugespaanter wirtschaftlecher Lag verschidde Problemer am Gidderverkéier ginn, esou si mir dach zouversiichtlech, dass och de Fret-Beräich an Zukunft säi Bäitrag fir eng verbessert Mobilitéit ka leeschten. Dëse Wëllen ass spierbar an och noutwendeg, well vill ze laang huet de Schinneverkéier politesch eng Nieweroll gespillt. Stauen op eise Stroossen, Accidenter op der Strooss an esou weider, alles dat si Beweiser, datt mir net kënnen esou weiderfuere wéi bis elo.

D'CSV entdeckt d'Transportmëttel Eisebunn net nei. Mä mir wäerten d'Eisebunn op, andeems mir en Entwécklungskonzept vun engem regionalen an engem nationale verbesserte Schinnennetz propagéieren. Fir der Schinn allerdéngs eng reell Chance ze ginn, mussen d'Viraussetzunge vun enger fairer Wettbewerbsbedingung geschafe ginn, wat en Ausbau vun eiser Schinneninfrastruktur un den neisten technologeschen Ufuerderunge beinhalt. Och wat de Sécherheetsdispositif ubelaangt, däerf a muss alles gemaach ginn, wat technesch méiglech ass.

D'CSV gleeft un d'Eisebunn. Dofir hu mir den Transportminister Lucien Lux ënnerstëtzt bei der Eisebunnstripartite bei der Grënnung vun der CFL Cargo, an och beim Projet „mam Camion op den Zuch“. D'Streck Beetebuerg-Perpignan war e positiven Accent, och wann dat am Moment net alles esou leeft wéi mer eis dat virgestallt hunn. Den IVL huet kloer ënnermauert, dass d'Schinn d'Réckgrat vum öffentlechen Transport duerstellt.

Dräi verschidde Piliere si beim Entwécklungskonzept ze betruechten: den internationalen, den nationalen, dee regionalen respektiv lokalen.

Beim Internationalen, deen eis zwar de Moment manner beschäftegt, ass et awer gutt, dass déi belsch Regierung virun zwee Joer d'Entscheedung betreffend den Eurocap-Rail geholl huet. Déi belsch Säit propagéiert en Timing bis 2014. Dat bedeit konkret fir eis, dass Lëtzebuerg och gläich muss mat den Aarbechten ufänken, fir dass eist Netz och 2014 fäerdeg ass. Net dass eis belsch Kolleegen nach op eemol virun eis fäerdeg sinn. Dat wëlle mer jo net, well dann hu mer eis alles anescht wéi galant aus der Affär gezunn.

Niewent den Aarbechten um Réseau bedeit dat awer och, dass am gläichen Otemzuch muss eppes gemaach gi wat de Bau vun der Gare Zéisseng ubelaangt. Wann ech dat nach richteg an Erënnerung hunn, soll dat jo och d'Gare si fir den TGV.

D'Ubanne vum Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg klappt relativ gutt. Wichteg wier awer, dass mer do och e bessere Kontakt mat Däitschland kréien. Déi däitsch Säit huet jo déi lescht Wochen a Méint gesot, dass si bereet wieren do déi néideg Investissementer ze maachen, fir dass och am Kader vun der Groussregioun den öffentlechen Transport méi attraktiv gëtt.

Wat de Grenzverkéier ubelaangt, esou konnt d'Ubannung u Frankräich a leschter Zäit zwar verbessert ginn, obschonn dëst eng ganz Rei vun negative Répercussiounen am Anhale vun den Horairen am nationale Persounentransport mat sech bruecht huet. Ganz besonnesch concernéiert ass hei déi Escher an déi Diddelenger Streck, wou elo heiansdo Retarden opkommen, andeem den Zuch méi spéit an der Stad ukënnt, wat drop zréckzeféieren ass, well déi franséisch Zich Prioritéit hunn. Mä dat dréit awer net onbedéngt eppes Positives derzou bäi, fir d'Leit vu Beetebuerg, Diddeleng an Esch op den öffentlechen Transport ze kréien, wann déi Leit dagdeeglech Retarde sollten hunn.

Déi schwiereg Situatioun am öffentleche Grenzverkéier schwätzt allerdéngs - an ech hunn et elo just erkläert - net grad fir den öffentlechen Transport vun de Frontalieren. Hei wier et un der Zäit eng ganz Rei Efforten ze maachen, andeems mer de Service Schinn fir déi vill potenziell Clienten, déi vill Frontalieren an och d'Résidenten, déi mer do hunn, an alle Facetten däitlech maachen an derfir suergen, dass d'Schinn un Attraktivitéit gewënnt. Mir mussen de Leit Argumenter ginn, fir op de Service vum öffentlechen Transport zréckzegräifen.

Déi nei Buslinnen, déi am Grenzverkéier agefouert goufe respektiv nach agefouert solle ginn, si sécherlech net schlecht. Awer wann d'Leit mam Bus am Stau stinn, dann interesséiert et se och net méi laang mam Bus ze kommen, well et mécht keen Ënnerscheed, fir am Bus oder am Auto am Stau ze stoen. D'Iddi de Bus iwwert d'Standspur fueren ze loossen, ass sécherlech net falsch, stellt awer eng Partie vu Froen: Wéi ass et mat der Breet vun de Standspuren? Wat geschitt bei de Brécken? A wéi ass et generell mat der Sécherheet? Sinn eis augenblécklech Autobunninfrastrukturen och dofir konzipéiert?

Fir eis als CSV ass et wichteg an noutwendeg, dass am Grenzgebitt grouss Parkinge sinn, wou d'Leit op d'Schinn kënne kommen. Dat alles ass bekannt a schonn oft gesot ginn, mä um Terrain nach leider net realiséiert ginn.

Och am Nationale setzt d'CSV sech fir d'Realisatioun vu gréisseren Opfangparkingen am ganze Land an. Dat heescht, op deene verschiddenen CFL-Knuetpunkten, wou grouss Garë sinn, mussen och déi néideg Parkinge bestoen. Mir stelle jo a verschiddene Gemengen fest - an déi erliewen dat Dag fir Dag -, dass d'Leit Schwieregkeeten hu Parkplazen ze fannen. A wann ee bis ugefaangen huet, ronderëm d'Gare ze fueren an et fënnt ee keng Parkplaz, da setzt ee sech an den Auto a kënnt direkt an d'Stad. Dofir ass et wichteg, dass mir déi Opfangparkingen op de Knuetpunkte kréien.

Eng weider Méiglechkeet wier et déi lokal Garen op verschiddene Plazen am Land auszebauen an domadder och déi eenzel Regiounen ze valoriséieren. Fir en effikassen öffentlechen Transport suggéréiert d'CSV also d'Schafe vu lokale Sammelpunkte respektiv, wéi am IVL virgesinn, grouss Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau.

Hei muss den RGTR-Transport mat de CFL, de Privatbussen an och deenen aneren öffentlechen Ubidder aneneegräifen. Wéi en Zännrad an enger Auer muss dat klappen. Well nëmmen esou kënne mir en optimale Service um Client garantéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass awer dofir och wichteg, dass an en zukunftsorientéiert CFL-Konzept investéiert gëtt an dass mir e schnellen, pünktlechen, komfortabelen, modernen a fiabele Persounentransport iwwert d'Schinn kréien. Vun deenen zentralgeleeënen Achse wéi Waasserbëlleg, Nordstad, Stengefort, Péiteng, Diddeleng an Esch muss den Transfert an d'Stad méi séier ginn. Et ass och wichteg, datt déi Achsen eng mat där anerer verbonne ginn. Eng reell Interconnexioun vun deenen eenzelnen Achse muss d'Zil sinn.

Erlaabt mer och an deem Kontext - et huet zwar elo net direkt eppes mat deenen Achsen ze dinn - nach op dee Problem hinzeweisen, wat d'Zweegleisegkeet ubelaangt vun der Nordstad un d'Spëtzt vun eisem Land. Do ass de Problem bedéngt duerch de Bierdener Tunnel. Et ass awer menger Meenung no keen Hindernis, wann ee kuckt wéi entwéckelt, zum Beispill an der Schwäiz, den Tunnelbau am Beräich vun der Eisebunn mëttlerweil ass.

Mä et wier och do wichteg, dass ee laangfristeg iwwer Léisungen nodenkt. Loosst eis also keng Zäit verléieren, andeems mer folgend Projete konstruktiv ënnerstëtzen. D'Realisatioun - an et ass schonn amgaang, d'Ubannung vun der Gare op de Findel; den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg op Péiteng; den Ausbau vum Fentenger Dräieck; de Bau vum neie Viaduc Polvermillen; an d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg, déi wichteg ass éischtens fir d'Leit vun Esch, awer och nach gläichzäiteg wichteg ass fir d'Rockhal vun den Industriebroochen Esch-Belval, déi jo och eng grouss Prioritéit spillen.

Och muss een an deem Kontext nach eemol iwwert d'Tracéféierung vu Lëtzebuerg-Esch diskutéieren. Well wann den Tracé esou géif kommen, wéi den Transportminister e virgestallt huet, da muss een och iwwert de Kaméidi vum Escher Viaduc schwätzen, fir emol nëmmen deen ze nennen. Ob dat mam Aktiounsplang géint Kaméidi iwwerenee klappt, woen ech ze bezweiwelen. Ech perséinlech sinn där Meenung, dass den Tracé ouni Ëmweeër direkt op Belval muss féieren.

Fir d'CSV ass et wichteg, dass déi Haaptachsen Nordstad, Lëtzebuerg, Diddeleng, Esch eng grouss Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gares périphériques Kierchbierg, Houwald, Zéisseng, fir dass mir en attraktiven öffentlechen Transport kréien. Ouni déi Realisatioun erreeche mer deen ugestrieften „modal split“ net. Wann een d'Aktivitéite vum TICE am Süde kuckt an een elo weess, dass d'Nordstad amgaangen ass en neit eenheetlecht Transportkonzept auszeschaffen, ass dann och ze hoffen, dass déi Verdeelung tipptopp klappt.

Bei allen technesche Moderniséierunge muss de Mënsch a senger Aarbechtsplaz och am Vierdergrond stoen. Dëst setzt allerdéngs viraus, dass d'CFL och an Zukunft weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet a fënnt.

E weideren Aspekt ass den Accueil an den Encadrement vum Client. De Facteur Sécherheet vum Client an och vum Personal muss eng absolut Prioritéit kréien. Leider ass et net seelen, dass Leit an eisen öffentleche Gefierer ëmmer erëm an ëmmer erëm aggresséiert a bedrot ginn. Vu dass den Effektif vun eiser Police dëser Entwécklung net ka Rechnung droen, ass et awer wichteg deem entgéintzewierken doduerch, dass méi Personal an deenen eenzelnen öffentleche Linne present ass an domadder d'Sécherheet an de Schutz vum Client wéi och vum Personal garantéiert ass.

Haut huet een an enger franséischer hei a Lëtzebuerg usässeger Gratispress gelies, dass och d'Frëndlechkeet net grad géif zur Attraktivitéit bäidroen. Ech mengen och do - wann dat och elo sécherlech en Eenzelfall ass, ech wëll d'Leit net all an een Dëppe geheien - ass et awer wichteg, dass een doran investéiert.

Et ass awer och wichteg, dass ee sech bei der Eisebunn mat der Emsetzung vun de Chantiere Gedanke mécht. All Mënsch weess, wou geschafft gëtt, fale Spéin an et gëtt Knascht an de Komfort vum Passagéier a vum Personal leit drënner. Bei där dréngend noutwendeger Renovéierung vun der Gare Lëtzebuerg ginn ech an och vill aner Leit d'Gefill net lass, dass déi awer net grad ganz gutt organiséiert ass.

An der Spezialkommissioun „Crise économique“ huet ee vun den Experte gesot, dass d'Organisatioun vum Chantier op der Gare alles anescht wéi gutt wier an dass dat net grad zum Image vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit. Dat krut ech iwwregens scho méi dacks vu regelméissegen Zuchfuerer bestätegt.

E klengt Beispill. Wann een aus der Stad an den TGV oder soss en Zuch klëmmt an et dann och nach reent, ass et op verschiddene Plaze schwéier, dréchen a propper virun d'Gare ze kommen. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass vill Leit den TGV eréischt zu Metz respektiv zu Thionville huelen oder erausklamme wéinst der Organisatioun vum Chantier Gare Lëtzebuerg. Dann ass et besser et brauch een e bësse méi laang mam Chantier an et organiséiert een dat anescht,

well dat doten ass keng Reklamm, weder fir eist Land nach fir eis Haaptstad.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den öffentlechen Transport spillt awer net nëmmen op der Schinn eng Roll, mä och op der Strooss. Well de Gros vum öffentlechen Transport leeft mat de Bussen op der Strooss. 80% vun de Clientë vum öffentlechen Transport, dat sinn eng ronn 200.000 Leit, ginn all Dag mam Bus iwwert d'Strooss transportéiert. Och dofir ass et wichteg, dass mir nach méi eng performant Stroosseninfrastruktur kréien.

D'CSV wiert sech géint déi Behaaptung „Schinn oder Strooss". Et kann nëmmen e Matenee ginn. Mir brauchen dofir och an Zukunft nei Stroossen. Dat ass elo net d'Thema vun der Debatt, mä de Programm vum Bauteminister Claude Wiseler geet ganz kloer an déi richteg Richtung.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och wéi déi bei de Stroossebauprojekter däerfe mir de Verkéier aus der Groussregioun net vergiessen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ass dat, well den Här Boden amgaang ass ze bremsen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn op dräi Spuren ass méi wéi noutwendeg. Mir begréissen och ausdrécklech d'Entscheedung vun der Regierung, fir sech op franséischer Säit mat 6 Milliounen ze bedeelegen, dass mer d'Liaison Micheville kënne weiderféieren.

(Interruption)

Et bréngt näischt, wa mir bei eis am Land flott a breet Stroossen hunn, déi op eemol an engem Nollach endegen, wéi mer et um Rond-point Belval - bis d'Liaisoun fäerdeg ass - respektiv zu Helleng betreffend d'Saarautobunn an zu Éilereng betreffend d'Collectrice du Sud daagan an daagaus erliewen. Och gëschter ass jo do nach e weidert Nollach an Ugréff geholl ginn doduerch, dass den Tunnel vun der Nordstrooss elo och an d'Attack kënnt.

(Interruptions diverses)

Duerfir ass et och wichteg, dass elo déi noutwendeg Moossname geholl ginn, fir dës Problemer ze behiewen.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Spautz, loosst lech net duerjernee maachen. Schwätzt roueg weider.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President. Och bei der Planung vun den Autobunnen a Stroossen däerf d'Natur an dat natierlecht Ëmfeld net vergiess ginn. Ech erënneren un déi rezent Iwwerschwemmungen op der Autobunn zu Féiz, wou de Minister awer gesot huet, dass se dat wäerten analyséieren.

Och ass et wichteg am Sënn vun enger méi grousser Liewensqualitéit, déi verschidden Ëmgehungsstroossen an Ugréff ze huelen, déi scho laang an der Diskussioun sinn. A verschiddenen Uertschaften am Land sinn de Smog an de Kaméidi esou grouss ginn, datt elo déi Contournementer, iwwert déi mer scho säit Jorzéngte schwätzen, an Ugréff geholl musse ginn.

Une voix.- Aha!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fir d'CSV si souwuel déi Projekter am Stroossebau wéi am Schinnebau, esou wéi se am PSD enthale sinn, noutwendeg. Awer et gëllt do Prioritéiten ze definéieren. Wichteg ass et awer, dass een och déi finanziell Situatioun net aus den Ae verléiert, virun allem an deene wirtschaftlech schwéieren Zäiten, wéi mer se am Moment erliewen.

Ech wëll mer dann och erlaben ze soen, wa mer vum Finanzielle schwätzen, da misste mer och emol eng Kéier beim Tram net ëmmer nëmmen iwwert den Tracé schwätzen, mä och emol doriwwer kucken, wat de Käschtepunkt ass, wat bis elo am Käschtepunkt mat dran ass. Wat ass de Käschtepunkt vun de Schinnen?

(Interruption)

Wat ass de Käschtepunkt vun der Bréck? Sinn déi Brécke breet genuch?

(Interruptions)

Wéi ass et mam Fuermaterial? Wou soll dat Fuermaterial stoe kommen? Wéi gëtt dat Fuermaterial gewart? Wéi ass mat den Infrastrukturen?

(Interruptions)

M. le Président.- Här Bettel, wann ech gelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bettel, ech hunn net gesot, ech wier dergéint. Ech hu Froe gestallt a ginn dervun aus, dass ech déi néideg Äntwerte wäert kréien. Duerfir ass jo déi Debatt.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir fänkt u wéi d'ADR: Deen ee seet Jo, deen anere seet Neen an deen aneren enthält sech.

Une voix.- Wat heescht „Dir fänkt un?…"

(Interruptions)

M. le Président.- Här Spautz, schwätzt weider, wann ech gelift.

Une voix.- Egal wat!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- All Meter Strooss an all Meter Gleis kascht. Mir däerfe bei deem Konzept déi finanziell Aspekter net aus den Ae verléieren. Et ass awer och noutwendeg fir eis Wirtschaft, dass mer déi néideg Stroossen a Schinnen an Infrastrukture schafen. Well nëmme mat uerdentleche Schinnen an enger uerdentlecher Stroosseninfrastruktur ass et sécher, dass eis Kanner och an Zukunft nach Aarbechtsplaze fannen. Et ass och wichteg, dass mer déi Zonen an déi Regioune vum Land kënnen entwéckelen, fir dass all Mënsch ka profitéiere vun deem Wuelstand, deen hei zu Lëtzebuerg déi lescht 50 Joer erschafft ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hate mer eng Debatt iwwert d'Nohaltegkeet hei an der Chamber, méi spezifesch iwwert d'Finanzen. Wa mer haut iwwert d'Mobilitéit debattéieren, dann touchéiere mer hei eng aner vun deene kruziale Froe vun der nohalteger Entwécklung vun eisem Land, well d'Transportaspekter hei eng essenziell Wichtegkeet hunn.

Dës Interpellatioun gëtt eis d'Geleeënheet fir e Bilan ze maache vum Transportminister, mä awer och vun anere Minister, dem Bauteminister an och insgesamt der Regierung, besonnesch am Beräich vun der nohalteger Landesplanung.

Ech wéilt och als Aféierung nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Plans sectoriels jo op dem IVL baséieren. Beim integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept steet jo och net fir näischt den Term „Verkéier" am Vierdergrond.

Ech muss awer dem Här Braz soen, datt 2004 dat Dokument, un deem eng ganz Rei zoustänneg Ministèrë bedeelegt waren, fäerdeg war an och e relativ grousse Konsens hei an der Chamber fonnt hat.

Den IVL war e Fahrplang fir d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg ze gestalten. Et sollte jo véier verschidde sektoriell Pläng - Ensembles paysagers, Transport, Logement a Zones d'activités - also dann dësen IVL konkret a Musek ëmsetzen. Déi Plans sectoriels sollten d'Häerzstéck si vun der integrativer Landesplanung. Déi Pläng sollten am Fong geholl den „fine-tuning" maachen, den Detail, fir dann herno dat konkret um Terrain kënnen ëmzesetzen.

Déi véier Plans sectoriels sinn och bei der Regierungsbildung 2004 net a Fro gestallt ginn. Et hätt ee sech jo da kënne virstellen, datt, wann een d'Nohaltegkeet an den IVL eescht geholl hätt, dann d'Regierung direkt un d'Aarbecht gaange wier respektiv mat der Aarbecht weidergefuer wier, ëmsou méi och schonn eng Rei Viraarbechte gemaach gi waren. Ech denken hei zum Beispill un de Plan sectoriel «Ensembles paysagers», vun deem ech deemools a menger Fonctioun als Statssekretär schonn d'Prozedur lancéiert hat a wou eng Rei Kaarten ofgeschloss waren, déi also fäerdeg um Dësch louchen.

Ech mengen, och mat „mobilitéit.lu" louch eng zolidd Aarbecht do, déi jo och elo fënnef Joer duerno net an der Poubelle gelant ass, mä au contraire am Endeffekt och als Basis gedéngt huet fir de Plan sectoriel an och zu engem groussen Deel iwwerholl ginn ass.

Wann een dann noliest, 2004, do wollt jo och d'Regierung Neel mat Käpp maachen an deem Dossier. Ech zitéieren aus dem Accord gouvernemental vun 2004, wou mindestens siwemol Referenz op déi verschidde Plans sectoriels gemaach gëtt, ënner anerem Säit 18: «Le plan sectoriel „Logement" sera finalisé dans les meilleurs délais.» Nozeliesen op der Säit 18.

Nach een anere Plan sectoriel vläicht, deen eis haut de Mëtteg e bësse méi interesséiert. Säit 79 steet do: «Le Gouvernement accordera dans le contexte de la gestion du trafic une priorité à l'établissement du Plan sectoriel „Transports".»

Elo fënnef Joer méi spéit musse mer ee Constat maachen: Haut, 2009, leien nach ëmmer net all déi véier Pläng vir. Hei si fënnef Joer verluer gaangen an et bleift weider näischt wéi e kollektiven Échec vun der Regierung an esou engem eminent wichtegen Dossier fir d'Zukunft vun eisem Land festzestellen. Ech kann do wierklech nëmmen deem zoustëmmen, wat den Interpellant, de Félix Braz, dozou gesot huet.

An et si jo och souguer eminent Membere vun dëser Regierung, déi ongeféier deeselwechte Bilan zéien. Well, wann een zum Beispill de Wirtschaftsminister héiert, wat hien de leschte Méindeg op enger Tableronde gesot huet, déi d'Zeitung „woxx" organiséiert hat, dann huet hie relativ éierlech och agestanen, datt hei ënnert dem Stréch net ganz vill gemaach gi wier.

Mir hunn elo zwee Pläng, déi hei virleien, déi bis elo ausgeschafft gi sinn, déi och presentéiert gi sinn, mä mat enormer Verspéidung. An et kann ee sech froen, ob dat Ganzt net einfach en Exercice de style war, well domadder ass jo nach kaum eppes Konkretes um Terrain ëmgesat. Se sinn emol leedeglech virgestallt ginn, an haut hu mer dann och opgrond vun enger Initiativ vun engem Parlamentarier d'Geleeënheet, fir hei doriwwer ze diskutéieren.

Et muss ee sech och d'Fro stellen iwwert de Wäert vun dësen zwee Pläng, déi elo virleien, well se jo nëmme kënne Bestand hunn, wann ee se am Gesamtkontext gesäit respektiv wann ee gesäit, wéi sech déi eng an déi aner afügen. Well jo d'Haaptiddi beim IVL dat Integratiivt gewiescht ass, dat vernetzt Denken an Handelen, dat do am Vierdergrond stoung.

Et feelen nach ëmmer zwee wichteg Plans sectoriels, dee vum Logement an dee vun de Zones d'activités. Ouni déi Pläng kann ee sech kee Gesamtbild maachen an och net am Endeffekt déi virleiend Pläng adequat beuerteelen.

Ech fannen, hei huet d'Chamber awer och e Recht fir Erklärungen ze kréien, firwat nach ëmmer net all déi Pläng virleien, firwat d'Regierung hei net hir Aarbecht gemaach huet no fënnef Joer. Et gouf schonn e puer Mol annoncéiert, datt déi eng oder aner Versioune fäerdeg wieren. Et ware scho Kommissiounssitzungen aberuff ginn. Ech mengen, d'Pressekonferenze ware scho praktesch am Rullen, an da sinn ëmmer nees erëm am leschte Moment déi Réuniounen ofgeblose ginn.

Et schéngt hei, datt innerhalb vun der Regierung kee Konsens a verschiddene wichtege Froen do schéngt ze sinn an datt sech ëmmer ee queesch stellt. An ëmmer erëm fält do den Numm vum Mëttelstands- a Logementsminister Fernand Boden.

Bon, egal, d'Resultat ass, datt dës Regierung an der Landesplanung net virukomm ass an datt haut den IVL nach just e Pabeiertiger ass. An ech mengen, den Innenminister huet dat jo selwer virun e puer Woche gesot. En huet den IVL selwer als Pabeiertiger bezeechent.

Et ass keng Prioritéit fir dës Regierung an et wäert wahrscheinlech och ni eng méi ginn. D'Saach leeft der Regierung fort, well et ass jo esou, datt d'Realitéit am Fong geholl lues a lues dat iwwerhëlt, wat mer viru véier, fënnef, sechs Joer geduecht a geplangt hunn, well eben do aner Zeenarië sech opdrängen, well mer an der Zwëschenzäit net virukomm si mat enger ganzer Rei Projeten.

Mir haten deemools déi Diskussioun, an den IVL war eng Basis, fir déi Diskussioun ze féieren: Wëlle mer hei zu Lëtzebuerg en Awunnerzeenario oder wëlle mer e Pendlerzeenario?

Haut ass am Fong keng vun deenen zwou Optioune méi esou richteg aktuell. Wat een op eise Stroosse ka gesinn, dat ass, datt de Pendlerzeenario amgaang ass sech duerchzesetzen, mä mat wat fir enge Chifferen, mat wat fir engen Donnéeën, dat kënne mer och net genau soen.

Här President, ech wollt dës méi generell Remarquen zu de Plans sectoriels maachen, well se noutwendeg ware fir de ganze Kontext ze gesinn, ier ech mech da méi spezifesch mat deem Plang vum Transport, deen eben haut um Ordre du jour steet, ausenanersetzen.

De Plan sectoriel «Transports» ass zwar elo virgestallt, mä och hei muss ee bemängelen, datt dat awer nach iwwer véier Joer gebraucht huet fir finaliséiert ze ginn. Dobäi ware jo schonn eng Rei Viraarbechte gemaach. E baut ënner anerem op „mobilitéit.lu" op. Et sinn net onbedingt nei Pisten ugeduecht ginn. Dat huet och vläicht net misse sinn. Dat schwätzt also fir déi Aarbecht, déi schonn do virloung. Et ass am Fong geholl éischter hei, wéi et och scho virdru gesot ginn ass, eng Oplëschtung vun enger ganzer Rei, engem ganze Koup vun Infrastrukturprojeten, déi u sech och ouni Plan sectoriel net esou a Fro gestallt ginn, fir déi am Fong geholl e Konsens do ass. Och an der Regierungserklärung stinn ouni Plans sectoriels verschidde Projeten dran, déi einfach eng Wichtegkeet hunn, fir datt mer do virukommen.

Do muss een einfach feststellen, datt awer an deene leschte véier, fënnef Joer um Terrain net ganz vill Konkretes ëmgesat ginn ass. Do, wou eppes geschitt ass, zum Beispill déi eng oder aner Kéier dat punktuellt Aféiere vun neiem Material, dat presentéiert ginn ass, eng nei TGVs-Verbannung - déi mer natierlech begréissen - vu Lëtzebuerg op Paräis, dat ware Saachen, déi schonn am Tube waren, fir déi d'Jalonë schonn an deene Jore virdru gesat gi waren, fir déi och d'Investissementer schonn an déi Richtung blockéiert oder reservéiert gi waren.

Wahrscheinlech wäert herno den Här Lux heihinner kommen a soen, datt awer an dëser Period nach ni esou vill investéiert ginn ass an d'Schinne wéi an deene leschte fënnef Joer. Dat huet en och virun zwee Deeg bei dem 40. Anniversaire vum Mouvement écologique gesot.

Ech sinn da gespaant dorop, datt en emol eng Kéier genau de Listing mécht vun deem, wat da wierklech nei elo geplangt ginn ass respektiv wat nei och budgetiséiert ginn ass, wat net scho säit laangem geplangt war respektiv wat och scho säit laangem am Fonds du rail virgesi war.

Här President, wa mer d'Problematik Transport hei zu Lëtzebuerg analyséieren, da komme mer net laanscht e puer Feststellungen. Den Transport an d'Mobilitéit sinn d'Schlësselelement an der Fro vum Klimaschutz. Dat gëllt souwuel global op der ganzer Welt, mä och besonnesch hei zu Lëtzebuerg. Wa mer kucken och am Kader vun der Kyoto-Bilanz respektiv an deem Dossier vun eisen Engagementer par rapport zu Kyoto, da mierke mer, datt do ëmmer den Haaptproblem den Trafic ass, dee groussen Trafic, dee mer hei bei eis zu Lëtzebuerg op de Stroossen hunn, deen zum Deel bedéngt ass duerch inländeschen Trafic, mä och zu engem Deel duerch Trafic vun Transfrontaliere respektiv vum Transitverkéier.

Et ass also noutwendeg, vu datt dat ee vun den Haaptproblemer ass fir de Klimaschutz a fir d'Nohaltegkeet, datt mer hei all Effort maache fir den öffentlechen Transport, datt mer d'Leit vun der Strooss op den öffentlechen Transport - op de Bus an op d'Schinn - eriwwerkréien.

Iwwert den „modal split" vu 25 zu 75% hu mer och scho laang diskutéiert. Deen ass net a Fro gestallt, och net hei an deem Plan sectoriel an och net am Regierungsaccord, mä mer mussen awer feststellen, datt mer nach e gutt Stéck vun deem Zil ewech sinn. Mëttlerweil soen awer och déi eng oder aner, fir eis Ziler ze erreechen am Beräich Kyoto, géif dat net duergoen. Déi eng oder aner Expertë soe schonn, datt mer mindestens missten op 30 zu 70% kommen.

En anere Punkt oder eng aner Remarque zu der ganzer Problematik Transport an Transportorganisatioun ass déi, datt mer och musse wëssen, datt ee muss d'Mobilitéit am ganze Land verbesseren, net nëmme punktuell, an datt hei natierlech souwuel de Stat wéi awer och d'Gemenge gefuerdert sinn an hir Verantwortung mussen iwwerhuelen. Ee vun den Haaptproblemer ass bei eis hei dee vun den deegleche Fluxë vun de Frontalieren. Laut deene Chifferen, déi ech hunn, déi awer vläicht net méi aktuell sinn, sinn dat der ronn 150.000, déi all Dag iwwer eis Stroosse bei eis schaffe kommen. Vill fueren der eben iwwert d'Strooss, well d'Eisebunn respektiv eisen öffentlechen Transport net optimal outilléiert sinn, fir hei eng attraktiv Alternativ unzebidden.

Dat huet domadder ze dinn, datt et zum Deel u Capacitéite feelt, un Infrastrukturen a schlussendlech och zum Beispill u ganz banale Saachen, wéi datt ee genuch Fuermaterial huet, wat jo och dann nëmmen am Drëpsrhythmus - géif ech bal soen - bestallt

gëtt. A wann ee weess, wéi d'Délaië sinn do - vun deem Moment, wou een esou eng Maschinn oder e Wagon bestellt, bis datt e geliwwert gëtt, ginn oft zwee, dräi Joer an d'Land -, dann heescht dat, do misst een also vill méi proaktiv schaffen.

Nieft dësem Infrastrukturellen ass et awer och ganz wichteg an deem Kontext, datt een eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht a Kooperatioun muss weiderdreiwen. Et dierf net sinn, datt mer hei bis un d'Grenz denken. Et ass noutwendeg an där Logik, datt mer an der Groussregioun denken. Déi Problemer, déi mer hu mat de Fluxë vun de Frontalieren, kënnen nëmmen eng Chance hunn, geléist ze ginn, wann een an der Groussregioun souzesoe bis bei d'Hausdier vun den eenzelne Frontalieren den öffentlechen Transport denkt, plangt an dann och ëmsetzt.

An och hei hätte mer eis gewënscht, datt do méi Initiative geholl gi wieren an de leschte Joren. Sécherlech ass dat net nëmmen en Défi vun der lëtzebuergescher Säit, do mussen och d'Nopere schaffen. An der rezenter Vergaangenheet hu mer jo gesinn déi Schwieregkeeten, déi mer mat der däitscher Säit hunn. Et wäert sécherlech wierklech schwéier ginn - ech soen net onméiglech -, fir datt zum Beispill a Richtung Däitschland den Zuch hei eng Kéier kéint e seriöe Konkurrent gi par rapport zu de Stroossen.

Mä a Frankräich, vu wou am Fong geholl déi meeschte Frontaliere kommen, ass awer och ganz wéineg Initiativ an de leschte Jore vum Transportminister un den Dag geluecht ginn. Jo, elo wäert den Här Lux herno soen, do ass jo awer elo de SMOT, de Schéma de mobilité transfrontalière…

(Interruption)

…annoncéiert ginn.

Jo, de SMOT wäert en dann also ernimmen. An och de SMOT ass bis elo nëmmen eng eidel Coquille. De SMOT kéint een de Moment och am Fong geholl esou nennen: RÀS - rien à signaler. An och de Mouvement écologique seet dat, fir aus hirem Dokument ze zitéieren, dat mer virun e puer Deeg zougeschéckt kruten, wou eng ganz flott an interessant Analys dran ass, an ech wäert nach e puer Mol op dat Dokument zréckkommen. De Mouvement écologique seet och am Kontext vun der Zesummenaarbecht respektiv vu Konzepter, déi grenziwwerschreidend am öffentlechen Transport sinn: „Die getroffenen Maßnahmen stehen in keinem Verhältnis zu den Erfordernissen."

Wat elo déi verschidde Schinneprojeten ubelaangt, déi am Plang drastinn - ech hunn et scho gesot -, deene kënne mer zoustëmmen. Dat war e Konsens. Mir hätten am Fong geholl net e Plan sectoriel gebraucht.

Wat eben ze bemängelen ass, dat ass, datt verschidde Projeten, déi och méi speziell am Regierungsaccord drastoungen, net resolut an Ugréff geholl gi sinn. Dat gëllt besonnesch fir déi Linn, den Dédoublement vu Lëtzebuerg op Péiteng, fir déi um Terrain nach kee Bagger gerullt ass. Et gëtt eng Rei Ursaache sécher dofir, vun de Prozedure bis hin zu de politeschen Incentiven, déi do musse geluecht ginn, mä mir kéinten eis wierklech am Ausland do awer emol e Beispill huelen. Wann ee gesäit, datt a Frankräich en TGV Est praktesch a véier, fënnef Joer geplangt a gebaut ginn ass, da si mir dovunner wäit ewech.

Ech mengen, datselwecht gëllt och nach fir déi Linn Lëtzebuerg/Esch, wou och de Moment emol vill geplangt a studéiert gëtt, a wou ee sech och d'Fro muss stellen - an ech mengen, virdrun hat och den Här Spautz déi scho kuerz ugerass -, dat ass, wann ee gesäit wéi de Site Belval oder Esch/Belval sech développéiert, muss ee sech d'Fro stellen, ob et net vläicht am Endeffekt méi sënnvoll wier, eng direkt Linn vun deem Site an d'Stad ze bauen, vun de Frichen direkt an d'Stad ze bauen.

Bon, wann ee kuckt, déi Linn vun Esch, déi de Moment geplangt ass mat enger ganzer Rei Arrêten an deenen eenzelnen Uertschaften, déi riskéiert herno mat deenen Arrêtë vill Zäitverloscht ze hunn. Dat heescht, et riskéiert, datt een, wann ee wéinstens endlech eng Kéier bis déi Linn a Betrib hätt, da kéint déi vläicht méi lues sinn, wéi wann ee wéi haut iwwer Beetebuerg fiert.

Ech weess awer do net, ob een do kann e Konsens fannen zum Beispill mat der Buergermeeschtesch vun Esch oder och aneren Buergermeeschteren, déi do laanscht dee geplangten Tracé regéieren - fir et emol esou ze soen. Et wier awer gutt, wann herno de Minister eis och géif soen, wéi hien zu deenen Iddië steet, an op där anerer Säit awer och géif soen, wéini dann elo konkret d'Ëmsetzung an Ugréff geholl gëtt vun deene verschiddene Linnen.

Et wier och gutt ze wëssen, wéi et zum Beispill mat der Verbesserung vun engem anere Plang ass. Ech denken do insbesonnesch un déi Linn Lëtzebuerg/Beetebuerg. An dat ass jo och de Problem oder respektiv ass dat och e Kritikpunkt an deem ganze Plan sectoriel, datt eng Rei Projeten opgeluecht sinn, mat deenen ee kann d'accord sinn, mä et besteet awer trotzdeem e grousse Flou, fir net méi ze soen, fir kloer Datumen ze fannen, kloer Échéancen, kloer Terminer, wéini dann déi Projete solle fäerdeg si respektiv wéini se iwwerhaapt ugefaange gi sinn.

Sécher kritt een déi eng oder aner Kéier gesot: All déi Investissementer, alles dat, wat Der wëllt an de Schinne maachen, dat kascht enorm vill. Jo, mä dat ass e Choix, deen ee muss maachen; dat ass e politesche Choix am Sënn vun der Nohaltegkeet. Mä et muss een awer och wëssen, datt déi grouss Investissementer op där anerer Säit herno vill Käschte wäerte spueren. Wa mer et fäerdeg bréngen, Schinnen ze bauen an domadder d'Leit vun der Strooss erofzekréien, kënne mer herno eventuell ganz vill spueren am Beräich vun eisen Engagementer vu Kyoto, kënne mer vill spueren am Beräich vun den Ëmweltschied, déi de Persounentrafic hautdësdags verursaacht.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, besonnesch elo an dësem Kontext, wou mer vill vu Konjunkturprogrammer schwätzen, datt ee jo grad hei am Schinnentransport, am Schinneverkéier ganz vill ka maachen. An datt een also hei och sollt kucken, Saache virzeprogramméieren, fir eben da kënnen déi Konjunkturprogrammer ze lancéieren. Dat ass am Endeffekt am Intérêt vu jiddwerengem, fir d'Ëmwelt, fir den öffentlechen Transport, fir d'Entreprisen, fir d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

Esou oder esou wäerte mer awer nach missen eng Zäit op déi éischt nei Schinne waarden. En attendant musse mer kucken, datt den Zuch seng Attraktivitéit ka voll ausspillen. Dat heescht, souguer wat de Komfort ubelaangt. An do ass et wichteg, datt net nëmmen den Zuch selwer, mä och zum Beispill d'Garen optimal a komfortabel équipéiert sinn. Ech ka mech och nëmmen deem uschléissen, datt et net an der Rei ass, datt eis Gare hei zu Lëtzebuerg schonn esou laang en eenzege Chantier ass. Do musse mer kucken, datt mer endlech fäerdeg ginn. De Komfort huet och mat Takt ze dinn, de Komfort huet och mat den Tariffer ze dinn.

Vill Leit hate sech jo 2004 mat der LSAP erwaart, datt den öffentlechen Transport géif gratis ginn, datt mer da géifen en Ustuerm op den öffentlechen Transport kréien. Mä leider, leider huet de Lucien Lux dat net ugepaakt respektiv krut sech do net duerchgesat.

Mir mussen och weiderhi verstäerkt d'öffentlech Mobilitéit mat de Buslinne verbesseren, besonnesch am ländleche Raum. Hei ass villes a Bewegung. Dat ass gutt esou. Dat muss een esou gesinn. De Bus ass méi souple. Do kann ee wierklech méi individuell drop reagéieren. Hei sinn eng ganz Rei Initiativen, déi een elo net brauch opzezielen, déi souwuel an de Gemenge wéi an de Regioune lafen. Hei gesäit ee jo wierklech, datt haaptsächlech d'Fro vum Takt a vun der Flexibilitéit immens wichteg ass, fir datt esou Busse grousse Succès hunn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wëllt Der nach méi Bussen eidel iwwert d'Land schécken?

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, Här Mehlen, mir wëllen net méi Bussen iwwert d'Land schécken.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Eidel!

M. Eugène Berger *(DP).*- Net eidel! Ech hunn eben elo grad gesot, dat ass eng Saach vum Takt a vun der Flexibilitéit, déi do immens wichteg sinn. Dat ass am Fong geholl sur demande oder on demand; wéi een dat haut beim Video huet, muss een dat och am Endeffekt bei deene Bussen an Zukunft organiséieren.

E kuerzt Wuert, wat de Fret ubelaangt, bleiwe mer hei am Plan sectoriel «Transports» géif ech soen an enger embryonnairer Phas. Bon, zu Lëtzebuerg si sécher Potenzialitéiten, fir de Fret auszebauen. Do hätt ee kënnen a mengen Aen och e bëssselche méi Akzenter setzen. Ech hunn iergendwou gehéiert, datt géif den Terminal vu Beetebuerg an deem Sënn ausgebaut ginn. Dat steet elo net am Plan sectoriel, et ass eng Klengegkeet, mä vläicht kann de Minister herno dozou och kuerz eppes soen.

Bei den internationale Verbindunge musse mer besonnesch eist A oder eise Bléckwénkel op déi Streck Lëtzebuerg/Bréissel leeën. Déi muss onbedéngt verbessert ginn, well dat Ganzt muss een am Kontext kucke vum Standuert Lëtzebuerg fir déi europäesch Institutiounen. Et ass gewosst, datt een haut praktesch vu Stroossbuerg iwwer Paräis op Bréissel méi schnell kënnt, mat deene verschiddenen Transportmëttel; net nëmme gewosst, et ass esou. Ech hat eng Kéier nogekuckt, et ass eng Zäitchen hier, datt een do véier Stonne brauch, mä wann een iwwer Lëtzebuerg fiert, datt een do praktesch iwwer fënnef an eng hallef Stonne brauch, fir dann och op Bréissel ze kommen. Et ass kloer, dat läit net un eis eleng. Mä trotzdeem solle mer do keng Effortë scheien, fir deen Dossier weiderzedreiwen.

Wann ee vum Plan sectoriel «Transports» schwätzt, kënnt een natierlech och net derlaanscht, e puer Wuert iwwert den Tram ze verléieren. No enger bal „never ending story" an zeg Etüde sinn also déi verschidden Acteure schlussendlech zur Konklusioun komm, datt en Tram duerch d'Stad eng adequat Solutioun ass. Ech kann do nëmmen e puermol soen: Uff, uff! Den Tram mécht awer, an eisen Aen, wierklech nëmme Sënn a gëtt wierklech voll effikass, wann een och vun der Gare weiderfiert mat dem Tram bis op déi nei Zéissenger Gare op där enger Säit, an enger zweeter Etapp dann och bis op den Houwald. Well esou gëtt en dann am Fong geholl en zolidd Réckgrat vun der Mobilitéit an der Stad, dat déi eenzel nevralgesch Punkte vun der Peripherie vun der Stad mam Zentrum an dem Kierchbierg ka verbannen. Sécherlech kann een dat och souguer méi wäit denken, mä ech mengen dat ass awer net virun 2030, datt ee géif bis Bartreng oder aner Plaze fueren.

Mir sinn awer och där Meenung, wann een also an déi do Richtung geet mam Tram, datt et an där Logik net méi sënnvoll ass, fir elo dann en Zuch vum Kierchbierg op de Findel ze plangen. Dat sinn och rezent Etüden, déi dat ënnermauert hunn. Dat huet eppes ze di mat Käschten, dat huet eppes ze di mat der Kommoditéit vun Erausklammen, eng Gare bauen an esou weider. Mir géifen et méi sënnvoll fannen, wann ee géif den Tram vum Kierchbierg weiderféiere bis op de Findel.

Den Transportminister, deen dreift, hunn ech d'Impressioun, besonnesch deen do klengen Deel vun all eisen Infrastrukturprojete besonnesch schnell, mat vill Energie virun. Mir géifen et léiwer gesinn, wann dee Projet géif eng Kéier iwwerduecht ginn an datt een do éischter géif esou denken, datt den Tram kéint weider vum Kierchbierg bis op de Findel fueren.

Ech hoffen also, datt mer wéi zu Stroossbuerg zum Beispill deen Tram elo kënne ganz schnell an d'Praxis ëmsetzen. Et muss een awer wëssen, datt domadder och herno net alleguerten d'Problemer vun der Mobilitéit an eisem Land wäerte geléist sinn. Da si se et hei an der Stad, ronderëm d'Stad, an da musse mer awer weiderhin och de Rescht vum Land net vergiessen.

E Wuert zum Flughafen; dee steet och am Plan sectoriel, dofir erwähnen ech e kuerz. Wat hei virun allem ze kritiséieren ass, dat ass, datt weiderhi vill Ausnahme bei den Nuetsflich gemaach ginn, wat net am Sënn vun der Liewensqualitéit vun de Leit ass, déi ronderëm de Findel wunnen. Hei leien och keng kloer Lärmschutzvorgabe vir, wat de Lärmschutz ubelaangt. Och do muss ech kritiséieren - de Minister weess dat, ech hunn dat jo och rezent gemaach -, datt mer an deene leschte fënnef Joer net an deem Dossier vun de Plans d'action, wat eben de Lärmschutz ubelaangt, virukomm sinn.

Och elo ass dee Plan d'action dann emol virgestallt ginn. Dee muss elo duerch déi ganz Prozedur goen. Am Ende des Tages sinn dann nees eng Kéier e puer Joer vergaang, an all déi Zäit mussen déi Leit, déi e Recht dorop hunn, geschützt ze gi virum Kaméidi, net nëmme ronderëm de Findel, mä och bis Bouneweg, Zéisseng, Leideleng an esou weider, weiderhin drop verzichten, datt se op een adequate Lärmschutz kënnen zielen.

Här President, fir d'DP gëllt an der Mobilitéit eng kloer Hierarchie an de Prioritéiten. Dat Éischt ass a bleift fir eis eben den öffentlechen Transport. Duerfir wäert ech och manner iwwert den zweeten Deel vum Plan sectoriel schwätzen, wou et ëm de Stroossebau geet. Ech wäert elo net all déi diesbezüglech Projeten aus dem Plan sectoriel des Laangen an des Breeden hei analyséieren, kommentéieren. Ech wäert awer kuerz hei zu een, zwee Projeten e puer Remarquë maachen.

Fir eis ass d'Guideline kloer. Mir wëlle keng nei zousätzlech Stroosseprojete plangen. A mir plädéieren derfir, datt nëmmen an deene verschiddene Regiounen déi lokal scho geplangten Ëmgehungsstroosse gebaut solle ginn. Dat ass jo och dann am Sënn vun enger méi grousser Liewensqualitéit vu verschiddenen Dierfer a Stied. Wéi gesot, ech ginn elo net op déi eenzel Projeten an. Aner Kolleegen aus menger Fraktioun hunn dat scho gemaach; ënner anerem de Fernand Etgen hat dat nach rezent gemaach, wéi mer iwwert d'Prioritéite vun den öffentleche Bauten hei an der Chamber geschwat hunn.

Wéi gesot, ech wëll zu zwee Projete kuerz e Kommentar ofginn. Dat ass zum engen de Contournement vun Olm/Kielen. Ech hunn dat elo absichtlech hei esou genannt an ech hunn et net eng Tangente ouest genannt, fir ze ënnersträichen, datt dat an eisen Aen och weiderhin, wann et gebaut gëtt, wierklech an där Logik soll gebaut ginn. Et ass e lokale Contournement, fir d'Awunner do ze entlaaschte vum Duerchgangstrafic. An et dierf net esou sinn, datt dat an enger Logik vun enger Autobunn gebaut gëtt, wou herno sech géifen dann do weider Puzzlestécker vun enger erweiderter Autobunn erginn.

Dat Zweet, wat ech wëll bei de Stroosseprojete kommentéieren, ass dee geplangtenen Ausbau op dräi Spure vun der Autobunn Diddeleng/Lëtzebuerg/Arel. Fir eis ass dat keng Prioritéit, mä éischter e falscht Signal, wann ee wëllt den Akzent op den öffentlechen Transport leeën. Et ass och en Trugschluss ze mengen, datt domadder all Problemer op eisen Autobunne geléist wieren. Wahrscheinlech riskéiere mer dann herno, wa mer esou vill Stauen anscheinend hunn, net de laange Wee, mä de breede Wee am Stau ze stoen, an domadder sinn d'Problemer net geléist.

Et kann ee sech och froen: Wéi grouss ass déi Problematik Stau? Nun, d'Zuele vun 2002, wou och da Katastrophenzeenarië gemoolt gi sinn, wann dat nach géif e puer Joer weidergoen, da géif alles zesummebriechen. Mëttlerweil si mer 2009, also siwe Joer méi spéit. D'Welt ass awer nach net ënnergaangen. Ech muss agestoen, ech fueren och déi eng oder aner Kéier iwwert déi Autobunnen, wa moies den Trafic ass. Sécherlech ass dat net wou ee ka flott virukommen. Dat ass éischter Zéifloss, mä dat ass awer och net dauernd Stau. Dat ass eng Optioun, déi een eben da muss a Kaf huelen, wann een net wëllt den öffentlechen Transport huelen.

Mä virun allem gesäit een awer, an dat ass interessant, wann een iwwert déi Autobunn fiert, dat gesinn ech relativ oft, datt ebe grad do, wou de Moment op dräi Pisten erweidert ass, op der Héicht vun der Tankstell vu Bierchem, d'Staue sinn, well dann d'Leit op eemol méi schnell fueren a knapps duerno ass dann eben Enkpass, e Fläschenhals, da staut et ëmmer do hannendrun. Déi eenzeg Plaz, wou moies Schwieregkeete sinn, dat ass am Fong op där Plaz, wou dräi Piste sinn.

Da gëtt elo gesot, ma da kommt mir fueren iwwert déi ganz Längt mat deenen dräi Pisten, dann ass kee Problem méi. Iergendeng Kéier kommen déi Leit an der Stad un, an dann ass erëm e Fläschenhals, respektiv muss een och déi technesch Problemer kucken: Ass et iwwerall méiglech? Wéi kënnt een zum Beispill, well ech déi Géigend kennen, den Här Lux och, duerch Beetebuerg mat dräi Pisten?

Mir schéngt et méi sënnvoll, wann ee sech géif ëm d'Sécherheet op den Autobunne këmmeren. Ech kann nëmme feststellen, datt am Moment ganz vill Onsécherheet ass op där Plaz, wou déi dräi Piste sinn. D'Camione sti regelméisseg do op där drëtter Spur, wéi wann dat eng Parkspur wier. Ech gesi ganz selten - fir net ze soen ni - Kontrollen do vun der Polizei. Déi eng oder aner Kéier geschéien Accidenter, an dat ass sécherlech net dat, wat mer domadder wëllen erreechen.

En Deel vun deem Trafic, deen op deenen Autobunnen ass, ass jo och bedéngt duerch den Transit. Wa mer all déi Evolutioune gesinn, déi kommen op europäeschem Plang, mat der Harmonisatioun vun den Accisen, da muss ee sech froen, ob deen an Zukunft wäert nach esou unhalen an ob do net sécherlech och an Zukunft wäert eng Entlaaschtung kommen. Et sief natierlech nach eng Kéier drun erënnert, datt och an deem Beräich misst verstäerkt op de Fret gesat ginn.

Wann awer iergendeng Kéier hei an dëser Chamber sech géif eng Majoritéit fanne fir dëse Projet vun deenen dräi Pisten op den Autobunnen, da misst op alle Fall an eisen Aen dës Pist prioritär genotzt gi fir d'Busse respektiv fir esou Systemer wéi zum Beispill „car sharing", wéi mer dat an anere Länner hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech sinn net op all Detail agaangen. Ech wollt am Fong geholl hei nëmmen déi wichtegst Saachen esquisséieren. Ech wollt nach eng Kéier zum Schluss wierklech ënnersträichen, datt fir d'Demokratesch Partei den öffentlechen Transport an enger nohalteger Landesplanung an am Kontext vum Klimaschutz muss eng absolut Prioritéit hunn. Mir kënnen net domadder d'accord sinn, datt d'Regierung, besonnesch och den Transportminister, an deene leschte Jore vill ze vill wäertvoll Zäit verluer huet an datt an deene leschte Joren, obwuel eng Rei Projete virlouchen, do net wierklech déi Saachen aus dem Tirang geholl gi sinn a wierklech do d'Aarbecht ugefaange ginn ass.

Déi noutwendeg Trendwende an der Mobilitéit, déi mer all wëllen, ass an de leschte Joren net erreecht ginn, a vun enger integrativer Landesplanung si mer nach wäit ewech. Ech wéilt also elo eng leschte Kéier de Mouvement écologique dann och zitéieren: „Dramatisch ist, dass die Verbesserungen auf der Ebene der Infrastrukturen" - vun de Schinnen - „absolut unzufrieden stellend und schleppend vorangehen. Ebenso ist die Verknüpfung von landesplanerischen Zielen und Mobilitätsaspekten nicht gegeben."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Roland Schreiner.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho ganz vill zum Plan sectoriel «Transports» an zu deenen anere Plans sectoriels gesot ginn. Trotzdeem bleiwen awer, mengen ech, eng Rei vun zousätzleche Saachen ze soen.

Et ass och scho gesot ginn, dass den 28. Oktober vum leschte Joer hei an der Chamber eng grouss Réunion jointe stattfonnt huet vun der Transportkommissioun, der Ëmweltkommissioun, der Travaux-publics-Kommissioun an och der Landesplanungskommissioun, wou mer zwee Avant-projete fir e Plan directeur sectoriel virgestallt kruten, deen iwwert den Transport an deen iwwert d'Préservatioun vun de Grands ensembles paysagers et forestiers.

Jo, mir hunn effektiv laang drop gewaart, an och wa mer alleguerte vläicht mat Ongedold drop gewaart hunn, dass dës Avantprojeten endlech op den Dësch kéimen, esou ass et effektiv och esou, dass nach ëmmer zwee ganz wichteg Plans sectoriels ausstinn: dee vun de Zones d'activités économiques an dee vum Logement, dass déi nach guer net undiskutéiert gi sinn. Esou dass mer eis musse bewosst sinn, dass mer haut och eréischt um Ufank vun engem laangwierege Prozess an enger schwiereger Prozedur stinn, déi nach vill Zäit an Usproch wäert huelen a vill Froen nach wäert opwerfen, bis se kann ofgeschloss ginn.

An deem Sënn, mengen ech, kënnt dës Interpellatioun vun de grénge Kolleegen zum Plan sectoriel «Transports» vläicht och e bësse fréi, well mer eigentlech eréischt an engem précocë Stadium vun den Diskussiounen eis befannen, wou mer haut sécher nach net all Froe kënne beäntwerten.

De Kolleeg Félix Braz huet e bëssen eng negativ a kritesch Haltung zu de Prozeduren ageholl, déi een zum Deel kann deelen, och zum Plan sectoriel «Transports» ageholl, e bëssen emotionell virgedroen, eng Rei vu Scholdzouweisungen och gemaach. Ganz sécher ass munches richteg, wat hie gesot huet. Et muss een awer och eng Rei vu Saache relativéieren oder kann ee relativéieren.

Ech mengen, déi Dokumenter, déi eis bis elo hei virleien, kënnen eigentlech, an esou verstinn ech et op alle Fall, just eng éischt Orientéierung sinn, a wéi eng Richtung et eigentlech an der Zukunft soll am Beräich vun eise Plans sectoriels, der Landesplanung goen. Déi Instrumenter, déi eis hei virleien, zum Deel haut virleien, awer nach net all virleien, déi kréien eng ganz wichteg Bedeitung, wa mer wëllen d'Konzept vun der Entwécklung vun eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg entwerfen.

Mir kënnen haut, opgrond vun deenen Dokumenter, déi eis virleien, net an der Lag sinn, all déi Froe schonn ze beäntwerten a kloer Konzepter bis an de leschten Detail ze dégagéieren. Well eng ganz wichteg Prozedur, déi steet eis nach bevir, an dat ass déi sougenannt Strategische Umweltprüfung, kuerz SUP genannt, déi vun deenen eenzelne Projeten nach soll duerchgefouert ginn an déi ganz sécher eng Rei vu Froen, déi och elo vu menge Virriedner hei opgeworf goufen, wäert beäntwerten.

A virun allem, an dat ass och schonn hei gesot ginn, musse mer déi eenzel Plans directeur sectoriels openeen ofstëmmen, wat ganz sécher keen einfachen Exercice wäert ginn. Alles dat kann natierlech eréischt geschéien, wann all d'Avant-projete virleien, well et jo och net esou ka sinn, dass ee Secteur vun deene véier vis-à-vis vun deenen anere virgezu gëtt, just well duerch en Zoufall ee Plang méi schnell do war wéi en aneren. An deem Sënn wier et scho wënschenswäert gewiescht, wann all Plans sectoriels zesumme virgeleeën hätten, well se ebe vernetzt musse gekuckt ginn.

De Minister vun der Landesplanung huet eis jo och an der Kommissiounssitzung den 28. Oktober schonn drop higewisen, dass déi offiziell Prozedur fréistens kann am Hierscht vun dësem Joer lancéiert ginn, an dat och nëmmen an deem optimisteschsten Zeenario, huet hien deemools gesot. Wann alles ganz richteg leeft, kéinten dann déi éischt Ausféierungsreglementer am Laf vum Joer 2010 eventuell a Kraaft trieden. Dat hei wäert also deemno nach laang net fir d'Lescht gewiescht sinn, dass mer hei an der Chamber respektiv an deene betreffende Kommissiounen iwwert d'Plans directeur sectoriels schwätzen.

Natierlech riskéiere mer, well dat alles Zäit an Usproch hëlt, well och an der Vergaangenheet vläicht e bëssen Zäit verluer gaangen ass, vun der Entwécklung iwwerholl ze ginn, hannendrunzelafen, well eng Rei vu Faits accomplis dagdeeglech jo praktesch geschafe ginn, a mir riskéieren eis mat eise Pläng un d'Realitéit, wéi se haut schonn um Terrain besteet, upassen ze mussen.

Et muss een natierlech awer och soen, dass och an der Vergaangenheet schonn Transportpolitik hei am Land gemaach ginn ass an dass och Projeten, mat Plan sectoriel oder ouni Plan sectoriel, wichteg Projeten développéiert a scho virugedriwwe goufen. Déi sinn an deenen Dokumenter, déi och schonn hei genannt gi sinn. Elo geet et drëm, fir esou séier wéi méiglech dat vernetzt an eng allgemeng Diskussioun an an den allgemenge Kontext ze setzen, dass mer déi richteg Prioritéiten zum richtegen Zäitpunkt op der richteger Plaz setzen.

Ech wëll hei elo net mech op de Plan sectoriel «Transports» beschränken, well dat ass jo eigentlech den Discours vun haut, mech net elo am Detail vun eenzelne Projete verléieren, ech mengen dat kann een zu deem Zäitpunkt maachen, wa konkret tëschent verschiddenen Optiounen och e Choix getraff ginn ass, dann ass duerfir nach ëmmer Zäit. Ech wëll just allgemeng zum Plan sectoriel «Transports» e puer Remarquë maachen, déi mer awer ganz wichteg schéngen.

Et besteet sécher keen Zweiwel, dass d'Froe ronderëm d'Mobilitéit eng zentral Roll spillen, wa mer iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft schwätzen. D'Mobilitéit ass e Grondbedierfnis vum Mënsch, an ass haut eng onabdingbar Viraussetzung fir d'sozial Organisatioun an déi wirtschaftlech Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Dobäi geet et net nëmmen drëm fir d'Liewensqualitéit ze verbesseren, an d'Mobilitéitsbedierfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen, ze befriddegen, mä et geet och drëm fir eis Klimaschutzziler, sprëch Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen, ze realiséieren.

Den Individualverkéier muss also reduzéiert ginn, wa mer eise Mobilitéits- a Klimaschutzziler wëlle méi no kommen. De Plan sectoriel «Transports» soll eis dobäi hëllefen a kann e ganz wäertvollt Instrument ginn, fir am Kader vun engem Gesamtkonzept d'Prioritéiten, wéi ech gesot hunn, zum richtegen Zäitpunkt richteg ze setzen. An deem Sënn verfeelt e ganz sécher seng Missioun net, wann en als Objektiv huet eng Transportstrategie fir d'Zukunft ze développéieren, déi allen Erausfuerderungen a puncto Mobilitéit an engem regionalen, nationalen a virun allem awer och an ëmmer méi grenziwwerschreidende Kontext Rechnung dréit.

Här President, jorzéngtelaang hu mer hei zu Lëtzebuerg massiv an den Ausbau vun eisem Stroossennetz investéiert an den Zuch als Transportmëttel behandelt, wéi wann et en Auslafmodell wier. De Privatauto war an ass, net nëmme bei de Leit dobaussen, dat beléifste Fortbewegungsmëttel an e Statussymbol. Och d'Politik huet laang Zäit all Efforten dorobber konzentréiert, dass ee méiglechst komfortabel iwwerall mam Auto hikéim an dass iwwerall genuch Parkplazen zur Verfügung géife stoen.

Ech mengen dës Regierung huet sech zum Zil gesat, fir e Richtungswiessel an dëser Politik duerchzezéien, a si huet och konsequent an deene leschte Joren dorobber higeschafft. An dat mat groussem Erfolleg. De Minister huet virun e puer Deeg e puer Zuele genannt: 25% méi Zuchbenotzer um nationale Plang, 66% méi an der Groussregioun am grenziwwerschreidende Verkéier, 12% méi Leit an de Bussen, 30% méi gefuere Kilometer mat de Bussen.

Dat sinn Zuelen, déi fir sech schwätzen a weisen, dass d'Richtung am Usaz op alle Fall stëmmt. Ech menge grad an deene leschte Joren ass fir jiddwereen, an do schléissen ech och d'Autofuererlobby ganz gäre mat an, ersiichtlech ginn, dass d'Capacitéite vun eise Stroossen, ganz egal wéi mer se ausbauen, einfach net duer kënne goen, wa jiddwereen eenzel mam Auto fiert.

D'Erkenntnis, dass den öffentlechen a schinnegebonnene Verkéier eng sënnvoll Alternativ zum motoriséierten Individualverkéier ass, setzt sech ëmmer méi duerch. Ech war och frou de Bauteminister ze héieren, gëschter, nom Spuetestéch um Stafelter, wou hie gesot huet, dass d'Nordstrooss ganz sécher net all Verkéiersproblemer géif léisen, mä dass een och weider misst konsequent an den öffentlechen Transport investéieren, fir och do dann déi complémentaire Moossnamen ze ergräifen, fir dass en de Besoinë gerecht gëtt an de Besoinen entsprécht.

Grad am Beruffstrafic, wou Dausende Leit all Dag zur selwechter Zäit an d'Stad respektiv aus der Stad eraus wëllen, a mer gesinn dat all Dag, steiere mer ganz sécher op e Chaos hin, wa mer net konsequent géigesteieren. Et féiert deemno kee Wee laanscht de Gemeinschaftstransport. Wa mer mëttelfristeg wëllen engem komplette Verkéierschaos a Verkéierskollaps entgoen, da musse mer alles drusetzen, fir den „modal split" vun 25/75, deen am IVL-Konzept verankert ass, ze erreechen. Woubäi mer eis musse bewosst sinn, dass nach nëmme 25% fir den öffentlechen Transport stinn a 75% fir den Individualverkéier.

Duerfir stäipt sech dëse Plan sectoriel «Transports» zu Recht och op eng massiv Verstäerkung a Verbesserung vun der Offer am Beräich vum gemeinschaftlechen Transport, notamment vun der Schinn, mä awer och op eng Upassung vum Stroossennetz un déi bestoend Besoinen, do wou et noutwendeg ass.

De Plan sectoriel «Transports» soll awer, an dat schéngt mer wichteg ze sinn, virun allem keen dogmatescht Instrument sinn, et soll och keen Instrument sinn, wat d'Schinn géint d'Strooss oder d'Strooss géint d'Schinn ausspillt. Déi zwee Voletë musse vu Fall zu Fall géinteneen opgewie ginn, a letztendlech ass a bleift et awer ëmmer e politesche Choix dee muss gemaach ginn, fir d'Konflikter, déi sécher an den Diskussiounen entstoe wäerten, ze tranchéieren.

Et ass awer wichteg ze soen, net zulescht opgrond vun dem groussen Nohuelbedarf, deen an der Vergaangenheet am Beräich vum öffentlechen Transport entstanen ass, dass den Ausbau vun deem ganz kloer eng prioritär Roll an der Verkéiers- a Mobilitéitspolitik hei am Land muss spillen. Den „modal split" vu 14/86, wéi mer en haut kennen, dréit der rasanter Bevölkerungs- an Aarbechtsplazentwécklung absolut net Rechnung.

Mer brauchen duerfir, a Saachen Attraktivitéit, a Saache Qualitéit, a Saachen Organisatioun, an och an Infrastrukturen, ganz kloer e Qualitéitssprong am öffentlechen Transportwiesen, wa mer eist ugestriefteent Zil wëllen erreechen. Well nëmmen duerch en intelligente Mix vu Stroossen- a Schinnebenotzung, vun Zuch, Bus, Vëlo an Initiative fir d'Foussgänger, wäerte mer déi Mobilitéit erreechen, déi d'Liewensqualitéit vun de Leit an de Schutz vun der Natur an der Ëmwelt an Aklang bréngt. An de Plan sectoriel «Transports», wann en dann emol definitiv arrêtéiert ass, soll a muss dat herno och esou kënnen dokumentéieren.

Här President, ech mengen all Pläng, déi den Transportminister eis an deene leschte Jore virgeluecht huet, hunn dëst gemeinsaamt Zil am A. Dräi Haaptelementer kommen dobäi ëmmer erëm, déi wichteg sinn. Den Zuch, deen op den Haaptachsen déi gréisste Capacitéit opweist, a virun allem och e groussen Deel vum Fret vun der Strooss erof op d'Schinn ka bréngen. De Bus, deen iwwerall do eng Feinverdeelung mécht, wou d'Schinnennetz net hikënnt, an als neit Element den Tram, deen als éischt an der Stad als Häerzstéck vun engem gesamte Mobilitéitskonzept gebaut gëtt, a spéider och eng wichteg Roll am Süde vum Land an och an der Nordstad kann a soll spillen.

Dobäi kënnt dann och eng ganz Campagne, fir d'Leit ze motivéiere fir kuerz Strecken zu Fouss ze goen oder de Vëlo ze benotzen. De politesche Schwéierpunkt huet sech also däitlech vum Individualverkéier ewechbeweegt, hin zum öffentlechen Transport an och zu der doucer Mobilitéit. Dat spigelt sech souwuel am Mobilitéitskonzept 2020 erëm, wéi och am Aktiounsplang vun der Mobilité douce, wéi och, mengen ech, am Plan directeur sectoriel selwer.

Ënnermauert gëtt dëse politesche Wëllen och vun deenen däitlech méi héijen Zommen, déi an der Lescht an de Fonds du rail gefloss sinn an nach fléissen. Ech wëll drun erënneren, dass eleng am Budget 2009, Investitiounen an Héicht vu wäit iwwer 300 Milliounen Euro virgesi sinn, a wa mer den Entretien an d'Maintenance dobäirechnen, da komme mer insgesamt souguer op iwwer 450 Milliounen Euro fir d'Moderniséierung vun der Eisebunn am Joer 2009. Dat sinn der esou vill wéi nach ni, 179% méi wéi nach 2004. Och dee Chiffer huet de Minister nach dës Woch op enger Plaz genannt.

Här President, wéi beim Plan sectoriel selwer, muss ee sech och bei dëse Projeten awer bewosst sinn, dass d'Realisatioun dovunner net vun haut op muer ka geschéien. Leider, kann ee soen, mä duerch d'Komplexitéit vun de Prozeduren an heiansdo d'Schwéierfällegkeet och vun de Projeten an all deene Rahmebedingungen, déi musse virdru geschafe ginn, geet dat awer net anescht. Bei esou enger grousser Zuel u grousse Projeten an der finanzieller Envergure, déi derhannert stécht, ass et kloer, dass och dat nëmme kann iwwer Joren etappeweis ëmgesat ginn.

De Virdeel vum Plan sectoriel ass awer, dass een dës Etappe kloer ka beschreiwen an dass een och déi Projeten, déi eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt konkretiséiert solle ginn, esou wäit mat akalkuléiert, dass mer eis an der Tëschenzäit wichteg Optiounen net verbauen. Eng Rei vu Projete si jo scho ganz wäit fortgeschratt, esou dass een eigentlech och net op d'Fäerdegstelle vun de Plans sectoriels waarde muss, fir mat den Aarbechten unzefänken.

Zu dëse Projete gehéiert ouni Zweiwel och de Projet vum Tram an der Stad. Et ass ze begréissen, an d'Chamber huet dat jo och an enger Motioun hei zum Ausdrock bruecht, dass et endlech zu engem, hoffentlech dauerhaften, politesche Konsens tëschent bal alle Parteien hei am Haus, mä och an der Stad Lëtzebuerg komm ass, dass de sougenannten „liichten Tram" déi beschten Optioun fir d'Entlaaschtung vum Verkéier an der Stad ass, an dass en esou schnell wéi méiglech muss gebaut ginn.

Ech soen awer och hei ganz kloer, dass fir d'LSAP den öffentlechen Transport net ënnert de Buedem, mä iwwert de Buedem gehéiert. Den öffentlechen Transport ënnert dem Buedem mécht a grousse Stied Sënn, wou et heescht Distanzen ze iwwerbrécken. Déi Distanze brauche mir hei am Land an an der Stad Lëtzebuerg net ze iwwerbrécken.

Hei geet et drëm, fir kuerz Distanzen esou séier wéi méiglech an effikass mat enger méiglech héijer Zuel vun Usagere kënnen ze maachen an esou oft wéi méiglech stoen ze bleiwen. Do ass en Zuch ënnert dem Buedem éischter kontraproduktiv. Do hëlleft eis just en Tram, dee liicht ass, deen e flexibelt Konzept ass iwwert dem Buedem, fir esou oft wéi méiglech kënnen déi Arrêten do, wou mer d'Leit hi wëlle bréngen an do wou d'Leit wëllen hierkommen, ze desservéieren.

Fir dass d'Konzept awer fonctionnéiert an effizient ass, musse parallell dozou Garepériphériquë gebaut ginn an d'Zuchlinn bis op de Findel an de Kierchbierg weidergefouert ginn. Dat si ganz sécher och dankbar a sënnvoll Aufgaben, grad an dësen Zäiten, och am Kader vun engem Konjunkturprogramm, well et ëm Projete geet, déi scho wäitgehend ausgeschafft sinn, a grad dës Zort vun Investitioun ganz sécher wichteg fir d'Zukunft ass an derniewent och hëlleft Aarbechtsplazen ze erhalen. Et ass op alle Fall ze hoffen, dass déi éischt Tramslinn an der

Stad wéi geplangt am Joer 2015 kann ageweit ginn.

Mat deenen Erfahrungen, déi mer an deene leschte Jore just an deem Zesummenhang gemaach hunn an nach ëmmer maachen, dierft et eigentlech an hoffentlech net nach emol 20 Joer dauere bis ee sech driwwer eens ass, ob a wou am Süde respektiv an der Nordstad en Tram soll fueren. Gedanken zu engem méiglechen Tracé - an ech weess, dat ass jo och zum Deel scho geschitt - sollt ee sech esou frei wéi méiglech maachen, onofhängeg dovun, ob haut scho genuch Leit vun esou enger Offer géife profitéieren, fir dass dës Investitioun sech rentéiert oder net.

Et kann een an der Zwëschenzäit dësen Tracé dann nämlech genausou gutt als Busspur befueren an och eventuell Joren duerno en Tram doriwwer féieren, wann d'Capacitéite vun de Bussen op dem Tracé net méi géifen duergoen. Wichteg ass, dass ee sech frei Optiounen ophält, an net spéider, wann een dréngend en Tram bräicht, feststellt, dass iwwerall do Residenze gebaut goufen, wou een elo am beschte géif eng Tramslinn maachen.

Genau dat mussen d'Ziler vun de Plans sectoriels sinn: Fréi festleeë wou ka gebaut ginn, wou Gréngzone mussen erhale bleiwen a wou Korridore musse fräibleiwe fir en Zuch, en Tram oder eng Busspur.

Den Tram an der Stad gëtt Realitéit. Den Tram am Süden ass och schonn ugeschnidde ginn a soll et och ginn. De Süde vum Land steet virun engem enorme wirtschaftlechen Opschwong. Déi ganz Südregioun brauch ouni Zweifel zousätzlech Transportcapacitéiten, fir deen Entwécklungspotenzial voll ausschöpfen ze kënnen.

A wa mer landeswäit en „modal split" vu 25/75 ustriewen, da gëllt fir de Belval ee vu 40/60. Dofir ass et och wichteg a richteg, dass am Kader vun der urbanistescher Entwécklung vu Belval d'Ubannung un d'Schinn vun Ufank un e bedeitend Element vum Verkéierskonzept war. Dofir ass och esou en Tramskonzept fir d'Entwécklung vun der Südregioun onbedéngt unzestriewen. Déiselwecht Iwwerleeunge gëllen natierlech och fir d'Entwécklung vun der Nordstad, wou mer och esou e Verkéierskonzept brauchen.

Här President, naturgeméiss bezéie sech souwuel de Plang „mobil 2020" wéi och den Avant-projet zum Plan sectoriel op de Lëtzebuerger Territoire. Mir brauchen an däerfen och net aus den Ae verléieren, dass e ganz groussen Deel vun eisem Beruffsverkéier awer vu Frontaliere verursaacht gëtt. Grad hei läit fir den öffentlechen Transport dofir e ganz grousst Potenzial. Wann et eis geléngt och nëmmen een Deel vun de Frontalieren ze motivéieren op den Zuch oder op de Bus ëmzeklammen, sinn eis Chancen den „modal split" 25/75 ze erreechen e gutt Stéck méi grouss.

Ech begréissen dofir ausdrécklech déi grouss Efforten, déi den Transportminister an deene leschte Méint gemaach huet, fir d'Bus- an Zuchverbindunge besonnesch mat der franséischer Grenzregioun ze verbesseren. Leider leien dobäi net all d'Décisiounen ëmmer an eiser Hand, mä mer hoffen awer, dass et iwwert d'Zäit geléngt mat allen Acteuren zu engem Konsens ze kommen an en attraktiivt Ugebuet iwwer eis Grenzen eraus ze kréie mat engem regionale grenziwwerschreidende Verkéiersverbond, enger Mobilitéitszentral, déi de Lien zum Usager mécht an enger eenheetlecher, virun allem attraktiver Tarifstruktur.

Et ass wichteg, dass mer alles drusetze fir d'Acteuren aus de Grenzregiounen als Partner ze kréien, fir mat hinnen zesummen d'Schinnennetz, och op hirer Säit, ze verbesseren an d'Grenzregiounen duerch entspriechend Ugebueter besser un de Wirtschaftstanduert Lëtzebuerg unzebannen.

Mä mir musse virun allem, awer och innerhalb vun eise Grenzen, eis Hausaufgabe maachen an déi Projete schnell ëmsetzen, iwwert déi mer eis all eens sinn, dass se prioritär musse realiséiert ginn. Iwwerdenke musse mer awer virun allem och eis Approche, wat d'Nordstreck an d'Ubannung un d'belsch Grenzregioun ugeet. Well och aus där Richtung komme ganz vill Leit an d'Stad schaffen. Och hei sollt eise Service net op der Grenz ophalen.

Da musse mer méiglechst no, an dat schéngt mer och wichteg ze sinn, un de Grenzen Opfangparkinge schafen. Dat ass och en Deel vum Konzept, wou een op den Zuch oder de Bus ëmklamme kann, fir dass d'Leit esou mann wéi méiglech mat hirem Auto fueren an esou séier wéi méiglech an esou wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech op den öffentlechen Transport kënnen ëmklammen, fir dass ebe méiglechst wéineg Kilometere mam Auto musse gefuer ginn. Och dëse Volet gëtt zu Recht a richtegerweis vum Plan sectoriel behandelt.

Ganz op den Individualverkéier - ech hunn dat scho gesot - verzichten, wäerte mer awer och an der Zukunft net kënnen. Och den „modal split", deen nach laang net erreecht ass - ech hunn dat jo gesot -, gesäit jo ëmmerhin nach en Undeel vu 75% Individualverkéier vir. Dat bedeit, dass mer och weiderhi vereenzelt Projeten am Beräich vum Stroossebau musse realiséieren, och wann de Schwéierpunkt vun den Investitioune sech verlagert huet.

Dobäi soll et awer net méi drëm goen d'Capacitéite vun de Stroossen ëmmer weider auszebauen an niewent Eisebunnslinnen och nach Stroossen ze bauen. Ech si perséinlech iwwerzeegt vum Sproch: „Wer Straßen sät, wird Verkehr ernten." Dofir mengen ech, dass eenzel Projeten néideg bleiwen, fir verschidden Uertschaften ze entlaaschten an d'Liewensqualitéit vun deene betraffene Bierger ze verbesseren.

Déi meescht Ännerunge sollen awer musse gemaach ginn, virun allem fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren. D'Statistike weise jo zum Gléck, dass d'Verkéiersaccidenter ofhuelen. Mä leider gëtt et nach ëmmer ze wéineg Schutz vun de Foussgänger a vun de Vëlofuerer; dat heescht, vun deene vulnerabelste Verkéiersteilnehmer. An do ass et och, wou mer, wa mer eis Stroossebaupolitik weider développéieren, Usätz musse fannen.

Hei solle roueg Efforte gemaach ginn, fir d'Stroossen esou ëmzebauen, dass d'Foussgänger a Vëlofuerer erëm als gläichberechtegt Verkéiersteilnehmer wouergeholl a respektéiert ginn. Interessant sinn an deem Kontext innovativ Projete wéi zum Beispill d'Konzept vum „shared space", deen elo an der Gemeng Bartreng jo als Pilotprojet soll agefouert ginn an dee jo och vun der Sécurité routière ënnerstëtzt gëtt. D'Sécherheet ass ganz sécher eng ganz wichteg Grondviraussetzung, wann een d'Mobilité douce wëllt förderen.

De Vëlo ass haut och méi wéi e Fräizäitsport. Op de kuerzen Distanzen a virun allem am urbane Raum ass haut de Vëlo dat performanst Transportmëttel. Dofir muss en net nëmme promouvéiert ginn, mä och déi noutwendeg Infrastrukturen zur Verfügung gestallt kréien.

D'Cohabitatioun mat deenen aneren Transportmëttele muss awer esou organiséiert ginn, dass d'Sécherheet am Mëttelpunkt steet. Den nationalen Aktiounsplang Mobilité douce bitt do eng Rei vu gudden Usätz an ass e wichtegt Instrument fir dat ëmzesetzen.

Bei allen neie Stroossebaumoossname soll derniewent iwwerluecht ginn, ob et net méiglech a sënnvoll ass och eng Busspur virzegesinn oder aner Mechanismen anzeplangen, déi dem Bus d'Prioritéit ginn. Schliesslech ass et wéineg attraktiv de Bus ze benotzen, wann een domat genausou am Stau steet wéi mam Privatauto.

Här President, den Avant-projet fir de Plan directeur sectoriel «Transports» gëtt eis eng Upak, fir all dës Elementer mateneen ze verbannen. Mä dee schwieregsten Exercice steet ganz sécher awer nach bevir. Et geet jo net nëmmen drëm Zuch, Bus an Tram méiglechst gutt openeen ofzestëmmen, mä dat och an eng optimal Relatioun ze brénge mam Schutz vu Gréngzonen, déi net sollen zerschnidde ginn, mam Bedierfnis fir méi Wunnraum ze schafen, mat eise Prioritéiten, fir géint de Kaméidi ze kämpfen, a mat de Besoinë vun eiser Ekonomie, mä och vun der Landwirtschaft, déi Terrainë brauch fir hir Produktioun.

Zu enger gudder Léisung, sinn ech iwwerzeegt, vun all deene Problemer kënne mer awer nëmme kommen, wa mer an all deenen Diskussiounen net dogmatesch virginn an d'Konflikter net scheien. Mat enger NIMBY-Mentalitéit oder Lobbying, wou ee just een eenzegen Intérêt verdeedegt a Projete behënnert, déi fir aner Beräicher dréngend noutwendeg wieren, wäerte mer ganz sécher net wäit kommen.

Ech hoffen dofir, dass et eis am Laf vun den Diskussiounen zu deene verschiddene Plans sectoriels geléngt vu Fall zu Fall ofzeweien, wat fir eng Interesse fir d'Allgemengheet déi wichtegst sinn, an dass mer dës Erausfuerderungen och an engem konstruktive Geescht uginn. Well schlussendlech muss et drëm goen, fir aus sozioekonomescher Siicht an zum Wuel vun eisem Land déi richteg Prioritéite bei der Definitioun zu deene verschiddene Projeten ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass e wichtegen Débat, dee mer haut féieren, well e beréiert e Beräich, deen d'Zukunft vun dësem Land an entscheedendem Mooss betrëfft.

Ech wëll mech hei op e Sproch beruffen, deen hei zu Lëtzebuerg gär gebraucht gëtt. Dat heescht: Gouverner, c'est prévoir! Wann een dee Secteur hei kuckt, da géif een dat wëllen ëmwandelen an: Gouverner, c'est élaborer des plans et faire redresser des plans! Dat ass am Fong geholl de Résumé vun deem, wat an deene leschte Jorzéngten hei geschitt ass. Entre-temps sinn eng etlech Projeten ënnerwee, woubäi ech direkt muss soen, datt mir als ADR net iwwerzeegt sinn, datt all déi Initiative richteg sinn.

Här President, d'Entwécklung vum Verkéier huet an deene leschte Joren all Erwaardungen iwwertraff. De Bedarf un Transportcapacitéiten, egal vu wat fir enger Zort och ëmmer, leeft eis fort. Mir kommen net méi no an der Schafung vu Capacitéite souwuel op der Strooss wéi op der Schinn par rapport zur Entwécklung, wéi se an deene leschte Jore gelaf ass.

D'Fro, déi ee sech elo natierlech ka stellen, ass angesichts där jëtzeger Wirtschaftskris: Wéi leeft d'Entwécklung vun dësem Land an deenen nächste Joren a Jorzéngte virun? Bleift Lëtzebuerg weiderhin dee Pôle de développement an d'attraction net nëmme vum Land, mä vum ganzen Ëmland, vun der ganzer Groussregioun?

Déi Fro ass schwéier ze beäntworten. Mir wëssen, datt en Deel vun eiser Entwécklung an deene leschte Joren op eng gutt finanziell Situatioun vum Stat zréckzeféiere war. Et wär ze wënschen, am Intérêt vun eisem Land, datt dat och an Zukunft esou géif bleiwen. Op jidde Fall wär et sträflech fir dervun auszegoen, datt dat alles elo op eng Kéier eriwwer wär.

Souwisou sti mer de Moment schonn, ouni datt dat antrëtt, wat eis virausgesot gëtt, dat heescht nach eng weider signifikativ Steigerung vum Verkéier, virun der Erausfuerderung, fir den deegleche Chaos ze meeschteren. Mir gesinn, datt mer praktesch all Dag op deene groussen Achsen zu den Haaptzäite Stauen hunn, ouni datt eppes geschitt. A wann eppes geschitt, da geet hannen um Enn guer näischt.

Do hëlleft och - Här Minister, sidd mer net béis - dee schéine Projet CITA näischt, deen ëmmer erëm vill gelueft gëtt vu Säite vun der Regierung. Wann een awer mat de Leit schwätzt, da konnte bis elo déi Wéinegst d'Impressioun hunn, datt se Profit géifen draus zéien.

Mir schwätzen haut haaptsächlech iwwert d'Entwécklung vum öffentlechen Transport. Dat läit och op der Hand. Ech wollt och hei vun eiser Säit kuerz drop hiweisen, datt dat selbstverständlech och mat eiser CO_2-Reduzéierungsproblematik zesummenhänkt. Et ass evident, datt mer och nëmmen op deem Terrain an engem signifikante Mooss virukommen, wann et eis gelénge de Stroosseverkéier zréckzeféieren.

Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt d'Léisung ganz sécher net dra läit, datt mer de Stroosseverkéier komplett probéieren zréckzedrängen. Ech hunn et schonn x-mol gesot. Ech soen et haut nach eng Kéier vun dëser Plaz aus: Et wäert weiderhin esou bleiwen, datt Leit e grousse Besoin no individueller Mobilitéit hunn. Dat ergëtt sech aus der Aart a Weis wéi eis Gesellschaft haut fonctionnéiert.

A wa mer de Moment an enger Kris stiechen a wann och viraussiichtlech eng Pëtrolskris op eis duerkënnt an deenen nächste Joren, da wäert ganz sécher d'Technik Léisunge bréngen, déi eis et och an Zukunft méiglech maachen individuell dohinner ze fueren, wou mer wëllen hikommen.

Dofir soe mir: D'Léisung kann net eleng dra leien, fir d'Schinn auszebauen, fir alles ze probéieren op den öffentlechen Transport ze drécken, mä mir mussen eng duebel Strategie fueren. Dat heescht, mir mussen nieft engem massiven Ausbau vun der öffentlecher Transportcapacitéit op där anerer Säit och derfir suergen, datt eis Stroosse weider ausgebaut ginn an an engem gudden Zoustand bleiwen.

An de vergaangene Joren, Här President, ass vill an eis Stroosseninfrastrukturen investéiert ginn, mä villfach ouni Verstand an ouni Konzept. Ech soen als Beispill: Elo ass jo dee leschte Chantier opgemaach ginn op der Nordstreck, a mir dreiwen dee mat aller Gewalt virun. Se wäert am Endeffekt bal duebel esou deier gi wéi se geplangt war, well mir et jo fäerdeg bréngen do Tunnellen ze bauen, wou mer net onbedéngt missten Tunnellen hunn.

A wa se fäerdeg ass, dann hu mer keng Léisung fir déi Leit, déi moies wëllen iwwert d'Nordstreck fueren oder déi sech elo schonn drop freeën, fir an d'Stad ze kommen, well et souwisou schonn do uewe staut an dann de Stau nach just méi grouss gëtt. Wann een dann net weider denkt, a wann d'Nordstrooss fäerdeg ass, dann ass ganz sécher den Tram - wann en da jeemools sollt gebaut ginn - net fäerdeg, fir d'Leit do opzefänken a fir se an d'Stad eranzeféieren, ofgesinn dervun, datt en dat guer net géif packen.

En anert Beispill ass d'Kierchbierger Autobunn, déi ursprünglech geplangt war fir eng Liaisoun duerzestellen déi aner Säit op der Areler Autobunn. Dee Wee ass einfach zougemaach ginn, ouni datt grouss driwwer diskutéiert ginn ass. Et war awer eng national Stroosseninfrastruktur. Ouni Konzept gi Milliarden investéiert fir dat zréckzebauen a mir hu keng aner Alternativ, fir elo driwwer ze schwätzen, fir de Contournement dräispureg auszebauen, wou mer alleguerte wëssen, datt dat eng bal onméiglech Entreprise wäert ginn; wa mer et da jeemools maachen.

Här President, wat sinn d'Léisungen? Verkéier vermeiden, dat gehéiert natierlech zu deenen anere Plans sectoriels. Déi beschte Léisung ass nach ëmmer déi d'Wunnen, d'Studéieren, d'Schaffen an d'Akafen esou no wéi méiglech beieneen ze bréngen. Mir wëssen, datt et awer bei allen Instrumenter, déi mer eis ginn hunn an déi mer eis nach wëlle ginn, schwéier ass, fir dat esou optimiséiert ze kréien.

D'Fro, déi sech stellt: Wéi geet d'Konzentratioun op d'Haaptstad, déi schonn e ganz héije Grad erreecht huet, an Zukunft weider? Aktuell sinn um Gebitt vun der Haaptstad a ronderëm ronn 45% vun alle Betriber hei am Land ugesiedelt. Ronn 55% vun den Aarbechtsplazen, a 60% vun de Grenzpendler kommen op d'Haaptstad zou a bis an d'Haaptstad eran. 93% vun deene Pendler komme mam Auto. Mir gesi wat fir en Défi datt doranner läit, fir déi op den öffentlechen Transport ze kréien.

Mir hunn de Moment pro Dag - dat gëtt gesot - 1,2 Milliounen Autosbewegungen. An d'Projektioune gi fir 2020 - an dat ass jo net méi esou wäit ewech - op 1,8 Milliounen. Dat wär en Zouhuele vum Individualverkéier vu ronn 50%. Ech hunn an Ärer Dokumentatioun gelies, datt d'Ponts et Chaussées an hirem Strategiepabeier „route2020.lu" vu plus 30% ausginn. Mir wëssen awer och, datt d'Europäesch Kommissioun an all hire Berechnunge virausseet, datt de Verkéier, och de Wuereverkéier, an Zukunft staark steige wäert.

Här President, den Haaptproblem, mat deem mer de Moment konfrontéiert sinn, ass dee vun de Pendler, déi sech aus der Grenzregioun, awer och aus dem Inland, all Dag moies op d'Stad zoubewegen, an d'Stad erabewegen an owes erëm um selwechten Trajet heemfueren. Déi Stauen, mat deene mer all Dag konfrontéiert sinn, kaschten enorm vill Zäit a Geld. Dat ass och e strukturellen Nodeel, e ganz gewiichtegen Nodeel fir de Standuert Lëtzebuerg.

Duerfir musse mer alles maache fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen an eis Stroossen domat ze entlaaschten. Mir soen awer: Fir dohin ze kommen, geet et net fir d'Strooss wëllen onattraktiv ze maachen, fir d'Leit domat op den öffentlechen Transport ze zwéngen, mä ëmgekéiert den öffentlechen Transport esou attraktiv ze maachen, datt d'Leit bei hirem Choix dem öffentlechen Transport de Virrang ginn.

Ech wëll an deem Zesummenhang d'sozialistesch Frënn a Kolleegen un hiert Versprieche erënneren, de gratis öffentlechen Transport anzeféieren. Dat ass nëmmen e klengen Deel vum Mosaik, mä et ass awer och keen onwichtegen.

Här President, nieft dem Problem vun de Spëtze moies an owes, déi eis vill Misär maachen, gëtt et natierlech och de Problem vun der Mobilitéit dagsiwwer am ganze Land. Et ass d'éinescht schonn hei ugesprach ginn. Et gëtt Leit, déi sech der Illusioun higinn, mer missten de Bustransport am Land iwwer Land nach weider ausbauen.

Ech wëll hei am Numm vun der ADR ganz kloer deklaréieren a mech och zum Sprie-

cher vu ville Leit dobausse maachen, déi sech doriwwer iergeren, och bei eis an der Géigend, wéi vill schwéier Bussen de ganzen Dag kräiz a quier iwwer Land…

(Interruption)

…fueren, ouni datt praktesch een dra sëtzt. Dat ass eng Vergeudung, eng Vergeudung vu Ressourcen, déi net méi ze veränteerten ass. Ech maache mech hei, och, wann dat déi gréng Kolleegen opreegt, zum Sprecher vun enger Onzuel Leit dobaussen am Land, déi soen: „Ma schaaft deen Unfug dach of.?

Wat ass d'Alternativ dozou? Da muss een natierlech dat och soen.

(Interruptions diverses)

Et si Linnen, déi ausgelaascht sinn, déi soll ee selbstverständlech och weiderféieren.

(Interruptions)

Et ginn zeg Millioune Kilometer gefuer, wou kee Mënsch dra sëtzt. Dir maacht d'Stroosse futti, Dir verrennt…

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir bloost CO_2 an d'Loft, datt et net auszehalen ass, an et gi Pneue verrannt. Et ass net ze veränteerten.

Et gëtt awer alternativ Systemer, dat nennt sech deelweis Rufbus. Dir fannt souguer, wann Dir op den Internet kucke gitt, fäerdeg Solutioune fir e vernetzte System, wou een individuell Transporter mécht, déi esou vernetzt sinn, datt ee se op de Minimum vu gefuerene Kilometere reduzéiert. Dat wär wesentlech méi sënnvoll wéi ze soen, mer mussen nach méi schwéier Bussen de ganzen Dag iwwer Land schécken, well mer sinn eis alleguer doriwwer eens, datt mer d'Uertschaften hei am Land net alleguer esou matenee vernetzt kréien, datt jiddwereen zu bal jiddwerenger gewënschter Zäit dohinner ka fueren, wou e wëllt gären hifueren. Loosse mer eis näischt virmaachen, dat brénge mer nimools fäerdeg.

Une voix.- Sou wäit si mer schonn!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Zum Pendlerproblem. Här President, mir sinn eis alleguer heibannen eens, datt d'Eisebunn de Réckstrank vum öffentlechen Transport ass an och weiderhi soll bleiwen. Duerfir si mir der Meenung, et soll een och do ufänken. Mir droen déi bestehend Projeten, déi een och an der Planung vun der Regierung fënnt, zum allergréissten Deel mat.

Ech wëll net am Detail op all déi Projeten agoen - duerfir feelt mer och d'Zäit -, wëll awer dorop hiweisen, datt zum Beispill déi direkt Verbindung Lëtzebuerg-Esch soll gebaut ginn. Eiser Meenung no soll een awer och direkt op Belval fueren an net d'Ëmkéier iwwert d'Escher Gare maachen, well herno awer den Haapttrafic sech wäert op Belval bewegen. Bei der Nordstreck ënnerstëtze mer och, datt déi muss ausgebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den öffentlechen Transport mam Zuch ass nëmmen dann attraktiv, wa besonnesch an de Spëtzenzäiten d'Frequenz vun den Zich héich genuch ass, datt een dat och packt. Mir wëlle jo, datt nach méi Leit drop kommen - vill méi Leit drop kommen. Da muss d'Frequenz erhéicht ginn. D'Transportcapacitéit muss gehéicht ginn an d'Zich musse pünktlech sinn. An da geet et net, datt dauernd ee muss op deen anere waarden, well déi Streck eegleiseg ass. Do muss effektiv massiv investéiert ginn, soss kritt Dir d'Attraktivitéit net hin, fir datt d'Leit dat dann och benotzen. Dat ass een Aspekt.

Da soll jo elo fir hei an der Stad den Tram kommen. Ech kommen net derlaanscht, e puer Wuert awer doriwwer ze verléieren.

Ass dat d'Léisung? Mir sinn - an dat ass kee Geheimnis - der Meenung, datt et net eis Problemer léist. Woufir? Well d'Capacitéit vum Tram net vill méi grouss ass wéi déi vun de Busser, déi de Moment duerch d'Stad fueren. Dat heescht, mer ersetzen dat eent duerch dat anert. Et kascht vill Geld, ass manner flexibel wéi d'Bussen, awer mer kréien net méi Leit transportéiert, op jidde Fall net vill méi, an op kee Fall packe mer mam Tram déi Verdeelung vun de Leit moies an owes fir d'Leit erëm zréckzebréngen op den Zuch, wéi dat misst méiglech sinn.

D'Gare bleift dann den Enkpass, esou wéi se et och elo schonn ass, an da stinn d'Passagéier, déi bis elo am Stau stoungen, fir de Bus ze huelen, am Stau, fir den Tram ze huelen. Domadder ass kengem gehollef.

Mir froen: Woufir net d'Leit, wa se schonn am Zuch sëtzen, duerch den Tunnel an der Stad verdeelen, direkt - esou wäit wéi et geet - op d'Plaz an d'Stad bréngen, wou se wëllen hikommen?

Wat schléit d'Regierung vir bei all deene Projeten? Fir d'alleréischt soll d'Streck vun Hamm op de Findel an dann op d'Foire gebaut ginn. Eng Eisebunnsstreck mat véier Kilometer Tunnel fir 250 Milliounen Euro. Da soll d'Bréck Polvermillen ausgebaut ginn, mat engem Tunnel 4. Gleis fir 207 Milliounen. Da soll d'Streck Hamm-Sandweiler duebelgleiseg gemaach gi fir 135 Milliounen. Vun der Gare périphérique Kierchbierg - do steet p.m. -, ech hunn emol zéng Milliounen dohinner geschriwwen. Ech weess net, ob dat iergendwann, wann d'Foiren och nach mussen ewechgerappt ginn, fir datt den Tram do d'Kéier kritt, da gëtt et vläicht nach méi deier. Dann zum Tram seet d'Etüd 150 Milliounen. Mir wëssen, datt d'RER seet, dat wieren 865 Milliounen, wann een alles richteg géif rechnen - wéi och ëmmer.

Dann hu mer annerhallef Milliard investéiert an hunn eise Problem eigentlech net geléist. An dat ass dat, wat eis esou enorm stéiert. D'Capacitéit vum Tram ass limitéiert. Den Tram hënnert am Stroosseverkéier, a mer wësse jo, datt mer de Stroosseverkéier net limitéiert, net zréckgefouert kréien. Mir si scho frou, wa mer en do ugehale kréien, wou en de Moment ass. Et gëtt e Chantier an der Stad, deen ee sech eigentlech net ka virstellen. Wann d'Infrastrukture mussen ëmgetässelt ginn, wann een zwou Spure brauch fir den Tram, an et muss een d'Infrastrukturen, déi ënnert deenen Tracéë leien, eriwwerleeën, dann huet ee praktesch Chantiere vun dräi Spuren zu gläicher Zäit, an da kann ee sech jo virstellen, wat dorauser resultéiert.

(Interruptions diverses)

Jo, Här President, ech verstinn d'Nervositéit vun deene grénge Kolleegen, well hir Argumenter si relativ schwaach.

(Interruptions diverses)

Dann hutt Der zwee Systemer mat deierem zousätzleche Material, wou den Zuch…

(Interruptions)

M. le Président.- Här Mehlen, erlaabt Der eng Fro vum Här Bausch?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Kann en déi herno, wann ech fäerdeg sinn, stellen?

M. le Président.- Wann den Här Mehlen fäerdeg ass.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dann halt mer meng Zäit un, Här President, ech weess, Dir sidd grousszügeg.

(Interruption)

D'Alternativ, Här President, ass en Tunnel ënnert der…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Mehlen, kann ech Iech déi Fro just stellen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir hat jo e Betribsausfluch gemaach an Däitschland.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wär nach dorop komm.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ma neen, ech wollt Iech just soen, wat mer besonnesch gutt gefall huet. Dir hat jo dann d'Press och matgeholl an hutt Fotoe gemaach iwwert den Tunnel, deen an där Stad gebaut gëtt. Et huet een do e Riselach gesinn an e Risechantier gesinn.

Ech hunn Äre Video do gekuckt, deen Der produzéiere gelooss hutt. Wéi wëllt Der da gären déi Gare, déi Der wëllt bauen ënnert dem Centre Hamilius, bauen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ënnendrënner.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ënnendrënner. Mengt Der wéi e Maulwuerf, dee géif erofgoen, an do hätt Dir kee Chantier oder wéi?

(Interruption)

Also, Dir zielt de Leit awer Saachen, Här Mehlen. Ech hu jo kee Problem mat näischt, mä Dir dierft awer kengem ziele kommen, wann Der ënnerierdesch ënnert der ganzer Stad véier Garë baut, datt Der do néierens e Chantier an der Stad hätt. Dat musst Der awer kengem wëlle wäismaachen.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert elo nees.

(Interruptions diverses)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech froe just zréck: Wann da schonn zwee oder dräi Chantieren, wou een amgaangen ass eng Gare ze bauen, wou een evident muss e bëssen oprappen, wann dat deene Grénge schonn ze vill ass, wéi wëlle se dann d'Gleiser an der Stad leeën, wou d'ganz Stroosse mussen opgerappt ginn?

(Interruptions)

Här President, wann d'Leit egal ob vum Süden, vum Westen, vum Osten oder vum Norde mam Zuch an d'Stad erakommen, a se kënne schonn um Lampertsbierg, um Glacis, am Aldringen erausklammen oder um Kierchbierg, deemno wat fir eng Streck se huelen, ouni datt se musse bis op d'Gare fueren an dann erëm mam Tram am Stau stinn ze waarden, bis datt en Tram esou wäit eidel ass, datt se kënnen eraklammen - et ass jo net méiglech, datt en dat packt -, Här President, da seet de gesonde Mënscheverstand engem, datt nëmmen den Zuch, deen ënnert der Stad erduerchfiert, verbonne mat enger Partie Arrêten, dat ka léisen.

Erstaunlecherweis, Här President, muss ee soen, datt d'Regierung vum selwen un esou eng Léisung denkt. Well an hirer Dokumentatioun fënnt een, datt se amgaang ass ze iwwerleeën, wa se dann um Kierchbierg eng Kéier den Tram gebaut hätt, datt se dann awer wéilte mam Zuch - awer dat wär eréischt no 2030 - mam Zuch wéilten ënnert dem Kierchbierg bis erof op Dummeldeng fueren,…

(Interruption)

…do de Raccordement maachen un d'Nordstreck, an dann eventuell och déi aner Säit.

Dat ass eppes, wat mir géifen ënnerstëtzen, de Raccordement un d'Waasserbëlleger Streck an der Géigend vu Mënsbech, Menster.

(Interruptions)

Dat heescht, mir baue fir d'éischt dat eent, mer maachen d'Rout Bréck bal komplett zou fir den normale Verkéier, a wa mer dat dann alles gebaut hunn, da soe mer, dat dote war et net, elo baue mer dann och nach eng parallell Streck ënnert dem Buedem erduerch.

Ech kann Iech soen, ech verstinn d'Welt an där Bezéiung net méi.

Mir waren effektiv op Leipzig kucken. Mir wëssen, datt och vill aner Stied esou fonctionnéieren. Ech froe mech: Si mir hei zu Lëtzebuerg dann an enger anerer Welt?

D'Solutioun mam Zuch ënnert der Stad erduerch léisst sech ganz sécher méi séier realiséieren, well mer am Fong geholl un der Oberfläch an der Stad selwer net stéieren. Mer brauchen net op Infrastrukturen do Rücksicht ze huelen. Mir hunn déi Maschinn an Aktioun gesinn, déi amgaang ass do ze bueren. Mat 25 Meter den Dag léisst de Rouer sech ouni Problem bueren.

(Interruption)

Hei zu Lëtzebuerg ass et vill méi einfach wéi zu Leipzig, wou se am Bulli stiechen - esou kann ee soen - an ënnendrënner erduerchfueren.

Mir stellen och fest, datt vill Zoustëmmung an der Populatioun zu där Iddi ass, an ech géif mech perséinlech freeën, Här President, wann ech kéint - ech komme vu Manternach op der Waasserbëlleger Streck - an den Zuch klammen, hei um Aldringen erausklammen an ze Fouss heihinner an d'Chamber kommen.

Här President,…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir kënnt och ze Fouss vu Manternach kommen.

(Hilarité et interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wann den Här Jaerling ze Fouss vun Esch kënnt, da kommen ech och vu Manternach heihinner.

Une voix.- Dat gëllt! Ganz bestëmmt!

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, mir hunn - wéi gewosst ass - eng CD realiséiert, fir ze veranschaulechen, wou d'Avantagë vun där Léisung leien.

(Interruption)

Ech iwwerreechen Iech eng, an de Kolleeg Gibéryen huet nach e ganze Pak hei, se sinn amgaang verdeelt ze ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Se sinn amgaang verdeelt ze ginn. Se gi mer aus dem Grapp gerappt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, mir hoffe mat ville Leit hei am Land, datt sech hei leschten Enns awer de Verstand wäert duerchsetzen,…

(Interruptions)

…datt de Wieler de 7. Juni d'Weichen an eng aner Richtung setzt, an zwar an déi, datt mer hei kee Geld an eng Léisung verpolveren, well mer hunn es an Zukunft net méi esou vill wéi an der Vergaangenheet, déi et net bréngt, mä datt mer dat maachen, wat Kapp a Fouss huet.

Mir verschléissen eis awer net - an do si mer mat eise grénge Kolleegen ausnahmsweis d'accord -, datt déi Léisung do eleng natierlech och net d'Léisung vun alle Problemer ass, datt déi Gares périphériques, déi geplangt sinn, solle gebaut ginn. Selbstverständlech, dat gehéiert jo zum Konzept. An datt do mussen Opfangparkingen op de ganze Strecke gebaut ginn, fir datt d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, déi net direkt bei der Gare wunnen, mam Auto bis bei d'Gare ze kommen an dann den Zuch ze huelen an an d'Stad ze fueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Da kënnt den Här Jaerling nach. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Wann ech déi Débatë vu gëschter an haut esou e bësse verfollegt hunn, da kommen ech zur Konklusioun: D'Zukunft ass awer net méi dat, wat se eng Kéier war.

Ech wëll awer dem Här Braz félicitéieren, well ech géif mengen, all Initiativ, all Interpellatioun, déi awer hei an der Chamber virbruecht gëtt, huet awer trotzdeem de Mérite, dass se eis e bësse virubréngt. Duerfir wäert ech da meng och nach eng Kéier iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat erabréngen. Ech hoffen, dass mer dann awer och esou en engagéierten Débat hei kréien, wann d'Regierung sech kann dozou hirappe loossen, emol eng Kéier iwwert dat delikat Thema do schwätzen ze loossen. Mä ech verstinn awer och, wa se et mat alle Mëttele wëllt verhënneren. Besonnesch eng Partei aus der Regierung.

Ech wëll awer elo näischt méi zum Här Braz soen, well soss vernennt hie mech och nach, an da gëtt hie mer och nach d'Schold fir alles. Dat wëll ech awer elo a menge leschte Momenter hei an der Chamber vermeiden.

Mä ech wëll awer soen, wann ech awer all déi Scholdzouweisungen héieren hunn, déi hei elo un déi véier Ministere gaange sinn, da gëtt et nëmmen ee Message: Mer mussen déi onbedéngt erëmwielen, fir dass se awer an der nächster Legislaturperiod dat alles awer erëm kënne riichtbéien, wat se elo verbrach hunn.

Ech géif mengen, well et kann awer elo net esou sinn, dass déi eng alles verbriechen an déi aner erëm alles musse riichtbéien. Mer mussen eng Kéier dovunner ewech kommen an déi an der Verantwortung loossen, déi awer och de Schued uriichten.

Dat war elo e perséinleche Message un d'Wieler. Also, Dir kënnt Iech scho freeën: Un Iech kënnt näischt!

An den Diskussiounen iwwert den öffentlechen Transport sinn eng Rei Saache gesot ginn. Et ass geschwat gi vum Pendlerverkéier, et ass och geschwat gi vum Banneverkéier, deen och tëschent de Spëtzenzäite stattfënnt. De Feeler, dee geschitt ass, ass net nëmme vun der Regierung, mä de Feeler, deen allgemeng geschitt ass, ass, dass mer ebe säit de 50er Joren den Auto an den Autosverkéier sech esou entwéckele gelooss hunn, wéi et nun eben eemol ass, a vergiess hunn, eben Alternative vu virop do un opzebauen. Dat ass e laangfristege Feeler, dee geschitt ass, deen net engem seng Schold ass, mä deen awer eiser gesellschaftlecher Entwécklung ebe mat Momenter an déi falsch Richtung Rechnung gedroen huet.

Wat fir mech richteg ass, dat ass, dass den Haaptakzent soll op d'Schinn geluecht ginn. Den Haaptakzent soll op d'Schinn geluecht ginn, mä och an deem Sënn, dass éisch-

tens emol wéinst dem Pendlerverkéier op de Périphérië vun eisem Land awer méi mat Park & Ride gefuer muss ginn a Méiglechkeete geschafe musse ginn, fir mam Zuch an d'Land ze kommen.

En anere Problem ass am Fong am kommerziellen Transport, wou ech eng grouss Gefor gesinn, dass d'Leit ëmmer méi op de System vum Tëleecommerce aginn, wou awer déi Wueren, déi dann doriwwer bestallt ginn, well se méi bëlleg sinn oder well et méi einfach ass, fir déi ze bestellen, och iergendwéi musse geliwwert ginn, an dee Moment, wou se geliwwert ginn, kënne se jo net nëmme mam Zuch geliwwert ginn iwwert d'Schinn, mä se mussen och bis bei de Client heembruecht ginn. Dat schéngt mer an Zukunft och e grousse Problem ze sinn, wou een awer och misst kënnen denken, dass do och méi Méiglechkeete geschaaft ginn, fir dass se kënnen iwwert d'Schinn beliwwert ginn an ebe bei de Garen esou Stockagë kënne gemaach ginn, wou d'Leit hir Colisë selwer ewechhuelen.

Et ass och d'Diskussioun hei opkomm, iwwert d'Strooss oder ënnert d'Strooss. Ech weess net, wat richteg ass. Ech hu verschidde Rechnunge gesinn, wou déi eng déi aner contestéiert, wou deen ee Modell deen anere contestéiert.

Wa mer an de 50er Joren ugefaangen hätten, dorun ze denken, eng Aart Metrosystem opzebauen, wéi mer nach d'Méiglechkeeten haten, dann hätt ee kënnen doriwwer schwätzen, da wär et méi einfach gewiescht, dann hätte mer déi Diskussiounen haut net. Awer haut hu mer d'Diskussioun.

Souwuel iwwert der Strooss wéi ënnert der Strooss gëtt et eng Rei Contraintë fir d'Geschäftsleit, fir déi Leit, déi och an där Géigend do wunnen. Dat heescht, wat do richteg ass, ech géif mengen, déi politesch Verantwortlech hunn do d'Entscheedung an déi mussen dann och herno d'Verantwortung droen, ob et dat Richtegt war oder net. Recht kënne se allen zwee hunn, mä ech perséinlech géif awer éischter optéiere fir ënnert dem Buedem ze fueren, well fir mech dat awer laangfristeg gesi kéint eng Léisung sinn.

An ech wëll Iech e Beispill ginn: Wéi d'Zuchstreck vun Oth op Esch erëm opgemaach ginn ass, hunn ech deemools gesot, wéisou mer net déi Tunnelen do benotzen, déi do besti vun Terres Rouges eriwwer iwwer Schëffleng op Déifferdeng, wou e ganzen Tunnelsréseau war, wou een hätt kënne vun Oth eriwwer ënnert dem Buedem fueren, well do d'Infrastrukture schonn do waren, anstatt do iwwert dem Buedem ze fueren.

Dat ass och deemools net berücksichtegt ginn, mä et hätt kënnen eng Méiglechkeet ginn eben, fir do emol eng Kéier e Versuch ze maachen, fir dat ënnert dem Buedem erduerch ze maachen.

Dann, wat déi Saach vun „modal split" do ugeet, ech mengen, do huet den Här Braz mat Zuelen erëmgeturnt, well dat anert Wuert hunn ech net verstanen, mä do…

Une voix.- Getuned!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Getuned, dat muss ee sech emol virstellen. Iwwersetzt mer dat emol eng Kéier op Lëtzebuergesch!

Mä do wëll ech awer och soen, dass an där ganzer Diskussioun bei deem „modal split" bei deene 25% ech mer d'Fro stellen: Et gëtt jo awer och Foussgänger, et gëtt der jo net nëmmen, déi mam Vëlo fueren, déi mam Zuch oder déi mam Tram fueren - wann et eng Kéier ee sollt ginn -, mä et gëtt och Foussgänger, dat maache jo awer och 15% aus. Sinn déi dann an deene 25% do mat dra gerechent, oder wéi gesinn ech dat?

Well ech si jo e Foussgänger, well ech muss dat och bleiwen, well jo leider eis sozialistesch Kolleegen et net fäerdeg bruecht hunn, mir den öffentlechen Transport gratis unzebidden, da muss ech ebe weider zu Fouss goen, bis dat dann eng Kéier realiséiert ass, mä ech hoffen awer, wa se an der nächster Regierung sëtzen, dass se dat awer endlech maachen, well och dofir musse se erëm eng Kéier an d'Regierung, fir endlech dann och dat Verspriechen ze halen.

Also, Dir Häre Ministeren, ech maachen Iech keng Scholdzouweisungen, well et ass einfach aus der Oppositioun eraus Knäll ze doen an ze jäizen, mä ech wäert awer elo alles dorusetze bei den nächste Wahlen, also, ech wëll och eng Kéier op déi Plaz do.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dat war eng gutt Iwwerleedung zur Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Interpellant hei vun der Regierung, de Félix Braz, huet virdru gemengt, d'Regierung wär kollektiv gescheitert. Notamment huet hie gesot, et gëtt keng Landesplanung.

Nun, ech weisen natierlech dës zwee Sätz - ech hunn déi elo aus dem Kontext erausgeholl - zréck. Ech wëll awer gären, dat wat hien och gesot huet, e kuerze Bilan maache vun der Landesplanung, net no zéng Joer, wéi den Här Braz dat seet, mä et kann ee roueg soen no 35 Joer, well d'Landesplanung, misst ee soen, ass ugaangen 1974 mat deem éischte Gesetz. An ech soen einfach elo emol scho kuerz, dass ech fannen, dass sech awer scho munches gemaach huet an deene leschten zéng Joer, dat heescht also vun 1999, wou d'Gesetz gestëmmt ginn ass, op 2009.

Ech wëll dee Bilan net verschéineren, dat ass net mäi Stil, mä ech wëll awer éierlech sinn. Dass ech schonn éierlech war, mengen ech: Erënnert Iech gutt drun, d'lescht Joer am Fréijoer hu mer de Bilan gemaach vum IVL. Dunn hunn ech gesot, éischtens, mir wären hannendran - wat Dir och gesot hutt. Dat heescht, d'Zuele vun de Grenzgänger, do si mer scho wäit viraus. Et komme scho vill méi Leit an d'Land schaffen, wéi mer dat geduecht hunn. Ech hu gesot, et bleift nach villes ze maachen, notamment an der Mobilitéit. An et geet och nach munches an déi falsch Richtung. An ech stinn och nach dozou, mä trotzdeem géif ech awer soen, mir sinn um richtege Wee.

Firwat dat esou ass, dat ass och relativ liicht ze erklären. D'Landesplanung ass ee laangfristege Prozess. Dat heescht, dat ass, wéi een ëmmer esou schéi seet, net sexy, dat gesäit een net direkt, dat brauch eng gewëssen Zäit, an et ass schwéier, de Leit dat ze illustréieren, de Leit dat duerzestellen. Duerfir muss ee schonn am Fong geholl konkret Elementer kréien, fir dass een dat besser versteet.

Den IVL ass vill méi konkret wéi déi technesch Landesplanung mat dem Programme directeur de l'aménagement du territoire, well den IVL, wat a mengen Aen dee richtege Schrëtt war an déi richteg Richtung, huet eis eng Basis vun Iwwerleeung ginn, fir eist Land eben ze stäerken am öffentlechen Transport bei engem 4%ege Wuesstum. Dat ass also scho méi konkret, mä et ass awer ëmmer nëmme Pabeier.

Projet-pilotë wéi Belval oder wéi d'Nordstad, mengen ech, déi kënnen eis scho méi kloer weisen, eng Iddi gi vun deem integrale Virgoen, wat hei gemaach gëtt. Dat integratiivt Virgoen, wat also am Fong geholl d'Essenz ass vum Landesplanereschen, dass een eben integrativ virgeet. An ech géif mer erlaben ze behaapten, et muss ee scho bal den IVL-Virus kréien, deen erwëschen iergendwéi, fir dass een am Fong geholl à même ass oder dass ee versteet an dass ee wëllt vernetzt an integrativ Démarchen huelen, dass een déi begeeschternd a gutt fënnt, fir am Fong geholl d'Leit esou ze iwwerzeegen. Well et kann een nëmmen an der Landesplanung iwwerzeegen, wann ee begeeschtert ass.

Ech muss Iech soen, ech si mer an de leschte Joren heiansdo virkomm wéi de Priedeger, deen zu senge Jünger seet, hei sinn déi Zehn Gebote. D'Jünger soen, déi Zehn Gebote, dat ass eppes Superes! Gutt, dass et se gëtt! Mä déi wéinegst hale sech drun. Esou ass et mir heiansdo gaangen.

Ech muss awer kloer an däitlech soen, dass et besser geet. D'Beispill Wickreng kann ech huelen, dat ass haut de Mëtteg ugeschwat ginn. Do kann ech soen, do war et mer méiglech, dergéintzehalen. Ech weess elo nach net, wéi mer do erauskommen, mä et war awer emol gutt, et war eng oppen, eng integrativ Diskussioun dobaussen, an der Regierung, an allen Ennen, an ech fannen dat ass eng gutt Saach.

Esou si mer op engem richtege Wee an ech géif soen, mir sinn esou wäit wéi mer nach ni waren. Souguer an de Käpp vun de Leit! Well d'Leit ware soss ëmmer nach vill méi, wéi géif ech soen, zou, an et muss een op d'Leit zougoen, op d'Politiker zougoen. Dat hu mir och gemaach als Landesplanung.

Mir hunn d'Konventioune gemaach an deene Raim, wéi mer dat nennen, wou laut Programme directeur de l'aménagement du territoire d'Musek gemaach gëtt. Raim wéi den Uelzechtdall, e Raum wéi de Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, de Flughafen oder och d'Nordstad, a mir hu mat deene Gemengepolitiker geschwat. Déi gesinn a verstinn och ganz gutt, an et kann een hinnen och gutt illustréieren, wat eng integrativ Approche an hire Raim bedeit.

Dës interkommunal Approche ass sécherlech net am Gesetz verankert. Dat ass eng Initiativ vum Landesplanungsminister, mä si huet awer hir Friichte gedroen, sinn ech der Meenung. Si ass opwändeg, mä si erlaabt eis awer, déi Leit ze iwwerzeegen. Et ass eng Iwwerzeegungsaarbecht, wou ee vill Personal brauch, wou ech awer menge wou mer kéinten e gudde Bilan maachen.

Dat ass awer net den haapt Fin fond vun der Landesplanung. Ech mengen, d'Landesplanung ass eng national Struktur, en nationaalt Instrument, an déi moosst een dann ebe mat deene sougenanntene Plans sectoriels. Plans sectoriels hu mer der schonn, duerfir kann een net soen, et wier keng Landesplanung do. Mir hu Plans sectoriels bei de Lycéeën, e Plan sectoriel am Bauschutt hu mer, a mer hunn och een, dee vill diskutéiert ginn ass, vun de GSM-Antennen. Mä déi aner zwee hu mer. Dat sinn déi sougenannte Plans sectoriels secondaires.

Bei de Plans sectoriels primaires muss ech soen, si mer effektiv eréischt am Ufank. Ech wëll Iech awer och soen, dass dat net esou einfach ass. Do huet een e Fachminister. Do huet een e sektorielle Minister, dee sëtzt nieft dem Landesplanungsminister als Vizepresident, an da muss ee kucke Kompromësser ze maachen, an dat ass net esou einfach.

An op där anerer Säit, Här Braz, huet een 116 Gemengen. An déi 116 Gemengen, do ass och keng d'selwecht wéi déi aner. Do sinn och Komescher derbäi, am gudde Sënn vum Wuert,...

(Interruptions et hilarité)

...an iwwer hir Autonomie communale hu se sech alleguerten esou entwéckelt wéi se sech eben entwéckelt hunn, an do bleift net ëmmer ganz vill Spillraum, fir Nationalpolitik mat der Gemengepolitik openanerzekréien. Do brauch ee Ressourcen, an ech mengen, den Aménagement du Territoire huet awer hei keng schlecht Aarbecht gemaach.

Ech weisen och dee Reproche zréck, deen ëmmer gesot gëtt, mir wiere Bremser, mir géifen am Fong geholl alles bremsen. Dat ass falsch. Richteg ass, dass mir am Ufank verschidde Prozesser organiséieren, an doduerch gi se net esou séier un. Mä wa se awer bis ugefaangen hunn, mengen ech awer, da geet et méi séier. Dann ass alles méi kloer. Duerfir mengen ech, dass d'Landesplanung déi richteg Démarche ass, och wa se komplex ass.

Si ass net manner komplex wéi d'Gemengeplanung. Kuckt d'Gemengeplanung, déi hunn e Gesetz vun 1937 iwwer Gemengeplanung. Dat ass erneiert ginn 2004, an do sollten d'Gemengen nei PAGe maachen. Wéi vill Gemengen hunn dann elo en neie PAG? Nach weider keng, well dat och ganz komplex ass. Et gëtt schonn ee Parallelismus zwëschent der Planung an de Gemengen an de Planunge beim Stat. An deen een esougutt wéi deen aneren, Stat a Gemengen, mussen dat mat enger gewëssener Dextéritéit a mat enger gewëssener Bestëmmtheet maachen, an dat geet eben net méi séier wéi et geet. Ech wëll domat soen, dass dat vläicht och erkläert, firwat dass mer nach net méi wäit sinn, wéi mer elo sinn.

D'Landesplanung ass Neiland. Ech hunn et gesot. An och juristesch ass et Neiland. Ech erënneren un déi Geriichtsaffären, déi mer haten am Kader vum POS-Findel, wat jo och en Instrument ass vun der Landesplanung. Duerfir muss ee sech Zäit huelen a juristesch déi Gesetzer gutt ficeléieren, fir dass een eben do keng Iwwerraschunge kritt. Däers soll ee sech och bewosst sinn.

A wa mer effektiv, wéi Dir et virdrun uklénge gelooss hutt, bei de Plans sectoriels vum Transport an och elo vun de Zones d'activités économiques en zweeten Ulaf hu misse kréien, fir kënnen ze communiquéieren, da mengen ech si mer awer um richtege Wee, dass mer dat gemaach hunn. An ech wäert och versichen, dass mer, wat d'Zones d'activités économiques ugeet, deen elo och nach kënne communiquéieren. Dee vun de Grands ensembles paysagers, deen ass jo do. Mäi Wonsch ass, dass mer och do weiderkommen. Mä et si vill Interessen hei am Spill.

Ech wëll och nach eppes soen: Well deen ee mat deem anere vernetzt ass, mécht dat d'Saach net nach méi einfach. Dat heescht, wa mir haut hei iwwert de Plan sectoriel «Transports» schwätzen, dann ass déi Synthees, déi do gemaach ginn ass, och schonn e Produkt vun deenen aneren dräi primäre Plans sectoriels. Dat heescht, do si schonn Elementer dra vum Grands ensembles paysagers, do si schonn Elementer dra vum Logement an do si schonn Elementer dra vun de Zones d'activités économiques. Dat muss een ëmmer wëssen.

Et muss een och wëssen, dass, wann een am Fong geholl déi ganz Problematik diskutéiert, d'Gemengen och iergendwéi am Bild sinn. Si sinn am Bild iwwert déi Konventiounen, wou mer mat hinnen diskutéieren. Do wësse se, wat an hire Raim sech deet. Si sinn am Bild iwwert den IVL, well den IVL ass eng Émanatioun vum Programme directeur. An ech weess als Gemeng also genau, ob ech ee Centre de développement et d'attraction sinn, also wuessen ech anescht, wéi wann ech kee sinn. Ech weess als Gemeng genau, ob ech eng Zone d'activités économiques ka kréien oder keng ka kréien, no deene Regelen, déi am IVL sinn.

Dat heescht also, fir elo ze soen, d'Gemenge géifen am Däischteren tappen a si géifen net wëssen, wat géif op se zoukommen, dat ass falsch. A mengen Ae wësse si ganz kloer,...

(Interruption)

...net ganz kloer, mä loosse mer soen, si wëssen awer grosso modo, wat op se zoukënnt. Déi reng Aarbecht, déi muss een an den nächste Méint peaufinéieren, an ech mengen, dat wäerte mer och kréien.

Mä d'Landesplanung, wa se wëllt wierklech réusséieren, da brauch se net nëmme Konzepter, mä se brauch och Moyenen. Däers sinn ech mer bewosst. An d'Landesplanung, wéi se haut gestréckt ass, déi huet hir Limiten. Dat wësse mer alleguerten. Mir gesinn et. An ech mengen, d'Landesplanung misst an deenen nächste Joren do aner Moyenë kréien. De Moment ass net haut komm, fir dat ze décidéieren, mä d'Propositioune wéi déi vum MouvÉco, vum Mouvement écologique, fir se zum Beispill mat der Mobilitéit ze associéieren oder vläicht mat Urbanismus ze associéieren, dat muss ee kucken.

Déi nächst Regierung ass do gefuerdert an déi nächst Regierung wäert och missen, wann ech et elo net nach maache virdrun, wann ech et vläicht hikréien, d'Landesplanungsgesetz vun 1999 ëmänneren. Do ass och e Bedarf do. D'Koordinatioun vun der Landesplanung muss preziséiert ginn. Déi administrativ Prozesser aus dem Gesetz mussen optimiséiert ginn, déi musse vereinfacht ginn. Et muss eng Simplification administrative kommen an et muss och gekuckt ginn, dass dat Gesetz fachlech, juristesch optimiséiert gëtt. Dat heescht no baussen eben e Gesetz strécke mat eise Leit am Ministère, dat Rechtssécherheet bréngt fir d'Gemengen an och fir de Stat.

Nieft deenen zwee Niveauen, wou mer bis elo wierklech, géif ech mengen, anstänneg Aarbecht gemaach hunn, interkommunal an och dann national, wëll ech awer nach kuerz op den Niveau agoen, deen och ugeschwat ginn ass vun der Groussregioun respektiv vun Europa. D'Groussregioun Europa: Bal 40%, géif ech soen, vun de Ressourcë vum Ministère ginn an Aarbechte vun der Groussregioun a vun Europa. Däers si sech vill Leit net bewosst, mä dat ass enorm, wat do op eis zoukënnt. Ech erënneren do un all déi Interreg-Programmer, déi et gëtt. Do sinn d'Fonge verduebelt ginn an der Period 2007/2013, do ass also vill Aarbecht.

Ech erënneren drun, dass d'Cohésion territoriale mam neie Lissabonner Vertrag een Objektiv wäert ginn au même titre wéi d'Cohésion économique an d'Cohésion sociale. Dat heescht, do hu mer e Gréngbuch doleien, doraus gëtt e Wäissbuch. Do si mer also och an enger integrativer Logik. An ech erënneren un den territorialen Agenda, deen am Fong geholl d'Landesplanung an Europa soll géréieren, deen et och gëtt, gradesou gutt wéi d'Städtepolitik, wou et eng sougenannte Leipzig-Charta gëtt.

Dir gesitt also, do sinn e ganze Koup Elementer, déi sech an Europa dinn, déi och am Fong geholl integrativer Natur sinn an déi wëllen, justement fir eise Raum hei ze stäerken, aus eiser Géigend hei eng sougenannte polyzentresch Metropol maachen. Dat geet alles net, wéi géif ech soen, an engem loftleere Raum ronderëm eis. Mir mussen eis also do unhänken, an dat ass e Grond méi, firwat dass mer och eng integrativ Politik an der Groussregioun brauchen, e sougenanntenen IVL vun der Groussregioun.

Dorop musse mer hischaffen, an dat geet nëmmen, wa mer besonnesch am Beräich Mobilitéit zesummeschaffen. Mir haten 2008 eng Transportkonferenz, wou gutt Konklusioune gezu gi sinn, déi komplex war, awer mir mussen do all un engem Strang zéien, well nëmmen esou kënne mer d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg aus de Kannerschong erauskréien a se an dee modernen Zäitalter erakréien.

Duerfir ofschléissend, de Plan sectoriel «Transports» ass e ganz gutt Instrument, mä e kann nëmme gutt fonctionnéieren, wann e sech afügt an déi aner dräi Plans sectoriels: Zones d'activités économiques, Logement a Grands ensembles paysagers. Dat ass déi Équatioun wéi se geschriwwen ass fir déi nächst Joren, an déi nächst Regierung wäert och do déi néideg Konklusiounen zéien.

Une voix.- An d'PAGen?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- E lescht Wuert zu de PAGen. Et ass kloer, dass zum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, wou elo gemierkt gëtt an der Praxis, dass verschidden administrativ Verbesserunge musse gemaach ginn an deem Gesetz, also och eng Simplification administrative, do hu mer am Ministère Texter, déi fäerdeg sinn. Ech wëll nach an dëser Legislaturperiod dëse Projet de loi hei an der Chamber déposéieren an da geet e säi Wee. An do kann een dann och an deemselwechten Otemzuch den Délai deementspriechend verlängeren, fir dass d'Aarbecht, d'Landesplanung esougutt wéi dann eben d'Gemengeplanung, kann anstänneg fonctionnéieren.

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Just eng kleng Fro.

M. le Président.- Den Här Braz stellt nach eng Fro.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Just zum Verständnis. Dat heescht am Kloertext, Dir sot, dass deen Délai, op deem d'Gemengen am Moment nach schaffen, fir hir PAGe bis August 2010 fäerdeg ze hunn, wäert no hanne geréckelt ginn, fir dass d'PAGs-Ännerunge kënnen de Plans sectoriels Rechnung droen? Ass dat elo kloer? Ass dat dat?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Et ass kloer, dass, wann d'Diskussiounen iwwert dee Projet de loi wäerte gefouert ginn, dee Punkt do wäert opkommen an dass dann deementspriechend den Délai verlängert gëtt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Am Kloertext: Den August 2010 ass net méi Stand der Dinge? Okay. Merci.

M. le Président.- Nom Innenminister kritt dann den Ëmwelt- an Transportminister d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d'éischt dem Kolleeg Félix Braz Merci soe fir d'Initiativ geholl ze hu fir dës Diskussioun. Ech appréciéieren et all Kéiers, wa mer iwwer Transport a virun allem öffentlechen Transport diskutéieren a feststellen, a wat fir engem Mooss mer an deene leschte Joren e Konsens, souwuel iwwert d'Konzept wéi iwwert d'Priorisiéierung, an deem Zesummenhang fonnt hunn.

Ech géif zwar mengen, et wär éischter vläicht richteg gewiescht, eng Interpellatioun ze maachen iwwert déi véier Plans sectoriels zesummen. Dann hätte mer dat Ganzt kënnen diskutéieren a Präsenz och vun deene Ministeren alleguerten, déi hei betraff sinn. A vläicht, wann ech meng Iwwerleeung nach weiderdreiwen, wär et méi richteg gewiescht, eng Interpellatioun ze maachen iwwert déi zwee Plans sectoriels, déi nach net um Dësch leien, wéi iwwert déi hei. Au moins, dat ass jo festgestallt ginn an och begréisst ginn, dass dee vun de Grands ensembles paysagers an dee vum Transport virleien an dass mer d'Geleeënheet hunn, och doriwwer kënnen ze diskutéieren.

Ech mengen, wann hei erëm eng Kéier de Mëtteg festgestallt ginn ass, vun alle Riedner ouni Ausnahm, dass bei deem, wat an deenen nächste Joren ze geschéien huet, d'Prioritéit op dem öffentlechen Transport läit, da wéilt ech soen, dass déi lescht fënnef Jore gutt Jore ware fir deem Usproch an där Zilsetzung do och kënne gerecht ze ginn. Gutt Joren, well mer au moins véier Saache fäerdeg bruecht hunn, déi wichteg sinn.

Dat Éischt ass - an dat ass vun eenzelne Riedner och hei bemierkt ginn -, fir d'éischte Kéier hu mer e breede Konsens iwwer e Mobilitéitskonzept um nationale Plang an och iwwer Mobilitéitskonzepter zum Beispill hei um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, hu mer Mobilitéitskonzepter um Niveau vun dem Süden an haaptsächlech der Géigend Esch, Suessem an de Frichen. An hu mer och, dorunner si mer amgaang ze schaffen, e Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad, fir och do ze kucken, déi Divergenzen, déi et do deels gouf, ze versichen an e gemeinsaamt Konzept fir déi nächst Joren eranzebréngen.

Ech halen dat fir e wesentlechen Acquis, dass, no laang Joren a Jore streiden a polemiséieren iwwert d'Aart a Weis wat mer wëlle maachen, mer dat an dëser Legislaturperiod fäerdeg bruecht hunn an dass ee kann dervun ausgoen, dass no de Wahlen an enger nächster Majoritéit an och doriwwer eraus net erëm eng Kéier e Broch entsteet, Saachen erëm op d'Säit geluecht ginn, Saachen erëm am Pabeierkuerf verschwannen an erëm ugefaange gëtt nei Studien ze maachen. Dat ass no dëser Legislaturperiod net méi noutwendeg, an ech mengen, dass dat de wichtege Punkt ass.

Wann de Mëtteg eng Rei vun Elementer, an ech entschëllege mech bei all deene Kolleegen, op deenen hir Froen a Bemierkungen ech net wäert kënnen agoen, well dat vill ze vill laang soss géif daueren, mä ech mengen am Konzept, wat mer zréckbehalen hunn, engersäits ze bauen op d'Réckgrat vun der Eisebunn, déi zwou nei Strecken ze bauen, déi eng wou mer amgaange sinn ze bauen op de Kierchbierg erop; ech kommen nach op déi zréck. Dann och déi vu Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebuerg an d'Prozedur endlech ze ginn, fir dass doriwwer an de Gemengen an och mat de betraffene Bierger kann diskutéiert ginn.

Dass mer endlech och am Zesummenhang mat de Gares périphériques, am Zesummenhang mam Tram e Konzept fonnt hunn, wat et erméiglecht fir déi Problemer unzegoen, déi et souwuel gëtt an den Haaptzäiten, an de Stousszäiten, fir all déi virun allem aus dem Süden, mä net nëmmen aus dem Süden, mä virun allem och vun de Frontaliersregiounen an d'Stad eranzekréien. Do kënne mer zesummen a Verbindung mat de Gares périphériques wéi gesot an och mam Tram d'Feinverdeelung maache mat Bussen, mat Vëlo oder och zu Fouss, wann et méiglech ass.

Ech wëll och soe fir d'Aktualiséierung, dass Der jo matkritt hutt, dass d'Regierung de leschte Freideg am Conseil de Projet de loi iwwert d'Gare périphérique vum Houwald zréckbehalen huet an elo wäert deponéieren. Ech kann lech och soen, dass den 29. Abrëll d'Resultater vum Concours d'architectes vun der Gare Zéisseng wäerte virgestallt ginn an dann och den APD kann ausgeschafft ginn, fir dorauser de Projet de loi ze maachen, an dass mer an der Fro vun der Prioriséierung vun deenen zwou neie Strecken an de Süden, déi ech genannt hunn, och endlech ouni Sträit an ouni Polemik et fäerdeg bruecht hunn e Konsens ze kréien an der Fro, dass déi Beetebuerger Streck vir muss gebaut ginn, dass déi Prioritéit huet, well mer do en akute Problem vu Potenzialer hunn.

Ech wëll dem Kolleeg Marc Spautz och soen, am Zesummenhang mat der Streck vu Lëtzebuerg op Esch, wann hie gesot huet, den Transportminister hätt décidéiert, dass mer elo géife bei där Streck net um riichte Wee direkt op d'Frichë fueren, mä iwwert d'Gare Esch fueren, dass dat éischtens formal de Virschlag ass vum Ministère vum Aménagement du Territoire, aus dem Haus also vum Jean-Marie Halsdorf komm ass, no der Variantenanalys, déi do gemaach ginn ass, an dass dat och - dat ass awer och wesentlech ze soen - baut op engem Konsens mat den Intérête vun der Stad Esch, wou à l'unanimité de Gemengerot décidéiert huet, dass e gären eng Streckeféierung hätt, déi iwwert d'Gare Esch soll goen, fir den Désenclavement tëschent deenen zwee Siten, also der al gewuessener Stad Esch an där neier op Niveau vun de Frichen, fir déi net zouzeloossen. Dat just zu der Wourecht am Oflaf wéi d'Diskussioun verlaf ass.

Ech géif iwwregens och soen, vum Technneschen hier géif mat deenen Décisiounen an dem Bau vun der Gare Esch/Belval, dee jo amgaangen ass, wou mer gläich de Réibau wäerte fäerdeg hunn, dass et technesch a mengen Aen haut souwisou kaum da méiglech wäert si fir eng Streckeféierung aneschters ze fuere wéi déi doten. Mä wéi gesot, d'Kritäre vum Aménagement du Territoire an d'Intérête vun der Stad Esch hunn derzou gefouert, dass mer an déi Richtung do gaange sinn.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Neen, ech hu mam Här Spautz geschwat.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Okay.

Ech hunn also gesot, deen éischte wesentlechen Acquis vun dëser Legislaturperiod ass de gemeinsame Konsens, virun allem och mat der Stad Lëtzebuerg iwwert de Bau vum Tram. Dir wësst, dass mer eng Rei vu wichtege Schrëtter an deem Projet geholl hunn, souwuel wat de Prinzip, also d'Konzept ubelaangt, wéi och wat d'Grënnung vum GIE ubelaangt, wéi och wat d'Trasséierung ubelaangt.

Mir wäerten an deenen nächsten Deeg och de Modell virstelle vun dem Design vun deem Tram, wa mer dann den éischte Präis an där Fro och décidéiert hunn, an da gi mer Stéck fir Stéck weider bis zum Projet de loi, an der Ëmsetzung vun deem Projet, well mer iwwerzeegt sinn - an ech wëll net nach eng Kéier op all déi Argumenter agoen -, dass dat am 21. Jorhonnert dat modernt an och attraktiivt Fortbewegungsmëttel ass, net lassgeléist vun all deem aneren. Sécherlech hänkt dat alles mateneen zesummen, an ech mengen et ass wichteg, dass mer elo och an där Fro Neel mat Käpp maachen a virukommen. Ech wäert herno awer, am Zesummenhang mat de Propositioune vun der ADR, och nach eng Kéier op den Tram an op d'Alternative kuerz zréckkommen.

Dann ass deen zweete wesentlechen Acquis, an do gëtt et awer hei am Land Leit, déi Joren a Joren duerfir gestridden hunn, dass mer eng Trendwend solle kréien an der Fro vun den Investitiounen, déi mer maachen. Den nationalen Nohaltegkeetsrot huet virun dräi Wochen ongeféier fënnef Froen un d'Parteie gestallt, an déi Fënneft dovunner war déi, wéini dass mer endlech an dësem Land géife 75% vun eisem Investitiounsvolume fir d'Schinn investéieren, a 25% fir d'Strooss, also en neien „modal split" um Niveau vun der Verdeelung vun den Investiounscapacitéite vum Stat.

Ech wëll dem Nohaltegkeetsrot an och lech soen, dass mer an de Chiffere vum Joer 2008 an 2009 an där Fro haut schonn op 71% Investitiounen an d'Schinn, an 29% Investitiounen an d'Strooss kommen. Dat heescht, dass mer scho ganz no bei deem ukomm sinn, fir dat vill Leit sech agesat hunn, dass mer déi Trendwend géife verstoen, dass essenziell a prinzipiell Problemer vun der Mobilitéit an deenen nächste Joren hei am Land nëmme wäerten ze léise sinn doduerch, dass mer de Paquet setzen um Niveau vun engem seriösen Ausbau vum öffentlechen Transport, vum Schinnennetz a vun der Attraktivitéit vun deem Angebot, wat mer do maachen.

Wann een d'Zuele kuckt - an den Här Berger huet gemengt, dat wier jo eng Lappalie, wann een dat géif feststellen -, wëll ech him awer soen, dass am Joer 2004, am leschte Joer vun der leschter Legislaturperiod vun der CSV/DP-Regierung, d'Investitiounen an d'Schinnennetz bei 107 Milliioune louchen, an dass se am Joer 2009, an deem Joer wou mer haut dra sinn, bei 319 Milliioune wäerte leien. Et geet net duer fir einfach nëmme bei „mobilitéit.lu" eng laang Lëscht ze maache vu Projeten, vun x Projeten ze maachen, an doriwwer eraus, um Niveau vun den Devisen, Devisë virzeleeën, déi oft net méi wéi Béierdeckelsqualitéit haten, fir ze mengen, dass mer op deem Niveau do géife richteg leie fir d'Problemer ëmgesat ze kréien.

Déi Trendwend um Niveau vun den Investitiounen an d'Schinn hu mer an dëser Legislaturperiod endlech festgestallt, mä ech mengen, dass den Här Berger mer dozou nach wëllt eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wollt just froen, ob déi Investissementer schonn all verschafft sinn, déi den Här Lux elo erwähnt huet.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech mengen et ass lech vläicht awer opgefall, dass an der Tëschenzäit net nëmmen op der Péitenger Streck Schinne geluecht ginn, dass d'Baggere fueren um Niveau vun der Streck erop op de Kierchbierg, beim Findel - ech mengen do huet een eng flott Foto am „Tageblatt" viru kuerzem kënne gesinn, wou een den Tunnel op der Aérogare endlech gesäit -, dass gebaut gëtt um Niveau vun der Gare Esch/Belval, dass de CRM, wat ee vun de grousse Projeten ass, elo a senger éischter Phas realiséiert ass.

Et ass lech vläicht och opgefall, dass an dëser Legislaturperiod net nëmme studéiert an diskutéiert a gestridde ginn ass, mä dass kloer an däitlech realiséiert ginn ass, dass nei Schinne realiséiert ginn an dass nei Strecke gemaach sinn. Dat hätt och lech vläicht an der Tëschenzäit kënnen opfalen.

Um Niveau vun den Acquisë vun dëser Legislaturperiod ass en drëtte wesentleche Punkt, dat ass deen um Niveau vum Ausbau vum Angebot vum öffentlechen Transport, wou mer zesumme mat all deenen aneren Opérateuren, an ech schléissen do den TICE zum Beispill mat an, ech schléissen och den AVL, de städtesche Bus mat an, den RGTR an och den Eisebunnsbusbetrib, dass mer et do fäerdegbruecht hunn, an de Kolleeg Roland Schreiner huet e puer Zuele genannt - wann d'Renaissance vun der Eisebunn déi ass, dass mer et mat 25% méi Clienten, méi Passagéier a mat 66% méi Passagéier am Transfrontalier -, endlech fäerdegbruecht hu fir eng Trendwend hei ze kréien, dass den Zuch net ugesi gëtt als iergendee Mastodont aus vergaangenen Zäiten, mä dass agesi gëtt, dass den Zuch wäert an dësem Jorhonnert dat Instrument sinn, wat eis Mobilitéitsproblemer léist, wat eis awer och um Niveau vu Loftpollutioun an um Niveau vu Klimawandeldiskussiounen hëlleft wierklech an eng aner Ära kënnen eranzekommen.

Ech kommen net derlaanscht lech ze soen, wann ech déi Zuele kucken, um Niveau vun deem, wat mer gemaach hunn: Mir hunn haut, an deene véier Joer, 28% méi Linnen an der Groussregioun um Niveau vun de Land- an och um Niveau vun de Schülerbussen. 28% méi Buslinnen déi fueren!

Wann den Här Mehlen zu Recht seet - dat ass ee vun deene Punkten, et waren der net vill, mä dee Punkt war jiddefalls ee vun deene gewiescht, wou ech mat him eens sinn -, dass mer um Niveau vun de rouegen Zäiten am Dag, also net de Stousszäiten, dass mer an de rouegen Zäiten e seriöse Problem hunn, wa mer Takt am Land fueren an do mat eidele Bussen, heiansdo nach mat duebele Bussen duerch d'Géigend fueren, a mer oft kee Versteesdemech a keng Akzeptanz fanne fir dat ze maachen.

Mä Dir hätt awer dann och kënnen hannendru soen, dass mer elo an dëser Legislaturperiod mam Projet pilote vum Ruffbus am Kanton Capellen ebe just déi éischte Kéier eng Alternativ amgaange sinn ze testen. Wann ech d'Zuele vun deem Bus kucken, deen am Juli 2008 ugefaangen huet, dann hate mer an deem Mount, an deem éischte Mount, 523 Persounen, déi am Kanton Capellen vum Ruffbus, also vun engem Bus, dee wierklech bis heem kënnt a mech op déi Plaz féiert, profitéiert, a schonn an deem leschte Mount, nämlech am Dezember 2008, hu 1.729 Leit dovunner profitéiert.

Wa mer dee Projet pilote do fäerdeg hunn, dann ass effektiv ze kucken, inwieweit dass mer et an deenen anere Regioune fäerdegbrénge musse Ruffbussystemer dohinnerzesetzen, an dann natierlech awer och an deene rouegen Zäite kucken, inwieweit dass mer d'Taktlinnen da kënnen zréckfueren. Ech wëll net soen ofschafen, mä jiddefalls am Takt zréckfueren, well dat Ganzt kascht jo och Geld, an dat eent Geld, wat mer spueren, kënnt dann duerfir do sinn, fir Investitiounen an esou e Ruffbussystem ze maachen.

Bei där Geleeënheet ass et vläicht och gutt ze soen, dass mer fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport och nach den Novabus agefouert hunn, deen elo säit dem Mee vum leschte Joer fiert. Den Novabus, deen extra geduecht ass fir Persounen, déi eng reduzéiert Mobilitéit oder en Handicap hunn, an deen also och extra ausgeriicht ass, fir och hire Mobilitéitsproblemer kënne gerecht ze ginn.

Ech mengen, dass mer an deem drëtte Punkt, Attraktivitéit vum öffentlechen Transport, wann ech nach d'Mobilitéitszentral géif derbäisetzen, iwwert déi zéng Joer laang och gestridden an diskutéiert ginn ass, an déi elo op eng ganz gutt Aart a Weis zesumme mam Verkéiersverbond fonctionnéiert.

Dee véierten a leschte wesentleche Punkt, deen an dëser Legislaturperiod geännert huet, dat ass deen, dass mer an där Transportproblematik dem Frachtberäich endlech dat Instrument ginn hunn, iwwert d'Schafung vun der CFL Cargo, wat eis erlaabt e moderne kompetitive Player ze hunn, fir Fracht vun der Strooss, also vun de

Camionen, vun der Strooss ewech ze kréien op d'Schinn.

Ech mengen d'Réussite vun der CFL Cargo an deene leschte Méint - ech nennen Iech elo keng grouss Zuelen, mä wann een haut gesäit wéi vill d'Zounahm ass vun den Tonne Fracht déi gefuer ginn, déi vun engem Joer 2007 op 2008 ëm 13,8% an d'Luucht gaange sinn, wann ech gesinn, dass mer bis an d'Slowakei an ech weess net wouhinner renne fir Wagonen ze kafen, fir all deene Capacitéite kënne gerecht ze ginn, déi mer an der Tëschenzäit fueren - ass e wesentleche Punkt, dee wichteg ass an deem, wat an dëser Legislaturperiod geännert huet.

Sécherlech, um Niveau vun der Prioriséierung wäerten eng ganz Rei vun Décisiounen och an der nächster Legislaturperiod musse geholl ginn. Mä ech menge mer sinn eis au moins eens, dass niewent deene grousse Projeten, déi haut amgaange sinn, déi Beetebuerger Streck eng ass déi Prioritéit muss hunn.

Mir wëssen, dass d'Gare périphérique vum Houwald, wou mer elo de Projet de loi, wéi gesot, deponéieren, eng Prioritéit muss hunn, an dass och den Tram, deen effektiv e wesentleche Punkt ass fir d'Feinverdeelung um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg ze maachen, souwuel mat deenen interne Fluxen, déi extrem héich gi sinn am Laf vun deene leschte Joren, wéi och deene Fluxen, déi vu baussen an d'Stad Lëtzebuerg erakomm sinn.

Wat de Plan sectoriel «Transports» ubelaangt, wëll ech dem Kolleeg Félix Braz an de Kolleegen hei am Haus just soen, an dat ass net despektéierlech par rapport zum Plan sectoriel «Transports», mä mir hunn an deene fënnef Joer vun dëser Legislaturperiod net drop gewaart e PST ze hu fir effektiv virunzekommen. An dat Konzept „mobil 2020", wou ech gesot hunn, dass de wesentlechen Acquis ass, dass mer e Konsens iwwert dat Konzept hunn, ass jo och e Bestanddeel innerhalb vun deem PST, deen ass 100% esou do ëmgesat wéi en ass. En entsprécht och den Décisiounen, déi mer um Niveau vun der Regierungserklärung geholl hunn, mat deem Ënnerscheed, dass mer iwwert den Train-Tram-System jo am Ufank vun der Legislaturperiod mat eisen Experten am Aarbechtsgrupp vum Tram léger diskutéiert hunn, dass mer hei an der Chamber doriwwer eng grouss Majoritéit vu 55 Stëmmen haten, déi dat Konzept ënnerstëtzt hunn, mat enger grousser Majoritéit am Stater Gemengerot, déi dat Konzept ënnerstëtzt hunn, an ech mengen, dat war also wesentlech.

Ech ginn net méi op déi Argumenter an, déi zu deem Kurswiessel gefouert hunn, mä ech menge se louchen op der Hand, dass mer dee Kurswiessel misste maachen, fir do an eng aner Richtung ze kommen. De PST behält seng grouss Wichtegkeet, an e wäert eis herno, besonnesch um Niveau vun deenen neie Strecken, déi Couloirë reservéieren an iwwert déi kommunal PAGe superposéieren. Dat ass dat Instrument, wat mer brauchen, an duerfir sinn ech souwuel als Transportminister wéi als Ëmweltminister frou, wa mer do schnell virukommen.

Ech fannen, dass dat en normale Prozess ass, dass et do net tëschent dem Ëmwelt- an dem Transportminister, mä éischter tëschent dem Ëmwelt- an dem Bauteminister eng Rei vu Froe gëtt, déi, wann d'SUP, déi sougenannten Ëmweltverträglechkeetsstudie virläit, nach eng Kéier mussen diskutéiert an dann och definitiv tranchéiert ginn, an dass do nach Konfliktpotenzial ass; dat ass evident.

Et wier ze schéi gewiescht, wann een déi véier Plans sectoriels an deene jeeweilege Groupes de travail als Projete fäerdeg gemaach hätt an dann hätt ee se iwwerenee geluecht an dann, oh Wunder, hätt direkt alles openee gepasst. Ech mengen et wier e bëssen ze vill schéi gewiescht fir ze mengen, dass d'Politik duerno net muss iwwert déi eenzel Konfliktpunkten diskutéieren, déi bleiwe wäerten, an ofweien tëschent deenen engen an deenen anere Prémissen.

Ech war zum Beispill dës Woch an enger Réunioun zu Käerjeng gewiescht. Dat ass ee vun deene Punkten, wou et e ganz klassesche Konflikt gëtt: Engersäits d'Duebelgleisegkeet, déi mer do vun der Péitenger Streck maachen, an domadder fir Käerjeng a fir déi Lokalitéiten e wesentlecht Potenzial um Niveau vum öffentlechen Transport a méi Takt kënne maachen, mä op där anerer Säit wësse mer, dass mer innerhalb vun der Lokalitéit Käerjeng e ganz seriöse Problem um Niveau vun der Loftpollutioun hunn, déi den Ëmweltminister och muss interesséieren, well mer och do u Wäerter vun den Direktive gebonne sinn.

Wa mer dës Kéier nach, wéi Dir vläicht gelies hutt, zu deene véier Länner an der EU gehéiert hunn, déi um Niveau vun der Loftqualitéit kee béise Fanger gemaach kritt hunn, well mer ënnert de Wäerter leien, esou soen ech, wann déi Wäerter 2012 an 2015 erofginn, dass mer op eenzelne Plazen, a Käerjeng gehéiert da waméiglech dozou, Alternative siche mussen. Deem Konflikt musse mer eis da stellen an en och diskutéieren, an och kucken en dann ze décidéieren.

Ech wëll zum Schluss nach e Wuert iwwert déi Virschléi soen, déi vum Här Mehlen am Zesummenhang mat dem Konzept vum Här Schummer gemaach gi sinn, fir also iwwert de klasseschen Zuch ënnert der Stad erduerch ze fueren. Fir d'éischt wëll ech emol soen, dass ech gëschter Owend dat Blat vun der ADR gelies hunn, wou doriwwer jo vill drasteet.

Ech wëll fir d'éischt emol einfach dee klenge Wonsch äusseren, dass een iwwer esou eng Fro diskutéiere kann an eng Divergenz kann hunn, ouni dass een dat direkt op eng polemesch Aart a Weis maache muss. Ech verstinn net, firwat een déi, déi fir de liichten Tram an der Stad sinn, muss als gréng Ideologen, als Leit déi keng Ahnung hunn, als Leit déi d'Suen zur Fënster erausgeheien, bezeechnen. Loosse mer dach an esou enger Fro, déi dach awer eng konzeptuell an och eng technesch ass, doriwwer diskutéieren a respektéieren, dass mer eng Divergenz hunn.

Ech respektéieren den Här Schummer a seng Aarbechten absolut. Ech hat oft Geleeënheet mat him och doriwwer ze diskutéieren, an ech mengen, dass dat eng Fro ass, wou een net onbedéngt ee muss op de Kapp schloen, wann een zu enger anerer Meenung komm ass.

Ech wëll och soen, dass dach awer während zwee Joer mat déi beschte Käpp, déi mer hei am Land hunn, um Niveau vun Ingenieuren an Urbanisten an aner Spezialisten, zesummesouzen, aus alle Ministèren, mat alle Bureaux d'études zesummen, fir unanime der Politik, der Regierung an duerno der Chamber d'Propositioun ze maachen, fir dat Konzept „liichten Tram" zesummen, verbonne mat de Gares périphériques ze realiséieren.

Dat waren dach awer wierklech keng Haulien, déi sech Zäit geholl hunn, fir dat ze maachen, a si hunn dat fräi a frank ouni Drock vun iergendengem gemaach, fir zu där Konklusioun ze kommen. Si hunn iwwregens och an hirer Aarbecht - an ech hunn dat de Moien nach eng Kéier nogekuckt -, opgrond vun extrem villen Indicateuren a Kritären, och de Konzept vum Här Schummer an hirem Groupe de travail analyséiert, a Vir- an Nodeeler niewentenee gesat, fir herno unanime zu enger Konklusioun ze kommen, fir dat ze proposéieren. Ech géif einfach nëmmen de Wonsch äusseren, dass mer dat roueg diskutéieren.

Ech wëll zwou, dräi Saachen zu dem Konzept vum Här Schummer soen. Net nëmmen, dass ech fannen, dass eent vun de wesentlechen Argumenter de Mëtteg hei vum Kolleeg Roland Schreiner gesot ginn ass, fir kloerzemaachen, dass dat Konzept do e schwéiert Konzept ass an enger Stad vun de kuerze Weeër, an dass en Zuch net esou bremst an ufiert, an duerfir vill méi laang Weeër brauch wéi en Tram.

Och do muss een et verstoen, dass et vill Leit gëtt, déi och eng Ahnung vun de Mobilitéitsfroen hunn, an déi zur Konklusioun komm sinn, dass e Konzept wéi dat dote kee Konzept ass fir déi Situatioun, déi mer um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg hunn, an dass et der och gëtt, um Niveau vum öffentlechen Transport, der A.U.T., de Gewerkschaften aus dem öffentlechen Transport, déi och fir dat Konzept sinn, wat hei zréckbehale ginn ass.

Et sinn der och vill der Meenung, dass et fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport wesentlech ass, dass en op der Iwwerfläch fonctionnéiert. Hei ass et jo besonnesch och esou, dass Lifte ganz déif mussen erofgueren, fir d'Leit vu 15, 20 an 22 Meter aus dem Buedem erauszehuele fir uewenhinner ze kommen. Och do mengen ech muss een dann awer ronderëm kucken: A ville Stied an Däitschland, a Frankräich, egal wou een hikënnt, ass dach eng Renaissance vum Tram. Och zu Nice, zu Stroossbuerg, zu Barcelona, an egal wou een higeet, sëtze jo keng Haulien, fir zur Konklusioun ze kommen, dass den Tram, am Zesummenhang mat Gares périphériques, déi d'Leit bis no un d'Stied erubréngen, an dann eng Feinverdeelung ze maachen; och do sëtze jo intelligent Käpp, déi sech Gedanke gemaach hunn, fir zu där Konklusioun ze kommen.

An da wëll ech awer nach zwou Saachen derbäi soen: An Ärer Publikatioun gëtt e puermol gefrot, firwat mer all d'Leit, déi aus dem Süden, aus dem Norden, aus dem Westen, aus dem Osten an d'Stad kommen, alleguer op d'Gare centrale féieren a se do eraustippen, an déi Leit da geplot si fir dann do den Tram oder de Bus ze huele fir weiderzefueren.

Sot de Leit awer wann ech gelift, dass d'Tatsaach, dass mer eng nei Bunnstreck bauen, vun der Gare centrale iwwert de Findel op de Kierchbierg, wäert erlaben, dass bal 80% vun all deene Leit, Frontalieren an och Inländescher, déi an d'Stad schaffe ginn, muer kënnen um direkte Wee op de Findel fueren an um direkte Wee mam Zuch op d'Foire an op de Kierchbierg eropfuere kënnen. Déi Leit brauche muer net méi op der Gare centrale erauszeklammen. Déi fuere mam Zuch direkt op deem Wee bis dohinner, an all déi hu mat der Gare centrale a mat Ëmklammen an Zukunft näischt méi ze dinn.

Ech mengen et ass wesentlech, wann een iwwert d'Gares périphériques schwätzt, dass muer d'Leit um Houwald erausklammen, déi op der Cloche d'Or schaffen, an déi muer um Ban de Gasperich schaffen, an dass déi riicht weiderfueren, ouni ëmzeklammen, déi déi haut schonn zu Dausenden an Dausenden um Kierchbierg an och op der Streck tëschent dem Findel an dem Kierchbierg wäerte schaffen. Do sinn d'Potenzialer vun der Zukunft, net onbedéngt an der Stad Lëtzebuerg, wou Äert Konzept, ënnerierdesch, niewebäi bemierkt, faraminös Käschtepunkte wäert mat sech bréngen.

Well, wann ech de Kolleeg Claude Wiseler kucken, deen d'Erfahrunge gemaach huet mat den Tunnellen um Niveau vun der Nordstrooss, da wënschen ech all deenen «bonne chance», déi mat Tunnellen oder mat esou ganz gewotene Konstruktioune fir op d'Nordstreck ze kommen, op der Héicht vun Dummeldeng an esou virun, da géif ech gär gesi wéi dat...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hat Dir net esou eng Zahnradbahn geplangt, déi mer hei scho gestëmmt hunn, Här Minister?

Une voix.- Hien awer net.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Säi Virgänger.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech mengen, dass een och um Niveau vun de Coûtë ganz genau muss kucken. An da wëll ech Iech, Här Mehlen, nach e leschte Punkt soen, an ech hunn Iech dat och matbruecht, fir dass Dir dat behaalt an deenen nächste Woche vun der Diskussioun.

Ech wëll Iech ee Punkt soen: D'intellektuell Éierlechkeet géif verlaangen, niewent all deene Punkten, déi ech Iech elo gesot hunn, dass Dir de Leit an Äre Publikatioune bis de 7. Juni och sot, dass de Konzept vum Här Schummer net nëmmen e Konzept ass fir ënnerierdesch mam Zuch ze fueren, mä dass den Här Schummer och en Tram virgesinn huet a sengem Konzept, dee bal déiselwecht Streckeféierung huet wéi deen, deen elo um Dësch läit.

De Konzept vum Här Schummer, an deen ass och do analyséiert ginn, de BB-Konzept plus Tram léger, dat ass säit 2004 de Konzept vum Här Schummer. Hie schwätzt net nëmme vun enger Alternativ um Niveau vum Zuch - dat ass seng Propositioun, ech respektéiere se, ech deele se net -, mä den Här Schummer huet 2004 - well hie gemierkt huet, dass d'Flexibilitéit an d'Attraktivitéit géife verlaangen och un der Uewerfläch eng Alternativ ze ginn - och e Konzept vun engem Tram léger a sengem Konzept mat derbäigesat.

Sot also och an Zukunft de Leit dobaussen, wann Der Publikatiounen erausgitt, dass et net nëmmen dat eent gëtt, mä dass och den Här Schummer e Protagonist ass fir en Tram ze bauen, well hien aus ville Grënn, déi ech elo a menger Interventioun gesot hunn, zur Konklusioun komm ass, dass dat noutwendeg ass.

Déi véier Punkten, déi ech genannt hunn, sinn: engersäits de Konsens, zweetens endlech realiséieren, drëttens d'Angebot stäteg weider ausbesseren, a véiertens de Fracht net vergiessen, fir kompetitiv méi Fracht vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Dat wäerten dann och an deenen nächste fënnef Joren, esou wéi se an deene leschte fënnef waren, déi Punkte sinn, déi mer musse weiderféieren, fir dass mer eng aner an effikass a virun allem eng responsabel Mobilitéit hei am Land kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Wiseler, Dir waart net ugekënnegt.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech probéieren et kuerz ze maache wéinst der Zäit. Et sinn awer eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, déi de Stroossebau concernéieren.

Éischtens wëll ech soen, datt et evidenterweis esou ass, datt an deene leschte véier, fënnef Joer och déi Projeten oder dat Konzept vum IVL, dat schonn um Dësch läit, an deen Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports», deen elo fäerdeg ass, evidenterweis gedéngt hu fir déi Projeten, déi élaboréiert ginn, och ze definéieren an déi d'Base dovunner waren.

Dat ware fir déi Planer an den Travaux publics d'Grondprinzipië vun deem, dee mer duerchgesat hunn. A wann Der och all déi Projeten, déi gemaach gi sinn, respektiv déi, déi an deem Dokument do stinn, kuckt, da gesitt Der, datt d'Logik eng absolut Evidenz ass. Dir hutt déi Verbindungen zwëschent deene grousse Centre-de-développementen. Dat ass d'Liaison Micheville, d'Nordstrooss zwëschent der Stad Lëtzebuerg, Belval an der Nordstad.

Dir hutt déi Développementsstrecken, déi mer bauen an de Grands centres de développement, wéi d'Liaison Micheville, wéi de Ban de Gasperich, wéi Hollerech, och wéi d'Nordstrooss, wéi déi Stroossen an déi Contournementer, déi mer ëm d'Nordstad maachen, wéi zum Beispill e Contournement vum Süde vun Ettelbréck, vum Norden, vun Dikrech, déi einfach zur Logik gehéieren, wann ee wëllt déi Landesplanung, déi am IVL virgesinn ass, och korrekt ëmsetzen.

Dir hutt Strecken, déi bis bei d'Grenze kommen. D'A3 an d'A6 sinn hei oft ugeschwat ginn.

Ech wëll awer just dräi Wierder soen zur Explikatioun firwat mer dee Projet maachen, well et kann een net einfach soen: Dat doten ass e Projet, elo maacht Der dräi Strecken, an da stitt Der zu dräi Pisten am Stau fir an d'Stad Lëtzebuerg. Esou ass d'Realitéit net. Dir musst ganz einfach wëssen, datt mer säit deenen 20 leschte Joren, säit 1985, en Développement vu mol véier vum Autosverkéier kannt hunn, deen op där doter Pist ass. Mir si vu 15 bis 20.000 op haut 70 bis 80.000 Autoen den Dag geklommen.

Mir hunn dovunner 22% Camionen; zwëschent 20 a 25% Transitverkéier. Verkéier, deen net an d'Stad Lëtzebuerg erafiert, dee mer also mat anere Spuren, wa mer eng Spur derbäisetzen, dégagéiert kréien, fir e weider ze kréien op där Streck.

Da gëtt et natierlech och esou, datt eng vergréissert Autobunn eis sécherlech kann de Komfort op deenen anere Stroosse verbesseren. Mir hunn d'Méiglechkeet fir eng Rei Autoen zousätzlech erof vun den Nationalstroossen ze kréien. Dofir gëtt et jo gemaach.

Op där anerer Säit och, wann Der wëllt d'Entréeë vun der Stad hunn, dann ass et jo och ganz kloer, datt och an deenen heite Programmen all déi Échangeuren, déi op deenen dote Strecken erofginn, musse mat transforméiert ginn. Et géif jo net méi anescht fonctionnéieren, fir et ze maachen. Also mussen och déi Entréeën op de Stroossentissu vun der Stad respektiv vun den Agglomératioune ronderëm mat gekuckt ginn.

Dir hutt sécherlech méi eng grouss Sécherheet vun den Accidenter. Mat deene Fluxë vu 70 bis 80.000 Autoen den Dag, déi doriwwer fléissen, ass et evident, datt Der, wann Der do dräi Pisten hutt, sécherheetsméisseg ganz anescht kënnt déi Fluxen oflafe loossen. A wann eng Kéier en Accident virkënnt, da si jo zum gréissten Deel Stauen, well mer op där Autobunn en Accident hunn, wou Leit stoebleiwen. Wou Schwieregkeete sinn, hutt Der och vill besser a ganz aner Méiglechkeeten, fir d'Gestioun dovunner an de Gréff ze kréien a fir et esou schnell wéi méiglech dégagéiert ze kréien.

A schlussendlech dat lescht Argument, dat ass fir mech och dat vum öffentlechen Transport. En Neibau, en Aneschtbau vun deenen doten Type vun Autobunne wäert

eis d'Méiglechkeet ginn dem öffentlechen Transport, dee fir mech och prioritär ass - och op de Stroossen, well 80% vum Verkéier wäert och nach an Zukunft iwwert d'Strooss goen -, op de Stroossen d'Prioritéit ze ginn. Dat kënne mer maachen, wa mer d'Autobunnen anescht uginn, wa mer eng Vergréisserung domat maachen.

A wann ech dann och den Här Berger héieren…

M. le Président.- Här Minister, den Här Bausch wëllt eng Fro stellen an deem dote Kontext.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, dann éier ech op den Här Berger kommen, maache mer déi Kritik.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just eng Fro stellen zu där drëtter Spur. Mir hu jo e grousse Problem. Dat ass, datt mer an de Spëtzestonnen dausenden an dausende Frontaliere fueren hunn. Ee vun de grousse Problemer ass jo och, datt se all eenzel mam Auto gefuer kommen. Meng Suerg oder eis Suerg ass och, datt mer, wa mer elo eng Vergréisserung maachen, d'Situatioun u sech net verbesseren, mä datt dat éischter nach méi incitéiert nach zousätzlech ze fueren.

Duerfir ass meng Fro: Wann Der op de Wee gitt, fir eng drëtt Spur ze bauen, wär et dann net mindestens sënnvoll déi nämlecht Richtung ze goen an dat ze maachen, wat bal an allen europäeschen Agglomératioune geschitt, nämlech datt mer eng Deelspur, eng „car sharing"-Spur géife maachen, dat heescht, datt déi nëmme reservéiert ass, wann ee mindestens zu zwee am Auto sëtzt; dat mindestens an de Spëtzestonnen?

Dat si Modeller, déi ëmmer méi ugewant ginn a groussen Agglomératiounen an déi menger Meenung no och zielen, wann een iwwerhaapt op de Wee wëllt goen, iwwer esou eppes ze diskutéieren. Well de Gros vum Problem hu mer jo an de Spëtzestonnen an déi drainéieren alleguerten a Richtung Zentrum, Stad an Ëmland, wou d'Aarbechtsplaze sinn. Dat wësse mer jo. Do musse se iergendwou erauskommen, an do hu mer dann déi gréisste Schwieregkeeten, fir se duerch déi Nadelöhren och all an d'Stad ze kréien.

Da misste mer et mindestens esou organiséieren, datt mer d'Leit derzou beweegt kréien, datt se mindestens zu zwee oder souguer zu dräi an engem Auto sëtzen a se net jiddwereen eenzel erof géif fueren.

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- D'Äntwert dorop ass, datt ech fir alles op sinn, wat eis deen dote Problem besser an de Gréff kréien deet. Mir haten nach net méi spéit wéi de Moie mat enger ganzer Rei Experten intern Sitzungen, wou mer Iwwerleeunge gemaach hunn, wéi een d'Organisatioun vum Trafic op eise Stroosse kéint anescht géréieren, fir datt e méi fluid ass; net nëmmen duerch eng Vergréisserung oder eng aner Konzeptioun vu Stroossen, mä och duerch Gestiounsprojeten, déi mer drop maachen.

Mir si jo och amgaang - dat wësst Der - net nëmmen iwwer esou Projeten ze iwwerleeën, mä och iwwer aner Projeten, wou mer mat Busspuren déi eng Richtung moies, déi aner Richtung owes maachen, well et eis einfach Plaz spuert. Mir hunn net iwwerall genuch Plaz, mä et muss een et just esou maachen, datt et och gangbar ass.

Mir si fir all déi doten Iwwerleeungen op, am Fall wou et Konzepter sinn, déi realisabel sinn an déi eis an deem heite Problem weiderhëllefen.

Ech wollt awer nach beim Här Berger soen: Ech stelle just fest, wann Dir sot, datt d'DP net mam Ausbau vun der A3-A6 averstanen ass, datt bei deem leschte Vote vun der Motioun iwwert déi A3-A6-Autobunn, fir déi déi Gréng eng Motioun eraginn haten a wou d'Halschent vun hirer Fraktioun esou an d'Halschent vun hirer Fraktioun anescht gestëmmt huet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech sot, et ass keng Prioritéit fir eis. A wann, dann hu mer och déi Suggestiounen, déi den Här Bausch gemaach hat. Dat hat ech virdrun erwähnt. Dat heescht op där enger Säit, datt een dat als „car sharing" ka benotze respektiv als Busspuren. Nach eng Kéier - ech hunn et gesot -: Et ass fir eis keng Prioritéit.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also ech stelle fest, datt Der net definitiv géint dee Projet sidd, mä datt Der d'Prioritéitslëscht do anescht maacht.

Da wëll ech just nach eppes soen zu deenen aneren Aspekter; wat fir mech an deem Programm hei extrem wichteg ass. An do kommen ech zréck op dat, wat den Här Bausch gesot huet, ier ech ofschléissen, Här President. Dat ass: Fir mech ass et an deem Plan sectoriel «Transports» oder an deem Projet hei wesentlech, datt mer net nëmmen iwwert d'Strooss schwätzen, mä et ass och wesentlech, datt mer koordinéiert iwwert den Zuch schwätzen, datt mer koordinéiert iwwert d'Opfangparkinge schwätzen, iwwert den Tram schwätzen an iwwert d'Busspure schwätzen, iwwert déi haut iwwerhaapt net geschwat ginn ass, ausser bei lech ganz kuerz, mä wou e ganz laangt Kapitel dran ass, wéi och d'Développementer sollen dorunner geschéien.

Da soen ech hannendrun: Fir mech an den Travaux publics kënnt och nach derbäi, datt et net nëmmen duergeet mat engem Plan sectoriel «Transports», mä wann ech mäi Mobilitéitsnetz esou maachen, kucken ech och meng aner Halschent vum Ministère. De Bau vun de Schoule gëtt do gemaach, wou ech Contournemente maachen zu Jonglënster, Miersch mat der Autobunn, respektiv op deene Plazen, wou eist Mobilitéitskonzept dann hifféiert, datt mer och déi aner öffentlech Bauten esou am Land bréngen. Et geet also nach weider, wéi dat wat mer hei gemaach hunn.

Merci, Här President, fir d'Zäit.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domat si mer dann awer um Schluss vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge sinn den 10., den 11. an den 12. Mäerz 2009 virgesinn. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

Mardi, 10 mars 2009

SÉANCE 32

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Heure de questions au Gouvernement
- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

  et
- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget
- *M. Laurent Mosar, M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- *M. Xavier Bettel - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*
- Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- *Mme Lydia Mutsch - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbierg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics
- *M. Claude Adam - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Gilles Roth - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget
- *M. Ben Fayot - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Claude Meisch, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- *M. Fernand Diederich - M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice
- *Mme Lydie Err - M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

  et
- Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Eugène Berger - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
- *M. Jos Scheuer - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

5. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

et

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006
- *Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Lucien Thiel*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

6. 5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Fred Sunnen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Hommage à M. Patrick Santer

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

5993 - Projet de loi déterminant la participation financière de l'État à la construction de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg ainsi que pour le Lycée et Collège Vauban à Gasperich

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.02.2009

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009

5995 - Projet de loi portant 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant e.a. création de la fonction d'instituteur d'économie familiale

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 19.02.2009

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

5997 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 23.02.2009

5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.03.2009

6000 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Moldavie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2009

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Dépôt: Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.03.2009

2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

A senger Réunioun vum 18. Februar huet de Büro opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen den Éierentitel vun hire Fonctiounen zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 5. Mäerz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Duerno diskutéiere mer zwee Projets de loi, déi d'Kooperatiounsofkommes iwwer ee weltwäit Navigatiounssystem via Satellit mat Korea respektiv mat Marokko behandelen. Dann hu mer eng Konventioun iwwert den Institut Forestier Européen, de Projet de loi iwwert den elektroneschen Dépôt beim Registre de commerce et des sociétés an e Projet de loi iwwert d'Représentations cinématographiques publiques.

En Donneschdeg um hallwer dräi proposéiert d'Presidentekonferenz fir d'éischt de Projet de révision 5967, dat heescht d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung. Duerno diskutéiere mer en Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Montenegro, a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien an den Espace économique européen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vum eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. D'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit fir hir Fro ze stellen, d'Regierung, déi eenzel Ministeren hu véier Minutten Zäit fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Déi éischt Fro gëtt gestallt vum honorabelen Här Mosar un den Här Budgetsminister iwwert d'Strategie um G20 iwwert d'Bankgeheimnis. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, virgëschter souzen d'Finanzministeren aus Éisträich, der Schwäiz a Lëtzebuerg hei zu Senningen zesummen, fir eng gemeinsam Strategie auszeschaffen en vue vum G20, e Sommet den 2. Abrëll zu London. An dëser Réunioun schéngt et drëm gaangen ze sinn, fir gemeinsam Pisten opzezeechnen, fir géint d'Steierévasioun virzegoen, ouni awer gläichzäiteg mussen op d'Bankgeheimnis ze verzichten, an och gläichzäiteg alles an d'Wee ze leeden, fir net op eng schwaarz Lëscht ze kommen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un de Budgetsminister stellen:

1. Wat sinn déi gemeinsam Pisten, iwwert déi diskutéiert ginn ass an déi eventuell dann och zréckbehale gi sinn?

2. Wéi gesäit d'Strategie vun der lëtzebuergescher Regierung aus, ganz besonnesch am Hibléck vum G20, wou jo eigentlech keent vun deenen dräi concernéierte Länner direkt vertrueden ass?

3. Ginn am Moment och Gespréicher mat der neier amerikanescher Administratioun gefouert, well et jo ganz besonnesch an de Vereenegte State Bestriewunge gëtt, eng sougenannten nei schwaarz Lëscht opzestellen, op där eist Land och kéint figuréieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Wann Der erlaabt, Här Minister, den honorabelen Här Henckes huet eng Fro am selwechte Kontext. Da kéinte mer déi zwou Froe matenee behandelen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt am Kader vun där Debatt iwwert d'Steierparadäiser zwou Froe stellen.

Déi éischt ass: Gëtt et eng Definitioun vun engem Steierparadäis? Well souwäit wéi ech der gesinn hunn, gëtt et der e puer. A bis elo wollt ech duerfir froen, ob et esou eng Definitioun an den héijen Instanze gëtt, déi méi prezis wier.

Déi zweet Fro bezitt sech op d'Aart a Weis, wéi hei soll an dësem Dossier verfuer ginn. Ech verstinn, datt d'Regierung eng defensiv Attitüd anhëlt a versicht déi Kontra-Argumenter ze entwéckelen. Mä ech mengen awer och, et misst méi eng ausgewogen, méi eng offensiv Attitüd geschéien.

Zum Beispill d'Definitioun vum Steierparadäis: Ass dat zum Beispill Frankräich, wou iwwert d'Niches fiscales Persounen, déi eelef Milliounen Euro Akommes hunn, nure 5% Steiere bezuelen? Ass dat e Steierparadäis? D'Fro, déi sech stellt, ass, ob d'Bons du trésor, déi anonym kënne gehandelt ginn, ob dat an de Blanchiment fält oder net. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob England mat senge verschiddenen Inselen, mat dem Rapport vun der Financial Services Authority, wou e seet, datt 39 Milliarde Pond d'Joer do u Blanchiment suspekt Verhandlungstransaktioune sinn, ob dat och drënner fält.

Dofir géif ech froen, ob d'Regierung gewëllt ass, och en Dossier ze maachen an an der Argumentatioun och déi aner Froen opzewerfen, déi et a verschiddene Finanzzentre gëtt.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech géif gären dës Froe wéinst der internationaler Dimensioun vun dësem Sujet, wann Der erlaabt, op Franséisch beäntwerten.

Une voix.- Oh! Dat ass wéinst dem Här Sarkozy.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dans le contexte de la crise économique internationale, des discussions sont actuellement menées dans différentes enceintes sur l'élaboration de critères et de listes relatifs aux territoires non coopératifs et de paradis fiscaux. Ces discussions sont menées au sein du G20, de l'OCDE, de l'Union européenne et également dans certains États comme notamment les États-Unis d'Amérique.

C'est dans ce contexte que certains pays européens à secret bancaire, l'Autriche, la Suisse et le Luxembourg, se sont rencontrés dimanche dernier ici à Luxembourg. Nous avons constaté que le G20 n'est ni une organisation internationale ni un organisme pouvant arrêter des critères juridiquement contraignants.

En ce qui concerne les paradis fiscaux, il y a à notre connaissance une organisation internationale, à savoir l'OCDE, qui a établi des critères de qualification des paradis fiscaux. Parmi ces critères, le point de départ est qu'il faut qu'il s'agisse d'un territoire dans lequel il n'y a pas de fiscalité ou une fiscalité très faible. Il existe également certaines listes qui ont été établies par certains États à critères divergents et parfois sans critères. Le Luxembourg, au vu des critères de l'OCDE, n'est pas un paradis fiscal ni un territoire non coopératif, puisqu'il applique l'ensemble des règles prudentielles et fiscales en vigueur dans l'Union européenne.

La position du Gouvernement luxembourgeois, partagée par ailleurs par les collègues autrichiens et suisses que nous avons rencontrés avant-hier à Luxembourg, peut être résumée comme suit: Dans un souci de respect de la protection des données et de la vie privée, le Gouvernement veillera au maintien du secret bancaire. Le secret bancaire n'est pas synonyme de paradis fiscal ou d'absence de taxation.

Une voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Le Gouvernement luxembourgeois est prêt à discuter des moyens pour améliorer la coopération internationale dans la lutte contre les délits fiscaux. Le secret bancaire ne s'oppose pas à certains de ces moyens comme notamment l'entraide judiciaire, la retenue à la source ou certaines formes de demandes administratives dans des cas concrets de délits fiscaux.

Nous soulignons l'importance que nous attachons dans ce débât au rôle de l'Union européenne. Et nous souhaitons que les négociations relatives aux propositions de directive de la Commission européenne sur la fiscalité de l'épargne et sur la coopération des administrations fiscales soient discutées en parallèle et qu'elles aient une influence sur les discussions menées au sein du G20.

En ce qui concerne d'éventuelles mesures unilatérales envisagées par certains États membres, il va de soi qu'elles devront respecter le fonctionnement des libertés fondamentales telles qu'elles sont inscrites dans les traités européens. Le Gouvernement intensifiera dans les jours à venir ses discussions notamment avec ses voisins français et allemands sur les différents textes européens et sur les discussions internationales et nous souhaitons dans ce contexte également un débât fructueux et constructif avec l'OCDE. C'est à cet effet que je rencontrerai le Secrétaire général de

l'OCDE avant la fin de la semaine. Nous souhaitons également rencontrer les autorités américaines pour discuter avec elles des vues des États-Unis d'Amérique sur ces sujets.

Notre position, qui est une position de dialogue et une position constructive, sera discutée avec le Parlement luxembourgeois.

En tenant compte de la mobilité des capitaux et soucieux d'assurer la compétitivité de la place financière du Luxembourg, le Gouvernement, tout d'ailleurs comme le Gouvernement précédent, reste prêt à adapter sa législation à la lumière des développements internationaux et des législations d'autres centres financiers afin d'améliorer la lutte contre les délits fiscaux.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel „sur la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale", adresséiert un den Här Immigratiounsminister.

- Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Firwat déi Fro haut an der Heure de questions ass? Well d'lescht Woch eng Invitatioun komm ass fir eng Konferenz, déi den 2. Abrëll stattfënnt am Kader vun der Uni Lëtzebuerg, wou justement presentéiert gëtt d'Jurisprudenz vum Tribunal administratif en matière vun der Protection internationale. An et schéngt es, wéi wann déi Etüd dann och fäerdeg wär an d'Resultater zimlech katastrophal wären. Dat heescht, dass mer do géife gewise kréie vum UNHCR, dass eis Geriichter net grad ganz tendre wären an dass op jidde Fall déi Jurisprudenz net ganz positiv beuerteelt géif gi vum UNHCR.

Ech wollt doweinster de Minister froen, ob dat stëmmt. Ob hien d'Resultater kennt vun där Etüd, déi gemaach ginn ass. An ob et och méiglech wär, wann esou Etüde gemaach ginn, dass déi vläicht an eiser Kommissioun an der Chamber kéinte presentéiert ginn, ier se op enger Table-ronde presentéiert ginn. A wann de Minister se op jidde Fall huet, wier et gutt, dass d'Deputéierten informéiert wieren. A wann dat de Fall wier, dass d'Jurisprudenz esou schlecht wär, ob de Minister wéilt remédiéieren zu der Situatioun an d'Gesetzgebung änneren, oder wat e wéilt maachen.

Op jidde Fall, et schéngt es, Här President, dass d'Jurisprudenz ganz schlecht wier. Da kann ee soen, an der Jurisprudenz ass Séparation des pouvoirs, do ass et net un eis, eis anzemësche vis-à-vis vun den Uerteeler. Mä da muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Gesetzgebung dann déi richteg ass, wann eben op jidde Fall op Niveau international mer mam Fanger gewise kréien, dass et net gutt wär.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, et ass wichteg, datt esou eng Etüd gemaach ginn ass zesumme mam Tribunal administratif. An d'ailleurs, wann een de Projet vun där Etüd - well et ass nëmmen e Projet provisoire bis ewell do, et ass also net eng Version finale do - liest, da félicitéiert och den UNHCR sech iwwert déi Kooperatioun, déi e fonnt huet beim Tribunal administratif, fir déi Etüd ze maachen.

Dir hutt et gesot, et steet net der Regierung un, an och besonnesch schonn net dem Ausseministère, mä u sech kengem Minister, an d'Jurisprudenz vun onse Juridictiounen ze intervenéieren. Ech kann also vun deene Commentairen, déi an deem provisoresche Rapport stinn, nëmme Compte dervun huelen, mä et steet mer net un déi elo ze kommentéieren.

Derbäi kënnt, datt ons Législatioun, ier mer se eigentlech adoptéiert hunn, och vum UNHCR evaluéiert, kommentéiert an doropshin och amendéiert ginn ass. Ech kann also net soen, datt déi Législatioun komplett à côté de la plaque wier, vu datt den UNHCR se approuvéiert an de groussen Zich huet, ier mer se dee Moment ugeholl hunn.

Den UNHCR huet och nach weider Réunioune mam Tribunal, fir dee Rapport ze finaliséieren. Well et eng Rei vu Mëssverständnisser gi sinn zwëschent dem UNHCR an dem Tribunal, a souwäit ech héieren hunn, dat ass jo net eppes, wat ons direkt concernéiert, mä souwäit ech informéiert gi sinn, gëtt et och nach eng aner Réunioun fir déi Mëssverständnisser auszeraumen.

Mir kucken natierlech mat Interessi déi Konklusiounen, an d'Chamber ass fräi, all Rapport, vu wou en och ëmmer kënnt - an dat hei ass net e Rapport, deen un d'Regierung gaang ass, et ass net e Rapport, dee vun der Regierung gefrot ginn ass -, ze studéieren, ze kommentéieren, dee se wëllt. A wa se an deem Kontext ons Hëllef brauch, da stinn ech natierlech wéi ëmmer ganz gären zur Verfügung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vun der honorabeler Madame Mutsch an adresséiert sech un den Här Gesondheetsminister iwwert d'Organspenden.

- Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Viru gutt engem Joer huet d'Associatioun Luxtransplant, déi hei am Land déi responsabel Institutioun ass fir Spenden a fir Transplantatioun an déi och Member am internationalen EU-Transplantréseau ass, Alarm geschloen, andeem se gesot huet, dass zënter 2000 hei am Land d'Zuel vun de Spender géif däitlech erofgoen a mer als Lëtzebuerger géife riskéieren an eng Aussesäiterroll ze kommen, well mer eng ganz Rei vun Organer géife kréien, awer selwer net zu deene géife gehéieren, déi Organer géifen an de Réseau eraginn.

Deemools war virun engem décke Joer also gesot ginn, dass Zäit wier, fir eng concertéiert Aktioun ze maache mat alle concernéierten Acteuren inklusiv der Regierung. Ganz rezent war et och en Thema op der nationaler Gesondheetskonferenz. Et sinn eng ganz Rëtsch vu Questions parlementaires gemaach ginn. Et waren och Interpellatiounen do. Mir hunn och elo héieren, dass rezent, de 6. Februar, am Regierungsrot e Règlement grand-ducal oder e Projet de règlement grand-ducal ugeholl ginn ass, deen och am Zesummenhang mat deem dote Sujet ass.

Duerfir géif ech gäre vum Gesondheetsminister wëssen, wéi déi beschlosse Mesurë gegraff hunn, wéi et mat der praktescher Emsetzung dovunner ass a wéi eng Resultater mer haut opweises hunn als Lëtzebuerger.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass effektiv richteg, wat d'Madame Mutsch gesot huet, dass mer net eréischt zënter 2002, mä scho Mëtt der 90er Joren en Zréckgoe vun den Organspenden hei zu Lëtzebuerg konnte beobachten. An et ass richteg, dass dat ab 2002 sech nach verstäerkt huet, esou dass et eng reell Gefor war, dass Lëtzebuerg, dat op Organspende fir Transplantatiounen ugewisen ass, an eng Aussesäiterroll erakomm wär, dat heescht, Bénéficiaire vun dem Réseau an Europa wär, awer näischt méi géif an de Réseau erabréngen.

Et ass richteg, dass zesumme vun de Leit vum Terrain mat de Responsabelen aus dem Gesondheetsministère Alarm geschloe ginn ass an dass mer eis eens waren, och nodeem mer hei an der Chamber méi wéi eng Kéier doriwwer diskutéiert hunn, dass mer eng concertéiert Aktioun missten aleeden, fir deem entgéintzewierken.

Mir hunn zesumme mam Terrain eng Strategie entwéckelt, fir an Europa erëm zu deene gudde Schüler kënnen ze gehéieren, och wann ee muss soen, dass eng Organentnahm ni eppes Schéines ass. Et ginn ëmmer traureg Evenementer viraus, mä et ass awer bei aller Trauer e gutt Gefill, wann ee mam Doud Liewe ka spenden, an dorëm geet et bei der Organentnahm an och bei der Organtransplantatioun.

Mir sinn eis eens ginn, dass mer vun 2008 un eng Campagne grand public gemaach hunn, wou am Ufank och Froe gestallt gi sinn, ob ee sollt mat enger Campagne grand public ufänken oder ob een aner Beräicher soll prioritär an Ugréff huelen. Après coup mengen ech, ass d'Approche vun der Campagne grand public déi richteg gewiescht, well mer d'Leit dobausse méi staark konnte sensibiliséieren, déi Leit, déi betraff waren, mat an d'Diskussioun konnten eranzéien, a ganz émouvant Témoignagen och konnten eriwwerbréngen, wat zu enger wierklech staarker Sensibiliséierung vun der Opinion publique bäigedroen huet.

Dat huet dozou geféiert, dass ganz vill Leit bereet waren, erëm eng positiv Ausso ze maachen iwwer e Spenderpass. Et si méi wéi 60.000 Spenderpäss ënnert d'Leit komm. Dat war deen éischte Volet vun der Démarche.

Deen zweete Volet vun der Démarche war, dass mer de Réseau vun de Coordinateurs transplantation, dass mer d'Équipe verduebelt hunn. Mir hate bis elo zwee Véirelsposte vu Responsabelen, déi d'Koordinatioun bei der Transplantation Organentnahmen dirigéiert hunn. Mir sinn do vun zwee Véirelsposten op véier Véirelsposte gaangen. Mir sinn elo konform zu den europäeschen Direktiven an deem dote Beräich.

Well et awer net duergeet, dass mer am Transplantationszentrum déi richteg Équipen hunn, mä de Lien mat de Spideeler extrem wichteg ass, hu mer an deene grousse Spideeler Antenne geschaf mat de Referente fir Organentnahmen an Transplantatiounen. Elo gëtt et esou Referenten an alle grousse Lëtzebuerger Spideeler.

Wéi richteg vun der Madame Mutsch erwähnt, si mer och de Règlement grand-ducal iwwert d'Critères de la mort ugaangen, well mer festgestallt hunn, dass dee Règlement, deen elo wäit méi wéi 20 Joer al ass, eigentlech eng Hemmnis war bei Organentnahmen, well déi Critères de la mort net méi deem entsprach hunn, wat déi heiteg Erkenntnisser vun der Medezin sinn.

Mir hunn dee Règlement grand-ducal iwerschafft, wou ech dem Här Mousty, eisem Chef juriste, e ganz häerzleche Merci wëll soen, well hien dat mat vill Fangerspëtzegefill a mam Terrain ausgeschafft huet.

Et geet bei deem neie Règlement net dorëm, Kritären ze liberaliséieren, mä deene modernen Erkenntnisser unzepassen. En ass ausgeschafft gi mam Collège médical, mat der Société scientifique. Dee Règlement läit am Moment beim Conseil d'État. Mir sinn der Meenung, dass mer e relativ schnell kënnen a Kraaft setzen.

Haut scho kënne mer soen, dass déi Démarche extrem positiv war, well mer vun 2007, wou mer eng eenzeg Organentnahm haten, am Joer 2008 op néng Organentnahmen iwwergaange sinn, wou mer deen héchste Stand hunn zënter 1996, a wou mer eis bewosst sinn, dass, wann de Règlement grand-ducal a Kraaft ass, mer definitiv erëm bei deene gudde Schüler an Europa kënne sinn.

Villmools Merci fir Är Gedold.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Adam iwwert d'Traversée RN7 zu Miersch um Mierscherbierg, geriicht un den Här Bauteminister Claude Wiseler.

- Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbierg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt e bëssel preziséieren: De Lieu Mierscherbierg ass relativ grouss. Ech schwätzen elo net vum Plateau Mierscherbierg, mä effektiv da vun deem Bierg, Colmar-Strooss heescht et och, also deem Deel vun der Route nationale.

Mir haten eis virgestallt, datt spéitstens, wéi de Contournement bis an d'Kléck fäerdeg wier, d'Route nationale duerch Miersch kéint zréckgebaut ginn. Zumindest deen Deel, deen ech elo hei mengen, dee vun der Stäreplaz bis op de Mierscherbierg. Dëst Stéck vun der Route nationale 7 trennt zwee Wunnvéierel vuneneen, an dëst Stéck ass och nach dräispureg ausgebaut. Grad just op der Héicht vum Altersheim féiert ee Foussgängersträifen iwwert dës dräispureg Strooss, an do erlieft ee bal all Dag gefäierlech Situatiounen. Zum Beispill, wann en Auto op der rietser Säit stoe bleift, fir e Foussgänger iwwert d'Strooss ze loossen, an en aneren Auto op der Iwwerhuelspur laanschtbraust.

Wier et net endlech elo un der Zäit, der Sécherheet vun de Foussgänger Prioritéit op dëser Strooss bannen an der Uertschaft ze ginn, besonnesch do, wou se d'Stroossesäit wëlle wiesselen?

Ass Äre Ministère bereet, dës Strooss méi sécher ze maache mat enger Verkéiersinsel an engem Réckbau op zwou Spuren?

Eng Busspur vum Mierscherbierg erof op d'Stäreplaz ass anscheinend an der Diskussioun. Wier et net méi sënnvoll, dës Strooss méi iwwersiichtlech fir d'Foussgänger ze maachen, an eng Busspur - wann Är Etüden da wierklech erginn, datt esou eng Spur sollt sënnvoll sinn - op déi ënnescht 100 Meter virun der Kräizung ze beschränken?

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Also, fir d'éischt wëll ech emol feststellen, datt mer déi hei Diskussioun iwwert de Réckbau vum sougenannte Mierscherbierg eréischt féieren, well mer de Contournement fir Miersch gebaut hunn, spriech d'Nordstrooss gebaut hunn. Ouni dee Bau géife mer déi hei Diskussioun net féieren. Ech fänken d'Äntwerten op déi do Froen ëmmer domadder un. Mir kënne se also féieren. Mir kënne se féieren, awer mer mussen natierlech op zwou Saachen oppassen.

Dat Éischt, Dir hutt et schonn ugeschwat, dat ass, datt mer op deene Réckbaue respektiv Neigestaltunge vum Stroosseraum kucken, datt mer dem öffentlechen Transport Prioritéit ëmmer ginn - éischtens. An zweetens, datt mer an dem Ëmbau vun deenen do Type vu Stroossen natierlech och der Evolutioun vun enger Gemeng wéi Miersch Rechnung droen.

Dir sidd gutt gestallt, fir ze wëssen, datt an deenen nächste Joren déi Gemeng och wäert eng zolidd Evolutioun sécherlech kennen - Cepal, Mierscherbierg, Cegedel, Valfonds an esou weider, wat alles Développementer sinn, déi sécherlech Froen zu Miersch stellen an déi sécherlech Miersch och an en anert, also déi ee muss virgesinn, wann ee fir d'Zukunft plangt.

Dat gesot, ass et evident, datt mer och dee Mierscherbierg amgaang sinn ze analyséieren. Dräi Remarquë wëll ech dozou maachen. Dat Éischt ass, datt initialement geplangt war, fir eng Busspur iwwert de ganze Mierscherbierg eroffueren ze loossen. Dat an deem Kader vun deene Busspuren, déi mer probéieren, op all Streck, déi an d'Stad féiert, esou ze gestalten, datt mer dem Bus Prioritéit ginn. Dat ass eng Zilsetzung, géint déi Dir jo sécher net sidd.

Hei op dësem Site hu mer awer an dësem Moment festgestallt, datt et sécherlech net sënnvoll ass fir déi Busspur iwwert de ganze Bierg ze zéien, well mer net iwwert de ganze Bierg Blocagen hunn. Esou datt d'Approche, déi momentan do ass, déi ass, datt mer ënne bei der Stäreplaz - mengen ech, heescht dat -, probéieren e Sas ze maachen, wou mer d'Längt vum Sas nach musse kucken anzestellen op déi reell Verkéierssituatiounen a Spëtzestonnen.

Do kënne mer also net soen, wéi genau laang se gëtt. Dat ass amgaang analyséiert ze ginn. Datt mer en Tëschesték maachen op zwou Spuren, wou mer awer op där enger an op där anerer Säit, oder déi aner Säit sécherlech Parkplazen hunn, fir datt eventuell, wa mer eng Evolutioun an eng zukünfteg Verlängerung vun der Busspur géife brauchen, dat nach ëmmer méiglech ass an net verbaut ass. Also mer dat uewen duerchaus kënnen envisagéieren, wou mer sécher sinn, datt mer de Raum och an Zukunft net brauchen, fir eng ganz aner Gestaltung vun der Strooss ze maachen.

A sécherlech ass och an där doter Diskussioun dran, datt mer mussen de Passage vun enger Säit op déi aner, notamment haaptsächlech bei dem Altersheim Saint Joseph, esou gestalten, datt och eeler Leit kënnen ouni Gefor do iwwert d'Strooss goen. Déi Planifikatioun ass amgaang a mir hunn och relativ kuerzfristeg eng Réunioun mat de Mierscher Gemengeresponsabelen, fir - ier mer an definitiv Saachen do era sinn - déi do Projete mat hinnen duerchzekucken.

Bis elo emol Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Wiseler. Duerno kënnt den honorabelen Här Roth. Hien huet eng Fro un den Här Innenminister iwwert d'Organisatioun vun den Hëllefsdéngschter. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mengen Informatiounen no huet de Regierungsrot Enn Januar e Reglement respektiv eng Serie vu Reglementer iwwert d'Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter, vu Pompjeeën a Protec ugeholl. Hei solle virun allem d'Kompetenze vun dem Inspektorat vun de Pompjeeën nei definéiert ginn. D'Inspektere sollen och eng Entschiedegung fir hir Aarbecht kréien. D'Missioune vun de Pompjeescorpse sollen doriwwer eraus preziséiert ginn, grad wéi d'Befugnisser vun de Pompjeeskommandanten oder méi genee gesot de Chefs de corps an hiren Adjointen.

Meng Froen an deem Kontext un den Innenminister: Kann de Minister den Dépôt vun deene Reglementer confirméieren? A wou si se an der Prozedur drun? Wéini gedenkt hien, dass se a Kraaft trieden?

Droen dës Reglementer de Propositioune Rechnung, déi de Comité des sages vun der Pompjeesfederatioun an der Protection civile dem Minister uganks 2008 ënnerbreet hunn - wat ech géif begréissen -, an ass am Kader vun der Unerkennung vun dem Bénévolat am Rettungswiesen och eng Entschiedegung vun de Fräiwëllege virgesinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem honorabelen Deputéierte Gilles Roth confirméieren, dass ech am Januar d'Reglementer iwwert d'Gesetz vun 2004 - d'Exekutiounsreglementer -, dass déi am Regierungsrot waren, dass Verschiddener scho beim Statsrot déposéiert sinn, an anerer sinn nach intern an der Diskussioun an déi wäerten och bei dem Statsrot deemnächst déposéiert ginn. Esou dass ech dervun ausginn, dass d'Procédure réglementaire hei wäert spillen, wéi se ëmmer spillt. Dat heescht, déi Projete wäerten deemnächst un d'Chambres professionnelles geschéckt ginn, an och de Syvicol wëll ech domat befaassen.

Et ass e laange Wee gewiescht, fir déi Reglementer e Konsensus ze fanne vun de concernéierten Acteuren. An ech muss soen, dass do vill proaktiivt Wierke war, fir dat méiglech ze maachen, an ech sinn och frou doriwwer.

Mir hunn elo dann déi Exekutiounsgesetzer zu deem Gesetz. Dat Gesetz wëlle mer awer an der nächster Legislaturperiod, soll dat reforméiert ginn. Dat soll gekuckt gi vun deem nächsten Innenminister, deen dat da soll maachen. An déi Leit um Terrain hunn och do wëlles eng Hand mat unzepaken, an do wäert och de Syvicol da sécherlech mat agebonne ginn.

Gradesou hunn ech och all d'Forces vives agebonne beim Opstelle vun dëse Reglementer, esou hunn ech se och agebonne bei der Sich no enger Unerkennung fir déi Leit, déi am Bénévolat schaffen. Do gëtt et en Aarbechtsgrupp, wou dann d'Protection civile, d'Administration des services de secours, d'Federatioun Member dra sinn, an déi dann zesummen, de Syvicol ass och do mat dran, dann eng Léisung sichen, fir eng Unerkennung am Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ze fannen.

Dat ass d'Lag vun deem heiten Dossier. Ech ginn dervun aus, dass, wann de Statsrot séier aviséiert, mer dës Reglementer dann och nach kënnen an dëser Legislaturperiod rechtskräfteg kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro stellt den honorabelen Här Fayot un den Här Budgetsminister iwwert den Transfert an d'Liquidatioun vu Scholden zu Lëtzebuerg duerch auslännesch Finanzinstituter. Här Fayot.

- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt den Här Budgetsminister iwwert d'Finanzplaz Folgendes froen: Mir hu jo op der Finanzplaz och international Banken, déi Filialen, Succursalen hei zu Lëtzebuerg hunn. A mech géif interesséieren, ob a wéi mer kënnen ons versécheren, dass mer net vun anere Banke vun esou engem Grupp schlecht Produkter heihinner an déi Filialë kréien, fir se hei ze entsuergen, respektiv och fir op déi Manéier intern an engem Grupp Steieren ze spueren, wann een esou Saachen op Lëtzebuerg transferéiert.

Et ass eng Suerg, déi sech elo net op eng prezis Bank berifft, mä et ass am Fong geholl awer eng Fro, déi ee sech muss stellen an enger Zäit, wou natierlech déi verschidden Instituter probéieren intern Saachen ëmzeshiften, wann een esou ka soen, fir dass de ganze Grupp dann herno besser dosteet.

Meng Suerg ass, dass Lëtzebuerg - och besonnesch ons Steierproduiten - net dobäi leiden an dass mer net op déi Manéier Nodeeler kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, dat ass eng héich technesch Fro, déi den Här Fayot do stellt, déi ech net an allem Detail ka beäntwerten. Ech verstinn awer déi Suerg, déi derhannert steet, mä déi Suerg muss ee gesinn an engem europäesche Kontext.

Ech mengen net, datt en Nationalstat ka virschreiwen, wéi d'Relatioune finanzieller Natur tëscht der Mamm an der Duechter sinn. Et gëtt eng Rei vun Dispositioune vum europäesche Steierrecht, déi sécherlech festleeën, wat fir Scholden oder wat fir Créancen eng Mamm enger Duechter oder ëmgedréint ka ginn.

Ech stellen och fest, datt et - souwäit ech weess - keng Regele gëtt, wann Transfertë vu Liquiditéiten innerhalb vun de Gruppe bestinn, well dat ganz oft ass, firwat et e Grupp gëtt, datt deen een Deel deem anere kann hëllefen.

Et gëtt eng Rei europäesch Diskussiounen, déi do geféiert ginn, déi awer éischter an d'Richtung gi vu méi Flexibilitéit, fir erëm just den europäesche Bannemaart voll fonctionnéieren ze doen.

Duerfir huelen ech déi Suerg vum Här Fayot gäre mat, wat och eis Suerg ass, mä ech mengen, datt een net kann national Regele maachen, déi et net méiglech maachen, datt géifen zum Beispill Scholden, déi e Grupp huet, net zum Deel hei zu Lëtzebuerg steierlech ofgesat ginn.

Dat ass iwwregens eng Diskussioun, déi mer scho virun der Kris haten, well mer effektiv zu Lëtzebuerg bal nëmmen Duechtergesellschaften hunn, déi Member si vun engem Grupp, an et effektiv eng Rei vu Betriber gëtt, souwuel am industrielle Beräich wéi am Finanzdéngschtleeschtungsberäich, déi an deene leschte Jore keng Steiere bezuelt hu wéinst Operatiounen, déi aner Deeler vun deem Grupp an anere Länner gemaach hunn.

Ech féiere gären déi Diskussioun och an der Finanzkommissioun mat Expertë weider, fir ze kucken, ob een dat kann national méi ofsécheren.

Mäi Gefill an dat, wat ech weess aus Texter, déi ech aus dem Steierrecht kennen, geet dat net. Et muss een eben erlaben, datt d'Gruppen an Europa kënne fräi fonctionnéieren. Iwwer Europa eraus kann ee sécherlech dat eent an dat anert am Kader vun Duebelbesteierungsofkommesse virgesinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Un d'Madame Familljeministesch adresséiert sech d'Fro vum honorabelen Här Meisch iwwert d'Assistants parentaux a Chèques-services. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer wëssen, datt mer hei an der Chamber am Joer 2007 e Gesetz gestëmmt hunn, fir en ofgesécherte Kader ze schafe fir déi sougenannten Assistants parentaux. Ënner anerem stoung do am Exposé des motifs ze liesen, datt d'Garde à domicile oder Assistance parentale „constitue même un moyen indispensable" vum ganze System vun der Kannerbetreiung.

Et ass dorëm gaangen, fir méi Flexibilitéit ze schafen. Et ass dorëm gaangen, fir zousätzlech Moyenen ze schafen an zousätzlech Mesuren ze schafen, wou Kanner kënne betreit ginn.

Dee Moment ass en Agrément agefouert ginn, deen d'Dageseltere mussen hunn, wa se déi Aktivitéit do wëllen exercéieren. Mëttlerweil hunn dann och 300 Dageselteren deen doten Agrément vum Ministère kritt.

Elo ass et esou, datt mat der Aféierung vun de Chèques-services awer gesot gëtt, datt dee Chèque-services nëmme ka gëlle bei Dageselteren, wann een eng Attestation communale matbréngt, datt keng Plaz méi an der jeeweileger Maison relais oder an enger Crèche an där Gemeng wär fir déi deementspriechend Kanner. Et wär, esou gëtt gesot, d'Volontéit vum Ministère, fir ebe ganz besonnesch d'Kanner fir d'alleréischt an Institutioune betreien ze loossen, ier eben aner Methode vu Garde do géifen a Fro kommen.

Elo schéngt dat mer awer contraire ze sinn zu deem, wat am Exposé des motifs vum Gesetz vun 2007 geschriwwe war, datt eben eng zousätzlech gläichberechtegt Aart a Weis hei sollt geschafe gi fir Kanner ze betreien.

Duerfir wollt ech froen, firwat eigentlech hei et elo zu enger Betreiung vun zweeter Klass kënnt, Leit, déi awer en Agrément kréien, déi doten Aktivitéit ze maachen, net och d'office kënne profitéiere vun de sougenanntene Chèques-services, an ob d'Ministesch net och der Meenung wär, datt d'Eltere selwer missten iwwert d'Aart a Weis kënnen décidéieren an iwwert d'Plaz kënnen décidéieren, wou hir Kanner betreit ginn. An ob mer net virun allem net genuch Betreiungsplazen hunn hei am Land, datt mer eis elo ewell scho kënne leeschten, fir eenzel Moyen-de-gardë vu vireran ze benodeelegen.

Merci.

M. le Président.- Voilà. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Familljeministesch, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre *de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, mir haten ursprünglech och d'Dageselteren an dem Reglement virgesinn. Mir sinn an eng Réunion jointe gaange vun der Familljekommissioun an der Kommunalkommissioun, an do ass gesot ginn, datt dat net gutt wier an datt dat net deem géif entspriechen, wat d'Leit gären hätten, an datt mer solle soen, datt dat nëmme géif a Fro komme fir Ausnahmefäll, well et besser wier, wann d'Kanner an aneren Infrastrukture géifen opgeholl ginn.

An, Här Meisch, well der Chamber hire Wonsch mir e Befehl war, a mech dat esou arrangéiert, datt mer an d'Reglement dragéschriwwen hunn, datt a Fäll, esou wéi Dir dat elo grad och hei gesot hutt, datt wann Elteren net kéinte vun deenen Infrastrukture Gebrauch maachen, well entweder keng do wiere respektiv well déi net fonctionnéieren zu deenen Zäite wou d'Eltere schaffen, datt eben an Ausnahmesituatiounen dat dote kéint iwwert Dageselteren ofgeweckelt ginn.

Mir hunn och e Wee doranner beschriwwen, wéi dat da geschitt, datt en awer net däerf iwwer dräi an en hallwen Euro goen, datt de Stat och deen deiersten Deel dovunner iwwerhëlt, datt mer och dat iwwert de SIGI respektiv iwwert d'Agence Dageselteren ofgeweckelt kréien. Mä, wéi gesot, et ass net de Wonsch gewiescht, weder vu mir, nach vun dem Familljeministère, mä et woren zwou Chamberskommissiounen, déi sech do awer eens ware fir ze soen, si géife fannen, datt een dat nëmme subsidiaresch sollt maachen. An dunn hunn ech mech deem gebeugt. An dat ass eben d'Resultat vun där Äntwert, déi ech haut de Mëtteg Iech muss ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den honorabelen Här Diederich huet eng Fro un de Kulturminister iwwert d'Sportsformatioun vun de Schoulmeeschter.

- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, bei menger Fro beruffen ech mech op d'Lettre ouverte vum Comité olympique et sportif, deen op d'Defiziter bei der Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen an der Matière vun der Éducation physique et sportive hiweist. Hie berifft sech dobäi op d'Resolutioun vun der Vereenegung vun de Sportsproffen op hirer Assemblée générale am November.

Kann den Här Minister eis iwwert dës Kritiken Opschloss ginn, wann zum Beispill elo behaapt gëtt 30% vun de spéideren Enseignanten hätte keng Formatioun an der Bewegungs- a Sportdidaktik?

Merci, Här Minister.

M. le Président.- Merci. Den Här Héichschoulminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Den honorabelen Här Diederich huet sech zwar hei un de falschen Adressat adresséiert, mä hie kritt awer eng Äntwert, well et nämlech esou ass, dass zënter dem Gesetz vun der Uni d'Schoulmeeschteschausbildung keng Fachhéichschoulausbildung méi ass, wou de Minister do d'Soen huet, mä et ass d'Uni, déi dat délivréiert opgrond vun engem Programm, deen d'Uni selwer ausschafft. Den Héichschoulminister bleift absolut der Meenung, dass e sech net an d'Autonomie vun der Uni anzemëschen huet, well soss fänke mer un déi Uni ze politiséieren. An dat wäert a wëll ech net maachen.

Nun ass et esou, dass dee Programm, deen d'Uni hei ubitt, engem Profil entsprécht, deen am Schoulministère ausgeschafft gouf. Dat war och eise Wonsch, wou mer gesot hunn: Dir musst deem äntwerten. Et ass also de Schoulministère, deen hei gefuerdert ass, fir ze kucken, ob dat erauskënnt, wat erauskënnt.

Fir déi Diskussiounen ze favoriséieren, hu mer allerdéngs, proaktiv wéi mer sinn am Héichschoulministère, fir den 1. Abrëll eng Réunioun zesummegeruff vun de Leit vun der Uni, vum Schoulministère, vum Sportsministère, fir dat doten ze kucken.

Dësen Donneschdeg wäerte mer och de Bericht veröffentlechen, deen Évaluateurs externes indépendants gemaach hunn iwwert d'Uni. Dat sinn eng puer honnert Säiten, wou och natierlech iwwert déi dote Fakultéit geschwat gëtt, an och d'Schoulmeeschteschausbildung, wou den Tenor vun den Experten ass, dass et eng ganz gutt Formatioun ass, well nämlech mëttlerweil och eppes geschitt ass. Et ass ebe keng Fachhéichschoul, eng handwierklech Formatioun, mä et ass eng universitär Formatioun.

Déi Expertë ginn dann och an op verschidde Kritiken, déi gemaach goufen. Ech mengen, och dat ass dann eppes, wat an déi doten Diskussioun kann afléissen an deene Gespréicher, déi dann tëschent deenen zoustännege Ministèren an der Uni stattfannen.

Et muss een natierlech wëssen, dass eigentlech hannert där ganzer Fro sech de Problem stellt, dass et an dësem Land eng ganz Partie vu Sportsproffe gëtt, déi keng Plaz als Sportsprof fonnt hunn, an déi selbstverständlech d'Revendikatioun hunn - dat ass keng nei, déi kënnt ëmmer erëm; et ass hir awer nach ni Rechnung gedroe ginn -, fir ze soen: Ma da loosst eis an dem Primärschoulunterrecht Sport halen an net nëmmen an dem Secondaire Sport halen.

Esou dass een, mengen ech, net nëmme soll elo an där doter Debatt diskutéieren, wat d'Uni mécht, mä et muss een iwwerhaapt iwwert déi ganz Fro diskutéieren. Weder meng Kanner nach ech selwer hu jee vun engem Schoulmeeschter Sportunterrecht kritt gehat. Mir hu vu Chargéen, déi net qualifizéiert waren, vun deenen ech awer ëmmer d'Gefill hat si hätte mer eppes Klenges bäibruecht, Sport kritt. Mä ech mengen, dat sinn déi Froen, déi dann och mussen do diskutéiert ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Dofir géif ech hei warnen, fir ze mengen, hei wier et just eng Fro vun der Uni.

www.chd.lu

M. le Président.- Merci, Här Minister Biltgen. Déi nächst Fro ass d'Fro vun der honorabeler Madame Err un de Justizminister iwwert d'Nationalitéitegesetz an d'Sproochekenntnisser.

(Interruption)

Pardon, dann huele mer Iech, Här Berger, no der Madame Err.

(Interruption)

Maacht Iech keng Suergen. Är Fro kënnt un d'Rei. Mä wann Der dem Här Bettel seng Propositioun „Ladies first" net wëllt suivéieren, dann... Madame Err, ech hunn et gutt mat Iech gemengt.

- Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Justizminister, ass et richteg, dass, ouni dass et am Gesetz steet wat mer am Oktober d'lescht Joer gestëmmt hunn iwwert d'Nationalitéit, Certificat-de-résidencen, déi d'Leit mussen ofliwwere bei hirer Demande, mussen enregistréiert ginn, wat immens vill Zäit hëlt, an dass trotz Artikel 7 vun deem Gesetz, wat d'Leit, déi zënter viru '84 legal am Land waren, dispenséiert vun de Lëtzebuergeschcoursen, d'Buergermeeschtere vum Justizminister opgefuerdert gi sinn e Sproochentest op Lëtzebuergesch an op Däitsch virzehuelen an deen an den Dossier ze leeën, ier e kann un de Justizminister weidergoen? Dass dat alles relativ vill Zäit hëlt an dass ënnert deene Konditiounen en Dossier, dee bei Iech ukënnt, eigentlech prett ass fir d'Décisioun ze huelen an, menger Meenung no - dat ass eng Fro un Iech, Här Minister -, déi aacht Méint, déi mer am Gesetz als maximal Zäit virgesinn hunn, net ze laang ass?

Schlussendlech eng Fro, déi net direkt am Zesummenhang mat de Sproochen ass, an zwar déi, wat mat deene Leit geschitt, déi hir Demande zënter dem Januar eraginn hunn an déi virum Juni d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënne kréien, wa se Europäer sinn, och doduerjer d'Erlaabnis kréien, fir bei eisen Nationalwahle matzestëmmen, och dann, wann d'Lëschten am Mäerz zou sinn. Well theoretesch missten duerch d'Nationalitéit automatesch déi Leit, déi naturaliséiert kënne ginn, op d'Wielerlëschte kéinte kommen.

A schlussendlech, Här Minister, a vu dass Äre Kolleeg aus dem Innenministère och elo hei ass: Wär et net un der Zäit endlech eng Léisung ze fanne fir deenen Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg zënter Jore legal wunnen, eng Zort vu Carte d'identité ze ginn, fir dass se net brauchen dauernd nach mat hirem Pass dorëmmer ze lafen? An déiselwecht Fro ass déiselwecht fir Lëtzebuerger, déi net zu Lëtzebuerg wunnen an déi och keng Carte d'identité zu Lëtzebuerg kënne kréien, weder am Ausland an déi an därselwechter penibeler Situatioun sinn, fir dauernd musse mat hirem Pass dorëmmer ze spadséieren.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, dat sinn eng Rei praktesch Froen, wou ech net sécher sinn d'Äntwert ze hunn. Ech weess net, ob e Certificat de résidence muss enregistréiert ginn oder net.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Et steet net am Gersetz, mä et gëtt verlaangt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Majo, heibanne si jo Gemengeresponsabel. Also, et gëtt näischt verlaangt, wat net kann am Gesetz stoen. Wann dat de Fall ass, da kucken ech dat gären no.

Wou muss een dat dann enregistréieren? Wann ech dierf, Här President, déi Fro zréckstellen?

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Majo, um Enregistrement, huelen ech un. Éischtens kascht dat, an zweetens dauert et onnéideg laang.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Also, wéi gesot, ech si frou, ech mengen, dat ass jo och gutt, datt mer esou praktesch Froen… Déi kann een natierlech och froen, wann een an enger Kommissioun ass. Ech mengen, et ass net de Minister, deen do…

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Mä du wousste mer dat jo net. Pardon?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Et ass net de Minister, deen… Här President, et ass ganz kloer, datt ech net d'Intentioun hunn zousätzlech Konditiounen ze maachen. Ech muss och soen, datt d'Leit dobausse ganz begeeschtert sinn. D'Stad Lëtzebuerg huet mer nach dëser Deeg gesot, datt déi éischt zwee Méint am Joer sechsmol méi Dossieren erakomm sinn, wéi dat d'lescht Joer…

Une voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- …de Fall war. Dat heescht, dat schéngt also ganz gutt ze fonctionnéieren.

Wat ech awer ganz kloer ka soen, wat déi zweet Fro vun der Madame Err ubelaangt: Et gëtt keen… Et ass…

Une voix.- Ech froe mech, firwat datt Dir dra sidd.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et geet vill besser ouni Iech.

M. le Président.- Här Bettel, lauschtert elo dem Här Minister no, wann Der wëllt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Also, et gëtt kee Sproochentest verlaangt a kenger Sprooch vun deene Leit, déi viru 1984 hei am Land waren. Well dat war jo grad déi Dispositioun…

(Interruption)

Neen, neen, neen. Et gëtt do keen Test gefrot.

M. le Président.- Här Bettel!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Déi Leit mussen eng vun deenen dräi Sprooche kënnen. Dat ass opgrond vun enger Deklaratioun, déi se selwer maachen. A mäi Wëssen ass esou, datt dat nach ni e Problem war, well de Gros vun deene Leit schwätzt franséisch. An doduerch ass dat - ech kucken dat awer gär no, mä dat muss ee bei de Gemengen nokucken. Also ech mengen awer kënne mat relativ grousser Sécherheet ze soen, datt do keen Test ass. An da muss ee mir déi Gemenge mellen. Da ruffen ech gären dem Buergermeeschter un, insofern dee Buergermeeschter net och Deputéierten ass, soss kënne mer direkt mat him schwätzen.

Wat d'Androung an d'Wielerlëschte betrëfft, esou seet den Här Innenminister, datt dat den 13. Mäerz ass. Dat heescht also, datt all déi, déi virun deem Dag Lëtzebuerger gi sinn, och op d'Wielerlëschte kommen.

Mä den Här Innenminister kann dat och selwer soen, gradesou wéi dee leschten Deel vun der Fro, dee sech och net u mech adresséiert huet. Wann den Här Innenminister déi Elementer huet an den Här President d'accord ass, kann hie vläicht déi Prezisioun derbäi ginn.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Kann ech eng Zousazfro stellen?

M. le Président.- Selbstverständlech.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Et ass gesot ginn, Här Minister, dass d'Gemengen op Instruktioun hi vun Iech déi Leit, déi virun 1984 am Land sinn, sollen en Interview maachen. A si hunn e Formulär auszefëllen, wou steet: Contrôle de connaissances linguistiques. A Leit, déi ausgefëllt hunn, dass si sech op Franséisch ausdrécken, déi sinn exklusiv op Lëtzebuergesch an op Däitsch do an engem Interview convoquéiert ginn.

Une voix.- Ouh!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, dat ass jo awer net de Ministère, deen dat do mécht. Dat muss dann an där enger oder anerer Gemeng…

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Op Instruktioun vum Ministère huet d'Gemeng gemengt. Gelift?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, neen. Dat ass… Am Gesetz steet, datt ee muss - déi Leit vu virun '84 - eng vun deenen dräi Sprooche kënnen.

Une voix.- Ohohoh!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech weess, datt et net am Gesetz steet.

M. le Président.- Jo, wou ass dat dann? Da kënne mer dee Fall kontrolléieren! Esou komme mer jo net weider hei!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Et gi keng Instruktioune vum Minister, déi contraire zum Gesetz sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wat ass dat hei fir eng Tensioun de Mëtten.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Mä dat hunn ech mech och gefrot.

(Hilarité)

Wa mir hei Gesetzer stëmmen an herno gi si aneschters applizéiert, wéi mir se gestëmmt hunn…

(Interruption)

Dach!

M. le Président.- Also, ech denken, wa sech an enger Gemeng ee Problem stellt, da soll een dee signaliséieren. Et soll een dem Minister soen, wann eppes net klappt, an dann ass et um Minister, fir ze kucken, datt d'Saach an d'Rei bruecht gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà! Den Här Innenminister, huet deen och eppes dozou ze soen?

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Da lauschtert dem Här Innenminister no!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech si gradesou iwwerrascht wéi de Justizminister iwwert déi Dispositioun do. Net méi wéi spéit wéi gëschter huet eng Persoun mech ugeschwat, déi ënnert déi dote Cas de figure fält. Déi huet mer awer net gesot, dass déi hätt missen en Test maachen oder iergend eppes. Déi wunnt an der Gemeng Mamer beim Gilles Roth, an do ass guer kee Problem.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Sou, elo ass deen dote Punkt hei ofgeschloss. D'Madame Minister vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle gëtt an enger Fro interpelléiert vum honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hunn awer nach virdrun eng Fro un den Innenminister.

M. le Président.- Da stellt fir d'éischt déi un den Innenminister, an da kënnt Der zur selwechter Zäit, wann Der wëllt, schonn déi un d'Madame Minister vun der Éducation nationale stellen. An dann äntwerten déi zwee Ministeren op Är zwou Froen. Dir hutt véier Minutten Zäit.

- Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Da maachen ech déi zwou Froe beieneen.

Déi éischt Fro, déi stellt sech effektiv un den Innenminister. Et ass jo esou, datt virun zwou Wochen d'Regierung - de Wirschafts- a Sportsminister - e Projet presentéiert huet, fir en neie Fussballsstadion zu Léiweng an der Gemeng Réiser bauen ze wëllen. An do si verschidden Elementer awer nach net ganz ofgekläert respektiv net gekläert.

Ënner anerem stellt sech d'Fro, ob den Terrain, dee vun der Regierung ausgesicht ginn ass, schonn als Bauterrain respektiv als Gewerbeterrain ausgewisen ass. Laut mengen Erkenntnisser oder mengem Kenntnisstand misst dat nach de Moment Gréngzon sinn.

Dofir wollt ech froen, ob do eng Prozedur amgaang ass fir deen Terrain ze reklasséieren, ob deen Dossier schonn am Intérieur traitéiert ginn ass. Et ass och esou, datt 1990 schonn eng Demande do war fir deen Terrain ze reklasséieren, an datt 1990 den Intérieur deemools e Refus ausgeschwat huet. Firwat deemools e Refus ausgeschwat ginn ass, wann de Minister mer dat kéint soen, an, wéi gesot, ob elo scho vum Intérieursminister eng Décisioun geholl ginn ass, wann den Terrain nach net reklasséiert ass.

Eng kleng Remarque: Et ass och esou, datt dat hei sech, wann den Terrain klasséiert gëtt, och un den Ëmweltminister riicht. Deen ass awer haut de Mëtten net hei. Mä ech weess awer, datt den Norbert Haupert - och Deputéierten - eng schréftlech Fro an deem Sënn un den Ëmweltminister gestallt huet.

Wann Der dann erlaabt, Här President, géif ech, wéi Der gesot hutt, och direkt dann déi zweet Fro stellen am Bezuch zum Grondschoulgesetz.

- Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Am Januar huet d'Majoritéit hei an der Chamber dat neit Grondschoulgesetz gestëmmt. An et ass jo esou, datt dann déi nei Dispositioune spéitstens am Hierscht, also wann dat neit Schouljoer ugeet, a Kraaft trieden. Et ass also wichteg, datt all Acteuren dann och optimal informéiert a preparéiert sinn, fir esou eng Reform ëmzesetzen. Esou eng Reform steet a fält mat enger gudder Informatioun, mat enger gudder Preparatioun, haaptsächlech och vun den Enseignanten.

Et ass mer awer elo zu Ouer komm an deene leschte Wochen, Echoen och vu fréiere Kolleegen, datt eng ganz Rei Schoulmeeschteren a Léierinnen nach guer net informéiert sinn iwwert déi nei Dispositiounen aus dem Grondschoulgesetz respektiv datt se och nach keng spezifesch Formatioun hu fir déi nei pedagogesch Approchen; zum Beispill kompetenzorientéierten Unterrecht.

Dofir meng Froen: Wéi ginn d'Enseignanten elo informéiert, éischtens iwwert déi nei Dispositioune vum neie Grondschoulgesetz? Wivill sinn der schonn informéiert ginn? Ass do e prezise Fahrplang am Ministère, fir d'Enseignanten och da bis de Summer ze informéieren? Wie mécht dat? Sinn dat d'Inspekteren, déi zoustänneg sinn, oder de SCRIPT?

Eng zweet Fro ass dann och déi: Ass och schonn e kloere Plang am Ministère, fir dann och d'Enseignanten ze forméieren op déi nei pedagogesch Approchen? A wat fir engem Zäitraum geschitt dat? An och do d'Fro, wien dat da mécht. Ech ginn dervunner aus, datt dat dann éischter de SCRIPT wäert sinn. An: Ass deen och schonn dorobber preparéiert, fir dat ze maachen? Kann dat bis de Summer schonn duerchgeholl ginn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Fir d'éischt dann den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Berger huet mer eng Fro gestallt, wou ech mech ugesprach fillen, besonnesch als IVL-Minister oder als Landesplanungsminister. An do kann ech dem Här Berger soen: Wat dee Site ugeet, entsprécht deen enger Rei vu wesentleche Kritäre vun der Landesplanung oder vum IVL, notamment wat den Transport ugeet.

D'Mobilitéit op deem Site, déi ass an der Rei. An dee Site läit och net an enger Zone verte interurbaine, wann ech soll als Landesplanungsminister schwätzen. Wann ech elo an d'Detailer komme vum Site als solchen, muss ech soen, ass et éischter en Dossier vum Sportsminister, dee jo hei wëllt e Stadion bauen. An doriwwer eraus dann eben ass et eng Zone verte - dat wësse mer -, an do misst een da mam Ëmweltminister schwätzen, wat dee ganze Site ugeet vun dem Volet aus, wéi Dir schwätzt.

Wann een am Detail de Site kuckt, ass nach ee Punkt, dee mech sécherlech och eppes ugeet. Dat ass: Et gëtt vu munche Leit gesot, et wier en Iwwerschwemmungsgebitt, oder et wär e Site, wou Waasser wär. Do kann ech och soen,…

(Interruption)

…dass de Moment Waasser op deem Site steet. Dat huet awer mat techneschen Dispositiounen ze dinn,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et huet mam Reen ze dinn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- …déi geholl goufen,…

(Hilarité)

…wéi d'Autobunn gebaut gouf. A well et elo gereent huet, bleift d'Waasser do stoen. Dat huet näischt ze dinn am Sënn vun engem ekologeschen Iwwerschwemmungsgebitt.

Dat Gebitt ass en Iwwerschwemmungsgebitt am ekologesche Sënn vum Wuert, méi wéi 200 Joer Iwwerschwemmungsgebitt; dat heescht, et ass iwwerhaapt keent. Wat also d'Waasser ugeet, ass op deem Site kee Problem.

Fir déi aner Fro musst Der Iech, wéi gesot, un den Ëmweltminister riichten. Dee kann Iech dann déi Froe beäntwerten.

Ech kann Iech just soen, vu mir aus gekuckt: Landesplaneresch ass kee Problem. Als Waasserminister kann ech och soen: Et läit net an enger Geforenzon. Voilà! An Der kënnt souguer selwer op de Site goe vun der Wasserwirtschaftsverwaltung. Waasser-GIS, heescht deen; geographeschen Informatiounssystem WaasserGIS. Do kënnt Der nokucken, wéi de Site klasséiert ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass souwisou nëmmen naass, wann et reent.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat heescht, Dir hutt nach keng Décisioun geholl?

(Interruptions diverses)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dat ass fir d'Gemengen. Dir musst mam Buergermeeschter schwätze vun der Gemeng Réiser, a mam Ëmweltminister. Da kritt Der déi Detailer, déi Der mech elo gefrot hutt, wou ech net kompetent sinn.

M. le Président.- Voilà! Da komme mer un déi lescht Fro. D'Madame Delvaux huet nach net geäntwert op dem Här Berger seng Fro. An den Här Berger géif mer dat net verzeien, wann d'Madame Minister net hei zu Wuert kéim.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Den Här Berger stellt d'Fro wéi d'Enseignanten informéiert ginn iwwert d'Mise en vigueur a wéi d'Préparatioune lafen. Also, ech wëll soen: Informatioun vum Enseignant ass ee Volet; et gi jo nach vill anerer derbäi.

De Moment ass: Mir hunn eng Broschür fäerdeg gemaach, déi all Enseignant geschéckt kritt. Déi ass elo amgaang verschéckt ze ginn. Déi wäert also an deenen nächsten Deeg bei den Enseignanten ukommen. Do stinn dann och eng ganz Rei allgemeng Informatiounen dran. Et ass geplangt, dass d'Inspektere Réunions d'information maache mat all hiren Enseignanten. Et sinn och eenzel Inspekteren, déi schonn ugefaangen hu mat deene Réuniounen.

Mir hunn och dann deen drëtte Volet. Dat ass dee vun der Formatioun vun de Schoulmeeschteren, Léierinnen, Chargéen. Mir hunn eng Circulaire - oder wéi ech dat soll nennen - un d'Schoule geschriwwen, well mer jo soen: Hei, mellt Iech un. Sot wat Der als Schoul braucht; well mir jo eigentlech gär hätten, dass d'Schoule sollen zesummen an eng Formatioun goen. Do kommen elo d'Äntwerten eran, a mer wäerten eis beméien esou vill wéi méiglech Formatiounen ze offréieren.

Da kënnt dat véiert Element, dat ass d'Circulaire de printemps, déi mer amgaange si fäerdegzemaachen, wou d'Instruktioune prezis, déi pedagogesch Instruktiounen un d'Enseignanten, dra sinn, an déi wollte mer an der Ouschtervakanz fäerdegmaachen, fir se dann duerno ze verschécken.

Wat d'Formatioun ugeet, wëll ech awer soen, dass de SCRIPT scho säit Jore Formatiounen ubitt iwwer kompetenzorientéierten Unterrecht, iwwer Differenzéierung, iwwer Gestion de classes an dass mer ëmmer erëm en Appel gemaach hunn, dass d'Enseignantë sech sollen an déi Formatioune mellen; well wa sech natierlech elo alleguerten d'Leit mateneen an déiselwecht Formatioun mellen, da gëtt dat e bësse schwiereg, dat ginn ech zou. Duerfir setze mer dann och Prioritéiten, mat den Inspekteren zesummen, fir och Journées pédagogiques an deenen eenzelnen Arrondissementer vum Inspektorat ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. De Park and Ride tëschent Iechternach an der Stad ass den Objet vun där leschter Fro vun haut de Mëtteg, gestallt vum Här Vizepresident Scheuer un den Här Bauteminister Wiseler.

Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eng Fro déi de Bauteminister, Stroossebauminister sécher net iwwerrascht. Eng vun deene villen, déi gestallt gi sinn. Dat hei kéint wahrscheinlech déi Lescht sinn.

Den Transport public tëschent Iechternach an der Stad ass gutt organiséiert, zefridde stellend, a kéint awer nach besser verlafen, wann e Park and Ride tëschent Iechternach an tëschent der Stad installéiert wier. Elo si mer endlech esou wäit, datt mer d'Kräizung tëschent der Strooss, déi vu Bech op Consdorf féiert, an der E29 entschäerfen.

D'Aarbechte sinn amgaang, an do ass vu verschiddene Gemengen, an och vu Biergerinitiativen a vun Ëmweltkommissiounen, de Wonsch ausgeschwat ginn, fir just bei där doter Kräizung e Park and Ride ze installéieren, wou een dann d'Autoen aus den Nopeschdierfer kéint opfänken a wou d'Chauffeuren da kéinten den öffentlechen Transport benotzen, fir an d'Stad ze fueren.

Ob dat elo op där doter Plaz ass oder op enger anerer Plaz, wou och e Schantjen ass, weess ech net. Mä ech mengen et wier gutt, wann den Här Minister dozou géif Stellung bezéien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Stroossebauminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci Här President. D'Äntwert op déi dote Fro ass Jo an Neen. Jo, sécherlech, well mer brauchen déi „Park and Ride"-Projeten op där doter Streck evidenterweis. Neen awer, well ech net mengen, datt et op där preziser Plaz, déi den Här Scheuer elo ugeschwat huet, am sënnvollste wier.

Et muss ee wëssen, datt mer jo elo dee ganze Rond-point, déi ganz Kräizung do aus Sécherheetsgrënn frësch maachen. Mir hunn e Park and Ride zu Iechternach, dee relativ gutt ugeholl gëtt, deen och fonctionnéiert, an et ass elo op deem heite Chantier net geplangt en zousätzlechen ze maachen.

Aus wat fir enge Grënn ass et net geplangt? Mä well mer, éischtens, schonn enorm Schwieregkeeten hate fir Terrain genuch ze kréien, fir iwwerhaapt déi Kräizung esou ze aménagéiere wéi mer se elo aménagéieren. Dir wësst, datt mer do jorelaang gekuckt hu fir d'Terrainen ze kréien, an datt mer do och jorelaang Diskussiounen hate fir kënnen nach méi Land ze verbrauchen, fir déi Strooss ze bauen, esou datt ech net mengen, datt mëtten um Land elo nach e grousse Park and Ride zousätzlech sollt gebaut ginn.

D'autant plus, datt ee muss wëssen, datt op där doter Streck just am Fong eng Buslinn, déi eben zwëschent Iechternach a Jonglënster, fiert. Dat, wat awer méi sënnvoll ass - an do si mer amgaang, an enger gudder Kollaboratioun mat der Gemeng Jonglënster, drun ze schaffen -, dat ass fir e Park and Ride op Jonglënster ze kréien.

Dir wësst, datt mer do e Contournement hei gestëmmt hunn. Am Kader vum Bau vun deem Contournement ass dann och geplangt fir do e Park and Ride plus eng Busgare opzeriichten. Ech mengen déi erfëllt deeselwechten Zweck wéi deen, deen Dir elo genannt hutt, huet awer de groussen Avantage, datt se bei enger gréisserer Lokalitéit ass, an huet och den Avantage, datt do och nach aner Busstrecken, Querverbindunge kënnen drop stoe bleiwen an drop desservéiert ginn.

Dat war d'Äntwert op déi dote Fro: Jo zu engem Park and Ride op där Streck, net op där Plaz wou Dir gemengt hutt, mä zu Jonglënster schéngt et mer méi sënnvoll ze sinn. Dat si mer amgaang ze plangen, mat der Gemeng Jonglënster, déi och schonn eng Rei Terrainen do opkaf huet, fir déi Realisatioun ze maachen.

Mat dem Ëmweltminister hu mer och geschwat, fir déi noutwendeg Autorisatioun ze kréien. Sous condition, datt mer dee Parking ekologesch gestalten, kréie mer och déi Autorisatiounen zu Jonglënster op där Plaz.

Merci.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister Wiseler. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zu zwee Projets de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres an der Republik vu Korea op där enger Säit, an dem Kinnekräich vu Marokko op där anerer Säit.

Déi zwee Projete ginn an enger Diskussioun behandelt, an den honorabelen Här Thiel presentéiert eis se elo.

5. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, honorabelen Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn e Strapp hier, datt mer an dësem Haus Projetë gestëmmt hunn, déi eppes mam Galileo ze dinn haten. Et goung dobäi all Kéier ëm Kooperatiounsaccorden, déi d'Europäesch Communautéit mat eenzelnen Drëttlänner ofgeschloss hat an an deene festgehale gouf, wéi wäit déi Länner mat an de Galileosprojet agebonne ginn.

2005 hate mer hei d'Ofkommes mat der Türkei a mat Argentinien ratifizéiert. Dat Joer drop waren Amerika, Israel, China an d'Ukraine un der Rei. An du war emol Funkstille. Bis haut, wou mer d'Accordë mat Korea, Süd natierlech, a mat Marokko ofseene sollen. Datt do dertëscht dräi voll Joer leien huet scho säi Grond. De Milliardeprojet Galileo, d'europäescht Géigesteck zum amerikanesche GPS, dee mer jo alleguer äifreg mat eisen Navien am Auto notzen, war a Schwulitéite geroden, well dat net esou richteg mat der Finanzéierung geklappt huet. Et war jo esou geduecht, datt de Galileo wuel vun der Europäescher Communautéit chaperonnéiert sollt ginn, mä datt d'Finanzéierung vu private Gruppen aus dem Hightechberäich sollt gemaach ginn.

An do koum dunn de Knuet. Privat Investisseuren hu kal Féiss kritt, well se gefaart hunn, net op hir Rechnung ze kommen. Si ware wuel gäre bereet als Fournisseuren derbäi ze sinn, mä hir finanziell Bedeelegung huet hinne manner gutt geschmaacht, wouropshin dat Ganzt dunn an d'Schliddere geroden ass an den Délai, wou de Galileo sollt ulafen, eriwwergaangen ass, ouni datt, ausser zwee, weider nach keng vun deenen 30 Satellitten eropgeschoss gi sinn, mat deenen den Navi-System fonctionnéiere soll.

Eréischt wéi den ECOFIN Enn 2007 décidéiert huet, datt d'Europäesch Kommissioun de Gros vun der Finanzéierung misst iwwerhuelen, koum erëm Schwonk an d'Saach. Elo ass et esou, datt d'Kommissioun amplaz eng Milliard Euro der 3,4 op den Dësch bliedere muss, an d'Privatpartner, déi sech am Ufank mat dräi Véirel um Kapital bedeelege sollten, elo nach knapps ee Véirel bäisteieren. Dee ganzen Hin an Hier huet am Endeffekt dräi Joer Verspéidung an 800 Milliounen Euro weider kascht.

Et kann ee sech natierlech froen, ob dee Projet dee ganzen Opwand wäert ass, an ob mir Europäer iwwerhaapt en eegenen Navigatiounssystem brauchen. Do muss een dann awer wëssen, datt, wa mer eis eleng op den Amerikaner hire GPS verloossen - de Russen hire Glonass kann ee vergiessen, well hie gëtt säit dem Enn vum kale Krich net méi ënnerhalen -, also wa mer eis op de GPS géife verloossen, da kéinte mer emol riskéiere wierklech verlooss ze sinn. Dee gouf nämlech fir militäresch Zwecker erfonnt a kéint muer - wéi dat iwwregens scho während dem Irak-Krich geschitt ass -, op Kommando vum Pentagon, fir d'Zivilverwäertung einfach ausgeknipst ginn. D'Décisioun, ob a wéini eis Navië fonctionnéieren, läit also ganz eleng bei eisen amerikanesche Frënn.

Dat wier wuel scho Grond genuch, fir datt d'Europäer sech en eegenen Navigatiounssystem zouleeën. Mä et ginn nach eng Rëtsch aner Grënn fir fënnef Milliarden an esou eppes wéi de Galileo ze stiechen. Do wier emol déi kommerziell Notzung duerch déi d'Entreprisen, déi op prezis Navigatiounsdaten, ob um Buedem, an der Loft oder um Waasser ugewise sinn, an déi iwwer extra Frequenze beliwwert kënne ginn, dat allerdéngs net fir näischt, mä géint Bezuelen.

Da kënnen och d'Eisebunn, d'Aviatioun an ähnlech Beräicher op de Galileo zréckgräifen, fir hire sécherheetstechneschen Oploen nozekommen. Dat heescht da beim Galileo „Safety of Life". Op de Galileo ugewise sinn och d'Sich- an d'Rettungsdéngschter, déi an Nout- a Katastrophefäll séier a prezis musse kënnen agräifen. A schliesslech gëtt et och nach déi fir déi eenzel State reservéiert Frequenzen, déi natierlech entspriechend ofgeschiermt a verschlësselt der Polizei oder och der Arméi, a ganz bestëmmt och de Geheimdéngschter zur Verfügung stinn.

Grad wéinst där leschter Verwendung mussen esou Accorden, wéi déi zwee vun haut, mat Drëttlänner ofgeschloss ginn. Mir hunn näischt dergéint, datt sech och Net-EU-Länner mat an de Galileo dranhänken an dervu profitéieren, an dat als d'Géigeleeschtung duerfir, datt d'Galileosbedreiwer d'Kontrollstatiounen op hirem Territoire ariichten däerfen.

Mä wann et ëm déi méi kriddelech Missioune vum Galileo geet, da bleiwe mir Europäer dach gär Här op eise Satellitten. Duerfir déi Rëtsch vu Restriktiounen, zum Beispill wat d'militäresch Notzung ugeet, déi an deenen eenzelnen Accorden ageschriwwen an déi méi oder wéineger déiselwecht fir se alleguer sinn.

Et huet eng Zäit laang esou ausgesinn, wéi wann d'Amerikaner net ganz frou mam Galileo wieren. Si wollten natierlech hire GPS-Monopol behalen, well och wann d'Privatnotzung vum GPS gratis ass, bréngt déi kommerziell Utilisatioun, wéi zum Beispill d'Steierung vun de Schëffsflotten, eppes an d'Keess. Mä et huet sech séier erausgestallt, datt eng Kopplung vun deene béide Systemer fir déi zwou Säite vun Avantage wier, wouropshin dann och en Accord iwwer eng gemeinsam Notzung vu GPS a Galileo mat den USA ofgeschloss ginn ass, déi duerfir suerge wäert, datt deen da globalen Navigatiounssystem nach méi prezis an zouverlässeg gëtt.

A wat hu mir Lëtzebuerger dann elo mat dem ganze Projet ze dinn, ausser datt mer natierlech alleguer vun der Navigatiounshëllef profitéiere wäerten? Dozou ass ze soen, datt de Projet Galileo vun der europäescher Weltraumagence ESA géréiert gëtt, an datt Lëtzebuerg Member vun där ESA ass. An dat huet seng Grënn.

Wann een nämlech derzougehéiert, dann huet een e gewëssent Recht och Commandë vun där Agence ze kréien, wat och erëm eng Kéier dann interessant ass, wann ee selwer Entreprisen huet, déi mat der Weltraumtechnologie ze dinn hunn. Am Ament hu mir der zwou esou. Op där enger Säit ass et eis SES, déi als gréisste private Satellittebedreiwer op der Welt natierlech iwwer kéipweis Know-how am Beräich vun der Satellittesteierung verfügt, an op där anerer Säit schafft d'SES mat enger Lëtzebuerger Firma zesummen déi HiTech heescht an déi an der Antennentechnologie zu enger vun de féierenden Entreprisen an Europa ginn ass.

Et steet also elo schonns méi oder wéineger fest, datt d'SES an d'HiTech bei e puer vun de Kontrollstatiounen um Buedem wäerten derbäi sinn, ënner anerem bei där, déi hei vir an der Belsch bei der Uertschaft Redu virgesinn ass. Déi Opträg eleng wäerten an déi 60, 65 Milliounen Euro ausmaachen, a wann dat da klappt, da wäerte wuel nach weider Commanden nokommen.

Mir Lëtzebuerger hunn also en duebelen Intérêt um Galileo: Eng Kéier als Konsumente vum Navigatiounssystem, an déi aner Kéier awer och als Fournisseuren. Duerfir däerfte mer heibannen och näischt dergéint hunn, denken ech emol, datt de System méiglechst reibungslos ronderëm de ganze Globus fonctionnéiert, wouzou natierlech all déi Ofkommesse mat den Drëttlänner néideg sinn.

Mat der Recommandatioun vun Ärer Kommissioun, deenen zwee Projeten hei Är

Zoustëmmung ze ginn, a mat dem Accord vu menger Fraktioun uewen drop, däerf ech lech dann och elo schonn ukënnegen, datt als nächst Brasilien a Malaysia op der Lee wäerte stoen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporter Merci fir seng ausféierlech Ausféierungen zu dësen zwee Projeten, an ech denken, dass alles gesot ass. Ech gesinn iwwerall Satisfaktioun bei de Fraktiounen, duerfir komme mer elo zum Vote vun dësen zwee Projeten.

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Accord mat der Republik vu Korea, Südkorea selbstverständlech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5693 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5693 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Elo stëmme mer of iwwert den Accord mat dem Kinnekräich vu Marokko.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5878 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5878 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zu der Konventioun iwwert den Institut Forestier Européen. De Rapport zu dësem Projet mécht eis elo den honorabelen Här Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

6. 5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo maache mer all zesummen e klengen Ausfluch an de Bësch.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Ech stellen lech nämlech e Projet vir, duerch deen d'Konventioun vum Institut Forestier Européen, kuerz IFE genannt, ugeholl soll ginn, esou wéi se den 28. August 2003 zu Joensuu a Finnland beschloss gouf.

Dëse Projet ass den 9. Abrëll 2008 vum Ausseminister an der Chamber déposéiert ginn. Den 11. Juli d'lescht Joer huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Den 18. Februar 2009 huet d'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Héichschoul, d'Fuerschung an d'Kultur, de Projet analyséiert a mech als Rapporteur genannt. Leschte Mëttwoch, de 4. Mäerz, huet d'Kommissioun dunn de virleiende Rapport ugeholl.

Wourëms geet et an dësem Projet? Nun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Institut Forestier Européen ass 1993 gegrënnt gi fir dem Besoin nozekommen, déi wëssenschaftlech Zesummenaarbecht am Beräich vun der Forstwirtschaft ze verstäerken an och d'Fuerschung, déi an dësem Domän op europäeschem Niveau bedriwwe gëtt, mat anzebauen. Den Institut Forestier Européen huet d'Missioun d'forstwirtschaftlech Recherchen op paneuropäeschem Plang ze förderen, ze leeden an ze koordinéieren.

D'Resultater vun dëser Aarbecht sollen dann un all interesséiert Parteie weidergeleet ginn, mam But d'Bëscher an Europa ze schützen an eng nohalteg Gestioun ze garantéieren. Fir dass dëst geschéie kann, huet den IFE folgend Kompetenzen: En ass Informant iwwert de ganze Secteur vun de Bëscher an der forstwirtschaftlecher Industrie, e bedreift Fuerschung an de genannte Beräicher, en entwéckelt Fuerschungsmethoden. E bekëmmert sech ëm d'Donnéeën iwwert d'europäesch Bëscher, en organiséiert wëssenschaftlech Réuniounen, en hëlt Deel u Formatiounen iwwer forstwirtschaftlech Recherchen an e veröffentlecht schlussendlech d'Erkenntnisser an d'Resultater vu sengen Aarbechten.

Wéi gesot gouf den Institut 1993 an d'Liewe geruff, an no zéng Joer Existenz ass 2003 décidéiert ginn, säi Statut an eng international Organisatioun ëmzeänneren. Wa bis elo nëmmen Organismë mat wëssenschaftlecher, pedagogescher, industrieller oder wirtschaftlecher Vocatioun Member waren, esou kënnen zënter dësem Zäitpunkt Länner a State Member ginn. Heiduerch kritt den Institut Forestier Européen natierlech e ganz anert Gewiicht an en aneren Optrëtt op der internationaler Bühn, wann et dorëms geet, d'Interessië vun eise Bëscher ze vertrieden. Déi nei Konventioun ass 2003 vun 20 Länner, dorënner selbstverständlech och de Grand-Duché, ënnerschriwwe ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Fuerschung am forstwirtschaftleche Beräich zu Lëtzebuerg ugeet, hate mir kee rengen Institut de recherche, dee sech just heirëms bekëmmert huet. Verschiddenes ass vun der Cellule de recherche en environnement et biotechnologies initiéiert ginn, mä dee gréissten Deel vun der Fuerschung geschitt duerch Konventiounen zwëschent der Administration des Eaux et Forêts an auslänneschen Instituter aus verschiddenen europäesche Länner.

Dëst soll awer net heeschen, datt hei bei eis am Land dernieft weider näischt am Domän vun der nohalteger Gestioun an der Konservatioun vun eise Bëscher geschitt ass. Mir kennen hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich zwee Labelen: de PEFC: Programme for the Endorsement of Forest Certification, an den FSC: Forest Stewardship Council.

Doduerch, datt mir elo d'Konventioun vum Institut Forestier Européen unhuelen, ënnersträiche mer nach eemol d'Ambitioun vum Grand-Duché, eis Bëscher ze schützen an duerch eng nohalteg Gestioun fir déi kommend Generatiounen ze erhalen.

Une voix.- Très bien!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi ass zu dësem Projet net ze soen. Wat awer net heescht, datt en net wichteg wier. Ganz am Géigendeel, esou wéi Der aus mengem kuerzen Exposé erausgehéiert hutt.

Une voix.- En ass wichteg!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Et bleift just nach ofschléissend ze soen, datt och de Statsrot keng Problemer mat dësem Text hat an e positiven Avis dozou ofginn huet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Am Numm vun alle Fraktioune soen ech dem honorabelen Här Sunnen Merci a mir kommen zum Vote iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5866 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet 5716 iwwert den elektroneschen Dépôt beim Registre de commerce et des sociétés. Den honorabelen Här Santer huet d'Wuert.

7. 5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech a mengem mëndleche Rapport dëse Projet de loi wäert beschreiwen, wëll ech, entgéint menge Gewunnechten, mat der an der Kommissioun verfuerener Prozedur ufänken. En effet, normalerweis iwwerhuelen ech dës Detailer, déi am schréftleche Rapport erëmzefanne sinn, net am mëndleche Rapport. Hei maachen ech eng Ausnahm, well mer an der Kommissioun eng Entscheedung getraff hunn, déi, esou mengen ech, fir dës Legislatur eemoleg ass.

De Projet gouf den 11. Juli 2008 vum Statsrot aviséiert. Den 9. Oktober 2008 huet d'Kommissioun e puer kleng Amendementer ugeholl an un de Statsrot geschéckt. Et gouf eng Kéier „jour" duerch „jour ouvrable" geännert an eng Kéier „communauté" duerch „espace économique européen". Mir hate geduecht, datt dës Amendementer, déi wierklech net substanziell woren, bis Enn Januar kéinten aviséiert ginn. Den 31. Januar 2009 war en effet den Datum, wou d'Handelsregister technesch prett wor, fir dëse Projet ëmzesetzen. De 5. Mäerz 2009 hate mer nach ëmmer keen Avis vum Statsrot, obwuel, wéi ech gesot hunn, säit Enn Januar alles am Handelsregister prett wor, fir dëse Projet de loi ze applizéieren. Si hunn et awer net gemaach, well se keng gesetzlech Grondlag derfir haten.

Derbäi kënnt nach, datt Lëtzebuerg dat lescht Land ass, dat d'Direktiv 2003/58 net ëmgesat huet. Aus deene Grënn wollte mer net weider op de Statsrot waarden a mir hunn déi zwee Amendementer, déi, wéi ech virdru gesot hunn, net substanziell sinn, zréckgezunn.

Här President, wourëm geet et bei dësem Projet de loi?

Éischtens setze mer eng Direktiv ëm, no där d'Memberstate sollte folgend Mesuren huelen:

Éischtens, Dokumenter, déi beim Handelsregister mussen hannerluecht ginn, mussen op elektroneschem Wee agereecht kënne ginn.

Zweetens, Dokumenter, déi sech säit dem 1. Januar 2007 beim Handelsregister befannen, mussen op informatesche Support enregistréiert ginn.

Drëttens, op Ufro misst datselwecht fir d'Dokumenter geschéien, déi virum 1. Januar 1997 gemaach gi sinn.

Véiertens, Kopië vun den Dokumenter beim Handelsregister musse kënnen iwwer Courrier électronique, also iwwer E-Mail verschéckt ginn.

A fënneftens, dës Dokumenter musse kënnen duerch eng Signature électronique vum Handelsregister certifiéiert ginn.

Dës Direktiv hätt misse bis den 31. Dezember 2006 ëmgesat ginn. Mir hunn awer dës Direktiv schonn deelweis ëmgesat, andeems d'Dokumenter, déi säit dem 1. Januar 2006 beim Handelsregister hannerluecht ginn, scho systematesch op elektronesche Support gesat ginn. An deenen nächsten dräi Joer wäert dat fir all Dokumenter vum Handelsregister, dat heescht säit 1909, geschéien. Dat, wat nach net vun der Direktiv ëmgesat gouf, ass d'Méiglechkeet, d'Dokumenter elektronesch anzereechen. A bei der Signature électronique huet och missen nogebessert ginn.

Derniewent goufen am Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert d'Handelsregister kleng Detailer geännert opgrond vun den Erfahrungen, déi an de leschte Jore gesammelt goufen. Sou zum Beispill gouf d'Prozedur, wéi d'Dokumenter beim Handelsregister ze hannerleeë sinn, liicht geännert. De Statsrot hat do eng aner Prozedur virgeschloen, déi mer net iwwerholl hunn, well déi vun der Regierung virgeschloe Prozedur déi heiteg Praxis iwwerhëlt a keng gréisser Ëmstellung erfuerdert.

Ech wëll elo net op all Detailer vun dësem Projet de loi agoen, ech wollt just dräi grondsätzlech Punkten ënnersträichen.

Éischtens, d'Enseigne commerciale. Fir Gesellschaften, déi en Numm hunn, genannt Dénomination sociale, ass d'Enseigne commerciale eng Zort Publicitéit. Den technesche Term ass: „désignation de fantaisie à usage publicitaire". Säit 2002 ass d'En-

seigne commerciale fir Privatpersounen hiren Numm an hire Virnumm an eventuell déi kommerziell oder publicitaire Beschreiwung.

D'Enseigne commerciale vun zwou physesche Persoune muss verschidde sinn, egal wou se hire Commerce am Land ausüben. Do ware Froen opkomm, ob et elo verbuede wier, fir zum Beispill en Hôtel du Parc oder e Café du Commerce kënnen opzemaachen. D'Enseigne commerciale ass awer net Hôtel du Parc oder Café du Commerce oder de la Gare oder wéi och ëmmer, mä den Numm an de Virnumm vum Bedreiwer plus den Term Hôtel du Parc oder Café du Commerce. Also geet d'Enseigne commerciale méi wäit, wéi just d'Beschreiwung oder den Numm vum Commerce, an dofir ass d'Méiglechkeet oder de Risiko, datt zwou Enseignes commerciales hoergenee identesch ausfalen, bal auszeschléissen.

Zweetens, d'Chambre des Notaires huet eng berechtegt Fro opgeworf: Wat geschitt mat Dokumenter, zum Beispill Beschlëss vun enger Gesellschaft, déi net mussen dem Gesetz no beim Handelsregister hannerluecht ginn, mä wou d'Gesellschaft déi awer wëllt hannerleeën, zum Beispill fir Drëttpersounen ze informéieren? Zum Beispill, wann eng Gesellschaft liquidéiert gëtt, muss dee Beschloss beim Handelsregister hannerluecht ginn. Dat steet am Gesetz. Mä wann awer d'Gesellschaft, d'Aktionäre vun där Gesellschaft décidéieren, dës Liquidatioun zréckzezéien, réckgängeg ze maachen, da muss dat net beim Handelsregister hannerluecht ginn.

Do hat den Handelsregister an enger bestëmmter Affär gesot, dat wëll ech net unhuelen, well et net am Gesetz steet. Dat ass jo net ganz glécklech, well Drëttpersounen, déi dann den Dossier beim Handelsregister consultéiere ginn, nach ëmmer gesinn, datt déi Gesellschaft a Liquidatioun ass, obwuel dat net méi stëmmt.

Gott sei Dank huet d'Geriicht där Gesellschaft awer Recht ginn a gesot: Déi Décisioun, wou d'Liquidatioun muss zréckgezu ginn, réckgängeg gemaach gëtt, muss och kënnen hannerluecht ginn. Mä et hätt een net misse bis op d'Geriicht goen, fir dës Évidence confirméieren ze loossen. E Règlement grand-ducal gëtt dofir ausgeschafft, fir datt esou Fäll net stattfannen. Pragmatismus an ech mengen eng gesond Dosis vu Flexibilitéit mussen an dee Règlement grand-ducal afléissen.

Den Handelsregister - dat muss een och eng Kéier soen - soll net d'Legalitéit vun den Dokumenter, déi mussen hannerluecht ginn, kontrolléieren. Den Handelsregister muss och d'Opportunitéit vun zousätzlechen Dokumenter, déi net am Gesetz virgesi sinn, net kontrolléieren.

Leschte Punkt: d'Signature électronique. Den Handelsregister huet sech mat LuxTrust zesummegedinn, a LuxTrust kann dem Handelsregister eng Signature électronique qualifiée bezeien. Hei hu mer dem Statsrot seng Proposition de texte iwwerholl, obwuel mer heimadder méi wäit gi wéi déi Direktiv, déi mer elo ëmzesetzen.

Den Handelsregister huet also eng Signature électronique qualifiée, déi d'Unerkennung vun den Dokumenter, déi vum Handelsregister kommen, ouni Problem soll erméiglechen, a besonnesch am Ausland.

Weider Detailer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fannt Der am schréftleche Bericht an am Exposé des motifs vun der Regierung. De Rapport gouf leschte Mëttwoch unanime an der Kommissioun ugeholl, an ech géif den Accord och vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Wann déi aner Fraktioune mat den Ausféierungen d'accord…

(Brouhaha général et interruption)

Jo, wa sech alles berouegt huet, dann huet den Här Minister d'Wuert gefrot.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ganz kuerz, dee Projet de loi, dee kléngt hei ganz technesch, mä dat ass en fait eng wichteg Verwaltungsreform, well et an Etappen de Registre de commerce moderniséiert huet.

An duerfir géif ech gären, och wéinst der perséinlecher Liewensplanung vum Här Rapporteur am Numm vun der Regierung a besonnesch als Justizminister, dem Patrick Santer villmools Merci soe fir déi exzeptionell Aarbecht. Déi, déi hie kennen, wëssen, datt dat, wat en hei gemaach huet, en fait just dat ass, wat en honnert Mol virdru gemaach huet. Déi parlamentaresch juristesch Aarbecht, déi en hei erëm eng Kéier bewisen huet, déi ass exzeptionell, an duerfir géif ech hei stellvertriedend bei dësem Projet fir vill vun deene Projetë virdrun him Merci soen. Et ass eng Aarbecht, un där sech anerer kënnen inspiréieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi iwwert d'Représentations cinématographiques publiques.

Opgrond vu senger Liewensplanung ass dat dee leschte Rapport, deen den honorabelen Här Santer probablement an dëser Chamber hei mécht.

Une voix.- Et soll een ni ni soen!

M. le Président.- Duerfir ginn ech him d'Wuert.

8. 5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5734 geet et drëm, den Accès vu Mannerjähreger an öffentlech zougänglech Filmvirféierungen ze regelen.

Et ass evident, datt Mannerjähreger musse viru gewaltverherrlechenden oder anere pornographesche Filmer geschützt ginn. Zu Lëtzebuerg ass dës Matière duerch e Gesetz vum 13. Juni 1922 geregelt. Well, wéi Der Iech dat einfach kënnt virstellen, säit 1922 d'Mentalitéite vun de Leit an d'Filmindustrie sech enorm entwéckelt a verännert hunn, gëtt scho säit laangem dat Gesetz net méi ugewant.

Duerfir hunn d'Kinosbedreiwer vu sech aus eng Klassifikatioun vun de Filmer gemaach, no där d'Alterskategorië festgeluecht ginn, ënnert där den Accès zu engem Film erlaabt respektiv verbueden ass.

Dëse System, dee vun der fréier Autorégulatioun, an deen och an anere Länner besteet, ass net deen eenzege System, wéi den Accès vu Mannerjähreger bei Filmvirféierunge ka geregelt ginn.

Doniewent gëtt et déi staatlech oder parastaatlech Kontroll, wou de Stat d'Klassifikatioun vun de Filmer virhëlt, an - zweeten anere System - eng Co-régulatioun. Dëse leschte System, dee vun der Co-régulatioun, enger Mëschung tëschent staatlecher Kontroll an Autorégulatioun, iwwerhuele mir mat dësem Projet de loi.

Grondsätzlech wäerten d'Organisateure vu Virféierunge wieder wéi bis elo Filmer a verschidde Kategorië klassifizéieren. Et wäert och nach dobäi eng Kommissioun geschafe ginn, déi kontrolléiert, ob déi Klassifikatioun och gerechtfertegt ass. Dës Kommissioun gëtt automatesch saiséiert, wann deeselwechte Film vu verschidde Bedreiwer verschidden agestuuft gëtt.

Doniewent kann d'Kommissioun vum Procureur, vum Familljeministère oder vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand saiséiert ginn. Géint d'Entscheedungen natierlech vun där Kommissioun besteet e Recours en annulation virum Verwaltungsgeriicht.

Här President, mir hunn an der Kommissioun verschidden Amendementer ugeholl, déi och alleguerte vum Statsrot guttgeheescht goufen.

D'Regierung, éischtens, hat virgesinn, datt am Prinzip den Accès zu de Filmvirféierunge fräi wär, sous Réserve - huet d'Regierung geschriwwen - vun engem méigleche Bezuele vum Entréespräis. Mir hunn d'Referenz vum Entréespräis einfach gestrach. Éischtens ass den Entréespräis net ausschlaggebend. Et geet net dorëms, festzestellen, ob en Entréespräis bezuelt gëtt oder net. Et geet dorëms, den Accès vun de Mannerjähregen zu Filmvirféierungen ze regelen. Zweetens wollte mer all Diskussioun verhënneren, ob d'Gesetz sech uwent oder net, wa Filmvirféierunge stattfannen, wou keen Entréespräis gefrot gëtt.

Zweet Ännerung, déi mer agereecht hunn: Mir schwätzen elo net méi vum Exploitant, vum Bedreiwer vun engem Kino, mä vum Organisateur vun enger Filmvirféierung. Dat ass dorop zréckzeféieren, datt den Term oder d'Terme Bedreiwer vun engem Kino esou hätte kënnen ausgeluecht ginn, datt d'Gesetz nëmme fir Filmvirféierungen an engem Kino sech hätt sollen uwenden. Eben dat wollte mer net.

Filmvirféierungen, déi vun enger A.s.b.l., enger Gemeng, engem Club des jeunes, engem Cinéclub organiséiert ginn, mussen och ënnert dat Gesetz falen. Wat zielt, ass net, wou de Film ausgestrahlt gëtt, mä datt et sech eben ëm eng öffentlech Filmvirféierung handelt.

Déi lescht Ännerung hat mat der Kontroll duerch d'Organisateuren ze dinn. D'Regierung hat virgesinn, dass dës Kontroll do sollt stattfannen, wou de Billjee kaf gëtt. Dat hat Problemer mat sech bruecht, am Fall zum Beispill wou d'Entrée fräi wär - dat heescht, et gëtt jo keng Billjeeën, wann d'Entrée fräi ass -, oder am Fall wou d'Billjeeën iwwer Internet kaaft ginn.

D'Kontroll, esou hu mer awer elo virgesinn, fënnt an der Entrée vum Kino statt, wat och elo schonn de Fall ass, an ech wëll Iech soen, dat dee Regime, dee mer elo hunn am Gesetz, sech upasst un déi Méiglechkeeten, un déi Kontrollen, déi elo schonn zu Lëtzebuerg an deene verschiddene Kinoe gemaach ginn. Hei geet et net ëm eng Identitéitskontroll. Et geet dorëms ze kontrolléieren, ob déi Persoun, déi wëllt Accès zur Filmvirféierung hunn, och den Alter, deen an der Klassifikatioun steet, huet. Dat kann, dat muss awer net iwwer eng Carte d'identité stattfannen, dat ka par tous les moyens stattfannen, dat kann zum Beispill iwwer eng Studentekaart oder eng Jumboskaart stattfannen. Eng Identitéitskontroll - dat wësst Der all, duerfir soen ech dat ganz kuerz - däerf nëmmen duerch d'Police stattfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt dëst Gesetz keen Allheelmëttel ass, duerch dat mer Mannerjähreger géint Gewaltverherrlechung oder Pornographie an de Filmer kënne schützen. Filmer kënnen iwwer Internet erofgeluede ginn, an an deene Fäll ass eng Kontroll schwéier ze organiséieren.

Dat ass awer ëmmer nach laang kee Grond, fir iwwerhaapt näischt op dësem Gebitt ze maachen. Iwwer Gesetzer kann een och net alles erreechen.

Ech wëll och, dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, d'Roll vun den Elteren, vun den Éducateuren, vun der Schoul nach eng Kéier ënnersträichen, wat d'Éducatioun ugeet vu Mannerjähreger, wat hir Sensibilitéit, hir Appréciatioun vun de Filmer ugeet. Dat, wat an de Filmer stattfënnt, ass net ëmmer dat, wat am Liewe stattfënnt. Datselwecht gëllt och fir Videosspiller. Gewaltverherrlechung, Pornographie, Rassismus si Geforen, déi fanne sech och a Filmer erëm. Dat ass net d'Liewen. Duerfir sinn d'Eltere gefuerdert, duerfir ass d'Schoul gefuerdert, duerfir ass d'Gesellschaft gefuerdert fir de Mannerjähregen ze erklären, datt dat och net esou soll stattfannen, datt se sech net dorunner sollen inspiréieren. An hei mussen natierlech weider Initiative geholl ginn, wéi dat och ass bei anere Geforen, deenen déi Mannerjähreg kënnen ausgesat ginn, wéi zum Beispill den Alkohol.

Här President, dëst gesot, wëll ech Iech matdeelen, datt déi parlamentaresch Kommissioun de schréftleche Rapport eestëmmeg e Méindeg virun aacht Deeg ugeholl huet.

Här President, erlaabt mer awer a mengem perséinlechen Numm hei, net zu dësem Projet de loi, mä am grousse Ganzen en violatioun vun eisem Règlement d'ordre intérieur - an de President vun där Reglementskommissioun wäert mer dat erlaben -, fir e puer Wierder un Iech ze riichten.

Ech wollt Iech fir d'éischt soen, datt et elo meng lescht Ried ass. Et ass elo kee Secret. Et ass meng lescht Ried hei an dësem Haus. Déi éischt, déi ech gehalen hunn, war gradesou spannend wéi déi lescht.

(Hilarité)

Déi Éischt goung ëm d'Opposabilitéit vu Clause de réserve de propriété en cas de faillite. Ech kann Iech soen, dat huet d'Leit vläicht heibannen net begeeschtert, dat huet vläicht d'Journalisten och net begeeschtert. Ech wëll Iech awer soen: Ech ka mer gutt virstellen, datt dat ville Leit gehollef huet, besonnesch a Krisenzäiten, wa se e Gesetz haten, wou se awer nach konnten hire Bien zréckkréien, wou d'Gesellschaft do de Keefer awer Faillite gemaach huet.

Ech wollt Iech och soen, ouni wëllen hei an e rise Pathos ze verfalen oder esou auszegesinn, wéi wann hei eng Oscarpräisverleihung wor a jiddwerengem muss Merci gesot ginn, datt et mer eng Éier wor a besonnesch eng grouss Freed, fir President vun der Commission juridique ze sinn. Et war keng einfach Aarbecht. Et ware keng einfach Memberen.

(Hilarité)

Awer alleguerten, all déi Projet-de-loien, déi vläicht net alleguerten esou an der Öffentlechkeet diskutéiert goufen, hu mer an der Kommissioun analyséiert an dacks genuch amendéiert. Mir hu souguer op Plaze vun engem Komma geschwat, wéi dat beim Projet de loi iwwert den Handelsregister de Fall wor.

An all déi Projetë mat deenen zwee groussen Orientéierungsdebatten iwwert d'Sécurité intérieure vu bal zwee Joer an iwwert d'Inspection générale de la Police vun e puer Méint, sinn alleguerten esou e klenge Bausteen, deen zur Gestaltung a Moderniséierung vun eiser Justiz bäigedroen huet.

D'Justiz ass e permanente Chantier, wou een net ka soen: Elo hu mer eist gemaach, elo kënne mer fir zwee, dräi, véier Joer ophalen. Et muss ëmmer weider dru geschafft ginn. Dat mécht ee scho säit 200 Joer. Ech wëll just dobäi soen: 2004 huet de Code civil 200 Joer gefeiert. Et ass vläicht ville Leit net opgefall, mä de Code civil ass nach ëmmer déi Grondlag, op där eist ziviilt Rechtssystem opgebaut ass.

Ech wollt all de Leit an der Kommissioun Merci soen, dem Sekretär och. Deen hat net ëmmer eng einfach Aarbecht, fir eis Amendementer op Pabeier ze brëngen.

Ech wollt awer och dem Här Justizminister a senge Mataarbechter Merci soen. Den Här Justizminister war net ëmmer mat eis eens. Mir waren och net ëmmer mam Justizminister eens. Mir waren och net ëmmer ënner eis eens. Mir waren och net ëmmer mam Statsrot eens, an den Här Statsrot war net ëmmer mat eis eens.

Mir hunn eis awer plus ou moins och kéinten duerchsetzen, well d'Chamber jo eben den éischte Pouvoir an dësem Land ass a well mer e Justizminister haten, deen net nëmmen eis Ried an Äntwert stoung op punktuellen, ganz technesche Froen. An ech mengen, dat ass net an all Land esou, datt e Justizminister ouni Mataarbechter kann op déi Froen esou perfekt äntwerten, mä en huet awer och konstruktiv mat eis geschafft an eis berode mat senge Mataarbechter, fir datt mer en Text kënnen ausschaffen, dee vläicht net déi éischt Titelsäit vun den Zeitunge mécht, mä awer fir d'Jus-

tiz fir dee permanente Chantier hëllefräich ass.

Ech wollt Iech Merci soen. An zum Schluss wollt ech zwou Saache soen: Menger sidd Der awer nach ëmmer net lass. Muer ass Mëttwoch. Mëttwoch um 9.00 ass d'Commission juridique, déi ech nach eng Kéier wäert de grousse Plëséier hunn ze presidéieren. An zweetens, dat Wichtegst vläicht an deem Ganzen: Vergiesst net, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Huet nach een eppes zu dësem Projet ze soen? Madame Flesch, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech wëll ganz kuerz eppes zu deem Projet soen, deen d'Transpositioun ass vun enger Direktiv an deen de Besoinë vun de Leit, déi dovunner ofhänken, entgéintkënnt. Ech mengen, de Rapporteur huet zu deem Projet alles gesot, wat ze soe wor. An ech wëll direkt soen, dass mer dee Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech hu ganz besonnesch d'Wuert gefrot, well den Här Rapporteur ons gesot huet, dass haut wahrscheinlech déi leschte Kéier wär, wou e géif an dësem Haus zu engem Projet Stellung huelen. An ech wollt him am Numm vun onser Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm villmools Merci soe fir déi kompetent an - wéi soll ech soen? - offen Aart a Weis, wéi en déi Commission juridique geféiert huet.

Mir wossten, dass wa mer eppes um Häerz haten, wann an deem Projet eppes ons net gefall huet, dass een dat konnt soen an dass d'Argumenter géife Gehéier fannen. Ganz oft hu mer an där Kommissioun Amendementer ugeholl - an de Rapporteur huet kuerz drop ugespillt -, déi vläicht dem Minister oder dem Conseil d'État net onbedingt esou gefall hunn, mä mir woren ons an der Kommissioun eens, dass ee sollt op dee Wee goen.

Fir seng Ouverture d'esprit, fir déi Kompetenz, fir déi Gentillesse, fir dat Verständnis, mat där en d'Aarbechte vun der Commission juridique geféiert huet, wëll ech dem Patrick Santer villmools Merci soen an em vill Succès a vill Chance wënschen a senger neier wichteger Funktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech schléisse mech de Wierder vun der Madame Flesch un, Här Santer.

(Interruption)

Dir wësst, dass et net einfach ass.

M. le Président.- Also, ech géif denken, mir sollen d'Saachen hei elo emol net duercherneewerfen. Mir sinn amgaang de Moment de Projet ze diskutéieren, deen den honorabelen Här Santer ons elo just presentéiert huet. Ech géif froen: Wie wëllt zu deem Projet de loi d'Wuert ergräifen? Fänke mer fir d'éischt emol u mam Här Berger. Här Bettel, soll ech Iech aschreiwen?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och hei nach eng Kéier ganz speziell dem Rapporteur Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei zu dësem Dossier gemaach huet. Ech kennen en nëmmen aus där Kommissioun, an ech muss och do dat bestätegen, wat d'Colette Flesch gesot huet, datt mer hei e ganz kompetente Member an der Chamber haten. An ech wënschen him och vun dëser Plaz aus alles Guddes fir déi nei Erausfuerderung, déi en da wäert elo ugoen.

Zréck zum Projet de loi, dee mer hei diskutéieren. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt et noutwenneg war dee Projet de loi, oder dat Gesetz villméi vun 1922 ze iwwerschaffen, éischtens well an deene leschte Joren d'Praxis net méi konform war zu deem Gesetz. An deem Gesetz vun 1922 stoung, datt am Prinzip kee Jugendlechen ënner 17 Joer dierft an de Kino goen an datt dann eben déi speziell Kommissioun do konnt eng Dispens gi respektiv autoriséieren, datt déi Jugendlech konnten an de Kino goen, mä datt an der Praxis eben och déi spezifesch Kommissioun praktesch net méi getaagt huet, net méi hir Aarbecht gemaach huet an datt am Endeffekt d'Kinoexploitantë selwer dat reguléiert hunn.

En zweete Punkt ass awer och deen, datt mer eis eens sinn, datt mer musse besonnesch an der Optik vum Jugendschutz hei awer eppes maachen, Dispositioune virgesinn, a kucken déi Jugendlech ze schütze viru Filmer, déi net appropriéiert si fir hiren Alter.

Hei ass op där enger Säit eng Noutwendegkeet gewiescht, dat aalt Gesetz ze iwwerschaffen, an op där anerer Säit awer och gutt Virsätz, déi ee sech geholl huet, nämlech de Schutz vun de Mineuren, fir nei ze légiféréieren.

De Projet de loi ass explizéiert ginn en détail, mä et muss ee sech awer trotz deene gudden Ofsiichten e puer Froe stellen, wéi sënnvoll an effikass dëse Projet de loi am Endeffekt ass an deem Gesamtkontext vum Jugendschutz, wou ech e géif situéieren.

De Projet de loi, dee gesäit jo elo vir, datt d'Kinosbedreiwer selwer sollen d'Aklassëieren an déi verschidden Alterskategorië maachen. Si referéiere sech do zum Deel dann op dat, wat se aus dem Ausland kréien oder wat schonn am Ausland gemaach ginn ass. An d'Diskussioune fänke jo gewéinlech dann do un, wann deeselwechte Film a verschiddene Länner verschidden aklasséiert ginn ass, well mer do och dann an Europa verschidde Systemer hunn.

Mir hunn éischter op där enger Säit den däitsche System mat der freiwilligen Eigenkontrolle. Am Franséischen hu mer de System vu staatleche Kommissiounen, wou dann awer emol fir een an deeselwechte Film dann d'Kategorien, wou kann den Alter, wou déi Jugendlech kënne kucke goen, net ëmmer deeselwechten ass.

Et ass insgesamt e schwieregen Exercice fir esou Limitë festzeleeën. Och wann een elo aus der Siicht vun engem Entwécklungspsycholog dat Ganzt géif analyséieren, gëtt et keng allgemeng gülteg Regelen. Jugendlecher mat 15 Joer sinn zum Beispill net alleguerten op deemselwechte Punkt vun hirer Entwécklung ukomm. Deem enge kéint een eventuell esou e Film zoumudden, deem aneren net.

En anere Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass dee vun der Responsabilitéit. Laut dem Gesetzestext, dee mer hei da wäerte stëmmen, läit déi praktesch exklusiv op de Schëllere vun de Kinosexploitanten. Si leeën dann d'Kategorië fest, si mussen dann awer och kontrolléieren, ob et agehale gëtt, a si sinn och déi Eenzeg déi herno kënne strofrechtlech zur Verantwortung gezu ginn. An et ass och scho virdru gesot ginn: Misst een hei net awer och déi Jugendlech selwer, respektiv dann hir Elteren, déi jo responsabel fir si sinn, soulaang se mannerjähreg sinn, iergendwéi kënne matresponsabiliséieren? Dat ass eppes, wat awer hei an dësem Text net gemaach ginn ass.

Et muss een och soen, datt an der Praxis d'Kontrolle vun den Exploitanten och net einfach sinn, wann een ebe weess - et ass jo hei elo am Gesetz ageschriwwen -, datt op där Plaz, wou den Ticket verkaf gëtt, kontrolléiert gëtt. Mir wëssen awer wéi d'Kinoen infrastrukturméisseg hei zu Lëtzebuerg, a wahrscheinlech och an deenen anere Länner, fonctionnéieren: Et huet een eng Haaptkeess, wou ee säin Ticket hëlt, an da geet ee weider an et huet een da gewéinlech no där Entrée Accès op dräi, véier verschidde Säll, wou net méi kontrolléiert gëtt, esou datt dat also an der Praxis och net evident ass fir déi am Kino, fir dat ze organiséieren.

Ee Punkt oder eng Problematik, déi och net hei an deem Gesetz geléist gëtt, dat ass déi Fro vun deem méi generelle Schutz vun de Jugendleche vis-à-vis vu Biller, vu Filmer, vu Szenen, déi net fir hiren Alter sinn. An et ass jo och esou, datt een haut praktesch all Film kann als DVD kafen. Op den DVDe sinn oft keng Alterskategorien agedroen. Dat gëtt och net an de Geschäfter kontrolléiert, wann do e Jugendleche vu 14 Joer e Film, en DVD keeft, ob deen am Kino vläicht eréischt mat 16 oder mat 18 zougänglech war.

Et kann een haut och ouni Problem - do kënnen déi Jonk eis dat weisen, well mer et selwer net wëssen - Filmer legal oder manner legal vum Internet eroflueden, ier e scho praktesch an de Kinoen ass. Dat gëtt och ganz oft gemaach. Nëmme fir ze soen, ze illustréieren, datt et haut méiglech ass, an der moderner Mediewelt, fir Filmer och op anere Plaze kënnen ze kafen, ze kucken, ouni mussen an de Kino ze goen, an datt een do guer keng Emprise dorobber huet.

Datselwecht gëllt virun allem och fir eng Rei Videospiller, wat zwar elo net esou direkt an de Kontext hei vum Gesetz passt, mä ech menge grad do, besonnesch bei de Videospiller, ginn et jo, besonnesch wann een och déi Aspekter vu Gewalt kuckt, eng ganz Rei schlecht Produkter, wou mer awer hei zu Lëtzebuerg keng kloer Regulatiounen hunn a wou mer also och do wéineg kënne kontrolléieren.

Duerfir huet een dann och e bësschen d'Gefill, datt d'Regierung sech hei am Domän vum Jugendschutz virun de reelle Problemer dréckt respektiv do nach keng Solutioune fonnt huet. An ech komme schonn esou lues zum Schluss. Den Nico Simon, dee jo e bekannte Kinosbedreiwer ass, brëngt déi Problematik am Fong geholl am „Lëtzebuerger Land? vum 20. Februar op de Punkt, wou e seet - ech zitéieren dat elo hei op lëtzebuergesch: „Ech fäerten, datt d'Politik eis benotzt, fir soen ze kënnen, datt se mat dësem Projet de loi eppes fir de Schutz vun de Mineurë gemaach huet, mä datt dat awer in concreto net de Fall ass."

Här President, mir wäerten dëst Gesetz natierlech stëmmen. Mä mat dëse puer Remarquë wollt ech awer och soen, datt mer weiderhin hei zu Lëtzebuerg gefuerdert si fir Solutiounen ze fannen an deem grousse Beräich vum Jugendschutz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Adam ass den nächste Riedner.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, et ass fir d'éischt u mir.

M. le Président.- Oh pardon. Mer fueren der Rei no, entschëllegt Här Diederich. Den Här Diederich huet d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, et ass dem exzellente Rapport vum Rapporteur Patrick Santer näischt méi derbäizefügen. Ech wëll him Merci soe fir den exzellenten, kompletten, explizite Rapport, an och Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an all de Kommissiounen haten, wou hie Member war.

Merci.

M. le Président.- Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, ech gesinn nach ëmmer den Här Diederich. Merci, elo ass hien och net méi op mengem Riednerpult hei. Ech wëll dann och dervu profitéieren, fir dem honorabele Rapporteur Patrick Santer Merci ze soe fir säi Rapport, deen an där gewinnter Aart a Weis erëm perfekt war. Esou wéi mer en eben déi ganzen Zäite kennegeléiert hunn, a mir wäerten dann och als gréng Fraktioun him nach eng Kéier Merci soen an hien da mat Bedauere mëssen.

Ech wëll et kuerz maachen. Dat meescht, wat ech soen, ähnelt vill deem, wat den Här Berger gesot huet. Ech hunn och déiselwecht Lecture gehat wéi den Här Berger. Ech mengen awer, datt et derwäert ass, quitte datt et ee klenge Projet de loi ass. En erlaabt awer eng Rei méi allgemeng Iwwerleeungen, an déi wëll ech dann am Numm vun der grénger Fraktioun hei virdroen.

Mat dem Gesetz vun haut léise mer dat aalt Gesetz vun 1922 of, dat den Zougang zu de Kinosvirféierunge geregelt huet. Fir d'éischt emol hu mer 2009 vill méi eng liberal Approche zu der Matière wéi viru bal 90 Joer. 1922 war den Zougang zu Kinosvirstellungen am Prinzip verbuede fir Mënschen ënner 17 Joer, haut ass den Zougang an de Kino am Prinzip fir all Mënsch erlaabt. Den Artikel 1 léisst a senger kuerzer, preziser Ausso näischt ze wënschen iwwreg, an de Patrick Santer huet och erklärt, firwat mer dat esou kuerz formuléiert hunn.

Den Artikel 2 schränkt dës Fräiheet natierlech e bësselchen an. Dat schéngt eis och logesch ze sinn, well och wa mer den Erwuessene mussen d'Recht zougestoen, ob se wëlle Filmer kucken „comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite", déi eventuell hirem „épanouissement physique, mental ou moral" kënne schueden, esou verlaangt de Jugendschutz e puer Restriktiounen.

Schued ass, datt ee Kand vun zéng Joer ganz oft mengt fir hie wiere just Filmer, déi ab zwielef klasséiert wieren, interessant, an déi ab sechs Joer wiere just fir Puppelcher. Ech fannen et wierklech bedauerlech, an net emol onbedéngt well ee Kand, wat ee Film kuckt deen iwwert seng Altersgrupp agestuuft ass, grousse Schued leit, mä villméi well d'Bereetschaft sech op ee Film anzeloossen, dee fir seng Alterskategorie gemënzt ass, a priori net méi do ass an erëm muss nei geschaf ginn.

An hei sträife mer dann och de Beräich Medienerzéiung a Mediepedagogik, wou mer zwar an dat neit Schoulgesetz geschriwwen hunn, et géif an d'Schoul gehéieren, mä wou d'Regierung awer bis elo weder konkret Mesuren ze erkenne ginn huet fir dat ze maachen, nach eng Strategie entwéckelt huet, wéi een op dësem wichtege Punkt misst virgoen. A grad just dës Inaktivitéit um wichtegen Terrain vun der Medienerzéiung oder Mediekompetenz vun eise Kanner a Jugendleche weist och wéi onspektakulär dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, eigentlech ass.

Am Exposé des motifs steet ee Saz, dee soll ënnersträichen, datt mer dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren - d'Gesetz, wat den Zougang zu de Kinosvirstellunge reglementéiert -, dringend brauchen. Hei steet: «Il est évident que la situation telle qu'elle existe aujourd'hui au Luxembourg ne peut pas perdurer.» Mir sinn och der Meenung, datt et net gutt ass, wann een op esou schwaache legale Féiss steet wéi mam ale Kinosgesetz vun 1922.

Et ass och schonn hei gesot ginn, eng Kommissioun sollt den Zougang regelen, mä dës Kommissioun hat scho viru Joren d'Luuchten ausgemaach an de Schlëssel un d'Dier gehaang. Datt et dann tëschent dem Dépôt vum Gesetz an dem Vote hei an der Chamber nach 20 Méint brauch, dat weist wéi relativ den Ausdrock „une situation ne peut pas perdurer" ass. Mir sinn allerdéngs net der Meenung, datt den Zougang zu de Kinoen déi grouss Erausfuerderung ass, an datt grad just déi Situatioun déi ass, déi am dréngendste muss änneren.

Mir sinn der Meenung, datt de Saz „la situation telle qu'elle existe aujourd'hui au Luxembourg ne peut pas perdurer" villméi op d'Inaktivitéit vu gläich e puer Ministèren, wat d'Mediekompetenz bei eise Kanner a Jugendlechen ugeet, zoutrëfft. Mir deelen och d'Meenung vun engem Verantwortleche vun der Utopia S.A., zumindest steet seng Meenung esou an engem ganz interessanten Artikel am „Lëtzebuerger Land", wou den Här Berger scho geschwat huet, datt d'Politik hei d'Kinoen als Alibi hëlt, fir kënnen ze soen: „Mir hunn eppes gemaach, wat d'Protektioun vun de Mannerjähregen ugeet."

Dee Mann weist nämlech zu Recht drop hin, datt déi Leit, Kanner, Jugendlech an Erwuessener, déi e Film am Kino entdecken, eng absolut Minoritéit si par rapport zu deenen, déi Filmer op der Tëlee, op DVD oder Internet kucken. Et ass jo och wierklech méi einfach de Kinosbesuch ze reglementéieren, d'Verantwortung fir d'Anhale vun de Regelen de Kinosbedreiwer opzeerleeën, wéi eng konsequent an nohalteg Medienerzéiung an eise Schoulen opzebauen an duerchzeféieren.

Mir fannen et ganz an der Rei, datt den Organisateur de Klassement vun de Filmer muss affichéieren, wéi et am Artikel 3 steet. Mir sinn och der Meenung, datt een de Kinosbedreiwer net aus der Verantwortung kann huelen, wie wéi ee Film kucke geet. Mir sinn eis awer bewosst, datt, wann dëst Gesetz dann net nëmme soll votéiert, mä och applizéiert ginn, eigentlech munches am Beräich Zougang zu de Kinossäll misst anescht organiséiert ginn. Ouni wëllen d'Kinosbedreiwer aus hirer Responsabilitéit ze huelen, fanne mer et eigentlech erstaunlech, datt d'Elteren an déi Jugendlech selwer net mat Konsequenze vun engem eventuelle Feelverhale konfrontéiert sinn. Dat ass eng Pedagogie, déi ech schwéier kann novollzéien.

D'Strofe fir d'Kinosbedreiwer kënne bis 25.000 Euro sinn. Bei Widderhuelungstäter kann d'Strof souguer verduebelt ginn. Dat Kand, dat per force ee Film wëllt kucke goen, deen net fir hatt geduecht ass, däerf dat all Dag e puermol probéieren. Do gëtt et keng Konsequenze fir hatt selwer an och net fir déi Erzéiungsberechtegt. Am Artikel 5 steet souguer, datt déi Persoun, déi den Zougang zum Kino regelt, jiddwerengem den Zougang verwiere misst, dee säin Alter net ka beleeën. Dat wäert och net esou einfach sinn an der Praxis duerchzeféieren.

Bleift nach den Artikel 6, wou eng Iwwerwaachungskommissioun fir d'Klassifikatioun vun de Filmer agesat gëtt. Mir wëssen eigentlech näischt iwwert dës Kommissioun, stëmmen also e bëssen d'Kaz am Sak, well alles eréischt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt. Dat ass net gutt. Ma eis Angscht virum CSV-Stat ass net méi esou grouss…

Une voix.- Ooohhh!

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- …an eis Angscht virum ADR-Stat ass nach net esou grouss, datt mer elo direkt staatlech Zensur richen. Déi Kommissioun wier jo wierklech gutt beroden, wa se sech géif konsequent un d'Klasséierung vun engem groussen auslännesche Filmdéngscht halen.

Duerfir kann ech och elo schonns oder nach ëmmer déi Froe stellen, déi den honorabelen Här Félix Braz schonn am Mäerz 2005 zu der aler Iwwerwaachungskommissioun gestallt huet: Wéi ass d'Zesummesetzung vun dëser Iwwerwaachungskommissioun? Wéi soll déi konkret schaffen? Op wéi enge Kritäre baséiert se hir Aarbecht? Kann een d'Décisioune vun där Kommissioun als interesséierte Bierger och suivéieren?

Här President, déi gréng Fraktioun ass der Meenung, datt dëst Gesetz eng Verbesserung ass par rapport zum Gesetz vun 1922. Dës Regierung huet sech d'Lat awer net extra héich gesat. Mir droen dëst Gesetz mat, weisen awer dorop hin, datt am Beräich vun der Medienerzéiung - an dat ass eiser Meenung no déi allerwichtegst Mesure, déi an dësem Kontext ze huelen ass, net nëmmen, mä awer och am Kader vum Jugendschutz - an dëser Legislaturperiod näischt geschitt ass.

Mir vermëssen nei Akzenter bei der Presse à l'École. Mir waarden op dee scho laang ugekënnegte Mediekoffer fir d'Schoulen. Mir hu Kenntnis vun deene villen eenzelne positiven Initiativen am Medieberäich. Mir waarden nach ëmmer op eng global Strategie, wéi mir eis Kanner mediekompetent maachen an domadder hinnen hëllefe mat de Medien ëmzegoen a sech selwer virun de Medien ze schützen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo d'Regierung. Ah pardon, pardon, den Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci soe fir dëse Projet. Ech mengen, meng Virriedner hu praktesch alles gesot, wat ee kann zu dësem Projet soen. Duerfir wëll ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem Projet bréngen.

Net awer ouni dem Kolleeg Patrick Santer och am Numm vun eisem Grupp Merci ze soe fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mir mat him hei an der Chamber haten. Ech mengen, hien ass wierklech e Mann vu Kompetenz. Dat huet e méi wéi eng Kéier bewisen an all deenen Dossieren. Hien ass ee vun deenen Deputéierte gewiescht, kann een elo scho bal soen, déi ganz dacks där komplizéierter Dossieren unhuelen, déi vläicht net no bausse spektakulär wierken, mä déi awer dach, wat d'Matière ubelaangt, ganz komplizéiert a mat vill Aarbecht verbonne sinn. An dat huet e meeschterhaft gemaach. Duerfir vun eiser Säit aus eise Merci un hien.

Hie war och bei eis an der Reglementskommissioun Vizepresident. Och do wëll ech him speziell Merci soe fir seng gutt Bäiträg an Hëllef, déi en op deem Niveau bruecht huet. Mir wënschen him och vun eiser Säit aus vill Chance a sengem neie Beruffsliewen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass déck Zäit gi fir dëst Gesetz, well dat aktualiséiert nämlech dat veraalte Gesetz vun 1922, wat net méi ugewant ginn ass, an et legaliséiert déi bestehend Praxis. Mat dësem Gesetz sinn d'Kinoen an d'Kinosbedreiwer net méi an der Grozon respektiv mat hirer Praxis net méi an der Illegalitéit, well nom Gesetz vun 1922, dat ass scho gesot ginn, ass jo am Prinzip all Jugendlechen ënner 17 Joer onerlaabt am Kino haut. Et ass also héich Zäit ginn, fir den Text méi realistesch ze gestalten.

Ass et um Kulturministère, fir dat ze maachen? Net onbedéngt. Awer Haaptsaach, et mécht een et. An esou hunn ech am Juni 2007 dëst Gesetz déposéiert. Ass dat hei, also de Kino an d'Filmvirféierungen, deen eenzege Beräich, wou iwwert den Zougank vun de Jugendlechen zu Filmer an also iwwer Jugendschutz soll geschwat ginn? Neen, och net.

Natierlech net! Well et gëtt jo och aner audiovisuell Medien a Supporten. An dofir huet d'Regierung och den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand mat engem Avis beoptraagt. Deen Avis ass nach net do, mä et ass jo och eng komplizéiert Matière. Ausserdeem gëtt et an der EU Virstéiss fir eng Aklasséierung vun DVDen an esou weider. Och do kann ee sech herno dann inspiréieren.

Hätt een, well deen Avis nach net do ass, dofir dëst Gesetz net oder nach net maache sollen? Neen, dat mengen ech net. Ganz am Géigendeel, well haut sinn d'Kinoe wéi gesot an der Illegalitéit, an dat gëtt elo endlech geännert.

D'Kinosbedreiwer a Filmverantwortlecher brauche sech dofir och net ze bekloen, wéi dat elo e puermol zitéiert ginn ass. Well dëst Gesetz kënnt hinnen entgéint doduerch, datt hir Praxis Gesetz gëtt. Hir Praxis gëtt Gesetz. De System vun der Autorégulatioun bleift bestoen, well et ass e rapiden an e flexibele System. An elo ass et net méi wéi mam Gesetz vun 1922 eng A-priori-Autorisatioun, mä et gëtt A-posteriori-Stéchprouwe respektiv -Kontrollen. Dat duerch eng onofhängeg Kommissioun fir d'Klassifikatioun vun de Filmer. Déi Interventioune sollen awer och d'Ausnahm bleiwen an net d'Regel sinn an einfach gehandhaabt ginn.

Sidd Iech sécher, dat ass a soll an däerf keng Zensur sinn a ginn. Ech sinn iwwerzeegt dervun, datt iwwer 99% vun de Filmer an hire Klassifizéierunge kee Problem wäerten opwerfen.

Den neie Regime ass jo deen, datt prinzipiell den Zougank zu de Filmer fräi ass, egal fir wéi een Alter; mä jee no Inhalt vun de Filmer - Gewalt, Diskriminatioun, Saachen, déi Kanner a Jugendlecher schwéier verschaffe kënnen - musse Restriktioune gemaach gi vum Organisateur, an zwar no véier Alterskategorien.

Do kann den Organisateur hei zu Lëtzebuerg sech ganz einfach un der Aklasséierung vu Filmer am Ausland, an eisen Nopeschlänner inspiréieren. An et ass evident, datt dës Astufungen duerch den Organisateur net d'Eltere vun hirer Verantwortung entbannen. Déi bleift ëmmer parallell iwwer hir Kanner bestoen. Mä de Kinosbedreiwer an den Organisateur kann an däerf sech awer och net hannert den Elteren hirer Verantwortung verstoppen. An ech sinn iwwerzeegt an ech weess, datt si hir Aufgab seriö huelen am iwwergeuerdneten Interessi.

Dëst Gesetz ass, am Géigesaz zu deem, wat hei vu verschiddene Riedner gesot a gefaart ginn ass, keng Penalisatioun vun den Organisateure vu Filmvirféierungen, mä eng Hëllef fir se, well jo hiren aktuelle System legaliséiert gëtt. An et geet hei net drëm, fir se ze stigmatiséieren, esou wéi si dat dohier soe ginn, mä et geet ëm déi néideg Moossnamen am Interessi vun engem wuelverstanene Jugendschutz. Mir si mat dësem Gesetz endlech am heitege Kinoszäitalter ukomm. An ech mengen, dat war wichteg a ganz héich Zäit ginn.

Ech sinn dofir frou, déi eestëmmeg Zoustëmmung vun der Chamber kritt ze hunn. Dofir wëll ech och dem Rapporteur Patrick Santer en häerzleche Merci soe fir säi Rapport, a ganz besonnesch och am Numm vun der Regierung fir all déi Aarbecht, déi e während laanger a viller Zäit hei ëmmer mat ganz vill Rou a mat ganz vill Kompetenz geleescht huet. Dat wäert eis nach dacks feelen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet do loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5734 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. Hommage à M. Patrick Santer

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nodeems dass déi eenzel Fraktioune schonn hei Stellung geholl hunn, dass ech awer am Numm vun der ganzer Chamber dem Patrick Santer, dee mer gesot huet, dass e mer muer de Mëtteg seng Démissioun als Member vun dëser Chamber géif iwwerreechen, am Numm vun Iech alleguerten en häerzleche Merci soe fir säin Asaz, seng Kompetenz, et ass schonn ënnerstrach ginn, och säi Fläiss, deen e während laange Joren an dësem Haus un den Dag geluecht huet.

En huet am Fong geholl am beschte seng Aktivitéit selwer virdru résuméiert, wéi e gesot huet, déi lescht Ried, déi en hei gehal huet, wär esou spannend gewiescht wéi déi éischt, déi en an dësem Parlament gehal huet. De Patrick Santer war en Deputéierten, deen net de Fanger fir d'éischt ausgestreckt huet, wann et ëm Projetë gaang ass, déi publikumswierksam no bausse waren, mä en huet ëmmer de Fanger ausgestreckt, wann et sech ëm schwiereg, technesch Dossieren a Projetë gehandelt huet, déi an der Commission juridique an an aneren zur Diskussioun stoungen. An ech mengen, en huet am Laf vun deene Joren heibannen eis e gutt Beispill ginn, wéi een als Deputéierte kann op eng effikass an eng kompetent Aart a Weis mat schwieregen Dossieren ëmgoen, och als President vun der Commission juridique.

Ech si frou, datt och d'Madame Flesch dorobber insistéiert huet, dass an der Commission juridique, wat jo ee vun de Piliere vun de Kommissioune vun dëser Chamber ass, et net esou séier ëm parteipolitesch Taktike geet, mä datt déi Kommissioun duerch d'Bank zesumme versicht, fir déi beschte Solutiounen ze fannen - och wann dat net ëmmer der Regierung an de Krom passt. An ech mengen, déi vill amendéiert Texter, déi am Laf vun deene leschte Joren och grad just aus dëser Kommissioun komm sinn, beweisen, datt hei ënnert der Leedung vum Patrick Santer vun alle Fraktiounen zesumme versicht ginn ass, eng gutt Aarbecht am Interesse vun de Bierger ze maachen.

Duerfir wëll ech dem Kolleeg Patrick Santer soen: Mir waren houfreg, hien als kompetenten Deputéierten ënner eis ze hunn. Ech wënschen him a senger weiderer Liewensplanung, sougutt am professionelle wéi am private Liewenslaf, an Ärem Numm alles Guddes fir d'Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Merci villmools fir déi Hagiografie, déi mer hei matkritt hunn, déi ech och zu menge Liewenszäite matkritt hunn. Normalerweis kritt een esou eng Ried, wann ee verscheet ass.

(Hilarité et interruptions)

Ech hunn eng grouss Éier gehat. Ech hu se elo zu Liewenszäite materlieft. An ech mengen, Äre Successeur, wann et dann esou wäit kënnt - ech hoffe fir mech, datt et esou spéit wéi méiglech ass -, an Äre Successeur dann also déi Ried muss halen, da wäert en et schwéier hunn, fir eng nach besser Ried ze halen.

Ech wëll Iech nach eng Kéier Merci soen. Dat wär och völlegen duergaang.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Santer.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass wéi gesot en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, Mme Lydie Err, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre*
- *Second vote constitutionnel*

2. 5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuedert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Mir kommen zur Diskussioun. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de révision, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

1. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 11. Dezember 2008 hu 56 vu 60 Deputéierten hir Zoustëmmung ginn zu der Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

No dem Artikel 114 vun der Verfassung, deen d'Prozedur festleet vun de Verfassungsännerungen, muss d'Chamber iwwer all Verfassungsännerung zweemol ofstëmmen. Tëschent der éischter an der zweeter Ofstëmmung mussen dräi Méint ofgewaart ginn. Déi dräi Méint sollen et der Chamber erlaben, hir Entscheedung eventuell ze iwwerdenken. Et ass also en Temps de réflexion supplémentaire.

Déi dräi Méint sinn awer och geduecht nom Artikel 114, datt 25.000 Wieler e Referendum verlaange kënnen, deen iwwert de Verfassungsartikel entscheet, deen d'Chamber an enger éischter Ofstëmmung ugeholl huet.

Haut bei där zweeter Ofstëmmung iwwert den Artikel 34 vun der Verfassung, wëll ech kuerz agoen op de Fong vun der Reform, op d'Form oder d'Prozedur an zum Schluss op d'Resolutioun, déi d'Chamber den 11. Dezember gestëmmt huet.

Wat de Fong vun der Revisioun ugeet, gëtt den Artikel 34 esou ofgeännert, datt an Zukunft d'Gesetzer net méi sanktionéiert ginn, dat heescht, datt de Grand-Duc entbonne gëtt vun der Verflichtung, Gesetzer duerch seng Ënnerschréft formal guttzeheeschen oder zouzestëmmen. Déi legislativ Aarbecht ass mat dem Vote vun der Chamber ofgeschloss.

D'Motivatioun vun der Revisioun ass am Fong geholl eng dräifach gewiescht: Éischtens, d'Verfassung gëtt un déi politesch Realitéit ugepasst. Den Text vun der Verfassung entsprécht domat no der Revisioun der Praxis vun der legislativer Prozedur, wéi se zënter 1868 ugewant ginn ass.

Zweetens, déi reell Pouvoirë vum Grand-Duc ginn am Fong am Verglach zu där Praxis net geschmälert. Am Géigendeel, de Grand-Duc gëtt duerch dës Ännerung gestäerkt a senge Fonctiounen als Statschef, deen iwwert de Parteien an iwwert de politeschen Diskussioune steet.

Iwwregens huet de Grand-Duc selwer déi Verfassungsännerung an der Chamber abruecht, an en huet a senger Usprooch zum Enn vum Joer sech ausdrécklech zu där Reform bekannt.

Drëttens, d'Parlament ass eleng zoustänneg fir de legislative Beräich. Domat gëtt enger Vermëschung vun de Pouvoiren am legislative Beräich en Enn gesat. D'Gewaltentrennung, esou wéi si an enger moderner Demokratie verlaangt gëtt, kënnt besser an eiser Verfassung zum Ausdrock.

Wat d'Prozedur betrëfft, huet bei dëser Verfassungsännerung fir d'éischt d'Bestëmmung vum Artikel 114 voll a ganz gespillt, déi virgesäit, dass bei enger Verfassungsännerung och e Referendum ka gefrot ginn.

Et kann een aus där Erfahrung vun deem Referendum, deen ugefrot ginn ass, eigentlech dräi Konklusiounen zéien:

Éischtens, de Referendum bei der Verfassungsrevisioun ass eng appropriéiert Prozedur, fir de Bierger un dëser wichteger Entscheedung iwwert d'Verfassung deelhuelen ze loossen.

Zweetens, duerch de Referendum gëtt d'Verfassungsrevisioun an der Öffentlechkeet thematiséiert, d'Informatioun an d'Diskussioun iwwert d'Verfassungsrevisioun erlaabt och dem Bierger, seng Meenung ze soen a sech eng Meenung ze bilden iwwert dës wichteg Entscheedung.

Et muss een allerdéngs sech verschidde Froe stellen am Zesummenhang mat dem Referendum, dee bei dëser Verfassungsännerung ugefrot ginn ass. An zwar éischtens emol muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Zuel vun deene Wieler, déi esou e Referendum kënnen ukuerbelen am Gesetz, esou wéi et elo virgesinn ass, ugemooss ass, oder ob een eventuell déi Zuel muss ofänneren am Sënn vun enger Erhéijung.

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Zweete Problem, dee sech stellt, dat si gegebenefalls d'Délaien. Et sinn Erfahrunge gesammelt gi mat deenen Délaien, an deenen déi Prozedur vum Referendum kann oflafen. Et muss een also och opgrond vun deenen Erfahrungen déi Délaie réexaminéieren, an eventuell esou upassen, dass se och der Realitéit entspriechen an dass déi Prozedur op eng ugemiessen Aart a Weis ka vir sech goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet dann den 11. Dezember eng Resolutioun ugeholl, an där d'Kommissioun fir d'Verfassungsrevisioun opgefuerdert ginn ass, hir legislativ Prozedur iwwert d'Artikelen 46, 47 an 48 ze iwwerdenken. Ausserdeem huet d'Resolutioun d'Kommissioun gebieden, nach an dëser Legislaturperiod eng iwwerschaffte Propositioun vun der ganzer Verfassung virzeleeën.

D'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun huet déi Aarbechten opgeholl, an ech kann och soen, dass de Réexamen vun den Artikelen 46, 47, 48 ofgeschloss ass. Mir hu versicht, eng kohärent legislativ Prozedur vun Ufank un, wou de Projet, d'Proposition de loi abruecht gëtt, fir eng kohärent Prozedur auszeschaffen. Mir hunn doniewent och eng Rei aner Artikele vun der Verfassung nogepréift, a mir wäerten - ech mengen, dat kann ech soen - an deenen nächste Wochen den definitiven Text kënnen an der Chamber deponéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Grënn, fir den Artikel 34 vun der Verfassung ze änneren, hunn zënter dem 11. Dezember net geännert. D'Prozedur, déi den Artikel 114 virschreift, ass korrekt agehale ginn.

Ech bieden duerfir d'Chamber, dem ofgeännerten Artikel 34, esou wéi d'Chamber e mat enger grousser Majoritéit den 11. Dezember gestëmmt huet, och haut an engem zweete Vote guttzeheeschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll un alleréischter Stell dem Rapporteur Merci soen an och besonnesch ervirsträichen, dass en elo a senger mëndlecher Interventioun ganz kloer op déi dräi Elementer agaangen ass: d'Revisioun, déi mer maachen, quant au fond, an der Form an an der Prozedur. Ech ka mech nëmme senge Wierder uschléissen.

Quant au fond, mengen ech, hätte mer e Schrëtt am Sënn vun der Modernisatioun vun eiser Verfassung gemaach, a mir hätten e Schrëtt gemaach an deem, wat de Conseil d'État a sengem Avis zu dësem Projet de loi genannt huet, d'Constitution écrite méi no ze bréngen un d'Constitution vécue, dat heescht eis Verfassung u Gegebenheeten unzepassen, wéi mer se bis elo ëmmer applizéiert hunn. Eng Verfassung aus dem 19. Jorhonnert, déi also der Terminologie no kann e bësse vereelst ausgesinn, mä déi a Realitéit eng Evolutioun matgemaach huet, déi zu deem gefouert huet, wat mer haut erliewen.

D'Prozedur ass agehale ginn, an ech mengen de Rapporteur huet och zu Recht drop higewisen, dass d'Erfahrung, déi mir mam Referendum gemaach hunn, dozou féiert, dass mir sollen ons gewëssen Iwwerleeunge maachen an ons froen, ob mer d'Gesetz net sollten adaptéieren, souwuel engersäits wat d'Zuel vun de Signaturë betrëfft, déi kënnen e Referendum ukuerbelen, wéi anerersäits zu den Délaien. Ech mengen, dat sinn Iwwerleeungen, déi mer wierklech musse mat an d'Diskussioun erabréngen.

Här President, mir haten als DP-Fraktioun virun dräi Méint, den 11. Dezember, dësen Text gestëmmt. Mir wäerten en och haut stëmmen. An ech soen awer derbäi, dass mer frou sinn, dass d'Verfassungskommissioun d'Suerge vun der Chamber, déi an der Motioun, déi den 11. Dezember beim éischte Vote, vun der Resolutioun, déi hei ugeholl ginn ass, mat iwwerholl huet an hir Aarbechten, dass si dee Réagencement vun der Verfassung, dee scho bal fäerdeg war, Enn November erëm op de Métier geholl huet, fir déi Suergen, déi hei an der Chamber ausgedréckt gi waren zu den Artikele 46, 47, 48, mä och zu aneren Artikelen, mat an hir Aarbechten eranzehuelen.

Dat ass geschitt an aller Rou, mat enger ganz grousser Suergfalt, mat enger ganz grousser Prudence, mä och mat deem néidege Wëllen, den Text un déi heiteg Begebenheeten unzepassen. Mir sinn elo an der Verfassungskommissioun, géif ech soen, an der allerleschter Ligne droite, mir hunn ech mengen nach dräi Sëtzungen, wou mer ons musse mat där Problematik beschäftegen, an da kann d'Verfassungskommissioun, erëm ënnert der Fieder vum Rapporteur Paul-Henri Meyers, e ganz kompletten, réagencéierten Text vun der Verfassung hei virun d'Chamber bréngen, an ech mengen, dat ass och wichteg.

Mir haten am Dezember an der Debatt bedauert, dass mer an der Lescht ze vill oft par bribes et par morceaux un der Constitutioun eppes geännert hunn. Experten hunn ons gesot, de Conseil d'État huet ons gesot, et wär un der Zäit, eng méi global Reform a Revisioun virzehuelen. Dat ass elo a ville laange Sëtzungswochen an dëser Legislaturperiod an der Verfassungskommissioun geschitt. Mir wäerte kënne virun Enn vun dëser Legislatur en Text hei am Plenum vun enger Proposition de révision de la Constitution déposéieren, an et bleift dann der nächster Chamber iwwerlooss, sech domadder ze beschäftegen an dann zu engem Vote ze kommen.

Ech géif wënschen, dass et do méiglech ass, e kohärenten, revidéierten Text insgesamt unzehuelen, fir dass mer dann e bësse Rou an der Zukunft kréien an deem Domän vun enger ze vill oft répétéierter Revisioun stéckelchersweis vun der Verfassung, déi och de Conseil d'État a sengem Avis zu dësem Projet, dee mir haut diskutéieren, e bëssen un de Pranger gestallt huet.

Ech mengen also, mir hunn an dësem Zesummenhang œuvre utile gemaach. De Grand-Duc selwer huet a senger Chrëschtdagsusprooch drop higewisen, dass hien déi Reform absolut dréit. Mir géifen also mengen, dass mir deen Text ouni Hésitatioun haut solle fir d'zweet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Alex Bodry huet elo d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaachen an d'Ëmstänn vun dëser Verfassungsännerung - Artikel 34 - sinn aussergewéinlech, an dat op verschidden Aart a Weis.

Et ass menges Wëssens déi éischte Kéier, wou eng Verfassungsännerung néideg gëtt opgrond vun Divergenzen an der Interpretatioun vun engem zentrale Verfassungsartikel tëschent verschiddene staatlechen Institutiounen, an net déi wéinegst: op där enger Säit d'Chamber an d'Regierung an op där anerer Säit eise Statschef, de Grand-Duc.

Et ass och déi éischte Kéier an iwwer 150 Joer, dass e Lëtzebuerger Statschef entretemps öffentlech déclaréiert huet, dass hien e gestëmmtene Gesetzesvirschlag vun der Chamber net wëllt sanktionéieren. De Grand-Duc setzt sech a setzt d'Land domadder dem Risiko vun enger regelrechter institutioneller Kris aus.

Vu verschiddene Säiten ass probéiert ginn, dee Risiko net zur Realitéit ginn ze loossen an dee Broch mat enger laanger Interpretatiounstraditioun vun eiser Verfassung net einfach esou an der Welt stoen ze loossen, mä derfir ze suergen, dass Rechtssécherheet kënnt. Rechtssécherheet, déi mir gemengt haten, dass se géif bestoen, mä déi awer opgrond vun deenen Interpretatiounsdivergenzen elo eng ganz aner Aktualitéit kritt huet.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass no Ausleeung vun der Verfassung, déi meng Partei, d'LSAP, mécht, et esou ass, dass de

Grand-Duc kee politeschen Akt däerf setzen ouni Géigenzeechnung vun engem Minister, deen domadder déi politesch Responsabilitéit fir den Akt vum Grand-Duc iwerhélt. Dat gëllt souwuel fir positiv Akte wéi och fir negativ Akten, dat heescht also eng Abstentioun, de Fait, eng gewëssen Handlung net wëllen ze maachen. Och esou e Refus zum Beispill, e gestëmmtent Gesetz guttzeheeschen, ënnerläit an eiser Interpretatioun dem Accord vun der Regierung, kann eigentlech de Statschef net ouni den Accord an d'Géigenzeechnung vun engem responsabele Minister maachen.

De Grand-Duc hat manifestement net déiselwecht Opfaassung, an duerfir huet hei missen en Auswee gesicht ginn. D'Regierung huet deen Auswee fonnt, an dat ass déi zweet Particularitéit: Et ass net eng Proposition de loi vun der Chamber, déi hei diskutéiert gëtt, mä et ass e Projet de loi vun der Regierung zur Verfassung, deen hei diskutéiert gëtt. E ganz rare Phenomeen och an eiser politescher Geschicht. D'Regierung huet dat gemaach no Consultatioun vun de Parteien iwwer hir Fraktiounspresidenten.

D'Léisung, dat wësse mer, besteet doranner, fir den Artikel 34 an deem Sënn ze änneren, dass d'Sanktioun, wat ee ka mat „guttheeschen? iwwersetzen, erauskënnt aus de Pouvoire beim Grand-Duc, an dass einfach d'Promulgatioun, dat heescht, déi einfach Akraaftsetzung vum Gesetz nach an de Kompetenze vum Grand-Duc bleift. Wéi gesot, och dat mécht en nëmme mat der Signature, der Géigenzeechnung vun engem responsabele Minister.

Ech wëll och soen, dass et zwar bedauerlech ass, dass et zu deem dote Schrëtt huet missen ënnert deenen Ëmstänn kommen, mä dass et op där anerer Säit esou ass, dass keng Partei, och net meng Partei d'Monarchie u sech a Fro stellt.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ënnert der Bedéngung allerdéngs, dass déi Monarchie sech aus der Politik eraushält, wat d'Verfassung ausdrécklech wëllt, an dass déi Monarchie effektiv iwwerparteiesch ass an dass se doduerch, dass se sech ausserhalb vun der politescher Ausenanersetzung beweegt, also iwwert de Parteie steet, och kann hirer Verfassungsmissioun nokommen, dat heescht d'Symbol eigentlech duerstelle vun der Pérennitéit vum Stat, d'Symbol vun der Eenheet a vun der Onofhängegkeet vum Lëtzebuerger Land.

Drëtt Particularitéit, dat ass, dass déi éischte Kéier och déi nei Prozedur vun der Verfassungsännerung iwwert den Artikel 114, dee jo an deem Sënn den 19. Dezember 2003 geännert ginn ass, voll duerchgespillt ginn ass. Et ass déi éischte Kéier, wou vun der neier Méiglechkeet Gebrauch gemaach ginn ass, dass Bierger kënne froen, iwwer Referendum den zweete Vote vun der Chamber ze ersetzen.

Bei där Geleeënheet hu mer awer och, wéi och schonn ervirgehuewe ginn ass, festgestallt, dass besonnesch d'Ausféierungsbestëmmunge vun där Dispositioun vun der Verfassung - d'Gesetz iwwert de Referendum - eng Rei vu Faillen huet, wou et noutwendeg ass fir nozebesseren op deem dote Punkt.

Dat gëllt fir dee ganze Volet vun dem Déclenchement eigentlech vun där doter Prozedur, d'Ënnerschréften an alles, wat mat deem zesummenhänkt, a schliesslech och d'Dauer vun de Prozeduren, wou a mengen Ae muss gewährleescht ginn, dass an dräi Méint déi ganz Prozedur vum Referendum muss ofgeschloss sinn, fir dass mer net och nach an zousätzlech Délaischwieregkeete komme mat de Prérogativë vum Parlament, wat den zweete Vote constitutionnel ugeet, a mir hunn als sozialistesch Fraktioun jo an der leschter Sitzung vun der zoustänneger Institutiounskommissioun gefrot, dass mer deen dote Punkt speziell nach sollen an enger vun den nächste Sitzunge vun där Kommissioun nach während dëser Mandatsperiod diskutéieren.

Mir betruechten och als LSAP-Fraktioun dës Verfassungsännerung vum Artikel 34 als éischt Etapp vun enger méi weiderféierender, méi globaler Reform vun eiser Verfassung, wou d'Stoussrichtung an eisen Aen déi ass, dass ee sech progressiv soll un de Monarchiemodell vu Schweden eruntaaschten. An enger éischter Phas si mer der Meenung - an déi Meenung huet sech als konsensfäeg ausgewisen -, dass ee sollt an eisem constitutionnelle System mat där Particularitéit ophéieren, wou formal gesinn de Monarch, de Grand-Duc, an deenen dräi Pouvoiren implizéiert ass, am legislativen, am exekutiven an am Pouvoir judiciaire. Dat ass eigentlech anormal.

Mir sinn der Meenung, dass de Grand-Duc eng Branche ass vum Pouvoir exécutif, dass en deen zesumme mat der Regierung exercéiert, ënnert der politescher Responsabilitéit vun der Regierung exercéiert, an dat solle mer textuell och esou an eis Verfassung eraschreiwen, an där neier Versioun, déi mer amgaange sinn zesummen hei an der Kommissioun ze finaliséieren.

Mir sinn der Meenung, dass, wa mer déi Aarbecht do an der Kommissioun ofgeschloss hunn - wou ech och wëll de flotte Klima vun Zesummenaarbecht ervirsträichen, deen an där Kommissioun ass, ënnert der kompetenter Féierung vun eisem President, dem Paul-Henri Meyers -, mer een Zil wäerten erreecht hunn, dass mer duerch eng nei Verfassung eng Grëtz méi Modernitéit an eng Grëtz méi Stabilitéit an d'Institutiounen hei vu Lëtzebuerg erabréngen; zwou Qualitéiten, déi mer besonnesch an dëse méi krisegezeechenten Zäite sécherlech brauchen. D'sozialistesch Fraktioun wäert natierlech eestëmmeg fir déi Modifikatioun hei vun der Verfassung stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun kann, wéi d'Virriedner och schonn, haut a relativ kuerze Wierder hir Zoustëmmung nach eng Kéier bréngen och beim zweete Vote iwwert d'Ännerung vum Artikel 34. Eise President a Rapporteur, den Här Meyers, huet am Résumé schonn alles gesot, wat ze soe war, a mir soen him och Merci fir säi Rapport.

Déi gréng Fraktioun hat den 11. Dezember hir Zoustëmmung beim éischte Vote ginn, wou et dorëms gaangen ass, déi eng soen eng institutionell Kris ze évitéieren, mir tendéieren nach ëmmer éischter dozou ze soen, dass mer dee Vote hu mussen huelen, fir aus enger institutioneller Kris erauszekommen. Si war méi reell wéi nëmmen theoretesch, mä mir waren awer och den 11. Dezember beim éischte Vote am Fong net ganz iwwerzeegt vun deem Text, dee mer votéiert hunn, an der Haaptsaach aus zwee Grënn.

Den éischte Grond: Well den Text, dee mer virleien haten, gekoppelt mat der institutioneller Praxis zu Lëtzebuerg, eiser Meenung no ganz kloer war. Et gouf eiser Meenung no kee Bedarf, fir den Text ze änneren. Dass mer et gemaach hunn, huet musse sinn, well net jiddwereen déi Aschätzung do gedeelt huet, a mer hu mat deem Vote eppes, wat eiser Meenung no kloer war, elo nach eng Kéier méi kloer gemaach.

En zweete Grond firwat mir net ganz iwwerzeegt waren, dass en huet mussen den Artikel 34 an där Form ofänneren, war, well mir der Meenung sinn, dass de Fait, dass mer dem Grand-Duc d'Obligation de sanction ofhuelen, eiser Meenung no e bëssen en porte-à-faux ass mam Text, an och mam Esprit vun eiser Verfassung.

De Grand-Duc huet opgrond vun aneren Artikelen eng Irresponsabilitéit. Fir alles dat, wat en ënnerschreift, muss d'Regierung riichtstoen, déi och virum Parlament responsabel ass. De Grand-Duc selwer ass fir keng eenzeg vu sengen Ënnerschréfte perséinlech responsabel. Déi Irresponsabilitéit, déi d'Verfassung accordéiert, ass och gekoppelt mam Fait, dass de Grand-Duc d'Obligatioun huet déi Texter ze sanktionéieren. En huet keng Responsabilitéit, huet awer och duerfir an eisem Text d'Fräiheet net, fir ze soen: Ech si mat deem Text net d'accord.

De Fait, dass mer d'Obligation de sanction elo gestrach hunn, fir aus där Kris séier, an ouni Délaien ze produzéieren, erauszekommen, huet eigentlech dem Grand-Duc d'Obligation de sanction ewechgeholl, an e kéint sech theoretesch elo dorobber beruffen, fir sech nach ëmmer, à couvert vun der Irresponsabilitéit, eventuell awer an d'Politik anzemëschen, wéi en et jo duerch säi Refus vun der Ënnerschréft ënnert d'Euthanasiegesetz gemaach huet.

Dat ass eiser Meenung no mat Sécherheet net positiv. Dat soll net nach eng Kéier geschéien. Dem Grand-Duc säi Rôle ass deen, fir d'Kontinuitéit vum Lëtzebuerger Land a vum Stat ze representéieren. De Grand-Duc muss iwwert de Parteie stoen, a voller Onofhängegkeet, an e muss kënnen all d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger permanent glaubhaft a kredibel vertrieden, an dat geet nëmmen, wann de Grand-Duc sech zu 100% aus dem politeschen Alldagsgeschäft eraushält. Dat ass d'Aufgab vum Parlament a vun der Regierung.

Duerfir muss och d'Debatt, eiser Meenung no, weidergoen. D'Debatt muss weidergoe ronderëm de Rôle vum Grand-Duc, awer net nëmmen. Dat hu mer jo och an der Verfassungskommissioun gemaach. Mir hunn an de leschte Wochen, a sinn nach amgaang, weidergeschafft op deenen Texter, a mer wäerten déi och virum Enn vun der Legislatur zumindest kënnen déposéieren, fir dann an der nächster Legislatur doriwwer kënnen ofzestëmmen.

Mä d'Diskussioun muss weidergoen, och iwwert de Rôle vum Grand-Duc, notamment wat de Rôle vum Grand-Duc an der legislativer Prozedur betrëfft, oder par rapport zu den Instances judiciaires. Do muss eiser Meenung no ganz kloer eng Trennung an den Text drakommen. Nëmmen dat si modern an zäitgeméiss Institutiounen, wou déi doten Zort Vermëschungen, déi mer an der Realitéit an an der Praxis scho ganz laang net méi hunn, dass mer déi kloer Trennungen, déi modern Rechtsstaatlechkeet do net nëmmen an eiser Praxis hunn, mä och an eisen Text eranhuelen.

Duerfir plädéieren Déi Gréng, zënter dass mer déi Aarbechten am Joer 2004 an der Verfassungskommissioun ugefaangen hunn, ganz kloer derfir, dass mer dat, wat mer maachen, och an eiser Verfassung solle beschreiwen. Näischt manner an näischt méi, méi schwéier ass et net.

Mir hunn eng institutionell Praxis, déi allen demokrateschen Iwwerleeunge Rechnung dréit. Kommt mer beschreiwen dat och, wat mer maachen, an eiser Verfassung. Mat deem Prozess si mer amgaang, eiser Meenung no nach net ganz ukomm, a mer mussen déi Diskussioun duerfir weiderféieren, well eng Verfassung muss engem Land kënne Stabilitéit ginn. Si muss, iwwer Joren a Jorzéngten, kënne mat wéineg Ännerungen iwwert d'Ronne kommen.

Dat war an deene leschte Joren net méi de Fall. Mir hunn ëmmer méi oft a mat ëmmer méi kuerzen, ëmmer méi rapprochéierten Délaien d'Verfassung geännert. Dat ass och e séchert Zeechen duerfir, dass, an där aktueller Form, hir Iwwerliewensfäegkeet lues a lues amgaang ass sech op eng Prouf gestallt ze gesinn. Duerfir ass et gutt, dass mer elo ee méi grousse Worf maachen, wou mer erëm eng Kéier an eiser Verfassung Stabilitéit iwwer Joren a Jorzéngte kënnen hunn.

Mä si muss och kënnen aus der Vergaangenheet e Schratt no vir maachen, evoluéieren, an déi zwou Grondprémissë vun der Stabilitéit a vun der méiglecher Evolutioun, dat ass dat, wat mer mussen hikréien, fir dass mer eng Verfassung hunn, déi alle rechtsstaatleche Prinzipien am Joer 2009 kéint gerecht ginn.

Et ass déi éischte Kéier, Virriedner hunn dat scho gesot, dass mer den Artikel 114 an där Form uwenden. Och déi gréng Fraktioun schléisst sech deenen un, déi soen, dass een dat Gesetz eng Kéier misst kritesch op de Métier huelen. Et ass net ganz vernünfteg, wa fënnef Wielerinnen a Wieler eleng kënnen esou eng grouss Prozedur lasstrëppelen, wéi mer dat erlieft hunn. Et ass och eng Fro gestallt vun den Délaien, an deenen déi Prozedur do iwwert d'Bühn geet.

Do si ganz kloer Saachen am Gesetz frësch ze diskutéieren. Dat war alles sécherlech gutt gemengt a gutt intentionnéiert. Fakt ass awer: Mir gesi jo elo am Resultat, ob do net vläicht awer Upassungen a Pondératioune misste gemaach ginn, fir dass dat Gesetz an dat Instrument säi Sënn erfëlle kann, ouni dass dann duerfir, wann eppes manifestement vu kaum engem Bierger am Land gedroe gëtt, net awer dee ganzen Opwand vun enger grousser a schwéierfälleger Prozedur muss déclenchéiert ginn. Do sinn eiser Meenung no och nach Reflexiounen ze maachen.

Dat gesot, bréngt déi gréng Fraktioun och haut fir den zweete Vote vun der Ofännerung vum Artikel 34 hir Zoustëmmung. Mir hoffen, dass et elo esou ass, dass an Zukunft ni méi Gesetzer, déi d'Parlament votéiert huet, wäerte gebremst ginn. Net déi Gesetzer, déi nach solle kommen, an och net déi Gesetzer, déi scho gestëmmt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Lescht ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err.

(Interruption)

M. le Président.- Dir waart net ageschriwwen, Här Henckes. Loosse mer elo d'Madame Err schwätzen, an da kommt Dir un d'Rei.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Häre, mam Jean Huss, dee leider haut verhënnert ass, de Co-Auteur vun der Virlag zu engem Stierfhëllefgesetz, wëll ech hei widderhuelen, dass mir mat där Virlag kengesweegs d'Absicht haten an och net d'Prétentioun d'Institutioune vu Lëtzebuerg an d'Wackelen ze bréngen. Dat ass geschitt a wéi ëmmer ass et esou, dass finalement näischt esou schlecht ass, dass et net fir eppes gutt ass.

Schlecht war et, well eigentlech d'Verfassung, wéi se haut ass, net respektéiert ginn ass.

Gutt war et, well et eis erlaabt huet a ganz schneller Zäit en Auswee aus dëser potenzieller institutioneller Kris ze fannen an doriwwer eraus eis Aarbechten zu enger genereller Verfassungsreform total ze iwwerkucken, fir ze probéieren net nëmmen dat, wat an den Texter steet, un eis Praxis unzepassen, mä all méiglech falsch Interpretatioun, déi op engem Text aus dem 19. Jorhonnert kann erageluecht ginn.

Trotz géigesäiteger Praxis zënter iwwer 100 Joer hu mer also opgepasst, dass och op aneren Artikelen, wou kéint Ulass kommen eng falsch Interpretatioun ze maachen, déi Méiglechkeeten aus der Welt geschaf ginn.

Soumadder kann ee soen: „sweet and sour". Sour, well et eis natierlech forcéiert huet déi mise en vigueur vun engem Gesetz, fir dat mir eis vill agesat hunn, ze vertagen. Sweet, well et eigentlech ganz gutt ass, wann ee Problemer, déi sech stellen, ka schnell léisen.

De Beweis ass domadder erbruecht, dass, wann d'Regierung an d'Chamber wëllen, bal dat Onméiglechst méiglech ass. Dat heescht, an zéng Deeg hate mer en Text net nëmme revidéiert, mir haten en aviséiert, mir haten en diskutéiert, adoptéiert an der Kommissioun an duerno hei praktesch unanime - wann ech mech richteg erënneren - oder mat klenger Ausnahm ugeholl.

An interessant war et och, dass dëst Beispill et erlaabt huet d'Uwendung vun der neier Prozedur vum Referendum ënner Prouf ze stellen a festzestellen, wat de Rapporteur hei richteg gesot huet: éischtens ass et kloer eng Geleeënheet eng Verfassungsreform, wat eng wichteg Saach ass, och dobaussen an d'Diskussioun ze bréngen; an zweetens d'Gesetz op seng Ugepasstheet un d'Realitéite vun haut ze testen.

An do sinn ech mat all menge Virriedner bis elo d'accord, fir ze soen: Wann de Prinzip vun engem Initiativreferendum…

(Coups de cloche de la Présidence)

…amplaz vum zweete Vote bei enger Verfassungsreform net ze contestéieren ass, esou ass et gradesou kloer, dass d'Konditioune vun deem Gesetz musse revidéiert ginn. Et kann net sinn, dass e Gesetz, wat zwee, dräi, véier oder fënnef Leit net an de Krom passt, iwwert de Wee vun enger Verfassungsreform dozou féiert onnéideg Zäit ze verléieren, och dann, wann ee praktesch scho vun Ufank u weess, dass déi Initiativ zu engem Nullresultat condamnéiert ass.

Duerfir ass et evident, dass déi Revisioun, déi am Fong ënnerwee war schonn e puer Joer an déi elo kënnt, de Schlusspunkt setzt vun enger Diskussioun, déi haut am Fong nëmmen eng Etapp duerstellt. Eng Etapp, déi wichteg ass an déi et hoffentlech erlaabt an Zäit vun enger Woch dat Gesetz, op dat mer waarden oder op dat vill Leit waarden - mat mir zesummen och -, a Kraaft ze setzen.

Well soss hu mer trotz allen Efforten, déi hei gemaach gi sinn, fir eng Kris - d'Démissioun vum Grand-Duc, d'Démissioun vun der Regierung, direkt Neiwahlen - ze évitéieren. Soss hu mer déi an enger Woch, déi mer wollte virun dräi Méint évitéieren. Ech hoffe jo, dass de Grand-Duc verstanen huet ëm wat et haut geet.

Et ass kloer, dass de Grand-Duc, wéi all Privatpersoun am Land, d'Recht op eng perséinlech Meenung huet, mä et ass gradesou kloer, dass hie kee Recht huet op eng politesch Meenung an och net op e politesche Comportement. Dat ass a senger Funktioun net virgesinn. Wann hien dat wëllt, huet hien natierlech d'Wiel. Hie ka sech wéi mir alleguerten hei zur Wahl stellen. A wann en da gewielt ass, da kann e seng perséinlech Meenungen zu politeschen Themen hei op dëser Tribün aus-

drécken. A senger aktueller Funktioun wäert dat a kann dat net de Fall sinn; och dann net, wa mer eis Verfassung - wéi ech elo hoffen - deemnächst ëmgeännert hunn.

Duerfir wollt ech am Fong zum Schluss nach just eng Kéier soen, dass somme toute déi Prozedur, déi mer ongewollt hei ageschloen hunn, e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, déi et eis erlaabt deen zweete Schrëtt, dee mer wëlles haten e bësselche méi grouss ze huelen, an dass een duerfir ka soen, dass et somme toute eng ganz gutt Saach war, wat passéiert ass, wa mer d'Endresultat, wat mer lues a lues ofgesinn, elo an d'A faassen.

Ech wëll virun allem och de Memberen an der Kommissioun a besonnesch dem President aus där Kommissioun soen, wat fir eng Freed et ass bei esou wichtege Froe wéi där heiter zesummenzeschaffen an iwwert d'Parteigrenzen eraus sech d'accord ze maachen op Froen, wéi dat an anere Kommissiounen, wou et méi ëm politesch Aspekter geet, net esou oft de Fall war. Och dat ass somme toute als en Avantage ze gesinn.

Ech brauch den Accord vu menger Fraktioun net ze bréngen. Ech géif en awer gäre widderhuelen, obscho mäi Parteipresident deen hei scho bruecht huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci Madame Err. Den Här Henckes huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR hat den 11. Dezember dës Verfassungsännerung matgedroen a mir wäerten haut och an zweeter Liesung dës Verfassungsännerung matstëmmen. Ech wëll dem President-rapporteur vun der Institutiounskommissioun villmools Merci soen, well en huet effektiv a ganz treffende Wierder d'Problematik hei duergestallt.

Mir si fir de Grand-Duc, mä mir mengen awer mir missten en dovunner entbannen, fir a politesch Prozesser mat implizéiert ze ginn.

Dat Zweet, wat wichteg schéngt, dat ass, datt mer och mussen déi Gesetzgebung iwwert d'Aart a Weis, wéi e Referendum op Volleksinitiativ soll duerchgezu gi bei Verfassungsännerungen, revidéieren. Ech erënnere mech, datt ganz oft scho gesot ginn ass, datt fënnef Wieler e bësselche wéineg wiere fir eng Verfassungsännerung a Fro ze stellen.

Elo gëtt et natierlech d'Debatt wéi een dat soll maachen. Et däerf natierlech elo net esou goen, datt déi Lat elo esou héich gesat gëtt, datt herno de Referendum nure méi eng Theorie gëtt. Well et ass wichteg, datt d'Bierger, wa se et fir néideg fannen, sech kënnen an deem Verfassungsprozess mat äusseren an och hir Meenung uginn. An ech begréissen och dofir, datt de Rapporteur de Mérite vun deem Gesetz ervirgestrach huet.

Déi aner wichteg Reform, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren, dat ass déi global Revisioun vun onser Verfassung. Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi, datt mer fir d'éischte Kéier, mengen ech, datt dës Chamber besteet, virun de Wahlen en Text virleien hunn, dee ka mat de Bierger dobaussen diskutéiert ginn.

Normalerweis ass et esou, datt gesot ginn ass, datt déi an déi Artikele kënne revisabel erklärt ginn, mä et wosst keen wat da géif finalement drakommen. Dës Kéier wäerte mer en Text zur Verfügung hunn, iwwert deen da gesot ka ginn, ob ee bei allen Artikelen oder bei verschiddenen Artikelen dermat d'accord ass oder net d'accord ass. Dat wäert deen Ablack op jidde Fall zu enger méi demokratescher a méi fundamentaler Debatt féieren. An dat ass eppes, wat vun onser Säit aus op jidde Fall fundamental begréisst gëtt.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dëser Verfassungsrevisioun bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Fir d'Regierung huet den Här Vizepremier Jean Asselborn d'Wuert gefrot.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Här President, ech wëll dat ganz kuerz maachen, wat déi meescht Fraktiounen hei gemaach hunn, a fir d'alleréischt dem Här Paul-Henri Meyers e grousse Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi e mécht mat senge Leit alleguerten an der Kommissioun, fir eis Verfassung erëm op Trapp ze kréien, an och an dësem spezielle Punkt.

Aus menger Siicht wëll ech just hei soen, dass dat Resultat, wat sech ubahnt de Mëtteg, jo héchstwahrscheinlech kee knappt Resultat wäert ginn. Dee Vote de Mëtteg hei an der Chamber ass gutt fir d'Chamber; en ass och gutt fir d'Regierung; en ass och gutt fir de Grand-Duc - dat Resultat -; an en ass gutt fir d'Essenz vun eiser Rechtstaatlechkeet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer elo zur definitiver Ofstëmmung. Nach eng Kéier, wéi gesot, de Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel

De Projet de révision vum Artikel 34 vun eiser Verfassung ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Marcel Glesener, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären ass dëse Punkt definitiv ofgeschloss. Mir kommen dann zum éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour hunn. Et ass d'Ofkommes tëscht der Europäescher Unioun a Montenegro. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Angel.

2. 5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei wéi gesot ëm en Accord de stabilisation et d'association mat Montenegro. Duerfir erlaabt mer, ugangs ganz kuerz eng Introduktioun iwwert dat Land ze maachen. Et ass e Land, wat 13.800 km² huet, also e bësse méi wéi fënnefmol méi grouss wéi eist Land ass. Et huet 680.000 Awunner. D'Haaptstad heescht Podgorica. An et grenzt un Albanien, u Bosnien, u Kroatien, un de Kosovo an u Serbien. An et huet 293 km Küst un der Adria.

Et ass e Land mat enger grousser reliéiser an och ethnescher Diversitéit. Dee gréisste Grupp, dat sinn d'Montenegriner. Si stellen 43% vun der Populatioun duer, gefollegt vun de Serben 32%, d'Bosniaken 8%, a 5% Albaner. Och d'Relioune 74% Orthodox, 17% gehéieren dem Islam zou an 3,5% sinn et Katholiken.

Ech wollt zu där Diversitéit eng Remarque maachen. Et liest een iwwerall, dass de Conseil de l'Europe a ville Berichter constatéiert, dass déi Relations interethniques an interreligieuses exzellent an deem klenge Land fonctionnéieren.

Et ass e Land, wat 14,7% Chômage huet, a 7% vun der Bevölkerung liewen ënnert der Aarmutsgrenz. Wirtschaftlech ass dat Land opgebaut op Agrikultur, Stol, Aluminium, an Tourismus ass eng Branche, déi sech nach an deenen nächste Joren do wäert développéieren.

Deen Accord de stabilisation et d'association schreift sech an de Processus de stabilisation et d'association um Westbalkan an. Dir wësst vläicht, dass dat fréiert Jugoslawien säit 1980 en Accord de coopération mat der Europäescher Unioun hat. 1990 wollt d'Unioun hir Relatioune mat Jugoslawien verbesseren, verdéiwen a verstäerken. Dozou ass et net komm, well jo 1991 de Krich ausgebrach ass a Jugoslawien verfall ass. Do huet déi Situatioun sech geännert an d'Relatiounen zwëschent der Unioun an dem Balkan hu sech dorop begrenzt, Gestion de crise ze maachen, Rekonstruktioun. An an den 90er Joren ass haaptsächlech deene Besoins urgents Rechnung gedroe ginn.

1999, wéi d'Situatioun sech am Balkan berouegt huet, huet d'Unioun dunn dee Processus de stabilisation et d'association fir dee ganze Westbalkan an d'Liewe geruff. An dëst ass e progressiivt Partenariat mam Zil, eben d'Stabiliséierung vun där Regioun an och do eng Fräihandelszon opzebauen. D'EU huet dat Ganzt begleet mat Programme-d'assistancen an och mat grousser finanzieller Hëllef.

Esou en Accord, iwwert dee mer haut jo ofstëmmen, en Accord de stabilisation et d'association, ASA genannt, ass am Fong d'Rumm fir d'Relatiounen zwëschent der EU an de Westbalkanlänner, fir dass een dee Processus kann ëmsetzen. A fir all Land ass natierlech deen ASA op d'Spezifissitéite vun deem Land adaptéiert. An all Kéiers gëtt och ëmmer ënnerstrach d'Wichtegkeet vun der regionaler Zesummenaarbecht.

Mir hunn esou en ASA hei am Haus 2003 mat der fréierer jugoslawescher Republik vu Mazedonien ugeholl, och mat Kroatien. Virun engem Joer war ech Rapporteur iwwert den ASA mat Albanien, an et ass och elo een ënnerschriwwe mat Bosnien-Herzegowina a mat Serbien, an dee mat Montenegro ass de 15. Oktober 2007 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn.

Montenegro huet, wéi Der wësst, 2006 am Juni sech onofhängeg erkläert a sech getrennt vu Serbien. Do sinn direkt am September d'Négociatioune lassgaangen an et huet ee Joer gedauert. Am Oktober 2007 konnt dat ënnerschriwwe ginn.

Sou en ASA ass en Accord mixte, dee souwuel communautaire wéi och national Kompetenze couvréiert, an doduerch muss deen ASA natierlech och vun eise Kolleegen am Europaparlament guttgeheescht ginn a vun deene 27 Memberstate ratifizéiert ginn - dat, wat mir haut hei maache wäerten.

D'Objektiver sinn, éischtens, d'Effortë vu Montenegro ze ënnerstëtzen, fir seng Demokratie a seng Rechtsstaatlechkeet ze renforcéieren.

Zweetens geet et dorëm, bäizedroen zur politescher, wirtschaftlecher an institutioneller Stabilitéit vu Montenegro an doriwwer eraus der ganzer Regioun.

En drëtt Objektiv ass en appropriéierte Kader ze schafe fir de politeschen Dialog, fir dass sech enk politesch Relatiounen zwëschent der EU a Montenegro entwéckele kënnen.

Véiertens geet et dorëm, duerch d'Unnäherung vun der Legislatioun vu Montenegro un déi communautaire Législatioun déi wirtschaftlech an international Zesummenaarbecht ze stäerken.

An dat fënneft Objektiv ass, d'Beméiunge vu Montenegro ze ënnerstëtzen, fir d'Transitioun zu enger Économie de marché ze achevéieren.

E sechst Objektiv ass et, déi ekonomesch Relatiounen ze stäerken a wéi gesot progressiv eng Fräihandelszon zwëschent der EU a Montenegro ze schafen.

An e siwent a lescht Objektiv, wat ech scho virdrun erwähnt hunn a wat a ville Punkte vun engem ASA erëmkënnt, ass - wéi gesot - déi regional Zesummenaarbecht ze encouragéieren.

Niewent deene siwen Objektiver, déi och am Artikel 1 vum ASA stinn, ass dee ganzen Accord an zéng Titren agedeelt. An ech wäert just op dee leschten, deen 10. Titre, deen „Dispositions institutionnelles, générales a finales" ganz kuerz agoen.

Et gëtt e Conseil de stabilisation et d'association, do si Memberen dra vum Conseil vun der Unioun a vun der Europäescher Kommissioun engersäits, an anerersäits Membere vun der montenegrinescher Regierung. An dee Conseil superviséiert d'Applikatioun an d'Ëmsetze vun dësem ASA. An dee Conseil kann assistéiert gi vun engem Comité de stabilisation et d'association. An um parlamentareschen Niveau gëtt och déi Ëmsetzung superviséiert a verfollegt um Niveau parlementaire vun enger Kommissioun, déi aus Europaparlamentarier an aus montenegrinesche Parlamentarier besteet.

De Statsrot mécht e kuerzen Avis a widderhëlt nach eng Kéier d'Objektiver vun deem Processus de stabilisation et d'association. E rappeléiert, wéi eng ASAe mir schonn am Haus ëmgesat hunn. An e weist nach eng Kéier op d'Wichtegkeet hin, dass déi Länner am Westbalkan musse mam Tribunal international pénal fir Ex-Jugoslawien zu Den Haag ganz enk zesummeschaffen.

Dir wësst, dass Serbien och en ASA ënnerschriwwen huet an dass do eis hollännesch Frënn nach Schwieregkeeten hunn. Déi soen, d'Serbe géifen net genuch mat deenen zesummeschaffen. Hei gëtt rappeléiert, dass all déi Länner an där Regioun forcéiert sinn a sollen do enk mat Den Haag zesummeschaffen. Dat ass also e Rappel vum Statsrot.

Ech wollt ofschléissen, andeem ech dorun erënneren, dass, wéi mer de Rapport an der Kommissioun haten, eise President vun der Kommissioun, de Ben Fayot, erënnert huet, dass dat hei nees e Schrëtt ass, wou mer duerch e Vertrag Länner am Westbalkan méi eng renforcéiert Kooperatioun ubidden, si méi no un d'EU erubréngen.

An Dir wësst, déi lescht ASAen, déi mer hei am Haus haten - Kroatien an Albanien -, déi Länner hu mëttlerweil de Statut vu Pays candidats erreecht. An dat wäert enges Daags…

(Interruption)

Kroatien! Pardon, entschëllegt, Kroatien. Albanien ass derbäi, dorun ze schaffen.

Mä op jidde Fall…

Mazedonien, pardon. Bon, Kroatien op jidde Fall. Dat gesot…

(Brouhaha général)

Gesitt Der, et ass eng komplizéiert Situatioun am Westbalkan.

Ech schléissen duerfir of,…

(Hilarité)

…andeem ech den Accord gi vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le President.- Merci dem Här Rapporteur. Wa soss keng Fraktioun méi eppes den Ausféierunge vum Rapporteur zouzefügen huet,…

(Brouhaha général)

…da komme mer zu der Ofstëmmung vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5850 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loeschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, schonn zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi zum Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final. An och hei ass den honorabelen Här Angel eise Rapporteur.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. 5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Sou, elo dinn ech emol de Liesbrëll un, Här President, da gesinn ech vläicht besser.

(Hilarité)

Et geet, wéi Der gesot hutt, ëm d'Participatioun vu Bulgarien a Rumänien am Espace économique européen. Dir wësst, dass de 25. Abrëll 2005 hei zu Lëtzebuerg den Traité d'adhésion vu Bulgarien a Rumänien fir an d'EU ze kommen ënnerschriwwe ginn ass. An effektiv sinn déi Länner jo den 1. Januar 2007 an d'EU erakomm. Am Protocole d'adhésion vum dësem Traité d'adhésion hu Bulgarien a Rumänien sech engagéiert, fir dem Accord sur l'Espace économique européen och bäizetrieden. An den Artikel 128 vun deem Accord sur l'Espace économique européen seet, dass all Land, wat Member gëtt vun der EU, och froe kann, dem Accord iwwert den Espace économique européen bäizetrieden.

Bei deem leschten Élargissement 2004, wéi jo zéng nei EU-Länner bäikomm sinn, ass zäitgläich deen heite Schrëtt och gemaach ginn. Mä bei deenen zwee leschte Länner gouf et Schwieregkeete mat den Négociatiounen. Dofir ass eben elo déi Zäitverschiebung zwëschent 2007, wou se Member gi sinn an der EU, an haut, wou se Member ginn am Europäesche Wirtschaftsraum.

Deen Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum ass 1992 zu Porto ënnerschriwwe ginn. Et goung drëm, déi wirtschaftlech an Handelsrelatiounen zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an de Membere vun der AELE oder der EFTA, der European Free Trade Association, ze organiséieren. Virdru waren dës Relatiounen duerch bilateral Fräihandelsaccordë geregelt. 1989 hu sech dunn d'Communautéit an d'EFTA-Länner gëeenegt, si sollen esou en Accord sur l'Espace économique ënnerschreiwen. An dat ass dann 1992 geschitt.

Deemools war d'Schwäiz och nach Member. Mä an der Schwäiz gouf et 1993 e Referendum an do hunn d'Schwäizer Nee gesot. Si behalen awer e Statut d'observateur an deem Espace économique européen. Haut gëtt et also nach dräi EFTA-Länner. Dat sinn Island, Norwegen a Liechtenstein.

D'Haaptobjektiver vun deem Espace économique européen: Do geet et drëms, fir de Marché intérieur vun der Europäescher Gemeinschaft op déi dräi Länner Island, Norwegen a Liechtenstein auszeweiden. An et geet dorëms, all Barrièren opzehiewen, fir dass déi véier grouss Fräiheete kënne fonctionnéieren: d'Libre circulation des marchandises, personnes, services et capitaux. Duerch den Europäesche Wirtschaftsraum profitéieren also déi Länner och elo vum Bannemaart vun der Europäescher Communautéit a kënnen hir Produiten op dësem grousse Marché ouni Handelsbarrièrë verkafen.

Duerch den Accord, dee Géigestand vun dësem Projet de loi ass, gëtt den Europäesche Wirtschaftsraum ëm zwee Länner erweidert, wéi gesot Bulgarien a Rumänien. Dës Erweiderung ass wéi gesot eng logesch Konsequenz vum EU-Bäitrëtt vun dësen zwee Länner.

Den Europäesche Wirtschaftsraum geet awer iwwert déi véier Grondfräiheeten eraus an enthält och Bestëmmungen a Beräicher, déi vu wesentlecher Bedeitung sinn, fir dës véier Fräiheeten ze garantéieren. Dorënner falen zum Beispill d'Beräicher Konkurrenz, Statsbäihëllefen, mä awer och Sozialpolitik, Konsumenteschutz an Ëmweltpolitik. Doriwwer eraus gesäit den EWR eng Zesummenaarbecht a ville Beräicher vir, wéi Recherche an Entwécklung, Éducatioun, Petites et moyennes entreprises, Tourismus an esou weider. All dëst ass natierlech och Inhalt vum Accord, dee mir haut approuvéiere sollen.

Déi grouss legislativ Tätegkeet an der EU huet natierlech och Konsequenzen op den Europäesche Wirtschaftsraum, deen déi communautaire Regele muss iwwerhuelen, an zu deem Zweck huet den Europäesche Wirtschaftsraum e Mechanismus entwéckelt, fir den Acquis communautaire ze incorporéieren. Beispillsweis säit der Entrée en vigueur vum Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum sinn iwwer 4.000 Actes communautaires integréiert ginn.

Elo, méi wéi zwee Joer no der Memberschaft vun der EU, ass wéi gesot den EWR-Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien nach ëmmer net iwwert d'Bühn. D'Négociatioune krute wéi gesot e klenge Retard, well d'EFTA-Länner sech net iwwer hir finanziell Kontributiounen eens gi sinn. Et sief elo hei gesot, dass den 29. Mäerz déi Négociatiounen ofgeschloss ginn a mir dann haut deen Accord unhuelen.

Niewent der Participatioun vu Rumänien a Bulgarien am Europäesche Wirtschaftsraum hänken dësem Accord nach zwee bilateral Accorden zwëschent der EU an Norwegen bäi an zwee Protocoles additionnels, ee mat Norwegen an ee mat Island, wou et ënner anerem ëm Fëschereirechter geet.

De Statsrot huet zu dësem Projet weider keng Commentairen ofginn an eis recommandéiert, dat ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all d'Fraktiounen och bei dësem Projet d'accord si mat den Ausféierunge vun eisem Rapporteur an deementspriechend d'Zoustëmmung ginn. Duerfir komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5964 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.27 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 29, 30, 31, 32 et 33

Communications page 343

Ordre du jour page 343

5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle pages 343-350

Communication page 350

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss page 350

Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques pages 351-361

5853 - Projet de loi portant:
1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

2. modification du Code du travail pages 361-362

5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 362-363

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports» pages 363-375

Communications page 376

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député page 376

Ordre du jour page 376

Heure de questions au Gouvernement

Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget
et
Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget pages 376-377

Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 377

Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 377

Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbierg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 377-376

Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 378

Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 378

Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 378-379

Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice page 379

Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
et
Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 379-380

Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 380

5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006
et
5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 pages 380-381

5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003 page 381

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 381-382

5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques pages 382-384

Hommage à M. Patrick Santer page 384

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 385-387

5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007 page 387

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007 page 388

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3073	Jean-Pierre Klein	Service d'hiver
3076	Marcel Oberweis	Activités à organiser dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation»
3079	Viviane Loschetter	Licenciement des salariés non résidents
3082	Aly Jaerling	Contrôle des e-mails en Grande-Bretagne
3084	Carlo Wagner	Allocations familiales
3086	Carlo Wagner	Règlement européen fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO_2 dans le domaine de la viticulture
3088	Jean-Paul Schaaf	Placement de supports pour vélos sur les autobus
3104	Charles Goerens	Investissements de l'État
3106	Gilles Roth	Cadence de la ligne RGTR N°222
3107	Marc Spautz	Prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans
3108	Laurent Mosar	Éventuelle adhésion de la République d'Islande à l'UE
3109	Robert Mehlen	Canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du Sidec
3111	Marco Schank	Accès Internet des forces de police
3120	Alexandre Krieps	Chômage
3122	Xavier Bettel	Rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice
3128	Xavier Bettel	Congé pénal
3130	Anne Brasseur, Viviane Loschetter, François Bausch, Xavier Bettel et Paul Helminger	Centre d'accueil pour personnes toxicomanes
3135	Claude Adam	Stage pédagogique donnant accès à la fonction de professeur
3137	Marcel Oberweis	Création récente de l'Université de la Grande Région
3138	Aly Jaerling	Parc automobile
3140	Aly Jaerling	Recherche au Luxembourg
3141	Fernand Etgen	Imposition en matière de succession et de mutation
3145	Marcel Oberweis	Fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg
3146	Félix Braz	Évacuation des voitures abandonnées
3152	Claude Adam	Classes francophones dans un lycée public
3157	Claude Meisch	Fonds National de Solidarité
3158	Claudia Dall'Agnol	Indicateurs des prix immobiliers
3159	Henri Kox	Transport radioactif
3160	Martine Stein-Mergen	Projet de coopération transfrontalière dans le domaine de la justice, ENDISPER
3161	Claude Meisch	Ferraille radioactive découverte à Differdange
3166	Anne Brasseur	Cotisations sociales des femmes de ménage
3167	Claude Adam	Examen-concours pour instituteurs
3169	Marc Spautz	Avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension
3174	Camille Gira	Chasse organisée au «Gréngewald»
3178	Jacques-Yves Henckes	Paiements de l'État
3182	Colette Flesch	Secret bancaire
3191 cf. 3193	Xavier Bettel	Détecteur de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
3193 cf. 3191	Jacques-Yves Henckes	Consommation de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
3199	Robert Mehlen	Airbus A400M
3201	Claude Adam	Analyses sur dégâts apparus sur des immeubles annexes du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA)
3204	Félix Braz	Approvisionnement en médicaments
3231	Claude Meisch	Déclarations du Ministre des Finances allemand et du Président du Parti social-démocrate allemand

Question 3073 (12.1.2009) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant le **service d'hiver:**

Pour assurer le service d'hiver avec l'efficacité nécessaire, il devient parfois nécessaire pour les communes d'organiser un travail posté ou de pouvoir dépasser la durée de travail maximale telle que fixée par l'article L.211-12 du Code du Travail (dix heures/jour et 48 heures/semaine), ceci du fait que l'intervention du service d'hiver repose sur des phénomènes naturels, surgissant irrégulièrement sur une période de plusieurs mois, avec une intensité ou abondance variable et pour une durée imprévisible.

Beaucoup de communes ne disposent pas du personnel nécessaire pour pouvoir faire fonctionner un travail posté sur une période prolongée et en cas de chutes de neige abondantes ou continues ou en période de gel prolongée.

À première vue, le point 5 de l'article L.211-13 du Code du Travail, lequel permet de travailler jusqu'à douze heures par jour et 60 heures par semaine et lequel vise les «entreprises travaillant dans un secteur où les fortes variations saisonnières reposent sur des phénomènes naturels et ne peuvent être tempérés par des mesures techniques», semble former la base légale idéale pour répondre le mieux aux besoins spécifiques du service d'hiver. Or, le principe général régissant cette disposition en limite l'application à des «secteurs strictement délimités» et limite la période couverte à «une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines».

Il appert que, même si le service d'hiver était considéré comme étant un «secteur strictement délimité», l'article L.211-13, lequel est le seul à permettre un dépassement de toutes les limites fixées par l'article L.211-12, ne constitue pas nécessairement la bonne base légale en la matière puisque la période d'activité du service d'hiver dépasse certainement une durée continue de six semaines.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que l'article L.211-13 peut servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver?

- L'article L.211-24, lequel traite des travaux nécessaires pour faire face à des accidents survenus ou imminents et des travaux commandés par un cas de force majeure, entrepris «pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'établissement», peut-il servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver?

- Dans l'affirmative, quelle est la durée de travail maximale par jour et par semaine découlant de la combinaison des articles L.211-16(3) (repos), L.211-24 et L.211-26?

- Au cas où les réponses à toutes ces questions seraient négatives, il faudra en conclure que le Code du Travail ne couvre pas les besoins spécifiques du service d'hiver. Sera-t-il alors envisagé de modifier la législation afin que le but exposé soit atteint?

Réponse (11.3.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Si en principe et conformément à l'article L.211-5 du Code du Travail, la durée de travail est strictement limitée à huit heures par jour et 40 heures par semaine, une plus grande souplesse peut trouver application dans des secteurs strictement délimités caractérisés par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines.

En effet, dans ces secteurs, une convention collective ou un accord subordonné peuvent, sous certaines conditions, autoriser une durée de travail journalière maximale supérieure à huit heures mais n'excédant pas douze heures et une durée de travail hebdomadaire maximale supérieure à 40 heures mais n'excédant pas 60 heures.

Comme l'Administration des Ponts et Chaussées peut, en ce qui concerne le service hivernal en question, être considérée comme faisant partie d'un secteur strictement limité et caractérisé par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année, elle peut évidemment, dans le respect des conditions posées par l'article L.211-13, profiter de ce régime extraordinaire.

Concernant la limite des six semaines, il y a lieu de préciser qu'elle n'est pas nécessairement à comprendre comme cadastrant l'applicabilité du régime dérogatoire à une période prédéfinie et continue de six semaines mais peut être interprétée comme autorisant l'application effective et, le cas échéant, non continue de ces dérogations extraordinaires pendant au maximum six semaines.

Monsieur le Député aura donc remarqué à la lecture de la description de la situation juridique existante que le Code du Travail offre assez de flexibilités aux employeurs, même dans le cadre de travaux engendrés par les intempéries.

D'ailleurs, le Code du Travail n'est pas un instrument de flexibilisation du temps de travail dans l'intérêt des employeurs publics ou privés, mais constitue fondamentalement le corps de droit dont la finalité essentielle est la protection des travailleurs, notamment en termes de santé et de sécurité au travail.

Or, en prévoyant la possibilité d'étendre la durée de travail, évidemment par voie conventionnelle, à douze heures par jour et 60 heures par semaine, le Code du Travail a fixé une limite supérieure qui permet, avec les conditions de compensation prévues par le texte et indispensables pour ne pas mettre en péril ni la santé des travailleurs ni leur sécurité, mais aussi celle d'autrui, de concilier les contraintes des employeurs et la protection des travailleurs.

Je demanderais donc à Monsieur le Député de vérifier ce que prévoient les dispositions conventionnelles applicables à son secteur, sinon d'étudier quelles sont les possibilités pour les communes de négocier avec les partenaires sociaux un accord comparable à l'avenant existant en la matière dans le contrat collectif des ouvriers de l'État, ou de faire étendre cet accord.

À défaut, je serais intéressé de savoir si Monsieur le Député entend revendiquer l'extension de la durée maximale du travail, pour les travailleurs concernés par les travaux dus aux intempéries hivernales, au-delà de douze heures par jour et 60 heures par semaine.

Je voudrais en effet mettre le débat dans le contexte des discussions politiquement très délicates sur la nouvelle directive concernant l'aménagement du temps de travail, et notamment les attaques syndicales contre ce qu'ils considèrent comme une flexibilisation indue du temps de travail. Revendiquer un temps de travail plus étendu signifierait en effet que le Gouvernement modifie sa position actuelle et qu'il se prononce pour le recours dit à l'«opt-out» (dérogation au principe de la semaine des 48 heures), ce qu'il a toujours refusé à ce stade.

Question 3076 (13.1.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **activités à organiser dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation»:**

Sur l'initiative de la Commission européenne et du Parlement européen, l'année 2009 a été proclamée «Année européenne de la créativité et de l'innovation». Elle a pour objectif majeur d'exploiter et de favoriser les démarches ainsi que les initiatives créatives et innovantes dans plusieurs secteurs d'activité humaine, et ce à tous les niveaux. L'Année européenne sera centrée sur l'éducation et la culture mais elle aura aussi des effets sur de nombreux autres domaines d'action tels que l'entreprise, la société de l'information, l'emploi ou la politique régionale.

Dans le cadre de l'Année européenne 2009, chaque État membre de l'Union européenne désignera un coordinateur national qui assurera l'articulation des niveaux national et communautaire via un comité directeur établi au niveau communautaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le coordinateur national qui sera en charge de l'organisation de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» au Luxembourg?

- Dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation», quelles activités seront prévues aux Luxembourg?

- La Grande Région sera-t-elle associée à ces activités?

Réponse (11.3.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'année 2009 a été déclarée «Année européenne de la créativité et de l'innovation» sur base de la décision N°1350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO du 24 décembre 2008 L/348/115). Le but recherché est de faire prendre conscience que la créativité et l'innovation sont des atouts majeurs à la fois pour l'épanouissement personnel des citoyens et pour le développement économique et social des pays membres.

Au Luxembourg, la mise en œuvre de l'Année est coordonnée conjointement par Luxinnovation en tant qu'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement s'associent activement aux efforts qui seront déployés par Luxinnovation pour encourager les entreprises et particulièrement les petites et moyennes entreprises à investir davantage dans l'innovation et à stimuler la créativité de leurs salariés. L'initiative revêt en ce sens une signification toute particulière pour notre pays face à la crise actuelle.

Les organisateurs mettront en œuvre, tout au long de l'année 2009, une série d'actions concrètes au profit des jeunes, du grand public, des entreprises et des chercheurs, telles que des concours, des visites, des ateliers et formations. Seront notamment organisés un concours scolaire ainsi qu'une «semaine de la créativité et de l'innovation» qui aura lieu au cours du mois de mai. Il va sans dire qu'une large importance revient dans le cadre de cette Année européenne au domaine de la culture qui est un domaine créatif et innovant par excellence. Les projets se situeront sur la promotion des activités qui encouragent la prise de conscience du propre potentiel créatif. Par ailleurs, le fait que l'Année européenne 2009 crée des coopérations transversales entre la culture, le monde de l'entreprise et l'éducation relève d'un intérêt particulier. En outre, l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» faisant suite à l'«Année européenne du dialogue interculturel 2008», cette coïncidence heureuse permet de tisser une continuité intéressante entre ces deux années.

Le contexte et les actions de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» ont été présentés lors d'une conférence de presse commune du 5 février 2009. Toutes les activités sont détaillées sur le site www.creativite-innovation.lu.

Question 3079 (14.1.2009) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **licenciement des salariés non résidents:**

Selon la presse, les demandes auprès de l'ADEM de formulaires permettant aux salariés non résidents, dont le contrat de travail a été résilié, d'obtenir l'attestation E301 et de bénéficier ainsi de droits identiques à ceux des personnes résidentes sont en forte augmentation.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre:

1. Combien d'attestations E301 ont été délivrées mensuellement par l'ADEM en 2008?

2. Quel suivi l'ADEM effectue-t-elle auprès des salariés non résidents victimes de licenciement?

3. Comment se manifeste la collaboration entre l'ADEM et les entreprises qui doivent malheureusement licencier?

4. Suite à la crise, est-ce que l'ADEM a mis en place un mécanisme de suivi et/ou de collaboration particulier pour les entreprises en difficulté?

5. Quels sont les secteurs les plus touchés par le licenciement de frontaliers?

Réponse (11.3.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

ad 1) En 2008 l'ADEM a établi en moyenne 1180 attestations E301 par mois.

ad 2) Les salariés non résidents qui le désirent peuvent - en dehors de leur inscription en tant que demandeur d'emploi dans leur pays de résidence -, déposer également leur curriculum vitae à l'ADEM. En vue d'activer leurs recherches d'offres d'emploi appropriées, ils peuvent consulter, lors de leur passage à l'ADEM des bornes installées dans l'espace rez-de-chaussée. Un dossier leur est ouvert dans l'application informatique.

ad 3) et 4) La première prise de contact des entreprises qui ont l'intention de procéder à des licenciements se fait souvent déjà en amont des licenciements. Ainsi, les premiers contacts de l'entreprise avec l'ADEM se font, soit directement, soit déjà des mois en avance, par l'intermédiaire ou avec l'assistance d'une Fiduciaire, d'un cabinet d'avocats ou d'un syndicat. Les agents de l'ADEM possèdent une vaste et longue expérience dans ces contacts et conseils préliminaires. Ces entretiens ont pour but de conseiller les entreprises afin de les informer sur des mesures ou aides existantes qui peuvent, le cas échéant, avoir une incidence sur la chronologie des licenciements à effectuer ou sur une réduction éventuelle du nombre de licenciements.

Dans cet ordre d'idées, l'ADEM collabore étroitement aux réunions d'information organisées par les syndicats en cas de licenciement collectif ou de faillite.

Les responsables de l'ADEM informent notamment sur la procédure à suivre en vue de l'obtention par les frontaliers du formulaire E301 nécessaire à l'octroi de l'indemnité de chômage complet dans leur pays de résidence.

Par ailleurs, elle informe sur les différentes mesures en faveur de l'emploi, notamment l'aide au réemploi et le remboursement des cotisations de sécurité sociale en cas d'embauche de chômeurs âgés ou de chômeurs de longue durée.

Les employeurs sont également informés des bénéfices de défiscalisation dont peuvent bénéficier les salariés dans certaines situations, respectivement sur l'instrument de la préretraite-ajustement.

Pour pouvoir bénéficier des aides mentionnées à l'alinéa précédent le comité de conjoncture doit être saisi directement. Ainsi, le comité de conjoncture peut être chargé d'émettre dans le cadre de ses missions des avis portant sur les différents types de demandes de chômage partiel et sur les demandes de préretraite-ajustement. Il est également appelé à formuler un avis dans le cadre de demandes de défiscalisation d'indemnités bénévoles de licenciement tombant sous le régime de l'article 115-10 L.I.R. et peut inviter les partenaires sociaux au sein d'une entreprise à établir un plan de maintien dans l'emploi. Ces instruments mis en place par le Code du Travail ont été créés afin de maintenir l'emploi et donc d'éviter des licenciements. Ces mesures sont complémentaires et peuvent, si la situation économique de la société l'exige, être cumulées et/ou appliquées simultanément.

Il convient d'ajouter dans ce contexte que l'Administration de l'Emploi n'est pas la seule à accompagner les entreprises en difficulté.

En effet, depuis l'introduction dans le Code du Travail de l'instrument du plan de maintien dans l'emploi, un rôle plus actif a été confié au comité de conjoncture et notamment à son secrétariat qui multiplie ses interventions dans les entreprises en difficulté pour promouvoir l'idée du maintien dans l'emploi et pour conseiller les responsables du personnel et les délégations du personnel sur les moyens d'introduction et d'accompagnement disponibles.

Un suivi de tous les dossiers traités est également assuré par le secrétariat du comité de conjoncture ensemble avec les représentants des partenaires sociaux membres du comité de conjoncture.

ad 5) À l'heure actuelle, compte tenu de la situation économique et financière, tous les secteurs se trouvent touchés par des licenciements.

Question 3082 (18.1.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **contrôle des e-mails en Grande-Bretagne:**

Aus der internationaler Press war gewuer ze ginn, datt Groussbritannien, opgrond vun enger EU-Direktiv, déi mer net bekannt ass, ab dem 5. am Lenz 2009 all Internet Service Provider wëllt verflichten de gesamten E-mail-Verkéier vun der ganzer englescher Bevölkerung fir d'Dauer vun engem Joer ze späicheren.

Dëst wier aus Grënn vun ënnerer Sécherheet, wat awer vun den Dateschutzexperte staark kritiséiert gëtt, well just de Contraire kënnt de Fall sinn, wann dës Daten a falsch Hänn géife geroden, respektiv fir kriminell Praktike gebraucht ginn.

Dës Initiativ soll vun der britescher Regierung mat 27,8 Milliounen Euro ënnerstëtzt ginn.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Op wat fir eng EU-Direktiv ka sech déi britesch Regierung do beruffen?

2) Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu esou enger Initiativ fir all E-mail ze iwwerwaachen, an ass opgrond vun eisem Dateschutzgesetz esou eng Iwwerwaachung méiglech?

Réponse (23.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro bezitt sech op d'Direktiv 2006/24/CE vum 15. März 2006 iwwert d'Späicherung vun de sougenannte Kommunikatiounsdonnéeën («Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 22/58/CE»). Déi Direktiv gesäit ausdrécklech vir, dass d'Späicherung vum Inhalt vun deene betraffene Kommunikatiounen net erlaabt ass.

Et handelt sech also do ëm eng Direktiv, déi all Memberstat vun der europäescher Unioun ëmsetze muss. Den europäesche Geriichtshaff huet iwwregens an engem Arrêt vum 10. März bestätegt, dass déi Direktiv op der richteger legaler Basis (Artikel 95 vum Traité iwwert d'europäesch Communautéiten) geholl ginn ass.

Déi Direktiv gesäit awer keng systematesch Iwwerwaachung vir, mä nëmmen eng Späicherung vun deenen Donnéeën duerch de Service Provider selwer, op déi d'Justizautoritéiten och nëmmen dann Zougréff kréien, wa se wéinst enger Strofdot enquêtéieren. Déi legal Basis dofir ass den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert den Dateschutz am Beräich vun den elektronesche Kommunikatiounen («concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques»). Zu Lëtzebuerg ginn déi Donnéeën och nëmme sechs Méint gespäichert, sou wéi deen Artikel 5 et säit dem Gesetz vum 27. Juli 2007, dat och d'Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 ofgeännert huet, virgesäit.

Déi Prozedur ass am Aklang mam lëtzebuergeschen Dateschutzgesetz vum 2. August 2002, well et sech an deem Fall ëm «données judiciaires» handelt, am Sënn vum Artikel 8 vun deem Gesetz.

Question 3084 (19.1.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **allocations familiales:**

Dans leur réponse à la question parlementaire N°2810 de Monsieur le Député Alexandre Krieps concernant une éventuelle prolongation des allocations familiales jusqu'à 28 ans en cas d'études supérieures *(cf. compte rendu N°4/2008-2009)*, Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ont répondu que les aides financières (prêts ou bourses) se trouvent réduites en cas de l'octroi, jusqu'à l'âge de 27 ans, des allocations familiales du montant octroyé. Passé l'âge de 27 ans, le paiement d'allocations familiales aux étudiants n'est pas prévu par la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Les aides financières (prêts ou bourses) ne devraient-elles pas être accordées parallèlement aux allocations familiales, les étudiants et leurs parents devant assumer des frais qui dépassent ceux engendrés par les seules études?

- Dans le même ordre d'idées, et considérant que la réforme des cycles universitaires par le processus de Bologne engendrant que pour bon nombre de jeunes les études universitaires (bachelor, master et doctorat) se sont prolongées d'une année, les allocations familiales ne devraient-elles pas être accordées jusqu'à l'âge de 28 ans?

Réponse commune (23.3.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'honorable Député souhaite savoir si les allocations familiales ne devraient pas être accordées parallèlement aux aides financières pour études supérieures et encore s'il ne conviendrait pas d'envisager une réforme des allocations familiales qui tienne compte de la prolongation des études.

Il convient de renvoyer d'abord à la réponse à la question parlementaire N°2810 de Monsieur le Député Alexandre Krieps et pour le cas où cette réponse n'est pas suffisante il convient de préciser ce qui suit:

Le système d'aides financières pour études supérieures et le système des allocations familiales fonctionnent déjà aujourd'hui parallèlement, mais les prestations ne sont pas cumulables.

Jusqu'à l'âge de 27 ans, les allocations familiales sont versées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNFP). Parallèlement, le montant maximum des aides financières contient une part qui correspond au montant annuel des allocations familiales allouées pour un enfant à charge de plus de douze ans. Ce montant est déduit des aides financières pour études tant que les allocations familiales sont payées.

Donc pour les étudiants de moins de 27 ans qui bénéficient d'allocations familiales, le montant de base des aides financières pour études est réduit à concurrence du montant des allocations familiales.

Pour les étudiants ayant dépassé l'âge de 27 ans qui ne bénéficient plus d'allocations familiales, le montant de base total des aides financières pour études est accordé. Il n'est donc plus fait de déduction.

Il en résulte qu'en l'état actuel, les étudiants bénéficiant d'une aide financière pour études se voient allouer en principe le même montant total quel que soit leur âge. Il y a cependant une différence notable:

- Les allocations familiales, intégrées dans l'aide financière, deviennent généralement remboursables, tandis qu'elles ne le sont pas avant 27 ans lorsqu'elles sont versées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales.

Comme une prolongation supplémentaire de la limite d'âge des allocations familiales n'est pas envisageable en raison notamment du déséquilibre accru qui en résulterait pour notre pays au niveau communautaire, alors qu'une telle limite n'existe pas pour l'attribution d'une aide financière de l'État pour études supérieures, il convient de donner la priorité absolue à l'amélioration de ce système.

On pourrait ainsi imaginer la suppression des allocations familiales pour étudiants d'un système unique consistant en des aides financières dont la part des allocations familiales à laquelle serait ajouté le boni pour enfant ne serait pas remboursable. Les avantages d'un tel système unique seraient multiples, et se traduiraient notamment par:

- une très large simplification administrative, profitable aux citoyens aussi bien qu'aux administrations concernés,

- le maintien d'un équivalent d'allocations familiales au-delà de l'âge de 27 ans.

Question 3086 (20.1.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **règlement européen fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO_2 dans le domaine de la viticulture:**

Il me revient que la Commission européenne serait en train d'élaborer un règlement fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO_2 dans le domaine de la viticulture. Ainsi, il serait notamment prévu d'interdire l'emploi de tracteurs dans les vignobles et les rangées devraient à l'avenir être distantes de trois mètres l'une de l'autre.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative est-il notamment exact que la Commission envisage d'interdire l'utilisation de tracteurs dans les vignobles?

- Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès de la Commission afin de la dissuader d'appliquer les mesures précitées, lesquelles risqueraient de constituer pour les viticulteurs luxembourgeois d'énormes entraves pour leurs activités? Si non, pour quelles raisons?

Réponse (23.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député,

Monsieur Carlo Wagner, initialement adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, j'ai l'honneur de vous préciser que le département de l'Environnement ne dispose pas d'informations indiquant que la Commission européenne serait en train d'élaborer un règlement fixant, entre autres, une interdiction d'employer des tracteurs dans les vignobles aux fins de réduire les émissions de CO_2. J'ajoute à toutes fins utiles qu'une telle interdiction, si elle devait être envisagée par la Commission, ne se justifierait pas à mes yeux, étant donné le poids négligeable des émissions de gaz à effet de serre des tracteurs utilisés par les viticulteurs dans le total des émissions en provenance des transports routiers.

Question 3088 (20.1.2009) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **placement de supports pour vélos sur les autobus:**

Aux États-Unis et au Canada, le transport urbain de bicyclettes par autobus est chose courante et se fait depuis les années 80. Les autobus sont équipés de supports pour vélos à l'avant du bus (bike rack), facilement utilisables par les usagers et bien visibles pour les chauffeurs de bus. Cette solution intelligente qui permet le transport facile de plusieurs vélos en toute sécurité est inexistante au Luxembourg.

En fait, la législation en vigueur ne tolère pas le montage de porte-vélos à l'avant d'un bus. Or, un tel équipement pourrait aider à promouvoir la mobilité douce et permettrait de combiner vélo et autobus pour les déplacements de tous les jours.

Au vu du fait que certaines communes à travers le pays souhaitent équiper leurs autobus de tels supports pour vélos, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'installation de porte-vélos à l'avant d'un autobus?

- Pour quelles raisons les placements de supports pour vélos à l'avant des autobus sont-ils interdits au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier la réglementation actuellement en vigueur?

- Dans la négative, quelle est l'attitude du Ministre quant au lancement d'un projet pilote en équipant pour le transport urbain de bicyclettes seulement quelques bus de ces supports?

Réponse (12.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire du 20 janvier 2009, l'honorable Député s'enquiert quant à la possibilité d'installer des porte-vélos à l'avant d'un autobus.

D'emblée, je souhaite renseigner l'honorable Député que je suis en principe en faveur de toute mesure contribuant à la promotion de la mobilité douce afin d'atteindre l'objectif visé par la Gouvernement d'un partage modal non motorisé de 25/75 d'ici l'année 2020.

En ce qui concerne votre proposition d'installer des porte-vélos à l'avant des autobus, il échet de signaler que les longueurs maximales des autobus sont limitées par l'article 4 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la grande majorité des autobus assurant les transports publics en commun au Luxembourg dispose d'une longueur ne permettant pas l'installation de porte-vélos sans autorisation spéciale.

Toutefois, il existe, d'après mes informations, dans certains Länder de la République fédérale d'Allemagne des initiatives visant à équiper les autobus d'une remorque spéciale pour vélos qui ont apparemment fait leurs preuves. Une telle initiative pourrait, après consultation de tous les acteurs responsables, être lancée dans une première phase sur les bus touristiques avant d'étendre un tel projet, en cas de succès, à d'autres catégories d'autobus.

Dans ce contexte, je peux vous confirmer que mes services se concertent avec l'association «Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ» afin de discuter et de promouvoir de telles initiatives dans les mois à venir.

Question 3104 (29.1.2009) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant les **investissements de l'État:**

Le Gouvernement a annoncé lors des débats budgétaires relatifs au budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2009 que les investissements de l'État seraient maintenus à un niveau élevé et que l'exécution d'un certain nombre de projets serait avancée afin de soutenir notre économie.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État en sa qualité de Président de la Tripartite:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur les projets d'investissement à charge de l'État dont le début d'exécution est prévu pour l'exercice 2009 disposant de toutes les autorisations légales requises avant le début des travaux?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il également me renseigner sur les projets d'investissement prévus pour 2009 et ne disposant pas des autorisations légales requises et me faire part des raisons qui sont à l'origine de ces retards?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur des projets prévus dans la programmation pour les exercices 2010 et 2011 que le Gouvernement entend réaliser en 2009 et le cas échéant sur l'état d'avancement desdits projets au niveau des procédures d'autorisation?

Réponse (17.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Conformément aux annonces gouvernementales de maintenir les dépenses d'investissement à un niveau élevé, les administrations concernées en premier lieu ont accéléré un certain nombre de projets d'investissement, d'entretien et de rénovation au cours des derniers mois.

Un premier volet de mesures concerne l'avancement des projets initialement prévus pour 2010 et 2011 à l'année 2009. Il s'agit en premier lieu de projets de moindre envergure qui ne dépendent en général pas de procédures d'autorisation de longue haleine. Le Fonds d'entretien et de rénovation et le Fonds pour les monuments historiques, par exemple, ont fait l'objet d'une alimentation supplémentaire de chaque fois dix millions d'euros.

Un deuxième volet de mesures concerne l'avancement dans le temps de projets de moyenne ou de grande envergure. Une telle démarche pose avant même la question des autorisations celle de l'avancement de la planification des projets. Certains projets mis en veilleuse en 2006 ont ainsi été repêchés pour être lancés plus tôt qu'initialement prévu.

En ce qui concerne de manière générale la problématique des autorisations légales requises avant le début des travaux, une «task force» regroupant des fonctionnaires issus des ministères et administrations concernés a été constituée afin d'accélérer au maximum l'octroi des autorisations. Ce volet concerne en premier lieu les projets routiers. Un nombre significatif de projets ont ainsi obtenu les autorisations nécessaires depuis novembre 2008. Sur d'autres, des compromis ont pu être trouvés. Il reste inévitablement aussi des projets plus récents pour lesquels les instructions nécessaires des services concernés sont encore en cours.

Le Gouvernement a analysé de manière plus générale la problématique des régimes d'autorisation et soumettra dans le cadre des mesures anticrise à prendre aussi des propositions de simplification administrative à la Chambre des Députés.

Question 3106 (30.1.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **cadence de la ligne RGTR N°222:**

Aux heures de pointe, c'est-à-dire entre 7h00 et 8h00, la ligne RGTR N°222 «Steinfort-Kirchberg» est régulièrement surchargée de passagers de façon à ce qu'une grande partie d'entre eux doivent rester debout pendant toute la durée du trajet. En plus, il faut compter au moins 30 minutes pour faire le trajet en question. Le prolongement du couloir de bus sur la route d'Arlon au-delà du pont autoroutier de Strassen pourrait cependant remédier à cette situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- En cas de surcharge, ne pourrait-on pas encore envisager le recours à des autobus plus spacieux respectivement de faire circuler aux heures de pointe des autobus supplémentaires?

- Est-il envisagé de prolonger le couloir de bus sur toute la route d'Arlon et notamment à Strassen?

- Dans la négative, qu'est-ce qui empêcherait ce prolongement?

- Quelles sont d'autres mesures envisagées par Monsieur le Ministre des Transports afin d'offrir un meilleur service aux usagers concernés?

Réponse (13.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert au sujet du fonctionnement de la ligne publique RGTR N°222 de Steinfort à Luxembourg-Kirchberg.

Concernant les problèmes de capacité soulevés, il y a lieu de relever que d'autres courses aux heures de pointe sont plus sollicitées surtout en fonction des conditions météorologiques. Plusieurs voyageurs doivent être transportés debout à ces occasions, sans que les autobus soient pour autant surchargés.

Depuis janvier 2008, six courses d'autobus supplémentaires ont été introduites sur la prédite ligne le matin entre 5h00 et 7h00.

Mon service suivra de près l'occupation des autobus en service, lesquels offrent déjà actuellement la capacité maximale de 65 places assises chacun.

L'aménagement de couloirs de bus dans la route d'Arlon sera poursuivi. Après l'aménagement du Tossebierg en 2008, il y aura cette année un prolongement du couloir de bus sur le tronçon entre la sortie de l'autoroute à Strassen et le carrefour route d'Arlon - rue des Aubépines à Luxembourg annoncé.

Question 3107 (30.1.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans:**

L'article 7 de la nouvelle loi relative à l'obligation scolaire prévoit le relèvement à 16 ans de l'âge obligatoire de fin de scolarité. Dans ce contexte se pose désormais la question de savoir si cette nouvelle disposition n'a pas d'incidences sur d'autres lois actuellement en vigueur. À titre d'exemple, le congé pour raisons familiales n'est accordé qu'aux parents d'un enfant de moins de 15 ans à la charge du salarié. En plus, la loi modifiée du 28 octobre 1969 interdit l'emploi des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis, à des travaux de nature quelconque. Les jeunes de plus de 15 ans qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire sont ainsi en principe autorisés à travailler.

Au vu du fait qu'il existe certainement encore d'autres contradictions au niveau de certaines lois, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique susmentionnée?

- Dans l'affirmative, envisage-t-il d'adapter les lois concernées?

Réponse commune (13.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député Marc Spautz s'interroge sur d'éventuelles contradictions entre certaines dispositions du Code du Travail et les nouvelles dispositions légales relatives à la prolongation de l'obligation scolaire d'une année.

En premier lieu il convient de souligner que les articles L.341-1 et suivants relatifs aux jeunes salariés sont formulés de sorte qu'une modification ne s'impose pas nécessairement du point de vue juridique.

En effet, l'adolescent y est défini comme celui qui est âgé d'au moins 15 ans et qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire imposée par la législation applicable. Cette double condition a pour effet qu'en fait dorénavant seuls les jeunes âgés de 16 ans sont à considérer comme adolescents au sens du droit du travail.

Néanmoins, pour des raisons de cohérence et de meilleure lisibilité, un projet de loi sera soumis sous peu à la Chambre des Députés pour procéder aux adaptations textuelles nécessaires.

L'article L.222-5 du Code du Travail qui fixe le salaire social minimum des salariés adolescents âgés de moins de 18 ans accomplis en pourcentage du salaire social minimum des salariés adultes sera modifié dans son point 2 pour ne viser plus que les adolescents âgés de 16 à 17 ans.

Par contre, il faudrait souligner dès à présent que je n'envisage pas de modifier l'article L.151-2 régissant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant leurs vacances scolaires. Dans cet article la limite d'âge pour conclure un tel contrat d'engagement restera fixée à 15 ans au moins. L'article en question sera cependant complété par une précision concernant les modalités de rémunération des jeunes de 15 ans occupés pendant leurs vacances scolaires.

Question 3108 (30.1.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**éventuelle adhésion de la République d'Islande à l'UE:**

Confrontée à l'une des plus graves crises économiques de son histoire provoquant entre autres l'effondrement du système bancaire national et du gouvernement en place, une adhésion de la République d'Islande à l'Union européenne semble devenir de plus en plus probable. Jusqu'à présent, la question de l'adhésion de l'Islande n'a jamais été véritablement à l'ordre du jour, les gouvernements et le peuple islandais préférant une étroite coopération à une adhésion complète. Or, aujourd'hui, à la lumière de la crise économique, 70% des Islandais se déclarent favorables à l'idée de rejoindre les 27. Pour les Islandais, l'adhésion de leur île apparaît comme la solution idéale pour retrouver le plus vite possible la santé financière et la prospérité économique. En effet, une adhésion à l'Union européenne offrirait à l'Islande également la possibilité d'adopter l'euro.

De son côté, la Commission européenne semble elle aussi clairement saluer une éventuelle adhésion de l'Islande. Ainsi, Olli Rehn, commissaire européen à l'Élargissement a déclaré en octobre 2008 que l'Islande pourrait rejoindre l'Union européenne au plus tard en 2011, conjointement avec la Croatie, si l'île décidait de poser sa candidature à l'adhésion. Le commissaire tenait même à préciser que les négociations pourraient se faire rapidement, puisque le pays avait déjà négocié environ deux tiers des critères nécessaires pour rejoindre l'Union des 27 nations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me confirmer que la Commission européenne envisage de faire adhérer l'Islande conjointement avec la Croatie au plus tard en 2011 à l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, quelle sera la position du Grand-Duché de Luxembourg par rapport à une éventuelle adhésion de l'Islande à l'Union européenne?

- Est-ce que l'Islande, vu sa situation financière et économique précaire, va remplir les critères du pacte de stabilité et de croissance?

Réponse (13.3.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'honorable Député s'est enquis de la position du Gouvernement sur une éventuelle adhésion de l'Islande à l'Union européenne. À ce sujet, j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

En principe, le Luxembourg accueillerait favorablement une demande d'adhésion de l'Islande, tout en examinant de près les questions et éventuels problèmes pouvant se poser lors des négociations d'adhésion.

Je note à cet égard que l'enthousiasme exprimé le 4 février 2009 par le commissaire européen à l'élargissement, Monsieur Rehn, est à tempérer par son affirmation le même jour que «tous les pays candidats, y compris la Croatie et l'Islande si elle pose sa candidature, seront traités selon leurs mérites. Savoir si leur chemin se rejoindra ou pas, cela reste à voir, cela dépend de leurs capacités à remplir les conditions. (…) Cela ne veut pas dire que l'Islande bénéficierait d'un quelconque traitement de faveur comparé aux autres pays candidats». Par ailleurs, il convient de préciser que l'adhésion d'un pays à l'Union européenne est soumise à la procédure prévue à l'ar-

ticle 49 du traité sur l'Union européenne.

Même si le nouveau Premier Ministre islandais, Madame Johann Sigurdardottir, a pu affirmer après son entrée en fonction le 1er février 2009 que l'adhésion à l'UE et l'adoption de la monnaie unique constitueraient la meilleure option pour sortir de la crise, elle a également affirmé que ce sera au gouvernement qui sortira vainqueur des élections anticipées du 25 avril 2009 de décider d'une demande d'adhésion. Elle a chargé une commission parlementaire d'étudier la question de l'adhésion et de remettre un rapport pour le 15 avril 2009.

Le fait que l'Islande participe depuis 1994 à l'Espace économique européen et applique déjà environ 60% de l'acquis communautaire pourrait faciliter la procédure, au cas où une demande d'adhésion serait introduite par l'Islande. Ceci dit, l'ouverture des négociations devra être décidée par le Conseil à l'unanimité sur la base de l'avis de la Commission européenne. La Commission conduira ensuite les négociations en examinant les conditions d'adhésion avec la même rigueur que dans les autres procédures d'adhésion en cours. Enfin, il ne faut pas oublier que le résultat des négociations fera l'objet d'un autre avis de la Commission ainsi que d'un avis conforme du Parlement européen (lorsque le contenu du traité d'adhésion aura été établi).

En ce qui concerne la perspective de l'introduction de l'euro, je rappelle que chaque pays qui adhère à l'Union européenne a vocation à adopter la monnaie unique. À cet égard, tout État membre doit d'abord remplir les critères tels que fixés par le traité de Maastricht avant de pouvoir rejoindre l'Union économique et monétaire. Il est à ce stade prématuré de spéculer sur les conditions économiques et financières dans lesquelles se trouverait l'Islande le moment venu.

Question 3109 (30.1.2009) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du Sidec:**

Mengen Informatiounen no ass et bei der Verleeung vun engem neien Ofwaasserkanal, deen d'Sickerwaasser vun der Deponie Sidec an d'Kläranlag Bleesbréck ofleede soll, zu engem bedauerlechen Incident komm. Den Entrepreneur, deen dës Aarbechten ausféiert, huet dee bestehende Kanal de 5. Dezember 2008 beschiedegt, well et ënnerlooss gi war, him déi betreffend Pläng zur Verfügung ze stellen.

Zanterhier leeft - deeneselwechten Informatiounen no - Sickerwaasser vun der Sidec duerch de fielsegen Ënnergrond direkt an d'Sauer.

Dëst wier och vu Säite vun der Forstverwaltung festgestallt ginn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Firwat huet den Entrepreneur keng Pläng kritt, déi him et erlaabt hätten, deen Incident ze vermeiden?

2) Firwat ass d'Sickerwaasser vun der Deponie net direkt gestoppt ginn, nodeems déi bestehend Leitung beschiedegt war, respektiv firwat ass de Schued un der Leitung net gläich fachgerecht reparéiert ginn?

3) Wéi grouss ass d'Quantitéit vun Deponiewaasser déi heiduerch an de Fiels an domat an d'Sauer gelaf ass?

4) Sinn Analysë vun dësem Deponiewaasser gemaach ginn, a wéi gesi gegebenenfalls déi betreffend Resultater aus?

5) Wat fir Auswierkungen huet dës Infiltratioun Ärer Meenung no op d'Flora an d'Fauna vun der Sauer?

6) Wien ass a priori responsabel fir dës Ëmweltschiedegung, a wie muss gegebenenfalls fir d'Folgekäschten opkommen?

Réponse commune (20.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'Fro vum honorabelen Deputéierte Robert Mehlen betrëfft en Zwëschefall, deen de 5. Dezember 2008 virkomm ass bei der Verleeung vun engem neien Ofwaasserkanal vum Ofwaassersyndikat Siden, deen d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff vum Offallsyndikat Sidec an d'Kläranlag vum Siden Bleesbréck ofleede soll.

Während de Bauaarbechten, fir eng nei, duebelwandeg dicht Leitung (PE 100) zu Ierpeldeng an d'Nationalstrooss N27 ze leeën, huet den Entrepreneur eng bestehend al PVC Sickerwaasserleitung getéitscht, déi virun iwwer 30 Joer geluecht ginn ass, an dowéinst net genee op de Pläng agezeechent war.

No deem bedauerleche Virfall huet de Siden zesumme mam Sidec a mam Entrepreneur Moossnamen ergraff, fir ze verhënneren, datt Sickerwaasser direkt an d'Sauer konnt lafen. Bis d'Leitung gefléckt war, ass d'Sickerwaasser ofgepompelt ginn a mat enger Vidangeuse direkt op d'Kläranlag gefouert ginn. Wéinst deem Virfall gouf et och eng Réunioun vun deenen zwee Gemengesyndikater Sidec a Siden, zesumme mat den zoustännege Verwaltungen, der Forstverwaltung an der Waasserwirtschaftsverwaltung, sou wéi der Gemeng Ierpeldeng.

Et ass net kloer, wéi vill Sickerwaasser an d'Sauer gelaf ass, et sinn allerdéngs Analysë gemaach ginn, déi net drop schléisse loossen, datt e Problem fir d'Flora an d'Fauna vun der Sauer bestanen hätt.

Et wier verfréit a spekulativ, sech zu dësem Zäitpunkt iwwert d'Responsabilitéiten, déi zu dësem Zwëschefall gefouert hunn, ze prononcéieren. Et ass allerdéngs esou, datt all Entrepreneur fir esou Situatioune verséchert ass.

Question 3111 (2.2.2009) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**accès Internet des forces de police:**

Sauf erreur, les forces de police du Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent accéder qu'à certains sites Internet. Or, un tel accès limité a bien évidemment des inconvénients. Les forces de police sont dans l'impossibilité d'effectuer des recherches plus poussées, ce qui peut entraver leurs missions de recherche et d'enquête.

Ils ne peuvent par exemple pas accéder à Facebook ou au moteur de recherche Google, alors qu'un tel accès est possible à partir de leurs ordinateurs privés. Il ne s'agit que de deux exemples parmi tant d'autres. Si la protection des données personnelles s'oppose à ce que les forces de police aient un accès à toutes les données privées sans distinction aucune, elle ne saurait expliquer pourquoi les forces de police se voient refuser un accès Internet généralisé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice,

1. si le Gouvernement est au courant de la problématique que le soussigné vient de décrire,

2. s'il n'estime pas utile de mettre à la disposition des forces de police tous les outils nécessaires et adéquats afin qu'elles puissent accomplir leurs missions correctement, notamment par le biais d'un accès Internet généralisé.

3. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement préconise de prendre en l'espèce?

Réponse (20.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le réseau Intranet de la police permet à tout fonctionnaire de la Police grand-ducale un accès direct à des sites informatiques constituant un intérêt particulier pour ses besoins professionnels. Par ailleurs, et afin de garantir la sécurité du réseau informatique de l'administration, la Police grand-ducale a déployé des solutions Internet sous forme de machines dites «stand alone» pour les unités opérationnelles.

À moyen terme, il est envisagé de mettre en place une nouvelle plateforme de sécurité permettant un accès généralisé aux applications de recherche à partir des ordinateurs reliés au réseau de la police. Le système des «stand alone» sera alors appelé à disparaître.

Le Gouvernement est pleinement conscient de l'importance de l'accès rapide de la police à des réseaux d'informations rapides et performants et continue à veiller au développement des moyens informatiques mis à la disposition de la Police grand-ducale.

Question 3120 (5.2.2009) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **chômage:**

En cette période de crise nous nous trouvons malheureusement confrontés à une situation délicate sur le marché de l'emploi. Des licenciements touchent en ce moment avant tout des frontaliers, chiffres qui ne se trouvent cependant pas répertoriés dans les statistiques du chômage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de déclarations d'entrée ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des derniers douze mois?

- Combien de déclarations de sortie ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des derniers douze mois?

- Combien de déclarations d'assurance volontaire ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des derniers douze mois?

- Combien de ces déclarations sont attribuables aux pertes d'emploi?

- Quelles sont les proportions respectives de résidents et de non résidents affectés par les pertes d'emploi?

Réponse commune (17.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le tableau ci-après reprend, mois par mois, l'évolution des déclarations d'entrée et de sortie enregistrées par le Centre commun de la Sécurité sociale en 2008:

Entrées	Sorties
Janvier 37.136	27.040
Février 30.927	31.459
Mars 36.823	32.499
Avril 33.647	33.042
Mai 32.727	30.843
Juin 39.192	35.475
Juillet 45.753	39.376
Août 36.584	44.811
Septembre 43.810	38.619
Octobre 36.387	35.690
Novembre 29.336	28.076
Décembre 25.260	35.786
TOTAL 427.582	412.716

Le nombre d'assurances volontaires actives s'élève à 9.107 au 1er janvier 2008 et à 9.116 au 31 décembre 2008.

Le Centre commun de la Sécurité sociale ne saurait fournir d'indication sur la question de savoir dans quelle mesure les déclarations de sortie sont attribuables à des pertes d'emploi ou correspondent à des départs volontaires.

Dans ce contexte, il convient de relever qu'il résulte de l'analyse mensuelle faite par le comité de conjoncture que les effets de la crise économique et financière se manifestent de façon concrète depuis le mois de décembre 2008. Cette constatation trouve confirmation dans l'évolution du nombre de demandes de chômage partiel soumises à l'avis du comité de conjoncture depuis lors:

décembre 2008 :	58	entreprises
janvier 2009 :	100	entreprises
février 2009:	76	entreprises
mars 2009:	114	entreprises

La situation du marché de l'emploi en général a évolué en conséquence. Au 30 novembre 2008, l'ADEM a enregistré 10.801 demandeurs d'emploi, soit un taux de chômage de 4,7%. Depuis lors, cette tendance à la hausse s'est accentuée pour atteindre fin janvier 2009 le chiffre de 12.798 demandeurs d'emploi, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,5%. Cette augmentation significative des demandeurs d'emploi concerne donc, et c'est important de le souligner, les résidents et non pas les frontaliers qui ne figurent pas dans les statistiques nationales. Et ceci tout à fait normalement alors qu'au numérateur de la fraction servant au calcul du taux de chômage ne figure évidemment pas non plus la population dite active de la Grande Région. Si on voulait en effet faire figurer les frontaliers dans le taux de chômage, il faudrait logiquement faire figurer dans la population active celle de la Grande Région. Il en résulterait que le taux de chômage diminuerait. Il est donc faux de dire que les frontaliers seraient en premier lieu touchés par la crise économique.

En ce qui concerne maintenant la situation des frontaliers au Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de signaler qu'en 2008, l'ADEM a établi en moyenne 1.180 attestations E301 par mois. Ici également, on enregistre une évolution négative depuis le mois d'octobre 2008, ce qui se traduit de la façon suivante:

octobre 2008 :	1.390	E301
novembre 2008 :	1.552	E301
décembre 2008 :	1.642	E301
janvier 2009 :	1.651	E301

Il faut toutefois apprécier les chiffres prémentionnés à leur juste valeur. Si en janvier 2009, l'ADEM a délivré 1.651 formulaires E301, cela ne signifie pas qu'il s'agit au net de 1.651 licenciements ou chômeurs. En effet, dans la plupart des cas il s'agit d'intérimaires qui à chaque fin de mission de courte durée se présentent à l'ADEM pour toucher de nouveau un formulaire E301. Notamment la France demande pour chaque occupation de courte durée ce formulaire, de sorte qu'en pratique l'ADEM délivre souvent pour le même travailleur frontalier plusieurs E301 par mois.

Il résulte de ces développements qu'il ne peut être question de discrimination envers les frontaliers.

Question 3122 (5.2.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice:**

Selon mes informations, le comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice vient d'adresser un rapport final de 18 pages (annexes inclues) à Monsieur le Ministre de la Justice. Il semble que ce rapport contient de nombreuses doléances émanant des différentes instances judiciaires installées dans les nouveaux bâtiments de la cité judicaire, comme, par exemple, la taille inadaptée des salles d'audiences, le mauvais agencement des bureaux des magistrats et des greffiers ou encore les problèmes d'aération et d'acoustique dans les bureaux installés du côté de l'atrium.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris connaissance du rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice?

- Par quelles mesures et dans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils réaliser les travaux nécessaires afin d'assurer un bon déroulement des services judiciaires concernés?

Réponse commune (23.3.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Monsieur le Député Xavier Bettel souhaiterait avoir quelques précisions sur le rapport final du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice.

Il y a lieu de préciser préalablement que ledit rapport a été établi sur requête du Ministère des Travaux publics qui a demandé aux services de la Justice de rapporter toutes leurs remarques sur les nouvelles infrastructures.

Entre-temps, cette liste des travaux préconisés par le comité d'accompagnement en vue d'une adéquation optimale des nouveaux bâtiments de la Cité judiciaire aux besoins actuels des services de la Justice a été remise au département des Travaux publics.

En outre, une première entrevue avec les responsables de ce comité, les services de l'Administration des Bâtiments publics et les bureaux d'architectes et d'ingénieurs a eu lieu en janvier 2009 ayant eu pour but l'analyse des desiderata des services de la Justice quant à leur faisabilité technique et aux coûts financiers en découlant.

En ce qui concerne les mesures et les délais de la réalisation des travaux nécessaires, ont été discutées et fixées lors de la réunion précitée les priorités des différents travaux de réaménagement à réaliser.

En ce qui concerne d'une part le nombre et la taille des salles d'audience, il a été décidé de transformer le local de la cafétéria au rez-de-chaussée du Tribunal d'arrondissement en salle multifonctionnelle pouvant également être utilisée comme salle d'audience supplémentaire.

D'autre part, les bureaux et locaux des juges d'instruction dans ce même bâtiment seront équipés d'une installation de ventilation afin d'améliorer le confort des utilisateurs.

Les études visant à répondre à ces deux demandes prioritaires sont actuellement en cours. Les travaux qui s'ensuivent seront entamés dans les meilleurs délais et achevés, dans la mesure du possible, pour la rentrée judiciaire de septembre 2009. Toutefois, il est à noter que ces travaux nécessiteront des durées d'intervention importantes, étant donné qu'il s'agit de travaux d'envergure qui, en grande partie, ne pourront être exécutés qu'en dehors des heures de bureau afin de minimiser les inconvénients pour les utilisateurs.

Enfin, les autres doléances exprimées dans le rapport final du comité d'accompagnement sont actuellement en cours d'analyse sur leur faisabilité technique et sur leur impact budgétaire ainsi que sur les délais inhérents à leur réalisation.

À rappeler d'ailleurs dans ce contexte qu'à moyen terme, le bâtiment des Archives nationales est prévu d'être intégré dans la conception du site de la Cité judiciaire en permettant ainsi aux responsables de la Justice d'y déloger l'un ou l'autre service, respectivement de disposer d'une réserve supplémentaire en surfaces.

Question 3128 (9.2.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **congé pénal:**

Il me revient qu'une personne bénéficiant d'un congé pénal ne se serait pas représentée au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et qu'elle aurait été arrêtée par le plus grand des hasards à la suite d'un feu dans un garage. D'après mes informations, cette personne aurait été condamnée à 25 ans de prison et aurait déjà bénéficié d'un congé pénal après cinq ans.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de munir les détenus d'un bracelet électronique lors de l'octroi des premiers congés pénaux?

Réponse (13.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Le 6 février 2009, un détenu, condamné à une peine de réclusion de 25 ans et détenu depuis septembre 1999, a fait une fugue lors d'un congé pénal qui lui fut accordé par décision de la commission pénitentiaire. La personne a été arrêtée depuis.

Au moment des faits, l'intéressé était accompagné par son agent de probation du SCAS.

Le congé avait été accordé pour une demi-journée suite à la demande de l'intéressé et sur avis favorable du comité de guidance du CPL.

2. Le bracelet électronique est un instrument qui se prête mal pour les détenus bénéficiant des premiers congés pénaux.

Dans la grande majorité des cas, les premiers congés sont accordés pour une seule journée, voire même, comme ce fut le cas en l'espèce, pour une demi-journée.

Le bénéficiaire du congé peut être autorisé à séjourner chez lui ou à se déplacer à différents endroits: se rendre auprès de ses parents, visiter un ami à l'hôpital, se rendre sur la tombe d'un proche décédé, régulariser ses papiers…. L'objet du congé peut être multiple et s'inscrit dans le cadre d'un programme de réinsertion sociale.

Souvent, ces premiers congés se font en compagnie d'un agent social (agent du SPSE ou du SCAS) qui accompagne le détenu dans son milieu familial ou l'assiste dans ses différentes démarches pour lesquelles le congé a été accordé.

Le placement sous surveillance électronique, utilisé actuellement en tant que mesure de substitution à l'emprisonnement, implique la fixation d'un bracelet sur la personne qui bénéficie de la mesure, de même que l'installation d'un récepteur au lieu où se trouve le détenu.

Dans les cas où le congé comprend des déplacements à différents endroits, un récepteur serait à installer à un endroit fixe qui ne peut tenir compte des différents déplacements sur toute la durée du congé pénal.

L'objectif d'un congé pénal est donc, dans bien des cas, incompatible avec la finalité de la surveillance électronique qui est celle de remplacer l'emprisonnement par une assignation à domicile (home arrest).

Question 3130 (9.2.2009) de **Mmes Anne Brasseur** *(DP)* et **Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* et **MM. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*, **Xavier Bettel** *(DP)* et **Paul Helminger** *(DP)* concernant le **centre d'accueil pour personnes toxicomanes:**

Lors des discussions du 10 octobre 2007 à la Chambre des Députés relatives à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie, Monsieur le Ministre a partagé la vue selon laquelle l'implantation d'une telle structure ne peut se limiter au seul territoire de Luxembourg-ville, le problème de la toxicomanie touchant également les régions du Nord (Ettelbruck) et du Sud (Esch/Alzette). Par voie d'une motion, la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement à instaurer dans les meilleurs délais des centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck.

Alors que la Ville de Luxembourg est en train de remplir à la lettre ses engagements, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Où en est l'instauration de tels centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck?

- Quelles seraient les raisons pour d'éventuels retards quant à l'instauration de tels centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck?

Réponse (13.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Tout d'abord j'aimerais informer les honorables Députés qu'il existe actuellement des structures d'accueil pour personnes toxicomanes à Luxembourg-ville, à Esch/Alzette et à Ettelbruck. Je signale également que l'offre de prise en charge pour ces mêmes personnes a pu être sensiblement améliorée grâce à l'attribution de nouveaux locaux notamment à l'antenne d'Esch/Alzette de la Fondation Jugend- an Drogenhëllef dans le cadre de la convention signée avec mon Ministère.

En ce qui concerne les offres en foyers d'accueil, j'ai précisé à plusieurs reprises que les discussions avec la Ville d'Esch/Alzette sont en cours et que les plans architecturaux pour l'implantation de l'offre en question sont finalisés. Rien ne s'oppose donc à la réalisation de ce projet porté par la Ville d'Esch/Alzette, le Ministère de la Famille et mon Ministère.

L'objet de la décentralisation des offres de prise en charge est l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité de ces mêmes offres et d'éviter par là même les surcharges locales ou régionales.

Les discussions avec la Ville d'Esch/Alzette devront continuer et s'appuieront sur l'expérience acquise dans le cadre du fonctionnement des structures à Luxembourg-ville. Je suis confiant toutefois qu'une solution qui place les bénéficiaires au centre de nos intérêts pourra être trouvée avec la Ville d'Esch/Alzette, dont les responsables politiques m'ont confirmé leur appui pour la réalisation d'une offre complète sur leur territoire.

Question 3135 (10.2.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **stage pédagogique donnant accès à la fonction de professeur:**

D'après nos informations, il est prévu que le stage pédagogique permettant l'accès à la fonction de professeur s'ouvre non seulement aux titulaires d'un master qui correspond à la branche que l'aspirant se destine à enseigner, mais aussi aux titulaires d'un master dans le domaine des sciences de l'éducation. Dans ce dernier cas, il faudrait d'abord avoir obtenu le grade de bachelor dans une spécialité correspondant à une branche enseignée dans nos lycées classiques ou techniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Si nos informations sont correctes, quand est-ce que cette nouvelle mesure entrera en vigueur?

- Quelles seront les conséquences pour le stage pédagogique des aspirants professeurs? Les modalités de l'examen concours de recrutement au stage pédagogique seront-elles adaptées aux particularités spécifiques des différentes certifications?

Réponse (17.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Pour tenir compte des modifications du Processus de Bologne, la législation luxembourgeoise réglant l'accès au professorat doit être adaptée. Voilà pourquoi un projet de loi vient d'être déposé à la Chambre des Députés qui prévoit notamment que les professeurs de lettres ou de sciences, les professeurs de sciences économiques et sociales, les professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique, les professeurs d'éducation artistique, les professeurs d'éducation musicale, les professeurs d'éducation physique, les professeurs de formation morale et sociale et les professeurs de doctrine chrétienne doivent dorénavant être détenteurs d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise ainsi que d'un diplôme de master dans la même spécialité ou en didactique.

Cette nouvelle mesure prendra ses effets à la date de la mise en vigueur du projet de loi précité. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que les candidats ayant acquis les diplômes, grades et certificats visés par l'ancien article 4 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique continuent à être admissibles aux examens concours de recrutement après l'entrée en vigueur du projet de loi précité à condition que lesdits diplômes, grades et certificats aient été obtenus avant le 31 décembre 2012.

Il n'est pas à exclure que ces nouvelles dispositions aient des répercussions sur les modalités des concours de recrutement et le stage pédagogique. Toutefois, aux universités de nos pays voisins ainsi qu'à l'Université du Luxembourg, la manière d'appliquer les critères de Bologne aux études du professorat ainsi que l'élaboration de masters ad hoc sont encore en pleine discussion. Il est donc difficile de dire actuellement quelles seront les modifications éventuelles à apporter aux concours de recrutement et au stage pédagogique, qui devront rester compatibles avec les formations offertes aux universités étrangères et luxembourgeoise.

Question 3137 (11.2.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création récente de l'Université de la Grande Région:**

Durant le mois de décembre 2008, les universités de Sarrebruck, de Metz, de Liège, de Luxembourg et de Nancy ont signé une convention de partenariat établissant les fondements de l'Université de la Grande Région (UGR). Les universités de Kaiserslautern et de Trêves souhaitent y adhérer aussi.

Cette nouvelle entité du domaine de l'enseignement supérieur n'entend pas attirer des étudiants et des professeurs de la Grande Région, mais au contraire rayonner au-delà des frontières.

Elle se qualifie université virtuelle et veut approfondir la coopération transfrontalière dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche et ceci selon les critères de la stratégie de Lisbonne 2010. Elle plaide pour la mobilité des chercheurs et des doctorants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quels sont les domaines à travers lesquels l'Université du Luxembourg s'intègre dans l'Université de la Grande Région?

- Quelle est la répercussion sur la Charte de Coopération Universitaire Luxembourg-Sarre-Lorraine créée le 25 octobre 1984?

- Quelles sont les étapes du lancement de cette nouvelle université?

Réponse commune (16.3.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3137 de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative à l'Université de la Grande Région.

Le projet de l'Université de la Grande Région est un projet qui est mené dans le cadre de la Coopération territoriale européenne (Interreg IVa) par les partenaires suivants: l'Université de Liège, l'Université du Luxembourg, l'Université Paul Verlaine de Metz, l'Université Henri Poincaré Nancy I, l'Université Nancy 2 et l'Université de la Sarre. Les universités de Trèves et de Kaiserslautern y sont associées comme partenaires méthodologiques.

Le projet veut jeter les bases d'un espace commun de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation par la mise en pratique des objectifs suivants:

1. développement d'outils de marketing communs en vue d'une représentation extérieure commune;

2. augmentation de la mobilité des étudiants et des enseignants;

3. mise en réseau des offres de cursus et développement de nouveaux cursus communs;

4. coopération étroite dans la formation doctorale et intensification de la coopération transfrontalière dans la recherche;

5. ouverture vers l'interface université/entreprise et vers les écoles.

La durée du projet est de 42 mois incluant une première phase de préparation d'une durée de six mois (en cours) et une phase ultime d'évaluation d'une durée de six mois. Le projet est organisé autour de cinq modules, chaque module étant géré par deux partenaires. L'Université du Luxembourg intervient dans les modules n°2 (mobilité) et n°4 (formation doctorale).

Le projet est complémentaire à la Charte de Coopération Universitaire Luxembourg-Sarre-Lorraine créée le 25 octobre 1984.

Question 3138 (11.2.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **parc automobile:**

De Lëtzebuerger Stat ass amgaangen ze versichen op eng löblech Aart a Weis d'Wirtschaftskris ofzewenden, andeems hien ënner anerem Investissementer an de Fuerparke vu private Persounen an och Geschäftspersoune fördere wëll.

Car-e a Car-e-Plus sinn dobäi déi bekannte Fördermoossnamen.

Den Ëmwelteffekt wäert duerch d'Förderung vum Kaf vun ökologesch ausgeriichte Gefierer mëttela laangfristeg gewëss sinn.

A wéi engem Mooss de Lëtzebuerger Stat an d'Gemenge selwer als Besëtzer a Bedreiwer vun Autoen a Laaschtkraaftween mat dem gudde Besipill virginn, ass net kloer ersiichtlech.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntweerten:

1) Gëtt et beim Stat e Budget fir de Fuerpark vum Stat an de Gemengen elo konsequent op méi Ökologie ze trimmen?

2) Wéi eng Gefierer wiere vun dëser Moossnam betraff?

3) Wivill Sue wiere fir esou Moossname virgesinn an iwwer wat fir eng Period?

4) A wat fir engem Mooss géifen d'Gemenge staatlech ënnerstëtzt ginn, wa se hire Fuerpark mat ökologesch ausgeriichte Gefierer erneieren?

5) Wivill Kuelestoffemissioune kënnten duerch esou eng Initiativ verréngert ginn?

6) Wéi steet et mat de Busser, déi fir de Stat am Kader vun Ofkomme mat privaten Entreprisë fueren?

7) Missten dës Busser net och properen - schwiefelaarmen - Premiumdiesel tanken oder bleift et hinne fräigestallt bis op weideres dee méi bëllegen, dofir awer méi ëmweltschiedleche Standarddiesel ze benotzen?

8) Gëtt et aktuell oder zukünfteg Recommandatioune vum Stat, fir dass am öffentlechen Transport, souwuel fir déi staatlech, déi kommunal, wéi och fir déi privat Transporteuren nëmmen nach dee schwiefelaërmste Mazout, deen et um Maart gëtt, benotzt gëtt?

9) Gëtt dru geduecht, fir an der noer Zukunft just nach nëmmen an exklusiv deen schwiefeläermste Mazout op de Lëtzebuerger Tankstellen unzebidden?

Réponse (17.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Aly Jaerling, j'ai l'honneur de vous confirmer que les aides fi-

nancières pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO_2 sont en effet réservées aux personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales de droit privé. Les voitures à personnes immatriculées au nom de l'État et des communes ne sont pas concernées par ce régime de subventions. Ce sont d'ailleurs ces mêmes véhicules qui sont exonérés de la taxe sur les véhicules routiers. Entre autres dans un souci de limiter les charges administratives, il a été jugé peu opportun que l'État accorde des subventions respectivement exige des taxes pour les voitures immatriculées au nom de ses propres administrations ainsi que des communes.

Néanmoins, il est prévu que le Ministère de l'Environnement élabore, en concertation avec le Ministère des Travaux publics, une circulaire avec des critères, tels que des valeurs d'émissions maximales, à intégrer dans les cahiers des charges des marchés publics pour l'acquisition de véhicules neufs.

Quant aux autobus, j'attire votre attention sur le règlement grand-ducal du 24 octobre 2008 par lequel des aides financières ont été instaurées pour les entreprises ayant acquis des autobus respectant les valeurs limites des émissions de gaz polluants, de particules polluantes et de fumées de la norme dite «Euro V».

Pour ce qui est des questions de l'honorable Député se rapportant à la qualité du carburant utilisé par ces autobus, je tiens à préciser que, conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 21 février 2000 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, la commercialisation du carburant diesel dont la teneur en soufre maximale dépasse les 10 mg/kg est interdite à compter du 1er janvier 2009. Le diesel à très faible teneur de soufre (encore désigné comme «diesel sans soufre») est commercialisé depuis longtemps dans les stations de service luxembourgeoises. Les mesures effectuées par l'Administration de l'Environnement montrent d'ailleurs un recul net de la concentration de soufre dans l'atmosphère au cours des dernières années; un besoin d'action imminent n'existe dès lors pas.

Question 3140 (11.2.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **recherche au Luxembourg:**

Säit jeehier si Lëtzebuerger an d'Ausland gaangen, fir do ze studéieren, an eng ganz Rei vun hinne sinn an der Fuerschung täteg ginn a goufen unerkannte Capacitéiten an hirem Beräich.

Eng Rei vun dëse Lëtzebuerger Résidentë sinn aus ënnerschiddleche Grënn am Ausland bliwwen, fir do ze liewen an ze schaffen.

Menges Wëssens no, hu mer virun ongefeier zéng Joer ugefaangen ze versichen, fir dës héich qualifizéiert Leit erëm heem ze huelen, fir datt se hir Capacitéit an den Déngscht vun der Lëtzebuerger Fuerschung stelle kënnten.

Kann den Här Héichschoul- an Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat hunn déi eenzel Mesurë vun der Regierung iwwert déi lescht zéng Joer bruecht, fir am Ausland etabléiert Lëtzebuerger Fuerscher zréck op Lëtzebuerg ze bewegen?

2) Sinn effektiv Fuerscher zréck komm, a wivill?

3) Sinn dës Fuerscher, déi zréckkomm sinn och bliwwen, wa jo, wéi laang?

4) A wéi enge Strukture sinn déi Fuerscher ënnerbruecht?

5) Waren et éischter öffentlech Fuerschungsinstituter, Universitéit oder Privatwirtschaft?

6) A wéi enge Positioune sinn dës Fuerscher etabléiert ginn, Direktioun, Management oder einfach nëmmen als Fuerscher?

7) Wéi ass d'Zefriddenheet vun eise Fuerscher heiheem, gëtt et doriwwer Ënnerlage respektiv d'Iddi fir eng Etüd doriwwer ze maachen?

8) Wat huet den ATTRACT-Programm vum FNR bis elo bruecht?

9) Wat ass de Profil vun de Fuerscher, déi bis elo och am Kader vum ATTRACT-Programm zu Lëtzebuerg ugesiidelt sinn?

10) A wéi enge Beräicher sinn dës Spezialisten täteg?

11) Entspriechen déi Fuerschungsprofiler och deenen, déi mer effektiv sichen an dréngend hei am Land brauchen?

Réponse (20.3.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Iwwert déi leschten 10-15 Jore sinn eng ganz Rei Lëtzebuerger Fuerscher aus dem Ausland zréck op Lëtzebuerg komm. Si koumen an de CRPen, an zanter der Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg, och verstäerkt bei der Uni ënner. Heibäi hunn dacks Projeten am Kader vun de Bourses de formation-recherche gehollef, well dës Projete vun Ufank un an Zesummenaarbecht mat de Lëtzebuerger Institutiounen opgestallt goufen. Déi Fuerscher leeden elo hei eenzel Projeten oder och ganz Laboratoiren. Verschiddener vun hinne sinn an der Tëschenzäit op leedend Positiounen an der Privatwirtschaft oder a staatlechen Administratioune gewiesselt.

Leider leie bis elo keng genee an ausféierlech Statistiken iwwert d'Mobilitéit am Kontext vun der Lëtzebuerger Fuerschungslandschaft vir; et gëtt awer dru geduecht, fir esou Statistiken an Zukunft ze erstellen.

No de méi strukturelle Moossnamen am Fuerschungsberäich an de leschte Joren, opgrond vun de Recommandatioune vun der OCDE, läit dëst Joer den Akzent op de Fuerscher selwer. Dobäi kommen esou Aspekter ewéi Aarbechtskonditiounen a Beruffsperspektiven zum Droen. D'Zil ass et Moossnamen ze developpéieren a konkret Aktiounen ze plangen, déi garantéiere sollen, dass mir och an Zukunft genuch Fuerscher a Fuerscherinnen hu fir de Lëtzebuerger Fuerschungssystem nohalteg weiderzeentwéckelen.

Bei dem Programm ATTRACT vum FNR geet et dorëm, jonk Fuerscher aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze brëngen, déi an engem vun eise CRPen oder der Uni, idealerweis, hir eegestänneg Fuerschungsgrupp op d'Bee stellen, déi sech an déi bestoend Strukturen integréiert. Viraussetzung ass et en exzellente Fuerschungsprojet ze proposéieren an d'Potential opzeweisen, fir déi Fuerschung erfollegräich am Lëtzebuerger Kontext ëmzesetzen.

Bis elo konnt iwwert de Programm ATTRACT ee Fuerscher op der Uni Lëtzebuerg rekrutéiert ginn. Den Dr. Phillip Dale schafft an enker Kollaboratioun mat dem Professor Susanne Siebentritt am Domän vun der Photovoltaïk. Am zweeten Appel aux candidatures vun ATTRACT huet leider kee vun de Kandidaten den héije Bewäertungskritären entsprach an dofir huet de FNR décidéiert, kee Kandidat unzehuelen.

Den Dr. Dale konnt schonn a sengem éischte Joer zu Lëtzebuerg déi an hie gesaten Erwaardunge voll a ganz erfëllten hien huet zousätzlech Doktorande rekrutéiert an eng Rei vun internationale Kollaboratiounen etabléiert.

Doduerch dass bei enger ATTRACT-Kandidatur och den Accord vun enger Lëtzebuerger Institutioun muss virleien, déi dee Kandidat wäert ophuelen, ass séchergestallt, dass op deem Wee Leit mat Profiler rekrutéiert ginn, déi och gebraucht ginn.

Ech wëll awer och nach ënnersträichen, datt Lëtzebuerg nëmmen an e puer Fuerschungssparten, do awer ganz aktiv wëllt ginn. Net all Lëtzebuerger Fuerscher am Ausland wäert also och d'Méiglechkeet kréien, op Lëtzebuerg zréckzekommen. Dofir wëlle mir jiddwer Lëtzebuerger mat Zäiten drop hiweisen, a wat fir engen Domäne mir aktiv sinn a ginn.

Question 3141 (11.2.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**imposition en matière de succession et de mutation:**

Le taux d'imposition en matière de succession et de mutation par décès est un taux progressif, c'est-à-dire qu'il varie avec l'importance de la part recueillie par chaque héritier, légataire ou ayant droit.

Il comprend deux éléments, à savoir:

a) un taux de base établi d'après la parenté entre le défunt et son successeur,

b) une majoration opérant par dixièmes suivant un barème précis dont le dernier date du 13 juin 1984 respectivement du 1er août 2002.

Or, les montants des différentes tranches de ce barème n'ont plus été adaptés depuis le 13 juin 1984. Comme notamment la valeur des immeubles a nettement explosé depuis cette adaptation, la charge fiscale des droits de succession et de mutation a sensiblement augmenté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Vu la flambée des prix sur le marché immobilier, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une adaptation du barème s'impose? Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il adapter le barème en question?

Réponse (16.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Monsieur le Député Fernand Etgen s'enquiert si en vu de la flambée des prix sur le marché immobilier une adaptation du barème en matière de succession et de mutation par décès s'impose.

Le Gouvernement n'a pas prévu une telle adaptation dans l'immédiat.

Question 3145 (12.2.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg:**

La fusion des trois sociétés vise à garantir la sécurité de l'alimentation du Luxembourg en gaz et en électricité à des prix raisonnables. Se pose cependant un certain nombre de questions notamment au niveau des contrats existants entre les exploitants d'installations photovoltaïques de 0,4 kV respectivement de parcs éoliens de 20 kV et la société Cegedel.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quel va être l'impact de la fusion sur les différents contrats entre particuliers et la société Cegedel?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur le plan de remplacement de deux éoliennes à Schlindermanderscheid et la mise en marche d'une éolienne supplémentaire à Lausdorn dans la commune de Heinerscheid?

Réponse (20.3.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la première question, il y a lieu de souligner que la fusion n'aura pas d'impact sur les contrats entre particuliers et Cegedel. Ces contrats seront repris par NewCo, d'autant plus que les éléments à la base de ces contrats sont fixés par règlement grand-ducal et ne peuvent donc être abrogés. Il s'agit notamment de contrats de fourniture de courant en relation avec des installations photovoltaïques ou d'autres énergies renouvelables.

En ce qui concerne la question concernant les installations éoliennes dans la commune de Putscheid, je ne détiens pas d'informations concrètes. Selon les informations des responsables de Cegedel et SEO, des pourparlers ont été engagés pour définir le sort des installations et du site en question.

Concernant la planification d'une éolienne à Lausdorn, les responsables de la société SEO m'ont renseigné sur demande qu'ils sont effectivement en train de sonder les possibilités pour l'extension du parc éolien de Heinerscheid par une nouvelle éolienne à installer sur le territoire de la commune de Lausdorn, initiative qui se trouverait actuellement dans le stade des discussions avec l'Administration de l'Environnement sur la procédure d'autorisation.

Question 3146 (13.2.2009) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**évacuation des voitures abandonnées:**

Les responsables communaux sont régulièrement confrontés au problème du stationnement prolongé de voitures privées abandonnées sur des surfaces publiques ainsi que sur des surfaces privées ouvertes au public (comme par exemple auprès des gares CFL). Souvent ces voitures se trouvent dans un état délabré et posent un problème de sécurité ainsi qu'un problème environnemental.

Suivant nos informations, la situation juridique en relation avec l'exécution des lois en vigueur ne serait pas claire, de sorte que la solution du problème, à savoir l'évacuation de ces voitures s'avère souvent difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre de la Justice:

- Quelles sont les bases légales qui permettent aux responsables communaux et nationaux de réagir en relation avec les voitures abandonnées qui sont stationnées sur les surfaces susmentionnées?

- Qui fait le constat d'une voiture abandonnée?

- Quelle instance est en charge pour organiser l'évacuation de la voiture abandonnée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis qu'une modification des lois en vigueur pourrait résoudre les problèmes en relation avec la durée des procédures?

Réponse (23.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'article 10 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques fixe les conditions qui permettent de considérer une voiture comme abandonnée (plus d'un mois d'affilé à un même endroit sur la voie publique respectivement huit jours sur les routes nationales en dehors des agglomérations ou les autoroutes). La Police grand-ducale ainsi que les commissaires de district et certains fonctionnaires de la carrière du cantonnier de l'Administration des Ponts et Chaussées spécialement habilités peuvent constater et dresser procès-verbal. Les procès-verbaux sont transmis aux parquets compétents.

Pour les terrains privés, l'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles règlemente l'abandon de voitures. La Police grand-ducale ainsi que l'Administration des Eaux et Forêts et l'Administration des Douanes et Accises sont habilitées à constater les faits. Les procès-verbaux sont transmis aux parquets compétents.

Les véhicules abandonnés peuvent être mis en fourrière soit sur base du Code de la Route évoqué, soit sur décision du procureur d'État.

L'arsenal législatif me semble adapté aux besoins des autorités judiciaires ainsi que des administrations compétentes.

Question 3152 (17.2.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **classes francophones dans un lycée public:**

À plusieurs reprises, j'ai entendu des responsables du MENFP déclarer qu'au Luxembourg il était possible de faire des études secondaires dans une classe francophone dans un lycée public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quels lycées offrent actuellement une filière francophone de la 7e à la classe terminale?

- Est-ce que ces filières francophones sont ouvertes à tous les élèves ou existe-t-il des conditions qui règlent cet accès. Le cas échéant, quelles sont ces conditions?

- Combien d'élèves fréquentent actuellement une classe francophone dans une école publique luxembourgeoise?

Réponse (23.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député, il y a lieu de décrire les différents types de classes visant l'insertion des élèves nouvellement arrivés au pays dans notre système scolaire.

Depuis 1989, des classes spécifiques de l'enseignement secondaire technique accueillent les élèves qui arrivent au pays et qui n'ont pas les compétences langagières nécessaires pour intégrer une classe usuelle. L'objectif est de leur donner la possibilité d'acquérir les connaissances langagières indispensables à la poursuite d'une formation scolaire au Luxembourg.

Le terme «francophone», tel qu'il est usuellement employé, prête à confusion, parce qu'il recouvre plusieurs réalités. En effet, il s'agit de trois types de classes:

- les classes avec apprentissage intensif du français pour élèves nouveaux arrivants sans connaissances de français;

- les classes avec apprentissage intensif de l'allemand pour les élèves faisant preuve de connaissances du français, mais sans connaissances de l'allemand;

- les classes avec enseignement en langue française au lieu de l'allemand pour élèves avec peu ou

pas de connaissances de l'allemand.

Le terme «francophone» n'est pas non plus approprié pour désigner la population d'élèves inscrits dans les classes précitées. La plupart des élèves de ces classes sont des élèves récemment installés au Luxembourg. Au cours de ces deux dernières années, le CASNA, Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants du Ministère de l'Éducation nationale a accueilli environ 500 élèves de 12 à 18 ans par année. La majorité des élèves inscrits dans une classe d'accueil sont lusophones et non pas francophones: 75% des élèves proviennent du Portugal, du Cap-Vert ou du Brésil.

Le statut de ces classes a été définitivement arrêté par deux règlements grand-ducaux du 10 juillet 2003, portant sur les classes d'accueil et d'insertion ainsi que sur les classes à régime linguistique spécifique de l'enseignement secondaire technique. La loi du 31 juillet 2006 et les règlements qui en découlent ont introduit la formation menant au baccalauréat international dans l'enseignement secondaire classique.

Les différents types de classes sont les suivants:

a. Les classes d'accueil

Il existe un dispositif de classes d'accueil couvrant le pays, destiné à des élèves nouvellement arrivés au pays et ne maîtrisant pas les langues de scolarisation. L'élève est scolarisé, même s'il arrive au cours de l'année scolaire, dans une classe d'accueil et y apprend le français de manière intensive ainsi que le luxembourgeois. Il y reste pendant une année scolaire au plus, puis il est orienté vers une autre classe qui, le plus souvent, est une classe d'insertion.

b. Les classes d'insertion

Une classe d'insertion est une classe du cycle inférieur ou du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Une classe d'insertion du cycle inférieur accueille des élèves qui ont acquis un bon niveau scolaire dans leur pays d'origine, mais qui ne maîtrisent pas ou peu les langues enseignées au Luxembourg. Ils y suivent le programme du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, plus un enseignement de langues adapté à leur situation:

- Les élèves qui ne maîtrisent pas le français lorsqu'ils arrivent au pays suivent un enseignement intensif en langue française (classes du type F) et aussi un enseignement du luxembourgeois. L'objectif est de les orienter vers une classe à régime linguistique spécifique du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique ou vers une classe internationale.

- Les élèves qui maîtrisent le français, mais non pas l'allemand, lorsqu'ils arrivent au pays suivent un enseignement intensif de la langue allemande (classes du type A) et aussi un enseignement du luxembourgeois. L'objectif est de les orienter vers une classe régulière du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique ou vers une classe internationale (bac international).

Les classes d'insertion du régime préparatoire visent l'apprentissage de la langue française et une initiation à la langue luxembourgeoise. L'objectif est d'orienter les élèves vers une classe à régime linguistique spécifique du cycle moyen ou encore vers une classe d'insertion du cycle inférieur.

Il existe également quelques classes spécifiques accueillant les élèves âgés de 16 à 18 ans, appelées classes d'insertion pour jeunes adultes (CLIJA).

c. Les classes à régime linguistique spécifique

Aux cycles moyen et supérieur sont organisées des classes à régime linguistique spécifique pour toutes les divisons du régime technique, pour trois divisions du régime de la formation de technicien et pour un certain nombre de formations du régime professionnel. Ces classes se distinguent des classes régulières par la langue véhiculaire utilisée pour les branches non linguistiques, à savoir le français au lieu de l'allemand. Par ailleurs, dans les classes à régime linguistique spécifique du régime professionnel et dans quelques classes du régime de la formation de technicien il n'y a pas d'enseignement de l'allemand.

Dans les classes à régime linguistique spécifique du régime technique, les connaissances en langue allemande restent obligatoires, même si c'est à un niveau allégé. Le niveau atteint pour la langue allemande est spécifié sur le diplôme ou le certificat sanctionnant les études.

d. Les classes internationales

Les études menant au diplôme du Baccalauréat international sont offertes par 2000 lycées dans 125 pays du monde. Ce diplôme est reconnu par la loi luxembourgeoise comme équivalent au diplôme de fin d'études secondaires.

La formation comprend deux années de «bac international» proprement dites, en 2e et en 1e, précédées de deux ou trois années préparatoires qui s'étalent donc de la classe de IVe ou Ve jusqu'en IIIe.

Dans les classes internationales, le français, l'anglais et l'allemand sont enseignés à des niveaux différents, l'élève devant faire valoir l'apprentissage des trois langues en vue de l'obtention du diplôme.

Les réponses aux questions posées sont les suivantes, pour l'année scolaire 2008-2009:

1. Lycées offrant actuellement une filière francophone de la 7e à la classe terminale:

Des classes d'accueil sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique de Bonnevoie à Luxembourg
- Lycée technique du Centre à Luxembourg
- Uelzecht-Lycée à Luxembourg
- Lycée technique Josy Barthel à Mamer
- Lycée technique d'Ettelbruck
- Nordstadlycée à Diekirch
- Lycée du Nord à Wiltz
- Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher
- Lycée technique d'Esch/Alzette
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange
- Lycée technique Nic Biever à Dudelange

Des classes d'accueil pour jeunes adultes sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique «École de Commerce et de Gestion» à Luxembourg
- Lycée technique d'Esch/Alzette

Des classes d'insertion sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique du Centre à Luxembourg
- Lycée du Nord à Wiltz
- Lycée technique d'Esch/Alzette
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange
- Nordstadlycée à Diekirch

Des classes à régime linguistique spécifique sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique de Bonnevoie (LTB) à Luxembourg
- Lycée technique du Centre (LTC) à Luxembourg
- Lycée technique pour Professions de Santé (LTPS) à Luxembourg
- Lycée technique hôtelier Alexis Heck (LTHAH) à Diekirch
- Nordstadlycée (NOSL) à Diekirch
- Lycée technique d'Ettelbruck (LTEtt)
- Lycée technique d'Esch/Alzette (LTE)
- Lycée technique de Lallange (LTL) à Esch/Alzette
- Lycée technique Mathias Adam (LTMA) à Pétange

Les classes internationales sont organisées au Lycée technique du Centre pour le bac international en langue française et à l'Athénée pour le bac international en langue anglaise.

2. Conditions d'accès

2.1. Les classes d'accueil et classes d'insertion

L'accès aux classes d'accueil et classes d'insertion est réglé par le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion dans le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Sont admissibles à ces classes:

- les élèves issus d'une classe d'accueil de l'enseignement primaire;
- les élèves qui ont suivi des études à l'étranger et qui arrivent au pays à l'âge de 12 ans au moins;
- tout autre élève sur autorisation du Ministre.

2.2. Les formations en langue française

L'accès aux formations en langue française est réglé par le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 introduisant des classes à régime linguistique spécifique au régime technique, au régime de la formation de technicien et au régime professionnel de l'enseignement secondaire technique. Est admissible à une classe à régime linguistique spécifique l'élève qui est admissible à la classe usuelle correspondante, à condition que le conseil de classe émette un avis d'orientation pour une telle classe.

2.3. Le bac international

L'accès au bac international est réglé par le règlement grand-ducal du 9 mai 2008

1. autorisant le Lycée technique du Centre et l'Athénée de Luxembourg à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International;

2. déterminant l'organisation des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International.

L'accès aux classes préparatoires au Lycée technique du Centre est possible dans les conditions suivantes:

- très bonne maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais

- 5e classique réussie ou 9e théorique avec une moyenne > 45 points ou études à l'étranger reconnues comme équivalentes

- traitement individuel des dossiers et test d'admission

3. Nombre d'élèves inscrits dans une classe d'accueil, d'insertion, à régime linguistique spécifique ou préparant au bac international en langue française pour l'année scolaire 2008/2009, à la date du 15 novembre 2008:

Dénomination de la classe Nombre d'élèves inscrits	
Classe d'accueil	198
Classe d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7e, 8e, 9e)	385
Classe d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7e, 8e, 9e) avec enseignement de l'allemand	145
Classe d'insertion du régime préparatoire (7e, 8e, 9e)	218
Classe à régime linguistique spécifique (10e, 11e, 12e,13e)	252
Classe internationale francophone (4e, 3e, 2e)	37
TOTAL	1238

Le nombre total d'élèves inscrits dans des classes d'accueil et d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7e à 9e) est très élevé, à savoir 946 élèves pour l'année scolaire 2008/2009.

Ce chiffre est en augmentation régulière depuis plusieurs années et fait croître de façon significative la population scolaire de l'école publique luxembourgeoise en général.

Question 3157 (18.2.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **Fonds National de Solidarité:**

Le Fonds National de Solidarité (FNS) est un établissement public dont la principale mission est de venir en aide aux personnes en difficultés, afin de leur assurer des revenus suffisants. De ce fait, le Fonds est chargé de l'octroi des prestations telles le forfait d'éducation, l'allocation compensatoire, l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, l'avance d'une pension alimentaire, l'allocation de chauffage et le revenu minimum garanti.

Au 31 décembre 2007 le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire s'élevait à 7.455 contre 7.422 au 31 décembre 2006.

Dans ce contexte, et considérant les effets de la crise financière et économique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire au 31 décembre 2008?

- Combien de personnes en difficultés bénéficient actuellement de l'aide du FNS?

- Quel est le pourcentage des bénéficiaires pour les différentes prestations?

- Peut-on constater un accroissement substantiel des personnes bénéficiaires depuis la crise financière et économique?

- Cette évolution a-t-elle tendance à s'accentuer au cours des mois à venir?

Réponse (20.3.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire au 31 décembre 2008 s'élève à 7.352.

Les personnes en difficultés bénéficiant actuellement de l'aide du Fonds National de Solidarité (FNS) sont pour:

a) l'allocation complémentaire:

(au 1.3.2009) 7.365

b) l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées:

(au 1.3.2009) 918

c) avance de recouvrement de pensions alimentaires:

(au 1.3.2009) 365

d) l'allocation de vie chère:

(au 1.3.2009) 1.345

e) l'allocation compensatoire:

(au 31.12.2008) 747

f) revenu pour personnes gravement handicapées:

(au 1.3.2009) 1.389

À l'heure actuelle, le Fonds National de Solidarité enregistre certes un nombre croissant de demandes en vue de l'obtention de l'allocation complémentaire ainsi que de l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées depuis le mois d'octobre 2008, mais cette augmentation de demandes ne se reflète cependant pas encore dans une proportion identique au niveau des attributions définitives de bénéficiaires.

Question 3158 (19.2.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **indicateurs des prix immobiliers:**

Selon un article publié récemment au quotidien «Tageblatt», le vice-président de la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg aurait dénoncé l'absence d'un indicateur fiable des prix immobiliers au Luxembourg, sous-entendant par là que les indicateurs calculés trimestriellement par l'Observatoire de l'Habitat ne reflètent pas les prix réels pratiqués sur le marché immobilier national. Pire encore, les indicateurs publiés par l'Observatoire de l'Habitat, basés sur les prix annoncés, contribueraient à leur tour à la surévaluation du niveau des prix par rapport aux prix effectivement payés.

Toujours selon l'article de presse précité, la Chambre immobilière aurait demandé à Monsieur le Ministre de faire élaborer et publier des indicateurs de prix reproduisant plus sincèrement la réalité du marché immobilier luxembourgeois.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des critiques et revendications formulées par la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à ces critiques? Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre compte donner aux revendications de la Chambre immobilière?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il l'élaboration d'un indicateur des prix plus sincère, basé sur les prix effectivement pratiqués plutôt que sur les prix annoncés?

Réponse (12.3.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'emblée, je tiens à rappeler que lors de ma conférence de presse du 5 février 2009 ont été présentés et commentés les indicateurs des prix de vente et de location annoncés relatifs au dernier trimestre 2008.

En ce qui concerne les propos formulés à cet égard par la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l., force est de constater que c'est le vice-président de cette association qui fournit en personne la raison qui serait à l'origine de la surévaluation du niveau des prix annoncés par rapport aux prix payés lorsqu'il se plaint à plusieurs reprises que ce sont justement les clients-vendeurs eux-mêmes qui trop souvent obligent les agents immobiliers à demander aux clients-acheteurs un prix de vente excessif. Tant l'Observatoire de l'Habitat que atHome.lu ne font que refléter une tendance du marché dictée par les clients-vendeurs.

En ce qui concerne la publication des «Indicateurs des prix annoncés à la vente et à la location», ex-

ploités sur base des annonces immobilières relevées durant la première semaine de chaque mois dans la presse quotidienne et spécialisée ainsi que sur internet, les responsables de l'Observatoire ont bien conscience que les prix réels, notamment du segment des ventes immobilières, sont souvent inférieurs aux prix annoncés. D'ailleurs, l'Observatoire est persuadé que l'écart entre les prix annoncés et les prix payés est en moyenne relativement faible, soit d'environ 10%.

Quant à la méthode de calcul des indicateurs de prix annoncés pour la location et pour la vente de logements, elle a été améliorée depuis le début de l'année 2007, afin d'obtenir des résultats justement plus précis et plus fiables. Cette méthode, inspirée des travaux développés par la FNAIM (Fédération Nationale de l'Immobilier) en France, repose sur l'agrégation d'indices élémentaires pondérés, calculés à partir des valeurs moyennes des strates identifiées par segments et peut être consultée sur le site internet du Ministère du Logement (www.logement.lu sous «Observatoire de l'habitat», rubrique «Méthodologie sur les indicateurs des prix»).

Bien que les prix proposés publiés en euros courants (inflation comprise) et en euros constants fournissent une indication précieuse sur les tendances et les dynamiques du marché immobilier, c'est-à-dire une information qui, avant la création de l'Observatoire, faisait pratiquement entièrement défaut, il va de soi que l'Observatoire aimerait lui-aussi publier - et ce le plus tôt possible - les prix de vente effectivement payés plutôt que ceux annoncés.

Pour ce faire, plusieurs échanges de vues ont eu lieu au cours des derniers mois, notamment avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED), l'Administration du Cadastre et de la Topographie, la Chambre des Notaires et l'Administration des Contributions directes, au cours desquels est devenu apparente la grande difficulté de pouvoir dégager les prix de vente des objets immobiliers réellement enregistrés.

Ainsi, il s'est avéré que seulement 25% des transactions (cf. vente simple, par licitation, par adjudication, en état futur d'achèvement et autres) mises à disposition par l'AED à l'Observatoire fin 2008 renseignent de manière directe sur les prix, alors que dans 75% des cas, les transactions se composent de lots sous forme d'un prix globalisé rendant presque impossible la connaissance des prix des différents biens composant tel ou tel lot. En résumé, seulement un quart des transactions immobilières enregistrées sont donc directement statistiquement exploitables afin de connaître les prix de vente officiels.

Afin qu'à l'avenir, la publication des prix enregistrés puisse devenir une réalité, une réforme de la façon dont sont rédigés les actes notariés au Grand-Duché devrait imposer au vendeur d'un bien immobilier (ou d'une fraction de ce bien) de mentionner la superficie privative dans tous les documents relatifs à la vente, et au notaire de préciser la valeur de chaque bien immobilier composant l'acte. En procédant de la sorte, il serait possible de produire enfin des statistiques précises sur les transactions immobilières et donner une image claire et fidèle du marché immobilier dans notre pays.

Pour conclure, je voudrais rappeler qu'à mon avis la situation actuelle est très favorable pour l'investissement dans le marché immobilier en raison notamment des taux d'intérêt historiquement bas pour les emprunts hypothécaires, de l'offre de logements très élevée ainsi que des nouvelles mesures incitatives du Gouvernement en matière de logement.

Question 3159 (19.2.2009) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **transport radioactif:**

Hier, la presse a révélé qu'un wagon transportant des déchets métalliques contaminé à l'isotope radioactif Cobalt 60 en provenance d'Allemagne arriva au Luxembourg en décembre 2008. Un dispositif de contrôle du rayonnement radioactif sur le site d'ArcelorMittal à Belval a identifié le wagon. La société l'a rapidement mis en quarantaine et alerté la Division de Radioprotection du Ministère de la Santé. Deux mois plus tard, le wagon est toujours sur notre territoire et des négociations sont en cours pour la reprise et le retraitement de la cargaison contaminée en Allemagne.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- D'où proviennent exactement ces déchets métalliques? Est-ce que la cause et l'origine de la contamination sont connues?

- Combien de fois la Division de la Radioprotection a-t-elle été alertée d'incidents radioactifs similaires (transport/transit routier, ferroviaire, naval) en 2007 et 2008? Est-ce qu'il ne serait pas indiqué de publier ces statistiques en ligne ou dans le rapport annuel du ministère?

- Comment est-ce que des cargaisons contaminées peuvent-elles arriver jusqu'à Belval sans être découvertes avant, c'est-à-dire lors du départ, lors de transbordements ou lors d'un passage de frontière?

- De quels moyens est-ce que l'État dispose pour identifier des transports de matières radioactives non autorisées au préalable? Est-ce que l'État luxembourgeois possède des stations de contrôle de la radioactivité aux points d'entrée des marchandises (axes autoroutiers et ferroviaires, aéroport, Port de Mertert)? Dans la négative, est-ce que cela ne serait pas envisageable?

- Est-ce que le dispositif de contrôle radioactif d'ArcelorMittal est une obligation légale ou s'agit-il d'une mesure purement facultative?

- Quels instances ou organismes doivent obligatoirement être avertis en cas de tels incidents? Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'intégrer également les communes concernées dans cette liste, vu que les citoyens s'y adressent souvent en premier lieu pour avoir des précisions?

Réponse (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire commence par poser la question de la provenance exacte des déchets métalliques contaminés, ainsi que celle de la cause de la contamination.

Mes services ont des contacts pratiquement journaliers avec les autorités allemandes pour reconstituer le chemin précis parcouru par le produit contaminé en Allemagne avant d'arriver au Luxembourg. Toutes les informations ne sont pas encore disponibles à l'heure actuelle, mais il semble bien que la contamination soit due à un incident qui s'est produit aux Indes en 2008.

En effet, au cours de l'année 2008, une source radioactive au Co-60 a été fondue dans une coulée d'acier auprès d'une entreprise de métallurgie aux Indes. Cette coulée d'acier contaminée n'a été ni sécurisée ni mise hors du circuit de vente, et le four contaminé n'a pas été mis hors service. Par contre l'acier contaminé a été dilué dans ce four avec de l'acier non contaminé, afin de diminuer les taux de contamination de la coulée initiale. Par ce moyen des milliers de tonnes d'acier contaminées au Co-60 ont été produites et vendues à travers le monde.

En conséquence les détections d'aciers inoxydables contaminés au Co-60 se multiplient en Europe. Les taux de contamination varient entre 1 à 300 Becquerel par gramme. Le Luxembourg a été touché jusqu'à maintenant à deux reprises. En octobre 2008 la division de la radioprotection a été informée d'une possible contamination radioactive de boutons d'ascenseur, qui avaient été installés entre le 1er août et le 6 octobre 2008. Durant les mois d'octobre et novembre, le service a vérifié tous les ascenseurs concernés. En tout 17 boutons légèrement radioactifs ont été détectés et récupérés lors de cette action.

Le deuxième cas est celui auquel l'honorable Député fait allusion. Fin 2008 la division de la radioprotection a été prévenue par ArcelorMittal à Belval suite à une alerte à la radioactivité, déclenchée par un wagon chargé de ferrailles. Le wagon en provenance d'Allemagne a été isolé et sécurisé chez ArcelorMittal Differdange. Il contient 55 tonnes de copeaux ferreux contaminés au Cobalt 60.

L'honorable Parlementaire s'interroge encore sur la survenance d'incidents semblables en 2007 et 2008.

En 2007 la division de la radioprotection a été alertée quatre fois. Dans un cas, des supports métalliques contenant l'isotope radioactif Radium 226 ont été séparés. Les trois autres cas impliquaient essentiellement de la radioactivité naturelle.

En 2008 il y a eu sept incidents, à savoir trois détections de déchets hospitaliers contaminés, une détection d'uranium appauvri, une détection de radioactivité naturelle, ainsi que les deux incidents dont question plus haut.

Le nombre d'interventions des agents de la division de la radioprotection en relation avec la détection de radioactivité et d'autres incidents est publié annuellement dans le rapport d'activité de la division.

L'honorable Parlementaire aimerait encore savoir comment les cargaisons contaminées ont pu parvenir à Belval sans que la contamination ait été découverte antérieurement.

Depuis l'installation des premiers détecteurs de radioactivité en 1998 sur les sites ArcelorMittal le nombre d'incidents annuels a successivement diminué. Ceci est dans un premier temps dû au fait que la majorité des marchands de ferrailles se sont entre-temps équipés de tels détecteurs et peuvent donc éliminer tout produit radioactif à la base. Depuis les deux récents élargissements de l'Union européenne il y a de plus en plus de postes-frontière extérieurs qui se sont équipés de détecteurs de radioactivité, ce qui va certainement diminuer davantage la survenance de tels incidents, sans pour autant pouvoir les éviter complètement.

S'agissant des possibilités de détection de cargaisons contaminées, il faut savoir que la division de la radioactivité est équipée d'appareils de mesures mobiles pour détecter et analyser des produits radioactifs. Certaines unités de l'Administration des Douanes et Accises détiennent également des détecteurs mobiles. En plus tous les exploitants d'installations de recyclage de métaux se sont équipés de portiques pour détecter le rayonnement à l'entrée de leurs sites. ArcelorMittal a même installé un dispositif de détection au port de Mertert, mais le transport visé par l'honorable Parlementaire a été effectué par rail.

La mise en place de dispositifs de détection par les exploitants de sites susceptibles de recevoir des métaux contaminés aux radiations n'est imposée par aucune réglementation. Quand le problème a commencé à se poser dans les années 90 les autorités ont préféré agir par persuasion et responsabiliser les exploitants, qui ont d'ailleurs tant intérêt à ne pas répandre la contamination sur leur site. Effectivement les quatre ou cinq exploitants concernés ont tous mis en place un dispositif de détection.

Finalement l'honorable Parlementaire pose la question des instances à avertir en cas d'incident.

Les voies de distribution des informations et alertes sont fixées dans les plans d'opération internes et varient légèrement en fonction du site, du moyen de transport et du niveau du rayonnement. Généralement l'ingénieur de garde informe immédiatement la division de la radioprotection, le médecin du travail et, le cas échéant, l'Administration des Douanes. Un agent de la division de la radioprotection se rend sur le site de l'incident pour analyser le risque et avertit, s'il le juge nécessaire, d'autres instances, notamment l'administration communale concernée. J'ai donné instruction à la division de la radioprotection de systématiser cette communication avec les responsables communaux lors d'événements comparables à ceux évoqués par l'honorable Député.

Question 3160 (19.2.2009) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **projet de coopération transfrontalière dans le domaine de la justice, ENDISPER:**

Le projet de coopération transfrontalière ENDISPER est un projet de recherche dont la finalité est la coopération et la complémentarité entre différentes organisations (organismes de formation et de recherche en Lorraine et au Luxembourg, structures pénitentiaires en Wallonie, Sarre, Rhénanie-Palatinat et Lorraine). Ce projet est centré sur la conception et la réalisation à moyen terme, par les opérateurs partenaires, de modules d'enseignement à distance au profit de personnes sous main de justice (centre de détention, maison d'arrêt). Il a plus particulièrement pour objectif d'analyser les conditions de mise en place du e-learning dans les structures pénitentiaires et de comparer les différentes expérimentations mises en place dans les pays de la zone transfrontalière. L'innovation de ce projet - par rapport aux formations déjà existantes - est que les modules d'enseignement seraient basés sur une personnalisation des contenus liée aux ressources multimédias pour l'enseignement à distance et une valorisation de l'expérience et des apprentissages passés.

Parmi les opérateurs-partenaires de ce projet figure - pour le Luxembourg - le Centre de Recherche Public Henri Tudor. Le Centre pénitentiaire de Schrassig par contre n'a pas été choisi comme opérateur partenaire de ce projet, alors qu'il semble pourtant, plus que tout autre organisme, intéressé au développement de tels outils et autres projets destinés à favoriser notamment la réinsertion des détenus.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles le Centre pénitentiaire de Schrassig n'a pas été proposé en concertation avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor, comme partenaire du projet ENDISPER?

2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il aurait été dans l'intérêt des détenus que le Centre pénitentiaire de Schrassig puisse participer à la mise en œuvre du projet précité?

3. Ne faudrait-il pas inclure le Centre pénitentiaire de Schrassig parmi les opérateurs-partenaires?

4. En tout état de cause, quelles sont les propositions du Gouvernement en l'espèce?

Réponse (23.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

C'est avec grand intérêt et grâce à la présente question parlementaire que j'ai pris connaissance du projet de coopération transfrontalière ENDISPER.

Après avoir pris contact avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor, je confirme qu'aucune demande officielle n'a à ce jour été adressée au ministère de la Justice ou à l'administration pénitentiaire pour solliciter une participation dans ce projet.

Je suis cependant disposé à étudier la question d'un éventuel engagement du Centre Pénitentiaire de Luxembourg après qu'une telle demande nous sera adressée.

Question 3161 (19.2.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **ferraille radioactive découverte à Differdange:**

Selon des informations diffusées par la presse, de la ferraille radioactive aurait été découverte en décembre 2008 dans l'aciérie à Differdange.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Le matériel en question représente-t-il un danger pour la santé de la population?

- Dans quels délais le matériel sera-t-il enlevé?

- Étant donné que le bourgmestre est responsable de la sécurité sur le territoire de sa commune, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que l'administration communale devrait être informée lors d'incidents avec du matériel radioactif?

Réponse commune (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Fin 2008 la division de la radioprotection a été prévenue selon la procédure en vigueur par ArcelorMittal à Belval suite à une alerte à la radioactivité, déclenchée par un wagon chargé de ferrailles. Le wagon en provenance de l'Allemagne a été isolé et sécurisé chez ArcelorMittal Differdange. Il contient 55 tonnes de copeaux ferreux contaminés au Cobalt 60.

L'isotope radioactif Cobalt 60 fait partie intégrante de la matrice métallique des copeaux. Un risque d'une contamination de l'environnement voire de dispersion des substances radioactives dans l'air peut donc être exclu. L'activité spécifique et l'activité totale sont relativement faibles de sorte qu'il y a seulement une légère augmentation du rayonnement à une proximité de quelques mètres du wagon. Aussi le type de rayonnement émis par le Cobalt 60 ne permet pas d'activer des matières qui l'entourent. Il en résulte qu'il n'y avait en aucun moment un risque quelconque pour la santé de la population et des travailleurs lors du transport et pendant le séjour sur le site industriel en question.

Bien que le retour du chargement radioactif vers l'Allemagne soit garanti, plusieurs aspects logistiques relatifs au transfert et au traitement

restent à clarifier. Une solution praticable pour le traitement du matériel en Allemagne doit être proposée par l'expéditeur allemand aux autorités allemandes compétentes en la matière avant la fin du mois de mars. Le retour du matériel est attendu pour la mi-avril.

Les voies de distribution des informations et alertes sont fixées dans les plans d'opération interne et varient légèrement en fonction du site, du moyen de transport et du niveau du rayonnement. Généralement l'ingénieur de garde informe immédiatement la division de la radioprotection, le médecin du travail et, le cas échéant l'Administration des Douanes et Accises. Un agent de la division de la radioprotection se rend sur le site de l'incident pour analyser le risque et notifie, s'il le juge nécessaire, d'autres instances comme notamment l'administration communale.

J'ai donné instruction à la division de la radioprotection de systématiser cette communication avec les responsables communaux lors d'événements comparables à ceux évoqués par l'honorable Député.

Question 3166 (20.2.2009) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **cotisations sociales des femmes de ménage:**

Au dernier relevé semestriel des cotisations sociales envoyé aux patrons qui emploient des femmes de ménage, il est marqué que l'assuré a été déclaré «sorti de la caisse» le 31 décembre 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- S'agit-il d'une erreur et si oui à quoi cette erreur est-elle due?

- Est-ce que le personnel peut toujours être considéré comme assuré?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend informer les employeurs dans les meilleurs délais, car le numéro d'appel téléphonique figurant sur le bulletin semble être débordé?

Réponse (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le cadre de l'introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé, l'ensemble des employés et des ouvriers en service enregistrés auprès du Centre commun de la Sécurité sociale ont été désaffiliés à la date du 31 décembre 2008 et réaffiliés de suite avec effet au 1er janvier 2009.

Cette opération, rendue nécessaire pour des raisons purement techniques, n'a pas eu la moindre incidence ni sur les obligations de déclaration et de versement des cotisations sociales des employeurs, ni sur les droits aux prestations sociales des salariés. Pour cette raison, aucune information ne leur a été envoyée.

Question 3167 (20.2.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**examen-concours pour instituteurs:**

L'accès à la fonction d'instituteur est réglé par un concours d'admission à la fonction. Les procédures de nomination et d'affectation à un poste d'instituteur ont changé avec le vote des nouvelles lois portant organisation de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- L'examen-concours étant aussi un instrument de planification des besoins en personnel enseignant, est-ce que les jeunes brevetés qui se soumettent à cet examen s'engagent automatiquement à occuper un poste d'instituteur en cas d'un classement en rang utile?

- Est-ce correct que la réussite de l'examen-concours et le classement utile ne sont valables que pour la seule année scolaire pour laquelle l'examen-concours a été organisé? Est-ce que la possibilité de se porter candidat à l'examen-concours est illimitée pour les instituteurs et Institutrices dûment brevetés?

- Les jeunes brevetés qui ont reçu leur première nomination sur la deuxième liste ont-ils le droit, avant même d'exercer véritablement leur profession, de demander un congé sans traitement pour des raisons personnelles ou professionnelles vu qu'ils tombent désormais sous le régime du stage pour une durée de deux ans?

Réponse (18.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La participation en soi à l'examen-concours ne constitue pas un engagement. Mais le candidat qui s'est classé en rang utile et qui ne souhaite pas être nommé perd son rang. Cela signifierait qu'il devrait refaire le concours ultérieurement. Le cas semble peu probable.

2. L'article 5 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental à laquelle la Chambre des Députés a donné son assentiment le 21 janvier 2009 stipule que le classement des candidats à l'issu du concours vaut pour l'année subséquente; il n'est donc pas valable pour les années qui suivent.

3. Le nombre de participations d'un candidat au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur n'est pas limité.

Les jeunes fonctionnaires ayant reçu leur première nomination d'instituteur peuvent demander un congé sans traitement selon les règles tracées par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Question 3169 (24.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension:**

D'après mes informations, les avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension sont calculées à partir du revenu professionnel des assurés du mois de décembre. Or, au mois de décembre de nombreux assurés touchent un treizième mois voire des primes et gratifications qui ne font pas partie de leur revenu professionnel «normal».

En cette période d'instabilité financière et économique, de nombreuses entreprises rencontrent des problèmes de trésorerie et se demandent s'il ne serait pas plus juste que les avances soient calculées sur les revenus professionnels du mois de novembre, qui eux ont l'avantage de ne pas comporter de revenus complémentaires ou de récompenses, quitte à ce que les entreprises versent en fin d'année, lors du décompte annuel final, les montants qui sont encore éventuellement dus.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons qui justifient qu'on prenne comme assiette pour le calcul des avances des cotisations à verser par les employeurs, les revenus professionnels du mois de décembre?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait plus juste et économiquement plus raisonnable de prendre comme assiette pour le calcul des avances des cotisations à verser par les employeurs, les salaires du mois de novembre voire ceux auquels aucun complément, aucune prime ou gratification n'a été versé?

- En tout état de cause, quelle solution le Gouvernement préconise-t-il afin de tenir compte des difficultés de trésorerie des entreprises?

Réponse (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Conformément au règlement grand-ducal du 28 janvier 1987 concernant la perception des cotisations de sécurité sociale par le Centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations, les cotisations sociales sont réclamées sous forme d'avance pour le mois précédant celui au cours duquel l'extrait de compte est émis, sous réserve d'une régularisation au cours du mois suivant, sur base des rémunérations déclarées par l'employeur pour le mois de cotisation. L'avance correspond toujours au montant des cotisations facturées pour le mois précédent.

Exemple: l'extrait de compte émis au mois de mars 2009 régularise les cotisations réclamées sous forme d'avance pour le mois de janvier 2009, sur base de la déclaration des salaires payés pour le mois de janvier 2009, et comptabilise le même montant à titre d'avance pour le mois de février 2009.

Le phénomène consistant à enfler l'avance pour janvier 2009 du fait qu'elle équivaut à la cotisation définitive comptabilisée pour décembre 2008, sur base de l'assiette de cotisation de décembre 2008 comprenant une part importante d'éléments de rémunération non périodiques, va ainsi être neutralisé avec l'extrait de compte de mars 2009.

Question 3174 (24.2.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **chasse organisée au «Gréngewald»:**

Récemment les médias ont relayé qu'une chasse devrait être organisée au Gréngewald, afin de combattre la surpopulation des sangliers dans cette forêt. Comme il est prévu d'ouvrir cette forêt au public et étant donné qu'il s'agit d'une chasse à l'intérieur d'un terrain cloisonné, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il a été procédé à un comptage du gibier, notamment des sangliers. Si oui, quelle est la densité de la population à l'intérieur du terrain en question?

- Est-ce que le nourrissage et l'appâtage ont été abandonnés avec la décision de transférer la charge de l'entretien de la forêt à l'État?

- Combien de sangliers ont été tués en 2007, 2008 et 2009 respectivement?

- Qui sont les organisateurs de cette chasse, comment sera-t-elle financée et quel type de chasse est prévu?

- Quel est le quota de sangliers à abattre?

- Comme la chasse aura lieu à l'intérieur d'un terrain cloisonné, est-ce que d'autres animaux risquent d'être tués, blessés ou dérangés?

- Est-ce que des contrôles sont prévus durant cette chasse? Si oui, par qui et comment se présenteront ces contrôles concrètement?

- Est-ce qu'on peut s'attendre à un effet à long terme en ce qui concerne la régulation de la population des sangliers?

Réponse (11.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

- Avant la chasse organisée dans l'enclos du Grunewald en date du 11 février 2009, le cheptel a été estimé à une cinquantaine de sangliers.

- Le nourrissage et l'appâtage ont été abandonnés avec la décision de la concession du droit de superficie à l'État.

- Lors de la chasse du 11 février 2009, 16 sangliers, à savoir 7 mâles et 9 femelles, ont été tirés.

- Les résultats des chasses précédentes ne sont pas à la disposition de l'État comme ne relevant pas de sa compétence.

- La chasse du 11 février a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts, de concert avec l'Administration des Biens de S.A.R. le Grand-Duc.

- Il n'y a pas eu de charges supplémentaires aux frais du personnel de l'État engagé lors de la chasse. Le gibier a été vendu au profit de la Caisse générale de l'État. Le type de chasse choisi et pratiqué a été celui de la battue de contrôle.

- Le but de la chasse était celui de tirer un maximum de sangliers tout en ménageant les laies meneuses et les laies suitées.

- Il n'y a pas eu de dommages collatéraux concernant d'autres espèces non ciblées.

- Durant la chasse, des comptages des espèces sanglier et chevreuil ont eu lieu. Au total 33 sangliers et 50 chevreuils ont pu être dénombrés.

- Le but de la chasse était une réduction adéquate du cheptel de sangliers avant l'ouverture définitive de l'enclos. Ce but a été atteint.

Question 3178 (24.2.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **paiements de l'État:**

En ces temps de crise économique le Gouvernement se veut d'aider les entreprises notamment en accélérant certaines procédures. Or, il me revient qu'en fait c'est le contraire qui se passe surtout quant au délai de paiement des mensualités, des avances et des factures dues à des entreprises et associations.

Ainsi le délai de paiement usuel a doublé ainsi que j'ai pu le noter dans plusieurs cas et ce alors que ces factures où ces avances n'ont soulevé aucun problème particulier.

Or, les paiements différés de l'État causent des problèmes graves de trésorerie aux entreprises et associations concernées qui dans certains cas ont même dû recourir à un emprunt court terme.

Par ailleurs l'Administration des Contributions directes et l'Administration de l'Enregistrement et d'autres organismes étatiques semblent au contraire accélérer le recouvrement des créances dues à l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles sont les raisons qui font que les délais de paiement de l'État se sont allongés depuis novembre 2008?

2. Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour faire en sorte que les factures, avances et autres créances du secteur privé envers l'État soient payés endéans les 30 jours?

3. Le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi mettant en compte, automatiquement, à l'issu d'un délai de 30 jours, des intérêts de retard au profit des créanciers de l'État?

4. Étant donné que l'État créancier accélère le recouvrement de ses créances, le Gouvernement envisage-t-il de déposer un projet de loi permettant et régulant la compensation des créances de l'État envers une entreprise avec les créances de cette entreprise avec l'État?

Réponse (17.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En réponse aux différentes questions posées par l'honorable Député, il y a lieu de relever tout d'abord que les administrations concernées n'ont pas constaté, en général, de rallongement des délais de paiement ces derniers mois. Il y a lieu de rappeler que chaque département ministériel est seul responsable pour le paiement des factures lui adressées. Le Gouvernement souhaite que les factures soient réglées dans les délais usuels en matière commerciale et invite l'honorable Député à notifier directement les problèmes constatés par lui aux ministres compétents pour qu'ils puissent examiner la situation concrète.

En ce qui concerne les délais de paiement et les intérêts de retard, il existe déjà un cadre législatif, à savoir la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard - portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et - abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative aux taux de l'intérêt légal.

Finalement, concernant la compensation le droit commun s'applique.

Question 3182 (25.2.2009) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **secret bancaire:**

Selon la presse, le Ministre aurait plaidé en faveur d'une redéfinition du secret bancaire.

- Le Ministre peut-il confirmer que tel a été son propos?

- Quelle serait, selon le Ministre, la nature d'une telle redéfinition?

- Quels en seraient les éléments et les paramètres?

Réponse (16.3.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Une invitation de parlementaires suisses m'avait été adressée pour débattre en date du 22 février au Bundesrat à Berne des relations politiques entre l'UE et la Suisse.

2. Or, ce jour coïncida avec le grand débat sur l'arrangement entre la Banque suisse UBS et les autorités américaines (Department of Justice), et donc sur l'essence même du secret bancaire en Suisse.

3. Dans une interview que j'ai accordée le même jour au journal «Sonntag», j'ai clairement souligné que le secret bancaire n'était pas mort suite à cet arrangement, mais que des conséquences seront inévitables pour la portée du secret bancaire.

4. En préconisant une redéfinition du secret bancaire au Luxembourg et parallèlement en mettant davantage l'accent sur la compétence de notre place financière, mon intention consistait à adapter le secret

bancaire à la réalité telle qu'elle se présente. D'ailleurs, dans le cadre des travaux préparatoires de la Commission parlementaire spéciale «Crise économique et financière» de la Chambre des Députés, cette vue des choses semble se mettre au diapason de mon appréciation.

5. En décidant en date de ce jour de conclure dorénavant des conventions bilatérales de non-double imposition conformément au modèle de convention de l'OCDE, le Gouvernement s'oriente dans la même direction.

Question 3191 (4.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **détecteur de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Au cours de la dernière nuit un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) est décédé dans sa cellule. Selon les informations diffusées par les médias, la personne serait décédée suite à une overdose.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire du 17 septembre 2008 au sujet du détecteur de drogues installé au CPL, Monsieur le Ministre avait fait savoir que l'utilisation de l'actuel détecteur pour la recherche systématique s'était avérée difficile et que, par conséquent, son remplacement par un détecteur de la toute dernière génération s'imposait *(cf. compte rendu N°1/2008-2009 - question parlementaire N°2823)*. J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre si le nouveau détecteur a déjà pu être mis en place. Dans la négative, quelles sont les raisons qui retardent son installation?

Question 3193 (5.3.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **consommation de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

La presse fait état du fait qu'un jeune homme de 20 ans serait décédé à la prison et que sa mort pourrait être due à une overdose.

À plusieurs reprises je vous ai fait savoir mon inquiétude face au laxisme des responsables de la prison en matière de drogues et de l'abus systématique de médicaments à la prison et je vous ai fait des propositions pour lutter contre ce fléau notamment en organisant des contrôles non seulement des visiteurs mais aussi du personnel, au niveau de la manière d'organiser les fouilles des cellules, de gêner le trafic financier, le brouillage des téléphones portables utilisés pour effectuer les commandes de drogue etc..

Monsieur le Directeur de la prison a lui-même reconnu un trafic important dans la prison et pourtant rien n'est fait pour y remédier d'une façon efficace. Un rapport de la Commission européenne d'août 2001 fait état de 36% de prisonniers sous l'empire de la drogue, soit un des pourcentages les plus élevés d'Europe.

Une pétition datant de quelques années du prisonnier M. contresignée par 30 détenus demandant votre aide dans la lutte contre les trafiquants a eu pour seule réaction que le détenu a été lourdement sanctionné et placé en cellule d'isolement.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous confirmer la mort d'un jeune par overdose à la prison?

2. Combien de détenus ont succombé voire ont failli succomber à une overdose ou à un abus de médicaments durant les douze derniers mois?

3. Quelles sont les drogues utilisées dans les cas susmentionnés?

4. Combien de personnes ont été arrêtées pour trafic de drogues et quelles quantités ont été saisies durant les douze derniers mois alors que l'importation de drogues journalière atteint le kilo?

5. Quelles mesures ont été prises voire seront prises pour amplifier la lutte contre le trafic de drogues dures dans la prison? Le Gouvernement a-t-il l'intention d'émettre une circulaire pour définir les moyens de lutter contre le trafic et la consommation de drogues et surtout de définir les moyens de prévention?

Réponse (20.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice*:

1. En date du 4 mars 2009 vers 6.50 heures, un condamné âgé de 20 ans a été trouvé mort dans sa cellule. Le parquet de Luxembourg a ouvert une enquête et a fait procéder à une autopsie pour voir déterminer la cause du décès. Les résultats de l'enquête toxicologique ne sont pas encore connus.

2. La procédure pour l'acquisition par marché négocié d'un nouveau détecteur de stupéfiants est en voie de finalisation.

3. Durant les douze derniers mois, aucun décès par overdose n'a été à déplorer.

Du 1er mars 2008 au 1er mars 2009, 197 personnes ont été admises au CPL pour trafic de drogues.

0,5 gr d'héroïne, 22,8 gr de haschisch et 26,4 gr de marihuana ont été saisis au sein du CPL pendant cette période.

4. Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues dures, et plus généralement contre les infractions contre la législation sur les stupéfiants, l'administration pénitentiaire coopère étroitement avec le service de police judiciaire et fait notamment intervenir régulièrement la brigade canine. Toutes les infractions constatées sont signalées au parquet.

Question 3199 (6.3.2009) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**Airbus A400M:**

Déi zimlech penibel Geschicht vun de Panne bei der Entwécklung vun deem neie Militärtransportfliger A400M léisst bei enger Partie Leit d'Hoffnung opkommen, datt dësen deiere Fliger um Enn awer net gebaut gëtt an et domat zu enger erfreelecher Entlaaschtung vun eisem Budget kënnt kommen.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1. Wat sinn allgemeng d'Absichte vun der Regierung an dëser Saach? Ass d'Regierung gewëllt um Kaf vun dësem Fliger festzehalen, och wann en um Enn sollt méi deier ginn, wéi am Kontrakt festgehalen ass?

2. Ënner wat fir Konditiounen ass de Lëtzebuerger Stat fräi, fir de Kafkontrakt opzekënnegen?

3. Wéi vill ass bis elo fir dat Lëtzebuerger Exemplar bezuelt ginn, a wou stinn dës Souen dëse Moment?

4. Besteet d'Méiglechkeet, fir dës Souen zréckzekréien oder muss de Lëtzebuerger Stat och fir d'Entwécklungskäschte bezuelen, wann näischt aus dem Fliger gëtt, respektiv wa Lëtzebuerg géif legal aus dem Kontrakt eraustrieden?

5. Wéi héich sinn déi zousätzlech Käschten, déi bis elo ugefall sinn, zum Beispill fir d'Ausbildung vun den zukünftege Piloten?

Réponse commune (13.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

1. Dës Woch ass eng Réunioun zu Prag ënner Ministeren an deem vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Dossier. D'Ministere vun de Länner, déi sech un dësem Projet bedeelegen, sinn am regelméissege Kontakt. Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass dësen 9. Mäerz iwwert den Dossier informéiert ginn a si wäert weider Informatiounen no der Réunioun vu Prag kréien.

Am Résumé ass et esou, datt den A400M e wichtegen industriellen europäesche Projet ass fir d'Entwécklung vun enger europäescher Loftfahrt an d'Weiderentwécklung vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik. En entsprécht des Weideren engem reellen internationale militäresche Besoin, zum Beispill am Kader vun humanitären Interventiounen. Et gesäit den Ament esou aus, ouni Prag wëlle virzegräifen, wéi wann d'Tendenz wier, datt op d'mannst een Deel vun den Acheteure preliminär der Meenung sinn, dass fir den Ament den Délai fir d'Opléisung vum Vertrag ëm e puer Méint soll verlängert ginn.

2. Wéi an der éischter Äntwert exposéiert, deit villes drop hin, datt dës Woch eng Décisioun geholl gëtt, duerch déi den Délai, fir de Vertrag opzeléisen, verlängert wäert ginn.

3. Bezuelt si 27 Milliounen Euro. Dës beinhalten haaptsächlech Développementskäschten déi Airbus zoustinn.

4. D'Regierung wëll net spékuléieren am Hibléck op eng Vertragsopléisung, an dofir ass et och schwiereg sech elo hei an esou eng Hypothees ze placéieren. Sollt déi Hypothees sech trotzdeem konkretiséieren, ass et esou, datt fir d'éischt wäerte Konsultatioune mat deenen aneren Acheteure stattfannen.

5. Zousätzlech Käschte fir d'Ausbildung vu Pilote si bis elo keng ugefall. Déi Pilote sinn an hirer normaler Formatioun op der Offizéieschschoul zu Bréissel.

Question 3201 (9.3.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **analyses sur dégâts apparus sur des immeubles annexes du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA):**

Suite à ma question urgente N°2897 du 13 octobre 2008 relative aux dégâts apparus sur certains immeubles annexes du MNHA lors de projets de rénovation de l'îlot A *(cf. compte rendu N°2/2008-2009 - réponse orale)*, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait répondu que des examens techniques seraient menés sur place afin de révéler les origines de l'incident et l'étendue des dégâts:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations sur les résultats de ces analyses ainsi que sur les origines et l'étendue des dégâts?

- Est-ce que les travaux de réparation sont entre-temps achevés et la sécurité rétablie?

Réponse (7.4.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Claude Adam, relative au Musée National d'Histoire et d'Art, il y a lieu de préciser que suite aux fissures constatées dans les bâtiments de la section «Vie Luxembourgeoise» du MNHA et qui en ont entraîné la fermeture au public par mesure de précaution, le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, propriétaire des immeubles concernés, a diligenté une expertise par les soins d'un bureau d'études.

D'après le rapport de ce bureau, la grande majorité des fissures et les affaissements de planchers ne sont pas récents et ont notamment pour cause une mise en charge importante des planchers en bois. À condition que les planchers soient déchargés - ce qui a été fait entretemps - l'expert conclut à ce qu'il n'existe pas de problème de stabilité.

En outre, l'expert conseille une réflexion de fond tendant à un assainissement général et à une mise en conformité des immeubles en cause. À noter en effet que ces bâtiments n'ont plus fait l'objet d'une rénovation depuis leur reconversion en musée dans les années 1970.

À la demande du Musée National d'Histoire et d'Art, l'Inspection du Travail et des Mines a inspecté les lieux et a proposé de collaborer à l'élaboration d'un concept de mise en sécurité des bâtiments, ceci en concertation avec les autres intervenants tels que les services compétents de la Ville, le Service de Sécurité dans la Fonction publique.

D'après l'ITM, dans la configuration actuelle des bâtiments, les niveaux 0, 1 et 2 peuvent sous certaines conditions être ouverts au public.

Question 3204 (9.3.2009) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**approvisionnement en médicaments:**

Nos pharmaciens reçoivent les médicaments destinés aux patients du Grand-Duché par l'intermédiaire de grossistes répartiteurs luxembourgeois qui les achètent à 80% environ en Belgique, les 20% restants provenant essentiellement de l'Allemagne et de la France.

Depuis un certain temps déjà, des laboratoires implantés en Belgique auraient décidé de contingenter leurs médicaments destinés au Grand-Duché. Selon certains pharmaciens, ceci provoque régulièrement des pénuries dans notre approvisionnement avec certains médicaments importants (traitements du cancer, thromboses, maladie de Parkinson etc.). Ces phénomènes inquiétants auraient par ailleurs tendance à augmenter.

Ceci est d'autant plus incompréhensible que les besoins précis du Grand-Duché sont parfaitement établis grâce aux chiffres dont dispose la Caisse Nationale de Santé.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de ces problèmes?

- Quelle est la raison du contingentement pratiqué par ces laboratoires fournisseurs implantés en Belgique?

- Quelles mesures allez-vous prendre pour résoudre ce problème dans les meilleurs délais?

Réponse (6.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire fait état d'une pénurie en médicaments essentiels, utilisés pour le traitement du cancer, des thromboses ou encore de la maladie de Parkinson, qui serait apparue suite à une pratique de contingentement de la part de fournisseurs établis en Belgique.

Il y a eu effectivement, il y a quelque temps, des problèmes d'approvisionnement passagers pour certains médicaments. Les classes de médicaments citées par l'honorable Parlementaire n'étaient pas concernées par ce problème.

Les grossistes très vigilants ont informé immédiatement mes services. Sur notre intervention la situation a été très vite régularisée.

À aucun moment il n'y a eu un problème pour un malade, aucun médicament vital et essentiel et irremplaçable n'est venu à manquer.

Le problème provient du fait que certains fabricants de médicaments établis en Belgique ont, en vue de programmer leur distribution, chargé une société commerciale indépendante de collecter des données sur les ventes de leurs produits par les grossistes approvisionnant les pharmacies dans les différents États membres. Sur base de ces données ces fabricants font des prévisions pour leurs distributions futures dans ces pays.

Pour le Luxembourg les chiffres absolus sont très peu élevés, d'où des divergences relatives plus prononcées d'une période à une autre, avec un risque accru d'un approvisionnement insuffisant.

Question 3231 (17.3.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **déclarations du Ministre des Finances allemand et du Président du Parti social-démocrate allemand:**

Dans le contexte de la lutte contre les soi-disant paradis fiscaux, le Ministre des Finances allemand («Es hat nie eine schwarze Liste gegeben. Es ist nur ein Instrument gewesen, um die Indianer in Angst und Schrecken zu versetzen.») et le Président du Parti social-démocrate allemand («Früher hätte man dort Soldaten hingeschickt. Aber das geht heute nicht mehr.») ont fait des déclarations assez belliqueuses à l'égard des pays visés. Ces déclarations ont provoqué de vives réactions dans les pays concernés. Ainsi, la Suisse a, par exemple, demandé de la part de l'ambassadeur allemand des explications supplémentaires à propos de ces déclarations.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance des déclarations susmentionnées? Si oui, comment le Gouvernement entend-il réagir? Est-il notamment prévu d'adresser une note de protestation à l'ambassadeur allemand? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision? Faudrait-il dans ce cas admettre que le Gouvernement partageait les propos des politiciens allemand?

Réponse commune (31.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

À l'instar de nombreux Luxembourgeois, nous étions choqués par les déclarations reprises dans votre question. Dans nos contacts avec la Chancelière allemande ainsi qu'avec nos collègues Ministres des Affaires étrangères et des Finances de Berlin, tout comme avec le Président du Parti social-démocrate allemand (SPD), nous avons fait part de la désapprobation du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de ce dérapage de langage. Nous n'avons pas manqué d'informer nos interlocuteurs de l'indignation que ces propos avaient suscité au Luxembourg, même s'ils ne visaient pas explicitement notre pays.

Nous leur avons réitéré la position bien connue du Gouvernement que le Luxembourg ne peut pas être considéré comme paradis fiscal et qu'aucun État membre de l'Union européenne appliquant les règles de celle-ci ne doit figurer sur des listes de pays non coopératifs en matière fiscale.

Nos interlocuteurs nous ont rassurés que la pertinence de nos arguments était comprise et respectée par les autorités allemandes.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

34e séance, mardi 17 mars 2009
35e séance, mercredi 18 mars 2009
36e séance, jeudi 19 mars 2009

„E Meeschtersteck!“

Den 21. Abrëll 2009 huet den Deputéierte Paul-Henri Meyers - am Numm vun der Verfassungskommissioun, déi hie presidéiert - de Projet fir eng grouss Reform vun eiser Constitutioun an der Chamber déposéiert. „E Meeschterstéck vu parlamentarescher Aarbecht“, wéi de Chamberspresident Lucien Weiler moies virum Dépôt op enger Pressekonferenz erkläert hat.

Net eréischt wéi de Grand-Duc duerchblécke gelooss hat, hie géif d'Euthanasiegesetz aus Gewëssensgrënn net kënnen a wëllen ënnerschreiwen, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun sech där Revisioun ugeholl. D'Aarbechte sinn ewell viru fënnef Joer ugelaf. „Et geet drëm, den Text vun der Verfassung un déi gängeg institutionell Praxis unzepassen“, sot de Paul-Henri Meyers bei der Presentatioun.



D'Membere vun der Verfassungskommissioun an de Chamberspresident hunn der Press de Projet fir eng grouss Verfassungsreform virgestallt.

Duerfir proposéiert d'Chamberskommissioun, de Grand-Duc komplett aus dem legislative Prozess erauszehuelen an him och eenzel exekutiv Pouvoiren ofzehuelen: Deemno misst net méi hien, mä e Minister an Zukunft d'Gesetzer ënnerschreiwen, fir dass se kënnen a Kraaft trieden. Och d'Uerteeler vun der Justiz sollen an Zukunft net méi am Numm vum Groussherzog geholl ginn. Wesentlech nei Notiounen am proposéierte Verfassungstext sinn déi mënschlech Dignitéit, déi ënner kengen Emstänn däerf violéiert ginn, e Bréifgeheimnis, dat an Zukunft och fir nei elektronesch Matdeelungsforme soll gëllen, d'Recht op eng dezent Wunneng, dat all Bierger zougestan gëtt, an d'Lëtzebuerger Sprooch, déi de Stat soll promouvéieren.

Eng Décisioun iwwert déi nei Verfassung wäert awer eréischt an der nächster Legislaturperiod falen. Déi nei Chamber wäert awer, ier se sech definitiv doriwwer ausdréckt, d'Stellungnahme vun der Regierung a vum Statsrot ofwaarden an eventuell nach an hire Projet afléisse loossen.

DANS CE NUMÉRO

Situation des personnes handicapées p. 392

Grossesses chez les jeunes filles et avortements p. 405

Lycée Josy Barthel à Mamer p. 416

Sommaire des séances publiques Nos 34 à 36 p. 423

Sommaire des questions parlementaires p. Q136

Krise im Europarat:

Machtkampf mit ungewissem Ausgang

Der Europarat steht vor einer schweren institutionellen Krise: Die anstehende Nominierung eines neuen Generalsekretärs für die 47 Mitgliedsländer umfassende Organisation sorgt für Spannungen zwischen Ministerrat und Parlamentarischer Versammlung. Vier Kandidaturen waren beim Ministerrat eingegangen; dieser hat jedoch nur zwei davon zurückbehalten. Nicht berücksichtigt wurden ausgerechnet jene beiden Kandidaten, die über eine langjährige Erfahrung in der parlamentarischen Vertretung des Europarats verfügen. In den Reihen der Versammlung hat diese Entscheidung erheblichen Unmut ausgelöst. Zwischen den beiden Institutionen des Europarats bahnt sich nun ein Machtkampf mit ungewissem Ausgang an.

Im Rahmen einer Pressekonferenz bedauerten die luxemburgischen Mitglieder der Parlamentarischen Versammlung diese Entwicklung einhellig, so wie sie es bereits vorher im Verlauf einer Unterredung mit Luc Van den Brande getan hatten. Van den Brande ist einer der beiden Kandidaten, die vom Ministerrat abgelehnt worden sind. Am 12. Mai befasst sich das Organ der Regierungen im Europarat noch einmal mit dem Thema.

Vor der Presse zogen die luxemburgischen Abgeordneten jedoch vor allem Bilanz ihrer sich dem Ende zuneigenden Mandate im Europarat. Die Mitglieder der Parlamentarischen Versammlung werden von den nationalen Parlamenten entsandt. Insofern enden ihre Mandate mit Ablauf der nationalen Legislaturperioden. Marcel Glesener (der seine politische Tätigkeit beendet) und Charles Goerens (der für das Europäische Parlament kandidiert) werden der Parlamentarischen Versammlung in Zukunft mit Sicherheit nicht mehr angehören. Die anderen luxemburgischen Vertreter - Lydie Err, Anne Brasseur, Norbert Haupert und Jean Huss - würden sich, nach eigenem Bekunden, über eine weitere Tätigkeit im Europarat freuen.

„Die Parlamentarische Versammlung des Europarats wird unterschätzt und verkannt“, sagte stellvertretend Jean Huss, der der Institution seit 2004 angehört. Er selbst habe mit einem Bericht zum Thema Umweltmedizin viel bewirken können. Die anderen Mitglieder der Delegation berichteten über die jeweiligen Schwerpunkte ihrer Arbeit in den vergangenen Jahren: Lydie Err, die Vorsitzende der luxemburgischen Delegation, bezeichnete ihren Bericht über Frauenhandel und Prostitution als ihre größte Herausforderung; Charles Goerens berichtete über die Monitoring-Mission zum Zustand der jungen Demokratie im Mitgliedsland Serbien; Anne Brasseur verwies auf ihren Bericht über „Die Gefahren des Kreationismus im Bildungswesen“. Marcel Glesener, der zuletzt als Vorsitzender des Sozialausschusses tätig war, ging hart mit der Regierung ins Gericht, da Luxemburg als einer der letzten Mitgliedstaaten die revidierte Sozialcharta des Europarats bislang nicht ratifiziert habe. „Dafür wurden wir öffentlich gerügt!“ sagte Glesener. „Das alles ist äußerst bedauerlich.“



(von links nach rechts) Jean Huss, S.E. Herr Alain Kundycki, belgischer Botschafter in Luxemburg, Lydie Err, Charles Goerens, Luc Van den Brande, Norbert Haupert, Marcel Glesener, Anne Brasseur

➤ Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Transformer les défis démographiques en opportunité

Le défi démographique du XXIe siècle et le vieillissement de la population européenne: tel était le thème principal de la réunion de la XXIIe Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est réunie à St Hélier, capitale de l'île de Jersey. La Chambre des Députés y fut représentée par son Vice-Président, M. Jos Scheuer.

Les défis socio-économiques

L'évolution de la population mondiale démontre clairement que l'Europe est une des régions les plus vieilles. L'Europe est confrontée à une baisse programmée de la population d'âge actif et bientôt de l'emploi et à une hausse importante des personnes de 65 ans et plus. Dans ce contexte Mme Micheline Lambrecht du Bureau fédéral du Plan belge constate que *«les défis socio-économiques sont nombreux»* et elle s'interroge sur la viabilité des systèmes de protection sociale. Comment assurer le financement des pensions légales ainsi que des soins de santé et des services d'aide aux personnes âgées à long terme?



M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a présenté le système de l'assurance dépendance à l'Assemblée régionale Europe de l'APF.

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a présenté le système de l'assurance dépendance qui a été introduit au Luxembourg en 1998 au vu de l'importance du vieillissement démographique. Il s'est lui aussi interrogé sur la pérennisation à long terme de ce 5e risque de la sécurité sociale.

Nécessité d'un changement des mentalités

Considérant les coûts de retraite et de santé générés par le vieillissement de la population, Mme Myriam Van Espen, experte internationale en vieillissement, a lancé un appel aux parlementaires présents de *«contribuer au changement des mentalités»*. Elle propose de *«considérer l'accroissement de la longévité comme un atout et une compétence dont la société peut tirer profit»* et *«de valoriser les compétences des aînés et de les prendre en considération dans les réflexions politiques et stratégiques»*.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les quelque 50 députés et sénateurs présents se déclarent décidés *«à transformer les défis démographiques du XXIe siècle en opportunité pour mettre en place une société ouverte à tous les âges, respectant de vivre dans la dignité et facilitant la participation de tous aux processus de décision»*.

Krisegestioun

„Zivil a militäresch Zesummenaarbecht an der Gestioun vu Krisen“ - ënnert där Iwwerschrëft stoung e Colloque vun der Europäescher Assemblée fir Sécherheet a Verdeedegung uganks Abrëll zu Berlin. Am Kader vun zwou Tablerondë goufen do d'Konflikter an Afghanistan an am Kosovo besonnesch ënnert d'Lupp geholl. Politesch Perséinlechkeeten aus de concernéierte Regiounen hu mat héije Vertrieder vun NATO an EU diskutéiert iwwert d'Léieren, déi aus béide Krise kënnen (a sollen) gezu ginn. Dobäi huet sech de Konsens erausgeschielt, datt et net duergeet, Sécherheet ze garantéieren, mä datt déi international Communautéit an engems eng Strategie muss lancéieren, fir e Stat hierzestellen.

D'Chamber war op deem Colloque zu Berlin vertrueden duerch de President vun der Lëtzebuerger Delegatioun an der Assemblée vun der WEU/UEO, Marcel Glesener, an duerch d'Delegatiounsmemberen Norbert Haupert an Anne Brasseur. Däitschland huet am Moment d'Présidence vun der Westeuropäescher Unioun (WEU/UEO).

E renge „Girls' day“

Wéi schonn an de Jore virdrun huet d'Chamber sech och 2009 nees un der Initiativ „Girls' Day - Boys' Day“ vum CID-Femmes bedeelegt. Am Parlament war et allerdéngs e rengen „Girls' Day“, well sech just Meedercher - an zwar eelef un der Zuel - ugemellt haten, fir e Bléck an d'Kulisse vun der Chamber ze werfen.

No enger Aféierung an d'Geschicht vum Parlamentarismus zu Lëtzebuerg, an de Fonctionnement vun der Chamber an an de Wahlsystem, haten déi tëschent 14 a 17 Joer jonk Schülerinne Geleeënheet, eng Stonn laang mat enger Rei (Dammen an Hären) Deputéiert ze diskutéieren. Ofgeschloss gouf de Moie mat enger Visite guidée vum Chambersgebai a vun der Regie vun der Chamberstëlee.



Membere vun der Chancëgläichheetskommissioun hunn déi eelef Schülerinnen empfaang.

Les enseignements de la crise financière

Les présidents des Commissions du Budget et des Finances des Parlements de l'Union européenne se sont réunis le lundi 27 et le mardi 28 avril à Prague. Ils ont été largement d'accord pour exiger une meilleure capitalisation des banques, une régulation des «hedge funds» et une meilleure réglementation des agences de notation. Ils ont retenu qu'il ne fallait pas se fier à un seul organe international de régulation, mais plutôt laisser la surveillance aux autorités nationales qui devraient cependant mieux se concerter. Les parlementaires ont encore retenu, sans discussion sur ce point, qu'il fallait combattre les paradis fiscaux.

M. Laurent Mosar, président de la Commission des Finances de la Chambre des Députés, a assisté à la réunion à Prague. Il a notamment critiqué la manière par laquelle la «liste grise» a été élaborée.



Le président de la Commission des Finances et du Budget, M. Laurent Mosar.

Beamtevereedegung

D'Chamber zielt zwee nei Fonctionnairen an hire Reien. Viru kuerzem goufen de Christian Alff an de Jean-Paul Bever vum Generalsekretär Claude Frieseisen vereedegt. Domat klëmmt d'Zuel vum Chamberspersonal op 73.

Den Här Alff schafft am Service vun den öffentleche Sitzungen a fir de Secrétariat général. Den Här Bever ass am Déngscht vum Service international.



Bei der Vereedegung vum Christian Alff (Mëtt) duerch de Secrétaire général Claude Frieseisen (2. vu riets) waren d'Secrétaires généraux adjoints Benoît Reiter (2. vu lénks) an Isabelle Barra (1. vu riets) grad wéi de Chef vum Personalservice Sonja Benassutti derbäi.



De Jean-Paul Bever gouf vum Generalsekretär Claude Frieseisen (riets) a Präsenz vun deem sengem Adjoint Benoît Reiter vereedegt.

Dat neit strategescht Konzept vun der NATO

Dat neit strategescht Konzept vun der NATO war en Haaptthema an der permanenter Kommissioun vun der parlamentarescher Versammlung vun der NATO, déi vum 4. bis de 6. Abrëll an der litauescher Haaptstad Vilnius zesumme war. D'Chamber war do vertrueden duerch d'Deputéiert Marc Spautz a Marc Angel, President respektiv Vizepresident vun der Lëtzebuerger Delegatioun.

Och iwwert d'Relatioune vun der Allianz mat Russland a Wäissrussland ass intensiv geschwat ginn. Déi permanent Kommissioun vum NATO-Parlament huet doriwwer eraus d'Situatioun am Kosovo, an Afghanistan an a Georgien analyséiert. A si huet doriwwer nogeduecht, ob wéi eng Fassong d'Fonctionnementskäschte vun der parlamentarescher Versammlung kéinte reduzéiert ginn.

Natierlech war och de Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vun der NATO bei Geleeënheet vum 60. Anniversaire vun der NATO zu Stroossbuerg (F) an zu Kehl (D) vum 4. Abrëll en Thema zu Vilnius.



D'Deputéiert Marc Angel a Marc Spautz (riets) an d'Madame Jo Ann Emerson, Member vum Amerikanesche Representantenhaus a Presidentin vun der Kommissioun fir d'Zivil- an d'Sécherheetsdimensioun vun der NATO-PV.

Navigation par satellite: accord UE - Corée du Sud

5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

I. Objet du projet de loi

Le système GALILEO

Le Système mondial de Navigation par Satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Il a été lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier.

Coopération internationale

Le système GALILEO sera un système mondial. La coopération internationale constitue par conséquent un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. La République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Elle produit et utilise en outre des appareils et des systèmes électroniques grand public pour lesquels la navigation par satellite apporte de réels avantages concurrentiels.

L'accord de coopération est conclu pour une période de cinq ans et restera en vigueur par la suite sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six mois.

II. L'avis du Conseil d'État

Le Conseil d'État marque son accord avec le texte du présent projet de loi.

Le Conseil d'État constate cependant un certain flottement dans l'exposé des motifs du présent accord de coopération, notamment concernant le calendrier de réalisation des phases de développement et de validation en orbite du système GALILEO.

III. Les implications d'entreprises luxembourgeoises

Le projet GALILEO a en effet pris un retard de quelque cinq ans, ceci pour des raisons techniques, mais également suite à des problèmes de financement après le désistement des investisseurs privés. Entre-temps des solutions ont pu être trouvées. Le coût supplémentaire occasionné par le retard du projet est estimé à 800 millions d'euros.

Grâce à la participation du Luxembourg au projet GALILEO, deux entreprises luxembourgeoises ont pu s'associer en tant que fournisseurs. Il s'agit d'une part de SES Global dont l'expertise en matière de gestion de systèmes de satellites est très sollicitée dans les milieux spécialisés et de la société HITEC qui dispose d'une compétence reconnue en matière de transmission de et vers les satellites, y inclus les antennes au sol. Le volume des affaires est estimé à quelque 65 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

18.02.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2009

Loi du 20 avril 2009.

Mémorial 2009, N°89, page 1036

RCSL - dépôt par voie électronique

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant:

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

L'objet du projet de loi 5716 est double.

D'une part, il s'agit de transposer en droit luxembourgeois la directive 2003/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003. Cette directive, qui modifie la directive 68/151/CEE, impose aux États membres notamment:

- de permettre aux usagers du registre de commerce et des sociétés de pouvoir déposer par voie électronique les actes et indications soumis à publicité en application de la directive 68/151/CEE (transposée par une loi du 23 novembre 1972);

- de numériser les documents et indications déposés au registre de commerce et des sociétés depuis le 1er janvier 2007;

- de numériser à la demande des usagers au moins les documents déposés depuis le 1er janvier 1997;

- de permettre aux usagers d'obtenir une copie de ces documents par voie électronique, et

- de certifier les copies électroniques au moyen d'une signature électronique (au sens de la directive 1999/93/CE).

Le délai de transposition de cette directive 2003/58/CE a expiré le 31 décembre 2006. La directive a déjà été partiellement transposée au Luxembourg. En effet, les documents déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg depuis le 1er janvier 2006 sont systématiquement numérisés et disponibles à la consultation. De même les documents déposés depuis la création du Registre de Commerce et des Sociétés en 1909 sont en cours de numérisation afin d'être accessibles par le biais du site internet de ce Registre. Le projet devait être finalisé dans un délai de trois ans.

D'autre part, les auteurs du projet de loi ont profité des quatre années d'expérience depuis la reprise du registre de commerce et des sociétés par le GIE RCSL pour intégrer dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et dans la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales des principes et procédures nés de la pratique et répondant à une demande des praticiens.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

10.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.03.2009	Discussion concernant les amendements adoptés le 09.10.2008
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2009

Loi du 20 avril 2009.

Mémorial 2009, N°80, page 946

Accès aux représentations cinématographiques

5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

La loi du 13 juin 1922 concernant la surveillance des établissements et représentations cinématographiques publics n'est plus d'actualité. Cette loi de 1922 interdit en effet de façon générale l'accès aux mineurs de moins de 17 ans aux salles de cinéma. Cette interdiction peut être levée moyennant l'autorisation spéciale délivrée pour tel ou tel film par une commission instituée par l'arrêté du 16 juin 1922. Vu, notamment, l'abondance de films, cette commission ne fonctionne plus depuis plusieurs années. En fait, c'est le responsable de la programmation du cinéma qui détermine l'accès aux salles, ceci en fixant les limites d'âge en concordance avec celles prévues dans les pays voisins. Le contrôle de l'accès est effectué par le personnel des caisses à l'entrée du cinéma. Une réelle autorégulation par le secteur lui-même s'est donc mise en place qui, pourtant, souffre de l'absence de base légale.

Le projet de loi 5734 propose ainsi un nouveau régime qui mise sur une autorégulation contrôlée et qui est en phase avec la société moderne. Il vise à mettre les textes législatifs luxembourgeois en conformité avec les réalités de notre pays qui sont, notamment, le nombre très réduit d'exploitants de cinémas ainsi que la quasi-impossibilité de créer un pool de personnes engagées et payées pour visionner, examiner et classer tous les films qui arrivent hebdomadairement dans nos salles. Le texte de la future loi propose donc de confier le contrôle aux exploitants de cinémas. La situation actuelle, établie par la pratique depuis plusieurs années, serait

ainsi légalisée, tout en l'assortissant d'une possible intervention d'une commission indépendante.

Les exploitants des cinémas seront donc autorisés à déterminer les limites d'accès à leurs salles. Cependant, comme il ne faut pas perdre de vue que le secteur lui-même risque d'être mû par une dynamique commerciale, un mécanisme de contrôle est institué afin de contenir les éventuels abus de l'autorégulation. La future loi crée ainsi une commission indépendante de surveillance de la classification des films qui pourra intervenir ponctuellement. À part l'autosaisine, la saisine de la Commission est accordée à différentes autorités étatiques (Ministre de la Famille, Ministre de la Culture, Procureur d'État) ainsi qu'à des organismes en charge des intérêts des enfants comme l'*«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand»*.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

06.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.10.2008	Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires
01.12.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.01.2009	Présentation d'un projet de rapport
19.01.2009	Continuation des travaux
02.03.2009	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2009

REACH

5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994: - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses; - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses;

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Le règlement (CE) N°1907/2006, dit REACH, concerne l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Il exige l'enregistrement, sur une période de onze ans, de quelque 30.000 substances chimiques. Ce processus permettra de compléter les informations manquantes sur les dangers de ces substances et d'identifier des mesures appropriées de gestion des risques.

Dans le cadre de ce processus d'enregistrement, les entreprises qui produisent ou importent au sein de l'UE plus d'une tonne d'une substance chimique par an devront l'enregistrer dans une base de données centrale. Les déclarants sont également tenus d'identifier des mesures appropriées de gestion des risques et d'en faire part aux utilisateurs. En outre, REACH permettra une évaluation supplémentaire des substances suscitant des préoccupations et prévoit un système d'autorisation pour l'utilisation des substances dites extrêmement préoccupantes.

Ce système d'autorisation incitera les entreprises à adopter des solutions de remplacement plus sûres, les demandes d'autorisation devant inclure une analyse des solutions de remplacement et un plan de substitution lorsqu'une solution de remplacement adéquate existe. REACH permet de prendre plus rapidement des interdictions totales ou partielles en cas de détection de risques inacceptables. REACH garantit que les essais sur les animaux sont limités au strict minimum et encourage des méthodes d'essai alternatives.

REACH garantit une information complète de l'industrie et des consommateurs sur les risques présentés par les substances. REACH simplifie la législation communautaire sur les substances chimiques en remplaçant 40 instruments législatifs existants et en créant un système unique pour toutes les substances. REACH vise à améliorer la protection de la santé humaine et de l'environnement tout en préservant la compétitivité de l'industrie chimique de l'UE. Dans le cadre de REACH, l'industrie assumera par ailleurs une plus grande responsabilité dans la gestion des risques liés aux produits chimiques et dans la communication d'informations sur la sécurité des substances.

Ces informations seront transmises tout au long de la chaîne d'approvisionnement. La responsabilité de la gestion des risques liés aux substances est supportée par les personnes physiques ou morales qui fabriquent, importent, mettent sur le marché ou utilisent des substances. Le règlement CE est fondé sur le principe que le secteur doit produire, importer ou utiliser des substances ou les mettre sur le marché de façon responsable et avec la prudence nécessaire pour éviter, dans des conditions raisonnablement prévisibles, les effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement.

REACH institue une agence européenne des produits chimiques, qui est appelée à jouer un rôle central en assurant la crédibilité de la législation sur les substances et des processus décisionnels, ainsi que de leurs bases scientifiques, auprès de toutes les parties intéressées et du public. Elle est également appelée à jouer un rôle décisif dans la coordination des informations communiquées au sujet du règlement et dans sa mise en œuvre. L'agence, qui notamment gère le système d'enregistrement, dispose des structures adaptées aux tâches qu'elle est appelée à exécuter. En tant qu'organe indépendant, elle est dotée de capacités scientifiques, techniques et réglementaires élevées qui assurent la transparence et l'efficacité de son action.

Le Conseil d'Administration de l'Agence est investi des compétences nécessaires pour établir le budget, en contrôler l'exécution, établir un règlement d'ordre intérieur, adopter un règlement financier et nommer le directeur exécutif. Il est composé de manière à représenter chaque État membre, la Commission et les autres parties intéressées désignées par la Commission afin d'assurer la participation de ces parties et du Parlement ainsi qu'à assurer le niveau de compétence le plus élevé et à réunir un large éventail de compétences techniques en matière de sécurité chimique ou de réglementation, tout en veillant à l'existence de compétences spécialisées dans le domaine des questions juridiques et des questions financières générales.

Le Forum de l'Agence permet aux États membres d'échanger des informations concernant leurs activités liées à la mise en œuvre de la législation sur les substances et de coordonner ces activités.

Le comité des États membres est destiné à dégager une approche harmonisée sur des points spécifiques.

L'Agence est financée en partie par les redevances des personnes physiques ou morales et en partie par le budget général des Communautés européennes.

La Commission européenne est principalement chargée de prendre les décisions finales d'octroi ou de refus des autorisations, ceci conformément à une procédure de réglementation afin de permettre l'examen de toutes leurs implications dans les États membres et d'associer plus étroitement ces derniers aux décisions.

Les États membres, à travers leurs autorités compétentes nationales, sont principalement en charge de l'évaluation des substances et d'une mission de conseil aux acteurs socio-économiques concernés.

Le projet de loi 5819 a pour objectif l'application et la sanction de dispositions du règlement REACH. Il précise les compétences et met l'accent sur la coopération, met en place un comité interministériel, introduit des dispositions ayant trait à la recherche et la constatation des infractions, prévoit des mesures et sanctions administratives et accorde aux associations écologiques agréées le droit d'agir en justice. Il met en pratique les décisions prises en la matière par le Conseil de Gouvernement, à savoir:

- désignation du Ministre de l'Environnement pour remplir une fonction de coordinateur ministériel et désignation de l'Administration de l'Environnement en tant qu'autorité nationale compétente;

- mise en place d'un comité interministériel, composé de délégués des départements ministériels concernés, dont l'environnement, l'économie, la santé, le travail, etc. chargé d'une mission de suivi et de coordination du système REACH et susceptible de faire office d'autorité nationale centralisée;

- création d'un help-desk, assumé par le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) et chargé de tâches de conseil aux entreprises et d'appui logistique et technique au comité interministériel et aux administrations concernées par la matière;

- renforcement des administrations chargées de tâches de gestion et de contrôle;

- désignation de représentants respectifs au Conseil d'Administration, au Forum et au comité des États membres de l'Agence, à savoir un représentant du Ministre de l'Environnement en tant que délégué au Conseil d'Administration, le représentant de l'Administration de l'Environnement en tant que délégué au Forum, un représentant du CRTE en tant que délégué au comité des EM.

En outre, le projet de loi adapte la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, adapte la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses et abroge la loi modifiée précitée du 11 mars 1981.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

27.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
12.06.2008	Examen du projet de loi
16.10.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.01.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.03.2009	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2009

UE - Monténégro

5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord de stabilisation et d'association («ASA») entre les Communautés européennes respectivement leurs États membres et le Monténégro. Cet Accord s'inscrit dans le cadre du processus de stabilisation et d'association lancé en 1999 par l'Union européenne en faveur des pays de l'Europe du Sud-Est.

En juillet 2004, la Commission européenne a proposé de suivre une approche jumelée qui impliquait un accord de stabilisation et d'association unique pour la Serbie-et-Monténégro, mais des négociations distinctes avec chaque république entre autres sur les politiques commerciale et économique. Après l'indépendance du Monténégro en juin 2006, le Conseil de l'UE adopta un nouveau mandat de négociation pour le Monténégro. Les négociations de l'ASA ont repris avec le seul Monténégro, mais tenant compte des résultats accomplis dans le cadre des négociations précédemment menées avec l'Union étatique.

Les objectifs de l'ASA sont entre autres de soutenir les efforts du Monténégro en vue de renforcer la démocratie et l'État de droit, de contribuer à la stabilité politique, économique et institutionnelle du pays, ainsi qu'à la stabilisation de la région, de fournir un cadre approprié au dialogue politique, de soutenir ses efforts en vue de développer sa coopération économique et internationale notamment grâce au rapprochement de sa législation à celle de la Communauté, de soutenir les efforts du Monténégro pour achever la transition vers une économie du marché, d'élaborer progressivement une zone de libre-échange entre la Communauté et le Monténégro et d'encourager la coopération régionale.

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive sont qualifiés d'éléments essentiels de l'Accord. Les parties contractantes réaffirment en outre l'importance qu'elles attachent au respect des obligations internationales, et notamment à la coopération sans limites avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et à la lutte contre le terrorisme. L'Accord souligne que la paix et la stabilité aux niveaux international et régional, le développement de relations de bon voisinage, les droits de l'homme et le respect et la protection des minorités jouent un rôle essentiel dans le processus de stabilisation et d'association.

En ce qui concerne le cadre institutionnel, un conseil de stabilisation et d'association est institué. Composé de membres du Conseil de l'Union européenne et de la Commission d'une part et de membres du gouvernement monténégrin d'autre part, ledit conseil est chargé de superviser l'application et la mise en œuvre de l'Accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

09.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2009

Institut Forestier Européen

5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

L'Institut forestier européen a été créé en 1993 pour répondre à un besoin de renforcement de la coopération scientifique européenne en matière forestière et pour stimuler la prise en compte de la recherche forestière au niveau européen.

La mission de l'institut est de promouvoir, de conduire et de coordonner la recherche forestière au niveau paneuropéen et d'en diffuser les résultats à toutes les parties intéressées de manière à assurer la conservation et la gestion durable des forêts en Europe.

Après dix ans d'existence, l'Institut forestier européen a décidé de poursuivre son internationalisation en changeant de statut pour devenir une organisation internationale dont les nouveaux membres sont des pays, tandis que les anciens membres - organismes à caractère scientifique, pédagogique, industriel ou commercial - deviennent membres associés.

La nouvelle convention a été signée en 2003 par 20 pays dont le Luxembourg. Elle est entrée en vigueur le 4 septembre 2005. Au 31 décembre 2007 elle avait été ratifiée par 17 pays.

Pour ce qui est de l'état de la recherche forestière au Luxembourg, on notera que le Luxembourg ne dispose pas d'un institut de recherche forestière à proprement parler. Certaines recherches ont été initiées par la cellule CREBS du Centre de Recherche Lippmann, mais la plupart font l'objet de conventions entre l'Administration des Eaux et Forêts et des instituts étrangers de plusieurs pays européens.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

18.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2009

Loi du 20 avril 2009.

Mémorial 2009, N°86, page 1014

Responsabilité environnementale

5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le présent projet de loi porte transposition en droit national de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, telle qu'elle a été modifiée par la directive 2006/21/CE en matière de gestion des déchets de l'industrie extractive. La directive établit un cadre de responsabilité environnementale fondé sur le principe du pollueur-payeur. Le régime mis en place est un régime original, «sui generis», en ce qu'il mélange les éléments relevant du droit privé avec ceux relevant du droit public. Il ne prévoit pas l'indemnisation du préjudice; il ne vise que la prévention et la réparation des dommages à l'environnement.

Aux termes de la directive, les dommages environnementaux sont définis comme:

- les dommages directs ou indirects, causés au milieu aquatique couvert par la législation communautaire en matière de gestion des eaux;

- les dommages, directs ou indirects, causés aux espèces et habitats naturels protégés au niveau communautaire par les directives «oiseaux sauvages» et «habitats»;

- la contamination, directe ou indirecte, des sols qui entraîne un risque important pour la santé humaine.

Actuellement, en cas de dommages à l'environnement, compte tenu de l'absence de régime spécifique, le droit commun de la responsabilité délictuelle s'applique. Il en va de même en matière d'action fondée sur la théorie des troubles du voisinage.

Le régime de responsabilité du Code civil protège les personnes et les biens et assure l'indemnisation des préjudices subis. En application de ces dispositions, les dommages liés à l'environnement ne peuvent être réparés que dans la mesure où ils constituent une atteinte à une personne ou à un bien appartenant à une personne. L'environnement faisant partie des res nullius, une atteinte à l'environnement en dehors de tout droit de propriété ne peut donc être réparée selon les mécanismes traditionnels du droit de la responsabilité.

Le régime mis en place par la directive n'est pas, prioritairement, de nature contentieuse. Il n'en ignore pas pour autant les concepts fondateurs du droit de la responsabilité.

C'est ainsi qu'il instaure une responsabilité soit objective, soit pour faute, selon l'activité à l'origine de la menace de dommage ou du dommage.

Le principe de responsabilité s'applique aux dommages environnementaux et aux menaces imminentes de tels dommages lorsqu'ils résultent d'activités professionnelles, dès lors qu'il est possible d'établir un lien de causalité entre le dommage et l'activité en question.

La directive distingue alors deux situations complémentaires, auxquelles s'applique un régime de responsabilité distinct: d'une part, dans le cas d'activités professionnelles énumérées par la directive, et, d'autre part, dans le cas des autres activités professionnelles.

Le *premier régime de responsabilité* s'applique aux activités professionnelles dangereuses ou potentiellement dangereuses énumérées dans l'annexe III de la directive. Il s'agit principalement d'activités agricoles ou industrielles soumises à un permis en vertu de la directive sur la prévention et la réduction intégrée de la pollution (IPPC), d'activités rejetant des métaux lourds dans l'eau ou dans l'air, d'installations produisant des substances chimiques dangereuses, d'activités de gestion des déchets (notamment les décharges et les installations d'incinération) ainsi que d'activités concernant les OGM et les micro-organismes génétiquement modifiés. Selon ce premier régime, *l'exploitant peut être tenu pour responsable même s'il n'a commis aucune faute*.

Le *second régime de responsabilité* s'applique à toutes les activités professionnelles autres que celles énumérées dans l'annexe III de la directive, mais uniquement lorsqu'un dommage, ou une menace imminente de dommage, est causé aux espèces et habitats naturels protégés par la législation communautaire.

Dans ce cas, *la responsabilité de l'exploitant ne sera engagée que si celui-ci a commis une faute ou s'est montré négligent*. La directive prévoit un certain nombre de cas d'exclusion de la responsabilité environnementale. Ainsi, le régime ne s'applique pas en cas de dommages ou de menace imminente de dommage qui résulte d'un conflit armé, d'une catastrophe naturelle, d'une activité relevant du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une activité de défense nationale ou de sécurité internationale, ainsi que d'une activité relevant de certaines conventions internationales énumérées dans l'annexe IV.

Lorsqu'une menace imminente de dommage environnemental apparaît, l'autorité compétente oblige l'exploitant en tant que pollueur potentiel à prendre les mesures préventives appropriées ou elle les prend elle-même et recouvre par la suite les frais afférents à ces mesures.

Lorsqu'un dommage se produit, l'autorité compétente oblige l'exploitant à prendre les mesures de réparation appropriées dont question à l'annexe II ou elle les prend elle-même et recouvre par la suite les frais. Si plusieurs dommages se sont produits, l'autorité compétente peut décider de l'ordre de priorité dans la réparation des différents dommages.

La réparation des dommages environnementaux prend différentes formes selon le type de dommage, les méthodes à prendre en compte étant répertoriées à l'annexe II:

- pour les dommages affectant les sols, la directive exige que les sols concernés soient décontaminés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque grave d'incidence négative sur la santé humaine;

- pour les dommages affectant les eaux ou les espèces et habitats naturels protégés, la directive vise à la remise de l'environnement en l'état antérieur au dommage. À cet effet, les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés doivent être restaurés ou remplacés par des éléments naturels identiques, similaires ou équivalents, soit sur le lieu de l'incident, soit, si besoin est, sur un site alternatif.

Quant aux coûts liés à la prévention et à la réparation, y compris les frais d'évaluation environnementale à réaliser afin de déterminer l'étendue du dommage et les mesures à prendre pour le réparer, ils sont supportés par l'auteur du dommage ou par la personne à l'origine de la menace de dommage.

Dans la mesure où l'autorité compétente recouvre les frais qu'elle a supportés, les procédures de recouvrement doivent être entamées dans les cinq ans à compter de la date d'achèvement des mesures de prévention ou de réparation ou de la date à laquelle l'exploitant responsable ou le tiers ont été identifiés, la date la plus récente étant retenue. Si plusieurs exploitants sont coresponsables d'un dommage, ils doivent supporter les coûts afférents à la réparation soit solidairement, soit sur une base proportionnelle.

Pour ce qui est de la couverture des frais, la directive, sans obliger les exploitants à se munir d'une garantie financière telle qu'une assurance, de manière à couvrir leur potentielle insolvabilité, invite les États membres à encourager les exploitants à recourir à de tels mécanismes et à promouvoir le développement de ce type de services.

Les personnes physiques ou morales qui pourraient être affectées négativement par un dommage environnemental ainsi que les organisations dont le but est la protection de l'environnement peuvent, sous certaines conditions, demander aux autorités compétentes d'agir face à un dommage. Les personnes et organisations ayant introduit une demande d'action peuvent entamer un recours auprès d'un tribunal ou d'un organisme ad hoc en vue de faire apprécier la légalité des décisions, actions ou inactions de l'autorité compétente.

Lorsqu'un dommage ou une menace de dommage peut avoir des conséquences affectant plus d'un État membre, ceux-ci procèdent à une coopération dans l'action de prévention ou de réparation.

Luxembourg

Le projet de loi transpose fidèlement les dispositions de la directive.

La directive prévoit en son article 8, paragraphe 4 la faculté pour les États membres de prévoir que l'exploitant qui n'a pas commis de faute ni de négligence ne supporte pas les coûts relatifs aux mesures de réparation lorsque le dommage est dû à une émission ou à un événement expressément autorisé ou dont le caractère dommageable ne pouvait être connu lorsqu'ils ont eu lieu.

Le projet de loi reprend le deuxième cas de figure d'exonération financière, à savoir le fait que le dommage à l'environnement résulte d'une émission, d'une activité ou de tout mode d'utilisation du produit dans le cadre d'une activité qui n'était pas considérée comme susceptible de causer des dommages à l'environnement au regard de l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment du fait générateur du dommage; il est entendu que la mise en œuvre de ce cas d'exonération financière, qui déroge au principe pollueur-payeur, n'est pas automatique, alors que la charge de la preuve d'absence de faute ou de négligence et du fait que le dommage à l'environnement résulte d'une activité qui n'était pas considérée comme préjudiciable à l'environnement à la lumière de l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment du fait générateur du dommage incombe à l'exploitant.

Ce moyen d'exonération nécessitant une double preuve est lié au fait qu'il serait inéquitable de pénaliser financièrement un exploitant qui arrive à prouver qu'il n'a commis aucune faute ou négligence et que le dommage environnemental ne pouvait être anticipé compte tenu de l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment de la survenance de ce dernier. Le moyen d'exonération «du fait du permis» pouvant être adopté pour les activités de l'annexe III n'a pas été repris afin de ne pas créer un double système d'exonération. Compte tenu de la nature des activités visées à l'annexe III, l'exonération par la «simple preuve» du respect des conditions des autorisations n'apparaît guère justifiée eu égard au principe du pollueur-payeur.

La directive prévoit en son article 14 que les États membres encouragent le développement, par les agents économiques et financiers appropriés, d'instruments et de marchés de garantie financière et que la Commission CE présentera un rapport et une évaluation d'impact approfondie en la matière, suivis le cas échéant de propositions relatives à un système de garantie financière obligatoire harmonisée.

Sans préjudice du fait qu'il ne serait pas approprié, pour des raisons évidentes, d'établir un régime afférent au seul niveau du Luxembourg, il y a lieu d'attendre les initiatives communautaires en la matière.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 28.04.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

16.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.11.2008 Examen de la prise de position du Mouvement écologique
03.12.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2009 Examen d'une proposition d'amendement parlementaire
09.03.2009 Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2009
Loi du 20 avril 2009.
Mémorial 2009, N°82, page 968

Navigation par satellite: accord UE - Maroc

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Le système GALILEO[1]

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA), il devra mener au développement d'une nouvelle génération de services universels dans des secteurs tels que les transports, les télécommunications, l'agriculture ou la pêche.

La coopération internationale

Le système GALILEO sera un système mondial. La coopération internationale constitue par conséquent un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. Les accords bilatéraux doivent être approuvés par chaque pays membre de l'Union européenne individuellement. Au Luxembourg, les lois approuvant les accords avec les États-Unis (doc. parl. 5461), la Chine (doc. parl. 5479), l'État d'Israël (doc. parl. 5462) et l'Ukraine (doc. parl. 5586) ont déjà été votées par la Chambre des Députés.

L'accord de coopération avec le Royaume du Maroc

L'accord de coopération avec le Royaume du Maroc, signé le 12 décembre 2006 à Bruxelles permettra aux entreprises marocaines d'acquérir une expertise dans une nouvelle génération de systèmes basés sur la radionavigation par satellite en plus de la création d'un nombre considérable d'emplois à moyen terme.

Les implications d'entreprises luxembourgeoises

Le projet GALILEO a pris un retard de quelque cinq ans par rapport à son calendrier initial, dont le coût supplémentaire occasionné est estimé à 800 millions d'euros.

Grâce à la participation du Luxembourg au projet GALILEO, deux entreprises luxembourgeoises ont pu s'associer en tant que fournisseurs aussi bien dans la phase de validation qui démarrera avec les premiers satellites en 2010 que dans la phase d'essai qui précédera la phase opérationnelle prévue dès 2013. Il s'agit d'une part de SES Global dont l'expertise en matière de gestion de systèmes de satellites est très sollicitée dans les milieux spécialisés et de la société HITEC qui dispose d'une compétence reconnue en matière de transmission de et vers les satellites.

[1] Pour le texte intégral de l'Accord, il est renvoyé au document parlementaire N°5878-0.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.04.2008
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):
18.02.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.03.2009
Loi du 20 avril 2009.
Mémorial 2009, N°90, page 90

Lycée Josy Barthel Mamer

5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant:

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer;

2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Actuellement, les élèves de l'enseignement secondaire du Lycée Josy Barthel n'ont pas la possibilité de continuer leurs études à Mamer après la classe de 5e. Or, les effectifs des lycées offrant la division supérieure de l'enseignement secondaire ne permettent guère d'accueillir en sus de leurs propres élèves ceux provenant des lycées n'offrant que la division inférieure.

Le projet de loi prévoit que le lycée de Mamer pourra organiser des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire conformément à une motion déposée et adoptée le 10 juillet 2008 par la Chambre des Députés dans le cadre du projet de loi 5782 portant création d'un lycée à Junglinster.

47 élèves fréquentent actuellement les deux classes de 4e polyvalente au lycée à Mamer. Ils ont été autorisés de poursuivre leurs études au-delà de la classe de 5e dans le cadre d'un projet pédagogique. Une enquête informelle réalisée auprès de ces élèves relève que la plupart d'entre eux souhaitent suivre l'une des sections C, D et G. Ainsi le L(T)JBM se propose d'organiser deux classes de 3e avec les sections C, D, G à partir de la rentrée 2009/2010.

Étant donné que le lycée de Mamer offrira l'enseignement secondaire pour les divisions inférieure et supérieure, il est proposé qu'il porte désormais la dénomination de «Lycée» au lieu de «Lycée technique», à l'instar des autres établissements avec une offre similaire, le Lycée du Nord ou le Lycée Aline Mayrisch.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.08.2008
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):
04.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du texte
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2009
Loi du 20 avril 2009.
Mémorial 2009, N°87, page 1020

Informations classifiées: accord Luxembourg - Portugal

5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord entre le Luxembourg et le Portugal sur l'échange et la protection réciproque des informations classifiées. L'Accord fixe quelques principes de base respectivement quelques règles d'ordre procédural.

En ce qui concerne le régime de protection des documents classifiés, les États parties s'engagent à apporter aux informations transmises par l'autre partie un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations classifiées nationales de niveau équivalent. L'accès aux informations concernées est strictement réservé aux ressortissants des parties qui se sont vus accorder une habilitation de niveau approprié. De surcroît, les informations classifiées ne peuvent être réservées à des fins autres que celles pour lesquelles elles sont transmises et il est interdit à la partie destinataire de divulguer des informations classifiées échangées ou élaborées dans le cadre de l'Accord à un tiers, une organisation internationale, une entité ou à un ressortissant d'un État tiers sans le consentement préalable de l'Autorité nationale de Sécurité de l'autre État partie.

D'autres dispositions de l'Accord sont consacrées aux visites des installations d'une des parties et aux contrats classés définis comme étant tout contrat dans lequel un candidat ou un cocontractant public ou privé est amené à l'occasion de la passation du contrat ou de son exécution à connaître et à détenir dans ses locaux des informations ou supports protégés.

L'échange de pièces classifiées entre le Luxembourg et le Portugal est désormais régi par l'Accord et par les lois de base nationales, à l'exception des pièces classifiées qui tombent d'un régime de protection qui leur est propre, généralement dans un cadre multilatéral (OTAN, UE…).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
05.01.2009 Désignation d'un rapporteur
05.02.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009
Loi du 13 mars 2009.
Mémorial 2009, N°57, page 728

Adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN

5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

5963 - portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Les projets de loi 5962 et 5963 visent l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

Après la chute des régimes communistes et à la suite des conflits dans les Balkans, l'Albanie et la Croatie ont rapidement fait de leur intégration dans les structures européennes et euro-atlantiques une priorité politique. Leur position traduit tant une adhésion aux principes et valeurs démocratiques véhiculés par l'OTAN qu'une demande de sécurité et de stabilité. L'adhésion des deux pays constitue le sixième élargissement de l'Alliance atlantique, un élargissement qui s'inscrit dans une politique de stabilisation des Balkans. En effet, l'instabilité de ladite région au début des années 1990 a eu des répercussions directes sur la stabilité de l'Europe elle-même.

L'instrument du MAP (Membership Action Plan - plan d'action pour l'adhésion) a soumis les deux pays à un processus de monitoring annuel très sévère. Chaque pays a été invité à établir un programme national annuel de préparation à une éventuelle adhésion fixant des objectifs et des cibles pour ses travaux préparatoires et contenant des informations précises sur les mesures qu'il est prévu de prendre, sur les autorités responsables de leur mise en œuvre ainsi que sur un calendrier des travaux prévus.

La préparation militaire des candidats a été renforcée par rapport à celle des derniers élargissements. L'Albanie et la Croatie ont dû faire des engagements considérables qui ont eu des conséquences financières - comme le relèvement progressif des budgets de défense jusqu'à 2% du PIB - et humaines - comme des réductions de 30% à 50% des effectifs militaires. L'OTAN a mis un accent particulier sur la transparence des plans de défense et des budgets militaires, renforçant ainsi la confiance entre les États ainsi que l'intégration et la coopération en Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Assemblée parlementaire de l'OTAN

02.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

02.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

05.02.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Loi du 20 février 2009.

Mémorial 2009, N°31, page 412

www.chd.lu

Participation de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace Économique Européen

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace Économique Européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace Économique Européen (EEE).

L'Accord sur l'Espace économique européen signé entre les États membres de la Communauté européenne et ceux de l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE) est entré en vigueur le 1er janvier 1994. Il favorise un renforcement continu des relations économiques et commerciales entre les pays de l'EEE en vue d'étendre le marché unique de l'Union européenne aux États membres de l'AELE (la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) à l'exception de la Suisse. Au-delà des quatre libertés fondamentales (libre circulation des biens, services, capitaux et personnes), l'Accord sur l'EEE prévoit également une coopération dans d'autres domaines, tels que la recherche, le développement, l'éducation, la politique sociale, l'environnement et la protection des consommateurs.

Tout État européen, s'il devient membre de l'Union européenne, demande à devenir partie à l'Accord sur l'EEE.

L'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace Économique Européen définit les modalités de participation à l'Accord sur l'EEE. La majeure partie des modalités de participation - comme les adaptations techniques, les clauses de sauvegarde et les périodes de transition - découlent du Traité d'adhésion à l'UE.

D'une manière générale, la Commission européenne s'attend à ce que le renforcement des relations des États actuels de l'EEE avec la Bulgarie et la Roumanie ait un impact positif sur le commerce des marchandises et des services et, partant, bénéficie aux entreprises et aux consommateurs.

D'une part, les relations commerciales actuelles, fondées sur des Accords de libre-échange, seront remplacées par un Accord complet sur l'EEE, incluant les quatre libertés ainsi qu'un certain nombre d'autres domaines de coopération.

D'autre part, les entreprises des pays de l'EEE auront accès à un marché intérieur élargi comprenant plus de 500 millions de consommateurs. L'EEE offre des conditions de concurrence équitables aux entreprises, avec la mise en place de règles et de normes communes au sein de la zone élargie.

Finalement, les ressortissants des pays de l'EEE pourront travailler et vivre dans les États membres de l'EEE avec l'appui de systèmes de sécurité sociale coordonnés et la reconnaissance mutuelle des qualifications et diplômes, sous réserve des mesures nationales portant réglementation de l'application par les États membres des dispositions transitoires prévues par le Traité d'adhésion pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

09.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2009

Le Grand-Duc promulgue les lois, mais ne les sanctionne plus

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Le présent projet de révision constitutionnelle a pour objet de renforcer le fonctionnement démocratique des institutions de l'État et de préciser les compétences du Grand-Duc dans notre système de monarchie constitutionnelle.

D'après notre Constitution, tous les actes du Grand-Duc doivent être contresignés par un membre du Gouvernement, dans la mesure où le Chef de l'État bénéficie d'une irresponsabilité politique et que les ministres sont responsables de ces actes. Cette règle a pour objectif d'assurer que le monarque puisse rester en dehors et au-dessus du débat politique.

Dans le cadre de la procédure législative, le Grand-Duc, outre de disposer d'un pouvoir d'initiative, intervient plus particulièrement après le vote définitif de la Chambre des Députés sur un projet ou une proposition de loi, en sanctionnant et en promulguant le texte ainsi adopté. Par la sanction, le Grand-Duc marque son consentement au texte adopté par le Parlement. La sanction fait partie des attributions législatives du Grand-Duc. En promulguant la loi, le Grand-Duc, avec le contreseing ministériel, ordonne la publication et l'application de la loi. Il appartient en effet au pouvoir exécutif de veiller à l'exécution des lois.

La sanction de la loi peut être interprétée dans le sens que le Grand-Duc devrait manifester son consentement au contenu de la loi, de la même manière que le fait la Chambre des Députés. Or, en monarchie constitutionnelle, le Chef de l'État, de par son statut et de son rôle, mais aussi de son irresponsabilité politique, ne peut exprimer ses opinions au risque d'être mêlé aux débats partisans. Le Grand-Duc doit en toutes circonstances être le garant de l'unité nationale. Afin d'éviter que le Grand-Duc ne puisse être amené à donner son consentement à un texte de loi adopté par une majorité parlementaire alors qu'il désapprouve en tout ou en partie son contenu, et face à l'impossibilité du Grand-Duc de participer au débat politique, il est proposé d'enlever du texte constitutionnel la sanction grand-ducale de la loi.

En démocratie parlementaire, tant le Grand-Duc que le Gouvernement doivent exécuter et faire observer les lois votées par le Parlement élu au suffrage universel. Par conséquent, le Grand-Duc, avec le contreseing d'un ministre responsable, continuera à promulguer par sa signature les textes de loi adoptés par le Parlement. Il est tenu de signer endéans le délai prévu à cet effet par la Constitution.

Le texte ainsi modifié modernise notre Constitution dans un sens plus proche de la pratique constitutionnelle de notre pays.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.12.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

04.12.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen de la question de l'opportunité d'une révision de l'article 34 de la Constitution

09.12.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 11.12.2008

Second vote constitutionnel: 12.03.2009

Loi du 12 mars 2009.

Mémorial 2009, N°43, page 586

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Mardi, 17 mars 2009

SÉANCE 34

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Rôle des affaires
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Ben Fayot, M. François Bausch, Mme Colette Flesch, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Votes: proposition Berger rejetée et ordre du jour adopté*

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert
- *M. le Président*
- *Mme Lydie Err*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Carlo Wagner*
- *Prestation de serment et discours de M. Raymond Weydert*

5. Composition des commissions parlementaires et des délégations internationales
- *M. le Président, M. Michel Wolter*

6. Question urgente N°3226 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la garantie bancaire
- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget - Mme Colette Flesch - M. le Ministre Luc Frieden*

7. Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées
- *Exposé: M. Roland Schreiner*
- *Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

8. 5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994
- *relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses*
- *modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses*

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Jean Huss, M. Robert Mehlen, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration (à qui M. Jean Huss pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Dépôt: M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6005 - Projet de loi ayant notamment pour objet 1. la promotion de la recherche 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche 3. la création d'un établissement pour l'accueil et l'encadrement de nouvelles entreprises innovantes 4. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6008 - Projet de loi portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6010 - Projet de loi portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6011 - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics et de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifié conforme d'un document original

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009

6013 - Projet de loi 1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980 2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2009

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 13.03.2009

2. Rôle des affaires

An hirer Réunioun vum 12. Mäerz 2009 huet d'Presidentekonferenz festgehal, datt den

5834 - Projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2007/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 fixant les règles relatives aux quantités nominales des produits en préemballages, abrogeant les directives 75/106/CEE et 80/232/CEE du Conseil, et modifiant la directive 76/211/CEE du Conseil

vum Rôle vun der Chamber erofgeholl gëtt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hëlt d'Chamber fir d'éischt en neie Member op. Duerno féiere mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Situatioun vun den handicapéiete Mënschen, an dann de Projet de loi iwwert d'Direktiv REACH.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi kënnt d'Interpellatioun vum honorabelen Här Alexandre Krieps iwwert d'Schwangerschaft an d'Ofdreiwe bei jonke Meedercher; an en Donneschdeg Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Schoulreform, SREA an SGE; duerno de Projet de loi 5909, e Lycée zu Mamer; dann d'Question avec débat vum honorabelen Här Braz iwwert d'Aféieren am ganze Land vun enger Jobkaart a schlussendlech e Projet de loi iwwert d'Ëmweltschied.

Ass d'Chamber mat dem Ordre du jour averstanen?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Neen!

M. le Président.- D'Madame Flesch ass net averstanen.

(Interruptions)

Une voix.- Neen, den Här Berger.

M. le Président.- Pardon, den Här Berger freet fir d'DP-Fraktioun d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wollt eppes zum Ordre du jour hei abréngen. Mir hu jo haut de Mëtteg virgesinn, datt mer sollen en Débat d'orientation maachen iwwert dat Gesetz vun 2003 iwwert d'Personnes handicapées. An ech wollt froen, fir deen Débat hei vum Ordre du jour erofzehuelen.

Firwat? Op där enger Säit ass et esou, datt hei fir deen Débat d'orientation keng Viraarbechte gemaach gi sinn an de Kommissiounen, weder an der Familljekommissioun nach an der Santéskommissioun, déi eventuell och concernéiert wär. Et läit kee Rapport do, fir eventuell hei en Débat kënnen ze féieren. Et ass och esou, datt mer guer keng Dokumenter hunn, fir kënnen esou en Débat ze féieren. Déi eenzeg Zuelen, déi ech fonnt hunn, dat war vun enger Question parlementaire vun 2005 vum honorabelen Här Diederich, wou do Zuelematerial virläit. Et ass och Rieds, oder et misst een och dann e Bilan hu vun dem Pilotprojet „La Cordée", wou näischt virläit. Ech mengen, domadder kann ee keng seriö Aarbecht hei an der Chamber maachen.

Mä et kënnt awer nach besser. Et ass jo esou, datt en Débat d'orientation normalerweis soll Indikatioune ginn der Regierung, fir eventuell un engem Gesetz hei eppes kënnen ze änneren. Ech hunn awer gelies an engem Communiqué, datt de leschte

Freideg d'Regierung eng Revisioun beschloss huet vum Gesetz vun 2003 iwwert d'Personnes handicapées. Da froen ech mech wierklech, wat deen Débat haut de Mëtteg hei nach soll, wat mer hei nach sollen diskutéieren, well jo do da schonn d'Regierung hir Décisioune geholl huet.

Ech fannen, datt mir also haut de Mëtteg keen Débat méi brauchen ze féieren. Dat ass nach just virelektoralen Aktivismus op Käschte vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Madame Loschetter huet och d'Wuert gefrot zum Ordre du jour.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, an zwar zum selwechten Thema, an zwar mat där selwechter Demande, well mir et eigentlech och net verstinn, firwat mer hei sollen notamment iwwert d'Gesetz vun 2003, wat eréischt am Juni 2004 a Kraaft getrueden ass, firwat mer sollen hei iwwer eng Adaptatioun vun RMG schwätzen, firwat mer hei sollen iwwert d'Quote vu behënnerten Aarbechter, Salariéë schwätzen, an och firwat mer sollen hei iwwert dee Projet „La Cordée" schwätzen, dee manifestement schéngt e Projet an engem Tirang ze sinn, obwuel et en iwwer Jore gëtt, ouni datt mer iergend e Pabeier hunn. Dat wosste mer am Virfeld, datt et sans rapport wär, mä effektiv, no där Décisioun vum leschte Freideg, wou: «Les membres du Gouvernement se sont déclaré d'accord avec les grandes lignes du projet de révision de la loi» vum 29. September 2003, schéngt et mir extrem schwéier, hei bella figura ze maachen an dann och nach an engem Modell 1 e Rundumschlag ze maache vu behënnerte Persounen, iwwer hir Méiglechkeete fir wunnen ze goen, iwwer hir kompensatoresch Méiglechkeeten, RMG, iwwer Quoten, iwwer all Méigleches, ouni datt mer jee nëmmen eng Kéier sief et an iergendenger Kommissioun doriwwer geschwat hunn.

Mir froen also och, fir et vum Ordre du jour erofzehuelen. Mir hu keng Informatiounen zu deem, wat elo actuellement haut um Stand der letzten Dinge steet, a mir fannen eigentlech, dass et eng Respektlosegkeet ass, hei e Rundumschlag ze maachen an engem Modell 1 vun deem Thema, deen awer gemainstreamt ass an deen „Personnes à besoins spécifiques" heescht.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Freet soss nach een d'Wuert zum Ordre du jour? Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech constatéiere mat engem gewëssenen Erstaunen, dass e Punkt, deen an der Conférence des Présidents op den Ordre du jour gesat ginn ass ouni iergendeng Schwieregkeet, ouni iergendeng Contradictioun, dass deen elo op eemol soll erofgeholl ginn. Ech sinn desto méi erstaunt, dass dat vun der Oppositioun kënnt, déi jo awer interesséiert ass un Débaten. A mir sinn natierlech géint déi Ännerung vun der Dagesuerdnung. Mir halen drop, dass deen Débat d'orientation, dee scho laang ugekënnegt ass, scho Méint laang ugekënnegt ass, de Mëtteg stattfënnt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Fayot soen, datt de Conseil de Gouvernement de Freideg war an d'Conférence des Présidents den Donneschdeg, an donc konnt een en Donneschdeg net wëssen, wat de Freideg do géif décidéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- A mir ginn net ëmmer informéiert.

M. le Président.- D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot. Wann ech gelift!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech wëll an aller Kloerheet dat répétéieren, wat den Här Bausch gesot huet. D'Conférence des Présidents huet den Donneschdeg décidéiert, an de Freideg huet de Conseil de Gouvernement décidéiert, e géif eng Revisioun vum Gesetz virhuelen. D'Conférence des Présidents, mat allem Respekt, deen ech fir si hunn, konnt den Donneschdeg net wëssen, wat de Freideg d'Regierung géif décidéieren, an ech mengen, déi Décisioun vun der Regierung huet jo awer e wesentlechen Impakt op eng soidisant Orientatiounsdebatt, déi mer hei sollte féieren, déi also iwwerhaapt keng Portée méi kann hunn, vu dass d'Regierung an hirer Sagesse schonn décidéiert huet, wat fir eng Revisioun si wéilt virhuelen.

Duerfir froen ech mech, wat fir en Exercice mir fir d'Kaz hei nach solle maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Wann ech och domat d'accord sinn an d'Argumenter verstinn, fir dat vum Ordre du jour ze huelen, an och domat d'accord sinn, dass dat vum Ordre du jour kënnt, esou sinn ech awer der Meenung, wann een awer den Donneschdeg an der Presidentekonferenz gesot huet, mir setzten dat doten op den Ordre du jour, da wousst een awer schonn donneschdes, dass een awer keng…

Plusieurs voix.- Neen!

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Da lauschtert...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dierf een hei wann ech gelift fäerdeg schwätzen?

Hei hu Spriecherinnen an aner Spriecher gesot, Der hätt keng Ënnerlage gehat, ma dat wosst Der awer schonn den Donneschdeg. Dat wësst Der jo awer net eréischt haut. Ech wëll dat awer dobäi soen.

Ech wëll, datt mer engersäits soen, dass dat, wat de Regierungsrot décidéiert huet, eng Saach ass, mä déi aner Saach ass awer déi, wann Der elo den Donneschdeg Jo gesot hutt zu deem Déngen, da wosst Der jo do schonn, dass Der keng Informatiounen a keng Donnéeën hat, duerfir verstinn ech…

(Interruptions)

Neen, lauschtert, wann een elo seet, mer hu keng Donnéeën, a mer hate keng Virgespréicher, fir dat do hei kënne seriö ze preparéieren, da wosst Der dat jo awer och schonn den Donneschdeg an dann huet dat näischt awer mam Regierungsrot de Freideg ze dinn. Dat wëll ech awer derzou soen.

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, den Ordre du jour ass eng Affär vun der Chamber, mä fir datt d'Chamber en toute sagesse hir Décisioun kann huelen, géif ech elo emol wëllen der zoustänneger Ministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, d'Wuert ginn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech sinn zesumme mam Här Biltgen zoustänneg fir déi Travailleurs handicapés.

Ech wëll just soen, datt dat doten eng Debatt ass, déi zënter Méint gefrot ass vum honorabelen Här Schreiner. Et ass also keng Iwwerraschung vun dem Donneschdeg oder ech weess net wat. Et hätt een och kënnen an der Kommissioun, wa Leit gewollt hätten, Informatioune kréien. Et ware jo Kommissiounssitzungen, dann hätt een déi jo selbstverständlech do kënne froen.

A fir dat, wat de Freideg um Ordre du jour vun der Regierung war, dat ass, datt mer och am Virfeld ewell an onofhängeg vun der Demande vum Här Schreiner doriwwer diskutéiert haten, fir ze kucken, wat an deem Gesetz gutt ass, a wann Der wëllt, kann ech lech all déi Datume bréngen, wou mer sougutt d'Gewerkschafte wéi och d'Träger vor Ort gefrot hunn, wat dann d'Changementer wieren, déi een da kéint zousätzlech zu deem Gesetz vun 2003…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass awer ni gefrot ginn!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma, duerfir froe mer se jo de Mëtteg, Här Berger.

A wann do…

(Interruption)

Also, wann an engem Regierungsrot eng Kéier eng Propositioun gemaach gëtt; et ass emol nach kee Projet de loi do, also ass nach guer kee Grond do, fir sech elo hei esou kënschtlech opzereegen.

Dir hutt nach all Zäit fir all zousätzlech Changementer hei ze proposéieren nach haut de Mëtteg, nach, wann de Projet an d'Chamber kënnt an dann an d'Kommissioun kënnt,…

Une voix.- Voilà!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- …ier et bei de Conseil d'État geet. Also, ech menge wierklech, datt déi Diskussioun de Mëtteg nach vun all Utilitéit wier, déi méiglech wier.

Ech wëll och soen, datt jiddereen, deen Informatioune wëllt, déi net nëmme brauch duerch eng Question parlementaire ze kréien, mä an all Rapporten, déi mer all Joer eis ploen ze schreiwen an déi ni e Mënsch zur Kenntnis hëlt, wier et vläicht gutt, fir emol kucken ze goen: Do sti sougutt beim Travail wéi och bei der Famille ganz Kapitelen iwwert d'Travailleurs handicapés, wou ee sech ganz gutt kéint informéieren.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech mengen, d'Attitüd ass elo däitlech vun alle Säiten. Ech denken duerfir, datt wa mer déi Debatt um Ordre du jour halen, da solle mer vun der Geleeënheet profitéiere fir der Regierung mat op de Wee ze ginn, wat se en fin de compte an hire Projet de loi draschreift. An ech denken och, datt d'Regierung esou en oppent Ouer fir d'Chamber huet, datt se all gutt Suggestiounen hei vun der Chamber mat an dat Gesetz apéckt.

Ech géif elo…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Au vote! Au vote!

M. le Président.- Voilà! Ech wollt elo just proposéieren, dass mer zu der Modifikatioun vum Ordre du jour géife kommen, déi gefrot ginn ass vum honorabelen Här Berger.

Ass d'Chamber dermat d'accord fir de Punkt…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Vote électronique!

M. le Président.- Jo, Madame Flesch, wann Der mer eng Chance gitt: Alles dat, wat Dir frot, sinn ech um Punkt fir ze proposéieren.

Ech résuméieren, well d'Fro jo net ëmmer richteg verstane gëtt: Mir stëmmen elo doiwwer of, ob mer d'Propositioun vum honorabelen Här Berger unhuelen an d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Situatioun vun den handicapéiete Leit vum Ordre du jour erofhuelen.

Wie se wëllt erofhuelen, dee stëmmt elektronesch mat Jo. Wie wëllt, dass se drop bleift, dee stëmmt mat Neen. Et geet also ëm d'Propositioun vum demokratesche Groupe.

Vote

Den Ordre du jour bleift eis erhalen, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen hat. Et sinn nämlech 37 Deputéiert, déi mengen, datt mer e solle bäibehalen, an 22 Deputéiert, déi mengen, datt mer e sollen ofänneren.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Michel Wolter), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Elo stëmme mer dann iwwert den Ordre du jour en bloc of.

Ass d'Chamber d'accord mat dem Ordre du jour, esou wéi mer elo décidéiert hunn, datt en eis erhale bleift?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Vote électronique!

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Här Fayot. Pardon, neen, d'Madame Flesch freet de Vote électronique.

(Brouhaha général)

Déi, déi fir den Ordre du jour sinn, esou wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet, déi stëmme mat Jo. Déi aner mat Neen oder se enthale sech.

Vote

D'Propositioun vun der Presidentekonferenz ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmme géint 22 Nee-Stëmmen. Domat ass deen Ordre du jour dann esou ugeholl, wéi e proposéiert gi war.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Michel Wolter), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Romain Schneider), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert

Dir Dammen an Dir Hären, mir huelen haut en neie Member an der Chamber op.

A sengem Bréif vum 11. Mäerz 2009 huet den honorabelen Här Patrick Santer mir matgedeelt, datt hie vum 11. Mäerz dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Démissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun op dat vakant Deputéiertemandat suergt an datt de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 11. Mäerz 2009 hunn ech mech also un den Här Raymond Weydert vun Nidderaanwen gewant, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volleksparte aus

dem Wahlbezierk Zentrum steet. An a sengem Bréif vum 12. Mäerz huet den Här Weydert mer matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat weiderzeféieren, wat duerch d'Démissioun vum Här Santer fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech elo oder eis alleguer zesumme bieden, datt mer d'Kommissioun constituéieren, esou wéi se am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Et gi siwe Kolleegen duerch d'Lous gezunn, fir déi Vérificatioun hei virzehuelen.

(Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Camille Gira, den Här Carlo Wagner, den Här Xavier Bettel, den Här Jean-Paul Schaaf, d'Madame Lydie Err, den Här Jean-Pierre Koepp an den Här Claude Adam.

Voilà, ech géif dann déi siwe Leit bieden zesummenzekommen, fir d'Wahle vum 13. Juni 2004 ze kontrolléieren, virun allem wat den Här Raymond Weydert ubelaangt, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.18 à 15.34 heures)

Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo d'Presidentin vun där Kommissioun, déi mer elo just agesat hunn, déi honorabel Madame Lydie Err.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Wuert. Duerch déi Tatsaach, dass ech hei stinn, kënnt Der Iech denken, dass ech als Presidentin vun där Wahlkommissioun gewielt gi sinn, nodeem d'Membere vun der Kommissioun duerch Lous zesummegestallt gi sinn, wéi Der dat jo och virdrun elo héieren hutt.

Membere vun där Kommissioun sinn: déi Häre Camille Gira, Carlo Wagner, Xavier Bettel, Jean-Paul Schaaf, Jean-Pierre Koepp, Claude Adam an ech selwer. An dës Kommissioun huet eestëmmeg den Här Carlo Wagner als Rapporteur vun dësem wichtege Projet designéiert. Domadder wëll ech dann ophalen an him d'Wuert weiderginn.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den honorabelen Här Wagner huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Carlo Wagner *(DP), rapporteur.*- Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargé de faire le rapport suivant:

Par lettre du 11 mars 2009, M. Patrick Santer a informé le Président de la Chambre qu'il renonce à son mandat de député avec effet au 11 mars 2009 à douze heures précises.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…et à l'article 9 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause. M. le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 11 mars 2009, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Monsieur Raymond Weydert,…

(Brouhaha et hilarité)

…premier suppléant sur la liste du Parti Chrétien-Social pour la Circonscription du Centre.

Par lettre du même jour il en a informé le Premier Ministre.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que M. Raymond Weydert, demeurant à Niederanven, est effectivement le premier suppléant sur la liste du Parti Chrétien-Social dans la Circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de M. Patrick Santer.

Par lettre du 12 mars 2009, M. Raymond Weydert a fait savoir au Président de la Chambre qu'il accepte de continuer le mandat de M. Patrick Santer. La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de M. Raymond Weydert et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le bureau.

Je vous remercie de votre attention.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Carlo Wagner. Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif Iech da bieden, den Här Weydert an de Sall ze bieden.

Une voix.- Allez Raym! Allez Raym!

(Hilarité)

Prestation de serment de M. Raymond Weydert

M. le Président.- Här Weydert, ech géif Iech bieden, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun der Verfassung virgeschriwwen ass an deen de Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift Är riets Hand an d'Luucht a sot mer no: «Je le jure.»

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vun der Prestatioun vum Eed. Dir sidd elo Member vun der Lëtzebuerger Chamber. Eis Félicitatiounen, meng an déi vun all de Kolleegen heibannen. An ech géif Iech direkt bieden, op d'Tribün ze kommen, fir Iech un eis ze adresséieren.

Merci.

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierten, Dir Dammen an Häre Ministeren, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir mech als neien Deputéierten eng Éier, haut an dësem héijen Haus däerfen d'Wuert ze ergräifen. Als Deputéierte matzehëllefen, d'Zukunft vun eisem Land ze gestalten, war fir mech ëmmer een Dram. Mä vun haut un ass et Realitéit, an ech freeë mech op déi nei Aarbecht, déi do op mech duerkënnt.

Allerdéngs bleift mir net ganz vill Zäit, fir grouss politesch Décisiounen hei am Parlament däerfe matzedroen, well jo bekanntlech am Mount Mee d'Chamber opgeléist gëtt, fir de 7. Mee nei gewielt ze ginn.

Plusieurs voix.- Juni!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Juni. Pardon! Do entscheet de Wieler, wien déi nächst fënnef Joer d'Geschécker vun eisem Land wäert leeden.

An dach, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech hei e puer Beräicher opzielen, déi mir besonnesch um Häerz leien. Lëtzebuerg ass e klengt Land an doduerch ass eng villfälteg a rationell Notzung vum Territoire ee wichtegen Aspekt fir een harmonescht Matenee vu liewen, schaffen a wunnen. Duerfir sinn ech fir eng Territorialreform, wou mir eng Andeelung virhuelen, bei där bezuelbare Wunnraum, öffentlech Gebaier wéi zum Beispill d'Schoulen, d'Betreiungsinfrastrukturen, kulturell a sportlech Ariichtungen, Erhuelungs- an Naturschutzgebidder, Transport- a Verkéiersweeër, Aktivitéits- an Industriezonen, Land- a Forstwirtschaft e kohärent Ganzt duerstellen.

Hei sinn de Stat an d'Gemenge gefuerdert, enk mateneen zesummenzeschaffen, fir datt all déi Elementer harmonesch eent an dat anert iwwerginn. D'Opstellung vu sougenannte Plans sectoriels sinn heibäi ee wichtegt Instrument. Ech si frou iwwert d'Opstellung vun de Plans sectoriels Transport, Gréngflächen an Naturschutzgebidder, Lycéeën, an ech hoffen, datt anerer net méi laang op sech waarde loossen. Wat d'Aktivitéits- an Industriezone betrëfft, géif ech begréissen, datt de Plan sectoriel esou séier wéi méiglech ofgeschloss gëtt, an ech menge mir hunn héieren, datt dat d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch wäert virgestallt gi vun de Ministeren.

Dobäi ass et wichteg, nei Zone méi op Regionalzentren am Land ze verdeelen an domat d'Aarbechtsplaze méi no un d'Leit erunzebréngen, fir doduerch onnëtz zousätzlech Verkéiersproblemer ze vermeiden, wat schliesslech och dozou bäidréit, d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Als Buergermeeschter vun der Gemeng Nidderaanwen läit de Wunnengsbau mir awer ganz besonnesch um Häerz. A puncto Wunnengsbau musse mir derfir suergen, datt eis jonk Leit hei am Land e bezuelbaren Ënnerdaach fannen. De Pacte logement gëtt hei bei de Gemengen d'Méiglechkeet, iwwer verschidden Instrumenter wéi Spezialtaxen, Grondsteier d'Offer vum Bauland ze vergréisseren. Des Weidere muss awer och am Gesetz iwwert den Aménagement communal aus dem Joer 2004 nogebessert ginn, fir déi duerch deen héijen administrativen Opwand onnëtz laangwiereg Genehmegungsprozeduren ze vereinfachen. An den Här Minister Halsdorf huet mer elo versprach, datt en d'nächst Woch schonn e bessert Gesetz op den Dësch wäert leeën.

(Brouhaha général)

Als fréiere Mataarbechter...

Une voix.- Dat dauert elo scho fënnef Joer!

Une autre voix.- Pschhh!!!

Une autre voix.- Gutt, dass Der komm sidd!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Gesäis de!

(Hilarité générale, brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Als fréiere Mataarbechter vum Service d'économie rurale an als fréieren Direkter vum Institut viti-vinicole verdéngen eis Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau meng besonnesch Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Mir hei zu Lëtzebuerg musse verstäerkt eis lokal a regional Produkter notzen a promouvéieren an domat zur Valoriséierung vun eiser Liewensmëttelbranche bäidroen.

Als President vum Ofwaassersyndikat SIDEST, deen aus 17 Gemengen aus dem Oste vum Land besteet, an als President vum SIAS, engem Gemengesyndikat aus véier Gemengen an de Beräicher Natur- an Ëmweltschutz, sinn ech frou, datt d'Membergemenge vun dëse Syndikater sech zesumme mam Innen- a mam Ëmweltministère engagéiert asetze fir eng propper Ëmwelt, proppert Waasser a Gewässer. An ech mengen, hei gëtt och d'Chamber eng Kéier gefuerdert fir en neie Gesetzesprojet iwwert d'Finanzéierung vun der Kläranlag zu Gréiwemaacher am Hafen an och d'Vergréisserung vun der Kläranlag zu Uewersiren.

Doriwwer eraus musse mir méi nohalteg mat der Energie an der Natur ëmgoen, wa mir eise Kanner a Kandskanner nach eng natierlech Liewensgrondlag wëlle weiderginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et och schéngt, wéi wann déi momentan Juegd op eis Finanzplaz eriwwer wier, musse mir dach alles drusetzen, fir eis Finanzplaz an der Kris an och no der Kris ënner neie Rahmebedéngungen ze konsolidéieren.

Och eiser Ekonomie, inklusiv de Kleng- a Mëttelbetriber hei am Land, déi jo de Moment staark ënnert der weltwäiter Finanz- a Wirtschaftskris leiden, musse mir nei Visiounen an nei Impulser ginn, fir datt si och muer nach hei zu Lëtzebuerg derzou bäidroen, Aarbechtsplazen ze erhalen an neier ze schafen. D'Existenz vu ville Leit a Familljen hei am Land an aus der Grenzregioun hänkt dovun of.

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg an Zukunft nees e positive Wirtschaftswuesstum, fir datt eis sozial Ofsécherung - ech denken do un d'Pensiouns- an d'Krankekeesen - an all aner sozial Leeschtungen, wéi d'Altersversuergung, d'Fleegeversécherung, d'Chèques-services-accueil, de Kannerbonus, wou mir eis engagéiert hunn, datt déi och weiderhi garantéiert bleiwen.

Beonrouegend ass, datt d'Zuel vun den Aarbechtsloser an d'Luucht geet. All Mënsch huet e Recht op Aarbecht, an duerfir musse mir deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, bäistoen an hinne bei der Sich hëllefen. Mir mussen deene Leit och d'Méiglechkeet ginn, sech weiderzeforméieren an auszebilden, fir den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart besser gerecht kënnen ze ginn.

An dësem Kontext begréissen ech och déi vun der Regierung entaméiert Schoulreform, duerch déi jonk Leit eng zolidd Ausbildung kënne kréien. Si mussen d'Méiglechkeet hunn, hir Schoule mat engem qualifizéierten Diplom fir hiert spéidert Beruffsliewen ofzeschléissen. Wann et de Moment an der Privatwirtschaft zum Beispill duerch Kuerzaarbecht, Entloossungen an esou weider net esou gutt geet, ass et ubruecht, datt déijéineg, déi d'Kris nach net esou spieren, sech solidaresch mat alle weisen. An der Vergaangenheet gëtt et genuch Beispiller, wou mir Lëtzebuerger eis Solidaritéit ënner Bewäis gestallt hunn, an ech gleewen och dës Kéier dodrun.

An dësem Sënn freeën ech mech op déi Aarbecht hei am Haus an ech si voll motivéiert, op eng fair, loyal a konstruktiv Aart a Weis mat Iech alleguerten hei matzeschaffen. Ech wäert probéieren, mäi Mandat ganz am Sënn vum Frënd Patrick Santer mat Engagement a mat där néideger Dosis Humor auszeüben.

Une voix.- Très bien!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Wann de Patrick Humor hat, ech weess et net.

(Hilarité)

Dem Patrick wënschen ech vill Gléck a Chance bei sengen neien Aufgaben a fir säin Namensdag alles Guddes. An elo kann d'Musek en Tusch spillen.

Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Deputéierte Weydert.

5. Composition des commissions parlementaires et des délégations internationales

Ech wëll Iech soen, dass d'CSV-Fraktioun matgedeelt huet, dass an de Kommissiounen eng Rei vu Changementer virgeholl ginn.

Den honorabelen Här Weydert ersetzt den Här Patrick Santer an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, an der Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, an der Commission du Règlement, an der Commission des Pétitions an an der Commission juridique.

An der Assemblée parlementaire vun der OSZE ersetzt den Här Marcel Sauber den Här Santer als Member, an den Här Weydert ersetzt den Här Sauber als Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

Den Här Wolter freet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, mengen Informatiounen no huet sech do e Feeler ageschlach. Den Här Gilles Roth ersetzt den Här Santer an der Commission juridique.

(Interruptions)

M. le Président.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass alles wéi Dir et gesot hutt, mat Ausnahm, dass den Här Gilles Roth den Här Santer ersetzt an der Commission juridique.

M. le Président.- Gutt, da redresséiere mer dat.

Ass d'Chamber dann och d'accord, dass den Här Roth an d'Commission juridique kënnt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Henckes huet mir eng Question urgente zoukomme gelooss, déi un de Finanzminister geriicht ass an déi d'Problemer behandelt, wat d'Restrukturatioun vun der Kaupthing-Bank ubelaangt. Den Här Budgetsminister an Tresorminister Luc Frieden huet sech bereet erkläert, op déi Fro ze äntwerten, dofir komme mer elo direkt zu där Fro. Den honorabelen Här Henckes huet d'Wuert.

6. Question urgente N°3226 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la garantie bancaire

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Gëschter, Méindeg, huet eng Majoritéit vu Banques créancières en Accord verworf, deen eng Restrukturatioun vun der Bank Kaupthing erméiglecht hätt. D'Agence Belga, déi belsch Noriichtenagentur, huet haut e Communiqué vum belsche Premier bekannt gemaach, nodeem anscheinend d'belsch Regierung alles gemaach hat, fir de Spuerer bis 100.000 Euro hir Dépôten ze garantéieren.

An da gëtt och gesot, datt Mëtt Januar d'lëtzebuergesch Regierung an déi belsch Regierung eens gi wieren, fir datt iwwert deen normalen Organismus bis 20.000 Euro kéinte fir d'Spuerer garantéiert ginn, an datt déi belsch an déi lëtzebuergesch Regierung d'accord wieren, fir zousätzlech tëschent 20.000 an 100.000 Euro, déi Zomm do ze bezuelen un déi Spuerer, déi hir Sue verluer hätte bei der Bank Kaupthing.

An deem Kontext wollt ech e puer Froen un den Här Finanzminister stellen.

Dat eent ass: Gëtt et esou en Accord tëschent der belscher an der lëtzebuergescher Regierung, also datéiert vu Mëtt Januar 2009? Wat ass dann an deem Accord mat dran? Wat ass de Käschtepunkt dovunner op déi lëtzebuergesch Finanze vun eisem Stat? Woufir ass et zu deem Accord komm?

Ech stellen haaptsächlech déi Fro, well ech geduecht hat, datt vum 1. Januar 2009 un eng Limite agefouert gi wier fir d'Garantie vun den Dépôtë vun 100.000 Euro, an datt dat deen Ablack applicabel wier, wou eng Bank géif a Faillite goen. Or, fir den Ablack schéngt dat éischter elo de Fall ze sinn. Dofir verstinn ech elo net genau, woufir Mëtt Januar esou Accordë konnten do kommen. Dofir wär ech also frou fir e puer Explicatiounen do ze kréien, wat dat da finalement op sech huet. Ob dat neit Gesetz spillt, ob dat anert spillt an ob de lëtzebuergesche Stat eppes muss bäileeën.

A wann, an deem Kontext wollt ech och froen, ob d'lëtzebuergesch Regierung net wëlles huet, och nach anere Spuerer hei entgéintzekommen, déi och vill Sue verluer hunn, notamment de klenge Porteure vun Aktië vun der Bank Fortis.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Tresorminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, haut wéi an deene leschte Woche bleift am Dossier Kaupthing d'Prioritéit vun der Regierung, alles ze maachen, fir datt et kann zu enger Reprise vun deem Lëtzebuerger Deel vun der Kaupthing-Bank kommen duerch e privaten Investisseur. Et kann net, well et sech heibäi net ëm eng systemesch Bank handelt, kënnt et net zu enger Verstaatlechung vun där Bank a wäert och de Lëtzebuerger Stat net an d'Kapital vun där Bank mat eraklammen.

Par contre, an dat war eis Démarche iwwert déi lescht Méint, fir ze soen, datt, wann e privaten Investisseur, een oder méi, do ass, deen e Restrukturatiounsplang virleet, da wäert dee vum Stat mat ënnerstëtzt ginn, fir datt dee ka Realitéit ginn, well dat zum Effet hätt, datt engersäits all Spuerer hir Sue garantéiert géife kréien, an anerersäits datt déi Leit, déi op där Bank schaffen, och kéinte weider do schaffe bleiwen.

Am Kader vun deem Restrukturatiounsplang hu Gespréicher stattfonnt tëschent der belscher Regierung an der Lëtzebuerger Regierung. A béid Regierunge waren d'accord, fir zu gläichen Deeler, am Kader vun deem Restrukturatiounsplang, där Bank en Iwwerbréckungskredit ze ginn, deen da géif erlaben, datt d'Bank kéint weiderliewen.

Dat war awer nëmmen een Deel vum Accord. Den Haaptdeel vum Accord louch op anere Pläng, an notamment op der noutwendeger Zoustëmmung vun de Créanciers interbancaires, dat heescht vun deene Banken, déi der Kaupthing Sue geléint haten. Dat sinn iwwregens keng Banken hei zu Lëtzebuerg, dat sinn auslännesch Banken, virun allem belsch Banken, déi der Kaupthing Sue geléint haten, an déi am Kader vun deem Deal op ee Stéck vun deene Suen, déi se geléint haten, hätte misse verzichten.

Déi Banken hu sech gëschter majoritär géint dee Restrukturatiounsplang ausgeschwat. Dorobberhin huet d'Lëtzebuerger Regierung dee Grupp vun Investisseuren aus Nordafrika an aus de Golfstate gefrot nach eng Kéier alles ze maachen, fir ze kucken ob déi Créanciers interbancaires net awer kéinten duerch zousätzlech Arrangementer hir Zoustëmmung ginn. Esou Gespréicher fanne fir de Moment statt, an d'Méiglechkeet besteet, datt am Laf vun der nächster Woch en neie Vote vun deene Créancierë géif stattfannen.

Kënnt et net zu engem Accord mat deene Créancieren, dann ass spéitstens den 8. Abrëll Schluss, well d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Banke gesäit keng Verlängerung vun enger Period vum Sursis de paiement vir, an där fir de Moment d'Kaupthing Lëtzebuerg ass. Dat heescht den 8. Abrëll spéitstens muss d'Geriicht d'Liquidatioun vun där Bank schwätzen. Eréischt da stellt sech d'Fro ob d'Spuerer vun där Bank, ob d'Clientë vun där Bank méi indemniséiert gi wéi déi 20.000 Euro, déi am Lëtzebuerger Gesetz zu deem Zäitpunkt stoungen, wou de Sursis de paiement gesprach ginn ass.

Weder Lëtzebuerg nach d'Belsch - vill Clientë sinn nämlech Clientë vun enger Succursale vun der Kaupthing Lëtzebuerg an der Belsch - hunn eng juristesch Obligatioun, fir iwwert déi 20.000 Euro erauszegoen. Et ass awer esou, datt deen Dag virun dem Sursis de paiement vun der Kaupthing-Bank den ECOFIN-Conseil décidéiert hat, datt déi Seuile géife vun 20.000 op 50.000, an duerno op 100.000 gehéicht ginn.

D'Lëtzebuerger Chamber huet an engem Gesetz, am Budgetsgesetz en fait, mat Effet op den 1. Januar 2009 gestëmmt, datt an Zukunft ëmmer de Montant zu Lëtzebuerg 100.000 Euro wier. Deen Text applizéiert sech net op de Sursis de paiement, deen d'lescht Joer gesprach ginn ass. Et läit also an den Hänn vun deenen zwou Regierunge fir ze kucken - am Fall vun enger Liquidatioun, wou mer jo nach net sinn -, ob mer iwwert déi 20.000 Euro erausginn. Déi Gespréicher, déi mir mat der belscher Regierung haten, hate just zum Zil fir ze soen, datt, wa mer doriwwer erausginn, da gi mer zesummen doriwwer eraus, an dat heescht, déi zwou Regierunge géife sech en eventuelle supplementären Effort deelen.

A wa mer doriwwer géifen erausgoen, hu mer theoretesch diskutéiert, datt dat an der Marge tëschent 20.000 an 100.000 wier. Et gëtt awer diesbezüglech nach keng schréftlech Ofmaachung zwëschent deenen zwou Regierungen, well sech d'Fro jo nach net stellt a well et eis och bewosst ass, a well mer dat och ofgemaach haten, datt wa mer dee Schrëtt géifen huelen, datt mer do virdru géife Gespréicher mat der Chamber féieren.

Ech kann lech soen, datt wa mer géifen op 100.000 Euro goen, datt dat géif eng Dépense, fir déi zwee Staten, vu ronn 150 Milliounen Euro betreffen, datt wann déi zwee State sech dat géife gläich opdeelen, da wieren dat 80 Millioune pro Stat, an datt dat och net géif heeschen, datt de Stat déi Suen net géif erëmkréien, well am Fall vun enger Liquidatioun gi jo d'Avoire vun där Bank realiséiert. Do si mer awer net.

Ech mengen, datt et haut ze fréi wier fir ze soen, ob mer dee Wee géife goen, well mer dee Wee och nëmme ginn, wa mer gemeinsam, och an der Finanzkommissioun vun der Chamber, zur Konklusioun kommen, datt dat e Wee ass dee mer solle goen.

Wann d'Parlament net där Meenung ass, a wann d'Parlament fënnt, datt déi Clienten, vu datt se d'lescht Joer Clientë bei där Bank waren an net dëst Joer, datt duerfir just de Seuil vun 20.000 Euro soll spillen, ech mengen da sollte mer doriwwer diskutéieren. Et gëtt also keng diesbezüglech Ofmaachung. Eis Effortë bleiwen, datt mer fir d'éischt mengen, datt ee soll kucken ob déi Reprise net awer nach méiglech ass.

Et ass an deem Kontext wou den Här Henckes och gefrot huet, ob een dann net och eppes misst fir déi kleng Aktionäre vun der Fortis maachen. D'Lëtzebuerger Regierung, dat hunn ech scho gesot, huet grousse Versteesdemech fir déi Suerge vu ville Klengaktionären, woubäi d'Definitioun vu Klengaktionär mer bis haut net konnt gi ginn. Ass dat een, dee fir 100.000 Euro Aktien huet? Ass dat een, dee fir 300.000 Euro Aktien huet? Och doriwwer muss een diskutéieren.

Mir hu gesot, an dat confirméieren ech hei, datt et d'Intentioun vun der Regierung ass, datt mer géife kucken, ob een net kann en ähnleche Modell maache wéi deen, deen d'Belsch diskutéiert huet par rapport zu de Fortis-Aktionären, wou ee vläicht géif verschidden Avoiren an déi Holdinggesellschaft erabréngen. D'Belsch huet dee Modell awer bis elo nach net op den Dësch geluecht.

Et muss een also och e Modell fannen, deen et méiglech mécht, eppes fir d'Lëtzebuerger Aktionären ze maachen. Or, déi Lëtzebuerger Aktionäre sinn net Aktionäre vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft, mä vun enger belscher Holding. Wa mer also Avoiren an déi Holding ginn, da sinn déi virun allem och fir belsch Aktionären. Och duerfir wëll ech warne viru Schnellschëss an deem Kontext.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt mir Versteesdemech hunn, well déi Aktie oft zu Lëtzebuerg wéi eng Zort Volleksaktie gehandelt ginn ass, datt vill Leit déi kritt hunn, well se bei där Bank iwwer laang Jore geschafft hunn, an datt mer also versichen, och do zesumme mat der Finanzkommissioun vun der Chamber, e Wee ze fannen deen den Aktionären, de Lëtzebuerger Aktionäre vun där Lëtzebuerger Bank, déi haut erëm BGL heescht, entgéintzekommen.

Mä Solutioune sinn net einfach, an och do mengen ech, datt ee fir d'éischt muss d'Assemblée vun den Aktionäre vun der Fortis ofwaarden, ofwaarden och bis verschidde vun deene Prozesser an der Belsch Kloerheet geschaf hunn, éier ee sech an esou Schrëtt erabeweegt.

Et gëtt also um éischten Dossier keen Accord mat der Belsch. Et gëtt prinzipiell Ofmaachunge mat der Belsch, datt wa mer e Schrëtt méi maachen, datt mer deen zesumme maachen. Iwwer Montantë wëlle mer mam Parlament schwätzen, mä eréischt, wann déi Liquidatioun da geschwat ass. An ech hoffen nach ëmmer, datt déi Gespréicher an deenen nächsten Deeg dozou féieren, datt et net zu enger Liquidatioun kënnt. D'Chancë sinn net grouss, mä bis den 8. Abrëll kann een nach ëmmer e bëssen Hoffnung hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Parole après ministre. Ech géif dem Minister gären eng Zousazfro stellen am Zesummenhang domadder. Ech hunn an der internationaler Press gelies, viru kuerzem, dass am Kontext vun der Banque Centrale Européenne eng Solidaritéit besteet bei de Gewënner wéi bei de Verloschter, dass eng Partie kommerziell Banken an Europa Problemer hätten, Faillite gemaach hunn oder a schwieregen Dicher stiechen, dass se fir d'Garantie vun deene Prêten, déi se kritt hunn, Actifen hannerluecht hunn, déi fraglech sinn.

Et ass an deenen Artikele geschriwwe ginn, dass zum Beispill d'Bundesbank vill gelidden huet ënnert der Faillite vu Lehman Brothers. Et ass gesot ginn, wat mer wëssen, dass mir an d'Hollänner méi getraff si vun deem, wat d'islännesch Banke betrëfft.

Et sinn aner Banken, déi schwiereg Momenter haten, an et ass gesot ginn, dass an deem Zesummenhang d'Responsabilitéit, fir duerfir grued ze stoen, vun der BCE aus, also vun der Banque Centrale Européenne, zwar besteet, mä dass dat gemeinsam gedroe gëtt vun alle Banques centrales an den eenzelne Memberstaten.

An, dass also an deem Zesummenhang d'Memberstaten...

M. le Président.- Wat ass Är Fro?

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'Fro ass: Kann de Minister ons soen, wat d'Expositioune vun der Banque Centrale Lëtzebuerg sinn? An deem Zesummenhang: Et besteet elo e Groupe de travail bei der BCE, dee sech domadder beschäftegt. Kann een elo scho soen, wat de Montant ass, deen op d'Lëtzebuerger Banque Centrale zoukënnt an deem Zesummenhang? A wa jo, wat ass en? A wann net, da soll een ons soen, wéini mer dat kënne gewuer ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, aus Respekt virun der Onofhängegkeet vun der Zentralbank géif ech d'Chamber invitéieren de President vun der Banque Centrale vu Lëtzebuerg an eng Finanzkommissioun ze invitéieren, wou en da kann op déi do Froe mat konkrete Chifferen äntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zum Débat d'orientation iwwert d'Situatioun vun den handicapéierte Persounen. Den Här Schreiner huet fir d'éischt d'Wuert fir d'sozialistesch Fraktioun, fir d'CSV ass d'Madame Frank ageschriwwen a fir d'DP den Här Berger. Wie schwätzt nach? D'Madame Loschetter. Wien nach? Den Här Jaerling och?

Ech géif d'Fraktiounen an d'Sensibilités politiques bieden, eis och nach déi lescht Woche matzedeelen, wien als Riedner ageschriwwen ass. Et ass wéinst der Organisatioun vun eisen Aarbechten.

Den Här Schreiner huet elo d'Wuert. Däerft ech ëm Är Opmierksamkeet fir den Här Schreiner bieden!

7. Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Madame Statssekretärin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dass ech ganz am Ufank vu menger Interventioun hei e bësse mäi Bedaueren awer ausdrécken iwwert d'Démarche vun der Oppositioun, fir deen dach wichtege Punkt hei vum Ordre du jour ze huelen. Ech mengen d'Problemer ronderëm déi Behënnert an eiser Gesellschaft verdéngen et ganz einfach, dass een eigentlech net genuch iwwert déi Problemer schwätzt.

An ech mengen och, dass et d'Recht vun all Fraktioun ass, a vun all Deputéierten, en Débat zu där Problematik unzefroen. Mir hunn dat am November vum leschte Joer gemaach, an ech iwwerloossen et also jiddwerengem doraus seng Konklusiounen ze zéien. Ech verwiere mech allerdéngs géint de Reproche, hei Aktivismus géifen ze maachen op Käschte vun deene Behënnerten an eiser Gesellschaft. Ech mengen déi Concernéiert wäerten dat scho richteg anzeschätze wëssen, an och déi Form vun Aktivismus, déi hei elo am Virfeld vun dësem Débat vun der Oppositioun bedriwwe ginn ass, richteg aschätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Behënnerung ass eng Realitéit an eiser Gesellschaft, an d'Leit mat enger Behënnerung sinn e feste Bestanddeel vun dëser Gesellschaft. Rezente Statistiken no läit d'Zuel vu Mënsche mat enger Behënnerung bei ronn 10%. Dat si 50 Millioune Leit an der Europäescher Unioun. Wann ech déi Zuel op Lëtzebuerg applizéieren, schwätze mer haut iwwert d'Situatioun vun iwwer 40.000 Matbierger.

D'Charte des droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun erkennt an hirem Artikel 26 d'Recht vun de behënnerte Mënschen op Moossnamen un, déi sollen derzou féieren, dass hir Autonomie, hir sozial a berufflech Integratioun an hir Bedeelegung um gesellschaftleche Liewen assuréiert ginn. Leit mat enger Behënnerung hunn déiselwecht Rechter wéi all anere Mënsch och, an et ass wichteg, dass just an dëser schwiereger Problematik d'Politik sech regelméisseg a Fro stellt a Bilan zitt, fir ze kucken ob och all Moossname getraff ginn a gräifen, fir sécherzestellen, dass se dës Rechter och kënne reell ausüben.

Ech mengen, dass mer och hei an der Chamber deen Exercice regelméisseg solle maachen, an dat wier dann och den Haaptgrond firwat mer haut eng Rei vun Theme sollen op de Leescht huelen. Ouni all déi Themen abordéieren ze kënnen a wuelwëssend, dass de Sujet Handicap enorm vill verschidden Aspekter huet, fir déi dann och verschidde Ministèren zoustänneg sinn, hunn ech am November 2008, wou ech dës Debatt ugefrot hunn, probéiert e bëssen e Kader ze setzen a limitéiere mech dann haut - souwäit dat iwwerhaapt méiglech ass, well awer vill Saachen aneneegräifen - prioritär op d'Thematik ronderëm d'Aarbechtssituatioun vun eise behënnerte Matbierger.

Och wann et fir den Handicap eigentlech keng eenheetlech Definitioun gëtt, esou zielt Lëtzebuerg haut ongeféier 2.500 Travailleurs handicapés mat unerkanntenem Statut, an dovunner si ronn 900 op der Sich no enger Aarbecht.

Här President, d'Gesetz vum 12. September 2003 iwwert déi finanziell Situatioun vun de behënnerte Leit ass am europäesche Joer vum Handicap gestëmmt ginn, dat ënnert dem Motto stoung: „Näischt iwwer eis ouni eis?" Och wann haut, fënnef Joer méi spéit, eng vun eisen Aufgaben ass genee dat Gesetz a seng Ëmsetzung eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze bilanzéieren, mengen ech awer soen ze kënnen, dass de Législateur vun deemools e gudde Schrëtt a Richtung finanziell Autonomie vu Behënnerte gemaach huet. Dat ëmsou méi, wann ee weess, dass déi sozial Identitéit vun engem Mënsch a seng Plaz an der Gesellschaft vill vum finanzielle Status a sengen ekonomesche Capacitéiten ofhänken.

Här President, ee vun den Haaptaspekter vun deem Gesetz vun 2003 war, d'Aarbechten an de sougenannten „ateliers protégés" nei ze encadréieren. Bis dohinner war et esou, dass net jiddwereen, deen an engem geschützten Atelier geschafft huet, och eng finanziell Kompensatioun duerfir kritt huet, mä éischter eng Indemnité d'insertion oder eng Leeschtung vun der Sécurité sociale. Dobäi konnt eventuell och nach eng Prime d'encouragement kommen, woubäi déi Prime da quasi déi eenzeg Unerkennung vun der Aarbecht duergestallt huet.

Aarbechtsrechtlech waren déi Leit och bis dohinner net ofgedeckt. Dat huet du mam neie Gesetz geännert. Déi Behënnert, déi an deem Atelier protégé beschäftegt sinn, krute vun do un de Statut vum Salarié unerkannt, mam Recht op en Aarbechtskontrakt. Ech mengen dat war e richtegt, e positiivt Zeechen am Joer vum Handicap, e Schratt an d'Revaloriséierung vun der Aarbecht, déi fir mech ganz kloer iwwert déi reng Beschäftegungstherapie erausgeet.

Obwuel deemools an den Debatten hei an der Chamber dovunner geschwat ginn ass, dass den Atelier am Kader vun deem Aarbechtskontrakt muss kucken, fir dem Behënnerten ugepassten Aarbechtskonditiounen ze erméiglechen an den Zougang zum éischten, zum primären Aarbechtsmarché ze promouvéieren, war ech awer trotzdeem e bëssen erstaunt iwwert de Pessimismus vun den deemolegen Auteurë vum Gesetz, an och den Orateurë vun deemools hei an der Chamber, déi schonn direkt deemools ënnerstrach hunn, dass déi Zuel vu Leit, déi dann tatsächlech géifen de Wee fannen, de Sprong fannen op den ordinären Aarbechtsmaart, dass déi wahrscheinlech geréng wäert bleiwen.

Ech zitéieren dann och an deem Kontext déi deemoleg Rapportrice, déi honorabel Madame Frank. Ech zitéiere wéi gesot: „Et muss een awer realistesch bleiwen a bewosst sinn, dass de Prozentsaz vun deene behënnerten Aarbechter, déi et fäerdegbrénge sech op de geméinlechen Aarbechtsmaart ze profiléieren, relativ niddreg ass. Nëmmen 3% no den Aussoe vun dem Auteur vum Gesetzesprojet."

Op dee Punkt wëll ech dann och direkt vläicht agoen, an ech muss soen, éier ech mech op dës Debatt hei virbereet hunn, war ech eigentlech dervun iwwerzeegt, dass d'Endzil vun all Moossnam an engem geschützten Atelier natierlech d'Integratioun oder d'Réintegratioun op den éischten Aarbechtsmaart misst sinn. Net nëmmen a schéinen an deiere Strukture sollt ee behënnert Leit esou gesellschaftsno wéi méiglech schaffe loossen, mä et sollt een alles probéieren, fir se an d'Gesellschaft, déi e Ganzt ass, ze integréieren.

Ech hat an deene leschte Woche vill a laang Gespréicher mat Leit vum Terrain, an do ass et mer awer ganz séier kloer ginn, an deene Gespréicher, dass déi Strukture fir eng ganz Rei Leit awer éischter eng definitiv Statioun duerstellen, a mir déi Statioun, wann een et esou ka soen, onbedéngt brauchen, fir deene Leit op onbegrenzten Zäit d'Méiglechkeet ze ginn, an engem un hir Bedierfnisser ugepasstene Kader ze bleiwen.

Bei deene Leit geet et prioritär drëm, dass se duerch hir Aarbecht a Konditiounen, déi op si zougeschnidde sinn, zum Beispill um Niveau vun der Aarbechtszäit oder um Niveau vun der Aktivitéit, där se noginn, e gewëssene Rhythmus an hirem Alldag kréien, eng Verflichtung där se mussen nogoen, e Gefill vu Verantwortung och kréien a schlussendlech och d'Satisfaktioun kréien, eppes op d'Been ze stellen dat Unerkennung fënnt. De Wiessel an e méi restriktiivt Aarbechtsverhältnis steet dann effektiv definitiv net méi zur Debatt.

D'Zuelen aus deene geschützten Ateliere beleeën net nëmmen, dass ganz wéineg Leit effektiv an e soi-disant normaalt Aarbechtsverhältnis kommen, mä dass eng Rei vun hinnen de Kontrakt mam Atelier och als definitiv gesäit a guer net prett ass dat Ëmfeld ze verloossen.

Ech bleiwen awer trotz all deenen Explicatiounen, déi ech kritt hunn, der Meenung, dass mer eis Zilsetzung oder eis Estimatiounen, déi 2003 am Gesetz virgesi waren, awer e bësse méi optimistesch misste gesinn an eis och der Erausfuerderung stellen, elo fënnef Joer méi spéit, mat fënnef Joer méi Erfahrung, d'Zuel vu Leit fir déi den Atelier en Trampolin ass fir op eng Schaff um éischten Aarbechtsmaart, fir déi Zuel awer versichen an d'Luucht ze setzen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dorunner gekoppelt ass dann natierlech och direkt d'Fro no deem, wat am Atelier oder an den Atelieren un Aarbechten ugebuede gëtt. Ech hunn ufanks vu menger Ried scho gesot, dass dat, wat d'Leit an deenen Ateliere leeschten, souwuel op der Säit vum Personal wéi och op der Säit vun deene behënnerte Leit, de loin iwwert déi reng Beschäftegungstherapie erausgeet.

Or, da kann et awer och net sinn, dass an den Atelieren zu engem ganz groussen Deel Aarbechten ugebuede ginn, déi ganz oft kee Lien hunn zu deem, wat an der Ekonomie, an der Realekonomie leeft a verlaangt gëtt. Et ass duerfir wichteg, dass och an deenen Atelieren de Kontakt zum normalen Aarbechtsmaart gehale gëtt.

Et kann och net sinn, dass Leit, déi iergendeng Form vun Aschränkung hunn, sech ausschliesslech zum Beispill am Gaart oder an der Kiche betätegen; ouni dat elo wëllen ofzewäerten. Ech wëll dat och wierklech net generaliséieren, mä mir musse villméi derfir suergen, dass déi Leit och ënner Betreiung ausgebilt a virbereet ginn op Aarbechten, mat deene se an der Gesellschaft gradesou eng reell Chance hunn en Job ze fanne wéi en Netbehënnerten.

Här President, ech hu mer och soe gelooss, dass et eng Rei Problemer gi fir d'Leit fit ze maache fir den ordinären Aarbechtsmarché. Natierlech an a Krisenzäite wéi dësen ass d'Wahrscheinlechkeet eng Aarbecht ze fanne méi kleng a manner einfach, mä dorop wëll ech elo hei net agoen. Ech schwätzen och net vun deem Prozentsaz vu Leit, déi esou oder esou an trotz allen Efforte besser an engem geschützten Atelier opgehuewe sinn.

D'Duerstellung vun der Problematik iwwert dee Lien tëschent Atelier an Aarbechtsmarché ass och eng aner, jee nodeem aus wiem senger Perspektiv een et kuckt.

Esou gesäit de Concernéierten, respektiv Associatiounen och, déi sech fir d'Rechter vu Leit mat engem Handicap asetzen, d'Schwieregkeet doranner, dass éischtens emol d'Leit aus den Ateliere jo och net méi an de Chômagelëschte gefouert ginn. Dat ass u sech jo och richteg, well se en Aarbechtskontrakt am Atelier hunn.

Op där anerer Säit muss ech awer d'Fro stellen: Wou sollen d'Servicer vun der ADEM zum Beispill oder e Patron da gewuer ginn, dass e potenzielle Kandidat fir e Posten, deen an engem Atelier ass, prett wär, fir den Atelier ze verloossen?

Deen zweete Punkt ass: Wann en Travailleur handicapé vun der ADEM an en Atelier orientéiert gëtt, dann ass e fir d'ADEM eigentlech fort. Et gëtt da kee Suivi méi gemaach an och kee Feedback méi, et sief, dass d'Persoun selwer hiert Schicksal dann an d'Hand hëlt.

En drëtt Element, dat ech méi oft och héieren hunn, ass, dass och bei de Betriber net genuch Démarchage gemaach gëtt, fir ze kucke wat se vu Leit brauchen a wéi eng Aarbechten duerchaus vu Leit mat méi ageschränkte Fäegkeete kéinte gemaach ginn. Dëse Punkt bréngt dann och d'Fro no deene sougenannte Quote mat sech; mä op déi kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

Eng weider Hürd besteet och spezifesch fir d'Atelier-thérapeutiquen, wou leider net genuch Moyenen do sinn, fir de Leit och eng Formatioun mat Ofschlossdiplom unzebidden, obwuel se et kéinten an zum Deel awer och jorelaang déi Aarbechte maachen.

D'Patronen an de Service och vun der ADEM, deen d'Leit orientéiert a placéiert letztendlech, gesinn d'Situatioun e bëssen anescht.

Dir wësst vläicht duerch d'Zuelen aus den Aktivitéitsberichter och vun der ADEM, dass säit dem Gesetz vun 2003 d'Zuel vu Leit, déi de Statut vum Travailleur handicapé ugefrot hunn, spronghaft an d'Luucht gaangen ass. Dat huet ënner anerem och als Ursaach, dass déi Indemnitéit, déi d'Leit kréien, gradesou héich ass wéi den RMG, mä am Géigesaz zum RMG net un d'Kompositioun vum Stot gekoppelt ass; wat netto fir e Stot finanziell kann eng Verbesserung dann duerstellen. Déi betreffend Leit, déi de Statut accordéiert kréien, sinn dann awer gläichzäiteg bei der ADEM ageschriwwen, obwuel net ëmmer de Wonsch no enger Aarbecht hir éischt Motivatioun dann ass.

Eng aner Schwieregkeet fir de Placement ass natierlech och de Bildungsniveau, deen oft ganz déif ass. Finalement kuckt e Patron oder e Placeur awer och a senge Lëschte wien dem Profil fir eng bestëmmte Plaz entsprécht, an net wien eventuell kéint dofir fit gemaach ginn.

D'Ambitioun war 2003 kloer a stoung och résuméiert am Exposé des motifs vum Gesetz vun 2003. Ech zitéieren och nach eng Kéier deen Exposé des motifs: «En effet, il y a lieu d'éviter que, pour des raisons de rentabilité, des travailleurs plus gravement handicapés soient exclus des ateliers protégés et que des personnes productives, capables d'intégrer tôt ou tard le marché du travail ordinaire soient maintenues dans ces mêmes structures. Nonobstant les observations précédentes, il paraît important d'inciter et de promouvoir le dynamisme économique des ateliers protégés, afin qu'ils recherchent davantage des créneaux d'activités rentables, originales et valorisantes.»

Ech hoffen, déi uwiesend Ministere kënnen eis herno e bëssen Opschloss doriwwer ginn, awéiwäit déi Zilsetzung do no fënnef Joer konnt erreecht ginn, oder zumindest där Zilsetzung méi no konnt komm sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Quoten, déi schonn am Gesetz vun 1991 virgesi waren an déi virschreiwen, dass de Stat, d'Gemengen, d'Établissements publics an och d'CFL 5% an d'Entreprisen 2 bis 4% vun hiren Effektive fir behënnert Mataarbechter misste reservéieren, ännéren d'Lag och net fundamental.

Ech si mer eigentlech selwer net eens, ob een hei net misst méi contraignant virgoen, ëmsou méi wou jo Sanktioune virgeschriwwe si fir déi Entreprise, déi sech net drun hält. Mä wéi kann ee strofen, wann et kee Kontrollorgan gëtt fir dat ze kontrolléieren? Wéi kann ee strofen, wann d'Entreprise sech gegebenenfalls guer net bewosst ass wéi eng Aarbechten och vun handicapéierte Leit kéinte gemaach ginn? Wéi kann een och Privatpatrone strofen, wann de Stat an d'Gemenge selwer hiren Obligatiounen net nokommen? A riskéiert een net, dass d'Quoten och dozou féieren, dass Alibipostë geschafe ginn, just fir eventuell Strofen dann ze ëmgoen?

Ech denken, domat wier och kengem gehollef. Eng Motioun an deem Sënn, déi virgesinn hat och de Secteur public méi haart unzepaken, fir dass e seng Quoten erfëllt, ass 2003 vun der deemoleger Majoritéit ofgelehnt ginn.

Leider hunn ech elo néierens verlässlech Zuele kritt, wat déi Quote betrëfft, mä vu dass och si just en Element vun enger ganzer Problematik duerstellen, wëll ech mech net dorop focaliséieren; ëmsou méi wéi et jo och positiv Aktioune ginn, déi ouni Zwang a Strofen iwwert d'Bühn ginn. Ech fannen och, déi Säit vun der Medail sollt een heibanne beliichten.

Och wann d'Quoten net agehale ginn, beschäftegt de Stat awer dee gréissten Undeel vu behënnerte Leit a mécht och all Joer eng ganz Rei Efforte fir behënnert Leit anzestellen. Eng Rei Gemengen hunn och opgrond vun enger Sensibiliséierungscampagne vum Syvicol zesumme mam Aarbechtsminister am Joer 2006 eng Absichtserklärung mam Aarbechtsministère ënnerschriwwen, fir behënnert Mataarbechter anzestellen.

Ee Beispill dofir, dass dat gutt fonctionnéiere kann, ass d'Gemeng Schëffleng, déi ech e bësse besser kennen. Ech weess, dass et och nach anerer ginn, déi déi Déclaration d'intention ënnerschriwwen hunn, fir hire gesetzlechen Obligatiounen eigentlech nozekommen. Ech wëll just soen, dass wann all 116 Gemengen dat am Land géife maachen, kéinte ronn 400 Travailleurs handicapés eng Aarbecht fannen. Do ass also nach e bëssen Terrain ze maachen.

Ech muss soen, dass mir zu Schëffleng, well ech eben dat Beispill kennen, nëmme gutt Erfahrungen domadder gemaach hunn. Trotz alle Problemer, déi ëmmer erëm mat deene Leit bestinn, déi sech awer letztendlech emol guer net esou wäit oft vun de Problemer ënnerscheede vun deenen, déi ee gemaach kritt vu Leit ouni Behënnerung. Also, do sinn heiansdo d'Ënnerscheeder guer net esou grouss.

Et si gutt Erfahrungen, déi mer gemaach hunn, well mer et fäerdeg bruecht hunn eis Servicer fir d'Problematik ze sensibiliséieren, op spezifesch Besoinë Profiller konnten definéieren a mat der Hëllef vun der ADEM sechs Leit, déi deene Profiller entsprach hunn, konnten astellen. Déi Leit maachen alleguer haut eng ganz wäertvoll Aarbecht fir d'Allgemengheet. An deem Zesummenhang kann ech dann och nëmme begréissen, dass dann och d'Stad Lëtzebuerg, wann och mat e bësse Verspéidung, de Wee am Dezember vum leschte Joer ageschloen huet, fir och do matzemaachen.

Här President, ech mengen Dir gesitt, datt et am grousse Ganzen eng Rei Elementer ginn, déi méi oder manner matspillen an derzou bäidroen, dass mer aus deem dach niddregen Taux vun Integratioun vu Behënnerten op den Aarbechtsmaart net esou richteg erauskommen, ouni dass ee Scholdzouweisunge muss maachen an duerch ze vill contraignant Moossname misst reagéiert ginn.

Ech weess, dass de Service vun den Travailleurs handicapés e Consultant huet, deen och an d'Betriber geet, fir d'Patronen ze sensibiliséieren. Mir wëssen all, dass d'Entreprisen och e groussen Deel, nämlech bis zu 100% vum Salaire kënne rembourséiert kréien, wa se duerch e behënnerte Mataarbechter eng Perte de rendement kënne beleeën. Mä och déi finanziell Incitatioun schéngt offensichtlech net duerzegoen, fir déi Ziler, déi sech gesat gi sinn, ze erreechen.

Ech mengen dofir, dass ee wierklech e Schratt weider muss goen. Et wär un der Zäit fir eng Plattform ze schafen, wou am Kader vun engem permanenten Dialog speziell déi dote Problemer am Zesummenhang mam Gesetz vun 2003 behandelt kënne ginn a wou keng vun deene betraffene Parteien - Travailleurs handicapés, Ateliers protégés, ADEM, Patronen, Gemengen a Ministère - däerfe feelen.

Esou géife mer et vläicht fäerdeg bréngen den horizontalen Dialog tëschent allen Acteure besser ze strukturéieren. Ech mengen, dass et nëmmen op esou enger zentraliséierter Stell méiglech ass, d'Argumenter fir dat Eent oder dat Anert op den Dësch ze leeën an och zesummen no koordinéierte Léisungen ze sichen.

Bon, et ass schonn éinescht gesot ginn: Net méi spéit wéi leschte Freiden huet de Regierungsrot e Projet de loi ugeholl, fir dat Gesetz vun…

(Interruption)

Net ugeholl. Pardon! Gutt.

(Interruption)

Mä egal wéi, loosse mer net a Formalismus maachen. Et geet op alle Fall aus dem - ech kennen den Inhalt net, dat wëll ech direkt soen, bis zum Schluss - Pressecommuniqué ervir…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Den Ufank kennt Der schonn.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech weess ëm wat et geet.

Et geet aus dem Pressecommuniqué awer ervir - op dee referéieren ech mech elo ganz einfach -, dass de Familljeministère mat den Acteuren e Bilan vum Gesetz gezunn huet, an dorobber hi mam Aarbechtsministère eng Rei Upassunge virgeholl huet.

Ech bedaueren awer och, vläicht am Kader vun dëser Debatt hei ausdrécklech, dass dee Bilan an de Projet och oder den Avantprojet der Chamber net virleien. Dat effektiv, obschonn d'Debatt am November ugefrot ginn ass. D'parlamentaresch Aarbecht gëtt domadder net immens valoriséiert - dat ass richteg -,…

Une voix.- Ah bon!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- …wann déi betraffen…

(Interruption)

Neen, neen. Ech ginn Iech net Recht, Neen, neen.

M. le Président.- Här Gira, stellt dem Rapporteur eng kloer Fro.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Jo.

M. le Président.- Hien huet Nee geäntwert. Da misst Der Är Fro widderhuelen.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Et wär gutt gewiescht, wann d'Regierung d'Konklusioune vun dësem Débat, déi de toute façon haut awer soll stattfannen egal wéi, well d'Chamber ass jo souverän, fir kënnen Débaten och ze féieren zur Problematik, onofhängeg vun deem, wat d'Regierung mécht, an hir Iwwerleeunge mat hätt kënnen abezéien.

Dat ass dee Kritikpunkt,…

Une voix.- Se soll dat nach ëmmer maachen.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- …deen ech da wëll ubréngen.

Mä wat ech awer wollt hannendru soen - dat ass richteg, an do si mer eis dann eens -: Mä mir kréie jo dann d'Geleeënheet am Kader vun der legislativer Aarbecht erëm eng Kéier als Chamber, fir dorop anzewierken an déi Propositiounen och mat afléissen ze loossen, vun deene mer mengen, dass missten afléisse gelooss ginn.

Bon, de Regierungsrot huet jo da proposéiert, fir e Groupe de travail anzesetzen, fir en Dispositif auszeschaffen, deen et erméiglecht d'Quoten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, ze respektéieren. Da wier et awer och gutt, dass vläicht där Propositioun, déi ech gemaach hunn hei, wat d'Zesummesetzung vun esou engem Aarbechtsgrupp ugeet - ech hunn elo Plattform gesot - Rechnung gedroe gëtt an och déi aner Aspekter vun der ganzer Thematik do behandelt ginn.

Ech begréissen awer generell, dass mam Gesetz vun 2003 e wichtege Schratt a Richtung finanziell Onofhängegkeet gemaach ginn ass fir behënnert Leit, an och fir d'Situatioun an den Ateliers protégés vun deene Leit ze verbesseren. Ech ënnersträichen och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun den Atelieren, mä ech erhoffe mer, dass et awer och duerch deen Débat, dee mer hei féieren, e Ruck, wat d'Inclusioun op den éischten Aarbechtsmarché an och de Respekt vun de Quoten ugeet, awer passéiert.

Dofir maachen ech wierklech en Appel un d'Regierung dee Groupe de travail, vun deem ech geschwat hunn, och auszedehnen op eng Plattform, déi all d'Acteuren zesummebréngt, déi ech erwähnt hunn. Ech mengen, dass dat effektiv déi ideal Plaz wär, fir am Sënn vun der berufflecher Integratioun ze schaffen.

Dofir wier et och gutt wann een d'Aarbechte vun deem Groupe de travail oder vun där Plattform hire Missioune kéint ausdehnen. Nieft de Léisunge fir d'Anhale vun de Quote soll déi Plattform zesumme kucke wéi eng Moossnamen ze huele si fir d'Integratioun vun den Travailleurs handicapés. Si soll och Mëttele sichen, fir d'Besoinë vun de Mataarbechter mat deem, wat an den Entreprisë verlaangt gëtt, kompatibel ze maachen. An hir Iwwerleeunge sollen och dee franséische System mat afléisse loossen, deen nieft enger strikter Kontroll a Sanktioun vun de Quoten och Solutioune virgesäit fir Betriber, déi keng behënnert Mataarbechter kënnen astellen; well där ginn et ganz sécher och.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer och nach e puer Mercië lassginn. An zwar un all déi Leit, déi mer gehollef hu mech méi intensiv mat der Situatioun vu Leit mat enger Behënnerung ze familiariséieren. Dat waren d'Équipe ronderëm de Silvio Sagramola vun Info-handicap mam Raymond Remakel, de Joël Delvaux vum Département vun den Travailleurs handicapés vum OGB-L, d'Sandrine Bem, d'Direktesch aus den Ateliers thérapeutiques vu Walfer, an och de Jeff Hurt a seng Équipe vum Service vun den Travailleurs handicapés vun der ADEM. D'Zäit huet mer gefeelt, fir nach aner Acteuren ze consultéieren, mä all deenen, déi ech genannt hunn, nach eng Kéier en häerzleche Merci fir déi gutt Kollaboratioun a fir déi Elementer, déi ech do kritt hunn.

Här President, wéi ugekënnegt, hunn ech meng Interventioun op d'Gesetz vun 2003 an d'Situatioun vun de Leit mat Problemer, déi d'Leit an hirem Alldag begéinen, konzentréiert. Mä mir wëssen alleguerten, dass d'Problemer largement doriwwer erausginn.

Och wann an deene leschten zéng Joer ganz vill geschitt ass an alle Beräicher an et sécher um politesche Wëllen net gefeelt huet, hält d'Debatt awer haut net op. Déi nei Schoulgesetzer maachen e Schratt méi wäit a Richtung Integratioun vu behënnerte Kanner an der Schoul. D'Gesetz iwwert d'Accessibilitéit, och wann et nëmmen op den öffentleche Beräich de Moment applicabel ass, huet ganz sécher och derzou bäigedroen, dass sech Leit mat physeschen Aschränkunge méi einfach an der Gesellschaft kënne bewegen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang déi Initiativen ervirsträichen, déi am Transportberäich gemaach ginn, wou nach net méi spéit wéi virun e puer Wochen den Transportminister mat Info-handicap an och den Acteuren aus dem öffentlechen Transport zesummesouz fir Iddien ze développéieren, déi zu engem Aktiounsplang solle féieren iwwert den Transport vun eise behënnerte Matmënschen, deen am September soll méi konkret da ginn.

Ech wëll och un de Projet NOVABUS erënneren. Et kéint een esou weiderfueren, mä d'Zäit erlaabt et eis net fir all Facetten hei ze beliichten. Dat ass och net den Discours, dee mer haut hei wëlle féieren. A ganz sécher kréie mer hei nach des Öfteren d'Geleeënheet, fir op déi Aspekter vum Handicap alleguerten ze schwätzen ze kommen.

Esou zum Beispill och da vläicht iwwert den Aktiounsplang fir d'Personnes handicapées aus dem Joer 1997, deen och enger Evaluatioun misst ënnerzu ginn, grad wéi och de Pilotprojet „La Cordée", deen och schonn éinescht hei zitéiert ginn ass an deen och a menger Ufro stoung, dee sech jo mat de Kanner à besoins spécifiques auserneesetzt. Dat ass awer e gudde Projet, deen déi richteg Richtung och verfollegt an deen awer och enger konkreter Evaluatioun eng Kéier misst ënnerzu ginn, fir och weider Schrëtt do kënnen nofolgen ze loossen.

Ech wëll da vläicht ganz zum Schluss der Regierung och nach zwou Iddië mat op de Wee ginn, vun deenen ech hoffen… Bon, ech weess, dass elo eng Échéance bevirsteet an dass et och schwéier ass alles nach hinzekréien, a ganz sécher wäerte mer et och net méi hikréien, mä duerfir, dass se awer vläicht an der nächster Legislatur kënne realiséiert ginn.

Dat éischt ass, dass ech mer géif wënschen, dass déi UN-Behënnerterechtskonventioun, déi och schonn am Mäerz 2007 vun eiser Regierung ënnerschriwwe ginn ass, esou schnell wéi méiglech ratifizéiert an ëmgesat gëtt. Si reit sech net nëmmen an déi bestoend Mënscherechtskonventioun an, mä si gesäit en plus Instrumenter vir, fir déi Rechter och wierksam duerchzesetzen.

Doniewent wéilt ech eng Reflexioun ureegen - well dat och e Problem ass, deen ech ëmmer erëm gesot kréien - iwwert d'Asetze vun engem Guichet unique fir behënnert Leit. Ech hunn am Laf vu menge Virbereedungen un de Gespréicher gemierkt, dass et ganz schwiereg ass koordinéiert mat alle Facettë vum Handicap ëmzegoen, well ëmmer en anere Ministère, eng aner Verwaltung, en anere Service oder en aneren zoustänneg ass. Ech ka mer also gutt virstelle wéi schwiereg et eréischt muss sinn, wann een als Behënnerte forcéiert ass vun engem zum aneren ze lafen, fir Informatiounen an Hëllef ze kréien.

Ech weess aus engem Interview mat der Familljeministesch am „Lëtzebuerger Wort" vum Dezember 2008, dass si e Kadergesetz fir den Handicap an d'A faasst, dat all déi aner Gesetzer regruppéiert. Dat fannen ech ganz positiv an ech denken, wa mer et dann och nach fäerdeg bréngen eng zentral Plaz géifen ze schafen, wou een all Informatioune kritt an domat dee Spießrutenlauf, deen d'Leit haut heinsdo musse bewältegen, ënnerbonne kréien, dass mer dann erëm e Stéck weiderkomm wieren an deem ganze Puzzle.

Här President, ech kommen zum Schluss. En däitsche Sproch, deen d'Madame Ministesch schonn 2003 erwähnt huet, seet: „Ich bin nicht behindert, ich werde behindert." Si huet Recht. An et ass och un eis heibanne fir derfir ze suergen, dass all méiglech Barrièren aus dem Wee geraumt ginn, fir an enger Gesellschaft unzekommen, an där all Mënsch seng vollwäerteg Plaz huet, an dat an alle Beräicher vu sengem Liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen Dir Häre, ech ka bal alles, wat de Roland Schreiner haut de Mëtteg hei gesot huet, mat ënnerstëtzen. An Dir wäert mierken a menger Interventioun, datt ech sécherlech déiselwecht Gespréicher um Terrain hat wéi och den Här Schreiner.

Dee gesellschaftlechen an dee finanzielle Statut vun enger Persoun sinn an enger moderner Zivilgesellschaft enk matenee verbonnen. D'Gesetz vum 12. September 2003, wou ech Rapportrice war, hat an huet nach ëmmer als Zil, déi materiell Onofhängegkeet vun eise behënnerte Matbierger ze promouvéieren an hir sozioekonomesch Ofsécherung ze verbesseren.

Déi rechtlech a wirtschaftlech Lag vun deenen, déi opgrond vun enger Behënnerung net schaffe kënnen oder déi an enger protégéierter Struktur eng Plaz fonnt hunn, huet sech zënter dësem Gesetz grondleeënd verbessert.

D'Aarbecht vun de Behënnerten am Kader vun den Ateliers protégés ass reglementéiert ginn. Behënnert Leit, déi do schaffen, kruten endlech de Statut vun dem Salarié unerkannt, mat Rechter a Flichten, also dem Recht op en Aarbechtskontrakt an op en eegent Akommes fir hir Aarbechtsprestatiounen. Si ënnerleie wéi all aner Salariéen Aarbechtscontrainten.

D'Gesetz vun 2003 huet och de sougenannte Revenu pour personnes gravement handicapées agefouert, deen deene behënnerte Leit zeguttkomme soll, déi wéinst hirem Handicap net oder net méi schaffe kënne respektiv deem, deen onofhängeg vu sengem Wëllen keng Aarbechtsplaz an och keen Akommes huet, deen iwwert dem Revenu pour personnes gravement handicapées läit.

Och wann d'Gesetz vun 2003 zur Integratioun vun de behënnerte Leit bäidréit, esou ass leider nach fir vill Behënnert de Wee zur Integratioun wäit a schwéier. Zum Beispill genéisse behënnert Aarbechter - fir weider um Aarbechtsfeld ze bleiwen - seelen deeselwechte Stellewäert an der Gesellschaft wéi Netbehënnerter. Derbäi kënnt, datt wéineg behënnert Leit sech um regulären Aarbechtsmarché kënne profiléieren. Och doriwwer huet elo éinescht den Här Roland Schreiner geschwat.

Déi limitéiert Employabilitéit erklläert zum groussen Deel dës Situatioun. Et bleift, datt d'Diskriminatioune grouss sinn an datt d'Betriber oft d'Fäegkeete vun enger behënnerter Persoun net richteg aschätze kënnen oder wëllen an domadder enger Persoun d'Chance net ginn, hir Kompetenzen ënner Beweis ze stellen, ënnert dem Motto „Mir gi kee Risiko an", wat ech extrem bedauerlech fannen.

Eng Fuerderung vun den Associatiounen an de Leit um Terrain ass, fir d'Quote vum behënnerte Personal, esou wéi se am Gesetz vun 2003 stinn, besser ze kontrolléieren an d'Betriber vum private Secteur méi streng ze sanktionéieren, wa se hir Quoten net géifen erfëllen.

Ech mengen, datt dës Fuerderung, och wann ech se ka verstoen, grad zu dësem Moment wou d'Betriber mat grousse wirtschaftleche Problemer konfrontéiert sinn a Verschiddener, dorënner grouss Betriber, fir hiert Iwwerliewe kämpfen, sécherlech zu dësem Zäitpunkt net ubruecht ass. Ech zweifelen un der Wierksamkeet vun der Sanktioun.

Ech mengen, et bréngt méi, wann een d'Betriber ëmmer nees op hir sozial Verantwortung opmierksam mécht a se vläicht mat finanziellen Ënnerstëtzunge motivéiert, behënnert Leit anzestellen.

Wat brauche mer? E Mentalitéitswiessel. Déi sozial Verantwortung läit sécher net nëmme bei den Entreprisen, mä ganz bestëmmt elo a grad elo a schwieregen Zäite beim Stat a bei de Gemengen. De Stat ass bei wäitem deen Employeur, dee proportional déi meescht Behënnert bis elo agestallt huet: 50 pro Joer säit dem Gesetz vun 2003. Mä ech bedaueren awer ganz staark, datt ganz vill Gemengen no 2003 net dem Opruff gefollegt sinn an datt se hir Quot net erfëllen, dat heescht 5% vun hiren Employéen oder Aarbechter als Behënnert, also mat behënnerte Mënschen e Kontrakt ze maachen.

Et war deemools vum Syvicol zesumme mam Aarbechtsminister François Biltgen en Appel un d'Gemengen adresséiert ginn. Ech kann Iech soen, esou wéi de Roland Schreiner: Ech hu meng sozial Verantwortung mat menge Leit an der Gemeng geholl…

Plusieurs voix.- Oh! Ah!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- …a mir hunn eis Responsabilitéit a mir hu méi wéi dat, wat mer missten: Mir missten zweeanenhallwe Posten hunn, mir hunn dräi Leit beschäftegt ënnert dem Statut vun den Travailleurs handicapés. An esou, wéi de Roland Schreiner et och gesot huet, gesinn ech dat och als eng Plus-value u fir e bessert Mateneen a fir datt och d'Leit, déi keng Behënnerung hunn, sech all Dag erëm bewosst ginn, wéi schéin et ass, kënne gesond op eng Aarbecht ze goen, a wéi vill aner Leit mussen ënner schwéiere Konditiounen op hir Aarbecht kommen.

Duerfir…

M. le Président.- Madame Frank, entschëllegt, ech hat gemengt, et wär eng Fro un Iech. Et ass gutt.

(Interruption)

M. le Président.- D'Madame Brasseur stellt Iech eng Fro.

(Interruption)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et waren elo hei verschidden Zwëscheriff, kënnt dat dann och esou an den Analytesche stoen? Oder gëtt den Analyteschen nach eng Kéier verbessert, wéi dat geschitt ass mat der Euthanasie? Well, wann ech hei d'Tageblatt liesen, da kucken ech, wat d'Madame Frank engersäits hei op der Tribün gesot huet, a mir waren all Témoins, an esou wéi et duerno am Bericht gedréckt ginn ass, wou Modifikatioune koume vun hirem Text, wat awer net deem entsprécht, wat hei gesot ginn ass? Wat ech ganz staark bedaueren.

Ech hoffen, dass dat nëmmen eng Kéier geschitt ass, dass dat net bei dëser Debatt awer nach eng Kéier virkënnt.

(Interruptions)

Merci, Här President.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Madame Brasseur, ech wëll Iech dozou direkt eng Erklärung ginn. Wéi ech mäi Verbatim gelies hunn, do hunn ech gemengt,…

(Interruptions)

Une voix.-…wat Der gesot hat!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Do hunn ech gemengt, et wären zwee Sätz dran, déi net esou wären, datt den normale Bierger dat gutt genuch kéint verstoen.

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ech hunn näischt dorunner geännert fir dat, wat ech a menger Intentioun hat, eriwwerzebréngen. Ech wollt et just méi verständlech maachen. An ech fannen et traureg, datt esou eppes grad zu deem Thema esou opgeworf gëtt. Dat bedaueren ech, an dat fannen ech ganz schlëmm.

M. le Président.- Madame Frank, kommt dann nees zum Handicap zréck, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ganz gären, Här President.

Ech war drun a wollt en Appel nach eng Kéier un de Syvicol maachen an och un den Aarbechtsminister, fir datt si nach eng Kéier de Courage sollen huelen an d'Gemenge sensibiliséieren, fir grad elo Konventiounen ze ënnerschreiwen, fir méi behënnert Matbierger anzestellen.

An da wëll ech och dorop agoen, datt de Wee vun der Demande bis zum Accord, fir datt een e Statut kritt, ganz schwiereg, oft ganz schwéierfälleg ass. D'Associatioune si sech eens. Wann d'Rekrutementsphas bis iwwerstanen ass, wann eng behënnert Persoun de Wee bis an de Betrib oder d'Gemeng fonnt huet, dann huelen d'Diskriminatiounen of, och wa se net komplett verschwannen. An dat läit dorunner, datt im Nachhinein vill Patronë mierken, datt, wann ee behënnert Mataarbechter astellt, dat eng Plus-value ka sinn.

Mä fir datt e Behënnerte kann agestallt ginn, muss e sech nach enger berufflecher Formatioun ënnerzéien. Or, do happert et ganz oft. De Schoulniveau vun de behënnerte Leit läit an der Regel oft ënnert dem Niveau vun deem, wat um Aarbechtsmaart gefrot gëtt oder erwënscht ass. Dat huet oft domadder ze dinn, datt déi Leit oft keng komplett Schoulausbildung virweise kënnen. Do, mengen ech, gi mer jo och elo gutt Weeër mat dem neie Schoulgesetz, wou mer méi op kompetenzorientéierten Unterrecht setzen a wou mer méi individuell wëllen op déi eenzel Kanner agoen, sou datt doduerch och villes do opgefaange ka ginn.

Et ass also och extrem wichteg, an d'Formation continue vu Behënnerten ze investéieren, fir datt si eng Chance kréien, Verpasstes nozehuelen. Et feelt u behënnertegerechten Ausbildungsméiglechkeeten. D'Offer u Formatiounsméiglechkeete wär, de betraffene Leit no, extrem reduzéiert, an

deelweis net oder net méi un de Besoinë vum Aarbechtsmaart orientéiert. D'Formatioune musse praxisno ugebuede ginn, also op d'Besoins internes vun deene jeeweilegen Ateliers protégés, mä awer och op den offene Marché ausgeriicht ginn.

Ech zweifelen, datt…

Oh, ech hu mech elo verdoen, pardon!

Une voix.- Aha!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Et wär wichteg also, wann een d'Offer u Formatioune soll iwwerschaffen, an et soll ee kucken, wat am Ausland ugebuede gëtt. Zu Bitburg zum Beispill gëtt et e modernt Zentrum fir berufflech Ausbildung vu jonke Mënsche mat enger Behënnerung. Dëst Zentrum bilt Leit aus Däitschland, mä och aus der Nopeschregioun aus. Ech weess, datt d'ADEM iwwert de Service des travailleurs handicapés Formatiounen zu Bitburg proposéiert huet, an och fir d'Käschten - oder zumindest zum gudden Deel - opkomm ass.

Et kéint ee sech vun dësem Zentrum a senger Aarbechtsweis inspiréiere loossen, fir aner Ausbildungsariichtungen ze schafen. Et kéint een zum Beispill e Projet vun der Groussregioun virgesinn, dee vun e puer Länner an/oder Regioune géif gedroe ginn.

Um nationalen Niveau kéinte mer och modulär Ausbildungsformen ausschaffen, an dëst mat der Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi Behënnerter géifen astellen. Esou Formatioune kéinten och deene Behënnerten zeguttkommen, déi net kënnen am Ausland sech enger Formatioun ënnerzéien.

Dëst setzt natierlech eng gutt Zesummenaarbecht viraus tëschent der ADEM an hirem Service pour travailleurs handicapés, de Betriber, mä och de Beruffschamberen, de Gemengen an den Ateliers protégés.

Et ass e grousse Wonsch, datt d'Betriber méi Ënnerstëtzung kréien, wa si behënnert Matmënschen astellen. D'Betriber kréie gehollef. D'Gesetz vun 2003 gesäit vir, datt de Stat sech un de Lounkäschte ka bedeelegen. Mä d'Betriber kréien awer keng finanziell Ënnerstëtzung während där Zäit, wou de Behënnerte sech aschaffe muss. An d'Integratioun vun engem Behënnerten op dem reguläre Aarbechtsmaart hänkt mat engem Zäit- a Käschtenopwand zesummen.

Et misst een tëschent dem Behënnerten, dee fir d'éischt sech op dem Aarbechtsmaart behaapt, an deem, dee schonn zënter laangem a sengem Betrib schafft, ënnerscheeden. D'Hëllef an d'Ënnerstëtzung vun de Betriber misste méi dëse verschiddenen Hypotheesen ugepasst ginn. Ech denken, datt dat eng Pist wär, déi ee kéint verfollegen, an deementspriechend kucken, d'Gesetz do ofzeänneren.

Job-Coaching ass och eng Fuerderung. De Coaching ass fir si eng Viraussetzung fir eng gelongen Integratioun um Aarbechtsmaart. Et wär zum Beispill denkbar, datt, wann e Behënnerten an enger Firma ufänkt, hien am Ufank während der Phas, wou hie sech aschafft, vun engem Mataarbechter oder vun enger Assistante sociale assistéiert gëtt.

D'Fuerderung, vun där ech virdru geschwat hunn, an zwar, datt déi staatlech finanziell Bedeelegung un de Lounkäschte besser un déi verschidden Hypotheesen, déi et gëtt, ugepasst soll ginn, muss een awer an dësem Kontext betruechten. Zum Beispill, datt de Stat am Ufank 100% vun de Lounkäschte géif iwwerhuelen, quitte datt dann d'Betriber déi supplementar finanziell Ënnerstëtzung missten um Ufank an de Suivi oder och an de Coaching vu behënnerte Matmënschen investéieren.

Obschonns déi finanziell Lounkompensatioun, déi d'Gesetz vun 2003 virgesäit, eng gutt Saach ass, stellen d'Leit um Terrain fest, datt se op där anerer Säit e groussen Nodeel hunn, an zwar deen, datt se d'Carrière vun engem Behënnerten net fuerdert. All Kéiers, wann de Loun vum Betrib erhéicht gëtt, gëtt automatesch déi finanziell Participatioun jo vum Stat erofgesat. De Behënnerte kritt ëmmer deeselwechte Loun, wat net motivant ass. An dat, mengen ech, muss eis ze bedenke ginn, well d'Beméiunge ginn net belount, a wéi wichteg ass et, grad fir e Behënnerten, fir säi Selbstwäertgefill eropzesetzen, wann och seng Aarbecht eben duerch seng gutt Aarbecht kéint besser motivéiert ginn.

E Fait ass och, datt d'behënnert Aarbechter eréischt zënter 2004, wou d'Gesetz vun 2003 a Kraaft getrueden ass, sech eng Pensiounscarrière kënnen opbauen. Déi Jore virdru ginn net a Considératioun geholl. Vill vun hinne kënnen also keng komplett Pensiounscarrière opbauen a musse sécher mat ganz klenge Renten auskommen. Och dës Fro muss analyséiert ginn, well domadder hu mer eng duebel Diskriminatioun.

Ech hu mir och e puer Initiativen ugekuckt, déi et am Ausland gëtt. Ech sinn op déi eng oder aner interessant Initiativ gestouss, zum Beispill an der Belsch aus der Wallonie. Si hunn e Projet Réseau des réussites, eng Initiativ vum fréiere Ministère des Affaires sociales et de la Santé. Dës Initiativ huet als Objet, d'Employeuren a behënnert Leit, déi eng Aarbecht sichen, zesummenzebréngen. De Site proposéiert doriwwer eraus eng ganz Rei vu Servicer a Facilitéiten. Esou eng Initiativ, wou iwwregens d'Leit och kéinten hir Experienzen austauschen, kascht net vill a stellt a mengen Aen e wäertvolle Moyen duer, fir d'Integratioun vun eise behënnerte Matbierger ze fuerderen an ze stäerken.

Här President, wann de Wee op den Aarbechtsmaart iwwer eng adequat Ausbildung geet, solle mir eis awer näischt virmaachen. Et gëtt behënnert Leit, souguer e groussen Deel, déi et ganz schwéier hunn, op dem ordinäre Marché eng Plaz ze kréien. Eng Partie vu ville vun deene Leit schaffen an engem encadréierten Environnement wéi den Atelier protégé. Bei aneren ass den Handicap esou schwéierwiegend, datt si iwwerhaapt net schaffe kënnen. Fir déi ass gesuergt, si hu Recht op e Revenu: de Revenu pour personnes gravement handicapées. An dat ass ganz wichteg.

Mir kommen nach eng Kéier op d'Ateliers protégés ze schwätzen. Et gëtt, ech mengen, zwielef esou Strukturen hei zu Lëtzebuerg. An dovunner och eng bei mir an der Gemeng Betzder. Ech denken, datt dëst awer à long terme net duergeet, eleng am Hibléck op d'Zuel vun deene behënnerte Leit, wéi den Här Roland Schreiner dat och éischter ugeschwat huet.

An der EU gëtt d'Zuel vun de behënnerte Leit op ronn 37 Millioune geschat. Weltwäit ass jo eng Persoun op zéng behënnert. D'Expertë ginn also dervun aus, dass dës Zuelen an deenen nächste Joren a Jorzéngte wäerten zouhuelen. Et ass kloer, datt dës Chifferen nuancéiert musse gekuckt ginn. Si ëmfaassen zum Beispill och vill eeler Leit, déi scho längst net méi schaffen an déi eréischt am Alter behënnert gi sinn.

Et bleift, datt déi handicapéiert Populatioun wäert zouhuelen, an dorënner och déi Kategorie vu Behënnerten, déi gesondheetlech net méi gutt genuch sinn, fir enger regulärer Aarbecht nozegoen, mä déi gesondheetlech ze gutt sinn, fir iwwerhaapt kenger berufflecher Tätegkeet méi kënnen nozegoen. Fir déi Leit kommen d'Ateliers protégés a Fro. Et ass also wichteg, dëst Konzept weider auszebauen, fir méi Aarbechtsplazen ze schafen, wou méi behënnert Persoune kënnen encadréiert schaffen.

Ech denken, datt och am Kontext vun den Ateliers protégés een déi finanziell staatlech Ënnerstëtzung analyséiere muss an de bestoende System muss ënnert d'Lupp huelen. En Deel vun de Lounkäschte muss jo erwirtschaft ginn. Wann déi Lounkäschte fir behënnert Leit awer eng Strapaz ginn, fir datt se sech musse méi drugi wéi dat, wat an hire Kompetenzen ass, dat ass net gutt. Dofir mengen ech, et ass e Balanceakt tëschent dem Drock, deen een op d'Betriber mécht, an der staatlecher Interventioun, déi accordéiert gëtt.

Wivill Drock kann, dierf, soll een op d'Betriber maachen, fir datt een zumindest bis zu engem gewëssene Grad produktiv bleift? Vill staatlech Interventioune sinn erwënscht, fir datt d'Produktivitéit vun de Betriber net ze vill ofhëlt. Ech sinn elo kee Spezialist, fir Léisunge virzeschloen, mä ech denken, datt och de finanziellen Aspekt muss ënnert d'Lupp geholl ginn.

Eng aner Méiglechkeet, déi de Stat vläicht keng Sue kascht, ass d'Betriber ze motivéieren, eng Partie vun hirer Produktioun oder Aarbechten un Ateliers protégés ze sous-traitéieren. Sou ënnerstëtzt een en Atelier protégé an dréit een zur berufflecher Integratioun vun de Behënnerte bäi. Fir mech eng gutt Initiativ zu méi sozialer Verflichtung.

E weidere Problem, op deen ech ugeschwat gouf, ass dee vun de schwéierfällegen a luese Prozeduren, déi mir hunn. Tëschent deem Moment, wou eng Requête déposéiert gëtt, an deem Moment, wou de Statut vum behënnerten Aarbechter unerkannt gëtt, verginn oft méi wéi dräi Méint. Si beméie sech, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen, a wa mir wëllen, datt si eng Aarbecht kréien oder behalen, da muss d'Entscheedung, ob se de Statut unerkannt kréien oder net, méi séier falen. De behënnerte Mataarbechter muss kënne vun Ufank un, wou e schafft, op déi materiell Hëllef an Ënnerstëtzung, déi hien zegutt huet, zielen, an net eréischt no dräi Méint.

Et ass wichteg, datt och d'Zuel vun den Interlocuteuren um Niveau vun der ADEM ofhëlt. Een an en eenzege Service soll fir déi ganz Prozedur zoustänneg sinn. Ech mengen, dat wier wierklech eng Plus-value am Sënn vu jiddwerengem. Dëst ass och de Wonsch vun deene betraffene Leit dobaussen, déi oft net verstinn, firwat verschidde Strukturen oder Servicer zu verschiddene Momenter vun der Prozedur sech ëm hiren Dossier këmmeren.

An da mengen ech wier et och wichteg, datt ee géif driwwer nodenken, fir de Congé éducatif fir d'Travailleurs handicapés auszeweiten. Den Travailleur handicapé brauch méi Zäit wéi een, dee keng Behënnerung huet, an dofir mengen ech kéinte mer eis um Schoulgesetz inspiréieren, datt een do géif soen, et misst een och fir d'Travailleurs handicapés a Cyclë schaffen.

An dann hu mer nach eng Incohérence an zwee Gesetzer, an dat ass déi iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle. Och dat muss iwwerschafft ginn.

Wann ech virdru gesot hunn, datt de finanziellen Aspekt souwuel um regulären Aarbechtsmaart wéi an den Ateliers protégés muss iwwerduecht ginn, heescht dat net, datt musse gläich méi Suen aus der Statskeess fléissen. Ech denken, et wier wichteg, datt déi Sue ganz effizient genotzt ginn. Ob een net kéint zum Beispill engem Betrib méi finanziell ënnert d'Äerm gräifen, wa se e Behënnerte fir d'alleréischt ustellen, deen ni a sengem Liewe geschafft huet, wéi engem Betrib, wou zënter Jore schonn eng Persoun schafft a schonn am Betrib integréiert ass.

Wann ech vu méi behënnertegerechten Ausbildungsstrukture schwätzen, dann heescht dat net, datt mer gläich mussen hei zu Lëtzebuerg en Zentrum schafen, wéi ech geschwat hunn hei zu Bitburg, mä datt een zum Beispill kéint an der Groussregioun kucken, wou d'Besoinë sinn, an datt ee koordinéiert kéint och do matenee schaffen a besser vernetzen.

Mä fir dëst alles ze maachen, brauche mir och kloer Donnéeën, kloer a prezis Donnéeën, an déi feelen. An de Rapporte vum Aarbechts- a vum Familljeministère steet villes. Mä ech weess nach ëmmer net esou genee, wivill Leit dann de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien. Aus deem leschte Rapport vum Aarbechtsministère aus dem Joer 2007 geet ervir, datt 1.328 Requêten agereecht gi sinn.

Wivill Leit hunn elo de Statut vun Travailleur, vu Personne gravement handicapée ugefrot a wivill de Revenu? Et muss een e bësse sichen an da fënnt een eraus, datt 1.151 Requêtë sech op de Statut bezéien an 178 op de Revenu. Derbäi kënnt, datt, wann een d'Zuele vum Rapport zesummerechent, een op 1.329 an net op 1.328 Requêtë kënnt. Wann een dann am Rapport vun 2006 konnt noliesen, datt zënter dem Gesetz, wat 1991 geschaaft ginn ass, 4.562 Leit de Statut vun Travailleur handicapé unerkannt kruten, do fannen ech keng Gesamtzuel méi am Rapport vun 2007 erëm. Ech ginn dervun aus, datt dës Zuelen am Joer 2007 bei 5.137 leien, vu datt 575 Persounen dëse Statut unerkannt kruten.

Also Fazit: Mir hunn Donnéeën, mä mir musse se vläicht besser zesummefaassen. Also méi prezis Donnéeën, déi méi einfach ze kréie sinn, ouni datt ee muss a verschiddenen Dokumenter nokucken, dat wär wënschenswäert. Well et ass schwéier, e Bilan ze maachen, ouni ze wëssen, ob d'Moossnamen, déi ee geholl huet, och fonctionnéieren oder net. Ouni komplett Donnéeën ass et schwéier, eng adequat Behënnertepolitik ze definéieren.

Obschonn d'Lag sech wierklech an deene leschte Jore staark verbessert huet, wat d'Disponibilitéit vun den Donnéeën ugeet, appeléieren ech awer weider Efforten ze maachen an dëst net nëmmen um Niveau vum Familljeministère, mä och um Niveau vun all deenen anere Ministèren, déi mat implizéiert sinn.

Ech kommen zum Schluss a schléisse mech de Wierder vum Rapporteur un, datt, wann d'Regierung, nodeems wou se de leschte Freideg am Regierungsrot iwwer eng Modifikatioun geschwat huet, sech un all deem inspiréiere soll, wat haut hei op der Chamberstribün diskutéiert ginn ass, an datt et a mengen Aen och wichteg ass, eng Plateforme de coordination ze schafen, wou all Leit, déi betraff waren a sinn, mat implizéiert ginn, fir Verbesserungsvirschléi fir d'2003er Gesetz eranzereechen.

An ofschléissend wëll ech awer och net verpassen, fir all deenen Acteuren um Terrain, déi wäertvoll Aarbecht leeschten, mäi grousse Merci auszeschwätzen, a bei all deenen, wou ech d'Chance hat, Informatiounen ze kréien, fir haut meng Ried hei an der Chamber virzebereeden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grad an Zäiten, wou d'Wirtschaft méi lues dréint, wéi elo, musse mir méi solidaresch si mat deenen, déi sozial méi schwaach sinn, mat deenen, déi hir Aarbecht verluer hunn oder déi nach an noer Zukunft hir Aarbecht riskéieren ze verléieren. De Schutz an d'Rechter vu behënnerte Matbierger däerfe grad a schwieregen Zäiten net op d'Spill gesat ginn. An ech schléisse mat engem Zitat vum Här Raoul Follereau, deen eng Kéier gesot huet, dat ass scho laang hier: «Un pays n'est pas un grand pays s'il est riche, un pays n'est pas un grand pays s'il est fort, un pays est un grand pays s'il est capable de beaucoup d'amour et de partage.»

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den nächsten Diskussiounsriedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass deen Débat, dee mer haut de Mëtteg féieren, wichteg. Mir stinn an der Flicht, fir eis als Gesellschaft, als Politik och ëm déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft ze këmmeren, an dat ass och dat, wat een ënnert dem Term Solidaritéit versteet.

Mä de Risiko, deen elo haut de Mëtteg war an och weider ass, dat ass, datt mer hei eng ganz Rei Allgemengplazen zum Beschte ginn, gutt Ofsiichten erklären, mä datt mer awer net prezis a konzis genuch kënnen drop agoen, wat jo am Fong geholl de Sujet vun deem Débat ass, nämlech eng Analys an eng Diskussioun vun de Schwächte vum Gesetz vun 2003.

Et läit kee Rapport vir, och wa meng Virriednerin sech „dem Rapporteur konnt uschléissen", mä et ass och eng Démarche, muss ech soen, déi een awer selte bei aneren Débats d'orientation fënnt.

Mir waren domadder d'accord, fir hei dat ouni Rapport ze maachen. Mä et weist awer schonn drop hin, datt engem dat vläicht och an de Chamberskommissiounen, wéi soll ech soen, egal oder manner wichteg war wéi bei aneren Débaten, wou dann honnerte vun, net honnerten, mä vill Réunioune sinn, wou vill Rapporte geschriwwe ginn, wou vill Experten an d'Kommissioun geruff gi sinn. Hei war eis dat am Fong geholl net esou wichteg, weder an der Familljekommissioun nach an der Aarbechtskommissioun oder an enger anerer Kommissioun, wou dat awer sécherlech och e Plus gewiescht wier, wann een dat hätt kënne mat an d'Debatten hei aféieren.

An nach eng Kéier, ech sinn awer trotzdeem erstaunt, wann dann d'Regierung de leschte Freideg sécherlech, wa se da keng definitiv Texter gestëmmt huet, am Regierungsrot doriwwer diskutéiert huet. An och ech hunn aus deem Communiqué erausgelies, datt do e Bilan diskutéiert ginn ass. A grad dee Bilan, an dat ass dat, wat iech awer als Deputéierten e bëssche rose mécht, wann een haut en Débat huet, wier et jo awer wierklech interessant gewiescht, a wa mer en nach gëschter kritt hätten, datt een awer do esou e Bilan och ënnerbreet kritt hätt, fir kënnen dann hei e bësschen en aneren Débat ze féieren. An datt een awer trotzdeem d'Schwieregkeet hat, sech an den Dossier eranzeschaffen.

Ech hätt mer eben déi aner Démarche gewënscht. Duerfir hat ech och virdru gefrot, fir dat hei vum Ordre du jour ze huelen, fir et eventuell zu engem anere Moment ze maachen - ech wëll net, datt mer deen Débat net féieren -; zu engem anere Moment, wou een dann hätt kënne méi a Rou, nodeems een déi Bilanen och hätt kënnen als Deputéierten analyséieren, deen Débat féieren.

Ech hu mech also haaptsächlech op dat Zuelematerial verlooss, wat ech eben esou konnt fannen a menge Recherchen. Meng Konklusioun ass jo déi, datt opgrond vun deenen Zuelen, ech beruffe mech elo op déi Question parlementaire vum Här Diederich vun 2005, wou ënner anerem doraus ervirgeet, datt 1.634 Mënsche mat Behënnerung am Privatsecteur agestallt sinn, 605 am öffentlechen Déngscht, 566 an Ateliers protégés sinn an 352 aarbechtslos sinn, an datt mer also do zur Konklusioun kënne kom-

men, datt weder de Stat nach d'Betriber sech un dat Gesetz halen, un déi Virgab vu 5%. Datt also nach do vill, datt mer nach wäit vun den Ziler ewech si sécherlech, wann och déi eng oder aner positiv Entwécklunge festzestelle sinn.

Et si verschidde Gemengen hei genannt ginn, déi Effortë maachen. Ech wéilt dann och nach déi vun der Stad Lëtzebuerg derbäihänken, wou am Dezember 2008 och eng Erklärung mam Aarbechtsminister ënnerschriwwe ginn ass, wou och d'Gemeng hei an der Stad sech engagéiert huet, fir all Joer mindestens fënnef Mënsche mat Behënnerungen anzestellen.

De Punkt ass jo deen, datt mer hei hätte sollen eng Analys maachen, eng Stäerkten-Schwächten-Analys vum Gesetz vun 2003, wat wéi gesot schwéier méiglech ass, well mer net all déi Bilane virleien hunn, déi d'Regierung huet. Duerfir wëll ech mech och hei net ze laang elo mat deem Ganzen ophalen. Ech wëll nëmmen zwee, dräi Punkten eraussträichen, wou ee wierklech gesäit, datt do muss eppes verännert ginn, fir datt mer kënne besser eis behënnert Matmënschen an d'Aarbechtswelt integréieren. Well mir stelle fest, datt dat Gesetz, wat mer de Moment hunn, net d'Gläichberechtegung tëschent behënnerte Mënschen an netbehënnerte Mënschen assuréiert. Dräi, véier Problemer, déi ech nëmme kuerz wëll erauspicken.

Här President, dat eent ass e Problem, dee mat der Durée ze dinn huet vun der Prozedur fir de Statut vun Travailleur handicapé ze kréien. Et dauert oft méintelaang, bis eng Persoun esou e Statut vun Travailleur handicapé kritt. D'Demande kann een erareechen, wann ee mat der Schoul fäerdeg ass, mä dat ass awer, well een dat da mécht, nodeems ee mat der Schoul fäerdeg ass, dauert dat dann oft awer laang, méintelaang, bis datt een de Statut huet. An an där Zäit derzwëschent ass een am Fong geholl, ech géif soen, emol ouni Statut. Dat sinn dann och gewéinlech Leit, déi do aarbechtslos sinn, déi dee Moment keng Chance hunn, eng Plaz ze fannen.

Hei also eng Suggestioun, datt een onbedéngt misst déi Dauer vun där Prozedur verkierze fir dee Statut ze kréien, besonnesch fir déi, déi aus der Schoul kommen an dann an d'Aarbechtsliewen awer sollen integréiert ginn.

En zweete Punkt, dat ass dee vum Revenu vun de Personnes gravement handicapées, RPGH. Deen entsprécht dem RMG an dee geet awer oft net duer dann, fir och déi héich, méi héich Liewenskäschten, déi déi Leit hunn, kënnen ofzedecken. Dat ass esou e Fait, datt déi Leit mat Behënnerung awer méi Fraisen hunn am normale Liewen. Duerfir dierf och also net den RMG, déi Rémunératioun als Grond geholl ginn, fir dann eventuell aner Hëllefen, déi se och bräichten, déi vläicht net ëmmer esou ganz kloer an en Text, an e Kader erafalen, fir déi dann anzestellen.

En drëtte Punkt, dat ass deen, datt déi Mënsche mat Behënnerungen oft méi Schwieregkeeten hunn och, fir vun der ADEM weidervermëttelt ze ginn. Ech hunn hei eng Zuel vum Joer 2005. Do si 75%, also dräi Véierels vun de Chômeure mat Behënnerungen och nach no zwielef Méint am Chômage. Wann een dat elo kuckt am Rapport zu de Leit ouni Behënnerungen, sécherlech ass do d'Quot méi héich respektiv ass et och a méi kuerzer Zäit wou do awer méi Leit kënne vermëttelt ginn.

Do stelle sech éischtens e puer Froen. Ass d'ADEM genuch spezifesch oder huet se genuch spezifesch forméiert Mataarbechter, fir kënne méi speziell déi Mënsche mat Behënnerungen ze encadréieren, hinne weiderzehëllefen? An eben och dat ass dann e Punkt, deen ee muss mat erabréngen an déi Diskussiounen iwwert d'Reform vun der ADEM.

Et ass jo och esou, datt oft d'Behënnerung vun deene Leit als e Stigma ugesi gëtt. An duerfir sinn och Leit, déi zécken, fir de Statut vum Travailleur handicapé an Usproch ze huelen. Si maachen dann éischter wat een nennt eng «stratégie de l'invisibilité». Dat heescht, si versichen also ze kucken hiren Handicap esou wäit wéi méiglech ze verstoppen op eng gewëss Aart a Weis.

An datt dat awer och am Endeffekt ëmmer eng, wéi soll ech soen, eng Attrape ass, wou se net richteg erauskommen, dat ënnersträicht och e Rapport vun 2005 vum Commissariat du Gouvernement aux étrangers, wou et ënner anerem och vun der Diskriminatioun iwwert d'Aarbecht hiergeet, wou se dee ganze Phenomeen erklären a wou se awer och soen, datt awer trotzdeem ganz oft, ech zitéieren hei: «Selon les associations concernées, les réactions des employeurs sont difficiles à prévoir.» Dat heescht, wa se versichen, deen Handicap esou wäit wéi méiglech net ze affichéieren.

Duerfir d'Associatiounen, déi «hésitent de conseiller aux candidats une éventuelle „stratégie de l'invisibilité"». Also, datt se do och selwer vun Organisatiounen heiansdo recommandéiert kréien: Maacht esou wéi wann Der keen Handicap hätt, well Der dann éischter eng Méiglechkeet hutt, op den Aarbechtsmarché ze kommen. Wat awer sécherlech keng gutt Démarche ass.

E Wuert och nach zu den Ateliers protégés. Ech mengen, et ass jo wichteg, datt an Ateliers protégés se net nëmme versuergt ginn, mä datt een do och soll versichen hinnen eng minimal Ausbildung ze ginn, se ze preparéieren, fir se kënnen ze integréieren an d'Aarbechtswelt. Och do hunn d'Virriedner dat jo e bësschen erklärt, datt dat net ëmmer optimal Resultater huet. An et muss ee sech och d'Fro stellen. Well a villen anere Länner gëtt et keng esou Infrastrukturen, well eben do och grad gesot gëtt, de Risiko vun der Ghettoiséierung ass do ginn, datt se an hirem Milieu do bleiwen an datt se wierklech net reell Chancë kréien, fir awer dann herno op den Aarbechtsmarché ze kommen. Och do misst ee vläicht eng Kéier méi eng detailléiert Analys maachen iwwert déi Situatioun a kucken, wat fir eng Pisten, wat fir eng Weeër een do kann opzeechnen.

Et ass och esou, ech hu gelies vun engem Pilotprojet „Cordée", wou ech, wéi gesot, guer keng Donnéeën hunn, guer keng Informatiounen hunn, duerfir kann ech hei weider net derzou Stellung huelen. Vläicht kann d'Ministesch herno do dann e puer Wuert soen.

Ech wollt nach e lescht Wuert soen, Här President, dat ass dat, well ech elo bei den Ateliers protégés war, wou ech dovunner geschwat hunn, datt ee muss kucken déi Leit esou ze forméieren, datt ee se kann integréieren an den Aarbechtsmarché, datt een also vläicht déi Reflexioun muss féieren: Kann een net vläicht och direkt versichen, déi Integratiounsmoossnamen direkt um Aarbechtsmarché ze realiséieren?

Dat ass ähnlech wéi déi Diskussioun, déi mer hate bei der Reform vun der Grondschoul. Och an der Grondschoul hu mir derfir plädéiert, aner Parteien och, datt mer sollen d'Éducation différenciée, déi behënnert Matmënschen, déi jonk, besonnesch déi jonk Behënnert dès le départ versichen ze integréieren an déi normal Grondschoul. Ech hat deemools och doriwwer geschwat, well dat souwuel e Benefiss ass fir déi handicapéiert Kanner wéi awer och fir déi aner Schüler, well se do léiere mat deenen ëmzegoen, léiere Solidaritéit un der Praxis ze erfueren. An eben och hei muss ech nach eng Kéier bedaueren, datt mer am Grondschoulgesetz net festgehalen hunn, datt d'Édiff géif an d'Éducation nationale integréiert ginn. Ech wëll dat hei einfach nach eng Kéier widderhuelen.

Déi puer Bemierkunge gemaach, Här President, géif ech lech da Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci Här Berger. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng begréissen natierlech all Diskussioun iwwert d'behënnert Matmënschen, obwuel fir ons Gréng d'Thema vun de Persoune mat Besoins spécifiques eigentlech eent ass, wat an der Notioun vu Mainstreaming sollt afléissen. Dat heescht: Bei all Dossier, sief et Bautepolitik, Sozialpolitik, Aarbechtspolitik, Bildungspolitik an esou weider, soll notamment den Aspekt Mënsche mat spezielle Besoinen, mat Mobilité réduite, mat Sprooch- oder Sehschwieregkeeten, mat mentalen oder psychesche Problemer mat considéréiert ginn.

Dat heescht net, datt mir ëmmer eng automatesch arbiträr 100%eg Integratioun à tout prix vun all concernéierte Matmënsche wëlle promouvéieren. Et geet villméi dorëms all Behënnerung oder spezifesch Besoinen 100%eg ze integréieren, fir datt de behënnerte Matmënsch d'Méiglechkeet iwwerhaapt emol kritt sech ze integréieren esou vill hien oder hatt et wëllt an et och kann, zu deem Zäitpunkt wou et fir hien oder hatt ubruecht ass.

D'Demande vun der sozialistescher Partei ass ganz breet gefächert, en allgemenge Rundumschlag vun de concernéierte Persounen. Ech denken, trotz all guddem Wëllen ass et net méiglech, emol net an engem ganzen Dag, all Aspekter déifgräifend, seriö ze diskutéieren, ganz ze schweigen da vun engem vu ville Punkten, déi um Ordre du jour vun enger Sëtzung sinn, an dëst och nach no engem Modell 1, an dat och nach ouni Rapport. Schued eigentlech, well et wier emol derwäert e Bilan ze maachen iwwer all Aspekt vum behënnerte Matmënsch, vun der Persoun mat spezifesche Besoinen.

Ech zitéieren aus dem Bréif vun de Sozialisten: «Le débat en question devra ainsi également faire le point sur les questions ayant trait à la continuation de la politique en faveur des personnes handicapées dans les points les plus divers.»

„Les points les plus divers", ass fir ons alles, an do riskéiere mer an eng gewësse Respektlosegkeet ze geroden, wa mir ons hei umoosse wëllen dat alles ënnert d'Lupp ze huelen, an esou enger kuerzer Zäit an ouni Schaffpabeier.

Wien ass dat iwwerhaapt? A wat ass iwwerhaapt „handicapée" oder „gravement handicapée"? Ass eng Persoun am Rollstull gravement handicapée obwuel si schaffe geet, eng Famill gegrënnt huet, Auto fiert an esou weider? Zwar brauch si vill spezifesch Adaptatiounen, fir e Liewen an der Gesellschaft ze féieren.

Mir all kräize mat Sécherheet munchmol Mënsche bei deenen ee keen eenzege Besoin spécifique erkennt, mä deenen et zäitweileg onméiglech oder extrem schwiereg ass, wat mir nennen, en normaalt Liewen ze féieren. Si hu schwéier psychesch Problemer, séileg Problemer, psychosomatesch Problemer oder souguer e grave Suchtproblem. Problemer, déi se regelrecht behënneren, fir sech an d'Gesellschaft anzeliewen, an der Fräizäit, mä och op der Aarbecht.

A wa mer an de Statistike vun den Demandë vun Travailleurs handicapés nokucken, da sinn et an der grousser Mehrzahl Mënschen tëschent 41 a 60 Joer, souwuel bei de Männer wéi och bei de Fraen, déi en „revenu travailleur handicapé" ufroen oder och déi en „revenu pour personnes gravement handicapées" ufroen. Dat sinn also och eng ganz Rei vu Mënschen déi laang, vill a wahrscheinlech och schwéier geschafft hunn, an déi no 20 Schaffjore vläicht de Réck futti hunn oder souguer psychesch Problemer kritt hunn.

Erlaabt mer duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op véier Punkten eng Reflexioun ze maachen, véier Punkten déi mir ons erausgesicht hunn, well méi wéi véier Reflexioune sinn zu dësem Moment, haut, ënnert dëser Form, net méiglech. Déi éischt Reflexioun iwwert d'Aarbecht an de Salaire vun engem Travailleur handicapé en milieu protégé.

En Travailleur handicapé en milieu protégé kritt meeschtens, wann net ëmmer, an dëst onofhängeg vun engem eventuellen Diplom oder Zertifikat, de soziale Mindestloun. Domadder léisst et sech knapp a schwéier liewen. Doriwwer eraus ass et oft esou, datt en Travailleur handicapé wéinst senger Spezifissitéit net kann e volle Kader schaffen, oder net ëmmer kann e volle Kader schaffen, wat natierlech seng Chancen autonom ze liewe praktesch op Null setzt.

Eng Personne gravement handicapée an engem Atelier protégé respektiv an engem Centre de jour kritt e Montant, deen dem RMG entsprécht, et ass jo virdru gesot ginn, woubäi dann awer nach d'Chargë vun der mëttlerweil Gesondheetskeess an och vun der Assurance dépendance ofginn. Fir e Complément dozou kann dann den FNS, de Fonds National de Solidarité suergen. Esou gesäit et och d'Gesetz vun 2003 vir.

Ech ka mech erënneren, wéi mer Enn 2004 de soziale Mindestloun hei an engem Projet de loi adaptéiert hunn, ass an deem Projet de loi direkt fir déi éischte Kéier Abstraktioun gemaach gi vun den Travailleurs handicapés. D'Adaptatioun vum soziale Mindestloun, déi mengen ech den 1. Januar 2005 a Kraaft getrueden ass, ass nëmme fir déi sougenannten normal Paie gestëmmt ginn. De Familljeministère hat dunn den Optrag kritt sech ëm déi Adaptatiounen, notamment iwwert den FNS, vum Salaire vun den Travailleurs handicapés an den Ateliers protégés ze këmmeren. Et ass ëm de Complément gaangen. De Complément fir herno awer op de soziale Mindestloun ze kommen.

Mir haten dëst och schonn deemools bedauert - ech hat dat och an deem Kontext op der Tribün gesot, well mer 2003, an och wann et méi symbolesch war wéi soss eppes -, e Gesetz vun engem Travailleur handicapé, engem Salarié handicapé, datt deen endlech eng richteg Pai kritt. Virdru war dat ëmmer e Mix aus Rent, ATI, RMG, Kannergeld a Gott weess wat nach alles, a mat deem Gesetz 2003 krut en eng Pai.

A wéi de soziale Mindestloun dunn eng éischte Kéier erhéicht ginn ass, dunn ass gesot ginn, wat den Travailleur handicapé ubelaangt: „Mir hunn elo déi Zäit net, fir dat esou ze adaptéieren. Mir huelen d'Travailleurs handicapés eraus. Si kréien natierlech déi Adaptatiounen, mä net iwwert de biais vun der Adaptatioun vum soziale Mindestloun."

Et wier och interessant, vun der Mise en vigueur vun deem Gesetz, dat heescht vu Juni 2004 bis haut, awer eng differenzéiert Statistik ze hunn iwwert d'Besetzung vun den Ateliers protégés, iwwert déi Paien, déi do bezuelt ginn, an iwwer wéi ee Biais déi eenzel Paie bezuelt gi respektiv complémentéiert ginn, fir sech iwwerhaapt emol e Bild ze maachen, net nëmmen, wee kritt eng Pai Travailleurs handicapés, mä aus wat besteet déi, souwuel beim Travailleur handicapé wéi och beim Travailleur gravement handicapé.

Zweet Reflexioun iwwert d'Ëmsetzbarkeet vun den Integratiounsmesuren aus dem Gesetz 2003. An deem Gesetz steet ganz vill iwwer Mesuren, fir en Travailleur handicapé weiderzebilden an him aktiv ze hëllefen eng Aarbechtsplaz um éischten Aarbechtsmaart ze fannen. An dëst, esou steet et am Gesetz, am Zesummenhang mam STH, dem Service des Travailleurs Handicapés vum Arbeitsamt.

Meng Froen: Sinn no der Mise en vigueur vun dësem Gesetz déi noutwendeg Adaptatioune geschafe ginn, notamment, mä net nëmmen, um Arbeitsamt, fir dës Mesuren ze promouvéieren? Ass déi noutwendeg Plattform geschafe ginn, tëschent de verschiddenen Ateliers protégés an deenen hire Gestionnairen an de Statsverwaltungen, fir déi Mesuren ze promouvéieren? Ass de Gestionnairë vun de verschiddenen Ateliers protégés den noutwendegen Zousaz u qualifizéiertem Personal duerfir an d'Enveloppe budgetaire gestatt ginn? Gëtt et eng systematesch Garantie de suivi, sief et vun de Statsverwaltungen, sief et vun de Gestionnairen, wann zum Beispill eng behënnert Persoun um éischte Maart integréiert konnt ginn?

Drëtt Reflexioun iwwert d'Aféiere vun de Quote respektiv d'Anhale vun de bestehende Quoten. Déi beschte Manéier, fir déi Quoten ze respektéieren, déi am Gesetz vun 2003 virgesi sinn, ass mat Sécherheet d'Disponibilitéit vu genuch Ressources humaines fir, éischtens, sech ëm déi gelongen Integratioun ze këmmeren, domadder mengen ech de Suivi op der Aarbechtsplaz, Hëllefstellung, Encadrement och fir den Employeur an d'Kolleege vun der concernéierter Persoun; an, zweetens, genuch Ressources humaines, fir sech ëm d'Kontrolle vum Anhale respektiv Netanhale vun de virgeschriwwene Quoten ze halen.

Et gëtt ëmmer erëm geschwat, notamment och an de Gewerkschaftsmilieuen, ob de Quotesystem dee richtegen ass, an doriwwer eraus ob en efficace ass respektiv wat muss adaptéiert ginn, fir datt en efficace gëtt. Faute de mieux gëtt allgemeng um Quotesystem festgehalen, esou och d'Konklusiounen notamment vun engem Séminaire européen, wou den EGB e Partner war zu Lissabon am Oktober 2007.

Den Term vun „Travailleur handicapé" respektiv „Reconnaissance travailleur handicapé" ass méi wéi onglécklech. Säit 2003 ginn endlech an zu Recht och d'Mënsche mat psychesche Problemer oder Krankheeten als Travailleurs handicapés unerkannt. Net nëmmen, awer grad bei dëse Persounen, ass den Term „handicapé" ganz sensibel considéréiert, well den Term „handicapé" sécherlech eng Rei negativ Connotatiounen huet voire stigmatiséiert.

Och grad dës Persounen hunn et schwéier, fir mat hirem Selbstgefill iwwer esou Reconnaissance-Prozedure stoen ze kënnen. Duerfir gëtt och haut am Milieu, an der Fachliteratur oder am Fachjargon, ëmmer méi oft vun "special needs", besoins spécifiques geschwat. Doraus deklinéiert sech méi einfach e Recht, an natierlech och déi dozougehéierend Flichte fir eng Persoun, déi op déi dozougehéierend Mesurë kann zréckgräifen.

Schlussendlech sinn dës Mesurë soss näischt wéi eng Hëllefstellung un e Patron, deen eng Persoun astellt, déi net, oder zäitweis net 100%eg produktiounsfäeg ass, am Kader vun engem Aarbechtskontrakt. Et ass schwiereg an et brauch een e gewëssent Sensibiliséierungs- oder Sensibilisatiounsgefill, fir dëse segregative Stempel vun Travailleurs handicapés ëmzewandelen an e

Recht, wat een huet, well een einfach net méi kann, wéi dat, wat ee kann.

Dass dëst schwiereg ass beweist eng Rei vu Persounen, déi wuel net dëse Status hunn oder déi net wëllen dëse Status hunn, mä awer schwiereg op hirer Aarbechtsplaz sinn, well se net méi kënnen esou hir Aarbechtsplaz ausféieren, wéi se dat zum Beispill an der Vergaangenheet gemaach hunn. Oft ginn et Arrangementer tëschent Employeur a Salarié, ouni duerch dës oft schwiereg Prozedur vu Reclassement oder Reconnaissance ze goen. Wahrscheinlech, mä dat misst eng déifgräifend Analys feststellen, misst de Modus voire d'Kritärë vun de Quote verbessert ginn.

Säit 1997, wou e Plan d'action ausgeschafft gi war vun der deemoleger Regierung an dem zoustännege Ministère, ass net vill evoluéiert op dësem Punkt vun der Integratioun vu Behënnerungen a spezifesche Besoinen. Et ass, wéi ech uganks vu menger Ried gesot hunn, eng iwwergräifend Politik a brauch dann och duerfir e Ministère iwwergräifende Plan d'action national. An an dësem Kontext wollt ech nofroen, wéini d'Regierung gedenkt déi vum 30. Mäerz 2007 ënnerschriwwen UNO-Konventioun iwwert d'„rights of persons with disabilities" ze ratifizéieren?

Da wollt ech net eng nächst Reflexioun, éischter eng Remarque zu deem Thema, deen och an der Demande vun der LSAP ernimmt ass, maachen, de Projet „La Cordée", an deem senger Evaluatioun. Dat ass e Projet, dee liest een notamment am Koalitiounsaccord, et héiert een och e bëssel chen, wann ee sech dann och informéiert, wann ee sech dann och op d'Sich mécht, fir dee Projet dann ze gesinn, zumindest ze liesen.

Dee Projet ass e Projet, deen op jiddwer Fall bis elo net offiziell eng Kéier hei an der Chamber presentéiert ginn ass, ausser mir Gréng hätten dat net matkritt. Meng Froen an dësem Kontext un déi zoustänneg Ministesch: Gedenkt d'Madame Minister dëse Projet, dee schlussendlech mat senger Bilanzéierung am Koalitiounsaccord steet, eng Kéier an där zoustänneger Kommissioun ze presentéieren? A wann e Bilan gemaach ginn ass, wéini gëtt dëse Bilan an der zoustänneger Kommissioun presentéiert? Wéi gedenkt d'Madame Ministesch dëse Projet, an och vläicht deen dozougehéierende Bilan, dem Secteur a senge Gestionnairen ze presentéieren, alleguerten? Wëllt d'Madame Minister d'Gestionnairë voire d'Partenaires sociaux ëm hiren Avis dozou froen? Well soss musse mer wuel festhalen, datt dëse Punkt vum Koalitiounsaccord net ëmgesat konnt ginn, an da wier ons Demande un d'Madame Ministesch, dee Moment dann och Erklärungen dozou ze ginn.

Zum Schluss eng véiert a lescht Reflexioun zur Schoulreform an der Integratioun vun de Behënnerungen an de Besoins spécifiques. D'Schoulreform ass de Moment hei schonn e puermol genannt ginn. Mir Gréng sinn der Meenung, datt an dëser Schoulreform, déi virun e puer Wochen an dëser Chamber gestëmmt ginn ass, verpasst ginn ass sech och gläichzäiteg Gedanken ze maachen iwwer Kanner mat spezifesche Besoinë voire iwwer Kanner mat Behënnerungen, iwwer eng fundamental Reform vun der Éducation différenciée an iwwer hir Vernetzung a Kollaboratioun mat der sougenannter normaler Schoul.

Au contraire, d'Éducation différenciée ass vläicht souguer bewosst aus der Schoulreform erausgehale ginn. Dat war och e wichtege Punkt, wou mäi Kolleeg Claude Adam drop agaangen ass, e wichtege Punkt, dee mir als Gréng net konnten hinhuelen. Eng Jorhonnertreform vun der öffentlecher Primärschoul, déi kee Wuert verléiert iwwer Kanner a Jugendlecher, déi speziell Besoinen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech schléisst sech hei de Krees op eng dramatesch Manéier. Wéi solle mer herno um Aarbechtsmaart, sprich um éischten Aarbechtsmaart, an iwwerhaapt an onser Gesellschaft, en Zesummesinn vun alle Mënsche promouvéieren, wa mer dëst net schonn am jonken Alter an der Schoul erliewen? An der Schoul, do wou ons Kanner léiere fit ze ginn, wou se fir hiert zukünftegt Aarbechtsliewe léieren, awer och léieren, fir herno an der Gesellschaft eens ze ginn. Wéi solle se dat maachen, wa mer net schonn op dësem Schoulniveau eng parfaite Harmonie hunn? Dat heescht, mir hunn op deem Schoulniveau schonn eng parfaite Segregatioun tëscht alle Spezifissitéiten.

Net onbedéngt jiddwereen an déiselwecht Klass integréieren, mä Synergië schafen, gemeinsam Punkten an Aktiounen entwéckelen, Interaktioune virgesinn, dat wier d'Flicht vun enger Bildungsreform gewiescht, déi zukunftsorientéiert gewiescht wier. Wat net fréi geléiert gëtt, wat net fréi versicht gëtt zesummenzebréngen, wat een net am jonken Alter fördert, gëtt herno schwéier ëmzesetzen.

D'Zesummeliewen an d'Zesummeschaffe vun alle Mënschen, déi mat méi oder déi mat manner spezifesche Besoinen - well jiddwereen huet Besoinen, a jiddwereen huet iergendwann och spezifesch Besoinen -, ass eng vun de ganz wichtege Bildungsflichte vun onser öffentlecher Schoul, an déi Chance ass verpasst ginn, a mat deem Saz wëll ech och ophalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mënsche mat Behënnerung gehéieren an d'Mëtt vun eiser Gesellschaft. Fir d'ADR zielt de Prinzip, datt all Verbesserungen, déi de Behënnerten zeguttkommen, sech positiv op eis Gesellschaft auswierken an als e Bäitrag musse gëllen zu enger wierklecher sozialer Integratioun.

D'ADR besteet och duerfir op d'Verwierklechung vun der Charta vum Europarot aus dem Joer 1996, an där festgehale gëtt, datt all behënnert Persoun e Recht op Autonomie, sozial Integratioun an op eng Bedeelegung um gesellschaftleche Liewen huet. Doriwwer eraus verlaange mir als ADR, datt d'UN-Konventioun vum 12. Dezember 2006, déi Lëtzebuerg den 30. Mäerz 2007 ënnerschriwwen huet, esou séier wéi méiglech soll ratifizéiert ginn. Dat ass och scho vu Virriedner vu mir de Mëtten hei gesot ginn. Als Konsequenz hätt dat, datt Lëtzebuerg sech vis-à-vis vun alle behënnerte Persoune verflicht all Gesetzestexter no der Konventioun auszeriichten an datt all Diskriminatioun opgrond vun enger Behënnerung muss verschwannen.

Här President, och wann dës Konventioun hei zu Lëtzebuerg nach net vum Parlament ratifizéiert ass, mengen ech kann een a muss een awer soen, datt d'Kritäre vun där Konventioun hei zu Lëtzebuerg awer respektéiert ginn um politesche Plang, an dat net eréischt vum Dag vun der Konventioun un, mä, ech géif soen, scho laang virdrun.

Och wa mer haut hei diskutéieren, datt nach dat eent oder dat anert muss op deem Niveau geschéien, wat eis behënnert Matmënschen ubelaangt, musse mer awer och festhalen, datt hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngte vill Positives an deem Domän geschitt ass, datt vill doranner investéiert ginn ass an datt haut villes eng Normalitéit ass, wat virun 20, 30 Joer nach anormal - esou géif ech soen -, souguer net virstellbar war.

Virun 30, 40 Joer si vill vun eisen handicapéierte Matmënsche verstoppt ginn, oder et ass emol guer net gesot ginn, datt där an eiser Gesellschaft géife liewen. Haut ass et awer Gott sei Dank zu enger Normalitéit ginn. Enger Normalitéit, wou mer als Gesellschaft e grousse Schratt gemaach hunn, wou mer awer ëmmer erëm mussen derzou bäidroen, fir déi Leit an eis Gesellschaft ze integréieren.

Et ass de Mëtten hei vu Verschiddene geschwat ginn, déi gesot hu wat an hire Gemenge geschitt ass. Ech wëll och vläicht e Beispill virdroen, datt eng Gemeng wéi Fréiseng eng Gemeng war, déi um sozialen Niveau net vill Problemer hat. Ech war 30 Joer an där Gemeng politesch aktiv. An iwwer 30 Joer huet den Office social vun där Gemeng praktesch keng Dépensë gehat. Et ass also eng Kategorie vu Leit, déi do gewunnt hunn, déi op engem Liewensniveau stoungen, déi net hu brauchen op eng Gemeng ze kommen, fir Suen ze kréien.

Virun enger Rei vu Joren ass den deemolege President, den Här Benny Berg, haut huet de Kolleeg Lucien Thiel déi Fonctioun, vum Kräizbierg komm, fir do an der Gemeng e Fleegeheim fir handicapéiert Matmënschen ze bauen. Mir hunn als Gemeng deemools alles gemaach, fir datt dat zustane komm ass. Bei der Aweiung hunn ech gesot, datt ech frou war, datt all Leit aus der Gemeng déi Démarche begréisst hunn. Net een Eenzegen huet sech kritesch vis-à-vis dovu geäussert, datt esou Leit matzen an enger Gesellschaft géife liewen. Ech hunn deemools op der Aweiung gesot, datt am Fong eis Gesellschaft vun deem Dag un elo eréischt komplett ass, wou all Mënschen aus eiser Gesellschaft do vertratt sinn.

D'Integratioun vun deenen handicapéierte Matmënschen an eng Gesellschaft muss dat Normaalst sinn. Mat där néideger Hëllef a mat deem néidege Gefill, fannen ech och haut, datt dat eng Normalitéit ass. Duerfir ass et och wichteg, datt ee vun de Punkten deen ass, datt mer an de Schoulen - dat ass och vu menger Virriednerin gesot ginn hei - déi handicapéiert Matmënschen am normale Schoulsystem mat integréieren.

Déi Jugendlech mussen direkt geléiert ginn, datt et net nëmme schéi Säiten op eiser Welt ginn, mä datt och Leit do sinn, déi eng Behënnerung hunn an déi zu eiser Gesellschaft gehéieren an duerfir och an eis Schoule gehéieren, fir datt se zesummen opwuessen. Och do maache mir Exercicer, datt mer mat de Schoulkanner an d'Fleegeheem vun den Handicapéierte vum Kräizbierg ginn, an ëmgedréint och déi Leit an eis Schoule mat eranhuelen, wat zwar keng Jugendlecher sinn, mä an d'Aktivitéite vun de Schoulen, an d'Duerffester, an d'kulturell Fester, an d'reliéis Fester iwwerall mat abezéien. Da gesäit een op eemol, datt dat en Zesummeliewe gëtt, wat dat Normaalste vun der Welt ass, wa jiddweree säi Bäitrag derzou leescht.

Ech muss lech soen, Här President, datt ech am Fong nëmmen haut den Titel gelies hat vun der Interventioun, déi de Mëtten hei gemaach ass, an net den Detail, wou hannendru stoung, datt et sech méi ëm d'Integratioun op der Aarbechtsplaz géif abauen. An deenen zéng Minutten, déi hei stinn, wëll ech och duerfir méi allgemeng prinzipiell Iwwerleeungen hunn. Well wa mer vun enger Integratioun op den Aarbechtsmaart vun de behënnerte Matmënsche schwätzen, dann ass dat och nëmme méiglech, wann d'Ëmfeld ronderëm stëmmt, datt se och kënnen nieft där normaler Aarbechtswelt liewen a fonctionnéieren.

Dat geet doheem un, wou se wunnen. Do mussen all Effortë gemaach ginn, datt déi Leit och kënne souwäit wéi méiglech selbstständeg wunnen. Wann dat net méi geet, musse mer se an déi eenzel Institutiounen integréieren, wou mer jo hei am Land och vill där Haiser hunn.

Problemer hunn déi Leit scho ganz dacks, wa si sech wëllen en Eegenheem schafen, datt se zum Beispill keng Liewensversécherunge kréien, oder wa se sech wëllen zousätzlech Krankekeeseversécherunge maachen, datt si déi och net kréien. Hei si mer der Meenung, datt de Stat och hei misst en Effort maachen, esou wéi mer bei anere Plaze staatlech Garantien huelen, fir déi Garantien ze ginn, datt déi Leit och kéinte Liewensversécherunge maachen, oder fir sech ebe besser kënne gesondheetlech ofzesécheren.

Et ass och de Mëtten hei ugeschnidde ginn, datt mer scho Gesetzer hunn, mat deene mer verflicht sinn all öffentlech Gebaier handicapéiertegerecht ze maachen. Trotzdeem datt d'Gesetz besteet, gëtt et nach e groussen Nohuelbedarf. Hei géife mir proposéieren, datt souwuel de Stat wéi d'Gemenge sollen Inventarer maache vun hiren Infrastrukturen an dorobber emol festhale wat nach alles net handicapéierten- oder rollstullgerecht aménagéiert ass, fir datt een emol eng Lëscht kritt. Wann eng Lëscht géif bestoen, da géif dat och bewierken, datt jiddweree géif versichen esou séier wéi méiglech vun där Lëscht erofzekommen an dat gerecht ze maachen.

Mir wësse jo, déi lescht Deeg sollte mir och op eng Lëscht kommen; wat mer alles gemaach hunn, fir net op eng Lëscht ze kommen. Et kéint een och hei eng negativ Lëscht maachen, souwuel beim Stat wéi bei de Gemengen.

Mä och nieft dem Öffentlechen, mengen ech dat Privat. Ob dat elo Wunnenge sinn. Vill Leit baue Wunnengen. Och do soll jiddwereen emol selwer drun denken. Wann iergendwéi d'Leit eng Kéier al ginn oder en Handicap kréien, da kënne se an hirer eegener Wunneng dacks net méi liewen, well se an der Jugend am Fong eng Konstruktioun gemaach hunn, oder vun engem Architekt sech se opschwätze gelooss hunn, wou se spéider hir Problemer kréien, amplaz datt och Leit, wa se bauen, selwer u verschidde Saachen denken. Wann een nei baut, gëtt et net méi deier, mä et kann awer herno méi praktesch sinn.

Mä och Geschäfter, Aarbechtsplazen, och Saache wéi Bancomaten, Ticketsautomaten, Télefonskabinen, Keesen, Luuchten: Alles dat misst d'office ouni Diskussioun behënnertegerecht gemaach ginn.

Da soll et och eist Zil sinn, fir e Mëschsystem an de Wunnengen ze hunn. Mir hunn zum Beispill bei Gemenge Mëschsystemer gemaach, wou mer eeler Leit a jonk Leit zesummekréien. Mä och genausou sollt een, wann een esou Investitiounen an déi Infrastrukture mécht, higoen an Investitioune maachen, datt och handicapéiert Leit do kënne matschaffen.

Den öffentlechen Transport. Et gëtt villes gemaach, mä loosse mer éierlech sinn: Et ass awer praktesch nach ëmmer onméiglech fir handicapéiert Leit, fir sech mam öffentlechen Transport ze bewegen, sief dat, datt se an d'Bussen, d'Zich eran oder eraus musse kommen, oder d'Quaien ze déif oder ze héich sinn, op jidde Fall ze wäit ewech, op jidde Fall net richteg wéi se misste sinn.

Wat mer dann och solle kucken - dat ass méi de spezifeschen Thema vun de Mëtten, mä meng Zäit leeft schonn esou lues of -, dat ass, fir déi Leit sollen an den Aarbechtsmaart ze integréieren, an net zu de Leit ze soen: Mir setzen lech a Strukturen eraus. Oder: Mir setzen lech an eng Rent.

Datt do de Stat säin Effort bis elo ganz gutt gemaach huet, d'Gemenge sécherlech nach net an hirem Mooss, wéi dat muss sinn. Et ass och bei klenge Gemengen, déi nëmme puer Leit beschäftegen, schwéier, fir dee Prozentsaz ze erreechen, mä et ass ëmmer méiglech Leit doranner ze kréien. Mir mussen also och kucken, datt mer déi Betriber aus dem Privatsecteur méi ënnerstëtzen, nach méi hëllefen, méi beroden, wéi si där Leit kënne bei sech asetzen.

Et ass och kloer, datt de Stat haut a ville Betriber selwer mat dran ass. En ass selwer Patron a ville private groussen, fir net souguer ze soe ganz grousse Betriber. Hei misst de Stat jo awer och d'Moyenen hunn, wann en an déi Betriber investéiert, oder déi Betriber him gehéieren, datt de Stat dann och do zu deene Betriber seet, datt déi missten hirer Obligatioun nokommen a méi där handicapéiert Matmënschen do astellen.

Här President, et wär nach villes ze soen, mä meng Zäit ass ofgelaf. Ech wëll lech duerfir Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Här Jaerling, wann ech gelift?

Une voix.- Nach ass den Här Jaerling do.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir waart net agedroen. Ech entschëllege mech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech muss mech hei ëmmer duerchsetzen, fir bis bei d'Pult ze kommen. Mä ech si jo awer gewiichteg genuch, fir mech kënnen duerchzesetzen.

Här President, ech hunn - an d'Madame Ministesch weess et -, wann et ëm Chancëgläichheet geet, ëmmer erëm gesot, dass Chancëgläichheet net nëmmen zwëschent Mann a Fra ze bestoen huet, mä Chancëgläichheet ass eppes, wat an eiser Gesellschaft all Mënsch soll zegutt kommen. Zu deene Mënsche gehéieren och déi Handicapéiert an och déi Behënnert. Dat soll net nëmme fir d'Aarbechtsplaz gëllen, mä dat soll allgemeng gëllen.

Wann elo… Hei ass de Problem vun der Aarbechtsplaz ugeschwat ginn. E gréissere Problem op der Aarbechtsplaz ass natierlech dee vun der Ergonomie. Dat heescht, d'Upasse vun der Aarbechtsplaz am Fong och un den Handicap vun deene Leit, déi mer dann do wëlle beschäftegen.

Do stellt ee souguer an de Gemengen oder iwwerall an deenen öffentleche Gebailechkeete ganz oft fest, dass do déi Ergonomie, déi gebraucht gëtt fir déi Behënnert, fir dass déi sech kënnen normal bewegen, emol net ginn ass an dass et och schwiereg ass a laang dauert ier déi Upassunge gemaach ginn. Dat wär schonn un alleréischter Stell eng Prioritéit, déi misst gesat ginn, fir et an den öffentleche Gebaier emol esou unzepassen, dass déi Behënnert sech kënne fräi bewegen an och kënne schaffe wéi déi aner Leit och. Et ass nach net iwwerall esou.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wann ech awer vu Behënnerte schwätzen, wëll ech einfach emol soen: Mir hunn Handicapéierter, déi mer wëllen an d'Aarbechtswelt erabréngen. Mä mir hunn awer och Behënnerter, déi schonn an der Aarbechtswelt sinn, déi sief duerch en Handicap, duerch en Accident oder iergendeppes net handicapéiert sinn, mä awer behënnert sinn, dass se och Moyenë brauchen, fir sech kënne fräi ze bewegen.

Mir hunn och eeler Leit, déi behënnert sinn, déi sech musse kënne fräi bewegen. Do kéinten awer besonnesch d'Gemengen zum Beispill hëllefräich agräifen. Wann ech gesinn a wéi vill Gemengen dass emol d'Trot-

toire bei de Stroosseniwwergäng nach ëmmer Ofsätz hunn, anstatt dass se gläichgezu ginn, fir dass déi gehbehënnert Leit kënne besser iwwert d'Strooss goen, oder d'Beliichtung bei de Foussgängersträifen, da wäre vu Säite vun de Gemengen nach eng ganz Rei Aarbechten ze maachen.

Dat wären awer Aarbechten, déi, besonnesch elo an dësen Zäiten, wou net vill Aarbecht do ass, vläicht kënnen dann och prioritär ugaange ginn an och de Mëttel- a Klengbetriber vläicht zousätzlech Aarbecht verschafen.

En anere Problem, deen ass, dat ass och natierlech bei de Leit doheem vläicht d'Moyenen ze schafen, fir dass se doheem sech kënnen ariichten, net nëmmen déi Handicapéiert, mä och déi Leit, déi vläicht net esou behënnert sinn, dass een do soll Moyenë schafen, dass déi sech och kënnen doheem besser bewegen.

All dat sinn Iwwerleeungen. Ech weess, dass mer déi an der Kommissioun scho méi wéi eng Kéier diskutéiert hunn. Ech weess och, dass schonn eng Rei Propositioune vu Reglementer oder vu Gesetzer do sinn, mä et wär awer wichteg, wann do an dësem Beräich eng Rei Prioritéite géife gesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet fir d'éischt d'Wuert. Duerno kënnt den Här Minister Biltgen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi am meeschten hei diskriminéiert sinn, dat ass d'Regierung, well de Minister Biltgen an ech, mir hunn zesummen 20 Minutten Zäit fir op alles dat hei ze äntwerten, wat de Mëtteg gesot ginn ass. Dofir entschëllege mer eis ewell am Viraus, wa mer elo op eng oder déi aner Fro net geäntwert hunn; net well mer net wollten, mä well mer dann einfach d'Zäit net haten.

Ech sinn awer frou, datt den Här Schreiner de Mëtteg hei déi Debatt lancéiert huet, well et eng Geleeënheet gëtt, fir awer op eng Rei vu Punkten - wa mer och net op se alleguerte konnten agoen - ze äntwerten.

Et ass hei gefrot ginn no der UNO-Konventioun vun enger ganzer Rei vu Leit. Mir hunn d'UNO-Konventioun fir behënnert Leit ënnerschriwwen, mä si ass net ratifizéiert. Dat heescht awer net - an dat hunn och verschidde Riedner gesot -, datt mer eis dofir net géifen dorunner halen. D'selwecht fir och dat, wat aus der Europäescher Unioun respektiv och vum Conseil de l'Europe kënnt. Ech denken zum Beispill un d'Antidiskriminatiounsgesetz op Basis vun enger EU-Direktiv, wou selbstverständlech och déi behënnert Leit drënnerfalen.

An deene bestehende Gesetzer a Reglementer sinn ebenfalls déi europäesch Virschréften ugefouert an agefouert ginn, zum Beispill och wat d'Reesen ubelaangt; ob dat als eenzel Persoun, als Grupp, mam Fliger, mam Schëff oder mat der Eisebunn ass.

An och dat ass hei gesot ginn: Mir hunn 1997 en Aktiounsplang gemaach fir behënnert Leit. Et wier sécher sënnvoll e Bilan ze maache wat aus deem Plang ëmgesat gouf. Eng ganz Partie ass ëmgesat ginn, wéi zum Beispill d'Gesetz iwwert d'Accessibilitéit, wéi zum Beispill d'Gesetz fir d'Travailleurs handicapés an eng ganz Rei anerer. Mä ech denken, datt et gutt wier, fir dat nach eng Kéier sech virzehuelen an dann och ze kucke wat fir eng Prioritéiten datt een dorobber kéint festschreiwen; och opgrond vun den internationale Konventiounen an och den Aktiounspläng.

Mir hunn als Familljeministère déi aner Ministërë gefrot hir Observatiounen zur Lëtzebuerger Gesetzgebung fir d'UNO-Konventioun ze maachen. D'Madame Loschetter hat geschwat vun engem generelle Gesetz, wat mer solle maachen. An dat ass ebe just d'UNO-Konventioun ëmzesetzen, well do alles drënnerfält, net nëmmen deen een Deel oder deen aneren Deel, mä datt mer also elo dorobber waarden, datt mer vun de Kolleegen Äntwerte kréien an dann dorobber e Gesetzesprojet kënnen ausschaffen.

An der UNO-Konventioun geet et drëm de Grand public ze informéieren an ze sensibiliséieren iwwert d'Situatioun vu Leit mat enger Behënnerung, iwwert de positive Beitrag - an dat ass de Mëtteg méi dacks och hei gesot ginn - vu Leit mat enger Behënnerung fir d'Gesellschaft, eng gemeinsam Campagne ze maache mat de Leit oder awer hire Vertrieder, déi eng Behënnerung hunn.

Do hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, an d'Regierungen engagéiere sech eng administrativ Coordinatioun ze maachen, fir d'Ëmsetzung vun der Konventioun an och déi verschidde Secteuren an och op deene verschiddenen Niveauen ze erliichteren.

Wa mer iwwer Integratioun a Participatioun schwätzen, da betrëfft dat all Mënsch, egal och wéi een Handicap datt en huet: ob dat am Privatliewen ass, ob dat am öffentleche Liewen ass, op der Aarbecht, an der Schoul, am Sport, ob dat d'Fräizäit oder d'Kultur ass.

Et ass kloer, ëmmer, wa mer iwwer Behënnerter schwätzen - hunn ech esou dat Gefill -, datt mer besonnesch géifen iwwer Leit schwätzen, déi mobilitéitsbehënnert sinn. Mä déi Leit, déi blann sinn, hunn natierlech ganz aner Demanden, déi sech stellen. Déi brauche Brailleschréft, déi brauche Sproochen, déi geschwat ginn, fir datt se wësse wou se higinn a wat se maachen.

Bei deene Leit, déi daf sinn oder gehörlos sinn, ass et aneschters. Déi brauche Schëlder, wou drop geschriwwen ass. Déi brauchen Zeechesprooch, wou se ëmmer méi froen a wou mer awer wëssen, datt dat och zu Lëtzebuerg net einfach ass, well mer op dër enger Säit an der Logopedie däitsch léieren. Mir hu vill Leit hei zu Lëtzebuerg, wou d'Elteren awer nëmme franséisch oder portugisesch schwätzen. Wann hir Kanner dann däitsch léieren, ass dat e Problem.

D'selwecht fir déi Traducteuren, déi op Lëtzebuerg kommen, déi ganz dacks Däitscher sinn. Déi solle mat Leit bei d'Doktere goen, d'Dokteren awer franséisch sinn. Ech wëll Iech nëmme just e puer Punkte soen, datt et ëmmer liicht ass, fir ze soen: Dir musst hei an Dir musst do. Mä wann Der Iech dann emol ëmkuckt, dann ass dat alles ëmmer e bësselche méi komplizéiert wéi esou. Mir sinn awer frou, datt mer an der Konventioun mat RTL duerchgesat hunn, datt mëttlerweil och geschriwwen Ënnertitele kommen, fir och domadder deene Leit entgéintzekommen.

Bei enger Bevölkerungszuel vu 450.000 Leit huet een all Forme vu Behënnerungen: Leit mat enger liichter Behënnerung, awer och Leit mat geeschteger a kierperlecher Behënnerung, mat rare Krankheeten, déi behënnerend sinn, Leit mat ganz schwéierer Behënnerung a mat mehrfach Behënnerung, déi geeschteg a kierperlech kënne sinn. Eng Partie vun deenen Onkäschten - an dat war eng vun de Froe vum Här Berger -, well se selbstverständlech ënnert d'Fleegeversécherung falen, gi jo doriwwer iwwerholl, wat ebe just mat deem Deel vun hirer Behënnerung bäidréit.

Leit mat der Behënnerung ginn och ëmmer méi al. Dat ass och hei gesot ginn elo grad. Mir hunn an deene leschte Joren Haiser och fir eeler behënnert Leit ageriicht, zum Beispill justement zu Fréiseng, mä och zu Esch. Nei Projete sinn amgaang ze entstoen, fir datt och behënnert Leit an déi normal Centre-intégréen opgeholl ginn an en eegene Grupp. Also, Dir gesitt och, datt do eng ganz Partie vun Evolutioun stattfënnt.

Wann d'Integratioun vu behënnerte Leit eis wierklech seriö gemengt ass, da musse mer och alles maachen, esouwäit wéi et méiglech ass, fir datt se kënnen am normale Liewensraum bleiwen. Ech sinn domadder d'accord, fir ze soen, datt eng Partie och vun de Kanner, wann een et net fäerdeg bréngt fir d'Kanner an de Klassen ze loossen, datt ee wéinstens misst kucken, datt een d'Édiff kéint integréiert kréien an normal Schoulgebaier, wou déiselwecht Pausenzäite wieren, wou déiselwecht Schoulzäite wieren, ebe just aus deene Grënn, déi och hei opgezielt si ginn, fir datt eng ganz Partie vun deene Kanner och an de Pause kënne profitéieren, deen ee vun deem anere léieren, deen ee mat deem aneren och Kontakt ze hunn.

Mir sinn och frou fir behënnert Kanner an d'Crèchen an an d'Maison-relaisen opzehuelen. D'lescht Joer wore 50 behënnert Kanner eleng an de Crèchen. Mir stellen awer ëmmer erëm fest, datt Elteren, déi Kanner mat engem Handicap hunn, e grousse Besoin un Informatioun an Orientatioun hunn an do dacks an der Koordinatioun zwëschent deene verschiddene Servicer an Hëllefe Schwieregkeete fir d'Eltere kënnen entstoen.

Dann däerf een och net vergiessen, datt och an enger Famill nach aner Besoinë kënne sinn, zum Beispill dee Moment wou aner Kanner an der Famill dra sinn: Wéi ginn déi à charge geholl? D'Mamm oder de Papp, déi hir Aarbecht opginn an domadder eng Pai manner do ass. Wat sinn déi Auswierkunge fir déi ganz Famill?

Mir haten effektiv de Projet vun der Cordée, wou et drëm gaangen ass, fir besonnesch ze kucken, fir fir all Kand en eegenen Dossier ze maachen, fir ze wësse wien d'Kand à charge geholl hat, wini et à charge geholl gouf a wéi laang. Dorop ass d'Fro opkomm, ob een en eegene Service fir d'Orientatioun, d'Informatioun an d'Koordinatioun soll maachen. Nodeems mer awer d'Gesetz elo iwwert d'Aide à l'enfance gestëmmt hunn, sinn ech der Meenung - dat hat ech net mat engem anere bis elo diskutéiert, mä ech denken awer -, datt, wa mer iwwer Integratioun an Normalitéit schwätzen, et normal wier, datt och déi Kanner géifen à charge geholl ginn iwwert den Office national de l'enfance; allerdéngs dann natierlech mat deene kompetente Leit, déi fir dës Aufgab och gebraucht géife ginn.

Wa bis elo déi behënnert Kanner dacks an hirer Famill bliwwe sinn, stelle mer awer och fest, datt ëmmer méi jonk behënnert Leit d'Recht sech froen, fir onofhängeg an autonom ze sinn. Dofir kommen eng ganz Rei vun Haiser, déi fonctionnéieren, wou Leit mat Behënnerungen zesumme liewen an ee Suivi vun den Organisatioune gemaach gëtt, wou déi Leit am Dag schaffe respektiv an Dagesfoyere sinn. Sécherlech wäerten an deenen nächste Joren nei Projete vun engem autonomen oder semi-autonome Logement derbäikommen.

Accessibilitéit a Mobilitéit spillen eng wichteg Roll. Dofir ass och d'Gesetz vun 2001 iwwert d'Accessibilitéit enorm wichteg fir öffentlech Plazen, fir öffentlech Gebaier, mä awer och op dem Wee fir dohinner.

Doriwwer eraus stellt sech d'Fro, ob een dat elo am private Raum…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…zum Beispill oder a Geschäfter kéint maachen, an zum Beispill och a Kinoe kéint maachen. Et ass och richteg hei gesot ginn, datt, wann een dat direkt vu virera mécht, da kascht dat net esou vill méi deier, mä et muss een einfach drun denken. Dat ass eppes, wat an eiser Kultur dra feelt, datt mir d'Haiser eben net esou plangen, datt mir d'Gebaier net esou plangen, well et géif am Fong jidderengem d'Liewe méi liicht maachen.

Dir kritt bei Info-Handicap en Dossier fir d'Architekten, fir déi si se haaptsächlech a fir d'Leit aus de Baubetriber, mat gudden a schlechte Beispiller dran. Och d'ADAPT beréit, informéiert a forméiert, zum Beispill d'Eisebunn oder och bei der neier Aerogare.

Mir hunn dann eng Partie vu Labelen, wéi zum Beispill den „Euregio for all", wou mir oft an Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschlänner an deene leschte Jore geschafft hunn. Mir hunn zum Beispill zu Lëtzebuerg néng Muséeën, déi de Label hu vun der Accessibilitéit, gradesou wéi 15 Hotelen a siwe Restauranten. Et ass awer ganz gutt méiglech, datt et der doriwwer eraus nach gëtt, mä déi dote kenne mer, well se eben de Label hunn.

An dëser Legislaturperiod hu mer jo d'Gesetz gestëmmt iwwert den Zougang vu Begleithënn, déi behënnert Leit begleeden. Ech denken, datt domadder och eng grouss Autonomie fir eng ganz Partie vun hinnen entstanen ass.

Accessibilitéit brauche mer awer och fir déi nei Technologien, zum Beispill bei de Computeren, dass se méi grouss Tasten hunn, fir datt d'Leit da besser kënnen dorobber schaffen.

Bei der Mobilitéit wëll ech un dee flotte Projet erënnere vum Novabus, wou ech wëll dem Transportminister och Merci soe fir seng spontan Bereetschaft, déi Iddi finanziell ze ënnerstëtzen. Den Ausgang wou erblannte Leit kommen, mä en ass awer och elo fir all behënnert Leit e wichtege Schrëtt, zum Beispill, wa si wëlle bei den Dokter goen, mä awer och fir hir Fräizäit, fir a Concerten ze goen, an Ausstellungen ze goen, an iwwerhaapt fir méi Liewensqualitéit ze hunn a manner isoléiert ze sinn.

Et ass och gefrot ginn iwwert den neie Modell vun der Finanzéierung fir d'Dagesservicer. Mir sinn amgaang op de Wee vu Forfaiten ze goen, amplaz wéi bis elo vun der Villbedarfsfinanzéierung, wou mer d'Poste bezuelt hunn. Déi Aarbechte sinn amgaang, mä dat wäert nach zwee Joer Zäit brauchen, bis mer dat awer ëmgesat hunn.

Iwwert deen Deel op dem Aarbechtsmaart, deen eppes mat mir ze dinn huet: Mir si virun allem zoustänneg iwwert den FNS fir d'Akommes vun de schwéier behënnerte Leit, dat wéi gesot d'Héicht vun dem RMG huet,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…wou een awer d'Konditiounen net brauch ze erfëlle vun dem RMG, zum Beispill datt de Revenu de remplacement net gekuckt gëtt vum Akommes vum Rescht vun der Famill. Déi behënnert Persoun, wa si zum Beispill duerch eng Ierfschaft Geld kritt, brauch och net déi Suen erëmzebezuelen, soulaang wéi si lieft, mä de Fonds de Solidarité kann herno déi Gelder rechtens maachen, wann déi Persoun dout ass, bei hirer Ierfschaft.

Nach zu enger vun deene Propositiounen, vun där mir de leschte Freideg diskutéiert hunn. Ech wëll all deenen, déi esou opgereegt waren, well mer de leschte Freideg an der Regierung doriwwer geschwat hunn, soen: Déi, déi dra waren, wëssen, datt een net heihinner kënnt, wann een net emol wéinstens mat de Kolleegen am Virfeld sech doriwwer beroden huet.

Mir hu festgehalen, datt zum Beispill déi Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien, net de Complément vum Loyer kréien, wat awer kann e grousse Problem fir si duerstellen. D'Regierung proposéiert, wa mer dann dat Gesetz nei schreiwen, datt mir dat dann och...

Ech kann net laang schwätzen, well de François Biltgen huet nach zéng Minutten Zäit, an ech hu meng Zäit elo eriwwer, also et ass eben net aneschters. Duerfir…

(Interruptions)

Jo, et ass alles eng Course contre la montre.

Duerfir mengen ech ewell, datt et wichteg ass, datt een och do kuckt, wéi mir eis an deenen nächste Joren domadder besser kënnen auserneesetzen.

Ech sinn d'accord och mat deene Froen iwwert d'Ausbildung, wou ech awer och wëll soen, datt dat och net ëmmer esou einfach mam Ausland ass, wéi dat hei esou kléngt. All déi Leit, déi am Ausland an de Schoule sinn, déi kréien och e Certificat, deen een aneren ass wéi an den normale Schoulen.

An ech wëll och der Madame Frank soen, datt Bitburg en europäesche Projet ass. Mir brauchen net een an der Groussregioun nach ze kréien, do hu mer een. Ech mengen, datt et eppes ass, wat mer bis elo hunn a wat vun de Lëtzebuerger net ëmmer esou genotzt gouf, well och do net ëmmer déi Formatiounen ugebuede goufen, déi fir eisen Aarbechtsmaart déi waren, déi mir wollten.

Ech sinn e bëssen erstaunt iwwer verschidde Saachen, déi ech héieren hunn iwwert d'Ateliers protégés, wou ech awer wëll soen, datt déi Leit awer nu wierklech Saache maachen, déi fir eis Gesellschaft sinn an an der Gesellschaft gebraucht ginn. Dat geet u beim Gebitz bis Dréckereiaarbechten, Bauerebetriber, Holz- an Eisenatelier, Bäckereien, Seef, Konscht, Kultur, mä awer och Restauranten, bis zur Gestioun vum Märchepark.

Ech menge wierklech, datt dat awer Leit sinn, déi sech ganz vill afale loossen an och ëmmer erëm Neies afale loossen, wou mir als Familljeministère zoustänneg si fir de Bau an den Équipement vun deenen Ateliers protégés.

Generell kënne mer feststellen, dass d'Finanzsituatioun vu quasi alle behënnerte Leit regulariséiert ass zënter dem Gesetz vun 2003, eng Kéier iwwert den Aarbechtskontrakt, deen den Här Biltgen mécht, an op dër anerer Säit de Revenu pour personnes gravement handicapées.

Et bleiwen nach ongeféier 50 Leit, déi ëm en doucen Iwwergank vum Gesetz vun 2003 gewënscht hunn, meeschtens doduerch, datt si eng onstabil Gesondheet haten, zum Beispill och Psychosen derbäi waren. 2008 goufen iwwert d'ADEM 299 Dossieren an den FNS virugi fir de Revenu pour personnes gravement handicapées. 2008 am Dezember waren et 1.300 Bénéficiairen, déi dee Revenu pour personnes gravement handicapées haten, 40% vun hinne ware geeschteg behënnert, 23 kierperlech, ee sensoriell, a 36 Leit ware psychesch behënnert, wat am Ganzen 14.922.000 Euro de Stat kascht huet.

Ech wëll mech och deene Mercien uschléisse fir all déi Leit, déi sech Dag fir Dag mat vill Engagement a Professionalitéit, mä awer och mat Häerz fir behënnert Kanner, grouss an eeler Leit mat enger Behënnerung asetzen, doheem, op der Aarbecht, am Foyer, mä och an de Ministèren, an de Verwaltungen. An ech géif besonnesch och

wëllen e grousse Merci soen un den Aarbechtsministère fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mir mat hinnen an dësem Dossier hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Wann een iwwer Leit mat Behënnerung schwätzt, wollt ech emol froen: Wat ass iwwerhaapt eng Behënnerung?

Ech ginn dovunner aus, dass kee vun eis heibannen net och eng Behënnerung huet. An duerfir muss een och, wann ee wëllt op komplex Froen einfach Äntwerte fannen, sech d'Fro stellen, ob ee wierklech kann op komplex Froen einfach Äntwerte fannen, well et gëtt déi verschiddenst Zorte vu Leit mat Behënnerung. Et sinn déi, déi vu Gebuert aus eng Behënnerung hunn. Anerer hunn hir Behënnerung duerch iergende Liewensaccident kritt. Déi eng hunn eng physesch Behënnerung, dat sinn zur Zäit 70% vun de Leit, déi e Statut hunn. 12% hunn eng psychesch Behënnerung - déi Zuel geet iwwregens an d'Luucht -, 10% eng geeschteg Behënnerung - déi Zuel geet erof -, an 8% eng sensoriell Behënnerung, ganz oft, datt si schlecht gesinn. Alles dat mécht et verschidden.

Déi Äntwert, déi mir ginn, ass e Statut, fir deen, dee wëllt schaffe goen oder an der Schaff ass an eng Behënnerung huet, fir deen ze schützen. Dat ass de Statut vum Travailleur handicapé.

Et gëtt awer ganz vill behënnert Leit, déi net kënne schaffe goen. Och dat solle mer net vergiessen, an do wëlle mir verschidde Saachen am Gesetz änneren. Dat huet eppes ze di mat dem Revenu pour personnes gravement handicapées, déi mer zwéngen, sech beim Aarbechtsamt anzeschreiwe bis ewell, ouni dass awer déi Leit nu wierklech kënne schaffe goen. Dat also wëlle mer änneren. 30% Behënnerung, dat ass eben déi Limite, déi een elo muss hunn, fir de Statut ze kréien.

Da musse mer kucken, dass déi Leit eng Schaff an eng Pai kréien. Dat war en Zil vum Gesetz vun 2003: Gitt de Leit eng Schaff, a gitt hinnen eng Pai vun op d'mannst dem Mindestloun. Si si manner produktiv wéi déi aner, mä sollen trotzdeem déi Pai kréien, an de Patron soll den Ënnerscheed vun der Produktivitéit kréien. E Patron, deen een astellt, deen de Statut de travailleur handicapé huet, kritt op d'mannst 40%, an dat geet dann erop bis 90%. Et kéint 100% sinn, dat ass awer e bësse méi rar.

Et ass also eng Zort Kombi-Loun, dee mer agefouert hunn. E bessere Kombi-Loun, fannen ech, wéi deen däitschen, well beim däitschen bezilt de Patron wéineg an de Salarié ka sech eppes siche goe bei d'Sozialämter, hei kritt de Salarié säi Mindestloun an de Patron kritt d'Differenz vun der Produktivitéit erëm.

Och do muss ee kucken: Déi eng si méi produktiv wéi déi aner. Déi eng hu méi initial Ausbildung wéi déi aner. Duerfir mengen ech, ass et och extrem wichteg, fir eben ze kucken, dass esou vill wéi méiglech Leit mat Behënnerung, notamment déi, déi se scho vu klengem un hunn, dass déi och gehollef kréien eng Formatioun ze kréien.

Duerfir geet et fir mech och net duer eleng ze soen, mir mussen d'handicapéiert Kanner integréieren an der Schoul mat deenen aneren. Et muss ee kucken, dass si erauskommen aus der Schoul mat enger Chance op eng Ausbildung a mat enger Chance, duerno op eng Schaff ze kommen. De Mindestloun ass eigentlech jo nëmmen d'minimal Basis. Mir hätte gär, dass vill Leit méi wéi de Mindestloun kréien, obwuel se Behënnerungen hunn. Och bei deene kritt jo de Patron gehollef.

Ech wëll grad wéi d'Madame Jacobs e bëssen hei mech verwonnert weisen iwwert dat Dépréciatiivt wat par rapport zu de sougenannten Ateliers protégés genannt gouf. Ech wär och frou, wa mer géifen dat Wuert, wat aus enger vergaangener Zäit kënnt, ofschafen, well et geet dorëm, dass déi Leit do schaffen. Mir hu jo ënner anerem deenen Ateliers protégés d'Oplag gemaach, eege Revenuen ze erwirtschaften, fir effektiv ze kucken, dass et net nëmme Beschäftegungstherapie soll sinn, déi do geschitt, mä dass versicht gëtt och produktiv ze schaffen, an de Leit elo net nëmmen ze soen, si géifen eng Pai kréien zum Schluss vum Mount, mä och ze soen: Du hues eppes geschafft, wat wäertvoll ass.

Dass dat vläicht an deem engen oder anere Fall nach auszebauen ass, wëll ech net a Fro stellen. Mir sinn och bereet, mat deenen eenzelnen Haiser ze diskutéieren, wéi mer vläicht dee Finanzmodus kënnen aneschters maachen. Mä d'Iddi war vun Ufank un, dass sollen eege Suen erwirtschaft ginn, ebe just fir dass do och eng seriö Schaff gemaach gëtt, déi eng wirtschaftlech Bedeitung huet. Ech weess awer, dass et ganz vill Haiser gëtt, déi do ganz gutt a ganz vill schaffen an déi och do eppes fäerdeg brénge.

Natierlech kommen ech dann erëm eng Kéier drop zréck: Et ass méi schwiereg mat Leit, déi Autismus hunn, produktiv ze schaffen, wéi mat Leit, déi elo e klenge physeschen Handicap hunn. Dat alles muss ee mat a Considératioun zéien, wann een do déi Saachen ännert.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden lech! Da passt dach op! Här Minister, fuert virun!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo. D'Zuele wëll ech iwwregens soen, de Bilan, deen hei verlaangt ginn ass, dat ass alles am Rapport d'activité vum Ministère nozeliesen, wat eis ubelaangt haaptsächlech. Dat, wat d'ADEM eraginn huet, och e groussen Deel, deen de Ministère selwer opgestallt huet. D'Zuele si folgend am Schnëtt fir 2008: 1.378 déi eng Schaff haten am Privatsecteur, 720 déi eng Schaff beim Stat haten, 170 déi eng Schaff bei de Gemengen haten, 762 déi eng Schaff an engem sougenannten Atelier protégé haten. Also ronn 3.000. Et kommen natierlech och nach fir 2008 bal 1.000 Leit derbäi, déi nach eng Schaff gesicht hunn an déi beim Aarbechtsamt ageschriwwe waren.

Déi Leit, déi e Revenu pour personnes gravement handicapées hunn, déi zielen eigentlech net zu deenen, obwuel se musse beim Aarbechtsamt zur Zäit ageschriwwe sinn. Mä dat si keng Leit, déi eng Schaff hunn, well déi sinn net disponibel fir de Marché du travail. Sou wäerte mer dat och trennen.

Wat ass zënterhier geschitt?

Et ass gefrot ginn: Hutt Der genuch Mëttele virgesinn? Ech kommen do nach eng Kéier op d'Gemengen an op de Stat zréck. Bei den Ateliers protégés, do ass zënter 2004 villes geschitt. 2004 hate mer ronn zéng Ateliers protégés; et sinn der mëttlerweil fënnef derbäikomm an et sinn der nach an der Maach. Mir hunn net genuch Plazen zurzäit fir eng ganz Partie vu Leit, déi zum Beispill aus der Éducation différenciée erauskommen, fir duerno eppes Sënnvolles mat deenen ze maachen.

Dofir ass d'APEMH amgaang en neien Atelier bei Lampech ze maachen, den HMC zu Kapellen, Kräizbierg sicht nach en Terrain. Dofir: Avis aux amateurs fir déi Gemengen, déi bereet wären, do mat der Fondation Kräizbierg zesummenzeschaffen.

Wann ech de Budget vum Aarbechtsministère huelen an ech huelen d'Dotatiounen un de Fonds pour l'emploi ewech, déi jo eng spezifesch Fonctioun hunn, stellen ech fest, dass 55% vun de Gelder, déi den Aarbechtsministère verwalt, an d'Ateliers protégés gi respektiv an déi dote Politik. Dat ass eng Augmentatioun vun iwwer 200% an deene fënnef Joer wou mer elo geschafft hunn.

Wann ech dann erëm d'Ateliers protégés huelen, déi 15, hu mer do ronn 180 Leit Équivalents temps plein als Encadrement schaffen, an 2009, dat sinn der elo e bësse méi wéi déi Zuel, déi ech 2008 genannt hunn, 813 Équivalents-temps-plein-Leit, déi do beschäftegt sinn. Wann Der dat kuckt, 180 op 813, mengen ech, ass awer do e seriöen Encadrement garantéiert. Dat sinn awer vill Leit, déi sech ëm d'Travailleurs handicapés do bekëmmeren. Also, mir hunn och d'Personal ëm 57% gesteigert.

Mir sinn amgaang selbstverständlech mat de Leit ze kucken, wéi mer weiderginn, an da stellt sech d'Fro: Wéi kréie mer méi Leit net nëmmen an d'Ateliers protégés? Mir brauche méi Ateliers protégés. Wéi kréie mer méi Leit an de Rescht vun de Secteuren op eng Schaff? Dat ass eng Fro vu Quota an och eng Fro vu voluntaristescher Politik. De Stat huet décidéiert, schonn zënter Joren, all Joer der 50 anzestellen. Doduerch kënnt de Stat ëmmer méi héich un d'Zuelen erun.

D'Gemenge sinn u sech déi, déi der am mannsten agestallt hunn, an dofir hu mer déi Actioun gemaach, vun där och schonn den Här Schreiner geschwat huet, zesumme mam Syvicol. Déi Gemengen, déi matgemaach hu mat där Actioun, dat ass Schëffleng, Betzder, Biekerech, Kielen, Stadbriedemes, Mäerzeg. Mëttlerweil huet d'Stad Lëtzebuerg sech bei eis ugemellt, fir och en Accord mat eis ze maachen, deen och géif an deem Sënn goen, wann alles riicht leeft, dass d'Stad Lëtzebuerg datselwecht géif maache wéi de Stat, mä all Joer der puer systematesch astellt.

Une voix.- Dat maache mer jo och!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Elo kommen ech op d'Quoten, fir dann zum Schluss ze kommen. D'Quoten, dat ass eng quokeleg Fro. Ech hunn de leschte Freideg de Ministeschkolleege virgeschloen, fir d'Quoten obligatoresch ze maachen an deenen Entitéiten am privaten oder am öffentleche Secteur, déi d'Quoten net géifen erfëllen, fir do Taxen ze bezuelen, déi da géifen an de Fonds pour l'emploi kommen, fir dann aner Plazen ze finanzéieren. Et ass décidéiert ginn an der Regierung, dass mer dat elo net maachen.

Éischtens ass et vläicht elo just an enger Krisenzäit engersäits gutt, wa mer géife méi Drock maachen, dass och handicapéiert Leit eng Chance kréien, well déi kréien der natierlech manner, wann den Aarbechtsmaart méi ugespaant ass. Op där anerer Säit ass et awer och vläicht elo net dat richtegt Zeechen, wa mer elo esou eng Tax géifen aféieren.

Zweetens kënnt derbäi, dass een, wann een d'Tax wëllt aféieren, muss virdrun emol kucken: Huet de Betrib oder d'Gemeng oder wien och ëmmer - mir kucken och Entitéiten - selwer Effortë gemaach? Huet e sech un d'Servicer gewannt? Woubäi ech och hei wëll soen, dass ech net d'accord si mat deene Reprochen, déi och hei der ADEM an dem Service des Travailleurs handicapés gemaach gi sinn. Mir hunn e Consultant agestallt, dee systematesch d'Betriber démarchéiert.

Well et ass net esou einfach ze soen, elo stellen ech eng Persoun mat Handicap an. Et muss een emol éischtens wëssen: Wat si bei mir d'Plazen, déi opstinn, a wat fir eng Ufuerderunge stellen ech dann un en Travailleur handicapé, dee bei mech kënnt? An do muss ech awer soen, dass ganz gutt geschafft gëtt vum Service des Travailleurs handicapés, fir da wierklech ze kucken, wann eng Plaz gemellt gëtt, fir Leit ze fannen, déi och op déi dote Plaz passen.

Et kënnt och derbäi, dass een normalerweis net einfach kann en Travailleur handicapé astellen, ouni dass een e gewëssenen Encadrement ronderëm mécht. Alles dat kann een awer zesumme mam Service des Travailleurs handicapés maachen.

Mir hunn also décidéiert, e Groupe de travail interministériel anzesetzen, fir ze kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, op eng obligatoresch Quot ze goen? Wou een eng Prozedur muss hunn, wou een net ka vun uewen erof elo Taxen aféieren, mä wou ee muss e bësse méi Drock maachen, dass effektiv e bësse méi geschitt.

Well et kënnt nach en anere Problem derbäi, dee solle mer net ënnerschätzen. Vill Leit - an ech hu vill mat esou Leit perséinlech diskutéiert, respektiv mat Eltere vu Kanner - wëllen net, dass een de Statut de travailleur handicapé kritt. Ech hu mer ëmmer misse vill Méi maachen, fir ze soen: Ma lauschter, just mam Statut de travailleur handicapé kënne mer der méi hëllefen, op eng Schaff ze kommen, wéi wann s de deen net hues. Ech hu scho Leit begéint, déi mer gesot hunn: Jo, hätt ech de Statut de travailleur handicapé, da géif méi fir mech geschéien. Ech hu keen an ech hunn awer Misär. Ech hu keng Schaff an esou weider.

Et muss een also och déi positiv Approche emol fir d'éischt maachen, dass de Statut de travailleur handicapé net en negative Stempel ass, mä dass et eng Hëllef ass, fir engem kënne méi ze hëllefen. Ech weess awer, wa mer elo géifen einfach vun uewen erof d'Quoten direkt obligatoresch maachen, dass dann a verschiddene Betriber, awer och a verschiddene Gemengen, hunn ech och scho gespuert, Leit, déi méi schlecht dru sinn, géife gesot kréien: Du muss elo emol de Statut de travailleur handicapé siche goen, fir dass ech op meng Quote kommen. Och do muss een also eppes sichen, wat méi progressiv ass.

Et ass eisen décidéierte Wëllen an der Regierung, fir dat doten ze maachen. Et ass selbstverständlech kloer, wann déi éischt Sitzungen emol si vum Groupe de travail interministériel, dass een e bësse weess, wéi ee ka goen, dass selbstverständlech do d'Consultatioune mat allen Acteure vum Terrain gemaach ginn, ob dat d'Patronatsvereenegungen, d'Gewerkschaftsvereenegungen, d'Leit, déi an den ONGen, déi am Milieu schaffen, sinn; also, mir wäerte se alleguer consultéieren. Mä ech sinn emol scho ganz frou, dass mer e Freideg décidéiert hunn, dass mer do op deem Wee e Schratt méi wäit ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, déi Der nach hat no deem laangen Nomëtteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Regierung huet och gemierkt, dass mer ganz kulant ware mat hirer Riedezäit.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Direktiv REACH. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Berger an den Här Huss. Ass nach een do? Den Här Mehlen. D'Wuert huet dann elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

8. 5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, REACH steet fir d'Registréierung, d'Evaluatioun an d'Autorisatioun vun 30.000 chemesche Stoffer innerhalb vun der Europäescher Unioun.

Domat soll d'Geféierlechkeet vun de chemesche Substanze fir Mënsch an Ëmwelt an Europa ënner Kontroll bruecht ginn. Wéi geféierlech chemesch Substanze kënne ginn, wësse mer alleguerte vu verschiddene Beispiller a vu grousse Chemiekatastrophen, déi et an deem Beräich do gi sinn. 1976 zu Seveso an 2001 zu Toulouse siefen hei stellvertriedend genannt, wou et vill Doudeger an nach méi Verletzter gi sinn.

Dëst Gesetz stellt deemno e Quantesprong an der Ëmweltpolitik duer, andeems che-

mesch Stoffer an enger éischter Phas cernéiert ginn doduerch, dass se festgeschriwwen, also registréiert ginn, fir an der Terminologie vu REACH ze bleiwen. Mir stinn awer just am Ufank vun dësem Prozess, a vill Leit wären och vun Ufank u gäre méi wäit gaang.

D'Approche vun der Europäescher Kommissioun am Dossier REACH ass déi richteg, fir op laang Zäit op eng koordinéiert Manéier de Problem vum Wildwuchs vun de chemesche Substanzen an der EU an de Gréff ze kréien. Heibäi sinn all Memberstate gefuerdert, hire Bäitrag ze leeschten. REACH ass awer och e Kompromëss, engersäits fir d'Gesondheet vum Mënsch an d'Ëmwelt ze schützen, an anerersäits fir d'Kompetitivitéit vun der chemescher Industrie ze erhalen an zugläich hir Capacitéit zur Innovatioun an zur Recherche ze stimuléieren.

De Projet de loi 5819 steet am Kontext vum sougenannte REACH-Reglement, engem europäesche Reglement mat der Nummer 1907/2006, dat den 1. Juni 2007 a Kraaft getrueden ass. REACH steet fir „Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Earth Chemicals". REACH schaaft eng europäesch Agence fir zentral Registréierung, Evaluatioun, Autorisatioun a Restriktioun vu chemesche Substanzen. Si huet hire Sëtz zu Helsinki.

D'Registréierung vun den 30.000 chemesche Substanze leeft iwwer eng Period vun eelef Joer. Dës Prozedur wäert et erlaben, déi feelend Informatiounen iwwert d'Gefore vun dëse chemesche Substanzen ze komplettéieren, déi entspriechend Mesuren ze definéieren an domat fir eng adequat Gestioun vun de Risiken ze suergen.

Am Kader vun der Registréierungsprozedur mussen d'Entreprisen, déi méi wéi eng Tonn pro Joer vun enger bestëmmter chemescher Substanz hierstellen oder importéieren, eng Rei Informatiounen zu där Substanz zur Verfügung stellen a se dann an där nei geschafener zentraler Datebank vun der europäescher REACH-Agentur zu Helsinki enregistréiere loossen. D'Déclarantë mussen niewent der Registréierung awer och déi entspriechend Riskmanagement-Zeenarië vun de chemesche Stoffer identifizéieren an dës den Utilisateure matdeelen.

REACH erlaabt et der europäescher Agentur ausserdeem, eng zousätzlech Evaluatioun ze maache vu Stoffer, déi besonnesch am Verdacht stinn, extrem gëfteg ze sinn. Bei dëse Stoffer gesäit d'EU-Agence och e speziellt Autorisatiounsverfahre vir. Dësen Autorisatiounsmechanismus verlaangt nämlech, dass d'Betriber no méi sécheren Ersatzstoffer fuerschen an d'Resultater dovun och an hirer Autorisatiounsdemande matdeelen.

REACH erlaabt et domat och, méi schnell besonnesch gëfteg Substanze ganz oder deelweis ze verbidden. REACH garantéiert och, dass Experimenter bei Déieren op de strikte Minimum reduzéiert ginn an encouragéiert zur gläicher Zäit no alternative Methoden ze sichen.

Här President, d'europäesch Agentur vu REACH zu Helsinki spillt also eng europäesch zentraliséierend Roll an der Erfaassung vun de chemesche Substanzen. Hir Kredibilitéit gëtt garantéiert duerch eng kloer Législatioun an duerch strukturéiert Décisiounsprozeduren, déi fir all Länner déiselwecht sinn an domat Wettbewerbsverzerrungen innerhalb vun der EU verhënneren. Op Basis vun héich wëssenschaftleche Strukturen ass et der Agence méiglech, d'Informatioune fir d'Registréierung vun de chemesche Stoffer op eng technesch an effikass Manéier ze traitéieren, an dëst an aller Onofhängegkeet an an aller Transparenz.

De Conseil d'administration vun der Agence ass esou zesummegesat, dass all Memberstate vertruede sinn. D'Agence informéiert op Basis vun engem permanente Forum iwwer sämtlech enregistréiert Substanzen, déi se un all EU-Länner online weidergëtt. Och ginn iwwert dëse Forum d'Législatiounen an déi domat verbonne Schwieregkeeten evaluéiert, duerch e permanenten Austausch vun Informatiounen zwëschent de Memberstaten an der europäescher REACH-Agentur. Domat weess all Entreprise an der ganzer EU zu all Moment, éischtens, wat fir chemesch Substanzen um europäesche Marché erlaabt sinn, zweetens, wat fir mat Restriktioune beluecht sinn, an drëttens, wat fir ganz einfach verbuede sinn. An deementspriechend musse sech d'Betriber och verhalen.

Déi eenzel Memberlänner mussen hiren Entreprisë bei där Missioun déi néideg Ënnerstëtzung ubidden, fir dass si hirer Responsabilitéit kënne gerecht ginn. Dee wichtegste Prinzip, no deem dëst geschéie soll, ass folgenden: Responsabel sinn an Zukunft d'Fabrikante respektiv d'Importateure vu chemesche Substanzen. Et ass also elo net méi d'Autorité publique, déi noweise muss, dass eng Substanz gefäierlech ass, mä et sinn d'Produzenten an d'Importateuren, déi noweise mussen, dass hir Substanzen ongefäierlech sinn.

D'Fabrikante ginn Informatioune weider, fir dass vun de Revendeure bis hin zum Konsument jiddweree richteg mat Substanzen ëmgeet, déi ënner gewësse Bedéngunge Risiken duerstellen. Besonnesch gefäierlech Substanze sollen esou schnell wéi méiglech vum Maart geholl ginn, soubal Alternative bestinn.

Sonderregelunge gëtt et dernieft fir Substanzen, vun deenen ee weess, dass se och a ganz klenge Quantitéite gefäierlech sinn a schwéier Folge fir d'Mënschheet no sech zéien, wéi Kriibs, Onfruchtbarkeet, genetesch Verännerungen, a wann dës héich gëfteg Stoffer sech an der Ëmwelt akkuméieren.

REACH setzt also eng laangfristeg Strategie ëm, déi no an no derzou féiere soll, dass mer eng besser Kontroll iwwert d'chemesch Substanzen hunn, déi mer an der Ëmwelt fräisetzen, an dass de Risiko fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt op e Minimum reduzéiert gëtt. Dës Prozedure mussen op laang Weil erlaben, dass keng chemesch gëfteg Substanzen an de Länner vun der EU méi produzéiert respektiv importéiert ginn.

D'Roll vun den EU-Memberstaten ass elo, nom Akraafttriede vu REACH, derfir ze suergen, dass hir Entreprisen d'REACH-Reglement anhalen, a si och dobäi ze ënnerstëtzen. De Projet de loi 5819 vun haut soll dat zu Lëtzebuerg garantéieren.

Här President, d'Ëmsetze vum REACH-Reglement zu Lëtzebuerg besteet haaptsächlech an der Berodung vun den Entreprisen, der Kollaboratioun mat der europäescher Agence an de Kontrollen um Terrain, déi vun deene verschiddene Verwaltunge gemaach ginn. Fir dës Missiounen erfëllen ze kënnen, huet de Ministerrot de 26. Januar 2007 décidéiert, dass folgend fënnef Strukture solle geschaf ginn:

Éischtens, wéi an anere Länner och iwwerhëlt den Ëmweltminister d'Koordinatiounsfonctioun vu REACH an d'Ëmweltverwaltung gëtt déi national Autorité compétente zur Ëmsetzung vum REACH-Gesetz.

Zweetens, et gëtt e Comité interministériel geschaf, dee copresidéiert gëtt vum Ëmweltminister a vum Wirtschaftsminister, wou Delegéierten dra si vum Environnement, der Économie, der Santé, der Inspection du Travail et des Mines, der Waasserwirtschaftsverwaltung an déi zesummen den zentraliséierte Suivi vun der Ëmsetzung vu REACH maachen.

Drëttens, en Helpdesk gëtt fir d'Betriber zu Lëtzebuerg geschaf, ënnert der Tutelle vum Wirtschafts- a vum Ëmweltminister, dee vum Centre des Ressources des Technologies de l'Environnement, CRTE, opgestallt gëtt. Den Helpdesk ass vum CRTE op Basis vun den europäeschen Norme vum REACH-Reglement entwéckelt ginn. Fir senger Missioun hei gerecht ze ginn, kritt den CRTE, deen zu Esch säi Siège huet, dofir déi néideg finanziell a personell Moyenen, fir d'Entreprisen userfriendly, also gutt an einfach beroden ze kënnen. Ausserdeem hëlleft den CRTE dem virgenannte Comité interministériel op logisteschem an techneschem Niveau.

Véiert Mesure: Och déi concernéiert Ministèrë mussen zousätzlech Personal kréien, fir déi nei Aufgaben erfëllen ze kënnen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Fënneften a leschte Punkt: Et gi Lëtzebuerger Vertrieder an d'europäesch REACH-Agentur op Helsinki designéiert, an zwar an de Verwaltungsrot e Vertrieder vum Environnement, an de Forum e Vertrieder vun der Ëmweltverwaltung an an de Comité vun den EU-Memberstaten e Vertrieder vum CRTE.

Am Kader vun der Zesummefaassung vu REACH zu engem eenzege Gesetz hei zu Lëtzebuerg ginn d'Gesetzer vum 15. Juni 1994 a vum 3. August 2005 iwwert d'Klassifikatioun, den Emballage an den Étiquetage vu gefäierleche Substanzen an hir Opbereedung geännert an d'Gesetz vum 11. Mäerz 1981 zum selwechte Sujet gëtt ofgeschaf.

De Projet de loi schaaft eng legal Basis, fir Verstéiss géint d'EU-Reglement REACH ze sanktionéieren. De Projet de loi gëtt och den Ëmweltorganisatiounen d'Méiglechkeet, de Rechtswee anzeschloen, esou wéi dat no de Prinzipië vun der Aarhus-Konventioun och schonn an aneren Ëmweltdossieren de Fall ass, déi mer hei am Plenum gestëmmt hunn.

Am Kader vun eisen Aarbechten an der Ëmweltkommissioun huet de Projet de loi zweemol d'Navette tëschent der Ëmweltkommissioun an dem Statsrot gemaach. Et goung dobäi ëm punktuell Problemer, déi eenzel Artikele betreffen. Sou huet de Statsrot ënner anerem a sengem éischten Avis eng aner Struktur fir de Projet de loi recommandéiert, eng Propos, déi d'Kommissioun ugeholl huet. Zum Deel huet de Statsrot aner Formuléierunge proposéiert oder Prezisioune gefrot. D'Ëmweltkommissioun huet sech beméit, dem Statsrot senge Remarquen esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. Déi Textversioun, déi elo virläit, ass d'Resultat vun deene konstruktiven Diskussiounen a gëtt eis d'Instrumenter an d'Hand, fir eisen internationale Verflichtungen am Kader vun der Chemikaliëpolitik nozekommen.

Här President, als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier zesummefaassend soen, dass d'REACH-Gesetz eng systematesch Approche abréngt, fir chemesch Substanzen dem Prinzip vun engem héije Schutz vun der Gesondheet vum Mënsch an der Ëmwelt ze ënnerwerfen. Et gëllt virun allem de Prinzip «pas de données, pas de marché». Dat heescht, chemesch Substanzen, deenen hir Zesummesetzungen an Auswierkungen net bekannt sinn oder net bekannt gemaach gi si vun der Industrie, hunn an Zukunft an Europa kee Marché méi. Esou chemesch Substanzen dierfen an der Europäescher Unioun, éischtens, net méi fabrizéiert ginn, zweetens, net méi an d'EU importéiert ginn, an drëttens, och net an der EU verschafft a verkaaft ginn. Substanzen, déi bedenklech sinn, kënnen enger Autorisatioun mat Restriktiounen ënnerworf ginn oder ganz verbuede ginn.

Déi europäesch Agence géréiert, evaluéiert, verbitt oder autoriséiert an Zesummenaarbecht mat de Memberstaten zentraliséiert d'chemesch Substanzen an der Europäescher Unioun.

E puer interessant Zuelen am Kader vu REACH wëll ech lech nach mat op de Wee ginn: Vum 1. Juni 2008 bis den 1. Dezember 2008 konnte chemesch Substanze fir REACH scho préenregistréiert ginn. Aus enger Lëscht, déi d'europäesch Agence publizéiert huet, gesäit een, dass 2,75 Millioune Préenregistrementer gemaach gi si fir 146.000 Substanzen. Dat iwwertrëfft all Erwaardungen. Et weist, dass d'europäescht REACH-Reglement vun alle wesentlechen Acteuren akzeptéiert an applizéiert wäert ginn.

Wéi néideg et awer ass, dass elo Neel mat Käpp gemaach ginn, weisen zwee aner Chifferen. Éischtens, vun deenen 146.000 préenregistréierte Substanze waren der 17.000 bis elo net an engem norméierten europäesche System, dem EINECS, erfaasst. Zweetens, 10.000 Substanze konnten nëmmen duerch hire chemeschen Numm identifizéiert ginn, ouni dass dës Substanzen an enger internationaler Lëscht erfaasst gewiescht wären. Dat gëtt ze denken!

Hei zu Lëtzebuerg hunn 121 Firmen 4.430 Préenregistrementer gemaach. Den Helpdesk vum CRTE huet scho vill gutt Aarbecht geleescht. Hiren Internetsite ass am Joer 2008 an der Moyenne 1.500-mol pro Mount ugeklickt ginn. Do derniewent huet den CRTE eng Rei Informatiounsversammlunge gemaach an och eng Partie Publikatiounen erausginn, dorënner och e ganz gutt opgebaute Guide.

Während eisen Aarbechten an der Ëmweltkommissioun zum REACH-Gesetz vun haut si mir öfters vun de Responsabele vum CRTE berode ginn. An ech wëll am Numm vun der Ëmweltkommissioun de Vertrieder vum CRTE fir hir exemplaresch Aarbecht Merci soen. Deeselwechte Merci gëllt och de Vertrieder vun der Ëmweltverwaltung.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Mam REACH-Gesetz vun haut gëtt en neit Kapitel vu Gesondheetspolitik an Naturschutzpolitik opgemaach, fir d'Kontroll iwwert d'chemesch Substanzen an Europa an zu Lëtzebuerg ze kréien. Dëst ass den Ufank. Et geet elo dorëms, REACH an d'Weeër ze leeden, fir dass déi systematesch Aarbechten ufänke kënnen a sech de REACH-Prozess weiderentwéckele kann. Well REACH zum Schutz vu Mënsch an Natur géint gëfteg Substanze muss sech weiderentwéckelen; a REACH wäert sech och weiderentwéckelen, dovunner sinn ech iwwerzeegt.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, erlaabt mer wéi ëmmer am Ufank, wann ech d'Chance hunn, dem Roger Negri, dem honorabele Rapporteur, Merci ze soe fir säi mëndlechen an och säi schréftleche Rapport. Et handelt sech heibäi ëm e virleiende Gesetzesprojet, ëm Ännerungen, déi mir am Kader vun der Direktiv REACH geholl hunn, an ëm Modifikatioune vu Gesetzer aus dem Beräich vun de geféierleche Substanzen.

Et ass gesot ginn, ech widderhuelen et just nach eng Kéier, bei REACH handelt et sech ëm en integréierte System fir d'Registréierung, d'Evaluatioun an d'Zouloossung vu geféierleche Substanzen. Duerch REACH mussen d'Industrien all Informatiounen iwwert den Impakt vun den agesatene Substanzen op d'Gesondheet vum Mënsch an d'Awierkungen op d'Ëmwelt virleeën.

Leider ass et eis nach net gelongen, gewësse geféierlech Substanzen, déi Kriibs ereegen, d'DNA oder d'Fertilitéit schiedegen, aus dem Marché ze huelen. D'chemesch Produkter begleeden eisen Alldag, dat ass gewosst. Duerch hir Produktioun an hiren Asaz belaaschte si awer d'Liewensressourcen: de Buedem, d'Loft an d'Waasser.

Mir Mënsche liewen awer an där Biosphär, an duerfir ass et wichteg, dass mir all Mesuren ergräifen, fir dass déi dräi genannte Liewensressourcen an de Mënsch nach méi protegéiert ginn. An dat net nëmmen hei bei eis an den Industrielänner, mä doriwwer eraus an de Schwellelänner an och an den Entwécklungslänner.

Mir wëssen, datt et net einfach gëtt un déi néideg Informatiounen iwwert d'Gefore vun de Gesondheets- an Ëmweltrisike vun den agesate chemesche Substanzen ze kommen. Villes ass do fir eis ëmmer nach am Vaguen. All dës Substanzen ze erfaassen ass eng schwiereg Aufgab, dat beweist schonn eleng d'Tatsaach, dass et eelef Joer dauere wäert bis déi elo duerch REACH zréckbehalen 30.000 chemesch Substanzen evaluéiert a registréiert sinn.

E fundamentaalt Element vun dem REACH ass sécherlech, dass d'Entreprisen, déi chemesch Substanzen hierstellen oder importéieren, an hir Responsabilitéit geholl ginn. Si mussen déi mat der Notzung verbonne Risike fir de Mënsch an d'Ëmwelt bewäerten an déi Mesuren ergräifen, fir d'Risiken esou kleng wéi méiglech ze halen.

Momentan ass et jo esou, dass d'Entscheedung, ob d'Substanze solle gepréift ginn oder net, ganz bei de Verwaltunge vun den eenzelne Länner läit, an net bei de Produzenten. Dës Prozedure vun de Produzenten oder vun de Verwaltunge sinn an der Regel laangwiereg Prozesser, an och ganz käschtenintensiv.

Mat REACH awer mussen net méi de Stat an d'Verwaltungen, mä ëmgedréint déi eenzel Produzente fir d'Sécherheet vun hire Substanzen, déi si op de Maart brénge wëllen, den Noweis vun der Onbedenklechkeet erbréngen.

De Grondgedanken ass also deen, dass et elo un der chemescher Industrie ass, an net méi un de Verwaltungen, fir d'Onbedenklechkeet vun der Weiderveraarbechtung vun hire Substanzen nozeweisen. Eréischt dann däerf produzéiert an och verkaf ginn. An domat verschwannen déi gëfteg Substanzen à la longue vum Marché. A se sollten dann och net méi, wéi et leider nach ëmmer de Fall ass, an de Schwellen- an Entwécklungslänner agesat ginn, an dat schonn eleng aus ethesche Grënn.

Et ass och scho gesot ginn, fir dës ëmfangräich Aarbechten ass déi nei europäesch Agence vun de chemesche Produkter zu Helsinki geschafe ginn. D'Produktioun oder den Import vu chemesche Produkter, mat méi wéi enger Tonn pro Joer, musse bei dëser Agence zu Helsinki registréiert ginn. Wann awer dësen Tonnage méi héich gëtt, da mussen déi Daten, an nach méi Daten, iwwert d'Produkter matgedeelt ginn.

Bei engem Tonnage vu méi wéi 100 Tonne musse souguer Langzäit-Etüde gemaach ginn. Doriwwer eraus mussen dës Produk-

ter dann och nach vun den nationale Verwaltunge gepréift ginn. Also eng laang Prozedur, fir eben do ze versichen, dass all déi Produkter net op de Marché kommen, déi geféierlech kéinte ginn.

De Rapporteur ass schonn drop agaangen, hei am Land gëtt de Comité REACH agesat, dee vum CRTE substanziell ënnerstëtzt gëtt. REACH bréngt supplementar Käschte fir d'chemesch Industrie. Doriwwer kéint ee vläicht vun hirer Säit da kloen, awer am Verglach mat den honnerte vu Milliounen Euro, déi si verdéngen, ass et e Klacks. Dat fält guer net an d'Gewiicht. Dës Méikäschte muss een awer och aus der Siicht vun der Gesellschaft kucken. Grad am Gesondheetsberäich kënne mir ganz staark finanziell Montantë spueren, wann dat heiten ëmgesat gëtt.

An deem Zesummenhang huet awer d'Chambre des Employés privés drop higewisen, dass d'Sécherheet, par rapport zu de geféierleche Substanzen am REACH, nëmmen ab dem Tonnage vun enger Tonn spillt, an déi Aarbechter, déi da mat manner héije Menge musse schaffen, déi sinn oft awer am Onkloeren, a mer bieden dorëm, dass déi dat och gesot kréien, wa si mat Substanze schaffen, mat welche Substanze si schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch REACH investéiere mer, fir dass méi ëmweltfrëndlech Substanzen entwéckelt solle ginn. Dat ass e formidabelen Challenge fir d'Fuerschung an och fir eis Industrien. Wann Europa dës Schrëtter mécht - an ech gleewen dorun, dass dat de Fall ass -, da kënnen eis Industrië sech sécherlech grouss Avantagen um Weltmarché verschafen.

Well d'Industrien all op dem Weltmarché aktiv sinn, an all Land ëmmer méi Wäert op eng propper Ëmwelt an eng gutt Gesondheet leet, mécht et Sënn déi chemesch Produkter ze registréieren an ze evaluéieren, dat am Bauwiesen, an der Holzveraarbechtung, an der Automobilbranche, an der Textilindustrie, an der Landwirtschaft, am Ëmwelt- an och am Gesondheetssecteur, mä och am Computerberäich. Iwwerall kommen d'Mënsche mat dëse chemesche Substanzen a Kontakt.

Duerch REACH, et ass scho gesot ginn, kënnen d'Risike mat der Notzung vun de Substanze bedeitend reduzéiert ginn. An domadder klëmmt à la longue eis Liewensqualitéit. Dat alles féiert zu méi enger grousser Transparenz. Awer ganz nom Sprëchwuert „Vertrauen ass gutt, awer Kontroll ass besser" musse mer bestëmmten Agente vun der Douanes- an Accisëverwaltung, aus der Ëmweltverwaltung, aus der ITM, aus der Direktioun vun der Santé an dem Waasserwirtschaftsamt dës Kontrollkompetenzen iwwerdroen. An doriwwer eraus och souguer den Agente vun der Police grand-ducale, well déi mussen och Aufgaben iwwerhuele kënnen.

E wichtege Punkt vum Gesetzesprojet besteet an der Méiglechkeet, dass agréiiert Associatioune kënne Partie civile iwwerhuelen, wa si mengen, dass géint de Geescht vum Gesetz verstouss gëtt. Iwwert de Strofekatalog huet sech de Rapporteur schonn ausgelooss, ech spuere mer dat dann hei. E weidere wichtege Punkt am Gesetzesprojet ass awer d'Modifikatioun vum 14. Juni 1994 iwwert déi geféierlech Substanzen. Dës muss elo mat de REACH-Bestëmmungen ugepasst ginn.

Et ass wichteg drop hinzeweisen, dass et e berodende Comité fir den Ëmweltministère gëtt, dee sech mat de Froen iwwert d'Klassifikatioun an d'Emballagë vun de Substanzen auserneesetze muss. De Konsument kritt op déi Manéier all déi néideg Informatiounen iwwert déi Produkter, déi hie wëllt kafen. Domadder ass hien och selwer dann deejéinegen, dee versiche kann, dass déi Substanze vum Maart verschwannen, déi net méi dohinner gehéieren.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech ënnersträichen, dass d'CSV-Fraktioun dëse Projet de loi ënnerstëtzt, an ech bréngen och nach hiren Accord hei mat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci, an als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Bericht, dee wéi ëmmer, mir sinn dat bei him gewinnt, ganz exzellent a vollstänneg war, esou datt ee sech hei am Fong geholl op verschidde Remarquë beschränke kann.

D'Ofsiichte vun de Chercheuren an och vu Produzenten, déi nei chemesch Substanze fannen, synthetiséieren, produzéieren, fir se op de Maart ze bréngen, si ganz oft au départ ganz löblech. Si wëllen am Fong geholl domadder d'Konditioune vum Alldag verbesseren, eventuell och d'Gesondheet vum Mënsch besser schützen, insbesonnesch wann een och u Produiten denkt, déi a Medikamenter verschafft ginn.

Mä wat u sech vläicht au départ gutt gemengt ass, huet sech awer ganz oft an der Vergaangenheet, an och nach haut, als Zäitbomm fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt entwéckelt. Wann een an der Geschicht kuckt, besonnesch ab der Mëtt vun dem leschte Jorhonnert, wou massiv ëmmer méi nei Substanze produzéiert gi sinn, hu sech da lues awer sécher déi negativ Konsequenze vu ville chemesche Substanze bemierkbar gemaach, an déi eng oder aner Kéier krut och deene verschiddene Substanzen hir Utilisatioun ganz dramatesch Ausmoossen.

Dat war zum Beispill de ganzen Dossier vun de POPen, Polluants organiques persistants an de 60er Joren, wou iwwert d'Nahrungsketten dann déi POPen, iwwert de Fësch zum Beispill, an d'Iessgewunnechten, an d'Iesse vun den Inuiten erakomm ass, déi da schwéier erkrankt sinn, a wou praktesch ganz Stämm do ausgestuerwe sinn. An dat war am Fong geholl déi éischte Kéier, esou wäit ech mech erënnere kann, wou d'Welt, d'Weltöffentlechkeet wierklech opmierksam ginn ass op d'néfaste Konsequenzen, déi chemesch Substanze kënnen op de Mënsch, d'Fauna an d'Flora hunn, an insgesamt op déi ganz Biosphär.

DDT, Asbest, PCB, an esou weider, dat si puer aner Begréffer, déi haut de Leit alleguerte bekannt sinn, a wou jiddweree weess, datt et Gefor signaliséiert, mä déi an der Vergaangenheet oft als Solutioun an als Fortschrëtt fir d'Welt considéréiert gi sinn. Haut ginn et wäit iwwer 100.000 chemesch Substanzen, mat deene mer all Dag konfrontéiert ginn, an de Kleeder, am Iessen, an der Kosmetik, a Spillsaachen an esou weider, a wou ee ganz oft, an deene meeschte Fäll, awer net esou genau weess, wat d'Effeten op de Mënsch an d'Ëmwelt do kënne bewierken.

Vill sinn der kriibserreegend oder kënnen net ofgebaut ginn, an der Natur oder och am mënschlechen Organismus. Et ginn der, déi den Hormonhaushalt op d'Kopp geheien oder Allergien ausléisen, oder den Immunsystem attackéieren. Hei an der Chamber kënne mer als Beispill eis eege Raimlechkeeten zitéieren. Mir si bis op Weideres, Här President, nach ëmmer mat engem Teppech hei miwwléiert, dee laut Analysen eng Rei geféierlech Substanzen huet an och kann Allergien oder soss gesondheetlech Problemer verursaachen.

Mä zréck dann op dee méi globale Kontext. Och wann ab de 60er Jore lues a lues eng Prise de conscience entstanen ass an d'Politik, besonnesch um europäeschen Niveau, muss ee soen, ugefaang huet ze reagéieren - ech denken do un de Protokoll vu Stockholm, wat d'POPen ubelaangt -, huet et awer nach relativ laang gedauert, bis datt mer dann elo haut, praktesch 40 Joer, 50 Joer méi spéit, nodeems also déi éischt grouss Katastrophe geschitt waren, an Europa eng Reglementatioun fonnt hunn, déi eng gewësse Kontroll an och eng gewësse Preventioun an déi Matière mat erabréngen.

Wann dat esou laang gedauert huet, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mer et hei wéi esou oft mat dem klassesche Clinch zwëschent der Wirtschaft op där enger Säit, an der Ökologie an der Gesondheet op där anerer Säit ze dinn hunn. Dat war och net aneschters bei den Diskussiounen, op EU-Niveau, wou den Dossier REACH och vill hin an hier gaangen ass zwëschent der Kommissioun, dem Parlament, dem Conseil, a wou am Hannergrond jo och dann d'Industrielobbyë versicht hunn hir Intérêten ze verdeedegen.

Vill zitéiert Argumenter waren eben déi vun der Säit vun der Industrie, datt hei géifen ze vill Käschten a prozedural Schwieregkeeten op d'Betriber zoukommen, an et ass jo eben dann den Challenge fir den Équiliber ze fannen, op där enger Säit vun dem Schutz vun dem Mënsch an der Ëmwelt, déi fir mech ëmmer mussen d'Prioritéit hunn, an op där anerer Säit awer och dann den Intérêt vun der Ekonomie. Au départ war an den EU-Texter méi eng strikt Regelung virgesinn an och méi Substanze betraff, an d'Schlussresultat huet net jiddwereen zefridde gestallt. REACH muss een eben als e Kompromëss gesinn, deen awer da vun alle Säiten akzeptéiert ginn ass.

De Rapporteur huet schonn am Detail d'Reglementatioun erkläert. Ech wëll nëmmen nach eng Kéier e puer wichteg Grondprinzipië kuerz rappeléieren. Also, op alleréischter Plaz de Principe de précaution, dat ass jo déi haapt Guideline. Et wëllt also heeschen, datt een, en cas de doute, ëmmer soll déi virsiichteg Approche wielen, dat heescht, wann een also net weess, wat den Effet vun enger Substanz ass, soll een net soen: „Da kucke mer emol, dat gesi mer spéider", an datt een da seet: „Neen, da wëlle mer déi Substanz net, bis datt mer genau wëssen, wat fir eng Effete se kann hunn". Dat ass am Sënn vum Schutz vun de Mënschen, vun der Gesondheet, an och vun der Ëmwelt. Dat ass also hei verbessert ginn.

REACH bréngt och déi Notioun vun der Responsabilitéit an d'Spill, déi bei de Produzente läit, déi ebe wëllen esou Produiten op de Marché bréngen. Dat ass och preventiv. Et soll also och, ech wëll net soen eng Ofschreckung, mä wierklech awer eng Opfuerderung och sinn un d'Betriber, un d'Produzenten, fir eben do dann nëmmen esou Substanzen ze entwéckelen, déi keng Effets néfastes hunn.

D'Informatioun, d'Transparenz, déi Notioune respektiv déi Mechanisme kommen och méi an de Vierdergrond an, natierlech, Substanzen, déi wierklech manifestement schiedlech Effeten hunn, ginn net erlaabt, respektiv mussen do Substances de remplacement fonnt ginn. Och sollen Déierversich doduerjer reduzéiert ginn, wat och eng gutt Saach ass.

Et kann een also elo nach laang a breet iwwert dat Reglement diskutéieren, wat elo virläit, dat europäescht Reglement, an ob et hätt kéinte besser geschriwwe ginn. Mir hunn elo en Text, deen ebe Konsens fonnt huet op EU-Niveau, an dee mer dann hei an eis lëtzebuergesch Législatioun ëmsetzen, an eis Suerg muss elo sinn, dee Kompromëss dann awer hei optimal zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Fir dat ze maachen - an dat hunn ech schonn oft gesot, wa mer hei iwwer en Environnementsprojet geschwat hunn, well dat jo oft Ëmsetzunge vun Direktive sinn -, muss een och kucken, datt een dann hei zu Lëtzebuerg awer dat néidegt Minimum vu Personal huet, fir de Suivi vun deenen Direktive kënnen ze maachen, déi mer hei ëmsetzen.

Ech hunn dat och schonn aner Kéiere gesot, datt mer do wierklech hei zu Lëtzebuerg ëmmer e bëssen op de Felge fueren, wann ee kuckt, am Ausland, wat do déi eenzel Verwaltunge vu personale Moyenen hunn, fir Direktiven ëmzesetzen, wou den Text genau deeselwechten ass. Déi hunn do, proportional oder prozentméisseg gesinn, onmoosseg vill méi Personal wéi dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat also am Endeffekt ganz effikass ka schaffen.

Wat hu mer hei zu Lëtzebuerg? Et ass och scho gesot ginn, mir hunn zum Engen den Helpdesk beim CRTE, wou dräi Leit, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, dru schaffen déi Informatiounen un d'Betriber ze ginn. Dann hu mer an der Ëmweltverwaltung sage und schreibe eng Beamtin, déi „full task" dorobber schafft. Eng ganz kompetent Persoun, déi also d'Gestioun mécht a fir d'Kontroll zoustänneg ass.

Do hu mer nach en anere ganz kompetente Beamten, deen am Kader vum Conseil d'Administration, also bei der europäescher Agence, d'Lëtzebuerger Situatioun do verdeedegt, deen awer och nach dernieft vill aner wichteg Tâchen huet, zum Beispill am Beräich vum Kommodo, esou datt mer also wierklech do och den absolute Minimum hunn an datt een do och soll kucken ob dat duergeet oder, wann ee feststellt, datt dat wierklech net duergeet, datt een do och da muss soen - ween A seet, muss och B soen -, datt mer dann do zousätzlecht Personal sollen astellen.

Wann een elo déi praktesch Ëmsetzung kuckt, da stellt sech och d'Fro - an do wier ech frou, wann de Minister, ech mengen et ass den Här Schmit deen haut hei ass, fir hei zum Dossier ze schwätzen -, ween am Endeffekt zoustänneg wier, fir um Terrain besonnesch - ech soen emol an de Geschäfter, ech kommen elo nach drop, dat ze explizéieren - dat ze kontrolléieren, wann eventuell geféierlech Produkter am Handel, an de Geschäfter sinn, well dat ass jo dat, wat d'Schwieregkeet ass.

Oft huet ee Produiten an de Geschäfter leien, wou dann déi chemesch Substanzen dra sinn, mä wou net genuch Informatioun, keng Informatioun ass, déi awer kënnen Effets néfastes hunn. Ech huelen do e Beispill, dat ech an engem Reportage gesinn hat, „Report" huet déi Sendung geheescht, wou se an Däitschland esou Gummishummeren an de Rayonë vu Geschäfter haten, an do waren anscheinend esou vill PhKen dran, dass, wann en Aarbechter deen Hummer zéngmol oder e puermol méi an de Grapp geholl huet, hat deen eng Belaaschtung vu PhKe wéi wann en 1.000 Stonnen an iergendengem geféierlech belaaschte Milieu geschafft hätt. Déi sinn natierlech dunn zréckgezu ginn.

Och an der Belsch an a Frankräich hu mer zum Beispill Produiten, wou Fumarate de diméthyle, frot mech elo net genau wat dat ass, a Canapéen a Schong fonnt gi sinn, an déi do vum Marché gezu gi sinn, an dat ass einfach elo déi praktesch Fro. Ech menge mir wëlle jo, datt esou Produiten net och an eise Regaler leien. Ass et elo d'Ëmweltverwaltung, déi do dann am Endeffekt zoustänneg ass, oder d'ILNAS? Mir hu jo och d'ILNAS, déi zoustänneg ass fir eben déi Produiten, déi an eise Geschäfter sinn, ze kontrolléieren. An do wier et also gutt, wann ech Opschloss géif kréie vun der Regierung, wien dann am Endeffekt do zoustänneg wier.

Eng aner Problematik an deem Ganzen, ech menge mer haten eng Kéier eng Heure d'actualité oder e klengen Débat an der Chamber, wou mer och einfach déi Problematik diskutéiert hunn, datt muss d'Informatioun vum Bierger besser gemaach ginn, well een net ëmmer weess, wat an de Produiten ass, sief dat, datt op där enger Säit déi Substanzen zwar enregistréiert sinn, och erlaabt sinn, mä datt se zum Deel als Konzentratiounen an Teppecher, a Miwwelen, an Hummeren an a Spillsaache sinn, wou ee sech dat net bewosst ass.

Déi puer Remarquë gemaach, kann ech awer och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dem Projet eraginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci, an als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als drëtte Riedner nom Rapporteur vun dësem REACH-Reglement, dem Här Roger Negri, gesinn ech et am Numm vun der grénger Fraktioun elo hei net méi als noutwendeg a sënnvoll un, nach eng Kéier all déi komplex Regelungen a Prozedure vun dëser neier europäescher Chemikaliendirektiv ze widderhuelen. Den Här Negri huet déi Presentatioun jo scho gemaach, an ech wëll him duerfir Merci soen, well et sech wierklech ëm eng extrem komplizéiert a komplex Matière handelt.

Mä doriwwer eraus ass haut och d'Diskussioun vun dësem REACH-Reglement hei an der Chamber e bësse frustréierend, well een haut hei näischt méi un deem Text kann änneren, an éischt eventuell Revisiounen oder Verbesserungen dorunner eréischt Enn 2012 kënnen diskutéiert ginn, dat heescht fréistens an dräi an engem hallwe Joer.

REACH ass bekanntlech am Dezember 2006 verabschiet ginn an am Juni 2007 a Kraaft getrueden, an déi zoustänneg nei europäesch Chemikalienagentur ass dunn d'lescht Joer, dat heescht 2008, eréischt richteg un d'Schaffe komm. Mir haten als Gréng, de Claude Turmes an ech, nom definitive Vote vun Dezember 2006, a Pressecommuniquéen zum Ausdrock bruecht, datt dee finalen, sougenannte REACH-Kompromiss, deen duerch Gemauschels zwëschent den europäesche Fraktioune vu Chrëschtdemokraten, Konservativen a Sozialdemokraten, an Deeler vun den europäesche Liberalen, finalement erauskomm war, fir déi Gréng net akzeptabel wier, well et e ganz faule Kompromiss wier, bei deem virun allem d'Intérêtë vun der chemescher Industrie géife ganz wäitgehend am Vierdergrond stoen, an eben net d'Intérêtë vu Gesondheet, Ëmwelt a Verbraucherschutz.

A mir gesinn eis duerfir och haut hei gezwongen, dëser total verwässerter Versioun vu REACH eis Zoustëmmung net kënnen ze ginn. Ech wëll also an eiser Interventioun hei haaptsächlech op eis Haaptkritikpunkten un dëser REACH-Versioun agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat iwwerhaapt eng europäesch Chemikaliëreglementéierung? Nun, tëschent 1930 an 2005 huet déi jährlech weltwäit Produktioun vu Chemikalië vun enger Millioun Tonnen 1930 op iwwer 500 Milliounen Tonnen am Joer

2005 zougeholl, an domadder evidenterweis och d'Risike vun der chemescher Produktioun a vu chemesche Substanzen a Produkter.

Déi Gréng si net géint d'Chemie u sech an och géint d'chemesch Industrie, mir sinn allerdéngs fir eng chemesch Produktioun a Produkter, déi manner riskant a problematesch si fir Mënsch an Ëmwelt, an duerfir och méi innovativ, nohalteg a responsabel. Ech wäert um Schluss vu menger Ried dorobber méi spezifesch nach eng Kéier zréckkommen.

D'Chimie huet besonnesch an deene vergaangene 50, 60 Joer, mä och schonns virdrun eist Liewe ganz wesentlech verännert an op ville Gebitter och kloer verbessert. Dat soll hei absolut net a Fro gestallt ginn. Mä wourëmmer et eis geet a wourëmmer et bei REACH geet, dat ass, fir déi negativ Aspekter vun der chemescher Produktioun endlech och besser an de Gréff ze kréien an doduercher Gesondheet, Ëmwelt a Verbraucher besser ze schützen.

Firwat esou e bessere Schutz leider absolut néideg ass, hunn eis an de vergaangene Joren a Jorzéngten net nëmmen eng Rei vu gréissere Chimiesonfäll oder Katastrophe gewisen. Den Här Negri hat schonn op Seveso higewisen an op deen Accident zu Toulouse. Mä déi gréisste Katastroph war net do. Déi gréisste Katastroph war zu Bhopal an Indien mat iwwer zéngdausende vun Doudegen an honnertdausende vu Schwéierverletzten a Kranken. Dat war déi schwéierste Katastroph.

Doniewent awer och eng Abberzuel vu chemesche Pollutioune vu Flëss, vu Gewässer a Mierer. Mä et ass och bekannt, datt zum Beispill op villen Aarbechtsplaze weltwäit den Ëmgang mat chemesche Gëfter zu ville Krankheeten, Kriibs oder Doudesfäll gefouert huet an och haut nach féiert. Domadder ass bekanntlech a jiddwer Eenzelfall vill mënschleche Misär verbonnen.

Zënter 20, 30 Joer schonns wësse mer och iwwert déi offiziell Ëmweltagencen oder iwwert d'Weltgesondheetsorganisatioun, datt sech Spuere vu ville problematesche chemesche Substanzen haut iwwerall ronderëm eise Globus erëmfanne loossen; ob a Schwäizer Gletscherseeën, am Amazonasgebitt oder am Äis um Nordpol.

Propper Plaze ganz ouni Chemikaliebelaaschtunge gëtt et praktesch haut net méi ganz vill. Wat jo awer ganz problematesch ass, well Wand a Reen alles ronderëm eisen Äerdball transportéieren, an dofir oft souguer Bevölkerunge wéi d'Inuiten - dat heescht, d'Eskimoen am äussersten Norde vu Kanada -, déi selwer praktesch keng Industrien hunn, trotzdeem ganz staark mat chemesche Substanze wéi PCBen oder Quecksëlwer belaascht a krank kënne sinn, ganz einfach, well hir Ernährung, hir Nahrungskette ganz staark mat esou Substanze polluéiert ass.

Dir Dammen an Dir Häre, eleng all dës Fakte wieren Ursaach genuch gewiescht, fir keng faul Kompromisser mat den dominante grousse Chimiesmultinationalen anzegoen; ob Monsanto, Bayer, BASF, an esou virun. Konzerner, déi leider bei den Diskussioune ronderëm REACH méi staark interesséiert waren u kuerzfristegen a kuerzsiichtege finanzielle Rendementsaspekter wéi un engem wierkleche Schutz vu Liewen a Gesondheet.

Déi ganz Ëmwelt oder Gesondheetsskandaler duerch gefëierlech Chemikalien hätten eigentlech och scho vill éischter zu legislative politesche Konsequenze misse féieren, woubäi leider oft vill ze vill laang gewaart a Rücksicht op industriell Intérête geholl ginn ass.

Ech denken zum Beispill un déi och haut nach problematesch Zerstéierung vun der Ozonschicht duerch CFCe mat hire gesondheetleche Konsequenzen. Ech denken un DDT oder den Holzschutzmëttelskandal mat PCP oder Lindan, deen zéngdausende Leit hir Gesondheet kascht huet, oder un de weltwäiten Asbestskandal, wat als Folleg honnertdausende vu Schwéierskranken oder Doudegen, déi eleng esou gefëierlech Asbestfibere mat sech bruecht hunn a wou an de kommenden zéng an 20 Joer nach weider zéngdausende vu Leit wäerten dorunner stierwen.

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass leider nach net alles, wat negativ Konseguenze vun engem absolut laxisteschen Emgang mat der Chimie an deene vergaangenen 30 Joer ugeet. Dir kënnt lech vläicht drun erënneren, virun dräi, véier Joer, datt sech eng Partie Europadeputéierten an och EU-Ëmwelt- a Gesondheetsministeren zu Bréissel oder beim Treffe vun den Ëmwelt- a Gesondheetsministeren 2004 zu Budapest Bluttanalysen ënnerzunn haten, fir gewuer ze ginn, ob a wéi staark si selwer mat Spuere vu chemesche Substanze belaascht wieren.

D'Resultat loung an der Moyenne bei iwwer 40 a bei munche wäit iwwer 100. An Analysë vum Nuebelschnouerblutt no der Gebuert konnten an den USA viru Kuerzem souguer bis zu iwwer 300 chemesch Substanzen detektéiert ginn, déi also schonn un de Foetus an un den Embryo kënnen erukommen.

Kee vun eis alleguerten dierft also vu sech behaapte kënnen hie wier dovunner net betraff. Problematesch dobäi ass allerdéngs, datt en Deel vun deenen detektéierte Substanzen noweisbar kriibserreegend, ierfguttschiedegend, fruchtbarkeetsschiedegend, allergiséierend oder neurotoxesch sinn, oder bei absolut niddregste Konzentratiounen hormonell wierksam kënne sinn, mat Konsequenzen, déi d'Fuerscher weltwäit ëmmer méi beonrouegen.

Ech schwätzen hei vun de sougenannte Perturbateurs endocriniens, den „endocrine disruptors", déi schonn an der Déierewelt zu ganz vill Onfruchtbarkeet oder zu Missbildunge gefouert hunn. Et ass lech vläicht bekannt wat mat den Alligatoren a Florida oder mat den Äisbieren a Grönland haut lass ass op deem dote Gebitt.

All dës Fakte goufe schonn 2001, also virun aacht Joer, am sougenannte „Wäissbuch" iwwer Chemikalie vun der Europäescher Kommissioun opgewisen an opgezielt. A schonn zënter iwwer 15 bis 20 Joer warne weltwäit dausende vu Fuerscher, Ëmweltexperten an Ëmweltmedeziner virun där zounehmender Chemikaliebelaaschtung vun alle Milieuen an och vum Mënsch. Si soen, datt dës Menacë fir Ëmwelt a Gesondheet mindestens genausou grouss wiere wéi d'Problematik vum Klimaschutz.

Nu gëtt et natierlech awer ëmmer och Politiker oder och Toxikologen a sougenannten Experten, déi och haut nach mengen déi Belaaschtunge wieren zwar do, mä si wieren dach meeschtens innerhalb vun offizielle Grenzwäerter an dofir wier de Problem wahrscheinlech awer net esou schlëmm.

Onofhängeg dovunner, datt esou munche vun deenen Experten noweisbar vun der Industrie kaaft an direkt oder indirekt bezuelt gëtt, weisen déi aktuell wëssenschaftlech Donnéeë leider an eng ganz aner Richtung. Offiziell Grenzwäerter fir Substanzen, soufern et der iwwerhaapt gëtt - a fir déi meeschte gëtt et iwwerhaapt keng Grenzwäerter -, sinn oft nämlech nëmme sougenannte Kompromisser tëschent ökonomeschen an Ëmwelt- oder Gesondheetsinteressen, a meeschtens zugonschte vun industriellen Interessen.

Si ginn och chronesche Belaaschtungen am sougenannten Niddregdosisberäich absolut net gerecht, well kee vun eis just enger Substanz ausgesat ass, mä ëmmer engem ganze Cocktail u Chemikalien a wiesselnde Mélangen, woubäi sech déi ënnerschiddlech Wierkunge vun all deene Substanzen zum Deel dramatesch verstäerke kënnen.

Vill Chemikalie wierken och méi gefëierlech zu verschiddenen Zäite vun der Expositioun, woubäi d'Grossesse an déi prénatal Expositioun bei Wäitem am dramateschsten ass.

A fir déi gefëierlech Substanzen, ob et elo CMR-Substanze sinn, also déi kriibserreegend, mutagen a reproduktiounstoxesch sinn, oder fir d'Perturbateurs endocriniens gëtt et iwwerhaapt keen ënneschte Seuil, bei deem se net gefëierlech sinn.

Och d'Bioaccumulatioun an eisem Organismus an interindividuell Susceptibilitéiten duerch gutt oder schlecht geneteschen Entgëftungssystemer spillen dobäi eng wichteg Roll, ob een duerch déi Chemikalie krank gëtt a wéi schnell a wéi schlëmm. Esou datt déi klassesch Evaluatiounsmethoden iwwer sougenannten toxikologesch begrënnten DNELen - dat heescht „derived no-effect levels", dat ass d'Ofkierzung do dervun -, wéi se leider gréisstendeels REACH zugronn leien, leider nëmmen e klengen Deel vun enger wierklech wëssenschaftlech seriöer Evaluatioun vun Ëmwelt- a Gesondheetsgefore kënnen erfaassen.

Bei de Gesondheetseffete vu Chemikalien am sougenannten „low dose"-Beräich geet et dofir och nëmmen deelweis ëm klassesch, toxikologesch Risiken. Vill méi oft sinn déi zahlreich negativ Effeten haaptsächlech op immunologesch Inflamatiounsreaktiounen, Allergien a Sensibiliséierungen duerch Chemikalien zréckzeféieren. Déi hu bekanntlech an deene vergaangenen zéng bis 20 Joer dramatesch zougeholl.

Aus all dëse Grënn, Dir Dammen an Dir Häre, ass et haut och esou, datt bei Ëmfroen an der Europäescher Unioun néng Zéngtel vun de Leit vum Grand public dobaussen absolut beonrouegt sinn, net nëmmen doriwwer, datt esou vill dausende Substanze bis haut ouni seriö Evaluatioun op de Marché konnte kommen, mä och beonrouegt iwwer méiglech Ëmwelt- a Gesondheetsschied. Bei deenen Ëmfroe koum och eraus, datt iwwer 50% vun den EU-Biergerinnen a Bierger der Meenung sinn, datt d'Europäesch Unioun net genuch dogéint géif ënnerhuelen.

Dir Dammen an Dir Häre, dës Veröffentlechung vum Grand public gëtt och bestänneg geniert duerch ëmmer nei Resultater vu wëssenschaftlechen Etüden iwwert dës Problemer. Esou sinn eleng an deenen zwou, dräi leschte Woche folgend Noriichten duerch déi international Press gaangen:

Éischtens, Kanada an elo och d'USA verbidden déi hormonell wierksam Substanz Bisphénol A a Polycarbonates-Bëbeesfläschen.

A Frankräich goufe bei Analysë vu Kanner-T-shirten an enger ganzer Rëtsch vu grousse Chaînen - ech soen hei keng Nimm - vum Institut national de Consommation ze vill héich Pthalat-Wäerter, dat si problematesch Weichmacher, opgedeckt.

An eng nei däitsch toxikologesch Etüd huet op problematesch synthetesch, östrogenähnlech Substanzen a Plastikmineralfläschen higewisen, déi sech géifen aus dem Plastik léisen.

Niewebäi konnt een dëser Deeg och liesen, datt a China zum Beispill, wou d'Katastroph am Gréissten ass, all 30 Sekonnen e Bëbee gebuer gëtt mat Missbildungen duerch d'Pollutioun.

Dir Dammen an Dir Häre, iwwert d'Ëmwelt- a Gesondheetsrisike vun Ëmweltschadstoffer am Allgemengen, mä och iwwert d'Chemikalien ass d'lescht Woch am Conseil de l'Europe unanime e gréissere Rapport ugeholl ginn, deen ech selwer fir d'Kommissioun vum Environnement vum Conseil de l'Europe am vergaangene Joer ausgeschafft hat, an deen den Titel dréit: „Pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement".

An deem Bericht beruffen ech mech an deem Kontext an och am Kontext vu REACH op eng ganz Partie vun offiziellen Donnéeë vun der Weltgesondheetsorganisatioun, vun der Europäescher Ëmweltagentur zu Kopenhagen a vun der EU-Kommissioun selwer, mä och vu villen onofhängegen Etüde vu bekannten Universitéiten oder vun ëmweltmedezineschen Experten.

All dës Donnéeën an Etüde weise kloer ëmmer méi staark op e gréissere Lien tëscht Ëmweltchemikalien, an der Zounahm vu ville Krankheeten an deene leschte ronn 20 Joren hin. Esou seet zum Beispill d'Weltgesondheetsorganisatioun doraner aus, datt Ëmweltfacteuren, dorënner och eng Partie chemesch Substanze bei iwwer 80 verschiddene Krankheeten eng Roll spillen.

Dorënner Allergien, Asthma an aner Otemwee-Erkrankungen, Kriibs, cardiovasculaire Krankheeten, verschidde Reproduktiounskrankheete wéi Sterilitéit oder Missbildungen an esou virun. Eent op véier Kanner an Europa, dat heescht 25%, hätten duerno Allergien. Bei 14-Jährege wieren an England haut schonn no offiziellen Donnéeën 30% vun deene Jugendleche mat Allergien oder mat Asthma geplot. An de Kannerkriibs, haaptsächlech Leukämien, hätt an deene leschten 20 Joer ëm ronn 1% pro Joer zougeholl.

Och wat Broschtkriibs a Prostatakriibs betrëfft, maache weltwäit bekannte Fuerscher ëmmer méi staark Chemikalien, virun allem déi sougenannte Perturbateurs endocriniens derfir responsabel, oder zumindest matverantwortlech.

Dir Dammen an Dir Häre, et kéint een nach ganz vill aner Beispiller vun erwisene Lienen tëschent polluéierter Ëmwelt a Gesondheetsschied hei ufëieren, an och d'Responsabilitéit oder d'Coresponsabilitéit vu ville Chemikalien, déi sech an eiser Chaîne alimentaire, an eiser Ëmwelt befannen. Aus all deenen hei nëmme kuerz ugeféierten Ursaachen, well doriwwer gëtt et vill méi Literatur um Weltplang, wär et néideg gewiescht eng nei europäesch Chemikaliëreglementéierung ze kréien, déi wierklech streng an ëmfaassend genuch wär, fir wierklech eis Ëmwelt ze schützen a fir eng besser Preventioun vun esou Erkrankungen an och e bessere Konsumenteschutz ze suergen.

Dat alles ass leider mat där REACH-Reglementéierung, déi am Dezember 2006 an Europa décidéiert gouf an déi mer haut hei sollen ëmsetzen, nëmmen héchstens an éischten Usätz de Fall. Et ass der europäescher chemescher Industrie, an un der Spëtzt dovun däitsch Konzerner wéi Bayer a BASF, nämlech no méi wéi sechs Joer Diskussiounen an enger absolut aggressiver Lobbyaarbecht, wéi se Europa bis dohinner nach ni kannt hat, gelongen déi ursprünglech REACH-Versioun, wéi se opgrond vum Chemikaliëwäissbuch vun 2001 vun der EU-Kommissioun presentéiert gi war, esou wäit ze verwässeren an ofzeschwächen, datt doduerjer Profitinteressen zwar geschützt bleiwen, datt awer ëmgekéiert Ëmwelt-, Gesondheets- a Verbraucherschutzrechter ellen ënnert d'Rieder gerode sinn.

Den Industrielobbying vis-à-vis vun den Europaparlamentarier, mä och vis-à-vis vun der EU-Kommissioun an deem Kontext war esou massiv an zum Deel och esou crapuléis, datt et sech géif lounen eleng doriwwer e Buch ze schreiwen ënnert dem Titel: „Wéi Geld a Profitinteressen d'europäesch Demokratie Ëmwelt- a Gesondheet kapott maachen".

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- D'Amendementer, Här Oberweis, fir REACH wäitgehend ze verwässeren an ze entschäerfen, koume virun allem vun däitschen CDU-Deputéierten.

(Interruption)

Ech hunn den Här Oberweis hei zitéiert, well hien eng Rei positiv Interventioune gemaach huet. Woubäi ech him awer muss soen, datt all déi Amendementer oder e groussen Deel vun den Amendementer, fir REACH ze verwässeren, komm si vun däitschen CDU-Deputéierten, notamment vun engem CDU-Deputéierten namens Nassauer aus Hessen, deen all Amendementer vu BASF a Bayer iwwerholl huet, fir an d'Parlament eranzebréngen a fir REACH ze verwässeren. Nom Vote vum Dezember 2006 war dunn e REACH-Reglement décidéiert, dat villes, wann net souguer déi wichtegst positiv Elementer, verluer hat.

Bei alle groussen europäeschen ONGen, déi sech fir eng gesond Ëmwelt a fir Verbraucherschutz asetzen, mä och bei den europäesche Gewerkschaften, war eng grouss Ernüchterung, Frust an Enttäuschung iwwert d'Resultat vum Vote vum Dezember 2006 ze verspieren, an och Déi Gréng konnten dee schwaache Bilan no esou laangen Diskussiounen net méi akzeptéieren. Dat erkläert, wéi gesot, och schon, firwat mir Gréng haut wäerten dergéint stëmmen.

Dir Dammen an Dir Häre, et bleiwe sécherlech bei dëser neier REACH-Reglementéierung e puer positiv Punkten, esou wéi se vum honorabelen Här Rapporteur, dem Här Negri, richteg hei presentéiert gi sinn.

De Prinzip selwer vun enger europäescher harmoniséierter Regelung ass positiv, d'Haaptstrukture selwer vu REACH sinn: en obligatoreschen Enregistrement; d'Evaluatioun an d'Autorisatiounsprozeduren; d'Schafe vun enger zentraler europäescher Chemikalienagentur zu Helsinki; liicht verbessert, mä nëmme liicht verbessert Informatiounsrechter fir d'Konsumenten; manner Déierenexperimenter; d'Hoffnung, datt lues a lues iwwert d'Joren awer eventuell déi schlëmmste Substanzen aus dem Verkéier gezu kënne ginn. Mä dee globale Bilan ass awer an eisen Aen, vun dëse puer Fortschrëtter ofgesinn - et ginn eng Partie vu Fortschrëtter -, insgesamt awer ganz schwaach.

Eisen Nee beim Vote soll aus dësem Grond och elo net geriicht si géint de Rapport vum Här Negri, mä haaptsächlech verstane ginn als e Protestvote an als e Signal, datt leider erëm eng Kéier sträflech verpasst ginn ass wierklech Neel mat Käpp ze maachen, am Intérêt vun Ëmwelt a Gesondheet, an och am Intérêt vun engem méi responsabelen, innovativen an dofir um Weltplang och méi kompetitiven industrielle Secteur.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dir Dammen an Dir Häre, bei där elo virleiender REACH-Versioun kann een an eisen Aen och net d'Beispill ufëiere vum berühmte Glas, dat eben deen een als hallef voll, an deen aneren eben als hallef eidel géif considéréieren. Dat berühmte Glas ass an eisen Aen emol net zu engem Drëttel voll. Et gi bei REACH ganz einfach vill ze vill onzouléisseg Lacunen, ze vill vag an zweifelhaft Formuléierungen, vill ze vill laang Zäitofleef an ze vill oppebleiwend Bestëmmungen, wat

méiglech Revisiounen a Verbesserunge vum REACH-Reglement betrëfft.

Dofir hunn all europäesch ONGe vun Ëmwelt a Gesondheet an deene vergaangenen zwee Joer ëmmer erëm a vehement Nobesserunge vun dësem Text verlaangt. Wann Der op d'Internetsäite vu Greenpeace, vu World Wildlife Fund for Nature, vun HEAL, Health and Environmental Alliance, vun der europäescher Akademie vun der Ëmweltmedezin, vun den europäesche Verbraucherschützer oder vun de Gewerkschafte siche gitt, da gesitt Der, datt do iwwerall elo no enger drastescher Verschäerfung vu REACH verlaangt gëtt an datt do ganz seriö Nobesserungsfuerderunge verlaangt an artikuléiert ginn.

Wat sinn a Stéchwierder just e puer vun deene wichtegste Lacunen oder gréissere Schwaachpunkte vum aktuellen Text? Et fänkt scho beim Enregistrement a sengen zäitleche Prozeduren un - dat ass och vum Här Oberweis hei virdrun a vum DP-Vertrieder, vum Här Berger, och schonn hei gesot ginn -, wouvun iwwer 100.000 chemesch Substanzen a méi, déi um Marché sinn, der just ronn 30.000 drënner falen, déi a Quantitéiten iwwer eng Tonn pro Joer produzéiert a gehandelt ginn.

„Mä wat ass dann" - dat huet och den Här Oberweis richteg gesot - „mat deenen aneren?", freet sech net nëmmen de Commun des mortels dobaussen. Sinn déi eleng doduerjer onproblematesch, well se vläicht nëmmen a Quantitéite vun 0,8 Tonnen oder 0,9 Tonne pro Joer produzéiert ginn? Grad déi geféierlech Substanze si schonn a Milligramm, a Mikrogramm an am Nanoberäich absolut problematesch. Mä et ass jo bis haut och emol nach guer net kloer, wat dann zum Beispill mat de sougenannten Nanosubstanzen an den Nanomaterialie soll geschéien.

D'Industrie huet fir vill Substanzen och relativ laang Délaien, zum Deel bis 2018. Dat sinn nach ronn néng Joer; an eisen Aen eng vill ze vill laang Zäit, wann ee weess wéi urgent déi Problematik ass.

Beim Enregistrement vu ville Substanzen a Quantitéiten tëschent enger an 10 Tonnen brauch d'Industrie zum Deel och nëmme reduzéiert Testdonnéeë beim Enregistrement unzeginn. D'ONGen an Déi Gréng verlaange komplett Testdonnéeën, zumindest fir déi 3.000 Substanzen, déi elo prioritär am Mëttelpunkt stinn.

Mir sinn och der Meenung, datt egal wat fir Substanzen d'Industrien op de Marché brénge wëllen, datt si dofir en Devoir de prudence, eng Sécherheetsverflichtung an eng juristesch Verantwortung mussen hunn.

Och bei der Evaluatioun, dem zweeten Aspekt, ginn et eng Rëtsch Problemer. Engersäits gëllt et jo d'Donnéeë vun der Industrie ze kontrolléieren an op hir Seriositéit ze iwwerpréiwen. Bei deenen Onmasse vu Substanze riskéiert et trotz Astellung vu ronn 450 Fachleit bei der Agence zu Helsinki zu praktesch onléisbare Problemer ze kommen. Esou datt just ronn - et ass jo emol gesot ginn - 5% Stéchprouwen als Kontrolle kënnen assuréiert ginn; wat schonn net ganz rassurant ass. D'Evaluatioun selwer vun Ëmwelt- a Gesondheetsrisiken, déi dann a Collaboratioun mat Expertecomitéen an deene verschiddenen EU-State sollen erfollegen, bitt och eng ganz Rëtsch vu Risiken a Lacunen.

Ech hat virdru scho kritiséiert, datt grad am Beräich vu chroneschen a laangjährege Belaaschtungen am Niddregdosisberäich déi klassesch toxikologesch vun Déiereversucher ofgelehnt Valeur-seuilë fir eng chemesch Substanz kenger Realitéit méi gerecht ginn, well de Mënsch all Dag kloer ville Substanzgemëscher ausgesat gëtt, déi eben am Mélange problematesch kënne sinn.

Méi kritesch ONGen emfannen och vill Skepsis par rapport zu sougenannten Expertecomitéen, déi net kontradiktoresch besat sinn, an déi dofir oft am Verdacht sinn éischter Industrieinteressen ze vertrieden. Beispiller dofir kéint ech Iech der ganz vill aus ville Länner hei zitéieren, wou nogewise ginn ass, datt sougenannten Experte vun der Industrie bezuelt waren.

Wat d'Autorisatioun oder de Verbuet vun héchstgeféierleche Substanze betrëfft - a mer hate jo wierklech an der Vergaangenheet Problemer a Skandaler genuch mat esou Substanzen -, esou hat d'Lobbyaarbecht vun der chemescher Industrie am Joer 2006 et fäerdeg bruecht - an dat ass eng vun eisen Haaptkritiken -, fir déi obligatoresch Substitutioun, dat heescht de Verbuet vun extrem geféierleche Substanzen, am REACH-Projet wäitgehend ze kippen an dat ze ersetzen duerch eng vag industriefrëndlech Formel, déi do heescht: eng Maîtrise controlée vun deene Substanze géif duergoen.

Eng „Maîtrise contrôlée", wat alles an näischt heescht. Dat Ewechfale vun där soforteger obligatorescher Substitutioun, wann aner méi sécher Alternative bestinn, ass an eisen Aen, an och an den Ae vun den ONGen a vum Public dobaussen, eigentlech en absolute Skandal. Eleng och schonn aus deem Grond ass dës REACH-Versioun keen Text, dee wierklech kéint Ëmwelt-, Gesondheets- a Verbraucherschutz assuréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, et besti sécherlech Revisiounsklauselen a Revisiounsdélaië fir REACH nozebesseren. Mä zum Beispill eréischt ab 2013, dat heescht sechs Joer no der Entrée en vigueur, soll iwwer eng obligatoresch Substitutioun vun den Endocrine-stéierende chemesche Substanzen diskutéiert an entscheet ginn. Et weess ee guer net, wéi déi Entscheedung dann do wäert ausfalen.

Obschonns haut scho führend Wëssenschaftler öffentlech, zum Beispill an der rezenter Deklaratioun vu Prag, déi vun honnerte vu Wëssenschaftler ënnerschriwwe ginn ass, grad virun de gravéierenden hormonelle Wierkunge vun dëse Perturbateurs endocriniens warnen. An och wat d'Informatiounsrechter vun de Verbraucher ubelaangt, sou bleiwen déi duerch eng Rei vu Bestëmmungen an deem Text dach relativ reduzéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt nach eng ganz Rei aner Lacunen an dësem REACH-Reglement. Wann ech op all dës Punkten hei elo géif agoen, da wär ech sécher nach eng hallef Stonn hei amgaang. Eis Konklusioun ass, esou wéi déi vun deene groussen ONGen, datt wierklech hei eng grouss Chance fir Ëmwelt a Gesondheet verpasst gouf an datt et elo leider wäert drop ukommen, fir massiv Drock ze maachen, fir datt et esou schnell wéi méiglech zu drastesche Verbesserunge vun dësem Reglement kënnt.

Eng éischt Initiativ an deem Sënn bezitt sech op déi sougenannte Kandidatelëscht vun héich geféierleche Substanzen, déi prioritär gekuckt solle ginn, well se kriibserregend, mutagen, reproduktiounstoxesch an esou viru sinn. Bis elo awer hunn déi 27 EU-Staten, déi gefrot goufen, insgesamt 16 - insgesamt 16! - vu ronn 3.000 problematesche Substanzen op déi Kandidatelëscht gesat. 16 vu ronn 3.000! An déi 16 stammen aus ganze siwen EU-Staten! A Lëtzebuerg war leider och kloer net mat derbäi. Während wëssenschaftlech geséchert Daten iwwert dës héich Geféierlechkeet mindestens scho fir 1.500 vun deene Substanzen zënter Jore bestinn, awéiwäit se zum Beispill kriibserregend sinn! Do gëtt et Date vum CIRC zu Lyon iwwert honnerte vu Substanzen, vun deene bekannt ass, datt se noweisbar kriibserregend sinn.

Dofir hunn déi europäesch ONGen hirersäits elo eng sougenannte SIN-Lëscht - SIN steet fir Substitute It Now - erausginn, déi vill méi ëmfangräich ass, mam Zil fir d'Politik dovunner ze iwwerzeegen, all déi Substanzen esou schnell wéi méiglech vum Marché ze huelen, wann Alternative bestinn oder hinnen zumindest nach just eng Iwwergangsautorisatioun ze gi vu maximal fënnef Joer, fir d'Innovatioun ze forcéieren an zu méi onproblemateschen Alternativen ze kommen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum leschte Punkt vun eiser Interventioun an zur Konklusioun: Wie vun deelweis dramatesche Schied un Ëmwelt a Gesondheet duerch Chemikalië schwätzt a vun dem noutwendege Verbuet vun esou Substanzen a vun der Entwécklung vun Alternativen, dee wëllt haut net nëmme reaktiv handelen, dee sicht och no Alternativen. A well et wéi gesot absolut net drëm geet, d'Chemie ofzeschafen, mä just eng Partie Dériven doranner, ass den Asaz fir eng drastesch Nobesserung vu REACH an engems och de Plädoyer fir eng aner Chemie, déi méi nohalteg an onproblematesch wär.

Dat ass haut scho méiglech! Et gëtt haut schonn eng ganz Partie vu méi onproblemateschen Alternativen op ganz ville Gebidder. De Mouvement fir eng méi gréng Chemie ass iwwregens ausgaang an den USA am Joer 1991, an zwar vun engem Chimiste selwer, dem Paul Anastas, Direkter vum Green Chemistry Institute, deen zesummegeschafft huet mat der amerikanescher EPA, der amerikanescher Ëmweltverwaltung, am Kontext vun der gesetzlecher Reglementéierung „Pollution Prevention Act". Schonn 1996 hat hien zesumme mat enger EPA-Kolleegin e gréisseren Artikel publizéiert ënnert dem Titel „Green Chemistry, an Overview", deen d'Basis geluecht huet vun enger sougenannter grénger Chemie.

An engem zweeten Text, deen hien 1998 zesumme mam John Warner publizéiert hat ënnert dem Titel „Green Chemistry: Theory and Practice", huet hien zwielef Prinzipië vun enger grénger, ökologesch méi kompatibeler Chemie duergeluecht, an deenen et am Résumé ënner anerem ëm Ressourcëschounung, ëm renouvelabel a biodégradabel Matières premières geet, ëm manner toxesch reaktivéierend Stoffer an ëm manner bioaccumulatif Stoffer, ëm méi onproblematesch Solvanten, ëm energetesch Effikassitéit, ëm Preventioun vu problemateschen Décheten hanneno an esou virun.

Doriwwer, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et haut ëmmer méi international Literatur, an och ONGe wéi Greenpeace zum Beispill an anerer hu schonn an deem Sënn gewierkt, fir zum Beispill bei grousse kommerzielle Chaînen op problematesch Substanzen anzewierken an op Alternativen hinzeweisen. An eng Partie vun deene grousse Chaînë sinn och schonn op déi Saachen agaangen.

Eng aner, eng méi ökologesch a gesondheetlech kompatibel gréng Chemie-Produktioun ass méiglech a muss innovativ entwéckelt ginn, och hei zu Lëtzebuerg. Eis Industrien an eis CRPe sinn an deem Sënn dobäi gefuerdert, ënner anerem och am Kontext vun der Entwécklung vun neien, zukunftsträchtege wirtschaftleche Créneauen, déi och Aarbechtsplaze fir eis Zukunft kënne schafen.

D'Zukunft läit an eisen Aen also an enger schneller an drastescher Nobesserung vum REACH-Projet op där enger Säit, mä awer och an der Entwécklung vun enger neier, méi ökologescher chemescher Produktioun op där anerer Säit.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et wär bal alles zu dësem Projet gesot, wat dozou ze soen ass.

(Interruption)

Woubäi een natierlech feststelle muss, datt d'Approchen net ëmmer déiselwecht sinn. Ech wëll, Här President, mat engem Zitat aus dem Goethe sengem „Zauberlehrling" ufänken: „Die Geister, die ich rief, die werde ich nicht mehr los." Oder esou ähnlech.

Une voix.- Dat ass net ganz richteg, mä et versteet een et.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Sënngeméiss trëfft et sécher zou. Ech mengen, dat ass dee Prozess, an deem mer dra sinn.

Ech wollt mat engem Beispill ufänken, dat ech selwer erlieft hunn. Ech sinn als Bouf scho matgaangen op d'Feld. Et ass scho laang hier. D'Dëschtele stiechen, ech weess net, wien heibannen dat matgemaach huet, mä et hat ee ganz séier Bloderen un den Hänn, et ass eng ondurren Aarbecht gewiescht. An ech erënnere mech drun, wéi mäi Papp voller Begeeschterung gesot huet: Elo hu mer eppes, wat d'Dëschtele futti mécht! An dunn ass da mat der Sprëtz iwwert d'Feld gefuer ginn, an dann hu se sech e puer Deeg duerno zesummegekrëmmt an da ware se fort. Dat war fir d'Leit deemools e risegrousse Fortschrëtt.

Dat huet sech iwwregens net nëmmen op d'Dëschtele limitéiert, mä all dat anert, wat um Weess, an der Huewer, an der Geescht d'Liewe schwéier gemaach huet. An d'Resultat war relativ séier ze gesinn. Et waren Ertragssteigerungen op eng Kéier do, well déi lästeg Konkurrenz jo net méi do war, déi ganz notabel waren.

Alles dat huet sécher zur Verbesserung, ech wëll net soe vun de Liewensbedéngungen, awer zum Développement vum Wuelstand bäigedroen, well mer an der Nahrungsproduktioun aus enger Situatioun vun Ënnerproduktioun leider an eng Situatioun vun Iwwerproduktioun komm sinn. Mä et ass jo eng grouss Diskussioun doriwwer, ob d'Mënschheet haut iwwerhaapt nach sat ze maache wär, wa mer déi chemesch Hëllefgeeschter do net hätten.

Jiddefalls, Jorzéngten duerno - well dee chemeschen Traitement op de Felder ass jo weidergaang, well jiddweree gesot huet, och souguer an de Schoulen ass deemools gesot ginn, do braucht Der keng Angscht ze hunn, well et stierft keen dobäi -, no Joren ass awer festgestallt ginn, datt zum Beispill just d'Bauerepopulatioun aachtmol méi heefeg u Lymphdrüsekriibs erkrankt ass, wéi de Rescht vun der Populatioun. Et ass och relativ sécher bewisen, datt dat duerch déi Zort vu Sprëtzmëttel komm ass.

Här President, dat Gesetz, wat mer haut solle stëmmen, bréngt eis sécher e Schrëtt virun. Et ass eng absolut Noutwendegkeet gewiescht, fir hei aktiv ze ginn. Ech géif soen, et wier méi wéi iwwerfälleg gewiescht, well et huet e groussen Impakt op eis Gesondheet.

Ech kann net aus esou engem Fundus schäffe wéi mäi Virriedner, de Kolleeg Huss, dee sécher e grousse Spezialist dodran ass, mä mir wëssen awer haut, ech mengen, et ass onbestridden, datt vill chronesch an och akut Krankheeten ouni Zweifel op Chemikalien zréckzeféiere sinn, déi relativ ongepréift, oder wann et da gepréift war, dann trotzdeem zimlech sorglos op d'Mënsche lassgelooss gi sinn, woubäi et net ëmmer einfach ass, de Bewäis ze erbréngen, datt et dohier kënnt. D'Folgen dovu si vill mënschleche Misär an domat verbonnen d'Käschte fir d'Gesondheetswiesen.

Et muss een och soen, datt et fir déi Firmen, déi déi Chemikalien hierstellen an déi frou sinn natierlech, wann de Marché gutt geet, wierklech eng Goldgrouf ass. Wann ee gesäit, wat awer haut alles vun Zivilisatiounskrankheeten eis plot! Wann ech nëmmen d'Allergië kucken, woubäi et erëm schwéier ass fir dat bis an de leschten Detail ze beweisen, datt et duerch Afloss vu Chemikalië kënnt. Mä et hu sech ganz nei Gebidder ergi fir d'chemesch an d'pharmazeutesch Industrie, fir dat, wat mat hire Produkter u Misär ugeriicht gëtt, dann erëm hallefweegs ze heelen. A wann do erëm Niewewierkunge kommen, dann hu se erëm en anert Mëttelchen, wat och erëm Geld kascht, fir dann d'Niewewierkungen ze bekämpfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat ass ganz richteg!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir sinn an engem Däiwelskrees dran. Dann och nach verbonne mat deem mënschleche Misär, deen do entsteet! Ech muss soen, Här President, wann een haut d'Doudesannoncen an den Zeitungen examinéiert - an ech maachen dat mat enger gewësser Akribie, well et mech ëmmer interesséiert, besonnesch wa méi jonk Leit stierwen, wat dann do d'Ursaach soll gewiescht sinn -, da muss een dach awer soen, datt et héich bedenklech ass, wat mer de Moment erliewen.

Wat bréngt REACH? Ech brauch dat net méi hei ze erklären, Gott sei Dank. Ech wëll dem Rapporteur bei där Geleeënheet Merci soen. Hien huet eis dat hei erklärt. Et gëtt fuerchtbar vill Substanzen, déi hei mussen och deelweis réckwierkend ënnersicht ginn. Hei ass d'Zuel vun 30.000 genannt ginn. Dat eleng weist schonn d'Envergure, well fir esou eng Substanz ze evaluéieren, do geet et jo net wéi gesot, wéi eis am Ufank ëmmer gesot ginn ass: Ma et stierft jo keen drun, da mécht et näischt. Mir wëssen, datt déi nidderträchtegst déi sinn, wou d'Wierkung eréischt no zéng oder no 20 Joer zum Droe kënnt, an dann ass et meeschtens ze spéit.

Ech ka mech de Kritike vu menge Virriedner gréisstendeels uschléissen. Ech wëll hei just een, zwee Punkten erausgräifen. Et ass jo awer net normal, datt gesot gëtt, datt déi Risike misste valablement maîtriséiert ginn, a wann dat net wär, da misst ee kënnen ofweien tëschent de sozioökonomeschen Avantagë vun där Substanz op där enger Säit, an de Risiken op där anerer Säit, wa keng Ersatzsubstanzen oder Ersatztechnologië verfügbar wären. Dat ass absolut a Contradictioun, wéi d'Chambre des Employés privés zu Recht bemierkt, mat der aktueller Législatioun iwwert d'Protektioun vun den Arbeitnehmer.

REACH spillt och net - ech mengen, den Här Huss huet et hei gesot - fir déi Substanzen, déi a klenge Quantitéite produzéiert a kommerzialiséiert an agesat ginn. An de Quantum seet jo iwwerhaapt näischt aus iwwert d'Toxicitéit, sou datt do och Risiken dermat verbonne sinn, déi iwwerhaapt net kënnen ofgewië ginn.

Wou ganz sécher e Schratt no vir gemaach gëtt, dat ass de Renversement de la charge de la preuve. Ech hunn ni verstanen, datt et duergeet - well ech de Maart vun de Chemikalien an der Landwirtschaft, vun de Sprëtzmëttel, Pestiziden e bësse verfolle-

gen -, datt eng Firma, déi dat entwéckelt, zwee Joer laang e bëssen observéiert, dann e Rapport schreift an opgrond vun deem Rapport gëtt dat dann zougelooss. Natierlech ass et eng enorm Aarbecht, fir dat alles uerdentlech ze ënnersichen: Wat fir eng Auswierkungen huet et? Virun allem wat fir eng Auswierkunge kann et hunn a Verbindung mat anere Substanzen? Well do entsti jo dann erëm Reaktiounen an et entstinn ënner Ëmstänn erëm ganz nei Substanzen.

Hei ass et elo emol esou, datt een net muss beweisen, datt dat schiedlech ass, mä déi Firma, déi d'Zouloossung gären hätt, muss beweisen, datt et onschiedlech oder wéinstens wäitgehend onschiedlech ass. Et ass wéi gesot eng Herkulesaarbecht, dat alles, bei all där Fuerschung, déi de Moment geschitt, an där neier Entwécklung, déi geschitt, an nach dat, wat mer réckwierkend mussen opschaffen. Eng Herkulesaarbecht, wou ee sech wierklech freet: Wéi soll déi Aarbecht da kënne seriö gemaach ginn? An et hätt ee wierklech de Wonsch, datt mer eng weltwäit Agentur kriten, déi dann och personell déi Moyenen hätt, datt mer op der ganzer Welt déi Aarbecht fir d'ganz Welt géife maachen.

Mir sinn alt frou, datt mer et elo um Niveau vun der Europäescher Unioun erreecht hunn, mä et ass, an do ginn ech dem Här Huss och Recht, praktesch net méiglech fir déi Aarbecht do uerdentlech ze maachen.

Här President, domat kéim ech zum Ofschloss. Mir freeën eis doriwwer, datt eis Betriber - well dat ass jo de Revers vun der Medail, besonnesch eis Kleng- a Mëttelbetriber, déi mussen hei mat där Reglementatioun ëmgoen - Hëllef fanne beim Helpdesk vum CRTE. Mir hunn dat jo och e bësse virgedroen an explizéiert kritt. Dat ass absolut positiv ze gesinn. Mir hoffen, datt déi Hëllef, déi se do kréien, och déi ass, déi se brauchen, an datt se kënne mat der Reglementatioun eens ginn, well si si jo net déi, déi déi Substanzen entwéckelen. Si sinn déi, déi mussen dermat ëmgoen, déi deelweis och d'Risiken ze droen hunn.

Fazit vu Säite vun der ADR: REACH war méi wéi iwwerfälleg. REACH ass sécher e Fortschrëtt, mä et ass ëmmer nëmmen e Kompromëss. REACH léist nach laang net all d'Problemer. Mir kënnen och hei vu Lëtzebuerg aus näischt drun änneren. Mir kënnen net méi wéi dat Reglement CE 1907/2006 hei um legislative Plang guttheeschen, a mir wëllen hei d'Hoffnung ausdrécken, datt et duerno wierklech weidergeet, well mir sinn eréischt op enger Zwëschenetapp ukomm. Ech wëll domadder soen, datt mir begréissen, datt dat Gesetz hei kënnt, mä datt mir eis och aus deene Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, wäerten enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci, an elo kritt d'Wuert den delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, fir d'éischt wéilt ech emol soen, firwat ech hei stinn an net dee responsabele Minister.

Une voix.- Mir hunn eis dat geduecht.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Voilà! Net well ech en Expert vu REACH sinn - ech mengen, mir hunn hei grouss Experten, notamment den Här Huss, den Här Negri -, mä ganz einfach, well den Här Lux krank ass a mech gefrot huet, hien den Owend hei ze ersetzen. Dir dierft also net vu mir verlaangen, e groussen Expert vu REACH ze sinn. Ech wëll awer besonnesch natierlech dem Rapporteur Merci soen an ech wëll och all deenen Intervenanten hei Merci soen.

Et ass eigentlech schued, datt esou e wichtegt Gesetz…

Plusieurs voix.- Jo, jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …iwwer esou eng wichteg Direktiv, wou ech géif soen, datt et eng vun deene wichtegsten Direktiven - mat alle Kritiken, op déi ech och nach ze schwätze kommen - vun deene leschte Joren an der Europäescher Unioun wor. An d'Preuve dervun, wéi wichteg se ass, ass emol éischtens déi laang Zäit, déi se gebraucht huet.

Effektiv war et en haarde Kampf zwëschent opposéierten Interessen: Op där enger Säit der Chemieindustrie, ganz kloer, déi annoncéiert huet, dat ass de Cataclysme, dat ass d'Enn vun der europäescher Chemieindustrie; an op där anerer Säit, ech géif soen, enger Majoritéit vu Politiker, vu Bierger, vun Organisatiounen, déi unhand vun effektiv ganz kloere wëssenschaftlechen Erkenntnisser gesot hunn, datt et absolut Zäit wier fir dee chemesche Secteur nei ze reglementéieren, andeem een all déi Geforen, reeller, potenzieller, mä déi fir ons Gesondheet, fir d'Ëmwelt bestinn, mat katastrophale Konsequenzen, dat muss ee soen, a ville Beräicher, fir dat endlech besser ze reglementéieren.

Ech bedaueren u sech, datt den Här Lux net hei steet, well ech muss soen, hien huet um iwwerhaapt Zustanekomme vun deem Kompromëss, an effektiv ass et e Kompromëss, e grousse Mérite, well zu enger ganzer Rei vu Momenter war déi Négociatioun um Kippen, war op engem Punkt ukomm, wou et eigentlech net méi virugaangen ass. An et war ënnert der Lëtzebuerger Présidence, an dank och dem Asaz vun dem Här Lux mat sengen Experten, datt eigentlech déi Négociatioun iwwerhaapt konnt ofgeschloss ginn, e puer Méint méi spéit, Enn Dezember, ënner englescher Présidence.

Nu wëll ech net, wéi den Här Huss dat elo schonn annoncéiert huet, dee Vergläich gebrauchen zwëschent dem Glas, wat hallef voll oder hallef eidel ass, mä ech soe ganz einfach, hei hu mer e wichtegen Astieg an eng aner Approche. Mir hunn en Astieg iwwerhaapt emol an deem Domän do, europawäit Kontrollen ze hunn, an d'Gefor, den Niveau vun der Gefor kënne besser ze evaluéieren an och dergéint kënne Mesuren ze huelen.

Ech mengen, iwwert d'Method vu REACH ass laang hei geschwat ginn. Ech soen awer, de Principe de précaution an esou en Text anzebauen, c'était pas une mince affaire. Ons Industriell emol ze obligéieren ze beweisen, wéi dat och elo virdru gesot ginn ass, datt eppes net geféierlech ass, an dat ze beweisen, dat ass eppes, wat a priori net ganz einfach ze erreeche war.

Ech ka mech gutt drun erënnere wéi déi viregt Ëmweltkommissarin, d'Madame Wallström, eigentlech fir e Schock ze provozéieren, sech Blutt huele gelooss huet a bewisen huet, wat mer alleguerten, net nëmme si, mä si huet e Beispill ginn, fir ze beweisen, wat mer alleguerten esou vu Substanzen, déi eigentlech net direkt zu eis passen, an onsem Blutt hunn. Dat war dee Schock, dee provozéiert ginn ass. An ech mengen duerfir ass et och méiglech gewiescht iwwerhaapt zu engem Ofschloss vun dëser Négociatioun an zu der Adoptioun vun dësem Reglement ze kommen.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, wa wierklech hei all méiglech Komplotttheorien développéiert ginn. Ech muss awer rappeléieren, datt dee Reglement no laangen a schwieregen Diskussiounen am Europaparlament, an d'Europaparlament huet hei e ganz wichtege Rôle gespilt - et wier vläicht net zu deem dote Kompromëss komm, wann den Drock am Europaparlament, net nëmmen deen negativen, mä besonnesch och dee positiven, deen an déi richteg Richtung gedréckt huet -, wann d'Europaparlament dee Rôle net gespilt hätt.

Ech rappeléieren: 529 Stëmme fir d'Reglement REACH, 98 dergéint a 24 Enthalungen, an dat an enger éischter Lecture, wou de Conseil dann deem Kompromëss zougestëmmt huet. E Kompromëss, deen d'ailleurs och vun de Lëtzebuerger als e Minimalkompromëss bezeechent ginn ass an net mat absolutem Enthousiasmus begléckt ginn ass. Mä ech muss derbäifügen, datt Europa hei awer eng Virreiderroll geholl huet, a lues a lues - et ass hei vun der internationaler Dimensioun geschwat ginn - kee méi laanscht déi Virreiderroll vun Europa kënnt.

Well et ass jo net nëmmen esou, datt mer d'Substanzen evaluéieren, de Risque dervun evaluéieren, enregistréieren op hir Geféierlechkeet, déi mer selwer produzéieren, well dat war jo eent vun den Argumenter vun der Chemieindustrie, déi gesot hunn: „Majo, da gi mer ganz einfach a China se produzéieren a mer reimportéiere se an Europa." Neen, de Reglement REACH applizéiert sech och op Produkter, déi mer importéieren. Et ass also eppes, wou Europa e Standardsetter ass, wou also déi ganz Welt sech deem lues a lues upasse muss.

Ech hu mat vill Intérêt nogelauschtert, och wat den Här Huss gesot huet, iwwert déi „gréng Chemie", an ech hu mech gefrot: „Jo, dat ass jo formidabel, dat ass jo ganz schéin. Wéi komme mer dann eigentlech zu enger «grénger Chemie»? Wéi brénge mer et fäerdeg vun där schwéierer Chemie mat all hiren Nodeeler, mat all hire Geforen, an eng Chemie ze goen, déi effektiv déi Risike besser evaluéiert, deene besser Rechnung dréit?"

Majo, et ass iwwer e Prozess wéi REACH wou mer kënnen den Astieg an esou eng Chemie fäerdegbréngen, well REACH beweist ons, datt duerch deen Drock fir alternativ Substanzen, Substitutiounssubstanzen ze produzéieren, datt déi chemesch Konzerner, déi jo eigentlech gären op hire Rente liewen, obligéiert ginn elo erëm massiv Suen an Alternativen ze stiechen, datt mer d'Recherche an Europa encouragéieren, datt mer d'Innovatioun an der chemescher Industrie encouragéieren.

An ech mengen, duerch e Reglement wéi REACH brénge mer et fäerdeg, datt op där enger Säit ons ekonomesch Interessen, déi jo besonnesch an där aktueller Kris net ze négligéiere sinn, respektéiert ginn an engem gewësse Sënn, awer net contraire sinn zu deenen ëmweltpoliteschen a gesondheetlechen Nécessitéiten. Ech mengen dat ass jo onst Zil, ze probéieren deen Équiliber ze fannen zwëschent engersäits der Ekonomie, an anerersäits der Ëmwelt an der Gesondheet. An duerfir ass dat Reglement REACH e richtegen Astieg an déi Approche, well mer ons chemesch Industrie an déi Richtung pousséieren, se obligéieren an déi Richtung ze goen.

Dat ass eng gutt Saach fir ons Gesondheet, mä et ass och eng gutt Saach fir d'Ekonomie an Europa, well, nach eng Kéier, iwwert deen do Wee si mer den Trendsetter fir d'Welt a mer weise wou déi richteg Richtung geet, a mir schwätze jo vun Ökotechnologien, mir schwätze jo dervun, datt mer eigentlech eis Ekonomie musse méi gréng maachen. An ech sinn deen Éischten, Här Huss, deen domat d'accord ass. Ech soen als lescht Wuert: Jo, REACH ass...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Dir, datt den Här Huss Iech eng Fro stellt?

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, natierlech.

Une voix.- Elo gëtt et awer schwéier.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech menge mat Ärer gudder Absicht, och mat där Aschätzung vu REACH, dat kann een diskutéieren. De Problem ass awer, dat wier wouer gewiescht, wann et gelonge wier an deem Text vu REACH wierklech de Substitutiounsprinzip obligatoresch ze verankere bei alle Produite wou Alternative scho bestinn. An dat ass awer net gelongen.

De Problem ass, datt eng Formel drageholl ginn ass vun der Maîtrise contrôlée, déi d'Industrie da selwer definéiert. An do läit einfach de Problem, datt et net ganz esou ass wéi Dir sot. Dat ass wënschenswäert, wann et esou wier, an ech géif Iech och do ënnerstëtzen.

De REACH-Prozess ass sécherlech en Astieg, do sinn ech och mat Iech d'accord, och datt deen international vu Bedeitung ass. Mä et ass net wouer, datt d'Europäer do führend sinn. Ech hunn Iech virdru gesot, datt an der Green Chemistry d'Amerikaner 1991 ugefaangen hunn an eis schätzungsweis zéng Joer viraus sinn. Trotz Bush-Regierungen, déi do waren, si se eis schätzungsweis zéng, wann net 15 Joer viraus an der Definitioun vun enger Green Chemistry. An net nëmmen an der Definitioun, mä och an der Praxis, an der Ëmsetzung.

Do gëtt et, also wann Dir Iech do informéiert, do kënnt Dir emol kucken...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Huss, mä ech hunn d'Fro nach net richteg verstanen. Mir sinn elo net an enger offener Diskussioun. Dir däerft gär eng Fro stellen.

(Interruptions)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Also ech kann Iech just soen - Dir wësst dat vläicht och, datt d'Amerikaner net esou begeeschtert ware vu REACH -, datt se souguer nogeduecht hu mat Momenter och iwwer aner Weeër, OMC an esou weider, géint d'Europäer virzegoen.

Also ech géif sécher soen, datt d'Amerikaner net ze ënnerschätze sinn, wat d'Innovatioun an esou weider ugeet, mat deem neie President, wat ech absolut ganz positiv fannen, datt dat esou ass. An ech mengen, do kënnt jo eng international Konvergenz, wann déi méiglech ass zwëschent Europa, op där enger Säit, an Amerika, an deem Beräich.

E lescht Wuert, dat ass net négligeabel, et ass gesot gi kleng Entreprisen: Mir hunn och iwwer REACH eng gewësse Vereinfachung vun de Prozeduren. Mir hunn eigentlech 40 verschidde Regelen ersat duerch ee Reglement, wat jo och fir méi kleng Entreprisen a fir d'Transparenz iwwerhaapt vun deene Methoden eng positiv Saach ass.

Elo hunn ech eng Fro gestallt kritt vum Här Berger, wann ech mech richteg kann erënneren, dee freet, wat fir eng Verwaltung zoustänneg ass. Bon, dat ass vläicht e Problem, deen net definitiv gekläert ass. Ech géif soen, momentan geet et drëm, datt verschidde Verwaltungen enk mateneen zesummeschaffen, souwuel de Ministère de l'Économie, dee jo säin Institut des Normes huet, op där enger Säit, an d'Ëmweltverwaltung.

Ech mengen, wa sech do Problemer maachen, wou esou Substanze géifen identifizéiert ginn oder fonnt ginn am Commerce, da géifen déi Verwaltungen zesummeschaffen. An ech kéint mer och virstellen, datt och de Ministère de la Santé esou e Rôle géif spille bei Produiten, déi méi am pharmazeuteschen oder esou engem Beräich sinn, fir da schnell kënnen ze reagéieren.

Als Konklusioun soen ech: Effektiv, REACH ass en Astieg, REACH ass perfektibel a muss och verbessert ginn. Et sinn do Rendez-vousë geholl. Loosse mer REACH eng Chance ginn an, ech géif soen, loosse mer der Agence zu Helsinki eng Chance ginn. Loosse mer och dem Konsument eng Chance ginn, fir seng Stëmm kloer ze exprimëieren. Ech mengen de Konsument muss jo och an déi richteg Richtung drécken.

Dobäi wollt ech awer och nach corrigéieren, datt dat, wat Dir gesot hutt vun ONGen, e bësse méi nuancéiert ass, well souguer eng ONG wéi Greenpeace huet och déi positiv Säite vu REACH identifizéiert. Sécher och hir Schwächten. Och d'Gewerkschaften hunn notamment de Principe de précaution, vun deem mer hei geschwat hunn, als e Fortschrëtt ugesinn.

Duerfir, fir Lëtzebuerg e wichtegt Gesetz, eng wichteg Direktiv fir Europa, eng vun deene wichtegsten, déi an der leschter Zäit adoptéiert gi sinn. An ech géif soen eng Direktiv, déi och an déi Richtung weist, wou mer musse goen, wou Ekonomie an Ekologie net kënnen opposéiert ginn, mä eigentlech zesummen eng besser Gesellschaft a besser Liewenskonditioune musse produzéieren.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem delegéierten Ausseminister Merci an d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. De Vote ass muer am Laf vun der Sitzung.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. E Mëttwoch kënnt d'Chamber erëm um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.44 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Mercredi, 18 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Roger Negri*

2. Interpellation de M. Alexandre Krieps sur les grossesses chez les jeunes filles et les avortements
- *Exposé: M. Alexandre Krieps (dépose une résolution, une motion et une documentation)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, Mme Colette Flesch, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (dépose une documentation)*
- *Motion 1: M. Ben Fayot, Mme Colette Flesch (vote sur la question préalable: proposition Fayot adoptée)*
- *Résolution 1: Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch, M. Xavier Bettel, M. Alexandre Krieps, M. Ben Fayot, Mme Lydie Err, M. Gast Gibéryen, M. Alexandre Krieps, M. François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Michel Wolter, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Ben Fayot (vote: résolution rejetée)*

3. 5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994
- *relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses*
- *modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses*

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner. Den honorabelen Här Negri huet allerdéngs der Chamber eng Matdeelung ze maachen. Dofir kritt hien elo d'Wuert.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

1. Dépôt d'une proposition de loi

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll heimat eng Proposition de loi deponéieren, fir eng nei Budgetsarchitektur anzeféieren, wou de Budget net méi an der Logik vum Moyen, mä an enger Logik vu Resultater opgestallt gëtt. Dobäi soll méi eng grouss Transparenz geschafe ginn duerch d'permanent Evaluatiounsmechanismen, déi et domat der Chamber erlaben, hirer Kontrollfunktioun nach méi gerecht ze ginn, fir d'Effikassitéit vun de Statsfinanzen ze optimiséieren.

D'Proposition de loi baséiert op dem Kontabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999, dat ech proposéieren, an 19 Artikelen ze modifizéieren. Domat, Här President, wëll ech Iech meng Proposition de loi iwwerreechen a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Wann ech gelift.

- Proposition de loi N°6016 visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ech ginn dem Här Negri Akt vum Dépôt vun där Proposition de loi, déi an d'legislativ Prozedur ageleet gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum éischten an eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour haut de Mëtteg. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Alexandre Krieps iwwert d'Schwangerschaft an d'Ofdreiwe bei jonke Meedercher. Den honorabelen Här Alexandre Krieps huet d'Wuert.

2. Interpellation de M. Alexandre Krieps sur les grossesses chez les jeunes filles et les avortements

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Déi zwee Sujete vun de Mëtteg, vun de Schwangerschafte bei den Teenageren ass e ganz seriöe Problem an der Gesellschaft, awer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, europawäit an haaptsächlech weltwäit, well mir gesinn an den Drëttlänner, wou dat richteg epidemesch Ausmoosse kritt. Et ass natierlech kloer, dass ech mech net wäert beschränken op d'Avortementer bei deene jonke Meedercher, mä och iwwert d'allgemeng Avortementer wäert schwätzen.

Gëschter Owend, wéi ech an der Kiche souz, ganz spéit, hunn ech mer dann, heiansdo maachen ech eng Paus, d'„Lëtzebuerger Wort" ergraff an dunn hunn ech op der drëtter Säit en Titel gesinn, do stoung: „Fristenlösung". An dunn hunn ech gemengt, da brauch ech de Moien net méi ze schwätzen. Mä et war jo d'kommunal Flächennotzung op der drëtter Säit gëschter am „Wort", an niewendru stoung natierlech en aneren Titel:...

Här Schneider, Dir kënnt laachen, mä esou ass et.

(Hilarité)

...„Die falsche Spur". Ech hat dat net gelies, niewendrun. Mä, dat gesot, Här President, mengen ech, dass dat do e Sujet ass, wou hei eng Chape de plomb säit Jorzéngten drop läit,...

Une voix.- Très juste!

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- ...an et gëtt elo Zäit fir e bëssen dorunner fréckelen ze goen.

Wéi ech de 6. Mäerz 2007 d'Regierung interpelléiert hunn iwwert dës Sujeten, dat heescht viru méi wéi zwee Joer, wosst ech natierlech net, dass d'honorabel Lydie Err zwee oder dräi Deeg méi spéit eng Proposition de loi géif ënnerbreeden iwwert de Volet Avortement.

De 27. Januar 2007 war e Séminaire zu Miersch vun enger ganzer Rei Organisatiounen, déi sech ëm e Sujet bekëmmert hunn, Kanner als Elteren, an dat ass am Mee 2007 am „Forum"- eng Zeitung, där hir Lecture ech recommandéieren - ernimmt ginn. Do waren e puer ganz interessant Bäiträg vun der Madame Rodesch-Hengesch, Ombudswoman fir d'Rechter vum Kand, där hir Aarbecht ech ëmmer hei begréissen, an interessant Sujeten och traitéiert duerch den Här Mill Majerus. Deen ass jo net suspekt, bei ons an der Partei ze sinn.

Une voix.- Neen!

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- An dat war ganz interessant, wat deen do geschriwwen huet.

Aner Saache waren, do kommen ech herno drop zréck, net esou ganz seriö ze huelen. Et waren och an der Terminologie Saachen, déi mer opgefall sinn. Et ass geschwat gi vu Schwangerschafte bei mannerjährege Mammen. Mamm gëtt een eréischt, wann een entbonnen huet. Do muss een och an der Terminologie heiansdo oppassen. Dat war also en Terme impropre.

Meedercherskanner sinn et an der Gesellschaft säit eh und je ginn. An de Stigma vun engem Meedercherskand ass hautdësdags net méi esou schlëmm wéi an de 50er Joren nach, well Dir musst wëssen, dass souguer an onsem Ländche 50, 60% vun de Kanner hors mariage gebuer ginn. Dofir ass dat guer net méi esou schlëmm. An och bei souguer méi jonken Elteren ass dat net méi esou wichteg.

Wat ech nach wollt soen heizou: Ech hu mech baséiert op zwou aner Zäitschréften, eng aus mengem Fach, „British Medical Journal", kuriéiserweis och aus dem Februar 2007. Do schreiwe se vun der neier „Battle over abortion". Well, wou zéie mer de Stréch? Well an England, muss ee wëssen, ass d'Fristeléisung 24 Wochen, wat och en désagréabele Sujet ass. Mä ech kommen herno dorobber zréck.

Eng drëtt Publikatioun, déi ech Iech all un d'Häerz leeën, déi kënnt vun der Ostküst aus Amerika, „Atlantic Monthly". Do war och am Mee 2007 en Artikel iwwert „The Sanguine Sex". Dat ass ganz d'Erfahrung vun de Leit, déi avortéiert hunn an de 50er, 60er Joren, wou dat nach littéralement e Carnage war.

Mir wësse säit Adam an Eva, dass déi wichtegst Besoinen am mënschleche Liewen d'Léift sinn, d'lessen an e gesécherten Daach iwwert dem Kapp. Onauswäichlech ass natierlech den Trieb zu der Sexualitéit, der Fortpflanzung, an och dem Doud. D'aktiv sexuell Aktivitéit fënnt ëmmer méi frél statt, bei de Meedercher speziell. Mir wësse jo, dass d'Jongen an allem méi lues sinn. 15% vun de Meedercher ginn un, dass se mat 14 Joer eng sexuell Relatioun haten. 75% vun de Meedercher ginn un, dass se mat 17 Joer eng sexuell Aktivitéit hunn.

Déi Leit vu menger Generatioun kënnen nëmmen dovunner dreemen. Mir sinn déi Zäit mam Vëlo gefuer, mir si Sport maache gaang. A mir sinn natierlech an eng Schoul gaang, wou keng Mixitéit bestanen huet. Mir haten am Kolléisch och ni eng weiblech Enseignante. Dat ass et guer net ginn.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Mä op alle Fall, zu den „teenage pregnancies" hu mir elo säit zéng Joer plus ou moins 80 plus ou moins zéng Meedercher vun 18 Joer oder manner, déi schwanger ginn a schwanger bleiwen, an dovu sinn der awer 40% ënner 16 Joer. Da muss een derbäizielen, dass nach 30 Meedercher, mannerjähreger, offiziell avortéieren. Dat muss een och soen. Dat ass och eng konstant Zuel.

Wat sinn d'Ursaachen oder d'méiglech Ursaachen?

Déi méi frél optriedend Menstruatioun ass schonn zitéiert ginn. Ech hu meng Bedenken do. D'Influenz vun de Medien? D'Teenzäitschréft „Bravo" an all déi Opklärungen. Ech weess net, wéi Dir all opgeklärt si gitt. Ech sinn an d'Schoul gaangen. Ech sinn opgeklärt ginn. Dat war nach de Blütenstaub an de Blütenstengel an ech weess net wat.

(Hilarité)

A wéi mäi Papp mech wollt opklären, dat war fir hie genausou penibel wéi fir mech.

(Interruption et hilarité)

Hien hat fir d'éischt mäi Brudder erageruff an du mech duerno. An ech muss soen, ech sinn erausgaangen, ech hat näischt verstanen.

(Hilarité)

An hien och net. Hien och net! Mä dat muss een esou gesinn, an de 50er, 60er Jore war dat net anescht.

Une voix.- Kee Wonner, wann e Gesondheetsminister war!

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- De Problem... Jo, fir d'Gesondheet huet e vill gemaach. Awer fir ons Gesondheet e bësse méi. D'sexuell Opklärung ass an der Schoul an an de Familljen total defizitär. Dat ass haut nach esou. Do ass näischt drun ze réckelen.

Aner Theorië soen, dass et duerch besser Ernährung vun de Meedercher ass. Dat hunn ech hei an deem „Forum" gelies. An et wäre Sexualhormonen am Drénkwaasser. Dat sinn Theorien, déi ech net gleewen. Ech hunn op alle Fall gemierkt, dass am Méidenger Drénkwaasser där net vill sinn, well ech hunn dovunner näischt gemierkt.

(Hilarité générale)

An ech weess net, ob Sexualhormoner am Drénkwaasser de jonke Meedercher Feier an d'Eeërstäck maachen. Ech gleewen dat net.

(Interruptions)

Mir gleewen awer, dass déi jonk Meedercher, déi eng Relatioun aginn, dat éischter maachen aus Misère affective. Déi wëlle sech un e Jong bannen a festhalen. Ech mengen, et ass also eng Aart vu Gebuergenheet, déi een am Fong an der Gesellschaft net soll ënnerschätzen.

Ech weess och hei am Land, ech hat mer am Ufank d'Fro gestallt, ob an de sozialen Originen Ënnerscheeder sinn tëschent onsen ethnesche Minoritéiten, onsen Ausländer hei zu Lëtzebuerg. Laut der Madame Rodesch-Hengesch ass dat net ginn, well et ass fifty-fifty Lëtzebuergerinnen an Ausländerinnen. Dofir, kommt mer gi keng Communautéite stigmatiséieren! Sécher wäre mer frou, wann déi Zuele géife genau analyséiert ginn, an och de soziale Background, dass dat analyséiert gëtt mat deene Leit, well do

kënnt et jo oft vir, dass dee Problem vu Generatioun zu Generatioun geet.

An da verlaange mer, dass d'Preventioun hei elo definitiv spille gelooss gëtt. Mäi Kolleeg Marco Schroell huet hei viru siwe Joer op dëser Tribün gefuerdert, dass bei deene jonke Meedercher ënner 21 Joer d'Contraceptioun soll erëmbezuelt ginn. Ech widderhuelen déi Fuerderung hei nach eng Kéier. De Marco Schroell, mäi Frënd, huet dat viru siwe Joer hei reklaméiert!

An da wëlle mer och net natierlech, dass déi jonk Männer, an déi méi eeler Männer, déi sech u méi jonke Meedercher verginn, ongeschueren ewechkommen an nëmmen d'Meedercher de schwaarze Péiter opgedréckt kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Mir mussen hei Ziler setzen, dass mer déi Zuel erofkréie vun deenen 80 plus ou moins zéng Schwangerschafte bei jonke Meedercher.

Wat een nach muss soen, dat ass, de Problem vun der Preventioun, deen ass fundamental, a schwanger gëtt een natierlech nëmmen duerch de Sex. Et si vill Leit, déi stéiere sech net drun, dass ee schwanger gëtt, mä si stéiere sech drun, dass hir Duechtere sexuell Aktivitéit entwéckelen. Ech mengen, dat muss een och analyséieren, an ech mengen, eng seriö Opklärung ass keng Mummentréischterei.

Also, nach eng Kéier: Mir bestinn net op Drénkwaasseranalysen, mä mir bestinn op sozial ofgeséchert Analysen, an dat wär wichteg.

D'Schoulmedezin, wéi ëmmer, huet hei e grousse Rôle, an ons Jugend, déi verdéngt, dass mer ons ëm se bekëmmeren. Dat ass fir den éischte Volet. Doriwwer ass net vill méi ze soen, d'Preventioun an esou, sozial Fuerschung, dat ass wichteg. Och dee Sujet hu mer laang genuch virun ons gedréckt, ouni e wëllen an d'Aen ze kucken, an et gëtt elo Zäit, dass mer dee Sujet ophuelen.

Deen zweete Volet vun där Interpellatioun, do gräifen ech dann e bësse méi wäit aus, iwwert déi Problematik. Ech hu virdru gesot, d'Avortementer an dësem Land, déi leien net méi oder manner héich wéi am Ausland. Mat Ausnahm vu Groussbritannien, wou mer eng Epidemie hu vun Avortementer. An dësem Land hu mer 5.600 Gebuerten, oder 5.375 Gebuerten d'Joer, an et gëtt allgemeng unerkannt um Kontinent, dass op véier Liewechgebuerten een Avortement kënnt. Da kënnt Der Iech jo ausmolen, dass mir an dësem Land tëschent 1.000 an 1.400 Avortementer d'Joer hunn!

Mä mir hu se net an dësem Land, well mer keng legal Basis hunn a mer d'Leit dann exportéieren, wéi mer dat gäre maachen, an Holland oder a Belgien oder an Nopeschlänner.

An dann hu mer eppes, wat d'Madame Err richteg gesinn hat, mir hunn eng sozial-ökonomesch Diskriminatioun von deene Leit, déi sech Avortementer am Ausland leeschte kënnen, an anerer, déi sech dat net leeschte kënnen. Ech hunn als jonke Medezinstudent ufanks de 70er Joren erlieft an engem Néphrologieservice, wou ech sechs Méint war, wéi déi septesch Avortementer, déi bei deene jonke Fraen eng Nécrose tubulaire vun de Niere provozéiert hunn, dass se 30 Deeg net méi konnte Waasser loossen, a wou se Septicémie, Bluttvergëftunge gemaach hu mat Gielzecht, an déi nëmme gerett si ginn duerch d'kënstlech Nier, an no 30 Deeg erëm ugefaangen hu Pippi ze maachen.

Ech hunn dat erlieft ënner engem richtege Gott, e richtegen Hugenott, de Charles Mion, Professer, deen 1960 beim Professer Scribner zu Seattle d'kënstlech Dialys geléiert huet, ee vun deenen Éischten, an deen och ni eng Selektioun gemaach huet op sozial-ökonomeschen Niveauen. Mä do hate mer déi Zäit dräi, véier Insuffisances rénales aiguës fir ee Posten Dialys, an da kënnt Der Iech virstellen, dass déi dräi, déi net geholl si ginn, condamnéiert waren.

Ech hunn déi Saach materlieft. Ech hunn deemools och gesinn an den ufanks 70er Joren hei an onsem Ländchen, wou mer richteg Gangen hate vun Engelsmécherinnen, och an der portugisescher Communautéit, wou septesch Avortementer an d'Maternité komm sinn, wou, wéi d'Madame Rodesch-Hengesch an hirem Artikel schreift, d'Strécknolen um Wierk waren!

Glécklecherweis hu mer déi Situatioun manner hautdësdags! Mä dat ware schrecklech Situatiounen.

An de mëtt 70er Joren ass dunn d'Diskussioun ugaang, fir e bëssen d'Avortementer hei am Land ze regelen. Et muss ee soen, dass am Mémorial de 6. Dezember 1978 - e Mémorial, deen ech recommandéieren, well do war och d'Reform vum Divorce dran -, do hunn eelef Ministeren a Statssekretäre vun der Regierung Thorn deemools déi Loi vum 15. November ënnerschriwwen. Dat war remarquabel. Do waren der dräi mindestens drënner, déi all Sonndeg an d'Kierch gaange sinn. An ech félicitéiere retrospektiv de Grand-Duc Jean, deen dat Gesetz deemools sanktionéiert huet, wat jo haut anscheinend méi schwéier soll sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- An dann, an deem Intitulé vun deem Gesetz, wann Der dat gutt kuckt, do war betreffend d'Éducation sexuelle, zweetens Prévention de l'avortement clandestin! Dat seet jo scho villes. An drëttens, d'Réglementation vun der Interruption de la grossesse. Do stoung guer näischt dra vun der Interruption volontaire de grossesse an esou. Also, et ass schonn eng Evolutioun an de Gedanken.

Ech hunn och nach hei e Blietchen, et gëtt ze laang, Här President, fir Iech dat virzeliesen, wat d'Réglementatioun a Westeuropa an an Osteuropa ass. Dat ass exzessiv interessant. Ech ginn herno dem President eng Kopie.

Mä dat Gesetz vun 1978 huet elo méi wéi 30 Joer an ass einfach net méi zäitgeméiss, ob een dat wëllt oder net. Et gëtt elo aus purer Mënschlechkeet, aus mënschlechen Ursaachen Zäit, fir dass mer dat ajustéieren. Mir brauchen en neit Gesetz, an der Madame Err hir Propositioun ass e Raster, fir dat kënnen ze maachen.

Mir sinn an der Demokratescher Partei grosso modo mat deem Gesetzprojet d'accord, mir hunn e puer Nuancen, Ënnerscheeder. Mir sinn also fir eng Fristeléisung, an net méi fir eng Indikatiounsléisung.

Mir wëllen och haut net diskutéieren iwwert den Ufank vum Liewen a wéini, wat, wou geschitt, well Dir wësst jo och an de Relioune si grouss Ënnerscheeder iwwert den Ufank vum Liewen. Am Judaismus, do fänkt d'Liewe vill méi spéit u wéi an dem kathouleschen Enseignement.

Mir diskutéieren haut och net iwwert d'Spéitofdreiwungen. Dat war elo an Däitschland e ganz groussen Débat. Et ass an England souwisou schonn een. Do sinn och vill gedeelter Meenungen. D'Échographien, déi beweisen net ëmmer dat, wat verschidde Pro-life-Aktiviste wëllen, an och net Prochoice. Also, mir mussen der Fra de Choix loossen. Mir wëllen, dass d'Fra de Choix kritt.

An dann, mir wëllen awer, dass si och virdru Contraceptioun ugebuede kritt. Mir gleewen och net, well dat ass ni bewise ginn, dass d'Berodung, déi soll wuel ugebuede ginn, mä wann eng Fra manner wéi zwielef Woche schwanger ass, däerf si ënner Ëmstänn dat net unhuelen, déi Berodung, well et ass ni bewise ginn, dass déi Berodung en Impakt op d'Entscheedung vun der Fra huet; dat steet néierens.

Diskutabel sinn déi Troubles mentaux oder Depressioune bei Fraen an der post-avortiver Phas. Dat muss een natierlech analyséieren. Mä an all deene Länner, an dat ass dat, wat wichteg ass, wou den Avortement geregelt ginn ass, geet d'Zuel vun den Avortementer erof - ausser an England, wéi ech lech gesot hunn. An déi Zuel geet erof, déi geet souguer an der drëtter Welt erof, wann Der d'Artikele vun der Organisation Mondiale de la Santé kuckt.

Um Kontinent hei si mir natierlech an de Statistiken net esou gutt, well d'Collecte des données net esou gutt fonctionnéiert. A mir wëlle vläicht och d'Iddi vun der heile Welt propagéieren. Dofir musse mer där Hypocrisie och endlech en Enn setzen an d'Frae verdeedegen. D'Frae bludde scho ganz oft am Liewen, a mir wëllen awer net, dass se zu Doud bludden.

Wat ech hei nach soe wëll: Ech félicitéiere mengem Frënd, dem Carlo Wagner, well deen 2001 den RU486 hei am Land zougelooss huet. An ech félicitéieren och dem aktuelle Minister Di Bartolomeo, deen d'Pilule du lendemain erlaabt huet an an där Schinn virugefuer ass. Dat ass - loosse mer soen - eng Drëps op e waarme Steen. Mä dat ass wéinstens dat.

A leschtlech: Ech gleewen, dass d'DP eben der Madame Err hir Proposition de loi ënnerstëtzt. A mir bieden d'Regierung, elo séier déi do Saach an de Gréff ze huelen, vir oder no de Wahlen, mä ech gleewen net méi, dass et an der nächster Legislatur duergeet, fir do ze soen, et steet net am Koalitiounsprogramm, well da muss ech lech erëm eng Lëscht vun zéng Projete virliesen, déi och net an dem Koalitiounsprogramm stoungen. An ech bieden heimadder de Minister vun der Gesondheet, dass e fir d'Gesondheet vun deene Frae suergt, déi an där schwiereger Situatioun sinn. Mir brauchen also e Gesetz aus Grënn vu Mënschlechkeet.

Ech déposéieren, Här President, nach zwee Blieder hei fir Iech. Dat Éischt ass eng Resolutioun vun der Chamber. Et ass eng prozedural Fro, well d'Madame Err hat de 14. Mäerz 2007 hir Proposition de loi un d'Regierung verwisen an un de Conseil d'État a si huet bis haut keen Avis kritt. Do hätt d'Regierung sechs Méint Zäit gehat, fir en Avis ofzeginn. Mir hunn elo am drëtte Joer ugefaang. Dat ass also e Problem, fir dass d'Kommissioun vun der Chamber sech där Saach unhëlt, Här President. Dat wär eng Resolutioun un d'Chamber.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la proposition de loi de l'honorable Madame Lydie Err portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse (N°5701) a été déclarée recevable et transmise au Conseil d'État et au Gouvernement en date du 14 mars 2007;

- considérant l'article 60 du Règlement de la Chambre des Députés qui stipule qu'après expiration du délai prévu à l'article 59 si le Gouvernement n'a pas pris position, la commission saisie examine la proposition de loi pour en faire rapport à la Chambre;

- constatant que ce délai de six mois est révolu depuis le 14 septembre 2007;

décide que

- conformément à l'article 60 du Règlement de la Chambre des Députés la Commission de la Santé examine dans les meilleurs délais la proposition de loi susmentionnée pour en faire rapport à la Chambre.

(s.) Alexandre Krieps, Eugène Berger, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, Colette Flesch, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter.

Dann hu mer nach iwwert den nämlechte Sujet eng Motioun un d'Regierung, dass se dee Problem elo ugeet an dat Gesetz vun 1978 nei opleet. An da breet Consultatioune mécht. Net de Kapp an de Sand stiechen. Well dat ass ganz geféierlech fir déi Leit, déi an deenen Noutsituatioune sinn. An ech recommandéieren Iech nach eng Kéier, déi heiten Artikelen ze liesen. Da kritt Der Tréinen an d'Aen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la proposition de loi de l'honorable Madame Lydie Err portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse (N°5701) a été déclarée recevable et transmise au Conseil d'État et au Gouvernement en date du 14 mars 2007;

- considérant l'article 59 du Règlement de la Chambre des Députés qui stipule que le Gouvernement dispose d'un délai de trois mois, avec possibilité de demander un délai supplémentaire de trois mois, pour prendre position au sujet d'une proposition de loi déclarée comme recevable;

- constatant que la prise de position gouvernementale au sujet de la proposition de loi susmentionnée de l'honorable Mme Lydie Err n'a à ce jour pas encore été communiquée;

invite le Gouvernement à

- prendre d'urgence position au sujet de la proposition de loi de Mme Lydie Err portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse.

(s.) Alexandre Krieps, Eugène Berger, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, Colette Flesch, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Déi nächst Riednerin ass d'honorabel Madame Martine Stein-Mergen vun der CSV.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun huet elo grad mat Bedauere festgestallt, wat fir Lacunen de Confrère Krieps a senger Erzéiung an a senger Opklärung um eegene Leif erlieft huet. Ech kann awer versécheren, dass ee vum Fréckelen - well dat huet en ons jo haut ugekënnegt - net schwanger gëtt.

Mir schwätzen haut iwwer e Problem, deen eis Gesellschaft schonn zënter laangem beschäftegt an eis och nach viru beschäftege wäert: Ongewollt Schwangerschaft bei jonke Meedercher an déi oft doraus resultéierend Konsequenz vun engem Avortement.

Mir schwätzen hei vun enge ronn 100 jonke Meedercher, offiziell Zuele gëtt et, wéi den Här Krieps och gesot huet, net. Laut Rapport 2005 vum ORK waren et der 2005 87, déi all Joer an deem Fall sinn. Dat sinn déi bekannte Fäll. Mir ginn awer dovunner aus, dass et eng méi héich Donkelziffer gëtt.

Ongewollt Schwangerschafte kommen an all soziale Schichte vir. Jidderee vun ons, dee selwer jonk war, dee selwer Kanner huet, ka mat esou engem Fall konfrontéiert ginn. D'Madame Sarah Palin aus den USA kann och e Liddchen dovunner sangen.

Wa mer vun enger ongewollter Schwangerschaft schwätzen, ass natierlech kloer, wat schifgelaf ass: d'Sexualerzéiung an d'Contraceptioun. E weiblechen Zyklus huet 28 Deeg an eng Fra ass während ongefeier zéng Deeg fir eng Schwangerschaft empfänglech. Et kann dach net esou komplizéiert sinn, engem jonke Meedchen dat ze erklären. D'Geleeënheet dozou bitt an éischter Linn d'Elterenhaus. A wa mer dervun ausginn, dass déi Generatioun Mammen, deenen hir Meedercher haut am Fall kéinte sinn, eigentlech schonn hätte misse selwer opgeklärt sinn, da kéint een eigentlech dorauser folgeren, dass dat deene betraffenen Duechtere kee Buch mat siwe Sigelen dierft sinn.

Elo wësse mer awer all, dass dës Gespréicher tëscht Mamm an Duechter oder tëscht Papp a Fils e méi oder wéineger normaalt Elterenhaus an e gewëssent Vertrauensverhältnis viraussetzen, wat natierlech net an all Fall ginn ass. Mä do si jo nach aner Erzéiungspersounen, déi amstand misste sinn, dëse Meedercher weiderzehëllefen. Sexualerzéiung ass säit ganz ville Joren Deel vun onsem Schoulcurriculum an zwar schonn an der Primärschoul. D'Schoule si ganz kloer mat an d'Verantwortung eranzehuelen, an eigentlech och all eenzel Léierpersoun, déi oder déi net dëst Elementarwësse vermëttelt.

Elo schéngt et awer esou ze sinn, dass d'Sexualerzéiung am Sënn vun deem, wat mer fréier emol Opklärung genannt hunn, an der Schoul systematesch net stattfënnt. Dat ass en onhaltbaren Zoustand. D'Léierpersonal ass offensichtlech net amstand oder iwwerfuerdert oder bereet am Kader vun deene Coursen, wou dat virgesinn ass, senge Schützlinge kloer an däitlech ze erzielen, wéi dat mat deem Kannerkréien do geet oder wéi et eben net geet, wann een net wëllt. Dat muss sech änneren, an zwar dréngend.

Deen Drëtten an der Rei, dat ass een, deen et zwar bei ons gëtt, deen awer leider kee systematesche regelméissege Kontakt zu enger Famill an all hire Memberen huet. Nämlech den Hausdokter. An England an an Holland, wou den Hausdokter de Gérant vum Dossier médical ass, steet och hien an dëser Flicht. Contraceptioun a Schwangerschaftsverhiddung sinn eng vu sengen Aufgaben.

Mat där ganzer Panoplie vu Verhiddungsmethoden, déi ons zur Verfügung stinn, ass et haut méi einfach wéi jee, net enceinte ze ginn. Déi bekannste Method ass jo d'Pëll, déi et der 68er Generatioun zäitgerecht erlaabt hat, nieft hiren anere Revolutiounen och eng sexuell Revolutioun ze erliewen. 21 Deeg d'Pëll, siwen Deeg ouni. Dat ass eng Sécherheet vu bal 100%. Eng Pëll kascht haut als Générique dräi bis véier Euro de Mount. Dat sinn zwou Béchse Cola.

Gradesou sécher, mä e bësse méi deier sinn d'Patchen an den NuvaRing, déi mat därselwechter hormoneller Method schaffen, awer et deene méi Vergiesserlechen erlaaben, net mussen un hir Pëll ze denken.

Schliesslech gëtt et nach déi reng progestativ Method wéi eng Sprëtz all dräi Méint oder en Hormonstérilet. Och dës Methode sinn haut vill a Gebrauch. An deen iwwerhaapt net méi wëllt drun denken, dee léisst sech en Implanon asetze vu sengem Dokter, do ass e fënnef Joer laang virun enger Schwangerschaft geschützt fir ganz 150 Euro.

Ech wëll elo hei näischt verkafen, Här Minister!

Wann een ongeschützte Kontakt hat a sécher wëllt sinn, dass et zu kenger Implantatioun kënnt, da gëtt et d'Pilule du lendemain, wou och besonnesch mir Medeziner an der Urgence vun Zäit zu Zäit sollicitéiert ginn - och de Planning familial -, well een nëmmen 72 Stonnen Zäit huet nom Kontakt fir se ze huelen. Si ass awer am Prinzip och fräi an den Apdikten ze kréien. Et brauch een also net ze consultéieren. Si kascht manner wéi zéng Euro.

Aus all dëse Méiglechkeete misst eigentlech all jonk Fra sech no där entspriechender Berodung hir Method eraussiche kënnen. A genau hei ass et, wou mer de Problem mussen ugoen, well da kënnt et net eréischt zu enger ongewollter Schwangerschaft an engem Zäitalter, wou d'Contraceptiounsméiglechkeeten enorm vielfälteg a sécher sinn.

Wa mer dann awer vu Geld schwätzen oder geschwat hunn, hu mer an der CSV d'Fro gestallt, ob een d'Constraceptiver fir Jonker bis zu engem gewëssenen Alter net soll gratis maachen, esou wéi dat jo schonn deelweis mat der Pëll beim Planning familial oder Kondome bei der Aidsberodung geschitt. Mir géifen esou eng Initiativ op alle Fall ënnerstëtzen.

Dass et also zu ongewollte Graviditéite kënnt, ass dorop zréckzefeieren, dass déi real Opklärungslag haarsträubend schlecht ass. Ech kann hei och a vill aus menger berufflecher Erfahrung schwätzen. Wann ee sech emol amüséiert, fir a Jugendzäitschréften oder Internetforen nozeliesen, wéi eng Froe Jonker esou beschäftegen, da stinn engem d'Hoer zu Bierg. Do sinn esou Froe wéi: „Ginn ech schwanger, wann ech mäi Frënd këssen?“, oder: „Bei der éischter Kéier ka jo näischt passéieren“, gang und gäbe. A genau hei musse mer intervenéieren.

Mir mussen ons Opklärung däitlech verbesseren a méi der Praxis upassen. Eng reng steril Opklärung, wou de Kanner erkläert gëtt, wéi de weiblechen Zyklus an déi männlech Spermatogenese fonctionnéieren, bréngt an onsen Aen näischt. Froen, déi onerfueren Teenager beschäftegen, sinn éischter praktescher Natur. Ech wëll lech elo kee Bild hei molen. Et ass jo unzehuelen, datt mir hei all opgeklärt sinn, mä Dir wësst, wat ech mengen.

Dowéinst musse mer eis froen, wéi mir d'Opklärung an de Schoule kënne verbesseren, wéi eng Persoune mat wéi enger Formatioun dës Coursen amstand sinn ze halen, wéi een déi wierklech Problemer vun der Jugend kann erfaassen an hinnen och déi richteg Äntwerte ginn.

Et geet bei dëser Aufgab och a virun allem dorëm, eng Verantwortung iwwer hire Kierper ze vermëttelen, an dat fir Meedercher a Jongen. Op engem Jugendforum hei an der Chamber war zum Beispill eng Joffer der Meenung, dass Verhütung keng Saach vun hirem Partner wier, mä hir eleng, an déiselwecht Joffer huet och gemengt, dass ee méi einfach misst kënnen ofdreiwen, well d'Pëll jo schliesslech der Gesondheet géif schueden. Vu Préservatifen hat hatt anscheinend nach ni eppes héieren.

Dat kann et dach awer net sinn an enger Zäit, wou d'Jugend sech net nëmmen enger ongewollter Schwangerschaft aussetzt, mä och dem Aids an aneren ustiechende Krankheeten. An enger Zäit, wou national an international Organisatiounen an och all öffentlech Plazen net midd ginn ze priedegen, dass ee sech och scho bei engem eenzege Kontakt mat Aids kann ustiechen, an net, wéi eng vun deene Joffere sot: „Ech huele jo d'Pëll, da kann ech keen Aids kréien.“ An enger Zäit schliesslech, wou ee säit 35 Joer kämpft, eng gläichberechtegt Relatioun tëschent Mann a Fra hierzestellen, a wou de männlechen Deel ganz kloer amgaangen ass, all Responsabilitéit un de weibleche Partner ofzeginn.

Mir däerfen also an där ganzer Diskussioun dëse Sujet net vergiessen, a wann et nëmmen eppes ass, wat mer musse vermëttelen, dann ass et einfach de Rappel vun där éischter Roll, déi de Préservatif ze spillen huet a firwat dass en erfonnt gouf, nämlech déi, eng Schwangerschaft ze verhënneren. Hei musse mer ons Jugend verstäerkt sensibiliséieren.

Dëst ass och e Grond, firwat ech déi aktuell Campagne vum Planning familial net kann ënnerstëtzen an och mam beschte Wëllen net kann novollzéien. Bei dëser Campagne gëtt d'Ofdreiwung als Contraceptioun mat anere Methode promulguéiert. Mam Slogan „Oui ou non, c'est mon choix“ mécht eng jonk Fra quasi Reklamm fir d'Ofdreiwung. Ech fannen, et ass relativ verantwortungslos, fir jonke Meedercher ze suggéréieren, dat wier esou einfach!

Éischtens emol gëtt hei d'Problematik vun de Geschlechtskrankheeten duerch ongeschützt Rapporten iwwerhaapt net thematiséiert. Da gëtt gemaach wéi wann d'Ofdreiwen eng Alternativ zu den übleche Contraceptife wier. Mä wou si mer dann?!

Ech hunn d'Gefill, dass déi Leit, déi dës Campagne ausgeschafft hunn - ech wëll elo guer net vum schwangere rosae Regierungsléiw schwätzen -, absolut keng Ahnung hunn, wat fir en Impakt eng Ofdreiwung op eng jonk Fra kann hunn, souwuel um physesche wéi um psychesche Plang. Dës Campagne verharmlost d'Ofdreiwung a vermëttelt de Message, dass d'Contraceptioun an d'Protektioun beim Geschlechtsverkéier net esou wichteg sinn, well ee jo duerno ëmmer nach kann ofdreiwen.

Si vermëttelt weiderhin, gewollt oder ongewollt, d'Opfaassung, dass eng Schwangerschaft nëmmen d'Saach vum weibleche Partner ass. Dat genee seet ons d'Meedche mat där cooler Kap a mam schwangere Regierungsléiw. An dee ganze Schwaachsënn do, dee verantwortungslose Blödsinn, am Sënn vun: „Mäi Kierper gehéiert mir“, dee gëtt dann och nach mat öffentleche Mëttelen ënnerstëtzt, déi de Gesondheetsministère zur Verfügung stellt.

(Interruptions)

Dat ass an den Ae vu menger Fraktioun e Skandal.

(Interruptions)

Une voix.- Abee jo!

Une autre voix.- Wat seet de Poopst dozou?

(Interruption et hilarité)

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Et ass ganz kloer fir ons.

Une voix.- Widderhuelt et awer!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Soll ech et nach eng Kéier widderhuelen?

Plusieurs voix.- Jo. Nach eng Kéier.

M. le Président.- Kommt! Wien nogelauschtert huet, deen huet ganz gutt verstan. Ech géif d'Madame Stein bieden, weiderzefueren.

(Brouhaha)

Une voix.- Jo, dann hu mer manner Schwieregkeeten, fir et an de Compte rendu ze setzen, Här President.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, dat misste verschidde Fraktioune sech zu Häerz huelen.

(Interruption)

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Ech ginn lech direkt mäi Script mat der Plaz, wou et steet.

(Hilarité)

Et ass ganz kloer fir ons...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, ech wëll soen, Här Interpellant,…

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- …mir féiere keng Debatt hei iwwert de Compte rendu.

(Hilarité)

Mir kënnen déi allerdéngs féieren, mä da féiere mer se ganz breet gespreet, géif ech lech wëlle soen. Sou, elo fiert d'Madame Stein virun.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Et ass ganz kloer fir ons, dass ee kee kann zu enger Schwangerschaft zwéngen, esou wéi dat an engem Haut-EU-Land de Fall war, wou duerno déi ongewollte Kanner zwar fir eng gutt Nativitéitsstatistik gesuergt haten, soss awer an e miserabelt Liewen entlooss goufen.

Et kann awer op där anerer Säit och net sinn, wéi gesot, dass Ofdreiwung zur Banalitéit gëtt, esou wéi dat och an enger Rei osteuropäesche Länner de Fall war an zum Deel ass, wou Fraen, wa se da wollten e Kand hunn, op eng Dosen där Ofdreiwunge konnten zréckblécken a sech gewonnert hunn, dass dat Wonschkand, wat se dunn awer eng Kéier wollten, net direkt den éischte Mount, wou ee probéiert huet, och esou gelongen ass. Ech hat där Patientinnen!

Der CSV hir Optioun ass kloer: Mir wëlle virun allem ongewollte Schwangerschafte verhënneren, ier aner Froe sech stellen.

Eng ongewollte Schwangerschaft ass e Problem vun der Gesellschaft, wann och an der Envergure kee Gesellschaftsproblem. Si däerf net tabuiséiert ginn. Mä d'Madame Igniti huet de Moien, net méi spéit wéi de Moien um Radio vu véier bekannte Fäll am Joer 2008 geschwat. Et soll een de Problem och net iwwerdramatiséieren.

Et ass virun allem en individuelle Problem vun der Fra oder vun der Koppel, an d'Approche dofir sollt net déi mat deem décke Mëschtgreef, mä mat Nuancen an där néideger individueller Empathie sinn. Et schéngt mer kloer, dass déi Leit am Planning familial méi mat dëse Fäll konfrontéiert sinn, wéi aner Cabineten oder Dokteren. Grad dofir misste si dostoe fir eng individuell Prise en charge, déi och de Suergen, virun allem awer dem Wuel vun der Patientin oder der Koppel no der Ofdreiwung Rechnung dréit.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Maache se déi Prise en charge dann?

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Ech erläuteren dat elo, Madame Brasseur. Si fonctionnéieren e bësse wéi op enger Insel. Si schaffen zwar mat enger Rei Gynäkologen zesummen. Et wier awer fir d'éischt, dass ee géif héieren, dass si mat den Hausdokteren oder aner Uspriechpartner vun de Patienten eng Kollaboratioun hätten. Nëmmen esou kéint een awer eng global Prise en charge vun de Fäll garantéieren an eng Fënster opmaachen op d'Zukunft vun de Patientinnen.

Ech fannen dat jo komesch, et gehéiert eigentlech zur Anamnèse beim Dokter, dass een d'Patientin no hire fréiere Schwangerschafte freet. An déi allermeescht erzielen och fräizügeg vun hire fréieren IVGen, Interruptions volontaires de grossesse. Ech hunn awer nach ni eng gehat, déi sot, si hätt ongewollte Kanner. Also kann dat dach mat der Onméiglechkeet ofzedreiwen net esou dramatesch sinn. Ech zielen heizou och meng Patientinnen aus de Randgemeinschaften.

An der Praxis gëtt vill méi ofgedriwwen, wéi mer et iergendwou an offizielle Statistike fannen, och ganz dacks net hei am Land. An engem Land an der Gréisst vun onsem ass dat net emol ganz onnatierlech. Souguer wa mer e schwéiert liberaalt Ofdreiwungsgesetz hätten, wéi Eenzelner hei am Haus sech et jo och wënschen, géife wahrscheinlech vill Fraen, jonker a manner jonker, dach anzwousch anescht ofdreiwe goen, fir hei net opzefalen oder erkannt ze ginn. D'Sich no Diskretioun ass a ville Fäll bestëmmend a menger Meenung no justifiéiert. Deem Facteur musse mer mat Rechnung droen, wann et zu enger Reform vum Ofdreiwungsgesetz kënnt.

Sou eng Reform ass wuel fälleg. Dobäi däerf et awer eben net drëm goen, d'Ofdreiwung zur legaler Verlängerung vun der Contraceptioun mat anere Mëttelen ze maachen, mä als gravë medezineschen Agréff ze definéieren, deen ënner bestëmmten Ëmstänn nun eemol net ze vermeiden ass, an da muss en am rechtssécheren an am medezinesch proppere Raum stattfannen. Iewescht Prioritéit vun der Politik muss et sinn a bleiwen, Ofdreiwungen ze verhënneren.

Ech wéilt nach eng Kéier soen, dass et mech a meng Fraktioun revoltéiert, dass mat öffentleche Gelder eng Campagne finanzéiert gëtt, déi den Androck vermëttelt, esou eng Ofdreiwung wier eppes, wat all Fra op d'mannst misst eng Kéier erlieft hunn. Ofdreiwung ass net Bungeesprangen. Et ass eppes, wat ee ka verhënneren a wat ee muss probéieren ze verhënneren, andeems op eng Verhiddung vun ongewollte Schwangerschafte gesat gëtt.

Tabue briechen, ass eng Saach. Ech erënneren un déi Campagne, wou virun 20 Joer an enger däitscher Zäitschréft eng ganz Rei vu bekannte Fraen iwwert hir Ofdreiwung erzielt hunn, quasi gebeicht zu där Zäit, déi deemools vill Wand gemaach huet. De Confrère Krieps huet och am Horrorkabinett vu viru 40 Joer erëmgekromt. Säithier sinn awer 20 Joer an d'Land gaangen. An Däitschland sinn d'Ofdreiwungsziffere réckleefeg, an dat huet wuel och domat ze dinn, dass eben den Zougank zu Verhiddungsmëttele sech drastesch verbessert huet an hir Benotzung zur Normalitéit ginn ass. Dat ass bei ons jo net anescht.

Et ass am Fong traureg, dass mir am Joer 2009, an enger Zäit, wou d'Mëttelen zur Verhënnerung vun ongewollte Schwangerschaften an dësem Deel vun der Welt am Iwwerfloss zur Verfügung stinn, nach mussen eng Debatt wéi déi heite féieren. Mä et schéngt, wéi wann an onser iwwersexualiséierter Gesellschaft vill ze wéineg Jonker wéissten, wat dann déi eigentlech Suite vu Geschlechtsverkéier ass. Si ginn tatsächlech un de Billercher an an de Filmercher och net wierklech thematiséiert. Et ass deemno un der Politik, zur Kenntnis ze huelen, dass den Opklärungseffort muss verstäerkt ginn an dass mer all déi Hiewelen, déi mer kënnen a Bewegung setzen, musse besser notzen, fir an Zukunft ongewollte Schwangerschaften ze verhënneren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wann ech zréckdenken un d'Debatt, déi mer an dëser Chamber haten am Juli 1978, da weess ech och, dass deemools d'Emotiounen héich Gewalt haten an dass et eng ganz disputéiert Diskussioun wor.

Mir haten deemools dräi Projeten oder Propositions de loi virun ons leien: eng Proposition de loi vum honorabelen Här Wehenkel vun 1972, déi eng einfach Fristeléisung wollt. Mir haten eng Proposition de loi vum honorabelen Här Werner. Dat wor eng Propositioun, déi ech géif bezeechnen als Protection de la vie naissante. A mir haten e Projet de loi vun der Regierung, deen e Kompromëss wor deemools vun der deemoleger Regierung a vun der deemoleger Majoritéit, wat eng Indikatiounsléisung wor.

Wann ee vun Ufank vun de 70er Joren d'Debatt an dësem Land verfollegt hat, da wosst een, dass an deem Moment an der öffentlecher Meenung keng aner Léisung méiglech wär. Et hätt ee fir eng einfach Fristeléisung deemools keng Majoritéit fonnt, weder an der Chamber nach an der öffentlecher Meenung. Dofir wor dee Kompromëss deemools ganz revolutionär. Deen ass deemools ganz wäit gaangen, an ech mengen, all déi vun ons, déi deemools deen Text matgestëmmt hunn, sinn och nach houfreg dorop, dass mer deemools dee Schrëtt gemaach hunn.

Här President, deen Text vun 1978 huet guer net Propaganda fir den Avortement gemaach. Deen Text huet guer net den Avortement als e Moyen zur Régulation des naissances ageféiert oder zur Contraceptioun. Ech wor iwwregens ganz interesséiert an opmierksam, wéi d'Madame Stein elo hei op dëser Tribün plädéiert huet bei der Contraceptioun fir d'Pëll. Si ass also dem Poopst e grousse Schrëtt viraus!

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Well de Poopst, deen ass souguer géint d'Pëll an dee mengt, d'Abstinenz wär dat eenzegt Mëttel, wat een do misst uwenden.

(Interruption)

Also, wann d'Spriecherin vun der CSV esou e grousse Schrëtt gemaach huet, da mengen ech brénge mer et vläicht och fäerdeg am Laf vun de Joren, se ze iwwerzeegen, dass se missten nach e Schrëtt méi maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech soen nach eng Kéier, de Sënn vum Gesetz vun '78 wor net den Avortement als eng Institutioun ze introduzéieren. Et wor och net eng Obligatioun.

M. le Président.- Madame Flesch, entschëllegt, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Stein?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Majo selbstverständlech.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt d'Madame Riednerin just froen, ob se der Meenung ass, dass mer fir de Poopst hei schwätzen oder fir d'CSV-Fraktioun?

Une voix.- Ooohhh!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Majo, Här President, d'CSV-Fraktioun schwätzt och fir d'CSV-Fraktioun, schwätzt och fir d'CSV-Majoritéit. Mä ech hunn a menge laange Joren an dësem Haus och alt schonn erlieft, dass d'CSV fir de Poopst geschwat huet.

(Hilarité)

An dat hunn ech net esou gutt fonnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech kommen elo awer op mäin Thema zréck. Also, den Avortement ass keng Obligatioun. Den Avortement ass '78 dépenaliséiert ginn ënner gewësse Konditiounen. Den Avortement bleift ëmmer e Choix fir déi Fra, déi mat där Fro konfrontéiert ass. An, Här President, et ass keen einfache Choix!

Et soll kee mengen, dass eng Fra dat einfach esou iwwert sech ergoe léisst. Dat bedéngt jo en Agréff an hir Intégrité physique. Dat ass net eppes, wat de gaieté de cœur gemaach gëtt. Dat ass en Akt, dee poséiert gëtt vun engem Mënsch, deen an enger Zwangssituatioun ass, dee keen Auswee méi weess an deen aus psycheschen, mënschlechen, medezineschen Ursaache keen aneren Auswee weess. An en Avortement ass ëmmer en Traumatissem a bleift net ouni Folgen op deen, deen dat iwwert sech muss ergoe loossen.

Den Avortement ass en echte Problem fir 50% vun der Mënschheet. A 50%, déi 50%, déi am meeschten doriwwer schwätzen, dat sinn der, déi mat deem Problem guer net konfrontéiert sinn. An dat sinn déi, déi am Laf vun de Joren an de Jorzéngten an de Jorhonnerten ni eppes direkt domadder ze dinn haten.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Also, et ass eng ganz grave Saach. An et soll een dat net op d'liicht Schëller huelen.

Et ass also e Choix. En Avortement ass och ëmmer en Échec. Well et bedeit, dass et keng aner Léisung gëtt, an dass déi Persoun, déi dee Choix hëlt, eben an eng Enk eragedrängt ass an da keng aner Issue gesäit, wéi do dee Choix ze huelen.

Ech mengen, Organisatioune wéi de Planning familial hunn am Laf vun de Jorzéngten an dësem Land ganz vill geleescht, fir d'öffentlech Meenung am Zesummenhang mat där Problematik weiderzebréngen. An ech wor, ech muss soen, e bësselchen iwwerrascht, wéi ech gemengt hunn an der Interventioun vun der Madame Stein ze héieren, dass déi Attacken, déi sengerzäit géint den Dokter Marie-Paule Peffer geridde si ginn an de 70er Joren, haut nach en Echo fannen a gewësse Rechtskreesser.

Ech bedaueren dat, well ech mengen, d'Madame Dokter Peffer huet eng formidabel Aarbecht gemaach. An déi Leit, déi hir Relève geholl hunn, féieren dat weider, a mir solle se ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, 1978 ass dat Gesetz gestëmmt gi mat deem, wat mer konnten dee Moment fäerdeg bréngen. Entre-temps sinn iwwer 30 Joer an d'Land gaang. D'Gesellschaft zu Lëtzebuerg huet sech geännert. D'Gesellschaft an der Welt an an Europa huet sech geännert. A villen Nopeschlänner sinn entre-temps aner Gesetzgebunge komm, déi vill méi wäit ginn a vun deene mir ons sollen inspiréieren.

Déi honorabel Madame Err huet eng Proposition de loi 2007 déposéiert, mat där muss ech soe mir gréisstendeels d'accord sinn an déi mer quant au fond total approuvéieren. Mir hu vläicht déi eng oder déi aner Nuance, déi an der Diskussioun muss zum Ausdrock bruecht ginn.

Mä, Här President, mir bedaueren, dass déi Proposition de loi, déi virun zwee Joer eragereecht ginn ass, keng Suite kritt huet um Niveau vun der Regierung. An d'Regierung ass opgefuerdert, eng Positioun zu enger Proposition de loi ze huelen. Si huet dräi Méint dofir a si kritt och nach dräi Méint weider. Et wonnert mech, dass d'Regierung et net fir néideg fonnt huet, eng Stellungnahm ze huele vis-à-vis vun der Proposition de loi vun der Madame Err. Dat ass dat, wat den Artikel 59 vun onsem Reglement virgesäit.

Den Artikel 60 gesäit vir, dass, wann d'Regierung keng Stellung hëlt, déi zoustänneg Kommissioun sech soll an dësem Haus mat där Proposition de loi beschäftegen. Och dat ass net geschitt, well d'Majoritéit et net wollt.

Ech ka mer virstellen, dass et net ons sozialistesch Kolleege woren, déi deemools a bei deem Sujet op der Brems souzen. Ech ka mer virstellen, wien op der Brems souz. Mä et gëtt Zäit, dass mer d'Gesetz vun '78 op de Métier huelen an et adaptéieren un déi Konditiounen, déi haut an onser Gesellschaft gëllen.

Dofir, Här President, huet mäi Kolleeg, den honorabelen Här Krieps, déi Motioun an déi Resolutioun erabruecht, a mir géifen ons freeën, wann déi géife kënnen eng grouss Zoustëmmung an dësem Haus fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä, Madame Flesch, et ass och schonn Zäit tëschent 1999 an 2004 vergaang.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Et wor och Zäit vun 1999 bis 2004.

(Brouhaha général)

Här President, sécher wor Zäit vun 1999 bis 2004. Mä do sinn aner Gesetzer och gemaach ginn. Notamment ass fir d'éischt an där Regierungsperiod d'Partenariatsgesetz gemaach ginn. Dat wor och e Schrëtt an en...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Si hate keng Zäit!

(Brouhaha et hilarité)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech weess net, ob keng Zäit wor,...

Une voix.- Mä kee Wëllen!

Mme Colette Flesch *(DP).*- ...mä souguer, Här President, souguer...

Une voix.- Et huet jo och 800 Joer gedauert!

Mme Colette Flesch *(DP).*- ...wann dat '99 bis 2004 net geschitt ass, dann ass dat net flott. Mä wann et vun 2004 bis 2009 net geschitt, wou mer fënnef Joer méi wäit sinn, dann ass et condamnabel! Dann ass et condamnabel!

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, d'autant plus, Här President,...

M. le Président.- Madame Flesch, loosst Iech net vum Här Minister provozéieren!

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'autant plus, Här President, dass d'Proposition de loi vun der Madame Err vun 2007 ass. Also, d'Regierung '99/2004 konnt keen Avis ginn zu enger Proposition de loi, déi eréischt 2007 komm ass.

(Brouhaha)

Une voix.- Ah, esou gesitt Der et!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Si hätt et awer kënne maachen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dës Regierung, Här President, ass direkt konfrontéiert gi mat der Proposition de loi vun der Madame Err a si huet et net fir néideg fonnt, iwwerhaapt dozou eng Stellungnahm ofzeginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Also, ne mélangeons pas les torchons et les serviettes!

Här President, ech wëll domadder ofschléissen. Ech wëll en Appel un all ons Kolleegen hei an dësem Haus riichten, fir déi Motioun an déi Resolutioun ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Err.

(Interruption et hilarité)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg kréien - an dat wësse mer - Kanner Kanner, an hei zu Lëtzebuerg dreiwe Kanner och of. Zum Beispill waren dat am Joer 2000, esou kënnt et aus dem Bericht vum ORK eraus, zu Lëtzebuerg 87 Kanner, déi Kanner kritt hunn, a 37 Avortementer vu mannerjährege Meedercher.

Duerno, an déi Donnéeë komme vum Planning, an et fält Iech op, dass mer keng offiziell Statistiken hunn: 2007 hu sechs Fraen oder Adolescenteën - wéi seet een dat? - jonk Meedercher vu manner wéi 16 Joer Kanner kritt, an 30 jonk Meedercher vu manner wéi 20 Joer hunn ofgedriwwen. 2008 war et ongeféier d'selwecht, mä et ass keng Oplëschtung jee no Mannerjähregkeet oder Groussjähregkeet.

Mä de Skandal ass am Fong deen, dass mer net emol wëssen, wat zu Lëtzebuerg lass ass, datt mer dat, wat mer wëssen, duerch Organisatioune wëssen. Mir hunn also keng Statistiken, mir kennen nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg, an ech mengen, dass, wann een d'Envergure vun engem Problem net kennt, et ganz schwéier ass, mat deene richtege Mëttelen dorun erunzegoen.

Duerfir géif ech mir erlaben, d'Interpellatioun vun honorabelen Här Krieps hei auszedehnen net nëmmen op d'Ursaachefuerschung vun deem trauregen Tatbestand, dee mer kennen, mä och fir d'Fuerderunge vu Statistiken iwwert d'Dokteren zum Beispill - anonym natierlech, aus deenen Ursaachen, déi mir kennen - a seng Interpellatioun mat eranzehuelen.

Ech denken och, dass ee kéint nach, wann déi Ursaachefuerschung gemaach gëtt, wat ech wierklech wichteg géif fannen, well och wann ee mat gesondem Mënscheverstand un déi Problematik do erugeet, ass et relativ schwéier festzestellen, firwat déi Zifferen esou katastrophal sinn, nodeem mer déi sexuell Revolutioun zënter bal 50 Joer hunn. Déi schéngt awer un eiser Jugend vun haut spurlos eriwwergaangen ze sinn.

Eigentlech ass et fir mech onverständlech, dass déi Opklärung, déi méiglech wär fir Contraceptioun utilement op allen Niveaue vun der Schoul, firwat déi net gemaach gëtt oder net genuch gemaach gëtt, an ech wäert duerno ganz kuerz nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Vläicht läit et - an dat ass ganz bescheide meng perséinlech Meenung iwwert déi Problematik, déi den Här Krieps opwerft - un enger Orientéierungslosegkeet u Schwieregkeete mat Bezéiungen, aus deenen eraus eng vermeintlech Zuflucht gesicht gëtt an enger débridéierter Sexualitéit, déi an der Öffentlechkeet omnipresent ass, déi net explizéiert gëtt, an an déi Jugendlecher einfach riskéieren, esou wéi an Drogen, Alkohol oder aner Ofhängegkeeten, an eng onvirbereeten an onpreparéiert Sexualitéit eranzegoen, bei deenen Ufänger an der Matière sech sécherlech kënne verbrennen. An déi Zuelen, déi mer zu Lëtzebuerg virleien hunn, déi beweisen dat.

Zënter 2001, et ass ugeschwat, ass ënnert dem Gesondheetsminister Wagner d'Pëll vum Dag duerno - fir et emol am normale Sproochgebrauch ze soen - agefouert ginn. Ech mengen awer och, datt et wichteg ass ze soen, dass zënter där Regierung duerno och munches geschitt ass.

Wann och net dat geschitt ass, wat ech perséinlech mir gewënscht hat, esou ass fir mech jiddefalls déi Tatsaach, dass 2005 den aktuelle Gesondheetsminister déi Pëll vum Dag duerno an d'Vente libre an den Apdikte ginn huet, sécherlech e Schrack an déi richteg Richtung. Och wann et kloer ass, dass eng Contraceptioun virum sexuelle Verkéier sécherlech vill besser wär wéi eng Hëllef, eng Verleeënheetsléisung, déi duerno kënnt, well eben d'Contraceptioun net stattfonnt huet.

Schwéier schéngt mir ze sinn, déi Zuelen, déi een héiert an aus deene geschat gëtt, dass net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä a Westeuropa en général esou vill Avortementer vun net erwuessene jonke Meedercher komme wéi Naissancë passéieren. Wa mer wëssen, dass mer ongeféier 140 Naissancen zu Lëtzebuerg hu vu mannerjährege Kanner pro Joer, dann heescht dat, dass mer och 140 Avortementer vu jonke Fraen hätten. De Planning huet awer, wat jonk Fraen ubelaangt, nëmme 37 Demanden, dat heescht, dass mer eng Donkelziffer hunn, déi 100 Leit d'Joer befänkt, an ech fannen, dass dat eleng en Element ass fir weiderzegoe wéi do, wou mer entre-temps ukomm sinn.

D'Problematik, wéi se besteet, an d'Ausland ze exportéieren, ass wierklech net déi gutt Manéier, dat wësse mer alleguerten, an dat ass am Fong ganz einfach doduerch ze erklären, a mir haten elo en eminent Beispill virun der Madame Flesch hei op der Tribün, fir dorop ze beharren, dass d'Transparenz net dat Bescht ass fir e Problem unzepaken. Et ass kloer, dass eng Gesellschaft, déi e liberaalt, dat heescht, eng Fristeléisung a Matière vun Avortement huet, domadder net seet, dass soll méiglechst vill avortéiert ginn. Den Zweck vun esou enger Gesetzgebung ass évidemment, an dat ass d'Positioun vum Planning - an et ass wierklech eng Provokatioun fir de Contraire hei op der Tribün ze behaapten -, fir duerch e fräiwëllegen an e legalen Accès zum Avortement d'Zuele vun Avortementer esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Et ass och kloer, dass e liberaalt Avortementsgesetz net d'Zuel vun den Avortementer an d'Luucht hieft, awer och net d'Zuel vun de Kanner erofsetzt. Au contraire ass bewise ginn, dass an den Nordlänner, wou liberal Gesetzgebunge bestinn, d'Fraen am Duerchschnëtt méi Kanner op d'Welt setze wéi an eisem Land, wou den Avortement nach ëmmer haaptsächlech an der Clandestinitéit exercéiert gëtt.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech denken duerfir, dass et wichteg a positiv ze bewäerten ass, déi Campagne, déi de Moment vum Planning familial gefouert gëtt, an ech hunn net par hasard deenen hir Spéngel hei un, déi d'Erregnis vun der Madame Stein ervirgeworf hunn. Ech denken, dass et gutt ass, dass et indispensabel ass, dass mer an enger Gesellschaft wéi eiser eng Institutioun hu wéi de Planning, deen ëmmer do mam Fanger weist, wou et wéideet. An och wann et ville Leit net an de Krom passt, muss ee vun Zäit zu Zäit der Wourecht an d'Gesiicht kucken.

De Planning familial mat där Campagne, déi iwwregens vun hirer Parteikommerodin aus dem Familljeministère finanzéiert gëtt, an net vum Santésminister, läit richteg, andeem dass se seet: E Kand oder kee Kand, wann ech wëll, wéini ech wëll, virbereet natierlech; Sexualverkéier, wann ech wëll, ënner Konditiounen, wou ech wëll, an och eventuell de Mariage, wann ënnert deene Konditiounen, wou ech wëll. All déi Selbstbestëmmungsursaachen, déi dës Campagne beinhalt, si positiv ze bewäerten, a si sinn och duerfir ze begréissen.

Et ass och sécherlech wéinst der Existenz vum Planning an zesumme mat där Proposition de loi, déi ech hei virgeluecht hunn, wou verschidden Elementer passéiert sinn, déi als positiv ze bewäerte sinn, och da wann d'Législatioun u sech net liberaliséiert ginn ass. Éischtens duerch d'Vente libre vun der Pëll vum Dag duerno. D'Leit brauchen also net méi bei den Dokter ze goen, si kënnen an enger Apdikt sech dat Medikament verschafen, wa si mengen, hir Contraceptiounsmëttele wieren inexistent oder net sécher genuch ageplangt gewiescht.

Den Agrément vum Planning, dat ass bis elo hei nach net gesot ginn, huet de Planning kritt am Februar dëst Joer, fir iwwer Medikamenter Avortementer am Planning kënnen ze maachen duerch déi Tatsaach, dass se eng Konventioun mam CHL kritt hunn, an ech denken och, dass déi praktesch gratis Distributioun vu Préservatifen an de Schoulen als positiivt Element ze wäerten ass.

Si gi leider nach net duer, mä déi Schrëtt, déi hei gemaach gi sinn an deene leschte Joren, si sécherlech verschidde Schrëtt an déi richteg Richtung, déi een zwar net kënnen ewechtréischten iwwert dat, wat mer nach net hunn, mä déi op jidde Fall awer e valabelen Ersatz duerstellen, deen einfach nach muss just komplettéiert ginn.

Zwee Sätz zur Ofschléissung. Meng Prioritéiten an dëser Debatt wären, ausser deem, wat den Här Krieps an d'Madame Flesch hei gesot hunn a wat ech net nach eng Kéier widderhuelen, dass mer mussen den Accent ënner egal wat fir engen Ëmstänn op d'Éducation net nëmme sexuelle, mä och affective leeën, an zwar zënter der Spillschoul.

Ech maachen dorop opmierksam, dass et Spezialisten, dass et Gruppe gëtt vu Leit, déi iwwer eng Sprooch, déi de Kanner zougänglech ass, en l'occurence iwwer e Marionettentheater sexual Opklärung maachen, an ech denken iwwer esou wichteg Froe kann een net fréi genuch ufänken opzeklären.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'finanziell Ofsécherung, an dat ass meng zweet Prioritéit, vun deenen Instituter, déi zu Lëtzebuerg deen néidegen Know-how hunn, déi Virreideraarbecht geleescht hunn, déi déi Campagne hei lancéiert hunn an déi all Joer erëm musse fäerten, iwwert de Wee vun de staatleche Subventiounen hiren Aktivitéitsberäich reduzéiert ze kréien, während déi Zuele vun de Jugendlechen, déi Kanner

kréien plus ou moins ongewollt oder plus ou moins ongewollt ofdreiwen, beweisen, dass et néideg wär, déi Institutiounen hei méi wäit ze ënnerstëtzen, fir eben och kënnen déi Éducation sexuelle op allen Niveauen, wou et néideg ass, auszebreeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Krieps wëllt haut méi spezifesch op den Aspekt Preventioun vun de Grossesses involontaires bei jonke Meedercher agoen. E freet dann och fir seng Fraktioun eng Etüd iwwert déi eventuell sozial Ursaache vun engersäits Schwangerschafte bei jonke Meedercher, anerersäits Ofdreiwunge bei jonke Meedercher. An et läit mir wierklech vill dorun ze ënnersträichen, datt et schwéier ass am jëtzege Moment a mat där Législatioun, déi mir am Moment hunn, fir Statistiken opzesetzen, déi aussoend wären, virun allem bei den Ofdreiwunge vun ongewollte Schwangerschaften.

Ongewollt Schwangerschafte geschéien an alle soziale Schichten an och bei all Alter. Déi Statistiken, déi erhuewe ginn, si meeschtens déi, déi mir am Planning familial erëmfannen. De Planning betreit notamment, a Gott sei Dank gëtt et en - woubäi ech elo net weess, ob Gott sei Dank dat richtegt Wuert ass -, eng Rei vu jonke Meedercher a Fraen, déi ongewollt schwanger gi sinn an déi wëllen dës Schwangerschaft ofbriechen.

Praktesch all Fra fënnt dofir de Wee bei de Planning, an de Planning huet och an all dëse Joren alle jonke Meedercher an alle Fraen an dësem dramatesche Fall onwahrscheinlech weidergehollef. All dës jonk a manner jonk Frae kruten duerch de Planning hire Liewensoflaf erëm an de Gréff a konnten hiert Schicksal selwer an de Grapp huelen.

Oft sinn doduerch - an dat wëll ech hei ënnersträichen, nodeem, wat hei och gesot ginn ass - dramatesch relationell, emotionell, psychesch a séilesch Problemer évitéiert ginn, déi virun allem déi betraffe Fraen an eng ganz schwiereg Situatioun bruecht hätten; Situatiounen, déi si eleng hätte misse meeschteren a wou et an all dëse Fäll vun de betraffene Frae kloer war, datt si déi net konnte meeschteren. Bis elo war et esou, datt de Planning all dës concernéiert Klientinnen an d'Ausland geschéckt huet, huet misse schécken.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass och gewosst, datt hei zu Lëtzebuerg mat där Législatioun, déi mir haut hunn, nëmmen en Deel vun de betraffe Fraen an de Planning ginn, fir Hëllef ze froen. E relativ héije Prozentsaz, vläicht nach eng Kéier esou vill wéi déi Zuelen, déi am Planning répertoriéiert gi sinn, vu betraffe Fraen a jonk Meedercher kréie vun engem Dokter gehollef, am Fall vun enger ongewollter Schwangerschaft, an och do erëm - Gott sei Dank - gëtt et déi Dokteren, déi op d'Noutsituatioun vun de Fraen aginn.

Tëscht der concernéierter Clientèle, déi an de Planning geet, an der Clientèle, déi sech Hëllef bei engem Dokter siche geet, do gëtt et en Ënnerscheed vun enger sozialer Herkunft. An do besteet och eng Ongerechtegkeet, déi aus der Welt muss geschaf ginn an déi nëmmen an onsen Aen duerch eng Revisioun vun onser sexistescher an ongerechter Législatioun kann ewechgeholl ginn.

Eng net kleng Zuel vun Avortementer gi vun den Doktere gemaach. Si ginn als Curetage ausgeschriwwen an dann och an deem Fall vun der Gesondheetskeess rembourséiert. Dës Zoustänn sinn Hëllefsaktiounen, déi sech am Laf vun de Joren entwéckelt hunn, fir mat där aktueller Législatioun zurechtzekommen. Et ass net gutt fir de Planning, dee seng Klientinnen net ka selwer betreien, obwuel si ëmmer bis elo Dokteren a spezialiséiert Dokteren haten. Et ass net gutt fir deen eenzelnen Dokter, deen enger Fra wëllt an hirer Noutsituatioun hëllefen, dëst awer meeschtens op eng getarnt an ontransparent Manéier muss maachen.

An et gëtt och Dokteren, an dat muss och emol hei gesot ginn, déi an dëser Noutsituatioun vu Klientinne profitéieren, fir notamment e finanziellen Avantage erauszeschloen, an och dat geschitt regelméisseg, an dat ass net gutt fir de Ruff vun den Dokteren.

Et ass awer virun allem, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, skandaléis, wéi déi betraffe Fra an dëser dramatescher Situatioun behandelt gëtt. Si selwer entscheet net iwwer sech. Si selwer ass enger Entscheedung ausgeliwwert, op en Urteel vun enger drëtter Persoun, déi jugéiert, ob si an enger Noutsituatioun ass oder net. An dat ass einfach inadmissibel.

Eng Fra ka bis déi zwieleft Schwangerschaftswoch avortéieren, wann hir psychesch an hir physesch Gesondheet gefährdet ass. All Fra, déi ongewollt schwanger ass, befënnt sech an enger psychescher Noutsituatioun - all Frau! An all Fra huet eleng d'Konsequenze vun dëser ongewollter Situatioun ze droen. Et ass also un hir ze décidéieren, wéi si wëllt virugoen. An dozou zwou Bemierkungen.

Éischt Bemierkung: Ze mengen, oder souguer ze fäerten, wa mer en Avortement zu Lëtzebuerg géifen ënner klore Bedingunge liberaliséieren iwwert de Wee vun enger Fristeléisung, géif méi avortéiert ginn, ass glat falsch. D'Zuel vun den Avortementer gëtt just méi transparent, well d'Konditiounen dëst dann emol endlech erlaben.

Zweet Bemierkung, en Avortement ass kee Verhütungsmëttel, a keng Fra, och kee jonkt Meedche gesäit dat esou. En Avortement, dat ass och schonn hei gesot ginn, ass ëmmer en Agréff u sech selwer, deen ee sech net gewënscht huet a mat deem een net gerechent huet. Et ass eng ultimativ Méiglechkeet, säi Schicksal am Gréff ze behalen.

Wéini mir elo zu Lëtzebuerg à l'instar vu villen Nopeschlänner oder EU-Länner endlech e respektvollt an transparent Avortementsgesetz kréien, woen ech net hei anzeschätzen. Aus onser Siicht op alle Fall ass et kloer, datt d'Politik an dësem Dossier gefuerdert ass, an et ass och un der Politik derfir ze suergen, datt all Mënsch, all Fra, all jonkt Meedchen iwwert déi noutwendeg Gesondheetsservicer verfügt, déi se zegutt huet. Dat gëllt och am Fall vun engem Avortement.

Mir kënnen net an dësem Dossier, Här President, de Kapp an de Sand stiechen, wëssend, datt avortéiert gëtt, a frou doriwwer sinn, datt déi concernéiert Fraen a Meedercher d'Méiglechkeet hunn, an d'Nopeschlänner ze goen, oder an all Ontransparenz an Anonymitéit dëst zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat nennt een eng pharisäesch Attitüd. D'Politik ass gefuerdert sech derfir anzesetzen, onofhängeg vu Lobbyaarbecht aus verschidde Kreeser, an notamment vun de Responsabele vun der kathoulescher Kierch.

D'Stéchwuert kathoulesch Kierch gëtt mir dann och de Gedankesprong, fir op e Beispill anzegoen, deen elo viru kuerzem a Brasilien stattfonnt huet, wou e Kand - néng Joer - répétéiert violéiert ginn ass vu sengem Stéifpapp, schwanger war vun Zwillingen, a wou d'Mamm zesumme mat der Dokteschéquipe décidéiert huet, dat Kand ze avortéieren. D'Kand war natierlech liewensgefährdet, dat schéngt mer jo evident an net hei brauchen ënnerstrach ze ginn. D'Resultat dovunner ass, dat d'Mamm an d'Dokteschéquipe vun där Communautéit vun der kathoulescher Kierch erausgehäit gi sinn.

Ech muss Iech soen, Här President, wann ech déi Mamm gewiescht wär, dann hätt ech genau d'selwecht gehandelt, an ech denke ganz vill Leit vun Iech heibannen, well onst Gesetz dat iwwregens an deem Fall elo schonn erlaabt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wat sinn dat fir Wäerter? Wat hunn déi Wäerter fir en Impakt vun enger Communautéit, wou hir Responsabel esou Exclusioune guttheeschen. Wat sinn dat fir Wäerter vun enger Communautéit, déi sech kathoulesch Kierch nennt, déi eng Mamm an eng Dokteschéquipe aus enger Gemeinschaft ausschléisst, well si enger fundamentaler humanistescher Valeur nogaange sinn an e jonkt Meedche rette wollten, deem en extreemt Leed ugedoe ginn ass?! Wat sinn dat fir Wäerter vu Responsabele vun enger Communautéit, d'kathoulesch Kierch, déi kee Wuert verléiert iwwer e Mann, deen en extrem gravë Vertrauensbroch begaangen huet, deen e Kand répétéiert violéiert huet?! Deen ass net ausgeschloss ginn aus där Communautéit. A wat fir en Impakt hunn esou Aussoen an esou Handlungen op ons Jonker? Wat gëtt hinne vermëttelt mat esou Jugementer?

Dofir, Här President, unhand vun deem leschten aktuelle Beispill ass et ons wichteg ze widderhuelen, datt d'Politik gefuerdert ass, sech neutral an onofhängeg vun alle reliéise soi-disant Wäerter ze verhalen an eleng no de Rechter op Gesondheet an individuell Fräiheet vun all Eenzelnem an der Gesellschaft, an dësem Fall de jonke Meedercher a Fraen, ze suergen.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg en éierlecht, e kloert, e reglementéiert, en transparent an e gerecht Avortementsgesetz. Et brauch een dofir nëmmen esou vill politesche Courage wéi zum Beispill a Frankräich oder wéi zum Beispill an der Schwäiz, wou mer en Avortementsgesetz hunn no engem Fristesystem, deen iwwregens per Referendum esou décidéiert gi war.

Dem Här Krieps seng zweet Besuergnis ass d'Preventioun. Ausser enger 100%eger Abstinenz am zwëschemënschleche Sexualliewen, gëtt et eigentlech keng 100 Méiglechkeeten, preventiv virzegoen, fir eng ongewollte Schwangerschaft ze verhënneren. Et ass haut méi wéi jee net nëmme wichteg, mä absolut noutwendeg, datt mer mat de Kanner an de Jugendlechen d'Sexualitéit, awer och d'Léift thematiséieren. An dozou, Här President, zwou Bemierkungen am Kontext vu Preventioun.

Éischt Bemierkung: Eng Hällewull vu soi-disant Informatiounen, notamment ëmmer méi um Internet, gi sech Kanner a Jugendlecher sichen. Virun allem Internet-Säiten, déi fir jiddwereen accessibel sinn, weisen e Bild vu Sexualitéit, vu Fraebiller, awer och vu Männerbiller, déi just nach dem Label vu bëllegem, awer knallhaardem Porno entspriechen. Ass dat dat Bild vu Sexualitéit, dat Bild vun der Fra, oder awer och dat Bild vum Mann, am Kontext Sexualitéit oder Léift, wat mir wëlle vermëttelen? Virun allem ass de géigesäitege Respekt an de Respekt vum Wëlle vu jiddwerengem eenzel net en Thema.

Mir kréien de Porno net aus der Bildfläch gestrach, dat ass och iwwerhaapt net ons Intentioun. Et ass awer eminent wichteg, datt ons Kanner a Jugendlecher opgeklärt ginn, fir datt si selwer differenzéiert kënne mat all dësen Andréck ëmgoen. An dofir, d'Thema Léift a Sexualitéit gëtt bäi Wäitem net genuch thematiséiert - dat ass schonn hei gesot ginn -, iwwerall an der Gesellschaft, sief et doheem, an der Schoul, an de Betreiungsstrukturen, an de Medien an esou weider.

Et herrscht an dësem Kontext eng gewësse Gêne, souguer munchmol e Flair vun Tabu. An et ass un der Politik, Richtlinnen ze ginn. Mir brauche méi a mir brauchen och méi konsequent Opklärung an Thematiséierung vun dësem Thema an de Schoulen. D'Politik kann awierken op d'Vermëttlung vum Bild vun der Fra respektiv d'Bild vum Mann an de Medien oder zum Beispill och an der Publicitéit. Dat sinn zwee konkret Beispiller vu ville méi, wéi ee kann deen ëmmer erëm genannte Mentalitéitswandel förderen. Verschidden EU-Länner sinn op deem Wee méi courageiert gewiescht, awer och virun allem méi éierlech.

Zweet Bemierkung: Ausser Abstinenz, ech hunn et scho gesot, wat mir eigentlech net als sënnvoll emfannen, gëtt et nach just eng gutt opgeklärte Verhütung zur Preventioun vun ongewollte Schwangerschaften. Mir Gréng trieden - an dat hu mer och an eisem Wahlprogramm stoen, haten et och schonn d'lescht Joer drastoen - fir gratis Verhütungsmëttele fir Jugendlecher an, gekoppelt awer un eng qualifizéiert Sexualopklärung, déi parallell zum Elterenhaus assuréiert gëtt. An do hapert et am Moment zu Lëtzebuerg op deenen zwee Punkten.

Obwuel Verhütungsmëttelen ëmmer méi disponibel sinn, accessibel sinn, wier et nach méiglech, se méi ze promouvéieren. Et misst méi iwwer Verhütungsmëttele geschwat an opgeklärt ginn. Leider verfügen haut déi Institutiounen an Associatiounen, déi dës Opklärung virun allem an de Schoule kéinte maachen, net iwwert déi noutwendeg Moyenen, souwuel finanzieller Natur wéi och u Ressources humaines.

Wéineg gëtt och an der Initialausbildung vun den Enseignanten doriwwer informéiert, vun de Proffen am Secondaire scho guer net ze schwätzen. An do muss ech erëm, Här President, a menge Gedankespréng zur Preventioun zur Aktualitéit zréckkommen. Den Haaptresponsabele vun der Communautéit, déi sech kathoulesch Kierch nennt, huet net méi spéit wéi gëschter, alles eescht, gesot, datt Kondomer der Aids-Epidemie net entgéintwierken, au contraire! Esou Deklaratiounen, déi iwwert de Wee vun de Medieninstrumenter ronderëm d'Welt ginn, hunn natierlech och en Impakt, deen net ofzestreiden ass, wann een esou Aussoen iwwer Kondomer, iwwer Verhütungsmëttele mécht. An dozou géif ech gären haut zwou Bemierkunge maachen.

Fir d'éischt emol zwou Bemierkungen zu där Bemierkung zum Aids um afrikanesche Kontinent. Betreffend d'Bekämpfung vum Aids ass de Leit keng Kondomer ze vermëttele gläichzestelle mat de Leit keng Medikamenter ze ginn.

Zweet Bemierkung: Mir ënnerstëtzen hei alleguerte bestëmmt déi eng oder déi aner ONG, déi um Terrain schafft. Or, musst Der wëssen, datt all dës ONGe Kondomer vermëttelen. Dat ass souzesoen eng vun deenen éischte Mesuren, déi sur place ënnerholl gëtt.

Dann eng Bemierkung zur Contraceptioun och hei zu Lëtzebuerg. Et ass un der Politik, an eleng un dëser demokratescher Instanz, derfir ze suergen, datt ons Jugendlech léiere mat Contraceptioun ëmzegoen, datt si opgefuerdert ginn, ëmmer op Contraceptioun zréckzegräifen. Dat ass déi eenzeg Méiglechkeet, preventiv virzegoen, fir d'Zuel vun den ongewollte Schwangerschaften erofzekréien.

Esou Messagen dann awer, Här President, wéi déi, déi mëttlerweil regelméisseg vum Chef vun der kathoulescher Kierch gemaach ginn, an net nëmme vun him, sinn extrem kontraproduktiv a souguer gefäierlech. Si si gefäierlech fir de Bien-être, fir d'Gesondheet, fir déi gutt Entwécklung vun de Jugendlechen, och hei zu Lëtzebuerg. Si förderen net d'Verantwortungsgefill vun onse Jugendlechen a Saache Léift a Sexualitéit.

Och do, Här President, wa mer wëllen eng éierlech Politik förderen an dësem Thema, musse mir ons heibannen distanzéiere vun der kathoulescher Kierch an eng reng gesellschaftlech Politik virundreiwen, déi sech wierklech ëm d'Fräiheet an ëm d'Wuelbefanne vun all Mënsch an onser Gesellschaft këmmert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Deen nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Kolleeg Alexandre Krieps seng Interpellatioun vun haut de Mëtteg iwwert den Avortement vu jonke Fraen oder Meedercher gëtt eis d'Geleeënheet, fir eng Debatt hei ze féieren aus der Siicht vun deene verschiddene Parteien, wéi mer zu där Problematik do stinn.

Ech mengen, de Kolleeg Krieps huet de Mëtteg och hei schonn ernimmt en interessanten Artikel vun der Madame Marie Anne Rodesch-Hengesch als Responsabel vum Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. An deem Artikel, wou et eng Rei vun Etüde gëtt, wou se sech drop berifft, déi allerdéngs Etüde sinn, déi aus dem Ausland stamen, aus England an Däitschland, wou derbäisteet, datt d'Zuel vun de jonke Meedercher, déi schwanger sinn oder ofgedriwwen hunn, an deene leschte Jore staark geklommen ass.

Eng weider Studië féiert se op vun der Universitéit Landau, wou derbäisteet, datt 20 Meedercher ënner zéng Joer an Däitschland ofgedriwwen hunn an engem Joer, datt d'Meedercher haut méi fréi geschlechtsräif sinn a méi spéit awer eng fest Bindung aginn, datt eent vun zéng Meedercher viru 14 Joer den éischte Geschlechtsverkéier huet an datt d'Majoritéit vun de Meedercher sech beim éischte Geschlechtsverkéier net schützt, well se iwwerzeegt sinn, datt bei där éischte Kéier een net kéint schwanger ginn. Esou wäit aus dem Artikel vun der Madame Rodesch.

Och wann dës Enquête sech, wéi gesot, net op Lëtzebuerg bezitt, mä op auslännesch Etüden, esou dierft d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg dach awer ähnlech sinn. Schued ass et, an dat ass och scho vu menge Virriedner, ech menge spezifesch och vun der Madame Err hei ugeschwat ginn, datt mir hei zu Lëtzebuerg keng offiziell a konkret Chifferen an deem ganzen Domän do hunn, vu staatlecher Säit. Et gëtt der vum Planning familial, déi och schonn hei zitéiert si ginn, mä et wier awer trotzdeem wichteg, datt et hei vum Stat aus och géif ganz transparent a konkret Chifferen zu deem doten Domän ginn.

Wann een iwwert déi Problematik hei diskutéiert, däerf een net eng Etapp vergiessen an dëser Diskussioun, an zwar ass dat d'Gesetz vum 16. Mee 1975, an deem déi anonym Gebuert geregelt ginn ass. Deemools war d'Iddi, datt déi anonym Gebuert sollt laut dem Gesetzgeber d'Ofdreiwunge verhënneren oder verkierzen. Ech mengen, zumindest op dësem Punkt huet dat Gesetz net säin Zil erreecht.

Fir eis als ADR ass et wichteg, un éischter Stell d'Sexualopklärung als ee vun deene wichtegste Pilieren an dëser Diskussioun unzegesinn, wann net souguer als dee wichtegsten. Un éischter Stell steet fir eis d'Elterenhaus. D'Elterenhaus, wou mer wëssen, datt dat net fir all Elteren eng Selbstverständlechkeet ass, liicht ass ganz dacks, fir dat un hir Kanner eriwwerzebréngen, well der vill aus enger Generatioun stamen, wou dat méi oder wéineger nach en Tabuthema an eiser Gesellschaft war. An de Kolleeg Krieps huet aus senger eegener Erfahrung eis erkläert, wéi schwéier datt et war, fir hien an deem Beräich do opzeklären.

(Interruptions)

Den zweete Punkt ass d'Schoul. D'Schoul ass eiser Meenung no och wichteg a vläicht dee wichtegste Punkt dann, wann et am Elterenhaus net geschitt. Also, an dësem Domän wéi a villen aneren Domäner an eiser Gesellschaft, wou d'Famill net méi esou fonctionnéiert, wéi mer eis dat virstellen, datt dann eben de Stat, d'Schoule mussen asprangen, fir dat ze komplementéieren. An esou ass et och sécherlech an dësem Domän, wat d'Sexualopklärung ubelaangt, e wichtege Punkt, datt hei d'Schoul hir Roll iwwerhëlt.

Wat dann awer och bedeit, datt d'Enseignantë mussen deementspriechend forméiert ginn, datt se Diskussioune kënne richteg féiere mat Jugendlechen, fir de Message eriwwerzebréngen a virun allem deene Jonken och bäizebréngen, datt et en Thema ass, iwwert dat ee kann objektiv a fräi an transparent diskutéieren, an datt et zumindest awer net méi däerf en Tabuthema sinn.

En drëtte Pilier, deen hei an der Opklärung matspillt, ass eiser Meenung no den Hausdokter. Dat ass d'Vertrauenspersoun vun enger Famill, wou Elteren, wa si net déi richteg Wierder fannen oder net de richtege Courage hunn, awer kënne mat hirem Hausdokter schwätzen, datt deen eventuell sech där Thematik unhëlt. Oder awer och d'Spriechstonne bei Gynäkologen, mengen ech, missten dozou kënne genotzt ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt Spriechstonne bei Gynäkologe fir Mannerjähreger misste gratis sinn. Genausou wéi misste Verhënnerungsmëttele gratis sinn. Déi allerdéngs missten zum Deel ënner Opsiicht vu medezinescher Kontroll verschriwwen oder vergi ginn, verbonnen och do erëm eng Kéier mat enger Sexualopklärung.

Doriwwer eraus hu mer elo hei zu Lëtzebuerg d'Pilule du lendemain, déi elo kierzlech vum Minister och autoriséiert ginn ass an déi een an den Apdikten ouni Verschreiwunge ka kréien. Och do si mer der Meenung, datt dat bei Mannerjährege misst kënne gratis de Fall sinn, selbstverständlech ëmmer mat Berodung a Begleedung.

D'Responsabilitéit: Egal wat mer op där anerer Säit vun Opklärung maachen, musse mer awer wëssen, datt d'Responsabilitéit awer ëmmer un éischter Stell bei deene betraffene Persoune läit. An do menge mer net nëmmen dat jonkt Meedchen, mä do menge mer awer och dee Jong, dee mat deem Meedchen ebe Geschlechtsverkéier hat, oder dee Mann mat der Fra. Hei si se allenzwee an hirer Responsabilitéit an et kann een net hei d'Meedchen oder d'Fra eleng dostoe loossen, fir se fir dës vläicht ongewollte Schwangerschaft da kënnen zur Responsabilitéit ze zéien.

Déi Frae musse gehollef kréien. Si musse berode ginn. Si mussen all méiglech Ënnerstëtzung kréien, déi se an deene schwéieren Zäite brauchen. Well dat ass sécherlech fir e Meedchen, fir eng Fra, mä virun allem fir e jonkt Meedchen eng onwahrscheinlech grouss Belaaschtung, e grousse Problem, déi se do musse mat sech erëmdroen. Duerfir ass hei d'Politik gefuerdert.

Hei ass et d'Zil, vun eiser Säit aus gesinn, vun der Politik a vun der Gesellschaft, fir engersäits mussen Opklärung ze maache bei deene Persounen, déi eng ongewollte Schwangerschaft kréien a se do mat alle Mëttelen ze beroden. Et kann natierlech keen herno der Fra hir Décisioun ewechhuelen. U leschter Stell steet si awer nach, déi de Choix huet, trotz Berodung, Gesondheetsberodung vum Mann oder Famill. Si muss awer un alleréischter Stell déi Problemer mat sech ronderëmdroen an och all déi Konsequenzen, déi hir Décisioun mat sech bréngen.

D'Zil vun der Politik an der Gesellschaft muss duerfir sinn a bleiwen awer un éischter Stell, fir Liewen ze erhalen an Ofdreiwungen op d'Exceptioun ze limitéieren. D'ADR gesäit duerfir net en direkte Besoin, dat aktuellt Gesetz iwwert de Schwangerschaftsofbroch ze reforméieren, wëllt awer déi sozial a materiell Ënnerstëtzung fir déi betreffend Persoune verbesseren an och derfir suergen, datt Transparenz, statistescht Material soll entstoen.

Dat gesot, Här President, wëll ech awer soen, datt vun eiser Säit aus mir d'Resolutioun an d'Motioun, déi den Här Krieps hei deponéiert huet, mat ënnerschriwwen hunn an och mat wäerten ënnerstëtzen. Mir äusseren eis jo domadder net quant au fond zu där Proposition de loi, mä et schéngt mer awer en elementaart Recht ze sinn, wann een Deputéierten hei an der Chamber eng Proposition de loi erareecht, datt déi muss hir Prozedur duerchlafen, datt se muss diskutéiert ginn.

A mir si jo an der Reglementskommissioun amgaangen, eng nei Prozedur ze entwéckelen, fir datt dat soll méi séier goen an datt dann och zu alle Propositions de loi jiddwereen hei an der Chamber muss zu engem gewëssenen Zäitpunkt Fuerf bekennen. Duerfir, wéi gesot, ass et en elementaart Recht, an ech mengen et ass eng Opwäertung vun der Chamber, wa mer selwer derfir suergen, datt, wa Kolleeginnen oder Kolleegen hei eng Proposition de loi deponéieren, déi dann och hire Wee geet, egal wéi deem engen oder deem anere seng Usiicht dozou ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Déi lescht Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol. Déi honorabel Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, laut der Weltgesondheetsorganisatioun stierwe ronn 70.000 Frae vun allen Alterskategorien all Joer un de Folge vun enger Ofdreiwung, well se ënner schlechte medezinesche Konditiounen, Bedéngungen oder net vu Medeziner, vu sougenannten Engelsmaacher oder Pfuscher gemaach ginn. An net nëmmen doméinst wënsche mer eis sécher alleguerten heibannen, datt esou mann wéi méiglech Ofdreiwunge virgeholl ginn.

Fir datt awer d'Zuele vum Avortement ofhuelen, musse mer nach méi verstäerkt an d'Preventioun souwéi an d'Sexualerzéiung investéieren. Eng aner Mesure ass awer och sécherlech déi, datt muss duerch sozialpolitesch Moossname gekuckt ginn, fir d'Liewensbedéngunge vun de Familljen oder Frae mat Kanner ze verbesseren.

Et ass jo och schonns vill geschitt an de leschte Joren - dorop sinn och eenzelner vu menge Virriedner schonn agaangen -, wat d'Preventioun ubelaangt. D'Pilule du lendemain ass agefouert ginn, gratis Préservatife gi verdeelt, d'Éducation sexuelle gouf ausgebaut an esou weider an esou fort. Dat ass jo alles net näischt an et kënnt jo och virun allem deene ganz jonke Meedercher zegutt.

Well, och wann d'Optioun vun der Ofdreiwung fir Fraen a Meedercher muss gi sinn, da muss dach d'Haaptaufgab sinn, dës ongewollt Schwangerschaften emol ze verhënneren. A fir dëst adequat ze maachen, muss analyséiert ginn, firwat iwwerhaapt jonk Meedercher schwanger ginn. An Éisträich huet prowoman, déi zoustänneg si fir d'Schwangerschaftshëllef an d'Sexualmedezin, festgestallt, datt tëschent 2005 an 2007 hire Prozentsaz u Meedercher am Alter vu 14 bis 19 Joer vu 4% op 11% geklommen ass.

Si hunn dunn déi Meedercher gefrot, wéi et konnt zu där ongewollter Schwangerschaft kommen, an d'Resultater, déi fannen ech perséinlech erschreckend. 46% hunn uginn, guer keng Verhütung gebraucht ze hunn. Vun deenen hunn 38% gesot, si wäre sech sécher gewiescht, zum Zäitpunkt vum Verkéier net fruchtbar gewiescht ze sinn. 22% soten der, et wär ongeplangtene Verkéier gewiescht. Aacht wollte guer net verhüten. A bei dräi, do wollt de Partner kee Kondom hunn.

Wann een déi Chifferen do gesäit, da muss een emol virun allem direkt feststellen, am Allgemenge gëtt also an deenen doten Alterskategorië vill ze vill wéineg verhüt. Vläicht wësse Meedercher net genuch Bescheed ëmmer nach oder si kënne mat Begréffer wéi Zyklus, Eesprong a Befruchtung näischt oder an deem Alter nach näischt ufänken. Da verloosse sech awer och ëmmer nach ze vill Meedercher op hire Partner. An hei muss vläicht och nach eppes a puncto Gläichstellung vun de Geschlechter geschéien, fir datt d'Meedercher an och d'Fraen hiert Selbstbewosstsinn stäerken a fir hir Rechter antrieden.

Et happert awer och 2009 nach ëmmer un der Opklärung. Jonker sinn also ëmmer nach net genuch iwwer Sexualitéit, Reproduktioun a Familljeplanung informéiert. Vill Eltere bréngen et och haut nach ëmmer net fäerdeg, relax iwwert dat Thema mat hiren Teenagerkanner ze schwätzen. An déi Jonk selwer wëssen dacks net, wou se Hëllef kënne kréien, kennen Institutiounen och wéi de Planning vläicht net oder schumme sech ganz einfach, fir dohinner ze goen.

Mir mussen och dovunner erofkommen ze denken, datt, wa méi opgekläert gëtt zum Beispill an de Schoulen, duerfir déi Jonk méi sexuell aktiv ginn. De Contraire ass de Fall: D'Evaluatioune vu verschiddene Programmer an aneren EU-Länner weise ganz däitlech, datt d'Jugendlech duerch eng gutt Sexualerzéiung an der Schoul méi spéit oder souguer manner sexuell Rapporten hunn.

Et ass allgemeng gewosst, wann och net dovunner geschwat gëtt, datt dacks Fraen a Meedercher hei zu Lëtzebuerg de Wee an d'Ausland musse sichen, wa se en Avortement wëllen. Mä dat och nëmmen, wa se sech et leeschte kënnen an informéiert sinn, an déi aner haten op gutt Lëtzebuergesch gesot Pech.

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat huele mer esou einfach hin, wéi wann dat normal wär, datt d'Ausland misst déi Problemer léisen, déi mir offiziell hei zu Lëtzebuerg also net hunn. Dat gëtt engem ze denken.

Déi jonk Meedercher, déi, well se keen Accès zum Avortement hunn, hir Kanner kréien, erwäche ganz schnell. Och déi, wou an deem jonken Alter gewollt schwanger ginn, well se keng Perspektiven um Aarbechtsmarché gesinn, sech no enger eegener klenger heile Welt sehnen an duerfir eng Famill wëlle grënnen. Déi, wou also hir Kanner kréien, déi erwächen, well si hunn duerno nach manner Chancen op eng gutt Ausbildung oder op eng Aarbechtsplaz, faute vun adequater Betreiung an och vun adequater Kannerbetreiung. Et feelt dann och dacks u Geld a si kommen dann esou an en Däiwelskrees eran, wou se esou séier respektiv och eleng gelooss net schnell d'Sortie fannen.

Fir vill vun deene schwangere jonke Meedercher ass an hiren Aen, well se deen Däiwelskrees kennen, se hunn dat scho gesinn an hirem Bekanntekrees a se wëssen dat och, duerfir gëtt et fir vill vun deene jonke Meedercher keen aneren Auswee wéi eng Ofdreiwung. A fir dee Choix, do däerfe se och net veruerteelt a verdäiwelt ginn, just well den Avortement genau wéi de Sex an d'Verhütung nach ëmmer Tabuthema sinn.

Vläicht ass et duerfir gutt, haut, 38 Joer nodeems 374 couragéiert staark Fraen am „Stern“ sech zu hirer Ofdreiwung bekannt hunn, nach eemol ze verdäitlechen, firwat e modernt an zäitgeméisst Avortementsgesetz de pair muss goe mat alle Preventiounsmesuren, déi ech respektiv meng Virriedner hei opgezielt hunn an déi weider ausgebaut mussen a solle ginn. Ma well e restriktiivt Gesetz net, wéi gemengt, zu méi niddregen Ofdreiwungscasë féiert, mä just datt d'Ofdreiwungen ënner schlechte Konditioune stattfannen, vun Netdokteren duerchgeféiert ginn, datt d'Fraen, wa Komplikatiounen optrieden, och net bei den Dokter ginn aus Angscht virun de Konsequenzen. Dat weisen d'Etüden a Statistike vun deenen eenzelne Länner.

Ze denke gi mir perséinlech dann awer och eenzel Aussoen, déi ech op mäin „tageblatt“-Artikel vum 23. Februar zum Thema krut. Et waren eenzel ganz penibel Aussoen derbäi, déi ech Iech elo erspueren, mä ech wëll Iech awer och soen, datt ech ganz vill positiv Réckmeldunge krut, virun allem vun enger Alterskategorie, wou ech mer et net geduecht hat oder net domat gerechent hat, mä vun eelere Matbiergerinnen a Matbierger. Virun allem vu Leit, déi sech nach kënnen un d'Situatioun erënneren, wéi et virun 1978 hei am Land war, virun eben deem Gesetz, wat haut en vigueur ass, a wou och hei am Land Engelmacher Héichkonjunktur haten.

Mä et mécht mer awer och Angscht, wann ech gesinn, wat ee sech muss gefale loossen, wann een de Courage huet, sech zu deem Thema öffentlech ze äusseren, zu deem sécherlech heikelen Thema am Joer 2009 seng Meenung öffentlech ze soen. Well d'Ofdreiwung ass haut, an dat sot ech schonn, nach ëmmer en Tabuthema, an d'Frae schwätzen net dovunner, well se, an dat gesäit ee jo schonn nëmmen u Reaktiounen op en Artikel, Angscht hunn - a mat Recht -, fir hir Entscheedung ugegraff oder veruerteelt ze ginn.

A wann ech virdru vun enger besserer Sexualerzéiung geschwat hunn a vu gratis Kondomen, dann däerfe mer eis awer och, wat d'Verhütungsmëttelen ugeet, näischt virmaachen. All Methoden hunn e gewëssenen Taux, wou d'Fra awer ongewollt schwanger gëtt. An een Deel dovunner, deen décidéiert sech ebe fir en Avortement. Op dausend Fraen tëschent 14 a 44 Joer kommen am Weltduerchschnëtt iwwregens offizielle Chifferen no 35 Ofdreiwungen. An och dat gëllt et ze respektéieren.

Well Fraen, Dir Dammen an Dir Hären, dreiwen of - egal wéi d'Gesetzer sinn. Dat beweisen déi Chiffere vun der WHO, déi ech Iech uganks genannt hunn. Mä et geet dorëms, wéi, ënner wat fir Konditiounen ofgedriwwe gëtt, heemlech, mat Péng, mat Schimt, mat Gefor fir d'Liewe vun der Fra, oder ouni Gefor fir d'Fra a virun allem duerch hir eegen Décisioun. Dat ass fundamental fir d'Chancëgläichheet net nëmmen tëschent Fra a Mann, mä och, fir net eng Zwouklassegesellschaft ze schafen: déi Fraen a Meedercher, wou Infoen a Geld hunn, an déi aner, wou dat net hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e grousse Merci fir déi Aart a Weis, wéi d'Diskussioun de Mëtteg gefouert ginn ass. Ech mengen, et ass eng eescht Thematik, an dat ass och vun alle Säiten esou erauskomm.

Och e Gesondheetsminister huet seng Meenung an en däerf déi Meenung soen. Mä och e Gesondheetsminister weess, wann e Gesondheetsminister ass, dass en e Programm huet, deen e mat engem anere Partner ofgemaach huet. An dat weess dee jëtzege Gesondheetsminister, dat weess dee viregte Gesondheetsminister an dat wëssen nach eng Rei vun anere Gesondheetsministeren.

An duerfir wëll ech soen - an ech maache keen Heel dodraus -, datt ech zu deene géhéieren, déi der Meenung sinn, dass eng Reform oder eng Revisioun vum Gesetz iwwert de Schwangerschaftsofbroch no 30 Joer sënnvoll ass, mä dass een dat kloer diskutéiert, wann een an eng Regierung erageet an d'Eckwäerter fir esou eng Reform festleet. Dat ass an där viregter Period net geschitt, et ass an dëser Period net geschitt. Et ass an där virviregter och net geschitt an et ass an deene Perioden zënter 1979 net geschitt.

Ech stellen och fest, dass et e breede Konsens hei an der Chamber gëtt, fir an engem oppene Geescht ouni Préalabelen esou eng Diskussioun ze féieren. An da wësse mer jo, wat op eis zoukënnt, wa mer an dräi Méint zesummesëtzen, wa mer iwwer en nächste Programm - mir oder anerer - décidéiere wäerten. Et ass, mengen ech, eng Plus-value, wann een esou Saachen am Virfeld an engem Koalitiounsprogramm diskutéiert an décidéiert. Dat ass emol déi éischt Bemierkung, déi ech wëll maachen.

Déi zweet Bemierkung, déi ech wëll maachen, ass awer déi, dass jiddefalls net ka behaapt ginn, dass an dëser Period näischt geschitt wär, fir Avortementer, déi verhënnerbar sinn, ze verhënneren, oder Schwangerschaften, déi net gewënscht sinn, ze verhënneren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir hunn eng ganz Rei vun Efforten zesumme gemaach - an ech ënnersträichen zesummen -, déi dorop erauslafen, dass mer méi eng effikass Preventioun kënne maachen, dass mer och d'Kand beim Numm nennen an dass mer net nëmme bei virgehalener Hand iwwert d'Problematik schwätzen.

An et ass richteg gesot ginn, dass mer schnell Ufank 2005 d'Pilule du lendemain rezeptfräi gemaach hunn. Déi Pilule du lendemain ass et scho virdrun hei zu Lëtzebuerg ginn, mä déi war rezeptflichteg, a wann een d'Rezeptflichtegkeet muss respektéieren, dann ass et heiansdo ze spéit. Dann ass et le lendemain du lendemain. An da bréngt dat näischt méi. Duerfir hate mer eis an de Koalitiounsdiskussiounen eensgemaach, dass mer dat géife maachen an d'Pilule du lendemain géife rezeptfräi maachen.

Dat Zweet, wat mer relativ schnell duerno gemaach hunn, dat ass d'Mise à disposition vu Préservatifen. Aus enger Rei vun Ursaachen: éischtens, fir déi Jugendlech zu enger verantwortlecher Sexualitéit ze bréngen oder ze motivéieren, mä zweetens och fir

Krankheeten ze verhënneren - déi zwou Saache gi gutt mateneen -, a fir doduerch, dass déi Kondomsautomaten an de Schoulen haut hänke mat där gréisster Selbstverständlechkeet, och déi Diskussioun doriwwer ze erméiglechen, firwat déi Kondomen dann do sinn. Dat ass e Katalisator fir d'Diskussioun gewiescht.

An ech muss éierlech och soen - dat däerf ech mer op dëser Tribün erlaben -, dass déi Diskussioun, déi elo periodesch iwwer Kondomer oder net Kondomer iwwert d'Öffentlechkeet erabrécht, mir liicht surrealistesch erschéngt, an dat eng Diskussioun ass, déi aus enger anerer Welt kënnt, déi awer näischt mat der Realitéit vun dëser Welt ze dinn huet. Wann een och kann dermat d'accord sinn, dass Kondomer d'Aidsproblematik op der Welt net wäerte léisen, esou ass awer de Kondom liewenserhalend a krankheetsschützend, an och dat, mengen ech, muss ee soen, fir dat anert ganz staark ze relativéieren.

Mir sinn duerno op de Wee gaang, fir och neit Material ze schafen, fir an de Schoulen eng objektiv awer offen, heinasdo souguer - fir eenzel Leit - cru Diskussioun kënnen ze féieren iwwert d'Sexualitéit. Deenen, déi soen, dass mer ze vill offen an där Broschür sinn, déi mer iwwer eng responsabel Sexualitéit ausgeschafft hunn, muss ech soen, dass een iwwert déi Saachen, déi existéieren an déi praktizéiert ginn, muss kënne schwätzen, well soss gëtt op anere Plazen doriwwer geschwat, an da gëtt falsch doriwwer geschwat, an dann hu mer erëm eng Kéier de Contraire vun deem erreecht, wat mer wollte maachen.

Ech géif dem President en Exemplar vun där Broschür iwwerreechen, déi eis et erlaabt, an de Schoulen, do wou déi Diskussioun higehéiert, déi Diskussioun oppen a fräi ze féieren.

Dann als weidert Element, dat mer och zesummen ugaang sinn am Rahme vun de Méiglechkeete vun deem Gesetz, wat mer haut hunn, dat ass, dass mer dem Planning familial en Agrément ginn hunn. Deen huet en net iwwert den CHL kritt an net iwwer eng Konventioun mam CHL, mä iwwert de Gesondheetsministère am Accord zwëschent deenen zwee Regierungspartneren huet de Planning familial en Agrément kritt, fir déi medikamentös Avortementer kënnen ze superviséieren. Wat richteg ass, ass, dass mer de Planning familial invitéiert hunn - an dat ass och gemaach -, eng Konventioun mam CHL ze maachen, fir kënnen déi noutwendeg Sécuritéit ze schafen an och déi noutwendeg Garantien ze ginn. Also och erëm eng Kéier eng Moossnam, déi der Realitéit Rechnung dréit.

Iwwregens wëll ech soen, dass déi medikamentös Avortementer an eise Spideeler praktizéiert ginn. An all eise Spideeler. Dat heescht also, dass et net esou ass, dass et Avortementsklinike gëtt a Kliniken, déi kategoresch d'Avortementer refuséieren.

Mir hunn awer och festgestallt, an dat ass ganz richteg, dass et hei zu Lëtzebuerg an der Avortementsfro definitiv keng Transparenz gëtt an dass dee Mangel un Transparenz, obwuel en net gewollt ass, eng Rei vu Leit arrangéiert. Well heiansdo eng Rei vun…

(Interruption)

Neen, neen, neen, ech mengen dat elo net politesch. Neen, gitt net op d'Glatäis hei. Ech mengen, dass dat eng Rei vu Leit arrangéiert - déi, déi gegebenefalls Avortementer am Rahme vum Gesetz praktizéieren -, dass se net de Stempel vum Avorteur kréien. Déi, déi en Avortement maachen, sécher net gär oder mat Begeeschterung, dass net op all Plaz ze erkennen ass, dass en Avortement gemaach ginn ass.

Richteg ass et och, dass eng ganz Rei vu Leit an d'Ausland ginn, awer net déi Chifferen, déi emol genannt gi sinn, well déi Chifferen, déi emol genannt gi waren - ech mengen, 1.300 waren et der -, dat war fir d'Belsch a fir Lëtzebuerg zesummen an dat waren déi hollännesch Statistiken. Et kann een dervun ausgoen, dass déi Avortementer, déi am Ausland gemaach gi sinn, eppes méi wéi en Zéngtel vun deem dote Chiffer duerstellen an dass insgesamt d'Zuel vun den Avortementer hei zu Lëtzebuerg - do ass d'Grauzon - sech beweegt tëschent 800 bis 900 an 1.100. Ech wëll awer do net festgeneelt ginn, well ech virdru gesot hunn,…

(Interruption)

D'Joer.

….well ech virdru gesot hunn, dass déi Transparenz net an allen Hisiichte ginn ass.

Dann dat Lescht, wat och am Konsens gemaach ginn ass - dee beschte Beweis dofir ass, dass d'Kreditter dofir am Statsbudget dra sinn -, dat ass de Remboursement vu Contraceptifen an enger éischter Phas un déi Jonk. An do si ganz gutt Diskussioune mam Planning gelaf. An d'Diskussioune lafe mat der Gesondheetskeess, fir déi praktesch Modalitéite schnell kënnen ze léisen, fir dee Remboursement fir d'Contraceptife kënnen ze maachen, fir dass mer net méi déi Trennung zwëschen deenen hunn, déi sech et kënne leeschten an deenen, déi sech et net kënne leeschten. Och wann et an der Zwëschenzäit awer Contraceptife gëtt, déi zu soziale Präisser ze hu sinn, wann een dat sicht.

Dat kënnt an et kënnt schnell. Mä, wann ee Konventioune muss aushandelen, déi praktesch Modalitéite muss festhalen, dann dauert dat seng Zäitchen. Dat ass keng politesch Absicht, do ass d'politesch Absicht derhannert fir dat ze maachen. Dat kënnt Der am Budget vun 2009 noliesen. Dat zum Background vun deem, wat mer am Rahme vun dësem Gesetz gemaach hunn.

Ech wëll och soen, dass ech selwer an eenzelne Kliniken intervenéiert sinn, wou ech Echoe kritt hunn, dass ganz restriktiv mat der Applikatioun vum Gesetz - ech ënnersträichen ëmmer „mat der Applikatioun vum Gesetz" -, net iwwert d'Gesetz eraus - dat steet net zur Diskussioun -, dass se ganz restriktiv mat deem Gesetz ëmgaang sinn, an aus fadenscheinegen Argumenter gemengt hunn, si kéinten et ethesch net veräntwerten, fir Avortementer, wa se dann noutwendeg sinn a wa se am Rahme vum Gesetz sinn, ze maachen. Ech hu mat deenen diskutéiert a se motivéiert, fir d'Gesetz eben ze applizéieren. A gitt och elo net déi Klinike sichen, wou se net sinn. Ech hu mat deene Kliniken, déi betraff waren, déi Diskussioun gefouert. An ech muss och soe ganz gutt gefouert, mat deem Resultat, dass dat Gesetz och besser applizéiert gëtt an deene Fäll, wou dat noutwendeg ass.

Elo wat d'Zukunft ugeet, ech hunn dat gesot, d'Chamber stellt sech där Diskussioun. Dat hunn ech de Mëtteg matkritt. Déi Parteie vun der Majoritéit stelle sech där Diskussioun och, an d'Regierung stellt sech där Diskussioun och.

Ech wëll direkt Positioun huelen zu där Motioun, well d'Motioun ass déi, déi mech betrëfft. Do ass ënnerschwelleg dem Gesondheetsminister an der Regierung de Reproche gemaach ginn, dass si keen Avis bruecht hunn.

Abee, ech soen Iech dat esou éierlech, wéi dat ass. Ech sinn deen eenzege Responsabelen an der Regierung, dass deen Avis net komm ass. An Dir däerft dräimol roden, firwat dass deen Avis net komm ass. Ech loossen Iech dat roden.

(Interruption)

Mir hunn…

Oh, Dir sitt ganz intelligent.

Ech hunn Iech virdru gesot, wat meng Meenung ass. An ech ginn net an engem Avis de Contraire vu menger Meenung soen. Ech huelen dann och all Reproche gär dofir un, wann ech d'Aarbechte sollt vun der Chamber ëm dräi Méint verlängert hunn, well dat ass jo de Maximum, wou ech hätt kënne maachen. Pas d'avis vaut avis. An dann ass d'Chamber souverän. Kuckt am Reglement no.

Sou dass ech Iech hei zu der Motioun wëll soen, dass déi Motioun absolut sans objet ass. Well, firwat d'Regierung opfuerderen, fir en Avis ze maachen, wann een den Avis net méi brauch a well laang den Délai ofgelaf ass?

Den Délai ass dräi Méint gewiescht an ass verlängert ginn op sechs Méint. Déi sechs Méint si laang eriwwer. Also brauch kee méi en Avis vun der Regierung. An d'Chamber hätt kënnen ouni Weideres, wa se dat gewollt hätt, dat zënter engem Joer maachen. Sou dass ech soen, dass d'Regierung der Meenung ass, dass déi Motioun, déi sech u si riicht, sans objet ass.

Elo just nach zwee, dräi Wierder iwwert dee wichtege Punkt, dee vum Alexandre Krieps ogeworf ginn ass, dee vun de Schwangerschafte bei mannerjährege Kanner - ech soen dat emol esou. Dat, wat mech berouegt, dat ass, dass d'Zuel wéinstens am Moment net méi an d'Luucht geet an dass d'Zuel vis-à-vis vun 2005 an 2006 sensibel erofgaang ass. Elo am leschte Joer waren et der nach 77, an dësem Joer nach 70, 71. Dat sinn der nach 71 ze vill. Et begräift allerdéngs och Mannerjähreger, wou d'Schwangerschaft eventuell net ongewollt ass, quitte dass ee seng Meenung kann hunn, ob dat gutt ass mat 13, 15, 18, 19 oder ech weess net wat. Dat ass eng perséinlech Meenungssaach. Mä ech stelle fest, dass et net erofgaangen ass.

Ech sinn och frou doriwwer, dass een haut ka soen, dass mer déi Fuerderunge vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand vun 2006 amgaang sinn ze realiséieren duerch de Remboursement vun de Contraceptifen an dass mer amgaang sinn och fir méi Transparenz am Dossier ze suergen. Ech wëll Iech soen, dass de Gesondheetsministère dës Kéier wierklech mam Planning familial eng Etüd wëllt maachen iwwert de Phenomeen vum Avortement, well mer se brauche fir all d'Chifferen ze kréien, an dass och dofir Budgetskreditter virgesi sinn.

Ech wëll Iech allerdéngs soen, dass déi Campagne, déi vun der Madame Stein erwähnt ginn ass, a wou d'Madame Stein gemengt hätt, dass de Gesondheetsministère, wéi si sech ausgedréckt hätt, eng schwaachsënneg Campagne ënnerstëtzt hätt: Et ass keen Euro vum Gesondheetsministère do eragefloss, well de Gesondheetsministère keng Konventioun mam Planning familial huet. De Planning familial huet eng Konventioun mam Ministère de la Famille.

Une voix.- Aha!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wëll awer soen - lauschtert! -, dass och iwwert déi dote Budgetskreditter déi dote Campagne net finanzéiert ginn ass, mä dass de Planning familial se aus eegene Mëttele finanzéiert huet. Iwwer Donen an iwwer aner Recetten huet de Planning familial eege Mëttelen. Ech wollt dat zur Wourecht… Ech wollt net op menge Schëllere loossen, dass ech soi-disant… Bon, ouni nach eng Kéier d'Madame Stein ze zitéieren.

Dat heescht also, mir sinn definitiv um Wee fir all dat auszeloten, wat mer kënne maachen. Déi Broschür - an da sinn ech fäerdeg, Här President -, déi mer gemaach hunn,…

Une voix.- Huelt Iech Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …wëlle mer dräisproocheg maachen. Déi däitsch Versioun ass ënnerwee. Déi portugisesch Versioun kënnt direkt hannendrun. Mir wëllen dat dote Material als Module - vu dass eng ganz Rei vun Experte ronderëm d'Konfektioun vun där Broschür derbäi waren: aus der Famille, aus der Éducation nationale, Dokteren, Société scientifique -, als Katalisator huelen, fir e Rahmekonzept ze maachen, dat mer da mat den Acteuren um Terrain kënnen an eng Methodik erafléisse loossen, wou mer endlech validéiert Formation sexuelle maachen a wou mer eis ressortiwwergräifend un dat erumaachen. Well bis elo soll et an der Éducation nationale geschéien.

De Planning sollt eng Hand mat upaken. De Planning ass konventionéiert mat der Famille, an d'Messagë solle vun der Santé kommen. Mir maachen dat, wéi mer dat an anere Beräicher gemaach hunn: Mir maachen en Netzwierk an da maache mer Formation des formateurs op Basis vu validéierte Wourechten a Programmer, an da probéiere mer dat endlech op de Buedem ze bréngen, wat nach ëmmer lückenhaft ass.

Voilà! Dat gesot, hätt ech den Tour vun der Problematik gemaach. Ech soen Iech en häerzleche Merci fir Är Opmierksamkeet a wënsche mer, dass d'Suite vun dëser Diskussioun an enger ganz grousser Sérénitéit am Intérêt vun deene Betraffene gefouert gëtt.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Debatt ukomm.

Mir hunn eng Motioun an eng Resolutioun virleien. Déi hu jo alleguerte genuch Ënnerschrëften. D'Motioun ass vum honorabelen Här Krieps.

Här Fayot, wann ech gelift.

Motion 1

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn elo dem Minister nogelauschtert. Ech sinn och mam Minister d'accord, fir ze soen, dass déi Motioun eigentlech - si mer bei der Motioun? - sans objet ass, well déi Interpretatioun, déi vum Reglement do ass, net richteg ass.

Dat heescht, de Minister huet den Délai versträiche gelooss. En huet keng Positioun derzou geholl. Also ass dat e Fait, deen do steet a wou mer keng Motioun derzou brauchen, fir dat nach eng Kéier ze maachen.

Dofir froen ech d'Question préalable, fir ze constatéieren: Il n'y a pas lieu à délibérer.

M. le Président.- Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mir hu mat Intérêt dem Minister nogelauschtert a gehéiert, dass keen Avis vun der Regierung komm ass, well hien net wollt, dass en negativen Avis sollt kommen. Lässt tief blicken!

Dat enthieft awer net d'Regierung vun hirer Responsabilitéit, eng Positioun ze huelen zu enger Proposition de loi, déi vun engem Deputéierten agereecht ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Och wann den Délai verstrach ass, dann ass et vläicht spéit, mä nach wär et gutt, wann d'Regierung do hir Responsabilitéit géif huelen. Mir halen also drop, Här President, dass iwwert déi Motioun kann ofgestëmmt ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wat sot Der dann zur Kommissioun, Här Fayot?

M. le Président.- Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn der Madame Flesch gutt nogelauschtert. Ech muss awer constatéieren, dass déi Motioun opgebaut ass op d'Argumentatioun vum Reglement. Et sinn zwee Considéranten do, déi sech op d'Reglement, besonnesch den Artikel 59 beruffen. Doraus gëtt dann d'Konklusioun gezunn, dass de Minister soll eng Positioun huelen.

Mir mengen, dass déi Argumentatioun vun der Motioun falsch wier. Dofir si mer der Meenung, dass déi Motioun hei sans objet ass, well se op engem Fait am Reglement berout, deen am Fong geholl iwwerholl ass a wou d'Regierung net forcéiert ass eng Positioun ze huelen. D'Regierung huet hei gesot si géif keng Positioun zu där Proposition de loi huelen; also menge mer, qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

Ech hätt gär e Vote doriwwer, Här President: Artikel 38 vun onsem Reglement.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Madame Flesch nach eng Kéier.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech mengen, et gëtt keng Ursaach d'Faulheet vun der Regierung ze encouragéieren.

(Hilarité)

Här President, d'Question préalable ass gefrot. Loosse mer fir d'éischt ofstëmmen iwwert d'Question préalable et puis on verra.

M. le Président.- Déi Propositioun ass an der Rei. D'Question préalable, qu'il n'y a pas lieu à délibérer, dat heescht datt et keng Ursaach gëtt, datt d'Chamber iwwert déi Motioun hei befënnt, ass also gestallt.

Wie mam Contenu vun der Question préalable d'accord ass, stëmmt mat Jo. Déi aner stëmme mat Neen. Mir stëmmen of.

Wie fir dem Här Fayot seng Propositioun ass, stëmmt mat Jo, déi aner mat Neen. Et ass awer net schwiereg.

Vote sur la question préalable

De Vote iwwert d'Question préalable ass positiv mat 38 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Et-

gen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dès lors il n'y a plus lieu à délibérer et à voter iwwert d'Motioun vum Här Alexandre Krieps.

Résolution 1

D'Resolutioun vum honorabelen Här Krieps. D'Madame Flesch freet d'Wuert dozou.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, Här President, och hei hunn ech mat groussem Intérêt dem Minister nogelauschtert. De Minister huet jo gesot e wär frou kënne festzestellen, dass eng Bereetschaft an dësem Haus besteet sech mat där Problematik ze beschäftegen. Mam Encouragement vun der Regierung géif ech also d'Kolleege bieden dës Resolutioun ze stëmmen.

M. le Président.- D'Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert gefrot.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, ech si ganz paff iwwert d'Virgoensweis vum Här Krieps, deen, obwuel en Oppositiounspolitiker ass, e ganz aktive Member vun der Santéskommissioun ass, déi ech d'Éier hunn ze presidéieren. Ech wollt lech do d'Informatioun ginn, dass mir a regelméissegen Ofstänn an eiser Kommissioun de Programm opstellen.

An dësem Fall hu mer fir déi lescht Kéier den 19. Februar de Programm vun de Réuniounen opgestallt bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod, déi jo net méi esou ganz laang dauert. Do hu mer décidéiert, well mer ganz vill nach ze schaffen hunn, all Woch eng Réunioun ze maachen. Do hu mer véier Sujeten definéiert. Dat ass zum engen de Centre hospitalier du Nord, d'Hospitalisation de personnes avec troubles mentaux, d'Assurance accident, an de Rescht vun eiser Zäit wëlle mer der Biomedezin an der Oviedo-Konventioun consacréieren, well dat Theme sinn, déi vun enger grousser Aktualitéit sinn an eis an deenen nächste Méint och ronderëm d'Universitéit vill wäerte beschäftegen.

An do ass awer kee Member vun der DP, deen an deem Zesummenhang den 19. Februar d'Propositioun gemaach huet mat där Urgence, déi se haut évoquéiert,…

(Interruption)

…fir iwwert deen dote Sujet ze schwätzen. Esou dass ech net gesi wisou dann elo d'Chamber sollt d'Kommissioun chargéieren dat ze maachen, wann d'Kommissioun selwer mat der Oppositioun zesummen déi Aktualitéit an déi Nécessitéit net agesinn huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, ech hunn elo nach zwou Demandë vun der DP-Fraktioun, fir dat ze komplementéieren, wat d'Madame Flesch gesot huet. Fir d'éischt den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Merci. Ech wëll just mat Regret feststellen, dass an dëser Chamber, soubal een iwwer gesellschaftspolitesch Theme wëllt diskutéieren, ee blockéiert gëtt. Hei si Membere vun der Majoritéit, déi froen, fir dass een iwwer eppes kann diskutéieren. Da kréie mer hei argumentéiert et wier net virgesi gewiescht.

Mir hunn datselwecht gëschter… Haut steet d'Zeitung voll iwwer eng Pressekonferenz fir Hochzäite vu gläichgeschlechtege Persounen, wou dann CSV-Leit optrieden. Ech fannen, et dégoûtéiert mech virun de Wahlen, dass een iwwer verschidde Sujeten einfach hei an där Chamber net kann diskutéieren.

Une voix.- Et huet näischt mat de Wahlen ze dinn.

M. le Président.- Den honorabelen Här Krieps, wann ech gelift.

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Jo also, Här President,…

M. le Président.- Also, lauschtert elo emol. Elo lauschtere mer emol d'Argumentatioun vum Här Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Also, ech denken net un d'Wahlen hei, well ech hunn déi do Interpellatioun gefrot de 6. Mäerz 2007. Elo seet dann d'Madame Mutsch, ech hätt dat net op den Ordre du jour vun der Santéskommissioun gesat den 19. Februar vun dësem Joer.

Dat ass direkt lächerlech, Madame Mutsch. Ech hunn dat de 6. Mäerz 2007 gefrot. Dir invoquéiert elo d'Konventioun vun Oviedo. Déi datéiert vun 1998. Dir wäert dach awer elo net hei zwee Méint virun de Wahlen lech bretzen, dass dat elo op de Programm vun der Kommissioun kéim, mat néng, eelef Joer Retard.

(Hilarité)

Et deet mer leed, Här President. Hei si mer net méi seriö.

(Hilarité)

Hei ass e préélectoralen Aktivismus.

(Interruption)

Jo, voilà! Esou ass et. 2007, Här Wolter…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Fayot, an duerno d'Madame Err!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech muss éierlech soen, dass ech eigentlech dem Här Krieps seng Meenung deelen, dass mer hei am préélectoralen Aktivismus sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt just drop hiweisen, dass an onsem Reglement am Artikel 60 steet, dass eng Kommissioun sech ka mat enger Proposition de loi saiséieren.

Dat hätt also den Här Krieps, dee jo awer elo schonn zwee oder dräi Joer an der Chamber ass, kënnen am Joer 2007 an der Kommissioun proposéieren. En hätt net bräichte bis de Mäerz 2009, also dräi Méint virun de Wahlen, ze waarden, fir dat op den Ordre du jour vun dëser Kommissioun ze setzen.

D'Madame Presidentin vun där Commission de la Santé huet lech gesot, dass d'un commun accord an där Kommissioun décidéiert ginn ass, wat an deene leschte Sitzunge vun dëser Legislatur an där Santéskommissioun géif gemaach ginn. Dat ass weder vun der DP, nach vun iergendenger anerer Fraktioun proposéiert ginn. Esou dass ech der Meenung sinn, dass och dës Resolutioun eigentlech sans objet ass.

M. le Président.- Elo huet den Auteur vun der Proposition de loi, déi honorabel Madame Err, d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, ech hunn déi Resolutioun do ënnerschriwwen ier ech den Artikel 60 gelies hunn. Ech liesen lech den Artikel 60 vir, aus deem ervirgeet, dass wann d'Regierung keng Positioun hëlt an deenen dräi Méint respektiv an deene sechs Méint, dass een da kann d'Prozedur viruféieren ouni den Avis. Also hält näischt eng Kommissioun of, déi wëllt, dat ze maachen, wann dat de Wëllen ass. Et kann een op jidde Fall an där Saach do de schwaarze Péiter net nëmmen un d'Regierung schéissen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err.

(Interruption)

Also, lauschtert emol. Mir mussen oppassen, datt d'Debatt hei iwwert déi Resolutioun net méi laang dauert wéi déi ganz Interpellatioun.

(Hilarité)

Den honorabelen Här Gibéryen huet elo emol d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu just eng prinzipiell Fro, wou ech net verstinn. Souwuel den Här Fayot wéi d'Madame Mutsch hunn elo hei erkläert, datt et net soll an d'Kommissioun kommen, datt mer déi Resolutioun net solle stëmmen. Ech verstinn dat net esou richteg, well et hunn awer schliesslech zwou Kolleeginne vun der sozialistescher Partei, d'Madame Err an d'Madame Dall'Agnol, déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Aus deeneselwechten Ursaache firwat Dir och ënnerschriwwen hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech weess elo net, Här President…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Aus deeneselwechten Ursaache fir déi Dir ënnerschriwwen hutt. Dir hutt virdru selwer gesot, dass Der zwar net alles drot, mä dass Der awer ënnerschreift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, genau duerfir.

(Hilarité)

Här President, den Här Minister gëtt also d'autant plus eng Argumentatioun, fir déi Resolutioun hei ze stëmmen. Well mir hu gesot, mir wëllen net quant au fond eis hei äusseren. Mir hätte gären, datt d'Prozedur soll virugoen. Duerfir hu mer se ënnerschriwwen.

A wann den Här Minister elo hei en Zwëscheruff mécht, aus därselwechter Ursaach hätten d'Madame Err an d'Madame Dall'Agnol ënnerschriwwen, da si mer eis jo eens, datt d'Prozedur soll virugoen. Da froen ech mech, firwat datt dann elo aner Leit aus der LSAP hei wëllen, datt et net soll virugoen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Krieps kritt elo als leschte Riedner d'Wuert.

(Interruption)

Pardon, den Här Bausch kënnt nach duerno.

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- Här President, ech widderhuelen dann nach eng Kéier: Ech hunn déi Interpellatioun eragereecht un de President vun der Chamber, den Här Lucien Weiler, de 6. Mäerz 2007.

M. le Président.- Ech gesinn, datt et net éischter gaang ass.

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur.*- An ech maachen net de Programm hei vun de Séance-publiqueën. Duerfir kann ech den Här Fayot net verstoen. Ech verstinn e wuel, well elo dräi Méint virun de Wahlen ass en amgaang seng rigouréis Standarden erofzedrécken, ebe fir d'Wahlen ze wannen. Mä ech mengen, do kritt en eng Desillusioun, well hei geet e géint all prozedural Froe vun dësem Haus.

Merci.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

(Interruptions diverses)

Also, lauschtert emol! Elo huet den Här Bausch d'Wuert!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, éischtens wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren, datt eng Resolutioun sech net un d'Regierung riicht, mä un d'Chamber selwer. Esou datt den Här Minister eigentlech an deem hei Spill, e kann natierlech ëmmer d'Wuert ergräifen duerch den Artikel vun der Verfassung zu allem, wat e wëllt, dat ass selbstverständlech, mä an der Logik vun der Saach léich et,…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…datt d'Regierung sech hei aus de Geschäfter vum Parlament géif eraushalen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat Zweet ass, Här President, ech mengen d'Madame Presidentin vun der zoustänneger Kommissioun huet elo gesot, et hätt een am Fong sollen am Februar dat dann an dee Programm do erabréngen, deen d'Kommissioun sech nach ginn hätt bis de Juni. Bon, mir sinn elo Februar, Mäerz. Dat ass nach net esou laang hier.

D'Fro, déi sech jo stellt, an ech mengen, datt de Wonsch besteet, zumindest bei senger Fraktioun, datt dat do nach soll diskutéiert ginn, dat huet jo dat bestätegt, datt zwee Membere vun der LSAP-Fraktioun ënnerschriwwen hunn op der Resolutioun, soss wär se jo net esou déposéiert ginn. Et schéngt also e ganz staarke Wonsch ze sinn an där Fraktioun, fir dat nach ze diskutéiere virum 7. Juni an dëser Legislaturperiod.

(Interruption et hilarité)

Duerfir géif ech proposéieren: Et gëtt zwou Méiglechkeeten. D'Kommissioun natierlech ka selwer décidéieren; dat wär dat Einfachst. Wann d'Madame Mutsch elo géif hei opstoen a si géif eis soen: „Hei, ech ginn lech d'Garantie, dass ech derfir suerge wäert, datt déi Proposition de loi nach diskutéiert gëtt an der Kommissioun bis de 7. Juni", da brauche mer déi Resolutioun hei net ofzestëmmen. Dann ass dat jo geschitt.

Wann dat awer natierlech net de Fall ass, da verweigert jo d'Majoritéit an der Kommissioun hei d'Recht, fir iwwert déi Proposition de loi ze diskutéieren. Da bleift natierlech dem Här Krieps näischt aneschters iwwreg logescherweis, wéi se hei zum Vote ze stellen.

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Duerfir ass dat absolut legitim.

Duerfir, meng Fro ass dann un d'Madame Mutsch: Kënnt dat nach zur Debatt an deenen nächste Méint an der Kommissioun? Dann, bon, kënne mer eis jo dee Vote spueren. Wann net, da musse mer driwwer ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Madame Mutsch, wann ech gelift.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, wéi ech éineschters scho gesot hunn, huet bis elo d'Kommissioun hir Aarbechte selwer organiséiert an net e Mandat vun der Chamber gebraucht, fir dës Aarbechten an Ugréff ze huelen.

Et kann een natierlech elo am Zesummenhang mat der Oviedo-Konventioun déi ganz Saach an d'Lächerlecht zéien. Mä mir hu gemeinsam décidéiert eis ronderëm d'Biomedezin ze beschäftegen. An dunn hu mer gesot, dass d'Oviedo-Konventioun an deem Zesummenhang mat traitéiert gëtt, well do deelweis Elementer sinn, déi eis utile sinn an der Diskussioun ronderëm d'Biomedezin.

Wann et de Wonsch ass vun der Commission de la Santé de Programm bis zum Enn vun der Legislaturperiod nach eng Kéier op d'Kopp ze geheien an aner Projeten, déi elo schonn décidéiert sinn, zréckzestellen, fir deen doten…

Une voix.- Neen.

(Interruption)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- …ze behandelen, da sinn ech selbstverständlech bereet fir dat an der Santéskommissioun ze maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass an der Vakanz!

Une voix.- Mir hu Sitzungen an enger Woch.

M. le Président.- Voilà! Den Här Wolter, wann ech gelift.

(Interruption)

Natierlech. D'CSV-Fraktioun huet sech bis elo zréckgehalen. Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn e bëssen nogelauschtert. Här President, et ass awer net, dass mer keng Meenung derzou hätten.

M. le Président.- Ech ginn dovun aus.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Fir d'éischt sinn ech mat der Madame Mutsch d'accord, fir ze soen, dass d'Kommissioun hire Programm soll organiséieren. Zum Zweete verweisen ech op d'Reglement vun der Chamber. Ech fannen et kee gudde Stil, wa mer eis als Chamber selwer opfuerdere Saachen ze maachen, déi an eise Reglementer stinn. Dat, wat d'Diskussioun ubelaangt.

Wat de Fong vum Dossier ubelaangt, verweisen ech op de Koalitiounsaccord, deen déi zwou Parteie matenee geholl hunn. Mir hunn e bestehend Gesetz.

(Interruptions)

Ee Moment. Mir hunn e bestehend Gesetz. Dat Gesetz ass 30 Joer al, a mir hunn an de Koalitiounsverhandlunge viru fënnef Joer zwou Saache festgehalen: Éischtens, dass mer géife kucken, am Kader vum bestehende Gesetz, d'Méiglechkeeten auszeloten, fir dat Gesetz a sengem bestehenden Inhalt kënnen deene Kritären no, déi mengen ech vun alle Parteien hei definéiert gi sinn an déi mer net a Brasilien fannen, fir deene gerecht ze ginn.

Den Här Minister huet a senger Ried virdru gesot, dass am Accord vun deenen zwee Koalitiounspartner an deene leschte fënnef Joer eng ganz Rei vu Punkte gemaach gi sinn, notamment d'Mise à disposition vu Préservatifen. Material, wat zur Verfügung gestallt ginn ass fir an der Schoul, well et ass virun allem an der Opklärung, wou mer, mengen ech - an och grenziwwerschreidend iwwer all Parteien hunn ech dat esou gesinn -, déi beschte Progrèsë kënne maachen. Et misst ee vläicht kucken, ob an der Schoul dat Material och flächendeckend iwwert d'ganzt Land esou benotzt gëtt, wéi dat gewënscht ass.

De medikamentösen Avortement, surveilléiert duerch eng Konventioun mam Planning familial, d'Méiglechkeet vum Remboursement vu Préservatifen, dat sinn alles Mesuren am Kader vum bestehende Gesetz. Doriwwer eraus hu mer festgehalen, viru fënnef Joer, dass e Bilan géif gezu gi vun der bestehender Législatioun, a wann dee Bilan vun der bestehender Législatioun géif virleien, dass mer dann eng Diskussioun géifen doriwwer féieren, wat mer mat dem Gesetz aus de 70er Jore géife maachen.

Ech reagéieren dorobber, well ech alt nees vum Kolleeg Bettel repetitiv heibanne virgeworf kréien, dass, ëmmer wann et ëm Gesellschaftspolitik géif goen, d'CSV sech enger Diskussioun géif verschléissen.

(Interruptions)

Ech war elo fënnef Joer hei an der Chamber an ech hu festgestallt, dass mer iwwer quasi alles, wat d'Gesellschaftspolitik ubelaangt, d'Méiglechkeet haten hei doriwwer ze diskutéieren. Tëschent dem Fait, dass een iwwer Saachen diskutéiert an dass een am Inhalt net ëmmer därselwechter Meenung ass, do ginn et zwou verschidde Klacken!

Mä dëser Koalitioun virzewerfen, dass mer zur Gesellschaftspolitik keen Débat gefouert hätten, da froen ech mech, wat mer de Mëtteg hei gemaach hunn. Hu mer de Mëtteg en Débat gefouert oder hu mer de Mëtteg keen Débat gefouert? Wat d'Konklusiounen aus dem Débat sinn - mä dat ass awer d'Spill vun der Demokratie a vum Parlamentarismus -, muss net heeschen, dass jiddwereen därselwechter Meenung ass, mä den Débat ass gefouert ginn.

Ech wëll fir meng Partei soen, dass mir drop waarden, dass dee Bilan gezu gëtt. Well ech mengen, dass et nëmmen op engem kloer etabléierte Bilan vun engem bestehende Gesetz ass, wou een duerno kann eng Diskussioun féieren, wat ee wëllt maachen. D'CSV wäert sech op jiddwer Fall esou enger Diskussioun, wann de Bilan do läit, net verschléissen.

Merci.

M. le Président.- Lauschtert emol, mir sinn hei am Kader vun enger Resolutioun, déi d'Chamber concernéiert. Et hunn elo well eng Dose Riedner zu där Resolutioun hei Stellung geholl, d'Positioune vun deenen eenzelne Gruppe si kloer a mir mussen elo zu engem Ofschloss kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech wäert d'Chamber net ophalen, ech wëll just dem honorabelen Här Wolter soen, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, elo an deene leschte Méint respektiv an deenen zwee Joer sech op e „Bilan" opgebaut hunn, deen ech der Regierung gemaach hunn iwwert d'Applikatioun vum Gesetz iwwert den Avortement, dass mer also an dëser Period dat...

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, ech gesinn net, wat dat doten elo mat eiser Resolutioun hei ze doen huet! Deementspriechend...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech sinn an 30 Sekonne fäerdeg. Dass mer dat gemaach hunn opgrond vun deem...

(Interruptions)

...vun deem, Här President, wat mer konnte maachen, am Rahme vun der bestehender Gesetzgebung.

(Interruption)

Voilà. Mä dee „Bilan" ass un d'Regierung gaang, an déi Mesuren, déi ech geholl hunn, sinn dorobber opgebaut.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Firwat huet d'Commission de la Santé dee Rapport net kritt?

M. le Président.- Här Minister, kënnt Dir mer soen, wéi dee „Bilan" eis an der Problematik vun dëser Resolutioun soll weiderféieren. Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also nach eng Kéier eng Question d'ordre. Mir hunn hei eng Resolutioun, wou d'Presidentin vun der zoustänneger Kommissioun ons seet, dass se déi Resolutioun net brauch, wann an där Kommissioun décidéiert gëtt, doriwwer ze diskutéieren. Also ass déi Resolutioun iwwerflëssig, an duerfir fannen ech...

(Interruptions)

Duerfir fannen ech, dass een hei och d'Question préalable stelle kéint, qu'il n'y a pas lieu de voter, well e ganz kloere Wëlle vun der Presidentin vun der Kommissioun ausgeschwat ginn ass, fir dat an där Kommissioun ze diskutéieren, wann d'Kommissioun dat décidéiert.

(Interruptions)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et ass dach net déi Kommissioun, déi hei den Ordre du jour fixéiert. Et ass...

M. le Président.- Lauschtert emol. Mir hunn eng Resolutioun hei, an all Grupp huet elo seng Positioun duergeluecht, wat déi Resolutioun hei ubelaangt. Mir sollen elo eng Décisioun iwwert déi Resolutioun huelen an deementspriechend gëtt elo ofgestëmmt.

Vote

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner.

Domat ass dës Debatt definitiv ofgeschloss.

3. 5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (suite)

Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi 5819 iwwert d'REACH-Direktiv.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5819 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.47 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 36

Jeudi, 19 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet des conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Jos Scheuer, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

2. 5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer
2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question avec débat N°41 de M. Félix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg

- *M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

4. 5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Camille Gira, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres et M. Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner.

Mir kommen direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Aktualitéitsstonn, ugefrot vum Grupp vun deene Gréngen, iwwert de SREA an den SGE. D'Riedezäit Artikel 84(2), Madame Delvaux, vum Chambersreglement gesäit Folgendes vir: Déi gréng Fraktioun huet zéng Minutten, déi aner Fraktioune fënef Minutten, d'Sensibilités politiques zwou Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Do gesitt Der, wéi équitabel an zevirkommend d'Chamber mat der Regierung ass!

Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, den Här Berger, den Här Scheuer an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo als Vertrieder vun där grénger Fraktioun den honorabelen Här Adam. Här Adam, wann ech gelift.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet des conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et wier an eisen Ae richteg gewiescht, d'Strukture vun der Éducation différenciée - déi ech am weideren Discours Édiff dann nennen - an och all Servicer vun der Édiff, wéi de Service rééducatif ambulatoire (SREA) oder de Service de guidance de l'enfance vun Ufank un an d'Reform vun der Grondschoul anzebezéien. Et ass net logesch, mat Begréffer wéi „Inclusion" oder „Cohésion sociale" ze hantéieren an dann dës Strukturen net mat an d'Considératiounen ze huelen.

Mir stellen d'Existenz vu verschiddenen Édiff-Zentren net a Fro. Mir mengen, datt et ëmmer wäert eng IMC oder eng Logo oder aner speziell Infrastrukture musse ginn, well et ëmmer wäert Kanner ginn, déi esou eng intensiv a spezialiséiert Hëllef brauchen, déi hinne besser an esou engem Zenter wéi an enger anerer Schoul kann ugebuede ginn.

Dës spezialiséiert Zentre solle méiglechst no un aner Schoulen ugebonne sinn a si däerfe keen Alibi ginn, fir Kanner mat Léierschwieregkeeten oder mat relativ liichte Verhalensopfällegkeeten aus der normaler Schoul erauszehuelen.

Kanner mat richteg problemateschem Verhale musse mer och haut nach gréisstendeels an d'Ausland schécken. Dat ass ee Problem, deen eng Heure d'actualité fir sech verdéngt.

An där kuerzer Zäit vun der Heure d'actualité vun haut geet et net drëms, déi ganz Éducation différenciée op de Leescht ze huelen. Ech erlabe mer just, dat als een noutwendegen an iwwerfällege Schrëtt ze bezeechnen.

Ech kommen dann och elo direkt op den haaptsächleche Sujet vun haut zréck: de Service de guidance an de SREA an d'Méiglechkeeten, déi dat neit Gesetz iwwert den Enseignement fondamental opmécht.

De Service de guidance huet sech aus dem Gesetz vum 14. Mäerz 1973 iwwert d'Édiff entwéckelt an ass och e Service vun der Édiff. Eng ronn 50 Leit sinn a multiprofessionellen Équipen organiséiert. Si beroden an assistéiere bei psychologeschen, erzéiereschen oder schoulesche Problemer.

De SREA huet sech iwwert d'Gesetz iwwert d'Intégration scolaire des enfants affectés d'un handicap vun 1994 entwéckelt. Déi multiprofessionell Équipë vum SREA schaffen eigentlech just op Uweisunge vun de Commissions médico-psycho-pédagogiques, deenen hir Missioune mam neie Gesetz d'Commissions d'inclusion iwwerhuelen. D'Leit vum SREA ginn a Schoulklassen a schaffe mat Kanner, déi spezifesch Besoinen hunn, am Prinzip an der Klass selwer.

An der Sektioun 4 vum zweete Kapitel vum neie Grondschoulgesetz geet et ënner anerem ëm d'Hëllefsmoossname bei Léierproblemer. Hei gëtt festgehalen, datt an all Inspektescharrondissement eng Équipe multiprofessionnelle ageriicht gëtt, datt dës Équipe sech aus Leit aus der Édiff, der Logo an net weider definéierte Spezialisten zesummesetzt.

Den Artikel 28 seet, datt de Schoulinspekter de Chef ass. Dat héiert net jiddweree gären. Et schéngt eis awer kloer an dierft och kaum méssverstane ginn.

An der Broschür, déi dës Woch vum Ministère un d'Eltere verdeelt gouf, steet, datt d'Commission d'inclusion den Elteren eventuell eng Assistance an der Klass - an ech zitéieren -: «par un membre de l'équipe multiprofessionnelle (appelée auparavant „heures SREA")» géif proposéieren. Et schéngt also op den éischte Bléck einfach: Équipe multiprofessionnelle ass gläich SREA. Mä esou einfach solle mir eis et eiser Meenung no net maachen.

Am Kapitel 4 iwwert d'Schoulpersonal gëtt fir d'éischt am Artikel 67 festgehalen, datt d'Personal, dat an der Grondschoul intervenéiert, sech zesummesetzt aus dem Personal vun der Schoul an aus dem Personal vun den Équipes multiprofessionnelles.

Am Artikel 68 ginn 18 verschidde Beruffer opgezielt, déi an Zukunft kënnen zum Schoulpersonal gezielt ginn.

Am Artikel 69 gëtt festgehalen, datt déiselwecht 18 verschidde Professioneller zur Équipe multiprofessionnelle kënne gehéieren.

Mir haten als Gréng dës Méiglechkeet extra gefrot, well esou eng breet Definitioun vu méiglechem Schoulpersonal eng ganz Rei Perspektiven a Richtung inklusiv Schoul opmécht. Et ass also theoretesch méiglech, datt eng Schoul en eegene Schoulpsycholog, en eegenen Éducateur gradué, en eegenen Orthophonist an esou weider kritt.

Well also, éischtens, villes méiglech ass, et awer u klore Richtlinne feelt; well zweetens am Gesetz iwwert d'Schoulpersonal nach just Rieds geet iwwert d'Schoulmeeschteren, Éducateuren an Éducateur-gradués, Inspekteren, d'Réserve des suppléants, an net méi vun deenen anere ville Spezialisten; a well drëttens et haut ee SREA an ee Service de guidance ënnert dem Deckel vun der Édiff an eise Schoule gëtt, wollte mir wëssen, Madame Minister, wéi déi Artikelen 68 an 69 vum neie Schoulgesetz ze interpretéiere sinn.

Sollen de SREA an de Service de guidance mat hire regionale Büroe weiderhi bei der Édiff bleiwen? Dat kéint een als contraire zum Gedanke vun enger inklusiver Approche vun eisem Schoulsystem betruechten. Mir sinn éischter der Meenung, datt déi ganz Éducation différenciée an d'Schoul misst integréiert ginn.

Sollen de SREA an de Service de guidance aus der Édiff erausgeholl ginn an eng eegestänneg Struktur ginn, esou ähnlech wéi d'SPOSen an de Lycéeën? Sollt dat de Fall sinn, da misst och geklärt ginn, ob dës nei Struktur dann en eegenen Direkter géif kréien, wéi d'Zesummenaarbecht mam Inspekter a mam Comité d'école geregelt wier a wéi eng weider Vir- an Nodeeler dës Approche hätt.

Sollten déi méi grouss Schoule selwer kënnen hir Spezialisten zougedeelt kréien, déi méi kleng Schoulen awer op regional multiprofessionell Équipë kënnen zougräifen? Dat wier fir eis déi schéinste Léisung. Déi géif awer staark Schoule mat enger staarker Organisatioun a klore Kritäre verlaangen, wéini datt wéi ee Personal dierft agestallt ginn.

Am Artikel 38 vum Grondschoulgesetz, wou et ëm de Kontingent vu Stonne geet, déi enger Schoul zur Verfügung gestallt ginn, do ass jo kee Kritär wéi Enfants à besoins spécifiques festgehale ginn.

Egal wéi eng Léisung datt Iech virschwieft, Madame Minister, et wier an eisen Ae sënnvoll, Service de guidance a SREA net méi getrennt vuneneen agéieren ze loossen. Et wier wichteg emol eng Kéier ze klären, ob d'Psychologe vum Service de guidance Schoulpsychologe sinn, déi am Déngscht vun der Schoul an de Schoulkanner stinn, oder Psychologen, déi onofhängeg an ausserhalb vun der Schoul mat Schoulkanner schaffen, wéi dat haut éischter d'Vue ass.

Egal wéi eng Léisung datt Iech virschwieft, mam aktuelle Fonctionnement vum SREA kënne mir net zefridde sinn.

De Kontingent vun de SREA-Stonne gëtt nämlech net no de Besoinë vun de Kanner berechent, mä no engem fixë Montant vu Stonnen, déi dann all Inspekter zur Verfügung gestallt kritt an déi nom Motto „Mir hëllefen iwwerall e bëssen, hunn awer net déi néideg Moyenen, fir eng seriö Integratiounsaarbecht an de Schoulen ze maachen" pro Secteur verdeelt ginn.

Mir erliewen ëmmer erëm, datt eenzel Kanner net déi SREA-Stonne kréien, déi se eigentlech bräichten. Mir erliewen ëmmer erëm, datt keng SREA-Stonne méi do sinn, wann ee Kand d'Gemeng an domat den Inspekteschsecteur wiesselt.

Dës Situatioun riskéiert an Zukunft éischter nach méi kriddelech ze ginn. Bis elo konnt zum Beispill eng Gemeng engem betraffene Kand an dem Léierpersonal bäisprangen, andeems schnell op Imprévuë reagéiert ginn ass. Zum Beispill am Fall, wou ee Kand, wat eng speziell Hëllef brauch, nei an d'Gemeng geplënnert ass. Duerch déi exklusiv Nominatioun vum Schoulpersonal duerch de Stat wäert et net méi méiglech sinn, datt eng Gemeng kuerzfristeg Leit astellt, déi a speziellen an onerwaarte Situatiounen hëllefe kënnen.

Mir gesi bei de limitéierte SREA-Stonnen och e Widdersproch zum Gesetz vun der Aide à l'enfance et à la famille vum 22. Dezember 2008.

Am Artikel 4 vun dësem Gesetz gi mir den Elteren ee Recht, sech un den Office national de l'enfance ze wenden, wann hir Kanner an enger Noutsituatioun sinn. Dat misst jo eigentlech och fir schoulesch Noutsituatioune gëllen.

Am Artikel 6 vun dësem Gesetz steet, datt den ONE, den Office national de l'enfance, géif intervenéieren «pour évaluer individuellement les ressources et les difficultés d'enfants, de jeunes adultes et de familles dont la situation est considérée comme critique par des acteurs des domaines psychosocial, scolaire, médical ou judiciaire».

Emol dovun ofgesinn, datt hei den Office national de l'enfance der Commission médico-psycho-pédagogique nationale wäert op d'Zéiwen trëppelen, schéngen eis dës Bestëmmunge contraire zu engem Hëllefsdéngscht mat enger fixer Stonnenzuel, also contraire zum aktuelle Fonctionnement vum SREA.

Mir trieden a fir eng Schoul, wou méiglechst all Kanner kënnen zesumme léieren. Dat geet awer nëmmen, wa mer dat néidegt Personal an eise Schoulen hunn. Wa mer dat néidegt Personal net zur Verfügung stellen, da schuede mir der Iddi vun der Inclusioun, mir schaffen net am Interessi vun alle Kanner a mir découragéieren dat motivéiert Léierpersonal.

An deem Sënn, Madame Minister, wéi gesäit et konkret fir déi Leit aus, déi beim SREA a beim Service de guidance de l'enfance schaffen? Musse si sech op Ännerungen astelle schonns bei der Rentrée 2009, oder bleift einstweilen alles beim Alen? Wéi gesitt Dir, Madame Minister, déi mëttelfristeg Entwécklung beim SREA an am Service de guidance, ënner anerem och am Kontext vun de Strukture vun der Éducation différenciée insgesamt?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Hetto.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Madame Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well si gäre wéisst, wat fir eng Auswierkungen d'Reform vun der Primärschoul op de Service rééducatif ambulatoire, also de SREA, an och op de Service de guidance wäert hunn.

Béid Servicer, déi jo en Deel vun der Éducation différenciée sinn, hunn als Aufgab, sech ëm Schoulkanner mat spezifesche Besoinen ze këmmeren. Esou betreit de Service de guidance Kanner tëschent dräi an zwielef Joer, déi psychologesch, erzéieresch, schoulesch, neurologesch an och

mental Problemer hunn, währenddeems de SREA sech ëm Kanner bekëmmert, déi wéinst enger mentaler, motorescher, sensorieller oder charakterieller Behënnerung speziell erzéieresch Besoinen hunn.

Bis dato hunn dës Servicer esou fonctionnéiert, dass d'Enseignanten oder d'Eltere bei Kanner mat spezifesche Problemer sech entweder direkt beim zoustännege Service gemellt hunn oder awer de SREA indirekt iwwert de Wee vun der Commission médico-psycho-pédagogique ageschalt hunn.

Fir awer elo am Kader vun enger globaler Reform vun der Schoul och d'Aktioune vun deenen eenzelne Servicer vun der Édiff an de Centres de logopédie besser openeen ofzestëmmen, gesäit dat neit Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Fundamentalunterrecht a sengen Artikele 27 an 28 vir, dass éischtens, multiprofessionell Équipë geschafe ginn, déi sech ënner anerem aus dem Personal vun der Édiff an der Logopedie zesummesetzen, an dass zweetens, déi Équipen hir Interventiounen an der Primärschoul ënnert der Responsabilitéit vum Bezierksinspekter ausféiere wäerten.

D'Zil vun dëse Bestëmmungen ass deemno ganz kloer d'Aktivitéite vun den eenzelne Servicer vun der Édiff ze bündelen, fir dass se méi rationell fonctionnéieren an och méi effizient schaffe kënnen.

Fir d'CSV-Fraktioun gëtt et duerfir och kee Grond fir d'Édiff mam Fundamentalunterrecht ze fusionéieren. Bei der Édiff handelt et sech nämlech ëm eng historesch gewuesse Struktur, déi scho laang um Terrain präsent ass an déi e ganz anert spezialiséiert Personal wéi d'Primärschoul huet an doduerch op Kanner mat spezifesche Besoinë kann agoen.

Derbäi kënnt, dass déi eenzel Servicer vun der Édiff jo genee wéi de Fundamentalunterrecht och dem Éducatiounsministère ënnerstinn. Béid Strukture sinn deemno schonn en Deel vun engem Ganzen. Duerfir gesi mir als CSV och net de Sënn, fir déi zwou Komponente mateneen ze verschmëlzen.

Dëst ass iwwregens och guer net de Wonsch vun der Majoritéit vum betraffene Personal. Am Géigendeel, déi concernéiert Servicer wëlle weider ënnert dem Mantel vun der Édiff bestoe bleiwen. A besonnesch hofft d'Personal vum SREA, dass d'Schoulreform him et erlaabt, sech duerch d'Aféierung vun enger differenzéierter Pedagogik an der individueller Betreiung vun de Kanner nees verstäerkt op seng initial Missioun kënnen ze konzentréieren, nämlech d'Betreiung an d'Integratioun vun de behënnerte Kanner.

Momentan ass nämlech de SREA haaptsächlech mat Léier- a Verhalensproblemer vu Schoulkanner konfrontéiert an huet net méi déi néideg Zäit, fir sech ëm d'Betreiung an d'Integratioun vu behënnerte Kanner ze bekëmmeren. D'Schoulreform géif et de Servicer vun der Édiff also erméiglechen, sech nees voll a ganz op hir ursprünglech Aufgab kënnen ze konzentréieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi elo genee déi multidisziplinär Équipë vun der Édiff an der Logopedie mat an d'Organisatioun vum Fundamentalunterrecht agebonne ginn, dorunner schafft momentan en Aarbechtsgrupp, dee sech aus Vertrieder vum Ministère, den Inspekteren an der Édiff zesummesetzt. Och an Zukunft wäert d'Édiff der École fondamentale mat hirer Expertise a mat hirer Erfahrung zur Säit stoen, fir ze versichen, all Kand beschtméiglech ze encadréieren an och ze integréieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Dann ass et um Här Berger. Duerno kënnt den Här Scheuer.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, viru manner wéi zwee Méint huet d'Majoritéit hei an der Chamber dat neit Grondschoulgesetz gestëmmt. Bei deenen Debatten hat ech am Numm vu menger Fraktioun kritiséiert, datt dës Reform eng Rei strukturell Schwaachpunkter hätt, besonnesch wat d'Ëmsetzung vum Gesetz géif betreffen. Ech hat och gesot, datt et eng Reform vun de verpasste Chancë wär.

Ech hat op eng Rei Inkohärenzen a Schwieregkeeten higewisen, déi sech géife schnell bei der Ëmsetzung bemierkbar maachen. Dat bestätegt sech elo lues awer sécher um Terrain dobaussen.

Ënner anerem ass verpasst ginn, d'Éducation différenciée an d'Grondschoulgesetz mat anzebannen. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt dat keng gutt Saach ass. Mir sinn net domadder d'accord. Dat ass entgéint der Iddi vun der Integratioun vun de behënnerte Kanner an eis normal Grondschoul.

D'Regierung wollt dat jo net maachen. Domadder verbonnen ass dann elo och déi spezifesch Fro iwwert d'Plaz an d'Missioun vun der Éducation differenciée, mä awer och hei méi spezifesch vum SREA an dem Service de guidance. De Claude Adam huet en détail elo grad déi verschidde Schwieregkeeten an Aspekter beliicht, deem u sech praktesch näischt bäizefüge wär.

Mat deem neie Gesetz hu mer elo eng Rei nei Expertegremien, déi en place gesat gi sinn - Équipes multiprofessionnelles, Commissions d'inclusion scolaire an esou weider -, déi och elo Aufgabe mat ofdecken, déi zum Deel an der Vergaangenheet vum SREA ofgedeckt gi sinn. De SREA war jo op eng gewëssen Aart a Weis e Bindeglied tëschent der Éducation différenciée an der Primärschoul, mat der Missioun, fir Kanner mat Handicap oder à besoins éducatifs spéciaux Hëllefstellung ze bidden, och am Kader vun der klassescher Primärschoul.

Wat bleiwen elo d'Missioune vum SREA? Gi se exklusiv elo fir spezifesch Aufgaben an der Éducation différenciée agesat oder nëmmen do zréckbehalen? Wat jo dann och géif bedeiten, datt ee strukturell och nach méi e grousse Käil tëschent d'Grondschoul an d'Éducation différenciée géif dreiwen.

Och fir de Service de guidance stellt sech d'Fro, wou hir Plaz elo ass a wat fir eng Missioune si dann an deem Kader vun där ganzer Grondschoulreform nach hunn.

Ech wéilt och drun erënneren, datt d'Inspekteren op déi Problematik a verschidden Avisen higewisen haten, schonn eng ganz Zäit ier d'Dokumenter oder ier déi éischt Projete vun dem Grondschoulgesetz virlouchen. Als Experte schlechthin um Terrain hate si och proposéiert, datt de SREA sollt komplett un déi nei Grondschoul rattachéiert ginn, gradesou wéi si och gefrot haten, fir d'Éducation différenciée an d'Grondschoul ze integréieren.

Op déi Avisë war jo net gelauschtert ginn. Mir mussen also feststellen, datt elo Bedenken, déi während den Debatte waren, déi virun den Debatte waren, déi zum Ausdrock komm sinn, berechtegt waren an datt mer elo bei der Ëmsetzung vum neie Grondschoulgesetz awer déi eng oder aner Onkloerheeten a Froen hunn, wou mer nach keng Äntwerten hunn.

Ech wéilt, fir ofzeschléissen, och nach soen, datt dat hei wahrscheinlech net déi eenzeg Froen an Onkloerheete sinn, mat deene mer wäerten an den nächste Wochen a Méint nach konfrontéiert gi bei der Ëmsetzung vum Gesetz vum Januar. Et wäert sécherlech och nach esou sinn, datt mer déi eng oder aner Kéier hei an der Chamber mussen nei légiférëieren, fir dann déi Saachen, déi mer do verpasst hunn oder schlecht gemaach hunn, mussen ze redresséieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Dann ass et um Här Vizepresident Scheuer fir d'Wuert ze ergräifen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Virun zwee Deeg war ech bass erstaunt, wéi ech nogelauschtert hunn, wat d'Vertriederin vun deene Grénge hei bei der Diskussioun iwwert den Handicap gesot huet. Dat huet geklong wéi wann déi Leit mat Handicap, d'Kanner mat Handicap am neie Schoulgesetz guer net méi géife virkommen. D'Kanner mat Handicap am neie Schoulgesetz bleiwen „außen vor". Si ginn ignoréiert.

Den Här Adam war Gott sei Dank méi nuancéiert. Den Här Adam kennt d'Schoulgesetz. Den Här Adam kennt och de SREA an e kennt de Service de guidance. Seng Interventioun war Gott sei Dank méi nuancéiert, wéi déi offiziell Positioun vun deene Grénge, wéi iwwert den Handicap diskutéiert ginn ass.

Déi nei Grondschoul ass eng École d'inclusion. Dat ass d'Absicht gewiescht, wéi dat Gesetz gemaach ginn ass. Déi nei Schoul ass eng Schoul, déi d'Cohésion sociale als eent vun deene wichtegsten Ziler vun der Reform duergestallt huet, an dat ass eng Spezifissitéit vun där doter Schoul. Déi nei Schoul, déi mécht den Enseignement spécial iwwerflëlsseg. Dat, muss ee soen, ass bis elo net gesot ginn heiuewen.

Mä déi nei Schoul absorbéiert net d'Édiff. Dat war gewosst. Et war net d'Absicht, fir d'Édiff ze absorbéieren. Ech sinn och der Meenung, datt et am Fong iwwerflëlsseg ass oder ze fréi ass, iwwert d'Ausriichtung vum SREA an iwwert d'Ausriichtung vum Service de guidance an der Zukunft a souguer an nächster Zukunft ze diskutéieren. D'éischt Schoul ass eng École d'inclusion, dofir hu mer d'Équipen dohinnergesat, dofir gëtt et deen Artikel mat deene ville Beruffer, déi kënnen intervenéieren an där neier Schoul. Et ass eng Schoul, déi den individuelle Bedierfnisser vun de Kanner Rechnung droe muss an déi och den individuelle Bedierfnisser vun de Kanner mat Handicap Rechnung droe muss.

Ech liesen dann den zweeten Alinea vun deem Artikel vir, deen zitéiert ginn ass. Den Artikel 27 seet: «Ces équipes multiprofessionnelles comprennent le personnel de l'éducation différenciée et de Centres de logopédie, des instituteurs de l'enseignement spécial affectés à une commune de l'arrondissement et d'autres experts dans l'aide, l'appui et l'assistance à donner aux élèves en question.» Dat heescht, d'Édiff ass net getrennt vun där Basisschoul. D'Édiff ass mat dran.

An déi Équipes multiprofessionnelles, déi stinn net ënnert der Tutelle, mä ënnert der Kontroll vum Inspekter. An ech si perséinlech der fester Iwwerzeegung, datt d'Inspektorat just am Beräich vun der Inclusioun, am Beräich vun der Integratioun eng immens wichteg Roll ze spillen huet, fir als Katalysator tëschent deenen eenzelne Gruppen ze wierken. Den Inspekter huet Weisungsbefugnis an den Inspekter muss och d'Prioritéiten definéieren, ënnert deenen oder no deenen déi Équipes multiprofessionnelles ze schaffen hunn.

Doraus ergëtt sech folgend Konsequenz: De 15. September leeft d'Grondschoul un. A scho wa se uleeft, muss gekuckt ginn, wéi vill Integratioun méiglech ass, wat de Maximum vun Integratioun ka sinn, déi een an deenen eenzelne Schoulen, an deenen eenzelne Schoulzentre maache kann. Dofir gëtt et noutwendeg fir schonn am September 2009 déi jëtzeg Édiff anzebannen an d'Schoulorganisatioun. Dat ass vierdergrënneg d'Tâche vun de staatlechen Instanzen, vun den Équipes multiprofessionnelles, déi et gëtt. Dat ass awer och d'Tâche, déi ee bei der Schoulorganisatioun muss berücksichtegen.

D'Gemenge sinn also och gefuerdert, an da léist sech och déi Angscht, datt eng Lasskoppelung vun der Édiff vum normale Schoulbetrib kéint geschéien. Et war ni d'Absicht an et wär och contraire zum Schoulgesetz, wa mer dat géife maachen. D'Philosophie vun deem Gesetz ass eng Philosophie vun der Inclusioun, ass eng Philosophie vun der Integratioun. Wéi mer se elo maachen a wéi se dann definitiv ausgesäit, dat gesi mer, wa mer op eng éierlech Aart a Weis e Suivi maache vun dësem Gesetz a wa mer eis Konklusiounen zéien, no engem Joer, vläicht schonn éischter, mat Rapports intermédiaires, no engem Joer oder no zwee Joer. Do läit d'Zukunft vun der Édiff.

Wat Rescht bleift, wat fir eng Frange vu Kanner net kann integréiert ginn. Et ass net nëmmen eng Fro vu Fangerspëtzegefill, mä et ass virun allem eng Fro vun enger Astellung vis-à-vis vu Kanner, wou den Handicap esou ass, datt ee se guer net oder nëmme schlecht oder nëmmen deelweis beschränkt kann integréieren. Déi Frange wäert ëmmer Rescht bleiwen.

Dat ass och erauskomm an deene villen Entrevuen, déi mengen ech all Parteie mat den Elteren haten an och mam Personal vun der Édiff. Gi mer deem neie Schoulgesetz eng Chance, da gi mer och der Édiff eng Chance, fir sech ze restrukturéiere mam SREA a mam Service de guidance.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. D'Reform vum Virschoul- a vum Primärschoulunterrecht, an Zukunft Grondschoulunterrecht, huet méi Froen opgelooss, wéi der beäntwert gi sinn. En Deel vun deene Froe sinn haut vum Här Adam hei opgeworf ginn, eiser Meenung no zu Recht. Mir hu beim Vote vun deem Gesetz hei gesot, datt d'Chance verpasst ginn ass, d'Schoul vu Grond op ze reforméieren an hir eng nei Struktur ze ginn, si an enger anerer Philosophie ze reforméieren, dat heescht, hir méi Autonomie ze ginn, der eenzelner Schoul méi Eegestännegkeet.

De Corollaire dozou, an do ware mer eis praktesch alleguer eens an der Kommissioun, si staark Direktiounen, kompetent Direktiounen, déi dann, wann esou Froe sech stellen, och déi Décisiounen huelen, déi musse geholl ginn.

Den Här Scheuer huet elo grad gesot, den Inspekter wär deen, deen d'Haaptcharge do hätt. Hie wär e Katalysator. Genau dat gëtt am Fong geholl e bëssen d'Problematik erëm. Hei si ganz vill Intervenanten, déi sécher och mat vill guddem Wëllen druginn, mä wéi dat Ganzt soll fonctionnéieren, dat steet iergendwou an de Stären, an et muss een emol gesinn, den Här Scheuer wëllt no engem Joer eng Analys maachen, wéi et dann a Wierklechkeet fonctionnéiert.

Ech wëll hei soen, datt mir ganz skeptesch sinn. Ech hunn nëmmen zwou Minutten, ech ka wierklech net am Detail dorop agoen, datt mer wierklech, Madame Minister, op Är Äntwert gespaant sinn, wéi Dir et da gesitt, wéi dat an der Realitéit soll fonctionnéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung huet d'Wuert. Madame Delvaux, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verstinn, dass een, dee sech interesséiert fir d'Schoul a fir dat neit Schoulgesetz, sech vill Froe stellt. Ech kann Iech versécheren, ech stelle mer der och. All déi Froen, déi Dir stellt, déi hunn ech mer scho gestallt, a mir sinn amgaang am Ministère a mat all eise Partner, all déi Froen do progressiv ze beäntwerten.

Ech wéilt just als Einleitung soen, dass d'Ëmsetze vum Gesetz eng administrativ Reform ass an eng pedagogesch. Et ass also op deenen zwee Voleten, wou grouss Changementer geschéien. Mir sinn elo, mengen ech, den 20. Mäerz, an d'Gesetz ass elo zwee Méint gestëmmt. D'Circulaire fir d'Gemengen, fir dee ganzen administrativen Oflaf, déi ass esou gutt wéi fäerdeg. Ech hat elo zwou Réunioune mat de Gemengeresponsabelen. Do sinn all d'Froe gekläert.

Mir hunn och Réunioune fir déi aner administrativ Froen ze klären. Mä ech wéilt awer hei mengen Interpellantë soen, dass ech mer ganz kloer Virstellunge gemaach hat, wéi dat soll fonctionnéieren, déi Zesummenaarbecht vun den Équipes multiprofessionnelles.

D'Gesetz gesäit vir, am Artikel 68, all dat Personal, wat direkt attachéiert ass an eng Schoul. An do hu mer eng grouss Ouverture par rapport zu deem Gesetz, wat et virdru ginn ass, well d'Gesetz vun 1912 och a sengen Ännerungen eigentlech nëmmen een Typ vun Intervenant virgesinn huet, an dat war de Schoulmeeschter. Dat heescht, an der Schoul konnt bezuelt ginn an iwwert de Ministère mat subventionéiert ginn eigentlech nëmmen de Schoulmeeschter respektiv de Chargé. Dat war natierlech en Handicap fir aner Profiler an d'Schoul eranzekréien.

Aner Länner hu méi fréi sech op de Wee gemaach, fir verschidde spezialiséiert Beruffer zouzeloossen an de Schoulen, wéi Spezialiste fir Sproochentwécklung, Pedagogen, Spezialiste fir Psychomotorik. Déi alleguerte waren an eiser Schoul. Vum Gesetz hier hätte se zwar kënnen intervenéieren, mä vu dass kee se bezuelt huet, si se net agestallt ginn. Déi Dier ass also elo opgemaach, fir dass d'Schoulen déi kënnen astellen.

Dann hu mer awer derniewent eng Rei vun esou Spezialiste vu verschiddene Beruffer, déi am Enseignement fondamental au sens large, déi bei de Kanner intervenéieren, déi deen Alter hu vum Enseignement fondamental, an déi sinn, déi eng, administrativ an der Édiff, anerer sinn administrativ am Centre de logopédie, a mir hunn Eenzelner, déi si vun de Gemengen agestallt ginn, niewent de Strukture vum Stat.

D'Iwwerleeung war elo fir ze soen: Éischtens wëlle mer de Schoulen eng Méiglechkeet ginn, fir där Leit anzestellen an der Zukunft, wat se bis elo net konnten. An do hunn ech mer virgestallt - vum nächste Joer u wäerte mer de Contingent an de Règlement grand-ducal setzen, fir Stonnen ze verdeelen -, dass dat am Prinzip déi Stonne si fir den Enseignement, a vu dass all Schoul derniewent e Plan de réussite scolaire muss maachen, wou se da preziséiert, wat fir eng Akzenter si wëllt an der Schoul

setzen, dass dat dann d'Méiglechkeet wär, fir anert Personal an d'Schoulen ze kréien.

Meng Virstellung ass, dass eigentlech all gréisser Schoul iwwer eng Équipe disposéiert, mat där se kann eben alles en charge huelen, wat esou ufält, an dass d'Leit net musse vun enger Plaz op déi aner fuere fir Hëllef ze kréien. Do si mer awer nach net. Dat do ass d'Visioun à moyen terme.

À court terme hu mer Leit, déi wéi gesot an der Édiff administrativ rattachéiert sinn an am Centre de logopédie, an dofir gesäit den Artikel 69 vir, dass mer elo dat Personal, wat mer hunn, organiséieren an Équipes multiprofessionnelles. Dat heescht, dass an all Arrondissement vum Inspektorat op d'mannst eng Équipe multiprofessionnelle ass, dass also all Inspekter weess, wat ass mäin Interlocuteur.

Well de Moment ass et jo esou, dass en Inspekter heiansdo mat dräi Services de guidance ze dinn huet, dass op d'mannst een Interlocuteur do ass. Dat gesäit och esou aus, dass dann déi Leit vum Service de guidance a vum SREA-Service ambulatoire an Équipen zesummegeschloss ginn, dass se verdeelt ginn an d'Arrondissementer an dass mer elo amgaang sinn ze diskutéieren, fir dat Personal, wat mer hunn, esou regional ze verdeelen, dass mer an all Équipe déi Profiler hätten, déi mer brauchen.

Dat hu mer awer wahrscheinlech net, well mer jo zum Beispill, de Moment hu mer 18 Arrondissementer vu Logopedie, an der Zukunft kréie mer 20 Arrondissementer Inspektorat. Dat heescht, de Moment ass an deenen 18 Arrondissementer vun der Logo iwwerall en hallwe Professeur de logopédie, wat jo och net vill ass. Mir hunn awer eenzel Gemengen, déi hunn Orthophonisten agestallt. Dat heescht, mir sinn elo amgaang den Inventaire ze maache vun all deene Ressourcen, déi mer hunn, a se dann emol ze verdeelen op déi 20 Arrondissementer, déi mer vum 15. September u kréien. Deen Exercice ass elo amgaang.

Ech wëll da soen, dass d'Missioune vun deenen Équipes multiprofessionnelles vum Gesetz hier definéiert sinn. Si sinn do fir en Diagnostic ze maachen. Dat war jo eigentlech elo d'Aufgab vum Service de guidance zu engem Deel, respektiv vun anere Servicer. Si sinn do fir eng Prise en charge ze maache vun deene Kanner, déi mer definéiert hunn als «enfants à besoins éducatifs spéciaux».

An da si se och do, an dat ass eigentlech eng wichteg Aufgab, vun där ech mer och vill erwaarden, well se méi no bei de Schoule sinn, dass se Conseilen den Enseignantë ginn, déi ebe Kanner an der Klass hunn, déi deen een oder aneren Typ vu Problemer presentéieren. Dat sinn déi dräi Missiounen, woubäi déi drëtt, de Conseil aux enseignants, eigentlech eppes Neies ass, wat bis elo net esou ënnert där Form vun deene Leit, déi bis elo do waren, gemaach ginn ass.

Dofir gesäit d'Gesetz jo och vir, dass all Équipe pédagogique sech op d'mannst eemol am Trimester mat op d'mannst engem Member vun der Équipe multiprofessionnelle soll gesinn, fir eben iwwer Kanner ze schwätzen, wou e Problem ass. Den Artikel 28 gesäit och vir, dass déi Équipes multiprofessionnelles eng regelméisseg Präsenz an de Schoule garantéieren. Dat ass also d'Zil an och d'Organisatioun, wéi se elo virgesinn ass.

Ech wéilt eppes soen zu deenen Diskussiounen: Fir wie sinn déi Leit do? Also, mir hunn am Gesetz och eng Definitioun vun den «enfants à besoins spécifiques». Dat ass e Kand, wat wéinst senge Particularitéite mental, charakteriell, sensoriell oder motoresch de Socle de compétences net an deenen dräi Joer erreecht. Dat heescht also, dass dat eng relativ vast Definitioun ass.

Mir hunn net wéi aner Länner Kategorië vu Besoinen definéiert oder vun Handicap, well mer eis eigentlech net doriwwer eens sinn, a well och vill Leit a vill Pedagoge besonnesch soen, et ass net gutt, Kanner an eng Kategorie anzeklasséieren. Dat géif natierlech de Calcul vun de Besoinen an deem Sënn erliichteren. Wann ee weess, ech hunn esou vill Kanner vun deem doten Typ, an deen huet e Recht op esou vill Stonnen, da weess ech, da kann ech besser moossen, wat de Besoin ass.

Mir stellen awer fest an deene Joren, an ech menge jiddwereen, deen a Kontakt ass mat der Schoul, dass et ëmmer méi Kanner gëtt, déi eigentlech net am klassesche Sënn en Handicap hunn, mä déi ganz grouss Comportementsschwieregkeeten hunn. Dat si Kanner, déi eigentlech Schoulen an den Enseignanten an de Klassen déi meeschte Problemer stellen, wou mer sécher en aneren Typ vun Intervenantë musse kréien, a wou och wichteg ass, dass d'Équipen an d'Schoule Preventioun vu Violence maachen. Do hu mer eng ganz Offer, déi mer de Schoule kënnen zur Verfügung stellen. Also, et ass scho geduecht, dass mer all déi Ressourcen, déi et gëtt, zesumme kréien, fir eben de Schoulen ze hëllefen.

Also, fir ze résuméieren: Dat Personal, wat an der Édiff ass, bleift administrativ rattachéiert an der Édiff. Déi Leit vum Service de guidance a vum SREA, déi ginn opgedeelt an Équipes multiprofessionnelles, si ënnerstinn administrativ weider der Édiff, mä si stinn an hire Fonctiounen, an der Exekutioun vun hirer Aarbecht ënnert der Responsabilitéit vum Inspekter, well den Inspekter jo de President ass vun der Commission d'inclusion scolaire. An all Kand, wat eng Betreiung oder eng extra Prise en charge kritt, geet duerch d'Commission d'inclusion scolaire, an déi décidéiert dann, wéi eng Ressourcen zur Verfügung stinn.

An déi Équipes multiprofessionnelles kënnen niewent deene Leit, déi mer dann also elo hunn - SREA, Service de guidance -, sollen dann opgedeelt ginn, och déi regional Ressourcë vun de Centres de logopédie, déi Instituteurs spécialisés respektiv anert Personal, wat an de Gemenge schonn ass. Do si mer amgaang en Inventaire ze maachen. Deen hu mer elo net. Ech kann lech dat haut nach net soen, well mer amgaang sinn déi Donnéeën alleguerte vun de Gemengen an och vun der Schoulorganisatioun ze kréien.

Da wollt ech nach soen, dass et mir relativ kloer ass, och wa mer elo de ganzen Inventaire gemaach hunn a mer dann d'Équipë constituéiert hunn, dass mer sécher net un eng Dramsituatioun erukomme fir d'Betreiung vun de Kanner. Dat kann ech mer am Moment jiddefalls net virstellen. Mä ech stelle mer awer vir, dass mer iwwert déi nächst Joren, mir sinn amgaang e Plang ze maachen, fir ze soen, wat wär dann d'ideal Offer déi mer kéinten an den Arrondissementer an an de Schoulen offréieren.

Meng Virstellung ass zum Beispill, dass mer an all Arrondissement op d'mannst eng Klass vu Logopedie hätten. Mir hunn der de Moment dräi regionaler am Land, zwou am Norden an eng am Osten, an ech denken, dass een esou Klasse kéint multiplizéieren, well mer gesinn, dass dat éischtens de Kanner de Wee erspuert fir wäit ze fueren an eng Classe de logopédie bis an d'Stad, an zweetens ganz positiv Retombéeën huet op déi Équipe, wou déi Classe de logopédie dran aktiv ass. Well dann déi aner Enseignantë soen: „Hei, komm eng Kéier kucken, wat kann ech eventuell mat de Kanner maachen?" Déi Iddi vum Conseil.

An esou géif ech mer virstellen, dass all Équipe an der Zukunft ebe Logopedie-Leit, Spezialisten an der Psychomotorik, Heilpedagogen, dass mer déi esou opstocken, dass mer dat Zil, wat do ass, fir dass all Kand dee Support an déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung kritt, fir dass et sech ka qualifizéieren an an der Schoul weiderkommen, kënnen erreechen.

Dat ass d'Aarbecht vun deenen nächste Joren, déi do muss weidergoen. Ech wollt nach just soen, well oft eng gewësse Konfusioun ass, also, d'Eltere behale weider d'Recht ze décidéieren, ob hiert Kand an eng Klass integréiert gëtt oder ob et wëllt an de Centre Édiff goen. Ech mengen, do war ee Moment e gewëssene Flou. Den Artikel 33 seet ganz gutt, wann d'Elteren net d'accord si mat engem Plan de prise en charge, da kënne se e Recours dergéint maachen, a si bleiwe Meeschter wou d'Kanner integréiert sinn.

Eist Zil ass et natierlech fir d'Kanner alleguerten an d'Schoul ze integréieren, esou laang an esou wäit wéi d'Eltere sech dat wënschen. Ech mengen, dass mer do um gudde Wee sinn, dass mer sécher nach net um Enn vun engem Wee sinn, mä dass mer mussen och déi Ressourcen, déi mer hunn - an dat ass awer och en Appel, deen ech géif maachen -, emol esou effizient wéi méiglech asetzen, fir hei iwwerall am Land déi Qualitéit an der Schoul ze garantéieren, déi d'Leit eigentlech vun der öffentlecher Schoul sech kënnen a mussen erwaarden.

Just ee lescht Wuert: An der Édiff ass jo dann d'Personal, wat an den Édiff-Schoule schafft, also déi, déi net an d'École fondamentale intervenéieren. Déi, déi am Service de guidance an am SREA sinn, déi hänken alleguerten zesummen administrativ vun der Édiff of. Ech halen dat och fir interessant, well et muss méiglech sinn, dass een, deen an enger Schoul vun der Édiff ass, och eng Kéier wiesselt an den Ambulatoire, an ëmgedréint, een, deen am Ambulatoire ass, och kann eriwwergoen an eng Schoul.

Sou dass ech, mengen ech, jiddefalls - ech hoffen, dass ech lech eng Rei vu Froen haut konnt beäntwerten. Mir sinn amgaang, fir déi Règlements grand-ducaux an haaptsächlech déi Instruktiounen un d'Centres Édiff, un d'Direktioun vun der Édiff an un d'Inspektorat. Mir sinn eis elo eens ginn op d'Opdeelung vun den Arrondissementer, well dorunner hänkt jo och d'Opdeelung vun den Équipes multiprofessionnelles, déi sech dann an enger Regioun mussen en Headquarter - wann ech dat kann esou soen -, eng Plaz, wou d'Eltere sech kënne wenden a wou dann och d'Leit aus der Équipe multiprofessionnelle mat dem jeeweilegen Inspekter kënne sech zesummen organiséieren.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet 5909 iwwert d'Kreatioun vun engem Établissement d'enseignement secondaire technique zu Mamer. De Rapporteur, den honorabelen Här Negri, huet elo d'Wuert.

2. 5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer

2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mamer Lycée Technique Josy Barthel huet am September 2003 seng Dieren um Tossebierg zu Mamer opgemaach. De Mamer Lycée technique ass de Moment a sengem sechste Joer a Betrib. An dem aktuelle Schouljoer 2008-2009 sinn 1.192 Schülerinnen a Schüler ageschriwwen. De Mamer Lycée ass per Gesetz vum 18. Juli 2001 entstan a krut offiziell den Numm Lycée Technique Josy Barthel, ofgekierzt LTJB.

Dem Gesetz vun 2001 no kann den LTJB folgend Klassen ubidden: 1. d'Division inférieure vum Enseignement secondaire classique vu Septième bis Cinquième; 2. de Cycle inférieur, moyen a supérieur vum Enseignement secondaire technique vu Septième bis Douzième respektiv Treizième; an 3. de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique.

D'Schülerinnen an d'Schüler aus dem Enseignement secondaire technique kënne bis zu hirem Ofschloss am Mamer Lycée technique bleiwen, mat de Filièren Technique général am Régime technique, Génie civil am Régime de la formation de technicien oder Bâtiment am Régime professionnel. Dëst am Géigesaz zu hire Kolleeginnen a Kolleegen aus dem klasseschen Enseignement secondaire, wou d'Schüler no der Cinquième hir schoulesch Ausbildung net méi am Mamer Lycée technique weiderfuere kënnen. De Moment musse sech dës Studenten d'office an engem anere Lycée, am Prinzip an der Haaptstad, aschreiwen, fir hir Diplomaarbecht an hiren Ofschloss bis zur Première an der Division supérieure ze maachen.

Am Kader vun engem Projet pédagogique kruten d'Schüler aus dem Mamer Lycée technique awer vun der Éducationsministesch d'Recht accordéiert, dat éischt Joer vun der Division supérieure, dat heescht d'Quatrième, oder och nach Classe polyvalente genannt, am Mamer Lycée ze maachen. D'Quatrième ass dat sougenannten Orientatiounsjoer, wou d'Studenten op der Troisième op de Sektiounen A, B, C, D, E, F a G weiderstudéieren. Et ass pedagogesch gesi besser, wann d'Schüler an deem Lycée fir d'Troisième orientéiert ginn, wou si schonns een oder e puer Joer an d'Schoul gaange sinn. Duerfir ass dës Ausnahmeregelung och begréissenswäert. Si weist awer zugläich de Problem, dass et net gutt ass, während enger Filière d'Schoul wiesselen ze mussen, fir de Premièresdiplom ze kréien. Dat bréngt onnéideg Akklimatisatiouns- an ënner Ëmstänn Akzeptanzproblemer mat sech, déi ee vu virera sech erspuere kann.

Här President, de Projet de loi 5909 vun haut gesäit duerfir vir, d'Offre scolaire am Mamer Lycée technique ze erweideren duerch d'Aféierung vun der Division supérieure am Enseignement secondaire classique. De Moment sinn am Allgemengen d'Opfangcapacitéite vun deene Lycéeën, déi och d'Division supérieure vum Enseignement secondaire classique ubidden, esou lues a lues ausgereizt. Dëst arrangéiert also d'Kreatioun vun der Division supérieure zu Mamer. En plus weisen d'Analysen aus dem Éducatiounsministère ganz kloer, dass déi lescht Jore sech ëmmer méi Kanner aus dem sechste Schouljoer an de Lycéeë vum Enseignement secondaire classique aschreiwen. Et besteet also akuten Handlungsbedarf, fir d'Offre scolaire am Enseignement secondaire classique auszebauen.

Am Kader vum Projet de loi 5782 portant création d'un lycée à Junglinster, dee mer den 10. Juli 2008 hei an der Chamber gestëmmt hunn, gouf och eng Motioun gestëmmt, déi vum President vun der Éducationskommissioun, dem honorabele Kolleeg Jos Scheuer, deponéiert gouf…

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Voilà!

…a wou d'Regierung opgeruff gouf, jee no Bedarf och déi iewescht Klasse vum Enseignement secondaire classique an deenen neie Lycéeën an an deene bestehende Lycées techniques unzebidden. De Gesetzprojet vun haut dréit där Motioun also Rechnung.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass niewent der Division inférieure Septième bis Cinquième och d'Division supérieure Quatrième bis Première zu Mamer am Enseignement secondaire classique ugebuede ka ginn. Theoretesch kann all Sektioun zu Mamer am Lycée organiséiert ginn. D'Entscheedung, wéi eng Sektiounen an der Division supérieure ugebuede ginn, läit am Endeffekt beim Éducationsminister an hänkt sécherlech dovun of, wéi vill Schüler sech fir déi verschidde Sektioune melle wäerten.

Här President, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet a sengem Avis dorop higewisen, dass een aus Käschtegrënn soll Virsiicht walte loossen, wat d'Offer vun deene verschiddene Sektioune betrëfft. De Statsrot huet sech méi Transparenz gewënscht, wat elo d'Kritären ugeet, no deenen d'Sektiounen ugebuede ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, eng Konsequenz aus dem erweiderte schouleschen Ugebuet vun der Division inférieure op d'Division supérieure am Enseignement secondaire classique zu Mamer ass, dass den Numm vum Lycée zu Mamer liicht geännert gëtt. De Lycée Technique Josy Barthel heescht an Zukunft offiziell Lycée Josy Barthel, ofgekierzt LJB. Dëst ass och esou bei anere Lycéeën, déi souwuel d'Filière classique an d'Filière technique ubidden, wéi zum Beispill dem Lycée du Nord oder dem Lycée Aline Mayrisch.

Domat kréie mir eng Aart Gesamtschoul, zwar strukturell getrennt, mä ënner engem Daach, wat d'intern Mobilitéit vun de Kanner à terme verbessert. Et ass pedagogesch wichteg, dass an dëse Lycéeën, wéi mer dat elo am Mamer Lycée maachen, déi zwou Filièrë Secondaire technique a Secondaire général classique vun ënne bis uewen an engem Gebai zesummen ze hunn, an doduerch d'Iwwergäng vun enger Filière an déi aner och während der ganzer Schoulzäit méiglech ginn. Ech wëll der Éducationsministesch Mady Delvaux félicitéieren, dëse Schrëtt och elo am Mamer Lycée…

(Interruptions diverses)

…mat dem Projet de loi vun haut anzeleeden.

Här President, ech wëll lech e puer praktesch Erfahrunge liwweren, wat d'Ëmsetzung vum Gesetz vum Mamer Lycée vun haut betrëfft. De Moment si 47 Schüler op Quatrième am Mamer Lycée ageschriwwen. Eng informell Enquête zu Mamer am Lycée huet erginn, dass déi meescht vun hinnen d'nächst Joer op eng Troisième C, D oder G goe wëllen. Ab dem nächste Schouljoer 2009-2010 wäerten also dës dräi Sektiounen dann am Mamer Lycée ugebuede ginn.

Wat d'finanziell Käschte vun dësem Gesetzesprojet betrëfft, esou muss een ervirsträichen, dass déi aktuell Infrastrukturen an Équipementer am Mamer Lycée et erméiglechen, déi verschidde Sektiounen ouni zousätzleche finanziellen Impakt ze organiséieren. Verschidde Branchen iwwerschneide sech a kënnen och gemeinsam enseignéiert ginn. Et entstinn also keng zousätzlech Käschten, esou wéi dat de Statsrot a sengem Avis nogefrot huet.

Doduerch, dass d'Schüler aus anere Lycéeë sech och an der neier Division supérieure zu Mamer aschreiwe kënnen, ginn aner Lycéeën entlaascht. De Mamer Lycée ass nämlech geographesch gutt placéiert, fir Schüler aus deene méi staark bevölkerte Gemenge wéi Mamer, Bartreng, Stroossen, Kielen a Stengefort, awer och vun Dippech, Habscht, Garnech, Käerch, Kënzeg, Koplescht, Leideleng, Reckeng a Simmer ophuelen ze kënnen, also dem ganzen zentrale Weste vum Land.

Här President, de Mamer Lycée um Tossebierg zwëschent Mamer a Bartreng ass vun der Areler Strooss ze erreechen, iwwer eng Strooss, där d'Mamer Gemeng den Numm vum verstuerwene Statsminister Gaston Thorn ginn huet.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De Mamer Lycée läit absolut IVL-konform. En ass gutt un den öffentlechen Transport ugebonnen, engersäits mat engem ganz neien Zucharrêt, deen nëmme 500 Meter vum Lycée ewech läit, an anererséits mat enger Busgare virum Mamer Lycée, an och flotten, moderne Busarrêten an zwou Direktiounen op der Areler Strooss, an déi a Richtung Lëtzebuerg via eng separat Busspur duerch Mamer bedéngt ginn.

De Mamer Lycée huet sech och gutt an d'Lokalitéit Mamer integréiert a stellt eng Plus-value a puncto Liewensqualitéit fir d'ganz Gemeng Mamer duer. Esou brauchen d'Kanner elo net méi all an d'Stad ze fueren, fir no der Primärschoul hir Studië weiderzeféieren, an droen domat wéi gesot zu enger Entlaaschtung vun de Schoulen aus der Stad bäi. Och verkéiersméisseg stellt d'Proximitéit vum Mamer Lycée e groussen Avantage fir Mamer duer. An de Mamer Lycée huet opgrond vun der gudder Kooperatioun mat der Mamer Gemeng och Avantagë fir d'Leit aus der Gemeng. All Owend an der Woch a Samschdeg moies kann d'Piscine vum Mamer Lycée vun de Leit aus der Gemeng Mamer an Ëmgéigend benotzt ginn.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruption et hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Och d'Sportveräiner profitéiere vun der flotter Sportshal vum Mamer Lycée.

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Concertë vun der Mamer Musek sinn och schonn an deem flotte Festsall vum Mamer Lycée ofgehale ginn. En contrepartie profitéieren d'Schüler vum Mamer Fussballsterrain a senger Lafpist ronderëm den Terrain.

De Moment gëtt niewent dem Mamer Lycée déi zweet Europaschoul gebaut fir ronn 3.500 Leit. Wann een déi zwou Schoulen um Campus Tossebierg zesummenzielt, wäerten ab 2011, 2012 ronn 5.000 Leit während dem Dag do liewen. Dat sinn der ronn esou vill wéi der zu Mamer - ganz genau sinn et der de Moment 5.272 - selwer wunnen. An der ganzer Gemeng 7.183. Mat der Integratioun dierft dat kee Problem ginn, wunnen dach an der Mamer Gemeng 45,8% Netlëtzebuerger mat 72 verschiddenen Nationalitéiten. Mat dem Bau vun der zweeter Europaschoul an dem Mamer Lycée huet Mamer och seng national Responsabilitéit iwwerholl, wann et heescht Infrastrukture vum Stat ze implantéieren.

Déi eenzeg Suerg, déi mir als Mamer Leit hunn, ass den Autosverkéier, dee mat der Mise en service vun der Europaschoul ganz staark zouhuele wäert.

(Interruption)

Fir dee Problem am Grëff ze behalen, huet de Stat via Konventioun der Gemeng zougesot, eng Unterführung Richtung Lëtzebuerg an eng Bréck vun der Stad aus iwwert d'Areler Strooss Richtung Campus Tossebierg ze bauen.

Ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren, dass mer zu Mamer gär bereet waren, eis national Responsabilitéit ze huelen, ginn awer och dovun aus, dass de Stat mam Bau vun deenen zwee Ouvragen och seng Responsabilitéit hëlt.

Här President, ech wëll ofschléisse mat engem décke Merci u meng dräi LSAP-Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun, dem President Jos Scheuer, John Castegnaro a Bim Diederich,…

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- …déi esou fein waren, mir als Mamer Bierger de Rapport vun dësem Projet de loi ze iwwerloossen, a ginn och domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Da kritt d'Wuert den honorabelen Här Gilles Roth.

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass awer elo schwéier ze toppen!

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Brouhaha général, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

…gutt Projete brauchen zu Lëtzebuerg ëmmer e bësse méi laang Zäit, bis se verwierklecht ginn, sot de 9. Juni 1999 den deemolege Bauteminister Robert Goebbels bei dem Spuetstéch vun dem Mamer Lycée.

Dës Ausso trëfft manner op d'Gebai vun dem Lycée Josy Barthel op dem Mamer Tossebierg zou. E bleift bis haut dee Lycée, deen am schnellsten am Land gebaut gouf. Recht huet de Minister awer behal, dass et zéng Joer gebraucht huet, bis dass enger laangjähreger Fuerderung vun de Gemengeverantwortlechen aus dem Weste vum Land nokomm gouf, nämlech den Uewergrad an dem Secondaire classique am Lycée Josy Barthel anzeféieren. Mat dem Gesetzprojet 5909 gëtt dat dann elo Realitéit, an ech soen och duerfir dem Rapporteur Roger Negri Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht.

(Interruption)

Här President, den 30. Dezember 1998 hate ganzer zéng Buergermeeschteren, an zwar déi vu Mamer, Bartreng, Stroossen, Habscht, Kielen, Koplescht, Kënzeg, Käerch, Garnech a Simmer sech un d'Regierung gewant, fir direkt an dem Mamer Lycée den Uewergrad an dem Secondaire classique anzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dës Fuerderung gouf och deemools an engem offizielle Schreiwes vun der Proffegewerkschaft, der APESS, ënnerstëtzt. Mä de Choix vun der deemoleger Regierung an där duerno sollt net an déi Richtung goen. Mamer sollt fir d'éischt de Lycée vun den neien Technologië ginn. Et gouf dunn de Lycée fir d'Baufach an dem Beräich vun dem Secondaire technique mat den ënnerschiddlechen Zyklen an dem ënneschten Zyklus an dem Classique.

Här President, d'Attraktivitéit vun engem Lycée hänkt enk mat der Schouloffer zesummen. Dëst ënnersträicht iwwregens och de Plan sectoriel «Lycées». D'Tatsaach, dass kee kompletten Zyklus an dem Secondaire classique vun Ufank un am Lycée Josy Barthel ugebuede gouf, huet vill Schüler aus dem Weste vum Land dozou beweegt, fir sech an aner Lycéeën, besonnesch op dem Geesseknäppchen an der Stad anzeschreiwen. Sou war dann e spéidere Wiessel am Laf vun der Studienzäit net méi néideg.

Trotz villen Effortë vun der Direktioun vum Mamer Lycée huet seng Attraktivitéit dach dorënner gelidden. Mat dem Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, soll sech dat dann elo zeguttst änneren. D'Schouloffer gëtt ausgebaut an d'Attraktivitéit vum Mamer Lycée gëtt méi grouss.

Här President, fir d'CSV berechtegt och déi generell steigend Schülerzuel am Secondaire classique d'Schafe vun dem ieweschten Zyklus an dem Mamer Lycée. Dem Exposé des motifs vun dem Gesetzesprojet no waren am Schouljoer 2007-2008 landeswäit iwwer 12.200 Schüler an dem Secondaire classique ageschriwwen. Dat sinn 2.300 Schüler oder - méi däitlech - d'Schoulpopulatioun vun annerhallwem Lycée méi wéi nach fënnef Joer virdrun.

Et gëtt geschat, dass a fënnef Joer ronn 300 Schüler méi pro Klassejoer wäerte landeswäit dobäikommen. Zum bessere Vergläich sief gesot, dass am Schouljoer 2007-2008 222 Schüler op sämtleche Septièmen am Stater Kolléisch ageschriwwe waren.

Am Fall vun dem Mamer Lycée kënnt speziell derbäi, dass d'Bevölkerung an de Westgemenge vun dem Land iwwert déi lescht Joren iwwerduerchschnëttlech gewuess ass. Dat aktuellt Gebai vum Lycée huet 54 Klassesäll a 16 Atelieren. Et wäert deemno mëttelfristeg sécherlech net all Sektioune vun dem Secondaire classique kënnen ophuelen.

D'Ministesch huet an deem Kontext an der Éducatiounskommissioun ënnerstrach, dass en Ausbau vun dem Lycée zurzäit keng Prioritéit ass. Plaz wier mat engem Areal vun iwwer 5,66 ha sécher do. D'CSV kann d'Ausso vun der Ministesch awer novollzéien. Schliesslech gëtt et aner Regiounen am Land, déi iwwerhaapt nach kee Lycée hunn. An deem Kontext ass et fir d'CSV wichteg, dass Accorden tëschent dem Mamer Lycée an anere Lycéeën an der Ëmgéigend getraff ginn. D'Schüler, déi op eng Sektioun ginn, déi net zu Mamer ugebuede gëtt, musse virun deem wëssen, wou si prioritär hir Studië kënnen an dem Uewergrad da viruféieren.

Här President, fir d'CSV mécht d'Aféierung vun dem Uewergrad an dem Josy-Barthel-Lycée och Sënn aus landesplanerescher Siicht. De Vicus Tossebierg war bei de Réimer net nëmme wéinst senger schéiner Lag beléift, e louch direkt un enger Haaptverkéiersachs. Dëst ass haut net anescht. Den Tossebierg wäert an Zukunft e richtege Schoulcampus am Weste vum Land ginn. Symbolesch passt et deemno och gutt, dass dëse Gesetzesprojet gestëmmt gëtt ronn 14 Deeg virun dem Spuetstéch vun der zweeter Europaschoul op dem Tossebierg.

D'Mobilitéit gëtt och duerfir haut do grousscgeschriwwen. De Site ass duerch den öffentlechen Transport souwuel iwwer Bus a Bunn liicht ze erreechen. Den nationale Véloswee PC13 féiert och dolaanscht. Den zousätzlechen Zuch, deen 2002-2003 op 200 Meter Loftlinn vun dem Schoulcampus aménagéiert gouf, kritt hei eng nach méi grouss Bedeitung. Effortë bleiwen awer ze maachen un enger Buslinn, déi onënnerbrach vu Stengefort bis an d'Stad iwwert d'N6, also d'Areler Strooss, muss féieren.

Här President, d'CSV ënnerstëtzt d'Regionalisatioun vun der Lycéeslandschaft ausdrécklech. De Schoulwee an de Lycée ass méi kuerz. Et gëtt och eng regional Identitéit, e bessert Versteesdemech an der Schülergemeinschaft geschaf. Et ass an deem Sënn och zugläich Erausfuerderung a Flicht vum Stat an de Gemengen aus der Géigend vun de regionale Lycéeën zesummenzeschaffen. Dës Synergie notzt dem Image vun de jeeweilege Lycéeën.

Et ass virun allem e Plus fir d'Bierger. Öffentlech Infrastrukturen, déi vum Stat oder de Gemengen, gehéieren der Allgemengheet. Sportsinfrastrukture vun engem regionale Lycée mussen ausserhalb vun dem Schoulbetrib och vun den Awunner aus der Ëmgéigend kënne genotzt ginn. Grad elo sinn Investissementer vun 100 Milliounen Euro a méi soss ze deier.

Am Fall vu Mamer klappt dës Zesummenaarbecht zwëschent Lycée a Gemeng gutt. Dës Kooperatioun gouf vun Ufank u mat ageplangt an an enger Konventioun och esou festgehal. D'Piscine an d'Sportshal si fir d'Bierger a fir d'Veräiner ausserhalb vun der Schoulzäit op, am Géigenzuch benotzen d'Schüler aus dem Lycée d'Sportsinfrastrukture vun der Mamer Gemeng.

Här President, d'CSV begréisst, dass de Gesetzesprojet virgesäit, dass de Mamer Lycée elo offiziell net méi Lycée Technique Josy Barthel, mä ganz einfach Lycée Josy Barthel Mamer heescht. Eigentlech ass dat nëmme méi gesetzlech Kosmetik, well op de Stroosseschëlder de Bäisaz „Technique“ schonns laang net méi dropsteet.

Une voix.- Aha!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Déi zwee Mamer Sportsgréissten Nic Frantz a Josy Barthel fanne sech deemno würdeg op dem neie Schoulcampus Tossebierg geéiert, well d'Sportshal vun dem Mamer Lycée den Numm Nic Frantz dréit. D'Zoufahrtsstrooss zu dem neie Schoulcampus ass iwwregens d'Rue Gaston Thorn.

Här President, ech wëll an dësem héijen Haus net elo an de Lokalpatriotismus verfalen.

(Brouhaha général)

Ech sinn awer houfreg drop, dass eng laangjähreg Fuerderung vu ville Leit aus dem Weste vum Land an och vu mir selwer, net zulescht als Mamer Buergermeeschter, haut Realitéit gëtt.

Ech ginn an deem Sënn och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann e Schüler mat sengen Elteren no der Grondschoul e Choix mécht, fir an e Lycée hei zu Lëtzebuerg ze goen, da mécht en dat gewéinlech no verschiddene Kritären. Dat hänkt dann domadder zesummen, wou déi Schoul läit. Wa méiglech kuckt ee jo dann, eng Plaz ze fannen, déi an der Proximitéit läit, no bei der Uertschaft, wou ee wunnt, respektiv wou een e gudden Transport huet, en öffentlechen Transport, fir dohinner ze kommen. Dat hänkt eventuell och dovunner of - dee Choix - vum pedagogesche Konzept vun där Schoul. Eventuell wëllt de Schüler méi nei Approchen an der Schoul hunn, oder et si spezifesch Schoulprojeten, déi hien interesséieren.

De Choix hänkt och eventuell dovunner of, wéi den Horaire vun där Schoul ass, ob eventuell zousätzlech Offeren an där Schoul sinn, wéi zum Beispill d'Ganzdagsschoul. Ganz sécher hänkt dee Choix awer och domadder zesumme mat dem Fait, datt ee kann dann awer, wann ee bis an de Lycée geet, do seng ganz Lycéesschoulcarrière kann an engem an deemselwechte Gebai maachen. An dat ass an der Vergaangenheet u sech, wann een esou e Choix als Schüler gemaach huet, net esou problematesch gewiescht, wann een an de Lycée technique gaang ass. Dat war awer op där enger oder anerer Plaz méi problematesch, wann ee wollt de Lycée classique maachen, well net iwwerall an alle Schoulen de ganzen Zyklus ugebuede ginn ass.

Dat sinn déi Iwwerleeungen, déi een aus der Siicht vum Schüler, vun den Eltere ka verstoen, novollzéien, well ee jo eben net wëllt no dräi oder véier Joer dann d'Schoul wiesselen, wou ee sech da vläicht an enger Schoul wuelfillt, wou ee muss en neien Horaire sichen, fir mam Bus ze fueren, an esou weider.

An och aus der Siicht vun der Organisatioun an der Koordinatioun vun de Schoulen insgesamt an eisem Land ass dat och net ëmmer ideal. Well et ass jo esou, wann dann déi Schüler an engem Lycée sinn, wou net déi ganz Zyklen ugebuede gi vum Secondaire classique, datt se jo dann zu iergendengem Moment an eng aner Schoul musse goen, respektiv sinn dann aner Schoulen, déi da fir de Cycle supérieur nei Schüler kréien, wou se awer vläicht och schonn dann e bëssen an der Quëtsch sinn, oder wou se net ganz vill Plaz hunn, well mer hu jo eng Situatioun hei zu Lëtzebuerg, datt mer an all de Gebaier ganz vill Schüler hunn an datt am Fong geholl nach mussen nei Gebaier praktesch gebaut ginn. Et ass also fir kee Lycée besonnesch interessant, fir dann déi Schüler vu baussen eraus nach dobäi opzehuelen.

Bon, ech hu versicht dës Iwwerleeungen ze féieren, ouni elo spezifesch e Gebai ze erwähnen. Ech hunn den Numm nach net genannt vum Lycée, fir nëmme festzestellen, datt et eng Rei valabel Argumenter gëtt, souwuel aus der Siicht vum Schüler a vun den Elteren wéi awer och aus der Siicht vun der Éducation nationale, fir eben ze kucken a méi generell op de Wee ze goen, fir an all Secondairesschoulen hei am Land d'Méiglechkeet unzebidden, jee no Besoin fir eben da Cycles supérieurs ze organiséieren.

Duerfir hat och d'Éducatiounskommissioun bei enger vun deene leschten Diskussiounen an der Chamber iwwert den neie Lycée vu Jonglënster op eng Initiativ - ech verheemlechen net, datt et eng Initiativ vun de Membere vun der demokratescher Fraktioun an der Kommissioun war -, eng deementspriechend Motioun presentéiert, déi och eestëmmeg am Plenum ugeholl gi war.

Ech kommen da méi spezifesch op de Projet vun haut, wou et jo ëm de Lycée Technique Josy Barthel vu Mamer geet a wou déi Argumentatioun, déi ech also elo grad gefouert hunn, sécherlech och ganz gutt drop passt.

Dobäi muss ee sech awer froe respektiv muss een och soen, datt mer eis déi Aarbecht haut hei hätte kënne spueren. Well, wéi 2001 déi viregt Unterrechtsministerin,

d'Madame Brasseur, de Projet vun der Kreatioun vum Lycée Technique Josy Barthel déposéiert hat, stoung schonn déi Méiglechkeet vun där Ausweidung op e komplette Secondaireszyklus dran, an zwar hätt dat sollen iwwert de reglementaresche Wee erméiglecht ginn. Esou stoung dat an der éischter Versioun vun dem Text vun 2001. De Conseil d'État war domadder net d'accord an huet wéi esou oft dann den Artikel 23 vun der Verfassung invoquéiert, dee seet, datt esou spezifesch Veränneruge missten Objet vun engem spezielle Gesetz ginn.

An dat bréngt mech dann zu menger genereller Remarque, Här President, wat d'Approche an d'Vuë vun der DP an dësem Beräich sinn, an dëst konkret Beispill vum Lycée vu Mamer ënnersträicht d'Pertinenz vun eiser Positioun.

Mir sinn der Meenung, datt ee méi eng grouss Souplesse muss kënnen an d'Organisatioun an d'Strukture vun der Schoul en général erabréngen, an datt een net praktesch - ech géif soen - fir all Detail, ob dat elo pedagogesch Innovatioune sinn, ob dat soss strukturell oder organisationell Changementer an der Schoul sinn, an engem Gebai, datt een dann all Kéiers muss op de spezifesche Wee vun engem Gesetz goen, nei Gesetzer schreiwen.

Dat ass an eisen Aen och net am Sënn vun der Autonomie vun der Schoul an dat ass och net förderlech fir d'Dynamik, déi mer an der Schoullandschaft wëllen an déi mer och an eiser Schoullandschaft brauchen.

Duerfir si mir Demandeur, datt den Artikel 23 vun der Verfassung an deem Sënn ofgeännert gëtt. D'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun sinn nach net ganz ofgeschloss, an duerfir d'Demande vu menger Fraktioun, fir datt mir dat also nach kënne maachen,…

(Interruption)

…ier déi Aarbechten ofgeschloss ginn.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Si ginn op dee Wee.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ah, maja, d'Madame Flesch seet mir, si ginn op dee Wee, dat kann een also dann nëmme begréissen.

Dat gesot, kommen ech awer dann zréck op de Lycée, deen de Moment nach Lycée Technique Josy Barthel vu Mamer heescht, fir festzestellen, datt dëse Lycée no kuerzer Zäit sech ganz positiv entwéckelt huet an och eng Identitéit fonnt huet, déi attraktiv ass fir déi Jonk, an déi och ganz flott Resultater opzeweisen huet, a wou een och weess - an dat ass immens wichteg -, datt och eng ganz gutt Atmosphär do ass, well eng Qualitéit vun enger Schoul moosst ee jo net nëmmen un de Resultater vun de Schüler, mä och un der gesamter Atmosphär, déi an esou engem Gebai herrscht, dem Zesummeliewen zwëschent Schüler an Enseignanten, an och déi ass laut deem, wat een héiert, ganz gutt. Déi Schoul ass also bis elo wierklech als Erfolleg ze bezeechnen. Duerfir ass et jo och nëmme konsequent, datt dann och eng Rei Schüler, wa si d'Méiglechkeet nëmmen hunn, da wëllen do weider an deem Gebai bleiwen, fir kënnen hir Sekundarstudien ofzeschléissen.

Ech mengen, dat ass also elo déi Etapp, déi mir dann elo uginn, andeems mer dat Gesetz haut de Mëtteg hei stëmmen an de Cycle supérieur am Classique do erméiglechen.

Et ass duerfir och logesch a richteg, datt mer den Numm vum Gebai, vun der Schoul ëmänneren, datt en also elo Lycée Josy Barthel heescht zu Mamer.

Mir kënnen…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…also mat deene Saachen d'accord sinn.

Ech wéilt awer och net verpassen - ech hat dat am Ufank vergiess -, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Negri, dee jo e ganz eminente Bierger aus där Gemeng ass grad wéi den Här Roth, fir deem Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport.

Ech géif also och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet hei abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, nodeems ech dem honorabele Rapporteur, dem Här Negri, nogelauschtert hat, war ech mer net méi esou sécher, ob ech mech op déi richteg Diskussioun agestallt hätt. Ech hu Vicus Tossebierg, Europaschoul, Mobilitéit, Piscine, Mamer Bierger an esou weider héieren. Ech sinn och ganz vill iwwert de Mamer Eck gewuer ginn. Ech hunn d'Nopeschgemenge vu Mamer kenne geléiert.

Ech hat gefaart, mir géifen en zweeten neie Lycée zu Mamer bauen an ech hätt et net matkritt. Nodeems den Här Roth seng Interventioun hat, wosst ech och nach Bescheed iwwert d'Bus-, Zuch- a Vëlosweeër.

Duerfir e klenge Rappel: Mir baue keen neie Lycée, keng Zill gëtt geréckelt, mä mir erlaben ebe just, datt och Klasse vum Secondaire dohinner kommen. Och déi Gréng begréissen, datt de Lycée Technique Josy Barthel elo e Lycée Josy Barthel gëtt, dat heescht, datt dat aktuellt Angebot erweidert gëtt ëm de Cycle supérieur vum Enseignement secondaire.

Et sollen also vun der nächster Rentrée un zwou Klasse vun Troisième an de Sektiounen C, D a G ugebuede ginn. Am Rapport steet, dat wären déi richteg Sektiounen, well eng informell Enquête bei de Schüler dat esou erginn hätt. Mir ginn dervun aus, datt de Lycée sech och nach méi laangfristeg Iwwerleeunge gemaach huet, an duerfir zweifele mer net un deem Choix.

Dës Erweiderung vum Angebot ass méiglech ginn, well duerch den neie Réidener Lycée an den Neibau vum Lycée Technique Mathias Adam e bësse méi kleng Effektiver op de Septièmë festgestallt goufen.

Prinzipiell si mir jo der Meenung, datt all Lycée muss an deenen ënneschte Klassen all Regime vum Enseignement secondaire a secondaire technique inklusiv dem Régime préparatoire ubidden, en attendant d'Aféierung vun engem Tronc commun fir dës Schüler.

Prinzipiell fanne mir et och richteg, datt all Lycée et méiglech maache soll, verschidden Ofschlëss unzebidden, souwuel am Secondaire wéi am Secondaire technique. Verschidden Ofschlëss, selbstverständlech net all, well soss misste mer Schoule baue vun enger iwwerdriwwener Dimensioun, an esou Schoule wëlle mer net.

Ech erënneren och nach eng Kéier un déi vun alle Parteien ënnerstëtzte Motioun vum honorabelen Här Scheuer vum 10. Juli 2008, wou mer d'Regierung invitéiert haten, all neie Lycée an all bestehenden technesche Lycée, wann nëmme méiglech, och mat enger Division supérieure vum Enseignement secondaire opzerüsten.

An ech profitéieren dann och vun der Geleeënheet a falen an de Lokalpatriotismus, fir un d'Motioun vum 19. Juni 2007 ze erënneren, wou mer och eestëmmeg hei an der Chamber d'Regierung invitéiert haten, aus der Annex Miersch vum Lycée vun Dikrech en eegestännege Mierscher Lycée mat engem komplette Studienangebot ze maachen.

An der Hoffnung, dass dës Motioun schonns fréi an der nächster Legislaturperiod an d'Realitéit ëmgesat gëtt, bréngen ech den Accord vun der grénger Partei zu dësem Gesetz.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass dann den Här Mehlen aus dem Osten.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, richteg, Här President. Merci fir d'Wuert. Ech sinn aus där Gefor eraus, fir a Lokalpatriotismus ze verfalen.

Mir begréissen dat Gesetz hei, mir wäerten et och stëmmen. Et besteet eng Nofro, an et soll een där Nofro och nokommen. Ech wëll hei dem Rapporteur Merci soen. Hien huet eis erklläert, ëm wat et geet, duerfir brauch ech net méi dorop anzegoen.

Ech wëll awer hei e puer grondsätzlech Saache soen, déi méi oder wéineger an déiselwecht Richtung gi wéi dat, wat den Här Adam elo gesot huet.

Mir ginn allerdéngs an eisen Iwwerleeungen e bësse méi wäit, an deem Sënn, datt mer och am Secondaire eis kéinte virstellen, datt d'Établissementer wesentlech méi Autonomie misste kréien. Mir fannen et och net normal, datt een esou en Exercice wéi deen heite muss per Gesetz regelen, datt eis Verfassung esou restriktiv ass, datt mer effektiv mussen iwwert de legislative Wee goen.

Dat ass net normal, dat passt och net an eis Zäit, wou ee muss flexibel sinn, wou een am Fong geholl all Dag mat neie Problemer konfrontéiert ass a vill méi séier a vill méi flexibel op déi nei Erausfuerderunge muss kënne reagéieren.

Mir stellen eis och en Enseignement secondaire vir, wou keen Ënnerscheed, keen äusserlech sichtbaren Ënnerscheed méi ass tëscht Classique an Technique.

Mir hunn de Moien diskutéiert am Kader vun der Analys vun dem „Girls' Day - Boys' Day", der Orientéierung vun de Kanner an engem bestëmmten Alter a gewësse Beruffer, a mir hunn do missen erëm eng Kéier zu Kenntnis huelen, datt grad déi technesch Beruffer als mannerwäerteg dobausse considéréiert ginn. Da soll een net higoen an och nach iergendwéi doduerch, datt een eng nette Distinctioun mécht, dat dobaussen och nach iergendwéi esou affichéieren. Ech weess, datt keen heibannen ass, deen dat géif ënnerstëtzen, mä leider ass et an der Perceptioun vun de Leit dobaussen nach ëmmer esou, a mer mussen alles maachen, fir deem entgéintzewierken.

An duerfir géif ech och mengen, et wär gutt, wann ee generell géif op dee Wee goen - ech mengen, meng Virriedner hunn dat jo och scho gesot -, datt een an Zukunft keng Lycées techniques a classiques méi hätt, mä datt een tout court Lycéeën hätt, an datt een dat, wat een do enseignéiert, dann halt un deem ausriicht, wat déi reell Demande ass, souwäit wéi een deem natierlech kann nokommen. Et kann ee jo net, wann zwee, dräi Schüler an enger gewësser Spezialisatioun gären en Enseignement hätten, jo dann dofir eng extra Klass opmaachen. Mä mir fannen, datt et noutwendeg ass, datt een dat ofschaaft.

Ech mengen, déi lescht Kéier hat den Här Oberweis och hei opgeworf, datt ee soll d'Dénominatioun vun de Klassen, dat heescht, datt mer am Classique vun der Septième op Première fueren an am Technique ëmgekéiert, datt een dat och soll eenheetlech gestalten, well et awer iergendwéi nobaussen eng Distinctioun affichéiert an och deelweis eng Dénigratioun vun deenen, déi am Technique sinn.

Mir stellen eis och vir, datt ee während zwee Joer, well d'Kanner aus ganz ënnerschiddleche Schoule kommen, e Genre Tronc commun géif maachen, datt een e vill méi modularen Unterrecht erabréngt, wou ee vill méi op déi eenzel Besoinë vun de Schüler kann agoen, op ënnerschiddlechen Niveaue kann eenzel Fächer enseignéieren. Dat heescht, déi Staark maximal fuerderen a förderen, ouni brauchen op déi méi Schwaach ze waarden an ouni déi Schwaach dobäi ze iwwerfuerderen, an ëmgekéiert deene Schwaachen en Enseignement kënnen ubidden no hirem Besoin, ouni datt déi Staark sech langweilen an iergendwou dann op der Streck hänke bleiwen, well si iergendwou awer eng Kéier d'Flemm kréien.

Här President, mir fannen - an dat géif dat och erliichteren -, datt mer an der berufflecher Orientéierung enorm Effortë musse maachen an datt, wann een déi zwou Richtunge géif zesummebréngen, och méi Facilitéite géife bestoen, eng besser Orientéierung ze maachen an op där anerer Säit méi Passerellen ze bauen, an deem Fall wou deen een oder anere Schüler eng aner Direktioun wëllt aschloe respektiv sech a gewëssene Fächer méi staark géif entwéckelen an him domadder aner Méiglechkeete géifen opgoen.

Dëst Gesetz ass natierlech nach wäit vun där Zilsetzung ewech. Mir wësse vun der Intentioun vun der Regierung, fir och de Secondaire, wann et da soll déiselwecht Regierung sinn no de Wahlen, wat vill heibannen net hoffen, datt,…

(Interruptions)

…wann déiselwecht Leit da sollten um Pouvoir bleiwen, datt si och do wëllen eng Reform maachen. Ech hoffen, wann dat da soll sinn, datt déi Reform besser gléckt wéi déi vum Primaire.

Dëst Gesetz mécht e klenge Schrack an déi Richtung, an duerfir wäerte mir et stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Nom Här Mehlen ass d'Lëscht ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Madame Unterrechtsministerin Mady Delvaux.

(Brouhaha général)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur a menge Virriedner Merci soen. Et ass e klengt Gesetz, zwee Artikelen, mä ech hu rar esou eng Begeeschterung an esou eng Freed hei an der Chamber erlieft wéi haut de Mëtteg, an duerfir freeën ech mech och iwwert de Konsens vun all den Deputéierten.

Ech mengen, de Mamer Lycée kritt den Numm geännert an e kritt e Cycle supérieur. Ech ginn all deene Riedner Recht, déi soen, am Fong wär et net néideg gewiescht, dofir e Gesetz ze maachen, wa mer awer eng aner Verfassung hätten an aner Gesetzer hätten, well an der Zukunft... Mir hu jo, wat den Numm ugeet, ee Gesetz gestëmmt, dass an Zukunft all d'Lycéeën einfach Lycée heeschen, an net méi en Ënnerscheed maachen zwësche Lycée a Lycée technique, mä vu dass beim Mamer Lycée awer nach am Gesetz den Numm steet „Lycée Technique Josy Barthel" musse mer en och iwwer Gesetz änneren. Dat ass awer och eng freedeg Geleeënheet, fir hei eng Kéier iwwert de Mamer Lycée ze schwätzen, an duerfir denken ech, et huet och seng gutt Säiten.

Mir hunn, ech mengen, déi Iwwerleeung ofgesi vun de Wënsch do vun de Buergermeeschteren, ech wosst net, dass et der... Mamer, Bartreng, Habscht, an - ech weess net - déi ganz Lëscht, déi do scho laang gären e Cycle supérieur hätten, wëll ech soen, dass d'Iwwerleeungen awer och sinn, dass mer musse méi Lycéeën, déi de Cycle inférieur classique hunn, d'Méiglechkeet ginn, fir e Cycle supérieur ze maachen. Mir hätte jo gär, dass méi jonk Leit sollen op Première kommen, mir mussen d'Zuel vun eise Primaner erhéijen.

Mir hunn eng relativ breet Offer am Cycle inférieur, an da gëtt et natierlech enk, wann déi sech alleguer verdeele mussen op déi puer Lycéeën, déi e Cycle supérieur offréieren. Duerfir sinn ech der Meenung, dass mir an déi Richtung musse weiderfueren, fir Cycles supérieurs an anere Lycéeën duerch d'Land ze offréieren. Ech leeë mech haut net fest op Nimm.

De Mamer Lycée eegent sech gutt derfir, well zu Mamer hu mer Plaz. Ech mengen, et ass e Gebai, wat grouss ass, an den Direkter vu Mamer seet mir, dass Plaz ass. Et ass also net, dass mer mussen ausbauen, fir dee Cycle supérieur zu Mamer ze offréieren. D'Infrastrukture si flott, an ech freeë mech fir d'Schoul, well fir mech ass de Mamer Lycée eng dynamesch Schoul, et ass eng Équipe, déi sech immens engagéiert. Mamer ass ee vun deene Lycéeën, déi PROCIs-Klassen hunn, vun Ufank un, a mir hu jo bei PIRLS erausfonnt, dass d'PROCIs-Klassen eigentlech gutt ofschneiden an eng Avance hunn op aner Schoulen.

An da gëtt et eppes, wou ech mech säit zwee Joer immens freeën - ech maachen dann nach e bësse Reklamm fir eppes, wat och näischt direkt mam Mamer Lycée ze dinn huet -, mir maache säit zwee Joer e Concours an de Sciences naturelles, well et gëtt um europäeschen Niveau e Concours, deen heescht EUSO, an dat ass den europäesche Concours an de Sciencen. Do mécht Lëtzebuerg säit enger Rei Jore mat, a säit zwee Joer maache mer Éliminatoiren hei zu Lëtzebuerg, fir dann ze décidéiere wien däerf op den EUSO-Concours goen.

Deen hu mer also, wéi gesot, fir d'zweet dëst Joer gemaach - dat ass fir Schüler vu 15, si däerfen net méi al wéi 16 Joer sinn -, an zweemol hannereneen hunn d'Schüler aus dem Mamer Lycée dee Concours gewonnen, esou dass ech soen, et ass eng Schoul wou geschafft gëtt, déi sech drugëtt - där ginn et natierlech nach vill anerer am Land -, si hu Plaz, also freeën ech mech fir si an ech wënschen hinne bonne chance bei der nächster Rentrée.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5909. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5909[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5909 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par

Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum Här Félix Braz iwwert d'Aféieren am ganze Land vun der Jobkaart. Den Här Braz huet d'Wuert.

3. Question avec débat N°41 de M. Félix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. D'Stad Lëtzebuerg huet zënter ronn annerhallwem Joer op hirem Territoire eng Initiativ geholl am Beräich vum öffentlechen Transport, nämlech fir iwwert de Wee oder den Ëmwee vun enger sougenannter Jobkaart speziell Kontrakter mat eenzelne Betriber auszeschaffen, an domadder deene Betriber e spezifescht an op hir Besoinen ugepasstent an och verbëllegt Angebot unzebidden, fir dass d'Mataarbechter vun deene Betriber um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg de Bus kënne benotzen, natierlech mam Hannergedanken, dass déi Betriber de Bus, an d'Mataarbechter vun de Betriber de Bus verstäerkt solle benotzen.

Dat ass am Moment, wéi gesot, eng Initiativ, déi vun der Stad Lëtzebuerg ausgaangen ass an déi nëmmen hei um Territoire selwer zum Droe kënnt. Ech hat de Minister Enn d'lescht Joer an enger Question parlementaire drop ugeschwat, ob et net ugeduecht wier, fir déi Jobkaart och op déi national Plattform vum RGTR ze iwwerdroen, an dann doduerjer dat Angebot do am ganze Land kënnen unzebidden, net nëmme fir Betriber aus der Stad Lëtzebuerg, mä fir Betriber aus dem ganze Land, an och fir Fahrten iwwert dat ganzt Land.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Minister hat mir doropshi geäntwert, e géif ufanks 2009 wëllen op deen dote Wee goen. Ech hunn dunn am Februar de Minister dorun erënnert, an ech ginn elo dervun aus, dass de Minister eis haut wäert kënnen ukënnegen, dass dat, wat hie mir um Enn vum Joer an Aussiicht gestallt huet, och elo tatsächlech ka Realitéit ginn. Ech wier allerdéngs och frou, wann dee Wee an d'Aart a Weis, op déi d'Regierung geet, fir déi Jobkaart op den nationalen Territoire auszeweiden, dann och eng ass, déi déi Instrumenter, déi mer haut hunn, an déi mer eis ginn hunn, Stéchwuert „e-go", kéint valoriséieren.

An zweetens dann och en Instrument ze schafen, wat och wierklech eng Perspektiv op Erfolleg huet. Ech wëll just rappeléieren, dass an der Stad Lëtzebuerg, bannent relativ kuerzer Zäit, eng ganz Rei, notamment europäesch Institutiounen - d'Verhandlunge lafen elo mat der BEI, d'europäesch Kommissioun, d'europäescht Parlament, d'Cours de justice, och eng Firma wéi Price Waterhouse, d'Zithaklinik -, dat Angebot do schonn notzen.

Dat sinn tëschent 7000 an 9000 Leit, dat ass wierklech e ganz héije Chiffer, an et wier flott, wann ee wierklech kéint, wann een déi Ausweidung do mécht, op e Wee goen, dee wéi gesot den technesche Support vum „e-go" a seng prinzipiell Potenzialitéiten tatsächlech kéint zur Geltung bréngen, fir wierklech affinéiert Angeboter kënnen ze maachen, a keen Angebot, wat nëmme mat der Strenz géif all Betriber dann awer d'selwecht behandelen. Mä ech si gespaant op dem Minister seng Äntwert, fir dann ze kucken op wéi ee Wee mer dann definitiv ginn.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den honorabele Kolleeg Félix Braz ass „just in time" fir eng Presentatioun vun där Jobkaart, déi um nationale Plang „M-Pass" soll genannt ginn an déi en Donneschdeg vum Verkéiersverbond virgestallt gëtt, also d'nächst Woch en Donneschdeg, an déi dann den 1. Mee soll a Kraaft trieden.

Ech wëll och direkt soen, dass d'Verspéidung fir d'Ëmsetzung vun där Iddi, déi ausgeet vun der Jobkaart aus der Stad Lëtzebuerg, virun allem domat zesummenhänkt, dass mer probéiert hunn och de Beräich vun de Frontalieren an deen „M-Pass" do mat eranzekréien. Dat ass eis awer fir den éischte Worf net gelongen, esou dass also deen „M-Pass" a senger éischter Form, à partir vum 1. Mee, zwar d'Méiglechkeet och fir d'Frontaliere gëtt hei am Land dovunner ze profitéieren, mä si awer fir den Zousaz vun der Grenz bis bei hir Heemecht nach mussen en zousätzlechen Ticket derbäi hunn.

Mä mir ginn d'Hoffnung net op, dass mer an der Diskussioun, déi mer féieren, am Rahme vun engem Interreg-Projet, an engem iwwerregionale Verkéiersverbond och all déi Problemer, déi sech iwwerhaapt am Tarifberäich stellen, eng Kéier an de Gréff kréien. Ech weess, dat ass schonn eng laang Story, un där mer amgaang sinn ze schaffen. Dës Kéier ass et virun allem gescheitert mat der SNCF, wou et net méiglech war, jiddefalls net an deenen Zäiten, déi mer eis gesat hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Dat, wat mer elo proposéieren, en Donneschdeg, muss natierlech och nach am Tarifreglement vum öffentlechen Transport ageschriwwe ginn. Vläicht ass dat och eng Geleeënheet, och déi Modalitéite vun der Jobkaart hei um Niveau vum Territoire vun der Stad Lëtzebuerg do mat eranzehuelen. Dat wäert also och direkt hannendru geschéien. Jiddefalls hunn déi eenzel Opérateuren alleguer, am Rahme vum Verkéiersverbond, hiren Accord prinzipiell Enn des Joers scho ginn, fir an déi Richtung ze goe wéi mer et elo proposéieren.

Ech wëll elo net am leschten Detail de Konzept, wéi e vum Verkéiersverbond proposéiert ginn ass a wéi ech en och ugeholl hunn, hei erläuteren, mä ech mengen, dass et eis virun allem drëm geet all deene Betriber - wou mer natierlech wäerten eng hefteg Werbung maachen, fir dass se a Kontakt triede mat dem Verkéiersverbond fir esou Ofkommen ofzeschléissen -, awer net nëmmen dat hei unzebidden, mä hinnen och ubidden, dass mer bei jiddwerengem och eng Analys vun der Situatioun maachen, Betrib fir Betrib.

Ech mengen, dat ass zum Deel och hei an der Stad Lëtzebuerg geschitt. Ech wëll dat grousst Wuert vu Mobilitéitsmanagement net ze vill gebrauchen, mä ech mengen, et geet e bëssen drëm awer ze kucken, wou kommen är Leit hier, wéi schaffe se, gëtt et do Saachen, déi ee kann änneren, fir zu enger besserer Mobilitéit an zu enger besserer Benotzung vum öffentlechen Transport ze kommen?

Mir wëllen an dem Angebot dervun ausgoen, dass mer zwee Kritäre wëllen uwenden, fir den „M-Pass" dann un déi eenzel Leit weiderzeginn. Déi zwee Kritäre sinn, dass e Minimum vun 10% vun der Belegschaft soll matmaache bei dem Projet, oder awer, bei deene klengen Entreprisen, dass ee wéinstens zéng Persounen huet, déi matmaachen. Dat sinn also zwee Kritären, déi wichteg sinn, a mir wëllen och bei dem Tarif, deen elo erauskënnt, deen dann dégressiv ass, och natierlech de Betriber roden, fir sech finanziell och ze bedeelegen.

Hei um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg ass dat e bësse méi einfach, do iwwerhëlt de Betrib einfach de Käschtepunkt, an et ass opgrond vu Comptagen hei an der Stad Lëtzebuerg méiglech dann eng Rechnung auszeschreiwen, wann ech dat esou ka soen. Um Niveau vum nationale Plang ass dat e bësse méi schwéier. Mir wëllen dat „e-go"-kompatibel maachen, mä wéi gesot, an enger éischter Phas ass et méi schwéier, fir et schonn op deem Niveau kënnen ëmzerechnen, esou dass dee Präis, deen Tarif, dee mer elo wäerte froen, engersäits ofhängeg ass vun enger absoluter Zuel vu Leit déi matmaachen, oder awer engem Prozentsaz.

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn: Den Ticket, de Joresabonnement am öffentlechen Transport ass am Moment 400 Euro d'Joer, a bei enger Entreprise, wou d'Halschent a méi vun de Leit matmaachen, geet de Präis da vu 400 Euro erof op 256, wat also schonn eng substanziell Verbesserung ass par rapport zu elo. A mir wäerten natierlech, wéi gesot, och d'Recommandatioun ginn, dass d'Betriber hei och nach en Deel mat dobäi iwwerhuelen, d'Halschent iwwerhuelen, en Drëttel iwwerhuelen, fir wierklech zu engem ganz kompetitive Präis pro Joer kënnen ze kommen.

Et ass also dat, wat mer proposéieren. Wéi gesot ass dat am November vum Verkéiersverbond och esou ugeholl ginn. Mer haten duerno déi Diskussiounen iwwert de Beräich vun de Frontalieren. Do bleift et derbäi, si kënnen den „M-Pass" kréien, mä wéi gesot, si mussen dann nach, en attendant, dass mer endlech eng eenheetlech iwwerregional Tarifstruktur hunn, deen Zousaz maachen, mä och fir déi rentéiert et sech fir deen Zousaz dann ze profitéieren an, wéi gesot, d'Date-délai wou de Prinzip soll ugoen ass den 1. Mee.

M. le Président.- Erlaabt Dir, Här Minister, eng Zousazfro vum honorabelen Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Esou wéi d'Reglement et och virgesäit. Et ass just eng kleng Zousazfro, déi ech un de Minister stellen: Heescht dat, dass de Wee op deen Dir gitt, an enger éischter Phas nach net iwwert déi rechargeabel „e-go"-Tickete fonctionnéiert, mä am Fong méi eng Remise duerstellt op enger bestëmmter Quantitéit vun Ticketen?

Ouni elo all d'Detailer ze kennen, géif ech dat awer spontan éischter schued fannen, well ech menge mir hunn den „e-go" mat ganz vill Opwand… an ech wëll déi Debatt elo net nach eng Kéier relancéieren, mä dee muss awer elo, och bei esou Saachen, weise wat e kann.

Wa mer elo awer erëm eng Kéier just an de Beräich vun enger linearer quantitativer Remise ginn, bei enger bestëmmter Unzuel Ticketen, dann, mengen ech, hätte mer do awer net all Potenzial genotzt, wat mer hätten. Mir kéinte jo awer mam „e-go" wesentlech méi feinrasteresch Angeboter ubidden. Et ka jo net sinn, dass den „e-go" dat net kann.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech mengen, dass eng vun de Schwächten ouni „e-go", par rapport zum System vun der Stad Lëtzebuerg, eben déi ass, dass an der Stad Lëtzebuerg dat vill méi einfach opgrond vu Comptagen auszerechnen ass an esou virun, wéi vill Leit matmaachen. Duerfir muss den „e-go" hei genotzt ginn.

Mä well et drëm gaangen ass virun ze maachen, well mer dat, wéi gesot, virgesinn haten Ufank 2009 anzeféieren, hu mer et elo den 1. Mee gemaach, fir emol mat all deene Betriber a Kontakt ze kommen. Mä et ass kloer, dass den „e-go" hei als Potenzialitéit genotzt muss ginn. Wéi schnell dat ka goen, kann ech Iech net soen, mä op jiddwer Fall soll et schnell goen, fir et ze notzen, fir dass mer eng genau Berechnung kréien, wéi vill Leit matmaachen.

Ech mengen, wa mer mat all eenzel Entreprise eng Konventioun maachen, wësse mer, wat fir eng Leit wierklech matmaachen, wéi vill Leit matmaachen, wéi vill Leit och en Ticket ausgestallt kréien. Ech mengen, am Géigesaz zu deem, wat an der Stad Lëtzebuerg gelaf ass, wou d'Stad Lëtzebuerg den Ticket un den Utilisateur weidergëtt, gi mir d'Tickete weider un d'Entreprisen, déi am Prinzip Propriétaire dovunner sinn, esou dass, wa Leit aus dem Betrib erausginn, am Prinzip de Betrib deen ass, deen den Ticket huet, während et an der Stad mat engem einfache Badge duergaangen ass, zum Beispill bei den europäeschen Institutioune mam Badge vun der EU, fir dee virzeweisen. Mä an alle Fäll muss den „e-go" genotzt ginn, fir dass mer hei dee System do a senge Potenzialitéite ganz kënnen notzen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Projet de loi 5877 betreffend d'Ëmweltschied. Den Här Oberweis, den Här Berger, den Här Gira an den Här Mehlen hu sech ageschriwwen als Riedner, an d'Wuert huet elo nach eng Kéier den honorabelen Här Negri.

4. 5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Pollueur-payeur, dee Prinzip gëtt definitiv zum Standard an der Ëmweltlégislatioun mat der Ëmsetzung vun der Direktiv 2004/35/CE a Lëtzebuerger Recht duerch de Projet de loi Nummer 5877 vun haut. D'Gesetz iwwert d'Responsabilité environnementale transposéiert a Lëtzebuerger Recht dës europäesch Direktiv. An der Ëmwelthaftung kënnt et also ab elo zu enger grondleeënder Verännerung vun der Rechtssituatioun, wou de Prinzip vum Pollueur-payeur zur Regel gëtt.

Et ginn dräi grouss Kategorië vun Ëmweltschiedzonen definéiert. Éischtens, d'Schied- a Schutzzone wéi Habitatzonen, Biodiversitéitsschutzzonen an esou weider. Zweetens, Schied déi d'Grondwaasser affektéieren, an drëttens, Schied déi de Buedem affektéieren a schwéier Inzidenzen op d'Gesondheet vum Mënsch hunn, an awer och Biedem, déi grouss Schied an deenen ënner Punkt eent genannte Schutzzone verursaachen.

Bemierke wëll ech dobäi ausserdem nach, dass nieft de Schutzzone vun engem intercommunautären Intérêt, zousätzlech och déi national a kommunal Naturschutzzonen derbäikommen. De Grondgedanken ass deen, dass net deen ekonomeschen oder gesondheetleche Schued, deen engem aneren entsteet, kompenséiert gi muss, mä am Mëttelpunkt steet d'Preventioun an d'Kompensatioun, fir Schied un der Ëmwelt ze verhënneren.

Dëst ass deen éischte Gesetzestext, deen eng duerchgängeg Linn huet, no där derfir gesuergt gëtt, dass éischtens Ëmweltschied verhënnert ginn, zweetens Responsabilitéiten iwwerholl ginn, wann eppes passéiert ass, an drëttens Mesurë geholl gi fir Schied nees ze reparéieren an d'Käschte wa méiglech vum Responsabele vum Schued och iwwerholl ginn.

Ze bemierken ass awer, dass dëst Gesetz sech net un all Ëmweltschied an och net un all Responsabele vun engem Ëmweltschued riicht.

Zwou Kategorië vu Responsabele si betraff:

Éischtens, et handelt sech an éischter Linn ëm Betriber, déi am Allgemengen ënnert d'IPPC-Direktiv falen. Dat sinn an déi 40 Betriber, déi zu Lëtzebuerg doduerch betraff sinn. Déi hei besonnesch geféierlech Aktivitéite sinn an der Annex 3 vun der Direktiv opgelëscht. Als Fallbeispiller wëll ech déi Industriebetriber nennen, déi Schwéiermetaller oder Chemikalië fräisetzen. Hei ass de Grad vun der Ëmwelthaftung besonnesch grouss. An hire Fäll zielt d'Gesetz, onofhängeg dovun, ob e Betrib e Feeler gemaach huet oder net.

Zweetens, fir all déi aner Betriber, deenen hir Aktivitéiten net an der Annex 3 stinn, ass d'Gesetz nëmmen dann applicabel, wa vu Säit vum Exploitant e Feeler oder eng Négligeance gemaach gouf. D'EU-Direktiv léisst de Memberstaten an deem Punkt Spillraum. Si gëtt hinnen d'Méiglechkeet, d'Entreprisen aus der Annex 3 aus hirer Verantwortung ze entloossen, wa se ieren en Ëmweltschued verursaacht hunn, ouni awer e Feeler gemaach ze hunn, oder wann opgrond vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser zu deem Zäitpunkt de Risiko net ofzegesi war.

D'Auteure vum Projet de loi waren der Meenung, dass deen éischte Fall dem allgemenge Geescht vun der Direktiv géif widderspriechen, an hunn dofir nëmmen eng Exceptioun virgesinn, wann d'Aktivitéit autoriséiert war an de Risiko net am Viraus bekannt war. D'Ëmweltkommissioun begréisst dës Décisioun.

Et sief an dësem Kontext erwähnt, dass d'Beruffschamberen dozou gedeelter Mee-

nung waren. D'Handelskammer an d'Chambre des Métiers hätten et léiwer gesinn, wa Lëtzebuerg integral vun dësen Exceptioune profitéiert hätt. Ausnahme vun deem Regime si virgesi bei Krich, Naturkatastrophen, militäreschen Aktivitéiten a bei der Atomenergie.

Am Endeffekt muss ee sech also bewosst sinn, dass net an all Fäll, wou e Schued duerch eng Pollutioun entsteet, de Verursaacher iwwert dëst Gesetz haftbar gemaach ka ginn. Dat ass zum Beispill de Fall bei diffuse Contaminatioune vum Buedem, zum Beispill am Fall vun engem Masuttstank, deen e Lach huet a wou net direkt e Schued am Sënn vun dësem Gesetz entstanen ass.

Och de Schued, deen duerch dëst Gesetz ofgedeckt ass, ass délimitéiert. Esou ass am Fall vun der Buedemcontaminatioun nëmmen dee Fall ofgedeckt, wann doduerch de Risiko vun engem Schued fir d'mënschlech Gesondheet besteet oder wann d'Ëmwelt an deenen entspriechende Schutzzonen, esou wéi se am Gesetz virgesi sinn, beeinträchtegt gëtt.

Et ass kloer, dass hei d'Haaptziler vun der europäescher Direktiv ëmgesat goufen, fir de Risiko, deen op d'Betriber duerkënnt, kalkuléierbar ze maachen. Déi Extensioun, déi d'Lëtzebuerger Gesetzgebung mécht par rapport zur europäescher Direktiv, an zwar d'Abezéie vun engem Schued op de Buedem mat Konsequenzen op d'Ëmwelt an d'Habitaten an de Schutzzonen, ass eng logesch Konsequenz aus dësem Gesetz, dat jo och d'direkt Schied un den Espècen an de Schutzzone virgesäit.

E wichtege Punkt vun dësem Gesetz ass d'Preventioun vun de Schied déi entstoe kënnen. An éischter Linn sinn d'Exploitantë vun den Aktivitéite verantwortlech déi entspriechend Mesuren ze huelen, wann e Schued duerch dës Aktivitéit imminent ass. Sollte si dëser Verflichtung net nokommen, kënne sech déi entspriechend Verwaltungen hinne substituéieren an déi noutwendeg Instruktioune ginn oder Moossnamen huelen.

Dës Preventiounsmesurë gräifen awer nëmmen, wann e Schued am Sënn vun dësem Gesetz imminent ass. Dat wëllt awer net heeschen, dass net aner Preventivmesurë musse geholl ginn, fir schonn am Virfeld ze verhënneren, dass et iwwerhaapt zu engem imminente Risiko vun engem Schued komme kann.

An dëse Fäll gräifen aner, schonns bestoend Gesetzestexter, wéi zum Beispill d'Kommodosgesetz, an deem senger Ausféierung d'Konditioune fixéiert kënne ginn, déi verhënneren, dass Risike bei der Exploitatioun vun engem Betrib optriede kënnen.

Wann e Schued bis entstanen ass, muss den Exploitant seng Responsabilitéit iwwerhuelen an all déi Informatioune liwweren, déi néideg sinn. Hie muss och déi néideg Mesuren huele fir de Schued ze reparéieren. Do derniewent kann den Ëmweltminister awer och selwer déi Mesuren ergräifen, déi déi entspriechend Situatiounen noutwendeg maachen. D'Käschte si getrei no dem Prinzip vum Pollueur-payeur vum Exploitant ze iwwerhuelen, et sief dann, den Exploitant ass selwer net de Schëllegen oder de Schëllege kann net identifizéiert ginn.

Wichteg an dësem Kontext ass d'Tatsaach, dass et eng reell verursaacherbezunne Verantwortung ass, dass also net d'Allgemengheet fir d'Schied opkomme muss, déi en Exploitant sief et duerch säi Feeler, seng Négligeance oder, wéi bei den IPPC-Betriber, duerch d'Exploitatioun vu sengem Betrib verursaacht huet. Dëst zielt also och am Fall wou de Stat selwer Mesuren no engem Schued ordonnancéiert an dann och bezilt. Entspriechend dem Verursaacherprinzip kann de Stat déi Sue bei dem Verursaacher da récupéréieren.

Wat nei ass, ass, dass verschidde Leit beim Minister ufroe kënnen, dass entspriechend Mesuren ergraff solle ginn. Dës Leit mussen entweder direkt vun engem Schued betraff sinn oder de Risiko hunn, direkt betraff ze ginn. Si mussen en direkten Intérêt hu vis-à-vis vun dësem Décisiounsprozess oder si mussen duerleeën, dass ee vun hire Rechter betraff ass. Dëst Recht, Mesuren ze froen, hunn offiziell all déi agréémiert Ëmweltschutzorganisatiounen.

Mir sinn also an enger Situatioun, wou niewent de staatlechen Instanzen, den Exploitanten, och nach eng drëtt Partei, an zwar déi Betraffen, eng wesentlech Roll matspillen, andeems hinne Rechter ageraumt sinn, déi si bis elo nach net haten, also am Sënn vun der Participatioun am Ëmweltberäich, wéi mer dat hei schonn oft haten no der Aarhus-Konventioun.

Wéi ech scho virdru gesot hunn, wäert dëst Gesetz net all Fäll vu Pollutioun ofdecke kënnen. Hei mussen an Zukunft nach zousätzlech legal Instrumenter geschafe ginn, wéi zum Beispill e Buedemschutzgesetz, fir Fäll vu Buedemcontaminatiounen erfaassen ze kënnen, déi net duerch dëst Gesetz ofgedeckt sinn. Alles an allem ass et awer en éischte wichtege Schrëtt an d'Responsabilisatioun vun de Verursaacher vun Ëmweltschied.

Et bleift ze hoffen, dass niewent de Preventiounsmoossnamen, déi an dësem Gesetz stinn, niewent anere Virschréften aus anere Gesetzer, déi dozou bäidroe sollen, dass Ëmweltschied net entstinn. Eleng d'Existenz vun dësem Gesetz, dat e preventive Charakter huet, soll d'Exploitanten dozou motivéieren, an Zukunft verstäerkt drop opzepassen, dass et net zu esou Ëmweltschied kënnt.

Här President, d'EU-Direktiv gesäit och nach vir, dass d'Memberstaten d'Schafung vun Assurancen ënnerstëtzen, déi d'Ëmwelthaftung vun de Betriber ofdecken. Sou soll garantéiert ginn, dass am Fall vun engem Schued och tatsächlech genuch Suen do si fir d'Kompensatiounsmesurë finanzéieren ze kënnen. Well et ass jo esou, dass d'Héicht vum Schued grad bei besonnesch geféierlechen Aktivitéiten extrem variéiere kann. Dat heescht, dass de Risiko besteet, wann et tatsächlech zu enger grousser Ëmweltkatastroph kënnt, wéi mer der schonn haten, dass de schëllege Betrib zwar um Pabeier haftbar ass, a Wierklechkeet awer net d'Suen huet fir de Schued erëm guttzemaachen.

Hei ass kloer, dass Lëtzebuerg eleng net wäit kënnt. Mir mussen eis deemno um EU-Niveau derfir asetzen, dass eng Zort Fong geschafe gëtt, an deen all concernéiert Betriber abezuelen an deen esou dotéiert ass, dass dorauser och am Katastrophefall de Schued ka bezuelt ginn, wann en iwwert dat Mooss erausgeet, wat deen eenzelne schëllege Betrib droe kann.

Här President, zu den Aarbechten an der Kommissioun ass ze soen, dass de Statsrot a sengem éischten Avis positiv war. Kuerzfristeg krut d'Ëmweltkommissioun nach en Avis vum Mouvement écologique an huet sech, trotz engem gewëssenen Zäitdrock, de Spillraum ginn, fir d'Remarquë vun der Ëmweltschutzorganisatioun ze kucken. Bei der Pollutioun vum Buedem gëtt an der Direktiv just de Risiko fir d'Gesondheet vum Mënsch berücksichtegt, wat grad am Kontext vun der Ëmwelthaftung net logesch schéngt. Datselwecht gëllt fir d'Definitioun vun den „espèces et habitats protégés", wou no der Meenung vun der Ëmweltkommissioun all Schutzzonen zu Lëtzebuerg mat dra sollte sinn.

D'Ëmweltkommissioun huet de Remarquë vum Méco Rechnung gedroen an de Projet amendéiert. De Statsrot war a sengem Avis complémentaire och mat dëser Ëmännerung d'accord.

Dësen Amendement huet dunn a verschiddene Kreesser fir Opreegung gesuergt. Mir kruten de Virworf gemaach, d'Direktiv net eent zu eent ëmzesetzen, obwuel den Zousaz, dee gemaach gouf, zu 100% an der Logik vun der Direktiv läit. Et gouf allerdéngs een Argument, dat an den Ae vun der Ëmweltkommissioun pertinent war: Well de Begréff „environnement" néierens definéiert ass, hätt dat kënnen zu juristesche Problemer féieren, wann de Wuertlaut vun der Definitioun zum „dommage environnemental" an där Fassung stoe bliwwe wär, wéi d'Ëmweltkommissioun en als éischt amendéiert hat.

Ënner anerem gouf gefaart, dass Lëtzebuerger Entreprisen net an en internationalen Assurancësystem kéinte mat opgeholl ginn, wann hiren Haftungsberäich net kloer definéiert gewiescht wier, am Géigesaz zu anere Memberstaten, virun allem eisen Nopeschlänner, aus direkte Konkurrenzgrënn vis-à-vis vun eisem Land. Mir hunn also décidéiert, dës Dispositioun ze preziséieren, wat vun der Prozedur hier gesinn nach eemol en Amendement bedeit huet. Och mat dëser Ännerung war de Statsrot d'accord.

Här President, ech sinn der Meenung, dass mir an dëser Diskussioun zwëschent Ekologie an Ekonomie e Kompromëss agaange sinn, dee räsonnabel ass. Engersäits si mer den Ëmweltschutzorganisatiounen a ville Punkten entgéintkomm, anerersäits si mer och de Betriber entgéintkomm, an dozou sti mer och.

An dëser aussergewéinlech schwéierer Wirtschaftskris, wéi mer scho säit Jorzéngte keng méi esou haten, solle mer d'Betriber net nach zousätzlech an hirer Kompetitivitéit belaaschten a si duerch onmoosseg Fuerderungen an d'Ongewëssheet lafe loossen. Schliesslech geet et hei och ëm vill Aarbechtsplazen. An dësen Zäite wär eng méi rigouréis Haltung net ze veräntwerte gewiescht, an deementspriechend hu mer räsonnabel a majoritär gehandelt.

Här President, zum Schluss wëll ech am Numm vun der Ëmweltkommissioun nach eng generell Bemierkung maachen zu eisen Aarbechten an der Ëmweltkommissioun vun der Chamber. Mat dem Projet de loi vun haut hu mir sämtlech EU-Direktiven a Gesetzer ëmgesat, déi mir an der Ëmweltkommissioun virleien haten. Et ass och kee Gesetz méi vun der Regierung ufälleg, wat nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod misst ëmgesat ginn, opgrond vun dësem respektiven Tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes, no der leschter rezenter Editioun vum 10. Mäerz 2009 vum Chamberssekretariat.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dir hutt vum Juegdgesetz virdru geschwat.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- EU-Direktiv! Ech schwätze vun EU-Direktiven.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ah!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Lauschtert no, wann ech gelift!

(Brouhaha général)

Ech kommen dozou.

Une voix.- Wéi aggressiv!

Une autre voix.- Huelt dat net esou negativ.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Wann also Lëtzebuerg nach vill Direktiven ëmzesetzen huet, dann net an der Ëmweltlégislatioun. Dofir wëll ech de Kolleegen aus der Ëmweltkommissioun Merci soe fir déi gutt an expéditiv Aarbecht, déi mir an dëser Legislaturperiod gemaach hunn. Aschléissen an dëse Merci wëll ech selbstverständlech eisen Ëmweltminister Lucien Lux…

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!!!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- …a seng Mataarbechter, awer och eis Kommissiounssekretärin, d'Madame Rachel Moris, déi eng wierklech exzellent Aarbecht all déi Jore gemaach huet.

(Interruption)

Et bleiwen awer nach Gesetzer, Här Goerens, um nationale Plang ëmzesetzen. Dat wäerte mer och maachen, wa mer déi respektiv Avisen nach an den Délaië kréien. Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Marcel Oberweis fir d'CSV-Fraktioun huet d'Wuert elo.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank, well et zum Usus gehéiert, dem Roger Negri, dem Rapporteur, Merci ze soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport.

Et handelt sech heibäi, wéi gesot, ëm e Gesetzesprojet fir d'Ëmsetzung vun enger weiderer europäescher Direktiv iwwert d'Ëmweltresponsabilitéit. Am Spezielle geet et hei ëm d'Preventioun an d'Reparatur vun de Schied, déi onser Ëmwelt zougefügt ginn, an dat Ganzt am Sënn vun dem Prinzip vum Pollueur-payeur.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Mir mussen ons awer virun Aen halen, dass et net ëmmer einfach wäert ginn an och sinn, déijéineg ze ermëttelen, déi dës Ëmweltschied ervirgeruff hunn. Duerfir ass an der Direktiv festgehale ginn, dass et sech ëm e Fall vun Ëmweltschied handele kann an deem heite Fall, bei enger objektiver Responsabilitéit, oder enger Responsabilitéit „sans faute". Dat heescht, et musse kloer juristesch Rumme gespaant ginn, fir dass sech d'Betriber an och d'Bierger zurechtfanne kënnen.

Wéi de Rapporteur et schonn ugedeit huet, geet et hei am Besonneschen ëm déi Schied, déi un den dräi Liewensressourcen, dem Buedem, dem Waasser an der Loft, gemaach ginn. Eng Haaptfuerderung vun der Direktiv besteet deemno am Erhale vum gesonden Zoustand vun onsem Buedem, well ouni deen déi vill liewenswichteg Fonctioune fir de Mënsch an d'Ëmwelt net méi garantéiert sinn. Dat liicht an, wann ee weess, dass mir ouni gudde Buedem keng gesond Liewensmëttele kënnen zillen an och kee proppert Drénkwaasser kënne kréien.

Mir wären dann am krasse Widdersproch mat der europäescher Waasserdirektiv, déi mer viru kuerzem hei gestëmmt hunn. Zousätzlech géife mer och dann dem Verloscht vun der Biodiversitéit Vorschub leeschten, an dat kënne mer net duerchgoe loossen.

Dëser Direktiv läit also d'Tatsaach zugronn, dass mir an der Europäescher Unioun awer nach vill Plazen hunn, och hei am Land, bei deenen de Buedem contaminéiert ass an déi eng Gefor fir Mënsch an Ëmwelt duerstellen. Duerfir ass et jo e But vun der europäescher Ëmweltpolitik, d'Vermeidung an d'Sanéierung vun Ëmweltschied esou wäit wéi et méiglech ass ze propagéieren an och ze ënnerstëtzen.

Et muss ënnerstrach ginn, dass de Prinzip vun der Responsabilitéit fir d'Ëmweltschied an déi imminent Geforen, déi vun hinnen ausgoe kënnen, ugewant gëtt. An do gesäit d'Direktiv dann, an och de Gesetzesprojet, zwee Fäll vir.

Den éischte Fall behandelt all déi geféierlech Aktivitéiten, déi an de Betriber aus der Annex 3 vun der Direktiv ageschriwwe sinn. Dat sinn ënner anerem d'IPPC-Betriber an och déi, déi mat OGMe behandelen. Hei gëtt de Betrib responsabel gemaach, och wann hie kee Feeler gemaach huet.

Den zweete Fall behandelt all déi aner Betriber, wann e Schued entstanen ass a wann eng imminent Gefor fir Aarten, Habitatzonen a Mënsche besteet. Hei gëtt de Bedreiwer nëmmen da gestrooft, wann him e Feeler nogewise ka ginn a wann hie senger Responsabilitéit net nokomm ass.

Op alle Fall mussen déi kompetent Instanzen hir Aufgab iwwerhuelen an déi Betriber zur Rechenschaft zéien, déi ons Ëmwelt als hire privaten Dreckstipp ugesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Dës Betriber mussen dann och fir d'Reparatur vun den Ëmweltschied opkommen.

An dat ka wäit goen, esou zum Beispill bei der Erëmhierstellung vu contaminéiertem Buedem oder dem Proppermaache vu Gewässer oder Habitatzonen. Schonn eleng dat seet genuch a weist drop hin, wéi schwéier dës Ëmsetzung an dësem Gesetz wäert ginn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

De Projet de loi gesäit deemno vir, dass d'Betriber all déi néideg Mesurë mussen ergräifen, dass keng bleiwend Schied beim Mënsch oder an der Ëmwelt entstinn.

Wann et awer zu engem Ëmweltschued komm ass, da muss de Betrib fir d'Sanéierung vun dëse Schied opkommen. Hei gëtt et och dann dräi Cas-de-figuren:

Den éischten ass dann eng primär Sanéierung, eng komplementär Sanéierung oder eng Ausgläichssanéierung.

Een anere wichtege Punkt ass awer sécherlech och d'Bedeelegung vun de Bierger, déi vun Ëmweltschied betraff sinn. Dës Bierger kënnen déi zoustänneg Verwaltungen opfuerderen, sech derfir anzesetzen, dass entweder d'Gefor reduzéiert gëtt, oder awer, wann et schonn zu engem Schued komm ass, dass et zu enger Sanéierung kënnt. Doriwwer eraus kënnen och Ëmweltschutzorganisatiounen d'Méiglechkeet kréien, fir sech derfir anzesetzen, dass d'Direktiv wierksam ëmgesat gëtt.

Als leschte Punkt vu menger Interventioun soll drop higewise ginn, dass déi eenzel Memberstaten och Mesuren ergräife kënnen, mat deenen d'Betriber derzou invitéiert solle ginn, e finanziellt Instrument ze schafen, mat deem am Fall vun engem Ëmweltschued d'Sanéierung bezuelt ka ginn. Dat kann a Form vun enger Mutuelle sinn oder enger Versécherung, well mer däerfen net vergiessen, dass am Fall vun engem Accident mat chemesche Produkter wéi zu Toulouse ganz héich Käschten op d'Betriber zoukommen.

An deem Zesummenhang soll d'Europäesch Kommissioun bis den 30. Abrëll d'nächst Joer e Rapport iwwert d'Effikassitéit vun dëser Ëmsetzung erabréngen. Zousätzlech soll se jo Informatioune liwweren, wéi et ëm d'Schafung vu Verséche-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

runge fir Betriber aus der Annex 3 bestallt ass - ee relativ schwieregen Dossier.

An der Direktiv gëtt och nach Kooperatioun iwwert d'Grenze behandelt. Wann e Memberstat en Ëmweltschued bannent senge Grenze feststellt, wou keen Auteur erëmzefannen ass, an eventuell den Auteur am Grenzgebitt ass, da muss dat Land et der Kommissioun matdeelen, fir dass mer deen Auteur am Nopeschland erausfiltere kënnen, an deen och dann zur Rechenschaft gezu ka ginn, wann do d'Quell fonnt ginn ass. Dat ass e gelieftent Beispill vun europäescher gemeinsamer Ëmweltpolitik.

Ofschléissend wëll ech dorop hiweisen, dass mer mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv am Beräich vun der Protektioun vun de Mënschen an den dräi Liewensressourcen e wichtege Schrëtt op dem nohaltege Wee maachen.

Jiddereen - ech widderhuelen: jidderee vun eis -, ob Stat oder Gemengeverwaltung, ob Betrib oder Privatpersoun muss sech zum Prinzip vun dem Pollueur-payeur bekennen. Notamment eis IPCC-Betriber sinn hei gefuerdert, alles an d'Wee ze leeden, dass et net zu engem gravéierenden Ëmweltschued op eis Ëmwelt an och op de Mënsch kënnt. Mä ech hunn och Vertrauen a si. Si hunn a leschter Zäit, an de leschte Jore sech relativ opgemaach op dee Wee och vum nohaltege Wee. Si si sech där Aufgab och duerchaus bewosst, well nëmmen duerch d'Zesummewierke vun de sozialen, vun den ëmweltschützereschen an och wirtschaftleche Contraintë kënne mer den nohaltege Wee zesumme goen.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der CSV hei eran - vun hirer Fraktioun - a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet elo den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht. Et ass keng einfach Matière, fir déi ze verdauen, sécherlech och net wahrscheinlech fir eng Rei heibanne bei deem schéine Wieder dobaussen. An ech wäert duerfir…

Plusieurs voix.- Oh!

M. Eugène Berger *(DP)*.-…och ganz kuerz nëmmen nach e puer ganz kuerz Remarquë maachen. Och den honorabelen Här Oberweis huet scho ganz vill Detailer ginn. Duerfir kann ech mech also op e puer Bemierkunge beschränken.

Et ass effektiv eng Ëmsetzung vun enger Direktiv. An et ass jo esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg déi meeschte wichteg Akzenter doduerjer gesat hunn, datt mer eben Direktiven ëmgesat hunn, déi vu Bréissel komm sinn. Déi Direktive bestëmme ganz vill d'Ëmweltpolitik net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an all den europäesche Länner. Ech mengen, dat ass elo eng gutt Saach. Duerch déi Direktive komme mer dem Zil méi no, beschtméiglech eis Ëmwelt an och de Mënsch ze protégéieren. An déi Ofsiicht respektiv de Fong vun deenen Direktive kann een duerfir alleguerten och ëmmer begréissen.

Wat hei vläicht e bëssen nei ass an dëser Direktiv par rapport zu aneren, déi mer ëmgesat hunn, dat ass, dass déi Notioun vu Responsabilitéit am Ëmweltberäich agefouert gëtt. Dat war och e laange Wee op europäeschem Niveau, bis datt een do e Konsens fonnt huet. Et ass awer gutt, datt dat elo agefouert gëtt. An och eben, datt hei dann déi ganz Notioun vum Pollueur-payeur endlech dann och konkret gëtt, datt do d'Betriber musse wëssen, datt se net dierfen egal wat maachen, datt se och mussen do oppassen.

Den Akzent läit jo hei och wierklech op der Preventioun. Dat ass dat, wat hei grousségeschriwwe gëtt. Et soll een also verhënneren, datt et iwwerhaapt zu engem Schued kënnt an d'Betriber unhalen, datt se an déi Richtung ginn. D'Preventioun ass immens wichteg, well och wann een herno Responsabilitéit huet, wann een herno muss Mesures compensatoires maachen, Sue bezuele muss, et kann een am Fong geholl ni dat einfach mat Sue guttmaachen, wat do schifgelaf ass. Dat ass souwuel bei der Gesondheet vum Mënsch esou, wou ee mat Suen net alles ka flécken, grad ewéi bei der Ëmwelt. Ech brauch hei elo keng Beispiller ze zitéieren, ob dat grouss Schëffsonglécker sinn, wou Pëtrol ausgelaf ass an Desasteren ugericht huet, oder soss aner Katastrophen.

Hei ass natierlech och wéi ënner anerem beim Reglement REACH, dat mer ëmgesat hunn, en Text, deen e bëssen e Grenzgang ass zwëschent dem Uleies vun der Ëmwelt op där enger Säit an den Uleiesse vun der Ekonomie op där anerer Säit, déi natierlech ëmmer fäerten, datt se hei zousätzlech Prozeduren opgehalst kréien, déi fäerten, datt se zousätzlech Käschten hei géife kréien. Ech mengen, hei ass - et ass scho gesot ginn - e gudde Kompromiss fonnt ginn. Deenen enge geet et vläicht net wäit genuch, deenen aneren ze wäit, mä wéi gesot, dat hei ass e Konsens souwuel op europäeschem Plang wéi och hei zu Lëtzebuerg an der Kommissioun. Dat hunn d'Aarbechte jo bewisen, sief dat, datt et déi eng oder déi aner Kéier e bëssen hin an hier gaangen ass.

Et ass jo esou, datt an der Praxis Betriber, déi d'Autorisatiounen hunn - et ass schonn oft gesot ginn -, d'IPCC-Betriber, dat sinn der ronn 40 hei zu Lëtzebuerg, datt déi haaptsächlech hei betraff sinn. Wann all déi Betriber hei zu Lëtzebuerg hire Kommodo hunn, hu se also Oplagen, deene se mussen entspriechen, a wa se déi Oplage respektéieren, da kënne se ganz wéineg oder guer net an d'Situatioun kommen, datt do eppes ka schiflafen, datt se kënnen zur Responsabilitéit gezu ginn. Fir déi aner Betriber, do spillt et jo och wierklech nëmmen, wann e manifeste Feeler oder e Fehlverhale virläit.

Dat sinn déi grouss Prinzipien, op déi mer eis konnten eenegen.

No deenen allgemenge Remarquen - dat waren am Fong zousätzlech Remarquen zu deem, wat alles scho gesot ginn ass - wëll ech awer een, zwee Kommentäre maachen, Iwwerleeunge maachen, déi haaptsächlech d'Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg da betreffen.

Dat eent, dat ass, et steet am Text, datt do ënner anerem d'Verwaltungen, déi am Environnement rattachéiert sinn, datt déi solle Mesures de réparation determinéieren, wat sécherlech net ëmmer einfach ass. Do läit kee Katalog vir, do läit keng - wéi soll ech soen? - keng Gebrauchsuweisung vir, wéi een dat ka maachen. Do muss een also au cas par cas, wann dat géif geschéien, kucken, an do muss ee sech vläicht nach besser dann awer och hei zu Lëtzebuerg organiséieren an och vläicht do méi kloer Guidelinen ausschaffen, wann dat de Fall wär. Mir haten déi Diskussioun och schonn am Kader vun anere Projeten.

Zweete Punkt - dee betrëfft och d'Betriber hei zu Lëtzebuerg, mä net nëmmen hei zu Lëtzebuerg -: dat ass d'Schwieregkeet fir eng Assurance ofzeschléissen. Et ass jo esou, datt e Betrib dann och kuckt, eng Assurance wëllen ze maachen, wann en awer an de Fall kënnt, datt e géif zur Responsabilitéit gezu ginn, datt e misst Schied bezuelen. Da kuckt e sech ofzesécheren, dat ass dee klassesche Reflex. E kuckt en Assureur ze fannen, an dat ass hei zu Lëtzebuerg net nëmme schwéier, dat ass hei zu Lëtzebuerg onméiglech. Et si keng Assureuren, déi dat hei maachen, souwäit ech weess. Mir haten d'lescht Woch eng Entrevue, also net an der Chamber, mä meng Fraktioun hat eng Entrevue mat der ACA, déi eis dat do nach eng Kéier bestätegt hunn, datt dat hei net gemaach gëtt, well dee Risque schwéier ze evaluéieren ass, well een och net weess, wéi vill d'Primë géife kaschten.

Et ass awer net nëmmen de Fall hei zu Lëtzebuerg, fir d'Betriber am Ausland gëllt dat och. Also do ass e Punkt, deen net evident ass. An et muss ee sech also iwwerleeën, wann do awer keng Assurancë bestinn, et sinn awer Betriber, déi missten zur Responsabilitéit gezu ginn, déi eventuell da géife Faillite goen, keng Suen do sinn: Wie bezilt dann am Endeffekt? De Betrib kann net bezuelen, et ass keng Assurance do, sou datt een also awer och - wéi soll ech soen? - am Negative muss virsuergen, andeem een da vläicht op de Wee géif goe fir e Fong ze kreéieren, e Fong, deen awer net nëmme soll vum Stat gespeist ginn, mä eventuell och d'Betriber sollen an dee Fong da mat aspeisen.

Déi puer Remarquë gemaach, kéint ech awer dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn, an ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo den Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech war elo e bëssen iwwerrascht iwwert dem Här Negri seng Interventioun, manner iwwer säin, wéi gewinnt, detailléierten an explikative Rapport, fir deen ech him Merci soen, mä iwwert de Schluss vu senger Interventioun. Dat huet éischtens bal e bësse geklonge wéi eng Abschiedsried.

(Brouhaha général et hilarité)

Ech hoffen, Här Negri, dass mer eis alleguerten den 8. Juni oder méi spéit hei erëmgesinn, mä et huet awer e bëssen esou geklongen, wéi wann elo d'Ëmweltkommissioun scho géif d'Dieren an d'Tiräng zouspären an op d'Wahlcampagne goen.

Ech wëll awer dorun erënneren, dass mer jo éischtens nach wëlles hunn, matzen am Fréijoer op d'Juegd ze goen d'nächst Woch.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech mengen, datt et sënnvoll ass, eis mat dem exzellenten Avis vum Statsrot auserneenzesetzen, dee villes, wat hei am Débat d'orientation, mengen ech, diskutéiert ginn ass, bestätegt. Dee Statsrot huet sech ganz vill Aarbecht gemaach.

Mir hunn och nach e puer aner Punkten um Ordre du jour. Mä ech fäerten, Madame Presidentin, dass mir och nach wéinst aneren Ursaachen an d'Arena eventuell musse klammen. Et gëtt ee jo awer dat Gefill net lass, dass eng Rei Kreeser zu Lëtzebuerg vun där Kris wëlle profitéieren, fir d'Ëmweltrecht an eng Rei Errungenschaften, déi a laange Jore mühsam erkämpft si ginn, wëllen zréckdréinen.

Wann een den Avis vum Mouvement écologique zum Konjunkturpak liest, da muss ee sech Froe stellen, an och wann et esou ausgesäit, wéi wann do net gréisser Ëmweltprojeten an d'Kommissioun kommen, fäerten ech, dass mer awer musse ganz gutt oppassen an dass mer elo scho sollten op d'mannst eng rout Luucht umaachen, fir dass do awer elo net fënnef vir zwielef hei en Ongléck geschitt.

Duerfir mengen ech net, dass mer elo wäerte rouen an deenen nächste Wochen, mä vläicht am Géigendeel ganz aktiv wëlle ginn.

Klammer op: Mir hätten eis als Gréng gewënscht, dass extrem vill Aarbecht an d'Ëmweltkommissioun am Kader vum Konjunkturpaquet komm wär. Mir vermëssen de grénge Touch vun dësem Konjunkturprogramm. A wann een en Artikel an der „Zeit" gelies huet, deen e bëssen analyséiert huet, wéi gréng deenen eenzelne Länner hir Konjunkturprogrammer sinn - si hu sech net mat dem lëtzebuergesche beschäftegt -, mä do gesäit een, dass do wesentlech Ënnerscheeder bestinn an dass mat déi gréngste komescherweis dee vu Südkorea an dee vu China sinn. Ech fäerten, dass, wann d'„Zeit" d'Zäit gehat hätt, och eise Programm ze analyséieren, da wiere mir do relativ schlecht ewechkomm.

Mä dat ass en aneren Débat, doriwwer kréie mer nach - mengen ech - an den nächste Wochen d'Geleeënheet am Detail ze diskutéieren. Mä souwäit ass déi Debatt awer och net vun dësem Gesetz ewech, Madame Presidentin.

Dës Direktiv ass nämlech, dëst Gesetz, mat deem d'Direktiv ëmgesat gëtt, méi symbolträchteg, méi innovativ, wéi et vläicht op den éischte Bléck ausgesäit. Et ass schonn, menge mir als Gréng, symbolträchteg, wann Ëmweltschied musse behuewe ginn. Net nëmmen, well si engem, also engem Mënsch Schued gemaach hunn, mä wéinst dem Schued un der Loft, um Buedem, un der Biodiversitéit selwer. An et ass och schonn innovativ, jo e regelrechte Paradigmewiessel, wa Betriber fir en Ëmweltschued mussen opkommen, och wann hinne kee Feeler kann nogewise ginn. Dat ass symbolträchteg, well hei eng Rei Ëmweltgidder fir d'éischt net nëmmen e wirtschaftleche Wäert kréien, mä eigentlech och e Wäert u sech.

Dat ass innovativ, well hei de Pollueur-payeur-Prinzip zu 100% ëmgesat gëtt, mä virun allem, well hei Betriber incitéiert ginn, de Principe de précaution eescht ze huelen a vu sech aus op Technologien ëmzeklammen, déi mat manner Ëmweltrisike verbonne sinn.

Dorëm geet et jo eigentlech hei. D'Haaptzil ass net, hei Leit ze strofen oder zur Keess ze bieden, mä si iwwer interne Risikomanagement dozou ze kréien, selwer e preventiven Ëmweltschutz ze bedreiwen.

Dat ass e wäite Wee, Madame Presidentin, deen d'Ëmweltgesetzgebung gaangen ass, vu Gesetzer an de 70er, 80er Joren, déi éischter Zeeche gesat hu mat End-of-pipe-Technologien, iwwert d'Gesetzer, déi Emissiounen a Schied iwwert d'Festsetze vu Grenzwäerter évitéiert hunn, bis zu dëser Direktiv an dësem Gesetz, déi eigentlech hin zu enger ëmmer méi staarker Responsabiliséierung vun de Betriber selwer féiert. An an eisen Aen ass dat eng effikass, eng effizient, eng maartkonform Approche.

An et gesäit ee schonn éischt positiv Resultater, wann d'Ëmweltgesetzgebung ëmmer méi an déi Richtung geet. Ech ginn Iech een, zwee Beispiller aus dem Offallberäich. Eréischt wéi d'Autosfabrikante selwer hu missen d'Schrottautoen zréckhuelen, ass Bewegung an d'Spill komm an d'Zuel vun de Plastikzorten zum Beispill, déi een an den Autoen erëmfënnt, ass vun iwwer 20 op zwee oder dräi zréckgaang, déi ganz kloer gezeechent sinn, wat natierlech de Recyclage vun dem Plastik vill méi einfach mécht.

Datselwecht kann ee vum Elektronikschrott soen, a viru kuerzem hu mir nach eng nei Direktiv verabschiet, wat mat de Batterien ze dinn huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass och do d'Recherche wäert dropgesat ginn, fir dass mer do weiderkommen, nämlech bei der Quell usetzen, Offall vermeiden an e Produkt net nëmme konzipéiere bis zu deem Moment, wou et op de Maart gehäit gëtt, mä wierklech bis zum Enn vu sengem Liewenszyklus.

Duerfir begréisse mir als Gréng natierlech och prinzipiell dës Direktiv, dëst Gesetz, och wa si an eisen Aen nach net perfekt sinn. Nach sinn net all Secteure betraff, dat ass hei kloer an däitlech gesot ginn. Och sinn nach net all Ëmweltberäicher abegraff, déi solle geschützt ginn, mä mir fannen dat awer duerch dee grousse Paradigmewiessel, deen ech elo grad erwähnt hunn, awer schonn e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An duerfir ware mir als Gréng natierlech frou, wéi d'Ëmweltkommissioun de Spillraum, deen d'EU-Kommissioun awer explizit virgesinn hat, fir deen eenzelne Länner ze loossen, wéi d'Ëmweltkommissioun duerch eng Rei Amendementer dëse Fräiraum wollt ausnotzen, fir méi wäit ze goe wéi eigentlech de Basistext.

An d'Fro stellt sech jo och, éischtens, ob déi Philosophie, fir ze soen «La directive, rien

que la directive», ob déi ëmmer esou gutt ass. Wäre mer net frou heiansdo, wa mir vläicht méi wäit gaange wären, wéi gewëssen Direktiven dat gesot hätten?

Am Finanzberäich gesi mer jo, dass mer vläicht heiansdo gutt haten, méi wäit ze goe wéi dat, wat d'EU vun eis verlaangt hat. Am Ëmweltberäich, mengen ech, kéint een eigentlech déiselwecht Logik soen.

Mä, wann awer eng EU-Direktiv explizit seet: „Léif Memberstaten, dat hei ass e Basistext, mir hunn hei missen e Kompromiss maachen, well net jiddereen d'accord ass, mä mir incitéieren Iech praktesch an eenzelne Beräicher méi wäit ze goen." -, da gehéiert dat fir eis och nach ëmmer zu der Philosophie «Rien que la directive».

Mir hate souguer, Madame Presidentin, kee Problem dermat, wéi de President vun der Ëmweltkommissioun an engem LSAP-Communiqué sämtlech Membere vun der Ëmweltkommissioun viru seng Kar gespaant huet an an engem raren Usaz vu Courage dem Land stolz verkënnegt huet: „Parlamentarische Umweltkommission nimmt Unternehmer stärker in die Pflicht."

Mä de Courage war nom Drock vun de Wirtschaftskreeser vu kuerzer Dauer an an der nächster Sitzung huet d'Majoritéit kleng bäiginn an d'Amendementer zréckgezunn. Ech fäerten, dëse Rückzieher geet sécher an d'Annale vun der Chamber an.

An, Madame Presidentin, ech mengen, den Här Negri huet esou vill Humor, dass e mir net béis ass, wann ech him soen: Et muss ee scho President vun der Turnfederatioun sinn, fir esou en dräifache Salto hannerzeg fäerdegzebréngen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Madame Presidentin, am Eescht awer, déi Gréng bedaueren dëse Rückzieher. Éischtens wéinst der Saach u sech.

(Interruption)

Éischtens sinn elo eng Rei…

Do ass et méi schwiereg, en dräifache Salto hannerzeg ze maachen. Mä kommt de Sonndeg kucken, Här Goerens, an da gesitt Der, wéi dat geet.

(Interruption)

Mir bedaueren dëse Rückzieher, Madame Presidentin, éischtens, wéinst der Saach selwer. Eng Rei Géigenden zu Lëtzebuerg sinn elo manner geschützt wéi déi, déi d'Chance hunn a Vulleschutzgebidder, an Habitatgebidder ze leien, an och eng Rei Ëmweltgidder si manner geschützt.

An zweetens awer och, well et eis erëm weist: Dës Majoritéit ass nach ëmmer an der aler Logik, déi gemengt huet, héich Ëmweltstandardë wiere schiedlech fir e Wirtschaftsstanduert.

Mir verstinn dat net, well wann een haut e bëssen ëm sech kuckt, wat geschitt ass an deene leschte 15, 20 Joer, da gesäit ee jo awer, dass genau de Géigendeel de Fall ass. Ech wëll dat um Beispill Däitschland illustréieren. Däitschland ass bekannt fir mat déi héchsten, mat déi strengsten Ëmweltnormen zënter Joren, jo zënter Jorzéngten, a wann een haut kuckt, a wéi engem Secteur dass an Däitschland extrem vill Aarbechtsplaze geschaf si ginn, dann ass et genau an deem dote Secteur.

Et ass - mengen ech - an Tëschenzäit scho bal eng Banalitéit ze soen, dass an Däitschland an Tëschenzäit am ganzen Ëmweltsecteur méi Leit schaffe wéi an der Automobilbranche. Dat ass keen Zoufall, dat ass, well dat Land sech mat Zäit eng Rei héich Norme ginn huet. An et gesäit een och, dass Däitschland haut Exportweltmeeschter ass an deem ganze Beräich, well natierlech duerch streng Norme Recherche an deene Secteure gemaach ginn ass, an einfach si capabel sinn, do eng ganz Rei Technologien an aner Beräicher vum Planéit ze exportéieren.

Mä wat awer och richteg ass am Beräich Länner, ass gradesou wouer am Beräich vun de Betriber. Wann ee kuckt, wat elo dobausse vir sech geet, hunn Déi Gréng net dat Gefill, dass et grad déi Betriber wären, déi erkannt haten, dass d'Ëmwelt ëmmer méi eng grouss Roll wäert spillen, déi elo vum Maart gedrängt ginn. Am Géigendeel, et brauch een nëmmen déi amerikanesch Automobilbranche ze huelen, do gëtt et sécher nach aner Ursaachen, mä awer och, well déi Automobilindustrie net gesinn huet, wat mam Pëtrolspräis géif geschéien, dass si déi falsch Autoe gebaut hunn an och nach bauen. An et si sécherlech och net déi Betriber, déi an der Vergaangenheet an Energieeffizienz investéiert hunn, déi haut Faillite maachen - au contraire.

A souguer fir d'Landwirtschaft, Madame Presidentin, kann een dës Richtegkeet uweisen. Erstaunlecherweis grad an dëse schwieregen Zäiten: Deen eenzege Secteur, dee kee Problem huet an der Landwirtschaft, ass d'Biolandwirtschaft. Déi kann trotz der Kris hir Präisser halen, d'Nofro ass esou grouss wéi nach ni. An et kann een eigentlech nëmmen och fir Lëtzebuerg bedaueren,…

(Interruption)

…dass mer 80% mussen importéieren, dass eigentlech zu Lëtzebuerg nach en immense Marché do ass fir Bioproduiten. D'Nofro ass esou grouss wéi nach ni a mir mussen alles importéieren.

Duerfir, Madame Presidentin, versti mir et net esou richteg, dass dës Majoritéit nach ëmmer an der Logik vun de 70er an 80er Joren ass a behaapt, Ëmweltschutz géif Aarbechtsplazen zerstéieren. Onverständlech, well eigentlech wëllt jo dës Regierung och en Ëmwelttechnologiestanduert aus Lëtzebuerg maachen. Mir si frou, dass d'Regierung dat elo an där leschter Zäit entdeckt huet.

Mä, Madame Presidentin, en Technologiestanduert, dee kann een net och erbäirieden, dee muss ee vu laanger Hand plangen, dee muss ee lues a lues zu engem Puzzle zesummefëieren, an duerfir muss een eng kohärent Politik op allen Niveaue maachen. An dozou gehéieren an eisen Aen och ganz héich Ëmweltstandarden, jo vläicht souguer a ganz bewosst méi héich Ëmweltstandardë wéi an den Nopeschlänner, well mir kënnen eis net virstellen, dass innovativ Firmaen an deem Beräich, déi wëllen no bausse weisen, dass se eppes kënnen, gi sécherlech éischter dohin, wou se wëssen, dass méi vun hinne gefuerdert gëtt, wéi just an engem schlechten Duerchschnëttsland hei gëtt.

An eisen Aen ass also erëm eng Kéier eng Geleeënheet verpasst, fir en Deel vum Puzzle zouzefügen, an duerfir wäerte mir, nodeem mir natierlech déi Amendementer staark ënnerstëtzt haten, eis enthalen an dat Gesetz net stëmmen, well mir hätte kënne méi wäit goen. Well déi Gréng sinn der Meenung, grad elo muss een Ekologie an Ekonomie verbannen, grad elo gëtt et ëmmer méi kloer, dass mer grad d'Ekologie brauche fir d'Wirtschaft aus hirer Kris erauszehuelen a grad elo muss een héich Ëmweltstandarden afëieren, fir d'Recherche an deene Secteuren unzekierpen, fir d'Aarbechtsplaze vun der Zukunft ze plangen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.-Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Gira. Deen nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Och vun eiser Säit dem Här Negri Merci fir seng Aarbecht. Et ass keng einfach Législatioun, d'autant plus wou se sech integréiert an aner Législatiounen.

Hei gëtt eng Lacune virun allem gestoppt. Dat ass déi, datt och dann, wa kee perséinleche Schued entstanen ass, datt och dann deen, deen dat verursaacht huet, an d'Haftung geholl gëtt.

Et gëtt de Gedanke vun der Preventioun och hei méi staark verankert, wat ganz sécher eng richteg an eng wichteg Approche ass. Ech wëll net weider op d'Gesetz selwer agoen, ech wëll hei zwee Gedanke ganz kuerz uspriechen.

Dat eent ass, datt mir zwar och der Meenung sinn, datt den Ëmweltschutz ëmmer eng méi grouss Bedeitung kritt. Mä op där anerer Säit, datt mer eng Panoplie vu Gesetzer an deem Beräich hunn, net nëmmen am Ëmweltschutz, mä wann ee sech dat alles esou ukuckt: Naturschutz, Aarteschutz, Propperhale vun der Loft, Waasserschutz, Landschaftsschutz, Schutz viru genmanipuléierten Organismen - ech kéint virufueren -, da gëtt et schwiereg fir den Iwwerbléck ze behalen an et muss ee sech heiansdo froen, wéi wäit datt déi eenzel Législatioune mateneen a Concordance stinn a sech net deelweis souguer widderspriechen oder iwwerschneiden.

Et gëtt e Grondsaz, deen heescht: «Nul n'est censé ignorer la loi.» Ech mengen, dat ass fir déi Leit, déi an der Wirtschaft täteg sinn, de Problem, wann ëmmer erëm nei Gesetzer a méi oder wéineger deenesellwechten Domänen derbäikommen, ouni datt anerer ofgeschaf ginn. Dat ass jiddefalls net an där Richtung, wéi mir et eis géifen alleguer wënschen, denken ech, vun enger allgemenger Simplification législative an administrative.

Mir haten eng Kéier am Kader vun der Simplification administrative hei en Hearing, an do ass eis erzielt ginn, datt an Holland - ech weess net, ob et zoutrëfft - keen neit Gesetz däerf gestëmmt ginn, ouni datt gläichzäiteg en anert ofgeschaf gëtt, fir de Volume vun de legislativen Texter, deen an deene leschte Joren enorm ugewuess ass, e bëssen an de Gréff ze kréien.

Ech géif mir och an dësem Beräich wënschen, datt mer iergendwann eng Kéier op dee Wee kéimen, well et gëtt fir den normalen Acteur dobaussen - an ech mengen, esou frou wéi mir alleguer mat der Natur sinn a sou staark wéi mer och alleguer hannert dem Natur- an Ëmweltschutz stinn, muss een awer op där anerer Säit d'Schwieregkeet net aus den Ae verléieren oder däerf een déi net aus den Ae verléiere vun deene Leit, déi dobaussen d'Acteure sinn.

Wéi séier hänkt een onverschëlt oder aus Négligeance, déi net schlecht gemengt ass, doduerch datt een deelweis vläicht souguer a sengem Betrib iwwerfuerdert ass, ass eppes passéiert, fir dat ee muss riichtstoen?

Dat Zweet ass, an dat ergëtt sech hei eraus, datt eis Gesetzestexter eent sinn an eis Reglementstexter an den Ëmgang domat an der Praxis eppes aneschters.

(Interruption)

Mir kënnen onméiglech - an ech denken do, Här Minister, do gitt Der mer net Onrecht - Gesetzestexter esou festzurren, datt an alle Fäll eng ganz kloer Applikatioun, Ënnerscheedung an esou weider méiglech sinn. Dat heescht, den eenzelnen Acteur ass ëmmer an engem gewësse Mooss dem Entscheedungsspillraum an dem Applikatiounsspillraum vun de Verwaltungen ausgeliwwert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech erënneren an dësem Zesummenhang un déi ganz onendlech Diskussiounen, déi mer haten iwwert d'Applikatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wat anscheinend nach net ganz ausgestanen ass, oder déi endlos Diskussiounen, déi kommen, wann e landwirtschaftleche Betrib wëllt aussiedelen a sech an der Zone verte néierloossen, wou mer och an der Problematik dra sinn, datt ganz vill Subjektivitéit vu Säite vun de Verwaltungen do mat eraspillt.

Här President, ech kommen domadder schonn zum Schluss. Mir sinn eis, mengen ech, alleguer eens, datt een dem Ëmweltschutz an dem Naturschutz an esou weider eng ganz grouss Bedeitung muss bäimoossen. Duerfir si mir och grondsätzlech mat der Ausriichtung vun dësem Gesetz d'accord.

Mä et muss een op där anerer Säit d'Betriber awer och kënne liewe loossen. Et geet net, datt een op där enger Säit eng Campagne mécht och fir jonk Leit, si solle sech trauen, si solle sech néierloossen, si sollen eng eegestänneg Aktivitéit ufänken, an op där anerer Säit hinnen awer d'Gefill ginn, datt se permanent mat engem Fouss am Prisong stinn.

En anere Gedanken ass deen, datt mir hei sécher mat enger grousser Berechtegung eis Suergen drëm maachen, datt eis Ëmwelt esou wäit wéi méiglech soll protégéiert ginn, datt mer op där anerer Säit ganz dacks a Konkurrenz stinn zu Produkter an zu Déngschtleeschtungen, déi aus Wirtschaftsraim kommen, wou dat net esou strikt applizéiert gëtt. An duerfir ass et och

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

absolut noutwendeg, datt opgepasst gëtt, datt am internationalen Handel do e ganz strengt An dorop geworf gëtt. Soss si mer am Zeenario vun der Concurrence déloyale, an dat, Här President, wéi mir dat gewinnt sinn; dat ka jo net sinn. Hei geet et wierklech drëm fir am Endeffekt an der praktescher Applikatioun déi richteg Balance ze fannen.

Trotz dëse Reserven, déi ech hei wollt ubréngen, wëll ech awer soen, datt mir dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann zum Ofschloss vun der Debatt den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll natierlech och dem President-rapporteur, dem Här Roger Negri, Merci soen, wéi alle Membere vun der Kommissioun an och alle Riedner de Mëtteg, dass mir dëst wichtegt Gesetz haut kënne stëmmen. Dat ass iwwregens e weidere Schrëtt, fir Lëtzebuerg héich Ëmweltstandarden an och eng héich Biergerbedeelegung am Ëmweltrecht zouzegestoen.

An ech wëll dem Här Gira soen, domadder beweegt sech dës Majoritéit ganz kloer am 21. Jorhonnert, well dëst ass dat siwent Gesetz an dëser Legislaturperiod wat d'Ëmweltrecht verbessert, wat d'Biergerbedeelegung am Ëmweltberäich verbessert, an domadder kloer weist, dass dës Majoritéit an dës Regierung ganz kloer dorop setzen, dass Ekonomie an Ekologie matenee solle fonctionnéieren, dass dat keng Géigesätz sinn.

(Interruptions)

A well hie selwer profitéiert huet vun der Geleeënheet, fir eng aktuell Remarque ze maachen an eng Klammer opzemaachen, wëll ech dat och maachen a par rapport zu deene Stëmmen, déi een héiert, zwou Saache soen zu der aktueller Debatt doriwwer, wéi mir un d'Wirschaftskris hei zu Lëtzebuerg eruginn.

Déi Éischt ganz kloer Bemierkung, déi ech wëll maachen, ass déi, dass déi Kris do kee Virwand wäert sinn hei zu Lëtzebuerg, fir Ëmweltrecht a Bedeelegung vun de Bierger bei der Ëmweltproblematik a Fro ze stellen. D'Regierung seet zu allen Usätz, déi an déi Richtung solle goen: Neen. An ech wëll dem Här Gira wéi och dem Héijen Haus soen, dass déi zwee Gesetzer, déi maassgeblech d'Ëmweltpolitik hei zu Lëtzebuerg déterminéieren, nämlech d'Naturschutzgesetz an d'Kommodosgesetz, net zur Dispositioun stinn. Punkt, Schluss.

An deenen eelef Projets de loi, déi d'Regierung deponéiert huet hei am héijen Haus virun e puer Deeg, ass net eng Zeil dovunner ze gesinn, dass hei sollt versicht ginn, vun der Kris ze profitéieren, fir net ze soen d'Kris ze mëssbrauchen, fir Ëmweltstandarden a Fro ze stellen. Et ass keen, deen dat wëllt, an et ass keen, deen iergendwou an deene Projets de loi, an deenen eelef, déi deponéiert gi sinn, esou och nëmmen eng Spur dovunner ka gesinn.

Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass een iwwer Prozedure laang kann diskutéieren an och ka laang streiden. Mä ech wëll d'Geleeënheet benotzen, fir awer eng Kéier kloer hei ze soen, dass wann een iwwer Prozedure schwätzt, dat näischt Lästeges ass. Prozedure sinn derfir do fir Konditiounen ze fixéieren, fir dass d'Gesondheet vun de Leit net tangéiert gëtt, derfir ze suergen, dass Buedemschutz, Loftschutz, Waasserschutz an esou virun, wichteg elementar Funktiounen, déi mer brauchen, fir den Zyklus dobaussen ze respektéieren, dass déi sollen agehale ginn. Ech mengen, dass et kloer ass, dass hei kee wëllt déi Standarden do iergendwéi a Fro stellen.

Dat wëllt net heeschen - an ech mengen, den Här Mehlen huet dat zum Schluss och gesot -, dass mer eis dem Débat net musse stellen, dass d'Prozedure sech sollen haaptsächlech op de Fong konzentréieren an dass se net onnéideg den Zäitraffer mussen an d'Onendlecht dreiwen. Deem Usproch do musse mer eis och mat zu Propositioune wéi dem Guichet administratif, enger besserer interministerieller Kooperatioun an esou viru stellen, fir dass iwwert de Fong gestridde gëtt, an net gestridde gëtt iwwert d'Durée; och wann do villes iwwerdriwwe gëtt, wat dobausse gesot gëtt.

D'Diskussiounen, déi mer an der Tripartite haten an op anere Plazen, hunn och gewisen, dass dat oft ganz staark och iwwerdriwwe gëtt, well eben, an do huet den Här Gira Recht, et Kreesser gëtt, déi vun der Kris gäre géife profitéieren, fir dat ze maachen. Mä ech soen, an der Regierung an an der Majoritéit ass keen do, deen op dee Wee do wëllt goen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Zu enger zweeter aktueller Bemierkung, déi e gemaach huet, wëll ech awer och soen, zum Konjunkturpaquet vun der Regierung ass jo dann d'Fro an Europa an an der Welt: Wien hat dee gréngste Pinsel, fir säi Paquet unzesträichen? Vläicht war do d'Kommunikatioun vun der Lëtzebuerger Regierung net esou gutt wéi a Südkorea.

Ech wëll awer dem Kolleeg Gira soen, dass, wann ech de Konjunkturpaquet vun der Regierung kucken, dann ass dee gréissten Investor an déi gréissten Investitioun, déi an deem Paquet dran ass, an Héicht vun ëm déi 360 Milliounen, dat sinn d'Investitiounen an d'Schinn, an den öffentlechen Transport an domadder an eng nohalteg Mobilitéit. An den Ënnerscheed tëschent deenen Investitiounen an d'Schinnennetz an an d'Stroossennetz an deem Konjunkturpaquet läit do ongefeier tëschent 70% fir den öffentlechen Transport an 30% an deem anere Beräich, eng total Ëmkéier zu deene Proportiounen, déi mer an deene leschte Joren hei am Land haten.

Ech wëll och soen, dass déi Aiden am Beräich vum Energiespueren, an domadder verbonnen de finanziellen Ureizen, an domadder och verbonnen natierlech d'Erschafung vun Aarbechtsplazen, hei zu Lëtzebuerg an de Beräicher vun den Autoen, vun de Frigoen, vun der Haisersanéierung déi gënschtegst sinn, déi et iwwerhaapt an Europa gëtt. Sou dass ech mengen, et och do net richteg ass ze maachen, wéi wann dee Konjunkturpaquet do net dem Kritär vun der Nohaltegkeet gerecht géif ginn. Ech mengen, de Géigendeel ass wouer.

Déi Bemierkunge gemaach an déi Klammer erëm zougemaach, wëll ech a puncto Gesetz, wat mer hei diskutéiert hunn de Mëtteg, net méi vill soen. Ech mengen, dass zwou Saache mir nach wichteg sinn ze soen.

Déi éischt ass, dass den Ëmweltministère a virun allem d'Ëmweltverwaltung eng Flicht elo hunn, fir dat Gesetz hei, wat mer haut wäerte stëmmen, proaktiv unzepaken an deem Sënn, dass wierklech e seriöen Dialog mat den Entreprisen, eng seriö Informatioun vun den Entreprisen zesumme mat Séminairen, mat de Chambres professionnelles an esou virun néideg sinn, fir d'Entreprisë gutt ze informéieren iwwert déi nei Oplagen, iwwert déi nei Aufgaben, iwwert déi nei proaktiv Aart a Weis, déi se hei sollen huelen. Ech mengen, do huet sécherlech all Riedner hei Recht gehat, wann ech kucken, wéi mer geplot sinn zum Beispill an der Buedemsanéierung op ville Plazen.

Ech gesinn de Kolleeg Romain Schneider dohannen, Buergermeeschter vu Wolz, wann een iwwert d'Eurofloor géif schwätzen. Ech gesinn all déi Kolleegen, déi heibanne sinn, déi aus Stolstanduerter kommen, wou mer zu Esch an zu Diddeleng an zu Suessem op ville Plaze Suergen hunn ze déterminéieren: Wat sinn déi Buedemsanéierungen, déi musse gemaach ginn? Vu wiem musse se gemaach ginn? A virun allem: Vu wiem musse se finanzéiert ginn?

Dofir hu mer virun dräi Joer eng Initiativ geholl, fir mat den Entreprisen iwwer en iwwergeuerdnete Fong ze schwätzen. Déi Diskussioune si leider nach net konkret op eng Initiativ erauskomm. Mä mir hunn eng Etüd lancéiert, déi dëst Joer wäert fäerdeg geschloss ginn, wou mer eng Benchmark gemaach hunn a gekuckt hunn: Wéi gëtt dat an deenen anere Länner traitéiert? Wéi ginn also déi Saachen ugepaakt, fir dass dat net op deenen eenzelnen Entreprisen a virun allem herno um Stat läit?

Och haut besteet jo d'Méiglechkeet, dass de Fonds de l'environnement 50% vun esou Sanéierunge kann iwwerhuelen. Ech mengen, dass dat awer eng ganz onzefridde stellend Aart a Weis ass, well se dem Prinzip vum Pollueur-payeur net gerecht gëtt, an ech mengen et ass just dee Prinzip, dee mer hei an deem Gesetz och dran iwwerhuelen.

Dann eng lescht Bemierkung: D'Kommissioun huet sech zu Bréissel virgeholl fir den 30. Abrëll 2010 eng Virlag ze maachen, e Rapport ze maachen iwwert d'Ëmsetzung vun de Garanties financières a vun den Instruments financiers, déi an deenen eenzelne Länner kënne geschaf ginn, wat jo domadder verbonnen ass, dass och d'Assurancëgesellschaften dat an hir Paquetë mat iwwerhuelen. An et ass eréischt da wou et och fir d'Entreprisen interessant gëtt a wou et och interessant gëtt fir dat, wat mer elo haut gemaach hunn.

Well et muss ee wëssen, dat, wat elo haut hei gestëmmt gëtt aus der Direktiv, ass natierlech eppes, wat um europäesche Plang och e minimalen Ufank am Neiland vun de Pollueurs-payeurs bedeit, an ech mengen et wäert eppes Evolutives sinn. A wann déi Instrumenter do kommen, dann ass och sécherlech d'Geleeënheet, um europäesche Plang, an och um nationale Plang méi wäit ze goen an de Prinzip nach besser ëmzesetzen, wéi mer dat hei maachen.

Mä et ass e wichtege Schrëtt an deem Mosaik, wéi gesot, vun deene siwe Gesetzer, déi mer dës Legislatur gestëmmt hunn, fir och zu Lëtzebuerg wéi an deene Länner ronderëm en héijen Ëmweltstandard ze hunn, dee wichteg ass fir d'Ëmwelt, mä deen och der Kompetitivitéit vun eisem Standuert guttdeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, dann ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëst Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5877 ass ugeholl, Här Minister Lux, mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.08 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 34, 35 et 36

Communications page 389

Rôle des affaires page 389

Ordre du jour pages 389-390

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert pages 390-391

Composition des commissions parlementaires et des délégations internationales pages 391-392

Question urgente N°3226 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la garantie bancaire page 392

Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées pages 392-399

5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses pages 399-404
page 413

Dépôt d'une proposition de loi page 405

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur les grossesses chez les jeunes filles et les avortements pages 405-413

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet des conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE pages 414-416

5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer

2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer pages 416-419

Question avec débat N°41 de M. Félix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg page 419

5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux pages 419-423

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3081	Claude Adam	Libéralisation postale
3085	Roger Negri	Dotation de fonds spéciaux de l'État
3087	Fernand Diederich	Château de Meysembourg
3101	Françoise Hetto-Gaasch	Fluidité du trafic sur la route d'Echternach (E27)
3102	François Bausch	Mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts
3112	Laurent Mosar	Nombre de mouvements d'avions commerciaux par an
3116	Gilles Roth	Plan de relance économique américain
3131	Fernand Etgen	Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD)
3133	Ali Kaes et Marc Spautz	Prise en charge des frais de transport en ambulance
3134	Félix Braz	Financement d'un projet d'intégration pour jeunes demandeurs d'asile, réfugiés voire jeunes issus de l'immigration
3136	Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank	Retards des trains
3153	Alexandre Krieps et Carlo Wagner	Prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques
3154	Alexandre Krieps et Carlo Wagner	Cellule d'évaluation dans le cadre de l'assurance dépendance
3155	Alexandre Krieps et Carlo Wagner	Remboursement par les maisons de soins de fonds indûment touchés
3156	Marc Spautz	Délivrance aux salariés de certificats de travail au moment de l'expiration de leur contrat de travail
3162	Marc Spautz	Répercussion du chèque service accueil sur les prix des crèches commerciales
3165	Fernand Etgen	Autobus desservant l'usine de Goodyear à Colmar-Berg
3170	Claude Meisch	Paradis fiscaux
3172	Aly Jaerling	Prime pour construction écologique (PRIMe House)
3173	Romain Schneider	Installations photovoltaïques
3175	Marcel Oberweis	Subventions pour les installations photovoltaïques
3176	Roger Negri	Numéros d'appel d'urgence communs commençant par 116
3179	Jacques-Yves Henckes	École francophone
3180	Colette Flesch	Système de pension
3181	Carlo Wagner	Scolarisation des enfants luxembourgeois vivant dans la région frontalière
3183	Claude Adam et Jean Huss	Plan d'action national en matière de recherche
3185	Claude Adam	Éducateurs engagés sous le statut du fonctionnaire communal
3186	Ali Kaes et Marc Spautz	Exigence du certificat de maladie
3187	Aly Jaerling	Prime à la casse (PRIMe CAR-e plus)
3195	Marcel Oberweis	Train pendulaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg
3196	Marc Spautz	Inégalités salariales hommes/femmes
3207	Aly Jaerling	Troubles psychologiques
3210	Fernand Etgen	Publication des données des bénéficiaires de subsides et d'aides agricoles
3211	Romain Schneider	Stage de réinsertion professionnelle
3213	Marc Spautz	Caisse Nationale d'Assurance Pension
3218	Xavier Bettel	Indemnités perçues par les participants des cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)
3221	Romain Schneider	Anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach
3229	Carlo Wagner	Nouveau pont frontalier à Mertert
3230	Carlo Wagner	Réserves de pension
3232	Jacques-Yves Henckes	Fonds européen non utilisés
3237 urgente	Aly Jaerling	Indemnité pécuniaire de maladie
3243	Xavier Bettel	Bommeleeër - Enquête de l'IGP
3267 urgente	Camille Gira	Valeurs limites de déclenchement de plans d'action contre le bruit

Question 3081 (16.1.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **libéralisation postale:**

- En tant que Ministre de tutelle des P&T, est-ce que le Ministre de l'Économie sera associé aux consultations avec les représentants du personnel en vue de la libéralisation postale de 2013? Dans la positive, quand?

- Quels sont concrètement les projets du Gouvernement en vue de la libéralisation, plus particulièrement en ce qui concerne la sauvegarde du service universel et son mode de financement?

- Le Gouvernement envisage-t-il une réforme de la loi relative à la création de l'Entreprise des P&T? Est-ce qu'une obligation de service universel sera ancrée dans cette loi? Par qui le service universel devra-t-il être assuré?

- Le Gouvernement envisage-t-il de sauvegarder le statut public des agents des P&T? Quel sera, après 2013, le statut des agents recrutés pour la carrière du facteur?

- Comment se présentent les modalités techniques de la libéralisation? Le Gouvernement a-t-il informé la Commission européenne de celles-ci?

- Comment se présenterait concrètement le fonctionnement d'un fonds de compensation qui ne serait pas financé par l'État mais qui serait alimenté par les opérateurs? Comment se présenterait l'assiette à partir de laquelle les opérateurs seraient tenus de verser leur quote-part?

Réponse commune (25.3.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux, prévoit en son article 2, sa transposition par les États membres jusqu'au 31 décembre 2010.

Onze États membres, dont le Luxembourg, bénéficient d'un délai de transposition jusqu'au 31 décembre 2012. Rappelons que la Commission européenne a été informée que le Luxembourg n'entend libéraliser avant cette date butoir.

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement n'a pas encore informé la Commission européenne des modalités techniques de la transposition de la directive 2008/6/CE, celles-ci n'étant pas encore arrêtées.

Toutefois, compte tenu des dispositions de la directive, une réforme de la loi du 15 décembre 2000 concernant les services postaux doit être envisagée. Certains États membres expérimentent une transposition intéressante qui pourrait inspirer, le cas échéant, le Gouvernement luxembourgeois.

Dans la mesure où l'obligation de service universel tel qu'il est défini constitue une charge financière pesant sur l'opérateur historique, celle-ci doit être répartie entre les prestataires de services et/ou utilisateurs via un fonds de compensation. Le fonctionnement concret de ce fonds devra être négocié avec les services compétents de la Commission européenne.

Les partenaires sociaux sont également appelés à prendre leurs responsabilités.

Question 3085 (19.1.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **dotation de fonds spéciaux de l'État:**

Dans les années 2006 et 2007, les comptes généraux de l'État ont à chaque fois dégagé des plus-values de recettes substantielles par rapport aux budgets votés. En partie, ces recettes excédentaires ont été transférées dans différents fonds spéciaux de l'État, et ce en cours d'exercice et sans consultation ni information préalable de la Chambre des Députés.

Dans son dernier rapport budgétaire, la Chambre des Députés avait estimé pour l'exercice budgétaire 2008 les plus-values de recettes à environ 500 millions d'euros, alors que la Cour des Comptes, dans son avis concernant le projet de budget pour l'exercice 2009, avait même calculé un excédent de l'ordre de 600 millions d'euros.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le budget de l'État a dégagé des plus-values de recettes au cours de l'exercice écoulé, et dans l'affirmative, quel est le montant de cet excédent?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a procédé, à l'instar des années antérieures, à la dotation supplémentaire des fonds spéciaux de l'État? Dans l'affirmative, quels sont les fonds spéciaux qui ont bénéficié de ces dotations extraordinaires, et à quelle hauteur?

Réponse (9.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roger Negri, il m'importe de rappeler tout d'abord que d'après la législation sur la comptabilité de l'État, les opérations relatives au paiement des dépenses et au recouvrement des recettes peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

Comme les comptes de l'exercice 2008 ne sont dès lors pas encore clôturés, il n'est pas encore possible de connaître en ce moment avec précision le résultat de l'exercice budgétaire 2008.

D'après les prévisions actuellement disponibles, le solde de l'exercice 2008 se situerait entre 140 et 160 millions d'euros.

Ce résultat prévisionnel tient compte de deux dotations supplémentaires de respectivement 10 millions d'euros au profit du Fonds pour les monuments historiques et du Fonds pour l'entretien et la rénovation des bâtiments de l'État ainsi que d'une dotation supplémentaire de 20 millions d'euros au profit du Fonds pour l'Emploi.

Ces dotations supplémentaires sont destinées à renforcer les moyens financiers des fonds spéciaux dans l'intérêt, d'une part, de l'exécution du programme supplémentaire en matière d'investissements publics et, d'autre part, du financement des dépenses additionnelles à prendre en charge par le Fonds pour l'Emploi dans le contexte de la crise économique et financière.

Comme je l'ai indiqué en commission parlementaire, le solde restant sera également affecté, pour les mêmes motifs, dans une large mesure au Fonds pour l'Emploi.

Question 3087 (20.1.2009) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant le **château de Meysembourg:**

Le château de Meysembourg, situé dans la commune de Larochette, constitue un héritage historique et culturel unique en son genre. Le parc du château, dans lequel ce dernier se fond parfaitement, présente quant à lui une diversité naturelle qui doit être protégée et mise en valeur.

Alors qu'un projet de construction d'un terrain de golf et d'un hôtel de luxe a été évité de justesse en novembre 2004, le Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le Ministère de la Culture, le Ministère du Tourisme et de l'Environnement s'entendaient sur le principe d'une exploitation privée du château, d'une part, accompagnée d'une mise en valeur du parc, conduite par l'État, d'autre part.

Il ressort de certains articles parus dans la presse ces dernières semaines, que mise à part la classification du site en «monument historique» par le Ministère de la Culture à la fin de l'année 2006, l'élaboration concrète d'un projet d'exploitation du site «Meysembourg» semble avoir été reléguée aux calendes grecques et le château est en train de se détériorer à vue d'œil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Un projet a-t-il été élaboré afin de valoriser le site? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de la forme de ce projet? Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles aucun projet n'a été initié?

- À quelle institution ou Ministère incombe la tâche de rechercher un promoteur pour l'exploitation privée du château?

- Des mesures d'urgence ne devraient-elles pas être prises afin d'endiguer la détérioration du site?

- L'État a-t-il envisagé l'achat des terrains du parc?

- La population de la commune, soucieuse à la vue du mauvais état du château, ne devrait-elle pas être informée de l'état d'avancement du dossier?

Réponse commune (1.4.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Dans une réponse conjointe du 22 mars 2005 de Messieurs les Mi-

nistres de l'Environnement, de la Culture ainsi que de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire à la question parlementaire N°309 du 18 février 2005 de l'honorable Député Monsieur Marc Angel au sujet de l'ensemble paysager Meysembourg, il avait été indiqué qu'un groupe de travail interministériel allait, en collaboration avec la commune directement concernée, donc Larochette, réfléchir à des possibilités viables de mise en valeur durable du site *(cf. compte rendu N°8/2005-2006)*.

Entre mai 2005 et février 2006, le groupe de travail, assisté de deux bureaux d'études spécialisés respectivement en développement rural durable et en tourisme, a élaboré une étude sur une future mise en valeur viable et durable du site dans le respect de son patrimoine architectural, faunistique et environnemental et dans l'intérêt du développement notamment touristique de sa région environnante qu'est le Mullerthal.

Le groupe de travail en question a dégagé cinq scénarios futurs possibles pour le site de Meysembourg dont un, qui avait obtenu l'aval politique des ministres directement concernés ainsi que de la commune de Larochette, a été préconisé par le groupe de travail.

Le scénario préconisé était intitulé «scénario mixte État/privé: exploitation privée de la substance bâtie conjointement à une mise en valeur étatique du parc paysager».

Ce scénario préconise, d'un côté, une ouverture au niveau du projet de PAG (en procédure d'approbation) de la commune se traduisant par un reclassement de la zone verte aux alentours du château et de ses dépendances pour y permettre la création d'un établissement hôtelier avec des activités annexes optionnelles.

Ces activités économiques (achat du terrain et des immeubles, transformations et constructions des équipements annexes et exploitation) sont à financer par des investissements privés auxquels pourront venir s'ajouter des subventions étatiques en matière de conservation du patrimoine architectural et de tourisme.

D'un autre côté, le parc paysager serait, d'après ce scénario, acheté et remis en état et en valeur par l'État dans l'optique d'en garantir la préservation tout en l'ouvrant au public et notamment aux touristes de l'hôtel comme de toute la région.

Or, dans sa séance du 1er décembre 2006, le Conseil de Gouvernement a décidé de ne pas donner suite à la deuxième partie du scénario préconisé concernant le parc paysager.

Néanmoins, le plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Larochette a été modifié dans le sens notamment d'un reclassement du site de Meysembourg en ce qui concerne les alentours du château et de ses dépendances, afin d'être compatible avec une mise en œuvre du scénario préconisé par les experts et ayant trouvé l'aval des responsables politiques directement concernés.

Dès lors, un investisseur privé peut, à condition de trouver un terrain d'entente avec la famille propriétaire, présenter un projet pour une mise en valeur du site compatible avec les résultats retenus, sachant que lors de l'établissement du PAP subséquent nécessaire à la mise en œuvre de son projet, cet investisseur devra respecter des critères stricts nécessaires à la préservation paysagère, environnementale et architecturale du site.

En ce qui concerne les mesures d'urgence invoquées par l'honorable Député, il importe de signaler que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait classer comme monument national tout le site de Meysembourg, à savoir tous les bâtiments (château et annexes immédiates, ferme et annexes, chapelle, maison isolée à l'entrée du domaine) ainsi que tout le parc.

En vertu de la loi de 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (art. 10), l'État peut faire exécuter par les soins du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) et aux frais de l'État, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'État. En l'espèce, vu la particularité du site, l'originalité de l'immeuble, les précédents et, surtout, l'état de la toiture du château, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a décidé de sauver l'immeuble principal, ceci par le financement de la réfection de la toiture.

En mai 2008, le SSMN a fait procéder à une première analyse sommaire de la situation, ceci suite à l'autorisation donnée par les propriétaires à l'État d'accéder à l'immeuble. Un diagnostic précis fut établi par la suite.

En juillet 2008, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a confirmé aux propriétaires son intention de prendre en charge, sous certaines conditions, les travaux nécessaires pour la réfection de la toiture.

En décembre 2008, un dossier complet décrivant les travaux indispensables fut soumis aux propriétaires. Comme la toiture est d'un accès très difficile et comme les travaux sont fort complexes en raison de la situation géographique et de la richesse architecturale de l'immeuble, l'intervention y est proposée en plusieurs phases successives.

L'État et les propriétaires sont en phase de s'accorder par convention sur les modalités juridiques et financières de l'intervention qui est, en principe, approuvée. Le début des travaux est donc imminent.

Quant à l'information de l'état d'avancement du dossier, celle-ci incombe en premier lieu aux autorités communales qui sont tenues au courant de l'évolution du dossier par les instances gouvernementales.

Question 3101 (27.1.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fluidité du trafic sur la route d'Echternach (E27):**

Aux heures de pointe, des embouteillages importants se produisent régulièrement sur la route d'Echternach en direction de Luxembourg, notamment sur le tronçon Gonderange-Waldhaff - accès vers l'autoroute A7.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transports et des Travaux publics:

- Ne serait-il pas envisageable de prolonger la bande d'accélération au croisement Waldhaff pour les véhicules en provenance de la montée «Staffelter»?

- Dans la négative, quelles autres possibilités seraient envisageables selon les responsables ministériels afin de rendre le trafic plus fluide?

Réponse commune (30.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée relative aux problèmes de capacité de la route d'Echternach entre Gonderange et l'échangeur Waldhaff et sa proposition de prolonger la bande d'accélération au niveau du carrefour Waldhaff, il y a lieu de préciser que ces problèmes sont bien connus par le département des Travaux publics et que l'Administration des Ponts et Chaussées est en train d'étudier diverses possibilités pour y remédier, à savoir le réaménagement de l'échangeur de la route d'Echternach RN11 avec la route du Nord A7, en vue de rendre le trafic plus fluide en ces lieux.

Il est en effet prévu de modifier l'échangeur Waldhaff par l'aménagement de la RN11 permettant de faciliter l'accès à l'autoroute, aussi bien pour le trafic venant d'Echternach, que pour le trafic venant de Luxembourg. Par ailleurs, l'aménagement d'une voie d'accélération devra permettre aux usagers venant de l'autoroute d'accéder plus facilement à la RN11 en direction d'Echternach.

Enfin le bureau d'études a été chargé d'examiner la possibilité de réserver une voie pour le transport en commun, de sorte à ce que les autobus puissent passer l'échangeur en site propre sans être mêlés au trafic individuel.

Question 3102 (18.1.2009) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts:**

Par règlement (CE) N°2368/2002 du 20 décembre 2002 (modifié par la suite) l'Union européenne a mis en œuvre le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts.

Ce règlement se situe dans le cadre d'un programme de prévention des conflits violents qui prévoit, entre autres, que les États membres et la Commission s'attaqueront au commerce illicite des marchandises de haute valeur, notamment en identifiant les mesures susceptibles de rompre le lien entre les diamants bruts et les conflits violents et en appuyant le processus de Kimberley. Les négociations menées dans le cadre du processus de Kimberley, qui ont réuni la Communauté ainsi que les pays producteurs et négociants, représentant pratiquement l'ensemble du commerce international des diamants bruts, ainsi que l'industrie du diamant et des représentants de la société civile, ont été lancées afin d'élaborer un tel système de contrôle efficace. Ces négociations ont abouti à la mise en place d'un système de certification.

La mise en œuvre du système de certification implique que les importations de diamants bruts sur le territoire de la Communauté et les exportations de diamants bruts à partir du territoire de la Communauté sont soumises au système de certification, y compris la délivrance des certificats pertinents par les participants au système.

Chaque État membre peut désigner la ou les autorités chargées de la mise en œuvre, sur son territoire, des dispositions pertinentes du règlement susmentionné. Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre:

- Quelle est l'envergure du marché des diamants au Luxembourg (en carats)? Est-ce qu'on trouve des diamants en provenance de la République démocratique du Congo sur le marché luxembourgeois? Si oui, quelle est l'envergure de ce marché?

- De quelle façon la certification du commerce international des diamants bruts et des diamants taillés suivant le processus Kimberley est mise en œuvre au Luxembourg?

- Quelle instance est responsable du contrôle des dispositions en relation avec cette certification?

- Est-ce qu'il existe un rapport officiel sur les travaux de cette instance?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il soit utile de présenter d'office les certificats susmentionnés aux clients des bijouteries et des autres magasins de vente de diamants?

Réponse (26.3.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La part de marché des diamants dans le commerce international total du Grand-Duché de Luxembourg était de 0,0031% pour 2008, de 0,0035% pour 2007 et de 0,0032% pour 2006. Parmi ces diamants, on trouve occasionnellement des pierres en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC), importées de manière légale et sous le contrôle de l'Office des Licences. En 2008, l'Office des Licences (OL) n'a pas été saisi de demandes de licence d'importation ou d'exportation concernant des diamants congolais. Par contre, en 2007, l'Office avait délivré trois licences d'importation pour un poids total de 5044,89 ct et une valeur de 9.375.000 USD. Ces importations ont été signalées à la Commission européenne dans le rapport annuel 2007.

En ce qui concerne la mise en œuvre du processus de Kimberley au Grand-Duché, il convient de mentionner l'application des règlements grand-ducaux des 11 août 1996 et du 2 mai 1997 et suivant les règles définies par le R (CE) 2368/2002 notamment son article 3 qui stipule, d'une part, que l'importation de diamants bruts dans la Communauté est interdite et, d'autre part, définit les conditions qui autorisent une importation légale. Il est important de souligner que, dans le cas luxembourgeois, les diamants ne proviennent que rarement directement de leur pays d'origine. Dans la pratique, deux cas de figure peuvent se présenter, soit les diamants sont directement présentés à la douane luxembourgeoise, soit les diamants entrent dans l'Union européenne par la Belgique, mais sont destinés à être importés au Luxembourg.

Si l'importation des diamants se fait par le biais de la douane luxembourgeoise, celle-ci invitera l'importateur à se présenter auprès de l'Office des Licences du Luxembourg qui est l'organe compétent pour l'octroi d'une autorisation d'importation. Sur base d'une demande de licence, accompagnée d'une facture et de l'original du certificat de Kimberley établi par le pays d'origine, l'OL délivrera une licence d'importation sur laquelle figurera une mention spéciale faisant référence au R (CE) 2386/2000 et à l'obligation de déclarer les marchandises à Anvers pour être certifiées. L'OL envoie une copie pour information aux autorités belges.

L'importateur se présente ensuite avec les originaux des documents et les marchandises auprès du «Diamond Office» à Anvers, autorité chargée du contrôle physique et de la certification des marchandises dans le cadre du processus de Kimberley.

Si toutes les conditions énoncées à l'article 3 du R (CE) 2386/2000 sont remplies, l'autorité belge signera l'original du certificat KPCS et fournira à l'importateur une copie authentique et infalsifiable de ce certificat. L'OL du Luxembourg en est informé et reçoit une copie simple. L'original du certificat KPCS reste au «Diamond Office». Après l'accomplissement de ces formalités, l'importateur peut procéder au dédouanement des marchandises, soit en Belgique, soit au Luxembourg.

Si, par contre, les diamants entrent dans l'Union européenne par la Belgique et qu'ils sont destinés au Luxembourg, les autorités belges procèdent à l'enregistrement de la société luxembourgeoise, informent l'OL du Luxembourg et lui transmettent les documents accompagnant la marchandise. La procédure pour l'octroi d'une licence est la même que décrite ci-dessus. Après réception de la licence, le «Diamond Office» d'Anvers procède à la vérification. Un dernier échange d'informations entre les autorités luxembourgeoise et belge terminera la procédure.

Un rapport mensuel sur les certificats communautaires est fait à la Commission européenne.

L'honorable Député soulève également la question sur la possibilité de présenter d'office les certificats susmentionnés aux clients des bijouteries ou autres points de vente de diamants. Or, il faut dire clairement que les certificats KPCS ne sont pas destinés au public, car l'original du certificat KPCS reste auprès du Diamond Office à Anvers et l'importateur reçoit la copie conforme de ce certificat sur lequel figure la totalité du poids et de la valeur des diamants importés. Ces diamants bruts ne sont pas revendus en bloc, mais en petits lots à plusieurs clients qui sont généralement les bijoutiers qui les transforment pour leurs pièces de joaillerie. Le caractère non-public du certificat s'explique par la confidentialité commerciale en termes de concurrence et d'approvisionnement. Le certificat conforme est donc strictement personnel.

Pour la vente des diamants bruts la déclaration suivante est apposée sur la facture:

«The diamonds herein invoiced have been purchased from legitimate sources not involved in funding conflict and in compliance with United Nations resolutions. The seller hereby guarantees that these diamonds are conflict free, based on personal knowledge and/or written guarantees provided by the supplier of these diamonds.»

En principe, rien n'interdit au bijoutier de montrer cette facture au client souhaitant s'informer, témoignant ainsi du fait qu'il s'approvisionne de sources contrôlées.

Question 3112 (2.2.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **nombre de mouvements d'avions commerciaux par an:**

L'arrêté d'exploitation N°1/02/0130/C du 16 mars 2007 délivré sur base de la législation applicable en matière d'établissements classés, règle les conditions d'exploitation de l'aéroport.

Il prévoit en particulier une limite de 76.000 mouvements d'avions commerciaux par an, et ce jusqu'en 2012.

Or, selon deux articles de presse récents, la limite des 76.000 mouvements aurait déjà été dépassée en 2008.

Je voudrais en conséquence poser les questions suivantes aux Ministres de l'Environnement et des Transports:

1. Quel est le nombre de mouvements d'avions en 2008?

2. Si la limite des 76.000 mouvements est dépassée, quelles mesures seront prises pour faire respecter l'arrêté d'exploitation en vigueur?

3. Quelle est l'autorité responsable de la surveillance et du contrôle de l'application des règles d'exploitation de l'aéroport et quels sont ses moyens pour exercer ce contrôle?

4. Dans un souci de transparence est-ce que Monsieur le Ministre des Transports est d'accord de publier sur un site Internet, tout comme les vols de nuit, le total mensuel des mouvements aériens au Findel?

Réponse commune (26.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'enquiert sur les mouvements d'avions commerciaux limités par l'arrêté d'exploitation N°1/02/0130/C du 16 mars 2007 délivré sur base de la législation applicable en matière d'établissements classés par le Ministre de l'Environnement.

Tel qu'il résulte des statistiques de l'Administration de la Navigation aérienne librement consultables sur le site web www.aéroport.lu, les mouvements d'avions à l'Aéroport de Luxembourg s'élèvent en 2008 à un total de 83.141 unités, dont 19.370 mouvements locaux et 63.771 mouvements internationaux. Parmi ces derniers, il est fait une distinction entre les mouvements commerciaux et les mouvements non commerciaux (mouvements d'État, mouvements de l'aviation générale et autres mouvements, par exemple mouvements d'aéronefs pour des missions de secours). Le nombre de mouvements commerciaux, qui est pris en compte pour le calcul des mouvements d'aéronefs dans le cadre de l'arrêté d'exploitation susvisé s'élevait en 2008 à 57.894. Ce nombre se situe partant en dessous de la limite des 76.000 vols commerciaux fixée par l'arrêté d'exploitation précité.

Les autorités compétentes en matière de contrôle d'établissements classés sont l'Administration de l'Environnement ainsi que l'Inspection du Travail et des Mines, chacune dans le cadre de ses compétences, qui disposent de moyens de sanction, dont notamment les sanctions administratives prévues à l'article 27 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne la demande de l'honorable Député concernant la publication de statistiques mensuelles du nombre de mouvements d'aéronefs à l'Aéroport de Findel, je demanderai à l'Administration de la Navigation aérienne de publier dorénavant de telles statistiques, dans un esprit de transparence des activités aéroportuaires.

Question 3116 (4.2.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **plan de relance économique américain:**

Le Congrès américain a proposé d'inclure une clause «Buy American» dans le plan de relance économique du président américain Barack Obama. Selon certaines informations parues dans la presse, un article dans le projet de texte proposerait d'interdire l'achat de fer ou d'acier étranger pour les projets d'infrastructures que financerait le plan de relance, à moins que l'offre d'acier américain ne suffise pas ou que son prix augmente la facture finale de plus de 25%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les conséquences au niveau de l'économie luxembourgeoise en général et au niveau de la sidérurgie en particulier?

Réponse (26.3.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans sa formulation initiale, une clause du plan de relance, dite «Buy American», comprenait une mesure protectionniste interdisant l'achat d'acier, de fer ou de produits manufacturés étrangers pour des projets financés dans le cadre du plan de relance économique, à moins que l'offre d'acier américain ne suffise ou que son prix augmente la facture finale de plus de 25%.

Estimant que les termes de cette clause violaient les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Commission européenne ainsi que certains États membres de l'UE telle la France et l'Allemagne avaient aussitôt réagi et dénoncé ce «mauvais signal». En effet, le G20 qui s'était tenu en novembre dernier pour faire face à la crise économique mondiale avait explicitement retenu que les États devaient éviter toutes mesures protectionnistes qui ne feraient que distordre davantage encore le jeu du marché.

Suite aux protestations soulevées de par le monde par l'annonce de cette mesure inscrite dans le plan de relance américain, le Sénat a entre-temps assoupli cette clause controversée.

La nouvelle formulation retenue stipule que la clause «Buy American» serait «appliquée d'une manière cohérente avec les obligations des États-Unis en vertu des accords internationaux».

À mentionner que les sénateurs ont cependant repoussé un amendement visant à retirer complètement la clause controversée.

La formulation retenue demeure trop vague pour en établir a priori et avec précision les répercussions sur les exportations sidérurgiques luxembourgeoises. ArcelorMittal, qui est un des premiers producteurs d'acier aux États-Unis, est en train d'analyser les effets intragroupes des mesures retenues dans le plan de relance économique américain.

Moins protectionniste et donc moins dangereuse pour les exportations luxembourgeoises dans sa première mouture, la clause en question demeure cependant un élément, certes édulcoré, inscrit dans le plan de relance économique américain. La Commission européenne se dit rester vigilante quant à l'application de cette clause et veiller à ce qu'elle ne vienne vicier le marché de l'acier aux États-Unis.

Question 3131 (10.2.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD):**

Le Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD) vient de présenter un catalogue de cinq revendications qu'il entend soumettre aux partis politiques.

Dans la mire des critiques du CSDD figure entre autres le déséquilibre qui caractérise l'agriculture luxembourgeoise, constituée essentiellement de produits laitiers et de viande, aux dépens de la culture de plantes. Pour pallier ce déséquilibre, le CSDD a préconisé «un retour vers une agriculture plus respectueuse des cycliques naturels» avec notamment un développement plus poussé de la culture des plantes et des légumes destinés à la consommation humaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du CSDD en ce qui concerne l'orientation de l'agriculture luxembourgeoise? Dans l'affirmative, quelles sont les initiatives prévues par le Gouvernement qui tiennent compte des critiques formulées par le CSDD?

Réponse (23.2.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à un catalogue de cinq revendications que le Conseil Supérieur pour un Développement Durable vient de présenter et qu'il entend soumettre aux partis politiques.

En premier lieu je tiens à souligner que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'est, à ce jour, pas en possession de ce document. Par ailleurs le document, comme l'évoque l'honorable Député lui-même, s'adresse aux partis politiques.

En conséquence, une prise de position de ma part à ce sujet n'est ni possible ni indiquée.

Réponse complémentaire (6.4.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En complément à ma première réponse fournie en date du 18 février 2009 et disposant maintenant du document «Legislatur 2009-2014: eng nohalteg Politik fir Lëtzebuerg an Europa 5 Préifsteng fir d'Parteien» élaboré par le Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD), je souhaite apporter les observations complémentaires suivantes.

D'emblée, je tiens à souligner une nouvelle fois que le questionnaire dont fait mention l'honorable Député s'adresse aux partis politiques en vue des élections nationales à venir.

Contrairement à la thèse avancée par le CSDD dans son document au premier point (alimentation et consommation), je ne pense pas que l'orientation majoritaire de l'agriculture luxembourgeoise vers les productions de lait et de viande soit un obstacle au développement d'une agriculture durable au Luxembourg. Je ne peux pas partager le raisonnement du CSDD en quoi une agriculture avec une large part de cultures de légumes ou de céréales destinées à la consommation humaine serait davantage basée sur les cycles naturels qu'une agriculture produisant avant tout des produits animaux. Chaque production agricole peut être menée selon différents modes de production ou niveaux de productivité. Si on veut analyser la durabilité de l'agriculture, il faut le faire pour chaque production agricole individuelle (production de lait, production de viande bovine, production de légumes,...) en fonction de critères propres à cette production agricole.

Il n'est pas concevable que dans une région donnée, et ceci vaut d'autant plus que la région en question est de petite taille, la réalisation d'un taux d'auto-approvisionnement le plus proche possible de 100 pour les différents produits alimentaires consommés dans cette région, soit un objectif à poursuivre au moyen de la politique agricole. Vouloir arriver dans une région donnée à ce que la production agricole couvre les mêmes produits alimentaires que ceux demandés par le consommateur n'est pas un objectif réaliste. On constate dans nos sociétés basées fortement sur la technique et les moyens de communication modernes, que les fonctions de production et de consommation de denrées alimentaires se sont éloignées de plus en plus l'une de l'autre.

Il est ainsi à notre avis peu probable que l'orientation de l'agriculture luxembourgeoise, basée en très grandes parties sur la valorisation des surfaces enherbées par la spéculation bovine (lait, viande) influence fortement le comportement alimentaire du grand public de sorte qu'il consommerait trop de viande. Il faut faire face à ce risque au moyen d'actions d'information au sujet de l'agriculture et des processus de production des produits agricoles.

Le CSDD ne prend pas non plus en compte le fait que les États membres de l'Union européenne ont pu ouvrir progressivement leurs économies les unes sur les autres pour aboutir finalement à un marché intérieur unique sans entraves aux échanges commerciaux entre États membres. La thèse avancée ignore la tendance à la spécialisation de l'agriculture en fonction des conditions naturelles, économiques et sociales prévalant dans une région ou un État membre et les possibilités d'échange de produits agricoles et alimentaires au sein de l'espace économique de l'UE et avec les pays tiers.

Les orientations majeures en matière de politique agricole sont prises en premier lieu au niveau de l'Union européenne (politique agricole commune) et non pas au niveau national. Si de nouveaux problèmes majeurs, comme par exemple le réchauffement climatique suite à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, se posent et requièrent une réponse au niveau politique, cette réponse doit être apportée en premier lieu au niveau de la politique agricole commune et subsidiairement au niveau de la politique nationale.

Un des principaux arguments utilisés lors des discussions qui ont mené à la réforme majeure des aides directes aux agriculteurs, était la plus grande flexibilité offerte par cette approche aux exploitants agricoles pour pouvoir répondre aux signaux du marché et ainsi leur permettre de produire en fonction des besoins du marché et non pas les inciter à produire en fonction d'autres objectifs (par exemple augmenter le volume de production pour maximiser l'aide et ainsi maximiser le revenu).

Suite à cette réforme décidée en 2003, l'aide directe au revenu que perçoit une exploitation agricole qui ne change pas significativement de taille ne varie plus quelle que soit l'intensité de la production (système intensif/système extensif, charge de bétail par ha,...) et quelle que soit l'orientation de la production (exploitation spécialisée en telle ou telle production, exploitation mixte,...) de cette exploitation.

Toute nouvelle orientation de la politique agricole commune qui risque de remettre en question ce principe du découplage des aides directes est à proscrire et il faut surtout se garder d'intervenir au niveau des marchés agricoles pour orienter la production dans telle ou telle direction.

Par ailleurs, l'obtention de ces aides directes, mais aussi des aides relevant du développement rural, est liée au respect de la conditionnalité, c'est-à-dire au respect de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la protection de la nature et du paysage, la sécurité alimentaire et le respect du bien-être des animaux.

Les agriculteurs sont obligés dans le cadre de la mise en œuvre de la conditionnalité respectivement dans le cadre de la prime à l'entretien de l'espace et du paysage de faire une comptabilité exhaustive des produits phytosanitaires, des médicaments vétérinaires ainsi que des engrais organiques et minéraux utilisés.

Il reste à souligner que, comme dans le passé, le programme actuel de développement rural du Grand-Duché du Luxembourg prévoit une grande partie des mesures relevant des nouveaux défis (protection de la biodiversité, changement climatique, protection des ressources en eau, énergies alternatives). Ces mesures sont basées en principe sur une participation volontaire des agriculteurs.

Notre loi agraire favorise par ailleurs le développement de l'agriculture biologique avec l'objectif de doubler les surfaces destinées à l'agriculture biologique au cours de la période 2007-2013 ainsi que la diversification de la production agricole et notamment la promotion des fruits et légumes.

Pour sa part le département de l'agriculture encourage la mise en place de bilans, aussi bien en éléments nutritifs qu'énergétiques, dans le secteur agricole depuis les années 1990 sur une base volontaire, à l'instar des autres instruments du développement rural. D'ailleurs, les services et administrations du Ministère de l'Agriculture réalisent déjà des analyses par bilans nutritifs sur base des données comptables fournies par les agriculteurs. Les résultats sont vulgarisés auprès des agriculteurs.

Le dispositif législatif et réglementaire actuellement applicable dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole commune au Grand-Duché du Luxembourg permet déjà maintenant un suivi détaillé et une évaluation au niveau de l'exploitation des intrants agricoles.

La notion de développement durable comporte également une dimension économique et sociale. Les agriculteurs européens doivent se conformer à un très large éventail de règlements européens et nationaux en matière d'environnement, de protection de la nature, de bien-être des animaux et de sécurité alimentaire, ce qui engendre déjà des coûts de production et administratifs souvent supérieurs par rapport à d'autres régions du monde. Un renforcement excessif de ces règles mettrait en péril la rentabilité de l'activité agricole et risquerait de démotiver les exploitants, de sorte que l'agriculture cesserait d'exister à la longue. La production de denrées alimentaires se déplacerait alors vers les pays où les normes de production sont moins strictes.

Au Luxembourg, les prairies et pâturages permanents représentent plus que 55% de notre surface agricole utile. Ces herbages permanents remplissent de nombreuses fonctions. En revêtant les sols en permanence d'un couvert végétal, les prairies et pâturages protègent les terres agricoles avec efficacité contre toute érosion éolienne et hydrique. Cette protection des sols s'avère indispensable pour des terrains sensibles tels que les pentes et les zones inondables. Les herbages réduisent par ailleurs à néant toute pollution diffuse, par des éléments nutritifs d'origine agricole, des eaux de surface et des nappes phréatiques et protègent efficacement nos ressources en eaux potables.

De même, les prairies et pâturages contribuent à réduire les émissions de CO_2 et ainsi à protéger le climat, en piégeant du CO_2 et en stockant ce dernier en permanence dans la matière organique et l'humus du sol.

D'autre part, il convient de ne pas oublier que les surfaces toujours enherbées procurent l'espace vital nécessaire pour de nombreuses espèces et servent à conserver la biodiversité de la flore et de la faune.

Finalement il faut signaler que les prairies et pâturages constituent un élément essentiel de nos campagnes. Grâce à l'élevage de ruminants, basé sur l'exploitation des herbages, il est possible de maintenir ouverts les paysages ruraux, en évitant l'installation de broussailles et de forêts. En façonnant ainsi les ensembles paysagers en milieu rural, les prairies et pâturages créent des zones de récréation de proximité et contribuent à développer le tourisme rural.

Les prairies et pâturages permanents se caractérisent donc par une multifonctionnalité très étendue, protégeant à la fois les sols, les ressources hydriques, la biodiversité, les paysages, le climat, etc.

C'est pourquoi il importe absolument de maintenir les herbages permanents existants. Or, ceci n'est cependant possible qu'au moyen de systèmes d'élevage économiquement viables permettant la production rentable de lait et de viande.

Si l'on veut réorienter l'agriculture luxembourgeoise en abandonnant l'élevage, on condamnera l'existence même des surfaces enherbées. Le retournement massif subséquent des prairies et pâturages aura des conséquences néfastes telles que l'érosion, la pollution des eaux, l'accroissement des émissions de CO_2, la diminution de la biodiversité, etc. et va totalement à l'encontre des principes élémentaires du développement durable.

De ce fait, dans les zones d'herbages telles qu'au Luxembourg par exemple, le maintien de l'élevage, et conséquemment des surfaces agricoles enherbées en permanence, est une nécessité absolue dans l'intérêt du développement durable même.

Au contraire, dans une approche globale et intégrée du développement durable, qui n'est pas, par opposition aux réflexions du CSDD, simplement cantonnée et limitée aux frontières politiques de notre territoire national, il faut que les productions agricoles s'adaptent aux conditions pédoclimatiques. Ainsi les zones herbagères, comme le Luxembourg, sont justement prédestinées pour l'élevage. C'est pourquoi les produits animaux issus de telles régions remplissent bien davantage les critères du développement durable que ceux produits hors sol dans les régions de grandes cultures, ou dans le bassin amazonien postérieurement à la déforestation de la forêt vierge.

Une baisse unilatérale de notre production animale autochtone n'aura certainement pas d'incidences sur le comportement alimentaire du consommateur, comme le souhaite le CSDD, mais affaiblira par contre sensiblement la compétitivité de notre agriculture et entraînera des importations massives de produits animaux en provenance des régions citées à l'alinéa précédent.

En conclusion, je ne vois pas la nécessité absolue d'une réorientation de notre agriculture comme préconisée par le CSDD dans son document précité.

Question 3133 (10.2.2009) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais de transport en ambulance:**

Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie ne prévoient la prise en charge des frais de transport en ambulance pour l'aller et le retour (en dehors d'une situation d'urgence) que pour les personnes qui ne peuvent se déplacer qu'en position allongée ou immobilisée en vue de suivre un traitement ambulatoire dans un établissement hospitalier luxembourgeois. Ainsi des personnes âgées vivant dans un CIPA sont forcées de s'allonger lorsqu'elles sont conduites par exemple auprès de leur dentiste ou oculiste.

Dans sa réponse à une question au Gouvernement *(cf. compte rendu N°13/2006-2007 - question parlementaire N°1711)*, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait déclaré vouloir intervenir auprès de l'UCM afin que les modalités de la prise en charge dans un tel cas soient revues.

- Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si l'UCM entend modifier ses statuts afin de les adapter aux besoins existants pour les situations décrites ci-dessus.

Réponse (31.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La limitation de la prise en charge des frais de transport en ambulance aux transports des personnes en position allongée ou immobilisée avait été introduite dans les statuts de l'ancienne UCM au moment d'une refonte de ces statuts en 1997. À l'époque, la préoccupation était de limiter la prise en charge des transports au strict nécessaire, face à une explosion du coût des transports à charge de l'assurance maladie.

Les critères donnant droit à la prise en charge des frais d'une ambulance étaient censés sensibiliser le médecin prescripteur du transport à un comportement prescripteur raisonnable et responsable. Le critère de la position allongée devait, d'après les auteurs du texte, se comprendre comme correspondant à l'état de santé d'un patient qui ne saurait être transporté en position assise. En ce qui concerne la position immobilisée, le critère était celui d'un patient qui devait être stabilisé, sans pour autant pouvoir ou devoir être allongé.

La préoccupation principale des auteurs du texte était de limiter les transports à charge de l'assurance maladie aux seuls déplacements des patients dont l'état de santé justifiait l'équipement médical spécial d'une ambulance et/ou l'assistance d'un personnel spécialement formé.

En 2008, face aux réclamations et demandes répétées de la part de différents acteurs du système, l'ancienne Union des Caisses de Maladie a commencé à mettre en place une nouvelle catégorie de transport moyennant une voiture sanitaire légère (VSL). Cette voiture est équipée spécialement pour transporter des personnes en chaise roulante.

Actuellement un nouveau type d'agrément est en voie d'élaboration permettant une reconnaissance de ce type de voiture et la prise en charge des frais afférents.

En ce qui concerne l'extension des situations de transport prises en charge par l'assurance maladie, il pourra être envisagé de prévoir la prise en charge des frais de transport des personnes âgées et/ou à mobilité réduite pour les consultations dans les cabinets médicaux, dans le cadre du projet susmentionné. Toujours est-il qu'une telle extension doit rencontrer l'approbation des partenaires sociaux au sein des instances officielles de la CNS.

Question 3134 (10.2.2009) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **financement d'un projet d'intégration pour jeunes demandeurs d'asile, réfugiés voire jeunes issus de l'immigration:**

Dans la réponse à la question parlementaire N°2951 sur l'arrêt d'un programme d'intégration cofinancé par le Fonds européen pour les Réfugiés *(cf. compte rendu N°5/2008-2009)*, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration reconnaissait les mérites d'un projet qui vise l'accueil, la formation et l'intégration des jeunes demandeurs d'asile ou de réfugiés.

Il serait également souhaitable, selon la Ministre, qu'au moins certains volets de ce projet puissent être reconduits, au-delà du cofinancement par le Fonds européen, et que le projet puisse s'ouvrir aux jeunes issus de l'immigration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il trouvé une solution afin de permettre le financement d'un tel projet par le biais de son budget?

- Dans la positive, quand le projet devrait-il se concrétiser? En quoi consistera-t-il?

Réponse (25.3.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Une solution a pu être trouvée moyennant une convention signée avec la Fondation Caritas ayant pour objet des prestations d'accompagnement social et des mesures d'intégration professionnelle en faveur de mineurs et de jeunes adultes, demandeurs d'asile réfugiés et migrants en détresse dans le secteur des centres d'accueil avec hébergement tels que définis par le règlement grand-ducal du 16 avril 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes.

La participation financière versée en vertu de la loi dite ASFT est établie en fonction du tarif journalier, à spécifier selon le type d'accueil et en fonction du nombre (limité) d'usagers accueillis pendant la journée, c'est-à-dire par journée d'accueil en régime socio-éducatif, orthopédagogique ou en régime d'accueil d'enfants de moins de trois ans.

Question 3136 (11.2.2009) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **retards des trains:**

Depuis peu, il existe une liaison directe par autobus entre la gare de Dommeldange et le plateau du Kirchberg laquelle est adaptée aux trains omnibus en provenance d'Ettelbruck.

Selon nos informations, des retards fréquents de ces trains, dus apparemment à des correspondances retardées en provenance de Wiltz et/ou Diekirch, empêchent de nombreux usagers de profiter de cette nouvelle ligne d'autobus. En plus, les usagers des trains directs ne peuvent pas non plus profiter de cette nouvelle offre.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre des Transports envisage-t-il de remédier à cette situation en retardant la correspondance à Dommeldange de quelques minutes?

- Est-il envisagé d'arrêter tous les trains directs à la gare de Dommeldange afin que ces usagers puissent également profiter de la nouvelle ligne d'autobus en direction de Kirchberg?

Réponse (25.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par leur question parlementaire N°3136 du 11 février 2009, les honorables Députés Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes s'inquiètent au sujet de la concordance de la ligne d'autobus entre Dommeldange et Kirchberg et de la ligne de train 10.

L'enquête à laquelle les CFL ont procédé a fait ressortir que pendant les mois de janvier et février 2009, le pourcentage des trains omnibus desservant la ligne 10 (Troisvierges-Ettelbruck-Luxembourg) et ayant accusé un retard supérieur à cinq minutes s'est situé à 4,87%.

Un décalage des heures de départ des autobus à partir de Dommeldange résoudrait donc une partie du problème. Les horaires des autobus des AVL étant de la compétence de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, j'interviendrai auprès de Monsieur le Bourgmestre afin de pouvoir dégager des solutions au problème qui nous préoccupe (système automatique informant les conducteurs d'autobus des retards des trains, etc.).

La proposition de desservir l'arrêt de Dommeldange par tous les trains se heurte au fait que l'attrait de ces trains consiste justement en leur temps de parcours réduit et qu'une grande majorité des clients, ayant comme destination la gare de Luxembourg, serait ainsi pénalisée.

Question 3153 (17.2.2009) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques:**

L'article 46 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 prévoit la prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques (TD101) à condition que les établissements concernés aient renoncé à une augmentation de leurs prix au motif que ce forfait n'était plus à charge de l'assurance dépendance, alors que les établissements ayant procédé à une telle augmentation devront restituer aux bénéficiaires, respectivement à leurs ayants droit, le trop perçu correspondant à cette augmentation. Les montants virés d'ores et déjà aux prestataires par l'Union des Caisses de Maladie (UCM) ou la Caisse Nationale de Santé (CNS) sont, conformément à l'article 82 de la convention cadre, à considérer comme des acomptes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Combien de maisons de soins ou CIPA ont pu bénéficier d'une telle prise en charge?

- Quand est-ce que ces établissements pourront toucher l'intégralité des sommes qui leurs sont dues, à combien s'élève le montant de l'intégralité de ces sommes?

- Est-ce que les établissements ayant procédé à une telle augmentation et qui ont entre-temps revu leur position, peuvent bénéficier rétroactivement de la prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques pour tous les exercices au cours desquels une telle augmentation a été appliquée?

- Certaines maisons ne pouvant, pour des raisons d'équilibre budgétaire, pas procéder à une restitution du trop perçu précédant la prise en charge par l'État, ne devrait-on pas envisager d'inverser la procédure dans le sens d'un remboursement aux personnes âgées après le remboursement par l'État?

Réponse (25.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

32 centres intégrés pour personnes âgées et 16 maisons de soins peuvent bénéficier de la prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques par l'assurance dépendance. Seul un établissement n'entend pas se conformer aux conditions de prise en charge définies à l'article 46 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget de l'État pour l'exercice 2008.

Pour l'exercice 2007, l'intégralité des montants dus a été versée ou est sur le point de l'être. Le montant se chiffre à 10.967.003 euros. Quant à l'exercice 2008, les montants en question seront liquidés par la Caisse Nationale de Santé (CNS) dès que les établissements lui auront fait parvenir leurs fichiers de facturation afférents. En attendant, la CNS verse des acomptes. Pour l'exercice 2008, elle prévoit un montant du même ordre de grandeur.

Les établissements qui se conforment aux conditions énoncées par l'article 46 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget de l'État pour l'exercice 2008 pourront bénéficier rétroactivement de la prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques. La CNS prendra en charge les montants afférents.

La CNS n'exige pas de remboursement préalable aux pensionnaires pour procéder à la prise en charge en question. Dans un premier temps, la CNS demande aux établissements de s'engager à restituer aux pensionnaires le trop perçu moyennant la signature d'un protocole d'accord entre la CNS et l'établissement en question. La preuve de la restitution peut avoir lieu postérieurement à la prise en charge par la CNS. Au cas où il s'avérerait, ex post, qu'un établissement n'a pas tenu son engagement, la CNS procédera à une compensation de créances au niveau des factures introduites par l'établissement en cause.

Question 3154 (17.2.2009) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **cellule d'évaluation dans le cadre de l'assurance dépendance:**

Dans le cadre de l'assurance dépendance, la loi du 19 juin 1998 a créé une cellule d'évaluation et d'orientation qui d'après l'article 385 du Code des assurances sociales, exerce un certain nombre de missions dont notamment celle d'émettre des avis relatifs à l'existence de l'état de dépendance, de déterminer les aides et soins que requiert la personne dépendante et d'émettre des avis concernant l'attribution, le remplacement, la réduction ou la majoration des prestations, fournitures et mesures prévues par le Code des assurances sociales.

Lors de la précédente législature deux équipes d'évaluation supplémentaires avaient été mises en place, afin de mieux répondre aux besoins du moment et de réduire les délais d'attente. Cette mesure avait en effet pour conséquence que les retards en matière d'évaluation des demandes introduites se voyaient diminués de façon non négligeable. Force est de constater qu'aujourd'hui, plus de dix ans après l'introduction de l'assurance dépendance, celle-ci n'a toujours pas trouvé son rythme de croisière. Ainsi des délais allant jusqu'à six mois, voire plus, ne sont pas rares, ce qui lèse nombre de patients qui, faute d'évaluation, se voient refuser leur prise en charge par des maisons de soins et par les réseaux de soins ambulatoires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Combien d'équipes d'évaluations fonctionnent actuellement?

- Comment s'expliquer que des délais d'attente de plusieurs mois persistent toujours?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'y remédier?

Réponse (31.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La cellule d'évaluation et d'orientation est certes organisée sur une base multidisciplinaire de façon à permettre une prise en compte de toutes les dimensions de la personne et de la grande complexité des situations de dépendance. L'évaluation est confiée à un médecin et à un autre professionnel de la santé qui interviennent conjointement ou séparément pour constater l'état de dépendance de la personne et en faire une description aussi exhaustive que possible. Selon les caractéristiques de la situation de dépendance, le professionnel de la santé peut être un kinésithérapeute, un ergothérapeute, un psychologue, un infirmier ou un assistant social. Quant à la détermination des services requis, à savoir l'établissement du plan de prise en charge de la personne qui demande les prestations, elle est réalisée dans la plupart des cas par un infirmier et un médecin auxquels peuvent être adjoints, si cela s'avère nécessaire, un kinésithérapeute, un ergothérapeute ou un psychologue.

La cellule d'évaluation et d'orientation se compose actuellement de 47 personnes. Ce chiffre correspond à 42 équivalents temps plein.

Pour ce qui concerne directement l'intervention auprès des personnes dépendantes, la cellule d'évaluation comprend actuellement cinq médecins, quatre psychologues, dix infirmiers ou infirmiers psychiatriques, six kinésithérapeutes, huit ergothérapeutes et un assistant social. Ceci représente au total 34 personnes, soit 72% de l'ensemble du personnel de la cellule d'évaluation.

Même si l'essentiel du travail de la cellule d'évaluation et d'orientation est consacré à la constatation de l'état de dépendance, d'autres tâches d'une importance indéniable s'y ajoutent.

En décembre 2005, la loi sur l'assurance dépendance a été modifiée, suite au bilan après deux ans de fonctionnement. Ces modifications ont confié deux nouvelles missions à la cellule d'évaluation et d'orientation, à savoir le contrôle de la qualité des prestations et le contrôle de l'adéquation des prestations requises aux besoins de la personne dépendante. La mise en place de la commission de la qualité des prestations, qui a été instaurée par ces modifications a été confiée à la cellule d'évaluation et d'orientation qui s'y attelle avec détermination.

Les délais de traitements des dossiers par la cellule d'évaluation et d'orientation depuis 2005 sont les suivants:

	Demandes de prestations pour aides et soins		
	Nombre total	Nombre mensuel moyen	Délai moyen de traitement (en jours)
2003	5.738	478	251
2006	6.020	501	218
2007	6.130	511	138
2008	5.989	499	114

Le montant du stock de demandes actuellement en cours de traitement est de 1579. Ceci représente un délai maximum de trois mois d'attente. Toutefois, une moyenne n'est jamais qu'une abstraction. Il y a toujours des situations de détresse individuelle auxquelles il est impératif de répondre avec compétence et professionnalisme. À cet effet, la cellule d'évaluation et d'orientation a mis en place une procédure de sélection des dossiers qui permet de donner une absolue priorité aux dossiers très urgents et je pense ici tout particulièrement aux personnes dont le pronostic vital est défavorable. Une procédure permettant de répondre à ces demandes dans un délai maximum de deux jours, sans aucun tracas administratif pour la personne et ses proches fonctionne de manière optimale à la cellule d'évaluation et d'orientation. Par ailleurs, parmi les personnes qui introduisent une demande à l'assurance, on trouve un certain nombre de personnes qui demandent une révision des prestations et qui disposent par conséquent déjà d'une décision. Pour les personnes qui n'ont pas encore de plan de prise en charge, on ne peut pas dire qu'elles soient laissées sans possibilité de recourir aux aides et soins dont elles ont besoin. Toute la procédure est organisée pour que ces personnes puissent avoir recours au service d'un prestataire sans formalités excessives. Leurs factures sont prises en charge par l'assurance après la reconnaissance de l'état de dépendance.

Je ne voudrais pas passer sous silence l'importance du travail réalisé par la cellule d'évaluation pour que les aides techniques soient mises à disposition dans les meilleurs délais et les meilleures conditions. La cellule d'évaluation et d'orientation est, en effet, saisie mensuellement d'un nombre de demandes pour aides techniques à peu près équivalent aux demandes pour aides et soins.

Une ligne téléphonique (247 86040) (Helpline) a été ouverte par la cellule d'évaluation afin de recevoir des demandes d'aides techniques urgentes (lit de malade, chaise percée…). Ces aides techniques sont parfois livrées le jour même de la demande et au plus tard dans les deux jours de la demande.

Enfin, le fait de détenir une décision de l'assurance dépendance n'est pas considéré par les établissements d'aide et de soins comme une condition «sine qua non» pour entrer en maison de soins ou en centres intégrés. La proportion de places en établissement d'aide et de soins occupée par des personnes qui ne sont pas dépendantes au sens de la loi sur l'assurance dépendance représente 36%. Le taux global d'occupation des établissements d'aide et de soins par des personnes dépendantes est de 64%.

Question 3155 (17.2.2009) de **MM. Alexandre Krieps** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **remboursement par les maisons de soins de fonds indûment touchés:**

Plusieurs maisons de soins ont reçu de la part de l'assurance dépendance des moyens financiers qui ne leurs étaient pas dus dans leur intégralité. Si certaines maisons de soins ont remboursé les sommes indûment touchées, tel ne semble pas être le cas pour l'ensemble des maisons de soins concernées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Combien de maisons de soins ont reçu de la part de l'assurance dépendance des moyens financiers qui ne leur étaient pas dus dans leur intégralité?

- Combien de maisons de soins ont remboursé les sommes indûment touchées, respectivement combien de maisons de soins n'ont pas encore remboursé ces sommes?

- À combien se chiffrent les sommes non encore remboursées par ces maisons de soins?

Réponse (25.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les sommes indûment touchées par les établissements à séjour continu (ESC) au sens de l'article 390 du Code de la Sécurité sociale (Centres Intégrés pour Personnes Âgées CIPA et maisons de soins) ont été déterminées sur base de contrôles de plausibilité effectués par l'ancienne Union des Caisses de Maladie. À l'occasion de ces contrôles, deux constatations ont pu être faites:

D'une part, certains établissements ont facturé des prestations qui n'ont pas été dispensées; d'autre part, certaines prestations ont été facturées alors qu'elles ont été effectuées par du personnel n'ayant pu se prévaloir de la qualification minimale requise pour l'exécution des prestations en question.

Pour certains des prestataires concernés, un remboursement a été effectué. Pour d'autres, les discussions sont encore en cours pour déterminer le montant exact à restituer à la Caisse Nationale de Santé. Pour un seul prestataire, la commission de surveillance prévue à l'article 72 du Code de la Sécurité sociale a été saisie.

Les réponses apportées aux trois points soulevés par la question parlementaire se basent sur les exercices 1999-2006. Pour l'exercice 2007, les contrôles de plausibilité sont en cours.

Quant au point 1):

Pour 32 établissements, l'ancienne Union des Caisses de Maladie a établi un trop perçu par rapport aux prestations facturées.

Quant au point 2):

La situation a pu être régularisée pour 25 établissements. Dans le cas de sept établissements, les discussions sont encore en cours afin de déterminer le montant exact devant être régularisé. Dans un cas, la commission de surveillance a été saisie. Cependant, ce cas n'a pas encore été tranché.

Quant au point 3):

Pour les sept établissements qui n'ont pas encore procédé au remboursement étant donné que les discussions sont encore en cours, la Caisse Nationale de Santé évalue le montant en cause à 1,5 millions d'euros.

Question 3156 (19.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **délivrance aux salariés de certificats de travail au moment de l'expiration de leur contrat de travail:**

Selon l'article L.125-6 du Code du Travail, l'employeur est tenu, à l'expiration du contrat de travail, de délivrer au salarié, qui en fait la demande, un certificat de travail. L'article L.521-10 du même Code prévoit, quant à lui, que les travailleurs qui désirent bénéficier de l'indemnité de chômage sont tenus de produire les pièces justificatives et de donner les informations qui leur sont demandées à cet effet par les bureaux de placement publics. Le paragraphe (2) de l'article précité dispose encore que: «Les employeurs sont tenus de délivrer aux travailleurs ou aux bureaux de placement publics les certificats qui leur sont demandés.»

Or, il n'est pas rare que les employeurs délivrent ces certificats et autres informations utiles ou indispensables avec retard, à savoir plusieurs semaines voire, dans certains cas, plusieurs mois après la cessation de la relation de travail, mettant ainsi le salarié concerné dans une situation extrêmement difficile par rapport notamment à l'ADEM qui lui réclame une telle pièce. Faute de disposer à temps d'un certificat de travail, le salarié rencontre des problèmes au niveau du paiement des indemnités de chômage ou encore des primes de réembauche. Il arrive aussi parfois que les employeurs refusent tout simplement de dresser un tel certificat, bien qu'ils y soient obligés par la loi.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement est au courant de telles pratiques?

- S'il n'estime pas nécessaire de préciser dans le Code du Travail le délai dans lequel les employeurs sont tenus de transmettre un certificat de travail, par exemple en s'inspirant du délai prévu à l'article L.125-7 du Code du Travail relatif à la délivrance au salarié d'un décompte de salaire?

- S'il ne faudrait pas, en tout état de cause, prévoir des sanctions au cas où les employeurs refusent de délivrer un tel certificat respectivement tardent à le délivrer?

- Quelles sont les démarches qu'il faudrait préconiser aux salariés qui se retrouvent dans la situation où ils se voient refuser la délivrance du certificat de travail par leur ex-employeur ou dans celle où ils tardent à se voir communiquer ledit certificat par leur ex-patron?

- S'il n'y aurait pas lieu de rappeler aux employeurs via une communication du Ministère du Travail et de l'Emploi leurs obligations notamment en cas de cessation du contrat de travail?

Réponse (1.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'Administration de l'Emploi est autonome dans son fonctionnement quotidien. Le Ministre du travail et de l'Emploi assure la tutelle politique mais n'a pas à intervenir dans l'interprétation des textes par l'administration.

L'ADEM m'a fait parvenir les réflexions suivantes par rapport aux questions de Monsieur le Député.

Lors de l'introduction de la demande de chômage, l'Administration de l'Emploi réclame au demandeur d'emploi:

- la demande d'octroi de l'indemnité de chômage à remplir par le chômeur, qui renseigne les données personnelles du chômeur;

- la déclaration des revenus du chômeur; en application de l'article L.521-18. du Code du Travail, le chômeur indemnisé est tenu de déclarer tous revenus d'une activité professionnelle rémunérée, régulière ou occasionnelle;

- l'attestation patronale qui fournit des indications concernant la relation de travail et notamment la nature du contrat, la période d'occupation, la durée du travail, les motifs de résiliation des différents contrats de travail ainsi que les rémunérations payées.

Cette attestation patronale n'est pas à confondre avec le certificat de travail défini à l'article L.125-6. du Code du Travail que le service chômage ne réclame jamais. En effet, il s'agit d'une synthèse des circonstances de la cessation de la relation d'emploi qui permet d'un côté de responsabiliser l'employeur et de l'autre côté de vérifier les déclarations du chômeur (détection de documents falsifiés, motifs du licenciement, remarques de l'employeur...).

Face à une dépense annuelle budgétaire en matière de chômage de l'ordre de 160 millions d'euros, un double contrôle est justifié et permet souvent de détecter des éléments contradictoires dans un dossier. Il est à noter que les administrations compétentes des pays voisins demandent également cette attestation patronale, comme par exemple le formulaire C4 réclamé par les autorités belges.

Si le chômeur rencontre des difficultés pour produire cette pièce, le contrôleur de l'ADEM s'en charge et contacte l'employeur. Cette procédure permet au service chômage de traiter les dossiers sans retard significatif. L'attestation patronale s'avère aussi souvent utile, au cas où le chômeur n'arrive plus à rassembler les autres pièces demandées:

- copie des six dernières fiches de salaires, afin d'en déterminer le montant et la composition des salaires;

- copie de la lettre de licenciement;

- copie du contrat de travail, renseignant sur la nature et la durée initiale de la relation d'emploi.

En cas de litige, opposant le salarié et l'employeur, notamment lors d'un licenciement pour faute grave, il arrive que l'employeur refuse de remplir cette attestation. Néanmoins, en présence d'une ordonnance du Tribunal du Travail, le service chômage est disposé à payer les indemnités de chômage même en l'absence de cette pièce, si toutes les autres conditions d'octroi se trouvent réunies.

Même si dans de nombreux cas le service pourrait prendre une décision, il reste néanmoins trop de demandes d'octroi des indemnités de chômage complet dans lesquelles cette attestation reste d'importance.

Question 3162 (20.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **répercussions du chèque-service accueil sur les prix des crèches commerciales:**

Le chèque-service accueil entre en vigueur le 1er mars 2009. Ce projet d'envergure a pour vocation d'améliorer l'égalité des chances des enfants vivant au Luxembourg. En investissant les ressources nécessaires pour que la prestation des services soit de qualité et en assurant l'accès de tous les enfants aux structures d'accueil, ce projet, outre à garantir aux parents une meilleure disponibilité professionnelle, a une importante vocation de motivation et de stimulation des enfants et participera ainsi à leur épanouissement.

Les structures d'accueil non conventionnées sont invitées à participer comme prestataires à la mise en œuvre du chèque-service accueil. En cas d'acceptation, les enfants qui seront accueillis par ces structures bénéficient de tous les avantages prévus par le dispositif du chèque-service accueil.

Si le prix horaire maximal est défini globalement à 7,50 euros dans les structures conventionnées, il est souvent inférieur à ce prix dans les structures non conventionnées tournant autour de 5 à 6 euros[1] voire moins[2].

[1] Ce prix a été calculé en tenant compte des prix moyens pratiqués par les crèches commerciales. Ceux-ci se chiffrent aux alentours de 900-1000/1100 euros par mois par enfant en cas d'accueil à temps plein.

[2] Le prix de 5 à 6 euros ne tient compte que de l'accueil journalier maximal de huit heures, alors que de nombreux enfants passent plus de temps à la crèche notamment lorsque leurs deux parents travaillent à temps plein, de ce fait le prix horaire tournerait plutôt autour de 4 à 4,5 euros.

Le soussigné craint qu'au vu des nouvelles dispositions le prix horaire dans les crèches commerciales risque d'augmenter de manière substantielle pour s'approcher voire atteindre les niveaux maximums prévus pour les structures conventionnées. Ceci d'autant plus que cette hausse risque de ne pas se répercuter sur les parents puisqu'ils bénéficient d'un certain nombre d'heures de prestations gratuites et d'autres à taux réduit dans le cadre du nouveau concept. Au pire, certains parents ne verront nullement changer le montant effectif de leurs frais de crèche. L'État cependant risque, dans l'hypothèse d'une augmentation généralisée et importante des prix pratiqués par les crèches commerciales, de supporter cette hausse. La question se pose, alors que certaines crèches ont d'ores et déjà annoncé une hausse de leurs prix.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille:

- Si le Gouvernement a songé à cette hypothèse?

- S'il y a eu des pourparlers avec les crèches commerciales, afin de s'assurer que la mise en place du nouveau concept, dont elles peuvent bénéficier, ne s'accompagne pas d'une hausse généralisée et importante des prix des prestations?

- S'il ne faudrait pas, en tout état de cause, régler cette question au cas par cas dans le cadre de l'accord de collaboration qui sera signé entre l'État et les prestataires commerciaux intéressés et partant vérifier au moment de la signature de cet accord que la crèche n'a pas augmenté de manière substantielle et injustifiée les prix de ses prestations?

Réponse (24.3.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'après les renseignements recueillis par les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration, certaines structures d'accueil non conventionnées ont augmenté les prix demandés aux parents. La Ministre de la Famille et de l'Intégration a chargé ses services d'interpeller les institutions concernées afin d'examiner les raisons de cette hausse des prix. Elle n'est admissible que dans la mesure où elle est en relation avec une évolution des frais de fonctionnement effectifs.

Néanmoins le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'entend pas entraver l'autonomie des crèches privées. Celles-ci restent libres d'arrêter les modalités de leurs prestations d'accueil. Ces modalités doivent être précisées dans les contrats d'inscription soumis aux parents qui choisissent d'y admettre leur(s) enfant(s).

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration est soucieux de prévenir des abus potentiels dans le contexte de l'introduction du chèque-service accueil. Si l'évolution des prix n'était pas en rapport avec les investissements effectifs des gestionnaires, il serait conséquent de revoir les stipulations de l'agrément et de les adapter aux exigences auxquelles sont soumises les foyers de jour et les maisons relais pour enfants conventionnés.

Depuis novembre 2008, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a organisé une série de rencontres d'information et de concertation avec les représentants des établissements non conventionnées. Ces réunions ont été marquées par un esprit de respect et de coopération. Les représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration considèrent que la grande majorité des gestionnaires de ces services appliquent le dispositif du chèque-service accueil de façon compétente, responsable et loyale.

Question 3165 (20.2.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **autobus desservant l'usine de Goodyear à Colmar-Berg:**

Selon des informations diffusées par RTL Radio, les autocars desservant l'usine de Goodyear à Colmar-Berg n'auraient circulé ce matin, faisant en sorte que nombre d'employés arrivaient trop tard sur leur lieu de travail.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quels ont été les motifs de cette décision?

- Étant donné que seulement une partie du personnel de l'entreprise est concernée par l'arrêt de la production au cours des semaines prochaines, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les autocars devraient desservir l'usine comme d'habitude?

Réponse (25.3.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La question de Monsieur le Député Etgen a trait à l'organisation des transports à destination des usines Goodyear et notamment à l'incident du 20 février, date pour laquelle Goodyear avait annoncé l'arrêt complet de la production.

La même question ayant été posée par l'honorable Député Monsieur Aly Kaes, je me réfère à ma réponse donnée à cette question N°3163 *(cf. compte rendu N°9/2008-2009).*

Question 3170 (23.2.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **paradis fiscaux:**

Lors de la réunion qui vient de se tenir à Berlin et qui avait pour objectif de préparer le prochain G20, les dirigeants européens sont apparemment tombés d'accord sur la nécessité de prévoir des sanctions à l'encontre des paradis fiscaux et des États non coopératifs. Notre Ministre des Finances participait à cette réunion préparatoire en tant que président de l'Eurogroupe. L'amalgame fait entre paradis fiscaux et secret bancaire a malheureusement toujours cours à l'étranger. Ainsi une chaîne de télévision publique allemande a dans ce contexte présenté le Luxembourg comme paradis fiscal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelle est la teneur de l'accord concernant les sanctions à l'encontre des paradis fiscaux et des États non coopératifs trouvé lors de la réunion de préparation de Berlin?

2. Quelle a été l'attitude du président de l'Eurogroupe concernant ce point?

3. Le Luxembourg a-t-il été visé directement lors des discussions sur les paradis fiscaux?

4. Quels critères désignent un paradis fiscal tel que discuté lors de la réunion de Berlin?

5. Monsieur le Ministre partage-t-il la présentation faite sur le Luxembourg telle que diffusée par une chaîne de télévision publique allemande?

Réponse (24.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

1. Le but de la réunion préparatoire de Berlin fut de mener des consultations informelles entre partenaires européens sur les sujets à aborder lors du Sommet du G20 du 2 avril prochain. Cette réunion informelle n'a pas débouché sur des conclusions formelles et les participants à cette réunion de préparation n'ont pas trouvé d'accord ou adopté des décisions. Tel ne fut pas l'objectif de la réunion.

La Chancelière Merkel a publié une déclaration (Chair's Summary) sur le site Internet du Bundeskanzleramt. Madame Merkel a présidé cette réunion et le «Chair's Summary» est son résumé des discussions et le contenu de ce document ne lie que la Chancelière (ou l'Allemagne). Il est vrai que certains participants (notamment France et Royaume-Uni) ont été d'accord avec Madame Merkel sur ce point. Mais d'autres participants n'ont pas mentionné le sujet.

En ce qui concerne d'éventuelles sanctions à l'encontre des paradis fiscaux et États non coopératifs, il n'y a pas eu de propositions concrètes. Il s'agit d'une déclaration d'intention de certains États membres de l'Union européenne et du G20.

2. Le Président de l'Eurogroupe n'a pas pris de position sur cette question. L'Eurogroupe est une instance de coordination pour les politiques économiques (budget, réformes structurelles, taux de changes etc.), mais ce n'est pas une instance de coordination pour la politique fiscale des États membres de l'espace euro. Cette question n'est pas dans les attributions de l'Eurogroupe et puisque le Président de l'Eurogroupe a participé à cette réunion pour présenter les vues des États membres de l'espace euro sur les questions ayant trait à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union économique et monétaire, il n'eut pas été opportun qu'il se prononce sur cette question.

3. Aucun participant n'a explicitement mentionné le Luxembourg pendant les discussions.

4. Le «Chair's Summary» mentionne notamment «non-cooperation in exchanging information on tax evasion».

5. Le Ministre n'est pas en mesure de répondre à cette question, dans la mesure où il ne sait pas à quelle émission l'honorable Député fait référence dans sa question.

Question 3172 (24.2.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **prime pour construction écologique (PRIMe House):**

D'Regierung huet begréissenswäerterweis eng Rei Mesuren ageleet fir de Bierger, déi no ökologesche Kritäre bauen, finanziell entgéintzekommen.

Leider ass et awer esou, datt déi Bierger, déi déi ökologesch Kritären erfëllen an hir Demande fir de Remboursement vun de Fraisën agereecht hunn, musse bis zu zwee Joer waarden, bis se hir Soue kréien.

Op Nofro hi kréie se da matgedeelt, de Ministère wier ënnerbesat, deen een oder deen anere Beamte wier krank oder a Congé, an dofir géif et net viru goen.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wat sinn d'Ursaachen, datt d'Leit hir Souen, déi se wéinst ëmweltfrëndlechen Initiativen zegutt hunn, net a vernünftegen Délaien ausbezuelt kréien?

2) Gëtt et e Manktem u Beamte fir Dossieren ze traitéieren? Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt d'Leit hir Souen a vernünftegen Délaien ausbezuelt kréien?

Réponse (9.2.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Effektiv sinn am Joer 2008 gewësse Retarden opgetrueden an der Beaarbechtung vun de Subventiounsdossieren, haaptsächlech am Energieberäich, ervirgeruff duerch e Personalmangel. Dëst konnt duerch organisationnell Emännerungen an Astellunge vun zousätzleche Leit behuewe ginn, esou datt am Service des économies d'énergie momentan 14 Leit un den Dossiere schaffen.

Et ass ausserdeem ze erwähnen, datt am Joer 2008 ronn 950 Dossieren zréckbehale goufen an doduerch och eng länger Waardezäit vun dësen Dossieren ze verbuchen ass. D'Ursaach heifir war, wëll déi betraffen Dossieren:

1. net den Exigenze vum Reglement vum 21. Dezember 2007 iwwer erneierbar Energien entsprach hunn; haaptsächlech wat den hydrauleschen Ofgläich bei de Kondensatiounschaudièren ubelaangt huet;

2. d'Anlagen zwëschen 2005 an 2007 opgeriicht goufen an net méi éligibel waren, well d'Reglement virgesäit nëmmen déi Anlagen ze subventionéieren, wou d'Rechnung zwëschent dem 1. Januar 2008 an dem 31. Dezember 2012 ausgestallt gouf.

D'Reglement gouf an der Zwëschenzäit geännert fir Contraintë bei deenen 950 Dossieren ze beseitegen. D'Reglement ass um Wee publizéiert ze ginn. Demandeure ginn heiriwwer informéiert, esou datt se trotz der laanger Waardezäit, déi an hirem Interessi war, schnellstméiglech an de Genoss vun de Subventioune komme kënnen.

Et ass och ervirzesträichen, datt de Service 40.856 Dossiere bis elo erakrut, dovunner 33.674 ausbezuelt goufen an 1.253 refuséiert hu misse ginn. Et stinn nach 3.696 Dossieren op «Infsup», wou de Service nach op eng Äntwert vun den Demandeure waart, an 2.233 Dossieren, déi de Service nach muss traitéieren.

Am Mäerz wor d'Waardezäit bis een Dossier traitéiert konnt ginn zwëschen enger an dräi Wochen, dëst jee nodeem a wat fir engem Beräich, also a vernünftegen Délaien.

Et muss een och soen, datt praktesch 40% vun den Dossieren, déi de Service zougestallt krut, onkomplett sinn. Also Retarden entstinn och duerch onkomplett Dossieren, well dat e Méiopwand fir de Service mat sech bréngt an d'Beaarbechtung vun de kompletten Dossieren an d'Hannertreffe gelaangt.

Question 3173 (24.2.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **installations photovoltaïques:**

La circulaire L.I.R. N°14/2 du 23 mai 2003 du directeur des contributions concernant le traitement fiscal d'une personne physique exploitant une installation photovoltaïque distingue parmi les exploitants qui vendent la production totale au gestionnaire du réseau électrique, entre ceux qui exploitent une petite installation d'une puissance entre 1 et 4 kW, et ceux qui exploitent une installation photovoltaïque d'une puissance supérieure à 4 kW. Tandis que dans le premier cas, la production d'électricité est considérée comme une «activité d'amateur», elle peut être considérée comme activité commerciale dans le second cas, si certains critères sont remplis.

Pour déterminer si la production d'énergie est réalisée dans un but de lucre, la circulaire retient qu'il faut «analyser si l'installation photovoltaïque est conçue de manière à ce que l'on puisse s'attendre à moyen terme à un bénéfice». Dans l'affirmative, la production d'énergie est considérée comme une activité commerciale et la rémunération touchée lors de la vente de l'électricité, le cas échéant, la prime supplémentaire et la prime d'encouragement écologique constituent des revenus imposables.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer sur la base de quels critères la direction des contributions directes a fixé la limite définissant la «petite installation photovoltaïque» à une puissance maximum de 4 kW?

- Selon les principes retenus par la circulaire prémentionnée, combien d'installations photovoltaïques subventionnées par le Ministère de l'Environnement génèrent des bénéfices et sont dès lors à considérer comme donnant lieu à des activités commerciales?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les recettes provenant de l'imposition de revenus générés par la production d'énergie à base d'installations photovoltaïques justifient l'effort administratif? Juge-t-il opportun le fait que les subventions données par un ministère dans le cadre d'une politique volontariste soient diminuées par l'impôt?

- La circulaire précitée mentionne encore que «L'interprétation fiscale du critère du but de lucre se distingue ainsi clairement de l'interprétation adoptée par le Ministère de l'Environnement.» Monsieur le Ministre peut-il me donner une explication quant à cette différence d'interprétation?

Réponse (6.4.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le Revenu (L.I.R.) énumère de manière limitative les différentes catégories de revenus tout en fournissant une définition autonome desdits revenus. Il s'ensuit, d'une part, que les revenus non énumérés à l'article 10 L.I.R. bénéficient d'une exemption matérielle qui rend inutile le prononcé d'une exemption à leur égard, et, d'autre part, que les revenus énumérés sont imposables s'ils ne sont pas exemptés en vertu d'une disposition légale.

Pour déterminer si une personne physique qui exploite une installation photovoltaïque et qui vend la production totale au gestionnaire du réseau réalise un revenu imposable, il faut et il suffit que le revenu tombe dans une des huit catégories de revenus visés par l'article 10 L.I.R. étant donné que ledit revenu ne bénéficie pas d'une exemption légale. En l'espèce la seule catégorie de revenu qui entre en ligne de compte est celle du bénéfice commercial. En vertu de l'article 14, numéro 1 L.I.R., est réputée entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, toute activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale, lorsque ladite activité ne forme ni une exploitation agricole ou forestière, ni l'exercice d'une profession libérale.

Dans le chef d'une personne physique qui exploite une installation photovoltaïque et qui vend la production totale au gestionnaire du réseau électrique, les critères susvisés, hormis celui du but de lucre, se trouvent en général remplis. Partant, c'est à l'aide de ce critère qu'il échet en principe d'analyser dans chaque cas individuel si l'exploitation de l'installation photovoltaïque est à considérer comme activité commerciale au sens de l'article 14, numéro 1 L.I.R. ou comme activité non imposable. À noter encore que le critère de but lucratif n'exclut pas la prise en compte passagère de pertes compensables avec d'autres revenus positifs comme par exemple le revenu net provenant d'une occupation salariée.

Au vu des résultats dégagés par une étude de rentabilité d'une ins-

tallation photovoltaïque d'une puissance de 4 kW, réalisée à la demande du Ministère de l'Environnement, l'Administration des Contributions directes considère que les revenus escomptés pendant la durée usuelle d'utilisation d'une telle installation ne constituent pas un bénéfice commercial, dans un souci de simplification et par tolérance administrative, alors que pour les installations dont la puissance excède lesdits 4 kW une analyse individuelle doit être faite pour déterminer si l'exploitation de l'installation est à considérer comme bénéfice commercial ou comme activité d'amateur. À l'heure actuelle, 520 installations photovoltaïques exploitées par des personnes physiques sont à considérer comme entreprise commerciale.

S'il est certes vrai qu'une analyse de chaque cas individuel nécessite du temps, que ce soit dans le domaine des installations photovoltaïques ou dans tout autre domaine, une telle analyse s'avère néanmoins indispensable dans l'intérêt d'une bonne administration de tous les contribuables. D'ailleurs, dans le but de simplifier aussi bien la tâche des contribuables que celle de l'Administration des Contributions directes, cette dernière a élaboré un formulaire spécial (modèle 121) qui permet aux personnes concernées à déclarer les recettes et les dépenses en rapport avec leur installation photovoltaïque. La loi fiscale doit en premier lieu respecter le principe de l'égalité des contribuables devant la loi. Elle ne peut ainsi s'orienter que très accessoirement au rapport existant entre les recettes fiscales et l'effort administratif nécessaire pour arriver à ces recettes. Une approche de l'imposition d'après le rapport entre recettes fiscales et effort administratif soumettrait les contribuables à des régimes fiscaux différents, entraînant ainsi une disparité non négligeable qui ne serait pas justifiée et serait contraire au principe de l'équité fiscale.

En ce qui concerne plus particulièrement le traitement fiscal des subventions étatiques, il importe de préciser que du moment qu'une subvention étatique ou autre est en rapport avec une des catégories de revenus énumérés à l'article 10 L.I.R., cette subvention est à prendre en considération dans le cadre de la détermination dudit revenu soit sous forme de revenu, soit sous forme de réduction de dépense. Cette approche s'impose vu qu'il échet d'imposer le contribuable du chef du revenu effectivement réalisé et en fonction de sa capacité contributive.

Quant à la différence d'interprétation du critère du but de lucre entre l'Administration des Contributions directes et le Ministère de l'Environnement, il convient de préciser que le droit fiscal est une branche autonome du droit. Il s'ensuit que l'appréciation fiscale d'une situation est à établir d'après les critères établis par les lois régissant cette matière faute de règles contraignantes divergentes. Procéder différemment risquerait d'aboutir dans l'arbitraire et de contrecarrer le traitement uniforme des contribuables.

Question 3175 (24.2.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **subventions pour les installations photovoltaïques:**

Les règlements grand-ducaux du 28 décembre 2001 et du 3 août 2005 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz ont créé des aides financières à l'investissement pour les installations photovoltaïques.

Il me revient dans ce contexte que jusqu'aujourd'hui certaines personnes n'ont toujours pas vu leur situation régularisée.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, combien de personnes tombant sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 respectivement du 3 août 2005 n'ont pas encore reçu l'aide financière à l'investissement de la part du Ministère de l'Environnement?

- Quel est le montant en question?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre cette problématique et, le cas échéant, de quelle manière et dans quel délai?

Réponse (9.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans le cadre du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables 5.953 dossiers de demandes ont été introduits en relation avec les installations photovoltaïques. Des aides ont été allouées pour 5.831 demandes, à raison de 70.084.543 EUR. 99 dossiers ont du être refusés et 23 dossiers sont encore tenus en suspens, faute d'informations pertinentes manquantes.

Pour ce qui est des 23 dossiers tenus en suspens, un dernier rappel va être lancé auprès les demandeurs en question. En cas de non-réponse les dossiers vont être clôturés. Le montant des aides pour ces dossiers en suspens s'élève à environ 149.500 EUR.

Quant aux installations photovoltaïques introduites dans le cadre des règlements grand-ducaux du 3 août 2005 et 21 décembre 2007 pour obtenir des aides à l'investissement, la situation se présente comme suit pour ce qui est des aides à l'investissement:

- règlement 2005: pour 27 installations une aide a été accordée, soit un total de 92.421 EUR;

- règlement 2007: pour 40 installations une aide a été accordée, soit un total de 438.013 EUR.

Aucun dossier relatif à l'investissement, introduit dans le cadre des deux règlements grand-ducaux reste à traiter.

En ce qui concerne les primes d'encouragement écologiques pour l'électricité, il est à mentionner que 9.676 dossiers ont été introduits. Des aides pour 9.154 dossiers ont été allouées et 68 dossiers ont du être refusés. En outre, 178 dossiers sont tenus en suspens, ceci en attente d'informations supplémentaires et 276 dossiers restent encore à traiter. Le temps d'attente pour traiter lesdits dossiers s'élève à environ deux semaines.

Question 3176 (24.2.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **numéros d'appel d'urgence communs commençant par 116:**

La Commission européenne vient de signaler dans un communiqué de presse que le numéro d'appel 116 000, réservé dans l'ensemble de l'Union européenne pour le signalement des disparitions d'enfants, n'est pas encore opérationnel dans 22 pays membres, dont également le Luxembourg. Il en est de même pour les numéros d'appel communs 116 111, destiné aux enfants ayant besoin d'assistance, et le 116 123, une ligne destinée à apporter du soutien moral. La Commission remarque par ailleurs que les États membres n'auraient déployé que peu d'efforts pour informer les prestataires de services potentiels à propos des numéros commençant par 116.

- Sachant que les États membres ne sont pas forcés à offrir ces services, et tenant compte de l'offre existante dans ce domaine, tel que le «12345 Kanner-Jugendtëlefon», j'aimerais savoir si le Gouvernement a l'intention de mettre en œuvre ces numéros d'appel.

- Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement de ce dossier? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de favoriser l'introduction de ces services? Quand le Gouvernement estime-t-il que ces services seront finalement opérationnels?

- Le Gouvernement est-il d'accord avec l'affirmation de la Commissaire responsable qui estime que la mise en place de ces numéros d'appel correspond à «une obligation morale envers les parents et enfants européens»?

Réponse commune (1.4.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il faut souligner en premier lieu que les trois services visés par l'honorable Député Monsieur Negri existent au Luxembourg, et ce depuis des années et sans que la Commission européenne n'ait dû l'encourager. Ces services sont actuellement accessibles à d'autres numéros et le remplacement de ces numéros par les numéros commençant par 116 ne va pas sans poser des problèmes. Premièrement, les numéros actuels sont connus par le grand public, ce qui en constitue un capital important. Remplacer ces numéros demanderait un effort considérable en termes de publicité, sans garantie d'acceptation des nouveaux numéros par le public.

Par ailleurs, l'attribution des numéros 116 pose la question du coût des services visés dans la mesure où les numéros 116 sont gratuits pour le public. Cela ne paraît pas souhaitable sauf dans le cas de l'assistance aux mineurs. Et en effet la gratuité est déjà possible dans ce cas actuellement, le service en question disposant d'un numéro 8002 que le public peut utiliser en cas de besoin.

Compte tenu de ceci, et comme seuls 5 des 27 pays membres de l'Union européenne ont actuellement attribué les numéros visés, il convient d'observer l'évolution de la situation en Europe pour réagir en temps voulu.

Quant à l'obligation morale envers les parents et enfants européens, le Gouvernement estime que celle-ci existe tout à fait. Le Gouvernement assume cette responsabilité par la mise en place et le financement des services dont voici les détails.

En ce qui concerne le signalement des disparitions d'enfants.

À l'heure actuelle, le signalement d'enfants disparus s'effectue par un contact direct des personnes concernées avec les services compétents de la Police grand-ducale et des parquets. Les autorités luxembourgeoises ont ainsi participé à l'exercice européen de simulation «Alerte enlèvement» en juin 2008 et ont adapté leur pratique aux critères européens.

En cas d'urgence, de menace et/ou de danger le «113» disponible en permanence est à contacter.

Notons encore que la Police judiciaire a mis en œuvre l'action «Bobby» qui propose un numéro d'appel, le «12321» pour les enfants victimes d'abus de toutes sortes ainsi que pour le signalement d'abus d'enfants (service qui n'est pas anonyme).

En ce qui concerne les numéros destinés aux enfants ayant besoin d'assistance et apportant un soutien moral.

Les services en question sont offerts par le Kanner-Jugendtëlefon sous le numéro «12345» et par l'a.s.b.l. SOS-Détresse sous le numéro 45 45 45. Ces services profitent de conventions avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui assure par là le financement de ces numéros de secours. Il faut cependant également relever l'engagement de nombreux bénévoles sans lesquels le fonctionnement de ces services ne serait pas possible.

Question 3179 (24.2.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**École francophone:**

Il me revient que l'École francophone établie sur le site de l'Université à Walferdange est appelée à fermer ses portes à la fin de l'exercice scolaire alors que le site de Walferdange va être complètement réaménagé. Alors que de nombreux enfants fréquentent cette école publique et que les parents sont inquiets quant au sort réservé à l'école de leurs enfants, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quel est le statut de cette école alors que je ne me souviens pas d'un texte de loi mentionnant l'École francophone parmi les établissements relevant de l'école publique luxembourgeoise?

2. Au besoin, le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi pour préciser le statut de l'École francophone?

3. Cette école est-elle soumise dès la rentrée scolaire aux dispositions de la nouvelle loi scolaire?

4. Où l'École francophone sera-t-elle relogée?

5. Le Gouvernement va-t-il subvenir aux frais d'acquisition voire de location du nouvel immeuble ou site?

Réponse (24.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. L'École francophone luxembourgeoise de Walferdange est une création de fait datant de 1968. Elle devait recueillir les enfants des fonctionnaires francophones de la NAMSA, en vue de leur reprise ultérieure par l'École européenne. Depuis, l'École s'est transformée en institution d'enseignement spécifique appliquant en principe les programmes luxembourgeois tout en mettant plus de poids sur l'enseignement du français.

2. Dans l'immédiat, le Gouvernement n'entend pas déposer un projet de loi portant création d'une école fondamentale de l'État destinée exclusivement à une communauté linguistique spécifique.

3. Les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sont chargés de déterminer, en concertation avec la communauté scolaire de l'École, des pistes de développement compatibles avec les dispositions de la nouvelle législation scolaire.

4. La communauté scolaire de l'École a été informée le 20 février 2009 que cette dernière continuera à fonctionner sur son site actuel jusqu'à nouvel ordre, mais qu'il n'y aura pas d'admissions d'enfants en première année. Au cas où l'arrangement actuel avec l'Université du Luxembourg ne pourrait perdurer, les services ministériels feront les démarches nécessaires pour trouver une solution de rechange satisfaisante.

5. La question du financement de l'acquisition voire de la location d'un nouvel immeuble pour l'École ne se pose pas à l'heure actuelle.

Question 3180 (25.2.2009) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **système de pension:**

Lors d'une émission radio sur les ondes de RTL, le 21 février 2009, le Ministre a déclaré que notre système de pension ne comportait pas seulement un accélérateur, mais également un volant et un frein auxquels il fallait prendre recours.

- Le Ministre peut-il préciser de quelle façon et selon quelles modalités il entend utiliser le volant et le frein?

Réponse (30.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Se référant à une expression imagée que j'avais utilisée lors d'une émission diffusée sur RTL, l'honorable Députée s'enquiert de la façon dont j'entends utiliser «le volant et les freins» en matière d'assurance pension.

L'honorable Députée aura certainement remarqué qu'au cours de la période législative qui s'achève et pendant laquelle j'ai assumé la responsabilité du département de la Sécurité sociale, aucune mesure comportant un renchérissement de l'assurance pension n'a été prise.

La période écoulée a permis d'accumuler des réserves supplémentaires considérables les portant à neuf milliards d'euros, montant qui correspond à 3,5 fois les dépenses annuelles.

Même si nous connaissons donc actuellement une bonne situation financière de l'assurance pension, nous devons être conscients que, compte tenu des perspectives démographiques, les soldes positifs actuels risquent de se transformer à terme en des déficits à charge des générations futures.

Aussi, en aval de la tripartite de 2006, un groupe de réflexion sur la viabilité à long terme des régimes de pension, à composition tripartite, a-t-il mené une analyse des points forts et des faiblesses de nos systèmes de pension. Ce groupe est actuellement saisi d'une série de pistes visant à assurer la soutenabilité de nos régimes de pension.

Ces pistes seront présentées prévisiblement le 23 avril 2009 à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés.

Question 3181 (25.2.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **scolarisation des enfants luxembourgeois vivant dans la région frontalière:**

Ces dernières années des milliers de familles luxembourgeoises se sont installées dans la région frontalière de nos trois pays limitrophes. Beaucoup d'enfants de ces familles continuent toutefois d'être scolarisés au Luxembourg. Alors que beaucoup des familles concernées sont prêtes à payer le minerval communal respectif pour permettre à leurs enfants de continuer leur carrière scolaire dans l'enseignement luxembourgeois, certains parents essaient de contourner cette charge financière en déclarant le domicile de leurs enfants chez un membre de la famille habitant au Luxembourg.

Il s'avère toutefois que les communes, surtout celles dans la ré-

gion frontalière, se voient confrontées dans ce contexte avec maints problèmes, notamment en ce qui concerne la détermination du véritable domicile des enfants concernés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les moyens disponibles pour les communes afin de pouvoir vérifier le domicile principal des enfants concernés?

- Étant donné que le problème susmentionné risque de devenir un problème majeur pour nombre de communes, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre par quelles initiatives le Gouvernement entend remédier à cette situation?

Réponse (26.3.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le domicile d'un mineur non émancipé est fixé, suivant l'article 108 du Code civil, «chez celui des père et mère qui est son administrateur légal ou chez son tuteur». L'article 108 du Code civil ne permet pas d'exception à ce sujet.

Dès lors, et à défaut d'autres disposition légales en la matière, le domicile d'un enfant dont les parents résident à l'étranger est à l'étranger et ne saurait être fixé sur le territoire d'une commune luxembourgeoise, même si de facto l'enfant réside avec un autre membre de sa famille qui n'a cependant pas l'autorité parentale et ne se trouve pas non plus être son tuteur.

Le fonctionnaire communal doit donc se limiter à vérifier si les parents ou le tuteur d'un enfant résident habituellement sur le territoire d'une commune luxembourgeoise et sont inscrits sur le registre de la population de la commune en question. À l'heure actuelle, cette vérification s'effectue sur base de certificats de résidence établis par les communes de résidence des parents. La consultation du répertoire général des personnes constitue également une possibilité de vérification d'adresses, mais à l'heure actuelle cette base de données ne peut pas être considérée comme entièrement fiable. Pour cette raison d'ailleurs, le Gouvernement a entamé la réforme du répertoire et des registres de la population dans les projets de loi N°5949 et N°5950 qui ont notamment pour but de faciliter la communication entre les communes et l'État concernant les données de la population résidente.

Concernant les mineurs, le projet de loi N°5949 relatif aux registres communaux des personnes physiques compte maintenir le principe de l'article 108 du Code civil, mais prévoit une dérogation concernant la garde alternée des enfants après un divorce des parents.

Question 3183 (2.3.2009) de **MM. Claude Adam** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **plan d'action national en matière de recherche:**

Lors d'une conférence de presse récente, Monsieur le Ministre et la Secrétaire d'État, Madame Modert ont tiré un bilan positif du nouveau cadre réglementaire en matière d'aides à la formation-recherche. D'après le communiqué officiel, Monsieur le Ministre y a également dévoilé un nouveau plan national: «vient s'ajouter un plan d'action national, qui a été dévoilé par François Biltgen. Ce plan permet d'attirer et de retenir les ressources humaines indispensables pour le développement de la recherche au Luxembourg. La première étape prévoit d'identifier la situation en matière de gestion des ressources humaines dans les institutions de la recherche et devrait s'achever en été 2009».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

- Quel est l'intitulé exact du plan d'action évoqué et de quels aspects traite-t-il exactement?

- Quand est-ce qu'il a été décidé?

- Pourquoi le plan d'action n'a pas encore été présenté à la commission parlementaire traitant de la recherche scientifique?

Réponse (24.3.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Il est vrai que la formulation du communiqué visé et surtout le terme «dévoiler» peut prêter à confusion.

En effet, il ne s'agit nullement d'un plan d'action tout prêt à être mis en œuvre. Il s'agira plutôt de développer au cours des mois à venir, en concertation avec les établissements concernés, un tel plan d'action. L'établissement de ce plan d'action se basera sur une analyse détaillée de la situation en matière de gestion des ressources humaines dans les institutions de la recherche ainsi qu'une comparaison avec les meilleures pratiques en la matière à l'étranger. Il s'inspirera par ailleurs des principes énoncés dans les documents afférents soumis par la Commission européenne, intitulés respectivement «Charte européenne du chercheur», «Code de conduite pour le recrutement des chercheurs» ainsi que «Partenariat européen pour les chercheurs».

Après cette phase d'analyse qui devrait se terminer en automne de l'année en cours, la deuxième moitié de l'année sera consacrée à la phase de définition d'actions concrètes à développer afin d'atteindre l'objectif visé. Cette phase sera développée en étroite concertation avec les établissements concernés. Les actions visées, qu'il est prévu de mettre en œuvre au cours des années à venir, constituent ensemble avec le calendrier de leur mise en œuvre le plan d'action proprement parlant. Selon la philosophie des recommandations y relatives de la part de la Commission européenne, ce plan d'action aura essentiellement un caractère de recommandation visant la coordination des actions nationales en la matière; ceci n'exclut pourtant pas l'inscription de certains de ses éléments dans le cadre des futures conventions («contrats de performance») entre l'État et les établissements de recherche.

À l'instar de l'approche appliquée pour l'étude de l'OCDE sur le système de la recherche et de l'innovation au Luxembourg, il est prévu de consulter la commission parlementaire compétente au cours du processus de l'établissement du plan d'action visé.

Question 3185 (3.3.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **éducateurs engagés sous le statut du fonctionnaire communal:**

Le personnel des écoles sera désormais nommé et géré par l'État. Madame la Ministre de l'Éducation nationale a ainsi prévu d'assimiler le personnel en place et en possession des diplômes requis par l'État. Les éducateurs et les éducateurs gradués se trouvant sous le statut de salarié ou de l'employé communal peuvent opter pour le statut de salarié ou de l'employé de l'État. Un problème persiste néanmoins pour ceux qui sont engagés sous le statut du fonctionnaire communal. Une procédure d'assimilation n'est actuellement pas prévue pour les fonctionnaires communaux et ceux-ci expriment d'ailleurs leurs inquiétudes car ils ne voudraient pas être défavorisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Les éducateurs et éducateurs gradués engagés sous le statut du fonctionnaire communal ont-ils la garantie qu'ils pourront garder leurs affectations dans l'enseignement fondamental et qu'ils ne seront pas défavorisés par rapport a ceux engagés par l'État?

2. L'État ne devrait-il pas également incorporer les éducateurs et éducateurs gradués travaillant actuellement dans l'enseignement fondamental et engagés sous le statut du fonctionnaire communal? Dans la positive, sous quelles conditions et pour quand cette assimilation pourrait-elle s'effectuer?

Réponse (1.4.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. À condition que leurs communes d'attache y consentent, rien ne s'oppose à ce que les éducateurs et les éducateurs gradués engagés sous le statut du fonctionnaire communal continuent à accomplir leur service dans les écoles de l'enseignement fondamental dans les conditions à définir par convention à conclure entre l'État et les communes concernées, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

2. Il est vrai que la reprise par l'État, sous le statut du fonctionnaire de l'État, des éducateurs et éducateurs gradués travaillant actuellement dans l'enseignement fondamental sous le statut du fonctionnaire communal, contribuerait à une plus grande homogénéité et à une simplification de la gestion des ressources humaines du cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental.

Une telle reprise par l'État nécessitera une législation spécifique à élaborer à l'instar des dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 10 janvier 1989 portant entre autres reprise des centres et services d'éducation différenciée de certaines communes. Une initiative législative en ce sens appartient au prochain Gouvernement.

Question 3186 (3.3.2009) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**exigence du certificat de maladie:**

Avant l'entrée en vigueur du statut unique, de nombreux employeurs n'exigeaient pas de leurs salariés que ceux-ci justifient une absence pour cause de maladie d'un ou de deux jours au moyen d'un certificat de maladie. Il semblerait, d'après les informations des soussignés, que cette situation ait changé. Les employeurs, sous l'impulsion de leurs fédérations, exigent désormais que tout congé de maladie, y compris celui d'une seule journée, soit certifié conformément aux dispositions du droit du travail.

Cette généralisation cause manifestement des frais supplémentaires à l'assurance maladie, du fait de la multiplication des certificats de maladie et partant des visites médicales. Elle risque également de mener à une situation où les concernés seront portés malades pendant plusieurs jours au lieu de retourner travailler après un jour ou deux de maladie, les médecins ayant tendance à établir un certificat de maladie couvrant plusieurs jours. Cette façon de faire des médecins est d'ailleurs logique puisqu'elle consiste à éviter que le malade ne revienne les voir au bout d'un jour ou deux ce qui, à son tour, engendrerait de nouveaux frais supplémentaires.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale,

- si le Gouvernement est au courant du changement de pratique opéré par les employeurs en ce qui concerne l'exigence de justification médicale de toute absence pour cause de maladie de leurs salariés.

- Si le Gouvernement a constaté une augmentation notable du nombre de certificats de maladie de courte durée envoyés à l'assurance maladie.

- Quelles sont les conséquences en termes de coûts pour l'assurance maladie de ce changement d'attitude de la part des employeurs?

- Si le Gouvernement ne pense pas qu'il y aurait lieu d'adapter les dispositions du droit du travail à la pratique qui existait dans de nombreuses entreprises avant l'entrée en vigueur du statut unique, c'est-à-dire s'il ne faudrait pas limiter le droit pour l'employeur d'exiger un certificat de maladie qu'à partir du deuxième ou du troisième jour d'absence.

- Si, en contrepartie, et afin d'assurer les patrons, il n'y aurait pas d'alternatives pour les employeurs de contrôler que l'absence pour maladie même non certifiée ne soit pas abusive.

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement a d'ores et déjà pris respectivement qui seront mis en œuvre dans les semaines à venir afin d'aider les employeurs dans la lutte contre l'absentéisme conformément aux promesses faites lors des négociations tripartites portant sur le statut unique?

Réponse commune (6.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse au premier point de la question parlementaire des honorables Députés, il y a lieu de souligner qu'il a effectivement été porté à la connaissance du Ministère du Travail et de l'Emploi que certains employeurs exigent la production d'un certificat médical dès le premier jour d'absence pour cause de maladie.

Si la CNS est également au courant de cette pratique de la part de certains employeurs, il n'est cependant pour l'instant pas encore possible de constater une augmentation du nombre de certificats de maladie de courte durée envoyés à l'assurance maladie. La loi sur le statut unique n'étant entrée en vigueur que le 1er janvier 2009, ce n'est que dans quelques mois que des chiffres définitifs sur ces absences peuvent être fournis.

Quant aux conséquences définitives d'une éventuelle généralisation de cette pratique sur les finances de l'assurance, elles sont difficiles à chiffrer. Dans un premier temps, on assistera probablement à une augmentation du nombre des consultations médicales et des frais pharmaceutiques, due au fait que les assurés sollicitant les services d'un médecin se verront prescrire des médicaments qu'ils n'auraient éventuellement pas achetés sans prescription médicale et donc à leurs propres frais. En ce qui concerne l'affirmation que cette pratique amène forcément à une prolongation des épisodes de maladie, la CNS ne dispose d'aucun indicateur permettant de conclure à une telle constatation.

Même si la flexibilité du droit du travail souvent méconnue par les employeurs permet théoriquement à ces derniers d'exiger la production d'un certificat médical dès le premier jour d'absence pour cause de maladie, il faut néanmoins souligner que les développements actuels en la matière ne peuvent pas être approuvés.

Au lieu de procéder cependant à une modification de la disposition légale applicable en la matière, il faut faire appel au bon sens des employeurs et attirer leur attention sur le fait que leur manière de procéder risque d'être contre-productive et d'enlever au droit du travail sa flexibilité actuelle.

En ce qui concerne les possibilités de contrôle du caractère sérieux de l'absence pour maladie, il y a lieu de relever que les statuts de la CNS prévoient un chapitre particulier destiné au contrôle administratif des malades. Le nombre de contrôleurs administratifs en place est actuellement de six unités. Contrairement aux contrôles médicaux réalisés par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale, ces contrôles sont de nature purement administrative. Les contrôleurs se déplacent sur initiative des patrons qui adressent une demande en ce sens à la CNS. En outre, la CNS procède de sa propre initiative à des contrôles administratifs.

Jusqu'au 13 mars 2008, un total de 400 personnes a fait l'objet de contrôles administratifs.

Question 3187 (4.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **prime à la casse (PRIMe CAR-e plus):**

Duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 22. Januar 2009 huet e Bierger, dee säin Auto, dee méi wéi zéng Joer al ass, verschrotte léisst, an en neien ëmweltfrëndlechen Auto keeft, eng sougenannten «prime à la casse» zegutt.

Dëst Reglement gëllt also nëmmen, wann een en neien Auto keeft, awer net, wann een deen alen Auto verkeeft, an zum Beispill nach just mam öffentlechen Transport fiert, mam Vëlo oder zu Fouss geet, wat jo awer besonnesch ëmweltfrëndlech ass.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wéisou muss een, wann ee säin zéng Joer alen Auto verkeeft, en neien Auto kafen, fir an de Genoss vun der «prime à la casse» ze kommen?

2) Wier et net sënnvoll och Moossnamen anzeféieren, fir déi «prime à la casse» auzewäite fir Bierger, déi hiren alen Auto verkafen a guer net méi wëlle mam Auto fueren, wéi zum Besipill bei eelere Leit?

3) Gedenkt den Här Minister esou Dispositiounen an dat virzitéiert Reglement bäizefügen?

Réponse (6.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Aly Jaerling, j'ai l'honneur de vous préciser qu'avec l'introduction de la prime à la casse, le Gouvernement poursuit le double objectif de promouvoir davantage les voitures économes en carburant, contribuant ainsi à la réduction des émissions de CO_2, mais aussi d'autres polluants tels que les oxydes d'azote et les particules fines, et d'appuyer le secteur économique concerné, lourdement affecté par les répercussions de la crise financière et économique. À noter que suite notamment à l'introduction des aides financières CAR-e et CAR-e plus, la tendance vers des voitures plus économes en carburant s'est nettement accélérée: les parts de marché des voitures nouvellement immatriculées présentant des émissions de CO_2 inférieures ou égales à 120 g/km sont passées de 9,2% en 2005 à

21,9% sur les deux premiers mois de 2009. Les émissions moyennes de l'ensemble des nouvelles immatriculations ont également baissé de près de 8% sur la même période, contribuant ainsi à la baisse générale des émissions de gaz à effet de serre (-5,2% entre 1990 et 2008).

Je précise par ailleurs que les personnes âgées de 60 ans et plus bénéficient de toute façon d'un abonnement leur permettant d'utiliser les transports en commun pendant une année entière et sans aucune limitation de parcours pour un forfait de 50 euros. Soucieux d'encourager davantage l'utilisation des transports publics, le Gouvernement vient d'annoncer des nouveaux tarifs plus avantageux appliqués à partir du 1er mai 2009: le «Mobilitéitspass», abonnement annuel à tarif réduit destiné aux salariés des entreprises et administrations, ainsi que l'abonnement annuel à moitié prix pour les membres de familles nombreuses ayant trois enfants et plus à leur charge.

Question 3195 (5.3.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **train pendulaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg:**

Selon mes informations, la SNCB veut proposer des trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg au plus tard en janvier 2010 et ceci pour diminuer considérablement le temps de parcours entre ces deux villes. Une étude du gestionnaire d'infrastructure belge «Infrabel» aurait conclu à la faisabilité technique du projet en Belgique. En plus, un prolongement de la liaison vers Strasbourg et Bâle serait envisagé en partenariat avec d'autres opérateurs.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement face à ces projets?

- Est-ce que la SNCB a demandé une coopération avec la CFL et le cas échéant existe-t-il un intérêt à participer au projet en question?

- Est-ce que le réseau ferroviaire national permettrait de faire circuler des trains pendulaires?

- Dans la négative, quel serait le coût de l'aménagement des voies?

- Est-ce que les CFL devraient acquérir du nouvel matériel roulant?

- Quel serait le gain de temps du côté luxembourgeois?

Réponse (1.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°3195 du 5 mars 2009, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur la mise en service de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg.

D'emblée, il convient de relever que je suis unanime avec les CFL à me déclarer en faveur de ce projet à condition toutefois que sa rentabilité soit établie.

L'étude entamée par le gestionnaire de l'infrastructure belge «Infrabel» a fait relever que les travaux actuellement en cours feront diminuer le temps de parcours entre Bruxelles et Luxembourg d'environ 20 minutes. L'utilisation des trains pendulaires sur ce trajet réduira le temps de parcours encore de huit minutes supplémentaires.

Les CFL coopèrent avec la SNCB et d'autres opérateurs dans l'élaboration de ce projet. Ainsi les prochaines étapes consisteront en la réalisation d'une étude de marché pour déterminer le potentiel commercial et en une analyse économique servant à déterminer les coûts d'exploitation. Sur base de ces résultats, une décision de lancer un projet détaillé sera prise en automne 2009.

Indépendamment du résultat de ces études et analyses, la mise en service des trains pendulaires est tributaire de la fin des travaux d'infrastructure en Belgique en 2013-2014 et des délais de livraison du matériel roulant pendulaire.

La circulation de ce matériel est possible sur le réseau ferré luxembourgeois sans investissements complémentaires. La construction de la gare de Cessange permettra de gagner quatre minutes sur le parcours Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg.

La décision relative à une acquisition éventuelle de ce matériel par les CFL dépendra du concept d'exploitation qui devra être développé ensemble avec les autres partenaires.

Question 3196 (5.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **inégalités salariales hommes/femmes:**

À travail et compétences égaux, les femmes gagnent environ 17,8% de moins que leurs collègues masculins au niveau européen. Au Luxembourg, la différence de salaire s'élève à environ 10%. Quand bien même ce chiffre soit largement en dessous de la moyenne européenne, il n'y a pas lieu de se réjouir. L'inégalité salariale fondée sur le sexe continue à avoir la vie dure et ce malgré le fait que celle-ci est formellement prohibée par une série de dispositions législatives d'ordre national mais aussi international.

C'est au niveau du secteur privé que les inégalités salariales se rencontrent, les différents textes réglementant le traitement du personnel étatique et communal ne faisant pas de la différence de genre une raison pour accorder des traitements différents.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de l'Égalité des Chances et de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi,

- si le Gouvernement est au courant de l'existence de conventions collectives qui opèrent une distinction au niveau salarial en fonction du sexe du salarié concerné.

- Dans l'affirmative, comment se peut-il que l'ITM ait approuvé cette situation forcément inacceptable et manifestement illégale au regard des dispositions législatives et des obligations internationales auxquelles le Luxembourg est lié?

- Si aucune convention collective ne prévoit de traitement salarial distinct en fonction du sexe des salariés, peut-on conclure que les différences salariales n'existent que dans les secteurs qui ne sont pas soumis à une convention collective?

- Quels sont les secteurs concernés et dans quel(s) secteur(s) rencontre-t-on les inégalités salariales les plus importantes?

- Existe-t-il en dehors des campagnes de sensibilisation, d'autres programmes et mesures concrètes par lesquels le Gouvernement entend lutter contre l'inégalité salariale entre hommes et femmes?

- Si oui, lesquels?

Réponse commune (31.3.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Pour répondre à la première question de l'honorable Député Marc Spautz, le Ministère du Travail et de l'Emploi peut confirmer qu'il n'existe pas de conventions collectives qui opèrent une distinction de salaire en fonction du sexe des salariés.

Quant à la deuxième question, il importe de souligner que l'ITM n'aurait de toute façon pas pu approuver le contenu d'une telle convention collective étant donné qu'elle ne se prononce que sur la légalité de la signature de celle-ci.

Conformément à la supposition de l'honorable Député, il peut en effet être conclu de ce qui précède que les différences salariales n'existent que dans les secteurs qui ne sont pas couverts par une convention collective.

Quant à la question relative aux secteurs concernés il faut souligner que la complexité du phénomène de l'inégalité de salaire entre les femmes et les hommes ne permet pas de déterminer un secteur donné comme plus égalitaire ou inégalitaire par rapport au salaire.

Des études récentes démontrent néanmoins que dans les sous-secteurs à prédominance féminine, les salaires des femmes se situent aux alentours du revenu minimum (études: Les femmes et le marché de l'emploi, 2008, Ministère de l'Égalité des Chances; cahier économique N°105 Égalité hommes-femmes, mythe ou réalité? Statec, 2007).

Quant aux deux derniers points il y a lieu de relever que les 18 et 19 février 2009, le Ministère de l'Égalité des Chances, en collaboration avec l'Institut de Formation de la Chambre de Commerce et avec la Chambre des Salariés, a organisé un séminaire concernant l'évaluation et la classification des fonctions.

Le système ABAKABA (évaluation analytique de fonctions selon Katz et Baitsch) permet l'établissement d'une grille de salaire équitable en rapport avec les activités de travail des femmes et des hommes. La formation s'est adressée aux cadres et dirigeants d'entreprise respectivement aux gestionnaires en ressources humaines, notamment aux personnes en charge de l'établissement de grilles de salaire et aux syndicalistes responsables des négociations de conventions collectives. Ont participé 22 personnes dont 20 représentants d'entreprises, quatre syndicalistes et deux fonctionnaires. Les formations seront reconduites sur demande des partenaires sociaux.

n outre le Ministère de l'Égalité des Chances en collaboration avec le Statec, adapte le système suisse logib, instrument pour l'analyse des inégalités de salaire entre les femmes et les hommes, aux données luxembourgeoises. Le système d'autoévaluation à l'intention des entreprises sera disponible en mai 2009, téléchargeable du site Internet du MEGA et du Statec. Le Ministère de l'Égalité des Chances utilisera le système dans le cadre de son programme «actions positives dans les entreprises du secteur privé».

Question 3207 (10.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **troubles psychologiques:**

An dëse Krisenzäiten, wou d'Aarbechtslosegkeet zouhëlt, d'Verscholdung vun de Betriber a vun Eenzelnen op der Dagesuerdnung steet, an domadder och grouss Belaaschtungen an de sozialen a familljäre Bezéihungen ervirbréngt, geet et ëmmer méi Leit psyschech schlecht.

Angscht virun de Folge vun der Kris, finanzieller, materieller a sozialer Natur, bis hin zu Situatioune wou Mënschen den Daach iwwert dem Kapp verléieren.

Et ass sécher, dass an dësen Zäite méi Leit un Depressioun erkranken, datt d'Angscht endemesch gëtt a gewësse Sozialgruppen opgrond vun den Auswierkunge vun der wirtschaftlecher Rezessioun an dass et, wann näischt ënnerholl gëtt, zu dramatesche Gesondheetsproblemer a gewësse Schichte vun eiser Gesellschaft komme kann, an dat bis zu enger Zounahm vu Suizidfäll.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gesäit eis Gesondheetskeess haut schonns, opgrond vun Indikatoren, eng Augmentatioun vun de Verkafszuele vu Psychopharmaka?

2) Wat soen aner Indikatore vun der «mentaler Gesondheet» de Moment aus: Selbstmordversich, Medikamentenabus mat Hospitalisatiounen, Alkoholkonsum, … bis hin zu steigenden Zuele vu Consultatioune vun Psychlogen, Psychiateren an Psychotherapeuten?

3) Gëtt et konkret Réckmeldunge vun de Gesondheetsdéngschtleeschter iwwer eng eventuell usteigend Zuel vu Mënschen, déi Hëllef siche fir psyschech Problemer?

4) Sinn haut genuch Mëttel a Ressourcen zur Verfügung gestallt, fir der Nofro gerecht ze ginn?

5) Wéi kann dem Lëtzebuerger Gesondheetssystem seng geziilt preventiv Moossnamepolitik ausgesi fir Mënsche mat psyscheche Problemer, déi duerch déi aktuell Kris ausgeléist goufen?

6) Ginn dës Hëllefsmoossname mat Kontaktdetailer eventuell op engem Internetsite vun dem Ministère veröffentlecht, fir als Referenzdokument ze déngen?

7) Gëtt iergendwou beschriwwen, wéi ee konkret psychologesch Hëllef kréie kann, a wéi eng Déngschter kënne kontaktéiert ginn?

8) Gëtt et zousätzlech psychoterapeutesch Déngschter mat geziilte Moossnamen am Kader vun engem nationale Programm vun der «Santé Mentale», déi an dësen Zäiten zousätzlech aktivéiert géifen?

Réponse (10.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éierewäerten Deputéierte wëllt emol fir d'éischt wëssen, ob d'Gesondheetskeess haut schonn eng Erhéijung vum Konsum vu Psychopharmaka feststellt.

An de leschte Jore geet de Konsum vu Medikamenter, déi als «psycholeptiques» an als «psychoanaleptiques» aklasséiert sinn, stänneg an d'Luucht. Dat war och am Joer 2008 de Fall an et wier bestëmmt falsch, Réckschlëss op d'Kris ze zéien, ëmsouméi ewéi déi eréischt esou richteg an de leschte Méint vum Joer 2008 vun de Leit gespiert ginn ass.

Wat elo Dokteschkonsultatiounen an Hospitalisatiounen am Beräich vun der mentaler Gesondheet ubelaangt, sou sinn de Moment d'Zuele fir 2008 nach net disponibel. Mä och an deem Secteur weisen d'Zifferen an de leschte Jore konstant no uewen, sou dass och en eventuellt weidert Unzéie vun deenen Zuelen am leschte Joer net onbedéngt mat der Kris a Verbindung ze bréngen ass.

Wat elo d'Ressourcen ubelaangt, déi fir déi mental Gesondheet zur Verfügung stinn, wëllt ech emol feststellen, datt an enger komparativer Studie iwwert d'Ausgabe fir déi mental Gesondheet par rapport zu de Gesamtausgabe fir d'Gesondheet, déi vum «Mental Health Economics European Network» veröffentlecht ginn ass, Lëtzebuerg un der Spëtzt vun de Länner aus der europäescher Unioun steet.

Ech denken och, dass d'Angebot vun Hëllefsstellungen am Gesondheetsberäich wäitgefächert ass. Dozou gehéieren ambulant Berodungsstellen, Dagesstätten a Stätte wou Leit, déi deeselwechte Problem hunn, sech zesummefanne kënnen a mat engem Professionnelle schwätzen.

Doriwwer eraus bestinn awer och Ariichtungen, déi vun anere Ministeren ofhänken, zum Beispill am Aarbechtsberäich, am Beräich vun der Iwwerschëldung an esou weider. Eng Zesummefaassung vun allen Ariichtungen ass um Site http://www-resolux.lu ze fannen.

Question 3210 (11.3.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **publication des données des bénéficiaires de subsides et d'aides agricoles:**

Selon des dispositions européennes, les données des bénéficiaires de subsides et d'aides agricoles doivent depuis peu être rendues publiques. Le Ministère compétent luxembourgeois a décidé de publier ces données sur son site Internet.

En date du 27 février 2009, un Tribunal administratif allemand (Verwaltungsgericht Wiesbaden) a prononcé un jugement notifiant que la publication des ces données était contraire aux dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel. Le Tribunal a, dans ce contexte, entre autres critiqué la publication des données sur Internet. De l'avis du Tribunal, un contrôle des données par des instances de contrôle financier serait suffisant.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance de l'arrêt susmentionné?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'au vu de cet arrêt il serait opportun de suspendre la publication sur Internet des données en cause?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du Tribunal allemand qu'un contrôle des données par une instance du contrôle financier pourrait substituer la publication des données sur Internet?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire du 11 août 2008 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009 - question parlementaire N°2756)*, Monsieur le Ministre avait fait savoir que ses services avaient pris contact avec la Commission nationale pour la Protection des données en vue de la publication des données en question. Quelles ont été les conclusions de ces discussions?

Réponse (1.4.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les questions de l'honorable Député appellent les commentaires suivants:

1) Concernant la législation communautaire imposant la publication des données personnelles des bénéficiaires d'allocations Feaga (Fonds européen agricole de garantie) et Feader (Fonds européen agricole de développement rural), deux règlements sont d'application. En vertu de ces règlements, les États membres sont tenus d'assurer, sur un site web, la publication annuelle a posteriori des noms des bénéficiaires du Feaga et du Feader ainsi que des montants reçus par chaque bénéficiaire au titre de chacun de ces fonds.

Les sites des États membres doivent mentionner, pour chaque bénéficiaire, des informations telles que le nom et le lieu de résidence (avec le code postal), ainsi que le montant total de financement public reçu. Par ailleurs, chaque site doit être équipé d'un moteur de re-

cherche, permettant d'accéder aux données en fonction d'un ou de plusieurs critères, à savoir le nom du bénéficiaire, sa commune, ou le montant total des subventions accordées.

Le fait de mettre ces informations à la disposition du public a pour objectif d'accroître la transparence de l'utilisation des ressources communautaires dans le cadre de la politique agricole commune et d'améliorer la bonne gestion financière de ces fonds, notamment en renforçant le contrôle public de l'utilisation des sommes concernées.

Un agriculteur hessois a fait recours, devant le Verwaltungsgericht de Wiesbaden, contre la publication, sur Internet, de ses données personnelles en tant que bénéficiaire de subventions agricoles. Par décision du 27 février 2009, le Tribunal administratif de Wiesbaden a suspendu le recours et a saisi la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE) de l'affaire. Plus précisément, le Tribunal a demandé à la CJCE de se prononcer à titre préjudiciel sur la question si la publication des données personnelles des agriculteurs est conforme au droit au respect de leur vie privée, ce droit étant un des principes fondamentaux du droit communautaire. En effet, le Tribunal considère la publication des données comme incompatible avec le droit communautaire. Les juges allemands font valoir que la publication des données des agriculteurs bénéficiaires de subventions agricoles constituerait une atteinte grave au droit de la protection des données, et que cette atteinte ne serait pas justifiée. Pour les juges, les moyens employés - la publication d'informations - sont disproportionnées par rapport à l'objectif poursuivi - la transparence de l'utilisation des deniers communautaires.

Le Tribunal observe que la CJCE, dans une affaire similaire, aurait jugé que la finalité de la transparence pourrait être atteinte si les données étaient portées à la seule connaissance des organes de contrôle. En outre, le Verwaltungsgericht se demande pourquoi les données doivent être publiées sur Internet, car une telle mesure dépasserait de loin les démarches nécessaires, dans une société démocratique, à la prévention de fraudes.

Par leur publication sur un site web, les données personnelles des agriculteurs seraient disponibles non seulement dans l'Union européenne, mais dans le monde entier, et, même si les textes européens prévoient que les données soient supprimées du site deux ans après leur publication, le stockage des informations par d'autres services web, de manière durable le cas échéant, ne peut être exclu.

2) Étant donné que le Tribunal administratif de Wiesbaden a demandé à la CJCE de statuer, à titre préjudiciel, sur la conformité de la publication des données des bénéficiaires de subventions agricoles à la réglementation européenne en matière de protection des données personnelles, il y a lieu, avant de prendre de décision, quelle qu'elle soit, d'attendre que la Cour se prononce. En effet, le système du renvoi préjudiciel est un mécanisme fondamental du droit de l'Union européenne, qui a pour objet de fournir aux juridictions nationales le moyen d'assurer une interprétation et une application uniformes de ce droit dans tous les États membres. Il convient de noter que dans le cadre de la procédure préjudicielle, le rôle de la Cour de justice est de fournir une interprétation du droit communautaire ou de statuer sur sa validité, et non d'appliquer ce droit à la situation de fait sous-tendant la procédure au principal, rôle qui revient à la juridiction nationale.

Par ailleurs, je tiens à rendre l'honorable Député attentif au fait que deux recours ont été introduits par des agriculteurs luxembourgeois devant le Tribunal administratif national. À ce jour, le Tribunal n'a pas encore rendu de jugement.

3) Il convient d'observer qu'en procédant à la publication des données, le Luxembourg obéit à une obligation supranationale. Sous réserve de respecter la réglementation européenne, des méthodes autres que la publication des données des agriculteurs bénéficiaires de subventions pourront être envisagées pour garantir la transparence de l'utilisation des fonds communautaires dans le cadre de la politique agricole commune.

4) Les discussions entre le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et la CNPD ont porté sur la question de savoir si les agriculteurs concernés par la publication bénéficieraient du droit d'opposition que la loi accorde aux personnes concernées par un traitement de leurs données personnelles. Il a été conclu que l'article 30, paragraphe 1 (a) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel trouverait à s'appliquer. Aux termes de cet article,

«Toute personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment pour des raisons prépondérantes et légitimes tenant à sa situation particulière, à ce que des données la concernant fassent l'objet d'un traitement, sauf en cas de dispositions légales prévoyant expressément le traitement. En cas d'opposition justifiée, le traitement mis en œuvre par le responsable du traitement ne peut pas porter sur ces données».

En vertu de la loi, le droit d'opposition ne s'applique donc pas dans le cas où des dispositions légales prévoient expressément le traitement. La publication des données des agriculteurs trouve son origine dans des règlements communautaires, qui, étant d'application directe, ne nécessitent pas de transposition et sont applicables tels quels par les États membres.

5) Finalement, je voudrais signaler que les autorités luxembourgeoises ont limité les données à publier au strict minimum prévu par la réglementation communautaire.

Question 3211 (11.3.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **stage de réinsertion professionnelle:**

Selon les articles L.524-1. à L.524-7. «un stage de réinsertion professionnelle (…) peut être proposé par l'Administration de l'Emploi aux demandeurs d'emploi âgés de plus de trente ans accomplis et inscrits auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'Emploi depuis trois mois au moins». Or, il paraît que l'ADEM refuse l'accès au stage de réinsertion aux personnes ayant été placées en stage de réinsertion précédemment, indépendamment du fait qu'elles aient été occupées en tant que salarié depuis le premier stage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette pratique?

- Sur base de quelle disposition l'Administration de l'Emploi peut-elle refuser l'accès au stage de réinsertion à un chômeur ayant été placé en stage de réinsertion pendant une période de chômage antérieure?

- Monsieur le Ministre pense-t-il que cette pratique est justifiée?

- Considérant les effets de la crise économique sur la situation des entreprises, l'emploi et le chômage, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mettre fin à cette pratique?

Réponse (10.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'article L.-524-6, paragraphe (1) du Code du Travail limite la durée du stage de réinsertion professionnelle à douze mois. Le paragraphe (2) du même article prévoit qu'une prolongation n'est possible que sur base d'une autorisation ministérielle.

Sans préjudice de décisions jurisprudentielles ultérieures, j'interprète cette disposition dans le sens que le législateur visait uniquement une prolongation du stage auprès du même employeur.

À toutes fins utiles, je vous signale qu'à ce jour, un seul employeur m'a adressé une demande en ce sens et s'est vu délivrer l'autorisation afférente.

En ce qui concerne une suite de deux stages de réinsertion auprès d'employeurs différents, je considère que le texte légal ni ne l'interdit ni la soumet au respect d'une condition particulière. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la loi n'ouvre pas de droit au bénéfice d'une mesure en faveur de l'emploi, et dans le cas d'espèce à un stage de réinsertion professionnelle, mais laisse aux services compétents de l'Administration de l'Emploi (ADEM) la liberté de décider sur base des éléments concrets du dossier du candidat, le tout évidemment sur un arrière-fond de perspective d'intégration effective et durable sur le marché du travail d'égalité de traitement.

S'agissant de la dernière question posée par l'honorable Député, je tiens à l'informer que sur un arrière-fond de crise économique, il y a certainement lieu de faire preuve de plus de pragmatisme et de flexibilité, afin de garantir via une mesure active, une occupation - ne fût-elle que temporaire - à ceux qui sont touchés par le chômage. Néanmoins cette souplesse ne devrait pas être de nature à cantonner les demandeurs d'emplois dans ces mêmes mesures sans chance d'intégration subséquente dans le marché ordinaire du travail.

Si tel devait effectivement en être le résultat, la philosophie adoptée par le législateur au niveau de la loi tripartite du 22 décembre 2006 serait vidée de tout sens. Cette philosophie tendait notamment à sortir les bénéficiaires de mesures actives en faveur de l'emploi de l'éternel carrousel mesure-chômage-mesure etc., et d'augmenter non seulement leur employabilité mais aussi leur attractivité vis-à-vis d'employeurs potentiels.

C'est dans ce contexte et sur l'arrière-fond de la crise actuelle que je vais discuter dans les plus brefs délais, ensemble avec les partenaires sociaux, de la définition de critères qualitatifs, quantitatifs, objectifs et transparents, contrôlables pour toutes les parties en cause, permettant d'élargir la pratique administrative restrictive actuelle de l'ADEM, pratique cependant conforme à la philosophie décidée par le législateur en 2006.

Le but de ces discussions serait donc la mise en place d'un cadre référentiel flexible qui permette à l'ADEM d'adapter son comportement administratif à la situation de crise actuelle, sans que pour autant la philosophie de base, décidée en temps de croissance économique et d'emploi, ne soit mise en péril.

En attendant, je demanderai à l'ADEM de réfléchir immédiatement à l'adaptation de sa pratique administrative de manière pragmatique et flexible aux contraintes de la crise sans mettre en cause la philosophie de la loi dite 5611 qui demeure pour le reste correcte.

Question 3213 (12.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Caisse Nationale d'Assurance Pension:**

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique a mené à la création d'une caisse unique d'assurance pension pour le secteur privé.

Ainsi, avec effet au 1er janvier 2009, la fusion des quatre caisses de pension du régime général, à savoir l'Établissement d'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité, la Caisse de Pension des Employés Privés, la Caisse de Pension des Artisans, des Commerçants et Industriels et la Caisse de Pension Agricole, a conduit à la création de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

Sachant qu'un fonctionnement parfait de la CNAP trois mois après sa création est difficile à réaliser, il semble néanmoins qu'il existe de graves problèmes en ce qui concerne l'accueil et le conseil des assurés. Apparemment les interlocuteurs de la CNAP ne sont souvent pas à même de pouvoir répondre aux demandes et aux questions qui leurs sont adressées.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation décrite ci-dessus?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre propose-t-il afin de mieux pouvoir conseiller les assurés?

- Les employés de la CNAP suivent-ils des cours de formation continue afin de pouvoir répondre aux exigences de la nouvelle caisse unique?

Réponse (6.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question, l'honorable Député soulève des problèmes qui sembleraient exister auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) concernant l'accueil et le conseil des assurés. Suite à ma demande, le Président de la CNAP m'a confirmé que jusqu'à l'heure actuelle il n'a pas été saisi d'une réclamation émanant des représentants des assurés auprès du comité directeur de la CNAP, représentants qui sont censés défendre les intérêts des assurés et prendre au sein du comité directeur les mesures nécessaires pour pallier à des problèmes éventuels.

Il est évident qu'une opération de l'envergure de la fusion des quatre caisses de pension peut conduire à des retards ou des ralentissements dans le processus administratif au moment de la phase de démarrage, occasionnés par le déménagement des anciens sites et l'intégration dans les nouvelles structures administratives. Parallèlement, la CNAP a dû faire face a des changements importants concernant le calcul et la liquidation des pensions suite à l'introduction d'un crédit d'impôt pour pensionnés.

Au moment de la constitution de la CNAP, les responsables ont mis en place des structures d'accueil des assurés au moyen de guichets qui sont opérationnels au siège de la caisse à Luxembourg-ville et dans l'immeuble administratif des assurances sociales à Luxembourg-Hollerich. À côté des guichets, fonctionne un service de rendez-vous au siège de la caisse. Comme ces postes sont pourvus en partie du même personnel qui occupait déjà ces fonctions avant la fusion et considérant que la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique n'a que marginalement réformé la législation applicable en matière d'assurance pension, il est difficilement concevable que la qualité de l'accueil se soit dégradée. Dans l'hypothèse où il s'avère que les moyens mis en place ne suffisent pas à faire face à la demande des assurés, la CNAP va prendre les mesures qui s'imposent.

En ce qui concerne le traitement des spécificités socioprofessionnelles des anciennes caisses de pensions, qui est actuellement assumé par la CNAP, des séances de formation ont été et continuent à être organisées. Par ailleurs, une filière spéciale a été mise en place pour réorienter les questions spécifiques à une catégorie socioprofessionnelle vers les cadres dirigeants de ces anciennes caisses.

D'une façon générale, les responsables de la CNAP entendent réserver à la formation continue un rôle prépondérant permettant au personnel d'offrir un service de qualité aux assurés.

Question 3218 (12.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **indemnités perçues par les participants des cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL):**

Il me revient que deux personnes ont été arrêtées lors des derniers examens des cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL), organisé par l'Université du Luxembourg. Selon mes informations, on reprocherait à ces personnes d'avoir présenté des documents falsifiés lors de leur inscription pour ce cours.

Sachant que chaque participant au CCDL touche une indemnité de la part de l'État et que la présence aux cours n'est plus obligatoire, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'au vu du fait que la présence aux cours a été rendue facultative et suite aux événements précités le système des indemnités devrait être revu?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de nouer le versement de l'indemnité de nouveau à la présence dans le cours ainsi que de rendre la présence aux cours de nouveau obligatoire?

Réponse (26.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Je confirme l'arrestation de deux personnes lors des examens de la formation complémentaire en droit luxembourgeois au mois de mars. Ces personnes sont suspectées d'avoir falsifié certains diplômes et d'en avoir fait usage.

2. En ce qui concerne la question relative au lien entre le paiement de l'indemnité de stage et la présence obligatoire aux cours complémentaires, je réitère ma réponse à votre question parlementaire du 17 octobre 2007 *(cf. compte rendu N°4/2007-2008)*.

Le paiement de l'indemnité mensuelle dont bénéficient les personnes inscrites à la formation complémentaire en droit luxembourgeois est réglé par l'article 45 du règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat. Ce texte ne lie pas le versement de l'indemnité mensuelle à la condition d'une présence aux cours.

3. Le taux de réussite de l'année 2007/2008 où la présence n'a pas été obligatoire, n'est d'ailleurs pas sensiblement différent des années précédentes.

4. Par ailleurs l'indemnité mensuelle payée aux stagiaires pendant la formation complémentaire en droit luxembourgeois a été ré-

duite à 150 EUR à partir du 1er octobre 2008 (avant 579,96 EUR). Ce montant n'est plus soumis à l'indice des prix.

Question 3221 (13.3.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach:**

Sur le territoire de la commune de Wincrange, à proximité de la localité d'Asselborn, se trouve le site de l'ancienne ardoisière d'Emeschbaach. L'histoire de cette ardoisière, qui fut fermée en 1969, remonte au début du 19e siècle. Selon mes informations, une partie du site des anciennes ardoisières se trouve dans la propriété de la commune de Wincrange.

Par règlement grand-ducal du 11 mars 2008 et en exécution de la loi du même jour, les anciennes ardoisières d'Asselborn furent inscrites sur la liste des projets communaux à réaliser dans le cadre du 8e programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais me renseigner auprès de Monsieur le Ministre sur l'état d'avancement des travaux d'aménagement du site des anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà été saisi d'un dossier concernant la mise en valeur de ce patrimoine industriel par les autorités de la commune de Wincrange? Dans l'affirmative, où en est ce dossier dans la procédure administrative?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le potentiel touristique de ce site? Quel rôle pourraient jouer les ardoisières, une fois mises en valeur, pour le tourisme dans cette région du pays? Existe-t-il un concept touristique régional ou national dans lequel les ardoisières pourront utilement être intégrées?

Réponse (10.4.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

a) À l'heure actuelle, le Ministère du Tourisme n'a pas encore été saisi d'un dossier complet concernant la mise en valeur du site des anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

Or, l'administration communale de Wincrange vient de solliciter une aide financière auprès du Ministère du Tourisme pour la réalisation d'une étude de faisabilité et de concept relative à différents projets touristiques de la commune.

Parmi ces projets, qui visent la mise en valeur touristique du patrimoine culturel et industriel de la commune de Wincrange, figure également le projet d'aménagement des ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

Le Ministère du Tourisme a marqué son accord pour participer aux frais de réalisation de ladite étude.

b) D'un point de vue touristique, le site des anciennes ardoisières héberge un potentiel non négligeable. Une fois rendu accessible au public, le site augmentera l'attractivité touristique non seulement de la commune de Wincrange mais de toute la région des Ardennes luxembourgeoises. S'adressant à un large public, cette attraction touristique contribuera certainement à la diversification de l'offre touristique existante dans la région des Ardennes luxembourgeoises.

Pour ce qui est de la promotion touristique ultérieure du site, je tiens à référer au nouvel organe de promotion touristique récemment créé dans la région des Ardennes luxembourgeoises, à savoir l'Office régional du Tourisme des Ardennes luxembourgeoises, dont les missions consistent entre autres dans la sauvegarde et mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et historique de la région, dans la promotion et la revalorisation de l'offre touristique de la région ainsi que la création de produits touristiques.

Une fois mises en valeur, les anciennes ardoisières pourront être intégrées dans les efforts de promotion et de marketing touristique déployés par l'Office régional du Tourisme des Ardennes luxembourgeoises ainsi que de l'Office National du Tourisme (ONT) et du Ministère du Tourisme.

Question 3229 (17.3.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **nouveau pont frontalier à Mertert:**

Au vu de l'évolution du trafic transfrontalier ces dernières années, les ponts frontaliers de Grevenmacher et de Wormeldange sont actuellement surchargés, notamment pendant les heures de pointe. Partant, l'idée de la construction d'un nouveau pont frontalier dans les alentours du port de Mertert devient de plus en plus urgente. Ce projet a d'ailleurs été étudié par l'Administration des Ponts et Chaussées.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre dans quel stade se trouve actuellement le projet de la construction d'un nouveau pont frontalier à l'endroit susmentionné?

Réponse (1.4.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Carlo Wagner, relative à la construction d'un nouveau pont frontalier dans les alentours du port de Mertert, je voudrais tout d'abord préciser que mes réponses aux questions parlementaires du 29 juin 2005 et du 10 juillet 2007, posées par Monsieur le Député dans le même contexte, restent toujours valables *(cf. comptes rendu N°1/2005-2006 - question parlementaire N°0489 et N°1/2007-2008 - question parlementaire N°1841).*

Les études du trafic transfrontalier, faites ensemble avec la Rhénanie-Palatinat, ont montré la complémentarité du projet dont fait partie le pont visé avec celui du contournement ouest de Trèves (Moselaufstieg-Westumfahrung Trier) et ont dégagé une réduction du trafic tant dans la localité de Grevenmacher que dans les agglomérations de Mertert et de Wasserbillig.

Le projet du nouveau pont frontalier de Mertert sera également thématisé dans le document se rapportant aux infrastructures de transport dans la Grande Région qui sera établi sous présidence luxembourgeoise en vue du 11e sommet de la Grande Région.

Il faut toutefois dire que le nouveau pont transfrontalier au port de Mertert fait partie d'un concept de réaménagement du carrefour de la N1 et de la bretelle de l'échangeur autoroutier de Mertert sur la A1 et la réalisation d'une nouvelle entrée au port de Mertert, donc d'un projet de grande envergure dont la réalisation ne peut être prévue qu'à moyen terme.

Entre-temps le pont frontalier existant de Grevenmacher devra être reconstruit prioritairement en raison de sa vétusté.

Question 3230 (17.3.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **réserves de pension:**

Monsieur le Ministre a affirmé dans une interview diffusée le vendredi 13 mars lors du journal télévisé qu'un recours plus important au système par capitalisation aurait eu pour conséquence, en cette période de crise financière et économique, un effondrement des réserves de pensions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Avec quels arguments Monsieur le Ministre peut-il étayer cette thèse?

- En quoi consiste selon Monsieur le Ministre le système par capitalisation?

Réponse (1.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un responsable politique peut évidemment avoir une préférence pour tel ou tel système de financement. Toutefois il ne saurait définir un système de financement autrement que ne le font les sciences actuarielles, qui décrivent le système de capitalisation comme suit:

«La prime de financement est déterminée pour une génération d'assurés qui entrent au même âge dans l'assurance de telle manière que la valeur actuelle des recettes en cotisations de cette génération couvre exactement la valeur actuelle des prestations futures qui sont attribuées à cette même génération. Chaque génération supporte intégralement les charges de sa propre assurance et il n'existe aucune solidarité entre les différentes générations successives.

Les réserves présentes ne couvrent pas seulement la valeur capitalisée des pensions en cours, mais aussi les 'expectatives' des assurés actifs, c'est-à-dire la valeur mathématique des droits acquis par leurs cotisations.»[3]

Dans l'émission télévisée, à laquelle l'honorable Député se rapporte, j'ai relevé les avantages de notre régime de pension, régime public, basé sur un système de répartition des charges par périodes de couverture avec constitution d'une réserve de compensation, dans le contexte de la crise économique et financière actuelle.

Dans des temps qui ne sont pas si lointains, les systèmes comme le nôtre étaient décriés par les adeptes d'un libéralisme tous azimuts, d'après lesquels les régimes de pension devraient être gérés en capitalisation par le secteur privé.

Quant aux arguments étayant la thèse que dans le cas d'un recours plus important au système par capitalisation, la crise financière et économique aurait eu comme conséquence un effondrement des réserves de pensions, il n'y a qu'à lire le rapport conjoint du Comité de protection sociale et de la Commission européenne du 2 février 2009 qui retient que:

«La plupart des systèmes de pension fondés sur la capitalisation ont été fortement affectés par la crise financière, avec des pertes importantes dans les valeurs placées», et encore: «Dans le futur, quelques pays (Hongrie, Lituanie, Pologne, Slovénie), qui ont récemment introduit des systèmes basés sur la capitalisation, vont risquer de fortes entailles dans leurs pensions».

Exemples:

- Fonds de pension de la Hongrie: -15%-20%

- Fonds de pension de la Pologne: -1/3

- Irlande: 90% des Fonds de pension sont déficitaires.

[3] Voir Droit de la Sécurité sociale, édition 2007, page 301

Comme quoi la sagesse populaire conclue que l'on ne devrait pas mettre tous ses œufs dans un même panier.

Question 3232 (17.3.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **fonds européens non utilisés:**

La crise financière et économique s'approfondit et risque de mener vers une grave crise sociale avec une augmentation très importante du chômage.

Face à ces problèmes l'Union européenne reste en retrait à tous les points de vue.

Je constate qu'il existe cinq milliards d'euros non dépensés du budget communautaire de l'Union européenne qui sont placés à terme. Par ailleurs il existe un Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM) dont l'objet consiste à accompagner les salariés qui perdent leur travail et qui est doté d'un milliard d'euros. Ce Fonds n'a dépensé qu'environ 60 millions d'euros à ce jour.

Bref, l'Union européenne dispose de quelque six milliards d'euros qui pourraient être utilisés utilement au lieu de se retrouver sur un compte à la Banque centrale européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles les fonds européens dont question ne sont pas affectés à la lutte contre la crise économique et sociale?

2. Les gouvernements de l'Union européenne qui doivent décider de l'affectation de ces ressources ont-ils été contactés par la Commission européenne pour discuter de l'utilisation de ces fonds?

3. Le Gouvernement entend-il demander aux instances européennes concernées d'utiliser ces fonds à la lutte contre la crise économique et contre le chômage au lieu de les laisser en compte en banque?

Réponse (1.4.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Les fonds européens dont l'honorable Député fait référence dans sa question (cinq milliards d'euros placés à terme) ne sont pas affectés à la lutte contre la crise économique et sociale pour la simple raison qu'ils n'existent pas. Par l'application des mécanismes budgétaires du règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (règlement CE N°1605/2000), les fonds communautaires qui ont été budgétés pour un exercice donné, mais qui n'ont pas été utilisés à la fin de cet exercice, sont remboursés aux États membres selon les clés de répartition qui sont fixées par la décision N°2007/436/CE relative au système des ressources propres des Communautés européennes.

Quant au Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM), sa finalité est de fournir un appui complémentaire aux travailleurs affectés par les conséquences de changements structurels majeurs de la configuration du commerce mondial, afin de les aider à réintégrer le marché du travail. Le montant annuel maximum alloué au Fonds ne peut pas excéder 500 millions d'euros (prix courants), ce montant pouvant provenir de la marge existant sous le plafond global de dépenses de l'année précédente et/ou de crédits d'engagement annulés lors des deux exercices précédents, à l'exception de ceux liés à la rubrique 1B du cadre financier (politiques régionales et de cohésion).

Les crédits de ce Fonds sont inscrits au budget général de l'Union européenne à titre de provision (dans une réserve) par le biais de la procédure budgétaire normale, dès que la Commission aura déterminé les marges et/ou engagements annulés suffisants. Lorsque les conditions de mobilisation des ressources du Fonds sont réunies (le règlement de base CE N°1927/2006 fixe les critères de sélection des demandes), la Commission présente une proposition à cet effet. La décision de mobiliser le Fonds sera ensuite prise conjointement par les deux branches de l'autorité budgétaire européenne (Conseil UE + Parlement européen).

L'attention de l'honorable Député est attirée sur le fait que la Commission a proposé le 16 décembre dernier (proposition COM (2008) 867 final) d'élargir le champ d'action du FEM pour une période déterminée pour qu'il puisse intervenir en réponse à la crise financière et économique mondiale. L'objectif de la Commission européenne est de faire du FEM un instrument d'intervention plus rapide et plus efficace, afin qu'il puisse intervenir dans des secteurs stratégiques, notamment par le cofinancement de mesures de formation et de placement en faveur des personnes licenciées à cause de la crise économique.

2. Puisque les ressources dont l'honorable Député fait référence dans sa question n'existent pas, la Commission européenne n'a pas contacté les gouvernements de l'UE pour discuter de l'utilisation des fonds en question.

Comme indiqué ci-dessus, une proposition de la Commission européenne visant à réviser les règles de fonctionnement du FEM est actuellement à l'étude. L'analyse qui a conduit la Commission européenne à soumettre une telle proposition de révision du Fonds provient en grande partie du fait que ses critères de mobilisation se sont révélés difficiles à mettre en œuvre en pratique. D'où le constat qu'une bonne partie des ressources disponibles de ce Fonds ne sont pas utilisées chaque année. Le tableau en annexe reprend les différentes demandes officielles de mobilisation du Fonds depuis son entrée en vigueur jusqu'à ce jour.

3. Le Gouvernement suivra de près l'évolution des négociations en cours relatives à la révision des règles de fonctionnement du Fonds et s'appliquera à plaider pour que son fonctionnement s'améliore dans le sens d'une plus grande efficacité.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Annexe

Demandes 2007				
Référence	État membre	Cas	Montant (€)	Étape
EGF/2007/001	France	Fournisseurs de Peugeot	2.558.250	Paiement intégral
EGF/2007/002	France	Fournisseurs de Renault	1.258.030	Paiement intégral
EGF/2007/003	Allemagne	BenQ	12.766.150	Paiement intégral
EGF/2007/004	Finlande	Perlos	2.028.538	Paiement intégral
EGF/2007/005	Italie	Sardegna	10.971.000	Analyse par la Commission
EGF/2007/006	Italie	Piemonte	7.798.750	Analyse par la Commission
EGF/2007/007	Italie	Lombardia	12.534.125	Analyse par la Commission
EGF/2007/008	Malte	Malte	681.207	Paiement intégral
EGF/2007/009	Espagne	Delphi		Retirée
EGF/2007/010	Portugal	Lisboa-Alentejo	2.425.675	Paiement intégral
Demandes 2008				
Référence	État membre	Cas	Montant (€)	Étape
EGF/2008/001	Italie	Toscana	4.159.200	Analyse par la Commission
EGF/2008/002	Espagne	Delphi	10.901.544	Procédure budgétaire
EGF/2008/003	Lithuanie	Alytaus Tekstile	298.994	Procédure budgétaire

Question urgente 3237 (18.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**indemnité pécuniaire de maladie:**

An engem Zeitungsartikel vun haut ass matgedeelt ginn, datt en Employeur engem Mataarbechter fir Samschdes a Sonndes d'Krankegeld verweigert.

Well dat an den Dispositioune vum Statut unique esou virgesi wier.

Et ka jo awer net sinn, datt Texter vum Statut unique elo mëssbraucht ginn, fir de Salariéën, déi iwwer Samschdes a Sonndes krank sinn, dat geschëlte Krankegeld ze verweigeren.

Kënnen déi Häre Ministere mer duerfir folgend Froe beäntweren:

1) Wat sinn déi genau Dispositiounen, déi virgesi sinn, wann e Salarié Samschdes a Sonndes krank gemellt ass, a kënnen déi Dispositiounen an deem Sënn interprétéiert ginn, datt den Employeur fir Samschdes a Sonndes kee Krankegeld brauch virzestrecken?

2) Gedenkt d'Regierung do kloer Dispositiounen erauszeginn, fir datt esou eppes net méi ka virkommen?

Réponse commune (23.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La réponse à la question parlementaire nécessitant plus particulièrement la citation de textes de loi, nous osons espérer que l'honorable Député acceptera une réponse en langue française.

L'article L.121-6 paragraphe (3), alinéa 2 du Code du Travail précise clairement que:

«Le salarié incapable de travailler a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages résultant de son contrat de travail jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de douze mois de calendrier successifs. Un nouveau droit à la conservation du salaire n'est ouvert qu'au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte.»

Afin de déterminer les éléments constitutifs de cette continuation de la rémunération à charge de l'employeur, il y a lieu de mettre l'article L.121-6 en relation avec l'article L.121-4, paragraphe 2, numéro 7 du Code de Travail, aux termes duquel le contrat de travail doit énumérer «le salaire ou traitement de base et, le cas échéant, les compléments de salaire ou de traitement, les accessoires de rémunérations, les gratifications ou participations convenues ainsi que la périodicité de versement de la rémunération à laquelle le travailleur a droit».

La disposition correspondante en droit de la sécurité sociale est l'article 34 du Code de la Sécurité sociale relatif à l'assiette de cotisation pour l'indemnité pécuniaire de maladie, laquelle est constituée par le revenu professionnel de l'assuré.

L'article 34, alinéa 1er du Code de la Sécurité sociale précise que ce revenu professionnel

«correspond à:

- la rémunération de base

- ainsi qu'aux compléments et accessoires, à condition qu'ils soient payables mensuellement en espèces, à l'exception de la rémunération des heures supplémentaires.»

Il s'ensuit que les dispositions sont claires: pendant la période de conservation de la rémunération, l'employeur doit respecter tous les éléments du contrat de travail. S'il résulte de l'organisation des horaires de travail constituant une planification du temps de travail de chaque salarié par l'employeur, que le salarié concerné aurait dû travailler tel ou tel weekend, mais en a été empêché pour cause de maladie, l'employeur a l'obligation de verser au salarié une rémunération fixée en fonction du plan de travail arrêté au préalable, y compris dès lors les samedis et dimanches respectifs.

Question 3243 (20.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **«Bommeleeër» - l'enquête de l'IGP:**

Lors d'une émission télévisée un ancien enquêteur a témoigné que dans l'affaire «Bommeleeër», un officier de la gendarmerie aurait à plusieurs reprises enfreint les procédures d'enquête en laissant accéder les journalistes au lieu du crime, ce qui aurait résulté dans une destruction d'indices et de traces. Ce qui est contraire à la sécurisation d'un lieu de crime. En outre, Monsieur le Procureur d'État se serait opposé contre toute enquête interne de l'IGP en ce qui concerne les dysfonctionnements survenus lors des enquêtes dans l'affaire «Bommeleeër».

Monsieur le Ministre a aussi fait savoir par voie des médias, après la réunion du 18 mars de la Commission juridique de la Chambre des Députés, qu'il n'avait eu aucune connaissance du fait que le travail des enquêteurs aurait été entravé, dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si dans le passé, des mesures disciplinaires ont été prises à l'égard de l'officier en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il introduire une procédure disciplinaire contre l'officier en question?

- Dans sa question parlementaire du 12 mars 2008, l'honorable Député Claude Meisch avait tenu à informer Monsieur le Ministre des réclamations venant de membres de la cellule d'enquête dans l'affaire «Bommeleeër» qui se plaignaient d'avoir été contrariés dans leur travail par des supérieurs *(cf. compte rendu N°12/2007-2008)*. Tenant compte de cela, Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer comment il peut maintenir jusqu'à ce jour de ne pas avoir été au courant de ces faits?

- Monsieur le Ministre pourrait-il me donner son appréciation sur la démarche de Monsieur le Procureur d'État qui s'oppose à toute enquête de l'IGP dans ce contexte?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette méfiance envers l'IGP?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà demandé des explications à Monsieur le Procureur d'État quant à son attitude de refus envers l'IGP?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si l'attitude des autorités judiciaires s'expliquerait par la possibilité que certaines personnes, à qui on pourrait reprocher des négligences de l'époque de l'affaire «Bommeleeër», sont actuellement affectés à l'IGP?

Réponse (26.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Je me permets d'abord de rappeler à l'honorable Député que je ne fus pas membre du Gouvernement dans les années 1985 et 1986, c'est-à-dire au moment des faits auxquels se réfère la question parlementaire.

2. Si des infractions ont été commises il y a 24 ans, il appartient aux seules autorités judiciaires de faire les enquêtes et d'entamer les procédures qui s'imposent dans de tels cas. Le Ministre de la Justice n'a pas accès au dossier pénal pour vérifier les allégations reprises dans la question parlementaire.

3. Comme l'a souligné Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg au cours de la récente réunion de la Commission juridique de la Chambre, ni la Chambre des Députés, ni le Ministre, ni l'Inspection Générale de la Police ne peuvent mener une enquête dans une affaire où, comme en l'espèce, les autorités judiciaires (juge d'instruction et parquet) sont saisies.

Question urgente 3267 (1.4.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **valeurs limites de déclenchement de plans d'action contre le bruit:**

Dans les projets de plan d'action de lutte contre le bruit qui font depuis début mars l'objet d'une enquête publique dans différentes communes (60 jours de publication), les valeurs limites retenues au Luxembourg pour lesquelles le dépassement représente une priorité à court terme afin de déclencher les plans d'action visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit sont: Lden ≥ 70 dB(A) et Lnight ≥ 60 dB(A). À plus long terme, ces valeurs de déclenchement du plan d'action sont de Lden ≥ 65 dB(A) et Lnight ≥ 55 dB(A).

D'après les publications du «Umweltbundesamt» nos valeurs limites de déclenchement du plan d'action sont supérieures aux normes allemandes qui sont: Lden ≥ 65 dB(A) et Lnight ≥ 55 dB(A) pour le court terme et Lden ≥ 55 dB(A) et Lnight ≥ 45 dB(A) à long terme. Les recommandations «Guideline Values» de l'Organisation Mondiale de Santé sont encore plus strictes: LAeq = 55 dB(A) pour la journée et LAeq = 45dB(A) pour la nuit (WHO Guidelines for community noise 1999).

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des précisions du Ministre de l'Environnement:

1. Quelles valeurs limites de déclenchement de plans d'action de lutte contre le bruit sont en vigueur dans d'autres pays européens: Belgique, France, Suisse, Pays-Bas, Autriche?

2. Pour quelles raisons les valeurs limites indiquées dans les projets de plan d'action de lutte contre le bruit actuellement en discussion au Luxembourg dépassent de 5 à 10 dB(A) les valeurs limites en vigueur en Allemagne?

Réponse (9.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les valeurs limites auxquelles fait référence l'honorable Député ont été présentées à la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés en date du 8 avril 2008. Les cartographies stratégiques du bruit, ainsi que les valeurs limites ont ensuite été présentées au public en mai 2008. Permettez-moi ainsi d'exprimer mon étonnement quant au caractère urgent que vous attribuez à cette question, alors que l'objet même de votre requête est connu depuis presque douze mois.

En ce qui concerne les valeurs limites en elles mêmes, je tiens à préciser que la directive 2002/49/CE laisse à discrétion des pays membres la détermination quantitative de celles-ci. Il n'est donc pas étonnant que les valeurs limites puissent varier d'un pays à l'autre. Comme cela a été indiqué lors de la présentation des valeurs limites nationales et repris dans les projets de plans d'action, actuellement soumis à une enquête publique, le Luxembourg s'est inspiré des recommandations émanant du «Umweltbundesamt» en Allemagne, ainsi que des valeurs limites effectivement retenues par les Länder allemands, autorités compétentes en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive en question. En effet, de nombreux Länder, dont Baden-Württemberg, Nordrhein-Westfalen, ou encore Niedersachsen ont retenu les valeurs de Lden >= 70 dB(A) et Lnight >= 60 dB(A), également retenues par le Luxembourg. Il est donc inexact d'affirmer que les valeurs limites applicables au Luxembourg dépasseraient de 5 à 10 dB(A) celles en vigueur en Allemagne.

Cette démarche sous-entend que les plans d'action ont une validité de cinq ans et qu'il importe de concentrer les efforts de lutte contre le bruit, dans un premier temps, aux zones les plus exposées. Dans la même logique, les projets de plans d'action indiquent dès à présent que les valeurs limites seront révisées à la baisse à moyen et à plus long terme.

De manière générale, je mets en garde devant une comparaison tous azimuts des valeurs limites retenues par les 27 pays membres. En effet, le choix des valeurs limites en vertu de la directive 2002/49/CE est intimement lié à la situation du bruit et des politiques de gestion du bruit déjà en place dans les différents pays. L'un des objectifs principaux des plans d'action de lutte contre le bruit est précisément la mise en place d'une telle politique au Luxembourg, misant sur la prévention du bruit à travers un aménagement du territoire adapté et la réduction du bruit à la source, tout en mettant l'accent sur la nécessité de l'assainissement de zones caractérisées par une exposition au bruit excessive.

Finalement, il importe de différencier entre valeurs limites au sens de la directive, indiquant le déclenchement de mesures prioritaires et les recommandations de l'OMS, relatives au confort acoustique des citoyens en vue d'une réduction des effets nocifs d'une exposition au bruit dans l'environnement. Néanmoins, j'attire votre attention aux objectifs de protection proposés par le plan d'action dans le contexte de l'isolation acoustique de logements, qui correspondent exactement aux valeurs de l'OMS que vous citez.

www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

37e séance, mardi 24 mars 2009
38e séance, mercredi 25 mars 2009

„Mir hunn nom beschte Wëssen a Gewësse gehandelt“

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut fir d'Lescht an dësem Sall an an dëser Kompositioun zesummen. Déi nächst Chamber, déi no de Wahle vum 7. Juni zesummekënnt, wäert, egal wéi de Verdikt vum Wieler ass, en anert Gesiicht, wéinstens zum Deel, hunn.

Enger Rei vu Kolleegen, deene soe mer haut awuer hei, net well mer wéissten oder géifen denken, dass se net géifen erëmgewielt ginn, mä well se selwer décidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen. Ech ka mer virstellen, dass dëst fir si e ganz bewegende Moment ass, déi lescht Minutten, wou se hei an der Lëtzebuerger Chamber siégéieren.

Mir soe fir d'éischt emol provisoresch zwee Kolleegen äddi, déi scho laang hei sinn, déi d'nationalpolitesch Bühn verloossen, well et se op Stroossbuerg zitt.

Et ass dat fir d'éischt de Jos Scheuer. Ee Mann, deen elo bal 25 Joer an dëser Chamber ass, dee mech méi wéi eng Kéier heiuewe vertrueden huet an net nëmmen heiuewen oder och huet misse vertrieden. Hien huet dat ëmmer zu eiser vollster Zefriddenheet gemaach.

Mä de fréiere Buergermeeschter vun Iechternach a Professer huet während engem Véirelsjorhonnert an dësem Parlament a ville Beräicher seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt. An dat virun allem natierlech an deene Beräicher, déi him nolouchen. Dat war d'Schoul- an d'Beruffsausbildung. D'Reform vum Schoulgesetz war ee vun de leschte groussen Dossieren, déi de Jos Scheuer hei an der Chamber gemaach huet. En Dossier, deen e mat Kompetenz, Engagement, mä virun allem mat vill Begeeschterung zu engem gudden Enn gefouert huet. Ech ka mer seng Satisfaktioun virstellen, dass dat esou gegléckt ass.

Mir wäerten de Vizepresident Jos Scheuer heibanne vermëssen a mir wënschen him vill Succès bei sengen europäeschen Ambitiounen.

Déiselwecht europäesch Ambitiounen, déi huet de Charles Goerens a wäert dofir der nächster Chamber net méi ugehéieren. Aussepolitik, an dobäi virun allem Europa- a Kooperatiounspolitik stounge bei him während deenen 20 Joer, wou en hei am Haus war, op der éischter Agenda, gradesou wéi d'Uleiesse vun der Landwirtschaft, vun der Ëmwelt. Alles Beräicher, an deenen hie seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt huet.

De Charles Goerens - mir wëssen - ass e leidenschaftlechen Europäer. An dofir wäert hie seng Saach an Europa gutt maachen. Well ech hu kee Grond drun ze zweifelen, dass de Wieler hien an Europa schéckt.

Fënnef aner Kolleegen zéien haut



Ried vum President zum Ofschloss vun der Legislatur

e Schlussstréch ënner eng Etapp vun hirem Liewen, eng méi oder manner laang Aktivitéit an dësem Haus.

Fir d'éischt de Jean-Pierre Koepp, den Doyen hei aus dem Parlament. E ganz léiwe Mënsch, deen an dësem Joer, an dësem Abrëll seng 75 Joer gefeiert huet. Hie war 20 Joer hei an der Chamber. Hien ass e ganz diskrete Mënsch. Hien huet heibannen ni déi grouss Téin ugeschloen, mä en huet sech ëmmer zu Wuert gemellt, wann et drëm gaang ass, fir d'Uleiessen an d'Suerge vun de Mënschen dobaussen am Land, well e war ganz no. Säin Ouer war bei de Mënschen a bei de Suerge vum Alldag vun hinnen. Hien huet sech zu Wuert gemellt, wann en dat fir noutwendeg emfonnt huet. Hien huet eng gutt Roll fir d'Leit an dësem Parlament gespillt. Dofir wënsche mer him eng schéi Pensioun a vill Spaass bei sengen Hobbyen.

Een aneren, deen eis no 20 Joer verléisst, ass de Marcel Glesener. Jo, de Marcel Glesener huet zwee Häerzer: eent, wat fir d'Gewerkschaftswelt schléit a geschloen huet, an eent fir d'Politik. Als Politiker wollt de Gewerkschaftler Glesener d'Fuerderungen a gesellschaftspolitesch Virstellunge vun de Gewerkschaften an der Politik ëmsetzen; wat net ëmmer ouni Kompromësser ze realiséiere war. Mä ech muss soen, hien hat gewéinlech eng gutt Hand bei dem Organiséiere vu Kompromësser.

De Mindestloun, d'Renten an d'Pensiouen, d'PAN-Gesetz, d'Fleegeversécherung, d'Reform vum Kollektivvertragsgesetz, Eenheetsstatut: Dat sinn nëmmen e puer vun den Etappen op dem politesche Wee vum Marcel Glesener, e Gewerkschaftler a Politiker, dee sech ëm d'Mënsche verdéngt gemaach huet. Dofir: Merci, Här Glesener, an all Guddes!

Een anere Kolleeg, deen d'Chamber verléisst, den Noper vum Marcel Glesener hei an der Chamber, de Fred Sunnen, de fréiere Buergermeeschter vu Suessem, huet sech virop fir modern Südgemengen agesat. Virun allem d'Industriebrooche louchen him um Häerz a waren eng richteg Erausfuerderung fir hien. Als Éierendirekter vum Lycée technique vu Bouneweg war en u Bildung an un Erzéiung interesséiert; wichteg Pilieren, wou e sech ëmmer zu Wuert gemellt huet, grad wéi wat och d'ganz Problematik Uni Lëtzebuerg ubelaangt.

Dofir, Merci fir deen Asaz an all deene Beräicher, wou Der aktiv waart, Här Sunnen, an all Guddes fir d'Pensioun!

De Marcel Sauber verléisst d'Chamber och. Vum Fëschmaart iwwer Walfer op de Krautmaart, esou kënnt ee sech seng Carrière résuméieren. 18 Joer laang war e Member vum Statsrot, dovunner zwee Joer President. An dat huet seng Spuren hannerlooss. Och seng Erfahrungen als Buergermeeschter vu Walfer, als Direkter vun der Fédération des Artisans a säi Mandat am Conseil économique et social hu seng Aarbecht hei an der Chamber geprägt. Eis beschte Wënsch begleeden de Marcel Sauber a senger Pensioun.

An da schlussendlech dee Fënnefte am Bond: de John Castegnaro. Hie war nëmmen eng Legislatur hei an der Chamber, mä hien huet während deene fënnef Joer seng Aarbecht als Parlamentarier mat därselwechter Energie, mat därselwechter Iwwerzeegung a mat därselwechter Kompetenz gemaach, wéi e virdru während Jorzéngte sech als Gewerkschaftspresident engagéiert huet.

Wie seng engagéiert Ried virdrun nogelauschtert huet, deen huet e bësse gespuert, dass... Ech hat d'Impressioun, wéi wann et e bëssen e politescht Testament wär, wat en hei hannerluecht huet. Neen, et ass eng Ried, an déi mer nach heiansdo kënne puséiere goen an deene kriteschen Zäiten, déi op eis duerkommen.

De John Castegnaro, dat war e Liewen am Asaz fir déi aner, an der Responsabilitéit fir d'Cause publique am Allgemengen. Ech wëll him mäi Respekt a mäi Merci ausdrécken an him soen: Hien huet sech grad wéi déi aner verdéngt gemaach ëm eist Land.

Eis beschte Wënsch, léif Frënn, begleeden alleguerten déi siwe Kolleegen, déi an der nächster Chamber net méi derbäi sinn.

Mir hunn am Laf vun dëser Legislatur scho sechs Kolleegen awuer gesot. Ech wëll se just kuerz op dëser Plaz ernimmen. Et war de Niki Bettendorf, ganz laang an der Chamber, de François Maroldt, den Emile Calmes, den Henri Grethen, d'Marie-Thérèse Gantenbein an de Patrick Santer. Si alleguerten hunn, deen een op déi eng, deen aneren op déi aner Manéier, hir Spuren hei hannerlooss. Och hinne wënsche mer op hirem weidere Liewensparcours all Guddes.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislaturperiod 2004-2009 geet op en Enn. Mir hunn eis Aarbecht gemaach, oder wéinstens versicht se no beschtem Wëssen a Gewëssen ze maachen: am Ufank vun der Legislaturperiod an der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun, bis elo zum Schluss duerch eist Beméies, souwuel eisen eegene Bäitrag a puncto Wirtschafts- a Finanzkris ze leeschte wéi duerch déi parlamentaresch Begleedung vun den Initiative vun der Regierung.

Zwëschenduerch iwwert déi fënnef Joer résuméiert sech eis Aarbecht - wann Der mer dat erlaabt - an dräi oder véier Zuelen:

2.577-mol sinn d'Deputéierten a Kommissiounssitzungen zesummekomm, wou déi eigentlech parlamentaresch Aarbecht sech jo ofspillt. Mir hunn 260 öffentlech Sitzunge gehat. Et si 496 Projets de loi gestëmmt ginn, 38 Propositions de loi déposéiert, 16 Propositions de révision vun der Verfassung déposéiert ginn; dovunner goufen der zéng gestëmmt. Mir hu 77 Debatte gefouert, a 56 Heures d'actualité, während deene mer iwwert d'Problemer an d'Défien, déi sech dem Land stellen, geschwat hunn.

D'Schoulreform, de Statut unique, de Pacte Logement, d'Euthanasiegesetz, d'duebel Nationalitéit, dat neit Immigratiounsgesetz, d'Änderunge vun der Verfassung: Et sinn dat nëmmen e puer vun de Schwéierpunkter vun där Legislaturperiod, déi elo op en Enn geet.

D'Chamber ass och hirer Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Regierung gerecht ginn. Dat an deenen zoustännege Chamberskommissiounen, mä awer och duerch net manner wéi 3.335 parlamentaresch Ufroen.

Erlaabt mer awer och nach, op e puer spezifesch Momenter vun dëser Period anzegoen.

Ech wëll erënneren un dee feierleche Moment wéi de Grand-Duc no de leschte Wahlen an enger ganz würdeger Zeremonie hei d'Chamber opgemaach huet.

Et goufen duerno manner schéi Momenter, wéi mer un déi Leit geduecht hunn, déi dësem Haus nostoungen, déi an dësem Haus waren, mä déi eis verlooss hunn. Dat war d'Nelly Stein an dat war de Marc Zanussi. Ech erënneren un d'Trauerfeierlechkeeten, wéi d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte gestuerwen ass, an och un déi fir den Éierestatsminister Gaston Thorn.

(Fortsetzung op Säit 2)

DANS CE NUMÉRO

Future stratégie de la compagnie aérienne nationale p. 426

Création du Centre Hospitalier du Nord p. 435

Politique de coopération et d'action humanitaire

• Déclaration p. 439

• Débat p. 441

Sommaire des séances publiques Nos 37 et 38 p. 464

Sommaire des questions parlementaires p. Q146

(Fortsetzung vu Säit 1)

Mir haten historesch Momenter mat dem Referendum iwwert déi Europäesch Verfassung a mat dem Engagement, deem aussergewéinlechen Engagement vun der Chamber am Kader vun dësem Referendum. En Engagement, an deem d'Chamber ganz nei Weeër gaangen ass.

D'Parlament huet seng international Verflichtunge wouergeholl während dëse fënnef Joer. Mir hate Besuch vun allen héijen europäesche Politiker, vum Kommissiounspresident iwwer eng ganz Rei vu Kommissären. Mir hu Besuch gehat vu Parlamentspresidenten, Premierministeren, Ministeren, Ausseministeren aus der ganzer Welt, déi mer hei an der Chamber empfaangen hunn.

Mir hunn och eis Aufgabe gemaach. Mir waren a China. Mir waren an der Mongolei, a Bulgarien, a Malta, an Däitschland an op villen anere Plazen. Ech mengen, mir hätten eis Aarbecht och op deem Niveau op eng korrekt Aart a Weis gemaach.

Erlaabt mer zum Schluss e puer Wuert vu Merci ze adresséieren, fir d'éischt un d'Personal hei vun der Chamber mat un der Spëtzt dem Generalsekretär Claude Frieseisen, mat den Adjoints, der Madame Barra an dem Benoît Reiter.

Ech wëll am Numm vun Iech alleguerten hinnen a fir si stellvertriedend dem ganze Personal vun der Chamber e wierklech häerzlechen a waarme Merci soe fir vill a gutt Aarbecht während dëse Joren. En onermiddlechen Asaz, deen eis alleguerten et vill méi einfach gemaach huet, eis Aarbecht ze maachen.

Merci un d'Mataarbechter vun de Fraktiounen, déi et net ëmmer einfach mat eis alleguerten hunn; un déi parlamentaresch Press, déi ons hëlleft, d'Aktivitéite vun der Chamber no baussen ze brëngen; d'Sécherheetspersonal, an net zulescht, Här Minister, un d'Regierung fir hir Zesummenaarbecht, fir d'Disponibilitéit.

Mir hunn heiansdo matenee gestridden, awer ëmmer gestridden am gudde Sënn. An ech mengen, wa mer ënnert dem Stréch de Bilan maachen: D'Zesummenaarbecht an d'Zesummespill tëschent Parlament a Regierung, dat huet gutt geklappt an deene fënnef Joer. Och dofir der Regierung de Merci!

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn den nächste 7. Juni Rendez-vous mam Wieler. Et ass dee grousse Rendez-vous an där klenger Lëtzebuerger Demokratie vum Land a senge Leit mat de Politiker. An et ass ee Rendez-vous, dee stattfënnt an engem Moment, an deem eist Land, an doriwwer eraus Europa an d'ganz Welt, an enger Situatioun ass, wéi se bis elo kee vun eis alleguerten heibanne kannt huet, materlieft huet, an déi meeschte Wieler, déi de 7. Juni wiele ginn, och net.

D'Mënschen dobausse sinn zum Deel veronséchert. A si erwaarde vun der Politik weder Sträit nach Polemik an och keng Scholdzouweisung. Mä si erwaarden, an dat zu Recht, dass mer déi Weeër a Pisten opzeechnen, vun deene mer kënnen unhuelen, dass se d'Land a seng Mënschen ouni ze vill Schréipsen an ouni ze vill Blessuren aus der Kris erausféieren.

D'Chamber an iwwer si eraus d'Politik am Allgemengen hunn - an ech wëll dat ënnersträichen; esou emfannen ech dat wéinstens - an deene leschte Méint a Wochen, zënter dem Ausbau vun der Kris eng aussergewéinlech responsabel Haltung un den Dag geluecht. Net de Sträit, net déi zougespëtzten Ausenanersetzungen tëschent de Parteie stoungen op der Agenda, mä et war op alle politesche Borden, bei aller natierlecher Differenz, déi et gëtt, a speziell an engem Wahlkampf, d'Suerg ëm d'Wuel vum Land a senge Mënschen, déi am Vierdergrond stoung a steet.

Dat war gutt esou; dat ass richteg esou; dat spieren d'Mënschen dobaussen och esou, an dat huet der Kredibilitéit vun der Politik an deene leschte Wochen a Méint richteg gutt gedoen. Dofir ass mäin Appel un eis alleguerten, an deene leschten dräi Woche virun de Wahlen, bei allen natierlechen Divergenzen a bei den Noutwendegkeete vun engem Wahlkampf, déi Serenitéit bäizebehalen, déi mer an deene leschte Méint ënner Bewäis gestallt hunn an déi den Eescht vun der Situatioun verlaangt.

Ofschléissend wënschen ech jiddwerengem vun Iech alleguerten an doriwwer eraus Äre Kolleegen op de Lëschte vill Asaz, vill Ausdauer a vill Iwwerzeegungskraaft an deene leschte 25 Deeg, déi bleiwe bis zu de Wahlen, an doriwwer eraus all deenen, déi bei dëse Wahle wäerte gewielt ginn, elo am Virauser schonn eng glécklech Hand an dësem Haus.

Ech soen Iech Merci, an ech schléissen domadder déi lescht Sitzung vun dëser Legislaturperiod 2004-2009.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Am Numm vun der Regierung wëll ech Iech, Här President, an de 60 Kolleeginnen a Kolleege Merci soe fir déi Aarbecht, déi an deene fënnef Joer geleescht gouf. Jiddwereen huet hei versicht, säi Bescht ze ginn, ob Majoritéit oder Oppositioun.

Vill vun deenen Diskussiounen, déi hei waren, hunn zu gudde Resultater gefouert. A grad wéi Dir wëll ech dorop hiweisen, wéi mer et an deene leschte Woche fäerdeg bruecht hunn, op alle Bänken ze kucke séier a gutt ze schaffen. Jiddweree wär vläicht elo léiwer nach am Wahlkampf, mä jiddweree war hei bereet, nach eng Woch drunzehänken, fir gutt Gesetzer ze maache fir Land a Leit. Ech mengen, dat soll woen. Jiddwereen heibannen huet dee Mérite.

An Iech, Här President, och Merci fir déi Aart a Weis, wéi Der dës Chamber gefouert hutt. Dir waart den Här vun der Zäit, de Meeschter vun der Auer. Wéi mer op Lëtzebuergesch soen: Dir waart streng, mä gerecht. Ech hunn Iech oft als streng emfonnt.

Elo mat engem gewëssene Recul soen ech: Hie war awer gerecht. An ech mengen, och Iech ass ze verdanken, dass mer an dëser Chamber heiansdo emol méi hëtzeg waren, mä meeschtens gutt a fruchtbar Diskussiounen haten. Dofir och Iech an all Äre Mataarbechter villmools Merci fir Är Aarbecht. Dir hutt och e grousse Mérite, fir dass mer gutt zesummegeschafft hunn.

An all deene Kolleegen, déi ophalen: bonne Chance! An deene Kolleegen, déi, wei ech, nach eng Kéier probéieren erëm derbäi ze sinn: och bonne Chance! Ech wäert jiddweree vermëssen, deen net méi wäert derbäi sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Bonne Chance Iech alleguerten!

➤ Visite officielle de Mme Gerdi A. Verbeet



La Présidente de la Chambre des Représentants des Pays-Bas, Mme Gerdi A. Verbeet, reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

«L'Union européenne est et restera la meilleure enceinte pour sauvegarder les intérêts des petits pays.»

Face aux crises économique et financière et à une économie mondialisée, la coopération et la solidarité de tous au sein d'une Union européenne restent la meilleure réponse au risque qu'encourent les petits pays. Voilà en résumé la conclusion que le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et la Présidente de la Chambre des Représentants des Pays-Bas, Mme Gerdi A. Verbeet, ont tirée de leur entretien bilatéral le 28 mai 2009.

Les discussions des deux présidents étaient centrées sur la crise économique et financière et le rôle que peuvent jouer les parlements nationaux dans des crises d'envergure. À l'approche des élections européennes du 7 juin prochain, les présidents ont également abordé l'enjeu des élections européennes et la nécessité pour l'Union européenne de sauvegarder la cohésion par le biais de la méthode communautaire.

Les deux présidents ont par ailleurs critiqué fermement toute tendance protectionniste au sein de l'Union.

Les Pays-Bas et le Luxembourg entretiennent depuis des siècles des relations exceptionnelles documentées par ailleurs par des liens historiques et monarchiques que les visites réciproques ont contribué à approfondir. Cette confiance mutuelle se matérialise notamment dans des échanges économiques et culturels soutenus. Les Pays-Bas assurent également la représentation diplomatique du Luxembourg dans beaucoup de pays.

La première journée de la visite de travail de Mme Verbeet était très chargée. En effet, mis à part l'accueil et l'entretien avec M. Lucien Weiler, la Présidente de la Deuxième Chambre des Pays-Bas a eu une entrevue avec le Bureau et la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés. Mme Verbeet a encore été reçue par le Grand-Duc, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères.

Le programme du vendredi 29 mai 2009 comprenait entre autres une rencontre avec des jeunes représentant les différentes organisations politiques membres de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL).

➤ D'Chambre des Métiers net onzefridden

Nodeem d'Parlament e Mëttwoch, den 13. Mee, den Antikrisepak gestëmmt huet, wou eng ganz Rei Mesurë virgesi sinn, fir d'Wirtschaft ze relancéieren, waren déi Responsabel vun der Chambre des Métiers deen Dag drop beim Chamberspresident Lucien Weiler. De President Roland Kuhn an den Direkter Paul Ensch hunn hir Zefriddenheet ausgedréckt fir dat séiert an zügegt Handele vu Regierung a Parlament.

„Mir sinn net onzefridde mat deem, wat d'Regierung a Saachen Antikris mécht, mä mir brauche weider strukturell Reformen!", sot de President vun der Chambre des Métiers, Roland Kuhn. D'Handwierk zielt ëm déi 5.000 Entreprisen hei am Land, et ass ee vun de Piliere vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Fir sech kënne weiderzeentwéckelen, muss d'Ëmfeld op allen Niveaue stëmmen.

Déi öffentlech Investissementer weiderféieren an d'Verwaltungsprozedure vereinfachen, dat sinn dem Direkter Paul Ensch no déi zwee Pilieren, op déi déi nächst Regierung muss bauen. Dorop waart d'Handwierk, an do virun allem de Secteur vum Bau, sou nach de Paul Ensch. Et ass wichteg, datt d'Vertrauen erëm hiergestallt gëtt an d'Consommatioun relancéiert gëtt, fir d'Aarbechtsplazen ze erhalen a fir no der Kris prett ze sinn, fir ze redémarréieren.

De Budget gesäit héich öffentlech Investissementer duerch grouss Chantiere vir. „Dat ass fir de Secteur vum Bau liewenswichteg", sou de Roland Kuhn.

De Chamberspresident Lucien Weiler huet deene Verantwortleche vun der Chambre des Métiers seng Ënnerstëtzung zougesot. An dëse Krisenzäiten, mä och soss géif d'Parlament säi Bescht maachen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen. De Pak vu Mesuren, deen um leschte Sëtzungsdag an der Chamber gestëmmt gouf, soll d'Wirtschaft relancéieren an Aarbechtsplazen erhale respektiv neier schafen.

De Lucien Weiler huet um Enn zougeséchert, datt och no de Wahlen, wann d'Situatioun et géif verlaangen, d'Parlament sech drénggend mat Mesurë kéint befaassen, déi sech géifen imposéieren.



De Chamberspresident Lucien Weiler huet de President vun der Chambre des Métiers Roland Kuhn an den Direkter Paul Ensch empfaang.

Abschluss der luxemburgischen Präsidentschaft des Interregionalen Parlamentarier-Rates

Aus Mangel an Ingenieuren kann der geplante Ausbau der Schleusenkammern auf der Mosel und der Bau weiterer Schleusen lediglich in Abständen von zwei bis zweieinhalb Jahren vorgenommen werden, sodass sich die Arbeiten bis 2030 hinziehen werden. Mit dieser Situation kann sich der Interregionale Parlamentarier-Rat nicht zufrieden geben.

Während der 42. Plenarsitzung am 15. Mai unter dem Vorsitz des luxemburgischen Parlamentspräsidenten Lucien Weiler nahmen die Parlamentarier aus Rheinland-Pfalz, dem Saarland, Luxemburgs, Lothringens, der Region Wallonien, der französischen Gemeinschaft Belgiens und der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens eine Empfehlung an, die sich für einen zügigeren Ausbau der Mosel als moderner Wasserstraße für den Schiffsverkehr der Zukunft ausspricht. Der IPR wertet den weiteren Ausbau der Mosel als Großschifffahrtsstraße im Herzen Europas insbesondere auch als Beitrag zum nachhaltigen, ökologischen Wirtschaften und zum Klimaschutz.

Erneuerbare Energien

Zum Klimaschutz beitragen sollen auch Maßnahmen, die in einer weiteren Empfehlung des IPR bezüglich der Nutzung erneuerbarer Energien in der Großregion gefordert werden. Diese Empfehlung bildet den Abschluss von zweijährigen Beratungen, die von dem luxemburgischen Abgeordneten Marcel Oberweis geleitet wurden. Die Nutzung qualitativ minderwertigen Holzes für Holzhackschnitzelanlagen, die Verwendung von Biomasse, die Nutzung von Agrokraftstoffen nach den Grundsätzen der Nachhaltigkeit, der Austausch von Erfahrungen über die Anwendungen von Sonnenenergie und Energieeffizienz im Gebäudebereich und gemeinsame Projekte in den Bereichen Windkraft, Fotovoltaik, Geothermik und Biomasse werden von den Parlamentariern der Großregion ebenso angeregt wie die Gründung eines Großregion-Clusters „Universitäten-Forschungszentren-kleinere und mittlere Unternehmen“ im Bereich der Ökotechnologien.

In der Berufsausbildung spricht sich der IPR für eine Harmonisierung der Lehrlingsausbildung zwischen Belgien und Luxemburg und der gemeinsamen Anerkennung von Abschlüssen der schulischen Ausbildung einerseits und der praktischen Ausbildung im Betrieb über die Grenzen hinweg aus. In einer weiteren Empfehlung zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der beruflichen Bildung in der Großregion empfiehlt der IPR, eine „Struktur der Mobilität in der Großregion“ zu entwickeln, die es unter anderem erlaubt, die handwerkliche oder berufliche Ausbildung in einer Nachbarregion zu ergänzen, um entweder ein Zusatzzertifikat oder einen gemeinsamen Berufsabschluss zu erlangen.

Zwei weitere Empfehlungen des IPR dienen zur Unterstützung bereits angelaufener Projekte. Die im Namen der luxemburgischen Delegation von Romain Schneider eingebrachte Empfehlung zur Einführung eines Interreg-Projektes im Bereich des Verkehrswesens fordert die Exekutiven der Großregion auf, die notwendigen Mittel für dieses Projekt des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion zur Verfügung zu stellen. Unterstützt wird von den Parlamentariern ebenfalls das Projekt der Regionalkommission Saarlorlux-Rheinland-Pfalz-Wallonien zur internationalen Vernetzung des polizeilichen Opferschutzes.

In den Ausschuss für Umwelt und Landwirtschaft zurückverwiesen wurden zwei Empfehlungsanträge zur Nutzung genveränderter Organismen.

Abschlussbericht des WSAGR

Der Präsident des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion, Norbert Geisen, stellte den Abschlussbericht seiner Präsidentschaft vor, der dem 11. Gipfel der Großregion vorgelegt werden wird und durch einen „Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion“ des Netzwerks der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle ergänzt wird.

Der IPR ernannte abschließend den Präsidenten des Landtags des Saarlandes Hans Ley zum neuen Präsidenten des IPR mit Wirkung zum 1. Juli 2009.

In seiner Abschlussrede ging der amtierende Präsident Lucien Weiler rückblickend auf die luxemburgische Präsidentschaft ein. Vorrangig wurden Themen behandelt, die die Bürger der Großregion direkt betreffen. Öffentlicher Transport, Schulwesen, Ausbildung, Hochschulbildung und kulturelle Zusammenarbeit in der Großregion berühren den Alltag der Menschen und müssen daher gemeinsam erörtert werden. Lucien Weiler richtete einen Appell an die Partner der Großregion, gerade in Zeiten der wirtschaftlichen Krise an einer gemeinsamen Problemlösung zu arbeiten und sich nicht in einen regionalen Protektionismus zurückzuziehen. An die künftige saarländische Präsidentschaft richtete sich der Wunsch, die Arbeiten des IPR mit dem Dynamismus auszufüllen, der auch bisher schon die saarländische Delegation auszeichnete.

Die luxemburgische Präsidentschaft des IPR im Rückblick

Zu Beginn ihrer 18-monatigen Präsidentschaft des Interregionalen Parlamentarier-Rates, die am 1. Juli 2009 an das Saarland übergehen wird, hatte sich die luxemburgische Delegation fünf Schwerpunkte gesetzt:

1. Landesplanung und Transportinfrastrukturen
2. Zusammenarbeit im Bereich der Kultur und des Sports
3. Bildung und Forschung
4. Umweltschutz und Energiepolitik
5. Gesundheit und Mobilität im Dritten Alter

Jeder dieser Schwerpunkte betrifft den Alltag der Bürger in der Großregion im Allgemeinen und insbesondere der 190.000 Berufsgrenzgänger in der Großregion, von denen rund 144.000 täglich nach Luxemburg einpendeln (laut Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2008/2009 des Netzwerks der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle). Nicht nur sie, sondern auch Touristen, Studenten und Benutzer der kulturellen Einrichtungen sollen unter bestmöglichen Bedingungen in der Großregion von den jeweiligen Angeboten Gebrauch machen können.

Förderung der Zweisprachigkeit

Der IPR setzt sich seit jeher für die Förderung der Zweisprachigkeit in der Großregion ein und hat dies noch einmal mit einer Empfehlung bekräftigt, die von der 40. Plenarsitzung am 6. Juni 2008 angenommen wurde.

Schwerpunkte dieser Sitzung waren weiterhin die kulturelle Zusammenarbeit über das gemeinsame „Kulturjahr“ 2007 hinaus, die Unterstützung des Pilotprojektes „Deutsch-luxemburgischen Schengen-Lyzeum“ als Modell für weitere grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Schulwesen und die Unterstützung der Bemühungen des Wirtschafts- und Sozialrates der Großregion, ein gemeinsames Informations- und Tarifsystem für den öffentlichen Transport aufzubauen.



Die gemeinsame, auch schmerzvolle Vergangenheit und die gemeinsame Sorge um die Zukunft spiegelten sich in der 41. Plenarsitzung am 5. Dezember 2008 in der Annahme zweier Empfehlungen wider.

Die Empfehlung zu einer gemeinsamen Gedenkstättenarbeit wurde auf rheinland-pfälzische Initiative von einer Kommissionssitzung in Hinzert vorbereitet.

Einstimmig sprach sich der IPR gegen ein weiteres Endlager für radioaktive Stoffe in der Großregion aus.

Der Ausbau der Hochgeschwindigkeitslinie „TGV Est“ zwischen Mannheim und Straßburg war ein weiteres Thema der 41. Plenarsitzung.

Betreuungsstrukturen

Neben der Annahme von Empfehlungen befasste sich das Plenum mit den Berichten der Familienministerin Marie-Josée Jacobs zu den Betreuungsstrukturen für Menschen im Dritten Alter, des Vertreters im Gesundheitsministerium Frank Gansen zu den medizinischen Strukturen in der Großregion und der Vizepräsidentin des Conseil Régional de Lorraine und Präsidentin des Ausschusses für soziale Fragen des IPR, Laurence Demonet, über die Entwicklung der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle.

Die äußerst umfangreichen Arbeiten der 42. Plenarsitzung am 15. Mai 2009 waren durch die Themen des Ausbaus der Moselschleusen, der Berufsausbildung und des Opferschutzes geprägt.

Der luxemburgische Abgeordnete Marcel Oberweis, Präsident der Kommission „Umwelt und Landwirtschaft“ des IPR, legte seinen Bericht zur Nutzung der erneuerbaren Energien vor, und eine entsprechende Empfehlung zur Unterstützung gemeinsamer Projekte in den Bereichen Windkraft, Fotovoltaik, Geothermik und Biomasse nach nachhaltigen Kriterien wurde einstimmig angenommen.

Stellungnahmen erwünscht

In seinem Schlusswort dieser letzten Plenarsitzung des IPR unter luxemburgischem Vorsitz erwähnte Kammerpräsident Lucien Weiler auch die Notwendigkeit, von den jeweiligen Regierungen der Großregion eine Rückmeldung darüber zu erhalten, inwieweit die Empfehlungen des IPR umgesetzt wurden. Regelmäßige Stellungnahmen erhält der IPR von den Landesregierungen Rheinland-Pfalz und Saarland sowie von der Regierung der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens.

Die Empfehlungen des IPR seit dem Jahr 2000 und die Stellungnahmen sind im Internet unter www.cpi-ipr.com einsehbar.

60. Anniversaire vum Conseil de l'Europe:

„Esou laang wéi e Mënscheliewen, mä just eng kuerz Episod an der Geschicht“



(vu lénks no riets) Jean Huss, Marcel Glesener, Anne Brasseur, Charles Goerens, Norbert Haupert. D'Lydie Err feelt op der Foto, well si dee Moment verhënnert war.

De Conseil de l'Europe feiert 60 Joer. „Dat ass just e kuerze Passage an der Geschicht“, sot de President vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot Lluís María de Puig bei Geleeënheet vun deem Anniversaire. Hien huet awer ze bedenke ginn, dass 60 Joer „bal esou laang si wéi e ganzt Mënscheliewen“. D'Valeur vum Conseil de l'Europe wär awer nach eemol esou grouss wéi d'anert. „D'Demokratie, d'Mënscherechter an de Rechtsstat si staark, awer fragile Wäerter. Si verlaangen, dass ee sech ëm se këmmert a se schützt.“ Déi Missioun wär och an Zukunft déi gréisst Erausfuerderung vum Europarot.

De 60. Gebuertsdag war ee Punkt um Ordre du jour vum zweeten Deel vun der Sessioun 2009 vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot, déi vum 27. bis den 30. Abrëll zu Stroossbuerg zesumme war. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Lydie Err, Presidentin, Marcel Glesener, Vizepresident, Charles Goerens, Membre effectif, an Anne Brasseur, Norbert Haupert a Jean Huss, Membres suppléants vun der Lëtzebuerger Delegatioun.

Am Laf vun hirer Sëtzungswoch huet d'Assemblée ënner anerem e Rapport iwwer Serbien presentéiert kritt, an deem ënnersicht ginn ass, awéiwäit d'Serben hiren Engagementer an Obligatiounen nokomm sinn. „Et si grouss Fortschrëtter gemaach ginn, dat sollt een net verleegnen. Et bleift awer och nach villes ze dinn“, sot de Charles Goerens, dee Corapporteur vun der Commission de suivi war, déi sech dem Dossier ugeholl hat.

Déi nächst Plénière vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot ass vum 22. bis de 26. Juni, nees zu Stroossbuerg.

D'Éducatiounskommissioun besicht d'Primärschoul vu Buerglënster



D'Membere vun der Éducatiounskommissioun hunn d'Buerglënster Primärschoul besicht.

Schoul(en) a Bewegung

D'Primärschoul vu Buerglënster ass eng vun deene fënnef Schoulen aus dem Land, déi zënter dem Schouljoer 2008-2009 um Projet „Écoles en mouvement“ deelhuelen. Bei dësem Projet geet et dorëm, schonns gewëssen Elementer vun der Reform vum „enseignement fondamental“ an d'Praxis ëmzesetzen. Vum nächste Schouljoer u ginn dann dës Approchen am Kader vun deenen neie Schoulgesetzer vum 6. Februar 2009 verallgemengert.

Esou gëtt an der Schoul vu Buerglënster op Basis vun de Kompetenzsockele geschafft, déi fir déi véier Zykle vum „enseignement fondamental“ opgestallt gi sinn. D'Schüler léieren, hir Kompetenzen ze entwéckelen an esou selbstständeg Problemer unzepaken an ze léisen. Während deenen zwee Joer, déi all Zyklus dauert, gi si vun enger fester Équipe vun Enseignantë begleet a suivéiert. Hir perséinlech Aarbechte ginn an engem Portfolio gesammelt, deen esou hir Fortschrëtter dokumentéiert an zesumme mat der „grille de compétences“ eng nuancéiert Evaluatioun erlaabt.

Fir déi nei Approchen effikass ëmzesetzen, schaffen d'Enseignanten enk an der Équipe zesummen a sinn och a regelméissegem Kontakt mat den Elteren.

Op der Plaz konnten d'Membere vun der „Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ sech viru kuerzem heivunner e Bild maachen a sech mat de Responsabelen iwwer hir konkret Erfahrunge mat dësen neie Methoden ënnerhalen.

Le Parlement Benelux en visite au SIDOR

C'est sous la présidence de M. Xavier Bettel que les membres belges, néerlandais et luxembourgeois de deux commissions du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ont effectué une visite d'étude de l'usine d'incinération des déchets du SIDOR sise à Leudelange.

Avec ses 125.000 tonnes de déchets ménagers traités annuellement en provenance des 36 communes des cantons de Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Capellen, l'usine accueille les déchets de deux tiers de la population du pays.

Les personnes présentes ont également pu apprécier l'avancement des travaux de la nouvelle installation dont la capacité sera de 150.000 tonnes/an. M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis complétaient la délégation luxembourgeoise.



Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Aide aux victimes de traite des êtres humains

5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Le présent projet de loi a pour objet de traiter les volets de la prévention de la traite des êtres humains et de la protection et de l'assistance aux victimes couverts par:

- le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transfrontalière organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme;

- la directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes;

- la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005.

C'est principalement la Convention du Conseil de l'Europe, centrée sur les droits de la personne humaine et la protection des victimes, qui sert de cadre et de fondement au présent projet de loi. Afin de mettre en œuvre cette convention, qui met l'accent sur l'adoption d'une approche multidisciplinaire et coordonnée alliant prévention, protection des droits humains de la victime et poursuite des trafiquants, la future loi propose essentiellement les éléments-clés suivants:

- l'intervention de services d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains dès les premiers contacts de la victime avec la Police;

- des missions et devoirs spécifiques à charge de la Police;

- l'assistance aux victimes qui, selon le besoin et la volonté des victimes, peut être de nature linguistique, sociale, éducative, médicale, thérapeutique, financière ou encore une assistance judiciaire;

- la protection des victimes;

- la collecte de statistiques;

- la coordination des activités menées dans le domaine de la lutte et de la prévention de la traite, l'évaluation de la mise en œuvre de la législation pertinente et le suivi de l'évolution du phénomène de la traite par un comité de suivi.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des Chances, le 22.04.2008
Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des Chances et de la Jeunesse
(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

22.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
18.02.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.03.2009	Présentation d'adaptations techniques
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2009

Création du CTIE

5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État

Le projet de loi a pour objet la création du Centre des technologies de l'information de l'État. Ce texte remplace la loi du 29 mars 1974 créant un Centre informatique de l'État.

Les auteurs du projet de loi estiment qu'une révision en profondeur s'impose *«non seulement pour des raisons de terminologie, mais plus fondamentalement parce que bon nombre des dispositions législatives existantes ne sont plus d'actualité. En effet, le Centre informatique de l'État tel qu'il fonctionne aujourd'hui repose sur une loi écrite à une époque où l'informatique se limitait à une gestion centralisée de données structurées et l'automatisation de traitements complexes et répétitifs. L'évolution des réseaux de télécommunication, en particulier l'arrivée de l'Internet, a complètement bouleversé le paysage des systèmes d'informations et donc les exigences en matière de métiers et de services informatiques»*.

Aux termes de l'exposé des motifs, qui développe de façon exhaustive le rôle prépondérant de l'informatique dans le fonctionnement de l'État, il existe plusieurs raisons primordiales pour légiférer dans le domaine de l'organisation des technologies de l'information de l'État, dans l'intérêt des administrations étatiques, parmi lesquelles il faut citer:

- la redéfinition des attributions du CTIE et des missions à exercer par le Service eLuxembourg;

- la création de structures décisionnelles et organisationnelles capables de remplir les missions et attributions légales;

- la mise en place d'une procédure de coopération entre le CTIE et les administrations publiques.

Enfin, il faut souligner que le CTIE mettra un fort accent sur la sécurité informatique, comprenant explicitement la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.09.2008
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
(Président: M. Lucien Thiel):

02.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2009
Loi du 20 avril 2009.
Mémorial A 2009, N°81, page 962

Centre Hospitalier du Nord

5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord»

Le projet de loi opère la fusion des hospices civils Clinique St Louis d'Ettelbruck et Clinique St Joseph de Wiltz au sein d'un nouvel établissement public dénommé «Centre Hospitalier du Nord». Cette fusion s'inscrit dans la stratégie visant à adapter le paysage hospitalier aux besoins de la population en permettant d'optimiser la prestation des soins de santé.

Le projet de loi crée l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord», qui aura son siège à Ettelbruck et comprend au moment de l'entrée en vigueur de la loi les deux sites d'exploitation de Wiltz et d'Ettelbruck repris des hospices civils actuels. L'indication dans le projet de loi des sites d'exploitation actuels vise à souligner l'importance de ces sites historiques impliqués dans la fusion.

En tant qu'établissement public, le futur Centre Hospitalier du Nord disposera de l'autonomie financière et administrative à l'égard de l'État, mais aussi à l'égard des communes d'Ettelbruck et de Wiltz. L'établissement dépendra ainsi de ses propres ressources, disposera de son propre patrimoine et de ses propres organes de décision.

Le texte attribue au Ministre de la Santé un pouvoir de tutelle et de surveillance, sans cependant intervenir dans la gestion courante de l'établissement.

L'établissement est administré par un conseil d'administration, qui assume les fonctions d'organisme gestionnaire au sens de la loi hospitalière.

Le conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement dans le respect des lois, règlements et conventions applicables.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 06.10.2008
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.10.2008	Désignation d'un rapporteur
19.02.2009	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2009
Loi du 20 avril 2009.
Mémorial A 2009, N°84, page 1000

Rémunération des militaires de carrière

5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Le projet de loi fixe le cadre légal des indemnisations et des récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements, aux instructions militaires et au service de garde et est à lire à la lumière de la loi du 21 décembre 2007 relative à la réforme de l'armée, qui porte création des unités de disponibilité opérationnelle.

Le projet de loi a pour objet de rémunérer de façon adéquate les efforts consentis par les militaires de carrière dans les missions et les entraînements en préparation de celles-ci. Les compensations prennent la forme d'une indemnité spéciale. L'indemnité n'est due que pour les entraînements et les instructions militaires dont la durée est supérieure ou égale à 24 heures et est non pensionnable, non cotisable et non imposable. Il n'est pas alloué d'indemnité pour les entraînements et les instructions militaires dont la durée est inférieure à 24 heures et il n'est pas davantage alloué d'indemnité pour les services de garde.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.10.2008
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Ben Fayot):

01.12.2008	Désignation d'un rapporteur
02.02.2009	Présentation
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.03.2009
Loi du 22 avril 2009.
Mémorial A 2009, N°95, page 1104

Le nouveau site
www.chd.lu
online
à partir du 5 juin 2009

SÉANCE 37

Mardi, 24 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président • Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député
- *M. le Président*

3. 6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
- *M. Charles Goerens*

6. Question avec débat N°43 de M. Marco Schank au sujet des problèmes de la circulation lors de la période hivernale
- *M. Marco Schank - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie
- *Exposé: M. Claude Meisch*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Roland Schreiner, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

8. Question urgente N°3242 de M. Xavier Bettel relative aux chèques-services - demandeurs d'asile
- *M. Xavier Bettel - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

9. 5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Viviane Loschetter, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Colette Flesch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord»
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Fernand Etgen, M. Jean Huss, M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech géif den Här Minister Lux froen, ob en am Numm vun der Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen huet.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech kann Iech am Numm vun der Regierung soen, dass dat net de Fall ass, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Gär geschitt.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn eng Rei Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe:

6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.03.2009

6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: M. Roger Negri, le 18.03.2009

6017 - Projet de loi portant 1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne 2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne 3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.03.2009

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 20.03.2009

3) La 5e Session plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'est tenue à Bruxelles du 15 au 17 mars 2009.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Lydie Err, Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente, et M. Xavier Bettel, Membre.

L'Assemblée a adopté des recommandations sur «la situation au Proche-Orient», «la réponse méditerranéenne à la crise financière globale», «l'impact économique et social de la micro-finance dans la région méditerranéenne», «le développement, paix et sécurité en Méditerranée», le Plan solaire méditerranéen et sur le lien «Femmes, développement, paix et sécurité en Méditerranée».

Mme Stein-Mergen a également participé à une réunion extraordinaire de la commission Politique, de Sécurité et des Droits de l'Homme.

2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

A senger Réunioun vum 18. Mäerz huet de Büro opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, dem Här Patrick Santer den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

3. 6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 19. Mäerz huet d'Presidentekonferenz sech och mat der Recevabilitéit vun der Proposition de loi vum honorabelen Här Negri ausgeschwat iwwert d'Procédure budgétaire. Mir sinn der Meenung, dass déi Propositioun recevabel ass.

Schléisst d'Chamber sech de Konklusioune vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Ech héieren net vill Iwwerzeegung. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An därselwechter Réunioun huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch en Ordre du jour arrêtéiert:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert d'Verkéiersproblemer an der Wanterzäit. Duerno hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Strategie vun der Lëtzebuerger Fluggesellschaft, de Projet de loi iwwert d'Traite des êtres humains, de Projet de loi iwwert d'Schafe vun engem Centre des Technologies de l'Information de l'État an de Projet de loi iwwert d'Schafe vum Centre Hospitalier du Nord.

Muer de Mëtteg hu mer fir d'éischt d'Deklaratioun vum Här Kooperatiounsminister iwwert d'Entwécklungshëllef mat der Debatt, déi mer direkt do hannendrop féieren. Dann e Projet de loi iwwert d'Kompensatioune fir Beruffszaldoten a schlussendlech d'Interpellatioun vum honorabelen Här Berger iwwert d'Performances énergétiques des bâtiments d'habitation.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi beschäftege mer eis mat der Orientéierungsdebatt iwwert d'Wirtschafts- a Fi-

nanzkris, wou den honorabelen Här Thiel eis de Rapport mécht, an duerno diskutéiere mer. An dann hu mer nach de Projet de loi 5848, eng Ofännerung vum Beruff vun den Affekoten.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou eestëmmeg décidéiert.

Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert gefrot, fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

5. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wësst ass gëschter d'Kommissioun iwwert d'Krisebekämpfung zesummekomm a si huet och e Rapport adoptéiert, deen de Mëtteg an der Kommissioun definitiv adoptéiert ginn ass, no e puer Amendementer. An domat misst normalerweis d'Aarbecht vun där Kommissioun eriwwer sinn, à moins datt d'Chamber anescht décidéiert.

Ech erënneren drun, datt mer den 18. November hei an der Chamber décidéiert hunn, fir déi Spezialkommissioun anzesetzen, datt d'Kris du scho ganz schlëmm war, datt se mëttlerweil nach méi schlëmm ginn ass, an esou wéi et elo ausgesäit si mer nach net dans le creux de la vague. Ech géif mengen, et wier e schlecht Signal, wa mer elo mat eisen Aarbechte géifen ophalen, an ech géif proposéieren - dat ass den Dispositif vun dëser Resolutioun -, datt mer d'Missioun vun därselwechter géife prolongéiere bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la résolution adoptée le 18 novembre 2008 concernant l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique;

- rappelant sa décision de confier à une commission spéciale l'examen et le suivi de tous les aspects relatifs à la crise financière et au ralentissement économique de façon globale;

- considérant par ailleurs l'utilité des travaux menés dans la commission jusqu'à maintenant d'une part et la nécessité d'assurer le suivi parlementaire systématique en la matière dès lors que la situation économique ne cesse de se détériorer d'autre part;

- considérant l'article 18 de notre Règlement qui stipule que, «sauf décision contraire de la Chambre, la mission des commissions spéciales prend fin par le dépôt de leur rapport sur les projets de loi ou propositions dont elles ont été saisies»;

décide

- de prolonger la mission de la Commission spéciale «Crise économique et financière» jusqu'au terme de la présente législature.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Claude Meisch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Déi Resolutioun hei, déi gëtt ausgedeelt, an da géif ech d'Fraktiounschefe bieden, mer matzedeelen, wéini dass se gedenken, dass mer déi Resolutioun hei sollten diskutéieren. Ech ka mer virstellen, dass mer dat en Donneschdeg géife maachen, am Kader vun der Debatt vun eben därselwechter Kris, dass mer do heiriwwer befannen.

Aus organisatoresche Grënn géif ech d'Fraktioune bieden, dem Greffe matzedeelen, esou prezis wéi dat méiglech ass, wéivill Riedezäit déi eenzel Fraktiounen en Donneschdeg bei der Debatt iwwert d'Wirtschaftskris - de Rapport, deen den honorabelen Här Thiel mécht -, wëllen an Usproch huelen a wéi laang hir verschidden Orateure wëlle schwätzen. Ech géif wierklech drëm bieden, dat esou wäit wéi et méiglech ass an esou prezis wéi méiglech ze maachen.

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Question avec débat iwwert d'Verkéiersproblemer an der Wanterzäit. Den honorabelen Här Schank huet d'Wuert.

6. Question avec débat N°43 de M. Marco Schank au sujet des problèmes de la circulation lors de la période hivernale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, pünktlech fir meng Question avec débat war et de Moie wäiss.

(Interruptions)

A mir hunn an deene vergaangene Méint ganz dacks gemierkt, datt d'Stroossekonditiounen alles aneschters wéi gutt waren. Ganz dacks moies war de Chaos perfekt, wann een am Auto ënnerwee war, an haut de Moien, wéi gesot, waren och erëm eng ganz Partie Accidenter, déi sécher net alleguerten op falsch Pneuen op den Autoen zréckzeféiere waren. An awer huet een d'Gefill, datt ganz vill Leit relativ onresponsabel ënnerwee sinn.

Ponts et Chaussées, d'Gemenge maachen hiert Bescht, fir d'Stroosse fräi vu Glatäis an och vu Schnéi ze kréien, sinn och doranner ganz effikass. Näischtdestotrotz erliewe mer ëmmer erëm am Wanter wéi gesot, datt Leit mat net adequate Pneuen ënnerwee sinn, wat evidenterweis eng grouss Gefor fir all déi aner Usagere vun de Stroossen duerstellt.

Och hei am Haus ass an deene vergaangene Joren déi eng oder déi aner Kéier op déi Problematik higewise ginn. Ech erënneren drun, datt de Kolleeg Carlo Wagner och virun zwee Joer eng Proposition de loi gemaach huet, fir eng Léisung erbäizeféieren, datt d'Ween op der Voie publique misste mat Pneuen équipéiert sinn, déi zu all Moment de klimatesche Konditiounen ugepasst wieren. Dat ass déi Législatioun, wéi se an Däitschland de Moment en vigueur ass, deemno datt d'Pneuen de Wanterstandard erfëllen, wann d'Wieder dat erfuerdert.

Ëm wat geet et?

Éischtens geet et drëm, dat d'Chaufferen op der Strooss am selwechte Rhythmus virukommen ee wéi deen aneren. Dat wier jo de Prinzip. An och muss den öffentlechen Transport d'Méiglechkeet hunn, net blockéiert ze si vun deem engen oder aneren, dee mat Summerpneuen ënnerwee ass. Respektiv, an dat mengen ech ass méi ee gravë Problem, datt deen, dee mat Summerpneuen ënnerwee ass, all déi aner a Gefor, ënner Ëmstänn a Liewensgefor bréngt mat méi laange Bremsweeër oder och mat manner Stroossenhaftung an de Kéieren.

De Moment gëtt et just déi Obligatioun, dat wësst Der, fir déiselwecht Pneuen op deene véier Rieder ze hunn, egal ob dat Summer- oder Wanterpneue sinn.

Da wollt ech soen, et gouf ee Groupe de travail vun der Commission nationale, vun der Commission de circulation de l'État, an déi ass och zur Konklusioun komm, datt eng Obligatioun fir Wanterpneuen ze hunn eng Mesure disproportionnée wier. Op där anerer Säit huet se awer gemengt, datt et sënnvoll wier eng Léisung erbäizeféieren, ähnlech wéi dat am Moment an Däitschland de Fall ass. Dat heescht, datt d'Pneuen de Meteoskonditioune missten entspriechen.

Dës Propositioun also vum Transportminister ass den 2. Juli 2007 approuvéiert ginn. An duerno, mengen ech, hu mer näischt méi dovun héieren, ausser datt en Avis och vum Statsrot komm ass. Dat heescht, vun dohier ass eigentlech an där Problematik näischt passéiert.

Ech wollt deemno froen: Wat ass d'Meenung vum Transportminister an deem Kontext? Gëtt et senger Meenung no Handlungsbedarf? Wa jo, wéi eng Léisung kann dat sinn? Kann dat zum Beispill sinn, datt ee légiféréiert, beispillsweis eng Léisung sicht wéi se an Däitschland de Moment praktizéiert gëtt, oder och an aneren EU-Länner?

Respektiv dat Allermannst, wat engem afält, ass, datt een eng Campagne géif maachen. Dat ass a mengen Aen, oder souwäit ech informéiert sinn, bis elo net passéiert. Dir kënnt Iech jo virstellen, datt während der Pneuen- a Luuchtekontroll am Oktober genau géif eng Sensibiliséierung vun de Leit dobausse geschéien, wou op d'Virdeeler vun de Wanterpneue respektiv vu Pneue mat FMS-Standard géif opmierksam gemaach ginn.

An et däerf een och net vergiessen, dat wollt ech awer och nach soen, datt an eisem Droit civil d'Responsabilitéit vun deem Eenzelnen engagéiert ass an deen Eenzelne sech eigentlech op eng responsabel Manéier misst am Stroosseverkéier verhalen, andeem en och haftbar ka sinn, wa säi Gefier net adequat équipéiert ass. An ech mengen, e Summerpneu am Wanter, ganz dacks ouni optimale Profil, ass sécher net adequat.

Et geet deemno och, dat wollt ech zum Schluss soen, ëm eng Prise de conscience vu jiddwerengem vun eis, dee sech op der Strooss beweegt. D'Experte si sech och eens, datt d'Sécherheet am Stroosseverkéier net onwesentlech vun engem uerdentleche Pneuenéquipement ofhänkt. Iwwregens recommandéiert den ACL och senge Memberen op senger Internetsäit fir Wanterpneuen opzeleeën, well schonns vun enger Temperatur ëm +7 Grad un d'Haftung méi schlecht gëtt.

Duerfir, wéi gesot, Här Minister, wollt ech héieren, wat Är Positioun zu där Problematik ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert elo. Bonjour, Här Minister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro, déi den honorabele Kolleeg Marco Schank opwerft, gëtt geregelt an den Artikelen 20 bis 24 vum Code de la Route. An hien huet Recht ze bemierken, dass et en Thema ass, wat all Joer, all Wanter erëmkënnt a wat schwiereg ass,…

(Interruption)

…och enger definitiver, virun allem enger perfekter Léisung zouzeféieren. Och déi Léisungen, déi et am Ausland gëtt, sinn do ëmmer erëm Zil vun Diskussiounen a Streidereien, och Schwieregkeeten um Niveau vun de Geriichter.

Recht huet hien ouni Zweifel, dass gutt Pneuen e wichtegt Element si fir Sécherheet am Verkéier, och fir d'Fluiditéit am Verkéier ze garantéieren.

Déi aktuell Dispositiounen, déi mer hunn, dat sinn u sech der nëmmen zwou. Dat eent sinn déi 1,6 Millimeter minimum Profil, deen ee muss opweisen zu egal wat fir enger Joresperiod, an dat anert ass déi Dispositioun, déi hie scho genannt huet, säit dem 1. Abrëll vum leschte Joer, dass de Mixage net méi erlaabt ass, mä dass ee véier därselwechter Pneuen - et ass net d'Marque, déi entscheedend ass - wat de Profil ubelaangt muss op sengem Auto hunn.

D'Fro no engem Obligatorium stellt sech ëmmer erëm, an ech mengen och do stellt sech dann d'Fro, ob ee wierklech alles muss reglementéieren - déi Diskussioun hate mer och virun zwee Joer - oder ob een et net der Responsabilitéit vun deem Eenzelne kann iwwerloossen, opgrond vu senger Verantwortlechkeet ze décidéieren, dass en appropriéiert Pneuen och zu där appropriéierter Zäit op sengem Auto huet.

Ech wëll e puer Fakte vläicht nach soen, ier ech zu menger Meenung an deem Sujet kommen. Dat eent ass vläicht awer drun ze erënneren, déi puer Zuelen hu mer emol nogekuckt, dass vum 1. Januar 2007 bis den 28. Februar 2009, also bis viru kuerzem, dat ware 26 Méint, insgesamt 630 Avertissements taxés, also Protokoller ausgestallt gi si wéinst Insuffisancen um Niveau vun de Pneuen. Dat mécht bal ganz genau 1% aus vun alle Protokollen. Ech loossen elo op, ob dat der vill oder ob dat der wéineg sinn, mä ech mengen, dat ass emol eng éischt Donnée.

Den Här Schank huet zu Recht gesot, d'Pneue kënnen natierlech och d'Ursaach si vun Accidenter. Ech hu mer allerdéngs vu Spezialisten an deem Beräich an deene leschten Deeg och soe gelooss, dass et net ëmmer sécher ass, dass déi, déi schlecht Pneuen hunn, déi sinn, déi d'Accidenter maachen. Oft ass d'Tatsaach, dass ee Wanterpneuen huet, de Grond, dass ee sech och méi zougëtt a méi Risiko hëlt an dat oft och kann d'Ursaach si vun Accidenter. Dat ass also net ëmmer ganz evident, dass dat muss esou sinn.

Am Ausland, mengen ech, eng Kéier schnell gekuckt, ass et esou: E Wanterpneuen-Obligatorium gëtt et am Prinzip just a Länner, déi wierklech och an enger Wanterperiod leien, déi vill méi speziell ass wéi bei eis. Wann ech déi Länner nennen: Norwegen, Finnland oder Éisträich si mat engem Obligatorium.

Mir hunn déi Situatioun wéi bei eis, also praktesch wéineg Dispositiounen, an eisen Nopeschlänner Frankräich, an der Belsch, och an Holland, déi u sech keng Dispositiounen extra fir Wanterpneuen hunn. An da gëtt et dat Zwëschendéng wéi an Däitschland - ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck -, déi, mengen ech, eng e bësse méi spezifesch Situatioun hunn.

Et muss een och soen, dass et am Prinzip nëmmen zwou Zorte vu Pneue gëtt. Et ginn zwar nach kommerziell aner Saachen ugebueden, mä et gëtt entweder e Summerpneu oder e Wanterpneu, dee Mud + Snow, dee mat der Schnéiflack duergestallt gëtt. Et sief och nach eng Kéier drop higewisen, an den Här Schank huet dat scho gemaach, dass bei de Kontrolle vun der Police, an ech mengen och zu Sandweiler, wou d'Pneue jo forcément an evidenterweis zu de Kontrollobjeten zielen, d'Pneuen och gekuckt ginn.

Mir hunn am Prinzip dräi Alternativen: Déi éischt Alternativ ass, mir bleiwe bei der bestehender Situatioun, dat heescht déi Léisung wéi a Frankräich, an der Belsch an an Holland. Et gëtt keng extra Dispositiounen, déi op Wanterpneuen hiweisen. Dat hätt natierlech de Virdeel, dass een an engem Transitland wéi Lëtzebuerg net onbedéngt eng Situatioun huet, wou ënnerschiddlech Pneuen och an der Wanterperiod da genotzt ginn, sief et, dass et Auslänner oder Résidentë sinn.

Mir hunn den Obligatorium. Ech géif dovunner ofroden, an esou eng Richtung ze goen. Wann ee gesäit, dass dat a Finnland, an Norwegen an an Éisträich gebraucht gëtt, mengen ech ass dat net zu Lëtzebuerg néideg.

An et gëtt dann dee Virschlag, deen ech Ufank 2007 deponéiert hat beim Conseil d'État, deen u sech och un dat erënnert, wat de Kolleeg Carlo Wagner proposéiert hat, dee sech orientéiert hat un der däitscher Léisung. Ech géif vläicht déi däitsch Situatioun eng Kéier virliesen aus der Straßenverkehrsordnung. De Paragraph 2, de Punkt 3A seet: „Bei Kraftfahrzeugen ist die Ausrüstung an die Wetterverhältnisse anzupassen. Hierzu gehören insbesondere eine geeignete Bereifung und Frostschutzmittel in der Scheibenwischanlage." Dat ass also dat, wat an Däitschland existéiert.

Doropshin hat ech proposéiert, am Code de la Route, am Projet de règlement grand-ducal, dass mer géife soen, et misst ee Pneuen hunn, déi «adaptés aux conditions météorologiques et à l'état de la chaussée» sinn. Ech mengen, dat war e bëssen identesch dat, wat och de Kolleeg Carlo Wagner proposéiert huet.

Doropshin hu mer awer vum Conseil d'État den 23. Oktober 2007 e ganz mitigéierten Avis kritt. Här Schank, ech wéilt Iech just virliesen, dass de Conseil d'État sech folgend Froe gestallt huet: «Faut-il un risque généralisé de verglas sur les routes» Les routes doivent-elles être recouvertes de neige? Combien de temps faudra-t-il attendre une fois les routes déblayées ou après épandage de sel avant de pouvoir circuler à nouveau avec un véhicule non équipé de pneus MS ou de pneus à crampons? Qu'en est-il en cas de changement brusque des conditions climatiques?» Dat heescht, de Conseil d'État huet eis eng ganz Rei Froen an de Bau eragestallt an zum Schluss gemengt: «La nouvelle disposition mériterait d'être précisée.»

An do si mer stoe bliwwen, well d'Diskussioun innerhalb och vun der staatlecher Verkéierskommissioun net eriwwer war, dass am Prinzip gesot ginn ass, mat där Formule do kënnt een iergendwéi awer op en Obligatorium iwwert d'Hannerdier eraus.

Ech géif elo mengen, dass een op der Basis vun där do Propositioun, déi eng Kéier deponéiert war, mat deene Froen, déi de Conseil d'État gestallt huet, wann de President Roland Schreiner mat d'accord wär, vu dass mer do nach gëschter och iwwert d'Verkéiersuerdnung, iwwer Drogendépistage an aner Saache geschwat hunn, da géif ech proposéieren, dass mer déi Froe vum Conseil d'État eng Kéier an der Transportkommissioun duerchhuelen a mat eise Spezialiste kucken, ob een déi Propositioun vun 2007 kéint upassen un déi Froen, fir op eng Propositioun erauszekommen, déi där géif ähnele wéi an Däitschland, keen Obligatorium wär, mä déi awer d'Responsabilitéit ganz kloer géif maachen, dass, wa mer dobausse Glatäis hunn, wa mer Schnéi hunn, een dann appropriéiert Pneue muss hunn.

Wann Der d'accord wäert, Här Schank, géife mer esou procédéieren, dass mer dat schnell kéinte maachen an dann zu enger definitiver Léisung géife kommen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Debatt iwwert d'Strategie vun der Lëtzebuerger Fluggesellschaft. D'Wuert huet de Vertrieder vun der DP-Fraktioun, den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie

M. Claude Meisch *(DP)*.- Villmools Merci, Här President. Wann et ëm déi national Fluggesellschaft geet, dann denkt een u villes a virun allem och un d'Suerge vun deene Leit, déi do schaffen, déi hir Aarbecht do hunn, an un dat, wat am Laf vun de leschten Deeg an der Press diskutéiert ginn ass, ëm d'Auslaaschtung vun de Fligeren, ëm d'Auswierkung vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskris och op eng Gesellschaft wéi d'Luxair, déi jo net spurlos un der Luxair laanschtgaangen ass.

Et war net primär an deem dote Souci, wou ech déi Heure d'actualité hei ugefrot hat, mä virun allem, fir emol zréckzekommen op dat, wat mer am Laf vum leschte Joer e puer Mol heibannen diskutéiert hunn an eigentlech zënter dem Juni 2008 an der Luucht hung: Wéi geet et weider mat där Participatioun, déi de Lëtzebuerger Stat vun der Fortis-Bank dee Moment iwwerholl hat am Laf vum leschte Joer un der Luxair an domadder seng eege Participatioun direkt respektiv indirekt iwwert de Wee vun der Spuerkeess un der Fluggesellschaft Luxair S.A. däitlech eropgesat hat, no u 50% eropgesat hat respektiv, wann ee souguer weider kuckt, datt d'Luxair jo och en Deel vun den eegenen Aktien hält, eng Participatioun vun iwwer 50% do gehale gouf?

Mir wëssen och, datt zënter där Transaktioun am Zesummenhang mat der Dexia och do nach e weideren Aktiëpak vun engem privaten Aktionär eriwwer bei de lëtzebuergesche Stat soll goen, esou datt d'Participatioun däitlech iwwer 50% sollt schéissen.

Wéi den Zoufall et wëllt, an eigentlech gleewen ech net esou richteg un den Zoufall, ass elo e puer Stonne virun där Heure d'actualité hei eng Nouvelle bekannt ginn iwwer RTL, datt de Stat anscheinend plangt - mä de Minister kann dat sécherlech gläich confirméieren a méi prezis ausformuléieren -, datt de Stat plangt, fir seng Participatioun, déi e vun der Fortis iwwerholl huet, da weider un e strategesche Partner ze iwwerginn, wéi en dat och d'lescht Joer wëlles hat, nämlech an dësem Fall un d'Lufthansa.

Elo stelle sech do eng ganz Rei vu Froen do ronderëm. Firwat deen dote Partner? Firwat net en anere Partner?

Den Transportminister selwer huet hei op dëser Plaz an och an de Medie méi wéi eng Kéier betount, datt en eigentlechen en Ofschloss vun deene Verhandlungen do bis Enn 2008 wéilt hunn.

Firwat huet et awer méi laang gedauert? Wéi sinn déi Ofmaachungen, déi tëschent der lëtzebuergescher Regierung, Luxair an der Lufthansa geholl goufen? Wéi sinn déi konkret zustane komm? Wéi si se ausformuléiert? Wat fir eng budgetär Répercussiounen huet dat?

Mir wëssen, datt deen Aktiëpak, deen de Lëtzebuerger Stat vun der Fortis-Bank iwwerholl huet, eng Valeur hat vun 20 Milliounen Euro. Ass et déi Valeur, mat där déi Participatioun elo weidergeet un dann den neien Aktionär, dee jo net nei ass an deem Sënn, mä dee jo och schonn eng Participatioun un der Luxair bis ewell gehalen huet vun 13%?

De Minister selwer hat gesot, datt d'Regierung op der Sich wär no engem strategesche Partner, deen an dat industriellt Konzept vun der Luxair géif passen.

Nu stellt sech natierlech elo d'Fro: A wat fir engem Sënn passt d'Lufthansa an dat dote strategescht Konzept eran? Firwat also d'Lufthansa, firwat net aner Investisseuren?

Mir wëssen, datt och Mëtt lescht Joer aner Investisseuren interesséiert waren, notamment d'Banque d'investissement privé, déi net ofgeneigt gewiescht wär, deen Aktiëpak vun der Fortis ze iwwerhuelen. De Stat wollt dat awer par force évitéieren an huet säi Virkafsrecht, den Droit de préemption, geltend gemaach. Esou datt unzehuelen ass, datt et an den Ae vun der Regierung, an den Ae vum Transportminister kloer Avantagë gëtt vun dëser Solutioun, déi dann eng Solutioun Lufthansa ass, par rapport zu där Solutioun vun der Banque d'investissement privé. Falls deem esou sollt sinn, wär et interessant, dann och aus dem Mond vum Transportminister déi Avantagen hei eng Kéier opgelëscht ze kréien.

D'Fro, déi sech awer och nach stellt an deem doten Zesummenhang: Wann d'Lufthansa elo méi staark an d'Kapital vun der Luxair eraklëmmt, a wa mer wëssen, datt d'Luxair jo och ronn en Drëttel vum Kapital hält vun der Cargolux, a wa mer da wëssen, datt d'Lufthansa an d'Cargolux alles aneschters si wéi a gudden Termë mateneen, mä datt d'Cargolux an d'Lufthansa eigentlech als Haaptkonkurrenten ze bezeechne sinn, dann ass et schonn interessant ze wëssen, ob d'Regierung net do gesäit, datt awer elo en Haaptkonkurrent vun der Gesellschaft Cargolux iwwert de Wee vun där gréisserer Participatioun an der Luxair S.A. en Afloss op d'Geschäfter vun der Cargolux ka kréien.

Déi Differenzen tëscht Cargolux a Lufthansa, dat wësse mer, hunn ënner anerem derzou gefouert, datt d'Cargolux och riskéiert veruerteelt ze ginn an den USA wéinst angebleche Präisofsproochen, déi zesumme mat enger Rei vu Sociétéiten do gemaach gi wären, Lufthansa allerdéngs dat dénoncéiert huet an duerfir wahrscheinlech ongeschuer dervu wäert kommen.

Interessant wär et also och, fir ze kucken, ob an dësem Deal, deen elo ofgemaach ass tëscht der lëtzebuergescher Regierung an der Lufthansa, eng Rei vu Garde-fouen agebaut sinn, datt Informatiounen, déi d'Cargolux betreffen, iwwert deen dote Wee net kënnen un d'Lufthansa weidergoen.

Wann et gutt Argumenter gëtt, fir aus enger Transportsiicht, aus enger Flugtransportsiicht déi dote Kollaboratioun unzestriewen, muss et awer nach net onbedéngt esou sinn, datt et och gutt Argumenter, fir déi doten Transaktioun ze maachen, aus enger nationalekonomescher Siicht gëtt, well awer Répercussiounen op aner lëtzebuergesch Sociétéite kënne kommen.

Dann, mengen ech, wär et awer interessant, dann och ronderëm all déi dote Froen nach eng Kéier de Point ze maachen iwwert d'Auswierkunge vun der Finanzkris vun der Wirtschaftskris op déi doten zwou Gesellschaften, Luxair a Cargolux. Et ass kloer, datt, wa manner ekonomesch Aktivitéit stattfënnt, an dat ass jo onbestreitbar momentan, datt, wa manner weltwäit gehandelt gëtt, datt och manner gereest gëtt a manner transportéiert gëtt. An dat huet natierlech och Répercussiounen op den Transport aérien, an interessant wär et, aus dem Mond vum Transportminister ze héieren, wéi e gedenkt do ze reagéieren, wat d'Perspektive sinn, vu wat d'Regierung ausgeet, wat d'Perspektive fir de Lofttransport sinn, souwuel fir de Persouneverkéier wéi och fir de Fret a wéi laang datt déi Duuschtstreck do kéint unhalen, an op dann déi Gesellschaften se och duerchhalen.

E Spriecher vun der Luxair huet selwer d'lescht Woch um Radio gesot, datt et nach kee Sozialplang bei der Luxair géif ginn. Do sinn zwou Informatiounen dran. Et gëtt elo kee Sozialplang. Et ass awer net auszeschléissen, datt et ee fir d'Zukunft géif ginn. Dat hunn ech op jidde Fall do eraushéieren.

Wat kann de Minister eis dozou soen?

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz fir d'CSV-Fraktioun.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e bësse speziell ass et schonn, datt mir am Parlament iwwert d'Strategie vun engem kommerzielle Betrib schwätzen. Och wann de Stat mat deem enk verbonnen ass: Et bleift e Betrib, deem seng Strategie sech prinzipiell net derzou eegent, op der parlamentarescher Tribün öffentlech debattéiert ze ginn. No deenen neie Momenter awer vu gëschter koume jo haut viru Mëtteg nach en neie Moment derbäi.

Et geet also elo an dësem Kader och a virun allem ëm d'Bedeitung vum Flughafen an domat vun eiser Loftfahrtgesellschaft fir d'Lëtzebuerger Ekonomie a fir d'Land iwwerhaapt.

De Flughafen ass fir eist Land kruzial. Net well vun do aus et flott ass mat der Luxair an d'Vakanz ze fueren, och wann dat e wesentlechen Deel vun de Recettë vun der Gesellschaft ausmécht, mä de Flughafen ass kruzial, well mir fir déi Zort vu Wirtschaft, déi mir hunn an déi mir wëllen, Uschloss un déi global Flugbewegunge brauchen. An zwar méi wéi bis elo.

Fir d'Zougänglechkeet vum Land, fir seng Zentralitéit an Europa ass de Findel liewenswichteg. Net hie selwer, mä déi Gesellschaften, déi do operéieren. A bei deene steet d'Luxair am Beräich vum Passagéiertransport natierlech ganz vir. Lëtzebuerg bräicht eigentlech direkt Ubannungen un all europäesch Haaptstied. Déi hu mir allerdéngs net.

Ech wéilt déi ganz Saach emol konzeptuell beschreiwen: Amplaz elo ze soen, mir missten eng Verbindung mat där Stad oder deem Land kréien, an déi dote Gesellschaft Luxair oder déi, déi hei de strategesche Partner genannt gëtt - zënter de Mëtteg jo anscheinend d'Lufthansa -, misste vu Lëtzebuerg aus fléien. Et geet dorëm, datt et problematesch ass, wann ee quasi néierens an Europa direkt vum Findel hikënnt. Et geet dorëm, datt et onbequem ass, wann ee bal, wann een net grad mat der Luxair an d'Vakanz flitt, muss op Frankfurt oder Paräis respektiv op Amsterdam oder Zürich gondelen, ier een duerno de Fliger kann huele fir an déi europäesch Haaptstad, wou ee wëllt.

Mir sinn net déi eenzeg kleng Stad, wou esou eng Situatioun ass. Wann een elo kuckt Salzbuerg, Nantes oder Bozen, déi sinn an därselwechter Situatioun. Eppes ass awer anescht: Eis Haaptstad ass am Fong och d'Haaptstad vun der Groussregioun. Hiert Anzuchsgebitt an domadder dat vum Flughafen zielt Millioune vu Leit.

De Findel ass an där ganzer Regioun deen eenzege klasseschen internationale Flughafen. Klassesch an deem Sënn, dass en net ausschliesslech Bëllegflich ubitt. Esou ee Flughafe misst eigentlech d'Ambitioun hunn, fir e bësse besser mat der Welt, mat Europa verbonnen ze sinn, wéi en elo ass. An do läit och eng strategesch Erausfuerderung vun der nationaler Fluggesellschaft. Mir mussen definéieren, wat fir eng europäesch Finanz- a Wirtschaftsstanduerter respektiv Haaptstied direkt mat Lëtzebuerg musse verbonne ginn.

De Flughafe Lëtzebuerg spillt och am Cargo eng ganz grouss Roll. D'Cargolux an de Luxair Cargo Center zielen am Fret-Beräich zu deene groussen. A wa weltwäit amgaang ass de Cargo anzebriechen, muss ee sech d'Fro stellen: Gëtt et och en Abroch hei zu Lëtzebuerg oder geet dee weltwäiten Abroch am Cargo-Beräich bis zu 35% u Lëtzebuerg laanscht?

Luxair ass e Betrib, deen zu engem Deel dem Stat gehéiert respektiv aner staatlech Bedeelegungen iwwer aner Weeër, wou de Stat Participatiounen huet. An där Kris wär d'Loft fir all Fluggesellschafte méi dënn ginn. Och d'Luxair an d'Cargolux wäerten net ouni Schwieregkeeten duerch déi nächst Jore kommen, op jiddfer Fall, wat d'Geschäftsflich fir d'Luxair an de Cargo am Allgemengen ugeet. Et ass deemno vläicht just dee richtege Moment, fir der Luxair an hiren Operatiounen en aneren erweiderte Kader ze ginn. A mir si gespaant, wat de Minister eis do vum Konzept elo wäert virstellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den honorabelen Här Schreiner. An dann den Här Braz an den Här Henckes.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Demokratesch Partei huet gefrot, fir am Kader vun dëser Aktualitéitsstonn Informatiounen iwwert déi zukünfteg Strategie vun eiser nationaler Fluggesellschaft ze kréien. Dat ass natierlech e Sujet, deen ee ganz wäit kéint ausféieren. E géif och sécher de Kader vun dëse fënnef Minutte sprengen, déi mer hei zur Verfügung hunn. Wann et sech natierlech awer op d'Fro vun engem neie strategesche Partner beschränkt, dann ass dat awer scho méi konkret.

Et ass schonn hei ugeklongen, dass mer haut de Mueren héieren hunn, dass deen neien oder deen neien ale strategesche Partner d'Lufthansa soll sinn. Dat ass eigentlech e Schratt, dee logesch an - mengen ech - och kompatibel ass mat den Interesse vun der Luxair. D'Lufthansa ass schonn am Aktionariat vun der Luxair vertruede mat 13%. Dat ass scho gesot ginn. Hei géif elo dann d'Participatioun nach e bësse verstäerkt ginn, mä doduerch, dass keen zousätzlechen neie Partner erakënnt, mä een, dee bekannt ass, mécht dat dote Sënn.

De Claude Meisch huet awer eng Rei vu Froen opgeworf an deem Zesummenhang, déi och pertinent sinn a wou mer all op d'Äntwerte vum Minister jo och gespaant sinn.

Doriwwer eraus mengen ech awer, muss et eist Uleies si bei alle strategeschen Iwwerleeungen iwwert de Choix vum strategesche Partner, dass Lëtzebuerg och an Zukunft eng eegestänneg Fluggesellschaft behält, fir ze garantéieren, dass eist Land gutt un déi aner europäesch Wirtschaftszentren, Haaptstied an och Dréischeiwe vum Flugverkéier ugebonnen ass.

De Moment hu mer um Findel 14 verschidde Fluggesellschaften operéieren; eng Zuel, déi an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass. A wann een den Terrain elo ganz géif den auslännesche Gesellschaften iwwerloossen, da fléien déi just e puer fir si rentabel Strecken zu hiren „Hub"en un. A fir de Rescht géif et einfach keng Offer vu Lëtzebuerg aus méi ginn, déi fir eis Leit vun hei an aus der Regioun interessant wier, an dat soll et natierlech net sinn.

Et ass scho gesot ginn, d'Luxair ass e ganz wichtege Partner a Pilier vun eiser Ekonomie a muss dat och an Zukunft bleiwen. Et ass gesot ginn, d'Lufthansa ass scho mat 13% am Kapital dran. Elo hätt ee sech kënnen als Alternativ virstellen, dass en anere strategesche Partner jo hätt kënnen eng grouss aner europäesch Fluggesellschaft sinn, déi och da mat 12, 15 oder 20% an d'Aktionariat vun der Luxair ageklomme wier, an da mam Haaptkonkurrent Lufthansa dann och op engem Dësch gesiess hätt, fir iwwert d'Interesse vun der Luxair hei um Findel an an der Aviatioun ze schwätzen. Dat wier sécher problematesch ginn. An dat wier eng ganz delikat Geschicht ginn.

Duerfir, mengen ech, ass de Choix vun der Lufthansa e richtegen, well doduerch och e ganz grousst a vill Konfliktpotenzial wäert eliminéiert ginn. Alles anescht hätt et net méi einfach gemaach. Ech weess och net, ob et iwwerhaapt méiglech gewiescht wier fir, mä de Minister seet eis dat.

De Claude Meisch huet d'Fro opgeworf vun anere Privatinvestisseuren, déi eventuell hätte kënnen aklammen. Ech weess net, wann een elo de Moment géif vun enger Investmentbank de Wäert vun der Luxair géif schätze loossen, ob dee ganz héich wär, opgrond vun der allgemenger Kris, déi et ronderëm d'Aviatioun gëtt. Duerfir kéint ech mer virstellen, dass Privatinvestisseuren net onbedingt esou interesséiert dodru sinn. Mä de Minister kann eis doriwwer vläicht awer Opklärung ginn.

Trotz oder grad wéinst den Hiobsbotschaften, déi de Moment vun der Luxair am Zesummenhang mat der Wirtschaftskris kommen, ass et wichteg, dass d'Luxair sech awer weider positionéiert. De Konkurrenzkampf an der Aviatioun gëtt net nëmmen tëschent de grousse Flugallianzen ausgedroen, mä och an deenen eenzelnen anere Kategorië wäerten nëmmen déi bestoe kënnen, déi Erfolleg hunn. An et wäert och do zu weidere Fusioune kommen.

Mir hu festgestallt, dass duerch d'Wirtschaftskris vill Fluggesellschafte besonnesch ënnert dem Réckgang vun de Geschäftsflich leiden. Och d'Luxair gehéiert derzou. Vun der Situatioun profitéieren natierlech d'Bëllegfluggesellschaften, déi op hire Strecken, déi staark vu Geschäftsreesende fréquentéiert ginn, en däitlechen Trend no uewe feststellen. An der Groussregioun sinn et just déiselwecht Gesellschaften, déi et der Luxair net einfach maachen an duerch eng aggressiv Verkafspolitik an duerch eng onduerchsiichteg Präispolitik versichen, mat alle Mëttelen d'Clientë vum Findel ewechzelackelen.

Ech sinn der Meenung, dass d'Luxair sech op déi richteg Aart a Weis zu Wier setzt. Si setzt konsequent op Qualitéit, op clientfrëndlech Ugebueter, en exzellente Service an eng transparent Präispolitik. Dat ass fir mech dee richtege Wee, och wann dann eben emol de Präis vum Flugticket heiansdo méi héich ass wéi dee vum Parking fir den Auto.

A leschter Zäit si jo eng Rei vu Bëllegfluggesellschaften duerch hir onduerchsiichteg Präispolitik an d'Kritik geroden. D'Luxair brauch dat net. Hir Clientë schätzen den héichwäertege Service an identifizéiere sech mat hirer Airline. Ech mengen, dat ass

mëttelfristeg a laangfristeg och de Schlëssel zum Erfolleg, deen och fir d'Zukunft muss gesat ginn. Natierlech mat engem staarke Partner wéi dann eben der Lufthansa mat am Boot.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass kloer, dass duerch déi Informatioun, déi de Moie scho publik ginn ass, d'Debatt haut de Mëtteg e bëssen eng aner Nues kritt. An ech wëll soen, dass fir déi gréng Fraktioun contrairement zu deem, wat de Kolleeg Marc Spautz virdru gesot huet, mir dat net anormal fannen, dass d'Parlament sech mat der Luxair beschäftegt. Well net nëmmen huet de Stat do ganz héich Participatiounen, direkt Participatiounen, déi en nach ëmmer hat vun 23%, déi 12 vun der Fortis, déi mer am Summer d'lescht Joer kaaft hunn an och déi iwwer 13% bei der Spuerkeess. Et ass also normal, dass mer do wëllen eis Kontrollmissiounen exercéieren. Mä et ass och normal, well d'Luxair kee Betrib ass wéi all déi aner, well ze vill Betriber vun der Lëtzebuerger Ekonomie en direkten Intérêt dorunner hunn, dass d'Luxair se versteet an an hirem Sënn flitt a schafft.

Wichteg ass fir déi gréng Fraktioun, dass dee Choix, dee getraff ginn ass, an deen Accord, dee fonnt ginn ass, mat engem industrielle Partner fonnt ginn ass. Et hätt ee jo och kënne sech als Stat d'Fro stellen, ob een net seng Participatioune vun der Fortis un en neie finanzielle Partner hätt wëllen oftrieden. Dat wär eiser Meenung no dee falsche Wee gewiescht.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech, dass hei de Wee gesicht ginn ass vun engem weideren industrielle Partner an net wéi gesot nach eng Kéier e finanziellen.

Dat gesot sinn awer eng ganz Rei Erausfuerderungen, där d'Luxair sech gestallt huet virun net allze laanger Zäit. „Building a New Airline" war jo de Motto. Dee war domadder begrënnt, dass d'Luxair Schwieregkeeten hat. Mir wëssen, dass d'Luxair haaptsächlech Sue verdéngt huet bei Luxair-Tours am Beräich vum Handling. Och am Beräich vum Flughafen, wat awer elo duerch lux-Airport jo net méi an deem Mooss méiglech ass. An d'Luxair muss probéieren, un hir Käschten anescht erunzekomme wéi virdrun. Wat jo och erëm eng Kéier mat sech bruecht huet, dass mer d'Propellerfligeren nees entdeckt hunn a vum Alles-op-der-Düs erofkomm sinn, wat industriell sécher e richtege Choix war vun der Luxair.

Gläichzäiteg huet d'Luxair awer och regional Konkurrenz kritt. Bëlleg-Airlinen, déi och hei am Land emol schonn deen een oder anere Supporter haten, Bëlleg-Airlinen, déi op regionale Flughäfen eisem Flughafen hei an der Gesellschaft Konkurrenz maachen, an duerfir menge mer och, dass et och aus deenen dote Grënn richteg war, dass d'Luxair probéiert huet sech ze restrukturéieren.

Elo hu mer mat der Lufthansa e Partner, dee seng Participatioun wëllt eropschrauwen. Mä mir hätten awer do gäre vum Minister Opklärungen, well mir hunn awer e bëssen d'Suerg, dass dee Partner, mat deem mer elo en Accord fonnt hunn, net onbedingt déiselwecht strategesch Vuen huet op d'Luxair an op de Flughafen, wéi déi Vuen, an där d'Luxair selwer sech befonnt huet an de leschten zwee Joer, och mam Flughafen. Dat war eng regional Perspektiv mat Flugmaterial, wat och an deem Kontext do sollt agesat ginn: Och déi Linne fléien, déi d'Lëtzebuerger Ekonomie brauch.

Mir hunn e bëssen d'Suerg, dass doduerch, dass mer en Accord mat der Lufthansa fonnt hunn, elo vläicht erëm verstäerkt déi Logik vum Frankfurter „Hub" an d'Spill kënnt. A mir mengen och, dass de Minister eis soll erklären, firwat dass mer net probéiert hunn, mat engem aneren industrielle Partner, deen net alles op Frankfurt gesinn hätt, mä dee vläicht Richtung Frankräich oder vläicht Richtung England oder en anere groussen „Hub" der Luxair méi Villfalt gelooss hätt.

Vläicht gëtt et dofir gutt Grënn, mä strategesch däerf ee sech d'Fro awer stellen, ob dat doten net riskéiert, déi Strategie, an där d'Luxair sech befonnt huet, op d'Kopp ze geheien, well mer elo eis erëm géifen ze vill reorientéieren an eng Strategie ausgeriicht op de Frankfurter „Hub".

Zweet vun dräi Froen, déi ech un de Minister hunn, déi betrëfft den Zäitpunkt vum Accord. Mir hu wuel de Moie verlauschtert, dass en Accord fonnt ginn ass. Wéini gëtt deen Accord awer konkret an operationell? Et ass och fir d'Lufthansa wéi fir all déi aner europäesch Fluggesellschaften am Moment eng méi schwéier Zäit, wéi nach viru Méint a viru Joren.

Wéi steet et ëm d'Liquiditéiten? D'Lufthansa huet jo nach eng Partie aner Pläng an Europa, notamment an Éisträich mat der Austrian Airlines. Ass et esou, dass deen Accord, deen elo op de Prinzipië fonnt ginn ass, och relativ rapid wäert kënne realiséiert ginn, oder ass do eng Latenzzäit, op déi mer eis mussen astellen?

Déi drëtt a lescht Fro, déi betrëfft de Volet vun der Cargolux. Och do hätte mer gären Opklärunge vum Minister iwwert déi méiglech Lienen, déi bestinn. Do héiert ee jo och vill Saachen, notamment d'Gefor, dass ee sech hei géif praktesch de Fuuss an den Héngerstall eraruffen iwwert den Ëmwee vun der Luxair. Déi Fro ass zumindest berechtegt a legitim.

Besteet déi Gefor? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir dass déi Gefor do maîtriséiert bleift a fir sécherzestellen, dass deen Accord vun der Luxair mat der Lufthansa net eng nei Schwieregkeet fir d'Cargolux schaaft respektiv net e strategesche Wiessel vun der Luxair ofverlaangt, deen och net kann all zwee Joer nees stattfannen? Well „Building a New Airline?, dat kann een net all zwee Joer widderhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Elo huet den Här Henckes d'Wuert, duerno den Här Jaerling.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddweree weess, datt de Findel an d'Luxair fir Lëtzebuerg absolut wichteg sinn, wa mer wëllen eng Bankeplaz bleiwen, wa mer wëllen international wirtschaftlech aktiv sinn. Et gesäit een, datt Schwieregkeete sinn duerch d'Baisse vun der Fréquentatioun, haaptsächlech bei de Businessflich. D'Luxair ass, wat d'Präisser ugeet, ganz oft net méi kompetitiv. Si huet Heathrow opginn, wat menger Meenung no e Feeler war. Bref, et ass noutwendeg ginn, datt gekuckt ginn ass, fir déi ganz Situatioun ze redresséieren.

An dofir e puer Froen un d'Regierung, wann elo e Partner ausgesicht ginn ass. Meng Fro wär ze wëssen: Ass nure mat engem Partner négociéiert ginn, oder mat e puer? Wat waren, wa mat e puer négociéiert ginn ass, déi Elementer, déi fir d'Regierung den Ënnerscheed gemaach hunn, d'Décisioun erbäibruecht hunn, fir ee Partner - am Prinzip sollt et jo Lufthansa sinn - erauszewielen? Wat waren do déi Argumenter?

Leschte Punkt, deen ech wollt froen, dat ass: Wéi héich soll elo déi Participatioun vun deem strategesche Partner am Kapital vun der Gesellschaft sinn? Well jiddweree weess dem Albert Frère säin Zitat: «Petit actionnaire minoritaire, petit couillon; grand actionnaire minoritaire, grand couillon». Dofir misst een also wëssen, wéi déi Situatioun do geregelt ass, ob en Accord d'actionnaires soll fonnt ginn oder négociéiert ginn.

Bref, dat waren déi puer Froen, déi sech an dësem Kontext stellen a wou ech frou wier, wann d'Regierung ons kéint hir Reflexiounen an hir Moyenen, wéi se dat décidéiert huet, erklären.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann d'Reflexioune vum honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Bon, ech mengen, déi Fro, déi ech mer gestallt hunn, dat ass wéi Luxair d'Landerechter op Heathrow verlount huet. Dat heescht, si hu se net opginn, si hu se verlount un eng arabesch Firma. Mä do hunn ech mer awer effektiv d'Fro gestallt, wéisou dass mer déi Landerechter net un eng Firma verlount hunn, déi am Fong vun hei aus, dann eng aner Firma, eng aner Gesellschaft, déi da vun hei aus op Heathrow flitt, fir awer trotzdeem et de Clientë vun hei méiglech ze maachen, fir dohinner ze fléien. Well et si jo awer och eng Rei Leit, déi iwwer Heathrow weltwäit geflu sinn an déi dann elo net méi déi Méiglechkeet hunn.

D'Fro ass einfach déi: Gëtt et eng Méiglechkeet, fir déi Landerechter esou séier wéi méiglech erëmzekréien? Well et jo awer elo strategesch wichteg wär, dass een am Fong all Linnen, déi ee kéint ufléien, misst behalen, wann d'Situatioun esou ass, wéi se eben elo ass. An et war einfach onverständlech, dass am Fong déi Linnen do, wou dat Landerecht do verlount ginn ass, wou mir am Fong praktesch absolut näischt dervun hunn, ausser déi Suen, déi dann erakommen, fir déi Landerechter do opzekafen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, huet d'Wuert elo.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll versichen an deene puer Minutten e Maximum vun deene Froen ze beäntwerten, déi hei gestallt gi sinn, well ech mengen, den Débat war elo een, deen horizontal sech mat alle Froe beschäftegt huet, déi d'Luxair a souguer och d'Cargolux am Moment betreffen. Ech mengen, et ass eng gutt Opportunitéit trotzdeem, deen Débat, deen den Här Meisch gefrot huet, fir e puer Saachen ze soen, och par rapport zu deenen, déi an deene leschte Stonnen iwwert d'Press publik gemaach gi sinn.

Déi éischt zwou kloer Aussoe sinn déi, dass d'Tatsaach, dass de Lëtzebuerger Stat an dësen Zäiten, turbulenten Zäiten, wirtschaftlech ganz schwieregen Zäiten, no der Iwwernahm vu Fortis déi 12,15% an Dexia 13,14%, zesumme mat der Spuerkeess eng däitlech öffentlech Majoritéit am Aktionariat vun der Luxair duerstellt, sécherlech eng ganz stabiliséierend Wierkung huet, déi generell an der Luxair bannen an no baussen als positiv bewäert gëtt.

Dat ass jo och net ëmmer esou. Heiansdo ass de Stat an deene Gesellschaften éischter als e Klompfouss ugesi ginn. Am Ament gëtt et souwuel bei deenen aneren Aktionäre wéi virun allem an der Gesellschaft selwer, ob ee vun der Direktioun oder vun der Belegschaft schwätzt, éischter als e Moment vu Stabilitéit ugesinn, an ech mengen, dass dat schonn e positive Punkt ass. Dat ass am Moment den Intérêt vun der Gesellschaft a sécherlech och vum Stat.

Mir hunn haut e stabilt a strategesch ausgeriichtent Aktionariat, wat sech net - an ech mengen, dat ass wichteg, wat ech soen - ausriicht no kuerzfristege Gewënner an och no héijen Dividenden. Dat ass och an anere Fluggesellschaften am Ament op der Welt a virun allem an Europa aneschters, an dofir sinn d'Reaktiounen och am Ament als Äntwert op déi Kris an deene Gesellschaften oft anerer wéi déi, déi bei eis mat dach enger méi roueger Hand kënne preparéiert ginn.

Dofir hu mer, Här Meisch, am Juni 2008 och par rapport zu deem privaten Investitiounsfong, deen Der genannt hutt, nee gesot, well dat ebe just net e strategesch industrielle Partner war, mä well mer der Meenung waren - an ech mengen, haut hunn eis déi lescht Méint an allen Hisiichte Recht ginn -, dass dat eng richteg Décisioun war, dass mer éischter Ausschau gehal hunn, wie kann eis strategesch industriell hëllefen, an net onbedéngt, wie kann en Apport, deen éischter e finanziellen ass, éischter en Apport ass vu Leit - an dat ass legitim, dat kritiséieren ech net -, déi éischter drop aus sinn, Geld ze verdéngen, wéi onbedéngt Zäit ze hunn, och mëttel- a laangfristeg Strategien ze goen, déi vläicht net direkt déi héchsten Dividende mat sech bréngen, mä déi awer der Gesellschaft am court a moyen Terme och kënnen hëllefen.

Bemierkung: Eist Virkafsrecht deemools am Juni 2008 notzen, hat also zum Zil, dem Luxair-Aktionariat esou e strategesch industrielle Partner zouzeféieren, an et louch e bëssen op der Hand, ech mengen, dass dat elo awer net vill Erfindungsgeescht gebraucht huet, fir esou e Partner am Beräich vun der Aviatioun sichen ze goen, e Partner also, mat deem ee kooperéiere kann a mat deem een e Mehrwäert ka schafen.

Ech mengen, dass och déi Zilsetzung strategesch war - fir déi, déi do Froe gestallt hunn, besonnesch och den Här Braz. D'Zil war also, e Partner ze sichen, dee Stabilitéit géif bedeiten, deen en Know-how géif matbréngen, e groussen Know-how géif matbréngen a strategeschen an industrielle Froen an der Aviatioun, dee Synergië géif méiglech maachen, dee Kooperatioun géif méiglech maachen, deen och d'Stäerkung vum operativen Dagesgeschäft géif méiglech maachen, deen d'Wettbewerbsfäegkeet vun eiser nationaler Fluggesellschaft an engem Maart, deen amgaangen ass ze bougéieren, extrem ze bougéieren, sech ze konsolidéiere géif méiglech maachen, an dat net op Käschte vun negativen Décisiounen. Wa gesot gëtt, den „Hub" vu Frankfurt, dat ass en extrem komfortabele fir déi Meescht, mä dat heescht awer net, dass muer d'Luxair London oder dass et Paräis oder esou muss opginn. Ech mengen, dat eent huet direkt mat deem aneren och näischt ze dinn.

Wann ee sech ëmkuckt, da gesäit een, dass et där Playeren, där strategesch-industriell Partneren do am Moment dräi Stéck gëtt: British Airways, Air France zesumme mat KLM an d'Lufthansa. Dat sinn déi dräi grouss Playeren, a jiddereen ass sech doriwwer eens, dass et sech an deenen nächste Méint a Jore ronderëm déi dräi do wäert dréien. An ech kann also der Chamber matdeelen - dat ass awer eng Nuance, déi ech wëll maachen -, dass de Lëtzebuerger Stat mat der Lufthansa hirer grondsätzlecher Bereetschaft sech gëeenegt huet, fir d'Aktionariat vun der Lufthansa an der Gesellschaft vun der Luxair an d'Luucht ze hiewen, vun deenen 13%, déi si haut huet, op mindestens 20%, dass dat bis an den Oktober eran déi grouss Prinzipien, déi grouss Zilsetzung eis eens waren, dass mer bis Mëtt November 2008 eis och op e Pacte d'actionnaires verstännegt hunn, dass bis Enn 2008 souwuel eis Regierung wéi de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess an awer och deen aneren Aktionär, deen nach bleift, och Panalpina domadder d'accord ware mat där Ausriichtung, déi am Aktionariat soll virgeholl ginn, an och wéi gesot d'Lufthansa dat prinzipiellt Zil do ënnerstëtzt, fir dat dote virzehuelen.

Ech mengen, dass mer och an deene Froen, déi den Här Meisch gestallt huet, firwat d'Luxair: Natierlech wéinst deem Partner, deen et strategesch duerstellt, natierlech well mer d'Lufthansa haut schonn am Aktionariat vun der Luxair hunn. Dat ass also keen neien, dat ass also kee friemen, dat ass also keen, un dee mer eis nei gewinne mussen, an déi Suerg, déi Der gesot hutt, déi eng berechtegt Suerg ass - Wéi ass et zum Beispill an der Konkurrenz tëschent der Cargolux an der Lufthansa Cargo? -, ass dat, mengen ech, eng Situatioun, déi mer haut schonn hunn. Dat ass näischt Neies. Och haut scho geet de Vertrieder vun der Lufthansa am Verwaltungsrot vun der Luxair, wa Froe vun der Cargolux behandelt ginn, aus der Sitzung eraus. Ech mengen, déi Léisung hu mer haut schonn, an ech mengen, dass et also vun deem Aspekt hier do näischt Neies ass par rapport zu deem, wann d'Lufthansa muer säin Undeel un der Luxair ëm déi 13% hieft, fir méi staark an der Luxair vertrueden ze sinn.

Dat, mengen ech - déi grondsätzlech Bereetschaft do -, ass an dësen turbulenten Zäiten eng gutt Noriicht fir d'national Fluggesellschaft, well se dach awer weist - an ech mengen, dat war an dësen Zäiten och wichteg, dobausse kloerzemaachen -, dass d'Lufthansa Vertrauen huet an d'Zukunft an an d'Potenzialer vun eiser nationaler Fluggesellschaft, a virun allem och, dass se eng Aschätzung mécht vun enger gesonder Gesellschaft, enger gesonder Situatioun innerhalb vun der Gesellschaft Luxair.

Leider, an ech mengen, dat ass dat, wat ech gesot hunn, am Géigesaz zu deem, wat gemellt gëtt, dass dat alles fäerdeg ass, leider ass déi praktesch Ëmsetzung vun dëser Bereetschaft, dëser grondsätzlecher Zilsetzung, op déi mer eis gëeenegt hunn, duerch déi dramatesch verschlechtert Situatioun, an eng Situatioun komm, wou mer respektéieren, dass d'Lufthansa sech am Moment konzentréiert - an den Här Braz huet eng Rei vun deene Froe genannt - op eng Rei vu strategeschen Ëmwälzungen, déi am Moment an hirer Gesellschaft stattfannen, niewent der dramatescher wirtschaftlecher Situatioun an och nach de soziale Konflikter, déi an der Lufthansa am Moment an deene leschte Woche relativ staark waren.

Duerfir respektéiere mer de Wonsch vun der Lufthansa, bei der grondsätzlecher Bereetschaft an der Zilsetzung kloer ze sinn, mä fir d'Ëmsetzung, déi praktesch Ëmsetzung, respektéiere mer, datt se sech déi Zäit hëlt.

Mir hunn iwwregens - Däerf ech dat soen, Här Meisch? - och als Luxair en Intérêt do am Moment nom Prinzip ze fueren: «Il est urgent d'attendre.», well, wa mer elo géifen diskutéierten iwwert de Präis vun deem Paquet, deen d'Lufthansa géif iwwerhuelen, a mir géifen extern Expertë chargéieren, fir eng Evaluatioun ze maache vum Wäert vun dem Aktiëpaquet, dee sécherlech an dëser aktueller Zäit eng schwiereg Operatioun wär, déi vläicht zuongonschte vun der Luxair géif ausgoen, wéi iwwregens par rapport zu villen anere Gesellschaften och, déi am Moment an engem staarken Drock, an enger staarker Situatioun duerch déi Turbulenzen, déi mer kennen, sinn. Dat huet also, mengen ech, keng negativ Effeten am Moment op d'Gesellschaft.

Kloer ass, dass mer - ech mengen, dat berouegt lech e bëssen an där Fro - natierlech

net wëllen ënnert deem Wäert verhandelen, fir dee mer den Aktiëpaquet och erworben hunn. Ech mengen, dat schéngt mer evident ze sinn. Mä ech mengen, duerfir huet ee vläicht besser, e puer Wochen oder Méint an d'Land goen ze loossen, fir do eng méi stabil a roueg Phas dobausse kennen ze léieren, fir déi Ëmsetzung dann do ze maachen.

Ech géif also als Konklusioun soen, dass de Lëtzebuerger Stat mat deenen anere Partneren - Spuerkeess an och Panalpina - sech mat der Lufthansa iwwert déi grondsätzlech Zilsetzung a Bereetschaft, fir de Paquet ze hiewe vun 13% op mindestens 20%, eens ass, dat och textuell zréckbehalen huet an engem Pacte d'actionnaires, mä fir déi praktesch Ëmsetzung mer dann e bëssen den Otem unhalen, fir, wa méi roueg Zäite kommen, déi dann och iwwert d'Bühn ze brëngen.

Ech hunn dat, fir e leschten Délai, ech weess net, ob - wéi Dir gesot hutt - parfois le hasard fait bien les choses, dass dat just haut de Fall ass. Ech wëll Iech just soen, dass dee leschten Termin, wou mer déi dote Bereetschaft an déi do Zilsetzunge festgemaach hunn, de 4. Mäerz war, wou ech an engem Gespréich mam Lufhansa-Chef, dem Här Wolfgang Meyerhuber, déi do Linn an déi do Prinzipien nach eng Kéier arrêtéiert a bekräftegt hunn, fir dann ze kucken, wéi mer weiderkommen.

A Konklusioun also - well ech mengen, domadder ass et net gedoen - ass, dass an der éischter Phas de Paquet Fortis sech wäert opdeelen an deen Deel vun dem Droit de préemption, deen de Stat iwwerholl huet - mir hu jo eisen Deel un dem Paquet, eis 23% vun deenen 13% gezunn, d'Spuerkeess d'selwecht -, an ech mengen, dass dann dee Rescht-Paquet, dee bleift, dann dee Paquet ass, wou mer d'Bereetschaft an d'Zilsetzung mat der Lufthansa zréckbehalen hunn.

An dann ass eis jo bal iwwer Nuecht och nach de Paquet vun der Dexia an den Aktionariatspaquet vum Stat gefall fir de symboleschen Euro. Och do sinn d'Diskussiounen iwwert déi Transaktioun amgaang, déi e bësse méi schwiereg ass, well natierlech och do en Droit de préemption herrscht fir déi aner Aktionären am Rahme vum Paquet vun der Luxair, en Droit de préemption awer erausgi fir e Paquet, dee fir de symboleschen Euro, ass vläicht eng schwiereg Situatioun, esou dass mir amgaang sinn do ze kucken, wéi mer dat kënnen ëmwälzen.

An da stellt sech natierlech déi nächst Fro hannendrun: Wat maache mer da mat deem do Paquet?

Och do hu mer eis an der Regierung verstännegt, dass mir net wëllen iwwer Weideres Propriétaire bleiwe vun deem Paquet do, mä och do interesséiert sinn, fir mat anere Partneren, deemselwechte Partner wéi elo oder mat aneren, ze diskutéieren. Eenzel Gespréicher doriwwer hu mer och gefouert, fir ze kucken, wéi dann deen zweeten Deel do ka sinn.

Mir sinn am Prinzip grondsätzlech der Meenung gewiescht, dass den Undeel vum Stat, also dat wat de Stat selwer huet als Aktien, an dat, wat d'Spuerkeess huet, dass dat ënner 50% soll leien. Dat ass déi Zilsetzung, déi mer eis ginn hunn, an ech mengen, dat ass also eng, déi mer dann an enger nächster Phas och mussen diskutéieren.

An der strategescher Ausriichtung wëll ech awer soen, an ech géif vläicht mengen, wéi bei deem Punkt virdru vun der Dagesuerdnung, och wa se an der Bedeitung ganz ënnerschiddlech ze bemiesse sinn, dass et natierlech eng gutt Geleeënheet wär, och dat an der Transportkommissioun, vläicht och mat anere Kommissiounen dozou eng Kéier ze maachen, mat deene Responsabelen och vu lux-Airport an och vläicht vun der Luxair, fir déi strategesch Diskussiounen, well Dir erlaabt, dass een och net alles op der Place publique ka soen, wat den Intérêt vun der Gesellschaft kéint betreffen.

Ech mengen awer, dass déi strategesch Ausriichtung ganz kloer ass, souwuel bei der nationaler Fluggesellschaft, déi grad wéi de Flughafe selwer sech als eng Referenzgesellschaft an der Groussregioun gesäit, an och dee Rôle mat deem neie Flughafen, a sech mat där Strategie „Building a New Airline“ an deene leschte Joren och d'Moyenë ginn huet, an der Tarifpolitik virun allem méi aggressiv virgeet wéi jee virdrun, mat och engem gewëssenen, fir net ze soen engem ganz bestëmmtene Succès. Ech mengen, et bleift, dass mer op eng gewësse Qualitéit setze par rapport zu anere Gesellschaften, déi en anere Wee ginn.

Doriwwer, mengen ech, brauch een elo net ze diskutéieren. Dat ass den Intérêt vun der Luxair, an déi Richtung ze goen an och do eng vernünfteg Politik ze maachen, eng vernünfteg Dividendepolitik ze maachen, eng Politik vu Récklagen ze maachen. D'Luxair ass finanziell eng extrem gesond Gesellschaft, ech géif bal soen, déi eng ganz breet Kriegskasse huet, fir och déi puer Méint, déi mer am Ament amgaang sinn ze erleiden, kënne weiderzegoen.

Ech wëll vläicht, Här President, awer soen zum Schluss, dass, wann ech kucken, wéi sech d'Saachen entwéckelt hunn an deene leschte puer Joer, da muss een awer soen, dass net nëmmen d'Zuel vun de Passagéier an d'Luucht gaangen ass, vun 1,5 op 1,7 Milliounen, mä dass och d'Flugziler, fir och dem Här Spautz ze äntwerten, dass d'Flugziler, déi vu Lëtzebuerg ugeflu ginn, vun 2005 bis haut vun 62 Ziler op 70 an d'Luucht gaange sinn.

An och, fir och kloerzemaachen, dass de Flughafe Lëtzebuerg net eng Propriétéit ass vun der Luxair, mä dass d'Strategie gemaach gëtt vu lux-Airport, net vun der Luxair. Ech mengen, dat ass e groussen, wesentlechen Ënnerscheed an der Tëschenzäit, dass d'Fluggesellschaften, déi um Flughafen douewen operéieren, vun zéng op 14 an d'Luucht gaange sinn. De Flughafe Lëtzebuerg ass net nëmmen d'Luxair, dat sinn 13 aner Gesellschaften, déi um Flughafen och amgaange sinn ze operéieren.

E lescht Wuert...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, Här Minister, Dir musst wierklech zum Schluss kommen!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Pardon! Ech wollt e Wuert zu der wirtschaftlecher Situatioun soen, mä vläicht kënne mer dat dann och an enger Réunioun à part an deenen nächsten Deeg eng Kéier diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zu enger Question urgente vum honorabelen Här Bettel un d'Madame Familljeministesch iwwert den Zougank vun de Chèques-services fir d'Demandeurs d'asile.

8. Question urgente N°3242 de M. Xavier Bettel relative aux chèques-services - demandeurs d'asile

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Merci och, dass d'Urgence unerkannt ginn ass vun dëser Fro, well et nämlech bei verschidde Gemengen eng Interpretatiounsfro ass, wéi et elo mat de Chèques-services geet bei Sans-papiers oder bei de Réfugiéen.

An der Gemeng Lëtzebuerg, wou mer och mam Problem konfrontéiert sinn, hu mer d'Décisioun geholl, mir géife se dann huelen, well am Ministère gesot ginn ass, si wéissten net ganz genau, wéi se dat sollten handhaben. Do huet een awer Leit vis-à-vis vu sech sëtzen, an do hu mer décidéiert, an déi Richtung ze goen. Et wier awer ganz interessant, ech mengen och fir déi aner Gemengen, ze wëssen, wat se solle maachen, wa se e Réfugié oder e Sans-papiers hunn, dee freet, fir de Benefiss vum Chèque-service kënnen ze kréien.

Ech mengen, et ass gerecht, déi Décisioun, déi mir geholl hunn, an ech wier och frou, wann dat och d'Regierung géif deelen.

Déi aner Fro stellt sech och bei Kanner, déi an der Éditf sinn an déi iwwer zwielef Joer al sinn. D'Gesetz gesäit jo vir, dass ee bis ënner 13 Joer kann de Benefiss vun de Chèques-services kréien. Do wollte mer och kucken, wéi d'Léisung wier. Et sinn Interpretatiounsfroen, déi net gutt sinn, wann en Text do ass. Virun allem Enn dës Mounts kommen déi éischt Rechnungen eraus, an dofir wier et gutt, wa mer géife wëssen, ob dat déi richteg Décisioune sinn, déi geholl gi sinn, oder net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Bettel äntwerten, datt d'Stad Lëtzebuerg, wéi sou dacks an deenen dote Froen, déi zesummenhänke mat de Kanner vu Réfugiéen an ähnleche Kanner, ëmmer beispillhaft war an an deene leschten zéng Joer, wou mer ganz vill Kanner haten, déi vun iwwerall op der Welt komm sinn, net eng Kéier eis Problemer gemaach huet fir ze soen, mir hunn ze vill där doter Kanner an eise Klassen oder hei oder do.

Och dës Kéier hutt Der selbstverständlech erëm déi richteg Décisioun geholl, déi och all déi aner Gemenge sollen huelen, well wa Kanner an eng Schoul ginn, da si se jo do an der Gemeng, an dann ass et fir mech evident, datt se dann och den Zougank hunn zu deenen doten Infrastrukturen. Dofir ass et gutt, datt mer och all deenen anere Gemengen, déi da vläicht Zweifel doriwwer haten, op deem heite Wee kënnen déi Informatioun ginn.

Déi zweet Fro, déi den Här Bettel gestallt huet, ass eng, déi ee muss, denken ech, am cas par cas kucken: Kanner, déi an der Éditf sinn an déi iwwert de Schoulalter eraus sinn. Mir hunn am Reglement drastoen, datt ee kann iwwert de Schoulalter eraus awer, wann ee seng Primärschoul net fäerdeg huet, an d'Maisons-relais kommen - jo, déi komme jo sécher net méi an d'Crèche, mä an d'Maisons-relais.

Et muss een awer gesinn, datt déi Kanner, déi ewell dräi Nomëtteger an der Woch ganz an der Éditf bleiwen, ganz dacks och Kanner sinn, dat weess ech aus den Erfahrungen, déi ee mat den Elteren huet, wou dann nach aner Therapië gemaach ginn, sou datt ganz dacks iwwerhaapt net méi vill Zäit iwwreg bleift, wou een iwwerhaapt kéint an eng Maison-relais goen.

Et ass och kloer, datt ee muss kucken, wann dat wierklech awer Jugendlecher sinn - ech kann dann och net méi vu Kanner schwätzen -, déi awer 18 Joer al sinn, datt een och muss kucken, ob dat awer nach fir déi eppes brëngt, wa se géifen an eng Maison-relais kommen, wou dann awer déi aner Kanner zwielef Joer al sinn. Dofir géif ech proposéieren, datt een och do soll am cas par cas kucken, ob dat sech iwwerhaapt maache léisst an ob et sënnvoll ass an och wierklech am Interessi vun deene behënnerte Kanner.

Mä et ass richteg, datt déi Kanner och audelà vum Âge scolaire, sou wéi et am Reglement drasteet, kéinten do ënnerkommen. Datt se och déi aner Zäit, wéi gesot, wëllkomm sinn, do ass iwwerhaapt keen Zweifel drun. Mä wéi gesot, an deene spezielle Situatiounen, géif ech mengen, soll ee wierklech kucken, wat am Interessi och vun deenen dote Kanner ass.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Familljeministesch, fir déi kloer a prezis Ausféierungen. Da komme mer zu dem nächste Projet vun eisem Ordre du jour. Dat ass deen iwwert d'Traite vun den tres humains. Den Här Bettel, den Här Angel, d'Madame Loschetter an den Här Henckes si bis elo ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madame Sylvie Andrich-Duval.

9. 5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim virleiende Gesetzesprojet geet et ëm d'Aféierung vun Hëllefs- a Schutzmoossname fir déi Persounen, déi Affer si vum Mënschenhandel, eent vun de rücksiichtslosten a brutaalste Verbriechen, déi et gëtt, dat kaum Halt mécht viru Grenzen. All Joer sinn dausende vu Mënschen, an der Majoritéit Fraen a Kanner, Affer vu Mënschenhandel, an dat an hirem eegene Land gradesou wéi am Ausland. An d'Tendenz ass steigend. Et geet drëms, d'Sécherheet vun deene Persounen ze garantéieren an och preventiv an deem Beräich virzegoen.

All dës Volete sinn ofgedeckt duerch dräi international juristesch Instrumenter. Dat sinn éischtens, d'Konventioun vum Europarot iwwert de Kampf géint de Mënschenhandel vun 2005; zweetens, den Zousazprotokoll zu der UNO-Konventioun géint déi organiséiert grenziwwergräifend Kriminalitéit aus dem Joer 2000, och nach Palermo-Protokoll genannt; an drëttens, d'Direktiv 2004/81/CE, wou et ëm den Openthalt vu Persounen aus Drëttlänner geet, déi Affer vu Mënschenhandel sinn oder déi gehollef kruten, illegal an d'Land ze kommen, an déi mat deene jeeweilegen Autoritéiten zesummeschaffen.

Déi zwou éischt international Konventioune sinn ënner anerem viru kuerzem an engem separate Gesetzesprojet iwwert de Mënschenhandel, den N°5860, dee vun der honorabeler Madame Doerner presentéiert gouf, hei an der Chamber approuvéiert ginn.

An deem Kontext sinn dann och nei strofrechtlech Moossname virgesi ginn, an de Mënschenhandel gëtt als eng Infraktioun fir sech am Code pénal virgesinn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Aus dësem Gesetz gouf iwwregens déi erweidert Beschreiwung vum Mënschenhandel iwwerholl. Iwwert déi sexuell Ausbeutung an Zwangsprostitutioun eraus, déi nach ëmmer dee gréissten Deel vum Mënschenhandel ausmaachen, sinn och de Kannerhandel zu Adoptiouns- a kriminellen Zwecker, den Organhandel an d'Versklavung mat ageschloss.

Wat deen drëtten Text ubelaangt, déi europäesch Direktiv, esou gouf déi deels ëmgesat am Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen an der Immigratioun an deels an deem virleiende Gesetzesprojet.

Et ass awer haaptsächlech op d'Konventioun vum Europarot, déi sech op d'Mënscherechter an den Afferschutz zentréiert, wou de virleiende Gesetzesprojet N°5874 sech baséiert.

Dann ass dëse Gesetzestext och nach am Zesummenhang mam Gesetzesprojet N°5156 ze gesinn. Do solle jo d'Rechter vun den Affer vun den Infraktioune gestäerkt an den Zeieschutz verbessert ginn. Fir den Zeien ass et zum Beispill wichteg, fir anonym kënnen auszesoen.

DHaaptelementer vum Gesetzesprojet si folgend:

Vum éischte Kontakt u vum Affer mat der Police sollen agréiert a konventionéiert Hëllefsservicer intervenéieren, esou ähnlech wéi mer dat beim Gesetz géint déi häuslech Gewalt hunn. Hir Interventioun gëtt hei awer méi detailléiert beschriwwen, soll méi laang daueren a kann ambulanter oder stationärer Natur sinn.

D'Police kritt nei Aufgaben: de Kontakt zum Beispill mam Hëllefsservice hierstellen, d'Affer ze informéieren iwwert déi gesetzlech Méiglechkeeten, déi et huet, an och iwwert déi penal Prozedur. Et ass zum Beispill en Délai virgesinn am Immigratiounsgesetz, deen de Persounen aus den Drëttlänner, déi présuméiert Affer sinn, et erméigleche soll, sech nees opzebauen a sech de Mënschenhändler hirem Afloss ze entzéien. Si kënne sech dann och während deem Délai iwwerleeën, fir mat de jeeweilegen Autoritéiten zesummenzeschaffen. Fir all dës Missioune soll d'Police speziell geschoult ginn, besonnesch fir en Affer opgrond vun Indizien ze identifizéieren.

D'Affer kréien dann op ganz villfälteg Aart a Weis gehollef, um Niveau vun der Sprooch zum Beispill. Si kréien awer och sozial, éducativ, medezinesch, therapeutesch, finanziell oder juristesch Hëllef. Am Fall vu mannerjähregen Affer, déi eleng sinn, gëtt eng Virmundschaft an d'Wee geleet.

De Schutz vun den Affer muss duerch d'Police an d'Hëllefsservicer garantéiert ginn, déi ganz enk mussen zesummeschaffen duerch den Austausch vun Informatiounen. Den Affer muss kënnen en Ënnerdaach ugebuede ginn. Si kënnen duerch speziell Référésmoossname geschützt ginn, an dat géigeniwwer vun deene Persounen, déi probéiere se anzeschüchteren, och ähnlech wéi beim Gesetz géint déi häuslech Gewalt.

Et soll dann och méiglech sinn, Statistiken iwwert de Mënschenhandel ze erstellen, wat ganz wichteg ass, fir dëse Phenomeen effikass ze bekämpfen.

Schlussendlech gëtt e Comité agesat, deen d'Aktiounen am Beräich vum Mënschenhandel soll koordinéieren, déi virleiend Gesetzgebung soll evaluéieren an de Suivi vum Phenomeen vun der Traite soll iwwerhuelen. Dëse Comité ass de nationale Pendant zu engem ähnleche Comité op europäeschem Niveau.

Dann zu den Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun. De Projet de loi N°5874 ass vun der Ministesch vun der Chancëgläichheet, der Madame Marie-Josée Jacobs, den 22. Abrëll 2008 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs, e Kommentar vun de jeeweilegen Artikele gradesou wéi eng Fiche iwwert de finanziellen Impakt bäi. An der Réunioun vun der Chancëgläichheetskommissioun vum 22. September 2008 huet d'Madame Minister de Membere vun der Kommissioun de Projet virgestallt. Bei därselwechter Geleeënheet gouf ech als Rapportrice bestëmmt.

Et koumen Avisen era vum interministerielle Comité vun der Gläichheet tëschent Fraen a Männer, vun der Privatbeamtekummer, der Kummer vun de Statsbeamten, der Handelskummer, dem Comité du Travail féminin, e gemeinsamen Avis vun der Fondation Caritas, der A.s.b.l. Femmes en détresse an der Fondation Maison de la Porte ouverte gradesou wéi vun der Handwierkerkummer, dem Nationale Fraerot an der Aarbechterkummer.

Da koum och nach en Avis vun der Mënscherechtskommissioun eran, mä leider waren d'Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun zu deem Zäitpunkt schonn ofgeschloss.

Dem Statsrot säin Avis vum 3. Februar 2009 gouf an der Familljen-, Chancëgläichheets- a Jugendkommissioun vum 18. Februar analyséiert. Den 10. Mäerz hunn d'Membere vun der Kommissioun décidéiert, fir eng Rei technesch Upassungen um Gesetzestext virzehuelen, haaptsächlech wéinst Gesetzesreferenzen op Gesetzer, déi entretemps gestëmmt goufe respektiv nach um Instanzewee sinn. Dëst gouf dem Statsrot zur Informatioun an engem Bréif matgedeelt.

An därselwechter Sitzung gouf dann och de Rapport majoritär ugeholl. Et ass also probéiert ginn, d'Aarbechten esou zügeg wéi méiglech ofzeschléissen, vu de grousse Volume vu legislativer Aarbecht, deen nach an dëser Legislaturperiod an d'Haus steet.

Erlaabt mer elo e bësse méi am Detail op dem Statsrot säin Avis anzegoen. D'Membere vun der parlamentarescher Kommissioun hunn dem Statsrot sengen Awänn gréisstendeels Rechnung gedroen, mä verschidde Propose vum Statsrot goufen net suivéiert. Generell begréisst de Statsrot all nëtzlech Moossnamen, déi dem Phenomeen vum Mënschenhandel e Rigel virschieben, an e weist drop hin, dass d'Wierksamkeet vu senger Bekämpfung haaptsächlech vun enger konsequenter a resoluter Uwendung vun de bestehenden Texter an deenen, déi nach um Instanzewee sinn, ofhänkt.

Da kommentéiert déi héich Kierperschaft, dass déi Moossnamen, déi an den Artikelen 3, 5 a 7 bis 11 opgefouert ginn, éischter an e Regierungsprogramm géife passen. Mä d'Membere vun der Kommissioun hunn d'Madame Minister suivéiert am Räsonnement, dass eng Konventioun vum Europarot éischter misst duerch e Gesetz ëmgesat ginn, wéi duerch e Regierungsprogramm. Dofir sinn déi Artikelen och bäibehale ginn, bis op den initialen Artikel 10.

An dësem Artikel sollen nämlech éducativ Programmer agefouert ginn an de Schoulen, fir haaptsächlech dee preventive Volet ofzedecken. De Statsrot huet awer drop higewisen, dass dëst an der Kompetenz vum Unterrechtsministère läit an och soll do bleiwen.

Well de Statsrot sech ganz detailléiert mat de verschiddenen Artikelen ofginn huet, wëll ech hei just op déi wichtegst Remarquen agoen.

Ugefaang beim Titel vum Gesetzesprojet, wou proposéiert gouf, den Term „sécurité" dran ze integréieren, fir an der logescher Suite vum Artikel 94 vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 ze bleiwen. Dann huet de Statsrot nach proposéiert, fir d'Wuert „et" virun „modifiant le Nouveau Code de procédure civile" bäizesetzen, am Fall wou d'Kommissioun den initialen Artikel 15 géif bäibehalen.

Deen initialen Artikel 15 gouf effektiv bäibehalen, mä entgéint dem Statsrot senger Propos. Hie mengt, dass Aschüchterungsversucher géigeniwwer den Affer vum Mënschenhandel respektiv géigeniwwer deenen hire Familljememberen oder géigeniwwer den Hëllefsservicer éischter ënnert d'Kompetenz vum penale Riichter géife falen, wéi vum Riichter vum Zivilgeriicht. Mä vu d'Erfahrunge mat der Uwendung vun deene vergläichbare Moossnamen am Gesetz vum 8. September 2003 géint déi häuslech Gewalt, konnt d'Kommissioun dës Meenung net deelen. Et gëtt zum Beispill ëmmer méi heefeg d'Verbuet ausgesprach, dem Affer op enger gewësser geographescher Distanz ze no ze kommen, fir et esou besser ze schützen.

De Statsrot huet dann och am neien Artikel 1 eng nei Definitioun vum Affer proposéiert, fir dass eng Persoun och schonn opgrond vun Indizien, an net eréischt nodeems et erwisen ass, als Affer kann ugesi ginn, wéinst der Gewalttätegkeet an der Brutalitéit vun deenen oft international organiséierte Kriminellen. Sou kann dës Persoun scho ganz fréizäiteg vun deenen nei agefouerte Schutzmoossname profitéieren. No enger längerer Diskussioun iwwert d'Identifikatioun vun engem Affer huet d'Kommissioun dës Propos vum Statsrot ugeholl.

Beim initialen Artikel 3 huet de Statsrot nieft anere Remarquen och drop higewisen, dass, wann Hëllefsmoossname sech gläichermoossen uwenden op europäesch Statsbierger a Bierger aus Drëttlänner, da wär ze bedenken, dass dat net esou wär, wann déi europäesch Bierger net iwwert déi néideg finanziell a materiell Ressourcë géife verfügen.

An der parlamentarescher Kommissioun gouf dunn ënnerstrach, dass d'Gesetz ausdrécklech spécifiéiert, dass déi Bierger automatesch d'Konditioun vum Artikel 6, Paragraph 2 vum Immigratiounsgesetz géifen erfëllen, also keng Charge fir de Sozialhëllefsystem duerstellen, well se duerch dee virleiende Gesetzesprojet scho materiell a finanziell Hëllef zegutt hätten an esou mat deenen anere gläichgestallt wären an ënnert de Prinzip vun der Libre circulation falen. Fir méi kloer ze sinn, gouf dann nach an deem Kontext op Nofro vum Statsrot den Ausdrock „personne citoyenne de l'Union européenne" duerch „victime citoyenne de l'Union européenne" ersat.

Beim initialen Artikel 5, wou et drëms geet, d'Ausübung vun enger berufflecher Tätegkeet an den Accès zur Formatioun op d'EU-Bierger ze limitéieren, huet de Statsrot eng Opposition formelle ausgesprach, am Fall wou den zweete Paragraph vun deem Artikel esou restriktiv fir EU-Bierger géif bleiwen. Dat géif de Bestëmmunge vum fräien Zougank zum Enseignement widdersprieche a soumat dem Prinzip vun der Libre circulation. D'Kommissioun huet doropshin dëse Paragraph gestrach.

Den initialen Artikel 7 gesäit vir, dass d'Police, soubal wéi se Indizien derfir huet, dass eng Persoun Affer vu Mënschenhandel wär, déi virgesinnen Hëllefsservicer muss benoriichtegen an déi betraffe Persoun iwwert déi geriichtlech an administrativ Prozedure muss opklären. Hei war initial virgesinn, dass d'Police misst d'Autorisatioun vum Procureur anhuelen, ier se d'Hëllefsservicer kontaktéiert. Dat fënnt de Statsrot iwwerflëssig, well de Procureur jo net bei der Identifikatioun vun deem Affer intervenéiert. Dat gouf also och ewechgelooss op Décisioun vun der Kommissioun.

Zugläich huet d'Kommissioun déi wichteg Roll vun der Police bei der Informatioun vum présuméierten Affer bäibehalen, entgéint dem Avis vum Statsrot, well d'Police soll jo, wéi all déi aner Acteuren, eng speziell Formatioun an deem Beräich matmaachen. Wat dës Formatioun ubelaangt, déi am initialen Artikel 11 geregelt gëtt, huet de Statsrot gemengt, et wär net néideg, dat extra ze regelen, well de Stat souwisou d'Verflichtung huet, op all Niveau qualifizéiert Personal anzesetzen.

Déi parlamentaresch Kommissioun huet awer fonnt, dass et sech hei ëm eng spezialiséiert Formatioun handelt, déi all déi Leit, déi am Beräich vun der Bekämpfung vum Mënschenhandel op de Plang geruff sinn, misste matmaachen. Dës Formatioun geet also méi wäit wéi just e generellen Aféierungscours.

Dann huet déi héich Kierperschaft am initialen Artikel 12 dorop higewisen, dass, fir dass d'Membere vum Comité de suivi vun dem Phenomeen vum Mënschenhandel, deen nei agesat gëtt, vu Jetons de présence kéinte profitéieren, dëst ausdrécklech am Gesetz muss virgesi sinn an net nëmmen an engem groussherzogleche Reglement, an dat laut Artikel 32(2) vun der Constitutioun. Dës Upassung gouf och du vun der Kommissioun iwwerholl.

Schlussendlech kommen ech nach op eng weider Opposition formelle vum Statsrot ze spriechen, an zwar zum initialen Artikel 14. Do war virgesinn, en neien Delikt anzeféieren, deen dora besteet, dass am Fall vun Zwangsprostitutioun dee Client, dee wëssentlech op dës Servicer zréckgräift, kéint als Kompliz bestrooft ginn. Or, de Statsrot mécht d'Remarque, dësen Artikel hätt dann am Gesetzesprojet N°5860 iwwert de Mënschenhandel missen als eng eegen Infractioun integréiert ginn. An dat Gesetz ass jo awer entre-temps gestëmmt ginn. Déi héich Kierperschaft gesäit net, dass hei eng Komplizitéit festgestallt gëtt beim Client, well e sech net direkt oder indirekt un der Infractioun vum Mënschenhandel bedeelegt huet, an d'Verfaasser vum Gesetzestext sech also zu Onrecht op den Artikel 67 vum Code pénal beruff hunn.

Bis elo huet nom Wësse vum Statsrot nach keen anert Land esou eng eege Gesetzgebung agefouert. Och besteet déi zousätzlech Schwieregkeet, fir deen Delikt ze identifizéieren, well eng Beweisführung, ob e Client am Virfeld wousst, dass en op d'Servicer vun engem Affer vum Mënschenhandel zréckgegraff huet oder net, dierft schwiereg ginn.

Ech wëll an dësem Kontext och op de mëndleche Rapport vun der honorabeler Madame Christine Doerner opmierksam maache beim Vote vum Gesetzesprojet 5860 iwwert de Mënschenhandel, wou dëse Punkt och vun hir kommentéiert gouf.

Doriwwer eraus sinn dann nach redaktionellen a verschiddenen anere Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroe gi respektiv och net suivéiert ginn. Fir all dës Detailer verweisen ech awer op mäi schréftleche Rapport.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un d'Madame Minister vun der Chancëgläichheet an hir Beamten, gradesou wéi un d'Membere vun der Kommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

An heimat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet an lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Rapportrice, fir Äre Rapport a fir d'Zouso vun der CSV-Fraktioun. Deen nächste Riedner ass den Här Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Presidentin, ech soen lech Merci. Fir d'éischt wëll ech der Rapportrice och Merci soe fir hire Rapport.

Ech muss lech soen, den Text, dee mer am Ufank haten, an den Text, deen elo kënnt, sinn och net déiselwecht. Wa mer den Text behalen hätten, deen am Ufank vun der Regierung déposéiert ginn ass, kann ech mer kaum virstellen, dass mer deen hätte kënne mat zwee Hänn ënnerschreiwen.

Firwat? Erlaabt mer, dass ech op dräi Punkten aginn, wou deen ee méi kritesch ass wéi deen aneren. Fir d'éischt en général kann ee soen, dass een e bësse bereit, dass dësen Text elo kënnt, wou een elo en aneren Text scho virun e puer Wochen hat. Et wier vläicht gutt gewiescht, et hätt een en eenzegen Text gehat fir dat Ganzt, mä den Découpage an der Regierung huet gewollt, dass ee mat zwee verschiddenen Texter konfrontéiert war.

Fir d'éischt eng kleng Bemierkung zum Artikel 10. Ech mengen, de Statsrot huet et scho gesot: Wann een den Text vum Ufank liest, dat wor: «Afin de décourager la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation des personnes aboutissant à la traite, il sera veillé à ce que les programmes éducatifs à destination des filles et des garçons au cours de leur scolarité soulignent la dignité et l'intégrité de chaque être humain, y compris en rapport avec la sexualité, l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes, le caractère inacceptable de la discrimination fondée sur le sexe et toutes autres discriminations ainsi que leurs conséquences néfastes.»

Wéi gesot, Madame Presidentin, dat ass schéin, et liest een et gutt, mir sinn alleguerten averstanen, mä esou een Text huet näischt an engem Gesetz ze dinn. D'Regierung huet gesot, et soll an e Programme gouvernemental stoe kommen. Mir sinn eis do eens, an engem Reglement ze schreiwen, dass ee misst e Programme éducatif maachen, virun allem hei gëtt elo invoquéiert, dass et, well d'Madame Delvaux d'Kompetenzen huet fir d'Schoulen, duerfir net dra kënnt. Ech mengen, esou eppes huet näischt an deem heiten Text op jidde Fall ze dinn.

Wa mer weiderfueren, Madame Presidentin, iwwert d'Formatioun, ech muss lech just soen, hei steet dran, dass de Personnel des services de police muss eng Formatioun maachen: «..sont tenus de suivre des cours de formation dispensés à leur attention et axés sur l'identification des victimes, les droits de la personne humaine et la protection des victimes contre les trafiquants».

Ech wier ganz frou, wann eis Kommissioun kéint informéiert ginn eng Kéier, wat déi verschidde Formatiounsméiglechkeete sinn, déi een do kann hunn. Et steet „sont tenus". Wat geschitt, wa se dee Cours net matmaachen? Do steet och keng Sanktioun dran.

Ech stelle just eng oppe Fro: Wéi geet dat do weider op jidde Fall mat deem Punkt? Ech hat et och schonn an der Kommissioun gesot, duerfir erlaben ech mer, dat och hei ze soen.

Madame Presidentin, dee Punkt awer, dee mech am Text vun der Regierung awer dès le départ wierklech ganz iwwerrascht hat, dat wor den Artikel 14. Den Artikel 14, dat wor, an ech zitéieren den Dépôt vum Gesetz vun der Regierung, dat wor deen, wou d'Complicité de traite des êtres humains fir eng Persoun, am Fong de Client ass bestrooft ginn, wann e bei eng Prostituéiert gaang ass an e gewosst hätt, dass déi Persoun Victime wier vun der Traite des êtres humains.

Hei muss ee mer et awer erklären. Dat heescht, meeschtens gëtt jo gesot, et ass ëmmer Traite des êtres humains. Dat heescht, wa mer deen doten Text gestëmmt hätten, da géif dat soen, dass awer verschidde Leit - mer géifen awer dann unerkennen - net Victime vun der Traite des êtres humains an e Choix personnel doraus gemaach hätten, fir sech ze prostituéieren. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, dann ass jo en Element hei dran, dat ass jo deen, dass ee muss wëssen, dass déi Persoun Victime ass vun der Traite des êtres humains. Wéi weess een dat? Wéi kann een esou eppes roden? Dat heescht, d'Geriicht an de Parquet hätte sech do awer wierklech ferm amüséiert, fir esou eppes kënnen erauszekréien.

An dann nach, erlaabt mer, Madame Presidentin, dass ech den Text vun der Regierung zitéieren, dee se eis déposéiert huet: «Même si la Convention du Conseil de l'Europe n'oblige pas à punir le client de la victime de la traite, mais uniquement à envisager de le faire et même si, en pratique, il sera difficile de prouver l'élément moral, le Gouvernement est d'avis que le client se rend coupable de complicité en favorisant la traite au lieu d'apporter secours à la victime.»

Dat heescht, mir gesinn awer ganz eendeiteg, Madame Presidentin, hei d'Positioun vun der Regierung, déi wëllt an de schwedesche Modell goen, dat heescht, dass de Client bestrooft gëtt. Dat kann een hei schwaarz op wäiss liesen.

Ech muss lech soen, déi Hypokrisie, déi mer hei an deem Land hunn,…

(Interruptions)

…ech hunn et schonn hei zitéiert, erënnert lech, wou den Här Frieden selwer sot, e géif „Luxbazar" net kennen. Erënnert lech, mir hate virun e puer Joer hei, ech hunn nach esou där Annoncen hei virgelies vun „Berta a vun Ingrid reçoit". Ech hat se hei virgelies. Hei si vill Leit ënnergaang, wéi ech dat zitéiert hunn, iwwer all Fantasmes sexuels, déi an deene verschiddenen Annoncen dra waren.

Dem Här Frieden seng Äntwert war: „Dir dierft net vergiessen, toute incitation à la prostitution par voie écrite - steet am Code pénal - gëtt strofbar gemaach." Den Här Frieden ass deen, dee kann dem Parquet eng Injonctioun ginn, fir eng Affär ze poursuivéieren. „Luxbazar" huet bis haut keng Injonctioun kritt. An d'Zeitung ass nach ëmmer voller - wat een esou nennt - Speckannoncen. Eng no där anerer hutt Der säiteweis Annoncen, wou verschidde Prostituéiert Appel maachen.

Bon, d'Police ass och frou, well dat hëlleft hinne ganz vill, fir duerno Kontakt kënnen ze kréien a verschidde Réseauen ze kontrolléieren. Mä dat heescht, mir soen, Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg ass erlaabt, et ass jo nach ëmmer net verbueden, mä et dierf ee keng Annonce maachen. Et ginn Annoncë gemaach, mä den Här Frieden léisst d'Affär net poursuivéieren. E kennt d'Zeitung jo net, ech misst ëm da vläicht och eng schécken.

Den Hotelier, deen enger Prostituéiert Zëmmer zur Verfügung stellt, fir de Match ze maachen, also fir…

(Brouhaha général)

…deen ass Proxénète; e Propriétaire, deen enger Prostituéiert en Appartement zur Verfügung stellt, ass Proxénète. Dat heescht am Fong, dass d'Prostituéiert selwer muss bei de Client heem goen, fir am Fong den Acte sexuel ze maachen, oder et am Auto da maachen, esou wéi et haut meeschtens de Fall ass. Dat heescht, dass do op der Gare anzwousch Stroosse sinn an dass se do duerno hiren Acte sexuel op der Strooss maache ginn. A mat deem heiten Text wollt am Fong d'Regierung erabréngen, dass am Fong de Client - dat kënnt dann och hei aus dem Text eraus -,déi Persoun misst sinn, déi bestrooft gëtt. Mä da soll een dat soen. Et soll ee soen; et soll een net e bësse probéieren, op déi eng an op déi aner Säit ze goen.

Wat wëlle mer? D'Prostitutioun ass erlaabt zu Lëtzebuerg. Da soll een och deene Leit, déi déi Aarbecht maachen, de Cadre légal schafen, fir kënnen anstänneg ze schaffen. Déi Leit solle kënne ganz assuréiert sinn. Ech si wierklech derfir, dass een deene Leit eng Carte médicale gëtt, wou se dann eben och bei den Dokter ginn, an dass et eng Carte professionnelle gëtt an dass déi Leit oder an engem Eroscenter oder an engem Stonnenhotel kënnen hir Aarbecht ausféieren.

Firwat si mir hei zu Lëtzebuerg nees hypokritesch, andeem mer soen, d'Prostitutioun ass erlaabt, mä et kann een am Fong néierens de Beruff ausféieren?

Hei wéi gesot, Madame Presidentin, e waarmen Appel. Ech si frou, dass deen doten Text, op jidde Fall mam Artikel 14, esou wéi e virgesi war, net duerch d'Chamber haut geet. Ech hunn déi Hypokrisie net gär.

A Schweden gesäit een net, dass d'Zuel vun der Prostitutioun erofgaangen ass, au contraire, d'Meedercher beschwéiere sech, dass dat Ganzt nach méi an d'schwaarz Zeen gelaf ass an dass dat Ganzt méi diskret geschitt an dass net manner Prostituéiert do sinn, a wann ech da gesot kréien: „Jo, mä da maache mer et hei zu Lëtzebuerg.“, wann een e klengt Land ass, wou awer d'Grenzen esou no sinn, dann ass dat just, fir hei awer dann en Hellegeschäin ze hunn, fir ze soen: „Zu Lëtzebuerg hu mir awer keng Prostitutioun méi.“ An dat Ganzt leeft dann op der Grenz.

Mir sollen net hypokritesch sinn, Madame Presidentin, a mir sollen, wéi gesot, dofir plädéiere mir, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, fir d'Ouverture vun Eroscenteren oder Stonnenhotelen, et muss ee mat de concernéierte Leit kucken.

Wéi gesot, Madame Presidentin, ouni den Text, deen elo erausgeholl ginn ass vun der Kommissioun a mat deenen zwou Bemierkungen, déi do komm sinn, ass et awer wichteg, dass, wann een „d'Traîtres des êtres humains“, d'Traite des êtres humains,…

(Interruption)

…wann een déi kann nobeweisen, dass do sanktionéiert gëtt, a virun allem, dass déi Victimen, well do gëtt et, et ass net jiddereen, muss ee mengen, deen dat fräiwëlleg mécht, ech mengen, dat wësse mir gradesou gutt wéi déi aner Parteien heibannen. Et si verschidde Victimen a jonk Meedercher, déi aus verschiddene Länner tributär si vu Maquereauen a vu Leit, déi vun hirer fragiler Situatioun profitéieren. Dat muss ee bekämpfen an do muss een och deene Leit hëllefen, wa si hei sinn, a si sollen och d'Recht kréien, well et ass jo näischt méi Schlëmmes, dass ee Victime ass an dann och gesot kritt: „Du dierfs net schaffen an du muss zréck an däi Land goen.” Duerfir ass deen heiten Text och scho wichteg.

Mä wéi gesot, mir wäerten dësen Text stëmme mat deene verschiddene Bemierkungen, déi ech gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci villmools, Här Bettel. D'Wuert huet elo den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert meng Interventioun baséieren op den Text, iwwert dee mer haut schwätzen, obschonn dat vläicht net esou sexy ass wéi iwwer Speckannoncen a Prostitutioun ze schwätzen, wéi den Här Bëttel et elo gemaach huet. Ech wollt awer elo emol ufänken an der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, Merci soe fir hire gudden an ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir wëssen all, dass honnertdausende Mënschen all Joer Opfer si vum Mënschenhandel, a si liewen doduerjer Bedéngungen, déi dem Sklaventum gläichkommen. An deenen Opfer musse mir hëllefen a Schutz bidden, an dorëms geet et jo genau bei dësem Projet.

Eng genau Zuel vu Victimen ass schwéier ze nennen, well de Mënschenhandel vill Formen unhëlt a sech och deelweis an där sougenannter Ënnerwelt ofspillt. D'OIT, d'Organisatioun internationale du travail, schwätzt vu mindestens 2,4 Millioune Mënschen all Joer.

Wann och d'Zuelen net ëmmer kloer sinn, sinn awer zwou Tatsaache ganz sécher: Déi éischt ass, datt d'Haaptvictimë vum Mënschenhandel Fraen a Kanner sinn, an déi zweet ass, dass den Handel mat Mënsche konstant augmentéiert.

De Mënschenhandel ass haut e weltwäit Geschäft an eng enorm Geldquell fir d'Trafikanten a kriminell Organisatiounen. Niewent Waffen- an Drogenhandel soll de Mënschenhandel op drëtter Plaz stoen, wat déi grouss kriminell Aktivitéiten uginn.

De Mënschenhandel ass esou lukrativ, well mat iwwer enger Milliard Mënschen, déi op dëser Welt an extremer Aarmut liewen, ass d'Matière première - wann ech dat a Gänseféisercher däerf setzen -, also de Mënsch, a meeschtens d'Fraen an d'Kanner, déi bëllegst, déi et gëtt.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Mënschenhandel ass en Affront un d'Mënschewürd, deen ëmmer Psychoterror an och physesch Gewalt fir d'Victimë bedeit.

Et ass duerfir wichteg, dass d'UNO de Palermo-Protokoll ausgeschafft huet an de Conseil de l'Europe eng Konventioun géint de Mënschenhandel propagéiert. Déi zwee international Instrumenter hu mer hei den 11. Februar ratifizéiert an an eis Gesetzgebung integréiert. Mir hu virun allem déi penal Dispositiounen aus dem Palermo-Protokoll an aus där Konventioun ëmgesat.

D'Incriminatioun vun der Traite des êtres humains ass doduerch méi visibel ginn, well am Code pénal nach niewent dem Kapitel iwwert déi sexuell Exploitatioun an de Proxénétisme wéi gesot nach den Organhandel an den Travail forcé derbäikomm sinn.

Bei dësem Projet de loi vun haut geet et also haaptsächlech ëm de Volet Protectioun a Sécuritéit vun de Victimen. A wie Protectioun a Sécuritéit vu Victimë seet, dee muss och kënnen d'Victimen identifizéieren. An et ass duerfir wichteg ze erwähnen, dass mer an der Familljekommissioun d'Definitioun vum Term Victime op Recommandatioun vum Statsrot verbessert hunn.

Am ursprünglechen Text stoung - ech zitéieren: «Victime est toute personne physique qui est soumise à la traite des êtres humains.» An déi nei Definitioun, déi net esou restriktiv ass wéi déi aner, déi heescht elo: «…toute personne physique qui peut être considérée sur base d'indices comme une victime présumée de la traite des êtres humains.» Ech mengen, et ass e wichtegen Detail, wann et och ëm d'Identifikatioun vun de Victimë geet.

Wann ech elo grad schonn de Statsrot ernimmt hunn, wëll ech awer och nach seng Recommandatioun begréissen, fir d'Durée maximale vun der Aide financière ze supprméieren. Och heimadder war d'Kommissioun ouni Problem d'accord.

Beim Schutz an der Protectioun fir d'Victimë vum Mënschenhandel ass de Rôle an d'Zesummenaarbecht vun der Police an de Services d'assistance wichteg. Déi Partner - d'Organisatiounen déi hëllefen an d'Police - hunn natierlech net missen op dëst Gesetz waarden, fir zesummenzeschaffen.

Organisatioune wéi d'Rout Kräiz, d'Femmes en détresse, d'Fondation Maison de la porte ouverte, d'Caritas si prett, fir dass dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, esou gutt wéi méiglech exekutéiert gëtt. De Mënschenhandel ass jo fir si och keen neie Phenomeen. En ass bis elo awer meeschtens am Bléckwinkel vun der sexueller Exploitatioun gesi ginn. Elo mussen d'Services d'assistance niewent deem Aspekt natierlech och en A op den Organhandel an den Travail forcé halen. Dëst gëllt selbstverständlech och fir d'Police.

Erlaabt mer, op en Artikel iwwert de Mënschenhandel mat Titel „Not for sale“ aus dem Lëtzebuerger Land vum 27. Februar 2009 zréckzekommen. Do war den Ënnertitel: «Les organisations de soutien sont prêtes. Du côté de la police, c'est le silence radio.» Aus deem Artikel geet ervir, dass bis viru kuerzem d'Hëllefsorganisatiounen an d'Police ganz gutt kooperéiert hunn. Dëst hätt sech awer an der leschter Zäit geännert. Säit Méint wär kee Fall méi vun Traite vun der Police gemellt ginn, an eng Responsabel vun enger Organisatioun, déi um Terrain schafft, seet, dass d'Organisatioune kee Kontakt méi an deem dote Gebitt mat der Police hunn. D'Police wär kierzlech och op Formatiounen an op aner Événementer zum Thema Mënschenhandel invitéiert ginn, a keen Agent vun der Police hätt dorun deelgeholl. Déi offiziell Positioun vun der Police wär, laut dësem Artikel, déi, dass se de Vote vun deem neie Gesetz iwwert d'Traite, dat vum Februar an och de Projet vun haut, géifen ofwaarden. Dat ass also elo de 17. Februar geschitt. Haut wäerte mer déi lescht Etapp maachen. Duerfir hoffen ech, dass déi Kooperatioun erëm esou gutt gëtt, wéi se war.

Ech wëll och nach dorun erënneren, dass mer am neien Immigratiounsgesetz vum Juli 2008 de Problem vum Séjour geregelt hunn, an d'Madame Andrich huet dat jo am Detail erkläert. An ech wëll och dorun erënneren, dass d'Commission juridique jo och nach un engem Projet schafft iwwert d'Protection des témoins. Dës Aarbechte stinn, souvill ech weess, och kuerz virum Ofschloss.

Och dat Gesetz kann een am Kontext vum Mënschenhandel gesinn an am Kontext vum Schutz vum Opfer vun dësem schrecklechen a condamnabelen Handel.

Wéi schonns gesot, geet et elo dorëm, all déi Gesetzer a besonnesch dat vun haut konkret ze exekutéieren. D'Législatioun ass elo do, d'Kooperatioun um Terrain muss elo erëm Realitéit ginn. An ech wëll dorun erënneren, dass dës Kooperatioun zwësche Police an de sougenanntene Services d'assisance zum Beispill exzellent fonctionnéiert, wat d'Exekutioun vum Gesetz iwwert déi häuslech Gewalt ugeet. Do sinn d'Formatioune gutt gelaf an ech mengen, duerfir deelen ech och net déi Angscht vum Här Bëttel, dass elo, wou d'Gesetzer gestëmmt sinn, do d'Police net géif un deene Formatiounen deelhuelen. Ech sinn iwwerzeegt, dass si dat wäerte maachen, well si jo och wëllen hir Aarbecht gutt maachen.

Ganz wichteg ass vläicht nach an dem Kontext den Artikel 6, deen heescht: «Avertissement d'un service d'assistance et informations données par la Police». Soubal d'Police also elo en Indice huet, dass eng Persoun Opfer ass vu Mënschenhandel, muss si direkt dës Services d'assistance prévenéieren an dem Opfer d'Méiglechkeet ginn, mat esou engem Service a Kontakt ze kommen. D'Police muss d'Opfer och vu senge Rechter informéieren, zum Beispill wéi ee sech ka Partie civile konstituéieren, an och Informatiounen iwwert d'Oflafe vun enger Procédure pénale.

Och den Artikel 9 iwwert d'Formatioun ass wéi gesot wichteg. Déi Formatioun, steet am Gesetz, soll sech riichten un d'Personal vun der Police, un d'Leit vun de Services d'immigration an och un d'Personal vun de Services d'assistance.

Ech fannen awer, et kann een och nach aner Leit mat an d'Boot huelen, dat ass jo net verbueden, an ech sinn der Meenung, dass, wéi an deene villen Avisë steet, och d'Personal vun der ITM, der Douane, verschidde Professioneller aus der Justiz oder dem Gesondheetswiesen vun dëse Formatiounen iwwer Mënschenhandel solle profitéiere kënnen.

Ech ka mer awer och virstellen, dass nach aner Beruffsgruppe forméiert solle ginn. De Syvicol huet zum Beispill an enger Brochure d'accompagnement zur Charte européenne pour l'égalité entre hommes et femmes dans la vie locale sech ausgeschwat, dass zum Beispill déi Gemengebeamten an de Populatiounsbüroen an am État civil och zum Thema Traite des êtres humains sollen informéiert a forméiert ginn.

E wichtegen Artikel ass, wéi gesot, den Artikel 8, d'Kollaboratioun zwësche Police a Services d'assistance, wou den Informatiounsaustausch am Vierdergrond steet, an deen Informatiounsaustausch muss zu 100% klappen. Eng Ursaach fir déi Problemer vum Kontakt zur Police an de Services d'assistance, deen ech virdrun ugeschwat hunn, kann eventuell dee sinn, dass et bei der Police judiciaire zu engem Remaniement koum. Déi Cellule, déi en charge war vun der Traite des êtres humains, gouf integréiert an de Groupe Crimes organisés vun der PJ, vun der Police judiciaire. Dëse Remaniement ass menger Meenung no eng logesch Saach, well Mënschenhändler a kriminelle Réseaue weltwäit operéieren.

Dës kriminell Réseaue sinn och esou opgebaut, dass se net nëmme Mënschenhandel fir sexuell Exploitatioun organiséieren, mä och den Travail forcé an den Organhandel. Et ass also wéi gesot nach eng Kéier ze hoffen, dass elo no där interner Reorganisatioun bei der Police judiciaire an nom Vote vun dëse Gesetzer déi Kooperatioun klappt.

Den Artikel 10 handelt iwwert de Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains. Et ass, mengen ech, mam Artikel 1 iwwert d'Statistiken e ganz wichtegen Artikel, well en erlaabt herno och eng Evaluatioun ze maachen, an Evaluatioun ass wichteg hei bei eis zu Lëtzebuerg, mä awer och beim Conseil de l'Europe sengem Groupe d'évaluation, dee GRETA heescht. Et wär nämlech do schwéier ze justifiéieren, dass et hei zu Lëtzebuerg keng Fäll vun Traite géife ginn, a besonnesch, nodeems elo déi noutwendeg Instrumenter do sinn, wär dat wierklech schwéier do ze justifiéieren.

Ech si frou, dass mer mat dësem Gesetz all Opfer vu Mënschenhandel psychologesch, medezinesch Hëllef, och en uerdentleche Logement ginn, eng materiell Assistance an eng finanziell zur Verfügung stellen. Et ass och wichteg, dass während enger Période de réflexion vun dräi Méint dës Victimen net kënnen expulséiert ginn. Ech mengen, déi Période de réflexion ass och wichteg, an déi erlaabt et de Services d'assistance, e Vertrauensverhältnis opzebauen a vläicht d'Opfer ze motivéieren, seng Bourreauen ze dénoncéieren.

Ech wëll awer hei ervirsträichen, dass d'Haaptursaach a mengen Ae fir Schutz an Hëllef fir d'Opfer net eleng de Fait ass, dass si eiser Justiz hëllefen, mä einfach, well si virun allem Victime si vun engem dreckege Crime.

Zum Ofschloss wëll ech awer all deenen Instanzen och nach Merci soen, déi Avisen zu dësem Projet gemaach hunn. Et waren der - mengen ech - iwwer siwen. Hinnen e grousse Merci fir hir Méi an Aarbecht an hiren Input. Ech wëll och dem Conseil de l'Europe an deene Kolleegen, déi eis do vertrieden, Merci soen. De Conseil de l'Europe huet eng immens interessant Broschür erausginn, e Manuel à l'usage des parlementaires wat d'Thema Traite des êtres humains ugeet. Et ass e wäertvollt Dokument, huet mir och vill gehollef bei menger Preparatioun haut. Also och e Merci un déi.

An da wëll ech Iech alleguer Merci soe fir d'Nolauschteren an ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

(Interruptions)

Plusieurs voix.-Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Angel. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir hei just e puer Remarquen ze maachen a vläicht och e puer Zuelen nach eng Kéier hei ze ginn, déi - ech fannen - net oft genuch an der Öffentlechkeet hei ernimmt ginn. Virdrun awer der Madame Andrich-Duval en décke Merci fir hire schréftlechen an och ausféierleche mëndleche Rapport. Si huet ëmmer déi bësse méi kniwweleg Dossieren, dofir Merci.

Effektiv, an et ass scho gesot ginn, d'Organisation internationale du travail huet gesot, datt et 2,4 Millioune Victimen all Joer gëtt vun der Traite, an dat sinn zu 80% Fraen a Meedercher. An de Bureau international du travail definéiert vun deene Victimë vun der Traite, datt der eng ronn 69% Victimë si vu Sexualverbriechen. Och dat léisst déif blécken.

An dann natierlech: Firwat? Well et eng Affär ass, déi sech immens rentéiert. 32 Milliarden Euro Profit all Joer ginn doduerch gemaach.

Mir bedaueren et, an et ass schonn eng Kéier hei gesot ginn, mir bedaueren et eigentlech, datt dëse Projet de loi net zesumme mat deenen anere Gesetzer hei konnt bruecht ginn. Dat hätt villes matenee vernetzt an et hätt och där Wichtegkeet vun deem Ganzen nëmme kënne bäidroen. An dat wär u sech och en immens gutt Beispill gewiescht vun engem iwwerministerielle Mainstreaming a Saache Fraerechter.

Mir bedaueren och e bësselchen - an dat ass och eng Kritik, déi een a verschiddenen Avisen erëmfënnt -, datt trotz där Wichtegkeet, déi awer an där Konventioun ënnerstrach gëtt, datt et sech haaptsächlech ëm Fraen an ëm jonk Meedercher handelt, datt een déi do Connotatioun vun där Wichtegkeet net esou ardu erëmfënnt an dësem Projet de loi. Dat ass schued. Et hätt een dat kënnen e bësse méi ervirhiewen, an dann

natierlech domadder och besser rechtfertegen, datt deen hei Projet de loi an en anere Ministère komm ass, an deem Ganzen awer e bësse méi eng Connotatioun gi vu Fraena Meedercherrechter verteidegen.

Mir begréissen och dat aus dem initiale Projet de loi elo… Här Angel, Dir hutt gesot, et ass net esou restriktiv. Mir fannen et eigentlech gutt, datt vill méi kloer definéiert ass, wat dann elo eng Victime vun der Traite ass, an datt déi dräi Aspekter - sexuell Aspekter, dat wat een nennt Esclavage, oder Travail-Aspekter, a virun allem och deen Organtrafic - och ganz kloer preziséiert sinn. Ech denken, datt dat och richteg esou ass an datt och herno an der Aarbecht vun der Identifikatioun a vun der Hëllefstellung mer och e Schratt do virukommen.

Da fannen ech et och gutt, ech perséinlech an och déi gréng Fraktioun, datt ënnerstrach gëtt, datt am Fall vun enger Victime vun der Traite d'Victime ni ka consentante sinn an datt och keng Rücksicht soll dorop geholl gi fir den Täter an deem senger Verantwortung. Ech denken, och dat ass e wichtegen Aspekt, och wann en eventuell trivial ka schéngen, an e soll och hei positiv ënnerstrach ginn.

Mir ënnersträichen och positiv, datt dorop gehale ginn ass, datt niewent deene verschiddenen Assistancen och eng Assistance financière, déi net restriktiv ass, dra festgehale ginn ass.

Mir encouragéieren, an ech denken, et war de Conseil national des femmes ënner anerem, mä ech mengen net eleng, déi d'Regierung eigentlech encouragéiert, an dat maache mir och, fir méi Accorden a weider Accordë mat anere Länner ze féieren, fir déi Victimen och erëm zréck an hiert Land ze féieren. Et ass immens schwéier, déi Assistance vun där Protectioun an deem klenge Land hei kënnen ze garantéieren. Ausserdeem denken ech, datt eng ganz Rei vu Victimë schlussendlech nëmmen ee Wonsch hunn, dat ass zréck an hiert Land goen, an do, denken ech, misst een och virgesinn, datt och do d'Assistance während dem Retour an dat Land, wou een hierkënnt, datt déi Assistance och soll garantéiert ginn. Dat ass elo an deem Gesetz net esou offensichtlech beschriwwen.

Mir bedaueren, mä dat huet näischt mat deem hei Gesetz ze dinn, mä mat Gesetzer, déi scho gestëmmt gi sinn, datt déi Activités salariées an d'Formatioun net onbedéngt fir jiddereen zougänglech sinn, oder fir verschidde Leit vill méi schwéier zougänglech sinn, notamment déi Leit, déi aus Pays tiers kommen. Dat ass natierlech schued. Do si mer an engem Ongläichgewiicht, an datt deenen den Accès dozou vill méi schwéier wann net onméiglech ass, ass natierlech bedauernswäert.

Da wollte mer nach eng Kéier ënnersträichen, datt och en Témoin vun engem Acte vun Traite a vu Victimen och net déiselwecht Protectioun an Assistance awer ka kréien, wéi et zum Beispill och am Palermo-Protokoll virgesinn ass, an ech denken, datt dat awer wichteg wär, well och eng drëtt Persoun, déi eppes dénoncéiert, déi Témoin vun eppes ass, ass enger enormer Gefor ausgesat.

Mir wëllen och nach eng Kéier ënnersträichen, an do komme mir deenen Associatiounen entgéint, déi um Terrain schaffen, ech denken, datt et evident ass, mä et soll ënnerstrach ginn, datt d'Missioun vun engem Service d'assistance, datt déi Missioun primär déi ass, déi Persoun ze assistéieren a fir déi Persoun do ze sinn, onofhängeg vun alle juristeschen a geographeschen an anere Gegebenheeten, déi ronderëm sinn.

Déi Associatiounen, déi ONGen, déi si wierklech do fir d'Assistance primaire vun där Persoun, an ech denken, datt si domadder och genuch Aarbecht ze dinn hunn.

Mir wollten och nach mat Nodrock, an et ass scho virdru gesot ginn, ech wëll net esou wäit an den Detail goe wéi mäi Kolleeg, den Här Angel, effektiv ass et immens wichteg, datt d'Police déi noutwendeg Weiderbildung an där delikater Saach do kritt. Dat gëtt ëmmer erëm widderholl. Ech denken, datt een dat net soll op déi liicht Schëller huelen; dat ass immens wichteg. Mä doriwwer eraus menge mir, och aner Instanzen, wéi zum Beispill effektiv déi Leit, déi an der Juristerei schaffen, oder déi Leit, déi an de Santésberuffer schaffen, oder souguer vläicht d'Ambassaden oder d'Consulatë wäre vläicht gutt weidergehollef, wann déi och déi Form vu Weiderbildung kéinte kréien. Iwwregens ass d'ITM och eng Institutioun, déi kéint concernéiert ginn oder concernéiert si vun esou Weiderbildungen.

Dëst gesot, wollt ech ofschléissen, andeem ech natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Madame Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, villmools Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht. Si huet eis hei déi ganz Problematik ganz kloer duergeluecht.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat gesot,…

(Interruption)

…hunn ech gesinn, datt d'Chamberskommissioun eng gutt Aarbecht geleescht huet, well se verschidde Saachen am initiale Projet de loi ewechgeholl huet. Esou den Artikel 14, wat der ADR-Fraktioun also och wäert erlaben deen Ablack de Projet ze stëmmen. Well soss hätte mer misse géint de Projet stëmmen.

Déi zweet Affär, déi ee muss ervirsträichen, dat ass, datt mer hei e Projet de loi hunn, dee ganz vill iwwert d'Victimë schwätzt, mä wou een awer och weess, datt nach parallell derzou hei an der juristescher Kommissioun en anere Projet de loi, deen och iwwert d'Protectioun vun de Victimë schwätzt, wou mer héchstwahrscheinlech nach wäerten an dëser Legislatur dat Gesetz kënne stëmmen a wou ech heiansdo gesinn, datt et besser wär, wann déi zwee Ministèrë vläicht kéinte besser zesummeschaffen. Do musse mer all Kéier kucken, datt mer déi Gesetzestexter awer op een Nenner brëngen an alleguerten déiselwecht Formatiounen a Konditioune kënne realiséieren, net datt et nees zweeërlee gëtt. Mä et schéngt awer elo op dee Wee ze goen.

Et gëtt bei der Traite des êtres humains, beim Mënschenhandel, dräi Formen:

Dat eent ass déi vun den Organspenden.

Déi zweet ass déi vun der illegaler Immigratioun. Do weess een, datt dat zimlech staark a verschiddene Länner gefiedert gëtt an datt ee bei deene Leit, déi zum Beispill zu Malta oder soss landen, gesäit an héiert, datt eng etlech Leit ganz vill Suen un esou Saache verdéngen.

Da gëtt et deen drëtten Deel. Dat ass deen, deen a Relatioun gesat gëtt mat der Prostitutioun vu Männer, Fraen oder Kanner.

Et ass kloer, wat dee leschte Punkt ugeet, si mir als ADR der Meenung, datt de Wee vun der Repressioun géint d'Prostitutioun op jidde Fall dee falsche Wee ass, well mir hu gesinn, datt an der Vergaangenheet mam Accord vun der Regierung an notamment vum Justizministère dee ganze Réseau vun Artisten a Cabareten an esou weider reglementéiert ginn ass. Doduerjer, datt dat net méi geschitt an datt een elo seet „Was nicht sein kann, das nicht sein darf", ass et vill méi wäit ginn, an d'Zuel vun de Leit, déi sexuell Offertë maachen, déi sech der Prostitutioun higinn, ass spronghaft an d'Luucht gaangen. Et brauch een nure verschidden Internetsiten ze gesinn iwwer Lëtzebuerg, da gesäit een, datt dat doten op jidde Fall net vill bruecht huet, datt ee keng Reglementatioun virgesäit.

Ech mengen dofir, a mir hunn dat als ADR nach ëmmer hei op dëser Tribün gesot, datt de richtege Wee deen ass, fir d'Prostitutioun iwwer Eroscentren ze encadréieren an deen Ablack déi néideg Surveillance vun deem Ganzen ze hunn.

Mir hunn och gesinn, datt an de leschten Deeg zu Paräis eng Manifestatioun war vun de Prostituéierten ënnert dem Slogan „Fières d'être putes" a wou honnerte vu Prostituéierte manifestéiert hunn, fir hir Rechter unerkannt ze kréien a fir eng nei Reglementatioun och a Frankräich duerchgesat ze kréien.

Une voix.- De Sarkozy mécht dat.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Duerfir mengen ech, datt dee Wee effektiv dee richtegen ass, well een deen Ablack och eng Protectioun, souwuel vum Client wéi vun der Sexualsalariée oder Indépendante ka virgesinn; wat bis elo an den Ablack net ka gemaach ginn.

Wat de Gesetzesprojet soss ugeet, ech mengen do si ganz gutt Saache mat iwwerholl ginn. Mir kënnen domadder d'accord sinn.

Ech wollt awer just eng Fro un d'Madame Ministerin stellen. Dat betrëfft hei dee Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains. Do soll dat iwwer Règlement grand-ducal goen. Ech wollt do just nure froe wéini dee Règlement grand-ducal soll publizéiert ginn a wien do am Prinzip der Madame Ministerin no soll Member vun deem Comité sinn.

Da gëtt och vu Statistike geschwat. Dat kléngt ëmmer gutt. Ech wollt just nure froe wéi déi Statistiken do sollen ausgefäerdegt ginn, vu wiem dat soll gemaach ginn. Do wär et och interessant, fir ze wëssen an deenen dräi Gebitter, vun deene mer hei geschwat hunn - vun den Organspenden, der illegaler Immigratioun an dem Trafic en vue vun enger illegaler Prostitutioun a vu Proxénétissem -, ob et do scho Statistiken, wat Lëtzebuerg ugeet, gëtt. Respektiv, wann dat net de Fall ass: Wie soll déi etabléieren a wéi soll dat gemaach ginn?

Dat waren déi puer Bemierkungen, déi ech wollt zu dësem Gesetzesprojet maachen. Duerfir, nach eng Kéier, kënne mer domadder d'accord sinn, ënnert där Form wéi déi zoustänneg Kommissioun dat ausgeschafft huet.

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Madame Presidentin. Bei esou engem eeschten Thema ass et guer net fir ze laachen hei. Bon, ech wëll einfach emol virausschécken, dass wa mer hei vun Affer schwätzen a wa mer vun deem Réseau schwätzen, deen do besteet, da muss ee sech emol bewosst si wat dat iwwerhaapt ass.

A wann ee gären en Affer wëllt erkennen, da muss et sech jo selwer hei an dësem Fall ze erkenne ginn. Dat wäert ganz rar ginn. Wa mer wëllen higoen an eis Police ausbilden, fir dann do effikass kënnen ze schaffen, da muss ee sech awer froen: Wat fir eng Ausbildung gi mer dann eiser Police, fir do effizient ze schaffen? A wat fir eng Méiglechkeet hu mer, fir d'Affer ze erkennen?

Den Här Bettel huet seelen hei esou gutt geschwat wéi haut, well en och emol d'Hypokrisie an dëser Gesellschaft ugeprangert huet, déi effektiv hei herrscht a wou mer jo wësse wou déi ganz Hypokrisie säit 2.000 Joer ënner engem schwaarze Mantel verstoppt gëtt, an dee schwaarze Mantel bis haut nach net esou richteg gelüft ginn ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech weess net, ob Der de Schweden dat kënnt ënnerstellen, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wann ech gelift, Madame Ministesch?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech weess net, ob Der de Schweden dat kënnt ënnerstellen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- De Schweden?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ma, déi hunn eng mat der Dänn!

(Hilarité)

Dir kënnt dach net einfach higoen an elo soen, dass Männer, déi e ganz normaalt Bedierfnis wëlle befriddege goen, Verbriecher sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir geet et net ëm dat eent oder dat anert. Mä wann Der hei sot, hei wär säit 2.000 Joer e schwaarze Mantel, an da froen ech Iech: „Wéi ass et mat Schweden?", da sot Der: „Déi hunn eng mat der Dänn." Dir äntwert net op d'Fro!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ma neen. Wann ech…

Mme le Président.- Madame Ministesch, keng Zweegespréicher. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech kucken dee schwaarze Mantel jo vun där anerer Säit; Dir sidd jo drënner.

(Hilarité)

Une voix.- Ooohhh!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll just eppes heizou bemierken. Wa mer driwwer schwätzen, dass wann esou en Affer sech ze erkenne gëtt an et kënnt zu engem Prozess, dass mer da soen: Mir schützen dat Affer während dräi Méint ier mer et ausweisen. Dat huet fir mech awer e ganz battere Bäigeschmaach, well mir wësse ganz genau wat da geschitt.

Wa mer soen: Mir däerfen d'Affer dräi Méint net ausweisen. Dat heescht, no dräi Méint weise mer et aus an da schécke mer et dohinner, wou et hierkënnt. An da gëtt et an en anert Land geschéckt, wou datselwecht mat em geschitt wéi elo. Dat huet fir mech e ganz battere Bäigeschmaach, wat mir hei elo maachen.

Et ass awer am Endeffekt, obwuel dass dat Affer sech ze erkenne gëtt an am Fong der Justiz an der Gesellschaft en Déngscht leescht an och aneren Afferen en Déngscht leescht, andeem dass et sech ze erkenne gëtt, andeem dass et sech enger Gefor aussetzt, wat souguer d'Liewensgefor ass, an dass dann dee Moment net méi e grousse Schutz do ass wéi ze soen: Mer dierfen et dräi Méint net ausweisen an da schécke mer et dohinner, wou et hierkënnt. Da kann et an engem anere Land erëm mëssbraucht ginn. Ech géif mengen, do hätt een awer aner Schutzmoyenë kënne maachen.

Mä wéi gesot, Madame Minister, ech sinn nach ëmmer der Meenung, Dir hätt deemools, wéi Der de Plang do leien hat mat Ärem Eroscenter mat deene ville Meedercher dann, dee sollen duerchzéien. Dir hätt sollen en Eroscenter bauen. Dir kënnt en nach ëmmer bauen. Gitt deene Meedercher e legale Statut. Gitt hinnen d'Méiglechkeet, dass se sech sozial kënne versécheren, dass se sech kënnen erkenne goen, ouni dass se Angscht hunn. Ech géif mengen, dann hutt Der eppes geschafft.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wann Der elo méi iwwert dee Sujet hei wëllt wëssen, Madame Minister, ech huelen lech dann eng Kéier mat an ech weisen lech emol Luxembourg by night, wat do richteg lass ass.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Madame Marie-Josée Jacobs, zoustänneg Ministesch, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëlle fir d'éischt der Madame Sylvie Andrich-Duval Merci soen a se félicitéiere fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, dee se gemaach huet, wat mer erspuert, datt ech nach eng Kéier muss iwwert dee ganze Projet hei diskutéieren an nach eng Kéier datselwecht soe wéi dat, wat si hei virbildlech virgestallt huet.

Ech sinn och frou, datt mer haut iwwert dee Projet hei ofstëmmen. Dëse Projet ass dee leschte Volet vun enger integréierter a multidisziplinärer Approche vun der Regierung, fir d'Konventioun vum Europarot iwwert de Kampf géint de Mënschenhandel ëmzesetzen.

D'Madame Maud de Boer-Buquicchio vum Europarot hat d'Klo vum Mënschenhandel folgendermoossen definéiert: «La traite des êtres humains c'est l'esclavage qui se pratique sous nos yeux dans l'Europe du 21e siècle.»

Wie sinn d'Affer vum Mënschenhandel? D'Zuele vun der Organisation internationale du travail - an d'Madame Loschetter hat gesot, et kéint ee se net dacks genuch soen - soen, datt all Joer 2,5 Millioune Persounen Affer vu Mënschenhandel ginn. Dovu sinn 92% aus dem Mënschenhandel zum Zweck fir sexuell Ausbeutung. 98% vun den Affer, déi vun der Sexindustrie exploitéiert ginn, si Fraen a Kanner.

Ech weisen op déi dramatesch Zuele vun der Unicef hin. Dës Zuele soen, datt all Joer 1,2 Millioune Kanner Affer vu Mënschenhandel ginn. Fir ze weisen, datt mer elo ewell wësse wat an deene Statistiken dran ass, hate mer am Joer 2003 bis 2008 eelef Fraen an de Fraenhaiser, déi Affer vu Mënschenhandel woren. Dovu war eng Fra Affer vun der Aarbechtswelt, an déi aner zwou Frae waren Affer vu sexueller Ausbeutung.

Ech wëll just e puer Punkten aus dem Gesetz hei ervirsträichen:

Éischtens, mat dësem Gesetz schafe mir nom Artikel 1 vun der Konventioun vum Europarot ee komplette Kader fir e bessere Schutz an eng besser Betreiung fir d'Affer aus dem Mënschenhandel. D'ONGe si wichteg Acteuren hei an dësem Gesetz. Mir hu finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt,

fir dem Affer eng proaktiv Hëllef an Ënnerstëtzung duerch en agréëierte Service zoukommen ze loossen.

Wann d'Polizei Indizien huet, datt eng Persoun Affer aus dem Mënschenhandel ass, informéiert si en agréëierte Service d'assistance. An d'Affere kréien a Funktioun vun hire Bedierfnisser eng konkret Hëllef: 1. e sécheren Ënnerdaach; 2. eng sozial a sozioéducativ Ënnerstëtzung, eng finanziell a materiell Hëllef; 3. eng medezinesch Betreiung; 4. eng psychologesch an therapeutesch Hëllef; 5. eng juristesch Ënnerstëtzung; a 6. eng sproochlech Ënnerstëtzung.

D'Affer muss net nëmmen iwwer seng Rechter opgeklärt ginn. D'Affer brauch ofgesi vum Versteesdemech och nach d'Ënnerstëtzung an d'Begleedung bei administrativen a juristesche Prozeduren.

Doriwwer eraus begleet de Service d'assistance d'Affer op sengem Wee sech physesch, psychologesch a sozial gutt ze spieren. Dat Schwéierst bleift: D'Affer muss sech erëm kënne sécher spieren, fir dat normaalt Liewen erëm méiglech ze maachen.

Zweetens, d'Formation continue - ech begréissen och, datt d'Formation continue vun alle Riednerinnen a Riedner hei ervirgestrach gouf - spillt eng wichteg Roll. Den Europarot huet am Artikel 10 den Akzent op d'Formatioun geluecht a speziell am Beräich vun der Identifikatioun vun den Affer. Dëse Prozess vum „lifelong learning" ass ëmmer noutwendeg, ob dat bei der Ëmsetzung vum „gender mainstreaming" an alle Politiken ass oder ob dat bei dësem Projet ass.

Déi modern Sklaverei, de Mënschenhandel, huet vill Gesiichter. Se trëfft awer ëmmer déi schwächst Leit aus eiser Gesellschaft. Professionell Mënschenhändler bilden zum Beispill Kanner aus Osteuropa als Heescherten oder Drogenhändler aus a schécke se no Westeuropa. Den Handel mat de Kanner ass ee vun deenen abscheulechste Verbriechen, déi et gëtt. Ech géif och wëllen hei drop hiweisen, datt een och an deem Kontext muss gesinn, datt et onméiglech ass an datt och op eenzelne Plazen an eenzel Kéieren op Adoptiounen higewise gëtt, déi ebenfalls iwwer Handel geschéien. Dofir ass et net nëmmen eng Affär zwësche Fraen a Meedercher, mä et ass eppes, wat méi wäit geet wéi nëmmen dorobber baséierend.

Datselwecht zielt eigentlech selbstverständlech och fir alles, wat mam Organklau ze doen huet; géif ech dat emol soen. Et kann ee jo net do vun Organspende schwätzen, wann d'Leit hir Niere geholl kréie respektiv ëmbruecht ginn, fir hiert Häerz oder hir Liewer ze kréien. Dann ass dat sécher eng ganz aner Dimensioun.

Mä awer och Kanner, Fraen an handicapéiert Leit si potenziell Beute fir skrupellos Mënschenhändler, déi si mat falsche Verspriechen ulackelen. D'Identifikatioun vum Mënschenhandel ass och fir déi medezinesch Beruffer eng Erausfuerderung. Hei muss d'Opmierksamkeet op den Handel vun den Organer verschäerft ginn.

All déi Professionell, déi riskéieren op Affer vu Mënschenhandel ze stoussen, solle besonnesch forméiert ginn. Et gëtt hei keen Ënnerscheed gemaach zwëschent deenen engen oder deenen aneren, mä déi Formatioune musse fir jiddwereen accessibel sinn. Déi ginn och fir jiddweree gehalen.

Si musse kënnen eng Situatioun vu Mënschenhandel erkennen. Si musse kënnen agéieren an déi richteg Entscheedungen treffen. Et bräicht een an dësem Domän héich spezialiséiert Leit um Terrain bei alle betraffene staatlechen an net staatlechen Instanzen, fir d'Affer kënnen ze identifizéieren an och effizient ze betreien. Et ass och wichteg, datt d'Personal aus der Aarbechtswelt, wéi zum Beispill d'Gewerbeinspektioun, eng Formatioun kritt, fir d'Affer justement ze identifizéieren.

Den drëtte wichtege Punkt ass d'Kollaboratioun. Dëse Projet leet e groussen Akzent op d'Kollaboratioun zwëschent deenen offiziellen Instanzen, notamment der Police an der Zivilgesellschaft, an do dem Service d'assistance. Während der Reflexiounszäit vun 90 Deeg an och iwwert deen Délai eraus musse mer dem Affer en effektive Schutz géint all Forme vun Aschüchterung an och vu Repressalië garantéieren.

An dësem Kontext wëll ech op déi gutt Zesummenaarbecht mam Parquet, der Police an den ONGe bei der Ëmsetzung vum Gesetz iwwert déi häuslech Gewalt hiweisen. Esou eng exemplaresch Zesummenaarbecht ass och an dësem Gesetz noutwendeg, fir eist multidisziplinäert Konzept gemeinsam kënnen ëmzesetzen. Ech sinn och ganz dervun iwwerzeegt, datt all Acteuren - an Acteuren, déi implizéiert sinn - dat och wäerte maachen.

De véierte Punkt: d'Statistiken. De Projet gesäit vir, datt déi staatlech Instanzen - d'Police, de Parquet, d'Geriicht an och d'ONGen - all Joer Statistiken iwwert de Mënschenhandel hei zu Lëtzebuerg erfaassen. Dat ass wichteg fir e Gesamtbild iwwert d'Situatioun ze kréien. Mir wëlle wësse vu wou d'Affer kommen, wat hir Nationalitéit ass, hiert d'Geschlecht, hiren Alter. Mä awer doriwwer eraus hätte mer och gäre Statistiken iwwert d'Plainten, iwwert d'Sanktiounen an och d'Uerteeler géint d'Stroftäter an d'Schutzmoossnamen, déi fir d'Affer erfaasst goufen. D'Statistike gi vum Kooperatiounscomité géint de Mënschenhandel analyséiert, an de Comité mécht der Regierung all Joer ee Rapport.

Een Deel vun der Aarbecht ass bis elo geleescht ginn, an dat am Beräich vun der Formation continue. Am Dezember 2006 hat de Chancëgläichheetsministère zesumme mat der Fondatioun vun der Maison de la porte ouverte eng Formatioun zum Thema „Menschenhandel/Zwangsprostitution in Luxemburg - Zusammenarbeit unter den Instanzen" mat Expertinne vun der ONG vu SOLWODI fir d'Personal vun den implizéierten Organisatiounen organiséiert.

Op dës Formatioun hin huet de Chancëgläichheetsministère zesumme mat den ONGen e Kollaboratiounsnetz op d'Bee gesat, fir d'Betreiung vun den Affer hei am Land ze verbesseren. An dësem Aarbechtsgrupp si Vertrieder vum Ministère, vun der Caritas, der Croix-Rouge, vun de Femmes en détresse an der Fondation Maison de la porte ouverte. Ech géif och wëlle vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir den ONGen e grousse Merci ze soe fir hiert Engagement.

Am September 2007 hu mer zesumme mat Femmes en détresse eng Formatioun mat zwee Fachleit vun der A.s.b.l. Surya aus der Belsch organiséiert. Do wor d'Thema: Betreiung vun den Affer aus dem Mënschenhandel an d'Aarbecht an de Fraenhaiser.

Am Januar 2008 war et eng Formatioun fir d'Personal vun den ONGe mat Expertinne vun der Berodungsstell fir Migrantinnen; SOLWODI huet déi organiséiert. Do goung et virun allem drëm hire Formatiounsmodul iwwert d'sozioéducativ an therapeutesch Begleedung fir Affer aus dem Mënschenhandel ze vermëttelen. Et goung virun allem drëm, fir praktesch Fäll vu Fraen a Kanner, déi Affer vu Mënschenhandel woren, ze analyséieren.

Am Dezember 2008 huet Femmes en détresse an de Ministère e Séminaire zum Thema Identifikatioun a Betreiung vun Affer aus dem Mënschenhandel organiséiert, dat zesumme mat der franséischer A.s.b.l. Accompagnement lieu d'accueil. Ech géif och nach eng Kéier wëllen hei hiweisen op d'Kartographie, déi d'Croix-Rouge 2007 zesumme mam Ministère erstallt hat iwwert d'Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg a wou mer erausfonnt hunn, datt déi meeschte Fraen aus ekonomeschen Ursaachen an der Prostitutioun täteg sinn.

D'Frae kommen dann och haaptsächlech aus Géigende vun der Welt déi ekonomesch aarm sinn, ob dat EU-State sinn, ob dat aus Afrika, aus Südamerika ass oder och aus defavoriséierte Milieuen, entweder hei zu Lëtzebuerg oder aus der Groussregioun. Et ass eis Responsabilitéit dëse Fraen eng aner Perspektiv ze offréieren.

Aus dem Sondage vun der ILRES 2007 geet och ervir, datt 12% vun de Männer hei zu Lëtzebuerg soen, si hätte Sex bei enger Prostituéierte kaaft, géintiwwer vun 0% bei de Fraen. Et muss een also op d'Demande vum Client vun der Prostitutioun awierken. Am Artikel 6 vun der Konventioun vum Europarot steet, d'Länner solle Mesuren ergräife fir d'Demande ze découragéieren, déi all Form vun Ausbeutung favoriséiert. Et soll een dem Mënschenhandel duerch Sensibiliséierungscampagnen entgéintwierken, an op dësem Gebitt hu mir eng Rei vun Aarbechte gemaach.

Eng Moossnam vun dem nationalen Aktiounsplang fir Gläichheet zwësche Fraen a Männer war, datt d'Regierung d'Campagne gemaach huet, fir de Client vun der Prostitutioun ze sensibiliséieren, an dës Moossnam hat zum Zil d'Affer vum Mënschenhandel ze schützen. Déi öffentlech Meenung sollt iwwer egalitär sexuell Relatiounen nodenken. D'Schäerfung vum gesellschaftleche Bewosstsinn ass eng erfollegverspriechend Strategie.

Am Abrëll 2008 hate mer eng Campagne zum Thema vun der Prostitutioun lancéiert, an d'Zil vun der Campagne war de Projektor op de Client ze riichten, an net op d'Prostituéiert. D'Clienten an der Bevölkerung sollen drop higewise ginn, datt de Kaf vu Sex d'Ongläichheet zwësche Fraen a Männer verstäerkt, an och de Mënschenhandel zum Zweck vun der sexueller Ausbeutung doriwwer ka verstäerken. D'Plakat mam Titel «Se payer une personne prostituée, c'est financer le commerce des êtres humains» houng an allen Abribusen, an d'Annonce war och an der geschriwwener Press.

Am Abrëll 2008 hate mer eng Konferenz „De Client vun der Prostitutioun" organiséiert, an nom franséische Soziolog, dem Här Bouamama, gëtt et an eiser Gesellschaft e Konsens fir net iwwert de Client ze schwätzen. Et ass en Tabu, souwuel an der Politik wéi bei de Chercheuren, an de Medien an och an der öffentlecher Meenung. De Client ass awer dee wichtegsten Acteur, an dësen Tabu wollt de Chancëgläichheetsministère mat senger Campagne briechen. Mir sinn alleguerte verantwortlech, fir géint all Form vu Mënschenhandel virzegoen, an duerfir, datt hei am Land och keng Leit forcéiert ginn an der Sexindustrie oder a soss engem Beräich ze schaffen, dee vum Mënschenhandel ofhänkt.

D'Plakat aus der Campagne vum Europarot géint de Mënschenhandel seet: De Mënsch ass net ze verkafen, de Mënschenhandel ass eng Verletzung vun de Rechter vun der Persoun an eng Atteinte géint d'Dignitéit an d'Integritéit vum Mënsch. De Mënschenhandel ass e grenziwwerschreidende Phenomeen, a wa mer gesinn, datt et grouss Ënnerscheeder an eiser Gesellschaft ginn, a wa mer virun allem och gesinn, déi global Weltkris, déi bleift, da gesi mer och, datt d'Bekämpfung vum Mënschenhandel leider an eiser nationaler an internationaler Agenda och nach déi nächst Jore wäert op dem Ordre du jour bleiwen.

Ech wëll awer och e puer Wuert zu deem soen, wat verschidden Deputéierten hei gesot hunn. Ech war e bësselchen enttäuscht iwwert dat, wat den Här Bëttel gesot huet, iwwert déi Aart a Weis, wéi hien hei dat, wat mir probéiert hunn an e Gesetz ze schreiwe vum Conseil de l'Europe, gesot huet. Ech hu bis haut eigentlech net héieren, datt d'Demokratesch Partei, déi jo selwer am Conseil de l'Europe vertratt ass, géint de Conseil de l'Europe Aussoe gemaach huet a gesot huet, déi géifen eigentlech do esou e Wischiwaschi, e bësselchen an där Aart a Weis, esou an dem Präis war et do...

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Conseil de l'Europe huet dat ni gesot, Madame Minister; Éierlechkeet muss awer och sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, neen, mä Dir hutt hei gesot, mir hätten eis hei beruff - wa mer dat do esou géife schreiwen - op dat, an eigentlech wier dat doten alles net normativ, wat zu engem Deel wouer ass.

Mä wann Dir gären hätt, datt mer emol eng Kéier konform zu esou Saache wieren, da muss een och de Courage hunn, fir och esou Saachen a Gesetzer ze schreiwen, och wann dat reng juristesch net onbedéngt dat ass, wat jiddwerengem bis haut esou am Gedankegang do dra war, y compris och de Conseil d'Etat, deen dat net ëmmer fir néideg fënnt.

Et ass d'selwecht bei UNO-Konventiounen, et ass d'selwecht beim Conseil de l'Europe, wou ganz dacks Saache stinn, wou ee ka soen, dat dote gehéiert an en Aktiounsprogramm, oder dat gehéiert heihinner oder dohinner. Ech fannen, datt et heiansdo och wichteg ass, datt esou Saachen an e Gesetz dra stoe kéimen.

Elo den Artikel 14. Elo hätt ech jo guer näischt dergéint gehat, wann den Artikel 14, a wann den ADR dat Gesetz hei net gestëmmt hätt, dann hätt dat mech jo net gehäit, well dann hätt ech léiwer gehat, mer hätten den Artikel 14 behalen, wéi datt den ADR eis et elo matstëmmt. Well ech hätt léiwer gehat…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et ass d'ADR, mir hunn do e bëssen...

Une voix.- Si si weiblech…

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah, Dir sidd, oh Mamm, abee jo. Ech wëll just soen, datt ech fonnt hätt, datt et gutt gewiescht wier, datt een och eng Kéier, an ech wëll elo domadder soen, et hätt vläicht gewisen, an amplaz hei ze soen, dat wier Hypokrisie, wiere mer emol eng Kéier vläicht der Zäit e bësselche viraus gewiescht.

Hei gëtt jo ëmmer vill geschwat iwwer Gesellschaftspolitik, déi mer géife maachen oder net géife maachen. Hei hätte mer emol kënne weisen, ob et eis eescht gemengt wier, fir emol ze kucken, wat dobäi erauskënnt, wann ee seet - et ass jo net nëmmen an der Prostitutioun, mä et ka jo duerchaus sinn, datt een doheem Leit a sengem Stot oder ech weess net wou beschäftegt, déi aus der Sklaverei an aus dem neie Mënschenhandel kommen; heiansdo ass et méi liicht erauszefannen, wat dat eent an dat anert ass -, also fannen ech, datt et schued ass, datt mer déi heite Geleeënheet net profitéiert hunn, fir et kënnen doranner ze schreiwen.

Ech sinn domadder d'accord, datt een do muss zousätzlech kucke fir Accordë mat de Länner ze fannen, fir deene Leit ze hëllefen entweder erëm heemzegoe respektiv och ze kucken, datt, wa si heem ginn, si do esou unerkannt sinn, datt se kënnen do liewen.

Am Règlement grand-ducal ass et kloer, datt d'Magistratur muss drakommen, datt d'Police muss do dra sinn, de Ministère do dran ass, an och d'ONGen dra sinn, ähnlech wéi dat och beim Comité géint déi häuslech Gewalt ass. Iwwert d'Statistiken hunn ech geäntwert an iwwert dat, wat den Här Jaerling gesot huet, mengen ech, brauch ech net méi genau drop anzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Da sinn ech jo frou, dass mer...

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss. Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Parole après ministre. Ech géif awer gären drop hiweisen, dass déi ganz Polemik iwwert den Artikel 14 dorauser entstanen ass, dass de Conseil d'État a sengem Avis zum Projet de loi, dee mer mat engem Rapport vun der Commission juridique viru 14 Deeg gestëmmt hunn, drop higewisen huet, dass et besser gewiescht wier, dass déi Dispositioun an deem Text dra gewiescht wier.

Or, déi Kritik, déi mir als DP un d'Regierung geriicht hunn, war ze soen, wann een eng Konventioun vum Conseil de l'Europe an eis Gesetzgebung ëmsetzt, da soll ee versiche gemeinsam e Projet de loi hei virun d'Chamber ze bréngen. De Problem hei war, dass de Ministère des Affaires étrangères e Projet eraginn huet, an de Ministère de la Famille en aneren.

Also den Appel un d'Regierung fir an Zukunft, wann een eng Konventioun vum Conseil de l'Europe ëmsetze muss, da wier et gutt, wann eng Hand vun der Regierung mat där anerer Hand vun der Regierung schwätzt, da géife mer déi dote Problemer net kréien.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, dat ass dann elo kloergestallt, an d'Regierung hëlt sech dat ganz sécher zu Häerz. Ech weess zwar net, wéi Hänn matenee schwätzen, mä ech weess, datt een an der Regierung ka matenee schwätzen.

Mir kommen elo zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Madame Minister, Äre Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi iwwert d'Création du Centre des Technologies de l'Information de l'État. Den honorabelen Här Meyers ass Rapporteur an huet duerfir elo d'Wuert.

10. 5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, deen d'Schafung vum Centre des Technologies de l'Information de l'État virgesäit, ersetzt d'Gesetz vum 29. Mäerz 1974 iwwert de Centre informatique de l'État. Zënter 1974 ass am Beräich vun der Informatik villes geschitt. D'Gesetz vun 1974 dréit där Entwécklung net méi genügend Rechnung.

Am Regierungstext, deen de 5. September 2008 an der Chamber deponéiert gouf, ass d'Entwécklung, déi d'Informatik zënter 1974, dat heescht a méi wéi 30 Joer gemaach huet, ausféierlech beschriwwen. Och een deen näischt vun Informatik versteet muss zouginn, dass d'Informatiounssystemer an deene leschten 30 Joer sech esou geännert hunn, dass een am Joer 2009 dee Beräich mat juristeschen Normen aus dem Joer 1974 net méi regele kann.

Dat neit Gesetz, dat mer haut diskutéieren a stëmme wëllen, soll deenen neien, heitegen Erausfuerderunge Rechnung droen. Am Verglach zum Gesetz vun 1974 kann een déi nei Akzenter am Projet 5912 eigentlech an dräi Punkten zesummefaassen.

Fir d'éischt emol ginn d'Attributiounen an d'Missioune vun dem Centre des Technologies de l'Information de l'État nei definéiert a preziséiert. De Service „eLuxembourg", dee sech an deene leschte Joren onofhängeg entwéckelt huet, gëtt an de legale Kader vum Centre mat erageholl.

Am Verglach zum Gesetz vun 1974 ass de Centre awer net méi zoustänneg fir d'Établissements publics a fir d'Gemengen. D'Établissements publics, d'Post, d'Spuerkeess, d'Établissementer vun der Sécurité sociale, fir der e puer ze nennen, hu sech an deene leschte Joren hir eegen Informatiounssystemer ginn. Datselwecht gëllt fir d'Gemengen, déi an engem Syndicat de communes, dem SIGI, iwwer en eegene performanten Zenter verfügen.

Allerdéngs erlaabt den Artikel 3 dem Centre des Technologies de l'Information de l'État mat allen öffentlechen a privaten Instanzen zesummenzeschaffen, wann dat noutwendeg ass, dat heescht och mat den Établissements publics a mat de Gemengen.

An engem zweeten Deel vum Projet ginn am Intérêt vum Centre d'Décisiouns- an d'Organisatiounsstrukture geännert an nei geschafen. Zoustänneg fir de Centre ass de Minister vun der Fonction publique oder, wéi d'Gesetz seet, dee Minister, deen am Informatiksberäich zoustänneg gëtt no der Opdeelung vun de Ressorten an der Regierung. Hie muss all Projeten autoriséieren, am Zesummenhang mat der Astellung, mat der Formatioun an der Promotioun vum Personal. Hie gëtt och seng Zoustëmmung fir d'Uschafe vun Équipementer an deem Beräich an hie muss seng Zoustëmmung ginn zu de Kreditter, déi an deenen eenzelne Budgetssektiounen oder Kapitele virgesi ginn.

Iwwert dem Minister ass de Regierungsrot zoustänneg, fir bei Streidegkeeten, déi am Zesummenhang mat der Schafung vun eegestännegen Informatiounscentren entstinn, dat lescht Wuert ze behalen. Et ass och dee Moment de Regierungsrot, deen, wann eegen Informatiounssystemer vun eenzelne Verwaltungen ugeschaaft ginn, dozou säin Accord muss ginn, op Virschlo vun dem zoustännege Minister.

All Verwaltunge musse mat deem neie Centre zesummeschaffen. De Centre kann och eenzel Beamten a Verwaltunge placéieren, am Intérêt vun der Realisatioun vun den informatesche Projeten, déi déi Verwaltunge wëlle realiséieren. Et gëtt dann, fir déi Zesummenaarbecht besser ze organiséieren, ee Comité interministériel geschafen, deen ënner anerem déi allgemeng Linne festleeë soll, wéi tëschent de Verwaltungen an dem Centre geschafft gëtt, an deen d'Regierung och am Beräich vun der Informatik berode soll.

Eng lescht Neierung betrëfft d'Verwaltung vum Centre, déi ausgebaut gëtt, fir hir Missioune besser ze erfëllen. Ech ernimmen hei d'Schafung vun zwee Poste vun Directeurs adjoints, d'Schafung och vun deem administrative Kader iwwert deen de Centre bis elo net verfügt huet. Et ginn also d'Carrièrë vum Redakter, vum Handwierker a vum Expéditionnaire administratif och an där Verwaltung virgesinn an erméiglecht.

Ee lescht Wuert nach, fir ofzeschléissen, iwwert den Artikel 13, dee virgesäit, dass dee jëtzegen Direkter, deen de Wonsch ausgedréckt huet fir kuerzfristeg a Pensioun ze goen, no dem Akraafttriede vum Gesetz als Conseiller an de Ministère ka genannt ginn. Hie behält domat all déi Avantagen, déi en elo als Direkter huet. Doduerch kann een neien Direkter genannt ginn, deen dann och am Intérêt vum Centre, an opgrond vun deem neien Text, dee mer haut wäerte stëmmen, dee Centre nom Akraafttriede vum Gesetz kann opbauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun der Fonction publique huet sech ausféierlech mat den Avise vun der Beruffschamber a vum Conseil d'État auserneegesat. D'Kommissioun huet och all d'Amendementer vum Statsrot iwwerholl. Ech kann duerfir d'Chamber bieden de Projet an där Form ze stëmmen, déi d'Kommissioun eestëmmeg virgeschloen huet, an ech bréngen och den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz schafe mer eng nei Struktur, an déi mer de Centre informatique de l'État an d'Cellule „eLuxembourg", déi bis elo direkt bei der Regierung ugesiedelt war, zesumme fusionéieren. De Rapporteur Paul-Henri Meyers, deem ech ausdrécklech fir säi prezisen a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport wëll félicitéieren, huet d'Beweggrënn vun der Regierung, fir op dee proposéierte Wee ze goen, duergeluecht.

Et geet haaptsächlech drëm dem Centre informatique de l'État déi Strukturen an déi Moyenen ze ginn, déi dat informatescht Gehir vum Lëtzebuerger Stat 35 Joer no senger Gebuert brauch, fir den Erausfuerderungen, déi de rasanten technologesche Fortschrëtt an deene leschte Jore mat sech bruecht huet, gerecht ze ginn.

An den Ae vun der DP geet et awer prioritär drëm Lëtzebuerg a seng Administratioune besser op d'Méiglechkeete vun de modernen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ze preparéieren. An den Ae vun der Demokratescher Partei geet et awer och drëm ee kohärente Kader ze schafen, fir den elektroneschen Deel vun der staatlecher Verwaltung besser ze koordinéieren a seng Entwécklung konsequent virunzedreiwen.

Bis elo hat de Centre informatique de l'État éischter eng defensiv Roll an huet probéiert op Demande deenen eenzelne Verwaltungen zur Säit ze stoen. Esou huet hien haaptsächlech eng zentral Gestioun vun hiren Donnéeën ugebuede respektiv fir si komplex a répétitiv Aarbechtsofleef automatiséiert.

Här President, wann een et eescht mengt mat enger Réforme administrative, ass et onerlässlech dem staatlechen Informatikzentrum déi Strukturen, organisationeller a personeller Natur ze ginn, déi et him erlaben esou eng Reform mat Inhalter ze fëllen. De Wëllen, fir eng administrativ Reform an d'Weeër ze leeden, war wuel do bei dëser Koalitioun. Esou heescht et dann och an der Regierungserklärung vun 2004: «Il (le Gouvernement) hâtera les travaux mis en œuvre en ce qui concerne l'informatisation des services publics et l'administration électronique.»

Et huet awer bal fënnef Joer gedauert, bis de virleiende Projet d'Chamber ka passéieren. Iwwerhaapt ass Lëtzebuerg am europäesche Vergläich alles aneschters wéi ee Musterschüler, wann et ëm den Asaz vu modernen Informatiounstechnologien an der staatlecher Verwaltung geet, och wann an deene leschte Méint, mat der Aféierung vun der elektronescher Ënnerschrëft, no jorelaanger Planung endlech e Fortschrëtt fir den Administré konnt vum zoustännege Minister verkënnegt ginn. Fazit, wat der Regierung hir Beméiungen an dësem Beräich ugeet: „Der Geist war willig, das Fleisch aber schwach."

Här President, als een, dee vill Zäit - ronn 30 Joer - an enger staatlecher Verwaltung geschafft huet, soen ech, datt déi gréissten Erausfuerderung, déi un de Service public gestallt gëtt, d'Vereinfachung vum dagdeegleche Liewen ass. Den öffentlechen Déngscht muss, virun allen aneren Ufuerderungen, ee Partner vun de Bierger an de Betriber sinn. Schnellegkeet, Flexibilitéit, Effizienz a Qualitéit sinn haut méi wéi jee gefrot.

Fir awer all dës Ziler kënnen ze erreechen, brauche mer eng Verwaltung mat enger staarker elektronescher Komponent. All administrativ Dokumenter mussen net nëmme kënnen erofgeluede ginn, mä si mussen och elektronesch ausgefëllt a verschéckt kënne ginn. Mä dëst ass eiser Meenung no nëmmen een éischten, onerlässleche Schrëtt.

Eleng domadder geet et awer net duer. Den Administré, egal ob Privatpersoun oder Betrib, muss kënnen zu all Moment novollzéien, wou säin Dossier drun ass an a wéi engem Deel vun der Verwaltung grad drop geschafft gëtt. Deen neie Centre des Technologies de l'Information muss deenen eenzelne Verwaltungen hëllefen, de sougenannte virtuelle Büroschalter „www.guichet.lu", esou wéi en am DP-Wahlprogramm virgesinn ass,…

(Interruption)

…anzeféieren. De Verwaltungsopwand muss reduzéiert ginn.

Et geet awer an den Ae vun der DP net méi duer, dëst Zil einfach emol ze formuléieren, et muss ee sech konkret Reduktiounsziler setzen. Esou hu schonn aner Länner et erfollegräich virgemaach. Verschidden administrativ Ofleef mussen duerch e bessert Zesummeschaffen an eng besser Vernetzung tëschent den eenzele Ministèrë vereinfacht ginn. Déi administrativ Chargen, déi eng Belaaschtung a Milliounenhéicht fir eis Betriber duerstellen, mussen ofgebaut ginn. Bürokratieofbau geschitt an éischter Linn duerch d'Eliminatioun vun iwwerflëssegem Pabeierkrom, an zweeter Linn awer och duerch eng Vereinfachung vun der Prozedurs- a Verwaltungssprooch.

Mat deene Missiounen, déi de Centre mat dësem Gesetz kritt, fält him eng Schlëssellroll zou fir dës Ziler ze erreechen. Et ass dann awer och um Centre fir ze innovéieren a fir esou zu enger besserer Qualitéit vum Service public bäizedroen.

Här President, déi fortschreitend Digitaliséierung vum Service public ass verbonne mat engem Zouhuele vun ëmmer méi Datestréim, déi zu enger Multitude vu persounebezunnenen Donnéeë féiert. Dass d'Selbstbestëmmungsrecht vun deem Eenzele respektiv den Dateschutz a verschiddene Fäll dobäi a Gefor geroden, ass leider oft deene mannste Leit bewosst. De Service public muss duerfir ëmmer och e Service sécurisé fir de Bierger sinn. De Begréff Dateschutz kennt am Prinzip jiddereen. Dass dorauser awer oft „Datenschmutz" gëtt, wësse mer leider och oft genuch.

Als eng liberal Partei leet d'DP grousse Wäert op d'informatesch Sécherheet vun dem Eenzelne sengen Donnéeën, dat souwuel um organisatoreschen Niveau wéi och um Niveau, wat fir eng Administratioun zu wéi enge Konditiounen Accès op wéi eng Donnéeën huet.

Et kann net sinn, dass ënnert dem Deckmantel vun der administrativer Reform all staatlech Verwaltung op eemol op sämtlech Donnéeë kann zréckgräifen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Och de Service public ass net ëmmer géint d'Gefore vun enger steigender Cyberkriminalitéit gefeit. Duerfir ass et wichteg, dass een den appropriéierte legale Kader huet, deen et engem erméiglecht, géint dës Zort vu Kriminalitéit virzegoen.

Här President, mir brauchen e Service public, deen op d'Wënsch an d'Besoinë vum Bierger a vun den Entreprisen ageet, en öffentlechen Déngscht, deem seng Aarbechtsorganisatioun op den Administré ausgeriicht ass, dee séier a verständlech ka reagéieren an deen de Bierger an de Betriber e Maximum vu verständlechen Informatiounen op eng einfach Manéier zougänglech mécht.

Mir brauchen eng staatlech Verwaltung, déi Garant ass fir eng 100%eg informatesch Sécherheet. Duerfir brauche mir och e modernde Centre des Technologies de l'Information, an duerfir wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Etgen. Dann ass et um honorabelen Här Schreiner.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt emol wëll ech och dem Rapporteur, dem honorabele Paul-Henri Meyers, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun wäert fannen.

De Rapporteur an och mäi Virriedner hu praktesch alles zu dësem Projet de loi gesot, esou dass deem eigentlech net méi vill bäizefügen ass. Ech wëll awer just ervirhiewen, dass och fir d'LSAP dat hei e ganz wichtegt Gesetz ass, mat deem mer eis och beim Stat den zukünftegen Erausfuerderunge vun der informatescher Evolutioun upassen an deementspriechend opstellen, dat heescht, eis och d'Strukturen an d'Moyenë ginn, fir dat ze assuréieren.

Mir wëssen alleguer, dass haut den dagdeegleche Gebrauch vun informatesche Servicer an dem Internet elementar ass, fir de gréissten Deel vun eisen Aarbechte schnell an effikass ze erleedegen, woubäi ech d'Betounung op „schnell" wëll leeën. An enger Gesellschaft, wou et ëmmer méi wichteg gëtt, grouss Quantitéite vun Informatiounen ze beaarbechten, weiderzeginn an ze dokumentéieren, ass d'Fiabilitéit an eng praktesch, eng effikass Struktur vun eisen informatesche Systemer vu gréisster Bedeitung.

Et ass scho vum Rapporteu gesot ginn: Viru 35 Joer, den 29. Mäerz 1974, ass d'Gesetz gestëmmt ginn, wat deen éischte Centre informatique de l'État an d'Liewe geruff huet. Dëse gouf also an enger Zäit gegrënnt, wou d'Informatik sech ausschliesslech op d'Gestioun vun Daten an d'automatesch Behandlung vu schwieregen an éischter répétitive Prozesser limitéiert huet. Haut sinn dës Tâchë längst iwwerlieft. Ech brauch net ze betounen, dass viséiert Beräicher vum Internet an deenen neie Kommunikatiounsmëttele sech an deem leschte Jorzéngt entwéckelt, multiplizéiert a verbreet hunn.

D'Informatik ass en net méi ewechzedenkende Bestanddeel vun eiser Aarbecht an och vum Fonctionnement vum Stat ginn. An dat gëtt an der Zukunft och net manner, mä eis ganz administrativ Ugeleeënheeten hänken ëmmer méi vun engem kompetenten a sécheren informatesche System of.

Duerfir begréisse mir och vollstens dëse Projet de loi, deen eng komplett Reform vum Gesetz vun 1974 virgesäit, fir sech endlech den Ufuerderunge vun engem globaliséierte Marché unzepassen an dobäi beschtméiglech de staatlechen Administratiounen ze déngen.

D'Fusioun vum heitege Centre informatique de l'État an dem Service „eLuxembourg" ass eigentlech e logesche Schratt, deen et erméiglecht, dass an Zukunft d'Planifikatioun an d'Konzeptioun vun der Mise en place vun den Informatiounstechnologien an déi praktesch Ëmsetzung dovun innerhalb enger Struktur, dem neie Centre des Technologies de l'Information de l'État kënnen ausgefouert ginn, an dat ënnert der Autoritéit vum responsabele Minister fir d'Informatik beim Stat.

Et ass schonn dorop higewise ginn, dass d'Informatik sech an der heiteger Zäit duerch eng rasant technologesch Entwécklung auszeechent. Dës Evolutioun verlaangt wichteg an héich Investissementer an och nei Aarbechtsprozesser, an de Privatsecteur, fir deen Informatik och e wichtegt strategescht Element ass, huet et eigentlech virgemaach, well en e Maximum vu sengen informatesche Ressourcen an héich sécuriséierten Zentre regruppéiert. A wat fir d'Privatwirtschaft richteg ass, kann an dësem Fall fir de Stat net falsch sinn.

Et sinn also net nëmmen technesch an technologesch Argumenter, déi à la base vun

dëser Synergie sinn, mä virun allem och d'Kritäre vun Ekonomie, vu Produktivitéit an och vu Gestion des risques.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Duerch dës Reform kënnt et net nëmmen zu enger Neiverdeelung vun den Aufgabe vum Centre informatique de l'État a vun „eLëtzebuerg", mä en plus sollen décisionnel an organisationell Strukture geschafe ginn, déi capabel sinn dës Aufgabe méi effikass ze erfëllen.

Deen neie Centre des Technologies de l'Information de l'État soll eng ganz Rei vu vielfältege Missiounen erfëllen, déi dann och an den Artikelen 2 an 3 opgelëscht sinn. De Rapporteur ass schonn dorop agaangen, duerfir wëll ech dat elo net widderhuelen, mä ech wollt just déi a mengen Ae wichtegst awer nach emol ënnersträichen.

De CTIE garantéiert eng rationell a koordinéiert Organisatioun vun der Automatiséierung vun de staatlechen Administratiounen, an dat virun allem an de Beräicher vun der Kollekt, der Iwwerdroung an der Behandlung vun deenen Donnéeën. Dobäi ënnerstëtzt en déi staatlech Administratioun bei hirer dagdeeglecher informatescher Aarbecht, awer bitt hir och eng organisatoresch Ënnerstëtzung fir eege Projeten un.

En anere ganz wichtege Volet, an deen ass och schonn hei ernimmt ginn, ass d'Sécherheet vun den informateschen Donnéeën ze garantéieren an déi perséinlech Daten ze schützen.

Doriwwer eraus ass de CTIE och responsabel fir d'Produktioun an d'Personaliséierung vun administrativen Dokumenter an och fir d'Behandlung vun deenen dozou gehéierende biometreschen Donnéeën.

Dann huet deen neie Centre och d'Roll, sech ëm d'Aféierung an d'Ausschöpfung vu verschiddene Plattformen ze këmmere wéi souwuel den Austausch tëscht de Bierger an den Entreprisë wéi d'Zesummenaarbecht vun alle Leit, déi beim Stat schaffen, ze fuerderen an ze festegen.

Ervirzehiewen ass awer och, datt deen neie Centre keng Kompetenze méi am Beräich vun der Organisatioun vun der Automatiséierung an de Gemengen oder aneren Établissements publics huet. Dat ass vum Rapporteur och ënnerstrach ginn. An dat, dat ass och gesot ginn, soll hien awer net dorun hënneren, mat hinnen zesummenzeschaffen, wann dat sech als noutwendeg a sënnvoll erausstellt.

D'Gemenge kënnen haut praktesch alleguerte jo op de SIGI zréckgräife fir hir Informatik ze géréieren, mä nach net all Gemenge si Member am SIGI, esou dass do eng bestëmmten Zesummenaarbecht och mat dem neie Centre soll a ka bestoe bleiwen.

Bon, wat elo d'Organisatioun vum CTIE ugeet, esou gesäit dee jo vir, dass deen dirigéiert gëtt vun engem Direkter an zwee Directeurs adjoints, an zwar - Jo! - soll et dann net, wéi de Statsrot et jo och gewënscht huet, zu engem Comité directeur kommen, dee keng effektiv Attributiounen hätt, an duerfir ass dee Paragraph jo och aus dem Projet de loi gestrach ginn. Dat mécht an där Logik dann och Sënn, an d'Kommissioun ass jo och duerfir dem Conseil d'État gefollegt.

De Centre ass dann och a verschidden Divisiounen a Servicer agedeelt, deenen hir Schafung an Aufgaben an engem Règlement grand-ducal nach festgehale ginn. Ech begréisse besonnesch d'Andeelung an zwou verschidden Zellen: déi eng, déi sech ëm d'Sécherheet an den Audit këmmert, an déi aner, déi d'Planung regelt. Dës zwee Organer schénge mer wichteg ze sinn, fir eng kompetent an effikass Aarbecht kënnen ze erreechen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, dat waren déi puer Wierder, déi ech zousätzlech zu deem Projet de loi wollt soen. Wéi scho gesot, gëtt d'LSAP dozou och hir Zoustëmmung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech ka mech vun eiser Säit aus kuerzfaassen, andeem ech dem Kolleeg Paul-Henri Meyers als Rapporteur Merci soen. Ech mengen, mer hunn dee Projet hei an der Kommissioun duerchdiskutéiert mat den zoustännege Leit vum Ministère a mir hunn do all déi Informatioune kritt. An ech mengen, et ass alles an der Kommissioun och eestëmmeg décidéiert ginn, souwuel d'Amendementer wéi och de Rapport u sech.

Et ass dëst eiser Meenung no e wichtege Projet. Ech mengen, alleguer heibannen, wéi mer sinn, egal vu wat fir enge Säiten, hunn iwwer Joren ëmmer verlaangt, datt mer missten an dësem Domän weider am Stat investéieren, datt mer misste virukommen, datt mer de Stat missten och an dësem Domän fit maachen, fir ebe vis-à-vis vun der Gesellschaft, sief et vun de physesche Persounen, sief et vis-à-vis vun den Entreprisen, kënne méi effikass a méi séier opzetrieden. Mat dësem Projet kréie mer elo e gesetzleche Kader, fir déi ganz Organisatioun ze maachen.

Et huet sécherlech laang gedauert. Ech wëll dorun erënneren, datt déi viregt Regierung schonn en eegene Statssekretär hat fir eng Réforme administrative ze maachen. An ech ka mech nach erënneren, datt mer zum Schluss vun der leschter Debatt virun de leschte Wahle schonn esou eng Diskussioun hei haten, an do hat den deemolege Statssekretär eis erkläert, datt mer et awer du fäerdeg bruecht haten, an Europa vun där leschter op déi zweetlescht Plaz no vir ze réckelen,…

(Hilarité)

…wat déi Informatiounspolitik bei den eenzelne State géif bedeiten.

Et sinn an dëser Legislaturperiod eng Rei vu wesentleche Schrëtt elo gemaach ginn. Mir mussen an déi Richtung weiderfueren. An ech mengen, dat heite Gesetz gëtt eis de Kader, fir ebe beim Stat déi Strukturen opzebauen, déi mer mussen hunn.

Et ass sécherlech, datt déi ganz informatesch Investitiounen, déi mer beim Stat maachen, datt déi enorm Zomme verschléngen. An ech mengen, mer hu kierzlech och iwwert d'Informatisatioun vun eiser Douane diskutéiert, wat mer do vu Chiffere presentéiert kritt hunn, fir dat duerchzezéien. A mer hunn och do gesot kritt, datt dat nach net déi lescht Etapp war, mä datt der nach hannendru kommen. Esou - mengen ech - ass et och eng vun de Missioune vun dësem Centre des Technologies, fir eben déi Koordinatioun eranzebréngen tëschent déi verschidde Verwaltungen, fir eben och kënne Systemer ze entwéckelen, déi eis Gelder kënnen emol spueren.

Mir wëssen alleguer, jiddereen, net nëmme beim Stat, mä och am Privatsecteur, an eisen Entreprisen, datt, wann ee bis eng Kéier de Fouss bis dragesat huet, an et kënnt een haut net méi derlaanscht, fir en dranzesetzen, datt een dann och gären an eng gewëssen Ofhängegkeet kënnt an da muss mat virulafen, esou wéi et ebe gewënscht gëtt, datt een eng gewësse Machtlosegkeet dann och vis-à-vis vun deem Ganzen huet, mä een awer trotzdeem keen anere Choix huet.

Ech mengen, et ass alles vu menge Virriedner gesot ginn, wat zu dësem Projet ze soen ass. An ech kann duerfir vun eiser Säit aus nach just d'Zoustëmmung och bréngen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Gibéryen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Et ass elo um zoustännege Minister. De Minister Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Här Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi Rapport. Dat war wéi üblech prezis an effikass, esou wéi e geschafft huet an esou wéi en hei geschwat huet.

Den Text, dee mer haut virleien hunn, deen technesch kléngt, mä deen awer wesentlech méi ass wéi Technik; dat Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn an zur Ofstëmmung hunn, ass u sech den Aboutissement vun enger Aarbecht vun dräi, véier Joer, wat awer net eng Aarbecht un engem Gesetzestext war, mä wat eng Aarbecht war, fir beim Stat eng Rei Saachen en place ze setzen, déi de Gesetzestext méiglech gemaach hunn. Et ass also den Aboutissement vun enger Aarbecht op där enger Säit, an et ass och d'Basis fir déi nächst Etapp vun der Aarbecht.

Dëse Projet, an dat wëll ech kloer soen, well den Här Etgen hei gesot huet, datt et komesch wär, datt dee Projet eréischt no véier, fënnef Joer géif kommen, dëse Projet wär viru véier, fënnef Joer net méiglech gewiescht, well viru véier, fënnef Joer de Service eLëtzebuerg, deen 2004 entstanen ass an deen als Missioun huet, den eGovernment an d'Lëtzebuerger Administratioun ëmzesetzen, net déi Aarbecht geleescht hat, déi en haut geleescht huet, net déi Strukturen hat, déi en haut huet. A wa mer et sengerzäit gemaach hätten, en ze integréieren an de Centre informatique de l'État, deen als Responsabilitéit huet, d'Technik an d'Informatik vum Stat ze maachen an ze ënnerhalen, deen och eng Traditioun vu 35 Joer huet, da wär dee Service do ënnergaangen. Dann hätte mer dat net esou hikritt, wéi mer et haut hikréien.

Mir hunn an deene leschte fënnef Joer enorm Effortë gemaach, fir op dee Punkt ze kommen, wou mer hei sinn. An ech wëll och nach eng Kéier do kloer an däitlech soen, datt - den Här Gibéryen, deen huet virun e puer Minutte gesot, wou mer viru fënnef Joer ausgaange sinn - op wat mer viru fënnef Joer, op wat fir enger Plaz mer an der Informatisatioun vum Stat waren. An da loossen ech net gär hei soen, datt mer an deene leschte véier, fënnef Joer kee Wee gemaach hunn, Här Etgen, esou wéi Dir et elo gesot hutt. Mir hunn an deene véier, fënnef leschte Joren immens vill geschafft. Ech wëll net nach eng Kéier erënneren, wou mer 2004 Joer do stoungen. Ech soen lech awer, wou mer haut do stinn, fir de Verglach ze maachen.

Mir sinn haut mat iwwer 90 Sitë vum Stat present mat deenen héchste Qualitéitsstandarden. Mir hunn hei eng ganz Rei Portailen, déi vum Stat disponibel sinn. Mir sinn an Europa, wann ech vun de Rankinge schwätzen, op där éischter Plaz, wat d'Utilisatioun vun de Formulären op staatleche Websiten ugeet. Mir sinn op der éischter Plaz, wat d'Accessibilitéit vu Websiten ugeet, esou wéi se vum Stat ugebuede sinn. Mir si weltwäit vun 192 Staten, déi gemooss gi sinn, säit 2005, wou mer op der 28. Plaz waren, op d'Plaz 14 virgestouss. Dat heescht op der Plaz 7 an der Europäescher Unioun.

Mir hunn also enorm vill Effortë gemaach. Mir hunn eis weltwäit, europawäit an deene leschte fënnef Joer gesteigert, a mir hunn do eis Positioun, wat och eng Positioun ass, déi fir eis Kompetitivitéit immens wichteg war, wäit no vir bruecht.

Mir hu Succès mat deem, wat mer op de Maart gesat hunn: 6.000 Visiten den Dag bei gouvernement.lu, 5.000 Visiten den Dag bei grousse Sitë wéi legilux.lu. A wann dann och, Här Etgen… Et deet mer leed, dass ech mech elo mat lech hunn, mä ech war e wéineg nervös ginn, wéi ech dat gelauschtert hunn, wat Dir do gesot hutt. Dir hutt eis hei opgefuerdert, nom DP-Wahlprogramm elo schonn de guichet.lu ze maachen, esou wéi en am DP-Wahlprogramm steet.

Ech wëll lech just soen, mä deen ass säit engem Mount do!

Gitt eng Kéier kucken op guichet.lu, da gesitt Dir, datt mer do iwwer 230 Démarchë vum Stat beschriwwen hunn, datt mer iwwer 120 Démarchen online hunn, datt mer iwwer 40 Démarchen transactionnel iwwer LuxTrust kënnen ofwéckelen, déi ofgeséchert mam Stat lafen. Dat existéiert momentan. Dat fonctionnéiert momentan.

(Brouhaha général et interruptions)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Eise Programm war virdrun do, Här Minister!

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, mä ech wëll lech just soen,…

(Interruption)

…datt et haut nach eng Kéier gesot ginn ass, datt mer et misste maachen, esou wéi et am Programm steet. An duerfir soen ech lech, datt et do ass. An ech si frou…

(Interruptions)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- …gesinn, wou säin Dossier dru wier. An dat ass haut nach net méiglech, Här Minister…

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dat ass och eng Funktionalitéit, déi virgeplangt ass an déi op verschiddene Saache wéi bei der Kannergeldkeess scho méiglech ass.

Une voix.- Och dat misst méiglech sinn, Här Minister!

(Brouhaha général et interruptions)

Mme la Présidente.- Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech wëll lech just soen, datt mer net op der zweetleschter Plaz méi sinn, mä op der siwenter an Europa, datt de guichet.lu do ass, existéiert a vun de Bierger gebraucht gëtt. An ech wëll lech just soen: Déi 2.500 Leit, déi all Dag dorobber ginn - well mer hunn 2.500 Visitë par jour -, déi wëssen dat an déi mierken dat all Dag, an dat ass dat Wesentlecht.

Mir hu LuxTrust fäerdegbruecht. Mir hunn eng elektronesch Ënnerschrëft, déi all Leit kënnen zur Disponibilitéit gesat kréien, a mir hunn haut eng ganz aner Situatioun vum eGovernment wéi mer dat viru fënnef Joer haten.

Mme la Présidente.- Ech bieden lech dem Minister nozelauschteren. De Kaméidi ass esou, dass een e knapps héiert.

(Interruptions)

Soss hiewe mer d'Sitzung e bëssen op!

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, neen.

Une voix.- Den Här Fayot provozéiert eis.

(Interruptions)

Mme la Présidente.- Et ass nach ëmmer esou, dass een hei d'Wuert huet. An dat ass nach ëmmer de Minister de Moment.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Mir hunn also déi zwee Servicer, déi sech ëm d'Informatik beim Stat bekëmmert hunn, zesummegesat. Mir hunn hinnen och eng Rei nei Missioune ginn, well mer mengen, datt déi Missiounen, esou wéi d'Informatik haut beim Stat fonctionnéiert, wesentlechst ginn.

De Centre informatique de l'État mam Service eLuxembourg gëtt ëmfonctionnéiert vun engem Support technique op där enger Säit an en Instrument, wat Prestation-deservicë bitt. Et kritt d'Méiglechkeet, fir eng Stucture d'échanges électroniques ze ginn zwëschent dem Bierger op där enger Säit an den Entreprisen op där anerer Säit.

A fir déi, déi mer da soen, datt d'Administratioun elo net däerft nëmmen elektronesch gemaach ginn, wëll ech awer och soen, datt selbstverständlech och den Ausbau an d'Weiderféiere vun deene Guichet-physiquen, déi de Stat haut an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch en collaboration mat deenen zwou Gemengen huet, selbstverständlech wäert bäibehale ginn, selbstverständlech wäert an der Offer ausgebaut ginn.

Mir hunn och eng ganz Rei Mise-en-placë gemaach vu collaborative Prozesser zwëschent deenen eenzelnen Administratiounen, wéi zum Beispill den Archivage électronique, oder d'GED, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen, wou schonn e grousse Wee gemaach ginn ass.

Et ass och wesentlech, datt de Centre des Technologies de l'Information de l'État nei Technologien, wéi d'Produktioun an d'Personalisatioun vun administrativ sécuriséierten Dokumenter an haaptsächlech den Traitement vu biometreschen Donnéeën als Missioun offiziell ageschriwwe gëtt. Et ass wichteg, datt mer dofir d'Base légale hu fir Saachen, déi an Zukunft à partir vu Juni fir d'Päss och eng Noutwendegkeet ginn.

Et ass och evident, datt déi Protektioun vun den Donnéeën, esou wéi se virdru vum Här Etgen virgeschloe ginn ass, och hiren Niderschlag an d'Gesetz kritt. Ech wëll einfach dat zitéieren, wat hei gefrot ginn ass, datt den Artikel 2e) dat kloer an däitlech seet: «La sécurité de l'informatique et le respect des dispositions de la loi relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, dans les limites de ses attributions.»

Et steet hei am Gesetz eng Demande, déi also duerch dësen Text de toute façon schonn erfëllt gëtt; an da selbstverständlech och dat, wat de Centre informatique de l'État bis haut net war. Dat heescht eng Administratioun, wou aner Administratioune kënnen dovunner profitéieren, wa se informatesch Operatioune bei sech implantéieren, fir dann och déi Reorganisatioun virzehuelen. Et weess jiddwereen, datt d'Implantatioun vun der Informatik net alles ass, mä

datt d'Organisatioun an d'Reorganisatioun vun der Administratioun och muss kënne geschéien, fir datt d'Informatik och effikass kann duerno benotzt ginn.

Mir kréien also heimat ganz sécher e groussen Zougewënn u Produktivitéit, sécherlech e groussen Zougewënn u Kompetitivitéit, och fir d'Entreprisen, e Gain vu Performance, eng besser Konformitéit zu den Direktiven, déi iwwert de Wee vum Centre informatique ganz oft an d'Realitéit ëmgesat ginn. Dofir ass dësen Text e wichtegen Text, deen eis e gutt Stéck weiderhëlleft. Ech soen all deene Fraktiounen, déi e stëmmen - dat heescht an anere Wierder, hinnen alleguer -, villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domat kéime mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir hu 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Raymond Weydert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spaut (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Punkt, de Projet N°5927 iwwert de Centre Hospitalier du Nord. De Rapporteur, den honorabelen Här Schneider, huet d'Wuert.

11. 5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord»

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5927 iwwert d'Kreatioun vum Centre Hospitalier du Nord ass selbstverständlech - an dat verstitt Der - e ganz Spezielle fir mech an och fir den Norden a seng Bevölkerung am Ganzen.

De Centre Hospitalier du Nord ass d'Fusioun zwëschent der Ettelbrécker Klinik Saint-Louis an der Wolzer Klinik Saint-Joseph. Dat bedeit engersäits e wichtegt Standbeen an der Spidollandschaft, wou d'Carte hospitalière elo zougeet, an op där anerer Säit eng optimal Gesondheetsversuergung fir de Bierger am Norde vum Land.

Erlaabt mer dëse klenge Rapport an zwee Deeler ze splécken. Den éischten, de reng techneschen, den inhaltleche Rapport, deen Der och konnt liesen op 16 Säiten, an op där anerer Säit meng perséinlech Iwwerleeungen a Remarquen zu dësem Projet de loi.

Dëse Projet de loi gouf déposéiert de 6. Oktober 2008 vun eisem Gesondheetsminister, dem Mars Di Bartolomeo. Den 9. Oktober 2008 huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech als Rapporteur bestëmmt. Mir hunn an der Kommissioun an zwou Sitzungen de Projet de loi duerchgekuckt, déi eenzel Avise gekuckt. Mir hunn de Rapport unanime den 19. Mäerz 2009 an dëser Kommissioun gestëmmt.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi? Et ass engersäits d'Areihung an d'Planificatioun vum Paysage hospitalier, an op där anerer Säit ass et d'Fortféierung vun der Politique vu Synergien a Fusiounen am ganze Land; dat engersäits am Zentrum, am Süden an och elo am Norde vun eisem Land.

D'Fusioun zwëschent Ettelbréck a Wolz eriwwer an de Centre Hospitalier du Nord gëtt de Bierger aus dem Norde vum Land en neie Réseau de couverture, dee méi komplett a méi performant ass, wat d'Services de soins betrëfft. Et heescht och den Ufank vun enger Adaptatioun a Modernisatioun vun den Infrastrukturen, an hei virun allem op dem Site Wolz, déi elo nach mussen a wäerte gemaach ginn.

Ech géif kuerz eng Kéier op den Historique vun deenen zwee Spideeler zréckkommen, déi haut de Mëtteg am Projet de loi wäerte fusionéieren.

Op där enger Säit d'Ettelbrécker Klinik, déi 1936 kreéiert gouf, d'Klinik Saint-Louis. An den eenzelnen Etappen: 1948 - Hospice civil, an 1963 eng nei Struktur eriwwer bis hin zu 2003. Mäi Kolleeg, de Buergermeeschter vun Ettelbréck, Jean-Paul Schaaf wäert mat Sécherheet nach agoen op de Bau an d'Modernisatioun vun där neier moderner Klinik vun Ettelbréck, déi och haut als eng vun deene modernsten an enge vun deene flottsten an eiser Klinikslandschaft do steet. De Moment huet dëst Spidol 260 Better, 15 Better de Rééducation gériatrique, derniewent 754 Collaborateure mat iwwer 80 agréémierten Dokteren.

Op där anerer Säit hu mer d'Spidol vu Wolz, d'Klinik Saint-Joseph, dat 1937 inauguréiert gouf, 1977 moderniséiert an ausgebaut gouf, a virun allem an den 90er Jore wierklech e flotten Ausbau kritt huet, deen och an d'Zukunft kuckt. Mir wäerten och fir eng Modernisatioun an en Ausbau fir dëse Site um bestehende Site schwätzen an en och realiséieren. Dës Klinik huet 82 Better, 220 Collaborateuren an 23 agréémiert Dokteren.

D'Iddi vum Zesummeschaffe vun dësen zwou Kliniken ass schonn an den 80er Jore gefouert ginn a gouf virun allem 1996 méi konkret duerch eng Convention de collaboration hospitalière. Ënnert dem Impuls vum Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo an deenen zwee Verwaltungsréit, awer och op där anerer Säit de Gemengen, vertrueden duerch hir Schäfferéit, gouf den 21. Mee 2007 eng Lettre d'intention en vue d'une fusion ënnerschriwwen. Dëst war d'Basis fir och wierklech a grousse Schrëtt bei dëser Fusioun virunzekommen.

No der Fusioun besteet de Centre Hospitalier du Nord aus 342 Better a 15 Better de Rééducation gériatrique. Better, déi also och gebraucht ginn am Norde vun eisem Land, an där ganzer hospitaliärer Landschaft. E besteet awer och aus iwwer 1.000 Collaborateuren an iwwer 100 agréémierten Dokteren.

De Statut vun dësem Centre Hospitalier du Nord ass e Centre hospitalier régional. E soll op där enger Säit d'Médecine de proximité garantéieren, dat virun allem am Norde wéinst de geographeschen an den topographesche Begebenheeten, an op där anerer Säit méi eng pousséiert Spezialisatioun op béide Siten assuréieren.

D'Gemengen Ettelbréck a Wolz, déi bis elo Träger ware vum Hospice civil, wäerten an Zukunft och an de Fonctionnement vum Centre Hospitalier du Nord agebonne sinn. Dat duerch eng Vertriedung - an eng relativ staark Vertriedung - an deem neie Conseil d'administration, dem neie Verwaltungsrot vum CHN.

A wa mer wëssen, datt d'Bevölkerung vum Norde vum Land - dat heescht, vun der Région hospitalière du Nord - de Moment nach eng Steigerung vun iwwer 2% all Joer huet, an also bis d'Joer 2014 wäert 86.500 Habitanten zielen, wäert een an den Taux de couverture de Moment gerechent véier Better op 1.000 Leit hunn. Esou gesi mer, datt déi ablécklech 342 Better séier wäerte bei 346 den absolute Maximum erreecht hunn, an datt elo schonn an d'Zukunft muss geduecht ginn, fir neien Handlungsbedarf ze kreéieren.

Wat zu dësem Projet, wat mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi eenzel Avise vun deenen eenzelnen Organisme waren an derniewent och vum Conseil d'État:

- engersäits den Avis vum Collège médical, deen e favorabel gesinn huet an op e richtegen a wichtegen Organigramm virun allem op deenen zwee Sitë gepocht huet, wourunner och de Moment nach ganz aktiv geschafft gëtt;

- op där anerer Säit d'Commisson permanente vum Secteur hospitalier, déi och dës Fusioun approuvéiert huet a wou just d'Bemierkung war, datt de Stat relativ schlecht vertruede wär an deem neie CA. Eng Bemierkung, déi allerdéngs vum Statsrot widderluecht gouf, déi eigentlech de contraire gesot hunn an un déi sech och d'Commissioun gehalen huet;

- de Statsrot, dee virun allem op technesch Detailer agaangen ass, wat engersäits d'Siten ubetrëfft, wou en drop gehalen huet, datt keng nei Siten däerfte kreéiert ginn;

- op där anerer Säit huet en zwou Opposition-formellen erabruecht a sengem Avis: deen ee war d'Exclusion supplémentaire vun de Fonctionnairë vun der CNS, dat niewent der Exklusioun vun deene vun der Sécurité sociale; an op där anerer Säit d'Possibilitéit vun der Révocatioun vun engem Member vum Verwaltungsrot.

Dës Proposition de texte, déi de Conseil d'État am Kader vu sengem Avis gemaach huet, huet d'Kommissioun och esou ugeholl an doduerch also de Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroen.

Zum Schluss vun eisen Diskussiounen hu mer nach e Bréif vun der Stad Ettelbréck zougestallt kritt, dee mer och an der Commissioun an och zesumme mam Minister a senge Mataarbechter diskutéiert hunn, dee virun allem engersäits beim Punkt A ëm d'Kadasternummer goung, wou eng Rei Kadasternummere sollten an eng Kadasternummer regruppéiert ginn; an zweetens, d'Affektatioun vum Terrain vum alen Hôpital Saint-Louis. Hei hu mer verwisen, datt dës Problematik soll geléist ginn am Gesetz iwwer soit engersäits de Bau vum Lycée des professions de la santé, oder op där anerer Säit am Kader vun der Konventioun, déi jo och an dësem Projet de loi virgesinn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géif dann eng Kéier kuerz duerch déi Artikele goen, fir ze soe wéi dann elo am Eenzelnen de Centre Hospitalier du Nord fonctionnéiert.

Fir d'éischt dann, deen éischten Artikel ass d'Forme juridique. D'Missioune si festgeluecht, awer och de Site vun deem neien CHN, an och d'Forme juridique, wéi gesot, den Établissement public, deen also hei entsteet.

An deenen nächsten Artikelen ass festgeluecht: de Conseil d'Adminstration, wéi seng Zuel ass, wéi en zesummegesat ass, aus wat fir enge Vertrieder. Ech hu jo scho gesot, datt d'Gemenge relativ staark vertruede sinn an dësem neien CA. Derniewent ass awer och gewise wéi d'Iwwergangsfelder, déi sougenannte Phase transitoire, solle beim Verwaltungsrot fonctionnéieren. Et sinn awer och ganz kloer d'Aktiounsfelder vum CA definéiert; seng Missiounen, seng Aufgaben an Zukunft.

D'Direktioun vun dësem Établissement gëtt engem Directeur général uvertraut. Dat wäert wahrscheinlech de Professer Dokter Schubert ginn, deen also dësen neien CHN wäert leeden. Seng Assistance wäert op deenen zwee Sitë fonctionnéieren. D'Kreatioun vun engem Conseil de direction gëtt och a Form gesat. D'Wirkungsfelder dovunner ginn an dësem Projet de loi och genau definéiert, genausou gutt wéi och d'Situation financière bestëmmt gëtt, virun allem och de Startschoss derzou, mä och duerno déi finanziell Ofsécherung vum CHN.

Wat d'Personal betrëfft, ee Punkt, dee virun allem ganz wichteg ass, op dee souwuel vum Verwaltungsrot wéi och säitens de Gemenge gepocht gouf: Ginn integral d'Rechter behalen, fir vun de Kliniken an deen neie Centre Hospitalier du Nord eranzewiesselen oder eranzegoen - wann een et esou wëllt ausdrécken.

D'Hospices civils, déi de Moment bestinn, vun Ettelbréck a vu Wolz, wäerte mam Akraafttriede vum Gesetz dissous sinn, also opgeléist sinn, bis d'Clôturë vun deenen eenzelnen Exercicë gemaach sinn. Wou nach eng Rei Exercicen opstinn, wäerte se viru bestoen. Duerno wäert dann och gekuckt gi wou déi eenzel Solden, déi do sinn, hi wäerte goen, engersäits an déi eng Struktur eran an anerersäits zréck an d'Gemengen, déi jo bis elo de Gérant, de Patron souzesoe vun den Hospice-civile waren.

Wat d'Terrainë betrëfft, ass kloer geregelt, datt dës Terrainen all wäerten zréckgoen an de Besëtz vun de Gemengen, déi si duerno erëm iwwer ee Bail emphytéotique fir 99 Joer wäerte weiderginn un de CHN.

Dëst Gesetz wäert a Kraaft trieden den 1. Januar nom Vote vun dësem Projet de loi respektiv no der Publikatioun am Mémorial. Wat also heescht: Den 1. Januar 2010 wäert dëse CHN dann effektiv a Kraaft trieden, wat dem Gesetz no esou virgesinn ass.

De Moment ass een och schonn amgaang déi eenzel Preparatioune vun der Mise en œuvre ze maachen. An och d'Modalitéiten dervu si kloer festgeluecht, wéi de Budget opgestallt gëtt. De Budget vun 2010 ass och kloer. D'Instrumenter an d'Weeër si festgeluecht, wéi dëse Budget zesumme wäert opgestallt ginn, fir dann och 2010 direkt mat richtegem Élan unzefänken.

Bis dem 1. Januar 2014 ass och festgehal: Am Projet de loi wäert de Conseil d'Administration erweidert sinn duerch zwee Membere vum Conseil médical op där enger Säit, an zwee Vertrieder vun de Personaldelegatiounen.

Dat zum techneschen an zum inhaltleche Volet vun dësem Projet de loi. Erlaabt mer dann nach puer perséinlech Remarquen zu dësem Projet de loi ze maachen.

Dëse Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg, wann ech de Rapport an och d'Stëmmung an der Kommissioun gesinn hunn, unanime ugeholl hunn an dann och hoffentlech wäerten unanime stëmmen, ass e laange Prozess, dee gefouert gouf, wou zeg Joren an d'Land gaange sinn a wou effektiv eng ganz Rei vu Leit - an ech war selwer där och een - heiansdo verzweiwelt sinn an een heiansdo gemengt huet dëse Prozess géing net virugoen.

Et huet ee ganz dacks wierklech schwéier Bengelen am Wee fonnt. Et gouf vill Polemik op ville Säite gemaach. Dacks huet ee wierklech gemengt dëse Projet wär gestuerwe gewiescht, an effektiv, d'Kar wär am Dreck stieche bliwwen. Merci un all déi Leit a Gremien, déi all déi Joren - an et ware ganz vill Joren, déi hei hanner eis leien - Asaz gewisen hunn an déi ëmmer un dëse Projet gegleeft hunn, un dës Fusioun zwëschent de Klinike vun Ettelbréck a Wolz.

An éischter Linn sinn dat sécher d'Verwaltungsréit vun deenen zwee, souwuel Ettelbréck a Wolz, mat un der Spëtzt hire Presidenten dem Marc Mohr an dem John Shinn, déi eng formidabel Aufgab an hire Gremien zesumme mat de Memberen aus de Verwaltungsréit geleescht hunn. Derniewent sinn et awer och d'Schäffen- a Gemengeréit vun deenen zwou Gemengen. Hei géif ech virun allem hiweisen op déi exzellent Kollaboratiouun mat mengem Kolleeg Deputéierte Jean-Paul Schaaf a sengem Schäfferot vun Ettelbréck, wou mer eng ganz konstruktiv an no vir kuckend zukunftsorientéiert Zesummenaarbecht realiséiert hunn.

Op där anerer Säit och e grousse Merci un déi konstruktiv Zesummenaarbecht vun den Dokteren, vun de Medeziner op där enger Säit, fir d'Ausschaffe vum Concept médical, awer och déi praktesch Klärung vun de Froen, de Verwaltungen an all de Memberen, déi an dëse Verwaltunge schaffen, all dem Personal, déi dës Fusioun zënter Jore minutiéis plangen an och de Moment amgaang si lescht Detailer ze maachen an an der Praxis scho gréisstendeels ëmgesat hunn; dem Personal an de Personaldelegatioune fir hir positiv Ënnerstëtzung beim Ëmsaz vun dësem Projet a virun allem fir hir grouss Dialogbereetschaft an dësem Projet de loi; de Ministèren, an hei virun allem dem Minstère de la Santé, a speziell hei dem Fränk Gansen an dem Mike Schwebag, déi fir dëse Projet zoustänneg waren, an op där anerer Säit awer säitens de Gemengen dem Ministère de l'Intérieur, der Madame Christiane Loutsch, dem Här Marc Leonhard an dem Jean-Lou Hildgen; a virun allem awer zwee, ouni déi dës Fusioun ni hätt kënne realiséiert ginn. Et ass op där enger Säit den Engagement, d'Konzept an d'Planung vum Professer Dokter Schubert, an op där anerer Säit de perséinlechen Engagement vun eisem Gesondheetsminister, dem Mars Di Bartolomeo.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Schneider, si Wahlen?

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, loosst Äre Kolleeg Rapporteur hei seng Ausféierungen a Rou maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir wësst, dass ech ëmmer dat maache wat Dir sot.

M. le Président.- Dat wier natierlech ganz schéin, wann et esou wier.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, si all wäerten hiren Asaz net bereien, well d'Bevölkerung weess hinnen dës Approche héich unzerechnen, an elo schonn, a wäert spéider nach méi d'Virdeeler vun dëser Fusioun, vun dësem nei geschafene CHN gesinn.

Fir Ettelbréck heescht dat nach méi eng effikass Bettebeleeung an Offer un d'Servicer, awer och nach méi eng wäit Patientenerreechbarkeet. Fir Wolz bedeit dat carrément den Erhalt vun der Wolzer Klinik, dat heescht, fir déi héich Nordregioun e Spidol an hirem Raum, fir d'Wirtschaft vu Wolz an Ëmgéigend keen zousätzlechen negative Schlag, mä nei Perspektiven, a speziell fir d'Beschäftegung, d'Ofsécherung vun 250 Aarbechtsplaze fir Personal an Dokteren.

Zum Ofschloss geet mäi Wonsch dohinner, datt mer an dëser Chamber, wéi scho gesot, dëse Projet mat grousser Majoritéit stëmmen, fir eis Cartographie hospitalière méi komplett ze maachen, an un d'Regierung, datt de Projet de modernisation fir dat aktuellt Spidol zu Wolz - dat de Konzept mat de Kolleege vun Ettelbréck ausgeschafft huet an och wierklech da soll Centre Hospitalier gerecht fonctionnéieren an esou a Stand gesat ginn - an deenen nächste Wochen am Regierungsrot och gréng Luucht kritt, datt och dëse Projet de modernisation ka gemaach gi fir dës Invester, déi dringend noutwendeg sinn, fir och wierklech e Copy/paste vun de Raimlechkeete vum Ettelbrécker Spidol ze kréien, ze realiséieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt de Gesondheetsminister mat senger Équipe an der Regierung dëse Wee, grad elo an den Zäite wou d'Regierung ugekënnegt huet Investissementer ze maachen, wäert matgoen.

Zum Schluss, Här President, géif ech dann am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP, der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, mäin Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Au vote!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Député-maire Jean-Paul Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, loosst mech fir d'éischt, dat passt elo gutt hannendrun, dem Rapporteur Merci soe fir säin explizite schréftlechen a mëndleche Rapport. Grad wéi de Rapporteur sinn ech selwer och staark implizéiert an dëse Projet. Mir sinn allenzwee involvéiert, vu dass mir allenzwee un der Spëtzt si vun deenen zwou Gemengen, deenen hir Kliniksinfrastrukturen haut sollen zesummegeluecht ginn. Mir gi se also e bësselchen aus der eegener Hand eraus, fir se an eng nei Hand ze ginn a fir se an eng gemeinsam Zukunft ze féieren.

Ech hu mer d'Fro gestallt, ob et gutt wier, wann een esou betraff ass, fir hei ze schwätzen. Mä ech mengen awer, et geet mir e bësselche wéi dem Romain Schneider, wann een an där Zäit virdru vill Suergen, Réuniounen, Diskussiounen, engagéiert Etappen an der politescher Viraarbecht zu dësem Projet hat, da géif ee sech e bësse virkommen, wéi wann een am leschte Moment d'Gebuertshëllef vun dësem Kand géif verweigeren. Dat soll een net maachen, dat wëll een och net maachen, duerfir mengen ech ass et awer gutt fir hei e puer Wuert ze soen. Ech wëll dat och e bësselche mam Brëll vun der Ettelbrécker Säit maachen.

Mir stëmmen haut eng Fusioun vun zwee Spideeler, a wann een am Larousse bliedert, dann erkläert sech do de Virgang vun der Fusioun als eng Réunioun vun zwee oder méi onofhängege Gesellschaften, déi hir eegen Identitéit opgi fir eng nei ze schafen, a wouranner se hire Patrimoine iwwerféieren. Dräi wichteg Donnéeën: eegen Identitéit opginn, eng nei Identitéit schafen an den eegene Patrimoine doranner iwwerféieren.

Dat gesäit sech einfach un, aus zwee Hospices civils maache mer een Établissement public. Et ass e Projet, deen eigentlech fir de Stat ouni Käschten ass. Et ass een, deen den Accord vun deenen zwou Gemengen huet, vun den zwou Kliniken, vun der Gesondheetskeess, vum Gesondheetsminister, vum Statsrot, vum Collège médical an allen aneren involvéierte Gremien. Et kéint een also soen: „Au vote!"

Mä, léif Kolleegen, well et awer d'Endresultat vun engem laange Prozess an den Ufank och erëm vun engem anere laange Prozess ass, ass et awer mengen ech wichteg fir an e puer Wierder drop anzegoen. De Rapporteur huet et gesot - dat iwwersprangen ech -, virun 73 Joer ass am Landesnorden déi éischt Klinik, chirurgesch Klinik, gegrënnt gi vum Dokter Charles Marx zu Ettelbréck, dee säi Privatverméigen deemools investéiert huet, fir dass dat soll a kënne Realitéit ginn.

Déi Klinik ass 1948 vun der Gemeng Ettelbréck als Hospice civil iwwerholl ginn. Vun deem Moment un hate mer also en Hospice civil. Et huet séier missen en Neibau geplangt ginn. Deen ass 1963 gemaach ginn, a vun ursprünglech 48 ass et op 142 Better komm, duerno 183 Better, 288 Better, an dat Gebai aus dem Joer 1963 ass am Moment amgaangen ofgerappt ze ginn. Dat ass also geschwë Geschicht, dann ass dat fort zu Ettelbréck.

Déi nei Klinik, vun där mer zu Ettelbréck schwätzen, also den Hôpital Saint-Louis, fir se kuerz ze beschreiwen, ass am November 2003 a Betrib gaangen. An deem Haus ginn all medezinesch Fachrichtungen, ausser déi national, ugebueden. Dat huet, an de Romain Schneider huet et gesot, en héije Standard, huet eng exzellent nei Infrastruktur, motivéiert an engagéiert Mataarbechter, gutt Dokteren an huet sech an där kuerzer Zäit, wou et besteet, eng ganz gutt Renommée am Land gemaach.

Den Hôpital Saint-Louis, fir 647 équivalent temps-plein Posten ze besetzen, rekrutéiert en haut 765 Mataarbechter. Vu dass mer all déi Wiesselen do hunn, an de mi-temps an esou weider, sinn et der elo 765 Persounen, bal 100 agrééiert Dokteren, 260 Akut-Better ass gesot ginn, plus 15 Better Rééducation gériatrique, plus awer eigentlech och nach zwielef, déi zielen net als Better, mä zwielef Hôpital de jour. Mir kommen also insgesamt op 287 Better, wann een et esou kuckt, an d'Klinik hält de Moment an der Auslaaschtung de Rekord am Land mat enger Bettenauslaaschtung vun iwwer 85%. Ech soen dozou herno nach e puer Wuert.

Den Hôpital Saint-Louis ass fir Ettelbréck de gréissten Employeur, domadder e wichtege Wirtschaftsfacteur, an dréit wierklech am positiivste Sënn vum Wuert zur Identifikatioun vu senger Heemechtsstad bäi. Duerch deen Hôpital Saint-Louis an och de CHNP ass Ettelbréck e Gesondheetsstanduert vu regionaler, voire nationaler Bedeitung.

Et ass och remarquabel a flott et eng Kéier kënnen ze soen: Vun de 765 Ugestellte wunnen der eleng 156 zu Ettelbréck, a souguer 45% am Kanton Dikrech. Mir hu 85% Résidenten, déi do schaffen, a just 15% Frontalieren, an déi kommen nach quasi alleguerten aus dem noe belschen an däitsche Grenzgebitt a sinn domadder och e Garant duerfir, dass lëtzebuergesch iwwerall an deem Haus verstanen a geschwat gëtt.

Déi Ettelbrécker Leit, a besonnesch déi Ettelbrécker Gemeng ass houfreg op dat Haus, op seng gutt a kompetent Féierung, an och op déi gutt an exzellent Gesondheetsversuergung, déi vun den Dokteren an dem Personal geleescht gëtt. A wann een dat esou kuckt, da kann ee sech froen: Wann dat alles esou gutt fonctionnéiert, firwat soll een dann elo eng Fusioun maache mat Wolz?

Den éischte Grond mengen ech ass deen, dass déi Fusioun op der Noutwendegkeet fousst, déi aktuell 342 Better am Landesnorden ze erhalen, ze stäerken an derfir ze suergen, dass méiglechst no bei de Leit eng gutt Gesondheetsversuergung geschitt. Ettelbréck kann den Norden net ouni déi 82 Better vu Wolz ofdecken, a Wolz kann net ouni e méi grousse Partner weiderbestoen; de Rapporteur huet et selwer gesot. Dorauser ergëtt sech eng gemeinsam Verantwortung fir de ganzen Norden, där déi béid Partner mat dësem Projet nokommen.

Den zweete Grond, dee läit an der Noutwendegkeet vun engem partnerschaftleche Mateneen am Spidolsberäich. Konkurrenz ass hei falsch op der Plaz. Et läit eigentlech op der Hand, wann déi iewescht Norm d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Patient ass, dann ass et eng moralesch Verflichtung Synergien anzegoen, déi dësem Zil déngen. Bei enger Medezin, déi ëmmer méi technesch, méi deier, méi spezialiséiert gëtt, an och bei Patienten, déi ëmmer méi mobil ginn, ass et kloer, dass kee méi alles op all Plaz kann ubidden.

En drëtte Grond ass, dass déi national Gesondheetspolitik d'Kliniken derzou ugehalen huet entweder ze kollaboréieren, fir Kräften a Gelder sënnvoll anzesetzen, oder awer fir ze fusionéieren. De fréiere Minister Carlo Wagner huet dës Richtung virginn, an den aktuelle Gesondheetsminister huet déi Klack nach vill méi haart gelaut.

E leschte Grond fir dës Fusioun, an eigentlech och deen, deen et iwwerhaapt méiglech gemaach huet, dat ass deen, dass déi responsabel Leit an deenen zwou Direktiounen, an den zwee Verwaltungsréit, bei den Dokteren a beim Personal, an och an de Gemengeréit sech all dës Argumenter zu eege gemaach hunn, hir Energien zesummegesat hunn, Viruerteeler hanner sech gelooss hunn an dësen Défi mat ganz vill Asaz ugaange sinn.

Et ass awer net fir d'éischt, de Romain Schneider huet dat och gesot. 1996 gouf et eng Synergie, e Kooperatiounsofkommes tëschent den zwee Haiser, allerdéngs awer eng Form, déi sech net als robust an zukunftsfäeg erwisen huet. Si ass am Joer 2000 gekënnegt ginn, esou dass eigentlech déi Hypothees vum Dësch war, an da bleiwen der zwou: Entweder et bleiwen zwee onofhängeg Haiser, oder et kënnt zu enger Fusioun.

Et ass d'Fusioun, déi gewielt ginn ass, an déi eben den 21. Mee mat där Lettre d'Intention ënnerschriwwe ginn ass, de Startschoss also fir an eng nei Richtung ze goen. Net déi einfachst Richtung, an duerfir och eng, déi e ganze Koup Hürden huet missen huelen. Ech wëll der e puer ernimmen, ouni awer an den Detail ze goen.

D'Fro beispillsweis vun der juristescher Struktur huet sech gestallt. Et stoung zur Debatt eng Fondatioun, e Syndikat oder en Établissement public ze schafen. Den Innenminister selwer huet sech dësem Dossier ugeholl an ass och op d'Plaz komm, fir Ried an Äntwert ze stoen.

D'Fro vun der finanzieller Responsabilitéit fir d'Gemenge war ze klären. Dëse Sujet ass, besonnesch nodeems d'Klinik vun Nidderkuer déifrout Zuele geschriwwen huet, ganz sensibel diskutéiert ginn. Mir hunn allerdéngs d'Chance eng virsiichteg a korrekt Féierung vun der Kontabilitéit kënne virzeweisen, mat positive Resultater a strengem Respekt vun de budgetäre Regelen, esou bëssen nom Motto: „Gutt Leit, gutt Resultater".

D'Froe vun de Rechter vum Personal, vun der Sécherheet vun der Aarbechtsplaz a vun der interner Organisatioun hu sech gestallt. D'Dokteren hunn Iwwerleeunge missen ustellen, fir en Accord ze fannen iwwert déi medezinesch Servicer an iwwert déi Acten, déi an der Zukunft wou, wéini a vu wiem an ënner wéi enge Konditioune kënne gemaach ginn.

En éischt Grondraster fir esou en Zukunftskonzept fir déi medezinesch Versuergung am Norden huet missen erstallt ginn, am Respekt vum Plan hospitalier. D'Fro vun der Zesummenaarbecht respektiv vun der Fusioun vun de Personaldelegatiounen, vun de Conseils médicaux, vun den Dokteren an hire jeeweilege Fachdisziplinnen huet sech gestallt. D'Fro vun de Responsabilitéite vun der Direktioun vun deenen zwee Haiser huet missen enger Léisung zougefouert ginn. Dorunner war och d'Fro vun der Besetzung vun dëse wichtegen Direktiounsposten ze klären.

D'Verwaltungsréit an déi zwou Gemengen hu sech missen eenegen iwwert déi zukünfteg Zesummesetzung vum neie Verwaltungsrot. Well déi zwee Gemengenhospicen elo aus de Gemengen eraus an eng eegestänneg Institutioun iwwerginn, huet missen diskutéiert a gekläert ginn, wéi et mat de Verflichtungen, de Scholden an den Avoiren ass.

Déi zwou Gemengen hu missen eng Konventioun mat de Kliniken aushandelen iwwert d'Notzungsrechter vun de gemengeneegenen Terrainen. Déi zwou Kliniken hunn Informatik, finanztechnesch Organisatioun, Kontabilitéitsmechanismen openeen ofzestëmmen. D'Gestioun vun de Better, d'Telefonszentral an esou weider an esou fort sinn alles Chantieren, déi ugaange sinn.

An all dës Chantiere komme bei sou enger Fusioun zu den normalen Aktivitéite vun den Haiser derbäi. Duerfir wëll ech op dëser Plaz alle Bedeelegten aus deenen zwee Haiser wierklech en ausdréckleche Merci soe fir hiren Engagement, hiren Asaz, eigentlech och hir Verbassenheet, dat alles zu engem gudden Enn ze bréngen, a letztlech och e bëssen e Merci soe fir hiert Vertrauen an d'Politik.

Wa mer haut dëse Projet de loi stëmmen ass also de Grondsteen geluecht, fir dass nom 1. Januar 2010 d'Klinike vun Ettelbréck a Wolz an enger neier juristescher Struktur opginn.

En Établissement public ass déi besser Form wéi zwee Hospicen. Den Hospice civil ass eng juristesch Form, déi eigentlech ni geduecht war fir esou eng grouss Struktur ze géréieren. Et ass eng Form, déi geduecht ass fir Gemengenaufgaben ze erfëllen. Regional an national Gesondheetsversuergung ass keng reng Gemengenaufgab. Doniewent ass et och net méiglech aus zwee Hospices civils een Hospice civil op zwee Sitë vun zwou Gemengen ze maachen.

Am Verwaltungsrot vum neie CHN ass eng Gewiichtung gewielt ginn, déi eigentlech der aktueller Relatioun tëscht den zwee Haiser entsprécht. Siwe Membere gi vun Ettelbréck, véier vu Wolz, ee vum Minister, ee jeeweils vum Personal a vum Conseil médical genannt. Do dernieft ass de Commissaire aux hôpitaux, wéi elo och schonn, ee Gaascht, dee gäre gesinn ass am Verwaltungsrot.

Ech sinn och scho gefrot ginn, op déi Opdeelung net esou wier, dass Wolz als klengt Haus géif vun Ettelbréck dominéiert ginn. Dorop kann een eigentlech just äntwerten, dass et an der Zukunft deen Ënnerscheed net méi gëtt tëschent Ettelbréck a Wolz, tëscht deem engen an deem aneren Haus. Et gëtt een Haus, et gëtt eng Institutioun, et gëtt een Träger, et gëtt ee Patron mat enger Responsabilitéit fir déi zwee Siten. Déi eegen Identitéit opginn, eng nei Identitéit schafen. Et ass dat, wat hei geschitt a wat hei muss geschéien, a wann een d'Aarbechten am Detail kuckt, déi amgaange sinn, da mierkt een, dass dat och esou emfonnt gëtt.

Dann ass et nach vläicht wichteg ze soen, dass och all d'Rechter vum Personal erhale bleiwen, déi ginn eent zu eent ëmgesat an eent zu eent och vum neie Patron iwwerholl. D'Fusioun brauch allerdéngs nach d'Bereetschaft dat Wëlzer Haus ze moderniséieren, et ass och gesot ginn, d'Pläng duerfir sinn erstallt, d'Detailer bleiwen ze klären, awer et geet net ouni dësen Invest, Här Minister.

D'Fusioun brauch och nach en definitiivt medezinescht Konzept. A graffen Zich ass et kloer, dass, fir et einfach auszedrécken, déi méi schwéier medezinesch Acten, déi zum Beispill eng Réanimatioun verlaangen, zu Ettelbréck ausgefouert ginn, an de Site Wolz als Hôpital de proximité méi eng breet Palette vu liichte Servicer ophëlt. D'Fusioun wäert op dësem Plang eng Zukunftsvisioun entwéckelen, bei där de Patient aus dem Norde ganz sécher den éischte Gewënner ass.

Eng Zukunftsvisioun, déi kënnt awer net laanscht déi lescht Feststellung, déi ech ofschléissend hei awer nach wëll maachen. Déi zwou Kliniken, et ass gesot ginn, déi hunn zesummen 342 Akut-Better. Laut Plan hospitalier solle mer net ënnert déi Grenz vu véier Promill falen - de Romain Schneider huet d'Chiffere genannt -, fir ze soen, mir sinn do haart un der Grenz.

Elo ass et awer esou, dass an der Realitéit d'Patiente sech net esou behuelen, wéi de Plan hospitalier dat virgesäit. Dee Plang huet nämlech d'Bettenzuelen esou geplangt, dass d'Anzuchsgebitt vun der Ettelbrécker Klinik zu Colmar-Bierg ophält, an déi Leit, déi südlech vu Colmar-Bierg wunnen, eigentlech net méi gezielt gi sinn, fir d'Bettenzuel am Norden ze definéieren, mä gezielt gi sinn, fir d'Bettenzuel am Zentrum vum Land ze definéieren.

Elo ass et awer esou, dass 15% vun de Patienten, haut aus dem Hôpital Saint-Louis, aus dem Mierscher Kanton kommen, an domadder eigentlech e Patientewonsch hunn, dee seet, do ass et fir mech méi no, do ass eng Qualitéitsmedezin déi ech mer siche ginn. Eigentlech eppes, wat een am Kontext vum libre choix jo net anescht ka maache wéi respektéieren. D'Auslaaschtung vun der Klinik ass doduerjer esou, dass mer bei 86% Bettebeleeung leien, dass d'Patienten dacks laang Waardezäiten oder souguer an Ausnahmefäll och alt emol en Transfert an eng aner Klinik mussen op sech huelen.

Och wann also an der noer Zukunft méi Medezin zu Wolz fir méi Patiente ka gemaach ginn, an och méi ambulant wäert kënne behandelt ginn, wäert et awer mëttelfristeg net duergoe mat der aktueller Zuel vun den Akut-Better am Norden. Dat ass ëmsou méi de Fall, wann deen ablécklechen a relativ staarke Bevölkerungswuesstem unhält. Duerfir wëll ech hei dem nächste Gesondheetsminister - et kéint jo sinn, dass en heibannen ass - soen, dass mer mengen, dass dee Plan hospitalier, dee fir 2014 ze erstellen ass, eigentlech eng Äntwert muss ginn op dës Problematik. An dës Äntwert muss

dem Usproch an de Besoinë vun de Mënschen am Norde gerecht ginn.

Et géif nach vill Detailer zu dësem Projet ze soe ginn, ech wëll et awer heibäi beloossen. Déi vill Detailer an déi vill Erausfuerderungen, déi an dësem Projet stiechen, déi iwerloossen ech mat ganz vill Vertrauen de Verwaltungsréit, dem Generaldirekter, dem Professer Schubert a sengen Direkteren, dem Fleegepersonal, den Dokteren, de Personaldelegatiounen an dem gesamte Personal, den zwou Gemengen an och dem Gesondheetsministère.

Dëse Projet ass e wichtegt Stéck Sécherung vun der Gesondheetsversuergung am Norden, a vum Norden. D'CSV-Fraktioun steet hannert dëser Fusioun a gëtt och duerfir hir Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Den honorabelen Här Etgen huet elo d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fusioun vun de Klinike Saint-Louis vun Ettelbréck a Saint-Joseph vu Wolz ass d'Suite vun engem Prozess, deen d'Demokratesch Partei mam Spidolsplang, ënnert dem Impuls vum deemolege Gesondheetsminister Carlo Wagner, entscheedend an d'Wee geleet huet, an duerno ëmmer erëm gefördert huet.

D'Kooperatiounen an d'Fusiounen an der Regioun solle mat als Haaptzil zu enger besserer medezinescher Qualitéit bäidroen. Fir den Norde bedeit déi nei Struktur nach eppes méi: De Bierger aus dem Norden e gläichwäertege Service ubidden, wéi dat fir den Zentrum an de Süden de Fall ass. De Spidolssecteur ass domadder eng vun deene wéinegen Déngschtleeschtungen, wou d'Nordiste mam Centre Hospitalier du Nord eng Struktur zu hirer Verfügung hunn, déi den nationale Qualitéitsstandardë gerecht gëtt.

Eppes däerfe mer net vergiessen: De Gesondheetsservice ass e Service de proximité a muss ëmmer e Service de proximité bleiwen. Et kann een hei aus eisem Wahlprogramm zitéieren: „Moderne Krankenhäuser in allen Regionen des Landes. Die DP wird auch in Zukunft dafür sorgen, dass allen Bürgern Krankenhäuser in ihrer Region zur Verfügung stehen. Die Fusionen und Kooperationen, die die DP in der Vergangenheit maßgeblich durch den so genannten Spitalplan gefördert hat, haben zu mehr Qualität im Krankenhauswesen geführt. Dieser Prozess der konsequenten Modernisierung und auch Kompetenzaufteilung in den Regionen wird weiterhin von der DP begleitet und unterstützt werden."

Wat d'Moderniséierung vun eise Spidolsinfrastrukture betrëfft, esou muss ënnerstrach ginn, datt an där leschter Legislaturperiod ënnert dem Impuls vum Carlo Wagner immens Effortë gemaach goufe fir dee Retard opzehuelen, dee sech a 15 Joer sozialistesche Ministeren an deem Beräich accumuléiert hat.

(Interruptions)

Une voix.- Aha!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Duerch een un d'Realitéiten an d'Besoinen ugepasstent an iwwerschafft Finanzéierungsgesetz si finanziell Mëttele virgesinn, fir datt eis Spidolsinfrastrukturen deenen neie Standarden…

(Bouhaha général)

…kënne gerecht ginn.

Esou ass duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2003 de Montant fir den Neibau vum Ettelbrécker Spidol op 95.960.383 Euro eropgesat ginn. Ee Chiffer, dee mer eréischt viru kuerzem hei op 98.395.382 adaptéiert hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister an de fréiere Gesondheetsminister solle keng Zwëschendiscoursen hei féieren, wann den Här Etgen hei ausféiert, wat seng Iwwerzeegunge sinn.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Et ass awer esou flott, Här President. Et ass awer esou flott!

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Här Minister!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Fir d'Wëlzer Spidol woren awer 376.436.000 Frang virgesinn. Dat si ronn 9,4 Milliounen Euro, e Montant awer, dee bis haut nach net no uewen adaptéiert ginn ass.

Elo ass et awer esou, datt d'Wëlzer Spidol, mat deem sech d'Leit aus der Regioun ganz staark identifizéieren an dat jo als Hôpital de proximité fir Basisdéngschter weider soll erhale bleiwen - wat mir als Demokratesch Partei absolut begréissen -, awer a puncto Komfort net onbedéngt um leschte Stand ass. Och wann d'Fusioun mat Ettelbréck an deenen doduerch hoffentlech entstoende Synergien dem Wëlzer Spidol wäert zegutt-kommen, muss gekuckt ginn, dass dëst net eng Kategorie ënnert deenen anere Spideeler am Land wäert leien.

Hei misst de Stat eventuell en Effort maachen, fir datt och d'Spidol zu Wolz kann a puncto Komfort mam Rescht vum Land mathalen.

Här President, de Rapporteur, de Kolleeg Romain Schneider, huet d'Virdeeler vun dëser neier Struktur a sengem engagéierte mëndleche Rapport kloer a prezis ëmrass. An ech wëll him ausdrécklech Merci soe fir säi schrëftleche wéi och säi mëndleche Rapport. An dëse Merci aschléisse wëll ech och d'Presidenten an d'Membere vum Conseil d'Administration vun deenen zwou Kliniken, déi an engem éirenamtleche virbildlechen Engagement, awer och op eng absolut professionell Aart a Weis de Wee fräi gemaach hunn, fir dëse wichtegen a richtege Schratt ze goen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Generell gëtt ëmmer gesot, bei enger Fusioun geet ëmmer een drop. Abee, dës generell Maxim trëfft net op eng Fusioun am Spidolswiesen zou. Hei ginn all Partner an eng gemeinsam „win-win"-Strategie agebonnen, wou jiddereen eppes dervun huet: d'Dokteren, d'Personal a virun allem d'Patienten. A grad op d'Patiente kënnt et un.

De Site Ettelbréck ass Garant, dass ronderëm d'Auer, 365 Deeg am Joer engagéiert a kompetent de Leit aus dem Norden déi beschtméiglech medezinesch Betreiung ugebuede gëtt, an dat a vollem Respekt vu Mënscherechter, dem Respekt vun der Intimsphär an der Würd vum Patient. Zu Ettelbréck geschitt dat an enker Partnerschaft tëschent Dokteren, Personal an Administratioun mat engem staarke perséinlechen Engagement vun alle Mataarbechter a Partner. Zu Ettelbréck ginn déi méi spezialiséiert Interventiounen am Norde vum Land gemaach. Déiselwecht Beruffsethik fanne mer zu Wolz am Proximitéitszenter, wou weider gängeg Operatiounen a Servicer, besonnesch awer déi, déi mat den Aen an den Oueren ze dinn hunn, offréiert ginn.

Meng Virriedner hunn op déi ekonomesch Bedeitung vun de Klinikstrukture fir hir respektiv Gemengen higewisen. Si hunn ënnerstrach, datt hei Aarbechtsplazen ofgesécher ginn. All deem kann ech nëmmen zoustëmmen a soen, datt dëse positiven Nidderschlag sech awer net nëmmen op Ettelbréck a Wolz auswierkt, mä och een immensen Impakt op d'Nopeschgemengen an domadder op déi ganz Nordregioun huet.

Här President, wann esou vill Positives ze vermelden ass, musse mer oppassen, datt eis vu lauter Bewonnerung de Mond net opstoe bleift a mer vergiessen, déi medezinesch Versuergung am Éislek laangfristeg ofzesécheren.

Fakt ass, datt d'Zuel vun de Better op 260 plus 82, also am Total 342 plafonéiert ass, an d'Zuele si schonn e puer Mol hei relevéiert ginn. Fakt ass och, datt duerch d'Dezentralisatioun vun der Psychiatrie Better verluer gaange sinn. De Moment hu mer zu gewësse Perioden eng quasi 100%eg Auslaaschtung vun der Capacitéit, besonnesch zu Ettelbréck am Spidol. Eng konsequent Qualitéitsverbesserung muss all Waardezäiten eng kloer Ofso ginn.

Fakt ass och, datt am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Landesplanung a besonnesch bei den Nordstaddiskussiounen et d'Zil vun der Politik ass, fir dem Pendlerzeenario entgéintzewierken an den Awunnerzeenario ze favoriséieren, d'Bevölkerung am Nordstadraum vun 21.000 op 30.000 soll uwuessen. Fakt ass weider, dass och an de ländleche Gemenge vum Norden d'Bevölkerung staark an d'Luucht geet.

Fakt ass och, datt zum Einzugsberäich vun der Ettelbrécker Klinik an der Tëschenzäit bal de ganze Mierscher Kanton gehéiert, wéi de Kolleeg Jean-Paul Schaaf et richteger- a wichtegerweis relevéiert huet. Et gëllt, elo schonn dëse Considératioune Rechnung ze droen a beim nächste Spidolsplang d'Diere vun enger Capacitéitserweiderung opzemaachen. Besonnesch um Site Ettelbréck gëllt et, e Konzept auszeschaffen, fir Terrainen ze reservéieren, fir e méiglechen Ausbau kënnen ze realiséieren.

Här President, wa mer aus der Nordstad eng Haaptstad fir den Norde wëlle maachen, wa mer et eescht menge mam IVL, wann d'Dezentraliséierung d'Zil vun eiser landesplanerescher Approche ass, musse mer d'Offer vun den Déngschtleeschtungsservicer upassen, ëmgestalten a virun allem ëmmer dezentraliséieren.

Mir musse virun allem d'Infrastrukture gerecht am Land verdeelen. Als Demokratesch Partei geet et eis dorëm, fir gläichwäerteg Liewenskonditioune fir all Awunner an alle Gemenge vum Land ze garantéieren. Et ass een oppent Geheimnis, datt mir Nordliichter et méi schwéier hu wéi aner Regiounen, fir eis Fuerderungen an Usprëch no gläichwäertege Liewensbedingungen duerchzesetzen.

An dësem Kontext gëtt ganz oft d'Fro no där berühmtener Masse critique gestallt. Am Spidolswiesen ass dat anescht. Hei hu mer déi néideg Masse critique, hei ginn déi aktuell Strukturen den Usprëch gerecht. Ëmsou méi gëllt et duerfir, an dësem Beräich d'Zukunft resolut an d'Hand ze huelen. D'Zukunftsgestaltung am Spidolswiesen ass fir eng Regioun eng grouss Erausfuerderung a sollt vun den Acteuren aus der Regioun an d'Hand geholl ginn, ouni sech eppes vun uewen erof diktéieren ze loossen.

De Conseil d'Administration vum neie Centre Hospitalier du Nord ass deen ideale Forum, fir zesumme mat den Doktere Konzepter auszeschaffen. Erënnere mer dorun, datt et sech beim CHN ëm en Établissement public handelt, enger regionaler Struktur, déi bis elo vu béide Gemengen Ettelbréck a Wolz, béid Hospices civils, superviséiert gi sinn. Béid Gemenge wäerten och weiderhin am Conseil d'Administration vertruede sinn.

Wat d'Zesummesetzung vun deem Conseil d'administration betrëfft, esou ware sech engersäits d'Commission permanente pour le secteur hospitalier - déi gemengt huet, de Stat wär ënnerrepresentéiert - an de Statsrot anerersäits net eens. Mir deelen hei ganz kloer d'Meenung vum Statsrot, dee seet, datt hei de Stat net eng iwwerdriwwe Mainmise op eng dezentral Struktur soll hunn an e Pouvoir titulaire soll ausüben, deen e bis elo a béide Strukturen net hat. Allgemeng soll de Stat sech dorop limitéieren, fir ze kucken, ob d'Gesetzgebung agehale gëtt, an an Zukunft misst sech d'Politik aus de Spideeler eraushalen. Ähnlech wéi dat bei de Schoule virgesinn ass.

Hei kënne mer och eise Wahlprogramm zitéieren: „Unternehmergeist in unseren Krankenhäusern fördern. Die Leistungsfähigkeit unseres Krankenhaussystems könnte durch eine Anpassung unserer Gesetzgebung verbessert werden, eine Gesetzgebung, die sich oftmals als zu dirigistisch, protektionistisch und reglementiert erweist. In der Tat üben der Staat, in Form des Gesundheitsministeriums sowie die Nationale Gesundheitskasse (CNS) eine Vormundschaft gegenüber den Krankenhäusern aus, während auf der anderen Seite ein liberales Konzept besteht, charakterisiert durch die freie Berufsausübung für Ärzte sowie die freie Arztwahl für die Patienten. Die Krankenhäuser werden zwischen diesen widersprüchlichen Konzepten in die Zange genommen. Um hier Abhilfe zu schaffen, werden wir in Zukunft den unternehmerischen Geist der Krankenhauseinrichtungen mehr unterstützen."

Här President, a Strukturen an an Infrastrukturen investéieren ass sécherlech eng positiv Saach. Nach muss gekuckt ginn, datt d'Fusioun och eng Plus-value fir d'Patiente bréngt. Do hänkt villes vum medezinesche Konzept of. An et ass och schonn hei gesot ginn, dat medezinescht Konzept, datt mir u sech dorop waarden, datt dat soll virgeluecht ginn.

Wéi gesäit dëst konkret aus, Här Minister? Wäerten déi zwee Spideeler, déi eng dach relativ grouss Distanz vuneneen trennt, wierklech komplementar sinn?

Här President, ech mengen opgrond vun all deem, wat ech virdrun développéiert hunn, ass et fir d'DP-Fraktioun eng Selbstverständlechkeet, datt mir dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Huss fir déi gréng Fraktioun.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Wann ech am Ënnerscheed zu menge Virriedner als Süd-Deputéierten zu engem neie Spidol am Nordbezierk mech hei äusseren, dann ass dat mat Sécherheet net, well mäi Kolleeg Camille Gira keen Intérêt hätt un de Gesondheetsproblemer am Norden oder well en net kompetent an deene Saache wär, dat ass alles sécherlech net de Fall, mä ganz einfach, well bei eis eben eng Trennung do ass: Deen, deen an der Santéspolitik zoustänneg ass, deen ass zoustänneg fir alles, wat am ganze Land geschitt, an duerfir also och fir den Norden.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech muss awer soen, datt ech mer an dësem Projet awer souguer eng ganz kleng Iddi als Nord-Deputéierte virkommen, well ech ëmmerhin zënter 25 Joer ganz vill Zäit am Norde just tëschent Ettelbréck a Wolz all Joer verbréngen…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.-…an doduerjer déi Géigend also och relativ gutt kennen an och schonn aus dem Stauséi esou munche Fësch erausgezunn hunn.

(Interruptions)

Une voix.- Oh!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Duerfir wëll ech mer dann trotzdeem erlaben, e puer Wierder och zu dëser Fusioun vun Ettelbréck a Wolz, zu dësem nei fusionéierte Spidol hei duerzeleeën.

Et war an eisen Aen absolut logesch, datt no deene Fusiounen, déi mer haten am Zentrum vun eisem Land an am Süde vun eisem Land, déi och elo ofgeschloss ass, datt mer also och am Norden zu enger Fusioun vum Spidolswiese géife kommen.

An ech géif an dësem Zesummenhang natierlech och dem Rapporteur, dem Här Romain Schneider, deen hei ganz engagéiert déi ganz Problematik duergeluecht huet, villmools Merci soen, well hien am Fong zum Inhalt praktesch alles gesot huet, wat derzou ze soe war.

Vläicht an engem Saz wëll ech just resüméieren, wat mir dervun halen: Et ass wierklech e modernt Spidol do duerch déi Fusioun zustane komm. E Spidol, dat, wann een dat kuckt vu baussen, mä awer och vu bannen, wierklech e ganz agréabelen Ambiente huet, och schéin Zëmmeren huet, sou dass dat wierklech eng Plaz ass, wou Leit, obschonn een net gären an e Spidol geet, well ee jo da krank ass, mä ech mengen, datt hei den Openthalt awer vum Ambiente hier an deem Spidol awer dann trotzdeem eppes ganz Positives ass.

Et ass also fir den Norde wichteg, datt dat Spidol och op zwee Standbeener awer bestoe bleift, dat ass ganz wichteg. Mä mer géifen - dat ass eng Suggestioun och vu mengem Kolleeg Camille Gira - eis awer eventuell erlaben, dem Minister d'Suggestioun ze maachen, ähnlech wéi beispillsweis am Ostbezierk dorun ze denken, ob et net sënnvoll wär, zum Beispill och am Kanton Réiden oder am Kanton Klierf Maison-médicalen anzeriichten, well awer d'Distanzen am Nordbezierk mat deene Koppen a Kéieren an esou viru fir d'Leit awer relativ problematesch sinn. Mindestens iwwerleeë misst een dat op dëser Plaz hei dierfen.

Mir sinn also als Gréng selbstverständlech och mat dëser Fusioun d'accord, mä ech géif mer awer erlaben, well et jo méiglecherweis oder relativ sécher virun de Wahle vum 7. Juni déi leschte Kéier ass, wou mer op dëser Tribün iwwert d'Spideeler an iwwert d'Spidolswiesen hei schwätzen, e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen hei awer nach iwwert déi Spidolslandschaft lasszeginn. E puer Remarquen.

Eng éischt Remarque, fir ze soen, datt nach eng ganz Rei vu Problemer awer ze léise bleiwen, wat déi verschidde Spideeler ubelaangt, zum Beispill eng Partie Spideeler, wou nach bis elo keng Léisunge virleien, wéi am Süden zum Beispill Sainte-Marie oder och d'Zithaklinik, obschonn déi zwee Spideeler sécherlech net deeselwechte Stellewäert an déiselwecht Wichtegkeet hunn.

Et bleift och nach eng zweet Remarque, fir ze soen, datt mer elo e ganz modernt Spidolswiesen an deene leschte Joren opgebaut hunn a jo nach solle virun opbauen, datt mir allerdéngs e ganz deiert Spidolswiesen hunn. Wann ee kuckt, wat d'Krankekeesen ubelaangt, solle 50% - anerer soen, wann een d'medezinesch Tarificatiounen an d'Leeschtungen aberechent bis zu 70% -

am Moment d'Spideeler an den Dépensë vu Krankekeesen ausléisen. Et gëtt jo och eng Rei vun Ursaachen, eng ganz gutt apparativ Ausstattung an esou virun. A wann een dat gesäit a wann ee feststellt, datt an der Moyenne vun deene leschte Joren d'Steigerungsrat pro Joer ronn 6% dovunner ausgemaach huet, an am Moment net ze gesinn ass, wouduerjer et - am Moment - zu manner grousse Steigerungsrate kéint kommen, da muss ee sech allerdéngs um Schluss vun enger Legislaturperiod e puer Gedanke maachen.

An trotz deem deiere Spidolswiesen - dat wollt ech och hei awer ganz kuerz lassginn - geet et jo net nëmmen ëm d'Baue vun neien Infrastrukturen, et geet och ëm d'Qualitéit, dat hu mer oft genuch hei gesot. A leider ass et och esou, datt net nëmme vun der Patientevertriedung, mä och nach duerch Berichter an der Press mer ëmmer erëm op Problemer op Plazen an esou virun opmierksam gemaach ginn, virun allem um Niveau vun den Urgencen. An ech mengen an där nächster Legislaturperiod, datt dat eng grouss Prioritéit muss sinn, fir ze kucken, d'Urgencë méi rationell ze organiséieren an och besser am Intérêt vun de Leit, fir dass et zu manner laange Waardezäite kënnt an och manner Incidenten, wéi se awer ëmmer erëm an Urgencë virkommen.

D'Qualitéitskontroll an d'Transparenz bleiwen also absolut noutwendeg an och Problemer, déi mer nach an där nächster Legislaturperiod mussen ugoen.

Véiert Remarque. Et bleiwen natierlech och nach finanziell eng ganz Rei vu Saachen oppe stoen a wou mer nach gëschter driwwer diskutéiert hunn; am Süde beispillsweis, wou jo och nach eng ganz Rei vun Investissementer noutwendeg bleiwen. A wann een dat da kuckt, a wann ee gesäit, datt mer elo schonn an deene 6% Steigerungsraten an deene leschte Jore waren, da musse mer eis iwwerleeën, wat geschitt, wann an deenen nächste Joren eventuell d'Finanzkris et wäert maachen, datt et riskéiert, datt manner Suen do wären.

Mir haten eng Kéier an der Santéskommissioun doriwwer diskutéiert. Do war och plus ou moins e Konsens zwëschent de Parteien, datt grad d'Santéswiesen net dat dierft sinn, wou prioritär misst gespuert ginn, mä datt dann eventuell op anere Plaze misst gespuert gi grad wéi am Santéswiesen. Do huet mer virun e puer Joren en allgemenge Konsens geschéngt ze herrschen. Mä, wann et awer esou ass, datt mer an deenen nächste Jore méi finanziell Problemer am Stat selwer kréie bei Steigerungsrate vu 6%, déi mer bis elo haten, da riskéiert d'Forschett ëmmer méi auserneenzegoen an da riskéiere mer Problemer ze kréien.

An duerfir schéngt et mer och noutwendeg ze sinn - dat ass vläicht déi lescht gréisser Iwwerleeung, déi ech hei wéilt maachen -, datt mer dann awer endlech an där nächster Legislaturperiod och zu méi Synergië kommen zwëschent de Spideeler. Et kann dann net weider sinn, datt mer an deem Konkurrenzdenken zwëschent de Spideeler bleiwen, wat nach ëmmer besteet. Dat besteet nach ëmmer! An et besteet nach ëmmer, datt souguer dat eent Spidol deem aneren nach d'Dokteren ofjoe geet, an ähnleche Phenomeener. Da musse mer awer dozou kommen, datt mer méi staark Synergië maachen, fir zu méi enger rationeller Koordinatioun vun där ganzer Spidolslandschaft ze kommen, an net nëmmen, datt déi Konkurrenz da méi staark muss ewechfalen a méi Synergie muss kommen, mä och méi Spezialiséierung op deenen eenzelne Siten, fir ze kucken, datt mer awer an de Limitë bleiwe vun deem, wat d'Kollektivitéit bereet ass auszeginn.

Als Gréng ass et fir eis kloer, mir sinn net der Meenung, datt d'Gesondheetswiesen d'Plaz ass, wou gespuert soll ginn, wa muss gespuert ginn. Do gëtt et ganz aner Saachen, wou mer der Meenung sinn, wou kéint gespuert ginn. Mä net am Gesondheetswiesen.

Trotzdeem riskéiere mer awer, wann et esou virugeet mat den Ausgaben, datt deen nächste Gesondheetsminister an déi nächst Chamber op enger Rei vu Punkten e wéineg Courage…

(Interruptions)

…muss hunn, fir eventuell dann Décisiounen ze huelen. An domadder kommen ech direkt zum Schluss, Här Gibéryen. Ech wollt just déi puer prinzipiell Remarquen do awer maachen, wat do an den nächste Joren op eis zouzekomme riskéiert.

Dat gesot ass et natierlech kloer, datt hei e Projet gemaach ginn ass, dee längst iwwerfälleg war, deen noutwendeg war a wou mer mengen, datt et wierklech zu enger positiver Fusioun komm ass, datt dat fir den Nordbezierk eppes ganz Wichteges ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem hei am Fong zwee Kolleegen, de Romain Schneider an de Jean-Paul Schaaf, déi direkt als Buergermeeschter an deem ganzen Dossier hei esou iwwer Joren dran involvéiert waren an duerfir och an allen Detailer, mengen ech, den Dossier hei verfollegt hunn a kennen, ass et ganz kloer, datt ech vun hei dem Romain Schneider als Rapporteur Merci soe fir säi gudde Rapport, deen e gemaach huet. Ech wëll awer och dem Jean-Paul Schaaf, dee sécherlech och als Buergermeeschter vun Ettelbréck vill mat un deem ganzen Dossier geschafft huet, Merci soen.

Et ass natierlech esou, wann zwee Leit, déi esou no un deem Projet hei iwwer Jore matgeschafft hunn, dann ass praktesch alles gesot, wat een zu esou engem Projet ka soen. Wann een, wéi ech och nach, aus dem Süde kënnt - de Kolleeg Huss verbréngt d'Weekender, wéi en awer alt gesot huet, do uewen am Éislek -, sinn ech alt frou, datt mäi Frënd, de Kolleeg Jean-Pierre Koepp, mech e bësse gebrieft huet iwwert dëse Projet. Well et war de Jean-Pierre Koepp, dee gesot huet, datt en net méi geduecht hätt, datt en an deenen 20 Joer, wou en an der Chamber wier, elo nach d'Chance kréich, fir dëse Projet awer matzestëmmen. Wou e frou ass, datt dee gestëmmt gëtt. En huet eis och gesot e wier nach méi frou gewiescht, wa mer et fäerdeg bruecht hätten och nach e Projet ze stëmmen, deen d'Spidol vu Wolz och nach géif restauréieren an erneieren. Mä dat wäert jo dann an dëser Legislaturperiod net méi de Fall sinn.

Déi Fusioun, déi mer hei maachen tëschent der Klinik Saint-Louis vun Ettelbréck an der Klinik Saint-Joseph vu Wolz, andeem mer se an en neien Établissement public mam Numm Centre Hospitalier du Nord areien, reit sech am Fong an déi Politik, déi mer iwwer eng Rei vu Joren hei, géif ech soen, am Land maachen am Kader vun enger Reorganisatioun vun eise Spidolstrukturen an. Et ass net déi éischt Fusioun, déi mer maachen. Et huet sech iwwerall do, wou mer déi Fusiounen hei am Land gemaach hunn, erwisen, datt dat dee richtege Wee war, fir eng optimal medezinesch Betreiung flächendeckend hei kënnen am Land ze garantéieren.

D'Zil muss et sinn, datt mer flächendeckend hei am Land eng medezinesch Betreiung kënne garantéieren. A virun allem och, esou wéi mer et oft heibannen diskutéieren, datt mer staatlech Verwaltunge mussen dezentraliséieren, datt déi sech och am ländleche Raum kënnen nidderloossen, esou ass et awer a priori eng Selbstverständlechkeet, datt dës Infrastrukture queesch duerch d'Land ze fanne sinn.

Et ass duerfir, wa mer esou eng Fusioun maachen, och eng Garantie, datt mer an Zukunft am nördlechen Deel vun eisem Land elo eben déi medezinesch Betreiunge kënne garantéieren an ubidden, déi ee modernt Land senge Bierger muss bidden.

Et ass eng regional Bedeitung fir déi Leit, déi do wunnen. Et ass och eng Bedeitung, eng Opwäertung fir déi Regioun, datt weider Leit sech och kënnen an där Géigend nidderloossen. Well d'Leit, wa se haut anzwousch wunne ginn - Familljen -, kucke selbstverständlech no allen Infrastrukturen, déi sech an där Géigend ubidden; net nëmmen no de schouleschen oder Kannerbetreiungsstrukturen, mä och déi gesondheetlech Versuergung, déi an där Regioun do ugebuede gëtt.

Mir hunn elo hei och Aarbechtsplaze garantéiert. Och dat ass wichteg. An de Kolleeg Jean-Paul Schaaf huet eis och hei Zuele gesot vun de Leit, déi hei am Land wunne respektiv schaffen, esou datt mer also och gesinn, datt dat e wichtege Faktor op deem Gebitt ass, datt mer also och vill Leit kënnen do beschäftegen. Wa mer d'Leit och do beschäftegt hunn, da gi se dohinner wunnen oder si bleiwen do wunnen. Alles dat ass wichteg fir d'Liewen an enger Regioun.

Mir sinn duerfir ganz frou, datt mer haut kënnen och dësem Projet zoustëmmen. Et ass e wichtege Projet an der medezinescher Betreiung, dee mer hei am Land hunn. Mir hu scho vill där Projete gestëmmt a mer sinn eis parteieniwwergräifend an deene leschte Joren ëmmer eens gewiescht, an déi Richtung do ze goen. Esou wéi an der Vergaangenheet wäert och dëse Projet sécherlech d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen hei am Parlament fannen.

Ech soen Iech duerfir Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Ofschloss vun der Debatt ass d'Interventioun vum Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Berichterstatter, de Romain Schneider, an de Jean-Paul Schaaf, déi de Projet aus dem Effeff kennen, hu mer d'Saach eigentlech ganz einfach gemaach. Ech kéint elo soen: Bravo alleguer. Dir hutt super geschafft an elo stëmme mer.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Well mer hunn zesummen ee ganz laange Wee hannerun eis. A wann ech nach esou zréckdenken a wat fir engem Klima dass mer ugefaangen hunn an a wat fir engem Klima dass mer eise gemeinsame Bëbee elo op d'Welt setzen, dann ass dat eng formidabel Evolutioun.

Well viru gutt véier an engem hallwe Joer war déi Iddi schonn am Raum. Et ass richteg gesot ginn, dass mäi Virgänger de Carlo Wagner och schonn dru geduecht huet, fir an déi dote Richtung ze goen. Mä et muss een awer soen, dass, wéi mer ugefaangen hunn, d'Haaptaktivitéit sech dorop konzentréiert huet, fir Argumenter ze sichen, fir eppes net brauchen ze maachen, an dass mer am Laf vun der Zäit no an no Weeër gesicht hunn, fir et kënnen ze maachen.

Wien eppes wëllt, dee fënnt Weeër, a wien eppes net wëllt, dee fënnt Excusen an Argumenter. Et ass eng formidabel…

(Interruption)

Ech menge mir si Volleksvertrieder, Här Wolter.

Une voix.- Mir och!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir sinn alleguer Volleksvertrieder. Mir sollen och mat de Leit…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt Iech an d'Ae kucken, mä Dir gitt ëmmer op d'Tribün.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä do si ganz sympathesch Leit; woubäi ech net wëll soen, dass Dir onsympathesch sidd.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, loosst Iech net ofbrénge vun Ärer Ried.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir hunn also e wäite Wee hannerun eis. Elo huele mer dee leschten Ulaf, fir e wichtege Projet kënnen an d'Dréchent ze bréngen. E Projet, deen eng ganz staark Symbolik huet, well e weist, dass déi Regioun zesummewiisst, an e weist, dass déi politesch Verantwortlech an déi Verantwortlech um Terrain net nëmme vum Patient am Mëttelpunkt schwätzen, mä duerch hiert Handelen erlaben, dass de Patient an de Mëttelpunkt kënnt.

Ech soen dat esou wéi ech dat denken: Dat verdéngt Unerkennung. Dat verdéngt Respekt fir dee Courage an déi Wäitsiicht, déi bewise gëtt, a fir déi Bereetschaft, fir iwwert den eegene Schiet ze sprangen. Well esou ze bleiwen, wéi een ass, ass vläicht heiansdo deen einfachste Wee, mä et ass awer net onbedéngt dee richtege Wee. Hei gëtt ganz kloer dee richtege Wee ageschloen doduerch, dass Kompetenzen zesummegeluecht ginn an doduerch, dass een deem aneren hëlleft, fir kënnen dat Ugebuet ze bréngen, wat d'Leit aus dem Norde brauchen.

E fuschneit Spidol, e schéint Spidol, e performant Spidol an e Spidol, dat am Ëmbroch ass, wuessen zesummen. Mir kënnen déi schwéier Aktivitéite konzentréieren a mir kënnen d'Proximitéit mat deene Servicer, déi ënner exzellente Konditioune kënne fonctionnéieren, op dat zweet Standbeen setzen. Mir ginn domat e wichtegt Signal fir d'Regioun. Mir sécheren ee Standuert definitiv of. A mer ginn engem voll ausgelaaschten anere Standuert nei Perspektiven an der Zesummenaarbecht mat deem aneren Haus.

Ech soen also, dass et eng richteg Décisioun ass, déi och nach Suitë wäert hunn, well mer an deem nächsten oder iwwernächste Conseil de Gouvernement eng Rei vun Investitiounsprojeten am Spidolsecteur wäerte begutachten. Dorënner ass d'Zitha-Klinik. An dorënner ass och d'Modernisëierung vum Wëlzer Standbeen, vum Centre Hospitalier du Nord. Dat heescht, mir halen eis un deen Timing, dee mer zesummen ausgemaach hunn.

Et ass eng weider Etapp an der Reorganisatioun vun eiser Spidollandschaft, wou ech wëll drop insistéieren, dass och op anere Plazen deeselwechte Courage bewise ginn ass. Ech wëll drun erënneren, dass am Süden de CHEM aus den Haiser vun Esch, Diddeleng an Nidderkuer entstanen ass, an dat och net ouni Tréine gaangen ass, well esou eng Fusioun ass ni einfach.

An ech wëll och nach eng Kéier dorop hiweisen, dass en anert Spidol, wou haut net méi mat enger Fusioun identifizéiert ass, awer d'Fruucht ass vun enger Fusioun: dat ass d'Spidol vum Kierchbierg. Dat ass déi richteg Ausriichtung, an ech deele mer ganz gär déi Approche vu Fusiounen a Synergië mat mengem Virgänger a mat de Virgänger vu mengem Virgänger, well déi alleguer an déiselwecht Richtung eragaange sinn.

Ech sinn der Meenung, dass dat eng exzellent Saach ass, an ech hätt eigentlech och dem Spëtzekandidat vun der DP aus dem Norde geroden, bei enger ganz gudder Saach net nach Argumenter ze sichen, firwat dass et awer net gradesou eng gutt Saach däerf sinn. Dat hei ass eng gutt Saach ohne Wenn und Aber, an et soll een heiansdo iwwer säi parteipolitesche Schiet ewechsprangen, fir dat esou kloer ze soen.

Ech zécken net, fir Méritë mat anere Kolleegen ze deelen, och wa se an enger anerer Partei sinn, an ech géif och anere roden, just an dëser Zäit e bësse vun deem kënschtlechen Trennstréch ewechzekommen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Très bien! Dir sidd e gudde Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, Merci.

(Hilarité)

Ech wëll d'Chamber net méi laang ophalen…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …duerch wäit Exkursen a wëll just soen, dass mer an deene leschten zéng Joer ronn 700 Milliounen an d'Moderniséierung vum Spidolsecteur investéiert hunn, dass mer an deenen nächsten zéng Joer nach eng Kéier eng gutt hallef Milliard mussen investéieren, fir de Spidolsecteur op dee leschte Stand ze bréngen. Dann hu mer infrastrukturell all dat, wat mer brauchen.

Mä domat geet et net duer, an dat wëssen d'Leit aus dem Spidolsecteur, besonnesch da wann d'Mëttelen - an do sinn ech mam Här Huss d'accord - méi enk ginn, da musse mer fir déi noutwendeg Effizienz, fir déi noutwendeg Dokumentatioun vun der Qualitéit suergen. Mir mussen Aufgabendeelung maachen, mer musse Kompetenzzentren zesumme maachen, well mer an der Vergaangenheet bewisen hunn, dass mer ëmmer dann, wa mer Kompetenzen zesummeleeën, Spëtzt, absolut Spëtzt kënne sinn.

Ech kann Iech d'Beispiller vum INCCI, vum Centre Baclesse, vum Rehazenter ginn, fir dat ze dokumentéieren, an dat ass de richtege Wee, wou mer an Zukunft mussen eragoen.

An dann zum Schluss wëll ech Iech soen, dat mer d'Datum vun dem 23., also vu gëschter, deen neie Plan hospitalier veröffentlecht hunn, dee fir déi nächst puer Jore gëllt, dat net eng Fortschreiwung ass vum leschte Plan hospitalier, jo, och dorop opbaut, mä doniewent de Virage ambulatoire wëllt promouvéieren. Iwwregens, an der Regioun Norden wéi an deenen anere Regioune gëtt et ganz vill Potenzial fir d'Hospitalisatioun respektiv d'Bettestrukturen ze entlaaschten doduerch, dass mir méi staark op dat Ambulatoirt zréckgräifen. An alle Regiounen ass déi Aktivitéit ënnerentwéckelt, op där enger Regioun méi, op där anerer manner, mä mer mussen doragoen.

An deem neie Plan hospitalier gëtt de Konzept vu Kompetenzzentre verstäerkt. A we-

sentlech als Neierung vis-à-vis vun anere Plans hospitaliers kritt de Plan hospitalier e Kapitel Qualitéitssécherung, Opbau vu Strukturen um regionalen, lokalen an um nationale Plang, déi eis definitiv an eng Qualitéitssécherungsapproche erabréngen.

Gëschter ware mer zesumme mam Informatiksgrupp, dee sech ëm d'Spideeler këmmert. Eng vun deenen nächsten Erausfuerderungen ass, dass mer eis d'Moyenë gi fir Aktivitéiten, Resultater a Qualitéit ze moossen. Do si mer nach e bëssen ënnerentwéckelt, mä dat gëtt eng vun den Haapterausfuerderungen, wou d'Haiser sech mussen dorop astellen an deenen nächste Joren, an do wäerte mer net zécke fir dat duerchzesetzen - fir déi, déi de Message nach net kapéiert hunn.

An deem Sënn wëll ech dem Centre Hospitalier du Nord, eisem neie regionale Spidolszentrum déi beschte Wënsch fir d'Zukunft iwwermëttelen an lech alleguer Merci soen, dass Der esou konstruktiv matgeschafft hutt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Vote vun dësem Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha général)

Et feelen der awer nach eng Rei.

Voilà! De Projet de loi 5927 ass bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun mat 56 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Michel Wolter), Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Thiel), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Lydie Err), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Eugène Berger (par Mme Colette Flesch), Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss et Henri Kox (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Mir gesinn eis erëm muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

SÉANCE 38

Mercredi, 25 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat
- *M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Débat: Mme Fabienne Gaul, M. Charles Goerens, M. Marc Angel, M. Félix Braz (déposant deux motions et une résolution), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, Mme Lydie Err*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *Mme Lydie Err*

3. Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat (suite)
- *Débat (suite): Mme Lydie Err, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (à qui M. Marc Angel pose une question)*
- *Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Félix Braz (motion gardée en suspens)*
- *Motion 2: adoptée*
- *Résolution 1: M. Jos Scheuer, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jos Scheuer, M. Ben Fayot, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Jacques-Yves Henckes, M. Norbert Haupert, M. Félix Braz (répondant à M. Ben Fayot) (résolution retirée)*

4. 5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation
- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (à qui répond M. Eugène Berger), M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement (répond à M. Eugène Berger), M. François Bausch (à qui M. Lucien Lux pose des questions), M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Ben Fayot, M. le Président, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Här Minister Schiltz, huet d'Regierung, déi Der hei vertrëtt, der Chamber iergendeppes matzedeelen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Kooperatounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef. Duerno féiere mer d'Debatt doriwwer. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gaul, den Här Goerens, den Här Angel, den Här Braz, den Här Henckes an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Jean-Louis Schiltz.

1. Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech lech hei soen, datt et der Welt, an där mer liewen, net gutt geet, da soen ech lech eigentlech näischt Neies. Wann ech lech soen, datt et der Entwécklungswelt och net gutt geet, dann ass dat och näischt Neies, mä dann ass dat eng Fro, déi an deem Plenum hei säit dem Ufank vun der Kris net thematiséiert ginn ass, och wa se an der Kommissioun thematiséiert ginn ass. Duerfir, Här President, wëll ech se haut hei am Plenum thematiséieren.

Kaum een erënnert sech haut nach drun, datt am Ufank 2008 déi meeschten Entwécklungslänner mat enger Liewensmëttelkris konfrontéiert waren. Kaum een erënnert sech, datt et deemools op Haiti zu Affrontementer komm ass an datt och a Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun d'Leit op d'Strooss gaange sinn. Déi Kris ass net hanner eis, mir kämpfen haut nach mat de Konsequenzen. Virum Hannergrond vun, wéi ech mengen, temporär méi niddrege Pëtrolspräisser, erënnert och kaum ee sech un den Impakt vun deenen héije Pëtrolspräisser op d'Entwécklungslänner an d'Mënschen, déi an hinne liewen.

Mir sinn, Här President, matzen an enger Klimakris. De leschte Weekend krute mer an Erënnerung geruff, datt eis och eng kräfteg Waasserkris an d'Haus riskéiert ze stoen. Wann ee weess, datt um Horizont 2030 ee vun zwee Mënschen dem Risiko ausgesat ass, kee proppert Waasser ze hunn, da muss dat engem ze denke ginn an da musse mer och an deem Beräich agéieren.

D'Finanzkris, Här President, ass an aller Mond. D'Wirtschaftskris ass wéi eng Spann amgaang hiert Netz auszebreeden. A kaum een, jo guer keen, bréngt et fäerdeg sech aus de Klaue vun deem Netz ze befreien. A wann een ee Moment um Ufank vun där Kris konnt d'Hoffnung hunn, datt se géif e bësse laanscht d'Entwécklungslänner goen, da si mer entre-temps enges Bessere beléiert ginn.

Haut scho sinn 100 Millioune Mënsche méi an d'Aarmut verfall wéinst där Kris. Déi komme bei déi 150 Milliounen derbäi, déi an d'Aarmut verfall sinn, als Konsequenz vun där Liewensmëttelkris, vun där ech virdru geschwat hunn. Déi blank Zuelen - dat muss ee wëssen - verstoppen 250 Milliounen individuell Schicksaler vu Mënschen hannert där Kontabilitéit, déi dat, wat amgaang ass do ze geschéien, zum Ausdrock bréngt.

Bei enger Weltbevölkerung vu 6 Milliarden hate mer der 850 Milliounen, déi an extremer Aarmut hu misse liewen. Haut si mer bei 1,1 Milliarden. Wéi wann dat net géif duergoen, riskéieren duerch d'Kris bis zu 400.000 Kanner méi pro Joer ze stierwen. Dat sinn der net vill manner wéi d'ganz Populatioun vun eisem Land. Dat sinn der 1.100 den Dag. Dat sinn der 45 d'Stonn. Dat ass all 80 Sekonnen eent. All Commentaire, wat d'Dramatik vun deenen Zuelen ubelaangt, eriwwregt sech wuel.

Här President, dernieft sinn d'Präisser vun de Matière-premièren amgaange massiv ze falen, säit zwielef Méint. Beispill an der Mongolei: De Kofferpräis, wat d'Haaptexport-Matière-première ass, ass duerch dräi gedeelt ginn an deene leschte Méint. D'Exporter vun den Entwécklungslänner ginn och massiv erof, ebe well keng international Demande do ass.

D'auslännesch Investissementer an den Entwécklungslänner ginn op Äis geluecht. Minus 20% bis dato. Déi lescht Previsioune soen: minus 25% dëst Joer.

D'Croissance an den Entwécklungslänner gëtt gebremst vu 5,4% am Joer 2008 op grad 3% am Joer 2009. Tendenz: weiderhin negativ. Wann een den Zuele vum FMI ka Glawe schenken, da wäert déi drëtt Well vun där Kris d'Entwécklungslänner voll erfaassen. Den FMI berechent déi Fongen, déi an der Urgence néideg sinn, op eng Forschett zwëschent 25 Milliarden an 140 Milliarden a Fonctioun vun dem Zeenario, an deem mer eis placéieren.

D'Transferte vun den Immigrante gi katastrophal an de Keller. Migranten, déi an Europa an op anere Plazen an der sougenannter entwéckelter Welt liewen, schécke manner Suen heem, well si zu deene Schwächsten an eise Gesellschafte gehéieren an och hei vun der Kris betraff sinn. Par ricochet ginn dann och déi, déi hinnen nostinn, an hiren Heemechte betraff a getraff.

Wat heescht dat fir d'Entwécklungshëllef? Wat heescht dat fir d'Entwécklungswelt?

Dat heescht, éischtens, Här President, datt d'Erausfuerderung nach méi grouss ass, an datt mer d'Saachen nach besser musse maachen an deenen nächste Joren, wéi an deene vergaangenen.

Dat heescht, zweetens, datt et net ka sinn - virun deem Hannergrond -, datt d'Entwécklungsbudgeten elo massiv géifen zréckgeschrauft ginn.

Dat heescht och drëttens a virun allem, datt et méi wéi jee drëm geet, datt déi Engagementer, déi geholl gi sinn, respektéiert ginn; Stéchwuert 0,7 2015.

De Risiko, datt déi international Solidaritéit sech wäert entflechten, datt se wäert zerbréckelen, ass reell - nom Motto „jiddweree fir sech". Dogéint, Här President, musse mer ukämpfen. Et kann net sinn, datt mer elo, wou et eis säit Kuerzem manner gutt

geet, vun engem Dag op deen aneren déi géife vergiessen, déi säit Joren a Jorzéngte keen Daach iwwert dem Kapp hunn, näischt ze räissen an ze bäissen hunn, kee propert Waasser hunn an eigentlech nëmmen iwwerliewen. Well bei manner wéi engem Euro den Dag kann een net vu Liewe schwätzen, mä vun Iwwerliewen.

Et ass am Iwwregen enger afrikanescher Mamm mat dräi Kanner, déi fënnef Deeg laang näischt ze iesse kritt hunn, net ze vermëttelen, datt mer massiv Gelder hunn, fir eis Ekonomien ze stabiliséieren, an datt, wann et ëm si geet, déi säit Joren a Jorzéngten näischt hunn, op eemol näischt méi do ass. Ech weess, datt ech an deem Beräich hei kann op dës Chamber zielen.

Deen, dee mengt, dat wär ze vermëttelen, dee soll dat haut hei soen. Mä e soll et net nëmmen haut hei soen. E soll och deenen et an d'Ae soen, déi getraff sinn an déi betraff sinn. Ech weess, datt keen esou heibannen ass. Ech weess awer, datt dat, wat ech hei soen, net iwwerall Zoustëmmung fënnt. Et fënnt eng breet Zoustëmmung hei zu Lëtzebuerg, mä ech fäerten, net iwwerall an Europa an och op anere Plazen.

Ech wëll hei net falsch verstane ginn, Här President. Et ass wichteg, datt mer d'Ekonomie vun den entwéckelte Länner stabiliséieren, mä et muss och weider méiglech sinn an d'Entwécklung ze investéieren, no deene Schwächste vun deene Schwaachen ze kucken, ob se an Afrika, an Asien oder a Latäinamerika liewen, oder ob se hei liewen, och bei eis. Well och do: Jiddweree gëtt vun der Kris getraff. Déi eng méi, déi aner manner. Dat ass eppes, wat eng gemeinsam Responsabilitéit ass, déi mer hunn.

En afrikanescht Spréchwuert seet, datt wann den Elefant stolpert, sinn et d'Ameisen, déi am meeschten drënner leiden. Mir musse kucken, datt den Elefant net stolpert, oder souguer fält. Mä mir däerfen awer d'Ameisen net vergiessen a mer mussen hinne weider hëllefen. Mir mussen och derfir suergen, datt den Elefant net esou vill Stëbs mécht, datt d'Ameisen erstécken.

Duerfir mäin Appel, déi international Entwécklungsbudgeten elo net zréckzeschrauwen, déi Engagementer, déi geholl sinn, anzehalen. En Appel, deen ech net eleng wëll maachen. En Appel, deen och muss vun de 27 Parlamenter an Europa ausgoen, vun de 27 Ministeren. En Appel, wat e gemeinsamen Appel muss sinn.

En Appel muss een ëmmer virum Hannergrond gesinn, datt wa mer vun Entwécklung schwätzen, wa mer vu Suerge schwätzen, vu Suergen heiheem, vu Kris heiheem a vu Kris an den Entwécklungslänner, dann hu mer bei 100 Euro Räichtum, déi mer erwirtschaften, der 99, déi mer fir eis huelen, mat deene mer d'Politiken hei maachen, mat deene mer weider um Sozialnetz strécken, mat deene mer déi kënnen opfänken, déi a Schwieregkeete geroden, mat deenen d'Regierung ka géigesteieren, a mer huelen ee vun deenen 100 Euro, fir e mat deenen ze deelen, déi näischt hunn.

Ech hunn nach kee begéint, dee mer argumentativ konnt duerleeën, datt dat ze vill wär. Ech mengen och, datt ech hei an dëser Chamber keng Oppositioun wäert fannen, wann ech e Plädoyer dofir halen herno, datt mer weider un dem Zil vun engem Prozent festhalen.

Dann, Här President, wëll ech och soen, datt et och an eisem eegenen Intérêt ass, fir déi Budgeten héichzehalen. Et brauch ee kee grousse Prophéit ze sinn, fir ze gesi wou en Zréckschrauwe vun den Entwécklungsbudgeten hifiére kann.

Op déi Wirtschaftskris kann an deem Fall eng Sozialkris follegen. Déi Sozialkris kann zu enger politescher Kris gi mat Émeuten, mat Affrontementer, mat Zerstéierungen, mat Mënschen, déi sech a Bewegung setzen. Dat heescht also, datt mer an zéng Joer dat, wat mer haut vermeintlech menge mer géifen et spueren, zéngmol, 20-mol, 30-mol méi mussen investéieren, fir dat erëm hierzestellen, wat zerstéiert ginn ass.

Dat heescht awer och, datt mer direkt betraff ginn; vun deenen honnertdausende Mënschen, déi sech am Fall vun esou enger breeder Kris an den Entwécklungslänner a Bewegung setzen an déi un d'Dier vun Europa klappen. Mir wëssen et, Dir wësst et:

Maueren hunn nach ni eppes gedéngt an deem Beräich. Duerfir ass den Investissement an d'Entwécklung och en Investissement an eis eegen Zukunft.

Mäin Appel ass awer och een, Här President, un déi aus dem Süden, déi d'Méiglechkeeten hunn, fir verstäerkt an d'Entwécklung ze investéieren. Hir Energien, hir Kompetenzen, awer och hir Ressourcë sollen a mengen Ae verstäerkt der Entwécklung zougewannt ginn. Et ass net esou, datt de Süden eleng d'Aarbecht soll maachen. Et ass och net esou, datt den Norden eleng déi Aarbecht soll maachen. Et ass net dat eent oder dat anert. Et ass dat eent an dat anert.

A mengen Ae muss dat am Geescht vum Partenariat geschéien, an engem geliefte Partenariat. Et ass eng Fro vu Wëllen; et ass net eng Fro vu Kënnen. Et ass eng Fro vu gemeinsamem Wëllen. D'Erausfuerderung ass substanziell. Duerch d'Kris ass se net méi kleng ginn. Mä zesummen, Här President, kënne mer et packen. Dat ass meng Iwwerzeegung.

An déi lescht Jore weisen och, datt et ze packen ass.

Wann ee weess - éischt Beispill -, datt, fir d'Milleniumsziler ze erreechen, d'Entwécklungslänner eng Croissance vu 7, 8% brauchen, a wann ee weess, datt 2008 an Afrika d'Croissance 5,4% war, jo da ware mer net esou wäit ewech dovunner virun der Kris an dann hunn déi Zuelen alt net esou schlecht ausgesinn.

Wann ee weess, datt haut 83% vun de Kanner weltwäit an d'Schoul ginn, a wann ee weess, datt d'Zil 100% ass um Horizont 2015, da muss et dach méiglech sinn, déi 17% och nach an deene Joren, déi bleiwe bis 2015, ze packen.

Erstmoleg, Här President - drëtt Beispill -, ass am Joer 2008 d'Zuel vun de Kanner, déi weltwäit stierwen, ënner 10 Millioune gefall. Dat sinn nach ëmmer 10 Milliounen ze vill, mä dat ass e massive substanzielle Progrès. Nach eng Kéier: Déi Zuele verstoppen ëmmer erëm an an all Fall 10 Milliounen individuell Schicksaler.

D'Zuel vun deenen, déi mat manner wéi engem Euro den Dag mussen iwwerliewen, ass vum Joer 1990 u massiv erofgaang. 1,8 Milliarden am Joer 1990; 1,4 Milliarden am Joer 2005 bei enger Weltpopulatioun, déi eropgaangen ass. Och dat ass e Signal, datt et machbar ass. An Asien ass d'Zuel vun deenen, déi ënner endemescher Aarmut leiden, vu 56% op 18% erofgaang, wat och vläicht erkläert, datt ech a mengen Ausféierunge méi op Afrika aginn hei wéi op Asien.

Ganz Länner beweisen, datt et ze maachen ass. Marokko, Tunesien, Chile, Länner, mat deene mer zesummegeschafft hunn, mat deene mer haut net méi zesumme schaffen - entwécklungspolitesch - an déi et gepackt hunn, fir sech aus dem Cercle vun deene sech an der Entwécklung befannende Länner ze verabschieden. Aner Länner - Vietnam, Salvador, de Cap-Vert -, déi virun der Kris um richtege Wee waren, wou och Lëtzebuerg e Bäitrag geleescht huet, alles dat weist, datt et machbar ass.

Ech wëll Iech hei, Här President, véier Beispiller gi vu Lëtzebuerger Projeten. Mir hunn am Mali, zum Beispill an der Géigend vu Ségou, iwwer fënnef Joer 6,3 Milliounen Euro investéiert. Déi 6,3 Milliounen Euro si 50.000 Leit zegutt komm. Déi Leit brauchen, fir sech ze ernähren, 4.500 Tonne Räis am Joer. Am Joer 2004 hu se der grad 4.000 produzéiert; am Joer 2008 iwwer 6.000; am Joer 2009 iwwer 10.000. Wann dat keen Erfolleg ass, da weess ech net wat en Erfolleg ass. An där Regioun haten d'Leit also, ier mer ugefaang hunn, net genuch ze iessen, haut exportéiere se en Deel vun deem, wat se produzéieren.

Am Vietnam hu mer iwwert déi lescht zéng Joer 11 Milliounen investéiert an d'Chaîne du froid. Mir hunn derzou bäigedroe flächendeckend - oder bal flächendeckend -, datt haut Impfungsprogrammer am Vietnam bestinn. 96% vun de Kanner gi geimpft am Vietnam. D'Mortalitéit vun de Kanner ass ëm 70% erofgaang. Mir hunn do och e Bäitrag derzou geleescht.

Am Cap-Vert: Gesondheetsprogrammer an de Schoule vun der Lëtzebuerger Kooperatioun finanzéiert. 2,5 Milliounen Euro iwwer aacht Joer. 144.000 Kanner sinn an de Genoss vun dem Programm komm. 7.800 Formatioune sinn ofgehale ginn. D'sanitär Ofsécherung vun de Schoulen ass vu 56% op méi wéi 80% eropgaang. Eist Zil ass 100%.

Am Senegal: iwwer zéng Joer 3,7 Milliounen an d'Waasser investéiert. 40.000 Mënschen aus 86 Dierfer hunn haut Zougang zu propperem Waasser. Dat hate se net virdrun, an hunn domadder hir Liewensbedingungen doriwwer eraus entschidde verbessert. Déi Beispiller hei am Iwwrege beweisen, datt d'Kooperationspolitik méi wéi aner Politike Kontinuitéit brauch, well et sinn alles Beispiller, déi sech op enger Zäitschinn vun iwwer zéng Joer hinzéien. Sécherlech, Här President, wäert d'Kris eis zréckwerfen, mä déi Beispiller weisen, datt et ze packen ass.

Ech ginn elo net op déi Froen a vun den Entwécklungsbudgeten; ech hunn dat virdru gemaach. Ech ginn och dëst Joer net op d'Fro a vun der Wichtegkeet vun der wirtschaftlecher Entwécklung, vun der Entwécklung vum Artisanat, vun der Entwécklung vun der Landwirtschaft, vun der Abettung vun den Entwécklungslänner an de Mënschen aus deeneselwechten an den internationale Commerce. Ech hunn dat d'lescht Joer am Detail gemaach an dat Joer virdrun. Och op d'Gouvernance wollt ech net agoen.

Just vläicht awer fir ze soen, datt, wann ech d'Zuelen a Westafrika och an deem Beräich kucken, dann ass de Cap-Vert Nummer eent, de Burkina Faso Nummer dräi. Dat sinn och zwee vun eise Partnerlänner. Och dat weist d'Richtung. Och dat weist, datt et an der Gouvernance, an der Regierungsféierung besser gemaach gëtt vläicht wéi an der Vergaangenheet.

Och op d'Klimagerechtegkeet wëll ech net am Detail dëst Joer agoen. Ech hunn dat Thema schonn hei beliicht. Mir brauche méi Klimagerechtegkeet. All déi Saachen, déi ech elo gesot hunn - Entwécklungszesummenaarbecht, Commerce, Artisanat, Gouvernance, Klima -, musse mer méi vernetzen am Sënn vun der Kohärenz. Da kënne mer et packen, wéi ech virdru gesot hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengem zweeten a leschten Deel, wollt ech duerleeë wouhinner déi Lëtzebuerger Kooperatioun sech an deenen nächste Jore kéint konkret hibewegen. Ech wëll hei zéng Pisten opzeechnen, fir eng international héich unerkannte Kooperatioun nach besser ze maachen, fir op där zolitter Basis, op déi mer kënnen opbauen, d'Saachen nach méi effizient ze maachen.

An deem Zesummenhang wëll ech och op déi international Roll vun der Lëtzebuerger Kooperatioun agoen, an awer och eng Rei Konstante vun der Lëtzebuerger Kooperatioun duerleeën. Konstanten, déi ëmmer zu de Plus-valuë gehéiert hu vun der Lëtzebuerger Kooperatioun an déi mer a mengen Aen och solle bäibehalen.

Selbstverständlech, Här President, déi Piste kënnen net exhaustiv sinn. Ech limitéiere mech haut op zéng Pisten. Ech wëll am Iwwregen derbäi soen, wann ech vun international héich unerkannter Kooperatioun schwätzen, da soen ech dat net selwer. Dat seet eng ONG wéi ActionAid, déi de Rapport Qualité-prix - wann Der esou wëllt - vun de Kooperatiounen analyséiert, wou Lëtzebuerg mat zu deene beschte gehéiert. Da soen dat international „think tanken", notamment den ECDPM, dee schreift, datt mer méi eng transparent Virgoensweis hätten, vill méi eng transparent wéi aner Kooperatiounen op ville Punkten. An da seet dat net zu Lescht och d'OCDE, de Comité d'aide au développement, an där Evaluatioun vum leschte Joer.

Wat sinn déi zéng Pisten, Här President, déi ech wollt hei opzeechnen?

Déi éischt Pist ass déi, datt et a mengen Aen drëm geet déi international Roll vun der Lëtzebuerger Kooperatioun weider héichzehalen. Virum Hannergrond, datt Entwécklungspolitik och Friddenspolitik ass an datt d'Europäesch Unioun fir 60% vun den Enwécklungsbudgete weltwäit verantwortlech zeechent, datt Lëtzebuerg zu deene véier EU-Länner gehéiert, déi iwwer 0,7 sinn, fënnt Lëtzebuerg am Cortège vun den internationalen Entwécklungsfore Gehéier. Et ass - wann Der wëllt - d'Visitëkaart vun eiser Aussepolitik oder eng vun de Visitëkaarte vun eiser Aussepolitik.

Lëtzebuerg ass a war an deene leschte Joren ee vun den Haaptimpulsgeber an der internationaler Entwécklungswelt. Dat soll esou bleiwen. Et muss eis e gemeinsaamt Uleies sinn, datt mer net nëmmen zitéiert ginn, wann déi „big payeren" zitéiert ginn, mä datt mer och zitéiert ginn, wann déi „big playeren" zitéiert ginn. Dat ass eis Responsabilitéit. Dat verlaangt Asaz. Deen Asaz wäerte mer och an deenen nächste Jore musse bréngen.

Zweetens, d'Lëtzebuerger Kooperatioun huet weider d'Ee-Prozent-Zil fest am A. Mir wëllen dat an deenen nächste Joren erreechen. Mä, niewent enger quantitativ héichwäerteger Entwécklungshëllef war et eis och ëmmer en Uleies a muss et eis weider en Uleies bleiwen, fir ze suergen, datt eis Entwécklungspolitik an eis Entwécklungszesummenaarbecht och qualitativ esou héichwäerteg wéi méiglech ass.

Quantitéit a Qualitéit ginn an deem Beräich zesummen, a wann ech vu Qualitéit schwätzen, da geet et ëm Komplementaritéit, et geet ëm Koordinatioun, et geet ëm Kohärenz. Alles dat ass eppes, wat och zu de Markenzeeche vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik gehéiert. Virum Hannergrond vun der Paräiser Deklaratioun, a vun deem, wat mer zu Accra décidéiert hunn am September d'lescht Joer, musse mer nach eng Rei Saachen ëmsetzen.

Och dat, mengen ech, kënne mer op zolitte Base maachen, mä dat musse mer awer och maachen. Mir hu vill Kontakter och do gehat mat aneren internationalen an europäesche Kooperatiounen an deene leschte Joren, beispillsweis am Beräich vun der Komplementaritéit vun deem, wat mer maachen.

Drëtt Pist: Et ass mer en Uleies, datt mer dat strategescht Virgoe vun der Kooperatioun weider stäerken. Mir hunn hei eng Deklaratioun, mir hunn eng Debatt duerno, mir debattéieren iwwert d'Kooperatioun an der Chamberskommissioun, mir hunn Assisë vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, mir hunn e Groupe de travail mat den ONGen, mir hunn e Comité interministériel. All déi Saachen, wat strategesch Elementer sinn, musse mer vervollstännegen duerch sektoriell Strategien.

Déi sektoriell Strategië wäerten an deenen nächste Woche prett sinn, sous forme vu Projeten. Ech sinn der Meenung, datt mer se sollen diffuséieren, am Virfeld vun deenen nächsten Assisen, an datt se do sollen dann diskutéiert ginn, datt dat strategescht Virgoen, wat ech beschriwwen hunn, wat an der Interaktioun och tëschent Regierung a Chamber zustane kënnt, och duerch déi sektoriell Strategië kann a wäert vervollstännegt ginn.

Véiert Pist: d'Kohärenz systematiséieren. Et ginn, Här President, ganz vill Initiativen am Beräich vun der Kohärenz vun de Politiken, mir musse se systematiséieren. Ech wëll e puer vun deenen Initiativen opzielen.

Éischt Kohärenzelement: 3D-Approche vun der Lëtzebuerger Aussepolitik: Diplomatie, Développement, Défense. Dat kann net all europäescht Land vu sech soen; déi, déi d'Zeitung liesen, wësse vu wat ech schwätzen. Hei fonctionnéiert dat, a wann ech dann och gesinn, datt, wann d'Amerikaner vun enger neier Afghanistan-Strategie schwätzen, da kënnt dat deem 3D, fir dee mir scho laang stinn, vill méi no, wéi dat, wat bis elo hir Strategie war. Diplomatie, Développement an Défense gi besonnesch a Krisegebidder zesummen. Och dat ass en Element vun elementarer Kohärenz, wann Dir mer déi Redite erlaabt.

Zweetens, am Beräich vum Environnement a vum Klima. Och do huet d'Kooperatioun sech op déi, déi en Charge si fir d'Klimapolitik, zoubeweegt. Och do musse mer nach méi no eis uneneen hibewegen, mä essenziell ass fir mech, datt de Plan national pour le développement durable, deen den Ëmweltminister wäert an deenen nächste Woche virstellen, dee Plang, deen dréit och d'Handschréft vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Och d'Handschréft, net nëmmen d'Handschréft selbstverständlech.

Dee Plan national pour le développement durable ass den Ausdrock, wat déi strategesch Orientatioun ubelaangt, vun der Zesummenaarbecht tëschent Environnement a Kooperatioun. Mir hunn do eise Bäitrag geleescht, an deen ass an dee Plan national pour le développement durable, deen de Minister Lux wäert den 1. Abrëll, wann ech richteg informéiert sinn, virstellen, mat agefloss. Selbstverständlech ass et esou, datt déi Environnement- a Klimastrategie, déi mir am sektorielle Beräich wäerte virleeën, an deenen nächste Méint och wäert mat de Leit vum Environnement ofgeschwat ginn.

Drëtt Beispill vu Kohärenz: d'Mikrofinanz. Am Beräich vun der Mikrofinanz huet d'Kooperatioun sech méi no un d'Finanzplaz erubeweegt, an d'Finanzplaz huet sech méi no un d'Kooperatioun erubeweegt. Dat ass ee vun deene Beräicher, wou Lëtzebuerg kann eng speziell Plus-value bréngen, a meng Iwwerzeegung ass et och, datt iwwert d'Entwécklungswelt eraus d'Mikrofinanz en exzellent Antikriseninstrument ka sinn a wäert sinn an deenen nächste Joren.

Déi, déi d'Mikrofinanz viru Joren nach midd belächelt hunn, sinn haut entweder net méi do, oder maachen och mat, well se entretemps selwer agesinn hunn, datt dat eppes Seriöes ass, datt dat eppes ass, wat, kombinéiert mat anere Mëttelen agesat, kann zu richtegen, reellen a substanzielle Plus-valuë féieren.

Véiertens, wëssend, datt alles wat d'Telekommunikatiounen ubelaangt den Développement kann accéléréieren, si mer och am-

gaang, hu mer och mat der Union économique et monétaire ouest-africaine eis op de Wee beginn, fir ze kucken, wéi kann a Westafrika verstäerkt op Telekommunikatiounsmëttel zréckgegraff ginn, fir den Développement an engem regionale Kader och ze accéléréieren. De President vun der Kommissioun vun der Union économique et monétaire ouest-africaine war virun e puer Wochen hei. Mir hunn dee Projet do an d'Wee geleet, a wäerten deen och kënne konkretiséieren. Dat geet selbstverständlech mat enger Etüd an enger éischter Phas un.

Wa mer et fäerdegbruecht hunn de Service volontaire jeunesse an d'Liewen ze ruffen, zesumme mat der Jeunesse, ass dat och e Kohärenzelement. Wa mer vun Éducation au développement an de Schoule schwätzen, hu mer dat zesumme mat der Éducatioun gemaach.

Wa mer an d'Ausschreiwungen d'Notioun vum fairen Handel erabréngen, net nëmmen erabréngen, mä och kucken, datt fair gehandelt Produiten niewent de Produits du terroir an d'Schoulen an op anere Plaze kommen, dann ass dat och e Kohärenzelement. Wann een d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung kennt, wat den Agrarsprit ubelaangt, da weess een och, datt d'Kooperatioun do hiert Wuert matgeschwat huet.

Op all déi Saache kënne mer opbauen. Mir mussen nach villes ëmsetzen, mir musse systematiséieren, mir musse konkretiséieren, mä ech mengen awer kënnen ze soen, datt mer an deem Beräich do vill méi wäit si wéi anerer. An ech wëll och hei profitéieren, fir e klengen Appel un d'ONGen ze lancéieren. Et ass gutt fir d'Kohärenz hei zu Lëtzebuerg unzemahnen. Et ass nach besser, fir se och an deenen anere 26 Länner unzemahnen. Well ech mengen et ass do, wou et e bëssen happert. Nëmmen esou kënne mer Resultater kréien, nëmme wann der 27 sech fir Kohärenz asetzen zu Bréissel, kann eppes geschéien. Wann een, zwee, dräi, véier, fënnef sech duerfir asetzen, wann d'Lëtzebuerger, d'Hollänner, d'Schweden an d'Dänen dat maachen, zesumme mat nach een, zwee, da kréie mer do den Duerchbroch net. Duerfir mäin Appel, fir lech och an deem Beräich, léif Kolleeginnen a Kolleege vun den ONGen, e bësse méi ze internationaliséieren.

Ech gesinn, Här Goerens, dat geet och bei lech erof wéi Musek.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt soen: Oh, wéi Recht hutt Dir, Här Minister.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Kohärenz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass virun allem fir mech, datt mer deen Développement durable, deen ech nennen den „Développement durable à la Brundland", och systematesch an d'Faitë riwwerbréngen, nämlech ekonomesch Entwécklung, sozial Entwécklung, ökologesch Entwécklung, an net nëmmen op enger Plaz an der Welt, mä op alle Plazen.

Mäi fënnefte Punkt ass keng nei Pist, mä ass eng Konstant vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. En zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ass dat vum Partenariat. E Partenariat, wat net nëmmen um Pabeier besteet, mä e Partenariat wat och all Dag gelieft gëtt vun deenen, déi dann d'Chance hunn an d'Responsabilitéit, fir déi Politik ze gestalten.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun gëtt op ville Plazen ugesinn als eng effikass Kooperatioun, als eng relativ diskret Kooperatioun, als eng Kooperatioun déi à l'écoute ass, als eng Kooperatioun déi Plus-valuë bréngt. Dat ass dorop zréckzeféieren, datt dat Partenariat scho säit Jore praktizéiert gëtt. Dorunner solle mer festhalen.

Eng sechst Pist, Här President, vun deenen zéng, ass déi vun de Secteuren, an deene mer aktiv sinn. Ech sinn der Meenung, datt mer solle weider dat maache wat mer kënnen, nämlech eis op déi Basis-Sozialsecteure konzentréieren: Éducatioun, Formation professionnelle, Gesondheet, Waasser, Assainissement, Développement rural, Développement local intégré, etc., etc...

Wa mer eis op nei Piste beginn, solle mer ëmmer kucken, datt et Piste sinn, wou mer eng reell Plus-value kënne bréngen. Dat ass de Fall am Beräich vun der Mikrofinanz, dat ass de Fall am Beräich Telekom. Ech sinn dorobber agaangen.

Siwentens d'Fro - déi all Joer hei gestallt gëtt - vun neie Partenariaten, bekannt ënnert dem Aarbechtstitel „Nei Zillänner". De Stand haut, wat dat ubelaangt, ass folgenden: Baséierend um Regierungsprogramm vun 2004 hu mer konsequent, am Sënn vun der Effikassitéit, d'Kooperatioun mat deene meeschten Net-Zillänner no ënne geféiert. Dat war a verschiddene Fäll net extrem komplizéiert, well et duerchaus Sënn mécht a Länner wéi Marokko an Tunesien, déi sech rasant développéiert hunn an deene leschte Joren, mat der Kooperatioun opzehalen.

Et ginn natierlech och Beispiller wou mer eng Plus-value bréngen, wéi zum Beispill de Ruanda, wou mer weidergefuer hunn a wou mer a mengen Aen och solle weiderfueren. Mä d'Zuel vun den Net-Zillänner ass massiv erofgaangen. Mir hu mat dräi vun eise Partnerlänner Consolidatiounsprogrammer ënnerschriwwen. Dat sinn och Programmer, déi gräifen net vun haut op muer - ech hu virdru vun zéng Joer geschwat -, mä déi Consolidatiounsprogrammer sinn ënnerschriwwe gi mam Salvador, mat Namibia a mam Vietnam.

Déi logesch Folleg vun deene Consolidatiounsprogrammer wier, à terme, e Retrait aus deene Länner respektiv eng Kooperatioun vun enger anerer Natur, well et jo och e Liewen no där klassescher Kooperatioun gëtt, nämlech dat vun der wirtschaftlecher Zesummenaarbecht. Mä déi logesch Folleg vun deene Consolidatiounsprogrammer, wann déi Progrèsen an deenen dräi Länner, déi ech genannt hunn, an deenen nächste Joren esou si wéi se an deene leschte Jore waren, respektiv vergläichbar Progrèsen an deenen nächste fënnef Joer gemaach gi wéi an deene leschte fënnef Joer, da kann een à terme do un e Réckzuch vun der klassescher Kooperatioun denken.

Dat alles mécht, datt de Moment komm ass, fir iwwer nei Kooperatiounen, nei Partnerschaften nozedenken a fir déiselwecht och unzedenken. Fir mech mussen do dräi Kritären applizéiert ginn, nieft selbstverständlech deem klassesche Kritär vun der Aarmutsbekämpfung baséierend um Indice pour le développement humain.

Éischtens mussen nei Partnerschafte geographesch Sënn maachen. Zweetens solle mer, wa mer nei Partnerschaften aginn, vläicht och eng Kéier drun denken dem Fragilitéitsfaktor Rechnung ze droen, an och eppes vläicht op enger méi komplizéierter Plaz maachen. Drëttens schéngt et mer wichteg ze sinn, datt mer, wéi mer et an der Mikrofinanz gemaach hunn, wéi mer et an dem Telekom maachen, dem regionalen Aspekt Rechnung droen.

Ech wëll ausdrécklech an deem Zesummenhang déi exzellent Aarbecht, déi an deene leschte Jore mäi Virgänger gemaach huet, als President vum Club du Sahel, épauléiert vum fréieren Direkter vun der LuxDev Raymond Weber, fir dee regionalen Aspekt och zum Ausdrock ze bréngen. Ech mengen, och do huet Lëtzebuerg eppes opzeweisen. Och dat ass eppes, wou mer eis méi mussen dran investéieren. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Wa mer also op de Wee vun neie Kooperatioune ginn, wa mer déi undenken, an ech mengen de Moment wier komm, da muss dat geographesch Sënn maachen. Mir mussen de Fragilitéitssituatioune Rechnung droen an dem regionalen Aspekt.

Selbstverständlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert ech keng Nimm hei ginn an ech wäert och keng Nimm kommentéieren. Ech mengen dat wier e bësse vermessen, fir elo hei mat Nimm ze hantéieren. Mä et ass alles prett gemaach ginn, fir datt déi Diskussioun kann elo lancéiert ginn.

Aachtens geet et mer drëm, Här President, geet et ons drëm, fir eng Rei Acteure méi fest an d'Kooperatioun anzebannen oder hinnen nei Méiglechkeeten ze ginn. A wann ech vun Acteure schwätzen, déi méi fest an d'Kooperatioun mussen agebonne ginn, dann denken ech un d'Gemengen. Et war ëmmer meng Iwwerzeegung, datt d'Gemengen en exzellente Vecteur wiere fir d'Kooperatiounspolitik matzegestalten an no baussen ze droen.

Mir haten do e Problem, datt déi Positioun net d'Unanimitéit gemaach huet. Dee Problem hu mer elo geléist. Mir kënnen also elo konkret och Schrëtt lancéieren, fir datt d'Gemenge sech konkret kënnen, au-delà vun deem wat se scho maachen, well et sinn der jo ganz vill déi schonn aktiv sinn, méi fest mat an d'Kooperatiounspolitik abannen.

Verschiddenen Acteuren nei Méiglechkeete ginn. Ech ginn lech just ee Beispill: Ech kéint mer zum Beispill virstellen, datt d'ONGen, et sinn der entre-temps bal 90, datt déi géifen e gemeinsamen Annuaire erausginn, wou all ONG sech kéint presentéieren, wat och géif Vergläicher erlaben, wat och géif Synergien erlaben.

Selbstverständlech mengen ech, am Respekt vun der Autonomie vun den ONGen, ass et un hinnen ze soen ob se wëllen op déi Propositioun zréckgräifen oder net. Et ass och un hinnen dat auszegestalten. Ech kéint mer allerdéngs virstellen, datt an deem Zesummenhang och e standardiséierend Element misst derbäi sinn.

Et wier zum Beispill interessant fir op enger Säit ze gesinn: A wat fir engem Land ass eng ONG aktiv, a wat fir enge Secteuren ass se aktiv, wat fir eng Lienen huet se national, international mat anere Partner, wie sinn hir Organes dirigeants, wat sinn hir Finanzmëttelen, wéi ass hire Suivi, wéi ass hire Contrôle organiséiert, etc., etc.? Dat ass ee vun de Weeër, un deen ech kéint denken, wann ech vun neie Méiglechkeete schwätzen.

Am Zesummenhang vun den neie Méiglechkeeten, vun dem méi festen Abanne vun aneren Acteuren, schéngt et mer och esou ze sinn, datt am Beräich vum Gesetz Adaptatioune musse kommen. Madame Err: „schéngt et mer esou ze sinn, datt am Beräich vum Gesetz och Adaptatioune musse kommen", war mäi Saz.

(Interruptions)

Ech hunn d'lescht Joer op den Assisen déi Diskussioun do jo lancéiert. Ech hunn d'lescht Joer op den Assisë gesot, datt ech gäre Propositiounen hätt, vun alle Säiten, wat déi Punkte sinn déi op de Gesetzer ze adaptéiere sinn. Woubäi ech wëll soen, datt keng vun de gesetzlechen Dispositioune mir als en Obstakel virkomm ass bis elo fir d'Politik ze konzipéieren. Dat heescht, eng grondleeënd Reform schéngt mer nach net ubruecht ze sinn.

Ech si frou, datt zwee Deputéierte sech d'Méi gemaach hunn, fir där Opfuerderung, déi ech gemaach hunn am leschte Joer am September, Suite ze leeschten. An ech sinn och frou, datt ech, wat d'Substanz vun deem Ganzen ubelaangt, an där Propositioun exakt millimetergenee déi Politik erëmfanne fir déi ech mech staark gemaach hunn an deene leschte Joren. Ech freeë mech also drop, fir iwwert déi Propositioun ze diskutéieren.

Ech erënneren drun, datt ech op den Assisë gesot hunn, datt ech géif duerfir plädéieren, datt mer géifen de Lissabonner Vertrag ofwaarden ier mer géifen d'Gesetz reforméieren, well am Lissabonner Vertrag gëtt d'Objektiv vun der Kooperatiounspolitik ganz genau definéiert, an ech gesinn net, wéi mer am Lëtzebuerger Gesetz en anert Objektiv géifen definéiere wéi dat, wat am Lissabonner Vertrag steet.

Ech hätt mer also gewënscht, datt déi Propositioun sech géif un de Lissabonner Vertrag ulehnen, wat se mengen ech net mécht. Mais nul n'est parfait! Ech hunn och villes zu der Form ze soen, mä dorop komme mer vläicht eng aner Kéier zréck. Ech mengen dat géif de Kader vun der Debatt hei sprengen.

Néngte Punkt, Här President, an zweetleschte Punkt vun deenen zéng Pisten. Nieft eisem traditionellen Engagement fir eng quantitativ a qualitativ héichwäerteg Entwécklungszesummenaarbecht, musse mer eis international staark maachen, a) fir datt d'Stëmm vun den Entwécklungslänner an der Kris gehéiert gëtt, b) fir datt hire Suerge begéint gëtt an, c) fir datt si an der internationaler Wirtschafts- a Finanzarchitektur déi Plaz fannen, déi hinnen zousteet. Dat maache mer scho säit Méint. Dat musse mer verstäerkt maachen.

Et kann net sinn, datt e G20 alles décidéiert. Dat ass eng generell Observatioun. Et kann awer och net sinn, vun engem entwécklungspolitesche Standpunkt, datt e G20 eppes décidéiert, ouni datt Afrika adequat vertrueden ass. De Fait, datt de President vun der Kommissioun vun der Union africaine, Jean Ping, op de Washingtoner Sommet invitéiert ass, ass schonn en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Et geet sécher net duer domadder, mä ech mengen, datt och d'Lëtzebuerger Kooperatioun - als eng vun deenen, déi Gehéier fënnt an deem Beräich - sech weider muss staark maachen, fir datt d'Entwécklungslänner an der internationaler Wirtschafts- a Finanzarchitektur déi Plaz fannen, déi hinnen zousteet.

Zéngtens, Här President, et ass meng Iwwerzeegung, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun sech verbreedert an d'wëssenschaftlech Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik muss mat abréngen. Wann ech nëmme kucken, wat international publizéiert ginn ass an deene leschte Méint, da falen ech op de Professer Easterly vun der New York University, deen eis seet, datt Entwécklungshëllef näischt géif bréngen, datt wirtschaftlech Zesummenaarbecht alles géif bréngen.

Wann ech e puer Kilometer weider ginn zu New York fannen ech de Professer Jeffrey Sachs vun der Columbia University, dee seet, datt wirtschaftlech Zesummenaarbecht näischt bréngt, an datt alles muss op d'Entwécklungshëllef konzentréiert ginn.

Wann ech dann op Paräis ginn, da fannen ech d'Madame Esther Duflo vum Collège de France, déi probéiert d'Contradictiounen tëschent Easterly a Sachs opzeléisen, an déi Plädoyere fir méi Experimentéierfreedegkeet an der Entwécklungspolitik hält an déi erkläert, datt alles dat, wat Easterly a Sachs simplifiéiert duerleeën, méi komplizéiert ass wéi dat.

Wann ech gesinn, datt ee Paul Collier e Buch publizéiert, Professer vun Oxford, iwwert „The Bottom Billion", an do seng Recette gëtt iwwert dat wat muss geschéien an deenen nächste Joren, da soen ech, dat dote sinn alles Froen, déi mer net genuch hei zu Lëtzebuerg thematiséieren, wou mer eis net genuch mat abréngen. Ech mengen, mer hätten eppes derzou ze soen a mer sollen dat och verstäerkt a verbreedert maachen, och zesumme mat der Uni Lëtzebuerg.

Voilà, Här President, dat sinn zéng Piste fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun an deenen nächste Joren. Dat gëtt kee komplett Bild vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. An 30 Minutten, déi ech mer virgeholl hat, a 40 Minutten, déi et wäerte ginn, ass et och net méiglech, e komplett Bild ze dresséieren.

M. le Président.- Jo, ech weess, et ass elo eriwwer, Här Minister.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech mengen, datt déi grouss Pisten awer déi zéng sinn, déi ech opgeféiert hunn.

Här President, Dir erlaabt mer hei, nach ganz zum Schluss all deene Merci ze soen, déi sech iwwert d'Chamber eraus mat Häerz, Leif a Séil fir d'Kooperatioun asetzen. Et sinn der vill, an ech entschëllege mech elo scho bei deenen, déi ech vergiessen.

Et si fir d'éischt Leit aus dem Ministère, besonnesch déi aus der Kooperatioun, mat un hirer Spëtzt dem exzellente Kooperatiounsdirekter.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Et ass d'Équipe vun der LuxDev mat un hirer Spëtzt deem net manner exzellenten Direkter. Et sinn all déi, déi sech am Comité interministériel mat ons ëm d'Cohérence des politiques këmmeren. Et sinn all déi, an dat sinn der enorm vill, déi sech an den ONGen engagéieren oder déi iwwer si e Bäitrag zur Kooperatioun leeschten. Si maachen eigentlech aus, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun, wéi ech mengen, esou eng extra Kooperatioun ass.

Et sinn awer och d'Gemengen, d'Clibb an d'Associatiounen, déi och op hir Manéier zu méi Solidaritéit eppes bäidroen.

All deenen och Merci, déi zur Kooperatioun stinn. Ech ka se net all hei opzielen. Stellvertriedend wëll ech, well dat nei ass, déi Responsabel vum Service volontaire coopération ernimmen. Zu gudder Lescht Merci och dem Cercle vun den ONGen an hiren Haaptaktivisten. Ech appréciéieren den Échange. D'Provokatioun gehéiert richtegerweis zu Ärem Fonds de commerce, mä och ech verstinn e bësseli eppes vu Provokatioun. D'Haaptsaach ass, datt mer virukommen. A mer komme jo virun. All zesummen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass déi honorabel Madame Fabienne Gaul.

Débat

Mme Fabienne Gaul *(CSV).*- Merci fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Wochen hunn ech mech a menger Untréttsried virun dësem Haus virun allem mat der sozialer Gerechtegkeet beschäftegt, d'sozial Gerechtegkeet fir all Kand an eiser Gesellschaft, fir all Famill an all eelere Mënsch. Dat ass d'Thema vum solidareschen Ëmgang vun eis ënnerteneen.

Mä Solidaritéit a Gerechtegkeet hunn och eng Dimensioun iwwer eis Grenzen eraus.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat ass déi vun der Kooperatioun, vun der Entwécklungszesummenaarbecht tëschent deenen aarmen an deene räiche Länner, ouni déi Milliounen a Milliarde vu Mënschen uechtert d'Welt kaum eng Perspektiv hätten. Esou wéi mer fuerderen an eis derfir asetzen, datt jiddereen heiheem eng Perspektiv am Liewen huet, esou musse mer och Asaz weisen, fir dass jidder anere Mënsch um Planéit esou eng Perspektiv kritt.

D'Kooperatiounspolitik an Zäite wéi dësen ass dacks net einfach ze vermëttelen. Wann et och an deene Länner méi schlecht geet, wou d'Mëttele fir d'Entwécklungshëllef hierkommen, da gëtt geleeëntlech fonnt, dass net och nach vill Kooperatioun soll gemaach ginn. Dat ass net eis Approche; et ass net déi vu menger Fraktioun an et ass net déi vun der Regierung.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt der Kooperatioun grad a Krisenzäiten eng enorm Bedeitung zoukënnt. De Minister Jean-Louis Schiltz huet dat elo just och däitlech gemaach.

Lëtzebuerg ass e wäite Wee an der Kooperatioun gaang. Mir sinn haut eent vu weltwäit fënnef Länner, déi d'UNO-Zil vun op d'mannst 0,7% Kooperatiounskreditter als Undeel vun eisem Revenu national brut erreechen. Mir bewegen eis souguer a Richtung vun engem ganze Prozent, esou wéi et als politesch Zilsetzung formuléiert ass. Domat si mer hanner Schweden op der zweeter Plaz vun der Lëscht vun deene Länner, déi deen héchsten Undeel vun hirem RNB an d'Entwécklung investéieren. Well et ass en Investissement.

D'Zuelen, déi d'Entwécklung nach ëmmer an am Fong ëmmer méi néideg maachen, si bekannt. Ech wëll se och net nees all opzielen. Et geet ëm déi Kanner, déi all Dag stierwen, well se net genuch oder näischt ze iessen hunn. Ëm déi dausende vu Leit, déi net iwwerliewen, well hinnen den Zougang zu propperem Drénkwaasser feelt a se sech dowéinst mat Krankheeten ustiechen, déi et hei scho laang net méi gëtt. Ëm déi onvirstellbar grouss Masse vu Mënschen, et sinn déi eng oder aner Milliard, déi pro Dag mat manner wéi engem Dollar mussen auskommen.

All dëst gëtt et haut nach ëmmer. Et ass nach ëmmer wouer. An et riskéiert am Zoch vun der globaler Wirtschaftskris nach vill méi wouer ze ginn.

De Joseph Stiglitz huet virun net allze laanger Zäit e Buch publizéiert, deem en den Titel ginn huet: „The Three Trillion Dollar War". Déi Zuel representéiert dem Auteur no déi reell Käschte vum Krich am Irak. Eng Trillioun Dollar, dat ass eng Eent mat zwielef Nullen hannendrun. Wann de Stiglitz Recht huet, dann huet dee Krich also 3.000 Milliarden Dollar kascht.

Ech ka mer ënnert där Zuel, wéi wahrscheinlech déi meescht vun Iech, näischt virstellen. Ech weess awer, dass, wann dës Zomm an déi global Entwécklung gestach gi wär, et wuel haut keen Honger a keng Aarmut méi an der Welt géif.

(Interruptions)

Si ass an e Krich gestach ginn an ass elo fort. D'Leit an deem aarmen Deel vun der Welt stierwe weider.

Déi global Kris, an där mer stiechen, mécht d'Situatioun vu villen Entwécklungsländer nach méi schlëmm. Dat huet eng ganz Partie Grënn. Ech wëll der just e puer beschreiwen, fir ze beleeën, datt, wann elo och nach géif déi offiziell Kooperatioun mat hire Geldtransferten an d'Drëtt Welt reduzéiert ginn, déi Länner da guer keng Chance méi hätten.

Vill eigentlech räich Staten, räich an deem Sënn, datt se Entwécklungsgelder ginn a keng kréien, stinn an dësen Deeg um Bord vun der Faillite. Island, Lettland, Ungarn a Rumänien brauchen Ënnerstëtzung vun Europa an de globale Finanzinstitutiounen, fir hir Rechnungen nach kënnen ze bezuelen. Aner State riskéieren an deeselwechte Sog eranzegeroden, wann d'Kris undauert. An dofir, datt se wäert undaueren an zwar nach eng Zäit, schwätzt ganz vill.

Leschte Weekend huet d'Europäesch Unioun hiren Hëllefsfong vu 25 op 50 Milliarden opgestockt. Och d'Erhéijung vun de Mëttele vum Weltwährungsfong ass mëttlerweil beschloss. Deen huet nämlech elo nëmme gutt 200 Milliarden Euro zur Verfügung. Domat rett ee kee grousst Land virun der Faillite.

D'Opstockung vun deene Mëttelen op ronn 400 Milliarde bedéngt, dass och d'EU 75 Milliarden op den Dësch leet, fir sech un der Erhéijung vum WWF sengem Eegekapital ze bedeelegen. Dëst Geld muss fir d'éischt emol éierens hierkommen. Et kënnt vun deene Staten, déi es nach hunn. Anerersäits fléisst et dann och u Staten, déi keng Entwécklungslänner sinn, mä déi am Verlaf vun der Kris un de Bord vun der Faillite gerode sinn.

Dat féiert dozou, datt d'Staten, déi nach flësseg sinn, méi Geld mussen opbréngen, fir den internationale Finanzcircuit ze fëllen, an dobäi riskéiere Mëttelen, déi fir déi eigentlech Kooperatioun geduecht waren, net méi zur Verfügung ze stoen.

An et féiert dozou, datt de WWF an Zukunft méi muss u Staten iwwerweisen, déi guer keng Entwécklungslänner sinn, fir se ze stabiliséieren. Déi Gelder feelen, fir se deenen äermste Länner zur Verfügung ze stellen. D'Moral vun der Geschicht ass, datt d'Kreditter, déi fir d'Kooperatioun zur Verfügung stinn, wuel net eropginn. Si wäerte leider éischter erofgoen.

Vill Länner am manner entwéckelten Deel vun der Welt hänke vum Export vu verschiddene Gidder of. Meeschtens just dat eent oder dat anert wéi Pëtrol, Kaffi, Kautschuk an esou virun. Fält de Präis vun deenen Exportprodukter um Weltmaart, da sinn d'Budgete vun de produzéierenden Entwécklungslänner net méi déiselwecht. Si ginn net méi op.

Et kann een dëst gutt um Beispill vun Angola festmaachen. Angola ass eent vun deenen afrikanesche Länner, déi Pëtrol produzéieren. Wéi Nigeria, Äquatorialguinea an anerer huet den Uelech dem Land eng Rei Perspektive bruecht, déi et soss net gehat hätt. Mä do, wou de Pëtrol am Statsbudget eng determinant Roll spillt, do mussen d'Recetten aus dem Geschäft mat dësem och kënnen hallefweegs verlässlech berechent ginn.

Angola huet säin aktuelle Joresbudget op der Basis vun engem Pëtrolspräis vun ëm déi 80 Dollar opgestallt. Elo beweegt dëse Präis sech awer zënter Méint tëschent 40 a 45 Dollar. An et gesäit net esou aus, wéi wann e kuerzfristeg géif drastesch an d'Luucht goen. Domat huet Angola - an dat ass keen Eenzelfall - also am Moment nëmmen eppes méi wéi d'Halschent vun deene Recetten, déi et sech fir 2009 erwaart hat. Entspriechend manner kann d'Land dann och fir seng eegen Entwécklung ausginn. Aner esou Beispiller an Afrika, an Asien an a Latäinamerika géife sech einfach opziele loossen.

Am Résumé ass et einfach esou, datt d'Staten, déi sech opgrond vum Handel mat engem bestëmmte Rohstoff e bestëmmtent Akommes erwaart haten, wuel wäit hannert deenen Erwaardunge wäerten zréckbleiwen.

Domat ginn déi lokal Entwécklungsperspektiven alt nees eng Kéier geschwächt an d'Ofhängegkeet vun deene betraffene State vun der offizieller Entwécklungshëllef geet an d'Luucht. Wann dann och nach manner Mëttelen am Kader vun där offizieller Hëllef zur Verfügung stinn, da geet eng ganz Entwécklungslogik net méi op.

Aus der manner grousser Verfügbarkeet vu Finanzressourcen ergi sech op en Neits all déi Problemer, déi mer aus den Entwécklungslänner kennen an déi och eis ze interesséieren hunn. Perspektivlosegkeet an Aarmut féieren zu sozialen Ëmwälzungen, zu Biergerkricher an zu massiver Migratioun. Plazeweis do, wou d'Grondlage fir reliéise Fanatismus an Terrorismus bestinn, féiert d'Aarmut zu enger gesteigerter Bereetschaft, fir mat der Waff an der Hand oder enger Bomm um Réck ze stierwen.

Manner Perspektive fir eng nohalteg Entwécklung si gläichbedeitend mat méi Perspektive fir Gewalt. An do, wou et net zu Gewaltausbréch kënnt, versichen d'Leit, virun allem déi Jonk, sech op de Wee an déi Géigenden ze maachen, wou et besser geet, well si mengen, och hinne kéint et do besser goen. Dausende vun esou jonke Leit aus den Entwécklungslänner stierwen all Joer um Wee heihinner. Si sinn net méi do. Si kënnen och keng Hand méi doheem upaken, fir datt et do kéint biergop goen, wou si fortgaange sinn.

Wa mir wëlle verhënneren, datt an deenen nächste Méint a Joren déi sozial a politesch Spannungen an der Entwécklungswelt op geféierlech Manéier zouhuelen, da féiert kee Wee laanscht en dauerhaft Bekenntnis zu engem héije Solidaritéitseffort zugonschte vun der Kooperatioun.

Zu Lëtzebuerg bekenne mer eis zur Noutwendegkeet vun deem Effort, an déi wuel och haut unanime Zoustëmmung zu der grousser kooperatiounspolitescher Orientéierung vun der Regierung weist, datt eis kleng politesch Welt sech an der Analys eens ass an déiselwecht Erausfuerderunge gesäit.

Et ass fir mech perséinlech och eng Satisfaktioun, datt eist Land, iwwert dat an deene leschte Wochen a Méint dacks a vill international gelästert ginn ass wéinst senger Finanzplaz, eent vun de féierende Geberländer vun Entwécklungsmëttelen ass a bleift,…

Une voix.- Très bien!

Mme Fabienne Gaul *(CSV)*.- …mä wéi esou dacks geet et net duer, datt Lëtzebuerg handelt. Déi puer honnert Milliounen Euro - vill Geld fir eis, vill manner Geld am globale Kontext -, déi eis Kooperatioun ausmécht, kënnen eleng zu kenge risegen Entwécklungserfolleger féieren. Dat geet nëmmen, wann der dobäi vill matmaache mat därselwechter Generositéit.

D'Europäesch Unioun huet kierzlech net duerch besonnesch grouss Eenegkeet op sech opmierksam gemaach. Si huet an der Kooperatioun kloer Ziler definéiert, an zwar, datt all Memberstate sech bis 2015 op 0,7% vun hirem Revenu national brut un den Entwécklungsausgabe gehuewen hunn.

Et kann ee gespaant sinn, ob dat Zil wäert erreecht ginn an ob net kuerzfristeg d'Kreditter fir d'Kooperatioun éischter no ënne revidéiert wäerte ginn. Wann dat geschitt, gëtt et illusoresch, dee grousse Schratt op uniounswäit 0,7% ze packen. Déi Lëtzebuerger Regierung muss deemno mat dem Gewiicht an där moralescher Autoritéit, déi si grad an dësem Domän international huet, dorop drängen, datt un den europäeschen Entwécklungsziler festgehale gëtt.

De Géigendeel wär eng Katastroph, well mir mussen all wëssen, wouzou et ka féieren, wann dosende Länner, dorënner och zimlech grousser, an hiren Entwécklungsresultater nees géifen zréckfalen.

Ganz vill Entwécklungslänner si staatlech fragile; si hu weder besonnesch stabil Institutiounen, nach hale si en héije sozialen Drock aus. Dat ass och an eenzelnen Zillänner vun eiser Kooperatioun wéi zum Beispill am Niger ze beobachten.

Keen huet en Interessi dorun, datt State wéi de Niger zesummebriechen. Mä fir dass dat ka verhënnert ginn, brauchen déi Staten Ënnerstëtzung, an zwar wäit méi dervun, wéi mir eleng kënne liwweren.

Europa ass a bleift un éischter Stell gefuerdert, well Kooperatioun, wéi mir se verstinn - generéis, nohalteg an op soziale Fortschrëtt ausgeriicht -, dat ass eng europäesch Konzeptioun. Vun Amerika hunn d'Entwécklungslänner an där Hisiicht an deenen nächste Joren net esou vill ze erwaarden.

Här President, de Kader vun eiser Kooperatioun ass an dëser Zäit dee vun der Wirtschaftskris an hiren Auswierkungen op d'Entwécklungslänner an déi, déi Entwécklungshëllef leeschten.

Konkret fënnt deen nächsten Deel vun der Lëtzebuerger Kooperatioun an zéng ausgewielten Zillänner statt, déi mir haut éischter Partnerlänner nennen. Sechs dovu sinn an Afrika, a jee zwee a Latäinamerika an an Asien. D'Mëttele vun eiser Kooperatioun, obwuel proportional ganz héich, sinn an absoluten Zuelen natierlech der Gréisst vun eisem Land ugepasst. Duerfir géif et och näischt déngen, wa Lëtzebuerg seng Kooperatioun queesch uechtert d'Welt géif verspreeën.

En anere Prinzip bei der Auswiel vun Zillänner ass deen, datt déi Länner solle vun iwwerkuckbarer Gréisst sinn an datt déi Lëtzebuerger Ënnerstëtzung do och e wierklechen Ënnerscheed ka maachen. An anere Wierder, mir kooperéieren offiziell a staatlech organiséiert virun allem do, wou mer och konkret eppes kënne veränneren a verbesseren. Op ville vun deene Plazen, wou déi Lëtzebuerger Kooperatioun aktiv ass, fonctionnéiert dat mat vill Erfolleg.

E Paradebeispill ass do de Cap-Vert. Dat ass e Land, wat vun der Dimensioun hier mat Lëtzebuerg vergläichbar ass. 4.000 km² an eng ronn hallef Millioun Leit, quitte datt et eben aus Insele besteet a virun der westafrikanescher Küst am Atlantik läit. Um Cap-Vert ass déi Lëtzebuerger Kooperatiounspräsenz ganz spierbar, a vill Leit wëssen och do, datt grad mir hinnen hëllefe fir virunzekommen. Um Cap-Vert gëtt deemno bewisen, an op anere Plazen och, datt d'Ausriichtung vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht déi richteg ass. Wann ee sech op eng verstänneg Zuel vu méi klenge Partnerlänner konzentréiert, da kënnt do och eppes derbäi eraus.

D'Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun mussen och eng Rei vu Konditiounen erfëllen, déi mat der Qualitéit vun hirer Gouvernance a mat der Verwendung vun de Gelder ze dinn hunn. Ausserdeem stäerke mer do, wou eis Kooperatioun aktiv ass, ëmmer och de Stat an déi politesch an öffentlech Strukturen. Dat ass onverzichtbar, wann emol eng Kéier déi Zäit no der Kooperatioun komm ass, wou eis Partnerlänner da selwer versichen hir Entwécklung ze steieren an ze géréieren.

Schwaach Staten packen dat net. Dat ass haut zum Beispill e Problem am Niger. E Stat, dee mat därmoosse Bedroung fir seng Stabilitéit ze kämpfen huet, datt eng eegen Entwécklungsstrategie nëmme ganz marginal ka fonctionnéieren. Mä Lëtzebuerg kann am Niger weder direkt terroristesch Uschléi verhënneren, nach d'Tuareg-Rebellioun am Norden an de Gréff kréien. Dat muss den Niger selwer fäerdeg bréngen an en deet sech dobäi zimlech schwéier.

Eis Zil- oder Partnerlänner an der Kooperatioun sinn elo zimlech laang déiselwecht. Mat deene meeschte setze mer ganz Kooperatiounsprogrammer ëm, déi mëttel- a laangfristeg ugeluecht sinn. Dat ass alles eng Fro vun der Partnerschaft an der Verlässlechkeet. Et geet een net einfach esou an e Land kucken, baut eng Schoul an e Spidol, an dann zitt ee sech nees zréck.

An dach ass et esou, datt bei deene Volumen, déi eis Entwécklungshëllef erreecht huet, eng Reflexioun iwwert d'Kaart vun eise Partnerlänner sënnvoll schéngt. Dës Iwwerleeung ass amgaang. Grad kleng Staten, déi net vill Ressourcen hunn - dovu kenne mir eppes, well mir hunn och keng -, riskéieren an dëser Zäit ënner absolut onbezuelbare Scholden an Importpräisser, déi si sech net méi kënne leeschten, zesummenzebriechen.

Wa mir also d'Landschaft vun eisen Zillänner iwwerkucken, da sollte mer dat virun allem ënnert dem Gesiichtspunkt vun der objektiver Noutwendegkeet vun Entwécklungshëllef maachen.

Lëtzebuerg huet am Fong ni déi sougenannte Bruttoentwécklungshëllef praktizéiert, déi méi grouss Länner vill bedreiwen. Dobäi geet et dorëm, datt engersäits Entwécklungsgelder transferéiert ginn an anerersäits deen, deen déi zur Verfügung stellt, sech Zougang zu Mäert an natierleche Ressourcë séchert an och Kontrakter u Land zitt, déi duerchaus lukrativ kënne sinn.

Dat hu mir net zulescht dowéinst net gemaach, well et op deene Plazen, wou mir kooperéieren, kaum méiglech ass. De Cap-Vert huet net vill Ressourcen, de Burkina Faso och net, fir just déi ze nennen. Am Niger gëtt et zwar Uran, mä Lëtzebuerg braucht däers keen.

Eis Entwécklungshëllef ass op eng gewësse Manéier also besonnesch generéis. Si ass net dorop ausgeriicht, iergendeppes zréckzekréien, fir datt mir e bësse vun eisem Räichtum mat deenen deelen, déi guer näischt hunn. Grad déi sinn dëser Deeg wéi scho gesot besonnesch gefaart.

Wa mer eis also deemnächst méi prezis Froe stellen, ob een dëst oder dat neit Zilland kéint bestëmmen, da gëtt et zwou Méiglechkeeten. Entweder et beweegt ee sech a Richtung vu méi - tëschent Gänsefëisercher - „Bruttoënnerstëtzung" oder et bleift ee bei eisem Nettoprinzip.

Nodeem mer d'Fro net stellen, wat mer fir eis Kooperatioun da kéinten erëmkréien, bleiwe mer bei deene klenge Staten a fokusséiere mer de Bléck op Afrika méi wéi op aner Géigenden, da musse mer op wuel oder iwwel an eiser Nettoapproche bleiwen. Dat ass fir e räicht klengt Land, wat aarme klenge Länner hëlleft, keng Onéier. Et féiert zu enger Zort Unerkennung fir Lëtzebuerg an deene betraffene Länner, déi esou eng ganz aner ass, wéi dat, wat eis hei an der Géigend méi a méi u Jalousie entgéintschléit. Wann ee Schoulen, Spideeler, Versuergung mat propperem Waasser finanzéiert, ouni ze froen, wat ee kann zréckkréien, da mécht een eng Politik, déi éierlech ass. Vill sougenannte Kooperatioun vun anere méi grousse Länner, déi ass dat vill manner wéi eis.

Här President, mir si leider nach ganz wäit dovunner ewech d'„millenium goals" ze erreechen, déi d'UNO am Joer 2000 festgeluecht huet. Ambitiéis Ziler, déi duerch e gemeinsamen a riguréisen Engagement vun deem, wat mer déi „Éischt Welt" nennen, och kéinte bis 2015 erreecht ginn. Datt se riskéieren et net ze ginn, läit net u Lëtzebuerg.

D'Wirtschaftskris an d'Tatsaach, datt vill entwéckelt Staten an nächster Zäit wuel hir Kooperatiounsbudgeten net wäerten an d'Luucht setzen - et kéint emol sinn, datt se erofgesat ginn -, hëllefen deemno net, fir der Welt méi Gerechtegkeet an Entwécklungschancen ze liwweren.

Mir mussen eis emol d'Fro stelle wéi een dat engem Mënsch a Gambia oder an Eritrea bäibréngt. Huele mer also emol u mer géifen do jeeweils mat engem Mënsch driwwer schwätze woufir alt nees eng Kéier seng Perspektiven net kënne besser ginn. Dee Mënsch huet net mat Aktien oder mat iergendwellechen Derivatprodukter spekuléiert. En huet net gemengt, 5% Ertrag op engem Compte à terme géingen net duer, et missten der 25 sinn.

An elo, wou all dat do also stattfonnt huet, mat deem Resultat, wat mer nach ëmmer nëmmen usazweis kennen, déi schlëmmste Wirtschaftskris zënter där, déi zum Zweete Weltkrich gefouert huet, elo soe mer deem Mënsch et géif leider net méi esou vill Kooperatioun ginn, well mer hei musse Banken an aner Betriber retten. Mir soen him déi Kris hätt 6.000 Milliarden Euro zerstéiert an déi puer, déi hie fir ze iwwerliewe gebraucht hätt, wiere wahrscheinlech och do derbäi gewiescht. Ech mengen, dee Mënsch géif fanne mir wiere wierklech net normal do an eisem räichen Deel vun der Welt.

Mir mussen eis selwer d'Fro stellen: Wat riskéiert deemnächst an der Welt lass ze sinn, wann d'Kooperatiounsmëttelen, wéi et nun emol ze erwaarden ass, no ënne revidéiert wäerte ginn? Net nëmme liewen eng ganz Rei vu Staten a völleger Ofhängegkeet vun deene Mëttelen, mä iergendwou ass et jo och nach wouer, datt europäesch an aner State laang Zäit matgeholl hunn, wat se konnte kréien, an dat net zulescht de Grond war vun der Aarmut a fréiere Kolonialgebidder. D'Leit do, déi wäerten net wierklech verstoen, datt si emol erëm eng Kéier sollen d'Fraise vun enger Operatioun droen, déi si net lancéiert hunn.

Lëtzebuerg soll deemno an deenen internationale Froen, wou d'Kooperatioun koordinéiert gëtt, op dës Situatioun opmierksam maachen. De globale Réckzuch vun der Erfëllung vun den „millenium goals" wier en Drama fir e ganz groussen Deel vun der Welt.

Här President, Lëtzebuerg bleift sech an der Kooperatioun selwer trei. An dat ass gutt esou. Eis Politik gëtt fortgefouert, well mer Solidaritéit net nëmmen no bannen, mä och no baussen artikuléieren. Fir d'CSV ass dat de Wee, dee mer musse goen, wa mer an der Welt wëllen eescht geholl ginn a respektéiert gi fir en Engagement, deen en nobelen ass. Mir mussen hoffen, datt vill aner räich Länner deen Engagement do och wëllen oprecht erhalen. Dat si mer deenen Aarmen an der Welt schëlleg, déi fir dat, wat op de Finanzmäert am Moment vir sech geet, guer näischt kënnen. Et ass net un hinnen, fir ëmmer nees mussen ze leiden, wa mir eng Dommheet gemaach hunn.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Gaul Merci. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och am Ufank vu menger Interventioun dem Minister Merci soe fir den Exposé, deen en eis de Mëtteg gehalen huet. Et ass dee leschten an enger Serie vun Interventiounen, déi en all Joer bei Geleeënheet vum Bilan vun der Lëtzebuerger Kooperatioun hei gemaach huet.

Ech wollt him och Merci soe fir déi Wierder vun Unerkennung, déi en u meng Adress geriicht huet. Ech war och frou, datt ech op d'Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung konnt zielen, grad wéi op d'Ënnerstëtzung vun enger ganzer Rei vun anere Regierungen am Kader vu mengen Aktivitéiten als President vum Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Ech wëll awer och meng Mercië weiderreechen un d'Direktioun vun der Kooperatioun, un d'Leit aus der Lux-Developpment, a selbstverständlech och u sämtlech Acteuren an den ONGen an an der ganzer Sensibilisatiounswelt ronderëm d'Kooperatiounspolitik.

Här President, Afrika ass ee vun de Schwéierpunkte vun eiser Kooperatioun. Mir kooperéieren do mat net manner wéi sechs Länner, dont fënnef an der Regioun vu Westafrika. Dee Bilan, deen hei gemaach ginn ass, weist Schiet- a Liichtsäiten op. Ech wëll besonnesch d'Liichtsäiten ervirsträichen a beweisen, datt eng gutt konzipéiert Entwécklungspolitik kann zu Resultater féieren an datt dat am Fong dat beschten Argument ass géint d'Fatalitéit, zu där verschidde Leit sech higezu fillen all Kéiers dann, wann et e bësse méi brenzleg gëtt a wann et méi schwéier gëtt, fir nei Argumenter ze fannen, fir d'Kooperatioun ze stäipen.

Et ass ee Moment gemengt ginn, datt d'Kris kéint laanscht Afrika kommen, well Afrika awer an der Weltekonomie marginaliséiert ass, well seng Proportioun am Verhältnis zum Welthandel relativ kleng ass an iwwert déi lescht Jorzéngten d'Tendenz hat ëmmer méi ze fale bis zur Bedeitungslosegkeet hin. Wann een awer e bësse méi no hikuckt an et ënnerhält ee sech mat Afrikaner, déi e gudde Bléck an e gudden Duerchbléck hunn iwwert hire Kontinent, da kënnt e vill méi differenzéiert Bild zum Virschäin.

Gewëss, generell kann ee soen - an de Minister huet och dorun erënnert -: Mat 8% Croissance économique ass een an der Lag generell fir d'„Millenium developpment goals" ze erreechen. 5% ass ongeféier dat, wat zejoert an Afrika u Bruttoinlandsteigerung erreecht ginn ass. 3% ass dat, wat gebraucht gëtt bis een an d'Zone de décroissance kënnt. Also, wann een ënnert 3% kënnt, dann ass een an der Décroissance, well ganz einfach d'Croissance démographique 3% ass. Generell gesinn also, wann een dee Seuil och nach ënnerschreit, dann ass ee wierklech an enger Situatioun, déi extrem dramatesch ass.

Wat d'Matière-premièren ubelaangt, leiden d'Afrikaner natierlech ënnert der Chute vun de Präisser beim Kotteng, beim Pëtrol, beim Uranium, bei der Brucit a bei anere Buedemschätz. Dat Eenzegt, wat an d'Luucht gaang ass, mengen Informatiounen no, ass d'Gold, wat natierlech och um afrikanesche Kontinent ze fannen ass. Mä domat wäert een doudsécher net d'Problemer vun Afrika…

(Interruption)

Gelift?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech weess esouguer wou.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Mir sinn all Kéier erëm impressionéiert vun Ärem breede Wëssen, Här Jaerling.

Déi grouss Investisseure wäerten och Afrika e bësse méi meiden, aus där ganz einfacher Ursaach, well bis elo war et interessant, fir Pëtrol puiséieren ze goen an déi entleeëndsten Ecker vun Afrika zu engem Zäitpunkt, wéi de Barrel ganz héich war. Dat ass awer elo net esou. D'Expectatioune vun deene groussen Investisseuren, déi natierlech Situatiounen an den Entwécklungen anticipéieren, sinn extrem virsiichteg ginn. Esou datt och do d'Investissementer un d'Stottere komm sinn.

Deen Tableau do kéint ee brosséieren, wann Afrika e Kontinent wier wéi déi aner, wann d'Gouvernance an deene meeschte Länner déi wier, déi mer en Conformitéit mam Principe démocratique, mat Kontrollinstanzen, wéi se an eise Länner üblech sinn, kéint vergläichen. Deem ass awer net esou. Esou datt déi Leit, déi guer näischt haten, am Fong net vill kënne manner kréien. Déi net héich kënnen eroffalen, déi spieren d'Kris natierlech net d'selwecht wéi dat a Länner de Fall ass, déi vun engem ganz héijen Niveau op eemol an d'Précaritéit kommen.

Een Element, wat oft ënnerschloe gëtt an den Diskussiounen, ass dat, wat d'Diaspora africaine all Mount u Gelder heemweist. An deem Sënn: Wéi d'Précaritéit och Leit aus der afrikanescher Diaspora menacéiert, gëtt och manner an afrikanesch Länner iwwerwisen. Ech ka mech erënneren, zu engem gewëssenen Zäitpunkt huet dee Montant am Bruttonationalprodukt vum Cap-Vert ongeféier 20% ausgemaach. Deen ass mengen Informatiounen no elo ënner 10% gefall. Néanmoins, ass dat awer eng ganz beachtlech Proportioun vun de Richessen, déi sech an engem Land während engem Joer unhiewen.

Och d'Entwécklungshëllef huet d'Tendenz fir ze falen. Dorobber kommen ech duerno nach zréck.

À quelque chose malheur est bon. Déi Détente vun de Präisser huet et jiddefalls mat sech bruecht, datt fir d'Mobilitéit an Afrika, fir d'Transporter e bësse méi Pouvoir d'achat iwwreg bleift, well do manner gefrot gëtt opgrond vum niddrege Pëtrolspräis.

An da kënnt e ganz kuriéise Phenomeen. Dat ass déi ënnerschiddlech Manéier wéi d'Bankekris Afrika frappéiert huet. Ech hu mer soe gelooss, datt an der Zone CFA déi Kris sech anescht auswierkt wéi en dehors vun der Zone CFA. D'Zone CFA ass déi Zon, déi e Frang huet, deen un den Euro gekoppelt ass an dee praktesch eng fix Paritéit huet mam Euro an deen also och d'Aléae vum héijen Euro huet misse spieren. Dat huet och d'Exporter vun den afrikanesche Länner erschwéiert. An deem Sënn, wéi et do zu enger liichter Détente komm ass, kënnt et also och an der Zone CFA zu enger liichter Détente.

Dozou ass awer ze bemierken, datt déi Banken - ech denken un déi kommerziell Banken - an der Zone CFA surliquide sinn. Erstaunlech, wann een iwwer Afrika schwätzt an et schwätzt een do vu Banken, déi notoresch surliquide sinn. Si si surliquide, well déi meescht vun deene Banke si Succursalë vu franséische Banken.

Si sinn also méi dem Prinzip vun der Approche prudentielle vu Frankräich verschriwwen, an deementspriechend si wéineg Kreditter gewährt ginn un d'Lokalekonomie. Et si wéineg Kreditter un d'Lokalekonomie gewährt ginn, well d'Solvabilitéit vun eenzelne Clienten net ëmmer garantéiert ass. Dat huet och ganz vill mat Gouvernance entrepreneuriale ze dinn, an och mat Gouvernance locale, Gouvernance nationale.

Do, wou et u villem feelt, feelt et gewéinlech haaptsächlech un deenen dote Saachen. Déi kleng Saachen, déi net klappen, sinn och d'Resultat vun enger Großwetterkarte, déi net esou ass wéi se misst sinn, fir e gudden Développement vun den Affären ze erméiglechen.

Ausserhalb vun der Zone CFA sinn d'Banken an enger ëmgekéierter Situatioun. Do hu se och Risike geholl mat deene Resultater, déi mer kennen, datt se an dëser Period och net vill kënnen derzou bäidroen, datt d'Konten erëm eng Kéier équilibréiert ginn an datt Entreprisen, déi Problemer hunn, erëm kënnen déi néideg Couvertures de capital kréien.

Et muss een déi makroekonomesch Analyse maachen, fir erauszefannen op wéi enger Toile de fond datt d'Entwécklungspolitik sech beweegt. Dat, wat mer ënner République au développement verstinn, huet natierlech deem Rechung ze droen, wat ech elo gesot hunn, mä et ass awer vill méi, oder vill manner, jee nodeem wéi een dat gesäit.

Fir eis als Demokratesch Partei ass d'Kooperatiounspolitik nach ëmmer dem Zil vun der Aamutsbekämpfung verflicht. Dat ass dat iewescht Zil. Alleguer déi aner Kooperatiounen, déi et kënne ginn am kommerziellen Domän, am politeschen Domän, déi si complémentaire dozou. Déi widderspriechen deem iwwerhaapt net. Wichteg ass, datt mer Kohärenz an déi ganz Politike kréien. Wichteg ass, datt dat, wat an deenen anere Kooperatiounsfelder gemaach gëtt, net deem widersprécht, wat mer an der Aide publique au développement maachen, an ëmgekéiert.

Eppes, wat engem am Gespréich mat Afrikaner opfält, dat ass deen onwahrscheinlechen lerger, deen eng Partie Leit expriméieren, wann et ëm de Rôle vum Fonds monétaire international an afrikaneschen Ugeleeënheete geet. All déi Länner, déi bis elo ëmmer gesot kritt hu si misste privatiséieren, déi stelle fest, datt déi Länner, déi responsabel si fir d'Definitioun vun deene Lektiounen, déi si Jorzéngte laang kruten, déi sinn, déi ausgerechent elo an engem ganz massiven Ausmooss verstaatlechen. Déi ëmmer den Interventionismus verpönt hunn, sinn déi, déi elo am meeschten interventionistesch ginn.

De Minister, Här President, huet zéng Pisten opgezielt, mat deenen ech grosso modo kann d'accord sinn. Ech wollt elo keng zéng Pisten dernieft setzen. Ech wollt soen, datt mer prinzipiell mat der Ausriichtung vun der Kooperatiounspolitik, esou wéi se skizzéiert ginn ass, d'accord sinn.

Ech wollt vläicht ofschléissend puer allgemeng Remarquë maache ronderëm eng Serie vu Begréffer. Ech fänke mat den Zilländer un. Mir mengen, et gëtt keng exakt Wëssenschaft fir d'Zilländer festzeleeën. Mir halen um Prinzip fest, datt et gutt ass, datt een eng Répartitioun vun de Risiken huet. Dat heescht, datt een - wann ech dat kéint esou ausdrécken - e Portefeuille vun Zilländer huet, wou ee kann an deene Länner, wou et besser virugeet, méi maachen, an an deenen, wou et net esou gutt virugeet, muss méi iwwer Dialogue politique a Kooperatioun an Iwwerzeegungsaarbecht hikommen.

Grosso modo ass et richteg, datt mer de Kär vun deenen Zilländer bäibehalen, datt mer aus deenen erausginn, déi hir Capacité de génération de richesse esou entwéckelt hunn, datt se selwer kënnen iwwer intern Redistributioun hire Leit entgéintkommen. Do wär et falsch, wa mer géifen dat maachen, wat déi Länner scho selwer kënne maachen. Well wann Entwécklungskooperatioun heescht engem aneren d'Méiglechkeet ginn, sech selwer ze entwéckelen, da wär dat Zil jo scho praktesch a Länner wéi Namibien an El Salvador zum gréissten Deel erreecht.

Dat Zweet, dat ass de Caractère vun der Entwécklungspolitik. Ech bleiwen nach wie vor der Meenung - an dat gehéiert zu deene wéinegen Iwwerzeegungen, déi ech hunn -, datt wann ee mengt déi Entwécklungspolitik misst utilitaristesch ausgeriicht ginn, dann ass een um Holzwee. Wann ee mengt, et misst een Interventiounen am Domän vun der Aide humanitaire d'urgence all Kéier justifiéiere mat engem Avantage fir eis, da si mer um Holzwee. Well wann een dann net direkt en Avantage ka fir eis ausmaachen, huet een d'Tendenz opgond vun där Approche, fir dann déi Hëllef net ze maachen.

Datselwecht gëllt fir d'Entwécklungspolitik am grousse Ganzen, do wou effektiv Projeten a Programmer a strategesch Ausriichtungen an der Kooperatioun ugestrieft ginn. Och wann een do ëmmer nëmme sicht wat fir eis kann erausfalen, ass een och um Holzwee. Well wann d'Entwécklungspolitik der Bekämpfung vun der Aarmut soll déngen, dann hu mer Problemer ze léisen do, wou d'Leit aarm sinn, an net Problemer bei eis ze léisen.

Wann een net erkläert kritt, datt ee sech do selbstlos soll deem Zil verschreiwen, da riskéiert een eng Partie Feeler ze maachen. Dat mag kuerzfristeg net aliichten, mä längerfristeg an och am Réckbléck aus deene verschiddenen Evaluatiounen, déi gemaach goufen, gëtt dat do erkennbar.

Ech wollt e Wuert soen iwwert d'Kohärenz vun de Politiken. Ech wëll emol soen, wat et net ass. D'Kohärenz vun de Politiken ass net, wann d'Weltbank am Irak Scholden noléisst a sech da jorelaang fléiwe léisst, bis se dann och op de Wee geet, fir datselwecht ze maache vis-à-vis vun afrikanesche Länner. Kohärent wär et, datt ee géif soen: Mir ginn iwwerall do hëllefen, wou et Sënn mécht, an net nëmmen aus geostrategeschen oder geopoliteschen Iwwerleeungen eraus.

D'Kohärenz vun de Politiken heescht och, datt déi 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun sech endlech déi Kohärenz ginn, déi ëmmer erëm a Sonndesriede betount gëtt. Et geet u mat den Engagementer, déi Der kënnt vergläiche mat der Losung: „Folget meinen Worten, aber nicht meinen Taten."

Hei ass zu Lëtzebuerg feierlech beschloss ginn ënner Lëtzebuerger Présidence, datt d'Länner alleguer hire Méiglechkeeten entspriechend géifen op 0,7% histeieren. Déi nei Memberstate vun der Europäescher Unioun e bësse manner, well deenen och net esou vill zouzemudden ass, a wëssend och, datt se bei sech doheem nach ganz vill Précaritéit hunn, war dat en Zil, un dat sech awer elo net gehal gëtt.

Eis huet et geschéngt et hätt ee missen do linear all Joer kënnen eropgoen. Linear, fir dat budgetär kënnen ze verkraften. Linear och, well dat dann déi Efforten, déi sech erginn a puncto Ausriichtung vun Entwécklungspolitiken, a puncto Konzeptioun, a puncto wëssenschaftlechem Ënnerbau vun deeneselwechte Politiken absolut indispensabel ass, an och a puncto Akzeptanz. Et kann een net vun engem Dag op deen anere vun 0,3 op 0,7% goen. Do riskéiert ee méi Pannen a kuerzer Zäit ze begéinen, wéi et der nohalteger Akzeptanz vun der Entwécklungspolitik förderlech ass.

Kohärenz vun de Politiken heescht och, datt een et international fäerdeg bréngt, datt déi verschidden Organisatiounen, déi mer hunn - Organisation mondiale du Commerce, Organisation internationale du Travail, Fonds monétaire international, Banque mondiale -, matenee schwätzen. Dat, wat an deem engen Domän gemaach gëtt, gëtt an deem aneren Domän nach eng Kéier neutraliséiert.

Wann antidumping Bestëmmungen an der OMC d'Regel sinn, an et gëtt en Tribunal de règlement de différence, fir och esou Verstéiss ze enden, da kann ee locker am Kader vun den Engagementer oder Netengagementer, déi am Fonds monétaire international geholl goufen, dogéint verstoussen, andeem datt ee systematesch seng Währung ënnert dem Wäert léisst.

Wéi dat zum Beispill fir China de Fall ass. A wa mer vu China schwätzen, da si mer erëm eng Kéier bei engem vun den éischten Acteuren um afrikanesche Kontinent, déi et fäerdeg bréngen duerch de chronesch sous-évaluéierten Yuan Produiten aus China op den afrikanesche Maart, an zwar an der Économie informelle, ukommen ze loossen. An déi ginn deenen aarme Leit, déi mat rudimentäre Moyenë kleng Objete fabrizéieren, déi se um Marché informell verkafen, nach Konkurrenz maachen. Méi dégueulasse an inkohärent kann et wierklech net goen.

Wann ee vu Kohärenz vun de Politike schwätzt, da muss een den Impakt vun deenen dote Praktiken analyséieren. Mir sinn do net ganz onschëlleg drun. Mir hu jo gesinn, wéi mer elo gelidden hunn, andeems datt déi déi menge si wieren esou grouss, datt se déi Kleng net méi bräichten, wéi Frankräich an Däitschland a Groussbritannien an Italien, mir wieren op engem Punkt ukomm, wou déi aner eis géife lénks leie loossen. Et huet eis ganz wéi gedoen, an et huet hei zu Lëtzebuerg zu ganz ville Malaisen Ulass ginn an de leschte Méint.

Mir hunn dat och permanent stigmatiséiert, well mir der Meenung sinn, zu Recht, datt déi Kris, an där mer dra sinn, datt mer do d'Efforten an d'Inpute vun deene 27 Länner plus d'Kommissioun vu Bréissel brauche fir déi in etwa ze beherrschen, in etwa meeschter ze ginn, eis esou ze organiséieren, datt mer kënnen déi mannste schlechte Solutiounen zréckbehalen, esou laang wéi keng besser an Aussiicht sinn. Mä mer ginn awer domadder implizit zou, datt mer der Meenung sinn, datt de Benin oder de Senegal oder den Niger absolut à même sinn, fir selwer mat hire Problemer fäerdeg ze ginn.

Zur Kohärenz vun der Politik gehéiert och d'Förderung vun der Dimension régionale. Wann een um lénken Ufer vum Niger e Spidol huet, wat en Département de l'obstétrique huet, an et huet een op deem rietsen Ufer vum Niger 100 km weider genau datselwecht, an et huet een op wäiter Flur iwwerhaapt keng aner Servicer, déi am Gesondheetsberäich ukomm sinn, da gëtt erkennbar wéi noutwendeg datt et ass, datt een déi Problemer do op regionaler Basis erfaasst. Nämlech grenziwwerschreidend a permanent op der Sich no Complémentaritéit, esou laang wéi et hannen a vir net duergeet, fir eng flächendeckend Gesondheet ze offréieren.

Zur Kohärenz vun der Politik gehéiert och, datt Europa aus engem Mond schwätzt. Offiziell ass dat de Fall, am Journal officiel gëtt dat och erkennbar. An de Rieden, déi virum Europaparlament an offizielle Missioune vu Vertrieder vun der Kommissioun a vum Conseil gesot ginn, héiert een dat och ëmmer. Wann een an der Praxis awer kuckt wat lass ass, da fält engem op, datt iwwert déi grouss Objektiver d'Opinions publiques net dohanner stinn an d'Regierungen och net ganz staark.

Wann ech mat engem Vertrieder aus Lettland schwätzen, aus Polen oder aus Estonien, an ech schwätzen iwwer Entwécklungspolitik, da gesinn déi nëmme just Wäissrussland a Moldawien, an och nach e puer Länner am Kaukasus. Déi kucken nëmme just no Osten. Jee nodeem, mat wat fir enge Vertrieder ech aus dem Süde vun der Europäescher Unioun schwätzen, gesinn déi haaptsächlech de Caractère méditerranéen. Spuenien kuckt bal ausschliesslech no Latäinamerika. De Stack vun de Grënnerlänner vun der Europäescher Unioun, dat sinn am Fong déi Eenzeg, déi e relativ komplett Bild vun deem Ganze mat gemeinsam droen.

Do ass nach a puncto Kohärenz vun de Politiken enorm vill ze maachen. An och wann een iwwert d'Zilsetzunge schwätzt, da mierkt een, datt do nach Welte leien tëschent de Virstellung<e vun deenen engen a vun deenen aneren. Et kann net eng Europapolitik gemaach gi fir d'Mëttelmierlänner, déi just vu Frankräich, Italien a Spuenien a Griicheland gedroe gëtt, an net vun deenen 23 aneren. Entweder gëtt se vun deene 27 Länner gedroen, an dann, souwuel vu 27 Länner gëtt d'Mëttelmierpolitik gedroe wéi och d'Politique de voisinage, wéi och de Rescht vun der Kooperatiounspolitik mat deenen anere Länner.

Ech hunn d'Gefill, datt do den État politique an den État réel ganz wäit ausernee leien. Dat bréngt mech zu der Noutwendegkeet, fir ze kucken, wéi ee kann déi eenzel Acteuren asetzen. An do beschränken ech mech jo bis elo a menger Interventioun haaptsächlech op déi staatlech. Ech wëll awer och e Wuert soen iwwert déi net staatlech Acteuren.

Et gëtt oft probéiert, an dat ass och e Versuch deen an der Déclaration de Paris gemaach ginn ass, fir d'ONGen op d'Politike vun deenen eenzelne Länner ze - ech weess net ob alignéieren dat richtegt Wuert ass -, mä fir se jiddefalls méi no bäi ze bréngen. Ech mengen als een, dee selwer e staatlechen Acteur war, oder jiddefalls déi Funktioun incarnéiert huet, soll een de Caractère non-gouvernemental respektéieren.

Et soll een och net higoen a mengen, si solle sech gruppéieren. Wa se dat wëlle maachen, kënne se dat aus fräie Stécker maachen. Wa se dat wëlle maachen an et ass hire Choix, da kënne se derbäi gehollef kréien. Mä ech mengen et ass net un ons fir hinne virzeschreiwen, wat se do ze maachen hunn. Dat wier net gutt, well d'ONGen hunn eng ganz spezifesch Funktioun.

Si kënnen oft do asprangen, wou de staatlechen Acteur net ka präsent sinn. Si hunn eng Bréckefunktioun tëschent de Bevölkerungen am Süden an deenen am Norden, doduerch datt se och ganz staark an der Sensibilisatioun täteg sinn. Si hunn eng Proximitéit mat den Acteuren um Terrain an Afrika, déi een als staatlech Acteuren net ëmmer an deem Ausmooss kann hunn. An duerfir mengen ech wier et en absolut indispensabelen Ingrédient an där ganzer Démarche. Déi Formulen, déi bis elo fonnt gi sinn, Programmes indicatifs de coopération, an déi hinnen och erméiglechen, datt se sech kënne strategesch besser virbereeden op hir Aufgaben, mengen ech wier den Optimum, deen een do kéint erreechen.

Si droe wesentlech zur Akzeptanz vun der Entwécklungspolitik bäi. Si kënnen allerdéngs och, am Kader vun enger Pann, zum Refus vun därselwechter Politik bäidroen. Déi grouss Hantise vun deenen, déi sech mat Entwécklungspolitik ofginn, ass déi, datt iergendeng Pann anzwousch virfält. Deen, deen dat éischter locker kommentéiert, an deem am Fong de Weiderbestand vun der Entwécklungspolitik net esou um Häerz läit, deem kann dat egal sinn. Mä een, deen awer un der Akzeptanz vun der Politik interesséiert ass, dee muss wëssen, datt mer en Intérêt hunn, datt keen eng - wéi mer op Lëtzebuergesch soen - „komme léisst".

Den Dialog ass indispensabel fir weiderzekommen. Ech fannen, datt mer och deen Dialog, dee mer an der Chamber fonnt hunn, tëschent der Commission des Affaires étrangères mat den Acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, datt deen an der Rei ass, datt ee wuel ëmmer mengt, et hätt ee kënne méi diskutéieren, mä ech fannen, datt déi Échangen, déi mer haten, ob dat iwwer Relatiounen, Klima, Kooperatioun, Environnementspolitik war, ob dat iwwert d'Ausriichtung vun der Entwécklungspolitik war, ob dat Commentairë waren iwwer eenzel Beräicher an der Kooperatiounspolitik, déi gi mer jiddefalls e gutt Gefill. Ech mengen et ass wichteg, datt mer d'Akzeptatioun vun der Politik hei weider förderen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt ofschléissend nach eng Kéier op de Caractère désintéressé oder non-utilitariste zréckkommen. Wa mer et fäerdegbréngen, datt mer kënnen op 1% kommen, a mir ënnersträichen dat Zil och als Demokratesch Partei, a mir ginn och domat den Engagement an, fir an deenen nächste Méint respektiv an deenen nächste Joren dat do mat Déterminatioun dobaussen ze vertrieden, well dat do ass eppes wat sech net vum selwen dobaussen explizéiert. Well et ginn der, déi mat enger ganz einfacher arithmetescher, primitiver Approche dat do kënnen zerrieden. Da musse mer zolidd Argumenter hunn.

Wa mer et fäerdegbréngen, datt mer déi Argumenter, déi mer hei an dëser Debatt beméien, eriwwerkréien, a wa mer et fäerdegbréngen, datt déi aus de Schoule kommen an déi dat och akzeptéieren - well ech ginn dervun aus, datt och an de Schoulen doriwwer geschwat gëtt, an et gi jo och Sensibilisatiounscampagnen vis-à-vis vun de Kanner -, wa mer et fäerdegbréngen, datt déi erauskommen an datt déi och der Meenung sinn, datt d'Aarmutsbekämpfung dat iewescht Zil an der Entwécklungspolitik ass, ouni direkt no engem Avantage fir eis ze froen, da kënne mer soen, datt dat, wat an de Cours d'instruction civique, an de Cours de morale laïque oder an de Reliounscoursen geléiert ginn ass, net ëmsoss war.

Wann do awer Téin ufalen, wéi mer se éischter beim Comptoir gewinnt sinn, da mengen ech muss een och de Wäert vun esou Coursen hannerfroen. Dat do huet mat Ethik ze dinn, dat do huet mat Responsabilitéit ze dinn, dat do huet mat Développement durable ze dinn, dat do huet mat Solidaritéit ze dinn, déi eng duebel Dimensioun huet, nämlech eng no baussen an eng no bannen. Déi zwou hat ech schonn d'Geleeënheet hei an Interventiounen an deene Jore virdrun ze ënnersträichen, déi kann een net eng vun där anerer lassgeléist gesinn. Et ass net dat eent oder dat anert. Et ass dat eent an dat anert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech gläich de Mercië vum Minister uschléissen an all de Leit, déi an der Kooperatioun schaffen, hei am Land an um Terrain, Merci soen. Ech zielen och keen op, fir dass ech kee vergiessen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zënter laangem e Konsens, dass mer schrëttweis sollen d'Zil erreechen, fir 1% vun eisem Revenu national brut an d'Entwécklungszesummenaarbecht ze investéieren. Wann den RNB zréckgeet, geet doduerch natierlech och an absoluten Zuelen de Volume vun der APD zréck. Wann den RNB zum Beispill géif ëm 3% zréckgoen, reduzéiert sech och de Montant, deen der Kooperatioun zur Verfügung steet, am selwechte Mooss.

Wa mer eis Politik fortsetzen, wou mer prozentual gekuckt d'Hëllef vu Joer zu Joer liicht eropgesat hunn, kéint dee Montant, dee mer am leschte Joer haten, ongefëier bäibehale ginn. Et muss een allerdéngs dermat rechnen, dass den Abroch vun de Recettë vun eisem Stat vill méi dramatesch ka ginn. Dat heescht awer net, dass dann den RNB am nämlechte Mooss erofgeet. Falls mer also de Montant vun der Kooperatioun ongefëier um nämlechte Niveau hale wéi d'lescht Joer, heescht dat, dass d'Kooperatioun vill méi en héijen Undeel um Statsbudget kritt wéi an deene leschte Joren.

Firwat musse mer eist 1%-Zil bäibehalen? Eng Rei vu Länner, wéi Italien oder Lettland, hunn hire Budget fir d'Entwécklungshëllef schonn drastesch gekierzt. Besonnesch erschreckend ass awer, dass Irland, opgrond vun der Kris an ouni vill Fiederliesens, seng Hëllef ëm 10% reduzéiert huet, obwuel et nach viru kuerzem grouss Ustrengunge gemaach huet, fir d'Zil vun 0,7% vum RNB ze erreechen.

Lëtzebuerg muss also elo e Signal setzen an u sengen Ziler festhalen. Et muss weider u seng Partner an Europa appeléieren, d'Entwécklungshëllef net ze kierzen, well se an deenen aarme Länner bluttnéideg gebraucht gëtt. Grad als ee vun de Musterschüler an dësem Beräich muss Lëtzebuerg demonstréieren, dass a schwéieren Zäite Solidaritéit wierklech eppes bedeit. Et muss ee sech virun Aen halen, dass all Prozentpunkt ëm deen d'Hëllef aus Europa zréckgeet méi extrem Aarmut, méi Hoffnungslosegkeet a méi Konflikter bedeit.

Wann ee Suen am Iwwerfloss huet, ass et einfach sech grousszügeg ze weisen. Echt Solidaritéit beweist sech awer grad a schlechten Zäiten. Eist Zil vun engem Prozent bäizehalen, musse mer awer och, well mer bei eise Partner an der Flicht stinn. Mir hunn eis Ënnerstëtzung versprach a mussen och verlässlech sinn.

Dës Länner wäerte souwuel ënnert der weltwäiter Finanz- a Wirtschaftskris, ënnert de Problemer, déi bei den Accords de Partenariats économiques an aner Handelsmesurë créëiert ginn, an och duerch d'Konsequenze vum Klimawandel leiden. Do wier et dann onverantwortlech hinnen och nach dat bëssen ewechzehuelen, wat mer hinnen am Kader vun eiser Kooperatioun zougesot hunn.

Ech wollt ursprünglech eng Motioun maachen, an do hunn ech mer geduecht, dräi Méint virun de Wahlen, mer hunn d'nächst Kéier eng aner Chamber, mer hu vläicht eng aner Regierung, aner Leit - Wee weess wéi d'Situatioun ausgesäit? Duerfir wollt ech en Appel maachen, wollt ech dat ëmbauen als Appel un all politesch Acteuren hei am Land, déi vun haut an déi vu muer.

Ech constatéiere fir d'éischt emol, dass déi aktuell Wirtschaftskris zu Lëtzebuerg, an Europa, mä virun allem an der ganzer Welt vill Leed verursaacht. An ech soen och, dass déi aarm Länner iwwerduerchschnëttlech haart vun dëser Kris getraff ginn. Mir wëssen och, dass déi aarm Länner keng Reserven hunn, besonnesch keng finanziell Reserven, fir dëse Coût vun der Wirtschaftskris opzefänken.

Mir wëssen, dass déi aarm Länner niewent der Wirtschafts- a Finanzkris natierlech och haart getraff sinn duerch d'Klimakris, d'Liewensmëttelkris an d'Energiekris. Mir wëssen och, dass dës Krisen d'Denken an d'Handelen, wat déi weltwäit Solidaritéit an nohalteg Entwécklung ugeet, staark ënner Drock setzt. Mir däerfen also och net vergiessen, dass mer wéi gesot eng international Obligatioun oder Verflichtung hunn, fir weider ze hëllefen. D'Zukunft vun deenen aarme Länner ass ofhängeg, ass net ze trennen, ass enk verbonne mat der Zukunft vun deene räiche Länner, genau sou wéi d'Zukunft vun deenen aarme Länner verbonnen ass mat där vun de räiche Länner.

D'Lëtzebuerger Chamber an och d'Regierung huet an deene leschte Joren ëmmer erëm widderholl, dass mer wëllen op 1% eropkommen. Duerfir, nach eng Kéier, wëll ech eis alleguer opruffen, déi nächst Chamber, déi nächst Regierung, weiderzemaachen an där Solidaritéitspolitik, dass mer wéi gesot deen 1% bäibehalen, dass mer awer och de Budget vun der Aide publique au développement net däerfe polluéieren, entre guillemets, mat anere Posten, an dass mer och sollen, wat ech ganz wichteg fannen, de Prinzip vun der Aide non-liée weider behalen.

Ech ruffen och op, dass mer weider ambitiéis bleiwe mussen um Gebitt vun der nohalteger Entwécklung an de propperen Energien an den Entwécklungslänner, an, wat ganz wichteg ass, dass mer op all dëse Punkten um europäesche Plang an um internationale Plang dës Punkte vertrieden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir, déi räich Länner, hunn an deene leschte sechs Méint zu Recht dausende Milliarden investéiert, fir d'Banken ze retten. Räich Länner kënne sech dat, wéi ech virdru gesot hunn, erlaben. Déi aarm Länner kënnen dat net. Si hu keng Reserve méi, an och hir Recettë ginn duerch verschidden Ursaachen erof. De Minister huet dat och scho gesot.

D'Präisser vu ville Grondstoffer falen. Déi Suen, déi d'Familljememberen heemschécken, sinn och réckleefeg. Déi westlech Banken, d'Fonds d'investissements an institutionell Investoren zéien hir Fonge massiv zréck, an d'Budgete fir Entwécklungshëllef, wéi ech scho gesot hunn, sti weltwäit ënner Drock.

Wat gegollt huet fir d'Folge vun der Klimakris, déi verursaacht ginn ass duerch e weltwäit explosiounsaarteg gestigene Gebrauch vun Energië vun de räichen a vun de Schwellelänner, gëllt och fir dës Finanz- a Wirtschaftskris. Déi aarm Länner bezuelen d'Rechnung fir eng Kris, déi si net verursaacht hunn.

Niewent deene staarken a moraleschen Argumenter fir Entwécklungshëllef weiderzebréngen, ginn et och staark Argumenter déi, mengen ech, an eisem eegenen Intérêt sinn. Och de Minister huet dat schonn ugeschwat. Eng Welt, wou d'Inégalitéite weider wuessen, wou eng extrem Aarmut weider wiisst, ass eng Welt mat méi Onstabilitéit, vill méi Konflikter an eng Migration forcée, déi och eropgeet.

Ech froe mech - ech brauch mech dat net ze froen -, ech sinn iwwerzeegt, dass dat eis herno wahrscheinlech méi kascht, wéi dat, wat elo an Entwécklungshëllef an Zesummenaarbecht gestach gëtt. Dat hätt nämlech alles direkt Folgen op eise Wuelstand, an och op d'Sécherheet, a bréngt wéi gesot och nach grouss Gefore fir eis Ëmwelt.

Doriwwer eraus däerfe mer mengen ech awer och net vergiessen, dass d'Entwécklungslänner och elo schonn e wichtegen Handelspartner fir Europa sinn, respektiv e groussen Ofsazmaart fir eis europäesch Exportprodukter kënne bedeiten. Och aus enger ekonomescher Perspektiv, wann een eng Milliard Mënschen aus dem Boot fale léisst, ass dat keng gutt Saach fir e Kontinent mat enger Handelstraditioun wéi Europa. Grad elo, wou europawäit d'Budgete vun der Entwécklungshëllef ënner Drock stinn, ass d'Cohérence des politiques, déi de Mëtteg schonn oft ugeschwat ginn ass, méi wéi jee richteg.

Mir hei zu Lëtzebuerg mussen natierlech all eis Politike besser openeen ofstëmmen, andeems mer méi Rücksicht huelen op d'Entwécklungslänner. Dat gëllt besonnesch, ech hunn et schonn ugeschwat, fir d'Klimapolitik, d'Agrarpolitik, d'Handelspolitik. An duerfir sinn ech och frou, dass ech an där Proposition de loi - déi d'Madame Err an ech -, déi d'Madame Err herno hei wäert déposéieren, deen Aspekt vun der Cohérence des politiques och an déi Proposition

de loi eragesat hunn, wou mer soen, dass all Joer misst e Rapport annuel iwwert d'Cohérence des politiques gemaach ginn hei an der Chamber.

Et wier eng interessant Saach, Här Minister, da séizt Dir och vläicht net eleng hei, da wiere vläicht déi Kolleegen, déi fir Klima-, Energie- an Agrarpolitik do wieren niewent Iech, an da kéinte mer do eng kohärent Diskussioun féieren. Ech mengen, et ass jo och eng Recommandatioun, wat de CAD ugeschwat huet.

D'Cohérence des politiques, dat soen och d'ONGen, musse mer wierklech méi genau ënnert d'Lupp huelen. All Land vun der EU muss jo och all zwee Joer e Rapport de cohérence bei d'Kommissioun op Bréissel schécken. A falls ech do richteg informéiert sinn an dat richteg e Méindeg an der Kommissiounssëtzung verstanen hunn, ass jo eisen Délai fir September 2009, an do wier et mengen ech interessant, Här Minister, wann Dir, éier Dir dat Dokument op Bréissel schéckt, eis dat eng Kéier kéint an d'Kommissioun presentéiere kommen.

Zur Cohérence des politiques gehéiert och, dass mer eis Gedanke maachen iwwer eisen eegene Konsum an déi Aart, wéi mer mat deenen natierleche Ressourcen ëmginn a wat mer ënner wat fir enge Bedingungen importéieren an exportéieren.

Folgend Aspekter hunn och Afloss op d'Aarmut: D'Rohstoffer, déi - wéi mer wëssen - net onendlech sinn, déi mer verbrauchen an déi duerfir aneren dann net méi zur Verfügung stinn; an net zulescht och all déi Forme vu Pollutioun, déi weltwäit d'Existenzgrondlag vu Millioune Leit bedroen. All dat wëll ech am Kader vum Klimaschutz nach eng Kéier ervirsträichen.

Ech denken och besonnesch, dass d'Erhale vu fruchtbare Biedem an de Schutz vum Waasser, och dat huet de Minister jo ugeschwat, domat enk verbonne sinn. Duerch extrem Klimabedingunge wéi laang Drécheperioden, Stierm oder Iwwerschwemmungen a ville Regiounen, a ganz besonnesch natierlech an deenen äermste Regioune vun der Welt, an zesumme mat bestehenden Erosiounsproblemer oder Waasserverschmotzung verléieren ëmmer méi Leit déi dürfteg Existenzgrondlag, déi si bis dohinner haten.

Experte schätze bis an d'Joer 2050 iwwer 250 Millioune Klimaflüchtlingen. An do kann ee vläicht eng Klammer opmaachen, dat ass och an der Kommissiounssitzung de Méindeg gesot ginn, dass d'Genfer Flüchtlingskonventioun do nach guer näischt virgesäit iwwert d'Klimaflüchtlingen.

De Klimawandel trëfft wéi gesot déi Äermst haart, well e groussen Deel vun hinne Klengbaueren a Selbstversorger sinn, déi näischt aneschters hunn, wéi dat bëssen, wat se selwer ubauen, an déi Déieren, déi se halen. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mer de Klimawandel net hemmungslos undreiwen, well mir onfäeg sinn, eise Liewensstil ze veränneren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- De Kampf géint de Klimawandel muss zu enger politescher Prioritéit ginn.

E gudden Deel vun eise klimaschiedlechen Emissioune steet bekanntlech a Verbindung mam Verbrauch un Energie. Prioritéit Nummer eent muss deemno sinn: d'Spuere vun der Energie an natierlech d'Steigerung vun der Energieeffizienz bei all eisen Aktivitéiten.

Vill Potenzial, Dir Dammen an Dir Hären, läit och dobäi an neien Technologien, déi oft nach an engem Entwécklungsstadium sinn. Wa mer wëllen, dass d'Mënschen, déi haut an den Entwécklungslänner knapps iwwerliewen, et solle besser hunn, ouni dass si genau wéi mir d'Existenzgrondlag vun hire Kanner opbrauchen, muss et e méiglechst schnellen Technologietransfert ginn.

Klimaschutz ass eng Aufgab, déi nëmme global geléist ka ginn, an dat heescht net, dass mir eis Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg net musse maachen. Mir sollen esou vill wéi méiglech Effort bei eis maachen an eist Potenzial ganz ausschöpfen.

Et ass awer kengem gedéngt, wa mer Mesuren huelen, déi virun allem eis Statistiken opbesseren, andeem mer den Tanktourismus mol mat- a mol erausrechnen, wa si net wierklech dem Klimaschutz zeguttkommen.

Mir wëssen all, dass d'Anhale vun eise Kyoto-Ziler mam Thema Tanktourismus steet a fält. Mä fir de Klimaschutz ass dat zimlech irrelevant, soulaang déiselwecht Kilometere mat deeneselwechten décken Autoe gefuer ginn. Mir mussen och éierlech genuch sinn, dass dat, wat mer hei am Land maache kënnen, net genuch ass an dass d'Kyoto-Ofkommes, esou wéi et eben ausgehandelt ass, eis keng aner Wiel léisst, wéi op flexibel Mechanismen zréckzegräifen.

D'Iddi dohannert ass och net schlecht. Wann een duerch Projeten am Ausland mat engem bestëmmtene Betrag vill méi CO_2 aspueren oder erneierbar Energie hierstelle ka wéi bei eis, ass dat, mengen ech, eng gutt Saach fir de Klimaschutz. Déi Approche ass also net grondsätzlech falsch oder moralesch verwerflech.

Den Hoke läit awer bei der Ëmsetzung vun dëser Iddi. D'ONGe soen eis ëmmer erëm, dass d'Ëmsetzunge vun de sougenanntene CDMen, de Clean Development Measures extrem schlecht ass, keng grouss Fortschrëtter fir de Klimaschutz bréngen an zousätzlech sozial Problemer schafen.

Wann dat esou ass, ass dat e Skandal, e Skandal, dass grad déi äermste Länner op der Welt schonn erëm eng Kéier eis Feeler mussen ausbueden.

Mir mussen also onbedéngt méi Kontroll iwwert dëse Volet kréien, a wann déi responsabel Verwaltung am Moment domadder iwwerfuerdert ass, muss si ausgebaut ginn an déi néideg Fäegkeete kréien, fir dass net nëmmen d'Kooperatiounsgelder, mä och d'Suen aus dem Kyoto-Fonds effizient an am Interesse vun eis all ausgi ginn.

Ganz kuerz: D'Liewensmëttelsécherheet war d'lescht Joer e groussen Thema. Ech si frou, dass de Minister si och eng Kéier ugeschwat huet. Mir däerfen déi Kris net vergiessen, och dat ass am Sënn vun der Cohérence, a mir waren als Deputéiert aus der Kommissioun am September op e ganz interessante Seminär, dee SOS-Faim organiséiert hat op der Uni Lëtzebuerg, wou international Vertrieder waren a wou mer och en interessant Dokument iwwerreecht kritt hunn, en Appel pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysannes durables dans les pays du Sud. Dat, wat si nennen den Appel du Luxembourg. Et ass en interessant Dokument.

Ech wär frou, ech wollt dem Här Chamberspresident dat och iwwerreechen, dass en dem Minister dat ka weiderginn. De Minister huet dat vläicht och scho geschéckt kritt. Ech wär frou, wann eng Kéier am Comité interministériel doriwwer kéint geschwat ginn.

Ech hu gesinn, dass de 5. Februar eng Sitzung vun dem Comité interministériel ass. De Ministère ass jo ganz transparent an huet um Internetsite all déi Ordres du jour an déi Rapporten. Et war leider nach kee Rapport do. Do ass geschwat ginn entre autres iwwert d'Subventiounen, wat d'Exportatioun vun de Produits laitiers ugeet, an - ech huelen och un - e bëssen iwwer Agrarpolitik.

Ass do och iwwert deen Appel geschwat ginn? Ech huelen un, dass Der och nach e Suivi an deem doten Thema hutt an engem vun deenen nächste Comitéen. Duerfir géif ech et interessant fannen, wann deen Appel, deen déi Organisatioune maachen, vläicht eng Kéier vun den Experten an dem Comité interministériel kéint duerchgekuckt ginn.

Erlaabt mir nach ee Punkt vum CAD-Rapport unzeschwätzen an ervirzesträichen. D'Experte vun der OECD, déi hu proposéiert, an ech zitéieren dat, déi schreiwen: «Le Grand-Duché pourrait se reposer davantage sur les systèmes administratifs des pays partenaires et rechercher de nouvelles formes de coopération avec les autres donneurs.»

Wann ech mech net iren, berout déi Recommandatioun op der Déclaration de Paris an huet als Zil, e Wee fräi ze maache fir den Appui oder fir d'Aide budgétaire. Ech hat d'lescht Joer a menger Ried ganz vill a ganz laang iwwert d'Aide oder den Appui budgétaire geschwat, well ech a ville Konferenze war, wou Äre grousse Frënd, den Här Louis Michel, wat jo e ganz grousse Verfechter ass vum Appui budgétaire, do vill Leit konnt iwwerzeegen. En huet op d'Geforen higewisen, en huet awer och d'Chancen an d'Avantagen dovu gesinn.

Dir, Här Minister, waart ëmmer relativ skeptesch. Ech weess, et ass en delikat Thema, well mer wëssen, wann do eng Kéier e Skandal géif geschéien, wa Gelder a falsch Bunne géife kommen, wär dat e Skandal.

Mir hu jo ëmmer gefrot, mir sollen eis eng Erfahrung gi mat dem Appui budgétaire, Pilotprojete maachen. Ech mengen, där lafen och schonn, an ech si ganz frou, dass ech Ären Text gelies hunn, deen Dir publizéiert hutt: «Qui a peur de l'appui budgétaire?» Ech kommen do nach drop zréck.

(Interruption)

Ech wollt just soen, dass et wichteg ass fir eis, dass mer Experienz an deem Domän kréien, dass mer do déi nämlecht Kompetenze kréien, wéi mer weltwäit unerkannt kréie bei der Microfinance.

A wéi gesot, d'Déclaration de Paris, den europäesche Konsensus iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht, de Programme vun Accra an nach vill anerer invitéiere jo och d'Bailleurs de fonds, fir méi op déi nei Modalitéiten zréckzegräifen.

Dat Dokument hunn ech duerchgekuckt. Dat ass iwwregens ganz interessant, Här Minister, dat erauskomm ass ënnert Ärem Numm an ënnert dem Numm vum Direkter vun der Kooperatioun, dem Här Marc Bichler.

Ech hätt just do e klenge Problem, wéi ech an der Introductioun gelies hunn, do steet - ech war iwwerrascht iwwert dee Saz: «Les réticences de l'opinion publique pour cet instrument d'aide sont régulièrement relayées par les ONG et par les députés à l'occasion de débats parlementaires.»

Ech ka mech net erënneren, dass vill Deputéierte sech hei géint den Appui budgétaire ausgesprach hunn. D'Madame Err huet heiansdo op d'Geforen higewisen. Ech hunn haut nach mat hir geschwat a si sot, dass si och a ville Konferenze war an dass ee mat gudden Argumenter si och konnt dervun iwwerzeegen an dass mer do sollen awer och Erfahrunge sammelen.

Déi positiv Aspekter vun dem Appui budgétaire, déi sinn, dass - hunn ech ëmmer gesot - de politeschen Dialog zwëschent de Partnere gefuerdert gëtt an d'Hëllefe vun de Bailleure sinn duerch en Appui budgétaire och, mengen ech, besser openeen ofgestëmmt, an dat geet jo…

M. le Président.- Entschëllegt, erlaabt Der eng Tëschefro vum Minister?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här Angel, ech wollt Iech eng Fro stelle par rapport zu Ärer Proposition de loi, wou ech am Fong jo, wat de Fong ubelaangt, mat Iech averstane sinn.

Dir gesitt do eng Rei Prozedure vir, dat sinn national Lëtzebuerger Prozeduren. Dir sidd amgaang, hei e Plädoyer ze halen, datt mer sollen d'Prozedur vun eise Partnerlänner anhalen.

Wéi maache mer dat, wa mer souwuel déi eng wéi déi aner sollen anhalen?

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech mengen, Dir wësst genau, mir hunn déi Proposition de loi virgestallt als Texte martyr, do solle mer nach all matenee kënnen driwwer diskutéieren,…

(Interruption)

…an ech gesi kee konkrete Punkt an där Proposition de loi, deen d'Aide budgétaire géif verbidden; wann Der dee fannt, kënnt Der mer e virliesen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech soe menge Regierungskolleegen net, datt d'Proposition-de-loien an Zukunft Textemartyrë sinn, Här Angel, awer!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn dat Wuert Texte martyr gebraucht an deem Sënn, dass dat en Text soll sinn, wou mer, wann en an d'Kommissioune kënnt, wou all Mënsch ka matschaffen.

Une voix.- Et ass e Brouillon.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Et ass e Brouillon, et ass eng Virlag, eng Textvirlag,…

(Interruptions diverses)

…et ass eng Textvirlag…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Eng Proposition de loi muss awer prezis sinn, Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Also, Här Bausch, eis Proposition de loi ass extrem prezis, mä mir sinn net wéi Déi Gréng, dass mir soen, wat mir bréngen,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…ass direkt perfekt an dat muss esou ugeholl sinn. Mir hunn eng Traditioun bei eis, dass mer kënne mat aneren diskutéieren a mat aneren hir Iddië mat erabréngen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst den Här Angel seng Ausféierunge maachen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir sinn net ëmmer déi, déi mam héichgehuewene Fanger kommen a soen, dat do ass e Gesamtkonzept, wou een net méi drun däerf réckele goen. Mir sinn do vill méi op, Här Bausch.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Setzt en emol op den Internet, da kucke mer emol d'Reaktiounen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Majo, ech hoffen, dass Dir Zäit hutt, fir en ze liesen. Ech si ganz gär bereet, eng Kéier mat Iech doriwwer ze diskutéieren

(Interruptions diverses)

Kréien ech déi Zäit do herno guttgerechent, wou ech hei gestéiert gi sinn?

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech passen op, dass Der zu Ärem Recht kommt an ech géif elo jiddereen heibanne bieden, dem honorabelen Här Angel nozelauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Hie provozéiert eis.

M. le Président.- Also, Här Gira, ech hunn nach net ee Saz héieren, wou den Här Angel hei provozéiert huet…

(Hilarité)

Ech mengen, déi Remarquen do, déi sinn…

(Interruptions)

Op jidde Fall an dëser Ried net.

Sou, elo ass et um Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Fir dass ech selwer och kohärent bleiwen, wollt ech och en Thema uschwätzen, wat ech och ëmmer erëm ugeschwat hunn a wat en Thema ass, wou een an der Lescht net méi vill driwwer héiert. Dat sinn déi sougenannten APEen. Ëm dës Handelsaccorden zwëschent den AKP-Staten an der Europäescher Unioun, déi Accords de partenariat économique, ass et an der leschter Zäit wéi gesot roueg ginn.

Dat läit awer net dorun, dass all Problemer am Zesummenhang mat dëse Fräihandelsofkommesse geléist sinn. Vill méi sinn déi wesentlech Meenungsverschiddenheeten zwëschent der Unioun an den AKP-Länner nach ëmmer déiselwecht. Ënner anerem gëtt eng Liberaliséierung vun 80% vun den Echangë vun den AKP-Länner als ze vill héich emfonnt, an de Volet développement ass nach ëmmer esou onkloer wéi virun engem Joer.

Zur Erënnerung: Nëmmen déi karibesch Staten hu jo bis elo esou en APE ënnerschriwwen, all déi aner Länner sinn nach amgaang ze verhandelen, eng Rei vun afrikanesche Länner hu sougenannten Interimsaccorden ënnerschriwwen, allerdéngs sollen déi fréier oder spéider an e richtegen APE ëmgewandelt ginn. Déi Länner verhandelen also weider. D'Négociatioune si fragmentéiert, all Regioun fonctionnéiert a senger Logik an a senger Vitesse.

Zwar huet de Changement an der Kommissioun zu Bréissel, wou d'Madame Catherine Ashton den Här Peter Mandelson ersat huet, dem Verhandlungsklima sécher guttgedoen. Déi nei Handelskommissärin huet eng méi grouss Flexibilitéit vu Säite vun der Kommissioun versprach an huet sech och bereet erklläert, fir déi ëmstridde Klausel - d'Clause de la nation la plus favorisée - an de Verträg nach eng Kéier ze iwwerschaffen.

An engem Interview am Februar sot d'Kommissärin Ashton och, dass d'Fro, wéini déi APE-Verhandlungen ofgeschloss sinn, net esou relevant wär. Dat Wichtegst wär, dass mer gutt APE géife kréien. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Si benotzt also emol eng ganz aner Rhetorik wéi hire Virgänger. Allerdéngs bekloe sech déi afrikanesch Négociateuren um Terrain, dass dëse Wiessel an der Rhetorik nach ëmmer net richteg um Terrain ukomm ass, dat heescht, dass an de konkrete Verhandlungen um techneschen Niveau déi europäesch Positiounen nach ëmmer déiselwecht bleiwen.

Bei dëse Verhandlunge wär sécher méi Engagement vun den europäesche Kooperatiounsministere gefrot, wa mer deen Dossier nach wëllen zu engem glécklechen Enn féieren.

Et huet een d'Gefill, wéi wann d'Memberstate vun der EU géifen ewechkucken an hoffen, dass d'Kommissioun déi Accorden ouni vill Kaméidi ënnerdaach kritt. D'Relatiounen zwëschent den AKP-Staten an Europa sinn awer ze vill wichteg, fir dass mer et riskéiere kënnen, dass dës Verhandlunge scheiteren oder dass et zu schlechten Accordë kënnt.

Et wär also menger Meenung no gutt, wann déi Négociatiounen net eenzeg an eleng op engem techneschen Niveau géife stattfannen, mä dass et an noer Zukunft zu engem Treffen op héijem politeschem Niveau, op enger héijer politescher Ebene misst kommen, wou eng gemeinsam politesch Visioun fir d'Zukunft vun den APE-Verhandlunge kéint festgeluecht ginn.

Ech wollt de Minister Schiltz duerfir froen, ob hien an dësem Punkt menger Meenung ass, déi iwwregens och déi vu villen europäeschen ONGen ass, ob en déi Meenung deelt an ob seng europäesch Kolleegen och vläicht, deen een oder deen anere vun hinnen, der Meenung sinn, dass ee misst op engem politeschen „high level" do virukommen.

D'Problemer si wéi gesot déi nämlecht. Ech kierzen elo, soss gëtt et ze laang, ech hunn Iech dat jo d'lescht Joer erkläert. Déi, déi Haaptproblemer nach eng Kéier wëlle wëssen, kënnen dat jo noliesen.

Ech wollt dem President vun eiser aussepolitescher Kommissioun, dem Ben Fayot, nach Merci soen, dass de Volet Kooperatioun an eiser Kommissioun, déi jo Aussepolitik, Europapolitik, Défense an Immigratioun beinhalt, dass dee Volet Kooperatioun net ze kuerz kënnt, dass mir a ville Réunioune mam Minister, dee sech och ëmmer Zäit geholl huet, mat senge Mataarbechter bei eis ze kommen, gutt preparéiert mat Dokumenter. En huet eis ëmmer Ried an Äntwert gestan. Ech wollt dat hei ënnersträichen a begréissen.

Ech fannen et och gutt, dass mer regelméisseg Réunioune mat de Vertrieder vun den ONGen hunn an dass mer och eng Réunioun hate mat de Vertrieder vum CAD, vum Comité d'aide au développement vun der OCDE; och dat war wichteg.

Mir hunn an enger vun deene Réuniounen och de Rapport 2007 virgestallt kritt. Ech wollt do just nach eng Kéier ervirsträichen, dass mer do feststelle kënnen, dass eis Efforté fir d'Microfinance hir Friichte gedroen hunn an dass mer an deem Domän als internationale Modell ugesi ginn.

Ech fannen et och gutt, dass mer weiderhin d'Semaine de la microfinance finanzéieren, wou ech ëmmer ganz gär higinn, an dass och d'Kooperatioun zwëschent dem Ministère an der ADA gutt leeft, wat dee Midi de la microfinance ubelaangt. Déi zwou lescht Kéieren, wou ech do war, war den Auditoire ze kleng. D'Leit hu sech missen op de Buedem setzen, d'Leit aus der Finanzwelt, d'Bänkeren, déi komm sinn.

De Secteur vun de Finances inclusives baut sech ëmmer méi wäit aus, an dat ass eng gutt Saach. Ech mengen, och, wann dat am Moment eng kleng Nisch ass fir d'Banken a fir d'Fongenindustrie, ëmmerhin ass et eng Nisch, an ech begréissen do déi Efforten, déi vum Minister senger Säit a vu senge Mataarbechter gemaach ginn.

Dir hat eis och d'Lëscht vun de sougenannte Pays cibles oder Pays partenaires privilégiés ginn. Ech wollt hei Froe stellen. Dir hutt deelweis virdrun en détail eis doriwwer opgeklärt, sou dass ech och hei kierze kann.

Ech wollt vläicht nach eng Kéier konkret genau eppes wëssen. Mir gi vun zéng op siwen erof, mir si bei dräi an enger Stratégie de consolidation an zéien eis do zréck, mir ersetzen dat herno duerch ökonomesch Relatiounen, dat hutt Dir eis erkläert.

Ech wollt froen nach eng Kéier: Deele mer elo de Volume vun der Aide op déi siwen, konzentréiere mer eis op déi siwen, déi mer nach hunn an Zukunft, oder gedenkt Der, hutt Der schonn Iddien, ob een aner nei Zillänner kéint kréien? A wann Der eng Décisioun do géift huelen, wollt ech froen, ob mer déi eng Kéier kéinten an der Kommissioun och beschwätzen.

Ech begréissen dann och nach, dass am Ruanda de Programm fir d'Aidsbekämpfung nom Joer 2009 weidergefouert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- D'Aidsbekämpfung ass, wann ech mech net iren, mengen ech, dat sechst Zil vun den Objectifs du Millénaire - Aids a Malaria an aner Krankheeten. Ech si ganz frou, dass mer dat maachen. Mir participéiere jo och um multilaterale Plang an der Aidsbekämpfung. Et sinn och ONGen, déi do ganz aktiv sinn.

Ech wollt dat besonnesch ervirsträichen eng Woch no deene kriminellen Aussoe vum Poopst während senger Afrikarees,…

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- …wou e sech géint d'Kondome bei der Lutte géint de Sida ausgeschwat huet. Dat ass eng Frechheet, dat ass eng Gifle un all déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg, an Europa an an der ganzer Welt versichen, do de Mënschen ze hëllefen a se virun där schrecklecher Krankheet ze schützen.

Iwwert d'Proposition de loi, déi jo Verschiddener hei als Brouillon bezeechnen, déi awer duerchaus kee Brouillon ass, wäert ech elo net méi schwätzen, well meng Kolleegin, d'Madame Err, nach herno do am Detail vläicht drop ageet. Ech wëll Iech just Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech wëll zum Ofschloss de Minister och nach félicitéiere fir säi Buch, wat e gëschter virgestallt huet,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- …fir dat ech leider nach net d'Zäit hat et ze liesen.

Dir sot, Här Minister: „un plus un font trois". Dat ass wonnerschéin. Mir hunn haut vill vu Cohérence des politiques geschwat. Ech fannen, ech hunn déi Cohérence des politiques oft erwähnt, well ech gär hätt, dass emol „un plus un deux" maachen, an net, wéi a villen Domänen „un et un" am Moment „un" oder null ginn. Dofir fannen ech gutt, dass Der Iech ganz héich Ziler setzt, dass eent an eent soll dräi ginn.

Ech hu perséinlech, ouni d'Buch gelies ze hunn, Här Minister, doranner interpretéiert, dass déi Dräi - dat Resultat - fir en Endresultat steet, dass mer no der Finanzkris, no der Klimakris vläicht eng besser Welt kréien, mat manner Inégalitéiten, an dass déi Dräi fir déi besser Welt steet. Dofir sinn ech frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng gutt Entwécklungspolitik maachen. Ech hu jo derfir plädéiert, dass mer esou solle weiderfueren. An ech hunn et bis elo vun all Riedner héieren. Ech si frou, dass mer dee Konsens hunn an dass mer déi Solidaritéit - wéi gesot - och a schwéieren Zäite weider musse maachen.

Ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Fir Déi Gréng schwätzt den honorabelen Här Félix Braz.

Une voix.- Dat ass wann ee kee Gummi undeet: Eent an eent gëtt dräi.

(Hilarité)

Une autre voix.- Dee war net schlecht!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. D'Kooperatiounspolitik ass eng vun deene Matièren, iwwert déi mer eis jo eemol am Joer ënnerhalen. Et ass net fir all d'Matièren de Fall, dass mer eis heibannen ënnerhalen. Dofir ass dann och d'Geleeënheet e Bilan ze zéie vun der Aarbecht vun der Regierung an dëser Matière an de leschte fënnef Joer. Et ass jo eng Matière, bei där hei zu Lëtzebuerg an aller Regel e Konsens besteet. E Konsens iwwert d'Importenz vum Engagement, an e Konsens och wéi den Engagement orientéiert ass.

De Minister, den Här Schiltz, huet och selwer e perséinleche Bilan. Mir wëllen als gréng Fraktioun och hei duerchaus aktéieren, dass mer der Meenung sinn, dass de Minister Schiltz an deene leschte fënnef Joer an dësem Ressort e ganz engagéierte Match gemaach huet mat senge Mataarbechter, déi effektiv exzellent Mataarbechter sinn, esou wéi mer se kennen.

Mir mengen och, dass de Minister Schiltz et an dësem Dossier duerchaus fäerdeg bruecht huet um internationale Plang der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik e Gesiicht an och eng Stëmm ze ginn. D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass international bekannt, net nëmmen duerch hire finanzielle Volumen, mä och duerch d'Aart a Weis wéi se gemaach ginn ass. Dat, menge mer, soll een erausträichen an ënnerstëtzen, fir dass et esou ka weidergefouert ginn, och wa vläicht no deenen nächste Wahlen deen dote Ressort vun enger anerer Persoun géif assuméiert ginn.

Et ass och esou, dass Lëtzebuerg am internationale Kontext eiser Meenung no ëmmer op där richteger Säit stoung, wann et bei Diskussiounen drëms gaangen ass Positiounen ze fannen. Lëtzebuerg huet do och eiser Meenung no e wichtege Rôle an deene leschte Joren en permanence gespillt.

Zu Lëtzebuerg gëtt et vill Sue fir d'Kooperatiounspolitik. Et gëtt och vill Appui, vill politeschen Appui, vill gesellschaftspoliteschen Appui. Et gëtt ganz vill Leit, déi an ONGen organiséiert sinn, déi mat ganz vill Engagement a mat ganz vill Zäitopwand probéieren e Bäitrag ze leeschten zu enger méi gerechter Welt, e Bäitrag ze leeschte géint den Honger an der Welt, géint de Misär an der Welt. Och dat geet vu Lëtzebuerg aus. Et gëtt kee Grond dat anere wëllen ze iwwerloossen. Vill Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, verbrénge ganz vill Zäit an Engagement domadder sech deenen dote Causen ze stellen.

Et gëtt och vill Ofsprooch tëscht der Regierung an deenen ONGen. Grondsätzlech berout déi vill Aarbecht an dee villen Engagement op zwou Gronderkenntnisser.

Déi éischt ass, dass selbstverständlech och déi Länner - de Minister huet dat och virdrun ënnerstrach - aus dem Süden en Deel Responsabilitéit droen. Et soll een net paternalistesch, oder wéi fréier kolonialistesch, erofkucken a maache wéi wann déi Leit do net à même wären eege Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dat ass net de Fall. Et weess een och, wann ee mat Leit aus deene Länner Kontakter huet, dass déi sech duerchaus bewosst sinn, dass se eng eege Responsabilitéit hunn an och bereet sinn déi ze assuméieren.

Mä et ass geneesou kloer, dass se déi Responsabilitéit eleng net kënnen assuméieren, dass se faute de moyens och net kënnen dee Match do eleng packen, dass mir also - an dat ass déi zweet Erkenntnis, op där déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik an de gesellschaftleche Konsens berout - eng Flicht hunn als Länner vun der räicher Welt do ze hëllefen.

De Minister huet eng Partie Pisten opgemaach; zéng huet en der genannt. Ech wëll net op se alleguerten agoen. Ech wëll der just véier oder fënnef hei erausträichen, fir och drop ze äntwerten. Wa schonn eng Ried virausgeet, wëlle mer och probéieren op eenzel Aspekter zumindest eng kleng Äntwert ze ginn.

Notamment op de Punkt, wann de Minister seet, dass et drëms géif goen, dass et an der Kooperatiounspolitik net nëmmen „big players" oder „global players" dierft ginn, mä dass och déi kleng an déi mëttelgrouss Länner e Rôle hätten a si missten hir Stëmm do erhiewen a geltend maachen. Déi Aschätzung deele mer.

Wann de Minister seet, dass och Kooperatiounspolitik Friddenspolitik ass, dann ass dat richteg. Ech wäert awer och duerno nach derzou kommen, dass och Klimapolitik zu Lëtzebuerg Kooperatiounspolitik kéint sinn, awer net ass.

Zweetens, de Minister huet nach eng Kéier am Numm vun der Regierung affirméiert a proposéiert, dass mer solle vun deem Zil vun engem Prozent vum PIB net ofréckelen. Mir sinn der Meenung, dass d'Parlament dat och haut soll bestätegen. Et ass dat, wat d'Regierung hei proposéiert, dass d'Parlament sech deem soll uschléissen.

Mir hunn och eng Motioun preparéiert, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass, wou mer op deen dote Wee wëlle goen, well mer net nëmmen ënner eis an a Rieden eis sollen eens ginn op deen ee Prozent, mä mir sinn der Meenung, dass et och wichteg ass, dass e Signal och hei vum Lëtzebuerger Parlament ausgeet un déi Leit, déi eis nolauschterenn, un aner Partnerlänner, fir kloerzemaachen, dass et an dëse méi schwéieren Zäite kee Grond gëtt, au contraire, fir vun deenen Ziler do ofzeréckelen a weider ambitionéiert ze bleiwen.

Den drëtte Punkt, op deem mer de Minister wëllen ënnerstëtzen, dat ass wann e seet, dass et och e strategescht Virgoe muss sinn. E verweist op eenzel Instrumenter, wéi zum Beispill déi Debatt, déi mer hei féieren, wéi eis Assisë vun der Kooperatioun, wéi de Comité interministériel, wou jo och nach eng Rei Saachen anescht a vläicht och besser kéinte gemaach ginn.

Mä zu deem strategesche Virgoen - an dozou wäert ech och nach kommen - gehéiert eben och, dass mer och dat, wat mer an der Welt priedegen, an dat, wat mer an der Welt probéieren anescht a besser ze maachen, dass mer dat och dann doheem d'selwecht musse praktizéieren, fir dass déi Efforten, déi mer an der Welt développéieren, net opgefriess ginn doduerch, dass mer eist Feelbehuelen, wat zu deem Misär deelweis an der Welt bäigedroen huet, net a Fro stellen oder net staark genuch reduzéiert kréien.

De Minister huet och säi Credo nach eng Kéier widderholl vun den dräi „D"en: Diplomatie, Développement an Défense. Och dat gëtt vum Parlament an och vun der grénger Fraktioun gedroen. Selbstverständlech ënnerstëtze mer och déi Versich vum Minister, fir an aner Ressorten eran eenzel Projeten ze initiéieren an ze développéieren, ob dat am Beräich ass mam Ministère vum Environnement, oder mam Jugendministère, beim Éducatiounsministère, bei de Ponts et Chaussées, bei den Travaux publics, am Beräich vun der Ausschreiwung, awer net nëmme bei hinnen, och bei der Éducatioun an aneren nach, bei den Ausschreiwungen, och bei der Famille zum Beispill. Dat sinn eiser Meenung no richteg Weeër.

Mir ënnerstëtzen och déi Approche, fir bei deem ze bleiwen, wat mer kënnen, also weder eis Moyenen ze dispenséieren, nach eis Capacitéiten ze iwwerschätzen, mä eng geziilt Politik ze bedreiwen an enger Rei Secteuren - de Minister huet se genannt -, an deene mer performant sinn, an deene mer eng reell Plus-value kënne bréngen; an net nëmme Finanzen, mä Know-how, Savoir-faire; am gudde Sënn vum Wuert eng Plus-value kënnen erreechen. Dat ass déi richteg Approche a soll se och an Zukunft bleiwen. Ech wollt just déi puer do ënnersträichen, fir do och eis Zoustëmmung ze ginn.

Vill ass och de Mëtteg schonn iwwert d'Cohérence geschwat ginn. Et sinn eenzel Aspekter vun der Cohérence beliicht ginn. Saachen, mat deene mer kënnen averstane sinn. Et huet awer nach keen d'Cohérence wëllen diskutéieren am Sënn, dass mer et vergläiche mat deem wat mer zu Lëtzebuerg maachen. Kohärenz also tëschent deem, wat mer priedegen, an tëschent deem, wat mer probéieren ze ënnerstëtzen an der Welt, an deem, wat mer zu Lëtzebuerg selwer maachen.

Dat wichtegst Stéchwuert an deem Kontext ass d'Klimapolitik. Mir wësse ganz genee wat haut schonn d'Ravagë sinn an den Entwécklungslänner opgrond vum Klimawiessel. Mir kënnen och ofschätze wéi nach vill méi dramatesch grouss Ravagë wäerte si wéinst der Klimaproblematik an de Länner, déi amgaang sinn ze probéiere sech ze entwéckelen.

Déi Länner sinn historesch net un den Emissioune schold. Dat sinn anerer. A wa mer driwwer diskutéieren, dass mer d'Kooperatiounspolitik wëllen eescht huelen, dass mer deene Länner wëllen hëllefen, da muss et och bien entendu esou sinn, dass mer international eise Bäitrag leeschten an deene Gremien, an deene mer sëtzen, fir op eng aner Klimapolitik ze kommen, an dass mer dat, fir kohärent a crédibel ze sinn, och zu Lëtzebuerg musse praktizéieren.

Dofir ass och déi gréng Fraktioun - an ech gebrauchen dat Wuert net oft, mä haut maachen ech et - skandaliséiert iwwert dat, wat den Ëmweltminister an den Transportminister gëschter op enger Pressekonferenz gesot huet, wou e grousspureg ugekënnegt huet…

Une voix.- Ganz gutt, Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- …mer hätten eng Kurskorrektur fäerdeg bruecht am Beräich vun den CO_2-Emissiounen. An en huet ganz houfreg eng CO_2-Bilanz presentéiert, déi réckleefeg wier fir Lëtzebuerg, ëm 4,3%.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Den Ëmwelt- an Transportminister lenkt domadder nëmme vun engem zimlech dramateschen, schlechte Bilan an deem dote Ressort of. An en ënnerschléit op eng Aart a Weis - op eng scho bal skrupellos Aart a Weis -, op wat eigentlech dee Réckgang zréckzefëieren ass.

(Interruptions)

Et ass dach skandaléis, wann ee gesäit wéi staark d'Ekonomie zréckgaang ass, wann ee genee weess iwwer all déi Betriber, déi kuerz musse schaffen, dass dat selbstverständlech en Impakt huet op eisen Ener-

gieverbrauch an op d'CO_2-Emissiounen. Wann een dann allen Eeschtes mécht wéi wann dat d'Resultat vun enger erfollegräicher Politik wier!

(Interruption)

Et ass dach näischt anescht wéi aarmséileg! Et kann een dach elo net als Ëmweltminister frou driwwer sinn, dass d'Ekonomie Schwieregkeeten huet! An et ass dach näischt anescht, wat gëschter do gesot ginn ass! Wa mer allen Eeschtes als Erfollegsmeldung dem Land verkënnegen, dass mer réckleefeg si bei den CO_2-Emissiounen, wou jiddweree weess firwat dass dat ass, dass dat zum absolut gréissten Deel domat ze dinn huet, dass d'Ekonomie Schwieregkeeten huet, da kann een dat net haart genuch kritiséieren!

Mir fannen dat wierklech inakzeptabel a skandaléis vum Ëmweltminister, wann en dat gemaach huet!

M. le Président.- Här Braz, den Här Minister Schiltz wëllt Iech eng Fro stellen.

(Interruptions diverses)

Här Henckes, Dir hutt d'Wuert net. Den Här Minister Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech denke jo, datt den Här Lux herno heihinner kënnt fir eng Debatt. Da soll den Här Braz dat dann och nach eng Kéier widderhuelen, wann ech gelift.

Une voix.- Dat maache mer gär!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Kennt Der eis, Här Schiltz?

Une autre voix.- D'Kommunikatioun an der Regierung wäert jo awer klappen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Jo, et ass och richteg. Mä et ass awer gradesou gutt, datt wann ee sech hei iwwer een esou opreegt, datt een dat mécht wann deen do sëtzt, datt deen dat ka selwer genéissen…

(Interruption)

…an datt ech net eleng an de Genoss dovunner kommen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et ass bien entendu, dass mer och gären doriwwer mam Minister Lux selwer diskutéieren. Mä firwat soe mer et hei? Firwat soe mer et bei dëser Debatt? Wann Der mer nach 10 Sekonne méi laang nogelauschtert hätt, dann hätt Der schonn d'Äntwert op Är Fro kritt.

Firwat ass et wichteg dat hei ze erwähnen? Mä aus deene virdru genannte Grënn. Well Kooperatiounspolitik net nëmmen dat ka sinn, wat den engagéierte Minister Schiltz an der Welt mécht, op anere Kontinenter, an internationale Gremien, wou mer mat ganz vill Kompetenz a vill nationalem Appui eng Rei Saache probéieren ze initiéieren an eng aner Partie Saache selwer realiséieren, mä dass een dann awer och als Lëtzebuerger Kooperatiounsminister, wann een am Ausland dës Zort Froe géif gestallt kréien, idealerweis eng kohärent Äntwert kéint ofliweren.

Wann awer dee Minister da muss äntwerten: Jo, dat stëmmt. Mir hunn do e klenge Problem. Eis Kyoto-Ziler sinn eis liicht aus dem Rudder gelaf. Mir wëssen, d'Klima ass e bëssen eng Schwieregkeet. Mir wëssen, dat schaaft Iech Misär. Mä kommt, mer schwätzen elo emol iwwert déi nei Schoul am Burkina. Da weess een, dass dat, wat ee mat enger Hand mécht, amgaang ass mat vill méi aneren Hänn och ze zertrümmeren, wa mer doheem d'Hausaufgaben net maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dofir huet dat net nëmme mam Minister Lux ze dinn, well et wär och onfair elo ze soen, hie wär eleng dru schold. Ech stéiere mech un deenen Aussoen, déi hie mécht. Well ech déi onverfruere fannen.

Mä hei ass eng kollektiv Responsabilitéit. An domadder och Är mat, Här Minister Schiltz, vun der Regierung, fir dat, wat Der mat där enger Hand maacht, awer och mat där anerer mat kritesche Froe kënnen ze beäntweren an ze justifiéieren. Dofir gehéiert déi ganz Klimadebatt fir eis als gréng Fraktioun haut zu 100% an de Mëttelpunkt vun der Diskussioun.

Mir hunn déi lescht fënnef Joer oft iwwer Kooperatiounspolitik geschwat: iwwer eenzel Länner, iwwer eenzel Démarchen, iwwer eenzel Projeten. Dat ass alles richteg. Mir hunn eis dat och opgedeelt. De Minister huet sech dat opgedeelt iwwert déi fënnef Joer, fir dat separat ze thematiséieren. Do si mer ganz dermat d'accord.

Mä am Kär steet haut awer bei all deenen Diskussiounen ëmmer nees d'Klimaproblematik. Dofir musse mer eis och doriwwer ënnerhalen. Wann um Enn vu fënnef Joer d'CSV/LSAP-Kooperatiounspolitik wëllt fir zwee Su e Bilan zéien, da muss awer och kënne gekuckt ginn: Wat hu mer da bei den Hausaufgabe gemaach an deene Beräicher, déi zur Kooperatiounspolitik gehéieren? Dofir gehéiert dat och heihinner. An dofir muss een dat och kënne kommentéieren am Kader vun dëser Debatt, wat de Minister Lux gëschter gesot huet.

D'Lëtzebuerger Regierung huet hir Kyoto-Ziler ëm iwwer 23% verpasst. Si sinn net 4,3% réckleefeg, mä mir hu se iwwer 23% verpasst an där Period. Dat ass d'Realitéit, där mer eis musse stellen.

A Lëtzebuerg huet sech d'CO_2-Bilanz och nëmme verbessert doduerch, dass mer e massiven Akaf gemaach hu vun Emissiounsrechter an de leschte Joren - dat hu mer am Ausland gemaach -, déi ëmwelt- a wirtschaftspolitesch keen Impakt hunn zu Lëtzebuerg, a wou mer alles anescht wéi sécher sinn, dass déi Rechter, déi mer do kaf hunn, och virsiichteg ofgeklappt gi sinn op hiren Impakt op d'Entwécklungslänner.

Hu mer dat wierklech bei all deene Rechter, déi mer kaf hunn, gemaach? Si mer wierklech sécher, datt se net nëmmen ëmweltpolitesch eppes bréngen, mä datt se deene Länner och tatsächlech kooperatiounspolitesch eppes bréngen? Do si mer zimlech sécher, dass d'Äntwert dorobber Neen ass, dass mer dat net gemaach hunn. Dofir gehéiert och d'Akafspolitik vun den Emissiounsrechter an eng Kooperatiounsdebatt hei zu Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dofir ass och de Réckgang vun deenen CO_2-Emissiounen aus evidente Grënn net d'Folleg vun iergendenger Trendwend vun der Lëtzebuerger CO_2-Emissiounstabell, mä ganz eendeiteg huet dat konjunkturell Ursaachen. Et huet mat der wirtschaftlecher Rezessioun ze dinn a mat leider soss net ganz villen anere Saachen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat Meescht geet op d'Vëloen hei an der Stad.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi Gréng fuerderen dofir den Ëmweltminister op säin Amt als Ëmweltminister eescht ze huelen an tatsächlech sech de Realitéiten ze stellen an net, och wa Wahle virun der Dier stinn, esou Zuelen ze lancéieren an dat als Erfollegsmeldung ze verkafen. Dat ass dee falsche Wee. Dozou gehéieren aner Diskussiounen. De Slogan misst jo eigentlech da sinn: Bei den CO_2-Emissiounen upaken an net uschmieren, Här Minister Lux.

Déi Debatt ass eben e Stéck Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. Et geet ëm d'Cohérence des politiques, ebe ganz besonnesch am Beräich vum Klimaschutz. Well Cohérence heescht och Crédibilitéit. Dat ass jo ëmmer eng vun den Approchë vun der Regierung, an och vun deene viregten, gewiescht. Mir brauche Crédibilitéit, well mer wëlle beispillhaft sinn, well mer aner Länner wëllen incitéieren de Lëtzebuerger Wee nozegoen. Déi Länner si jo rar, déi an deem doten Ausmooss an d'Kooperatiounspolitik investéieren.

Dofir hu mer ëmmer als Lëtzebuerger gehofft mat eisem Beispill vun engem klenge Land aner méi grouss, méi dichteg Länner mat méi Moyenen och ze mobiliséieren an ze motivéieren op deen dote Wee an der Kooperatiounspolitik ze goen. Mä da muss ee crédibel sinn, wann een dat mécht. Hei geet et also och ëm d'Crédibilitéit vun eiser Kooperatiounspolitik.

Wat kann een da besser maachen? Et misst een zwou nei Erkenntnisser derbäihuelen. Ech hunn der agangs zwou genannt.

Déi éischt ass: Mir mussen eise ressourcëverbrauchende Wuelstandsmodell als eng vun den Ursaachen unerkennen an dann aktiv a proaktiv domadder ëmgoen.

An zweetens, mir missten eis eben zougestoen, dass et an der Kooperatioun net duergeet, wann een anere Leit hëlleft et richteg ze maachen, mä dass een et am eegene Land bei den Hausaufgaben och selwer muss maachen.

A villes vun deem, wat mer maachen, kéint och eben e Stéck Kooperatiounspolitik sinn: am Beräich vun der Agrarpolitik, wou mer net eng Agrarpolitik verfollegen, déi op all de Punkten och kooperatiounspolitesch Sënn mécht. Am Beräich vun der Transportpolitik kéint een dat berücksichtegen; am Beräich vun der Wirtschaftspolitik; vun der Energiepolitik; vun der Finanzpolitik.

Alles dat sinn Themen, wou mer eis mat den Auswierkunge vun der Lëtzebuerger Politik op d'Drëtt Welt méi misste beschäftegen, a fir eist Gefill gëtt et wuel Initiative vum Minister, deen ëmmer nees probéiert an aner Ressorten eenzel Aspekter eranzebréngen, an dat éiert hien och, mä ech mengen awer, dass et vill méi wichteg wier, wann dat keng isoléiert Projete wieren, mä wann déi Bewosstsäinsbildung, déi iwwert dee Wee soll stattfannen, ganz séier Friichte géif droen, fir dass mer tatsächlech kohärent doru schaffen, dass sämtlech Politikberäicher méi enk zesummeschaffen, dass de Kooperatiounsminister am Ausland net nëmme kann dat soen, wat e bis elo gesot huet, mä och elo mat anerem Houfert kann op Lëtzebuerg verweisen als Beispill, net nëmmen am Finanzvolumen, mä och an der politescher Praxis.

Mir brauchen zum Beispill méi Plaz fir eng ökologesch Landwirtschaft, mir brauche méi Plaz fir den „Fair Trade" bei de Marchés publics an esou weider. Mir brauchen awer och méi Zesummenaarbecht mat de Ministèren, an et ass och ugeregt gi vun den ONGen, ob et dann net eng Iddi wier, wann eemol am Joer e Rapport géif gemaach ginn, net nëmmen dee vum Kooperatiounsminister, mä wann - mir hu jo dee Comité interministériel - e gemeinsame Rapport géif gemaach gi vun deene betraffene Ministèren, wou och e Rapport vun deene Ministèrë géif gemaach gi par rapport zum Impakt op d'Kooperatiounspolitik.

Och dat wier en interessanten Exercice, wa mer vun all de Ministèren e gemeinsame Rapport hätten, dee koordinéiert wier op den Impakt vun der Kooperatiounspolitik vun den eenzelne Politiken an deene Ministèren. D'Kooperatioun am Comité ass schéin, mä komm mir zéien eemol am Joer Bilan, wa mer eis schonn eemol am Joer hei gesinn, fir doriwwer ze diskutéieren. Et wier flott ze gesinn, wat de chiffréierte Bilan ass vun der Aarbecht vun anere Ministèren.

D'Senke vun den CO_2-Emissiounen ass duerfir fir déi gréng Fraktioun nach ëmmer, wann net déi eenzeg, awer déi éischt vun de Prioritéiten, an duerfir wier et och gutt, wa Lëtzebuerg sech géif asetzen, an deenen nächste Wochen a Méint, fir dass mer am Dezember 2009 bei der internationaler Klimakonferenz zu Kopenhagen kéinten als Lëtzebuerger Land, an eben och als Europäesch Unioun, mat enger Positioun optrieden, déi hëllefe géif den Ziler méi no ze kommen.

Et war geplangt eigentlech scho beim Fréijorsconseil do zu enger Positioun ze kommen; dorauser ass näischt ginn. En Aarbechtsgrupp sollt agesat ginn, deen och schonn ausgesäit, wéi wann net vill géif geschéien, esou dass elo schonn um europäeschen Niveau sech drop agestallt gëtt, dass eréischt ënner schwedescher Présidence et e Versuch wäert ginn, eng méi kohärent Haltung an deem doten Domän anzehuelen.

Mä de Kalenner leeft eis scho fort, a parallell dozou gesi mer, dass déi aner Säit vum Atlantik déi nei amerikanesch Administratioun mat engem ganz aneren Enthousiasmus a Rhythmus och un déi dote Problematik elo erugeet an amgaang ass eis lénks a riets ze iwwerhuelen. Do, wou mer nach viru Joren d'Virreider waren an der Welt op där doter Problematik, si mer amgaang och do an d'Hannertreffen ze geroden, wa mer eis net relativ rapid op d'hënnescht Bee setzen.

Dat ass eminent wichteg fir d'Kooperatiounspolitik a fir d'Länner vun der Drëtter Welt, ob mer eis tatsächlech am Dezember kënnen Ziler gi fir no 2012, déi zielführend sinn an déi net just erëm eng Kéier de Problem halbwegs cantonnéieren an eigentlech nëmmen e puer Joer weider erausdrécken.

Dat ass, am Résumé an an der Essenz, do wou mir mengen, dass ee misst Kohärenz spille loossen. Domat wollte mer net gesot hunn, dass all déi aner Aspekter, déi de Mëtteg beliicht gi si vun eenzelne Virriedner, net och wichteg wieren. Och déi ënnerstëtze mer, mä mir mengen, dass d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, déi op ganz ville Punkte luewenswäert ass, sech an Zukunft vill méi staark selwer un den eegenen Usprëch muss moossen, an déi Usprëch sinn déi vun deem wat mer doheem praktizéiere bei eisen Hausaufgaben.

Mir hunn duerfir eng Motioun preparéiert, zwou Motiounen, eng Resolutioun, déi ech hei wëll déposéieren, Här President.

Déi éischt Motioun ass déi fir dat, wat d'Regierung virdru proposéiert huet, dass mer op deem Kurs solle bleiwen, och wann d'Zäiten am Moment méi schwiereg sinn a vläicht manner prévisibel sinn, dass mer op deem Kurs solle bleiwe vun der Aide publique fir den Développement am Beräich vun engem Prozent vum PIB. Déi Motioun, déi gëtt och ënnerstëtzt vu Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen a Groupes politiques. Ech wëll déi dann heimadder déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la quatorzième conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (COP14) et la quatrième conférence des parties agissant comme réunion des parties au protocole de Kyoto (COP/MOP4), organisées du 1er au 12 décembre 2008 à Poznaf (Pologne);

- vu la communication de la Commission du 28 janvier 2009 intitulée «Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague» (COM/2009/0039);

- considérant que les impacts du changement climatique touchent en premier lieu les populations fragilisées des pays en développement et mettent en péril la stabilité politique de nombreux États qui n'ont pas contribué de façon tangible aux émissions historiques et qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour lutter efficacement contre les effets du changement climatique;

- considérant que les négociations relatives à un accord international global sur le changement climatique, cohérent avec l'objectif visant à limiter l'augmentation de la température mondiale en dessous du seuil de 2°C, doivent être conclues à Copenhague, en décembre 2009;

- considérant qu'un nombre croissant de scientifiques reconnaissent que, pour éviter des changements climatiques dangereux, il sera nécessaire de stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à 350 ppmv équivalent CO_2, soit un niveau nettement inférieur à celui préconisé auparavant,

- considérant que l'Union Européenne était supposée adopter sa position de négociation au cours du Conseil européen de printemps 2009;

- considérant que l'Union Européenne et ses pays membres dont le Luxembourg, vu leur responsabilité historique à l'égard des émissions passées, se sont efforcés de jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre le réchauffement climatique et qu'ils soutiennent pleinement le processus de négociation engagé par la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC);

- considérant que les émissions augmentent rapidement dans les pays en développement, qui ne peuvent les réduire sans recevoir une aide considérable sur les plans technique et financier;

- considérant que, d'après de récentes estimations, les nouveaux investissements qui doivent être réalisés en faveur de la réduction des émissions, d'ici 2020, s'élèvent au total à 175 milliards EUR, dont plus de la moitié devraient être investis dans les pays en développement;

- considérant que selon les estimations de la Commission, il en coûtera de 15 à 25 milliards d'euros par an pour réduire la déforestation de moitié d'ici 2020 et il sera encore plus coûteux de stopper ce processus;

- considérant que selon diverses études d'organisations internationales, le coût d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement concurrencera les dizaines de milliards d'euros par an;

invite le Gouvernement

- à considérer la lutte contre le changement climatique comme une priorité des politiques nationales intérieures et de soutenir activement le rôle de chef de file à l'Union Européenne dans la politique internationale de lutte contre le changement climatique;

- à mettre tout en œuvre au sein de l'Union Européenne pour parvenir à un accord de Copenhague qui tienne compte des derniers rapports scientifiques sur le changement climatique pour atteindre des réductions collectives d'émissions de gaz à effet

de serre dans la partie supérieure de la fourchette de 25% à 40% recommandée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans son quatrième rapport d'évaluation, étant entendu que ces réductions devraient être intérieures;

- à abolir les restrictions législatives afin de permettre aux communes de s'engager activement dans la lutte contre le changement climatique et de les soutenir par des moyens financiers dans leurs actions;

- à faire un maximum d'efforts au niveau national et de coordonner les actions au niveau communal afin de réduire substantiellement les émissions domestiques luxembourgeoises à un niveau qui permet de prouver la détermination de notre pays de contribuer aux actions internationales pour éviter des changements climatiques dangereux;

- à instaurer pour la phase actuelle liée au protocole de Kyoto (2008-2012) et au moins jusqu'à la réforme du mécanisme de développement propre (MDP), un moratoire national sur l'achat de nouveaux crédits MDP qui ne remplissent pas les critères du développement durable et de renoncer à l'achat des droits liés aux puits de carbone;

- à rendre publique la liste de l'ensemble des projets MDP et de rendre transparent les décisions prises par le comité interministériel Kyoto;

- à augmenter considérablement les chances de voir aboutir les négociations de Copenhague par la mise à disposition - à un stade précoce des négociations - d'une aide financière et d'un appui technique aux pays en développement pour des mesures d'atténuation et d'adaptation cohérentes avec les efforts qui doivent être déployés au niveau mondial pour limiter l'augmentation moyenne des températures à bien moins de 2°C et de prévoir ces aides lors de l'adoption du mandat de négociation de l'UE en vue de la conférence de Copenhague;

- à contribuer en fonction de notre capacité économique et de notre responsabilité historique au financement de ces mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires dans les pays en développement estimées à 35 milliards d'euros par an d'ici 2020 pour l'ensemble de l'Union Européenne, sachant que ce chiffre peut augmenter en fonction des connaissances nouvelles sur la gravité du changement climatique et l'ampleur de ses coûts;

- à insister au sein de l'UE pour que de tels engagements soient garantis par un financement prévisible des mécanismes mis en place dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'ajoute à l'aide publique au développement et soit indépendant des procédures budgétaires annuelles des États membres;

- à mobiliser le soutien public au niveau national pour ces mesures afin de rendre notre politique de coopération crédible et d'encourager ainsi les pays en développement à adopter des objectifs ambitieux et contraignants en matière de réduction de leurs émissions.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes.

Mir hunn eng zweet Motioun proposéiert, déi och vun den ONGen initiéiert gi war, déi cibléiert op déi Klimaproblematik. Mir hate jo d'Geleeënheet de Cercle des ONG an der zoustänneger Chamberskommissioun ze emfänken, déi selwer eng Motioun do initiéiert hunn, déi sech ëm d'Problematik vum Klimaschutz dréit, déi mat Bléck op Kopenhagen am Dezember probéiert konkret Schrëtt ze proposéieren a konkret Ufuerderunge festzeschreiwen. Déi Motioun gëtt am Moment ënnerstëtzt vun der grénger Fraktioun, vun der DP-Fraktioun an och vun der ADR. Et wier selbstverständlech gutt, wann och d'Majoritéitsparteien op dësem Punkt eng kloer Sprooch kéinte schwätzen, wéi bei där Motioun vu virdrun.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que les pays en développement ne sont pas responsables de la crise financière et économique qui secoue actuellement les pays développés, mais qu'ils en subissent néanmoins les conséquences;

- que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), visant notamment la réduction de la pauvreté de moitié en 2015 par rapport à 1990, sont loin d'être atteints;

- que les montants nécessaires pour atteindre les OMD - de l'ordre de 100 milliards de dollars US - restent faibles en comparaison des sommes engagées depuis 6 mois par les gouvernements occidentaux pour faire face à la crise;

- qu'il faut éviter une situation similaire à celle du début des années '90, quand la récession mondiale a entraîné une réduction de presque 25% de l'aide au développement;

- qu'après une année record en 2005, l'aide des 22 pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE a baissé en 2006 et en 2007 et que la baisse risque de s'amplifier suite aux fortes pressions sur les budgets des pays donateurs;

- que la contraction de l'aide au développement aura des effets néfastes sur l'état des finances publiques des pays en développement et donc sur leur capacité d'investissement dans les infrastructures publiques, dans l'éducation, la santé, le logement, l'accès aux ressources naturelles, etc.;

invite le Gouvernement

- à poursuivre les efforts du Grand-Duché pour atteindre le but de 1% du PIB d'aide publique au développement.

(s.) Félix Braz, Marc Angel, Fabienne Gaul, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes.

Eng drëtt a lescht Resolutioun géif ech gär déposéieren, wann den Här Haupert mir se géif erëmginn, well den Här Haupert huet se nach. Et ass eng Diskussioun, déi mer an der zoustänneger Chamberskommissioun am Februar gefouert hunn, iwwert dat, wat mir als gréng Fraktioun genannt haten: Der Kooperatiounspolitik eng Dimension parlementaire ze ginn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la politique de coopération menée par les gouvernements successifs du Grand-Duché bénéficie d'un appui fort au Parlement et dans l'opinion publique et jouit d'un grand respect à l'étranger;

- que la politique de coopération est essentiellement une mission du Gouvernement et qu'elle se fait en règle générale à un niveau intergouvernemental;

- que la Chambre des Députés peut jouer un rôle plus important dans notre politique de coopération et lui ajouter ainsi une dimension parlementaire;

- que la dimension parlementaire peut s'ouvrir par exemple sur des sujets comme la gouvernance, la démocratie, les droits de l'opposition, l'État de droit ou les droits humains;

- que cette dimension parlementaire devrait se développer en étroite concertation avec les instances gouvernementales;

- que cette dimension parlementaire devrait être développée au cas par cas pour chaque pays cible et en complément aux projets soutenus par le Gouvernement;

- que la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a discuté la question lors de sa réunion du 2 février 2009;

- qu'à cette occasion Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a déclaré être d'accord avec les idées exprimées par les membres de la Commission;

décide

- de s'engager sur la voie d'une implication plus forte de la Chambre des Députés en matière de politique de coopération;

- de se concerter étroitement avec le Gouvernement pour fixer au cas par cas la plus-value que la Chambre des Députés peut apporter aux projets développés dans les pays cibles et la façon d'y arriver.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes.

D'Iddi dohanner geet aus vun der Erkenntnis, dass d'Kooperatiounspolitik an der Haaptsaach, fir net ze soen exklusiv, en Domän vun der Regierung ass, dass dat och an der Haaptsaach, fir net ze soen exklusiv, op engem intergouvernementalen Niveau da stattfënnt, dass mer awer der Meenung sinn, dass och d'Lëtzebuerger Parlament sech méi staark misst dran implizéieren, an zwar par rapport zu de Parlamenter an den demokrateschen - hoffentlech - verstäerkt an ëmmer méi demokrateschen Öffentlechkeeten aus de Länner vun eise Pays cibles.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Kooperatiounspolitik nëmmen als materiell Hëllef ze verstoen, geet eiser Meenung no net duer. Kooperatiounspolitik an Entwécklung vun deene Länner huet och domadder ze dinn, dass een och eng Rei Grondrechter an deene Länner verbessert kritt, dass een demokratesche Grondwäerter, demokratesche Prozesser an Diskussiounen och an deene Länner eng aner Bedeitung gëtt, a mir wëssen, dass an de Parlamenter an deene Länner iwwerall ganz exzellent Leit sinn, déi frou wieren, wa si och do méi Austausch hätte mat deene Länner, déi d'Kooperatiounspolitik maachen.

Mir hunn duerfir déi Iddi vun dem verstäerkten Austausch tëschent de Parlamenter an der Kommissioun diskutéiert, a mir waren eis eigentlech alleguerten eens, et huet zumindest keen de Contraire gesot, dass dat eng gutt Saach wier, wa mir dat géife maachen. Dat stelle mir eis natierlech net vir als Konkurrenz zu de Projete vun der Regierung, well dat wier onsënneg. Mir stellen eis dat och net vir, dass mer do praktesch géifen eege Kanäl, nei Kanäl opbauen, en plus vun deene vun der Regierung. Alles dat wier wéineg sënnvoll.

Wat par contre ganz sënnvoll wier, wier, wann am Kader vun deene Projete vun der Regierung, doduerch dass een och fréi genuch matenee schwätzt, ee géif probéieren au cas par cas bei all Projet och ze kucken, wat kéinten déi parlamentaresch Plus-valuë sinn an der Relatioun mat deene Länner am Beräich vun der Rechtsstaatlechkeet, vun den demokratesche Rechter, vun de Mënscherechter, vun de Fraerechter an esou weider, am Beräich vun der Gouvernance, an dass ee géif probéieren dat, selbstverständlech ënnert der Koordinatioun vun der Regierung, ze organiséieren an dass d'Parlament do säi Bäitrag géif leeschten.

Mir hunn dat an der Kommissioun diskutéiert, de Minister huet och an der Kommissioun seng prinzipiell Zoustëmmung ginn: a) well en d'Iddi gutt fonnt huet a b) well en och bereet ass déi Koordinatiounsroll par rapport zum Parlament ze spillen. Duerfir menge mer, dass mer haut als Plénière déi Iddië vun der Kommissioun solle bestätegen, well et ka jo keng Kommissioun eleng esou eppes wéi dat heite beschléissen.

Mir kënnen als Membere vun der aussepolitescher Kommissioun där Meenung sinn, mä et ka selbstverständlech keng Kommissioun beschléissen, dass mer elo géife Parlamentarier aus dem Burkina op Lëtzebuerg invitéieren, fir en Austausch ze maachen. Dat kascht och Suen, dat huet eng Rei aner Implikatiounen an dat kann nëmmen doduerch Realitéit ginn, dass mer als Plénière zu enger Décisioun kommen.

D'Commission des Affaires étrangères huet de Virschlag gemaach, dat ass am Procès-verbal vun der Sëtzung vum 2. Februar nozeliesen, a mir ginn dervun aus, dass et keng Schwieregkeet ass fir dat och hei an der Plénière ze bestätegen, fir dass dat, wat jiddweree gutt fënnt, och Realitéit ka ginn an der nächster Legislatur, well mer wierklech mengen, dass, wann och villes gutt leeft am Beräich vun der Kooperatiounspolitik, och eng ganz Partie Saache kënne verbessert ginn.

D'Parlament ass och gefuerdert säi Bäitrag ze leeschten. Och dat ass e Stéck Öffentlechkeetsaarbecht fir Lëtzebuerg an deem dote Beräich a mir halen dat wierklech fir en absolut net onwesentlechen Deel. Iwwregens, och d'ONGe mengen, dass déi Iddi vun der Implikatioun vum Parlament, fir op den Theme vun de Grondrechter, vun de Biergerrechter, vun den demokratesche Rechter, de Fraerechter an anerer nach ze schaffen, eng absolut Noutwendegkeet wier.

Dat ass um Exekutiv-Niveau, um Intergouvernementalen, ganz schwéier ze maache fir d'Regierungen, fir d'Parlamenter ass et eng natierlech Aufgab sech mat deenen Themen do ofzeginn, an dat ass en zolitte Bäitrag zu enger nach verbesserter Kooperatiounspolitik, wann d'Plénière dat, wat d'Commission des Affaires étrangères gemengt huet, haut bestätegt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech ginn Iech nach déi Resolutioun.

M. le Président.- Merci. Dat ass d'Resolutioun iwwert d'Coopération parlementaire. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci Här President. Lëtzebuerg gëtt pro Joer eng ronn 300 Milliounen Euro an d'Entwécklungshëllef. Dat maachen eng 70 Euro, no uewen opgeronnt, pro Awunner hei zu Lëtzebuerg, oder 0,92% vun onsem PNB, vun onsem Räichtum, dee mer hei zu Lëtzebuerg schafen.

Den Här Minister huet hei drop higewisen, datt ee misst op nei Piste goen, an hien huet der zéng opgezeechent. Ech wäert herno, am Laf vu mengen Ausféierunge méi dorobber agoen, mä grosso modo kann ech awer soen, datt mer mat där Orientéierung d'accord sinn. Notamment wat Telekom a Mikrofinanz ugeet, do hu mer wierklech en Know-how entwéckelt, a mer sollen dat och weiderféieren.

Wat de Montant vun onser Hëllef ugeet, do hu mer elo an enger Motioun proposéiert fir deen op 1% ze halen, oder deen unzestriewen, wou mer elo op 0,92% sinn. Ech fäerten, Här Minister, mir erreechen dat Zil vill méi séier wéi mer geduecht haten, an ech hätt éischter gehofft mir géifen dat Zil ni erreechen.

Woufir? Well deen Ablack, wou hei zu Lëtzebuerg eng Rezessioun ass, deen Ablack, wou de Wirtschaftswuesstem - de Wirtschaftskuch dee mer hunn - méi lues ass, en eventuell souguer negativ gëtt, erreeche mer dat Zil zimlech séier, an ënnert dem Stréch bleift de Montant awer deeselwechten. Duerfir hoffe mer alleguerten, datt mer am Laf vun dësem Joer, oder d'nächst Joer op jiddfer Fall, nees erëm an eng Situatioun kommen, wou et hei zu Lëtzebuerg besser geet a wou mer deen Ablack net nëmme mam Prozentsaz kënnen hëllefen, mä, och wat d'Montanten ugeet, mer déi Montantë kënne steigeren.

Nach stelle sech an dësem Kontext e puer Froen, déi ech wollt hei och festleeën. Dat eent ass, wa mer déi 300 Milliounen do d'Joer ausginn, wéi vill dovunner ass dat, wat een eng „gebonnen Hëllef" kéint nennen? Dat heescht: Wéi vill dovunner, vun deem Montant do, gëtt vu lëtzebuergeschen Entreprisë gemaach?

Woufir? Well mer eng etlech lëtzebuergesch Entreprisen hunn, déi op deene Gebidder do aktiv sinn, déi effektiv an onsen Zillänner wëlles hunn ze schaffen oder elo scho schaffen an Investitioune maachen. Déi ganz Retombée économique, dee Lien économique deen een huet, dee gesinn ech net esou kloer, an ech weess net ob et Zuelen doriwwer ginn. Ech hu bis elo nach keng fonnt. Mä et wier awer interessant déi Zuelen, déi Donnéeën do ze kréien, well dovunner och ganz oft dobaussen an der Populatioun geschwat gëtt, datt vill Entreprisë soen, datt si och op deem Gebitt do täteg sinn.

Da muss een och eppes festhalen, an dat ass, datt mir als ADR der Meenung sinn, datt mer als Land zu deene Länner solle gerechent ginn, déi zolidd Partner si fir alleguerten déi Länner, déi Hëllef brauchen, an notamment fir déi Zillänner, déi mer an der Entwécklungshëllef hunn. Well et ass speziell deen Ablack wou et méi schlecht geet, et ass speziell deen Ablack wou méi Schwieregkeete sinn, datt een awer muss mat enger zolitter Partnerschaft rechne kënnen. An dat ass deen Engagement, dee mer och wëlles hunn anzegoen, doduerch datt mer déi Motioun, déi de Kolleeg Braz virdru mentionnéiert huet, mat ënnerstëtze wëllen.

Dat gesot muss een awer och ervirsträichen, datt Lëtzebuerg säin Effort ka maachen. Mä dat ass, vu d'Problematik, nëmmen eng Drëps op e waarme Steen. Wichteg Hëllefe musse kommen, notamment vum Fonds monétaire international. An do sinn ech frou, datt sech elo e Mentalitéitswandel an de leschte Jore bemierkbar gemaach huet, wat den internationale Währungsfong ugeet. Notamment ass festgehale ginn, datt deen, net deen ablécklechen, mä deen zukünftege President vum internationale Währungsfong eng Persoun soll sinn, déi aus engem vun den Entwécklungslänner soll kommen.

Déi aner Saach, déi menger Meenung no och ganz positiv ass, dat ass, datt den internationale Währungsfong décidéiert huet fir seng Capacitéiten u Prêten ze héijen, fir d'Montanten ze héijen a fir och d'Modalitéite vun deene Prêten der ablécklecher Situatioun, notamment vun den Entwécklungslänner, méi entgéintzekommen an deene Rechnung ze droen.

Mä et muss ee feststellen, datt d'Entwécklungslänner awer alleguerten eppes musse festhalen, an dat ass, datt mat Ausnahm vum internationale Währungsfong keng Fi-

nanzéierung méi an déi Länner kënnt. Déi Finanzéierung läit flaach. D'Exportatioune vun deene Länner si massiv zréckgaang, wann een déi lescht Zuele kuckt. D'Produkter, déi vun deene Länner nach produzéiert ginn, sinn och zréckgaang.

Wat mer da bedaueren ass, datt an deem ganze Klima Amerika an och d'Europäesch Unioun weiderhin nach Agrarprodukter ganz staark subsidiéieren, wa se an déi Länner geschéckt an exportéiert ginn. Dat fanne mer eng total falsch Politik, an ech wier och do frou, wann d'Regierung insgesamt kéint kucken, datt een déi Politik do géif ophalen, well si ass op jiddfer Fall kengem nëtzlech. Si ass, wat déi Solidaritéit mat den Entwécklungslänner ugeet, op jiddfer Fall wirtschaftlech total falsch a si fausséiert déi ganz Wirtschafts- an Agrarpolitik an de Länner weltwäit.

Déi zweet Problematik op déi ee muss agoen, dat ass, datt ee gesäit, datt déi eenzel Entwécklungslänner zwar Progrèsë maachen an der Augmentatioun vun hirem PIB, mä datt deen ëmmer opgefaange gëtt duerch eng Croissance vun hirer Populatioun, déi vill méi staark ass wéi déi Croissance vum PIB. Dat ass eng vun de Problematike wou mer wierklech net wëssen, wéi mer déi sollen upaken. Et ass verständlech, datt, wann de Wirtschaftskuch ëm e puer Prozent steigt an d'Populatioun, dat heescht déi déi un deem Wirtschaftskuch sollen deelhuelen an dorunner knabberen, wann déi ëm e Vielfacht klëmmt, da kann do keng Léisung kommen.

An deem Kontext muss een dann och absolut bedaueren, datt vum Poopst an där Situatioun wou d'Entwécklungslänner elo sinn, an där Situatioun och gesondheetlecher Natur, dann eng Deklaratioun kënnt, datt d'Utilisatioun vu Préservativen de Problemer vun der Bevölkerung an de Problemer vum Aids keng Léisung géif brëngen an, au contraire, d'Situatioun géif verschlëmmeren. Dat ass absolut skandaléis wat do gesot ginn ass, an et muss ee sech de Konsequenzen do bewosst sinn, wat esou Aussoe vläicht kënnen erbäiféieren.

Ech hoffe just nëmmen, datt d'Regierung do bei hirer Linn bleift, an ech hoffen och, datt Dir mer sot, Här Minister, datt Dir deem Opruff vum Poopst do net wäert Folleg leeschten an den ONGen net elo wäert Subsiden ewechhuelen, wa se awer nach Aids-Berodung maachen a Préservative verdeelen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech kann Iech do berouegen, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass gutt, très bien, ech si frou fir dat esou festzehalen.

Da mengen ech awer och, datt eng vun deene Problematiken, déi mer hei och an enger Motioun un d'Regierung wëlle festhalen, déi ass vun den CO_2-Emissiounen, a mer wëssen alleguerten, datt déi Problematik vun den CO_2-Emissiounen net kann eleng vun Europa geléist ginn. Mir kënnen egal wat fir eng Efforten um Niveau vun de Reduktioune vun den CO_2-Emissioune maachen, wann net Amerika, wann net China, wann net Indien nozéien, dann notzt dat Ganzt iwwerhaapt näischt oder nëmme ganz wéineg.

Dat ass eng Realitéit mat där ee muss liewen. A wann een héiert, datt China wëlles huet, 158 Kuelekraaftwierker ze bauen an den nächste Joren, da gesäit een direkt, datt mer do eppes lancéiert hunn an eng Problematik, eng Energiedebatt ugefouert hunn, déi, wa China net alenkt, da sinn all Efforten, déi mer kënne maachen, zum Échec vouéiert.

Duerfir hoffen ech, datt et zu Kopenhagen, duerfir hoffen ech och, datt eventuell um G20 an an deenen Négociatiounen, déi elo stattfanne souwisou, datt do vläicht en Alenken an hoffentlech en Alenke vu China an Indien kënnt, fir net op e Wee ze goen, deen d'Ëmweltsituatioun géif verschlechteren. Mir brauchen nämlech fir d'Welt en „new deal" fir propper Energie.

Da wollt ech, Här Minister, nach op e puer méi punktuell Saachen agoen. An Afghanistan gëtt et e Problème alimentaire, dee sech erkläert doduerjer, datt een an deem Land, wat jo ganz vill an den Aktualitéiten nach ëmmer steet, gesäit, datt Agrarprodukter, Friichten, Geméis produzéiert ginn, datt, well se awer kee Killraum hunn, wou déi Wore kënne stockéiert ginn, datt déi dann exportéiert ginn an datt se herno mussen déiselwecht Wueren nees erëm importéieren an hiert Land zu engem héije Präis.

Duerfir mengen ech, datt et gutt wär, wa Lëtzebuerg hei sech och géif engagéieren, d'autant plus datt mer Lëtzebuerger Firmen hunn, déi esou eppes kënne maachen, a kucken, fir do Killraim eventuell matzefinanzéieren, fir do enger Problematik entgéintzekommen, déi wierklech ganz kloer ass a wou ee ka relativ liicht drop reagéieren.

Dann, Här Minister, hutt Der och hei gesot, et sollt een en Annuaire maache vun de Lëtzebuerger ONGen.

Ech mengen, Här Minister, an den Zäiten, wou et ëm d'Ëmwelt geet, géif een awer och vläicht besser, anstatt en Annuaire ze maachen, kéint ee vläicht och en Internetsite maachen, wou et verschidde Linke géif ginn an Informatioune kéint ginn a wou een datselwecht vläicht kéint fannen.

Une voix.- Dat misst awer no de Prinzipië vum „Green Idea" funktionéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu ganz vill Vertrauen an Iech, datt Der déi ëmweltbescht Technologie do géift fannen, mä ech géif awer soen, datt dat vläicht och deeselwechten Informatiounsstand kéint brëngen, notamment wann dee Site do e Lien hätt mat dem Site vum Ministère.

Eng anere Problematik, déi mer hei och mat zimlech groussem Intérêt nogelauschtert hunn, dat war déi Problematik vun den CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg. Ech hunn och mat Intérêt nogelauschtert, datt den Här Lux als Ëmweltminister sech gefreet huet, datt d'CO_2-Emissiounen zu Lëtzebuerg zréckgaange sinn, dank der… E freet sech also iwwert d'Wirtschaftskris an iwwert déi schlecht Wirtschaftspolitik vum Här Krecké, déi him da gehollef huet, säi Resultat ze erreechen.

(Interruption)

Dat gesot, Här Minister, wollt ech just mat enger leschter Suggestioun kommen, wou ech all Kéiers an all Joer domadder kommen: Dat ass de Salon du chocolat. Mir wëssen, datt de Salon du chocolat, also wéinegstens a mengen Aen, eng vun deenen Initiativen ass, wou ee wierklech kann der Bevölkerung dobausse weisen, wéi nëtzlech a wéi praktesch Entwécklungshëllef ass, wann ee gesäit, wéi dat Produkt an deene Länner hiergestallt gëtt, wéi et ausgesäit, wéi et transforméiert ka ginn, an do mengen ech, datt een déi Initiativ do sollt nach weider ënnerstëtzen, weider ausbauen.

Ech war nach kierzlech beim Salon du chocolat zu Paräis. Ech muss soen, datt et do erstaunlech ass, datt ee gesäit, datt innerhalb vun enger Woch bis eng Millioun Leit op dem Salon laanschtginn, well e wierklech eng ganz grouss Diversifikatioun an Initiativen huet.

Dat woren déi puer Bemierkungen, déi ech wollt hei zu dësem Sujet maachen. Mir si mat der Linn d'accord a mir bleiwe bei der Linn d'accord, fir op 1% vun eisem PIB, PNB ze goen an der Entwécklungshëllef. Mir wënschen natierlech, datt vläicht och eis lëtzebuergesch Entreprisë méi sollten an deem do Prozess mat integréiert ginn, mä soss musse mer speziell an dësen Zäite Solidaritéit an eng zolidd Partnerschaft weisen. Et ass a schlechten Zäiten, wou een op Frënn muss kënne rechnen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen! An ech?

M. le Président.- Jo, entschëllegt, Här Jaerling, se hunn Iech hannendru geschriwwe gehat.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, ech si jo liicht ze iwwersinn.

(Hilarité)

Här President, wann den Här Kooperatiounsminister seet, datt et dëser Welt net gutt geet an den ënnerentwéckelte Länner nach manner gutt, da läit en nach wäit vun der Wourecht ewech, well vill Drëttlänner geet et nämlech ganz schlecht, an dat besonnesch an Afrika. Net doduerch, dass se net genuch Räichtümer hätten, fir ze verdeelen, mä well déi Räichtümer, déi si hunn, hinnen och nach zum Deel geklaut ginn. Geklaut vu Wirtschaftslobbyen, déi sech net genéieren, sech och souguer a verschidde Regioune Mercenairen ze bedéngen, fir de Klau vun de Buedemschätz an den Naturgidder ze encadréieren, an dat souguer hemmungslos mat Waffegewalt.

Déi Länner sinn aarm, well d'Räichtümer an d'Hänn vun e puer Guruen oder Scheiche leien, déi och dann nach mat deene frieme Lobbye kollaboréieren, déi hiert eegent Vollek beklauen. Net nëmme Räichtümer aus dem Buedem gi geklaut, mä och Naturgidder, wéi zum Beispill d'Reebëscher aus der Regioun vun de Grousse Séien an Zentralafrika.

An dat Schlëmmst vun der Saach ass, dass déi Instanzen, déi hei kéinte reguléierend agräifen, mat de Wirtschaftslobbyen aus engem Dëppen iessen a sech de Speck ënnerteneen deelen.

Här President, richteg ass, ech mengen, dat, wat den Här Minister gesot huet, déi Entwécklungshëllef bäizebehalen, déi mer ugefaang hunn, an nach auszebauen, well richtegerweis gesot ginn ass, datt wat mer haut do investéieren, kënnt eis spéider net dräimol esou deier. Ech mengen, dat ass richteg; dat ass d'Problematik richteg analyséiert.

D'Problemer an der Drëtter Welt, an Afrika an a soss Problemlänner wäerten op kuerz oder laang eis Problemer ginn, an ech si souguer der Meenung, dass se eis Problemer scho laang sinn, well mer net schnell genuch reagéiert hunn. An net nëmme Lëtzebuerg, mä ganz Europa ass elo scho konfrontéiert zum Beispill mat enger Immigratiounswell, déi mer schwéier an de Gréff kréien, well mënschlech Schicksaler vu Leit, déi hiert Liewe riskéieren, fir do fortzekommen, wou se verfollegt ginn a keng Liewensqualitéit hunn an och keng Chance kréien, fir der ze fannen, sinn net einfach ze jugéieren an net einfach ze behandelen.

Den Här Minister huet vu Piste geschwat, déi ee misst verfollegen, fir Léisungen ze fannen. Fir mech wär déi éischt Pist, emol anzewierken, fir dass d'Ausbeutung an deene Länner emol agegrenzt gëtt an ophéiert.

Et kann net sinn, datt vu verschiddene Länner ënnert dem Deckmantel vun der Entwécklungshëllef engersäits gemaach gëtt, wéi wann do wéilt gehollef ginn, an op där anerer Säit awer d'Aen zougemaach ginn, wann an därselwechter Regioun d'Räichtümer ausgebeut ginn, ouni dass dat betraffent Vollek eppes dovunner huet.

Et muss duerfir eis Aufgab sinn, de betraffene Leit d'Méiglechkeeten ze verschafen, hir Räichtümer endlech selwer ze géréieren a kënne gerecht ze verdeelen. Et geet net duer, datt mer hei an do present gi mat schéine Projeten, fir se der Öffentlechkeet virzestellen. D'Kooperatioun muss dat ginn, wat d'Wuert ausdréckt: gemeinsam wierken, fir datt d'Mënschen an hirer Heemecht eng Perspektiv kréien, an d'Ausbeuter, déi musse mer versichen do erauszegräifen.

Kooperatioun ass awer och, déi natierlech Bestänn vun deene Länner ze erhalen, an duerfir hunn ech eng Fro un den Här Minister, eng Fro, déi ech schonn e puer Mol gestallt hunn an ëmmer erëm wäert stellen, bis endlech eppes geschitt. Et sinn nach Autorisatiounen ausgestallt ginn, fir an Zentralafrika an der Regioun vun de Grousse Séien 20 Milliounen ha Tropebëscher ofzeholzen.

D'Regierung huet gesot, dass si géif iwwert d'Weltbank intervenéieren a versichen do anzewierken, fir dee Crime un der Ëmwelt ze verhënneren. Op där enger Säit ginn nämlech deene betraffene Länner Gelder zougestanen, fir de Patrimoine vun de Reebëscher ze erhalen, an op där anerer Säit awer Autorisatiounen ausgestallt, fir massiv ofzeholzen.

Dat ass skandaléis, an ech wëll vum Här Minister wëssen, wat d'Lëtzebuerger Regierung an deem Kontext ze ënnerhuele gedenkt, well et ass net nëmmen e Crime un der Natur, et gëtt e Crime un der ganzer Mënschheet, wann dat do op déi Aart a Weis do esou viru betraffe gëtt.

An d'Fro ass: Kréien déi betraffe Länner nach ëmmer Ënnerstëtzung vun der Weltbank, fir d'Tropebëscher ze erhalen? A wéi steet et mat deenen Autorisatiounen, wou gesot ginn ass, déi géifen zréckgezu ginn? Sinn déi zréckgezunn an, wann net, wéini gi se zréckgezunn?

Dat ass dat, wat den zoustännegen Här Minister hei an enger Äntwert op meng Question parlementaire versprach huet, mä bis elo ass nach näischt geschitt. D'Ofholze geet hemmungslos weider an et ass kee capabel, fir do ze intervenéieren.

Här President, ofschléissend kommen ech awer och net derlaanscht, mä och schonn e puer vu menge Virriedner, hei déi skandaléis Aart a Weis vun der kathoulescher Kierch a besonnesch hirem Poopst unzeprangeren. Eng Relioun a seng Guruen, déi a Länner, wou den Aids ganz Bevölkerungskreeser ausradéiert, priedegen, an déi ginn hin a priedegen, et dierfe keng Préservatife benotzt ginn, misste fir Verbriechen un der Mënschheet ugeklot an agespaart ginn.

(Interruption)

Wann ech gelift?

Une voix.- Dir sidd hei an der Chamber!

Une autre voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo!

(Interruption)

Jo, mä ech soen awer dat hei, wat ech fir richteg fannen.

(Interruption)

Jo, mä wat interesséiert mech Är Kierch? Ech schwätzen hei vun deene Verbriechen, déi Är Kierch do fabrizéiert.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir misst awer zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- An och duerch de Verbuet vu Préservatife riskéieren nach méi Kanner do op d'Welt ze kommen, wou iwwer 50% vun deenen iwwerhaapt keng Chance hunn ze iwwerliewen: Och dat ass e Verbriechen un der Mënschheet.

An ech wëll soen, mä, wann awer aus deene Kreeser och nach Leit kommen, déi den Holocaust verleugnen, ech mengen, dann dierf ee sech iwwer näischt méi wonneren. A wa mer souer gewäerde loossen,…

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- …da brauche mer geschwë keng Kooperatioun méi, well da gëtt et geschwënn dohanne kee méi.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Déi nächste Riednerin ass d'Madame Err.

(Hilarité)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, erlaabt mir als Eenzegen am zweeten Tour hei Félicitatiounen un de Minister ze gi fir seng Ried, déi an zéng Punkten opgedeelt war, an ech probéieren zënter enger Véirelstonn dat och mat menger fäerdeg ze brëngen. Ech kommen awer ëmmer op méi. Well ech fannen, dass dat am Fong e gudde System ass; do behält een nach den Iwwerbléck. Mä et huet natierlech den Nodeel, dass contrairement zum Iwwerbléck, deen einfach ass ze hu beim Nolauschteren, mer keng Kopie dëst Joer kruten. An ech froe mech, ob dat eppes mat deene Schwieregkeete vum Procès-verbal vun der Chamber ze dinn hat, déi mer elo kierzlech haten?

(Interruption)

Oder awer…

Une voix.- Wat schwätzt Der, Madame Err?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Madame Err, entschëllegt. Mir hunn dat doten an der Chamberskommissioun beschwat, an ech hunn de President an d'Membere gefrot, vu datt direkt geäntwert gëtt, ob ech dann och kéint dëst Joer fräi schwätzen an net misst virliese wéi déi aner Joren. An d'Kommissioun war unanimement mat mir d'accord. Ech fäerte leider, datt Dir net dobanne waart.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Dat ass richteg, Här Minister. Mä sécherlech war ech net net do, well et mech net interesséiert huet, mä well ech anere Missiounen hu missen nogoen. Mä kloer ass et, dass et méi spannend ass, enger Ried nozelauschteren, déi net virgelies gëtt. De Virdeel ass, dass ee se herno net direkt ënnert dem Grapp huet, fir dat eent oder dat anert erëm ze hunn, mä et ass wéi ëmmer. Et ass näischt esou gutt, dass et net fir eppes schlecht oder eppes gutt ass.

Jiddefalls meng Komplimenter zu Ärer Ried an zur Iwwersiichtlechkeet vun därselwechter an och zu Ärem Buch, wat ech bis elo awer nach nëmmen duerchgebliedert hunn.

(Interruptions et hilarité)

Explikatioune wier ech frou ze kréien zum Titel.

Liest ee bei 1+1=3 eppes wéi: „Gedeeltent Leed ass halleft Leed“ - oder - „Gedeelte Freed ass duebel Freed“? Mä Dir kënnt mer dat jo dann herno kloerstellen.

D’Feststellung och, dass de Minister déiselwecht Auteure liest wéi ech - de Muhammad Yunus, den Éric Orsenna an den Hampâté Bâ -, an och d’Virwuert vum Louis Michel hu mech un eppes erënnert, an zwar, dass eng Ried vum selwechte Louis Michel bei eis an der Kommissioun eis derzou bruecht huet, bei enger Visite op Bréissel eng speziell Entrevue ze froe mat senge Kooperatiounsservicer, wou mir gemeinsam kollektiv erkläert kritt hunn, wat d’Avantagë vum Appui budgétaire wären, wat eis kollektiv derzou bruecht huet, eis laangjähreg Reserven, déi mer dozou haten, ofzebauen an ze froen, emol mat engem Pilotprojet ze probéieren, ob dat wierklech net och fir eis e Wee wier, dee mer kéinte goen.

Besonnesch gutt, Här Minister, huet mer en afrikanesche Sproch gefall, deen Der zitéiert iergendwou, dee seet: „Wann s de net weess, wou s de higees, da kuck, wou s de hierkënns.“ - An Dir däerft dräimol roden, firwat!

Wat d’Form ubelaangt, hat Dir Problemer, Här Minister, mat eiser Proposition de loi. Ech bedaueren natierlech, dass mir par rapport zu Ärem Buch et net kënnen ophuelen, wat d’Presentatioun, d’Fuerf an d’Literatur ubelaangt. Mir hunn eis Méi ginn, awer zum Fong Saachen ze soen, déi net wäit ewech si vun deem, wat Dir haut ugekënnegt hutt.

An ech wollt lech just soen, dass contrairement zu deem, wat Dir gemengt hutt ze verstoen, dat absolut net als Provokatioun ze verstoen ass, mä als Bäitrag, deen eiser Iwwerzeegung no absolut seng Utilitéit huet.

Ech maachen lech dorop opmierksam, dass ech mat Proposition-de-loien eng perséinlech grouss Erfahrung hunn a weess, dass dat heiansdo ganz laang dauert, a wann eppes derbäi erauskënnt - an heiansdo kënnt och iwwerhaapt näischt eraus -, sou dass de Moment vun der Legislaturperiod komplett inoperant ass, well contrairement zu villen huet meng Iwwerzeegung ni geännert, jee nodeem ech an der Oppositioun oder an der Majoritéit war.

(Interruption)

2. Dépôt d’une proposition de loi

Zum Text selwer vun der Proposition de loi, déi ech ofginn, wëll ech ganz kuerz drop agoen, well e puer Kolleege mer haut gesot hunn - an ech ginn lech se direkt, Här President, fir se net ze vergiessen -,…

6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

…dass trotz deene Virstellungen a verschiddenen Zeitungen net ganz kloer schéngt ze sinn, wat doranner steet.

3. Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l’Action humanitaire, sur la politique de coopération et d’action humanitaire suivie d’un débat (suite)

Débat (suite)

Ech hu probéiert, déi Haaptsaachen - wéi Dir - an zéng Punkten ze soen; et ginn der e puer méi. Ech fänken duerfir och net un, se hei opzezielen. Ech wollt verschiddener opzielen, fir ze weisen, dass et eng Konsolidatioun ass vun deem, wat mer bis elo hunn, an dass am Kader vun deene Konsolidatiounsbestriewungen Ännerunge sinn, déi trotzdeem punktuell heiansdo ganz wichteg sinn.

Ech géif ufänken domat fir ze soen, dass mir wëssen, dass, wann een en Text virleet, en Texte martyr proposéiert, et an där Hisiicht evident ass, dass et vill méi einfach ass, en Text ze zerrieden, dee virläit, wéi selwer e besseren ze schreiwen. Mä dee Moment, wou ee virläit, ass et kloer, dass ee besser weiderkënnt.

D’ONGe kënnen hire Bäitrag maachen. Déi ugeschwate Partner, déi aner Acteuren aus der Kooperatioun selbstverständlech och. Mä et ass en Erfahrungsbegréff fir ze soen, dass, wann ee bis en Text huet, da geet et méi schnell weider. An ech denken och, dass, bis mir esou wäit sinn, an egal wéi den Traité vu Lissabon hoffentlech iwwersat ass, dass mer deenen Objektiver, déi dann do drastinn, kënne Rechnung droen, fir déi vun eisem nationale Gesetz kënnen ze adaptéieren, wann et dann noutwendeg ass; menger Erfahrung no wäert dat heiten nach e Sträppchen daueren, sou dass mer déi Zäit hunn.

Eng wichteg Saach ass, dass mer probéiert hunn, an engem éischten Artikel déi Begréffer, déi mer am Gesetz selwer gebrauchen, ze erklären an eis do klug ze maachen net nëmme bei der OCDE, mä och bei den UNO-Ënnerorganisatiounen, fir dass dat, wat mer an den Terme vum Gesetz herno soen, och kloer herno ass.

Mir hunn och den Titel geännert, andeem dass mer net nëmmen iwwer Coopération au développement schwätzen, mä och vun Action humanitaire, well mir därer maachen a fir vill Sue maachen, obscho se sech net eigentlech am Kader vum Kooperatiounsgesetz erëmfënnt.

Deen éischte wichtege Punkt, fir dann unzefänken ze zielen, ass dee vun de PICen. Dat schéngt mir en enorm wichtege Punkt ze si vun der Politik, déi d’Lëtzebuerger Kooperatioun mécht. An duerfir hu mer och déi Gesetzespropositioun hei benotzt, fir ze soen, dass de PIC eng Geleeënheet ass, fir d’Synergien an d’Kohärenz net nëmmen op internationalem an op nationalem an op kommunalem Plang ze stäerken, mä och fir d’Cohérence des politiques vun eise Partnerlänner an d’Koordinatioun zwëschent deene verschiddenen Niveaue vun Entwécklungszesummenaarbecht ënnerteneen ze dreiwen.

Deen héchste Changement ass awer sécherlech deen, dass, well PICen op fënnef Joer ginn, de Montant vun deenen Enjeue relativ héich ass, an dass mer denken - an ech mengen, ech rejoignéieren do de Félix Braz, ouni dass deen datselwecht gesot huet -, dass d’Diskussioun vun engem PIC eis d’Geleeënheet kéint ginn zu enger kontradiktorescher Diskussioun an der Chamber an och mat aneren Acteure vun der Kooperatioun, well dat ass d’Häerzstéck vun eiser Kooperatioun mat eise Partnerlänner.

A besonnesch och doduerjer, well aus budgetären Ursaachen et logesch wier, dass Montanten, déi am Gesetz stinn, déi sollen op 140 Millioune gehéicht ginn, wann déi depasséiert ginn, wier et sécherlech derwäert, net nëmmen aus budgetären Ursaachen eng Loi spéciale ze maachen, mä och eng Geleeënheet ze ginn, fir iwwer Politik an der Kooperatioun ze schwätzen, amplaz iwwer Rapporten an iwwer Perspektiven en termes plus généraux.

Deen zweete Punkt, deen iwwert d’Objektiver. Mir hunn d’Objektiver an eiser Propositioun reformuléiert, net well mer se komplett aneschters ëmgeschriwwen hätten, mä well mer den Développement humain durable als Haaptobjektiv geholl hunn an d’Lutte contre la pauvreté eigentlech als e Wee gesinn, fir dohinner ze kommen, a mir setzen dobäi, fir déi Haaptsaachen direkt an dem Haaptartikel zesummenzekréien: «le tout dans un état de partenariat». Mir fannen, dass dat eng wichteg Dispositioun ass, well bis elo d’Strategien an d’Moyenen net an eisem Gesetz stinn. Mir wëssen, dass mer et schonn esou maachen. Et ass also näischt Revolutionäres; et ass am Fong just, fir dat, wat mer hunn a wat säi Bewäis an der Praxis erbruecht huet, festzehalen.

Mir kommen dann zum drëtte Punkt, an zwar zu de Pays partenaires privilégiés. Dat ass den Artikel 10 am Gesetz. Mir hunn absolut keng Problemer mat deem, wat hei ugekënnegt ginn ass. Déi Kritären, no deenen déi Pays cibles, wéi se deemools genannt gi sinn, erausgesicht goufen, si grosso modo dat, wat Dir, Här Minister, hei ugekënnegt hutt. Mir setze just gären eppes derbäi, dass déi Kritären „de bonne gouvernance“ net eng Exigenz sinn, fir e Partenariat privilégié mat engem Land unzefänken, mä wat mer gären hätten, dass d’Volontéit vun der bonne Gouvernance an d’Ofschafung vun all Zorten Diskriminatiounen an engem Land musse bestoen a musse kënne festgestallt ginn, normalerweis zum Beispill a sengem Programme de développement national.

Wat eng Neiegkeet an dësem Punkt ass - déi Geleeënheet huet sech bis elo net gestallt, mä ech si sécher, dass, wa se sech gestallt hätt, dat och esou gaange wier -, dass, wa sech, an dat ass jo demnächst de Fall, eng Diskussioun stellt, fir aus engem Land oder aus zwee, dräi mateneen definitiv erauszegoen, d’Diskussioun, ob mer an aner Länner an no wat fir enge Kritären ufänken, soll kontradiktoresch gefouert gi mat allen Acteuren, déi an der Kooperatioun schaffen. Et ass evident, dass déi Décisioun, déi dann ze falen huet, vum Minister geholl gëtt, mä et wier schéin, wann all déi Leit, déi sech mat Kooperatioun ofginn, hire Pefferkär zur Diskussioun kéinte bäidroen.

En drëtte Punkt, dee wichteg ass, ass de Comité interministériel de coopération, dee besteet, a vun deem mir eis wënsche géifen, dass dee méi speziell géif mat enger „Mission de contrôle de cohérence des politiques“ beoptraagt ginn. Ee Rapport de cohérence des politiques, dee kënnt un de Rapport national vum Ministère joignéiert ginn, esou dass déi Diskussioun, déi duerno an der Chamber ka gefouert ginn, am Fong net nëmmen eng ass iwwert dat, wat pur Coopération au développement ass, mä och eng iwwert déi aner Elementer, déi iwwert d’Cohérence des politiques. Och dat mengen ech rejoignéiert an enger Form dat, wat vum Félix Braz hei ugeschwat ginn ass.

De Prinzip vum Partenariat ass am éischten Artikel genannt. En ass mir wichteg genuch, fir e sonner opzezielen, mä e brauch keng Explikatioun, well dat eppes ass, wat praktizéiert gëtt, wat mer just wëlle festschreiwen.

Datselwecht gëllt fir d’Mission de la coopération, déi grad wéi d’Agence de développement de Rapprochement vum Terrain vun der Kooperatioun bedeiten, an ech denken, dass et och wichteg genuch ass, fir déi an engem Gesetzestext festzehalen, och fir ze soen, dass dat, wat wichteg ass bei deene Missiounen, dass si sech wierklech haaptsächlech ëm d‘Coopération au développement këmmeren, an net eng Zort Ambassade sinn, wou forcément nëmmen Diplomate kéinten dra sinn.

Et gëtt jo Fäll wou Leit, déi hir Carrière an der Kooperatioun gemaach hunn, gläichzäiteg Diplomate sinn. Ech mengen, dass dat eng gutt Kombinatioun ass, mä ech mengen, dass d’Prioritéit muss d’Connaissance vun der Kooperatioun sinn an net d’Carrière, oder net vum Diplomat. Duerfir ass et eis wichteg, dass dat doranner stoe kënnt.

D’Agence de coopération, d’exécution de la coopération steet net an eisem Gesetz. Si huet existéiert a si huet eng Konventioun, mä ech mengen, dass och dat eng Notioun ass, déi een am Gesetz kéint festhalen. D’Secteuren hu sech absolut net geännert, et hu sech der just am Laf vun de Joren nei derbäigezielt, déi net am Gesetzestext mat drop sinn, a mir hunn eis erlaabt do Detailer ze proposéieren, déi nei sinn.

Bei der Santé wëlle mer zum Beispill preziséieren, dass d’Santé reproductive domadder och gemengt ass, an ech denken, dass mer jo do keen Dissenz hunn. Mir schwätzen do net nëmme vun allem, wat sech ëm d’Gebuert an d’Gebuertekontroll, d’Familljeplanificatioun dréit, mä och wat d‘Lutte géint de SIDA begräift, esou dass et kloer ass, dass mer do op enger Linn sinn.

Enseignement et formation professionnelle ass eppes, wat an Äre fënnef Joer, Här Minister, als Prioritéit definéiert ginn ass. D’Formation professionnelle gradesou wei d’Mikrofinanzen an d’Activités génératrices de revenus. Och dat hätte mer gären am Text stoen. D’Principes transsectoriels hu mer de Moment net drastoen, ass eiser Meenung no wichteg, a mir proposéieren lech an eiser Propositioun de Principe de non-discrimination an d’Egalitéit tëschent Männer a Fraen, de Respekt vun de Mënscherechter an de Respekt vum Environnement do dranzeschreiwen.

Och d’Gemengen, déi entre-temps e wichtegen Acteur a Saache Coopération au développement sinn, verdéngen an eisen Aen eng Plaz an dësem Gesetz, besonnesch alles, wat d’Dezentralisatioun ubelaangt a wat den Échange de bonnes pratiques ubelaangt. Et ass evident, dass d’Sensibilisatioun vun der Opinion publique iwwert de Wee vun de Gemengenaktivitéiten eng enorm ass, an dass een dat kann doduerjer ënnersträichen, dass ee se am Gesetz mentionnéiert. Ech denken awer och, dass een eventuell misst drun denken, an där Hisiicht do d’Gemengegesetz ze änneren, fir bei de Missioune vun de Gemengen net nëmmen hir prioritär Missiounen ze definéieren, mä och déi, déi se eventuell kënnen hunn, wa se wëllen aktiv ginn.

D’Konventioun, en nächste Punkt, zwëschent dem Stat an den Acteurs non étatiques. Do sinn natierlech net nëmmen d’ONGe gemengt, mä och aner Acteuren, wéi zum Beispill de BAT, deem seng Base légale bis elo net dat Rengst ass par rapport zu eise Virstellungen an déi iwwert de Wee vun dësem Artikel kéint regulariséiert ginn, wat hir Forme juridique ubelaangt. D’Evaluatioun als e leschte Punkt, e wichtege Punkt, op deen ech wëll agoen. Evaluatioun ass gemaach ginn, net nëmme bei den ONGen, och net nëmme beim Ministère, mä bei der Luxdev regelméisseg. Mir denken, dass dat heiten e wichtege Punkt ass, dee wichteg genuch wier, fir am Gesetz ze figuréieren an ze preziséieren, net nëmmen, dass se soll gemaach ginn, dass se soll intern sinn an eventuell och extern, an dass d’Konklusioune vun deenen Evaluatiounen och solle kënnen diskutéiert ginn.

Ech muss mech elo ganz schnell tommelen. Mineur Changementer, déi dra sinn, betreffen de Congé politique, wou Dir esou gutt wësst wéi ech, dass dat eng Prozedur ass, déi onméiglech ass mam Comité interministériel, deen nëmmen all dräi Méint sëtzt a wou et ëmmer ganz schwiereg ass. Ech mengen, Dir kënnt dat eleng maachen, Dir oder wien och ëmmer responsabel gëtt. Ech denken och, dass et wichteg ass an engem Gesetz eng Léisung ze fanne fir de Problem, dass Agents de la coopération, Boursiers, Stagiairen net nëmmen dann Agents de coopération sinn, wa si um Terrain schaffen, mä och dann, wa si um Ministère schaffen.

Den Appui budgétaire ass mentionnéiert, hunn ech och scho gesot. D‘Donation globale géif ech proposéieren ofzeschafen, well se anscheinend iwwerhaapt net méi benotzt gëtt.

Zum leschte Punkt: E Problem, dee sech gestallt huet, schonn zu mengen Zäiten, an deen nach ëmmer net geléist ass: de spezielle Statut vun den Agents de la coopération, droits et devoirs, procédure disciplinaire, révocation, etc. Dat ganz kuerz zu der Proposition de loi, déi ech déposéiert hunn.

Ech hunn en aneren Häerzenswonsch, deen ech hei wollt virbréngen, an ech sinn iwwerzeegt, dass en e gudden Accueil kritt, besonnesch well et eng Initiativ ass, déi vun enger Ministeschkolleegin kënnt, déi dem PPE ugehéiert - an elo hunn ech mäin Ziedel erëm -, fir lech besonnesch e Projet am Kongo un d’Häerz ze leeën, wou et evident ass, dass bei deene Kricher an deene Rebelliounen, déi do stattfannen, massiv Frae violéiert ginn op eng Aart a Weis, déi insupportabel ass, dass 70% vun deene Fraen, déi do violéiert ginn, Kanner ënner 18 Joer sinn, dass déi Fraen an déi Kanner natierlech vun hire Familljen ausgeschloss sinn, dass se sozial am Fong ganz schwiereg Situatiounen hunn, dass déi Kanner, déi duerch déi opgezwonge Schwangerschaften op d‘Welt kommen, e Statut hunn, eng Bombe à retardement duerstellen, an dass et duerfir an der Belsch eng Initiativ gëtt vun engem Projet, deen heescht: «Stop à la terreur sexuelle à l’est de la République du Congo».

Et ass d’Madame Smet, déi dee Projet initiéiert huet, an ech denken, dass mer eis alleguerte kéinten dorunner uschléissen, an och als Lëtzebuerg do eng visibel Roll géife spillen, well wat sech do ofspillt, dat mengen ech ass insupportabel, an et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, als Lëtzebuerger Land, fir eng Hand unzepaken, do opzeraumen ze hëllefen.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Domat ass d’Lëscht ofgeschloss. D’Regierung huet d’Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l’Action humanitaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a kann och net op alles hei agoen. Ech wollt uganks Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi d’Kooperatiounspolitik fënnt. E Merci, deen ech net nëmmen a mengem eegenen Numm entgéinthuelen, mä och am Numm vun deene Leit, déi mat déi Politik konzipéieren an ëmsetzen.

Ech wollt, wann Der erlaabt, just kuerz op siwe Punkten agoen.

Den éischte Punkt ass deen: Ech sinn op e puer Projeten oder e puer Projetsrichtungen interpelléiert ginn. Éischte Punkt, den Afghanistan-Projet mat de Killraim si mer amgaang ze kucken. Zweetens, d’Bëscher am Kongo, well et ass vum Kongo, wou Dir geschwat hutt, Här Jaerling, ouni en ze nennen. Mir hunn dat zesumme mam Finanzministère initiéiert. Wann dat sollt an d’Stocke geroden, wäerte mir dat erëm eng Kéier redynamiséieren.

Och am Kongo; d‘Madame Err, géif ech bieden, mir d’Detailer ze gi vun deem Projet, dee jo och weist, datt de PPE heiansdo ka progressistesch sinn, gell?

Wat d’AIDS-Bekämpfung ubelaangt, wëll ech soen, datt meng Positioun an deene leschte fënnef Joer kee Millimeter geännert huet, rezent och net geännert huet, fir dat

kloerzestellen. Ech wëll am Iwwregen drop hiweisen, datt mer ënner Lëtzebuerger Présidence do grouss Progrèse gemaach hunn, och fir dat verbreedert zum Ausdrock ze brëngen ënnert dem Titel „Sexual and reproductive rights and services“. Mir hunn an der Vergaangenheet massiv mat UNAIDS zesummegeschafft a mat UNFPA, do wäert sech näischt drun änneren, kee Millimeter, och an Zukunft.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Zweete Punkt: Cohérence des politiques. Et ass e bëssen e Kontrast, deen ech awer do wollt vläicht ufëieren, wann ech gesinn, notamment wat d'Klimafro ubelaangt, datt mer am Ausland, an net vun deene Mannsten, attestéiert kréien, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun eng vun deenen ass, déi sech particulièrement breetmécht an der Klimafro, a mer hei gesot kréien, mir missten nach méi maachen.

Här Braz, ech huelen dat eigentlech als en Encouragement un, fir mech dann nach méi verbreedert do mat eranzedrécken. Ech muss et awer allerdéngs nach eng Kéier soen: Wann Dir Iech direkt un den Här Lux adresséiert, wier ech dankbar, wann Der dat géift maachen, wann deen do wier. Wann Der de Verbatim noliest, gesitt Der, datt Der Iech e puermol un den Här Lux direkt adresséiert hutt.

Ech wëll am Iwwregen drop hiweisen, datt de Plan national pour le développement durable den 1. Abrëll erauskënnt, wou mer massiv am Kader vun der Kooperatioun mat dru geschafft hunn. D'Kooperatioun ass och am Kyoto-Comité vertrueden. Ech weess, datt mer do kënne Progrèse maachen.

Idealerweis wier et fir mech esou, datt mer déi CDM-Projete géifen op där nämlechter Plaz maachen, wou mer och Projete maachen. Well eng Schoul, déi Dir baut, den Développement rural intégré, deen Dir maacht, wann Dir do nach e CDM-Projet kënnt op där nämlechter Plaz maachen, mécht dat méi Effet, wéi wann Dir deen an de Kamerun maache gitt oder op eng aner Plaz, wou mir keng Lienen hunn. Mä dat ass méi komplizéiert wéi esou. Mir schaffen drun.

Ech sinn Iech dankbar, datt Dir och an deem Zesummenhang den Développement hei zu Lëtzebuerg ugeschwat hutt, wat och beweist, datt Développement eng Fro ass, déi sech net op déi südlech Hemisphär beschränkt. Och dat wollt ech eng Kéier gesot hunn.

Kopenhagen: Do proposéieren ech ganz einfach, datt dat och en Thema gëtt am Comité interministériel. Et muss ee sech am Iwwregen an Zukunft d'Fro stellen, op wat fir engem Niveau dee Comité interministériel zesummekënnt. Dee kënnt de Moment op Beamten-Niveau zesummen. D'Fro ass, ob dat dee richtegen Niveau an Zukunft wäert sinn. Mä alles an allem hunn ech nei Force, fir mech nach verbreedert méi ëm déi Klimafro do ze këmmeren.

Drëttens, wat d'Aide budgétaire ubelaangt, wëll ech deene soen, déi sech dozou ausgeschwat hunn, datt déi Publikatioun vu mir a vum Marc Bichler e wëssenschaftleche Bäitrag ass zur Debatt. E Bäitrag, dee vun deenen, déi sech mat der Fro ausenanersetzen, als particulièrement transparent ugesi gëtt. An et gëtt eis gesot, datt et och gutt wier, wann aner Kooperatioune vläicht emol eng Kéier esou d'Fakte géifen op den Dësch leeën, an net ëmmer soen „Aide budgétaire, Aide budgétaire“ a soss näischt.

Mir sollen also wëssenschaftlech doriwwer diskutéieren. Ech hoffen, datt déi Kontributioun dozou kann den Ustouss ginn, well wann ech déi Publikatioun richteg liesen, dann ass d'Intentioun vun deem Think-Tank op Basis vun eiser Kontributioun, bei aner Kooperatioune wuel zousätzlech Kontributioune vun ähnlecher Natur ze suscitéieren, an da musse mer et och praktesch diskutéieren. Déi Propositioun, fir e Pilotprojet ze maachen, läit nach um Dësch. Dir wësst, datt mer dat mam Vietnam ugeduecht hunn, undiskutéiert hunn, och Réuniounen am Vietnam haten, awer zur Konklusioun komm sinn, datt dat net déi richteg Plaz wier.

Véiert Remarque, iwwert den Accord de partenariat économique an d'Kohärenz mat der Landwirtschaft. Ech wëll vläicht dobäi soen, datt ech, mengen ech, ee vun deene sinn, dee gehollef huet, de Prinzip vun der Souveraineté alimentaire no baussen ze brëngen, an datt ech och net déi Inkohärenzelementer tëschent der Landwirtschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg an der Kooperatiounspolitik gesinn.

Et mag elo sinn, datt et eng Ausnahm gëtt, déi d'Regel bestätegt. Ech hu mech net am Detail mat där Mëllechfro ausenanergesat. Dat mag elo sinn, datt dat déi Ausnahm ass, déi d'Regel bestätegt, mais dans le tout, mengen ech, ass et awer esou, datt do Kohärenz besteet. Ech erënnere mech ganz gutt, datt mer vun Ufank un eis do probéiert hu mam Kolleeg Boden ofzestëmmen an datt dat eis och mat ganz wéinegen Ofstrécher bis elo gelongen ass.

Am Iwwrege wëll ech drun erënneren, datt mer 2005 zu Hong Kong décidéiert hunn, d'Subsiden à l'exportation ofzeschafen. De Problem ass awer, datt Hong Kong un Doha hänkt an datt Doha net ofgeschloss ginn ass. Dat mag elo e bësse chineesesch klëngen hei, mä am Résumé ass et awer dat do. Och fir „fair trade“-Produiten an d'Schoulen an an aner öffentlech Institutiounen eranzebrénge si Progrèse gemaach ginn. Et ass méiglech haut. Et muss zwéngend méiglech ginn. Ech mengen, datt mer dat an der nächster Legislatur wäerten am groussen Einklang hei fäerdeg brëngen.

Meng Propositioun wäert och déi sinn, vu datt ech aller Viraussiicht no nach an egal wat fir enger Configuratioun maassgeblech mat wäert bedeelegt sinn un der Definitioun vum Ordre du jour vun den Assisen, datt mer d'Relatioune mat den AKP-Staten op den Ordre du jour huelen. Ech kann Iech elo scho soen, datt de Bernard Petit vun der Europäescher Kommissioun, dee jorelaang maassgeblech déi mat configuréiert huet, sech d'accord erkläert huet, fir dee Séminaire hei zu Lëtzebuerg ze animéieren, datt mer also dee Spezialist hei hunn, dee wäert am September hei optrieden. Ech mengen, och dat géif hëllefen, déi Debatt weiderzeféieren.

Fënneftens, wat d'Lëtzebuerger Entreprisen ubelaangt - den Här Henckes ass leider elo net do -, gi mer net op de Wee vun der Aide liée. Dat ass en internationale Prinzip, dee besteet an dee weider muss bestoen. Den Här Goerens huet dat mam Refus vun der utilitaristescher Entwécklungspolitik beschriwwen. Dat ass richteg esou. Ech si mat him eens doriwwer. Dat heescht net, datt d'Entreprisë keng Opportunitéiten an der Kooperatioun sollen hunn. D'Entreprisen hunn déi.

Mir hu vun deem Projet vun de Killanlagen a vun de Frigoe geschwat. Wann e Besoin do ass, eng Opportunitéit, an dee vun enger Lëtzebuerger Entreprise kann zefridde gestallt ginn, soll een dat maachen. Mä wat net geet, dat ass, wann ee seet, mir maachen de Projet nëmmen, wann Dir déi an déi Lëtzebuerger Entreprise huelt. Esou ass de Partenariat net ze verstoen, an esou geet de Partenariat och riicht an d'Mauer.

Ech verstoppen Iech och net, datt mer am Beräich Telekom op Lëtzebuerger Expertise zréckgräifen, gradesou wéi an der Mikrofinanz. Ech gesinn net an, firwat mer net sollen op déi Expertise hei zréckgräifen an do Synergien hierstellen. Mir hunn och schlecht Erfahrungen do gemaach. Mir hunn zum Beispill e Séminaire organiséiert, virun dräi Joer am Kader vun der Asian Development Bank, fir de Lëtzebuerger Entreprisen do Méiglechkeeten opzemaachen. Dat war kee grousse Succès.

Sechste Punkt, de Prinzip vun der Autonomie vun den ONGen ass een, deen ech héichhalen, an deen dat, wat d'ONGen ausmécht, am beschte charakteriséiert. Dorunner solle mer festhalen. Dat heescht net, datt keng Synergië méiglech sinn, dat heescht net, dat keen Échange méiglech ass.

Zweetleschte Punkt: Madame Err, iwwer Är Proposition de loi wollt ech vläicht Folgendes soen, an ech mengen, mir hunn eis do liicht op deem engen oder anere Punkt falsch verstan. Wat de Fong ubelaangt hunn ech gesot, datt déi Ausriichtung, wéi se am Gesetz ass, nämlech déi Prinzipien, déi Dir do festleet, datt ech domat d'accord sinn, well dat d'Beschreiwung vun der existenter Politik ass, mat där Maassgab, datt ech géif Lissabon gär dran erëmgesinn.

Ech hunn och en même temps an engem Niewesaz gesot, datt een iwwert d'Form kann diskutéieren. Ech wëll soen, datt Dir mir hei an deem dote Fall eng Roserei attribuéiert hutt, déi ech mir net eegen nennen, well ech mech nämlech net un der Form stéieren, wéi Dir dat gemaach hutt, nämlech datt Dir déi elo hei deponéiert hutt, datt ech wëll mat Iech schwätzen iwwert déi Formen, déi Dir am Gesetz virgesinn hutt, d'Formalitéiten, hätt ech misse soen, wou ech vläicht net mat hinnen alleguer d'accord sinn. Ech froe mech, ob déi Saache mussen alleguerten an den Text kommen. Ech froe mech, ob de Prinzip vum Partenariat respektéiert gëtt mat deene Formalitéiten, déi Dir virschlot. Dat wollt ech soen.

Ech mengen, datt et eng Diskussiounsbasis ass, a vu datt déi nei Charakteristik vun de Propositions de loi jo déi ass, datt et en «texte martyr» ass - eppes, wat mer da verbreedert och sollen an Zukunft zur Uwendung brëngen - wäerte mer dat dann och maachen. Ech wëll nach eng Kéier zu deem Punkt ofschléissend soen, datt ech mech bis elo ni am Gesetz agëenkt gefillt hunn duerch deen existenten Text. Datt en enger Modernisatioun soll a muss ënnerworf ginn, doriwwer si mer eis säit engem Joer op d'mannst eens.

Leschte Punkt, Här President, e grondsätzleche Punkt, och wann en deelweis répétitif ass, eng Konstant vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Ech si frou, datt Iwwerastëmmung hei herrscht an datt all Mënsch domadder d'accord ass, datt, wa mer elo géifen déi vergiessen, déi näischt hunn, dat de Contraire vun deem ass, wat déi international Solidaritéit ausmécht.

A wann ech virdrun, wéi och a menger Ried op der Universitéit vun Dakar am November, opgrond vun engem afrikanesche Spréchwuert de Verglach tëscht der Ameis an dem Elefant hiergestallt hunn, tëscht deem Staarken an deem Schwaachen, da géif ech mer et net umoossen ze soen, wien dann elo den Elefant ass a wien d'Ameis ass. Deen, deen dat probéiert, kéint sech emol zolidd a schwéier iren.

Eppes ass...

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass eng Seechomes.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Eng Seechomes. Merci, Madame Brasseur, fir d'Lëtzebuergesch.

Eppes ass fir mech kloer: Et geet drëm, dee Schwächsten ze schützen. Et geet drëm, dee Schwächsten ze schützen hei zu Lëtzebuerg; et geet drëm, dee Schwächsten ze schützen an Afrika; et geet drëm, dee Schwächsten ze schützen an Asien; et geet drëm, dee Schwächsten ze schützen a Latäinamerika. De Präis vum Noloossen haut vum Effort ass an zéng, 20, 30 Joer méi héich ze bezuelen, e Multiple vun deem, wat mer haut mussen investéieren.

Ech si frou iwwert dee staarke Wëllen, deen do zum Ausdrock komm ass, fir op deem 1%-Zil festzehalen. „Vouloir arriver, c'est avoir fait la moitié du chemin“, seet en anert afrikanescht Spréchwuert. Mir sinn also um gudde Wee, fir net ze soen um séchere Wee.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zu de Motiounen. Den Här Angel freet nach d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wollt dem Minister Merci soe fir seng prezis a kloer Äntwerten op all eis Froen. Ech wollt just eng Prezisioun nach froen. Hien huet den Appui budgétaire ugeschwat, an do huet en och vu Pilotprojet geschwat mam Vietnam. Ech wollt froen, ob mer net vläicht besser hätten, och esou e Projet pilote mam Cap-Vert ze maachen, d'autant plus wou ech mengen, dass dat ee Partner ass, dee permanent hei ervirgestrach ginn ass, gelueft ginn ass, an ech mech och erënneren, dass ech oft gelies hunn, dass eis Regierung d'bonne Gouvernance vum Cap-Vert ëmmer ervirsträicht.

Dofir wollt ech dem Minister mat op de Wee ginn, och vläicht e Projet an deem Land, mat deem mer jo ganz besonnesch enk Relatiounen hunn, esou e Projet pilote vum Appui budgétaire ofzeschléissen.

Merci.

Mme le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Zur Prezisioun wollt ech soen, datt mer dat, wat mer am Vietnam envisagéiert hunn, net gemaach hunn; dat ass dat eent. Datt mer amgaange sinn ze kucken, wat mer kënnen als Pilotprojet am Burkina Faso maachen. Mais pourquoi pas am Kader vum drëtte PIC mam Cap-Vert, wou mer amgaange sinn, éischt Orientatiounen ze kucken ze fannen, schéngt et mer esou ze sinn, datt et méiglech misst sinn, datt mer do esou e Beräich géifen identifizéieren. Dat muss ee kucken. Dat ass den Échange mat der Chamber. Ech wëll do net virgräifen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dann awer elo d'Diskussioun ofgeschloss. Mä ier mer zu de Motioune kommen, huet den Här Minister Krecké mer d'Wuert gefrot.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, ech hunn den Här Angel gefrot fir e bloe Pabeier ze kréien.

(Hilarité générale)

Dat ass elo geschitt.

Mme le Président.- An dat ass elo geschitt. Sou fonctionnéiert d'Chamber!

Gutt, mir kéimen dann zu de Motiounen.

Motion 1

Mir hunn zwou Motiounen an eng Resolutioun. Gëtt dozou nach d'Wuert gefrot? Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Jo, ech wollt zu der éischter Motioun soen, datt dat kloer eng Motioun ass, déi an de klimapolitesche Beräich erageet, an am Sënn vun der Cohérence des politiques muss déi begutacht ginn dann zesumme vum Kooperatiounsminister a vun deem Minister, dee fir de Klimaschutz zoustänneg ass, nämlech den Environnementsminister. Duerfir gesinn ech mech net an der Lag, hei am Numm vun der Regierung déi Motioun unzehuelen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Den Här Braz freet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat versti mer ganz gutt, déi dote Remarque. Da proposéiere mer, dem Minister Schiltz an dem Minister Lux Zäit ze loossen, fir dat ze maachen, a proposéieren, dass mer déi Motioun haut net zum Vote stellen, mä bei der nächster öffentlecher Sëtzung, wann déi do Concertatioun stattfonnt huet, se dann zum Vote ze stellen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord, dass mer esou verfueren, wéi den Här Braz elo proposéiert huet?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 2

Mir kommen zu der zweeter Motioun. Déi ass, souwäit ech gesinn, vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen a gedroen. Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

(Vote)

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Résolution 1

Mir kommen dann zur Resolutioun. Do huet den Här Scheuer d'Wuert gefrot.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Madame Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu virun e puer Joer scho gebieden, datt d'Chamber sech och an der Kooperatiounspolitik sollt engagéieren an op de Wee vun enger Coopération parlementaire goen. Am Joer 1979 huet en indeschen Ekonomist den Nobelpräis kritt, den Amartya Sen, an deen huet gesot, ech faassen zesummen: Een, dee wëllt den Honger an der Welt ausmäerzen, dee muss derfir suergen, datt an de Länner an der drëtter Welt, an der véierter Welt, do wou Honger ass, och eng gutt Gouvernance herrscht.

Déi gutt Gouvernance hu mer och hei zu Lëtzebuerg der Regierung iwwerlooss. Ech wollt drëm bieden, datt d'Chamber sollt hiren Accord ginn, datt Lëtzebuerg och sech op de Wee vun der Coopération parlementaire begëtt.

Dir hutt eng Resolutioun virun Iech leien, déi ass vag. Déi Resolutioun dréit deem Rechnung, wat an der Commission des Affaires étrangères diskutéiert ginn ass. An d'Chamber décidéiert näischt aneschters wéi datt se sech méi implizéiert an der Kooperatioun. D'Chamber décidéiert hei näischt aneschters wéi datt se a Concertatioun mat der Regierung an eenzelne Projeten, an ech géif gär derbäifügen an de Pays cibles derfir suergt, datt och d'Politik, déi gemaach gëtt an de Parlamenter, involvéiert gëtt an eenzelne Projeten. Dat notzt de Projeten, dat notzt deene Leit, déi op der Plaz sech fir d'Demokratie engagéieren.

Ech wëll Iech net opzielen, wou ech Relatiounen hat an hu mat Parlamentarier vun alle Borden, aus der Majoritéit an aus der Oppositioun, déi waarden drop, fir Kontakter ze kréie mat Parlamenter. Dat kascht net onbedéngt vill. Et kascht just nëmmen Engagementer, déi een hélt mat der Regierung a mat aneren Träger, ob dat Lux-Development ass oder ob dat ONGe sinn. Et léisst sech maachen.

Ech fannen, datt et der Lëtzebuerger Chamber gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer déi Décision de principe hei géifen huelen. Här Minister, ech hunn dee Rapport gelies, deen iwwert déi Sëtzung do gemaach ginn ass. Dat ass e positive Rapport. Dofir verstinn ech net, firwat d'Chamber hei sollt nee soen zu enger Resolutioun, déi eis prinzipiell sollt engagéieren, fir an Zesummenaarbecht mat deem Träger vun der Kooperatioun e positiivt Bild och vun der Lëtzebuerger Chamber an der Kooperatioun ofzeginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Den Här Goerens, den Här Fayot an de Minister hunn d'Wuert gefrot. Ech mengen, ech fänken da mam Här Goerens un.

M. Charles Goerens *(DP).*- Madame Presidentin, ganz kuerz, just fir ze rappeléieren, datt meng Fraktioun dat do ka matdroen, à condition, datt d'Demande fir ze compiléieren nach Projete vun de Parlamenter, mat deene mer an Zukunft schwätzen, vun deenen émanéiert, an net vun eis. Mir sollen net mat engem imperialistesche Geescht la bonne nouvelle aneren droe goen. Well mir hunn oft och ganz vill vun deenen ze héieren, mir sollten à l'écoute si vun deenen, prett si fir eng Assistance technique ze maachen. Méi kënne mer och net maachen. Mir kënnen Échangen eis virstellen, wann déi gefrot si vun afrikanesche Länner, och um Niveau vun de Sekretariater. Mais pour le reste, on est à l'écoute des pays, an net den Inverse.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président - Très bien! Merci, Här Goerens. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Madame Presidentin, ech weess, dass den Här Scheuer ganz staark implizéiert ass an déi Fro vun der Zesummenaarbecht zwëschent de Parlamenter. Hien huet dat jo och schonn an der Kommissioun gesot. Och schonn am Büro vun der Chamber hu mer doriwwer geschwat, an Dir kënnt Iech erënneren, Madame Presidentin, dass mer och am Büro vun der Chamber ons Froe gestallt hunn, wéi dat genee soll fonctionnéieren.

De Problem ass jo deen - dat war déi Diskussioun, déi mer haten -, dass mir hei als Chamber Sue kréien iwwert de Budget vum Stat, déi am Fong geholl net earmarked si fir d'Politique de coopération. Dat war onse Problem, dee mer ëmmer dobäi haten. Dofir hate mer dann eng Kéier eng Sitzung, wou mer mam Här Minister doriwwer geschwat hunn.

Mir hunn zréckbehalen an där Sitzung, net, dass mer näischt géife maachen, mä mir hunn zréckbehalen, dass mer géifen den Här Frieseisen an ech mengen den Här Bichler, den Direkter vun der Kooperatioun, chargéieren, fir emol ze kucken, wéi dat praktesch kéint fonctionnéieren.

Ech mengen, u sech ass et kee Problem fir ze soen, dass Parlamenter sollen zesummeschaffen, mä dat Konkret och, wat den Här Scheuer am Kapp huet, dat ass jo fir ze soen: Elo hu mer zum Beispill e Parlament an engem afrikanesche Land, wou och nach Leit dovunner, déi eng sinn an der Oppositioun, déi aner sinn an der Majoritéit, déi hunn net vill Moyenen. Mir ginn hinne Moyenen, informatesch Moyenen oder wat dann ëmmer ass, vun onser Chamber un déi Chamber. Wéi dat genee ka fonctionnéieren, och am Kader vun onser Politik, wéi den Här Goerens et richteg gesot huet, wa mer ons net do als demokratesch Imperialisten opspillen an hinne wëllen déi Saache bréngen, déi mir mengen, dass fir si richteg sinn.

Dofir muss ech soen, hei bei dëser Resolutioun sinn eigentlech vill Froen, déi mer nach net geléist hunn, an dofir hunn ech e bëssen e Problem mat där Resolutioun. Mir sinn an engem Prozess fir ze sichen, wéi mer kënnen déi Zesummenaarbecht zwëschent de Parlamenter maachen, an ech géif op jidde Fall wënschen, dass mer emol dee Rapport géifen ofwaarden, also déi Entretienen oder déi Recherchen, déi den Här Frieseisen mam Här Bichler kéint maachen, fir iwwerhaapt do ze décidéieren.

Prinzipiell ass keen hei géint déi Zesummenaarbecht, mä mir sinn eigentlech net méi op deem Plang vun dëser Resolutioun, mir sinn eigentlech schonn e Schrëtt weider. Dofir muss ech éierlech soen, géif ech éischter wënschen, dass mer dës Resolutioun vläicht e bëssen op Äis leeën, bis mer dee Rapport kréie vum Här Bichler a vum Här Frieseisen.

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn allerdéngs dat doten alles liicht anescht an Erënnerung, Här Fayot.

(Interruptions diverses)

Dat war op Demande vun deene Gréngen, wou mer de Minister invitéiert hunn, fir déi Méiglechkeet emol eng Kéier ze diskutéieren. An et war an der Kommissioun keen, dee gesot huet, dass et keng gutt Iddi wier, dass d'Parlament sech soll méi aktiv…

(Interruption)

Jo, jo, loosst mech wann ech gelift développéieren. Et huet keen an der Kommissioun gesot, dass et keng gutt Iddi wier, wann d'Parlamenter sech géife méi aktiv implizéieren an d'Kooperatiounspolitik. An deem Geescht, wéi de Charles Goerens et beschriwwen huet.

Wat mer dunn zréckbehalen hunn, war, dass mer dat prinzipiell also géife gutt fannen an dass mer et net wéilte laanscht oder am Réck vun der Regierung oder géint d'Regierung maachen, dass mer selbstverständlech déi Kanäl, déi et gëtt vun der Regierung, als Parlament mat wéilten notzen, dass mer absolut keng Intentioun hätten, eppes aneschters ze maache wéi dat, wat d'Regierung doranner mécht. Déi Basis war kloer. Dat war och de Wonsch, mengen ech, deen de Minister geäussert hat, an an deem Kader bewege mer eis och.

Dunn hu mer gesot: Wéi gi mer dann elo konkret weider? Dunn hu mer gesot, fir konkret weiderzekommen - an ech hunn net an Erënnerung, wéi den Här Fayot, dass mer iergende Rapport gefrot hätte vun engem. Mir hunn au contraire gesot, fir virunzekomme gi mer eis einfach ee praktescht Beispill. Kommt mir ginn eis ee praktescht Beispill unhand vun deem mer et duerchspillen an der Kommissioun. Mir hu gesot, mir kommen an d'Kommissioun zréck a spillen unhand vun engem praktesche Beispill selwer dat duerch, huelen e Pays cible a kucken: Wat hätte mer dann an deem Pays cible do? Wat kéinte mer an deem Pays cible do maachen? A géifen da probéieren, opgrond vun deem praktesche Beispill eis Regelen ze ginn an eng Method ze ginn, wéi mer da géife weiderfueren. Dat ass de Wonsch an d'Iddi vun der Kommissioun.

Sou. Elo kann ech mer awer net virstellen, dass d'Parlament dat géif normal fannen, wann eng Kommissioun eleng esou eppes géif beschléissen, dass eng Kommissioun eleng géif soen, majo mir fannen dat gutt, mir froe weder d'Conférence des Présidents nach d'Plénière, mä mir eelef fannen dat do esou flott, dass mer dat elo maache ginn ouni anerer ze froen. Fir mech ass et evident, dass, wann ee wëllt op deen dote Wee goen, et awer iergendwou e Moment muss ginn, wou et eng prinzipiell Zoustëmmung gëtt vun der Plénière, fir op dee Wee ze goen.

Da muss hannendru bien entendu am Detail gekläert ginn, wat ee genau mécht, an dofir ass jo och déi Motioun genau aus deenen doten Argumenter esou formuléiert, wéi se formuléiert ass, fir genau dat doten net kënne virzegräifen.

Mä ier awer elo d'Commission des Affaires étrangères mat héije Beamte vum Kooperatiounsministère, mam Appui vum Här Frieseisen, dee perséinlech an déi Sëtzung komm war, wat jo net oft geschitt, mengen ech, muss haut awer eng Kéier kënne gesot ginn, ier Der deen doten Opwand weider bedreift an Iech an Detailer eventuell verléiert, wou et vläicht kee prinzipiellen Accord gouf, dofir muss also eng Kéier gesot ginn, prinzipiell si mer mat deem Wee vun där verstäerkter Implikatioun d'accord, sans préjugés wat am Detail dobäi erauskënnt. Mä ech mengen awer, dass d'Membere vun den Affaires étrangères gäre géife wëssen, ob déi Iddi, déi mer do diskutéiert hunn, déi mer all richteg fonnt hunn, y compris de Minister, ob mer sollen op där Iddi do weiderschaffen, ouni ze préjugéieren, wat mer wou wäerte maachen, oder ob mer haut gesot kréien, haalt domat op.

Mä ech mengen awer, et wier net schlecht, wa mer géifen haut soen, d'Iddi ass an der Rei, schafft weider op där Pist, an dann huele mer d'praktescht Beispill duerch, wéi mer dat an der Kommissioun gesot haten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Scheuer freet nach eng Kéier d'Wuert, an dann den Här Minister.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech wollt dem Minister eppes dozou soen. Et leien och konkret Demanden do vum Parlamentspresident vum Niger a vum Parlamentspresident vum Burkina Faso.

Mme le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Madame Presidentin, just fir dem Här Braz nach dat hei ze soen. Wann ech den Dispositif kucke vun där Resolutioun, dann ass dee fir mech op jidde Fall net kloer. Den éischten Tiret seet: «décide de s'engager sur la voie d'une implication plus forte de la Chambre des Députés en matière de politique de coopération». Ech mengen, dës Chamber an ons Kommissioun hu sech ganz staark, et ass och am Débat gesot ginn, an d'Politique de coopération vu Lëtzebuerg implizéiert, fannen ech, mä dofir brauche mer keng Resolutioun. Ech mengen, mir hunn an all Fraktioun Leit, déi sech ganz staark dran implizéieren.

An da solle mer ons concertéiere mat der Regierung «pour fixer au cas par cas la plus-value que la Chambre des Députés peut apporter aux projets développés dans les pays cibles et la façon d'y arriver». Bon, et ass jo just dat, wat ech gesot hunn, dass mer sollen dat probéiere konkret ze maachen, wat mer och décidéiert hunn an der Kommissioun. Dofir fannen ech wierklech, dass déi Resolutioun hei, wann den Här Braz meng Meenung wëllt doriwwer hunn, sans objet ass.

Mme le Président.- Den Här Minister huet d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Naja!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Madame President, ech wëll Folgendes soen, dat ass, datt, wann ech mat mengen europäesche Kolleegen diskutéieren iwwert d'Kooperatioun, wann ech deenen erklären, wéi d'Lëtzebuerger Parlament implizéiert ass, da gëtt et déi Implikatioun a kengem vun deenen anere 26 Länner. An déi Länner, wou et all Joer eng speziell Kooperatiounsdebatt gëtt, sinn och extrem rar. Dat heescht, parmi les bonnes pratiques, déi beim CAD ervirgehuewe ginn, sief dat am formellen oder informelle Kader, ass de Fait, datt déi Chamber hei sech massiv implizéiert, eppes ze soen huet an där Debatt an dat och seet, an och dee Konsens, dee mer hunn, notamment wat de Montant vun der Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt, dat ass fir mech dat Wichtegst.

Dat Zweet, dat ass, ech war och an där Kommissioun derbäi, an an där Kommissioun ass d'Diskussioun op en Enn gaang, datt den Här Frieseisen u meng Adress respektiv un d'Adress vum Här Bichler gesot huet: Ech kommen dann eng Kéier laanscht an da kucke mer, wéi mer dat konkret maachen. Och wann d'Resolutioun d'Affär vun der Chamber ass, weess ech net, ob mer eis hei sollen an en Textgemetzel engagéieren, wann ech mer déi Remarque däerf erlaben.

(Interruption)

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, datt déi Resolutioun hei awer Sënn an Zweck mécht, well et jo justement drëm geet, fir deene Länner, déi um Wee vun der Demokratie sinn, ze hëllefen, d'autant plus datt si selwer bereet sinn an d'Demande maachen, fir mam Lëtzebuerger Parlament ze schwätzen. Wann ee wëllt konkret Saachen ënnerhuelen, da soll een dat maachen.

Ech héieren, si wier sans objet. Mä da kann een déi Resolutioun och garantéiert stëmmen,…

(Hilarité)

…well deen Ablack huet se nämlech just nuren dat ze confirméieren, wat och d'Majoritéitsparteie gären hätten.

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Haupert huet d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Madame Presidentin, ech sinn der Meenung, wann eng Resolutioun sans objet ass, da solle mer eis net lächerlech maachen an och nach eng Kéier hei driwwer ofstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Ech mengen dat, wat den Här Fayot hei gesot huet. Ech mengen, déi Kreditter - a wann ech den Här Braz richteg verstan hunn, geet et hei drëm fir ze kucken, ob mer déi néideg Kreditter kréien -, déi d'Chamber huet, si net geearmarked a si kënne fir Déplacementer oder fir Aktivitéiten, déi d'Chamber mécht, gebraucht ginn.

Ech ginn ee Beispill, an duerfir brauche mer net hei an dem Plenum ofzestëmmen. Wann d'Finanzkommissioun décidéiert huet, datt si gär iergendwéi mat enger anerer Kommissioun am Ausland zesummekënnt, da mécht se d'Demande un d'Conférence des Présidents an da kritt se do Feu vert…

(Interruptions)

…oder un de Büro, pardon! Si kritt entweder Feu vert oder net. Duerfir mengen ech wär dës Resolutioun hei sans objet, a mir stëmmen dann och dergéint.

Mme le Président.- Merci, Här Haupert. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Fayot och nach eng Kéier äntwerten…

Mme le Président.- Dem Här Braz seng Riedezäit ass nach net ofgelaf. Also, Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Fayot och nach eng Kéier äntwerten, dat muss jo dann och erlaabt sinn, et ass jo keng Einbahn.

Wa se sans objet wär, da mengen ech net, dass den Här Fayot schonn zweemol hätt missen dozou Stellung bezéien. Si ass natierlech net sans objet, an ech verstinn och éierlech gesot net genau, wat dem Här Fayot säi Problem ass, well hei geet et just dorëm, op eng ganz normal a banal Aart a Weis, wann eng Kommissioun eng Iddi huet, wou se sech drop verstännegt huet, dass et eng gutt Iddi ass, vun där se weess, dass se se eleng net kann ëmsetzen, fir déi si also déi prinzipiell Zoustëmmung vum Parlament brauch, ass et déi normaalst Aart a Weis, fir dat heihinner ze bréngen, fir et prinzipiell guttzeheesche vun der Plénière, ier weidergeschafft gëtt.

Hätte mer dat net esou gemaach, géife mer dat ëmgedréint maachen, da wär den Här Fayot zu Recht ee vun deenen Éischten, déi streng op d'Reglement géife verweisen a soen, et kann net sinn, dass d'Kommissioune sech verselbststännegen, an dass déi Leit, déi do schaffen, maache wat se wëllen. Do hätt e komplett Recht. Hei ass näischt anescht gefuerdert.

Ech fannen et just e bësse schued, dass déi Diskussiounen, déi mer gefuerdert hunn den 2. Februar, elo esou net méi solle wouer sinn, mä ech huelen den Här Fayot gäre beim Wuert. Ech fannen et schued, dass mir eis hei net kéinte bei engem Vote verstännegen. Ech hätt à la rigueur léiwer, mir stëmmen net iwwert déi Resolutioun of.

Mä dann huelen ech lech beim Wuert, Här Fayot. Wann Dir hei gesot hutt, si wär duerfir net noutwendeg, well mir eis eens sinn, dass mir op deen dote Wee wëlle goen, da gëllt Äert Wuert fir mech als e Vote an ech zéien d'Resolutioun vum Vote zréck a mir maachen dat do elo.

Mme le Président.- Bon, dann ass also…

(Interruptions diverses)

Dann ass also d'Resolutioun zréckgezunn a mir brauchen net doriwwer...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Scheuer, sidd Dir domadder averstan?

Mme le Président.- Also, den Här Fayot a senger éischter Interventioun hat proposéiert, d'Resolutioun en suspens ze halen. De Minister an den Här Haupert sinn der Meenung, dass mer net brauchen doriwwer ofzestëmmen, an den Här Braz seet elo, wann den Här Fayot géif confirméieren, dass dat gemaach gëtt, géif hie seng Resolutioun zréckzéien.

(Interruptions)

Kann ech considéréieren, dass d'Resolutioun zréckgezunn ass?

Plusieurs voix.- Jo!

(Interruptions)

Mme le Président.- Jo, dann ass dat esou décidéiert, an da brauche mer net méi driwwer ofzestëmmen a kommen zum nächste Punkt op eisem Ordre du jour.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hätt awer gär, dass déi Prozedur do an d'Reglement ageschriwwe gëtt!

(Hilarité générale)

Mme le Président.- Ech géif den Här Jaerling bieden, dann d'Commission du Règlement vun där Propositioun ze saiséieren.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet 5938, Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière, etc., etc. De Rapporteur, den Här Glesener, huet d'Wuert.

4. 5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin, villmools Merci. Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet ass ënner anerem d'Konsequenz vun der Arméireform, déi mer de 17. Dezember 2007 hei gestëmmt hunn. Déi Reform huet eiser Armél eng nei Determinatioun, verbonne mat neien an zousätzlechen Aufgabe ginn. Ech viséieren heimat d'Applikatioun vu Friddens- an humanitäre Missiounen am Numm vun der NATO a vun der Europäescher Unioun an esou weider.

Bei esou Missiounen, Kolleeginnen a Kolleegen, bedeite geziilte Virbereedungsmoossname wéi och d'Exekutioun zousätzlech Belaaschtung fir eis Zaldoten. Eng speziell Primëregelung ass eng natierlech Folleg vun deenen zousätzleche Belaaschtunge par rapport vun eisen Zaldoten. De virleiende Projet schaaft déi legal Basis vun dësem Primësystem. D'maximal Héicht vun de Primë fir Offizéier, Ënneroffizéier a Kapréil gëtt duerch d'Gesetz festgehalen. Am Projet de loi fannt Dir déi Beträg.

Et si Beträg a Primen, déi nëmmen zur Ausbezuelung komme bei engem Asaz iwwer 24 Stonnen. D'Ausbezuelungsmodalitéiten an och d'Modalitéit vun der jeeweileger Héicht vun deene Primë sinn an engem Règlement grand-ducal festgehal.

Dat Reglement louch dem Projet de loi bäi, jiddweree konnt also Kenntnis dovun huelen, sou datt mir och an der Kommissioun dat Ganzt konnten examinéieren. All déi Primen - dat ass wichteg ervirzehiewen - sinn net pensionabel an och net imposabel. De Statsrot war net där Meenung, hien huet awer keng Oppositioun formelle ugemellt.

Zur Erënnerung: Beim Statut unique, deen den 1. Januar 2009 a Kraaft getrueden ass, hu mer déiselwecht Regelung an Zesummenhang mat den Iwwerstonnen applizéiert, an deemzufolleg war eis Kommissioun der Meenung, datt och hei bei dësem Projet fir d'Armél déiselwecht Moossname solle festgehale ginn. Deemzufolleg ware mer och der Meenung, net de Statsrot ze suivéieren a beim Regierungstext ze bleiwen.

Dee Projet ass den 1. Oktober 2008 vum Minister Schiltz déposéiert ginn. Zur legislativer Prozedur verweisen ech op mäi schréftleche Bericht, do steet alles dran, ech brauch dat net méi mëndlech hei ze widderhuelen.

Ech wëll just betounen, datt d'Diskussiounen ëm eng nei Primëregelung fir d'Arméi ronn 15 Joer ugedauert hunn. Et ass dem Verdeedegungsminister, dem Här Schiltz, säi Mérite, no der Arméireform och déi Primendiskussioun op e gutt Enn bruecht ze hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Kommissioun huet dëse Projet eestëmmeg ugeholl, an ech bieden och d'Chamber datselwecht ze maachen. Ofschléissend ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat war et. Wéi Der gesitt, hunn ech mech - wéi mer fréier esou schéi gesot hunn - militäresch kuerzgefaasst. Ech bieden Iech also, dee Projet ze stëmmen, a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Madame Presidentin, esou wéi mer dat vum Här Glesener gewinnt sinn, mécht e vill Rapporten iwwert d'Défense, an déi Rapporten, déi hie mécht, déi mécht e gutt. Wann ech dat nach eng Kéier ënnersträichen, dann ass et, well ech dat virdru bei eenzelne Geleeënheete versommt hunn ze soen. Duerfir wollt ech dat elo nohuelen an an engems den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet hei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Madame Presidentin, ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Den Här Glesener ass Spezialist vu militäresche Saachen zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

An déi Rapporten, déi hie mécht, déi sinn effektiv esou, dass mer net vill Wierder méi brauchen doriwwer ze verléieren, an ech ginn och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. D'Regierung huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Madame Presidentin, ech wollt mech alle Virriedner uschléissen, dem Rapporteur villmools Merci soen, deenen dräi Riedner och Merci soe fir hir exzellent Bäiträg, deenen ech…

(Hilarité)

…honnertprozenteg bäiflichten. Ech si frou, datt mer an esou enger grousser Harmonie heimadder e Problem, deen eis 17 Joer laang begleet huet, ofschléisse kënnen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, et ass ëmmer gutt, wann de Minister vun der Défense e gewëssene Sënn fir Ironie huet an dat och zum Ausdrock bréngt.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Harmonie! Harmonie!

(Hilarité)

Mme le Président.- Harmonie!

(Interruption)

Merci. Mir kommen dann elo zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. Fin du vote. De Projet de loi 5938 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen op deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat hunn ech net a mengem Dossier, mä dat ass d'Interpellatioun vum Här Eugène Berger iwwert d'Politique en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation

M. Eugène Berger *(DP), interpellateur.*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech eng Interpellatioun iwwert déi energetesch Aspekter am Hausbau zu Lëtzebuerg haut an der Chamber maachen, da muss ech fir d'Aféierung e bësse méi wäit, méi global aushuelen. Dat passt jo och dann an de Kader vun dësem Nomëtteg, wou mer schonn e längeren Débat haten och iwwert d'Kooperatioun.

Well wann ee vun Energie schwätzt, dann hänkt déi Fro bekanntlech ganz enk mat der Thematik vum Klima zesummen, engem Klima, dat sech verännert, enger Atmosphär, déi sech lues, awer sécher ophëtzt duerch den exzessiven Energieverbrauch op eisem Planéit, eng Energie, déi haut zu groussen Deeler nach aus fossile Brennstoffer gewonne gëtt.

Deen ongehemmte Verbrauch vum Pëtrol a senge Produkter ass maassgeblech responsabel fir déi CO_2-Emissiounen, déi eist Klima an de leschte Joren ëmmer méi veränneren. D'Konsequenze vun dëse Changementer hunn eis Wëssenschaftler an d'UNO-Experte virgerechent. Wa mer d'Kéier net kréien, wäerten all déi Changementer dramatesch Ausmoossen unhuelen. D'Verännerunge vum Klima duerch massiv CO_2-Ausstéiss wäerte Konsequenzen hunn op d'Ëmwelt, op d'Déieren, d'Planzen, an och d'Mënsche wäerte vun de Veränneerunge vum Klima getraff sinn. A wéi esou oft riskéieren dann déi Schwächst, dat heescht d'Mënschen aus den Drëtt-Welt-Länner, déi Éischt ze sinn, déi dovunner getraff sinn.

Bon, dat sinn Zeenarien, déi ganz oft da wäit ewech gewise ginn, wou ee mengt, dat géif eng Kéier a ganz, ganz wäiter Zukunft kommen, mä dat ass awer net esou de Fall, a wann een einfach nëmme ronderëm sech kuckt, gesäit een, datt schonn eng ganz Rei Saachen amgaang sinn.

Mir hunn ëmmer méi extrem Wiederkapriolen, an och fir mech perséinlech ass et zum Beispill interessant festzestellen, a wéi engem schnelle Rhythmus zum Beispill hei an Europa d'Gletschere schmëlzen. Wou ech virun 20 Joer als Biergsteiger hu misse Steigeisen hunn, fir virunzekommen, kann een haut mat Turnschlappen iwwer Steng spadséieren.

D'Klimaveränneerunge ginn och ëmmer méi eng Fro vu Käschten. Sou hu Versécherungsgesellschafte virgerechent, datt an de vergaangene Joren extrem Klimaereignisser materiell Schied verursaacht hunn, déi d'Gesellschaft iwwer 100 Milliarde kascht hunn. Dat sinn nëmmen an där Rechnung Schied, déi elo materiell sinn, wou Haiser oder soss aner materiell Gidder zerstéiert gi sinn. Do ass emol net dran agerechent, wat dat eventuell och mëttel- oder laangfristeg vu Schied ka ginn duerch Klimaveränneerungen an der Ëmwelt an an der Natur.

An honnert Wierder wéi an engem ass kloer, datt mer gefuerdert sinn, fir dëse Klimaveränneerungen entgéintzewierken. Dat heescht konkret, mir musse kucken, datt mer eis CO_2-Emissiounen drastesch reduzéieren, an da si mer zréck bei der Fro vun der Energie an dat bréngt mech elo méi no un de Punkt, un de Kär vun eiser Diskussioun haut de Mëtteg.

Mir mussen also kucken, datt mer eis Energie reduzéieren, an do gëtt et jo dann haaptsächlech zwou Achsen: Entweder kucke mer op aner Energieformen, op net fossil Brennstoffer ze kommen, respektiv musse mer kucken, datt mer manner Energie verbrauchen.

D'CO_2 - an Energieproblematik ass sécher eng weltwäit, dat hunn ech elo gesot, mä mir mussen och kucken op nationalem Plang, datt mer och do eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Mir hunn dat an engem internationalen Accord, dem Kyoto-Protokoll, gemaach, an deem mer eis engagéiert hunn, eis CO_2-Emissiounen ëm 28% ze reduzéiere par rapport zu 1990.

Déi grouss Erausfuerderung besteet doranner, fir dës Verflichtung konkret hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren. An ech muss soen, mir sinn awer nach wäit vun dësem Zil ewech. Och wann den Ëmweltminister gëschter eng Pressekonferenz ginn huet a gemaach huet, wéi wa mer op dem gudde Wee wieren, dann ass dat awer an der Realitéit net de Fall.

Ech wëll hei nëmmen e Communiqué zitéiere vun deene Gréngen, déi haut soen: „CO_2-Emissiounen: Upaken - net uschmieren, Här Minister!" Wou se soen: „Er unterschlägt unverrückbare Fakten. Die Regierung hat das Kyoto-Ziel um 23% verfehlt." - An da soe se och nach: „Der Rückgang der CO_2-Emissionen ist nicht die Folge einer Trendwende, sondern hat eindeutig konjunkturelle Ursachen."

An da soe se, de Minister, dee soll also: „…in einem zentralen Zukunftsthema in aller Sachlichkeit (…) Die Klimadebatte darf sich nicht an den persönlichen Ambitionen des Ministers hinsichtlich des 7. Juni orientieren."

(Interruptions)

Souwäit déi Gréng, mä och…, mä och…

Une voix.- Félicitatiounen!

M. Eugène Berger *(DP), interpellateur.*- Merci, Madame Presidentin. Mä och Greenpeace seet an enger Stellung zu där Pressekonferenz vu gëschter, datt: «Les émissions de CO_2 au Luxembourg ont diminué notamment à cause des facteurs externes comme la crise économique et des prix de combustibles fossiles en hausse.»

Nëmme fir ze soen, datt also hei zu Lëtzebuerg nach net d'Welt an deem Punkt an Uerdnung ass, datt mer nach musse ganz vill Effortë maachen. An den Haaptverursaacher vum CO_2 hei zu Lëtzebuerg, wéi op villen anere Plazen an der Welt, wësse mer, ass an éischter Linn den Transport, d'Ausstéiss vun dem CO_2 vun den Autoen. Mir wëssen, datt mer nach musse ganz vill Effortë maachen och hei zu Lëtzebuerg. Mir hate schonn eng Debatt iwwert den Transport, haaptsächlech, datt mer och mussen an déi Richtung goen, méi öffentlechen Transport ze förderen.

(Interruption)

Ech wäert also net op dee Sujet vum Transport agoen, mä ech wäert op dee Sujet agoen, en aneren Domän, wou e ganz grousse Spuerpotenzial do ass, en aneren Domän, wou och e ganz groussen Impakt op eis CO_2-Emissiounen an op de Portmonni vu jiddwerengem Eenzelnen ass: Dat ass nämlech de Beräich vum Hausbau a vum Hëtzen.

D'Experten hu gerechent, datt an dësem Beräich kënnen am Duerchschnëtt nach iwwer 30% un CO_2 hei zu Lëtzebuerg agespuert ginn. Wann ech elo kann op déi Zuele goen, déi ech gëschter gesinn hunn, dann hu mer am Hausbau eng Reduktioun vun 1% erreecht. An dat ass awer nach wäit ewech vun deem Potenzial, dee mer also hunn am Hausbau, fir op - 30% ze kommen.

Minus 30%, ech soen déi Ziffer, et kann e bëssen driwwer oder drënner sinn, do mussen d'Experten nach schwätzen. Mir mussen also kucken, dat Potenzial esou vill wéi méiglech auszeräizen. Dat musse mer maachen, andeems mer massiv Haiser bauen, déi esou gebaut ginn, dass se an engem Standard si vun Niddregenergie- oder Passivenergiestandard, Haiser, déi eventuell keng fossil Brennstoffer méi brauchen. Mir mussen awer och kucken, datt mer massiv bestehend Bausubstanz hei zu Lëtzebuerg deementspriechend energetesch sanéieren duerch eng besser Isolatioun, duerch ther-

mesch Solaranlagen, duerch den Daach verbesseren, etc., etc.

Do ass also e gewaltegen CO_2-Spuerpotenzial, a wien CO_2-Spuere seet, seet manner Energie brauchen, virun allem manner fossil Energie. Dat heescht also manner Mazout a Gas brauchen, fir ze wunnen an ze heizen. A wie manner Mazout a Gas seet, seet schlussendlech manner bezuelen, fir ze heizen an ze wunnen. Mir gesinn also, datt d'Energiefro och ëmmer ganz enk mat der Käschtefro verbonnen ass.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer also nach net déi ideal Situatioun erreecht, datt jiddwereen an engem Haus wunnt, dat optimal energetesch gebaut oder sanéiert ass, loin de là! Villméi wunnen déi meescht Leit hei zu Lëtzebuerg an Haiser, déi nach vill ze vill Mazout a Gas brauchen an déi doduerjer natierlech net nëmmen de Budget, mä och d'Ëmwelt staark belaaschten.

Vill Leit, vill Stéit befanne sech an enger regelrechter Energiefal, bedéngt duerch déi héich Präisser vun de Pëtrolsproduiten. Sécherlech hu mer déi lescht Méint do haaptsächlech duerch eng Rezessioun eng kleng Otempaus kritt. D'Präisser sinn erofgaang. Mä mir dierfen awer net vergiessen, datt zum Beispill tëschent 2004 an 2008 de Mazout ëm 55% an d'Luucht geklomme war a souguer de Gas ëm 80% geklomme war.

Wéi gesot, déi lescht Wochen a Méint ass dat zréckgaang, mä awer déi lescht Indicateuren um Marché, wat den Uelechpräis ubelaangt, weisen erëm an d'Luucht. Mëttelfristeg muss een awer dovunner ausgoen, datt dann och de Präis vum Barrel an d'Luucht geet. Dat heescht, datt dann och all déi Energie, déi mir brauchen, fir ze hëtzen an ze wunnen, datt déi dann ebe méi deier gëtt, datt also dann och eben d'Hëtze méi deier gëtt.

Et gëtt also souwuel Ursaache vum Klimaschutz wéi och vum Portmonni, fir am Beräich vum Hausbau Akzenter ze setzen an d'Leit ze ënnerstëtzen, fir Haiser energetesch op dee beschtméigleche Standard ze bréngen. A mir brauchen also duerfir eng Offensiv fir Albausanéierung a mir brauchen och e konsequente Programm fir Haiser an Niddreg- a Passivenergiestandarden. Déi feelen awer hei zu Lëtzebuerg, an hei gi Chance verspillt an Noutwendegkeete verpasst, well d'Regierung, den Ëmweltminister keng effizient Strategie a kee gëeegent Konzept op d'Bee bruecht huet.

Dat ass domadder ugaang, datt vill wäertvoll Zäit verluer gaangen ass an deene leschte fënnef Joer. Ech wëll dorun erënneren, datt schonns eng virregt Regierung verschidden Initiative geholl hat, fir d'Leit finanziell ze ënnerstëtzen, wa si an erneierbar Energie oder an Energiespueren am Hausbau investéiert hunn.

Déi Subsidreglementer waren ausgelaf am Joer 2004, a fir neier ze erstellen, fir déi nei huet d'Regierung schlussendlech dräi Joer gebraucht, bis datt dann endlech en definitiivt Reglement respektiv déi verschidden definitiv Reglementer zesummegepasst hunn. An dat war a mengen Aen net déi richteg Aart a Weis, fir d'Saachen unzepaken. Well dräi Joer ass eng laang Zäit an engem Beräich, dee voll an Expansioun war a wou da ganz vill Veronsécherung entstanen ass bei den interesséierte Leit. Ganz Secteuren am Beräich vun der Solarenergie notamment si carrément ofgemuerkst ginn, Betriber hu souguer faillite gemaach, Aarbechtsplaze si verluer gaangen.

A wann ech haut och un déi Argumenter denken, déi deemools ugefouert gi sinn, wéi déi éischt Reglementer ausgelaf waren: Do war et dann anscheinend ze deier an ze verwerflech, datt d'Bierger hei am Land kéinten e ganz klenge Benefiss maachen, andeems se an d'Ëmwelt investéiert hunn, andeems se och hire Bäitrag gemaach hu fir erneierbar Energien. An Zäiten, wou de Stat Milliarden an d'Banke pompelt, well déi da Suen an astronomeschen Zommen am Weltmonopoly verspillt hunn! Da kann ech wierklech nëmmen iwwert déi Argumenter vu fréier, datt dat géif ze vill kaschten, de Kapp rëselen.

Säit dem Dezember 2007 hu mer elo déi definitiv Reglementer, wat d'staatlech Hëllefen a Subsiden ubelaangt. Et muss ee feststellen, datt se weiderhi ganz generéis ausgeluecht sinn. Ech wëll elo net an den Detail vun deene Subsiden agoen, ech mengen, dat sinn "Technalities", dat ka jiddwereen nokucken an deene Broschüren oder op dem Internet. Dat ass och net elo den Objet hei vu menger Interpellatioun haut de Mëtteg. Mä wat ee ka feststellen: Obwuel déi Reglementer generéis ausgeluecht sinn, hu se praktesch null oder ganz wéineg Wierkung dobaussen um Terrain a vill ze wéineg Leit maache Gebrauch dovunner.

Laut den Aussoe vum Blanche Weber vum Mouvement écologique op hirer Séance vum 40. Anniversaire ass gesot ginn, datt am Joer 2008 ronn 70 Demanden eragaange wiere fir Subsiden am Beräich Assainissement vum Hausbau. Wann een da bedenkt, datt all Joer am Grand-Duché dausende vun neie Wunnenge gebaut ginn, datt mer eng al Bausubstanz vun iwwer 100.000 Haiser hunn, da muss ee wëssen, datt 70 Demanden, wann et der och dëst Joer da vläicht 100 oder och nach 200 wieren, net emol déi berühmten Drëps op de waarme Steen ass. Do ginn also vill Saachen net richteg ugepaakt.

Dat geet domadder un, datt d'Informatioun an d'Berodung vun de Bierger mangelhaft ass. Et geet net duer fir Broschüren a Flyeren, esou gutt se och gemaach sinn, ze verdeelen oder als Spoten op de Radioen ze maachen. Domadder eleng kënnt een net un d'Leit erun. Et muss ee vill méi proaktiv op d'Leit zougoen, andeems een dann och natierlech déi adequat Strukture schaaft fir eng effikass Berodung.

Well dat stellt een all Kéier fest: Wann ee mat Leit schwätzt, feelt et einfach un enger effikasser Berodung a vill Leit bestätegen engem dat mat hiren eegenen Erfahrungen, wa se wëlle konkret mat enger Planung ufänken a vun de Subsidë Gebrauch maachen an och wëllen eben an hiert Haus, mä awer och an d'Ëmwelt investéieren. Do gëtt et méi wéi ee Fall, wou wierklech d'Leit uruffen an um Tëlefon gesot kréien: Mir mussen emol kucken, an net zréckgeruff kréien, méintelaang drop waarden a keng Äntwerte kréien. Do kréien d'Leit schnell d'Flemm.

Och herno bei der Prozedur kommen ech nach eng Kéier op déi Saach zréck, wëll ech och souguer en Témoignage vun engem dichtegen an héije Member vun dëser Chamber illustréieren, dee mer dat och haut nach eng Kéier zougedroen huet, seng eegen Experienz. Ech mengen, et ass vläicht flott, esou e Fallbeispill dann hei eng Kéier ze explizéieren aus dem Haus.

Och de Mouvement écologique seet a senger Broschür, déi e gemaach huet elo virun de Wahlen, wou se eng ganz Rei Sujete behandelen, Säit 84: „Die heutige Energieberatung ist absolut unzufrieden stellend." Mir brauchen also duerfir eng effikass an onofhängeg Berodungsstell am Beräich Energie, an där souwuel d'öffentlech Hand wéi déi verschidde concernéiert Acteuren a Secteure mat agebonne sinn.

Där hir Roll misst also da sinn, fir all déi interesséiert Leit schnell a fachgerecht ze informéieren, ze beroden, bei hire konkrete Projete se ze begleeden. An esou eng Agence misst awer och op där anerer Säit kucken, datt se zum Beispill géif d'Gemenge berode respektiv de Gemengen hëllefen op e Wee ze kommen, fir eng gewëssen Eegendynamik ze entwéckelen, datt herno d'Gemengen à même sinn, dann och Berodung do ze maachen, datt déi dann och do kënne Projeten um kommunale Plang an d'Rulle bréngen.

Well dat stellen ech och ëmmer nees fest, datt jo d'Bierger, an dat ass en normale Reflex, ass e gudde Reflex, wa se un d'Administratioun denken, ganz oft och fir d'éischt bei de Gemengen nofroen. Vill Gemenge si jo Member vum Klimabündnis. Do hunn d'Leit de Reflex: Jo, da ka meng Gemeng mir do Informatioune ginn, stellen awer da fest, datt dat net esou einfach ass.

An ech muss och do aus der Vergaangenheet awer e Beispill huelen um Fall vum Réidener Kanton mat de Pionéier vu Biekerech, wou mer hei och een an der Chamber hunn an e fréiere Member aus der Chamber aus dem Préizerdall, déi haten do ganz vill Positives bewierkt, andeems se eng ganz geziilte perséinlech Berodung um kommunalen a regionale Plang agefouert hunn. Dat war eng Démarche, déi mer virun 2004 haten an déi mir och voll ënnerstëtzt hunn, mä déi awer duerno keng Suitë méi krut, wat ze bedaueren ass.

Och wann ee kuckt bei de Betriber, haaptsächlech Kleng- a Mëttelbetriber, muss ee feststellen, datt d'Berodung einfach an deem Beräich mangelhaft ass.

Da brauche mer och onkomplizéiert a schnell administrativ Prozeduren. Wann d'Leit prett si fir ze investéieren, dann ass et wichteg, datt dat wierklech direkt eng Suite ka kréien, datt den Traitement vum Dossier schnell virugeet, onbürokratesch virugeet, datt et ka schnell ofgeweckelt ginn.

An da kommen ech zu mengem Beispill hei. Et ass net evident. Et kéint een elo net en halleft Buch, mä awer schonn e puer Säite fëllen, wann een dee Parcours hei géif genau développéieren.

Do ass also eng Persoun hei aus der Chamber, déi d'lescht Joer, wéi eng éischt Pressekonferenz war, eng vun deene villen, mä eng dann iwwert dat neit Reglement, dunn huet déi Persoun festgestallt, datt se kann hiren Daach, hire Keller verbesseren energetesch, well si hat en Energiecheck maache gelooss. Den éischten Tëlefon op de Ministère war am Februar 2008, also virun iwwer engem Joer. Fir d'éischt krute se gesot, si géifen näischt kréien. Dunn huet déi Persoun awer nach eng Kéier insistéiert, an dunn hate se awer festgestallt, datt effektiv en neit Reglement do wier, a wéi se déi zweete Kéier tëlefonéiert huet, krut se gesot, jo, si kéint awer effektiv eppes kréien.

Déi éischt Formulairen, déi se geschéckt krut, waren awer nach déi falsch. Dat waren déi Formulairë vun dem Reglement virdrun. Si huet och gefrot: Kann ech d'Formulairen iwwer Mail geschéckt kréien? Du krut se gesot, dat wier net méiglech. Beim Stat krit een nëmme Formulairen iwwert de Postwee geschéckt. Si soll also waarde bis datt se déi Formulairen da géif iwwert de Postwee geschéckt kréien.

Iergendeng Kéier sinn dunn déi richteg Formulairen ukomm, sinn ausgefëllt ginn. Wochen, Méint duerno krut se du gesot, um Formulaire géif de Büro, respektiv d'Adress vum Ingénieur-conseil, déi géif dann do feelen. Alles zréckgeschéckt. Dat nees nei ausgefëllt an zréck an d'Verwaltung geschéckt. Dunn huet d'Persoun nach eng Kéier ugeruff fir ze froen, wou dann den Dossier dru wier. An dunn huet déi Madame um Tëlefon gesot, jo, si wier am Fong geholl nei, an déi Persoun, déi virdrun do gewiescht wier, déi wier net méi do, a si wéisst nach net esou richteg, wéi dat géif goen. Et soll een also nach eng Kéier méi spéit uruffen.

Ech kéint elo déi Geschicht hei weiderféieren. Einfach nëmme fir ze soen, elo, no iwwer engem Joer, ass nach ëmmer keen Enn vum Tunnel an esou engem Dossier ze gesinn, wou eng Persoun wëllt also hiren Daach an hir Fassad nom leschte Standard à jour setzen.

Hei ass dann eng Persoun, déi sech och nach e bësselchen awer drugëtt, mä ech mengen, vill aner Leit hätten do scho laang Raute gewénkt, hätten nom éischte Rappel oder no der éischter Diskussioun mam Formulaire gesot: Klibbert mech! Da ginn ech ouni dat do eens. Da bleift d'Haus eben esou, wéi et ass.

Ech mengen, dat si ganz kloer Saachen, dat dierft net sinn. Déi Saache musse mer einfach an de Gréff kréien. Dat hei ass ee Beispill. Wann een dobausse Leit begéint, da kéint ee sécherlech nach aner där Beispiller fannen.

Och wann ee mat de Betriber schwätzt, zum Beispill iwwert déi Formulairen, déi do gebraucht ginn. Spezialiséiert Betriber, déi am energetesche Beräich schaffen, soen eis, datt déi Formulairë fir auszefëlle vill ze komplizéiert an ëmständlech sinn. Hei musse mer also och dat maachen, wat mer elo unanime och an der Krisekommissioun gesot hunn. Hei musse mer kucken, datt mer d'Prozedure vereinfachen, wat jo wierklech jiddwerengem um Häerz läit. Besonnesch an esou engem Domän wier dat jo och einfach ze maachen.

A wann een dann och ebe vun deenen Demandë schwätzt, vu Bürokratie, da kënnt een och net derlaanscht fir ze soen, datt och déi Délaien, fir herno d'Suen ausbezuelt ze kréien, dann natierlech och a Fonctioun esou si vun deem, wéi d'Demanden traitéiert ginn. Do sinn och dann normalerweis Situatiounen, datt een am beschte Fall emol no sechs Méint, awer minimum ganz oft ee Joer oder méi muss drop waarden, bis datt ee seng Suen dann erëmkritt. An dat si jo awer heiansdo trotzdeem Zommen, déi net näischt sinn.

Ech mengen, et ass also kloer, datt hei de Minister gefuerdert ass, datt en endlech muss seng Verwaltung, seng Prozeduren uerdentlech an de Gréff kréien, well esou Prozeduren demotivéieren enorm d'Leit an da verfeele mer wierklech eist Zil.

Här President, ech hat och virdru gesot, datt de Minister misst vill méi proaktiv un déi Saach erugoen. Den Ëmweltminister. Déi ganz Regierung. Dat misst am Fong geholl en Dossier sinn, deen och déi ganz Regierung interesséiert a wou een also muss effikass Berodungsstrukturen hunn, einfach Prozeduren hunn.

Mä et muss ee sech och kloer Ziler ginn. Wou wëlle mer dann hikomme mat deene Förderprogrammer, déi mer hunn? Et misst ee sech also praktesch all Joer Quote selwer operleeën, fir ze soen, mir wëllen all Joer x Zuel vun Haiser, déi nei gebaut ginn, esou bauen, datt déi op engem niddregen energetesche Standard sinn. Oder mir mussen eis och Quote ginn, fir ze soen, an esou vill Joer wëlle mer esou vill al Haiser energetesch sanéiert hunn. Datt ee sech also éischtens quantitativ Ziler setzt, awer och iergendwou an der Zäit Ziler setzt.

Mir sinn zum Beispill der Meenung, datt ee soll soen: Kommt mir ginn eis all d'Wuert, kommt mir maachen d'Prozeduren esou, mir maachen eise System esou, datt am Joer 2020, datt mer bis dohinner praktesch e Gros vun engem Albausanéierungsprogramm duerchgezunn hätten.

An den Ae vun der Demokratescher Partei wier et och méiglech, wann een elo schwätzt vum Beräich vun den neien Haiser, datt een zum Beispill ab 2013 kéint kucke bei allen neien Haiser déi esou ze konzipéieren, ze bauen, net nëmmen, datt se Niddregenergiestandarden hunn, mä och, datt se eng Heizung hunn, déi net méi fossil Brennstoffer brauch. Dat ass technesch méiglech. Et gëtt schonn a Regiounen an anere Länner gemaach. Dat misst also och hei méiglech sinn. Do muss einfach nëmmen de politesche Wëllen do sinn.

Wann ee seet, et muss ee sech Ziler ginn, et muss ee sech Objektiver ginn, da proposéiere mir, datt an Zukunft bei all gréisser Lotissement obligatoresch mussen alternativ Energie- a Finanzéierungskonzepter virgeschriwwe ginn. Dat sinn dann zum Beispill Konzepter, wou ee passiv Energie...

(Interruption)

Dat ass effektiv net nëmmen e Problem. Ech schwätzen elo net dee Problem un, wéi een dat kann herno strukturell ëmsetzen. Ech wëll einfach nëmmen déi Ziler, déi ee muss hunn an eisen Aen, beschreiwen. Dat ass, datt een also och an nächster Zukunft zum Beispill bei grousse Lotissementer esou Ziler soll hunn, wou een dann Haiser huet an engem Niddregenergiestandard, en Nahwärmenetz, dat gespeist gëtt och vun enger Heizung, déi keng fossil Brennstoffer brauch, zum Beispill mat Pellets oder Holzhackschnitzel, wou een dann och nach kéint d'Holz aus den no leiende Bëscher benotzen. Do hätt een also och e ganz nohaltege Projet. Och do vermësse mer konkret Initiativen.

Ech mengen, dee leschte Projet war dee vu Pëtscht am Éislek, deen ass och schonn datéiert vu virun 2004. Dat war e Projet, dee Virreiderroll hat a wou leider net vill Neies komm ass. Do muss einfach d'Politik soen: An Zukunft wëlle mer dat generell duerchzéien.

Och de Stat muss an deem Beräich vun der Sanéierung mat guddem Beispill virgoen. Virun een, zwee Joer ass gesot ginn, datt de Stat géif systematesch kucke seng Bausubstanz, seng Gebaier ze sanéieren. Ech weess net, wou dee Projet drun ass. Wéi wäit si mer do?

A wier net grad elo, wou mer Konjunkturpäck diskutéieren, d'Geleeënheet gewiescht, fir nohalteg Akzenter ze setzen? Et ass elo eng laang Lëscht annoncéiert gi vun all deene Stroossen, déi mer da wäerte flécken. Mä wier hei net och d'Geleeënheet fir ze soen: Kommt mir accéléréieren elo wierklech massiv dee ganze Sanéierungsprogramm vun den öffentleche Gebaier! Ech mengen dat wier eppes gewiescht, wat interessant och gewiescht wier als Konjunkturpak, an do hätt ee sécherlech och ganz vill Aarbecht kreéiert, haaptsächlech fir déi Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg.

Här President, eng aner Ursaach, firwat d'Reglementer vum Ëmweltminister net gräifen, ass déi, datt et an eisen Ae keng adequat Finanzéierungsmodeller gëtt respektiv proposéiert ginn. Bon, déi aktuell Förderregimer sinn zwar - ech hunn dat scho gesot, dat muss een unerkennen - generéis, mä si ginn awer wéi gesot zum gudden Deel un de Besoinë vun de Leit erlaanscht, besonnesch do wou et am néidegste wier. An ech schwätzen elo vun deene Leit, déi vläicht net esou gutt bei Geld sinn. Mä dat sinn net nëmmen déi Äermst, déi Ënnescht, mä och ganz vill Leit aus der sougenannter Mëttelschicht. Déi Subsidë sinn nach net sexy genuch respektiv bréngen net genuch, fir datt dës Leit kënnen an hir Haiser investéieren.

An et si grad oft déi Leit, déi net esou vill Suen hunn, déi an éischter, ech géif elo net soe bëllegen Haiser wunnen, mä awer an Haiser wunnen, wou awer vläicht net esou vill an der Finitioun drop opgepasst ginn ass, déi also doduerjer méi bëlleg sinn, déi also schlecht isoléiert sinn, déi vläicht net déi leschten Technologien hunn. Also grad

bei deenen Haiser wier dat meeschte Potenzial. Mä déi Subsidë si bei deene Leit net attraktiv. An déi Leit ginn dann awer op eng gewëssen Aart a Weis duebel bestrooft. Si kënnen hiert Haus net assainéiere respektiv herno hu se dann och vill méi Heizkäschte wéi an engem Haus, dat gutt sanéiert ass. An dann hu se also do net kënnen dat Spuerpotenzial realiséieren.

Ech kéint hei elo eng Rei Beispiller nennen, och mat Chifferen, fir dat ze illustréieren, firwat dat fir vill Leit net attraktiv ass. Ech hat mer hei e Beispill opgeschriwwen, ech weess net, ob et elo an den Zuele richteg ass. Jiddwereen, wann een elo wëllt säin Haus sanéieren, mécht dann den Daach nei, et profitéiert ee vun där Situatioun fir och nach eng thermesch Solaranlag anzebauen, fir eben dann eng Heizung kënnen e bësselchen derbäi ze hunn. Et mécht een och eng Isolatioun vun der Fassad. Jee, do ass ee ganz schnell op 30.000, 40.000 Euro an nach méi.

Wann een da kuckt, déi eenzel Subsiden zesummerechent, déi een dofir ka kréien, bon da leien déi bei 10.000 bis maximal 13.000, 14.000 Euro. Wéi gesot, et misst een elo um konkrete Beispill rechnen. Ech wëll mech elo net versteiwen op déi Zuelen. Nëmme fir ze soen, datt awer eng grouss Diskrepanz do ass, wat esou een Invest kascht respektiv wat een op där anerer Säit ka vu Fördermëttele kréien.

Et läit also op der Hand, datt awer do vill Leit soen: Et ass fir mech ze vill, wann ech nach muss 20.000 oder 25.000 Euro elo direkt op den Dësch leeën, fir an d'Isolatioun vu mengem Haus ze investéieren. Hei ass dann, wou mir als Demokratesch Partei e puer fundamental nei Approchë proposéieren.

Ech kommen domadder zum Kärstéck och vun eise Proposen haut, vu menger Interpellatioun. Dat ass déi, datt mer hei e ganz neie Wee wëlle goen, datt mer hei wierklech e regelrechte Paradigmewiessel wëllen erbäiféieren. Dat si Proposen, déi mer net eréischt de leschte Méindeg an enger Pressekonferenz proposéiert hunn, déi hate mer schonn d'lescht Joer an eisem Energiepabeier presentéiert. Deemools war dat vläicht manner opgefall, manner aktuell.

Wat soen déi Propositiounen?

Zum enge soe mer, datt mer mussen déi Subsiden op alle Fall emol méi sozial staffelen. Et si jo grad déi Leit betraff, déi an deene manner gutt isoléierten Haiser oft wunnen, datt mer déi also och kënne besser touchéieren. Subsidë sozial staffelen.

Dat eleng geet awer net duer. Mir proposéieren och aner Finanzéierungsmodeller, fir datt wierklech all Bierger en Ureiz huet, fir kënnen Energiekäschten ze spueren. Dat ass zum engen eng staatlech Klimabank, déi nom Prinzip vun der SNCI kéint fonctionnéieren. Leit, déi dann an d'Sanéierung vum Haus wëllen investéieren, oder och Leit, déi wëllen en Haus bauen, Niddregenergie, Passivenergie, déi kréien dann déi néideg Investitiounen, dat heescht, déi supplementar Investitiounen, déi eben energetesch Elementer kaschten, virgestreckt, e Prêt vun där Klimabank zu engem ganz gënschtege Kredit. Wann ech soen, gënschtege Kredit, dat kann och 0% eventuell heeschen. D'Leit kréien also dann hiren Invest virfinanzéiert.

Dann ass et jo esou, datt se dee Prêt mussen erëmbezuelen. Mat wat bezuele se deen erëm? Majo da vun deem Moment un, wou hiert Haus optimal energetesch assainéiert ass, spuere se jo Sue bei der Energie. A mat deem, wat se do spueren, kënne se also dann hire Prêt zréckbezuelen. Wann dee Prêt bis zréckbezuelt ass - esou e Prêt, deen dauert dann och keng 20, 30 Joer; dat kéint een dann, wann och keng Zënsen derbäi sinn, praktesch wann een elo zum Beispill 20.000, 25.000 Euro géif léinen, awer an e puer Joer zréckbezuelen -, dann duerno hu se e Benefiss, well se jo all Dag da manner musse Mazout a Gas brauchen, kënnen also all Dag do Sue spueren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

En aneren Aspekt oder en anere Punkt bei eisen dräi Propositioune wat d'Finanzéierungsmodeller ubelaangt, no deem sozial gestaffelten, no der Klimabank, dat ass dee vum Energiespuercontracting, deen dann och en ähnleche System ass, mä deen da géif, wéi soll ech soen, iwwert de Mëttelsmann, iwwert d'Betriber goen, déi eben esou Technologië maachen, déi Assainissementer maachen, déi dat da géife virfinanzéieren, woubäi eventuell si selwer kéinten op d'Klimabank zréckgräifen. Dat kéint och esou an enger Form vu Leasing stattfannen. Mir hu schonn hei zu Lëtzebuerg Firmaen, déi wëllen op dee Wee goen. Am Ausland gëtt et där och.

D'Firma installéiert déi ganz Saach, ob dat elo den Daach ass mat der thermescher Solaranlag oder Isolatioun. An de Client bezilt da monatlech do seng Raten zréck. Dat ass wéi eng Aart Leasing. An zu iergendengem Moment ass dee jo ausbezuelt. D'Leit hunn dann eng gutt Installatioun a si spueren da vun engem gewëssene Moment un eben och Sue fir ze hëtzen. An déi Zäit, wou se mussen de Leasing bezuelen, dat maache se mat deene Suen, déi se eben dann och scho mat der Energie spueren.

Esou e Contracting kann ee bei de Privatleit sech virstellen, mä dat kann ee sech och um Niveau vun der Gemeng virstellen. Do ginn also der Fantasie keng Grenze gelooss, fir kënnen an déi Richtung ze goen.

Dat kléngt vläicht e bëssen technesch, mä wann ee sech dat a Rou eng Kéier duerch de Kapp goe léisst, gesäit een awer, datt dat relativ eng einfach Solutioun kéint sinn, fir datt een all de Bierger hei am Land kéint hëllefen, hir Haiser ze sanéieren oder energiespuerend ze bauen.

A mir kënnen och feststellen, datt déi Propositiounen och bei anere Leit op oppen Ouere gestouss sinn. De Mouvement écologique huet och rezent gesot, datt hie sech och kéint esou eng Richtung virstellen. Ech hunn och schonn héieren, anscheinend den OGB-L hätt och gemengt oder verlaude gelooss, datt dat interessant Propositioune wieren.

Well bei dëse Propositioune kann ee jo och nëmme Gewënner hunn am Endeffekt. Dat ass natierlech de Klima, well mer manner CO_2 produzéieren. Dat ass virun allem och den eenzelne Bierger, well dee seng Heizungskäschte kann erofsetzen. Dat sinn dann d'Betriber, d'Kleng- an d'Mëttelbetriber haaptsächlech aus Lëtzebuerg, déi dann hei nei Aarbecht fannen, déi nei Aarbechtsplaze kënne kreéieren. An a Krisenzäiten ass dat jo och e ganz gewichtegt Argument.

An de Gewënner ass am Endeffekt och de Stat. Sief et, datt en do muss Suen zum Deel virstrecken, wann en eng Klimabank géif fonctionnéieren doen. Mä herno mat deem CO_2, dee gespuert gëtt, ass jo och d'Kyoto-Bilanz vum Stat da besser. Dat heescht also, datt en dann net muss Kyoto-Strofe bezuelen oder deier Projeten oder Projeten am Ausland finanzéieren, déi dann och vill Sue kaschten, wat jo och net déi Démarche ass - dat hu mer jo och virdrun an deem Débat héieren -, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëllen. Mir wëllen eis Hausaufgaben hei bei eis doheem selwer maachen. An dat Ganzt ass jo och eng perfekt Illustratioun vun deem, wat mer gemengerhand Nohaltegkeet nennen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg also endlech eng regelrecht Offensiv fir Albausanéierung an och eng Offensiv fir nei Haiser mat niddregem Energieverbrauch. Domat kënne mer CO_2 spueren, Betriber förderen a virun allem de Bierger aus der Energiefal mat hiren héije Käschten erausféieren.

Dat heescht also, datt mer mussen op nei Weeër goen, nei Strategien ugoen. Et geet net duer nëmme mat Pressekonferenzen. Mir musse kucken, datt mer eng gutt Berodung hunn. Datt mer effizient Prozeduren hunn. Datt d'Leit net vergrault ginn.

Wat mer brauchen, dat ass, datt mer d'Leit besser informéieren, datt mer adequat Strukturen hunn, eng onofhängeg Energieberodungsagence. Mir brauchen Albausanéierungskonzepter fir Gemengegebaier an öffentlech Gebaier, déi schnellstens ëmgesat ginn. Mir brauche Subsiden, déi sozial gestaffelt sinn. A virun allem brauche mer och déi nei Finanzéierungsmodeller, eng Klimabank, Energiespuercontracting, fir datt alleguerten d'Bierger hei zu Lëtzebuerg an d'Albausanéierung an an Niddregenergiebaute kënnen investéieren an domadder och schlussendlech hir Heizkäschte kënne laangfristeg erofsetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Deen éischte Riedner ass den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, erlaabt mer just am Ufank vu menger Interventioun, déi soss ëmmer normalerweis gedroe gëtt vun engem Esprit…, scoutméisseg mäin Erstaunen auszedrécken, dass d'DP hei d'Parlament benotzt, fir hiren Dossier aus dem Wahlprogramm iwwer Energie virzestellen! Ech hoffen op alle Fall, dass d'DP da méi Leit huet, wa se dat erzielt, wéi déi manner wéi 20 hei am Parlament.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Berger wëllt d'Wuert hunn - sécher fir eng Fro ze stellen.

M. Eugène Berger *(DP), interpellateur.*- Jo, Här President, hei am Parlament si mer do, fir datt déi eenzel politesch Fraktioune kënnen hir Virstellungen zu verschiddene Sujeten duerbréngen. Et ass just dat, wat ech gemaach hunn. Dat hei ass eppes, ech mengen, wat Usus ass an der Chamber. A wann den Här Oberweis mengt, dat wier elo politescht Geplänkel oder Virwahlgeplänkel, da soll hien dat esou gesinn.

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, datt mer hei seriö Propositiounen dem Parlament virgedroen hunn. An d'Parlament soll iwwert déi Propositiounen diskutéieren.

M. le Président.- Dann dierft Dir weiderfueren, Här Oberweis.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech huelen dat zur Kenntnis. Ech wollt just virufueren hei, andeem ech soen,…

(Interruption)

…d'Interpellatioun…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Oberweis, ech géif elo an Ärer Plaz der CSV hire Wahlprogramm virstellen.

(Interruptions diverses)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech denken net dorunner, dat ze maachen. D'Interpellatioun huet eppes Guddes gehat, well domadder…

M. le Président.- Den Här Oberweis huet d'Wuert, wann ech gelift.

Marcel Oberweis *(CSV).*- Well domadder…

(Interruptions diverses)

Jo, tipptopp, dat ass léif.

(Hilarité et interruptions)

Ech wollt dann och virufueren no deem klenge Geplänkels hei.

(Coups de cloche de la Présidence)

Also, d'Interpellatioun huet eppes Guddes awer, honorabelen Eugène Berger, well se eis Zäit an och d'Chance gëtt, emol kuerz eng Kéier vun der Finanz- a Wirtschaftskris ewechzeréckelen an eis dem däregen Energieproblem an dem Klimawiessel zouzewennen.

Virewech direkt: D'Politik vun der CSV gëtt gedroen an ass gedroe gi bis elo vun dem vernetzten Zesummenhang tëschent dem soziale Volet, de wirtschaftlechen an den ekologesche Contrainten.

Am leschte Joer ass de Präis vum Äerduelech bis op 145 Dollar de Barrel eropgaangen an huet vill Problemer mat sech bruecht, well doduerch d'Wirtschaft méi lues gedréint huet. Du si mer vun der Finanzkris gerëselt ginn, déi eis dann an déi aktuell Wirtschaftskris schliddere gelooss huet mat de bekannte Suiten. Millioune vu Mënschen hunn hir Aarbechtsplaz verluer.

A fir nach eng Schëpp derbäizeleeën, si mer um Ufank vun dësem Joer och nach an eng Energiekris gefall. Russland huet den Äerdgaskrunn zougedréint a Millioune Mënschen, besonnesch am Südoste vun Europa, souzen an der Keelt. An nach si mer net fäerdeg, well ëmmer nach Disputen tëschent Russland an der Ukraine lafen. A wann ee sech d'Ofhängegkeet am Beräich Energie ukuckt, da gesäit een, dass mir haut scho 50% vun eisem fossilen Energieverbrauch importéieren an am Joer 2030 bei 70% landen. An doriwwer eraus si mer mat dem Klimawiessel a sengen negative Konsequenze konfrontéiert.

Nach virun zwou Wochen op der UN-Klimakonferenz zu Kopenhagen ass bekannt ginn, dass duerch déi immens héich Dreifhausgasemissiounen an deene leschten zéng Joer gefaart muss ginn, dass d'Schwell vun 2°C Erwiermung vun der Atmosphär bis 2100 iwwerschratt gëtt. Dat bedeit, dass d'Biodiversitéit op eisem Planéit schwéier a permanent Schied kritt. Am schlëmmste wäert et d'Mënschen an der Drëtter Welt erwëschen. Dovun ass haut de Mëtteg um Ufank vum Gespréich scho Rieds gewiescht.

D'Europäesch Unioun huet déi Geforen erkannt an e wäitsiichtege Programm bis 2020 virgeluecht. Ee wichtege Punkt ass sécherlech d'Fuerderung, d'Energie ëm 20% besser ze notzen an d'Emissioune vun den Dreifhausgasen ëm 20% bis 2020 ze reduzéieren, an och den Undeel - dat ass dee bemierkenswäerte Punkt - vun den erneierbaren Energien op 20% vum Gesamtenergieverbrauch eropzehiewen.

Wa mir awer op eegene Been a séchere Been an der Energieversuergung wëlle stoen, dat heescht, eis Ofhängegkeet reduzéiere wëllen, da musse mir d'Energieeffizienz an de Gebaier, den Haiser, am Verkéier, an de Kleng- a Mëttelbetriber, an der Industrie an an den Déngschtleeschtungsservicer massiv eropsetzen. Mir musse léieren, mat manner Energie auszekommen. Mir musse méi intelligent mat der Energie ëmgoen.

An deem Zesummenhang muss een dorop hiweisen, dass mir hei am Parlament an de leschte fënnef Joer eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmgesat hunn, duerch déi mir eis asetzen, fir dass d'Liewensressourcen an de Mënsch protegéiert ginn.

Ech kommen dann zu de siwe Punkten, déi den Interpellant, den honorabelen Eugène Berger, hei opgeworf huet.

1. Mesuren, déi de Stat geholl huet, fir d'Energieeffizienz an de Gebaier an an den Haiser ze erhéijen. Am Joer 2008 hu mir eis déi Förderreglementer ginn - et ass dovu geschwat ginn -, fir den effikassen Energieverbrauch ze ënnerstëtzen. Den Energiepass ass en Element dovunner. Doriwwer eraus gëtt d'Notzung vun den erneierbaren Energien zum Beispill iwwert den Asaz vun der Wärmepompel ënnerstëtzt.

Och d'Isolatioun vun eisen Haiser ass e wichtege Punkt, fir Energie anzespueren. D'Notzung vun der Sonnenenergie, fir zum Beispill waarmt Waasser bereetzestellen oder Gebaier ze hëtzen, huet vill Uklang dobausse fonnt. Duerch en Abau vun nëmme 6 m^2 Solarkollekteren um Daach kann e Véier-Persounen-Ménage säi waarmt Waasser zu 60% am Joer mat der Sonn decken an domadder eben d'Dreifhausgase reduzéieren.

D'Notzung vun der Sonnenenergie iwwer Fotovoltaik, fir elektresch Energie bereetzestellen. Eng Zuel an deem Zesummenhang léisst oplauschteren. D'Sonn schéckt während sechs Stonne genau déi Energie, déi dës Äerd an engem Joer insgesamt un elektreschem Stroum brauch. A sechs Stonnen! Un eis ass et also, déi Energie wirtschaftlech ze notzen. D'Technologië si schonn do.

Une voix.- Abee jo!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- E klengt Beispill dozou. Eng Fotovoltaikanlag vu 6 kWp, dat si ronn 38 m^2 iwwert dem Daach, déi bréngt 6.000 kWh am Joer. A wann een dat an de Vergläich setzt zu engem Haushalt vu véier Leit, da sinn dat 4.000, da gesi mer, dass mer deelweis kënnen Energie-Plus-Haiser bauen, also méi Energie erausginn, wéi mer der selwer verbrauchen. An op wéi vill Diecher kéinte mer eis virstellen hei am Land Fotovoltaik ze leeën: staatlecher, Gemengena Privathaiser?

A wa mer ons nach weider virstellen, dass mer geschwënn op Elektroautoen ëmsetze fir eis Mobilitéit, da kéint ech mer virstellen, dass mer souguer hei am Land dee Stroum zum Deel produzéieren, dee mer huelen, fir mobil ze bleiwen.

Deen nei gegrënntene Cluster vun den Ökotechnologië musse mer hei mat aspanen, well hei eng ganz Rei vun neien Aarbechtsplaze geschaf kënne ginn. Duerch den Abau vun duebel verglaaste Fënsteren zum Beispill géintiwwer vun eefach verglaaste Fënstere kënnt et zu enger Reduktioun vu 50 bis 70%.

Ech sinn och ganz frou, dass gëschter bekannt gemaach ginn ass, dass déi Fördersätz elo an d'Luucht gehuewe ginn. E gutt Stéck si mer do weiderkomm.

Wann ee bedenkt: Pro Joer a pro Meter carré Fënsterfläch kënne ronn 60 Liter Mazout agespuert ginn! A wéi vill eefach verglaaste Fënsteren hu mer nach hei am Land? Dat wär fir den Handwierksbestand oder d'Handwierksbetriber eng grouss Aufgab, och elo an der Krisenzäit.

Leider si mer an der Albausanéierung net virukomm. Nëmmen 0,5 bis 0,7% vum Albau ginn am Joer sanéiert. Dat bedeit, mir bräichten 120 bis 140 Joer, bis mer déi Gesamtmeng ëmgesat hätten. Also och eng grouss Aufgab nach virun ons.

Mat dem Energiepass hu mer ons en Instrument ginn, fir den thermeschen Energieverbrauch an onsen Haiser a Gebaier ze reduzéieren. Fir déi nei Gebaier gëtt en Energieverbrauch vu maximal 95 kWh pro Meter

carré am Joer verlaangt. Dat heescht, mir wëllen d'Haiser no der Wärmeklass D ausbauen.

Wann ee weider wëllt goen - an et gëtt jo Leit am Land, déi dat wëlle maachen -, da kann ee sech fir en Niddregenergiebauhaus vun der Klass B mat maximal 70 kWh pro Meter carré am Joer entscheeden, an nach méi interessant e Passivhaus Klass A, do ass de maximale Wäert nach 40 kWh pro Meter carré am Joer.

Fir ons Matbierger, déi an d'Energiespueren an d'Notzung vun den erneierbaren Energien investéiere wëllen, sinn déi Reglementer ausgeschafft ginn a leien och a Form vu Broschüre vir, fir doheem ze liesen. Leider - an et ass och gesot gi vum honorabelen Eugène Berger - maachen d'Leit dat oft net, well si sech net an dem Pabeierkrich wëlle selwer duerchliesen. Et muss also eng Berodung kommen.

2. Den zweete Punkt war dann d'Akraaftriede vun dem Energiepass. Fir d'Energieeffizienz an de Gebaier an an den Haiser ze erhéijen an domadder och d'Dreifhausgasen ze reduzéieren, ass dee Pass agefouert ginn, an dat duerch d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'energetesch Performance vun eise Gebaier.

Dee stellt eng legal Basis duer bei der Konstruktioun vun neie Gebaier an doriwwer eraus bei der Albausanéierung. Mat dem Energiepass, an dat ass dat Faszinéierendst dorunner, wann en emol ganz ëmgesat gëtt, kann een um Ableck erkennen, ob e Gebai energiespuersam oder eng Engergieschleider ass. Dat erlaabt dann och de Vergläich ze maachen tëschent de Gebaier. De Benotzer vum Gebai weess dann och, mat wat hie bei senger Energierechnung - haut nach vill méi wichteg wéi fréier - an de kommende Jore rechne muss. Dat gëtt och en Ureiz fir d'Propriétairen, hir Bausubstanz op den Energieverbrauch ënnersichen ze loossen.

Den Energiepass, deen enthält dann och déi sougenannte Klassen: néng Stéck. Mir ginn dovun aus, dass mer dann deemnächst wäerten hunn: A, B, C, D. Doriwwer eraus sollt dann näischt am Land sinn, déi musse mer alleguer ewechkréien.

Mat dem Energiepass, deen zéng Joer gülteg ass, kritt de Propriétaire och Ureegunge matgedeelt - dat ass ganz flott bei der Berodung -, wat hien a senger Bausubstanz dann ännere muss, fir den Energieverbrauch ze reduzéieren.

Elo kann ee soen, dat ass eng relativ grouss Aufgab. Sécher war et déi. Duerfir hu mer jo e bësselche missen e Réckstand huelen, bis mer déi 1.000 Betriber, Architektebüroen, Ingénieurs-conseils, Expertebüroen, déi sech bereet erklären hunn, do matzemaachen. Bewäis méi, dobausse si ganz vill Leit, déi de Wee wëlle matgoe vum Energiespueren, an dat wäerte mer och dann nach herno gesinn.

Fir déi nei Gebaier an d'Renovatiounsaarbechten, déi eng Baugenehmegung brauchen, ass den Energiepass schonn ab dem Januar vum leschte Joer obligatoresch.

Ech hu gesot gehat, do gëtt d'Wärmeklass D virgeschriwwen, a mir hoffen dann, dass d'Architekten och ganz genau kucken, dass déi Gebaier esou gebaut ginn, dass déi Leit och dann déi Energieklass kréien.

Dierf ech och nach dorun erënneren, dass d'Moyenne vum thermeschen Energieverbrauch hei am Land bei 140 kWh pro Meter carré am Joer ass? Dat sinn 14 Liter Mazout op de Meter carré am Joer. Do ka jo all Mënsch ausrechnen, wann en 200 Meter carré Wunnfläch huet, wéi vill am Joer gebraucht gëtt.

D'Experte vun der Uni hunn ons gesot, dass mir am Land Gebaier hunn, déi nach iwwer 300 kWh pro Meter carré am Joer hunn. An Däitschland ass déi Moyenne awer scho bei 90 kWh pro Meter carré am Joer, an der Schwäiz bei 95, an Éisträich bei 132. Déi hunn awer domat, wéi si dat erkannt hunn, e gudde Programm opgeluecht gehat. Ech hu mech op der Konferenz zu Wels dovunner kënnen informéieren an iwwerzeegen.

Ma Dir gesitt, et läit hei eng ganz grouss Aufgab virun ons, an notamment am Handwierk, well elo endlech den Challenge ugesat ka ginn, fir massiv an d'Energieaspuerung ze investéieren.

Den Energiepass fir d'Albausanéierung muss eréischt ab dem Januar 2010, also ganz geschwë virgeluecht ginn, well duerch déi grouss Nofro déi zitéiert Büroe mat der Ausstellung iwwerfuerdert sinn. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass mir keen Debakel do kréien, well därmoosse vill Leit dat d'nächst Joer musse maachen, notamment bei engem Wiessel vun engem Appartement oder beim Verkafe vum Appartement.

3. Drëtte Punkt, dat war d'Berodung. Bis viru kuerzem war d'Agence de l'énergie Lëtzebuerg fir dee Volet zoustänneg. Opgrond vun de villen Ufroen awer aus de Gemengen a vun de Privatleit ass et zu enger Trennung komm. D'Energie-Agence behält de Volet vun der Berodung fir déi gréisser Projeten op Gemengeplang a beim Stat bäi, a My Energy soll de Verbraucher beroden, wann hie sech décidéiert, duerch Investitioun a sengem Haus dann Energie anzespueren oder wann hie sech bereet erklärt, fir an déi erneierbar Energien ze investéieren. Dat heescht, si soen him och, wellech staatlech Subsiden hien erwaarde kann an eventuell wellech Gemengesubsiden hie ka kréien.

Dobäi hu mer nach aner Berodungsplazen hei am Land, notamment d'Klimabündnis-Gemenge sinn hei involvéiert an déi verschidden Ubidder vun erneierbarem Stroum. E klengt Beispill, d'Gemeng Steesel - den Här Buergermeeschter ass elo grad erausgaangen -, mä ech si ganz houfreg dorobber, mir hunn eng Energieberoderin, déi de Leit an där Richtung relativ oder gutt zur Säit steet.

Mir kënnen dovun ausgoen, dass d'Berodung do ass, awer nach vill Leit zécken, fir sech op der Plaz ze informéieren. Vläicht misst een deeselwechten Engagement an dësem Dossier entwéckelen - dat wëll ech awer dem Här Minister Lux, deen ech awer schätzen a senger Aufgab emol froen -, dee mer viru kuerzem an der Operatioun vun der Casse vun alen Autoen entwéckelt hunn. Dat war eng gutt Initiativ, well mer domadder och de Marché sanéiert hu vun Dreckskschleideren am Verkéier.

Vläicht misst een déiselwecht Verve huelen, fir de Leit ze soen, dass och si doheem kéinten hir Haiser sanéieren an domat nach eppes kéinte maachen, well nach ëmmer, wann en neien Auto fiert, verbraucht en CO_2. Wann ech awer an engem Haus sanéieren, da gëtt manner CO_2 fräigesat. Also, ech géif dorëm bieden, do kéint een eng ganz gutt Campagne lancéieren, mat de Mënschen zesummen. Ëmwelttechnologien, a mengen Aen e wichtegt Instrument aus der Geschierkëscht, fir d'Wirtschaftskris ze meeschteren, stellen hei e ganz staarke Partner duer.

4. Véierte Punkt, d'Délaie fir d'Ausbezuele vun de staatleche Subsidë bei der Energieeffizienz an der Notzung vun den erneierbaren Energien. Den honorabelen Här Gibéryen huet e Fall erzielt gehat hei, deen natierlech ganz grave ass, wann et esou ass. Mä ech hat selwer a munche Fäll mat der Agence ze dinn, mat der Ëmweltverwaltung ze dinn, déi konnt een awer ëmmer erëm riichtbéien.

Ech muss awer eppes virausschécken: Wann ee mat de Leit schwätzt, déi an der Verwaltung sëtzen, déi soen engem, vill Dossiere sinn oft net komplett, an da muss oft nogefrot ginn, fir alles beieneenzerafen. Dat ass bei de Betriber wéi bei de Privatleit. An da gëtt et zu engem...

(Interruption)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …den Här Berger och.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ma da kënnt Dir et nach eng Kéier herno soen, Här Minister, wann Dir dann um Tour sidd.

Une voix.- Net nervös sinn, Här Minister, ganz roueg!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech géif da soen, op alle Fall ass et esou, dass een iwwert déi Manéier mat enger gudder Berodung déi Mënsche kann op de Wee mathuelen, well all Mënsch, deen duerch d'Berodung op de gudde Wee matgeholl gëtt, dee spuert fir ons alleguerte CO_2-Emissiounen.

Wat een awer muss bedenken, wann natierlech dann - dat ass jo eben dann dat Trauregt derbäi -, wann dann negativ Gespréicher kommen, da kann et dozou féieren, dass duerch esou negativ Gespréicher gutt Iddien zerriet ginn, an ech mengen, dat wär net gutt, wa mer den Ëmweltschued géifen hei op esou enger Plattform wëllen zitéieren.

5. Fënnefte Punkt dann: Mesuren, déi de Stat geholl huet, fir d'Energieeffizienz an den Haiser mat soziale Kritären ze verbesseren. An deem Zesummenhang muss een ënnersträichen, dass de Stat ënner anerem am Kader vum soziale Wunnengsbau derfir suergt, dass seng Gebaier energieeffizient gebaut ginn.

Firwat? Well soss mussen d'Locataren eng héich Energierechnung bezuelen, an dat ka jo wuel net sozial sinn. Och d'Gemenge leeë bei der Planung an dem Bau vu Siedlunge grouss Suerg op d'Entwécklung vun Energiespuerkonzepter. An elo, grad wou d'Gemengen hir PAGen nei erstellen, musse si Wäert drop leeën, dass dem effizienten Energieverbrauch an der Notzung vun den erneierbaren Energië Rechnung gedroe muss ginn.

Et gëtt och méi wichteg, well mer déi agesaten Energie mat héijem Notzungsgrad asetze wëllen, dass Réseaue fir den Transport vun der Wäermt an d'Haiser geplangt a gebaut ginn. Ech denken, dat ass e Volet, dee mer nach vill musse verdéiwen, an et missten am Land Biomass-Blockheizkraaftwierker nach méi op de Marché kommen. Mir hu schonn éischt gutt Beispiller, a vun de gudde Beispiller kënne mer Copy/Paste maachen. Nach besser gëtt et awer dann, wa mer déi sougenannte Plusenergie-Siedlunge bauen, wou also méi Energie aus de Siedlungen erausgeféiert gëtt, dezentral, wéi verbraucht ginn ass. Och do hu mer scho gutt Usätz.

6. Sechste Punkt: fir aner finanziell Weeër. En interessante Wee stellt sécherlech den Energieaspuercontracting duer. Dëse Contracting ass eng kontraktuell Déngschtleeschtung tëschent engersäits enger Entreprise, kuerz den „Contractor" genannt, an zum Beispill enger Gemeng, enger Statsverwaltung oder enger Copropriétéit.

Fir Energie anzespuere gi vum „Contractor" Investitiounen an de Gebaier duerchgeféiert. Aus der reduzéierter Energierechnung gëtt hien da bezuelt. De Propriétaire vum Gebai investéiert deemno guer näischt an dréit och kee Risiko, dee läit ganz beim „Contractor". Et gëtt hei am Land scho gutt Usätz do, an och do géif ech mengen, soll een dat och erëm eng Kéier Copy/Paste maachen.

7. Siwentens, d'Schafe vun enger Klimabank, déi et de Bierger erlaabt, Prête mat engem reduzéierten Taux ze kréien. Grad elo an enger schwiereger Zäit ass et wichteg, dass d'Banke sech och fir den nohaltege Wee an de Klimawiessel opmaachen. Duerch d'Bereetstelle vu Kreditter mat engem reduzéierten Taux sollen d'Entreprisen an och d'Privatleit, déi an den Ëmweltschutz investéiere wëllen, ënnerstëtzt ginn.

Sécher brauche mer duerfir de Kyoto-Fonds, well ons Dreifhausgasemissiounen nach vill ze héich sinn. Awer duerch all Mesuren, déi mer am Bau huelen, reduzéiere mer d'Emissiounen an deem Secteur. Duerfir mécht et jo och Sënn, dës Investitiounen zum Deel aus dem Kyoto-Fonds ze bezuelen. Och d'SNCI kann hei dru bedeelegt ginn, notamment fir d'Ënnerstëtzung vun de Kleng- a Mëttelbetriber. Ech hat dozou virun dräi Joer schonn eng Question parlementaire gestallt, an do si schonn éischt Erfolleger ze vermellen.

Ech däerf och drop hiweisen, dass bei enger bedeitender Lëtzebuerger Bank e sougenannten „ethesche Fonds" an d'Liewe geruff ginn ass, wou d'Bierger, déi an d'Energieeffizienz investéiere wëllen, Geld mat engem reduzéierten Taux geléint kréien. Hale mer ons virun Aen: All Tonn CO_2, déi mer haut aspueren, gëtt ons an der Zukunft net méi op der Kyoto-Säit ugerechent.

An deem vernetzten Zesummenhang gëtt de Secteur vun den Ëmwelttechnologien als e wichtegt Standbeen vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ugesinn. Mat hinne kënne mer d'Energie méi effizient notzen, ons Ëmwelt méi konsequent beschützen an der Wirtschaft eng adequat Stäip fir den Opschwong bereetstellen. Bis elo hu schonn 190 Entreprisë mat ronn 14.000 Mënschen an dësem Succès verspriechende Secteur matgeschafft. Hei gëllt folgende Sproch: „Manner verbrauchen duerch e cleveren Energiemanagement".

Fir dass dës Iddien ëmgesat ginn, mussen de Stat, d'Gemengen, d'Betriber an d'Haushalter erkennen, dass si mat der Energie méi effikass a spuersam ëmgoe mussen, och wann déi aktuell Präisser keng Aluedung dozou sinn. Mä mir stelle fest, de Barrelpräis ass schonn iwwer 50 gaangen, Tendenz an d'Luucht goend, an dat heescht, all gutt Usätz sinn hei wëllkomm.

Dat bréngt och Virdeeler fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, d'Handwierk an den Handel. Ganz besonnesch elo, wou ons Aarbechtsplazen ewechbriechen, mécht et Sënn, Mënschen ëmzeschoulen an hinnen eng nei an dauerhaft Aarbechtsplaz an dësem Beräich unzebidden. Sécherlech wäerte sech och jonk Mënschen an de Schoulen erëm fir déi technesch Beruffer interesséieren.

E wäertvolle Schrëtt am Zesummenhang mat dem nohaltege Bauen ass sécherlech ee méi enkt Zesummeschaffe vun den Architekten, den Urbanisten, de Landschaftsexperten an den Ingenieuren. E Freideg, de 27. Mäerz, gëtt zu Berlin zum Beispill e Manifest mat dem Titel „Vernunft für die Welt" vun all dëse Beruffsgruppe virgestallt. Si wëllen domat d'Perspektiven ënnersträichen an hiren Engagement fir e respektvollen Ëmgang mat den Naturressourcë vun onsem Planéit. Ech wënsche mir, dass och aner Länner an der Europäescher Unioun esou e Schrëtt maachen, well dat ass am Zesummenhang mat der Energie-Klima-Visioun vun der Europäescher Unioun 2020.

Dass hei am Land scho gutt Aarbecht geleescht ginn ass, beweisen ënner anerem déi energiespuersam Bauten, wéi se am Bauhärepräis präméiert goufen. Net méi spéit wéi leschte Méindeg, déi zwee Häre Ministere waren derbäi, hu mer en Energiehaus präméiert, en Een-Liter-Haus. Et muss ee sech emol virstellen, et ass en Haus zu Knapphouschent präméiert ginn, op enger Kopp vum Éislek, en Een-Liter-Haus, 10 Kilowatt-Stonnen: Dat ass en Ufank. Et muss ee jo ëmmer mat Mutt vun de Saache schwätzen, an da gëtt et vläicht matgemaach. Dat war am Kader vun dem Fonds Novastroum.

Ech kommen zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, Här President. Wie sech haut fir seng Ëmwelt konsequent asetze wëllt, dee brauch eng gehéiereg Portioun Courage, en zolidd Wëssen a virun allem e laangen Otem an eng laangfristeg Visioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen duerch e responsabelt Verhale géintiwwer den dräi Liewensressourcen, Buedem, Waasser a Loft, ruffe mer eng nohalteg Opbrochstëmmung ervir. Mir mussen d'Erausfuerderung am Dossier effizienten Energieverbrauch a Klimawiessel mat vill Courage ugoen. Wa mir onst Verhalen a puncto Energieverbrauch, an domat Emissioune vun den Dreifhausgasen net ännere wëllen, dann entwéckelt sech de Klimawiessel zu enger grousser Gefor fir de Mënsch an och fir d'Ëmwelt.

Nach déi lescht Woch huet den Här Nobuo Tanaka, den Direkter vun der IEA zu Paräis, hei am Land gesot: „Déi aktuell Finanzkris verhënnert net nëmmen déi néideg Investitiounen an déi energieeffizient Mesuren, mä si ënnerbënnt och d'Entwécklung vun neien Technologië fir d'Notzung vun den erneierbaren Energien, well ebe keng Kreditter fir dëse Beräich do sinn."

Wann an de kommende Méint, wann d'Kris op en Enn kënnt, d'Energiepräisser erëm unzéien, da sti mer virun enger weiderer Kris. Den Här Tanaka huet och gesot - an dat erënnert e bësselchen un den 1933er New Deal vun dem President Roosevelt, deen huet och deemools den New Deal agefouert an Amerika -, mir sti virun engem „Clean Energy New Deal", an ech mengen, dat sollte mer vläicht alleguer behäerzegen.

Weiderfueren - an ech soen dat fir munch Leit, déi ëmmer esou mam Fanger op anerer weisen -, mat dem Fanger op anerer ze weisen, ass hei e falsche Schrëtt, well domat maache mir eppes falsch. Ech wëll hei de chineesesche Philosoph Laotse zitéieren, deen 300 Joer viru Christus gesot hat: „Weis ni mat deem enge Fanger op deen aneren, et kucken der véier zréck." Jiddweree soll bei sech ufänken, ech mengen, da komme mer hei virun.

Bei d'Iwwerleeungen, déi haut de Mëtteg, an der Rumm vun den Energieperformancen an de Gebaier an Haiser, drop ofzilen, manner Energie ze verbrauchen, géif ech gär zum Schluss de Saz vum Mahatma Gandhi zitéieren, dee gemengt huet: „Lief du einfach, fir dass och anerer einfach liewe kënnen." Ech mengen, dat ass op der Energiesäit gutt gemënzt fir ons alleguerten. Ech mengen, dat wier e Message, wann dee vun dësem héijen Haus no baussen hi gedroe gëtt, da kann ech mer virstellen, dass ons Matbierger och dësen Challenge unhuelen.

Ech kommen dann zum Schluss a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, - 5,2% sinn d'CO_2-Emissiounen zu Lëtzebuerg am Joer 2008 par rapport zu 1990 op Basis vum Kyoto-Protokoll zréckgaang. D'CO_2-Emissioune si fir d'éischt am Joer 2007 erëm zréckgaang op - 1,4%. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech ei-

sem Ëmweltminister Lucien Lux félicitéiere fir déi gutt Aarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Den Ëmweltminister huet et domat fäerdeg bruecht, den Trend vum permanente Klamme vun den CO_2-Emissiounen aus de leschte Joren ze dréien an ab dem Joer 2007 d'CO_2-Emissioune par rapport zu 1990 ze reduzéieren. Dëst huet den Ëmweltminister mat ville Mesuren duerchgesat, déi net ëmmer direkt op dat richtegt Verständnis gefall sinn, mä d'Resultater weisen, dass den Ëmweltminister richteg louch, an duerfir eist Kompliment.

Och am Beräich vun de Wunnhaiser sinn d'CO_2-Emissiounen am Joer 2008 ëm - 1,2% zréckgaang. Dëst ass en Ufank, do bleift nach vill ze maachen, mä ëmmerhin ass hei och den Drei an déi richteg Richtung do.

Här President, wéi d'Interpellatioun den 18. Juli 2008 iwwert d'Performance énergétique an de Wunnhaiser vun der Demokratescher Partei ugefrot ginn ass, hat de Barrelpräis säi bis elo héchste Stand an der Geschicht mat knapps ënnert der 150-Dollar-Grenz pro Barrel, fir 159 Liter Pëtrol, erreecht. D'Brisanz vun engem permanent steigende Präis war zu deem Moment op engem virleefegen Héichpunkt ukomm.

Opgrond vu villen Elementer, virun allem der Finanz- a Wirtschaftskris, ass de Pëtrol duerno erëm gefall a gëschter, op de 24. Mäerz 2009, stoung e bei 52,95 Dollar pro Barrel. Glécklecherweis, muss ee soen, soss géifen d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris eis nach méi staark treffen. Mä mir maachen eis näischt vir: D'Pëtrolspräisser wäerten an absehbarer Zukunft ëmmer méi staark steigen.

Wéi mer all wëssen, ass d'Ausgoe vun der fossiler Energie op der Welt virprogramméiert. Wéini dat ass, ass müsseg ze diskutéieren. Mir gesi schonn elo, mat wat fir Muechtkämpf op der Welt ëm déi lescht Reserve vum schwaarze Gold, dem Uelech an och dem Gas, gekricht a geronge gëtt. Genannt sief hei de Krich am Irak, an déi battereescht Erpressungstheatralik, déi eis all Wanter am Oste vun Europa mat der Gasversuergung virgefouert gëtt.

Wann een dann héiert - an den honorabele Kolleeg Marcel Oberweis huet et scho gesot -, wat den Direkter, den Nobuo Tanaka vun der IEA, vun der International Energy Agency, also der Internationaler Energie Agentur d'lescht Woch hei zu Lëtzebuerg gesot huet, dass de Moment d'Nofro vum Pëtrol bei dräi Millioune Barrel pro Dag op der Welt läit an dass am Joer 2030 64 Millioune Barrel pro Dag misste gefördert ginn, fir der Gesamtnofro, och an de Pays émergents a virun allem a China, nozekommen, da muss et engem elle ginn.

Fir deem entgéintzewierken, setzt d'International Energie Agentur haaptsächlech op d'Energieeffizienz an op d'erneierbar Energien. Den Här Tanaka huet proposéiert deementspriechend d'Investitiounen an dëse Secteure virunzedreiwen an huet plädéiert fir en „Clean Energy New Deal", sënngeméiss nom New Deal, mat deem d'USA an den 30er Jore vum leschte Jorhonnert aus der Wirtschafts- a Sozialkris erausfonnt hunn.

Den Direkter Tanaka huet bei dëser Geleeënheet och eisem LSAP-Energieminister Jeannot Krecké félicitéiert fir d'Progrèsen, déi Lëtzebuerg säit der leschter Bewäertung vun der IEA vun 2004 gemaach huet an der Energieversuergung en général, an och fir d'Moossnamen, déi geholl gi sinn, ënner anerem, éischtens fir d'Verbesserung vun der Energieeffizienz an de Gebaier, zweetens, der Förderung vun erneierbaren Energien, an drëttens an der Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen.

E wichtegt Uleies vun der IEA ass eng weider verstäerkt Steigerung vun der Energieeffizienz. Duerfir huet sech d'IEA och zefridde gewisen iwwert d'Aféierung vum Energiepass fir Privathaiser, dëst beim Ëmsetze vun der EU-Direktiv iwwert d'Wärmeschutzverueerdnung, déi mer Enn vum leschte Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Här President, ech ginn elo net op all déi Mesuren an, déi eis zwee LSAP-Ministeren, den Ëmweltminister Lucien Lux an den Energieminister Jeannot Krecké, geholl hunn an amgaang sinn nach ze huelen. Dat hu si gemaach, an duerfir soll et och hire Mérite sinn, dëst herno selwer ze maachen.

Just e puer allgemeng Bemierkungen: Dass et bei der Asetzung vun neie Mesuren ëmmer e puer Démarrage-Problemer gëtt, soll a wäert eis net vun eisem Konzept ofbréngen, ëmmer méi performant Incentiven ze ginn, fir d'Energieeffizienz an de Gebaier ze verbesseren. D'Iddi, fir d'Kreditter an der Energiesubsidëpolitik zousätzlech zu engem Nullzëns-Taux unzebidden an och eng sozial Komponent mat eranzebréngen, ass grad an dëser Wirtschaftskris net vun der Hand ze weisen. Dëst wier engersäits en Usporn fir d'Leit, éischter an d'Energieeffizienz ze investéieren, a géif anerersäits de Kleng- a Mëttelbetriber och verstäerkt Aarbecht beschafen an esou Aarbechtsplazen erhalen an nei schafen.

Här President, eng performant Energieeffizienz souwuel bei neien Haiser wéi Niddregenergiehaiser, an nach besser Passivenergiehaiser, mä och eng fachgerecht Renovéierung, déi alle Kritäre vun där beschtméiglecher Wärmedämmung gerecht gëtt, wäert an Zukunft um Immobiliëmarché beim Kaf a Verkaf vill méi eng grouss Roll spille wéi bis elo.

Souwuel d'Keefer wéi och d'Locatairë wäerte bei enger Immobilië méi staark op d'energetesch Qualitéit vum Objet bei hirer Décisioun oppassen. Heifir hëlleft den Energiepass, fir op eng einfach Manéier, quasi mat engem Bléck, sech iwwert déi wesentlech energetesch Qualitéite vum Gebai ze informéieren.

Dëst ass aus zwee Grënn wichteg: Éischtens, en Haus, wat ee spéider erëm verkafe wëllt oder muss, bréngt an Zukunft nëmme méi e gudde Präis eran, wann et och deenen néidegen Energiekritären entsprécht; an zweetens, e schlecht oder guer net isoléiert Haus kascht beim Verbrauch vu fossilen Energieträger wéi Mazout oder Gas an Zukunft ëmmer méi deier.

Hautdësdags bidden och duerfir déi baulech an technesch Méiglechkeeten erheblech Energieaspuerpotenzialer, bis zur quasi kompletter Miniméierung vum Heizungswärmebedarf. Niddreg- a Passivhaiser kënnen, jee nodeem wéi wäit d'Energieeffizienz geet, bis zu 80% manner Heizenergie verbrauchen, wéi Gebaier an där bis elo traditioneller Bauweis.

All um Bau vun Haiser implizéiert Acteure musse wëssen an deementspriechend informéiert a forméiert ginn, dass, éischtens eng optimiséiert Wärmedämmung, zweetens reduzéiert Wärmebrécken, drëttens e suergfälteg geplangtent an och realiséiert Loftdichtungskonzept déi wierksaamst an zugläich präiswäertst Moossnamen zur Heizenergieaspuerung sinn.

Wann dës Prinzipië vun Ufank un an eng integréiert Planung mat abezu ginn, beim Bau vun engem neien Haus, da sinn d'Baukäschten och net wesentlech méi deier wéi bei engem konventionell gebauten Haus. Eréischt d'Installatioun vun zousätzleche Komponente wéi Solarthermie- oder Fotovoltaikanlagen erhéijen de Präis méi substanziell. Dat ass jo dann och e Choix, deen een am Sënn vun enger nohalteger Ëmwelt hélt, an duerfir sollen a ginn dës och héich subventionéiert.

Dass d'Albausanéierung vu bestehende Gebaier duerch fachgerecht agesaten Energieeffizienztechniken duerchaus finanziell Gewënner bréngt, kann een um Ënnerscheed vum Mazoutverbrauch verdäitlechen, wou den Energieverbrauch bei engem net sanéierten Haus bei 30 Liter Mazout pro Quadratmeter pro Joer läit, an dogéint bei engem optimal sanéierten Haus bei nëmme 4,5 Liter Mazout pro Meter carré läit.

Op zéng Joer héichgerechent mécht dat, bei circa 150 Meter carré Wunnfläch beim aktuelle Mazoutspräis, eng Käschterelatioun vun 41.000 Euro zu 8.000 Euro. Wann een dat op 20 Joer ausrechent mat steigende Mazoutspräisser, an an 20 Joer sinn dës aus heiteger Siicht bestëmmt méi deier, dann explodéiert déi Präisdifferenz vun 107.000 Euro zu 21.000 Euro.

Bei engem Gesamtverglach kann ee soen, dass eng traditionell Immobilië aus dem Baujoer 1978 circa 250 Kilowattstonne pro Meter carré pro Joer verbraucht, e Passivhaus vun haut 15 Kilowattstonne pro Meter carré pro Joer verbraucht an en Haus mat enger normaler komfortabeler Albausanéierung 45 Kilowattstonne pro Meter carré pro Joer verbraucht un Heizenergie.

Här President, zum Ofschloss wëll ech och nach op ee Punkt bei der Albausanéierung hiweisen, dee mir besonnesch elo an dëse Krisenzäite wichteg schéngt. An zwar, dass déi nei Subsidëpolitik et erlaabt, komplett dissociéiert virzegoe bei der Sanéierung vu sengem Haus. Et ass also méiglech, an de Genoss vu sämtlech méigleche Subsiden ze kommen, ouni alles beienee maachen ze mussen a sech domat den Invest finanziell besser opdeelen ze kënnen.

Zum Beispill - an dat ass eng Fro, déi oft gestallt gëtt - kann een d'Ersetze vun de Fënstere separat vun der Renovéierung vun der Fassad maachen, och wann et sënnvoll wär, dëst zesummen ze maachen, aus technesche Considératioune wéi Belüftungsproblemer an esou weider. Mä wann ee sech dat finanziell net zesumme leeschte kann, dann ass et wichteg, dass een emol domat ufänkt, staark isoléiert Fënsteren abauen ze loossen, an dat och separat subsidiéiert kritt. An enger zweeter Phas kann een dann d'Fassad renovéiere loossen an och hei deen entspriechende Subsid kréien.

Besonnesch a Krisenzäiten ass et wichteg, dass mir mathëllefen oppassen, dass d'Stéit sech net iwwerverscholden. Och wa mer jo sollen investéieren, esou soll ee net vergiessen, dass d'Zënsen de Moment niddreg sinn. A wann ee sech en général fir zéng oder 20 Joer méi verschëllt, muss ee virdru mat arechnen, dass d'Zënsen och erëm an d'Luucht goe kënnen, an da kann ee ganz séier an der Scholdefal leien.

Do ass et dann och net vu grousser Hëllef, dass elo en Insolvenz-Gesetz deponéiert ass, well dee perséinleche Misär, deen domat ëmmer verbonnen ass, ass och net méi ze reparéieren.

Här President, d'Weichen zu enger verbesserter Energieeffizienz bei Wunnhaiser sinn also elo vun der Regierung an déi richteg Direktioun gestallt ginn duerch eng optimal Subventiounspolitik. Mir als LSAP wäerten alles maachen, dass am Beräich vun de Wunnhaiser den Zuch a Richtung Energieeffizienz féiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech wollt dem Interpellant Merci soen, well déi Debatt vun haut kënnt wéi geruff. Et léisst sech nämlech déi eng oder aner Ausso zur Klimafro vläicht relativéieren an op där anerer Säit och erklären. Op d'Klimafro selwer, mengen ech, brauch ech net méi anzegoen, well dat hu meng Virriedner des Laangen an des Breeden hei schonns genuch ausgefouert.

Ech muss soen, dass DÉI GRÉNG méi wéi erstaunt waren, wéi gëschter aus dem Mond vum Ëmweltminister ze héiere war, a wat haut och an der Zeitung nozeliesen ass, dass Lëtzebuerg elo d'Kéier an der Klimafro kritt hätt. Minus 4,3% CO_2 vun 2007 op 2008 a souguer minus 5,2% vis-à-vis vun 1990. „Kurskorrektur geschafft", „Gewinn" an „Glaubwürdigkeit" war och nach haut nozeliesen.

Dëst op eng klimapolitesch Wäitsiicht zréckzeféieren, ass vis-à-vis vun deene ville verluerenen Aarbechtsplaze vun de leschte Méint net seriö! Dat ass keng Trendwende, et ass eng Momentopnahm vun engem staarke Réckgank vun der Wirtschaft. Dëst ass kee strukturelle Réckgank, mä ganz kloer e konjunkturelle Réckgank. Verkéiert Welt, kann een nëmmen do soen.

Nach um LSAP-Kongress vu virun zwou Woche goufen DÉI GRÉNG vum LSAP-Parteipresident dohigestallt als wär eng Tonn CO_2 fir DÉI GRÉNG méi wäert wéi eng Aarbechtsplaz. Mä wann ech déi rezent Aarbechtslosenzuele kucken, déi de Moie vum Wirtschafts- an Aarbechtsminister public gemaach goufen, da kann ech net frou sinn. Et gëtt um Bockel vun den entloossenen Aarbechter eng wäitsiichteg Ëmweltpolitik verkaaft an dobäi nach als groussen Erfolleg an d'Fënster gestallt.

Déi Ëmweltpolitik nach déi Wirtschaftspolitik war net d'Politik vun deene Gréngen! Dëst huet weder mat Aarbechtsplazerhalung ze dinn nach mat enger nohalteger Ëmweltpolitik. Dëst ass e Rechespill fir kuerzfristeg iwwert d'Zil ze kommen an eng mëssgléckte Regierungsbilanz ze manipuléieren.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech erënneren u Kyoto.

Dëst Rechebeispill erënnert mech un eng aner Debatt aus den 90er Joren. Hu mer eis net selwer 1997 schonns eng Kéier esou Spiller virgegaukelt? Deemools waren d'Zuelen no der Ëmstellung vun der ARBED op Elektrostol op jidde Fall excellent. Statt strukturell Moossnamen deemools schonns ënnerholl ze hunn, hu mer eis op Zuelespiller agelooss, déi eis haut nach vill Misär maachen. Haut si mer amgaangen déiselwecht Feeler ze widderhuelen. Mir gaukelen eis eppes vir, ouni dass eppes Strukturelles an eise Wirtschafte geännert huet.

Är eege publizéiert Zuele schwätzen eng eendeiteg Sprooch: minus 5,5% Réckgank bei der Wirtschaft ass haut an der Press nozeliesen am Joergank 2007 bis 2008. Sécherlech sinn déi eng oder aner Ëmweltmoossnamen an der Wirtschaft duerchgefouert ginn, mä den Haaptréckgank ass op den Ofbau vun der Wirtschaftsproduktioun respektiv souguer op d'Zoumaache vu Betriber zréckzeféieren. Dat ka jo awer net eist Zil sinn!

Och am Transport kënne mer nach laang net vun enger Trendwende schwätzen. Sécherlech sinn och do eng Rei vu Moossnamen, déi ee kann ënnerstëtzen an och positiv ka bewäerten. Fakt ass awer, dass am éischten Hallefjoer d'Präisser vum Diesel a vum Bensin esou héich ware wéi nach ni, a vill Leit deemools manner mam Auto gefuer sinn, dat kann een un den Zuelen um öffentlechen Transport nosichen.

Nozeliesen och an all den internationale Statistiken. Eleng a Frankräich ass de Konsum un Diesel a Bensin fir den Autotransport vum Juni 2007 op de Juni 2008 ëm 12,5% zréckgaang. Am zweeten Hallefjoer 2008 ass dee Réckgank duerch den Ufank vun der Wirtschaftskris deelweis a vill ze begrënnen. Besonnesch d'Transporteuren hunn ënnert der momentaner Wirtschaftskris ganz vill ze leiden. Sou ass zum Beispill de Verkaf vum Diesel am Dezember 2008 ëm genau 20% zréckgaang.

Kommt elo net a maacht eng Bilanzéierung vun de leschten dräi Méint! Ech si sécher, da steet net méi „Trendwende ist eingeläutet" an der Zeitung, mä „CO_2-Ziele erreicht". Ech wënsche mer méi eng Éierlechkeet an dëser Analys!

Fakt ass, dass d'Kyoto-Zil nach ëmmer ëm 23% verfeelt gëtt, an dass mer dës Zuel och nach duerch massiven Akaf vun Emissiounsrechter am Ausland, iwwer 250 Milliounen Euro, schéinen. Déi 250 Milliounen Euro hu weder en ëmwelt- nach e wirtschaftspoliteschen Effekt hei zu Lëtzebuerg. De Réckgank vun den CO_2-Emissiounen huet deemno haaptsächlech an eendeiteg eng konjunkturell Ursaach.

Déi wirtschaftlech Rezessioun mat engem dramateschen Ustieg vu Kuerzaarbecht, der Drosselung vun der Produktioun a ville Betriber an dem Zoumaache vu Betriber a verännertem Konsumverhalen, dëst besonnesch am éischten Hallefjoer vum Joer 2008 duerch déi héich Uelechpräisser, huet direkt Auswierkungen op den CO_2-Ausstouss zu Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass déi Debatt vun haut den Owend dem Ëmweltminister erëm d'Aen opmécht an hien erëm an d'Realitéit zréckkënnt. Politik ass kee Rechespill! A wann dat och nach alles géif stëmmen, stellen ech mer awer d'Fro, firwat mer elo panikaarteg u ville Reglementer a Gesetzer oder och nach Prozedure mussen nobesseren.

Une voix.- Très juste!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Vun engem Aktionismus an deen aneren! Ee Seminar no deem aneren.

De Bilan, deen ech besonnesch op deem Punkt vun der Albausanéierung respektiv dem Neibau vun Niddregenergie- respektiv Passivhaiser ka maachen, ass méi wéi erniichternd. 77 Demanden 2008 fir ze renovéieren, ass alles aneschters wéi en Erfolleg. Eng Upassung vun de finanziellen Hëllefstellungen ass bestëmmt och wichteg an och richteg. Et ass awer och kee Muttwëll, d'Leit duerch finanziell Ureizer ze motivéieren, eppes am Ëmweltberäich ze maachen.

Mä et läit awer net nëmme bei de finanziellen Ureizer. Den Defizit läit op engem ganz anere Plang, an dat ass a bleift nach ëmmer e strukturellen Defizit. An dat sinn d'Berodungsstukture respektiv eng flächendeckend a landeswäit Hëllefstellung a Berodung, an dëst souwuel fir d'Leit, fir de Konsument, fir d'Betriber a fir d'Industrie. An dëst zesumme mat de Gemengen oder de Gemengesyndikater, statt hir Initiativen ze torpedéieren.

Ech verstinn net, firwat et net e Matenee ka ginn, statt e Géinteneen. Ech froe mech, wat dann am Kanton Réimech oder Réiden gemaach gi wär, wann d'Gemengen net do schonns selwer aktiv gewiescht wären. De Bottom-up-Prinzip huet nach ëmmer vill erreecht. D'Initiativen, déi um klengsten Niveau ergraff ginn, hunn oft e bessert Resultat.

Statt bei deenen Aktiounen ënnerstëtzend ze wierken, ginn déi Aktiounen um Gemengenniveau als Konkurrent zu de staatleche Moossnamen ugesinn. De Rôle vun enger nationaler Energieagentur kann net d'Substitutioun vun de klenge regionale Strukture sinn, mä de Rôle vun hir muss dee vun enger nationaler Hëllef- a Koordinatiounsstell sinn.

Ech wëll Iech gären nach eng Kéier herno de Pabeier vun eiser Pressekonferenz vu Januar 2007 iwwerreechen. Eng Klimaschutzagentur no eiser Liesaart, ënnert der Form vun engem Établissement public - firwat net? -, huet d'Haaptaufgab vun enger Koordinatioun ze maachen. Niewent dëser Koordinatiounsroll kommen nach folgend Aufgaben derbäi: Berodung fir d'Handwierk an d'Industrie, Berodung fir d'Biergerinnen an d'Bierger zesumme mat de Gemengen an de Gemengesyndikater no bei de Leit, an natierlech de Suivi vun den Aktiounen iwwer e Monitoring, e Klimaschutzfong fir d'Moossnamen ze finanzéieren, e Fuerschungsdeel fir d'Entwécklung ze beschleunegen a weider e Modul fir d'Förderpolitiken ze steieren an ze iwwerpréiwen.

Ech free mech elo schonns op eng konstruktiv Zesummenaarbecht am Sënn vun der Subsidiaritéit.

Niewent der Berodung ass awer och nach ëmmer e groussen Defizit bei der Ëmsetzung vun all deene Moossnamen. Hei besteet och nach ëmmer e grousse Bedarf u Weiderbildung an Hëllefstellung, besonnesch och fir a mat de Betriber. Hei hunn de Stat an d'Gemengen e wichtege Rôle ze iwwerhuelen.

Mir hätten eis gewënscht, dass de Stat schonns vill éischter mat engem Sanéierungsprogramm fir staatlech Gebaier gestart wär. Esou en Aktiounsplang feelt zum Beispill ganz am Pak vun de Krisemoossnamen. Et ass schonns erstaunlech, dass mer elo schonns iwwer zéng Joer iwwer esou Sanéierungsmoossname schwätzen an diskutéieren. Déi Pressekonferenz vum OGB-L mam Mouvement écologique datéiert schonns vum Dezember 1998. Nach ëmmer feelt d'Konzept fir eng kohärent Ëmsetzung.

Ech brauch och net op d'Wichtegkeet vun esou engem Konzept hinzeweisen an och net op d'Wichtegkeet vun esou engem Ëmsetze fir déi lokal Wirtschaft, besonnesch fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber. D'Zuele vu Betriber an och Aarbechtsplazen, déi do agestallt sinn an deem Secteur, sinn lech jo bekannt. Haut wäre mer frou, wann déi Konzepter kéinten direkt gräifen. Haut vläicht aus konjunktureller Iwwerleeung, gëschter éischter aus Energiepräis- respektiv aus Klimaiwwerleeungen.

Wa mer haut keng Wirtschaftskris hätten, hätte mer bestëmmt eng Energiekris. Bei enger beschleunegter Wirtschaft, esou wéi mer se nach leschte Summer kannt hunn, hätte mer haut sécherlech Barrelpräisser vun 150 Dollar, wann net méi. Wa mer haut awer an enger Krisesituatioun op esou Konjunkturprogrammer setzen, huet dat och e längerfristegen an nohaltegen Effekt.

E gutt isoléiert Haus schützt virun neien Haussen um Energiemarché, a wa mer och nach déi reschtlech Energie aus erneierbar Energien hierstellen, kann eis déi nächst Energiehausse egal sinn. Mir mussen also parallell zu den Effizienz- an Aspuermoossnamen d'erneierbar Energië voll a ganz ënnerstëtzen a weider ausbauen.

Haut loosse sech schonns Haiser realiséieren, et ass virdru gesot ginn, déi méi Energie produzéieren, wéi se der selwer verbrauchen, déi sougenannte Plus-Energie-Haiser. Mir mussen eis also nei Ziler setzen, besonnesch bei Neibauten, sou dass an der Zukunft all Haus op erneierbar Energie muss setzen.

Den Energiepass ass sécherlech dat richtegt Instrument, mä héchstwahrscheinlech schonns erëm iwwerlieft, éier en iwwerhaapt richteg a Kraaft trëtt. D'Ausféierung vum Energiepass huet sécherlech e positiven Effekt. Mä leider hapert et och hei erëm bei der Ëmsetzung. E weidere strukturellen Defizit.

Mä nach eng Kéier zréck zu den erneierbaren Energien. Kee Secteur verdréit esou eng Achterbahnfahrt, wéi dat de Fall vun den erneierbaren Energië während dëser Legislaturperiod war. Sou wéi vläicht d'Wiederlag vun haut de Mëtteg: mol Sonn, awer mol vill Reen. Dat kann net richteg sinn a féiert just zur Frustratioun.

Nach gëschter op enger Table ronde an der Ackerbauschoul zu Ettelbréck hunn d'Bauere vu Kielen gekrasch, well nach ëmmer den Aspeisungspräis vun hirer Gasproduktioun net bekannt ass. Här Krecké, ech wär frou, wann Der deene Leit endlech de Präis géift ginn, fir dass se eng Planungssécherheet kënnen hunn.

Ech hoffe jiddefalls, dass déi neist Regierung endlech am Beräich vun den erneierbaren Energien Neel mat Käpp mécht. Bei der jëtzeger Konstellatioun hunn ech d'Hoffnung opginn. Een, deen net dru gleeft, kann net de richtegen Impulsgeber méi sinn. Do hëllefen och net déi sëlleche panikaarteg Konferenze 5 vir 12. Eng iwwer Energiestrategie, iwwer Ökotechnologien, iwwer Nohaltegkeet a wat net nach alles. Alles dat hätt ech mer viru fënnef Joer gewënscht. Dës Regierung war manifestement net op d'Klima- an d'Energiefro vun der Zukunft virbereet.

E Punkt wëll ech awer nach uschwätzen, dee vun der sozialer Dimensioun. Ech hu virdru schonns emol gesot, wa mer haut keng Wirtschaftskris hätten, hätte mer bestëmmt eng Energiekris. A béide Fäll sinn et awer wéi esou oft déi finanziell méi schlecht gestallten Haushälter, déi am meeschte wäerten drënner leiden. Hei mussen onbedéngt nei Weeër opgezeechent ginn, fir deene Stéit besser a méi effikass ënnert d'Äerm ze gräifen. Zum Beispill duerch zënsfräi oder och nach méi zënsgënschteg Prête bei energetesch Sanéierungen, extra Hëllefstellungen, besonnesch bei der Ëmsetzung, a villes méi.

Mä wann een dann esou Instrumenter wëllt ëmsetzen, gesäit een direkt wéi konservativ a réckstänneg a verschiddene Ministèren, oder bestëmmt an engem Ministère nach ëmmer geschafft gëtt. Mäi Kolleeg Camille Gira wollt nämlech zu Biekerech all deene Stéit, déi eng Akellerungsprime ufroen, eng zousätzlech Subventioun gi fir eng Energieberodung respektiv fir Begleetmoossname bei der Ëmsetzung vu Sanéierungsmoossnamen. E sougenannte kommunale Contracting also. D'Sue fir d'Akellerungsprime gi fir qualitativ Sanéierunge geholl, an d'Gemeng streckt d'Käschten deelweis vir. Sou dass fir d'Leit keng finanziell Nodeeler entstinn an trotzdeem ënnert dem Stréch souwuel fir d'Ëmwelt, awer och fir déi eege Gesondheet, besonnesch vun deene Leit an deenen Haiser eppes iwwreg bleift.

Dir kënnt elo dräimol roden, ob si dat vum Postkutscheministère erlaabt hunn. Nämlech net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ausféierung, net ouni awer nach eng Kéier meng Enttäuschung iwwert d'Aart a Weis vun der Duerstellung vun de Klimaziler op d'Käschte vun aneren auszedrécken. Mir sinn dergéint, dass um Bockel vun der Aarbechtsplaz nach eng Ëmweltpolitik schéigeriet gëtt. Dës Regierung huet duerch Kompetenzgerangel an onausgegäerte Konzepter e strukturelle Wandel verhënnert. De Bewäis fannt Der un de sëllechen Nobesserunge vun de Krisegesetzer.

Dat ass net déi Klimapolitik, déi mir vertrieden. Eis Klima- a Beschäftegungspolitik zielt op e Matenee vun Ekologie, Ekonomie souwéi Éducatioun, net e géigesäitegt Ausspillen.

Dofir: grad elo DÉI GRÉNG!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

Une voix.- Si mer op enger Wahlversammlung hei?

Une autre voix.- Heiansdo géif een dat mengen, wann ee kuckt, wann een dat liest, wat an der Press vu Verschiddene gesot gëtt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Gelift?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President,…

M. le Président.- Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …ech…

(Interruptions et hilarité)

…hu bei der leschter Debatt gesot, Här President, datt, wann et eis all Kéier géif gelénge, wa mer hei iwwert de Klimaschutz an iwwert d'Energieproblematik diskutéieren, eis Bilanz ëm 1% ze verbesseren, dann hätte mer eist Kyoto-Zil wahrscheinlech schonn erreecht.

Leider geet et e bësse méi lues, och wann den Ëmweltminister, wéi et schéngt, e Liichtbléck erbléckst huet, wou ech awer och fäerten, datt et nëmmen esou vorübergehend e bloe Fleck op engem groen Himmel ass, dee sech ganz séier erëm zouzitt. Dat heescht, datt et méi op eng momentan Situatioun zréckzeféieren ass, datt déi Situatioun sech de Moment e bësse positiv duerstellt, an net op eng nohalteg strukturell Verbesserung hei am Land.

Här President, d'Klimaproblematik musse mer lassgeléist kucke vun der aktueller Kris. Et ass eng laangfristeg Problematik, an ech ka mech deem nëmmen uschléissen, wat meng Virriedner hei schonn zu engem groussen Deel gesot hunn: Mir mussen eis drop astellen, datt d'fossil Energie, virun allem de Mazout, dee mer an eisen Heizunge verbrennen, oder de Bensin a Mazout, deen an den Autoe gebraucht gëtt, an deenen nächste Joren nach vill méi deier gëtt wéi e war, wéi en um Héchststand war d'lescht Joer.

Ech war viru kuerzem op enger Konferenz, wou aus wëssenschaftlecher Siicht duergeluecht ginn ass, wéisou datt dat esou ass. D'Verfügbarkeete si limitéiert an d'Förderung hélt am Laf vun der Zäit of, egal wéi grouss datt deen Dépôt ass, bei deem gefördert gëtt. Dat läit un der Natur vun der Saach. Et muss ee sech dat virstelle wéi e Schwamm, wou déi éischt Halschent gutt erauskënnt a wou et duerno ëmmer méi lues geet.

D'Wëssenschaftler si sech zimlech eens, datt dee Peak bei normaler Entwécklung 2012, 2013 erreecht ass, dat heescht, trotz allen neie Fundorten an neie Förderanlagen, déi opgeriicht ginn, wäert d'Gesamtförderung op der Welt zréckgoen, a si ass esou liicht duerch näischt anescht ze ersetzen.

Dat heescht, mir musse ganz einfach dovun ausgoen, datt d'Energie an Zukunft wesentlech méi deier gëtt aus reng maartwirtschaftlecher Siicht. Vun dohier hu mer all Ursaach, net nëmmen aus kyotopolitescher Siicht, aus Klimaschutzgrënn, mä och aus ganz einfachen, pragmateschen Iwwerleeungen, fir eng Energiepolitik ze maachen, déi esou mann wéi méiglech vun importéierter Energie a virun allem vu fossiler Energie ofhängeg mécht.

Mir sollen haut hei diskutéieren haaptsächlech iwwert de Beräich vun de Gebaier, vun der Energieeffizienz, vum Erofsetze vum Energieverbrauch am Beräich vun de Gebaier. Mir wëssen awer, datt den Aspuerpotenzial just an deem Beräich relativ limitéiert ass. Den Här Ewringmann - deen eis jo hei zu Lëtzebuerg net onbekannt ass - vum Finanzwirtschaftleche Forschungsinstitut vu Köln, huet 2005 an enger Dokumentatioun opgewisen, datt bei engem gesamten CO_2-Équivalent vun 12,6 Milliounen Tonnen d'Joer d'Haushalter an d'GHD-Anlagen ouni de Stroum 1,37 Milliounen Tonne verbrauchen, dat heescht, dat si ronn 11%. Dat weist schonn, datt, och wa mer do ganz effizient schaffen, Verbesserungen ubréngen, dee Potenzial, deen eis do zur Verfügung steet, fir eist Kyoto-Zil ze erreechen, dach awer zimlech limitéiert ass.

Den Här Ewringmann geet och dovun aus, datt een och bei enger gudder Förderung am Prinzip nëmmen 2% vum bestehende Bestand oder vun deem, wat bäikënnt, am Fong geholl nëmmen an dee méi héije Standard erakritt, sou datt dat och Mesurë sinn, déi sech iwwer laang Zäit histrecken, bis datt een effektiv do dee Stand erreecht huet, dee wënschenswäert wär.

Hie weist dann och dorop hin, datt am Haushaltsberäich virun allem d'Hëtzen an d'waarmt Waasser d'Energie verschléngt. Dat si ronn 80% vum gesamten Energiekonsum. Do sinn nach dernieft dann déi aner 20%, déi verdeele sech op d'Kachen, op d'Beliichtung an op elektresch Apparater.

Duerfir mengen ech wär et och richteg, wann ee sech drop konzentréiert, virun allem déi 80% do ze attackéieren, datt mer manner fir ze hëtze brauchen, datt mer manner brauchen, fir waarm Waasser ze produzéieren. Respektiv dat misst menger Meenung no - do gëtt net ganz vill driwwer geschat - awer haut Standard sinn an neie Gebaier, well mer wëssen, datt, fir Waasser ze hëtzen, wesentlech méi Energie gebraucht gëtt wéi fir Loft ze hëtzen, an datt enorm vill Energie doduerch d'Kanalisatioun fortleeft, datt mir eigentlech missten an eisen neie Gebaier eng systematesch Wärmerückgewinnung beim waarme Waasser hunn, wat esou fortleeft aus eise Buedzëmmeren, vun de Wäschmaschinnen, vun de Spullmaschinnen an esou weider. Et ass eng enorm Energie, déi do einfach verpuffe gelooss gëtt. Menger Meenung no misst dat haut Standard ginn, an dat misst och deementspriechend da gefördert ginn.

D'Méiglechkeeten, déi mer hunn, si selbstverständlech d'Isolatioun - et ass jo och villes, wat sech dorop konzentréiert. An dem Niddregenergiestandard d'Wärmerückgewinnung - bei der Loft hu mer se. Bei de Passivhaiser geet et praktesch net anescht. Déi natierlech Sonnestrahlung notzen - dat ass dann erëm en Appel un d'Architekten, fir och emol esou lues dorun ze denken, fir ëmzedenken an net nëmmen hir Virstellungen ze realiséieren.

Erneierbar Energiequellen notzen, virun allem d'Äerdwäermt. Do héiert een awer och, datt dat net ëmmer esou einfach ass, wann dat beantraagt gëtt. Oder, wat sech haut méi duerchsetzt, dat ass d'Wäermt iwwert d'Wärmepompel aus der Loft, aus der Ëmweltloft erauszéien, a virun allem dann och e Méi-effizient-Maache vu bestehenden Heizungsanlagen.

Här President, mir sinn eis driwwer eens, datt dat bei neie Gebaier vill méi einfach ass, an do kann een iwwer Virschréften - mir sinn absolut derfir -, awer och bei Investisseuren iwwer steierlech Ureizer a Bäihëllefen dozou bäidroen. Bei Altbauten ass et wesentlech méi schwéier. Mir wëssen dat. Et ass och méi schwéier, d'Leit ze iwwerzeegen, well et meeschtens méi deier gëtt. Duerfir ass et ze begréissen, datt déi Bäihëllefe sollen nach weider eropgesat ginn. Mir sti jiddefalls voll do hannendrun.

Wann een dem Här Ewringmann seng Recommandatioune kuckt, da freet e virun allem ganz héich Baustandarde fir Neibauten. Dat jiddefalls am Wunnengsberäich. Mä ech mengen, och de Stat muss an Zukunft déi héchste Standarde bei senge Gebaier asetzen. Laangfristeg ass dat ganz sécher déi beschten Investitioun an eppes, wat sech zréckbezuelt.

Hie recommandéiert och, d'Leit solle manner isoléiert bauen, dat heescht, mir solle manner Eenzelhaiser bauen, well déi natierlech energetesch vill méi problematesch sinn, wéi wann dat Haiser oder Wunnenge sinn, déi sech an engem ganzen Ensemble befannen. Dat ass awer schonn erëm problematesch. Ech mengen, mir doen eis alleguer schwéier, fir de Leit wëlle virzeschreiwen, wéi si da solle bauen oder wéi si hir Wunnengsgestaltung ze maachen hunn.

Da leet hien e ganz grousse Wäert op d'Besteierung vun der Energie, virun allem eng Besteierung, déi sech um CO_2-Ausstouss vum Energieträger orientéiert. Och dat ass eiser Meenung no problematesch, well et awer um soziale Plang wéi deet. Et wär sech duerfir ze iwwerleeën, an ech fannen dat och eng gutt Ureegung, datt een do, wou muss investéiert ginn, an d'Leit effektiv besonnesch a Krisenzäiten, wéi ee vu menge Virriedner virdru gesot huet, zécken, fir vill Geld an hir Wunnengen ze stiechen, well se fäerten, si géife vläicht an enger Scholdefal landen, datt een effektiv vum Stat do steierfräi Kreditter oder - pardon! - d'Zënsfräiheet vun de Kreditter géif garantéieren, fir d'Leit dozou ze bewegen, fir et trotzdeem ze maachen, wa si mengen, si géifen dat net packen.

E ganz besonneschen Akzent muss eiser Meenung no och geluecht ginn op d'Berodung vun de Leit, vun de Bauhären, vun de Bewunner, vun den Architekten an och vun den Handwierker. Mir sinn der Meenung, datt do nach enorm vill nozehuelen ass, besonnesch wat och d'Qualifikatioun vun den Handwierker ubelaangt.

Ech war déi Deeg bei esou enger Berodung derbäi - et ass jo näischt, et léiert een et net éier, wéi wann een an der Praxis domat ze doe kritt -, do gesäit een dach awer, wéi vill dach am Detail stécht a wéi vill Erfahrung och hei an do erfuerdert ass. Duerfir muss eiser Meenung no do nach e ganz groussen Effort gemaach ginn.

Et ass och sécher, datt de Stat - ech hunn et scho gesot - bei den öffentleche Gebaier absolut muss virgoen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt virun enger Zäit. Wann een da gesäit, wéi vill Energie eleng an öffentleche Gebaier verschleidert gëtt, well mir do dee Standard net hunn, dee mer missten hunn, dann ass et ganz sécher, datt an deene kommenden Zäiten de Stat do enorm muss investéieren.

Här President, mir sinn eis gréisstendeels driwwer eens, wéi mer an där Problematik hei solle virgoen. Ech hunn haut och bei menge Virriedner net ganz vill Divergenze fonnt iwwert dat, wat misst geschéien. D'Di-

vergenze si méi an der Beuerteelung vun deem, wat an der Vergaangenheet geschitt ass.

Mir deelen och d'Aschätzung, datt mer vill Zäit verluer hunn. Mir sinn och der Meenung, datt zwar och besonnesch an der viregter Regierung vill Geld investéiert ginn ass zum Beispill an d'Fotovoltaik, wou et eis e bësse fortgelaf ass, a wou ee mat deem Geld, wann een et als CO_2-Bilanz kuckt, fir dat, wat mer do effektiv erreecht hunn, mat deem Geld, wat mer do investéiert hunn als Stat, op anere Gebidder wesentlech méi en héijen Effizienzgrad hätte kënnen erreechen.

Duerfir bedauere mer och e bëssen, datt een an där ganzer Aktioun e gewëssenen Aktivismus feststellt, mä datt et awer iergendwou un engem Gesamtkonzept feelt.

Mir sinn och der Meenung, datt et net gutt ass, et féiert och e bëssen zur Konfusioun dobaussen, datt dee ganzen Energieberäich, dee jo engersäits de Volet vun der sécherer Versuergung mat Energie beinhalt an op där anerer Säit méi den ëmweltpolitesche oder klimaschutzpolitesche Volet beinhalt, datt dat an zwou verschiddenen Hänn ass. Mir géifen et begréissen, wann an der nächster Regierung déi zwee Voleten an eng Hand géife kommen a vun do aus konsequent op dee richtege Wee géif higeschafft ginn.

Här President, d'Energiefro ass d'Zukunftsfro vun der Mënschheet schlechthin. Lëtzebuerg ass an engem extrem héije Mooss getraff, well mir eis Energie bal ganz mussen importéieren. Eleng aus deem Bléckwénkel ass et sécherlech interessant, eisen Energieverbrauch, esou wäit wéi et nëmme geet, duerch intelligent Technik an Aspuermoossnamen erofzedrécken.

Mir sollten eis vun där aktueller Kris net oflenke loossen, au contraire, mir solle just déi aktuell Situatioun, déi sech an deenen nächste Méint ganz sécher net vereinfache wäert - au contraire! -, mir solle se notzen, fir an deem Beräich ze investéieren. Et ass eng Erausfuerderung. Et ass awer op där anerer Säit och eng Chance. Mir sti jiddefalls hanner alle Moossnamen, déi an déi Richtung do ginn.

An als Lescht: De Ministère muss sech jiddefalls eng ganz kloer Strategie ginn, och, fir dobaussen net nëmmen ze affichéieren, datt e gewëllt ass, do finanziell ze hëllefen, mä datt een effektiv och bei de Leit dobaussen déi néideg Bewosstseinsbildung duerchgesat kritt, fir datt si och bereet sinn, mat op dee Wee ze goen.

An domadder wëll ech ofschléissen, Här President, an hoffen, datt mer mat eisem Débat haut erëm 1% an eiser Klimabilanz verbessert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Regierung huet d'Wuert. Als Éischten den Här Wirtschaftsminister an Energieminister Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert direkt, och kuerz, well et geet ëm d'Performance énergétique des bâtiments d'habitation.

Et géif am Fong geholl, hat ech gemengt, haaptsächlech ëm d'Wärmeschutzveruerdnung an hir Ëmsetzung goen, mä ech hu gemierkt, dass haut ganz villes ronderëm dat gedréint huet, woubäi déi Wärmeschutzveruerdnung, ouni dass se elo als solches an de Mesures anti-crise steet, mä fir d'Handwierk wierklech e Boulevard ass - e Boulevard! Et hätt een nach kënnen den Titel dropsetzen - jo! -: Mesures anti-crise. Mä ech hunn elo säit Méint mam Handwierk geschwat an déi gesinn dat och esou.

Et ass e Boulevard fir déi, well hei si Saachen, wou se keng Konkurrenz brauchen ze fäerte vu China a vun iergendwou. Hei brauche se just d'Leit richteg ze beroden, wat se solle maachen, wéi se kënne gehollef kréien, an da ginn d'Leit och mat op dee Wee.

Ech mengen, den Avantage vum Energiepass ass och deen, dass e gewëssenen Drock kënnt op d'Privatleit, fir déi, déi en Haus hunn a wëlle verlounen oder verkafen, fir déi noutwendeg Mesuren ze huelen, fir dass se de Wäert vun hirem Haus an och da vun hirem Loyer kënnen oprechterhalen.

Déi nei Haiser souwisou mussen deenen neie Standarde säit dem 1. Januar 2008 entspriechen, a wéi gesot, do ass e Betätegungsfeld fir all déi Leit, déi aktiv sinn an der Konstruktioun, dat enorm ass - dat enorm ass! -, an et ass schued am Fong geholl - dat ass wouer, den Här Berger huet dat monéiert -, dass mer esou vill Zäit verluer hunn.

Et ass richteg, dass ee menger Meenung no hätt misse wéinst der Bedeitung vun deem Ganzen direkt ufänken, wéi d'Direktiv zu Bréissel décidéiert ginn ass, an déi Direktiv ass vun 2002. Ech weess net - bon, ech kann net Iech de Virworf maachen, Här Berger, Dir waart net an der Verantwortung, huelen ech un, Dir waart net an der Regierung 2002. Mä wéi ech 2004 komm sinn, bei esou engem extrem wichtegen a prioritäre Sujet, hunn ech net eng Zeil,…

(Interruption)

…net eng Zeil vun der Ëmsetzung fonnt!

An duerfir, ech ginn Iech vollkomme Recht: Mir hu schrecklech vill Zäit verluer. Mir hu schrecklech vill Zäit verluer, well, wéi ech am September emol den éischten Tirang opgemaach hunn: näischt! Weder am Ëmweltministère hu mer eppes fonnt nach bei mir, wou d'Ëmsetzung hätt misse gemaach ginn.

Ech weess net, ob de Koalitiounspartner...

(Interruption)

Ech weess net, Här President, ob vläicht d'CSV zu deem Zäitpunkt onheemlech op der Brems souz an derfir gesuergt huet, dass dat do net gemaach ginn ass.

Une voix.- Et ass ëmmer d'CSV, déi op der Brems sëtzt.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Ah! Waart Dir et net?

Une voix.- Neen!

(Interruptions et hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Ah bon! Ma wie kann et dann nëmme gewiescht sinn? Wien huet déi Zäit verluer, déi esou essenziell ass, an esou engem wichtegen Dossier?

(Interruptions)

Dir och net? Ech mengen, Här Berger, da bleiwen der net méi vill.

D'Direktiv vun 2002 - ech soen nach eng Kéier, Här President: 2002! -, extrem wichteg, hunn ech also 2004 am Hierscht virfonnt, keng Zeil vun Ëmsetzungsméiglechkeeten, an dat fir eppes, wat eng Rieseprioritéit ass, dat gestinn ech gären zou.

Mir hunn am September 2005 no der Presidentschaft ugefaangen, direkt Gespréicher mat den eenzelne Gruppéierungen - Chambre des Métiers, Chambre de Commerce, OAI - an hunn am Juli 2006 de Règlement grand-ducal verabschit an der Regierung. Juli 2006!

Vis-à-vis vun deem, wat ech mer gewënscht hätt, dass et vläicht hätt kënnen - ech weess net - am Juli 2003 scho sinn, ass dat natierlech en Délai. Mä dee mussen déi Leit veränwerten, déi déi ganz Saach verschleeft hunn.

Doropshin hu mer awer net gewaart, bis de Conseil d'État am Mee 2007 säin Avis ginn huet, mä mir hu Gespréicher gefouert mam OAI, der Fédération des installateurs en équipements sanitaires, Chambre des Métiers, Groupement des syndics professionnels an esou weider an esou weider. Méi wéi 600 Leit hunn un deene Virgespréicher - Virgespréicher, soen ech - participéiert. Mir hunn am Dezember dunn d'Publikatioun nom Avis complémentaire vum Statsrot kënnen duerchbréngen. Et ass also säit dem Dezember 2007, wou dat an Applikatioun getrueden ass op den 1. Januar 2008.

Dertëschent si Formatioune gelaf. Eng 1.000 Leit hunn eng Formatioun iwwert den Energiepass matgemaach - ongeféier 1.000 Leit. 25 spezialiséiert Büroen - net OAI-Büroen, mä anerer - hu mer agréiert a forméiert. 200 Büroen aus dem Beräich vum OAI si forméiert ginn op d'Auswierkunge vun der Wärmeschutzveruerdnung.

Sécherlech, mir hunn ee Moment eng Nobesserung gemaach. Ech mengen och net, dass et eng Besserung ass, mä et war net anescht dran. Et huet ee gemierkt, dass éischtens d'Leit net dorop reagéiert hunn, zweetens, de System vun de Copropriétéite mat sech bréngt, dass d'Leit sech och nëmmen eng Kéier am Joer ausenanersetzen domadder, nämlech dann, wann hir Assemblée ass, an hir Assemblée, déi ass ëmmer am Fréijoer oder am Summer, an de Stéchdatum war den 1. September. Déi Meescht hate guer net verstanen, dass, wann een an engem Appartementshaus säin Appartement wëllt verlounen oder verkafen, dann dat ganzt Appartementshaus muss evaluéiert ginn. Et war vläicht och net genügend an an där Form och determinéiert genuch gesot ginn, mä doropshin hu mer jo ausgesat bis den 1. Januar dann d'nächst Joer.

Mä itérativement hunn ech elo an all méigleche Campagnë gesot, dass d'Leit sollen op dee Wee goen an dass se net erëm solle waarde bis zum Schluss. Fir déi eng sinn et ze vill Informatiounen no baussen, ze vill Pressekonferenzen, fir anerer sinn et der net genuch. Op alle Fall hu mer op all Mëttel, déi et gëtt, probéiert, d'Leit dorop opmierksam ze maachen, dass se net erëm eng Kéier an déi Situatioun erakommen.

Zur Erënnerung: Elo ass d'Wärmeschutzveruerdnung wéi d'Bâtiments fonctionnels och duerch de Regierungsrot. Dat ass eng vill méi komplizéiert Matière gewiescht wéi déi vun den Habitatiounen, déi mer haut behandelen.

Dann zwee Wuert zu deem, wat hei gesot ginn ass. Här Berger, ech sinn dermat d'accord, dass et ganz wichteg ass, dass mer déi Wärmeschutzveruerdnung och elo ëmsetzen. Mä Dir hutt vun dausende Wunnenge pro Joer geschwat, déi elo sollen ënnert deem neie Standard gebaut ginn. Ech wëll Iech just an Erënnerung ruffen: Wann Der d'Statec-Zuele kuckt, mir bauen net méi wéi 700 Wunnenge pro Joer nei. Ech wollt dat just soen,…

(Interruption)

…einfach fir awer vläicht d'Zuelen an de Kontext ze bréngen.

Dann e Wuert zur Berodung. Déi Berodung huet hei Ulass ginn zu esou vill Diskussiounen zu Lëtzebuerg. An ech fänken net un nozezielen, wéi oft d'Leit hir Meenung geännert hunn. Eng Kéier ware se fir eng national Struktur: De Ministère selwer misst sech drëm bekëmmeren, d'Regierung misst sech drëm bekëmmeren. Da ware se fir eng dezentral Struktur; dat ass iwwregens och beim Mouvement écologique esou gewiescht. Dat ass queesch duerch de Gaart gaangen. Eng Kéier war et d'national Struktur, eng Kéier war et d'Gemengestruktur. Bei Iech war et ähnlech.

Ech muss Iech éierlech soen, ech hunn Zweifele gehat herno. Wat ass dann elo dat Richtegt? Vu dass d'Leit esou oft hir Meenung geännert hunn, ware mer och - dat muss ech soen - um zweifelen.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn aus der Energieagence zwou Agencë gemaach.

Eng, déi normal um Marché operéiert do, wou de Marché ebe verseet - an e verseet manifestement op ville Plazen - an ouni Hëllefen agéiert: d'Energieagence.

Mir hunn eng Zweet derniewent geschaaft. Déi heescht „My Energy". „My Energy" ass do, fir d'Grondberodung ze maachen. „My Energy" ass do, fir ze hëllefen, dass d'Leit zumindest en Usaz vun Informatioun an deem Beräich kréien.

Duerno, wann et Kräfte gëtt um Niveau vun de Gemengen, iwwerloosse mer deenen et a maache Kontrakter mat hinnen. Dat hu mer gemaach. Mir hunn esou vill Kontrakter scho mat Gemenge gemaach. Déi, déi ech elo am Kapp hunn, déi heescht STEP - Réiser, Beetebuerg, Diddeleng, Keel, Rëmeleng; et si jo keng kleng Gemengen -, wou mir e Kontrakt mat hinne gemaach hunn, dass si dat solle maachen. Mir loosse si maachen.

A wann et zu Réiden gutt gemaach gëtt, da loosse mer se maachen. A wann et zu Réimech gutt gemaach gëtt, da loosse mer Iech et maachen. A wann Der gär Hëllef hätt vun „My Energy", da gëtt si Iech déi Hëllef. Da gi mir och guer net op deen Terrain. Mä dat huet awer eng Zäit gebraucht, bis een erausfonnt huet, wat jiddweree wollt.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Hei ass eise Pabeier, Här Minister, vum Dezember 2007. Hei ass d'Struktur, déi mer proposéiert hunn. Kuckt Iech déi un!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Jo, dat ass déi, déi mir wahrscheinlech elo duerchgezunn hunn.

(Interruption)

Majo, mä dat ass de Bewäis…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Da sot net, eis Meenung hätt geännert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Jo, dach. Fréier waart Der fir national Strukturen, elo op eemol waart Der bei aneren Dénger, Här Bausch. Mä mir hunn Iech nogelauschtert. Wat reegt Der Iech op? Mir hunn Iech nogelauschtert a mir hunn et esou gemaach.

(Hilarité)

Also, wa mer dat maachen, wat Der gären hutt, da sidd Der natierlech schlecht drun. Wa mer dat net maachen, da kënnt Der kritiséieren. Elo hänkt Der awer. Elo kënnt Der net kritiséieren, well mir hunn dat gemaach, wat Der gär gehat hätt.

(Interruption)

Dir hutt och gefrot, fir eng ganz Rei Campagnen ze maachen. Och dat hu mer gemaach à tel point, dass Der sot, et wäre schonn ze vill Campagnen.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Pressekonferenzen. Dir hätt missen d'Leit besser informéieren.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Ma wësst Dir dann, dass et eng Hotline gëtt, déi scho laang fonctionnéiert, déi gratis ass? Wësst Der, dass et en neie Site gëtt bei „My Energy", wou Der all Informatioune kritt, Här Krieps? Ech an Ärer Plaz géif wierklech eng Kéier vläicht den Tour vum Rubi op d'Energieagence maachen an nach eng Kéier kucke goen.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- D'DP ass e Champion vu Pressekonferenzen. Also, kommt Iech net bekloen.

M. le Président.- Den Här Berger stellt Iech eng Fro.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Den Här Berger? Deen huet dach schonn eng Interpellatioun ugefrot gehat. Wëllt Der nach eng Kéier interpelléieren?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Neen.

M. le Président.- Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Neen, et ass just, well den Här Wirtschaftsminister elo vun där Hotline geschwat huet. Ech hat virdrun dat Beispill illustréiert, wou een hätt kënnen e puer Säite schreiwen. Nach haut huet déi Persoun op där Hotline, déi se do fonnt huet, ugeruff. Do krut se du gesot, se wären awer net zoustänneg dofir.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Bon, Här Berger, ech behaapten net, dass alles riicht do fonctionnéiert. Dat hunn ech nach net behaapt. Mä Dir hutt ee Beispill elo hei, an domat hutt Der Iech eng zéng Minutten ausenanergesat. Wann dat d'Interpellatioun iwwert dee Sujet do ass, dann deet et mer leed, da feelt awer nach e bësse Substanz.

E Wuert awer zu Äre Propositiounen, vun deenen ech awer näischt méi héieren hunn. Dir hutt déi ee Moment virbruecht, wéi Der Äre Pabeier erausginn hutt fir d'Interpellatioun, an duerno koum näischt méi dozou.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Soll ech et nach eng Kéier widderhuelen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports*.- Neen, neen, ëm Gottes Wëllen!

(Hilarité)

Ech hu se jo an der Zwëschenzäit verstanen. Dat heescht, ech hunn d'Fro verstanen, och déi Der net gestallt hutt, mä duerfir ginn ech Iech dann awer eng Äntwert drop.

(Interruption)

Neen. Do sot eng Kéier een, dee misst bei den Dokter goen. Ech hunn net wëlles bei den Dokter ze goen.

Dir hutt vun enger Klimabank geschwat. Bon, dat kléngt alles ganz gutt. Mä wat hu mer am Moment? Mir hunn, wéi mer den Energiepass agefouert hunn, den Handwierker gesot: Dir musst och ëmmer de Leit d'Hëllefstellungen derbäiginn, wann Der en Devis gitt. Dir dierft keen Devis méi ginn, ouni dass Der dat maacht. Ech brauch awer keen an de Prisong ze stellen, wann en dat net mécht. Mä mir hu se itérativement drop opmierksam gemaach. Ech mengen och, dass déi Meescht bekäppt hunn, dass dat fir si e ganz neien Terrain ass an dass dat fir si en interessanten Terrain ass.

Mir sinn also op de Wee vu Subventioune gaang.

Mir sinn zweetens op de Wee gaangen, dass mer mat Banke verhandelt hunn - fir d'éischt véier an duerno sechs -, déi bereet waren, de Leit méi bëlleg Kreditter ze ginn, wa se dat am Kader vum Energiepass géife maachen. Wann ech richteg verstanen hunn, ass et jo dat, wat Der gär gehat hätt.

Mir sinn also op de Marché gaangen, wou d'Leit normal ginn, a mir hu mat deene verhandelt, a mir hu gefrot, dass déi de Leit en aneren Zënssaz ginn. Wann een also elo kombinéiert, d'Subventiounen - den Här Lux wäert dovunner schwätzen - mat der Zënserofsetzung, déi mer duerchgesat hunn, plus déi Moossnamen, déi am soziale Wunnengsbau virgesi sinn, da weess ech schlussendlech net au regard vun deenen niddregen Zënsen, wou mer geschwë jo bei engem Prozent sinn, wou Der nach wëllt e grousse Sputt eraushuelen an nächster Zäit, esou wéi mer elo am Moment den Zënssaz hunn.

Elo hu mer Subventiounen op där enger Säit allgemeng. Mir hu Subventioune fir déi sozial méi Schwaach. Mir hunn en erniddregten Zënssaz. Franchement, do weess ech awer net, wat een nach soll derbäimaachen. Do kann een eng Klimabank maachen, mä ech muss awer soen: Einfach vum Finanziellen hier, gesinn ech de Sënn dofir net méi an.

Wat den „Contracting" ubelaangt, esou ass et esou, dass de Privatsecteur - dat ass e fromme Wonsch - sech ganz schwéier doranner deet. Déi Eenzeg, déi am Moment do matzéien, dat sinn d'Gemengen. D'Gemengen zéien do mat. Do si mer och amgaangen e Cahier des charges mat hinnen auszeschaffen, wou et herno standardiséiert Cahiers des charges fir d'Gemenge wäert ginn. D'Gemenge schéngen éischter op dee Wee ze goe wéi de Privatsecteur.

Dir sot, mir hätten eis keng Ziler ginn. Ech géif lech da bieden, den Energieeffizienzplang ze kucken, dee bis 2016 definéiert, wat eis Ziler sinn. Wann ee vu Wärmeschutzveruerdnung a vu Performance énergétique schwätzt, dann ass et vun Efficacité énergétique. Da géif ech lech bieden, dohinner kucken ze goen, an da géift Der gesinn, dass mer eis Ziler ginn hunn. Souwisou hu mer en Zil vu - 20% am Joer 2020, wat d'Energieeffizienz ubelaangt, déi vun der Europäescher Unioun definéiert ginn ass. De Rescht fannt Der an eisem Energieeffizienzplang.

Ech gestinn - nach eng Kéier - gären dem Här Kox zou. Ech hunn haut nach eng Kéier Uerder ginn, dass mer onbedéngt déi Aspeisungstariffer…

(Interruption)

Jo! Do, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht. Ech hu selwer gegrommelt, dass mer et net fäerdeg hunn. Ech hunn et nach eng Kéier gefrot. Ech gestinn dat gären an. Et ass eng Schwächt. Ech war mer es net bewosst. Ech hu geduecht, déi Gespréicher wäre gefouert ginn an et wär fäerdeg. Ech hunn elo nogefrot, an dat stëmmt: Et ass net mat hinne fäerdeg gemaach ginn. Dat geschitt elo direkt. Dat verspriechen ech lech.

E lescht Wuert, ier ech u mäi Kolleeg Lucien Lux weiderginn: Energiestragegie. Ech hunn lech probéiert ze explizéieren: Et kann een zu all Moment eng Energiestrategie definéieren. Mir hunn eng ganz Rei Moossnamen emol ëmgesat gehat, déi jo och - dat wëll ech lech soen, Här Berger - aus enger anerer Zäit stamen, nämlech aus där vun der viregter Regierung.

D'Ëmsetzungen am Gas, am Elektreschen, an de Bâtiments fonctionnels. All déi Saachen do si vu virun 2004; déi Direktiven alleguerten. Do hunn ech näischt, net eng Zeil, virfonnt. Dat hu mer alles emol ëmgesat, a mir sinn higaangen a mer hunn dunn ee beoptraagt - den Här Ziesing -, e soll eis probéieren eng Energiestrategie emol ze proposéieren.

Mir hu souguer den Här Ewringmann mat bäigeholl, vu dass deen am Beräich Klima schonn eng ganz Rei Iddien développéiert huet. Mir hu se och net am Tirang leie gelooss, mä mir hunn hinne gesot: Waart ee Moment of, well mir hunn eng Rei wichteg Décisiounen, déi zu Bréissel ustinn.

An déi lescht wichteg Décisioune sinn am Dezember gefall. Mir kommen dann am Februar eraus. Ech hu kloer an däitlech gesot: Mir maachen zwee Workshopen doriwwer. Et komme keng Décisioune méi um Niveau vun der Regierung doranner. An dat fléisst an an dee largen Débat, dee jo scheinbar stattfënnt bei de Wahlen. Ech gesinn net, wou de Problem ass, dass jiddweree sech zu där Engergiestrategie do äussert.

Wann awer elo d'Argumenter an d'Iddien zur Energiestrategie sech résuméieren drop, dass ee seet: Et ass ze spéit komm, da mengen ech, dann hu mer d'Zil verfeelt. Da maachen ech mäi Mea culpa, well da war et onnëtz, wat ech gemaach hunn. Ech hat alt geduecht, mir kéinten en Débat driwwer féieren. Mä bon, wat soll ech nach dozou soen? Am Fong geholl näischt méi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Ëmweltminister huet d'Wuert. Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op dräi Elementer vun där Debatt nach eng Kéier agoen, fir dat net nach ze vill am Detail ze maachen. Mir haten oft d'Geleeënheet, an der Kommissioun och iwwert déi eenzel Beräicher mateneen ze diskutéieren.

Ech kommen net derlaanscht, ee Wuert iwwert de Klimaschutzbilan, den CO_2-Bilan ze soe vun 2008. Déi Zuelen, déi ech gëschter virgestallt hunn. E Wuert ze soen iwwert déi Prozeduren. Ech mengen, dat ass ee Punkt, dee mer wierklech um Häerz an heiansdo och um Mo läit, fir ze soen, wat mer an deene leschte Wochen dozou gemaach hunn, an och e Wuert iwwert dat neit Reglement, wat an dësen Deeg fäerdeg gemaach gëtt, nodeem mer eng laang Diskussioun nach hate mat dem Secteur, mat de Klimabündnisgemengen, fir ze kucken, wat fir eng Iddien dass een do kéint ëmsetzen.

Ech wëll zu deem éischte Punkt soen, dass et mech dach awer fuerchtbar enttäuscht huet, fir haut zweemol, eng Kéier rapportéiert an och eng Kéier nozelauschteren, wéi hei gemaach ginn ass, wéi wann déi Zuelen, déi gëschter virgeluecht gi sinn iwwert den CO_2-Bilan vun 2008, eng Zuelegaukelerei wären, a wéi an engem Mooss dach awer och eng perséinlech Attack géint meng Persoun gemaach ginn ass, déi ech dach relativ enttäuschend fonnt hunn, nodeem mer an dëser Legislaturperiod an deem dote wichtegen Défi während véier Joer an zéng Méint et fäerdeg bruecht hunn, konstruktiv mateneen ze diskutéieren.

Ech hat d'Gefill, dass och Saachen hei behaapt ginn an och geschriwwe gi sinn, besonnesch de Mëtteg, wou ech net hei war - wat ech nach méi enttäuschend fonnt hunn, dass een dat mécht, wann een och net d'Geleeënheet huet, fir dorobber kënnen ze äntwerten -, dass Saachen einfach behaapt ginn, déi aus der Zeitung erausgeholl ginn, an Elementer, déi een am Laf vun enger Pressekonferenz, déi eng Stonn gedauert huet, domadder einfach ënnerschloe ginn a gemaach gëtt wéi wann ech net selwer op eng Rei vu Saachen higewisen hätt, fir ze differenzéieren, fir kloerzemaachen, wéi ech dee Bilan do aschätzen.

Ech muss soen, dann ass et och politesch fir déi nächst Joren net ze gewannen, wann den Ëmweltminister ëmmer kritiséiert gëtt, wann d'Emissiounen an d'Luucht ginn, an e gëtt och nach kritiséiert, wann d'Emissiounen erofginn. Ech mengen, dann ass et definitiv net ze gewannen. Ech soen nach eng Kéier hei, an da wäert ech am Detail nach eng Kéier ganz kloer soen, wat déi Analys ass, déi mer maachen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz däitlech soen, dass ech all deene Biergerinnen a Bierger, déi an deene leschte Joren, an deene leschte Méint matgehollef hunn, fir zu engem positive Bilan 2008 ze kommen, Merci soen. Ech mengen, dass a wäiten Deeler vun dësem Land erkannt ginn ass, souwuel an den Entreprisë wéi virun allem an de Gemenge wéi awer och an de Stéit doheem, dass ee mathëlleft konkret un deem Klimaschutzzil ze schaffen.

A wann ech op déi Zuele vu gëschter nach eng Kéier zréckkommen, fir kloerzemaachen, wat ech do gesot hunn, denken ech, dass déi Entwécklung, déi een...

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Bausch freet d'Wuert.

(Interruption)

Dir kritt Parole après ministre.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn nach masseg Riedezäit.

M. le Président.- Dir kritt Parole après ministre, wann Der wëllt.

(Interruptions)

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Dir schwätzt duerno.

(Interruption)

Et mécht jo keng Differenz.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat steet net esou am Reglement, Här Scheuer.

M. le Président.- Neen, neen, ech kennen d'Reglement.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da kuckt dat eng Kéier no. Frot emol Är Greffieren niewent lech.

M. le Président.- Brauch ech net.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da wäert Der emol gesinn, datt Der dat braucht!

M. le Président.- Maachen ech net.

(Interruptions)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Hunn ech d'Wuert erëm zréck?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wëll also deene soen, bei deenen ech gemengt hunn, dass déi Zuelen… Ech hat ugeholl, dass all déi, déi sech dem Défi vum Klimaschutz verschreiwen, sech géife freeën iwwert d'Reduktioun vun den Emissiounen am Joer 2008. Mä et schéngt een hei den Nerv vun engem gewëssene Fonds de commerce getraff ze hunn.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Et schéngt een hei ze këddelen un deem sakrosankte Monopol vun der Wouerecht, deen eenzel Leit an deem Beräich vun der Ëmwelt an dem Klimaschutz hunn, fir dach awer op eng Rei vu Punkten ze kommen.

Ech wëll soen, dass déi Entwécklung vun der Reduktioun vun den Emissiounen net eng Entwécklung ass, déi sech eleng ofspillt am Joer 2008 a scho guer net eng, déi sech ofspillt an deene leschten zwee, dräi Méint innerhalb vun der Wirtschaftskris. Dofir wëll ech dat Argument wäit zréckgeheien, wann hei gemaach gëtt, wéi wann déi Zuelen do eleng Zuele wären, déi domat ze dinn hätten, dass mer an deene leschten dräi, véier Méint, mä virun allem an deene leschten zwee Méint vum Joer 2008 an eng Wirtschaftskris leider geschliddert sinn.

Ech wëll och virun allem deene Grénge soen, dass ech selwer gëschter an der Pressekonferenz gesot hunn, dass an deem Réckgank vu 5,5% vun der Industrie natierlech och Elementer, zum Schluss vum Joer am leschten Trimester, sinn an esou virun, déi mat der wirtschaftlecher Situatioun ze dinn hunn. Also, mir braucht Der net ze soen, dass ech roueg an transparent an deene leschte fënnef Joer all Zuelen dohinnergeluecht hunn.

(Interruption)

An déi Zuele vun 2008 sinn no deeneselwechte Kritären, no deeneselwechte Miesslate vun der Ëmweltverwaltung gerechent ginn, wéi all déi Jore virdrun.

Ech wollt zweetens soen, dass ech an där Pressekonferenz, bei all Geleeënheet gesot hunn, dass natierlech eng Reduktioun vu - 5% largement nach wäit ewech ass vun deem Zil, wat mer 1997 ënnerschriwwen hu mat deene - 28%. Dass also nach e laange Wee ze maachen ass, mä dass awer d'Basis geluecht ass, fir an där zweeter Kyoto-Period bis 2020 déi - 20%, déi mer ënnerschriwwen hunn am Dezember 2008 um Conseil européen, fäerdeg ze bréngen.

An dann d'Fro, Här Kox, déi mech virun allem interesséiert huet. Ech hu gëschter an der Pressekonferenz virun allem eppes gesot. Et ass déi éischte Kéier, wou mer...

(Interruptions)

Gitt Der lech eens?

Une voix.- Jo, jo.

(Interruptions)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wollt dem Här Kox eppes soen an…

Ech hu gëschter virun allem, wann ech soen, eng Trendwend, e Liichtbléck, e Wee an déi richteg Richtung, dann ass dat virun allem, well een an deenen Zuele vun 2008 gesäit, dass déi éischte Kéier mat enger Reduktioun vu 4,9% déi national Flotte, dat heescht déi national Transportemissiounen zréckgaange sinn. An dat huet näischt mat der Wirtschaftskris ze dinn, dat ass kee konjunkturellt Element, dat ass eenzeg an eleng e strukturellt Element, dat dozou bäidréit.

Dat ass de wesentlechen Erfolleg vun den Zuele vun 2008, dass mer fir d'éischte Kéier, an dofir stinn ech och dozou, wann ech gesot hunn, dat ass en éischte Gewënn vu Kredibilitéit vun deem Land, dass mer net, wéi an der Phas vun den 90er Joren, eng Reduktioun vun den Emissiounen haten, well d'Stolindustrie ëmgewandelt huet op den Tout-électrique, an dass mer elo eng Reduktioun hätten eleng duerch d'Erofgoe vum Tanktourismus, deen nëmmen ëm 1,2% zréckgaangen ass, mä dass mer eng national geschafen, eng mat de politeschen Effortë vun der Regierung an den Effortë vun de Leit dobausse geschafen Trendwend hunn.

An déi Trendwend huet sech net an absolute Chifferen ze maachen, mä si huet sech a strukturelle Chifferen ze maachen. Wann ech lech soen, dass am Joer 2005 fir e Kilometer, deen hei vun engem Auto zu Lëtzebuerg gefuer ginn ass, 168 Gramm Emissioune produzéiert gi sinn, sinn der am Joer 2009 an deenen éischten zwee Méint 155,61 gefuer ginn. Dat ass kee konjunkturellt Element, dat ass e strukturellt Element.

A wann ech lech soen, dass am Joer 2005 déi Autoen, déi manner wéi 120 Gramm de gefuerene Kilometer produzéieren, an d'Potenzial an d'Segment louche bei 9,2% vum gesamte Fuerpark, da sinn et der elo am Joer 2009 an deenen éischten zwee Méint 21,9%. Dat ass keng Fro vun absolute Chifferen, dat ass eng Fro vu struktureller Veränerung, wesentlecher struktureller Veränerung an den Emissiounen, déi am individuellen Transportberäich dobausse gemaach ginn.

Dofir sinn déi Zuele vun 2008 am Wesentlechen an der Reduktioun ze kommentéieren, dass een éischtens seet, et ass weiderhin e laange Wee ze maache bis op - 28%; dat soen ech bei all Pressekonferenz a bei all Ried, déi ech ze halen hunn. Et ass zweetens evident, dass bei deene 5,5% Reduktioun an dem Industrieberäich zum Schluss vum Joer an deene leschten zwee, dräi Méint en Element do ass. Mä och dat ass gëschter esou festgestallt ginn.

An dann ass et drëttens, an ech mengen, dat ass dat, wou mer positiv ze bemierken hunn, e strukturellt Element, well déi éischte Kéier wesentlech Zuele sech amgaange sinn ze veränneren. Well net nëmmen um Niveau vun deenen Autoen, déi mer schadstoffaarm Autoen nennen, ginn déi also vun 9% op 22% an d'Luucht. Wann dat net eng strukturell Veränerung ass, da froen ech mech, wat eng strukturell Veränerung ass.

Mä ëmgedréint ginn och déi Autoen, déi zum Beispill iwwer 200 Gramm ginn an esou virun - ech soen dat elo aus dem Kapp eraus - vun ëm déi 20% op 12% erof. Dat heescht, mir hunn zwou Entwécklungen, eng Entwécklung bei deene schadstoffaarmen, an och bei deenen, déi méi Schadstoffer produzéieren, déi an déi richteg Richtung ginn.

An ech mengen dach awer mat enger gewëssener Bescheidenheet kënnen ze soen, dass déi Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hu bei der Ëmsetzung vun der ökologesch orientéierter Autosteier, eppes, wat jo an alle Länner gefuerdert gëtt, och vun deene Grénge gefuerdert gëtt, an och an eenzelne Länner ëmgesat ginn ass, dass mer bei der Aféierung vum Kyoto-Cent, wou mer déi éischte Kéier de Verursaacherprinzip op de Bensin geluecht hunn an déi Suen dem Klimaschutz-Fong zougefouert hunn, an dass mer drëttens duerch awer eng generéis Subventiounspolitik, souwuel bei den Autoen direkt bei der CAR-e-Prime an och bei der CAR-e-Plus-Prime an esou virun, alles gemaach hunn, fir op dat do strukturellt Element ze kommen.

An et däerf een awer dann zum Schluss vun enger Legislaturperiod dach awer wuel och feststellen, dass eng Politik réusséiert huet. A wann déi Zuelen, déi ech hei soen, net weisen, dass déi Politik réusséiert huet, da muss ech soen, da verstinn ech d'Welt net méi.

Dass et weiderhi fir Lëtzebuerg um Niveau vun eise generellen Emissioune virun allem eng Fro ass vun deem sougenanntenen Tanktourismus, vum Spritexport, dat wësse mer.

Mä wat hu mer um Ufank vun dëser Legislaturperiod gesot? Mir hu gesot, et geet eis an dëser Legislaturperiod emol dorëm, fir déi Entwécklung do, déi während Joren eng

Augmentatioun kannt huet vun zweestellegen Zuelen an esou virun, fir déi emol ofzebremsen. A wann ech d'Zuele kucke vun der Entwécklung vum Sprittourismus, da kann ech nëmme feststellen, dass mer dat fäerdeg bruecht hunn duerch eng Rei vun Entwécklungen, duerch konjunkturell Entwécklungen, duerch strukturell Entwécklunge fäerdeg bruecht hunn, dass sech dat effektiv och gemaach huet.

An dann, ech mengen, dass, wann ech um Niveau vun den Zuelen déi Argumenter nach eng Kéier gesot hunn, déi ech gëschter widderholl hunn, da mengen ech, dass een als Ëmweltminister wuel däerf déi Zuelen dohinnerleeën. Ech hunn am Ufank, wou d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn, d'Emissiounen an d'Luucht gaange sinn, vun deeneselwechte keen Applaus kritt. Ech mengen, et hat een dann och kee verdéngt, wa se an d'Luucht ginn.

A wa se mam Tanktourismus ze dinn hunn, da muss ech soen, et gëtt och fir deen Ëmweltminister do eng grouss Ohnmacht an der Lëtzebuerger Klimaschutzpolitik, well en zum gréissten Deel ofhängeg war a bleift vun der Fro vum Tanktourismus. An dass an der Fro vum Tanktourismus et net eleng den Ëmweltminister ass, ëm deen et geet, mä dass et do ëm eng ganz Regierung geet, dass et ëm budgetär Recettë geet, déi mer kennen, dat ass gewosst.

Mä wann eng Kéier um Niveau vun den nationalen Emissioune mir et fäerdeg bréngen, fir strukturell Veränneren ze maachen, dann däerf et erlaabt sinn, fir dat no baussen ze soen. An ech mengen och, dass et wesentlech ass, och et positiv ze kommentéieren, fir den Engagement vun de Leit och héichzehalen. Wa mer deenen ëmmer nëmmen entgéinttriede mat schlechten Nouvellen, hinne soen, bei allen Effortë ginn d'Emissiounen ëmmer weider an d'Luucht, ech mengen, dass iergendwou dann eng Kéier den Engagement och verluer geet vun deem Eenzelnen, fir dorun ze gleewen, dass Lëtzebuerg et fäerdeg brëngt, seng Emissioune generell ze reduzéieren an dass Lëtzebuerg et fäerdeg bréngt, seng national Potenzialer och kënnen ze maachen.

Dass mer um Niveau vun den Haiser zum Beispill - dat lescht Potenzial - eng Reduktioun hu vu - 1,2%, mengt Der, dat géif mech freeën, dass et nëmmen 1,2% sinn?

Ech hätt och léiwer do - 5% stoen, wa mer et fäerdeg bruecht hätten. Ech kommen op eenzel Grënn, firwat dass dat esou ass, zréck, mä och déi - 1,2% si besser wéi alles dat, wat mer an deene leschten zéng Joer erlieft hunn, well et ëmmer e Plus, e Plus, e Plus an e Plus war. Trotzdeem dass d'Demographie an d'Luucht gaangen ass a méi gebaut ginn ass, hu mer am Joer 2008 e Minus dostoen, a mir mussen eis druginn, weider druginn - dat ass mäi Plädoyer - Dag fir Dag a Stonn fir Stonn, fir déi Ziler, déi mer eis gesat hu vu - 28%, déi extrem ambitiéis waren, tenant compte vun deem, wat an deene Joren duerno geschitt ass, dat wësse mir haut, mä awer mengen ech, de Versuch maachen, dat och ze erreechen.

Wat den zweete Klimapaquet ubelaangt, hunn ech hei ëmmer gesot, dass et fir Lëtzebuerg - an ech mengen, dee Virworf do, deen hu mer oft diskutéiert - net gutt ass, dozestoen als e Land, wat et just fäerdeg bréngt, iwwert de Wee vum Portmonni Emissiounsrechter an d'Welt akafen ze goen, mä dass mer et musse fäerdeg bréngen, et hei ze maachen. Mir hunn dofir nëmmen dräi Potenzialer: Dat ass d'Industrie, déi hunn e relativ ambitiéisen Allocatiounsplang d'lescht Joer kritt a kräischen haut nach doriwwer; dat ass zweetens um Niveau vum individuellen Transport national, an do si mer op - 5%; an dat ass um Niveau vun den Haiser, do geet et net duer, do musse mer vill Effortë maachen, fir an déi Richtung weiderzegoen.

Ech wëll dann zweetens an der Fro vun der Beuerteelung vun deem, wat gemaach ginn ass, och dem Kolleeg Eugène Berger awer déi eng oder déi aner Bemierkung maachen an aller Rou. Awer trotzdeem, wann ech mir et esou einfach géif maache wéi de Kommentar iwwert d'Resultat vun den Emissiounen an deene leschte fënnef Joer, wann ech mir et esou einfach géif maachen, wéi et sech hei gemaach ginn ass, da géif ech lech, Här Berger, an der Chamber an der Öffentlechkeet soen, dass d'Emissiounen zu Lëtzebuerg an der Period 1999 bis 2004, an där Period, wou Dir an der Regierung dofir d'Responsabilitéit mam Här Charles Goerens gedroen hutt - lauschtert gutt no, well ech hunn d'Zuel selwer bal net gegleeft -, ëm 41% an där Regierungsperiod an d'Luucht gaange sinn…

(Interruption)

Ëm 41%! An an dëser Legislaturperiod wäerte se ëm 6% zréckgoen. Dat wär, wann een et vereinfacht géif maachen, de Bilan vun Ärer Klimaschutzpolitik: + 41!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech mengen, wann och nach den Här Lux den öffentlechen Transport hätt kënne gratis maachen, da wär seng Bilanz nach vill besser, wann dat och...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Also, et muss ee schonn déif an d'Klamottekëscht siche goen, fir dat doten Argument ze fannen als Äntwert op + 41% Emissiounesteigerung an enger Regierungsperiod, wou Dir d'Responsabilitéit gedroen hutt.

Dat muss ech lech soen, den Här Krecké huet virdrun - Här Berger, lauschtert nach dat heiten no -, den Här Krecké huet virdru gesot - wéi nennt een dat? -, et gëtt d'Politik vum eidele Stull, an dat hei ass d'Politik vum eidelen Tirang: Dat war esou bei der Wärmeschutzveruerdnung.

Ech sinn am August 2004 Ëmweltminister ginn, an d'Kyoto-Period, déi ass ugaangen den 1. Januar 2005. Am August 2004, wéi ech déi Responsabilitéit iwwerholl hunn an den Tirang am Minstère opgemaach hunn, wou drop stoung «Kyoto», do war weder d'Kyoto-Direktiv ëmgesat - net emol ëmgesat! Dat hu mer hei gemaach ënnert der strenger Fuchtel vum Kommissiounspresident Negri. Do hu mer et fäerdeg bruecht, fir am Dezember 2004 emol am Schnellverfahren ze kucken, dass mer d'Kyoto-Direktiv iwwerhaapt emol géifen ëmsetzen. Zweetens war kee Klimaschutzfong geschaf zu Lëtzebuerg - kee Klimaschutzfong! - a gouf et natierlech och net een Euro, deen op d'Säit geluecht war an engem Fong, fir déi Politik do ze maachen, a véiertens war net eng...

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wëll duerno Stellung dozou huelen, well do si Verdréiungen, déi musse riichtgestallt ginn.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech weess jo net, wat Der kéint dozou soen, dass d'Kyoto-Direktiv…

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- …den Dossier vun 93 opgeschafft…

(Interruption)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Mä… Also, ech stelle just fest, dass d'Kyoto-Direktiv, déi ass hei ëmgesat ginn am Dezember 2004. Do ware mer schonn hannendran…

M. Eugène Berger *(DP).*- Wien hat deen éischten Allocatiounsplang opgestallt?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …an do ware mer schonn hannendran.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wien hat deen éischten Allocatiounsplang opgestallt?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …an ech kann Iech just soen, de Klimafong am Tirang…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dee louch am Tirang, Dir hutt en net fonnt.

(Interruption)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- De Klimaschutzfong, deen existéiert säit dem 1. Januar 2005. Deen éischten Euro ass hei op d'Säit geluecht ginn, nodeem mer 1997 ënnerschriwwen hu fir - 28%, an de Klimaschutzfong op d'Säit geluecht ginn um Ufank 2005, a mir hunn déi éischt Tonn Emissiounsrechter am Joer 2005 akaaft, fir eiser Zilsetzung vu - 28% iwwerhaapt gerecht ze ginn. Politik vum eidelen Tirang, well dat doten...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Berger stellt gär eng Fro, Här Minister. Här Berger, da stellt Är Fro.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir kënnen elo hei en Débat féieren, wat mir alles virun 99 oder 99 an deem Tirang fonnt hunn, zum Beispill d'Habitat-Direktiv, déi vun 1992 dolouch. Ech kéint dann eng Rei aner Saache soe vun all deenen Dossieren, déi mir hu missen opschaffen. Dat wär eventuell eng Ursaach gewiescht, firwat dann déi nei Aarbecht, déi derbäikomm ass, net direkt konnt gemaach ginn.

Mä dat ass och net wouer! Mir hunn direkt schonn 2000 eng éischt Strategie iwwert d'CO_2-Bekämpfung hei zu Lëtzebuerg gemaach. Mir hu Reglementer geholl. 2004 louch den éischten Allocatiounsplang fäerdeg am Tirang. Wann den Här Lux en net konnt fannen, dann hätt e sollen éischter den Tirang opmaachen.

(Hilarité)

Dat kann ech net esou stoe loossen. Ech kéint op all eenzelne Punkt agoen, mä dat ass elo net de Sujet hei vum Débat.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hunn hei...

M. le Président.- Dat war keng Fro.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hunn hei nëmmen ee Fakt nom anere genannt, an ech kann Iech och soen, dass, wat den Allocatiounsplang ubelaangt, deen éischte Schweess, deen ech an dem Ministère hat, dat war, fir den Allocatiounsplang zu Bréissel ze verhandelen.

Dir wësst selwer, dass dat am September, Oktober an November extrem schwiereg Verhandlunge waren, fir iwwerhaapt en Allocatiounsplang duerchzekréien A wann Der sot, mir hunn…

(Interruption)

A wann Der sot, mir hunn 2000 en éischten Aktiounsplang virgeluecht, da wëll ech lech eng aner Zuel soen. Dir huelt Iech muer emol Zäit an Dir liest deen Aktiounsplang, deen Der 2000 gemaach hutt, emol nach eng Kéier no. Vun all deene Moossnamen, déi do drastinn, ass eng eenzeg ëmgesat ginn. Eng eenzeg! Ech soen Iech och, wat fir eng. An ech soen Iech och, wat se de Lëtzebuerger Stat wäert kaschten.

Deen eenzege Succès, deen Dir an där Period hat, dat war d'Förderung vun der Fotovoltaik. Dat ass e Punkt. Här Kox, lauschtert gutt no! Ech soe just dem Lëtzebuerger Land, dass deen eenzege Succès dee war um Niveau vun der Fotovoltaik. Fir dee Succès hu mer 0,3% Stroumproduktioun iwwer Fotovoltaik realiséiert. Dat war e positiivt Zeechen. Mä ech hunn haut norechne gelooss.

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Mentalitéiten och. An de Käpp vun de Leit hu mer och eppes verännert. D'Rechnung ass net esou einfach ze maachen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wëll just soen, dass déi 0,3% Fotovoltaik-Stroum am Rumm vun der gesamter nationaler Stroumproduktioun de Lëtzebuerger Stat bis d'Joer 2021 - lauschtert gutt no! - insgesamt 240 Milliounen Euro wäert kaschten.

(Interruption)

240 Milliounen Euro fir 0,3% Stroumproduktioun iwwer Fotovoltaik!

Ech hunn näischt géint déi 0,3%, mä ech soen Iech, dass dat wierklech keng grouss Réussite ass vum Asetze vun öffentleche Gelder, fir derfir ze suergen, dass déi besser investéiert ginn, fir dass mer Klimaschutzziler géife kréien, amplaz vu + 41%, wéi um Enn vun där doter Period.

En zweete Kommentar wëll ech maachen zur Fro vun de Prozeduren. Et ass wierklech um Niveau vum deem, wat haut eigentlech eise Sujet war, nämlech ze kucken: Wéi si mer um Niveau vun der energetescher Haisersanéierung weiderkomm?

Ech wëll fir d'éischt fir een, deen net hei ass, soen, dass de Bauteminister Claude Wiseler extrem vill Investitiounen amgaang ass ze maachen an amgaang ass ëmzesetzen, fir d'energetesch Sanéierung vun den öffentleche Gebaier weiderzedreiwen. Ech kann haut kee Chiffer hei soen, dat misst hie kënne maachen. Mä et si Milliounen aus deem Fong investéiert ginn, fir d'energetesch Sanéierung vun eelere Gebaier besser ze maachen.

Am Krisepaquet hu mer souguer och d'Eisebunn derzou kritt, fir bei enger ganzer Rei vu Gebaier, Garen an esou virun d'energetesch Sanéierung virzehuelen a weiderzedreiwen, fir dass mer an dësem Joer virun allem och op deem Punkt, wat e richtege Punkt ass, dee gesot gëtt, et fäerdeg bréngen e weiderzedreiwen.

Um Niveau vun der Haisersanéierung bei de Leit doheem kann ee mat 77 Demanden, déi gemaach gi si säit 2005 - mir hunn iwwer 300 nei Niddregenergiehaiser, déi realiséiert ginn, well mer dat 2005 fir d'éischte Kéier agefouert hunn; virdru gouf et Subsidë fir Neibauten; dunn hu mer et och gemaach fir bestehend Haiser -, definitiv net zefridde sinn. Dat weist sech och an deem Chiffer vu - 1,2% um Niveau vun der genereller Revisioun an deem Potenzial, dass dat net duergeet.

Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, wat dorunner schold ass. Sécherlech sinn ech och der Meenung, dass een nei Initiativen och an deenen nächste Jore muss huelen, fir ze kucken: Wéi brénge mer dat fäerdeg?

Et ass sécherlech eng Hemmschwell virun engem gesamten Invest, deen awer nach staark ass. Et ass och eng Hemmschwell do vis-à-vis vun deene Konditiounen, déi domadder verbonne sinn, zum Beispill den Energiecheck, dee muss gemaach ginn. Mä et ass awer normal, dass de Stat - an ech weess, dass mer eis do schwéierdinn an de bürokrateschen Hürden, souwuel am Check wéi herno och - derfir suergt, do, wou e Suen investéiert, dass en awer och fir d'éischt den Inventar vum bestehenden Haus mécht, fir herno kënnen ze kucken: Mä si mer dann och zu engem energetesche Resultat komm, wat et verdéngt, dass öffentlech Gelder derfir agesat ginn?

Ech mengen, dass et awer par rapport zum Respekt vun den Deniers publics dat Normaalst vun der Welt ass, dass mer dat musse maachen. Dass dat Zäit anhëlt, dass dat och heiansdo schwiereg ass an der Ëmsetzung, ass evident.

Ech sinn awer frou, wéi ech gëschter an der Pressekonferenz ënner anerem och gesot hunn, dass ech dat Resultat do net onbedéngt fir gutt fannen - déi 77 kann een net fir gutt befannen -, dass mer déi Responsabel vun der Energieagence haut matdeele gelooss hunn, dass an der Tëschenzäit an deene leschte Wochen 280 Energiechecke gefrot sinn oder amgaange sinn ëmgesat ze gi fir d'Sanéierung vu bestehenden eelere Gebaier.

Dat ass also schonn en éischt Zeechen, wat an déi richteg Richtung geet. Dat dauert jo souwisou eng Zäit, bis mer dat ëmgesat kréien.

Ech soen och - an den Här Berger weess, dass déi Froen do schonn ënner senger Responsabilitéit an och während menger Responsabilitéit net ëmmer einfach sinn -, dass een och am Ausbezuele vun de Subventiounen heiansdo mat der Fauscht op den Dësch muss schloen, fir Saachen an d'Wee ze kréien.

Wann ech de Lucien Thiel gesinn dosëtzen, President vun der Krisekommissioun, dee sech vill mat Prozeduren ëmginn huet an deene leschte Wochen, da gëtt et och nach eng ganz Rei vun anere Prozedure beim Stat, iwwert déi een emol kéint eng Kéier e puer Säite schreiwen - déi hei gehéiere wéi e puer anerer och nach derzou -, fir ze kucken, dass mer do géife besser ginn.

Wann ech déi Zuele kucken, déi mer am Moment festzestellen hunn, sinn am Regime 2005 bis 2008 7.300 Dossieren traitéiert ginn - 7.300, dat sinn der net wéineg; dat ass och positiv -, déi alleguerten am Rumm vun deenen dote Subventiounsregimer gelaf sinn.

Vun deene 7.300 Dossiere sinn der op den Dag vun haut 5.100 ausbezuelt. 1.050 Dossiere waren net komplett. Do ass also d'Verwaltung amgaangen, fir deenen Dossieren nozegoen, fir se komplett ze kréien. Well et ass net nëmmen eng Fro beim Stat vun der Ëmweltverwaltung an dem Ëmsetzen do, mä et ass och nach e Contrôle financier hannendrun, deen och à la lettre a genau - an dat ass och legitim, well et deem seng Aufgab ass - nokuckt, dass och wierklech all Pièce do ass, dass all Pièce en Original ass, dass déi Nimm mat de Matriculen iwwereneestëmmen an esou virun an esou fort. A wann do e Problem ass, gëtt net ausbezuelt, an dann dauert et erëm méi laang.

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech kommen zum Schluss.

1.000 aner Dossiere si bewosst zréckgehale gi vun der Verwaltung, well mer an deem neie Reglement, wat mer gëschter virgestallt hunn an an der Urgence elo och wäerte schnell ëmsetzen, d'Fristen, déi ausgelaf waren, well d'Leit méi laang gebraucht hu vun hirer Baugenehmegung bis zur Realiséierung, verlängeren. Domadder kommen déi 1.000 do elo an dee Genoss, well mer an deem neie Reglement nei Friste kréien, déi dat erlaben.

Um Niveau vum Personal, wëll ech och soen, dass mer awer en entscheedenden

Effort gemaach hunn, well mer Ufank 2008 ongefeier sechs Leit haten, déi op deenen Dossieren do geschafft hunn an der Verwaltung, an dass mer elo am Schnëtt tëschent 14 an 18 Leit op dem Ausbezuele vun deene Subventiounen hunn, wat mech optimistesch mécht, dass mer dat relativ schnell kënnen ëmsetzen.

Mir hunn, Här President - an da kommen ech zum Schluss -, an deem neie Reglement virun allem net nëmmen d'Tauxen erhéicht vun de Subventiounen. Mir hunn op där anerer Säit derfir gesuergt, dass niewent de Personnes privées och d'Personnalités morales derbäikommen, dass also Promoteuren et gesamt fir e Lotissement kënne maachen, dass d'A.s.b.l.en derbäikommen. Mir hunn eng ganz Rei vu bürokrateschen Hürden erausgeholl.

Ech erwaarde mer awer an ech erhoffe mer, dass mer et fäerdeg bréngen, fir hei net nëmmen eppes ze maachen, fir d'Klimaschutzziler ze erreechen, dass mer och eppes maachen, fir dem Portmonni vun de Leit ze hëllefen, well d'Aidë kënne bis zu 25.000 Euro goen an der Augmentatioun, déi mer elo décidéiert hunn, mä dass mer virun allem an dëse schwierege konjunkturellen Zäiten och eppes kënne maache fir d'Aarbechtsplazen dobaussen.

Meng Konklusioun ass: Mir hunn an dëse leschte fënnef Joer an der Klimaschutzpolitik bäi Wäitem net alles falsch gemaach. Mir hunn och munches richteg gemaach. Eenzel Entwécklungen an den Zuele ginn eis Recht op deem Wee do weiderzegoen. Dofir hu vill Leit dobausse gehollef, fir dat ze maachen. Mä ech si mer als Alleréischten hei am Land bewosst, dass d'Efforten an deenen nächste Joren net däerfe reduzéiert ginn, mä am Géigendeel, dass mer op deem ageschrattene Wee do musse weidergoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bausch freet d'Wuert. Wann en d'Zäit an Usproch hëlt, déi déi gréng Fraktioun Recht huet, dann huet e 17 Minutten zegutt. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer dann eng Debatt no der Debatt hunn; wat relativ aussergewéinlech ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, Här President…

M. le Président.- Also, Dir hutt 17 Minutten. Parole après ministre.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech si frou, datt Der d'Reglement nach eng Kéier nogelies hutt, datt Der erausfonnt hutt...

M. le Président.- Neen. Do steet näischt am Reglement. Esou ass de Gebrauch bis elo am Haus gewiescht.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et steet näischt do. Et steet just do, en Temps général huet een zegutt. Deen ass esou vill, an dee kann ee beusprochen. Dat war iwwregens an deem Haus hei nach ëmmer esou, an ech si frou, datt Der dat festgestallt hutt.

M. le Président.- Dat war nach ni esou.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wann Der erlaabt,…

M. le Président.- Selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …wëll ech mech awer elo zum Thema wenden, an zwar e bëssen op déi Saachen agoen, déi den Ëmweltminister gesot huet, wou e gemengt huet hei misse festzestellen, mir hätten en zu Onrecht an e schlecht Liicht gestallt. Hien huet dunn hei gesot, mir hätten eis baséiert op Presseerklärungen, op Presseartikelen. Schlussendlech géif dat, wat hien an enger Stonn Pressekonferenz géif soen, an de Presseartikele respektiv um Radio oder op der Tëlee net ëmmer esou erëmgespigelt ginn, wéi dat, wat hie gesot hätt.

Ech ginn elo emol dovun aus, datt de Minister ganz genau noliest, wat seng eege Beamten iwwer hie schreiwen op der Homepage vun Le Gouvernement respektiv vu sengem eegene Ministère. Ech gi jo net dovun aus, datt e senge Beamten elo hei am Sall an de Réck fält a mécht wéi wann en net wéisst, wat se iwwer hien a seng Pressekonferenz geschriwwen hätten.

Här President, ech hunn deen Extrait vum Internet, vum Gouvernement, vum Ëmweltministère hei erausgezunn an ech hunn dat alles vérifiéiert, ob de Minister dat dann esou duergestallt huet, wéi en dat elo hei duergestallt huet, wat e gemengt hätt mat deene Reduktioune vu 5,2% vun CO_2-Emissioune par rapport zu 1990.

Abee, Här President, ech si gär bereet, Iech Kopien all heibannen ze maachen an och der Press. Do steet keng Zeil dovunner vun där Duerstellung, déi de Minister hei gemaach huet. Hie seet hei ganz kloer, e gëtt och zitéiert hei op senger eegener Homepage, kann ee jo soen: «Aujourd'hui, dix ans plus tard, force est de constater selon le Ministère de l'Environnement que l'année 2008 marque un tournant avec un net décrochage des émissions de gaz à effet de serre de 5,2% par rapport à l'année 1990.»

An da geet et weider mat enger ganzer Erklärung. Do steet keng Zeil dran, wierklech emol kee Buschtaf dran, Här Minister, datt dat an iergendengem Sënn och eppes kéint ze dinn hu mam Konjunkturabroch vun deene leschte Méint.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Däerf ech Iech eng Fro stellen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech dierft Der eng Fro stellen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen, egal, wat Der elo zitéiert, an dat, wat Der jo elo gesot hutt, dee Saz, deen ass jo richteg. Dee war jo net falsch.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, deen ass och richteg an eisem Communiqué.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dee war jo net falsch, deen Der elo gesot hutt. Akzeptéiert Der vu mir, dass gëschter an der Pressekonferenz vu mir gesot ginn ass, dass déi - 5% nach e wäite Wee duerstelle par rapport zu deene - 28%, déi mer ënnerschriwwen hunn 1997?

An erlaabt Der mir, dass ech gëschter op der Pressekonferenz nach esou eng Kéier op Nofro vun engem Journalist gesot hunn, dass natierlech an där Reduktioun vu - 5,5% bei der Industrie och Elementer an deene leschten zwee Méint kënnen dra sinn, déi mam konjunkturellen Abroch ze dinn hunn? An deene leschten zwee Méint, net par rapport zu deenen zéng éischte Méint, wou mer net an enger Wirtschaftskris waren. Dass an deene leschten zwee Méint esou Elementer dra sinn?

Egal, wat dann zitéiert gëtt, mengen ech, hunn ech gëschter op der Pressekonferenz, wéi bei all aneren Aussoen, dat dote gesot, well ech der Meenung sinn, dass déi - 5,2% effektiv en Tournant duerstellen, wa mer et fäerdeg bréngen, eis Effortë weiderzedreiwen, an dass een dat soll zréckbehalen.

Wann d'Emissiounen am Joer 2008 ëm 5% an d'Luucht gaange wären, wat wär dann haut d'Diskussioun gewiescht? Si si Gott sei Dank ëm 5% zréckgaangen. Kënne mer net emol eng Kéier feststellen, dass dat e positiivt Resultat ass an et och als dat kommentéieren?

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, kuckt, dat ass jo genau dat, wat de Problem ass. De Minister seet elo, hien hätt op eng Fro vun enger Journalistin gesot, dat kéint eventuell och sinn, datt et eppes mat der Konjunktur ze dinn huet. Mir behaapte ganz kloer, datt de Gros vun deene 5,2%, déi hei reduzéiert gi si par rapport zu 1990, duerch de Konjunkturabroch ze verzeechnen ass. Well wann Der Är eege Chifferen och ënnendrënner kuckt - ech kommen awer och nach dorobber kuerz ze schwätzen, op Är 1,6%, déi den Transport routier betreffen -, souguer do ass wahrscheinlech och mat Sécherheet nach en Element Konjunktur dran, mä mat Sécherheet och en Element dran, eventuell dann, dat reell mam normalen individuelle Stroosseverkéier ze dinn huet.

Mä de Punkt ass deen, wann Dir dat esou duerstellt, wéi Der et hei duergestallt hutt a wéi Der et och gëschter mat Sécherheet op der Pressekonferenz duergestallt hutt, ouni Nuancen, dann ass et relativ kloer, da schreift Dir op Äre Fändel, datt duerch Är Mesuren, déi Dir déi lescht Jore getraff hutt, 5,2% Reduktioun gemaach gi wär.

Or, et ass awer esou, datt mat Sécherheet e ganz gudden Deel hei reng konjunkturell ass, a soubal d'Konjunktur erëm unzitt, well dat jo net eng Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen un der Source ass, déi erëm eng Kéier wäerte kompenséiert ginn.

Wann een dann natierlech esou Signaler gëtt, da gëtt ee ganz falsch Signaler no baussen. Da gëtt een d'Impressioun no baussen, wéi wa mer eigentlech vill méi wäit komm wären a vill méi erreecht hätten duerch den Effort, dee mer selwer gemaach hunn, wéi et wierklech de Fall ass. An dat ass dat, wat mer contestéieren a wou mer der Meenung sinn, wou Der dernieft leit.

Ech muss och soen, wann ech dann déi 1,6%, wat den Transport ubelaangt, dat hat ech lech iwwregens och an der Krisekommissioun scho gesot, da fannen ech et relativ abenteuerlech, fir emol einfach esou ze behaapten, datt dat duerch de Fait, datt de Verkaf vun Autoen, déi manner wéi 125 Gramm CO_2 géife verbrauchen, tëschent 2005 an 2009 vun 9% op 21% eropgaange wär, datt dat duerch deen Effekt wär. Well dat ass iwwerhaapt net an der Praxis feststellbar.

Ech soen lech nämlech, et ass duerchweegs méiglech, datt ech mer, wann ech virdrun en Auto hat, deen 150 Gramm CO_2 verbraucht huet a mer duerno ee kafen, deen ënner 120 Gramm CO_2 läit, datt ech mengen da mäi Gewëssen am Rengen ze hunn a soen, ma da kann ech méi fueren, an datt ech à la limite souguer méi emettéieren, wéi virdru mat engem Auto vun 150 Gramm.

Duerfir ass et eng relativ abenteuerlech Feststellung, fir einfach de Corollaire ze maachen, ze soen, wa mir elo esou vill Autoe verkaaft hunn, déi ënner 120 Gramm leien, datt dat och automatesch heescht, wann eng Reduktioun kënnt am Transport routier, datt dat zréckzefëieren ass dorobber.

M. le Président.- Nach eng Kéier de Minister, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech. Wann Der mer d'Zäit erëm ofzielt, sinn ech gär bereet, dem Minister nach Zäit ze loossen.

(Hilarité)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Et gëtt bal keen, mat deem ech léiwer diskutéieren a streiden, wéi mam Bausche Fränz. Ech wëll just soen, Dir sot - 1,6%.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä dat steet an Ärem Text.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, ech wëll lech just soen, dass Der déi falsch Zuel kommentéiert. - 1,6% ass de Réckgank beim Export vum Sprit. Den internen, nationalen, de résidenten Transport-Sprit an esou virun ass zréckgaang ëm 4,9%, an ech hunn lech virdru gesot, dass pro gefuerene Kilometer och d'Zuel vun de Gramm vun 100 iwwer 66 zréckgaangen ass op 155, an dass den Undeel - dann haalt dat dach emol eng Kéier fest! - vun deenen Autoen ënner 120 Gramm vun 9% op 22%...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, dat hunn ech jo elo zitéiert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …an deene leschten... An d'Reduktioun ass net 1,6%, mä si ass 4,9%, an ech denke schonn, dass en Element drun ass, dee grâce vun deene Moossnamen, déi mer geholl hunn, och dozou gefouert huet, dass mer dat do gemaach hunn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also nach eng Kéier, och bei deene 4,9%, et ass net moossbar. Dir kënnt dat net einfach esou feststellen a soen, datt Der op Basis eleng vun de méi verkaaftenen Autoen, déi manner wéi 120 Gramm CO_2 verbrauchen, automatesch kënnt feststellen, datt dat, wann ech eng Reduktioun kréie vum CO_2-Verbrauch am Stroosseverkéier, dorop zréckzefëieren ass.

Ech muss och soen, ech sinn iwwerrascht, well et géifen aner Argumenter ginn, déi dat vill besser géifen erklären, an déi ech och fannen, déi lech besser géifen zu Gesiicht stoen. Dir wësst jo och, datt den öffentlechen Transport staark zougeholl huet an deene leschte Joren.

Ech ka mer duerchweegs éischter erklären, well dat ass méi eng plausibel Erklärung, wann ech jo esou vill Prozent méi am Zuch an am Bus sëtzen hunn zum Beispill, do ass et jo evident, do huet een e Changement de mode de transport gemaach, ewech vu sengem Auto an den Zuch respektiv de Bus. Do kann ech ganz sécher feststellen, datt den CO_2-Verbrauch duerch de Fait, datt méi Zuch a méi Bus gefuer gëtt, erofgesat gëtt.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hu mech net getraut, och nach dat doten ze soen, well dann hätt Der gesot, ech géif mech och nach als Transportminister wëllen an de Mëttelpunkt stelle fir déi gutt Politik, déi mer an deene leschte fënnef Joer an der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport gemaach hunn. Merci fir dat Kompliment!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, éischtens am Contraire zu deem, wat de Minister am Ufank gesot huet, si mir net der Meenung, datt d'Welt schwaarz-wäiss ass, an datt och weder hien nach den Här Krecké nach soss iergendeen alles schlecht mécht, a just mir géifen alles gutt maachen.

Dat ass net eis Meenung, war nach ni eis Meenung, mä et muss een awer bei den Tatsaache bleiwen.

(Interruptions)

Fait ass nach ëmmer, datt Der dat duergestallt hutt, déi gesamt Reduktioun un CO_2, op eng Aart a Weis, wou Der dee konjunkturellen Aspekt komplett erausgelooss hutt, fir natierlech no bausse wëllen ze vermëttelen, datt duerch Är vill Mesuren, déi Dir getraff hätt, den CO_2 erofgesat ginn ass.

An elo muss ech lech eent soen, an dat ass de spréngende Punkt: Eis ass eigentlech zimlech egal, ob Dir wëllt domadder lech profiléieren oder net profiléieren. Wat eis interesséiert, dat ass, datt mer keng falsch Signaler un d'Leit dobausse ginn an datt mer de Leit net ze verstoe ginn, well dat wär immens geféierlech…

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dorobber passen ech elo fënnef Joer op!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech si jo gär bereet, op dem Här Minister seng Froen ze äntwerten, mä e soll elo emol e bëssen e Glas Waasser drénken an…

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, ech hunn der schonn e puer gedronk.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Duerno kann e mer selbstverständlech nach zéng Fro stellen,…

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, neen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …ech beäntwerte se em gär alleguer.

Ech sinn der Meenung, wéi gesot, datt no bausse gesinn et wichteg ass, datt mer keng falsch Signaler setzen an datt mer net duerch de Fait, datt mer eis wëllen an e gutt Liicht stellen, e falscht Signal ginn an dann d'Leit ierféieren. Dat wär geféierlech, virun allem fir déi Zäit, déi duerno kënnt.

Well mir wëssen alleguerten, datt mer an deenen nächste Joren an där doter Problematik ganz vill wäerte misse mat de Leit diskutéieren. Mir wäerte ganz vill vun de Leit missen ofverlaangen, well déi Kris, déi Energie- a Klimakris, déi ass mindestens esou schlëmm, wann net méi schlëmm wéi dat, wat mer am Moment amgaange sinn ze liewen an der Wirtschaftskris. Duerfir ass et falsch, Signaler ze ginn, déi einfach net der Realitéit entspriechen.

Ech muss lech och soen, ech gi gär zou, datt Der natierlech en vue vun der... Dir sidd jo um Schluss vun der Legislaturperiod. Ob Der nach eng Kéier douewe sëtzt, dat décidéieren d'Leit de 7. Juni. Wéi mir alleguerten heibannen, ech mengen, dat steet op engem anere Blat. Mä et ass awer logesch, ob Der nach wëllt do sëtzen oder net méi wëllt do sëtzen, et ass normal, wann ee fënnef Joer geschafft huet, datt een e Bilan wëllt zéien. Ech hunn och guer kee Problem domadder, datt Der natierlech déi Saache wëllt eraussträichen, déi Der wierklech gemaach hutt.

Mä wat mir gären hätten, dat ass net, datt Der Saachen eraussträicht, déi Der net gemaach hutt respektiv datt Der Saachen, Zuelen esou duerstellt, datt se wierklech am Kontext net stëmmen. A wéi gesot nach eng Kéier, de Fait, datt Der et an Ärem eegene Communiqué esou duergestallt hutt, wéi mir et och eigentlech kommentéiert hunn, haut op der Tribün natierlech, well Der e bëssel-chen nervös gi sidd en vue vun der Diskussioun, déi öffentlech doduerch entstanen ass, eng ganz aner Duerstellung ginn hutt, dat seet am Fong alles aus iwwert dat, wat Der wollt maachen.

Ech muss lech just soen, mir hu jo och - dat ass jo och keng Iwwerraschung - eng ähnlech Diskussioun bei eisen däitschen Nopperen. Do leeft se zwar e bëssen anescht wéi bei eis, mä vun der Problematik hier ass et dat nämlecht. Ech hunn elo haut nach en Artikel erausgeholl bei Spiegel.de, dee kommentéiert déi formidabel Aktioun, déi elo an Däitschland gemaach gëtt, fir déi berühmten Abwrackprämie dann awer ze verlängere bis an de September. Ech weess, datt déi Abwrackprämie an Däitschland eppes anescht ass wéi déi, déi mir hei ginn, well natierlech mir mindestens e Seuil gesat hunn. Dat heescht, datt ee sech vun deene Suen net e Porsche Cayenne ka kafen.

Mä nach bleift awer, an dat wësst Der och, datt déi Mesuren do all, wat hir Effizienz ubelaangt an der Praxis, ausser datt mer kuerzfristeg an der Konjunktur natierlech zu Lëtzebuerg Garagiste gehollef hunn, datt se hir Autoe gutt lass gi sinn, effektiv extrem contestéiert sinn, wat den ëmweltpolitesch-en Aspekt ubelaangt. Eigentlech verlaange mir duerfir méi, datt Der lech sollt konzentréieren op dat, op wat ee sech misst konzentréieren, nämlech fir Verkéier ze évitéieren. Duerfir soll een och dat an de Vierdergrond stellen.

Et si vill Leit, déi effektiv do Effortë gemaach hunn, an effektiv soen ech deenen och alleguerte Merci, déi déi gemaach hunn. Mä ech soen net blauäugeg alle méigleche Leit Merci, déi elo vun enger Prime profitéiert hunn, déi se kritt hunn, fir sech en neien Auto ze kafen, wou mer jo alleguerte wëssen, datt awer - an dat wësst Dir jo selwer am beschten - déi grousszügeg Primen, déi elo agefouert gi sinn, och ze dinn hu mam chaoteschen Aféiere vun Ärer Autosteier virun e puer Joer, wou Der relativ an d'Labränte gerode waart a wou Der lech gesot hutt: Ech muss eppes maache bis de 7. Juni, fir mech zréckzekafen dobaussen. Dat ass jo och e bëssen den Hannergrond, firwat déi Diskussioun haut elo esou leeft, wéi se leeft, an net, wéi se soll lafen.

Am „Spiegel" gëtt als Konklusioun gezu par rapport zu der Situatioun an Däitschland, mä déi kann een och op Lëtzebuerg an deem heite Kontext bezéien, wou da geschwat gëtt, datt d'Regierung géif hoffen, datt déi Blos, déi Neuwagenblase, déi do opgepompelt gëtt, eréischt am September géif platzen, nämlech no de Bundestagswahlen.

Ech mengen, et muss een awer soen, et gëtt een d'Gefill net lass, wann een déi Duerstellungen do kuckt, wéi se gemaach gi sinn an deene leschten Deeg, datt dat och ganz staark hei matgespillt huet an Ärem Élan, wéi Der déi Zuelen no baussen duergestallt hutt.

Dat ännert näischt dorun, datt mir selbstverständlech och frou sinn doriwwer, datt d'Leit Autoe kafen, déi manner verbrauchen. Datt d'Leit Autoe kafen, déi manner CO_2 ausstoussen, dat ass jiddwerengem säi Wonsch. Mä et dierf een net dobaussen d'Gefill vermëttelen, wéi datt mer doduerjer géifen de Klima retten. De Klima rette mer doduerjer, andeem mer villes iwwerdenken, ënner anerem d'Mobilitéit generell iwwerdenken, andeem mer no bausse Signaler senden, haaptsächlech vun der Politik aus, déi éierlech sinn an de Leit éierlech soen, datt an Zukunft an der Mobilitéit een en anert Verhale muss un den Dag leeën. Dat bedeit un alleréischter Stell och, manner mam Auto ze fueren zum Beispill - net, datt kee méi en Auto soll hunn.

Déi Signaler soll ee ginn, och souguer, wann de 7. Juni Wahle sinn, an och souguer dann, wann de Minister Loscht huet, fir säi Bilan ze zéien a selbstverständlech och do d'Recht soll hunn, déi Mesuren, déi hie geholl huet, erauszesträichen, déi positiv sinn. Mä e soll se esou duerstellen, datt se Kapp a Fouss hunn an datt se d'Leit net dobaussen ierféieren.

Méi a manner wollte mir net. Wann Der dat maacht, kritt Der eise Luef; maacht Der dat net, da kritt Der mat eis Sträit.

Merci.

Une voix.- Kritt Der eng Lektioun, Här Minister?

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Ech hunn elo zweemol Parole après ministre. Den Här Berger an den Här Kox hu Parole après ministre gefrot.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt och nach kuerz reagéieren op dat, wat virdrun den Ëmweltminister gesot huet.

Mir wëssen, datt mer wierklech e gudden Ëmweltminister hunn, vläicht dee beschten, deen d'Land jee hat, deen alles déi lescht fënnef Joer ugepaakt huet. En huet sech och ganz vill beschäftegt virdrun a sengem Discours mat deem, wat alles 1999 oder villméi 2004 net am Tirang louch. Ech wëll do awer dann e puer Saachen trotzdeem richtegstellen hei op der Tribün.

Effektiv, 1997 ass déi deemoleg Regierung en Engagement agaangen, fir d'Reduktiounen op - 28% par rapport zu 1990 erofzeféieren. Ech muss soen, 1999, wéi ech zesumme mam Charles Goerens an dee Ministère komm sinn, louch dee Moment och näischt am Tirang dozou a mir hunn du bei null ugefaang.

(Interruption)

Well Dir dat virdrun esou duergestallt hutt. Ech explizéiere mech dann elo.

Mir hunn also do bei null ugefaang a mir hunn dunn eng éischt Strategie opgestallt. Mir hunn déi éischt Debatte gefouert. Sécherlech war dat eng éischt Strategie. Mä wann een haut kuckt, all déi Elementer, déi an där Strategie do drastoungen, dat sinn am Fong alles Saachen, déi haut awer lues a lues amgaange si sech ze realiséieren. Mir hunn déi richteg Weeër opgewisen. Et brauch natierlech seng Zäit, fir dat ëmzesetzen.

Mir hunn awer och schonn deemools e Reglement geholl, ufanks 2000 hu mer dat ausgeschafft. E Reglement, wou et net nëmmen ëm d'Fotovoltaik gaangen ass, mä do ass et och ëm den Hausbau gaang, ëm d'Ënnerstëtzung vu Passivhaiser, vun Niddregenergiehaiser.

Och nach e klengt Wuert awer zur Fotovoltaik, wann dat eisen eenzege Bilan gewiescht soll sinn. Ech muss soen, deemools an där Zäit, an do ware jo och sécherlech Membere vun der LSAP derbäi, ass ganz vill diskutéiert ginn, wat dann déi richteg Piste wieren. An deemools hunn d'Experten all gesot, vum Mouvement écologique bis alleguerten d'Organisatiounen, hei zu Lëtzebuerg misst ee massiv an d'Fotovoltaik goen. Dat war deemools Stand der Dinge. Mir hunn dat gemaach.

Och wann dat - dat ass jo de Problem -, da gëtt gesot, dat bréngt dem Klimaschutz null, well et net an eis national CO_2-Bilanz eragerechent gëtt. Dach, global gesinn, onofhängeg vun enger lëtzebuergescher CO_2-Rechemodell-Bilanz bréngt eng Fotovoltaikanlag och eppes dem Klimaschutz.

An dann, wann dat esou vill soll kaschten, ech hunn dat scho virdru gesot, da muss een eben dat a Relatioun setze mat villen anere Saachen, wat déi kaschten. Ech hu virdru gesot, wa mer haut Milliarden an d'Banke pompelen, wou do d'Sue praktesch an de Bulli gehäit ginn, am Dreck hänken, da fannen ech, dann ass et vill méi sënnvoll, fir d'Leit an eng Richtung ze motivéieren, datt se sech fir de Klimaschutz interesséieren an datt se dann och doranner investéieren.

Deemools, dat ass awer een Effet gewiescht, datt ganz vill Leit iwwerhaapt emol sech bewosst gi sinn, datt et eng Problematik ginn ass an datt een do kann dran investéieren.

Mir hunn also an deem Reglement deemools eng ganz Rei Saachen drageschriwwen, déi net nëmme Fotovoltaik waren, an dat Reglement hutt Der och 2004 virfonnt. Mir hunn awer net nëmmen dat Reglement geholl. Mir hunn och nach eng Rei aner Saache gemaach. Mir hunn Energieberodung um Gemengeplang ënnerstëtzt. Ech hat virdrun dat Beispill geholl aus dem Réidener Kanton. Och dat louch nach fäerdeg am Tirang, an et waren am Tirang Propositioune fir dat auszeweiten op aner Gemengen am Land; et ass ni eppes duerno geschitt.

Mir haten am Ëmweltfong - den Ëmweltminister brauch elo net méi nozerechnen - all Joer Millioune vun Euro, wou mer de Gemenge gehollef hunn, fir konkret Projeten ëmzesetzen. Ech kéint do x Schoulen nennen, déi doduerjer vum Ëmweltfong bezuelt gi sinn. Ech kéint och nach eng Kéier dee Projet rappeléiere vu Pëtscht. Ech kann also dat net einfach esou stoe loossen, wéi wann do null am Tirang gewiescht wier, wéi wann een do bei null ugefaang hätt.

Et ass kloer, datt een natierlech ëmmer kann zréck wulle goen a soen: Wat ass deemools geschitt? Wat ass viru 15, virun 20, virun 30 Joer geschitt? Dat sinn al Kamellen. Mir haten haut hei eng Debatt fir de Bilan ze maache vun dëser Regierung iwwert déi lescht fënnef Joer. Dat war den Objet haut, an de Fait ass, datt mer awer haut, fënnef Joer méi spéit, keen immense Succès hu bei der Albausanéierung, an datt do wierklech Problemer sinn, datt mer dat mussen upaken. An da geet et net duer, datt ee mat Zuele spillt.

Dir hutt virdru gesot, mir hunn awer elo - mir hate vu 77 Demanden d'lescht Joer geschwat - 200 Demandë vun Energiechecken.

Une voix.- 280.

M. Eugène Berger *(DP)*.- 280 fir Energiechecken. Dat heescht nach guer näischt. Dat heescht, dat si Leit, déi maachen elo dann en Check. Dat heescht nach guer net, datt se herno konkret eppes wäerten an hirem Haus maachen. Sou kann een da mat den Zuele spillen a Saachen duerstellen, déi awer net realiséiert ginn. Mir hunn dofir nach net 280 oder 290 oder 300 Demanden, fir elo konkret Assainissementer ze maachen.

Ech hätt léiwer gehat, mir hätten haut driwwer diskutéiert, wéi mer nei Weeër sichen, fir an Zukunft dat kënne besser ze maachen, wéi just bëlleg Polemik iwwer Saachen aus dem leschte Jorhonnert.

Merci.

M. le Président.- Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn u sech nëmme fir zwou Minutten. Ech wëll den Artikel 42 du fait personnel évoquéieren. No all deenen Erklärunge vu mengem Fraktiounskolleeg François Bausch an no den Explicatioune vum Här Minister, wollt ech de Minister bieden, dat, wat e virdru gesot huet vis-à-vis vu menger Persoun, vläicht zréckzehuelen, nämlech de Ligener. Ech hätt sécherlech net an där Form de Communiqué oder meng Ried esou gehalen, wann dat esou gëschter och eriwwerkomm wär. Duerfir meng Fro un lech, ob Der dat zréckhuelt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Une voix.- Ech weess net: A wéi engem Film si mer hei?

M. le Président.- Ech hunn…

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Hunn ech Ligener gesot?

M. le Président.- Neen, d'Diskussioun…

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wëll just soen, mir hunn e Reglement, an dat Reglement - et deet mer leed - gesäit vir, dass mer eng Interpellatioun hunn an dass bei där Interpellatioun de Member vun der Regierung als Leschte schwätzt, an dann ass d'Interpellatioun…

Plusieurs voix.- Neen!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dach, dat steet…

(Interruptions diverses)

Neen, Här Bausch, hei steet am Artikel 80 ganz kloer iwwert d'Interpellatiounen, dass de Minister als Leschte schwätzt an dann ass d'Sitzung eriwwer. Et deet mer leed!

M. le Président.- Jo, ech soen lech…

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Also, mir kënnen natierlech esou virumaachen, ech hunn awer kee Problem, ech sinn esou laang hei wéi Der wëllt.

M. le Président.- Et deet mer leed, ech war befaasst mat der Riedezäit vun deene Gréngen, déi hir Riedezäit net genotzt hunn. Dat war dat Éischt. Déi ass du genotzt ginn. Dat Zweet war, ech hunn zweemol Parole après ministre gefrot kritt, an dat ass…

(Interruption)

…net limitéiert op…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ganz richteg!

M. le Président.- …iergendeng Prozedur oder op iergendeng Debatt. Dat hunn ech net gesinn.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Da fuere mer esou virun! Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech sinn erstaunt, datt den Här Fayot d'Parlament wëllt beschneiden a senge Rechter.

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Bausch, dat, wat den Här Minister gesot huet, huet lech schwéier um Mo geleeën, dass Der nach eng Véierelstonn hutt missen doriwwer schwätzen, nodeem dass Äre Kolleeg dann…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech sinn erstaunt, datt Dir den Débat an dësem Parlament wëllt beschneiden. Doriwwer sinn ech erstaunt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech hunn lech ganz opmierksam nogelauschtert, Här Bausch, an ech hu fonnt, dass Der ganz laang Zäit gebraucht hutt, fir Äre Punkt ze maachen.

M. le Président.- Här Ëmweltminister, wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn dat awer net esou emfonnt, Här Fayot. Ech hunn do ganz aner Impressioune wéi Dir.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Ech mengen, fir dass mer elo net nach Zäit verléieren, fir ze diskutéieren, ob mer nach sollen diskutéieren, wéilt ech soen, dass den Toun, nodeem ech geschwat hunn a meng Erklärungen ofginn hunn iwwert déi Zuelen, den Toun vum Här Bausch och schonn en anere war a vill méi differenzéiert dat kommentéiert huet, wéi an deem Communiqué vun de Mëtteg an och an deene Rieden, déi vum Här Braz an och vum Här Kox gehale gi sinn.

Ech mengen awer, dass déi zwee hir Riede gehalen hunn op der Basis vun eleng Zeitungsartikelen an dass dat net dat erëmgëtt, differenzéiert erëmgëtt, wat ech während enger Stonn gëschter kommentéiert hunn zu deenen Zuelen.

A sollt ech dem Här Kox, deen ech schätzen, iergendwéi eppes ënnerschoben hunn, wou e mengt, dass dat ze wäit gaangen ass an deem wat seng Meenung war, dann huelen ech dat gären zréck. Wann dat e soll heurtéiert hunn, huelen ech dat gären zréck,…

(Interruptions)

…fir dass mer hei an engem konstruktive Geescht heemginn, well mir wäerten an deenen nächste Joren dee Geescht brauchen, fir déi Politik do op deem do Gebitt gemeinsam weiderzedreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domadder hat also e Minister d'Schlusswuert.

Plusieurs voix.- Aha!

M. le Président.- Mir sinn dann och um Schluss vun der Sitzung ukomm. En Donneschdeg kënnt d'Chamber nees um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.15 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 37 et 38

Communications page 424

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député page 424

6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée) page 424

Ordre du jour pages 424-425

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 245

Question avec débat N°43 de M. Marco Schank au sujet des problèmes de la circulation lors de la période hivernale pages 425-426

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie pages 426-428

Question urgente N°3242 de M. Xavier Bettel relative aux chèques-services - demandeurs d'asile page 428

5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile pages 428-433

5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État pages 433-435

5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord» pages 435-439

Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat pages 439-450
pages 450-453

Dépôt d'une proposition de loi page 450

5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde page 453

Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation pages 453-464

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2598	Ben Fayot	Escaliers à l'intérieur des casernes Vauban
3054	Patrick Santer	Cheminées à éthanol
3078	Camille Gira	Travaux d'assainissement aux alentours de l'aire de Berchem
3139	Aly Jaerling	Plan d'action Technologies de la Santé
3147	Claude Adam et Henri Kox	Musées régionaux
3148	Claude Adam	Formation continue des enseignants
3164	Marc Spautz	Avenir de la société Cargolux
3168	Anne Brasseur	Étude de l'Unesco sur les langues en péril
3171	Aly Jaerling	Musée de l'industrie à Esch/Belval
3177	Marco Schank	Avenir de PME sur les friches industrielles de Wiltz
3184	Gilles Roth	Paiement du crédit d'impôt pour salariés
3188	Fernand Etgen	Zone d'activité «Fridhaff»
3189	Norbert Haupert	Nouveau stade national de football
3190	Ali Kaes	RN27 entre Michelau et Erpeldange
3192	Aly Jaerling	Étude de l'Unesco sur les langues
3197	Marcel Oberweis et Marc Spautz	Mise en valeur du patrimoine industriel du bassin minier
3198	Xavier Bettel	Utilisation de l'autopilote sur certains types d'avions lors du décollage ou de l'atterrissage
3200	Aly Jaerling	«Tiers payant»
3205	Fernand Etgen	TVA des machines agricoles
3208	Viviane Loschetter et Camille Gira	Priorités d'admission dans les structures d'accueil dans le cadre du chèque-service
3211	Romain Schneider	Stage de réinsertion professionnelle
3212	Marc Spautz	Sécurité au sein des établissements scolaires
3213	Marc Spautz	Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)
3217	Claude Meisch	Taxe de passage de frontière sur les lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la Belgique
3218	Xavier Bettel	Indemnités perçues par les participants du Cours complémentaire en Droit luxembourgeois (CCDL)
3219	Aly Jaerling	Sécurité
3220	Aly Jaerling	Infrastructure sportive pour l'Université
3221	Romain Schneider	Anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach
3223	Marc Angel	Agression contre la police
3225	Laurent Mosar	Intervention de la police en cas de bagarre de masse
3229	Carlo Wagner	Nouveau pont frontalier à Mertert
3230	Carlo Wagner	Réserves de pension
3232	Jacques-Yves Henckes	Fonds européens non utilisés
3233	Jacques-Yves Henckes	Discussions lors du prochain sommet sur l'emploi
3234	Aly Jaerling	Bagarre de masse - Unité spéciale
3236	Ben Fayot	Diplôme d'ingénieur industriel
3238	Claudia Dall'Agnol	Déménagement du Lycée Technique pour Professions de Santé
3239	Gast Gibéryen	Création d'une piste de motocross dans le sud du pays
3240	Marc Spautz	Statut du travailleur handicapé
3243	Xavier Bettel	Bommeleeër - Enquête de l'IGP
3244	Colette Flesch	Fermeture de l'usine Villeroy & Boch
3245	Marcel Oberweis	Création de zones horticoles
3246	Aly Jaerling	Aide financière pour permis de conduire pour demandeurs d'emploi
3247	Marcel Oberweis	Consommation d'alcool chez les jeunes
3248	Gilles Roth	Modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental
3250	Claude Meisch	Centre de stockage de déchets radioactifs en France
3253	Aly Jaerling	Tuberculose
3256	Fernand Etgen	Zone d'activité sur le territoire du canton Vianden
3260	Jean Huss	Efficacité du médicament Tamiflu
3262	Roland Schreiner	Guichet d'information et de vente des CFL à Differdange
3263	Marcel Oberweis	Progression de la tuberculose
3265	Claude Meisch	Entreprises de dépannage
3268	Françoise Hetto-Gaasch	Parking à l'hôpital St Louis à Ettelbruck
3269	Vera Spautz	Médicaments prescrits dans le cadre du traitement du déficit de l'attention ou de l'hyperactivité
3272	Marc Spautz	Attestations patronales réclamées par l'ADEM au demandeur d'emploi lors de l'introduction de la demande de chômage
3274	Viviane Loschetter et Félix Braz	«Guide des Normes» sur l'accessibilité de l'espace aux personnes handicapées
3276	Carlo Wagner	Dégâts de gibier
3277	Félix Braz et Jean Huss	Travaux sur une nouvelle nomenclature des soins dentaires
3278	Laurent Mosar	Impact de la nouvelle loi sur les femmes d'Afghanistan
3280	Alexandre Krieps	Nombre croissant de patients souffrant de démence
3281	Roger Negri	Surveillance prudentielle des groupes bancaires transfrontaliers
3283	Nancy Arendt	Évènement «Earth Hour»
3285	Eugène Berger	Utilisation de la voiture
3300	Claudia Dall'Agnol	Projet «Manuscrits de Tombouctou»
3314 urgente	François Bausch	Villeroy & Boch
3323 urgente	Gast Gibéryen	Contrats de prévoyance-vieillesse

Question 2598 (6.6.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **escaliers à l'intérieur des casernes Vauban:**

Les travaux à l'intérieur des casernes Vauban au plateau du Rham vont commencer incessamment. Ils consisteront d'abord à vider ces immeubles de leur substance ancienne pour les adapter à leur fonction moderne.

- Le Service des Sites et Monuments a-t-il pu faire l'inventaire de ce qui reste valable de cette substance du point de vue historique et est donc à conserver?

En particulier, il semble que trois escaliers en bois originaux sont particulièrement intéressants puisqu'ils datent de l'époque même de Vauban.

- Ne serait-il pas intéressant de les conserver et de les intégrer dans le cadre de la rénovation? Madame la Secrétaire d'État pense-t-elle intervenir à cet égard auprès du maître d'œuvre?

Réponse (11.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le Service des Sites et Monuments nationaux fut représenté jadis au jury du concours d'architecte ayant mené au projet de réaménagement des casernes du Rham. L'examen de la substance historique de l'immeuble fut fait à l'époque.

Quant à la conservation des cages d'escaliers qu'on doit à Vauban, le Service des Sites et Monuments nationaux est maintenant depuis quelque temps en pourparlers avec Servior, le maître d'ouvrage des travaux du projet de réaménagement, en vue de voir garder une cage à l'état actuel, des pourparlers qui s'annoncent positifs. En effet, il s'agit de témoigner, au moins en un endroit du complexe immobilier, par quels moyens ingénieux un nombre impressionnant de soldats ont pu être évacués de la caserne, il y a plusieurs siècles, en très peu de temps.

Question 3054 (23.12.2008) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant les **cheminées à éthanol:**

Tout récemment, en France, la Commission de Sécurité des Consommateurs (CSC) a mis en garde contre l'utilisation de cheminées à éthanol en raison de l'extrême inflammabilité de l'éthanol et d'un risque de rejet de monoxyde de carbone. L'Union Française des Consommateurs (UFC - Que Choisir) a même demandé au Gouvernement français d'interdire la commercialisation des foyers à éthanol, en l'absence de normes spécifiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Santé:

1) Existe-t-il des normes de sécurité pour la commercialisation ou l'installation de cheminées à éthanol au Luxembourg?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre partage les craintes exprimées par des associations de consommateurs et la CSC en France contre le danger représenté par de telles cheminées à éthanol, tant au regard des risques d'incendie que des risques de rejet de monoxyde de carbone?

3) Dans l'affirmative, quelles démarches, éventuellement au niveau européen, Monsieur le Ministre entend-il entreprendre en vue de rassurer les consommateurs et éviter des accidents tragiques?

Réponse (14.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'ancien Député Patrick Santer concernant l'utilisation de cheminées à éthanol je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Bien que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur partage les craintes exprimées par l'ancien Député Santer, je confirme qu'il n'existe pas de règles spécifiques, ni pour la commercialisation, ni pour l'installation de cheminées à l'éthanol au Luxembourg. Mes services en charge de la protection des consommateurs procéderont à une analyse pour clarifier si, le cas échéant, des actions doivent être entreprises.

Question 3078 (14.1.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **travaux d'assainissement aux alentours de l'aire de Berchem:**

Pendant la semaine du 5 au 10 janvier 2009, des travaux d'assainissement ont été réalisés au lieu-dit «Unter dem Bongert» à Berchem, dans la commune de Roeser. La terre du lit d'un ruisseau qui est alimenté par les eaux superficielles en provenance de l'aire de Berchem fut enlevée pour subir un traitement spécial. Suivant mes informations, cet assainissement était nécessaire à cause des eaux en provenance du bassin de rétention de l'aire de service, qui seraient contaminées par des hydrocarbures.

En ce qui concerne les travaux susmentionnés, j'aimerais obtenir les précisions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que la pollution du ruisseau par des hydrocarbures est à l'origine des travaux d'assainissement susmentionnés?

- Dans l'affirmative, qui est responsable de cette pollution? Dans la négative, quelle autre raison a rendu nécessaires les travaux d'assainissement en question?

- Est-ce que des analyses de la terre enlevée ont été réalisées? Pouvez-vous me renseigner sur les éventuels résultats?

- À quel traitement les terres contaminées sont-elles soumises? Où est-ce que la décontamination des terres est-elle réalisée?

- Qui a ordonné les travaux d'assainissement des terres contaminées et qui supportera les frais en relation avec leur décontamination?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Amé-*

nagement du Territoire et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées a fait réaliser des travaux d'assainissement dans le ruisseau au lieu-dit «Unter dem Bongert» à Berchem aux abords de l'aire de Berchem direction ville de Luxembourg. Ces travaux ont été autorisés par le Ministère de l'Intérieur en date du 4 août 2008 et par le Ministère de l'Environnement en date du 11 novembre 2008.

Depuis la modification du bassin de rétention au début des années 2000, suite aux travaux de transformation sur l'aire de Berchem, l'Administration des Ponts et Chaussées fait procéder régulièrement à des contrôles de la qualité de l'eau à la sortie du bassin de rétention par un organisme agréé. Les résultats des analyses faites montrent que les concentrations en hydrocarbures mesurées dans l'eau à la sortie des déshuileurs sont en dessous du seuil de 5 mg/l autorisé par le Ministère de l'Environnement.

Par fortes pluies, on a cependant pu constater des traces noires à la surface du ruisseau. Des analyses supplémentaires effectuées sur les sédiments prélevés dans le ruisseau relèvent une contamination par des hydrocarbures. Suite à ces résultats, il a été décidé de procéder à un curage du ruisseau et d'enlever les sédiments pollués.

Les terres ont été transportées, suivant une notification de transport transfrontalière émise par le Ministère de l'Environnement, vers un centre de traitement biologique agréé.

L'assainissement du ruisseau a coûté 46.839,90 € (TTC), y compris l'élimination des terres contaminées.

Après inspection approfondie des installations de traitement l'Administration des Ponts et Chaussées estime qu'à plusieurs reprises, en cas d'apport massif en eaux pluviales, la station de captage des boues (Schlammfang) n'a pas fonctionné correctement, ce qui a entraîné l'obturation du filtre du déshuileur par des sédiments, faisant partiellement perdre au filtre sa capacité de filtration.

En tant que mesure immédiate la fréquence des contrôles de la qualité de l'eau et du nettoyage de l'installation a été augmentée et le système d'alarme de l'installation sera prochainement connecté via le réseau du CITA au dispatching de l'Administration des Ponts et Chaussées à Bertrange. Ce dispositif de contrôle permettra à l'administration d'intervenir directement en cas de besoin et d'éviter qu'une pollution accidentelle se propage dans le ruisseau.

Actuellement l'Administration des Ponts et Chaussées en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau a lancé une étude dans le but d'identifier les mesures techniques à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement de l'installation et pour éviter un transbordement du bassin de rétention en cas de fortes pluies.

Question 3139 (11.2.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **«Plan d'action Technologies de la Santé»:**

Säit dem 18. am Fréiléng 2007 huet d'Regierung de «Plan d'action Technologies de la Santé» ulafe gelooss.

D'Zilsetzung vun dësem Programm ass et eis Wirtschaft iwwert dee Wee ze diversifizéieren an nei Betriber op Lëtzebuerg ze bréngen, awer och bestehend Kompetenzen esouwuel an dëser Industrie wéi och a sengem Fuerschungsberäich zu Lëtzebuerg an de Prozess mat anzebannen.

Et ass jo schonns laang gewosst, datt de Beräich vun de Gesondheetstechnologien en héicht Potenzial u Wuesstem huet, an dat weltwäit.

Et ass och e Beräich, deem vun den Ökonomisten eng grouss Zukunft virausgesot gëtt.

Den neien amerikanesche President Obama huet der Entwécklung vun de Gesondheetstechnologien - méi spezifesch déi elektronesch medezinesch Patientenakten - an den USA a senger Ëmsetzung an de klineschen Emfelder ee grousse Stellewäert a sengem Regierungsprogramm (economic recovery plan) zougestanen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat ass bis elo konkret am Beräich Gesondheetstechnologien ëmgesat ginn?

2) Hu Firmae sech an deem Beräich zu Lëtzebuerg etabléiert?

3) Wa jo, wivill an a wéi engen Domäner vun de Gesondheetstechnologien, industriell Produktioun, Recherche, Software-Entwécklung, Consulting respektiv aner Déngschtleeschtungen?

4) Wivill nei Aarbechtsplaze konnten iwwert dee Wee geschafe ginn?

5) Hu mer nei Erkenntnisser kritt duerch d'Ëmsetze vum Aktiounsplang fir Gesondheetstechnologien, a wat kënnte mer eventuell besser respektiv anescht maachen?

6) Bleift de Standuert Gesondheetstechnologien interessant fir de Standuert Lëtzebuerg?

7) Gëtt et an der Groussregioun eng gréisser Konkurrenz am Beräich Gesondheetstechnologien?

8) Gëtt et konkret Projete vu Lëtzebuerger Betriber respektiv Fuerschungsinstituter am Beräich Gesondheetstechnologien?

9) Si mer an eisem Fuerschungsëmfeld gutt genuch virbereet fir auslänneschen an nationale Betriber oder Fuerschungsinstituter quasi als Laboratoire fir Fuerschungsstudien an dësem Beräich ze déngen?

10) Gëtt et Beispiller vu Fuerschungsstudien am Beräich vun de Gesondheetstechnologien, déi an de leschte Joren zu Lëtzebuerg realiséiert goufen a wou Lëtzebuerger Institutiounen dru bedeelegt waren?

11) Wéi wäit sinn d'Lëtzebuerger Entitéiten (Spideeler, CRPen, Privatwirtschaft) aktiv gi fir Konkretes am Aktiounsplang Gesondheetstechnologien ze ënnerstëtzen?

12) Gëtt et mëttlerweil Gesondheetstechnologien, déi hei zu Lëtzebuerg entwéckelt an am In- an Ausland kommerzialiséiert gi sinn?

13) Wa jo, wat ass den Ëmfang vu dësem Geschäft?

Réponse commune (14.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1) Eng vun de Recommandatioune vum Aktiounsplang «Gesondheetstechnologien» war et, eng masse critique um Plang vun der Fuerschung ze erreechen, fir esou e Kompetenzpol ze schafen, deen et erlaabt, Betriber aus dem Beräich vun de Gesondheetstechnologien op Lëtzebuerg ze bréngen. E wichtege Schrëtt heifir konnt 2008 gemaach ginn. De 5. Juni 2008 huet d'Regierung eng strategesch Partnerschaft mat dräi amerikanesche Fuerschungsinstituter ugekënnegt. Dës Initiativ huet als Zilsetzung, e Kompetenzpol am Beräich vun der Molekularmedezin ze entwéckelen. Dräi weltwäit bekannte Fuerschungszentren an dësem Beräich konnten als Partner gewonne ginn. Dat sinn: den Translational Genomics Research Institute (TGen) zu Phoenix, dee vum Dr Jeffrey Trent geleet gëtt, den Institute for Systems Biology (ISB) zu Seattle, dee vum Dr Leroy Hood gefouert gëtt, an de Partnership for Personalized Medicine (PPM) zu Phoenix, wou den Dr Leland Hartwell President ass. Déi dräi Projete solle virun allem d'Fuerschung am Beräich vun der Molekulardiagnos verstäerken.

2) Säit der Ukënnegung vum Aktiounsplang am Joer 2007 hunn eng Rei Firmen en Interessi um Standuert Lëtzebuerg gewisen. Nodeems de Board of Economic Development de leschten Oktober zu New York e Workshop organiséiert hat, konnten och ganz interessant Kontakter mat Firme geknëppt ginn. D'Servicer vum Wirtschaftsministère ginn e puer méi konkrete Pisten no, déi am Joer 2009 zu der Usiedlung vun neien Entitéite kéinte féieren.

3) D'Aktivitéitsberäicher vun deene betraffene Firmen sinn d'Software-Entwécklung, d'Produktioun vu Molekülen, wéi och nach d'Theranostik, also d'Verbanne vun diagnosteschen Tester mat enger Therapie.

4) Wann déi Projete mat deenen uewe genannte Kontakter geléngen, da kéinte bis zu honnert Aarbechtsplaze bis 2010 geschafe ginn.

5) Lëtzebuerg bitt eng Rëtsch Virdeeler fir Firmen, déi am Beräich vun de Gesondheetstechnologien aktiv sinn an déi sech wëllen um europäesche Maart etabléieren. Hei kann een zum Beispill déi politesch a kommerziell Neutralitéit vum Land ervir hiewen, wéi och seng logistesch Infrastruktur an den Zougang zu anere Marchéen, fir nëmmen déi ze nennen. Doriwwer eraus musse mir eis och iwwert d'Schafung vun aneren Instrumenter Gedanke maachen, wéi zum Beispill ugemiessen Infrastrukturen, wou dës Betriber kéinten ënnerbruecht ginn, compte tenu vun den eenzelne Besoine vun dëse Firmen.

6) Jo.

7) An der Groussregioun ginn et eng Rei Clusteren, déi op de Sektor vun de Gesondheetstechnologien ausgeriicht sinn. Dat ass esouwuel eng Konkurrenz fir Lëtzebuerg, mä gläichzäiteg och e Virdeel. An der Groussregioun gëtt et effektiv en dicht Netzwierk vu Fuerschungsaktivitéiten am Beräich vun der Biomedezin, wat dozou bäidréit, de Standuert Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen.

8) Déi öffentlech Fuerschungszentren zu Lëtzebuerg wéi och d'Universitéit maache Fuerschungsaarbechte mat engem wirtschaftsvaloriséierende Potenzial. Heizou zielen zum Beispill déi rezent spin-off vun der Uni Lëtzebuerg, Axoglia Therapeutics, oder och nach d'ABL, déi virun e puer Joer aus den Aktivitéite vum CRP-Santé entstanen ass.

9) D'Qualitéit vun de Fuerschungsefforten ass gutt. Wéi schonns uewen ugeschwat ass et awer och wichteg, de Volume vun den Aktivitéiten ze hécken. Eng masse critique ass nämlech néideg, fir dass mer souwuel mat auslännesche Fuerschungsinstituter wéi och mat interesséierte Betriber zesummeschaffe kënnen.

10) Déi meeschte Fuerschungsprojeten, déi vun den öffentleche Fuerschungszentre realiséiert ginn - sief dat am Beräich vun de Gesondheetstechnologien oder an anere Secteuren - si Projeten, déi zesumme mat aneren europäeschen oder internationale Partnere realiséiert ginn.

11) Déi dräi öffentlech Fuerschungszentre wéi och d'Uni Lëtzebuerg sinn direkt an aktiv un der Ëmsetzung vun deenen uewe genannte strategesche Fuerschungspartnerschafte bedeelegt. Et goufen och schonns éischt Informatiounsversammlungen organiséiert, fir d'Spideeler an och aner Acteuren aus dem Privatsecteur, déi am Laf vun der Entwécklung vun de Fuerschungsprojeten och kënne mat agebonne ginn, ze informéieren.

12) Am Kader vun der Virstudie fir d'Ëmsetzung vum «biohealth cluster» huet d'Luxinnovation 26 privat Acteuren a 16 Laboratoiren an Unitéite vun den öffentleche Fuerschungszentren, der Uni Lëtzebuerg an de Spideeler ausfënneg gemaach, déi am Beräich vun de Gesondheetstechnologien aktiv sinn. D'Gamme vun de Produkter an Déngschtleeschtungen ass vaste. Hei kéint een zum Beispill d'Software fir de Suivi vun Therapien, vu medizineschen Dispositiver, Prothesen an analytesche Servicer ervir hiewen.

13) De Volume ass fir de Moment nach net ofzeschätzen.

Question 3147 (13.2.2009) de **MM. Claude Adam** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **musées régionaux:**

Outre les musées nationaux il existe une multitude de musées régionaux gérés par des autorités locales, des syndicats de communes, des syndicats d'initiative ou des fondations privées. Ces musées profitent souvent de subsides étatiques. Depuis peu ces musées régionaux se sont regroupés et forment une plateforme d'échange et de coordination de leurs actions. Fin janvier 2009 a eu lieu la deuxième rencontre annuelle de ce réseau des responsables des musées se trouvant en région. Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Quelles infrastructures culturelles et quels musées sont représentés au sein de ce réseau?

- Quels musées sont subventionnés par le Ministère de la Culture et lesquels par le Ministère du Tourisme? Est-ce qu'il existe des critères pour déterminer si un musée est soit affecté au Ministère du Tourisme, soit affecté au Ministère de la Culture?

- Est-ce que les deux ministères ont conclu des conventions avec différents musées et si oui, avec lesquels?

- Est-ce qu'il est prévu d'instaurer un système de subventionnement provenant d'un seul ministère, afin d'améliorer une gestion plus rationnelle et transparente des moyens financiers alloués aux différentes structures culturelles régionales ou privées?

- À l'instar du Conseil supérieur de la musique, ne devrait-on pas créer une structure interministérielle, tel un Conseil supérieur des musées assurant un rôle de coordination, de conseil et d'assistance auprès des différentes structures culturelles régionales ou privées?

Réponse commune (11.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse aux questions de Messieurs les Députés sur le réseau des musées se trouvant en région, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Le réseau des musées en question (Musées Luxembourg) a été créé en janvier 2007 sur initiative du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il s'agit d'une structure informelle qui est ouverte à toute entité muséale souhaitant y participer. L'ensemble des musées régionaux est invité aux réunions, dont l'organisation est prise en charge et en mains par le service d'animation culturelle régionale du Ministère.

Les quatre musées suivants sont subventionnés par le Ministère du Tourisme:

- le Musée national des Mines - Rumelange

- le Musée du Cheval de trait ardennais - Munshausen

- le Musée «A Possen» - Bech-Kleinmacher

- le Musée du Vin - Ehnen

Dans les deux derniers cas, l'État est propriétaire des bâtiments. Le Ministère du Tourisme a conclu des conventions avec les musées de Rumelange, de Munshausen et d'Ehnen. Le Musée du «Possenhaus» à Bech-Kleinmacher est régi par une Fondation sous la tutelle du Ministère du Tourisme et le déficit annuel est couvert par un article budgétaire inscrit au département du Tourisme.

Les musées avec lesquels le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a conclu des conventions sont les suivants:

- le musée rural de Binsfeld

- le Musée national d'Histoire militaire, Diekirch

- le Parc industriel et ferroviaire du Fond-de-Gras

- le musée rural de Peppange,

- la Maison Victor Hugo de Vianden

Des raisons historiques pourquoi les musées sont soit subventionnés par le Ministère du Tourisme, soit par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Bien évidemment, les deux ministères collaborent étroitement dans ce domaine et sont en principe représentés dans les comités de gérance de ces infrastructures.

Un système de subventionnement unique - provenant d'un seul ministère - serait envisageable sous la condition que les domaines du tourisme et de la culture soient représentés paritairement au comité de gestion instauré par la convention bilatérale qui, de toute façon, est toujours conclue entre l'État, d'une part, et l'association sans but lucratif qui gère le musée en question, d'autre part.

La création d'un Conseil supérieur des Musées, telle que suggérée par les auteurs serait certes envisageable. Pourtant, une structure de concertation et de coopération existe d'ores et déjà par la création du Réseau des Musées Luxembourg. Actuellement les responsables des Musées sont en train de rechercher et de former des liens et des synergies solides. Cette plateforme crée des initiatives «bottom-up» avec l'aide logistique et les impulsions des animateurs culturels et touristiques.

Question 3148 (13.2.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **formation continue des enseignants:**

L'article 5 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques prévoit la participation à au moins huit heures de formation continue certifiée.

Dans ce contexte, et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je désire poser cette question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce qu'un premier bilan a été dressé de l'application de cette disposition? Dans la positive, quel est-il?

- Comment ces formations sont-elles généralement organisées? Quels étaient les différents sujets de ces formations continues?

- Est-ce que tous les enseignants ont suivi une formation continue? Y a-t-il eu des dispenses? Dans la positive, pour quelles raisons?

- Les enseignants ont-ils le moyen de commenter ces formations, laisser une réaction, une appréciation, etc.? Dans la positive, quel est généralement le retour laissé par les enseignants? Au-delà de la simple statistique de la fréquentation des différentes activités de formation continue, celles-ci sont-elles analysées afin d'être adaptées par la suite?

- Des enseignants ou les différentes directions de lycées ont-ils eux-mêmes organisé des forma-

tions continues spécialement conçues pour les enseignants de leur établissement? Dans la positive, combien et lesquelles?

Réponse (14.4.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à la question parlementaire N°3148 de Monsieur le Député Claude Adam, j'ai l'honneur de vous donner les informations suivantes:

En vue de la mise en œuvre de la disposition concernant la participation des enseignantes et des enseignants de l'enseignement postprimaire à au moins huit heures de formation continue certifiées, prévue à l'article 5 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, un mode d'emploi avait été élaboré par les services du Ministère en concertation avec les syndicats d'enseignants du postprimaire.

À la fin de l'année scolaire 2007/08, un rapport concernant les différentes mesures prévues par le règlement grand-ducal précité, notamment l'obligation des huit heures de formation continue, a été demandé aux chefs d'établissement. Il ressort de ces rapports qu'en principe, les enseignantes et les enseignants ont suivi une telle formation.

Suite aux expériences faites durant cette première année, et à la demande des syndicats, il a été convenu que les enseignantes et les enseignants puissent capitaliser les huit heures annuelles de formation pendant une période de trois années. Une telle répartition de 24 heures sur trois ans permettrait en effet une plus grande flexibilité concernant le choix des formations offertes. Toutefois, la légalisation de cette mesure nécessite encore une modification du règlement grand-ducal précité.

Quant à l'organisation des formations continues, l'Institut de Formation continue (IFC) du SCRIPT ainsi que les lycées et lycées techniques constituent les acteurs en charge de la mise en œuvre de l'obligation de formation continue. L'organisation des formations continues au sein d'un établissement scolaire se réalise généralement en coopération avec l'IFC.

Dans le souci de promouvoir une culture de formation continue, objectif important lors de la mise en œuvre de son obligation, l'Institut de Formation continue du SCRIPT s'est investi pour garantir un programme qui rend compte:

- des priorités politiques (PAL, approche par compétences, évaluation formative, différenciation pédagogique, travail en équipe, communication avec les parents);

- de l'hétérogénéité du corps enseignant (la biographie professionnelle incluant la formation de base, l'expérience professionnelle et les compétences à développer, le genre, le contexte scolaire: type d'établissement scolaire, classes, branches à enseigner, intérêts,…);

- du nombre d'heures à prester et du contexte local.

Toujours au regard de l'hétérogénéité mentionnée ci-dessus, la formation continue se conçoit sous différentes formes en fonction des objectifs définis. L'éventail comprend aussi bien des formations continues séquentielles, des séances de coaching et de supervision, des cercles de qualité que des conférences en guise de sensibilisation, des formations ponctuelles, des journées pédagogiques.

Quant aux sujets des formations continues et conformément à l'instruction ministérielle du 25 juillet 2008 concernant l'organisation des lycées et des lycées techniques, les enseignantes et les enseignants choisissent la formation qu'ils veulent suivre en rapport

1. soit avec leur développement professionnel, en vue d'améliorer la qualité des compétences pédagogiques ou disciplinaires,

2. soit avec le développement du lycée.

Les établissements scolaires ainsi que les enseignantes et les enseignants sont invités à considérer les priorités qui sont définies par le Ministère pour une année scolaire.

Le détail des priorités ainsi que des formations proposées peut être consulté en ligne www.formation-continue.lu.

L'évaluation systématique des activités de formation continue constitue un élément central de la démarche assurance-qualité de l'Institut de Formation continue.

À cette fin les enseignantes et les enseignants participant à une activité ainsi que les formateurs et les formatrices sont sollicités à retourner le questionnaire d'évaluation distribué lors de chaque activité de formation. Pour des raisons d'accessibilité, notamment lors de formations qui n'ont pas lieu à l'IFC, le questionnaire est disponible en ligne.

Il s'avère évident que chaque formation est analysée moyennant les formulaires ou autres réactions transmis à l'équipe de coordination. L'analyse permet aux responsables de l'IFC d'assurer la qualité des formations et de développer le dispositif en continu.

Le retour des questionnaires s'avère très variable vu son caractère non obligatoire.

De nombreuses formations continues ont été organisées au sein des établissements scolaires. Le relevé en annexe renseigne sur les 378 activités qui ont lieu depuis la mise en œuvre de l'obligation de formation continue et qui ont sollicité la coopération de l'IFC.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 3164 (20.2.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**avenir de la société Cargolux:**

Selon mes informations, la compagnie aérienne cargo Cargolux envisagerait d'externaliser une partie de ses activités vers l'Italie par le biais de sociétés de droit italien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels types d'activités seraient concernés par cette externalisation?

- Quelles en seraient les conséquences directes ou indirectes pour le site Luxembourg?

Réponse (16.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports*:

L'honorable Député s'enquiert sur les activités de la société Cargolux en Italie.

Cargolux a créé récemment une filiale en Italie dénommée Cargolux Italia S.p.A., une société de droit italien, afin de pouvoir acquérir un AOC (Aircraft Operator Certificate) italien et opérer des vols commerciaux longs courriers permettant le libre chargement et déchargement de marchandises en Italie. À cette fin et dès réception de l'AOC, Cargolux envisage d'affecter un de ses avions à l'Aéroport de Milan pour opérer des vols en «dry-lease» pour le compte de Cargolux Italia. L'avion en question restera sous registre luxembourgeois mais aura une livrée spéciale. Il sera opéré par des équipages Cargolux avec tout le support de maintenance et de logistique dont dispose Cargolux au Luxembourg.

Il ne s'agit donc pas d'une externalisation d'activités du Luxembourg vers l'Italie, mais d'une extension des activités de Cargolux qui ne serait pas réalisable en tant que tel à partir du Luxembourg et par laquelle ladite société compte développer sa présence sur le marché italien, deuxième plus important marché de fret aérien en Europe, en profitant d'une ouverture unique qui s'est présentée à la suite d'une restructuration du marché italien en relation avec les difficultés qu'a connues la compagnie nationale Al-Italia et notamment sa branche de fret aérien.

En saisissant cette opportunité Cargolux se positionnera favorablement par rapport à ses concurrents tout en optimisant son réseau actuel et ce dans le contexte actuel de décélération économique se caractérisant par une forte régression du fret aérien.

Il s'agit ainsi d'une démarche qui s'intègre logiquement dans la stratégie de Cargolux d'optimiser son réseau mondial. En effet, Cargolux effectue régulièrement des stop-overs sur d'autres aéroports européens (par exemple Barcelone, Manchester, Prague) afin de desservir au mieux ses clients.

Les activités de la société en Italie seront ainsi complémentaires aux activités de la société mère au Luxembourg, société qui consolide par ailleurs le site luxembourgeois par la mise en service prochaine d'un hangar de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg. Les deux sociétés coopéreront étroitement à la fois au niveau opérationnel et commercial et à travers des liens aériens réguliers entre Milan et Luxembourg. Les opérations à partir de Milan alimenteront le réseau existant de Cargolux desservi à partir de Luxembourg.

Question 3168 (23.2.2009) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**étude de l'Unesco sur les langues en péril:**

Dans une étude présentée par l'Unesco, intitulée «Atlas international des langues en péril», il ressort que la langue luxembourgeoise fait partie des langues menacées. Or, d'après des experts luxembourgeois, dont l'auteur de l'étude Baleine, les résultats sur notre langue ne correspondraient pas à la réalité.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Madame la Secrétaire d'État partage-t-elle les conclusions de l'Unesco ou se rallie-t-elle aux conclusions des experts luxembourgeois?

- Madame la Secrétaire d'État n'estime-t-elle pas que le cas échéant le Gouvernement devrait intervenir auprès de l'Unesco?

Réponse (21.4.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'Unesco a en effet publié le 19 février dernier une version actualisée de celle de 2001 et électronique de l'«Atlas des langues en danger dans le monde», qui classe la langue luxembourgeoise parmi les 607 langues dites «vulnérables» à travers le monde.

Afin de mieux comprendre la signification de cette classification, quelques informations sur le contexte et sur les critères de ce classement sont indispensables.

L'Atlas Unesco des langues en danger dans le monde vise à une prise de conscience de la part des autorités, des communautés de locuteurs et du public en général des menaces pesant sur les langues et du besoin de sauvegarder la diversité linguistique du monde. Certaines des données sont particulièrement inquiétantes: sur les quelque 6.000 langues existant dans le monde, plus de 200 langues se sont éteintes au cours des trois dernières générations, 538 sont en situation critique, 502 sérieusement en danger, 632 en danger et 607 vulnérables.

L'édition interactive de l'Atlas fournit des informations complémentaires sur le nombre de locuteurs, les mesures ou projets liés à cette langue, les sources, les codes ISO 639-3 correspondants et les coordonnées géographiques. Cette version en ligne de l'Atlas permet pour la première fois une très large diffusion et pourra être mise à jour régulièrement, notamment en fonction des commentaires fournis par les utilisateurs.

Comment l'Unesco en arrive-t-elle à cette conclusion?

Un large groupe d'éditeurs régionaux et de contributeurs, venant de différentes parties du monde, ont travaillé avec l'éditeur en chef Christopher Moseley pour fournir et valider les données linguistiques et rédiger des articles. Pour la région Europe, le chef du groupe de rédaction était le Finlandais Tapani Salminen.

En 2002 et 2003, l'Unesco a demandé à un groupe international de linguistes de développer un cadre méthodologique permettant de déterminer la vitalité d'une langue, ceci en vue de contribuer à la mise en œuvre de mesures appropriées de sauvegarde. Ce groupe d'experts ad hoc sur les langues en danger a élaboré les neuf critères suivants pour juger de la vitalité d'une langue:

1. nombre absolu de locuteurs,

2. taux de locuteurs sur l'ensemble de la population,

3. disponibilités de matériel d'apprentissage et d'enseignement des langues,

4. réaction face aux nouveaux domaines et médias,

5. type et qualité de la documentation,

6. transmission de la langue d'une génération à l'autre,

7. attitude des membres de la communauté vis-à-vis de leur propre langue,

8. utilisation dans les différents domaines publics et privés,

9. attitudes et politiques linguistiques au niveau du Gouvernement et des institutions, usage et statuts officiels.

Notons qu'aucun critère pris seul n'est suffisant pour évaluer l'état de la langue d'une communauté. Cependant, pris ensemble, ces neuf critères renseignent sur la vitalité d'une langue, sa fonction dans la société et le type de mesures nécessaires à son maintien ou à sa revitalisation.

L'édition actuelle de l'Atlas retient six degrés de vitalité ou risques de disparition déclinés sur les neuf critères mentionnés ci-dessus. Le critère le plus remarquable est celui de la transmission de la langue d'une génération à l'autre.

Voici les différents niveaux de vitalité pour le critère de la transmission de la langue d'une génération à l'autre:

1. la langue est considérée comme «sûre»: elle est parlée par toutes les générations; la transmission intergénérationnelle est ininterrompue. Ces langues ne figurent pas dans l'Atlas!

2. la langue est considérée comme «vulnérable»: la plupart des enfants parlent la langue, mais elle peut être restreinte à certains domaines.

3. la langue est considérée comme «en danger»: les enfants n'apprennent plus la langue comme langue maternelle à la maison.

4. la langue est considérée comme «sérieusement en danger»: la langue est parlée par les grands-parents; alors que la génération des parents peut la comprendre, ils ne la parlent pas entre eux ou avec les enfants.

5. la langue est considérée comme «en situation critique»: les locuteurs les plus jeunes sont les grands-parents et leurs ascendants, et ils ne parlent la langue que partiellement et peu fréquemment. Il ne reste plus de locuteurs.

6. la langue est considérée comme «éteinte»: elle n'est plus parlée au monde depuis que ses derniers locuteurs sont morts. L'Atlas contient les références des langues éteintes depuis les années 1950.

Il apparaît que le luxembourgeois est classé dans la première catégorie de l'Atlas, celle des langues vulnérables mais qui ne sont pas en danger. Dans ce sens, certaines sources ayant publié que l'Unesco avait classé le luxembourgeois dans la catégorie «gefährdete Sprachen» ont utilisé une traduction qui peut induire en erreur.

Suite à mes instructions, mes services, la Délégation permanente auprès de l'Unesco et la Commission nationale pour la Coopération avec l'Unesco sont intervenus auprès du Secrétariat de l'Unesco et auprès du responsable pour la région Europe pour demander des informations supplémentaires, les précisions suivantes ont été apportées par l'Unesco: Le luxembourgeois n'est pas qualifié par l'Unesco comme étant «en danger». Les langues «vulnérables» sont celles qui ne sont pas en danger, mais qui peuvent le devenir si les autorités ne font rien pour la préserver, la défendre et la promouvoir. Même si les langues vulnérables ont une position très forte en tant que langue parlée, elles sont souvent en concurrence avec des langues «sûres», comme c'est le cas de l'allemand et du français au Luxembourg. Il faut aussi insister sur le fait que selon Monsieur Salminen, le but de l'Atlas n'est pas de juger de la langue luxembourgeoise uniquement comme langue nationale parlée à l'intérieur des frontières luxembourgeoises, mais d'étudier tout le «francique mosellan» avec son utilisation en France, en Belgique, en Allemagne. C'est ainsi qu'il faut comprendre la classification de la langue luxembourgeoise.

Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une sanction, mais d'un encouragement pour la défense de la langue. Telle est en effet la mission de l'Unesco. Dans ce contexte, il faudrait relever et apprécier les efforts de l'Unesco pour empêcher que les langues ne soient menacées ou disparaissent. Car l'Unesco agit sur de nombreux fronts pour sauvegarder les langues en péril et empêcher leur disparition:

- dans le domaine de l'éducation, l'Unesco soutient les politiques qui promeuvent le plurilinguisme et, en particulier, l'alphabétisation en langue maternelle; elle défend la composante linguistique de l'enseignement autochtone et met l'accent sur la préservation de la langue dans l'éducation;

- dans le domaine de la culture, l'Unesco rassemble des informations sur les langues menacées et autochtones, élabore des outils et des méthodes standardisés, renforce les capacités des gouvernements et de la société civile (institutions académiques et communautés de locuteurs);

- dans le domaine de la communication et de l'information, l'Unesco encourage l'utilisation des langues locales dans les médias et favorise le plurilinguisme dans le cyberespace;

- dans le domaine de la science, l'Unesco prend part à des programmes destinés à renforcer le rôle des langues locales dans la transmission du savoir local et autochtone.

Enfin pour Christopher Moseley, linguiste australien et directeur de publication de l'Atlas, «il serait naïf et simpliste d'affirmer que les grandes langues qui ont été des langues coloniales - tel l'anglais, le français et l'espagnol - sont partout responsables de l'extinction des autres langues. Le phénomène relève d'un subtil équilibre des forces et cet Atlas permet à chacun de mieux comprendre cet équilibre».

La réalisation de cet Atlas interactif s'inscrit dans le programme de l'Unesco pour la sauvegarde des langues. S'appuyant sur son rôle de centre d'échange d'informations, l'objectif de l'Organisation est de faciliter l'accès aux données et aux cartes disponibles et de servir comme plate-forme de débat ouverte aux communautés, aux

spécialistes et aux autorités nationales, but qui a été atteint par cette classification.

En outre, le Secrétariat de l'Unesco a indiqué avoir déjà reçu quelques réactions concernant notre langue sur le site interactif. Ces contributions seront étudiées par l'équipe de rédaction qui jugera de la suite à leur donner.

En résumé, considérant les neuf critères dont s'est servie l'Unesco pour définir le niveau de vitalité d'une langue, chacun peut facilement comprendre pourquoi l'Unesco ne considère pas que le luxembourgeois est une langue «sûre», ce qui représenterait le seul niveau supérieur à «vulnérable», même si le luxembourgeois écrit connaît un grand essor. Notons d'ailleurs que les langues «sûres» sont en général parlées par un nombre très important de locuteurs de l'ordre de plusieurs millions de personnes. Tous les observateurs s'accordent par ailleurs à dire que la popularité du luxembourgeois, notamment son utilisation par écrit, a atteint des proportions jamais connues jusqu'à présent, y compris d'ailleurs, dans une large mesure parmi les jeunes.

Mais depuis longtemps déjà le Ministère de la Culture est conscient qu'une langue ne peut pas survivre si elle n'est pas soutenue officiellement. Il n'a donc pas attendu le rapport de l'Unesco pour devenir actif. Afin de soutenir le développement et la consolidation de la langue luxembourgeoise, le Gouvernement s'est doté d'un certain nombre d'instruments que je m'empresse de rappeler ci-après:

Le Centre National de Littérature (CNL).

Le CNL est un centre de recherche documentaire pour la littérature luxembourgeoise, autant en langue luxembourgeoise que dans les autres langues utilisées pour s'exprimer au Luxembourg. Le CNL est devenu, avec ses nombreuses possibilités de rencontre, un véritable centre d'animation socio-culturelle autour du livre et de la lecture.

Le Centre recherche et recueille des témoignages (manuscrits, imprimés, documents iconographiques) de la littérature luxembourgeoise depuis 1815 ainsi que des documents se rapportant à l'histoire et à l'influence de cette littérature, les conserve et les met en valeur pour les scientifiques et le grand public. Il est notamment l'auteur du dictionnaire des auteurs luxembourgeois.

La mission du CNL est donc d'éviter la dispersion et la perte de la Luxemburgensia et d'en permettre l'exploitation scientifique.

Notons aussi que la Bibliothèque nationale possède une collection de 150.000 titres en langue luxembourgeoise dans la rubrique Luxemburgensia.

Le Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise (CPLL)

Le CPLL a été fondé en 1998 et a reçu une base légale en 2004. Il se compose de onze experts linguistiques et de représentants d'institutions ayant un rapport avec la langue luxembourgeoise, comme le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'Université du Luxembourg ou le Centre de Langues, et bien évidemment mon Ministère.

Parmi ses attributions figurent l'étude, la description et la promotion de la langue luxembourgeoise. En outre, il émet des avis sur tous les sujets en rapport avec la langue luxembourgeoise.

Le CPLL compte deux groupes de travail. Le groupe de l'orthographe, qui s'occupe de la mise à jour et de la rédaction de textes coordonnés sur les règles orthographiques de la langue luxembourgeoise. Ce groupe est également en train d'élaborer une transcription phonétique de la langue luxembourgeoise et a dressé une liste de tous les problèmes orthographiques rencontrés au fil des années. Le nouveau groupe de grammaire, qui sera mis en place dès l'automne 2009, aura des attributions semblables dans le domaine de la grammaire de la langue luxembourgeoise.

Le Lëtzebuerger Online Dictionnaire (LOD.LU)

Le site LOD.lu, en ligne depuis février 2007, est un dictionnaire plurilingue qui indique les mots de la langue luxembourgeoise avec leur traduction en allemand, anglais, français et portugais. Chaque terme est accompagné d'exemples en luxembourgeois qui en illustrent l'usage. Des informations grammaticales pertinentes, ainsi que des synonymes, complètent les informations sémantiques et lexicales. Il est en outre possible de consulter un tableau de conjugaison pour chaque verbe et un tableau de déclinaison pour chaque adjectif.

En fonction des compétences linguistiques et des besoins de l'utilisateur, le dictionnaire peut être employé pour saisir le sens d'un mot luxembourgeois ou comme outil de traduction.

Actuellement, le moteur de recherche permet de consulter les mots qui commencent par les lettres A à H. Il sera terminé en 2011 et présentera alors plus de 23.000 mots luxembourgeois.

J'ai œuvré au cours de la période législative en cours pour une mise à disposition accrue de moyens dans l'intérêt de cet instrument à la fois innovant et indispensable qu'est le lod.lu. Globalement le budget du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche investi en 2008 au bénéfice de la langue luxembourgeoise à travers le CNL, le CPLL et lod.lu s'élève à 1.282.582€.

L'Université du Luxembourg

L'Université du Luxembourg a retenu les études luxembourgeoises parmi ses priorités de recherche dans son plan quadriennal. Ces études englobent des réflexions non seulement sur la langue et la littérature luxembourgeoise, mais aussi sur l'identité, l'histoire, la migration, l'aménagement du territoire, la géographie et les sciences politiques au Luxembourg.

J'ai annoncé en automne 2008 que l'Université du Luxembourg créera dès janvier 2009 une chaire de langue et littérature luxembourgeoise. Cette chaire est occupée par Germaine Goetzinger. Il est important de conférer à la langue luxembourgeoise un rang universitaire et de lui donner un fond académique pour la mettre à un pied d'égalité avec les autres langues.

Ainsi, des masters en langue et littérature luxembourgeoises sont prévus dès la rentrée 2009. Dans le cadre de la formation continue, l'Université du Luxembourg offre aussi une formation en langue et culture luxembourgeoises, qui vise à former des enseignants pour les cours de luxembourgeois pour adultes.

Congé linguistique pour salariés et indépendants

La toute récente loi portant introduction du congé linguistique, élaborée par le Ministère du Travail, permettra aux salariés et aux indépendants de toutes les nationalités mais travaillant au Luxembourg d'apprendre et de perfectionner leurs connaissances de luxembourgeois. Il entend promouvoir la langue luxembourgeoise comme langue véhiculaire par le biais du marché du Travail.

Conscient de l'équilibre nécessairement fragile entre les trois langues du pays, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'arrêtera pas de veiller à la vitalité du luxembourgeois: car je reste persuadée, comme je l'ai déjà précisé antérieurement, que l'utilisation de la langue luxembourgeoise, loin d'être un facteur d'exclusion, constitue au contraire un moyen d'intégration et d'inclusion.

Question 3171 (24.2.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **musée de l'industrie à Esch/Belval:**

D'Chamber huet de 17. November 2003 der Regierung d'Autorisatioun ginn, fir Virbereedungsaarbechte fir en Industriemuseum op ARBED Belval duerch d'Erhale vun zwee Héichiewen ze schafen.

Dës Initiativ sollt de Wäert vun 13.930.000 Euro net iwwerschreiden.

Bis elo gesäit een awer nach net a war och nach net gewuer ze ginn, wat dann elo an deem Beräich geschafft respektiv investéiert ginn ass.

Ledeglech ass iwwer net autorisséiert Ofrappaarbechten an der Öffentlechkeet gestridde ginn, ouni datt awer kloer ginn ass ob dës Aarbechten autoriséiert waren oder net.

Déi Verantwortlech vun der Escher Gemeng hu jiddefalls matgedeelt, si hätte keng Autorisatioun fir Ofrappaarbechte bei den Héichiewen op ARBED Belval ausgestallt.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wat ass bis elo un Aarbechten op deenen zwee Héichiewen op ARBED Belval realiséiert ginn, a wat ass vu Gelder dofir investéiert ginn?

2) Waren déi Ofrappaarbechten, déi bis elo stattfonnt hunn, initial virgesinn an autoriséiert oder net?

3) Wat fir eng Aarbechte sinn nach geplangt, a wéini soll den Industriemusée definitiv fäerdeg sinn?

4) Wat wäert den Industriemusée schlussendlech insgesamt kaschten, a wat kascht den zukünftegen Ënnerhalt?

Réponse (21.4.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

1. Am Kader vum Gesetz vum 17. November 2003 betreffend d'Virbereedung fir den Nationalen Zenter fir Industriekultur si folgend Aarbechten ausgeféiert ginn:

- Bestandsopnahmen, Etüden an Ausschaffe vun engem Konzept fir d'Erhale vun den Héichiewen

- Stabilisatiouns- a Sécherungsmoossnamen

- Ofrappaarbechten

Käschten:

Bestandsopnahmen, Etüden a Konzept: 3.990.000 € ttc

Stabilisatiouns- a Sécherungsmoossnamen: 1.770.000 € ttc

Ofrappaarbechten: 5.650.000 € ttc

2. All Ofrappaarbechte si konform zum Konzept wat d'Regierung den 18. Februar 2005 zréckbehalen huet, a si vun der Gemeng Esch den 8. Dezember 2006 autoriséiert ginn.

3. Den Industriekulturzenter wäert Manifestatioune ronderëm d'Themen «Industriekultur an Aarbecht» organiséieren. Iwwert den Héichuewen A gëtt e Parcours fir de Publikum aménagéiert, op deem d'Prozedur vum Goss erkläert gëtt. An enger éischter Phas ginn Restaurationsaarbechten op den industriellen Anlagen ausgefouert. Et gi Raim fir pedagogesch Aktivitéiten, Ausstellungen an d'Verwaltung ageriicht an d'Héichiewe gi beliicht. D'Enn vun den Aarbechten ass de Moment fir 2013 geplangt.

4. D'Käschte fir déi reschtlech Aarbechte kann een de Moment esou chiffréieren:

Restaurationsaarbechten: 20.366.000 € ttc

Aménagementer a Baumoossnamen: 9.870.000 € ttc

Szenographie: 2.166.000 € ttc

Beliichtung vun den Héichiewen: 1.955.000 € ttc

Etüden: 3.782.000 € ttc

Jährlechen Ënnnerhalt vun den Héichiewen: 1.105.000 € ttc

En neie Projet de loi wäert selbstverständlech fir dës Aarbechte virgeluecht ginn.

Dat ganzt Konzept fir den Aménagement an den Erhalt vun den Héichiewen ass regelméisseg den zoustännege Chamberskommissiounen an dono der Öffentlechkeet virgestallt ginn. Doriwwer eraus bestinn och systematesch Kontakter mat interesséierte Gruppe vu Leit. Zum Deel konnten do och wäertvoll Detailer mat an d'Pläng erageholl ginn.

Question 3177 (24.2.2009) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**avenir de PME sur les friches industrielles de Wiltz:**

Le site de l'ancienne entreprise Eurofloor à Wiltz héberge momentanément plusieurs petites et moyennes entreprises occupant environ 40 personnes. Selon mes informations, le propriétaire du site a récemment résilié le contrat de bail de ces entreprises avec effet au 30 juin 2009. Une des raisons serait l'insalubrité des terrains respectivement le fait que l'assainissement de ces derniers n'avance guère.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, quelles sont les solutions envisagées par Messieurs les Ministres pour préserver les entreprises et les emplois concernés?

- Où en est le concept d'assainissement des anciens terrains Eurofloor respectivement le «master-plan» tel qu'annoncé en 2005?

Réponse commune (14.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a été informé en date du 17 février 2009 de la dénonciation, par la société Tarkett Sommer Luxembourg S.A., des contrats de bail de cinq entreprises implantées sur l'ancien site Eurofloor à Wiltz.

Il ne faut pas perdre de vue que les entreprises concernées avaient connaissance du caractère temporaire et transitoire de leur implantation sur le site de l'ancienne usine Eurofloor, qui est appelé à être transformé en vue de sa réaffectation.

2. Dans la mesure où il s'agit d'activités artisanales ou industrielles éligibles dans les zones d'activités économiques à caractère régional de Wiltz, de Troisvierges, de Hosingen ou de Rédange, la réimplantation de ces activités pourrait se faire dans l'enceinte des structures d'accueil prédécrites.

À signaler d'ailleurs qu'une des entreprises concernées est depuis un certain temps en pourparlers avec certains syndicats responsables pour l'aménagement et la gestion desdites infrastructures d'accueil en vue d'implanter ses activités à titre définitif.

3. En ce qui concerne le «master-plan de réaffectation», deux études supplémentaires ont été finalisées en 2008 ayant trait aux contaminations se trouvant sur le site des anciens terrains Eurofloor. Ces deux études ont été commandées par le propriétaire actuel des terrains, à savoir Tarkett Sommer Luxembourg S.A. et concernent plus particulièrement la substance bâtie sur le site dont notamment la recherche de matériaux fibreux susceptibles de contenir de l'amiante, d'une part, et l'analyse des pollutions dangereuses, d'autre part.

En parallèle, des bureaux spécialisés ont travaillé sur le concept d'assainissement à mettre en œuvre sur le site. Ce concept prévoit:

- l'enlèvement et l'assainissement de l'amiante se trouvant sur le site;

- l'assainissement des toitures contenant des éléments goudronneux;

- l'enlèvement des câbles électriques etc. à l'intérieur des bâtiments et démolition de ces derniers;

- le traitement des matériaux de construction et leur utilisation comme couche de remblayage sur le site;

- la sécurisation du site entier par l'application d'une couche de terre (épaisseur: 2 m) non polluée;

- la sécurisation des talus contaminés et de la «Wiltz» par la construction d'un mur étanche;

- le cas échéant, la décontamination des eaux souterraines.

Ce concept d'assainissement sera prochainement présenté pour validation à l'Administration de l'Environnement. Les différents travaux d'assainissement ne peuvent être entamés qu'après autorisations préalables émises en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Deux bureaux spécialisés finalisent pour avril 2009 une précision du

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

masterplan initial ainsi qu'une étude financière pour permettre aux autorités communales de prendre une décision sur des bases précises et fiables. Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire finance l'intégralité de ces études, vu l'objectif de renforcer la Ville de Wiltz en tant que centre de développement et d'attraction tel que préconisé par le Programme directeur d'aménagement du territoire. Ce travail est effectué en étroite collaboration avec les bureaux chargés de l'élaboration du concept d'assainissement.

Dans la mesure où le masterplan prévoit une réaffectation de tout ou partie du site en zone d'activités économique régionale voire même communale, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur pourra apporter sa contribution financière aux travaux de réaffectation après assainissement.

Question 3184 (3.3.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **paiement du crédit d'impôt pour salariés:**

Les crédits d'impôt pour salariés et retraités sont fixés à 300 euros chacun et sont versés au salarié et au pensionné par l'employeur respectivement par la caisse de pension ou un autre débiteur de la pension à la fin de chaque période de travail ou de pension.

En ce qui concerne le personnel de ménage, imposé forfaitairement d'après les dispositions de l'article 137, alinéa 5 L.I.R., il est prévu que l'une des institutions de sécurité sociale lui verse le crédit d'impôt pour salariés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les dispositions pratiques qui ont été mises en place afin que le personnel de ménage puisse profiter du crédit d'impôt pour salariés?

- Quelle institution de sécurité sociale est chargée du paiement du crédit d'impôt au personnel de ménage?

Réponse (16.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En 1999, le législateur a introduit une procédure spécifique tendant à simplifier au maximum les formalités administratives à accomplir par des particuliers en vue d'affilier les personnes occupées dans les ménages privés à la sécurité sociale et de remplir leurs obligations en matière d'impôt sur les salaires. Les employeurs en question ne sont en relation qu'avec le Centre commun de la Sécurité sociale qui se charge de percevoir les cotisations sociales ainsi que l'impôt forfaitaire de 10% pour compte de l'Administration des Contributions directes.

Les quelque 12.000 salariés tombant dans le champ d'application de cette procédure simplifiée bénéficieront également du crédit d'impôt de 25 euros par mois introduit à partir de l'exercice 2009 pour tout contribuable exerçant une occupation salariée et justifiant d'une rémunération annuelle de 936 euros au moins. Contrairement aux autres salariés qui sont en possession d'une fiche d'impôt, le crédit d'impôt n'est pas bonifié au personnel de ménage par l'intermédiaire de l'employeur mais par le Centre commun de la Sécurité sociale (règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 modifiant le règlement grand-ducal du 19 novembre 1999 portant exécution de l'article 137, alinéa 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu). Le Centre commun est tenu de bonifier de façon périodique le crédit d'impôt (article 8 du règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 réglant les modalités d'application de l'octroi du crédit d'impôt pour salariés).

Il importe de relever que cette mission diffère considérablement des attributions traditionnelles du Centre commun consistant à affilier les salariés et à procéder au calcul et à la perception des cotisations auprès des employeurs. En ce qui concerne les personnes occupées tombant sous l'application de la procédure dite simplifiée, il devra dorénavant non seulement percevoir l'impôt forfaitaire de 10% auprès des employeurs, mais faire bonifier périodiquement les personnes occupées dans les ménages du crédit d'impôt s'élevant à 25 euros par mois ou à un euro par jour d'affiliation ne couvrant pas le mois entier. Il va sans dire que la détermination et le versement du crédit d'impôt devront être entièrement automatisés, ce qui implique d'importants travaux préparatoires sur le plan informatique.

Dans ces conditions il serait hasardeux d'avancer à l'heure actuelle un délai précis pour le premier versement du crédit d'impôt qui rétroagira au 1er janvier 2009. À l'instar des boni pour enfants, il est cependant envisagé d'arriver à un versement mensuel au rythme du calcul des cotisations.

Question 3188 (4.3.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **zone d'activité «Fridhaff»:**

L'élargissement de l'assise de la N27A entre le rond-point «Fridhaff» et l'échangeur d'Erpeldange figure sur la liste des grands projets d'infrastructure, adoptée en date du 23 octobre 2008 par la Chambre des Députés. Cet élargissement a entre autres comme objectif de desservir la zone d'activités économiques prévue à cet endroit.

Force est toutefois de constater que depuis des années nombre de zones d'activités économiques supplémentaires sont bloquées dans les procédures. Cette pénurie de terrains entraîne une flambée des prix qui fait d'un déménagement ou d'une première installation un véritable tour de force financier.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quel stade se trouvent les planifications pour la zone d'activités artisanales et industrielles à caractère régional «Fridhaff», indispensable pour le futur développement économique de la «Nordstad»?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en cette période de crise et de ralentissement économique la réalisation de zones d'activités devrait constituer une véritable priorité afin de remédier au manque cruel de terrains d'exploitation destinés aux entreprises?

- Est-ce que dans le cadre de l'élaboration du plan sectoriel «zones d'activités» des sites alternatifs ont été explorés pour la région «Nordstad»?

Réponse (14.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La zone d'activités économiques du «Fridhaff» sera créée en tant que zone à caractère régional à l'initiative d'un syndicat intercommunal regroupant les communes de la région «Nordstad».

Les statuts dudit syndicat sont en cours d'élaboration en collaboration avec le commissariat de district de Diekirch.

Mes services au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont actuellement en pourparlers avec les acteurs régionaux pour préparer les opérations d'acquisition et d'aménagement des terrains nécessaires.

J'ai marqué dès le 8 novembre 2007 mon accord de principe à l'adresse du président du comité politique «Nordstad» pour cofinancer lesdites opérations par une intervention de l'État.

Le ou les engagements afférents seront finalisés sur base de conventions à signer entre le Gouvernement et le futur syndicat intercommunal responsable pour l'aménagement et la gestion de la zone d'activités économiques à caractère régional prévue au «Fridhaff».

Je voudrais confirmer mon engagement d'appuyer toute initiative des autorités communales pour mener à bien le projet visé dans des délais rapprochés, dans l'intérêt des entreprises à la recherche de terrains d'implantation et de la région «Nordstad».

Question 3189 (4.3.2009) de **M. Norbert Haupert** *(CSV)* concernant le **nouveau stade national de football:**

Il est louable que le projet du stade national de football trouve enfin une solution définitive.

Or, soucieux d'éviter aux supporters du football luxembourgeois et de notre équipe nationale une nouvelle désillusion si le projet ne pouvait aboutir à cause d'obstacles administratifs et devait subir le même sort que le projet de Wickrange, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. La réalisation du projet du stade national de football sur le site de Livange est-elle compatible avec les dispositions de l'IVL?

2. Est-ce que la réalisation du projet global, stade de football et centre commercial, est compatible avec les dispositions de l'IVL?

3. La réalisation d'un des projets susmentionnés nécessite-t-elle le reclassement de la zone d'aménagement qui devrait les accueillir?

4. Dans l'affirmative, de quel reclassement s'agit-il?

5. Est-il exact qu'un projet d'établissement sur le site en question a été refusé par le passé?

6. Si oui, quels ont été les motifs invoqués à la base de ce refus?

Réponse (16.4.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député s'enquête si le site de Livange et encore la réalisation du projet global, stade avec centre commercial, sont compatibles avec les dispositions de l'IVL. Pour correctement répondre à ces deux questions liées, il importe de resituer le projet de stade au niveau approprié et de bien en mesurer les contraintes. Ainsi faut-il bien comprendre qu'il s'agit d'un équipement national unique souhaité par le Gouvernement, à condition de trouver un financement privé. Dès lors, trois conditions de site sont nécessairement requises pour assurer la viabilité financière d'une telle entreprise:

- le prix du terrain, qui doit être faible, puisqu'il devra être cédé gratuitement ou presque aux promoteurs du projet, ou encore leur appartenir pour que ceux-ci puissent être à même de financer l'infrastructure;

- l'accessibilité, qui devra être très bonne par autoroute et par train, afin de supporter les flux massifs aux heures d'affluence et permettre de drainer facilement les spectateurs et clients depuis l'ensemble du pays, voire des régions frontalières;

- la taille du terrain, qui devra se situer entre 10 et 15 ha du fait qu'il faudra non seulement y implanter le stade de foot, mais également les surfaces de vente commerciales et les parkings.

Il va sans dire que des sites de ce type sont très rares de nos jours au Grand-Duché de Luxembourg, en proie à une forte densification de son urbanisation dans toute sa moitié méridionale. C'est dans cette optique que le site en face du complexe hôtelier à Livange, constitue un site remplissant, avec quelques aménagements appropriés, notamment au niveau de l'insertion paysagère, de l'organisation de l'accès par les transports et de la protection sonore des quelques habitations voisines, les trois conditions précitées et les principales dispositions de l'IVL dont il s'agit de tenir compte pour un projet de ce type. En effet, le site se trouve dans le trapèze formé par la voie ferroviaire Luxembourg-Bettembourg, la N31 et l'A3, dont l'élargissement à six voies est prévu et qui sera en plus longée par la nouvelle ligne du TGV, situé à l'extérieur de la zone verte interurbaine et facile à connecter, via un arrêt de train supplémentaire, au réseau ferroviaire.

Il convient, par ailleurs, de remarquer que le site n'est pas classé en zone inondable. Les problèmes existants d'évacuation et de gestion des eaux pluviales en provenance de l'autoroute peuvent être résolus par la mise en place d'un bassin de rétention supplémentaire.

Notons encore dans ce contexte, qu'il est prévu d'y intégrer un grand «outlet mall» ce qui, du moment que le Gouvernement préconise l'établissement d'un tel équipement commercial, y fait absolument du sens. En effet, le site se trouve dans le centre de gravité du réseau autoroutier luxembourgeois de même que sur la ligne de chemin de fer qui est de très loin la plus fréquentée du pays. Cet état de fait permettra de capter dans le très important flux de trafic, notamment de transit international, qui passe à côté sans que ceci signifie, pour un pourcentage important des futurs clients, une concurrence directe de l'offre commerciale, notamment intra-urbaine, existante, sachant, par ailleurs, que la zone de chalandise d'un tel équipement commercial peut atteindre, voire même dépasser un rayon de 200 km.

Force est donc de constater, qu'au vu des caractéristiques spécifiques de ce type de projet, c'est davantage la centralité de la situation que celle du site stricto sensu qui importe et de ce point de vue il s'agit d'une solution très appropriée.

L'honorable Député demande ensuite si la réalisation des projets nécessite le reclassement de la zone d'aménagement qui devrait les accueillir. Tel est en effet le cas puisqu'à l'heure actuelle le site se trouve en zone verte. Compte tenu des dispositions de la loi modifiée concernant l'aménagement communal et le développement urbain et des zones qu'elle définit, il faudra reclasser la plupart des terrains d'implantation des différents équipements en zone spéciale. En effet, la loi précitée retient dans l'article 16 de son règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune que: les zones spéciales sont destinées à recevoir les équipements et utilisations qui ne sont pas admissibles dans les zones définies aux articles 11 à 15 du présent règlement.

Sont visés ici notamment des centres commerciaux, des grandes surfaces ainsi que des stations-service qui risquent d'avoir des incidences sur les équipements et infrastructures, le trafic, l'approvisionnement de la population de la commune elle-même ou des communes voisines, la configuration de l'agglomération ou du paysage ainsi que le milieu naturel.

Enfin, l'honorable Député aimerait savoir si un projet d'établissement a été refusé par le passé sur le site en question. Pris à la lettre, la réponse est non puisqu'il n'y a jamais eu de demande d'établissement proprement dite d'une activité économique sur ce site. Par contre, il est vrai qu'il y a eu à partir de 1981 des tentatives de la part de la commune de Roeser pour créer sur le site une zone d'activité communale.

Dans un premier temps, à savoir en 1986, le Ministre de l'Environnement a d'ailleurs approuvé le dossier afférent, alors que le Ministre de l'Intérieur ne l'a pas fait à l'époque pour des raisons de forme et non pas de fond.

Toutefois, dans le cadre d'un projet d'extension du périmètre d'agglomération et d'aménagement particulier, le Ministre de l'Intérieur a refusé, en 1990, le classement de la zone en question pour des raisons paysagères, topographiques et de problèmes d'inondation de même que pour des raisons de forme.

Enfin, lorsqu'au début des années 1990, la commune de Roeser a fait une nouvelle tentative de classement du site dans le cadre de l'élaboration du nouveau PAG, celle-ci a été refusée par le Ministre de l'Environnement. La commune s'est en 1993 finalement ralliée à cette décision pour des considérations notamment paysagères, si bien qu'alors le Ministre de l'Intérieur n'a pas dû statuer sur le fond en la matière.

Depuis lors, les problèmes existants d'évacuation et de gestion des eaux pluviales en provenance de l'autoroute ont été analysés et éclaircis (voir plus haut) et plus de 15 années ont passé au cours desquelles a notamment été construit le complexe hôtelier en face de l'A3 dont l'élargissement à six voies est désormais prévu de même que la construction de la ligne TGV immédiatement du côté ouest de l'autoroute. En ce qui concerne la construction de l'hôtel, il importe d'ailleurs de signaler que l'autorisation de classement des fonds nécessaires a été donnée en 1996 par le Ministre de l'Intérieur en argumentant notamment que «l'implantation en ces lieux d'un hôtel ne saurait porter préjudice à l'aspect du paysage puisqu'il ne faut pas perdre de vue que l'on se trouve en présence d'un paysage déjà coupé par un tronçon de grande voirie de l'État et par une ligne ferroviaire, de sorte qu'on peut renoncer au classement en zone verte des fonds visés et les classer en zone hôtelière».

Qui plus est, il n'est aujourd'hui plus question d'une simple zone d'activité communale comme on en trouve des dizaines ailleurs et pour laquelle il existe sans doute des alternatives valables, mais d'un projet pour un équipement national unique avec des contraintes et des besoins tout à fait spécifiques à la lumière desquels il s'agit désormais d'évaluer la validité du site, comme nous l'avons fait au début de notre réponse.

Question 3190 (4.3.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **RN27 entre Michelau et Erpeldange:**

En juillet 1997, la route nationale 27 entre Michelau et Erpeldange a du être barrée à cause d'un éboulement de terrain et de gros blocs de pierres qui se sont abattus sur la route. Pour maintenir la circulation entre les deux localités, il a été procédé à la construction d'une route de déviation provisoire en érigeant deux ponts Bailey traversant la Sûre.

Selon mes informations, une solution définitive serait enfin en vue pour remplacer cette déviation provisoire qui dure depuis presque 12 années.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les grandes lignes de cette solution?

- Quel serait le calendrier de ces travaux?

Réponse (12.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ali

Kaes, il y a lieu de préciser que l'assainissement de la carrière par terrassement n'est plus guère envisageable du fait que l'aménagement projeté de la zone d'activité au Fridhaff ne permet plus la réutilisation de grands volumes de matériaux. Cela signifie que la remise en état de l'ancien tracé n'est plus en option.

Après l'acquisition des terrains par l'État fin 2008, l'Administration des Ponts et Chaussées a lancé une campagne de reconnaissances supplémentaires en vue d'une évaluation des risques. En effet, les risques résiduels émanant de l'ancienne carrière seront à assumer par l'État, qui en est le propriétaire. Les résultats de cette analyse sont attendus pour mi-2009 et permettront, ensemble avec l'analyse de la faisabilité sur base de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, de trancher entre deux options, à savoir, le maintien définitif de la déviation actuellement en service qui nécessiterait la construction de deux ponts, ou encore la construction d'un nouveau tronçon de route longeant la route existante désaffectée, dont l'emprise pourrait servir à mettre en place un merlon ou d'autres dispositifs de protection.

Une fois les résultats des analyses finalisés, les décisions pourront être prises rapidement.

Les travaux dépendant des autorisations requises, il est difficile d'avancer un calendrier des travaux.

Question 3192 (4.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**étude de l'Unesco sur les langues:**

Et gouf grouss Opreegung driwwer, datt d'Unesco d'Lëtzebuerger Sprooch als gefährdet ugesinn huet.

Berouegend war deem géigeniwwer awer, datt vun de Spezialisten aus der Uni-Fuerschung, eis Sprooch ganz am Géigendeel als esou populär wéi nach ni ugesi gëtt.

Wann eis Sprooch awer vun enger Institutioun wéi der Unesco als gefährdet ugesi gëtt, ass et deemno ëmsou méi wichteg hire Stellewäert ze valoriséieren.

Dëst ka geschéien andeem se exklusiv als Sprooch vun de Lëtzebuerger an d'Verfassung ageschriwwe gëtt, an dat ouni textuell Verwässerung.

Eis Sprooch muss och endlech an der Lëscht vun den offiziellen europäesche Sproochen agedroen an unerkannt ginn.

Et ass einfach net akzeptabel, datt d'Sprooch vun engem Grënnerland vun der EU, net als offiziell unerkannte Sprooch agedroen ass.

Am Respekt vun alle Lëtzebuerger misst dat onbedéngt geschéien, fir de Stellewäert vun eiser Sprooch och international ze valoriséieren.

Och op eisen Universitéitsdepartementer an aneren Institutioune misst d'Lëtzebuergescht onbedéngt als Ëmgangssprooch gebraucht ginn.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi steet d'Regierung derzou, datt d'Unesco eis Sprooch als gefährdet ugesäit?

2) Gëtt d'Lëtzebuerger Sprooch nach an dëser Legislaturperiod als Sprooch vun de Lëtzebuerger an eiser Verfassung verankert, an dat ouni verwässert Texter, sou wéi dat elo geplangt ass?

3) Wéini gedenkt d'Regierung endlech bei den EU-Institutiounen anzwierken, an d'Bedingungen ze erfëllen, fir datt d'Lëtzebuerger Sprooch am offizielle Listing vun den europäesch unerkannte Sproochen agedroen gëtt?

4) Ass d'Lëtzebuergescht déi éischt Ëmgangssprooch an eisen Universitéitsdepartementer an an eisen öffentleche Fuerschungsinstitutiounen?

5) Wéi eng Roll kann d'Lëtzebuergescht als Sprooch spille fir d'Integratioun vun alle Mataarbechter vun der nationaler Academia an der Fuerschungscommunautéit an engem vu Lëtzebuerger Aarbechtskultur gepräegten Émfeld?

6) Wéi gesäit d'Regierung d'Thema Sprooch an eisen Institutiounen allgemeng?

7) Wéi e Stellewäert huet zu Lëtzebuerg an der Fuerschung d'Lëtzebuergescht géigeniwwer dem Engleschen a Franséischen als Kommunikatiouns- a Publikatiounssprooch?

Réponse (21.4.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1) Op Grond vun deenen néng Kritären, op déi d'Unesco sech berifft fir d'Lëtzebuerger Sprooch als «verletzlech» anzestufen, an net als «bedréit», wéi verschidde Journalisten dat iwwersat hunn, läit d'Unesco net donieft mat hirer Konklusioun: ech wëll an deem Zesummenhang just drop hiweisen, datt am «Précoce» an an der Primärschoul am Joer 2007-2008 vun de just nach 56,1% Kanner mat lëtzebuergescher Nationalitéit der nach 85% Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Déi Zuele wäerte wuel kaum besser ginn an den nächste Joren.

ad 2) Vun der Regierung ass zu dësem Zäipunkt um Enn vun der Legislaturperiod näischt aneschters geplangt, wéi dat, wat vun der Verfassungskommissioun no laanger Viraarbecht an am breede Konsens an der geplangtener Verfassungsreform zur Thematik vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Verfassung zréckbehale ginn ass.

ad 3) Ech verweisen op déi Äntwerten, déi d'Regierung schonns op verschidde parlamentaresch Ufroen an deem Zesummenhang ginn huet, an notamment op meng Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°1153 vum Här Jaerling vum 6. Juli 2006 *(cf. compte rendu N°16/2005-2006)*.

Ech zitéieren: «D'Regierung stellt sech d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutionen, an notamment un d'Europaparlement, wennen ze kënnen, vu datt hir Äntwert geméiss de Konklusioune vum 13. Juni 2005 keng valeur juridique huet. D'Regierung ass der Meenung, dass den administrativen a finanziellen Opwand ze grouss ass fir d'Fuerderung ze stellen eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch unerkannt ze kréien. Ausserdem wier et och kontradiktoresch ze fuerderen, dass all EU Texter sollten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wou awer eis national Gesetzgebung net op Lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.»

ad 4) Lëtzebuergesch kann net déi éischt Ëmgangssprooch op der Uni Lëtzebuerg sinn, well eis Uni per Gesetz villsproocheg ass. An dat muss och esou sinn an engem akademeschen Émfeld. Esouguer am Ausland gëtt op enger Uni méi wéi eng Sprooch benotzt. Dofir gëtt zu Lëtzebuerg drop geuecht, datt fir all Astellung nëmme Persounen a Fro kommen, déi op d'mannst zwou vun den dräi internationale Sproochen Däitsch, Franséisch an Englesch kënnen. D'Réunioune ginn esou gehalen, datt jiddereen sech an enger vun dësen dräi Sproochen ausdrécke kann. Sollt et dobäi Problemer ginn, ass Englesch d'«Lingua franca». Iwwregens hu Fuerschungspublikatiounen, déi net op Englesch publizéiert ginn, et immens schwéier an der internationaler Fuerschung bemierkt ze ginn. Souguer franséisch Fuerscher publizéieren zënter 1989 mat Virléift op Englesch. Englesch ass och schonn definitiv déi Sprooch fir 85% vun alle weltwäit publizéierte wëssenschaftlechen Aarbechten. Dobäi kënnt och, datt et wéineg jonk lëtzebuergesch Fuerscher gëtt. Fir 2007 zum Beispill hat sech just een eenzege Lëtzebuerger interesséiert a klasséiert fir 26 Poste vun Enseignants-chercheurs, déi hei ausgeschriwwe waren! Iwwregens léieren och eng ganz Partie Enseignants-chercheurs vun der Uni de Moment Lëtzebuergesch, a vill vun hinne klappe sech scho gutt erëm an eiser Sprooch.

Trotzdeem huet d'Uni Lëtzebuerg de 26. Mäerz 2009 eng exzellent Bewäertung duerch extern ausländnesch Experte kritt fir seng Lëtzebuerger Studien, ee vun de siwen Haaptpfeiler vun der Uni. Deen Departement konzentréiert sech op d'Lëtzebuerger Sprooch a Literatur, d'lëtzebuergesch Gesellschaft, déi sozial an historesch Dimensioune vun der Identitéitsfro, d'Landesplanung, Migratioun an Integratioun. Den Detail fannt Dir op http://cril.uni.lu. An deem Departement hunn eng honnert Fuerscher vu verschiddenen Nationalitéiten am leschte Joer aacht Bicher erausginn an 52 Artikelen a Beiträg fir wëssenschaftlech Zeitungen a Gemeinschaftswierker geschriwwen. Si hunn och 18 Colloquen organiséiert an 61 mol d'Wuert ergraff a Konferenzen op nationalen an internationale Colloquen. Hätte si dat alles op Lëtzebuergesch gemaach, géing kee Mënsch op der Welt eppes dovu wëssen. De Moment ginn och 22 Doktoratstheesen iwwer en Thema am Zesummenhang mat Lëtzebuerg geschriwwen. Dobäi ass besonnesch de Bléck vu baussen eng grouss Beräicherung fir eist Land an eis Gesellschaft!

ad 5) D'Fuerschungscommunautéit zu Lëtzebuerg operéiert net an «engem vu Lëtzebuerger Aarbechtskultur geprägten Émfeld zu Lëtzebuerg». Hei schaffe Leit zesummen aus ville verschiddene Länner, si komme vu ville verschiddenen Unien, also aus ganz verschiddene Kulturen, an net nëmmen europäescher, vill vun hinnen hunn och schonn op aneren internationalen Universitéite geschafft: si schafen en internationaalt Émfeld. Dat mécht d'Qualitéit an d'Originalitéit vun der Uni Lëtzebuerg aus; an dat ass gutt esou. Zënter dem Mëttelalter waren d'europäesch Unien déi Plazen, wou Friemer nei Iddien erabruecht an ausgetosch hunn an domat der Fuerschung nei Impulser ginn hunn.

ad 6) De Lëtzebuerger Stat ass zoustänneg fir öffentlech Verwaltungen. An deene schaffe Beamten, déi offiziell Exame musse maache fir eranzekommen. D'Konditioune vun all den administrativen Exame gesi vir, datt een déi dräi offiziell Lëtzebuerger Sprooche beherrsche muss, egal wat fir eng Nationalitéit een huet, mat Ausnahm vun deene Fäll wou d'Gesetz ausdrécklech virgesäit, datt een d'Lëtzebuerger Nationalitéit muss hunn an och Lëtzebuergesch muss schwätze kënnen.

ad 7) Ech verweisen op d'Äntwert zum Punkt 4.

Question 3197 (5.3.2009) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en valeur du patrimoine industriel du bassin minier:**

Jusqu'à présent, une multitude de musées ont vu le jour dans la région du bassin minier, afin de préserver le patrimoine de l'industrie minière et sidérurgique luxembourgeoise comme par exemple le Musée national des Mines à Rumelange ou bien les musées gérés par le parc industriel et ferroviaire du Fonds-de-Gras.

Cependant, il existe encore de nombreux témoins du passé sidérurgique glorieux de notre pays qui mériteraient d'être regroupés et préservés au sein d'un ensemble muséologique destiné spécialement au patrimoine de l'industrie lourde. Citons à titre d'exemple le moteur Diesel sis au laboratoire de l'ancien Institut Supérieur de Technologie (IST) à Kirchberg ainsi que la «Groussgasmaschinn», une machine d'une dimension impressionnante qui produisait de l'électricité et qui est installée sur le site d'ArcelorMittal à Differdange.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Madame le Secrétaire d'État partage-t-elle notre volonté de préserver et mettre en valeur le patrimoine industriel du bassin minier au sein d'un ensemble muséologique?

- Madame le Secrétaire d'État peut-elle nous indiquer si le Gouvernement envisage de créer dans les années à venir un ensemble muséologique tel que préconisé par nous?

- À part la création d'un ensemble muséologique destiné à la préservation du patrimoine de l'industrie lourde, ne serait-il pas opportun d'envisager également la création d'un sentier thématique reliant entre eux les différents sites du patrimoine industriel du bassin minier?

Réponse (12.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ensemble avec le Service des Sites et Monuments nationaux et des partenaires au niveau associatif, œuvre depuis des années, voire des décennies, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine industriel. Comme Messieurs les Députés l'invoquent à juste titre, ce patrimoine peut être visité notamment au Fonds-de-Gras où, sous peu, une nouvelle structure d'accueil pourra encore mieux prendre en charge les visiteurs.

Bien entendu, l'État veut veiller à l'interconnexion et à l'interaction des différents musées, espaces d'exposition, galeries et machines qui sont accessibles au grand public. C'est une des raisons pour lesquelles le Centre National de Culture Industrielle (CNCI) qui sera installé à Belval, dans l'enceinte des hauts-fourneaux, sera appelé entre autres à gérer et à animer le réseau des infrastructures qui ont trait au patrimoine industriel. Je peux vous informer que les projets de loi en relation avec ce projet peuvent être déposés prochainement.

Enfin, il me paraît évident que l'idée d'un ou de plusieurs sentiers thématiques, reliant des anciens sites industriels conservés et remis en valeur, doit être creusée.

Question 3198 (5.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**utilisation de l'autopilote sur certains types d'avions lors du décollage ou de l'atterrissage:**

L'enquête qui a été menée suite à l'accident tragique d'un avion mercredi dernier à Amsterdam a montré que l'accident a été dû à un problème technique. En effet, selon les experts techniques, le système d'autopilotage aurait livré des données inexactes à l'équipage lors de la manœuvre d'atterrissage. Suite à ces résultats et au vu du fait que des incidents pareils avaient déjà été enregistrés lors d'autres vols de l'avion accidenté, l'enquêteur en chef néerlandais a recommandé à tous les pilotes volant sur ce type d'engin de ne plus utiliser le pilotage automatique lors du décollage ou de l'atterrissage.

Étant donné que la compagnie aérienne nationale compte parmi sa flotte le même type d'avion que celui impliqué dans l'incident à Amsterdam, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance de cette recommandation des autorités néerlandaises?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la compagnie aérienne nationale a procédé au contrôle des appareils concernés suite à cette mise en garde?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des incidents tels que le dysfonctionnement du pilotage automatique lors du processus de décollage ou d'atterrissage se sont déjà produits par le passé sur les avions concernés de la compagnie aérienne nationale? Si oui, quelles mesures ont été prises pour assurer le bon fonctionnement des instruments de pilotage?

Réponse (27.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur les suites données par la Direction de l'Aviation civile aux premières analyses faites par les experts sur l'accident d'un Boeing 737-800 de la compagnie Turkish Airlines en approche sur l'Aéroport d'Amsterdam le 25 février dernier, provoquant la mort de neuf personnes sur les 135 occupants de l'appareil dont le commandant de bord, le copilote et un pilote observateur dans le cockpit.

Les premiers éléments de l'enquête publiés le 4 mars 2009 ont mis en évidence que l'un des deux systèmes de radio altimétrie qui permettent de mesurer la hauteur au-dessus du sol d'un avion à basse altitude, avait subitement transmis au pilote automatique des informations erronées pendant la phase d'approche (hauteur négative d'environs 3 m alors que l'avion était encore à plus de 600 m), ce qui avait été interprété par le système de contrôle automatique des réacteurs comme l'annonce de l'atterrissage imminent entraînant la réduction de la poussée des deux moteurs au ralenti, marqué par le recul des manettes de gaz et l'allumage continu d'un voyant. Les pilotes n'ayant pas réagi, la vitesse de l'avion a diminué alors que l'avion poursuivait sous pilote automatique sur sa trajectoire d'approche finale pendant plus d'une minute jusqu'à atteindre la limite du décrochage. L'analyse des enregistreurs a révélé que ce n'est qu'à partir du moment où l'alarme de décrochage s'est déclenchée, à environ 150 m du sol, que l'équipage a réagi en remettant la pleine poussée. Cependant il était trop tard et l'avion a percuté le sol dans un champ à environ 1 km de la piste. Plusieurs alarmes auraient dû attirer l'attention de l'équipage auparavant sur la panne du radio altimètre, d'autant plus que l'enquête a montré que cette panne était déjà apparue dans des conditions similaires à deux reprises lors des huit vols précédents.

Au-delà de la panne technique qui peut survenir sur grand nombre d'avions de la même catégorie, l'accident apparaît donc, à ce stade de l'enquête, principalement comme le résultat d'un manque de vigilance de la part de l'équipage qui n'a pas prêté suffisamment d'attention à la réduction de la poussée sur les deux moteurs, en phase d'approche finale, alors que l'avion n'était pas encore prêt pour l'atterrissage.

Comme il est d'usage lors de tout accident d'aviation, dès la constatation des premiers éléments permettant d'expliquer l'accident, ceux-ci ont été portés à la connaissance de tous les intéressés simultanément par le bureau néerlandais chargé d'enquêter pour la sécurité dans les transports (Dutch Safety Board) et par le constructeur Boeing sous la forme d'un Multi Operator Message diffusé par voie électronique à tous les opérateurs de Boeing 737 dans le monde et à toutes les autorités chargées de superviser des Boeing 737 immatriculés dans leur pays.

Outre les premières explications de l'accident, le message mettait en garde contre les conséquences potentielles lors de la prise en compte de données erronées en provenance du radio altimètre gauche, en rappelant les différents éléments permettant de diagnostiquer une telle défaillance et qui

doivent faire l'objet d'une surveillance normale de l'équipage, notamment en phase d'approche.

Ledit message validé au préalable par la Commission d'enquête sur l'accident en cause, conformément aux procédures internationales en vigueur, a été reçu par télécopie par la Direction de l'Aviation civile, le 4 mars peu avant 14h00 et le personnel concerné de la Direction de l'Aviation civile s'est assuré que ce message avait bien été reçu par les compagnies Luxair et Global Jet Luxembourg, toutes deux exploitant des Boeing 737-700 de même génération, immatriculés au Luxembourg, avec mise en œuvre des actions demandées.

À noter qu'aucun contrôle spécifique du matériel n'était demandé dans ce message et qu'il s'agissait simplement d'alerter les équipages sur ce risque de panne, en rappelant les procédures existantes.

Enfin, concernant la fiabilité des systèmes de pilotage automatique sur les Boeing 737, il y a lieu de rappeler que le Boeing 737 reste l'avion le plus vendu au monde avec plus de 6.000 avions construits à ce jour depuis 1967, dont près de 3.000 de la génération du Boeing 737-800. Comme pour tous les avions modernes, le pilote automatique est un système complexe qui reçoit des informations de différents équipements et la défaillance de l'un de ces équipements entraîne un certain nombre d'alarmes voire de déclenchements automatiques si la sécurité ne peut plus être assurée. S'agissant en outre d'un avion qui est certifié pour les atterrissages automatiques, la plupart des systèmes sont redondants et des procédures adaptées sont approuvées pour couvrir tous les cas de panne identifiés.

À ce jour, ni la compagnie Luxair, ni la compagnie Global Jet Luxembourg n'ont été victimes de dysfonctionnements importants dans le système de pilotage automatique de leurs Boeing 737 alors qu'en particulier les appareils de Luxair (à ce jour, trois Boeing 737-700 et un Boeing 737-500) font l'objet d'un suivi renforcé par la Direction de l'Aviation civile, puisqu'ils sont autorisés pour l'atterrissage automatique par mauvaise visibilité.

Bien sûr, la Direction de l'Aviation civile suit activement la progression de cette enquête et ne manquera pas de répercuter vers les opérateurs toute nouvelle information susceptible d'améliorer la sécurité de l'exploitation de ce type d'aéronef.

Question 3200 (7.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **«tiers payant»:**

Den Här Ombudsman huet kierzlech a senger Deklaratioun iwwert d'sozial Situatioun ënner anerem virgeschloen, den «tiers payant» bei den Dokteschrechnungen a soss Fournituren anzeféieren, fir Assuréen déi finanziell schlecht gestallt sinn.

Dëst ass scho länger eng vu menge prinzipielle Fuerderungen aus menger gewerkschaftlecher Zäit, déi awer misst generell betruecht ginn, a sech net nëmmen op eng bestëmmten Zilgrupp vun Assuréen orientéieren.

Den «tiers payant» géif der nationaler Gesondheetskeess, menger Usiicht no mei abréngen, wéi e géif kaschten.

Wann een nëmmen all de Bréifverkéier a Betruecht zitt, deen tëschent der Keess an den Assuréen zirkuléiert, da kënnt d'Gesondheetskeess vill Geld aspueren, well se jo awer och dem Assuré säi Gratisversand muss bezuelen.

Et wier dann esouguer vläicht finanziell vertrietbar, datt den Assuré keng Participatioun méi bräicht bei den Dokteschrechnungen an de Fournituren ze bezuelen.

Well och d'Participatioun bei de Rechnungen ass fir déi schlechtgestallten Assuréen eng Belaaschtung.

Des Weidere bräichten d'Assuréen och net méi an de Regionalbüroe virstelleg ze gi fir Remboursementer iwwer 100 Euro, sou datt och déi Servicer kënnte fir aner Aufgaben agesat ginn.

Et wier och ze iwwerleeën, ob een de ganzen Ofrechnungsmodus mat den Dokteren a Fournisseuren net kënnt integral informatiséieren, fir och iwwert dee Wee kënnen administrativ Vereinfachung erbäizefëieren an och Aspuerungen op deenen zwou Säite kënnen ze realiséieren.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wivill Bréifverkéier gëtt et tëschent den Assuréen an der Gesondheetskeess respektiv mat de Krankekeesse vu virun 2009 an der Moyenne a wat war den duerchschnëttleche Käschtepunkt vun deem Ganzen?

2) Wivill ass de finanzielle Beitrag vun den Assuréen, dee si iwwer hir Participatioun bei Dokteschrechnungen a Fourniturë bezuelen?

3) Wéi steet d'Regierung zu enger Generaliséierung vum «tiers payant»?

4) Wéi steet d'Regierung zu enger Informatiséierung vum Ofrechnungsmodus mat den Dokteren an de Fournisseuren?

5) Wéi steet d'Regierung zu enger Ofschafung vun der Participtioun vum Assuré bei den Dokteschrechnungen an de Fournisseuren, wann d'Generaliséierung vum «tiers payant» substanziell Aspuerunge géif erméiglechen?

Réponse (16.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 24 du Code de la Sécurité sociale dispose qu'en règle générale, le mode de prise en charge est le système de remboursement des prestations dont l'avance des frais est faite par les assurés. Toutefois, cet article prévoit également quelques hypothèses dans lesquelles la prise en charge des prestations de soins de santé se fait directement par la voie du tiers payant, tout en offrant aux partenaires conventionnels de l'assurance maladie en vertu de l'article 61 la faculté de convenir du mode de prise en charge.

Les conventions liant les prestataires à l'assurance maladie constituent le résultat de négociations bilatérales entre l'ancienne Union des Caisses de Maladie et les groupements des prestataires concernés. Ces conventions prévoient pour chaque catégorie de prestataires les cas de figure dans lesquels les prestations sont prises en charge par la voie du tiers payant.

Depuis 2007, la question quant à une extension du tiers payant est évoquée, discutée et négociée dans les relations entre l'assurance maladie et le corps médical sans qu'une solution consensuelle n'ait pu être dégagée.

La situation est délicate étant donné qu'il s'agit de trouver un terrain d'entente entre le corps médical, les institutions de sécurité sociale et les différentes catégories d'institutions sociales, tout en permettant aux assurés concernés de jouir de certains privilèges en gardant dignité et décence, sans pour autant devoir faire face à une stigmatisation en raison d'un statut social déterminé.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, la CNS se trouve toujours saisie d'une négociation au sujet du tiers payant social avec l'AMMD. Une analyse administrative montre que dans le contexte donné, l'introduction d'un système de tiers payant social doit résoudre une multitude de problèmes concernant notamment la définition et la gestion du cercle de personnes éligibles pour en profiter, l'observation pérenne de leur situation sociale, la prise en charge de la participation restant, le cas échéant, à leur charge, le circuit administratif passant par des assistants sociaux, la responsabilité du médecin traitant, la disponibilité du monde médical à accepter une gestion administrative des cas «sociaux», etc.

Concernant le tiers payant «généralisé», l'introduction de celui-ci est, dans la situation légale actuelle, tributaire d'un consentement conventionnel entre l'AMMD et la CNS. Or, il résulte des attitudes occupées jusqu'ici de part et d'autre que ni les partenaires sociaux (employeurs et assurés), ni le monde médical pourraient se mettre rapidement d'accord sur une approche préconisant la généralisation du tiers payant, bien qu'une informatisation de certains processus de facturation actuels soit imaginable et mériterait d'être promue pour des raisons de simplification administrative et de rationalisation.

Dans ce contexte, il y a peut-être lieu de relever que les statuts de la CNS prévoient deux textes permettant aux personnes dans le besoin soit d'être remboursés dans des délais très courts (article 163), soit d'éviter de devoir avancer les frais (article 162).

Par ailleurs, il y a éventuellement lieu d'invoquer l'article 84 du Code de la Sécurité sociale qui prévoit de façon générale que les prestations relatives aux soins de santé peuvent être valablement versées, soit à l'assuré, soit à toute autre personne justifiant avoir effectué la prestation ou la dépense afférente.

Quant au point 1, la Caisse Nationale de Santé est actuellement saisie en moyenne de 15.000 factures par jour. Ces factures proviennent de toutes les sortes de prestataires.

Quant au point 2, la participation financière des assurés aux prestations résulte des statuts de la CNS. Elle varie selon les catégories de prestations. Il convient également de citer l'article 154bis qui prévoit un paiement complémentaire aux personnes dont les participations personnelles aux prestations de soins de santé au cours d'une année dépassent 2,5% de leur revenu cotisable annualisé de l'année précédente. Cette mesure a été introduite il y a quelques années afin de protéger une certaine catégorie de personnes contre les effets de l'augmentation de certaines participations introduites afin de rétablir l'équilibre financier de l'assurance maladie.

Question 3205 (9.3.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **TVA des machines agricoles:**

Aux termes de l'article 58 paragraphe 2 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, les livraisons de biens effectuées par un producteur agricole bénéficiant de l'imposition forfaitaire de l'agriculture sont soumises à un taux fixé forfaitairement à 9%. Par conséquent, pour les besoins de la déduction, la taxe en amont déductible grevant lesdits biens est fixée forfaitairement au même niveau. Comme la vente desdites opérations par les entreprises de machines agricoles est passible du taux normal de 15%, les écarts de taux qui subsistent sont assez importants pour conduire à des pertes substantielles pour les entreprises du machinisme agricole.

Ne doutons pas que cette conséquence d'une logique rigoureuse ne soit pas sans conséquence pour le marché des machines agricoles d'occasion, un marché qui, suite à une agriculture en régression, s'avère de plus en plus difficile.

Rappelons qu'en principe la TVA est un impôt neutre, «en cascade», qui frappe seulement la valeur ajoutée. C'est-à-dire qu'en règle générale l'assujetti déduit la TVA qu'il a lui-même payée au même taux de la TVA qu'il facture.

Il n'est donc pas normal que la TVA en amont déductible soit substantiellement inférieure à la TVA en aval mise en compte par l'entreprise du machinisme agricole lors de la revente des machines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances est-il d'avis qu'il est vraiment nécessaire d'imposer aux entreprises du machinisme agricole cette charge fiscale supplémentaire?

- En vue de simplifier les conditions en matière de déduction suivant l'article précité, Monsieur le Ministre n'entend-il pas modifier l'article afférent de la loi TVA en disposant que la taxe en amont déductible grevant les livraisons de biens effectuées par un producteur agricole bénéficiant de l'imposition forfaitaire est fixée au taux normal de 15%?

- Dans l'affirmative, dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il modifier la législation afférente?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement de compenser ces pertes par d'autres dispositions?

Réponse (14.4.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question de l'honorable Député Monsieur Fernand Etgen vise le fait que les reventes de machines agricoles d'occasion effectuées par les entreprises de machines agricoles sont soumises au taux normal de TVA de 15% alors que les ventes de machines agricoles ayant été affectées à un usage agricole et revendues par des agriculteurs bénéficiant du régime forfaitaire agricole en matière de TVA sont soumises au taux forfaitaire de 9%.

L'honorable Député propose d'accorder aux entreprises du machinisme agricole un droit à déduction calculé sur base de 15% pour les ventes de machines agricoles effectuées à eux par les agriculteurs au taux de 9%.

Cette proposition est à écarter comme étant complètement incompatible avec les principes régissant la TVA.

Le Gouvernement ne prévoit pas, à l'heure actuelle, d'intervenir à ce sujet.

Question 3208 (10.3.2009) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **priorités d'admission dans les structures d'accueil dans le cadre du chèque-service:**

Les parents qui désirent bénéficier de l'offre du «chèque-service accueil» doivent y adhérer auprès de l'administration communale de leur résidence. Pour pouvoir bénéficier d'un prix préférentiel, les responsables de l'enfant transmettent certaines informations ou pièces comme par exemple les justificatifs des revenus.

Les priorités d'admission sont définies par l'administration communale compétente et/ou par le gestionnaire du service d'accueil éducatif d'après le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant considéré en fonction des critères sociaux, économiques, familiaux, médicaux, scolaires et psychiques. Le collège échevinal identifie le service compétent qui est chargé de cette mission. Une fois que la saisie a été faite pour le compte de l'opérateur SIGI, les communes n'ont plus accès à la base de données.

- Comment peuvent-elles, dès lors, déterminer quels enfants auront un accès prioritaire? Les communes ou les gestionnaires peuvent-ils redemander toutes les pièces justificatives? Dans la positive, ne devrait-on pas éviter ce double emploi inutile? Dans la négative, comment déterminer le critère économique permettant d'établir des priorités d'admission?

- Que se passe-t-il quand les critères d'un gestionnaire sont différents de ceux nouvellement établis par une commune? Est-ce la commune qui détermine quel enfant est prioritaire? Dans le cas d'une structure gérée par une a.s.b.l., cette dernière a-t-elle encore une raison d'être si c'est la commune qui détermine les priorités sociales et/ou pédagogiques?

Sachant qu'une structure peut être gérée par une a.s.b.l. pour le compte de plusieurs communes, nous aimerions encore savoir:

- Si différentes communes ont défini des critères prioritaires différents, comment la structure peut-elle dresser l'ordre de priorité d'admission des enfants? Quelle commune devient dès lors prioritaire?

- Considérant la demande d'admission d'un enfant dans une structure se trouvant en dehors de son lieu de résidence, est-ce la commune d'accueil ou la commune du lieu de résidence qui décide de la priorité d'admission?

Réponse (16.4.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Indépendamment de l'option concernant la gestion de leur maison relais pour enfants, l'administration communale est associée étroitement à la définition et à l'application des priorités d'admission.

Au cas où une commune confie l'encadrement des enfants à un prestataire extérieur elle reste le gestionnaire responsable de sa maison relais; elle communique au prestataire ses critères et ses priorités d'admission. Le prestataire doit se conformer à cette décision. Il est envisageable qu'un même prestataire, opérant pour le compte de différentes communes, doit appliquer dans les structures dans lesquelles il assure l'encadrement éducatif, des priorités d'admission différentes.

Dans le cas de figure où une commune ne gère pas elle-même sa maison relais, elle contribue néanmoins à son financement et à son fonctionnement. Par le biais de la plateforme de coopération, instituée au niveau de la convention signée avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, elle a l'opportunité de collaborer étroitement à la définition et à l'application des critères et des priorités d'admission.

Au moment de l'adhésion au dispositif du chèque-service accueil, les données sur le revenu parental sont en effet immédiatement masquées dans le système informatique mis à disposition par l'opérateur SIGI. Afin de garantir une protection optimale des données à caractère personnel, ces données sensibles ne sont plus visibles par la suite pour l'agent ayant effectué la saisie. Les personnes qui souhaitent bénéficier de conditions plus avantageuses, selon les critères établis par le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, doivent donc présenter toutes les pièces justificatives en rapport avec leur situation sociale et économique.

Ces dispositions du chèque-service accueil sont le fruit d'une concertation étroite avec des représentants du Syvicol.

Question 3211 (11.3.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **stage de réinsertion professionnelle:**

Selon les articles L.524-1. à L.524-7. «un stage de réinsertion professionnelle (…) peut être proposé par l'Administration de l'Emploi aux demandeurs d'emploi âgés de plus de trente ans accomplis et inscrits auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'Emploi depuis trois mois au moins». Or, il paraît que l'ADEM refuse l'accès au stage de réinsertion aux personnes ayant été placées en stage de réinsertion précédemment, indépendamment du fait qu'elles aient été occupées en tant

que salarié depuis le premier stage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette pratique?

- Sur base de quelle disposition l'Administration de l'Emploi peut-elle refuser l'accès au stage de réinsertion à un chômeur ayant été placé en stage de réinsertion pendant une période de chômage antérieure?

- Monsieur le Ministre pense-t-il que cette pratique est justifiée?

- Considérant les effets de la crise économique sur la situation des entreprises, l'emploi et le chômage, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mettre fin à cette pratique?

Réponse (10.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'article L.-524-6, paragraphe (1) du Code du Travail limite la durée du stage de réinsertion professionnelle à douze mois. Le paragraphe (2) du même article prévoit qu'une prolongation n'est possible que sur base d'une autorisation ministérielle.

Sans préjudice de décisions jurisprudentielles ultérieures, j'interprète cette disposition dans le sens que le législateur visait uniquement une prolongation du stage auprès du même employeur.

À toutes fins utiles, je vous signale qu'à ce jour, un seul employeur m'a adressé une demande en ce sens et s'est vu délivrer l'autorisation afférente.

En ce qui concerne une suite de deux stages de réinsertion auprès d'employeurs différents, je considère que le texte légal ni ne l'interdit ni la soumet au respect d'une condition particulière. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la loi n'ouvre pas de droit au bénéfice d'une mesure en faveur de l'emploi, et dans le cas d'espèce à un stage de réinsertion professionnelle, mais laisse aux services compétents de l'Administration de l'Emploi (ADEM) la liberté de décider sur base des éléments concrets du dossier du candidat, le tout évidemment sur un arrière-fond de perspective d'intégration effective et durable sur le marché du travail d'égalité de traitement.

S'agissant de la dernière question posée par l'honorable Député, je tiens à l'informer que sur un arrière-fond de crise économique, il y a certainement lieu de faire preuve de plus de pragmatisme et de flexibilité, afin de garantir via une mesure active, une occupation - ne fût-elle que temporaire - à ceux qui sont touchés par le chômage. Néanmoins cette souplesse ne devrait pas être de nature à cantonner les demandeurs d'emplois dans ces mêmes mesures sans chance d'intégration subséquente dans le marché ordinaire du travail.

Si tel devait effectivement en être le résultat, la philosophie adoptée par le législateur au niveau de la loi tripartite du 22 décembre 2006 serait vidée de tout sens. Cette philosophie tendait notamment à sortir les bénéficiaires de mesures actives en faveur de l'emploi de l'éternel carrousel mesure-chômage-mesure etc., et d'augmenter non seulement leur employabilité mais aussi leur attractivité vis-à-vis d'employeurs potentiels.

C'est dans ce contexte, et sur l'arrière-fond de la crise actuelle, que je vais discuter dans les plus brefs délais, ensemble avec les partenaires sociaux, de la définition de critères qualitatifs, quantitatifs, objectifs et transparents, contrôlables pour toutes les parties en cause, permettant d'élargir la pratique administrative restrictive actuelle de l'ADEM, pratique cependant conforme à la philosophie décidée par le législateur en 2006.

Le but de ces discussions serait donc la mise en place d'un cadre référentiel flexible qui permette à l'ADEM d'adapter son comportement administratif à la situation de crise actuelle, sans que pour autant la philosophie de base, décidée en temps de croissance économique et d'emploi, ne soit mise en péril.

En attendant, je demanderai à l'ADEM de réfléchir immédiatement à l'adaptation de sa pratique administrative de manière pragmatique et flexible aux contraintes de la crise sans mettre en cause la philosophie de la loi dite 5611 qui demeure pour le reste correcte.

Question 3212 (12.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **sécurité au sein des établissements scolaires:**

Après la fusillade par un adolescent de 17 ans au collège Albertville dans la petite ville de Winnenden près de Stuttgart causant la mort de 15 personnes, se pose nonobstant la question de la sécurité dans nos établissements scolaires parce qu'une telle tragédie peut également survenir à tout moment au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment peut-on offrir et garantir un environnement sécurisé dans nos écoles?

- Quelles sont les mesures de sécurité et de prévention dans les écoles (primaire et secondaire) afin de prévenir respectivement de diminuer le risque de tels actes?

- Existe-t-il un plan de crise pour parer aux situations d'urgence respectivement quelles sont les actions à entreprendre dans les écoles pour faire face à un individu armé ou à un tireur actif?

- En cas d'alerte et avant l'arrivée des policiers, existe-t-il des plans d'évacuation des élèves?

- Est-ce que tous les policiers sont formés pour faire face à de telles situations?

- Ne devrait-on pas inviter les policiers à visiter nos écoles et à se familiariser avec les lieux pour qu'ils en aient une connaissance préalable en cas d'urgence?

Réponse commune (17.4.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Une série de mesures de sécurité et de prévention ont été prises tant au niveau de l'enseignement primaire que postprimaire. Il s'agit, d'une part, de mesures visant à améliorer l'encadrement des élèves dans les écoles et, d'autre part, de formations qui s'adressent aux professionnels de l'éducation visant à identifier des situations de crise et à y porter le cas échéant une réponse adéquate:

Actions de sensibilisation et de formation à l'intention des professionnels de l'éducation (formations, séminaires, etc.), notamment dans le but de les rendre vigilants aux signes annonciateurs et de leur permettre de prendre des initiatives efficaces face à des jeunes déstabilisés.

Dans ce contexte, de nombreuses interactions avec le groupe d'intervention psychologique de la Protection civile, d'Omega 90 a.s.b.l. et la cellule d'intervention de crise de la Police grand-ducale sont à mentionner.

Favoriser la prise en charge des jeunes par les SPOS.

Prévention des actes de violence par des programmes spécifiques comme le «Théâtre interactif» ou la formation «Anti-Gewalt- und Deseskalationstrainer».

Programmes de favorisation du bien-être physique et moral des jeunes comme la «Plattform gesundheitsfördernde Schule». Ce projet consiste à réunir des intéressés issus des directions, du corps enseignant, du milieu psychosocial et autres dans le but de discuter, développer et diffuser des concepts allant dans le sens d'une école qui de par son fonctionnement, ses règles et ses coutumes favoriserait le bien-être physique et mental des jeunes et éviterait ainsi l'exclusion sociale de certains élèves.

Les services de la Police grand-ducale et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont élaboré une notice (Merkblatt) destinée au personnel des écoles qui reprend les mesures à prendre le cas échéant. Le 17 février 2009 les services de la Police grand-ducale l'ont présentée aux directeurs et directrices des lycées.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est représenté au Conseil supérieur de la protection nationale. Le Haut Commissariat à la protection nationale a élaboré des plans d'intervention pour parer à différentes situations de crise pouvant se présenter dans les bâtiments scolaires.

Il existe des plans d'évacuation dans chaque école.

En ce qui concerne la formation des policiers, il y a lieu de relever que tous les policiers affectés aux commissariats de proximité, aux centres d'intervention et aux unités de circulation, susceptibles de devoir intervenir le plus rapidement possible lors d'un drame de ce genre, sont en train d'être formés dans le cadre de leur formation continue obligatoire. Cet aspect sera intégré ultérieurement dans la formation de base initiale de chaque policier.

La formation en question se compose d'une préparation mentale et de progressions tactiques spécifiques. Elle a été élaborée à partir de celle dispensée aux policiers allemands suite à la fusillade ayant eu lieu en novembre 2006 dans un établissement scolaire à Emsdetten en Allemagne.

Il va de soi que les membres de l'unité spéciale de la police ont déjà suivi une formation intense dans ce domaine.

Quant à une familiarisation préalable des policiers avec les locaux scolaires, il échet de préciser que la police doit être préparée à toutes sortes d'interventions dans des locaux divers, de sorte que la formation dispensée englobe des interventions dans des établissements scolaires. La tactique est par conséquent adaptée à tout type de milieu urbain. Une visite spécifique des écoles n'apporterait pas de plus-value, étant donné que les policiers sont préparés à se repérer même dans des lieux inconnus.

Il convient de noter dans ce contexte, que les agents des commissariats locaux connaissent, entre autres, les établissements scolaires faisant partie de leur territoire de compétence et peuvent le cas échéant apporter leur aide en ce sens.

Question 3213 (12.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP):**

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique a mené à la création d'une caisse unique d'assurance pension pour le secteur privé.

Ainsi, avec effet au 1er janvier 2009, la fusion des quatre caisses de pension du régime général, à savoir l'Établissement d'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité, la Caisse de Pension des Employés Privés, la Caisse de Pension des Artisans, des Commerçants et Industriels et la Caisse de Pension Agricole, a conduit à la création de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

Sachant qu'un fonctionnement parfait de la CNAP trois mois après sa création est difficile à réaliser, il semble néanmoins qu'il existe de graves problèmes en ce qui concerne l'accueil et le conseil des assurés. Apparemment les interlocuteurs de la CNAP ne sont souvent pas à même de pouvoir répondre aux demandes et aux questions qui leurs sont adressées.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation décrite ci-dessus?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre propose-t-il afin de mieux pouvoir conseiller les assurés?

- Les employés de la CNAP suivent-ils des cours de formation continue afin de pouvoir répondre aux exigences de la nouvelle caisse unique?

Réponse (6.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question, l'honorable Député soulève des problèmes qui sembleraient exister auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) concernant l'accueil et le conseil des assurés. Suite à ma demande, le président de la CNAP m'a confirmé que jusqu'à l'heure actuelle il n'a pas été saisi d'une réclamation émanant des représentants des assurés auprès du comité directeur de la CNAP, représentants qui sont censés défendre les intérêts des assurés et prendre au sein du comité directeur les mesures nécessaires pour pallier à des problèmes éventuels.

Il est évident qu'une opération de l'envergure de la fusion des quatre caisses de pension peut conduire à des retards ou des ralentissements dans le processus administratif au moment de la phase de démarrage, occasionnés par le déménagement des anciens sites et l'intégration dans les nouvelles structures administratives. Parallèlement, la CNAP a dû faire face a des changements importants concernant le calcul et la liquidation des pensions suite à l'introduction d'un crédit d'impôt pour pensionnés.

Au moment de la constitution de la CNAP, les responsables ont mis en place des structures d'accueil des assurés au moyen de guichets qui sont opérationnels au siège de la caisse à Luxembourg-ville et dans l'immeuble administratif des assurances sociales à Luxembourg-Hollerich. À côté des guichets, fonctionne un service de rendez-vous au siège de la caisse. Comme ces postes sont pourvus en partie du même personnel qui occupait déjà ces fonctions avant la fusion et considérant que la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique n'a que marginalement réformé la législation applicable en matière d'assurance pension, il est difficilement concevable que la qualité de l'accueil se soit dégradée. Dans l'hypothèse où il s'avère que les moyens mis en place ne suffisent pas à faire face à la demande des assurés, la CNAP va prendre les mesures qui s'imposent.

En ce qui concerne le traitement des spécificités socioprofessionnelles des anciennes caisses de pensions, qui est actuellement assumé par la CNAP, des séances de formation ont été et continuent à être organisées. Par ailleurs, une filière spéciale a été mise en place pour réorienter les questions spécifiques à une catégorie socio-professionnelle vers les cadres dirigeants de ces anciennes caisses.

D'une façon générale, les responsables de la CNAP entendent réserver à la formation continue un rôle prépondérant permettant au personnel d'offrir un service de qualité aux assurés.

Question 3217 (12.3.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **taxe de passage de frontière sur les lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la Belgique:**

Plus de 33.000 frontaliers wallons, dont environ 25.000 résidents de la Province du Luxembourg, 5.800 résidents de la Province de Liège, 950 résidents de la Province de Namur (sans compter les 1.700 issus de la Région flamande et de Bruxelles), ont un emploi au Grand-Duché de Luxembourg. Un certain nombre d'entre eux utilise le train pour se rendre au travail. Et d'autres, plus nombreux, utilisent leur voiture.

Or, les navetteurs utilisateurs du transport ferroviaire vers le Grand-Duché se voient appliquer une tarification défavorable par rapport aux navetteurs belges ne sortant pas des frontières nationales. En effet, à l'exception de ceux qui voyagent au départ des gares frontières (Arlon, Gouvy…), ces usagers sont soumis à des tarifs plus élevés suite au caractère international du transport impliquant une taxe de passage de frontière.

Si une telle taxe peut se justifier pour des trajets internationaux de longue distance, il est par contre surprenant qu'elle s'applique encore à des trajets - grands couloirs de déplacements des navetteurs - tels que Libramont-Luxembourg ou Bertrix-Virton-Luxembourg, qui répondent en tous points aux caractéristiques des trajets régionaux et n'ont d'international que le passage d'une frontière. Cette tarification dissuade sans nul doute toute une série de travailleurs à adopter le transport ferroviaire en lieu et place de leur véhicule personnel pour se rendre à leur travail, ce qui provoque quotidiennement des bouchons (+/- 6 km à la frontière belgo - grand-ducale).

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si les Gouvernements belge et luxembourgeois ont déjà évoqué la possibilité de «co-subsidier» les trajets relevés ci-dessus? Si oui, quelles mesures ont été décidées? Si non, est-ce que Monsieur le Ministre entend évoquer cette question lors d'une prochaine réunion avec son homologue belge afin de pouvoir proposer aux navetteurs un tarif comparable aux tarifs intérieurs tant du côté belge que luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas quelque peu surprenant qu'une taxe de passage de frontière subsiste encore à l'heure où l'on défend le principe de libre circulation des personnes, et notamment des travailleurs, au sein de l'Union européenne?

Réponse (27.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°3217 du 12 mars 2009, l'honorable Député Claude Meisch s'enquiert sur la tarification transfrontalière applicable aux navetteurs résidant en Belgique pour leurs déplacements professionnels entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg et sur le bien-fondé de l'application d'une taxe de passage-frontière.

Il s'avère que, dans la fixation des prix des abonnements émis à l'intention des navetteurs transfrontaliers, les CFL et la SNCB appliquent les mêmes tarifications de base que celles qu'ils appliquent à leurs navetteurs du trafic national.

Côté luxembourgeois, tous les navetteurs, quel que soit leur pays d'origine - Allemagne, Belgique ou France - se voient appliquer les

conditions pécuniaires d'un Oekopass national à tarif réduit, à savoir une quote-part forfaitaire de 37,50 euros par abonnement de 2e classe, quelle que soit la distance parcourue sur le territoire luxembourgeois.

Côté belge, les navetteurs à destination du Grand-Duché de Luxembourg, quelle que soit leur gare d'origine, se voient appliquer les mêmes prix que ceux appliqués en trafic intérieur belge et ce d'après la distance kilométrique effectuée sur le réseau de la SNCB.

Le prix de bout en bout de la carte train mensuelle transfrontalière est formé par l'addition des deux quotes-parts luxembourgeoise et belge. Une taxe de passage-frontière particulière n'est pas perçue.

Question 3218 (12.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **indemnités perçues par les participants du Cours complémentaire en Droit luxembourgeois (CCDL):**

Il me revient que deux personnes ont été arrêtées lors des derniers examens du Cours complémentaire en Droit luxembourgeois (CCDL), organisé par l'Université du Luxembourg. Selon mes informations, on reprocherait à ces personnes d'avoir présenté des documents falsifiés lors de leur inscription pour ce cours.

Sachant que chaque participant au CCDL touche une indemnité de la part de l'État et que la présence aux cours n'est plus obligatoire, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'au vu du fait que la présence aux cours a été rendue facultative et suite aux événements précités le système des indemnités devrait être revu?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de nouer le versement de l'indemnité de nouveau à la présence dans le cours ainsi que de rendre la présence aux cours de nouveau obligatoire?

Réponse (26.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Je confirme l'arrestation de deux personnes lors des examens de la formation complémentaire en droit luxembourgeois au mois de mars. Ces personnes sont suspectées d'avoir falsifié certains diplômes et d'en avoir fait usage.

2. En ce qui concerne la question relative au lien entre le paiement de l'indemnité de stage et la présence obligatoire aux cours complémentaires, je réitère ma réponse à votre question parlementaire du 17 octobre 2007 *(cf. compte rendu N°4/2007-2008).*

Le paiement de l'indemnité mensuelle dont bénéficient les personnes inscrites à la formation complémentaire en droit luxembourgeois est réglé par l'article 45 du règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat. Ce texte ne lie pas le versement de l'indemnité mensuelle à la condition d'une présence aux cours.

3. Le taux de réussite de l'année 2007/2008 où la présence n'a pas été obligatoire, n'est d'ailleurs pas sensiblement différent des années précédentes.

4. Par ailleurs l'indemnité mensuelle payée aux stagiaires pendant la formation complémentaire en droit luxembourgeois a été réduite à 150 EUR à partir du 1er octobre 2008 (avant 579,96 EUR). Ce montant n'est plus soumis à l'indice des prix.

Question 3219 (12.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **sécurité:**

Et kënnt ëmmer méi oft zu Iwwerfäll, besonnesch op eeler Leit, dat esouguer an hirem Heem.

D'Agressioune ginn ëmmer méi brutal, an esouwuel de Bierger selwer wéi och d'Autoritéite stinn deem oft muechtlos géigeniwwer.

D'Onsécherheetsgefill gett ëmmer méi grouss bei de Leit, a mir riskéieren, datt rietsgeriichte Kreesser dëst Onsécherheetsgefill zu politeschen Zwecker notzen.

D'Police huet et schwéier, déi Iwweltäter ze iwwerféieren, well se ganz oft an d'not Ausland verschwannen an och meeschtens vun do kommen.

D'Bierger wëssen net, wéi se sech géint esou eppes schütze kënnen, well déi meescht vun hinne sech och keng effikass Alarmanlag oder soss Sécherheetsinstallatioune leeschte kënnen.

Et missten deemno nei Weeër gaange ginn, wéi zum Beispill méi heefeg a konsequent Grenzkontrollen, zesumme mat der Police aus de Nopeschlänner, well ganz oft schonn heefeg Presenz markéieren, ofschreckend op d'Iwweltäter ka wierken.

Des Weidere misst et iwwer staatlech Ënnerstëtzung méiglech gemaach ginn, datt besonnesch eeler Leit sech déi néideg Alarmanlage kënne leeschte respektiv soss Sécherheetsmaterial, wéi zum Beispill abrochsécher Dieren a Fënsteren.

Wa mer all méiglech Initiative fir d'Ëmwelt ze schütze finanziell ënnerstëtzen, muss et och méiglech sinn an dem Mënsch seng Sécherheet ze investéieren, well de Mënsch ass och en Deel vun der Ëmwelt.

Kann den Här Justiz- a Budgetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat gedenkt d'Regierung konkret ze ënnerhuelen, fir deenen ëmmer méi heefegen Abrëch entgéintzewierken?

2) Wier et net sënnvoll, a Kooperatioun mat den Nopeschautoritéiten, méi heefeg Grenzkontrollen anzeféieren, fir méi Presenz ze markéieren?

3) Wier et net sënnvoll méi Preventivcampagnen, besonnesch fir eeler Leit, ze organiséieren, fir se opzeklären wéi se sech solle verhale fir sech ofzesécheren?

4) Wier et net sënnvoll fir iwwert de Wee vu staatlecher Ënnerstëtzung jiddwerengem, awer méi geziilt den eelere Leit, d'Méiglechkeet ze verschafe sech déi néideg Sécherheetsinstallatiounen unzeschafen, fir domadder seng Sécherheet ze verstäerken?

Réponse (24.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La Police grand-ducale fait un effort continu en matière de lutte contre les cambriolages, ce aussi bien par des actions répressives que par des actions préventives. Ces efforts ont porté leurs fruits. Ainsi, le nombre de cambriolages a baissé de 10% en 2008 par rapport à l'année précédente.

Depuis 2002, des plans de lutte contre la criminalité transfrontalière ont été élaborés aussi bien avec les autorités policières d'Allemagne, de la Belgique ainsi que de la France et des contrôles transfrontaliers ont régulièrement lieu, les cambriolages constituant un des objectifs principaux. Des efforts considérables sont également faits en matière d'enquête judiciaire.

En matière de prévention, la Police grand-ducale opère à plusieurs niveaux.

D'une part, le Bureau de Prévention du Crime donne des conseils gratuits en matière de protection électronique et technique. Des brochures d'information sont mises gracieusement à disposition du public dans les commissariats de police. En concertation étroite avec les communes, la police organise régulièrement des séances d'information du public. Ces manifestations sont accompagnées par des campagnes de presse.

D'autre part, la campagne «départ en vacances» pendant les vacances d'été a connu un franc succès parmi la population (en 2008, 1.400 familles ont profité de ce service).

Par ailleurs, concernant les personnes âgées en particulier, la police a lancé l'action «Seniore Sécherheetsberoder» depuis 2005.

Le Gouvernement est totalement conscient de l'impact d'un cambriolage sur la vie des victimes et continue à faire des efforts considérables en matière de prévention des cambriolages. Dans ce contexte, il examine de quelle façon il pourrait encourager l'acquisition d'alarmes, notamment par des moyens fiscaux ou financiers.

Question 3220 (15.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**infrastructure sportive pour l'Université:**

Op der Generalversammlung vum COSL ass d'Schafe vun enger Universitéit zu Lëtzebuerg ausdrécklech begréisst ginn.

Bedauert ass awer ginn, datt dësen Universitéitscampus net iwwer Sportinfrastrukture wäert kënne verfügen.

Am Ausland gëtt et keen Unicampus bei deem keng adequat Sportinfrastrukure mat agebaut sinn.

Kann den Här Sportsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéisou si beim Unicampus um Site Belval keng Sportinfrastrukture mat ageplangt ginn?

2) Gedenkt d'Regierung dee Manktem nozehuelen, fir datt och iwwert de Sport op der Uni kënne Sportler gefördert ginn, esou wéi dat am Ausland de Fall ass?

Réponse (17.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Fir op dem honorabelen Här Jaerling seng Bedenken ze äntwerten, datt um Universitéitscampus keng Sportsinfrastrukture virgesi wären, wëll ech folgend Preziséine ginn.

Selbstverständlech ass net an de Planifikatioune vergiess ginn, esou Installatiounen ze erstellen, mä d'Programmer heizou sinn ausgeriicht op eng Gesamterschléissung vun de Frichen op Belval, an do mussen eng Rei vu verschiddene Besoinen a Betracht gezu ginn.

Kuckt een nämlech an d'Zukunft, da sollen d'Belaanger vun alle Benotzerkategorien an engem regruppéierte Sportskomplex zesummegefaasst ginn: déi um schoulege Plang (primaire a secondaire) zu deenen och déi vun der Universitéit an hire Studenten ze ziele sinn, déi vun alle kommende Résidenten um neie Site, all déi, déi hir Aarbechtsplaz op de Frichë wäerten hunn, a net zulescht déi vun den auslännesche Noperen, fir déi d'Frichen en Unzéiungspunkt solle ginn.

Dofir ass e Gesamtprogramm festgeluecht gi vum Sport, zesumme mat Responsabele vun der Uni, dem Unterrichtsministère an dem Fonds Belval, deen zoustänneg ass fir d'Urbaniséierung vun de Frichen ze koordinéieren. Déi Virstellunge sinn dem Bauteminister zougestallt ginn, an deemno goufen d'Sportsinfrastrukturen net vergiess.

Question 3221 (13.3.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach:**

Sur le territoire de la commune de Wincrange, à proximité de la localité d'Asselborn, se trouve le site de l'ancienne ardoisière d'Emeschbaach. L'histoire de cette ardoisière, qui fut fermée en 1969, remonte au début du 19e siècle. Selon mes informations, une partie du site des anciennes ardoisières se trouve dans la propriété de la commune de Wincrange.

Par règlement grand-ducal du 11 mars 2008 et en exécution de la loi du même jour, les anciennes ardoisières d'Asselborn furent inscrites sur la liste des projets communaux à réaliser dans le cadre du 8e programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais me renseigner auprès de Monsieur le Ministre sur l'état d'avancement des travaux d'aménagement du site des anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà été saisi d'un dossier concernant la mise en valeur de ce patrimoine industriel par les autorités de la commune de Wincrange? Dans l'affirmative, où en est ce dossier dans la procédure administrative?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le potentiel touristique de ce site? Quel rôle pourraient jouer les ardoisières, une fois mises en valeur, pour le tourisme dans cette région du pays? Existe-t-il un concept touristique régional ou national dans lequel les ardoisières pourront utilement être intégrées?

Réponse (10.4.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

a) À l'heure actuelle, le Ministère du Tourisme n'a pas encore été saisi d'un dossier complet concernant la mise en valeur du site des anciennes ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

Or, l'administration communale de Wincrange vient de solliciter une aide financière auprès du Ministère du Tourisme pour la réalisation d'une étude de faisabilité et de concept relative à différents projets touristiques de la commune.

Parmi ces projets, qui visent la mise en valeur touristique du patrimoine culturel et industriel de la commune de Wincrange, figure également le projet d'aménagement des ardoisières d'Asselborn-Emeschbaach.

Le Ministère du Tourisme a marqué son accord pour participer aux frais de réalisation de ladite étude.

b) D'un point de vue touristique, le site des anciennes ardoisières héberge un potentiel non négligeable. Une fois rendu accessible au public, le site augmentera l'attractivité touristique non seulement de la commune de Wincrange mais de toute la région des Ardennes luxembourgeoises. S'adressant à un large public, cette attraction touristique contribuera certainement à la diversification de l'offre touristique existante dans la région des Ardennes luxembourgeoises.

Pour ce qui est de la promotion touristique ultérieure du site, je tiens à référer au nouvel organe de promotion touristique récemment créé dans la région des Ardennes luxembourgeoises, à savoir l'Office régional du Tourisme des Ardennes luxembourgeoises, dont les missions consistent entre autres dans la sauvegarde et mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et historique de la région, dans la promotion et la revalorisation de l'offre touristique de la région ainsi que la création de produits touristiques.

Une fois mises en valeur, les anciennes ardoisières pourront être intégrées dans les efforts de promotion et de marketing touristique déployés par l'Office régional du Tourisme des Ardennes luxembourgeoises ainsi que de l'Office National du Tourisme (ONT) et du Ministère du Tourisme.

Question 3223 (16.3.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**agression contre la police:**

Il ressort de la presse quotidienne et des communiqués de la Police grand-ducale, que trois policiers auraient été blessés le dimanche

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

15 mars 2009 vers 04h00 lors d'une bagarre de masse à proximité d'une discothèque dans la rue de Bouillon à Luxembourg-Merl. Une vingtaine de policiers se serait retrouvés face à un groupe comptant une centaine de personnes qui auraient tenté de s'en prendre à une personne. N'ayant pas pu maîtriser la situation et tout en essayant de protéger cette personne, la police aurait dû se retirer. Il n'y aurait eu ni arrestations, ni identification des personnes responsables pour cet incident.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces évènements? Peut-il confirmer ces informations et donner des précisions quant au déroulement de cette situation?

- Comment se fait-il que les policiers se retrouvaient dans une telle minorité face à cette situation? Comment se fait-il que d'autres policiers, notamment de la compagnie rapide d'intervention, n'ont pas pu être dépêchés sur place?

- Face à l'augmentation constante des effectifs de la Police grand-ducale, quelle est l'explication de Monsieur le Ministre par rapport à l'issue de cette situation? Ne faut-il pas conclure à une définition inadaptée des priorités aux besoins réels sur le terrain et, par conséquent, à une gestion inadéquate des ressources et des effectifs?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend faire face à l'augmentation constante de ce genre d'incidents, que ce soit à cet endroit ou à Foetz notamment?

Réponse (24.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le 15 mars 2009, la police a effectivement été confrontée à une bagarre de masse à proximité d'une discothèque à Luxembourg. S'il est vrai qu'aucune personne n'a été arrêtée, une vingtaine de personnes ont cependant fait l'objet d'une vérification d'identité. Il est également vrai que trois policiers ont été blessés. La police a évité une rixe, tentant de calmer la situation et a permis à une personne s'étant fait agresser à sortir indemne de l'établissement, ce qui a été l'objet de son intervention.

Dans ce cas précis, les effectifs policiers de la capitale ont été renforcés par des unités de police d'autres régions de manière à mettre à disposition à très court terme une trentaine de fonctionnaires.

La police dispose actuellement d'un dispositif minimal de 25 patrouilles sur le territoire national et peut par ailleurs faire appel à un système de permanences conséquent.

Le police veille de manière accrue notamment pendant les weekends et décidera en cas de nécessité à renforcer ponctuellement les effectifs policiers entre autres par des maîtres-chiens.

- Quelle est la manière de procéder de la police dans de telles situations et quelles sont les critères selon lesquels la police décide de se replier?

- Quels moyens sont mis en place pendant les interventions pour protéger les agents de police?

- Quelles sont les effectifs dont dispose la police durant la nuit respectivement le weekend? Est-ce que ces effectifs sont suffisants pour accomplir correctement toutes les missions qui incombent à la police?

- Ne faudrait-il pas augmenter le personnel policier?

- Qu'en est-il de la sécurité des citoyens?

- Quels sont les mesures et moyens auxquels Monsieur le Ministre peut encore recourir pour résoudre de tels conflits?

- Ne faudrait-il pas mettre également dans ce contexte l'accent sur les missions de prévention?

Réponse (24.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La police doit régulièrement intervenir, surtout pendant les nuits de weekend devant des établissements de nuit et réagir en dispositif renforcé.

La tactique d'intervention dépend de la situation particulière, mais les principes d'intervention sont clairs: assurer l'intégrité physique des personnes, éviter toute escalade ainsi que toute provocation, et tenant compte de ces objectifs prioritaires, rétablir l'ordre public.

La police est en mesure dans des laps de temps courts de renforcer les moyens par des patrouilles d'autres régions de police. Par ailleurs, les policiers sont individuellement équipés de gilets de protection et de tenues particulières dont l'usage peut dépendre de la situation. Tout au long de sa carrière, après une formation de base en la matière, le policier profite d'une formation continue en matière de tactique policière.

La police dispose actuellement d'un dispositif minimal de 25 patrouilles sur le territoire national et peut par ailleurs faire appel à un système de permanences conséquent.

Le police veille de manière accrue les weekends et décidera de renforcer en cas de nécessité les dispositifs policiers entre autres par des maîtres-chiens.

Afin de permettre aux citoyens du Grand-Duché de Luxembourg de vivre dans les meilleures conditions de sécurité et de liberté, le Gouvernement a continué de manière inlassable à mettre à la disposition de la police aussi bien les outils législatifs que les effectifs et les moyens techniques nécessaires. Il va sans dire que ces efforts devront être continués.

Question 3225 (16.3.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**intervention de la police en cas de bagarre de masse:**

À intervalles réguliers des bagarres comptant plusieurs dizaines de personnes éclatent devant divers établissements de nuit à travers le pays et nécessitant l'intervention de plusieurs patrouilles de la police. Or, ces dernières ont de plus en plus souvent du mal à maîtriser la situation. Il arrive parfois que des agents de police soient blessés au cours de ces événements comme en témoigne l'incident qui s'est produit dans la nuit du samedi au dimanche dernier à Merl où trois agents ont été blessés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

Question 3229 (17.3.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **nouveau pont frontalier à Mertert:**

Au vu de l'évolution du trafic transfrontalier ces dernières années, les ponts frontaliers de Grevenmacher et de Wormeldange sont actuellement surchargés, notamment pendant les heures de pointe. Partant, l'idée de la construction d'un nouveau pont frontalier dans les alentours du port de Mertert devient de plus en plus urgente. Ce projet a d'ailleurs été étudié par l'Administration des Ponts et Chaussées.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre dans quel stade se trouve actuellement le projet de la construction d'un nouveau pont frontalier à l'endroit susmentionné?

Réponse (1.4.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Carlo Wagner, relative à la construction d'un nouveau pont frontalier dans les alentours du port de Mertert, je voudrais tout d'abord préciser que mes réponses aux questions parlementaires du 29 juin 2005 et du 10 juillet 2007, posées par Monsieur le Député dans le même contexte, restent toujours valables *(cf. comptes rendu N°1/2005-2006 - question parlementaire N°0489 et N°1/2007-2008 - question parlementaire N°1841).*

Les études du trafic transfrontalier, faites ensemble avec la Rhénanie-Palatinat, ont montré la complémentarité du projet dont fait partie le pont visé avec celui du contournement ouest de Trèves (Moselaufstieg-Westumfahrung Trier) et ont dégagé une réduction du trafic tant dans la localité de Grevenmacher que dans les agglomérations de Mertert et de Wasserbillig.

Le projet du nouveau pont frontalier de Mertert sera également thématisé dans le document se rapportant aux infrastructures de transport dans la Grande Région qui sera établi sous présidence luxembourgeoise en vue du 11e sommet de la Grande Région.

Il faut toutefois dire que le nouveau pont transfrontalier au port de Mertert fait partie d'un concept de réaménagement du carrefour de la N1 et de la bretelle de l'échangeur autoroutier de Mertert sur la A1 et la réalisation d'une nouvelle entrée au port de Mertert, donc d'un projet de grande envergure dont la réalisation ne peut être prévue qu'à moyen terme.

Entre-temps le pont frontalier existant de Grevenmacher devra être reconstruit prioritairement en raison de sa vétusté.

Question 3230 (17.3.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **réserves de pension:**

Monsieur le Ministre a affirmé dans une interview diffusée le vendredi 13 mars lors du journal télévisé qu'un recours plus important au système par capitalisation aurait eu pour conséquence, en cette période de crise financière et économique, un effondrement des réserves de pensions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Avec quels arguments Monsieur le Ministre peut-il étayer cette thèse?

- En quoi consiste selon Monsieur le Ministre le système par capitalisation?

Réponse (1.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un responsable politique peut évidemment avoir une préférence pour tel ou tel système de financement. Toutefois il ne saurait définir un système de financement autrement que ne le font les sciences actuarielles, qui décrivent le système de capitalisation comme suit:

«La prime de financement est déterminée pour une génération d'assurés qui entrent au même âge dans l'assurance de telle manière que la valeur actuelle des recettes en cotisations de cette génération couvre exactement la valeur actuelle des prestations futures qui sont attribuées à cette même génération. Chaque génération supporte intégralement les charges de sa propre assurance et il n'existe aucune solidarité entre les différentes générations successives.

Les réserves présentes ne couvrent pas seulement la valeur capitalisée des pensions en cours, mais aussi les 'expectatives' des assurés actifs, c'est-à-dire la valeur mathématique des droits acquis par leurs cotisations.»[1]

Dans l'émission télévisée, à laquelle l'honorable Député se rapporte, j'ai relevé les avantages de notre régime de pension, régime public, basé sur un système de répartition des charges par périodes de couverture avec constitution d'une réserve de compensation, dans le contexte de la crise économique et financière actuelle.

Dans des temps qui ne sont pas si lointains, les systèmes comme le nôtre étaient décriés par les adeptes d'un libéralisme tous azimuts, d'après lesquels les régimes de pension devraient être gérés en capitalisation par le secteur privé.

Quant aux arguments étayant la thèse que dans le cas d'un recours plus important au système par capitalisation, la crise financière et économique aurait eu comme conséquence un effondrement des réserves de pensions, il n'y a qu'à lire le rapport conjoint du comité de protection sociale et de la Commission européenne du 2 février 2009 qui retient que:

«La plupart des systèmes de pension fondés sur la capitalisation ont été fortement affectés par la crise financière, avec des pertes importantes dans les valeurs placées», et encore: «Dans le futur, quelques pays (Hongrie, Lituanie, Pologne, Slovénie), qui ont récemment introduit des systèmes basés sur la capitalisation, vont risquer de fortes entailles dans leurs pensions».

Exemples:

- Fonds de pension de la Hongrie: -15%-20%
- Fonds de pension de la Pologne: -1/3
- Irlande: 90% des Fonds de pension sont déficitaires.

Comme quoi la sagesse populaire conclue que l'on ne devrait pas mettre tous ses œufs dans un même panier.

[1] Voir Droit de la Sécurité sociale, édition 2007, page 301

Question 3232 (17.3.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **fonds européens non utilisés:**

La crise financière et économique s'approfondit et risque de mener vers une grave crise sociale avec une augmentation très importante du chômage.

Face à ces problèmes l'Union européenne reste en retrait à tous les points de vue.

Je constate qu'il existe cinq milliards d'euros non dépensés du budget communautaire de l'Union européenne qui sont placés à terme. Par ailleurs il existe un Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM) dont l'objet consiste à accompagner les salariés qui perdent leur travail et qui est doté d'un milliard d'euros. Ce Fonds n'a dépensé qu'environ 60 millions d'euros à ce jour.

Bref, l'Union européenne dispose de quelque six milliards d'euros qui pourraient être utilisés utilement au lieu de se retrouver sur un compte à la Banque centrale européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles les fonds européens dont question ne sont pas affectés à la lutte contre la crise économique et sociale?

2. Les gouvernements de l'Union européenne qui doivent décider de l'affectation de ces ressources ont-ils été contactés par la Commission européenne pour discuter de l'utilisation de ces fonds?

3. Le Gouvernement entend-il demander aux instances européennes concernées d'utiliser ces fonds à la lutte contre la crise économique et contre le chômage au lieu de les laisser en compte en banque?

Réponse (1.4.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Les fonds européens dont l'honorable Député fait référence dans sa question (cinq milliards d'euros placés à terme) ne sont pas affectés à la lutte contre la crise économique et sociale pour la simple raison qu'ils n'existent pas. Par l'application des mécanismes budgétaires du règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (règlement CE N°1605/2000), les fonds communautaires qui ont été budgétés pour un exercice donné, mais qui n'ont pas été utilisés à la fin de cet exercice, sont remboursés aux États membres selon les clés de répartition qui sont fixées par la décision N°2007/436/CE relative au système des ressources propres des Communautés européennes.

Quant au Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM), sa finalité est de fournir un appui complémentaire aux travailleurs affectés par les conséquences de changements structurels majeurs de la configuration du commerce mondial, afin de les aider à réintégrer le marché du travail. Le montant annuel maximum alloué au Fonds ne peut pas excéder 500 millions d'euros (prix courants), ce montant pouvant provenir de la marge existant sous le plafond global de dépenses de l'année précédente et/ou de crédits d'engagement annulés lors des deux exercices précédents, à l'exception de ceux liés à la rubrique 1B du cadre financier (politiques régionales et de cohésion).

Les crédits de ce Fonds sont inscrits au budget général de l'Union européenne à titre de provision (dans une réserve) par le biais de la procédure budgétaire normale, dès que la Commission aura déterminé les marges et/ou engagements annulés suffisants. Lorsque les conditions de mobilisation des ressources du Fonds sont réunies (le règlement de base CE N°1927/2006 fixe les critères de sélection des demandes), la Commission présente une proposition à cet effet. La décision de mobiliser le Fonds sera ensuite prise conjointement par les deux branches de l'autorité budgétaire européenne (Conseil UE + Parlement européen).

L'attention de l'honorable Député est attirée sur le fait que la Commission a proposé le 16 décembre dernier (proposition COM (2008) 867 final) d'élargir le champ d'action du FEM pour une période déterminée pour qu'il puisse intervenir en réponse à la crise financière et économique mondiale. L'objectif de la Commission européenne est de faire du FEM un instrument d'intervention plus rapide et plus efficace, afin qu'il puisse intervenir dans des secteurs stratégiques, notamment par le cofinancement de mesures de formation et de placement en faveur des personnes licenciées à cause de la crise économique.

2. Puisque les ressources dont l'honorable Député fait référence dans sa question n'existent pas, la Commission européenne n'a pas contacté les gouvernements de l'UE pour discuter de l'utilisation des fonds en question.

Comme indiqué ci-dessus, une proposition de la Commission européenne visant à réviser les règles de fonctionnement du FEM est actuellement à l'étude. L'analyse qui a conduit la Commission européenne à soumettre une telle proposition de révision du Fonds provient en grande partie du fait que ses critères de mobilisation se sont révélés difficiles à mettre en œuvre en pratique. D'où le constat qu'une bonne partie des ressources disponibles de ce Fonds ne sont pas utilisées chaque année. Le tableau en annexe reprend les différentes demandes officielles de mobilisation du Fonds depuis son entrée en vigueur jusqu'à ce jour.

3. Le Gouvernement suivra de près l'évolution des négociations en cours relatives à la révision des règles de fonctionnement du Fonds et s'appliquera à plaider pour que son fonctionnement s'améliore dans le sens d'une plus grande efficacité.

(Annexe: voir tableau page suivante)

Demandes 2007				
Référence	État membre	Cas	Montant (€)	Étape
EGF/2007/001	France	Fournisseurs de Peugeot	2.558.250	Paiement intégral
EGF/2007/002	France	Fournisseurs de Renault	1.258.030	Paiement intégral
EGF/2007/003	Allemagne	BenQ	12.766.150	Paiement intégral
EGF/2007/004	Finlande	Perlos	2.028.538	Paiement intégral
EGF/2007/005	Italie	Sardegna	10.971.000	Analyse par la Commission
EGF/2007/006	Italie	Piemonte	7.798.750	Analyse par la Commission
EGF/2007/007	Italie	Lombardia	12.534.125	Analyse par la Commission
EGF/2007/008	Malte	Malte	681.207	Paiement intégral
EGF/2007/009	Espagne	Delphi		Retirée
EGF/2007/010	Portugal	Lisboa-Alentejo	2.425.675	Paiement intégral
Demandes 2008				
Référence	État membre	Cas	Montant (€)	Étape
EGF/2008/001	Italie	Toscana	4.159.200	Analyse par la Commission
EGF/2008/002	Espagne	Delphi	10.901.544	Procédure budgétaire
EGF/2008/003	Lithuanie	Alytaus Tekstile	298.994	Procédure budgétaire

Question 3233 (17.3.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **discussions lors du prochain sommet sur l'emploi:**

En vue de diminuer l'Impact de la crise économique sur les ménages européens, l'exécutif européen et les partenaires sociaux ont annoncé des projets consistant à entreprendre une série de discussions sur la manière d'éviter une crise sociale et à forger des politiques de l'emploi luttant contre la récession au cours du prochain sommet sur l'emploi, le 7 mai.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles sont les mesures discutées actuellement?

2. Quelles sont les propositions que le Gouvernement entend formuler à ce sujet?

3. Quels effets positifs les mesures en discussion pourraient-elles avoir pour le maintien de l'emploi au niveau national?

Réponse (23.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Après concertation avec Monsieur le Premier Ministre, membre du Conseil européen, je peux donner les indications suivantes:

La présidence tchèque de l'Union européenne a fait part à la mi-février de sa volonté d'organiser un sommet sur l'emploi. Le Conseil européen des 19 et 20 mars 2009 a retenu que ce sommet se tiendra sous format «troïka», à l'instar du Sommet social tripartite. Il rassemblera donc les partenaires sociaux, la Commission européenne ainsi que, pour le Conseil, la «troïka», laquelle se compose de l'État qui assure la présidence du Conseil européen et des deux États qui lui succéderont immédiatement.

Les conclusions de la présidence du Conseil européen des 19 et 20 mars 2009 retiennent à ce sujet que «le sommet sur l'emploi prévu en mai 2009 permettra de procéder à un échange d'expériences afin de déterminer dans quelles proportions les mesures de relance prises sont parvenues à soutenir l'emploi. En particulier, des sujets tels que le maintien des niveaux d'emploi par la flexicurité et la mobilité, l'amélioration des compétences et l'anticipation des besoins du marché du travail, en vue de définir des orientations concrètes, seront examinés lors de ce sommet, qui offrira en outre la possibilité de se pencher sur la manière de renforcer et de restructurer le marché du travail afin de le préparer pour l'avenir. Ce sommet sera préparé en coopération avec tous les acteurs concernés, y compris les partenaires sociaux.»

Le communiqué publié par la Commission européenne après le Sommet social tripartite du 19 mars (IP/09/423) indique en outre: «Un accord fut aussi trouvé pour lancer un processus de consultation pour préparer le Sommet sur l'emploi du mois de mai. Trois séminaires seront organisés, avec la participation des partenaires sociaux et des autorités nationales compétentes, d'ici le mois de mai en République tchèque, en Suède et en Espagne - se concentrant sur trois thèmes clés, respectivement la mobilité, l'accès à l'emploi et les compétences.»

Pour être complet, je peux vous indiquer que Monsieur le Premier Ministre a déclaré dans le cadre de la conférence de presse organisée le 20 mars 2009 dans le cadre du Conseil européen que «le sommet social du 7 mai gagnerait à être bien préparé et que l'accent devrait être mis sur le maintien de l'emploi et le maintien dans l'emploi. Ce qui est le plus important.»

Question 3234 (17.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **bagarre de masse - unité spéciale:**

Et kënnt ëmmer méi heefeg, a ganz oft op deeneselwechte Plazen a vun deeneselwechten Akteuren, zu Massekläppereien, wou onschëlleg Persoune verletzt ginn, ouni datt d'Uerdnungskräften dës Situatioune kënnen am Intérêt vun den onschëllege Bierger meeschteren.

Kierzlech war et net emol méiglech, randaléierend Jugendlecher an enger Disco meeschter ze ginn, wou e Mënsch zesummegeschloe gouf, an déi Responsabel net emol konnten ermëttelt ginn.

Et ass einfach net méi zoumuttbar, datt geschwë kee Mënsch sech méi nuets op d'Strooss traut aus Angscht an esou eng Rixe eranzegeroden.

Et muss an dësem Land nach ëmmer méiglech sinn, sech och nuets ze amuséieren, ouni datt ee muss fäerten, agresséiert ze ginn.

Wann d'Police, déi och oft net extra genuch ausgebilt ass, fir bei Massenkläppereien anzewierke, well ëmmer erëm Beamte verletzt ginn, der Situatioun net Meeschter gëtt, da mussen aner Moossnamen ergraff ginn.

D'Agressioune ginn ëmmer méi hefteg, d'Moyenen, déi bei den Aggressiounen agesat ginn, ginn ëmmer méi geféierlech, dofir brauche mer Géigemëttelen.

Da musse mer, genausou wéi dat an eise Nopeschlänner de Fall ass, spezial Unitéiten ausbilden, déi dëser Situatioun gewuess sinn, ouni excessif musse virzegoen.

Et ass eis Flicht, d'Bierger ze schützen, och wa mer net all Problem kënne virausgesinn, mä wann der optauchen, da musse mer fäeg sinn, se esou ze meeschteren, datt keen zu Schued kënnt!

Mir däerfen net waarde bis rietsextrem Gruppementer politescht Kapital aus der Ohnmächtegkeet vun den Uerdnungskräften zéien, an do derbäi nach xenophobesch Aktiounen aleeden!

Kann den Här Justizminister mer duerfir matdeelen:

1) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir géint déi ëmmer méi heefeg Massekläppereien effizient virzegoen?

2) Ass et net en Armutszeugnis vun eisem Uerdnungssystem, wa bei enger Klepperei d'Police sech muss zréckzéien, fir net nach méi Verletzter ze kréien, a muss nokucke wéi eng Persoun zesummegeschloe gëtt, ouni datt ee kann agräifen an ouni datt déi néideg Hëllef ka geleescht ginn?

3) Wier et net sënnvoll Beamten, déi sech dozou beruff fillen, an enger Spezialeenheet ze integréieren, fir bei esou Evenementer kënnen anzegräifen, fir déi net betraffe Bierger ze schützen?

4) Wier et net sënnvoll, grad do wou esou Problemer permanent optrieden, ze versiche mat preventiver Präsenz vun den Uerdnungskräfte se am Keim ze erstécken?

Réponse (24.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La police doit régulièrement intervenir, surtout pendant les nuits de weekend devant des établissements de nuit et réagir en dispositif renforcé.

La police applique des principes de tactique policière, préférant dans la mesure du possible des techniques de désescalade plutôt que l'utilisation d'office de moyens coercitifs.

La police dispose d'une unité spéciale d'intervention qui n'intervient cependant que dans des situations exceptionnellement graves.

Le Gouvernement a continué ses efforts afin de doter la police des moyens nécessaires pour faire face à l'évolution des situations et veiller à assurer la sécurité des citoyens.

Question 3236 (18.3.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **diplôme d'ingénieur industriel:**

À ma question parlementaire N°2622 relative au diplôme d'ingénieur industriel, Monsieur le Ministre avait répondu en juin 2008 que la création d'un diplôme de master ingénieur industriel pourrait se faire dans le cadre du prochain contrat pluriannuel entre l'État et l'Université. Selon ses dires, Monsieur le Ministre a eu des contacts avec les associations professionnelles du secteur pour déterminer leurs besoins en termes de formation continue *(cf. compte rendu N°16/2007-2008).*

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur le résultat des pourparlers avec les associations professionnelles?

- Sachant que l'élaboration du nouveau plan quadriennal est en cours, j'aimerais connaître les dispositions en relation avec le diplôme et la formation susmentionnés.

- Quelle sera la position du Gouvernement quant à un master en ingénieur industriel?

Réponse commune (27.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3236 de Monsieur le Député Ben Fayot relative au diplôme d'ingénieur industriel.

La création de l'Université du Luxembourg a entraîné une restructuration des formations qui étaient dispensées dans le cadre des établissements d'enseignement supérieur créés par la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur. Ainsi, la formation aboutissant à la délivrance du diplôme de l'ingénieur industriel a été abolie pour être remplacée par une formation menant à l'obtention d'un bachelor professionnel en ingénierie comprenant sept options différentes. Ce diplôme de bachelor donne accès aux mêmes professions que l'ancien diplôme de l'ingénieur industriel.

Par ailleurs, le bachelor professionnel en ingénierie donne accès, moyennant certaines passerelles, aux formations de 2e niveau dans les domaines de la construction et de l'informatique. Dans le cadre de l'élaboration de son 2e plan quadriennal, l'Université réfléchit à la possibilité d'étoffer l'offre de formations de type «master» dans les sciences de l'ingénierie.

Comme la structuration de la formation en deux niveaux avec des compétences et des sorties bien définies pour chacun des deux niveaux répond au critère de l'employabilité, il n'est pas prévu d'introduire un «master ingénieur industriel».

Question 3238 (19.3.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **déménagement du Lycée Technique pour Professions de Santé:**

Selon mes informations, le Centre de Formation d'Esch/Alzette du Lycée Technique pour Professions de Santé déménagera de son adresse actuelle. L'École «CITO» à Bascharage servira d'infrastructure de rechange. La cause principale pour ce déménagement est que le bâtiment actuel ne répond que partiellement aux critères de sécurité prévus par la loi portant sur la sécurité dans la fonction publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Le déménagement à Bascharage constitue-t-il une mesure provisoire dans l'attente d'une solution définitive?

- Quelles sont les intentions du Gouvernement à ce sujet? Compte-t-il construire un nouveau centre de formation dans la région sud du pays?

- Si tel est le cas, dans quelle commune ce nouveau centre de formation serait-il implanté? Quand est-ce que les travaux de construction pourraient débuter?

Réponse commune (17.4.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. Le déménagement à Bascharage du Centre de Formation d'Esch/Alzette du Lycée Technique de Profession de Santé est une mesure provisoire.

2. Le Gouvernement compte construire un nouveau centre de formation dans la région du sud du pays. En effet, l'article 3 de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé, prévoit que chaque région hospitalière du pays comporte un Centre de Formation pour Professions de Santé.

3. Plusieurs communes du sud du pays ont exprimé leur intérêt à accueillir le nouveau centre de formation.

4. Actuellement les responsables du lycée ont élaboré un programme de construction qui constitue la première étape dans le processus de réalisation d'un bâtiment scolaire. Ce programme sera soumis sous peu à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

Question 3239 (19.3.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **création d'une piste de motocross dans le sud du pays:**

D'Motor-Unioun Lëtzebuerg (MUL) huet a senger laanger Geschicht Lëtzebuerg oft op d'Weltkaart gesat, besonnesch iwwer Europa- a Weltmeeschterschaften am Motocross an am Trial.

No enger Period wou et méi roueg war geet et erëm biergop mat der Zuel vun den aktive Piloten, dat net zulescht well d'MUL sech och fir d'Jugend grouss opgemaach huet. Mat der Hëllef vum Stat an der Gemeng Géisdref verfügt d'MUL iwwer eng permanent Pist zu Boukels. Leider stellt dës Pist nëmmen eng Deelléisung duer well vill aktiv Piloten an déi grouss Veräiner aus dem Süde vum Land kommen.

Zënter Jore beméit sech déi national Federatioun mat de lokale Veräiner, am Kontakt mam Sportsministère, ëm eng Pist am Süden, wou esouwuel fir de Motocross, den Trial an den Enduro kéint trainéiert ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Gëtt et konkret Hiweiser, datt d'Pilote geschwënn iwwer eng Trainingspist fir Motocross, Trial an Enduro am Süde verfügen? Wou wier dës Pist a wéini kéint een dermat rechnen, datt se de Piloten zur Verfügung gestallt ka ginn?

2) Wann neen, ass den Här Minister vum Sport bereet d'Federatioun an d'Veräiner ze ënnerstëtzen, fir datt esou e Sportszentrum am Süden oder am Zentrum esou schnell ewéi méiglech Wierklechkeet gëtt?

3) Ass de Minister vum Sport bereet, zesumme mam Minister fir d'Ëmwelt, bei der Sich no engem gëeegenten Terrain ze hëllefen?

Réponse (17.4.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Virop emol mengersäits e puer Explikatiounen zu der Motocrosspist zu Boukels: Dës Pist huet de Stat no Gespréicher mam Verband vum Motocross Club Boukels iwwerholl. Si ass 2008 mat alle concernéierten Instanzen wéi Forst- an Ëmweltverwaltung, Gemeng, Verband a Veräin de sportlechen Erfuerdernissen entspriechend an d'Rei gesat ginn, a steet elo als nationale Motocrosscenter der MUL an alle senge Veräiner no bestëmmte Regelen zur Verfügung fir Trainings- a Kompetitiounszwecker. De Projet «Nationale Motocrosscenter» ass iwwregens nach net ofgeschloss: en ass als nationale Sportscenter am 8. Fënnefjoresplang agedroen a gëtt an deenen nächsten zwee Joer no de Verbandsvirlagen a puncto Sport, Sanitär an Technik fäerdeggestallt.

Lëtzebuerg, a besonnesch d'MUL, ka sech glécklech schätzen, elo endlech, no villem Sichen an Échecen, wéi ënner anerem Fol-

kendéng, eng national Pist ze hunn, déi doriwwer eraus och nach vun anere Sportsaarte wéi Trial, Quad, Mountainbike asw. ka benotzt ginn, déi awer virun allem «ëmweltverträglech» ass an d'Leit vu Boukels an Ëmgéigend net stéiert.

De Wonsch, fir och an de Süde vum Land eng Motocrosspist, haaptsächlech zu Trainingszwecken, ze kréien, ass bekannt a gouf och bis elo ënnerstëtzt. Souwuel regierungssäits, wéi och vun de Spezialiste vun der MUL an de Veräiner si während Joren eng etlech Plaze gesicht an ënnersicht ginn, et si Gespréicher gefouert ginn, mä bis elo hu sech all d'Méiglechkeeten ëmmer neess zerschloe wéinst Ëmweltoplagen, Kaméidi, Propriétéitsverhältnisser asw.

Dofir bestinn am Moment och keng konkret Hiweiser, wo esou eng Pist am Süde kéint entstoen. Mä et gëtt sech kenger Léisung verschloss.

Zesumme mam Verband ass deemno de Motocrosscenter Boukels als den nationalen Equipement ze betruechten an auszebaue wéi et virgesinn ass.

Question 3240 (19.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **statut du travailleur handicapé:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°3047 du 18 décembre 2008 au sujet des statistiques relatives aux différentes carrières du personnel communal *(cf. compte rendu N°8/2008-2009)*, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire m'avait fourni un tableau sur le personnel engagé par les administrations communales selon les différents statuts, à savoir fonctionnaires, employés et ouvriers communaux. Cependant, le tableau ne donne aucune indication sur le nombre de travailleurs handicapés par commune.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre de travailleurs handicapés engagés dans le secteur communal et leur répartition à travers les communes luxembourgeoises?

Réponse commune (8.5.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Au 1er avril 2009, 172 personnes ayant le statut de travailleur handicapé ont été employées dans le secteur communal et leur répartition est la suivante:

Commune	Nombre de travailleurs handicapés
Bascharage	3
Beckerich	2
Bertrange	2
Bettembourg	3
Betzdorf	3
Bissen	1
Boevange/Attert	1
Clervaux	1
Colmar-Berg	1
Dalheim	1
Diekirch	4
Differdange	14
Dippach	1
Dudelange	5
Echternach	3
Ermsdorf	1
Esch/Alzette	16
Ettelbruck	3
Fischbach	1
Grevenmacher	1
Heiderscheid	1
Hesperange	2
Hobscheid	1
Hosingen	1
Junglinster	3
Kayl	4
Kehlen	1
Lorentzweiler	1
Luxembourg	21
Mamer	2
Mersch	2
Mertert	1
Mertzig	2
Mondercange	5
Niederanven	2
Pétange	4
Rambrouch	3
Remich	1
Roeser	3
Rosport	1
Rumelange	1
Sanem	10
Schieren	1
Schifflange	9
Schuttrange	1
Steinfort	3
Steinsel	2
Troisvierges	1
Useldange	1
Vianden	1
Walferdange	1
Wiltz	1
Wincrange	1
SICA	1
SIDEC	1
STEP	1
Syndicat de l'hôpital intercommunal de Steinfort	2
Syndicat des eaux du barrage	2
Syndicat des tramways intercommunaux TICE	1
Syndicat intercommunal - Centre scolaire et sportif	1
Syndicat intercommunal de Gestion informatique	2
TOTAL	172

Question 3243 (20.3.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **«Bommeleeër» - l'enquête de l'IGP:**

Lors d'une émission télévisée un ancien enquêteur a témoigné que dans l'affaire «Bommeleeër», un officier de la gendarmerie aurait à plusieurs reprises enfreint les procédures d'enquête en laissant accéder les journalistes au lieu du crime, ce qui aurait résulté dans une destruction d'indices et de traces. Ce qui est contraire à la sécurisation d'un lieu de crime. En outre, Monsieur le Procureur d'État se serait opposé contre toute enquête interne de l'IGP en ce qui concerne les dysfonctionnements survenus lors des enquêtes dans l'affaire «Bommeleeër».

Monsieur le Ministre a aussi fait savoir par voie des médias, après la réunion du 18 mars de la commission juridique de la Chambre des Députés, qu'il n'avait eu aucune connaissance du fait que le travail des enquêteurs aurait été entravé, dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si dans le passé, des mesures disciplinaires ont été prises à l'égard de l'officier en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il introduire une procédure disciplinaire contre l'officier en question?

- Dans sa question parlementaire du 12 mars 2008, l'honorable Député Claude Meisch avait tenu à informer Monsieur le Ministre des réclamations venant de membres de la cellule d'enquête dans l'affaire «Bommeleeër» qui se plaignaient d'avoir été contrariés dans leur travail par des supérieurs *(cf. compte rendu N°12/2007-2008)*. Tenant compte de cela, Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer comment il peut maintenir jusqu'à ce jour de ne pas avoir été au courant de ces faits?

- Monsieur le Ministre pourrait-il me donner son appréciation sur la démarche de Monsieur le Procureur d'État qui s'oppose à toute enquête de l'IGP dans ce contexte?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette méfiance envers l'IGP?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà demandé des explications à Monsieur le Procureur d'État quant à son attitude de refus envers l'IGP?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si l'attitude des autorités judiciaires s'expliquerait par la possibilité que certaines personnes, à qui on pourrait reprocher des négligences de l'époque de l'affaire «Bommeleeër», sont actuellement affectés à l'IGP?

Réponse (26.3.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Je me permets d'abord de rappeler à l'honorable Député que je ne fus pas membre du Gouvernement dans les années 1985 et 1986, c'est-à-dire au moment des faits auxquels se réfère la question parlementaire.

2. Si des infractions ont été commises il y a 24 ans, il appartient aux seules autorités judiciaires de faire les enquêtes et d'entamer les procédures qui s'imposent dans de tels cas. Le Ministre de la Justice n'a pas accès au dossier pénal pour vérifier les allégations reprises dans la question parlementaire.

3. Comme l'a souligné Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg au cours de la récente réunion de la commission juridique de la Chambre, ni la Chambre des Députés, ni le Ministre, ni l'Inspection Générale de la Police ne peuvent mener une enquête dans une affaire où, comme en l'espèce, les autorités judiciaires (juge d'instruction et parquet) sont saisies.

Question 3244 (23.3.2009) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **fermeture de l'usine de Villeroy & Boch:**

Selon un quotidien proche de la majorité, le Ministre a déclaré au sujet de la fermeture de l'usine Villeroy & Boch à Luxembourg et des licenciements qui en découlent que:

1. dès 2006, lors de la première grande restructuration il avait déjà «kein gutes Gefühl» quant à l'avenir de l'entreprise,

2. il n'aurait pas été fait usage de tous les instruments sociaux luxembourgeois pour répondre à la situation «Das ist nicht die Art, wie in Luxemburg normalerweise in solchen Situationen verfahren wird,»

3. «Ech sinn extrem rosen».

Dans le même ordre, les questions sont les suivantes:

1. Quelles mesures le Ministre a-t-il prises ou suggérées au Gouvernement pour éviter que son pressentiment de 2006 ne devienne réalité?

2. Quelles conséquences le Gouvernement et le Ministre entendent-ils tirer de cet état de fait?

3. Quelles suites décisionnelles le Ministre entend-il donner à sa déclaration musclée?

Réponse (5.5.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La société Villeroy & Boch a procédé en 2003 et 2006 à une restructuration de ses activités au Luxembourg, avant d'annoncer en mars 2009 la fermeture complète des activités de production de porcelaine au Luxembourg à l'horizon 2010.

Le secteur de la céramique continue de faire face depuis de nombreuses années déjà à un besoin de restructuration. En effet, la concurrence de la part des pays asiatiques s'est fortement accrue depuis la levée des quotas d'importation vers la Communauté européenne.

Dans ce contexte, Villeroy & Boch fait également face depuis plusieurs années déjà à une situation difficile.

Toutefois, afin de rencontrer une dégradation progressive de la situation économique de l'entreprise, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a accompagné par le passé Villeroy & Boch Luxembourg dans certains projets de recherche qui auraient dû contribuer à assurer la viabilité du site de production luxembourgeois.

Force est de constater que, malgré ces efforts, Villeroy & Boch a donc décidé d'arrêter toute activité de production au Luxembourg.

Dans la mesure où la société a bénéficié pour l'exécution de ces projets d'aides publiques, mes services sont en train de vérifier quelles aides doivent, le cas échéant, être restituées. S'il s'avère que les délais prévus par la loi en matière de restitution ne sont pas encore dépassés, il sera demandé à Villeroy & Boch de procéder au remboursement des aides reçues.

Question 3245 (24.3.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création de zones horticoles:**

Depuis les années 90, il est envisagé de créer des zones horticoles dans le pays. Selon mes informations, un groupe interministériel a décidé de retenir deux sites aux alentours d'Itzig. Il serait prévu d'y produire des légumes et des plantes décoratives en serre ainsi que des plantations dans des structures non chauffées.

En plus, la création de zones horticoles augmenterait le pourcentage de légumes autochtones et aiderait à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-il envisagé d'y installer un chauffage à base de biomasse afin d'alimenter les serres par un réseau de chauffage urbain?

- Combien de nouveaux postes de travail pourraient être créés par les deux zones horticoles?

Réponse (21.4.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les questions de Monsieur le Député, qui se réfèrent aux projets de création de zones horticoles, appellent les réponses suivantes.

Suite à l'abandon du projet initial d'une zone horticole avec des serres chauffées au lieu-dit «in Tidert» (commune de Hesperange), des alternatives à ce projet ont été analysées et finalement deux voies alternatives ont été retenues.

Un premier projet vise à implanter une exploitation de serres chauffées près d'une station de biométhanisation, qui est sur le point d'être construite et qui pourrait fournir la chaleur nécessaire au fonctionnement des serres. La réalisation de ce projet est liée à la condition que la rémunération d'électricité et de chaleur soit plus intéressante pour l'exploitant de la station de biométhanisation, que la fourniture de gaz au réseau de distribution de gaz. D'un autre côté, les coûts d'énergie doivent être assez bas pour que l'exploitation des serres reste rentable. Le développement concret de ce projet ne pourra donc se faire qu'en concertation directe avec l'investisseur horticole et l'exploitant de la station de biométhanisation.

Cette source de chaleur permet l'exploitation de serres d'une surface de 20.000 m². Le nombre de postes de travail nécessaires dans une telle entreprise dépend fortement des cultures, mais on peut estimer par exemple que la production de tomates sur cette surface pourrait créer environ dix emplois.

La deuxième voie poursuivie, est celle d'utiliser les terrains initialement acquis sur le lieu-dit «in Tidert» pour y implanter des entreprises horticoles exploitant des cultures hors sol dans des serres non chauffées. Par rapport au projet initialement prévu, ceci nécessitera des coûts d'infrastructures moins importantes. Cependant le choix des cultures et la saison de production restent plus restreints. En fonction des cultures choisies (par exemple fraises ou tomates), l'exploitation d'un hectare nécessite trois à six postes de travail. Si la surface exploitable sur ce site est d'environ 15 hectares, un tel développement ne paraît que peu réaliste à moyen terme.

Il faut aussi noter que la mise en place de structures de commercialisation prévues pour ces projets, seront aussi utiles pour écouler les productions horticoles et devraient ainsi contribuer à stabiliser des exploitations existantes, promouvoir la création de nouvelles productions horticoles et créer de nouveaux postes de travail.

Question 3246 (24.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**aide financière pour permis de conduire pour demandeurs d'emploi:**

Et gëtt eng Rei net indemniséiert Demandeurs d'emploi, dorënner och vill net qualifizéiert Jonker an och Leit mat enger Qualifikatioun, déi et schwiereg ass an den Aarbechtsmaart an- oder zréckzeféieren.

Dës Persounen, déi zum Deel net vill respektiv guer keen Akommes hunn, hunn och net vill Méiglechkeete fir sech selwer ze hëllefen.

Des Weidere sinn der drënner, déi kee Führerschäin hunn, awer och keng Moyenë fir een ze maachen.

Bei der Mobilitéit, déi ëmmer méi verlaangt gëtt, awer och well op villen Aarbechtsplazen e Führerschäin gebraucht gëtt, wier et vläicht sënnvoll, déi Persoune staatlech ze ënnerstëtzen, fir datt se kënnen de Führerschäin maachen, net nëmmen den normale fir den Auto, mä doriwwer eraus och fir Camionen, Semi-remorquen an esouguer Bus, fir datt se iwwert dee Wee vläicht eng Aarbecht fannen.

1) Gedenkt d'Regierung esou Iwwerleeungen a Betruecht ze zéien an eventuell den Demandeurs d'emploi staatlech Ënnerstëtzung zouzegestoen, wa se wëllen de Führerschäin maachen, dat esouwuel fir Persouneween, wéi och fir Giddertransport an alle Kategorien?

2) Wier et net sënnvoll, esou eng Mesure mat an de Kader vun der Erwuessenen Aus- a Weiderbildung mat afléissen ze loossen?

Réponse commune (23.4.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

De Problem vum Führerschäin als Element vu Beschäftegungsfäegkeet vun Aarbechtssichenden ass dem Aarbechts- a Beschäftegungsminister duerchaus bekannt. De Ministère ass och amgaang, zesumme mat der ADEM, iwwer méiglech Léisungen nozedenken, woubäi déi dräi Elementer aus dem Här Deputéierte senger Fro kënnen afléissen.

Mir kucken och deen een oder anere Modell aus dem Ausland no, woubäi meeschtens, wann den öffentleche Beschäftegungsservice mat intervenéiert, e System vun Avancë virgesinn ass an den Demandeur d'emploi muss zréckbezuelen, wann en eng definitiv Plaz fonnt huet.

Dës Moossnam ass an deem Sënn verständlech, datt et jo och net ka sinn, datt de Fonds pour l'Emploi benotzt gëtt, fir alle Leit de Führerschäin ze bezuelen.

Am Résumé, eng Interventioun vum Beschäftegungsfonds fir den Demandeurs d'emploi ze hëllefen de Führerschäin ze kréien ass ze envisagéieren, wann et konkret an direkt eng Bedingung ass fir eng Plaz ze kréien. Wann et soll méi eng large Mesure ginn, kann et nëmmen iwwer ee System goen, wou de Fonds pour l'Emploi d'Suen avancéiert an erëmkritt, wann d'Leit eng Plaz fonnt hunn.

Meng Servicer sinn amgaang Propositiounen an deem Sënn ze formuléieren.

Den Aspekt Führerschäin am Kader vu Formatioun vun Erwuessene ka mat an deem ganze Kontext gekuckt ginn. Hei muss een allerdéngs soen, datt ech souwéisou an den Diskussioune mam Transportsecteur den Engagement geholl hunn, zum Beispill de Busführerschäin am Kader vun engem Beschäftegungsplang mat ze finanzéieren, wann dat engem Camionschauffeur aus enger Entreprise déi Deelzeitaarbecht huet, hëlleft eng Plaz am Bussecteur ze verschafen.

Dem Här Deputéierte seng Suggestioune sinn also net nei, an de Ministère ass schonns méi laang amgaang Léisungen ze sichen. Ganz einfach ass et allerdéngs net, well de Beschäftegungsfonds riskéiert als Instrument ugesinn ze ginn dat de Leit, wann se sech aschreiwen, systematesch de Führerschäin finanzéiert. Dat kann awer net dem Fonds pour l'Emploi säi Rôle sinn.

Question 3247 (24.3.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **consommation d'alcool chez les jeunes:**

En France, les hospitalisations pour ivresse des moins de 15 ans ont augmenté de 50% entre 2004 et 2007. En plus, la consommation régulière d'alcool chez les jeunes serait en nette augmentation.

Selon mes informations, la France a décidé d'interdire les soirées où l'alcool est servi à volonté après le seul paiement d'une entrée. Cette interdiction s'inscrit dans les mesures contre l'alcoolisme et a pour but de finir avec les soirées favorisant le «binge drinking», une pratique qui consiste à consommer un maximum d'alcool en un minimum de temps.

Même si le phénomène du «binge drinking» est peu visible au Luxembourg, il est désormais pratiqué dans notre population de plus en plus jeune. Le Centre de Prévention des Toxicomanies y voit un danger de haute importance et il faut cesser de voir dans l'alcool une drogue culturelle, menant à d'autres types de dépendance.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement peut-il me communiquer les statistiques des mineurs hospitalisés suite à une intoxication par l'alcool?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre de la Santé pour combattre la consommation d'alcool chez les mineurs?

- Quand publiera-t-on les résultats de l'étude mondiale de l'OMS menée en 2006 et à laquelle notre pays a participé?

Réponse (28.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À l'heure actuelle nous ne disposons pas de statistiques nationales concernant les mineurs hospitalisés suite à une intoxication par l'alcool.

Pour recueillir des statistiques fiables il faudra appliquer des règles standardisées et harmonisées d'enregistrement au niveau national. L'amélioration des données de morbidité de notre population, du moins des patients hospitalisés, figure parmi nos priorités. Pour certaines pathologies nous disposons déjà de données de qualité, fiables et comparables au niveau international. Dans le cas des pathologies liées à un abus d'alcool tel n'est pas encore le cas.

Nous envisageons d'introduire dans les urgences des hôpitaux du pays le programme européen d'enregistrement des accidents volontaires et involontaires, dit EU Injury Database, qui prévoit aussi l'enregistrement des consommations abusives de drogues légales ou illégales ayant nécessité des soins médicaux dans des services d'urgence. Le CRP-Santé a été mandaté pour la mise en œuvre de ce projet. La phase test est prévue pour 2009.

Depuis 2005 un groupe interdisciplinaire, coordonné par le Centre de Prévention des Toxicomanies en étroite collaboration avec mon Ministère, et regroupant entre autres des représentants, outre de mes services, des Ministères de la Famille et de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du SNJ, de l'ORK, du Parquet, de la Police grand-ducale, de la Sécurité routière, de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et de la psychiatrie juvénile se réunit régulièrement pour aborder la problématique de la consommation d'alcool chez les jeunes. J'accorde personnellement une importance primordiale à cette problématique et je participe régulièrement aux réunions du groupe.

Un des premiers problèmes abordés par ce groupe était la consommation d'alcopops. Les recommandations du groupe ont conduit à l'adoption d'un règlement grand-ducal, en décembre 2005, soumettant ces boissons à une taxe très élevée, ce qui a eu pour effet leur disparition du marché luxembourgeois.

Une deuxième action «programmatique» du groupe était la campagne, qui a débuté en 2007, avec le thème «Keen Alkohol ënner 16».

Dans le cadre de cette campagne de nombreuses actions de sensibilisation des adultes ont été entreprises pour appeler à leur responsabilité en la matière. La campagne a également débouché sur une mesure législative. En effet, si la loi en matière de cabaretage prévoyait déjà une interdiction de servir des boissons alcooliques aux moins de 16 ans à l'intérieur des cafés et établissements similaires, une loi du 22 décembre 2006 est venue étendre l'interdiction à tous les lieux publics généralement quelconques, dans le but d'enrayer cette pratique notamment lors des fêtes sous tente organisées en été et ciblant spécialement un public de jeunes.

Les activités du groupe de travail continuent, notamment pour élaborer des actions dans les écoles et les communes, des recommandations de bonne conduite pour les organisateurs de festivités etc...

Mes services n'ont pas connaissance d'une étude mondiale de l'OMS, menée en 2006, à laquelle l'honorable Parlementaire se réfère. Il existe toutefois une étude internationale HBSC-Health Behaviour in School aged children 2005/2006, à laquelle le Luxembourg a participé. Les résultats de cette étude, qui a porté sur tous les risques de santé en rapport avec le comportement des jeunes, peuvent être consultés sous http://www.euro.who.int/Document/E91416_Ch2_4.pdf.

Un rapport national portant sur la consommation de drogues légales et illégales et attendu pour fin 2009.

Question 3248 (24.3.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental:**

L'article 16 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental prévoit entre autres que les candidats admis aux épreuves du concours peuvent compenser une seule note insuffisante qui n'est pas inférieure à 7 points, si la moyenne générale des notes obtenues dans les trois épreuves est égale ou supérieure à 12 points.

Selon mes informations, un tel système de compensation est unique dans la procédure de recrutement du personnel de l'État sur examen-concours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'il n'y a pas discrimination en la matière notamment par rapport à toutes les autres carrières étatiques soumises à un examen-concours d'admission au stage?

- Est-il envisagé d'introduire des systèmes de compensation analogues pour d'autres carrières étatiques?

- Quels ont été les motifs qui ont amené Madame la Ministre de l'Éducation nationale à introduire un système de compensation pour les épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur?

Réponse commune (8.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'article 16 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental stipule que «Les candidats ayant eu une note inférieure à 7 points dans l'une des épreuves sont éliminés. Les candidats peuvent compenser une seule note insuffisante qui n'est pas inférieure à 7 points, si la moyenne générale des notes obtenues dans les trois épreuves est égale ou supérieure à 12 points».

La mesure de compensation prévue dans le cadre des épreuves de classement du concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental a été introduite à l'instar des modalités existant pour le recrutement du personnel de l'enseignement postprimaire. En effet, le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel de l'enseignement postprimaire prévoit en son article 10, paragraphe II, qu'à l'issue des épreuves de classement sont exclus du classement les candidats: 1) dont la moyenne pondérée des notes obtenues aux épreuves de classement est inférieure à dix points sur vingt, ou 2) ayant obtenu une note inférieure à 7 points sur 20 dans une épreuve.

Il n'y a pas de discrimination par rapport à toutes les autres carrières étatiques dans la mesure où il s'agit d'une mesure spécifique, mesure qui peut être considérée comme mesure d'harmonisation parmi les différentes catégories d'enseignants.

Il n'est pas envisagé pour le moment d'étendre ces systèmes de compensation pour les autres carrières de l'administration générale.

Question 3250 (24.3.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **centre de stockage de déchets radioactifs en France:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0251 datant de janvier 2005 de Monsieur le Député Emile Calmes relative à la création en France d'un centre de stockage de déchets radioactifs, Monsieur le Ministre de la Santé a déclaré que, concernant le site de Bure, le Gouvernement luxembourgeois suivrait attentivement ce dossier *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*. Il me revient qu'il est maintenant prévu d'y stocker des déchets hautement radioactifs.

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a lancé un appel à candidature afin d'identifier des sites susceptibles d'accueillir un centre de stockage de déchets radioactifs de faible activité à vie longue (FA-VL). C'est sur base volontaire qu'une commune ou un territoire accueilleront ce site. Ces candidatures auraient dû être examinées fin 2008. Il me revient que certaines communes françaises proches de la frontière luxembourgeoise se sont portées candidates afin d'accueillir ce site, sachant qu'elles toucheront une indemnité pécuniaire non négligeable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été informé qu'à Bure on projette de stocker des déchets hautement radioactifs?

- Comment a-t-il réagi à ces projets?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quelles communes, notamment limitrophes, ont été retenues pour accueillir un centre de stockage de déchets radioactifs de faible activité à vie longue?

- Est-ce que le Luxembourg et les communes limitrophes luxembourgeoises ont été consultés à ce sujet?

Réponse (14.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En France, les déchets radioactifs sont classés en cinq catégories. Dans sa question, l'honorable Député se réfère à deux projets distincts qui visent des solutions pour deux catégories de déchets, à savoir les déchets de haute activité (HA) et les déchets de faible activité à vie longue (FA-VL).

Concernant les déchets HA, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) est chargée de conduire les études et recherches sur le stockage réversible en profondeur. Ces études sont en grande partie réalisées dans le laboratoire souterrain à Bure. Le but est de choisir un site, très probablement dans la zone de 250 km? autour du laboratoire, et de concevoir un centre de stockage, constitué d'installations souterraines situées à 500 mètres de profondeur.

Cependant ces travaux prendront encore quelques années, et une demande en autorisation proprement dite du site ne sera probablement pas introduite en France avant 2014 ou 2015.

Le nouveau site

www.chd.lu

online à partir du

5 juin 2009

Comme j'ai déjà pu le dire dans ma réponse donnée en septembre 2008 à la question parlementaire N°2761 de Monsieur le Député Henri Kox *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, mes services sont au courant du projet de la création d'un site de stockage de déchets hautement radioactifs à Bure. Je puis également me référer à ma prédite réponse pour ce qui est de la création d'un groupe interministériel chargé de suivre l'évolution de ce projet. Dans le cadre de la commission mixte franco-luxembourgeoise, mise en place en rapport avec la centrale nucléaire de Cattenom, nos interlocuteurs français informent régulièrement mes services sur les développements du projet de Bure. Le prédit comité interministériel luxembourgeois se rendra à Bure début juillet, sur invitation des autorités françaises, pour découvrir le site et prendre des informations sur place.

En matière de déchets FA-VL, l'Andra prévoit un stockage dans une couche d'argile à faible profondeur, entre 15 et 200 mètres, sur une surface d'environ 100 ha. Pour mettre en œuvre ce deuxième projet, un appel à candidatures pour la recherche d'un site a été lancé en juin 2008 auprès de 3.115 communes réparties dans huit régions. Sur base des candidatures l'Andra a soumis un rapport d'analyse au Ministre d'État chargé de l'écologie et de l'énergie pour lui permettre de sélectionner deux ou trois communes. L'Andra n'a cependant pas rendu public son rapport, ni la liste des communes candidates. Une décision gouvernementale sur le choix de plusieurs communes potentielles, sur lesquelles des investigations plus approfondies seront menées en 2009 et 2010, est actuellement attendue. Sur demande, l'Andra a confirmé à la division de la radioprotection que les travaux de reconnaissance sur ces sites seraient accompagnés d'une démarche d'information et de dialogue et que les communes sélectionnées auront encore la possibilité de renoncer à leur candidature pendant ces deux ans. Les études se poursuivront ensuite sur le ou les sites retenus, jusqu'au dépôt par l'Andra auprès du Gouvernement d'une demande d'autorisation de création d'un centre de stockage en 2013.

Quant à une consultation des communes limitrophes luxembourgeoises en rapport avec le projet de stockage de déchets FA-VL, il faut dire qu'actuellement des communes de plusieurs régions françaises, la plupart éloignées de nos frontières, se sont portées candidates. Aucune commune ayant une frontière commune avec le Luxembourg n'a présenté sa candidature. Mais les autorités françaises ont fait connaître leur disponibilité pour un dialogue avec le Luxembourg pour le cas où une commune située assez près de notre frontière était pressentie.

Question 3253 (25.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **tuberculose:**

An der leschter Zäit schéngt et, wéi wa méi Fäll vun der Tuberkulos respektiv Otmungskrankheeten opgetaucht wieren.

Déi Betraffe musse sech dann a Quarantaine beginn, an all Persounen, déi mat hinnen ze dinn oder Kontakt haten, kréie schréftlech gerode sech an engem Dispensaire ënnersichen ze loossen, fir dann no dräi Wochen d'Resultat gewuer ze ginn, ob se ugestach gi sinn oder net.

Dës Situatioun mécht de Leit Angscht, well dës Krankheeten net direkt détectabel sinn, an d'Preventivmoossnamen net allgemeng bekannt sinn, an et dofir wichteg wier, méi Opklärung a Preventioun ze maachen.

Kann den Här Gesondheetsminister an den Här Minister vun der Sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, datt et nees méi eng grouss Unzuel vun Tuberkulos oder soss Otmungskrankheeten gëtt?

2) Wa jo, wivill an a wat fir enger Regioun?

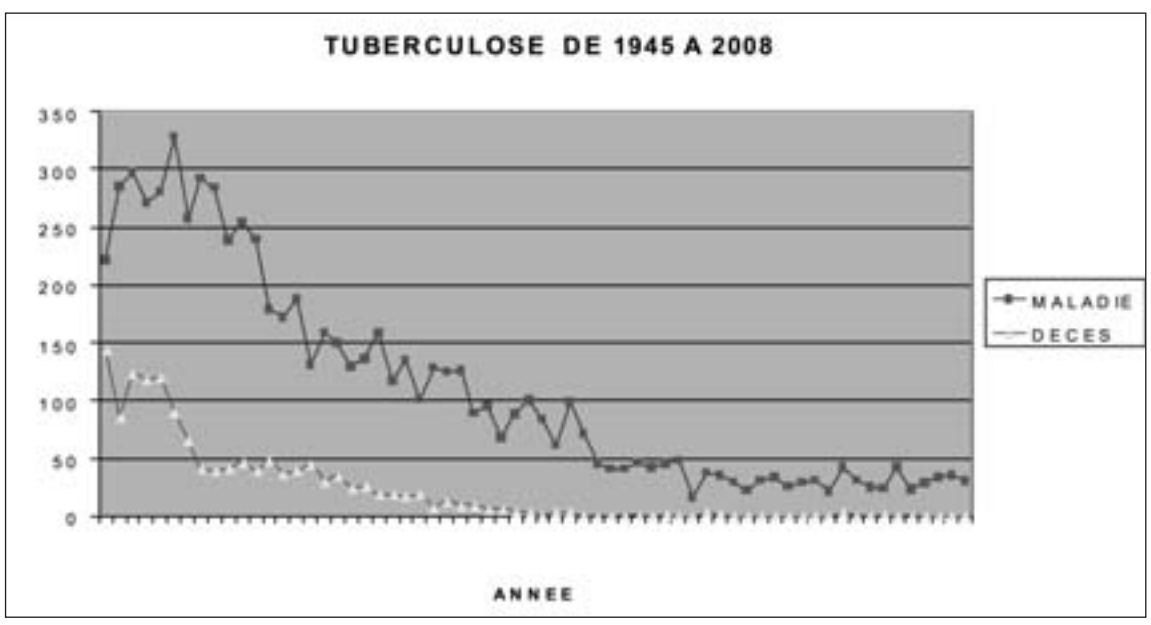
3) Kann et net sinn, datt doduerch, datt mer ëmmer méi Sans-abrië kréien, respektiv Leit, déi an ënnerkillte Wunnénge mussen hausen, d'Gefor fir d'Steigerung vun den Otmungskrankheete steigt, an datt et esouguer zu enger Epidemie kënnt kommen, wann net kuerzfristeg ermëttelt gëtt, wou d'Krankheetskeimer hierkommen?

4) Wat fir eng Opklärungs- a Preventiounsmoyenë gëtt et a wéi ginn déi agesat?

Réponse (21.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Tuberkulos ass eng ustiechend Krankheet, déi duerch de sougenannte Kochbazillus verursaacht gëtt. Dës Krankheet ass weltwäit verbreet an zimlech heefeg ausserhalb Europa, USA a Kanada. Hei zu Lëtzebuerg ass déi Krankheet meldeflichteg. Déi Zuelen, déi eis vun 1945 u virleien, weisen, datt dës Krankheet ganz staark réckleefeg wor. An deenen éischte Joren nom zweete Weltkrich si pro Joer ëm déi 300 nei Infektioune gemellt ginn. Déi Zuel ass awer drastesch gesonk an huet an den nonzeger Joren en Déifpunkt erreecht, deen zënterhier bei duerchschnëttlech esou ëm déi 30 nei Infektioune pro Joer läit.

De folgenden Tableau gëtt genee d'Evolutioun erëm:



Déi Zuel huet déi lescht Joren net geännert: d'Zuel vun de neien Infektiounen huet also hei zu Lëtzebuerg net zougeholl.

D'Krankheet fënnt een erëm an all de Schichte vun der Bevölkerung, si ass also net eng Krankheet déi eleng géif sozial schwaach Leit treffen.

Wat elo d'Ermëttlung ubelaangt wou an deenen eenzelne Fäll d'Krankheet hierkënnt, muss een op d'Zesummenaarbecht tëschent Gesondheetsministère a Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales hiweisen. All eenzele Fall gëtt do nogekuckt an all Kontakter, déi déi Persoun hat, ginn invitéiert, gratis iwwerpréiwen ze loossen, ob se net mat dem Kochbazillus ugestach gi sinn.

D'Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales mécht des Weideren nach Opklärung duerch Brochüren, Affichen, Internet, Berodung an Informatiounen. Op Internet fënnt een dëst ënner ligue.lu an den Tëlefon ass den 220099-1.

Wat elo soss Otmungskrankheeten ubelaangt, muss een drop hiweisen, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun besuergt ass, dass weltwäit haaptsächlech déi sougenannte chronesch Erkrankungen zouhuelen. D'Ursaachen heifir sinn haaptsächlech d'Fëmmen an d'Émweltverschmotzung.

Question 3256 (26.3.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **zone d'activité sur le territoire du canton Vianden:**

Depuis maintes années, les communes de Vianden et Putscheid mènent des pourparlers avec différents ministères en vue de la réalisation d'une zone d'activité sur le territoire du canton de Vianden. Alors que le Ministère de l'Économie et le Ministère de l'Aménagement du Territoire ont compris les préoccupations des PME locales, freinées gravement dans leur développement, le Ministère de l'Environnement continue à émettre des réserves à l'encontre du projet.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution actuelle du dossier de la zone d'activité «Niklosbierg»?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il prendre une décision dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la ville de Vianden, identifiée pourtant comme centre de développement et d'attraction régional, mériterait d'être encouragée par les instances gouvernementales à inviter ses entreprises à s'implanter sur un site mieux adapté à leurs besoins et réservé à des fins artisanales?

Réponse (6.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Fernand Etgen, concernant l'évolution actuelle du dossier de la zone d'activité au «Niklosbierg» projetée par l'administration communale de Vianden, il convient de relever que le Ministre de l'Environnement a fourni en date du 27 février 2009 à l'administration communale un certain nombre d'informations dans ce même contexte.

Le site destiné à recevoir le projet figure au projet de plan sectoriel «zones d'activités économiques» nonobstant le fait que la création d'une telle zone en ces lieux impliquerait un impact négatif pour l'environnement naturel. Ce projet de plan sectoriel, ensemble avec les autres projets de plans sectoriels, est actuellement soumis à une évaluation environnementale stratégique censée proposer un arbitrage entre l'intérêt général d'un développement économique régional, celui de la protection de la nature et du paysage ainsi que celui résultant des principes d'un développement durable du territoire national.

L'obligation de soumettre les plans sectoriels à une évaluation environnementale stratégique résulte des dispositions de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes.

Une décision de la part du Ministre de l'Environnement ne saurait intervenir avant que les conclusions de l'étude d'évaluation stratégique ne soient définitivement connues.

Question 3260 (26.3.2009) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**efficacité du médicament Tamiflu:**

En 2006, la progression de la grippe aviaire ainsi que les premières victimes humaines au niveau international ont eu comme conséquence la création de stocks du médicament Tamiflu afin de combattre d'éventuels foyers de la maladie aussi dans notre pays.

Or, une étude de l'Université de Tübingen a conclu que l'agent actif végétal Cystus 52, qui est déjà utilisé aujourd'hui contre les infections virales normales, assure une bien meilleure protection contre les agents pathogènes à l'origine de la grippe aviaire.

Ainsi, cette substance est jusqu'à 100 fois plus puissante contre le virus H5N1. Dans un test comparatif sur la résistance du virus à ces deux substances, le Tamiflu était efficace dans seulement deux cas sur sept, alors que le Cystus 52 était efficace à tous les coups.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

- En quelle quantité et où le médicament Tamiflu et les masques de protection ont-ils été stockés au Luxembourg? Les médicaments sont-ils encore utilisables ou est-ce que la date de péremption a été dépassée?

- Quelle était le coût d'achat des stocks de Tamiflu ainsi que des masques?

- Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance de l'étude susmentionnée et de ses conclusions?

Réponse (28.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire fait état d'une étude réalisée à l'Université de Tübingen concluant à une «bien meilleure protection contre les agents pathogènes à l'origine de la grippe aviaire» de l'agent végétal Cystus 52 par rapport au médicament Tamiflu, actuellement stocké au pays dans l'éventualité de l'apparition de foyers de grippe aviaire.

La substance évoquée par l'honorable Parlementaire n'est actuellement, à la connaissance de mes services, intégrée dans aucun médicament ayant l'indication de combattre la grippe aviaire. Mes services n'ont de même pas connaissance d'études cliniques en cours tendant à commercialiser un médicament à base de Cystus 52 pour lutter contre la grippe aviaire. Les études invoquées par l'honorable Parlementaire ont été réalisées sur des souris et en culture cellulaire. Elles n'ont pas été validées sur l'homme. Du reste l'OMS recommande de constituer des stocks de Tamiflu contre la grippe aviaire. La substance Cystus 52 quant à elle se retrouve dans la composition de nombreux compléments alimentaires.

Dans les conditions données la substance Cystus 52 n'offre pas en ce moment ni d'ailleurs à brève échéance d'alternative au stockage de Tamiflu.

Le Luxembourg détient en quantités suffisantes des stocks de comprimés de Tamiflu non périmés pour faire face à une éventuelle survenance de foyers de grippe aviaire. Tel est également le cas pour les masques de protection.

Le coût d'acquisition du Tamiflu a été d'environ 1.900.000 €, TVA non comprise, celui des masques, y compris masques chirurgicaux, d'environ 500.000 €.

Question 3262 (30.3.2009) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **guichet d'information et de vente des CFL à Differdange:**

Dans le cadre du réaménagement du centre de Differdange et de la reconversion du «plateau du funiculaire», un renouvellement des quais au niveau de la halte des CFL est prévu. Ce site sera mis en valeur par de nouveaux commerces, la construction de résidences et la proximité d'un nouveau lycée.

Il me semble que le centre de Differdange, troisième ville du Luxembourg de par le nombre de ses habitants, présente un certain potentiel pour les CFL. Il est donc regrettable que Differdange dispose uniquement d'une halte, sans offre de services aux voyageurs.

- Considérant qu'un accueil personnalisé des utilisateurs des chemins de fer est très important pour l'image des CFL, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'installer à cet endroit un guichet de vente et d'information? Quel serait le coût approximatif d'un tel service?

Réponse (6.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°3262 du 30 mars 2009, l'honorable Député Roland Schreiner s'enquiert au sujet de l'aménagement d'un guichet de vente et d'information à la halte de Differdange à l'occasion du renouvellement des quais à cette halte.

À l'état actuel des choses les CFL n'envisagent pas la mise en place d'une structure d'accueil de l'espèce.

Je viens cependant de demander aux CFL d'analyser l'opportunité de la création d'un guichet de vente et d'information à la halte de Differdange, ensemble avec la communauté des transports.

Question 3263 (30.3.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **progression de la tuberculose:**

En France, la tuberculose progresse à nouveau. Selon le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de l'Institut national de veille sanitaire, 5.588 malades ont été dénombrés dans l'Hexagone au cours de l'année 2007, soit une augmentation de 5% par rapport à l'année précédente. Si l'Ile de France représente à elle seule, avec ses 2.110 cas répertoriés, près de 38% des cas de tuber-

culose constatés en 2007, la Lorraine, région voisine du Luxembourg, comptait 180 cas et l'Alsace 126 représentant ainsi entre 5 et 9% des cas de tuberculose en France. À noter encore que depuis juillet 2007, l'obligation de vacciner tous les enfants par le BCG a été remplacée par une recommandation forte pour les groupes à risque.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Qu'en est-il de la situation au Luxembourg?

2. Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis de personnes atteintes de tuberculose?

3. Ces chiffres sont-ils en augmentation par rapport aux années précédentes?

4. Dans l'affirmative, quels sont les facteurs de cette recrudescence?

5. En tout état de cause, quelle est l'actuelle politique de prévention en la matière?

6. Le Gouvernement estime-t-il que celle-ci est suffisante?

7. Dans la négative, comment entend-il la réorienter?

8. Ne faudrait-il pas, dans ce contexte, envisager une vaccination obligatoire, puisque, sauf erreur, la tuberculose ne figure pas parmi les vaccinations obligatoires au Luxembourg?

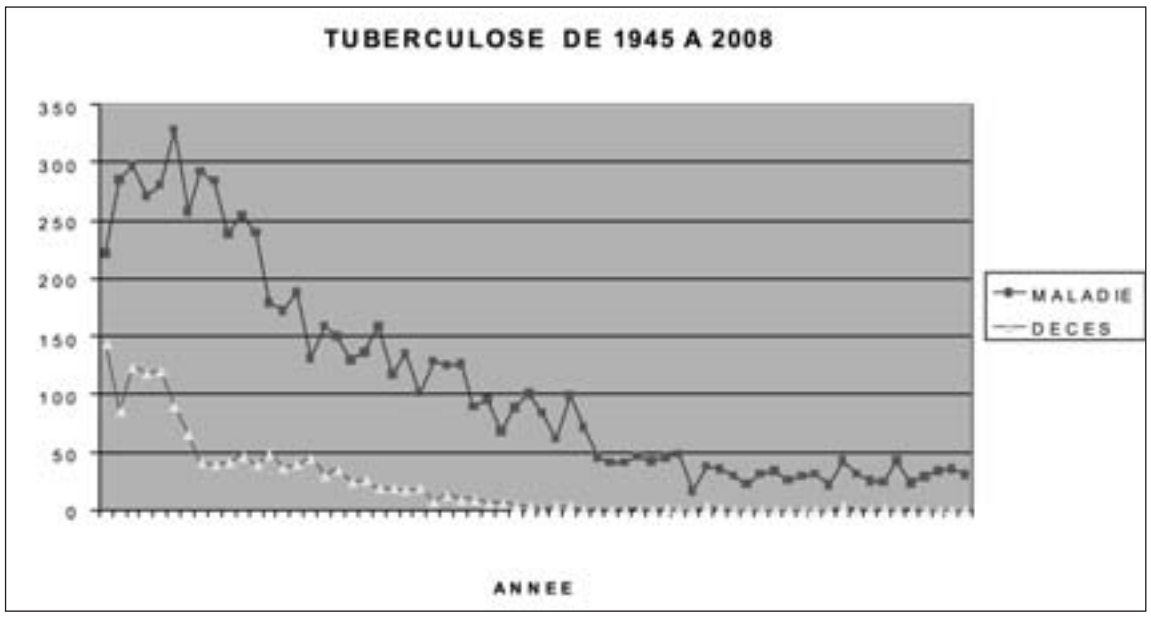
Réponse (28.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question posée par l'honorable Parlementaire ayant en partie le même objet que la question parlementaire N°3253 de Monsieur le député Aly Jaerling, je puis reprendre ici certains des éléments fournis dans ma réponse donnée à cette dernière question *(cf. ci-dessus)*.

La tuberculose est une maladie transmissible causée par le bacille de Koch. La maladie est très répandue dans le monde entier à l'exception des pays développés, comme ceux de l'Europe, où elle est beaucoup plus rare.

La tuberculose est une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg. Son incidence a largement diminué depuis les années d'après-guerre jusqu'aux années 90. Au Luxembourg ont été déclarés autour de 300 nouveaux cas par an dans les années d'après-guerre; ce chiffre a chuté à environ une trentaine de nouveaux cas par an vers les années 90, nombre qui n'a plus varié depuis lors, et qui peut être considéré comme très faible.

Le tableau ci-après retrace l'évolution exacte:



En ce qui concerne la prévention de la tuberculose au Luxembourg, il faut rendre attentif à l'excellente collaboration entre mes services et la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales, anciennement Ligue contre la tuberculose. Cette association, dont un des buts principaux est la lutte contre la tuberculose, réalise les dépistages systématiques de personnes ayant été en contact avec un cas de tuberculose et entreprend les actions spécifiques d'information et de conseils au public. Compte tenu de la situation actuelle, la politique de prévention semble suffisante.

En ce qui concerne la vaccination, l'Organisation Mondiale de la Santé recommande pour les pays à faible taux d'incidence, comme c'est le cas pour notre pays, de limiter la vaccination à quelques groupes spécifiques, tels que personnel médical et paramédical, spécialement exposés à la maladie. Le vaccin actuellement disponible comporte en effet des effets secondaires et il convient de faire de cas en cas une analyse bénéfice-risque.

Question 3265 (31.3.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **entreprises de dépannage:**

Il me revient qu'une majorité d'entreprises de dépannage luxembourgeoises n'aurait pas encore été payées depuis mai 2008 par l'administration gouvernementale pour des services ordonnés par la Police grand-ducale dans le cadre de l'enlèvement de voitures en infraction ou accidentées. D'après mes informations le montant total des notes en souffrance s'élèverait à 500.000 euros. Cette situation s'avère être d'autant plus préoccupante que dans la situation conjoncturelle actuelle les entreprises comptent plus que jamais sur les recettes de leurs services rendus.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire pourquoi ces entreprises n'ont pas encore été payées?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend faire pour remédier à la situation?

Réponse (21.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le traitement des factures en question relève du Parquet. Le Procureur d'État de Luxembourg m'a confirmé qu'un nombre important de factures se rapportant à des dépannages de voitures qui ont dû être enlevées en raison d'un stationnement dangereux, n'ont pas été soumises à la taxation du procureur par les fonctionnaires compétents du Parquet. Ceci est évidemment inacceptable et j'ai demandé à ce que des mesures administratives et éventuellement disciplinaires soient prises pour éviter cet état de choses à l'avenir. Les factures en question sont en train d'être réglées.

Il y a lieu de noter que l'obligation de taxation concerne environ huit mille factures par an. Afin d'accélérer la procédure de payement des frais de justice, un projet de règlement grand-ducal a été soumis au Conseil d'État le 30 novembre 2007. L'avis du Conseil d'État n'est pas encore disponible.

Ce projet prévoit une procédure plus simple et plus rapide, alors que seul l'auteur de la réquisition certifie dorénavant le caractère exact de la facture et la transmet directement aux fins de liquidation au Ministère de la Justice.

Un exécutoire du procureur et du président du Tribunal d'arrondissement n'étant plus requis, le payement pourra être effectué plus rapidement.

Question 3268 (1.4.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking à l'hôpital St Louis à Ettelbruck:**

Lors de la construction du nouvel hôpital St Louis à Ettelbruck, aucun parking n'a été prévu pour le personnel de l'hôpital. Par conséquent, les concernés ont du mal à trouver dans les alentours des emplacements libres. Pour remédier à cette situation, une navette a été instaurée à l'époque entre l'hôpital et le parking «Deich» qui, faute d'intérêt, a été supprimée entretemps.

Or selon mes informations, cette initiative n'a pas connu de succès parce que les horaires étaient mal adaptés aux besoins réels du personnel de l'hôpital.

Sachant que, dans ces conditions, le personnel de l'hôpital rencontre la difficulté de se parquer quotidiennement, il va sans dire que cela crée une situation de stress qui risque de se répercuter sur la qualité des services offerts et sur le bien-être des patients.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Ne serait-il pas opportun d'examiner les besoins réels du personnel de l'hôpital et par conséquent leur proposer des alternatives?

- Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (21.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les frais d'aménagement des parkings attenant à des hôpitaux ne font pas partie des frais de construction de l'hôpital pris en charge par l'État, conformément à la loi de financement. Il n'en va pas autrement pour le financement du nouvel Hôpital St Louis à Ettelbruck, dont le coût est déterminé à la loi du 19 décembre 2003.

Le coût du parking n'est pas non plus opposable à l'assurance maladie, dans le cadre des relations de l'hôpital avec la Caisse Nationale de Santé.

La question de l'aménagement d'un parking répondant aux besoins des usagers devrait dès lors trouver une réponse au niveau local.

Question 3269 (2.4.2009) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **médicaments prescrits dans le cadre du traitement du déficit de l'attention ou de l'hyperactivité:**

En janvier 2005, Monsieur le Ministre avait répondu à ma question parlementaire relative aux médicaments «Ritalin» et «Concerta», prescrits dans le cadre du traitement du déficit de l'attention ou de l'hyperactivité *(cf. compte rendu N°5/2004-2005 - question parlementaire N°0210)*, qu'en «ce qui concerne le médicament Concerta, le titulaire a introduit une demande d'inscription auprès de l'Union des Caisses de Maladie. Cette demande est en voie d'instruction. Les instances compétentes pour l'intégration des médicaments sur la liste positive sont appelées à apprécier si l'effet thérapeutique de Concerta, dont fait état le titulaire dans sa demande, justifie le surcoût important, variant de +24,61 à +147,3% selon le dosage prescrit par rapport au Ritalin 10 mg.»

- D'une manière générale, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre peut m'informer sur l'évolution de la consommation en Ritalin ces dernières années et le coût afférent pris en charge par les caisses de maladie.

- Quelles ont été les conclusions des instances chargées de l'appréciation de l'effet thérapeutique du médicament Concerta?

- Estimant qu'il faudrait permettre un certain choix dans le traitement du déficit de l'attention selon les cas et sachant que ces deux médicaments varient en ce qui concerne leurs effets (avec et sans retard), j'aimerais savoir si le médicament Concerta se trouve entretemps sur la liste positive des médicaments?

- Existe-t-il d'autres médicaments de ce genre, remboursables par les caisses de maladie?

Réponse (8.5.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Commercialisée depuis mai 1999, la spécialité Ritaline® 10 mg est présentée sous forme de comprimés à 10 mg de méthylphénidate à libération immédiate. Cette spécialité a obtenu son autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) avec l'indication: «troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité (TDAH) chez l'enfant de plus de 6 ans, sans limite supérieure d'âge». La spécialité Concerta® est commercialisée depuis fin 2003 sous trois formes de comprimés 18, 36 et 54 mg de méthylphénidate à libération prolongée. Cette dernière spécialité ne bénéficie pas d'un remboursement par les caisses de maladie. Par contre, la spécialité Medikinet®, également à libération prolongée, est prise en charge par les organismes de sécurité sociale.

Il m'importe d'informer l'honorable Parlementaire que s'il est vrai que les traitements médicamenteux se révèlent utiles dans la prise en charge de ces troubles, force est toutefois de souligner qu'ils ne sauraient en aucun cas être suffisants. En effet, ces traitements s'intègrent dans un processus thérapeutique associant des approches éducatives, psychothérapiques et familiales.

La banque de données gérée par les organismes de la sécurité sociale à des fins administratives et de remboursement des médicaments permet de suivre l'évolution de la prescription du médicament Ritaline®. Ainsi, à partir de l'an 2000, le taux de prescription de ce médicament chez les jeunes de 5 à 19 ans est de 0,76% et augmente régulièrement pour atteindre 1,30% en 2003. Ce taux n'a pas varié significativement pendant les années 2004 à 2006, et se chiffre en 2007 à 1,35%. Les jeunes âgés de 10 à 14 ans, indépendamment de leur sexe, sont les plus gros utilisateurs, mais l'évolution de leur niveau d'utilisation semble stagner à partir de 2004. Le ratio du traitement médicamenteux garçon/fille est d'environ 3,2 garçons pour une fille.

Les coûts relatifs aux remboursements de ce médicament se chiffrent à 105.561 euros en 2000 respectivement à 193.341 euros en 2007. Le taux de remboursement de ce médicament est de 80% par les caisses de maladie.

Quant à l'appréciation thérapeutique du médicament Concerta, il s'agit essentiellement d'une question du choix de la forme galénique du principe actif méthylphénidate. À cet égard il convient de citer les conclusions des auteurs de l'étude française publiée en 2006 «Traitements médicaux de l'enfant hyperactif: à propos des deux nouvelles formes de méthylphénidate commercialisées en France», «...pour le choix de la forme galénique de méthylphénidate, il paraît adéquat, compte tenu des données actuelles, de commencer un traitement par le méthylphénidate à libération immédiate pour adapter la posologie, apprécier l'efficacité et la tolérance puis, secondairement, si l'enfant est répondeur au méthylphénidate, passer à un méthylphénidate d'action prolongée, pour des raisons de commodités et d'observance tout en sachant qu'il y a un 'trou' d'efficacité le matin».

Question 3272 (2.4.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **attestations patronales réclamées par l'ADEM au demandeur d'emploi lors de l'introduction de la demande de chômage:**

Lors de l'introduction de la demande de chômage, l'ADEM réclame au demandeur d'emploi une série d'informations et de documents nécessaires au traitement de sa demande et partant au versement des indemnités de chômage. Parmi les pièces réclamées figurent entre autres la production d'une attestation patronale qui permet de renseigner l'ADEM sur la relation de travail et notamment la nature du contrat, la période d'occupation, les motifs de résiliation des différents contrats de travail ainsi que les rémunérations payées.

Si le chômeur rencontre des difficultés à produire cette pièce, le contrôleur de l'ADEM se charge en principe de contacter l'employeur afin de se voir remettre la pièce requise.

De l'aveu même de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, il arrive, en cas de litige opposant le salarié et l'employeur, notamment lors d'un licenciement pour faute grave, que l'employeur refuse de remplir cette attestation patronale. Le service chômage de l'ADEM est en principe disposé à payer les indemnités de chômage même en l'absence de cette pièce. Il n'en demeure pas moins que dans de nombreuses demandes d'octroi d'indemnités de chômage complet, l'attestation patronale reste d'importance et le refus de fournir cette même attestation lourde de conséquences pour le salarié concerné.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Quelles sont les mesures dont dispose l'ADEM pour forcer les employeurs à produire ladite attestation?

2. Y a-t-il des sanctions prévues en cas de refus de la part des patrons de fournir une attestation patronale?

3. Le Gouvernement juge-t-il l'actuelle situation satisfaisante ou bien estime-t-il nécessaire d'intervenir?

4. En tout état de cause, quelle est l'attitude que le Gouvernement préconise par rapport au refus de certains partons de se plier aux exigences de l'ADEM et de fournir l'attestation en question?

Réponse (8.5.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Étant donné, et je me dois de le souligner encore une fois, que le Ministre du Travail et de l'Emploi n'a pas compétence pour intervenir dans le fonctionnement de l'ADEM, la réponse suivante reflète la position de l'ADEM telle qu'elle me fut notifiée par Madame le Directeur.

Les services de l'Administration de l'Emploi estiment que les allégations d'après lesquelles de nombreux chômeurs seraient pénalisés par le refus de leur ancien employeur de remplir l'attestation patronale ne s'avèrent pas exactes.

En 2008, le service contrôle de l'Administration de l'Emploi a été saisi dans 266 cas sur un total d'environ 10.000 demandes de chômage et dans 149 cas sur un total d'environ 14.000 demandes de formulaire E301 pour aider à produire le formulaire en question. Ainsi seulement 1,7% des demandeurs de chômage et du formulaire E301 ont rencontré une difficulté à produire l'attestation patronale en question.

Le service des prestations de chômage s'oppose à l'introduction d'un système de paiement par avances. Lors de la remise des pièces relatives à la demande d'octroi des indemnités de chômage, il faut faire une analyse des conditions d'octroi du demandeur de chômage qui prend autant de temps que l'instruction elle-même, de sorte qu'un paiement par avance entraînerait un surplus de travail.

Actuellement, le service chômage connaît une situation similaire en ce qui concerne l'octroi rétroactif des pensions d'invalidité aux chômeurs indemnisés. Dans ce cas, en application de l'article L.521-3. (5) du Code du Travail, l'Administration de l'Emploi demande le remboursement des indemnités de chômage indûment touchées. Ceci s'avère très difficile pour les personnes concernées. Les services ont constaté qu'une telle situation met l'intéressé souvent dans une situation précaire lorsqu'il lui est notifié la décision de restitution. Pour d'autres cas, les services rencontrent de sérieuses difficultés quant au remboursement des allocations non dues.

En 1994, l'introduction du nouveau système informatique de la gestion des dossiers des demandeurs d'emploi avait entraîné un retard considérable du traitement des dossiers. Pour pallier à cette situation, un système d'avances avait été introduit temporairement. Les délais d'attente à l'époque étaient cependant de quatre à cinq mois.

Au cas où le chômeur ne réussit pas à produire l'attestation patronale dans le délai raisonnable de trois semaines sous condition d'avoir remis toutes les autres pièces demandées conformément à l'article L.521-10 par. (1) et (2) du Code du Travail et de remplir les conditions d'octroi des indemnités de chômage complet, le service chômage est néanmoins disposé à inviter le chômeur à déposer son dossier même en absence de l'attestation patronale et de procéder à la liquidation des indemnités de chômage.

D'ailleurs, dans les mois à venir, le service chargé du paiement des indemnités de chômage sera confronté à l'augmentation des dossiers résultant de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi suite à la crise. Le service en question doit déjà tout faire pour éviter des délais suite à une énorme charge de travail, compensée en partie par l'engagement de personnel supplémentaire. Les derniers quatre mois montrent une augmentation d'environ 40% de demandes de chômage par rapport aux mois de l'année précédente. Il n'est donc pas pensable de charger ce service de nouvelles procédures pour l'instant. L'ADEM sera pleinement chargée de travail pour faire face à l'accroissement des demandes d'indemnisation.

L'Administration de l'Emploi ne dispose pas d'autre moyen légal que de passer par son service contrôle pour forcer les employeurs à produire l'attestation en question. Or, en 2008, ce moyen s'est montré insuffisant dans seulement six cas. Le Code du Travail ne prévoit pas des sanctions à prendre contre l'employeur en question.

Question 3274 (2.4.2009) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **«Guide des Normes» sur l'accessibilité de l'espace aux personnes handicapées:**

Le Conseil de Gouvernement avait décidé en 1997, suite à la publication du Plan d'action en faveur des personnes handicapées, de réglementer l'accessibilité de l'espace physique par voie législative. Sur initiative du Ministère de la Famille, un groupe de travail composé de plusieurs organisations et institutions luxembourgeoises de/pour personnes handicapées fut chargé d'élaborer le Guide des Normes sur l'accessibilité de l'espace aux personnes handicapées.

La notion de l'accessibilité ne se limite cependant pas uniquement à l'environnement bâti, mais comporte également l'espace social, c'est-à-dire la possibilité donnée aux personnes handicapées de participer pleinement à la vie sociale et d'avoir accès à toutes les ressources de la société. Dans ce cadre, le secteur de l'information et de la communication, avec le développement de l'Internet, jouent un rôle important pour favoriser la participation et l'inclusion. Le Guide des Normes, publié en l'an 2000, ne traite cependant l'équipement d'information et de communication que de façon marginale.

Dans ce cadre nous aimerions poser les questions suivantes:

- Compte tenu de l'évolution des portails publics sur Internet et du fait que ce guide a dorénavant presqu'une dizaine d'années, une actualisation des différentes mesures de ce guide ne s'impose-t-elle pas?

- Ne devrait-on pas charger le groupe de travail décrit ci-dessus de revoir le guide en vue de disposer à court terme de normes adaptées aux dernières évolutions?

- Madame la Ministre ne compte-t-elle pas rendre les dispositions de ce guide obligatoires par arrêté ou règlement ministériel avec l'objectif de guider les autorités nationales et communales dans la réalisation de leurs projets et de leur mettre à disposition des normes universelles?

Réponse (5.5.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur de la gouvernance électronique datant de 2005, le Gouvernement luxembourgeois a décidé de réaliser progressivement une refonte complète de tous les sites web qui dépendent directement ou indirectement du Gouvernement. Dans ce contexte, le Comité de Coordination de la Modernisation de l'État a adopté en 2007 un Référentiel de normalisation pour les sites web du Gouvernement luxembourgeois (ReNo9). Tous les projets web publics s'inscrivent ainsi dans une démarche qualitative centrée sur les besoins des utilisateurs et répondent à deux principes fondamentaux: l'ergonomie et l'accessibilité. L'objectif du principe d'accessibilité est en particulier celui de faire en sorte que les contenus des sites soient consultables par tous les utilisateurs quels que soient leur outils de consultation. Le concept du design for all, qui désormais est bien connu dans le domaine de l'environnement bâti, est de ce fait repris et appliqué aux sites web publics. Le ReNo s'est basé notamment sur les WCAG (Web Content Accessibility Guidelines) et les critères de la Web Accessibility Initiative (WAI) du W3C (World Wide Web Consortium), références mondiales en la matière.

Ce qui a pu se faire au niveau d'une entité fortement centralisée, telle l'État luxembourgeois, ne peut que très difficilement être imposé à un niveau global, et en particulier dans le domaine privé. En effet, les critères d'accessibilité proposés par les WCAG respectivement par la WAI ne sont pas suffisamment précis pour permettre une mise en œuvre uniforme et généralisée par tous les acteurs. En plus, le respect de ces critères est largement tributaire des configurations techniques des systèmes informatiques qui hébergent les sites web, ce qui rend encore plus difficile une standardisation en la matière qui garantisse un niveau élevé en accessibilité. Il en résulte que, à l'heure actuelle, il n'est pratiquement pas possible de définir des normes précises d'accessibilité dans les domaines des technologies de communication, telles qu'elles ont été répertoriées dans le Guide des normes pour l'environnement bâti.

Question 3276 (2.4.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* les **dégâts de gibier:**

Il me revient que les dégâts de gibier, et plus particulièrement ceux causés par les sangliers, ont atteint un niveau alarmant ces derniers mois. Au vu des prix actuellement assez bas pour le marcassin, l'intérêt d'abattre des sangliers reste assez limité. Ainsi, le problème de la surpopulation des sangliers s'aggrave davantage.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un relevé des dégâts de gibier de ces derniers mois? Est-il exact que les dégâts causés par les sangliers ont augmenté de façon préoccupante?

- Par quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (21.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le service de la chasse ne dispose d'aucun relevé actuel ou complet des dégâts de gibier des derniers mois. En effet, les constats ad hoc sont transmis au Ministère de l'Environnement par voie directe, sans l'intermédiaire de l'Administration des Eaux et Forêts, et encore uniquement à la fin de l'année cynégétique, c'est-à-dire après le 31 août.

Toutefois, selon les informations orales dont dispose le service, le niveau des dégâts causés par le sanglier semble atteindre un nouveau record pour certaines régions du pays.

De l'autre côté, il est vrai que le prix d'achat pour sangliers a atteint un niveau ridiculement bas n'incitant certainement pas les locataires de chasse à la chasse au sanglier pour des raisons pécuniaires.

J'ai toujours invité les chasseurs à prendre leur responsabilité dans le but d'établir une densité acceptable de cheptel de sangliers en vue de la lutte contre la propagation de la peste porcine et des dégâts causés aux cultures agricoles.

Dans cet ordre d'idées les dispositions suivantes ont été, respectivement vont être adoptées pour la chasse au sanglier:

- chasse au sanglier ouverte pendant toute l'année;

- possibilité d'organiser des battues dans les cultures de maïs à partir du 1er août;

- à partir de la nouvelle année cynégétique, c'est-à-dire à partir du 1er août 2009, possibilité d'organiser des chasses au sanglier en poussée (sans chien) pendant toute l'année.

Une intensification de la chasse aux sangliers s'imposerait entre autres pour minimiser le risque de la réapparition de la peste porcine parmi les populations de sangliers sauvages et les porcs domestiques.

Question 3277 (3.4.2009) de **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **travaux sur une nouvelle nomenclature des soins dentaires:**

La discussion autour d'une nouvelle nomenclature pour le remboursement des prothèses dentaires, couronnes, implants, bridges etc. a été entamée en 2001, quand l'Union des Caisses de Maladie avait décidé de charger un expert international de l'analyse des tarifs et des prestations dans le domaine de la médecine dentaire.

Ces interventions sont onéreuses et la part à charge du patient considérable. Les patients qui ne sont pas en mesure de s'offrir une assurance maladie complémentaire ont de ce fait un accès très limité à ces soins dentaires.

Dans sa réponse à une question parlementaire du 2 décembre 2003 concernant cette étude *(cf. compte rendu N°7/2003-2004)*, le Ministre avait répondu que la première partie d'une ébauche de cette nouvelle nomenclature avait été communiquée à l'UMC et que cette dernière avait invité l'expert à poursuivre ses travaux.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir une réponse aux questions suivantes:

- Est-ce que les travaux sur une nouvelle nomenclature des soins dentaires ont été finalisés?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-ce que les patients bénéficieront à l'avenir de remboursements plus importants en ce qui concerne les prothèses dentaires, couronnes, implants, bridges etc.?

- Dans la négative, où en sont les travaux sur la nouvelle nomenclature et quelles sont les raisons pour ce retard?

Réponse (28.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est à signaler que l'ancien conseil d'administration de l'UCM avait donné son accord de principe pour introduire la proposition de nomenclature élaborée par un expert français, le Dr Toury, devant la Commission de Nomenclature après une mise à jour des propositions initiales.

L'expert chargé de l'étude sur une nouvelle nomenclature dentaire, ayant accepté de procéder à une mise à jour de sa proposition initiale, le nouveau comité directeur de la Caisse Nationale de Santé, en place depuis le 18 mars 2009 à la suite des élections sociales et de l'introduction du statut unique, sera appelé à décider de la suite dans ce dossier dans sa réunion du 6 mai 2009.

En attendant une simulation de la proposition de nomenclature pour évaluer l'impact financier tant au niveau du coût pour l'assurance santé que des revenus des médecins dentistes, il est trop tôt pour préciser les répercussions d'une nouvelle nomenclature sur la participation financière des assurés.

Question 3278 (3.4.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**impact de la nouvelle loi sur les femmes d'Afganistan:**

Le président Hamid Karzai vient de signer une loi, adoptée par le parlement afghan mais non encore promulguée au Journal officiel, qui risque de légaliser le viol conjugal et d'empêcher des femmes de quitter leur foyer sans l'autorisation de leur mari. Cependant, la loi en question viole non seulement la Charte des Nations Unies, mais également la Constitution afghane.

Dans un communiqué, le Fonds de développement de l'ONU pour la femme (Unifem) se dit préoccupé par l'impact de la nouvelle loi sur les femmes d'Afghanistan.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis de cette nouvelle loi?

- Le Gouvernement n'entend-il pas protester vigoureusement contre cette discrimination des femmes afghanes?

Réponse (8.5.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois estime que la loi sur le statut personnel chiite en Afghanistan va à l'encontre du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes tel que prévu par la Constitution afghane de 2004. Si la loi entrait en vigueur, elle représenterait un recul très grave des droits élémentaires des femmes.

Le Gouvernement luxembourgeois souhaite porter à l'attention de l'honorable Député que dès le 6 avril 2009, l'UE s'est prononcée publiquement contre cette loi via l'adoption d'une déclaration conjointe des Ministres des Affaires étrangères de l'UE et des États-Unis.

L'UE continue à être en contact étroit avec les autorités afghanes afin de les encourager à assurer que tous les citoyens afghans, les femmes aussi bien que les hommes, profitent entièrement de leurs droits démocratiques, fondamentaux et universels.

Le Gouvernement luxembourgeois se félicite du fait que le président afghan Hamid Karzaï ait ordonné au Ministère de la Justice de réexaminer le texte.

Question 3280 (3.4.2009) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **nombre croissant de patients souffrant de démence:**

Le vieillissement de notre population entraîne une augmentation des cas de démence. Il s'avère que l'offre en matière de structures spécialisées pour la prise en charge de personnes souffrant de ce type de maladie ne peut que péniblement couvrir les besoins. En outre, il semble que les établissements hospitaliers généraux ne soient pas en mesure d'assurer une prise en charge adéquate de patients souffrant de démence et hospitalisés pour d'autres maisons médicales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il peut m'indiquer la progression du nombre de cas de prédémences et de démences de toutes étiologies?

- Est-ce qu'il est prévu d'augmenter le nombre de structures pour faire face à l'«épidémie» de malades déments?

- Est-ce qu'il est prévu de donner une formation spécifique à toutes les personnes qui s'occupent de ce type de patients dans les institutions spécialisées, mais également dans les hôpitaux généraux?

- Est-ce qu'il serait utile d'engager des éducateurs spécialisés afin de rendre la prise en charge de ces patients plus humaine?

Réponse (5.5.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Comme l'honorable Parlementaire le souligne lui-même, l'augmentation des cas de démence est la suite logique de l'augmentation constante de l'espérance de vie, elle-même due aux progrès de la médecine.

La démence n'étant pas une maladie à déclaration obligatoire, je ne suis pas en mesure de fournir des chiffres précis sur la prévalence de ce type d'affection au Luxembourg.

Il existe toutefois une étude épidémiologique d'Eurodem (Community Concerted Action on the Epidemiology and Prevention of Dementia) et une deuxième étude menée par Ferri et al., les deux basées sur des données livrées par Eurostat en 2005.

Ces études, basées sur des chiffres en provenance de la plupart des pays européens, renseignent sur 4.857 cas de démence au Luxembourg dans la tranche d'âge entre 30 et 94 ans, soit 1,07% de la population totale, selon Eurodem, et 4.370 cas et 0,96% de la population selon Ferri. Étant donné que la prévalence de démence dans l'Europe des 25 à l'époque aurait été selon Eurodem et Ferri de respectivement 1,27% et 1,14% de la population totale, les chiffres luxembourgeois se situeraient quelque peu en retrait de la moyenne européenne.

Il faut cependant accueillir ces chiffres avec une extrême prudence. D'un côté, si en règle générale les chiffres se rapportent à la tranche d'âge comprise entre 30 et 99 ans, ils se réfèrent pour certains pays, dont le Luxembourg, à la tranche d'âge entre 30 et 94 ans. Pour d'autres pays encore seules les tranches d'âge entre 30 et 89 ans, voire entre 30 et 74 ans, ont été considérées. De toute manière et dans tous les pays l'obtention de chiffres fiables s'est avérée très difficile, compte tenu surtout du fait que les personnes souffrant de démence sont loin d'être toutes placées en institution.

Les chiffres fournis par la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance semblent mieux aptes à cerner la prévalence de la démence sur le plan national. Actuellement l'assurance dépendance prend en charge à domicile ou en établissement d'aides ou de soins près de 3.040 personnes atteintes de démence, celle-ci étant souvent associée à une autre affection. 62% des personnes ainsi prises en charge vivent en institution.

S'agissant maintenant des structures aptes à prendre en charge ces personnes, j'aimerais rendre l'honorable Parlementaire attentif au nouveau plan hospitalier, daté au 13 mars 2009, et plus précisément à son article 17, traitant de la planification des besoins en services hospitaliers, dont le paragraphe (4) est ainsi libellé: «(4) Les hôpitaux assurent la prise en charge des personnes âgées polypathologiques ou fragiles qui sont en situation de risque de perte d'autonomie par un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que par une équipe mobile de gériatrie. Ils assurent de même une prise en charge des personnes en fin de vie par un service et une équipe mobile en soins palliatifs. Ces services fonctionnent en coordination avec les structures extrahospitalières de prise en charge.» L'annexe 3 du plan hospitalier prévoit à partir de 2009 la mise en place de six services de gériatrie dans les hôpitaux du pays, dont trois dans la région hospitalière du Centre, deux dans celle du Sud et un dans celle du Nord.

Il y a lieu de mentionner aussi les structures semi-stationnaires ou les structures de long séjour.

On recense ainsi 32 centres psychogériatriques, dont la mission essentielle est d'accueillir des personnes démentes durant la journée. Les centres psychogériatriques permettent de retarder l'hébergement en établissement en offrant à la personne démente une possibilité d'alterner entre la prise en charge à domicile et la prise en charge dans une structure spécialisée. Le personnel des centres de jour psychogériatriques est multidisciplinaire (psychologue, ergothérapeute, infirmier, éducateur, assistant social). La mutidisciplinarité professionnelle permet de garantir aux personnes démentes des soins diversifiés et partant les plus appropriés à leur maladie. Ces soins sont pris en charge par l'assurance dépendance. On notera que le personnel des prestataires de l'assurance dépendance est toujours multidisciplinaire. Cette mutidisciplinarité permet de répondre à la complexité de cette grave pathologie qu'est la démence, en offrant aux personnes qui en sont atteintes des aides et soins d'une grande qualité technique mais aussi très humains.

Ainsi toutes les maisons de soins sont organisées pour accueillir et garantir une prise en charge multidisciplinaire et des soins spécifiques aux personnes démentes.

L'une des maisons de soins (Goldknapp à Erpeldange) a par ailleurs été entièrement conçue pour accueillir des personnes démentes, tant au niveau du concept architectural que du concept des soins.

Une formation spécifique du personnel prenant en charge les personnes atteintes de démence ne me paraît pas nécessaire, alors que la formation tant des infirmiers que des aides-soignants comprend d'ores et déjà un volet «gérontologie» très important. Tel est à plus forte raison le cas pour la formation des infirmiers psychiatriques.

Les éducateurs sont bien entendu appelés à participer à la prise en charge des personnes souffrant de démence, mais dans une moindre mesure que les infirmiers et les aides-soignants, alors que cette population est atteinte en règle générale d'autres pathologies de nature très diverses.

Question 3281 (6.4.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **surveillance prudentielle des groupes bancaires transfrontaliers:**

Le consensus qui s'est dégagé sur la proposition de directive dite «Solvabilité II» prévoit que la surveillance des compagnies d'assurance disposant de filiales dans différents États membres de l'Union européenne soit assurée par un collège de superviseurs regroupant les autorités de tutelle de tous les pays dans lesquels l'assureur en question est implanté. Le modèle du «lead supervisor» préconisé par la Commission européenne dans sa proposition de texte initiale a donc été écarté au cours de la procédure législative.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais connaître de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget la position du Gouvernement luxembourgeois face au compromis qui a pu être dégagé entre le Parlement européen, le Conseil des Ministres et la Commission européenne.

- Par ailleurs, j'aimerais savoir si le Gouvernement estime qu'il s'agit là d'un modèle à suivre pour la surveillance prudentielle des groupes bancaires transfrontaliers.

Réponse (17.4.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député a souhaité connaître la position du Gouvernement luxembourgeois sur le compromis dégagé entre le Parlement européen, le Conseil des Ministres et la Commission européenne concernant la directive dite «Solvabilité II» réformant la surveillance des entreprises d'assurances et de réassurances. Sa question vise notamment le remplacement du «lead supervisor» prévu dans la proposition initiale de la Commission par un collège de superviseurs pour ce qui concerne la surveillance des entreprises d'assurances disposant de filiales dans différents États membres.

La proposition de directive Solvabilité II prévoit pour les entreprises d'assurances faisant partie d'un groupe d'assurance une surveillance à deux niveaux: la surveillance de base de chaque entreprise individuelle est exercée par la seule autorité prudentielle de l'État membre où cette entreprise a son siège social. Cette surveillance individuelle est ensuite complétée par une surveillance du groupe dans son ensemble. C'est à ce niveau que s'est opéré le changement signalé par l'honorable Député.

La surveillance des groupes d'assurances existe dans l'Union européenne depuis l'adoption de la directive 98/78/CE sur la surveillance complémentaire des entreprises d'assurances faisant partie d'un groupe d'assurance. Bien que non expressément prévue par cette directive, l'institution de comités de coordination regroupant les autorités de contrôle des différents États membres concernés s'est rapidement imposée comme mode de coopération le plus efficace dans le cas de groupes transfrontaliers. De manière générale un rôle particulier a été reconnu au représentant, dans ces comités, de l'autorité de contrôle de l'État membre où est établi l'entreprise d'assurance ou le holding situé à la tête du groupe, notamment en matière de collecte et de diffusion d'informations et d'organisation de réunions de coordination entre contrôleurs. Un protocole de collaboration entre autorités de contrôle a codifié ces pratiques sans toutefois leur donner un caractère contraignant.

La proposition de directive Solvabilité II a voulu renforcer le rôle du coordinateur transformé en contrôleur de groupe («lead supervisor») investi de missions précises par la directive elle-même. Aucun cadre formel n'a pas contre été donné aux anciens comités de coordination.

Au cours des discussions au Parlement européen et au Conseil cette lacune a été comblée, les anciens comités de coordination étant transformés en collèges de superviseurs. La nouvelle dénomination souligne le caractère collégial de ces comités où les décisions sont prises dans la mesure du possible par consensus et non par le seul contrôleur de groupe. Le nouveau texte précise les missions des collèges, missions qui débordent sur certains points sur celles prévues par le protocole de collaboration actuel.

À l'instar du secteur de l'assurance, la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée a une longue tradition qui remonte à 1989. Les explications fournies ci-dessus pour le secteur de l'assurance valent également pour le secteur bancaire. Des collèges de superviseurs ont assuré depuis des années la coordination de la surveillance de grands groupes bancaires. Dans le cadre de la réforme de la directive dite CRD, qui définit le cadre légal régissant le secteur bancaire, le rôle des collèges est formalisé suivant les orientations générales régissant le secteur de l'assurance.

La coordination des activités de supervision au sein de collèges sera encore renforcée dans les années à venir de manière à faire face à l'intégration financière croissante en Europe. C'est ainsi que le plan d'action que la Commission européenne présentera sous peu sur base du rapport de Larosière non seulement devrait institutionnaliser le rôle des collèges dans la supervision financière, mais devrait préconiser en outre la création d'autorités européennes de supervision disposant d'un pouvoir réglementaire juridiquement contraignant sans pour autant s'immiscer dans la supervision individuelle.

Le Gouvernement luxembourgeois salue ces développements réglementaires qui entérinent un modèle ayant fait ses preuves depuis des décennies dans le secteur financier et qui sauvegardent au mieux les intérêts des autorités de contrôle des États où sont établies les filiales.

Question 3283 (6.4.2009) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**évènement «Earth Hour»:**

Cette «pour la planète» est un évènement mondial annuel, créé par le WWF (World Wide Fund for Nature), qui consiste à couper les lumières et débrancher les appareils électriques non essentiels pour une durée d'une heure afin de promouvoir l'économie d'électricité et, par conséquent, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le réchauffement climatique. La première édition de cette manifestation, visant autant les particuliers que les industriels, a eu lieu à Sydney le 31 mars 2007 de 19h30 à 20h30.

L'édition 2009 s'est déroulée le samedi 28 mars 2009 de 20h30 à 21h30, aux heures locales des 4.000 villes des 88 pays participants. L'éclairage de plusieurs monuments comme le pont de Sydney ou les pyramides d'Égypte a été interrompu. Pour la première fois, les Nations unies y ont participé, éteignant leur immeuble à New York.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg n'a pas participé à cet évènement mondial?

- Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que le Gouvernement devrait au moins inciter la Ville de Luxembourg à participer à cet évènement?

Réponse (28.4.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Nancy Arendt, j'ai l'honneur de vous préciser que le Gouvernement a, tout au long des dernières années, concentré ses efforts sur des travaux de fond d'information, de sensibilisation et de conseil en matière d'économie d'énergie, et n'a pas forcément participé à toute action ponctuelle, souvent davantage médiatisée mais n'apportant pas toujours un gain environnemental important. J'adhère cependant à la suggestion faite par l'honorable Députée, Madame Nancy Arendt, pour encourager à l'avenir les collectivités locales à participer à des évènements tels que la «earth hour».

Je rappelle à toutes fins utiles que nous avions lancé à l'occasion de la Foire d'Automne 2007 une vaste campagne de sensibilisation aux mesures d'économies d'énergie intitulée «Think climate, act clever». S'étendant jusqu'à la fin du premier semestre 2008, cette campagne visait à appuyer la disposition croissante des citoyens à agir contre le changement climatique, en les informant et en leur fournissant des conseils pratiques sur des mesures d'économie d'énergie souvent très faciles à mettre en œuvre, tant pour ce qui est du chauffage et de l'aération, de l'éclairage, du choix et de l'utilisation appropriés des appareils électriques, que de l'assainissement énergétique des bâtiments et des constructions nouvelles. Une brochure mise à disposition des intéressés, un numéro de renseignement gratuit ainsi que différents autres vecteurs de communication ont été utilisés pour illustrer les nombreuses possibilités d'une utilisation plus efficace de l'énergie, ainsi que les bénéfices y associés.

La campagne «PRIMe House», lancée en novembre 2008, avec comme objet la promotion plus spécifique du régime d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement, ainsi que les campagnes «PRIMe Cool», «PRIMe CAR-e» et «PRIMe CAR-e plus» continuent de sensibiliser le citoyen aux économies d'énergie dans les domaines du bâtiment, des appareils électriques et des transports.

La présence sur les principales foires, l'élaboration d'un guide d'achat online des produits les plus écologiques (oekotopten.lu) fournissant des recommandations d'achat notamment pour les grands appareils ménagers en les classant selon divers critères environnementaux, dont bien entendu la consommation d'électricité, ainsi que la création de myenergy, la nouvelle structure nationale d'information, de conseil et de formation dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables sont d'autres témoins des efforts entrepris par le Gouvernement.

Question 3285 (6.4.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**utilisation de la voiture:**

Les résultats d'une étude récemment publiée par le Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-économiques (CEPS) montrent que l'usage de la voiture seule a, depuis 2002, progressé de 3 points de pourcentage pour les frontaliers (de 86% à 89%). Ainsi, pour les actifs résidents et frontaliers, l'utilisation exclusive de la voiture a augmenté dans des proportions similaires, atteignant, en 2007, pour l'ensemble des actifs, 81%.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre connaît-il les résultats de l'étude susmentionnée? Par quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il faire renverser cette tendance?

- Devant la toile de fond des résultats de l'étude du CEPS, j'aimerais également savoir de la part de Monsieur le Ministre pourquoi le trajet de la ligne d'autobus reliant le Luxembourg avec la Sarre a été modifié de sorte que la quasi-totalité des bus desservant cette ligne doivent passer par le Kirchberg alors que, selon des déclarations récentes de Monsieur le Ministre des Travaux publics, un couloir d'autobus en direction du rond-point «Irrgäertchen» est projeté sur la N2 (Val de Hamm).

Réponse (6.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le concept de mobilité «mobil 2020» contient toutes les initiatives du Gouvernement pour augmenter la part modale des transports publics afin d'atteindre d'ici 2020 une part modale de 25% pour les transports publics.

Les projets y contenus comme par exemple l'extension du réseau ferré, la mise en place de couloirs bus, le concept des gares périphériques et du tram léger, ont également été repris comme mesures prioritaires dans le plan sectoriel transports. Celui-ci prévoit également des mesures dites «douces» afin de soutenir l'augmentation de la part modale des transports en commun. Il va de soi que les effets qu'auront ces projets et mesures sur la part modale des transports publics ne sont pas mesurables à court terme. Cependant des comptages effectués par les CFL ont démontré une augmentation des voyageurs utilisant le train au niveau national de 25% et au niveau

des lignes transfrontalières de 66% ces quatre dernières années.

La priorité du Gouvernement accordée aux transports en commun est documentée par les crédits prévus dans le budget de l'État et par la programmation pluriannuelle afin de pouvoir réaliser tous ces projets d'infrastructures.

En ce qui concerne la ligne d'autobus reliant le Luxembourg avec la Sarre, je pars de l'hypothèse que Monsieur le Député fait allusion à la ligne CFL Evasion qui relie Luxembourg à Sarrebruck. Cette ligne a été prolongée jusqu'au Kirchberg sur demande du pays de la Sarre au vu du nombre important d'habitants allemands travaillant au Kirchberg et voulant à ces fins accéder directement au Kirchberg.

En ce qui concerne le couloir en direction du rond-point «Irrgäertchen», je tiens à préciser qu'il est nécessaire de mettre en place ce couloir afin de pouvoir donner priorité à toutes les lignes transfrontalières et nationales qui utilisent ce couloir.

Question 3300 (21.4.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **projet «Manuscrits de Tombouctou»:**

Dans le cadre de la visite officielle du Premier Ministre de la République du Mali au Luxembourg, le 6 avril 2009, un protocole d'accord concernant le projet «Manuscrits de Tombouctou» a été signé. L'objectif tout à fait louable est de promouvoir un large accès à cet héritage culturel et littéraire. Le Luxembourg s'est engagé à investir la somme de quatre millions d'euros dans ce projet jusqu'à l'an 2014.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et des Affaires humanitaires:

- De quels types de documents s'agit-il exactement et quel est leur contenu?

- Combien de volumes comprend la liste des documents à restaurer?

- Quelle est la valeur de ces documents?

- S'agit-il d'un premier projet de cette sorte?

- L'article publié dans le Tageblatt N°82, du 7 avril 2009, mentionne un versement de l'État luxembourgeois de la somme de 675.000 euros pour financer les salaires des archivistes au Mali. S'agit-il d'une information correcte?

Réponse (28.4.2009) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

- Il s'agit des manuscrits de Tombouctou qui sont des ouvrages rédigés entre le 15e et le 19e siècle par les érudits de Tombouctou dans les domaines du droit, des études coraniques, des traditions du Prophète, de la théologie, de la langue arabe, de la médecine, des sciences médiévales, de la mathématique, de la logique, de la philosophie, des aspects de la vie socioéconomique de la région, de l'arbitrage, de la poésie, de la musique et du savoir profane, historique et scientifique.

- La liste des documents à restaurer sera établie par un comité mixte d'orientation, constitué des acteurs de l'ensemble des domaines concernés par le projet, et elle va comprendre quelque 10.000 manuscrits.

- La valeur de ces documents est inestimable. Nous sommes ici clairement dans le domaine du patrimoine de l'humanité.

- Non, notamment de 2003 à 2007 la coopération norvégienne a déjà financé un projet visant la conservation physique et la numérisation de manuscrits, et le Gouvernement luxembourgeois a appuyé entre 2004 et 2006 un projet de conservation des manuscrits de Tombouctou en partenariat avec l'Unesco (budget de 391.691 euros). Ce projet avait pour objet la conservation matérielle, la numérisation et l'accès aux manuscrits ainsi que le renforcement de la recherche sur les manuscrits africains en langues arabes.

- Il pourrait s'agir ici d'un malentendu. Lors de la conférence de presse du 6 avril 2009, un deuxième projet, à côté de celui des manuscrits, a été mentionné. Il concerne la lutte contre le trafic des stupéfiants au Mali. La contribution luxembourgeoise à ce projet s'élève à 678.170 euros et ceci pourrait correspondre à la somme mentionnée dans l'article en question.

J'ajoute que, comme l'a dit le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, lors de cette même conférence de presse, «il s'agit aussi de montrer aux Luxembourgeois que l'Afrique n'est pas l'Afrique misérable qu'ils croient, mais que l'Afrique a apporté au monde beaucoup de choses dont nous sommes aujourd'hui encore les tributaires».

Question urgente 3314 (24.4.2009) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant **Villeroy & Boch:**

Après avoir pris des mesures pour réduire sa production et mettre en œuvre des programmes de réduction de coûts dans toutes les divisions du groupe en 2008, la direction de Villeroy & Boch prévoit d'arrêter définitivement sa production au Luxembourg en 2010. Cette décision, qui entrainera inévitablement des centaines de licenciements malgré le court sursis qui a été négocié, survient alors que le bilan de la société se montre solide et sa trésorerie saine. L'arrêt de la production luxembourgeoise serait donc essentiellement motivé par une stratégie à peine dissimulée de nature commerciale ainsi qu'immobilière.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part du Ministre de l'Économie:

- Alors que les licenciements entrainent des coûts supportés par la collectivité, n'est-il pas aberrant qu'une entreprise s'enrichisse considérablement à travers une opération immobilière au Luxembourg?

- Face à l'énorme plus-value que cette société réalisera à travers la vente d'une partie de son site, Monsieur le Ministre ne trouve-t-il pas qu'un certain pourcentage des gains devrait servir à compléter les traditionnelles mesures d'accompagnement pour faciliter la reconversion effective du personnel de la société?

- Le Gouvernent compte-t-il intervenir prochainement auprès des dirigeants de la société afin d'exercer une certaine pression pour que ce plan social puisse se solder par un geste qui vise à soutenir la réintégration des employés de la société sur le marché de l'emploi, un geste d'autant plus appréciable en cette période de crise?

Réponse (4.5.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La société Villeroy & Boch a décidé d'arrêter toute production de céramique au Luxembourg à l'horizon 2010. Cet arrêt définitif des activités de fabrication intervient après deux plans sociaux négociés successivement en 2003 et 2006. La restructuration de Villeroy & Boch touche le groupe entier et conduira à une réduction des effectifs d'environ 10% dans le monde. Au Luxembourg, 230 salariés seront prévisiblement concernés.

Comme l'ensemble de l'industrie céramique européenne, Villeroy & Boch est confrontée depuis plusieurs années à une concurrence accrue de la part de pays asiatiques. En effet, depuis l'abolition des quotas d'importation de produits céramiques dans l'Union européenne, les importations européennes en provenance de Chine ont fortement augmenté.

À l'heure actuelle, les partenaires sociaux sont en train de négocier un plan social, complété le cas échéant par un plan de maintien dans l'emploi.

Vu les circonstances économiques, il sera certainement difficile de permettre au plus grand nombre de salariés qui seront licenciés de retrouver rapidement un emploi. Dans la mesure où Villeroy & Boch a annoncé une fermeture du site de production luxembourgeois à l'horizon 2010, il y a lieu de profiter des prochains mois afin de qualifier au mieux les salariés concernés dans le cadre des mesures sociales négociées, notamment par des formations adaptées.

Le Gouvernement, à travers le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre du Travail et de l'Emploi, a confronté la direction aux impacts sociaux de cette fermeture et a insisté auprès de la direction dès l'annonce de la fermeture du site de production de prendre des mesures afin d'atténuer les effets sociaux.

Je lance un appel à Villeroy & Boch Luxembourg pour qu'elle agisse dans l'esprit de la responsabilité sociale des entreprises afin de contribuer largement aux efforts de reconversion du personnel de la société.

Finalement, je ne dispose pas de précisions quant au bénéfice potentiel que Villeroy & Boch va pouvoir tirer d'une reconversion des halls industriels et d'une partie des terrains sis au Rollingergrund, cela notamment compte tenu des coûts d'assainissement que la société devra prendre en charge dans le cadre de la procédure d'autorisation d'arrêt des activités. Par ailleurs, aucune législation ne permet à l'heure actuelle au Gouvernement d'imposer à la société la prise en compte des coûts générés notamment par les licenciements à charge de la collectivité tel que préconisé par l'honorable Député.

Question urgente 3323 (7.5.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **contrats de prévoyance-vieillesse:**

Le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 portant exécution de l'article 111bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu est consacré aux contrats de prévoyance-vieillesse.

Le règlement grand-ducal propose deux formules d'investissement, intitulés «stocks» et «flux». Dans un souci louable de protéger les souscripteurs de tels contrats, les deux formules limitent la part globale des actions dans le total des actifs sous-jacents.

Plus particulièrement dans la formule stocks, cette part n'a pas de limite jusqu'à 45 ans (âge accompli au début de l'année d'imposition), pour descendre ensuite à 75% entre 45 et 49 ans; à 50% entre 50 et 54 ans; puis à 25% de l'épargne accumulée à partir de 55 ans.

L'application de ce mécanisme impose la vente d'une partie des actifs investis dans des actions (ou dans des organismes de placement collectifs basés sur des actions) lors des échéances anniversaire de 45 ans, 50 ans et 55 ans. La vente imposée d'actions, alors que le monde traverse une période de forte récession économique, entraîne d'importantes moins-values pour les personnes concernées.

Sans préjuger de l'évolution de la crise et des cours en bourse, il est possible d'espérer que les moins-values seront réduites si les personnes concernées, et les organismes chargés de gérer leur patrimoine, gardent la possibilité de vendre les actions lorsque celles-ci regagneront en valeur.

Ceci m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre est-il conscient des effets négatifs qui découlent d'une application rigide du règlement grand-ducal du 25 juillet 2002?

2. Monsieur le Ministre dispose-t-il de moyens légaux pour suspendre avec effet immédiat les effets dudit règlement grand-ducal afin d'éviter les moins-values pour les personnes concernées par les échéances anniversaire en cette année 2009?

3. Monsieur le Ministre est-il disposé à modifier d'urgence le règlement grand-ducal concerné afin d'en éviter les effets pervers, par exemple en renonçant à la formule des stocks pour ne retenir que la formule des flux?

4. Des instructions seront-elles données aux établissements de crédit et compagnies d'assurances gérant de tels contrats de prévoyance-vieillesse afin qu'ils puissent anticiper les modifications à apporter au règlement grand-ducal?

Réponse (11.5.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de Monsieur le Député Gast Gibéryen se rapporte à l'article 111bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le Revenu (L.I.R.). Cet article, qui a pour objet la déduction, sous certaines conditions et limites, des dépenses faites dans un but de prévoyance-vieillesse retient dans son alinéa 1er qu'«un règlement grand-ducal détermine les produits admis (…) et précise les modalités et conditions minimales d'investissement à respecter au niveau de la politique d'investissement des produits visés». Les produits visés par le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 pris en exécution de l'article 111bis L.I.R. peuvent être offerts soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurances.

Les prestataires des contrats de prévoyance-vieillesse doivent offrir au souscripteur, en option, au moins un produit non spéculatif, à savoir

- pour les établissements de crédit un support qui investit exclusivement dans le marché monétaire en euros, et

- pour les entreprises d'assurances un capital constitutif résultant de la capitalisation des versements de primes et de l'intérêt y relatif.

Le souscripteur peut toutefois également opter pour des produits plus spéculatifs et non garantis (comme les OPCVM investissant également en actions ou les contrats d'assurance liés à des fonds d'investissement). Ce sont ces produits à caractère plus ou moins spéculatif qui sont visés par la question parlementaire de Monsieur le Député Gast Gibéryen. Afin de garantir un niveau minimal de protection de l'épargne accumulée par le souscripteur, l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 prévoit, entre autres, de limiter dans les produits de prévoyance-vieillesse la part investie en actions. Selon le commentaire de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 juillet 2002, il est fait une distinction entre deux formules d'investissement, dont le choix pour l'une ou l'autre des formules est à effectuer lors la souscription initiale du contrat et ne peut plus être révoqué jusqu'à l'échéance de ce contrat.

La première formule, intitulée «stocks», dispose qu'à la fin de chaque année la partie maximale de l'épargne accumulée investie en actions ne puisse dépasser certains seuils. Ces seuils varient de manière décroissante en fonction de l'âge du souscripteur. Si la fraction investie en actions est illimitée pour les souscripteurs de moins de 45 ans, elle ne peut plus dépasser 25% pour les personnes ayant atteint ou dépassé 55 ans. Lors du passage d'une tranche d'âge à la suivante, le gestionnaire devra réduire la partie investie en actions en fonction des seuils maxima fixés. Cette approche, qui a été adoptée principalement par le secteur des assurances, permet à chaque instant de contrôler de manière transparente et efficace la part de l'épargne accumulée investie en actions.

Le nouveau site
www.chd.lu
online à partir du
5 juin 2009

La seconde formule, appelée «flux», favorisée par les établissements bancaires, se réfère aux seuls flux de versements annuels. Elle fixe un pourcentage maximal à concurrence duquel les versements annuels peuvent alimenter la partie investie en actions. Ces seuils diminuent de 60% pour les personnes de moins de 45 ans à 20% pour celles ayant atteint ou dépassé 55 ans. Cette approche présente des avantages de flexibilité et en matière de gestion des coûts. En revanche, elle ne permet pas de donner une image transparente sur la partie de l'épargne accumulée investie en actions à un moment donné.

Une disposition additionnelle exclut la possibilité de réaménager vers le haut la partie investie en actions découlant des versements effectués antérieurement. En revanche, le souscripteur peut à tout moment remplacer des parts d'un support par des parts d'un autre support dont le pourcentage de l'actif investi en actions est moindre.

La question parlementaire de l'honorable Monsieur Gibéryen concerne la formule «stocks»: il remarque que le changement imposé de la composition des investissements lors des échéances anniversaires de 45, 50 et 55 ans entraîne actuellement - en période de forte récession économique - d'importantes moins-values pour les personnes concernées et demande la suspension avec effet immédiat des conditions de composition des investissements en fonction de l'âge.

Je suis pleinement conscient de tous les effets négatifs de la présente crise sur l'épargne des personnes et plus particulièrement sur l'épargne non classique. Ne connaissant pas l'évolution future du marché boursier et plus particulièrement des investissements opérés par les secteurs des banques et des assurances, la suspension des effets du règlement que vous demandez n'est toutefois pas nécessairement en faveur des souscripteurs d'un contrat prévoyance-vieillesse. Quel sera l'impact d'une telle suspension si les actions concernées ne regagneront pas en valeur? La suspension des changements de composition pendant un certain temps pourrait également entraîner des effets indésirables sur les contrats venus à terme. Au moment de la liquidation du contrat, l'investisseur se retrouverait avec une quote-part d'investissement en actions encore plus élevée qu'actuellement prévue, mais pas nécessairement d'une valeur supérieure à celle d'aujourd'hui.

Une éventuelle modification du règlement grand-ducal concerné devrait se faire après une analyse approfondie et en concertation avec les représentants des prestataires de contrats prévoyance-vieillesse. Tout agissement dans l'urgence et dans l'immédiat risquerait d'ajouter à la confusion actuelle et n'est pas de mise.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

39e	séance, jeudi	26 mars 2009
40e	séance, mardi	21 avril 2009
41e	séance, mercredi	22 avril 2009
42e	séance, mercredi	22 avril 2009

Le nouveau site www.chd.lu en ligne



À la charnière entre les législatures 2004-2009 et 2009-2014, la Chambre des Députés a mis en ligne en date du 5 juin 2009 la nouvelle version de son site Internet www.chd.lu. Outre son nouvel aspect, le site présente plusieurs nouveautés:

1. Mise en valeur de l'actualité parlementaire: la page d'accueil est intégralement dédiée à l'actualité parlementaire. Communiqués de presse sur les travaux des commissions, publication des documents parlementaires en temps réel, dossiers thématiques regroupant documents et liens utiles sur un sujet précis, etc.: toutes ces fonctionnalités sont destinées à faire du site web une des pierres angulaires de la nouvelle stratégie de communication de la Chambre.

2. Recherche: le nouveau site est doté d'outils de recherche simplifiés. Par ailleurs l'utilisateur peut par exemple s'abonner à une alerte email qui l'avertira de chaque nouvelle évolution concernant un dossier parlementaire précis.

3. Vidéos: Bien évidemment, la retransmission en direct des séances publiques - déjà disponible sur l'ancien site - sera maintenue. Les fonctionnalités vidéo seront élargies d'un accès aux archives des séances publiques et des émissions hebdomadaires Chamber aktuell, qui peuvent être visionnées intégralement ou en partie.

4. Europe: une rubrique spéciale sera dédiée au volet européen des activités parlementaires.

5. Jeunesse: les pages junior (dans la rubrique «la Chambre et vous») s'adressent plus particulièrement aux jeunes.

6. Interactivité: le nouveau site dispose d'un forum de discussion qui permettra aux internautes de débattre de sujets d'actualité. Ce forum ne sera cependant lancé qu'à la reprise des travaux parlementaires.

Tout en innovant, le nouveau site ne renonce cependant pas à ses atouts confirmés qui lui valaient déjà dans le passé une bonne renommée auprès des professionnels.

Le site a été conçu et réalisé par les services de l'administration parlementaire en étroite collaboration avec la société Iris Luxembourg et le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann (pour le volet streaming et archivage vidéo).

DANS CE NUMÉRO

Crise économique et financière
- Débat d'orientation p. 465

État de la nation
- Déclaration p. 486
- Débat p. 492

Sommaire des séances publiques Nos 39-42 p. 507

Sommaire des questions parlementaires p. Q164

Élections 2009

Le 7 juin 2009, jour des élections législatives, la Chambre des Députés issue des élections de 2004 a été dissoute.

Au lendemain des législatives, le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, a présenté la démission du Gouvernement sortant au Grand-Duc. Le chef d'État a demandé au Gouvernement de rester en fonction jusqu'à la formation d'un nouveau Gouvernement. Il l'a chargé de continuer à expédier les affaires courantes et de prendre, à titre exceptionnel, toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de la lutte contre la crise économique et financière.

Au cours de l'après-midi de la même journée, le Grand-Duc s'est entretenu avec les représentants des principales institutions du pays dont M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés.

Le mardi, 9 juin, le Chef d'État a reçu les présidents respectivement les leaders politiques des huit partis en lice aux élections. M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre sortant, a ensuite été chargé par le Grand-Duc de former un nouveau Gouvernement.

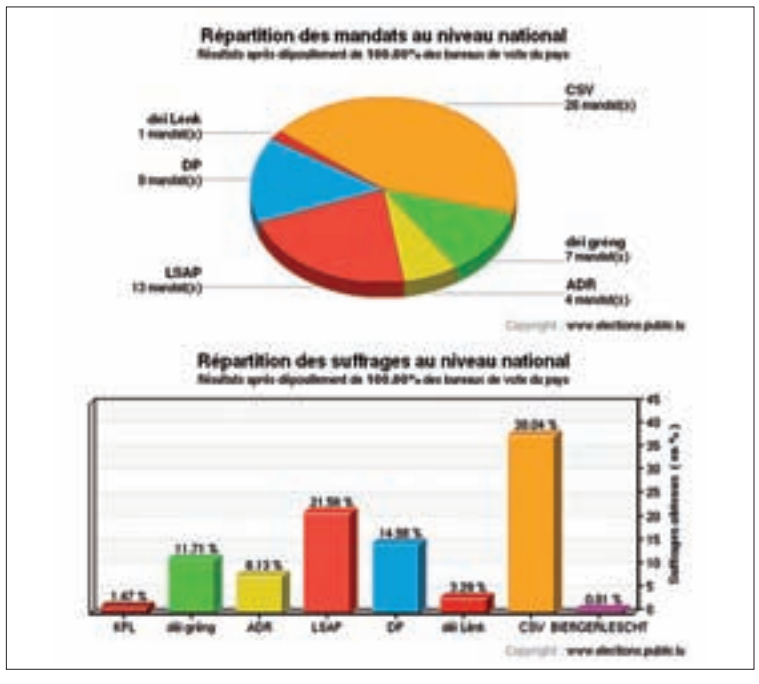
Au cours de la législature 2009-2014, six partis seront représentés à la Chambre des Députés:

- le CSV avec 26 députés (+ 2 par rapport à 2004-2009)
- le LSAP avec 13 députés (- 1)
- le DP avec 9 députés (- 1)
- DÉI GRÉNG avec 7 députés (0)
- l'ADR avec 4 députés (- 1)
- déi Lénk avec 1 député (+ 1).

Le site officiel des élections (www.elections.public.lu) au Grand-Duché de Luxembourg présente le détail des résultats par circonscription, par commune et par candidat.

En ce qui concerne les élections européennes, celles-ci n'ont apporté aucun changement à la répartition des mandats par parti: le CSV a pu assurer ses trois sièges tandis que le DP, le LSAP et DÉI GRÉNG continueront à être représentés par un député au Parlement européen.

L'intégralité des résultats des élections européennes dans tous les pays de l'UE peut être consultée sur le site «élections» de l'UE (http://www.elections2009-results.eu). Le Parlement européen se réunira une première fois dans sa nouvelle composition le 14 juillet 2009 à Strasbourg.



Parlamentarier besuchten Militärzentrum auf Herrenberg

Bautenminister Claude Wiseler und Armeeminister Jean-Louis Schiltz empfingen am 7. April 2009 die Vertreter der parlamentarischen Ausschüsse für Verteidigung und öffentliche Bauten im Militärzentrum auf Herrenberg, um ihnen einen Überblick über die im Gesetz vom 21. Dezember 2007 festgehaltene Armeereform zu gewähren.

Um den Aufgaben der Armee aber auch den notwendigen infrastrukturellen Rahmen zu bieten, müsse in die Anlagen auf Herrenberg investiert werden, so Bautenminister Claude Wiseler, der die parlamentarischen Besucher beim Rundgang durch die seit einem halben Jahrhundert nur spärlich renovierten Pavillons von der Richtigkeit dieses Anspruchs mehr denn überzeugt hatte.

Man wolle dieses Pensum, für das man mit dem Bau der in nur 16 Monaten für 3,7 Millionen Euro errichteten neuen Polizeischule und der rund sechs Millionen Euro teuren Renovierung von zwei der drei geplanten Pavillons erste Erfahrungen sammeln konnte, in fünf Phasen absolvieren.

In einer ersten Phase werden mit einem finanziellen Aufwand von 18,7 Millionen Euro die technischen Infrastrukturen wie Wasser und Elektrizität saniert, dann soll im Jahr 2010 zum Kostenpunkt von 60,5 Millionen Euro eine neue logistische Halle mit einem Gesamtvolumen von 109.000 Kubikmeter entstehen.

Außerdem soll der Schießstand im Bleestal generalüberholt und auf dem „Botterweck" ein neues Munitionslager errichtet werden.

Eine weitere, nicht unwesentliche Phase sieht die Neuorientierung der 34 Pavillons vor, von denen man 23 behalten möchte. Da man das für die Renovierung von drei Pavillons vorgesehene Budget von 7,5 Millionen Euro aber bereits an nur zwei Objekten fast aufgebraucht hatte, will man sich nun überlegen, ob ein Neubau nicht vielleicht preiswerter zu haben ist.



Die Vertreter der parlamentarischen Ausschüsse für Verteidigung und öffentliche Bauten wurden im Militärzentrum auf Herrenberg von Bautenminister Claude Wiseler und Armeeminister Jean-Louis Schiltz empfangen.

Dialogue avec des jeunes politiques



Après ses entretiens politiques la veille, la Présidente de la Chambre des Représentants des Pays-Bas, Mme Gerdi Verbeet, avait un dernier rendez-vous à la Chambre des Députés au cours de la matinée du 29 mai: une rencontre avec des représentants des organisations de jeunesse politiques luxembourgeoises.

C'était la Présidente qui avait souhaité cet échange. Inquiète face au désintérêt des jeunes Néerlandais pour les affaires politiques, elle voulait en savoir plus sur la situation au Grand-Duché.

Les jeunes Luxembourgeois ont dû admettre que dans notre pays la situation n'est guère différente. L'obligation d'aller voter n'y change d'ailleurs rien, comme l'aurait cru Mme Verbeet.

Il a ensuite été question des initiatives prises de part et d'autre visant à intéresser les jeunes pour le débat politique.

Toutes ces initiatives se heurtent à un problème - aux Pays-Bas comme au Grand-Duché: on ne touche que ceux qui, de toute façon, se sentent concernés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op

www.chd.lu

Parlamentaresch Versammlung vun der NATO

Bezéiunge mat Russland, Georgien, Moldova an Zentralasien

Vum 22. bis de 26. Mee 2009 war d'Parlamentaresch Versammlung vun der NATO zu Oslo zesumme fir hir traditionell Fréijorssitzung. D'Chamber war vertrueden duerch d'Häre Marc Spautz, President vun der Lëtzebuerger Delegatioun, Marc Angel, Vizepresident, Fred Sunnen an duerch d'Madame Colette Flesch.

D'Parlamentarier hunn hir Gespréicher ënner anerem op d'Relatioune mat Russland a mat Georgien konzentréiert. Och Moldova an Zentralasien waren am Zentrum vun den Debatten.

Bezéiunge mat Russland

Während hire Réuniounen hunn d'Memberen hir Relatioune mat Russland beschwat. An engem Rapport mam Titel «Les relations avec la Russie: un nouveau départ» gouf vum kanadesche Rapporteur ervirgehuewen, dass Terrainë studéiert ginn, wou Russland kéint konstruktiv engagéiert ginn, mat allen zur Verfügung stehenden Instrumenter.

Eng gutt Partnerschaft mat Russland ass wichteg, fir eng Rei Sécherheetsdéfien ze beäntwerten, wéi d'Onstabilitéit an Afghanistan an an Zentralasien, den Terrorismus, d'Piraterie oder d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen. „Eng enk Zesummenaarbecht a Froen, déi vu klorem gemeinsamen Interessi sinn, kéint als Ufankspunkt gëlle vun der Verbesserung vun de Bezéiungen a méi ëmstriddene Punkten", gouf an deem Kontext ervirgestrach.

Relatioune mat Georgien

D'Parlamentaresch Versammlung huet beschloss, ee Conseil interparlementaire NATO-Georgien ze grënnen an huet zwee Coordinateurs spéciaux ernannt.

Am Kader vun den Diskussioune gouf ënner anerem zréckbehal, dass de kuerze Konflikt tëschent Russland a Georgien déi strategesch Wichtegkeet vum Südkaukasus a vu Georgien fir d'euroatlantesch Sécherheet a fir d'NATO nach eng Kéier mat Nodrock bewisen huet.

Situatioun a Moldova

Eng Resolutioun gouf adoptéiert an der Séance plénière iwwert d'Situatioun a Moldawien. Préoccupéiert iwwert d'Evolutioun vun der politescher Lag vun deem Land no de Wahle vum 5. Abrëll 2009, erwaart sech d'Parlamentaresch Versammlung „en authenteschen, effektiven an transparenten Dialog tëschent Regierung an Oppositioun an tëschent Politik an Zivilgesellschaft, a freet mat Nodrock d'Regierung vun der Republik Moldova, fir d'Mënscherechter an d'fundamental Fräiheeten ze respektéieren, esou wéi si sech derzou engagéiert huet, ënner anerem andeems si der Partnerschaft fir de Fridde bäitrëtt".



D'Lëtzebuerger Vertrieder Marc Angel (lénks), Colette Flesch a Marc Spautz (riets) zesumme mat der Mme Jo Ann Emerson aus dem amerikanesche Representantenhaus. Si ass d'Presidentin vun der Commission de la Dimension civile de la Sécurité.

A sengem Projet de rapport, deen hien als Rapporteur spécial vun der Commission sur la Dimension civile de la Sécurité iwwer «La République de Moldova: défis internes; perspectives d'intégration euro-atlantique» virgedroen huet, analyséiert den Här Marc Angel dräi fundamental Aspekter vun der aktueller Situatioun a Moldawien: déi intern politesch Situatioun an d'Tensiounen, déi d'Legislativwahle vum 5. Abrëll begleet hunn; de Statut vun den Négociatioune fir d'Léisung vum Konflikt an Transnistrien, a schlussendlech d'Perspektiven an d'Défië vun de Partnerschaften, déi Moldova mat der NATO a mat der EU ausgeschafft huet.

Erausfuerderungen an Zentralasien (Kasachstan, Kirgisien, Tadschikistan, Turkmenistan, Usbekistan)

An engem zweete Projet de rapport virun der Commission sur la Dimension civile de la Sécurité, deen op säin eegene Rapport vun November 2008 iwwert d'Demokratie an d'Sécherheet an Zentralasien follegt, ënnersträicht den Här Marc Angel, dass d'Effikassitéit vun der Zesummenaarbecht an der Regioun an déi reell Kontributioun vun de Kooperatiounsstrukturen zur Resolutioun vun de regionale Sécherheetsdéfië generell relativ limitéiert bleift. National Interessen dominéieren ausserdeem verschidde sensibel Froen, wéi d'Gestioun vum Waasser, och wann eng regional Léisung evident Avantagen hätt.

Jeudi, 26 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

Débat d'orientation N°5977 au sujet de la crise économique et financière

- *Rapport de la Commission spéciale «Crise économique et financière»: M. Lucien Thiel*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Claude Meisch (à qui M. Jean-Claude Juncker pose des questions, MM. Lucien Thiel, Gast Gibéryen et Jean Asselborn répondent), M. Ben Fayot, M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen (à qui M. Jean-Claude Juncker pose une question), M. Aly Jaerling, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (à qui MM. Gast Gibéryen, Claude Meisch et François Bausch posent des questions), M. Marc Spautz, M. Charles Goerens, M. Alex Bodry (répond à MM. Charles Goerens, Robert Mehlen et Aly Jaerling), M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Wirtschafts- an d'Finanzkris. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Spautz, Goerens a Bodry.

(Interruption)

An den Här Jaerling och nach. Dann huet d'Wuert elo de Rapporteur vun der Commission spéciale «Crise économique et financière», den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, wann ech gelift.

Débat d'orientation N°5977 au sujet de la crise économique et financière

Rapport de la Commission spéciale «Crise économique et financière»

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, de Professer Dokter Hans Werner Sinn, senges Zeechens - Dir kennt e wahrscheinlech - Chef vum Münchener Wirtschaftsinstitut IFO,...

Une voix.- Déi hunn et!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dorop hunn ech scho gewaart.

...huet dëser Deeg e Saz vu sech ginn, dee bestëmmt an den Zitateschatz opgeholl gëtt. De Wirtschaftsexpert Sinn, dee sech och alt emol geleeëntlech hei zu Lëtzebuerg erëmdreift, huet gemengt: „Heute veralten die Worte einem im Munde." - D'Wierder vereelsen engem haut am Mond.

De Professer huet dat am Zesummenhang mat der Finanz- an der Wirtschaftskris gesot an huet domat gemengt, datt d'Entwécklung vun der Kris méi séier geet wéi ee kucke kann. Wat gëschter nach war, ass haut schonn iwwerholl, a wat mir haut gesinn, ass muer schonn net méi wouer. D'Kris entwéckelt sech esou séier, datt souguer déi gescheitste Käpp net méi nokommen. Wou soll dann eisereen dobäi nach den Iwwerbléck behalen?

Dat ass esou dat Gefill, dat een an deenen zéng Woche begleet huet, während deenen déi vun dësem Haus agesate Spezialkommissioun sech mat der Kris a mat hiren Auswierkungen op eist Land beschäftegt huet. Vun Dag zu Dag sinn d'Nouvellë méi schlecht an d'Perspektive méi däischter ginn. Et gouf ëmmer méi schwéier, sech an deene widderspréchleche Prognose vun den Experten erëmzefannen an d'Kris an hirem Ausmooss a mat all hire méigleche Konsequenzen ze erfaassen. Op d'mannst d'Membere vun där Spezialkommissioun wëssen elo, wat et heescht, an engem Tunnel den Ausgank ze sichen, deem säin Enn einfach net ze gesinn ass.

Et kënnt nach derbäi, datt d'Auswierkunge vun där Kris op eis Gesellschaft net méi ënnerschiddlech si kéinten:

Déi eng, bis elo Gott sei Dank déi Allerwéinegst, wëssen, wat d'Kris bedeit, well si se voll ze spiere kréien, sief et, well se hir Schaff verluer hunn, oder sief et, well se an der Kuerzaarbecht sinn an dofir op een Deel vun hirer Pai verzichte mussen.

Da gëtt et déi, an dat sinn der schonn e bësse méi, deenen hire Portmonni zwar nach net direkt gelidden huet, déi sech awer fir dat interesséieren, wat esou ronderëm se geschitt, an déi sech dofir esou lues Gedanken iwwert dat maachen, wat eis alles nach bevirstoe kéint.

A schliesslech gëtt et och nach déi, an et sinn der nawell e sëllechen, déi mengen, et kéint näischt u si kommen, well si sech ronderëm ofgeséchert fillen, an déi dovunner ausginn, datt um Enn sech alles dach wäert erëm arenken. A sief et och nëmmen, well se iwwerzeegt sinn, datt eiser Här e Lëtzebuerger ass.

Déi ënnerschiddlech Perceptioun vun der Kris ass och un a fir sech weider net verwonnerlech, well schliesslech war eis Regierung, a mir heibanne mat hir, bestrieft, déi Kris mat alle Mëttelen, inklusiv e puer honnert Millioune Steiererliichterungen, ze verdrängen, well gefaart ginn ass, de Konsum kéint ënnert dem Androck vun der Kris abriechen an dann déi ganz Saach nach néi schlëmm maachen. Nëmme keng Panik, huet et geheescht, fir datt net eis ganz Ekonomie an deen Däiwelskrees geréit, dee sech ëmmer méi an d'Katastroph kéint eraschrauwen.

Déi Iwwerleeunge ware bestëmmt richteg a sinn et och nach weiderhin. Mä déi Rechnung geet nëmmen dann op, wann et erëm esou séier wéi méiglech biergop geet. Bleift den Opschwonk aus - an et gesäit leider bis op Weideres duerno aus -, da kënnt onweigerlech den Ament, wou een ëmschalten an d'Leit mat der batterer Realitéit konfrontéiere muss. Och wann dat engem Politiker schwéierfält, an dat besonnesch dann och nach, wa Wahlen um Kalenner stinn.

De Bierger muss sech bal virkomme wéi ënnert där spréchwiertlecher schottescher Dusch: Eemol ass et schnuckeleg waarm, well engem d'Kafkraaft iwwert de Statsbudget erhalen oder souguer nach gehéicht gëtt, an dann ass et schuddereg kal, well ee mat der Perspektiv op schwéier Zäite konfrontéiert gëtt.

Dës Onsécherheet war dann och esou an engem gewëssene Sënn de Pätter bei der Iddi fir déi Spezialkommissioun fir d'Wirtschafts- a Finanzkris. Op Ureegung vun eisem Kolleeg Charles Goerens hat d'Chamber am Dezember dës Kommissioun an d'Liewe geruff, déi du Mëtt Januar mat hirer Aarbecht lassgeluecht huet. D'Missioun vun der Kommissioun war kloer: Si sollt d'Ausmooss vun der Kris fir eist Land ënnersichen a Virschléi maachen, wéi am beschten doraus erauszekomme wier.

D'Kommissioun selwer huet hir Hausaufgab nach e bësse méi exakt ëmrass a sech zum Zil gesat, Mëttel a Weeër opzezeechnen, fir méiglechst ongeschuer duerch déi Kris ze kommen. Doriwwer eraus sollt si sech och nach Gedanken driwwer maachen, wat een alles bei eis am Land ännere misst, fir datt mir no der Kris op d'mannst erëm esou gutt dosti wéi virdrun a wa méiglech souguer nach besser.

Fir där Aufgab gerecht ze ginn, huet d'Spezialkommissioun emol fir d'éischt drop gehalen, sech esou genee wéi méiglech iwwert d'Lag ze informéieren. Dofir huet si e ganze Koup Wirtschaftsacteuren aus dem Land op Hearingen invitéiert, huet sech mat inlänneschen a mat auslänneschen Experten an och mat Regierungsvertrieder getraff an huet sech d'Meenung vun nach anere relevante Vertrieder vun eisen Institutiounen ugehéiert, fir e méiglechst komplett Bild vun der Situatioun ze kréien.

Mir haten am Ufank an der Spezialkommissioun gemengt, mir missten eis och mat deem beschäftegen, wat een den „court terme" nennt, an hunn dofir fläisseg Notize gemaach, wa mir deenen eenzelne Beruffsvertrieder hire sëllechen Doléancen nogelauschtert hunn. Mä dunn hu mir eis awer missen agestoen, datt dat net dee richtege Wee wier, well mir entre-temps ganz einfach vun den Evenementer iwwerrullt gi waren.

D'Regierung konnt a wollt nämlech net esou laang waarden, bis mir an der Kommissioun eis Hausaufgab gemaach hätten, well einfach d'Zäit hir fortgelaf ass a well sech eng Rëtsch vun urgentë Moossnamen opgedrängt huet, déi nach virun de Wahlen a virun der Summerpaus mussen ergraff ginn. Si huet dofir op hir Budgetsmesuren aus dem Hierscht nach eng Hällewull vun anere Moossnamen dropgetässelt - dat Ganzt fir e Käschtepunkt, Dir wësst et, vun 1,228 Milliarden - a sech deen deiere Pak vun der Tripartite ofseene gelooss. Domat war eigentlech den „court terme", mat deem sech d'Spezialkommissioun och befaasse sollt, erleedegt.

Mir konnten eis dofir op déi méi mëttelfristeg Aspekter konzentréieren, wat engersäits natierlech eng e bësse méi breet ugeluechten Aufgab war, anerersäits awer och grad doduerch interessant gouf, datt se een dozou ugehalen huet, sech iwwert den Dag eraus Gedanken ze maachen a sech och mat der Zäit no der Kris ze befaassen.

(Brouhaha)

Während 23 Réunioune sinn net nëmme kéipweis Informatioune gesammelt ginn, mä et ass och diskutéiert a kommentéiert ginn, woubäi d'Meenungen an der Kommissioun och alt emol ausenanergaange sinn. Wat um Schluss dobäi erauskomm ass, ass vläicht net ëmmer no jiddwerengem sengem Goût, mä et huet op d'mannst dee Mérite, datt et Denkustéiss liwwert. D'Resultat läit lech elo a Form vun engem 45-säitege Rapport vir.

Dee Rapport kann een elo lues, et kann een e séier an et kann een e ganz séier liesen.

Am beschte fänkt een hannen un. Do fënnt een an 21 Punkten zesummegefaasst dat Wichtegst, an zwar als Rekommandatiounen un d'Regierung. Dat ass fir déi ganz Prësséiert, souzesoen d'Fast-food-Versioun, déi sech och fir déi eegent, déi souwisou schonn alles, an alles besser wëssen.

Wien allerdéngs dat, wat dosteet, och richteg verstoe wëllt, dee soll un den Ufank vum Pabeier goen a sech mat deem Kapitel ofginn, dat eiser Wirtschaft insgesamt dédiéiert ass an dat probéiert, en Iwwerbléck iwwer eiser Ekonomie hir Stäerkten, hir Schwächten an hir Perspektiven ze ginn. A wien dann Appetit op méi kritt huet, dee kann dann an déi aner Kapitelen andauchen, an deenen et ëm déi eenzel Beräicher vun eiser Wirtschaft geet.

Ech gestinn an, leider feelen an deem Dokument d'Tableauen an d'Grafiken, déi natierlech d'Versteesdemech méi liicht maache géifen.

Une voix.- Wann ech gelift!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Mä et war zäitlech net dran,... Keng Chifferen, déi een net huet, kann een dramaachen. Mä et war zäitlech net dran, esou eng Presentatioun, déi ee gären deem Ganze ginn hätt, ronnzekréien, well ee permanent hannert der Aktualitéit virgebëselt ass.

Op där anerer Säit wäert och deen een oder deen aneren, deen der Kommissioun Ried an Äntwert gestanen huet, vläicht fannen, datt hien net gutt ewechkomm wier, well sech nach laang net alles, wat hien un de Mann wollt bréngen, am Text erëmfënnt. Och dat war net méiglech, well dann eise Rapport net 45 Säiten, mä e puer 100 Säiten déck gi wier. Dofir hu mir awer déi sëllechen Annexen zum Rapport, an deene kéipweis wäertvoll Informatioune stinn, fir déi Interesséiert op de Site vun der Chamber gesat.

Fir déi eng wäert eise Bericht vläicht däers Gudden e bëssen ze vill sinn, well e probéiert, eis Ekonomie an hirer Gesamtheet ze erfaassen an e bestëmmt nach laang net kompletten, mä ëmmerhin dach iergendwéi équilibréierten Iwwerbléck ze vermëttelen iwwert dat, wat mir haut hunn, an dat, wat mir kënne fir muer doraus maachen.

D'Kommissioun wëllt keng Dreem verkafen a si wëllt ëmgekéiert och net där nächster Generatioun d'Flemm andreiwen. Si wëllt soss näischt, wéi datt hir Iwwerleeungen an hir Ureegungen deen een oder aneren zum Nodenke bréngen, an dat grad elo an der Virwahlzäit an um Virowend vun enger neier Legislatur.

Natierlech wäert et och där ginn, déi dësem Bericht iwwerhaapt näischt ofgewanne kënnen, well si sech Gott weess wat vu Wonner, Heelmëttel a revolutionär Moossnamen erwaart hunn. Si wäerten enttäuscht sinn, wéi een eben enttäuscht gëtt, wann een nëmme méi op Sensatioune programméiert ass a wann een d'Gefill fir Komplexitéit vun der Realitéit verluer huet, a fir dat, wat machbar ass.

A wie gemengt huet, dës Kommissioun misst elo d'Welt op d'Kopp kéieren, fir aus der Kris erauszekommen, dee muss sech gesot loossen, datt et topeg wier, fir dat op den Tipp ze geheien, mat deem ee jorzéngtelaang gutt - a souguer besser wéi anerer - gefuer ass. An et soll een zëmools da keng grouss Téin spaizen, wann een näischt Besseres bei Hand huet, fir an d'Plaz ze setzen.

Här President, aus den Aarbechte vun der Krisekommissioun…

M. Charles Goerens *(DP).*- Wie schwätzt dann esou?

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Déijéineg, déi sech getraff fillen, déi wäerten et scho wëssen.

Aus den Aarbechte vun der Krisekommissioun hu sech eng Hällewull…

(Interruptions)

Net vun Iech! Net vun Iech!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- D'Situatioun ass schonn eescht genuch. Dofir, mengen ech, soll een net nach esou Affirmatioune virdroen,…

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ass dat net eescht?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- …a wann en Deputéierte freet, wien dat wier, esou Äntwerte ginn!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech hunn an der Press scho Kritike gelies, wou ech mer esou Gedanke gemaach hunn. Dat huet awer näischt mat deene Leit heibannen ze dinn, souwäit wéi ech weess.

Une voix.- Dat ass scho méi prezis.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hu jo och keng Presserevue hei!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat heescht, et ass wéi ëmmer, mir sinn onschëlleg.

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Oh, dat weist sech nach, Här Jaerling.

Aus den Aarbechte vun der Krisekommissioun, Här President, hu sech eng Hällewull vun Iddien erausgeschielt, déi scho bal

duergéifen, fir e ganze Regierungsprogramm ze fëllen, op d'mannst déi Deeler dovun, déi sech mat der Wirtschaft, mat de Finanzen a mat den Institutioune befaassen. Wie sech dofir interesséiert, fënnt dat alles am Bericht.

Ech wëll mech als Rapporteur haut op dräi wiesentlech Punkten an deem Rapport limitéieren, an zwar op éischtens, déi bluttnoutwendeg Diversifikatioun vun eiser Ekonomie; zweetens, déi onbedéngt erfuerderlech Revisioun vun eise Verwaltungsprozeduren; an drëttens, déi ëmmer méi drénglech Réckbesënnung op den europäeschen Zesummenhalt.

Datt mir geféierlech liewen, ass gewosst an och net nei. Sou wéi mir fréier zum gréissten Deel vum Stol ofgehaangen hunn, ass haut eis Ekonomie an engem gehéirege Mooss der Finanzplaz an hiren Aktivitéiten ausgeliwwert. Lëtzebuerg ass kee Kado méi vum Minette, wéi Ägypten e Kado vum Nil - esou huet et emol fréier an de Presentatioune vun eisem Land geheescht -, mä mir sinn nach ëmmer e klengt Land, dat vun deenen anere bewonnert an och emol beneit gëtt, well et haut vu senger Finanzplaz lieft, a gutt dovu lieft.

(Brouhaha)

Ob mir elo déi Räichst op der Welt sinn, wéi iertëmlecherweis vun de Statistiker ugeholl gëtt - déi vergiessen nämlech ëmmer d'Frontaliere matzezielen…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, lauschtert emol, Dir Dammen an Dir Hären! Den Här Thiel ass hei amgaang de Rapport vun der Spezialkrisekommissioun ze maachen. Eng Aarbecht, déi wochelaang vill Zäit an Aarbecht kascht huet. An ech fannen, dass hien e bësselche méi Opmierksamkeet vu Säite vun eis alleguerte verdéngt huet!

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech huelen och meng Wierder vun Eenzelner zréck. Et ass awer méiglech, datt der hei am Sall sëtzen, déi et besser wëssen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ob mir elo déi Räichst op der Welt sinn, wéi iertëmlecherweis vun de Statistiker ugeholl gëtt - déi vergiessen ëmmer d'Frontaliere bei eis matzezielen -, oder ob mir „nëmmen" an der éischter Dosent vun de PIB-Champione mat pedalléieren, mécht der Kaz kee Bockel. Tatsaach ass, datt eis Bankeplaz zu deenen zéng gréissten op der Welt gehéiert, an datt mir mat eise Fongen op där zweeter Plaz (hanner Amerika) leien an datt mir domat haut als ee vun deene bedeitendsten Zentre vun der ganzer Finanzbranche unerkannt sinn.

Wat dat fir eist Land a seng Leit bedeit, léisst sech am beschten un den Zuele vun der Steierverwaltung a vum Enregistrement ofliesen. Am Joer 2007 koumen 72% vun der Kapitalertragssteier, 69% vun der Kierperschaftssteier, 67% vun der Gewerbesteier an ëmmerhin nach 28% vun der Lounsteier aus dem Finanzsecteur. Alles an allem waren et an deem Joer bal 6,5 Milliarden Euro, déi vun der Finanzplaz un d'Statskeess iwwerwise gi sinn. Dat ware genee 49% vum Budget.

Wann e Land zur Halschent direkt vun engem eenzege Wirtschaftsaascht ofhänkt - an en Deel vun där anerer Halschent indirekt och nach domat drunhänkt -, da kann ee sech esou ongeféier virstellen, wat fir e Risiko sech hannert där Ofhängegkeet verstoppt.

Mä soulaang wéi alles gutt geet, mécht kaum ee sech Gedanken doriwwer. Et huet een den Härgott mat der décker Zéif an et deet ee sech de Gudden u mat deene ville Milliounen, déi d'Banken an déi, déi ronderëm si gravitéieren, ofwerfen, ouni datt ee sech laang Froe stellt. Weder doriwwer, wéi wäit dee Bam nach an den Himmel wuesse wäert, nach doriwwer, ob een net besser hätt, e Stéck vun deem décke Kuch op d'Säit ze leeën, fir sech kënnen drun ze ergräifen, wann et emol eng Kéier net méi grad esou fluppt.

Mir liewe scho laang geféierlech, mä soulaang wéi alles riichtgelaf ass, wollt keen eppes dovunner wëssen. Wann d'Experte vun deenen internationalen Instituter wéi dem Weltwährungsfong oder der OCDE probéiert hunn, eis ze warnen a si eis eis quokeleg Situatioun ënnert d'Nues geriwwen hunn, dann hu mir gesot: „Wat sollen déi da scho vun eis wëssen? Dat sinn dach lauter Theoretiker, déi eis hir neoliberal Usiichten opdrécke wëllen, an dobäi wësse mir dach selwer vill besser, wat gutt fir eis ass."

Mä säit et méi spatz ginn ass, säit d'Finanzkris d'ganz Welt a Brand gestach huet a säit verschidden Nopeschlänner mengen, si missten eis de schwaarze Péiter vun där Kris unhänken an op eis klappen, ass eis eng Späicherliicht opgaangen, an zwar déi, datt mir mat eiser floréierender Finanzplaz deenen aneren op d'Nerve ginn, well schliesslech schaffe mir mat deenen hire Bierger hire Suen. Déi Nopere probéieren elo, eis lues den Hals ëmzedréien, andeems si eis Finanzplaz als eent vun deene Steierparadäiser verdäiwelen, op déi elo e bësse vu jiddwerengem, inklusiv och vun deem esou ëmschwäermten neien amerikanesche President, geklappt gëtt.

Déi ganz Klappjuegd, déi mir déi leschte Wochen hu misse wéinst eiser Finanzplaz iwwer eis ergoe loossen, huet eis virun Ae geféiert, wéi schwaach eis Positioun ass, wann et héich kënnt. Net vun ongeféier huet eis Regierung, wéi och déi vun anere Länner mat grousse Finanzplazen, missen am Sträit ëm den Informatiounsaustausch bei Steieraffären noginn, huet missen noginn, fir enger gréisserer Katastroph aus de Féiss ze goen.

Well déi wier mat Sécherheet net ausbliwwen, wa mir op enger schwaarzer Lëscht gelannt wieren a mir domat vun der internationaler Statecommunautéit zum Fräiwëld erkläert gi wieren. Datt mir e Wirtschaftsboykott, wéi e schonns vun deene grousse Länner géint d'Steierparadäiser an d'Ae gefaasst ginn ass, net laang iwwerlieft hätten, läit wuel op der Hand.

Här President, domat däerft et elo jiddwerengem kloer sinn, wéi geféierlech déi quasi total Ofhängegkeet vun engem eenzegen, eenzelne Wirtschaftssecteur an och nach esou engem kriddeleche wéi dem Finanzsecteur ass. Wat kann een do dergéint maachen?

Et däerft wuel jiddwerengem kloer sinn, datt mir op eis Banken net verzichte kënnen, weder haut nach muer. Mä mir kënnen d'Ofhängegkeet vun eiser Ekonomie vun deem enge Secteur reduzéieren, an zwar doduerch, datt mer aner Wirtschaftsberäicher héichpäppelen an esou mat der Zäit e Géigegewiicht zu de Banke schafen.

Dat geet net vun haut op muer, mä datt et fonctionnéiert, hu mer ausgerechent mat eiser Finanzplaz erlieft. Déi ass scho viru 15 Joer carrément a Richtung Diversifikatioun marschéiert, huet hiren alen an iwwerhollenen Off-shore-Charakter ofgeluecht a sech op nei Aktivitéite konzentréiert, déi net méi vill mat Steieravantagen oder mam Bankgeheimnis ze dinn hunn. Déi Strategie ass haut net ganz onschëlleg dorun, datt eis Plaz op d'mannst bis elo besser mat der Kris fäerdeg ginn ass wéi anerer.

Wuel gemierkt, et geet hei net dorëm, d'Bankeplaz e Kapp méi kuerz ze maachen, fir méi séier zu deem Équiliber an eiser Ekonomie ze kommen, dee mer eis wënschen. De Finanzsecteur wäert bis op Weideres d'Mëllechkou vun dësem Land bleiwen. Virausgesat allerdéngs, et geléngt eis, hien ouni gréissere Schued duerch d'Kris ze bréngen an hie fir déi Zäit duerno richteg ze positionéieren, wat allerdéngs oder iwwregens schonn zum Deel mat neie Geschäftsnischen an d'Weeër geleet ginn ass. Mä parallell dozou musse mer onbedéngt déi aner Wirtschaftsberäicher konsolidéieren an ausbauen, fir datt mer aus deem geféierleche Monolithismus erauskommen.

Elo kéint een deem natierlech entgéinthalen, datt esou eng Diversifikatiounsparole längst e Baart hunn, well diversifizéiert gëtt an dësem Land scho méi wéi en halleft Jorhonnert laang. Et ass schonn ufanks de 50er Joren ugaang, an zwar mat der Goodyear, mat där mer am Norde vum Land e Géigegewiicht zu där deemools nach iwwermächteger Stolindustrie am Süde geschafen hunn.

Et stëmmt, datt säithier ëmmer erëm Effortë gemaach gi sinn, fir eist Industrienetz méi breet ze strécken a méi enk ze knëppen. Et stëmmt awer och, datt dat ëmmer méi schwéier ginn ass, well mer op eemol méi Aarbecht wéi Leit haten an et kee Sënn gemaach huet, op Däiwel komm eraus Industrien an d'Land ze lackelen, fir déi da keng Aarbechtskraaft opzedreiwe gewiescht wier.

Haut si mer e bëssen an engem anere Film. Et geet net méi nëmmen dorëm, nei Industriebetriber eranzehuelen, déi natierlech nach ëmmer wëllkomm sinn, wa se gewësse Virstellungen a puncto Emweltverdréiglechkeet, Wäertschafung a Lounniveau erfëllen, mä mir liewen an enger Zäit, déi net fir näischt als postindustriellt Zäitalter bezeechent gëtt an an deem sech bal alles ëm d'Déngschtleeschtungen an ëm d'Wëssensgesellschaft dréint. A grad do läit dann och zum gréissten Deel eis Zukunftschance.

Als Fauschtregel fir eng erfollegräich Diversifikatioun gëllt de sougenannte Cluster-Prinzip - op Lëtzebuergesch: den Opbau vun neien Aktivitéite ronderëm eng Käraktivitéit. E gutt Beispill dofir ass d'Logistik, hannert där mer jo am Moment voll derhannert sinn. Eise Wirtschaftsminister kann eis e Liddchen dovu päifen. Déi Logistik ass ronderëm d'Cargolux entstanen a si ass am Begréff eng Eegendynamik ze entwéckelen, well vill méi hannert hir stécht wéi nëmmen de Camionstransport vu Loft- oder vun Eisebunnsfracht. Et gëtt eng ganz Rëtsch vu Manipulatiounen - wuel gemierkt am originale Sënn vum Wuert -, déi reeche vun der Weiderveraarbechtung iwwert d'Verpakung bis bei den Tri. A mat deene loosse sech och Sue verdéngen.

En anere Cluster ass ronderëm den „electronic commerce" gewuess. Haut sinn all déi grouss Nimm vum elektroneschen Handel, ugefaang bei Amazon iwwer eBay bis bei den iTunes-Museksbuttek vun Apple bei eis implantéiert. Dat huet eis natierlech dozou gezwongen, fir dee beschtméiglechen Uschloss un déi international Datenautobunnen ze suergen, well ouni Konnexioun mam Rescht vun der Welt leeft bei deem Geschäft näischt.

Och wann an e puer Joer op den Drock vun eise léiwen Europapartner hin eisen TVA's-Avantage sollt ewechfalen, deen déi Firmaen op Lëtzebuerg gelackelt huet, bleift dach nach ëmmer d'Infrastruktur. Déi muss dann natierlech permanent um leschte Stand gehale ginn, well si ass déi wichtegst Viraussetzung, fir datt déi Firme weiderhi vu Lëtzebuerg aus den europäesche Marché zerwéiere kënnen.

Dat waren, Här President, nëmmen zwee Beispiller fir eng réusséiert Diversifikatioun. Eise Bericht féiert op d'mannst eng hallef Dose vu méiglechen neie Créneauen op, déi entweder schonn ugeleiert och nach an der Pipeline sinn. Ugefaange bei der Biomedezin, an déi sech elo eis Uni mat hire Fuerscher an enger Joint Venture mat Amerikaner dragehaangen huet, iwwert d'Weltraumtechnik am Kader vum Galileo-Projet, bei deem och Lëtzebuerger Firmaen derbäi sinn, bis zu de sougenannte grénge Technologien, déi exzellent an eise Wirtschaftskader passen a fir deenen hir Zukunft et engem wuel net baang muss sinn.

Et feelt also net un Iddien a sträppweis och souguer net schonn u konkreten Usätz fir eis ekonomesch Diversifizéierung. Dat, wat mer elo nach brauchen, fir datt dat alles riicht räisst, ass en Ëmfeld, dat ronderëm stëmmt. En Ëmfeld mat enger gutt ausgebiltener Aarbechtskraaft, mat engem ugemiessene gesetzleche Kader, mat enger moderner Infrastruktur a mat enger Verwaltung, déi dat fir eis all iwwerliewenswichtegt Spill voll matspillt.

Grad bei deem Ëmfeld awer schéngt et nach laang net ëmmer ze klappen. Eis Spezialkommissioun huet vun alle Säite Kloen héieren, datt dat net esou weidergoe ka mat deene komplizéierten a mat deene laangwierege Prozeduren, déi de Leit d'Flemm andreiwen, déi vill Zäit a Sue kaschten an déi schold dru sinn, datt eis Ekonomie net esou gutt dréint, wéi se eigentlech dréine kéint.

Et stëmmt schonn, datt do allerhand verallgemengert gëtt a Pauschalurteeler vu Béierdësch zu Béierdësch weidergereecht ginn, bis dann och dee Leschten dru gleeft. Mä jiddweree vun eis awer huet och schonn esou seng Erfahrunge mat där enger oder anerer Verwaltung gemaach, bei där engem säin Télefon eng Zäit laang an d'Eidelt gerabbelt huet, bis endlech op där anerer Säit opgehuewen an dann direkt duerno erëm agehaange gouf. Dat ass deen ee Problem. Ëm dee musse sech d'Chefe vun den Administratioune këmmeren. Genausou wéi se derfir ze suergen hunn, datt d'Dossieren an d'Demanden net leie bleiwen, mä esou séier wéi méiglech erduerchgeholl ginn, an datt de Bierger wéi e Client an net wéi en Heeschesak behandelt gëtt.

Déi aner Saach huet manner mat de Leit hannert dem Guichet oder hannert dem Büro ze dinn, déi - och dat sief gesot - duerch d'Bänk hir Aarbecht gewëssenhaft a korrekt maachen. Si huet mat deene sëlleche Regelen a Virschréften ze dinn, un déi déiselwecht Fonctionnairë sech hale mussen.

Si mer dach emol éierlech! Net nëmmen déi Bréisseler Bürokratie, déi jo eigentlech nëmmen dat duerchzitt, wat d'Memberlänner - also och mir - ugestiwwelt hunn, mä och mir selwer hunn e Pli zur Iwwerreglementéierung an zum Opkéipe vu Virschréfte kritt, an deenen da kaum nach ee sech erëmfënnt.

Wa mer eis schonn de communautairë Regele füge mussen, da solle mer awer wéinstens net nach vun eis aus heiheem probéieren, et nach besser an nach méi komplizéiert ze maachen, andeems mer kéipweis all Méigleches nach droptässelen a mengen, d'Ham an der Mëllech kachen ze missen.

Datt et net esou onméiglech ass, bei de Verwaltungsofleef Remedur ze schafen, konnte mer grad an deene leschten Deeg erliewen. Och während eise Gespréicher mat de Regierungsmemberen. De Résumé vum Konjunkturpak, deen d'Regierung elo kierzlech virgestallt huet, huet véier Säiten, Schreifmaschinnesäiten. Ronn d'Halschent dovu schloen iwwerhaapt net an d'Geld, well et sech dobäi ëm soss näischt wéi ëm Änneren un de Virschréften a bei de Prozeduren handelt.

Eng ganz Rëtsch vun deene Punkten, déi d'Spezialkommissioun sech notéiert hat, sinn domat souzesoen hifälleg ginn. Den Ufank ass also gemaach. Dat ass schonn net schlecht. Awer dat ass vläicht nach net alles, wat a puncto Vereinfachung an Accélératioun vun de Prozeduren ze maachen ass, fir datt eise Verwaltungsapparat an domat och eis Ekonomie insgesamt nach e bësse méi effikass ginn.

Deen drëtte vu menge Punkten, deen ech hei wollt lassginn, ass vläicht onerwaart a gëtt och weider net am Rapport ugeschnidden - ausser bei de Recommandatiounen um Schluss. Deen ass eigentlech nodréiglech eragerutscht, well en direkt aus der Aktualitéit kënnt, wat allerdéngs senger Bedeitung keen Ofbroch mécht. Am Contraire.

Wat grad mir Lëtzebuerger an deene leschte Wochen a puncto Steierparadäis a Bankgeheimnis hu missen iwwer eis ergoe loossen, geet scho bal net méi op déi spréchwiertlech Kouhaut.

Elo erlabe sech Statsmänner, déi soss mat eise Ministeren un engem Dësch sëtzen, Remarquen an Ausdréck, déi engem d'Schudderen de Réck erofdreiwen. Dat geet bis zu de virtuelle Krichserklärungen un d'Adress vun anere Länner, déi menacéiert ginn, datt hinne wirtschaftlech carrément den Hals ëmgedréint géif, wa se net no deenen aneren hirer Päif géifen danzen. Dat ass inakzeptabel. An eis Regierung hat ganz Recht, wéi se e bësse méi haart ugefaangen huet, mat hire Kolleegen ze schwätzen. Wat jo och säin Zweck net verfeelt ze hu schéngt.

Wat awer bedenklech bei deem Ganzen ass, dat ass de Kader, an deem sech de Cirque ofspillt. Déi Attacke passéieren net op engem EU-Sommet oder op engem EU-Ministerrot, mä an engem Gremium, deen net déi geréngste rechtlech Basis huet, dee sech awer umoosst, iwwer aner Länner ze riichten, an zwar iwwer Länner, déi zoufälleg net deemselwechte Gremium ugehéieren.

Ech mengen domadder an alleréischter Linn de G20, deen eigentlech de G18 vun deene gréisste Wirtschaftsnatioune si sollt, mä an dee sech zwee weider europäesch Staten eragequetscht hunn, déi elo mathëllefen op déi, déi net Member an deem Club sinn - wéi d'Schwäiz a Lëtzebuerg zum Beispill -, ze klappen.

An anere Wierder, amplaz datt d'Meenungsverschiddenheeten do ausgedroe ginn, wou se higehéieren, nämlech an den EU-Gremien, gi se eesäiteg an engem Club vun de Groussen an deenen, déi sech dofir halen natierlech, tranchéiert, zimlech brutal, an ouni datt déi Ugegraffe sech iwwerhaapt verdeedege kënnen.

Dat Schlëmmt dorun ass, datt an deem G20 net déi Regel spillt, op där d'Europäesch Unioun opgebaut ass, nämlech um Prinzip, datt all Membere gläich sinn an datt se déi gläich Rechter hunn. Am G20 gëllt ganz einfach „la loi du plus fort", wat dann och erkläert, firwat déi sougenannt Grouss sech do esou wuelfillen.

Soulaang an deene Gremië wéi dem G20 nëmmen d'Käpp zesummegestreckt gi sinn, fir sech iwwert déi grouss Problemer vun der Welt ze behachelen, war kaum eppes dergéint anzewenden. Wann déi Clibb sech awer elo souzesoen als Riichter opspillen an total ausserhalb, nee souguer iwwert deene Stategemeinschaften ze agéiere versichen, déi am Contraire zu hinnen eng völkerrechtlech Basis an entspriechend Fonctionnementsregelungen hunn, dann ass et héich Zäit, datt e Punkt gemaach gëtt.

Hei geet et net nëmmen ëm déi Kleng, mä et geet och ëm dat Europa, dat mer a sechs Jorzéngte mat vill Méi an Nout aus de Ruine vum Zweete Weltkrich opgebaut hunn an dat mer eis net wëlle futti maache loosse vun enger neier Politikergeneratioun, déi dat alles net esou richteg matkritt huet. Wa mer déi nach e bësse gewäerde loosse géifen, da géif eis Europa geschwënn ëm d'Ouere fléien.

Här President, datt mer erëm zréck zu der europäescher Uerdnung fannen, an där och déi Kleng hir Chancen hunn, ass schonn eleng duerfir wichteg, well déi Zäiten, déi virun eis leien, net einfach wäerte ginn.

Et ka keen eis soen, ob mer no där Kris besser oder op d'mannst gradesou gutt dostoe wäerte wéi virdrun, oder ob mir Lëtzebuerger bis dohin net op den europäeschen Duerchschnëtt erofgerutscht sinn.

Wou steet da geschriwwen, datt mer erëm zu deenen „high flyer" ginn, deenen hire PIB duebel esou héich ass wéi dee vun deenen aneren?

Wie seet eis dann, datt sech hannert dëser Konjunkturkris net och nach eng Strukturkris fir eis verstoppt, well een net weess, ob no all deem Gedeessems ëm eist Bankgeheimnis eis Finanzplaz net awer Fiedere wäert loossen?

Dir wësst jo, wat ee méi héich op der Leeder eropgeklommen ass, wat ee méi héich eroffale kann. Dat hunn eis och déi international Experten, déi mer op Besuch haten, esou e bëssen duerch d'Blumm ze verstoe ginn. Si schléissen zwar net aus, datt mer vläicht dach mat engem bloen A dovukomme wäerten - net, well mer eppes Besonnesches sinn, mä well mer gewëssen Atouten hunn, déi et eis kéinten erlaben, besser wéi anerer iwwert d'Ronnen an duerno erëm méi séier op Touren ze kommen. Mä fir den Ament ass déi Hypothees genausou richteg oder genausou falsch wéi déi, datt et eis wéinst eisem ekonomesche Monolithismus nach méi schlëmm kéint erwësche wéi déi aner.

Fir den Ament wësse mer just, datt eis an deenen nächste Joren etlech 100 Milliounen an der Statskeess feele wäerten an datt et wahrscheinlech net domat gedoe wäert sinn, datt mer eis op en „standstill" op der Dépensësäit eenegen, wat jo u sech schonn esou Etleches géif heeschen. Déi, déi un eiser Wirtschaft matdréinen, musse sech bewosst ginn, datt einstweilen d'Hauséiere mat de gewinnte Revendicatiounen net méi ugesot ass.

Wat mer elo brauchen a wat an deene fette Joren e bësse bei eis an de Vergiess geroden ass, dat si Visioune fir d'Zukunft an de Courage, sech op nei Weeër virzewoen.

Natierlech brennt et nach net richteg, well mir hu jo nach Reserven, un deene mer eis ergräife kënnen. Dat heescht, et si keng richteg Reserven, mä et ass déi Marge, déi eis nach bei der Statsverscholdung bleift. Mir hunn zwar do schonn e kräftegen Hoff gemaach, wéi mer eisen zwou systemesche Banken ënnert d'Äerm hu misse gräifen, mä och mat 15% vun eisem Bruttosozialprodukt gehéiere mer nach ëmmer zu deene Länner, déi am mannste verschëllt sinn. Dat heescht, mir hunn nach ëmmer e gewëssene Sputt, well bis op déi 60-Prozent-Grenz, déi an de Maastricht-Kritäre steet, ass et nach e Stéck.

Dat ass vläicht berouegend, mä et soll eis net derzou verleeden, nach weider Schecken op eis Zukunft oder vill méi op d'Zukunft vun eise Kanner ze zéien. Déi Suen, déi eise Stat elo puffe géif, missten och eng Kéier erëmbezuelt ginn. Mä stellt Iech emol vir, deen Horrorzeenario, deen ech elo grad évoquéiert hunn, géif antrieden an eise Wirtschaftswuesstum géif op den Niveau vun deenen anere Länner erofrutschen!

Stellt Iech emol vir, eise PIB géif och nëmmen ëm 2% am Joresduerchschnëtt wuessen amplaz ëm déi 4%, vun deene mer bis elo ëmmer ausgaang sinn an no deene mer eis ganz Depensëgewunnechte geriicht hunn.

Wéi wëlle mer dann eis Scholde bezuelen?

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Vun eise Pensiounsverflichtungen emol net ze schwätzen, déi eis wuel net direkt, awer mat der Zäit iwwert de Kapp wuesse wäerten.

Mir mussen eis gutt iwwerleeën, wéi laang mer op dem Verschëldungsgleis fuere kënnen, fir eis weider laanscht seriö Spuermoossnamen a laanscht Aschnëtter an eise Wuelstandskomfort ze drécken.

Mir kënnen dach net där Generatioun, déi no eis kënnt, kéipweis Scholden hannerloossen, nëmme well mer eis net wëllen der Decken no strecken, déi elo e bësse méi kuerz ginn ass. Dat wär am héchste Mooss onfair vis-à-vis vun eise Kanner an et wär enger Gesellschaft onwierdeg, déi, soulaang wéi et gutt gaangen ass, vill vu Solidaritéit geschwat huet an déi dann näischt méi dovunner wëllt wëssen, wann et ëm d'Laaschteverdeelung tëschent hir an der nächster Generatioun geet.

Här President, et wär nach villes zu dësem Rapport ze soen, zum Beispill, wéi en zu sengem Titel komm ass a wat mer domat mengen, wa mer fir en neie Wuesstumsmodell plädéieren: fir eng qualitativ Croissance amplaz vun enger quantitativer wéi bis elo a fir e Wuesstum, dat net méi nëmmen eesäiteg ass, mä dat nieft där ekonomescher och eng ekologesch a virun allem eng sozial Säit huet.

Mä wann ech Iech elo och nach dat alles géif zerwéieren, da bräicht Dir jo de Rapport vun eiser Kommissioun net méi ze liesen an da géift Dir um Enn och nach op déi Virschosskritiken erafalen, mat deenen de Bericht vereenzelt agedeckt gouf, nach ier e fäerdeg war.

Jiddefalls recommandéieren déi Membere vun der Kommissioun…

(Interruption)

Ech schwätzen... Den Här Goerens fillt sech ëmmer ugesprach. Wéi ass dat? Ass dat déi Geschicht vum Steen, deen ee ënnert d'Hënn geheit, an dann ass een, deen...

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- …ech froe just den Här Thiel, wann en esou Allusioune mécht, e soll soen, wien dat ass, wien en domadder mengt.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Majo, ech kann Iech déi Zeitungen zitéieren, déi Virschosskritike gemaach hunn an de leschten Deeg.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hat gemengt, Dir géift am Numm vun der Kommissioun schwätzen?

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dat huet d'ganz Kommissioun betraff, dat huet net nëmmen de Rapporteur betraff - oder getraff.

Jiddefalls recommandéieren déi Memberen, Här President, vun der Spezialkommissioun, déi zu dësem Rapport stinn an zu deem, wat drasteet, Iech d'Lecture. Vläicht geet et Iech dann och esou, wéi et hinne bei hirer Missioun goung: Si haten d'Gefill, net méi domm dobäi ginn ze sinn.

Domat, Här President, wär ech fäerdeg a géif Iech de Rapport vun der Spezialkommissioun „Wirtschafts- a Finanzkris" iwwerreechen, fir datt Dir en un d'Regierung weiderleede kënnt, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Éischten ageschriwwene Riedner fir haut de Mëtteg an dëser Debatt ass den honorabelen Här Mosar.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit dem leschte Freideg, wou d'Traditiounsfirma Villeroy & Boch matgedeelt huet, datt si hir Dieren hei zu Lëtzebuerg spéitstens 2010 géif definitiv zoumaachen, ass och deem Leschte bewosst ginn, datt d'Finanz- a Wirtschaftskris definitiv och hei bei eis zu Lëtzebuerg ukomm ass.

D'extrem Gravitéit vun dëser Situatioun krute mer och deeselwechten Dag vun den Experte vun der OCDE an dem Internationale Währungsfong an der Spezialkommissioun nach eng Kéier méi wéi däitlech virun Ae gefouert.

Mir kruten awer och méi wéi onmëssverständlech gesot, datt dës Kris eist Land mindestens gradesou staark treffe wäert wéi eis Nopeschlänner, an a verschiddene Secteure vun eiser Wirtschaft wäerten d'Répercussioune souguer riskéieren, méi dramatesch ze gi wéi am Rescht vun Europa.

Mir mussen eis also dorop gefaasst halen, datt déi nächst Wochen, Méint a souguer Jore wäerten déi schwéierst ginn, déi eist Land säit der grousser Wirtschaftskris vun 1929 respektiv dem Zweete Weltkrich kannt huet, an dës Kris wäert sécherlech och substanziell Lächer an eisen öffentleche Finanzen hannerloossen. Allerdéngs, wéi all Kris, wäert och dës eng Kéier op en Enn kommen, a mir mussen duerfir elo déi richteg Weiche stellen, fir eist Land a ganz besonnesch seng Wirtschaft op dëse Moment virzebereeden.

Dës Kris kann nämlech och eng Chance sinn, wa mer dovu profitéieren, fir elo déi noutwendeg Strukturreforme virzehuelen, déi eist Land fit maache fir déi Zäit duerno. A Krisenzäiten ass et oft méi einfach, Mënsche vun der Noutwendegkeet vun esou Reformen ze iwwerzeege wéi an normalen Zäiten. An erlaabt mer hei de Jean Monnet ze zitéieren: «Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise.»

Här President, ech wäert a mengen Ausféierungen haaptsächlech mat den Auswierkunge vun der Kris op de Finanzsecteur mech befaassen an och e bëssen op d'Evenementer vun deene leschten Deeg a Wochen a puncto Informatiounsaustausch a Bankgeheimnis agoen. Mäi Fraktiounskolleeg Marc Spautz wäert sech a senger Interventioun mat der Wirtschaft am Allgemengen a ganz besonnesch natierlech mat de Problemer um Niveau vum Aarbechtsmaart befaassen.

Erlaabt mer awer am Ufank vu menger Interventioun dem President-Rapporteur Lucien Thiel am Numm vu menger Fraktioun e ganz grousse Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet en impressionnanten Aarbechtspensum an deene leschten Deeg a Wochen opzeweisen, fir d'Debatte vun haut virzebereeden.

Ech géif och wëllen ënnersträichen, datt selten e Rapporteur et esou schwéier hat, e Rapport fäerdeg ze maachen, well d'Informatiounen an d'Zuelen, déi mer an der Spezialkommissioun kritt hunn, quasi all Dag changéiert hunn, mat deem Resultat, datt en ëmmer huet misse säi Rapport ëmschreiwen, fir en der Aktualitéit unzepassen.

Ech wëll awer och an dësem Merci all déi Leit mat aschléissen, déi an deene leschte Wochen eis an der Kommissioun mat Rot an Dot zur Verfügung stoungen an eis eng ganz Rei vun interessante Recommandatiounen a Virschléi gemaach hunn, déi sech och zu engem groussen Deel am schréftleche Rapport erëmfannen.

Här President, mir fannen et och duerfir schued, datt an dëse Krisenzäiten, déi fir eist Land net einfach sinn, et net méiglech war, e parteiiwwergräifende Konsensus fir dem Rapporteur säi Rapport ze fannen, dat ëmsou méi, wou e sech wierklech all erdenklech Méi ginn huet, d'Recommandatiounen, déi och vun der Oppositiounssäit komm sinn, a säi Rapport anzebauen. Andeem mer alleguerte fir de Rapport vum honorabelen Här Thiel gestëmmt hätten, hätte mer och no baussen e staarkt Signal kënne ginn, fir ze weisen, datt mer a schwieregen Zäiten iwwert d'Parteigrenzen zesummestinn, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet. Dës Chance ass leider verpasst ginn. Dat bedauere mir. Et ännert awer näischt un de Méritë vum Rapporteur.

Här President, déi generell Wirtschaftskris, mat där mer haut konfrontéiert sinn, huet also hiren Ursprong an der Finanzkris fonnt, an et ass dann och an éischter Linn eise Finanzsecteur, dee fir d'éischt vun dëser Kris erfaasst ginn ass.

Ech wëll mech a menger Interventioun haaptsächlech mat dräi Volete beschäftegen, an zwar der Noutwendegkeet vun enger besserer Regulatioun am Finanzsecteur, dann de Zukunftsperspektive vun eiser Banken- a Finanzplaz, a mech dann och nach mam Informatiounsaustausch an der Problematik vum Bankgeheimnis beschäftegen.

Här President, deen nächsten 2. Abrëll wäerten also d'Stats- an d'Regierungschefe vum G20 eng Rei vu Virschléi op den Dësch leeën, wat d'Regulatioun an d'Surveillance vun den internationale Finanzmäert betrëfft. Hei soll et zu enger neier Finanzuerdnung kommen, déi sech haaptsächlech d'Transparenz vun de Mäert an de Produiten op de Fändel wëllt schreiwen.

Ech muss Iech agestoen, datt ech mat allergréisster Spannung op déi Virschléi waarden, déi dann den nächsten 2. Abrëll op den Dësch wäerte kommen, well ech d'Gefill hunn, datt zwar jiddwereen um Niveau vum G20 sech eens ass, datt mer méi Reguléierung brauchen, et awer wesentlech manner Konsensus gëtt iwwert déi Weeër, wéi mer dëst Zil da wäerten erreechen.

Ech hunn och an deene leschten Deeg versicht erauszefannen, wéi eventuell konkret Virschléi géifen ausgesinn, mä ausser den OCDE-Standarden a puncto Informatiounsaustausch, op déi ech herno nach wäert ze schwätze kommen, an dem allgemeng formuléierte Wonsch fir méi Reguléierung vun den Hedge-Fongen an d'Reform vun den Notatiounsagencen, hunn ech net ganz vill Konkretes gesinn.

Ech wëll och nach eng Kéier hei dorun erënneren, datt déi Kris zu engem groussen Deel hiren Ursprong an de Vereenegte State fonnt huet, an engem Land, wat iwwregens kee Bankgeheimnis huet.

Wa vu Regulatioun geschwat gëtt, wär et also ubruecht, wann d'amerikanesch Administratioun géif hannerfroen, wat an der gréisster Wirtschaftsmuecht vun der Welt alles schifgelaf ass, fir datt et zu enger Subprime-Kris respektiv zu enger Madoff-Affär konnt kommen. Déi nei amerikanesch Administratioun wär dann och gutt beroden, net dem Trugschluss ze erleeën, d'Kris wär eleng op de Casino-Kapitalismus vu verschiddene Wall-Street-Hasardeuren zréckzefféieren.

Ech deelen nämlech d'Meenung vu villen internationalen Observateuren, datt den amerikanesche Stat a ganz besonnesch d'Amerikanesch Zentralbank versot hunn, well si duerch hir falsch Zënspolitik Ureizer gesat hunn an domadder zu der Immobiliëblos wesentlech bäigedroen hunn.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Wa mer also iwwer eng nei Regulatioun diskutéieren, ass et wichteg, datt mer net iwwert d'Zil erausschéissen a besonnesch déi Kräfte lähmen, déi mer onbedéngt wëlle stäerken, nämlech den Entrepreneursgeescht an d'Bereetschaft, besonnesch a schwieregen Zäite Risikoen anzegoen. Wa mer dat nämlech net fäerdeg bréngen, wäert et net zu enger Erhuelung vun der Konjunktur kommen, jiddefalls zu kenger, déi wäert Bestand hunn.

Fir meng Fraktioun a mech selwer heescht duerfir d'Reguléierung net onbedéngt méi, mä eng besser Reguléierung. Mir waren eis duerfir och eens an der zoustänneger Kommissioun mat den Experte vun der OCDE an dem Internationale Währungsfong, datt eng Iwwerreguléierung d'Reprise op de Finanzmäert kéint riskéieren ze bremsen.

Fir eis ass et virun allem wichteg, datt och no der Kris de Stat fir d'Stabilitéit zoustänneg bleift an zwar virun allem a senger Roll als Kontrollautoritéit. Dobäi geet et manner dorëm, de Maart oder d'Mäert mat villen neie Regelen ze beglécken, déi dach erëm fréier oder spéider wäerten ofgeschaaft ginn oder wou probéiert gëtt se ze ëmgoen, well se net fonctionnéieren. D'Finanzkontroll soll sech op déi Punkte konzentréieren, wou d'Finanzmäert eng selbstzerstéieresch Eegendynamik entwéckelen, a Beispiller gëtt et dofir genuch. Länner, wou d'Kontroll schlecht oder guer net fonctionnéiert huet, zéien traditionell sougenannte Casino-Kapitalisten un, déi ëmmer deen einfachste Wee sichen, fir hir Geschäfter ze maachen, an natierlech zéie se dohinner, wou am mannste Kontroll ass.

Wa mer iwwer méi Kontroll schwätzen, mussen awer och an Zukunft d'Bonussystemer vun de Manager enger Kontroll ënnerleien, well et moralesch, awer och ekonomesch net hinzehuelen ass, datt mat den aktuelle Systemer grad déi Manager belount ginn, déi déi gréissten onkrontolléiert Risiken aginn.

Här President, wat elo d'Finanzkontroll bei eis am Land ugeet, trieden ech a fir eng besser Koordinéierung vun deene verschiddene Regulatiounsautoritéiten um europäeschen Niveau, awer och fir eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent der CSSF an der Zentralbank.

Ech ënnerstëtzen och do de Wonsch vum Rapporteur, datt - wéi dat bis elo ëmmer gréisstendeels de Fall war - mer déi international Reglementatiounen an Direktiven esou schnell wéi méiglech an eis Législatioun transposéieren, nom Konzept vum „first mover".

An deem Sënn géif ech d'Regierung invitéieren, ganz genau ze studéieren, a wat fir eng Richtung et um Niveau vun der Regulatioun um G20-Sommet wäert goen. Et wier fir eis Finanzplaz e groussen Avantage, wa mer déi Recommandatioune proaktiv a virun allen anere Länner eventuell kéinten ëmsetzen.

Här President, deen zweete Punkt, mat deem ech mech wollt beschäftegen, ass dee vun der absoluter Noutwendegkeet, op déi rezent Evolutiounen um Niveau vun der Finanzplaz ze reagéieren a schnellstens eng Palette vun innovative Produiten ze entwéckelen.

Bis elo ass jo ëmmer eng grouss Reaktivitéit d'Stäerkt vun dëser Finanzplaz gewiescht. An ech erënneren do just un zwou Strukturen, déi mer an de leschte Jore geschaaft hunn, nämlech d'SPFen an d'Fonds-spécialiséen. Besonnesch déi Lescht sinn amgaange sech zu enger regelrechter „success story" ze entwéckelen; wann ech déi lescht Zuelen héieren, datt eleng 700 där spezialiséiert Fongen an deene leschte Méint gegrënnt gi sinn.

Wa mer vun neie Produitë schwätzen, musse mer awer och iwwerleeën, wéi mer d'steierlecht Ëmfeld esou organiséieren, datt mer an engem ëmmer méi rauen europäesche Konkurrenzëmfeld och konkurrenzfäeg bleiwen. D'Regierung huet am Steierpak eng Rei vun esou Dispositioune virgesinn, déi sécherlech d'steierlecht Ëmfeld vun den Entreprisen am Finanzsecteur verbesseren.

Allerdéngs bleiwen nach eng Rei vu Piste méi genau ze beliichten. An och wa mer sécherlech net an der Situatioun sinn, fir zousätzlech Steierreduktioune fir Entreprisen an deenen nächste Méint an d'A ze faassen, esou kann ee sech dach eng Rei vu punktuelle Mesurë virstellen, déi keen oder e ganz geréngen Impakt op eis deier Recettë wäerten hunn.

Zum Beispill kënnt een iwwerleeën déiselwecht steierlech Virdeeler, déi mer deenen Entreprisë ginn, déi am Beräich vun de geeschtege Rechter aktiv sinn, och deenen Entreprisen zouzegestoen, déi a Bio- an Ekotechnologie investéieren. Vun esou Moossname géif sécherlech och d'Finanzplaz profitéieren, well jo dës Entreprisen alleguerte Finanzementer bräichten an och op den Déngschtleeschtungssecteur missten zréckgräifen.

An deemselwechte Kontext wëll ech och derfir plädéieren, datt, wa mer an deenen nächste Méint d'Gesetz vun 1915 iwwert d'kommerziell Gesellschafte reforméieren, een do eng Rei vu Vereinfachunge virgesäit, ganz besonnesch wat den Transfert vu Gesellschafte vun engem an dat anert europäescht Memberland betrëfft. Zu esou Vereinfachunge gehéiert och, datt d'Gesellschaften an Zukunft hire Bilan respektiv hir Steiererklärung an enger anerer Devise wéi dem Euro kënnen ausfëllen.

Här President, wat elo d'Fongegeschäft betrëfft, wäert déi nei Regelung iwwert den Informatiounsaustausch op Demande eis Négociatioun vun Duebelbesteierungsofkomme wesentlech vereinfachen, wat da sécherlech och der Fongenindustrie neien Opdrift wäert ginn.

Fir meng Fraktioun ass et wichteg, datt d'Regierung zesumme mat deenen interesséierte Kreesser sech zesummesetzt, fir gemeinsam ze préiwen, a wat fir eng Richtung d'Finanzplaz sech weider kann entwéckelen, wëssend, datt den „private banking" an Zukunft sécherlech net méi déi Positioun wäert hunn, wéi bis elo.

An deem Kontext wollt ech drop opmierksam maachen, datt eng ganz Rei vu sougenanntenen „Topekonomen", déi d'Regierungen en vue vum G20-Sommet beroden, derfir plädéieren, fir e fundamentalen Ëmbau vum Bankesystem virzehuelen, an deem Sënn, datt d'Geschäftsfelder vun de Banke sech zukünfteg op hiert Kärgeschäft solle konzentréieren, an datt dëst Kärgeschäft soll getrennt gi vum „investment banking".

De Chef de file vun dësen Ekonomen ass den Nobelpräisträger Edmund Phelps. Ech hunn och d'Gefill, datt et an Zukunft wäert an déi Richtung goen, datt „investment banking" net méi kann ënnert deemselwechten Daach bedriwwe gi wéi dat traditionellt Bankegeschäft.

Et wär also sécherlech sënnvoll och hei zu Lëtzebuerg vläicht iwwer esou eng Trennung nozedenken. Well wéi ech virdrun ausgeféiert hunn, wär et gutt, wa mer nom Konzept vum „first mover" eng vun deenen éischte Finanzplaze wären, déi esou eng Trennung och an hirer Législatioun géif ëmsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den automateschen Informatiounsaustausch tëschent Steierverwaltungen an dat domadder zesummenhängend Bankgeheimnis stoungen an deene leschten Deeg a Wochen am Mëttelpunkt vu ville Polemiken. An déi ganz Diskussioun heizou ass net grad eng Stärstonn fir d'Europäesch Unioun gewiescht.

Ech wëll heizou nach emol an Erënnerung ruffen, datt et nom Kompromëss vu Feira a sech zwee Systemer um Niveau vun der Europäescher Unioun gëtt, nämlech d'Quellesteier op där enger Säit, an op där anerer Säit den automateschen Informatiounsaustausch.

Heizou muss ee wëssen, datt all Rapporten, déi bis elo fir d'Europäesch Kommissioun erstallt gi sinn, dokumentéieren, datt a sech de System vum automateschen Informatiounsaustausch zumindest um Niveau vun der Europäescher Unioun schlecht respektiv iwwerhaapt net fonctionnéiert. Par contre fonctionnéiert de System vun der Quellesteier gutt; wat awer kee Mënsch schéngt ze interesséieren, well ëmmer erëm den automateschen Informatiounsaustausch als dat Allheelmëttel duergestallt gëtt, fir géint d'Steierhannerzéiung virzegoen.

Derniewent gëtt et - wat och oft vergiess gëtt - de System vun der internationaler Rechtshëllef, wou Lëtzebuerg sech net dee geréngste Virworf brauch maachen ze loossen, well all déi Demanden, déi an deene leschte Joren un eis Justizautoritéiten erubruecht gi sinn, och ausgeféiert gi sinn. Dat och am Beräich vun der Steierhannerzéiung.

De Virworf, deen ëmmer erëm widderholl gëtt vu gewëssene Politiker aus dem Ausland an och vu Medien, Lëtzebuerg géif senge Verflichtungen an der Rechtshëllef net nokommen, ass einfach faktesch falsch a gëtt och net méi richteg, wann eng Rei Politiker oder Medien dat ëmmer erëm widderhuelen.

Wat elo d'Décisioun vun der Regierung betrëfft, beim Informatiounsaustausch an Zukunft d'OCDE-Standarden ze respektéieren, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir der Meenung sinn, datt dës eng richteg Entscheedung ass. An dëst haaptsächlech aus dräi Iwwerleeungen eraus:

Éischtens bleift d'Bankgeheimnis bestoen, wat fir eis e wesentlechen Acquis ass, well mer eis net kënnen averstan erkläre mat engem System vun engem sougenanntenen „glieserne Bierger", deem seng Bankkonten enger breeder Öffentlechkeet géifen opstoen. E System, deen awer verschiddene Regierunge schéngt virzeschwiewen.

Fir eis ass d'Confidentialitéit vun de Bankkonte vun all Bierger gradesou wichteg wéi d'Recht op de Schutz vu sengen informateschen Donnéeën, d'Bréifgeheimnis oder awer de Secret médical. All dëst sinn Attributer vum Schutz vun der Privatsphär vu jiddwer Bierger, a mir sinn net d'accord heirobber einfach ze verzichten.

Mat der Propositioun vun engem Informatiounsaustausch op Ufro a bei begrënntem Verdacht op Steierhannerzéiung bleift d'Bankgeheimnis integral bestoe fir all Bierger, deen hei zu Lëtzebuerg säi Wunnsëtz huet, an dat par rapport net nëmmen zur lëtzebuergescher Steierverwaltung, mä och par rapport zu allen anere Steierverwaltungen.

Dëst Bankgeheimnis bleift awer och bestoe fir all déi éierlech Bierger, déi net an eisem Land hire Wunnsëtz hunn, déi hei awer Konten an de Banken ënnerhalen, a géint déi kee Verdacht op Steierhannerzéiung oder op aner Infractiounen, wéi zum Beispill Wäisswäsche vu Suen oder Drogenhandel, virläit.

Zweetens, all aner Décisioun, um aktuelle System festzehalen, hätt eist Land um internationale Plang net nëmmen total isoléiert, mä et hätt och derzou gefouert, datt mer op all méigleche schwaarze Lëschten opgedaucht wären, wat fir d'Reputatioun vun der Banken- a Finanzplaz total desaströs Auswierkunge gehat hätt. Eng Politik, Dir Dammen an Hären, vum leschte Mohikaner, wär also de séchere Wee an eng international Isolatioun gewiescht.

Drëttens huet d'Situatioun am internationalen Ëmfeld sech wesentlech verännert. Ech wëll nämlech nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Argumentatioun vun der Regierung jo ëmmer déi war, fir datt all Avance am administrativen Informatiounsaustausch, déi mir bereet waren ze maachen, och automatesch hätt misse vun Drëttlänner iwwerholl ginn, fir ze évitéieren, datt et zu engem massiven Transfert vu Gelder an Drëttlänner géif kommen.

Mir ënnerstëtzen dofir d'Strategie an dësem Dossier vun der lëtzebuergescher Regierung, wat fir eis déi eenzeg richteg an der aktueller Situatioun ass. A mir sinn och dervun iwwerzeegt, datt domadder zumindest de gréissten Drock op eist Land fort ass. D'Berouegung op dësem Plang an de leschten Deeg schéngt dat jo och e bëssen ze beweisen.

Här President, mir sinn awer och gradesou der Iwwerzeegung, datt mat der Upassung vun eisem Informatiounsaustausch un OCDE-Standarde mer elo genuch Konzessiounen an deem Dossier gemaach hunn a mer net hei eriwwer sollen erausgoen. Et ass dofir wichteg fir eis, datt mer weider eng gemeinsam Positioun mat der Schwäiz a mat Éisträich hei vertrieden. Mir mussen och souwuel eisen europäesche Partner wéi och doriwwer eraus anere Länner am G20 kloer ze verstoe ginn, datt mer net méi bereet sinn, weider Konzessiounen hei ze maachen.

Derniewent géif ech och derfir plädéieren, datt d'Diskussioun iwwert d'Steierhannerzéiung sech net nëmmen op den Informatiounsaustausch an domadder d'Bankgeheimnis reduzéiert. Wéi steet et mat der Transparenz am Allgemengen, mä ganz besonnesch bei deene Strukturen an Entitéiten, déi sech op den englesche Kanalinselen an zu London erëmfannen? Hei schwätzen ech virun allem vun den engleschen Trusten.

Bei der Diskussioun vun der neier Zënsbesteierungsdirektiv muss d'Regierung drop pochen, datt ouni Wenn an Aber déi englesch Trusten ënnert de Champ d'application falen. Dëst ëmsou méi, wéi datt all international Analyse beleeën, datt déi gréissten Zomme vu schwaarze Gelder an der Londoner City op Konte vun engleschen Truste gebunkert sinn.

Här President, et ass allerdéngs och meng Iwwerzeegung, datt mer mussen am Kader vun der Négociatioun vun der Zënsbesteierungsdirektiv och nach eng Kéier den Taux vun der Quellesteier fir Netrésidenten thematiséieren, dee sech 2011 op 35% wäert belafen, wat eist Land an deem Moment net méi konkurrenzfäeg mécht. Vun deem Moment un, wou mer eis bereet erklärt hunn, a Richtung vum administrativen Informatiounsaustausch ze goen an integral d'OCDE-Standarden ze iwwerhuelen, dierft den Taux vun der Quellesteier keen Tabuthema sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och elo nach kuerz, e puer Observatiounen iwwert d'Evenementer vun deene leschten Deeg a Wochen am Kontext vum Bankgeheimnis ze maachen. Eng Feststellung ass déi, datt déi lescht Deeg a Woche keng Stärstonn fir d'Europäesch Unioun waren, déi an dësem Dossier d'Initiativ komplett der OCDE respektiv dem G20 iwwerlooss huet.

Dëst ass ëmsou méi bedauerlech, well mer momentan zwou Direktiven, déi iwwert d'Zënsbesteierung an déi iwwert den administrativen Informatiounsaustausch, amgaange si frësch ze diskutéieren. Do wär et sécherlech ubruecht gewiescht, mat enger gemeinsamer Positioun an och mat enger Stëmm um Niveau vun der OCDE, mä awer och um G20-Sommet ze schwätzen.

Ech muss lech soen, datt déi Aart a Weis, wéi hei iwwert d'Käpp vun deene Klenge Politik gemaach ginn ass, vu Länner wéi Frankräich, Däitschland awer och England, wäert sécherlech Waasser op d'Mille vun den EU-Skeptiker schëdden, déi souwisou nach ëmmer der Meenung waren, datt d'Europäesch Unioun just gutt fir déi Grouss wär, déi hir Fuerderunge rücksichtslos versichen duerchzesetzen.

Fir mech ass et dofir absolut inakzeptabel, datt een an der ganzer Diskussioun eng Europäesch Kommissioun an hire President iwwerhaapt net héieren huet. Dëst an engem Moment, wou et méi wéi wichteg gewiescht wär, Solidaritéit vun der Kommissioun par rapport zu allen anere Memberlänner ze weisen.

Fir meng Fraktioun a mech selwer musse mer erëm de Wee zréckfannen an d'Europäesch Unioun. Ech géif dofir och hoffen, datt um G20-Sommet souwuel d'franséisch wéi déi däitsch Regierung zu deenen Engagementer stinn, déi se par rapport zu eiser Regierung geholl hunn.

Ech kommen awer net derlaanscht nach eng Kéier op déi Aart a Weis zréckzekommen, wéi ganz besonnesch vu Berlin Drock op Éisträich, d'Schwäiz, awer och eist Land gemaach ginn ass, a wou mat enger Sprooch operéiert ginn ass, déi een éischter un den „Wilde Westen" erënnert.

Ech weess iwwregens net, wou den Här Steinbrück déi siwent Kavallerie vu Yuma siche gaangen ass, mat där hien all méiglech Steierhannerzéier wëllt joen, well esou eng Kavallerie gëtt et weder beim Karl May nach soss iergendwou.

(Interruption)

Mä esou geet et eben, Dir Dammen an Dir Hären, wann Indianer Cowboy spillen. Si kënnen net mat Waffen, am Fall vum Här Steinbrück mat Wierder, ëmgoen a sollen et dofir loossen.

Här President, doriwwer eraus sinn Aussoe wéi déi vun den Häre Müntefering a Steinbrück net nëmmen total inakzeptabel, mä si setze sech och ewech iwwer elementar Regele vum politesche Savoir-vivre. Ech géif deenen zwee Hären eng äusserst wäertvoll Lecture recommandéieren, nämlech déi vun hirem Parteikolleeg Helmut Schmidt a säi Buch „Außer Dienst", wou se a puncto Bezéiunge mat Nopeschlänner nach vill kéinte léieren.

Une voix.- Oder de Karl May!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat gesot, wär et elo wichteg, datt mer erëm zur Dagesuerdnung zréckkommen an datt mer déi Positioun, déi eis Regierung zesumme mat de Schwäizer an éisträichesche Kolleege gemaach huet, souwuel um Niveau vum G20-Sommet géifen unerkannt kréien, awer och an deenen zukünftegen europäeschen Direktiven iwwert d'Zënsbesteierung an Informatiounsaustausch verankert kréien.

Ofschléissend zu dëser Diskussioun wëll ech dann nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer an all dësen Diskussiounen d'Roll, oder ech géif éischter soen d'Spill vun der englescher Regierung musse weider thematiséieren, wéi dat jo och eise Premier an de leschten Deeg scho gemaach huet.

Wann eng Diskussioun iwwer net kooperativ Länner gefeiert gëtt, kann et net sinn, datt op e Land wéi England mat senge Kanalinselen a sengem System vun Trusten, déi sech auszeechnen duerch eng total Ontransparenz, net mam Fanger gewise gëtt. Dëst ass ëmsou méi richteg, wann ee weess, datt England zwar am Prinzip dem System vum automateschen Informatiounsaustausch ugehéiert, awer systematesch refuséiert, engem anere Land Rechtshëllef a Steierdossieren ze accordéieren.

D'Hypocrisie vun der englescher Regierung an dësem Dossier ass schwéier ze erdroen an erkläert sech awer zu engem Deel doduerch, datt d'City of London sech wëllt hei esou positionéieren, fir beschtens preparéiert ze sinn, déi Kapitalstréim, déi aus anere Länner riskéiere sech ewechzebewegen, ze récupéréieren.

Ech mengen iwwerhaapt, et wär gutt, wa ganz besonnesch déi grouss Länner sech géifen agestoen, datt et weder d'Steierparadieser nach d'Bankgeheimnis sinn, déi um Ursprong vun dëser Kris sinn, an datt et och net den automateschen Informatiounsaustausch oder d'Ofschafe vum Bankgeheimnis sinn, wat an Zukunft wäert ausschléissen, datt mer nach eng Kéier an esou eng Kris eraschlidderen.

Déi grouss Froen, op déi mer mussen um G20 an doriwwer eraus Äntwerte fannen, sinn d'Reglementatioun vun de Kapitalmäert, d'Problematik vun der Bankenopsiicht um Niveau vun den Zentralbanken a schlussendlech d'Opstockung vun de Finanzmëttele vum Internationale Währungsfong, fir him ze erlaben, déi Länner ze ënnerstëtzen, deenen hir öffentlech Finanzen a Schwieregkeete sinn. Wann de G20 Äntwerten op dës Froe wäert fannen, mengen ech, datt mer der Léisung vun der Kris e gutt Stéck méi no komme wäerten.

Allerdéngs, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech de Verdacht net lass, datt et verschiddene Regierunge manner drëm geet, fir Äntwerten op déi zentral Froen ze ginn, wéi fir sech esou ze positionéieren, fir déi beschte Kaarten an der Hand ze hunn, wann et zu Kapitalofflëss a verschiddene Länner, wéi zum Beispill der Schwäiz, kënnt.

An, Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer eis näischt virmaachen: De Konkurrenzkampf zwëschent deene grousse Finanzplazen op dëser Welt leeft elo schonn op vollen Touren, fir bei der Ëmverdeelung, déi um Enn vun der Kris wäert stoen, dat gréisste Stéck vum Kuch ewechzedroen.

Dofir ass et wichteg, datt och eis Finanz- a Bankeplaz sech esou positionéiert, datt mer an deem Konkurrenzkampf déi beschtméiglech Kaarten an der Hand hunn. An deem Sënn si mer iwwerzeegt, datt souwuel déi Moossnamen, déi d'Regierung an deenen nächste Woche wäert huelen, wéi d'Recommandatiounen aus dem Rapport vun der Spezialkommissioun déi richteg Akzenter setzen, fir datt d'Kris sech och als eng Chance fir d'Finanzplaz kann erweisen.

An deem Sënn géif ech schléisse mat engem Zitat vum fréiere franséische President Jacques Chirac, deen emol eng Kéier gesot huet: «Les crises sont des choses qui arrivent régulièrement. Le grand avantage, c'est qu'en général on en sort renforcé.»

An der Hoffnung, datt dat och fir dës Kris gëllt, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Krisekommissioun geschaf hei virun enger Rei vu Méint no enger interner Diskussioun, ob mer an der Chamber esou en Instrument brauchen. Et war d'Propositioun vun der Demokratescher Partei, fir esou en Instrument ze schafen, fir all Fraktiounen - net nëmmen d'Majoritéitsfraktiounen, mä och d'Oppositiounsfraktiounen - mat an d'Verantwortung ze huelen, wann et drëms geet, d'Analys ze maache vun der Kris, wann et drëms geet, ze kucken, wou direkt, mëttelfristeg a laangfristeg kéint intervenéiert ginn.

Et war eis Intentioun, fir dem Krisemanagement, deen noutgedrongen op dem Regierungsplang muss stattfannen, e permanente parlamentareschen Aarm ze ginn. Et war d'Intentioun, fir d'Interaktioun tëschent Regierung a Parlament do besser ze strukturéieren, méi schnell ze maachen, méi effikass ze maachen.

Mir sinn der Meenung, datt dat, wat virun e puer Méint derfir gesprach huet, fir dës Krisekommissioun ze grënnen, eigentlech haut och nach ëmmer existéiert, a mer duerfir eigentlech déi Kris mat deem Rapport, dee mer virdru vum Rapporteur Lucien Thiel héieren hunn, net sollen ofschafen. Well mat engem Ofschlossrapport a mat der Opléisung vun enger Spezialkommissioun ass d'Kris nach net eriwwer.

Déi Kris geet weider. Et weess keen, wéi se weidergeet. Mir mengen nach wie vor, datt mer esou en Instrument hei an der Chamber brauchen. Duerfir huet eise Fraktiounspresident, de Charles Goerens, jo och am Ufank vun dëser Chamberwoch eng Resolutioun an deem dote Sënn déposéiert.

Mir mengen och, datt elo, wou mer an d'Phas kommen, wou eng ganz Rei vu Projets de loi vun der Regierung déposéiert goufen, déi d'Reaktioun vun der Regierung op d'Kris duerstellen, mer och en Deel op d'mannst vun deenen dote Projets de loi kéinten an der Spezialkommissioun weiderhin diskutéieren, d'Rapporte verfaassen an doduerjer méi schnell eventuell och hei an de Plenum kommen.

Ech wëll mech mengem Virriedner uschléissen, wann e gesot huet, datt de Rapporteur, de Lucien Thiel, eng Fläissaarbecht gemaach huet. Eng Aarbecht, déi mat Sécherheet net einfach war, well alles dat, wat mat dëser Kris ze dinn huet, ass net einfach, well een néierens ka kucke goen, wéi d'Virgänger et gemaach hunn, wéi déi reagéiert hunn, wéi si sech ugeluecht hunn. Esou huet och hei d'Krisekommissioun missen innovéieren, a ganz besonnesch hire President an hire Rapporteur.

Ech wëll och soen, datt ech mech net ugeschwat gefillt hunn. Ech hätt mech kënnen ugeschwat fillen, mä et ass einfach onméiglech, well ech hu bis ewell näischt gesot zu deem dote Rapport. Ech wëll dat dann awer elo an dëser Chamberssitzung hei an an dëser Interventioun nohuelen.

Ech fannen et awer och net gutt, wa mer eis heihinner stellen a maache wéi wann elo jiddweree misst enger Meenung sinn. Ech mengen, datt dëst Parlament an all Fraktioun an dësem Parlament gewisen hunn, datt mer zesumme kënne stoen dann, wann et ëm dat Essenziellt geet, dann, wa mer eng Unitéit brauchen hei am Land.

Ech mengen awer och, datt et kee Verbriechen ass, wa mer emol eng Kéier enger anerer Meenung sinn tëschent Majoritéit an Oppositioun, tëschent Majoritéit a Majoritéit an tëschent Oppositioun an Oppositioun. Duerfir soll een net all déi, déi dat eent oder dat anert, wat an deem Rapport do steet, dat eent an dat anert, wat d'Regierung als Reaktioun op déi Kris do gewisen huet, a Fro stellen oder Alternativen dozou presentéieren, als där duerstellen, déi Verrot an dëser Situatioun um Land géife maachen. Ech mengen och, datt an der Kris an no der Kris de parlamentaresche Pluralismus muss bestoe bleiwen a seng Fonctiounen a säi Wäert huet.

De Rapporteur huet och gesot, datt et der vill gëtt, déi de Rapport vun hannen ugefaang hu mat liesen. Ech gehéieren och dozou, obschonn ech iergendwann eng Kéier vir ukomm sinn. Zum Schluss fënnt een 21 Konklusiounen, a wann een déi liest, dann huet ee méi wéi een Déjà-vu. Vläicht net grad 21 Déja-vuen, mä trotzdeem fënnt ee villes erëm, wat altbekannt ass, wat mer schonn héieren hunn, wat mer scho selwer gesot hunn, wat mer scho gelies hunn.

Et sinn eng Rei vu Propositiounen, déi a Regierungserklärungen, a bestëmmt net nëmmen där rezentester stoungen, déi Budgetsrapporteuren hei exposéiert hunn an op Pabeier bruecht hunn, déi Avisë vu ganz villen Organisatiounen an Institutiounen hei am Land geschriwwen hunn.

De Fraktiounspresident vun der CSV, de Michel Wolter, huet selwer als Reaktioun drop gesot, datt hie scho vun 1995 u munches, wat an deenen 21 Konklusiounen opgelëscht gouf, ëmmer erëm an d'Diskussioun bruecht hätt. Esou ass dat do jo net nëmmen eng Reaktioun op d'Kris, mä et ass eigentlech e grousse Katalog vu Mesuren, déi mer hätte scho missen ëmsetzen.

Mä kommt, mir huele se vläicht een nom aneren, an déi éischt ass eigentlech déi, déi mer schonn am dacksten héieren hunn, nämlech d'Propositioun fir eis Ekonomie ze diversifizéieren, fir eis méi breet opzestellen, fir net vun engem Secteur ofzehänken. Dat kann een natierlech ënnerschreiwen, mä et ass net nei, well mer soen et alleguerten zënter de 70er Joren.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur*.- Vun 1949 un.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Am zweete Punkt gëtt gesot, datt mer eng besser Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Plans sectoriels missten…

Här Thiel, ech kann et nach net zënter 1949 soen, ech soen et héchstens zënter de 70er Joren. Dir entschëllegt mech awer duerfir.

(Interruptions)

Et soll méi eng staark Koordinatioun ginn tëschent de Plans sectoriels, d'Aktivitéitszone solle méi schnell entstoen. Ech stellen awer net fest, datt dës Regierung do besonnesch grouss Fortschrëtter gemaach hätt. Mir kréien elo, um Enn vun der Legislaturperiod, eng Rei vun Avant-projete vu Plans sectoriels virgeluecht, déi, wann ee se am Detail kuckt, awer nach net koordinéiert sinn, déi, wann ee se am Detail kuckt, nach ëmmer fir deeselwechte Meter carré Lëtzebuerg, an dat sinn der jo net bedeitend vill, verschidden Aktivitéiten a verschidde Fonctioune virgesinn.

Dat heescht, déi Koordinatiounsaarbecht, déi jo hei gefuerdert gëtt, ass vun dëser Regierung op jiddwer Fall bis ewell nach net gemaach ginn, an déi Plans sectoriels, déi elo als Avant-projet iergendwann dann op den Instanzewee wäerte goen, hunn nach ëmmer keng legal Basis, esou datt mer och an der nächster Legislaturperiod do nach ëmmer an engem Flou operéieren.

Et gëtt gesot, datt mer d'Aktivitéite ronderëm de Findel, ronderëm d'Logistik sollen ausbauen. Dat ass mat Sécherheet eng sympathesch Iddi, well do, wou vill produzéiert gëtt, do, wou vill Handel gedriwwe gëtt, muss iergendwou dertëschent och ëmmer transportéiert an d'Wuere vun enger Plaz op déi aner bruecht an ëmgetässelt ginn. Mir mussen awer och kucken, wéi wäit mer an deem doten Domän musse goen, wa mer do wierklech elo eng Exzellenz wëllen erreechen a wierklech e kompetitiven Avantage wëlle kréien, wat mer dann alles musse maachen.

Ech sinn do awer zimlech skeptesch, datt mat engem Flughafen, wou awer d'Capacitéit limitéiert ass, wou mer awer soen, datt mer nuets net wëlle starten an net wëlle landen, esou vill Aktivitéit an der Logistik kënnen développéieren, wéi dat bei enger Rei vun aneren Zentren, déi bestëmmt net wäit ewech vu Lëtzebuerg leien, awer vläicht éischter méiglech ass.

D'Autobunne vun der Informatioun auszebauen, dat ass eppes, wat net nei ass, wat zum Deel geschitt ass, wou mer musse weiderfueren an de Besoinë vun der Ekonomie, virun allem vun der Informatiounsekonomie, weider Rechnung droen.

Fënnefte Punkt ass d'Territorialreform realiséieren. Nun, och dat ass schnell gesot. Dës Chamber hei huet an enger laanger Diskussioun eng Rei vu Konklusioune kënnen erausschielen. Ech wëll awer drun erënneren, datt déi leschte Chamber schonn am Dezember 2003 eng Rei vu Konklusioune gezunn hat a Motioune gestëmmt hat an dem Innenminister, deen dann zënter 2004 a Fonctioun getrueden ass, eng Rei vun Aufgabe mat op de Wee ginn hat.

Nun, vun deene Konklusioune vun der leschter Legislaturperiod ass haut nach keng ëmgesat, esou datt ech mech froen, wéi laang mer elo musse waarden, fir da richteg an eng Richtung vun enger Territorialreform kënnen ze kommen. An deem doten Domän hu mer op jiddwer Fall ausser Diskussiounen déi lescht fënnef Joer kee Fortschrëtt opzeweisen.

Mir gesi jo och un enger ganzer Rei vu konkrete Beispiller, ech brauch hei nëmmen den Dossier Léiweng ze nennen - net Léiweng, mä Wickreng, mä déi fanne jo mëttlerweil zesummen -, wéi schlecht et ass, wa mer keng Planungssécherheet hunn an deem Land. Dat ass net gutt. Virun allem wann et ëm Investisseure geet, déi mer wëllen iwwerzeegen op Lëtzebuerg ze kommen, dann däerf et net esou sinn, datt si e puer Joer an engem Flou artistique gelooss ginn, datt si während e puer Joer vun deem enge gesot kréien: „Du däerfs dat doten", a vun deem anere gesot kréien: „Du däerfs et net", an déi, vun deene si et gesot kréien, eigentlech Member vun därselwechter Regierung sinn. Dat däerf net sinn, an duerfir brauche mer eng legal Basis fir dat, wat mer eng Kéier IVL genannt hunn.

Mir sollen d'Prozedure verkierzen, mir sollen d'Délaie verkierzen, d'Prozedure vereinfachen. Ech wëll drun erënneren, datt nach am Dezember vum leschte Joer de Minister Luc Frieden meng Partei opgefuerdert huet, eng Rei vu Propositiounen do ze maachen, well mer genee dat dote gefuerdert hunn, a wat et do géif ze maache ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt de Minister Boden behaapt huet, mat sengem Entfesselungsplang wier jo eigentlech dat Meescht an deem doten Domän gemaach.

Nun, Dir wësst et, an der Spezialkommissioun hu mer et eigentlech bei all Entrevue nees erëm eng Kéier zerwéiert kritt vun de Mëttelständler, vun der Entreprise, vun alle Secteuren aus dësem Land, datt mer do nach keng Fortschrëtter gemaach hunn, datt mer nach wie vor ze vill administrativ Chargen hei am Land hunn, datt d'Prozeduren nach wie vor ze laang daueren, an datt do, wou emol eng Kéier Délaien definéiert goufen, datt déi am Gesetz nach ëmmer net agehale ginn, wéi zum Beispill am 2004er Aménagementsgesetz, wou den Innenminister innerhalb vun dräi Méint misst en Avis zu engem PAP ofginn, wou en awer an der Regel deen Délai do stramm dépasséiert.

Duerfir ass eng Iddi, déi mir bei der Lecture vum ganze Rapport vum Lucien Thiel an d'Ae gesprongen ass, mir nach wie vor sympathesch, a si war mir eigentlech schonn 1992 sympathesch, wéi eisen deemolege Fraktiounspresident, den Henri Grethen, se an eng Proposition de loi gegoss huet, fir ze soen: Wann eng Administratioun net innerhalb vun engem gewëssenen Délai eng Äntwert gëtt, dann ass d'Äntwert positiv, dat heescht, de Silence vun der Administratioun vaut accord amplaz refus, wéi mer et haut hunn. Wa mer dat géifen hikréien, da missten d'Administratioune sech esou opstellen a Personal- an Organisatiounsfroen, datt se eben innerhalb vun dräi Méint kéinten do eng Äntwert ginn, a wa se dat net kënnen, dann deen, deen d'Demande gestallt huet, Satisfaktioun géif kréien.

Et ass wouer, mir brauchen eng nei Reglementatioun op eise Finanzmäert, a mir solle kucken do net mat deene Leschten duerch d'Zil ze lafen. Mir solle kucken, datt dat, wat op weltwäitem Niveau momentan décidéiert gëtt, datt mer dat zu Lëtzebuerg kënne gescheit ëmsetzen, esou wéi mer dat eigentlech ëmmer gemaach hunn, fir datt mer zu Lëtzebuerg e Stéck besser kënnen domadder schaffen, wéi dat op anere Plazen oft dann de Fall war.

Mir musse ronderëm eis Experienz, ronderëm eisen Know-how, dee mer op der Finanzplaz hunn, kucken déi Finanzplaz nei opzestellen. Mir musse selbstverständlech eis d'Fro stellen: Wat huet d'CSSF falsch gemaach? Wat huet si net mat Zäite gesi kommen? Firwat hu mer herno alleguerte grouss Ae gemaach a waren net prevenéiert op déi Finanzkris, déi iwwer eis Bankeplaz ewechgedonnert ass? A wéi mer an Zukunft de Contrôle vun de Banken nei mussen opstellen. Dat ass dann déi néngte Propos an deem dote Rapport, déi mer kënnen ënnerschreiwen.

Mir mussen de Mëttelstand fit maache fir d'Groussregioun, selbstverständlech. Wa mer wëllen, datt mer mëttelstänneg Betriber hei hunn, da kënnen déi net ëmmer nëmmen um klenge lokalen oder regionale Marché vu Lëtzebuerg aktiv sinn, da musse se doriwwer erauskucken, da mussen déi mëttelstänneg Betriber, d'Handwierksbetriber, d'Entrepreneure Plaz hunn, Plaz fir sech ze développéieren. Mir wëssen, datt mer do déi lescht Joren och keng Fortschrëtter hei am Land gemaach hunn, datt ganz vill mëttelstänneg Entreprisen ebe grad op der Sich sinn no Terrainen, fir sech kënnen ze vergréisseren, fir sech am Konkurrenzkampf an der Groussregioun aneschters kënnen opzestellen. Well, wann een ebe wëllt wuessen, da brauch een eben och Plaz. Do si keng Fortschrëtter déi lescht Jore gemaach ginn.

Den Image de marque vu Lëtzebuerg verbesseren, och dat fënnt Zoustëmmung op eiser Säit, well en ass uerg ugekraazt ginn déi leschte Méint. Lëtzebuerg ass an d'Kritik komm, vun auslännesche Politiker si mer schaarf attackéiert ginn, mer si vun auslännesche Medien net manner schaarf attackéiert ginn, a mer hu vläicht net ëmmer déi richteg Reaktioun dorobber gewisen.

Duerfir musse mer eis och an deem Domän eng Struktur ginn, eng Strategie ginn, a vläicht och Partner ginn an deenen eenzelne Länner, fir op der Plaz kënnen ze reagéieren an eben och eise Point de vue op déi richteg Kommunikatiounsschinn an anere Länner ze kréien, fir dem Ausland ze weisen, wéi mer sinn, wéi mer wierklech sinn a wéi mer och net sinn, well oft si mer net esou, wéi mer duergestallt ginn. Gott sei Dank d'ailleurs.

Mir mussen Efforten an der Schoul maachen. Do wësse mer, an Dir wësst et och, datt meng Fraktioun méi skeptesch ass, wat dat neit Schoulgesetz ubelaangt, wou mer momentan vill Froen hunn, déi sech an der Schoul ronderëm déi Reform do gestallt ginn, a wou mer op jiddwer Fall momentan net duerch eng Phas ginn, wou mer Rou an der Schoul hunn, fir sech och deenen Zukunftsaufgaben do kënnen ze widmen. Mä dat wier eng Diskussioun, déi wier eleng e ganzen Nomëtteg wäert.

De LOLF gëtt beméit, eng nei Budgetsform, fir de Budget no Objektiver kënnen auszeriichten. Et ass net nei, datt mer doriwwer diskutéieren. De fréiere Budgetsrapporteur, de Roger Negri, hat déi Diskussioun hei an deem Haus opgeworf. Ech froe mech: Wat ass zënterhier geschitt? Huet d'Regierung deen dote Message eescht geholl? Ass si a Richtung gaange vun deem, wat mat enger LOLF-Method kann aneschters um Budget gemaach ginn?

Et ass och vu menge Virriedner scho gesot ginn, d'Méthode communautaire an der Europäescher Unioun huet déi lescht Wochen a Méint net gespillt, an d'Fro ass eigentlech iwwert dee Constat do eraus: Wéi konnt et dozou kommen? Well wann et déi lescht Woche konnt dozou kommen, da kann et déi nächst Wochen och erëm nees dozou kommen.

Da musse mer kucken, grad wéi déi kleng Länner an der Europäescher Unioun, wat mer kënne maachen, fir esou Situatioune wéi déi doten ze évitéieren, datt Diskussiounen, déi nu wierklech d'Europäesch Unioun betreffen, a wou mer eng Method hunn, fir tëschent groussen a klenge Länner kënne Problemer wéi déi doten ze léisen, datt mer dann higinn a se, amplaz datt mer se an der Europäescher Unioun diskutéieren a léisen, ausserhalb vun der Europäescher Unioun léisen. Dat däerf op jiddwer Fall net méi geschéien.

De Punkt 15, d'Universitéit, Fuerschung ausbauen. Jo, awer net egal wat. No bei de Betriber, am beschte mat de Betriber, well da kënne mer déi Resultater och uwenden.

D'Responsabilité sociale vun den Entreprisen, och dat ass eng schéi Formulatioun, mä och do musse mer eis da froen, wou bleift se, wann d'Arcelor an der Administratioun hei zu Lëtzebuerg 400 Aarbechtsplazen ofbaut, wat net onbedéngt eppes mat der Wirtschaftskris ze dinn huet. Wou bleift se elo am Fall vu Villeroy & Boch, wou mer och wëssen, datt dee Betrib net reng wéinst der Wirtschaftskris elo zu Lëtzebuerg wäert zoumaachen, mä datt ganz oft do Wirtschaftskris wäert an d'Fënster affichéiert ginn, fir ze erklären, datt e Betrib Lëtzebuerg de Réck dréint respektiv Aarbechtsplazen ofbaut.

D'Gouvernance vun den Entreprisen, en Équiliber ze fannen tëschent Rendement, Motivatioun, Développement durable, dat ass de 17. Punkt. Do kann ee sech ganz vill drënner virstellen, et kann ee sech och näischt drënner virstellen.

Den 18. Punkt, mengen ech, hänkt enk mat deem zesummen, wat mer vun de Prozeduren an Délaie gesot hunn an der Administratioun. Natierlech, wa mer gären hätten, datt eng Administratioun performant fonctionnéiert, datt si déi Aufgabe performant erfëllt, déi de Gesetzgeber jo oft och op dëser Plaz der Administratioun operluecht huet, da musse mer och déi Administratioun en mesure setzen, dat ze erfëllen, mat deene richtege Leit, mat genuch Leit, fir dat ze maachen. Dat ass net ëmmer geschitt, an dat Beispill, wat ech virdru gesot hu vun de PAPen, wou den Innenminister säin Délai

net kann anhalen, an dem 2004er Gesetz, schéngt mer doranner d'Ursaach ze hunn.

Mir sollen iwwert d'Renten diskutéieren. Meng Partei huet heibanne gefrot, fir 2006 Rentendësch zwee kënnen opzeleeën. Zu deem ass et net komm, op jiddwer Fall net an där Form, wéi mir eis e gewënscht hunn. Angeblech huet de Sozialminister hannert zouenen Diere mat de Sozialpartner iwwert d'Pensioune geschwat. Kee weess awer, wat do diskutéiert gouf. Kee weess awer, wat fir eng Analys gemaach gouf. Kee weess, wat d'Recommandatioune sinn.

D'Parlament hei, déi gewielte Vertrieder, déi eenzel Parteien, déi jo awer, wann et zu Reformen an zu Ëmorientéierung muss kommen an deem Domän, mussen d'Verantwortung iwwerhuelen, ware bis ewell do ausgeschloss. Dat ass eng Virgehensweis, déi mer eigentlech esou net kënne matdroen.

Den 20. Punkt kënnt dann op eppes ganz Essenzielles ze schwätzen, nämlech en Defizit. En Defizit, dee mer amgaang sinn ze fabrizéieren a wou mer soen, datt mer an Zukunft dee richtegen Équiliber musse fannen tëschent Verscholdung an tëschent Spuermoossnamen. An do hat ech gemengt, do kéimen eng Rei vu Spuermoossnamen, déi opgelëscht wieren, wou dann Tacheles géif geschwat ginn, wou et drëm géif goen, wéi mer dann deen Defizit do, dee virun eis läit, déi nächst Jore géifen ofbauen. Mä do sinn ech op den 21. Punkt komm an hunn eigentlech erëm nëmmen eppes vun enger Croissance qualitative équilibrée an durable gelies. Also do, wou ech gehofft hat, datt et konkret géif ginn, ass et et eigentlech net esou richteg ginn.

Déi 21 Punkten do si wéi gesot Altbekanntes. Et ass e Programm vun all deem, wat d'Regierung versäumt huet déi lescht Joren ze maachen, an et sinn 21 Datzen, déi d'Majoritéit hei mat hirer Zoustëmmung zu deem Rapport der eegener Regierung eigentlech ausgestallt huet. Et muss ee sech froen, wéi ee ka Confiance hunn an dës Regierung, déi all dat doten net gemaach huet, datt si elo an deenen nächste Wochen dat doten op eemol soll esou schnell hikréien. Bis elo sinn déi Problemer do, déi opgelëscht goufen, net geléist ginn. Mir mengen, datt ee se mat deeneselwechte Leit, mat deeneselwechte Methoden net ka léisen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, däerf ech eng Fro stellen?

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der eng Fro?

M. Claude Meisch *(DP).*- Selbstverständlech, ëmmer gär.

M. le Président.- Très bien. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här Meisch, ech wollt Iech just soen, well ech dat iwwerblécke kann, dass dës Regierung net manner gemaach huet wéi déi lescht Regierung, an dass dës Regierung net méi administrativ Schwieregkeete geschaf huet wéi déi lescht Regierung, well alles dat, wat beklot ginn ass vun de Sozialpartner, vun de Betriber, dat geet essentiellement op d'Wierk vun der leschter Regierung zréck, wouzou ech mech bekennen. Ech zéie kee Waasser do.

Mä ech wollt emol froen, well ech herno wëll op dës Debatt äntwerten, à moins dass d'Jongen alleguer hei wëllen äntwerten: Wat fir konkret Propositioune maacht Dir dann am Aspuerungsberäich? Net där diffuser, vager, net am Genre Duerchforstung vun alle Budgetskreditter. Sot eis emol, wat Dir maacht. Ech kann Iech direkt dorop äntwerten, da geet dat herno net op meng Riedezäit.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann Der Iech e bësse gedëllegt, Här Premierminister, ech kommen och nach dozou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- E Schreck, wann et net kënnt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen awer, datt, wann Dir dee Rapport hei liest, an déi 21 Konklusiounen, a wann Dir Är eege Regierungserklärung vun 2004 liest, Dir villes wäert doran erëmfannen, wat dës Regierung sech virgeholl hat an där Regierungserklärung, wat also haut nach ëmmer net gemaach ginn ass. Dat schéngt mer eng Tatsaach ze sinn an et schéngt mer nozeliesen ze sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et ass och villes, Här Kolleeg Meisch, aus der Regierungserklärung vun 1999 nach dran.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da kann et jo bal net un de jeeweilege Koalitiounspartnere leien, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Oder grad un deenen.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat wier awer komesch. Ech kéint mer do nach eng aner Explicatioun virstellen, Här Juncker. Ech kéint mer se virstellen, mä ech wëll se elo hei net...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Doriwwer streide mer net am Parlament. Doriwwer streide mer sechs Woche laang op der Televisioun. Ech freeë mech op déi Rencontre.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kann et kaum erwaarden.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech weess schonn, wéi et ausgeet.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen, mir sollten d'Leit am Land éischter dozou froen, wéi et ausgeet. Déi hunn dozou eng ganz speziell Meenung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat hunn déi déi leschte Kéier gewisen, an déi nächste Kéier och.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da loosse mer d'Leit emol schwätzen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hunn all Vertrauen an d'Leit, manner an Iech.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech probéiere virunzefuere mat menger Interventioun, well ech mengen, datt et mat deenen 21 Konklusiounen, och wann ee se eenzel kann deelen an all Kéiers en Handlungsbedarf do gesäit, datt et domadder net duergeet. Well et sinn eng Rei vu Problemer, déi mer an deene gudde leschte Joren eigentlech net geléist hunn. Mir hu se net geléist mat enger Wirtschaftscroissance vu 5 bis 6%. Mir hu se net geléist an enger Situatioun, wou d'Aarbechtsplazen am Joer ëm 10.000, 11.000, 12.000 Unitéiten an d'Luucht gaange sinn, mä mir musse se elo léisen.

Et gëtt eng Rei vu strukturelle Problemer, an déi Situatioun gëtt nach verschäerft, well déi Reformustrengunge vun 2006, wou mer jo an enger klenger Kris ware par rapport zu der jëtzeger Wirtschaftskris, déi endege jo zum Deel 2009. Dat heescht, dës Regierung ass higaangen, huet mat de Sozialpartner eppes ofgemaach, wat eigentlech elo 2009 op en Enn kënnt a keng Orientéierunge fir d'Zukunft beinhalt an eigentlech keng Problemer definitiv domadder aus der Welt geschaf huet.

Mir hunn 2006 hei vu strukturelle Problemer geschwat, vun deene sougenannten Automatismen, déi d'Dépensen am Statsbudget géifen dreiwen. Mir hu vum Chômage geschwat a vu villen anere Sujeten. Nun, d'Regierung ass higaangen an huet eigentlech just mat Steiererhéijungen an enger Indexmanipulatioun dorobber reagéiert. Déi Strukturkris vun 2006 ass nach wie vor präsent, si ass net geléist, an et grefféiert sech eigentlech elo nach emol uewendrop eng konjunkturell Kris, déi duerch dës Wirtschaftssituatioun, duerch déi aktuell Wirtschaftskris nach déi strukturell Kris hei verschlëmmert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Hutt Dir fir eng Indexmanipulatioun heibanne gestëmmt? Oder fir eng Indexmodulatioun?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn dat gestëmmt, wat vun der Regierung ofgemaach war, well...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ass eng Indexmanipulatioun net, dass Der den Index manipuléiert?

Une voix.- Ma sécher!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat an enger...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hat gemengt, mir hätten e moduléiert. Mä wann Dir e wollt manipuléieren, dat war net d'Absicht vun der Regierung.

M. Claude Meisch *(DP).*- D'Leit hu gemierkt, wat et si kascht huet, egal ob et eng Modulatioun oder eng Manipulatioun war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä Dir waart d'accord.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir waren d'accord mat deem, wat do gemaach gi war, well mir haten eng ähnlech Propositioun och scho virdru gemaach, wat ech nach eng Kéier wëll ënnerstäichen, wéi couragéiert een och als Oppositiounspartei ka sinn a wat fir eng responsabel Haltung een och als Oppositiounspartei kann hunn. Ech genéiere mech net, heihinner ze trieden an ze soen, datt mer gewësse Mesurë vun Ärer Regierung matdroen, wa mer se gutt fannen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat kritiséieren ech net. Mä sot net, Dir hätt den Index manipuléiert. Dir hutt gehollef en ze moduléieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, geet dat hei alles op meng Riedezäit?

M. le Président.- Jo, Här Statsminister, loosst elo den Här Meisch seng Ausféierunge maachen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Elo si mer matzen an enger Wirtschaftskris, a fir eis ass wichteg, datt mer do keen hänke loossen, an och dat droe mer mat, wat d'Regierung virgeleet huet, fir de Leit, déi a Kuerzaarbecht gerode sinn, ze hëllefen, fir de Leit, déi am Chômage sinn, ze hëllefen, fir de Betriber ze hëllefen an ënnert d'Äerm ze gräifen, datt déi Betriber kënnen d'Kris iwwerliewen an duerno prett sinn, wann eng Relance kënnt, datt mer net Strukturen onnéideg elo zerschloen.

Dann ass e Konjunkturpak vun 1,2 Milliarden Euro presentéiert ginn. Dat schéngt mer awer eng däitlech Mogelpackung ze sinn, well d'Halschent vun deenen 1,2 Milliarde baséieren eigentlech op Mesuren, déi mer schonn am Laf vum leschte Joer - ech mengen, et war am Mee - presentéiert kritt hunn an déi dann am leschten Dezember hei vun der Chamber gestëmmt goufen. Et huet also wéineg mat Mesures anti-crise ze dinn.

Vun deenen 1,2 Milliarde sinn dann och iwwer 300 Milliounen, fir genau ze sinn 342 Milliounen, déi eigentlech op d'Upassung oder déi partiell Upassung vun der Steiertabell zréckzeféiere sinn. An da gëtt vu Kafkraaftstäerkung geschwat. D'Kafkraaft soll also an d'Luucht goen, well se virdrun erofgaangen ass, well virdrun eben d'Steierlaascht duerch d'Netupassung erofgaangen ass. Also am Portmonni vun de Leit mécht dat dote ganz exakt eng 0-Operatioun, a mir kënnen eis duerfir och kee grousse konjunkturellen Effet dovunner erwaarden.

(Interruption)

Et ginn Investitioune virgezunn, Montanten allerdéngs, déi zimlech moer bleiwen, eng Drëps op e waarme Steen duerstellen, virun allem wann ee kuckt, wat u privater Demande bei de Particulieren, bei den Entreprisen hei am Land momentan zréckgestallt gëtt, wat do vun Nofro eigentlech ewechgebrach ass.

D'DP begréisst awer esou Investitiounen. Mir begréissen och eng gewësse Form vu Konjunkturprogramm, virun allem dann, wann et noutwendeg Aarbechte sinn, wann et onëmgänglech Aarbechte sinn. Prioritéiten zum Beispill, déi mer souwisou als Politik virun eis hunn, wéi am Klimaschutz, fir CO_2 op Dauer anzespueren. Bei der Albausanéierung, do ass e grousst Potenzial. Do huet allerdéngs och d'Regierung bis ewell nëmme kleng Akzenter gesat, an ech hunn net kënne feststellen, wéi an dësem Konjunkturprogramm do méi Wäert drop geluecht gi wär.

Infrastrukture virzéien, dann, wa mer prett sinn, och dat ass gutt. Schnell exekutéieren, a wa mer gären hätten, datt se schnell exekutéiert ginn, da wäre mer scho frou gewiescht, wann och d'Gemenge méi staark mat agebonne gi wären. Well et sinn d'Gemengen, déi och e groussen Nohuelbedarf hunn, wann et drëm geet, hir Gebaier ze isoléieren. Et si Gemengen, déi och Investitiounsprojeten hätte kënne realiséieren, grousser a klenger, am Kader vun engem kommunale Konjunkturprogramm.

Allerdéngs wär et do wichteg gewiescht, de Gemengen och Planungssécherheet ze ginn, datt se d'Garantie hätten, datt se déi Gelder, déi se engagéieren an déi se och dann an Aussiicht gestallt kritt hu fir 2009, dann och definitiv géife kréien. Well soss muss een allgemeng déi verstoen, déi do, och wann et ëm Konjunkturstäerkung geet, momentan méi virsiichteg sinn.

D'Limiten eropzesetze bei Ausschreiwungen, esou wäit wéi dat méiglech ass, kann een ënnerstëtzen. D'Limite och vun deene berühmtene 7,5 Milliounen eropzesetzen, wou d'Chamber muss e Gesetz stëmmen, ass och sënnvoll, wann dann awer d'Chamber - an ech mengen, datt mer do och e gudde Wee wäerte mat der Regierung fannen - informéiert bleift iwwert déi Suen, déi do engagéiert ginn, an déi Aarbechten, déi do gemaach ginn.

Da wësse mer awer haut schonn, datt am Laf vun deenen nächste Méint e Budgetslach wäert opgoe virun eis, dat, wéi d'Kommissioun ugefaangen huet mat hirer Aarbecht, iergendzwousch chiffréiert ginn ass tëschent enger hallwer Milliard an enger Milliard. Wann ech mech den Diskussiounen elo vum leschte Méindeg an der Kommissioun nach erënneren, da leie mer do schonn éischter bei der Milliard. Duerfir musse mer kucken, wéi mer domadder eens ginn.

Fir sech ze iwwerleeën, wéi een dat Budgetslach do wëllt erëm Schrëtt fir Schrëtt zouschëppen, muss een d'Envergure dovunner kennen. Déi kenne mer net. Mir hu se e Méindeg an der Kommissiounssëtzung net konkret kënnen ëmräissen. Mä vläicht kann deen een oder deen anere Member vun der Regierung eis herno méi prezisen Opschloss dozou ginn.

Et huet een allerdéngs nëmmen zwou Méiglechkeeten, dorop ze reagéieren. Déi eng Méiglechkeet si Steiererhéijungen, an déi aner Méiglechkeet ass, d'Dépensen ze kontrolléieren, méi lues wuessen ze loossen, d'Dépensen zréckzehuelen duerch eng ganz Rei vu strukturelle Reformen, déi ee sech awer an deene Beräicher nach ka virstellen.

Ech fäerten, datt d'CSV an d'LSAP dat maachen, wat se 2006 gemaach hunn, nämlech eenzeg an eleng op Steiererhéijunge setzen, fir dat Budgetslach do ze fëllen.

Ech wëll Iech soen, datt mir d'Prioritéit bei de strukturelle Reforme gesinn. Strukturell Reformen, déi mir proposéiert hunn, strukturell Reformen, déi noutwendeg sinn, fir am Beräich vun den Dépensë kënnen de Budget méi schnell uwuessen ze loosse respektiv e substanzielle Bäitrag zur Sanéierung vun eisem Budget kënne bäizedroen.

D'LSAP huet dann och schonn an dëser Phas emol vu Steiererhéijunge geschwat. Dat huet sech am Ufank éischter fir direkt unhéieren, huet sech duerno, no Interventioun vun der CSV, e bësse méi wäit an d'Zukunft verréckelt. D'CSV léisst, wann et dorëms geet, eigentlech och all Hannerdier ganz grouss opstoen, fir no de Wahlen d'Steieren dach däitlech a säfteg eropzesetzen.

Ech erkennen och dorunner e gewëssene Widdersproch, wa mer op där enger Säit soen, an deem Konjunkturpak vun 1,2 Milliarden ass e Steierdeel dran, hu mer de Leit Steieren nogelooss, fir datt se Kafkraaft kéinten hunn, an op där anerer Säit diskutéiere mer elo zäitgläich dozou, fir elo oder an Zukunft d'Steieren erëm ze erhéijen. Da fäerten ech, datt dat en Effet huet, datt d'Leit net hiert Geld wäerten ausginn, mä datt d'Leit éischter drop wäerte sëtze bleiwen, well se fäerten, datt muer déi nächst Regierung kënnt an hinnen es nees ewechhëlt.

Wann ech vu strukturelle Reforme schwätzen, da wëll ech och soen, wéi eng ee sech do virstellt. Mir hunn eng, déi laang hei diskutéiert ginn ass schonn, déi awer nach ëmmer net aus de Startbléck eraus ass, dat ass d'Reform vun eisem Aarbechtsmaart, d'Reform vun der Administration de l'emploi, wou mer gären ewech géife komme vum Modell vun enger staatlecher Verwaltung, wou mer gäre méi Flexibilitéit hätten, fir méi schnell kënnen ze reagéieren.

Wéi reagéiert eigentlech elo d'Administration de l'emploi op de Fait, datt se 25% méi

Demandeurs d'emploi muss géréieren a muss betreien a muss consultéieren, zënter deem leschten hallwe Joer? Do gesi mer schonn eleng, wéi schwiereg datt et ass, an enger Administratiounsform kënnen esou eng Aufgab wéi déi doten ze erleedegen.

Mir wëllen d'Prioritéit setzen op Weiderbildung, Weiderbildung och vun deene Leit, déi länger Zäit op der Sich sinn no enger Aarbecht. Mir soen och, datt mer deen Eenzelne vläicht nach méi staark musse motivéieren, fir eng Aarbecht unzehuelen, wann e keng fënnt, datt een dann awer d'Leit am Aarbechtsprozess soll halen iwwer öffentlech Aarbechten zum Beispill, oder wéi gesot iwwer Weiderbildungen.

Mir mengen och, datt do de Privatsecteur kann eng Roll spillen, datt mer vun deem Verbuet sollen ewechkommen, datt keen anere wéi d'ADEM däerf Aarbechtsvermëttlung maachen. Dat kéinte Gemenge maachen, dat kéinten Associatioune maachen, dat kéinte Gewerkschafte maachen an dat kéinten och kommerziell Betriber maachen.

Alles oder villes vun deem doten huet och schonn den Ombudsmann a sengem rezente Rapport kritiséiert. Duerfir bleiwen ech der Meenung, datt, wa mer dat doten net uginn, da kréie mer och d'Dépensen, déi doten Dépensen net an de Gréff a mir wäerte fréier oder spéider bei Steiererhéijunge landen.

En anere Punkt, wou ech scho méi wéi eng Kéier och hei drop higewisen hunn, dat ass dee vum Export vu Familljeleeschtungen, wou mer mëttlerweil bei engem Montant vun 300 Milliounen Euro sinn. Geld, dat an d'Grenzgebitt exportéiert gëtt, par rapport zu 400 Milliounen an de Prestations familiales, déi hei am Land bezuelt ginn. Wa mer do kee Systemwiessel kréien, lafen déi doten Dépensen eis fort.

Duerfir si mir och higaangen an hunn ënner anerem gesot, mir hätte gäre méi Sachleeschtungen a manner Geldleeschtungen. Duerfir proposéiere mir och éischter Wunnegeld anzeféieren a vläicht d'Kannergeld zréckzeféieren, fir datt hei zu Lëtzebuerg finalement keen eppes verléiert, oder deen, deen et brauch, e bësse méi ka kréien, an dat, wat u Kannergeld an d'Ausland geet, dem Besoin do op där Plaz dann och ugepasst ass. Well mir wëssen, datt de Besoin hei am Land méi héich ass, wann een hei wunnt, wann ee Kanner huet, datt d'Liewenshaltungskäschten hei méi héich sinn.

Här President, ech hunn d'Impressioun, de Premier wëllt nach emol eng Fro stellen.

M. le Président.- Ech wollt Iech ausschwätze loossen, ier ech dem Statsminister d'Wuert ginn. Fir eng Fro, denken ech?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, wann den Här Meisch mir egal wär a seng Partei, da géif ech mech net dauernd zu Wuert mellen. Ech froe mech schonn zënter Wochen, voire Méint, wéi ech dat muss verstoen: déi Zréckféierung vun der Kannergeldleeschtung an hiert Ersetzen do, wou se zréckgefouert gëtt, duerch Wunngeld, wéinst der Suerg och, dass mer e groussen Deel vun eiser Familljegeldleeschtung an d'Ausland exportéieren.

Do wollt ech Iech emol einfach froen, wann dat esou géif kommen, wéi Dir mengt. Ech mengen, dass et sachlech falsch ass, well och Wunngeld misst exportéiert ginn. Mais enfin, à voir.

Fannt Dir et normal, wa bei der Uniroyal zu Stengefort ee Mann, deen zwee Kanner huet an deen zu Sterpenich wunnt, manner kritt fir seng Kanner, wéi deen, deen zu Stengefort selwer wunnt? Wëllt Dir, jo oder neen, eng Politik géint d'Frontaliere maachen? A wa jo, da sot mir, firwat.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Premierminister, Dir wësst, datt weder ech nach meng Partei eng Politik wëlle maache géint d'Frontalieren, well mer alleguerte wëssen, datt mer d'Frontaliere brauchen.

(Interruption)

Ech weess awer, ech kann och d'Fro mat enger Fro beäntwerten, well deen, deen dann zu Sterpenich wunnt an deen net zu Lëtzebuerg schafft, dee kritt do jo vill manner Kannergeld, wéi deen, deen zu Lëtzebuerg schafft. Also maache mer momentan eng Politik, déi contraire ass zu deem, wat eigentlech déi aner Länner gäre wëlle maachen.

Ass et normal, datt mir 3.000 Kanner hunn, déi lëtzebuergescht Kannergeld kréien, déi emol net an engem Grenzgebitt wunnen, déi net an engem vun den Nopeschlänner wunnen, déi vill méi wäit ewech wunnen, nëmme well een Elterendeel hei schafft, an déi dann e Multiple kréie vum Kannergeld, wat dat Land iwwerhaapt bezilt? Fannt Dir et normal, datt de Lëtzebuerger Stat enger Famill, wou een Elterendeel dann hei zu Lëtzebuerg schafft, e ganzt Kannergeld iwwerweist fir dat éischt Kand, an de franséische Stat keen Euro Kannergeld fir dat éischt Kand do iwwerweist?

Ech mengen, wa mer net bereet sinn, doriwwer eng seriö an eng sachlech Diskussioun ze féieren, da kréie mer deen Automatismus do net an de Gréff, da wäerten déi Dépensen eis weider fortlafen. Déi sinn exponentiel an d'Luucht gesprongen déi lescht Joren, wéi dat virun e puer Joer de Fall war. An da wäerte mer dat budgetär Lach, wat sech opdeet momentan virun eis, och net zougeschott kréien, a mir hunn och keng Moyenë méi fir deenen ze hëllefen, déi hei am Land wunnen, déi hei am Land mat héije Baupräisser mussen eens ginn, déi hei am Land héije Loyer musse bezuelen an déi méi héich Liewenshaltungskäschten hunn.

M. le Président.- Här Meisch, nach eng Zousazfro vum Regierungschef.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Nach ëmmer, well ech den Här Meisch gutt leide kann a well ech e seriö huelen.

Une voix.- Oh mei!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Är Froe wëll ech positiv beäntwerten. Ech sinn der Meenung, wann een zu Lëtzebuerg schafft, dass e lëtzebuergescht Kannergeld zegutt huet, egal wou e wunnt, verstitt Der. Well en dréit zum Räichtum vun dësem Land bäi. Dee Kapverdianer, deen hei schafft an deem seng Fra am Cap-Vert wunnt, deen huet d'Recht op datselwecht Kannergeld, wéi e Lëtzebuerger, deen zu Lëtzebuerg schafft. An och wann d'Leit, déi an der Belsch schaffen, manner Kannergeld kréie fir hir Kanner, wéi déi Belsch, déi zu Lëtzebuerg schaffen, sinn ech der Meenung, dass dee Belsch, deen zu Lëtzebuerg schafft, datselwecht Kannergeld zegutt huet, wéi dee Lëtzebuerger, deen zu Lëtzebuerg schafft.

Dir sidd op engem ganz geféierleche Wee. Préift Iech!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Juncker, mir sinn eis eigentlech do eens,…

(Interruption)

…well ech soe jo hei net - an da gëtt et der vläicht, déi mer dat ënnerstellen, mä dat wëll ech Iech elo net ënnerstellen -, mir wéilte manner Kannergeld fir d'Frontalieren. Dat ass jo net dat, wat mer soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ouh? Ouh?

(Brouhaha)

M. le Président.- Loosst den Här Meisch viruschwätzen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma neen! Eise Modell, dee jo jiddwereen hei kommentéiert, deen awer offensichtlech da keen esou richteg kennt, seet jo, datt mer d'Kannergeld generell wëllen ofsenken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ah!

Une voix.- Oh!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et ass tréischtlech fir d'Lëtzebuerger, fir dat ze héieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo. A mir wëllen en Deel vun deene Moyenen, déi mer do aspueren zu Lëtzebuerg, an e Wunngeld réinvestéieren, well dat momentan nach wie vor dee grousse Problem ass, fir zu Lëtzebuerg kënne wunnen ze bleiwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä wann d'Lëtzebuerger Familljen dat, wat Dir u Kannergeld ewechhuelt, als Wunngeld kréien, wat hu se da méi?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir kënnen dat Wunngeld zum Beispill staffelen, andeems mer et dann ofhängeg maache vum Akommes, andeems mer et ofhängeg maache vun der Kannerzuel, an dann déi, déi et brauchen, déi wäerten herno méi hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat heescht, fir bestëmmte Lëtzebuerger senkt Der d'Kannergeld, fir et fir déi aner gläich grouss ze loossen, andeem Der et Wunngeld nennt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech huele jo un, Dir schwätzt hei iwwer eise Modell, dee mer an eisem Programm hunn. Dann hutt Der e gelies. Dann hutt Der dat Rechebeispill, wat mer an eisem Programm hunn, da kennt Der dat jo och?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Da wësst Der jo éischtens emol, datt eis Propositioun dohi geet, fir dat dote fir déi neigebuere Kanner ze maachen,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...fir e luese Systemwiessel…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Da spuere mer schrecklech vill.

M. Claude Meisch *(DP).*- …ze kréien. Mir mussen awer eng Kéier ufänken, Här Statsminister, eis Froen ze stellen iwwert déi Dépensen, déi eis fortlafen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wou lafen déi eis fort? Déi lafen eis an d'Grenzregioun. Sidd Dir géint eng Politik an der Grenzregioun?

M. Claude Meisch *(DP).*- Majo neen, Här Juncker!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dach!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech sinn awer géint Steiererhéijungen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech och!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech fäerte just, wa mer d'Aen zoumaache virun enger Rei vun Explosioune vun Dépensen, da wäerte Steiererhéijungen inévitabel sinn. Duerfir soen ech jo, datt d'CSV an d'LSAP och no de Wahlen dat wëlle maachen, wat se 2006 gemaach hunn, nämlech keng Strukturreformen an d'Steiere säfteg erhéijen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir wëllt de Leit, déi am Ausland wunnen, Suen ewechhuelen, well Der mengt, dat géif hei am Land gutt ukommen. Dat ass lamentabel!

M. le Président.- Sou, elo ass et um Här Meisch, fir seng Ausféierungen hei ze maachen. Här Meisch, fuert virun!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et ass lamentabel, trotzdeem!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech soen datselwecht, a mir bleiwen eigentlech do bei deemselwechten Thema, datt mer eng selektiv Sozialpolitik solle maachen. Mir haten 2006 dovunner geschwat. Dee Moment hate mer eng Motioun hei déposéiert an och gestëmmt kritt, an d'Familljeministesch, d'Madame Jacobs, war domadder d'accord, datt mer eng Matrice des transferts sociaux sollen opstellen, a mir haten déi fir 2009 versprach kritt. Ech mengen net, datt se ewell do wär.

Mir bräichten dat Instrument, fir ze kucken, wéi mer an Zukunft eis Sozialausgaben an eis Familljenausgaben och kënne méi sozial gerecht verdeelen, fir datt mer deem kënnen hëllefen, deen Hëllef brauch, an deem, dee méi Hëllef brauch, och méi kënnen hëllefen. Och wa mer dat net maachen, fäerten ech, bleiwe Steiererhéijungen inévitabel.

Mir mussen eis och duerch dee ganze Subventiounsdschungel erduerchkämpfen. Dee kascht eis vill Geld an net ëmmer erreeche mer déi Ziler domadder, déi mer wëllen erreechen. Zum Beispill beim Klimaschutz, wou mäi Fraktiounskolleeg, den Eugène Berger, hei gëschter nach emol virgerechent huet, datt et fir vill Leit net méiglech ass, vun deene Subventiounen do, fir erneierbar Energien ze investéieren, fir d'Haus ze isoléieren, kënnen ze profitéieren, well se eben dat, wat se selwer kënnen oder musse bäidroen, net kënnen opbréngen.

Duerfir ebe musse mer op aner Finanzéierungsmechanismen iwwerklammen an zum Beispill d'Virfinanzéierung assuréieren, déi jo ka rembourséiert gi mat deem, wat een herno pro Mount un Energiekäschte spuert. Ech fäerten och, wa mer dat doten net maachen, eng weider strukturell Reform, da wäerte mer och erëm inévitabel bei Steiererhéijunge landen.

Et ass esou, Här President, datt mir gesinn, datt villes ze diskutéiere bleift, datt villes heibannen hefteg diskutéiert gëtt, an datt mer nach net richteg wëssen an eis net richteg eens sinn, wéi mer d'Land aus där doter Kris sollen erausféieren.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier en Appel maachen, fir déi Krisekommissioun do bestoen ze loossen, well déi Kris, si geet weider. Déi richteg Auswierkungen, si sinn nach net bekannt. Mir wëssen nach net, wat mer alles dergéint musse maachen, fir d'Auswierkungen ofzefiedere respektiv fir doraus erauszekommen. Mir mussen d'Dépensen an d'Recettë vum Stat méi genau wéi soss suivéieren. Mir musse kucken, wat duerno kënnt, wéi mer eis Bankeplaz nei opstellen, wéi mer de Budget sanéieren, wéi mer de Suivi maache vun deene Reformen, déi elo ugekënnegt sinn, op déi mer eis gëeenegt hunn, wéi zum Beispill d'Prozedure méi einfach ze maachen, méi schnell ze maachen. Nun, dat ass awer schonn e puermol ugekënnegt ginn heibannen a mir hunn et ni bis ewell erreecht. Ech mengen, datt mer als Parlament do sollen onbedéngt um Ball bleiwen.

Elo fäerten ech awer, datt d'Majoritéitsparteien haut dës Krisekommissioun wëlle begruewen, mat Ausnahm, an ech hunn eng Hoffnung, dat ass de President an de Rapporteur Lucien Thiel, dee jo um Fernseh gesot huet, hie wär derfir, datt déi Kommissioun géif weiderschaffen. Dann huelen ech och un, datt en deementspriechend hei och wäert agéieren.

(Interruption)

M. le Président.- Här Meisch, den Här Thiel wëllt eng Fro stellen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Den Här Meisch huet falsch héieren. Ech hu gesot, ech wär en treien Dénger, a wa gefrot géif ginn, fir se weiderzeféieren, da géif ech dat maachen. Ech hunn net gesot, ech wär derfir.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat ass dann elo Är Meenung?

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Et ass d'Meenung, déi mir schonn ausgedréckt hunn an der leschter Sitzung, wou mer gesot hunn, mir maachen haut Schluss.

M. Claude Meisch *(DP).*- Also sidd Der dergéint, datt déi Krisekommissioun do weidergefouert gëtt?

(Interruption)

M. le Président.- Jo, den Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wann Der erlaabt, Här President, ech hat dat och héieren op der Televisioun. Ech hat mer et opgeschriwwen, wat den Här Thiel do gesot huet: „Ech hunn näischt dergéint, wann déi Kommissioun soll weiderschaffen." An duerno sot en: „A wann esou en Antrag kënnt, kann ech deen absolut matdroen."

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

Une voix.- Ah!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Jo. Lauschtert emol,…

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Juncker lauschtert och, huet och Fernseh gekuckt.

M. le Président.- …Här Gibéryen, ech verstinn dat do net. Dir mellt Iech hei zu Wuert, Dir hutt keng Fro. Ech wollt...

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä Dir hutt mer dach d'Wuert ginn!

M. le Président.- Ech hunn Iech d'Wuert net ginn! Dir hutt Iech d'Wuert geholl.

(Hilarité générale)

Här Statsminister, hutt Der eng Fro un den Här Meisch?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*-…d'Wuert, well ech d'Wuert kréien, a well ech den Här Meisch gutt leide kann a seng Partei respektéieren.

(Interruptions)

Ech wëll hei just, fir dass dat keng laang Kontrovers gëtt, soen, am Numm vun der Regierung: Deen Dag, déi Stonn an déi Minutt, wou dëst Parlament d'Regierung an déi respektiv Ministere mat an eng Kommissioun an an de Plenum rifft, fir iwwert d'Kris an hir Folge respektiv d'Zuele vun de Statsrecetten an der Öffentlechkeet oder an der Kommissioun ze debattéieren, ass d'Regierung do. D'Regierung hält sech zur Verfügung vum Parlament. Et ass am Parlament an an der Öffentlechkeet vum Parlament, wou d'Debatte stattfannen. Wann Dir eis rufft, si mir hei, zu deem Moment, wou Der eis rufft.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dovunner sinn ech ausgaangen, an ech menge mat mir all 59 aner Kolleegen heibannen. Nach menge mir, datt mer esou eng Krisekommissioun brauchen. Wann d'Majoritéit se wëllt haut begruewen, dann huele mer dat mat Bedaueren zur Kenntnis, wéi mer och mat Bedaueren zur Kenntnis huelen, datt d'Tripartite net méi bis no de Wahle soll zesummekommen, datt mer eigentlech elo hei décidéieren, datt mer e politesche Stëllstand dekretéieren, deen da bis iergendwann am August, September soll eran daueren, bis eng nei Regierung sech gebilt huet an d'Parlament erëm funktiounsfäeg ass.

Et huet een hei wierklech d'Impressioun, wéi wann d'CSV an d'LSAP elo wéilten d'Schëld op d'Dier hänken: „Congé annuel",…

(Hilarité)

…an iwwert déi jëtzeg Gegebenheeten an iwwert d'Kris heibannen net méi wéilten diskutéieren.

Mir brauchen d'Wouerecht virun de Wahlen, mir brauchen d'Wouerecht net no de Wahlen. Duerfir wär déi Krisekommissioun nach wie vor en interessant Instrument gewiescht.

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Statsminister zum Congé annuel?

M. Claude Meisch *(DP).*- Nach emol? Jo, gären.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Well och den Här Meisch mech gutt leide kann, léisst hien déi Froen och dauernd zou, mä et ass eng Äntwert. Ech wëll Iech soen, mir kommen an d'Parlament, wann d'Parlament eis rifft. A wann eis Partner vun der Tripartite, déi domat d'accord waren, dësen Zyklus vun Tripartite-Aarbechten ofzeschléissen, verlaangen, dass eng Tripartite-Sitzung stattfënnt, da fënnt eng Tripartite-Sitzung statt. Ech maache just dorop opmierksam, dass bei der leschter Regierung d'Tripartite am Mäerz 2004 zougemaach huet.

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi lescht Regierung, do war d'Land an enger anerer Situatioun, Här Juncker,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, do hu mer iwwert d'Kompetitivitéit geschwat an iwwert d'administrativ Vereinfachung. Doriwwer schwätze mer ëmmer nach.

M. le Président.- Här Meisch, och nach direkt den Här Vizepremier wëllt eng Fro stellen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Jo. Ech wollt just um Uschloss un dat, wat den Här Premier gefrot huet an och wat den Här Meisch gesot huet vum Congé annuel, eppes kloerstellen.

Här Meisch, ier Der dat Pult hei verloosst, wär ech wierklech frou, wann Der de Lëtzebuerger géift soen, dass e Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, deen also bäidréit, fir dass eis Ekonomie dréint, deen hei zu Lëtzebuerg Steiere bezilt, deen hei zu Lëtzebuerg Sécurité sociale bezilt, dass deen déi nämlecht Leeschtungen zegutt huet, ob en zu Stengefort wunnt oder zu Sterpenich wunnt.

Sot de Lëtzebuerger, wat Är Meenung dozou ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi ass et da mam Chômage? Wéi ass et mat deene Wunnhëllefen, déi mer momentan schonn hunn? Do ass dat jo och net de Fall. Ech huelen also zur Kenntnis, datt hei...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir hunn eng nei Chômage-Regelung an Europa ausgeschafft…

M. le Président.- Den Här Asselborn huet eng Fro gestallt, Här Meisch. Wann Der bereet sidd, dorop ze äntwerten, da maacht dat, an am anere Fall schléisse mer déi Diskussioun of.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen, datt ech kloer haut an dëser Debatt dorobber geäntwert hunn, datt eise Programm ganz kloer ass a fir jiddwereen nach emol nozeliesen ass, wat dee Systemwiessel ass, deen d'Demokratesch Partei do wëllt ustriewen.

(Interruption)

Neen, dat ass, Här...

(Interruption)

M. le Président.- Här Statsminister, Här Meisch, ech wëll net méi, dass den Här Meisch nach ënnerbrach gëtt. Här Meisch, féiert Dir elo Är Ausféierungen zu Enn. Dir hutt elo d'Riedezäit vun der demokratescher Fraktioun ausgeschöpft, mä opgrond vun den Debatten, déi mer hei haten, sinn ech gär bereet, fënnef Minutten derbäizeleeën, fir datt Dir dat kënnt fäerdeg maachen.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech géif proposéieren, datt, wann en anere Riedner vun der demokratescher Fraktioun vläicht nach wëllt vun e bësse Riedezäit profitéieren, mir deem dat loossen.

M. le Président.- Voilà.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll och elo dem Premierminister seng Sympathie fir mech a meng Partei net ze vill strapazéieren.

(Hilarité)

Duerfir maachen ech menger Ried en Enn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot fir d'sozialistesch Fraktioun.

(Brouhaha)

Une voix.- Oh freck, ass dat ustrengend!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt uganks menger Interventioun dem President vun der Krisekommissioun, dem Här Lucien Thiel, Merci soe fir seng Aarbecht, an och de Kolleege vun der Krisekommissioun an och deene Beamte vun der Chamber Merci soe fir déi Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. Ech wollt dat am Ufank soen, fir Iech net ze vergiessen, an trotzdeem meng Unerkennung fir déi parlamentaresch Aarbecht ausdrécken.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, d'Chamber wollt an der Betruechtung an an der Behandlung vun der Kris hir Roll spillen. Si huet duerfir den 18. November eng Resolutioun vum DP-Fraktiounschef Charel Goerens eestëmmeg ugeholl, fir eng Spezialkommissioun ze grënnen, déi sollt Impulser, Recommandatioune bei der Krisebekämpfung ginn.

Ech wëll soen, ech war selwer net esou waarm fir déi Spezialkommissioun, well ech insgesamt net de Glawen hunn, dass nei Organer scho per se en Deel vun der Léisung sinn. Mä mir hunn dat matgemaach, an ech hunn am Fong geholl doranner gesinn, dass och vun der Oppositioun oder vun der Haaptoppositiounspartei eigentlech de Wëlle bestanen huet, an där exzeptioneller Situatioun vu Kris, an där dëst Land ass, fir en neie Wee anzeschloen.

Duerfir hunn ech dat als e gutt Zeeche fir d'Astellung vun der Politik, besonnesch hei och an der Chamber, gesinn, fir dat Gemeinsaamt an där schwéierer Zäit ze kucken an net dat, wat ons trennt a wat - egal wéi déi Spezialkommissioun ausgeet - ons och nach weider wäert trennen, mä zu dësem Zäitpunkt, wou mer iwwert d'Kris schwätzen a probéieren aus där Kris esou gutt wéi méiglech erauszekommen, dat Gemeinsaamt ze ënnersträichen.

Ech war duerfir erstaunt - et ass jo och scho gesot ginn -, fir net méi ze soen, éierlech, wéi an der leschter Sitzung de Bericht vun der Spezialkommissioun nëmme mat de Stëmme vun der Majoritéit géint déi vun der Oppositioun a bei der Enthalung vun der DP ugeholl gouf. Ech verstinn dat eigentlech net.

Ech hu perséinlech vill an aktiv an där Spezialkommissioun matgemaach. D'Diskussiounen do ware roueg, ëmfaassend, erkenntnisräich, och laang heiansdo. D'Interlocuteure waren interessant, hunn ons interessant Asiichte ginn. An eigentlech sinn déi Recommandatiounen, déi de Rapporteur virgeschloen huet an déi mer zesummen ausgefeilt hunn - wëll ech soen, mir hunn dat jo net einfach dohinnergeluecht krut a konnten d'Hand hiewen oder net, mir hunn dat zesummen diskutéiert an ausgefeilt -, déi Recommandatiounen hu mir also geschéngt konsensuell ze sinn an och allerdéngs relativ allgemeng - domat sinn ech d'accord -, dass een eigentlech net versteet, firwat dass ee géint esou eppes ka stëmmen.

Wat elo déi Kommissioun ugeet, déi jo och schonn hei des Öfteren évoquéiert ginn ass: Ech war der Meenung, dass déi legislativ Aarbecht, déi op d'Chamber duerkënnt, soll an deene legislative Fachkommissioune gemaach ginn, well do e Fachwëssen ass, well do eng Kompetenz ass a Leit sinn, déi op deenen Theme schonn öfters geschafft hunn, a well ech der Meenung sinn, dass dat besser ass fir de Seriö vun der legislativer Aarbecht, wéi eng Spezialkommissioun domat ze betrauen, déi eigentlech net an enger legislativer Optik agesat ginn ass. Si ass mat enger Optik agesat ginn, fir eng Situatioun ze analyséieren a Recommandatiounen ze maachen, mä net fir legislativ Aarbecht. Dat ass dat Éischt.

Dann dat Zweet - déi méi inhaltlech Fro: Brauche mer eng Krisekommissioun? Brauche mer eng Aart Kommissioun, déi transversal, horizontal an der Lëtzebuerger Chamber Problemer diskutéiert, déi mat der Kris, mat der Zukunft vu Lëtzebuerg ze dinn hunn?

An do wollt ech Iech soen: Den Här Frieseisen huet ons dozou an der Conférence des Présidents en interessanten Dossier ginn iwwer eng Zukunftskommissioun, wéi se an dem finnesche Parlament fonctionnéiert, eng Zukunftskommissioun, déi eigentlech eng Reflexioun iwwert d'Zukunft vun engem Land soll maachen, iwwert d'Problemer, déi et gëtt, mat neie Schrëtt, déi Rapporte mécht, Etüde kommissionéiert, déi mat Leit schwätzt, an dat als eng normal Kommissioun iwwer eng ganz Legislatur ewech.

Dat fannen ech eng gutt Approche, an dat solle mer ons no de Wahlen och an dëser Chamber iwwerleeën, ob mer net an enger schwiereger, komplizéierter Zäit, déi och net vun haut op muer erëm méi einfach gëtt, esou eng Kommissioun vun der Zukunft vu Lëtzebuerg schafen an dann doranner diskutéieren.

Mä wéi gesot d'Kommissioun u sech huet, mengen ech, mat dësem Rapport hir Aarbecht gemaach a kann also och, esou wéi ons Statuten, wéi onst Reglement dat virgesäit, opgeléist ginn.

Här President, bei där Aarbecht vun där Krisekommissioun gëtt et natierlech eng Partie Versuchungen an Illusiounen, deenen ee muss widderstoen. Eng Versuchung, déi absolut muss opposéiert ginn, ass, fir d'Kris ze gebrauchen, fir sozial Standarden ze bradéieren. Si däerf och net Geleeënheet sinn, fir massiv Aarbechtsplazen ofzebauen, de Klimaschutz ze opferen, d'Entwécklungshëllef erofzefueren.

An eng Illusioun, déi mer och heiansdo héieren hunn opkommen an där Kommissioun, ass, dass ee Wonnerrezepter sicht, déi par définition einfach musse sinn, fir dobausse gutt unzekommen, oder dass ee Sënnebéck ausmécht, déi schold un der Kris sinn.

Ee Beispill: Oft sinn an de Gespréicher mat de Wirtschaftskreesser Prozeduren, Verwaltungsofleef, europäesch Direktiven als Sënnebéck dohinnergestallt ginn. An dann ass déi einfach Regel, déi Wonner soll wierken, opgestallt ginn: „Wann d'Verwaltung dräi Méint net äntwert, ass et Jo, da kann ech maachen, wat ech wëll, an da leeft d'Wirtschaftsmaschinn erëm."

En aneren, en absolute Sënnebock ass fir munch Wirtschaftskreesser den Index, a wann deen dann ofgeschaaft wär, wär d'Kris iwwerwonnen - héieren a liesen ech.

Säit sechs Méint hu mer erfuer, dass et zu Lëtzebuerg an an der Welt weder Wonnerrezepter nach definitiv Léisunge gëtt, fir der Kris bäizekommen. Déi beschte Käpp analyséiere wonnerbar, wat geschitt ass, mä Léisunge sinn extrem ënnerschiddlech an eigentlech neier ganz rar.

Här President, wat d'Krisebekämpfung zu Lëtzebuerg ugeet, gëtt jo gesot, an dat ass sécher net falsch, dass onst Land an enger globaler Kris wéineg Mëttelen huet, fir op d'Konjunktur anzewierken. Mir mussen dat am europäesche Verband maachen, op eng koordinéiert Manéier, mat anere Länner, déi hir Eegenheeten hunn. A mir kënnen ons net onendlech verschëlden.

Fir den Abléck wësse mer nach net, wéi d'Statsfinanze souwuel fir 2008 wéi fir 2009 ausgesinn. Mir sinn do an der Kommissioun am Donkele getappt. Dat Eenzegt, wat kloer ass, ass, dass duerch d'Krisemoossnamen ons Statsschold an d'Luucht geet. Dat ass sécher kee Problem, wann d'Kris net ze laang dauert. Dat gëtt e Problem, wa se méi laang dauert.

De Fonds Monétaire International huet ausgerechent, datt 2012 d'öffentlech Schold an de grousse Länner wéi Italien zum Beispill bei 117% vum PIB leie wäert, bei den USA 97%, Frankräich 80%, Däitschland 79% a Groussbritannien 75%, also massiv, wat déi grouss EU-Länner ugeet, iwwer 60%. Wéi wäit Lëtzebuerg dobäi goe kann, ass onser Meenung no net mat enger absoluter Limite festzeleeën, mä 60% no de Maastricht-Kritäre misst déi Limite ëmmerhi schonns sinn. Villes hänkt vun der Déift an der Dauer vun der Kris of, wéi gesot.

Här President, d'Regierung huet säit Enn September dräi Päck géint d'Kris geschnürt: de Pak fir Fortis an Dexia Enn September an Oktober, de Pak am Budget 2009 an de Pak vum 2. Mäerz 2009.

Den éischte Pak, dat ware jo dräi Milliarden Euro fir d'Kapitalopstockung vu Fortis an eng Garantie vu 4,5 Milliarden Euro fir d'Dexia. Dat hu mer jo net fir d'Banken eleng gemaach, mir hunn dat jo gemaach, fir Aarbechtsplazen do ofzesécheren, a mir hunn et gemaach, fir d'Konten an och fir déi systemesch Roll vun deene Banken an der Lëtzebuerger Ekonomie ze erhalen. Et ass also net, wéi oft gesot gëtt: „Suen hu se, fir d'Banken ze retten." Déi Rettung vun de Banken, déi hat schonn hir wirtschaftlech a sozial Bedeitung.

Déi zwee lescht Päck vum Budget an dann och elo vum Mäerz 2009 waren engersäits op d'Demande konzentréiert, also op d'Kafkraaft iwwer Steierermässegungen a sozial Mesuren, an anerersäits op d'Kleng- a Mëttelbetriber iwwert d'staatlech Investissementer.

Dobäi kommen eng Partie prozedural Vereinfachungen, wichteg Agréff an Hëllefe fir d'Entreprisen, Primë fir den Autoshandel an Aktiounen, fir Energie ze spueren a fir d'Sanéierung vu Wunnengen. Eng Haaptsuerg ass de Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet an d'Erhale vu Beschäftegung iwwer Kuerzaarbecht.

Dës Krisebekämpfung huet d'Zoustëmmung vun de Sozialpartner fonnt an och an de breeden Zich vun der ganzer Lëtzebuerger Politik.

Wat, kann ee sech elo froen, soll Lëtzebuerg iwwert deem, wat d'Regierung ënnerholl huet, nach weider maachen, an zwar éischter mëttel- a laangfristeg wéi kuerzfristeg?

Wa mer erkennen, dass dës Kris net nëmme global ass, dat heescht geographesch global, mä och systemesch, dat heescht de System betrëfft, wéi ons Ekonomie, wéi ons Gesellschafte bis elo fonctionnéiert hunn, geet et sécher net méi duer mat der klassescher Statssubventioun: Dann ass eigentlech jiddweree gefuerdert. Eng systemesch Kris trëfft net nëmmen d'Wirtschaftsofleef, mä och d'Mentalitéiten an d'Comportementer, déi dohannert stinn.

Duerfir: Wat fir Qualitéite musse mer hunn, wa manner Wuesstum a manner Räichtum do ass?

Da brauche mer sécher méi Rigueur, méi Virsiicht, eng besser Preparatioun op ville Pläng, iwwerall do, wou Sue gebraucht ginn, an der Consommatioun, am Investis-

sement, an der Organisatioun vun der Aarbecht, an dat gëllt fir de Stat, fir d'Gemengen, fir deen Eenzelnen.

Mir musse strikt kontrolléieren, wéi a firwat déi Suen, déi de Stat an d'Gemengen hunn, gebraucht ginn. Da kënne mer ons net méi leeschten, e Musée ze bauen, ouni ze wëssen, wat dra soll kommen, an dann nach zwou Rallongen dofir ze gebrauchen.

(Interruption)

Wa manner Räichtum entsteet, ka manner ëmverdeelt ginn. Da brauche mer ganz besonnesch Solidaritéit a Kohesioun, fir dat gerecht ze verdeelen, wat do ass, dat heescht cibléiert op déi, déi et am meeschte brauchen.

Mir brauchen dobäi och Verantwortung vu jiddwerengem, mä besonnesch vum Kapital a vun de Betriber. D'Shareholder-Value kann net deen eenzege Kritär vum Laf vun der Welt méi sinn. Dës Kris - musse mer jo awer wëssen, muss een och kënnen an dëser Chamber soen - ass duerch Aviditéit an Noléissegkeet, duerch Iwwerhieflechkeet a Laxismus entstanen, besonnesch op de Finanzmäert. Si ass doduerch entstanen, dass Profit ouni Aarbecht méiglech war.

Doduerch ass eng aner Astellung an der wirtschaftlecher Aktivitéit entstan. Wann, wéi de Marc Solvi vu Paul Würth op enger Table ronde iwwert d'Kris gesot huet, méi séier a manner ustrengend ganz vill Suen an der Finanzindustrie ze maache sinn, da brauch ee sech net ze wonneren, dass d'Industrie mat Produktioun, mat Innovatioun a mat vill Aarbecht a Méi un Terrain verléiert.

Här President, an der Kris huet de moderne Stat eng nei Bedeitung kritt. De Stat gëtt als Rettungsanker gesinn, als festen Halt an enger Welt, déi hir Repèrë verluer huet. De Stat rett d'Banke mat Kapital a Garantien, e sicht nei Partner a verhandelt mat anere Regierungen, fir ganz Bankekonglomerater ze retten, Konglomerater, déi gëschter nach an hirer triumphaler Globalitéit op de Stat erofgekuckt hunn.

De Stat ass de Garant fir d'sozial Offiederung fir d'Leit, déi schaffen, an och fir d'Entreprisen. De Stat kënnt fir déi sozial Schied op, déi d'Wirtschaftskris hannerléisst. A schliesslech ass et de Stat, deen nei Perspektiven opmécht, nei Partner siche geet, Geld fir nei Entwécklungen, Innovatiounen an Diversifizéierunge fräimécht.

Wann de Stat dësen Erausfuerderunge wëllt entspriechen, muss e sech och selwer a Fro stellen. E muss sécher seng Prozeduren iwwerdenken, seng Déngschtleeschtunge verbesseren, seng intern an extern Kommunikatioun, Mobilitéit an d'Flexibilitéit vu senge Leit.

Ech begréissen d'Efforten, déi gemaach gi sinn an déi och nach ëmmer weider gemaach ginn. D'Iddi vun de Guichets uniques mécht hire Wee. Déi verbessert Kommunikatioun vum Stat mat de Bierger ass de richtege Wee. D'Ofstëmmen zwëschent de Verwaltungen an engem fréie Stadium muss déi administrativ Blocagen iwwerwannen.

Et ass gutt, wéi et ons gesot ginn ass, wann d'Ministeren hir politesch Verantwortung huelen, fir déi horizontal Zesummenaarbecht ënnert de Verwaltungen ze verstäerken. Et ass och gutt, dass endlech d'ADEM op nei Weeër soll goen, fir méi flexibel a méi effikass ze ginn.

Här President, et ass sécher, dass de Stat kee Chef d'entreprise ass a ka ginn. Wat zielt sécher, dat ass, dass d'Betriber innovéieren a sech upassen. Dat huet mat Betribskultur ze dinn an huet näischt mam Stat ze dinn. De Stat huet sech do erauszehalen. Mä wat d'Wirtschaftspolitik ugeet, mussen d'Impulser net nëmme vum Stat, mä och vum Stat an Zesummenaarbecht mat der Privatinitiativ kommen.

Ech hu bei deem, wat mer vun de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an där Hisiicht gehéiert hunn, vill Interessantes gehéiert, mä ech hunn heiansdo deen offensiven Drang zum Neie vermësst. Ech hunn oft en defensiivt Festhalen un erreechte Positioune constatéiert, während et menger Usiicht no haut méi wéi jee noutwendeg ass, dass och Betriber, wann et da muss sinn, mat Hëllef vum Stat an d'Offensiv ginn a probéieren nei Terrainen ze besetzen.

D'Beispill vu Villeroy ass sécher e Beispill, dat weist, wéi een net aus der Kris erauskënnt. Wann dat zu enger anerer Zäit geschitt wär, dann hätt een do kënne jo driwwer diskutéieren. Mä wat do geschitt ass, ass eigentlech net verständlech an net akzeptabel.

Déi Firma mécht d'Fabrikatioun zu Lëtzebuerg an och zu Mettlach zou, obscho se hei Sue verdéngt huet. Si wëllt der nach méi verdéngen a fënnt méi bëlleg Lounkäschten iergendwou anescht op der Welt. Et ass jo da just déi rücksichtslos Gier, déi ons an dës Kris gestierzt huet. Do ass also e Betrib, dee sech als Traditiounsbetrib fir héijer Usprécher an Europa profiléiere wëllt, deen an Europa gutt Aarbechtskräften huet, deen hei Léin a Steiere bezilt, also dozou bäidréit, dass d'Mënsche vun hei Produkter vun enger Firma kafen, mat där se eppes gemeinsam hunn.

Duerch d'Auslagerung an aner Deeler vun der Welt gëtt och de Stat geschwächt, eben dee Stat, deen d'Privatwirtschaft fir Hëllefstellunge brauch, déi d'Mënsche brauchen, wa se arbeitslos sinn. Dee Stat, deen eng eminent Roll fir de sozialen Zesummenhalt spillt, dee jo och erëm fir d'wirtschaftlech Tätegkeet wichteg ass. Duerfir mengen ech, d'Wirtschaftseliten hei an dësem Land an och anerwäerts musse sech hirer Verantwortung vis-à-vis vun der Allgemengheet bewosst ginn an dee Paradigma do an hir Reflexiounen endlech méi staark mat abauen.

Ze begréissen ass duerfir - dat soen ech hei ausdrécklech -, dass vill Industriebetriber zu Lëtzebuerg esou eng Politik vu Matverantwortung matmaachen, fir hir Leit net ze entloossen, mä iwwer Kuerzaarbecht an aner Instrumenter am Aarbechtsprozess ze halen, bis d'Kris iwwerwonnen ass. An ze begréissen ass sécher och, dass d'Betriber mam Stat sech zesumme fir innovativ Produkter a Prozesser staarkmaachen.

Här President, fir op déi Diskussioun vu virdrun och zréckzekommen, d'Orientatioune fir d'Zukunft vun onsem Land ginn haut net vun null op nei erfonnt. Dat war och net de Wëlle vun der Kommissioun, vu kengem Deputéierten. Intellektuell bescheide muss een trotzdeem och sinn, wann een esou eng Aarbecht ugeet.

Déi Orientatiounen, déi leien elo lues a lues an den eenzelne Parteiprogrammer vir. Si leien an de Recommandatioune vun der Krisekommissioun. Si leien an Iwwerleeunge vu Sozialpartner, Patronat wéi Salariat, an der Zivilgesellschaft, déi hir Propositioune maachen. Keen huet dobäi de Monopol vun der Wouerecht.

Just emol, fir ze probéieren, dräi Haaptorientatioune vun enger Partie anerer:

Eng éischt wesentlech Dimensioun fir déi Orientatioun an d'Zukunft ass jo sécher déi, déi een iwwerall erëmfënnt, nämlech d'Mënschen, hir Intelligenz an hir Fäegkeeten; mat anere Wierder: dee ganze Komplex vu Schoul, mat deem, wat ronderëm gravitéiert, also vu Formatioun während dem ganze Liewen.

An dëser Legislatur si mer mat der Reform vun der Grondschoul an der Beruffsausbildung e grousse Schrëtt weiderkomm. D'Reformen op deem Gebitt musse weidergoen. An déi, déi hei décidéiert goufen, sinn irreversibel. Et féiert och kee Wee laanscht d'Fuerschung an d'Universitéit Lëtzebuerg.

D'Evaluatioun vun der Uni, déi mer just virgeluecht kruten, weist, wou mer dru sinn a wat mer nach alles ze maachen hunn. An et bleift nach vill ze maachen. Hei weist sech, dass Suen a Gebaier net alles ass, dass et vill aner Ustrengunge brauch, fir eng gutt Uni opzebauen. Also, déi Lektioun musse mer och endlech léieren, dass Suen net alles sinn. Fuerschung an Innovatioun si vun enormer Wichtegkeet, fir onst Land andauernd ze moderniséieren a weiderzebréngen.

Ech zielen zu dësen Ustrengungen eppes, wat nach ni an dëser Diskussioun ervirgehuewe ginn ass, och net an onser Krisekommissioun. Eppes, wat mat Kreativitéit ze dinn huet. E Land, wat kreativ ass, ob dat artistesch oder op eng aner Manéier ass, wat en héije Grad och vun aktive Künstler huet, an deem d'kulturellt Liewen héich entwéckelt ass, ass e Land, wat op ass fir Innovatioun, fir Fortschrëtt op alle Pläng.

Et gëtt en direkten Zesummenhang zwëschent der wirtschaftlecher Innovatioun an der kultureller a gesellschaftlecher Innovatioun. Dat musse mer ons och gesot si loossen.

Eng zweet Dimensioun - et ass och schonn ugeklongen - betrëfft déi wirtschaftlech Diversifizéierung an onsem Land. Den Här Thiel huet 1949 gesot; et kéint een 1962 soen; den Här Meisch huet vun de 70er Jore geschwat. Och wat d'Diversifizéierung vum Land ugeet, gëtt et vill Konvergenzen ënner ons alleguerten.

Mir wëssen, a jiddweree seet et, dass mer déi Branchë sollen encouragéieren, déi fir den nationale Bannemaart an dee vun der Groussregioun schaffen: de Commerce, d'Handwierk, de Bau. Mä eng Wirtschaft wéi déi vu Lëtzebuerg huet natierlech och hir international Dimensioun.

Duerfir huet d'Regierung an deene leschte Jore ganz vill an d'Informatiouns- an an d'Kommunikatiounstechnologien investéiert. De Wirtschaftsminister huet Aktiounspläng fir d'Logistik, fir Gesondheetstechnologien, fir Ekotechnologië virgeluecht. D'Fuerschungsachse vun der Uni a vum Fonds national de la recherche maachen nei Perspektiven op.

Dozou gehéiert natierlech och souwuel d'Sidérurgie wéi och de Finanzsecteur. De Finanzsecteur ass a bleift e wichtegt Standbeen fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. Et ass e Secteur mat vill Expertise, dee sech elo op nei Donnéeë muss astellen. Ënnert dem Afloss vun der Finanzkris ass den Drock op d'Bankgeheimnis extrem ginn. D'Regierung huet d'Regele vun der OCDE ugeholl an hofft domat d'Bankgeheimnis an also och eng Tromp fir den „private banking" wéinstens deelweis ze erhalen.

D'Regierung huet och alles gemaach, fir Lëtzebuerg d'Schan vun der schwaarzer Lëscht ze erspueren. Dat erëm eng Kéier entbënnt de Finanzsecteur net dovunner, sech ëmzestellen op nei a méi Regulatiounen, op eng méi strikt Iwwersiicht an eng manner einfach Manéier, fir elo massiv Suen ze verdéngen.

De Finanzsecteur muss aner Nische sichen, sech och op anere Pläng nei Expertisë sichen. E gutt Beispill duerfir, wat an deene leschten zwee, dräi Joer geschitt ass, ass d'Mikrofinanz, déi an der Entwécklungspolitik eng wichteg Roll spillt an déi mer och solle förderen, fir dass dat sech weiderentwéckelt.

A schliesslech - ech ka mech däers awer net erwieren, dat trotzdeem ze soen - huet dësen Épisode, besonnesch dee vum Bankgeheimnis, hoffentlech dem leschten Euroskeptiker zu Lëtzebuerg d'Aen opgemaach, wéi wichteg et fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass, an enger strukturéierter Unioun agebonnen ze sinn, an net an engem Konglomerat vu grousse Länner. Eng strukturéiert Unioun, wou ee weess, wat fir Rechter a Flichten een huet, wou ee konkret a positiv matschaffe kann, sech verdeedegen, dozou bäidroen, oppe Finanzmäert besser ze reguléieren.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Déi drëtt Dimensioun, Här President, betrëfft alles, wat mat Energieversuergung a Klimaschutz ze dinn huet. Och hei huet d'Regierung wichteg Weiche gestallt. Ech denken un dem Energieminister seng Initiativ, d'Energieversuergung zu Lëtzebuerg iwwer wichteg national an international Partner ofzesécheren an d'Maîtrise vun de Réseauen an der öffentlecher Hand ze halen.

Dozou gehéiert d'Entwécklung vun alternativen Energien, déi ons manner vu baussen ofhängeg maachen. Dozou gehéieren Energiespuermoossnamen, an déi jiddweree muss agebonne ginn. D'Wärmeschutzveruerdnung ass, wéi de Wirtschaftsminister gëschter Owend hei zu spéider Stonn nach gesot huet, e Boulevard fir d'Handwierk, fir ons Haiser energiegerecht ze baue respektiv ëmzebauen.

Wa mer och an der Entwécklung vun den CO_2-Emissiounen 2008 eng Trendwend constatéieren, déi net ze leegnen ass an déi enorm wichteg ass, hu mer e Risefeld virun ons mat enormen Erausfuerderungen a Potenzialitéite fir ons Ekonomie. Déi Trendwend däerf natierlech keng Entwarnung sinn, mä si muss de Mënsche weisen, dass och e perséinlechen Engagement zielt. Villes muss geschéien, ob dat an der Mobilitéit ass, ewech vum individuellen Transport hin zu anere Forme vu Mobilitéit, an der Energieeffizienz vun onse Wunnengen, an onsem Ëmgang mat Energie.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, d'LSAP begréisst de Krisemanagement vun der Regierung déi lescht sechs Méint. Si huet dee voll matgedroen, esou wéi och déi aner Parteien. Si begréisst och d'Perspektiven, déi aus der Regierungsaarbecht vun de leschte Jore sech erginn, fir déi Krisebewältegung mëttel- a laangfristeg ze packen. Mir si fest iwwerzeegt, dass dës Aarbecht, déi d'Regierung an deene bal fënnef Joer an deene verschiddene Ministèrë gemaach huet, d'Zukunft vun onsem Land preparéiert. Déi Aarbecht muss och an der nächster Legislatur virugoen, egal wien dann an der Regierung ass.

Keen huet an esou enger schwiereger Situatioun, wéi onst Land haut ass, de Monopol vun der Wouerecht. Wat mer brauchen, Här President, ass net Sträit a Rechthaberei. Wat mer brauchen, ass zesummen, kritesch, aktiv, wou jiddweree Säint erabréngt, no Léisungen ze sichen, no konvergente Léisungen ze sichen, fir dës Kris zesummen duerchzestoen a méi staark doraus erauszekommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Bausch huet elo als nächste Riedner d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt ze soen, datt ech déi Debatt hei haut de Mëtteg ganz nëtzlech a sënnvoll fannen, esou wéi och déi Aarbecht an déi vill Unhéierungen, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn, wou mer relativ vill Informatioune kritt hunn, wou mer effektiv d'Méiglechkeeten haten, mat ausländeschen Experten ze diskutéieren iwwert dat, wat de Moment sech ofspillt.

Et ass och dowéinst eleng nëtzlech, well mer natierlech an där Kris sinn an doduerjer gezwonge sinn, eis déi do Gedanken ze maachen, déi Analysen ze maachen. Mä awer och - muss ee soen -, well an zwee Méint een Termin usteet, wou d'Leit hei an deem Land sech mussen entscheeden, wien dann déi Kris wäert weider misse managen um nationalen Niveau, an datt deementspriechend et drop ukënnt, datt d'Parteien, d'Fraktioune sech genau äusseren am Detail, wéi si déi Kris gesinn a wéi si mengen datt een doraus erauskënnt a wat et fir d'Biergerinnen an d'Bierger wäert bedeiten.

Ech muss och duerfir soen, datt et mech fundamental gestéiert huet, datt mer an der Kommissioun op de Wee gaange sinn, net fir herno nëmme Recommandatiounen ze maachen, fir e Gesamtrapport ze maachen, deen eigentlech dann doduerjer natierlech och eng aner Konnotatioun kritt huet. Ech, oder meng Fraktioun hätt léiwer gehat, mir hätten eis herno baséiert op eng Debatt, wou mer duerchweegs och hätte kënnen 21 - oder wivill och ëmmer - Recommandatiounen un d'Regierung ginn; à la limite och alleguer zesummen.

Mä duerch de Fait, datt mer eis net dorobber reduzéiert hunn, mä och eng Gesamtanalys gemaach hunn, ass et jo evident, datt natierlech déi eenzel Fraktiounen do gewëssermoossen a verschiddene Beräicher aner Aschätzungen hunn, déi natierlech ganz schwiereg an esou e Rapport do kënnen afléissen, an donc et duerfir och aus deem Grond net gutt war, datt mer herno dee Rapport do ofgestëmmt hunn. Wat sécherlech e falscht Bild ginn huet iwwert d'Diskussiounen, wéi se an der Kommissioun stattfonnt hunn, mä wou da logescherweis all Fraktioun huet missen hir Responsabilitéit huelen a soen, datt se vläicht mat de Recommandatioune grosso modo d'accord ass, mä awer mat der Analys net an alle Punkten. Dat wäert sech och aus der Diskussioun haut aus menger Analys, déi ech wäert maachen, erausschielen.

Wéi gesot, dat ass schued. Genausou schued hunn ech et och fonnt, datt mer iwwerhaapt dee Rapport esou fréizäiteg gemaach hunn. Ech hätt léiwer gehat, mir hätten einfach an där Kommissioun weiderdiskutéiert, mat sécherlech intermédiairë Konklusiounen a Form vu Recommandatiounen, wéi zum Beispill haut dat geschitt. Dat hätt ech och méi sënnvoll fonnt, mä nujee. Et ass eben esou gaang, wéi et gaang ass. An deementspriechend solle mer eis awer net dovun ofhale loossen, fir déi Debatt hei a Rou a sachlech ze féieren.

Et ass virdru gesot gi vu mengem Virriedner, et hätt keen d'Wouerecht gepacht. Et géife vill Analyse ginn iwwert d'Kris. Et géifen och vill ënnerschiddlech Rezepter ginn, wéi ee géint d'Kris soll virgoen oder wat ze maache wär. Dat ass u sech näischt Iwwerraschendes. Dat war nach ëmmer esou. Et gëtt ënnerschiddlech Interessen an der Gesellschaft, a jee nodeem, wat fir eng Interessen ee verfollegt, huet een en anere Bléckwénkel op eis ekonomesch Verhältnisser, huet een donc och en anere Bléckwénkel op d'Kris an d'Entstehung vun der Kris respektiv wat duerno misst geschéien.

Ech wëll hei am Numm vu menger Fraktioun vun eisem Bléckwénkel aus d'Kris analyséieren, dee ganz kloer och eng Interesselag duerstellt. Dat ass d'Interesselag méi - géif ech soen - vun der breeder Gesell-

schaft. Do spille sozial Komponente mat. Do spillen ekologesch Komponente mat. Dat ass natierlech, jee nodeem wéi eng Analysten ee kuckt an och virun allem wann een an d'Vergaangenheet kuckt, net ëmmer de Fall gewiescht.

Et gëtt der eben, fir déi spillt d'sozial Komponent an der Gesellschaft eng Nieweroll oder guer keng Roll. Et gëtt der och, déi emfannen Ekologie an Ëmwelt als eppes Lästeges, wat een am Fong just nëmmen am wirtschaftlechen Handele stéiert. An deementspriechend maache si natierlech och aner Analysen an zéien och aner Konklusiounen.

Mir sinn awer iwwerzeegt, datt dës Kris den Hannergrond huet vun enger Feelentwécklung, déi an den 80er Joren ugaangen ass. Mir hunn 1945 nom Desaster am Trümmerfeld vum Zweete Weltkrich an Europa virun allem - mä net nëmmen an Europa, och an de Vereenegte Staten - eng ganz Rei Léiere gezunn. A mir hunn eigentlech eis Ekonomie aneschters ausgeriicht.

Mir sinn ewechkomm vun där sougenannter „fräier Maartwirtschaft" op déi sougenannten „sozial Maartwirtschaft". Dat war net nëmmen e Schlagwuert. Dat Wuert „sozial", wat derbäikomm ass, dat huet eppes bedeit. Dat huet e ganz neie reglementaresche Kader bedeit. Deen ass am Fong lassgetréppelt gi bei de Verhandlungen zu Bretton Woods.

An deen huet duerno europawäit virun allem ageschloen an huet an deenen europäesche Länner, zumindest déi al - ech géif emol soen; ech nenne se dann emol esou - europäesch Länner, zu engem Modell gefouert vu wirtschaftlechem Handelen, deen déi gesellschaftspolitesch Gesamtvue ni verluer huet, deen dat Soziaalt awer och an den Aen hat an donc deementspriechend Regele geschafen huet, déi och derfir gesuergt hunn, datt dat agehale ginn ass respektiv datt dat, wat 1929 an duerno geschitt ass, net méi sollt virkommen.

Leider muss ee soen, datt Enn de 70er Jore bei där grousser Wirtschaftskris, déi mer haten, déi den Héichpunkt hat tëschent '80 an '82, all déi Léiere gréisstendeels verluer gaange sinn, iwwer Bord gehäit gi sinn, sech eng Tendenz duerchgesat huet, och vun Ekonomiste weltwäit, déi haut ënnert dem Sammelbegréff vun den Neoliberalisten ugesi gëtt - mä dat ass e Schlagwuert; ech operéieren net gär mat Schlagwierder.

Fait ass, datt d'Haaptzilsetzung d'Dereguléierung war, ugefaange fir d'éischt mat de Finanzmäert, an duerno ëmmer weider mat alle méigleche Saachen, déi engem konnten afalen, déi ee kéint dereguléieren.

Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt et nach Enn den 90er Joren an Ufank, also 2000/2001 esou wäit gaangen ass, datt mer souguer iwwer Saachen diskutéiert hunn, fir déi ze dereguléieren, wéi zum Beispill d'Waasserversuergung. Et ass gemengt ginn, et misst een d'Waasser - wat fir eis Begréffer en absolut mënschlecht Allgemenggutt muss sinn, wou jiddweree muss uerdentlechen Accès hunn op Qualitéitswaasser, datt dat op kee Fall däerf dereguléiert ginn -, et waren der nach der Meenung, et ass nach net esou laang hier, souguer dat misst een dereguléieren.

Ech hunn eng Kéier hei op der Tribün gesot: „Et kënnt nach esou wäit, datt mer d'Loft an de Sauerstoff dereguléieren an och nach versichen, deen ze kommerzialiséieren an domadder Suen ze verdéngen." Dat war d'Logik.

Une voix.- Wie war ëmmer mat Iech d'accord?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech muss soen, mir hunn eis oft do erëmfonnt bei deenen, déi dat kritiséiert hunn. Wat ass awer geschitt dorauser?

Mir hu wéi gesot alles dereguléiert, an et wollt keen agesinn, datt dat eis géif an eng Situatioun féieren, nämlech déi, wou de Maart als sollechen alles entscheet, an eigentlech sozial oder ökologesch oder iwwerhaapt mënscherechtlech Konnotatiounen, well déi kéint een och nach derbäizielen, einfach keng Roll méi kënne spillen oder däerfe spillen. Dat ass eigentlech d'Grondausgangsbasis, déi eis zu deem Schlamassel an zu deem Chaos gefouert huet, an deem mer haut sinn.

Et kënnt nach derbäi, datt mer an enger Situatioun si vun enger Wirtschaftskris, déi culminéiert mat enger onheemlech schlëmmer Ëmwelt- an Energiekris. Klimaproblematik, Uelechverknappung, och wa mat deenen niddrege Präisser am Moment alles dat verdrängt ass a kee méi dat wëllt gesinn. Ech soen lech, Dir wäert gesinn, datt, soubal d'Ekonomie nëmmen en Unzeeche gëtt, datt se no uewe geet, da wäerten d'Pëtrolspräisser duerch de Plaffong goen, mat Konsequenze fir d'Inflatioun, déi eis da ganz vill wäerten ze schafe maachen!

Mir hänken nach ëmmer of vun de fossilen Energieträger. Duerfir, déi Wirtschaftskris, déi mer haut hunn, déi stéisst zesummen - leider, muss ee soen - mat enger komplizéierter Ëmwelt- an Energiekris. Och déi hu mer vernoléissegt an net wëlle wouerhunn an deene leschte 15 bis 20 Joer, a si wäert eis desto méi och ze schafe maachen.

Dat ass den internationale Kontext, a Lëtzebuerg huet an deem Kontext och matgemaach, a Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext, och wann Eenzelner vläicht verschiddentlech kritesch Riede gehal hunn, wahrscheinlech och net kënnen dorauser erauszéien. Mä et ass awer de Kontext, an deem alles stattfonnt huet.

Lëtzebuerg huet awer elo nach eng Rei méi spezifesch Problemer. Déi Kris wäert eis besonnesch haart treffen, aus zwee Grënn.

Den éischte Grond ass, datt mer effektiv eng zimlech monolithesch Wirtschaftsstruktur hunn. Mir sinn aus der totaler Ofhängegkeet vun der Stolindustrie a vun de stolveraarbechtende Betriber - déi ginn oft vergiess an där Diskussioun vun de 70er Joren - an eng total Ofhängegkeet komm vun engem Finanz- an Déngschtleeschtungssecteur, mä den Déngschtleeschtungssecteur zu Lëtzebuerg hänkt ganz enk um Finanzsecteur drun, ass ofhängeg eigentlech och vun deem.

En zweete Punkt ass: Mir mengen als Gréng net, datt de Finanzsecteur zu Lëtzebuerg keng Zukunft méi huet, loin de là. Mä wat awer ganz kloer ass: Esou wéi dee Finanzsecteur déi lescht 15 Joer eis Geld an d'Keess gespullt huet - och wann d'Situatioun sech erëm normaliséiert huet -, esou wäert en eis se déi nächst Joren net méi an d'Keess spullen.

Dat heescht, déi Finanzwelt an och d'Lëtzebuerger Finanzplaz wäert e Wandel erliewen, wou déi Rendite-Logik, well dat war jo, wann ee virun dräi, véier Joer engem gesot huet: „Ech hu Suen op engem Compte à terme stoen an ech kréien do 4% oder 5% Zënsen", dann ass een haart ausgelaacht ginn, dann ass gesot ginn: „Wat, bass du da komplett derniewent? Majo, do an do, do verdéngs de 30% an engem Joer, 40%, 50% an engem Joer."

Et ass jo och dat, wat déi Dynamik geschafen huet, wat déi Blos geschafen huet, wou mir och dovunner profitéiert hunn hei zu Lëtzebuerg, iwwert d'Finanzplaz. Déi Zäite wäerten an deenen nächste Joren net méi erëmkommen, an dat wäert natierlech och eist Liewen net einfach maachen, well mer da jo mussen dee Strukturwandel, ewech vun där monolithescher Situatioun, méi och op aner Secteure maachen, wat eis och wäert Geld kaschten, an awer déi normal Finanzquell, déi mer haten, net méi deementspriechend wäert fonctionnéieren.

Negativ Konsequenzen, do brauch ee wierklech keen Hellseher ze sinn, wou mer wäerte landen. Et huet kee Wäert, doriwwer ze spekuléieren. Dat kann à ce stade kee Mënsch virausgesinn. Mä eppes ass awer relativ kloer, mir gesinn et jo schonn am Moment: D'Aarbechtslosegkeet wäert massiv steigen. Si wäert riskéieren op Héchststänn ze kommen an der Nokrisenzäit.

Mir wäerte sozial Verwerfunge kréien an deem Kontext, well et ass jo relativ kloer, haut schonn an och muer si grad déi, déi op der ënneschter Skala leie vun de Lounkategorien, déi, déi d'Pan als Éischt klaken. Et sinn déi, déi drënner leiden, an dat ass entspriechend och wichteg - wa mer dann herno iwwer Mesuren diskutéieren, wat ee wéi mécht a finanzéiert, an och wéi een herno eventuell Scholden zréckbezilt -, datt ee genau dorunner denkt, datt net och elo nach déi, déi elo am meeschten dorënner leiden, herno am meeschte mussen erëm och nach bezuelen, wann et dorëms geet, aus der Situatioun erauszekommen.

D'öffentlech Einnahme wäerten eis abriechen, do brauch een och keen Hellseher méi ze sinn, fir dat virauszesoen. Kloer ass och, datt eis öffentlech Schold, wou mer zwar frou kënne sinn, datt se am Moment ganz niddreg ass, wäert steigen. A si wäert zolidd steige par rapport zu der Situatioun, wéi se haut ass.

Mir brauchen duerfir kuerzfristeg, mëttel- a laangfristeg Moossnamen. Kuerzfristeg natierlech, dat ass dat Allerwichtegst, mä do si mer net eleng Här a Meeschter, d'Berouegung an der Finanzwelt. Mir musse kucken, datt erëm Normalitéit antrëtt tëschent de Banken, datt d'Kreditklemm opgehuewe gëtt. Mir mussen d'Nofro versichen ze stäerken, staatlechersäits, well si ass schonn terribel agebrach. Donc musse mer wéinstens versichen dann iwwer öffentlech Investissementer d'Nofro ze stäerken.

Ech wëll och do ganz däitlech soen, datt déi gréng Fraktioun absolut Befürworter ass vun der Stäerkung vun der Nofro iwwer öffentlech Investissementer par rapport zu all méiglechen zousätzleche Steierreduktiounsprogrammer, emol onofhängeg vun der Fro, ech kommen herno nach dorobber ze schwätzen, datt mer eis déi wahrscheinlech iwwerhaapt net kéinte leeschten, oder net méi kënne leeschten.

Mä souguer dann, wa mer eis se kéinte leeschten, menge mir, datt öffentlech Investitiounsprogrammer, an dat geziilte Fördere vu Leit, déi schlecht dru sinn, well dat si jo déi, déi hiert ganzt Geld mussen an de Konsum ginn - Leit, déi en héije Revenu hunn, déi wäerten à ce stade net onbedéngt méi ausginn, do wäerten dann déi gespuerte Suen éischter um Spuerbuch landen oder soss iergendwou investéiert ginn, awer net do, wou et soll sinn -, menge mer duerfir, datt et méi effikass ass, datt mer öffentlech Investitiounsprogrammer hunn.

Allerdéngs soe mer och do derbäi, datt et drop ukënnt Prioritéiten ze setzen. Prioritéite setzen, wa mer investéieren, virun allem an deene Beräicher, wou mer Strukturdefiziter zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass fir eis d'Energieeffizienzfro, d'Klimadebatt, déi do drunhänkt, dat ass de Wunnengsbau, dat ass d'Mobilitéit, den Ëmweltschutz generell, dat ass d'Schoul an d'Fuerschung. Dat sinn déi Beräicher, wou mir der Meenung sinn, wou d'Gelder sollen higoen.

Natierlech profitéiert engersäits doduerjer d'lokal oder och d'regional Ekonomie. Mä virun allem profitéiere mer da wéinstens, fir déi méi héich Ausgaben - déi mer jo iwwer Scholde wäerte finanzéieren, dat däerfe mer net vergiessen -, datt mer Investissementer an d'Zukunft maache fir déi nächst Generatiounen, well mer wësse jo nach guer net, awéifern mer herno et fäerdeg bréngen, bannent enger Generatioun all déi Scholden ofzebauen. Dat hänkt jo wesentlech dovunner of, wéi laang déi Kris wäert daueren.

Ech kommen dann zu der Scholdeproblematik an der Scholdefal, an déi mer riskéieren ze kommen. Scholden ass u sech keen… Et ass elo net, datt ee keng Scholde kann a soll maachen. Mä Scholden, muss ee just wëssen, heescht näischt aneschters, wéi datt een eppes finanzéiert mat Suen, déi een net huet. Dat heescht, et muss iergendeen duerno déi zréckbezuelen.

Da gëtt et zwou Méiglechkeeten. Mir kënnen d'Scholden optierme loossen a soen: „Voilà, wa mer aus der Kris eraus sinn, soubal erëm déi éischt positiv Zuelen ze vermelle sinn, verdeele mer déi, an d'Scholde soll déi nächst Generatioun bezuelen." Dat ass net eis Meenung, ganz sécherlech net.

Et gëtt déi zweet Variant, an dat ass eis Meenung, datt, soubal et méiglech ass, datt mer erëm de Bierg eropginn, éischt Prioritéit muss sinn, déi Scholden erëm ofzebauen, well déi Scholde soss net ofgebaut ginn an, wéi gesot, op d'Käschte vun där nächster Generatioun ginn.

An do kommen ech zu där Fro, déi jo doranner wesentlech ass: Wat geschitt, net dëst Joer oder d'nächst Joer, soulaang d'Kris, wéi mer nach net ënnen um Buedem ukomm sinn, oder soulaang wéi mer net spieren, datt et erëm biergop geet - do brauche mer jo net doriwwer ze diskutéieren, do hu mer keen anere Choix wéi voluntaristesch virzegoen op dee Wee, wou de Stat an och déi meescht Gemengen de Moment ginn -, mä d'Fro, déi sech stellt, soubal wéi et erëm biergop geet, an dat hoffe mer jo awer alleguerten, datt et an zwee oder dräi Joer spéitstens de Fall ass, wat mer da maachen.

Da kann ee jo laang doriwwer philosophéieren, wat dann effikass ass. Kritt een dann déi Scholden, déi een opgebaut huet, éischtens, eleng duerch sougenannte Strukturreformen erëm ofgebaut? Zweet Fro: Sinn déi Strukturreformen, déi da geplangt sinn, och sozial gerecht? Si se generatiounegerecht? Dat si jo alles Froen, déi ee stelle muss. Et ass einfach ze soen, mir léisen dee Problem iwwer Strukturreformen, wann een net seet, wat ee wëllt maachen.

Ech mengen awer perséinlech, oder meng Fraktioun ass perséinlech der Meenung, datt duerch de Fait, datt mer als öffentlech Hand jo elo en héije Risiko aginn, fir iwwer öffentlech Schold eng ganz Rei Saachen ze maachen, wa mer dann op de Wee ginn, wou ech virdru gesot hunn, nämlech an de Logement ze investéieren, Klimaschutz, öffentlechen Transport zum Beispill, eng ganz Rei Déngschtleeschtungen, déi mer oprechterhalen, well mer öffentlech Scholde maachen, da profitéiert de Bierger jo och vun deene Leeschtungen.

Ech mengen, datt, soubal et biergop geet, et keng onméiglech Saach ass respektiv et net ze vill vun de Leit verlaangt ass, dann awer och muss versicht ginn, duerch de Fait, datt de Stat déi Schold am Interessi vun de Bierger gemaach huet, datt dann awer och jiddwereen zesummen a solidaresch mathëlleft, datt mer d'Scholden erëm ofbauen.

An duerfir, an dat soen ech hei ganz däitlech am Numm vun der grénger Fraktioun, si fir eis, net à ce stade, soulaang wéi d'Kris leeft, mä soubal d'Kris eriwwer ass, Steiererhéijunge keen Tabu. Déi Leit, déi behaapten, si kéinten dat doten an Zukunft regelen, ouni datt mer un iergendeppes un der Steierschrauf fréckele ginn, ech si mer zimlech sécher, datt se sech entweder der Envergure net bewosst sinn, wat se do soen, oder bewosst de Leit net d'Wouerecht soen.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, oder meng Fraktioun ass der fester Iwwerzeegung, datt zum Beispill an zwee, dräi Joer, wann et erëm biergop geet oder vläicht och souguer éischter, wann et dann zum Beispill drëm geet de Leit ze hëllefen an der Aarbecht ze bleiwen iwwer Kuerzaarbecht, fir déi ze finanzéieren, datt iwwer eng Fro ze diskutéiere wéi zum Beispill esou eppes wéi iwwert d'Solidaritéitssteier, datt dat keen Tabu däerf sinn. Da muss ee kënnen iwwer esou Saache schwätzen.

Ech muss och soen, duerfir stellt d'Fro sech net, weder Steierreduktiounen oder Steiererhéijungen, mä d'Fro, déi sech stellt, dat ass en nuancéiert Virgoen an ze kucken, au cas par cas, wat ee mécht. Et huet kee Wäert, elo haut en Tabu op eppes ze leeën, wou een net weess, ob een an zwee Joer den Tabu muss ophiewen, well d'Situatioun sech esou oder esou entwéckelt huet.

Eppes ass awer fir eis kloer: Mir solle profitéieren, wa mer an deenen nächste fënnef Joer - a mir schwätze jo hei net, am Kader vun där Debatt hei, iwwer Mesuren, déi nëmmen déi nächst sechs Méint betreffen, mä mir schwätzen iwwer Mesuren, déi déi nächst fënnef, fir net ze soen zéng Joer wäerten engagéieren -, wa mer dann zum Beispill iwwer Steieren oder Steierreformen an deenen nächste Jore schwätzen, da solle mer déi ökologesch Dimensioun net vergiessen.

Mir sinn der fester Meenung, datt, wann een da profitéiert och ze kucke fir eng Verlagerung ze kréien ewech vun der Besteierung vun der Aarbecht zu de Ressourcen oder méi staark zu de Ressourcen hin, een dann, éischtens, de Sozialkomponente besser ka Rechnung droen, fir d'Leit um soziale Plang ze schützen, an anerersäits och ökologesch gesi vill ka bewegen.

De Finanz- an Déngschtleeschtungssecteur muss sech enger neier Weltuerdnung énnerwerfen. Mä eppes ass och do kloer: Wa mer kucken, wat de Moment amgaang ass op de Finanzmäert ze geschéien oder wat geschitt ass, da wësse mer, éischtens, datt et bei den Investisseuren zum Beispill vill Leit gëtt, déi enorm Geld verluer hunn, déi schrecklech vill Geld verluer hunn.

Elo kann ee soen, et kann engem vläicht net leed di fir Verschiddener, déi jo onbedéngt wollte Risikoen agoen, wou ech op alle Fall net ugeroden hätt et ze maachen. Mä dat ass jo awer sech d'Saach e bëssen ze vill einfach gemaach. Et muss ee kucken, wat d'Konsequenze sinn aus deem, wat geschitt ass. Do geschitt eppes an de Käpp bei den Investisseuren, vun deene ganz décke bis bei dee klengste Spuerer, nämlech, datt an Zukunft ee Kurswiessel wäert och kommen.

Et wäerte sécherlech ëmmer nach Leit gäre Geld verdéngen, mä wat awer dee Moment an der éischter Rei wäert stoen, wann d'Leit hiert Geld wëlle schaffen dinn, dat ass net méi esou déi Gier no 30 a 40%, mä éischter: Wéi ass mäi Geld ugeluecht? Wat ass d'Qualitéit vun de Finanzinstituter, wou ech meng Suen uleeën? A wat gi se investéiert? Wéi nohalteg sinn déi Investissementer?

Mir sollen eis näischt virmaachen: Déi ganz Nohaltegkeetsproblematik sëtzt och entretemps fest an de Käpp vun de Leit, a jiddweree weess och entre-temps, egal wéi vill Suen en huet, datt, wann de Klima kippt, dann notzen déi Suen näischt. Hie ka seng Suen herno am beschte Fall nach iessen, mä e kann net méi op dëser Äerd ziviliséiert an normal liewen. Dat ass entre-temps verstan, an do wäert e Kurswiessel kommen, an deen huet eng Bedeitung och fir eis Finanzplaz. Ech kommen och nach eng Kéier dorop ze schwätzen.

Reform vun der ADEM, Nobesserung Schoulreform, den Uerdnungsrahmen anescht gestalten, laangfristeg gesinn Diversifizéierung. Mir gesinn do dräi Beräicher: Kommunikatioun, Gesondheetssecteur, Ëmwelt- an Energietechniken. Ech wëll nëmme jiddwerengem recommandéieren: Dës Woch ass an der Zäitschréft „Die Zeit" e ganz gudden Dossier mat engem Interview mam Hans Joachim Schnellhuber - dat ass ee vun deene renomméiertsten däitsche Klimafuerscher, deen iwwregens, niewebäi gesot, och nach Beroder vun der däitscher Regierung ass, an am Spezifesche vun der Bundeskanzlerin -, dee seet, datt d'Chance do ass bis 2050 kuelestofffräi ze sinn. Dann zielt en eng ganz Hällewull vu Secteuren a vun Techniken op, déi wierklech haut scho maarträif sinn an déi mat grousser Wahrscheinlechkeet kéinten oder kënne kommen an deenen nächste Joren, a wou och Milliounen nei Aarbechtsplaze wäerten entstoen.

Mir mussen awer och, wa mer esou e Secteur wëlle kréien, musse mer se virliewen. Eppes musse mer wëssen: Et geet keen investéiere fir nohalteg Secteuren, et geet keen e Fuerschungszentrum oder e Betrib hisetzen, deen an deem Beräich schafft, täteg ass, exportéiert, an e Land, wat als Land selwer iwwerhaapt net deem entsprécht, wat hie selwer mécht oder produzéiert. Et muss een duerfir virliewen.

Dat huet eng Bedeitung bei der Landesplanung, dat huet eng Bedeitung bei den Ëmweltstandarden, déi een huet, d'Mobilitéitsverhalen, urban Gestaltungen, déi ee mécht. Alles dat spillt eng Roll. Kuckt Iech emol an deene Secteuren do déi Fuerscher un, déi do schaffen, wat fir eng Liewensastellung déi hunn. Dat ass eng aner wéi vläicht vu Leit, déi zum Beispill am Finanzsecteur schaffen. Alles dat ass wichteg, datt een dat berücksichtegt, wann een doriwwer schwätzt.

An dann e leschte Punkt, d'Sozialsystemer, haaptsächlech eise Generatiounsmodell. Mir mussen iwwert dee schwätzen. Mir kommen net derlaanscht, iwwert d'Fro ze diskutéiere vun der Alterspyramid a vum Risiko vum Kippe vun eise soziale Versécherungssystemer. Mir mussen ophalen eis do selwer an d'Täsch ze léien. Dat sinn natierlech Reformen à long terme. Mir musse se haut éierlech diskutéieren an ugoen. Och do spillt déi ganz Fro vun der Finanzéierung eng Roll, a vum Switch ewech vun der Finanzéierung vun deene Systemer eenzeg an eleng op der Aarbecht, wéi et haut ass, eriwwer méi zu de Ressourcen.

D'Finanzplaz Lëtzebuerg wäert eng grouss Bedeitung behalen. Mir hunn zwar eng Vertrauenskris, an déi Vertrauenskris, ech hunn dat gesot, déi wäert zu deem Ëmdenke féieren, wou ech gesot hunn. D'Sécherheet vun den Anlage wäert eng Roll spillen, d'Qualitéit, d'Nohaltegkeet, wou geet d'Geld hin? D'Transparenz vun de Produkter wäert eng gréisser Roll spillen, well dat ass jo eent vun de grousse Problemfelder, déi eis an dee Schlamassel gefouert hunn.

Et ass och relativ kloer, datt eng Finanzplaz - onofhängeg vun der Diskussioun, déi mer haten, där peinlecher Diskussioun op internationalem Niveau, op europäeschem Niveau ronderëm d'Bankgeheimnis oder Steierflucht am Zesummenhang mat Lëtzebuerg oder anere Länner -, ass et zimlech kloer, datt an der Zukunft dat do eng aner Roll wäert spille respektiv haut souwisou scho spillt.

Eng Finanzplaz, déi sech haut eenzeg an eleng bezitt op d'Steiervirdeeler oder op d'Bankgeheimnis, déi ass austauschbar. Déi kënnt Der muer mat iergendenger anerer austauschen. Dat hu mer och an deene leschte Jore souwisou virdemonstréiert kritt. Dat geet sécherlech net duer, fir an Zukunft als Finanzplaz ze iwwerliewen.

Duerfir soen ech ganz kloer, datt mir eigentlech frou sinn iwwert deen Accord, dee fonnt ginn ass, an duebeler Hisiicht. Engersäits, well domadder d'Finanzplaz Lëtzebuerg endlech Rou kritt a sech kann op dat konzentréieren, wat se soll, nämlech op hiert Geschäft, an net méi dauernd muss fäerten, datt eenzel Banken oder Clienten, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, stigmatiséiert ginn. Mä ech soen awer och, datt mer gradesou frou sinn, datt deen Accord fonnt ginn ass, well deen Accord och e Bäitrag ass zur Steiergerechtegkeet insgesamt.

Et ass net normal, datt Leit kënne Steierflucht maachen, datt engersäits d'Aarbecht weltwäit ëmmer méi besteiert ginn ass an d'Kapital ëmmer manner besteiert ginn ass. Kommt, mer soen dat och emol eng Kéier esou wéi et ass. Dat wäert och sécherlech dozou bäidroen, datt mer insgesamt méi eng gerecht Situatioun kréien.

Mir musse fir d'Finanzplaz awer... Wann ech virdru gesot hunn, datt déi véier Voleten, wéi investéiert gëtt, an Zukunft besonnesch wichteg ginn, da musse mer eis awer och bewosst sinn, datt do ganz nei Nischen opginn. Nohalteg Fongen hunn e Wuesstumspotenzial, haut schonn, laut Experte vu 25% pro Joer. D'Weltmäert fir ökologesch Produkter leien haut bei 1,37 Billiounen Dollar. Et gëtt geschätzt, datt se bis 2020 op 2,84 Billiounen Dollar sprangen.

D'Halschent dovunner ass Energieeffizienzerzeugung, Transportwiesen, Waasser, Offallwirtschaft, fir nëmmen déi ze nennen. Et hunn an deene leschte fënnef Joer 2,3 Millioune Mënschen eng Aarbecht fonnt eleng am Beräich vun den erneierbaren Energien, an et gëtt gerechent, datt bis 2030 eleng am Beräich Solarenergie 6,3 Milliounen Aarbechtsplaze geschaf ginn, Wandenergie 2,1 Milliounen Aarbechtsplazen. An dann energieeffizient Gebaier ze bauen an opzeriichten, eleng an der Europäescher Unioun an an den USA, plus 3,5 Milliounen Aarbechtsplaze bis 2030.

Firwat maachen ech deen Zesummenhang mat der Finanzplaz? Mä fir ganz kloer ze soen, datt ëmweltfrëndlech Technologien och e Finanzéierungsbedarf hunn an donc logescherweis an der Finanzwelt dat wäert eng Roll spillen. Haut ass schonn an de Vereenegte Staten deen dote Beräich deen drëttgréisste beim Risikokapital, just nëmme fir dee Beräich erauszezéien.

Duerfir, d'Lëtzebuerger Finanzplaz muss sech an Zukunft dorobber astelle respektiv an déi Richtung goen, fir Refinanzéierungsméiglechkeete fir nohalteg Betriber ze schafen. Mir musse Virdeeler schafe fir dee sougenanntenen „socially responsible investment", dee mat Sécherheet, haaptsächlech wéinst der ekologescher Dimensioun, ganz, ganz staark wäert wuessen an deenen nächste Joren.

Mir mengen och duerfir, datt e Fuerschungssegment op der Uni Lëtzebuerg fir den nohaltegen Investment soll geschafe ginn. A mir sinn och der Meenung, datt mer zu Lëtzebuerg e Qualitéitslabel brauche fir sougenannten SRI-Finanzprodukter, e bëssen à l'instar vu LuxFLAG, e Mikrofinanzlabel, dee mer geschafen hunn. Dat ass absolut wichteg, wa mer wëllen deen dote Secteur an Zukunft op Lëtzebuerg kréien.

Da kënne mer och d'Finanzplaz notze souguer, net nëmmen, datt se selwer nei Créneauen entdeckt, mä och fir déi Secteure mat op Lëtzebuerg ze zéien, déi ech virdru beschriwwen hunn, well wéi gesot, dat si Secteuren, déi brauche Kapital, an duerfir gi se natierlech dann och éischter op eng Plaz, wou eng Finanzplaz ass, déi ganz spezifesch ausgeriicht ass op esou Beräicher.

Dat ass keng Fantasie, dat ass keng Utopie, wat ech Iech hei zielen. Dat kënnt Der entretemps an x interessanten Analysen a Berichter vun deenen ënnerschiddlechste renomméiertsten Ekonomiste weltwäit noliesen. Et gëllt dorëms grad, datt mir zu Lëtzebuerg, vu datt mer dee Finanzsecteur hunn, dat doten net verpassen.

Mir brauchen awer och op deem Finanzsecteur selbstverständlech eng méi eng staark Kontroll. D'CSSF muss opgewäert ginn. Ech mengen awer och, datt mer niewent enger gutt fonctionnéierender nationaler Kontrollinstanz och eng europäesch brauchen. Dat soit, datt een eng Architektur mécht e bësse wéi bei der Zentralbank, mat enger europäescher Zentralinstanz, an duerno drënnergestallt national Instanzen.

Mir brauche sécherlech och e Verbuet vu verschiddenen ontransparente Produkter. Et dierf net méi geschéien, datt Produkter op de Finanzmäert entstinn an Zukunft - an do hu mer och eng Responsabilitéit -, wou herno d'Banquiere selwer emol net méi wëssen, wat an de Produiten alles dran ass. Well et ass jo dat, wat zu deene verrécktene Geschichte gefouert huet an zu deenen Turbulenze gefouert huet, an deene mer eis elo dra befannen.

De Stolsecteur ass en aneren, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, deen och eng onheemlech Bedeitung an den nächste Jore wäert behalen. Éischtens emol, well d'Baubranche mam Stolsecteur enk verbonnen ass. D'Baubranche ass dee wichtegste Maart op der Welt. Et gëtt op der ganzer Welt enorm gebaut an deene verschiddenste Beräicher. D'Baubranche brauch Stol, an d'ArcelorMittal Building Unit vun Esch ass extrem gutt opgestallt an deem Beräich.

Firwat? Ma well se éischtens et och fäerdeg bruecht huet, an deene leschte Jore ganz innovativ Produkter ze entwéckelen, déi zum Beispill ënner anerem och an energieeffiziente Konstruktiounen extrem gutt kënnen agesat ginn. Et kënnt duerfir drop un, dat Know-how weider ze verdéiwe respektiv ze kucken, datt mer dat stäerken an och d'Fuerschung an deem Beräich ënnerstëtzen.

Da gëtt et natierlech d'erneierbar Energien. Wie weess dann zu Lëtzebuerg, vun de Lëtzebuerger Biergerinnen a Bierger, datt ArcelorMittal weltwäit scho 7.500 Megawatt Wandrieder opgeriicht huet? Datt beim Flaachstol, dee genotzt gëtt fir d'Masten ze baue fir d'Wandanlag, ArcelorMittal 20% vum Marché huet? An datt déi nämlecht Firma e speziellt Gehais gebaut huet, fir zum Beispill Stol-Fotovoltaikanlagen ze bauen, dat heescht och do ganz kloer extrem innovativ war an deene leschte Joren?

Duerfir menge mir, datt de Stolsecteur muss ganz geziilt hei zu Lëtzebuerg op d'Ökotechniken ausgeriicht ginn, datt mer Lëtzebuerg zu engem Centre d'excellence solle maache fir déi gréng Technologien, déi mat Stol ze dinn hunn.

Dat nämlecht gëllt fir de Secteur, een aneren, dee mer zu Lëtzebuerg schonn hunn, nämlech den Automobilsecteur, wou 10.000 Leit schaffen. Den Automobilzouliwwererberäich zu Lëtzebuerg baséiert sech am Beräich Elektronik, Motorentechnik a mat Metallveraarbechtung. An et sinn eng Rei Betriber, déi absolut Spëtzentechnologie do ubidden. Et ass och kloer, datt an Zukunft alles do, an et wäert an d'Richtung goe vun Hybrid- an Elektromoteuren, a grad do si verschidde Lëtzebuerger Entreprisen oder Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg sinn, gutt opgestallt, fir datt mer an deem Beräich dee Créneau kënne besetzen.

Dann Handwierksbranche a Baubranche, déi zu Lëtzebuerg 2.000 Betriber an 30.000 Beschäftegt hunn. Wa mer déi aner Secteuren alleguerten, déi ech virdru genannt hunn, hei zu Lëtzebuerg geziilt förderen an opbauen, da brauchen déi 2.000 Betriber sech keng Suerg ze maachen, fir Beschäftegung an deenen nächste Joren ze fannen. Dann hu mer an engems och vill fir déi gemaach.

Här President, meng Zäit leeft mer leider fort, duerfir muss ech iwwer aner Saachen, wou ech gär laang geschwat hätt, e bësse méi schnell ewechgoen. Besser reguléieren, soen ech, amplaz...

M. le Président.- Huelt Iech Zäit, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- ...manner reguléieren. Et ass esou, datt dat jo eng grouss Diskussioun de Moment ass. Och mir sinn der Meenung, datt et drop ukënnt, datt et besser reguléiert gëtt.

Ech wëll allerdéngs soen, datt mer hei mussen oppassen, wat mer maachen. Well wa jo awer eppes hei d'Unanimitéit fënnt an der Analys iwwert d'Kris, dann ass et de Fait, datt mer net genuch regléiert haten an deene leschte Joren, datt dat dozou gefouert huet, datt mer d'Kar un d'Wand gekéiert hunn.

Elo ass et relativ richteg ze soen, datt et net drop ukënnt, elo ze iwwerreglementéieren. Mä et ass awer gradesou kloer - dat ass jo awer eng Bilanz, déi mer zesummen hoffentlech zéien -, datt Reglementéierung absolut wichteg ass. Duerfir kann et net sinn, datt an deem heite Kontext elo Standarden erofgeschrauft ginn, déi wichteg si fir de Schutz vum Mënsch a vun der Ëmwelt zum Beispill, fir dat dann ënnert dem Deckmäntelche vun der besserer Reguléierung ze maachen.

Besser reguléieren heescht fir eis selbstverständlech Délaië festzeleeën, déi iwwerschaubar sinn, déi och agehale ginn. Dat heescht, datt d'Konkurrenzdenken tëschent staatleche Verwaltunge muss ofgebaut ginn. Mir musse verschidden Zoustännegkeeten tëschent Verwaltungen iwwerdenken. Et musse méi Saache matenee verknäppt ginn. Ech kéint do villes driwwer schwätzen.

Mir mussen d'Berodung fir d'Betriber verbesseren, staatlechersäits d'Ausbildung vun eisem Personal verbesseren, Guichetuniquë schafen, esou wéi et och drasteet an de Recommandatiounen. Also, alles dat si Punkten, déi dozou gehéieren.

D'Gemengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gehéieren och sécherlech zu deem Beräich. Mir wëssen, datt bal 50% vun den öffentlechen Investitiounsausgabe vun de Gemenge getätegt ginn. Grad och an dësen Zäite kënnen d'Gemenge ganz schnell Saache maachen, ganz schnell Saachen ëmsetzen. Och do musse mer awer iwwert d'Prozeduren nodenken. Hei iwwert d'Prozeduren tëschent Stat a Gemengen.

Selbstverständlech gehéiert dodranner och d'Réforme territoriale. Et huet kee Sënn, datt mer elo gréng Luucht ginn an déi 116 Gemengen am Land unhalen, sou nom Motto: Maacht elo emol, baut egal wat an nëmmen drop lass! Mir mussen dat alles am Kader maache vun enger Zesummenaarbecht vu Saachen, déi och an den nationale Kontext, an eng national Strategie passen. Do rächt sech natierlech elo sträflechst, datt mer d'Réforme territoriale nach net gemaach hunn, datt déi regional Zesummenaarbecht net esou fonctionnéiert, wéi se soll fonctionnéieren. Mä mir mussen awer trotzdeem bedenken, datt d'Gemengen eng Roll spillen, eng wichteg.

Ech mengen duerfir och, datt d'Roll vum Innenministère misst staark iwwerduecht ginn. Den Innenministère misst net nëmmen einfach de Garde-fou, d'Tutelle sinn a sech och deementspriechend behuele par rapport zu de Gemengen, e bësse mam béise Fanger vun uewen erof, mä éischter de Begleeder sinn, de Beroder si vun de Gemengen. Dovunner si mer wäit ewech. Duerfir misst och do an de Ministèren, an de Käpp eppes geschéien. Dat ass awer wichteg.

An da schlussendlech finanziell Mëttele fir d'Gemenge mussen och zur Verfügung gestallt ginn. D'autant plus, datt mer hei kënnen dovunner ausgoen, datt duerch den Abroch vun der Gewerbesteier an deenen nächste Joren dat besonnesch fir eenzel Gemenge ganz batter wäert ginn.

D'Bildung a Fuerschung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, extrem wichteg. Reform vun eisem Bildungssystem, do muss nogebessert ginn. Mir hunn héich Ziler, déi mer eis musse setzen. Zum Beispill méi Héichschoul- oder Unisofschlëss, manner Leit, déi d'Schoul ofbriechen. Den „lifelong learning" musse mer verbessert kréien zu Lëtzebuerg. Mir leie wäit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt. Den EU-Duerchschnëtt ass bei 10%, mir leie bei 7%.

Chancëgläichheet an eise Schoule schafen. Mir hunn eng ganz spezifesch Situatioun hei an deem Land, mat deene ville Sproochen, déi mer hunn, mat deene villen Nationalitéiten, déi mer hunn, wou mer ouni déi souwisou schlecht dru wären. Mä mir mussen am Schoulsystem..., dee berücksichtegt dat net méi. Duerfir brauche mer eng ganz Rei Reformen, déi méi Chancëgläichheet bréngen.

An dann an der Fuerschung kéint ech Iech eng ganz Palette opzielen, mä ech wëll just dat awer net maachen, Iech just soen, datt fir eis op alle Fall et ganz kloer ass, mir mussen hei zu Lëtzebuerg déi ugewannte Fuerschung förderen a soss näischt aneschters. Alles aneschters solle mer aneren Unien oder Fuerschungszentren iwwerloossen. Ech mengen, datt dat fir eis am meeschte Sënn mécht.

An dann um Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen derfir suergen, datt mer an där Iwwergangszäit effektiv éischtens d'Leit an der Aarbecht, wou se dra waren, behalen, datt mer duerfir eis mussen Instrumenter ginn, wéi Kuerzaarbecht, dat ass eng Saach. Mä mir sollen eis keng Illusioune maachen: Et wäerten och Leit entlooss ginn. Duerfir wäert d'Solidarekonomie eng gréisser Roll misse spillen an deenen nächste Joren.

Et gëtt eng Rei gutt fonctionnéierend Betriber an deem Beräich an deem Land, Gott sei Dank. Mir mussen déi massiv ënnerstëtzen, fir datt déi op alle Fall déi Leit opgefaange kréien, déi kuerzfristeg aus dem Aarbechtsprozess erausfalen. Well dat Schlëmmst, wat ka passéieren, dat ass, wann d'Leit herno keng Beschäftegung méi hunn. Dat ass ganz schwéier, fir herno se och erëm an d'Beschäftegung eranzekréien. Dat wësse mer duerch vergaange Krisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als Gréng dee leschte Samschdeg e ganze Pabeier verofschit. Ech hannerleeën Iech deen elo hei net, well et sinn nach eng Rei Korrekturen a kleng Feeler ze verbesseren, déi mussen nach gemaach ginn. Mir wäerten deen awer selbstverständlech un all aner Parteien a Fraktioune schécken an och der Regierung zoukomme loosse respektiv un all öffentlech Acteuren zu Lëtzebuerg.

Mir mengen, datt déi nächst zwee Méint sollen zwee Méint ginn, wou mer eis iwwert déi Saachen ausenanersetzen, wou trotz allen Ënnerscheeder, déi et sécherlech gëtt zwëschent de Parteien, dann zumindestens et muss erausginn, wou d'Ënnerscheeder leien, wou déi eenzel Rezepter leien. An

dann ass et de 7. Juni un de Leit ze décidéieren, wat si der Meenung sinn, wat fir eng Rezepter éischtens am beschte si menge géife wierken a mat wat fir enge si sech am beschte kënnen ufrënnen.

Eppes ass awer, an domadder wëll ech ofschléissen, Här President, fir eis kloer: Mir mengen, datt et falsch wär, fir elo eng Aart Paus awer ze maache bis de September. Et ass virdru gesot ginn am Kontext vun der Diskussioun vum Här Meisch sengem Bäitrag hei, datt 2004 effektiv d'Tripartite am Mäerz och opgehalen hätt mat tagen. Ech muss awer soen, mir sinn an enger ganz spezifescher a komplizéierter Situatioun, a mir fannen et net gutt, datt d'Tripartite elo net méi taagt.

Mir mengen duerfir, datt d'Tripartite soll eemol pro Mount mindestens tagen, fir déi aktualiséiert Zuelen, sougutt wat den Aarbechtsmaart wéi och d'Entwécklung vun den öffentleche Finanzen ugeet, virgeluecht ze kréien. Firwat mengen ech dat? Mä well et einfach wichteg ass, datt mer déi permanent öffentlech Diskussioun mat allen Acteuren, och, grad och souguer wa Wahlkampf ass, an deenen nächste Méint brauchen. Mir brauchen, dat wësse mer alleguerten, nom 7. Juni an dësem Land eng onheemlech Mobiliséierung vun der Bevölkerung, fir hei aus där Situatioun erauszekommen.

Et gëtt sécherlech ënnerschiddlech Konzepter, mä wat mer gemeinsam brauchen, ganz sécherlech, dat ass eng zolidd Mobiliséierung. Mir riskéieren awer, wa mir net elo weider öffentlech diskutéiere mat allen Acteuren iwwert dat, wat sech awer pro Mount wäert nach doen, an d'Situatioun, mir wëssen dat jo awer elo schonn, wäert sech sécherlech bis zum Summer net verbesseren, mä éischter nach verschlechteren. Duerfir ass et wichteg, datt mer dat regelméisseg diskutéieren.

Mir hätten duerfir gär, Här President, datt d'Tripartite soll eemol am Mount weider agerufff ginn. Mir sinn éischter nach ëmmer der Meenung gewiescht, datt d'Tripartite wierklech en typescht Kriseninstrument ass. Eis huet oft gestéiert, datt d'Tripartite getaagt huet an Zäiten, wou keng Kris war a sech ze vill an d'Alldagsgeschäfter vun der Politik gemëscht huet, och d'Parlament doduerjer ausgeschalt huet. Mä wann déi Tripartite eng Kéier e Sënn gemaach huet, dann ass et an dëser Situatioun, wou mer elo sinn.

Duerfir, Här President, wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun hei hannerleeën, wou mer an enger Rei Considéranten opzielen, firwat mir mengen, datt d'Tripartite soll zesummekommen, an d'Regierung opfuerderen, relativ séier elo eng Tripartite ëm e sougenanntenen „Sommet pour l'emploi" zesummenzeruffen an doriwwer eraus dann all Mount eng Kéier déi Tripartite tagen ze loossen, fir iwwert déi aktualiséiert Zuelen, iwwert d'Evolutioun vun der Ekonomie, dem Emploi an den öffentleche Finanzen ze informéieren, well dat jo dann uschléissend och ëmmer weider eng öffentlech Debatt ausriicht an dann zu där néideger Mobiliséierung féiert, déi ech mengen, Här President, mer alleguer zesumme wäerte brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la crise économique et financière de par son envergure a embrasé le monde entier;

- que dans le contexte de la globalisation de l'économie aucun pays n'échappe aux conséquences néfastes de cette crise;

- que cette crise a détruit des valeurs astronomiques et poussé dans la faillite des entreprises réputées et ruiné des États;

- que les conséquences, tant pour les recettes publiques que pour l'emploi, risquent de s'aggraver semaine après semaine;

- que la crise n'épargnera pas le Grand-Duché et que les années à venir seront des plus difficiles;

soulignant

- qu'il est dans l'intérêt, tant du Gouvernement que de la politique en général, de mener un dialogue franc et ouvert sur les conséquences de cette crise;

- dans ce contexte l'importance de mobiliser toute la population luxembourgeoise pour assumer ensemble les nouveaux défis;

- l'importance du dialogue social;

- que la tripartite reste un instrument essentiel en temps de crise et qu'elle doit jouer pleinement son rôle pour surmonter les difficultés actuelles et à venir;

demande au Gouvernement

- d'activer de suite la tripartite autour d'un sommet pour l'emploi;

- de réunir mensuellement l'organe tripartite pour discuter des chiffres actualisés sur l'évolution de l'économie, de l'emploi et des finances publiques.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

Une voix.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer vläicht zwou Virbemierkungen ze maachen. Déi éischt ass zur Spezialkommissioun selwer. Mir sinn iwwerzeegt, datt d'Aarbecht an d'Asetze vun der Spezialkommissioun richteg war. Et war wichteg, datt mer déi Kommissioun agesat hunn. Ech mengen, all déi Leit, déi d'Chance haten - ech betruechten et als d'Chance haten -, an där Kommissioun dran ze sinn, hunn e groussen an e globalen Iwwerbléck iwwert d'Situatioun kritt, déi haut wëssen, wat alles op eis zoukënnt a wéi d'Situatioun sech global bedeit.

Leider hat d'Kommissioun awer keng Zäit, well mer ebe mat eise Chamberssitzunge relativ enk gestréckt sinn, eng déif gräifend Diskussioun ze féieren iwwert d'Konsequenze vun der Kris fir Lëtzebuerg a besonnesch déi kuerzfristeg, dat wëll ech domadder soen, déi Konsequenzen, déi sech an deenen nächsten engem, zwee, dräi Joer wäerten ofwéckelen.

Ënner kuerzfristeg verstinn ech net dat, wat d'Regierung schonn décidéiert huet, mä méi dat, wat an deenen nächste Méint a Joren op eis zoukënnt. Ech wëll mech och duerfir a menger Interventioun méi op déi Zäit hei limitéieren. De Rapport hält a senge Konklusiounen éischter méi mëttel- a laangfristeg Propositioune fest.

Eng zweet Virbemierkung, mä déi huet den Här President mer scho korrigéiert ier ech ugefaangen hunn, ass, datt mer nëmmen de Modell 2 als Riedezäit geholl hunn. Den Här President huet elo gewielt, bei dëser Debatt net esou streng ze si wat d'Riedezäit ubelaangt.

Här President, déi international Finanz- a Wirtschaftskris, déi net hiren Ursprong hei zu Lëtzebuerg hat a weder dem Lëtzebuerger Stat nach der Finanzplaz nach dem Bankgeheimnis seng Schold ass, ass awer amgaangen net nëmmen d'Lëtzebuerger Finanzplaz voll a ganz ze treffen, mä och praktesch all Wirtschaftssecteuren, déi mer hei am Land hunn, wann och am Ableck nach déi eng méi an déi aner manner.

Eng éischt Konsequenz heivunner kréie mer vu Mount zu Mount duerch d'rapid Uklamme vum Chômage a vum Chômage technique an de Beschäftegungsmoossnamen dokumentéiert. Iwwer 25.000 Leit sinn am Ableck schonns vun enger vun dëse Moossname betraff, hu keng Aarbecht méi oder mussen ëm hir Aarbechtsplaz fäerten a musse mat deelweis manner Akommen auskommen. De Risiko, datt dës Zuel an deenen nächste Méint a Joren nach wäert klammen, ass méi wéi grouss.

De Risiko ass och ganz grouss, datt no der Finanz- an der Wirtschaftskris elo déi sozial Kris nokënnt.

Eng zweet Konsequenz ass deen elo schonns bemierkbaren Abroch vun de Recettë fir de Statsbudget an och d'Gemengebudgeten, en Abroch, deen an deenen nächste Méint a Jore kann dramatesch ginn. Mir wäerten, wéi all Land, haart vun dëser Kris getraff ginn. Als ADR si mir souguer dovun iwwerzeegt, datt mer als Land méi staark kënne betraff ginn, wéi eis Nopeschlänner, an dat aus zwou Ursaachen.

Éischtens, a kengem anere Land hänken d'Recettë vum Stat a Gemengen esou vun engem Secteur of, wéi dat hei zu Lëtzebuerg vun dem Finanzsecteur de Fall ass. An anere Länner ass de Finanzsecteur ee vu ville Secteuren. Hei zu Lëtzebuerg ass et dee Secteur. D'direkt Recettë vun der Finanzplaz maachen tëschent 45 a 50% vun de Recetten am Statsbudget aus. Déi indirekt Recettë ginn nach eng Kéier tëschent 20 a 25% geschätzt. Ähnlech wäert et sech och bei de Recettë vun de Gemenge bemierkbar maachen.

Eng zweet Ursaach: A kengem aneren europäesche Land, an et kann ee bal soe weltwäit, ass d'Akommes an domadder de Wuelstand esou héich an d'Sozialofsécherung esou wäit entwéckelt, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Mir hunn also och hei en Intérêt drun, fir op europäeschem Niveau méi hinzewierken, fir Sozialmindestnormen do ze realiséieren.

Mir hunn also als Lëtzebuerg vill ze verléieren, esou vill wéi keen aneren!

Déi vill Gespréicher, déi d'Spezialkommissioun gefouert huet mat Vertrieder aus praktesch alle Wirtschaftssecteuren hei aus dem Land, de Gewerkschaften an de Beruffschamberen an de Vertrieder aus internationalen Institutioune wéi der OECD, dem BIT, dem FMI, hunn eis kloer virun Ae gefouert, datt d'Situatioun méi wéi eescht ass. Kee vun den Experte konnt eis en Enn vum Tunnel viraussoen. All ware sech eens: Ier et nees eng Kéier biergop geet, geet et fir d'éischt nach eng Zäitche biergof.

Mir all wëssen, datt d'Reserve vun eisem Stat e gewëssene Polster duerstellen, deen awer zäitlech begrenzt a limitéiert ass. Eng Zäitche kënne mer iwwerbrécken. Mir ginn dovun aus, datt dat maximal zwee Joer sinn, da sinn d'Fongen an d'Reserven um Enn. Iwwert d'Jore wäerte keng Plus-valuë méi an de Statsbudget fléissen, éischter wäerte budgetär Defiziter zur Normalitéit ginn. D'Investitiounsdefiziter am Land sinn awer nach grouss, an de Risiko, datt munch Projet net méi ka realiséiert ginn, dierft an Zukunft och eng Realitéit ginn.

D'Reserven an de Fongen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, sinn zu groussen Deeler op Emprunten opgebaut a wäerten 2010 praktesch um Enn sinn, well mer wéi gesot keng Plus-valuë méi kréien. Lëtzebuerg huet iwwer Jore gutt gelieft, a priori vum Finanzsecteur. D'Recettë vum Finanzsecteur waren esou héich, datt mir eis e gutt Sozialsystem konnten opbauen an - souwuel fir déi physesch Persoune wéi och fir déi meescht Betriber am internationale Verglach gesinn - e gënschtegt Steiersystem konnten opbauen.

Am Rapport vun der Spezialkommissioun gëtt festgehalen, datt am Joer 2008 am Finanzsecteur eng Chute vun 88,1% vun de Benefisser ze erwaarden ass. Am Rapport, deen d'Kommissioun e Méindeg ugeholl huet mat de Stëmme vun der CSV an LSAP, stoung, datt dëse Réckgang vun de Benefisser eleng fir d'Statskeess, wat d'Kollektivitéitssteier IRC ubelaangt, datt dës Steier vun 800 Milliounen Euro am Joer 2007 op 100 Milliounen Euro fir d'Joer 2008 zréckgeet, also 700 Milliounen Euro manner u Recettë géif bedeite vis-à-vis vun 2007.

Am Rapport, deen dunn en Dënschdeg - also een Dag méi spéit - erëm zur Diskussioun stoung, ass déi Zomm vu 700 Milliounen op 490, a jee nodeem no wat fir engem System ee rechent, op 50 Milliounen zréckgaangen, obschonns den Abroch vum Benefiss awer bei 90% am Rapport stoe bliwwen ass. Ech iwwerloossen dem Auteur vun dësen Texter gären d'Explicatiounen zur Entwécklung vun dëse Chifferen.

Fest steet awer, datt, wann de Benefiss ëm 90% zréckgeet, och d'Kierperschaftssteier wäert drastesch zréckgoen. Wann een dann nach weess, datt d'Kierperschaftssteier, déi vum Finanzsecteur bezuelt gëtt, 70, 80% vun dëser Gesamtsteier ausmécht, an déi aner 20, 30% vun all deenen anere Betriber aus dem Land bezuelt ginn, kann ee sech d'Ausmooss op eise Statsbudget ausmaachen, wëssend, datt och e gudden Deel vun deenen 20, 30%, déi bis elo vun deenen anere Betriber bezuelt si ginn, och wäert staark zréckgoen.

Doriwwer eraus weess keen zu dësem Zäitpunkt genau, wéi aner Steiere sech entwéckelen, zum Beispill d'Taxe d'abonnement, d'TVA, d'Lounsteier an esou weider.

Op där anerer Säit ginn d'Dépensen an d'Luucht. Zum Beispill duerch d'Finanzéierung vum Chômage oder dem Chômage technique an esou weider, oder duerch déi antizyklesch beschlosse Moossnamen, fir déi intern Ekonomie um Fonctionnéieren ze halen an domadder och beschäftegungserhalend ze wierken.

De Rapporteur hält dofir och a sengem Rapport fest, datt de budgetären Découvert dierft op 10% klammen. Am Rapport heescht et: «L'impact sur les finances publiques d'une telle hémorragie fiscale pourrait s'avérer dramatique puisqu'elle risquerait de générer un découvert allant jusqu'à un dixième, voire plus, du volume du budget de l'État.»

Mat deenen Aussiichten dierften déi vun der Regierung prognostizéiert Chiffere vun de Maastricht-Kritären och net méi stëmmen. Déi lescht Prognosen, déi d'Regierung eis den 2. Mäerz dëst Joer ginn huet, hu fir d'Joer 2009 en Defizit an der Administration centrale tëschent 0,6 an 1% virgesinn a fir d'Joer 2010 en Defizit tëschent 1,5 an 1,8%.

Här President, en dramateschen Abroch vun der Kierperschaftssteier bedeit och gläichzäiteg en dramateschen Abroch vun der Gewerbesteier fir d'Gemengen. D'Gewerbesteier mécht an der Regel ongeféier een Drëttel vun den uerdentleche Recettë bei de Gemengen aus.

Am Rapport vun der Spezialkommissioun vun e Méindeg, dee bekanntlech wéi gesot vun der CSV an der LSAP gestëmmt ginn ass, stoung ze liesen: «D'autre part, la chute des bénéfices des banques, qui assurent deux tiers de l'impôt commercial communal, risque de creuser un trou de quelque 600 millions d'euros rien qu'au titre des résultats bilantaires de 2008.»

Wann dat géif antrieden, da wären de Gros vun de Gemenge bannent maximal zwee Joer um Enn vun hire finanzielle Moyenen ukomm. An anere Wierder: eng Katastroph fir praktesch all d'Gemengen.

Am Rapport, dee wéi gesot e Méindeg ugeholl gi war an deen dunn en Dënschdegmëtteg awer nach eng Kéier diskutéiert ginn ass, ass dunn dëse ganzen Abschnitt iwwert den Zréckgang vun der Gewerbesteier gestrach ginn, wéi wann domadder elo erëm alles an der Rei wär.

(Hilarité)

Stoen ass awer am Rapport bliwwen - obwuel de Chiffer vu 600 Milliioune gestrach ginn ass -, ech zitéieren: «Il est évident qu'une chute brutale des recettes au titre de l'IRC, chute qui s'annonce dès à présent, entraînera une chute correspondante de l'ICC…» - dat ass d'Gewerbesteier - «…qui représente près de la moitié des revenus des communes.»

A weider gëtt am Rapport festgehalen: «Quitte à infliger une douche écossaise aux autorités communales en les incitant, d'une part, à participer pleinement au programme anticyclique du Gouvernement et en leur annonçant, d'autre part, des années de vaches maigres pour le proche avenir, la Commission spéciale se doit d'avertir les responsables locaux du changement radical qui s'imposera sous peu à eux et qui aboutira dans une politique d'austérité forcée faute de rentrées.»

D'Kommissioun huet duerfir e Méindeg décidéiert, der Regierung hir Recommandatioun, d'Gemenge sollen och am Kader vun der Krisebekämpfung antizyklesch wierken a Projete virzéien, net ze iwwerhuelen, an huet dës Recommandatioun aus dem Rapport gestrach, an invitéiert d'Regierung, sech direkt mat dem Conseil supérieur des finances communales zesummenzesetzen, fir iwwert déi lescht Entwécklungen an de Finanzen ze diskutéieren.

Eng Politik, déi d'Gemenge géif dozou féieren, massiv oder méi séier ze investéieren an net iwwert d'Finanzen ze diskutéieren, déi d'Gemengen déi nächst Joren zegutt hunn, géif bedeiten, d'Gemenge riicht an d'Messer lafen ze loossen. Et misst ee vläicht éischter soen, d'Gemenge missten da mat zwee Féiss op d'Brems sprangen, wëssend, datt esou eng Politik sech nach méi negativ awer géif op eis national Ekonomie auswierken.

Mä wann d'Regierung vun de Gemengen zousätzlech Investitioune verlaangt, muss d'Regierung och bereet sinn, direkt mat de Gemengen iwwert d'Zukunft vun den nächste Jore vun hire finanzielle Recetten ze diskutéieren.

Une voix.-Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, e Wuert iwwert d'Statsschold. D'Statsschold war zu Lëtzebuerg ëmmer am internationale Verglach kleng. Duerch déi rezent an onëmgänglech Interventiounen am Finanzsecteur an d'Speisung vun de Fongen an de leschte Joren duerch Emprunten ass d'Statsschold op 17% geklommen.

De Risiko, datt de Stat an den nächste Jore muss weider Emprunten ophuelen, fir engersäits de Budget an den Équiliber ze kréien an anerersäits Investitioune kënnen oprechtzeerhalen, wann d'Fongen eidel sinn, ass grouss. Och wa laut Maastricht-Kritären e Land sech kéint bis zu 60% verschëlden, muss ee sech dach d'Fro stellen, ob e klengt Land wéi Lëtzebuerg esou eng héich Verscholdung kéint verkraaften. Mir mengen als ADR kloer: Neen, de Risiko wär enorm grouss, an et soll ee virsiichteg sinn; Scholde musse bekanntlech zréckbezuelt ginn.

Mir wëssen awer, datt zum Beispill bei den Emprunten, déi déi lescht Joren opgeholl si ginn, fir d'Fongen opzespeisen, am Ableck nëmmen d'Zënsen zréckbezuelt ginn an d'Kapital am Prinzip um Schluss an enger Kéier misst zréckbezuelt ginn, wat bedeit, datt vun 2014 un all Joer misst en Emprunt, wat d'Kapital ubelaangt, integral zréckbezuelt ginn.

Am Ableck weess keen, ob de Stat net nach weider muss intervenéieren, sief et am Finanzsecteur oder am Rescht vun der Ekonomie. Am Ableck weess keen, ob de Stat seng Parten, déi e kierzlech an enger Bank opgeholl huet, kann eng Kéier - wann e wéilt - gewënnbréngend verkafen.

Am Ableck weess keen, ob de Stat déi Garantien, déi en am Finanzsecteur an elo nach am Rescht vun eiser Ekonomie gëtt, nach eng Kéier oder zumindest zum Deel och misst vläicht aléise goen.

Am Ableck weess keen, wéi déi lescht Accorden am Zesummenhang vum Bankgeheimnis sech negativ op d'Statsrecettë wäerten auswierken.

Am Zesummenhang vum Bankgeheimnis: Et war dëst sécherlech net de leschte Schratt an déi Richtung, mä et war no Feira e weidere Schratt zur integraler Ofschafung vum Bankgeheimnis.

Och wann eise Premier gesot huet, mir géifen net ënner franséisch-däitschem Kommando stoen, soe mir: Dat stëmmt net. Mir stoungen ënner däitsch-franséischem Kommando! Eis Regierung huet genau dat gemaach, wat si vun eis verlaangt hunn. Fir herno ze soen, d'Resultat wär genau dat gewiescht, wat mer ëmmer gär gehat hätten, doriwwer huet all Mënsch am Land de Kapp gerëselt.

Wéi wäit mer ënnert däitsch-franséischem Kommando stoungen, huet d'Regierung bewisen, wéi si net emol de Courage hat, fir offiziell géint déi blesséierend Aussoe vun den Häre Müntefering a Steinbrück ze protestéieren.

Une voix.- Ouh?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Schwäizer Ausseminister huet den däitschen Ambassadeur zweemol convoquéiert, fir offiziell ze protestéieren. Eisen Ausseminister hat net de Courage, fir en offizielle Protest vis-à-vis vu senge Kolleegen-Genossen aus Däitschland auszespriechen.

Une voix.- Dat ass falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass telefonéiert ginn tëschent dem Statsminister an dem Ausseminister mat däitsche Leit, mä en offizielle Protest vun der Lëtzebuerger Regierung huet een net héieren.

Här President, no dëser...

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- …fir hei am Land ze protestéieren an deenen, mat deenen ee Sträit huet, näischt ze soen. Dat ass wouer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi aner Regierungen hunn hei… D'Schwäiz huet hei gewisen, datt si de Courage hat, en offizielle Protest ze maachen. Eis Regierung huet keen offiziellen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- D'Schwäizer Zeitunge schreiwen duerfir haut: „Juncker und Luxemburg haben die Schweiz gerettet." Dat kënnt dobäi eraus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh jo, jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Et ass lech egal, mä mir awer net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass mir net egal, an et ass kengem hei am Land egal. Mä kommt elo net a maacht, wéi wann Der do eng gutt Roll gespillt hätt. Eis Regierung huet do versot, si hätt do missen offiziell protestéiere géint dat, wat do gesot ginn ass.

Här President,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech freeë mech schonn dorop, wann Dir mat deem nächste Statsminister op Bréissel verhandele fuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, wann Dir et net sidd, da gi mer eens.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech fannen, datt den Här Statsminister de Mëtteg fuerchtbar nervös ass. E verdréit absolut keng Kritik...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech verdroe lamentabel Bemierkunge wierklech net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hu mech agesat méintelaang, fir dass mer déi Affär do géifen an d'Rei bréngen, an ech loosse mer vun lech hei…

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

…net soen, dass mir hei eis Aufgab net gemaach hätten!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech loosse mer och hei keng Frechheete vun lech soen.

Här President, wann den Här Statsminister Argumenter hätt, da kéint e sachlech argumentéieren an e bräicht net an deem doten Toun hei an d'Chamber eran ze brëllen.

(Interruption)

Här President, no dëser Zwëscheremarque awer zréck zur Finanzsituatioun vum Stat.

Kee weess zum Beispill, wat et finanziell bedeit, wa mer vun 2010 u mussen als Stat eng Participatioun um Chômage vun de Frontalieren un eis Nopeschlänner bezuelen. Kee weess, wat et bedeit, wa mer vun 2015 un an eng nei Regelung fale bei der TVA, wat de Commerce électronique ubelaangt. Kee weess, well d'Regierung eis déi Informatioune bis elo nach net ginn huet oder vläicht nach net konnt ginn, ob d'Banken 2008 iwwert de Wee vun Avancen net ze vill Kierperschaftssteier un de Stat an ze vill Gewerbesteier un d'Gemenge bezuelt hunn.

Mussen de Stat oder d'Gemengen net souguer vläicht hei rembourséieren? Eisen Informatiounen no hunn elo eréischt verschidde Banken d'Erofsetze vun den Avancë gefrot.

An dat Wichtegst: Kee vun eis weess, wéi laang d'Kris nach unhält, a kee weess, wéi eis Finanzplaz no der Kris an no sécherlech neien internationale Kontrollmechanisme wäert ausgesinn. Doudsécher net méi wéi an der Vergaangenheet. D'Situatioun ass also eescht - ech géif soen: ganz eescht.

Här President, déi Moossnamen, déi d'Regierung geholl huet, fir kuerzfristeg eise Betriber ze hëllefen, si richteg. D'Betriber um Liewen ze erhalen an doduerch d'Beschäftegung maximal ofzesécheren ass dee richtege Wee. Vis-à-vis vun deene Leit, déi hir Aarbecht onschëlleg verluer hunn oder Kuerzaarbecht musse maachen, muss et eis éischt Flicht sinn, am Kader vun enger nationaler Solidaritéit ze hëllefen.

Déi 21 Recommandatiounen, déi d'Spezialkommissioun festgehalen huet, kann ee praktesch alleguer matdroen. Et sinn dëst Recommandatiounen, wouvu keng eenzeg nei ass. Et sinn Iddien, Fuerderungen, déi an deene leschte Joren a souguer a Jorzéngten, kann ee bal soen, ëmmer erëm gesot a verlaangt gi sinn, leider awer ni verwierklecht gi sinn.

Déi grouss Fro awer, déi sech stellt, ass net vun der Spezialkommissioun, net vun der Regierung an och vu soss kengem bis elo beäntwert ginn, an déi Fro ass: Wéi bréngе mer et fäerdeg, dee kuerzfristeg staarken Abroch vun de Stats- a Gemengefinanzen opzefänken, ouni der kommender Generatioun eng Laascht opzedroen, déi net ze veräntwerte wär?

Et schéngt, wéi wann den Zäitpunkt zéng Woche virun de Wahlen denkbar schlecht wär, fir d'Äntwert op dës wesentlech Froen ze ginn. Mir kënnen dës Äntwert bis no de Wahle vertagen, woubäi all Dag, dee vergeet, e verluerenen Dag ass an de Problem méi grouss mécht.

Mir kënnen elo och ganz normal eng Wahlcampagne maachen, wéi dat am Fong an engem demokratesche Stat normal ass. All Partei ass déi bescht, jiddwer eenzelne Kandidat souwisou. Mir kënnen och eng Campagne maachen, wou mer soen, d'CSV hätt déi leschte Kéier de séchere Wee versprach, an de séchere Wee wär riicht d'Baach erofgaangen. Mir kënne soen, d'Sozialisten hätte versprach: „Mir paken et un." - a wann een haut kuckt, wou mer gelant sinn, kéint ee soen, et wär besser gewiescht, si hätten d'Fanger dovu gelooss.

(Hilarité)

Mir kënne soen, déi 21 Recommandatioune sinn am Fong de Sënneregister vun dëser Regierung, well si dat net gemaach huet. Jiddweree vun eis all huet genuch Fantasie, fir esou eng aner Ausenanersetzung an deenen nächste Wochen a Méint ze féieren.

Ass d'Situatioun awer net ze eescht, fir datt mer an deenen nächste Méint esou eng Wahlcampagne féieren, dass mer Wahlen hin, Wahlen hier vläicht besser hätten, als Parteien zesummen eis zesummenzesetzen - esou wéi mer dat kierzlech gemaach hunn, wéi mer zwou vun eise systemesche Banken hu misse retten, oder bei der institutioneller Kris, déi mer elo kierzlech haten - an och elo dem Land an de Leit zesummen en Auswee aus där dramatescher Situatioun, op déi mer eis hei hibewegen, ze proposéieren?

Dat setzt viraus, datt d'Regierung eis eng absolut Transparenz mat Informatiounen a Material a Chifferen zoukomme léisst. An deem Sënn ënnerstëtze mir als ADR och d'Propositioun vun der Demokratescher Partei, fir grad dës Kommissioun weider bestoen ze loossen, well mer der Meenung sinn, datt een net ka souguer bis de 7. Mee, wou geplangt ass, dass dës Chamber soll ophalen, mä doriwwer eraus bis d'Wahle misst am Fong hei am Parlament eng Kommissioun hunn, déi d'Regierung begleet a vläicht eventuell wichtegen Décisiounen, déi sech ubahnen.

Mir sinn och der Meenung, datt dat neit Parlament direkt duerno am Juni misst schonn eng Kommissioun asetzen, fir iwwert d'Summerméint mat där neier Regierung zesummen där Krisesituatioun hei ze begéinen. Et ass eiser Meenung no déi eeschtste Situatioun, déi mer als Lëtzebuerg jeemools ze droen haten an ze meeschteren haten.

Mir sinn och duerfir als ADR der Meenung, datt keng Partei, keng Regierung eleng dëse Wee ka goen. Jiddwereen huet Iddien, jiddwereen huet Propositiounen, an zesumme sollte mer eis asetzen, fir dee Wee ze goen a fir déi Responsabilitéit zesummen ze huelen am Interessi vun dësem Land. Als ADR si mir bereet, dee Wee matzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll hei och déi gutt Aarbecht vun der Kommissioun an hirem Rapporteur begréissen.

Wann ech awer de Rapport vun der Kommissioun liesen, da kënnt et mer vir wéi e Roman, wou eréischt dat éischt Kapitel net emol nach fäerdeg ass an d'Happy End nach wäit ewech ass, wann et iwwerhaapt an dëser Situatioun jeemools eent wäert ginn.

Ech hoffen awer staark, datt a kengem Kapitel vun dësem Roman stoe kënnt, d'Kris wëllen an de Grëff ze kréien, andeem mer den Export vun integral geschëllte Sozialleeschtunge wëlle kierzen. Déi Responsabel vun der Kris sinn net déi Leit, déi an eist Land schaffe kommen, an et sinn och net eis eegen Noperen, déi an enger anerer Sprooch schwätzen oder eng aner Hautfaarf hunn. Xenophobie, Rassismus a Sozialnäid hunn hei am Land näischt verluer, a scho guer net a Krisenzäiten.

Dat wär dat Schlëmmst, wat eisem Land kënnt an dësen Zäite geschéien. An ech erënnere mech do u Wierder an dem Bob Marley sengem Lidd „War", dee geschriwwen huet, soulaang wéi der Faarf vun der Haut méi Bedeitung bäigemooss gëtt wéi der Faarf vun den Aen, riskéiere mer Krich. Xenophobie, Rassismus a Sozialnäid sinn den Nährbuedem vu Konflikter a Krich.

An ech hoffen, dass an dësem Kriseroman am nächste Kapitel och net drastoe kënnt, dass mer de Rentenalter mussen erhéijen oder erëm eng Kéier an d'Rentekeese musse gräifen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Duerfir mäi ganz klore Message elo schonn hei: Loosst d'Fangeren ewech vun de Rentekeesen a gitt d'Suen dohinner sichen, wou Der se an de leschte Jore verschenkt hutt!

Här President, wann ech dann och déi Situatioun beliichten, an där mer eis haut befannen, da stellen ech mer awer trotzdeem e puer Froen. D'Fro, ob et wierklech esou ass, datt keen dat do wierklech gesinn huet kommen, an ob all déi dichteg Leit, déi mer iwwerall sëtzen hunn, entweder blann sinn oder awer vläicht Verschiddenes hu misse verheemlechen, mam Hannergedanken, datt et vläicht awer net esou vill an net esou schlëmm fir eis géif kommen.

Fakt ass awer, datt Verschiddener awer mussen e bësse Bescheed gewosst hunn, well se schonn am Virfeld, ier dat hei komm ass, Indexmanipulatioun agefouert hunn, fir d'Ekonomie an de Statsbeidel ofzesécheren.

Fakt ass awer och, datt versäumt ginn ass vun der Politik, politesch Régulateure géint de Liberalismus an d'Mondialiséierung anzesetzen, an datt mer dem Kapitalismus an dem fräie Maart all Dieren opgemaach hunn. Opgemaach, fir e Maximum vu Profit op d'Käschte vun deenen Äermste kënnen ze erwirtschaften.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Fakt ass awer och - an dat muss een och soen -, datt mer alleguerten an deem System virun der Krisesituatioun gutt gelieft hunn an eis awer och net allze vill Gedanken driwwer gemaach hunn, datt et vläicht eng Kéier kéint änneren.

Fakt ass, datt mer alleguer alles esou schnell wéi méiglech wollten hunn, an dat och nach méiglecherweis mat engem Maximum vu Plus-value. Wat dozou bäigedroen huet, dass besonnesch Klengverdénger a Klengspuerer sech derzou verleede gelooss hunn, hiert bësse Gutt, wat se haten, verschiddene Manipulateuren am gudde Glawen unzevertrauen. Manipulateuren, déi versprach hunn, si géifen hinnen déi erwënschte Plus-value esou schnell wéi méiglech bréngen.

Fakt ass awer do derbäi, datt dat Vertraue vun de klenge Leit op eng schändlech Aart a Weis un deene mëssbraucht ginn ass, déi d'Gidder vun deene klenge Leit verwalt hunn an déi selwer versicht hunn, mat de Gelder vun de klenge Leit eng eege Plus-value erauszeschloen, wat zur Konsequenz huet missen hunn, datt déi Situatioun ausgeléist ginn ass, an där mer eis haut befannen, an datt besonnesch déi kleng Spuerer déi tragesch Affer vun deem faule System do gi sinn.

Här President, d'Tréine si mer awer och komm, wéi an der Press dann a Schlagzeile matgedeelt gouf, datt e puer Milliardären e puer Milliounen Dollar verluer hätten. Also, si kënnen awer wierklech alleguerten op mäin déifste Matgefill zielen! Datt awer Millioune Klengspuerer bei d'Lisette gelooss goufen an total virum Näischt stinn, doriwwer gouf et leider keng Schlagzeilen a gëtt et och haut nach keng.

Här President, ofschléissend wëll ech awer och e puer Wuert verléieren iwwert déi Attacke vu riets a lénks vun eis, déi eis Bankplaz an eist Bankgeheimnis a Fro stellen. Eis Regierung wär gutt bedéngt, der Madame Merkel an dem Här Sarkozy kloerzemaachen, wa si dat ieren nach net sollte verstanen hunn, datt, wann d'Bankplaz hei am Land précariséiert gëtt, mer riskéieren, datt d'Kapital aus Europa auswandere wäert.

Well déi, déi Geld hunn, déi bleiwen net hei wéinst eise schéinen Aen, an och net wéinst enger Madame Merkel an engem Här Sarkozy hirem Charisma; well ech mengen, déi hunn es net vill.

Mir sollen deenen zwee kloermaachen, datt, wann d'Bankplaz hei a Lëtzebuerg futti gemaach gëtt, mer hinnen dann hir Frontaliere mussen zréckschécken. Leit, déi hei am Land jorzéngtelaang gutt Geld verdéngt hunn duerch eis Bankplaz an och an hirem Heemechtsland mat hirer Kafkraaft eng grouss Plus-value bruecht hunn.

Ech sinn der Meenung, datt, wa verschiddene Länner d'Privilegië vun eiser Bankplaz en Dar am A sinn an déi wëllen dat ofschafen, da solle se emol un déi Privilegien denken, déi se am Kader vu verschiddenen Traitéë selwer kritt hunn. A wa se bereet sinn, déi Privilegien opzeginn, da kënne se emol eng Kéier iwwer eis schwätzen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ofschléissend, Här President, muss ech awer matdeelen: Och ech weess am Moment keng Ausweeër aus dëser Kris.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dir Dammen an Dir Hären, wann Der d'accord sidd, de Statsminister géif gären elo seng Interventioun maachen, well en och nach aner Obligatiounen huet. Da fuere mer duerno mat der Debatt weider. D'Regierung ass jo mat anere Leit hei vertrueden.

D'accord?

(Assentiment)

Gutt, dann huet de Statsminister elo d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Merci, dass ech d'Wuert elo ka kréien. Ech hunn eng Rei vun international ugestachen Obligatiounen, déi ech mam beschte Wëllen haut den Owend net kann op en anere Moment verleeën.

Ech soe Merci fir déi Debatt, déi streckeweis net ouni Interessi war. A Merci och där viller Aarbecht, déi de President an de Rapporteur, den Här Lucien Thiel vun der Spezialkommissioun, gemaach huet, wéi och d'Membere vun alle Parteie vun där Spezialkommissioun, déi sech jo vill Zäit geholl hunn, fir sech mat der Multitüd vun deene Problemer ze beschäftegen, déi hei zur Diskussioun ze stoen haten.

Ech sinn och largement d'accord mat deene Recommandatiounen, déi un d'Regierungsadress um Enn vum Rapport an och duerch déi ganz Ried vum Budgetsrapporteur geeschternd geäussert gi sinn. Mir hunn do keen Dissens iwwert dat, wat d'Feststellungen a wat d'Handlungsnoutwendegkeeten ubelaangt.

Ech wéilt vläicht e puer Punkten, Här President - déi aner Kolleege vun der Regierung äntwerten op anerer - opgräifen, déi hei an der Debatt opgeworf gi sinn, a fir d'éischt vläicht emol alles dat, wat ronderëm d'Bankgeheimnis gravitéiert. Dat géif natierlech eng länger Äntwert comportéieren.

Hei gi sommär séier oniwwerluechte Sätz gesot. Déi si séier gesot, an dorop ze äntwerte brauch e puer Stonnen! Well wann Der mengt, et kënnt ee sech mat all deene Länner, déi der Meenung sinn, am Beräich vun de Banke misst et Informatiounsaustausch ginn, dat si 85% vum Bruttoinlandsprodukt vun der Welt, an zwou Minutten auserneesetzen, dann iert ee sech relativ substanziell. Et dauert e bësse méi laang, fir mat deene Leit ze schwätzen.

Ech wëll hei einfach Elementer aus der Debatt opgräifen, déi falsch waren, déi mech net schrecklech geheien, mä vun deenen ech weess, firwat dass se gesot ginn.

Et gëtt gesot, Lëtzebuerg hätt an där Affär hei Däitschland a Frankräich noginn. Dat mécht Abstraktioun vun der Tatsaach, dass all Länner am G20 - all! - gefrot hunn, dass all Länner op der Welt sollen all Finanzprodukter, all Finanzacteuren an all Finanzplazen ënner verstäerkte Reguléierung a Surveillance stellen. All! Doropshin hu mer geäntwert, dat géif eis net concernéieren, well dat wier bei eis de Fall. D'Reglementéierung wier dicht, a mir bräichte se net, nieft deem, wat international souwisou soll gemaach ginn, ze verstäerken.

All Länner vum G20 soen, et muss géint d'Steierparadieser gekämpft ginn. Mir soen: Domat si mer d'accord, well mer der Meenung sinn, dass keen d'Recht huet, bei sech doheem op iergendengem Territoire d'Kapital net ze besteieren.

Ass een heibannen der Meenung, d'Kapital bräicht net besteiert ze ginn? Ass een där Meenung? Et muss ee mer dat soen! Wann een der Meenung heibannen ass, d'Kapital bräicht net besteiert ze ginn, da muss een dat soen!

Ech sinn der Meenung, d'Kapital muss besteiert ginn, sougutt wéi d'Aarbecht och. An dofir si mer zu Feira e Kompromëss agaangen ënnert där fréierer Regierung a mam Accord vum ganzen Haus, wa meng Erënnerung richteg ass, wou mer gesot hunn: Mir féieren d'Quellesteier an a mir trieden een Deel vun deem, wat mer als Produit fiscal als Recette kréien, un déi aner Länner of. Do ware mer jo all d'accord.

A mer hunn an deemselwechten Accord gesot, dass mer an der Linn vun den internationalen Entwécklunge géife virufueren, wou d'Transparenzen op deene Finanzplaze méi grouss sinn a wou et e Bankgeheimnis géif ginn. „In line with international developments", esou fänkt de Beschloss vu Feira un.

Elo froen all G20-Länner, 85% vum weltwäite Produit intérieur brut a 85% vun der Weltbevölkerung. Elo musse mer e Stéck virugoen. A mir hunn ëmmer gesot: Dat maache mir och, wann dat déi international Tendenz ass. Awer nëmmen, wann eis Haaptkonkurrenten dat och maachen. A gelungenerweis huet Hongkong, huet Singapur, huet Andorra, huet Monaco, huet d'Schwäiz, huet Éisträich gesot: Mir maachen dat. D'englesch Kanalinselen iwwregens als Éischt hunn dat gesot.

Wann déi international Entwécklung an déi Richtung geet, wa mer eis international engagéiert hunn - déi lescht Regierung -, fir dee Wee matzegoen, wa mer festgestallt hunn, alleguer déi aner maachen dat, da géif ech lech emol folgend Fro wëlle stellen: Wann Dir Stats- oder Finanz- oder Trésorminister gewiescht wäert, wann d'ganz Welt elo an déi Richtung geet, a wa mer déi kriminell Plazen zou wëlle maachen - a Lëtzebuerg gehéiert net an déi Kategorie -, wou keng Steiere bezuelt ginn, wou déi gréisste Fortunë vun der Welt Unterschlupf fannen, ouni nëmmen ee Centime Steieren ze bezuelen, soll da Lëtzebuerg sech dohinnerstellen a soen: Ah neen, mir maachen dat net mat!? Bei eis kënnen déi kommen, déi keng Steiere bezuelen, an Däitschland, Frankräich, an Amerika, an Indien oder soss wou, wou se hierkommen.

Mengt Der, dat wier richteg, konstruktiv Aussepolitik? Mengt Der, dat wier eppes gemaach fir den Image vun eisem Land, fir ze soen: Ah, mir fueren nawell virun lech net ze soen, wa mer een hei hunn, een Décken! Et geet jo hei net ëm de Schonghändler vun Tréier. Een Décken, deen hei keng Steiere bezilt, wa mer esou een hei hunn, an Dir frot eis, ob mer deen hunn, mir soen lech et net. A soss op der ganzer Welt kritt Der dat gesot.

Wéi stellt Der lech eigentlech Aussepolitik vir, Här Gibéryen? Notamment Dir. Dass ee seet: A bei eis däerf jiddwereen, dee keng Steieren doheem wëllt bezuelen, och wann deen auslännesche Stat weess, dass dee keng bezilt. Mir soen lech dat net.

Ech hunn d'Éier vun dësem Land. An ech hätt gär, dass d'Chamber och d'Éier vun dësem Land huet. Mir si keng Gangsteren. Mir si keng Kriminell. Mir si kee Steuerzufluchtsort. Mir sinn net déi Plaz, wou déi, déi doheem keng Steiere bezuelen, bëlleg ewechkommen, well mer keng Steieren hei ophiewen.

Ech wëll net, dass Lëtzebuerg dat Bild an der Welt ofgëtt. An dofir ware mer d'accord mat deene Léisungen, déi mer selwer vu Feira un - 2000 bis haut - an Etappen erbäigefouert hunn. An ech kann absolut net erkennen, bei aller Verdrësslechkeet, wat mer do fundamental falsch gemaach hunn. Ansonsten hätte jo alleguer déi aner och eppes fundamental falsch gemaach, déi genau datselwecht gemaach hu wéi mir.

M. le Président.- Här Statsminister, erlaabt Der eng Fro vum Här Gibéryen? Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech weess net, wat den Här Statsminister elo hei wëllt interpretéieren, wat ech net gesot hunn. Hunn ech zu engem Moment gesot, d'Regierung hätt an där doter Fro eppes falsch gemaach? Dat hunn ech zu kengem Moment gesot.

(Interruption et hilarité)

Et wollt elo ee mer nach séier eppes wahrscheinlech uruffen.

(Hilarité)

Une voix.- De Fraktiounssekretär.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu just gesot, datt d'Regierung deklaréiert hätt, si géif net ënner franséisch-däitschem Kommando stoen,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, dat soen ech och. Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an datt ech gesot hunn eisersäits: Dach, mir stoungen dorënner, well mir hunn déi Propositiounen, déi si gemaach hunn, ugeholl. Ech hunn net gesot, d'Regierung hätt eppes falsch gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Also, ech hale fir d'éischt emol…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech wëll dat festhalen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt dat hei interpretéiert,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech sinn lech dankbar.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wéi wa mir géifen derfir antrieden, datt kéint Steierhannerzéiung hei gemaach ginn, datt d'Kapital net bräicht besteiert ze ginn. Där Meenung si mir ganz a guer net.

M. le Président.- Gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir wollte just soen: Hei hu mer noginn.

M. le Président.- Gutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Hei hu mer net noginn. Also, et kann een net soen, Här Gibéryen: Dat, wat d'Regierung gemaach huet, ass richteg, an da soen, d'Regierung…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma dach! D'Regierung huet noginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ma mir wollten noginn, well ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Also do hunn ech awer vill Zeien hei am Haus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 20 Joer virdrun…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wann Dir mer eng Ried vu mir weist, wou ech gesot hätt: Ënner allen Ëmstänn muss Lëtzebuerg dat leschte Land sinn, wat d'Bankgeheimnis bäibehält, da félicitéieren ech lech derfir, dass Der dat fannt.

Ech plädéieren zënter 15 Joer hei am Haus, dass, wann eis Haaptkonkurrente mat an déi Richtung ginn, mir dat och musse maachen. Zënter 20 Joer plädéieren ech hei am Haus, dass d'Kapital muss adequat besteiert ginn. A wann Der sot, d'Regierung hätt alles richteg gemaach, mä hätt noginn, da fannen ech dat eng gelungen Zesummestellung vu Sproochelementer.

Wann ech lech virdru gesot hunn, nodeem ech e puermol am Ausland erkläert hunn…; net hei am Land, well ech brauch jo net hei am Land grouss opzetrieden. Ech muss dobaussen optrieden. Hei am Land, dat kann ech och, wann dat verlaangt gëtt, mä dobausse muss een et maachen a kënnen. Do hunn ech gesot: Mir funktionéieren net - dat hunn ech am Ausland gesot, net hei - ënner däitsch-franséischem Kommando.

An ech hunn lech elo just gesot, d'USA, Südafrika, Brasilien, Indien, China, vill anerer sinn och der Meenung, dass déi Regelungen do musse kommen. An déi aner Finanzplaze vun der Welt maachen et.

Wa mer also engem Drock noginn hunn, dann hu mer dem Drock nogi vum Här Obama. En ass jo séier beléift hei am Land. Liest emol, wat e virun engem Joer gesot huet a wat en haut seet iwwert d'Finanzkris. Da stellt Der fest, en huet vill Meenunge geännert. Eng huet en net geännert: Seng Attacken op Lëtzebuerg. Déi si virun engem Joer gewiescht; déi ware virun dräi Joer; déi sinn och elo nach. An dat, wat den Här Obama seet, dat gëtt vu villen anere ronderëm d'Welt, notamment am G20-Krees, mä net nëmmen do, widderholl.

Well an der Europäescher Unioun - d'däitsch-franséischt Noginn! - si 25 Länner der Meenung, dass mer mussen d'OECD-Standarden unhuelen; net nëmmen déi Däitsch an déi Franséisch; d'Hollänner och, d'Englänner och, d'Finnen och, d'Schweden och, d'Dänen och, d'Slowenen och, d'Slowaken och. Wat heescht dat dann? Also, just well dat hei am Land gutt ukënnt, ze soen: Déi si virun de Preisen a virun de Fransousen an d'Gette gaang.

D'Welt ass net esou einfach wéi se entworf gëtt. Si ass wesentlech méi komplizéiert. A mir sinn an der Linn vun deem, wat mer gesot hunn: „in line with international developments". A wann alleguer déi aner Finanzzentren dat maachen, maache mer dat och. Do si mer elo ukomm. Dat hu mer elo gemaach.

Fir ze soen, mir hätten hei net adequat protestéiert, ass jo och eng innenpolitesch Remarque. Wéi den Här Müntefering seng Spréch do lassgelooss huet, hunn ech der Madame Merkel ugeruff a gesot: Dat do geet net! Dunn hunn ech dem Här Müntefering ugeruff a gesot: Dat do geet net! Dunn hunn ech dem Här Steinbrück ugeruff, dee Lëtzebuerg iwwregens déi lescht véier Méint net mat enger eenzeger Silb erwähnt huet, mä dat interesséiert keen, mä esou war et awer, a gesot: Dat do geet net!

Mir hunn eis Saachen zu Bréissel an de Gremië vun de Finanzministeren, vum Eurogroup, vum Europäesche Rot virbruecht. An d'Lecture vun der internationaler Press beléiert ee méi iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Lëtzebuerger Regierung opgetrueden ass an deene leschte Wochen a Méint.

Et geet net duer, den „Privat" ze liesen.

(Hilarité)

Et soll ee moies d'„Zürcher Zeitung" liesen. Et soll een den „Monde" liesen. Et soll een den „Figaro" liesen. Et soll een den „Soir" liesen. Et soll een d'„Libre Belgique" liesen. Et soll een d'„Financial Times" liesen. Et soll een den „NRC Handelsblad" liesen, d'„Handelsblatt", d'„Börsenzeitung", d'„Financial Times Deutschland". Do steet dran, wat d'Lëtzebuerger Regierung an deene leschte puer Woche gemaach huet.

An do ass et wichteg, fir ze handelen, fir opzetrieden, fir sech anzesetze fir d'Interesse vun eisem Land, falls se violéiert géife ginn, an net hei Pressekonferenzen zu Lëtzebuerg ze halen. Dat… Ech kann dat och esou gutt wéi anerer. Mä et ass net do, wou d'Musek spillt. Et muss een do seng Stëmm erhiewen, wou drëm gebiede gëtt, dass ee Partituren ofliwwert, déi Sënn maachen. An dat hu mer zu Bréissel déi lescht Woch gemaach. An et ass jo och esou ausgaang wéi et ausgaang ass.

A mir falen net par rapport zu anere Finanzplazen zréck a mir huelen déiselwecht Standarden u wéi aner Finanzplazen am Rhythmus vun all deenen Ofmaachungen, déi zënter dem Joer 2000 zu Feira gemaach si ginn. An dofir loossen ech mech net erschütteren eigentlech. Ech gi just rosen, wann et net richteg duergestallt gëtt vun deenen Awërf an Uwërf, déi hei gemaach ginn an déi kee Bestand an der Realitéit hunn, well se der Wourecht vun der Verhandlung strictement net entspriechen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Här President, ass, dass mer selbstverständlech mussen, wéi anerer och, eis bedeelegen, aktiv, konstruktiv um Neientworf vun der internationaler a finanzieller Architektur. Déi international Finanzuerdnung ass net gerecht. Et ass keng Erkenntnis vun haut. Dat kënnt Der a ville Joren Debatten noliesen, dass mer dat ëmmer hei virgedroen hunn.

Et geet net gerecht zou an der Welt! Wien huet eigentlech an dëser Debatt vun den afrikanesche Länner geschwat? Dir sot mer, Dir hätt dat gëschter gemaach. Jo. Et muss een all Kéier alles beienee soen, fir dass et beienee passt.

Déi, déi am meeschten ënnert dëser Finanz- a Wirtschaftskris leiden, dat sinn déi Aarm vun dëser Welt. Mir hunn d'nächst Joer iwwer eng Milliard Leit, déi Honger leiden. Mir hunn d'nächst Joer all Dag 40.000 Kanner, déi un Honger stierwen. An déi rett een net doduerch, dass een ee Simulacre vum Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg hält. Déi rett een doduerch, dass ee mathëlleft mat aneren, dass déi international Solidaritéitsinstrumenter voll spillen. Déi rett ee mat doduerch, dass ee probéiert duerch eng gutt iwwerluechte Regulierungsdichte op de Finanzplazen derfir ze suergen, dass näischt geschitt, wat net geschéien däerf.

Déi Kris, déi Finanzkris, déi ass vun de Vereenegte State vun Amerika ausgaang, wéi ech an de Gespréicher mat eisen amerikaneschen an europäesche Frënn ëmmer soen. Déi hunn ee Bankgeheimnis, hein. Dat huet se net dru gehënnert, eng monsterhaft Kris erbäizehuelen.

Och wa Lëtzebuerg schonn den Informatiounsaustausch op Demande gehat hätt, da wier et awer zu där Finanzkris do komm. Also si Regularien ze fannen am weltwäiten Encadréiere vun de Finanzgeschäfter, déi derfir suerge mussen, dass d'Ratingagenturen ënner Kontroll kommen, déi derfir suerge mussen, dass d'Hedgefonds ënner Kontroll kommen, och - dat hunn ech eisen englesche Frënn itérativement d'lescht Woch gesot; heiheem net vill, mä do ganz vill - dass d'Trustë mussen ënner international Kontroll kommen, dass déi speziell Steierregimer, déi wëllen, dass déi gréisste Verméige vun der Welt zu London ugelackelt ginn an net besteiert ginn, dass dat muss ophéieren.

Do hunn ech gesot, dass am prudentiellë Beräich vill méi europäesch Regele gläichméisseg mussen an allen europäesche Länner ugewannt ginn, ouni dass et zu enger zentraler europäescher Bankeniwwerwaachung kënnt, wou also d'Législatioune vun de Mammenhaiser determinant wiere fir dat,

wat an de Filiale geschitt, a wou mer eigentlech da kéinten eis CSSF hei ofschafen, well se jo net méi géif gewuer ginn an och net méi géif gefrot ginn, wat dann hei zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz stattfënnt.

Dofir ass och de Rapport vum Här de Larosière - e Stéchwuert, wat an där Debatt hei net gefall ass a wat eis iwwert déi nächst Méint wäert ganz staark beschäftegen - agaangen op déi Awänn, déi mer an de Gespréicher mat deem Grupp do virbruecht hunn. Dat stoung zwar net an der Zeitung. Dofir erlaben ech mer dat haut hei nozereechen, dass mer déi Gespréicher do gefouert hunn.

An dofir si mir déi, déi méi Reguléierung froen. An dat maache mer net eréischt zënter haut. Vum September 2000 un zu Prag, d'Sitzung vum Internationale Währungsfonds un, huet d'Lëtzebuerger Regierung zu deene gehéiert, déi fir méi Reguléierung agetruede sinn. Nach um G7-Conseil vun de Finanzministere sinn ech - mä net am lëtzebuergeschen Numm, mä am Numm vum Eurogroup - agetruede fir eng staark Reguléierung. Dat ass vun den Englänner a vun den Amerikaner an enger hallwer Sekonn vum Dësch gefeegt ginn; déi elo esou maachen - Här Brown und Konsorten - wéi wa si déi wieren, déi de Lead géifen huelen, wann et drëm geet, eng Uerdnung op den internationale Finanzplazen hierzestellen.

Dat sinn also keng Politike vu gëschter, déi mer hei entwerfen. Dat si laang ugeluechte Politikusätz, déi elo lues a lues sech ënnert dem Androck vun där massiver Kris duerchsetzen. An et ass och gutt, dass dat esou ass.

Hei ass ugesprach ginn d'Antinomie, déi et net gëtt, tëschent Antikrisemoossnamen, Ëmweltschutz, Klimaschutz an Entwécklungshëllef. Fir mech ass d'Politik een Entworf aus engem Goss. Ech ginn zou, dee geléngt mer net ëmmer perfekt, am Géigesaz zu deene Meeschten heibannen. Mä et ass awer gutt ze gesinn, dass et ee Konsens gëtt an der Lëtzebuerger Politik, dass, well mer elo Krisebekämpfung musse maachen, mer net däerfen ophalen déi noutwendeg Initiativen am Klimaschutzberäich ze huelen.

Déi Finanz- an déi Wirtschaftskris ass enges Dags eriwwer. Dat dauert laang, an et gëtt ni méi esou wéi virdrun. Där Illusioun soll kee sech higinn. Ni méi gëtt et esou einfach, net nëmmen zu Lëtzebuerg, wéi virdrun. Mä d'Klimakatastroph, déi bleift. Fir elo fënnef, sechs, zéng Joer Paus ze maachen an der Klimaschutzpolitik, just well mer mat der Wirtschaftskris beschäftegt sinn, ass e Wee, deen ech kengem ka recommandéieren. Am Géigendeel, ech géif d'Imaginatiounen an d'Energien an d'Talenter bieden, sech zesummenzedinn, fir grad an der Wirtschaftskris déi Klimapolitik wirtschaftsfördernd a sozialfördernd an aarbechtsplazschafend an d'Wee ze leeden, déi d'Klimaschutznoutwendegkeete mat sech bréngen.

Datselwecht zielt selbstverständlech fir d'Entwécklungspolitik, woubäi ech och an deene leschte Wochen et net ënnerlooss hunn, an deenen diverse kontroverse Gespréicher emol heiansdo drop opmierksam ze maachen, dass d'Lëtzebuerger eng Leeschtung an der Entwécklungspolitik bréngen, déi autrement méi impressionnant ass wéi déi vu munche Kritiker, déi eis op anere Beräicher an deene leschte Wochen entgéintgetruede sinn.

Mäi Kolleeg Meisch seet, deen Antikriseplang vun der Regierung wier eng Mogelpackung. Dat war net mäin Androck, well wann ech eng Mogelpackung hätt wëlle maachen, hätt Dir et net gemierkt, dann hätt ech et gutt verstoppt. Wat mer hei maachen, ass ee Konjunkturpak, dee sech op 3,24% vum Bruttoinlandsprodukt beweegt. Awer selbstverständlech sinn an deem Konjunkturpak Elementer, déi schonn am Budget waren.

Bei der Presentatioun vun deem Krisepak hunn ech schéin drop opmierksam gemaach, dass par rapport zu der Erklärung zur Lag vum Land vum Mee 2008 1,65% Bruttoinlandprozentpunkten derbäikomm sinn. 665 Milliounen stinn am Antikrisepak, déi eben net am Mee vum Joer 2008 heibanne genannt gi waren. Beispill: Mir hate gesot am Mee, mir géifen de Steiertarif ëm 6% upassen; mir hunn en ëm 9% ugepasst am Budget, ënnert dem Androck vun deem, wat mer deemools erlieft hunn. Dat ass schonn eleng ee Plus vun 144 Milliounen.

Esou kënnt ech duerch déi eenzel Elementer - mä dat ass eng Debatt, déi mer jo nach kréien - vun deem Antikrisepak goen, fir Iech ze weisen, wéi een duerch d'Additionéiere vun 1,65% PIB par rapport zu deem, wat mer schonn décidéiert haten, op 3,24% kënnt. Mä vu dass all Land muss mellen, wat et par rapport zum Joer 2008 anescht mécht am Joer 2009, kann ech dach awer net, just fir Iech e Gefalen ze maachen, déi Steiermoossnam, déi mer geholl hunn, net erwähnen. Well déi meeschte Länner maache jo keng Upassung vum Steiertarif un d'Inflatioun. Mir maache se awer. Ech hunn déi gréissten Douten driwwer, déi allergréissten Douten driwwer, ob dat ëmmer richteg ass.

Dir hat der jo och an der leschter Legislaturperiod, well mir hu jo net ëmmer de Steiertarif un d'Inflatioun ugepasst, an ech gleewen och net, dass een déi nächst dräi Joer kann de Steiertarif un d'Inflatioun upassen, soen ech Iech am feste Wëssen drëm, wat de 7. Juni hei am Land stattfënnt. Ech mengen net, dass een déi nächst dräi Joer kann de Steiertarif un d'Inflatioun upassen. Mä mir hunn en awer elo ugepasst, mir hunn och deene Mëttelklassen, wéi Der dat an engem relativ onchice rhetoresche Gréff an d'terminologesch Këscht bezeechent, wollten d'supplementar Kafkraaft ginn.

Mä ech hätt keng supplementar Kafkraaft gebraucht, verstitt Der? Ech sinn dem Finanzminister ganz dankbar, dass e mer 9% Steieren noléisst, mä ech hätt se net gebraucht. Wierklech net. Ech sinn net deen, deen am meeschten hei ënnert der Kris leit. An Dir iwwregens och net.

Duerfir hu mer derfir gesuergt, dass mer deene Leit, déi do si wou keng Steiere bezuelt ginn, duerch d'Ëmwandlung vum Kannerfräibetrag an e Kannerbonus 922,5 Euro pro Kand bäiginn. Duerfir hu mer derfir gesuergt, dass mer den Arbeitnehmerfräibetrag, vun deem Niddreglounbezéier net profitéiert hunn, ëmgewandelt kréien an e Steierkredit. Duerfir hu mer derfir gesuergt, dass de Rentnerfräibetrag, vun deem déi kleng Rentner net profitéiert hunn, identesch fir jiddwereen an een Nettorentnerkredit ëmgewandelt ginn ass. Duerfir hu mer derfir gesuergt, dass den Alleinerzieherfräibetrag, vun deem déi wéinegste profitéiert hunn, déi net vill verdéngt hunn, elo automatesch ëmgewandelt gëtt an en Nettosteierkredit.

An duerfir fannen ech, dass déi Politik op deem Punkt schlësseg ass. Mir hunn...

M. le Président.- Här Statsminister, den Här Meisch wëllt Iech dozou eng Fro stellen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir hunn eng Steier... Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt just, Här Statsminister, Iech froen, ob Dir Iech bewosst sidd, datt duerch d'Netupassung vun der Steiertabell et ganz besonnesch déi mëttel Akommeskategorië sinn, déi prozentual däitlech méi belaascht ginn, an net déi héich Akommeskategorien, déi souwisou schonn zu engem gudden Deel hiert Akommes mam Spëtzesteiersaz besteieren an och duerch d'Inflatioun dat net kann doriwwer erausgedriwwe ginn, iwwert d'Besteierung vum Spëtzesteiersaz.

Sou datt duerch d'Upassung oder déi partiell Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun et d'selwecht och erëm déi mëttel Akommeskategorien, Mëttelschichten - wéi ech se emol géif bezeechnen, an engem rhetoresch vläicht net ganz geschlaffene Lëtzebuergesch, dat ginn ech vläicht zou, mä trotzdeem nennen ech se esou -, datt et déi sinn, déi doriwwer am meeschte profitéiert hunn, also net mir zwee.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech mengen, dass dat richteg a falsch ass. Mir zwee bezuelen onendlech manner Steieren am Joer 2009 wéi am Joer 2008, ouni dass eis Kafkraaftverloschter et noutwendeg gemaach hätten, dass mer déi Steiererliichterunge géife kréien. An déi kréie mer, well mer eng Adaptatioun vum Steiertarif un d'Inflatioun gemaach hunn, déi natierlech prozentual eenzel méi bréngt. Dat ass richteg.

Duerfir sinn ech och d'accord, dass mer ënnen am Steiertarif, nämlech do, wou de Steiertarif nach guer net gräift, bei deenen, déi näischt verdéngen, net genuch verdéngen, pardon, fir Steieren ze bezuelen, dass mer deenen an absolute prozentualen Zuele wesentlech méi bäiginn hunn, wéi alleguer deenen aneren, déi eppes bäikritt hunn.

Ech kritiséieren net meng eege Politik, ech entschëllege mech och net derfir, dass mer d'Steieren ëm 9% gesenkt hunn. Ech soe just, ech kréien net all Kéier eng sozial Tréin an d'A, wann et dorëms geet. Ech wier radikal dergéint gewiescht, dat ze maachen, wa mer et net gläichzäiteg an dëser Koalitioun fäerdeg bruecht hätten, deene klenge Leit netto mindestens esou vill bäizeginn, wéi dat, wat déi aner prozentual bäikritt hunn.

Well eise Steiersystem an eise Familljenausgläichssystem ass ëmmer méi ongerecht ginn, well e sech systematesch ausgewierkt huet fir déi Leit, déi vill verdéngt hunn, an ëmmer méi negativ ausgewierkt huet fir déi Leit, déi net genuch verdéngt hunn, fir Steieren ze bezuelen. Déi kommen elo endlech an dëser Legislaturperiod op hir voll Rechter, an ech hunn net wëlles, mech duerfir itérativement ze entschëllegen. Dat ass eng Politik, wou déi eenzel Elementer beienee passen a vun där ech nach eng Kéier soen, dass dat an dëser Koalitioun eng relativ einfach Saach war, an an anere Kombinatioune wahrscheinlech, wéi meng Erfahrung weist, méi schwiereg gewiescht wier.

Wat mer jiddefalls maachen, ass, dass mer zumindest zu Bréissel unerkannt kréien, an zu Washington unerkannt kréien a beim Fonds monétaire international, dass mer e Pak gemaach hu vun 3,24% PIB, well mer alleguer déi Elementer dran hunn, déi eis recommandéiert gi sinn als déi Elementer, déi missten an esou Konjunkturpäck sinn.

Wou ech ganz verdrësslech sinn - mä dat musse mer eng Kéier ausdiskutéieren; vläicht ass d'Chamber emol net méi dee richtege Raum fir dat nach kënnen ze maachen -, wou ech ganz enttäuscht sinn, dat sinn déi Virschléi, déi d'Demokratesch Partei mécht a Bezuch op d'Kannergeld, d'Wunngeld an Export vu Leeschtungen a Frontalieren. Vläicht hunn ech dat alles falsch verstan. Dat kënne mer jo dann eng aner Kéier nohuelen.

Mä ech hunn et esou verstan, dass mer d'Kannergeld géife kierzen, dass mer de Leit, déi hei am Land wunnen, Wunngeld géifen derbäiginn, wat also géif heeschen, dass déi Leit, déi net hei am Land wunnen, ee gekierztent Kannergeld als Resultat vun där Übung géife gesinn, während déi Familljen, déi hei am Land wunnen, näischt géife bäikréien, mä déi géifen dat behalen a Form vu Kannergeld plus Wunngeld, wat bis elo d'Kannergeld ausgemaach huet, quitte dass een dat dann e bësse méi selektiv kënnt maachen. Mä wann een et méi selektiv géif maachen, da géif dat jo mat sech bréngen, dass awer Eenzelner eppes géife verléieren.

Elo hutt Der haut gesot - dat steet och stéchwuertaarteg an Ärem Wahlprogramm oder Virwahlprogramm oder wahrscheinlech endgültege Wahlprogramm -, dass mer dat elo eréischt fir déi nei Kanner maachen. Mä dann ass et kee Bäitrag zur struktureller Gesundung vun eise Statsfinanzen.

Wann et fir jiddwereen ass, ass et eng Attack op Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen an déi déiselwecht Rechter mussen hunn, wéi déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen an hei zu Lëtzebuerg schaffen. Wann et nëmmen ass fir déi Kanner, déi elo eréischt gebuer ginn, da bréngt et an Termë vu Budgetserspuernis wéineg. Woubäi ech net richteg weess, wéi Der dat maacht, wann een zwee Kanner huet an et kritt een en drëtt, dass da fir dat drëtt Kand Wunngeld bezuelt gëtt a fir déi zwee aner net. Mä ech loossen Iech do mat Ären Detailer Iech selwer beschäftegen, well ech fundamental der Meenung sinn, dass Leit, déi hei am Land schaffen, egal wou se wunnen, déiselwecht Rechter mussen hunn, wéi déi Leit, déi hei am Land schaffen an hei am Land wunnen.

An ech hunn deen Zongeschlag net gär, dee sech heiansdo do eraschläicht, fir ze soen, mir musse stoppe mat deem Exportvolumen, dee mer an d'Ausland schécken. Déi Leit schaffen hei, an duerfir sollen déi Leit och datselwecht verdéngen, wéi wa se hei géife wunnen. A vun där Meenung ginn ech net of.

Am Géigendeel, mir ginn e Schrëtt méi wäit. Quitte dass ech weess, dass et 30% vun de Lëtzebuerger gëtt, déi soen: Dat ass net an der Rei, dass déi Däitsch, déi Franséisch an déi Belsch dat lëtzebuergescht Kannergeld kréien. Ech weess, dass et 30% vun de Leit gëtt, déi fannen et jo besser, dat wier net esou. Dat ass awer net meng Spekulatioun, fir do ze grasen. Ech wëll eigentlech emol iwwerhaapt net do grasen.

Déi Leit, déi bei Villeroy & Boch schaffen an déi elo entlooss ginn an déi an Däitschland an a Frankräich wunnen, wëll ech Iech soen, dass mer an der Regierung décidéiert hunn, opgrond vun der Propositioun vum Aarbechtsminister, dass mer deemno schonn eist Gesetz, dat et de Moment emol guer net esou zouléisst, wa se eng nei Plaz an der Lorraine fannen oder an Däitschland fannen oder an der Belsch fannen, dass mer deenen déi lëtzebuergesch Wiedereingliederungsprämie, Aide au réemploi, 92,5% vum leschte Gehalt ausbezuelen, well mer der Meenung sinn, dass déi hei geschafft hunn, Eenzelner vun hinne méi wéi 30 Joer.

An elo ginn déi op déi Aarbechtsmäert do zréckgeworf, a wa se do eng Aarbecht fannen, wou se net esou vill verdénge wéi hei, da fëlle mer mam Lëtzebuerger Statsbudget bis zu 92,5% vun deem leschte Gehalt op, esou wéi mer dat och fir d'Lëtzebuerger maachen. Sidd Der domat d'accord oder net d'accord? Well et ass Export, et ass rengen Export.

Une voix.- Jo, mir sinn domadder d'accord, déi ganz Fraktioun.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Statsminister, ech sinn hei net am Oral, mä ech wollt Iech nach eng Fro stellen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Beäntwert mer meng fir d'éischt, dann ass et méi liicht fir...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech ginn hei an en Eck gestallt, wou ech net higehéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat kënnt mir heibannen dauernd vir.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, a wou ech net wëll drastoe bleiwen, an ech froe mech, ob Dir déi Leit, déi eigentlech déiselwecht oder ähnlech Propositioune gemaach hu wéi ech bis ewell, an deeselwechten Eck géift stellen? Stellt Dir Iech selwer an den Aarbechtsminister Fränz Biltgen an deeselwechten Eck, well Dir mat aneren europäesche Regierunge gekuckt hutt, datt déi Aarbechtsmaartregel, wann een an de Chômage zréckfält, méi zu Gonschte vu Lëtzebuerg géif ausgeluecht ginn? Stellt Dir Iech duerfir an deen Eck?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Stellt Dir den Här Mosar an deeselwechten Eck, deen a sengem Budgetsrapport fir den Exercice 2006 dorobber higewisen huet, datt déi Familljeleeschtungen do explodéieren an de Budget ze vill belaaschten? Stellt Dir d'Caritas an deeselwechten Eck, wann déi an hirem Sozialalmanach 2007 datselwecht geschriwwen hunn, déiselwecht Propositioun quasi gemaach hunn, déi ech haut de Mëtteg hei op dëser Tribün développéiert hunn? A stellt Dir Iech selwer an deeselwechten Eck, well Dir waart et an net ech war et, deen zu deem Sozialalmanach do e Virwuert geschriwwen huet?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Onofhängeg dovunner, dass et nach méi laang dauert, ier Dir dat Virwuert do schreift, sinn ech der Meenung, dass ech Virwierder nëmme schreiwen, wann ech déi Bicher, déi ech befürworten, och gelies hunn.

An déi Propositiounen, déi d'Caritas mécht, déi op e Problem opmierksam mécht an déi fir e selektiven Ëmgank mam Kannergeld plädéiert an op d'Exportproblematik opmierksam mécht, dat ass iwwerhaapt net datselwecht wéi dat, wat Dir sot, well Dir, Dir proposéiert an Ärem Wahlprogramm, Dir proposéiert an Ärer Ried haut de Mëtteg, an ech soen net...

M. Claude Meisch *(DP).*- Soll ech et virliesen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech si jo net Spriecher vun der Caritas. Wann d'Caritas eppes seet, wat mir net gefält, da géif ech dat och soen. Mä Dir hutt mech net gefrot, fir d'Virwuert zu Ärem Wahlprogramm ze schreiwen. Dat wier iwwregens eng interessant Iddi gewiescht, wann Dir dat gemaach hätt.

(Hilarité)

Ech soe just, dass ech dergéint sinn, dass een de Frontalieren hiert Kannergeld halbéiert. A wann Dir dann haut sot - dann huet déi Debatt jo eppes bruecht -, dass Dir dat

och net wëllt maachen, da si mer eis jo eens.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech wëll de Premierminister nach eng Kéier froen, ob hien der Meenung ass, ob dat eppes aneschters ass wat hei steet, op der Säit 27 vum Sozialalmanach vun der Caritas vum Joer 2007: „(...) wobei aus Gründen der Kompetitivität und der Verhinderung eines zu hohen Abflusses ins Ausland das Kindergeld so bemessen werden sollte, dass es nicht zu weit von demjenigen der für uns heute wichtigsten Länder (Frankreich, Deutschland und Belgien, dazu Portugal und Italien) abweicht". An da geet et esou weider, datt eben e Remplacement soll geschafe gi fir déi Familljen, déi hei am Land liewen, déi dat dote géifen ausgläichen. Dat schéngt mer zimlech exakt dat ze sinn, wat ech de Mëtteg hei développéiert hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä ech mengen, Här Meisch, et gëtt e groussen Ënnerscheed, falls deen Artikel sech esou résuméiere léisst, an deene siwen Zeilen, well Dir hutt jo nëmmen déi siwen Zeilen do opgeschriwwen, an net dee ganzen Artikel.

Wann een am Sozialalmanach vun der Caritas dat schreift, dann huet nach keng ganz Partei dat gesot, hein. Dann huet nach keng ganz Partei dat gesot. Dir suivéiert also een Auteur aus dem Sozialalmanach vun der Caritas, an ansonste sidd Dir fir d'Trennung vu Kierch a Stat. Dat passt wonnerbar beieneen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass och net wouer, well déi Propositioun, déi mir maachen, ass vun 2006, de Sozialalmanach vun 2007. Et wier also ëmgedréint, datt d'Caritas eis suivéiert hätt, Här Premier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech kënnt dat nëmme fir d'Caritas bedaueren, wann dat esou wier. Mä jiddefalls huet dann nëmmen een an engem Bäitrag am Sozialalmanach vun der Caritas dat geschriwwen.

Ech hunn dee Sozialalmanach awer relativ gutt an Erënnerung, a virun dem leschten État de la nation hunn ech mech mat villen Auteure vun deem Sozialalmanach zesummegesat, fir précisément déi Propositiounen ze formuléieren, déi an der Ëmwandlung vum Arbeitnehmerfräibetrag, vum Rentnerfräibetrag, vum Alleinerzieherfräibetrag a Steierkreditter bestinn. Hutt Dir schonn eng Kéier ganz däitlech gesot, dass Dir mat där Politik d'accord sidd?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu jo Elementer dovunner matgedroen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Hutt Dir dat gestëmmt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn Elementer dovunner gestëmmt, jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat heescht, Dir sidd also an deem Deel Steierpolitik vun der Regierung domat d'accord, dass déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, déi supplementar Leeschtunge kritt hunn, déi se duerch déi Politik vun dëser Regierung kritt hunn? Well dann hätte mer schonn e groussen Accord iwwert d'Sozialpolitik heibannen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Premierminister, mir hunn dat fir den Arbeitnehmerfräibetrag matgestëmmt. Mir hunn net matgestëmmt fir d'Kannergeld, well mer do scho plädéiert hu fir en Iwwergank ze fanne vun där geldorientéierter Familljepolitik hin zu enger sachleeschtungsorientéierter Familljepolitik. An déi 100 Milliounen, déi dat dote kascht, hätte mer besser an Infrastrukturen a Betreiung investéiert gesinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir hunn an dëser Legislaturperiod d'Betreiungsstrukture massiv ausgebaut, nämlech an engem Rhythmus vun zweemol méi wéi an där Legislaturperiod virdrun. Mir hu Sachleeschtungen agefouert, esou wéi Dir dat an Ärer Propositioun, ech mengen aus dem Joer 2006, proposéiert hutt.

Wa mer fäerdeg sinn, da stellt Dir fest, dass Dir mat 80% vun der Regierungspolitik averstane sidd. Well eleng déi Explikatiounen, déi mer haut de Mëtteg hei haten, weisen esou eng breet Intersektioun vun Accorden tëschent der Regierungspolitik an deem, wat Dir eigentlech als Alternativ proposéiert hutt, dass een eigentlech deem Land hei nëmme félicitéiere kann, zu wat fir engem Grad vu Konsensbildung et eigentlech fäeg ass.

Mä jiddefalls war meng Propositioun haut, déi musse mer elo tässelen, dass d'Frontalieren och d'Aide au réemploi kréien, wat dann awer eng supplementar Exportleeschtung vu Sozialtransfert ass.

Grad wéi ech och hei wollt soen, well déi Fro vun der Tripartite hei opgeworf ginn ass, wat net oninteressant war. An engem Moment, wou d'Regierung d'Chamber méi an d'Tripartiteaarbechten agebonnen huet wéi jeemools virdrun, gëtt dann hei verlaangt, d'Tripartite misst virugoen, nodeem all Partner vun der Tripartite der Meenung waren, mir sollten elo ophalen, well mer den Tour vun de Froe gemaach hunn.

An engem Moment, wou d'Regierung - dat huet déi lescht Regierung net gemaach - d'accord ass, all Mount heihinner ze kommen an den État vun de Recetten op den Dësch ze leeën an déi Froe mam Budgetsa mam Trésorminister ze diskutéieren, gëtt gesot: „Rufft d'Tripartite zesummen!" Dat soen eigentlech déi zwou...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir sollt awer selbstverständlech och weiderhin nach heihinner kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo. Fréier, ganz fréier, am virleschte Jorhonnert, wa mer an d'Tripartite gaange sinn an dann heihinner komm sinn, dann hutt Dir gesot: „Wat geet lech un?" An elo komme mer heihinner an Dir sot: „Gitt fir d'éischt an d'Tripartite."

(Hilarité)

Et muss een awer eng Kéier hei zu engem räsonnabelen Ëmgank mat där Fro do fannen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, also et muss een awer net Saache soen, déi ech net gesot hunn. Ech hunn net gesot, Dir sollt fir d'éischt an d'Tripartite goen. Souwisou muss ech lech soen, wa mir lech ruffen, hutt Der heihinner ze kommen.

Une voix.- Jo, sou ass d'Regel.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*-

Jo, jo, ma dat ass och mäi Verständnis vum parlamentaresche System.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da si mer eis jo do eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Doriwwer braucht Dir mech iwwregens net ze beléieren. Dat weess ech selwer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat Zweet ass, doriwwer wëll ech lech awer beléieren, wat a mengem Text steet, dat ass, datt och d'Chamber, wann déi lech zu eppes opfuerdert an et gëtt eng Majoritéit, dann hutt Dir dat ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat hu mer schonn e puermol bewisen, am Géigesaz zu aner Institutiounen hei am Land.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Leider si mer de Moment an enger Situatioun, datt mer eis net oft genuch hei duerchgesat kréien. Dat ass eise Problem. Dat ass zwar dann net méi Ären.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat ass dee Misär mat der Demokratie do, hein.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä ech mengen awer, wat awer relativ kloer ass, dat ass, datt d'Prozedur soll esou lafen, datt effektiv d'Chamber weider soll tagen zu deene ganzen Themen do. Dir, oder wien och ëmmer, den Här Frieden, wien och grad betraff ass soll geruff ginn. Mä mir hätte gär, datt Dir parallell dozou mat de Sozialpartner och taagt, fir deenen och permanent de Stand der Dinge ze zielen. Dat ass Är Aufgab als Exekutiv.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, ech sinn domat jo ganz d'accord, mä Dir loosst dem Exekutiv awer vläicht de Soin, de Choix vu sengen Dialogkanäl selwer mat de Partner, mat deenen e schwätzt, festzeleeën. Ech treffe mech all Woch mat Gewerkschaften a mat Patronatsorganisatiounen, an ech hu bis elo nach net erausfonnt, dass déi elo den irrésistibele Wonsch hätten, sech erëm an der Tripartite ze gesinn, wat en Zeremoniell vu senger eegener Zort ass.

Anyway. Well ech nach just dat wollt soen, da kënnt Dir dat direkt mat ewechbotzen.

Op Virschlag vum Aarbechtsminister hunn ech décidéiert, Enn Abrëll, ufanks Mee e Beschäftegungssommet zu Lëtzebuerg anzeruffen. Dat ass e grousst Wuert. Ech wëll mech mat de Sozialpartner, ob mer dat Tripartite nennen oder net Tripartite nennen, iwwert d'Situatioun um Lëtzebuerger an och deelweis um europäeschen Aarbechtsmaart ënnerhalen.

Do sinn ech effektiv der Meenung, dass d'Beschäftegung mat dem Chômage, mam Emploi, dee jo deen eigentlechen Objet ass vun alle Politiken, déi mer hei wëllen ukéieren an amgaange sinn unzekéieren, dass mer dat nach eng Kéier ganz intensiv ënnerenee musse schwätzen, mat deem noutwendege Relais, deen dat selbstverständlech muss an d'Parlament era fannen.

Do wollt ech eigentlech d'Gewerkschaften an d'Patronen zesummeruffen. Wann Der awer gären hätt, dass dat Tripartite heescht, da soen ech, da maache mer eng Tripartite d'emploi. Ech wollt einfach ee Gespréich mat de Sozialpartner iwwer Beschäftegungspolitik maachen, well ech dat fir noutwendeg fannen a well ech dat e wichtegt Thema fannen, och a selbstverständlech hei am Parlament.

Mä ech hat lech ënnerbrach, pardon.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ma neen, ech wollt dat just grad rappeléieren, datt ech awer gelies hunn an der Zeitung, datt zumindestens eng Gewerkschaft, eng grouss, verlaangt, datt e Sommet de l'empoi soll zesummegeruff ginn. An effektiv, ob een dat elo e Sommet de l'emploi nennt oder Tripartite, dat ass jo awer dat nämlecht. Also, et sinn effektiv ëmmer déi dräi Partner, déi zesummen un engem Dësch sëtzen, fir doriwwer ze diskutéieren. Et ass eis am Fong egal, wéi Der et nennt herno. Mä et taagt bis zum...? Dat ass dat, wat eis interesséiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir tagen a mir tagen a mir tagen a mir probéieren d'Saachen an de Gréff ze kréien. Ech wosst iwwregens net, dass eng Gewerkschaft dat gefuerdert hätt. Ech ka mech just erënneren, dass ech op eng Gewerkschaft…

(Interruption)

Jo. Ech ka mech just erënneren, dass ech um Bezierkskongress vum LCGB-Süde gesot hunn, mir géifen esou eppes maachen. Mä ech sinn awer d'accord, dass se dat elo fuerderen. Dat stéiert mech net fir fënnef Sou. Dat hunn ech fréier och mam Här Castegnaro ëmmer erlieft: Wann ech him eppes gesot hunn, huet hien dat gefuerdert, an esou huet hie sech ëmmer duerchgesat.

(Hilarité générale)

Dat ass eben eng Saach… An ëmgedréint, muss ech soen, och, well esou fonctionnéiere mer hei zu Lëtzebuerg, a wa mer ufänken aneschters ze fonctionnéieren, da fonctionnéiere mer komescherweis net méi. Dofir muss een och kënnen esou fonctionnéieren.

Dir hutt gelies, dass d'Banque générale, do ass de Stat Aktionär, décidéiert huet, hirer Aufgab an der Gesellschaft an och an dëser Beschäftegungssituatioun besser gerecht ze ginn, wéi d'Banken dat virdru gemaach hunn. Ech wollt hei dës Debatt notzen, fir dem Management vun der Banque générale a fir alleguer deenen, déi och de Stat an de Gremië vun der Banque générale vertrieden, dozou ze félicitéieren.

Ech wollt derbäi soen, dass d'Spuerkeess dat och décidéiert huet, an lech och soen, dass den öffentlechen Aktionär bei der Banque générale - dat ass komescherweis dat eenzegt Parlament an Europa, wou dat Stéchwuert net gefall ass, wou iwwer Bonien an iwwer Gratifikatioun an iwwer Ofgangsentschiedegung regelméisseg geschwat gëtt -, dass mer och derfir gesuergt hunn, dass, nodeem kloergestallt ginn ass, dass all Beamte vun der Banque générale, déi hu jo zimlech vill gelidden déi lescht Méint, dat an d'Paitut kréien, wat hinne versprach war, mer d'Performance- an d'Boniregele ganz staark no ënne revidéiert hunn, well ech et relativ normal fannen, bei allem Vertrauen, dat ech an d'Management vun der Banque générale hunn, an dat ass grouss, dass een natierlech, wann ee Sue vum Stat kritt, och deementspriechend muss bereet sinn, an der Rémunérationspolitik bestëmmten Aschränkungen ze maachen.

D'Kolleegen äntwerten lech op de Rescht. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Mir fueren dann, Dir Dammen an Dir Häre, weider mat de Riedner, esou wéi se hei ageschriwwe sinn. Mir hunn der elo nach dräi: den honorabelen Här Spautz, den honorabelen Här Goerens an den honorabelen Här Bodry.

Ech géif d'Regierung och bieden, der Présidence matzedeelen, wie vun der Regierung nach gedenkt, um Enn vun den Debatten ze intervenéieren.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, dat hänkt e bëssen dovunner of, wat elo gesot gëtt. Ech mengen, den Här Krecké an ech wäerte bis zum Schluss vun der Debatt heibleiwen. De Statsminister huet an eisem Numm geschwat. Wann elo nach zousätzlech Saache kommen, da musst Der eis d'Geleeënheet ginn, fir och dorobber ze äntwerten.

M. le Président.- Très bien.

(Interruption)

Den honorabelen Här Marc Spautz huet d'Wuert elo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ulass fir dës Debatt, déi mer haut hei féieren, ass ganz sécher kee freedegen, an ech géif mengen, mir alleguer heibannen an och d'Leit dobausse wäre frou, wann dës Debatt net misst stattfannen. Si ass awer néideg an noutwendeg. Si soll och virun allem vun eis Politiker dozou benotzt ginn, fir méi wäit wéi nëmmen eng Legislaturperiod ze kucken an och iwwert de 7. Juni eraus.

Verlaangt gëtt haut vun eis, déi Akzenter ze setzen, déi et eis erméiglechen, no dëser Kris erëm kompetitiv ze sinn oder ze ginn. An dat ouni eise Kanner a Kandskanner déi ganz Laascht vun de Konsequenzen aus dëser Kris ze iwwerloossen.

Nach leschte Summer huet keen zu Lëtzebuerg, wa mer éierlech sinn, vun enger weltwäiter Finanzkris geschwat. Zwar huet een dat eent oder dat anert aus Amerika héieren, awer esou richteg beonrouegt war een net.

Wéi dunn awer vum September un ëmmer méi Detailer an d'Aktualitéit vum Alldag geréckelt goufen an d'Noriichten iwwert den Zesummebroch vum Hypothéikemaart an den USA breetgetrëppelt goufen, sinn ëmmer méi Leit an Europa waakreg ginn.

Et muss een och bei dëser ganzer Saach bedenken, dass do a kierzester Zäit fir de Normalstierflechen net virstellbar Zommen einfach zerstéiert gi sinn. Déi mannst vun eis kënne sech iwwerhaapt nach eppes ënnert dësen Zomme virstellen. Duerfir hunn och an der éischter Zäit vun der Finanzkris déi mannste Lëtzebuerger vun eis sech reell Suerge gemaach. Zwar war een net begeeschtert vun deem, wat an Amerika geschitt ass, mä et huet ee sech der Illusioun higinn, dat wäert schonn net esou schlëmm ginn.

Abee, mir sinn enges Bessere beléiert ginn! Esou huet och zu Lëtzebuerg de Stat séier misse reagéieren, wou zwou traditionell Lëtzebuerger Banken, déi am Laf vun deene Joren am internationale Grupp opgaange sinn, op eemol an d'Labränte koumen. Domat war och Lëtzebuerg an d'weltwäit Finanzkris ukomm.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An och wa sech déi mannsten, ebe well esou schnell a gutt reagéiert gouf, massiv Suerge gemaach hunn, esou ass dat haut anescht. Mir alleguerte léieren haut, an zwar op déi haart Tour, dass een an enger globaliséierter Welt gutt Geschäfter ka maachen, dass awer, wann dëse System krank gëtt,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…och mir net verschount bleiwen.

M. le Président.- Ech bieden lech!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An och haut kann nach keen eis soen, wéini déi schlecht

Nouvellen aus eiser Wirtschaft ophale respektiv wéini déi erhoffte Relance économique kënnt.

Lëtzebuerg ass a war ni eng Insel a wäert sech och op déi eng oder aner schlecht Nouvelle nach weider missen astellen. D'Kris ass zu Lëtzebuerg ukomm. Obwuel een nach virun e puer Méint konnt mengen, mir als Lëtzebuerger wären an der Saach Wirtschaftskris Observateuren an net esou richteg bedeelegt, esou ass dat zënter leschte Freideg net méi de Fall.

No ënner anerem dem Ofbau bei Husky, koum d'Ukënnegung vu Villeroy als eelste Betrib zu Lëtzebuerg, seng Produktioun d'nächst Joer hei am Land anzestellen. An dat féiert dozou, dass d'Leit sech elo emol méi real mat der Kris beschäftegen.

Datselwecht schlecht Gefill ass hei zu Lëtzebuerg bei de Leit héichkomm, wéi d'Décisioun gefall ass, d'ARBED-Direktiounsgebai an der Avenue anzemotten, an déi Décisioun ass geholl gi vun ArcelorMittal. Et ass schwéier ze verstoen, dass et méi bëlleg soll ginn, wann ee Büroe muss loune goen, wéi dass een a senger eegener Propriétéit sëtzt.

Anescht an der Kris, wéi 1972 an der Stolkris, ass, dass mer deemools eng Finanzplaz haten, déi amgaange war opsteigend ze ginn. Dat ass dës Kéier net de Fall.

Här President, de Président-rapporteur vun der Spezialkommissioun, de Lucien Thiel, huet a senger Interventioun, fir déi ech him op dëser Plaz nach eng Kéier wëll félicitéieren, detailléiert opgezielt, wat do geschafft ginn ass a wat fir eng Konklusioune proposéiert goufen. An der Suite vu menger Interventioun wollt ech dann elo op fënnef Voleten agoen, an zwar d'Suerge vun de Leit an de Betriber an d'sozial Verantwortung vun dëse Betriber, dann op den Aarbechtsmarché an d'Éducatioun, an als drëtte Punkt op d'Prozedure beim Stat, a véiertens d'Wichtegkeet vum Findel an e puer Remarquen zu de Statsfinanzen.

D'Suerge vun de Leit an d'Verantwortung vun de Betriber. Zënter Méint musse mir, a virun allem déi Betraffen, eis mat der Tatsaach auserneesetzen, dass d'Demandë fir d'Kuerzaarbecht konstant klammen. Gëschter huet de Comité de conjoncture, do wou jo d'Gewerkschaften an d'Patronen zesumme mat der Regierung sëtzen, dat ënnert der Présidence vum Här Krecké an dem Här Biltgen, dem Regierungsrot proposéiert, fir de Mount Abrëll 10.400 Mënschen a Kuerzaarbecht ze ginn.

Dëst ass fir déi Leit, déi an deem Fall sinn, keng flott Saach. Nieft der permanenter Angscht, awer am Kontext vun der Kris trotz dëse staatlech finanzéierte Mesuren hir Aarbechtsplaz nach kënnen ze verléieren, schaffe si zwar manner, hunn also méi Fräizäit, mä och manner an der Pai. An net nëmmen, well kuerz geschafft gëtt, mä och well Schichten, Samschdeger a Sonndeger ewechfalen. Wann een awer zënter Joren esou geschafft huet an op dësem Revenu säi Liewen opgebaut huet, dann ass dat net einfach ze schlécken. Wéi ass et do mam Zréckbezuele vum Prêt fir d'Haus, fir d'Appartement an esou weider?

Hei mussen och d'Banken hir Responsabilitéit huelen. War et net grad dee Secteur, deen am Ufank vun der Kris stoung? Hunn net grad si vum Stat, also eis Banken, missen ënnert d'Äerm gegraff kréien? Et kann een awer soen, datt eng Rei Banke sech hirer Responsabilitéit duerchaus bewosst sinn a mat sech schwätze loossen, wann et dorëms geet, dës schwiereg Zäit ze iwwerbrécken an d'Zréckbezuele vun den Hypothéikekreditter nei ajustéieren.

Et ass an dësem Kontext och nëmmen ze begréissen, dass virun zwee Deeg d'Banque générale op dëse Wee gaangen ass, an zwar net nëmmen, fir deem Eenzelnen ze hëllefen, mä och no de Betriber ze kucken. Et ass just ze hoffen, dass och aner Lëtzebuerger Banken nozéien. Dofir sinn ech och frou ze héieren, dass de Statsminister gesot huet, d'Spuerkeess géif horgenau datselwecht maachen.

Wann een awer elo iwwert d'Banque générale schwätzt, däerf een awer och net vergiessen, dass et grad déi Bank och war, déi massiv vum Stat ënnert d'Äerm gegraff kritt huet a wou haut de Stat och den Haapt- an de wichtegsten Aktionär ass. An dëst ass och dat, wat een ënner sozial Responsabilitéit vun enger Gesellschaft versteet.

D'Betriber, d'Banke si keng Entitéiten, déi sech ausserhalb den Norme vun eiser Gesellschaft bewegen. Si sti matzen an der Gesellschaft, sinn do e wichtege Bestanddeel an droen hir Responsabilitéit vis-à-vis vun de Leit. Vun alle Leit, an net nëmme vun deenen, déi hei bei hinne schaffen. Eleng nom Prinzip ze fueren, e Maximum u Benefiss ze maachen, an de Rescht interesséiert mech net, dat kann an däerf net esou fonctionnéieren!

Eis Gesellschaft kann ouni sozial Responsabilitéit vun de Betriber net iwwerliewen. Hei muss dat eent oder anert Ëmdenke kommen. Esou ass et fir mech net novollzéibar, firwat grad elo zu dësem Moment Villeroy & Boch mat der Nouvelle koum, d'Produktioun zu Lëtzebuerg anzestellen. Mol net dovun ze schwätzen, dass d'Mataarbechter dës Nouvelle aus dem Radio héieren hunn. Wéi wëllt een nach während engem Joer eng Produktioun oprechterhalen, wou jiddweree weess, dass et geschwënn eriwwer ass? Ech kann d'Leit gutt verstoen, wann d'Motivatioun an d'Freed, fir schaffen ze goen, an dësem Fall ze wënschen iwwreg léisst. Ënner engem responsabele Managementverhale verstinn ech eppes aneschters.

Et muss en Appel un d'Betriber gemaach ginn, fir net vun dëser aussergewéinlecher Wirtschaftskris ze profitéieren, fir sech onnéideg vun deem engen oder aneren ze trennen. Dës Virgehensweis kann nëmme condamnéiert ginn. Hei heescht et, dass mir alleguer, a virun allem d'Gewerkschaften, ganz genee kucken, wann dëse Verdacht opdaucht. Et ass fir munch Betriber eng falsch Rechnung, fir elo qualifizéiert Mataarbechter ze entloossen; déi feelen da bei der Relance, déi esou sécher kënnt wéi d'Amen am Gebiet. Just wéini se kënnt, steet leider an de Stären.

Et geet also elo drëm, d'schaffend Leit an de Betriber ze halen, soulaang et wirtschaftlech ze droen ass. Hei ass de Stat senger Responsabilitéit mat der Reform vun der Kuerzaarbecht schonns nokomm. Elo ass et un de Betriber, fir zesumme mat de Betraffenen ze kucken, dës Zäit och sënnvoll ze iwwerbrécken. D'Mesure, fir 90% vum Salaire ze bezuelen, verbonne mat Formatioun, ass eng gutt Saach.

Et geet elo dorëms, dës Formatiounen op d'Been ze setzen. Jorelaang bestoung haaptsächlech an de Produktiounsbetriber wéinst deene villen Opträg jo guer keng Méiglechkeet, d'Leit an d'Formatioun ze schécken. Abee, elo besteet dës Méiglechkeet. An d'öffentlech Hand zesumme mat alle Beruffschamberen an de private Formatiounsträger mussen et fäerdeg bréngen, hei eppes opzebauen.

Et muss awer och dru geduecht ginn, d'Leit ze iwwerzeegen, dass d'Formatioun eng Noutwendegkeet an eng gutt Saach ass. Ech ka mer ganz gutt virstellen, dass deen een oder deen anere seet: Meng Schoulzäit ass schonns Jorzéngten eriwwer an ech hu keng Loscht, nach eng Kéier eppes ze léieren. Abee, hei muss dann d'Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn.

Formatioun ass ëmmer wichteg. Hei steet dann net nëmmen de Betrib, mä och déi zoustänneg Personalvertrieder an hirer Flicht. Et muss alles Méigleches a Noutwendeges gemaach ginn, fir dass eis Betriber no der Kris gutt opgestallt sinn, dass hir Mataarbechter gutt forméiert sinn, esou dass vläicht och vun dëser Zäit profitéiert gëtt, fir nei Verfahren, nei Weeër kënnen ze léieren.

Zudeem kënnen déi Formatiounen och zum Deel bei der Pai herno ugerechent ginn, wann een zum Beispill un de Bausecteur denkt, wou am IFSB Formatiounen ugebuede ginn, déi duerno mat sech bréngen, dass een och kann an der Pai bäikréien. Sou eng Win-win-Situatioun ass am Intérêt vun all Mënsch, an domadder sinn de Betrib wéi och d'Leit besser opgestallt bei der Relance économique.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wat awer ass mat deenen, déi hir Schaff trotz aller Ustrengung vu staatlecher Säit aus verluer hunn? Ass eist Aarbechtsamt gutt opgesat, fir dëser enormer Erausfuerderung gerecht ze ginn? Wann een op d'Kritike vun deene leschte Méint geet, da kann een dorun zweifelen.

Et ass richteg, dass d'Aarbechtsamt keng Plazen aus dem Stee schloe kann, dass dës...

(Coups de cloche de la Présidence)

...Verwaltung zoustänneg ass fir d'Vermëttlung zwëschent der Offer an der Demande. An awer! Zënter enger Zäit hunn dann och intern Ëmstrukturéierungen an der ADEM dozou gefouert, dass d'Vermëttlung besser verleeft. Mä hei bleift nach ganz vill ze maachen. Zum Beispill, firwat ginn d'Atelieren, déi leschte Weekend op der Bourse, déi jo e Succès waren, net systematesch fir all Demandeur an der éischter Zäit vu senger Aschreiwung, also an deenen éischten zwee Méint, um Aarbechtsamt obligatoresch offréiert? An apropos Bourse de l'emploi, do wär gutt gewiescht, wann och den CNFPC, de Centre de langues an den Éducationsministère präsent gewiescht wären. Bei der ADEM scheitere mer un den Infrastrukturen an um Personal. Et ass also noutwendeg, dass institutionell Plängännerunge kommen, an zwar schnell. Gutt forméiert Demandeure kënnen, do sinn ech sécher, schnell eng nei Plaz fannen. Wa si awer net iwwer hir Méiglechkeeten forméiert ginn, da wäert och an Zukunft d'Sich vun enger Schaff schwéier bleiwen.

Ze soen, en Demandeur kritt bei senger Aschreiwung jo all relevant Informatiounen a Gesetzestexter schréftlech an enger Mapp iwwerreecht, fannen ech scho bal eng Frechheet! Kuckt lech emol dës Informatiounsmappen un! Et ass richteg, dass doran Ausschnëtter vu Gesetzer op Verwaltungsfranséisch stinn an och Informatiounen iwwert d'Hëllefen...

(Coups de cloche de la Présidence)

...an d'Servicer vun der ADEM. Mä versteet all Demandeur dës Texter? Hei ass nach vill Aarbecht ze maachen, an dat ass eng Aufgab vun der Verwaltung selwer.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Kann een dat do als Kritik um Minister ugesinn?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä da lauschtert eng Kéier no, Här Mehlen! Wann ech fäerdeg sinn, da ginn ech lech d'Erklärung.

Och den Encadrement léisst ze wënschen iwwreg. Et ass richteg, dass optimal ausgebilte Personal feelt. Mä zënter wéi laang ass dat da gewosst? An ass eppes geschitt? Et kann net alles op de Législateur oder op de Minister, Här Mehlen, ofgewälzt ginn. Eng bestëmmte Responsabilitéit läit do och bei der Verwaltung selwer.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Aha!

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Stat stellt de Kär; mä mat Liewen ausfëlle muss d'Verwaltung sech scho selwer.

Leit ze encadréieren, déi grad hir Plaz verluer hunn an domat Existenzängscht hunn, ass net einfach. Dofir brauch d'ADEM méi Leit a virum allem besser ausgebilte Leit. A wahrscheinlech och deen een oder anere Wee, fir déi Leit kënne méi einfach anzestellen. Firwat net Personal rekrutéieren, dat vu senger Formatioun hier schonns mat Leit gewinnt ass? Ech denken zum Beispill un Éducateuren oder Leit mat Beruffs- a Liewenserfahrung aus dem Personalbüro vun de Betriber.

An dann zu de Betriber: Vill Aarbechtsplaze si schonns informell verginn, ouni dass eis ADEM och emol nëmmen den Ufank vun enger Chance hätt, en Demandeur d'emploi dorobber ze assignéieren, ganz einfach aus deem Grond, dass de Betrib seng fräi Plazen einfach net bei der ADEM mellt. Hei gesäit d'Loi organique vun der ADEM esou Optioune vir, déi, souwäit ech informéiert sinn, nach ni ugewannt gi sinn. Och hei stinn net nëmmen de Betrib, mä och déi Verantwortlech vun der ADEM an der Verflichtung vis-à-vis vum Mënsch, deen op der Sich no Aarbecht ass.

Dëst sinn alles Erausfuerderungen, deenen ee sech stelle kann, déi och léisbar sinn.

Mä da geet et net an engem aneren Aspekt, an zwar deen ze kucken, fir déi Leit, déi eng Schaff sichen. Hei klammen d'Zuelen dramatesch, an déi, déi mir déi meeschte Suerge maachen, sinn déi Onqualifizéiert. Ech ginn ës net midd an ech soen et schonns zënter Joren, dass hei eng Zäitbomm tickt. Eis Schoul verloosse vill ze vill Jonker ouni Ofschloss. Och wann dës Zuel a leschter Zäit sollt erofgaange sinn, esou ännert dat net vill um Gesamtbild.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir wäert gutt an der Oppositioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, Här Mehlen, ech weess net, ob ech gutt an der Oppositioun sinn. Ech sinn hei, fir eng realistesch Astellung ze maachen.

Mat der Schafung vun de sougenannte Quizklassen am CNFPC an och an eenzelnen technesche Lycéeën, wou Schüler, déi keng Apprentissageplaz fonnt hunn, nach zwee Joer kënnen drableiwen...; mä si sinn do nëmme geparkt. An et ass wichteg, dass mer méi op d'sozial Kompetenz vun deene jeeweilege Leit aginn.

Loosse mer also realistesch sinn: Ouni Ausbildung fënnt een hei zu Lëtzebuerg mat eiser héich entwéckelter Industrie op Dauer keng Aarbechtsplaz. An dës Jonk all an Opfangstrukturen ënnerzebréngen, ob dat déi richteg Léisung ass, do zweifelen ech drun.

Et gëtt ëmmer manner Betriber, déi onqualifizéiert Personal brauchen. Et dierft jo och net vergiess ginn, dass mir an enger Groussregioun wunnen a liewen, wou zéng Millioune Leit potenziell Aarbechtskräfte bei eis kéinte ginn. Et ass dofir ze hoffen, dass déi entaméiert Schoulreformen och déi Resultater bréngen, déi mir eis all wënschen.

(Brouhaha)

Mä wat geschitt mat deenen, déi schonns aus dem System eraus si respektiv déi nächst Zäit erausfalen? Hei ass Kreativitéit gefrot. Et muss och kloer sinn, dass am Beräich vun der Schoul an am CNFPC nëmmen déi bescht ausgebilten Enseignantë mat dëse Schüler schaffen.

(Brouhaha)

Et kann an däerf net sinn, dass d'Chargéen a beruffsonerfueren Enseignantë mat dëse Klasse konfrontéiert ginn. Dann ass...

M. le Président.- Wann ech gelift, gitt dem Riedner eng Chance!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...den Échec, trotz deem net ze bestreidenden Engagement vun dësen Enseignanten, esou gutt wéi virprogramméiert.

D'Schoul- an d'Aarbechtswelt musse méi enk zesummeschaffen. Et gëtt e puer Initiativen, déi an déi richteg Richtung weisen, an et ass ze hoffen, dass dës virugedriwwe ginn an net u Partikularinteresse vun eenzelne Gruppe scheiteren. Mir kënnen eis zu Lëtzebuerg net erlaben, dass 100 Schüler d'Schoul verloossen ouni Diplom. Dat packe mir net an dat packt eis Ekonomie net. Dofir musse mir all ëmdenken.

Ze soen, et soll een dat léieren, wat engem Spaass mécht, oder dat, wat d'Eltere sech fir hir Kanner virstellen, ass ze iwwerdenken. Plakativ gesot, net jiddweree ka Pilot oder Dokter ginn. Mir brauchen och Handwierker an Industrieaarbechter. Et soll een no senge Fäegkeeten a Kompetenze goen, ouni aus den Aen ze verléieren, wat den Aarbechtsmarché esou hiergëtt. Zëmools wann een zu Lëtzebuerg wëllt bleiwen a schaffen.

Dës Iwwerleeunge bréngt mech dann zu mengen drëtte Punkt, an zwar dee vun de Statsprozeduren. Här President, net nëmmen, dass d'Betriber zënter Joren iwwer eng administrativ Lourdeur kloen, mä entretemps héiert een dat vun alle Säiten. Wann een eleng gesäit, wéi vill Telefonater ee muss maachen, fir déi richteg oder iwwerhaapt eng Äntwert vu Säite vum Stat ze kréien, mengen ech, muss een déi Kloen och verstoen.

D'Ministèren an d'Verwaltungen hunn et zënter Jore fäerdeg bruecht, en administrative Wee ze etabléieren, deen eigentlech sengesgläiche sicht, an dëst gëllt fir bal all Beräicher, ob dat ëm d'Schoule geet oder och d'Etabléierung vun engem Betrib betreffend. Dee groussen Atout viru Jore vu Lëtzebuerg war dee vun de kuerzen administrative Weeër, an deen hu mer verlooss. An et ass erëm wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen, erëm op dee Wee zréckzekommen, dass Lëtzebuerg e Land gëtt vun de kuerze Weeër. Duerfir ass et wichteg, dass mer all déi administrativ Hürden, fir net Schikanen ze soen, ofbauen. Mir däerfen net nëmmen dovu schwätzen, mä mir mussen et och maachen.

Mäin nächste Punkt ass dee vun den internationale Verbindungen. De Findel an d'Gare Lëtzebuerg spillen do eng entscheedend Roll. Jo, mir hu säit engem Joer eng TGV-Verbindung op Paräis. Awer eis Ubannung u Bréissel ass net déi schnellst. Jo, ech weess, dass déi Streck moderniséiert gëtt, awer mir mussen oppassen, dass déi belsch Säit hir Hausaufgaben net gemaach huet a mir nach net ugefaangen hunn. Duerfir ass och wichteg, dass mer do op Zack sinn, fir do den Anschluss net ze verpassen. Och misste mer onbedéngt besser un dat däitscht Eisebunnsnetz ugebonne ginn.

Och de Chantier zwecks Renovéierung vun der Gare Lëtzebuerg war noutwendeg. Awer wat d'Organisatioun vum Chantier ubelaangt, sou ass déi net grad optimal gelaf, wouduerch eise Chantier Gare net grad eng gutt Reklamm fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ass a war.

De Flughafen, eise Findel, ass kruzial, well mer fir déi Zort vu Wirtschaft, déi mer hunn an déi mer wëllen, Uschloss un déi global Flugbewegunge brauchen, an zwar méi wéi bis elo. Virgëschter hate mer schonns heibannen doriwwer Rieds. Den Transportminister huet mer gesot, dass d'Passagéier-

zuelen um Klamme wieren an dass ëmmer méi Destinatiounen ugeflu ginn. Dat ass och sécherlech net falsch. Wa mer awer eemol d'Woch op Moskau fléien oder zweemol d'Woch soss anzwousch hin, esou vermëssen ech nach ëmmer d'Ubannung u vill Wirtschaftsstanduerten hei an Europa.

Wou sinn déi Verbindungen? Mir mussen nach ëmmer op Frankfurt, Paräis, Amsterdam, London oder Zürich fléien, fir an déi Länner ze kommen. D'Wirtschaftsführer waarde keng Woch, bis se en direkte Vol op Lëtzebuerg kréien, an duerfir musse mer do onbedéngt - an duerfir ass jo elo de richtege Moment - zesumme mat deem neie strategesche Partner nei Weeër sichen, fir nei Verbindungen ze kréien.

De Flughafe Lëtzebuerg spillt och am Cargo eng ganz grouss Roll. D'Cargolux an de Luxair Cargo Center zielen am Fretberäich zu deene groussen. A wa weltwäit et amgaangen ass, am Cargo anzebriechen, muss ee sech d'Fro stellen, ob den Abroch wierklech zu Lëtzebuerg laanschtgeet. An der Kris wäert d'Loft fir vill Fluggesellschaften dënn ginn. Och d'Luxair an d'Cargolux wäerten net ouni Schwieregkeeten duerch déi nächst Jore kommen, op alle Fall wat d'Geschäftsflich an de Cargo ugeet.

E leschte Punkt: Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mëttlerweil bekannt, dass eis Recettë fir 2009 amgaange sinn anzebriechen. Déi éischt dräi Méint vun dësem Joer weisen eis, a wat fir eng Richtung mer histeieren. Am Kader vun de Budgetsdebatten hate mer gesot, dass en eemolegen Defizit an de Steierrecettë vun e puer 100 Milliounen net weider dramatesch ass, well mer jo eng gewëssen Zäit laang vun eise Reserve liewe kënnen. Nach hu mer eng Mouk aus gudde Joren, nach kënne mer bei den öffentlechen Investitiounen zouleeën, d'Kafkraaft vun de Leit steieren.

Eleng 276 Millioune fir eng ganz Rei vu klengen a gréissere Bauprojete ginn elo virgezunn. Awer mir musse se dann och ëmsetzen an eise Betriber déi Aarbecht ginn an net un d'Ausland sous-traitéieren.

Mir mussen eis awer d'Fro stellen, wéi mer an Zukunft wëlle weiderfueren, well op Dauer kënne mer eis massiv Defiziter nämlech net leeschten. Mir brauche Wuesstum, fir déi laangfristeg Finanzementer ze assuréieren. Geneesou wësse mer, dass mer Wuesstum brauchen, fir dass de Chômage net klëmmt.

Och eis Gemenge wäerten de Rimm méi enk mussen zéien, wann d'Kierperschaftssteier abrieche wäert. Den Ënnerscheed téschent dem Stat an de Gemengen ass, dass déi meeschte Gemenge keng Reserven hunn, fir eng Duuschtstreck ze iwwerbrécken. Vill Gemengen hu keng Reserven ugeluecht. Dat bedeit, opgrond vun de reduzéierte Steierrecettë ginn d'finanziell Bewegungsraim vum Stat an de Gemenge ferm ageschränkt. Dëst gëllt och fir de Fonds pour l'emploi, dee besonnesch a Krisenzäite staark strapazéiert gëtt, a wou mer kuerz- oder mëttelfristeg mussen iwwer eng Finanzéierungsreform nodenken - wat méi fréi, wat besser.

D'Realitéit ass nämlech, dass mer amgaange sinn, an eng Rezessioun eranzeschlidderen. Déi Zuelen, déi am Ament bei eisen Noperen zirkuléieren, weise jo däitlech no ënnen. Dat wäert bei eis net vill anescht sinn. Deemno muss et erlaabt sinn, iwwert déi steierlech a budgetär Konsequenze fir d'Joren 2010, 2011 an 2012 nozedenken.

Vill Gemenge ginn zu 75%, anerer bis zu 90% vum Stat finanzéiert. Wann d'Recettë vum Stat erofginn, kréien d'Gemengen insgesamt an absolute Chiffere manner Suen aus dem gesamte Steierpak. Déi meescht Gemengen hunn och keng Reserven a brauchen…

(Coups de cloche de la Présidence)

…zéng bis 15% vun hiren uerdentleche Recetten, fir en Emprunt zréckzebezuelen. Falls awer déi uerdentlech Recetten erofginn, da gëtt d'Situatioun a munche Gemengen dramatesch.

(Interruption)

Duerfir ass et wichteg, dass an de Gemenge gutt a virausschauend gehaushalt gëtt, an an anere Gemenge muss elo d'Handbrems gezu ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi eng hei am Land spieren d'Kris schonns voll, anerer manner an nach anerer guer net. Et ass wichteg, dass mer all awer zesummestinn. Lëtzebuerg huet scho munch Krise gepackt, an dat dank der Solidaritéit ënnereneen.

Loosst eis all zesumme solidaresch sinn a loosst eis all zesumme géint dës Kris virgoen! Loosst eis all zesummen eis gutt virbereeden, dass mer erëm vir bäi sinn, wann d'Ekonomie erëm unzitt!

Ech muss awer soen, an der Krisekommissioun war et oft méi roueg wéi hei am Parlament. Virun allem ass mer opgefall, dass vu Leit, déi hei ganz vill a ganz haart geschwat hunn, d'Präsenz an der Kommissioun net ganz grouss war. Et wär duerfir vläicht net schlecht, wann och géif am Chamberbulletin veröffentlecht ginn, wien, vu wat fir enge Leit wéi oft an de Sitzungen do derbäi war.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Oh!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Charles Goerens. Här Goerens, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, fir et mam Sproochgebrauch vum President vum Bundestag ze halen, géif ech soen, datt déi Debatt elo zum Schluss op en „gepflegtes Desinteresse" stéisst. Ech wëll och duerfir Är geschätzten Opmierksamkeet net abusiv mëssbrauchen. Dat hei ass nämlech en „waste of time" an en „waste of money". Duerfir wëll ech am Telegrammstil de Rescht vu menger Interventioun hei maachen.

Ech wollt ausdrécklech dem President hei vun der Chamber, dem Här Weiler, Merci soen, datt en net geknéckt huet mat der Riedezäit, datt e mer, entgéint deem, wat d'Reglement virgesinn huet, nach e puer Minutte ginn huet. Ech weess dat ze schätzen an ech fannen, dat ass och dee korrekte parlamentaresche Stil. En ass méi wäit gaangen, wéi en hätt misse goen.

Ech wollt och dem Här Thiel Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi en an der Kommissioun gemaach huet. Ech mengen, mir haten eng flott Kooperatioun an där Kommissioun a brauchen eis net ze schumme fir dat, wat do gemaach ginn ass. Et ass just schued, datt net méi bekannt ginn ass no bausse vun deem, wat do diskutéiert ginn ass, wat échangéiert ginn ass a wat an engem ganz konstruktive Geescht à la fin du compte kann zréckbehale ginn.

Drëttens, ech mengen och no där Debatt hei kënnen ze soen - sollt dat nach een interesséieren -, datt d'Reputatioun vun den Oppositiounsparteien, an ech denken haaptsächlech u meng, oder datt d'Oppositiounsparteien an haaptsächlech meng besser sinn, wéi de Ruff, dee se hei de Mëtteg gemaach kruten.

Ech wëll och soen, firwat. Mir haten dräi extrem schwiereg Phasen an där ganzer Kris. Dat eent, dat war d'Rettung vun der Fortis. Et huet menges Wëssens keng eenzeg Partei hei am Land sech hirer Verantwortung entzunn. Mir haten d'Rettung vun der Dexia, déi an d'Haus stoung. Et huet menger Meenung no keng eenzeg Partei hei am Land sech hirer Verantwortung entzunn, och meng net.

Mir si gefrot ginn, wéi mer et géifen hale mat deene ganz schwieregen Diskussioune ronderëm d'Problematik Bankgeheimnis. Ech mengen och do kënnen ze soen, datt keng eenzeg Partei hei am Land sech hirer Verantwortung entzunn huet, och meng net.

E weidert Wuert zu de Prozeduren. Mir haten an der Kommissioun vill Rieds iwwert den administrativen Opwand. Meng Partei huet do Propositioune gemaach. Ech mengen, et wär gutt, wa mer géifen nach eng Kéier dorop zréckkommen, datt mer géifen e Monitoring maache vun deene Saachen, déi net klappen. An datt mer do géifen en intransigeantë Suivi maachen an där Commission parlementaire, déi, ech hoffen, net opgeléist gëtt, fir datt mer endlech gesinn, wien de Motor ass a wien op der Brems sëtzt.

Ech hunn do en Inventaire gefrot, en Inventaire détaillé vun deene Prozeduren, wou de Stat Optraggeber ass an déi hänken. Ech hunn deen Inventaire bis haut nach net presentéiert kritt.

Fir am Telegrammstil weiderzefueren, wëll ech och ënnersträichen, datt déi Kris hei doudsécher net ka geléist ginn duerch déi Mesuren, déi mer huelen. Dat wëllt net heeschen, datt mer net hanner enger ganzer Rei vu Mesurë stinn - an de Claude Meisch huet dat gesot -, déi geholl ginn. Et ass ëmmer richteg, wann ee fir besser Infrastrukture plädéiert. Et ass ni falsch, wann ee fir méi Innovatioun antrëtt. Et ass och doudsécher richteg, wann ee fir den „lifelong learning" ass a wann een de Kriseninstrumentarium nach eng Kéier ofklappt op säi Charakter, ob e komplett genuch ass oder net.

Ech wëll awer eppes soen, wat eis um Häerz a besonnesch um Mo läit. Dat ass dat, wat mer an de leschte Wochen a Méint gesinn hunn a puncto Degradatioun vun de Comportementer vun eenzelne Memberstaten an der Europäescher Unioun.

Mir hunn net vill u Pressekonferenzen am Ausland deelgeholl, mä op enger, wou ech selwer derbäi war, hate mer awer d'Geleeënheet, fir ze soen, datt déi Méthode communautaire, déi bis elo ëmmer et méiglech gemaach huet, datt 27 Memberstate konnten hir legitim Interessen umellen all Kéiers, wa se Problemer haten, datt dat bis elo zur vollster Zefriddenheet geklappt huet, datt eng Kommissioun do war, déi versicht huet, och erauszefannen, wat den Intérêt européen an all Démarche war, an dann ass an deenen dote Gespréichskanäl erausfonnt ginn, wéi ee kéint déi eenzel Standpunkte beienee bréngen, an net wéi dat an de leschte Méint geschitt ass, datt systematesch déi do Gespréichskanäl court-circuitéiert ginn, datt nei Configuratiounen erfonnt ginn, déi et a kengem eenzegen europäesche Vertrag gëtt: Weder de G4 gëtt et nach de G20.

Ech froe mech wierklech, wat Eenzelner sech zoumudden. An ech soen dat hei, well ech et och dobausse soen, an zwar an därselwechter Tonalitéit, et je prends à témoin déi, déi mat eis zu Paräis waren an där Pressekonferenz, an dat hu mer och dem Här Arthuis ganz kloer gesot, ouni gréisser Précautions oratoires.

Ech muss Iech wierklech soen, dat, wat och nach a puncto Degradatioun vum Vokabulär an deene leschte Wochen a Méint anzekloen ass, dat ass d'Erreeche vum Degré zéro vun der Europapolitik. Net méi an net manner!

Ech hoffen, datt et eis geléngt, datt déi eenzel Memberstaten erëm schnell kënnen uknäppe mat Traditiounen, wéi mer se ënnert dem Helmut Kohl kannt hunn, ënnert dem Jacques Chirac, ënnert dem François Mitterrand, ënnert dem President Delors, amplaz datt mer elo eng Abdikatioun hu vun europäesche Responsabele virun hirer Verantwortung an eng Fraude mussen akloen un enger Method, déi d'Fransouse selwer erfonnt hunn ënnert dem Jean Monnet an déi ënnert dem Robert Schuman an Applicatioun gesat ginn ass, an déi bis dohinner vu kengem Eenzegen abandonnéiert gouf.

Ech froe mech, firwat datt domat am Joer 2009 op eemol soll Schluss sinn.

Här President, ofschléissend nach ee Saz. Wa mer wëlle kucken, wat déi Eenzel contribuéiert hunn an där ganzer Debatt, da géif ech Iech carrément virschloen: Publizéiert einfach d'Procès-verbaux vun de Krisekommissiounssitzungen, an da wëssen d'Leit dobaussen, wie wat gemaach huet, an da kënne se och kucken, wat fir eng Parteie wat gesot hunn, ob eenzel Parteien hir Verantwortung iwwerholl hunn.

Ech ka just nëmme soen, datt mir all Kéiers an deene Sitzunge vertruede waren. An ech kann och nëmme just soen, datt dee Geescht, an deem mir déi Aarbechten do ugaange sinn, an esou wéi dat sech och weiderentwéckelt huet, datt mer dat nëmme kënne begréissen.

Dat geet e bësse méi wäit wéi dat, wat den Här Spautz elo grad gefrot huet, mä hien ass schonn um richtege Wee, fir dat mat ze ënnerstëtzen, wat ech gefrot hunn.

Ech hätt och gär - dat ass dee leschte Saz -, datt déi Kommissioun géif weiderbestoen, well d'Method, déi mir proposéiert haten, fir déi Kris hei parlamentaresch ze begleeden, hätt den Avantage gehat, datt mer do kéinten de façon globale sämtlech Problemer undiskutéieren. Mir hätte se kënnen an hirer Gesamtheet erfaassen, esou behandelen, amplaz datt mer elo riskéieren, erëm eng Kéier ze vill detailléiert Diskussiounen ze kréien.

Do, wou mer als Lëtzebuerger krank sinn um Niveau vun de Prozeduren, dat ass d'Incapacitéit, fir Passerellen ze maachen téschent deenen Departementer, déi bis elo net gewinnt waren, zesummenzeschaffen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech géif mech méi kuerzfaasse wéi geplangt. Ech wéilt ufänke mat engem Zitat vun eisem veréierten Här Statsminister, dee bei der Virstellung vum Budget fir 2009 ufanks Oktober gesot huet: „Dëse Budget geet vu Wuesstums-, Inflatiouns- an aner Hypotheesen aus, déi esou just nach d'Strooss halen."

E war optimistesch, wéi en dat gesot huet, well vu September 2008 bis Mäerz 2009, a sechs Méint, huet sech déi kleng Welt hei zu Lëtzebuerg radikal verännert. Am September ass d'Regierung vun engem Wuesstum vun 3% ausgaange fir d'Joer 2009. Elo leien d'Projektiounen, déi optimisteschst vum Statec, bei - 2%, déi vun der Europäescher Zentralbank bei - 3%.

D'Regierung ass ausgaangen am September d'lescht Joer vun engem Emploi, dee géif an d'Luucht goen hei zu Lëtzebuerg ëm 2,7%. Ech mengen, och do muss ee sech dorop astellen, dass den Emploi net wäert wuessen am Joer 2009, mä éischter nach zréckgeet. Beim Chômage ass d'Regierung ausgaange vu 4,7% fir 2009; haut wësse mer, dass de Chômage wahrscheinlech bei 6% läit am Joer 2009.

Bei der Inflatioun, do geet et an déi ëmgekéiert Richtung, do war d'Regierung dovunner ausgaangen, dass mer nach eng Inflatioun vun 2,9% géife kréien am Joer 2009. Haut kann ee soen, dass mer wahrscheinlech eng Inflatioun wäerte kréien, déi op jidde Fall manner wéi 1% 2009 wäert ausmaachen. D'Statsschold huet am September 2008 7% vum PIB bedroen. Si wäert elo 2009 op 15% vum PIB uwuessen.

A sechs Méint also ass e Stuerm eigentlech iwwer Lëtzebuerg eriwwergaangen - wéi an allen anere Länner -, deen d'Donnéeë fundamental geännert huet, a wou ee kann dovunner ausgoen, dass sech dee Stuerm soubal net wäert leeën an dass mer dauerhaft mat enger schwiereger Situatioun wäerte konfrontéiert ginn, och wa mer alleguerten hoffen, dass Enn 2009 erëm d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg an och ronderëm eis wäert weider kënnen ugekuerbelt ginn.

Wat ee kéint menge vun der Diskussioun vun haut de Mëtteg - ech hunn och deen Androck -, ass, dass eng breet Iwwereneestëmmung eigentlech besteet, wat d'Aschätzung vun der Situatioun ugeet, wat d'Schwächte vu Lëtzebuerg sinn, wat d'Stäerkte vu Lëtzebuerg sinn, wat d'Créneaue sinn an der Zukunft, op deene mer sollen eis Wirtschaft méi breet opbauen.

Ech hunn eigentlech keng Dissonanzen haut erkläert, an duerfir hunn ech och relativ wéineg Versteesdemech, firwat verschidde Parteien - an dat kann nëmme mam 7. Juni ze dinn hunn - Problemer haten, fir dee Rapport vun der Kommissioun hei guttzeheeschen, well deen eigentlech - an et ass bestätegt gi vu sämtleche Riedner - hei am Fong Konklusioune festsetzt, Fakte festleet, Pisten opweist, déi och zu 90% Piste sinn, déi déi eenzel Parteien och schonn elo an hire Wahlprogrammer festgehalen hunn.

Haut de Mëtteg ass keng nei originell Iddi an d'Diskussioun erakomm, an och an deenen 20 Sitzunge vun der Kommissioun ass net eng zousätzlech originell Iddi eigentlech komm, déi net zréckbehale gi wär am Rapport. An duerfir fannen ech et eigentlech net ganz gutt, an duerfir fannen ech mech a menger Skepsis bestätegt, wat d'Asetzung vun där Krisekommissioun ugeet, dass et net vill bréngt, e puer Méint viru Wahlen esou eng Spezialkommissioun anzesetzen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat riskéiert zumindest no baussen - an der Kommissioun selwer ass d'Aarbecht natierlech ganz roueg verlaf -, no baussen awer ganz gäre relativ vill wahlpoliteschen Tapage ze ginn. An dat bréngt eigentlech a mengen Ae keng Plus-value par rapport zu deenen Aarbechten, déi souwisou an der Chamber kënne gefouert ginn a sämtleche spezialiséierte Kommissiounen, déi mer hei an der Chamber hunn, déi, mengen ech, deen néidegen Know-how och hunn, fir an hire Beräicher déi Diskussioun ze féieren.

A wann et méi breet Diskussioune gëtt, besteet d'Méiglechkeet, hei an de Plenum vum Parlament ze kommen an déi Diskussiounen, wéi haut och, do ze féieren. Ech mengen, dass mer an eiser Haltung als LSAP richteg louchen, dass mer relativ kritesch un déi ganz Operatioun do erugaange sinn.

Wat wouer ass, dat ass, dass déi Leit, déi an de Sitzunge waren, déi hunn effektiv och, mengen ech, munches mat eriwwergeholl. Besonnesch interessant war et, eng Rei vun externen Experten ze héieren, déi en anere Bléck eigentlech op d'Situatioun zu Lëtzebuerg geworf hunn, a vun deenen, mengen ech, munchereen eng Rei vun interessante Reflexioune gemaach huet, Pisten opgewi-

sen huet, wéi ee sech kéint weiderentwéckelen - och besonnesch wéi d'Bankeplaz Lëtzebuerg sech kéint weiderentwéckelen.

Eng Bankeplaz, déi en onheemleche Volumen eigentlech vu Geld duerstellt: 300 Milliarden Euro, déi hei op der Bankeplaz Lëtzebuerg géréiert ginn a wou et, mengen ech, wichteg ass, derfir ze suergen, dass do déi doten Entwécklung weidergeet, dass mer op Innovatioun setzen och am Beräich vun de Finanzservicer, an dass ee besonnesch och a Richtung „corporate banking" en neie Pilier praktesch opbaut par rapport zu deene Pilieren „private banking", d'Fongen, wéi mer se haut zu Lëtzebuerg op der Bankeplaz kennen.

D'Bankeplaz ass wichteg, d'Bankeplaz bleift fir déi nächst Zukunft den Haaptpilier eigentlech vun eiser Gesamtwirtschaft. Och do vläicht nach eng Kéier e puer Zuelen, well mer déi ëmmer ganz liicht vergiessen.

No deene leschten Erhiewungen, déi gemaach gi sinn, wäert den direkten Impakt vum Finanzsecteur Lëtzebuerg - also net nëmmen d'Banken eleng, och d'Assurancen an aner Institutioune mat derbäi - op de PIB hei am Land 39% sinn, bei de Steiere wären et 28% a beim Emploi wären et 13%. Et kann ee sech also virstellen, wann d'Akommes vun de Banken zréckgeet, wat dat och dann en automateschen Impakt huet op de PIB, deen hei zu Lëtzebuerg generéiert gëtt.

Et ass evident, dass mer dee Pilier musse weider probéieren ëmzebauen, auszebauen a parallell dozou natierlech eis Wirtschaft op méi breet Been ze stellen. An ech mengen, all déi Aktiounspläng, déi ënnert dëser Regierung, soen ech, och vum Wirtschaftsminister, mä net nëmme vun him, an d'Wee geleet si ginn an deene Beräicher vun Ëmwelttechnologien, am Beräich Biotechnologie, am Beräich vun der Logistik, am Beräich vum Internet-Business, dat sinn alles Créneauen, déi immens wichteg sinn.

Mä de Problem ass och eis Konkurrenten. Och déi Länner ronderëm eis hunn erkannt, dass dat dote Créneaue si mat engem ganz héijen Entwécklungspotenzial. A mir sinn natierlech do an direkter Konkurrenz mat hinnen. Duerfir musse mer eis also an Zukunft weider konzentréieren op déi sougenannten haart Standuertvirdeeler, mä awer och probéieren déi méi douce Standuertvirdeeler auszebauen.

Dat ass, mengen ech, och déi Politik, déi vun der Regierung an deene leschte Jore verstäerkt ëmgesat ginn ass. Ech hunn och do eigentlech keng Kritik héiere vu kenger Säit, wat d'Ausriichtung vun där doter Politik vun der Regierung ugeet. Do feelt et also ganz kloer och u gréffegen Alternativen zu deem, wat vu Regierungssäit an deene leschte Joren opgebaut ginn ass a wat natierlech och den Nidderschlag fënnt zu engem gudden Deel an deem Rapport vun der Spezialkommissioun.

Ech war e bëssen enttäuscht iwwert d'Interventioun vum Haaptspriecher vun der Demokratescher Partei, dem Här Meisch, deen e bëssen hei wéi en Extraterrestre opgetratt ass,…

Une voix.- Fir lech.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …deen als Aussestehende Konklusioune vun der Kommissioun kommentéiert huet, wou hien awer selwer Member war während dräi Méint a parfaitement hätt kënnen, hätt sollen zum Inhalt vun deem Ganze bäidroen. Hien huet sech heirop beschränkt e bëssen esou als Spectateur vun den Aarbechte vun der Kommissioun dat dann hei esou léif ze kommentéiere Punkt fir Punkt. Ech muss ganz éierlech soen: Ech fannen dat net dee beschte politesche Stil, fir dat ze maachen.

Wann ech kucken…

M. le Président.- Här Bodry, entschëllegt. Den Här Goerens wëllt lech eng Fro stellen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wëll nëmme just soen, datt d'Demokratesch Partei op engem appropriéierten Niveau vertruede war. Den Här Meisch huet Funktiounen, déi him et net erlaabt hunn, ëmmer do ze sinn. E war ëmmer ersat ginn duerch en anere Member. An ech mengen, et ka jiddweree bezeien, datt all déi, déi den Här Meisch ersat hunn, wéi hien och selwer, eng konstruktiv Aarbecht an där Kommissioun geleescht hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, ech wollt hei net erwähnen, dass den Här Meisch nëmmen an engem gudden Drëttel vun de Kommissiounssitzunge war. Dat war eigentlech net meng Absicht. Mä et gëtt och Leit, déi Buergermeeschter sinn, an et gëtt Leit, déi Parteipresident sinn, an déi awer d'Méiglechkeet haten, méi oft op jidde Fall wéi anerer un där Kommissiounsaarbecht do deelzehuelen.

(Interruption)

Wat ech aarmséileg fannen, dat ass, dass een hei den Androck gëtt wéi wann een déi Kris hei kéint léise mat Sloganen. Wat ech aarmséileg fannen, dat ass, dass een hei seet op dëser Tribün an op anere Plazen, wien CSV an LSAP géif wielen, dee géif Steiererhéijunge wielen.

Une voix.- Dat ass wouer!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da soen ech awer hei mat därselwechter Frechheet:…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…Wien DP wielt - dat hu mer nach haut héieren -, dee wielt d'Zerstéierung vum Lëtzebuerger Sozialsystem.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wien DP wielt, dee wielt déi Leit, déi wëllen d'Sozialleeschtungen hei zu Lëtzebuerg zréckféieren.

Une voix.- Dir wëllt jo nach den Impôt de solidarité an d'Luucht hiewen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wien DP wielt,...

La même voix.- Impôt de solidarité an d'Luucht mat lech!

(Interruptions)

M. le Président.- Kommt! Berouegt lech.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dee wielt déi Leit, déi an hirem Wahlprogramm - an dat ass haut nach eng Kéier versicht ginn ze explizéieren - virschloen, fir a Richtung ze goen, fir d'Kannergeld fir d'Frontalieren ze kierzen. Dat ass hei ganz kloer gesot ginn. Ech gesinn, d'Opreegung leet sech. Dann ass also ganz kloer hei nach eng Kéier bestätegt ginn, a wat fir eng Richtung dass d'Demokratesch Partei wëllt goen. An ech fäerte ganz éierlech, dass dat doten den Astieg ass an den Ausstieg aus eisem Sozialsystem.

(Interruption)

An dat wëlle mir als LSAP net.

M. Charles Goerens *(DP).*- Et wier besser, Dir géift den Här Müntefering vernennen, wéi hei iwwert d'Demokratesch Partei hierzefalen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn dat geschriwwen un den Här Müntefering, wat ech richteg fonnt hunn ze schreiwen. Ech brauch meng Bréiwer net ze veröffentlechen. Mä Dir kënnt sécher sinn, dass ech dat gemaach hunn,…

(Interruption)

…well ech net akzeptéieren, wat den Här Müntefering gesot huet, wéi ech och virdrun net akzeptéiert hunn, wat verschidde Politiker vum liberale Bord iwwer Lëtzebuerg an iwwert d'Bankeplaz Lëtzebuerg behaapt hunn. Ech mengen, jiddweree soll do a sengem Beräich kucken, dass e fir Uerdnung suergt.

Une voix.- Et ass eng richteg lass haut.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir kéinten eis et natierlech och esou einfach maache wéi eis Frënn vun der ADR, déi géint de Rapport gestëmmt hunn, wou ech awer - ausser ech ginn hei beléiert - net eng konkret Propos och de Mëtten héieren hunn, déi iergendwéi nei wär an déi eis géif hëllefe gemeinsam déi Kris do ze meeschteren.

Ech hu vill Froen héieren. Ech hu bal nëmme Froen héieren. Ech hunn hei e Spriecher héieren, dee versicht huet d'Situatioun an alle schwaarze Faarwen ze molen, mä ech hunn net eng - awer wierklech net eng! - Propos héiere vun hirer Säit, ee Bäitrag zu de Léisungsvirschléi, déi mer brauche bei där doter Kris. An ech fannen dat och net besonnesch brillant.

Mir kéinte selbstverständlech hei soen - wéi d'ADR an den Här Gibéryen dat gemaach hunn -, d'ADR hätt net ee Virschlag, mä nëmme Froen opgelooss. Mir kéinten natierlech hei soen, d'ADR géif Ängschte schüren, géif Froen opwerfen, ouni och nëmmen een Deit probéieren unzeweisen, wéi mer da gemeinsam aus där schwiereger Situatioun erauskommen.

Mir kéinten natierlech och hei soen, d'ADR hätt op där enger Säit hei behaapt, dass kee wéisst eigentlech, wéi et géif weidergoen, an huet gläichzäiteg der Regierung virgeworf, si géif eis net soen, wéi et géif weidergoen.

Une voix.- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat kéint een natierlech maachen. Mä ech mengen, d'Situatioun wär ze eescht. An ech mengen och, dass mer an esou schwéiere Situatiounen dat doten net sollte soen, mä gemeinsam sollte kucken eigentlech eng Léisung zu där doter Fro ze fannen.

(Interruption)

Ech wëll een Element hei an d'Diskussioun erabréngen, well ech mengen, dass et ze kuerz komm ass. An ech verstoppen net, dass ech domadder och net onbedéngt d'Approche vun der Regierung an deem dote Punkt deelen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Da gitt Der et elo endlech zou!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass déi ongenügend Abannung vum ganze Gemengesecteur an de Konjunkturprogramm.

Une voix.- Voilà!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass net fir d'éischt, wou ech dat hei soen. Dat war,…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift! Mir sinn awer hei net an engem Zirkus.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et gëtt spéit an da ginn d'Leit e bësse méi hektesch.

…well ech der Meenung sinn, dass d'Gemengen e wichtegen öffentlechen Acteur sinn,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Propséiert eppes!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech wäert dat maachen. Jo, ech hu mech schonn e bësse mat där Fro do auserneegesat.

Une voix.- Hie ka jo dann d'Äntwert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, anscheinend nach net.

Une voix.- Här Klein, äntwert him!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir stellt erëm nëmme Froen. Dir selwer proposéiert näischt.

M. le Président.- Et ass net gutt, wa mer owes ëm dës Zäit Sitzungen hunn. Dat do ass jo awer net seriö! Loosst dach den Här Bodry hei emol ausféieren, wat e wëllt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hie soll eis net provozéieren!

M. le Président.- Mir sinn hei net an engem Zirkus.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et geet net duer ze soen, ze lamentéieren, d'Gemenge géife vill manner Einnahme kréien. Dat ass wouer. Wahrscheinlech wäert et zu engem relativ dramateschen Abroch vun…

(Interruption)

…den Einnahme vun de Gemengen an deenen nächste Jore kommen...

M. le Président.- Här Mehlen, wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …iwwert d'Gewerbesteier.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann Der eng Téschefro wëllt stellen, da weist de Fanger an da kënnt Der eng Fro stellen. Den Här Bodry erlaabt se doudsécher. Mä awer net op déi do Manéier! E bëssen ziviliséiert musse mer awer hei mateneen ëmgoen!

(Interruption)

Här Bodry, erlaabt Der eng Fro vum honorabelen Här Mehlen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Voilà! Da stellt Är Fro an déi aner lauschteren no.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Bodry, wann Der dem Här Gibéryen nogelauschtert hutt, hien huet lech e Passage virgelies am Rapport, wou virdru kloer an däitlech eng Formuléierung stoung, déi all Mënsch verstanen huet iwwert d'Situatioun vun de Gemengefinanzen. Déi ass ersat ginn duerch en Text, deen een dräimol ka liesen an deen een um Enn dann awer praktesch net versteet.

Fannt Dir, datt dat déi richteg Approche ass, wann een iwwer esou eng Situatioun diskutéiert, an där mir de Moment dra sinn?

M. le Président.- Voilà! Här Mehlen, Dir hutt d'Fro gestallt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Voilà! En huet d'ADR…

M. le Président.- Här Mehlen, d'Fro ass jo elo gestallt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …hei attackéiert an e soll dann och elo soen, ob en dat richteg fënnt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Mehlen, ech war an där doter Sitzung derbäi wéi de Rapporteur erkläert huet, wat de Sënn wär…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Erkläert Dir eis et och nach eng Kéier!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …vun deem dote Passage. An ech hunn op jidde Fall méi verstanen, wéi den Här Gibéryen hei virgëtt…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn et och verstan!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …ze verstoen. An e war och manner hardi an der Sitzung wéi en dat haut an dem öffentleche Plenum ass op deem dote Punkt. Mä dat ass och eigentlech näischt Neies.

Eng Donnée steet net am Rapport. Déi hu mer awer an der Kommissioun kritt. Dat ass: Opgrond vun deenen éischten zwee Méint schielt sech eraus, dass d'Gewerbesteier op de Januar, Februar gerechent par rapport zu deenen zwee Méint virdrun am leschte Joer ëm ronn 15% erofgeet. Dat ass also, mengen ech, eng éischt tangibel Donnée, déi mer hunn, déi och den Här Gibéryen kritt huet an der Kommissioun a wou et och näischt ze verheemleche gëtt.

Et gëtt also eng dramatesch Situatioun. Virun allem awer géif ech warnen de Gemengesecteur als en eenheetleche Secteur ze gesinn. Et gëtt ëmmer räsonnéiert, d'Gemengefinanzen in globo. Hannert deem Total vun de Gemengefinanzen, do verstoppe sech natierlech eng ganz Rëtsch vu verschiddene Situatiounen. An ech bedaueren et ganz kloer, dass et net méiglech war, an dëser Period - an dat muss méiglech ginn an der nächster Period - parallell zu de Gemengerestrukturéierungen, déi mer maachen, eng Reform vun de Gemengefinanzen ze maachen.

Et ass ondenkbar, dass mer eng Strukturreform, eng Territorialreform ëmsetzen, wann net parallell dozou och d'Finanzinstrument vun deem Ganze reforméiert gëtt. Dat muss parallell lafen, soss gëtt dat eent näischt. Do muss also déi nächst Regierung dat upaken, well soss ass et ondenkbar, dass mer déi Zilsetzung, déi nach eng Kéier bestätegt ginn ass hei, am Rapport vun der Kommissioun, dass mer déi Territorialreform wëllen duerchsetzen, dass mer déi och wierklech wëllen duerchféieren.

Ech fannen et net normal… Ech wëll lech och e puer Zuelen hei soen. Ech fannen et net normal, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun hunn, déi sech an deene leschte Joren esou entwéckelt huet, dass, wann een d'Pro-Kapp-Steier hëlt, déi an deenen eenzelne Gemengen ufält vu Statssteieren, dat heescht also vum Fonds de dotation respektiv vun der Gewerbesteier, dass mer eng Situatioun hunn, dass, wann ee pro Kapp d'Hierarchie opstellt, eng Gemeng wéi Esch u 26ter Plaz läit, dass d'Gemeng Déifferdeng u 74ter Plaz läit, Ettelbréck 91, Diddeleng 93 an Dikrech op 100ster Plaz läit.

Et ass net normal, dass eng Gemeng wéi Dikrech manner wéi d'Halschent pro Kapp kritt wéi zum Beispill eng Gemeng Betzder, fir se hei net ze nennen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat soen ech ganz kloer. Dat ass net normal. Déi Situatioun gëtt nogekuckt,…

Une voix.- Proposéiert eis eppes!

Une autre voix.- Solidaritéit!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …an ech soe ganz kloer, wann déi dote Situatioun sécherlech akzeptabel ass an Zäiten, wou jiddweree genuch Suen huet, dann ass et net schlëmm, wann een der nach méi huet. Domadder ka jiddwereen eens ginn.

(Interruption)

Mä wa mer an enger Krisesituatioun sinn, an et wäert och eng Krisesituatioun bei de Finanze vun de Gemenge kommen, da gëtt et ganz schwiereg, mat esou enger Situatioun eens ze ginn, wou eenzel Gemengen ouni hir Schold net méi wäerte kënnen eigentlech hir ordinär Budgete richteg openeebréngen, an aner Gemengen nach wie vor kënnen Investitioune maachen, ouni mat der Wimper ze zucken, ouni brauchen no lénks a riets ze kucken.

Duerfir ass et wichteg, dass mer…

Une voix.- Här President, maacht elo eng Propositioun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …déi Gemengereform do maachen, andeem effektiv Suerg gedroe gëtt, wat d'Aufgabe vun deenen eenzelne Gemenge sinn, an en fonction vun den Aufgaben, déi déi eenzel Gemengen hunn, och deementspriechend d'Dotatioune vun de Gemengebudgete virgeholl ginn. Anescht kënne mer an där doter Situatioun net virukommen.

Well d'Gemengen…

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der, den Här Jaerling wëllt eng Fro stellen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wär nawell frou, wann ech och kéint esou lues hei op en Enn kommen, well soss si mer nach e bësse méi laang hei.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Just eng konkret Fro. Här Bodry, wäert Der dann an Äre Propositiounen, déi Der elo virleet, och deene Gemengen, wou d'Sozialistesch Partei führend ass, roden, d'Gewerbekapitalsteier dann net méi erofzesetzen? Well och dat si jo awer Mesuren, déi d'Gemengen a Schwieregkeete bréngen. Wéi zum Beispill zu Esch, wou se dann d'Gewerbekapitalsteier erofgesat hunn. Wäert Der deenen da roden, déi elo erëm eropzesetzen?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Mir hu verstanen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, d'Gewerbekapitalsteier ass virun zéng Joer ofgeschaaft ginn.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Gewerbesteier?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass elo ze spéit.

(Hilarité)

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Bodry, fuert virun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et ass wichteg, dass een och d'Gemengen akzeptéiert als Acteuren, och elo éischtens, fir d'Kafkraaft ze erhalen. Vill Gemengen hu sech un dee Prinzip gehalen, dass 2009 d'Taxen net eropgesat si ginn.

Zweetens sinn d'Gemengen déi, déi vill kënnen investéieren. Ech denken, dass déi auserueerdentlech Budgete vu sämtleche Gemengen hei zu Lëtzebuerg ronn 600 Milliounen Euro ausmaachen. 600 Milliounen Euro, dat ass net wäit ewech vun där enger Milliard Euro, déi de Stat virgëtt als Investissementer. An et ass also immens wichteg, dass een dat doten och mat berücksichtegt, wann een zukünfteg iwwert d'Konjunkturpläng diskutéiert.

A virun allem awer och kënnt eng nei Aufgab verstäerkt op d'Gemengen zou: déi sozial Begleedung vum Chômage a vun där schwiereger sozialer Situatioun, an déi mer wäerten erakommen. Do wäert e gudden Deel vun der Aarbecht Proximitéitsaarbecht musse sinn, an déi kann nëmme vun de Gemengen ausgefouert ginn. Do kommen also grouss Erausfuerderungen un d'Gemengen erun, an et ass wichteg, dass mer dat berücksichtegen an dass dat bei all eisen Iwwerleeungen net ze kuerz kënnt.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hätt dat sollen an der Kommissioun soen, da wier et bestëmmt an de Rapport komm.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Här Gibéryen, d'Debatt ass elo ofgeschloss. Wëllt nach ee vun de Regierungsvertrieder eppes soen?

Plusieurs voix.- Neen.

M. le Président.- Dir Häre vun der Regierung?

(Brouhaha)

Une voix.- Loosst se nëmme schlofen!

Une seconde voix.- Loosst se schlofen, Här President!

(Brouhaha)

Dir hätt se net sollen erwächen!

Une troisième voix.- Déi wollte guer net!

Une autre voix.- Elo hu mer se waakreg gemaach.

Plusieurs voix.- Déi wollte guer net!

(Hilarité et brouhaha)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, effektiv ganz kuerz, just zwou allgemeng Remarquen. Ech mengen, mir hunn am Moment eng Situatioun, wou mer mussen oppassen, dass mer och an dësem Land eng gewësse Solidaritéit an der Bevölkerung halen. Mir mussen oppassen, et gëtt Leit, déi schaffen a Secteuren, déi net a Gefor sinn, déi net a Gefor sinn, hir Aarbechtsplaz ze verléieren, an et gëtt Leit, déi schaffen an anere Secteuren.

Une voix.- Très bien!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir mussen also emol fir d'éischt oppassen, dass mer do net eng Spléckung an der Gesellschaft kréien duerch déi Discoursen, déi mer féieren.

An ech mengen, et wier och gutt, wa mer elo géifen oppassen an eise Rieden, wéi mer eventuell mat deene Leit ëmginn, déi bei eis schaffe kommen all Dag iwwer eng Grenz, wat u sech keng méi ass.

Mir mussen oppassen, dass d'Bevölkerung e gewëssenen Zesummenhalt behält, och an der Groussregioun, an ech mengen, jiddweree vun eis misst sech elo e bëssen zréckhalen, well et ass eis net gedéngt, wa mer ee géint deen aneren ausspillen, wann deen een d'Impressioun huet, hie wier deen, deen de Verléierer vun där Kris hei ass. - Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Et steet mir net zou als fréiere Member hei vun där Chamber, dass e Regierungsmitglied Iech seet, wat Der sollt maachen. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass et ee Problem ass. Déi Kris ass vill e Problem, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, vu Vertrauen. Et ass vill e Problem vu Perceptioun. Ech mierken dat. De François Biltgen an ech, mir maache relativ ongär deen Exercice eemol pro Mount, eis der Press ze stelle mat ëmmer erëm relativ schlechten Noriichten.

Ech probéieren a leschter Zäit, déi gutt Initiativen, déi et am Land hei nach gëtt, och ervirzeträichen. Ech weess, d'Kris ass net eriwwer. Ob een dat allerdéngs soll nach ënnersträichen, nach verhäerden doduerch, dass ee permanent eng Krisekommissioun zesummerifft, wou d'Press jo awer zwee-, dräimol d'Woch zesummekënnt, fir doriwwer ze berichten - an Dir kënnt jo net esou vill Positives berichten -, fäerten ech, dass eng Krisekommissioun, déi weider taagt, och eng Kommissioun ass, déi vill schlecht Noriichten ëmmer erëm muss répétéieren.

Ech gesi kaum, dass Der an der Lag sidd, do vill Positives ze berichten, an ech mengen, dat wier e Bäitrag, dee mer eis sollen erspueren. Gleeft mer ës, ech sinn emol net frou, dass ech muss iwwert de Konjunkturcomité berichten, an de François Biltgen doudsécher och net. Duerfir soll een oppassen, dass een am Moment och an der ganzer Bevölkerung awer… Net wéinst Wahlen! Dat ass net dee wichtege Punkt. Mä och fir dass erëm e bësse Vertraue kënnt, dass d'Leit erëm wëssen, dass et virugeet hei an deem Land, dass mer net permanent mat schlechten Noriichten erausginn.

Bon, enfin, dat ass awer d'Décisioun selbstverständlech vun der Chamber. Ech wollt awer zwee Wuert dozou soen.

Da just punktuell zu Saachen, déi mech betreffen. Et ass mir op alle Fall elo net opgefall, dass een nei Secteuren développéiert, déi mer net amgaange wieren ze maachen. Mir hunn och eng ganz Rei wierklech interessant Initiativen elo, déi dräi Ministeren, déi jo dee Projet mat den amerikanesche Partner an d'Weeër geleet hunn. Mir hunn éischt Retombées économiques, déi zwar keng Suen abréngen, déi och elo net 20.000 Aarbechtsplaze schafen. Mä mir hate gerechent, dass an dräi Joer esou eppes kéim op Lëtzebuerg. Mir fänken un, déi éischt Betriber ze kréien, déi opmierksam gemaach gi sinn op eis an déi elo heihinner kommen.

Ech weess net méi, wien et war, et kann awer sinn, dass et de Laurent Mosar war, dee gefrot huet, fir Aide-fiscalen au même titre wéi an der Propriété intellectuelle hei bei den „life sciences", wéi mir se nennen, spillen ze loossen. Ech mengen, dass dat dee schlechte Wee wier. Also, ech mengen, d'Iddi au départ ass gutt, fir eventuell eng Parallell ze zéien. Mä déi Firmen hunn ee Problem: Déi brauche Kapital au départ, an déi brauche Risikokapital. Dat ass dat, wat eis hei zu Lëtzebuerg feelt.

Et ass duerfir, wou ech an Israel war. Et ass duerfir, well ech kucke war: Wou gëtt et Leit, déi Modellen hunn, déi mir kéinten hei zu Lëtzebuerg applizéieren? Mir hunn hei Fongen, mir hunn hei Gruppen, déi sech Investisseuren nennen, mä et deet mer leed, mat Ausnahm vun engem Fong kennen ech keen, dat e richtege Risikokapitalfong ass. An et ass dat, wat eis feelt.

Mir hunn awer en Duerchbroch an deene leschten Deeg gemaach doduerch, dass mer elo eng Partnerschaft fest hunn an e puer Stéck an Aussiicht hunn, wou mer net eleng e Fong opstellen, mä eng Gesellschaft, déi eng Begleedung vun deene Firme mécht.

De Problem ass deen, dass d'Geld au départ ass an net iwwer Aide fiscale. Well Aide fiscale, do muss de fir d'éischt emol Benefiss maachen, ier d'Aide fiscale ka spillen. Duerfir mengen ech, dass zu dësem Zäitpunkt… A spéidere Momenter kann et vläicht eng Kéier iwwerkuckt ginn. Mä do spillen dann d'Breveten.

(Interruption)

Jo, mä mir hu jo haut Certificaten op där enger Säit. Mä wat mir brauchen, dat sinn elo Leit, déi kommen a soen: „Ech stellen esou vill Milliounen zur Verfügung an ech bréngen och Kompetenz mat", fir dass kann dee Richtegen erausgewielt ginn. Wann an Israel ee Fong 100, 200 Ufroen huet, an dat ass scho gesifft, dann hëlt deen der véier dovunner pro Joer, an do si Leit mat Kompetenz, déi dat eraussichen.

Mir hunn elo Accordë getraff besonnesch mat engem groussen däitsche Fong, deen déi Kompetenz matbréngt, déi mir net hunn, fir ze kucken: Ass dat do dat Richtegt oder dat do dat Richtegt? Sou dass den éischte Besoin elo deen doten ass. Ech mengen, an enger spéiderer Phas hëlleft souwisou d'IP, wat mer do gemaach hunn, hëlleft hinnen, wa se Breveten déposéieren an esou weider. Mä an enger éischter Phas probéiere mer eis elo dorop ze konzentréieren.

Dat Zweet, Här President, ass kuerz. Mir hunn an der - et ass vläicht nach net jiddwerengem als Dokument bekannt - mir hunn dee Plan sectoriel «Zones d'activité» an der Kommissioun virgeluecht. Et ass gesot ginn, et ass net genuch disponibel. Kuckt nach eng Kéier, wat d'Potenzial ass, wat am Moment disponibel ass. Dat ass opgezielt. Dat ass e Recensement, dee ganz rezent ass.

(Brouhaha)

Kuckt, wat disponibel ass, an da gesitt Der och, wat mer wëlles hunn ze maachen. Da gesitt Der och, dass dee groussen Effort, dee gemaach gëtt, nämlech eng Verdueblung vum Potenzial an de Regionalzonen, deen ass précisément achséiert op déi Suerg, déi hei ausgedréckt ginn ass, nämlech déi, dass d'Handwierk an déi kleng Industrie och nach d'Méiglechkeet huet, un Terrainen ze kommen, an net dauernd a Konkurrenz mat Banken an anere Versécherungen an aneren Aktivitéiten, déi normalerweis méi e staarke finanzielle Background hunn.

Schlussendlech wat d'Logistik ubelaangt. Ech mengen, et si vill Leit, déi am Moment och d'Logistik a Fro stellen. Ech soen Iech, och muer brauche mir Logistik. Och muer, wann dat Ganzt erëm unzitt, géife mir hei, hu mir ganz vill Produkter an deem Land hei, éischtens emol hei am Land an an Europa, déi net hei produzéiert ginn. Ob een dat gutt fënnt oder net, mä dat ass esou. A mir wäerten also och all méiglech Entreprisë mussen hunn, déi derfir suergen, dass dat Produkt iergendwou hikënnt, dass dat Produkt zesummegestallt gëtt, dass dat Produkt konform gemaach gëtt, fir dass et an Europa ka verdriwwe ginn.

Duerfir, mengen ech, ass de Wee, dee mer geholl hunn an der Logistik, richteg, och wa fir de Moment déi Branche e bëssen a Schwieregkeeten ass. Dat ass kee Grond fir dat net weiderzefëieren. Mir hunn dat bis elo op eng diskret Aart a Weis a propper Aart a Weis gemaach, mengen ech. Eise Flughafen ass trotzdeem équipéiert mat engem Cargozenter, dee sech weise léisst. Mir hunn trotzdeem, dass mer verbueden hunn, weiderhin nuets ze fléien, hei awer fäerdeg bruecht, dass sech Aktivitéite breetgemaach hunn. Mir sollen esou weiderfueren.

Mir ginn och weider mat all deem, wat mer am Beräich vun der WSA maachen. Dat soll fäerdeg si fir deen Dag, wou och dann eis Wirtschaft sech vläicht e bëssen erholl huet an och haaptsächlech awer d'Weltwirtschft sech erholl huet. An der WSA hu mer och nach deen zousätzlechen Avantage, dass mer do probéieren och nei Infrastrukturen, wat alles de schinnegebonnene Fret ubelaangt, fir dee méi attraktiv ze maachen an domat och eis Connexioun zu den Nordseehäfen, haaptsächlech Hamburg, Antwerpen a Rotterdam, ze verbesseren.

Dat sinn déi puer Remarquen, Här President, déi ech heizou ze maachen hunn. Eng aner Fro hunn ech op alle Fall net kënne feststellen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann ofschléissend huet d'Wuert den Här Minister François Biltgen.

Mir mussen nach zwee Votë maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et nach méi kuerz wéi den Här Krecké. Ech menge souwisou, dass de Premierminister alles gesot hat, an ech muss och soen, dass et vläicht gradesou gutt gewiescht wier, mir hätten d'Debatt dunn opgehalen, well herno méi gestridde gouf wéi virdrun.

Ech ralliéiere mech dem Jeannot Krecké, fir ze soen, et ass net gutt elo fir d'Leit dobaussen, wa se géifen d'Impressioun hunn, et géif elo nach just mat der Kris wahlelektoral Politik gemaach ginn. Ech mengen, et si schwiereg Momenter, et huet net jiddwereen déiselwecht Meenung, wéi een erausgeet, an dat ass och richteg esou, dass et verschidde Meenunge gëtt. Mä ech mengen, mir sollen awer eng objektiv Debatt féieren, wéi iwwregens Är Kommissioun dat och probéiert huet ze maachen, fir d'Debatt ze objektivéieren, all Léisungsvirschléi ze ginn, wou natierlech jiddwereen seng Meenung huet an och muss hunn, well wann et nëmmen eng eenheetlech Meenung géif ginn an dat wär d'allgemeng Heelmëttel, jo, da wäre mer scho laang aus der Kris eraus.

Ech wëll op ee Punkt agoen, deen e puermol opgeworf gouf, virun allem awer e bësse méi länger duerch den Här Spautz, nämlech d'Aarbechtsmaartpolitik, fir ze soen, dass et eis Haaptaufgab ass. Ech mengen, de Jeannot Krecké an ech, mir hu vill Réunioune mat Betriber, mat Secteuren, ouni dass mer dat grouss ëmmer an d'Zeitung schreiwen, fir ze kucken, éischtens, esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen ze erhalen; zweetens, esou vill wéi méiglech Leit a Beschäftegung ze halen.

Aarbechtsplazen ze erhalen, maache mer duerch deen ausgebaute Kuerzaarbechtsprogramm. Leit a Beschäftegung ze halen, maache mer duerch déi Politik vun de Beschäftegungspläng, déi mer am 5611 gemaach hunn, déi déi Zäit virun allem vum Patronat net gutt ugesi war, mä wou haut ëmmer méi Betriber frou sinn, fir dorobber ze klammen.

Wann ech Iech soen, dass mer vun deenen 108 Betriber, déi mer zougelooss hunn an der Kuerzaarbecht, der 13 hunn, déi strukturell Kuerzaarbecht maachen, dat heescht, déi restrukturéieren, da muss ee feststellen, dass mer mëttlerweil iwwert d'Halschent

vun deene Betriber, nämlech siwen hunn, déi net einfach ofbauen a licenciéieren, mä déi e Beschäftegungsplang gemaach hunn. Op deem Punkt musse mer weiderfueren. Dofir musse mer deen och attraktiv maachen.

Dat heescht, och wa mer elo weider hëllefen entwéckelen - et ass geschwat gi vun der Aide au réemploi an esou weider -, da kann een dat ëmmer nëmme maachen am Kader vun engem Beschäftegungsplang. Dat schéngt mer déi eenzeg Aart a Weis ze sinn, fir dat esou ze maachen, dass mer och net herno ausgenotzt gi vun deem engen oder anere Betrib, dee sech da restrukturéiert, gesond restrukturéiert nëmmen op d'Käschte vum Stat. Dat ass also eng Politik, déi mer nach wëllen ausbauen.

Ech muss soen, dass ech ganz houfreg sinn, dass deemools d'Chamber op dee Wee gaangen ass vun de Beschäftegungspläng, an ech sinn och frou, dass mer mëttlerweil ëmmer méi Betriber dovunner iwwerzeegen. An deem Sënn wëll ech awer och där klenger Équipe eng Kéier Merci soen, déi fir de Comité de conjoncture schafft, also fir souwuel de Wirtschafts- wéi den Aarbechtsminister. Dat ass wierklech eng Équipe, déi zesummeschafft. Am Ausland, mengen ech, wäre vill Leit frou, wa Wirtschafts- an Aarbechtsministère géifen esou gutt an enger Kris zesummeschaffen, wéi mir dat maachen. A fir déi puer Leit, déi mer nëmmen hunn, wéi déi dat maachen, déi wierklech als Beamte wäit iwwert d'legal Aarbechtszäiten hei aktiv sinn.

Da kommen ech op d'Reform vum Aarbechtsamt. All déi Kritiken, déi de Marc Spautz gemaach huet, deelen ech. Dat ass jo de Punkt, zënter deem mer 5611 hunn. Mat enger aktiver Beschäftegungspolitik muss d'Aarbechtsamt sech vun deem ale Schema ewechbewegen op nei Schemen. Dat geet net esou séier, wéi mer et all gären hätten. Et geet awer. Lues a lues kommen do Ëmdenken.

Eng ganz Partie Punkten, déi den Här Spautz gesot huet, dat deele mir och. Mir gi muer an dem Regierungsrot eng éischte Kéier iwwert de Gesetzesprojet, iwwert dee mer dem Aarbechtsamt wëllen hëllefen, wat mer dann transforméieren an eng nei Agence, fir dem Aarbechtsamt d'Méiglechkeet ze ginn, fir nach méi Flexibilitéit ze kréien, fir nach méi op dee Wee ze goen.

Mä insgesamt muss och am Haus selwer déi Politik ëmgestallt ginn. Ech mengen, dass d'Aarbechtsamt duerchaus fäeg ass, sech ëmzestellen. Déi gréisste Kritik ass se amgaang ëmzesetzen, also där gréisster Kritik ass se amgaang entgéintzewierken. Déi vum Médiateur gemaach gouf, déi vun der OCDE gemaach gouf, déi vu villen heibanne gemaach gouf an och vum Aarbechtsminister, nämlech dass et ze vill cloisonnéiert wär. Do hu se selwer scho villes gemaach.

Iwwert déi nei Reform wëlle mer dat och nach méi forcéieren, dass do méi zesummegeschafft gëtt an dass méi no de Leit gekuckt gëtt, wéi just verwaltungstechnesch geschafft gëtt. Dofir menge mer jo och, dass déi ADEM sollt transforméiert ginn.

Awer zum Schluss soen ech dat nach eng Kéier, wat den Här Spautz och gesot huet. Här President, et ass wierklech mäi Schlusssaz. D'Aarbechtsamt eleng bréngt et net fäerdeg, fir de Chômage ze bekämpfen. Dofir brauche mer Aarbechtsplazen. Dofir brauche mer och Betriber, déi effektiv zu Lëtzebuerg rekrutéieren an déi och mat dem Aarbechtsamt zesummeschaffen. An dofir war ech ganz frou, dass eng ganz Partie Betriber op der Bourse nationale de l'emploi derbäi waren, déi rekrutéieren. Et waren awer eng aner, déi och rekrutéieren, déi net do waren. Mir wäerten och mat der Chamberskommissioun e Bilan zéie vun där Bourse nationale de l'emploi. A mir wäerten do och déi néideg Léieren zéien.

Op alle Fall, ech war frou, dass een dausenden, an dat waren déi meescht vun deene Leit, déi d'Aarbechtsamt ugeschriwwen hunn, waren do op där Bourse nationale de l'emploi, dass een déi do gesinn huet, wat och heescht, dass et net esou ass, dass déi Leit, déi eng Schaff sichen, keng wéilten hunn an net géifen hir eegen Effortë maachen. Och dat muss een an dëse Krisenzäite soen.

Déi, déi eng Schaff hunn an net riskéieren, se ze verléieren, si gutt drun. Mä déi keng méi hunn, déi si ganz schlecht drun. Ech hu selwer an deene véier Spriechstonnen, déi ech hat, vill Eenzelschicksaler begéint, wou d'Leit frou wären, wann hinne géif gehollef ginn. An ech mengen, och dofir solle mer zesummestoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Biltgen.

Motion 1

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Vote vun der Motioun an der Resolutioun, déi déposéiert ginn ass. Fir d'éischt d'Motioun vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Tripartite.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da fänkt de Vote un.

Vote

Sou. De Vote ass ofgeschloss.

Här Bausch, d'Motioun 1 ass leider ofgelehnt mat 35 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Résolution 1

Mir kommen elo zur Resolutioun, déi vum honorabelen Här Goerens déposéiert ginn ass. Ass och do de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Ee Moment. Elo geet de Computer net méi. Voilà. De Vote fänkt un.

Vote

De Vote ass ofgeschloss. D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Lucien Thiel;

MM. Eugène Berger (par Mme Colette Flesch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Norbert Haupert), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro).

Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hat proposéiert, wéi Dir fort waart, mir sollen d'Rapporten, d'Procès-verbaux vun der Krisekommissioun publizéieren. Ech hu gemierkt un de Kolleegen, un hirer Mimik, datt se deem géintiwwer éischter zoustëmmend gewierkt hunn. Ech wollt froen, ob mer dat kënnen elo beschléissen?

M. le Président.- Wou sollen déi publizéiert ginn?

M. Charles Goerens *(DP).*- Datt mer déi öffentlech maachen, oder déi, déi wëllen, déi kënne se froen, da géife mer deene se zoukomme loossen.

M. le Président.- Also, ech mengen, do ass kee Problem.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir hunn nach e Projet de loi um Ordre du jour. Op Suggestioun hi vun de Fraktiounspresidente vertage mer deen op déi nächst Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.53 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

SÉANCE 40

Mardi, 21 avril 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution
- *M. Jacques-Yves Henckes*

5. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, M. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et M. Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe:

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de Justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 24.03.2009

6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Dépôt: Mme Lydie Err, le 25.03.2009

6021 - Projet de loi sur le surendettement

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.03.2009

6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 30.03.2009

6023 -Projet de loi portant modification:

1. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

2. de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

3. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

5. de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 30.03.2009

6024 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 9 mai 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.04.2009

6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 03.04.2009

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques de lecture publiques et d'information

Dépôt: Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 06.04.2009

6027 - Projet de loi

- portant transposition

- de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations et services

- de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant le modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre

- de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 07.04.2009

6028 - Projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.04.2009

6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 14.04.2009

3) Réunion de la Commission Permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) - Vilnius (Lituanie) 4-6 avril 2009.

M. Marc Spautz, Député et Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, et M. Marc Angel, Député et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise, ont assisté à la réunion de Vilnius.

Les principaux thèmes abordés et qui revêtent une importance critique pour l'Alliance et ses pays membres ont été:

Les relations avec la Russie et le Bélarus. Les membres de l'AP-OTAN ont aussi discuté sur l'élaboration du nouveau concept stratégique de l'OTAN. La Commission a également discuté sur les moyens de réduction des dépenses de l'AP-OTAN. Les activités futures ont été abordées comme la situation au Kosovo, les relations avec la Géorgie, l'Afghanistan et les thèmes de la région arctique.

Le sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres de l'OTAN à l'occasion du 60e anniversaire de l'OTAN à Strasbourg (F) et Kehl (R.F.A.) du 4 avril 2009 est un autre thème abordé.

2. 6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 16. Abrëll huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi an zwou Propositions de révision vun der Verfassung ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi vun der Madame Err iwwert d'Kooperatioun an déi vum Här Henckes iwwert d'Aféierung an eis Verfassung vun engem Kapitel iwwert d'Europäesch Unioun souwéi d'Proposition de révision vun der Verfassung vum honorabelen Här Jaerling, eng Ofännerung vum Artikel 11 vun der Verfassung.

Schléisst d'Chamber sech de Virschléi vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 16. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

De Mëtteg héiere mer fir d'éischt d'Deklaratioun vum Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun; muer de Moie vun zéng Auer un d'Debatt iwwert dës Lag vun der Natioun; dann, muer de Mëtteg um hallwer dräi, fuere mer domadder weider; en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi de Lycée-pilote an den Atert-Lycée, de Projet de loi iwwert d'Pratiques commerciales déloyales, an dann e Projet de loi iwwert d'Rehabilitatioun vun den hydroelektreschen Installatiounen zu Rousport, a schlussendlech nach de Projet de loi iwwert d'Kasär um Härebierg.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul-Henri Meyers fir den Dépôt vun enger Proposition de révision vun eiser Verfassung. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter bal fënnef Joer schafft d'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun un enger Neiuerdnung vun eiser Verfassung an un der Revisioun vun enger ganzer Rei vun Artikelen. Déi Aarbechte konnten elo ofgeschloss ginn. Déi sinn iwwregens an engem ganz grousse Konsens vun der Kommissioun iwwert d'Bühn gaangen. Ech kann duerfir och am Numm vun der Kommissioun dem President haut den Text iwwerreeche vun där neier Proposition de révision vun der Verfassung.

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution.

M. le Président.- Merci, Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Ech hätt dräi Wënsch: Éischtens emol, dass d'Presidentekonferenz sech rapid iwwert déi Proposition de révision ausschwätzt; zweetens, dass d'Parteien an alleguer d'Kandidaten, déi elo an d'Wahle ginn, dee Sujet, wat e wichtege Sujet ass, och an der Wahlcampagne thematiséieren am Sënn vun deem Konsens, dee mer och an der Kommissioun fonnt hunn.

An en drëtte Wonsch, dee geet dohin, dass och d'Regierung sech iwwert déi Propositioun soll ausschwätzen an och de Conseil d'État. An ech mengen, et wier och gutt, wann och d'Forces vives de la nation, wéi dat esou heiansdo gesot gëtt, dat heescht och d'Chambres professionnelles, iwwert déi do Propositioun kéinten hir Meenung soen.

Si ware schonn an den 80er Jore gefrot ginn iwwer eng Revisioun vun der Verfassung, an ech mengen, et wier richteg, wann een och hinnen déi Propositioun hei géif ënnerbreeden, fir hiren Avis ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

5. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen: Dat ass déi 15. a vläicht déi lescht - je nodeem, wéi de Wieler am Juni entscheede wäert - Erklärung zur Lag vun der Natioun, déi ech hei an der Chamber däerf virdroen. Ech hu fënnefmol eng Deklaratioun am Numm vun enger CSV/DP-Regierung ofginn, zéngmol hunn ech dat gemaach a maachen ech dat am Numm vun enger CSV/LSAP-Regierung.

Et war an et ass ni nëmme meng Erklärung. Och dës Erklärung ass keng perséinlech Erklärung, keen Exposé am eegenen Numm, keen Aufsatz vu mir eleng. Wier se dat, dann hätt dës Erklärung méi Ecken a Kanten, méi Nuancen, wahrscheinlech hätt se och méi Froenzeechen hannert deene Sätz, déi dat Laangfristegt betreffen, deene Sätz, déi vun deem handelen, wat iwwert den Dag erausgeet.

Mä ech schwätze fir eng Regierung, déi leider um Enn vun hirem Mandat ukomm ass. Ech hu keen Optrag, fir déi Regierung ze schwätzen, déi nom Juni d'Geschécker hei am Land wäert leeden. Géif ech fir déi wëlle schwätzen, da géift Der zu Recht soen, dat wier eng arrogant an umoossend Approche.

Meng Partei - an domat och ech -, mir si wäit dervun ewech, mat Sécherheet - trotz dem séchere Wee - an der nächster Regierung ze sinn. A grouss ass d'Zuel vun deenen heibannen, déi - wéi se selwer periodesch zouginn - vun enger Regierung ouni CSV dreemen. Heiansdo hu se esou haart gedreemt, dass ech se um Owend vun de Wahlen - wann de Wieler se wäert waakreg gerëselt hunn - un hir Dreem wäert erënneren. Da kënne se net soen, si hätte jorelaang gefuebelt. Ech huelen d'Anti-CSV-Dreem fir boer Mënz, an an därselwechter bezuelen ech och zréck.

Well dës Erklärung jo awer kee perséinlechen Aufsatz soll sinn an och keng Deklaratioun vu menger Partei, mä eng vun der Regierung, kommen ech relativ direkt zum Haaptstoff vun der Explikatioun vun haut. An

dësen Haaptstoff setzt sech zesummen aus all deene Froen, déi d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land betreffen an déi sech ëm eis Lëtzebuerger Saach dréien.

Déi Lëtzebuerger Saach, d'Saach vun de Lëtzebuerger heiheem, d'Saach vun de Lëtzebuerger an Europa, d'Saach vun Europa hei zu Lëtzebuerg, déi betrëfft eis alleguer gläichermoossen. Un hir hu vill Lëtzebuerger an deene leschte Jorzéngte geschafft a matgeschafft - emol mat groussem Succès, emol mat manner Erfolleg. D'politesch Parteie waren de Vecteur vun hirem Wëllen a vun hiren Ambitiounen. Ouni Ausnahm hunn d'Vertrieder vun DP, LSAP an CSV - si eleng hate jo d'Regierungsverantwortung hei am Land ze droen - hiert Bescht gi fir dat Bescht vum Land.

Bis op den Dag vun haut - ech hunn dat nogerechent - hunn ech mat 40 Kolleegen aus deenen dräi Parteien an der Regierung zesummegeschafft. Mäi bleiwenden Androck ass deen, dass jiddweree vun hinnen et wollt gutt maachen an am Regelfall och gutt gemaach huet. Dass mer matzen an der Kris besser dosti wéi déi aner europäesch Länner - wéi alleguer déi aner europäesch Länner! -, ass hire kollektive Verdéngscht. Dass mer eenzel Schwächten net konnten iwwerwannen, dat ass hir kollektiv Responsabilitéit.

Well ech - wahrscheinlech erkläert den Alter dat - elo bei der Liewensgeschicht ukomm si vun deenen, déi Verantwortung hei am Land ze droen haten, wëll ech zwou ganz perséinlech Bemierkunge maachen - obschonn ech jo gesot hat, dat hei wier keen Aufsatz am eegenen Numm -, zwou perséinlech Bemierkunge maachen an an déi Nobetruechtung awiewen, déi wahrscheinlech net jiddwerengem heibanne wäerte gefalen, mä déi mer awer um Häerz leien.

Dës Debatt ass déi lescht Debatt, un där zwee Kolleegen deelhuelen, déi ech als perséinlech Frënn betruechten däerf, och, wa se keng Parteikolleegen a keng Parteifrënn vu mir sinn. - Mä wat heescht scho Parteifrënn?

Ech weess net, firwat d'CSV doriwwer schmunzelt.

(Hilarité et interruption)

Mä dass Dir alleguer misst de Kapp an de Buedem stiechen, dat verstinn ech ganz gutt.

(Hilarité)

Dës Debatt ass déi lescht Debatt vun zwee Kolleegen, déi ech als perséinlech Frënn betruechten. Frëndschaft tëschent Mënschen a Komplizitéit an der Saach, déi hunn näischt mat Parteien ze dinn. Parteien däerfe keng Grenzposten tëschent Mënschen zéien, déi - allgemeng betruecht - deeneselwechten Ziler wëllen déngen.

De Charles Goerens huet décidéiert, der reng nationaler Politik äddi ze soen. Hie kandidéiert fir d'Europäescht Parlament - eng Optioun, déi Respekt verdéngt, well se sengem europäeschen Engagement, dat hien esou laang esou bravourös ënner Bewäis gestallt huet, total entsprécht.

Ech wëll dem Wielerwëllen net virgräifen, mä ech wëll kënnen dervun ausgoen, dass nom 7. Juni hien ee vun deene sechs Lëtzebuerger Europadeputéierte wäert sinn. Ech géif am léifste selwer fir hie stëmmen, mä hien ass op där falscher Lëscht.

(Hilarité)

Ech ginn dervun aus, dass hien nom 7. Juni ee vun de sechs Lëtzebuerger Europadeputéierte wäert sinn. Een Asaz fir Europa an een Asaz an Europa steet net am Konflikt zu engem reng nationalen Engagement. Déi zwee ginn zesummen, an duerfir verdéngt d'Kandidaturoptioun vum Charles Goerens Respekt. Hie war e gudden Deputéierten; hie war e ganz gudde Minister; hie gëtt eng staark Stëmm fir Lëtzebuerg an Europa. An all meng Wënsch begleeden hien dohinner.

E Gewënn fir Europa, dat ass och kee Verloscht fir Lëtzebuerg. E gudde Mann an Europa, dat ass e Gewënn fir Lëtzebuerg. De Charles Goerens wäert e Gewënn fir Lëtzebuerg an Europa an e Gewënn fir Europa zu Lëtzebuerg ginn.

All Guddes, Charel! Du wäers dat gutt maachen.

De Charles Goerens gesinn ech mat engem A fortgoen, dat laacht, a mat engem A, dat kräischt. Well hie bleift eis jo politesch erhalen.

En anere gesinn ech fortgoe mat zwee Aen, déi kräischen. Deen aneren ass de John Castegnaro. Hie kandidéiert net méi fir d'Chamber, obschonns hien ouni all Zweifel nees gewielt gi wier. Mat him verléisst e Mann den öffentleche Spektrum, op deen hien als Gewerkschaftler an als Politiker groussen Afloss hat. Mat him verléisst e Mann déi direkt politisch Zeen, mat deem ech dacks Sträit - mä ni béise Sträit - hat.

Ouni d'Matmaachen an d'Matdenke vum John Castegnaro - a Matdenken a Matmaachen heescht och Matdroe vu Verantwortung - hätten de sozialen Dialog an de Lëtzebuerger Sozialmodell net déi Maturitéit erreeche kënnen, déi se erreecht hunn.

De John Castegnaro huet sech, wéi ech fannen, op eng aussergewéinlech Aart a Weis ëm dëst Land verdéngt gemaach. An ech wëll him an aller Frëndschaft an an aller Verbonnenheet all Guddes wënschen a Merci soen - jo - fir gutt Rotschléi a Komplizitéit.

All Guddes, John - ale Feind an ale Frënd!

(Hilarité)

Merci.

(Interruption)

Ähnleches an datselwecht kann ech och iwwert de Marcel Glesener soen, dee jo och - kee Mënsch weess, firwat - e Schlussstréch ënnert den öffentlechen Deel vu sengem eegenen öffentleche Liewen zitt. Mä sengen eegene Leit seet ee jo net gären öffentlech Merci. Sou gelunge si mer jo. Dat mécht een net coram publico - dat mécht een intern. Bei him a fir hie wëll ech awer eng Ausnahm och heibanne maachen. Ech wëll dem John an him soen: Mellt lech zu Wuert, wann lech eppes net passt, mä maacht et e bësse méi lues wéi zu Ärer Glanzzäit.

(Hilarité)

An als Bieleser Jong fillen ech mech och verflicht, dem fréiere Suessemer Buergermeeschter, dem Sünnens Fred, Merci ze soen, well och hien hält mat der aktiver Politik op. Ech wëll him Merci soe fir dat, wat hien an eiser Gemeng - ech wunnen zwar op der Kap an am Gilles Roth senger Gemeng, mä ech emfannen d'Suessemer an d'Bieleser Gemeng ëmmer nach als meng Gemeng -, Merci soe fir dat, wat hie gemaach huet, a Merci soe fir d'Réanimatioun vu Belval, déi ouni hien an deem Volume net méiglech gewiescht wier.

Här President, um Enn vun enger Legislaturperiod stellt sech deem, deen dës Erklärung ofgëtt - ofgi muss -, ëmmer erëm déiselwecht Fro: Leeën ech en Akzent op de Bilan vun der Regierung oder beschreiwen ech d'Léisungsméiglechkeete fir d'Problemer, déi an Zukunft op eis laueren?

Et ass dat nëmmen op den alleréischte Bléck eng wierklech spannend Fro. Well egal wat ech maachen an egal wéi ech et maachen, d'Reaktioune sinn a priori a Bëtong gegoss. D'Regierungsparteie luewen de Bilan, d'Oppositioun kritiséiert en.

D'Presentatioun vun engem breede Bilan, vun engem detailléierte Bilan ass de Garant fir eng steril Debatt. Verzicht een awer op de Bilan, da setzt ee sech dem Virworf aus, et hätt ee kee Bilan ze presentéieren.

Wat soll een also maachen? Vläicht wier et gutt, mat - wéi ech zouginn - passenden Auszich aus der Regierungserklärung vum August 2004 unzefänken. D'Regierungserklärung vum August 2004 hat den Toun gesat an d'Melodie ass an de Joren duerno nokomm, am Ufank ganz lues, duerno ëmmer méi haart, an um Enn kënnt déi universell Musek engem bal vir wéi e Stéck vun engem globale Panik- a Chaosorchester, eng dysharmonesch Improvisatioun ouni Partitur an ouni Dirigent.

Wéi wann ech eng liicht Virahnung gehat hätt, hat ech an der Programmerklärung zum Optakt vun dëser Legislaturperiod folgend Sätz gesot, déi, wéi se gesot goufen, iwwerhaapt keen Androck hannerlooss hunn, déi awer fënnef Joer méi spéit e besonnesche Relief kréien.

„Am Regierungsprogramm steet villes, mä net alles." - hunn ech de 4. August 2004 heibanne gesot. „An him steet alles, wat mer maache wëllen…" - sot ech. An ech si virugefuer, andeem ech gesot hunn: „An him steet net alles, wat mer maache mussen, jee nodeem wéi d'Welt sech entwéckelt. Well niewent Lëtzebuerg…" - esou hunn ech gesot - „…gëtt et nach eng ganz Welt, déi no hire Gesetzer wiisst, Gesetzer, déi se selwer nach net kennt, mä Gesetzer, déi, wann d'Welt se bis formuléiert huet, sech och heiheem imposéieren."

Genausou ass et och komm: D'Welt huet sech zënter dem August 2004 dramatesch verännert. Heiheem huet nach net jiddwereen, esou mengen ech, dat gemierkt. Mä déi, déi wéinst Kuerzaarbecht oder dem Ewechrationaliséiere vun hirer Aarbechtsplaz op d'mannst e Fënneftel manner verdéngen, déi sech also 20% manner kënne leeschten, déi hunn et gemierkt. Fir si ass d'Kris kee Gespréich vun de Leit, fir si ass d'Kris kee Gerücht, wat zirkuléiert: Fir si ass d'Kris haut schonn eng erlieften a batter Realitéit.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris ass net vum Himmel gefall. Si ass keng Naturkatastroph, mä si ass zum groussen Deel vu Mënsche gemaach.

Vum éischten Dag un, wou dës Regierung am Amt war, huet d'Wirtschafts- an d'Finanzpolitik an engem extrem onsécheren a volatilen Ëmfeld musse geplangt ginn. D'Oniwwersiichtlechkeet vum Gesamtkontext, an deem Wirtschaft a Finanzen hu misse stattfannen, déi léisst sech an Zuele kleeden. De 4. August 2004 - dem Dag vun der Regierungserklärung - huet den Euro-Dollar-Wiesselcours 1,1983 bedroen an de Barrel Pëtrol huet 41,75 Dollar kascht. Véier Joer méi spéit - net Jorhonnerte méi spéit, véier Joer méi spéit! -, am Juli 2008, huet de Wiesselcours bal 1,60 ausgemaach - den absoluten Héchststand, dee mer zënter der Euro-Aféierung kannt hunn - a fir e Barrel Pëtrol hu mer missen 143,68 Dollar opbréngen.

All Observateuren - all Observateuren, all! - sinn am Juli 2008 - dat war net virun 200 Joer, dat war virun néng Méint - och dervun ausgaang, den Eurowiesselcours an d'Pëtrolspräisser géife grosso modo op deem Niveau bleiwen, dee se am Summer 2008 erreecht haten. De 15. Abrëll awer vun dësem Joer waren den Eurocours op 1,3173 an de Pëtrolspräis op 52,80 Dollar zréckgaangen. No néng Méint!

Eleng déi Cours- a Präisvergläicher weisen, dass en exakt Prognostizéiere vu Wuesstums- a Budgetszuelen eng Saach vun der absoluter Onméiglechkeet waren, a sinn, a bleiwen.

D'Op an Of vun eise Fundamentalzuelen, déi ronderëm de Budget a ronderëm de Wirtschaftswuesstum dréien, erkläre sech objektiv esou. D'Regierung huet net gefuddelt. D'Regierung huet net geflunkert. Si huet mat deeneselwechten internationale Previsioune geschafft wéi alleguer déi aner europäesch Regierungen och. Dës Previsiounen hunn a fënnef Joer op d'mannst zéngmol onerwaart an ni an deem Moment, wou ee gemengt huet, de Kopplabunz geschloen. Mä duerch d'Aspuermoossname vun der Tripartite aus dem Joer 2006 konnte mer eis Statsfinanzen esou stabiliséieren, dass mer haut an der schlëmmster Kris zënter Jorzéngten eng Budgetspolitik kënne féieren, déi de Konjunkturabroch offiedert a brutal Aschnëtter am Sozialnetz verhënnert.

Erëm eng Kéier erweist et sech als richteg, fir a gudden Zäiten eng virsiichteg Budgetspolitik ze maachen, fir net a schlechten Zäiten eng onvirsiichteg Sozialpolitik mussen ze maachen.

Leçon à retenir! - Mais qu'on ne retiendra pas.

Dat flout an dat ongenaut Previsiouns- a Prognosegerätsels bleift och de Moment bestoen. Nach am Oktober 2008 si sämtlech Eurostate vun engem positive Wuesstum fir d'Joer 2009 ausgaang. Haut, e puer Méint méi spéit, sëtzt d'Eurozon an der Rezessioun fest. Nach am Oktober d'lescht Joer hu mer gemengt, d'Lëtzebuerger Ekonomie géif dëst Joer ëm 3% wuessen. De Statec mengt elo, eise PIB géif 2009 ëm 1,8% ofhuelen. D'Bréisseler Kommissioun wäert eis an e puer Woche matdeelen, dass de Schrumpfungsprozess vun eiser Wirtschaft bis zu 3% am Joer 2009 bedroe kann.

Ech muss lech éierlech soen, Här President, dass dat Geklimpers mech nervös mécht.

M. le Président.- Jo. Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif ëm Opmierksamkeet bieden a vläicht opzehalen, hei op de Computeren ze schaffen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hu gesot, de Statec géif mengen, eise PIB géif 2009 1,8% ofhuelen, an d'Kommissioun géif an deenen nächste Woche sech uschécke matzedeelen, dass eis Wirtschaft kéint ëm 3% schrumpfen.

Wat heeschen dës abstrakt Zuelen eigentlech?

Si heeschen, dass d'Joer 2009 wirtschaftlech e ganz schlecht Joer gëtt an dass d'Joer 2010 en aussergewéinlech schwieregt Joer wäert ginn.

Si heeschen, dass bei engem Wuesstumsréckgank vun 1,8%, wéi vum Statec errechent, d'Zomm vun de Revenuë vun den Haushalter an de Betriber net vu 36 Milliarden 662 Milliounen, wéi nach am Oktober erwaart, ëm eng Milliard 100 Milliounen eropgeet, mä ëm 700 Milliounen Euro fale wäert.

An anere Wierder: de Gesamtwuelstand vum Land wäert Enn 2009 ëm 1.800 Milliounen Euro oder ëm 72 Milliarden al Lëtzebuerger Frang méi niddreg sinn, wéi mer dat nach viru sechs Méint geplangt a geduecht haten. Sollt sech d'Kommissiounsprognos an de Kommissiounsminus vun 3% confirméieren, da géife mer zwou Milliarden 200 Milliounen Euro, also bal 89 Milliarden al Lëtzebuerger Frang manner erwirtschafte wéi geplangt. Dat ass, wat sech hannert de PIBs-Réckgankszuelen eigentlech verstoppt.

Dass dësen Tassementsprozess voll amgaang ass, mierke mer elo schonn un de Budgetszuele vun dësem Joer, déi bis elo bekannt sinn. De vollen Effet awer vun der wirtschaftlecher Retroentwécklung wäerte mer eréischt am Joer 2010 ze spiere kréien.

Op den 31. Mäerz vun dësem Joer, vum Joer 2009, huet de Stat Einnahme vun zwou Milliarden 440 Milliounen Euro realiséiert. Dat si 24,9% vum votéierte Budget. D'lescht Joer hate mer an deenen éischten dräi Méint awer schonn 28,1% vun de gestëmmtene Recetten an der Keess. De Bruttorecettëminus beleeft sech bis haut op 65 Milliounen Euro.

Eenzel direkt Steierrecettë sinn an de leschten dräi Méint vun dësem Joer souguer liicht an d'Luucht gaang, esou zum Beispill d'Akommes- an d'Lounsteier, déi ëm 1,3% geklomme sinn. Si si geklommen, well mer am Januar an am Februar vun dësem Joer 3.345 nei Aarbechtsplaze bäikritt hunn. Iwwer 3.000 nei Aarbechtsplazen, dat schéngt vill an dat ass och vill. Mä et muss ee wëssen, dass mer am selwechten Zäitraum 2008 - am Januar an am Februar 2008 - iwwer 6.000 nei Aarbechtsplaze geschaf haten. Wiere mer 2009 nach esou gutt, wéi mer d'lescht Joer 2008 waren, dann hätte mer bal 3.000 Steierzueler a mat Sécherheet iwwer 3.000 Cotisanten - Krankekeesen, Pensiounskeesen - méi.

Aner Steierrecetten awer falen: d'Kierperschaftssteier ëm 53 Milliounen Euro oder 14,8%, d'Taxe d'abonnement ëm 59 Milliounen Euro oder 35%, d'TVA ëm 17 Milliounen Euro oder 2,6%, d'Recettë vun der Douane ëm 17 Milliounen Euro oder awer 5,1%.

Dat sinn Zuele vu Januar, Februar a Mäerz. Si soe bäi Wäitem net alles aus. Mä Dir sollt se kennen, well si weisen, wou d'Rees méiglecherweis kann higoen.

Fir de Budget 2009 heescht alles dat aus der Siicht vun haut - an och compte tenu vu méi héije gewolltene krisebedéngten Ausgaben -, dass mer e Gesamtstatsdefizit vu 640 Milliounen, dat heescht op d'mannst 1,7% par rapport zum PIB am Joer 2009 wäerte kréien. Ech menge fir mäin Deel, dass en um Enn vum Joer däitlech iwwer 2% wäert leien. D'Steiere ginn nämlech weider zréck, an d'Sozialausgaben, déi mer als Krisebegleedungsinstrument op héijem Niveau jo wëllen halen, gi weider an d'Luucht.

Mir hunn haut 1,9 Milliarden Euro Reserven an den Investitiounsfongen. Punkt. Et steet hei Punkt, duerfir soen ech Punkt - dat ass e Versprriecher. Mir hunn haut 1,9 Milliarden Euro Reserven an den Investitiounsfongen. Mir riskéieren, Enn 2010 keng Reserv an den Investitiounsfonge méi ze hunn, wann d'Wirtschaftssteierrecetten, wann d'Situatioun sech géif esou verlängeren, wéi een et ka befäerten. Da wieren d'Reserve vun den Investitiounsfongen op null. Pleite - wéi ech soss anzwousch gesot hunn. D'Reservefongen. Net d'Land! Och wann d'Reserve vun den Investitiounsfongen ausdréchnen, ass Lëtzebuerg als Stat an als Land net pleite, mä unhalend zahlungsfäeg. Et muss een op d'Wierder an op hir eigentlech Bedeitung besser oppassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn natierlech net frou iwwert d'Verschlechterung vun de Statsfinanzen. Sécher, et deet de Statsfinanzen insgesamt gutt, dass d'Inflatioun an dass d'Zënsen historesch niddreg Stänn erreecht hunn. Mir mussen eis un de Gedanke gewinnen, dass mer an de Joren 2009 an 2010 d'Statskonten am Defizit wäerten ofschléissen an dass d'Statsschold weider wäert klammen.

Dës Entwécklung ass inévitabel, well d'Wirtschaft wiisst de Moment negativ a wäert sech am Joer 2010 nëmme liicht positiv entwéckelen. Wéi vill Wirtschaftsvitesse mer am Joer 2009 verléieren a wéi vill vun hir mer am Joer 2010 récupéréieren, kann ech lech mam beschte Wëllen haut net soen. An ech fannen och keen, dee mir dat ka ganz genau viraussoen. A gleeft mer, ech hunn der vill heiheem a vill am Ausland gefrot.

Vill hänkt vun der Entwécklung vun der Weltwirtschaft a vun der ekonomescher Evolutioun am Euroraum a besonnesch an eisen direkten Nopeschlänner of. Mir ginn dervun aus, dass déi Konjunkturpäck, déi an Europa op de Wee geschéckt gi sinn - Konjunkturpäck, déi ëmmerhin 3,5% vum europäesche Bruttoinlandsprodukt ausmaachen -, positiv Impakter am Joer 2010 wäerte produzéieren. Mir ginn dervun aus, dass dës Revitaliséierung vun der europäescher Ekonomie och d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg wäert favorabel beaflossen.

Mä en attendant konnte mer hei zu Lëtzebuerg d'Hänn net einfach an de Schouss leeën an op gutt Noriichten aus dem Ausland waarden. Mir hu selwer an eegestänneg - wann och an europäesch koordinéiertem Gesamtkader - missen handelen. Mir wësse wuel, dass mer als kleng an extrem oppen Ekonomie net kritesch Mass genuch op d'Wo bréngen, fir eng exklusiv Lëtzebuerger Wuesstumspolitik ze lancéieren, déi eis et erlabe géif, eis aus eegener Kraaft eleng nees zréck op de Wuesstumspad ze katapultéieren. Mä mir wëssen awer och, dass mer d'Flicht hunn, alles ze maachen, fir ee Maximum vun eisen Aarbechtsplazen a vun eise produktive Capacitéiten ze erhalen.

A virun allem wësse mer, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'finanziell Méiglechkeeten hunn, fir an der Kris a fir d'Joren 2009 an 2010 energesch kënnen dergéintzesteieren.

(Brouhaha à cause d'une démonstration de Greenpeace)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ma d'Huissieren! Do muss een dach eppes maache kënnen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir Hären, huelt lech Plaz hei niewendrun…

(Hilarité)

…a loosst mech mat menger Ried virufueren. A wann Der d'Flemm kritt, da gitt Der erëm. A soulaang wéi Der se net hutt, bleift Der hei. Mä maacht dat wann ech gelift esou, dass ech déi gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek gesinn. Well déi wëll ech gesinn.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Si verstinn dat do net, si schwätze Franséisch.

M. le Président.- Jo, d'Sitzung ënnerbriechen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Je dois m'exprimer en français?

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir ënnerbriechen d'Sitzung, bis mer erëm Uerdnung hei am Sall geschaf hunn.

(La séance est suspendue à 15.37 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 15.38 heures.)

(Coups de cloche de la Présidence)

Här Statsminister, no deem Incident géif ech lech bieden, weiderzefueren.

(Brouhaha)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech probéieren, Här President,…

M. le Président.- Sou, Här Statsminister, wann ech gelift!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …de Gedankegank erëm vu vir opzezéien, fir dass en hannen nach kann opgoen. Ech hu gesot, dass mer net konnten als Lëtzebuerger d'Hänn einfach an de Schouss leeën an einfach kéinten op gutt Noriichten aus dem Ausland waarden, mä dass mer awer hu missen...

(Brouhaha)

Jo, si si jo elo fort. Da kënnt Der mer jo nolauschteren.

Plusieurs voix.- Jo, jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dass mer hu missen eegeständeg handelen, mä dass mer als kleng an oppen Ekonomie net kritesch Mass genuch op d'Wo kënne bréngen, fir eng typesch exklusiv Lëtzebuerger Wuesstumspolitik kënnen ze lancéieren, déi eis zréck op de Wuesstumskurs géif katapultéieren.

Ech hu gesot, mir hätten awer d'Flicht, alles ze maachen, fir eis Aarbechtsplazen heiheem an eis produktiv Capacitéiten heiheem ze erhalen, an dass mer och, mir Lëtzebuerger, opgrond vun deem, wat mer an deene leschte Joren u Konsolidéierungsmoossname virgeholl hunn, d'Méiglechkeeten hunn, fir an der Kris, dat heescht an de Joren 2009 an 2010, méiglecherweis 2011 energesch an antizyklesch kënne géint d'Kriselogik unzekämpfen.

Opgrond vun enger laangfristeg prudent ugeluechtener Budgetspolitik, opgrond vun deenen Haushaltsmargen, déi mer duerch d'Spuermoossnamen no der Tripartite an no dem Gesetzgebungsverfahren hei am Haus am Joer 2006 konnte realiséieren, an opgrond vun enger niddreger Statsverschëldung si mer besser op d'Aufgabe vun haut an op d'Aufgabe vu muer preparéiert wéi eis Noperen, déi ënner hire Budgetsdefiziter an ënner hire Scholdebierger regelrecht zesummebriechen.

D'Fro, déi mer eis ze stellen haten, war: Notze mer déi relativ gutt Situatioun zum Zweck vun der Konjunkturbeliewung - quitte, dass mer d'Defiziter verbreederen an d'Statsschold an d'Luucht setzen -, oder setze mer den Akzent, dofir huet villes plädéiert, op d'Budgetskonsolidéierung - quitte, dass mer da méi Chômage a méi Faillitë kréien?

D'Regierung huet hire Choix getraff: De Stat muss d'Investitiouns- an Nofroelach vum Privatsecteur mat gesteigerten öffentlechen Investitiounen a mat no uewen ugehuewenen öffentlechen Nofroinstrumenter zoukippen. Dofir si mer dervun iwwerzeegt, dass et zum aktuellen Zäitpunkt richteg ass, méi Defizit wéi geplangt a méi Scholde wéi ugeduecht ze maachen. Awer ënner enger Bedéngung: Wann d'Reprise kënnt - an d'Reprise kënnt! - a wann et wirtschaftlech nees biergop geet - a wirtschaftlech wäert et enges Daags nees biergop goen -, da muss direkt nees konsolidéiert an direkt nees gespuert ginn.

Defiziter, léif Kolleegen, déi si wéi Zahnpasta: Et kritt ee se liicht aus der Tube eraus, et kritt ee se nëmme ganz schwéier erëm an d'Tube eran.

(Hilarité)

Méi Defizit, jo. Méi Statsscholden, jo. Awer net an engem Mooss, dat déi zukünfteg Generatiounen onmoosseg belaaschte géif.

Dës prinzipiell Erkenntnisser, dës Haaptiwerleeungen hunn d'Regierungsaktioun déi lescht Méint begleet an deelweis inspiréiert. De Konjunkturprogramm, dee mer proposéiert hunn, dréit dëse Grondprinzipien, dëse Gronderkenntnisser, dësen - muss ech soen - Grondiwwerzeegunge Rechnung. E beleeft sech op 1.228 Milliounen Euro, en huet ee Volume domat vun 3,24% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Ee vun deenen déckste Konjunkturprogrammer, déi iwwerhaapt an Europa op de Wee bruecht gi sinn. Déi aner si méi schmuel a méi kleng, well déi aner ganz oft d'Finanzméiglechkeeten net hunn, fir esou breet Konjunkturprogrammer opzeleeën.

Dëse Konjunkturprogramm déngt der Kafkraafterhalung virun allem an domat dem Konsum am Land doduerch, dass mer d'Steierlaascht fir privat Leit via eng Tarifadaptatioun vun 9% un d'Inflatioun, entgéint enger ursprünglech an d'A gehollener Tarifadaptatioun am Mee, Déclaration sur l'état de la nation, vu 6% ofgesenkt hunn. De Stat verzicht domat op Einnahme vun 342 Milliounen Euro. Weider Konsumimpulser gi méiglech duerch d'Aféierung vu Nettosteierkreditter fir déi méi akommesschwaach Salariéen, Rentner, Pensionären an Elengerzéier. Käschtepunkt: 98 Milliounen Euro.

Mir hunn eng Deierechtzoulag an der duebeler Héicht vum Heizkostenzouschoss agefouert: Ausgabe vu 17 Milliounen Euro méi. 20 Milliounen Euro ginn opbruecht fir d'Bauspuerer vun der Quellesteier ze befreien, fir dee verbesserte Remboursement vun der TVA um Logement an d'Verduebelung vum steierlech ofsetzbaren Deel vun der Reschtscholdversécherung kënne sécherzestellen. Den Ajustement vu Renten a Pensioune bréngt de Betraffenen een Akommessupplément vun 63 Milliounen Euro.

Bref: Dës plus aner Moossnamen, besonnesch wann ech och nach d'Indextranche - déi gëtt et jo soss néierens wéi zu Lëtzebuerg - vum Mäerz an d'Erhéijung vum Mindestloun géif mat a Betruecht zéien, bedeit dat eng Kafkraafterhéijung vun 950 Milliounen Euro fir d'Joer 2009.

Et ass falsch an et bleift falsch, an och wann et nach 10.000 Mol virun de Wahle wäert gesot ginn, dass d'Kafkraaft zu Lëtzebuerg zréckgaange wier! Vereenzelt a begrenzte Steiererhéijunge vun deene leschte Joren änneren un deem Constat guer glat näischt.

De Rescht vun deem Konjunkturpak, dee mer op de Wee geschéckt hunn, setzt sech aus supplementaren öffentlechen Investitiounen zesummen - eleng 70 Milliounen Euro an dësem Joer 2009, 80 Milliounen Euro supplementar d'nächst Joer -, aus de spezifesche Moossname fir de Logement, den temporären Hëllefsprogrammer fir déi mëttelstänneg Entreprisen an esou virun.

Ech liese periodesch, den Investitiounsprogramm, dee mer op d'Streck bruecht hätten, dee wier egal wat. Aktionismus géif e verroden. E géif keng iwwerluechten Aktioun erkenne loossen. E géif dem Gedanke vun der Nohaltegkeet de Réck dréien.

Ech loossen déi Kritik net gëllen! Dat, wat mer an de Beräicher Wunnengsenergie, schuedstoffaarm Autoen, Verschrottungsprime, erneierbar Energien, energieniddreg Haushaltsartikelen, Eisebunn, Informatiounsautobunnen, Postinfrastruktur, Recherche an Développement maachen, dat huet schonn nohaltegen an unhalende Charakter, schaaft Aarbecht, déi, géife mer dat net maachen, et net géif ginn a verschaaft eis besser Startchancen a gesteigert Standuertvirdeeler no der Kris an der éischter Phas nom wirtschaftlechen Opschwong.

Mä dat, wat mer maachen, Här President, dat kascht vill Geld.

Ech hu gesot, dass mer no der Kris Defiziter a Scholden nees ofbaue missten. Dat heescht och: Mir mussen an de Joren 2010 an 2011 - an deenen d'Konjunktur also nach muss gestäipt ginn - ufänken, d'Konsolidéierungskéier ze kréien. D'Budgetskreditter musse grëndlech duerchkämmt ginn. All Dépense muss vum éischten Euro u frësch an nei motivéiert ginn. Déi lafend Ausgaben däerfe global an am Prinzip net méi séier wuessen, wéi de Verbraucherpräisindex. All fakultativ Subventiounen, déi de Stat akkordéiert, musse penibelst begrënnt ginn, soss musse se ofgeschaaft ginn. Och wann dat Kaméidi a Sträit gëtt.

Et muss och an der nächster Legislaturperiod selbstverständlech zu eenzelne steierleche Verbesserunge kommen, zum Beispill zu engem weideren Ausbau vun den Nettosteierkreditter fir manner gutt gestallte Leit. Mä ech ka mer net virstellen, perséinlech net virstellen - ech kann do net am Numm vun der Regierung schwätzen, well ech kennen déi nächst Regierung net -, ech ka mer perséinlech net virstellen, dass et an den éischte 24 bis 30 Méint zu enger allgemenger Steiererliichterung ka kommen.

Deen, deen de Leit dat wëllt verspriechen, soll de Leit dat verspriechen. Ech wëll just soen, wann ech an der Regierung bleiwen, gëtt et an deenen nächsten zwee an en halleft Joer keng allgemeng Steiererliichterung, well et ass net méiglech, dat ze finanzéieren, et sief dann, et géif een déi kommend Generatiounen iwwerbelaaschte mat der Konsequenzebegradegung vun deem, wat mir - fir de Plëséier vun haut - wëlle maachen.

Den Index kënne mer opgrond vun der niddreger Inflatiounserwaardung nees an deem legale Kader funktionéiere loossen, wéi e bis an d'Joer 2006 bestanen huet. Beim eventuellen Ausbau vu Sozialleeschtungen ass millimetergenau tëschent Sach- a Geldleeschtungen ofzeweien. Risegrouss sozial Spréng si menger perséinlecher Usiicht no souwisou an nächster Zäit an aus heiteger Siicht kaum virstellbar.

Sozialen Ofbau als séier Äntwert op d'Kris wëll ech awer ausschléissen. Séier Äntwerte sinn oft stupid Äntwerten. De Mindestloun, aner Sozialleeschtungen an iwwerhaapt een enkt Sozialnetz droen zur sozialer Kohesioun bäi. Mir däerfen d'sozial Kohesioun an d'sozial Solidaritéit an der Kris, wou se besonnesch gebraucht ginn, net liichtferteg op d'Spill setzen. Mir louchen an de vergaangene Jore richteg, bal goldrichteg, wéi mer d'Recommandatioune vum Internationale Währungsfong, vun der OECD a vun aneren, fir de Mindestloun an den Index ofzeschafen an de Kënnegungsschutz ofzebauen, konstant zréckgewisen hunn. Mir wëllen och an Zukunft richteg leien.

Den zäitlech onbefristeten Aarbechtsvertrag muss zu Lëtzebuerg de Regelaarbechtsvertrag bleiwen. Aarbechtsrechtlech Prekaritéit hëlt de Leit d'Chance ewech, hiert Liewen an dat vun hire Kanner ze plangen. Si brauchen dës Sécherheet, fir kënne gutt, roueg, produktiv an och am Interessi vum Betrib a vun der Wirtschaft ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu viru Minutte gesot, déi Finanz- a Wirtschaftskris, déi eis de Moment esou staark zousetzt, déi wier keng Naturkatastroph, ënnert där mer eis missten ducken, mä si wier vu Mënsche verursaacht a vu Mënsche gemaach. Wa mer wëlle verhënneren, dass se sech iwwermuer reproduzéiert, da musse mer haut schonn déi richteg Léieren aus deem zéien, wat virgefall ass.

D'Beschreiwunge vun de Krisenursaache sinn amgaang ganz Bicherregaler ze fëllen. D'Kris kennt vill Erklärungen an et kann ee se net alleguer hei Revue passéiere loossen. Mä e puer Elementer siefen trotzdeem hei ernimmt, Punkten, déi feststinn, Feelentwécklungen, déi ëmzedréie sinn.

D'Kris huet um amerikanesche Wunnengsan Hypothekarmaart ugefaangen. D'Banken hu Suen u Leit verléint, déi net genuch Suen haten, fir hir Scholden zréckzebezuelen. D'Banken hunn d'Risiken ënnerschat, a wéi se déi Risike bis erkannt hunn, si se iwwert den Ëmwee vu komplizéierte strukturéierte Finanzprodukter ëmmer méi an ëmmer méi nei Risiken agaang, déi se selwer weder vun hirem Volume hier nach vun hirer Qualitéit hier iwwerbléckt an duerchbléckt hunn. Vill Banken an den USA - mä leider awer och an Europa - hunn hiert Handwierk ganz einfach net richteg gemaach.

Fazit: D'Banken- an d'Finanzwelt musse méi streng a méi intensiv reguléiert ginn. Kee Finanzprodukt, kee Finanzacteur a keng Finanzplaz weltwäit däerf méi ouni Kontroll an ouni Opsiicht schaffen. D'Iwwerwaachungsautoritéite weltwäit an och an Europa musse méi enk kooperéieren.

Dat heescht - well mir menge jo ëmmer, dat hätt mat eis näischt ze dinn -, dass mir hei zu Lëtzebuerg, deem seng Surveillanceinstrumenter effizient funktionéieren, Bewegungsfräiheet abéissen, Autonomie an Arbitrageméiglechkeete verléiere wäerten. Dat muss ee wëssen. Eng seriö Finanzplaz awer, eng seriö Finanzplaz wéi eis, déi muss mat esou enger Erausfuerderung fäerdeg ginn, an ech sinn och iwwerzeegt, dass eis Finanzplaz mat där Erausfuerderung fäerdeg gi wäert.

Et ass an de leschte Joren eng gelunge Mentalitéit agerass. Heiheem, an Europa, iwwerall an der Welt. Eng Mentalitéit, déi pervers Effeten hat. Ëmmer méi Leit wollten ëmmer méi séier méi Geld verdéngen, ouni selwer fir hiert Geld ze schaffen. „Lassen Sie Ihr Geld über Nacht für sich arbeiten", huet nach virun e puer Wochen, matzen an der Kris also, eng lëtzebuergesch Dageszeitung geschriwwen an hir Lieser quasi opgefuerdert, déi al Feeler nach eemol ze maachen. A flagrantem Widdersproch, fir de Rescht, zu hire Leitartikelen, déi, mat Ausnahm vun deem, dee se schreift, kee versteet.

(Interruptions)

Neen, et gëtt een net méi räich, wann een anerer fir sech schaffe léisst! Et muss ee selwer eppes maachen, fir et zu eppes ze bréngen a fir zu eppes ze kommen.

Aus där Kris ass d'Konsequenz ze zéien, dass virun allem déi eegen Aarbecht zielt. Dofir verdéngt se och méi Respekt, déi eegen Aarbecht, wéi bis elo, an egal wat fir eng Aarbecht dass dat ass! Et gëtt keng onwierdeg Aarbecht, soulaang wéi se gemaach gëtt! Déi eegen Aarbecht muss unerkannt ginn. Den Applaus däerf net méi fir d'Spekulante sinn, déi op d'Käschte vun aneren hir Sue fir sech selwer schaffe loossen an domat ganz oft Aarbechtsplaze vun aneren zerstéieren doduerch, dass se, ouni ze schaffen, hir Sue vun anere verwalte loossen, fir dass si méi Sue kréien. Si si bäigaangen dës Kéier! An dat soll ee sech ganz gutt mierken.

Allze vill dacks ass an deene leschten zwee Jorzéngten iwwregens deene Kräften nogelauschtert ginn, déi an de Groussbanken, an der Groussindustrie, an den internationale Finanzorganisatiounen, an Think-Tanken, an de resultatorientéierte Studienzirkelen der ongenéierter Dereguléierung op breedester Front d'Wuert geriet hunn. Och vill Politiker hunn d'Melodie vun der Shareholder-Value a vum Profit ëm all Präis matgesongen. „De Maart regelt alles", dat war de Schlachtruff, deem net energesch genuch widdersprach ginn ass.

De Maart awer regelt net alles, wann de Stat em keng Regele mat op de Wee gëtt. De Maart als solche produzéiert null Solidaritéit. Solidaritéit entsteet nëmmen aus dem Matenee vu Maarteffizienz a vu staatlecher Sozialgestaltung. De Maartradikalismus, deen huet Schëffbroch erlidden, e gehéiert en fait an d'Dreckskëscht. D'Grondprinzipien an d'Kardinaldugende vun der sozialer Maartwirtschaft gehéieren erëm an de Mëttelpunkt vum Wirtschaftsliewen. D'Wirtschaft

ass kee Selbstzweck, si huet dem Mënsch ze déngen. Soss brauche mer se net.

An dofir sinn ech frou, dass mer heiheem dee solidaritéitsfeindleche Sirenegesank net nogelauschtert hunn, dee probéiert huet, eis déi nei dereguléiert Welt an hir Charmen ze verkafen. Dofir sinn ech frou, dass mer d'Post, dass mer d'Spuerkeess, dass mer d'Eisebunn net privatiséiert hunn, dass mer d'Aarbechtsrecht net bis zur Onkenntlechkeet flexibiliséiert an défiguréiert hunn, d'Gesondheetsdéngschter net demontéiert hunn, d'Mindestléin an d'Mindestakommes net suppriméiert hunn an d'Sozialnetz net auserneegerappt hunn. Well alles dat ass eis an deene leschte Jore vun deenen Organisatioune virgeschloe ginn.

Dofir si mer jo och dacks am Ausland - d'Kolleegen, déi ënnerwee sinn, wëssen dat - als almoudesch Sozialromantiker klassifizéiert a rubrifizéiert ginn, déi den neie Geescht an den Zuch vun der Geschicht net richteg bekäppt hunn, wa mer eis géint deen neoliberalen Deregulariséierungswahn gewiert hunn. Zu Lëtzebuerg brauch d'sozial Maartwirtschaft keng Renaissance ze feieren, well mir hu se iwwerhaapt net stierwe gelooss. Zu Lëtzebuerg schwätzt och kee méi - ass dat lech schonn opgefall? - vum schlanke Stat,…

(Interruption)

…an dat ass och gutt esou. Zu Lëtzebuerg schwätzt och Gott sei Dank kee vun engem Stat, deen alles duerchreguléiert an domat all Initiative privater a kollektivprivater Natur stranguléiert.

Wat mer brauchen, Dir Dammen an Dir Häre, dat ass net de schlanke Stat, net de Superstat. Wat mer brauchen, ass de responsabelen aktive Stat, dee sech aus der Privatsphär eraushält an dee sech an d'Wirtschaft amëscht, wann d'Interessevertriedung vu Land a vu Leit dat verlaangt.

Ee schwaache Stat, dee kann déi Schwaach net schützen. Mä och déi Staark si schwaach, wann de Stat net staark ass. Dat hu mer iwwerdäitlech gemierkt, wéi de Stat der Fortis an der Dexia gehollef huet staark ze bleiwen. Ee schwaachen an ee bluttaarme Stat hätt der Fortis an der Dexia net kënnen hëllefe staark ze bleiwen. Ech sinn doriwwer manner iwwerrascht wéi déi, déi d'Soen an der Dexia an an der Fortis hunn.

Ech muss op d'Rettungsaktioun vun deenen zwou Banken zréckkommen, well ech nach ëmmer héieren a liesen, de Stat hätt hinnen, deenen zwou Banken - de Banquieren, wéi d'Leit soen -, d'Suen an d'Milliarde regelrecht nogehäit, quasi ouni Ursaach an ouni Géigeleeschtung. Dat ass falsch.

Firwat hu mer déi zwou Banke gerett? Firwat hu mer se misse retten? Fortis-Lëtzebuerg an Dexia-Lëtzebuerg hate selwer keng Feeler gemaach, si hate selwer keng Solvabilitéitsproblemer. Mä si sinn an de Strudel vun hire Mammenhaiser mat eragezu ginn, wéi déi op eemol no der Faillite, déi ni hätt dierfe stattfannen, vun der amerikanescher Investmentbank Lehman Brothers de 15. September 2008 virun engem héije Bierg vu grousse Problemer stoungen.

De Risiko vum Zesummebroch vu Fortis an Dexia war absolut ginn an e war imminent. Wann och nëmmen eng vun deenen zwou Banken och nëmmen een Dag hir Dieren hätt missen zouloossen oder souguer ganz hätt missen zoumaachen, da wieren d'Konsequenzen dovunner, an ech mengen d'Leit si sech deem net ëmmer ganz bewosst, extrem grave gewiescht.

Zum Beispill wieren d'Clienten net méi un hir Comptes courants an un hir Erspuernisser erukomm. Zum Beispill hätten déi Betriber, déi hir Konte bei enger oder bei deenen zwou vun deene Banken haten, keng Pai méi kënne bezuelen. Zum Beispill hätten déi Leit, déi Scholden op hiren Haiser haten, déi se mat deene Banken ofgeweckelt hunn, am Fall vun der Liquidatioun sech duerchaus an der Situatioun erëmfanne kënnen, dass hir Haiser géife vum Liquidateur versteet ginn. Zum Beispill wieren aner Banken, déi mat deenen zwou Banken zesummeschaffen, an extrem Bedrängnis komm: Fält eng systemesch Bank, da falen aner Banke mat. Zum Beispill hätten, hätte mer näischt gemaach, d'Beamte vu Fortis an Dexia hir Aarbecht verluer.

Zum Beispill, hätte mer näischt gemaach an hätte mer d'Ofrëtsche vun deenen zwee Bankhaiser hei zu Lëtzebuerg toleréiert an akzeptéiert, hätte mer erlieft, dass d'Kredibilitéit, d'Bonitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz drastesch no ënne revidéiert gi wier, wat zur Konsequenz gehat hätt, dass och fundamental gesond Banken zu Lëtzebuerg a Gefor gerode wieren an en fait och gekippt wieren.

Bref: Land a Leit hätte Schued erlidden, Existenze wieren zerstéiert ginn, Pläng, Liewenspläng wieren an d'Waasser gefall.

Virun esou eng Situatioun gestallt, hat d'Regierung keng Zäit, fir laang Seminären an Hearingen ze organiséieren. Si huet missen handelen an zwar séier - vu freides owes fréi bis sonndes owes spéit.

D'Regierung huet misse knapp dräi Milliarden Euro opbréngen: 2,5 Milliarde fir Fortis-BGL; 376 Milliounen Euro plus eng Statsgarantie, déi bei 4,5 Milliarden Euro gedeckelt ginn ass, fir Dexia-BIL.

Dës Hëllefe si kee Cadeau fir d'Banken. Si goufe mat 10% verzënst. Wie kritt haut nach en Engagement iergendwou mat 10% verzënst? De Stat huet dat kritt.

Bei der BGL si mer Aktionär ginn, bei der Dexia kënne mer eise Prêt an Aktien ëmwandelen. De Stat huet en plus déi strategesch Participatioun vun deenen zwou Banken an der Luxair, bei Paul Wurth an an der Lëtzebuerger Bourse iwwerholl. En huet dat gemaach - dat fënnt iwwerhaapt keng Beuechtung -, fir ze verhënneren, dass zu Paräis oder zu Bréissel géif iwwert déi Participatiounen zu Ongonschte vun eise Lëtzebuerger Wirtschaftsinteresse fräi verfügt ginn.

Den Trésorminister Luc Frieden huet all dës Operatioune pilotéiert. Ech wëll him duerfir meng Unerkennung soen. En huet säi Piloteschäin gepackt.

(Hilarité)

De Jeannot Krecké an ech, mir ware Copiloten. De Jeannot Krecké kann net nëmme segelen. E kann och gutt fléien.

De Stat gëtt awer elo net Banquier. Ministere kënne keng Banke féieren. Eis Vertrieder begleeden de Management vun deenen zwou Banken, bis se erëm selwer kënne fléien. Dann zitt de Stat sech zréck - net mat Verloscht, mä, wann alles klappt, mat engem considérable Gewënn.

Duerch d'Interventiounen am Bankeberäich ass d'Statsschold brutto op 14,5% eropgaangen, netto natierlech manner, well de Stat fir seng Hëllefstellung jo substanziell Aktiva an d'Plaz kritt huet.

Ee lescht Wuert nach: Ech weess, dass vill Klengaktionäre vun der Fortis sauer sinn, sief et, well se Beamten oder fréier Beamte vun der Bank sinn, déi ëmmer trei zu hirem Patron stoungen, sief et, well se der BGL bei Kapitalaugmentatioune gehollef hunn. Ech verstinn deene Klengaktionären hiren Onmut. Zesumme mat der Belsch siche mer no Léisungen, fir si kënnen ze entschiedegen - mat der Belsch, well eis Klengaktionäre si jo Aktionäre vun der belscher Fortis-Holding. Ergo musse mer mat der Belsch a mat deene belschen Autoritéiten a mat der belscher Regierung doriwwer schwätzen, wa mer dat wëllen erreechen, wat mer am Intérêt vun de Klengaktionäre wëlle fäerdeg bréngen.

Een allerlescht Wuert nach an deem Kontext: Ech hunn hei all Ursaach, den Oppositiounsparteie Merci ze soe fir hir Ënnerstëtzung. Si hunn an deem Bankerettungsplangskontext responsabel reagéiert an net probéiert, de Luuspätter ze spillen.

Esou solle mer eis ëmmer behuelen hei an eisem klenge Land: streiden, wa mer Loscht hunn ze streiden, zesummestoen an zesummenhalen, wann et muss sinn. Merci dofir!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie Banke seet, deen denkt natierlech - ech net, mä déi Meescht - direkt un d'Bankgeheimnis.

D'Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg ass net schold un der Kris. Weder direkt nach indirekt.

Trotzdeem: Wann ee richtegerweis fir méi Transparenz op de Finanzmäert an domat och fir méi Transparenz op de Finanzplaze plädéiert, da kënnt een net ganz laanscht déi Froen, déi ronderëm d'Bankgeheimnis dréien.

Lëtzebuerg ass keng Steieroas. Duerfir hätt den Här Müntefering och keng Zaldoten op Lëtzebuerg kënne schécken, well déi hätten, wa se bis hei gewiescht wieren, iwwerhaapt net gewosst, firwat dass se heihinner komm sinn a wat se sollte maachen. Déi wieren an e Steierparadies geschéckt ginn an hätte sech zu Lëtzebuerg…

(Interruption)

…erëmfonnt. Déi hätte sech gelangweilt. An dach hätt den SPD-President sech seng Bemierkung kënne spueren. Gott sei Dank léise mer eis Problemer an Europa net méi mat Zaldoten.

Lëtzebuerg ass eng Finanzplaz mat engem Bankgeheimnis. Zënter Jore soe mer heibannen an dobaussen, dass mer déi aktuell Form vu Bankgeheimnis géifen opginn, wann eis Konkurrenten an Europa an an der Welt dat zäitgläich an inhaltlech identesch och géife maachen. Déi sinn elo dozou bereet, an duerfir kënne mir d'OECD-Standarden iwwerhuelen an den Informatiounsaustausch op Ufro an eis Duebelbesteierungsofkommessen ophuelen.

Dat erlaabt eis - dat gëtt selten ënnerstrach -, méi a besser Duebelbesteierungsofkommesse kënnen ofzeschléisse wéi bis elo. Et war an deene leschte Joren nämlech esou - dat wëssen d'Kolleegen aus der fréierer Regierung an och aus dëser -, dass vill Staten iwwerhaapt keen Traité mat Lëtzebuerg méi wollten ofschléisse wéinst dem Bankgeheimnis, dat se an där Form, wéi mir et praktizéiert hunn, net konnte respektéieren an net wollte cautionnéieren. Elo gi mer net méi international vertraglech blockéiert, an dat ass gutt fir eis Fongenindustrie - déi brauch d'Duebelbesteierungsofkommessen - an dat ass gutt fir eis generell Ekonomie an Industrie - déi brauchen d'Duebelbesteierungsofkommessen.

Et ass fir vill Leit wahrscheinlech iwwerraschend, dass mer net vill verléieren, mä awer vill nei Opportunitéiten derbäikréien.

Rose bleiwen ech trotz allem awer iwwert dee G20-Spektakel zu London. Dass Lëtzebuerg, dat sech bereet erklärt hat, wéi anerer och, den Informatiounsaustausch op Demande anzeféieren, op eng gro Lëscht gesat ginn ass, zesumme mat aneren, ass direkt an och indirekt net nozevollzéien.

Dass déi englesch Kanalinselen iwwer Nuecht dem Meister Proper an d'Hänn gefall sinn…

(Hilarité)

…an dee se esou laang geschrubbt huet, bis se deen anere Muere wäiss waren, schwätzt fir d'Effikassitéit vun deem Botzmëttel. Ech wosst net, dass de Meister Proper seng nei Adress an der Downing Street Nummer 10 zu London hätt.

Dass Macao an Hongkong vum chineesesche Festland ofgefall sinn, nodeem se eréischt virun e puer Joer erëm dem Festland bäigetruede sinn, huet net nëmmen informéiert Geopolitiker iwwerrascht. Dass d'amerikanesch Bundesstaten Delaware, Wyoming an Nevada de Sege vum G20 kritt hunn, versprécht neie Geldsege fir dës Paradieser. An dass opgrond vun der G20-Oplëschtung d'russesch Finanzplazen elo méi wäiss solle si wéi Lëtzebuerg, d'Schwäiz an Éisträich, dat gleewe souguer d'Russen net.

(Hilarité)

Et wier besser gewiescht, de G20 hätt eng wäiss Lëscht vun deene Länner opgestallt, déi méi wéi 0,7% vun hirem PIB an d'Entwécklungshëllef investéieren, an eng pechschwaarz Lëscht vun deene Länner, déi hire Verspriechen an deem Beräich net nokommen. Mir wieren dann op där wäisser Lëscht gewiescht, an déi, déi eis an anerer op déi gro Lëscht gestallt hunn, déi wieren op där pechschwaarzer gelant. Mir schléissen elo eis Duebelbesteierungsofkommessen ouni Problem of a kommen op d'wäiss Lëscht. Déi aner awer, déi keng 0,7% an d'Entwécklungshëllef stiechen, déi bleiwen op der schwaarzer Lëscht vun deenen, déi anere Lektioune ginn, mä déi hirer Verantwortung an der Welt net gerecht ginn. Mir ginn et!

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech net verstoppt, dass d'Joer 2009 e wirtschaftlech schlecht Joer gëtt. Virun de Wahlen an no de Wahle komme weider schlecht Nouvellen, geet de Chômage weider an d'Luucht, hëlt d'Zuel vun de Faillitë weider zou, ginn d'Defiziter an d'Scholde méi grouss. D'Parteie wiere schlecht beroden, wa se d'Situatioun méi schéi wéilte molen, wéi se effektiv ass. An d'Bierger wiere gutt beroden, wa se d'Programmer vun de Parteie géifen op hir Machbarkeet an der Kris hin iwwerpréiwen.

D'Wahle blosen d'Kris net ewech. No de Wahlen ass virun de Wahlen. D'Kris bleift och, wann d'Regierung wiesselt. Si bleift iwwregens och, wann d'Regierung bleift. Ergo musse mer eis zesummen ëm si, ëm hir mëttel-, kuerz- a laangfristeg Folge bekëmmeren. Dat verlaangen d'Leit vun eis. An zwar zu Recht.

Net iwwerdriwwenen Alarmismus ass ugesot: Ech sinn iwwerzeegt dervun, dass mer aus der Kris erausfannen an dass eist Land nei Chancen, nei Méiglechkeeten, nei Opportunitéite kritt.

Rouege Realismus ass dat, wat mer elo brauchen. Mir brauchen dee virun allem, fir mat der Aarbechtslosegkeet fäerdeg ze ginn.

D'Aarbechtslosegkeet ass dee Problem, deen eis am meeschte Suerge mécht. D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass net gutt. Mir hunn zwar ëmmer nach eng vun deenen niddregsten Aarbechtslosequoten an Europa. D'Lag op deenen aneren europäeschen Aarbechtsmäert huet sech nach méi rasant verschlechtert, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall war.

Mä de Fait ass, dass mer am Februar e Chômagetaux vu 5,6% haten, géint 4,5% ee Joer virdrun. D'Zuelen, déi plakeg Zuelen - mä wat soe scho plakeg Zuelen? -, soen alles: Am Februar 2009 waren 13.006 Leit ouni Aarbecht, am Februar 2008 waren et der 10.185, e Plus vu Februar 8 op Februar 9 vun 2.821 Leit, een Uklammen en fait vu 27,7%!

D'Aarbechtsplazoffertë si parallell dozou staark gefall, an zwar vun 2.301 am Februar 2008 op 1.495 am Februar 2009. E Réckgank, e Minus vu 35%! Indemniséiert Chômeuren hu mer der am Februar 2009 7.100 gehat, géint 5.070 ee Joer éischter.

D'Zouhuele vun dëser Zuel weist, dass de Moment méi Leit wéi jee zu Lëtzebuerg, obscho mer keng Massenentloossungen hunn, gekënnegt kréien. Zäitbefristet Aarbechtsverträg a Leiharbeitsverträg kommen als Éischt un d'Rei, wann et ëm Kënnegunge geet. Ee Gléck, dass mer dat Land an Europa sinn, dat mat 95% deen héchsten Taux vun onbefristeten Aarbechtsverträg huet. Hätte mer wéi anerer d'Aarbechtsrecht ultraflexibiliséiert, dann hätte mer wiesentlech méi Aarbechtsloser. Eist Aarbechtsrecht schützt viru vireilegen Entloossungen. Dat soen ech deenen, déi 1989 heibannen d'Reform vum Kënnegungsschutz kritiséiert hunn, well se ze vill Rigiditéit an net genuch Flexibilitéit enthale géif.

10.000 Leit sinn a Kuerzaarbecht, Tendenz steigend. D'Reform vum Gesetz iwwert d'Kuerzaarbecht, déi den Aarbechtsminister heibanne stëmme gelooss huet, hëlleft d'Uklamme vun der Aarbechtslosegkeet ze verhënneren. Mä dës Reform huet e Präis: De Beschäftegungsfong gëtt am Joer 2009 mat 130 Milliounen Euro méi belaascht - 130 Milliounen Euro, déi mer mat de Plus-valuen aus dem Budgetsjoer 2008 bezuelen. Kuerzaarbecht ass besser wéi keng Aarbecht.

Mir fuerderen d'Patronen op, der Kuerzaarbecht virun der Entloossung Prioritéit ze ginn. Ech soen hinnen: Entloosst elo net muttwëlles, well wann d'Reprise kënnt, da braucht Der Är Leit. Bilt se weider aus oder loosst se weider ausbilden, da kréie se statt wéi bis elo 80% an Zukunft 90% vun hirer leschter Pai als Entschiedegung. D'Betriber solle generell dat bestehend aarbechtsmaartpolitescht Instrumentarium maximal notzen: Beschäftegungspläng am Kader vum Maintien dans l'emploi - 5011.

(Interruption)

5611. Den Här Biltgen, dee weess dat besser wéi ech, well en dreemt Dag a Nuecht dovunner.

(Hilarité)

Wie schwätzt haut nach vum 5611?

De 5611 erhält Aarbechtsplazen am Moment zu Lëtzebuerg. Déi Beschäftegungspläng am Kader vum Maintien dans l'emploi notzen eis Betriber.

Steierlech Astellungshëllefe fir Chômeuren, déi duerch d'Gesetz ugehuewe ginn, solle se an Usproch huelen; d'Aide au réemploi, déi mer op d'Frontaliere wëllen ausdehnen, zu engem Instrument vun Neesastellung an hire Betriber maachen; d'Préretraite-solidarité spille loossen an d'Stageméiglechkeeten an de Betriber, déi jo finanziell ënnerstëtzt gi vum Beschäftegungsfong, maximal notzen.

An engem Wuert wéi an dausend: D'Betriber hu sozial Verantwortung a si solle se och iwwerhuelen. De Konjunkturprogramm verschaaft jo de Betriber Aarbecht an Opträg. D'Reaktioun vun de Betriber dorop kann net sinn, dass se d'Beschäftegungsimpulser…

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

(Interruption)

…vum Konjunkturpak duerch Hauruckentloossungen ënnerlafen.

M le Président.- Ech géif dach bieden, déi Télefonen auszemaachen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech...

(Interruptions)

Här Bettel, wann Dir mécht kënnt huelen, dann huelt Der mech.

(Hilarité)

Ech hunn awer keen Handy derbäi.

Une voix.- Et ass den Här Henckes.

Une autre voix.- Et ass d'Downing Street Nummer 10, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Meng Erfahrung ass, dass, wann eppes net richteg geet, d'CSV dorunner ni schold ass.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà!

Här Krieps, gräift lech emol an d'Täsch, well Dir hutt wahrscheinlech en Handy, deen hei…

Une voix.- E läit um Dësch hei.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà, an dat ass en.

(Hilarité)

Ech fannen all Bloen, deen eng gestiicht huet, gitt dovun aus.

(Hilarité générale)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de 6. Mee hunn ech zesumme mam Aarbechtsminister a mam Sozialminister d'Sozialpartner zu engem beschäftegungspolitesche Rendez-vous bestallt, fir ze kucken, wéi mer d'Beschäftegung, wéi mer den Emploi zu Lëtzebuerg kënne stabiliséieren. Dat gëtt kee Kaffiskränzchen, dat gëtt keng Alibimanifestatioun. Ech hätt gäre konkret Vereinbarungen, Engagementer vun deenen engen, Engagementer vun deenen aneren.

Fuerderungen no aarbechtsrechtlechem Ofbau brauchen net gestallt ze ginn. Ech soen dat, fir Zäit ze gewannen. Si stousse bei mir op daf Oueren. Si sinn net Programm vun der Regierung.

De Rendez-vous vum 6. Mee ass e wichtegen. E baut op op den Erkenntnisser vum Aarbechtsminister a vum Wirtschaftsminister, deenen ech och meng Unerkennung wëll soen, dass se zënter Wochen am preventiven Asaz sinn, mat ville Betriber sech den Dag iwwer an d'Woch iwwer gesinn, déi a Problemer stiechen, fir Entloossungen ze verhënneren. Den Aarbechtsminister an d'Regierung insgesamt verwalt net d'Aarbechtslosegkeet, mä mir probéieren a ville Gespréicher, Aarbechtslosegkeet ze verhënneren.

Och an der Kris däerfe mer, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage net als Fatalitéit begräifen. De Kampf géint de Chômage muss all Dag op en Neits gefouert ginn. Dat mécht midd, dat mécht ganz midd, mä d'Leit, déi keng Aarbecht hunn, an déi Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi sinn ës och midd.

Eng aner Suerg, déi mer hunn, geet iwwert den Dag vun haut a vu muer eraus. Et ass déi mëttel- a laangfristeg Suerg ëm d'Soutenabilitéit, d'Nohaltegkeet vun eise Renten- a Pensiounssystemer. Dës Suerg gëtt duerch dat, wat mer an der Kris erliewen, verstäerkt.

Déi zukünfteg Finanzéierung vun eisem Renten- a Pensiounssystem hänkt wiesentlech vun eiser Wirtschaftskraaft of. Wann d'Wirtschaftsleeschtung fält, da kënnen d'Renten- an d'Pensiounsleeschtungen net an d'Luucht goen. Wie mer direkt de Géigendeel ka beweisen, dee kann dat jo am Laf vun der Debatt vun dëser Woch nach maachen a noreechen. Ech perséinlech mengen, dass an der nächster Legislaturperiod allgemeng Renten- a Pensiounsverbesserungen net méiglech wäerte sinn.

Et ass richteg, dass mer am Moment d'Reserve vun eise Rentekeesen ëm 800 Milliounen Euro d'Joer uklamme gesinn. Doraus resultéiert, dass mer keen akute Rekonfiguratiounshandlungsbedarf hunn.

Laangfristeg gesäit dat awer vläicht anescht aus. D'Europäesch Kommissioun huet gëschter hir Aschätzung reconfirméiert, dass zu Lëtzebuerg déi altersbedéngte Statsausgaben tëschent 2007 an 2060 ëm 18 Prozentpunkte vun eisem Bruttoinlandsprodukt wuesse wäerten. D'Charge vun der Pensiounslaascht geet vun 8,7% vum PIB op 23,9% vum PIB am Joer 2060 erop.

Wann dat falsch ass - wann et also falsch ass, dass mer a 50 Joer ee Véierel vun eisem nationale Räichtum fir Renten a Pensioune mussen opbréngen -, da loosse mer der Kommissioun dat falsch maachen. Et ass jo einfach, eppes falsch ze maachen, wat falsch ass. Avis aux amateurs! Aux amateurs!

D'Probabilitéit, dass dat net ganz falsch ka sinn, gesäit een dorun, dass an der Kris an no der Kris de Wuesstumspotenzial vun der Lëtzebuerger Ekonomie ofhëlt an ofgeholl wäert hunn. Néierens steet geschriwwen, dass mer an Zukunft als national Ekonomie 4% d'Joer wuessen. Mir landen à terme op engem Wuesstumspotenzial vun ënner 3% an à très long terme op engem ënner 2%. Dat muss net esou kommen. Dat kann awer esou kommen.

D'Parteien hunn dëse Sujet net ganz gär. D'Leit, déi an der Pensioun sinn, och net, obschonns hir Pensioune sécher sinn. Déi brauche sech keng Gedanken ze maachen. D'Leit, déi op hir Pensioun lassginn, déi héieren och net gären, wann een iwwert dee Sujet schwätzt. Mä déi, déi muer de Moien ufänken ze schaffen an déi a 40 Joer pensionéiert ginn, déi spëtzen d'Oueren. Well et geet si un. A si hu mat de Konsequenze vun deem ze liewen, wat mir amgaange sinn ze maachen.

Ech perséinlech gleewen net, obschonn dat mer ëmmer ënnerstallt gëtt, och vun ale Frënn a Feinden, un de Pensiounshorrorzeenario. D'Verbesserung vun der Aarbechtsproduktivitéit, d'Muskléierung vun der Beschäftegung an d'Performancesteigerung vun der Ekonomie presentéieren eng potenziell Ofsécherungsgarantie.

Mä wann et dann awer géif esou kommen, wéi d'Kommissioun mengt, wat maache mer dann? Dann, wann et ze spéit ass? Dann, wann et esou richteg wéi deet?

Vu dass mer kee kuerzfristegen Handlungsbedarf hunn, wier meng perséinlech Propositioun… Ech ka jo net méi fir déi nächst Regierung schwätzen. Gott weess, wou ech an der nächster Regierung turnen, wann ech iwwerhaapt nach an hir turnen. Här Bettel, Dir kënnt et net erwaarden, ech weess dat…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn näischt gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech géif an Ärer Plaz och näischt méi soen.

(Hilarité)

Ech kann net fir déi nächst Regierung schwätzen. Dat wollt ech soen. Dir och net. Dat gleewen ech schonn éischter iwwregens.

(Hilarité générale)

Mä ech kann net fir déi nächst Regierung schwätzen. Et däerf een net arrogant sinn a mengen, egal wat geschitt et wier een an der Regierung. Dat geet net. Dat soll een och net maachen. Mä meng perséinlech Recommandatioun wier déi, well mer kee kuerzfristegen Handlungsbedarf hunn, eis an deenen nächste Joren alleguer zesumme ronderëm een Dësch ze setzen an zesummen ze kucken - Parteien a Sozialpartner -, wéi mer an zäitlecher Ofstufung kënnen op eng Situatioun wéi déi, wéi se vun der Europäescher Kommissioun prognostizéiert gëtt, reagéieren.

Kommt, mir soen de Leit virun de Wahlen, no den nächste Wahlen - well déi nächst fënnef Joer hu mer jo keen akute Problem -, wéi mer reagéiere wëllen, falls d'Kommissioun an aner Leit Recht hätten. Wou mer spuere géifen a wéi. Wéi mer kënnen anescht finanzéieren a wou. Wat fir Efforten a wat fir Reformen dass mer bereet sinn ze maachen.

A wann et dann net esou kënnt, wéi d'Europäesch Kommissioun fäert a wéi anerer soen, jo, dann decidéiere mer, fir dat net ze maachen, wat mer menge missten ze maachen, wann et géif esou kommen, wéi d'Europäesch Kommissioun an anerer mengen.

De Rentendësch, dee mer haten, huet jo net ausgeschloss, dass mer ënner Ëmstänn missten zréckschalten, an en huet konkret Piste gewisen, wéi dat kéint gemaach ginn. Kommt, mir kucken eis dat nach eng Kéier an deenen nächste Jore roueg un. Och hei gëllt: Stopp dem Lamento-Alarmismus! Go fir ee rouegen a pragmatesche Realismus. De Résumé vun de Renten- a Pensiounsgespréicher, deen de Sozialminister Mars Di Bartolomeo mat de Sozialpartner amgaang ass ofzeschléissen, wäert eis eng valabel Aarbechtsgrondlag fir all weider Iwwerleeunge liwweren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo grad gesot, d'Fiabilitéit vun eisen Alterssécherungssystemer géif essenziell vun eiser Wirtschaftskraaft ofhänken. Dat ass eng éischter laangfristeg Ugeleeënheet. Mä dee Saz ass awer och kuerz- a mëttelfristeg richteg. Eis immédiate Zukunft hänkt vun der Konsolidéierung vun eisem Wirtschaftstissu a sengem diversifizéierten Ausbau of.

Dofir muss - bei aller Diversifikatiounsnoutwendegkeet vun eiser Gesamtekonomie - eis Finanzplaz op séchere Féiss stoe bleiwen. D'Finanzplaz behält enorm Bedeitung. Si muss sech upassen, si ass och derbäi sech unzepassen. Si wäert no der Kris net méi déi iwwerragend Bedeitung hunn, wéi se se haut huet, mä si bleift eng Haaptachs vun eiser wirtschaftlecher Verkéiersverdeelung.

Dofir ginn d'Promotiounsaktivitéite fir d'Finanzplaz ëmmer méi wichteg. D'Initiativ Luxembourg for finance vermëttelt ee positiven Image vun der Plaz a réckelt, andeem se dat mécht, munch falsch Perceptiounen zurecht. D'Finanzplaz muss virufueren, d'Palette vun hire Finanzprodukter ze verbreederen an aktuell an zukünfteg spezifesch Lëtzebuerger Spezialitéiten ze favoriséieren.

Dës Regierung, a virun allem den Trésorminister, mä de Wirtschaftsminister och, ass eng enk Promotiounspartnerschaft mat der Finanzplaz agaangen; déi nächst muss dat och maachen. D'Lëtzebuerger Politik, ech wëll dat soen, schreift d'Finanzplaz net of. Am Géigendeel: Mir musse se stäerken. A mir wäerte se stäerken. Well d'Finanzplaz bleift een essenziellen Deel vun eiser Wirtschaftslandschaft.

Mä wa mer wëllen als ekonomesche Gesamtensembel weiderwuessen, dann däerfe mer eis net eesäiteg op d'Finanzplaz verloossen. Dat hu mer och net gemaach an der Vergaangenheet. Da musse mer nach méi wéi bis elo, a mir hunn et gesteigert als Effort an deene leschte Joren, aner wirtschaftlech Secteure pousséieren. D'Idyll vum finanzplazinduzéierte Wuelstand muss enger aggressiver multisektorieller Diversifikatiounsapproche wäichen. D'Finanzplaz ass kee Këssen, op deem mer eis kënnen ausrouen. Mir mussen eist wirtschaftlecht Bett frësch opzéien. Ouni Këss läit ee schlecht, mä ee Këss mécht nach kee Bett. Wann ee sech wëllt strecken, da brauch ee méi wéi e Këssen. Besonnesch dann, wann ee laang Been huet. An déi wëlle mer jo hunn.

Dofir muss den Aktiounsplang Logistik a senger Integralitéit ëmgesat ginn. D'Logistik ass een Zukunftsberäich, deen treffsécher vum Wirtschaftsminister fräigeluecht ginn ass. Hire Potenzial ass grouss. E muss genotzt ginn. Dofir musse mer och eis Ustrengungen am Beräich vun der Gesondheetstechnologie a vun der Ekotechnologie verstäerken. An de leschte Joren hu sech eng Dose Betriber aus dem Kommunikatiouns- a Mediësecteur zu Lëtzebuerg implantéiert. Net, wéi oft gemengt gëtt, nëmmen aus steierleche Grënn. De Kommunikatiounsminister Schiltz huet der nach vill vun deene Bertriber an der Pipeline. Si wäerten, wa se bis aus därselwechter eraus sinn, eis Wirtschaftskuliss méi breet gi loossen.

Der Recherche an der Innovatioun am breedeste Sënn vum Wuert kënnt prioritär Bedeitung zou. Ee Land, wat net fuerscht, ee Land, wat net de Gréff an nach onbekannte Raim wot, dat ass ee Land ouni Loscht op Zukunft. Mir mussen awer Loscht op Zukunft hunn. Mir hunn och gewisen an deene leschte Joren, dass mer Loscht op Zukunft hunn: An dëser Legislaturperiod sinn d'Investitioune fir d'Fuerschung vun 72 Milliounen Euro op 215 Milliounen Euro eropgesat ginn. Dat heescht, an dëser Legislaturperiod hu mer de Fuerschungseffort verdräifacht. Dësen Effort muss virugefouert ginn, an zwar laanscht déi Linnen, déi ech d'lescht Joer bei der Erklärung zur Lag vun der Natioun am Mee heibannen entwéckelt hunn.

Ech sinn der Meenung, dass mer et an der nächster Legislaturperiod musse fäerdeg bréngen, de Fuerschungseffort - deen öffentlechen an dee privaten, déi zwee zesummen - op 3% vun eisem PIB eropzedrécken. Wa mer dat géife fäerdeg bréngen - a mir mussen dat fäerdeg bréngen -, dann hätte mer eis Zukunftsplaz definitiv geséchert.

Nëmmen déi, déi haut fuerschen, an déi, déi haut sichen, fannen dat, wat muer richteg ass a wat fir muer wichteg ass. Mir mussen ee Vollek vun Zukunftsdetektive ginn, soss riskéiere mer Chauffeuren ze bleiwen, déi an de Réckspigel kucken, statt hire Bléck op déi breet Avenuen ze werfen, déi virun hinne leien. Grad an der Kris muss een Zukunftsgas ginn; d'Brems an de Réckgank si Bordinstrumenter fir déi Fäertereg.

Mir maachen eis Suergen, ech hunn et gesot, ëm de Chômage an ëm déi laangfristeg Finanzéierung vun eiser Sécurité sociale. Mir wëllen där multisektorieller Diversifikatiounsstrategie e Push ginn, well mer eis aus der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz wëlle léisen, quitte, dass mer där hiren Essor weider ustriewen.

Mä eis Suerg gëllt natierlech och der Ëmwelt. Grad an der Kris. Ech wëll hei dem Androck entgéinttrieden, d'Regierung géif d'Kris an de Konjunkturprogramm, dee se hir entgéintstellt, notze wëllen, fir den Ëmweltgedanke méi klengzeschreiwen. Den Ëmweltschutz, den ökologesche Souci, deen däerf net d'Affer vun der Kris a vun der Krisebekämpfung ginn!

D'Wirtschaftskris bekämpft een net doduerch, dass een d'Klimakatastroph vergësst an d'nohalteg Entwécklung vun eisem Environnement an dem „et cetera" vun eise Préoccupatiounen aschreift. Dat huet d'Regierung och net gemaach. An dat däerf och déi nächst net maachen. D'Wirtschaftskris ass enges Daags eriwwer. D'Klimakatastroph, wa mer näischt géint se maachen, awer bleift. Dofir däerf d'Erhuelung vun der Wirtschaft sech net op d'Käschte vun der Ëmwelt maachen.

D'Noutwendegkeet, eenzel Genehmegungsprozeduren ze beschleunegen, déi Noutwendegkeet, gëtt een hir gerecht, déi ass net gläichbedeitend mat engem Attentat op d'Ëmweltsuergfalt. Et muss een och an dräi Méint kënnen driwwer befannen, ob ee Projet nohalteg an ëmweltfrëndlech ass oder net. Dofir brauch ee keng siwe Joer. Mir wëllen d'Prozeduren accéléréieren, ouni d'Ëmwelt ze blesséieren.

Au contraire: Ech mengen, dass d'Wirtschaftskris - wéi soll ech soen - tëschent Gänseféisercher „eng Chance" fir d'Ëmwelt a fir de Klimaschutz ass. Ëmweltschutz a Krisebekämpfung ginn eigentlech zesummen. D'Kris ass d'Stonn vun den alternativen Energien. Si ass d'Stonn vum graduellen Ausklammen aus der fossiler Energieofhängegkeet. Si ass d'Stonn vum wirtschaftlechen a sozialen Notze vun Ëmwelttechnologien. «J'aime», esou sot de franséische Philosoph Blaise Pascal, «les choses qui vont ensemble.»

Krisebekämpfung an Ekologie, déi zwee, déi ginn zesummen. Dat Zesummegoen hu mer an hirer Noutwendegkeet erkannt an an der zréckleiender Legislaturperiod och ënner Bewäis gestallt. Vläicht nach net ganz, mä awer méi wéi jeemools virdrun. Ech kann dat matenee vergläichen, well ech si jo scho méi laang derbäi. Dësen Ëmweltminister ass an deene leschte fënnef Joer senger Aufgab méi wéi gerecht ginn.

Une voix.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wirtschaftskris, vun där ech esou vill geschwat hunn - mä vun där ech esou vill hu misse schwätzen, anescht geet dat net, well si ass d'Haaptsuerg vun de Leit -, déi ass awer net alles. D'Regierung hat nach aner Suergen, hat nach aner Préoccupatiounen an dëser Legislaturperiod. Si huet probéiert deene Suergen an deene Préoccupatiounen, déi et an der Gesellschaft gëtt, mat enger geschlossener Äntwert entgéintzetrieden. Enger Äntwert, wéi ech mengen, aus engem Goss.

Dat ass besonnesch däitlech ginn an deem méi breede Beräich vun deem, wat mer Gesellschaftspolitik nennen. D'Gesellschaftspolitik bestëmmt d'Aart a Weis wéi mer matenee liewen a wéi mer mateneen eens ginn. Fortschrëtter an dësem Beräich sinn onverkennbar.

Mir kruten een neit Immigratiounsgesetz. Mir kruten een neit Integratiounsgesetz. Mir kruten een neit Asylgesetz. Mir kruten een neit Statsbiergerrecht, ee Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit. Mir kruten ee Gesetz iwwert de Congé linguistique. All dës Gesetzer… A wat fir enger Legislaturperiod si scho méi där Gesetzer gestëmmt gi wéi an dëser? A kenger! All dës Gesetzer verstäerken d'Mateneen hei am Land.

D'Mateneen, dat betrëfft och d'Matenee vun den Erwuessenen a vun de Kanner. D'Kan-

nerbetreiung ass wichteg. Am Joer 2004 hu Stat a Gemenge 7.481 Kanner betreit. Am Joer 2008 sinn et der 23.000! Véier Joer méi spéit: 23.000! 9.000 weider Plazen an de Maisons relais befanne sech an der Planungsphas.

An der Éducation précoce waren am Joer 2000 2.802 Kanner. Haut 4.032. Nummeresch a qualitativ huet d'Kannerbetreiung sech also an deene leschte Jore massiv verbessert. Dëse Prozess evidenterweis muss virugefouert ginn.

D'Aféierung vun de Chèques-services ass vill kritiséiert ginn. Mä d'Chèques-services ginn um Terrain gutt ugeholl: Ronn 30.000 Demandë fir Chèques-services si bis haut agereecht ginn. Dat ass ee Succès. Wéi iwwerhaapt d'Madame Marie-Josée Jacobs kann houfreg sinn op dat, wat si fir d'Famill a fir d'Kanner an de leschte Jore gemaach huet.

D'Zesummeliewe betrëfft natierlech och d'Zesummeliewen an der Koppel. Mir hunn d'steierlech Avantagë vun de bestuetene Leit op hetero- an homosexuell Koppelen, déi am Partenariat zesummeliewen, ausgedehnt. Dëse Rechtsfortschrëtt gëtt kaum zur Kenntnis geholl. E gëtt zougedeckt duerch d'Fuerderung nom Mariage vun den Homosexuellen, Fuerderung, déi mech net stéiert.

Une voix.- Är Fraktioun awer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schwätzen hei fir mech.

Une voix.- Ah bon.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Et gëtt jo Froen, wou ee jo net ëmmer an enger... Enfin, ech gi jo dovun aus, bei lech si se alleguer ëmmer op alle Punkten enger Meenung. Bei eis ass dat net esou. Mir sinn eng Partei, déi soupel an tolerant gefouert gëtt, verstitt Der. Dat erkläert, firwat dass ech ka soen, dass…

(Interruption)

Gelift?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Zumools iwwert «tout va qui peut».

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Enfin, mir sinn awer keng Sandalepartei wéi d'DP: no alle Säiten op. Dat wëll ech awer soen.

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass den Ënnerscheed.

Ech wëll soen, dass déi Fuerderung mech net stéiert. Ech wëll awer och gläichzäiteg soen, dass d'Rechtsgläichsetzung wiesentlech méi wichteg ass, wéi dat plastescht Erfëlle vu Fuerderungen.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

D'Schoulpolitik, dat ass och ee Stéck Gesellschaftspolitik. Ee wichtegt Stéck Gesellschaftspolitik. D'Gesellschaftspolitik vun haut, d'Gesellschaftspolitik vu muer. D'Éducatiounswiesen ass an dëser Legislaturperiod fundamental reforméiert ginn, méi wéi an iergendenger Period virdrun.

D'Grondschoul ass op nei Féiss gestallt ginn duerch d'Reform vum Gesetz vun 1912. D'Beruffsausbildung ass reforméiert ginn, den Neie Lycée agefouert, déi Nei Schoul huet eng nei Chance kritt. Mir hunn d'Formatiounsweeër diversifizéiert, den Échec scolaire zréckgedréckt. Eis Schoul ass zäit- an zukunftskonform ginn. D'Zomm vun dësen a vun anere Reformen ass dem energeschen Asaz vun der Éducatiounsministesch Mady Delvaux ze verdanken. Dass dës Reforme konnte gestëmmt ginn, ass dem gemeinsame staarke Wëlle vun deenen zwou Koalitiounsparteien zouzeschreiwen.

Mir hunn eis Wirtschaft moderniséiert. Mir hu se moderniséiert duerch den Antrëtt an eng prononcéiert Diversifikatiounslogik: e-commerce, Ëmwelttechnologien, Gesondheetstechnologien, Biotechnologien, nei Initiativen an de Beräicher Fuerschung an Innovatioun.

Deen Innovatiounsschub gëtt besonnesch däitlech am Beräich vum Kommunikatiouns-a Mediësecteur. Mir haten eis am Ufank vun dëser Legislaturperiod virgeholl, d'Kommunikatiounsinfrastrukturen a besonnesch den Ausbau vun de Breetbandverbindunge mam Ausland an och intern am Land ze verbesseren. Mir wossten, dass dat gutt a wichteg wier fir eis Ekonomie.

Mir wossten, dass den allgemenge Wonsch géif bestoen, fir séier a besser surfen ze kënnen. Mir haten eis um Ufank vum Joer 2000 virgeholl, d'Couverture fir de Breetbandinternet, also dee séieren Internet, op 95% vun den Haushalter an de Betriber eropzeentwéckelen. Deen Objektiv ass iwwertraff ginn. Lëtzebuerg ass dat éischt Land vun der OCDE, dat quasi 100% Couverture huet, wou een also iwwerall am Land Zougank zum séieren Internet ka kréien. D'Unzuel vu Breetbandinternet-Uschlëss huet sech iwwert déi lescht fënnef Joer bal veraachtfacht, mat 2008 128.500 Uschlëss. 80% vun den Haushalter hunn haut ee séieren Internet-Uschloss. Nëmmen dräi Länner an Europa sinn - knapp, ganz knapp - besser wéi mir.

Déi allgemeng exzellent Connectivitéit, déi mer haut hunn, huet een direkten Impakt op déi international Konkurrenzfäegkeet vun eisem Land. Vun 154 Länner, deenen hir Performance gemooss gëtt, si mir, wat d'Benotzung vun der Kommunikatiounstechnologie duerch d'Betriber ubelaangt, haut d'Land Nummer siwen; siwe vun 154. Wat d'Präisser vun der Notzung vun de Kommunikatiounsservicer ubelaangt, si mir dat dréttbëllegst Land op der Welt; dat dréttbëllgst vun 154 Länner.

Mir wëllen eis Spëtzeplaz op der internationaler Kommunikatiounsstanduertkaart ausbauen. Dofir investéiere mer 200 Milliounen Euro an deenen nächste Joren a LuxConnect an an TERALINK. De Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet sech an d'Zukunftstechnologië verléift. Seng Léift produzéiert gutt Resultater.

(Hilarité)

D'Moderniséierung vum Land heescht selbstverständlech och d'Ökologiséierung vum Land. Och hei ass dat, wat dës Regierung gemaach huet, am Schlussresultat eigentlech bemierkenswäert. D'CO_2-Emissioune sinn am Verglach zum Joer 1990 ëm 5,2% gefall. D'CO_2-Emissioune ginn däitlech zréck.

Dat ass deelweis - ech akzeptéieren dat - duerch d'Wirtschaftskris bedéngt. Et ass zum aneren Deel d'Resultat vun enger aktiver Reduktiounspolitik. Den Undeel vu schuedstoffaarmen Autoen hëlt zou. Den Undeel vun Dreecksschleideren am Autosverkéier hëlt of.

An d'Schinn, an d'Eisebunn sinn an deene leschte Jore Milliarden Euro gefloss. D'Investitiounen an d'Schinn hunn a fënnef Joer ëm 179% zougeholl. Haut fuere 25% méi Leit mam Zuch wéi nach virun e puer Joer. Nach ni huet d'Eisebunn esou vill Fracht transportéiert wéi haut. Insgesamt fueren 20,6% méi Leit mam öffentlechen Transport wéi am Ufank vun der Legislaturperiod.

D'öffentlech Bus- a Schoulbuslinnen hunn ëm 28% zougeluecht. Am öffentlechen Autobusnetz sinn zënter 2004 30 nei Linnen agefouert ginn, dovun eelef, déi iwwert d'Landesgrenzen erausfueren. 35 nei Schülerlinne si fir déi eenzel Lycéeën am Land derbäikomm. Op 26 öffentleche Buslinnen ass den Takt agefouert ginn, esou dass vun deenen 288 Autobuslinne vum RGTR der haut 135 no Taktfahrplan fueren.

D'Kilometerzuel, déi d'Autobussen an engem Joer maachen, ass vun 33,5 op 43,7 Millioune Kilometer eropgaangen, ee Plus vun 13%. D'Zuel vun de Passagéier ass vun 33.600.000 op 38.400.000 an d'Luucht geklommen, ee Plus vu 14,3%. 13% Kilometer méi; 14,3% Passagéier méi: Ass dat net eng nohalteg Verkéierspolitik, jo oder neen? Et ass eng!

D'Moderniséierungsbestriewunge vum Land, déi fënnt een och am neien Agrargesetz erëm, fënnt een am neie Fënnefjoresplang fir den Tourismus, fënnt een an deene villfältegen administrative Vereinfachungen erëm, déi déi verschidde Ministèren, besonnesch de Mëttelstandsministère an deene leschte Joren duerchgezunn hunn.

D'zukunftsorientéiert Denke fënnt een erëm am Pacte «Logement», am neie Mietgesetz, an deene fäerdegen an nach net ganz fäerdege sektoriellen a globale Pläng vum Landesplanungsminister Jean-Marie Halsdorf, deen et schwéier hat an dëser Regierung, fir mat sengen Iddien zäitgerecht sech iwwerall duerchzesetzen, an an där extraordinärer Réussite vun der Neibeliewung vum Site Belval. Dee weist, dass dës Regierung de Süden net ofgeschriwwen huet, mä dass mer de Süde probéiere weiderhin op Orbit ze bréngen an Orbit ze behalen.

De Wëllen, fir vun der Plaz ze kommen, gëtt och am Beräich vun der Politik fir d'öffentlech Funktioun däitlech. Mir hu mam Accord vun der authentescher representativer Gewerkschaft vum öffentlechen Déngscht, der CGFP, moderat Lounofschlëss an dëser Period kënne realiséieren. Dir hutt se gestëmmt, dofir ginn ech dervun aus, dass Der domat d'accord waart.

Mat der CGFP - déi ass jo net ëmmer e bequeme Verhandlungspartner - si mer eis och eens ginn - ech hunn déi Verhandlungen zum Schluss selwer gefouert - iwwert d'Konditiounen, zu deenen EU-Bierger Zougank kënne fannen zum Lëtzebuerger Statsdéngscht. Ech hunn hei fir hiert Alenken an där Fro Merci ze soen.

D'Gespréicher mat der CGFP - mir kréien der jo nach vill, enfin, Dir oder ech oder en aneren -, déi sinn net ëmmer einfach. Si sinn awer ëmmer vun engem inhaltlech qualitativ héich ugesiedelte qualitativen Niveau. An dat muss och an der Lëtzebuerger Politik an deenen nächste fënnef Joer, egal ëm wat fir Froen et sech do handelt, esou virugoen, wéi iwwerhaapt de Lëtzebuerger Sozialmodell muss um Liewen erhale ginn.

De Lëtzebuerger Sozialmodell, dee soss näischt ass wéi de Versuch, alles ze maachen, fir zu inhaltleche Schnëttmengen téschent Regierung, Parlament a Sozialpartner ze kommen.

Regierung a Parlament, obscho gewielt, stellen net eleng déi ganz sozioökonomesch Realitéit vum Land duer. Mir brauche selbstverständlech och d'Matmaache vun de Gewerkschaften, d'Matmaache vun de Patronatsorganisatiounen. Och Lëtzebuerg ass ee komplizéierten, wann och ee klengen Ensembel, dee sech zesummesetzt aus esou Villen aus der politescher Wëllensäusserung - dat ass d'Saach vun de Gewielten a vun de Parteien - an aus de Produkter, déi aus der revendikativer Landschaftskuliss an d'Diskussiounen aféieren.

Wier Lëtzebuerg nëmmen eng Firma, da kënnt d'Regierung als den ieweschte Manager vum Land sech géint all déi aner Forcen, Sensibilitéiten a Befindlechkeeten duerchsetzen. Mä Lëtzebuerg ass keng Firma. Et wier gutt, wann och Eenzelner am Ausland dat géife méi däitlech zur Kenntnis huelen. Lëtzebuerg ass ee Stat, eng Natioun. An eng Natioun besteet eben net nëmmen aus Regierung an aus Parlament, mä aus dem Zesummespill téschent hinnen, de Patronen, de Gewerkschaften, den Netregierungsorganisatiounen an der Zivilgesellschaft.

Een Zesummespill téschent deene beschten Elementer, déi mer hei am Land hunn. Eng modern Demokratie limitéiert sech net op d'Institutiounen. Mä et ass d'Chamber an et ass d'Regierung, wou den Décisiounssubstrakt vun de Gespréicher mat deenen zesummelieft, déi déi net gewielte Representante vun eiser Gesellschaft sinn.

Esou hu mer et an der Vergaangenheet probéiert ze maachen; an deem Geescht. An deem Geescht vum Lëtzebuerger Sozialmodell, an deem Geescht vun der Lëtzebuerger Konsensgesellschaft musse mer grad elo an der Kris an an deenen éischte Joren no der Kris probéieren d'Geschécker vun eisem Land zesummen an d'Hand ze huelen.

Ech hu gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dat heite wier déi 15. Erklärung zur Lag vum Land, déi ech virleeën däerf. Et war - ech muss dat éierlech zouginn - nach keng derbäi, déi esou schwiereg war wéi déi hei.

Et war nach keng esou schwiereg wéi dës, well een esou wéineg weess iwwert dat, wat kënnt. Mir liewen an enger onsécherer Welt, an engem onsécheren Ëmfeld. Mir bewegen eis an engem wirtschaftleche Kontext, deem seng Plië kee genau kennt. De séchere Wee - erlaabt mer dee primitive Clin d'œil -, dee war nach ni esou schwéier ze fanne wéi elo. Net nëmmen net fir déi, déi sech zu him bekennen, mä och fir déi, déi en eigentlech am Regelfall éischter lächerlech maachen.

Ech hunn net nëmmen, well ech méi al, mä leider Gottes - a jiddweree mierkt dat - net méi räif ginn, net nëmmen iwwert d'Zukunft mer de Kapp zerbrach. Ech hunn och a mengem Kapp déi lescht Jorzéngten defiléiere gelooss. An ech hu festgestallt - ech hunn lech dat scho gesot -, dass ech an deene leschte 27 Joer d'Regierungsverantwortung gedeelt hu mat ronn 40 Kolleegen insgesamt; där vun der CSV, vun der LSAP a vun der DP. An alleguer zesummen hu se probéiert d'Geschécker vun dësem Land esou gutt wéi méiglech ze féieren.

Well ech dat erlieft hunn, deen Engagement vun all deenen aus deenen dräi Parteien - a wann aner Parteien an der Regierung gewiescht wieren, géif dat sech selbstverständlech och op déi bezéien -, weess ech, dass all Partei, déi bei den nächste Wahle kandidéiert, et eigentlech gutt mengt. An dofir sinn ech och zu kengen - obschonn dat heiansdo méi einfach ass - pauschale Veruerteelunge vun deenen engen an deenen anere bereet.

Jiddweree wëllt et jo richteg maachen. An dofir loosse mer elo, wou de Wahlkampf ufänkt, keen deem aneren ënnerstellen, d'Ongléck vum Land ze wëllen. Loosse mer dervun ausgoen, dass jiddwereen dat Bescht wëllt. Politiker a Parteien, dat si keng Feinden. Dat si Konkurrenten, déi iwwert de beschte Wee fir d'Land streiden. Ech wëll de Feind vu kengem sinn. Ech si gär ee respektéierte Konkurrent vun aneren. An dofir wëll ech um Enn vu menger Ried douce Konklusiounen zéien, keng antinomesch, keng feindlech.

Mir sinn an der Mëtt, Här President, vun enger Wirtschaftskris. Ech weess net - wann ech et wéisst, da géif ech lech et soen -, wéi laang dass déi Wirtschaftskris nach unhält. Ech weess just: Et ass déi schlëmmst an déi déifsten, déi mer zënter Jorzéngten erlieft hunn. Mir hu se net verschëllt, mä mir leiden ënner hir.

Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass déi international, a virun allem déi europäesch an déi national Krisebekämpfungsmoossnamepäck positiv Effekter, net esou séier am Joer 2009, mä awer am Joer 2010 wäerte produzéieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass all Konjunkturprogrammer, souwuel déi europäesch wéi déi national, kaum positiv Effekter hunn, wa mer et net fäerdeg bréngen, de Bankesystem erëm un d'Rullen ze kréien an de Flux vum Kredit erëm hierzestellen. Mir bréngen dat nëmme fäerdeg, wa mer d'Problematik vun den illiquiden toxesche Banken- a Finanzprodukter an de Grëff kréien. Dat ass eng global Aufgab. Dat ass eng europäesch Aufgab. Dat ass nëmmen an engem ganz klengen, butzege Mooss eng national Aufgab.

Ech sinn iwwerzeegt dervun, dass mir Lëtzebuerger et fäerdeg bréngen, eis aus der Babylonescher Gefaangenschaft vun dëser Finanz- a Wirtschaftskris ze befreien. Ech trauen eisem Vollek an eigentlech och eis et zou, eis, eisem Vollek, eiser Wirtschaft an eise Sozialpartner, eis aus der Ëmklamerung vun där Kris ze léisen.

Dat bréngt mer nëmme fäerdeg, wann den internationale Kontext stëmmt. Op dee Kontext hu mer wéineg Afloss. Och d'Présidence vum Eurogroup gëtt engem net all Aflossméiglechkeet, déi ee bräicht, fir ze bewierken, dass dat geschitt, wat geschéie misst.

Mä mir sinn een intelligent Vollek. Mir si Leit, déi mat zwee Féiss um Buedem stinn. Mir wëssen, wat grouss ass a wat kleng heescht. Mir wëssen, wat d'Méiglechkeete vu groussen Ensemblë sinn, a wat déi marginal Korrekturméiglechkeete vun deene sinn, déi méi kleng sinn. Mä mir fannen eis, dat hu mer esou dacks scho bewisen, gutt zurecht am Niewenteneen, am Mateneen, a leider Gottes heiansdo och am Géintenee vun de groussen Acteuren um Wirtschaftsterrain.

Ech sinn iwwerzeegt dervun, dass mer um Enn vun der Kris als klengt, mä intelligenz-a realitéitsgedriwwent Vollek besser dostoe wäerte wéi vill anerer ronderëm eis. Dat ass meng Hoffnung. Dat ass och de Wëllen, dee mech animéiert alles ze maachen, fir dass mer no der Kris méi staark si wéi déi aner.

Mir hunn d'Viraussetzung duerfir geschaf. Doduerch, dass mer, dat ass eng mëttelfristeg Betruechtung, eis Schoul fundamental reforméiert hunn a se op d'Zukunft ausgeriicht hunn. Doduerch, dass mer eis wirtschaftlech Diversifikatioun an nei Domäner eragedriwwen hunn. Doduerch, dass mer eisen Effort an den Zukunftsberäicher Recherche an Innovatioun multiplizéiert hunn. Doduerch, dass mer dem Matenee vu Beruff a Famill eng nei praktesch Dimensioun ginn hunn. Doduerch, dass mer konsequent an d'Zukunftstechnologien, ITC, e-commerce, Ëmwelttechnologien, Biomedezin investéiert hunn. Doduerch, dass mer der Ëmweltpolitilk een neien Driff ginn hunn. Ëmweltpolitik, déi, ech hunn et gesot, a kengem Géigesaz zu den Noutwendegkeete vun der Bekämpfung vun der Wirtschaftskris däerf stoen.

Doduerch, an doduerch si mer och méi staark ginn, dass mer eis eens sinn, dass d'Solidaritéit an der Wirtschaftskris net mat engem klengen „S" däerf heemlech geschriwwe ginn, mä mat engem groussen „S" muss groussgeschriwwe ginn.

D'Wirtschaftskris, dovunner ginn ech aus, verschlëmmert sech nach am Laf vum Joer 2009. Ech wëll dorunner keen Zweifel loos-

sen. Mä kee kënnt am Hierscht no de Wahlen - ech jiddefalls net - mam décken Hummer, fir de Sozialsystem hei am Land ze zerschloen. Wat mer brauchen, ass e Schrauwenzéier, vläicht e puer Schrauwenzéier, fir eenzel Schrauwen unzezéien, fir dass d'Sozialgerüst net zesummefält. De Schrauwenzéier erlaabt d'Ajustéieren, den décken Hummer erlaabt just d'Draschloen a futti maachen. Mir wëllen net draschloen. Mir wëllen net futti maachen. Mir wëlle feinajustéieren, wa mer mengen, d'Schrauwe missten ugezu ginn.

Jiddweree muss wëssen, et gëtt Saachen, déi an deenen nächste Joren net däerfe stattfannen. Enfin, vun deenen ech mengen, dass se net däerfte stattfannen. Déi Leit, déi wéineg verdéngen, déi Leit, déi akommesschwaach sinn, déi Leit, déi net wëssen, wéi se um Enn vum Mount eens ginn, déi Leit däerfen net d'Affer vun der Kris ginn. Déi éischt Solidaritéitsflicht besteet hinne géintiwwer.

Breet Schëllere kënne méi droen. Si mussen eventuell bereet sinn, an deenen nächste Jore vorübergehend méi ze droen. Schmuel Schëllere verdroe keng supplementar Laaschten. Duerfir stinn ech an. Duerfir stinn och déi zwou Koalitiounsparteien an. Wa supplementar Laaschte mussen iergendwou ofgeluecht ginn, da gi se net op de Schëllere vun deene Schwaachen ofgeluecht.

Am Laf vun där nächster Legislaturperiod, Period, an där hirem Ufank d'Finanzen an en Enkpass erageroden, wäert d'Fuerderung laut ginn, d'Entwécklungshëllef ze reduzéieren. Dat seet haut nach keen. Et dauert awer net méi laang bis deen Éischten dat seet. Ech wëll lech hei soen, dass déi zwou Koalitiounsparteien d'Entwécklungspolitik, déi mer an deene leschte Joren engagéiert virugefouert hunn, och an der Kris an no der Kris onverännert wëlle viruféieren. Soulaang wéi all Dag 25.000 Kanner vun Honger krepéieren, soulaang wéi all néng Sekonnen ee Kand vun Honger stierft, soulaang ass Europa a soulaang ass Lëtzebuerg mat senger Aufgab a mat senger Flichterfëllung net fäerdeg.

Et däerf och net stattfannen, well dee Gedanke kënnt relativ séier, wann ee muss spueren, dass de Kulturbudget drastesch no ënne revidéiert gëtt. Mir sinn ee Land, deem säi Kulturbudget méi wéi ee Prozent vum Gesamtbudget bedréit. Esou ee Land musse mer bleiwen.

Mir sinn ee Kulturland, jo. Dat heescht awer och, dass mer ee Land sinn, dat u senger Sprooch hänkt. Ech hunn eis Sprooch ganz gär. Ech beméie mech, se esou richteg wéi nëmme méiglech ze schwätzen. Ech sinn der Meenung, dass jiddwereen, dee Lëtzebuerger wëllt ginn, sech an eiser Sprooch ausdrécke kënne muss. Ech sinn net der Meenung, dass jiddwereen, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, sech wéi en Affekot muss ausdrécke kënnen, well d'Affekoten zu Lëtzebuerg schwätze jo Franséisch.

Ech hätt gären, dass déi, déi vu méi wäit bei eis kommen, eis gutt verstinn. An ech hätt gären, dass, wa si sech net an hirer Sprooch, mä an eiser Sprooch ausdrécken, mir si och verstinn. Ech wëll dat Lëtzebuergesch iwwerhaapt net iwwerdreiwen. D'Iwwerdreiwung vum Lëtzebuergesche stéiert mech eigentlech zolidd. Mä d'Ënnerdreiwung vum Wäert vum Lëtzebuergeschen a vu sengem soziale kohesive Gehalt stéiert mech mindestens gradesou vill. Duerfir hätt ech gären, dass mer bannent eise Grenzen an därselwechter Sprooch, net mussen, mä kënne matenee schwätzen. Dat heescht, dass mer eis kënnen op Lëtzebuergesch ënnerhalen. Dat ass eng Exigenz, een „Must", wéi mer op Lëtzebuergesch soen, vun der nationaler Kohesioun.

Här President, ech hu gesot, dat hei wier meng 15. Ried, vläicht och meng lescht, zur Lag vun der Natioun. Vläicht kommen der nach fënnef no, dat gesi mer. Keng Erklärung ass mer esou richteg schwéiergefall, an ech si mer bei kenger selwer esou op d'Nerve gaang wéi bei dëser. Ech hat keng richteg Loscht, Dir jo och net, ee Bilan vun der Regierungsaktivitéit ze zéien, well mir sëtze matzen an enger déiwer Wirtschaftskris. Wat soll dann d'Bilanzéieren iwwer all méiglech Beräicher vun der Politik, an engem Moment, wou d'Leit sech Suergen ëm hir materiell Zukunft an ëm hir Aarbechtsplaz maachen?

Ech hätt kënnen eng breet Bilanz zéien, well d'Regierung kann eigentlech - nodeems ech dat nogekuckt hunn, sinn ech selwer impressionnéiert - eng gutt Bilanz presentéieren. Si kann dat och maachen, well déi zwou Regierungsparteien, obschonns ënnerschiddlech staark, 13%, gläichberechtegt, kollegial a séier dacks fréndschaftlech zesummegeschafft hunn.

Mënschlech waren déi lescht fënnef Joer fir mech ee Gewënn. Politesch ware se zum Gudde vum Land. Mä net déi lescht fënnef Joer si wichteg, déi nächst fënnef Joer si wichteg. Iwwert déi konnt ech net richteg schwätzen, obschonns vill Leit dat vu mer erwaart hunn. Mä de Mandat vun dëser Regierung leeft den nächste 7. Juni of.

Ech konnt lech net soen, wéi ech mengen, dass d'Politikarchitektur bis 2014 muss ausgesinn. Ech konnt et net maachen, well ech kee Regierungsmandat hunn, fir eng Ried iwwert déi nächst fënnef Joer ze halen. Ech weess net, wat de Wieler den nächste 7. Juni mat der Regierung an och mat mir wëlles huet.

Ech weess just eppes: D'Kris ass schlëmm. Si ass schlëmm an der Welt, si ass schlëmm an Europa a si ass schlëmm heiheem. Et ass déi schlëmmste Kris, déi mer zënter Jorzéngten erlieft hunn. An ech weess, mir kënnen als Lëtzebuerger zwar vun dëser Kris zréckgeworf ginn, mä mir kënnen als Lëtzebuerger vun dëser Kris net ëmgeworf ginn.

Mir packen dat, Dir Dammen an Dir Hären! Mir packen dat, wa mer zesummestinn an zesumme ginn. Dat schléisst Kontroversen am Detail net aus. Mä dat rifft no Zesummenhalt an der Saach. An der Saach vun de Lëtzebuerger. Ech géif mech gären, och nom 7. Juni nach, an den Déngscht vun där Saach stellen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir soen dem Statsminister Merci fir seng Deklaratioun. Eng Deklaratioun, déi mer muer de Moie vun zéng Auer un hei am Haus debattéiere wäerten.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.59 heures.)

SÉANCE 41

Mercredi, 22 avril 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- *Débat: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui MM. Gast Gibéryen, Michel Wolter, Ben Fayot et Jean-Claude Juncker posent des questions)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, M. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et M. Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 10.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ordre du jour vun haut de Moien. No der Deklaratioun vum Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker, fänke mer haut de Moien d'Debatten iwwert dës Deklaratioun un. Et si bis elo ageschriwwen: den honorabelen Här Wolter, déi Häre Meisch, Fayot, Bausch a Jaerling...

(Interruption)

...- alleguerten honorabel - an den honorabelen Här Gibéryen. Elo huet als Éischte vun dësen eminente Riedner den honorabelen Här Michel Wolter d'Wuert. Här Wolter, wann ech gelift.

Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Deklaratioun, déi de Statsminister Jean-Claude Juncker gëschter am Numm vun der Regierung gemaach huet, huet d'CSV-Fraktioun an hirem Inhalt iwwerzeegt. Hien huet e Bilan dresséiert vu fënnef Joer Zesummenaarbecht an der Regierung, an deem eist Land op eng ganz Rei Défien, déi sech fir d'Zukunft stellen, preparéiert ginn ass.

Hien huet awer net nëmmen e Bilan gezunn, mä en huet och eng Rei vun Erausfuerderungen ugeschwat, déi sech an deenen nächste Méint a Joren op eis wäerten zoubewegen. Ouni dass e sech konnt an ouni dass e sech awer och wollt am Numm vun der Regierung engagéieren op dat, wat do op eis duerkënnt.

Zum engen, wéi en et gesot huet, well e kee Mandat huet, fir dat ze maachen. Zum aneren, mengen ech awer och, an dat huet ee gëschter Owend an deem Face-à-face op der Televisioun oder an där Table ronde op der Televisioun gesinn, well soulaang mer net wëssen, wou de Buedem ukomm ass, soulaang mer net wëssen, wéi déi international Kris sech weider wäert entwéckelen, soulaang mer net wëssen, wéi sech déi budgetär Situatioun vun eisem Land wäert weiderentwéckelen, ass et schwiereg, mat definitive Rezepter a Solutioune kënnen opzetrieden.

Ech hunn nogekuckt wat 2004, Här Statsminister, bei Ärer zéngter Deklaratioun zum État de la nation als Kritike komm sinn. An ech hunn dat verglach mat deem, wat ech de Moien an där enger oder an där anerer Zeitung konnt liesen, an deem engen oder deem anere Kommentar. An ech hu festgestallt, dass et datselwecht war.

Dir sidd 2004 och dofir kritiséiert ginn, dass Der keen Ausbléck gemaach hutt, dass Der also am Numm vun der deemoleger CSV/DP-Koalitioun net wollt op déi Zäit vun 2004 bis 2009 agoen. Ech muss perséinlech soen, dass ech doriwwer ganz zefridde sinn, well wéi kéint Der dat och maachen?

Et ass mer awer, well ech lech scho laang kennen, Här Statsminister, net entgaangen, dass Der am Laf vun Ärer Ried op enger ganzer Rei vu Plazen, emol hei, emol do, déi Tüpfelchen agesat hutt, aus deenen Dir déi Politik, sou hoffen ech perséinlech op jidde Fall, déi nächst fënnef Joer wëllt virubestreiden, déi Der an deene leschte Joren zesumme mat Äre Kolleegen an der Regierung an an der Partei gemaach hutt.

Dir hutt och, contrairement zu deem, wat den Här Goerens gesot huet gëschter Owend als Kommentar, keng Koalitiounsausso gemaach. Et ass net, well ee fënnef Joer laang korrekt zesummeschafft, dass ee mënschlech an och politesch mam Koalitiounspartner eens gëtt. Wat ech d'ailleurs als e Plus emfannen an enger Welt, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt, dass een dorauser de Schluss kann zéien a sollt zéien, dass automatesch eng Koalitioun virugeschriwwe gëtt.

Wien déi nächst Koalitioun wäert bilden, wien doranner sëtzt, décidéiert de 7. Juni de Wieler, deen de 7. Juni de Bilan vun deene leschte fënnef Joer muss zéien an deen de 7. Juni muss bestëmmen, wien da fir déi nächst fënnef Joer d'Geschécker hei am Land wäert droen.

Dir hutt, Här Statsminister, och enger Rei vu Kolleegen heibanne Merci gesot, well et déi lescht Ried zum État de la nation war. Et ass, Dir wësst dat wéi ech, e ganz komplizéierte Virgang, wann een ufänkt deem engen oder deem anere Merci ze soen, deen aus der Politik ausscheet. Ech wollt zwee Kolleegen nach bäifügen, déi gëschter net zu Éiere komm sinn, well ech déi zwee och ganz staark respektéieren a well ech et och wichteg fannen, an engem Moment wéi deem heiten dat ze maachen.

Deen ee Kolleeg ass elo net heibannen. Et ass de Jean-Pierre Koepp, deen 20 Joer an der Chamber war, deen ech als e ganze léiwe Mënsch kenne geléiert hunn an deenen 20 Joer, deen ëmmer dann, wann en dat wollt maachen, seng Meenung och zu de politesche Sujete bruecht huet. An deen en Deel vun eiser Bevölkerung hei zu Lëtzebuerg representéiert huet, déi vläicht an der Politik haut net méi esou representéiert sinn, nämlech déi ganz, déi einfach Leit aus deem méi ruralen Deel vun eiser Gesellschaft.

(Interruption)

Deen zweete Kolleeg, dee mat der Politik wäert ophalen, ass e Fraktiounskolleeg vu mir, de Marcel Sauber, deen op eng ganz räichhalteg politesch Carrière kann zréckblécken, souwuel als Buergermeeschter vu senger Heemechtsgemeng, als Direkter vun der Fédération des Artisans iwwer 30 Joer, dee ganz enk mat der wirtschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg verbonne war, och duerch seng Mandater souwuel am Conseil économique et social wéi am Conseil d'État, där hire President e bis 2003 war, an deen duerno sech mat all senger Kraaft och an den Déngscht vun der Chamber gesat huet, säit 2003 bis haut.

Ech wollt si, zesumme mam Marcel Glesener an dem John Castegnaro, déi dat gëschter méi ausféierlech gemaach kritt hunn - déi wëll ech selbstverständlech doranner och aschléissen.

De Jos Scheuer an och de Charles Goerens, déi betruechten ech perséinlech weider als Konkurrenten. Well si zéie kee Schlussstréch ënner hir politesch Carrière. A besonnesch beim Charles Goerens, dee schonn e puermol de Va-et-vient gemaach huet, ass een ni esou sécher, ob en net awer iergendwann nach eng Kéier an der nationaler Politik wäert landen. Dofir wëll ech hei op dëser Plaz emol mat Virsiicht dee Wiessel, dee potenzielle Wiessel vum Charel an déi europäesch Politik am Fong begleeden a kommentéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee kuckt de leschte Bilan vun enger Legislatur ze zéien, wann een dann, wat ech virdru gemaach hu bei der Ried vum Statsminister kuckt, wat waren déi Sujeten, déi mer viru fënnef Joer diskutéiert hunn, wéi mer dee leschte Bilan vun der viregter Legislatur hei gezunn hunn, da stellt ee fest, dass mer zum Deel déiselwecht Sujeten traitéieren.

Mir traitéieren de Sujet vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft, mir diskutéieren iwwert d'sozial Kohesioun, iwwert d'Integratioun vun ëmmer méi auslännesche Matbierger an eist Land eran, mir diskutéieren iwwert d'Organisatioun vun eisem Land, mir diskutéieren iwwert de budgetären Équilliber, mir diskutéiere jee driwwer iwwert déi Aart a Weis, wéi mer déi Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn, esou sozial gerecht wéi méiglech tëschent deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen a wunnen an hir Aktivitéiten hunn, kënnen opdeelen.

Wat mer opgefall ass, an dat ass vläicht aneschters wéi fréier oder ëmmer méi aneschters wéi fréier, dat ass, dass, wann ee viru 15 oder 20 Joer e Bilan iwwer fënnef Joer gezunn huet, da konnt ee sech nach ganz gutt drun erënneren, wat dräi, véier, fënnef Joer virdru war. Wann een haut, an enger Zäit, déi ëmmer méi schnelllieweggëtt, de Bilan zitt iwwert d'Aktivitéite vu fënnef Joer, da stellt ee ganz liicht fest, dass Evenementer, wichteg Evenementer, déi virun zwee Joer waren, déi virun dräi Joer waren, en fin de compte aus eisem kollektive Gedächtnis verschwonne sinn.

Wien erënnert sech nach, et ass gëschter net méi ernimmt ginn, un déi aussergewéinlech réusséiert Présidence, déi d'Lëtzebuerger Regierung, déi d'Lëtzebuerger Land am éischten Hallefjoer 2005 hat, wou mer op en Neits bewisen hunn, dass och kleng Länner an Europa eng grouss Roll kënne spillen? Dass och kleng Länner an Europa den Integratiounsprozess vun Europa kënne virun droen. Wou mer gesinn hunn, dass mer kollektiv, d'Regierung vir an d'Chamber zesummen, wann et drëm geet, d'Faarwe vu Lëtzebuerg an Europa ze verdeedegen, an der Welt ze verdeedegen, dass mer à même sinn, fir dat ze maachen.

Wien erënnert sech oder wie wëllt sech nach erënneren an dësen Zäiten un de Referendum, deen am Juli 2005 war? Dee fir mech perséinlech, an ech menge fir all déi, déi deemools derbäi waren, och politesch eng ganz, ganz staark Mark hannerlooss huet, well mer eng ganz Rei Saachen och als Politiker emol gewuer si ginn, déi mer vläicht net onbedéngt wollten esou wouerhunn als Politiker an an där Aart a Weis, wéi mir eist Land an och eis Bevölkerung par rapport zu deem Sujet vun Europa gesinn hunn.

Wien erënnert sech un déi Diskussiounen, déi mer am Budget haten am Oktober, November 2005? Ech erënnere mech nach un de Kolleeg Roger Negri an turbulent Zäiten, déi een hat am Kader vun der Ausschaffung vu sengem Rapport, wou mer zum Deel iwwert déiselwecht Sujeten diskutéiert hunn, déi mer haut diskutéieren. Wéi brénge mer et fäerdeg, déi Suen, déi mer erakréien, gutt ze utiliséieren? Wéi brénge mer et fäerdeg, an Zäite vun Iwwerschoss Reserven ze schafen? Wéi brénge mer et fäerdeg, déi noutwendeg Polsteren ze schafen, fir kënne Politik an der Zukunft ze maachen?

D'Tripartite am Mäerz 2006 ass d'Folleg dovunner.

Wien erënnert sech nach drun, dass mer eng ARBED, duerno eng Arcelor a säit dem Januar 2006 ArcelorMittal hunn?

Grouss Diskussiounen Enn vum Joer 2005, Ufank vum Joer 2006! Grouss Diskussiounen, déi een och elo haut nees muss an de Kader setze vun deem, wat mer haut kennen, nämlech d'Fro, a wéi engem Mooss mir als klengt Land kënne politesch Akzenter setzen, an a wéi engem Mooss dass mer och an der Wirtschaft vun eisem Land déi noutwendeg Standbeen hunn an déi noutwendeg Influenz kënne behalen.

D'Kulturhaaptstad 2007, Här Statsminister, eng Réussite, well mer se, well Dir se, well et war Är Propositioun, net an de Kader vu Lëtzebuerg eleng gesat hutt, mä an de Kader vun der Groussregioun an hir domadder eng total aner Dimensioun ginn hutt, wéi dat virdru war.

Mir erënneren eis net méi dorun, well alles schnell geet, well mer an enger schnellliewegger Zäit sinn, an ech mengen, mir erënneren eis zum Deel och net méi esou, well mer awer alleguerten zesummen an Europa, zu Lëtzebuerg, an der Welt zimlech gerëselt gi si säit dem September 2008 an de Folleg en, déi mer do kannt hunn.

Ier ech dorobber kommen, mengen ech, muss ech, kommen ech net derlaanscht, an ech wëll dat och maachen, och vun der Säit vun der CSV-Fraktioun e kuerze Bilan zéien iwwert dat, wat mer déi lescht fënnef Joer geschafft hunn.

Dir hutt, Här Statsminister, Är Regierungserklärung de 4. August 2004 ënner véier Titele gesat: Moderniséierung, Innovatioun, Transformatioun an Integratioun. Et waren déi véier Mottoen, no deenen Dir d'Geschäfter vun der Regierung an deene fënnef Joer wollt féieren, an ech mengen, et misst een op deene véier Punkten dann och kucken, ob dës Regierung dem Bilan gerecht ginn ass, ob se den Erausfuerderunge gerecht ginn ass, déi sech viru fënnef Joer gestallt hunn.

Hu mer den Optrag erfëllt? Hu mer alles richteg gemaach?

Sécher hu mer net alles richteg gemaach, well et ass kee perfekt. D'ailleurs, wat ass richteg a wat ass falsch? Well et ganz oft Choixe gëtt, déi ee kann zéien. Et ass jo net alles 100 oder null, et ass net alles schwaarz oder wäiss. Et gëtt ganz oft bei Problemer e puer Solutiounen, an da muss ee sech op eng en fin de compte limitéieren. Dofir muss ee ganz virsiichteg sinn, wann ee seet, et ass gutt oder schlecht gemaach ginn, well een och mat ganz villen Argumenter op verschiddene Kéiere vun der Politik eng aner Optioun hätt kënnen huelen, déi sech héchstwahrscheinlech och als richteg erausgewisen hätt.

Ech wëll dat widderhuelen, wat ech e puermol scho widderholl hunn, dat ass, dass ech eng ganz gutt Zesummenaarbecht hat mat eisem Koalitiounspartner, a virun allem sengem Fraktiounspresident, dem Ben Fayot, well ech am Ben Fayot e Mënsch begéint hunn, deen e ganz onbequemen Diskussiounspartner ass, mä e Mënsch, deen ëmmer dat hält, wat en engem verspréicht. Dat sinn Eegeschaften, déi ech perséinlech extrem appréciéieren, déi ech extrem héichhalen an déi fir mech och d'Viraussetzung sinn, fir kënnen iwwer esou eng laang Zäit mat engem Mënsch am volle Vertrauen zesummenzeschaffen.

Enttäuscht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mer iwwert d'Entwécklung, déi mer an Europa an deene leschte fënnef Joer gesinn hunn. Mir hunn net vill Fortschrëtter, op jidde Fall op der Basis, gesinn an deem Europa. Déi Integratioun, déi sollt kommen, vu 27 Länner, déi ass net esou virugaangen, wéi se hätt misse virugoen. Mir hu viru fënnef Joer iwwer en Traité geschwat. Mir hunn nach ëmmer, dee Processus, deen hu mer net ofgeschloss. Et ass net emol méi eng Verfassung, iwwert déi gëtt jo net méi geschwat. Mä net emol e Basisaccord, fir zu 27 kënne propper virunzeschaffen, ass no fënnef Joer erreecht ginn. Dat ass net positiv, an dat ass virun allem net positiv fir kleng Länner.

A mir hunn an deene leschte sechs Méint jo ganz staark gesinn, wéi schwiereg et ass, a wéi déi grouss Länner probéieren an ëmmer méi wäerte probéiere vun deem dote System a vun där dote Situatioun ze profitéieren, fir d'Rad vun der Geschicht nees aneschters ze schreiwen. Eppes, wat ee viru fënnef oder zéng Joer, Här Statsminister, net emol hei hätt brauchen unzeschwätzen, dass däitsch Presidenten, däitsch Bundeskanzler, franséisch Presidente sech mat anere grousse Länner géifen zesummesetzen, fir zum Deel, sou huet een op jidde Fall vun eiser Perspektiv aus d'Impressioun, zu e puer d'Rad weiderdréien ze loossen, ouni d'Stëmm vun deene Klenge genügend ze héieren, ass haut eng Realitéit ginn.

Dir hutt eng Rei Saachen ugeschwat, déi an deene leschte Woche geschitt sinn, wou den Tounfall aneschters ginn ass. Alles dat si Saachen, déi mer bedaueren, mä déi sollen eis awer net découragéieren. Si sollen eis net découragéieren, fir d'Stëmm vu Lëtzebuerg do opzehiewen an do kommen ze loossen, wou et noutwendeg ass.

Ech mengen, dass mer och am Bilan, dee mer ze weisen hunn iwwert déi lescht Joren, an deene wesentlechen Domäner eis Aarbecht richteg gemaach hunn. Ech sinn net d'accord mat der Analys vun der Demokratescher Partei, déi esou gesot huet, dass mer d'Land net virbereet hätten op dat, wat an der Kris géif kommen.

Wann ech kucken, iwwer wat d'Kris ausgeléist ginn ass, nämlech iwwert d'Bankekris an Amerika, déi sech duerno transportéiert huet op Lëtzebuerg, an ech kucken eleng an deem dote Punkt, wat hu mer dann hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore gemaach, da stellen ech fest, dass mir hei an der Chamber x Gesetzer gestëmmt hunn, fir d'Transformatioun vun eiser Bankeplaz ze erreechen, fir no Feira 2000, wou mer woussten, dass mer e Sursis hätten, an enger kontinuéierlecher Linn ewechzekomme vun enger Bankeplaz, déi ganz staark op d'Bankgeheimnis opgebaut war, hin zu enger Bankeplaz, déi am internationale Kontext hir Roll kéint spillen.

Mir hunn an deem Beräich d'Familljenholdingen nei organiséiert. Mir hu Basel II ëmgesat. Mir hunn d'Operleeung vu Spezialfonge méiglech gemaach. Mir hunn eng ganz Rei vu gesetzleche Maassgabe geholl, fir besonnesch an deem dote Beräich d'Basis ze setzen, fir weiderzekommen.

Mir hunn am Beräich vun der Promotiounshëllef éischt Schrëtt gemaach. Ech kommen herno dorobber zréck.

Mir hunn am Mëttelstand en Aktiounsprogramm ausgeschafft. Mir hunn en Entfesselungsplang fir Betriber op den Instanzewee ginn. A mir hu virun allem an eppes, wat ech extrem wichteg fir d'Zukunft gesinn, ganz staark investéiert, an d'Datenautobunnen, an den elektroneschen Handel, an d'Telekommunikatiounen, bref, an e Beräich, an deem mer als Lëtzebuerg déi Méiglechkeeten, déi een als klengt Land huet, an der Zukunft kënnen utiliséieren. Do hu mer an deene leschte fënnef Joer eis Hausaufgab gemaach, an ech si fest dovun iwwerzeegt, dass mer dat weider wäerte maachen.

Mir hunn e Landwirtschaftsrahmegesetz gemaach. Mir hunn am Tourismus e weidere Fënnefjoresplang opgemaach. Mir hunn um Niveau vun der Energie, um Niveau vun der Ökologie, um Niveau vum Klimaschutz eis Hausaufgabe ganz sécher gemaach.

Mir hunn am Domän, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Aarbecht a vun der Beschäftegung net wëll dereguléiert. Ech ginn net an den Detail dorop eran, de Statsminister huet dat gëschter wierklech an der Breet gemaach.

Mir hunn eis Aarbechtskontrakter net liberaliséiert, mir hunn eist Aarbechtsrecht codifizéiert. Mir hunn d'Kuerzaarbechtsgesetzgebung séier a flexibel ugepasst, an deem Moment, wou mer gesinn hunn, dass dat noutwendeg wier, fir d'Leit an der Aarbecht ze behalen. Mir hu Beschäftegungspläng an d'Liewe geruff a se och massiv ënnerstëtzt.

Mir hunn d'Gesetz iwwert d'Jugendaarbechtslosegkeet, de berühmte 5611, deen hu mer reformiéiert, wou mer haut gesinn, dass dat, wat deemools staark kritiséiert ginn ass, dass dat an déi richteg Richtung gefouert huet. Mir hunn déi finanziell Ënnerstëtzung vun den eeleren Aarbechtslosen, déi ass verstäerkt ginn. Mir hunn de Beschäftegungsinitiativen e gesetzleche Statut ginn. Mir hunn d'Gewerbeinspektioun reformiéiert, an de Minister huet um Niveau vun der ADEM eng grondleeënd Reform och nach elo op den Dësch geluecht, fir do nei Weeër kënnen ze goen.

Mir hunn d'Universitéit ausgebaut, eppes wat mer brauchen, wann et eis drëm geet, och deen néidege Background ze hunn, dee mer brauchen, fir kënnen Zukunftsplanung zu Lëtzebuerg ze maachen.

Ech sinn, Dir Dammen an Dir Hären, an eis Fraktioun net onzefridden iwwert dat, wat an de Beräicher Raumplanung, Landesentwécklung, Wunnen an Transport geschitt ass, well wann een dat kuckt, net ëmmer Woch fir Woch, net ëmmer Mount fir Mount, mä wann ee kuckt: Wou si mer haut 2009 um Enn drun, par rapport zu 2004? Ech gesinn, dass par rapport zum IVL, deen 2004 als Text dolouch, als Iddi dolouch, dass mer wesentlech virukomm sinn.

Mir si vläicht net iwwerall esou wäit, wéi mer et gären hätten. Dat huet awer och eppes domadder ze dinn, dass dat doten Domäner sinn, an deenen een d'Kraaft vu ganz ville Leit muss bündelen, wou et net duergeet, dass een Eenzelnen eppes wëllt maachen, mä wou ganz vill och géigesäiteg Intérête matspillen, a mer jo wëssen an der Politik, dass do, wou géigesäiteg Intérête sinn, et méi schwéier ass, fir duerchzekommen, wéi do, wou jiddweree vun Ufank un därselwechter Meenung ass.

Déi véier sektoriell Pläng leie vir. D'Regionalplanung, besonnesch am Ettelbrécker Raum, huet ganz staark Fortschrëtter gemaach. Mir si bei der Neiaglidderung vun eisem Land e Stéck virukomm mam Virleeë vun där berühmter Kaart vun de Fusiounen.

Mir hunn en neit Mietsgesetz verabschit, de Pacte «Logement», verdäiwelt am Ufank. Entre-temps ass e vun iwwer 100 Gemengen ënnerschriwwe ginn. A wann ee mat de Leit doriwwer diskutéiert, och besonnesch aus deene méi grousse Gemengen, dat muss ech nu wierklech soen, da stellt ee fest, dass déi doranner schonn e Moyen gesinn, schonn e Mëttel gesinn, dass d'Gemenge sech an Zukunft kënne méi aktiv an déi ganz Fro vum Logement zu Lëtzebuerg integréieren.

Mir hu massiv an den öffentlechen Transport investéiert, mir hunn d'Schinneninfrastrukture virugedriwwen. Wien erënnert sech nach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un d'national Eisebunnstripartite, déi 2005 war an déi de Grondstee geluecht huet, dass mer eng Eisebunn nach haut hunn, dass mer am Fret, dass mer do do sinn?

Dass also déi Relatioun oder dat Plakatiivt, fir ze soen, et muss Stat sinn oder et muss privat sinn, dass dat net an alle Punkten an an allen Domäne gräift, mä dass et eng ganz Rei Domäne gëtt, wou ee muss kucken, dat Privat an dat Staatlecht beieneen ze kréien an ze kucke fir de Méiwäert vun deenen zwou Säiten erauszefannen.

Ech weess och, mir wëssen och, dass et bei der CFL schwiereg ass an deem dote Beräich, well de Marché schwiereg ass, well manner transportéiert gëtt. Weltwäit ass 30% manner Transport wéi viru sechs Méint. Mä ech sinn awer, mir si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer dat 2005 net zesumme gemaach hätten, esou wéi mer et gemaach hunn, déi Sociétéit, déi Gesellschaft wesentlech méi schlecht géif dostoen, wéi se haut dosteet.

E Kärstéck vun eiser Politik, Här President, gesinn ech an där ganzer Fro vun der Integratioun. D'Integratioun, d'Statsbiergerschaft, déi reforméiert ginn ass, d'Awanderungsgesetz vun 1972, wat iwwerschafft ginn ass, d'Asylrecht, wat mer nei gestalt hunn, d'Integratiounsgesetz, wat a Kraaft gesat ginn ass, déi ganz Behandlung vun der Lëtzebuerger Sprooch an engem Kontext, deen ëmmer méi komplizéiert gëtt, an d'Noutwendegkeet fir der Lëtzebuerger Sprooch dee Stellewäert ze ginn, deen hiren ass, als Integratiounsfaktor, gesinn ech, iwwer fënnef Joer gekuckt, als e wierklech zentrale Punkt, Integratiounspunkt vun eiser Politik an enger Welt, an enger Gesellschaft, déi amgaangen ass sech ganz staark ze änneren, a wou s de muss Äntwerten dorobber fannen.

De Statsminister huet iwwert d'Schoul geschwat. Fir mech ee vun den Highlighte vun dëser Legislatur, obschonn ech mer keng Illusioune maachen. Dat, wat mir gestëmmt hunn, ass eppes, dat, wat an deenen nächste Jore muss ëmgesat ginn, dat ass nach eppes aneschters. Dat ass also keen Effort, deen iwwer eng Legislatur geet. Dat ass een, deen iwwer zwou, dräi Legislature muss virugedriwwe ginn, am selwechte Geescht muss virugedriwwe ginn, wou wierklech muss Kontinuitéit elo an deem Dossier bleiwen, wou mer net an dräi Méint oder a fënnef Méint nees eppes aneschters däerfe maachen.

Mir mussen deem Gesetz elo eng Chance ginn a mir musse sécherstellen an deenen nächste Joren, dass dat Schoulgesetz, wat d'Basis soll schafe fir dass déi nei Generatioun, déi jonk Generatiounen um Aarbechtsmarché kënnen eng Plaz kréien, dass mer deenen déi Chance och ginn.

Mir hunn en Eenheetsstatut agefouert. De Statsminister huet gëschter, mengen ech, ausser et wier mer entgaangen, net emol doriwwer geschwat. Et ass fir mech ee vun deene wesentleche Gesetzesprojeten, déi mer an dëser Legislatur gemaach hunn, déi Ënnerscheeder tëschent Aarbechter an Employéen, fir domadder opzehalen, quitte dass et an eenzel Fäll Schwieregkeete gëtt. Dat si mer eis jo bewosst, dass et Schwieregkeete gëtt, mä einfach vun der Symbolkraaft hier wäert dat Gesetz do entscheedend Changementer an eiser Gesellschaft an deenen nächste Jore bréngen.

D'Solidaritéitspolitik no bannen, d'Solidaritéitspolitik no baussen, et ass gëschter gesot ginn, fënnt déi onageschränkten Ënnerstëtzung vun eiser Fraktioun.

An dann hu mer nach eppes gemaach, wat net jiddwereen heibanne gären héiert, mä wat ech awer och als eppes Positives gesinn: Mir hunn eng Arméireform am Joer 2007 gemaach. Doduerch hu mer d'Arméi an en anere Kader gesat. Mir hunn d'Arméi resolut an de Kader vun der europäescher an der internationaler Zesummenaarbecht gesat, an domadder och nees e Stéck vun der Integratioun vu Lëtzebuerg, vun eisem Land an d'europäesch an d'weltwäit Politik gemaach.

Mir hunn d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill weidergedriwwen. Mir hunn d'Betreiungsangebot virugedroen. Mir hunn an der Steierpolitik, contrairement zu deem, wat ech vun der DP héieren, net am Mëttelstand geraibert oder bei deene Leit vun der mëttlerer Akommesschicht geraibert. Wann ech de Bilan maachen, mäi perséinleche Bilan, de Bilan vun enger ganzer Rei vu Leit, an ech vergläichen 2004 an ech vergläichen 2009, ech vergläiche mäi reaalt Akommes 2004 an dat vun 2009, geet et ganz ville Leit, a besonnesch deenen dote Leit, e gudde Strapp besser, wéi et hinnen 2004 gaangen ass.

Suerge maache mir, maachen eis déi Leit, déi um ënneschte Bord vun der Gesellschaft sinn, déi sech net kënne wieren, déi op all eenzelnen Euro ugewise sinn. Dat si ganz oft Leit, déi keng Steieren d'ailleurs bezuelen, an dofir ass och de Steierkredit agefouert ginn an deene leschte Joren, fir do punktuell, selektiv ze ënnerstëtzen, méi staark ze ënnerstëtze wéi op anere Plazen, do, wou et noutwendeg ass.

Mir hunn, ech hunn et gesot, d'Kannerbetreiung weider ausgebaut. 65 Milliounen Euro sinn doranner investéiert ginn. Mir hunn an der Altenversuergung, well mer e

Land sinn - dat musse mer wëssen, ech kommen an enger Sekonn dorobber zréck, wa mer iwwer Pensioune schwätzen an Ofsécherunge vu Sozialsystemer -, mir hunn an d'Alten- a Fleegeheimer massiivst investéiert. 240 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer sinn an dee Beräich investéiert ginn.

Mir hunn de Chèque-service agefouert. Mir hunn dat kulturellt Ugebuet erweidert. Mir hunn och bei den Handicapéierten, déi jo och als Deel vun eiser Gesellschaft zielen, déi net esou favoriséiert sinn an déi Schwieregkeeten hunn, sech kënnen ze integréieren an der Gesellschaft, considérabel Montanten investéiert.

Dofir kann ech net verstoen, wa vun der DP aus gesot gëtt, zum Beispill, bei der Kannerbetreiung hätte mer net emol den Astieg gemaach an eng käschtenneutral oder käschtefräi Kannerbetreiung. De Chèque-service ass soss näischt wéi en éischte Schrëtt vun eppes, wat een, an eisen Aen allerdéngs, an enger nächster Etapp muss a méi engem grousse Kader dee Moment gesinn.

Wann ech ëmmer méi vum Stat aus d'Betreiung vun de Kanner maachen, da muss ech selbstverständlech och iwwert de Stellewäert vum Kannergeld a sengem Montant kënnen diskutéieren, besonnesch dann, wann ech gesinn, dass ech iwwert déi nächst dräi, véier Joer um Niveau vun de Budgeten net méi déi Zommen zur Verfügung hunn, déi ech muss hunn, fir eng ganz Rei vu Politikfelder kënnen ze betreien.

Mir hunn d'Effizienz vun eiser Verwaltung virugedriwwen. Ech ka mech nach erënneren, de Statssekretär Schaack, viru fënnef Joer stoung en op dëser Plaz, an do huet e voller Stolz ugekënnegt, mir wieren elo an Europa vun där leschter op déi zweetlescht Plaz endlech virgestouss um Niveau vun der Internetzougehéieregkeet. Wann ee gesäit, wat de Statsminister gëschter gesot huet, wann een och gesäit, et muss ee jo just d'Maschinn umaachen a kucken, wéi eis Verwaltungen haut dostinn, wéi an deene leschte fënnef Joer och an de Verwaltungen Effortë gemaach gi sinn, fir an deem dote Beräich virunzekommen, da mengen ech, dass mer Wesentleches unzebidden hunn.

Last but not least, ech kann net alles opzielen, wëll ech awer och nach e Wuert iwwer Institutiounen a Verfassungsreform soen. Et ass gëschter e bëssen am Troublement ënnergaangen. Déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass um Niveau vun der Chamber, fir d'Verfassung ze moderniséieren, wat nu sécher net dee Sujet wäert sinn, deen dem Rapporteur an de Membere vun där Kommissioun déi dausende vu Stëmme wäert bréngen, déi se brauchen, fir och nom 7. Juni nees hei ze sëtzen.

Ech wëll op deem Beispill emol eng Kéier kloer an däitlech soen, dass et zum Deel an der Politik och Differenze gëtt tëschent deem, wat d'Leit gesinn dobaussen, an deem, wat inhaltlech vu gewëssene Leit an enger Chamber geleescht gëtt. Fir e Verfassungsrevisiounsvirschlag virzeleeën, dat bedéngt Stonnen a Stonnen, Wochen a Wochen, Méint a Méint vun Aarbecht vu ganz ville Leit, fir dat ze maachen.

Dofir, Här President, erlaabt mer, dass ech dat och emol eng Kéier soen, dass et an der Politik och Deeler gëtt, Beräicher gëtt a Leit gëtt, déi net nëmme fir de Publikum schaffen, mä déi sech och inhaltlech ganz staark asetzen, fir dass dat Land hei a senge Sous-Bassementer, a senge Grondfundamenter virukënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gesot, ech wëll net nëmme Bilan zéien. Ech hunn et als wichteg emfonnt, fir an enger ganzer Rei vun Domäner emol opzeweisen, wéi déi kohärent Politik vun der Modernisatioun, vun der Innovatioun, vun der Transformatioun a vun der Integratioun sech och a Gesetzer a Reglementer niddergespigelt huet. Mä et muss een, wann een hei steet, och e Bléck an d'Zukunft werfen.

Elo hunn ech et e bësse méi einfach wéi de Statsminister, well ech jo nëmme fir meng Partei hei brauch ze schwätzen. Ech stinn net hei a muss och nach fir de Koalitiounspartner schwätzen, well dee wäert dat selwer fir sech maachen. Well mer jo elo an dee Beräich kommen, wou mer de Leit wëlle soen, wat mer gären hätten, wat an deenen nächste Jore kënnt. Wou mer de Leit wëlle soen a musse soen, wat machbar ass, wat méiglech ass, an dass een dat Machbaart an dat Méiglecht net ëmmer vun deem Wënschenswäerte getrennt kritt, an dass een et awer leider heiansdo muss vuneneen trennen, wann et net aneschters méiglech ass.

Et ass mir opgefall, Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Welt, an där mer am Joer 2009 sinn, sech wesentlech verännert huet par rapport zu där vun 2004, vläicht an engem Ausmooss, dee mir hei zu Lëtzebuerg net gesinn. D'Globaliséierung vun der Weltwirtschaft, déi vill Räichtum bruecht huet, vill Développement bruecht huet op ville Plaze vun der Welt, och zu Lëtzebuerg, besonnesch zu Lëtzebuerg, ganz positiv Effeten hat, weist sech a Krisenzäiten natierlech och als eppes, wat da weltwäit och zum konträren Effet féiert.

Mir sinn an enger Welt, an där d'Produktioun an de Konsum nach ni esou no beienee ware wéi haut. Duerch d'Reduktioun vun de Stocken, duerch d'Ewechfale vu Gidder, déi stockéiert ginn, duerch déi direkt Relatioun tëschent deem Moment, wou d'Gutt produzéiert gëtt a consomméiert gëtt vun de Bierger, si mer ëmmer méi no un eng Welt erukomm, wou d'Aarbechtsplaze ganz direkt a ganz schnell ganz direkt vun de Variatioune vun der Produktioun ofhänken.

Manner Konsum, wéi an deene leschte Méint gewisen an enger Rei vu Secteuren, bréngt manner Produktioun, a manner Produktioun bréngt vill méi schnell wéi an der Vergaangenheet manner Aabechtsplazen an deene Secteure mat.

D'Beispill, wat jiddwerengem vun eis aliicht, ass d'Beispill vun der Automobilindustrie, wou ee ganz kloer gesäit, dass bis a Lëtzebuerg eran, well mir jo elo emol feststellen, dass mer wesentlech méi Betriber hei zu Lëtzebuerg hunn, déi fir d'Automobilindustrie geschafft hunn, wéi mir dat selwer zum Deel woussten. Also, ech huele mech do mat an, ech wousst net emol, wéi vill Betriber dass mir hätten, déi direkt fir d'Automobilindustrie schaffen an zu engem wesentlechen Deel och vun der Automobilindustrie ofhänken.

Et ass zum Zweeten, Här President, a mengen Aen e Räichtum, dee geschaf gëtt, deen a wesentlechen Elementer opgebaut ass op ëmmer méi kuerz Liewenszyklen. Ëmmer méi kuerz Liewenszyklen, wou ee sech awer muss d'Fro stellen, ob se kënne weider virugeschriwwe ginn. An och do ass d'Automobilindustrie nees e ganz kloert Beispill.

Wann ech fréier den Auto fënnef, sechs Joer gehalen hunn, duerno nach dräi Joer gehalen hunn, elo zwee Joer gehalen hunn zum Schluss, a sech d'Produktiounscapacitéiten an domadder den Emploi adaptéieren, kënnt iergendwou an enger ganzer Rei vu Saachen eng natierlech Limite. Si kënnt natierlech, an et muss ee sech d'Fro stellen, ob se net och gewollt muss kommen, well et ka jo net sinn, dass mer d'Produktiounszyklen ëmmer méi schnell dréie loossen, dass mer de Konsum ëmmer permanent weider méi staark unheizen.

En drëtte Phenomeen, dee mir opgefall ass, dat ass deen, dass ech d'Impressioun hunn, dass Produktioun a Räichtum ëmmer méi wäit ausenanerginn. Déi klassesch Theorien, déi mer geléiert hunn, dass een iwwert d'Aarbecht räich gëtt, iwwert de Produit vu senger Aarbecht räich gëtt, an et kuckt een, wat an deene leschte Jore geschitt ass, dass ëmmer méi Finanzmechanismen d'Leit dozou ugehalen hunn ze mengen, si wiere méi räich.

Wann ech bedenken, dass um Enn vum leschte Joer, oder an der Mëtt vum leschte Joer siwemol de Weltwirtschaftsräichtum am Ëmlaf war op de Bourssen, siwemol, dann huet dat jo strictement näischt méi mat der Produktiounscapacitéit vun de Mënschen ze dinn, mä mer sinn an enger totaler spekulativer Welt dran, wou e Multipel vun deem, wat et gëtt, duergestallt gëtt an duergeluecht gëtt als eppes wat do wier, awer en fin de compte net do ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Politik dat net an de Gréff kritt, a mir si meilewäit dovunner ewech, dat an de Gréff ze kréien, well sech jo elo zurzäit mat de Steieroasen a mat de Steierparadiesen a mat de Salairë vun de Manager ausenanergesat gëtt a sech wesentlech manner mam Fonctionnement vun der Bourse ausenanergesat gëtt a mat der Fro, ob, wann ee wëllt eppes investéieren, net en Deel Eegekapital muss do sinn, amplaz dass iwwert de bekannte Leverage een en fin de compte mat zéng, herno sech an dausend dee konnt esou multiplizéieren, a wann de ganze Buttek zesummefält ee feststellt, dass zwar do gemaach gi wier wéi wann dausend do wier, mä en fin de compte nëmmen zéng an der Realitéit do ass.

Dee Problem ass en zentrale Problem. Dat ass kee Problem, dee mer zu Lëtzebuerg léisen, mä et ass fir mech perséinlech en zentrale Problem, fir sécherzestellen, dass déiselwecht Feeler, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, déi d'ailleurs am Joer 2001 och scho gemaach gi sinn an engem vill méi klenge Beräich, net am Joer 2013 an am Joer 2014 nees gemaach ginn.

Well maache mer eis näischt vir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mënsch ass ganz, ganz kuerzsiichteg a kuerzdenkend, wann et drëm geet, säi Benefiss ze fannen. A wann déi Geschicht hei an d'Rei geet, dann erënnere sech der net méi vill drun, dass et en fin de compte déi dote Saache waren, déi d'Faillite bruecht hunn.

Dofir mäin Opruff - dee kann ech awer leider nëmmen iwwer Iech, Här Statsminister, weiderginn an déi Kreesser, wou Dir Zougang hutt, déi mir leider verschloss sinn -, d'Weltpolitik muss sech drëm bekëmmeren, d'Bourssen ze regléieren, an zwar esou ze regléieren, dass eng Rei Saache méiglech bleiwen, well se musse méiglech bleiwen - ech sinn net géint Spekulatioun -, mä dass se mussen esou an e Kader gesat ginn, dass et net méi méiglech ass, dass mat Valeure gehandelt gëtt, déi et en fin de compte net gëtt.

Da war ech iwwerrascht, ech huelen un, Dir och, ech war iwwerrascht iwwert de Punkt an deen d'Weltwirtschaft hei am Fong erofgezu ginn ass, a besonnesch och wéi zu Lëtzebuerg d'Situatioun geschitt ass. Et ass nämlech een, deen net beschriwwe war virdrun, an ech menge souguer, dass, wann s de am Fréijoer vum leschte Joer gesot häss, dass Entreprisen, déi finanziell gesond dostinn, dass Entreprisen, déi e gudde Business hunn, dass Entreprisen, déi gesond wirtschaften, an de Strudel vun eppes géifen eragezu ginn, doduerch, dass si hir laangfristeg Investissementer kuerzfristeg net méi géife refinanzéiert kréien, dass ee fir verréckt erklärt gi wier an där kuerzfristeger Welt, an där mer liewen, wann ee virun engem Joer déi doten Theorie bruecht hätt.

Wann ech kucken, wat eiser Dexia, eiser Fortis geschitt ass, dann ass et jo précisément dat do. Et ass e Business, dee gesond ass, e Business, dee profitabel ass, e Business, dee Sue generéiert, dass deen eragezu ginn ass an eppes, wou keen deem anere méi vertraut huet, wou et en fin de compte d'Vertrauenskris ass, déi mat sech bruecht huet, dass keen deem anere méi Sue geléint huet.

Wann een et objektiv kuckt, et geet e bësse besser, mä et ass awer nach net do, wou et misst sinn. Wann ech de Moien an der Zeitung liesen, dass de Prinzip vun der Bad Bank soll a 14 Deeg virgestallt ginn, dann ass dat jo de Versuch fir ze kucken an deem internationale Bankewiesen dat Vertrauen nees erëmzekréien, dass ee sécher ass, wat dann elo d'Produkter sinn, déi an de Bilane vun de Banken a vun de Finanzinstituter dra sinn, an dass een déi aner Produkter auslagert.

Mä maache mer eis awer och do näischt vir. Dat muss awer alles eng Kéier bezuelt ginn. Alleguerten déi Produkter, déi elo do an déi sougenannte Bad Banken ausgelagert solle ginn, déi leien net op eemol ënner engem Teppech a sinn net méi do. Dat ass Geld, wat et haut net gëtt, dat ass Geld, wat vun der nächster Generatioun muss erwirtschaft ginn, fir dass mer déi Scholden, déi sech dorauser erginn hunn, déi Defiziter, déi sech dorauser erginn hunn, kënnen zréckbezuelen.

Ech si fest dovun iwwerzeegt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass de weltwäite System, de weltwäite Finanzsystem nëmme ka fonctionnéieren, wann d'Banke sech ënnereneen nees léinen. Ënnereneen, an domadder och dem Konsument, well wa si sech net ënnerenee léinen, da léine si och dem Bierger keng Suen. Si musse sech fir d'éischt nees ënnerenee léinen, fir dass si de Betriber an de Bierger nees d'Sue kënne léinen, déi noutwendeg sinn, fir dass déi Investissementer getätegt ginn, déi mer brauchen an der nächster Generatioun, fir déi Scholden zréckzebezuelen, déi vun dëser Generatioun gemaach gi sinn.

Här President, eng lescht Remarque an där Rubrik, dat ass, dass ech der Meenung sinn, dass weder d'Staten nach d'Betriber per se besser oder méi schlecht gestallt si wéi déi aner. Et ass net de Fait, dass e Privatmann oder eng Gesellschaft Aktionär ass, oder de Fait, ob de Stat Aktionär ass, deen d'Differenz mécht. D'Differenz, déi gemaach gëtt, dat ass an der Aart a Weis wéi de Betrib gefouert gëtt.

Et ass - an ech hunn dat bedauert, schonn e puermol, an ech hunn d'Impressioun - an deene leschte Méint vu gewëssene Säite ganz staark drop gepocht ginn, dass d'Staten en fin de compte jo elo géifen de System retten.

D'Staten hu kuerzfristeg, duerch de Fait, dass hir Bonitéit méi grouss ass wéi déi vun de Betriber an deem Moment, mä si hunn awer och mat där Bonitéit garantéiert hannendrun, kuerzfristeg de System an der Riicht gehalen. De System kann awer nëmmen erëmkommen, wann de System selwer sech esou apuréiert, dass en eng dauerhaft Basis, eng stabil Basis huet, fir kënnen ze fonctionnéieren.

Wann ech gesinn, wat an enger Rei Länner elo geschitt, da stellen ech fest, dass amgaangen ass en Transfert de risques ze geschéien. Wann ech d'Situatioun vu Griichenland kucken, engem Land, wat ëmmer am Surendettement war, dat sech traditionell ëmmer ganz staark verschëllt huet, wat ageklommen ass an dee ganze System, an ech gesinn, dass Griichenland amgaangen ass Schwieregkeeten ze kréien.

Wann ech gesinn, wat an Irland ass, déi e ganz anere Wee gaange sinn, déi de Wee gaange si vun der absoluter Konkurrenz, vun der Steierkonkurrenz, déi 256% vun hirem PIB an deene leschte Méint an d'Konsolidatioun vun hirer Bankeplaz hu misse setzen. Klammer op: Lëtzebuerg 8%. Ech kommen dorobber zréck a menger Rubrik. Mir hunn nach Sputt. Mir hunn eng Rei vu Méiglechkeeten als Lëtzebuerger Land, fir nach kënnen ze maachen.

Wann ech gesinn, virgëschter, wat deen neien ungaresche Premier sengem Land elo amgaangen ass opzeerleeën, da soen ech: Rien ne se perd, rien ne se crée. Mä mir mussen eis awer och als Politiker bewosst sinn, dass, wann et net méi geet, wa verschidde Saachen net méi ginn, de gezwonge bass als Politiker, fir dat sécherzestellen, wat d'Grondbasis vun allem ass, nämlech dass een à la longue nëmmen dat kann ausginn, wat ee verdéngt, an dass, wann een à la longue der Meenung ass, dass ee méi kéint ausginn, wéi ee verdéngt, een dann um falschen Dampfer ass.

An eng lescht Remarque - eng allerlescht -, dat ass - an ech hunn et scho virdru gesot; ech wëll et hei nach eng Kéier widderhuelen -: Déi honnerte vu Milliarden, déi dausende vu Milliarden, déi elo an de Wirtschaftszyklus eragepompelt ginn, dat sinn alles Suen, déi et haut net gëtt. Et si Suen, déi mussen an Zukunft erwirtschaft ginn.

Dofir musse mer, a besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, all eis Effortë beienee kréien, fir weider ze produzéieren, fir weider Méiwäert ze schafen, fir weider Moyenë kënnen ze generéieren, fir an deem dote Cycle kënne matzeschaffen. Wa mer dat net fäerdeg bréngen, wa mer dat net maachen, wa mer mengen, mir missten eis op eise Lorbeeren ausrouen, si mer méi séier ënnen, wéi mer dat mengen.

Här President, ech hunn déi fënnef, sechs Remarquen do gemaach, well ech op Lëtzebuerg wëll kommen. De Statsminister huet et gesot - d'ailleurs diskutéiere mer säit 1997 driwwer; dat an der Rubrik iwwer och d'Laangfristegkeet vun der politescher Diskussioun -: Mir wësse säit 1997, dass mer 4% Wirtschaftswuesstum brauchen, fir de Modell Lëtzebuerg, dee mer opgebaut hunn, ze erhalen.

Dës Regierung huet net dee Modell vu 4 op 5% zum Beispill geschrauft. Mir sinn an der Konstanter säit zwielef Joer op engem laangfristegen Entwécklungsmodell vu 4%, fir eise Sozialstat, dee mer opgebaut hunn, ze halen. Et ass nëmme 4% Wuesstum, dee genuch Recettë generéiert, fir déi strukturell Ausgaben am Budget plus d'Excédentë vun de Pensiouns- a vun de Krankekeese kënne sécherzestellen.

Dat ass eng risen Erausfuerderung. An ech wëll - dat verzeit Der mer - soen, dass déi, déi dat dote säit Jore soen, net ëmmer zu deene Populäersten hei zu Lëtzebuerg gezielt gi sinn um Niveau vun der Lëtzebuerger Politik. Ech erënneren un d'Pensionsreformsdiskussioun, déi mer 1997, 1998, 1999 haten, wou mer ëmmer gesot hunn: Et ass net eng iwwer ee Secteur, mä et ass en fin de compte eng generell Diskussioun, déi ze féieren ass iwwer e long Terme.

Ech erënneren un dem Statsminister seng Aussoen iwwert de sougenannten „700.000-Awunner-Stat“, an dat, wat dorauser probéiert ginn ass ze maachen, wat soss näischt war wéi d'Beschreiwung op enger Zuel vun deem, wat muss geschéien, wa mer deen dote System iwwer laang Zäit gäre géifen oprechterhalen.

Déi Erausfuerderungen, déi ech gesinn, déi op eis duerkommen, déi muss een an de Kader setze vun de Méiglechkeeten, déi e klengt Land huet. Ech hunn der fënnef hei opgeschriwwen. Fënnef, déi ech och nach wéilt kuerz développéieren:

Dat Éischt, dat ass, dass ech mengen, dass de Budget muss an der Rei gehale ginn.

Dat Zweet, dat ass, dass mer als Lëtzebuerger Land net d'Chance hunn, fir d'Verschëldung onendlech wuessen ze loossen, mä dass mer ganz staark a streng mat eis selwer musse sinn, wann et ëm d'Verschëldungscapacitéit vun eisem Land geet.

Dat Drëtt, dat ass, dass mer eppes mussen erëmfannen, wat mer vläicht e bëssen alleguerte verluer hunn, dat awer och eppes domadder ze dinn huet, dass d'Welt changéiert. Dat ass, dass mer nees méi pragmatesch a méi schnell musse ginn an eisen Entscheedungen, dass mer musse profitéieren dervun, dass mer e Land si vun enger hallwer Millioun Awunner, an dass mer relativ séier bei d'Décisiounsträger bäikommen, fir déi Décisiounen och erbäizefëieren.

Dat Véiert, e klasseschen Thema vu mir selwer: d'Organisatioun vum Stat an den Oflaf vun eiser Gesellschaft an d'21. Jorhonnert bréngen. Et ass am Fong krisenonofhängeg, mä et gesäit een an der Kris eréischt, an och mat de Reaktiounen, déi an der Kris entstinn, wéi wichteg et ass, dass de och a krisenonrelevanten Zäiten déi dote Politiken ugees.

An dee Fënneften, dee wäert e puer Leit iwwerraschen, mä dat ass fir mech a fir de Statsminister scho säit 15, 20 Joer e Must. Dat ass, dass mer wesentlech méi präsent an Europa an an der Welt musse ginn, mat deene Moyenen, déi mer hunn.

D'Konscht ass, Dir Dammen an Dir Hären, de Modell Lëtzebuerg esou ze adaptéieren, dass e mëttelfristeg finanzéierbar bleift an dass en där nächster Generatioun eng Chance gëtt. D'Zäiten, fir dat ze maachen, déi dote Prémisse, nämlech de Modell esou ze adaptéieren, dass e mëttelfristeg finanzéierbar bleift an där nächster Generatioun eng Chance gëtt, sech selwer ze entwéckelen, déi stinn zurzäit net esou gutt, wéi se emol stoungen.

Mir si méi erausgefuerdert, wéi dat an der Vergaangenheet war. Dofir mengen ech, dass mer eis musse besënnen op eis Stäerkten. Mir mussen eis besënnen op déi Stäerkten, déi ech probéiert hunn elo do unzezéien. A mir musse kucken an deenen nächste Joren och politesch virunzekommen, andeem mer ophalen déi kleng Klengkricher ze féieren, andeem mer Eenegkeet emol op enger Rei vu Sujete kréien, och um Niveau vun der Modernisatioun notamment kréien, an dann och resolut déi Schrëtt huelen, déi noutwendeg sinn, fir dat ze schafen.

Well e Land, wat gutt organiséiert ass, e Land, wat gutt fonctionnéiert, ass e Land, wat méi Chancen huet. E Land, wat schnell ka reagéieren, ass e Land, wat méi Chancen huet wéi e Land, wat lues a lues ëmmer méi behäbeg gëtt, wou den Apparat ëmmer méi komplizéiert gëtt an domat d'Ofleef ëmmer méi schwiereg.

Dozou gehéiert, mengen ech, dass ee muss éierlech si mat de Leit. Mir kënnen a mir däerfe mëttelfristeg net méi ausginn, wéi mer erakréien.

Ech muss soen - ech hunn et um Parteikongress vu menger Partei gesot -, de Fall vun der Belsch ass eppes, wat mech säit Joren als Politiker markéiert. E Land, wou an den 80er Joren eng Generatioun fir zwou Generatioune Suen ausginn huet, a wat elo an der zweeter Generatioun péniblement amgaangen ass senge Leit dat zréckzebezuelen, wat eng Generatioun hinnen do agebrockt huet, dat ka kee Modell fir Lëtzebuerg sinn. Dat ass d'Beispill vun enger kuerzfristeger Aart a Weis Politik ze maachen, wou ee kuerzfristeg den Avantage fir seng Generatioun sicht au détriment vun deem, wat an der nächster Generatioun nach méiglech ass.

Mir wäerten - de Statsminister huet et gesot - eng relativ brutal Augmentatioun vun der Aarbechtslosegkeet kréien. Et schéngt mir, dass dat e wesentleche Punkt ass, wann net dee wesentlechste Punkt vun eiser Politik vun den nächste Joren.

Mir mussen alles probéieren als Politik - quitte, dass ech mer keng Illusioune maachen iwwert d'Limiten och vun deem, wat d'Politik kann -, wat an eiser Kraaft ass, fir sécherzestellen, fir d'materiell Grondlag vun eise Leit ze sécheren, fir d'Leit an der Beschäftegung ze halen, fir se am Emploi ze halen. Mir musse mat de Betriber diskutéieren, mir musse mat de Leit diskutéieren, dass se openeen zouginn, fir sécherzestellen, dass méiglechst vill vun eise Leit an der Aarbecht bleiwen.

Well wa se bis aus der Aarbecht eraus sinn, oder wat mer haut leider ze vill oft kennen, iwwerhaapt net méi an d'Aarbecht erakomme vun Ufank un, schafe mer eis dee Mix vu Problemer, mat deem e klengt Land an engem sozialen Ausgläich net méi eens ka ginn. Dofir soen ech, dass mer an deenen nächste Jore méi Ausgabe wäerte mussen tätegen um Niveau vun der Solidaritéit tëschent eis selwer.

Mir wäerten an deenen nächste Joren awer manner Suen erakréien. De Statsminister huet et elo e puermol am Numm vun der Regierung gesot; den Här Frieden och, an deenen zoustännege Kommissiounen. Ech mengen, mir sollen eis do näischt virmaachen. De Budget 2009, de Budget 2010 an, jee nodeem wéi d'Verlagerung vun deem Ganzen ass, och de Budget vum Joer 2011 wäerte ganz schwiereg Budgete ginn. A si wäerten eis do treffen, wou et eis am wéisten deet, nämlech bei den Einnahmen, déi mer ebe brauchen, fir dat ze finanzéieren, wat mer alleguerten zesummen décidéiert hunn, wat mer mengen dass de Sozialstandard an och de Wirtschaftsstandard zu Lëtzebuerg ass.

Mir kréien e Platten an de Fongen, ausser - ausser! - et geschitt nees eppes, wéi mer et schonn eng Kéier haten, well mer jo eng Finanzplaz hunn, déi relativ staark un der Bourse orientéiert ass a kuerzfristeg och un der Bourse orientéiert ass. Mä wa keng Reprise um Volume vun der Bourse kënnt, muss ee raisonnablement dervun ausgoen, dass mer Enn vum Joer 2010 an den Investitiounsfonge keng Sue méi hunn.

An da gëtt et spannend. Da gëtt d'Politik jo richteg Politik, well da kréie mer net méi den Niewentenee vun Investitioun a Verdeelung, mä da musse mer diskutéieren heibannen an och dobausse mat deenen, déi matdiskutéieren, wéi mer dann dat, wat mer hunn, opdeelen tëschent der Noutwendegkeet vun der Modernisatioun, vun der Investitioun an eis Zukunft a vun der Noutwendegkeet, fir Ëmverdeelung ze maache bei deene Schwaachen, all nei Politiken ze gestalten, déi een nach wëllt gestalten.

Well d'Schoulpolitik weiderzefëieren, d'Ausbildung, d'Weiderbildung vun de Leit, fir déi ze förderen, d'Kannerbetreiung auszebauen, d'Altersbetreiung auszebauen, nei Politiken ze definéieren, déi de Besoinë vun haut entspriechen, sinn och Saachen, déi Sue wäerte kaschten, déi also Budgetsmoyenë wäerten opfriessen.

Wann een da kuckt, wann een déi dräi Saache beienee leet, wann ee gesäit, dass de Chômage an d'Ausgabe fir d'Solidaritéit an d'Luucht wäerte goen, wann ee gesäit, dass d'Ausgaben, fir nei Politiken ze bestreiden, sécher wäerten a mussen an d'Luucht goen, fir dass dat Land a senger sozialer Kohesioun och bestoe bleift, a wann ee gesäit, dass een op d'mannst temporär - mä dës Kéier kéint et vläicht e bësse méi mëttelfristeg temporär sinn - manner Suen an de Statssäckel erakritt, dann ass Innovatioun gefuerdert. Da muss ee kucken, u wat fir enge Schrauwen ee kann dréien, fir deen doten Équiliber ze halen.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sti mir als CSV-Fraktioun och hannert dem Konjunkturpak vun der Regierung, well en déi richteg Äntwert gëtt. E gëtt déi richteg Äntwert fir d'Joren 2009 an 2010.

En huet net d'Ambitioun - ech wëll et soen, ëmmer nees widderhuelen -, eng strukturell Reorientatioun ze maachen. En huet d'Ambitioun, fir ze hoffen, dass bis Enn 2010 d'Weltwirtschaft, d'europäesch Wirtschaft an domat d'Lëtzebuerger Wirtschaft nees undréit, an dass mer duerch déi Moyenen, déi mer zousätzlech an d'Ekonomie eraginn - déi mer jo an d'Ekonomie eraginn, well mer gären hätten, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen -, déi Zäit iwwerbrécke kënnen.

Et soll keen 2011 kommen a soen: De Konjunkturpak, deen Der 2009 opgeluecht hutt, deen huet net zur struktureller Reorientatioun gefouert, well en huet net d'Ambitioun, fir dat ze maachen.

Mir stinn hannert der Aart a Weis wéi d'Regierung déi Rettungsaktioun mat de Banke gemaach huet. A mir stinn och hannert dem Pak, wat den Aspekt ubelaangt vun der Ënnerstëtzung vun der Wirtschaft an domadder vun de Leit.

Ech erënneren drun, dass de Pak 1,2 Milliarden Euro wäert kaschten an dass dat zoufällegerweis - awer wierklech just zoufällegerweis - 1,2 Milliarde sinn, déi mer doduerch hunn, dass mer am Oktober, November 2005 och hei am Parlament intensiivst iwwert d'budgetär Situatioun vun eisem Land diskutéiert hunn, an duerch d'Tripartite am Mäerz vum Joer 2006, wou 400 Millioune komm sinn, soudass mer zoufällegerweis 2007, 2008, 2009 1,2 Milliarden ebe konnten op d'Säit leeën, déi mer elo kënne gebrauchen, fir déi antizyklesch Konjunkturpolitik ze maachen.

Och dat soll eis drun erënneren, mir als Politiker, dass et wichteg ass an engem klenge Land Reserven ze schafen, do, wou ee se ka schafen, a vläicht méi Reserve soll schafe wéi ee mengt dass noutwendeg sinn, fir sécherzestellen, dass mer an Zäiten, wou et manner gutt geet - an déi Zyklen, déi gi ganz séier, déi gi méi séier wéi an der Vergaangenheet -, Suen hunn, fir déi dote Politik kënnen ze maachen.

Mir mussen dee Sputt notzen, Dir Dammen an Dir Hären, dee mer doduerch hunn, dass mer Reserven - net méi vill, mä awer nach Reserven - hunn, mä virun allem kee Budgetsdefizit nach hunn, dass mer eis Verschëldung net ze vill héich gesat hunn, dass mer also d'Moyenen hunn. Dee Sputt, dee mer par rapport zu anere Länner hunn doduerch, dass mer och notamment an där ganzer Bankegeschicht wesentlech manner vun eisem PIB hu missen investéiere wéi aner Länner.

Ech hat virdru gesot: 265% Irland; mä och 60% an England, also a Groussbritannien; tëschent 50 a 60% an den nordesche Staten, iwwert déi ganz wéineg an deem dote Kontext geschwat gëtt, déi awer - Norwegen, Schweden, Finnland - alleguerten tëschent 50 a 60% vun hirem PIB an d'Rettung vun hire Banken och hu missen investéieren. Mir sollen - an dat ass den Opruff, dee mer wollte maachen - vun deem Sputt profitéieren, fir net an d'Fal vun der Iwwerverschëldung ze falen; och wann de Kont 2009 an 2010 wäert schlecht ausgesinn, och wann d'Recettë vum Stat 2009/2010 wäerten abriechen.

Mir musse virun allem - an ech si frou, dass de Statsminister dat gëschter gemaach huet, an ech wëll en 110% doranner ënnerstëtzen - no neie Méiglechkeete sichen, verstäerkt och no ale Méiglechkeete sichen, déi mer vläicht e bëssen op der Säit gelooss hunn an deem leschte Jorzéngt, fir eist Land ze diversifizéieren, fir nei Méiglechkeeten ze schafen, fir nei Einnahmequellen ze schafen op der Säit vun den Einnahmen, mä awer och kucken op der Säit vun den Ausgaben, do, wou mer Redondancen hunn, wou mer Doubluren hunn, wou mer net effizient sinn, méi effizient ze ginn, fir eben net brauchen…

Et huet mech e bësse gestéiert gëschter an där Debatt, déi mer haten op der Televisioun, dass mer nëmmen iwwer Steiere während enger Véierelstonn, 20 Minutten do geschwat hunn. Et kann dach net nëmmen eng Steierdikussioun sinn, fir ze soen: Ech hiewen deem seng un an deem seng hiewen ech net un.

Et muss dach och d'Recherche sinn an der Politik, vun der Politik, vun der Wirtschaft a vun eis alleguerten, fir ze kucken, dass mer nei Méiglechkeeten zu Lëtzebuerg schafen doduerch - ech hunn et scho gesot -, dass mer méi schnell ginn, pragmatesch, de Pragmatismus, dee mer haten, dass mer deen ausbauen. Mir mussen also d'Käpp zesummestrecken, fir ze kucken, wéi mer d'Weeër kuerz kréien, andeem mer konsequent d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft, notamment an den neien Technologien, virundreiwen.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass déi ganz Welt vun den neien Technologien an der Aart a Weis wéi dat sech geännert huet an deene leschten zéng Joer… Wann een dat extrapoléiert op déi nächst zéng Joer, da wäerten déi Länner e ganz staarke Kompetitivitéitsvirdeel hunn, déi an deenen neien Technologien un éischter Front stinn, déi de Betriber d'Méiglechkeete vun den neien Technologien zur Verfügung stellen, an zwar op deene Plazen, wou d'Betriber se brauchen, an net do, wou se se net brauchen, fir kënne kompetitiv ze bleiwen.

Mir mussen - et ass mir en Häerzensuleies - d'Reorganisatioun vun eisem Land virundreiwen, vläicht accéléréieren, op verschiddene Punkte kucken, dass mer eis en fin de compte de Luxus leeschten, dass mer zwee-, dräimol Strukturen hunn, déi am 19. Jorhonnert vläicht richteg waren, mä déi een haut am 21. Jorhonnert nei muss iwwerdenken.

Mir mussen den IVL virundreiwen. Mir mussen déi administrativ Reform virundreiwen. Mir mussen och d'Gemengenorganisatioun iwwerdenken. Ech mengen, et gëtt deem Leschte kloer a besonnesch dann, wann d'Répercussioun vun der Finanzkris an d'Gemengebudgeten definitiv erakënnt.

Klammer op: Deen, dee virun néng Joer dem Syvicol proposéiert huet, fir iwwert de Gemengesystem vun de Finanzen ze diskutéieren, deen ass deemools net schrecklech begeeschtert opgeholl ginn, wéi e gesot huet: Dir sidd an engem System, wou, wann et der Wirtschaft schlecht geet, Dir als Gemenge wesentlech méi schlecht ewechkommt wéi de Stat, well Der Einnahmen hutt, déi wesentlech méi staark ofhänke vun der wirtschaftlecher Entwécklung an haaptsächlech vun der Bankenentwécklung.

Mä mir hunn awer ganz éierlech net schrecklech vill Progrèse gemaach an deem doten Domän. Well soulaang et gutt geet - wat ech jo och verstinn -, hält all Mënsch d'Hänn op a seet: Ma et ass dach wonnerbar; wat soll ech dann elo eppes änneren? An da kënnt dat kollektiivt Erwachen. Dat kollektiivt Erwachen, dat kënnt dann, wann dräi, fënnef, siwe Joer duerno genau dat antrëtt, wat virdru gesot ginn ass. Wann dat dann antrëtt, da gëtt gejaut an da gëtt gesot: A firwat hutt Der et dann an deene leschte Joren net gemaach?

Ech wëll soen: Op deem dote spezifesche Punkt huet déi viregt Regierung tëschent 1999 an 2004 d'Fangeren an d'Wonn geluecht, Propositiounen op den Dësch geluecht, d'Gespréichsugebuet deemools scho formuléiert an ass net suivéiert ginn an de Konsequenze vun der Diskussioun.

Ech hoffen, dass d'Politik an och déi Leit, déi heibanne sinn, d'Noutwendegkeet méi staark gesinn, dass mer an deem dote Beräich vun der Politik, deen heiansdo - et ass och wéi am Transport - zéng, 15 Joer brauch, ier een d'Resultater gesäit, dass mer verstäerkt musse bereet sinn, an deenen eenzelne Parteien och Leit zur Verfügung ze stellen, déi iwwert déi dote Sujeten diskutéieren, an déi och hir Kolleegen an de Parteien dovunner iwwerzeegen, dass mer musse virugoen, an dass et net nëmmen drëm geet, fir ëmmer nëmmen ze mengen, et hätt een eppes géint een, wann een der Meenung ass, dass ee sech mëttel- a laangfristeg op aner Been muss stellen, fir dass déi Entreprise Lëtzebuerg, dass dat Land Lëtzebuerg, dass dat Ganzt ka virugoen.

Här President, ech si fest dervun iwwerzeegt, dass mer mussen de soziale Sécherheetssystem am Équiliber halen. Mir mussen d'Krankekeesen am A behalen an hire Finanzement. Et gëtt vläicht méi séier eng Diskussioun wéi mer dat gären hätten, besonnesch dann, wa sech den Zouwuess un Aarbechtsplaze géif während enger gewëssener Zäit ganz staark tasséieren.

Mir mussen d'Pensiounskeesen an Ugréff huelen. Ech zielen näischt Neies. Et ass en Dossier, dee säit zwielef, 15 Joer an der Diskussioun ass. Mir schieben e virun eis ewech, mä mir versënnegen eis un der nächster Generatioun.

Ech si frou, Här Statsminister, dass Der gëschter alt nees drop higewisen hutt, mä Dir eleng kënnt dat net! Och Dir eleng, mat 91% Zoustëmmung, kënnt dat net, wann net d'Bewosstsäin an déi Gesellschaft erakënnt, an där mer liewen, dass, fir dat doten ze maachen, dat den Effort vu ganz ville muss sinn, fir déi dote Politik aneschters ze maachen, fir déi doten Dibbelcher ëmzeleeën. Dass ee sech net kann dorop ausrouen a soen: „Et ass eng Persoun oder zwou Persounen, déi dat dote kënne maachen", mä dass et e gemeinschaftlechen Effort vun enger ganzer Bevölkerung muss sinn, fir sécherzestellen, dass een där nächster Generatioun nach e Land hannerléisst, an deem ee ka liewen, an deem ee ka schaffen an an deem ee ka produzéieren.

Da mengen ech, dass mer eis besser musse verkafen, dass mer wesentlech méi Moyenen an deenen nächste Joren nach musse maachen. Et sinn eng ganz Rei vun Efforten an dëser Legislatur gemaach ginn, mä d'Evenementer vun deene leschte sechs Méint soe mer, dass den Image, dee Lëtzebuerg an Europa huet, e schrecklechen ass, e reduzéierten ass. Een, dee mitnichten deem entsprécht, wat mir als Land sinn.

Dofir froen ech, dass déi nächst Regierung deem doten Aspekt vun der Promotioun vun eisem Land nach e wesentlech méi e groussen Augenmerk gëtt wéi an der Vergaangenheet.

Mir mussen honnerte vu Leit d'Joer op Lëtzebuerg bréngen an hinnen erklären, wat Lëtzebuerg ass. Mir musse Meinungsträger an zukünfteg Meinungsträger iwwer Lëtzebuerg informéieren, fir dass se wëssen, dass dat Land net déi Reduktioun ass, déi si mengen, dass et ass.

An ech mengen, an ech gräifen domadder eng Propositioun op, déi ech viru Jore gemaach hunn, dass déi Chamber hei, déi 60 Leit, déi hei sëtzen, sech wesentlech méi an d'europäesch Politik an deenen nächste

Jore mussen implizéieren, wéi dat haut ass. Niewent der Regierung an deenen Aufgaben, déi si maachen op hire Plazen, muss dat Parlament an déi Membere vun dësem Parlament an deenen nächste Jore wesentlech méi d'Cause vu Lëtzebuerg an alle Gremië verdeedegen, déi Europa-relevant sinn. An engem Europa vun néng kann een nach iwwert den Dësch mat de Leit schwätzen, an engem Europa vu 27 muss ee permanent do sinn, an et muss een net nëmmen um Dësch sëtzen, mä et muss een och, wann den Dësch opgehuewen ass, mat de Leit diskutéieren, mat de Leit schwätzen. Et muss ee sech implizéieren.

Dofir réitéréieren ech - dat maachen ech awer en nom personnel - meng Propositioun, dass mer an där nächster Legislatur dofir sécherstellen, dass mer déi Mandater aneschters opstellen, dass mer op dat Lokaalt, Regionaalt eng Äntwert fannen, an dass mer op déi national, europäesch Dimensioun eng Äntwert fannen an der Opdeelung vun der Aarbecht vun de Politiker. Dat ass net, well et schlecht gemengt ass, mä et ass a mengen Aen eng Noutwendegkeet, wann een als klengt Land um europäeschen an um internationale Parquet iwwerhaapt nach wëllt spillen. An dat huet mat der Organisatioun vun eisem Land aus dem 19. Jorhonnert oder aus der Mëtt vum 20. Jorhonnert näischt méi ze dinn.

Mir mussen eis fundamental iwwerleeën, wéi mer d'Politik opstellen, fir dass mer op alle Beräicher, vum Lokalen iwwert dat Regionaalt, dat Nationaalt an dat Europäescht eran, déi Capacitéit, déi mer hunn, beschtméiglech fir eist Land kënnen engagéieren.

Här President, an da mengen ech, dass mer eis mussen dorop besënnen, dass et nach aner Wäerter gëtt wéi d'Geld. Och dat huet mech an deene leschte Méint e bësse gestéiert: Dass mer praktesch just nach exklusiv iwwer Sue schwätzen, iwwer Milliounen, déi hei ginn, iwwer Milliounen, déi do ginn. De materielle Wäert an den ideelle Wäert. Och dat ass eppes, wat d'Politik net eleng kann. D'Politik ass ëmmer nëmmen d'Begleedung vun enger Gesellschaft, mä d'Gesellschaft muss wëssen, mengen ech, dass een an Zäiten, wou et net esou gutt geet, aner Wäerter nees muss entdecken, déi een ee Moment verluer huet.

Mir mussen eis also besënnen op eis Stäerkten, Här President, hunn ech gesot. Mir sinn e Land, wat sech net däerf iwwerverschélden. Mir däerfen net an d'Spiral gerode vun deene Länner, déi Schwieregkeeten duerno kréien, fir nees erëmzekommen. A wat ee méi kleng ass, wat ee manner Ressorten huet, wat ee manner Méiglechkeeten huet, wat ee manner Influenzméiglechkeeten huet, fir dat ze maachen.

Mir sti gutt do, mir sti besser do wéi vill anerer, zu Lëtzebuerg. Mir mussen zesumme probéieren, d'Chancen ze notzen, déi mer aus där Situatioun kréien, nei Domäner ze ermëttelen, net nëmmen iwwer Steieren ze schwätzen, mä och iwwer nei Potenzialitéiten ze schwätzen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, an déi dann och weiderentwéckelen.

Ech si bereet, d'CSV ass bereet, fir fir déi Iddien ze kämpfen.

Mir wäre frou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir och nom 9. Juni, nom 7. Juni - pardon! -, och nom 9....

Une voix.- Bis den 9.!

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- …an och nom 12. un der Weiderentwécklung vun eisem Land kéinte mathëllefen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wuel evident, datt eng Deklaratioun zur Lag vun der Natioun net eenheetlech, mä ënnerschiddlech bewäert gëtt. Dat ganz besonnesch, wa mer am Virfeld vun enger Wahléchéance sinn, wa mer e puer Woche virun deem Moment stinn, wou d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger décidéieren, wou a wéi dëst Land déi nächst fënnef Joer soll hindirigéiert ginn.

Et ass net verwonnerlech, datt d'Majoritéit seet, de Premierminister hätt a senger Deklaratioun de richtegen Toun getraff an hätt déi richteg Sujeten ervirgestrach, en hätt de richtegen Équiliber fonnt tëschent deem, wat zréckkuckt, an deem, wat no vir géif kucken, an datt d'Oppositioun probéiert, dat erauszekëddelen, wat dann nach do feelt, wat ee sech erwaart hätt a wat een net héieren huet.

Et ass och kloer, datt ronderëm d'Parteien d'Unhänger, d'Supporter vun deenen eenzelne Parteien ähnlech reagéieren. Och dat ass an der Regel dann an der parteipolitescher Press esou erëmzefannen. Mä och do gëtt et Ausnahmen, an ech war eigentlech schonn e bëssen erstaunt, wéi ech de Moien d'„Tageblatt" gelies hunn, wou ech gelies hunn: „Recht hilflos wirkte der Regierungschef gestern."

(Interruption)

Mä och dat ass da wahrscheinlech am Virfeld vum 7. Juni ze gesinn, wann emol eng Kéier esou geschriwwe gëtt.

Duerfir probéieren ech, hei en aneren Exercice ze maachen, den Exercice, déi Deklaratioun vu gëschter aus der Siicht vun engem jonke Mënsch ze kucken, e jonke Mënsch, deen - soe mer emol - ëm déi 20 Joer huet, e jonke Mënsch, dee seng Schoul ofgeschloss huet oder amgaang ass, se ofzeschléissen. E jonke Mënsch, dee säi Liewe viru sech huet, dee méi schnell oder duerno eng Famill wëllt grënnen, sech virun allem eng Existenz wëllt opbauen, deen de Schrëtt an d'Beruffsliewe wëllt woen, a sech natierlech Froe stellt, wéi et mat him weidergeet, a kuckt, wat säin Émfeld him dozou ka bidden.

Wann esou e jonke Mënsch da vum Statsminister héiert, dee mat ville grad där doter jonke Leit virun e puer Wochen zesumme geschwat huet a gesot huet: „Wann d'Kris zwee Joer undauert, ass Lëtzebuerg an der Faillite", dann ass et normal, datt dee jonke Mënsch sech Froe stellt, Froen, net nëmmen ëm d'Zukunft vun dësem Land, mä Froen och ëm seng eegen Zukunft, ëm seng eege Chancen. Well fir hie steet jo ganz vill um Spill, et steet bal alles um Spill.

Säin Usproch un d'Politik muss dee sinn an ass natierlech och deen, datt d'Politik konkret Weeër aus där ablécklecher Wirtschafts- a Finanzkris erausweist, datt d'Politik probéiert, ëmzesteieren do, wou et noutwendeg ass, datt d'Politik probéiert, de Rudder erëmzeräissen, an datt mer net nokucken, mä ganz konkret och reagéieren.

Gëschter, no där Deklaratioun vum Premierminister, hat ech allerdéngs d'Impressioun, wéi wann et scho keng Kris méi géif ginn, wéi wann d'Kris eriwwer wär, wéi wa mir eis kaum nach domadder bräichten ze beschäftegen. Ech hu vill héieren, wat déi lescht fënnef Joer geschitt ass. De Bilan vun dëser Regierung ass, obschonn et aneschters ugekënnegt war, nun awer nach eemol presentéiert ginn.

De Premierminister huet sech a seng Regierung fir villes gerechtfertegt, wat gemaach ginn ass a wat net konnt gemaach ginn. Et ass nach eng Kéier eng Analys gemaach gi vun der Kris, eng Analys, déi sécherlech a ganz groussen Deeler vun deenen Allermeeschten hei am Haus, egal op wat fir engem Bord se sëtzen, ka gedeelt ginn.

Et ass ganz besonnesch vill Wäert dorop geluecht ginn, datt d'Regierung an d'Majoritéit natierlech net schold wären un där doter Kris, mä et ass net een neien Impuls presentéiert ginn. Et ass net eng nei Initiativ presentéiert ginn, déi kéint hëllefen, Lëtzebuerg aus der Kris erauszeféieren, Lëtzebuerg fit ze maache fir den Après-crise.

De Jean-Claude Juncker proposéiert also hei eng Politik vun der roueger Hand, eng Politik, déi ofwaart, wat dann do soll kommen. Eng Politik, déi seet: „Eigentlech hu mer jo scho villes gemaach an alles gemaach, wat an eise Méiglechkeete steet." Eng Politik, déi eigentlech dorop waart, datt d'Weltkonjunktur erëm uspréngt an dann eng ganz Rei vu Prozenter vum PIB och op Lëtzebuerg wäert eriwwerschéissen.

Dee jonke Mënsch, wann e gëschter déi Debatt hei héieren huet, wäert wahrscheinlech doduerjer keen neit Vertrauen an d'Politik hunn. E wäert keen neit Vertrauen an d'Zukunft gefaasst hunn. An et ass jo eigentlech dat, ëm wat et awer och elo geet, well déi Wirtschaftskris an och zum Deel déi Finanzkris, an där mer dra sinn, ass jo virun allem eng Vertrauenskris.

Et ass net esou, datt mer opgehalen hunn, aneschters ze liewen. Et ass net esou, datt mer alleguerte géifen zu Fouss goen an net méi mam Auto wéilte fueren. Et ass net esou, datt mer net méi wéilte konsuméieren. Et ass net esou, datt mer eise Liewensstil komplett geännert hätten. Mä mer zécke momentan, well mer net wëssen, wouhinner et geet, well mer net wëssen, wat muer kënnt, well mer net dee wëlle sinn, deen als Éischte virgelaf ass an da mam Kapp an d'Mauer rennt, wann déi Kris da wierklech nach weider unhält.

Duerfir musse mer kucken, zesumme Vertrauen ze vermëttelen, jonke Leit ze vermëttelen, datt et nees biergop geet, mat Lëtzebuerg, mat der Weltekonomie, mat de Betriber, mat hire Betriber, an datt ee kann Zouversiicht an d'Zukunft hunn.

De Premierminister huet nach eemol duergeluecht, wat seng Regierung gemaach huet, fir dëser Kris ze begéinen. E ganz groussen Deel vun deem, wat d'Regierungsparteie proposéiert an ëmgesat hunn, deele mir als Demokratesch Partei an hu mer matgehollef ëmzesetzen do, wou mer dann och konnten a wou mer Verantwortung gedroen hunn.

Allerdéngs si mer net der Meenung, datt alles gemaach ginn ass, wat hätt kënne gemaach ginn, an an der Duerstellung vun dem Konjunkturprogramm hu mer eng aner Vue. E Konjunkturpak vun 1,2 Milliarden Euro, dat ass e grousse Chiffer, dat ass wouer. Wa mer dann awer gesinn, datt d'Halschent dovunner scho Mesurë sinn, déi net eréischt beim leschte Budget presentéiert goufen, mä déi d'lescht Joer hei schonn am Mee beim État de la nation presentéiert goufen, déi deelweis nach zréckgräifen op d'Tripartitesaccordë vun 2006, muss een awer soen, datt dat, wat hei als Konjunkturpak geschnürt ginn ass a presentéiert gouf, finalement eng Mogelpackung ass.

Wann ee gesäit, datt vun deenen 1,2 Milliarden 342 Milliounen Euro doduerjer de Leit u Geld zoufléissen, well d'Steiertabell ugepasst gëtt un d'Inflatioun, net integral ugepasst gëtt un d'Inflatioun, heescht dat jo net, datt dat e Plus u Kafkraaft ass, mä da kompenséiert dat emol nëmmen zum Deel dee Kafkraaftverloscht, deen d'Leit erlidden hunn am Land duerch d'Netupassung vun der Steiertabell am Laf vun deene leschte Joren.

Wann ech dann héieren, datt dat, wat de Stat elo wëllt maachen, fir Investitioune virzezéien am Joer 2009 an 2010, soll duergoen, fir d'Nofroausfäll an den Investitiounsausfall am Privatsecteur ze kompenséieren, dann hunn ech d'Rechnung net richteg verstanen.

Et soll jo esou sinn, datt 2009 70 Milliounen zousätzlech sollen investéiert ginn, 2010 géif dat da spronghaft eropgoen op sage a schreibe emol 80 Milliounen zousätzlech. Den Nofroausfall vun de private Leit a vun de private Betriber wäert fir déi zwee Joer cumuléiert natierlech wäit iwwer 150 Milliounen Euro leien.

Wann den Usproch deen ass, mat deem dote Geld, wat zousätzlech mobiliséiert gouf, dann elo de privaten Nofroausfall ze kompenséieren, dann hunn ech d'Impressioun, wéi wann d'Regierung hei géif mam Gaardeschlauch probéieren, de Bëschbrand ze läschen.

Et gëtt eng Rei vu Realitéiten, déi mer net ignoréiere kënnen. Mir wëssen, datt sech virun eis, iwwert déi nächst Jore gestreckt, e Budgetslach wäert opdinn. E Budgetslach, wou mer wëssen, datt et kënnt. E Budgetslach, wou mer awer nach net wëssen, wéi grouss et wäert sinn. Mir kënnen dovunner ausgoen, datt mer iergendzwousch tëschent enger hallwer an enger ganzer Milliard wäerte leien an datt mer mat deem, wat mer scho wëssen a sécher confirméiert kritt hunn, ëmmer méi no bei déi ganz Milliard wäerte kommen, pro Joer. An dorobber gëtt et als politesch Äntwert keng 48 Méiglechkeeten.

Mir kënnen d'Aen zoumaachen an eis iwwer eng Rei vun Exercicë verschélden. Mir kënne Steieren erhéijen, fir da méi Recetten ze kréien, sou datt mer op der Dépensësäit déi kënne weider assuréieren. Mir kënnen Ausgaben erofsetzen, natierlech och dann do, wou der ganz vill gemaach ginn. Dat ass och am soziale Beräich.

Oder mir mussen eng Rei vu Strukturreformen op de Wee kréien, Strukturreformen, déi déi lescht Joren eigentlech net ugepaakt goufen. Strukturreformen, wou awer dann elo och op eemol jiddwereen hei mécht, souwuel vu Majoritéit wéi vun Oppositioun, wéi datt se jo schonn ëmmer gefuerdert gi wären an datt se elo ganz dréngend noutwendeg wären.

Ech denken do un d'Reform vun der Administration de l'emploi, un eng aner Aarbechtsmaartpolitik, ech denken un d'Duerchforste vum Subventiounsdschungel. Ech denken och un den Export vu Familljeleeschtungen a vill aner Sujeten, mä ech wäert dorobber am Laf vu menger Interventioun nach zréckkommen.

D'Äntwert vun op d'mannst dräi Parteien heibannen - d'CSV, d'LSAP an DÉI GRÉNG - schéngt kloer ze sinn: Datt mat Steiererhéijunge soll probéiert ginn, fir dat Budgetslach ze fëllen.

D'CSV huet gesot, datt déi nächst Joren d'Steiertabell net géif un d'Inflatioun ugepasst ginn. Nun, dat entsprécht enger reeller Steiererhéijung fir den eenzelne Steierzueler.

D'LSAP huet scho matzen an der Kris ugefaange vu Solidaritéitssteier ze schwätzen. An engem Moment, wou op där enger Säit an deem 1,2-Milliarden-Konjunkturpak gesot gëtt, d'Steiere géifen erofgoen, fir d'Kafkraaft ze assuréieren, gëtt op där anerer Säit direkt schonn doriwwer diskutéiert, wéini a wéi héich da sollen d'Steieren nees eropgoen.

DÉI GRÉNG hu sech bis ewell och net ervirgedunn als déi, déi fir niddreg Steiere géifen antrieden. Mir erënneren eis un d'Diskussiounen hei am Haus 2001, 2002 an och u rezent Stellungnahmen.

Och gëschter an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister gesot, datt et zu Steiererhéijunge wäert kommen. An en huet och gesot, wien déi soll schëlleren: Datt déi staark Schëllere méi sollen droen. An ech wëll och soen, datt dat engem evident ass. Wa méi Laascht ze verdeelen ass, da kann een déi net op deen tässelen, deen als Éischten an d'Gette geet, mä da muss ee se op déi tässelen, déi nach eppes kënne packen.

Mä wien ass dann hei am Land deen, deen nach staark Schëlleren huet? Wie packt nach eng zousätzlech Laascht hei? Sinn dat déi, déi 50% iwwert dem Mindestloun leien? Sinn et déi, déi den duebele Mindestloun hunn? Ass et déi Famill mat engem Duerchschnëttsakommes vu ronn 4.600 Euro de Mount?

Wat dat ausmécht, hat ech d'lescht Joer op dëser Plaz hei eng Kéier virgerechent: Jee nodeem, ob si ee Kand oder zwee Kanner hunn, hu se nach 600 oder 800 Euro fir ze liewen, Euroen, déi net direkt den Éischte vum Mount fest ageplangt sinn.

Sinn et déi ganz Déck, där et jo awer net esou vill gëtt am Land, a wou och net der Däiwel vill géif beienee kommen, an déi relativ schnell och dem Land de Réck gedréint hätten?

Sinn et etwa d'Betriber? Och dat hunn ech net héieren, well et soll bei der Politik bleiwen, fir lues a lues a schrëttweis d'Betribsbesteierung erofzesetzen.

Et wäerten also déi sinn, huelen ech un, déi bis ewell och vun zousätzleche Belaaschtunge betraff waren, virun allem an de Joren 2006 an 2009, nämlech déi, déi sech esou gären als Mëttelschicht begräifen a benennen. Déi Leit, déi schaffen, déi Leit, déi all Moien opstinn, op d'Aarbecht ginn, d'Äerm eropstréppen, déi Leit, déi Verantwortung iwwerhuelen, Verantwortung fir sech selwer, Verantwortung fir hir Famill, Verantwortung fir hire Betrib. Déi Leit, déi sech engagéieren, déi sech engagéieren an der Gesellschaft, um soziale Plang, déi sech engagéieren a Gewerkschaften, a Veräiner oder an der Politik. Déi Leit, déi haut schonn e ganz groussen Deel vum Steieropkommes erwirtschaften an dozou zum Finanzement vun der Allgemengheet e ganz, ganz grousse Batz bäidroen. Déi Leit also, déi eigentlech d'Réckgrat vun dëser Gesellschaft missten duerstellen.

2006 bis 2009 - ech erënneren dorun - hate mer eng Rei vu Steiererhéijungen, vun aneren zousätzleche Belaaschtungen, an déi si virun allem vun der Mëttelschicht bezuelt ginn. Et ass d'Mëttelschicht gewiescht, déi do ausgequëtscht gouf, an et ass awer d'Mëttelschicht gewiescht, déi net vun deenen zousätzleche Leeschtunge konnt profitéieren. Dat Geld, wat also do bei der Mëttelschicht agesammelt gouf, gouf op där anerer Säit laanscht d'Mëttelschichten awer nees verdeelt.

Ech sinn och der Meenung, Här President, datt Steiererhéijungen net onbedéngt derzou féieren, datt mer herno méi Geld am Statssäckel wäerten hunn. Ech hu gesot, datt, wa mer bei de Betriber d'Steieren eropsetzen, déi da Lëtzebuerg de Réck dréinen a fortgoe wäerten, dann hu mer net nëmmen e bësse Steieren akasséiert, mä da wäerte mer an Zukunft guer keng méi akasséieren.

Mir wëssen och,…

(Interruption)

…datt mer 2001 an 2002 eng aner Politik gemaach hunn, eng Politik, déi dorop ausgeriicht war, fir mat méi niddrege Steiersätz finalement méi an d'Keess ze kréien, fir mat

niddrege Steiersätz eng Kris ze évitéieren, fir mat niddrege Steiersätz ze kucken, datt mer och bei de Privatpersounen de Konsum géife favoriséieren, datt mer och bei de Privatpersounen d'Investitioun géife favoriséieren, an doduerjer de PIB, d'Wirtschaftsleeschtung géife stabil halen an zousätzlech Steierrecetten domadder finalement an d'Keess vum Stat géife kréien.

Déi Politik war jo net ouni Erfolleg. Déi Politik huet finalement dozou gefouert, datt dat, wat mer am Ufank vu Steierausfall haten, finalement méi wéi kompenséiert ginn ass.

Da warnen ech och nach virdrun, de Finanzéierungsproblem beim Stat doduerjer ze léisen, datt mer en deem Eenzelnen operleeën, datt, amplaz datt de Stat probéiert, bei sech mat deem Geld eens ze ginn, wat en erakritt, et da bei deem Eenzelnen hélt, deen dann natierlech bei sech muss kucken, wéi en eens gëtt, wéi en da mat manner disponibelem Revenu seng Laaschten nach gedroe kritt.

Wann ech virdru gesot hunn, datt déi duerchschnëttlech lëtzebuergesch Famill en Akommes huet vu 4.600 Euro, a wann een dann d'Haus zréckbezuelt huet, d'Leeschtunge fir d'Kannerbetreiung an esou weider, alles finanzéiert huet, alles dat, wat och nach déi lescht Joren zousätzlech als Leeschtung derbäikomm ass, wat een huet missen opbréngen, da bleift herno net méi vill. Da bleiwen nach déi 600 bis 800 Euro de Mount. Do ass dann net méi vill ze huelen.

D'Fro, déi ech mer stellen, ass: Packen et déi angeblech staark Schëlleren, dat doten nach zousätzlech ze droen? Briechen déi net ënner enger zousätzlecher Laascht finalement zesummen? Ass et déi Aussiicht, déi mer jonke Leit wëlle gi vun hirer eegener Zukunft, dann, wa se eppes geléiert hunn, dann, wa se sech och wëllen engagéieren, dann, wa se wëlle beruffstäteg ginn, hir Carrière opbauen, dann, wa se sech wëllen en Eegentum uschafen, datt si et herno sinn, déi eigentlech betraff wäerte si vum Ofstieg vun der Mëttelschicht?

Et gëtt och hei bei Debatte wéi gëschter a Riede wéi haut oft den Term vun der sozialer Kohesioun beméit. Mä gehéiert et net eigentlech och zur sozialer Kohesioun, datt Aarbecht sech lount? Gehéiert et net och zur sozialer Kohesioun, datt mer probéieren d'Mëttelschichte virum Ofstieg ze bewahren? Gehéiert et net och derzou, datt mer évitéieren déi, déi schaffen, lénks leien ze loossen?

Duerfir soe mir als Demokratesch Partei, datt Steiererhéijungen net deen éischte Moyen däerfe sinn, fir d'Budgetslach ze fëllen, mä et däerf dat leschte Mëttel sinn, op dat mer zréckgräifen. Prioritéit musse ganz kloer strukturell Reformen hunn. Strukturell Reformen, wou et der gëtt, mat deene mer mat manner Geld herno awer finalement fir d'Leit méi kënnen erreechen.

Mir sollen - dat hunn ech gëschter, an dat begréissen ech, an engem Niewesaz vum Premierminister héieren - déi Subventiounspolitik, déi mer bedreiwen, iwwerpréiwen, kucken, wou e Subsid dann nach sengem eigentlechen Zil gerecht gëtt, fir e Bierger oder eng Entreprise ze encouragéieren, an eng gewësse Richtung ze handelen, a wou mer vläicht per Gesetz musse virgoen, wéi laang mer vläicht e Subsid kënnen asetzen, a wéini, notamment och am Ëmweltschutz, am Klimaschutz, bei der Isolatioun vun den Haiser, bei den erneierbaren Energien, mer dann eng Kéier verlaangen duerch ganz kloer Normen, déi mer definéieren, datt esou en Handelen dann och imposéiert gëtt, a wéini esou Subsiden da selbstverständlech och auszelafen hunn.

Mir hunn eis d'Fro gestallt - an eisem Wahlprogramm fannt Der déi Propositiounen -, ob net iwwer Virfinanzéierung, virun allem am Beräich vun der Isolatioun vun den Haiser, virun allem am Beräich vun den erneierbaren Energien, vill méi ze erreeche wär, well mer do vill méi e groussen Hiewel kënnen usetzen.

Well deen, dee sech eng Solaranlag op den Daach wëllt setzen an zum Beispill 10.000 Euro dofir muss ausginn, och wann e souguer d'Halschent dovunner bezuelt kritt, dee muss nach ëmmer déi aner Halschent selwer opbréngen, an e mécht et dann oft net. Oder deen, deen et mécht, dat ass eigentlech deen, dee kee staatlecht Subsid gebraucht hätt, fir et da ganz kënnen ze maachen.

Kommt, mir ginn deene Leit d'Méiglechkeeten, déi doten Investitiounen ze maachen, andeems mer probéieren, datt de Virfinanzement geregelt ass. A grad am Beräich vun der Isolatioun vun den Haiser, grad am Beräich vun den erneierbaren Energien, do spuert ee jo duerch déi doten Investitiounen herno Mount fir Mount Energiekäschten an et huet een da Moyenen, fir kënne säi Prêt, säi Virfinanzement ze rembourséieren.

Dat wär eigentlech och e richtege Konjunkturprogramm gewiescht, wou mer wierklech hei zu Lëtzebuerg eppes hätte kënnen a Bewegung setzen, wou mer de Mëttelstand wierklech konkret hätte kënne mat abannen, wou méi beienee komm wär an deenen zwee Joer, wéi déi 150 Milliounen Euro, déi de Stat selwer an d'Hand hélt.

Dat si Betriber, déi schonn do sinn. Dat sinn net Betriber, déi mer musse wäit siche goen, deene mer nach mussen en attraktive Kader hei setzen. Dat sinn Handwierksbetriber, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, déi Leit hei beschäftegt hunn, déi der nach méi kéinte beschäftegen, déi aneren, déi elo hir Aarbecht verléieren, hätte kënnen eng nei Aarbecht proposéieren.

Et wier e Bäitrag zur Nohaltegkeet gewiescht, well - an dat hunn ech vun Ufank u gesot - wa mer eppes maachen als Konjunkturprogramm, da solle mer kucken, datt mer d'Geld dohinner ginn, wou et souwisou gutt investéiert ass. Mir brauchen net Geld auszeginn, fir et auszeginn, mä mir sollen da kucken, datt mer déi grouss Zukunftsproblemer geléist kréien, datt mer déi attackéieren. An de Klimaschutz ass jo awer eent dovunner. All Haus, wat isoléiert ass, ass gutt isoléiert, well fréier oder spéider musse mer et souwisou maachen.

Fir d'Administration de l'emploi ze reformëieren, do schénge mer eis da jo ewell alleguer eens ze sinn. Et ass just ze bedaueren, datt de Minister François Biltgen véier Joer an zéng Méint gebraucht huet, bis en dann en éischten Entworf vun enger Reform vun der ADEM hei konnt op den Dësch leeën. Dat ass keng Hëllef fir deen, deen am Laf vun deene leschte Joren op der Sich no enger Aarbecht war. Et wäert och keng Hëllef si fir deen, deen elo an der Wirtschaftskris riskéiert seng Aarbecht ze verléieren.

Wéi schlecht eigentlech d'Administration de l'emploi fonctionnéiert, dat kann een un deenen Zuele liesen, déi de Premierminister hei gëschter selwer genannt huet. Am Laf vun deenen éischten zwee Méint 2009 wären zu Lëtzebuerg trotz Finanzkris, trotz Wirtschaftskris nach ëmmer 3.000 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

Trotzdeem ass de Chômage ëm méi wéi 2.000 Leit am Laf vun deenen doten zwee Méint an d'Luucht gaangen. Dat ware jo keng 2.000 Leit, déi guer keng Formatioun haten, déi net vermëttelbar sinn, déi net employabel sinn, wéi et am Fachjargon heescht. Dat ware jo Leit, déi eng Plaz haten an engem Betrib. Dat ware Leit, déi do oft mat Formatioun erakomm sinn. Dat ware Leit, déi an deem Betrib Responsabilitéit gedroen hunn. Trotzdeem hu mer et net fäerdeg bruecht, déi op eng vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplazen ze vermëttelen.

Da just ee Beispill, dat weist, datt, esou wéi d'Administration de l'emploi momentan opgestallt ass, si hiren Aufgaben net ka gerecht ginn. A jiddwereen heibannen, dee mat engem geschwat huet, deen emol heiansdo mat der ADEM ze dinn huet, sief et een, deen dohinner geet, fir eng Plaz ze kréien, oder sief et een, deen dohinner geet, fir e Mataarbechter ze fannen, dee gëtt lech Recht, wann Der em dat dote sot.

Datt mer och eng strukturell Reform brauche vun der Verwaltung ADEM, gëtt eigentlech och ganz kloer an der Wirtschaftskris. De Chômage spréngt spronghaft un duerch esou eng Wirtschaftskris wéi déi doten. Mä wéi kann eng Verwaltung dann dorobber reagéieren? Wéi kann eng Verwaltung higoen an op eemol zéng, 20, 30 oder 40% méi Placeuren asetzen, fir dann nach deeselwechte Service kënnen unzebidden, oder eigentlech nach e bessere Service kënne grad an esou enger Wirtschaftskris wéi där doter ze assuréieren?

Duerfir musse mer aus der Verwaltungsstruktur eraus. An et ass eigentlech do egal, ob dat elo méi eng onofhängeg, méi eng autonom Verwaltung gëtt, ob et en Établissement public gëtt, woumadder mir eigentlech kee Problem hätten. Ech soen dat nach eng Kéier ganz kloer. Wat kloer ass: Mir brauche méi Flexibilitéit. Mir brauchen aner Rekrutéierungskonditiounen. Déi Administration de l'emploi - mir solle se eigentlech dann och net méi esou nennen, well et däerf keng Administratioun bleiwen -, déi muss hiren Aufgabe gerecht ginn. Duerfir musse mer d'Struktur den Aufgaben upassen, an net ëmgedréint.

Mir bleiwen derbäi, datt mer, virun allem wann et drëm geet Leit ze placéieren, och Weiderbildung mussen ubidden. Wa mer eng Inadéquatioun hunn tëschent de Fäegkeete vun de Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an de Fäegkeete vun de Leit, déi Aarbecht kënnen ubidden, an deem, wat se brauchen u Formatioun, un Erfahrung, u Kompetenzen, da musse mer kucken, datt mer alles maachen, fir deene Leit, déi fäeg sinn, Kompetenzen opzehuelen an ze entwéckelen, déi dann och kënnen ze vermëttelen.

Dat wäert net mat jiddwerengem goen. Mä bis ewell hu mer et eigentlech guer net probéiert. Eng ganz Rei vun Excusë sinn ëmmer erëm an de Wee gefouert ginn, datt zum Beispill déi Leit d'Sproochen net géife kënnen, datt se kee Lëtzebuergesch, kee Franséisch géife kënnen. Ma och dat wär eng Form vu Weiderbildung, datt mer se dann op d'mannst doduerjer géife méi employabel maachen, andeems mer hinnen d'Sproochen, déi usuell sinn hei am Land, géife vermëttelen.

Mir mussen och do a Richtung Aktivéierung goen. Mir musse vun deem, deem de Stat d'Hand reecht, fir während enger gewëssener Zäit net ofzerutschen, fir duerch esou e Schicksalsschlag wéi Aarbechtslosegkeet net an d'Verdierfnis ze geroden, awer och verlaangen, datt en aktiv bleift, datt en alles mécht, fir eng Plaz ze fannen, datt en alles mécht, fir sech weiderzebilden. Duerfir sinn esou Aktivéierungskonventiounen de richtege Wee.

Mir mussen dann awer och wierklech derfir Suerg droen, datt deen, deen an enger gewëssener Zäit keng Aarbecht fonnt huet, dann och eng Weiderbildung unhélt respektiv, wann dat net méiglech ass, eng aner Aarbecht, am öffentleche Beräich zum Beispill, zougewise kritt.

Mir wëllen och weiderhin, datt d'Aarbechtsvermëttlung net en Domän ass, dee reservéiert bleift fir d'Administration de l'emploi, mä datt mer dat opmaache fir aner Acteuren. Dat kënnen Acteuren aus dem gemeinnützege Beräich sinn; dat kënne Gewerkschafte sinn; dat kënne Veräiner sinn; dat kënnen awer och Gemenge sinn; an et kënnen awer och Privatunternehme sinn. Well jiddwereen, dee placéiert ass, ass gutt placéiert a läit der Administration de l'emploi net méi zur Laascht.

Do dréit dës Regierung awer eng grouss Verantwortung, datt mer dëst Land net fit genuch gemaach hunn, net nëmmen op déi dote Kris, mä mir spieren elo och ganz besonnesch déi dote Kris. Mir hätten éischter missen ufänken doriwwer ze diskutéieren an ze handelen an eng nei Administration de l'emploi dohinner ze setzen, wéi zwee Méint virun de Wahle mat enger Reform ze kommen, déi eigentlech dem Usproch net gerecht gëtt a souwisou duerch den Zäitpunkt, wou se hei virgeluecht gëtt, net méi ka si wéi eng Alibireform.

Den Export vum Kannergeld, en Thema, dat ech zënter 2006 ëmmer erëm hei uschneiden a wou mer heiansdo méi an heiansdo manner hefteg driwwer diskutéieren, däerf keen Tabuthema sinn an eisen Aen. Et geet hei mëttlerweil ëm e Chiffer vun 300 Milliounen Euro, dee mer an d'Ausland iwwerweisen, well dat och richteg ass, well dat no den EU-Regelen esou gefuerdert ass. Mä mir musse kucken, ob mer eis net kënne méi intelligent uleeën. Mir musse kucken, ob dat eng Politik ass, déi haut nach gutt ass.

Wa mer d'Ziler vun der Politik definéieren - an a mengen Aen ass een Zil, datt mer deem solle méi hëllefen, dee méi Hëllef brauch, datt deen, dee mat méi Liewenshaltungskäschte muss eens ginn, dann awer och vläicht méi gehollef kritt wéi deen, dee mat manner Liewenshaltungskäschten eens gëtt -, fannen ech déi Propositioun, déi mer als Demokratesch Partei gemaach hunn, eng Propositioun, déi engem aneren Zil och nach gerecht gëtt, nämlech, datt et méiglech ass, datt Famillje mat Kanner och hei am Land wunne bleiwen.

E Phenomeen, dee sech jo verstäerkt bemierkbar gemaach huet, deen Der gesitt, wann Der am Grenzgebitt emol eng Kéier iwwert d'Dierfer doruechter fuert, wou do wéi gebaut ginn ass a wat fir eng Leit do wunnen. Mëttlerweil sollen et der jo bis zu 15.000 sinn, déi dem Land de Réck gedréint hunn, net déi iergendzwousch wéinst der Sonn an de Süde gaange sinn, mä déi wéinst den héije Baupräisser a Wunnpräisser hei zu Lëtzebuerg de Lëtzebuerger de Réck gedréint hunn an an d'Grenzregioun wunne gaange sinn.

Duerfir hätte mer gären e Wunngeld, dat mer aféieren hei am Land, dat gestaffelt ass, wou déi Famill méi kritt, déi méi e klengt Akommes huet, wou déi Famill méi kritt, déi méi Kanner zur Laascht huet, woubäi „zur Laascht huet" eigentlech de falsche Begréff ass. Do ginn ech jiddwerengem Recht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Erlaabt Der eng Fro, wann ech gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt just froen: Dir hutt elo grad geschwat vun deene 15.000 Lëtzebuerger, déi an d'Grenzregioun wunne gaange sinn - wat richteg ass -, an da sot Der: e Wunngeld aféiere fir déi Leit, déi hei am Land wunnen. Dat wëllt och heeschen, déi 15.000, déi an der Grenzregioun sinn, kéinten net dovunner profitéieren. Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi 15.000, déi an der Grenzregioun wunnen, profitéiere jo do vu méi niddrege Wunnpräisser...

(Interruption)

...an déi hu jo bis ewell net vun deenen Allocations de logement, déi mer schonn hunn, déi schonn existéieren, kënne profitéieren.

Et geet jo dorëms, datt mer net nach weider d'Auswandere favoriséieren, mä datt mer méi en intelligente System fannen, mat deene Ressourcen, déi mer hunn, an déi wäerten net onendlech sinn déi nächst Joren...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si kënnen net dovunner profitéieren?

M. Claude Meisch *(DP).*- Si kënnen net dovunner profitéieren.

(Interruptions diverses)

Ech soe just, datt mir der Meenung sinn, datt dat dote keen Tabuthema däerf sinn. Ech mierken, datt hei jiddwereen am Haus, ausser meng Fraktioun, mengt, dat dote wier en Thema, dat mer guer net diskutéieren dierften.

Ech mengen awer, datt, wa mer esou weiderfueren, Familljen- a Sozialpolitik mat der grousser Géisskan ze maachen an déi Géisskan souguer nach bis no an heiansdo ganz wäit iwwert d'Grenz ausdehnen, da brauche mer eis net ze wonneren, datt mer déi nächst Joren e budgetäre Problem kréien, an datt mer do laanscht Steiererhéijungen net wäerten derlaanscht kommen.

An erlaabt mer déi Remarque: Vun niddrege Steiere profitéiert jiddwereen! Do profitéiert jiddwereen, deen hei schafft, ob en hei wunnt oder net, also och de Frontalier an och de Lëtzebuerger, deen an d'Grenzregioun wunne gaangen ass.

Also maacht elo net esou, wéi wa mir hei iergendengem eppes wéilten ewechhuelen!

Mä eise Fonctionnement ass deen, datt mer soen: Mir senken d'Kannergeld of fir jiddwereen, fir datt manner an d'Grenzregioun soll exportéiert ginn. An en Deel vun deene Moyenen huele mer, fir de Leit ze hëllefen, datt se nach d'Méiglechkeet behalen, a Fonctioun vun hirem Revenu, a Fonctioun vun der Kannerzuel an hirer Famill, hei am Land kënne wunnen ze bleiwen. Et schéngt mir nach wie vor eng sënnvoll Propositioun ze sinn, virun allem virum Hannergrond vun där budgetärer Situatioun, wéi se sech awer fir déi nächst Jore riskéiert ofzezeechnen.

Dann ass gëschter op där Table ronde op der Télee an och de Moie schonn ugeklongen, mir dierften hei net nëmmen iwwer Geld diskutéieren. Natierlech gëtt et ganz vill aner Problemer, iwwert déi mer sollten diskutéieren. Mä mir musse jo awer wuel iwwer Geld diskutéieren, wa mer eng budgetär Situatioun kréien, wou eis eng Milliard Euro herno am Joer wäert feelen. Iwwer wat solle mer dann diskutéieren?

An déi, déi sech heihinner stellen a soen: „Diskutéiert elo net iwwer Geld an iwwer Steieren!", déi maachen de Leit jo awer eppes vir. Déi halen déi aner Leit jo awer wuel... Déi maachen de Geck mat deenen an och de Geck mam Wieler.

(Interruptions)

Et geet eben och an dësem Wahlkampf dorëms, wéi mer et fäerdeg bréngen, dat Budgetslach do ze fëllen. An do geet et eben och dorëms, ob mer et mat Steiere maachen oder anere sënnvolle strukturelle Reformen, déi meng Partei, mengen ech, schonn zënter Laangem proposéiert huet.

M. le Président.- Här Meisch, den Här Wolter wëllt lech eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt lech froen, wien da gëschter Owend op der Table ronde vun deene fënnef, déi si jo alle fënnef hei, a wien de Moien op der Tribün dat elo gesot huet, esou wéi Dir et duergestallt hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma Dir hutt selwer gesot, mer dierften net nëmmen iwwer Geld diskutéieren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...huet am Lëtzebuergeschen zwee ganz verschidden Ausdréck.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir dierften net nëmmen iwwer Geld diskutéieren, hunn ech gesot, Här Wolter. Mir sollte wuel iwwer Geld diskutéieren, an natierlech net nëmmen iwwer Geld.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, do si mer eis eens.

(Interruption et hilarité)

Mä mir däerfen awer déi aner Diskussioun ëm Steieren, ëm Geld an ëm d'Budgetslach net évitéieren. Déi kënnt! A wa mer de Leit wëllen éierlech soen, wat mer no de Wahle maachen, dann däerfe mer elo net soen: „Kommt, mer schwätzen net iwwer Geld, a mer schwätzen iwwer vill aner flott Saachen." Dat geet net. Da maache mer de Geck mat de Leit hei am Land, déi de 7. Juni sollen décidéieren, wouhinner et soll goen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir haten eng Wirtschaftskris, déi verursaacht war duerch eng Finanzkris, an déi Wirtschaftskris huet nun eben emol eng Répercussioun op de Statsbudget, an déi wäert dann zu enger Budgetskris féieren. Duerfir ass eng vun de Prioritéite fir déi nächst Regierung, fir dat nächst Parlament, fir dee Budgetsdefizit eben ze decken, fir ze kucken, wéi d'Politik sech orientéiert, fir datt mer évitéieren, datt mer de gesamte Spillraum fir zukünfteg Generatiounen, fir nach aktiv Politik kënnen ze maachen, op null reduzéieren, fir ze évitéieren, datt mer eis als Land iwwerverschëlden.

Mir sollen do net vergiessen, datt mer nach iwwer méi Geld mussen diskutéieren. Mir schwätzen hei elo vun där enger Milliard Defizit duerch d'Wirtschaftskris. Mir wëssen, datt mer do riskéieren an deenen nächste Joren nach eng Milliard derbäizekréien, nämlech dann, wann den Tanktourismus zesummebrécht, nämlech dann, wann d'Steierrecetten aus dem Internethandel net méi an eise Budget fléissen. Mir wësse jo, datt dat ab 2015 net méi wäert de Fall sinn. Also musse mer iwwer nach méi Geld diskutéieren a kucken, wéi mer déi Lächer do déi nächst Jore gestoppt kréien.

Déi lescht 20 Joer hate mer eng wirtschaftlech exzellent Situatioun. D'Ochsen hunn eis méi wéi eng Kéier um Spaicher gekaleft a mir hunn et ëmmer erëm fäerdeg bruecht, grouss Plus-valuen ze generéieren, déi mer herno generéis konnte verdeelen. Dat huet et erlaabt, net nëmmen den Investitiounsprogramm vum Stat ze finanzéieren, dat war een Haapt- an ee wichtege Punkt dovunner, mä et huet eis awer och erlaabt, eng ganz Rei vu politesche Problemer dann awer mat Geld zouzetippen, ze évitéieren, mat Geld, dat verdeelt ginn ass, eng ganz Rei Leit zefridden ze stellen, an dat wäerte mer net méi op déi doten Aart a Weis kënne maachen.

Mä trotzdeem hu mer déi gutt Joren net genotzt an dat Geld, wat do erakomm ass, net genotzt, fir eng Rei vu Problemer, vu wierklech strukturelle Problemer an dësem Land kënnen ze léisen. Mir schwätzen haut nach ëmmer iwwer eng Rentemauer. Mir hate virun der Kris e Rekordchômage. Et gëtt Aarmut hei am Land. Et ass e Problem gewiescht an nach ëmmer hei am Land, fir jonk Famillje Wunnterrain an eng Wunneng ze fannen. Mir hunn d'Kannerbetreiung net an deem Mooss ausgebaut wéi et hätt missen de Fall sinn.

Hu mer déi Croissance déi leschte Jore genotzt, fir grouss Infrastrukturprojeten am öffentlechen Transport ze realiséieren? Nach net, well de gréissten Deel dovunner, dee läit jo eréischt un. Hu mer déi Croissance genotzt, fir eis Ekonomie ze diversifizéieren? Neen, well mer schwätzen haut nach ëmmer dovunner, datt dat eng grouss Prioritéit wier. Hu mer schonn eng Spëtzenuniversitéit opgebaut, déi de Motor vun der Lëtzebuerger Ekonomie an der Zukunft soll sinn? Neen, mir sinn eréischt an de Startlächer do derbäi.

Hu mer fir Qualitéit an der Schoul am entspriechende Mooss gesuergt? Do ass och net alles geschitt. Hu mer eng flächendeckend Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg, déi mer scho kënnen assuréieren? Neen. Mir hunn eigentlech déi lescht Joren, trotz héije Recettë beim Stat, trotz enger gudder wirtschaftlecher Situatioun, ganz oft vun der Hand an de Mond gelieft a Reserven hu mer net ugeluecht.

Wann da gëschter hei gesot ginn ass...

Ech hunn d'Impressioun, den Här Fayot hätt eng Fro, Här President.

M. le Président.- Pardon! Här Fayot?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, erlaabt, dass ech dem Här Meisch eng Fro stellen. Ech hunn him ganz opmierksam nogelauschtert, probéiert e bëssen den Déroulement vu senge Reflexiounen ze suivéieren. A mir waren elo bei der Manéier, wéi ee kënnt dat Budgetslach, finanziell Schwieregkeeten, déi op ons duerkommen, stoppen. Den Här Meisch huet dann natierlech ofgelehnt fir dat iwwer Steieren ze maachen an hien huet vu Strukturreforme geschwat.

Ech hunn zwou Strukturreforme bis elo notéiert. Dat eent, dat ass d'ADEM ze reforméieren, fir géint de Chômage unzegoen. An déi zweet Strukturreform ass déi Geschicht mam Export vum Kannergeld a mat dem Finanzement vun engem Wunnengsgeld. Ech wollt den Här Meisch froen, ob en nach aner Strukturreformen huet, fir dass ech mech erëmfannen an deem, wat en do développéiert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma wann Der nach zwou Minutte schonn éischter nogelauschtert hätt, dann hätt Der och matkritt, datt ech gesot hunn, datt mer de Subventiounsdschungel sollen duerchforsten, an datt ech fir dee ganze Beräich wat erneierbar Energien, wat Isolatioun vun den Haiser, wat de Klimaschutz ubelaangt, wierklech e Paradigmewiessel presentéiert hunn, wou ech der Meenung sinn, datt et herno fir de Stat méi bëlleg gëtt an datt mer méi Leit kéinten hëllefen, hir Haiser fit ze maachen, fir datt se der Klima- an der Energiefal kënnen entkommen

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Voilà! Dréckt d'Virfinanzéierung de Budgetsdefizit erof?

M. Claude Meisch *(DP).*- D'Virfinanzéierung kéint een zum Beispill regelen iwwer eng Klimabank, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wéi dotéiere mer déi dann? Wéi gëtt déi gespeist?

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi gëtt dann eng Kéier mat engem Kapital gespeist,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- A wie bréngt dat?

M. Claude Meisch *(DP).*- ...mä all aner Bank geet dat Geld och léinen,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wie bréngt dat?

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wat se weiderverléinen. Ech huele jo emol un, datt net all Kredit, deen d'SNCI mécht, voll iwwert de Budget wäert lafen. Mä den Här Finanzminister ka mech ganz gären dovun iwwerzeegen, wann et esou sollt sinn.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mä beim Subventiounsdschungel kënnt Der ons vläicht soen, wat fir Subventiounen Der mengt dass missten ewechkommen.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Fayot, ech maachen dat dote ganz gären, mä ech war elo bei engem anere Punkt vu menger Ried, nämlech deem, datt mer keng Reserven hunn. Well gëschter ass hei gesot ginn, mir hätten der nach fir zwee Joer. Mir hunn effektiv nach Montanten an Investitiounsfongen. Mä mir wësse jo awer esou, datt déi net méi disponibel sinn. Déi leie jo awer net do a waarden drop, datt eng Regierung oder e Parlament seet, wat domadder geschitt.

Well d'Parlament huet scho laang gesot, wat domadder geschitt. Nämlech all déi Gesetzesprojeten, déi mer hei votéiert hunn am Laf vun deene leschte Joren, stinn deenen 1,9 Milliarden do vun de Reserve géintiwwer. Et ass also net esou, datt mer elo nach Reserven hätten, fir iwwer e puer Joer Defizit ewechzekommen. Do schéngt mer méi e schnellt Handele misse gemaach ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn och déi lescht Jore ganz vill Warnungen einfach an de Wand geschloen.

Eng Rei vu gudde Rotschléi si selwer gemaach ginn hei am Land. Vill gutt Rotschléi koume vu baussen eran. Heiansdo hate mer se gefrot. Oft hate mer se och net gefrot. Mä d'Reaktioun war meeschtens déi, datt mer gesot hunn: „Wat wëllt déi OECD do? Wat wëllt deen FMI? Wat wëllt dee Fontagné? Wat weess dee scho vu Lëtzebuerg? Mir léisen eis Problemer hei aneschters."

Elo sinn ech net deen, deen all Iddi gutt fënnt, déi do gemaach ginn ass. Mä trotzdeem mengen ech, datt ee sech aneschters hätt solle mat deenen Iddien do ausenanersetzen an net all Kéiers déi Etüden, déi mer op den Dësch geluecht kritt hunn, direkt sollen an den ënneschten Tirang leeën.

Mir brauchen duerfir, mengen ech, nieft enger Tripartite - eng Tripartite, déi jo e Krisenistrument ass an duerfir grad elo och soll gräifen, wou de Sozialdialog soll assuréiert sinn, wou d'politesch Décideure mat de Forces vives, sief et d'Gewerkschaften oder d'Patronat, kënnen zesumme kucken, wat dann am Konsens ka gemaach ginn, an ech hoffen, datt ee ganz groussen Deel kann am Konsens gemaach ginn -, mä do niewendrun, mengen ech, brauche mer awer och en Dësch, wou déi beschte Käpp zesummekommen.

Déi beschte Käpp aus dem Inland, déi beschte Käpp aus dem Ausland, fir och do en Input ze ginn a fir emol nach eng Kéier d'Expertise ze maachen, fir nach eng Kéier d'Analys ze maachen, an do emol eng Kéier eng ganz Rei vu sachleche Propositiounen an Ausweeër aus dëser Kris kënnen op den Dësch ze leeën, déi dann duerno kënnen an enger Tripartite an och vun der Politik kënne bewäert ginn an déi eventuell an d'Politik kënnen afléissen.

Reformbedarf ass awer effektiv net nëmmen duerch d'Budgetskris an d'Wirtschaftskris. Reformbedarf ass op ganz villen anere Punkten an eiser Gesellschaft. D'Gesellschaftspolitik war och gëschter ganz kuerz en Thema an den Explikatioune vum Premierminister. An ech bleiwen derbäi, datt och an enger Zäit, wou et eis wirtschaftlech méi schlecht geet, och an enger Zäit, wou mer natierlech musse kucken, wéi mer Aarbechtsplazen erhalen, wéi mer nei Aarbechtsplaze schafen, wéi mer fit bleiwen an der internationaler Wirtschaftskompetitivitéit, datt een do gesellschaftspolitesch Verännerungen net däerf ignoréieren.

Well mir wäerte kee Land sinn, dat wirtschaftlech top ass, wa mer an der Gesellschaftspolitik verstëbst sinn. Mir wäerte kee Land sinn, dat Innovatioun an Exzellenz kann ervirbréngen, wa mer deem Eenzelnen net och e fräie Geescht kënne ginn, datt mer deem Eenzelnen net och selwer kënnen déi Décisiounen iwwerloossen, déi e brauch, virun allem déi, déi säi Liewen a seng Opfaassung vum Liewe betreffen. Duerfir däerf och d'Wirtschaftskris elo net hierhalen, fir gesellschaftspolitesch Diskussiounen a Reformen am Käim ze erstécken.

Ech kann dem Optimismus vum Jean-Claude Juncker net Rechnung droen, wann en d'Schoulreform hei zitéiert. Ech ginn dem Realismus vum Michel Wolter éischter no, dee gesot huet: „Déi Schoulreform, déi mer gemaach hunn, ass eppes wéi eng eidel Këscht. A mir mussen awer elo emol kucken, wat drakënnt."

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sou hunn ech net gesot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn et awer dann esou verstanen. Da soen ech et esou. Dann hat ech gemengt, mir wären eis op engem Punkt, Här Wolter, méi no. Mä ech stelle fest, datt dat lech gestéiert huet.

(Interruption)

Also schéngt en dat net esou gesot ze hunn. Mä wichteg ass awer...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Nach huet ee se misse maachen, Här Meisch. Dat ass dat Wichtegst.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et huet ee se misse maachen. An ech wëll drun erënneren, datt mer eng déif gräifend Schoulreform fënnef Joer éischter hätte kënnen hunn, wann dës Regierung higaange wär a viru fënnef Joer...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hätt dat 2004 kënne maachen, Här Meisch. Är Partei.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, Dir hutt d'Verantwortung...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt vun „back to basics" geschwat. Dat war dat Eenzegt, wat Der fäerdeg bruecht hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt nom Summer 2004 d'Verantwortung iwwerholl, an du louch eng Schoulreform um Dësch, déi net an allem deem entsprach huet, wat elo gemaach ginn ass, do ginn ech lech Recht, mä déi awer schonn e grousse Fortschrëtt par rapport zu deem gewiescht wier, wat mer nach ëmmer am 1912er Schoulgesetz stoen haten. An do hätte mer schonn e Schratt no vir gemaach. A virun allem wäre mer à même gewiescht, datt eng Rei vu Reforme schonn um Terrain ukomm wären.

Well et ass jo net esou, datt Reformen nëmmen hei am Parlament sollen diskutéiert ginn. Reforme mussen herno am Klassesall ukommen. An do hunn ech meng gréisste Bedenken!

Well wann ech kucken, wéi vill Chaos momentan an der Schoul ass, wann ech kucken, wéi vill Veronsécherung momentan an der Schoul ass, wann ech kucken, wéi wéineg eigentlech d'Enseignantë preparéiert sinn, fir elo mat deem neien Instrument, dem neie Schoulgesetz do kënnen ze schaffen, wéi wéineg och neit Schoulmaterial elo zur Verfügung gestallt ginn ass, fir dann elo deen neie Geescht aus deem neie Schoulgesetz an der Klass bei de Schüler kënnen ëmzesetzen, da sinn ech skeptesch, datt dat dote vum éischten Dag un eppes bréngt.

M. le Président.- Här Meisch, den Här Fayot huet nach eng Fro.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech ënnerbrieche jo net gären e Riedner, mä ech probéieren...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir haalt lech awer drun.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech probéieren trotzdeem nozekommen. Ech hunn awer d'Impressioun, Här President, dass sech den Här Meisch vun 2004 bis 2009 an der Schoulpolitik net dofir interesséiert huet, wat do geschitt ass. Well wat an där Zäit geschitt ass an der Schoul, ass a kenger Legislatur virdrun, och net an där vun 1999 bis 2004 ënner enger DP-Schoulministerin, geschitt. Dat wëll ech lech soen. Dat ass keen eidelt Faass. Et si vill Schoulversich an et si vill Innovatiounen an där Schoul, an dat wëll ech hei net am Raum stoe loossen, wéi Dir dat duergeluecht hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma da gi mer eis eens eben dorobber, datt ganz vill geschitt ass. Mä dat heescht nach net, datt dat, wat geschitt ass, gutt ass.

(Hilarité générale)

Well meng Partei huet dat Schoulgesetz do net gestëmmt, aus enger ganzer Rei vu ganz prezisen Ursaachen eraus, déi mer hei développéiert hunn.

Well mer der Meenung sinn, datt mer virun allem bei der Nominatioun vum Schoulpersonal an der Grondschoul ze vill dirigistesch virginn. Well mer der Meenung sinn, datt mer an der Grondschoul en Direkter brauchen. Well mer der Meenung sinn, datt mer eigentlech eng ganz aner Schoulpolitik solle maachen, datt mer sollen ophale mat deem Bildungskrich, deen hei am Parlament an op anere Plaze gefouert gëtt, mä datt mer sollen d'Pedagogie de Pedagogen iwwerloossen, datt soll an der Schoul gekuckt ginn, wéi Schoul gehale gëtt, an datt d'Politik soll e Kader setzen, soll d'Ziler definéieren, soll d'Bildungsziler definéieren, soll d'Moyenen definéieren, mat deenen déi eenzel Schoule kënne fonctionnéieren. An da soll se kucken, datt déi eenzel Schoulen hir Ziler erreechen. An datt mer déi eenzel Schoulprojeten evaluéieren.

Dat ass effektiv eng aner Approche. An et geet net duer, nëmme Reformen ze maachen. Déi Reformen, déi mer maachen, déi mussen dann och Kapp a Fouss doranner hunn.

Ech wëll awer do och soen, Här President, datt mer ee Feeler net däerfe maachen. A meng Partei huet dat och ganz kloer esou gesot. Et däerf net esou sinn, datt mer an der Schoul all fënnef Joer grondleeënd d'Richtung änneren. An duerfir mengen ech, datt een niewent enger Rei vun Ajustementer,...

(Interruption)

...déi d'Politik do muss maachen, déi ech zum Beispill elo opgezielt hunn, datt een och Rou an der Schoul brauch. Datt ee Verlässlechkeet brauch an der Schoulpolitik. Datt d'Enseignantë wëssen, wat d'Politik gären hätt. Datt d'Schüler an d'Eltere wëssen, wat d'Politik gären hätt, an déi net all fënnef Joer eng Kéier komplett duerjerneegerëselt ginn. Dat wär schlecht.

Och wa mer mat där doter Reform net an all Punkt d'accord waren, och wa mer ganz vill Kritikpunkten dorunner hunn, et däerf net elo esou sinn, datt déi nächst Regierung grondsätzlech do erëm ganz bei null géif ufänken. Well dann hätte mer dee Feeler gemaach, deen dës Regierung gemaach huet, nämlech e Reformprojet op Äis ze leeën, fir ebe kuerz viru Schluss herno nach en neit Gesetz ze stëmmen. A finalement hate mer fënnef Joer doduerjer kee richtege Fortschrëtt an der Schoul ze verzeechnen.

Ech war erstaunt, Här President, gëschter de Jean-Claude Juncker ze héieren, wou e gefuerdert huet, mir missten en neie Rentendësch maachen. Ech stoung hei - ech mengen, et war am Mee 2006 oder dorëmmer - an hu genau dat dote proposéiert. Et war eng vun deenen 33 Reformpropositiounen, déi d'Demokratesch Partei hei am Virfeld vun där berühmten Tripartitesréunioun virgeluecht hat. De Premierminister huet eng no där anerer genüsslech hei virgelies, an déi allermeeschten dovunner hunn net vill gedaagt a sengen Aen.

An eng, déi d'Regierung dee Moment net wollt opgräifen, taucht dann awer elo op eemol erëm op. An de Premierminister huet ganz zu Recht gesot, an en huet mech eigentlech domadder zitéiert, datt et an der Rentepolitik dorëms geet, deem d'Confiance ze ginn, deen deen éischten Dag schafft an deen éischten Dag Cotisatioun bezilt, datt dann no 40 Joer, wann en an d'Pensioun geet, hien nach ëmmer ka Vertrauen an dee System hunn an dat erëmkritt, wat en abezuelt huet, an dat erëmkritt, wat e versprach kritt huet.

Dorëms geet et effektiv. Mä wou ech genau dat dote Beispill hei zitéiert hunn, wa mer do direkt higaange wären an hätten e Rentendësch gemaach, dann hätt schonn dee jonke Mënsch, deen elo zënter dräi Joer cotiséiert huet, méi Confiance an de System, an dat wär allerdéngs schonn dat doten. Dës Regierung op jidde Fall huet näischt gemaach, fir an der Rentefro...

(Interruption)

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- ...ech perséinlech mengen, dat ass keng Regierungspositioun. Ech weess, wéi ënnerschiddlech d'Gefillsliewe vun de Parteien ass. Ech hu jo och mam Här Carlo Wagner fënnef Joer laang intensiv mech net ënnerhalen iwwert déi Fro, mä zerstridden a gestridden. D'Resultat...

M. Claude Meisch *(DP).*- Da schénge mir eis an där doter Fro méi no ze sinn, wéi Dir an Ärer eegener Regierung. Op jidde Fall ass an der...

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Den Här Carlo Wagner war an enger Regierung, déi ech an engem exzessive Gebrauch vu Possessivpronomen als meng bezeechne loossen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä ech wëll just soen,…

(Interruption)

…Här Meisch, fir dass kee Mëssverständnis opkënnt, dass déi Positioun, déi de Premier gëschter formuléiert huet, identesch ass mat där Positioun, déi ech hunn, an dass et eng gemeinsam Positioun ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da musst Der lech awer elo eens ginn. Entweder ass et eng gemeinsam Positioun oder et ass keng gemeinsam Positioun an et ass just eng individuell Positioun vum Premierminister.

(Interruptions)

Och dat doten, mengen ech, dréit net derzou bäi, datt mer méi Vertrauen an eise Rentesystem kréien.

(Interruption)

Mä mir sinn eis eens, datt dat doten eng Aufgab ass fir d'Zukunft.

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat war eng grouss Aufgab, déi an der leschter Legislaturperiod hätt missen ugepaakt ginn.

(Interruption)

An et huet net un Opfuerderunge gefeelt, fir dat ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An där leschter Legislaturperiod ass just de Contraire gemaach ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, gëschter ass hei d'Remarque gemaach ginn,…

(Interruption)

…well e puer Leit um Clavier geklappt hunn. Haut gëtt andauernd dertëschent gejaut, an da schéngt dat hei ze goen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll nach eng Kéier dorop hiweisen, datt déi lescht Regierung, d'CSV/DP, e grousse Mérite huet an der Rentefro, datt mer Rou an de Rentendossier kritt hunn, well mer de private System méi no bei den öffentleche System kritt hunn. Wat jo awer déi grouss Diskussioun war, déi d'Land gespléckt huet iwwer Joren. An zënterdeem hunn ech dat doten eigentlech net méi erëm héieren. An déi Rou solle mer notzen, fir elo an därselwechter Rou kënnen iwwert d'Stabilitéit vum Rentesystem fir d'Zukunft ze diskutéieren.

Ech hätt mer gewënscht, mir hätten dat dote schonn 2006 gemaach.

(Interruption)

M. le Président.- Loosst den Här Meisch schwätzen!

M. Claude Meisch *(DP).*- …mir hätten et 2006 gemaach mat de Parteien. Well dat, wat mer brauchen an der Rentefro,…

(Interruption)

…dat ass och e parteiiwwergräifende Konsens. Do däerf et och net esou sinn, datt no all Chamberswahlen erëm eng Kéier um Rentesystem gedoktert gëtt an datt d'Leit all Kéiers fäerten: „Jee nodeem, wéi déi nächst Wahlen ausginn, weess ech net, wat ech behale vun deem, wat ech cotiséiert hunn."

Duerfir ware mir der Meenung, datt schonn 2006 d'Parteien an d'Fraktiounen hei aus dësem Haus hätte missen un deenen doten Diskussiounen deelhuelen. D'Regierung, de Sozialminister oder wien och ëmmer op jidde Fall hunn dat verhënnert, an duerfir si mer net aus de Startbléck erauskomm.

Dat, wat ech vermësst hu gëschter, war dann awer och e Wuert iwwert d'Gesondheetsmauer. Well mir hunn net nëmmen eng Rentemauer, déi a ferner Zukunft op eis lauert: Mir riskéiere mat de Changementer um Aarbechtsmaart, mat deene Leit, déi aus dem Aarbechtsmaart austrieden, déi net méi cotiséieren, wat zum Deel jo awer och jonk Leit waren, déi, wann et Frontaliere waren, duerno der lëtzebuergescher Gesondheetskeess an där Form net méi zur Laascht wäerte falen, déi awer eigentlech och net vill Leeschtungen ofgeruff hunn an elo keng Cotisatioune méi bezuelen, datt mer do en Déséquiliber kréien.

Do wär ech frou, och virun de Wahlen eng kloer Sprooch ze héieren, wéi et da steet ëm déi nei Gesondheetskeess, ob en Équiliber assuréiert ass a wat d'Auswierkunge vun der Finanzkris, vun der Wirtschaftskris, vun der Budgetskris op d'Gesondheetskeess sinn. Dat däerf keen Thema sinn, dat mer eis bis no de Wahlen ophiewen.

Déi Deklaratioun vu gëschter war dann e Bilan vun der ganzer Regierung. Et war awer net eng Äntwert op déi konkret Suerge vun de Leit. Et war net e konkrete Projet mat ganz konkreten Impulser, wéi een d'Kris weiderhi ka bekämpfen. Et war éischter dat passiivt Hoffen, datt et iergendwann erëm eng Kéier besser geet, datt et international erëm gutt geet an datt Lëtzebuerg dovunner ganz massiv ka profitéieren.

Ech hunn net bei dëser Regierungserklärung erausfonnt, wou dann nach strukturelle Reformbedarf an den Ae vun CSV an LSAP wär, wou se dann a wéi se da géife weiderfueren, wa se kéinten, iwwert de 7. Juni eraus.

Mir hunn en Ausbléck kritt op weider Steiererhéijungen. Et ass gesot ginn, an et ass de Moien nach eng Kéier confirméiert ginn, datt virun allem der Mëttelschicht hir, also deene Leit hir, déi Steiere bezuelen hei am Land, Kafkraaft gestäerkt gi wär zënter 2004 bis 2009. Ech soen Iech: Schwätzt eng Kéier mat deene Leit! Déi Leit wäerten hiren eegene Bilan maachen iwwert d'Regierungsaarbecht vun CSV an LSAP a wäerten dann och deementspriechend uerteelen.

Geet et deene Leit haut besser? Dat ass déi Fro, déi se sech natierlech wäerte stellen, ier se de 7. Juni an d'Wahlkabinn ginn. Sinn d'Zukunftsproblemer geléist ginn? Hu mer de Problem vum Logement definitiv am Grëff? Wat maache mer mat deem héije Chômage? Wéi ass et mat Schoul a Betreiung? Ginn déi Reformusätz, déi do gemaach gi sinn, dem Usproch duer? Wéi ass et mam öffentlechen Transport? Wéini kréie mer d'Problemer, op der Strooss virun allem, geléist? Wéi ass et mat hirer Kafkraaft?

Dat sinn déi Froen, Här President, déi d'Leit sech wäerte stellen a wou se hiren eegene ganz private Bilan iwwert d'Regierungsaarbecht 2004-2009 vun CSV an LSAP wäerte maachen.

Mir hu ganz wéineg héieren an dëser Debatt bis ewell, wat dann nom 7. Juni soll geschéien. Virun allem wësse mer net, wat vun CSV a vun LSAP ze erwaarden ass an deem dote Beräich. An d'CSV an d'LSAP stellen eigentlech eng Virwëztut duer, déi eréischt nom 7. Juni soll opgemaach ginn. An dat däerf et jo awer net sinn.

Mir solle virdru soen, wat mer wëlle maachen, wat mat deem engen a mat deem aneren ze maachen ass, wou mer wëllen usetzen. Finalement bleift et bei ganz villen Observateuren esou, wéi et beim „Tageblatt"-Journalist gëschter war, deen déi Zeile geschriwwen huet, datt de Premierminister hëlleflos gewierkt huet.

Ech fäerten, datt déi doten Deklaratioun déi Impressioun bei ganz ville Leit hei am Land wäert hannerloossen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Domadder si mer fir haut de Moien um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Mir fueren haut de Mëtteg um hallwer dräi weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.57 heures)

Mercredi, 22 avril 2009

SÉANCE 42

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- *Débat (suite): M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Här Statsminister, hutt Der haut der Chamber nach eng Deklaratioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Voilà! Da ginn ech elo dem honorabelen Här Ben Fayot, President vun der sozialistescher Fraktioun, d'Wuert, fir dem Statsminister seng Erklärung vu gëschter ze kommentéieren. Här Fayot, wann ech gelift.

Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, et ass elo net einfach an dëser Zäit eppes iwwert dem Statsminister seng Deklaratioun ze soen. Ech wëll emol soen: Et war eng Deklaratioun an enger schwiereger Zäit. Et war e schwieregen Exercice, deen awer nodenklech, ëmfaassend war. E Bilan vun enger erfollegräicher Regierung.

Wann ech soen, dass déi Regierungszäit erfollegräich war, an och interessant a wichteg fir d'LSAP, dann ass dat keng Koalitiounsausso. Ech wëll dat hei och ganz kloer soen. Well et ass jo de Wieler, deen d'Koalitiounen décidéiert, an net d'Parteien. Ech wëll awer hei drop hiweisen, dass mer an där Zäit zwëschent 2004 an 2009 wichteg Saachen zesumme gemaach hunn, dass déi sech och an dëser Deklaratioun erëmfannen, an dass och an där Zäit eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent de Fraktiounen an och de Fraktiounspresidente bestanen huet.

Här President, Lëtzebuerg ass mëtten an der Kris, an et ass um Enn vun enger Legislatur. Dora leien zwou Erausfuerderungen. Déi éischt, dat ass d'Kris effikass an energesch ze bekämpfen, ouni Temps mort bis zu de Wahlen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll hei drun erënneren - vläicht kann dat déi Kolleegen, déi dat nach net wëssen, interesséieren -, dass mer héchstwahrscheinlech bis zum Enn vun der Legislatur nach ëm déi 40 bis 50 Gesetzestexter duerch d'Chamber wëlle bréngen. De Statsrot huet scho vill Avisë gemaach. E mécht der och nach den nächsten Dënschdeg eng ganz Partie. Eng ganz Partie Texter, wou d'Regierung och d'Urgence gefrot huet.

Et läit also nach vill Aarbecht virun der Chamber. Wichteg Texter, déi mer gären um Enn vun der Legislatur nach duerch d'Chamber hätten, well et och Texter sinn, déi d'Zukunft preparéieren. Mir si jo hei op enger Zukunftsschinn, fir dëst Land aus der Kris ze féieren an och weiderzeentwéckelen.

Selbstverständlech kënne mer déi Kris net eleng bekämpfen. Mir brauchen dofir Europa. D'Relance op jidde Fall muss um Niveau vun der Europäescher Unioun an och vun der Eurozon koordinéiert ginn.

Ech mengen awer: Virun allem verlaangt dës Kris vun ons en neie Voluntarismus. Amplaz ze waarden, dass et duerch d'international Konjunktur erëm besser geet, musse mer e Maximum vun eegener Kraaft asetzen an un alle Registere vun onse Méiglechkeeten zéien. Dat ass déi éischt Erausfuerderung.

Déi zweet ass, alles, wat hëlleft d'Zukunft ze gestalten, alles, wat an de leschte Joren dofir gemaach gouf, bis zu de Wahlen an no de Wahle weiderzedreiwen. Et ass hei gesot ginn: Et gëtt näischt fir nom 7. Juni gemaach. Dat ass falsch, well dat, wat mer an dëser Legislatur gemaach hunn, déi Reformen, déi mer gemaach hunn, déi si fir déi nächst Joren. An do kënnt kee méi derlaansicht.

Da wëll ech och nach soen, dass onse politeschen Discours ee vun der Éierlechkeet muss sinn: de Leit d'Wourecht soen iwwert d'wirtschaftlech Lag an och iwwert d'Entwécklung vun den öffentleche Finanzen.

Et ass keen heibannen, Här President, deen en Interessi dorunner hätt, d'Wourecht ze verstoppen, weder virun nach no de Wahlen. Et ass awer och keen heibannen, dee kéint behaapten déi ganz Wourecht iwwert dat, wat nach kënnt, elo ze hunn. An et ass keen heibannen, dee Scholdzouweisunge maache kann.

Déi Kris ass international. Si ass eng Dereguléierung vum internationale Finanz- a Wirtschaftssystem. D'Problemer vun den öffentleche Finanzen 2009 an och wuel 2010, déi hei zu Lëtzebuerg entstinn, sinn net duerch Feeler hei zu Lëtzebuerg komm. Si sinn eng Konsequenz vun den internationalen Turbulenzen. Sécher kann ee réckbléckend munches Gescheites soen, wat een an de fette Joren hätt kënne maachen, mä villes wollt dëst Land, wollten d'Parteien, wollten d'Mënschen dobaussen, op alle Pläng, an der Modernitéit, wat vill Sue kascht huet. A jiddweree wollt vun deem Räichtum, dee mer haten, e Stéck. Dofir ass, fannen ech, vill Hypocrisie an deene Lamentatiounen, déi elo lassginn.

Wat dës Kris selwer ugeet, ass den Tableau duerchwuess. De Statsminister huet dat gëschter zimlech konkret a prägnant gesot. Am Januar a Februar 2009 - et ass net vill wouergeholl ginn - sinn ëmmerhin nach 3.345 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

Mä anerersäits sti mer 2009 engem zolitten Abroch vun onsem Gesamtwuelstand géigeniwwer. Onse Gesamtwuelstand! Et ass gëschter vum Statsminister gerechent ginn, dass Enn 2009 dëse Wuelstand ëm 1.800 Milliounen Euro méi niddreg wäert sinn, wéi dat virun der Kris virausgesot war. Dofir mécht dës Kris Angscht; besonnesch deene Leit, déi net vill hunn an e bescheidene Wuelstand opgebaut hunn, deen hiert Liewen an dat vun hirer Famill ausmécht.

Do wëll ech trotzdeem awer eppes soen iwwert dat, wat den Här Meisch de Moien duergeluecht huet. Et ass ganz kloer, dass d'DP - den Här Meisch - sech cibléiert op d'Mëttelschichten zu Lëtzebuerg. Hie wëllt deene Mëttelschichten Angscht andreiwe virun…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …méigleche Steiererhéijungen, déi souwuel…

(Interruptions)

…d'CSV wéi d'LSAP wéi DÉI GRÉNG géifen am Schëld féieren. Ech hunn allerdéngs ausser där Behaaptung vum Här Meisch…

(Interruption, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech hunn allerdéngs bei deem, wat den Här Meisch hei…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Bei lech wier et en Dram…

M. le Président.- Dir Häre, ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Fayot bieden! Wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir ginn all Minutt méi staark.

(Hilarité et interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann nach ee kënnt, dann hutt Der Fraktiounsstäerkt.

M. le Président.- Här Wolter, wann ech gelift!

(Interrution et hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hie provozéiert eis, Här President.

M. le Président.- Neen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hunn de Moien dem Här Meisch ganz opmierksam nogelauschtert.

Une voix.- Dat ass gutt!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hunn extra nogefrot, wéi e gesot huet, wat een da misst maachen, fir dat finanziellt Lach, deem mer entgéintginn, ze stoppen. An ech hu constatéiert, dass e vu strukturelle Reforme geschwat huet. En huet der zwou genannt vun deene strukturelle Reformen. Déi eng war déi vun der Reform vun der ADEM, also d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. An déi aner war d'Fro vum Export vum Kannergeld, wou mer schonn hei eng Kéier gehéiert hunn, dass se wëllen d'Arbeitnehmer zu Lëtzebuerg op déi Manéier diskriminéieren.

Dat sinn déi zwou strukturell Reformen, déi ech hei gehéiert hunn. Mä ech muss Iech éierlech soen: Wann ech den Inhalt dovunner kucken, da gesinn ech net, wéi mer domat d'Budgetslach kéinte stoppen. Ech gesinn net, wat doranner wär fir déi finanziell Schwieregkeeten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn.

Also, ech constatéieren,…

(Interruption)

Jo, mä Dir wëllt déi 300 Millioune jo net spueren. Dir wëllt se op eng aner Manéier ausginn, Här Wagner.

Ech constatéieren also, dass d'DP hei mat dem Steierschreck virun de Mëttelschichte Politik wëllt maachen. Wat ech bedaueren, well mer eigentlech bis elo eng relativ kohärent Attitüd alleguerten hate vis-à-vis vun dëser Kris.

Also, déi Kris mécht sécher Angscht. An ech fannen et net gutt, wann ee mat dëser Angscht Politik wëllt maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh! Mir soen de Leit d'Wourecht.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dofir musse mer bei all Schrëtt vun der Krisebekämpfung oppassen: éischtens, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, d'Kafkraaft ze erhalen, déi sozial Ofsécherunge voll funktiounsfäeg ze erhalen. Ouni dat kann d'Lag vun deene Leit sech drastesch verschlechteren. An dës Regierung - dat wëll ech soen -, déi zwou Parteien, hu sech kloer zu dëser Zort vu Krisebekämpfung bekannt.

A well dës Kris och Angscht mécht, Här President, musse mer zesummestoen a jiddweree muss seng Responsabilitéit huelen. Dofir ass et gutt, dass d'Sozialpartner sech mat der Regierung gesinn. Et ass och gutt, dass d'Gewerkschaften an hirer Roll sinn, wa se géint Sozialofbau a géint Vernichtung vun Aarbechtsplazen an der Kris op d'Strooss ginn. Do si se an hirer Roll, fir der Gesellschaft ze soen, dass mer d'Kris net op déi Manéier kënne bewältegen.

Wa mer de Mënschen hëllefen, dann däerfe mer natierlech d'Betriber net vergiessen. Besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber kënnen iwwer öffentlech Opträg fir onse Maart iwwert d'Ronne kommen. Dat huet d'Regierung an hirem drëtte Krisepak vum Mäerz 2009 gemaach.

Déi Betriber si bestëmmt net schold un der Kris. Ech fannen och, dass ee méi kloer an däitlech muss soen, dass multinational Konzerner eng enorm Verantwortung hunn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen. A wann och Betriber mat Kuerzaarbecht weider lafe gelooss ginn, kann een net méi an dëser Zäit mat héchste Renditë liebäugelen, wéi dat an deene Konzernleitungen awer nach ëmmer gesi gëtt.

Elo schonn, Här President, weist sech, dass d'Steiereinnahmen erofginn. De Budgetsdefizit gëtt erwaart. E wäert Enn dës Joers bei 640 Millioune leien, vläicht souguer eppes driwwer. Mä dat ass jo eppes, wat mer am Fong geholl akzeptéieren, well mer déi Stabilisateurs automatiques wëlle fonctionnéieren doen.

Wat eigentlech schwiereg un der Lag vum Stat a vun der Wirtschaft ass, ass d'Onsécherheet wéi et 2010 virugeet. An enger globaler Welt zéie grouss Ekonomien déi kleng un. E Gléck, dass mer e grousse Bannemaart hunn; virausgesat, dee Bannemaart bleift ouni Protektionismus an ouni Diskriminatioun vun egal wiem.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Regierung säit September, Oktober 2008 eigentlech dräi Krisepäck op de Wee bruecht huet: d'Rettung vu Fortis an Dexia, de Budgetspak an duerno de Pak vu Mäerz 2009. Mir hunn, wéi all aner Parteien, déi Konjunkturpäck matgedroen, esou wéi mer selbstverständlech och am Fong geholl d'Krisebewältegungspolitik iwwert d'Stabilisateurs automatiques - ech hunn et scho gesot - matdroen.

Mä déi Kris weist natierlech iwwert déi direkt Mesuren, déi ee kann huelen, méi eng wäiträichend Noutwendegkeet, nämlech déi vun enger seriöer Reflexioun iwwert d'Budgetsmethode wéi iwwert d'Nohaltegkeet vun den öffentleche Finanzen. Ech wëll dorun erënneren, dass de Roger Negri schonn a sengem Budgetsrapport 2006 op d'Noutwendegkeet higewisen huet, d'Ausgaben an d'Einnahme vun der öffentlecher Hand op eng aner Manéier duerzestellen an ze gesinn, wéi dat bis elo de Fall ass, besonnesch an där Optik vun objektivorientéierten Ausgaben.

Ech mengen, dass mer net derlaanscht kommen, wann - wéi gesot ginn ass vum Statsminister - all Euro muss ëmgedréint ginn, och bei de Subventiounen, bei deenen Ausgabe vum Stat, dass mer déi Ausgaben op hir Objektiver mussen ofklappen.

Ech wëll och soen, dass de Conseil économique et social a sengem Avis eng Partie interessant Bemierkungen dozou mécht - et ass en Avis vun 2009 -, a besonnesch och am Zesummenhang mam Avis vum Conseil supérieur pour le développement durable, deen am September 2008 iwwert just deen Thema gemaach ginn ass.

Déi Diskussioun do ass interessant. Ech géif lech déi recommandéieren ze liesen, wann Der dat net scho gemaach hutt. Den CES distanzéiert sech nämlech vun der relativ eesäiteger Vue vum Conseil supérieur du développement durable, deen eng Contradictioun zwëschent der Augmentatioun vum Emploi a vum Wuesstum engersäits an der Ëmwelt an de Ressourcen anerersäits gesäit.

Fir de Conseil économique et social heescht Nohaltegkeet eng Interaktioun zwëschent Wirtschaft, Sozialem an Ëmwelt. Dofir - dat seet den CES allerdéngs net fir d'éischt - brauche mer Indicateuren, déi souwuel d'Indicateure vun der Lissabon-Strategie enthale wéi och déi vun der Nohaltegkeet; also déi Strategie vu Lissabon mat där vun der Nohaltegkeet zesummebréngen.

Den CES deelt och de Pessimismus vum Conseil supérieur du développement durable iwwert de Lëtzebuerger Entwécklungsmodell net. En ass der Meenung, dass et méiglech ass, e Wuesstum ze hunn, deen aarm un Energie- a Ressourcëverbrauch ass, deen op Ekotechnologien a rationellem Energieverbrauch berout. An den CES seet, dass en Nullwuesstum zu enger wirtschaftlecher a sozialer Kris géif féieren, esou dass dat keng Perspektiv ass.

Ech muss soen, dass ech dëse Reflexioune vill kann ofgewannen. Um Bericht vum Conseil supérieur du développement durable huet mech eigentlech eng gewësse Perspektivlosegkeet gestéiert. Et war eng Warnung, mä net méi. Den CES weist Pisten op, déi et wäert sinn ze verfollegen.

An ech mengen, et gëtt aner Berichter, wéi zum Beispill de Caritas-Bericht iwwert de sozialen Zoustand vum Land, oder och d'Reflexioune vun de Beruffschamberen, besonnesch vun der Salariatschamber, déi weisen, dass et zu Lëtzebuerg wichteg Denkustéiss a Pisten iwwert d'Zukunft vum Land gëtt. Et wär gutt, wann d'Politik sech déi géif zu Häerz huelen. Iwwregens wëll ech och soen, dass am Budgetsbericht vum Lydia Mutsch 2008 och eng Partie vun deene Considératioune gemaach gi sinn.

D'Fro stellt sech natierlech, wéi een dat soll mat an de politeschen Débat erabréngen. Et ass hei de Moie vum Här Meisch gesot ginn, et soll een international unerkannt Experte ruffen. Et soll een domat e ronnen Dësch maachen oder eng Tripartite. Ech kann dat alles ganz gutt novollzéien.

Ech mengen awer, et ass wierklech déi alleréischt Flicht vun der Politik, och vun den Deputéierten a vun de Parteien, sech mat deenen Zukunftsfroen ofzeginn, an net nëmmen Experten deen Terrain ze iwwerloossen. Dat ass eng Approche, déi ech als Parlamentarier ëmmer hat, an déi, mengen ech, dréit och derzou bäi, dass mer als Parlament méi seriö geholl ginn, wéi dat heiansdo de Fall ass.

Här President, ech wëll elo…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, wann eng hallef Dose Kolleegen heibanne permanent mat de Computere schaffen, ass et wierklech net méiglech, weder fir sech ze konzentréieren nach fir nozelauschteren. Also, dat do ass net méi machbar!

Une voix.- Hal däi Clavier um Dësch.

M. le Président.- Jo, kafe mer nei Clavieren! Ech géif elo bieden, dass Rou hei am Sall ass, fir dass den Här Fayot seng Ried kann anstänneg hei virdroen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Meisch huet kee Geklimpers!

(Interruption)

M. le Président.- Oh, mäi Gott, Här Bettel!

Une voix.- Dann haten déi aner méi Respekt vis-à-vis vum Här Meisch wéi Dir virum Här Fayot.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wann Der mat Äre Gespréicher fäerdeg sidd, da kann ech erëm virufueren.

(Hilarité)

Mä et ass awer ganz gemittlech esou, dat Gepoters.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou! Här Berger, et ass elo um Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, do wollt ech nach soen, Här President, dass et eigentlech seelen esou eng schwiereg Legislatur ginn huet, wéi déi vun deene Joren 2004 bis 2009. Si huet eigentlech richteg ugefaangen am Hierscht 2005 no där erfollegräicher Présidence an nom Referendum vum 10. Juli 2005, deen ons eigentlech erënnert, dass mer schonn an dësem Parlament an där Zäit zwee europäesch Traitéen ugeholl hunn, déi natierlech nach ëmmer net en vigueur sinn. A mir hunn Enn 2008 d'Wirtschaftskris kannt. Eng Wirtschaftskris, wéi mer se säit Jorzéngten net méi kannt hunn.

Dat erkläert och - ech wëll dat trotzdeem och vis-à-vis vum Public dobausse soen -, firwat dass eng ganz Partie Gesetzer elo eréischt zur Maturitéit kommen, déi mer an deenen nächste Woche wäerte stëmmen, well vill Zäit och trotzdeem dobäi verluer gaangen ass.

Dann ass et eng schwiereg Zäit, well mer an deem Kontext vun der Finanzkris Attacke vu grousse Länner an och Machenschaften - et muss een et esou nennen - vun der OCDE géint Lëtzebuerg kannt hunn. Besonnesch an den zwee grousse Länner ronderëm ons waren dat och, mengen ech, explizit an implizit Attacke géint ons Existenz als klengt, awer onofhängegt an aflossräicht Land an Europa. Et war net nëmmen den Här Müntefering, deen hei zitéiert ginn ass an deem seng Aussoen ech natierlech och schäerfstens elo condamnéieren. Et war och den Här Sarkozy, dee méi enger konservativer Bluttgrupp ugehéiert, an nach anerer.

Et waren Attacken, bei deene vill Populismus an Demagogie matgespillt hunn. Populismus an Demagogie, déi ëmsou schäerfer waren, wéi d'Onkenntnis iwwer Lëtzebuerg méi grouss war. An do sinn ech mam Michel Wolter d'accord, wéi deen de Moie gesot huet, dass mer sécher mussen ons Relations publiques als Land verbesseren an ons no baussen och besser bekannt maachen. Grouss Länner wéi Amerika, wéi England an anerer maachen dat systematesch. Mir hunn dat net gemaach. Ech menge schonn, dass et néideg wär.

Da wëll ech soen: Net méi spéit wéi de Mueren hunn ech am „Lëtzebuerger Wort" gelies, dass den Här Sarkozy zesumme mam President vun der franséischer Bankevereenegung gesot huet oder de Wonsch huet, dass déi zwielef grouss franséisch Banken, déi zu Lëtzebuerg op der Plaz sinn, net méi mat engem Land oder an engem Land, dat op der groer Lëscht vun der OCDE ass, solle Geschäfter maachen. Do gesitt Der, wéi wäit dass am Fong geholl - wéi soll ech soen? - dat, wat een als fräie Bannemaart ka bezeechnen, vun enger Regierung wéi där a Frankräich attackéiert gëtt a wéi och doduerch natierlech Lëtzebuerg a seng wirtschaftlech a finanziell Basis attackéiert gëtt.

Dat sinn, menger Usiicht no, ganz grave Faiten, déi een do constatéiert, déi ons vill ze denke musse ginn. Also, op den Här Sarkozy musse mer bestëmmt ganz schaarf oppassen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, dat ass richteg. Mä hien och op sech.

(Hilarité)

Hien huet festgestallt, dass haut den Owend déi däitsch Regierung géint de Gesetzesprojet mat deem Inhalt…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo. Ech hunn och gelies, dass dat Gesetz awer virun allem elo emol einstweile méi e Kadergesetz ass. Ech wëll déi däitsch Regierung selbstverständlech net verdeedegen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ma ech och net. Et gëtt keng Ursaach.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hu gesot: Mir sinn entouréiert vun zwee grousse Länner, déi ëmmer an onser Geschicht Problemer mat onser Onofhängegkeet haten. An an esou enger schwiereger Situatioun, wirtschaftlecher a finanzieller, wéi mer sinn, weist dat sech erëm eng Kéier op eng ganz kloer Manéier. An dat soll een deene Leit och ganz kloer soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech soen en ëmmer, Här Fayot, mir wieren ee Grand-Duché, deen tëschent zwou klenge Republike géif leien.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

(Hilarité)

An de leschte Méint, Här President, huet awer och en anere politesche Broch vun ongeheierer Bedeitung stattfonnt. Dat fannen ech op jidde Fall. D'Welt ass erëm vun enger laanger Period vu Liberaliséierung, vun Dereguléierung, vum Glaf un d'Allmuecht vum Maart. De Stat als Schutz an als Garant fir d'Kohesioun vun der Gesellschaft ass de rettenden Anker, deen de Mënschen an der Kris bleift.

Dat ass fir ons Sozialisten d'Confirmatioun, dass Solidaritéit viru Profitstriewen, d'sozial Gerechtegkeet virun individueller Beräicherung stinn. De staarke Stat ass gefrot, een effikassen, e biergernoe Stat an och Gemengen.

D'LSAP ass fir eng staark öffentlech Hand, öffentlech Déngschtleeschtungen, fir onst Land op d'Zukunft ze preparéieren. Déi lescht Méint hu gewisen, dass déi Déngschtleeschtungen, déi Institutiounen an déi Entreprises publiques, déi mer hunn, intakt sinn, well d'Politik zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer dat esou gewollt huet. Un där Politik war d'LSAP 20 Joer laang an der Regierung bedeelegt.

(Interruption)

Negativ Téin iwwert de Stat sinn an de leschte Méint komplett verschwonnen. Och wann ee sech keng Illusioun däerf maachen. Et hätt ee wuel gäre Schutz an Hëllef vum Stat, mä dat alles ouni Bürokratie. Dat ass den Term, deen an der Moud ass, deen am Fong geholl all dat Negatiivt zesummefaasst, wat eng Partie Leit vum Stat, vu sengen ekologeschen, sozialen an uerdnungspoliteschen Oploen halen.

Dass an de Prozedure munches besser muss gemaach ginn, wësse mer. Mä mir däerfen op kee Fall ënnert dem Drock vun der Krisebewältegung déi Regulatiounen opginn, déi ons géint de Raubbau un der Natur an de Ressourcë grad wéi um Mënsch schützen.

Wéi komme mer aus der Rezessioun eraus? A wat fir Richtunge mussen ons Ustrengunge goen? Ech mengen, als klengt Land hu mer Trëmp an natierlech och Nodeeler.

En Nodeel ass a mengen Aen haut besonnesch, dass trotz der Partnerschaft an der Europäescher Unioun e klengt Land, d'Mëttellänner, vun haut op muer ënner Drock gesat ginn. Wann déi europäesch Partnerschaft net méi funktionéiert, dann entstinn Directoirë vu Groussmuechten, déi net vill Rücksicht op ons Ëmpfänglechkeeten huelen.

De G20 ass genannt ginn, deem seng Resultater zwar vill gelueft goufen - et muss een emol kucken, wat doraus weider entsteet -, awer op eng opaque Manéier zustane koumen. D'OCDE - ech hunn et scho gesot - huet dobäi Handlanger fir den Här Sarkozy gespillt. An déi Farce mat de schwaarzen, wäissen a groe Lëschte wäert dëser Institutioun op jidde Fall zu Lëtzebuerg nach laang um Hals hänken.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- En aneren Nodeel ass, dass d'europäesch Institutiounen net esou staark sinn, fir Disziplin, Zesummenhalt a Koordinatioun ze garantéieren. Dat huet, ob mer et wëllen oder net, mat der Gréisst vun der Europäescher Unioun ze dinn an och mat der extremer Diversitéit vun de Länner an hirer europapolitescher Approche.

Den Zoustand vun der Europäescher Unioun mécht mir Suergen a muss besonnesch och klenge Länner Suerge maachen. D'Europäesch Unioun ass an dësen Zäiten ouni Kapitän. An ech mengen, wann dat net ophéiert, da geet dës Unioun ënner oder si gëtt esou ouni Afloss, si gëtt am Fong geholl esou ouni Schneid. Dann hu mir ganz besonnesch de Schued.

Ech mengen awer, dass ons international Schwächt ons net soll dorunner hënneren, iwwerall offensiv matzemaachen, Präsenz an Europa ze weisen. Dat ass och gëschter hei gesot ginn. Präsenz an Europa heescht och d'Präsenz vun Europa an der Chamber. Ech wëll et nach eng Kéier zum Schluss vun dëser Legislatur soen.

Dat ass e laange Wee, Här President. Do si mer nach net um Enn, well mer jo och villes um lokalen, regionalen an nationale Plang ze dinn hunn an Europa oft hannendru kënnt. Mä ech mengen, mir kommen net derlaanscht. Wa mer dat Europa wëllen, wat mer brauchen als klengt Land, da musse mer ons Präsenz an Europa stäerken.

Ech mengen och, dass d'Finanzwelt nei a méi streng Regele brauch. Et gëtt allgemeng unerkannt, dass de Laxismus déi Kris beschert huet. Dogéint hu mer Interessi virzegoen. Ech hoffen och dofir, dass d'Regierung an och d'Finanzplaz selwer offensiv an déi Négociatiounen erageet, déi elo iwwert d'Virschléi vum Aarbechtsgrupp de Larosière uginn.

Mir hunn an der Krisekommissioun d'Acteure vun der Finanzplaz gehéiert. Mir hunn och gehéiert, dass si dorun interesséiert sinn, nei Positiounen, zum Beispill an der Gestion des patrimoines, ze besetzen, dass et insgesamt vill nei Opportunitéiten als international Finanzplaz an enger globaler Welt gëtt.

Ech denken, zum Beispill, un d'Mikrokreditter, déi mech ganz staark interesséieren, déi an der Entwécklungshëllef virkommen. Et gëtt och sécher eng grouss Zukunft fir déi ethesch an ekologesch Fongen a Finanzgeschäfter. Ons Expertise hei zu Lëtzebuerg soll ons derzou bréngen, fir déi Créneauen auszebauen.

Mir hunn net nëmmen Nodeeler. Mir hunn och Avantagen. An ech mengen, ech hoffen trotzdeem ëmmer nach, dass mer als Avantage ons Flexibilitéit hunn, ons Reformfreed an onse Reformwëllen. Mir kënne méi schnell d'Rudder erëmräisse wéi grouss Länner. Mir hunn och méi en internen Zesummenhalt, wéi dat sech déi lescht Méint trotz allem gewisen huet.

Här President, d'LSAP ass 2004 an d'Regierung mat dem feste Wëllen agetratt, onst Land ze moderniséieren. Si huet dat konsequent duerchgezunn. Si ka behaapten, dass hir Aarbecht an dëser Regierungszäit dozou bäigedroen huet, dass onst Land gutt Viraussetzungen huet, fir d'Kris ze iwwerwannen. Onse Bilan ass en zolidd Fundament, fir d'Zukunft ze gestalten. Déi fënnef Joer vun dëser Regierung weisen dat.

Ech wëll d'Bilanz vun de Joren 2004 bis 2009 just an enger Partie vun hiren Zukunftsperspektiven duerstellen, well d'Vergaangenheet ass net eriwwer. Wann déi Vergaangenheet gutt ass, da wierkt se weider. Dann ass se de Fong, deen irréversiblen Acquis, op deem déi zukünfteg Politik opbaut.

Ech wëll dat mat véier Theme beleeën: mat der Politik fir d'Formatioun, fir Liewensqualitéit, fir sozial Kohesioun a fir Innovatioun.

Wat d'Formatioun ugeet, hunn ech nach ni säit ech d'Schoulpolitik verfollegen - an dat ass leider scho relativ laang - ee Minister erlieft, deen esou vill an esou duerchduechte Reformen an der Schoul an enger Legislatur op de Wee bruecht huet wéi d'Mady Delvaux.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Engersäits goung et drëm, natierlech en neie gesetzleche Kader fir d'Schoulzäit fir d'Kanner vu véier bis zwielef Joer ze schafen; also eng Reform vum Gesetz vun 1912, och eng wichteg Reform vum Beruffsunterrecht. Anerersäits goung et ëm inhaltlech pedagogesch Reformen, iwwert déi d'Innovatioun an der öffentlecher Schoul sech ausbreede soll.

Ech muss allerdéngs do och erëm eng Kéier meng Enttäuschung hei duerleeën iwwert dat, wat den Här Meisch de Moien zu deem Thema gesot huet, deen eigentlech vun enger Politik vum eidele Faass geschwat huet; wann ech dat richteg verstanen hunn. Ech mengen, an der Schoul ass och ouni d'Politik ganz sécher villes geschitt; och an der viregter Legislatur, an och an dëser Legislatur.

Et gëtt vill engagéiert Enseignanten, vill engagéiert Professeren, Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi och ouni d'Politik hir Schoul op eng nei, dynamesch a progressiv Manéier gestalten. D'Politik ka se iwwert déi Gesetzer, déi se mécht, iwwert déi Kaderen, déi se gëtt, dobäi ënnerstëtzen. D'Schoul ass e Kontinuum, deen ni ophält. An dat ass eben d'Schwieregkeet an och d'Erausfuerderung an engems.

Mä ech menge schonn, dass an dëser Legislatur natierlech och vill niewent deene Gesetzer, déi nach mussen ëmgesat ginn - an et ass sécher de schwéiersten Deel vun der Aarbecht; do ass jiddweree sech däers bewosst -, initiéiert ginn ass.

Ech denken zum Beispill un dat Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung, wat och e Gesetz vun 1945 ersetzt - de Rapporteur war de John Castegnaro -, mat engem kompetenzorientéierten Unterrecht, flexibel Bildungsweeër, Validéierung vu Beruffserfahrungen, dat alles an enger Perspektiv vun „lifelong learning". Dat Léiere muss natierlech och virun allem um Terrain geschéien. Mä e Gesetz ass am Fong geholl dat wäert, wat seng Potenzialitéite fir d'Schüler a fir déi Erwuessen um Terrain sinn.

Mir wäerten och nach an dëser Legislatur d'Schoul vun der zweeter Chance kënne stëmmen, fir Jonken, déi mat der Schoul näischt méi um Hutt hunn, de Wee zur Ausbildung opzemaachen, fir déi 200 bis 300 Jugendlecher, déi all Joer d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, opzefänken.

Den Neie Lycée. Do zitéieren ech: Eis Schoul ass eng pedagogesch innovativ Schoul, wou d'Uni Lëtzebuerg sech ëm d'Evaluatioun bekëmmert. Dat ass och eng Innovatioun zu Lëtzebuerg. Et ass net nëmmen eng Innovatioun geschitt, mä dass se och elo evaluéiert gëtt, dass doraus Lektioune gezu gi fir d'Zukunft.

Ech kann och nach un Innovatioune wéi d'Ganzdagsschoul Jean-Jaurès zu Esch denken, un de Schengen-Lycée zu Pärel, un de Bac international, un de Sportslycée, an net ouni och un onse regrettéierte Marc Zanussi ze denken, dee sech ëmmer ganz staark dofir engagéiert huet.

D'Basis vun all deenen Innovatiounen ass d'Beméiung, méiglechst alle Kanner, och deene mat Migratiounshannergrond, e schouleschen Ofschloss ze erméiglechen, also den Échec scolaire, dat wat mer scho viru 50 Joer MAGRIP genannt hunn, also d'Perte vu Matière grise endlech ze verhënneren.

Da wëll ech trotzdeem an deem Zesummenhang och un en anert wichtegt Gesetz erënneren, wat am Enseignement supérieur virläit a wat mer och nach wëlle stëmmen, nämlech déi zwou Joresformatioune vum Brevet de technicien supérieur, wat menger Usiicht no och nei Perspektiven opmécht, fir enger Demande vun der Ekonomie no esou Formatiounen nozekommen.

Da wollt ech och nach eppes soen iwwert de Sproochenunterrecht. Dat ware keng Gesetzer, mä dat war eng riseg Fuerschungsaarbecht, fir iwwerhaapt emol d'Situatioun vun de Sproochen zu Lëtzebuerg ze beschreiwen an aus deene Beschreiwungen e Plan d'action erauszezéien, fir den Enseignanten Instrumenter an d'Hand ze ginn, fir deene villen Échecen, déi mer am Sproochenunterrecht an der Lëtzebuerger Schoul hunn, entgéintzewierken.

Schlussendlech, well et och an der Deklaratioun vum Statsminister ugeschwat ginn ass, wëll ech d'Ustrengunge fir d'Lëtzebuergesch ernimmen, déi endlech an dëser Legislatur gemaach goufen, nodeem dass soss ëmmer vill dovunner geschwat ginn ass. Sécher waren ëmmer vill bénévole Interesséierter, déi sech ëm ons Sprooch bekëmmert hunn an deenen hir Mériter natierlech net solle verkannt ginn.

Mä elo endlech kënnt de Congé linguistique, kënnt de Sprooch eninstitut, kënnt de Lëtzebuergesch-Professer, si Chairen op der Uni Lëtzebuerg, fir déi Sprooch ze studéieren, fir Methoden auszeschaffen an endlech aus dem - wéi soll ech dat elo emol nennen? - méi allgemenge Gespréich an d'Realitéit vun dem Léieren iwwerzegoen.

Här President, en zweeten Thema ass sécher d'Liewensqualitéit. Dat ass e risegen Tromp fir e Land wéi Lëtzebuerg. Ech hu schonn iwwert d'Nohaltegkeet geschwat. D'Noutwendegkeet, fir eng nohalteg Approche an de Finanzen an och insgesamt an der Lëtzebuerger Politik ze hunn. A wa mer iwwer Liewensqualitéit schwätzen, dann ass dat natierlech Klimaschutz, Energie, Ëmwelt, Natur, Transport, alles, wat domat zesummenhänkt.

D'Legislatur 2004-2009 huet an der Ëmwelt- an an der Transportpolitik villes bruecht, grad wéi an der Energiepolitik. An et war sécher eng grouss Chance, dass mer ee Minister hate fir d'Ëmwelt- an d'Transportpolitik zugläich, well seelen huet sech e Minister esou aktiv fir den öffentlechen Transport agesat wéi de Lucien Lux.

D'Renaissance vun der Eisebunn ass do. D'Zuel vun de Passagéier geet vu Joer zu Joer an d'Luucht: plus 25%. Och an der Groussregioun klammen d'Zuelen. D'CFL-Cargogesellschaft huet de Frachtverkéier vun der Lëtzebuerger Eisebunn gerett; schlicht an einfach gerett. An d'Schinn gouf an deene leschte fënnef Joer massiv investéiert. 2008 an 2009 ginn 71% vun den Investitiounen an d'Schinn an 29% nëmmen an d'Strooss. Dat ass e Paradigmewiessel, deen een trotzdeem och muss am Kapp behalen.

2004 waren 107 Millioune fir d'Schinn virgesinn, 2009 sinn et der 319; an net nëmme virgesinn, mä d'Baggere lafen. Et ginn och nei Schinne geluecht a Garë gebaut: um Findel, zwëschent Péiteng an der Stad, op Belval. Et gëtt e Mobilitéitskonzept: „Mobil 2020". Den Tram an der Stad kënnt. Fir d'éischt hei säit Jore gëtt et e politeschen Accord zwëschent Stat a Gemeng Lëtzebuerg, an d'Virbereedunge lafen, grad wéi fir d'Garë vun Zéisseng an Houwald.

Dëst hänkt natierlech och enk zesumme mam Klimaschutz. Eng Trendwend ass agetratt. 2008 waren et minus 5,2% CO_2-Emissiounen am Verglach zu 1990, no plus 41% zwëschent 1999 bis 2004. Dat ass eng enorm Ustrengung, déi duerch jiddwer Eenzelnen erreecht ginn ass. Dat huet mat dem Astieg fir CO_2-aarm Autoen ze dinn, mat Lenkungsmesuren iwwert d'Autosteier, de Kyoto-Cent, oder Incitatiounen, fir emissiounsaarm Autoen ze kafen. Och den Naturschutz ass groussgeschriwwe ginn. Am Energieberäich si Förderprogrammer ugelaf, besonnesch fir d'Energieeffizienz an d'Energiespueren.

Här President, den drëtten Thema, de sozialen Zesummenhalt, ass besonnesch a Krisenzäiten enorm wichteg. Ech mengen, de Statut unique ass schonn e puermol genannt ginn. Et ass sécher ee wichtegt Instrument, fir d'Kohesioun vum Salariat ze garantéieren, och am Kranken-, am Gesondheetskeesewiese wichteg Synergien ze schafen. Déi sozial Kohesioun gëtt och garantéiert duerch déi grouss Versécherungssystemer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir Krankheet, Alter, Fleeg, Invaliditéit, Chômage.

Et gëtt net méi vun der Rentemauer geschwat, mä et gëtt vun enger wierklech realistescher, pragmatescher Approche geschwat. Et ass déi Approche vum Sozialminister Mars Di Bartolomeo. Dat heescht net, dass sech net iwwert de Pensiouns- a Rentesystem Gedanke gemaach gëtt: Net fir den Ausverkaf vun deem solidaresche System an d'Wee ze leeden, mä fir dee System laangfristeg ofzesécheren.

An ech hu gehéiert, dass muer an der Sozialkommissioun eng Partie Konklusioune vun där Tripartite, déi sech ëm d'Rentewiesen, de Pensiounssystem Gedanke mécht, virgeluecht ginn. Ech fannen dat interessant a wichteg, fir d'politesch Reflexioun weider auszebauen.

Et ass och an deem Gebitt en héich qualitatiivt Gesondheetswiese fir jiddwereen erhale bliwwen ouni Klassenënnerscheed. Dat war en Objektiv och vun der Politik vum Mars Di Bartolomeo. Aner Gesetzer wéi en Antitubaksgesetz, d'Interdictioun, Alkohol u Jugendlech ze verkafen, a vill aner praktesch Schrëtt a Campagnen, fir preventiv a kurativ anzegräifen, si gemaach ginn.

Ech wëll erënneren un d'Fusioun vu Kliniken, en neie Spidolsplang mat neien Orientatiounen, d'Palliativfleeg, d'Reform vun der Psychiatrie, d'Fixerstuff, d'Patienterechter: Op villen Terrainen ass do geschafft ginn.

Ech wëll och nach soen, dass dat Gesetz iwwert d'Euthanasie, wat mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, fir ons Begréffer e fortschrëttlecht Gesetz ass a virun allem och e seriöt a strikt cadréiert Gesetz, wat eng nei Fräiheet schaaft a Mëssbrauch verhënnert.

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Här President, de sozialen Zesummenhalt geet net nëmmen an deene grousse Risiken; en huet och eng Funktioun, fir nei Chancen ze ginn. D'Chèques-services fir Kanner sinn esou Chancen. D'Chancëgläichheet fir all Kand, egal wou et hierkënnt, gëtt verbessert duerch de soziokulturellen Encadrement an der Schoul wéi an de Crèchen an och am Précoce. Dës Regierung huet de Prinzip vun der Gratuitéit vun all deene Servicer politesch festgehalen. D'Ëmsetze war bis elo e Succès, an et ass och eng Zukunftsperspektiv, op déi eng nächst Regierung kann a muss opbauen.

E lescht Thema, Här President: dee grousse Begréff vun der Innovatioun. Déi huet natierlech mat wirtschaftlecher Diversifizéierung ze dinn, mat der Reform vun der Finanzindustrie, mat der Vermëttlung vun Innovatioun un d'Betriber. Do komme jo och nach wichteg Gesetzer elo um Enn vun der Legislatur.

Ech mengen, och hei geet et ëm eng fundamental Astellung, fir méi ze riskéieren, sech manner op gewinnten Nischen auszerouen. An de leschte Joren ass déi Diversifizéierung natierlech méi schwiereg ginn. Déi Aktiounspläng an der Logistik, an den Technologies de la santé, an den Techniques de l'information et de la communication, den Ëmwelttechnologien, déi de Wirtschaftsminister opgestallt huet, weisen interessant Perspektive fir déi kommend Joren op. An dee grousse Projet iwwert d'Biodatebank vun der Regierung ass wegweisend an där Hisiicht, fir Recherche a wirtschaftlech notzbar Déngschtleeschtungen ze verbannen an doduerch nei wirtschaftlech Créneauen ze entwéckelen.

Mir hu mat der Uni an de Centres de recherche publics wéi och mam Fonds national de la recherche an de leschte Joren a Jorzéngten Instrumenter geschaf, déi fir d'Erneierung vun onser Wirtschaft liewensnoutwendeg sinn. Si sinn net perfekt. Mir hu gesinn, de Rapport d'évaluation iwwert d'Uni ass relativ kritesch, wann een an den Detail geet, mä dat ass noutwendeg. Wann een eng héich performant universitär Institutioun wëllt hunn, muss ee sech dëser Kritik kënnen aussetzen a muss een doraus Konklusioune kënnen zéien.

Dat neit Immigratiounsgesetz - wëll ech och dozou zielen - erlaabt Chercheuren, Experten, héichkaräteg Aarbechtskräften an d'Land ze bréngen, fir op déi Manéier och nei Créneauen an der Wirtschaft ze schafen.

Natierlech musse mer och un d'Kompetitivitéit vun onse Betriber, besonnesch och vun de Kleng- a Mëttelentreprisen denken.

An déi offensiv Haltung vun der Finanzplaz - ech hu se schonn ugeschwat - schéngt mer och zukunftsträchteg ze sinn.

Här President, wat brauche mer, fir aus der Kris erauszekommen - elo an no de Wahlen?

Egal wien an der Regierung ass: Mir brauchen dofir kee Wonner. Mir brauchen natierlech en internationaalt Ëmfeld, ouni dat ons Ekonomie sech net entfale kann. Mä mir brauche virun allem en eegene Kraaftakt. An dee féiert iwwer Formatioun, iwwer Innovatioun, iwwer flexibel Aarbechtskraaft, iwwer sozial an national Kohesioun. A virun allem brauche mer alleguer zesummen - alleguer zesummen! - Vertrauen an d'Zukunft. Ouni dat Vertraue bréngt mer et net fäerdeg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll meng Ried ufänke mat engem Ausdrock vu Satisfaktioun an deem Sënn, datt ech festgestallt hunn, datt am Fong an deene leschten Deeg d'Diskussioun am politesche Raum net méi dem klassesche Schema entsprécht, esou wéi een e gewinnt war an der leschter Zäit. An zwar, datt mer eigentlech gewinnt waren, datt jiddwereen oder vill Politiker gemengt hunn, ëmmer nëmmen ervirsträichen ze missen, wéi gutt si wären a wéi schlecht déi aner wären.

Mir sinn iwwergaangen an en Diskussiounsschema, deen eigentlech eng Géigeniwwerstellung ass vu Modeller a vun Iddien. A mir ginn eigentlech dovun aus, datt d'Leit intelligent genuch sinn, fir kënne Vergläicher ze maachen, wat fir eng Iddien deen een an deen aneren huet, an datt dat och besser méiglech ass, wann déi eng oder aner politesch Partei oder politesch Faarf eben net verfiert nom klassesche Schema vun der Parteipolemik, mä vun der Iddiëkonfrontatioun.

Dat ass desto méi zefridde stellend fir mech, well ech mengen, datt mer dat méi wéi jee elo brauchen. Ech si scho laang iwwerzeegt dovunner, datt dat d'Leit vill méi interesséiert.

Duerfir hunn ech a meng Fraktioun, meng Partei an deene leschte Joren e Politikstil eigentlech gehat, deen dora bestanen huet, sécherlech en eegene Profil ze hunn, eegen Ecken a Kanten ze hunn, och ze soen no baussen, wou déi sinn, mä eigentlech eis domadder ervirzedi par rapport zu eise politesche Géigner eben duerch d'Differenzen, déi mer wëllen erausschielen op eisen Inhalter an net onbedéngt op Parteipolemik.

Wann ech dat soen, da wëllt dat awer net heeschen, datt ech net amstand sinn, wann ee mer um Paltong wëllt fréckelen, fir mech séier ëmzedréinen an derfir ze suergen, datt en ophält, mer um Paltong ze fréckelen. An ech muss soen, dat ass de Moien zu engem Deel hei geschitt. Duerfir wäert ech mer och missen erlaben, herno selbstverständlech op méiglechst inhaltlech a sachlech Aart a Weis deemjéinegen ze soen, datt e besser gehat hätt, net u mengem Paltong ze fréckelen.

Ech wëll vläicht ufänke mat enger Analys vun der Kris, an zwar mat - ech wëll keen Zitat bréngen, mä eigentlech e Rappel just - eppes, wat ausgesot ginn ass vun engem, net deem mannsten, am Summer 2008, nämlech dem President vun der Europäescher Zentralbank. Deen huet am Summer, am Juli 2008 nach déi gewoten Ausso gemaach, fir ze soen, dat Schlëmmst vun der internationaler Finanzkris wär hanner eis, an e géif feststellen, datt den Euroraum exzellent géif résistéieren. Dat heescht, en huet am Fong am Juli 2008 der europäescher Öffentlechkeet zum Beschte ginn, datt mer eigentlech kéinte relativ optimistesch an déi nächst Méint kucken.

De President vun der Europäescher Zentralbank, dat ass wéi gesot net iergendeen. Dat ass deen een, op dee mer gär kucken a vill kucken, wann e Pressekonferenze mécht an Aussoe mécht, well mer jo dovun ausginn, datt dee gudde Mann eng gewësse Sachkenntnis huet a Wirtschafts- a Währungsfroen. A wann deen am Juli esou eppes seet, an am Oktober geschitt dat, wat mer entre-temps wëssen, wat geschitt ass, dann ass dat eleng den Ausdrock dovunner, a wéi enger dramatescher Kris datt mer eis befannen.

Et gëtt entre-temps Ekonomisten, déi soen, datt esou e brutalen, wirtschaftlechen Ofstuerz wéi deen, dee mer kannt hunn tëschent dem Oktober an dem Dezember d'lescht Joer, datt ee muss an d'19. Jorhonnert zréck siche goen, fir esou een iwwerhaapt ze fannen, datt et souguer 1929 dee kuerzfristegen, brutalen Ofstuerz, dee mer kannt hunn, an där Form 1929 net ginn ass. D'Kris vun 1929 hat dramatesch an desastréis Konsequenzen duerno, natierlech och - dat wësse mer haut - duerch falscht Verhale vun der Politik. Ech mengen, et géif elo ze wäit féieren, déi Analys hei bis op d'Spëtzt ze dreiwen oder bis un d'Enn ze féieren. Mä bannent dräi Méint esou e brutalen Ofstuerz ze hunn, wéi deen doten, do muss ee wierklech an d'19. Jorhonnert zréckgoen.

Eng vun den Ursaache läit ganz sécher doranner, datt mer alleguerten ënnerschätzt hunn an och d'Ekonomisten ënnerschätzt hunn, datt mer zënter 1989 eng wesentlech aner weltekonomesch Situatioun hunn. Mir hunn zënter 1989, zënter datt d'Mauer gefall ass an zënter datt dee sougenanntene real existéierende Sozialismus definitiv vun der Landkaart verschwonnen ass - et gëtt zwar nach eenzel Länner an net déi klengsten, wéi zum Beispill China, déi sech dorobber beruffen, mä an der Praxis huet China eigentlech nëmme brutaalste Statskapitalismus bedriwwen, dat heescht, et war am nämlechten Zeenario wéi de Rescht vun der Welt -, eng Situatioun, bis op ganz wéineg Ausnahmen, déi awer eigentlech onbedeitend sinn an der Weltekonomie, eng globaliséiert Ekonomie, déi sech op een eenzegen ekonomesche System baséiert, an dat wéi gesot eréischt vun 1989 un. An dat huet natierlech och, vu datt et vun dem Finanzsecteur ausgaangen ass, a well alles an deem Ausmooss globaliséiert ass, an donc dat awer ënnerschätzt ginn ass, mat grousser Wahrscheinlechkeet zu deem brutalen Ofstuerz an där kuerzer Zäit gefouert, dee mer kannt hunn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir hunn, wéi gesot, relativ séier eng generaliséiert Kris kritt, global fir d'éischt am Finanzsecteur, wat duerno ganz rapid en Niderschlag fonnt huet och op d'Realekonomie. Och an där Vitesse war dat bis elo zum Beispill am 20. Jorhonnert net do, an dat, wéi gesot, huet eis zu deene Konsequenze gefouert.

Dës Kris, déi fält awer zesumme mat enger anerer Kris, nämlech enger Ëmweltkris. Déi Ëmweltkris, déi fanne mer op verschiddensten Niveauen erëm. Wann iwwer Ëmweltkris geschwat gëtt, dann denke mer an der Regel un enger éischter Stell haaptsächlech un d'Klimaproblematik. Mä et geet net nëmmen ëm d'Klimaproblematik: Et geet ëm d'Ressourcëkris generell.

Déi nämlecht Ekonomie, déi ech elo beschriwwen hunn, déi baut zu bal 100% nach ëmmer op fossil Energieträger en général op. Déi spillen eng zentral Roll an där Kris. Si hunn eng Roll gespillt am Summer 2008, wéi d'Präisser duerch de Plaffong gaange sinn, well et ass jo net nëmmen de Pëtrolspräis, deen esou eropgaangen ass. Entretemps si jo all déi aner fossil Energieträger, déi hänken direkt dorunner, och wann déi nach e bësse méi laang zur Verfügung sti wéi de Pëtrol als solches, wou mer relativ séier wäerten an d'Phas antriede vun der absoluter Verknappung vun där Ressource, mä och de Gas oder aner fossil Brennstoffer hänken an der ekonomescher Logik hannendrun, donc och an de Präisser hannendrun, a maachen déi nämlecht Op-an-of-Bewegunge mat. Dat heescht, mir hunn eng Ressourcëkris.

Mir hunn eng Waasserversuergungskris, déi entre-temps unerkannt ass. Dee leschte weltwäite Sommet, deen dat diskutéiert huet, huet dat alarmant festgestallt. Och dat huet ekonomesch Konsequenzen a wäert der nach méi hunn an der Zukunft.

Mir hunn eng Kris vun der Biodiversitéit, an d'Kris vun der Biodiversitéit, dat ass net nëmmen, wat jo schonn dramatesch genuch ass, einfach de Fakt, datt eng Rei Déierenzorten ausstierwen. Mä dat ass och, datt eng Rei Planzenzorten op eemol verschwannen, datt eng Rei och erëm Ressourcë fir de Mënsch verschwannen, donc och fir d'Ekonomie verschwannen.

Dat heescht, wéi gesot, déi dote Kris trëfft zesumme mat där Ëmweltkris, mat alle Konsequenzen, déi ech elo grad beschriwwen hunn.

Da kënnt nach eng drëtt Kris derbäi, an ech géif jiddwerengem roden, dem Expert doranner, deem säin neit Buch ze liesen. De Jeffrey Sachs, deen huet en neit Buch erausginn, wat sech och mat deenen anere Voletë beschäftegt, mä Dir wësst, deen ass e grousse Spezialist och an der Entwécklung vun der Bevölkerung weltwäit. Mir hunn och eng Bevölkerungskris. Mir ginn op enger Vitesse, wéi se nach ni bis elo do war, op zéng Milliarde Mënschen op dësem Planéit zou bis 2050, wa mer net - op fräiwëlleger Basis selbstverständlech - reguléierend agräifen. Do gëtt et och Méiglechkeeten, wéi een dat kann.

Wann ech soen, zéng Milliarde Mënschen 2050, da sinn dat der 3,5 Milliarden nach eng Kéier méi wéi haut do sinn. Ech brauch kengem ze soen, wat dat ressourcëméisseg bedeit. En plus kënnt derbäi, datt déi 3,5 Milliarden, déi derbäikommen, zu 99% an deenen ärmste Länner op der Äerd wäerte bäikommen.

(Interruption)

Wann een dat do alles weess, an dann och nach dobäi weess, datt duerch déi Ëmweltkris mat all deene Punkten, déi ech opgezielt hunn, mir riskéieren duerch de Fait, datt verschidde Regiounen, wou grad déi dote Bevölkerungsgruppe liewen, net méi liewensfäeg wäerte sinn, Flüchtlingsstréim kënnen ze kréien, déi dramatesch ginn, da muss ee wëssen, datt dat derwäert ass - géif ech emol mindestens soen -, fir sech mat deenen eenzelnen Elementer do ze beschäftegen.

Ech soen dat doten och net, well ech hei wëll Schwaarzmolerei maachen. Et geet wierklech net dorëms, fir hei eng Katastrophebeschreiwung ze maachen. Mä et geet mer dorëms, fir opzeweisen, datt mer an enger onheemlech komplexer Kris sinn an datt et duerfir och keng simplistesch an einfach Léisunge gëtt, fir géint déi dote kombinéiert Facteure virzegoen.

Deementspriechend warne mir och alleguer déi, déi mengen, mir hätten nach vill Zäit ze verspille mat parteipoliteschem Geplänkels a mat simplistesche Léisungen, fir géint déi Kris do unzegoen.

Déi Kris huet awer och eppes Positives direkt emol: Et ass dat definitiivt Enn vun der Pensée unique. Déi lescht 25 Joer si mer verdommt ginn op eng Aart a Weis, déi bal net ze beschreiwe war. All Leit, an et ass der ginn, och an den intellektuellen, an de Wëssenskreesser ass et der genuch ginn, déi virun all deene Konsequenze gewarnt hunn, mat deene mer haut konfrontéiert sinn. Mä et huet kee méi deenen nogelauschtert. Dat waren éiweg Gestrige, och an der Politik, déi nach esou Theese vertratt hunn. Iwwert déi ass de Kapp gerëselt ginn, gelaacht ginn, mä et huet kee se eescht geholl. Dat hei ass d'Enn dovunner, well eppes ass sécher: Déi Kris wäert queesch duerch all Bevölkerungsschichten, vu ganz Arem bis ganz Räich, Konsequenzen hunn, och am Denken. Et kënnt e Wäertewandel. Verschiddener, esou schéngt et mir, hunn deen nach net esou richteg matkritt.

Et ass och en Enn ganz sécher vun deem iwwerdriwwene Liberalismus, dee mer kannt hunn an deene leschte 25 Joer. Et muss en Enn si vun der Logik vun der Rücksichtslosegkeet, vun der Profitgier, déi mer déi lescht 20, 25 Joer kannt hunn, ech hunn et scho méi wéi eng Kéier hei gesot, an och där Logik, déi dora bestanen huet, datt ee gemengt huet, et kënnt een effektiv Geld maachen, ouni datt ee sech misst bewegen, datt effektiv am Schlof d'Sue sech géife vum selwe vermehren. Alles dat ass eriwwer, an et kënnt duerfir dorop un, datt mer déi richteg Léieren dorauser zéien.

Wa mer déi richteg Léieren dorauser zéien, dann ass déi komplex Beschreiwung, déi ech gemaach hunn hei, da brauch ee keng Angscht dovunner ze hunn. Da gëtt et Léisungsweeër doraus, an da kann een och zu de Gewënner zielen, wann et do aus där Kris erausgeet.

Dat Éischt, wat ech mer erhoffen oder mir eis erhoffen, wat mer musse ganz kuerzfristeg eben aus deenen dote Grënn eraus änneren, dat ass eist Denken, an deem Sënn - an dat gëllt virun allem fir d'Politik -, datt mer nëmmen nach fir eis denken oder - wéi d'Politiker et esou gär maachen - fir eng Legislaturperiod denken.

Mir waren nach ëmmer der Meenung a mir sinn desto méi der Iwwerzeegung, datt et de Politiker grad haut hir verdammte Responsabilitéit ass, fir och fir déi nächst Generatioun matzedenken. A wann ee fir déi nächst Generatioun wëllt matdenken, da muss een och et heiansdo fäerdeg bréngen, souguer eng Wahlécheance, a sief et souguer, wa se an dräi Wochen oder a véier Wochen ass, zréckzestellen an dann d'Inhalter esou ze diskutéieren, wéi et sech gehéiert.

Ech wëll dann awer och nach ee Punkt uschwätzen, deen ze kuerz komm ass, menger Meenung no, bis elo an der Debatt, mä deen och wéi en Damoklesschwäert iwwer eis hänkt: Dat ass d'Inflatiounsgefor.

Dat kléngt am Moment bal wéi e Witz, wann een doriwwer schwätzt, well de Moment si mer éischter do bei Deflatioun wéi bei Inflatioun, also dat heescht bei Minusinflatioun, datt d'Präisser erofginn. Mä wann ee sech e bësse beschäftegt mat der Fachliteratur, an et sinn och interessanterweis déi nämlecht Leit, déi eis viru Jore gewarnt hunn, wat op eis géif zoukommen, déi eis elo opmierksam maachen op eng Rei Risiken, déi ganz schnell kënnen op eis zoukommen, wat d'Inflatioun ubelaangt.

Dat kënnt duerch zwee Facteuren. Dat eent ass, mir hunn natierlech duerch déi enorm Zomme Geld, déi an d'Marchéë gepompelt gi sinn, déi de Moment awer nach gréisstendeels roueg doleien, déi nach net genotzt ginn, an duerch de Fait, datt mer d'Zënstauxe bal op null erofgesat hunn, Liquiditéite geschaf, déi am Moment net genotzt ginn. Mä bei deem geréngsten Unzeeche vu Reprise vun der Konjunktur, da wäerten d'Leit sech dorobber stierzen, fir déi ze notzen.

Konsequenz: Mir wäerte ganz kloer eng Präishausse kréien, déi ka rapid ginn. Et gëtt verschidden Ekonomisten, déi soen, datt souguer Risike besti vun Hyperinflatioun. D'autant plus, wou mer musse wëssen, datt dat, wat ech virdru gesot hunn, nämlech d'Problematik vun der Energiekris, dann erëm direkt wäert voll matspillen, well och dat wäert eng Konsequenz hunn.

Soubal dat geréngsten Unzeechen ass vu Reprise, da wäerten déi am Moment vill ze vill niddreg Energiepräisser klammen. Si waren d'lescht Joer am Summer no uewe spekuléiert ginn. Si sinn elo no ënne spekuléiert. Et ass elo kee méi dorun interesséiert, well effektiv keng Demande do ass. Mä wann d'Demande erëmkënnt, da ginn ech

Iech d'Garantie haut scho schwaarz op wäiss op enger Salztut: Da wäert bannent kierzester Zäit dee Pëtrolspräis mindestens um Duebel si vun deem, wou en haut ass. Dat heescht, och dat huet erëm e weideren Impakt op d'Inflatiounsgefor.

Duerfir mengen ech, solle mer dat immens am A behalen an och eis bewosst sinn, wat dat heescht. Dat heescht emol an éischter Konsequenz, datt et deene Leit, deenen et haut schlecht geet, dann awer wierklech schlecht wäert goen, well dat Schlëmmst, wat deene Leit ka passéieren, deenen et schlecht geet, deene sozial Schwaachen, dat ass, wa mer Inflatiounsraten hu vu 7 bis 8%, well dat ass eng direkt 8%eg Devaluatioun vum Gehalt. Dat heescht, wann ech de Mindestloun haut hu vun 1.700 bis 1.800 Euro, dann ass deen emol ratsch 7% manner wäert. Katastrophal! Gëft, dat frësst eis d'Reale méi séier op, wéi mer kënne kucken.

Mir kréien dann natierlech och aner Diskussiounen hannendrun, dat wësse mer jo och alleguerten, nämlech Froe wéi: Wéi kompenséiere mer dat?

Well dat gëtt jo e wierkleche Kafkraaftverloscht, dee mer da kréien. Wéi kompenséiere mer deen? Dat heescht, do lauert eng Gefor, déi mer sollen am A behalen, a virun allem op engem Beräich - ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Mir hu jo glécklecherweis op engem Facteur, dee matschëlleg ass un deenen héijen Inflatiounssprëng, de Moment niddreg Präisser, dat ass bei der Energie, dat hunn ech jo gesot.

Kommt, mir notzen dee Sputt, fir schleunegst d'Alternativen dozou weiderzebréngen! Bon, ech mengen, et ass kloer, dat kënne mer net zu Lëtzebuerg eleng maachen, mä mir hunn och eng Responsabilitéit, mir mussen do mathëllefen, och datt mir eis also aus där Ofhängegkeet erausbréngen.

Dat ass dat iewescht Zil, fir nëmmen déi Zäit ze notzen, déi mer elo hunn, wou eigentlech jo gespuert gëtt, well de Präis ass jo ënnen, well de Moment manner verbraucht gëtt, fir dann ze kucken, d'Alternativen ze entwéckelen, datt mer relativ séier manner ofhängeg gi vun deem doten Aspekt.

Ech kommen dann zum Punkt, wat mer elo solle maachen zu Lëtzebuerg respektiv déi nächst Joren. Fir eis ass et ganz kloer: Iewescht Prioritéit muss de Moment hunn d'öffentlech Investitiounsausgab. An enger éischter Stell natierlech aus deene Grënn, wou mer eis all och eens sinn, well déi öffentlech Opträg, déi erausginn, kënnen déi Lächer fir d'Ekonomie fëllen, déi gebraucht ginn, well um private Marché alles zesummegebrach ass.

Mä un enger zweeter Stell awer och, well et eng ganz Rei Strukturdefiziter gëtt, och an eisem Land - herno soen ech nach, wat fir eng mir mengen datt dat sinn -, wou mer musse relativ séier behiewen, well dat och en Impakt huet op d'Fonctionnéiere vun eiser Gesellschaft engersäits an op eise Wirtschaftsstanduert anerersäits.

Mir mengen awer allerdéngs, datt een do soll oppassen, wat ee mécht, a Prioritéite setzen, souwisou och muss Prioritéite setzen an deenen nächste Joren. Mir finanzéieren dat duerch méi eng héich Statsschold. Mir hu keen anere Choix de Moment. D'Recettë briechen eis de Moment dramatesch an, dat ass entre-temps kee Geheimnis méi. Mir stellen et fest beim Stat, mir stellen et fest bei de Gemengen, bei der ganzer öffentlecher Hand also. Mä nach mengen ech duerch de Fait, datt mer insgesamt als Land eng gutt Startpositioun hu mat enger niddreger Statsschold, solle mer courageiert iwwert dat Méi-eng-héich-Verscholdung-mat-a-Kaf-Huele kuerzfristeg dat dote maachen.

D'Fro, déi sech awer natierlech stellt, an dat ass eng wichteg, a mir si jo och elo an enger Virwahlzäit, duerfir ass et och wichteg, datt d'Parteien do kloer Äntwerte ginn, wat si an deenen nächste fënnef Joer maachen. Mir hoffe jo all zesummen, datt mer an deenen nächste fënnef Joer et ronnbréngen, relativ séier déi Ekonomie erëm un d'Lafen ze bréngen, datt mer aus där Talfahrt hei, aus deem Tal der Tränen hei erëm erauskommen.

Duerfir stellt d'Fro sech dann natierlech, soubal mer erëm biergop gemittlech ginn: Wat geschitt mat där méi héijer Schold, déi à la limite, jee nodeem, wéi et sech entwéckele kann, ganz rapid vill méi héich ka ginn, wéi se haut ass. Wat maache mer mat där?

Do gëtt et zwou Méiglechkeeten. Et kann ee soen, dat ass eis egal, mir loossen déi lafen. Eng ganz pervers Méiglechkeet wär souguer nach, wa mer eng héich Inflatioun kréien, da soe mer, dat ass tipptopp, loosse mer déi och nach lafen, an da baue mer e bësse Schold of iwwert d'Inflatioun. An ech soen dat, well ech bal iwwerzeegt sinn, datt et ganz Grousser nach wäert gi mat ganz héije Statsdefiziter - nämlech d'Vereenegt Staten -, déi dat wahrscheinlech wäerte maachen, wat net ouni Konsequenze wäert fir eis sinn. Mä ech mengen, et ass glaskloer, dat soll net eis Logik sinn, an dat däerf a kann och net eis Logik sinn, scho guer net als klengt Land. Och aus der Generatiounegerechtegkeet eraus wär dat wierklech total irresponsabel.

Et muss d'Zil si vun der Politik, dann am Intérêt vun der Generatiounegerechtegkeet, fir där nächster Generatioun och eng Chance ze ginn, ze versichen, déi Statsschold erëm séier ofzebauen.

Da kommen ech bei e Punkt, dee mer jo elo ëmmer méi intensiv diskutéieren, wou ech awer gären hätt, datt mer Kloerheet kréien, nämlech deen: Wéi baue mer déi Statsschold of respektiv wat kënnen d'Zeenarië sinn?

Do muss ech soen, dat ass dat Banaalst vun der Welt, wann een hei op d'Pult kënnt a seet, eis éischt Prioritéit ass net iwwer Steieren d'Statsschold ofzebauen. Also, dat ënnerschreift jiddwereen heibannen. Och jiddwereen, deen eng Kéier heibanne war, a jiddwereen, deen eng Kéier an Zukunft heihinner kënnt, well et ass jo keen, dee Steieren erhieft, well en d'Leit wëllt emmerdéieren dobaussen. D'Steieren zitt de Stat jo net an, well en d'Leit wëllt piesacken. Mä d'Steieren zitt de Stat an, well en eppes domadder wëllt am Intérêt général maachen. Soss bräichte mer iwwerhaapt keng Steieren ze erhiewen, wann dat net de Fall wär.

Do muss ech soen, wann ech dann héieren, dat huet mech wierklech besonnesch iwwerrascht, datt dräi Parteien ënnerstallt kréien, si wéilten, wéi dat de Moien ausgedréckt ginn ass, de Finanzéierungsproblem beim Stat duerch méi héich Steieren léisen. Wann ech alles nach gutt an Erënnerung hunn, wat déi lescht Méint geschitt ass, war et net de Stat, deen e Finanzéierungsproblem hat an deene leschte Méint!

Déi 3,5 Milliarden, déi mer verschiddene Banken de Moment ginn, dat si jo keng staatlech Banken, déi déi kréien. Mä déi 3,5 Milliarden, déi de Stat do zur Verfügung stellt, déi kommen awer och vu Steiergelder. An iwwerhaapt all déi Konjunkturprogrammer, déi mer de Moment lancéieren, fir datt d'Ekonomie, d'privat Ekonomie um Dréine bleift, dat maache mer jo net, well de Stat elo mengt, e misst monter vun haut op muer einfach alles dat schnellstens maachen an och sech dowéinst esou verschëlden. Mir maachen et jo am Intérêt vun der privater Ekonomie, vum private Konsum, dat heescht donc vun all Eenzelnem an dëser Gesellschaft.

Da muss ee sech awer däerfen déi Fro stellen, wa mer et eng Kéier iwwerstanen hunn, déi ganz Geschicht, an de Stat sëtzt do mat sengem groussen Defizit, a mir gesinn, datt mer deen Defizit eleng net duerch d'Recetten, déi da jo hoffentlech erëm ulafen, combléiert kréien, datt mer dann och mussen déi mat erunzéien, déi jo dann erëm normal verdéngen. Et gëtt jo Leit, wann d'Ekonomie erëm ufänkt ze dréinen, déi erëm normal verdéngen.

Ech fannen dat eng komesch Diskussiounskultur, zumools an enger Zäit, wou mer jo awer anscheinend alleguerten diskutéieren iwwert de Retour vum Stat, den neie Rôle, deen de Stat soll kréien, wa mer dann op där anerer Säit déi Diskussioun wéi dat do esou féieren.

Dat Lach, wat d'Statskeesen an och d'Gemengekeesen um Enn kréien, dat kréie se net doduerjer, well si selwer schlecht gewirtschaft hunn. Dat wëllt net heeschen, datt mer net selbstverständlech en permanence an ëmmer sollen, musse kucken, an dat ass och eis Flicht, datt mer net onnëtz Gelder beim Stat ausginn, datt de Stat effikass fonctionnéiert, datt eis Verwaltungen effikass schaffen. Mä dat déckecht Lach, wat mer elo kréien, kréie mer net doduerjer, well de Stat selwer vu sech aus dat verschëllt huet, mä well de private Marché an d'privat Ekonomie komplett versot hunn an deene leschte Méint an an deene leschte Joren. Dat ass eng Konsequenz, déi een heirauser muss zéien.

Da muss ech soen, wann dann d'Fro gestallt gëtt, wien déi Schëllere sinn, déi eppes kënne verkraaften. Wa mer missten an zwee, dräi Joer zum Beispill d'Solidaritéitssteier liicht hiewen, well mer gesinn, datt et net opgeet, da gesinn ech awer ganz däitlech, wien dat ass. Ech si selwer do derbäi. An heibannen ass jiddwereen do derbäi.

Ech sinn der Meenung, datt, wa mer doriwwer diskutéieren an zwee, dräi oder véier Joer, wa mer gesinn, datt mer nach vill Chômeuren hunn, vill Leit a Kuerzaarbecht hunn, datt et derwäert ass, datt mer zesummen doriwwer diskutéieren, ob mir dann heibanne mat eise Gehälter net fäeg dozou sinn, fir op där Basis vun där Solidaritéitssteier mat dozou bäizedroen, datt déi Leit kënnen existéieren an dëser Gesellschaft.

Fir dowéinst hin deenen anere Parteien ze ënnerstellen, si wäre Steiererhéijungsparteien, dat fannen ech franchement eng Ënnerstellung a souguer e Skandal!

M. Claude Meisch *(DP).*- An déi, déi e Véierel vun deem hunn, wat Dir hutt, Här Bausch?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Meisch, déi, déi keng Steiere bezuelen, déi bezuelen och keng Solidaritéitssteier. Dat misst Dir eigentlech wëssen, well Dir wësst jo, datt d'Solidaritéitssteier berechent gëtt op de Steieren, déi Der bezuelt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir läit jo awer net op der Limite vun deenen, déi keng Steiere bezuelen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Meisch, mir kënnen och nach duerchwegs diskutéieren herno iwwer Ausgestaltunge vu verschiddene Saachen. Mä ech hunn lech awer elo grad gesot, an ech mengen awer - an duerfir sinn ech och pertinemment iwwerzeegt, datt dat iwwerhaapt kee Problem stellt, fir dat ze diskutéieren -, datt ganz vill Leit an dësem Land esou denken, wéi dat, wat ech am Moment soen. Ech mengen duerchwegs, datt vill Leit an dësem Land sinn, déi bereet sinn, Solidaritéit ze weisen, wann et drop ukënnt, mat deene Leit, déi näischt hunn. Dat ass eis Philosophie. Wann Dir eng aner hutt, tant mieux, dann ass dat Äre Problem,…

(Interruption)

…mir hunn deen net.

(Interruptions)

M. le Président.- Hei, elo huet den Här Bausch ganz eleng d'Wuert. Wann ee wëllt dem Här Bausch eng Fro stellen, soll e sech mellen.

Une voix.- Sou wéi een an de Bësch rifft…!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech muss lech soen, Madame Brasseur, Dir waart de Moien net hei, mä ech hunn de Moie misse Saachen iwwer mech ergoe loossen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Zum Beispill? Zum Beispill?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, jo, all déi Saachen, déi Der an deem Kontext gesot hutt, Här Meisch. Dir sidd amgaangen zënter dräi Woche weider näischt ze maachen, wéi op all Pressekonferenz ëmmer nëmmen deeselwechte Saz ze soen.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dat ass säi gutt Recht.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, sécher, dat ass säi gutt Recht. Mä et ass och mäi gutt Recht, dann dat nämlecht hei ze erklären, datt et net esou ass.

Här Krieps, oder sidd Der net menger Meenung?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dach, ech sinn Ärer Meenung, mä mir mussen eis vun lech och vill Saachen unhéieren…

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Dir musst lech vu mir vill Saachen unhéieren. Dat ass richteg. Mä Dir musst lech och net wonneren, wann Dir Saache par rapport zu eis sot, wa mer lech dann dorobber äntwerten.

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Meisch lech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Bausch, stëmmt et, datt déi gréng Partei och am Laf vun deene leschte Wochen ëmmer erëm kloer signaliséiert huet, datt fir si Steiererhéijungen net ausgeschloss sinn, datt dat ee Mëttel ass, fir déi Budgetskris hei ze iwwerbrécken?

Stëmmt dat, jo oder neen? Also, wann et stëmmt, da ginn ech dovunner aus, datt ech lech de Moie richteg zitéiert hunn a bei déi richteg Parteien agereit hunn.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Meisch, Dir hutt mech nach ni héiere soen - an och elo grad net, ech mengen, Dir hutt mer elo grad net nogelauschtert -, Dir hutt mech nach ni héiere soen, datt ech der Meenung wär oder meng Fraktioun der Meenung wär, datt d'Steiererhéijungen de gëeegente Mëttel wär, fir aus der Finanzkris erauszekommen oder aus der Wirtschaftskris erauszekommen.

Dat Eenzegt, wat ech soen, an dat huet meng Fraktioun nach ëmmer gesot: Wa mer erëm eng Kéier eraus sinn, an et dréint erëm normal, an ech hunn lech et virdrun erkläert jo, firwat mer an dat Lach wäerte kommen, datt dat net ass zu 100%, well d'öffentlech Hand dat selwer verschëllt huet, da musse mer kënnen doriwwer diskutéieren, wéi mer da kucken zesummen doraus erauszekommen.

A wa sech da sollt erausstellen, datt et net eleng duergeet duerch verschidde Reformen, déi mer maachen - woubäi een och do mer nach emol muss soen, wat déi sinn, déi richteg Reformen, ech hunn déi nach net esou richteg detektéiert; mä huele mer emol un, et gëtt der jo sécher nach eng Rei, et gëtt der mat Sécherheet -, respektiv doduerch, datt d'Konjunktur uspréngt a mer bei de Recetten erëm méi kréien, da muss et méiglech sinn, iwwer esou Saache wéi dat do ze diskutéieren, iwwer eng Solidaritéitssteier ze diskutéieren.

Méi huet eigentlech nach ni ee gesot! A fir dorauser dann de Slogan ze maache wéinst dem 7. Juni, déi aner Parteie wäre Steiererhéijungsparteien, da wëll ech lech soen, an dat soen ech lech wierklech an aller Frëndschaft - wierklech an aller Frëndschaft! -: Dot d'Kap vum Här Westerwelle erëm of, well déi Kap, déi Der virdrun un hat, do waart Der vill méi sympathesch dran an déi passt och besser bei lech. Dot déi erëm of!

(Interruption et hilarité)

Ech sinn do anerer Meenung.

Et muss een oppassen am Wahlkampf. Et muss een oppassen, wat een do seet, do kann heiansdo emol e Schoss no hanne lassgoen.

Ech kommen dann zu der Finanzplaz als solches. Ech hu virdru gesot a menger Introduktioun, datt ech der fester Iwwerzeegung sinn, datt mer duerch déi Kris hei e Wäertewandel kréien. Mir kréien dee Wäertewandel bei den Investisseuren. Déi meescht Leit, déi hir Sue jo op de Banke stoen hunn, dat si jo Leit, déi hir Suen investéieren. Ech mengen, ech schwätzen net elo vun engem, deen e puer honnert Euro dostoen huet, mä vun deene groussen Investisseuren, déi hir Suen dostoen hunn, déi wäerten an där Hisiicht op zwee Niveauen an Zukunft anescht iwwerleeën.

Den éischte wäert sinn, d'grouss Prioritéit wäert net méi déi ganz héich Rendite sinn, mä d'grouss Prioritéit wäert éischter sinn d'Sécherheet vum Placement. An dann dat Zweet ass, och ze iwwerleeën, wou d'Sue wäerten higoen, déi si do placéieren.

Firwat? Majo, den éischte Grond ass evident: Et gëtt ganz vill grouss Investisseuren, déi ganz vill Sue verluer hu mat där Logik. An ech mengen, deen Zesummebroch, dee geschitt ass, dee wäert och e Mentalitéitswandel do ausléisen.

Deen zweeten ass deen, well och Leit, déi ganz vill Suen hunn an hir Sue wëllen investéieren, ëmmer méi sech bewosst ginn, datt se, egal wéi vill Sue se hunn, wa mer déi Wirtschaft, an där mer haut fonctionnéieren, net nohalteg ausgestalten, egal wéi vill Suen een dann huet, keen herno wäert domadder eens ginn. D'Geld kann ee jo och net iessen.

Duerfir kënnt et drop un - ëmmer méi -, datt och d'Suen esou agesat ginn, datt gewëssen ekologesch an och souguer sozial Komponente berücksichtegt ginn. Ech si fest iwwerzeegt, datt dee Wandel kënnt. An ech mengen och, dat mer do Chancen hunn op der Finanzplaz Lëtzebuerg, trotz allen Turbulenzen am Moment an trotz alle bëllegen Attacke vun all méigleche Leit. Et gëtt sécherlech nach eng Zäit, wou mer mussen derduerchgoen, wou net einfach gëtt, mä ech mengen, datt déi Finanzplaz fundamental Chancen huet, wa si sech op déi doten Aspekter konzentréiert an och hir Fongenindustrie, déi do eng ganz wichteg Roll ka spillen, asetzt, fir déi do Saache mat ze finanzéieren.

Ech muss soen, wann een an der leschter Zäit och Artikele liest vun internationalen Analysten op de Finanzsecteuren, gesäit een ëmmer méi esou Trenden. Mir wëssen

natierlech och, datt, wann ech déi ekologesch Komponent kucken, dann natierlech och do gespuert gëtt. An dat wäert och ëmmer de Fall bleiwen. Leit, déi hir Suen investéieren, wëllen natierlech och Geld verdéngen. Mä et gesäit een, datt do gemierkt gëtt, datt do nei Marchéen opginn, nei Créneauen opginn an deem ganze Beräich vun den Ekotechnologien, an datt duerfir effektiv versicht gëtt, ëmmer méi an déi do Richtung Gelder ze placéieren. Mä ech mengen, am Generelle gesinn ass dat e grousse Créneau.

Ech mengen duerfir, datt et wierklech wichteg ass, datt mer eis intensiivst an deenen nächste Joren zu Lëtzebuerg mat deem Aspekt befaassen, datt mer, d'nämlecht wéi bei de Mikrokreditter, e bëssen en ähnleche Modell, e Label schafe fir nohalteg Investmentfongen zu Lëtzebuerg an datt mer wierklech déi doten Nische besetzen. Dat ass haut schonn net méi eng négligeabel Nisch an déi wäert rapid an d'Luucht goen an deenen nächste Joren.

Zweete Punkt ass, mir mussen et fäerdeg bréngen - an dat gëllt evidenterweis, well mer eng staark Finanzplaz hunn -, fir de Finanzsecteur méi un d'Realekonomie ze bannen. Mir mussen eis méi konzentréieren, eis méi réckbesënnen op d'Kärgeschäft, firwat d'Banken eigentlech do sinn, nämlech fir der Wirtschaft Kreditter zur Verfügung ze stellen. Dat waren alles Saachen, déi waren net méi schrecklech populär an deene leschte Joren.

Et ass jo ganz markant - et gëtt och nach ëmmer anerer, mä et gëtt awer eng Rei Banken -, wann ech do d'Publicitéiten haut kucken, déi ech an den Zeitunge feststellen, an ech vergläichen déi mat de Publicitéite virun engem Joer, dann iwwerkënnt mech e klengt Schmunzelen, mä et iwwerrascht mech awer positiv. Ech mengen effektiv, datt dat de richtege Wee ass.

Drëtte Punkt ass d'Transparenz vun de Finanzprodukter. Et muss einfach an Zukunft derfir gesuergt ginn, datt et net méi méiglech ass, datt mer Finanzprodukter nach op de Finanzmäert hunn, wou emol de Banquier selwer net méi weess, wat dran ass. Dat ass jo ee vun de grousse Problemer gewiescht, déi zum Deel hei mindestens d'Kris am Allerleschte provozéiert hunn.

Ech sinn zwar iwwerzeegt, an dat muss een awer och emol eng Kéier soen, datt déi Kris net nëmmen doduerjer komm ass, mä datt dat eigentlech nëmmen den Déclencheur, den definitiven Déclencheur war fir e System, dee souwisou iergendwann eng Kéier auserneegefuer wär.

Dann natierlech d'Stäerkung vun de Kontrollinstanzen, nach de leschte Punkt. Bon, ech mengen, do di mer als Lëtzebuerg och gutt dorun, fir matzehëllefen, datt mer déi international Instanzen, déi et gëtt, reforméieren. Mir hu jo keng aner a mir wäerten och esou séier keng neier fannen. Mir gesi jo och, wéi gefäierlech et ass, wa mer net déi, déi mer hunn, esou reforméieren, datt se kënnen am Intérêt vun alle Länner schaffen. Da gi se op eemol vun aneren netlegitiméierten Instanzen iwwerholl.

Ech denken do zum Beispill och un de Fonds Monétaire International an och un d'Weltbank. Mir mussen déi reforméieren. Déi sinn natierlech an hirer Ausriichtung net méi op dat ugepasst, esou wéi d'Weltekonomie haut ass. Dat si jo Produkter vu Bretton Woods, also vun der Nokrichszäit a vun enger Welt, wéi se tëschent 1945 an 1989 ausgesinn huet an net wéi se haut ausgesäit. Mä ech mengen nach ëmmer, datt een déi Institutiounen, wann ee se reforméiert huet, kann och asetzen, fir matzehëllefen, datt mer op internationalem Plang Regulatiounsmechanismen net nëmme kréien, mä datt der och do sinn, déi derfir suergen, datt se besser agehale ginn.

D'Sécurité sociale ass och en Domän, deen eis vill muss beschäftegen an deenen nächste Joren. Ech muss soen, et kënnt ee sech e bësse vir, wéi wann een ëmmer géif dat nämlecht hei zielen. Mä et ass awer tragesch, datt mer ëmmer erëm, och an deem dote Beräich, musse bis virun - zwar hei net eng Rentemauer, mä - eng Mauer kommen, déi eis dann awer e bëssen de kale Schweess eroflafe léisst, bis mer erëm bereet sinn dann ze soen: Mir mussen eis elo méi intensiv mat där doter Fro beschäftegen.

Mir hunn de Moment e Generatiounemodell an der Sécurité sociale, e Pensiounsmodell, deen ass, dee soll an deen däerf och net ersat ginn. Firwat? Mä et huet e puer Grënn. Éischtens, en huet sech bewährt. An zweetens: Et ass dee Modell, deen eben d'Solidaritéit tëschent de Generatioune garantéiert.

Wa mer op e System iwwerginn, wou ëmmer nëmmen déi eenzel Generatioun sech fir sech selwer ofséchert, dat ass extrem gefäierlech. Dann hu mer eng total Desolidarisiérung an der Gesellschaft tëschent Jonken an Alen.

Et ass jo och ganz ënnerschiddlech, wéi een dat kann a sengem Liewen organiséieren. Et kann een en aktiivt Liewen hu vun 30, 35 Joer, wou een d'Chance hat - loosse mer emol soen - an eng Phas ze falen, déi ekonomesch extrem gutt war, wou een da locker konnt sech selwer organiséieren iwwer eng Phas. Déi Generatioun, déi hannendru kënnt, kann de Pech hunn, datt si während enger längerer Zäit an eng schlecht Period fält. Dann huet se dofir manner Moyenen.

Wann een duerfir net déi Verknäppungen huet tëschent de Generatiounen, dann ass et relativ kloer, da kritt een eng Gesellschaft, déi sech ëmmer méi an zwee spléckt: engersäits déi Generatioun, déi net méi aktiv ass, an anerersäits déi, déi aktiv ass oder an d'aktiivt Liewen erakënnt.

Allerdéngs ass et esou: Eise Modell huet eng Rei Hicken. Deen éischten ass natierlech - an ech wëll net méi am Detail dorop agoen, dat hat ech scho virun e puer Wochen hei gemaach -, datt d'Alterspyramid eis kippt, wou jiddweree frou doriwwer ass, datt déi Period, wou d'Leit vun hire Rente profitéieren, ëmmer méi laang gëtt. De Modell a sech war awer, bei sengem Ursprong, esou wéi en opgebaut gi war, net op esou eng laang Renteperiod - loosse mer esou soen - opgebaut. Dat ass ee vun de grousse Problemer. Dat heescht, mir kréien eleng duerch deen iergendwann Finanzéierungsschwieregkeeten.

Wann dann nach d'Situatioun derbäikënnt, datt mer zu Lëtzebuerg net méi e Wuesstum hunn, wéi mer en déi lescht Joren haten, da kënnt nach en zousätzlechen derbäi duerch d'Aart a Weis wéi eise System opgebaut ass.

Mir mussen op eppes oppassen. Wann ech soen: D'Generatiounesolidaritéit ass wichteg, da musse mer net vergiessen, wa mer dee Ball do weider virun eis hierschieben an näischt maachen a mir kommen iergendwann eng Kéier an d'Situatioun, datt e Finanzéierungsproblem entsteet, dann hu mer jo net vill Méiglechkeeten. Da bleift als eenzeg Méiglechkeet… Bon, et gëtt der zwou. Et kann ee soen: De Stat iwwerhëlt nach méi vum Finanzement. Mä ech mengen, een, deen dat versprécht, also dat ass awer wierklech en Abenteurer éischter Klass.

Et kann een awer och soen, dat ass déi zweet Méiglechkeet: Bon, dat ass kee Problem. Eis Cotisatioune sinn niddreg, dann hiewe mer déi erop. Mir wëssen awer och, datt dat e Problem stellt, emol direkt fir d'Betriber wéinst de Lounniewekäschten. Mä et stellt och e Problem fir d'Assuréen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wann een op e System op eemol erausleeft, wou déi aktiv jonk Bevölkerung esou en héije Cotisatiounsbäitrag muss bezuele fir eng Pensioun, déi net si de Moment hunn, well si bezuele jo da während där Zäit fir déi, déi an der Pensioun sinn an déi héich Pensiounen hunn, a si genau wëssen, datt si Cotisatioune bezuelen, déi extrem héich sinn, si awer herno net déi nämlecht Pensioun kréien, da soen ech lech, dann dauert et net ganz laang, bis eng jonk Generatioun wäert kommen a soen: Dat doten, Kolleeginnen a Kolleegen, maache mir net méi mat. Mir sinn net bereet, eis reell Gehälter hei ëmmer méi opfriessen ze loosse vu Cotisatioune fir lech, a mir, wa mir an Är Situatioun kommen, mir profitéieren net méi vun där nämlechter Situatioun.

Mir hunn Zäit, an ech ginn all deene Recht, déi soen: Et huet kee Wäert Panik ze maachen an deem Dossier. Mir hunn déi glécklech Lag, datt mer nach Zäit hunn, mä mir mussen awer och… Mir schwätzen och elo schonn zéng Joer mir hätten nach Zäit. Mir kënnen net nach zéng Joer soen, mir hätten nach ëmmer Zäit, well soss op eemol hu mer keng Zäit méi.

Jee nodeem wéi d'ekonomesch Situatioun sech entwéckelt, kann et souguer nach e bësse méi séier goen. Ech muss och duerfir soen: Mir hunn hei scho méi wéi eng Kéier e Rentendësch, en Zukunftsdësch - et kann een et nenne wéi ee wëllt - proposéiert. Mir haten och schonn an der Legislaturperiod '99-2004 esou eng Initiativ geholl. Bon, mir haten zwar dunn e Rentendësch, mä deen hat sech net mat där heite Fro beschäftegt.

Une voix.- Deen ass an déi aner Richtung gaangen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Deen ass an déi aner Richtung gaangen.

Ech mengen awer, datt et derwäert ass, datt mer dat wierklech endlech upaken. An ech wëll awer hei direkt soen, virun dem 7. Juni, am Numm vu menger Fraktioun: Egal op wat fir enger politescher Säit mer no dem 7. Juni wäerte stoen, wat de Wieler wäert décidéieren, mir si bereet, konstruktiv eis un esou engem Projet ze bedeelegen, well mer einfach fundamental d'Iwwerzeegung hunn, datt dat do e Generatiouneproblem ass, dee mer net méi däerfe virun eis hierschieben.

Chômage. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mir bemängelen, dat ass, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, a gudden Zäite mat héijem Wuesstum - 6% Wuesstum, deelweis souguer 6% während enger Rei Joren an der Moyenne - de Chômage zu Lëtzebuerg esou ze reduzéieren, wéi mir mengen datt een deen hätt misse reduzéieren.

Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, wat d'Ursaache si vun deem Fait. Mä Fait ass, datt do d'Politik versot huet. Mir hunn et net ronnbruecht, trotz Wuesstumszuele vu 6%, de Chômage substanziell op deen Niveau erofzekréien, wou en eigentlech hätt misse si bei esou héije Wuesstumszuelen.

Elo komme mer an eng Situatioun, wou de Chômage natierlech rapid klëmmt, evidenterweis, well mer a Rezessioun verfalen. An ech menge ganz kloer, e ganz gudden Deel vum Fait, datt mer dat net fäerdeg bruecht hunn, huet domadder ze dinn, datt d'Schoulreform, d'Reform vun der Orientation professionnelle ze spéit ugepaakt ginn ass an och an der Praxis jo nach net fonctionnéiert.

Well wann ech de Beräich vun der Schoul kucken, d'Madame Delvaux huet de Mérite - dat soll een net ofstreiden -, fir e grousse Chantier lassgekappt ze hunn. Mä dee grousse Chantier, dee si lassgekappt huet, déi Reform steet op ganz onstabile Schinnen de Moment. Um Terrain ass dat net schrecklech optimal virbereet an organiséiert ginn, a mir mussen net mengen, well mer déi Gesetzer elo gestëmmt hunn an op esou wackeleg Schinne gesat hunn, datt mer déi Ziler wäerten erreechen, déi mer eis gesat hunn, déi mer jo wëlle mat där Reform do erreechen.

Duerfir, deen nächsten Éducatiounsminister oder -ministesch, egal wien et dann och ass, dee wäert do nach en décke Batz vun Aarbecht viru sech fannen, fir déi doten Aspekter ze léisen. Ech si fest der Iwwerzeegung, datt dat dote Schlësselelementer sinn, fir generell de strukturelle Chômage zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ee Punkt, deen een awer och net däerf vergiessen, dat ass dee vun der Économie solidaire. D'Économie solidaire gëtt - an zu Recht gëtt dat oft vun deene Leit gesot, déi an deem Secteur schaffen - ëmmer nëmmen ervirgestrach, wa mer an enger miserabeler Situatioun sinn, wa mer Chômage hunn, wann et heescht, déi soll asprangen, fir de Chômage opzefänken. Dat ass sécherlech eng wichteg Fonctioun vun der Économie solidaire, mä et ass net déi eenzeg.

Mir mengen och, datt een d'Économie solidaire muss an engem Sënn denken, datt dee sougenannte Maart eng ganz Rei Fonctiounen, haaptsächlech och allgemeng nëtzlech Fonctiounen, net iwwerhëlt oder nach net iwwerhëlt, an datt d'Économie solidaire duerchweegs kann hire Rôle spillen, entweder déi Lücken auszefëlle vu Besoinen, déi et reell an der Gesellschaft gëtt.

Dat ka goen - ech mengen, mir hu jo eng Rei Initiativen an deem Sënn - vun eelere Leit bei verschiddene Saachen ze hëllefen, et kann ee sech do eng Hällewull Saache virstellen, bis awer och zu innovativen neien Aspekter, wou et net wéineg bis elo de Fall war - vläicht manner zu Lëtzebuerg, mä wann een an d'Ausland e bësse kucke geet -, datt d'Économie solidaire verschidde Lücken, verschidden nei, losse mer soe Marchéen detektéiert huet, déi am Ufank besat huet, mä dann duerno de Privatmarché se entdeckt huet, dee se och dann duerno iwwerholl huet; wat och kee Problem ass. Dat heescht, wou eigentlech d'Économie solidaire den Ustouss ginn huet fir e Besoin, deen an der Gesellschaft besteet, deen de Privatmarché eréischt iwwerholl huet, wéi e vun der Solidarekonomie ugestouss ginn ass.

Och do ass sécherlech villes ze maachen an deenen nächste Joren, zumools och an deem neien Denken, wat mir jo hoffen, wat mer dann och als Léier aus der Kris hei wäerte kréien.

Da kommen déi Aspekter, déi ech schonn opgezielt hat bei der Debatt iwwert de Rapport vum Här Thiel hei, am Kontext vun der Diversification économique. Mir hu selwer als Gréng Enn Mäerz ee Pabeier erausginn, wou mer eng Hällewull vu Beräicher opgezielt hunn, mat konkrete Beispiller.

Fir eis sinn déi dräi wichtegst natierlech d'Ekotechnologien, de Gesondheetssecteur an de Kommunikatiounssecteur, wou mer och opgewisen hunn, wéi mer eis bestehend Ekonomie, bestehend Betriber kënnen abannen, fir déi Secteuren ze besetzen. An deem Kontext ass et och gradesou kloer, datt mir fannen, datt d'Recherche an den Ausbau vun der Uni eng extrem wichteg Roll spillen, wa mer do wëlle weiderkommen.

Ech hu virdrun am Ufank gesot, an den öffentlechen Investitiounsausgabe wäert et mat Sécherheet esou sinn an deenen nächste Joren - de Moment kënne mer nach relativ voluntaristesch virgoen -, mä et wäert sécherlech ganz rapid drop erauslafen, datt mer musse Prioritéite setzen. Mir kënnen net méi alles maachen, dat eent an de Contraire, wat mer zu Lëtzebuerg nawell gär gemaach hunn.

Wann ech de Beräich vum Transport kucken, hu mer oft dat eent an dat anert gemaach, well mer gemengt hunn, zu Lëtzebuerg kéint dat fonctionnéieren. Entretemps gesi mer awer, datt dat och ëmmer manner fonctionnéiert. Mä ech mengen, et geet drëm generell - net nëmmen an deem Beräich - Prioritéiten ze setzen.

Fir eis gëtt et véier Beräicher, wou et eng absolut Prioritéit gëtt: dat Éischt ass d'Schoul an d'Bildung, dat Zweet ass de ganze Beräich vum öffentlechen Transport, dat Drëtt ass de Logement an dat Véiert ass d'Kannerbetreiung.

D'Kannerbetreiung, wou mer mam Chèqueservice… Bon, mir waren net schrecklech frou iwwert d'Aart a Weis wéi et agefouert ginn ass. Mä ech mengen, mir hunn ëmmer gesot: Mat der Richtung, déi ugezeechent ginn ass, kënne mer d'accord sinn. Do fanne mer de Wee richteg. Um Terrain gëtt et awer nach bäi Wäitem net déi Infrastrukturen - an dat gesi mer jo och elo an der Praxis -, déi mer bräichten, fir datt mer dat Zil, wat mer do gesat hunn, eng Kéier kéinten erreechen. Duerfir brauche mer do nach massiv Investissementer. Do kënne mer net einfach de Gemengesecteur zum Beispill eleng loossen, do muss de Stat eng zolidd Hand mat upaken, fir dat ze finanzéieren. Duerfir menge mir, datt do eng grouss Prioritéit muss leien.

Dann natierlech gesi mer e ganz, ganz grousse Virdeel an och d'Nécessitéit an all deene Beräicher, déi mat Klimapolitik ze dinn hunn, datt mer do musse prioritär investéieren. Ech muss och soen: Ech sinn net d'accord. Ech wëll net déi Polemik nach eng Kéier lancéieren, déi mer hei haten, och mam Ëmweltminister, ronderëm wéi vill Prozent mer dann elo reell den CO_2 gesenkt hunn an deene leschte Joren oder net.

Fakt ass awer - ech mengen, dorobber kéint ee sech mat Sécherheet eenegen, zumindest ware mer an där Debatt jo um Schluss op deem Punkt -, datt ee soll do och éierlech sinn, datt mer aller Wahrscheinlechkeet no tëschent 1,5 an 2% bäi den CO_2-Emissiounen erofgaange sinn, an datt de Rescht konjunkturell bedéngt ass.

Bon, et ass jo relativ kloer: Alles, wat konjunkturell bedéngt ass, dat ass eigentlech keng Senkung, dat ass vorübergehend. Et ass natierlech gutt, datt déi CO_2-Emissiounen de Moment emol zumindest nach net an d'Luucht geblose ginn. Mä dat ass keng reell Senkung, dat ass eng vorübergehend. Soubal d'Ekonomie jo erëm uspréngt - wat mer all hoffen -, wäerten déi och erëm eng Kéier bäikompenséiert ginn.

Da musse mer awer och esou éierlech sinn, datt, wa mer kucken, wou mer hierkomme bei der Kyoto-Diskussioun an den 90er Joren, 1,5 bis 2% elo déi lescht zwee Joer: Mir sinn nach wäit ewech, wäit ewech vun de Kyoto-Ziler. Mir sinn awer par contre elo schonn an de Verhandlunge fir post-Kyoto.

Dir wësst, datt de leschten UNO-Klima-Rapport, deen erauskomm ass, jo nach fir déi meeschten Experten entre-temps, duerch déi Studien, déi och elo an der Zwëschenzäit erëm komm sinn, ganz positiv, also vill ze vill optimistesch war. Do ass scho gesot ginn, datt mer nach ongefäier zéng bis 15 Joer Zäit hätten, fir iwwerhaapt nach e substanziellen Afloss ze hunn op déi dote Problematik. Dat heescht, wa mer nach zéng, 15 Joer einfach esou weiderfueren an näischt maachen oder net genügend Effortë maachen, da riskéiert déi ganz Problematik eis komplett aus dem Ruder ze goen.

Dat heescht, mir kënne relativ sécher sinn - d'autant plus, datt mer jo awer och e Wandel elo hunn an de Vereenegte Staten an

datt mer awer och feststellen, datt et a villen asiatesche Länner erkannt gëtt, well si och d'Konsequenzen ëmmer méi ufänken ze spiere vun deem Ganzen -, datt een do muss handelen, datt déi post-Kyoto-Verhandlungen an dat, wat do wäert erauskommen, vill manner large a flexibel wäerte sinn - aus bekannte Grënn, well den Zäitrahmen, dee mer nach hunn, fir eppes bewierken ze kënnen, ëmmer méi kleng gëtt, wéi dat nach bei Kyoto war.

Duerfir mengen ech awer: Et geet net drëms fir ze soen, et wier keen Effort gemaach ginn, mä mer sollen awer och kee falscht Signal ginn, andeems mer elo soen: Ah, voilà! Elo si mer gutt. Elo hu mer 1,5 bis 2% erreecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann nach ofschléissend e puer Wuert iwwert de kommunale Secteur an der Kris soen. De kommunale Secteur gëtt haart getraff vun der Kris, wéi dat ganzt Land. Mä ech géif souguer soen: De kommunale Secteur gëtt méi haart getraff, wéi zum Beispill de Stat an där Kris hei.

Firwat ass dat esou? Mä well de kommunale Secteur insgesamt nach vill méi ofhängeg ass bei senge Revenus non affectés vun där Gewënnsteier, wat seng Haaptressource duerstellt, nämlech d'Gewerbesteier.

Ech hunn op där Plaz, wou ech d'Responsabilitéit hu fir d'Finanzen… Mir hunn dat elo déi éischt véier Méint mat eisem Service financier duerchgekuckt a mir hunn och eng Extrapolatioun gemaach fir eise Budget fir de Rescht vum Joer. Ech wëll Iech deen awer elo net hei virdroen, mä ech wëll virun allem een Tableau awer eraushuelen, deen och an deem Kontext erstallt ginn ass. Dee betrëfft nämlech dat ganzt Land, an zwar de Verglach Stat-Gemengen, a wouvu mer kënnen ausgoen, wat d'Baisse vun de Revenus non affectés wäert si fir de Stat engersäits a fir d'Gemengen anerersäits am Joer 2009.

De Stat wäert eng Perte hu vu senge Revenus non affectés fir d'Joer 2009 vun 2,6%. De Gemengesecteur insgesamt wäert 9,3% Perte hunn. Fir d'Stad Lëtzebuerg mécht et iwwregens 14,1% aus; logescherweis nach vill méi, well natierlech d'Stad Lëtzebuerg jo ëmmer mat engem gewëssene jalousen A gekuckt gëtt, well se vill méi Recetten huet, wann et gutt geet. Mä wann et natierlech bis eng Kéier schlecht geet, geet et vill méi rapid de Bierg of an der Stad. Et muss een natierlech och do derbäi soen, datt sech do och déi ganz Fro eng Kéier opwerft, déi ee muss diskutéieren, iwwert de Stellewäert vun de Stied insgesamt, well dat ass jo net nëmme fir d'Stad esou, mä och fir aner Gemengen.

Dat heescht, mir mussen eis wierklech zesummendoen - an dat ass en Appel, dee mer wëlle maachen un de Stat an un de Ministre de l'Intérieur als Ministre de tutelle -, fir de Gemengen Hëllefstellung ze ginn, éischtens emol an der Aschätzung wéi et bis Enn dës Joers wäert weidergoen.

Ech soen dat wierklech net aus Iwwerhiefleschkeet - wierklech net! -, mä reng well ech mer do Suerge maachen. D'Stad Lëtzebuerg huet e Service financier, dee genau Analyse ka maachen, mä déi meescht Gemengen hunn dat net, scho guer net kleng Rand- a Landgemengen. Dat heescht, déi sinn eigentlech ausgeliwwert.

Déi verloosse sech de Moment, well se keng aner Méiglechkeeten hunn, op hire Budget. Mir wësse jo awer all, datt de Budget opgestallt ginn ass op eng Circulaire budgétaire vum Intérieur am Hierscht d'lescht Joer, déi, wat d'Recetten ubelaangt, ganz sécherlech, an dat erginn déi Zuelen, déi ech wéinstens hunn, net deem wäert entspriechen.

Dat heescht, et geet eiser Meenung no net duer, datt den Intérieur regelméisseg - wat jo de Minister elo gemaach huet an och an deene leschte Wochen - an d'Kommissioun an d'Chamber kënnt, mä den Intérieur muss sech iwwerleeën, wéi e mam Syvicol zesummen iergendeng Berodungsstell ariicht fir déi nächst Méint, fir d'Gemenge méi am Detail ze informéieren iwwert d'Evolutioun vun de Recetten. Dat ass dat Eent.

Dat Zweet ass: Wa mer gären hätten, datt deen Appel, deen d'Regierung zu Recht un d'Gemenge mécht, datt d'Gemengen och solle mathëllefen - déi, déi et kënnen, selbstverständlech -, fir am Kader vun der Kris antizyklech ze wierken, dat heescht elo net mat zwee Féiss op d'Brems sollen trieden, da muss de Gemengen och eventuell beim Finanzement vu verschiddene Saache gehollef ginn.

Dat wëllt net heeschen, datt mir elo hei plädéieren, datt d'Gemenge sollen elo extra Finanzementer vum Stat kréien. Do kann een duerchweegs driwwer diskutéieren, ob et… Datt kënnen duerchweegs souguer Forme sinn, datt beim Stat zum Beispill géif gesot ginn: Mir stellen der Gemeng en zënslose Kredit zur Verfügung. Also, d'Formulë soll ee sech eng Kéier a Rou iwwerleeën, fir ze kucke virun allem deene Gemengen ze hëllefen, déi och net vill Marge de manœuvre hunn, datt se dat kënne maachen.

De Gemengesecteur ass e wichtege Secteur an där Phas hei. E gëtt nach méi wichteg déi nächst Joren an der Kris, well déi nächst Joren an der Kris e ganze Koup Leit wäerte betraff sinn, deenen hir éischt Ulafstell an hirem soziale Misär d'Gemeng ass. Well et ass do, wou se déi éischt Hëllefstellung meeschtens siche ginn an och oft fannen. An deementspriechend musse mer ons deem och bewosst sinn, musse mer d'Gemengen och aneschters beroden, aneschters behandelen an aneschters ënnerstëtzen als Stat an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech zéie keng Konklusioun iwwert déi lescht Legislaturperiod. Ech mengen net, datt de Sënn vun dëser Diskussioun gewiescht wier oder hätt solle sinn, fir de Bilan ze zéien iwwert d'Aarbecht vun dëser Regierung. Dee géif bei eis vill méi nuancéiert ausfale wéi bei der Regierung oder bei de Majoritéitsparteien. Mir hunn dat gemaach bei eenzelne Projeten. Mir hunn elo e ganze Wahlkampf, wou mer largement Zäit kréien, dat ze maachen.

Ech mengen, datt dës Ried, fir eis op alle Fall, de Sënn hat fir de Leit dobaussen erkenntlech ze maachen, wéi mir d'Kris gesinn, wéi mer domadder wëllen ëmgoen a wou mer eis Prioritéite gesinn.

Mir sinn hei eigentlech am Cas de figure vun enger Debatt iwwert den État de la nation. Dat heescht, an der Logik misste mer jo hei diskutéieren en fonction vun der Opstellung vum Statsbudget 2010, dat heescht d'Mesuren diskutéieren, déi dann am Statsbudget 2010 géifen hiren Nidderschlag fannen. Well mer jo natierlech d'Wahlen hu vum 7. Juni, kënne mer jo nach net esou eng Debatt féieren, well jo kee weess, wéi et de 7. Juni ausgeet, wat d'Wieler an d'Wielerinne wäerten décidéieren.

Duerfir hu mir déi Debatt, wéi ebe gesot, éischter gesinn als e Positionnement vun eisen Iddië par rapport zu aneren heibannen hiren Iddien an der Diskussioun ronderëm d'Kris an iwwert d'Zukunft vun dësem Land.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den honorabelen Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass fir d'20. Kéier, wou ech d'Chance oder d'Éier hunn, fir un dëser Debatt deelzehuelen an och d'Wuert kënnen ze ergräifen. An esou wéi eisen Här Statsminister gëschter hei e Merci gesot huet un d'Kolleegen, déi eis verloossen, wëll ech mech och vun eiser Säit aus de Wierder uschléissen, déi de Kolleeg Michel Wolter de Moien hei zum Ausdrock bruecht huet. Wonnerbar Wierder un d'Adress vu mengem Frënd, dem Kolleeg Jean-Pierre Koepp, deen elo 20 Joer hei bei eis war an eis och elo de 7. Juni wäert offiziell vun der politescher Bühn verloossen.

De Kolleeg Michel Wolter huet, mengen ech, de Moie mat treffende Wierder de Jean-Pierre Koepp hei beschriwwen. Ech wëll och vun eiser Säit soen, datt de Jhemp jo ni ee war, dee mat spektakulären Aktiounen opgetratt ass, mä datt e fir eis ëmmer e wichtege Mann war. Well keen anere weess wéi hien ëm d'Suergen an d'Problemer vun den einfache Bierger. Keen ass, bis elo ëmmer, méi bei de Bierger gewiescht wéi hien. An duerfir: Mat sengem Rot un eis an der Partei ware mer ëmmer gutt beroden, wa mer dee befollegt hunn, well de Jhemp ëmmer wousst, wou de Leit de Schong géif drécken.

An dee Merci wëll ech selbstverständlech alleguer déi Kolleegen aschléissen, déi den Här Statsminister gëschter hei genannt huet: déi, déi nach mat a Wahle ginn, wéi d'Kolleege Charles Goerens oder Jos Scheuer, oder déi Kolleegen, déi ophalen: de John Castegnaro, de Marcel Glesener, de Marcel Sauber. Ech mengen, mir haten iwwert déi Zäit, wou mer hei zesumme waren, vill flott Momenter, och Momenter, wou mer gestridden hunn. Mä iwwert dat Parteipolitescht ewech ass eng grouss Frëndschaft entstanen. Dat ass dat Wichtegst an dat Schéinst och un der Politik: Eng Frëndschaft, déi duerfir och méi wéi sécher iwwert de Juni eraus wäert iwwerliewen.

Här President, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun ass, wéi mäi Virriedner elo grad och gesot huet, am Prinzip eng Bestandsopnahm iwwert déi aktuell Situatioun, an där d'Land sech befënnt, mat Perspektiven an d'Zukunft. Et ass natierlech kloer, datt déi Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun dëst Joer aneschters ass, an dat aus zwou Ursaachen: Engersäits si mer um Enn vun enger Legislaturperiod. Mir sti viru Wahlen a kee vun eis ka sech engagéiere fir dat, wat eng zukünfteg Regierung ka maachen.

Mä vill méi gouf déi Debatt hei bestëmmt vun där neier wirtschaftlecher Situatioun, an där déi ganz Welt an och eist Land sech befënnt. Et ass duerfir net einfach, an enger Situatioun wéi där heiter, mat klore Messagë vun där enger oder vun där anerer Säit virzekommen. Duerfir huet eiser Meenung no d'Ried vum Här Statsminister gëschter… Et war vläicht eng vu senge längsten, déi e gehalen huet am Zesummenhang mat der Lag vun der Natioun, mä eiser Meenung no hunn eng Rei vu kloren a prezisen Aussoe gefeelt, Analyse vun der Situatioun. Mir hunn och keng Perspektiven a Visioune kënne feststellen.

Et ass schwéier an der heiteger Zäit, fir Perspektiven a Visioune festzestellen. A jiddweree vun eis huet och duerfir an deene leschte Wochen a Méint eng perséinlech oder parteipolitesch Evolutioun misse matmaachen. Och eisen Här Statsminister huet zum Beispill d'lescht Joer nach am November um Pressebriefing vum Regierungsrot den 13. November gesot, ech zitéieren „d'Lëtzebuerger Wort": „Wir müssen es wohl darauf ankommen lassen." De Lëtzebuerger „Journal", déi hunn et aneschters formuléiert, déi hunn en zitéiert: „Wir lassen es darauf ankommen."

Et war dat zu engem Zäitpunkt, wou mer awer schonn alleguer woussten, datt d'Kris eis voll géif treffen, quitte, datt mer net am Detail woussten, wou mer géifen histeieren, wéi dat haut ass. Ech hunn deemools aus där Ausso vum Här Statsminister zwou Konklusioune wëllen zéien.

Déi eng ass, datt en am Fong wollt berouegen a soen: Ma mir loossen d'Laascht kommen. Mir packen dat schonn. Oder déi aner, datt den Här Statsminister nach net ëmgeschalt hat an nach der Meenung war, wéi mer déi Jorzéngten am Fong virdru fonctionnéiert hunn, wéi mer am Fong nach gesot hunn: Wat kascht de Rescht vun der Welt?, an datt e gesot huet: Mir packen dat doten.

Mä och den Här Statsminister huet awer schonn am Mäerz dëst Joer och ërëm duerno gesot, an dat stoung dann am „Quotidien" ze liesen: „La situation est extraordinairement sérieuse. Elle est même catastrophique." Dat war also véier Méint méi spéit. Do war och jiddweree vun eis méi intelligent ginn an der Zwëschenzäit an huet d'Situatioun méi kloer analyséiert.

Et konnt een dann den 11. Abrëll dëst Joer am „Lëtzebuerger Wort" liesen, wou eng Diskussioun mat Scoute war: „Mit den finanziellen Reserven, die wir in guten Zeiten aufgebaut haben, können wir zwei Krisenjahre überbrücken, meinte er,…" - domat war den Här Juncker gemengt - „…dann sind wir pleite." Et ass och gëschter hei preziséiert ginn, a wann een den Artikel och richteg liest, ass et op d'Reserve bezu gewiescht.

Mir stellen also fest, Här President, datt mer an enger Situatioun sinn, wou et ganz schwéier ass, well d'Evolutioun vun der Realitéit eis all Dag nei iwwerrascht. Mir mussen duerfir kucken, wou mer sinn. Et versteet een och duerfir, datt een tëschent de Parteien, wa mer éierlech sinn, eng gewësse Machtlosegkeet virun der ganzer Situatioun feststellt.

Eng Machtlosegkeet, déi een och gëschter, mengen ech, hei beim Här Statsminister festgestallt huet. Mir ass den Här Statsminister zäitweileg virkomm wéi e Kapitän op engem Schëff, wat um stiermesche Mier fiert, wou den Tank eidel ass an all Navigatiounssystemer ausgefall sinn, deen dann op d'Mier erauskuckt a sech freet, wou d'Wellen dat Schëff histeieren.

Lëtzebuerg wäert haart getraff ginn. Mir hunn als ADR schonn zënter enger Rei vu Wochen a virun allem no den Diskussiounen oder an den Diskussioune vun der Krisekommissioun gesot, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt Lëtzebuerg wäert méi haart getraff gi wéi aner Länner. Well et ass kee Land esou ofhängeg vun engem Secteur, vum Finanzsecteur, wéi de Lëtzebuerger Stat. Dat ass net hei zu Lëtzebuerg ee vu ville Secteure wéi an anere Länner, mä et ass hei zu Lëtzebuerg dee Secteur, dee mer brauchen, fir eis Statsfinanzen an och eis Gemengefinanzen am Équiliber ze halen.

Mir hunn alleguer, jiddwereen hei an deem Land, egal op wat fir enger Plaz datt en ass, souguer eis Betriber, Mëttel- a kleng Betriber, am Fong iwwer Jorzéngte vun deem Finanzsecteur profitéiert. Doduerch, datt mer vill Geld iwwert dee Secteur erakruten, konnten aner Betriber manner Steiere bezuelen, konnten d'physesch Persoune manner Steiere bezuelen, konnt de Stat Leeschtunge virun allem am Sozialberäich iwwerhuelen, déi mer alleguer konnte finanzéieren. Mir konnte Plus-valuë maachen. Mir konnten doduerch d'Fonge speisen an Investitioune maachen.

Et ass also kloer, datt mer alleguer gutt vun deem Secteur gelieft hunn, deen elo voll an der Kris ass an deem säin Abroch, wat d'Benefisser ubelaangt, 2008 relativ dramatesch war an duerfir och wäert Répercussiounen op de Stats- a Gemengebudget kréien.

(Coups de cloche de la Présidence)

Och wa mer hoffen, datt dee Secteur sech an Zukunft erëm soll an och wäert erkréien, well awer d'Kompetenze vun deem Secteur weltwäit unerkannt sinn, musse mer wëssen a gleewe mer och net drun, datt mer nach eng Kéier esou eng gloräich Zäit wäerte kréien, wéi dat an deene leschte Jorzéngte war. Et wäert laang daueren, bis et besser gëtt, mä et wäert ni méi esou gutt gi wéi et jeemools war.

Déi Kris huet eis also grouss als Land getraff an, wéi gesot, méi schwéier wéi aner Länner. Duerfir, mengen ech, ass et och normal an engem Land wéi Lëtzebuerg, virun allem engem klenge Land, datt mer als Gesellschaft an datt mer als Parteien iwwergräifend méi no zesummeréckelen, och wa mer de 7. Juni Wahlen hunn.

D'Parteien hunn allerguer - an et ass och gëschter vum Statsminister hei unerkannt ginn - an deene leschte Méint hir Responsabilitéit iwwerholl. Mir sinn eiser Verflichtung nokomm. Mir hunn dat gemaach, wat vun eis verlaangt ginn ass, a keen huet versicht aus der Roll ze sprangen. Mir hunn eng kollektiv Responsabilitéit vis-à-vis vum Land, an dat hu mer gemaach.

Ech hunn och hei vun eiser Säit aus an der Nohaltegkeetsdebatt gesot, datt mir der Meenung sinn, datt och während, bis de 7. Juni an direkt nom 7. Juni hei am Parlament misst e Gremium fonctionnéieren, wou d'Parteie sech concertéieren, fir d'Regierung - well hei kënne mer net e Vide opkomme loossen - ze begleeden an där schwéierer Zäit, fir datt kee politesche Vide entsteet.

Dee gréisste Problem, deen eis als Land awer wäert treffen, dat ass, well eis Statsfinanze wäerte kuerzfristeg e staarken Abroch erliewen. De Budget 2009 wäert dëst Joer schonn - aus der Siicht vun haut, huet den Här Statsminister gëschter gesot, d'Recetten an déi krisebedéngte Suppléments un Dépensen - e Gesamtdefizit vu 640 Milliounen Euro opweisen. Dat entsprécht 1,7% am Rapport zum PIB.

Den Här Juncker huet gëschter gesot, hie wier perséinlech der Meenung, datt dat Resultat géif herno däitlech iwwer 2% goen. Ech hunn dat och schonn hei gesot bei der leschter Debatt vun der Nohaltegkeetsdebatt, datt mir der Meenung sinn, datt et nach méi héich geet. An och an der leschter Finanzkommissioun huet den Här Budgetsminister eis déi lescht Chiffere virgeluecht. Hien huet am Fong do scho geschwat vun engem Defizit an der Administration centrale vun 3,9%. Si hunn eis gesot, datt 1% ongeféier 400 Millioune vum PIB ausmécht.

Et ass also kloer, datt déi Defiziter dëst Joer wäerte méi héich ginn, wéi mer alleguer fäerten an alleguer wëllen. Mir ginn dovun aus, datt d'Defiziter däerften zum Schluss, oder wann d'Konten do sinn, tëschent 1,5 an zwou Milliarde fir d'Joer 2009 leien. Dat muss een a Relatioun setze mat engem Budget vun néng Milliarden, fir datt een am Fong d'Gravitéit vun deem Abroch ka richteg feststellen.

Mir hunn de Budget vun 2009 virun dräi Méint, véier Méint hei diskutéiert. Et ass e Budget vun der Regierung, vun der Majoritéit, deen awer schonn - an dat hu mer bei der Diskussioun gesot - bei der Opstellung oder zumindest bei der Ofstëmmung net méi der Realitéit entsprach huet.

Et ass deemools diskutéiert ginn, ob ee sollt e Budget rectifié noschéissen oder net. An et ass du sech verstännegt ginn, datt d'Chamber, d'Finanzkommissioun géif regelméisseg iwwert d'Entwécklung vun dem Budget informéiert ginn. Mir wëssen awer, datt och deemools schonn net nëmmen d'Oppositioun, mä och d'Cour des Comptes an d'Zentralbank gesot hunn, datt dat e Budget ass, deen an der Opstellung ze vill optimistesch wier, datt d'Recetten iwwerschat wären, zum Deel, an d'Dépensen ën-

nerschat wären, zum Deel. Et ass also eng gewësse Kosmetik vun Ufank un dra gewiescht, fir en Équiliber an de Budget ze kréien.

Den Här Statsminister huet gëschter hei e puermol gesot, datt en net kéint iwwert de 7. Juni eraus Engagementer agoen. Dat ka sinn. Wat d'Regierungsengagementer ubelaangt, mag dat richteg sinn. Mä de Budget vun 2009 ass e Budget vun dëser Regierung, dat ass e Budget vun dëser Majoritéit, an dee läit och ënnert der Responsabilitéit vun dëser Regierung an dëser Majoritéit.

Wann d'Regierung elo heihinner kënnt, wat jo richteg ass, a seet, datt dee Budget dëst Joer defizitär ass, da kann een dat net enger nächster Regierung nom 7. Juni iwwerloossen, wéi een deen Defizit deckt, mä ech mengen, dann ass et eng Verflichtung vun dëser Regierung, fir elo ze soen, wéi deen Defizit an dësem Budget och gedeckt gëtt. Et ass hire Budget, et ass hir Responsabilitéit, an déi Responsabilitéit kann een net hannert de 7. Juni verschieben. Do muss d'Regierung hei Fuerf bekennen, well soss ass se irresponsabel vis-à-vis vun der Öffentlechkeet a vis-à-vis vun der Chamber.

Mir verlaangen also, datt d'Regierung hei sech konsequent bleift an hirer Responsabilitéit an dem Land an dem Vollek virum 7. Juni seet, wéi den Defizit vum Budget 2009, vun hirem Budget, ausgeglach gëtt.

Mir musse wëssen, datt d'Finanz- an d'Wirtschaftskris am Fong duerfir och déi international Relatiounen nei strukturéiert huet. D'Europäesch Unioun war an deene leschte Méint praktesch an deem Dossier net präsent. Si huet net déi Akzenter gesat. Mä dat war och gewollt vu verschiddene Länner, déi grouss Länner sinn an déi léiwer net op engem europäeschen Niveau matdiskutéiert hunn, wou am Fong ee Land eng Stëmm ass an e Partner déiselwecht Rechter huet, ob grouss oder kleng. Duerfir ass et op de G20 respektiv op den Niveau vun der OECD verluecht ginn, an domadder ass de Prinzip fir kleng Länner „Ee Stat - eng Stëmm" violéiert ginn.

An esou wéi et am mënschleche Liewen ass, esou ass et och am politeschen, am gesellschaftleche Liewen: A schwieregen Zäite léiert ee seng Frënn kennen. Hei hu mer gesinn, datt vill Frënn, wou mer gemengt hunn, datt et der wieren, awer net méi a schwieregen Zäiten eis Frënn waren.

Och all déi Präisser a Medailen, déi eisen Här Statsminister an deene leschte Joren, och vill an deene Länner, kritt huet, och déi Unerkennungen hunn déi Frëndschaft net opbléie gelooss an hunn eis näischt an dëser Situatioun bruecht.

Mir hunn akzeptéiert, wat déi aner, déi grouss Länner décidéiert hunn, a mir stoungen als Regierung quasi machtlos dergéint. Hei huet eis Regierung eiser Meenung no och hir Roll net richteg gespillt.

Ech hunn déi leschte Kéier scho gesot, si hätt zum Beispill bei Äusserunge wéi dem Här Müntefering seng oder dem Här Steinbrück seng missen offiziell eppes deklaréieren.

Den Här Statsminister huet dëser Deeg an och erëm gëschter hei gesot, datt am Fong op der OECD déi grouss Länner hir Steierparadieser wäissgewäsch hunn. Ech denken un d'englesch Kanalinselen, u Macao, un Hongkong; d'russesch Finanzplaz ass gëschter genannt ginn a verschidden amerikanesch Bundesstaten. Wann dat esou ass, misste mer jo och als Land eis do kënnen opposéieren a soen, datt et net ka sinn, datt Lëtzebuerg op eng gro Lëscht gesat gëtt, wat an der Zwëschenzäit jo erëm eng schwaarz Lëscht ginn ass, well déi éischt schwaarz Lëscht verschwonnen ass, datt mer eis do hätte missen als Land méi opposéiere géint déi Ugréff, déi do op eis Plaz waren, an eis net einfach gefale loossen, datt déi grouss Länner sech wäissgewäsch hunn an eis op eng gro Lëscht gesat hunn. Hei war eiser Meenung no eis Regierung net aktiv genuch.

Een anere Punkt, Här President, deen ech hei wëll uschneiden, ass, datt mer mussen oppassen, datt d'Kris elo net muss fir alles duerhalen. Ech kommen op ee Punkt: d'Fongen. Et ass elo gesot ginn där leschter Deeg: „Ma d'Fonge sinn 2010 eidel."

Dat ass awer keen neie Moment. Dat war gewosst. A wann een d'Budgetsdebatten nokuckt, hunn ech dat virun engem, virun zwee a virun dräi Joer all Kéier hei gesot, datt 2010 d'Fongen eidel wären. Net, well ech kéint gutt rechnen oder et wéisst, mä well mer dat am Fong an Avisë vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank virgerechent krut hunn, datt se 2010 eidel sinn.

Et ass also keen neie Phenomeen, an et ass och net e Resultat oder eng Konsequenz vun der Finanzkris, mä et ass einfach eng Realitéit, datt déi Fonge lues a lues zu Enn ginn, datt mer an deene leschte Joren net méi déi Plus-valuë kruten, fir d'Fonge massiv ze speisen, an datt op där anerer Säit d'Investitiounsprogrammer rapid virugaange sinn, an d'Fongen duerfir lues a lues eidel gi sinn.

Et muss een och wëssen, an ech ginn net midd, fir dat ze répétéieren, datt bei deene Fongen, déi mer haut hunn, déi 1,9 Milliarden, déi nach do sinn, d'Halschent am Prinzip och scho mat Scholden, mat Empruntë gespeist ginn ass. Emprunten, wou mer wëssen, datt mer nëmmen d'Zënsen zréckbezuelen an d'Kapital net.

Wa mer hei esou vill vun Nohaltegkeet schwätzen op déi kommend Generatiounen: Bei der Politik vun den Empruntë vun eiser, dëser Regierung musst Der wëssen, datt all déi Emprunten opgeholl si ginn, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, an datt d'Kapital net zréckbezuelt gëtt, mä nëmmen d'Zënsen. Doduerch entsteet vun 2011 an dann 2014 all Joer un een Emprunt, deen integral misst en capital zréckbezuelt ginn. Dat ass also eng Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen, déi mer hei gemaach hunn. Et sief dann, datt kee Geld do ass an datt dann, wat wahrscheinlech méi wéi sécher aus där heiteger Siicht de Fall ass, eben erëm déi Empruntë fir zéng weider Joer gestreckt ginn an nëmmen d'Zënse bezuelt ginn.

Et muss een also wëssen: Wann een déi finanziell Situatioun vun eisem Budget kuckt, wou mer fäerten, datt mer dëst Joer wäerten am Budget grouss Defiziter kréien, a wa mer dann och nach géifen higoen, mir géifen d'Kapital vun den Emprunten zréckbezuelen, wéi am Fong all verstänneg Famill dat mécht, da géif de Budget doduerch nach zousätzlech belaascht ginn. An dat hätt da méi wéi sécher zur Konsequenz, datt Lëtzebuerg dëst Joer oder spéitstens d'nächst Joer och d'Kritäre vu Maastricht net méi wäert respektéieren.

Et ass och vläicht dowéinst, wou déi Chifferen elo net esou public gemaach ginn. Et ass och vläicht dowéinst, wou d'Kapital vun den Emprunten elo net zréckbezuelt gëtt, fir datt een eben nach d'Kritäre vu Maastricht kann erfëllen, allerdéngs opgrond vun enger staarker budgetärer Kosmetik.

Et wier och e bësse penibel, wann den Här Juncker als Eurogroup-Chef misst dem Lëtzebuerger Statsminister Juncker e bloe Bréif schreiwen a soen: „Lëtzebuerg respektéiert och elo d'Maastricht-Kritären net méi." Dat wär äusserst penibel. An et ass vläicht eng vun den Ursaachen, firwat datt d'Finanzpolitik elo am Ableck esou bedriwwe gëtt.

En zweete Punkt, wou een och muss oppassen, datt een net kann d'Kris fir alles schëlleg maachen, ass de Chômage. Richteg ass, datt eben duerch d'Kris an deene leschte Méint de Chômage rapid ugestiegen ass. Mä genausou richteg ass, datt de Chômage och an deene véier éischte Jore vun dëser Legislaturperiod ugeklommen ass, an Zäiten, wou mer nach Boomjoren haten, wou mer nach Rekordaarbechtsplaze geschafen hunn, wou mer nach Plusvaluen op de Budgeten haten.

Duerfir ass et am Fong ze bedaueren, datt dës Regierung, den Aarbechtsminister véier Joer an zéng Méint - et ass de Moie schonn hei gesot ginn - gebraucht huet, fir eng Reform vun der ADEM anzeleeden. An am Fong ass do vum Aarbechtsminister op eng Verwaltung d'Responsabilitéit gedréckt ginn. An der Regel stellt e Minister sech virun eng Verwaltung. Hei huet am Fong de Minister d'Verwaltung als Blitzableiter profitéiert, fir vu sengem Versoen ofzelenken.

Mir sinn also der Meenung, datt ee muss déi Verwaltung à même setzen, datt se déi Flexibilitéit kritt, fir datt se och deem grousse a variabele Wuesstum - a mir hoffen, datt dee jo erëm eng Kéier erofgeet - ka gerecht ginn.

Am Ableck hu mer hei am Land 25.000 Leit, déi iergendwéi am Chômage, a Kuerzaarbecht oder a Beschäftegungsmoossname sinn. A mir fäerten, datt déi Zuel wäert nach an deenen nächste Méint klammen. Dat ass dramatesch fir eist Land. Ech ka mech erënneren - ech mengen, ech war nach net an der Politik -, do hu mer eng Zäit gesot: „Wa mer iwwer 1.500 kommen, dann ass eng Krisesituatioun hei am Land, da musse mer reagéieren." Ech mengen, de Kolleeg Marcel Glesener ka sech nach och un esou Chifferen erënneren. „1.500", - hu mer gesot - „dann ass eng Krisesituatioun." Haut si mer bei 15.000 Leit am Chômage an 10.000 Leit a Kuerzaarbecht. 15.000: Do hunn ech déi Leit an de Beschäftegungsinitiativen net mat agerechent. Et ass also dramatesch fir déi Leit.

Wa vill Leit hei am Land mengen, d'Kris wär net do, déi se net als eng Realitéit ugesinn, well se se nach net gespuert hunn, da solle se un déi 25.000 Leit do denken, déi e Gehaltsabroch hunn, déi 20% manner hu fir ze liewen, an u Verschiddener, déi schaffen, deenen hir Betriber kuerzfueren, déi keng Zoulage méi kréie vu Sonndesaarbecht oder Iwwerstonnen, wat awer eng normal Pai bei deene Leit ausgemaach huet. Op jidde Fall, déi 25.000 Leit do, déi hunn d'Kris scho voll a ganz ze spiere kritt.

Duerfir, mengen ech, sollte mer och wëssen, datt hei an deem Land an deenen nächste Jore méi wéi Solidaritéit misst verlaangt ginn. Duerfir hu mer och ëmmer ënnerstëtzt a ware frou, datt déi Iddi, déi mir zënter 2001 hunn, vun der Negativsteier, vun de Steierkreditter, wat am Fong eng Ëmverdeelung vun uewen no ënne war, datt d'Regierung dat och an hirem Programm hat, an datt se elo an dëser Legislaturperiod eng Rei vu Steierkreditter agefouert huet, wat, wéi gesot, sozial gerecht ass, wat och méi Steiergerechtegkeet hei an d'Land bréngt. An eng Ëmverdeelung vun uewen no ënne muss vun enger Politik och an deenen nächste Joren, egal wien an der Regierung ass, weidergefouert ginn.

E weidere Punkt, deen net d'Schold vun der Kris ass, ass de Wunnengsbau. Ech mengen, et ass de Moien hei gesot ginn, an déi lescht Deeg. Déi eng schwätze vun zéng, déi aner vu 14, déi aner vu 15.000 Leit, déi an d'Grenzregioun wanderen. Egal wéi vill datt et der sinn, et ass fir mech dat Schrecklechst, déi gréisste Katastroph fir eist Land, datt mer jeemools hu missen erliewen, datt eis Leit, a virun allem eis jonk Leit mussen auswanderen, fir eng Wunneng ze kréien! An dat, wat hei zu Lëtzebuerg iwwer Jorzéngten - géif ech soen - dat Normaalste war, datt vum Schmelzaarbechter bis bei de Bankdirekter jiddweree säin Eegenheem hat, ass hei zu Lëtzebuerg net méi d'Realitéit. Dat ass fir mech gesellschaftspolitesch dee gréisste Réckschrëtt, dee mir hei zu Lëtzebuerg erlieft hunn.

Et ass wichteg fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft, vun de Familljen, datt jiddweree säin Heem huet, mat senger Famill, an datt déi Leit dat net méi hei a Lëtzebuerg hunn, dofir muss een dëser Regierung dee gréisste Virworf maachen, deen ee wëllt.

(Interruption)

An dobäi hu mer op där anerer Säit 18.000 Wunnengen, déi am Privatsecteur fräi stinn, déi ugebuede ginn. Dorauser kënnt am Fong déi ganz Katastroph zum Virschäin, datt eng Wunnengsbaupolitik gemaach ginn ass, déi zur Konklusioun hat, datt zum Schluss am Fong héich Wunnpräisser entstane sinn.

Et ass ugaangen, Här Statsminister, deemools, wéi Dir d'Deklaratioun vum 700.000-Awunner-Stat gemaach hutt. Du woussten d'Buedemspekulanten, datt hiren Terrain all Dag géif méi wäert ginn, a vun do u sinn d'Präisser massiv hei am Land an d'Luucht gaangen. An haut hu mer eng Situatioun, datt mer esou vill Wunnengen eidel stoen hunn hei am Land, esou vill Wunnengen, datt d'Promoteuren haut net méi investéieren, well se soen: „Mir bauen net méi, well mer eis net wëlle selwer Konkurrenz maachen. Mir ginn dat net lass, wat mer hunn."

Mir hunn an der Finanzkommissioun gesot kritt, datt an deenen éischten dräi Méint 15% vun der Zuel vun de Verkafsakte gemaach gi sinn, déi d'lescht Joer gemaach gi sinn. Da weess een, wat fir eng Situatioun um Wunnengsmaart ass, um Immobiliëmaart ass. An da weess een, a wat fir eng Situatioun och elo déi ganz Baubranche, d'Entreprisen an d'Handwierksbranchë wäerten an deenen nächste Méint erarutschen, well do massiv Aarbechtsopträg wäerten zréckgoen. Dat ass eng Schold, déi muss dës Regierung sech integral op den Hutt schreiwen.

Dat Nächst ass de Sozialofbau. Mir mussen oppassen: Den Här Statsminister huet hei e gewëssene Sozialofbau ugedeit. En huet dee léif ëmschriwwen, mat engem Tournevis hei an do e bëssen un de Schrauwe gedréint. Et ass awer gewosst, datt dës Regierung scho Sozialofbau bedriwwen huet. An ech wëll net alles opzielen, wat an den éischte véier Joer vu Sozialofbau gemaach ginn ass.

Wann elo d'Majoritéitsriedner heihinner kommen a soen, datt am Fong dës Regierung elo eppes gemaach huet, fir d'Kafkraaft ze erhalen, dann ass dat elo e puer Méint als Wahlkado geduecht virun de Wahlen. Mä déi éischt Joren hunn d'Leit fir d'éischt emol hei am Land hir Kafkraaft geholl kritt. Et muss een also oppassen op dee Sozialofbau.

Wann ee gëschter dee Schmusekurs, deen den Här Statsminister vis-à-vis vu sengem Koalitiounspartner - der LSAP - hei gefuer ass, gesinn huet, muss et engem Angscht ginn, wann dës Regierung iwwert de 7. Juni géif iwwerliewen, well wann ee weess, datt se a gudden Zäiten, wou mer nach Plus-valuen haten, scho staarke Sozialofbau gemaach huet, muss ee fäerten, wéi grouss de Sozialofbau eréischt gëtt an Zäiten, wou de Budget defizitär ass.

Ee Wuert nach iwwert d'Gemengen. Wou ech bedaueren, datt den Här Statsminister mat kengem Wuert d'Gemengen ernimmt huet. D'Gemenge stellen en enorm wichtege Wirtschaftsfacteur duer. An ech sinn och net midd ginn an där leschter Zäit, ëmmer erëm ze widderhuelen, datt d'Gemenge wäerten am schäerfsten an am séiersten, nach méi séier wéi de Stat, hei betraff ginn.

D'Gemenge wäerten dëst Joer 2009 - eng Rei vu Gemengen, déi hir Budgeten nach opgesat hu mat engem Benefiss - genau wéi de Stat och hir Budgete mat Defizit ofschléissen. Mir mussen also wëssen, datt d'Gemengen, wann den Abroch vun der Gewerbesteier esou graff gëtt, wéi mer et fäerten, enorm getraff ginn. Da muss een och wëssen, datt een net kann d'Gemengen encouragéieren - quitte, datt et ekonomesch wichteg wier -, datt vill investéiert gëtt, mä et kann een d'Gemengen net an e Messer lafe loossen a soen: „Investéiert elo!", an da briechen d'Finanzen zesummen, an da stinn d'Gemenge virun engem Chaos.

Vill Gemenge sinn och duerfir amgaangen, Projeten, déi se net ausgeschriwwen hunn, net auszeschreiwen an ofzewaarden, wéi déi finanziell Entwécklung ass, wou een dann awer erëm muss soen, et versteet een d'Gemengen. Mä de Revers vun där Medail ass, datt dann op där anerer Säit mer higinn an eis Wirtschaftskris nach iwwert dee Wee och verschäerfen.

D'Regierung, Här President, misst enorm spueren. An haut kënnt och elo dat zum Virschäin, déi Geldverschwendung, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, wou mer gemengt hunn, mir kéinten eis alles leeschten an alles bezuelen, a wou mer am Fong no näischt méi gekuckt hunn.

Ech erënneren un de Pei-Musée, wou deemools gesot ginn ass - jo, ech erënneren dorun -, e géif masseweis Touristen a Leit hei op Lëtzebuerg bréngen, déi dohinner géife goen. Gitt emol kucken! Dir musst d'Spektiv huelen, fir e Visiteur an deem Pei-Musée ze fannen. De Festungsmusée, wou mer net fäerdeg gi mat Kreditter nostëmmen; Iddië wéi den e-go oder de CITA, déi eis e Verméige kaschten an zum Schluss praktesch näischt bréngen.

Oder kuerzfristeg - ech wëll dat hei ernimmen -, wa mer soen: „Et geet dem Land schlecht, mir hu 25.000 Leit, déi am Chômage sinn", geet d'Regierung hin an hieft d'Gehälter vum Léierpersonal vum Primär ëm 1.000 Euro de Mount. Dat fanne mir skandaléis, a mir hunn et och als ADR duerfir net matgestëmmt. Et kann een net higoen, wa Leit am Privatsecteur hir Aarbechtsplaz verléieren oder ëm hir Aarbechtsplaze baangen, dann d'Schoulmeeschtersgehälter ëm 1.000 Euro an d'Luucht hiewen.

Et kann een och net higoen, wann ee seet: „Mir maachen eng Etüd iwwert d'Gehälter an der Fonction publique wéinst deem Déséquiliber, deen an der Fonction publique wierklech tëschent Carrièren entsteet", dann engem Deel 1.000 Euro bäiginn an domat den Onmutt an der Fonction publique nach méi grouss maachen, wëssend, datt mer an deenen nächste Méint deenen anere Leit hir Wënsch net kënnen erfëllen. Et ass also hei ganz schlëmm, déi Décisioun, déi hei geholl gi war, an dat an enger Zäit, wou de Stat säi Budget hannen a vir net méi opkritt.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, mir mussen och d'Statsverschëldung am Gréff behalen. Mir sinn och der Meenung, datt een net ka soen: „Mir leien elo eréischt bei 14, 15%", datt mer do enorme Sputt hunn. Ee klengt Land wéi Lëtzebuerg kann eiser Meenung no sech net esou verschëlde wéi grouss Länner. A mir kënnen eiser Meenung no duerfir och net op 60% eropgoen. Mir mussen also kucken, datt mer d'Scholden an de Gréff kréien.

Dat Wichtegst fir eist Land, Här President, wëll ech zum Ofschloss soen, ass, datt mer an Zukunft méi op d'Wäerter waachen. Déi lescht Jorzéngten ass am Fong versicht ginn, jiddweree mat Geld zefridden ze stellen. Awer ob d'Leit ënnert dem Stréch ën-

Sommaire des séances publiques N^{os} 39, 40, 41 et 42

Débat d'orientation N°5977 au sujet de la crise économique et financière — pages 465-485
Communications — page 486
6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;
6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne
et
6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution — page 486
Ordre du jour — page 486
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution — page 486
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État — pages 486-492
Débat sur l'état de la nation — pages 492-507

nerlech méi zefridde waren, dat bleift eng Fro.

Duerfir sollte mer eis vläicht erëm méi op d'Wäerter beséinne vis-à-vis vun deene materielle Wäerter. Déi lescht Regierung huet, wéi gesot, dat Materiellt an de Vierdergrond gestallt.

Dës Regierung, Här President, huet eben e Resultat opzeweisen, dat de Moien hei versicht ginn ass, positiv duerzestellen. Sécherlech sinn och an dëser Legislaturperiod eng ganz Rei vu gudde Projete realiséiert ginn, déi och eis Zoustëmmung kritt hunn.

Mä si hält op mat engem Bilan, wou mer nach ni esou vill Chômage hate wéi elo, ni esou vill Kuerzaarbecht wéi elo, nach ni esou vill Leit a Beschäftegungsinitiative wéi elo, nach ni esou vill Leit am Land, déi ënnert der Aarmutsgrenz waren, nach ni esou vill Leit, déi ëm hir Aarbechtsplaze fäerten, nach ni esou vill Familljen am Land, déi onsécher an d'Zukunft kucken, an nach ni eng Situatioun, wou d'Finanzsituatioun vum Stat esou prekär ass wéi elo.

D'LSAP ass viru fënnef Joer an d'Wahle gezu mam Slogan: „Mir paken et un.“, d'CSV mam Slogan: „De séchere Wee.“ Si hunn et zesummen ugepaakt, an am Resultat ass d'Zukunft esou onsécher wéi nach ni.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dee leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. No dëser Erklärung zur Lag vun der Natioun ass et amtlech: Eis Zukunft ass net méi dat, wat se eng Kéier war.

Den Här Statsminister huet a sengem Bilan villes gesot respektiv villes ugeschnidden. En huet och gesot, mir wären an der Mëtt vun enger Wirtschaftskris, huet awer gläichzäiteg gesot, e wéisst net, wéi laang dass se géif daueren. Da froen ech mech, wou e ka wëssen, dass mer dann an der Mëtt sinn.

(Hilarité)

Här President, ech wëll hei e Punkt uschneiden, deen hie vläicht an och anerer hei net esou ervirgestrach hunn. Dat ass déi mënschlech gesond Lag vun eiser Natioun. Dat ass déi gutt Convivialitéit, déi awer nach ëmmer an eisem Land herrscht. Dat ass dat friddlecht Zesummeliewe vu Mënschen aus zeg Natiounen.

Mir musse besonnesch elo an dëse Krisenzäiten oppassen, dass dëst friddlecht Zesummeliewen net zerstéiert gëtt, net zerstéiert gëtt vun Elementer, déi soss näischt an der Klatz hunn, wéi d'Zizanie ze streeën an d'Ängschte vun de Leit fir hir politesch Zwecker ze notzen, an déi och zum Objektiv hunn, déi Friem schëlleg un der Kris ze spriechen.

Et ass net eisen Noper, deen eng aner Sprooch schwätzt oder eng aner Hautfaarf huet, dee schold ass un der Kris an un der Aarbechtslosegkeet. Déi Schëlleg, déi sëtzen an de Chefetagë vun de Konzerner. An déi profitéiere vum Chômage a sécher och elo nach vun der Kris, well se déi als Mëttel notze wäerten, fir sech duerch Entloossungen och nach gesond ze stoussen.

Friemenhaass a Rassismus, Sozialnäid hunn näischt an engem Land ze sichen, an deem zeg Natioune bis elo friddlech zesummegelieft hunn. Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot an ech wäert et esou laang widderhuelen, bis och verschidden Elementer an der ADR et verstanen hunn.

(Interruption)

Här President, den Här Statsminister huet iwwer eise Rentesystem geschwat. En Thema, wat...

(Interruption)

Jo, souwisou kann ech et esou laang soen, wéi ech wëll, Verschiddener bei Iech wäerten et ni verstoen.

(Hilarité)

Den Här Statsminister huet iwwer eise Rentesystem geschwat, en Thema, wat, wéi ee weess, mir besonnesch um Häerz läit. Och aner Riedner hunn iwwer eise Rentesystem geschwat a gemengt, et misst vläicht iwwerduecht ginn. Och am Rapport vun der IGSS, deen haut publizéiert ginn ass, deen awer nach iergendwéi geheim ass, well mer hunn en nach ëmmer net op eisem Site, geet Rieds iwwer eise Rentesystem an et misst doriwwer nogeduecht ginn a verschidden Elementer missten iwwerduecht ginn. An och d'OECD gëtt ës net midd, eise Rentesystem a besonnesch eis Fréipensionéierung a Fro ze stellen.

Gesot gëtt ënner anerem, mir missten alles maachen, dass och der zukünfteger Generatioun e finanzéierbare Rentesystem erhale bleift. Do ka jo keen dergéint sinn. Ech sinn och där Meenung an ech maachen Iech dofir dann elo schonn e puer Virschléi.

Ma da kommt, mir fänken haut schonn direkt un! Kommt, mir ginn hin a mer huelen deen Artikel aus dem Rentegesetz eraus, dee festleet, dass d'Préretraite-ajustement vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt! D'Préretraite-ajustement ass eng reng Beschäftegungsmesure, opgrond vun där dausenden Aarbechtsplazen ouni Entloossungen ofgebaut ginn. D'Pensiounskeesen iwwerweisen nämlech opgrond vun deem Gesetz deen Deel un de Beschäftegungsfong, deen d'Leit zegutt hätten, wa se géifen an d'Prépensioun goen. Wa mer deen Artikel also géifen ofschafen, kéinten d'Pensiounskeesen zeg Milliounen aspueren. Ech hat och an deem Sënn eng Gesetzespropositioun deponéiert, déi awer vun der Regierung ofgelehnt gëtt.

Oder kommt, mir ginn hin a mir sträichen aus dem Reklasséierungsgesetz de Passus, opgrond vun deem d'Indemnité d'attente och vun de Pensiounskeese finanzéiert gëtt! Well d'Indemnité d'attente ass och eng reng Beschäftegungsmesure. D'Leit, déi dra sinn, si krank, kréien d'Invaliderent awer net, ginn awer vun de Pensiounskeese bezuelt. Also, wann Der gären hätt, dass déi Leit vun de Pensiounskeese bezuelt ginn, da gitt hinnen, wann ech gelift, d'Invaliderent, a loosst se net an enger Indemnité d'attente vegetéieren, wou se net wëssen, wou se dru sinn. Oder huelt dee Passus einfach aus dem Gesetz eraus.

Ech waarden och scho méintelaang dorop, dass dat Versprieche Realitéit gëtt, wat den Här Aarbechtsminister an den Här Minister vun der sozialer Sécherheet gemaach hunn, fir dat Gesetz ze reforméieren. All Kéiers an de Sitzunge kréie mer versprach, si wären um gudde Wee. Mä bis elo si se awer nach net un d'Zil komm.

Wann Der also wierklech wëllt de Pensiounssystem retten, da bezuelt och emol all déi Suen doran zréck, déi Der erausgeholl hutt, fir aner Saachen ze finanzéieren. Wéi zum Beispill och déi Suen, déi Der geholl hutt, fir d'Krankekeesen ze sanéieren.

Ech verwiere mech och géint déi Virschléi, déi d'Kapitaldeckungsverfahre wëllen an eise System aféieren. An ech warnen och déi, déi mengen, et misst een déi staatlech Participatioun bei der Finanzéierung vun de Renten iwwerdenken.

Duerfir, wann Der de Rentesystem wierklech wëllt retten, dann haalt op mam Renteklau aus de Keesen a bezuelt dat alles emol erëm, wat Der do erausgeholl hutt. A wann et Iech wierklech eescht gemengt ass, fir eise staatlech garantéierte Rentesystem ze schützen, da kënnt Der jo meng Gesetzespropositioun stëmmen, an där ech verlaangen, dass d'Recht op Rent, eng Préretraite an eng Prépensioun an der Verfassung verankert gëtt.

Här President, zu der Convivialitéit gehéiert och Solidaritéit. Et geet awer net, dass mer ëmmer erëm, wann et schlecht geet, d'Solidaritéit op déi kleng Leit offale loossen, sou wéi dat bei der Indexmanipulatioun geschitt ass. Solidaritéit soll jiddweree betreffen. Besonnesch awer d'Groussverdénger an d'Aktionären, déi de Räichtum hei aus dem Land schleefen, solle méi zu Gonschte vun deene Klenge belaascht ginn.

Wann et wierklech global gesi schlecht geet, da gëtt et fir mech nëmmen eng Mesure, déi wierklech responsabel ass, an dat ass d'Solidaritéitssteier. D'Solidaritéitssteier gëtt op der Steiermass erhuewen an trëfft duerfir déi Leit, déi keng oder wéineg Steiere bezuelen, net. D'Solidaritéitssteier ass uganks den 80er Joren als Kriseninstrument agefouert ginn a gëtt säit deemools benotzt, fir zum Beispill de Beschäftegungsfong ze speisen. Dat muss een och emol soen. Déi Stëmmen, déi géint d'Solidaritéitssteier opkommen, wëlle just d'Groussverdénger schützen.

Ech hunn och héieren, dass de Spriecher vun deene Gréngen hei sech elo ganz staarkmécht fir d'Solidaritéitssteier. Da stellen ech mer awer d'Fro, wou dann déi Stëmm vun de Grénge fir d'Solidaritéitssteier war, wéi se hei d'Indexmanipulatioune matgestëmmt hunn. Do hätte se sech jo och kënne fir d'Solidaritéitssteier scho staarkmaachen. Ech froe mech, firwat dass se dat deemools net gemaach hunn.

Da wëll ech och a Richtung vun der DP dorun erënneren, dass d'Solidaritéitssteier ënner enger CSV/DP-Regierung agefouert gouf.

Här President, mir kënnen houfreg sinn op dat, wat mer hei bis elo an dësem Land zesumme geschafen hunn, och fir all déi Mënschen, déi bei eis wunne kommen an hei wunnen. Mir mussen och elo zesummen alles drusetzen, dass dat erhale bleift, wat mer zesumme geschafen hunn. Dat am Sënn vun engem friddlechen Zesummeliewen, an deem all Mënsch eng Chance kritt.

Eist Sozialnetz garantéiert en Deel vun dësem friddlechen Zesummeliewen. Mir däerfen eis dat net zerstéiere loossen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass, egal wien an déi nächst Regierung kënnt, oder wien an där nächster Legislaturperiod hei an deem Parlament sëtzt, och wäert alles drusetzen, dass dat net geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Zum Schluss vun der Debatt huet de Statsminister d'Wuert.

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe gäre Merci fir déi Aussprooch iwwert d'Erklärung zur Lag vun der Natioun, déi mer haten.

Et wier op munches zréckzekommen, wat faktuell net stëmmt. Dat wäerte mer bei Geleeënheet maachen, zum Beispill dem Här Jaerling soen - et geet mech zwar net direkt eppes un -, dass d'Solidaritéitssteier natierlech net vun enger CSV/DP-Regierung agefouert ginn ass, mä vun enger LSAP/DP-Regierung 1976. Ech war e puermol derbäi, wéi mer se zolidd geheicht hunn. Duerfir kennen ech eppes dovun. Dir kënnt mer all Vertraue maachen, dass ech weess, wéi ee mat der Solidaritéitssteier ëmgeet, wann et drop ukënnt.

Et kéint een op aner Aspekter agoen, déi hei genannt gi sinn. Ech wëll just zwou oder dräi Bemierkunge maachen, Här President.

Déi éischt, nach eng Kéier: Ech fannen et net richteg, dass dem Statsminister - wann ech vu mir selwer däerf an der drëtter Persoun schwätzen - hei virgeworf gëtt, dass e kee Regierungsprogramm fir d'Period 2009/2014 virgeluecht huet. Dat maachen ech geschwënn.

(Hilarité)

Mä dës Kéier war et nach net un der Zäit, fir dat ze maachen. Mä ech denken awer schonn all Dag drun. Mä virdrun hu mer nach e Rendez-vous mat de Lëtzebuerger. An et ass bei der Rendez-vous-Gestaltung mat de Leit hei am Land, wou d'Parteien hir Iddië sollen duerleeë fir déi nächst fënnef Joer.

Dat kann een décemment net am Kader vun dëser Debatt maachen, déi, och wann ech Abstraktioun maache vun de Riedner, déi sech mat der Regierung grosso modo zefridde gewisen hunn iwwert déi lescht fënnef Joer, keng esou gewalteg, explosiv, bombastesch nei Iddië bruecht huet, dass se mech ënnert den Dësch gehäit hätten.

An déi puer Elementer, déi genannt si ginn, si keng nei gewiescht, well déi waren och schonn an der Debatt genannt ginn, déi mer hei no den Aarbechte vun der spezieller Chamberskommissioun opgrond vun engem Rapport vum Här Thiel diskutéiert hunn. Insofern ass et müsseg, déi ganz Debatt nach eng Kéier ze féieren. Ech muss och leider fortgoen, well ech muer op Washington fueren, fir un där G7-Sitzung deelzehuelen. Mir komme jo zwar net beim G20 eran, mä zumindest si mer awer beim G7 derbäi. An dat, wat ech hei héieren hunn, fléisst natierlech an an déi Iwwerleeungen, déi ze féiere sinn.

Ech wollt Iech, Här President, elo, in tempore non suspecto, nodeem ech jiddwerengem nach eng Kéier Merci gesot hunn, deen dës Debatt gehollef huet ze animéieren, elo soen, net dass Der mengt, an enger nächster Legislaturperiod - ech weess jo net, ob ech do erëm fir eng Regierung ze schwätze kréien -, elo Iech wierklech virschloen: dat Joer, wou d'Wahle sinn, keng Erklärung zur Lag vun der Natioun méi!

Et huet décemment kee Wäert, et mécht kee Sënn. Dat mécht kee Sënn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- A wann ech nach eng Kéier sollt Statsminister bleiwen an awer eng Deklaratioun zum Schluss stattfënnt, da loosst se vun engem Beamte schreiwen.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ech hu Versteesdemech fir déi Propositioun, déi Der gemaach hutt. Ech hunn no der Debatt vu gëschter an a Gespréicher, déi ech mat eenzelne Kolleegen heibanne gefouert hunn, en ähnleche Feeling hei am Haus erausgespuert. Mir wäerten dat mat an d'Presidentekonferenz huelen an déi noutwendeg Konklusiounen dorauser zéien.

M Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat wier dach eng Strukturreform, oder?

(Hilarité)

M. le Président.- Voilà. Nach eng Kéier, Här Statsminister, Merci.

An domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Mir gesinn eis muer de Mëtteg um hallwer dräi erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3142	Camille Gira	Stations-service
3202	Claude Adam	Projet de loi en matière de politique archiviste
3203 cf. 3235	Roland Schreiner	Chemin repris 110 entre Clemency et Grass
3214	Françoise Hetto-Gaasch et Lucien Clement	Sécurité routière sur la route nationale N28 reliant les villages de Bous et d'Oetrange
3215	Lucien Clement	Route du vin
3222	Alex Bodry	Non-Luxembourgeois inscrits sur les listes électorales
3235 cf. 3203	Aly Jaerling	Chemin repris 110 entre Clemency et Grass
3241	Vera Spautz	Chèques-services - Projet d'assurance qualité
3249	Romain Schneider	Affectation future et état des travaux de rénovation du bâtiment de l'ancien Hôtel Midi sis à Diekirch
3251	Camille Gira	Pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem
3252	Eugène Berger	Pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem
3254	Marc Spautz	Giratoire de Lamadeleine
3255	Martine Stein-Mergen	Laboratoire National de Santé (LNS)
3259	Claude Adam	Éducation aux médias
3264	Claude Adam et Félix Braz	Couloir pour bus entre Lorentzweiler et Walferdange
3270	Aly Jaerling	Rayonnements des téléphones mobiles
3271	Marcel Oberweis	Ligne de TGV Paris-Metz jusqu'à Longwy
3275	Carlo Wagner	Contrôle des chantiers routiers
3282	Xavier Bettel	Stages volontaires pour conducteurs offerts par le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg
3286	Carlo Wagner	Taux d'intérêt sur les prêts universitaires
3288	Martine Stein-Mergen, Ali Kaes, Gilles Roth et Marco Schank	Transports agricoles
3291	Aly Jaerling	Retard des trains
3293	Xavier Bettel	Conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg
3294	Marcel Oberweis	Liaisons piétonnières entre le Grünewald et les communes avoisinantes
3295	Colette Flesch	Acquisition d'une collection privée étrangère consacrée au domaine des forteresses et destinée au Musée Trois Glands
3296	Aly Jaerling	Information du patient
3297	Colette Flesch	Fonds pour les monuments historiques
3299	Laurent Mosar	Deuxième conférence des Nations Unies sur le racisme
3301	Marcel Oberweis	Problèmes autour du système de navigation par satellite Galileo
3308	Ali Kaes	Musée National d'Histoire Militaire (MNHM)
3310	Xavier Bettel	Affaire de corruption au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
3313	Fernand Etgen	Immeuble du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville
3320	Marcel Oberweis	Dangers des bouteilles d'eau en plastique
3324	Ali Kaes	Études d'instituteur dans le cadre de la nouvelle école fondamentale
3330	Claude Adam	État d'avancement des différents règlements grand-ducaux indispensables à l'exécution de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Question 3142 (11.2.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **stations-service:**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre des Classes moyennes à ma question parlementaire N°2970 du 12 novembre 2008 concernant les surfaces de vente dans les stations-service pour automoteurs *(cf. compte rendu N°5/2008-2009)*, j'aimerais recevoir un complément d'information:

Monsieur le Ministre m'informe que la police constate les infractions à la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail ainsi que la surface de vente nette pour la vente de produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin. En plus, la police est chargée de constater des infractions à la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcoolisées à des mineurs de moins de seize ans.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Quel est le nombre de contrôles effectués au cours des deux dernières années auprès des stations-service pour automoteurs dans le cadre de chacune des deux lois susmentionnées? Quels sont les résultats de ces contrôles et quelles sanctions ont été prises?

Réponse (12.5.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En ce qui concerne le contrôle des exigences et le traitement des infractions en rapport avec la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail ainsi que la surface nette pour la vente de produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin, de même qu'avec la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcoolisées à des mineurs de moins de seize ans, il y a lieu de rappeler d'emblée à l'honorable Député que le principe constitutionnel de séparation des pouvoirs ne permet pas au Gouvernement de commenter ou de s'immiscer dans les opérations de police, ces dernières constituant le volet opérationnel des initiatives et démarches entreprises par l'ordre judiciaire, chargé de veiller au respect des lois et règlements à travers des mesures préventives et répressives.

De la même manière, les sanctions éventuellement prises à la suite des contrôles relèvent exclusivement des juridictions concernées et ne sauraient être l'objet d'un commentaire ou d'une évaluation de la part du Gouvernement.

Question 3202 (9.3.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de loi en matière de politique archiviste:**

Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État ont répondu à ma question parlementaire N°1028 du 14 avril 2006 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, qu'un «groupe interministériel sous la présidence de la directrice des Archives nationale(s)», constitué en 2005 et composé de représentants de cinq ministères et du Centre informatique, était chargé d'élaborer un projet de loi en matière de politique archivistique. La préparation d'un tel projet de loi était également prévue par le programme gouvernemental du 4 août 2004.

La réponse mentionnait aussi: «Il est prévu de déposer un projet de loi au cours de l'année 2006.» Estimant qu'il y a toujours urgence en la matière, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre et à Madame la Secrétaire d'État:

- Vu qu'aucun projet de loi n'a été déposé, j'aimerais savoir jusqu'à quel stade les travaux de ce groupe interministériel ont avancé après ces trois années?

- Quelles sont les raisons pour le retard encouru?

Réponse (12.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question de l'honorable Député M. Claude Adam concernant le projet de loi en matière de politique archivistique, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes:

Pour permettre le démarrage des travaux en vue de l'élaboration d'un cadre législatif pour la collecte, la conservation et la consultation d'archives, le Conseil de Gouvernement a, en effet, constitué un groupe interministériel en 2005. Ce groupe a arrêté les lignes de conduite pour l'élaboration d'un avant-projet de loi; les questions suivantes sont actuellement à l'étude:

1) La question du transfert et de la conservation sur une longue durée des données électroniques: conformément aux grandes orientations définies par la stratégie de Lisbonne, l'État luxembourgeois a réalisé ces dernières années des progrès majeurs en matière de gouvernance électronique. Comme les modalités de conservation et d'archivage des données électroniques à long terme n'ont pas encore trouvé, ni chez nous, ni dans les autres pays, de solution satisfaisante, cette problématique reste ouverte. Une solution ne sera pas facile à trouver.

2) La question du raccourcissement des délais de communication des documents: dans un souci de transparence pour les citoyens et de facilitation du travail des chercheurs, il a été prévu de proposer des délais de communication plus courts que ceux actuellement en vigueur.

En France le projet de loi relatif aux archives fut guidé par ce même objectif. Lors des débats parlementaires en France, de vives discussions ont été menées notamment autour de la proposition du Gouvernement de créer une catégorie d'archives «incommunicables». Il a été décidé d'attendre l'évolution de ces discussions qui n'a pas encore trouvé de réponse. En effet, la France a de tout temps joué un rôle de référence en Europe en matière de politiques d'archivage.

En raison des problématiques prédécrites, les travaux d'élaboration du cadre législatif ont pris du retard. Les services des Archives nationales et du Ministère pensent pouvoir présenter l'avant-projet de loi vers la fin de cette année.

Question 3203 (9.3.2009) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **chemin repris 110 entre Clemency et Grass:**

Selon un communiqué de presse, la «Lokalinitiativ Kéinzeg» demande la réfection du chemin repris 110 entre Clemency et Grass et une interdiction de circulation pour les poids lourds de plus de 3,5 tonnes. Elle attire l'attention sur le fait que Monsieur le Ministre avait déjà reconnu que des travaux de réfection sur ce tronçon de route s'imposent pour des raisons de sécurité dans le cadre de sa réponse à une question parlementaire de mai 2005 *(cf. compte rendu N°12/2004-2005 - question parlementaire N°0410)*. Monsieur le Ministre avait fait état dans ce contexte d'un projet de l'Administration des Ponts et Chaussées pour le réaménagement du virage «op der Schack» qui ne répond pas aux normes de sécurité.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence d'un tel projet? Dans l'affirmative, quand est-ce que ce projet sera réalisé? Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux n'ont pas encore commencé?

La «Lokalinitiativ Kéinzeg» semble inquiète que les travaux de réfection prévus depuis des années puissent inclure un élargissement de la route, favorisant ainsi le transit de poids lourds qui pose de sérieux problèmes aux yeux des habitants concernés.

- Le projet de l'Administration des Ponts et Chaussées inclut-il un élargissement de la route? Est-ce que des mesures sont prévues pour décourager le transit de poids lourds par le CR110?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le transit de poids lourds dont la masse maximale autorisée dépasse les 3,5 tonnes devrait être interdit sur le CR110 traversant les localités de Clemency et de Grass?

- Par ailleurs, il semble que des comptages automatiques (nombre et catégorie de véhicules) aient été effectués sur différents tronçons du CR110 par l'Administration des Ponts et Chaussées en 2008. Quel a été le résultat de ces comptages?

Question 3235 (17.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **chemin repris 110 entre Clemency et Grass:**

D'Lokalinitiativ Kéinzeg setzt sech säit geraumer Zäit a fir d'Erneierung vum «Chemin repris 110» tëschent Kënzeg a Grass, sou wéi fir ee fir dëse Streckenofschnëtt allgemengt Transitverbuet fir Gefierer ab 3,5 t.

D'Geforequell, déi hei besteet, gëtt ëmmer méi héich.

Eng Resolutioun an deem Sënn adresséiert un de Gemengerot vu Kënzeg ass leider bis elo wierkungslooss bliwwen.

Op eng parlametaresch Fro vum 20 Mee 2005, also viru bal véier Joer, huet den Här Bauteminister geäntwert:

«... Et ass och richteg, datt net nëmmen d'Kéier 'op der Schack' gefeierlech ass, mee datt ee groussen Deel vun der Streck Kënzeg-Grass net de leschte Sécherheetsnormen entsprécht. An dësem Sënn wäert d'Verwaltung vun de Ponts et Chaussées een neie Projet ausschaffen an esou séier ewéi méiglech op den Instanzewee ginn.»

De krasse Sécherheetsproblem vun dem CR110 tëschent Kënzeg a Grass ass den Autoritéite säit laangem bekannt, an trotzdeem geschitt näischt.

Ausser weider Accidenter, deelweis esouguer mat schlëmme Konsequenzen.

Och de Problem vum Kaméidi, deen duerch Laaschtgefierer verursaacht gëtt, ass eng Belaaschtung fir d'Uwunner, esou ewéi d'Geschwindegkeet, déi ze héich ass.

Kann den Här Bauteminister respektiv den Här Transportminister mer duerfir matdeelen:

1) Wéisou geschitt näischt op dem CR110, obwuel de Problem den Autoritéite säit längerem bekannt ass a weider permanent Accidenter op der Streck geschéien?

2) Wéisou gëtt keen allgemengt Transitverbuet fir Gefierer iwwer 3,5 t verhaangen, well do zwee Laaschtgefierer net laanschtenee kommen, an doduerch d'Gefor fir Accidenter méi akut gëtt, an och de Kaméidi vun de Laaschtgefierer eng permanent Belaaschtung fir d'Ëmwunner sinn?

3) Wéisou gëtt net schonn direkt eng der Situatioun ugepasste Geschwindegkeetsbegrenzung op der Streck agefouert, fir méi Sécherheet ze garantéieren?

4) Wat sinn d'Moyenen, déi déi zoustänneg Instanzen zur Verfügung hunn, fir dem Verkéiersproblem op dem CR110 Meeschter ze ginn?

5) Huet Ponts et Chaussées dann elo en neie Projet ausgeschafft,

sou wéi dat viru véier Joer vum Här Bauteminister ugekënnegt gouf oder net?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse aux questions parlementaires des honorables Députés relatives à l'état du tronçon de route du CR110 entre Clemency et Grass, il y a lieu de préciser tout d'abord que conformément à ce qui avait été dit dans la réponse du 18 mai 2005 à une question parlementaire de l'honorable Député Aly Jaerling à ce même sujet, l'Administration des Ponts et Chaussées a élaboré un avant-projet pour le redressement de ce tronçon de route sur une longueur de 2.830 mètres.

Or, l'autorisation du Ministère de l'Environnement émise en décembre 2008 a imposé des conditions qui ont rendu nécessaire une modification complète du projet avec remaniement du plan des emprises à établir sur base d'un nouveau levé des terrains. Le dossier y relatif devrait être disponible en juin 2009. C'est ensuite seulement que les pourparlers avec les propriétaires pourront être entamés.

La largeur du CR110 varie actuellement entre 4,80 et 5,90 mètres et devra être, dans le cadre de la sécurisation de cette route, portée à une largeur uniforme de 6 mètres, ce qui correspond aux normes actuellement utilisées en matière de construction routière.

En ce qui concerne une interdiction du trafic de transit, il faut savoir que les comptages effectués en novembre/décembre 2008 ont montré que la moyenne journalière de poids lourds circulant sur cet itinéraire s'élève à 32 unités, pour un nombre total en moyenne de 3.257 véhicules par jour.

Le nombre de poids lourds varie entre un minimum de 3 unités le 27 décembre 2008 (dimanche) et un maximum de 108 unités le 11 novembre 2008 (mardi), jour de l'armistice. Le nombre total de véhicules circulant entre Grass et Clemency accuse un minimum de 936 unités le jour de Noël 2008 et un maximum de 4.637 unités le 19 novembre 2008 (jeudi).

Ces chiffres laissent supposer qu'il ne s'agit pas d'un trafic de transit, tel qu'il est défini au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation du transit sur une partie de la voie publique, mais essentiellement d'un trafic de bus, d'engins agricoles lourds et de camions qui effectuent des trajets d'origine-destination en rapport direct avec les activités économiques dans cette région du pays.

Question 3214 (12.3.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **sécurité routière sur la route nationale N28 reliant les villages de Bous et d'Oetrange:**

Le tronçon de la N28 entre Bous et Oetrange, notamment le virage à l'entrée de Bous compte parmi les points noirs de notre réseau routier où de nombreux accidents, même mortels, ont eu et continuent d'avoir lieu. Afin de pouvoir réaliser la deuxième partie du contournement entre Bous et Oetrange, la commune de Bous, sur proposition de l'État, avait procédé à l'acquisition de 90,30 ares et l'État lui-même a acquis plusieurs terrains. Or, en 2007, le Gouvernement avait annoncé que le projet ne serait pas réalisé, en raison des coûts trop élevés. À noter cependant que sans cette deuxième partie du contournement beaucoup de voitures traversent et continueront à traverser tous les jours la localité de Bous.

Le Ministre des Transports avait déclaré à l'époque que la mise en place d'un Park&Ride près de la gare d'Oetrange ne constituerait qu'une mesure de deuxième choix afin de délester la route reliant Oetrange avec l'autoroute de Trèves.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Les projets cités ci-dessus, figurent-ils parmi ceux qui seront réalisés dans le cadre des investissements supplémentaires du plan de conjoncture du Gouvernement?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles ni ledit contournement ayant un impact positif aussi bien sur le village de Bous que sur la sécurité routière sur le tronçon en question, ni le Park&Ride figurent dans le plan de conjoncture?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Madame Françoise Hetto-Gaasch et Monsieur Lucien Clement concernant le projet de raccordement N2-N28 à Bous et la mise en place d'un Park&Ride à la gare d'Oetrange, nous tenons à fournir les renseignements suivants:

Il y a tout d'abord lieu de rappeler la réponse à la question parlementaire N°1720 du 3 mai 2007 concernant le projet de raccordement de la N28 au contournement de Bous, adressée par Madame la Députée Marie-Josée Frank au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Environnement *(cf. compte rendu N°16/2006-2007).*

Le projet routier ne dispose pas, au stade actuel, des autorisations requises par la loi et n'a par conséquent pas pu être intégré dans le paquet de conjoncture du Gouvernement.

Toutefois, le projet de raccordement N2-N28 à Bous figure parmi les projets routiers retenus par l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Transports», présenté à la Chambre des Députés en date du 14 juillet 2008, conjointement avec l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Paysages». Les membres du Gouvernement avaient à cette occasion indiqué qu'après coordination entre les différents avant-projets de plan, des points de conflit subsistaient pour plusieurs projets routiers, dont le projet précité.

L'évaluation environnementale des plans directeurs sectoriels prescrite par la loi du 22 mai 2008 transposant la directive 2001/42/CE vient de débuter. Elle analysera les points de conflit de manière détaillée et déterminera les différentes possibilités pour les solutionner.

L'évaluation environnementale sera documentée dans le rapport environnemental qui fera partie des documents à soumettre à la consultation publique prévue par la loi du 22 mai 2008.

Après l'accomplissement de la procédure de consultation, le Gouvernement pourra adopter les plans directeurs sectoriels et décidera sur la réalisation des projets conformément aux priorités y définies.

En ce qui concerne le Park&Ride près de la gare d'Oetrange, il y a lieu de noter qu'il ne fait pas partie du programme de conjoncture au vu des éléments qui ont déjà été évoqués dans la réponse de Monsieur le Ministre des Transports à la question parlementaire N°1772 du 8 juin 2007 de Monsieur le Député Lucien Clement *(cf. compte rendu N°1/2007-2008).*

Question 3215 (12.3.2009) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **«Route du vin»:**

Sur la «Route du vin», implantée entre la Moselle d'un côté et les villages de l'autre, qui mène de Schengen à Wasserbillig, la vitesse est limitée à 50 km/h dans la plupart des villages, à certains endroits cette limite étant cependant de 70 km/h.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Sachant que dans la grande majorité desdits villes et villages, des piétons ne traversent que très rarement la «Route du vin», le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on pourrait augmenter la limitation de vitesse de 50 à 70 km/h aux endroits où une telle augmentation ne constituerait pas un danger pour les piétons?

- Selon quels critères sont établies ces différentes limitations de vitesse?

- La responsabilité d'une telle initiative incombe-t-elle aux communes concernées ou au Gouvernement?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans sa question parlementaire du 12 mars 2009, l'honorable Député s'enquiert sur les limitations de la vitesse applicables à l'approche des passages pour piétons traversant la N10, sur les critères selon lesquels les limitations sont réglementées, ainsi que sur la responsabilité en matière de réglementation.

Le relevé des limitations de la vitesse indique que la vitesse maximale autorisée est limitée à 50km/h lorsque la «Route du vin», formée par la N10 et le CR152B, traverse des agglomérations. Ces limitations de la vitesse résultent de l'application de la définition de l'agglomération, reprise à la rubrique 1.27 de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route.

Or, l'évolution de certaines agglomérations, telles que Remich, Stadtbredimus, Ehnen, Wormeldange, Grevenmacher et Mertert permet de distinguer entre une zone d'urbanisation éparse et une zone d'urbanisation dense. Dans la première zone, la vitesse maximale autorisée peut être limitée à 70km/h.

En sachant que la sécurité routière prime sur toute autre considération, une éventuelle limitation de la vitesse à 70km/h dans les zones où l'urbanisation est plus dense requiert une analyse approfondie de la sécurité des passages pour piétons et du champ de vision des riverains qui sortent leurs véhicules du garage. Il est, par conséquent, déconseillé de limiter la vitesse maximale autorisée à 70km/h en zone urbanisée.

La responsabilité réglementaire incombe aux autorités communales pour autant que le tronçon de route se situe à l'intérieur d'une agglomération. Les limites de l'agglomération sont indiquées par les panneaux de localisation (E,9a et E,9b - article 107 du Code de la Route) qui sont mis en place conformément à la rubrique 1.27 de l'article 2, précité.

Dans ce contexte, je me permets encore de rappeler l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui définit la procédure à respecter par les autorités communales en matière de réglementation de la circulation.

Question 3222 (16.3.2009) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **non-Luxembourgeois inscrits sur les listes électorales:**

Le 12 mars 2009 a été le dernier jour utile pour l'inscription sur les listes électorales, notamment en vue de la participation aux élections européennes du 7 juin 2009.

- J'aimerais savoir de la part du Ministre quel est le nombre total des non-Luxembourgeois inscrits sur les listes électorales et la répartition par commune et par nationalité.

- Combien de personnes se sont inscrites depuis la date de la réouverture des listes suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi?

- Quelle est l'évolution des inscriptions en comparaison avec 2004, année des dernières élections européennes? Qu'en est-il du nombre des inscriptions sur les listes électorales pour les élections communales?

- Finalement, j'aimerais connaître l'appréciation politique du Gouvernement sur la participation des non-Luxembourgeois au processus électoral dans notre pays.

Réponse (15.5.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député pose un certain nombre de questions relatives à l'inscription des non-Luxembourgeois sur les listes électorales tenues par les communes.

ad 1

Les données qui ont été transmises au Ministère d'État par le biais des commissariats de districts sont les suivantes:

Nombre d'électeurs inscrits dans les communes de la circonscription Sud

Commune	Luxembourgeois	Ressortissants UE	Ressortissants UE inscrits en 2004
Bascharage	4147	150	111
Bettembourg	4851	415	267
Clemency	1265	54	46
Differdange	7817	1008	470
Dippach	1818	134	94
Dudelange	9090	654	618
Esch/Alzette	11209	1088	569
Frisange	1951	111	83
Garnich	1001	50	44
Hobscheid	1604	82	49
Kayl	4103	202	126
Kehlen	2535	188	186
Koerich	1162	70	71
Kopstal	1388	117	78
Leudelange	1200	100	33
Mamer	3207	460	275
Mondercange	3687	196	170
Pétange	6615	471	403
Reckange/Mess	1308	62	58
Roeser	2633	196	126
Rumelange	2216	187	139
Sanem	7953	303	245
Schifflange	4322	169	118
Septfontaines	391	30	29
Steinfort	2097	131	108

Nombre d'électeurs inscrits dans les communes de la circonscription Centre

Commune	Luxembourgeois	Ressortissants UE	Ressortissants UE inscrits en 2004
Bertrange	2563	329	257
Bissen	1307	98	77
Boevange/Attert	1206	45	20
Colmar-Berg	870	60	29
Contern	1752	139	101
Fischbach	453	12	10
Heffingen	536	38	24
Hesperange	5385	438	299
Larochette	548	172	98
Lintgen	1175	70	60
Lorentzweiler	1690	153	83
Luxembourg	26308	2757	1635
Mersch	3796	179	103
Niederanven	2396	412	310
Nommern	643	30	13
Sandweiler	1305	145	125
Schuttrange	1388	158	126
Steinsel	2254	242	190
Strassen	2638	305	183
Tuntange	643	38	28
Walferdange	3166	295	165
Weiler-la-Tour	964	55	31

Nombre d'électeurs inscrits dans les communes de la circonscription Nord

Commune	Luxem-bourgeois	Ressortissants UE	Ressortissants UE inscrits en 2004
Beckerich	1211	85	55
Bettendorf	1136	119	77
Boulaide	560	13	7
Bourscheid	769	12	9
Clervaux	1064	50	41
Constum	288	5	4
Diekirch	2776	234	142
Ell	535	48	29
Ermsdorf	515	34	18
Erpeldange	1305	73	41
Esch/Sûre	144	8	4
Eschweiler	483	5	8
Ettelbruck	3325	299	290
Feulen	870	71	52
Goesdorf	789	15	8
Grousbous	483	42	28
Heiderscheid	860	20	10
Heinerscheid	687	39	25
Hoscheid	334	14	8
Hosingen	1083	29	13
Kiischpelt*	559	30	22
Lac de la Haute-Sûre	908	22	12
Medernach	496	45	20
Mertzig	878	87	38
Munshausen	578	17	6
Neunhausen	168	9	7
Préizerdaul**	831	46	42
Putscheid	529	15	6
Rambrouch	1897	92	58
Redange	1409	48	26
Reisdorf	472	14	2
Saeul	416	11	4
Schieren	744	99	45
Tandel***	982	37	10
Troisvierges	1298	100	64
Useldange	898	42	18
Vianden	732	53	42
Vichten	587	25	10
Wahl	541	14	9
Weiswampach	645	46	36
Wiltz	1951	125	106
Wincrange	2258	120	79
Winseler	534	18	13

* Commune fusionnée (Kautenbach et Wilwerwiltz)
** anciennement Bettborn
*** Commune fusionnée (Bastendorf et Fouhren)

Nombre d'électeurs inscrits dans les communes de la circonscription Est

Commune	Luxem-bourgeois	Ressortissants UE	Ressortissants UE inscrits en 2004
Beaufort	896	47	27
Bech	611	45	49
Berdorf	758	31	12
Betzdorf	1540	150	74
Biwer	914	56	27
Bous	757	30	22
Burmerange	552	33	25
Consdorf	961	63	38
Dalheim	1019	67	31
Echternach	2408	198	174
Flaxweiler	1009	20	18
Grevenmacher	1966	150	94
Junglinster	3250	172	122
Lenningen	773	31	19
Manternach	942	35	26
Mertert	1925	122	75
Mompach	558	13	10
Mondorf-les-Bains	2104	377	286
Remich	1554	70	66
Rosport	1238	89	61
Schengen*	837	93	46
Stadtbredimus	807	27	12
Waldbillig	705	62	48
Waldbredimus	490	27	12
Wellenstein	758	46	34
Wormeldange	1238	119	108

*anciennement Remerschen

En ce qui concerne la répartition des ressortissants européens par commune et par nationalité, je ne peux indiquer que la répartition par nationalité à l'honorable Député étant donné qu'en date du 8 mai, seulement 91 des 116 communes ont transmis des données y relatives au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, compétent selon l'article 9 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 pour informer les États membres d'origine de l'inscription de leurs ressortissants sur les listes électorales luxembourgeoises pour l'élection du Parlement européen. Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration m'a fait parvenir les données suivantes qui diffèrent forcément, notamment en ce qui concerne le total des ressortissants européens inscrits, des données relevées ci-dessus.

Répartition par nationalité des ressortissants communautaires inscrits sur les listes électorales (91 communes sur 116).

Nationalité	Nombre	en %
Allemande	1364	9,79%
Autrichienne	49	0,35%
Belge	1591	11,41%
Britannique	385	2,76%
Bulgare	7	0,05%
Chypriote	1	0,01%
Danoise	125	0,90%
Espagnole	189	1,36%
Estonienne	2	0,01%
Finlandaise	20	0,14%
Française	1781	12,78%
Grecque	42	0,30%
Hongroise	8	0,06%
Irlandaise	99	0,71%
Italienne	2737	19,64%
Lettone	3	0,02%
Néerlandaise	417	2,99%
Polonaise	40	0,29%
Portugaise	5015	35,98%
Roumaine	14	0,10%
Slovaque	2	0,01%
Slovène	6	0,04%
Suédoise	36	0,26%
Tchèque	6	0,04%
Total	13939	100,00%

ad 2

Les communes ne tiennent pas de statistiques pouvant renseigner sur le nombre de ressortissants étrangers de l'Union européenne qui se sont inscrits sur les listes électorales après l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2008.

ad 3

a) En ce qui concerne l'évolution de l'inscription des ressortissants de l'Union européenne depuis les élections pour le Parlement européen du 13 juin 2004, je renvoie aux tableaux ci-dessus.

b) Les données afférentes ne sont pas en possession du Ministère d'État.

ad 4

Le Gouvernement luxembourgeois considère chaque élection comme l'expression démocratique de la volonté de la population. Dans cet ordre d'idées, il lance pour chaque élection pour laquelle la participation des électeurs non-luxembourgeois est autorisée, une campagne incitant les non-Luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales respectives. Si par rapport aux élections pour le Parlement européen de 2004, le nombre d'électeurs ressortissants de l'Union européenne a considérablement augmenté, il reste vrai que l'intérêt que nos concitoyens étrangers témoignent à l'égard de la possibilité de participer à l'exercice du pouvoir est limité.

Question 3241 (20.3.2009) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **chèques-services -** le **projet d'assurance de qualité:**

Comme suite à l'introduction des chèques-services accueil, les organismes gestionnaires des crèches et foyers de jour pour enfants, financés par couverture de 100% du déficit par l'État, viennent de recevoir un avenant à leur convention pour l'exercice 2009.

Un nouvel élément de cette convention concerne le «projet d'assurance qualité». Ainsi, l'avenant prévoit «qu'un tiers des heures administratives sont affectées au projet d'assurance qualité mis en place en collaboration avec l'Université du Luxembourg».

- Est-ce que Madame la Ministre peut me renseigner sur le projet en question? En quoi consiste-t-il exactement?

- Tout en soutenant en principe chaque mesure visant à augmenter la qualité de l'accueil dans les crèches et foyers de jour, j'aimerais savoir pourquoi les projets sont assurés par le biais d'heures de travail destinées au travail administratif?

- Est-ce que les projets ont déjà été entamés? Sinon, quand est-ce que le lancement des projets est prévu?

- Quel est le rôle de l'Université du Luxembourg?

- Est-ce qu'à l'issue des projets, le tiers des heures de travail sera à nouveau affecté aux tâches administratives?

Réponse (12.5.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'introduction du système «chèque-service accueil» a donné lieu à l'amendement de la convention pour crèches et foyers de jour pour enfants alors que la détermination de la participation financière des parents qui jusqu'au 1er mars dernier faisait partie des tâches administratives des chargés de direction a été transférée aux administrations communales.

Au lieu de réduire le nombre d'heures affectées aux tâches administratives, le service «crèches et foyers de jour» a préféré inscrire une mise à disposition d'un tiers des heures administratives à la participation aux travaux de mise en place de standards de qualité pour l'ensemble des crèches conventionnées.

En effet, le Ministère de la Famille et de l'Intégration vient d'engager une concertation avec l'Université du Luxembourg en vue de l'élaboration de standards de qualité pour toutes les structures d'accueil.

C'est seulement lors de l'implémentation ultérieure des nouvelles normes ainsi définies qu'il faudra juger si la réduction du quota d'heures administratives opérable en fonction de la réduction effective des tâches administratives à réaliser, la proportion d'un tiers n'étant inscrite qu'à titre indicatif, pourra donner lieu à une redistribution des ressources humaines en fonction des besoins.

Question 3249 (24.3.2009) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant l'**affectation future et** l'**état des travaux de rénovation du bâtiment de l'ancien Hôtel Midi sis à Diekirch:**

À ma question parlementaire N°2256 du 22 janvier 2008 concernant l'affectation future et l'état des travaux de rénovation du bâtiment de l'ancien Hôtel Midi sis à Diekirch, le Ministre des Travaux publics avait répondu en date du 2 avril 2008 que les services compétents de l'État étaient à la recherche d'une solution définitive *(cf. compte rendu N°11/2007-2008)*. Or, il s'avère qu'un an après, les travaux de rénovation du bâtiment susmentionné n'ont pas encore débuté. Le bâtiment se trouve cependant dans un état de plus en plus délabré et ne donne pas une bonne image à l'entrée de la ville de Diekirch.

Afin de stimuler notre économie en ces temps de crise, le Gouvernement a décidé de maintenir un niveau d'investissement élevé en avançant par exemple certains travaux de rénovation de bâtiments publics. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que les services compétents de l'État ont finalement trouvé une solution définitive?

- Si tel est le cas, quand est-ce que les travaux de rénovation du bâtiment pourraient débuter?

Réponse (12.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question de Monsieur le député Romain Schneider sur l'Hôtel du Midi à Diekirch, il y a lieu de préciser que dans le cadre du plan de conjoncture du Gouvernement visant à maintenir un niveau d'investissement élevé, l'Administration des Bâtiments publics a analysé la possibilité de faire avancer, entre autres, le projet de l'Hôtel du Midi à Diekirch.

Le projet initial ayant prévu la démolition du bâtiment existant et la reconstruction d'un nouveau complexe administratif pour les besoins des Administrations de la Gestion de l'Eau et des Services techniques de l'Agriculture a dû être abandonné entre-temps. L'étude de faisabilité y relative a en effet abouti à la conclusion que le volume du programme de construction pour ces deux administrations était trop important pour pouvoir être réalisé sur ce site dans le respect du règlement sur les bâtisses de la ville de Diekirch.

En vue d'une utilisation rationnelle de ce terrain, un autre utilisateur étatique fut recherché par la Commission des loyers pour profiter de ce site particulièrement intéressant au vu de sa situation centrale. Au motif que le Ministère de l'Environnement a proposé la délocalisation

de l'Administration des Eaux et Forêts dans la «Nordstad», l'Administration des Bâtiments publics a analysé la possibilité de localiser cette administration sur le site de l'Hôtel du Midi. Cette analyse a abouti à une conclusion positive, alors que les surfaces maximales disponibles sur le site de l'Hôtel du Midi sont presque équivalentes aux besoins évoqués par la direction des Eaux et Forêts. Cette proposition a été approuvée par le Ministère de l'Environnement.

Les études pour la démolition de l'ancien Hôtel du Midi et la reconstruction d'un nouveau bâtiment ont débuté en mars 2009 de sorte que les travaux sur site pourront prévisiblement être lancés après le congé collectif de 2010.

Question 3251 (25.3.2009) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem:**

Dans la réponse à notre question parlementaire N°3078 du 14 janvier 2009 ainsi que dans un reportage télédiffusé récemment, le Ministre de l'Environnement estime ne pas être compétent dans le cadre du dossier sur la pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem *(cf. compte rendu N°12/2008-2009)*.

Suivant nos informations, l'ampleur de la contamination des sols est telle qu'il y a un effet néfaste évident sur la faune et la flore de cette zone. Celle-ci se situe d'ailleurs dans la zone verte délimité par le PAG de la commune, une zone qui, suivant la loi pour la protection de la nature et des ressources naturelles, tombe sous la compétence du Ministère de l'Environnement.

J'aimerais, dans ce contexte, obtenir les informations suivantes:

- Monsieur le Ministre a-t-il fait dresser un procès-verbal en relation avec la pollution en question? Dans l'affirmative, à l'encontre de qui?

- Monsieur le Ministre a-t-il également entamé une procédure juridique?

- Quelles mesures de décontamination des sols ont été ou seront ordonnées?

Réponse (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suite aux faits révélés dans la presse fin mars 2009, l'Administration de l'Environnement a entamé une enquête en vue de rechercher et de constater d'éventuelles infractions à l'encontre de la législation sur les établissements classés.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'Administration de l'Environnement soumettra les résultats de son enquête aux autorités judiciaires compétentes en la matière.

Cette enquête porte aussi bien sur l'exploitation de la station de distribution Shell que sur celle de la station Aral.

Actuellement, une investigation sur l'étendue des pollutions est en cours. Cette étude devra servir à définir le périmètre et la méthode d'assainissement appropriés.

Question 3252 (25.3.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem:**

Il ressort d'un reportage diffusé par RTL Télévision en date du 23 mars 2009 dans le magazine «Den Nol op de Kapp» que dans les environs de l'aire de Berchem, et plus précisément au lieu-dit «a Gärtchen», l'environnement est fortement pollué par les eaux usées des stations de service voisines. Cette contamination serait due à des bassins de rétention ainsi qu'à des déshuileurs non appropriés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Étant donné qu'il s'agit d'une pollution manifeste et grave de l'environnement, j'aimerais savoir pourquoi Monsieur le Ministre de l'Environnement se déclare non compétent dans cette affaire?

- Par quels moyens et dans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation intolérable pour la protection de la nature? Comment Messieurs les Ministres entendent-ils éviter de tels problèmes à l'avenir?

- Vu la gravité de la pollution, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres s'ils ne pensent pas que l'assainissement des terrains contaminés devrait être engagé d'urgence?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que dans ce cas le principe «pollueur-payeur» devra être strictement appliqué?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que la pollution des terres constatée au lieu-dit «a Gärtchen» semble effectivement provenir de l'infrastructure autoroutière notamment de l'aire de Berchem, direction Thionville. La source exacte n'a cependant pas encore été identifiée.

La déclaration, en février 2009, du Ministre de l'Environnement disant qu'il est non compétent se référait à une question parlementaire qui concernait l'assainissement d'un ruisselet situé au lieu-dit «Unter dem Bongert», du côté de la station Shell *(cf. compte rendu N°12/2008-2009 - question parlementaire N°3078)*. Ces travaux, qui concernent l'extraction de boues sédimentaires de ce cours d'eau, font l'objet d'arrêtés conditionnés de Monsieur le Ministre de l'Intérieur du 4 août 2008 et du 12 août 2008 destinés à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Depuis la modification du bassin de rétention au début des années 2000, suite aux travaux de transformation sur l'aire de Berchem, l'Administration des Ponts et Chaussées fait procéder régulièrement à des contrôles de la qualité de l'eau à la sortie du bassin de rétention par un organisme agréé. Les résultats des analyses faites montrent que les concentrations en hydrocarbures mesurés dans l'eau à la sortie des déshuileurs sont en dessous du seuil de 5 mg/l autorisé par le Ministère de l'Environnement.

Il faut savoir dans ce contexte, que selon les informations reçues les aires des pompes à essence et des réservoirs, c'est-à-dire les surfaces où un transfert de combustibles a effectivement lieu, ont leur propre réseau de collecte des eaux superficielles qui est directement relié à la station d'épuration à Peppange.

Par conséquent les eaux rejetées dans le fossé au lieu-dit «a Gärtchen» proviennent essentiellement des surfaces de circulation et de stationnement, après passage dans les installations de rétention et de traitement qui font actuellement l'objet des examens précités.

Actuellement plusieurs études sont en cours, à savoir une analyse d'échantillons de terres prélevés autour du lieu-dit «a Gärtchen», un examen de l'état constructif des installations axé sur la protection du sol et la protection de l'eau effectué par une société luxembourgeoise agréée, ainsi qu'une analyse de la technologie et du fonctionnement des installations en place par une société spécialisée allemande.

Le but de ces premières études est d'une part de localiser précisément la source exacte de la pollution, pour ensuite pouvoir l'éliminer par des mesures d'urgence adéquates, et, d'autre part, d'identifier le périmètre de la surface polluée qui devra faire, en un deuxième temps, l'objet d'un assainissement.

L'approche retenue par les ministres concernés prévoit supplémentairement qu'il sera procédé à une étude intégrée de la totalité du site, qui n'analysera pas seulement les aspects qualitatifs de la gestion des eaux superficielles, mais englobera également les aspects quantitatifs de la gestion. Cette étude qui sera établie conformément à la nouvelle législation du 19 décembre 2008 relative à l'eau, déterminera de façon précise les mesures à mettre, le cas échéant, en œuvre au niveau du dimensionnement des ouvrages de rétention respectivement de prétraitement des eaux et définira la meilleure technologie à appliquer.

En ce qui concerne les terres polluées, les résultats des analyses des échantillons détermineront s'il y a lieu de procéder à une action immédiate ou s'il est préférable que l'assainissement se fasse après que les mesures constructives seront réalisées.

Quant aux coûts de ces opérations, ils devront être supportés par l'État, en tant que propriétaire du site. Il est prévu de revoir par la suite les conditions d'utilisation et de gestion des installations ainsi que les responsabilités y afférentes dans le cadre des concessions établies entre les sociétés pétrolières gestionnaires du site et l'État.

Question 3254 (26.3.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **giratoire de Lamadeleine:**

Tous les jours ouvrables, des bouchons peuvent être observés pendant les heures de pointe sur le contournement de Pétange au niveau du giratoire de Lamadeleine. Depuis des années, l'affluence sur cette route est devenue de plus en plus insupportable pour les habitants de la commune de Pétange. Depuis l'ouverture du nouveau Lycée Mathias Adam, situé aux abords du giratoire, le trafic s'est une nouvelle fois considérablement accru. S'y ajoutent un nombre croissant d'élèves qui traversent tous les jours à pied le giratoire de Lamadeleine depuis le parking du terrain de football où ils ont garé leur voiture, faute d'emplacements suffisants autour du Lycée Mathias Adam. Les élèves en question sont pourtant obligés de se déplacer en voiture puisqu'ils doivent combiner travail et études.

Selon mes informations, l'Administration des Ponts et Chaussées envisage la construction d'un tunnel passant en dessous du giratoire de Lamadeleine afin d'évacuer plus rapidement le trafic. Néanmoins, l'instance en question refuserait de construire une passerelle reliant le parking du terrain de football au Lycée, se contentant d'aménager un simple passage piéton.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer que l'Administration des Ponts et Chaussées envisage la construction d'un tunnel passant en dessous du giratoire de Lamadeleine?

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer les raisons pour lesquelles l'Administration des Ponts et Chaussées refuse de construire une passerelle reliant le parking du terrain de football au Lycée Mathias Adam permettant ainsi une traversée plus aisée et sûre du giratoire de Lamadeleine par rapport à un simple passage piéton?

Réponse (12.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°3254 de l'honorable Député Marc Spautz au sujet du giratoire de Lamadelaine, il y a lieu de préciser que la construction d'un passage souterrain sous le rond-point Lamadelaine s'inscrit dans le contexte d'un concept général du réaménagement de la route transfrontalière entre le rond-point Biff, point d'aboutissement de l'A13, et l'A28 en territoire belge.

Les études techniques de l'ensemble de ce projet ont démarré en avril 2008.

En ce qui concerne la construction d'une passerelle pour piétons au-dessus du contournement de Pétange, il faut savoir qu'en principe de tels ouvrages pour piétons ne relèvent pas des attributions de l'Administration des Ponts et Chaussées. L'intervention du département des Travaux publics se limite dès lors à l'octroi d'une permission de voirie sur base d'un projet afférent.

L'administration n'a pas été saisie d'une telle demande.

Question 3255 (26.3.2009) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **Laboratoire National de Santé (LNS):**

Fin janvier 2009 a eu lieu le premier coup de pelle sur le nouveau site du LNS au nord de Dudelange.

Le fonctionnement du LNS a souvent fait l'objet de critiques, notamment en ce qui concerne ses missions, les conditions de travail du personnel ainsi que les délais d'attente des résultats des biopsies.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Existe-t-il un nouveau concept de fonctionnement?

- Le LNS va-t-il continuer à effectuer des analyses standard, se mettant ainsi en concurrence avec les laboratoires des hôpitaux et les laboratoires privés ou va-t-il se limiter aux examens spéciaux, plus difficilement réalisables par les autres laboratoires?

- Le LNS a entamé un certain nombre de collaborations avec des laboratoires privés notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire. Est-il prévu d'initier un tel «outsourcing» dans d'autres domaines?

- Parmi les missions du LNS se trouve la recherche. Quels seront les interactions avec la recherche dans le domaine clinique et le CRP-Santé?

- Les résultats des prélèvements cytologiques et histologiques prennent beaucoup trop de temps, laissant ainsi les patients dans un sentiment d'angoisse et d'insécurité. Des problèmes comparables existent dans le domaine de la médecine environnementale. Est-il prévu d'étoffer ces services de manière à réduire ces délais?

Réponse (4.5.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Députée rappelle que fin janvier 2009 a eu lieu le premier coup de pelle sur le nouveau site du LNS au nord de Dudelange. Ce renouveau certainement indispensable, étant donné à la fois l'exiguïté des locaux actuels à Luxembourg-Verlorenkost et les activités toujours croissantes du LNS, permettra certainement au personnel du LNS d'assumer ses missions actuelles et futures dans des conditions de travail parfaitement adaptées.

Il est opportun d'accompagner le renouveau de l'infrastructure et des locaux du LNS à Dudelange par une redéfinition de ses activités, de ses missions, et de son cadre organisationnel. Ces travaux de réorganisation du LNS sont actuellement en cours dans le cadre de la préparation du déménagement à Dudelange, de sorte que d'ici l'achèvement du nouveau bâtiment dans approximativement trois ans, cette réorganisation sera achevée.

À l'avenir, le nouveau LNS assumera de plus en plus le rôle d'un laboratoire analytique pour des maladies ayant une importance épidémiologique dans le cadre de la santé publique. Est prévue la création de nouveaux services, tels que la médecine légale, un laboratoire d'analyses ADN, un laboratoire de pathologie moléculaire respectivement de cytogénétique hémato-oncologique.

Depuis des années le LNS se concentre sur les analyses spéciales souvent peu nombreuses ou peu rentables. Le LNS a ainsi déjà réduit les analyses courantes, de sorte que ces analyses ne constituent aujourd'hui plus qu'une quantité infime des travaux réalisés. Cette réduction des analyses courantes sera continuée, alors qu'il n'est pas dans la mission du LNS de jouer un rôle concurrentiel, mais plutôt d'être complémentaire par rapport aux différents autres laboratoires du pays. Il est cependant parfois opportun de pouvoir offrir sur un même prélèvement des analyses courantes en complément d'analyses plus spécifiques.

En tant que laboratoire étatique, le LNS se concentrera aussi davantage sur l'analyse de prélèvements faits par les différentes administrations de l'État dans le cadre de leurs missions de contrôle et assurera les analyses effectuées dans des contextes de programmes nationaux. Un «outsourcing» de compétences existantes n'est pas prévu dans ce contexte.

Les projets de recherche réalisés par le LNS se situent principalement dans les domaines de la recherche appliquée avec des projets surtout axés sur le volet épidémiologique intéressant en premier lieu les maladies infectieuses et cancéreuses.

Il existe actuellement une collaboration étroite du LNS avec le CRP-Santé, notamment dans les domaines de l'immunologie, de la microbiologie, de la toxicologie, de la pathologie moléculaire et de la sécurité alimentaire. Le LNS collaborera aussi à l'avenir avec la biobanque luxembourgeoise.

Il est vrai que depuis quelques mois les délais normaux au niveau du service assurant l'interprétation des prélèvements histologiques sont malheureusement dépassés pour cause d'absence de personnel. Des mesures d'organisation interne ont été immédiatement prises par la direction du LNS et le personnel en service travaille avec dévouement à la limite de ses possibilités pour revenir à la normale. Il a entre-temps été procédé à l'engagement d'un microbiologiste avec effet au 1er avril 2009 et le LNS a entamé le recrutement de personnel administratif et de pathologues. Vu notamment la technicité et la spécificité des postes à pourvoir, le recrutement de personnel qualifié s'est malheureusement avéré extrêmement difficile. L'entrée en fonction de ces recrutements au cours des prochains mois devrait cependant permettre de résorber les retards actuels.

Question 3259 (26.3.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**éducation aux médias:**

Au cours de cette législature, les différents rapports annuels du Ministère de l'Éducation nationale (MEN) ont brièvement fait état de la question de l'éducation aux médias. Une synthèse de ces rapports permet de constater que l'utilisation des médias par les jeunes est un phénomène qui a rapidement gagné en ampleur et qui a, dans un premier temps, contraint le Ministère à encourager des initiatives isolées ayant pour but de sensibiliser les élèves à l'environnement des médias. En 2006, le MEN admettait qu'il manquait toutefois un concept cohérent de ce que devrait être l'éducation aux médias. La même année, le service de l'enseignement secondaire, en collaboration avec le SCRIPT, a entamé des réflexions au sujet d'un concept en éducation aux médias. Une journée de réflexion dédiée à ce thème a été organisée et il y a été décidé de mettre en place un groupe de travail «éducation aux médias» qui a comme mission initiale d'élaborer un concept d'éducation aux médias pour le Ministère. Le groupe de travail a ensuite élaboré une ébauche de ce concept qui devait être finalisée en 2008.

Alors que l'éducation aux médias fait désormais partie intégrante des différents domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental, ce thème est étrangement absent du dernier rapport d'activité du MEN publié en mars 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, cette question parlementaire à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Après qu'un service du MEN ait entamé des réflexions débouchant sur l'organisation d'une journée de réflexion à l'issue de laquelle un groupe de travail a été créé afin de finaliser une ébauche d'un concept d'éducation aux médias, le MEN entend-il réellement donner des bases solides et durables à cette matière?

- Le MEN peut-il déjà proposer des documents de base, sous la forme de manuels, pour aider ceux et celles qui devront désormais développer l'éducation aux médias d'une manière transversale dans l'enseignement fondamental? Ne faut-il pas désormais étendre l'offre en formation (initiale et continue) à l'attention des enseignants dans ce domaine?

- Le concept d'éducation aux médias existe-t-il désormais? Dans la positive, sous quelle forme? Madame la Ministre compte-t-elle le présenter?

Réponse (11.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite aux travaux des groupes de travail, un concept pour l'éducation aux médias a été élaboré. Il a profité de l'expertise de Monsieur Gerhard Tulodziecki, professeur de didactique et de pédagogie à l'Université de Paderborn, qui est l'auteur du document qui vient d'être finalisé.

Je n'entends pas présenter ce document avant les élections, il pourra être soumis par le Ministère de l'Éducation nationale aux avis des différentes commissions dès la rentrée.

Des manuels ne sont pas encore disponibles pour l'ensemble de l'éducation aux médias.

En revanche nous disposons de matériel réalisé pour l'éducation à la presse écrite, tant en ce qui concerne la presse allemande que la presse française.

Question 3264 (31.3.2009) de **MM. Claude Adam** et **Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **couloir pour bus entre Lorentzweiler et Walferdange:**

Dans la localité de Bofferdange sur la N7 l'Administration des Ponts et Chaussées veut réaliser un couloir pour bus en direction de Luxembourg-ville. Ce projet fait partie du projet d'un corridor pour bus V31 entre Lorentzweiler et Walferdange et figure dans le plan sectoriel transport.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir des précisions du Ministre des Transports:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est en faveur de la réalisation du couloir pour autobus dans la localité de Bofferdange?

2. Est-ce que le couloir pour bus en question sera réalisé?

Réponse (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Depuis des années le Ministère des Transports, en collaboration avec le Ministère des Travaux publics, plaide en faveur de la réalisation de couloirs prioritaires pour autobus. Une vingtaine de couloirs bus ont été réalisés entretemps et ont fait preuve de leur utilité en vue du fonctionnement des transports publics et scolaires.

Concernant la traversée de Bofferdange, celle-ci est située sur la Route Nationale 7, qui sur tout son tracé entre Mersch et Luxembourg-ville se prête à accueillir un couloir d'autobus, compte tenu de l'offre bien adaptée des lignes publiques y circulant et de la densité des agglomérations qui y existent ou qui sont en train d'être créées le long de la N7.

Je suis partant en faveur du couloir pour bus dans la localité de Bofferdange qui d'ailleurs est déjà réalisé par les Ponts et Chaussées lesquels ont, selon leurs dires, profité de la nécessité d'un renouvellement du marquage horizontal de la chaussée.

Question 3270 (2.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **rayonnements des téléphones mobiles:**

Virun enger Woch hunn déi zoustänneg Ministeren op enger Pressekonferenz Detailer iwwer eng véiersäiteg Informatiounsbroschür zum Thema «Mobilfunk» a «Risikovermeidung» virgestallt.

Wann et richteg ass, dass dee Sujet d'Leit interesséiert an dass et zudeem gënschteg erschéngt, fir dass et eng eendeiteg Richtlinn zum gudde Benotze vun dësen neie Kommunikatiounsmëttele géif ginn, sou muss een dach feststellen, datt et bis elo zum Deel kontradiktoresch Uweisunge fir d'Öffentlechkeet an domadder verbonne Benotzungspraktike gouf.

Et ass deemno net kloer ersiichtlech, wat fir eng Verhalensweisen an esou engem sensibele Beräich wéi de Gesondheetsstrukturen hei am Land am Bezug op d'Benotzung vun Handyen an ähnleche schnouerlose Kommunikatiounsmëttelen, gëlle sollen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wann iwwer laang Joren ee Verbuet vun der Benotzung vun Handyen an de Spideeler praktizéiert gouf, sou schéngt dat haut net méi esou ze gëllen. Kann den Här Minister mer dat bestätegen?

2) Wat sinn déi national, aktuell Recommandatiounen hei am Land un d'Spideeler, beispillsweis wat de Gebrauch vun Handyen innerhalb vun dëse Gebaier betrëfft?

3) Ass hire Gebrauch verbueden oder net, a wien décidéiert dat?

4) Gëtt et an de Spideeler méiglecherweis Installatiounen, déi all Bedreiw vu GSM-Tëlefoner onméiglech maachen (brouilleurs GSM)?

5) Wéi eng Recommandatioune bestinn, par contre, fir de Bedreiw vun DECT a Wifi-Netzwierker an de Spideeler hei am Land?

6) Wat ënnerscheed de GSM vun den DECT a Wifi-Netzer a Saache Mobilfunkstrahlungen?

7) Wéi steet et mat dem Gebrauch vun Handyen, beispillsweis an der Versuergung vu Patienten, wann zum Beispill vun enger Fleegekraaft bei engem Patient an der Klinik iwwert déi integréiert Kamera vun dem Handy eng Photo vun enger dermatologescher Wonn gemaach gëtt, an dëst Bild a verschlësselter Form iwwer ee geséchert GSM-Netz dem Hautdokter zougeschéckt gëtt, fir dass den Dokter dës Photo évalueiert an dorops hin dem Fleegteam an der Klinik matdeelt wat déi weider Behandlung vun der Wonn ass?

8) Ass dëst en Zeenario, deen zu Lëtzebuerg reguléiert ass?

9) Wier dat eng Méiglechkeet vun zäitgeméisser Benotzung vu Gesondheetstechnologien an der akuter Versuergung, vun Teleapplikatiounen, vu Gesondheetsdéngschtleeschtungen op Distanz, vun Dateniwwerdroung, vun Dateschutz a Confidentialitéit?

10) Gëtt et am Kader vun der Moderniséierung vun eise klinesche Praktiken an der Gesondheetsversuergung haut schonns Richtlinnen, déi festleeë wéi esou ee konkreten Zeenario kënnt ofgeweckelt ginn?

11) Wéi steet et am Allgemenge mat der Verwendung vun Handyen an de Spideeler fir medezinesch Zwecker a Problemstellungen?

12) Hunn d'Handyen hautdësdags eng berechtegt Plaz an der moderner medezinescher Versuergung, zum Beispill am Kader vun dem elektroneschen Transfert vun Déngschtleeschtungsdaten?

13) Gëtt et e reglementaresche Kader, deen dës Praxis definéiert?

14) Wann et ministeriell Richtlinnen an dësem Sënn géif ginn, wou kënnen déi interesséiert Persoune sech aktuell doriwwer informéieren?

Réponse (12.5.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je voudrais d'emblée porter à la connaissance de Monsieur le Député que les téléphones mobiles n'ont jamais été interdits d'utilisation en milieu hospitalier. Il est cependant vrai que les services de mon Ministère avaient, dès 1995, tenu à informer les établissements hospitaliers des risques possibles de perturbation du fonctionnement normal de dispositifs médicaux par des téléphones mobiles.

Entre-temps cependant les choses ont évolué, tant du côté des équipements hospitaliers susceptibles d'être perturbés par les téléphones mobiles que du côté de la téléphonie mobile elle-même.

S'agissant des équipements hospitaliers, ceux-ci doivent désormais répondre aux exigences déterminées dans un règlement grand-du-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

cal du 11 août 1996 transposant une directive communautaire. Ces exigences ont trait aussi à des aspects de compatibilité électromagnétique, de sorte que le risque d'une perturbation par des sources électromagnétiques extérieures se trouve fortement réduit. Dans le même ordre d'idées l'évolution de la téléphonie mobile a permis de réduire la puissance et le rayonnement des nouveaux téléphones GSM.

Dans les conditions données il n'y a pas de raisons impérieuses pour imposer une interdiction générale d'utilisation des téléphones mobiles dans les hôpitaux. Il reste que dans les unités d'hospitalisation, et plus particulièrement dans les salles de soins intensifs, les sonneries intempestives de GSM peuvent perturber le repos des patients. Il appartient à chaque gestionnaire d'hôpital de prendre au moyen de son règlement d'ordre intérieur les mesures qu'il juge appropriées.

Question 3271 (2.4.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **ligne de TGV Paris-Metz jusqu'à Longwy:**

La région Lorraine vient d'obtenir l'accord de la SNCF pour examiner la mise en place d'une desserte Paris-Longwy en prolongement de l'actuelle ligne à grande vitesse Paris-Metz.

Sachant que le futur trajet de cette nouvelle ligne va passer certainement à quelques kilomètres seulement du réseau ferroviaire national et que les travaux de mise à double voie de la ligne Luxembourg-Pétange-Rodange-Virton sont en cours, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne devrait-on pas entamer des pourparlers avec les autorités françaises et la SNCF afin de discuter d'une éventuelle connexion de la nouvelle ligne Paris-Longwy au réseau ferroviaire luxembourgeois?

Réponse (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°3271 du 2 avril 2009, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert au sujet d'une connexion au réseau ferroviaire luxembourgeois de la nouvelle ligne à grande vitesse Paris-Longwy actuellement examinée.

D'après mes informations la région Lorraine a obtenu l'accord de la SNCF pour examiner la mise en place d'une desserte Longwy-Paris en TGV. Actuellement le financement de cette nouvelle desserte n'est pas encore assuré et les horaires ainsi que la date de mise en service ne sont pas encore définis.

Par ailleurs, comme les rames TGV Réseau utilisées dans la relation Paris-Lorraine/Luxembourg ne sont homologuées, pour des raisons techniques, que sur la ligne Bettembourg-frontière-Luxembourg, un prolongement au-delà de Longwy ne sera guère possible. Toutefois, une correspondance avec les TGV à Longwy pourra éventuellement être analysée le moment venu avec des trains desservant le Sud-ouest de notre pays.

Question 3275 (2.4.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **contrôle des chantiers routiers:**

Il me revient que sur nombre de chantiers des rabattements ainsi que des bosses dans le tapis routier apparaissent après le remblayage de la fosse (par exemple sur le chantier sur la N2 au niveau des feux-rouges du croisement N2/rue de Pulvermuehl). Ces irrégularités dans le tapis routier sont manifestement la suite d'un remblayage non approprié et peu soigné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'Administration des Ponts et Chaussées effectue des contrôles sur les chantiers routiers? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que de tels contrôles s'imposent en vue d'une amélioration de la sécurité des usagers de la route?

- Par quelles autres initiatives Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (12.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Carlo Wagner, il y a lieu de préciser que les enrobés mis en place sur les chantiers étatiques sont contrôlés d'une manière systématique par le laboratoire des Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne les irrégularités constatées par l'honorable Député sur le tronçon incrimé sur la N2 à Pulvermühle, il faut savoir qu'il ne s'agit pas d'un chantier réalisé par l'Administration des Ponts et Chaussées, mais d'un chantier exécuté par le service technique de la Ville de Luxembourg sur base d'une permission de voirie accordée par le Ministère des Travaux publics.

Le remblayage peu soigné et non approprié est un remblayage provisoire qui restera en place pendant cinq à six mois pour attendre la fin des tassements de la tranchée. Après cette période, la Ville de Luxembourg va procéder à la réfection définitive de la chaussée par la mise en place de deux nouvelles couches d'enrobés hydrocarbonés à chaud.

Les travaux seront réceptionnés par le service compétent de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Il est bien évident que tous les chantiers réalisés sous la compétence de l'Administration des Ponts et Chaussées sont systématiquement contrôlés.

Question 3282 (6.4.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **stages volontaires pour conducteurs offerts par le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg:**

Il me revient que les délais d'attente pour les stages volontaires pour conducteurs offerts par le Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg sont actuellement de deux à trois mois. Ces délais posent toutefois un problème majeur pour les conducteurs qui ont perdu tous leurs points et qui en veulent récupérer quelques-uns par le biais d'une telle formation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Combien de personnes ont participé au cours de l'année dernière à ces cours?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il raccourcir les délais d'attente pour les stages susmentionnés?

Réponse (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite obtenir quelques précisions concernant la formation complémentaire relative au permis de conduire organisée par le Centre de Formation pour Conducteurs (CFC) à Colmar-Berg.

D'emblée, il convient de noter que la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques distingue entre trois cas de figure dans lesquels une formation complémentaire est prévue.

Ainsi, l'article 4ter de la loi précitée stipule que les conducteurs en période de stage sont soumis à une formation complémentaire à l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire. Le même article prévoit des cours de formation pour les personnes dont le droit de conduire a été suspendu suite à la perte de l'ensemble des points de leur permis de conduire, ou encore pour ceux qui souhaitent bénéficier d'une restitution de trois points sans que le nouveau total puisse excéder douze points.

En 2008, 5.848 conducteurs en période de stage, 421 personnes ayant fait l'objet d'une suspension du droit de conduire et 395 personnes souhaitant recevoir trois points ont participé à une formation complémentaire.

D'une manière générale, 30% des personnes qui s'inscrivent pour l'une des trois formations ne se présentent pas ou n'annulent pas leur rendez-vous, ce qui provoque que la majorité des places disponibles dans les cours de formation ne sont pas entièrement occupées.

Par ailleurs, il échet de souligner que les cours de formation en relation avec le permis à points sont offerts en langues allemande, française et luxembourgeoise tandis que la formation complémentaire à l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire est enseignée dans sept langues différentes.

Dans un souci de raccourcir le délai d'attente pour une des formations précitées, qui est actuellement de six semaines, les responsables du CFC permettent une surinscription de 30% des places disponibles afin de contrecarrer le phénomène des absences. De plus, une liste d'attente a été introduite, destinée à y inscrire les personnes qui sont assez flexibles pour remplacer à court terme une personne non-comparue.

Question 3286 (6.4.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **taux d'intérêt sur les prêts universitaires:**

L'État luxembourgeois accorde des aides financières aux étudiants qui poursuivent des études supérieures ou universitaires.

Le prêt (à 2%) accordé peut être contracté auprès d'une banque conventionnée avec l'État.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le taux d'intérêt sur les prêts universitaires a été adapté récemment? Dans la négative, quels seraient les motifs justifiant le taux actuel de 2%?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que devant la toile de fond des baisses récentes des taux d'intérêt une adaptation du taux pour les prêts universitaires s'impose?

Réponse commune (12.5.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3286 de Monsieur le Député Carlo Wagner et relative au taux d'intérêt applicable au prêt étudiant dans le cadre de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Le taux d'intérêt applicable au prêt étudiant et pris en charge par l'État est le taux d'intérêt prêteur à six mois Euribor +0,5%, diminué des 2% à charge de l'étudiant. Ainsi, les intérêts en rapport avec l'allocation de prêts aux étudiants dans le cadre de l'aide financière de l'État pour études supérieures sont à charge de l'étudiant à raison de 2% l'an, la différence sur le taux appliqué étant à charge de l'État. Ce taux a été arrêté dans le cadre de la convention signée entre l'État et certaines banques de la place en novembre 2000.

Le taux de 2% est garanti pendant la durée totale du prêt étudiant, c'est-à-dire pendant au moins dix-sept ans si l'on considère une durée d'études de cinq ans (bachelor + master), deux ans de période moratoire à l'issue des études pendant laquelle l'étudiant n'a pas encore besoin de rembourser son prêt et les dix ans de la période de remboursement. Signalons que pendant toute cette période le taux de 2% est fixe, et ce indépendamment des fluctuations au niveau des taux d'intérêt. Pour l'année budgétaire 2008, l'État a payé aux banques conventionnées la somme de 9.537.430,93 €.

À l'heure actuelle, et à notre connaissance, les prêts personnels proposés par les banques de la place se situent tous largement au-dessus des 2% de taux d'intérêt et il n'y a donc pas lieu de prévoir une adaptation vers le bas du taux d'intérêt applicable au prêt étudiant dans le cadre de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Question 3288 (8.4.2009) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **MM. Ali Kaes**, **Gilles Roth** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **transports agricoles:**

Selon nos informations, l'Administration des Douanes et Accises a sanctionné au cours des dernières semaines plusieurs agriculteurs transportant du fumier ou du silotage dans des remorques non couvertes.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Le Gouvernement peut-il confirmer les faits décrits ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'Administration des Douanes et Accises intervient désormais dans la matière alors qu'elle ne sanctionnait pas jusqu'à ce jour les agriculteurs concernés?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait chercher à trouver une solution afin que les agriculteurs ne soient pas trop perturbés dans leur travail?

Réponse (8.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans leur question parlementaire du 8 avril 2009, les honorables Députés s'enquièrent en particulier sur les transports agricoles.

Il s'avère exact que les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont décerné des avertissements taxés en se basant sur l'article 8 paragraphe 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément Code de la Route, stipulant que les matières poussiéreuses ou volatilisantes et les débris d'animaux doivent être transportés sous couverture ou emballage fermés.

En outre, vous n'êtes certainement pas sans savoir que la Chambre des Députés a voté le 18 septembre 2007 une modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques accordant aux fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises la faculté de décerner des avertissements taxés qui sont en relation avec les contrôles visés à l'article 6 lettre b) de la loi précitée, à savoir l'aménagement des véhicules et de leurs chargements.

En ce qui concerne la problématique soulevée, je me permets de vous réconforter qu'une solution a d'ores et déjà pu être trouvée entre les représentants du secteur agricole et les administrations concernées permettant de parer aux doléances exprimées.

Question 3291 (9.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **retards des trains:**

Et kënnt ëmmer méi heefeg vir, datt den Zuch vun Esch an d'Stad massiv Verspéidung kritt.

Wat mat sech bréngt, datt Leit, déi mam Zuch op d'Schaff fueren, ze spéit op hir Aarbecht kommen, an doduerch Lounverloschter hunn.

Wat derzou bäidroe kann, wann d'Situatioun sech net normaliséiert, datt ëmmer manner Leit mam Zuch fueren, well se net wëllen ze spéit kommen.

Et kann net sinn, datt een den Zuch vu 6.20 Auer muss huelen, fir ëm 9 Auer op senger Aarbecht ze sinn!

An anere Länner gëtt et Bestëmmunge fir déi Leit, déi duerch Zuchverspéidungen ze spéit op d'Aarbecht kommen, ze entschiedegen, respektiv eng Bescheinegung auszestellen, datt se duerch den Zuch Verspéidung kritt hunn!

Well jo gewosst ass, datt bei der heiteger Situatioun um Aarbechtsmaart et ka virkommen, datt all Méiglechst als Ursaach geholl gëtt fir een ze entloossen!

Och ass et esou, datt et nach ëmmer virkënnt, datt Dieren an deenen neien Zich net opginn, dat obwuel den Här Minister matgedeelt hat, dëse Problem wier behuewen!

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat sinn d'Ursaache firwat datt d'Zich vun Esch an d'Stad ërem permanent Verspéidung hunn?

2) Wier et net sënnvoll e Reglement ze verfaassen, opgrond vun deem déi Leit, déi duerch Zuchverspéidungen ze spéit op d'Aarbecht kommen, kënnen entschiedegt ginn, wa se Lounverloschter doduerch hunn?

3) Missten net zumindest Méiglechkeete geschafe ginn, fir deene Leit, déi duerch den Zuch Verspéidung hunn, en Zertifikat fir hire Patron auszestellen, fir datt se keng Schwieregkeete kréien?

4) Ass de Problem mat den Dieren, déi net opginn, dann elo behuewen oder net?

Réponse (12.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro mat de bedeitende Verspéidunge vun den Zich op der Linn Esch/Uelzecht-Lëtzebuerg an den technesche Problemer mam Opmaache vun den Dieren um DOSTOs- an TER2Nng-Material.

1. Et ass tatsächlech wouer, datt d'Zich, déi op der Linn Esch/Uelzecht-Lëtzebuerg zirkuléieren, Verspéidung hunn. Dat verursaacht fir d'Clientë vun den CFL Onannehmlechkeeten an dofir entschëllegen d'CFL sech och. D'Ofwécklung vun zwee grousse Chantieren an der stater Gare provozéiert heiansdo Verspéidunge vun den Zich. Well de Verkéier op der Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg besonnesch

héich zu de Stousszäiten ass, wierkt all Verspéidung vun engem Zuch sech op déi nächst Zich aus. D'CFL beméie sech fir esou wäit ewéi méiglech sou Onannehmlechkeete fir hir Clienten ze vermeiden.

2. Eng Entschiedegung fir d'Clientë vun den CFL am Fall vu Verloscht vu Salaire, deen duerch d'Verspéidung vun engem Zuch verursaacht ass, ass net vun der internationaler Reglementatioun virgesinn. Ech verweisen zu deem Thema op d'Reglement 1371/2007 vum europäesche Parlament a vum Conseil iwwert d'Rechter an d'Obligatioune vun den Zuchreesenden, dat ënner anerem d'Modalitéiten, déi unzewende si fir vum Recht op Entschiedegung vum Präis vum Billjee ze profitéieren, preziséiert.

3. Op Ufro beim Chef de surveillance um Quai 1 an der stater Gare oder bei der Cellule «Suggestions et réclamation» stellen d'CFL hire Clienten eng Verspéidungsbescheinegung aus.

4. Wat de Problem mat den Diere betrëfft, sou kann ech bestätegen, datt den Ament keng Dier vun den elektreschen Automotricë vun der Serie 2200 betraff ass. D'Ursaach vun den technesche Problemer, déi et bei dësem Material gouf, koum duerch eng aussergewéinlech héich Unzuel un Ausfäll bei de Steierplatinne vun dësen Dieren, wat mat sech bruet huet, datt d'Platinne beim eenzege Fournisseur ausverkaf waren. Och d'SNCF, déi vum selwechte Problem betraff war, konnt eis net aushëllefen. Vun Abrëll 2009 un huet de Fournisseur Ännerungen un all de Platinne virgeholl. Déi lescht Automotricë sinn de 24. Abrëll 2009 mat neie Platinnen ausgerüst ginn.

Question 3293 (10.4.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg:**

Il ressort d'un article de presse dans l'hebdomadaire «Lëtzebuerger Land» que Monsieur le Ministre vient de nommer l'ancien recteur de l'Académie de Paris dans le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les critères justifiant la nomination de la personne concernée?

- Cette nomination a-t-elle été effectuée d'un commun accord avec le recteur et les autres membres du conseil de gouvernance? Dans la négative, quelles ont été les objections?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la nomination d'une personne qui, selon les informations de l'auteur de l'article susmentionné, a entretenu des relations dans des milieux de l'extrême droite, peut avoir des conséquences négatives pour l'image de marque et la renommée de l'Université?

Réponse commune (15.5.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3293 de Monsieur le Député Xavier Bettel et relative à la nomination de Monsieur Quénet au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg.

Les critères qui ont justifié la nomination de Monsieur Quénet au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg sont de nature académique et ont trait aux responsabilités administratives que Monsieur Quénet a exercées dans les universités françaises.

Quant à la procédure de nomination, elle se fait en vertu de l'article 19 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, article qui arrête que les membres du conseil de gouvernance «sont choisis en raison de leur compétence dans les grands secteurs d'enseignement et de recherche développés à l'Université, et (qu')ils sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil.»

Pour ce qui est des allégations faites par l'organe de presse et auxquelles vous vous référez, celles-ci ne sont pas corroborées par les renseignements complémentaires que nous avons pris suite à la question parlementaire de l'honorable Député.

Question 3294 (14.4.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **liaisons piétonnières entre le Grünewald et les communes avoisinantes:**

En date du 9 avril 2009, la forêt du Grünewald a été officiellement ouverte au public. L'ancien enclos à gibier dont le périmètre est d'environ onze kilomètres devra être démantelé pour août 2010.

À l'intérieur du domaine un sentier pédestre de 7,5 kilomètres a été aménagé afin que la population puisse profiter de cette forêt qui est réputée pour ses richesses sylvicoles, écologiques et paysagères.

Plusieurs communes adjacentes ont également implanté une multitude de chemins pédestres dépassant même les limites de leur territoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Ne devrait-on pas procéder à l'aménagement des liaisons entre les sentiers pédestres existants et celui situé à l'intérieur du Grünewald?

- La crise économique touchant également le secteur horticole, ne devrait-on pas l'inviter à procéder aux aménagements susmentionnés en vue de sécuriser les emplois dans ce secteur?

- Pour quand peut-on envisager l'ouverture du chalet «Stafelter» qui se situe au milieu de la forêt et qui devrait devenir un lieu de rencontre à vocation pédagogique et écologique?

Réponse (12.5.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

L'Administration des Eaux et Forêts a procédé à l'aménagement et au balisage d'un sentier pédestre dénommé «Am Gatter» à l'intérieur de l'ancien enclos à gibier du Grünewald. Elle est également responsable de l'aménagement et de l'exploitation du chalet dit «Stafelter».

D'un point de vue touristique, le site du Grünewald dispose d'un potentiel important pour le public cible des randonneurs.

Dans cette perspective, le Ministère du Tourisme est disposé à examiner la possibilité d'adapter le balisage du sentier national «sentier du Mëllerdall» de manière à intégrer le circuit nouvellement créé «Am Gatter» à l'offre touristique existante et à intégrer le chalet dans ce nouveau produit touristique.

D'une manière plus générale, la mission du Ministère du Tourisme consiste à assurer l'entretien et le balisage des sentiers nationaux et internationaux. Pour ce faire, le Ministère a conclu un contrat avec le Comité National de Défense Sociale a.s.b.l. (CNDS) qui a acquis au cours des années une grande expérience dans le domaine du balisage et de l'entretien des sentiers touristiques. À l'heure actuelle, le Ministère du Tourisme a engagé trois équipes d'une douzaine de personnes qui assurent le balisage des sentiers touristiques nationaux et effectuent des travaux d'entretien sur nos différents circuits pédestres.

Le CNDS a.s.b.l. a comme objet principal, la mise au travail de personnes provenant de milieux sociaux défavorisés et de chômeurs de longue durée.

Vu la faible envergure des travaux à réaliser pour intégrer le circuit «Am Gatter» dans le sentier national du «sentier du Mëllerdall», l'équipe du Ministère pourrait se charger de cette mission.

Question 3295 (15.4.2009) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**acquisition d'une collection privée étrangère consacrée au domaine des forteresses et destinée au Musée Trois Glands:**

Selon un article publié le 11 avril 2009 par un quotidien, la Secrétaire d'État a déclaré avoir pu acquérir à un véritable prix d'ami une importante collection privée étrangère consacrée au domaine des forteresses et destinée au Musée Trois Glands.

La Secrétaire d'État peut-elle indiquer:

- de quelle collection il s'agit, quelle en est l'histoire et quel en est le pays d'origine,

- quels en sont les sujets précis, les caractéristiques et les époques couvertes,

- quel est le montant du prix d'ami et quel est l'article budgétaire sur lequel la dépense a été (ou sera) imputée?

Réponse (12.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

- La collection dont s'agit a été réunie au cours des dernières 40 années par Monsieur et Madame Jordan de Weilheim/Allemagne. Elle constitue une des plus importantes collections d'Europe sur le sujet de l'histoire de la fortification.

Elle se compose d'environ 8.800 volumes imprimés, de 61 manuscrits historiques (17e - 19e siècles), de gravures et de plans de fortifications et d'une documentation photographique sur environ 180 forteresses européennes, mis à part certains autres documents, pièces etc. qui ont trait aux forteresses ou à la vie sociale etc. par lesquels ils ont bien voulu compléter la collection acquise par le Luxembourg.

L'homogénéité de la collection est remarquable et l'état des ouvrages est de toute bonne qualité. Il paraît aujourd'hui impossible de réunir un tel ensemble, et certaines éditions cédées sont devenues introuvables. La collection est une référence pour les spécialistes de la matière.

La collection a servi à son ancien propriétaire Monsieur Jordan pour établir sa «Bibliographie zur Geschichte des Festungsbaues von den Anfängen bis 1914» publiée à Marburg en 2003 par la Deutsche Gesellschaft für Festungsforschung, bibliographie désormais de référence internationale en la matière.

- Cette collection concerne l'histoire de la fortification par le biais de traités théoriques, de dictionnaires spécialisés d'art militaire et d'ouvrages de références de 1500 à 1914 (avec les titres postérieurs pour les ouvrages de référence).

L'éventail des éditions présente la production européenne allemande, française, hollandaise, italienne, espagnole et, dans une moindre mesure, anglaise et nordique (Suède, Danemark) et russe. Toute l'Europe, de quatre siècles de théorie de fortification, est ainsi représentée par des exemples concrets.

Pour le 16e siècle (débuts de la fortification bastionnée en Europe; Luxembourg 1554), la collection comporte la quasi exhaustivité des traités italiens de la première génération.

Il convient de souligner la rareté ou l'extrême rareté voire l'unicité de certains documents. Parmi d'autres notons:

ZANCHI 1554, ital., 14 exemplaires connus dans le monde de ce premier livre jamais édité sur la fortification bastionnée.

DÜRER édition originale en allemand 1527 et traduction en latin 1535.

ACHIELLI, 1725, seul exemplaire connu.

Revues techniques du 19e siècle en séries complètes, essentiellement en allemand, rares dans le commerce du livre.

Parmi les 61 manuscrits, chacun unique par définition:

Copies du 18e siècle des principaux traités de VAUBAN, écrites de la même main, illustrées de planches aquarelles.

SAUVEUR, Traités des fortifications, 1700 (ingénieur secrétaire dessinateur de Vauban).

WALRAVE, traité dédié à Frédéric II.

Cette collection est essentielle pour documenter et comprendre la forteresse de Luxembourg. En effet, l'histoire des fortifications de Luxembourg concerne autant toute l'Europe que le seul Luxembourg, en raison des pays d'origine des ingénieurs et des bâtisseurs et constructeurs qui sont intervenus dans cette forteresse: les Italiens au 16e siècle, les Hispano-wallons et les Flamands au 17e siècle, les Français à l'époque de Louis XIV et sous l'Empire, les Autrichiens au 18e siècle, les Hollandais et les Prussiens au 19e siècle. L'acquisition de cette collection exceptionnelle revêt ainsi un caractère très important.

- La collection Brigitte et Klaus Jordan a pu être acquise au prix exclusif de 275.000 EUR TTC, ce qui correspond au quart du prix du marché, au vue d'une expertise réalisée par un professeur belge.

Cette dépense a été imputée sur l'article budgétaire 02.9.41.050 par dépassement des crédits disponibles au budget de l'État pour l'exercice 2008.

L'ancien propriétaire a fait acter de son gré au contrat de vente son propre engagement de compléter à titre gracieux son ancienne collection au profit du Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg.

Considérant que le Gouvernement a, par un règlement grand-ducal du 15 octobre 2004, instauré un Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg, ce dernier peut devenir un véritable centre de référence en la matière au niveau européen, grâce à l'acquisition de cette collection.

Question 3296 (16.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**information du patient:**

A senger leschter Analys mat dem Titel «Euro Patient Empowerment Index 2009», déi vun der schwedescher Fuerschungsgrupp «Health Consumer Powerhouse» den 31. am Lenz 2009 veröffentlecht gouf, huet Lëtzebuerg eng 16. Plaz ënner 31 ënnersichte Gesondheetssystemer an Europa beluecht.

Opgefall ass, datt bei eis - de Resultater vun der Analys vun der Fuerschungsgrupp no - punktuell Patienterechter nach optimiséiert misste ginn, wa mer den Usproch erhiewe sollte fir mat deene beschten an Europa mathalen ze kënnen.

An der Sub-Kategorie vun der Informatioun un de Patient, fält an deem Kontext op, dass et zu Lëtzebuerg een automatesche Mechanismus vun Zoustellung vun enger Kopie vu Bréiwer, déi iwwert dem Patient säi Gesondheetszoustand oder seng Diagnostik, zum Beispill vun engem Spezialist geschriwwen an un e Generalist respektiv Familljendokter adresséiert ginn, nach net flächendeckend gi soll.

De Patient ka schwéierlech selwer erausfanne wien am Gesondheetsversuergungsprozess iwwer hien a säi Gesondheetszoustand eppes schreift an dëst un anerer weider gëtt.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Kann den Här Minister eventuell bestätegen, dass et de Reflex, fir systematesch de Patient iwwer alles ze informéieren wat hie betrëfft, an der Kultur vun der Gesondheetsversuergung zu Lëtzebuerg net gëtt?

2) Denkt den Här Minister net och, datt esou eng Praxis Deel vun engem moderne Gesondheetssystem misst sinn?

3) Huet de Patient haut schonn d'Recht fir sech Kopië vun de Bréiwer, déi iwwer hien an säi Gesondheetszoustand tëschent Dokteren ausgetauscht ginn, unzefroen a mussen ausgehändegt kréien?

4) Misst net d'Gesondheetskeess, déi jo d'Käschte vun deem ganze Gesondheetsprozess dréit, alles zougestallt kréien, inklusiv all Schrëftverkéier tëschent Dokteren, wat mam Patient zesummenhänkt, fir et dem Patient op Ufro hin zoustellen ze kënnen?

5) Denkt den Här Minister drun d'Gesetzer esou ze revidéieren, fir datt dem Patient seng Rechter, seng Autonomie a virun allem seng Eegestännegkeet an der Entscheedung fir Behandlungen an opgekläerter Verantwortung ze huelen, nach verbessert kënne ginn?

6) Wéi wäit kann den «Projet de règlement grand-ducal protant introduction d'un modèle type de dossier individuel du patient hospitalier et d'un modèle type de résumé clinique», deen am Regierungsrot den 10. am Wäinmount 2008 ugeholl gouf, deenen hei ugesprachene Froe schonns eng Äntwert zoufëieren?

7) Wie géif déi zousätzlech Käschte vun dem Kopéieren an der Zoustellung vun Informatiounen un de Patient droen?

8) Kéint et eventuell een neien Code an der Nomenklatur fir esou ee Service ginn?

Réponse (22.5.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éierewäerten Deputéierte berifft sech op eng Etüd, wou déi verschidden europäesch Gesondheetssystemer matenee verglach ginn.

Lëtzebuerg erschéngt an där Etüd op der zweeter Plaz hanner Norwegen wat d'Gesamtausgabe fir Gesondheet ubelaangt, an och op der zweeter Plaz, dës Kéier hannert der Schwäiz, wat d'Rechter vun de Patienten ubelaangt. An der Sub-Kategorie vun der Informatioun vun de Patienten allerdéngs gëtt Lëtzebuerg eréischt am hënneschte Mëttelfeld opgefouert.

Generell wëllt ech virdru warnen, international Vergläicher ze vill Bedeitung zouzemoossen. Et ass net ëmmer geséchert, op vu Land zu Land genee déiselwecht Zort vun Daten erfaasst ginn, an d'Pertinenz vun dësem oder deem Kritär kann och emol a Fro gestallt ginn.

Wat elo d'Recht vum Patient op den Zougang zu sengem Dossier ubelaangt, esou ass dat am Spidolsgesetz verankert fir all medezinesch Interventiounen, déi am Spidol gemaach ginn. De Code de déontologie vun den Doktere gesäit datselwecht Recht vir fir de Patient, deen am Dokter seng Praxis konsultéiere geet.

Ob, wéi den éierewäerten Deputéierten dat freet, de Patient automatesch eng Kopie sollt kréien, wann e Spezialist op Ufro vun engem aneren Dokter een Avis ofgëtt, doriwwer kann een diskutéieren. De Laie versteet nach laang net ëmmer d'Fachsprooch vum Dokter, an et ass och dacks vu Virdeel, wann de Patient den Diagnostic oder d'Resultater vun Zousazënnersichunge vu sengem Hausdokter erkläert kritt. Ech wëllt och drop hiweisen, datt laut dem Code de déontologie de Patient e Recht ka geltend maachen, fir net vollstänneg informéiert ze ginn, zum Beispill bei engem schlechte Pronostic.

Ech hu meng Servicer ugewisen, een allgemengt Gesetz iwwert d'Patienterechter virzebereeden. All déi an der parlamentarescher Fro opgeworfe Froe ginn do mat behandelt. D'Chamber, déi aus de Juni-Wahlen ervirgeet, wäert sech mat deem Gesetz ze befaasse kréien.

Question 3297 (15.4.2009) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **Fonds pour les monuments historiques:**

Selon réponse du Ministre du Trésor et du Budget à la question parlementaire N°3085 *(cf. compte rendu N°11/2008-2009)*, une dotation supplémentaire de dix millions d'euros a été effectuée au profit du Fonds pour les monuments historiques.

- La Secrétaire d'État peut-elle indiquer à quel(s) projet(s) cette dotation supplémentaire sera affectée?

Réponse (14.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°3297 de l'honorable Députée Madame Colette Flesch relative à la dotation supplémentaire au profit du Fonds pour les monuments historiques, j'ai l'honneur d'apporter la réponse suivante:

Vu les projets à achever et les nouveaux projets tels qu'envisagés en 2008 déjà, considérée surtout l'enveloppe financière exceptionnelle mise à sa disposition, j'avais demandé au Service des Sites et Monuments Nationaux de programmer pour 2009 la finition à un rythme accéléré de certains projets en cours, l'achèvement - lui aussi accéléré - de certaines phases de travaux auprès de chantiers restant ouverts, ainsi que la planification concrète de nouveaux projets.

Parmi les grands chantiers à faire entamer, avancer ou terminer en 2009, on peut énumérer les suivants:

- Château de Meysembourg: réfection de la toiture

- Château de Bourscheid: consolidation de murs, mise en valeur

- Château d'Esch/Sûre: consolidation de murs, mise en valeur

- Château de Vianden: nouvelles constructions et mise en valeur

- Château de Koerich: mise en valeur avec nouveaux aménagements

- Château de Brandenbourg: sécurisation, consolidation et mise en valeur

- Château de Dudelange: consolidation des vestiges et mise en valeur

- Château de Schüttbourg: consolidation de l'entrée du château

- Tours médiévales du plateau du Rham: sauvegarde et consolidation

- Locomotive historique Loc 3608: restauration et remise en service

- Châteaux d'Eau de Reimberg et de Hellange: restaurations

- Château d'Eau à Dudelange: restauration et mise en valeur pour accueillir l'exposition «The Bitter Years»

- Ardoisières de Martelange: consolidation des bâtisses et réaménagement du site.

Question 3299 (20.4.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **deuxième conférence des Nations Unies sur le racisme:**

La deuxième conférence des Nations unies sur le racisme s'est ouverte à Genève. Plusieurs pays, dont les États-Unis, Israël, l'Australie, le Canada mais aussi certains pays de l'Union européenne (Pays-Bas, Allemagne, Italie) ont boycotté ce rendez-vous international. En réaction aux déclarations anti-israéliennes du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, des représentants des États membres de l'Union européenne ont quitté lundi après-midi la salle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer s'il y a eu des positions communes de l'Union européenne par rapport à cette conférence?

- Est-ce qu'il y a eu des concertations au niveau du Benelux au préalable de la conférence en question?

- Les représentants luxembourgeois, ont-ils également quitté la salle comme leurs homologues européens?

- Le Gouvernement luxembourgeois n'entend-il pas réagir par rapport aux déclarations du président iranien?

Réponse (8.5.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

- Tous les partenaires de l'Union européenne ont travaillé intensément à affiner le projet de texte de Durban II tout au long des derniers mois de négociation qui ont précédé la Conférence de Genève. L'UE a fait clairement connaître ses lignes rouges lors du processus de négociation, ce qui a permis en fin de compte de voir retirer du texte des formulations contraires aux valeurs et principes défendus par l'UE.

En vue de la Conférence proprement dite, les partenaires ont souhaité maintenir l'unité et ce n'est qu'au dernier moment, à l'approche de cette Conférence et lors des négociations de dernière minute sur le projet de texte, que certains partenaires ont renoncé à participer à la Conférence de Genève pour des raisons qui les concernent.

- Les partenaires européens n'ont cessé de travailler ensemble sur ce dossier sensible tout au long des dernières semaines, tant à Genève qu'entre capitales. Il en a été de même entre partenaires du Benelux, d'autant que la Belgique a joué un rôle prépondérant dans les négociations du projet de texte.

- La délégation du Luxembourg, conduite par son Ambassadeur auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a quitté la salle ensemble avec les homologues européens, conformément à la décision collective prise par tous les partenaires européens avant le discours du Président iranien.

- Le Luxembourg a immédiatement réagi aux propos inqualifiables du Président iranien, par la voix de Monsieur Jean Asselborn à l'occasion de diverses interviews. La délégation du Luxembourg a également exprimé son rejet lors de son intervention en séance à la Conférence de Genève en qualifiant les propos du Président iranien de choquants et inacceptables.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Question 3301 (21.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **problèmes autour du système de navigation par satellite Galileo:**

Le système mondial de navigation par satellite Galileo lancé par l'Europe sera un outil performant et offrira des possibilités de localisation d'une très grande précision et ceci sous contrôle civil. D'ailleurs ce système sera compatible avec les deux autres systèmes mondiaux, le Glonass et le GPS.

Le système européen Galileo offrira à tous les utilisateurs un système bifréquence permettant de déterminer sa position au mètre près. Grâce à sa performance et sa précision, il sera à même de servir à des applications nécessitant un maximum de sécurité, comme la conduite des trains, le guidage des voitures et l'atterrissage des avions.

Selon mes informations, la Chine est en train d'élaborer un système similaire au système Galileo. Deux satellites ont déjà été lancés et se trouvent en position, dix autres vont suivre durant les mois à venir. Le système appelé Compass devrait être opérationnel à partir de 2015, donc avant le système européen Galileo qui est confronté à des problèmes d'ordre technique et financier.

Néanmoins, il faut souligner que les deux systèmes vont fonctionner avec la même radiofréquence et il est évident que celui qui l'utilisera le premier, la détiendra.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la situation actuelle concernant le lancement du système chinois Compass?

- Dans l'affirmative, ne devrait-on pas accélérer les activités en relation avec le système de navigation par satellite Galileo afin d'avoir mainmise sur la radiofréquence?

Réponse (12.5.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Faisant référence à des informations en sa possession, l'honorable Député s'informe sur l'éventuelle menace que pourrait représenter le système de navigation par satellite chinois, Compass.

À cet égard, il y a lieu de noter que la Chine a pour objectif à court terme de mettre en place un système de navigation par satellite de portée régionale. Ce système devrait être opérationnel à l'horizon 2010, mais ne couvrira que la Chine. Ce système peut effectivement être étendu pour avoir une couverture globale, mais aucune information précise sur les intentions chinoises n'a été rendue officielle jusqu'à aujourd'hui. Les autorités chinoises sont extrêmement discrètes sur cette question et n'ont pas divulgué de calendrier correspondant.

Dans sa missive du 21 avril 2009, Monsieur le Député mentionne très justement un problème de recouvrement des signaux utilisés par le système chinois et par Galileo. Il est utile de noter à cet égard que les fréquences concernées ont été «réservées» pour et utilisées par le système européen avant le système chinois. L'Union internationale des Télécommunications, l'instance internationale en charge de la gestion du spectre de fréquences, a déjà indiqué à la Chine de se coordonner avec les européens sur le sujet. Ce processus est actuellement en cours.

Question 3308 (22.4.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **Musée National d'Histoire Militaire (MNHM):**

Les musées luxembourgeois se distinguent par leur grande diversité, que ce soient les nombreux musées de la capitale, le Musée du Vin à Ehnen ou encore le MNHM à Diekirch. La plupart de nos musées sont dotés des budgets nécessaires leur permettant d'exposer les objets faisant partie de l'histoire du Grand-Duché.

Le MNHM, qui retrace les évènements de la «Bataille des Ardennes» de l'hiver 1944-1945, accueille en moyenne 30.000 visiteurs de toutes nationalités par an.

Le bon fonctionnement du MNHM est garanti, d'une part, par le personnel permanent et, d'autre part, par un grand nombre de collaborateurs bénévoles. Depuis plusieurs années cependant, les capacités d'accueil et les infrastructures du MNHM, sis rue Bamertal à Diekirch, ont atteint leurs limites et les frais de fonctionnement dépassent le budget accordé par l'État.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Vu la vocation nationale du MNHM ainsi que son attrait touristique, le Gouvernement n'estime-t-il pas que ce musée devrait être doté des moyens budgétaires nécessaires?

- Vu que les limites des infrastructures sont de loin atteintes, le Gouvernement entend-il réaliser une extension du MNHM?

- Dans l'affirmative, existe-t-il déjà une étude examinant les possibilités d'extension du bâtiment?

Réponse commune (12.5.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Ali Kaes concernant l'avenir du Musée National d'Histoire Militaire de Diekirch, nous avons l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Lors de la visite effectuée par le Ministre du Budget et la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche le 27 mars 2008 au Musée National d'Histoire Militaire de Diekirch (MNHM), un certain nombre de décisions ont été prises, précisément, pour répondre aux questions

- de la rénovation et de l'agrandissement de l'actuel Musée,

- de l'adaptation de son concept aux développements muséographiques d'aujourd'hui et

- du financement de ses activités.

C'est ainsi que la convention annuelle que le MNHM a avec le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été doublée au budget 2009, pour atteindre la somme de 40.000 €. Le Ministère de la Défense, de son côté, a consenti, outre une aide annuelle un peu moins élevée, et des aides en nature, une aide exceptionnelle pour des travaux de réaménagement. Enfin, les Ministères du Tourisme et de la Culture ont inscrit dans leur budget 2009 une ligne budgétaire pour payer une étude de faisabilité concernant l'orientation future du Musée et de sa scénographie. Par ailleurs, il faut relever que la Commune de Diekirch continue d'aider financièrement le Musée. D'autre part, la Secrétaire d'État a proposé lors de cette visite de faire déclarer d'utilité publique certains travaux et de permettre ainsi au Musée National d'Histoire Militaire de faire exécuter les mêmes travaux par le biais de la mise au travail de chômeurs indemnisés. Le Ministère de la Culture a par la suite obtenu de la part du Gouvernement en Conseil l'autorisation d'occuper deux chômeurs indemnisés.

Lors d'une réunion qui a eu lieu à la mairie de Diekirch en date du 21 avril dernier, et qui a rassemblé les représentants de l'État, de la Ville de Diekirch et de l'association, une étude architecturale a été présentée par l'architecte G. Meyers et le bureau d'étude Rausch. Forts de cette étude, les représentants de l'État, de la Ville de Diekirch et de l'association ont décidé de demander les conseils d'une firme spécialisée en concepts muséologiques. Trois firmes spécialisées ont été contactées depuis: elles rencontreront les responsables du Musée dans les semaines à venir, sur le site, pour discuter d'une mission qui comprendra une étude pour traduire en réalité muséale le nouveau concept élaboré par l'association en mars 2009 et qui, d'autre part, fera des propositions pour une gestion et un financement adaptés aux nouvelles possibilités générées. La question de la budgétisation et du financement de travaux d'agrandissement et de modernisation sera analysée sur le vu des propositions et résultats qui seront produits. Dès que le choix de la firme de consultants aura été décidé, un groupe de travail constitué par les représentants de l'État, de la Ville, de l'association et des experts choisis développera des propositions concrètes qu'il présentera au nouveau Gouvernement sorti des élections du 7 juin.

Question 3310 (23.4.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**affaire de corruption au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Il me revient qu'une affaire de corruption à été dévoilée au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). Ces agissements auraient, selon mes informations, duré plusieurs années et la direction du CPL aurait été au courant depuis des mois. Or, tout fonctionnaire est censé dénoncer tout fait pénal dont il prend connaissance.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, depuis quand Monsieur le Ministre est-il au courant des faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la direction du CPL a été au courant de ces agissements depuis un certain temps? Est-ce que des sanctions vis-à-vis de la direction du CPL sont envisagées?

Réponse (19.5.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le 27 mai 2008 des éléments, assez épars, furent rapportés au Parquet, qui si une fois avérés par une enquête judiciaire, pourraient recevoir la qualification juridique de faux et corruption, le tout sous réserve d'une enquête judiciaire de fond.

À la même date du 27 mai 2008 le Parquet a chargé le Service de police judiciaire de procéder à une enquête préliminaire.

Ce rapport fut retourné le 27 mars 2009 au Parquet lequel a requis Monsieur le Juge d'instruction le même jour de procéder à une instruction judiciaire du chef de faux et corruption.

Par ailleurs lors d'une réunion au Ministère de la Justice le 3 mars 2009, des personnes extérieures à l'administration ont fait état d'éléments allant dans le même sens. Le même jour, les informations fournies lors de cette réunion furent portées, par voie téléphonique, à la connaissance du Parquet. Le 4 mars 2009 des faits en partie similaires, dénoncés au Ministère de la Justice par le mandataire de plusieurs fonctionnaires du CPL de Schrassig, ont été communiqués au Parquet de Luxembourg au vœu de l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

À partir du moment où la direction du CPL avait été informée qu'une enquête judiciaire était en cours, elle s'est gardée d'intervenir dans cette affaire.

Il y a lieu de noter qu'un seul membre du personnel du CPL a été inculpé à ce jour. Cette personne a été suspendue de ses fonctions. Elle n'est pas en détention préventive. Il y a lieu de rappeler que toute personne, dans l'attente d'une décision judiciaire, bénéfice du principe de la présomption d'innocence.

Question 3313 (24.4.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**immeuble du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville:**

Le 1er octobre 1994, l'État a cédé gratuitement l'un de ses plus précieux biens immobiliers à un établissement public, à savoir le Fonds pour la Rénovation de la Vieille Ville. Ce très grand complexe immobilier, situé au cœur de la vieille ville, a été rénové au fil des années, et les logements et les commerces qui y avaient été réalisés ont été mis en vente. Les diverses ventes ont eu lieu durant la période la plus chaude de la flambée des prix immobiliers.

- C'est pourquoi j'aimerais savoir de la part du Ministre des Travaux publics comment il a été techniquement possible de générer un déficit cumulé de quelque cinq millions d'euros, alors que les circonstances du marché ont permis à tous les professionnels de réaliser d'énormes profits.

Réponse (14.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-dessous les précisions suivantes:

Par acte du 8 août 1994, l'État a cédé à titre gratuit au Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, établissement public créé par la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg, un pâté d'immeubles appartenant au quartier de la Vieille Ville de Luxembourg. La valeur des immeubles en question a été évaluée à 941.195.000 LUF (23.331.614,04 €), terrains compris.

Les immeubles en question font partie des îlots A, B, C et D dont le Fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie. La mission du Fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation de ces immeubles ainsi que l'aménagement des alentours.

À la suite des études et recherches pour définir les programmes appropriés, l'élaboration des projets et l'inventaire du patrimoine historique et architectural du tissu jusqu'alors peu exploré, deux chantiers importants ont démarré en 1999: celui de la restructuration du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) et celui de la rénovation de l'îlot dit «Zinnen» (commerces, logements), les deux se situant dans l'îlot B du domaine d'activité du Fonds.

L'ouverture du MNHA a eu lieu en 2002 tandis que les premiers objets de la phase 1 du projet «îlot Zinnen» ont été mis en vente publique en 2001.

Les travaux de l'îlot d'habitation ont été achevés en 2005. L'îlot B comporte également la maison «Gëlle Klack» transformée en hôtel, et un bail emphytéotique a été concédé en 2002 pour une durée de 27 ans.

En ce qui concerne l'îlot A, l'ouverture officielle du Conseil d'État rénové et agrandi s'est faite en novembre 2006. Le projet de la transformation de la Clinique Saint Joseph, acquise par le Fonds en 1999, en logements et surfaces commerciales, a été achevé en 2008.

En 2005, le Fonds a lancé un concours d'architecte concernant le réaménagement de l'îlot D en logements et commerces. Les études concernant ce projet situé entre la Grand-rue, la rue du Nord ainsi que la Côte d'Eich ont été poursuivies et le chantier a démarré en 2009.

L'îlot C concerne l'actuel Palais de Justice. Suite à la décision du Gouvernement d'y intégrer les services du Ministère des Affaires étrangères, le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville est actuellement en train de finaliser les dossiers pour la sélection de l'architecte et des bureaux d'ingénieurs.

Pour répondre à la question de l'honorable Député comment il a été techniquement possible de générer un déficit cumulé de quelque cinq millions d'euros, alors que les circonstances du marché ont permis à tous les professionnels de réaliser d'énormes profits, l'on peut constater à la lecture de ce qui précède que les projets réalisés par le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville concernent pour une part importante des bâtiments occupés par des administrations publiques et qui ne sauraient par conséquent être mis en vente. C'est ainsi que les immeubles du MNHA et du Conseil d'État, réalisés et financés par le Fonds, se trouvent dans la propriété du Fonds.

Pour ce qui est des immeubles vendus, il y a lieu de relever que le prix de base demandé lors de la mise en vente par adjudication publique a été à chaque fois le prix de revient, y compris la valeur du terrain. À ce sujet il convient de renvoyer à l'annexe aux comptes annuels: note numéro 6, Stocks - immeubles en cours de rénovation, du chapitre dédié aux comptes annuels des rapports d'activité du Fonds depuis l'exercice 2002, de laquelle ressort que «le prix réalisé lors de la vente des immeubles a été diminué directement de la valeur des stocks sans qu'une plus ou moins value n'ait été enregistrée au compte de résultat. Ceci sera le cas après achèvement et réalisation définitive de l'ensemble des immeubles destinés à la revente».

Pour terminer, il y a lieu d'ajouter que le Fonds a dû et doit toujours faire face à un certain nombre de frais d'exploitation qui ne sauront être récupérés par les recettes générées par les ventes: frais d'assurances et d'entretien des immeubles occupés par des administrations publiques, frais d'experts engagés pour l'inventaire du patrimoine historique et architectural avant le démarrage concret des différents projets.

Question 3320 (5.5.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **dangers des bouteilles d'eau en plastique:**

Il ressort d'un article publié le 21 avril 2009 dans le magazine «Le Figaro» que l'eau minérale des bouteilles en plastique contient deux fois plus d'hormones que celle stockée dans des bouteilles en verre ou l'eau du robinet. Le plastique libérerait dans l'eau des perturbateurs endocriniens. Si leurs effets à faible dose sont encore mal connus, ils sont cependant soupçonnés de modifier chez l'homme le développement et les fonctions sexuelles et reproductives. Une étude à ce propos a été publiée par deux chercheurs allemands dans la revue «Environmental Science and Pollution Research».

Cette étude a soulevé une levée de boucliers des industriels des plas-

tiques alimentaires. Le BER, l'organisme chargé de l'évaluation du risque, a publié un communiqué pour préciser que les résultats de cette étude ne permettent pas de conclure à un risque pour la santé. Ce n'était d'ailleurs pas le but des deux chercheurs allemands qui voulaient uniquement mettre en évidence la présence d'hormones dans les bouteilles en plastique. L'origine des perturbateurs endocriniens reste encore inconnue. Il n'en demeure pas moins qu'il y a un réel défaut d'information sur les emballages alimentaires et que faute d'informations plus claires et précises, il est difficile de connaître la composition de certains emballages, d'après certains toxicologues ou responsables d'associations telle que l'association scientifique européenne pour l'eau et la santé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si le Gouvernement est au courant de cette étude?

- Quelle est son opinion par rapport aux résultats des deux chercheurs allemands?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que l'utilisation du plastique en tant qu'emballage alimentaire est dangereuse pour la santé de l'homme?

- Ne faudrait-il pas, par pure précaution, inviter les personnes à boire l'eau du robinet respectivement à utiliser des bouteilles en verre plutôt qu'en plastique?

- En tout état de cause ne faudrait-il pas intervenir au niveau européen pour aboutir à une réglementation plus stricte et plus transparente des emballages alimentaires?

- Voire ne faudrait-il pas interdire à moyen et long terme certains composants des emballages alimentaires soupçonnés d'avoir des conséquences néfastes sur la santé des consommateurs?

Réponse (8.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Avant de répondre aux questions posées par l'honorable Député, il m'importe de présenter le contexte lié aux perturbateurs endocriniens et la spécificité de la législation des matériaux entrant en contact avec les denrées alimentaires.

La prise de conscience de la présence dans l'environnement de substances susceptibles de perturber les systèmes endocriniens des animaux et éventuellement des humains s'est imposée depuis le début des années 1990.

C'est à cette époque qu'ont été publiées plusieurs études sur le déclin de la qualité du sperme, l'augmentation de la fréquence de certaines anomalies du développement du tractus génital, ainsi que l'augmentation de l'incidence de certaines pathologies hormono-dépendantes chez les humains.

Simultanément, des anomalies du système reproducteur de diverses espèces de poissons vivant dans des rivières réceptionnant des eaux résiduaires ont été observées. D'autres études, sur les reptiles et les gastéropodes notamment, confortent l'idée d'effets sur la reproduction. Les substances à l'origine de ces perturbations biologiques sont communément désignées sous le terme de «Perturbateurs Endocriniens», pour lesquels l'Union européenne a adopté en 1999 la définition suivante: «un perturbateur endocrinien est une substance ou un mélange exogène altérant les fonctions du système endocrinien et induisant donc des effets nocifs sur la santé d'un organisme intact, de ses descendants ou sous-populations».

La complexité de ce dossier provient tout d'abord de la diversité des substances concernées. Des pesticides, des ignifugeants, des cosmétiques, des médicaments, des peintures, des produits de combustion, sont autant de perturbateurs endocriniens potentiels. Leur mode d'action est également déconcertant. Certaines de ces molécules, parce que leur structure ressemble à telle ou telle hormone, agissent en déclenchant dans l'organisme la réaction que cette dernière provoquerait naturellement. D'autres, au contraire, vont se fixer sur les récepteurs d'une hormone, empêchant ensuite son action. Une troisième catégorie perturbera la synthèse, le transport, le métabolisme ou l'excrétion des hormones, modifiant ainsi les concentrations naturelles dans les organismes.

Les responsables de l'Union européenne ont décidé de ne pas sous-estimer les dangers de cette épée de Damoclès d'un genre nouveau et ont, en particulier, renforcé les soutiens à la recherche dans ce domaine. En mai 2002, la DG Recherche a clairement marqué sa volonté d'amplifier l'effort européen en finançant, à hauteur de 20 millions d'euros, un regroupement de quatre projets. La concentration des recherches est, en effet, une réponse adéquate à la complexité de ce dossier.

Même s'il ne s'agit que d'un premier tri empirique, la Commission a déjà identifié 553 substances «candidates» à une évaluation plus poussée de leurs effets endocriniens. Ces produits sont en attente de données et de tests permettant véritablement de les évaluer.

La France via son «Programme national de recherche sur les perturbateurs endocriniens» a lancé un nouvel appel à projet mi-2008 ciblant des «questions orphelines», dont celle des impacts sur la fonction thyroïdienne ou le système immunitaire.

La problématique des perturbateurs endocriniens va donc bien au-delà des substances non identifiées de l'étude allemande de l'Université Goethe à Frankfurt am Main et une multitude d'initiatives de gestion des risques sont en cours tant au niveau européen que luxembourgeois.

Une réglementation communautaire dense, spécifique et très pointue est le reflet des préoccupations de la Commission. Il s'agit de règlements CE, directement applicables, ne nécessitant donc pas de transposition dans le droit national.

Par ailleurs la Commission a organisé une formation spécifique sur le sujet pour l'ensemble des États membres. Pour le Luxembourg, un agent du service de la sécurité alimentaire a participé à cette formation en 2007.

Suite à cela, un plan pluriannuel concernant les matériaux entrant en contact avec les denrées alimentaires a été mis en place par les autorités luxembourgeoises.

L'identification des dangers s'est basée sur les publications scientifiques, les notifications du système d'alerte rapide des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (RASFF) de 2003 à 2008 et les plans pluriannuels intégrés d'autres États membres.

La caractérisation des dangers s'est basée sur les avis d'organismes internationaux d'analyse des risques reconnus (EFSA, AFSSA; AFSCA, BRF;…) et l'exposition a été évaluée sur base de la présence des matériaux sur le marché luxembourgeois. Suite à l'évaluation des risques et à la spécificité du marché luxembourgeois, le plan pluriannuel luxembourgeois a identifié 16 dangers à contrôler.

Le bisphénol A (un composant des matières plastiques en polycarbonates largement utilisées dans le domaine alimentaire) est l'un des 16 dangers identifiés qui sera analysé sur 29 échantillons pour l'année 2009. Les premiers résultats d'analyse indiquent une teneur <0.02 µg/kg pour des biberons. La limite est de 600 µg/kg.

L'analyse des phtalates (plastifiant dans la production de PVC souple) est également reprise dans le plan pluriannuel à raison de 25 échantillons en 2010.

Parallèlement, des contrôles au niveau des producteurs, distributeurs et utilisateurs des matériaux entrant en contact avec les denrées alimentaires sont effectués par le service de la sécurité alimentaire.

Une check-list de contrôle a été mise en place, utilisée lors des inspections, ce qui garantit l'homogénéité et la répétabilité de ces inspections.

Pour aider les entreprises à se mettre en conformité, une déclaration de conformité-type, document obligatoire accompagnant tout matériau et objet destiné à entrer en contact avec les denrées alimentaires, a été élaborée.

La campagne de contrôle des entreprises a démarré en 2009, avec le contrôle de 4 sociétés productrices de matières plastiques, et elle se poursuivra sur 2009 avec 20 autres sociétés productrices ou distributrices à contrôler.

Afin d'informer le grand public sur la problématique, une communication Internet a été préparée par le service de la sécurité alimentaire sur les matériaux entrant en contact avec les denrées alimentaires pour le portail de la sécurité alimentaire www.securite-alimentaire.lu.

Une fiche informative sur le bisphénol A est déjà en ligne sur le site.

J'en viens maintenant aux questions posées par l'honorable Député.

Je puis assurer l'honorable Parlementaire que mes services ont pris connaissance de l'étude mentionnée par lui, et de manière plus générale suivent l'actualité scientifique grâce à une veille scientifique, participent à des séminaires et conférences, suivent les groupes de travail spécifiques à la Commission européenne où les différents États membres peuvent échanger leurs expériences.

Toutes ces informations sont intégrées lors de la révision des plannings annuels.

Les résultats des deux chercheurs allemands (Martin Wagner et Jörg Oehlmann) de l'étude à laquelle fait référence l'honorable Député sont très intéressants pour faire avancer les connaissances concernant le problème complexe des perturbateurs endocriniens.

Cette étude a d'abord analysé différentes eaux minérales à l'aide d'un test in vitro habituel utilisant une levure transformée. Puis ils ont comparé pendant 56 jours le taux de reproduction d'un gastéropode dans une même eau, qu'elle soit contenue dans une bouteille en verre ou en polyéthylène téréphtalate (PET).

60% des eaux analysées avec le test levure ont un effet de type œstrogénique. Elles pourraient donc avoir une activité de perturbateur endocrinien, certes très faible, mais observable. Le type de molécule incriminée n'a pas pu être identifié.

Cette étude entre clairement dans la politique européenne de recherche concernant les perturbateurs endocriniens. Les résultats de cette étude doivent être vus dans un ensemble de résultats scientifiques et non individuellement, car plusieurs points n'ont pu être identifiés et expliqués.

L'étude n'a pas pu identifier la contamination, n'a pas pu expliquer son origine et il n'y a pas d'extrapolation possible à l'humain. Les résultats devront donc être utilisés pour orienter de nouvelles recherches afin d'identifier les molécules incriminées et afin de comprendre les mécanismes liés au problème complexe des perturbateurs endocriniens.

Concernant l'utilisation des plastiques comme emballages alimentaires, suivant les connaissances scientifiques actuelles, en tenant compte d'une réglementation très stricte qui introduit des limites de migration pour les substances susceptibles de migrer des plastiques, qui oblige les industriels à suivre des guides de bonnes pratiques, à mettre en place la traçabilité des matériaux et qui oblige également les producteurs à éditer des certificats de conformité pour chaque emballage, les autorités compétentes ne sont pas d'avis que l'utilisation du plastique en tant qu'emballage alimentaire est dangereuse pour la santé de l'homme.

Il faut se garder d'extrapoler les résultats de cette étude à l'homme. L'étude ne s'y est pas intéressée. Pour cela, il faudrait tester les eaux sur des rats ou des souris. Par ailleurs le niveau d'activité œstrogénique détectée est trop faible.

Cependant, l'impact à long terme, sur la santé humaine, de ces composés œstrogéniques inconnus est une question ouverte en tenant compte de l'ensemble des composés entrant dans la problématique des perturbateurs endocriniens tels les pesticides, les ignifugeants, les cosmétiques, les médicaments, les peintures, les produits de combustion…

Ces nouveaux résultats ne sont pas alarmants, mais il faut les prendre en compte dans une vision globale de la problématique.

Du point de vue de la santé publique, rien n'indique pour le moment que l'eau du robinet est supérieure à l'eau embouteillée ou viceversa. D'ailleurs la problématique de la migration de certaines substances chimiques se pose également dans les conduites d'eau potable (le HDPE est utilisé de plus en plus dans les installations intérieures d'eau potable).

Concernant les composés des emballages alimentaires soupçonnés d'avoir des conséquences néfastes sur la santé des consommateurs, la législation est continuellement mise à jour pour interdire les composés, les produits ou les pratiques pouvant entraîner un risque pour la santé humaine.

La Commission européenne a mis en place un programme de recherche de 20 millions d'euros concernant les perturbateurs endocriniens.

L'EFSA évalue en permanence les résultats de ces recherches associées aux agences de sécurité alimentaire des différents États membres, ainsi qu'aux résultats internationaux pour donner les moyens aux gestionnaires des risques de prendre des décisions basées sur les connaissances scientifiques dans l'intérêt de la protection de la santé humaine.

Toutes ces informations sont accessibles de manière transparente via les sites Internet suivants:

Commission européenne:

http://ec.europa.eu/food/food/chemicalsafety/foodcontact/index_en.htm

EFSA:

http://www.efsa.europa.eu/EFSA/ScientificPanels/efsa_locale-1178620753812_CEF.htm

Question 3324 (7.5.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **études d'instituteur dans le cadre de la nouvelle école fondamentale:**

En janvier 2009, la Chambre des Députés a adopté un paquet législatif composé de trois lois distinctes visant à réformer en profondeur l'enseignement préscolaire et primaire. Cette réforme change de manière substantielle le paysage scolaire puisqu'il n'existera désormais plus qu'un seul et unique enseignement fondamental subdivisé en quatre cycles et regroupant l'instruction préscolaire et primaire. De même, après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur des lois réformant l'enseignement scolaire, il n'y aura plus qu'un seul type d'instituteur qui sera habilité à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Dans cette optique, les futurs enseignants doivent être détenteurs d'une formation sanctionnant un cycle de quatre années d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur. Jusqu'à présent, il n'y avait que le bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg qui comprenait une formation de quatre ans alors que les détenteurs d'un diplôme étranger avaient des formations d'une durée de trois ans.

En tenant compte de ce qui précède et étant donné le nombre considérable de Luxembourgeois qui suivent des études d'instituteur à l'étranger et plus particulièrement en Belgique et que cette année-ci, nombreux sont les lycéens qui, après l'obtention de leur diplôme de fin d'études secondaires, désirent faire de même, j'aimerais poser les questions urgentes suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre de l'Éducation nationale, ne pense-t-elle pas que la réforme scolaire entrave sérieusement les personnes désirant suivre leurs études à l'étranger?

- Dans la négative, Madame le Ministre, peut-elle m'indiquer si les écoles supérieures étrangères, offrant des études d'instituteur et particulièrement fréquentées par des Luxembourgeois, vont aligner leurs formations à celles exigées par la loi portant organisation de l'enseignement fondamental de manière à ce que les détenteurs de diplômes étrangers puissent continuer à être habilités à enseigner au Luxembourg?

- Dans la négative, Madame le Ministre peut-elle m'informer si des mesures compensatoires sont prévues au Luxembourg pour ces détenteurs de diplômes étrangers d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur?

- Madame le Ministre ne juge-t-elle pas opportun, vu le besoin de notre pays et vu le grand nombre de Luxembourgeois suivant des études d'instituteur à l'étranger, d'élargir davantage l'accès au bachelor professionnel en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg?

Réponse (14.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à la question parlementaire relative aux dispositions qui règlent l'accès à la fonction d'instituteur, dispositions qui ont trouvé l'agrément de la Chambre des Députés en date du 6.02.2009, j ai l'honneur de vous transmettre le communiqué qui a été diffusé à la presse ce jeudi 8 mai.

Accès à la fonction d'Instituteur de l'enseignement fondamental: les diplômes délivrés par des Instituts de formation à l'étranger continueront d'être reconnus.

Dans le cadre de la réforme scolaire, certains changements sont apportés aux modalités de recrutement des instituteurs et institutrices de l'enseignement fondamental.

Un des changements majeurs concerne le diplôme d'accès à la fonction d'instituteur: à partir de 2013, les futurs instituteurs devront disposer d'une formation qui leur

permet d'enseigner dans les quatre cycles d'apprentissage de l'enseignement fondamental.

Jusqu'à présent étaient admis les candidats habilités à enseigner soit à l'éducation préscolaire (cycle 1), soit à l'enseignement primaire (cycle 2, 3 et 4). De même, deux concours de recrutement distincts étaient organisés, l'un pour l'accès à la fonction d'instituteur de l'éducation préscolaire, l'autre pour l'accès à celle d'instituteur de l'enseignement primaire.

Or, la réforme réorganise les neuf premières années de scolarisation en un ensemble continu et cohérent et les regroupe en quatre cycles d'apprentissage. Par ailleurs, la nouvelle formation de l'instituteur (bachelor) offerte à l'Université du Luxembourg confère aux diplômés le droit d'enseigner aussi bien à l'éducation préscolaire qu'à l'enseignement primaire. Par voie de conséquence, il n'y a plus lieu de faire la distinction entre l'instituteur de l'éducation préscolaire et l'instituteur de l'enseignement primaire.

À partir de 2013, les futurs instituteurs devront disposer d'une formation qui leur permet d'enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Les diplômes délivrés par des instituts de formation à l'étranger continueront d'être reconnus. De nombreux instituts offrent d'ores et déjà une formation qui habilite à enseigner dans les quatre cycles.

Dans le cas où un diplôme délivré par un institut de formation reconnu n'habilite qu'à enseigner soit au cycle 1, soit aux cycles 2, 3 et 4, le détenteur devra suivre une année de formation complémentaire qui le qualifiera pour enseigner dans les quatre cycles.

Pendant une période transitoire de 2009 à 2011, L'État continue d'accepter des candidats qui disposent d'une formation pour enseigner soit au cycle 1, soit aux cycles 2, 3 et 4.

Le détail des modalités de recrutement des instituteurs peut être consulté sur le site Internet du Ministère.

http://www.men.public.lu/sysedu/090326 recrutem enseignants/090326 recrutem instituteurs/index.html

Question 3330 (12.5.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**état d'avancement des différents règlements grand-ducaux indispensables à l'exécution de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental:**

L'exécution de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental est assurée par divers règlements d'exécution. Sachant que cette loi entre en vigueur au début de l'année scolaire 2009-2010 et qu'une série de ces dispositions Influence directement la planification de l'organisation scolaire de la prochaine rentrée, j'aimerais savoir:

-˙Où en est l'état d'avancement des différents règlements grand-ducaux Indispensables à l'exécution de la loi?

Réponse (22.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à la question parlementaire, j'ai l'honneur de vous transmettre le relevé des règlements grand-ducaux qui doivent être pris pour mettre en œuvre la loi portant organisation de l'enseignement fondamental et l'état de la procédure dans laquelle ils ont été engagés.

Relevé des projets - enseignement fondamental

Sujet	Intitulé	État de la procédure
Exécution de la loi enseignement fondamental	1. Projet de règlement grand-ducal fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique et les attributions du coordinateur de cycle. 2. Projet de règlement grand-ducal fixant les lignes directrices du plan de réussite scolaire. 3. Projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être scolarisé dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence. 4. Projet de règlement grand-ducal concernant la saisie et le traitement des données nominatives des élèves.	Avis du Conseil d'Etat Projets 1., 2. et 3: Soumis à la signature du Grand-Duc
Exécution de la loi enseignement fondamental	1. Projet de règlement grand-ducal fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales. 2. Projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes pour assurer l'enseignement. 3. Projet de règlement grand-ducal fixant la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion, la composition du corps électoral et les modalités d'élection des membres, le calcul du volume des leçons supplémentaires mis à disposition des comités. 4. Projet de règlement grand-ducal concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles.	Avis du Conseil d'État Projets 1., 3. et 4: Soumis à la signature du Grand-Duc
Exécution de la loi enseignement fondamental	1. Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation des cours d'éducation morale et sociale aux 2e, 3e et 4e cycles de l'enseignement fondamental. 2. Projet de règlement grand-ducal déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes doivent fournir au ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission. 3. Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'élection des membres, l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale. 4. Projet de règlement grand-ducal concernant le mode d'élection des membres du personnel enseignant à la Commission scolaire nationale ainsi que son fonctionnement.	Avis du Conseil d'Etat Projets 1. et 2: Soumis à la signature du Grand-Duc
Recrutement inspecteurs	Projet de règlement grand-ducal portant réglementation des modalités de recrutement des candidats-inspecteurs ainsi que des études, du stage et de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental.	Soumis à la signature du Grand-Duc
Arrondissements d'inspection	Projet de règlement grand-ducal portant a) fixation du nombre et des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement fondamental; b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement fondamental.	Soumis à la signature du Grand-Duc
Exécution de la loi enseignement fondamental	1. Projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés. 2. Projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources.	Soumis à la signature du Grand-Duc
Réserve de suppléants	Projet de règlement grand-ducal déterminant: 1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental; 2. les indemnités a. des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation ; b. des membres du jury d'examen.	Soumis à la signature du Grand-Duc
Cours d'accueil	Projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.	Approuvé par le Conseil de Gouvernement
Autorisations remplacement	Projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.	Approuvé par le Conseil de Gouvernement
Tâche éducateur	Projet de règlement grand-ducal fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental.	Approuvé par le Conseil de Gouvernement
Commission scolaire	Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de déterminer 1. les modalités d'élection des représentants des parents des élèves à l'école et à la commission scolaire communale ; 2. les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale ; 3. l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale.	Approuvé par le Conseil de Gouvernement
Grades de substitution	Projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.	Soumis au Conseil de Gouvernement
Évaluation des élèves	Projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation	Soumis au Conseil de Gouvernement
Plan d'études	Projet de règlement grand-ducal fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental.	Soumis au Conseil de Gouvernement

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

43e	séance, jeudi	23 avril 2009
44e	séance, mardi	28 avril 2009
45e	séance, mercredi	29 avril 2009
46e	séance, jeudi	30 avril 2009

DANS CE NUMÉRO

Sécurité dans les transports publics p. 527

Accès aux données personnelles p. 536

École de la 2e chance p. 543

Sommaire des séances publiques Nos 43-46 p. 554

Sommaire des questions parlementaires p. Q175

Où sont les bulletins de vote?

Mais que se passe-t-il donc avec tous les bulletins sortis des urnes du 7 juin 2009? Cette question a préoccupé plus d'un le jour des élections. Les dés sont jetés et le Luxembourg s'applique à composer sa nouvelle Chambre et son Gouvernement.

Même si les grandes tendances étaient connues dès la soirée du 7 juin 2009, les derniers bureaux de vote n'ont rendu leurs listes que tard dans la nuit. Dans 116 communes à travers tout le pays se sont ensuite mis en route envois et camionnettes. Destination: la Chambre des Députés ou plutôt les archives que la première institution occupe au Plateau du Saint Esprit.

Trois paquets clairement définis par la loi électorale en son article 312 ont dû trouver leur chemin vers la capitale. Ils contiennent les bulletins de vote, le relevé des électeurs, la liste des suffrages, les exemplaires de la loi électorale et les placards reproduisant les dispositions pénales qui ont servi aux divers bureaux de vote, ainsi que les imprimés non employés par ces bureaux. La loi est stricte sur la procédure: «Ces trois paquets sont expédiés par le président du bureau principal de la commune à la Chambre des Députés par envois séparés recommandés à la poste et ne peuvent être ouverts que par les commissions de vérification des pouvoirs.»

Aux archives du Parlement, les enveloppes épaisses sont stockées dans de grosses boîtes en bois où elles attendent cinq ans avant de passer par la procédure de destruction à la veille des prochaines élections législatives et européennes.



Destruction des vieux bulletins de vote

Déblayage dans les vieux bulletins

La veille des élections, il faut se débarrasser des anciens bulletins de vote. Il serait en effet difficilement imaginable que des feuilles de 2004 fassent leur apparition dans les urnes de 2009 et y sèmeraient un trouble.

Le vendredi, 5 juin 2009, tôt le matin, devant le niveau supérieur des archives nationales, a commencé une sorte de ballet consistant à déplacer vers un camion une centaine de grosses boîtes en bois. Chargées par palettes entières, elles constitueront en fin de compte 85 m³ de paperasses dont il faudra se décharger au plus vite.

C'est également l'article 312 de la loi électorale qui fixe le principe de ce gros nettoyage. La Chambre des Députés avait dû, pendant les cinq dernières années, conserver tous les bulletins à des fins d'analyse politique et de vérification des pouvoirs des nouveaux députés. C'est également la Chambre qui s'occupe de leur destruction.

Cette année, pour la première fois, les tonnes de papier ont été détruites mécaniquement et non plus par le feu, comme ce fut le cas par le passé. Une action qui constituait en fait l'une des dernières activités de la Chambre encore en place avant les nouveaux arrivages.

L'impact de la crise financière sur la sécurité

L'assemblée parlementaire de l'OSCE a organisé du 27 au 29 mai 2009 un forum économique pour analyser la crise financière et économique qui secoue le monde et son impact sur les questions de sécurité. La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg était représentée par MM. les Députés Félix Braz (DÉI GRÉNG) et Marcel Sauber (CSV).

Dans ses conclusions, le président de l'AP-OSCE João Soares caractérise la crise, qui a été mise en parallèle à la crise des années 1930, comme une procédure qui s'est développée en trois étapes: la crise financière s'est d'abord alternée en une crise économique pour se dégrader ensuite de plus en plus en une crise sociale et humanitaire. Des solutions isolées ne suffiraient point. M. Soares propose de concerter les efforts en incluant une perspective éthique qui prend en compte le volet social. Son discours final, tenu devant des parlementaires venus de 30 pays d'Europe, des États-Unis et de l'Asie centrale, concluait avec un appel à la volonté politique d'entamer des mesures concrètes dans les domaines de la régularisation et la modification du système bancaire pour surmonter la crise de confiance qui s'est installée parmi la population partout dans le monde.



Les parlementaires Marcel Sauber et Félix Braz ont participé au forum économique de l'AP-OSCE à Dublin.

Am Dialog mat engem Euroskeptiker



D'Deputéiert Anne Brasseur huet dem President vun der Tschechescher Republik Václav Klaus eng Fro gestallt.

Fir den Ofschloss vum EU-Virsëtz vu sengem Land huet de President vun der Tschechescher Republik Václav Klaus ugangs Juni eng Ried virun der parlamentarescher Versammlung vun der Westeuropäescher Unioun gehal. Et ass eng Traditioun, dass e Représentant vun der Présidence sech un d'Versammlung fir Sécherheet a Verdeedegung adresséiert, kuerz ier säi Land de Virsëtz nees ofgëtt. No der Ried haten d'Parlamentarier Geleeënheet, Froen ze stellen. D'Lëtzebuerger Vertriederin Anne Brasseur huet vun där Méiglechkeet Gebrauch gemaach. „Wat fir e Modell misst Europa dann hunn, fir Är ganz Zoustëmmug ze kréien?", wollt si vum europaskeptesche President wëssen. De Václav Klaus huet a senger Äntwert op d'Erfahrung vu 40 Joer Kommunismus verwisen, déi hie „ganz sensibel" gemaach hätt fir d'Verdeedegung vun der Meenungsfräiheet: „Et ass net ze acceptéieren, datt just eng eenzeg Gedankeschoul gëllt an der Unioun." Hie wier fir e Weiderféiere vun enger Zesummenaarbecht vun de Regierungen an Europa, mä géint all Form vu Supranationalismus. Dofir wär hien och géint den Traité vu Lissabon, dee Bréissel géif stäerken op Käschte vun den nationale Parlamenter.

Nieft der Mme Brasseur hunn och d'Deputéiert Marcel Glesener, President vun der Delegatioun, a Jean Huss un der 56. Sessioun vun der WEU-Versammlung vum 2. bis de 5. Juni zu Paräis deelgeholl. Wichteg Theme waren do ë.a. och nei Perspektive fir eng Zesummenaarbecht tëschent EU an USA an der Aussen- a Sécherheetspolitik oder d'Zukunft vun de Länner um westleche Balkan.

D'Resolutiounen, Recommandatiounen an Direktiven, déi am Laf vun der Sëtzungswoch ugeholl gi sinn, fënnt een an der Rubrik „Documents: textes adoptés" um Internetsite www.assembly.weu.int.

Ordre et sécurité dans les transports publics

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le présent projet de loi arrête des dispositions nécessaires afin d'assurer l'ordre et la sécurité tant dans les moyens des transports publics que dans les gares, sur les haltes et aux arrêts.

Le cadre légal existant s'est avéré insuffisant afin de garantir la sécurité tant des usagers que du personnel des moyens de transports en commun.

Ainsi, p.ex. les mesures afférentes prévues par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ne s'appliquent pas aux transports publics opérés par le syndicat intercommunal du canton d'Esch (TICE) et par la Ville de Luxembourg (AVL). Par ailleurs, la même loi modifiée du 29 juin 2004 n'érige pas en infraction le non-respect des mesures prévues, par exemple en cas de refus d'exhiber sa pièce d'identité ou de non-respect de l'interdiction ministérielle d'accès et de séjour dans les transports publics.

Les services opérés par tous les opérateurs de transports publics actifs au Luxembourg, à savoir les CFL, RGTR, TICE et AVL, sont visés par les dispositions du présent projet de loi. Tant les services de transports publics par rail que les services de transports publics par route sont concernés par les dispositions proposées.

Par ailleurs, la loi en projet s'applique non seulement dans les moyens de transports publics, c'est-à-dire dans les autobus et dans les trains mais aussi dans les gares, sur les haltes et aux arrêts desservis dans le cadre des services de transports publics.

En matière de sûreté dans les transports publics, le projet de loi distingue entre deux catégories d'agents. Les agents de service regroupent tous les agents travaillant dans le secteur des transports publics au sens large et qui sont susceptibles d'être victimes ou témoins d'un incident dans les transports publics. Entrent dans cette catégorie notamment les chauffeurs d'autobus, les contrôleurs agréés ou non, les accompagnateurs de train, les agents de guichets, les agents de gares et les agents chargés d'assurer la sûreté des transports publics. En vue de veiller au respect de l'ordre et de la sûreté des transports publics, les agents de service peuvent donner des injonctions aux voyageurs. Au cas où un voyageur refuse d'obtempérer à l'injonction donnée, l'agent de service peut expulser l'usager du véhicule ou lui demander de s'éloigner des lieux.

Les agents agréés disposent de pouvoirs plus étendus que les agents de service en matière de sûreté dans les transports publics. Ainsi, les agents agréés peuvent contrôler l'identité des voyageurs et se faire exhiber à ces fins une pièce d'identité.

Si l'usager des transports publics refuse de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux, les membres de la Police grand-ducale ou les agents de l'Administration des douanes et accises peuvent intervenir pour expulser l'individu, au besoin en le contraignant par la force. L'injonction de quitter les transports publics ou de s'éloigner des lieux doit faire l'objet d'un rapport à établir par l'agent concerné.

Il en va de même pour le contrôle d'identité. Le non-respect de l'interdiction d'accès aux transports publics et le refus d'exhiber une pièce d'identité sont érigés en infractions. Des avertissements taxés peuvent être décernés à cet effet.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

16.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.02.2009	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements
03.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

Double imposition I: Luxembourg - Émirats Arabes Unis

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tend à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Elle a été signée à Dubai, le 20 novembre 2005 et s'inscrit dans la liste de plus de 50 conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier. Elle repose sur les principes de la Convention modèle de l'OCDE.

Étant donné qu'au moment de la signature de la Convention, les États contractants en excluaient en partie l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations, cette partie du modèle OCDE ne se retrouve pas dans la version originale du présent accord. Comme toutefois le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans son entièreté et l'intégrer a posteriori dans les Conventions existantes, la présente Convention sera amendée avant la fin de l'année 2009. En conséquence la Commission marque d'ores et déjà son accord avec cette démarche.

www.chd.lu

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Président: Mme Colette Flesch):

23.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

02.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.10.2008	Examen du projet de loi
23.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°136, page 1900

Double imposition II: Luxembourg - Azerbaïdjan

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter son réseau de conventions fiscales, qui constitue un élément indispensable, tant pour la diversification de nos relations économiques internationales que pour la place financière.

Étant donné qu'au moment de la signature de la Convention, les États contractants en excluaient en partie l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations, cette partie du modèle OCDE ne se retrouve pas dans la version originale du présent accord. Comme toutefois le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans son entièreté et l'intégrer a posteriori dans les Conventions existantes, la présente Convention sera amendée avant la fin de l'année 2009. En conséquence la Commission marque d'ores et déjà son accord avec cette démarche.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Président: Mme Colette Flesch):

23.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

23.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
23.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°138, page 1928

Sécurité ferroviaire

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le projet de loi sous objet s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition du deuxième paquet ferroviaire, adopté par le Parlement européen et le Conseil et qui aurait dû être transposé en droit national jusqu'au 30 avril 2006 et en particulier de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la sécurité ferroviaire.

La directive 2004/49/CE a déjà fait l'objet d'une transposition partielle en droit luxembourgeois, notamment par le biais de la loi du 8 mars 2002 sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents

graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer, ainsi que par le biais du règlement grand-ducal du 6 juin 2003 portant sur des spécifications complémentaires concernant les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans le domaine du transport ferroviaire.

Il en résulte que le travail accompli jusqu'à présent pour transposer ladite directive reste à être complété surtout par la mise en place d'une autorité nationale de sécurité qui sera chargée des tâches relatives à la sécurité des chemins de fer et qui devra être indépendante notamment des entreprises ferroviaires et du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

Ainsi, le présent projet de loi

- fixe les principes et les procédures applicables en matière de réglementation, de gestion et de surveillance de la sécurité ferroviaire. L'objectif est la mise en place et le développement du niveau de sécurité du système ferroviaire luxembourgeois en remplaçant au fur et à mesure l'autoréglementation du secteur ferroviaire par une réglementation harmonisée au niveau national;

- définit les responsabilités incombant à chacun des acteurs du secteur ferroviaire;

- définit les principes de la mise en place du cadre réglementaire de la sécurité ferroviaire qui tient compte des objectifs de sécurité communs (OSC), des méthodes de sécurité communes (MSC) et des indicateurs de sécurité communs (ISC) élaborés au niveau communautaire. Chaque entreprise ferroviaire admise à circuler sur le réseau ferré luxembourgeois est tenue de respecter les mêmes exigences en matière de sécurité;

- exige que toutes les procédures de certification soient organisées de manière transparente et non discriminatoire;

- détermine des sanctions pénales applicables en cas de non-respect des dispositions prévues;

- confie le maintien et l'amélioration du niveau de sécurité du système ferroviaire, conformément à la directive 2004/49/CE, à une autorité indépendante dans son organisation, sa structure juridique et ses décisions des entreprises ferroviaires, du gestionnaire de l'infrastructure, des demandeurs de certification et des entités adjudicatrices. Le projet de loi propose donc la création d'une administration placée sous l'autorité du Ministre des Transports et bénéficiant ainsi d'un degré élevé d'indépendance;

- transfère les fonctions d'organisme de répartition des sillons et de tarification de l'infrastructure ferroviaire de la Communauté des Transports à l'Administration des Chemins de Fer à créer, pour réunir au sein d'un organisme toutes les missions ayant trait au secteur ferroviaire et qui ne peuvent être exercées par les CFL en tant que société intégrée.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007
Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):

24.04.2008	Désignation du rapporteur
	Présentation du projet de loi
16.06.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2008	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.09.2008	Examen de la prise de position de la Commission européenne
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02.02.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'amendements
03.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

GECT

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la mise en place en droit luxembourgeois des dispositions appropriées pour garantir l'application effective du règlement (CE) N°1082/2006 du 5 juillet 2006 relatif à un groupement de coopération territoriale.

En raison du caractère «self-executing» des règlements communautaires, le Règlement est en soi directement applicable dans tous les États membres de l'Union européenne et cela sans acte législatif ou règlementaire de transposition.

Le GECT vise à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Contrairement à d'autres structures pouvant dans le temps gérer ce type de coopération, le GECT dispose de la personnalité et de la capacité juridiques. Ceci permet notamment au GECT d'acquérir ou d'aliéner des biens mobiliers ou immobiliers, d'employer du personnel ou encore d'ester en justice.

Les membres du GECT peuvent être des États membres, des collectivités régionales ou locales, des associations ou tout autre organisme de droit public. Le GECT est une «première» dans le sens où il permet un groupement entre des collectivités de différents États membres sans la signature préalable d'un accord international ratifié par les parlements nationaux. Les États membres doivent néanmoins donner leur accord à la participation des membres sur leurs territoires respectifs.

Un autre avantage du nouveau dispositif réside dans le fait que le GECT, contrairement à une entité publique comme l'État ou les communes, peut directement encaisser des fonds communautaires et les affecter immédiatement au projet qu'il couvre.

Le recours au GECT pour mener un programme ou un projet est facultatif et non imposé par le droit communautaire.

Les missions exercées par le GECT sont précisées dans la convention conclue par ses membres. Ses missions doivent relever de la compétence de chacun des membres dans leur droit national. Dans le cadre de ces missions, le GECT doit faciliter et promouvoir la coopération territoriale afin de renforcer la cohésion économique et sociale.

www.chd.lu

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
(Président: M. Marco Schank):

18.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.01.2009	Suite des travaux
26.03.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009
Loi du 19 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°121, page 1718

«Paperless Douanes et Accises»

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Le projet sous avis se propose d'autoriser le Gouvernement à dépenser pour la période 2006 à 2014 un montant maximum de 29.658.000.- euros pour la mise en place d'un système informatisé permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelée «Paperless Douanes et Accises (PLDA)».

Ce système devra rendre à terme le système douanier totalement automatisé, interopérable, sûr, accessible et entièrement électronique. En plus, il permettra d'améliorer l'efficacité de l'organisation des contrôles douaniers et un flux continu des données afin d'améliorer l'efficacité des procédures de dédouanement, de réduire les formalités administratives, de contribuer au combat contre la fraude, la criminalité organisée et le terrorisme, de protéger les intérêts financiers, la propriété intellectuelle et le patrimoine culturel, d'accroître la sécurité des marchandises et du commerce international et de renforcer la protection de la santé et de l'environnement.

L'implémentation aura lieu conformément au plan stratégique pluriannuel d'informatisation de la douane (MASP) établi par la Commission européenne et les États membres.

Comme l'engagement financier dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, l'approbation de la Chambre des Députés est nécessaire en vertu de l'article 99 de la Constitution. Notons toutefois que le projet de loi N°6011 modifiant l'article 80 (1) c) de la loi mentionnée ci-avant porte le seuil constitutionnel de 7,5 millions d'euros à 40 millions de sorte qu'une loi d'autorisation n'aurait plus été nécessaire pour le présent projet d'investissement.

L'article 2, dans sa version initiale, précisait que les dépenses occasionnées par la loi représentaient les frais d'investissement pour la période de 2006 à 2010 et limitait les coûts jusqu'à un seuil de dépassement d'un montant de 24.233.000 euros.

La Commission des Finances et du Budget, estimant qu'il serait plus approprié de connaître l'investissement final jusqu'en 2014, a adopté, lors de sa réunion du 17 février 2009, un amendement visant à modifier l'article 2 pour y inclure les frais d'investissement jusqu'en 2014 et les limiter au montant de 29.658.000 euros.

Dans son avis complémentaire du 31 mars 2009, le Conseil d'État a approuvé cet amendement.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

20.01.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.02.2009	Présentation et adoption d'un amendement
16.04.2009	Examen des avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009
Loi du 14 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°109, page 1621

Concurrence déloyale

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Le projet de loi 5881B vise à transposer en droit national la directive 2005/29/CE sur les

pratiques commerciales déloyales (titre abrégé), aussi appelée «directive UCP» (*angl.: unfair commercial practices*).

La directive UCP a été présentée comme un grand pas en avant dans l'accomplissement du marché intérieur et dans l'amélioration de la protection des consommateurs du fait de l'instauration de règles communes portant sur un aspect important du commerce transfrontalier. Dorénavant, les pratiques commerciales qui sont en relation directe avec la promotion, la vente ou la fourniture d'un bien ou d'un service et qui pourraient nuire aux intérêts économiques des consommateurs seront interdites.

La directive 2005/29/CE aurait dû être transposée en droit national jusqu'au 12 juin 2007 au plus tard. En application de la procédure prévue à l'article 226 du Traité CE, la Commission européenne a mis en demeure le Luxembourg en date du 1er août 2007, avant d'émettre un avis motivé le 31 janvier 2008. Après l'introduction d'un recours par la Commission en date du 27 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés européennes a condamné le Grand-Duché le 5 février 2009 pour manquement d'État.

L'adoption du projet de loi sous objet était donc d'une certaine urgence.

Le dispositif soumis au vote de la Chambre des Députés constituait une transposition quasiment littérale du texte de la directive communautaire, comme l'ont fait remarquer notamment le Conseil d'État et la Chambre des Employés privés dans leurs avis respectifs.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry)

08.01.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2009	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
29.01.2009	
19.03.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.03.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.04.2009

Loi du 29 avril 2009.

Mémorial A 2009, N°88, page 1028

«Atert-Lycée»

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur Attert, dénommé par la suite „Atert-Lycée"

La loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote a établi les bases légales du Neie Lycée. Le lycée-pilote se caractérise notamment par un régime à plein temps, un travail en équipes pédagogiques composées d'enseignants et d'éducateurs gradués, un tutorat individuel de l'élève, une évaluation sans notes dans un esprit d'orientation plutôt que de promotion, ainsi que par une disponibilité des enseignants dans les localités de l'école tout au long de la journée.

Actuellement, l'offre scolaire est dénommée «cycle d'orientation» et comporte la division inférieure, ainsi que la classe polyvalente de la division supérieure de l'enseignement secondaire (7e à 4e) et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire (7e à 9e).

Parents et élèves ont demandé de pouvoir continuer leur scolarité au Neie Lycée au-delà du cycle d'orientation. Le cycle supérieur, créé par le biais de la présente loi, poursuivra un double but:

- enseigner les matières prévues aux programmes officiels pour préparer les élèves du Neie Lycée à se présenter aux mêmes examens de fin d'études que les élèves des autres lycées;

- approfondir et ancrer définitivement les compétences développées dans le cadre du modèle pédagogique du cycle d'orientation, fondé sur le rôle actif et le travail autonome de l'élève.

Il est prévu de mettre en place un cycle supérieur, dénommé «cycle de formation», qui comprend la division supérieure de l'enseignement secondaire, à l'exception de la classe polyvalente, et le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. Les élèves y reçoivent une formation générale, technique ou professionnelle qui leur permet d'accéder à la vie active et aux études supérieures. Dans un premier temps, il est prévu d'organiser les sections A, B, C, D de l'enseignement secondaire.

Engagement de personnel spécialisé pour le Neie Lycée et pour l'Atert-Lycée

L'extension de la scolarité au Neie Lycée par la création d'un cycle de formation et l'augmentation du nombre des élèves ainsi induite, conduisent à des besoins supplémentaires en personnel enseignant, socio-éducatif, administratif et technique.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit un renforcement du personnel pour les besoins de l'internat de l'Atert-Lycée par l'engagement de six fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué est proposé.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

11.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.03.2009	Examen des articles
02.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.04.2009

Loi du 12 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°106, page 1558

Direction des douanes et accises

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Dans la foulée d'une harmonisation de plus en plus poussée des législations fiscales et des actions d'entraide organisées au niveau européen pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, les tâches incombant aux administrations fiscales concernées deviennent de plus en plus complexes.

Partant, soucieux de disposer d'une organisation moderne, efficiente et adaptée aux exigences de plus en plus diversifiées et complexes, le projet de loi propose de réorganiser les cadres de l'Administration des douanes et accises à travers une modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises. Il est proposé de prendre les mesures suivantes:

- création de la fonction de directeur adjoint dans la carrière supérieure de l'Administration des douanes et accises;

- création du grade d'inspecteur de direction dans la carrière moyenne de l'Administration des douanes et accises;

- introduction d'une filière informatique dans les carrières supérieure et moyenne de l'Administration des douanes et accises pour garantir la mise en place progressive d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelée «Paperless Douanes et Accises»;

- redéfinition des divisions au niveau de la direction de l'administration à travers notamment la création de deux nouvelles divisions, à savoir la division «Techniques de l'information et de la communication» et la division «Relations internationales»;

- remplacement de la «Caisse centrale des douanes et accises» par la «Recette centrale des douanes et accises»;

- introduction dans la carrière moyenne du rédacteur des douanes et accises des emplois hors cadre comme disposition permettant en cas de nécessité de réaliser des avancements sur place, c'est-à-dire sans changement d'affectation. L'idée à la base de cette mesure législative est de parer à des mutations trop importantes de titulaires de postes dotés d'une technicité toute spéciale et de donner une stabilité et une continuité aux divisions de la direction. Suite à la création de deux nouvelles divisons au sein de la Direction des douanes et accises le nombre des emplois hors cadre dans la carrière moyenne est augmenté de sept à neuf unités.

En deuxième lieu le projet de loi vise à compléter et à unifier la structure de direction au niveau de la carrière supérieure de l'Administration des douanes et accises avec celle de l'Administration de l'enregistrement et des domaines. Ainsi, le classement du directeur adjoint de l'Administration des douanes et accises concorde avec celui de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Le projet de loi sous rubrique complète l'ensemble des mesures destinées à renforcer progressivement les moyens d'action des administrations fiscales dont le bon fonctionnement est indispensable à la conduite des affaires publiques par le pouvoir exécutif.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

15.01.2009	Entrevue avec des représentants de l'Association des Cadres Fonctionnaires de la Douane
20.01.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 14 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°109, page 1618

Personnel de la Sécurité sociale

5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale

Les modifications envisagées par le projet à l'endroit de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ont pour objet de compléter le cadre du personnel de la Cellule d'évaluation et d'orientation auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale par la fonction de médecin-directeur et par la carrière de l'infirmier gradué.

Compte tenu du volume des dossiers à traiter en matière d'assurance dépendance, l'effectif de la Cellule a dû être adapté sensiblement depuis la création de la nouvelle branche de risque en 1998. Par ailleurs, de nouvelles attributions ont été confiées au service, notamment dans le domaine de la qualité des prestations allouées aux bénéficiaires d'aides et de soins. Aussi le projet prévoit-il la création de la fonction de médecin-directeur, chargé de la direction de la Cellule d'évaluation et d'orientation. La création de la carrière de l'infirmier gradué répond, de son côté, au souci de disposer d'un personnel qualifié en matière de contrôle de la qualité.

Le projet a été complété par des amendements destinés à opérer des adaptations du Code de la sécurité sociale et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État devenues nécessaires suite à l'introduction du statut unique par la loi du 13 mai 2008.

Le nouveau site

www.chd.lu

online

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 02.10.2008

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

29.01.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.02.2009 Adoption d'une série d'amendements

02.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 13 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°104, page 1546

SIGRE

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Le projet de loi a pour objet l'autorisation par le législateur de l'allocation d'une contribution de l'État aux investissements effectués ou à effectuer sur les installations de la décharge Muertendall exploitée par le syndicat intercommunal SIGRE, qui regroupe les communes des trois cantons de l'Est. La constitution de ce syndicat avait été autorisée par un arrêté grand-ducal du 28 février 1974, les nouveaux statuts syndicaux, basés sur la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, ayant par la suite été approuvés par un arrêté grand-ducal du 31 mars 2008.

Le montant de la contribution étatique est calculé sur base des critères d'éligibilité prévus par la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement et représente, en vertu de l'article 4, lettre g) de la loi en question, un taux de 25%, soit 9.207.607,21 euros, du montant d'investissement global de 36.830.428,82 euros. Comme cette participation dépasse le seuil de 7.500.000 euros, prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 précitée, l'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution.

En fixant un montant de l'aide étatique à ne pas dépasser, le projet de loi sous examen est également en ligne avec les dispositions de l'article 5, paragraphe 3, de la loi du 31 mai 1999.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

12.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.04.2009 Désignation d'un rapporteur

06.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

Installations hydroélectriques de Rosport

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport, d'une part, et à la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport, d'autre part. Les dépenses occasionnées par le projet sont fixées à 16,1 millions d'euros.

Installations hydroélectriques

Depuis la mise en service de la centrale, les ouvrages de génie civil n'ont fait l'objet d'aucune intervention majeure. Suite au constat que les dégradations notamment du tronçon aval du chenal d'amenée devenaient plus importantes aussi bien en envergure qu'en gravité, des études, ainsi que des campagnes d'investigation, ont été effectuées sur l'ensemble des ouvrages du site de Rosport pour réévaluer les conditions d'exploitation et de sécurité.

Le projet de réhabilitation arrêté sur base des résultats de cette vérification comportera ainsi une imperméabilisation du canal d'amenée vers la centrale hydroélectrique dont les conditions de stabilité ne sont plus assurées. En vue de rencontrer les problèmes dus aux sédiments dans la retenue, un dévasage régulier sera désormais prévu sous forme d'augmentations temporaires périodiques de la vitesse d'écoulement de l'eau de la Sûre permettant d'accroître sa capacité d'érosion, ce qui constitue par ailleurs aussi une mesure anti-crues efficace. Les ponts routiers traversant à deux endroits le canal d'amenée seront remis en état. Par ailleurs, il faudra reconstruire la prise d'eau à l'entrée dudit canal et remettre en état la station de pompage installée près du pont frontalier de Rosport.

Mise en conformité de la continuité de la Sûre

Les travaux prévus consistent dans la remise en état de la passe à poissons existant à la hauteur du barrage principal et dans la construction d'une nouvelle passe au droit de l'usine hydroélectrique. Des mesures supplémentaires sont prévues pour mieux protéger les anguilles. Enfin, une turbine supplémentaire sera aménagée sur le barrage principal. Elle servira à compenser la réduction du débit d'eau dirigée dans le canal et augmenter dès lors le débit dans la boucle de la Sûre, option retenue en vue d'améliorer les conditions de migration des poissons.

Cette mise en conformité de la continuité de la Sûre est à voir à la lumière de la nouvelle loi cadre sur l'eau qui transpose la Directive 2000/60/CE et qui oblige les États membres de la Communauté européenne à rétablir le bon état écologique des eaux de surface et notamment la continuité des rivières jusqu'en 2015.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement)

10.11.2008 Désignation d'un rapporteur

09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

26.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot)

09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 23.04.2009

Loi du 13 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°109, page 1618

«Härebierg»

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Le projet de loi s'inscrit dans un vaste programme de réhabilitation des infrastructures militaires de la Caserne Grand-Duc Jean à réaliser en cinq étapes qui sont d'une telle envergure que pour chacune d'entre elles un projet de loi doit être élaboré et voté.

La première phase qui constitue l'objet du texte sous rubrique porte sur la mise à niveau des infrastructures techniques primaires. Les quatre autres phases du programme de rénovation sont:

- la réhabilitation des infrastructures du stand de tir Bleesdall;

- la construction d'un hall logistique qui fait l'objet du projet de loi 5999 déposé à la Chambre des Députés le 4 mars 2009 par le Ministre des Travaux publics;

- la modernisation des bâtiments existants de la caserne et la construction d'un hall sportif;

- la construction d'un nouveau dépôt de munitions au plateau «Botterweck».

Ce projet d'envergure s'explique par le fait que les infrastructures de la caserne militaire Grand-Duc Jean qui ont été construites dans les années 50 n'ont jamais été pour la majeure partie soumises, jusqu'à ce jour, à des travaux de modernisation. Elles se retrouvent dès lors dans un état de vétusté avancé, elles ne répondent plus aux normes techniques de sécurité et de performance énergétique actuelles et elles ne correspondent plus aux besoins fonctionnels de l'armée.

La mise à niveau préliminaire des réseaux techniques primaires envisagée dans le présent projet de loi est primordiale pour mener à bien la suite des transformations envisagées.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.11.2008

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement)

24.11.2008 Désignation d'un rapporteur

09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

26.03.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot)

09.03.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.03.2009 Information par M. le Ministre

Vote en séance publique: 23.04.2009

Loi du 19 mai 2009

Mémorial A 2009, N°121, page 1719

Produits chimiques dangereux

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Le présent projet de loi exécute en droit national le règlement CE N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Le règlement communautaire met en œuvre la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement informé préalable applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, dite Convention „PIC", telle qu'elle a été signée le 11 septembre 1998 et telle qu'elle fait l'objet de la loi d'approbation du 6 mai 2000.

La Convention PIC régit les importations et exportations de certains produits chimiques et pesticides dangereux. Le principe fondamental sur lequel la Convention repose est le consentement préalable en connaissance de cause. Dans le cadre de la Convention, cela signifie qu'un produit chimique qui est visé par la convention ne peut être exporté qu'avec le consentement préalable de l'importateur. La convention instaure ainsi une procédure pour connaître et faire connaître les décisions des pays importateurs et mettre ainsi en œuvre le principe du CIP (consentement informé préalable) dans le commerce international des produits chimiques. Elle prévoit des dispositions exigeant des informations détaillées relatives aux produits pour que cette décision soit prise après avoir pris connaissance des propriétés et des effets des produits notamment sur la santé humaine et sur l'environ-

nement. La convention s'applique aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés et aux préparations pesticides extrêmement dangereuses. Actuellement, plus de 30 produits chimiques sont soumis à la procédure de CIP. Néanmoins, certains produits sont exclus du champ d'application, comme les stupéfiants et les substances psychotropes, les matières radioactives, les déchets, les produits pharmaceutiques, les armes chimiques,…

Le règlement CE N°689/2008 repose sur les principes directeurs suivants:

- les règles s'appliquent tant aux produits chimiques dangereux interdits ou strictement réglementés pour une ou pour les deux catégories d'utilisation prévues par la convention, c.-à-d. en tant que pesticides ou produits chimiques à usage industriel, qu'aux produits chimiques dangereux, tels quels en tant que substances ou contenus dans une préparation ou un article, qui ont été interdits ou strictement réglementés dans la Communauté en tant que produits phytopharmaceutiques, autres formes de pesticides ou produits chimiques industriels destinés aux professionnels ou au grand public. Elles s'appliquent également aux produits chimiques qui sont soumis à la procédure internationale du consentement informé préalable. Elles s'appliquent également aux articles renfermant des produits chimiques qui sont susceptibles d'être libérés dans l'environnement dans certaines conditions normales d'utilisation ou d'élimination et qui sont interdits ou strictement réglementés dans la Communauté pour une ou plusieurs des catégories d'utilisation définies dans la convention, ou soumis à la procédure internationale CIP; certains produits chimiques et articles renfermant des produits chimiques particuliers qui n'entrent pas dans le champ d'application de la convention mais qui suscitent des préoccupations particulières ne peuvent en aucun cas être exportés;

- la procédure de notification couvre les exportations de la Communauté dans tous les pays tiers, que ces derniers soient ou non parties à la convention ou qu'ils participent ou non à ces procédures;

- les exportateurs et les importateurs sont tenus de fournir des informations sur les quantités de produits chimiques faisant l'objet d'un commerce international et relevant du règlement;

- les mesures de réglementation communautaires ou nationales finales interdisant ou réglementant strictement des produits chimiques ou, dans les cas où les critères requis ne sont pas remplis, du moins des informations y relatives sont notifiées au secrétariat de la convention en vue, le cas échéant, de leur intégration dans la procédure internationale CIP;

- la Communauté européenne est tenue de prendre des décisions concernant l'importation dans la Communauté des produits chimiques qui sont soumis à la procédure internationale CIP;

- les États membres et les exportateurs doivent être informés des décisions des pays importateurs en ce qui concerne les produits chimiques soumis à la procédure CIP et les exportateurs doivent les respecter;

- aucun produit chimique interdit ou strictement réglementé dans la Communauté et répondant aux critères requis par la convention ou relevant de la procédure internationale CIP ne peut être exporté sans le consentement explicite du pays importateur concerné, que ce dernier soit ou non partie à la convention. Une procédure spécifique concerne les cas où, en dépit de tous les efforts raisonnables consentis, aucune réponse n'est obtenue de la part du pays importateur, afin d'autoriser les exportations de certains produits chimiques à titre provisoire dans des conditions spécifiées;

- la Commission dispose d'une base de données afférentes;

- les produits chimiques doivent avoir une durée de conservation adéquate afin qu'ils puissent être utilisés de manière efficace et en toute sécurité. En ce qui concerne les pesticides notamment, et en particulier ceux qui sont exportés vers les pays en développement, il est indispensable de fournir des informations sur les conditions de stockage appropriées, et d'utiliser un conditionnement adéquat et des conteneurs de taille correcte afin d'éviter la création de stocks impossibles à écouler;

- les informations concernant les mouvements de transit de produits chimiques soumis à la procédure internationale CIP sont fournies aux parties à la convention qui en font la demande;

- les règles communautaires en matière d'emballage et d'étiquetage et les autres exigences concernant les informations relatives à la sécurité s'appliquent à tous les produits chimiques dangereux destinés à être exportés vers les parties et les autres pays, à moins que ces dispositions ne soient incompatibles avec des exigences particulières des pays importateurs, compte tenu des normes internationales applicables;

- les États membres désignent des autorités telles que les autorités douanières, chargées de contrôler les importations et exportations des produits chimiques en question et ceci sur base notamment d'un système de codes confirmant la conformité aux règles et destiné à être utilisé dans les déclarations d'exportation. Ils sont également tenus de prévoir des sanctions appropriées en cas d'infraction;

- le règlement encourage le partage des responsabilités, la coopération et l'assistance technique en la matière.

Le projet de loi 5957 désigne l'autorité nationale chargée d'exercer les fonctions administratives requises par le règlement. Il introduit des dispositions ayant trait à la recherche et à la constatation d'infractions. Il prévoit des sanctions pénales applicables aux violations de dispositions du règlement CE. Il y a lieu de relever qu'en application de la Convention PIC dont l'article 4 requiert la désignation d'une ou de plusieurs autorité(s) nationale(s), le Ministère de l'Environnement fait fonction d'autorité nationale, le Ministre de l'Environnement faisant fonction de correspondant officiel national. Les compétences des ministres et administrations en matière de produits chimiques dangereux visés par le règlement communautaire et de leur mise sur le marché restent d'application, alors que ce règlement requiert tout particulièrement la désignation d'une ou de plusieurs autorité(s) nationale(s) dans le cadre d'une procédure communautaire de notification et d'information qui est centralisée par la Commission.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

12.03.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.04.2009	Désignation d'un rapporteur
06.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2009

www.chd.lu

École de la 2e chance

5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2e chance

Le projet de loi a comme objet de créer une base légale pour la mise en œuvre d'une nouvelle structure d'enseignement à l'intention de tous les élèves qui pour des raisons d'échec scolaire, de mauvais choix au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle et de manque de motivation ont décroché des classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique, afin de leur donner une 2e chance éducative.

1. Les origines de l'École de la 2e chance

Les origines de «l'École de la deuxième Chance» remontent à 1995 lorsque la Commission européenne adoptait un Livre blanc sur l'éducation et la formation, intitulé «Enseigner et apprendre: vers la société cognitive». Un des objectifs formulés était la lutte contre l'exclusion.

Même si le taux de décrochage des jeunes Luxembourgeois a diminué significativement ces dernières années, une étude gouvernementale montre que chaque année quelque 300 jeunes décrochent de notre système scolaire et se trouvent menacés de marginalisation. Pour ces élèves, toutes les mesures actuelles ne suffisent pas pour les amener à une qualification. Ainsi, une École de la 2e chance constitue une offre pédagogique pour au moins ces jeunes décrocheurs sans aucune occupation.

2. Le concept de l'École de la 2e chance

L'École de la 2e chance fait partie intégrante du système de formation initiale. La formation offerte à l'École s'adresse en principe aux jeunes décrocheurs scolaires âgés de 16 à 24 ans compris. L'objectif de l'École peut être résumé comme suit:

- amener les jeunes décrocheurs à retrouver la motivation à s'engager dans un parcours scolaire;

- développer les compétences générales, pratiques et sociales qui leur permettront de (ré)intégrer les classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique, l'apprentissage ou le marché de l'emploi.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

04.02.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
16.02.2009	Examen des articles
04.03.2009	Continuation de l'examen des articles
02.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 12 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°105, page 1550

Aides en faveur des classes moyennes

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Le projet de loi a comme objet d'augmenter, d'une part, les plafonds d'intensité brute maximale des aides pour les investissements dans les immobilisations corporelles et incorporelles (de 7,5% à 10% pour les petites et moyennes entreprises et de 15% à 20% pour les petites entreprises) et, d'autre part, de porter le plafond du régime d'aide «de minimis» de son maximum actuel de 100.000 euros à 200.000 euros. Ce régime permet à des entreprises ne rentrant pas, en raison de leur taille ou d'un autre critère d'éligibilité, dans le cadre d'un des mécanismes d'aides définis par la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, de bénéficier d'une aide sur trois ans.

Ces adaptations sont basées, d'une part, sur le Règlement (CE) N°800/2008 de la Commission européenne du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), et, d'autre part, sur le règlement (CE) N°1998/2006 de la Commission européenne du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides «*de minimis*».

Les notions petites et moyennes entreprises et petites entreprises sont empruntées aux dispositions européennes qui rangent parmi les petites entreprises celles ayant moins de 50 employés et parmi les petites et moyennes entreprises celles comptant entre 50 et 250 employés.

Les crédits budgétaires prévus pour l'exercice 2009, en rapport avec les aides à l'investissement visées, s'élèvent à 10.850.000 euros. Il s'agit d'une augmentation de 1.150.000 euros par rapport à l'exercice 2008. À l'intensité d'investissement constante des entreprises à l'avenir, et dans l'hypothèse d'un respect intégral de la condition de déclaration préalable, il y a lieu de s'attendre à long terme à une hausse supplémentaire du coût budgétaire annuel de l'ordre de 2.000.000 euros.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président: M. Norbert Haupert):

25.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen des avis
22.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 28 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1888

Maisons de soins Vianden

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

Le projet de loi sous examen a pour but d'autoriser l'État à participer au financement d'une nouvelle maison de soins à construire à Vianden.

Cette dernière a pour vocation de remplacer les deux structures d'accueil pour personnes âgées existantes à Vianden à savoir, d'une part, le centre intégré pour personnes âgées actuellement abrité dans l'ancien couvent des Trinitaires et, d'autre part, la maison de soins sise rue du Sanatorium.

Sur base des nouvelles connaissances acquises par la gérontologie, la priorité est désormais donnée à des formes d'hébergement qui privilégient une autonomie maximale et qui offrent le service le plus adéquat possible au regard de l'état de chaque pensionnaire. Les droits, la dignité et la compétence de décision de la personne âgée sont au centre de la prestation de services et l'accent est mis sur une assistance globale et stimulante. Ainsi, le client doit être motivé à organiser activement son quotidien et à ne solliciter que les aides indiquées dans sa situation propre compte tenu de ses possibilités et limites.

L'aide étatique qu'il est proposé d'allouer au projet sous rubrique répond aux critères fixés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique. Le financement de la maison de soins à construire à Vianden sera assuré par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» auquel l'État accorde une participation financière à raison de 70% alors que le projet répond à un besoin urgent tant au plan régional que national.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

06.04.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

01.04.2009 Désignation d'un rapporteur
06.04.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2009

Loi du 19 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°121, page 1718

Accès aux banques de données

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Le projet de loi sous examen vise à modifier ponctuellement certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police qui ont été introduites par la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales et portant modification du Code d'instruction criminelle, de la loi modifiée du 31 mai du 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et de loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire.

Il est rappelé dans ce contexte que la loi du 22 juillet 2008 vise à renforcer les moyens d'action des autorités de poursuite notamment dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité voire le crime organisé et le terrorisme. Elle entend entre autres garantir aux autorités de poursuites (magistrats du ministère public, juges d'instruction, officiers de police judiciaire), sous certaines conditions, un accès automatisé à certaines banques de données mises en œuvre par des personnes morales de droit public telles que des administrations ou des services publics, et ce via la mise en place d'un cadre légal approprié. Une lutte efficace contre la criminalité requiert, en effet, à côté des ressources humaines et des équipements techniques adéquats, l'existence d'un cadre légal approprié pour permettre l'accès à certains traitements de données à caractère personnel.

Au-delà de la mise en place d'un cadre légal visant à régler l'accès à certains traitements de données à caractère personnel, la loi du 22 juillet 2008 vise également à améliorer la prise d'empreintes digitales et de photographies et leur utilisation ultérieure dans le cadre de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales.

Une adaptation de la loi du 22 juillet 2008 s'est avérée nécessaire en constatant, au moment de son entrée en vigueur et partant de son exécution, que certaines dispositions ne pouvaient quasiment pas être mises en œuvre et d'autres requerraient la mobilisation de ressources humaines, financières et techniques disproportionnées par rapport aux objectifs poursuivis.

Le fait que le projet de loi vienne adapter certaines dispositions introduites par la loi du 22 juillet 2008 précitée ne modifie en rien l'objet même de cette loi qui demeure identique. Le projet de loi sous rubrique ne remet pas non plus en question les garanties en termes de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel attachées à la loi du 22 juillet 2008.

À noter que dans la mesure où les dispositions de la loi du 22 juillet 2008, que le projet de loi sous rubrique entend adapter, se trouvent intégrées soit dans le Code d'instruction criminelle, soit dans la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, il est procédé non pas à une modification de la loi du 22 juillet 2008, mais à une modification des dispositions afférentes du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999.

Les principaux changements

Parmi les principaux changements proposés par le texte sous examen par rapport aux dispositions introduites par la loi du 22 juillet 2008 précitée on peut citer:

- l'extension de l'accès informatique direct aux fichiers en cause voire à certains fichiers au procureur général d'État, aux membres des parquets et au personnel de l'administration judiciaire

Actuellement, seul le procureur d'État, ainsi que les officiers de police judiciaire agissant sur son instruction, peuvent accéder directement, par un système informatique, aux données à caractère personnel d'une série de fichiers tels que le registre général des personnes physiques et morales créé par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; le fichier relatif aux affiliations des salariés, des indépendants et des employeurs géré par le Centre commun de la sécurité sociale sur base de l'article 321 du Code des assurances sociales, à l'exclusion de toutes données relatives à la santé; le fichier des demandeurs d'asile exploité pour le compte du service des réfugiés du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions; le fichier des titulaires et demandeurs de permis de conduire exploité pour le compte du ministre ayant les Transports dans ses attributions en passant par le fichier des demandeurs de visa exploité pour le compte du bureau des passeports, visas et légalisations du ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions ou encore le fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, exploité pour le compte de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Le projet de loi vient conférer tout d'abord un tel accès informatique également au procureur général d'État. Ce dernier dispose de certaines attributions particulières et propres qui requièrent l'accès à certains fichiers voire dont l'exécution est grandement facilitée par un tel accès.

Le projet de loi sous examen précise également que les membres des parquets ont eux aussi accès aux fichiers concernés.

Il est admis que chaque parquet est en principe *«un et indivisible»,* de sorte que les membres d'un parquet représentent toujours le procureur général d'État respectivement le procureur d'État et peuvent se remplacer mutuellement. De ce point de vue, la question de savoir s'il est indispensable d'ajouter formellement les membres des parquets parmi les personnes pouvant accéder aux fichiers en question peut se poser. Aux yeux des auteurs du projet de loi sous rubrique cependant, la réponse à cette question doit être formulée en tenant compte non pas des attributions classiques des parquets, mais des impératifs de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Or, celle-ci exige que toute personne, qui peut avoir accès à un fichier contenant des données à caractère personnel, soit individualisée.

La consultation par les parquets de manière générale, c.-à-d. par le parquet général et les parquets d'arrondissements, des différents fichiers se justifie par la nécessité de préparer p.ex. des citations à l'audience. Il est dans ce cas indispensable de savoir où habite la personne que l'on souhaite citer. Il est, dès lors, normal que les parquets puissent accéder directement au fichier général des personnes physiques et morales. La consultation de ce fichier de même que d'autres fichiers sont indispensables en matière d'exécution des peines. L'accès au fichier des titulaires et demandeurs de permis de conduire est p.ex. utile dans les affaires pénales de circulation routière et en matière d'exécution des peines concernant de telles affaires. Quant au fichier des armes prohibées, il contient d'importantes informations qui peuvent être utiles pour déterminer, entre autres, la dangerosité d'un auteur présumé sur le point d'être interpellé ou encore de faire l'objet d'une mesure d'exécution de peine.

Dans la mesure où la consultation des fichiers en question est une tâche administrative, qui n'est évidemment pas effectuée par le procureur général d'État ou par le procureur d'État en personne, il est proposé de préciser que les membres du personnel de l'administration judiciaire peuvent y avoir accès aussi, sauf en ce qui concerne le fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, exploité pour le compte de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (fichier n° 9).

- l'extension de l'accès informatique direct aux fichiers en cause voire à certains fichiers aux agents de police judiciaire, aux membres du cadre administratif et technique de la police ainsi qu'à certains membres de l'Inspection générale de la Police

Actuellement, seuls les officiers de police judiciaire ont, en vertu de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police précitée, un accès informatique direct à certains fichiers. La limitation de l'accès aux seuls officiers de police judiciaire s'est avérée comme une restriction empêchant dans la pratique une bonne exécution des missions légales de la police.

Le projet de loi sous rubrique prévoit d'y remédier en permettant aux agents de police judiciaire ainsi qu'à certains membres du cadre administratif et technique de la police, nommément désignés par le ministre ayant la Police dans ses attributions sur proposition du directeur général de la Police, et en fonction de leurs attributions, d'accéder auxdits fichiers, à l'exception notable de celui relatif à la TVA.

Il échet de relever dans ce contexte que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, qui a, entre autres, introduit l'article 34-1 précité, un grand nombre de tâches effectuées par les agents de police judiciaire sont devenues impossible à accomplir du fait que les agents de police judiciaire n'ont pas le droit de consulter les fichiers visés par l'article 34-1 auxquels – il n'est pas inutile de le rappeler – la police avait accès sur base de dispositions légales précédentes.

La plupart des affaires de police exigent un travail de recherche plus ou moins minutieux. Dans la mesure où un grand nombre de missions sont réservées par la loi aux officiers de police judiciaire, il appartient aux agents de police judiciaire de les décharger de certaines tâches et partant d'accomplir des missions de recherche ou de vérification nécessaires. Ainsi p.ex., en cas de crime flagrant ou de disparition de personnes, seuls les officiers de police judiciaire ont le droit d'enquêter sur le «terrain».

Ils ne pourraient pas exécuter correctement leurs missions s'ils n'étaient pas secondés efficacement par les agents de police judiciaire qui leur fournissent des informations préalablement recherchées ou vérifiées.

Peuvent être cités en tant qu'exemples à cet égard l'homicide commis en octobre 2008 lorsqu'une femme a été abattue près de la LUXEXPO, ou encore l'incident survenu en mars 2009 à Tétange où des coups de feu ont été tirés sur la voie publique. Dans ces cas, certains éléments d'enquête sont susceptibles d'être retardés (p.ex. la consultation du fichier des armes (N°10), précisément par le fait que les officiers de police judiciaire sont «sur le terrain» tandis que des agents de police judiciaire ou des membres du personnel civil se trouvent au bureau et pourraient, par la consultation du fichier, utilement soutenir les officiers de police judiciaire.

Il échet encore de relever dans ce contexte que la différence objective entre les officiers de police judiciaire et les agents de police judiciaire est largement surestimée. La différence qui existe entre ces deux catégories de policiers ne réside ni dans les études ou formations, ni dans les aptitudes ou compétences des officiers de police judiciaire par rapport aux agents de police judiciaire. Cette différence consiste essentiellement en un examen de passage après six ans de service préparant les agents aux missions incombant aux officiers de police judiciaire.

L'exigence d'une présence policière plus accrue sur le terrain implique nécessairement que les policiers soient déchargés de certaines tâches administratives. C'est dans cet ordre d'idées que, depuis un certain temps, la police recrute du personnel civil dont le nombre n'est pas négligeable. Parmi ce personnel figurent entre autres des spécialistes en économie ou en finances voire des ingénieurs. Certains services sont, par ailleurs, composés quasi exclusivement de personnel civil tel que p.ex. le service informatique ou les secrétariats, mais également les sections «Écofin» ou «Nouvelles technologies» du Service de police judiciaire. Il est, dès lors, évident que l'accès aux fichiers doit leur être également autorisé, du moins en ce qui concerne la plupart des fichiers.

Le projet de loi sous rubrique prévoit également que l'Inspection générale de la Police a un accès direct aux traitements de données à caractère personnel. Les membres issus de la carrière des inspecteurs ainsi que ceux de la carrière de l'attaché de direction auront, à côté de l'Inspecteur général de la Police et des membres issus du cadre supérieur de la Police, un accès informatique direct à ces fichiers, à l'exception du fichier relatif à la TVA (fichier n°9). L'accès à ce dernier fichier est réservé aux membres de l'Inspection générale de la Police investis des pouvoirs conférés aux officiers de police judiciaire conformément à l'article 76.

- une distinction plus claire des pouvoirs propres des magistrats et des policiers

En supprimant le bout de phrase *«(…) ainsi que les officiers de police judiciaire agissant sur son instruction (…)»* au niveau de l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle, le projet de loi sous rubrique opère un changement radical de logique.

Actuellement, cet article constitue la base légale sur laquelle le procureur d'État ainsi que les officiers de police judiciaire peuvent accéder aux fichiers en question, si ces derniers agissent sur instruction du procureur d'État. Or, les officiers de police judiciaire peuvent accéder aux mêmes fichiers en vertu de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police lorsqu'ils agissent en tant que policiers en matière de police administrative. Le projet de loi, par souci de simplification et afin de mieux distinguer les pouvoirs propres aux magistrats et aux policiers, prévoit que l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle servira désormais uniquement comme base légale lorsque des magistrats et les membres de leur personnel accèdent auxdits fichiers, tandis que la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police sera, en toutes hypothèses, la base légale permettant aux policiers d'accéder aux fichiers. Dans cette dernière hypothèse, il importe peu que les policiers agissent sur base de pouvoirs propres ou sur instruction d'un magistrat.

- la possibilité d'accéder aux fichiers concernés quelle que soit l'infraction qui motive la consultation

Le paragraphe (3) actuel de l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle prévoit que les fichiers en question ne peuvent être consultés que si un certain «seuil de peine» est atteint, c.-à-d. s'il s'agit de faits punis de deux ans d'emprisonnement au moins.

Le projet de loi sous rubrique ne reprend pas cette disposition. Cette décision s'explique par le fait que cette limitation empêche souvent dans la pratique une poursuite efficace voire une poursuite tout court d'un certain nombre d'infractions comme p.ex.: la quasi-totalité des infractions en matière de sécurité routière, toutes punies de peines d'amende uniquement, à l'exception du délit de fuite; la menace d'attentat contre une propriété; les coups et blessures involontaires, volontaires ou commis avec préméditation; l'abandon de famille ou encore la facilitation d'évasion de détenus; l'atteinte à la vie privée en passant par les infractions relatives à la durée de travail et la santé au travail; l'exercice illégal de la profession de médecin ou l'inobservation de mesures de fabrication et d'importation de médicaments.

Un exemple saisissant à cet égard est le cas des infractions de grivèlerie d'essence, punies aux termes de l'article 491 du Code pénal par un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros. En pratique, ces cas ont pu être résolus, avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, par la communication de la plaque de la voiture en cause par l'exploitant à la Police. Après consultation du fichier N°8, la Police a pu contacter immédiatement le conducteur fautif qui, en règle générale, a payé incessamment à l'exploitant le montant dû, afin d'éviter des conséquences plus graves. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2008, la poursuite de ce genre d'infractions devenait quasiment impossible, étant donné que le seuil de peine de deux ans s'imposait non seulement à la Police mais également au Parquet, ce qui avait comme conséquence que le Parquet devait saisir le juge d'instruction d'une requête, afin que le propriétaire ou le détenteur du véhicule n'ait pu être identifié.

D'autres exemples sont ceux de la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, où il y a toujours péril en la demeure et où il est impératif de pouvoir contacter immédiatement par exemple les parents sur leur lieu de travail (moyennant la consultation du fichier N°2), trouver l'adresse de la personne concernée ou vérifier un lien de parenté (consultation du fichier N°1) ou rechercher le propriétaire ou le détenteur d'un véhicule suspect (consultation du fichier N°8).

À noter dans ce contexte que les écoutes téléphoniques ou le repérage de télécommunications ne sont possibles qu'en présence d'infractions punies d'un emprisonnement d'au moins deux ans. Or, ces mesures constituent des atteintes autrement plus graves à la vie privée que la simple consultation d'un fichier administratif. Il en résulte que la restriction actuelle non seulement empêche dans de nombreux cas des poursuites, mais qu'elle est disproportionnée.

La suppression de ce seuil s'impose encore lorsqu'on compare les possibilités légales de recherche d'informations au niveau national avec celles existantes au niveau international, c.-à-d. dans le cadre de la coopération policière et judiciaire internationale.

En comparant les articles 12 du Traité de «Prüm» du 27 mai 2005 et de la décision «Prüm» de l'Union européenne du 23 juin 2008 relatifs à la consultation automatisée transfrontalière de plaques d'immatriculation de voitures avec les articles 48-24 du Code d'instruction criminelle et 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police dans leurs versions actuelles, force est de constater qu'il existe actuellement un très grand nombre d'hypothèses dans lesquelles les policiers luxembourgeois peuvent légalement obtenir la plaque minéralogique d'un véhicule immatriculé dans un autre État membre, tandis que cela n'est pas possible pour un véhicule immatriculé au Luxembourg. Pire encore, dans ces mêmes hypothèses, les policiers des autres États membres ont accès à des plaques d'immatriculation luxembourgeoises qui ne sont pas accessibles aux policiers luxembourgeois.

C'est précisément dans le cadre de la coopération judiciaire et policière internationale que le «seuil de peine» a des répercussions dommageables pour le Luxembourg, alors qu'un grand nombre d'entraides internationales ont comme objet la vérification d'une adresse, d'une date de naissance, d'une plaque d'immatriculation d'un véhicule, d'une autorisation en matière d'armes ou encore de la situation professionnelle d'une personne.

Or, à l'heure actuelle, les autorités luxembourgeoises compétentes – le procureur général d'État, le procureur d'État ou la police – ont le choix entre deux options: soit elles informent l'autorité requérante qu'elles ne peuvent pas répondre favorablement à cette demande, soit elles font les démarches procédurales nécessaires afin que le fichier concerné soit accessible sur base d'un mandat du juge d'instruction. À l'évidence, il s'agit d'un dilemme; quelle que soit l'option choisie, la solution est préjudiciable soit à une bonne coopération internationale – indispensable pour le Luxembourg – soit au bon fonctionnement de la justice luxembourgeoise.

La disposition en cause risque, par ailleurs, d'être une source d'insécurité juridique considérable. En effet, surtout à un stade précoce d'une enquête – où la collecte d'informations est précisément très importante – il est parfois difficile voire impossible de conférer une qualification précise à des faits. Or, en application de l'article 48-2 du Code d'instruction criminelle, la nullité de toute une enquête pourrait être prononcée sur base du simple fait que des informations ont été consultées pour des faits qui, en fin de compte, ont été requalifiés par le juge du fond pour retenir une qualification punie d'une peine de moins de deux ans d'emprisonnement. Se pose, dès lors, la question de savoir si la consultation des fichiers serait illégale *ab initio* voire si le magistrat ou le policier qui a procédé à la consultation engage sa responsabilité pénale et/ou disciplinaire.

Il est encore à souligner qu'une restriction pareille n'est pas prévue en d'autres matières et s'explique difficilement notamment par rapport aux dispositions de l'article 138 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, aux termes duquel le ministre compétent peut accéder, également par un système informatique direct, à des fichiers qui sont soit les mêmes fichiers que ceux visés à l'article sous examen, soit des fichiers qui sont d'une sensibilité tout à fait comparable. Les agents des services concernés pouvant exercer cet accès sont déterminés par règlement grand-ducal, sans que cette loi ne prévoie la moindre restriction à cet égard. S'il est vrai qu'un seuil de peine ne ferait guère de sens en matière d'immigration, puisque le but en cette matière n'est pas de poursuivre des infractions pénales, toujours est-il qu'il s'agit néanmoins dans une large mesure des mêmes données et elles ne sont pas plus ou moins sensibles suivant qu'elles sont consultées à des fins d'immigration ou à des fins de poursuites pénales.

Par ailleurs, force est de constater qu'un nombre impressionnant de fonctionnaires et d'agents publics, étatiques et communaux, ont un accès informatique direct à sensiblement les mêmes fichiers, sans être soumis à une restriction similaire et sans avoir reçu, en règle générale, une formation comparable à celle dispensée aux magistrats et aux policiers.

Pour l'ensemble de ces considérations, il a été proposé par les auteurs du projet de loi de ne plus limiter l'accès aux fichiers pour des faits qui emportent une peine privative de liberté dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.

- divers

Parmi les changements importants à la législation existante, on peut encore noter que la durée de conservation des données de retraçage est désormais fixée à trois ans. La loi du 22 juillet 2008 ne faisait que prévoir l'obligation de retraçage des informations relatives au magistrat ou à l'officier de police judiciaire agissant sur son instruction ayant procédé à la consultation, des informations consultées, de la date, de l'heure et de la référence aux faits déterminés au sujet desquels la consultation a été effectuée, ainsi que du motif précis de la consultation sans indiquer la durée de conservation des données de retraçage.

Le projet de loi sous rubrique prévoit également que l'autorité de contrôle telle qu'instituée à l'article 17 paragraphe (2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel transmet au ministre en exécution de la loi de 2002 précitée un rapport ayant trait à l'exécution de sa mission de contrôle. Le ministre en fait parvenir chaque année une copie à la Chambre des Députés.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

25.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Autoroutes de l'information

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Le projet de loi 5996 a pour objet la modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information. La loi précitée avait comme objectif primaire l'amélioration de la connectivité internationale du Luxembourg par la mise en place d'un réseau à très haut débit reliant un centre situé au Grand-Duché et les centres primaires d'accès à l'Internet à l'étranger.

Afin d'atteindre le but qu'il s'était posé, le Gouvernement luxembourgeois avait créé en 2006 la société anonyme LUXCONNECT, un organisme de droit privé, doté de 500.000 euros de capital détenu par l'État avec une participation de départ marginale de la SNCI. Pour sa mission, LUXCONNECT S.A. n'avait pas le droit de dépenser plus de 30 millions d'euros, dont 17 millions d'euros étaient d'ores et déjà inscrits comme crédit à l'exercice budgétaire de l'année 2007.

La mise en service du réseau LUXCONNECT, qui est actuellement en déploiement tant au niveau national qu'international, se fera par phases, la première étant prévue pour le printemps 2009. Conformément au plan initial, aucun investissement supplémentaire n'avait été prévu pour cette année. En effet, une première extension du centre d'hébergement à Bettembourg avait été programmée pour 2010 voire 2011 et des investissements additionnels, notamment dans un deuxième centre situé au nord de la capitale, allaient se faire en 2011 et 2012 voire après seulement.

Or, vu la situation économique difficile, le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'avancer les travaux et de les concentrer sur les exercices budgétaires 2009 à 2011. Il s'agit de l'extension du centre de Bettembourg, de la réalisation d'un deuxième centre d'hébergement et de travaux sur le réseau et la connectivité internationale et nationale.

Dans cette optique, le Gouvernement propose de modifier l'article 3 de la loi du 22 décembre 2006, limitant les dépenses occasionnées par la loi en question à 30 millions d'euros, en précisant que les dépenses pour réaliser les investissements nécessaires à une mise à niveau des infrastructures électroniques devront se limiter à 30 millions d'euros pour l'année 2009 et à 35 millions d'euros par an pour les années 2010 et 2011.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

30.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi

22.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2009

Loi du 12 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°102, page 1527

Le nouveau site

www.chd.lu

online

SÉANCE 43

Présidence: M. Laurent Mosar, Vice-Président

Jeudi, 23 avril 2009

Sommaire

1. 5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Fabienne Gaul, M. Claude Meisch, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (dépôt d'une documentation), Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Marcel Sauber, M. Eugène Berger, M. Jean Huss, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (répond à M. Henckes)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg

- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

4. 5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydro-électriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Fernand Diederich, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi

- *M. Claude Meisch (retire la motion)*

6. Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Xavier Bettel*
- *Vote (motion adoptée)*

7. 5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 5883 iwwert de Lycée-pilote an den Atert-Lycée. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno opgedeelt. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Gaul, den Här Meisch, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

1. 5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass den 23. Mee 2008 duerch d'Madame Minister vun der nationaler Erzéiung déposéiert ginn. Den 19. Februar 2009 sinn Amendementë vun der Regierung agereecht ginn. Den 3. Mäerz 2009 huet de Statsrot säin Avis ofginn, an de Projet de rapport, deen eis hei virläit, ass an der Réunioun vum 2. Abrëll ugeholl ginn.

D'Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vun engem Lycée-pilote stellt déi legal Basis vum Neie Lycée duer, dee charakteriséiert ass duerch e Régime a plein temps; eng Aarbecht a pedagogeschen Équipen, zesummegesat aus Enseignanten an Éducateuren; en individuellt Tutorat vum Schüler; eng Evaluatioun an engem Geescht vun Orientatioun, an eng Disponibilitéit vun den Enseignanten an de Raimlechkeete vun der Schoul während dem ganzen Dag.

De Moment bitt den Neie Lycée de Cycle d'orientation un, deen déi ënnescht Divisioun an d'Classes polyvalentes vum Enseignement secondaire begräift, also vu Septième bis Quatrième, an den ënneschte Cycle vum Secondaire technique mat dem Régime préparatoire, also vu Septième bis Neuvième.

Déi éischt Evaluatioune vum Lycée-pilote, déi vun der Uni Lëtzebuerg a vun der Evaluatiounskommissioun mat international renomméierte Pedagogen duerchgefouert goufen, ware positiv an ënnersträichen d'Zefriddenheet vun den Eltere souwéi d'Motivatioun vun de Schüler a bescheinegen hinnen am Däitschen, Franséische souwéi an der Mathematik en Niveau, deen duerchaus mat deene vu Schüler aus anere Etablissementer vergläichbar ass.

Ëmmer méi Elteren a Schüler hu gefrot, déi pedagogesch Experienz vum Neie Lycée iwwert den éischte Cycle eraus ze verlängeren, sou datt d'Méiglechkeet vun enger Extensioun studéiert ginn ass.

D'Aféierung vum Cycle supérieur huet een duebelt Zil: éischtens, déi Matièren ze enseignéieren, déi an den offizielle Programmer virgesi sinn, fir d'Schüler op déiselwecht Schlussexame virzebereede wéi d'Schüler aus deenen anere Lycéeën; an zweetens déi Kompetenze verdéiwen, déi am Kader vum pedagogesche Modell am Cycle d'orientation entwéckelt gi sinn an déi op der aktiver Roll an dem autonome Schaffe vum Schüler baséieren.

De Gesetzesprojet gesäit dofir d'Aféierung vun engem Cycle supérieur vir, Cycle de formation genannt, dee modular organiséiert ass. Hie begräift d'Division supérieure vum Sekundarunterrecht souwéi de Cycle moyen a supérieur vum technesche Secondaire. D'Schüler kréien eng allgemeng technesch a berufflech Formatioun, déi hinnen Zougank zu héijere Studië souwéi zum aktive Beruffsliewe bitt.

D'Schüler ginn ugeleet, Mémoiren ze redigéieren, déi als Suite zu deene Kompetenzen, déi am ënneschte Cycle développéiert gi sinn, op eegener Recherche, dem Erstelle vun enger Synthees, op perséinlecher Reflexioun a Presentatioun baséieren. Op der Troisième gëtt de Mémoire als Gruppenaarbecht realiséiert iwwer e Sujet aus der Culture générale, während op der Deuxième een individuelle Mémoire sech op d'Spezialitéit vum Schüler bezitt. An éischter Zäit ginn opgrond vun der Nofro vun de Schüler d'Sektiounen A, B, C, D vum Enseignement secondaire organiséiert. Sollt et sech als opportun erweisen, kënnen och Klassen am Cycle moyen a supérieur vum Secondaire technique geschafe ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics stellt mat Satisfaktioun fest, datt de Gesetzesprojet prezis Bestëmmungen iwwert de Fonctionnement vun den eenzelne Cyclen enthält. Hirer Meenung no kéinten awer eenzel traditionell Disziplinen duerch d'Zesummeleeë vun de Matièren a Module benodeelegt ginn, an d'Ënnerscheeder an de Programmer tëschent dem Lycée-pilote an deenen anere Lycéeë kéinten de Passage vun de Schüler vun engem Lycée an deen anere méi schwiereg maachen.

De Statsrot hätt sech méi Detailer iwwert déi gemaachten Evaluatiounen erwaart, an e besteet drop, datt déi nei Approche, wéi d'Organisatioun a Modulen an d'Redaktioun vu Mémoiren, enger seriöer Evaluatioun ënnerzu gëtt.

D'Unterrechtseenheeten, d'Etüden an déi récréativ Phase gi während aacht Stonnen den Dag während fënnef Deeg an der Woch organiséiert. Fir d'Schüler vun den dräi éischte Joer, den dräi éischte Klassen also, ass d'Participatioun un de gemeinsame Molzeechte geneesou wéi hir Präsenz permanent am Gebai obligatoresch, fir domat de Gedanke vun der Communautéit ze betounen.

De Bulletin, dee vun der pedagogescher Équipe ausgestallt gëtt, gëtt Opschloss iwwert d'Kompetenze vum Schüler an deenen eenzelnen Disziplinen, iwwert d'Aart a Weis wéi e matschafft, wéi seng Astellung zu dem Liewen an der Schoul ass. En enthält och Recommandatioune vum Conseil de classe a Propositiounen, wat d'Orientatioun ubelaangt. Mat Ausnahm vun de Coursë vun der Formation morale et sociale a vun der Instruction religieuse, déi vun der Éducation aux valeurs ersat ginn, an der Redaktioun vun de Mémoirë sinn d'Matièren, déi enseignéiert ginn, déiselwecht wéi op de Klasse vun der Troisième bis Première vun deene verschiddene Sektioune vum Enseignement secondaire.

Mat Ausnahm vun der Éducation physique ass d'Formatioun opgedeelt an obligatoresch Modulen, déi noutwendeg si fir d'Virbereedung op déi ugestrieften Diplomer, souwéi a Module mat Optiounen, déi net méi wéi ee Véierel vum Total vun de Modulen däerfen ausmaachen.

D'Schüler kënnen u komplementären Aktivitéiten deelhuelen, zum Beispill Theater, Konscht, Kultur, Handwierk. Zwou vun deenen Aktivitéite sinn obligatoresch, dorënner d'Éducation physique a sportive. All Schüler gëtt vun engem Tuteur suivéiert, deen en Enseignant aus der pedagogescher Équipe ass. Hie begleet de Schüler bei senger Ausbildung, déi op ëmmer méi Autonomie ausgeriicht ass, an hien ass och e wichtegen Interlocuteur fir d'Elteren.

Hie gëtt bei dëser Aarbecht vun den Éducateurs gradués ënnerstëtzt, deenen hir Tâche folgend Punkte begräift: d'Zesummenaarbecht mat de pedagogeschen Équipen, d'Organisatioun an d'Supervisioun vun den Etüden, d'Ënnerstëtzung an d'Begleedung vun de Schüler bei der Uneegnung vu soziale Kompetenzen, d'Ausaarbechtung vu socioéducative Projeten, d'Erzéiung zum Liewen am Lycée an engem Kontext vu Kooperatioun a Participatioun.

Am Artikel 11bis gëtt d'Promotioun am Cycle de formation geregelt. Si geschitt op Basis vun der Evaluatioun vun de Modulen an den Ajournementer souwéi vun der Akzeptatioun vum Mémoire. All Modulen, all Ajournement gëtt duerch eng Note evaluéiert. De Schüler, deen ongenügend No-

ten huet a méi wéi engem Véierel vun de Modulen, fält duerch. Ee Mémoire, deen net ugeholl gouf, kann eng zweete Kéier am September presentéiert ginn. An allen anere Fäll entscheet de Conseil de classe, ob de Schüler duerchkënnt, ob en duerchfält oder een oder méi Ajournementer kritt.

Fir zu de Module vun der Première zougelooss ze ginn, muss de Schüler d'Deuxième réusséiert hunn, hie muss dann also och seng Mémoirë bestan hunn. Den Artikel 11ter hält fest, datt den Examen de fin d'études secondaires vun de Schüler vum Neie Lycée deeselwechten ass wéi deen, dee fir d'Schüler vun deenen anere Lycéeë besteet, laut Artikel 60 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. Mee 1968 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire.

D'Extensioun vum Neie Lycée bedéngt zousätzlecht Personal: Enseignanten, Éducateure souwéi administratiivt an technescht Personal. Wann den Neie Lycée op Miersch wäert transferéiert ginn, kënnt ee Restaurant scolaire derbäi an en Internat fir honnert Plazen.

Am Artikel 2 gëtt festgehalen, datt iwwert d'Engagementer vum Budgetsgesetz eraus d'Regierung autoriséiert gëtt, folgend Personal anzestellen: fir de Cycle de formation zwee Éducateurs gradués, Bibliothèkaire, Informatiker, dräi Handwierker an dräi Employéeën; fir d'Internat aacht Éducateurs gradués, e Concierge an en Employé, a fir de Restaurant scolaire véier Käch mat CATP a véier Käch ouni CATP an aacht Hëllefsaarbechter.

Ausserdeem musse fir d'Internat vum Atert-Lycée zu Réiden sechs Éducateurs gradués an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Déi waren d'lescht Kéier am Gesetz iwwert de Réidener Lycée vergiess ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Extensioun vum Neie Lycée schreift sech an an de bildungspolitesche Reformkurs vun der Regierung. Mir wënsche vun hei aus de Schüler an den Enseignanten op dësem Wee bonne Chance, an ech ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndleche Bericht. Als éischt Riednerin ass elo d'Madame Gaul agedroen. Madame Gaul, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Fabienne Gaul *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Fernand Diederich, villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2005 an d'Kreatioun vun engem Lycée-pilote huet den Neie Lycée seng legal Basis. Ech ginn net méi am Detail op de Fonctionnement vun dësem Lycée an, well de Rapporteur dëst schonn ausféierlech gemaach huet.

Erlaabt mer just e puer Neierungen aus dësem Schoulsystem erauszesträichen. Esou ginn am Neie Lycée d'Fächer a Form vu Moduler enseignéiert, wourop ech herno nach méi genau zréckkomme wäert. Besonnesche Wäert gëtt och dorop geluecht, dass d'Schüler vu pluridisziplinären Équipen encadréiert ginn an dass all Schüler een Tuteur huet, dee sech ganz individuell ëm hie këmmert an hie während senger Schoulzäit begleet.

Am Moment ginn am Neie Lycée d'Klassen an der Division inférieure an d'Classes polyvalentes vun der Division supérieure vum Enseignement secondaire ugebueden - et geet also ëm d'Klasse vu Septième bis Quatrième - an d'Klasse vum Cycle inférieur vum Secondaire technique mam Régime préparatoire, also d'Klasse vu Septième bis Neuvième.

Et ass hei schonn ënnerstrach ginn, dass d'Vertraue vun den Elteren an och vun de Schüler selwer an den Neie Lycée säit senger Ouverture ëmmer méi grouss ginn ass a weider gëtt. An dat mat Recht: Souwuel eng Evaluatioun vun der Uni Lëtzebuerg wéi och d'Resultater vun enger spezieller Evaluatiounskommissioun si positiv. Deemno sinn d'Connaissancë vun de Schüler aus dem Neie Lycée am Däitschen, am Franséischen an an der Mathematik vergläichbar mat deene vun de Schüler aus deen anere Lycéeën.

Do dernieft hunn dës Schüler eng Rei vu Kompetenzen opgebaut, op déi an anere Schoulen net esou vill Wäert geluecht gouf. Si si geléiert ginn, an der Équipe ze schaffen, eegestänneg Recherchen ze maachen an dës och selbstänneg unzewenden.

Dës Etüde beleeën awer och déi grouss Motivatioun vun de Schüler an hiren Elteren, déi et gëllt ze ënnerstëtzen. Well do, wou ee motivéiert ass, do léiert ee besser an och méi effikass.

Dëse Projet de loi N°5883, deen den 23. Mee 2008 vun der Éducatiounsministesch an der Chamber déposéiert gouf, ass also eng logesch Suite vum Gesetz vum 25. Juli 2005. De Succès vun dem Projet Neie Lycée gëtt den Elteren an de Schüler Recht, dass si och an dem ieweschte Cycle wëlle vun dësem Schoulsystem profitéieren.

Dëse Projet de loi proposéiert also d'Schafe vun engem Cycle supérieur am Neie Lycée, dee souwuel déi Matièren enseignéiert, déi am Programm stinn, well d'Schüler sech jo deemselwechten Examen de fin d'études stelle musse wéi d'Schüler aus deenen anere Lycéeën. Anerersäits sollen déi Kompetenze weider ausgebaut a gefördert ginn, déi am Cycle inférieur opgebaut goufen, wéi eegestännegt Schaffen, Recherchë maachen, Zesummenhäng hierstellen an esou weider, well et sinn dës Qualitéiten, déi ëmmer méi wichteg ginn an och op den Universitéite gefrot ginn. An esou stelle si eng optimal Preparatioun fir d'Schüler duer.

Et gëtt also elo nom sougenannte Cycle d'orientation och e Cycle de formation geschaaft, deen d'Division supérieure vum Enseignement secondaire an de Cycle moyen a Cycle supérieur vum Enseignement secondaire technique beinhalt. Fir d'éischt ginn d'Sektiounen A, B, C an D ugebueden, well dëst der Demande vun den aktuelle Schüler entsprécht. Jee no Besoin kënnen dës Angeboter awer an Zukunft och nach ausgebaut ginn.

D'Organisatioun a Moduler erlaabt méi e rationaalt Léieren, an doduerch, dass eng Partie Coursë gemeinsam mat Schüler vun anere Sektioune stattfënnt, gëtt den Austausch ënnerenee favoriséiert, an d'Schüler léieren och scho fréi, mat kriteschen oder anere Meenunge konfrontéiert ze ginn an an der Diskussioun no Léisungen ze sichen.

Dës Method verhënnert och en Duerchfalen op ganzer Linn, wat oft schold un engem Schoulofbroch ass. Sou kann een duerchaus weiderkommen a just dee Modul mussen nei maachen, deen een net gepackt huet. Op dës Manéier gëtt vill onnéideg Frustratioun verhënnert, an d'Schüler kréien net dat Gefill vermëttelt, datt si versot hunn. Villméi gëtt ee belount fir dat, wat ee kann, amplaz gestrooft ze gi fir dat, wat een nach net esou gutt beherrscht.

Et soll een allerdéngs net mengen, dass dat heescht, dass ee säi Joer geschenkt kréich an dass alles méi einfach gëtt. Au contraire. Et gëtt just villes der Realitéit méi ugepasst. Sou gëtt all Modul ofgeschloss duerch en Examen, dee mam Examen de fin d'études vergläichbar ass. Sou ginn d'Schüler besser op dësen Exame virbereet, an hinne soll esou fréi wéi méiglech d'Angscht virun esou engem Exame geholl ginn. Op déi Manéier verhënnert een, dass dee sougenannte Premièresexamen deen éischten Examen ass, mat deem d'Schüler konfrontéiert ginn.

Vill Wäert gëtt am Neie Lycée op d'Schreiwe vu Mémoirë geluecht, wat bis elo an der Schoul net systematesch geléiert ginn ass, wat awer wichteg ass fir en eegestännegt Schaffen an Iwwerleeën, wat all Schüler herno och am Beruffsliewe wäert brauchen.

An deem Sënn gesäit de Cycle de formation, deen duerch dëse Projet de loi agefouert gëtt, vir, dass op der Klass vun Troisième e kollektive Mémoire an op der Klass vun Deuxième en individuelle Mémoire geschriwwe gëtt. Esou sinn d'Schüler nom Lycée scho gewinnt, selbstänneg Aarbechten ze verfaassen a mussen dëst net eréischt op enger Uni oder op enger eventueller Aarbechtsplaz léieren, wat e considérabele Virdeel duerstellt.

D'Aféiere vun dësem neie Cycle ass natierlech verbonne mat dem Besoin no méi Personal, wat duerch dat neit Angebot entsteet. Anerersäits gesäit dëse Projet de loi e Renforcement vum Personal vum Atert-Lycée vir - den Detail dozou huet den Här Rapporteur eis schonn duergeluecht.

Natierlech muss d'Réussite vum Neie Lycée nach méi genau evaluéiert ginn, mä déi éischt Bewäertungen, souwuel vu bausse wéi och vun den Elteren a Schüler selwer, beweisen, dass dëse Lycée um gudde Wee ass, an dass et wichteg ass, dass dës Schüler hir ganz schoulesch Carrière an dësem System kënne maachen a sech net no e puer Joer erëm mussen un en anere Schoulsystem gewinnen, do, wou dann och déi Kompetenzen, déi am Neie Lycée opgebaut goufen, net méi onbedéngt systematesch weidergefouert ginn.

Dëst ass also e sënnvolle Projet, deen et gëllt ze ënnerstëtzen, an ech ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Gaul Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischt soen, datt mer als Fraktioun - déi allermeeschte Memberen op jidde Fall aus der Fraktioun - dësem Projet wäerten zoustëmmen, obscho mer den initiale Projet zum Neie Lycée ofgelehnt hunn, an obscho mer haut eigentlech och nach ëmmer eng Rei vu Bedenken, Kritiken, Suggestiounen, Commentairen ze maachen hunn. Et ass eis awer wichteg, datt e Projet, dee lancéiert gouf, déi Schüler, déi dorobber vertraut hunn, net an eng Sakgaass féiert, an datt een deenen d'Méiglechkeet gëtt, an deem Projet do kënne weider ze evoluéieren, weider hir Formatioun kënnen ze maachen, déi dann och zu engem Ofschloss féiert.

Eng vun de Kritiken, déi mer beim initiale Projet haten, dat war d'Evaluatioun vun dem Projet. Hei gëtt gesot, datt positiv Resultater ze verzeechne wären. Allerdéngs ass et hei - wéi mer gradesou och bei Eis Schoul gesot hunn - wichteg an eisen Aen, datt dès le départ vun esou engem Schoulprojet d'Critères d'évaluation definéiert ginn, datt eng neutral Evaluatioun ka stattfannen, eng Evaluatioun vu baussen, an net nei geschafen Institutioune sech selwer sollen evaluéieren, fir herno kënnen en objektive Rapport ze maachen an objektiv Konklusioune kënnen ze zéie par rapport zu deem, wat ee sech als Ambitioun am Ufank vun engem Projet gestallt huet.

Et ass en anere Bedenken: Nach wie vor deen, datt mer hei eng Schoul fonctionnéieren hunn, déi aner Moyenen huet, méi Moyenen huet wéi aner Schoulen uechtert d'Land. An do si mer mat Sécherheet d'accord, fir op nei Weeër an der Éducatioun ze goen. Mir mengen allerdéngs, datt een ëmmer muss mat deene Moyenë schaffen, déi eben do sinn. A wa mer nei Weeër wëlle goen, a wa mer wëlle kucken, ob den neie Wee dann och éischter kann erfollegräich sinn, ob en e bessere Wee duerstellt, da muss een natierlech och kucken, ob ee mat deeneselwechte Moyenë geschafft huet wéi op anere Plazen. A wann déi dote Schoul eppes soll sinn, wat herno géif verallgemengert ginn, muss ee jo awer kucken, datt d'Moyenen nach ëmmer déi bleiwen, wéi mer se ebe bereet sinn, fir eisen Enseignement zur Verfügung ze stellen.

Hei ass et och ee Schoulprojet, dee separat gekuckt gëtt, ee Projet, deen am Koalitiounsaccord definéiert gouf, woubäi den Impakt vun dësem Projet op dee ganzen Enseignement natierlech och limitéiert ass an nëmme ka limitéiert sinn. Duerfir hätte mir eis eng aner Iwwerleeung gewënscht, eng Iwwerleeung, wou mer e Kader definéieren, innerhalb vun deem all Schoul eigentlech hätt kënnen hire Wee aschloen, hire System definéieren, hire Projet selwer definéieren, mat deene Leit, déi do schaffen, en fonction vun deene Besoinen, déi an där Schoul, an där Regioun noutwendeg sinn.

Mir bleiwen der Meenung, datt mer net nëmmen ee Schoulsystem hei zu Lëtzebuerg brauchen, eng Aart a Weis fir Schoul ze halen, mä datt do eigentlech Villfalt ugesot ass, well mir hu jo net nëmmen ee Kand hei am Land, an all Kand ass verschidden, an déi Äntwerten, déi mer op d'Problemer vun deenen eenzelne Kanner ginn, mussen dohier an eisen Aen och kënne verschidde sinn.

Gelunge fanne mer et dohier - an duerfir wëll ech eigentlech och net op den Detail vum Projet de loi agoen -, datt hei nach ëmmer vum Gesetzgeber definéiert gëtt, wéi Schoul gehale gëtt, wéini - hunn ech héieren zum Beispill - datt d'Präsenz vun de Schüler obligatoresch ass, datt déi musse mëttes an der Mëttesstonn do iessen. Dat ass jo awer scho gelungen, datt mer dat mussen an e Gesetz schreiwen.

Duerfir proposéiere mir nach emol, datt een d'Verfassung soll änneren, fir eben eng Rei vu Kompetenzen dem Gesetzgeber ewechzehuelen an der Regierung do méi Pouvoir ze loossen, fir iwwert d'Éducatioun organisatoresch an de Schoule kënnen aktiv ze ginn, ouni datt all Kéier hei dofir de Gesetzgeber säin Accord soll ginn.

Wann ech hei ronderëm kucken, da gëtt et bestëmmt eenzel Leit, déi vu Pedagogie munches a ganz villes verstinn. Ech ziele bestëmmt net zu deenen. An nach aner Kolleege kënnen och schwéier beuerteelen, wéi soll Schoul gehale ginn, wéi richteg Schoul gehalen a wéi falsch Schoul gehale gëtt. Duerfir menge mer, datt mer dat net onbedéngt der Politik sollen iwwerloossen, mä mer sollen et prioritär de Pedagogen, de Schoulmeeschteren, de Léierinnen iwwerloossen, wéi an de Schoule geschafft gëtt a wéi net do geschafft gëtt.

D'Politik soll eng Aufgab hunn, fir e Kader ze setzen. E Kader, innerhalb vun deem verschidde Schoulprojete Plaz kënnen hunn. D'Politik soll Bildungsziler definéieren. D'Politik soll dann och duerch eng kompetent an eng onofhängeg Evaluatioun kucken, ob déi eenzel Schoulen déi Bildungsziler dann och erreechen. Dat schéngt eis méi e sënnvolle System ze sinn, wéi just mat engem Projet ze kucken, ob eng aner Schoul da besser Resultater bréngt, well dann hu mer e System, dee vu sech selwer léiert, dann hu mer e System, deen den eenzelne ganz verschiddene Kanner an Erausfuerderunge queesch uechter eist dach klengt Land éischter ka Rechnung droen.

Wat eis dobäi wichteg ass, bei deene verschiddene Projeten a grad och bei dësem Projet, ass, datt et zu all Moment och méiglech bleift, datt e Kand vun där doter Schoul an eng aner ka wiesselen, datt et net e fermen Engagement ass, well d'Liewenssituatioun vun de Kanner ass oft déi vun den Elteren, an do kënnt oft eppes dertëschent. Eleng duerch de Fait, datt een, zum Beispill, plënnert, huet een herno op eemol Problemer, seng Schoul do kënne fäerdeg ze maachen. Oder wann een op eemol festgestallt huet, datt dat, wat ee sech vun där Schoul erwaart huet, awer dann net dat bruecht huet, oder ee sech eigentlech awer an deem System do net esou zurechtfonnt huet, däerf dat net dozou féieren, datt een herno net méi kann an de konventionelle System zréckwiesselen.

Do wou meng Fraktioun op jidde Fall ganz d'accord ass, dat ass dee Volet iwwert den Atert-Lycée, e Lycée, dee vun der Éducatiounsministesch Madame Brasseur initiéiert gouf, eent vun deene villen neie Gebaier uechtert d'Land, déi déi lescht Jore geplangt, realiséiert an a Betrib geholl gi sinn. A mir gesinn eigentlech och, wat de positiven Impakt ka si vun esou enger Schoulinfrastruktur, notamment och am ländleche Raum, déi de ländleche Raum belieft, déi d'Jugend am ländleche Raum beléisst, déi och d'Liewensqualitéit, mengen ech, virun allem vun de Schüler do däitlech eropsetzt, datt déi wäit Transportweeër, déi bis elo noutwendeg waren, do net méi noutwendeg sinn.

Vun esou enger Schoul aus ka ganz besonnesch och am ländleche Raum ëmmer erëm munchen Impuls ausgoen op déi Gemengen, op déi Betriber, déi do sinn, och op d'Wirtschaftsentwécklung an deem Raum an op d'Entwécklung vum Wunnraum an deem Raum. Duerfir si mer selbstverständlech d'accord, fir dat, wat am éischte Worf do nach net esou konkret geregelt war, dann an dësem Projet de loi mat ze definéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Diederich, Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Den Inhalt vun dësem Gesetz ass vun him a vu menge Virriedner ausgiebeg duergeluecht ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn, wéi ech mech op dësen Discours virbereet hunn, d'Debatt vun 2005 iwwert de Projet de loi portant création d'un lycée-pilote, deen och haut nach ëmmer ënnert dem Numm Neie Lycée leeft, gelies. Ech hunn zu menger perséinlecher Satisfaktioun festgestallt, datt déi Aussoen, déi ech de 5. Juli 2005 hei an der Plénière am Numm vun der Grénger Partei zu dësem Projet gemaach hat, mer och haut nach korrekt erschéngen. Ech wëll duerfir och net méi op déi verschidde pedagogesch Erneierungen an Ënnerscheeder par rapport zu deenen anere Lycéeën agoen.

Ech stellen e bëssen zu mengem Erstaune fest, datt eis Pilotschoul eng Virléift fir Examen entwéckelt huet, déi mir eis an där Form net onbedéngt vun dëser Schoul er-

waart haten. «Il est prévu de clôturer chaque module par une épreuve de même type que celles de l'examen de fin d'études secondaires.» - steet am Exposé des motifs. Mir wëssen net, wéi vill Moduler organiséiert ginn, an och net, wat an déi Moduler agepaakt gëtt. D'Prezisiounen dozou sinn, wéi esou oft, a verschiddene Règlements grand-ducaux ugekënnegt, déi mer weder kennen nach beaflosse kënnen.

Gelift?

(Interruption)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Et deet mer leed, Här Adam, mä deen ass derbäi am Dossier. De Règlement grand-ducal iwwert d'Modulen ass am Dossier dran.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Madame Minister, dann hutt Der mech elo gutt kritt! Ech hunn de ganzen Dossier bei mer. Ech hunn deen dann iwwersinn.

(Hilarité)

Ech wollt awer och derbäi soen,…

(Interruptions diverses)

Ech kommen och nach...

Wann Der Iech elo berouegt hutt, da wëll ech awer derbäiflécken, datt ech gutt kann domat liewen, och wann ech déi Règlements grand-ducaux iwwersinn hunn, well ech der Meenung sinn, grad wéi den Här Meisch, datt et net un der Politik ass, fir sech an d'Pedagogik allze wäit anzemëschen. Et ass un der Politik, fir e Kader ze stellen, fir eng Rumm ze stellen, fir datt eng Schoul ka fonctionnéieren. A wann ech feststellen, datt ebe ganz vill där Exame sinn, dann ass dat eng Feststellung, déi mech e bësse wonnert, mä déi ech awer weider net kommentéiere wëll.

Den Neie Lycée ass e Projet, deen deene Grénger zënter der éischter Stonn un d'Häerz gewuess ass. Duerfir wëll ech e bësse méi detailléiert op e puer Aspekter agoen.

Ier ech dat maachen, erlaben ech mer awer e klenge Pick op d'Kolleege vun der Demokratescher Partei.

Ech hat schonn an der Debatt 2005 mat Erstaunen a Schrecke festgestallt, datt d'Demokratesch Partei sech kloer als Partei vun der Erzéiung vum 20. Jorhonnert festgeschriwwen huet an net op de Wee vun neie pedagogesche Mesurë wéilt matgoen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dir erschreckt schnell!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- „Mir als Fraktioun vun der DP…", hat deemools d'Madame Brasseur gesot, „…kënnen net fir dëse Projet stëmmen, an dat, well mir fannen, dass éischtens dëse Projet iwwert de Knéi gebrach ass; zweetens, well déi pedagogesch Approche an déi falsch Richtung geet; drëttens, well d'Schüler net op d'Erausfuerderunge vu muer prepareiert ginn; véiertens, well d'Schüler net geléiert gi sech der Konkurrenz ze stellen an dofir spéider sech um Aarbechtsmaart net wäerten zurechtfannen; fënneftens, well schwaach Schüler riskéieren de richtegen Tratt ni ze fannen; sechstens, well den Elteren an de Schüler eppes virgegaukelt gëtt, a siwentens, well d'Schüler riskéieren hei an eng Sakgaass ze geroden."

Mir stellen haut fest, datt d'DP zwar keng 180-Grad-Kéier kritt huet, mä wann ech den Här Meisch richteg verstanen hunn, wäerten déi meescht vun den Deputéierte vun der DP-Fraktioun fir de Projet stëmmen.

Ob dat elo den Ausdrock vun enger neier politescher Richtlinn ass, oder just den Ausdrock vum Profil vun enger typescher Sandalepartei - no alle Säiten op -, wéi den Här Juncker dat en Dënschdeg an de Raum gestallt huet, dat bleift dann nach ze klären.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Adam, dass d'Madame Brasseur Iech eng Fro stellt?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Wann dat der Madame Brasseur Freed mécht, selbstverständlech.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, den Här Adam huet mech elo grad zitéiert, wat ech zu deem Projet 2005 gesot hunn. Et huet ee kee Commettant, wann ee schwätzt. Ech hunn do geschwat, an ech hunn déi Zäit eng Meenung vertratt, an ech hunn haut nach ëmmer déiselwecht Meenung. Ech hu meng Meenung net geännert, wat d'Approche vun deem Neie Lycée ass. An duerfir wäert ech och dee Projet, dee mer haut virleien hunn, deen d'Verlängerung vun deem Lycée virgëtt, net stëmmen, aus deene Grënn justement, déi Der elo grad zitéiert hutt.

Une voix.- Voilà!

M. le Président.- Madame Brasseur, et war zwar keng Fro, dat do. Ech géif Iech och déi nächste Kéier bieden, eng Fro ze stellen.

(Interruptions)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech ginn dovun aus, datt een hei awer och als Vetrieder vu senger Fraktioun schwätzt. Op alle Fall schwätzen ech net nëmmen a mengem Numm, mä och als Vertrieder vun der grénger Fraktioun.

Ech kommen dann och elo op déi Punkten zréck, wou ech mech e bësse méi ausféierlech wëll mat dësem Projet befaassen. Den ursprüngleche Projet war jo op de Cycle inférieur begrenzt. Dat war eng relativ wichteg Contrainte. Déi Responsabel vum Neie Lycée hätten eigentlech misse vun Ufank un hiren Enseignement esou ausriichten, datt den Iwwergank an den traditionelle Schoulsystem schonn no dräi respektiv véier Joer géif erfollegen.

Den deemolege Rapporteur, den honorabelen Här Scheuer, hat dozou gesot: „De Lycée-pilote geet an en traditionelle Schoulsystem iwwer, also mussen och d'Leeschtunge vun den Élèvë vergläichbar si mat deene Leeschtungen, déi vun den Élèven am traditionelle System verlaangt ginn; also brauche mer eng objektiv novollzéibar Zertifikatioun."

De Fait, datt mir elo de Projet pilote op dee ganze Lycée ausweiden, ass an eisen Aen net just en Detail. Et ass eng wichteg an déif gräifend Décisioun. Dës Décisioun gëtt dem Neie Lycée souzesoe Flilleken. Si erlaabt dësem Lycée, sech vill méi wäit vun der sougenannter traditioneller Schoul fortzebewegen, wéi dat den ursprüngleche Projet erlaabt huet.

Mir sinn och der Meenung, datt hei net ëmmer mat ganz offene Kaarte gespillt ginn ass. Den Direkter vum Neie Lycée huet scho ganz fréi dovu geschwat, säi Lycée géif bis op eng Terminale ausgebaut ginn.

Och de Projet, deen zu Miersch soll realiséiert ginn, huet vun Ufank un op dausend Schüler gezielt, also vun Ufank un op e kompletten Zyklus. Den Datum, wéini dann dat Gebai zu Miersch soll fäerdeg sinn, kenne mer net. D'Schouljoer 2010/2011, wéi et am Rapport steet, ass net realistesch. Am Rapport d'activité 2008 vum Ministère de l'Éducation nationale steet just, datt dat 2011 oder 2012 sollt sinn.

Ech erënneren drun, datt mer hei op de Wee vun engem PPP, also engem „public private partnership" gaange sinn, fir datt et méi séier sollt virugoen.

Et ass och ëmmer e bësse frustrant ze gesinn, datt eis Classiquesschüler méi ziele wéi all déi aner. Am Exposé des motifs steet, et wier verständlech, wann Elteren a Schüler ëmmer méi géifen dorop drängen, datt hir Kanner kéinten déi Erfahrungen, déi se gemaach hunn, weiderféieren. Jo, dat ass verständlech. Mä dat wier och schonn dëst Joer verständlech gewiescht. Den Drock vun de Secondaireselteren a -schüler schéngt méi staark ze si wéi dee vun de Secondaire-techniques-Leit.

Et grenzt fir DÉI GRÉNG och schonn e bëssen u Sarkasmus, wann am Rapport vun der Kommissioun steet, et géifen an enger éischter Phas emol just d'Sektiounen A, B, C an D vum Secondaire ageriicht ginn, well dat der Demande vun de Schüler vun der Division inférieure a vun der Quatrième aus dem Pilotlycée géif entspriechen. Hei béit sech ee Pilotprojet seng Argumenter e bëssen esou, wéi et him an de Krom passt. Ëmmerhin erlaabt awer d'Gesetz, datt och e Cycle moyen a supérieur vum Technique eng Kéier nokënnt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Neie Lycée ass e Pilotprojet - ech hunn et scho gesot -, deen eis vun der éischter Stonn un um Häerz louch, dee mir ëmmer ënnerstëtzt hunn, meeschtens mat méi Enthusiasmus wéi deen een oder anere Vertrieder vun enger Regierungspartei.

Et fält mer haut awer schwéier, den Appui vun der Grénger Partei zu dësem Projet vun haut ze ginn. Niewent der Tatsaach, datt mir eng gewëssen Ontransparenz vun Ufank un hu misse feststellen, wéi ech elo grad erklären hunn, kënnt och nach derbäi, datt fir eis d'Evaluatioun vum Projet absolut net zefridde stellend ass.

Am Exposé des motifs an am Rapport steet - an den Här Rapporteur huet et och gesot: «Les premières évaluations du lycée-pilote menées par l'Université du Luxembourg et par la Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques du lycée-pilote regroupant des pédagogues de renommée internationale ont été très positives.»

Dat freet eis. Mir gratuléieren! Mir haten eis dat jo och esou erwaart. Duerfir ënnerstëtze mir dee Projet och vun Ufank un. Mä vläicht hätt een och nach missen an den Exposé des motifs e Saz aus dem Johannes-Evangelium schreiwen: „Selig sind, die nicht sehen und doch glauben." Et sief dann, ech hätt do och eppes iwwersinn.

(Interruption)

Mir si manner gleeweg wéi d'Kolleege vun der Majoritéitspartei. Mir hätte gäre Fakten. Mir erwaarden nach keng definitiv Evaluatioun, mä ech krut net eng eenzeg Pièce vun iergendengem Institut presentéiert, wéi ech an der Kommissioun duerno gefrot hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech bedenken, wéi vill am Kader vun der Schoulreform vun Evaluatioun geschwat gëtt, wéi oft gesot gëtt, d'Uni géif e Projet evaluéieren, a wéi wéineg um Terrain geschitt, a wéi wéineg transparent dat alles ass, da maachen ech mir Suergen. Suergen, net just iwwert den Neie Lycée, neen, och Suergen iwwert déi ganz Schoulentwécklung an alles, wat ënnert dem Begréff Schoulreform zu Lëtzebuerg ugekierbt ginn ass.

An ech maachen eng Klammer op, speziell och fir den Här Fayot, als Reaktioun op seng Ausso an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun vu gëschter. DÉI GRÉNG erkennen un, datt no jorelaangem Immobilismus Bewegung an d'Schoullandschaft komm ass. An dat ass gutt esou.

Mir soen awer och ganz däitlech, datt déi positiv Gedanke vun der Reform alles anescht wéi geséchert sinn. Wann een de Bilan vun der Schoulpolitik vun enger Legislaturperiod mécht, dann ass et ze vill einfach, just alles opzezielen, wat lassgekappt ginn ass. Da muss een och opzielen, wat zu engem gudden Enn bruecht ginn ass. Klammer zou.

Ech sinn an der Kommissioun op de Rapport d'activité 2008, deen am Mäerz 2009 publizéiert ginn ass, verwise ginn. Do wier een Usaz vun enger Evaluatioun. Dat, wat do op zwou Säite vun der Communauté scolaire festgehale gouf, ass net ganz explizit, awer och net iwwerraschend, an awer scho liicht am Widdersproch zu munchem, wat hei am Gesetz festgehale gëtt. Zum Beispill steet do „le mélange des élèves des différents ordres d'enseignement" géif déi sozial Mixitéit begënschtegen an d'sozial Segregatioun bekämpfen. An enger éischter Phas baue mir awer nëmmen de Secondaire aus. Déi aner Schüler mussen no der Neuvième goen.

D'Klassebibliothéike gi gelueft. Am Projet vun haut gëtt vun der Zentralbibliothéik geschwärmt. Iwwert d'Hausaufgabe steet kee Wuert do. Do sollt den Neie Lycée och emol éierlech mat sech selwer sinn. Do sollt all Enseignant nach eng Kéier noliesen, wat am Glossaire steet. Ech soen Iech et elo. Do steet: «Devoirs à domicile - Fardeau de l'enfance et de la jeunesse! Et des mères de famille! Avec les inégalités sociales qui s'en trouvent renforcées!» - an esou weider. An da misst ee vläicht déi eege Praktiken iwwerdenken an déi Prosa, déi ech Iech elo grad hei zitéiert hunn, ëmschreiwen.

Et bleift och d'Fro, wéini datt dann e puer vun deene Mesuren, déi als gutt a richteg agestuuft gi sinn, och zaghaft hir Répercussiounen op déi sougenannten normal Lycéeë kréien.

Och e puer Wuert zu deenen zwee Internater. Mir kréien zwee Internater, déi allen zwee honnert Plazen hunn. Do brauche mir och Personal fir den Encadrement. Zwielef Schüler fir en Agent d'encadrement. Agent d'encadrement misst dann ee Synonym fir Éducateur gradué sinn.

Dozou dräi Gedanken. Éischtens, dat ass eng gutt Saach. Mir sinn der Meenung, datt mir Plazen an Internater brauchen. Mëttelfristeg 200 Internatsplaze méi: Do si mir mat.

Zweetens, een Internat fir honnert Schüler, dat fanne mir keng gutt Iddi. Dat ass eis vill ze grouss. Ech weess net, wéi eng Rentabilitéitsberechnungen do gemaach gi sinn. Mir mengen, dat gëtt vill Problemer. Fréier sinn déi meescht Schüler an en Internat gaangen, well se e reellen Transportproblem haten. Dat ass op alle Fall eng Situatioun, wéi ech se nach aus menger eegener Lycéeszäit am Dikrecher Kolléisch kennen. Haut sinn déi Transportproblemer méi kleng, gëllen eventuell nach fir den Neie Lycée, wou Schüler aus dem ganze Land kommen. Am Prinzip gëlle se manner fir den Atert-Lycée. An en plus schwätze mer jo och hei vu Ganzdagsschoulen. Mir hunn also nëmme méi een Aller an ee Retour.

Mir brauchen haut Internater och ganz oft aus familiären oder soziofamiliäre Grënn. An da kommen ech zum drëtte Punkt. Dat heescht nämlech dann oft, datt déi Kanner, déi an den Internat ginn, oft besonnesch vill Betreiung an Encadrement brauchen.

Ech wëll keng Kanner ofstempelen. Dat ass och bestëmmt net bei alle Kanner de Fall, mä et huet och kee Wäert, fir d'Ae virun dëser Realitéit zouzemaachen. An duerfir geséiche mir léiwer kleng Internater bei ville Schoulen, wéi grouss Internater bei wéineg Schoulen. Mir stelle mat där ganzer Problematik och de Schlëssel vun zwielef Internatsschüler pro Éducateur gradué a Fro.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als kritesch Frënn vum Neie Lycée musse mer feststellen, datt mir mam Projet vun haut, vu datt mer keng Evaluatioun virleien hunn, alt erëm eng Kéier eng sympathesch zwar, mä trotzdeem eng Kaz am Sak verkaaft kréien.

De Statsrot huet ähnlech Bedenke wéi mir. Als kritesch Frënn vum Neie Lycée stelle mer fest, datt hei e pedagogescht Konzept ausgebaut gëtt, ee Konzept, wat eis sympathesch ass a wou mir och gleewen, datt et sech bewährt. Mir sinn allerdéngs net zefridde mat der Aart a Weis, wéi hei geschafft gëtt. Wann dëse Projet soll national Répercussioune kréien, da muss hei méi Transparenz geschaf ginn. Als kritesch Frënn vum Neie Lycée gesi mir et als eis Flicht, op dës Mängel vun Transparenz a Konsequenz bei dësem Projet de loi hinzeweisen. Wat notzt engem ee Frënd, wann dee Frënd engem net seet, wat e fir d'Wourecht hält?

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Ech stellen allerdéngs fest, datt eis Begeeschterung, déi bäi dem initiale Projet vun 2005 nach ongebremst war, sech e bësse geluecht huet. Ech ginn dovun aus, datt d'Madame Minister eis seet, wéi et dann elo weidergeet mam Neie Lycée. Mir kënne jo elo Klasse bäimaachen, déi nei Raimlechkeeten zu Miersch si jo awer nach soubal net fäerdeg.

An dann zum Schluss nach een ausdréckleche Wonsch: Tëschent der Visite vun der Chamberskommissioun an „Eis Schoul" an der Diskussioun iwwert den Neie Lycée vun haut krut ech um Kaffisdësch erzielt, „Eis Schoul" soll anscheinend an een, zwee Joer zougemaach ginn. Dat kann ech mer net virstellen. Ech hunn esou ongleeweg gekuckt wéi d'Madame Minister. Ech sinn dunn informéiert ginn, datt net „Eis Schoul", École de recherche gemengt wier, mä eng éischter méi kleng Schoul vun enger Éditf-Struktur. Och dee Fait verdéngt eng Kéier kommentéiert ze ginn. Et ass awer net dee richtege Moment hei.

Firwat hunn ech déi Geschicht erzielt, Madame Minister? Ech erklären dat. Ech fannen, datt et héich Zäit ass, datt „Eis Schoul" an Neie Lycée sech sollen een Numm ginn. Och de Réidener Lycée ass een neie Lycée, a mir hunn där neier Lycéeën nach geplangt. All Kand an all Eltere sollen däerfe soen: „Eis Schoul ass eng schéi Schoul" oder „Ech gi gären an eis Schoul". Bäi aller Sympathie fir all eis Pilotprojeten, hei ginn einfach Wierder aus dem allgemenge Sproochgebrauch geklaut, an dat ass net korrekt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- An ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Erlaabt mer och unzefänke mat engem Merci un de Rapporteur, deen eis hei am Detail erklärt huet, ëm wat et geet. Duerfir brauch ee sech och net direkt mat dem Contenu vum Projet opzehalen. Mir wëssen, datt de Projet zwee Deeler huet. Een, deen den Établissement vum Cycle supérieur an der neier Schoul ubelaangt, a méi e klengen Deel, iwwert dee mer hei net vill ze schwätze brauchen, fir en Oubli nozehuele bäi der Schafung vum Atert-Lycée, wou et ëm zousätzlecht Personal am Pensionat geet.

Här President, ech wëll fir unzefänken ënnersträichen, wéi wichteg datt d'Schoul fir eist Land ass, fir eis Ekonomie ass, an enger Zäit wou mer net wëssen, wou mer histeieren, wou et drop ukënnt, datt mer all

Jonken dat Beschtméiglecht mat op de Wee ginn, well d'Zäite ganz sécher an der Zukunft net méi einfach ginn, an eng gutt Formation générale an eng gutt Formation professionnelle déi essenziell Viraussetzungen derfir sinn, datt ee Succès huet, an datt dat Land hei iwwerhaapt am internationale Wettsträit Succès huet.

Fir op de Projet kuerz anzegoen: Et gëtt, an ech widderhuelen do deelweis dat, wat d'Virriedner och scho gesot hunn, vu ganz positiven Experienze geschwat, wou mer frou gewiescht wieren, wann een da wierklech eppes Konkretes gesinn hätt. Madame Minister, et si Schüler no dräi Joer eriwwergaangen an aner Lycéeën. Et wier wierklech eiser Meenung no noutwendeg gewiescht, datt ee relativ séier gekuckt hätt, wéi déi Schüler sech an den allgemenge Schoulsystem integréiert hunn, wéi se do evoluéiert hunn. Mir mengen, si wieren ewell laang genuch op deem Parcours, datt een och do scho kënnt Resultater virweisen.

Insgesamt héiert ee vill Luef fir den Neie Lycée, an ech mengen dat wier gutt, well dat, wat d'Reaktioune vun den Elteren a vun de Schüler sinn, schéngt eis awer wichteg ze sinn. Et héiert ee virun allem, dat fënnt ee jo och an den Documents parlementaires, datt bei där Evaluatioun, déi do gemaach soll ginn, d'Motivatioun vun de Schüler aussergewéinlech gutt ass. Dat ass eppes, dat kann een net méi wéi ënnersträichen. Mir hunn an alle vorhergehenden Debatten ëmmer gesot, datt et fir d'Alleréischt op d'Motivatioun, souwuel vum Léierpersonal wéi vun de Schüler, an zu engem groussen Deel och nach vun den Elteren ukënnt, wann d'Schoul Succès soll hunn. Wa keng Motivatioun hannendru steet, dann ass d'Schoul, ass den Enseignement zum Échec condamnéiert.

Mir wëssen aus der PIRLS-Etüd, datt et bal kee Land op der Welt gëtt, wou d'Motivatioun vun de Schüler esou niddreg ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Insofern muss ee begréissen, datt déi nei Approche, déi am Neie Lycée gewielt ginn ass, dozou bäigedroen huet, datt déi Motivatioun besser ass an datt se och dann doduerch zu bessere Resultater féiert.

Et héiert een allerdéngs, datt bäi de Schüler och e bësse gesifft gi wier - fir et emol op gutt Lëtzebuergesch ze soen -, dat heescht, datt Schüler, déi sech net esou gutt an déi Schoul integréiert hunn oder esou, oder opgrond vun engem e bëssen opfällege Comportement relativ séier hätte misse goen. Duerfir sief och hei d'Fro opgeworf, déi mer eis ëmmer erëm stellen: Wéi wäit si Resultater, déi bäi esou Projeten erauskommen, vergläichbar? Wéi wäit ass de Verglach mat dem klassesche Schoulsystem iwwerhaapt fiabel? Wéi wäit kann ee sech op déi Resultater verloossen?

Dat bréngt mech zur Fro vun den Examen. Déi Schüler mussen déiselwecht Exame maache wéi déi, déi an de klassesche Lycéeë sinn. Dat schéngt jo normal ze sinn. Dat soll jo och esou sinn, soss gesäit ee jo och net, wat dann do als Resultat erauskënnt.

Et ass allerdéngs esou, datt virun allem duerch déi Mémoiren, duerch verschidden Aktivitéiten d'Kompetenze vun deene Schüler op verschiddene Gebidder ganz sécher besser si wéi déi a klassesche Lycéeën, wou vläicht méi drop gehale gëtt fir ze büffelen a fir Wëssen, wat ee registréiert huet, erëmzeginn a vläicht manner fräi ze schaffen a manner kreativ ze schaffen. Duerfir schéngt et eis och net ganz gerecht ze sinn, wa se duerch deeselwechten Exame musse goen an zousätzlech Kompetenzen, déi se vläicht hunn, do net kënnen en valeur setzen.

En drëtte Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass deen, an dat begréisse mer ausdrécklech, datt den Enseignement soll a Moduler geschéien, wou eng relativ grouss Flexibilitéit dran ass, wou d'Schüler och selwer kënnen zum Deel wielen, wou se Fräiraum kréien, fir och verschidden Aktivitéiten ze maachen, déi zu hirer Kreativitéit, zu hirer Selbstständegkeet bäidroen. Dat ass eppes, dat kënne mer grondsätzlech nëmme begréissen.

Ech wëll och vun eiser Säit aus nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir effektiv d'Reform vum Schoulsystem insgesamt doranner gesinn, datt een de Schoule méi Autonomie gëtt, datt effektiv - ech mengen, de Claude Meisch huet sech d'éinescht am selwechte Sënn geäussert - de Stat d'Rumm muss setzen, datt de Stat d'Ziler muss definéieren, e muss d'Moyenen zur Verfügung stellen, mä mer sollen dach ëm Gottes wëllen de Schoule genuch Autonomie ginn, fir selwer kënnen op hir Problemer anzegoen, selwer Solutiounen ze entwéckelen, flexibel op Problemer anzegoen, déi sech stellen, wat nach laang net an all Schoul déiselwecht sinn. Mir wëssen och, datt d'Schoulpopulatiounen net ëmmer déiselwecht sinn, datt d'Viraussetzungen net ëmmer déiselwecht sinn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir fannen et positiv, datt dee Wee weidergefouert gëtt, deen elo ugefaange ginn ass. Et kann een natierlech iwwer villes diskutéieren. Mir musse weider kucken, wéi mer eis Schoul kënne verbesseren. Mir fannen, datt dat hei e Moyen ass, deen een an deem Sënn soll exploitéieren. Mat dem Wonsch, datt mer als Kommissioun esou séier wéi méiglech wierklech awer Resultater ze gesi kréien, géif ech soen, datt mir dësem Projet eis Zoustëmmung wëlle ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt dem Rapporteur Merci soen an all menge Virriedner a Virriednerinnen, an ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet.

Ech ginn och zou, dass ech, wéi dat Gesetz hei 2005 gestëmmt ginn ass, gesot hunn: „Mir maachen nëmmen e Cycle inférieur", an ech war och der Meenung, mir sollten nëmmen e Cycle inférieur maachen. Ech hu mech duerch - wéi soll ech dat nennen? - d'Begeeschterung vun de Schüler a vun den Elteren ustieche gelooss, déi mer zougesat hunn a gesot hunn: „Dir kënnt dat dach net maachen. Eis Kanner sinn esou frou an där Schoul, an elo obligéiert Dir se, déi Schoul ze verloossen." Un déi Argumenter hu sech natierlech d'Direktioun an d'Enseignantë vum Neie Lycée gehaangen.

An du krut ech och nach e Bréif vun der Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques, déi den Neie Lycée jo begleet, wou lauter auslännesch Unisproffen dra sinn, déi regelméisseg, op d'mannst zweemol am Joer, eng Zäit am Neie Lycée verbréngen an do kucken, wéi den Enseignement leeft. Déi hu mer geschriwwen, mir missten onbedéngt e Cycle supérieur un de Cycle inférieur hänken. Dunn hunn ech, well et muss ee jo och kënnen heiansdo seng Meenung revidéieren, gesot: „Okay, da sinn ech d'accord fir e Projet op den Instanzewee ze ginn, fir am Neie Lycée e Cycle supérieur ze organiséieren." Duerfir freeën ech mech och haut, dass dat eng Zoustëmmung fënnt.

Da wollt ech nach soen, dass et awer u sech e groussen Ënnerscheed gëtt tëschent der Organisatioun am Cycle inférieur an am Cycle supérieur, well am Cycle inférieur hu mer jo all d'Ordres d'enseignement, déi zesumme sinn. Am Cycle supérieur oder Cycle de formation, wéi dat am Neie Lycée heescht, do kënne mer natierlech de Classique organiséieren, mir kënnen och den Technique général organiséieren. Et gëtt awer onméiglech fir de Régime professionnel, den Technicien ze organiséieren, well dat implizéiert éischtens eng immens Infrastruktur un Atelieren, an zweetens ass do esou eng Variétéit vu Formatiounen, déi ganz spezialiséiert sinn, dass mer déi modulär Organisatioun eigentlech do fir déi relativ kleng Zuel vu Schüler, déi awer am Neie Lycée sinn, net hikréien.

Mir fänken elo u mat dem Cycle de formation am Classique. Dat ass elo méiglech, well d'Modulen, déi zum Premièresexame féieren an deene verschiddene Sektiounen, fäerdeg ausgeschafft sinn, zesumme mat deene Leit, déi um e-Bac schaffen, well den e-Bac jo och modulär opgebaut ass. Do waren och aner Enseignantë vun anere Lycéeën drun associéiert. Dat heescht, do ass eise System prett, fir de modulären Unterrecht am Cycle de formation ze organiséieren, während am Technique général, wou mer dat och wëlle maachen, mer d'Modulen nach net prett hunn, an duerfir kann dat dëst Joer net ufänken.

Dann ass deen zweeten Ënnerscheed, géif ech soen, am Cycle inférieur sinn d'Schüler jo nach jonk, wa se dohinner kommen. Dat ass och eng Ganzdagsschoul, duerfir ass se jo och obligatoresch. Also déi, déi sech do aschreiwen, bleiwen de ganzen Dag an der Schoul, iessen do, während mer fir déi Schüler vum Cycle de formation soen: Déi vun Troisième hu méi e Besoin an en Usproch op Autonomie an op Fräiheet, déi mussen also net méi de ganzen Dag an der Schoul bleiwen.

Da gëtt et natierlech och eng Kontinuitéit. Am Cycle inférieur gëtt ganz vill Wäert geluecht op Autonomie, dass d'Schüler léiere selbstständeg ze schaffen, dass se léiere kleng Recherchen ze maachen, an dass dat progressiv ausgebaut gëtt. Dat gëtt am Cycle de formation verstäerkt, an duerfir gesäit dee Cycle de formation vir, dass all Schüler muss op Troisième ee Mémoire maachen, zesumme mat minimum nach engem Schüler, also a Gruppe vun zwee bis véier. Op Deuxième muss en e Mémoire eleng maachen. Dat ass also eng Recherche, déi méi pousséiert ass, eng Verlängerung vun där Initiatioun vun der selbstständeger Aarbecht, déi een am Cycle inférieur mécht.

Da gëtt hei iwwert d'Virléift vum Neie Lycée fir Examen e bëssen ironiséiert. D'Optioun ass ganz kloer hei geholl, dass de Cycle de formation op Unisstudië virbereet. Dat ass jo d'Vocatioun vun de Cycles supérieurs am Classique, a fir d'Schüler ze preparéieren, musse mer se léiere selbstständeg ze schaffen, Saachen ze presentéieren, Saachen nozesichen. Mir mussen hinnen awer och d'Méiglechkeet ginn ze üben: Wéi assiméieren ech eng gewësse Matière, a wéi stellen ech mech engem Examen? Dat sinn also déi zwee Voleten, déi hei opgebaut ginn.

Fir dem Här Adam seng Fro ze beäntwerten: Also, et sinn op der Troisième 22 Modulen obligatoresch. E Modul ass ëmmer d'Equivalent vun zwou Stonnen an der Woch während engem Semester. 22 sinn der obligatoresch, zwee sinn der optional. Et muss een der zwee wielen an der Optioun, an da sinn nach Activités complémentaires derbäi, dont notamment zwou Activités complémentaires, an op d'mannst Turnen. Jiddweree muss Turnen an der Activité complémentaire maachen. Op der Première, vu dass et do kee Mémoire ze maache gëtt, sinn et 27 Modulen am Ganzen, déi musse gemaach ginn.

Den Här Mehlen huet gesot, dat wier net richteg, dass d'Schüler vum Neie Lycée géifen an déiselwecht Exame goe wéi d'Schüler vun deenen anere Lycéeën. Dunn hätt ech awer gär den Här Mehlen héieren, wa mer gesot hätten: „Mir maachen de Schüler vum Neie Lycée en aneren Examen." Da wier jo awer gesot ginn: „Ah, elo gesi mer et jo. Déi wëlle sech net vergläiche loosse mat deenen anere Schüler." Duerfir war ech der Meenung, dass et jiddefalls misst sinn, dass déi Schüler déiselwecht Premièresexame maache wéi all déi aner Schüler. Dat war jiddefalls meng Konditioun, well ech jo am Fong au départ gemengt hat, d'Schüler kéinten no der Quatrième eriwwer an déi aner Lycéeë goen. Wa se an hirem Lycée bleiwen, musse se awer deeselwechte Premièresexame maache wéi déi aner Schüler.

Da waren e puer Remarquen, déi ech nach opgefaangen hunn, wou ech wollt dozou ee Wuert soen. Ech hu mech gefreet iwwert dem Här Meisch seng Aussoen. Ech sinn och mat senger Haaptausso d'accord, dass mer de Schoule solle méi Autonomie ginn, dass een net misst e Gesetz maachen, fir hinnen eng gewëssen Autonomie an eng Fräiheet ze ginn, mä dass d'Politik soll de Kader setzen an dann och Evaluatioun maachen.

Ech wollt do just bemierken, dass dat genau dee Modell ass, dee mer am Gesetz iwwert d'Grondschoul préconiséieren. Do kréien d'Schoule méi Autonomie, si mussen e Plan de réussite scolaire maachen a si mussen d'Ziler erreechen, déi vun der Politik virgeschriwwe ginn. Ech denken, dass een dee Wee selbstverständlech soll weiderféieren, an esou freeën ech mech op déi Kontinuitéit an der Politik dann an deenen nächste Joren.

Dann zum Numm vun deem Neie Lycée. Ech sinn domadder d'accord, mir sinn eis alleguerten eens, dass een deem Kand eigentlich misst en neien Numm ginn. De Problem ass, dass dat jo e partizipative Lycée ass, dass do ganz vill Propositioune fir Nimm virleien, an deen Eenzegen, dee bis elo déi meescht Enseignantë vun deem Neie Lycée ralliéiert huet, huet mech nach net ralliéiert. Duerfir hu mer dem Kand nach ëmmer keen Numm ginn. Mä ech denken, dass mer awer an deenen nächste Méint vläicht nach Fortschrëtter do kéinte maachen.

Da wollt ech ee Wuert soen zu enger Remarque, déi ech vun Zäit zu Zäit héieren, dass den Neie Lycée sech jo géif d'Schüler eraussichen, a wa se net genehm wieren, da géife se probéiere se lasszeginn. Dat huet den Här Mehlen hei esou uklénge gelooss. Ech hunn déi Remarquen alt héieren, an dann hunn ech dann ëmmer nogefrot. Et gëtt Schüler, déi den Neie Lycée verloossen, well den Neie Lycée jo eng Ganzdagsschoul ass. Dat heescht, d'Kanner mussen de ganzen Dag dobleiwen. Et gëtt Kanner, déi dat net wëllen. Et gëtt och Kanner, déi vläicht mat méi Recherche a méi selbstständeg schaffe méi Problemer hunn.

Et gëtt der also, déi de Lycée wiesselen. Et gëtt och ëmmer Schüler, déi vun anere Klassen eriwwer an den Neie Lycée kommen. Et ass also parfaitement méiglech, vun engem Lycée an den Neie Lycée a vum Neie Lycée an aner Lycéeën ze goen, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen. Et ass mir och wichteg, dat hei ze ënnersträichen, an ech denken, dass déi Mobilitéit och eng Méiglechkeet ass, déi een de Schüler an den Eltere muss loossen.

Da wollt ech nach eppes soen zur Evaluatioun. D'Gesetz gesäit vir, dass den Neie Lycée duerch eng extern Evaluatioun begleet gëtt. Dat mécht d'Uni Lëtzebuerg fir de Ministère, a mir hunn, wéi gesot, deen Accompagnement duerch déi Commission d'évaluation et d'innovation pédagogiques. Ech hat gehofft haut méi eppes Substanzielles kënnen ze presentéieren. Dat Eenzegt, wat ech elo kann hei ofginn, ass déi Evaluatioun, déi gemaach ginn ass nom éischte Joer Neie Lycée.

Do hate mer ee Questionnaire an och eng Lernstandserhiewung gemaach mat alle Schüler, déi deemools op Septième waren. A well mer jo Témoinë gebraucht hunn, hate mer déi aner Lycéeë gefrot, wien interesséiert wär fir matzemaachen. All d'Lycéeën hate matgemaach. Dat war also déi éischt ganz Evaluatioun vu sämtleche Septièmen, déi mer zu Lëtzebuerg haten.

Ech kann dat och hei ofginn, Här President.

(Dépôt d'une documentation)

Da sinn eng ganz Rei Questionnairen ausgefëllt ginn, opgestallt ginn. Do hu mer d'Auswäertungen nach net, well d'Gesetz gesäit jo vir, dass d'nächst Joer muss d'Evaluatioun virleien. An d'Uni Lëtzebuerg ass amgaangen, dat alles fäerdeg ze maachen.

Ech wollt och nach hei soen, dass déi éischt Schüler vum Neie Lycée jo dëst Joer op den Dixièmë sinn, vu dass déi, déi d'lescht Joer op Neuvième waren, well et keng Verlängerung ginn ass, dëst Joer an aner Lycéeën eriwwergaange sinn, wou se sech ganz gutt duerchschloen - mir hu jo d'Resultater vum éischten a vum zweeten Trimester.

An da kënnt natierlech e ganz spannende Moment. De Moment lafen d'PISA-Épreuven zu Lëtzebuerg. Dëst Joer ass déi éischte Kéier, wou Schüler vum Neie Lycée derbäi sinn, well se d'lescht Kéier bei PISA jo nach net den Alter hate vu 15 Joer. Déi Resultater kréie mer allerdéngs eréischt d'nächst Joer, mä d'nächst Joer wäert dann also wierklech dee Moment sinn, wou mer ganz vill Elementer zesummekréie vun där Evaluatioun.

Dat gesot, wollt ech nach eppes Leschtes soen. Den Neie Lycée lieft zu Hollerech an enger Infrastruktur, déi net just optimal ass, besonnesch wann d'Schülerzuel zouhëlt. Am Ufank war vill Plaz fir all d'Septièmen, elo gëtt et enk. De Projet, fir zu Miersch ze bauen, ass déposéiert. Ech hu mer soe gelooss, dass den Avis vum Conseil d'État elo ganz geschwë géif kommen. An ech géif just hei den Appel lancéieren, dass mer dee Projet nach géife virun Enn vun der Sessioun kéinte gestëmmt kréien, well soss gëtt et ganz spéit, fir de PPP ze lancéieren, an da kréie mer erëm nach Retard par rapport zu där relativ laanger Zäit, déi mer brauchen, fir eng definitiv Infrastruktur ze kréien.

Dat wär also mäin humblë Wonsch, deen ech am Numm vu mir a vun der Communauté scolaire vum Neie Lycée kéint hei ausdrécken.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Zoustëmmung an...

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Minister. Den Här Adam géif Iech nach gär eng Fro stellen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Madame Minister, ech freeë mech och dann an ech wënsche mat Iech, datt dee Bau virugeet. Dir hutt elo kee Wuert gesot iwwert d'Gréisst vun den Internater, déi ech e bësselche bedenklech fannen.

Kënnt Der eis Bedenken do deelen oder mengt Der, mir sollen eis do keng Suerge maachen? Also, honnert intern Schüler bei engem Lycée schéngt eis ënner Ëmstänn grouss.

(Interruptions)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Sou, elo wéilt ech eppes... Ech mengen, dat eent Gesetz vum Internat zu Réiden, dat ass jo - ech weess net wéini - gestëmmt ginn. An dofir musse mer, well do net genuch Éducateure virgesi sinn, fir dass mer kënne méi Kanner do ophuelen, Éducateure bäikréien. Ech mengen, do ass jo näischt méi drun ze änneren.

Elo wéilt ech eppes soen zu Miersch. Zu Miersch gëtt en Internat gebaut, wat eng gewësse Gréisst huet, mä do solle jo Schüler kommen an den Neie Lycée, dat ass déi eenzeg Struktur, déi mer esou am Land hunn, awer do sollen och Plaze si fir déi, déi als Noper vum Neie Lycée… Am PPP kënnt jo den Institut…

(Interruption)

Den LTPES gëtt dohinner gebaut. An dat ass och eng Structure, eng École unique am Land. Et gëtt nëmmen eng Schoul, wou Éducateuren zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn. Déi kommen och op Miersch, an do brauche mer och Plaz fir Schüler, déi kënnen do schlofen. Et ass also net en Internat, wou Dir sot, wou Schüler mat Problemer dra sinn oder déi eventuell…

(Interruption)

Ech hunn näischt gesot iwwert d'Internater vu fréier. Ech mengen, do war dat eng ganz aner Situatioun.

Mä mir kréie ganz oft d'Demande adresséiert, dass et Kanner gëtt, fir déi et gutt wär, wa si eng Zäit an engem anere Milieu kéinte liewen. Dat si Kanner, déi awer da ganz intensiv musse betreit ginn, an do gi mer zesumme mam Ministère de la Famille op de Wee, fir kleng Unitéiten ze maache mat enger ganz intensiver Betreiung.

An dësem Fall, wou mer am Land zu Miersch zwou Schoule kréien, déi et nëmmen eemol am Land gëtt, wou mer dann och verschidden Alteren hunn, et si méi Klenger a méi Grousser. Dat sinn eigentlech och separat Unitéiten, déi separat géréiert ginn, sou dass ech mengen, dass dat hei awer déi richteg Dimensioun hätt.

An duerfir soen ech Iech nach eng Kéier Merci, dass Der dat Gesetz stëmmt.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Gär geschitt!

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur…

Ah, entschëllegt, d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, Här President, mir hätten als Demokratesch Partei gär gehat, et sollt e Vote par division gemaach ginn, well all d'Membere vu menger Fraktioun d'accord si mam Volet vum Internat, fir dass do dat néidegt Personal zur Verfügung gestallt gëtt; well mer awer net all därselwechter Meenung sinn, wat den Neie Lycée ubelaangt.

Elo ass et awer esou, dass deen Text vun deem Projet de loi esou aneneegräift, dass déi Divisioun ganz schwéier méiglech ass. Ech wëll der Chamber erspueren, elo mussen hei e ganz laboriösen Exercice ze maachen. Duerfir verzichte mer dann op déi Demande, déi mer kéinte stellen, fir e Vote par division ze maachen.

Ech wëll Iech awer da soen oder nach eng Kéier répétéieren, dass ech gär fir de Volet vum Internat gestëmmt hätt, dat awer net ka maachen, géint de Projet dann dans son ensemble muss stëmmen, well ech géint de Volet sinn, fir den Neie Lycée ze verlängeren.

Ech sinn nämlech mat där Approche vum Neie Lycée à la base net d'accord. An dann, en bonne logique, kann ech net d'accord sinn, dass dat dann nach bis Première virugeféiert gëtt. Duerfir wollt ech eben d'Wuert nach eng Kéier kréien, fir dat ze preziséieren.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och, Madame Brasseur. Mir kommen dann awer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5883.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

Une voix.- Meng geet net!

(Brouhaha général)

Une autre voix.- Här Wagner, Dir hat gutt geschwat.

M. le Président.- D'Resultat ass folgend: De Projet de loi 5883 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. D'Enthalung oder d'Nee-Stëmm, mengen ech, ass virdru begrënnt ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Norbert Haupert), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

A voté non: Mme Anne Brasseur.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5881B iwwert d'Pratiques commerciales déloyales. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Sauber, den Här Berger, den Här Huss an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. 5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Mee d'lescht Joer huet de Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké, e Projet de loi iwwert d'Aféierung vun engem Code de la consommation agereecht.

An deem Projet de loi iwwert de Code de la consommation war och een Deel, dee sech mat der Definitioun an der Sanktioun vu sougenannten onfairen Handelspraktiken ofginn huet. Dobäi handelt et sech zu engem gewëssenen Deel ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv 2005/29/CE, déi hätt misse scho bis den 12. Juni 2007 geschéien, wat awer net geschitt ass, wouropshin och Lëtzebuerg veruerteelt ginn ass vum Europäesche Geriichtshaff an engem Uerteel vum 5. Februar 2009.

Et ass also urgent, fir ze handelen, a well keen Avis virlouch vum Conseil d'État iwwert dee ganze Projet, hu mer décidéiert als Kommissioun, fir de Regierungsprojet an zwee de splécken an deen Deel, dee sech mat der Ëmsetzung vun där europäescher Direktiv ofgëtt, dann an engem Spezialgesetz ze behandelen, deen dann och vum Conseil d'État positiv aviséiert ginn ass.

Déi Direktiv, déi vervollstännegt d'Lëtzebuerger Gesetzgebung iwwert de Konsumenteschutz, eng Gesetzgebung, déi an den 80er Joren haaptsächlech opgebaut ginn ass hei zu Lëtzebuerg, déi och duerch europäesch Impulser spéiderhi vervollstännegt ginn ass, a wou och haaptsächlech déi Matière, déi eis och hei betrëfft, haut an engem modifizéierte Gesetz vum 30. Juli 2002 schonn ageschriwwen ass.

Fir Lëtzebuerg ass also deen Domän vum Konsumenteschutz an och d'Virgoe géint onfair Handelspraktike keen neien Domän. Et ass en Domän, wou mer scho länger Zäit eng spezifesch national Législatioun hunn, déi hir Preuven och bestanen huet, déi awer duerch deen heiten europäeschen Text positiv Elementer bäikritt, dass mer elo eng harmoniséiert Situatioun hunn an Europa, wou also och vill Handelspraktiken, déi jo iwwert d'Grenzen ewech ginn, da kënnen uniform eigentlech verfollegt ginn. A virun allem bréngt dat doten och e Plus natierlech fir de Bannemaart, den europäesche Bannemaart, an et bréngt e Plus fir de Konsumenteschutz insgesamt.

Dat Besonnescht un deem heiten Text ass, dass en ausschliesslech d'Relatiounen „business to consumer" betrëfft, an net also d'Relatiounen ënner Professionellen. Dat ass en anere Champ d'application wéi d'Gesetz vun 2002 iwwert déi déloyal Handelspraktiken, wou souwuel d'Verhältnis Konsument/Professionell wéi Professionell/Professionell ofgedeckt gëtt.

Onfair Handelspraktike ginn also zu Lëtzebuerg ënner Strof gestallt. Och iwwert deen heiten Text gëtt also dee Prinzip nach eng Kéier confirméiert.

Wat sinn elo onfair Handelspraktiken? Den Text vum Gesetz gëtt do eng Definitioun. Onfair ass eng Handelspraktik, wa se contraire ass zu den Exigenze vun der professioneller Suergfalt a wa se verännert oder kënnt zu Veränneruge féiere vum Behuele vum Konsument, wat eenzel Déngschtleeschtungen oder Produkter ugeet.

An där weiderfuerender Iddi vun där Direktiv mécht dann den Text säin Ënnerscheed tëschent sougenannten irreführenden Handelspraktiken, irreführend Ënnerloossungen. Et kann also e positiven Accès sinn, deen irreführend ass; et kann awer och eng Omissioun sinn, déi kann de Konsument ierféieren.

Wat och interessant ass, de Gesetzesprojet hei - do iwwerhëlt en eigentlech eng Annex vun der Direktiv an de Corps vum nationale Gesetz eran - gëtt och eng net exhaustiv Lëscht vun allgemengen irreführenden Handelspraktiken, déi an alle Circonstancen also eng Illegalitéit duerstellen.

E puer Beispiller vläicht, fir dat ze illustréieren, wat ech gesot hunn. Wann een zum Beispill virgëtt, e Produkt hätt e Qualitéitslabel, deen et net huet, da läit een am Beräich vun enger allgemeng irreführender Handelspraktik. Wann ee seet, als Produzent géif ee sech engem Code de conduite ënnerleeën, an dat stëmmt net, da läit een och hei falsch an dann huet een en illegalen Akt gemaach. Wann ee seet, e Produkt, wat ee verkeeft, hätt en Agrément, dat Produkt huet deen Agrément net, da fält een och ënnert d'Bestëmmunge vun den irreführenden Handelspraktiken. Verstoppte Publireportagen an de Medien, dat heescht also Artikelen, déi eigentlech bezuelt sinn, dat awer net kenntlech maachen, dass et eng bezuelte Publireportage ass, dat ass strofbar, dat ass als eng allgemeng irreführend Handelspraktik unzegesinn.

Wann ee fir Produkter oder Servicer falsch Heelqualitéiten an de Vierdergrond stellt an enger Publicitéit, dann ass dat och falsch. A gradesou däerf een och net, wann een zum Beispill eng Liwwerung mécht, eng Rechnung oder eppes Ähnleches bäileeë bei e Produkt, fir esou eigentlech den Androck ze ginn, wéi wa schonn eng Commande do gewiescht wär, an et war eigentlech keng Commande do. Dat alles sinn also Beispiller, déi am Gesetzestext dra sinn, Beispiller vu sougenannten onfairen Handelspraktiken.

Da gesäit den Text och elo vum Gesetz vir, dass et eng Rei vun aggressiven Handelspraktike gëtt, déi och dann ënner Strof gestallt sinn. Och dat ass am Fong eng net exhaustiv Lëscht, déi hei opgefouert gëtt. D'Geriicht ka vu Fall zu Fall nach aner Behuelen och als onfair aggressiv Handelspraktik bezeechnen.

Ech huelen och do e puer Beispiller eraus, well dat Beispiller sinn, mat deenen een all Dag oft konfrontéiert ass, ech mengen, jiddwereen - och hei am Haus. Zum Beispill, wann ee sollicitéiert gëtt iwwer Télefon, iwwer Fax oder och iwwer elektronesche Courrier, fir e Produkt ze kafen oder e Service ze kafen, wann dat sech ausserhalb vu vertragleche Verbindunge mécht, dann ass dat strofbar. Dann ass dat eng aggressiv Handelspraktik, déi zu Lëtzebuerg an an Europa verbueden ass.

Oder och, wann ee konfrontéiert gëtt mat Publicitéiten, déi virginn, dass een, wann ee gewësse Formalitéite mécht, kéint e Präis gewannen, dee Präis awer a Wierklechkeet net besteet, oder awer déi Formalitéiten, déi ee muss maachen, mat sech bréngen, dass ee selwer muss Geld bezuelen oder en Deel vun de Käschten iwwerhuelen. Dat ass eng aggressiv Handelspraktik, leider och eng allgemeng verbreeten Handelspraktik, déi awer zu Lëtzebuerg an an Europa illegal ass, an déi kann also sanktionéiert ginn.

Zoustänneg bleiwen d'Nationalstate bei der Ëmsetzung vun der Direktiv fir d'Festleeung vun de Sanktiounen, während se soss relativ wéineg Spillraum hunn, wat den Text ugeet. Mir hunn och probéiert, en eent zu eent ëmzesetzen, andeem mer awer och Suerg hate fir eng Rei vun Acquisen am Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg, besonnesch wat de Colportage och ugeet, deen zu Lëtzebuerg absolut verbueden ass, deen awer d'Direktiv ënner gewësse Konditiounen nach zouléisst, dass mer déi Interdictioun vu Colportage hei géifen halen. Ech hoffen, dass d'Europäesch Kommissioun dat och ähnlech gesäit respektiv net mierkt, dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

D'Sanktiounen, déi hei zréckbehale gi sinn, sinn déi, déi och am 2002er Gesetz drastinn. Et kann een eng Action en cessation maachen, déi no engem Référéverfahre beim President vum Handelsgeriicht leeft. Normalerweis ass et awer eng Geldstrof, also eng Amende, déi vum Législateur elo hei festgehale gëtt als Sanktioun, déi ka goe vun 251 Euro bis 120.000 Euro, déi also misst e relativ dissuasive Charakter hunn.

Wou mer eng Diskussioun haten a wou mer vläicht net honnertprozenteg zefridde sinn, dat ass déi legislativ Technik, déi hei ugewannt ginn ass. Mir mussen awer och soen, dass mer eigentlech keng och direkt ëmsetzbar Alternativ haten, fir et direkt besser ze maachen.

Et ass esou, dass mer hei am Fong elo an der Situatioun sinn, dass am Beräich vun den onfairen Handelspraktike mer zwee Gesetzer elo wäerten hunn: d'Gesetz vun 2002, wou de Champ d'application ganz large ass, an dat neit Gesetz vun 2009, wat e Champ d'application huet, dee méi restriktiv ass, wou deelweis Iwwerschneidunge sinn, wou awer och d'Definitiounen heiansdo liicht anescht sinn, well dat eent jo en europäeschen Text ass, dee mer mussen eent zu eent normalerweis ëmsetzen, dat anert zum Deel och national Texter sinn.

Dat ass sécherlech - loosse mer soen - fir d'Lisibilitéit, fir de Versteesdemech vum Konsument an och vum Professionellen,

dee jo och soll Kenntnis hu vun all deenen Texter, net ëmmer einfach.

Et bréngt allerdéngs net mat sech, dass d'Leit manner Rechter hätten, well d'Leit hunn elo de Choix, entweder op der Basis vum Gesetz vun 2002 unzesiche respektiv op der Basis vum neie Gesetz vun 2009.

Et kann een also soen, ënnert dem Stréch gëtt awer de Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg konsolidéiert duerch deen heite Punkt; e gëtt deelweis och op eenzelne Punkten ausgebaut.

Ech wëll zwou Neierungen nach erwähnen, déi interessant sinn, déi e Plus duerstelle par rapport zu der aktueller nationaler Législatioun an deem dote Punkt. Dat ass, dass hei d'Notioun éischtens vun der Omission trompeuse agefouert gëtt, déi mir bis elo net kannt hunn - dat ass eng Neierung -, dass mer awer och hei d'Notioun vun de Consommateurs vulnérables aféieren, dass also och, wa sech eng Aktioun, eng Handelspraktik riicht op e spezielle Grupp vu Leit, déi opgrond vun hirer mentaler Situatioun, opgrond vun hirem Alter méi liicht ierzeféiere sinn, dat ze berücksichtegen ass an der Qualifikatioun vun enger Strofdot, vun enger Handelspraktik, déi onfair ass.

An dat ass, mengen ech, e Plus par rapport zu där allgemenger Regel, déi mer haut hunn, déi och hei an der Direktiv nach dran ass, dass ëmmer de Riichter sech situéiert bei der Appréciatioun, ob e Feelverhale virläit par rapport zum Duerchschnëttskonsument oder par rapport zu engem Duerchschnëttsmember vun engem Zilgrupp, dee vun enger Publicitéit viséiert ass. Hei gëtt also u sech do d'Protektioun verstäerkt fir dee spezielle Grupp vu Leit, déi méi vulnérabel sinn, déi méi liicht eigentlech ierzeféiere si wéi den Duerchschnëttskonsument.

Dat also vu menger Säit d'Duerstellung vun deem heiten Text, dee selbstverständlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fënnt.

Ech wollt just nach am Numm vun der Kommissioun zwou Recommandatioune widderhuelen, déi mer och am schréftleche Rapport hunn: Dass d'Regierung elo sollt derfir suergen, zesumme vläicht och mat der Konsumenteschutzorganisatioun, mat anere professionellen Organisatiounen, dass déi néideg Informatioun elo stattfënnt par rapport zu all deenen Acteuren, déi en Interessi hunn, Kenntnis vun deenen neie gesetzleche Bestëmmungen ze hunn, a selwer vläicht och aktiv ze ginn - mir wëssen, dass eng Action en cessation och ewell kann zum Beispill vum Ministère de l'Économie duerchgefouert ginn, wann e selwer Kenntnis huet vun esou enger illegaler Praxis -, do also selwer och aktiv ze ginn, wann et flagrant verstéisst géint d'Gesetzgebung an hir dat sollt zur Kenntnis kommen.

En zweete Wonsch ass natierlech, dass mer spéiderhin och dat heite Gesetz wäerten integréieren an de Code de la consommation.

Voilà, dat gesot, géif ech dann och hei den Accord vun der ganzer Kommissioun zu deem heiten Text wëllen abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndleche Bericht. Als éischte Riedner ass elo den Här Marcel Sauber agedroen. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, ass enk mam Prinzip vun der Handelsfräiheet, der sougenannter Liberté de commerce verbonnen. D'Liberté de commerce ass eng vun deenen individuelle Fräiheeten, eent vun deenen individuelle Rechter, déi an eisem Grondgesetz, der Constitutioun, festgeschriwwe sinn. Dëst war net ëmmer esou. D'Liberté de commerce gouf u sech expressis verbis an d'Constitutioun eréischt 1948 erageholl. An dat ass geschitt op Virschlag vum Conseil d'État.

Deemools ass d'Recht op Aarbecht am Artikel 11 vun der Constitutioun erageholl ginn, an de Conseil d'État, fir deenen Interpretatiounsschwieregkeeten iwwert dat Wuert Aarbecht aus de Féiss ze goen, huet virgeschloen, an deeselwechten Artikel 11 eranzeschreiwen: «La loi garantit la liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole, sauf les restrictions à établir par le pouvoir législatif.»

Mä och virun 1948 huet de Prinzip vun der Liberté de commerce gesetzlech bestanen. Ech erënneren dorun, datt ënnert der Franséischer Revolutioun d'Zünften an alles, wat domat verbonne war, ofgeschaf goufen, an datt den Dekret vum 2. bis de 17. Mäerz 1791 - och genannt „Loi Allarde"- fir den Handel an d'Handwierk de Regime vun der Liberté individuelle, der individueller Fräiheet agefouert huet, y compris de Regime vun der fräier Konkurrenz.

Dës Fräiheet huet dann och bedéngt, datt d'Wirtschaftsacteuren eng Ethik, déi net konkurrenzverfälschent ass, respektéieren. Lëtzebuerg huet deemools nach zum Département des Forêts gehéiert an dee genannten Dekret huet sech dann och op eist Land bezunn.

Dat Wuert Ethik an der Konkurrenz, sief et tëschent de Commerçanten, sief et an der Relatioun Commerçant/Verbraucher, résuméiert am Fong déi Zilsetzung, déi all déi Texter, an et sinn der e sëllechen, all déi Gesetzer iwwert d'Concurrence déloyale ustriewen.

Mä et huet sech erginn, datt de Begréff Ethik an der Konkurrenz net ëmmer op déiselwecht Aart a Weis verstane ginn ass. Dohier den Drang oder d'Noutwendegkeet, de Begréff Ethik an dësem Beräich gesetzlech méi kloer ze ëmräissen, ouni datt déi eenzel Definitiounen alles, wat ënnert dem Begréff Ethik ze verstoen ass, kënne begräifen.

En däitschen Dichter huet emol behaapt - an ech hoffen, datt ech en elo méi oder wéineger richteg zitéieren: „Freiheit sei der Zweck des Zwanges, wie man eine Rebe bindet, dass sie, statt im Staub zu kriechen, hoch sich in die Lüfte windet."

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wow!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Esou ass et och mat der Liberté de commerce.

(Interruption)

Fräiheet heescht och, d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir mat der Fräiheet esou ëmzegoen, datt se eran an déi Gesellschaft passt, an där mer liewen.

Fräiheet fuerdert Verhalensregele vis-à-vis vun deenen aneren. Fräiheet bedéngt also och Grenzen, déi esou, wéi d'Constitutioun et fir d'Liberté de commerce virgesäit, a Form vu Gesetzer festgeluecht ginn.

Historesch gesi sinn eng ganz Partie Gesetzer an dësem Beräich geholl ginn, deels bedéngt duerch wirtschaftlech, deels sozial, deels duerch gesellschaftspolitesch Evolutioun, deels awer och aus Protektionismus oder awer fir d'Bekämpfung vun Abusen.

Wann een dat emol esou nosicht, da muss ee feststellen, datt d'Initiativ vun deene Gesetzer, déi de sougenannte fräien Handel a bestëmmte Barrièrë verweisen, am wéinegste vun der Politik ausgaangen ass, mä dacks war de Beruff selwer - ob dat sech op d'Nidderloossungsrecht bezitt oder op d'Gesetzgebung iwwert d'Konkurrenz - am Allgemengen Demandeur.

De Commerçant huet all Interessen dorun, datt den Handel sech fair ofspillt. Datselwecht gëllt fir de Konsument, deen all Interessen dorun huet, datt een net duerch onfair Handelspraktiken op d'A gedréckt gëtt. An dësem Sënn hu mer hei am Land eng ganz Ribambelle vu Gesetzer, déi souwuel allgemeng wéi awer och ganz spezifesch Matièren, Konkurrenzregelen, d'Concurrence déloyale definéieren a verbidden.

Mir sinn och op dësem Gebitt deene meeschte Länner aus der EU e Schratt viraus. D'EU huet déiselwecht Iwwerleeunge gemaach a Bezuch op d'Concurrence déloyale. Eng loyal Konkurrenz duerch d'Betriber an deenen eenzelne Staten ass eng Viraussetzung fir e faire Marché intérieur. Si belieft dëse Marché a stäerkt d'Vertraue vun de Bierger an d'Betriber, egal aus wéi engem Land se kommen. Duerfir ginn dann och Direktiven a Bestëmmungen iwwert d'déloyal Konkurrenz europawäit agefouert.

De Gesetzesprojet vun haut soll also d'Direktiv 2005/29/CE iwwert d'déloyal Handelspraktiken an d'Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. Dës Direktiv, och UCP-Direktiv genannt no hirer englescher Versioun - „unfair commercial practice" -, gëtt als e grousse Schrëtt a Richtung vum Erreeche vum Marché intérieur an och a Richtung vun der Verbesserung vun der Protektioun vum Konsument bewäert.

Den originale Projet de loi war méi wäit gespaant wéi de Projet, dee mer virleien hunn. Et war nämlech virgesinn, gläichzäiteg mat der Ëmsetzung vun der Direktiv och e Code de la consommation a Gesetzesform ëmzesetzen. Dat wär ouni Zweifel eng gutt Saach gewiescht, well haut ass et bal net méi méiglech, d'Duerchsiicht ze behale bei all deenen Texter, déi iwwert d'Concurrence déloyale bestinn, dat weder fir de Konsument nach fir de Commerçant oder Handwierker.

Mä et sollt anescht kommen. Den honorabelen Här Bodry huet als President an als Rapporteur virdrun déi Grënn, firwat de Projet an zwee gedeelt gouf, hei duergeluecht. Hien huet och, an dofir félicitéieren ech him, mat grousser Fach- a Sachkenntnis deen neie Projet B hei erkläert an d'Positioun vun dem Statsrot, de Beruffskummeren an aneren Organisatiounen a sengem schréftlechen a mëndleche Bericht ageschloss.

Ech wäert mech deementspriechend hidden, Är wäertvoll Zäit an Usproch ze huelen, fir hei onnéidegerweis Saachen ze widderhuelen, déi elo grad virdru schonn erkläert goufen. Ech géif mech just op e puer Bemierkunge limitéieren.

Éischtens, den Text, dee mer duerch d'Direktiv ëmsetzen, ass en Text, deen als Protektioun vum Konsument geduecht ass. Hie regléiert d'Relatioun tëschent Commerçanten a Konsument an net d'Relatiounen tëschent de Commerçanten. Dës sinn an engem aneren Text oder aneren Texter festgehalen, déi weider bestoe bleiwen.

Zweete Punkt: D'Gesetz vun 2002 iwwer verschidden Handelspraktiken, iwwert d'Concurrence déloyale an iwwert d'Publicité trompeuse bleift a Kraaft. Dësen Zoustand bréngt mat sech, datt d'Definitiounen iwwert déiselwecht Begréffer net ëmmer an deenen zwee Texter iwwereneestëmmen. Dat bréngt och mat sech, datt de Konsument au choix op dat eent oder dat anert Gesetz zréckgräife kann, wann hie mengt, e wär léséiert. Doriwwer eraus ass dat eent Gesetz komplementar zu deem aneren. An dat alles huet als Konsequenz, datt ee sech vum juristesche Standpunkt scho Besseres hätt kënne virstellen.

Dréttens, dëst Gesetz soll grenziwwerschreidend eng Harmoniséierung vun de Bestëmmungen iwwert d'Concurrence déloyale aféieren. D'Direktiv gesäit awer och vir, datt, wann an engem Stat Bestëmmunge bestinn, déi méi favorabel fir de Konsument sinn, dës bestoe bleiwen. Lëtzebuerg huet eng länger Traditioun an der Gesetzgebung iwwert d'Concurrence déloyale an d'Protektioun vum Konsument. Dat ass net onbedéngt schlecht, mä et kann een et och esou gesinn, datt, wa mer dës Direktiv ëmsetzen nom Prinzip «Toute la directive et rien que la directive», da behale mer nach ëmmer e Virsprong op déi aner Länner, deenen hir Texter net esou wäit ginn.

Véiertens, um Text vun der Direktiv kënne mer näischt méi änneren. Dat verhënnert net, datt, wann ee mat engem gewëssene Recul all déi Definitioune kuckt iwwert d'Pratiques commerciales déloyales, iwwert d'Pratiques commerciales trompeuses, ob par action ou par omission oder réputées déloyales d'office - ëmmerhin 23 Cas de figure, déi am Gesetz opgezielt ginn - oder iwwert d'Pratiques commerciales agressives - och erëm eng Dose Fäll -, da kann een nëmme staunen, datt et dat do alles gëtt.

Punkt fënnef. Wann dat Ganzt heiansdo wäit geet, da kënnt een trotzdeem net derlaanscht, domat d'accord ze sinn, datt onkoscher Machenschaften, déi enger propperer Konkurrenz am Wee stinn, ënnerbonne solle ginn. Dëst ass zweifellos am Avantage vum Konsument. Mä et ass gradesou zweifellos am Avantage vun de Commerçanten, déi hire Beruff propper an éierlech ausüben, an dat sinn déi meescht.

D'Fro stellt sech allerdéngs, ob een dofir esou vill Gesetzestexter brauch. Virun 200 Joer ass et duergaange mat dem Wuert Ethik, fir d'fräi Konkurrenz an d'Fënster ze stellen.

Leschte Punkt: Bei all deem Retard, dee sech bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv accumuléiert huet, a fir Schlëmmeres vun den europäesche Geriichter ze vermeiden, ass den originelle Projet gespléckt ginn, sou datt mer haut souzesoen nëmmen d'Direktiv ëmsetzen, woubäi mer awer wëssen, datt nach eng gréisser Hausaufgab usteet, wa mer fir d'Zukunft Iwwerschneidungen a parallell Gesetzer beschtméiglech vermeide wëllen, dat am Interessi vu proppere juristeschen Texter fir de Konsument a fir de Commerçant.

Ofschléissend bréngen ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet mat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass - sauf imprévu - déi lescht länger Interventioun an dëser Chamber vu menger Säit. Dir wësst, ech sinn net méi Kandidat bei deenen nächste Wahlen. Ech géif also nach e bësse vun där Zäit, déi mer nach am Liewe bleift, profitéieren, fir dat nozehuelen, wat ech vläicht verpasst hunn, souwäit ech eppes verpasst hätt, awer och erëm fir dat ze maachen, wat mer am Privatliewe Freed mécht.

Ech hunn normalerweis net mat menger Meenung hannert dem Bierg gehalen. Vläicht war meng Kritik net ëmmer bequem, mä si war awer ëmmer positiv geduecht an et ass ëmmer ëm d'Saach gaangen.

Mäi lescht Wuert ass dann och Merci, Här President, léif Kolleegen, léif Frënn aus der Regierung, datt ech hunn dierfe matschaffen an dësem héijen Haus an an deenen anere politesche Gremien an Instanzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci un den Här Sauber, Merci fir seng Interventioun, awer och am Numm, mengen ech, vun Iech alleguerten, wënsche mer dem Här Sauber dann elo fir deen nächsten Deel vu sengem Liewen, datt en do gradesou vill Succès an Zefriddenheet wäert hu wéi bis elo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir kommen dann zum nächste Riedner, an dat wär den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soen, och nach eng Kéier dem Här Sauber Merci soe fir seng gutt Aarbecht, déi en ëmmer geleescht huet. Ech hunn en nëmmen aus där Kommissioun kannt, wou dee Projet hei och diskutéiert ginn ass, mä et huet een och gesinn, datt hien aus engem anere Gremium hierkënnt an datt en ëmmer ganz gutt a pertinent Bäiträg do konnt liwweren, wat och dann d'Aarbecht erliichtert huet.

Ech wéilt dann awer och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. En huet all déi technesch juristesch Detailer hei erkläert, duerfir wäert ech net méi dorop agoen. Mir wëssen, et ass vun der Form hier eng Ëmsetzung vun enger Direktiv, wou mer e bëssen a Verzuch waren, an duerfir hu mer also missen hei eng gewëssen Urgence un den Dag leeën.

Sécherlech hätt ee sech méi - ech soen net besser -, mä awer méi sënnvoll Ëmsetzunge kënne virstellen, amplaz elo praktesch parallell Gesetzer ze hunn, datt een dat hätt an ee Gesetz kënne maachen. Wéi gesot, mir sinn hei an enger gewëssener Urgence, woufir mer dat dann esou gemaach hunn. Et ass einfach d'Ëmsetzung vun enger Direktiv eent zu eent, an domadder ass kee Problem. Och inhaltlech hu mer kee Problem mat där Direktiv, mir kënnen dat voll ënnerstëtzen.

D'Haaptobjektiv ass jo hei de Verbraucherschutz, an et ass wichteg, datt mer dat hei och an der Chamber ënnerstëtzen, datt mer dat hei als e wichtegt Uleies ugesinn.

Dat gesot, wéilt ech och nach dorop hiweisen, datt an der Suite et wichteg ass, datt mer och de Consommateur adequat dozou informéieren, an ech géif och den Accord vu menger Fraktioun dozou abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen, dee fir den Här Kox schwätzt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President,…

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- …den Här Kox ass eise Vertrieder an der Ekonomieskommissioun, mä well en eng dréngend Verflichtung elo hat, huet e mech gebieden, hei a sengem Numm dat virzedroen, wat DÉI GRÉNG dovunner halen, an dat ass da Folgendes: Och DÉI GRÉNG kënnen hei ouni Bedenken dësem Projet zoustëmmen. Duerch dëse Projet kritt de Konsument zousätzlech Sécherheet a Rechtschutz, fir sech géint illegal Geschäftspraktike kënnen ze schützen. Nei Sécherheeten, déi och ganz a voll dobaussen, sief et vun de Chamberen oder och nach vum Konsumenteschutz gedroe ginn.

Ech wëll duerfir net allze vill op de Fong vum Dossier agoen. De Rapporteur huet dat schonns an der gewinnter Ausféierlechkeet

virdru gemaach. Duerfir wëll ech och him hei nach eng Kéier am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi fir säi schréftleche Rapport.

Dëst Gesetz ass jo, wéi schonns vu menge Virriedner gesot, just en Deel vun engem méi grousse Gesetz. Et ass duerfir wichteg, datt déi nächst Regierung dësen Dossier erëm schnell an Ugréff hélt, fir den ugestriefte Code de la consommation ze finaliséieren an déi verschidde Gesetzer, déi am Beräich vum Konsumenteschutz bestinn, ze koordinéieren. Dëst am Sënn vu méi Rechtssécherheet fir de Konsument.

Een Aspekt wollt ech awer kuerz hei nach eng Kéier beliichten. Een Aspekt, deen awer éischter d'Form wéi de Fong ugeet. Hei bei dësem Gesetz hu mer erëm eng Kéier gemierkt, wéi schlecht mer nach ëmmer bei den Ëmsetzunge vun EU-Direktiven opgestallt sinn. Ech weess net, wéi vill Mol mir schonns an aller Hetz hu missen eng Direktiv ëmsetzen, oft souguer well schonns eng Veruerteelung zu Stroossbuerg erfollegt war. Besonnesch och hei an der Ekonomieskommissioun lafe mer säit Ufank vun dëser Legislaturperiod den EU-Direktiven no.

Vläicht kann de Minister eis duerno nach kuerz eng Kéier soen, wéi vill Direktiven eleng am Wirtschaftsministère nach mussen ëmgesat ginn. Mir kënnt et schonns bal vir, als ob hei mat System virgaange géif ginn. Et däerf awer net sinn, datt déi strukturell Problemer op eemol als Grond geholl ginn, fir um Inhalt kënnen ze fréckelen.

E ganz erschreckend Beispill ass déi vill ze vill spéit Ëmsetzung vun der Direktiv am Ëmweltministère iwwert d'Evaluatioun vun den Auswierkunge bei verschiddene Pläng a Programmer op d'Ëmwelt, wat jo elo dozou féiert, datt sämtlech PAGen déi Evaluatioun musse maachen, wat awer am Fong jo gutt a richteg ass.

Besonnesch heikel ass et awer fir déi Gemengen, déi schonns hire PAG praktesch duerch d'Prozeduren duerchbruecht hunn. Déi Gemenge kënnen deemno eventuell erëm eng Kéier vu vir ufänken.

Ech hoffen, datt déi nächst Regierung sech dëser Problematik endlech méi seriö unhélt. Dës Regierung huet op deem Plang fir eis jiddefalls versot. Wat mir net matmaache wäerten, sinn Ännerungen un den Inhalter, Gesetzer oder Reglementer. Mir brauchen endlech eng Reform vun de Strukturen, sou datt déi Ëmsetzunge méi effikass kënnen duerchgefouert ginn.

„Zum Schluss wollt ech dann no dësen Iwwerleeungen nach eng Kéier eis Zoustëmmung vun dësem Gesetz hei widderhuelen" - seet den Här Henri Kox am Numm vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dann dem Här Huss respektiv dem Här Kox Merci fir seng Interventioun. Als nächste Riedner hu mer den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zuéischt de Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen eng etlech gutt Prezisioune bruecht huet zu deem Projet de loi, wéi mer en hei virleien hunn.

Da wollt ech och dem Marcel Sauber soen, datt seng Kontributiounen, notamment an dësem Dossier, mä och a villen aneren, dozou gefouert hunn, datt esou komplizéiert Texter wéi deen heite sech verbesseren. An ech mengen et ass dat, wat absolut noutwendeg war a wou hien eng ganz gutt Kontributioun geleescht huet.

Effektiv muss een, wann een deen Text kuckt, dee mer elo virleien hunn, festhalen, datt et eng Direktiv vun 2005 war, déi ënner lëtzebuergescher Présidence ugeholl ginn ass an déi hätt misse bis den 12. Juni 2007 ëmgesat ginn. Guer näischt ass an där Zäit geschitt, do hu se am Ministère d'Daume gedréit. Et ass eréischt den 10. Mee 2008 wou de Projet de loi déposéiert ginn ass, nodeem mer schonns ugesicht waren. Mir sinn dunn de 5. Februar 2009 hei vun der Cour européenne de justice condamnéiert ginn an duerfir hu mer da missen en toute urgence en Text duerchsetzen.

Ech mengen, déi Aart a Weis, wéi hei geschafft ginn ass, ass op jiddwer Fall net akzeptabel an dat muss sech an Zukunft änneren. Do musse mer ons als Chamber visà-vis vun der Regierung aner Prozedure ginn, fir datt d'Ministèrë sech deenen Direktiven, déi se gestëmmt hunn, ënnerwerfen, an datt net hei iergendwéi egal wat muss gemaach ginn, am Hokuspokus hei, fir herno den Text duerchzekréien. Well deen Text, dee mer hei virleien hunn, ass schlecht. En ass schlecht.

E war nach méi schlecht wéi den Text, deen... Mir hunn en nach verbessert par rapport zu deem Text, deen d'Regierung erabruecht hat. Well do muss ech effektiv soen, dat huet sech gelies wéi e Kreuzworträtsel. An dat ass souguer esou wäit gaangen, datt mer dat souguer am Rapport vun der Kommissioun festgehalen hunn, datt een net méi genau wosst, wat geschwat ginn ass. «Confusion, insécurité juridique, opacité légale au détriment du consommateur», steet hei am Rapport. Do ass natierlech den Text vun der Direktiv net onbedéngt onschëlleg drun.

Do ass den Text net onbedéngt onschëlleg drun, mä ech wëll awer drop hiweisen, datt, wann een eppes fir de Konsument mécht, da muss deen Text awer och nach verständlech sinn, an e muss och verständlech si fir déi Entreprise, déi dee soll ausféieren, zemools well Strofen drop si bis 120.000 Euro. An da geet den Artikel 1, Paragraph 2, no deem mer scho versicht hunn ze erklären, un: «La présente loi s'applique sans préjudice du droit des contrats, des dispositions communautaires ou nationales relatives à la santé et à la sécurité des produits, des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière (...) de métal précieux, code de déontologie» an esou weider an esou virun.

Sechs där Exceptiounen! Dat heescht, datt den Text, dee mer elo stëmmen, seet: Et kann am Prinzip esou applizéiert ginn, mä Dir musst awer och nach bedenken, gegebenenfalls kënnen an aneren Texter aner Dispositioune sinn, déi contraire sinn oder déi net kompatibel sinn, an egal wéi musst Dir da kucken, datt Dir domadder eens gitt.

Dat ass dat, wat mer haut hei stëmmen. Duerfir mengen ech, datt dee Wonsch, deen hei ausgedréckt ginn ass vun dem President an dem Rapporteur vun der Kommissioun, vun der ULC, datt ee misst en «Code du consommateur lisible» maachen an «compréhensible» fir den allgemenge Bierger, datt een dee misst zustane bréngen.

Dat bedeit, datt een eng etlech Gesetzer oder souguer bal déi ganz Gesetzgebung nees erëm eng Kéier nei schreift, fir eng gréisser Lisibilitéit duerchzekréien, fir datt och déi Betriber an déi Konsumenten, déi hei solle geschützt ginn, och mat esou engem Text kënnen eens ginn, well dat heite géif op all Säit, bal op all Artikel bedéngen, datt ee misst e ganzen Exposé schreiwen a ganz Bicher schreiwen, fir iwwerhaapt ze wëssen, wat drasteet. Duerfir mengen ech, datt dat heite muss nei iwwerduecht ginn an nei duerchgekuckt ginn, an ech sinn och sécher, datt d'Regierung, datt den zoustännege Minister wäert an der nächster Regierung déi Aufgab do iwwerhuelen.

Et muss een och festhalen, datt hei eng etlech Sanktioune virgesi sinn, souguer «en l'absence de preuve d'une perte ou d'un préjudice réel». Déi gi ganz wäit, déi Dispositiounen, an duerfir ass et wichteg, datt mer alleguerten en Text hunn, dee fir den allgemenge Bierger dobausse verständlech ass. Dat ass mat dësem Gesetz net de Fall.

Well mer awer mussen déi Direktiv ëmsetzen, well mer en urgence sinn, si mer awer als ADR bereet, den Text hei ze stëmmen, mä mat där Reserv,...

(Interruptions)

...mä mat där Réserve expresse, datt de Minister sech engagéiert fir op jiddwer Fall déi néideg Instruktiounen ze ginn, datt mer iwwert de Code du consommateur e konsolidéierten Text kënne kréien, wou déi ganz Matière compréhensibel exposéiert gëtt.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech mengen, all Text, deen am Sënn vum Consommateur ass an de Sënn huet fir de Consommateur ze schützen, dee soll ee begréissen, och wann elo nach vläicht Ännerungspropositioune kommen oder do sinn. Mir hunn esou vill Texter hei gestëmmt, déi vum Grond hier net dat waren, wat mer onbedéngt gär gehat hätten, mä wou een ëmmer nach kann nobesseren. Ech wëll och dem Här Rapporteur Merci soe fir säin explizite Rapport.

Wann ech also elo deen Text richteg verstanen hunn, dann heescht dat, dass am Fong de Consommateur soll geschützt gi viru Werbesloganen, déi him spéider kënne schueden.

Wann ech dat dann awer esou iwwerleeën, da stellen ech mer d'Fro: De Wieler ass jo och e Consommateur vun de Werbeslogane vun de Parteien, an e muss jo awer och vill vun där Seef konsuméieren, déi an de Wahlprogrammer steet an déi da spéider a Seefeblosen opgeet. Do stellen ech mer dann awer d'Fro, ob dann och d'Parteien drënner falen, wa se elo an hire Werbesloganen de Leit eppes verspriechen, wat se spéider net halen, ob dann déi opgrond vun dësem Gesetz och zur Uerdnung geruff ginn. Ech mengen, Här Minister, Dir kënnt mer jo dann op déi Fro äntwerten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Duerfir maacht Dir kee Programm.

M. le Président.- Ech soen dann och nach dem Här Jaerling Merci, an elo huet d'Regierung d'Wuert, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, erlaabt mer, sou wéi dat mer allerdéngs schonn oft geschitt ass, dass ech muss der Kommissioun Merci soen, déi wierklech an all deene Jore ganz oft geholl ef huet, fir dass mer éischtens Texter méi schnell konnten duerchbréngen, an zweetens och propper Texter duerchbruecht hunn. An ech muss soen, ech muss hei dem Alex Bodry Merci soen, deen e puer séier gutt Modifikatiounen erabruecht huet, a virun allem och als Rapporteur, mengen ech, déi noutwendeg Opklärunge bruecht huet.

Ech wëll dann och dem Marcel Sauber - ech géif bal soen: Ale Feind, ale Frënd, hat, mengen ech, eng Kéier ee gesot -...

Une voix.- Fänk awer elo net un ze kräischen!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...Merci soe fir déi Partien, déi mer alt emol ënnereneen haten. Hien hat eng Aktivitéit virdrun, déi e schwéier konnt opginn. De Moie sot en nach zu mir: „Ech sinn net am Statsrot." Et deet mer leed, du hues heiansdo esou geschwat, wéi wann s de nach am Statsrot wiers. Duerfir hu mer dat ëmmer esou och ugeholl. Dat war och éischter e Luef, géif ech soen, wéi dass et eng Kritik war. Du has och net ëmmer Recht, mä du has Recht wéi s de gesot hues: „Vläicht war ech net ëmmer bequem." Marcel, looss der et gutt goen! - Dat zu mengem Kolleeg Marcel Sauber.

Elo zum Projet selwer. De Code de la consommation, deen hei elo e puermol ernimmt ginn ass, ech wëll virausschécken, deen ass fäerdeg, en ass déposéiert. Éierlech gesot, ab engem gewëssene Moment kann een als Regierungsmitglied net méi Afloss drop huelen, wat da geschitt. Dann hänkt et vum Statsrot a vun der Chamber of, fir dat do ëmzesetzen.

Mir hunn dee Code de la consommation och gemaach, well mer dat déift Bedürfnis hate fir hinzegoen, à droit constant - mat eegene Modifikatiounen, déi am Laf vun der Zäit an der Législatioun komm sinn, mä gréisstendeels à droit constant - dee Code de la consommation ze konzipéieren. Mir haten nämlech geduecht, wa mer elo alles ëmänneren, da bass de zéng, 15 Joer amgaangen. An duerfir hu mer geduecht, à droit constant dat ze maachen. Dat läit Iech vir. Dat hei ass ofgespléckt ginn, well mer effektiv ënner Bedrängnis si vun der Europäescher Kommissioun.

Den Här Henckes huet gemengt, mir wieren do immens en retard. Also, ech weess net, wou Dir dat siche gitt. Dir hutt vläicht...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mir si condamnéiert ginn, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä Dir hutt geschwat vun x Geschichten, wou mir en retard sinn. Ech kann Iech soen, mir hunn der zwou, wou mer en retard sinn, déi ganz kloer sinn...

Gelift?

Une voix.- Dat sinn der x fir den Här Henckes.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et sinn der zwou, wou mer en retard sinn...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et sinn aacht Stéck.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir hunn der zwou, wou mer en retard sinn, a wou ech extrem,...

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo lauschtere mer dem Här Wirtschaftsminister no.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...wou ech eng Urgence gefrot hu beim Statsrot. Dat ass hei geschitt, an hei brénge mer et jo fäerdeg, ee vun deenen dräi, wou mer en retard sinn, elo endlech ewech vun der Lëscht ze kréien. Deen Zweeten, do hunn ech keng Emprise méi drop, dee läit elo scho wéi laang beim Conseil d'État.

Bon, mir hunn natierlech och Zäit gebraucht, mä wann awer d'Chamber eis an Zukunft, wa mer Gesetzer erabréngen, och fir déi Saachen emol Leit gëtt, fir dass mer se kënnen ëmsetzen, hunn ech kee Problem. Ech mengen, Här Henckes, Dir kënnt zu jidder Zäit där doter Propositioune maachen. Well am Droit de la propriété intellectuelle, wat eng extrem komplizéiert Matière ass, hunn ech een eenzege Jurist bis elo gehat, elo hunn ech der zwee. Dat ass awer alles, wat mir hunn, fir all déi Direktiven ëmzesetzen an der Propriété intellectuelle.

Ech wëll Iech just soen, dass och d'Juristen et net ëmmer méi einfach maachen. Dir hutt jo gemengt, dat hei wier eppes Komplizéiertes. Et géif een net mengen, dass Dir Iech an deene Saachen doheem misst fillen. Et kann een an eenzelne Matièren net einfach Texter maachen, déi fir de Consommateur, de Mann an d'Fra vun der Strooss geduecht sinn. Also deen, dee mengt, e kënnt esou eng Gesetzgebung maachen, ech mengen, dee lieft um Mound.

Et muss een eng Gesetzgebung maachen, déi d'Strooss hält. Derniewent muss een eng Informatioun maache fir de Bierger, fir de Konsument, déi deem explizéiert, wat seng Rechter elo sinn. Mä déi Rechter... Ech ka mer net virstellen, wann Der de Code de la consommation kuckt, Här Henckes, dass iergendeen an Ärer Famill, Är Fra, fir se net ze nennen, sech owes bei der Tëlee dobäi setzt, fir de Code de la consommation ze liesen. Et liest kee Konsument de Code de la consommation. Dee gëtt gemaach, fir dass et hieb- a stichfest juristesch Texter sinn, an dee muss herno, an den Informatiounen, déi zum Deel de Ministère, mä haaptsächlech d'Union luxembourgeoise des consommateurs ze liwweren huet, esou ausgedäitscht ginn, dass jiddwereen dat versteet.

Loosse mer eis also eens sinn: D'Texter sinn a bleiwen, well dat an der Juristerei, Här Henckes, anscheinend esou ass, komplizéiert. Fir dass Kloerheet zumindest an de Käpp vun den Affekoten an an de Käpp vun de Magistrate misst sinn, do musse mir da kucken déi noutwendeg Campagnen ze maachen.

Mä Dir hutt e Besoin urgent fir mer eng Fro ze stellen, gesinn ech.

M. le Président.- Här Henckes, Dir hutt d'Wuert fir eng Fro ze stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wollt just nuren den Här Minister froen, ob en de Rapport vun der Kommissioun gelies huet, an deem drasteet, op der Säit fënnef, datt «partant la commission a soulevé un risque de confusion, d'insécurité juridique voire d'opacité légale au détriment du consommateur». Dat ass dee Saz, deen hei am Rapport steet, an dat beweist, datt mer gemierkt hunn, datt mer wuel en Text hunn, deen technesch an duerch d'Direktiv bedéngt ass. Mä ech mengen, Här Minister, de Sënn an Zweck, deen et awer och muss hunn, dat ass, datt den Text fir de Bierger, fir de Konsument, fir d'Betriber an och fir d'Affekote muss liesbar sinn. Et ass also eng Recommandatioun, déi ech ginn, an Dir sollt vläicht kucke mat Äre Servicer, et ass dee Wonsch, wou ech gären hätt, datt Der eis déi Instruktioune wëllt ginn, méi net.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ma ech ka mer virstellen, dass et deen een oder aneren Deputéierte gëtt, dee vläicht eng Proposition de loi mécht an eng Fusioun vun allen Texter virhëlt. Ech géif Iech dat vläicht proposéieren. Dat wier eng flott Aarbecht, eng ganz nëtzlech Aarbecht, well ëmmerhin ass et nach d'Chamber, déi de legislative Kader setzt, an net d'Regierung.

Bon, dat zu deem Punkt do, Här President. Mir hunn, ech muss hei en aveu sinn, déi Direktiv net hei eent zu eent ëmgesat, well mer deen Deel vum Colportage iwwerholl hunn, dee bis elo bei eis virgeherrscht huet an deen awer net esou gesi gëtt vun der Direktiv. Ech setze viraus, an da kann erëm eng Kéier een eis de Virworf maachen, mä ech

setze viraus, dass vläicht een et net gesäit, mä wann et gesi gëtt, dass mer vläicht eng Kéier Schwieregkeeten dowéinst kréien.

Mä hei hu mer gemengt, oder ech géif soen, zesumme gemengt, well mir sëtzen an engem Boot, ginn ech dovun aus, Regierung a Parlament hei, dass mer am Sënn vum Konsument géife bei eiser Dispositioun bleiwen, déi also virgesäit, dass do net permanent ee schellt a permanent een Iech emmerdéiert, fir Iech iergendeppes ze verkafen. Wann dat eng Kéier de Fall ass, da riskéiere mer vläicht forcéiert ze ginn, dat Gesetz hei nach eng Kéier ëmzeänneren. Mir hu gemengt an dësem Fall kéinte mer eng Kéier derogéieren an net eent zu eent ëmsetzen. Mä ech soen dat an aller Kloerheet, dass mer hei alleguerten am selwechte Boot sëtzen an dass hei net Leit sech kënnen erausstielen.

Mir hu probéiert, esou wéi mer et gewinnt sinn hei zu Lëtzebuerg, e relativ héijen Niveau vu Konsumenteschutz duerchzezéien. Dat fënnt jiddweree gutt. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass och Geforen dobäi leien. Et leien eng Rei Geforen dobäi. Mir probéieren op europäeschem Plang, dass d'Harmoniséierung op héijem Niveau geschitt. Wann dat nämlech net de Fall ass a mir maache 27 verschidden Dispositiounen a 27 verschidde Länner, da soen ech Iech, ass Lëtzebuerg den éischte Perdant.

Lëtzebuerg ass dann den éischte Perdant. Mir hu schonn elo eenzel Domänen, ech denken un eBay an un Ähnleches, wou Der net d'Méiglechkeet hutt, iwwer eng Lëtzebuerger Plattform dat ze maachen, well grouss Betriber keng Loscht hunn, sech un eis Législatioun ze adaptéieren. Dir kritt och muer näischt iwwer „Premiere" hei zu Lëtzebuerg, wann Der net iwwer e Kolleeg an Däitschland fuert, oder Dir fuert iwwer ee vun de Senderen. Dir kënnt net selwer do, esou wéi Der dat bei anere kënnt, Iech uschléissen. Firwat? Well „Premiere" Lëtzebuerg esou laang wéi breet ass.

Duerfir muss een oppassen, mir mussen oppassen an eiser Konsumenteschutzlégislatioun, awer dat gëllt fir ganz Europa, dass mer net siwe Mini-Markets kréien a kee Bannemaart. Mir plädéiere fir d'Harmonisatioun no uewen, dat heescht eng maximal gutt Harmonisatioun vum Konsumenteschutz. Mä ech wëll drop opmierksam maachen, dass do eng Gefor ass. Et ass eng Gefor, dass e Betrib, deen hei vu Lëtzebuerg aus schafft, véier verschidden Dispositioune muss respektéiere vum Konsument. Véier! Dat ass fir mech och kee Verständnis vum Bannemaart. Duerfir probéiere mer d'Kolleegen…

(Interruption)

Et ass, Här Thiel, de Fall an de Visaskaarten notamment, an de Kreditkaarten de Fall. Ech weess net, ob et eng grouss Errungenschaft ass fir eis Betriber, wa mer et permanent duerch déi eng oder déi aner Dispositioun fäerdeg bréngen, dass mer en dehors vun dem normalen däitschen, franséischen, belsche Recht sinn, well mer hei awer bannent 20 Kilometer déi aner Säit vun der Grenz sinn, wa mer Geschäfter wëlle mat deene maachen.

Ech weisen einfach op eng Gefor hin, an déi solle mer och am Kapp hunn, wa mer hei eenzel Dispositiounen anescht gesinn. Mir waren als Regierung jo och mat d'accord, dass mer dat esou maachen. Mä ech well just drop opmierksam maachen: Dat kann een net permanent maachen, well soss op eemol isoléiert ee sech à un point, wann een e klengt Land huet a kee Bannemarché huet, deen iergendwéi déi grouss Opérateuren interesséiert, dass ee sech marginaliséiert. Dann huet een de Konsument maximal geschützt, mä et huet een e geschützt a Matièren, wou iwwerhaapt kee Mënsch eis méi wëllt eppes verkafen. Duerfir musse mer oppassen, dass mer do en anstännegen Équiliber hunn.

Datselwecht wollt ech och dem Här Huss soen, dee sech jo och hei Suerge gemaach huet, wéi vill dass mer géifen ëmsetzen an net ëmsetzen. Ech brauch Iech net nach eng Kéier datselwecht ze soen, wat ech dem Här Jaerling - pardon, dat ass eng Frechheet! -, dem Här Henckes gesot hat. Dat gëllt fir Iech, ech hat dat vergiess, Här Huss, mä Dir sidd mer do net béis.

De Rapporteur huet gesot, dass e géif mengen, mir missten och derfir suergen, dass eng gewësse Campagne gemaach gëtt elo, wat de Konsument ubelaangt. Mir ginn dovun aus, dass d'Konsumenteschutzorganisatioun, déi mir mat iwwer 800.000, dat heescht Dir an deem Moment, vu dass Dir jo d'Autorisatioun gitt fir déi Suen auszeginn, dass mer déi probéieren ze ënnerstëtzen an hire ganze Bestriewungen, fir d'Informatioun ënnert d'Konsumenten ze bréngen, dass déi eis dobäi wäerte behëlleflech sinn. Well déi hunn den direkten Accès, déi hu mengen ech och d'Iwwerzeegungskraaft, vu dass se wierklech an der Verdeedegung vun den Interesse vun de Konsumente sinn. Ech ginn dovun aus, dass déi eis do massiv wäerten hëllefen, déi Informatioun weiderzebréngen.

Fir de Rescht, Här President, soen ech Iech Merci, Iech an dem Rescht vun der Chamber, dass Der bereet sidd, deen Text hei ze stëmmen. Här Bettel, ech kann Iech herno nach eppes aneschters soen, da kommen ech bis bäi Iech laanscht. Dat huet näischt mat Konsumenteschutz ze doen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci fir déi Prezisiounen zu deem wichtegen Text, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration.

(Interruption et hilarité)

De Projet de loi 5881B ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Michel Wolter), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Ali Kaes), Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ier mer zum nächste Projet de loi kommen, huet de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, sech bereet erkläert, op eng Question urgente vum Här Fernand Etgen ze äntwerten, nämlech d'Question urgente N°3309 iwwert d'Fäll vu Mumps.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An den Här Arméiminister och.

M. le Président.- An den Här Arméiminister och.

(Interruptions et hilarité)

Also, mir hunn zwee Ministeren, déi op eng Fro äntwerten. Den Här Fernand Etgen huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Observatioun virzedroen, an déi zwee Ministeren hunn zéng Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Ass dat ustiechend?

Une autre voix.- Jo!

3. Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi aus engem Artikel vum 19. Februar, dee vun Eurosurveillance publizéiert gouf, ervirgeet, ass Enn d'lescht Joer de Mumps innerhalb der Lëtzebuerger Arméi ausgebrach. Bei zéng jonke Leit ass Mumps festgestallt ginn. An de Chiffer ass bis den 31. Dezember 2008 op 19 Fäll geklommen. Et ass mer duerno zu Ouere komm, datt dorophin de Mumps och an der Zivilbevölkerung ausgebrach ass, an dat virun allem am Norde vum Land.

Ech hätt gäre vun der Regierung gewosst, wéi d'Situatioun innerhalb der Lëtzebuerger Arméi nom 31. Dezember evoluéiert huet, an ob d'Situatioun de Moment am Gréff ass oder ob et nach ëmmer Fäll vu Mumps an der Arméi gëtt.

Wéi gesäit et bei der Zivilbevölkerung aus? Ass do eng Verbreedung vun der Maladie infectieuse virale, déi extrem ustiechend ass, festzestellen? A wa jo, a wéi engem Ausmooss dovunner?

Wéi vill Fäll si gemellt ginn? Sinn et och Fäll vun Hirnhautentzündung ginn?

Ech mengen: Hätt d'Bevölkerung an deem dote Fall net missen informéiert ginn, grad wéi d'Dokteren, déi dann hir Diagnostiquë vill méi genee hätte kënne maachen?

Deen Artikel, deen ech ugeschwat hunn an deen notamment vum Dokter Joël Mossong aus dem Statslabor geschriwwe gouf, gëtt och eng Recommandatioun mat op de Wee.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vu wéini ass deen Artikel, wann ech gelift?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Vum 19. Februar.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ah, merci!

Une voix.- Dëst Joer?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo.

(Interruptions)

De Caractère urgent, Här Wolter, deen ass vun der Regierung unerkannt ginn, an duerfir hu gläich zwee Membere vun der Regierung sech bereet erkläert,…

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, do kann d'Regierung sech net iren, bei der Urgence, selbstverständlech.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, loosst elo den Här Etgen seng Froe stellen!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Bon, ech mengen, deen Artikel, deen ech ugeschwat hunn, dee gëtt och eng Recommandatioun mat op de Wee, nämlech déi, déi da beseet, fir de Mumps laangfristeg hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien, misst eng Vaccinatiounscampagne gestart gi bei all deene Leit, déi tëschent 1970 an 1990 gebuer goufen an déi nach net geimpft goufe respektiv nach net immuniséiert sinn.

Wéi steet den Här Minister zu dëser Recommandatioun?

Ech mengen, et gëtt nach ëmmer Fäll vu Mumps, a besonnesch a menger Géigend. Duerfir huet d'Chamber och, mengen ech, awer zu Recht de Caractère urgent vun dëser Fro unerkannt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, ech soen dem Här Etgen Merci. Wat fir een Här Minister äntwert dann elo fir d'éischt? Den Här Arméiminister kritt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Här President, dat, wat den Här Etgen als en Artikel qualifizéiert, ass eng wëssenschaftlech Ofhandlung, déi ënnerschriwwen ass vun Dokteren a Wëssenschaftler a Professeren aus dem Laboratoire national de la santé vu Lëtzebuerg, aus dem Service de santé vun der Lëtzebuerger Arméi a vun der Direction de la santé och vu Lëtzebuerg.

Et ass also eng Kommunikatioun, déi am Februar vu Lëtzebuerg un déi international spezialiséiert Publikatioun do erausgaangen ass. Dat zur Virgeschicht.

Wat d'Evenementer ubelaangt, ass et richteg, an ech zitéieren do aus där Etüd, datt e Fall vu Mumps festgestallt ginn ass am Centre militaire de 15. September 2008. Den zéngten an dee leschte Fall ass festgestallt ginn den 28. Oktober 2008. Also eng Zäitspan vu sechs Wochen, wou zéng Fäll festgestallt gi sinn.

Duerno ass eng vaste Campagne de vaccination um Härebierg gemaach ginn, déi de 27. Oktober 2008 débutéiert huet. Duerno, no deem, ass kee Fall méi um Härebierg festgestallt ginn.

Dräi Remarquen nach, Här President. Éischtens, d'Santé ass deemools informéiert ginn. Déi ganz Operatioun ass zesumme mat der Santé ofgewéckelt ginn an de concert mat der Santé.

Zweetens, fir ze soen, datt de Mumps um Härebierg ausgebrach wär, schéngt mer net e ganz adequate Sproochgebrauch ze sinn, well et nämlech esou ass, datt dat ee vun deenen éischte Fäll war, dee festgestallt ginn ass. Et ass awer dovun auszegoen, datt de Mumps op den Härebierg eropgaangen ass fir d'éischt an duerno erëm erofgaangen ass an um Härebierg detektéiert ginn ass, an also konnte Mesurë geholl ginn, well en eben do detektéiert ginn ass an op anere Plazen net.

Wann een déi Etüd richteg liest a wann ech net alles falsch verstinn an där Etüd, da waren am August zwee Fäll hei am Land, déi net um Härebierg lokaliséiert waren. Et muss een also déi Etüd ganz liesen.

Dréttens, ech wär virsiichteg, fir dat Wuert Epidemie an de Mond ze huelen. Ech si kee Spezialist, duerfir wäert mäi Kolleeg Gesondheetsminister, Här President, Iech alles zu deem Wuert an aner Explikatioune soen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Arméiminister Merci. An elo kritt de Gesondheetsminister d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Just eng Prezisioun: Et ass net d'Regierung, déi d'Urgence unerkannt huet, mä et ass d'Chamber, déi d'Urgence unerkannt huet. Mir hunn dat da matgedeelt kritt a mir stinn da selbstverständlech jidderzäit der Chamber zur Dispositioun, eleng oder zu zwee - wann et ëm d'Arméi an den Zivil gläichzäiteg geet.

Ech kann dat bestätegen, wat den Arméiminister gesot huet. De Mumps gëtt et am Moment um Härebierg net. An ech kann och ganz kloer soen, dass mer hei net a Präsenz si vun enger Epidemie, well mer insgesamt 45 Fäll gemellt kritt hunn. Dat ass zwar exzeptionell vis-à-vis vun der Situatioun vun deene Jore virdrun, well et do keng Mumpsfäll méi gi sinn. Zënter Jore war Lëtzebuerg mumpsfräi.

Ech ka mech un Zäiten erënneren, wou mir mat méi décke Baken dorëmmer gelaf sinn. Eng vun deene penibelsten Experienzen, déi ech selwer hat, dat war, wéi mer den éischten Ausfluch sollten an de Beetebuerger Park maachen, souz ech mam Mumps doheem.

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Dir kënnt dat nohuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn et awer an allen Hisiichte gutt iwwerstanen.

(Brouhaha général)

D'Santé zesumme mat dem Härebierg sinn direkt aktiv ginn: eng allgemeng Vaccinatioun vun de Leit um Härebierg.

Vereenzelt Fäll sinn ëm d'Fuesentzäit an der Dikrecher Géigend opgetrueden. Doropshin huet d'Santé sämtlech Generalisten informéiert. Dat heescht also, d'Doktere wësse Bescheed, kënnen also déi adequat Diagnos maachen.

D'Schouldirektere sinn informéiert ginn. Mir mengen net, dass elo eng flächendeckend zousätzlech Impfung ze maachen ass, well déi Leit aus där Generatioun, déi virun 1970 gebuer sinn, déi si quasi alleguerten immuniséiert, well se de Mumps sengerzäit haten. Déi, déi duerno gebuer sinn, sinn zum groussen Deel vaccinéiert. Zënter 1986 gëtt eng systematesch Vaccinatioun vun de Kanner gemaach. Et ass effektiv déi Tranche zwëschent 1990 oder zënter 1990 bis haut, déi sollt nokucken am Vaccinatiounspass, ob d'Impfung komplett gemaach ginn ass sengerzäit oder ob eng vergiess ginn ass. Dee Moment solle se eng Novaccinatioun maachen.

Ganz kloer, et si vereenzelt Fäll; et ass kee Grond do, fir Panik ze maachen. D'Doktere sinn informéiert. An et soll ee säi Vaccinatiounscarnet nokucken, fir dat nozehuelen, wann et eventuell zum Deel verpasst ginn ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Jo, Merci och dem Gesondheetsminister. A mir wëssen dann elo genuch iwwert déi Mumpsproblematik.

Ier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, géif ech lech wëllen dorop opmierksam maachen, datt mer duerno och nach d'Diskussioun an de Vote iwwer zwou Motioune wäerte maachen: eng Motioun vum Här Meisch iwwert d'ADEM an eng aner Motioun vum Här Huss iwwer eng Journée internationale contre l'homophobie.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 5940 iwwert d'Rehabilitatioun vun den hydroelektreschen Installatiounen zu Rosport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Wagner, Diederich a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

4. 5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 21. Oktober 2008 huet de Bauteminister Claude Wiseler de Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport hei an der Chamber déposéiert. Wéi et üblech ass, louch dem Text en Exposé des motifs bäi souwéi en Devis estimatif, eng Fiche financière a selbstverständlech och Pläng iwwert de Projet selwer.

De 17. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn, an ech huelen elo näischt virewech, wann ech soen, datt déi héich Kierperschaft kee Problem mam Text huet a folglech och hiren Accord derzou ginn huet.

Den 10. November 2008 sinn ech du vun der Bautekommissioun zum Rapporteur vun dësem Projet ernannt ginn. D'parlamentaresch Kommissioun huet an hire Sitzunge vum 9. Mäerz 2009 de Projet wéi och den Avis vum Statsrot analyséiert. Eppes weider wéi zwou Woche méi spéit, de 26. Mäerz, hunn d'Membere vun der Kommissioun de Rapport ugeholl.

Souwäit, Här President, den administrativen Deel.

Ech wëll awer elo dëse Projet, dee wierklech immens technesch ass, probéieren a mengem Exposé esou kuerz an iwwersiichtlech wéi méiglech ze halen. Dat soll awer dofir net heeschen, datt de Projet net wichteg wär, mä ech denken, datt sech d'Qualitéit vun esou engem Bauprojet net onbedéngt un der Längt oder un der Komplexitéit vum Rapporteur senger Ried moosse léisst.

Duerch dee virleiende Projet kritt d'Regierung d'Erlaabnis, engersäits déi hydroelektresch Installatiounen zu Rouspert ze moderniséieren an anerersäits d'Mise en conformité vun der Kontinuitéit vun der Sauer zu Rouspert ze realiséieren.

Erlaabt mer, datt ech mat engem kuerze Réckbléck heizou ufänken. D'Anlagen zu Rouspert sinn tëschent 1957 an 1960 gebaut ginn an notze fir hir Aktivitéiten e Gefäll vun der Ënnersauer aus, e Gefäll, dat entstanen ass duerch d'Offänke vun enger Kéier vu fënnef Meter Längt, e mobile Barrage an dem Ausbaggere vum Sauerbett ënnert der Fabrik.

Vu senger Entstehung u bis zum Joer 2000 war d'Produktioun vun der Énergie hydraulique vum Wierk brutto eng 1.036 Gigawatt. An de leschte Jore sinn an der Moyenne 27.500 Megawatt netto pro Joer elei produzéiert ginn.

Dir wësst alleguerten, datt op där Plaz d'Sauer d'Grenz zu Däitschland ass. Eng Konventioun mat Däitschland, déi 1950 ënnerschriwwe gouf, huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet ginn, esou e Waasserkraaftwierk ze bauen an dann och ze exploitéieren. D'Responsabilitéit an d'Surveillance an den Entretien ënnerleien der Kompetenz vu Ponts et Chaussées.

Säit d'Waasserkraaftwierk a Betrib geholl ginn ass, dat heescht säit 50 Joer, goufen ausser e puer Reparature keng gréisser Aarbechten drun ënnerholl. Am Moment ass dat Ganzt awer an engem relativ schlechten Zoustand, haaptsächlech den Abschnitt ënnerhalb dem Waasserzoulaf. Aus dësem Grond sinn dann och Etüde gemaach ginn, déi de Gesamtzoustand vum Site Rouspert analyséiert hunn, och fir eng Evaluatioun vun de Conditions d'exploitation souwéi vun der Sécherheet kënnen ze maachen.

Da kommen ech zu den elektrohydraulechen Installatiounen. De Sanéierungsprojet, deen elo opgrond vun de Resultater vun dësen Etüden ausgeschafft ginn ass, gesäit d'Ofdichtung vum Zoulafkanal a Richtung Kraaftwierk vir, well hei déi néideg Stabilitéit net méi garantéiert ass.

Fir de Problemer vun den Oflagerungen am Réckhalbecken entgéintzewierken, ass eng regelméisseg Entschlammung virgesinn. Dat geschitt doduerch, datt d'Vitesse vum Oflaf vun der Sauer zäitweileg erhéicht gëtt. Heiduerch gëtt d'Erosiounskraaft vun der Sauer zolidd erhéicht, wat de prakteschen Nieweneffet vun enger - wann och, soen ech emol, minimaler - Héichwaasserschutzmoossnam huet. Am Kloertext heescht dat: Do wou keng Oflagerunge vu Schlamm, Sand a Steng am Réckhalbecke sinn, do ass dann u sech och méi Plaz fir Waasser.

Och déi zwou Brécken iwwert den Zoulafkanal ginn erëm an d'Rei gesat. Zudeem muss d'Alafbauwerk an der Entrée vun dem Kanal nei gebaut ginn, an d'Pompelstatioun bei der Rousperter Grenzbréck muss sanéiert ginn. Och dat dréit derzou bäi, fir e Réckstau am Fall vun Héichwaasser an de Kellere vun den Haiser ze vermeiden. Och dës Pompelstatioun huet 50 Joer um Bockel an hiert Fonctionnéieren ass schonns vun enger grousser Wichtegkeet fir déi Haiser, déi ronderëm do leien.

Am Stau selwer ginn e puer méi kleng Aarbechten néideg, gradesou wéi um Wierk selwer. Zudeem ginn nach Zoufahrtsstroossen an d'Sécurisatioun vum Zoulafkanal frësch gemaach. Fir den Zoustand vun den Infrastrukture während an no den Aarbechten ze kontrolléieren, gëtt en neien Iwwerwaachungssystem elei mat ageriicht.

Dann nach d'Mise en conformité vun der Kontinuitéit vun der Sauer selwer. Dës Aarbechte bestinn haaptsächlech an der Instandsetzung vum bestehende Fëschpassage op der Héicht vum Haaptbarrage, an zwar mat dem Bau vun deem neie Fëschpassage rietser Hand vum Kraaftwierk.

Zousätzlech weider Moossname si virgesinn, fir d'Éilen - dat, Här President, ass och eng Fëschaart, fir déi, déi dat net wëssen - besser ze schützen an déi an hire Wanderungen an aner Gewässer a Flëss ze ënnerstëtzen.

Schlussendlech gëtt eng nei zousätzlech Turbin um Haaptbarrage aménagéiert, fir ze hëllefen, de Waasserniveau esou ze reguléieren, an domadder d'Konditioune fir dës Fëschmigratiounen ze verbesseren.

Dës Mise en conformité ass am Kader vum neie Waasserkadergesetz ze gesinn, déi jo e gudden Zoustand vun eise Gewässer bis 2015 virgesäit. Et ass virgesinn, déi dréngend Aarbechten esou séier wéi méiglech ze realiséieren. Fir datt dat awer ka geschéien, muss den Zoulafkanal eidel lafe gelooss ginn, an dat soll tëschent Fréijoer an Hierscht geschéien.

Sou, denken ech, hunn ech lech genuch mat techneschen Detailer geplot, an doweinst kommen ech dann och zum Schluss vu mengem dach, géif ech soen, kuerzen Exposé heieriwwer.

Här President, erlaabt mer awer nach kuerz op eppes ganz Wichteges, an net dat Onwichtegst, anzegoen, an zwar de Präis vun dëser ganzer Entreprise. Et gëtt gerechent mat engem Präis an der Héicht vu 16,1 Milliounen Euro. De jährlechen Ënnerhalt an d'Frais de consommation wäerte sech op ronn 210.000 Euro belafen.

Dësen Text, Här President, wäert ee vun deene leschte Projets de loi an där finanzieller Envergure sinn, déi d'Chamber heibannen esou an dëser Form stëmme wäert. De Grond dofir ass, datt mir eis heibannen an enger vun den nächste Sitzunge mat engem Text befaassen, dee virgesäit, datt de Seuil, wou e Projet de loi muss élaboréiert ginn, vu 7,5 Milliounen op 40 Milliounen eropgesat gëtt, sou datt déi hei Aart vu Projet de loi an nächster Zukunft net méi hei an dëser Form wäert debattéiert ginn.

Dësen Text ass awer e wichtege Projet, virun allem ass et e wichtege Projet fir d'Regioun Iechternach/Rouspert. Ech bieden dann och d'Chamber, dësen Text esou ze stëmmen, wéi en lech elo virläit.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren, a selbstverständlech ginn ech zum Schluss och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Clement fir säi mëndleche Rapport Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt emol meng Félicitatioun un de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement, fir säin exzellente schréftleche Rapport an awer och säi mëndleche Virtrag. E war esou explizit, dass et mir erlaabt, fir nëmme ganz kuerz hei op de wichtege Projet de loi anzegoen.

Dee virleiende Projet de loi huet also zwee Voleten. Éischtens emol d'Astandsetzung vun där Anlag, déi zwëschent 1957 an 1960 gebaut ginn ass. Et ass normal, dass d'Bauwierk wéinst Iwweralterung muss opgefrëscht ginn an och d'Mechanik muss erneiert ginn, ganz einfach well se ofgenotzt an ausgeleiert ass.

Et däerf een net aus den Ae verléieren, dass d'Zentral vu Rouspert ëmmerhin ëm déi 30% vun där zu Lëtzebuerg produzéierter erneierbarer Energie ausmécht. Grad an deenen Zäiten, an deenen d'Energiefro ëmmer méi wichteg gëtt an d'Roll vun den erneierbaren Energien ëmmer méi zouhëlt, ass dëst och eng wichteg Zukunftsfro fir eist Land.

Eise Potenzial, wat d'Produktioune vun erneierbaren Energien ugeet, ass net esou immens grouss. Mir kënnen aus bekannten Ursaache keng honnerte vu Wandmillen um Mier opriichten oder awer riseg Fotovoltaikanlagen an der Wüst opriichten.

(Interruption)

Wa mir awer d'Produktioun…

Dir sot mer dann, wou déi Wüst hei zu Lëtzebuerg ass, Här Mehlen.

(Hilarité et interruptions)

Wa mir awer d'Produktioun vun erneierbaren Energië wëlle promouvéieren, dann ass d'Modernisatioun vun där Zentral vu Rouspert e richtegen a wichtege Schrëtt an domadder och eng absolut richteg Investitioun an d'Zukunft.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Deen zweete Volet vum virleienden Text besteet doranner, dass de Waasserlaf vun der Sauer esou konzipéiert gëtt, dass e konform zu den Dispositioune vun der europäescher Waasserschutzdirektiv ass, déi mer virun e puer Méint no laangen Diskussiounen endlech transposéiert hunn. Domadder kritt dëse Projet, wann een dat kann esou soen, och eng europäesch Dimensioun.

Grad wéi d'Leit innerhalb vun Europa fräi kënnen zirkuléieren, mussen och d'Fësch innerhalb vun der Unioun fräi kënnen hin an hier schwammen. Dëst bedéngt eng Rei Upassungen un déi verschidden, also vun de verschiddenen Ouvragë wéi zum Beispill d'Ariichte vu Fëschbrécken, déi et de Fësch erméiglechen, eng Staustuf ze passéieren.

Wann d'Natur sech wiert, huet dat Konsequenzen. Och wann ee se vläicht net ëmmer direkt gesäit oder spiert. D'Versandung an d'Ofsetze vu Geröll hunn en Afloss op de Waasserspigel. Dofir mussen hei d'Kontrollmechanismen efficacement fonctionnéieren, fir dësem Phenomeen an dem Héichwaasser virzeweichen.

Bedauerlech ass, dass alt nees eng Kéier vill Zäit vergaangen ass, éier dëse Projet konnt d'Chamber passéieren. Et ass ze hoffen, dass an Zukunft bei esou Projete vläicht méi virausschauend geplangt an awer och geschafft gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just dës puer Punkten ervirhiewen a gi selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem wichtege Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Interventioun. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, ech hat mech ageschriwwe fir den Här Scheuer ze ersetzen. Datt et net einfach war, mä ech hunn elo ganz genau nogelauschtert, dem Rapporteur, a säi Rapport, dee war ganz prezis an och komplett. Ech mengen, och mir als Partei si vun der Noutwendegkeet vun den Aarbechten zu Rouspert iwwerzeegt. An ech géif domat och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Da soen ech och dem Här Diederich Merci. Als leschte Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Och mengersäits Merci dem Rapporteur. Dir hutt héieren, datt dee Projet hei zwee Aspekter huet. Deen een ass deen, fir d'Anlagen astand ze setzen, nodeem datt esou laang net vill dru gemaach ginn ass.

Ech wëll och vu menger Säit aus den Aspekt vun den erneierbaren Energien ënnersträichen. Mir hunn esou vill Méiglechkeeten hei am Land fir d'Waasserkraaft ze notzen. Déi Rousperter Anlag stellt an deem Zesummenhang schonn eng wichteg Installatioun duer, déi mer sollen erhalen, déi mer och sollen effikass erhalen.

Mir hunn erkläert kritt, datt den Zoulaf net méi ganz dicht ass. Dat heescht, datt ënnerwee en Deel Waasser versickert, wat och d'Stabilitéit vum Kanal a Fro stellt. Duerfir ass et och absolut noutwendeg, datt déi Aarbechten hei gemaach ginn.

Et gëtt och Bestëmmungen, déi se obligéieren, fir méi Waasser duerch den ale Waasserlaf oflafen ze loossen. Dat heescht, mir hunn net méi esou vill Waasser wéi an der Vergaangenheet zur Verfügung, fir Elektresch ze produzéieren. Mir stellen duerfir mat Satisfaktioun fest, datt probéiert gëtt, am Barrage oder beim Barrage selwer awer och dat Waasser, wat mer méi musse lafe loossen, fir et emol esou auszedrécken, fir och dat energetesch ze notzen doduerch, datt geplangt ass, eng zousätzlech Turbin op där Plaz anzebauen.

Souwäit dozou. Deen aneren Aspekt ass dee vun der Verschlammung.

Här President, ech muss soen, ech fannen et wierklech scho skandaléis, wat do geschitt ass, datt zënter 50 Joer sech kontinuéierlech do gewalteg Oflagerunge gebilt hunn an deem ganze Staubecken an datt einfach ni eppes an deem Sënn do ënnerholl ginn ass. An datt mer elo dostinn a soen, dat sinn esou Quantitéiten, dat kréie mir iwwerhaapt praktesch net bewältegt oder et ass bal net ze bezuelen, fir dat alles erauszehuelen, a mir wëssen net, wou mer et sollen hifféieren.

Elo ass sech dann eng sougenannt intelligent Léisung afale gelooss ginn. Dat heescht, zu bestëmmte Momenter soll d'Waasser da méi séier lafe gelooss ginn, an dat géif dann en Dévasage - ech hunn den Text elo net hei mat op d'Tribün bruecht -, mä soi-disant automatique do no sech zéien. Et steet och nach am Rapport, dat wär effikass.

Här Minister, ech soen lech, ech si fest iwwerzeegt - ech si kee Spezialist doran -, ech si fest iwwerzeegt, datt dat do net effikass ass. Datt et op Plazen, wou d'Waasser méi séier leeft, e bësse Buedem ofdréit, oder wat sech dann och ëmmer do ofgelagert huet, dat mag sinn. Mir wëssen awer, datt, wa richteg Héichwaasser ass, och wa mer de Barrage ganz erofsenken oder ganz no uewe klappen, datt d'Waasser ka richteg oflafen, dann hu mer Réckstau, soss géif sech jo net esou vill ofsetzen. A mir kréien net déi Geschwëndegkeet dodran, déi et wierklech géif mat sech bréngen, datt dat, wat sech fest ofgelagert huet, sech dann op eng Kéier géif opléisen a mat ofschwammen. Ech si gär bereet,… Probéiert et, awer ech géif lech bal all Garantie ginn, datt et net esou fonctionnéiert, wéi et geplangt ass.

Mir komme menger Meenung no net derlaanscht dann, och mat Rücksicht op déi Leit, déi do wunnen,… Deemools d'Iwwerschwemmungskatastroph zu Steenem, dat ass wierklech schonn net esou ohne gewiescht. Dat ass héchstwahrscheinlech drop zréckzeféieren, datt ënnen u Steenem awer den Offloss vun der Sauer gebremst ass doduerch, datt effektiv e groussen Deel vun deem Bett do einfach zougeschlammt ass.

Ech kann och net, wann een dat hydrologesch kuckt, dru gleewen, datt, wann een elo en Deel do ewechhëlt, wann een den Offloss net richteg fräi mécht, dee Réckstaueffet soll duerch déi Mesure do esou ofgeschwächt ginn, datt et net méi, wann nach eng Kéier esou vill Waasser géif matenee kommen, zu enger Iwwerschwemmungskatastroph an deem neien Deel vu Steenem géif kommen.

Ech wëll bei där Geleeënheet, Här Minister - dat betrëfft awer da vläicht éier Äre Kolleeg, dee fir d'Waasser an deen anere fir d'Ëmwelt zoustänneg ass -, soen, datt mir ganz fir preventiv Iwwerschwemmungsmoossname sinn, déi awer manner an de Waasserleef musse gemaach ginn, well do drainéiere mer de Problem ëmmer nëmme vun enger Plaz op déi aner weider, mä datt mer musse wierklech do, wou déi grouss Surfacë sinn, probéiere mat klengen, einfachen, natierleche Rückhaltebecken den Offloss vum Reewaasser, wa mer es dann eng Kéier ganz vill beienee kréien, ze verzögeren.

Mir hunn ewell x-mol an deem Sënn intervenéiert. Wahrscheinlech wäert dat och eréischt dann erëm en Thema sinn, wa mer déi nächst Iwwerschwemmungskatastroph hei am Land hunn. Dat wär ze bedaueren.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun eisem Grupp zu dësem Projet de loi bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. De Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech soen och all deene Fraktiounen, déi hei geschwat hunn, Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Projet.

Ech wëll net op déi Froe respektiv déi Remarquen agoen, déi den Här Mehlen elo nach gemaach huet, well déi ganz technesch Diskussioun, déi Der ugeschwat hutt, eng Diskussioun war, déi mer jo och an der Chamberskommissioun haten. Wou d'Experte soen - déi déi Method hei gekuckt hunn, respektiv och déi, déi déi aner Methoden, déi nach méiglech waren, dee mechaneschen Dévasage, wéi een dat dann nennt, gekuckt hunn - op Basis vun deene Rapporten, datt dat hei eng Moossnam wär, déi effikass ass, déi ka fonctionnéieren, déi och finanziell avantagéis ass an déi aus deem Grond gewielt ginn ass.

Ech denken, ech hoffen, datt Dir dann net Recht hutt mat deene Bedenken, datt mer mat deene Methoden, déi mer hei proposéiert hunn, och derduerch kommen. Op jidde Fall ass et kloer, datt déi Ëmbauten, déi hei proposéiert sinn, wichteg sinn, datt och déi Turbin, déi derbäikënnt, eng positiv Saach am grousse Ganze wäert sinn. An ech soen, wéi gesot, nach eng Kéier alle Fraktioune Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Projet hei.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Wiseler Merci. Domadder si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert dee Projet de loi. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5940 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Ali Kaes), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Eugène Berger), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo zu deenen zwou Motiounen. Ech géif proposéieren, datt mer géifen ufänke mat der Motioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Transformatioun vun der ADEM. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Den 18. November 2008 hat ech bei enger Debatt iwwert d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg déi Motioun do déposéiert. Mir sinn elo den 23. Abrëll, ee Joer drop, en halleft Joer drop. Mir sti sechs Woche viru Chamberwahlen.

An där Motioun hei invitéieren ech effektiv d'Regierung fir a Richtung ze goe vun der Schafung vun engem Établissement public, fir d'Administration de l'emploi ëmzewandelen an en Établissement public. Mir wëssen awer och, datt mëttlerweil den Aarbechtsminister de Gesetzesprojet vun enger Reform vun der ADEM virgeluecht huet. Esou datt ech net gesinn, datt mer elo à ce stade nach sollen iwwert dës Motioun hei ofstëmmen.

All Partei wäert sech an hirem Wahlprogramm an deenen nächste sechs Wochen dozou expriméieren, an da muss de Wieler och kucken, wiem en d'Vertraue gëtt, fir dann endlech zu där Reform vun der ADEM ze kommen, déi mer eigentlech scho vill méi laang hätte kënnen op d'Schinn setzen, mä wou mer leider gewaart hu bis wierklech de leschte Wupp an dëser Legislaturperiod, bis dann emol en Embryo vun engem Entworf vu Reform hei konnt déposéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Domadder wär dës Motioun dann ewech vum Ordre du jour. Mir kéimen zu der nächster Motioun. Dat ass eng vum honorabelen Här Jean Huss iwwert de Weltdag géint d'Homophobie. Här Huss, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

6. Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Et geet bei dëser Motioun ëm den allgemenge Schutz vun de Mënscherechter, an dësem prezise Fall géint d'Diskriminéierung a géint d'Ënnerdréckung vu Persoune mat anere sexuellen Orientéierungen, ob dat elo Homosexueller sinn, Lesben oder Transsexueller. Dat ass deen een Objet.

Den zweeten Objet ass da wou d'Regierung invitéiert gëtt, fir eng offiziell Unerkennung ze maachen, wat Lëtzebuerg ubelaangt, vun där Journée internationale contre l'homophobie.

Et muss ee wëssen, datt a praktesch sämtleche Mënscherechtserklärungen et kloer gesot gëtt, datt et keng Diskriminatioun vun dëser Grupp vu Leit dierft ginn. Dat ass esou beispillsweis an der Charte européenne des droits fondamentaux am Artikel 21. Dat ass och esou am Artikel 11 vun der Mënscherechtskonventioun vum Conseil de l'Europe. Dat ass schliesslech esou an enger Deklaratioun vum Dezember 2008 an der UNO, wou 55 Staten, dorënner och Lëtzebuerg, déi Deklaratioun signéiert hu géint déi Diskriminatioun vu Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung.

Derniewent gëtt et och nach, wat d'Europaparlament, eng aner Institutioun ubelaangt, eng Resolutioun vum Europaparlament vum 26. Abrëll 2007, déi sech ganz drastesch wennt géint jiddwer Diskriminatioun. Déi hate sech méi spezifesch géint d'Diskriminatiounen a Polen gewannt, wou d'Europaparlament mat grousser Majoritéit décidéiert huet, déi Journée internationale contre l'homophobie ze ënnerstëtzen.

Dat sinn alles also offiziell Texter, déi meeschtens och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn. D'Realitéite sinn allerdéngs, souwuel hei bei eis an Europa wéi haaptsächlech an Osteuropa an op Weltplang, nach heiansdo vill méi schlëmm, ganz anerer. Et ass nämlech esou, datt d'Homophobie nach ëmmer leider relativ wäit verbreet ass an am Fong souguer an engem Land wéi Holland, engem Benelux-Stat, ass et ëmmer erëm an deene leschten een, zwee Joer zu Virfäll komm géint Leit, déi homosexuell waren.

Ech selwer hat d'Geleeënheet, am Conseil de l'Europe géint Virfäll ze protestéieren, wou beispillsweis a Russland, a Litauen an a Polen friddlech Manifestatiounen, déi sougenannten „gay prides", verbuede gi sinn oder wou Kläpperorganisatioune komm sinn, déi dann op friddlech Demonstranten dropgeklappt hunn, ouni datt d'Police intervenéiert ass.

Et gëtt nach méi schlëmm Situatiounen, wou Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung ënnerdréckt ginn. An engem Land wéi dem Iran, beispillsweis, kënnen déi Leit nach an de Prisong kommen oder d'Doudesstrof kréien. Och an engem sougenannte fortschrëttleche Land beispillsweis wéi Kuba, wat jo sougenannt „fortschrëttlech" genannt gëtt, och do hunn Homosexueller am Moment nach ëmmer net vill ze laachen.

Et gëtt also vill Situatiounen, wou déi Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung, trotz all deene schéinen Texter, déi mer hunn, all deene Mënscherechtsdeklaratiounen, nach ëmmer diskriminéiert ginn.

Aus deem Grond ass et wichteg, an och aus deem Grond huet sech erginn, datt de 17. Mee an deene leschten dräi, véier, fënnef Joer sech entwéckelt huet zu engem internationalen Dag géint d'Homophobie, dee wéi gesot virdru schonn an enger Resolutioun vum Europaparlament ënnerstëtzt ginn ass, deen och beispillsweis ënnerstëtzt ginn ass vu Länner wéi Kanada, dem Québec, vu Länner wéi der Belsch, Frankräich, England a Portugal.

Wat hei an dëser Resolutioun gefuerdert gëtt, dat ass einfach och, datt Lëtzebuerg soll géint déi Diskriminéierung virgoen, andeem et deen internationalen Dag géint d'Homophobie géif unerkennen. Dat ass eng ënnerdréckte Minderheet an eiser Gesellschaft. A mir mengen, datt et einfach wichteg ass, datt een, och wann déi Unerkennung nëmmen e symboleschen Akt ass, datt et awer wichteg ass, datt d'Regierung vun engem Land dee symboleschen Akt géif maachen an déi Unerkennung vun deem internationalen Dag do géif ënnerstëtzen. Dat ass dat, wat den Inhalt vun dëser Motioun ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Auteur vun dëser Motioun Merci. Wie wëllt elo zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Angel, gesinn ech.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Motioun begréisse mir als LSAP, well se ënner anerem an de Considéranten eben drun erënnert, dass et Homophobie mat der Konsequenz verbal, kierperlech Gewalt an Aggressiounen nach ëmmer gëtt, manner zu Lëtzebuerg, wéi den Här Huss eis dat erkläert huet, mä nach a villen EU-Länner. Dës Motioun ass fir eis och e wichtege Rappel, dass de Respekt vun der sexueller Orientéierung vum Stat garantéiert a geschützt muss ginn.

De Kolleeg Muck Huss huet eis, wéi gesot, exzellent de Sënn an Zweck heivun erkläert. Ech ka mech senge Wierder nëmmen uschléissen.

D'Ofhale vun esou enger Journée internationale contre l'homophobie däerf allerdéngs net nëmmen op enger Philosophie de victimisation opbauen. Ech mengen, si soll och d'Fortschrëtter vun der Akzeptanz an der Toleranz, déi vill homosexuell Fraen a Männer all Dag erliewen, och déi sollen ervirgestrach ginn.

Wat elo d'Ëmsetze vun där Motioun ugeet, wollt ech eng Remarque maachen. Ech mengen, ech huelen un, esou wéi ech d'Lëtzebuerger kennen, eist Land kennen an och déi Chamber hei kennen, dass déi Motioun hei unanime ugeholl gëtt, esou dass mer net mussen an der Chancëgläichheetskommissioun driwwer diskutéieren. Ech géif mengen, mir kënnen eng Kéier doriwwer schwätzen, dass dat hei eng Saach wär fir de Centre pour l'égalité de traitement, dee sech mat esou Froe soll ofginn.

Ech sinn och der Meenung, dëst Joer, mir sinn elo kuerz virum 17. Mee, dass et vläicht ze spéit ass fir dëst Joer, dass dat soll gutt preparéiert ginn an dann d'nächst Joer déi éischte Kéier gemaach soll ginn.

Ech wollt just drun erënneren, firwat et den Datum vum 17. Mee ass: Well de 17. Mee ass 1990, dat sinn eréischt 19 Joer hier, do huet d'Generalversammlung vun der Weltgesondheetsorganisatioun dee längst iwwerfällegen Exercice gemaach, andeem se d'Homosexualitéit vun der Lëscht vun de psychesche Krankheete gestrach huet. An doropshin ass dee 17. Mee zum Dag géint d'Homophobie ausgeruff ginn.

Also, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an, wéi gesot, meng Fraktioun wäert déi Motioun hei matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wëll Iech och just soen, dass eis Fraktioun wäert dës Motioun stëmmen. Mir si frou, dass iwwert dëse Sujet och diskutéiert gëtt, well wat a verschiddene Länner schéngt natierlech an normal ze sinn, ass an anere Länner net de Fall. An net wäit vun hei ewech ginn awer nach Homophobiesakten duerchgezunn. Ech wëll Iech just soen, dass mer och frou sinn an hei feststellen, dass d'Homosexuellefrëndlechkeet méi grouss ass kuerz virun de Wahle wéi no de Wahlen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Wëllt soss nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kann ech dervun ausgoen, datt déi Motioun à main levée ka gestëmmt ginn?

(Assentiment)

Da géif ech se à main levée zum Vote stellen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Domadder wär déi Motioun à l'unanimité ugeholl, well ech hu keng Géigestëmm gesinn.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss an als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 5952 iwwert d'Kasär um Härebierg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen a Schneider, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. An elo huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

7. 5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut presentéieren, ma deen huet och eppes mam Härebierg ze dinn, mä net mam Mumps um Härebierg, mä ass u sech en éischte Schratt fir d'Kasären ze renovéieren an ze moderniséieren.

D'Kasären, déi an engem ganz schlechten Zoustand sinn an déi a kenger Form méi eng Infrastruktur duerstellen, an där eis Arméi, déi mer jo duerch d'Reform vum 21. Dezember 2007 nei orientéiert hunn, sech

op hir vill an ëmmer méi komplizéiert Aufgaben heiheem, mä virun allem och dobaussen an der Welt, an dat besonnesch am Beräich vun deene ville Friddensmissioune ka virbereeden.

Wa mer wëllen eis Jugend fir d'Arméi begeeschteren, dann ass eng éischt Viraussetzung, datt mer hinnen Infrastrukturen ubidden, déi aluedend sinn an déi den heitege Standarden a virun allem Sécherheetsnorme gerecht ginn.

Här Bauteminister, Dir hutt de Projet de loi, deen haut zur Ofstëmmung kënnt, de 6. November hei an der Chamber déposéiert. Iwwregens hutt Der de 4. Mäerz 2009 e weidere Projet déposéiert, deen de Bau vun engem Hall logistique um Härebierg virgesäit. Dëse Projet ass ebenfalls bluttnoutwendeg, wa mer deen héich technologesche Fuhrpark, dee mer ebenfalls 2007 an der Héicht vun zirka 150 Milliounen Euro gestëmmt hunn, net wëllen an den Dreck setzen.

Zwee Projeten an esou kuerzer Zäit beweisen, datt Dir, Här Wiseler, Neel mat Käpp wëllt maachen - eppes, wat ech nëmme voll a ganz kann ënnerstëtzen a begréissen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt och um Härebierg eng Rei vu Salutschëss ofgefeiert ginn, wann et endlech…

(Brouhaha général)

…mat den Aarbechte lassgeet.

(Interruptions)

Une voix.- Schéisst awer net op Spatzen!

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- De 17. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis zum virleiende Projet 5952 ofginn. D'Aarbechte vun der Bautekommissioun sinn do folgendermoossen ofgelaf: De 24. November 2008 sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Den 9. Mäerz hu mer zesumme mat der aussepolitescher Kommissioun an enger Réunion jointe de Projet an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. Mir hunn eis heibäi och am Detail mat de Kritike vum Statsrot auserneegesat. De 26. Mäerz huet d'Kommissioun dunn de Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddwereen heibannen, dee virun e puer Woche mat op den Härebierg kucke war, konnt sech iwwerzeege vun der Noutwendegkeet, datt d'Kasären dréngend musse renovéiert a moderniséiert ginn. Dëse Projet ass just en Deel vum ganze Sanéierungsprogramm vun der Kasär Grand-Duc Jean. Déi ganz Aarbechte ginn u sech a fënnef Etappe realiséiert an hunn eng grouss finanziell Envergure. Déi éischt Phas, déi elo duerch de Projet, deen ech lech haut virstellen, agelaut gëtt, gesäit haaptsächlech d'Moderniséierung vun de primären techneschen Infrastrukture vir.

Här President, erlaabt mer, datt ech elo e bësse virgräifen an lech séier déi aner véier Etappe vun Aarbechten opzielen, déi an Zukunft wäerten op eis zoukommen.

Éischtens, d'Moderniséierung vum Schéissstand am Bleesdall. Dat ass eng ganz grouss Infrastruktur, déi awer wierklech an engem desolaten Zoustand ass an déi einfach… Wann nach sollen do Übungen duerchgefouert ginn a Schéissübungen duerchgefouert ginn, ech mengen, dann ass et absolut noutwendeg, datt esou séier wéi méiglech dës Anlag à jour gesat gëtt.

Dann, den zweeten Deel ass, wéi gesot, den Hall logistique mat der Reparaturwierkstatt, deen, wéi gesot, als Projet de loi schonn déposéiert ass. Dann ass et d'Moderniséierung vun de bestehende Gebaier, vun de Kasären, an de Bau vun enger Sportshal, an zu gudder Lescht de Bau vun engem neie Munitiounsdépôt um Plateau Botterweck. Hei sollen NATO-konform Iglue fir d'Munitioun opgeriicht ginn.

Et ass net normal, datt eis Arméi zënter enger Rei vu Joren op e Munitiounsdépôt an der Belsch muss zréckgräifen, fir dee gréissten Deel vun hirer Munitioun ze lagere n.

Dir gesitt, hei komme ganz grouss Investitiounen op eis zou. Et gëtt awer u sech eng ganz einfach Erklärung heifir. D'Militärkasäre Grand-Duc Jean sinn an de 50er Jore gebaut ginn, an un den allermeeschte vun den Infrastrukture vun de Gebaier ass bis haut net méi geschafft respektiv moderniséiert oder renovéiert ginn. Et wonnert also keen, datt d'Kasären an deem Zoustand sinn, an deem se sinn an net méi dem aktuellen techneschen Usproch a puncto Funktionalitéit, Sécherheet an Energieperformance entspriechen.

Den État-major vun der Arméi huet duerfir an de leschte Joren ëmmer erëm ugefrot, datt d'Kasäre solle renovéiert ginn. Am Joer 2002 ass dunn e Bureau d'études beoptraagt ginn, en Audit ze maachen iwwert déi zukünfteg Besoinen an Infrastrukture vun der Lëtzebuerger Arméi. Am Juli 2003 war dës Etüd fäerdeg an huet dräi méiglech Zeenarien opgewisen. Am Juni 2004 ass d'Décisioun op de virleienden Zeenario gefall.

Dëse Choix ass aus folgende Grënn getraff ginn:

Éischtens, nei Infrastrukture kënnen op Stats- respektiv Gemengenterrainen implantéiert ginn; zweetens, eng optimal Upassung un déi funktionell Besoinë vun der Arméi ka realiséiert ginn; drëttens, dräi verschidde Sécuritéitsniveaue ginn agefouert; véiertens, zwou Stroosse Richtung Kasären, dovunner een exklusive Militärwee, gi gebaut; fënneftens, d'Méiglechkeet, direkt an déi zukünfteg Sportshal ze kommen, ouni duerch de sécuriséierten Deel vun de Kasäre mussen ze fueren; a sechstens, d'Méiglechkeet vun engem weideren Ausbau vun de Kasären ass och ginn.

Et war schlussendlech awer eréischt Mëtt 2006, nodeems et grave technesch Problemer gouf, wou ee sech definitiv op de Programm a fënnef Etappen, wéi ech et virdru virgedroen hunn, festgeluecht huet.

Déi éischt Phas, iwwert déi mer dann elo haut wäerten ofstëmmen, ass wesentlech fir d'Projeten, déi dann uschléissend wäerten un d'Rei kommen. Et muss ee soen, datt, wéi d'Etüd ugelaf ass, d'Moderniséierunge vun dräi Wunnpavillonë mat de Raccordementer un d'Distributiounsréseauen an Ugréff geholl gi sinn, fir op méi engem klenge Plang ze kucken, wéi dat Ganzt dann am grousse Stil kéint klappen.

D'Fro war, ob et besser a méi präiswäert wier ze restauréieren oder carrément ze ersetzen. Dës Aarbechte si verkomplizéiert ginn duerch de Fait, datt déi bestehend technesch Réseauen an de Kasären ee Circuit sinn, dee vu Gebai zu Gebai geet, an eng Rei vu Bypass-Installatiounen hu misse realiséiert ginn. Zwee Pavillonë si bal fäerdeg gestallt. Bäi deem drëtte bleift awer nach ganz vill ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech net mat ze vill techneschen Detailer langweilen a verweisen lech duerfir op de Projet de loi respektiv mäi schréftleche Rapport.

Erlaabt mer awer e puer wichteg Punkte vun der Aarbecht opzezielen. De Projet vun der Regierung, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ëmfaasst dräi grouss Deeler.

Éischten Deel, d'Installatiounen an de Réseau de distribution interne an de Kasären. Heibäi geet et haaptsächlech ëm folgend Aarbechten: d'Ersetze vun der bestehender Kanalisatioun, déi an engem ganz schlechten Zoustand ass; d'Opfänke vu Reewaasser, fir d'Toiletten ze spullen an d'Autowäschanlagen ze speisen, an domadder ëmweltbewosst ze handelen an Drénkwaasser ze spueren; dann d'Ersetze vun enger vun deenen dräi ale Mazoutschaudièren duerch eng modern, déi souwuel mat Gas wéi och mat Mazout fonctionnéiert - dës assuréiert dann d'Energieversuergung bis eng modern Cogénératiounsanlag a Betrib ass, déi an der Logistikhal integréiert gëtt -; d'Dezentraliséierung vun der Waarmwaasserproduktioun ass och e ganz wichtegt Element, hei geet et virun allem och dorëm, fir an Zukunft Légionellosen ze évitéieren; d'Ersetze vum bestehende Stroumréseau an den Aménagement vun enger zousätzlecher Linn mat Mëttelspannung.

Deen zweeten Deel sinn d'Versuergungsinfrastrukture vun an zu den öffentleche Réseauen hin. Folgend Aarbechte mussen an deem Fall realiséiert ginn: Erneierung vun der Waasserévacuatioun; déi néideg Installatioune fir de Raccordement vum Site Härebierg un den Äerdgasréseau, dee vun Dikrech fortgeet an am Laf normalerweis vun dësem Joer soll realiséiert ginn; dann d'Verleeë vun neie Leitunge fir d'Drénkwaasserversuergung.

An den drëtten Deel, den Zoufahrtswee zum zukünftege Chantier vun der Logistikhal. De Bau vun dëser Streck, déi ronn ee Kilometer laang gëtt, ass néideg, fir datt net während dem Chantier ze vill Trafic duerch de sécuriséierte Beräich vun de Kasäre féiert. Dësen Tronçon gëtt dann och en éischten Deel vun engem neien Zoufahrtswee op den Härebierg, an dat vum Rond-point Fridhaff aus, dat heescht en direkten Uschloss un d'N7.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer elo zu deem Deel, deen e bësse méi wéideet: dem finanziellen Deel an dem finanziellen Impakt vun dësem Projet. De Projet kascht maximal 18.700.000 Euro, den Ënnerhalt vun dësen Infrastrukture wäert ronn 300.000 Euro pro Joer kaschten.

Dir gesitt, dës Aarbechten, déi eng éischt Etapp vun engem ganzen Ensemble vu Projeten duerstellen, sinn absolut néideg, fir datt eis Arméi endlech erëm modern Infrastrukture kritt, déi den heitegen Usprech ugepasst sinn.

An deem Sënn bieden ech lech, dëse Projet de loi ze stëmmen, a ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Rapporteur Merci fir säi Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Félicitatiounen an en opriichtege Merci un de Kolleeg Rapporteur, den Ali Kaes, fir säin exzellente schréftleche Rapport a säin engagéierte mëndleche Virtrag.

D'Kasäre vun der Lëtzebuerger Arméi um Härebierg, déi an de 50er Jore gebaut goufen, goufen zanterhier staark vernoléissegt a kaum erneiert. Dat ass awer bal net verständlech, wann ee weess, a wéi engem Mooss d'Bautechnik evoluéiert huet; wann ee weess, wéi d'Energiestandarden evoluéiert hunn; wann ee weess, wéi staark d'Gebailechkeeten déi Leit, déi dra schaffen, léieren a liewen, kënne prägen; wann ee weess, datt an der Zäitspan vun 1950 bis haut d'Aufgabe vun eiser Arméi fundamental geännert a bäi Wäitem méi ëmfangräich gi si wéi nach viru 50 Joer.

Kuerz: Déi bestehend Gebailechkeeten erlaben et eiser Arméi net, an engem Ëmfeld ze funktionéieren, dat deenen heitegen Usprech gerecht gëtt. Säit den 90er Jore sinn d'Problemer um Härebierg wierklech akut, an awer huet et bis 2002 gedauert, ier ënnert dem Impuls vum deemolegen Arméiminister Charles Goerens en Audit iwwert d'Besoinen un adequaten Infrastrukture fir d'Lëtzebuerger Arméi gemaach ginn ass.

D'Ofschlossdokument vun dësem Audit datéiert op Juli 2003. 2004 ass dunn de Bauprogramm ficeléiert ginn, an awer huet et bis 2006 gedauert, bis datt dësen Dossier konsequent an Ugréff geholl ginn ass. Dëst, nodeems datt seriö Pannen un den techneschen Installatiounen zur Regel gi sinn, ëmmer méi Pannen um Kanalnetz opgetaucht sinn, ee mat dagdeegleche Pannen un der Heizung ze kämpfen hat oder awer déi elektresch Installatiounen an engem katastrophalen Zoustand waren.

Et muss ee sech wierklech froen, wéi et méiglech ass, datt et esou wäit huet misse kommen, ier seriö mat de Planungsaarbechten ugefaange gouf. Dat war, wéi scho gesot, 2006, an nach huet et méi wéi zwee Joer gedauert, bis datt d'Chamber mat engem éischten Deelprojet befaasst ginn ass.

Här President, et ass richteg, datt grouss Projete virum Ufank vun den Aarbechten um Chantier selwer eng detailléiert Aarbechtsplanung viraussetzen. Wat d'Projete méi grouss sinn, wat spéiderhin och Feelplanunge méi grouss kënnen ausfale respektiv méi an d'Geld kënne schloen. Well et sech awer hei ëm öffentlech Gelder handelt, ass et net nëmme sënnvoll, mä eng Selbstverständlechkeet, datt een esou gutt wéi méiglech plangt, fir Dépassementer ze vermeiden.

Bei all nei Projet gëtt et Saachen, déi falsch kënne gemaach ginn. Mat enger gudder an detailléierter Planung kann een eng Rei Facteuren am Viraus erkennen a vermeiden. Dat gëllt a besonneschem Mooss, wann d'Fro sech stellt, ob et ekonomesch, ekologesch a funktionell net méi sënnvoll wär, déi bestehend Pavillonen ze sanéieren oder awer ofzerappen an nei opzebauen.

Bei staatlechen Infrastrukturprojete gëllt et awer, net nëmmen op d'Qualitéit an d'Käschten opzepassen: Bei öffentleche Projete mussen och verstäerkt Kritäre vun Nohaltegkeet, Ëmweltverträglechkeet an Energieeffizienz a Considératioun gezu ginn.

De Prinzip vun der Nohaltegkeet grad wéi de Prinzip vun der Energieeffizienz musse bei öffentlechen Ausschreiwungen zu enger absoluter Prioritéit ginn. An der Vergaangenheet ass et allze oft ënnerlooss ginn, fir staatlech Gebaier an enger regelméisseger Kontroll op eventuell Mängel an dëser Hisiicht ze ënnersichen an esou gréisser Sanéierungsaarbechten ze vermeiden.

D'Kasären um Härebierg falen, an ech mengen, datt dëst spéitstens vu jiddwerengem, dee bei der rezenter Visite derbäi war, genausou gesi gëtt, zu honnert Prozent an dëst Schema.

Här President, bei deem heitege Projet hu mer no laanger Planungszäit awer nach keng definitiv Äntwert op d'Fro vun der Energieproduktioun. Och wësse mer nach net definitiv, ob déi bestehend Pavillonë sollen erneiert a moderniséiert ginn oder awer ob se ofgerass an nei opgeriicht solle ginn.

Ech menge jiddefalls, datt et awer dee richtege Wee war, a wëll de Minister ausdrécklech dofir félicitéieren, fir mat zwee Pavillonen unzefänken an Experienzen ze sammelen, fir herno en toute connaissance de cause déi richteg Décisioun ze treffen. Dat ëmsou méi, well ee mam neie Polizeigebai, wat jo gutt gelongen ass, eng exzellent Vergläichsméiglechkeet huet.

Ech kann duerfir och domadder liewen, datt d'Chamber a Puzzlestécker mat deene verschiddene Phase vum Gesamtinvestitiounsprogramm befaasst gëtt.

Et ass awer den ausdréckleche Wonsch vun der DP-Fraktioun, datt déi nächst Phas vun der Modernisatioun vum Härebierg an engem accéléréierte Rhythmus an déi konkret Realisatiounsphas kënnt an datt et net bei bloussen Ukënnegunge bleift.

Eis Zaldoten, déi dacks genuch ënner schwierege Bedéngunge bei Auslandsmissiounen hire Mann stinn, hunn et verdéngt, datt si och doheem ënner akzeptabelen a moderne Konditiounen ënnerbruecht sinn.

Här President, d'Missioune vun eiser Arméi hunn net zulescht mat der Reform vun 2007 eng nei Dimensioun kritt.

(Interruption)

Fir hiren Aufgaben adequat kënnen nozekommen, brauch d'Arméi och déi entspriechend Infrastrukturen. Déi beschten Arméireform dréit kaum Friichten, wann d'Infrastrukturen net esou sinn, datt d'Arméi deenen neien Erausfuerderunge ka gerecht ginn. Ganz besonnesch d'Rekonversioun vum fräiwëllegen Zaldot an d'Virbereedung an d'Zäit no der Arméi verlaangen eng adequat Formatiounsstruktur, eng Struktur, an där d'Kommunikatioun u Qualitéit gewënnt, eng Struktur, wou een eng Atmosphär vu konstruktivem Schaffen a kreativem Zesummesinn virfënnt.

Wann d'Arméi hirer éducativer Missioun gerecht soll ginn, wann déi sozial Funktioun vun der Arméi soll voll zum Droe kommen, wann deen Eenzelne sech net als Nummer soll virkommen, mussen d'Infrastrukturen deene Besoinen entspriechen.

Wéi sollen nei Unterrechts- a Formatiounsmethode gräifen, wann deen dofir erfuerderte Raum feelt? Mir mussen eis duerfir d'Moderniséierung vun eisem militäreschen Zentrum eppes kaschte loossen. Net zulescht, well d'Formatioun vun engem Deel vun eiser Jugend dovunner ofhänkt a soumat och ee Stéck vun eiser Zukunft.

Här President, erlaabt mer nach kuerz am Telegrammstil op déi nächst Etapp vum Renovatiounsprogramm anzegoen. Aus Sécherheetsgrënn soll de Schéissstand schnellstens deenen neiste Sécherheetsstandarden entspriechend an d'Rei gesat ginn.

Ech fannen et äusserst bedenklech, datt mer am Kader vun eiser Visite virun e puer Wochen de Schéissstand net konnte kucke goen, well et - esou gouf ons deemools jiddefalls gesot - ganz einfach ze gefëierlech wär. Dat ka jo awer wierklech net sinn!

(Interruption)

Déi nei Logistikhal ass um gudde Wee. Si wäert d'Zentralisatioun vun de militäreschen Infrastrukturen um Site Härebierg erméiglechen.

Une voix.- Dir sidd à tout moment wëllkomm, Här Etgen, um Schéissstand. À tout moment!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Une autre voix.- Mir ginn dohinner.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Eng zweckméisseg Sportshal ass opgrond vun de kierperlechen Ufuerderungen un eis Zaldoten am Kader vun hirem Training, awer och am Kader vun deene verschiddene Missiounen am Ausland en absolute Must.

(Brouhaha général)

An erëm eng Kéier aus Sécherheetsgrënn brauch eis Arméi och e fachgerechte Munitiounsdépôt.

Ofschléissend wollt ech de Minister nach froen, ob déi geplangten nei Zoufahrtsstrooss vum Rond-point Fridhaff, der N7, wéi de Kolleeg Ali Kaes géif soen, schonn de prinzipiellen Aval vum Ëmweltminister kritt huet, an a wéi engem Zäitraum mat der Realisatioun vun dëser Strooss ze rechnen ass, wëssend, datt den Zougank zum neien Hall logistique eréischt een Deel vun där neier Stroosseninfrastruktur ass.

Här President, an der Hoffnung, datt deene Punkten, déi ech a menger Interventioun ugefouert hunn, Rechnung gedroe gëtt, ginn ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Eisen Zaldoten, déi am Ausland opgrond vun hirem Asaz mat dozou bäidroen, datt mir eisen internationale Verflichtungen nokommen an datt och eist Land säi klenge Bäitrag an der internationaler Communautéit erfëllt, hunn en Usproch op modern funktionéierend an de Besoinë vun der Arméi entspriechend Kasären. Et ass héich Zäit, datt mir hinnen dëse Kader zur Verfügung stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Romain Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Här Etgen, très bien! Et ass soss keen do vun Iech.

(Hilarité générale)

Dir waart ze spéit, Här Goerens. Är Stëmm ass méi haart wéi meng.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Här Schneider, loosst Iech net hei duerjerneebréngen!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Neen, ech huele meng Rou, fir dee Projet dann och hei ze begréissen a selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem ausféierleche Rapport mëndlecher- a schréftlechersäits vum Rapporteur, wou ech him géif Merci soen an dee flotte Rapport begréissen, deen en ofgeliwwert huet, wou eigentlech dat Meescht gesot ginn ass, op jidde Fall technescher Natur, wou ech also net nach eng Kéier muss ufänken als drëtte Riedner hei dat Ganzt opzezielen,…

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- …géif ech mech kuerz op dat Wichtegst beschränken.

Ech mengen, dëse Programme de rénovation vun den Infrastrukture vun der Caserne Grand-Duc Jean zu Dikrech um Härebierg kënnt zum richtegen Zäitpunkt, an dat, wat vun de Virriedner gesot ginn ass, nom Bau vun 1950 goufen zwar, et kann een net soen, keng Renovatioune gemaach, et goufe punktuell a verschiddene Beräicher Renovatioune gemaach, mä déi grouss Renovatioun, déi ustoung, den neie Lifting, dee kënnt elo, an dat souzesoen an engem Fënnef-Punkte-Programm, wou den éischten de Mëtteg hei presentéiert gëtt mat engem Chiffer vun 18,7 Milliounen Euro, dat, wat also d'Mise à niveau vun den techneschen, primär techneschen Infrastrukture betrëfft.

Déi véier aner Projeten, déi hei opgezielt sinn, sinn déi, déi mussen nokommen an déi och schonn am Begréff sinn ze kommen. Deen éischte Projet, deen déposéiert ass, ass dee vum Hall logistique. Duerno kommen nach d'Rehabilitatioun vum Schéissstand, wéi gesot, am Bleesdall; duerno d'Modernisatioun vun de Gebaier an de Bau vun der Sportshal, an dann awer och de Bau, wéi ugeschwat, vun engem neien Dépôt vun der Munitioun um Plateau Botterweck.

All déi Saache wäerten, an dovu sinn ech iwwerzeegt, och zügeg virugoen. Duerfir war et och gutt, datt mer net de Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroen hunn a gesot hunn, elo fänke mer mat deem heite Projet un a mir déposéieren deen zweeten, fir och virunzekommen, datt net erëm eng ganz Rei Zäit d'Waasser d'Sauer erofleeft, ier mer kënnen domat ufänken.

(Interruption)

Déi fënnef Projete sinn also effektiv e Ganzt, wat een als Ganzt och muss gesinn, an dat wäert déi Verbesserunge mat sech bréngen, déi jiddweree vun eis sech erwaart. Déi, déi d'Méiglechkeet haten,… Ech hat leider d'Chance net, kënne bei der offizieller Visite derbäi ze sinn. Ech war awer scho souwuel virdrun a menger berufflecher Missioun wéi och privat ganz dacks um Härebierg a konnt mech iwwerzeegen dovun, datt effektiv d'Konditiounen a puncto Logement, a puncto Sanitär, a puncto Openthaltsraim, a puncto Sportsraim an och a puncto Formatiounssall wierklech dréngend renovatiounsbedürfteg sinn.

Duerfir ass dat och wierklech e Projet, dee schnellstméiglech soll an Ugréff geholl ginn. Dat virun allem och, wa mer gesinn, an dat ass och gutt esou, datt iwwerall Werbung gemaach gëtt, fir déi Jonk fir eis Arméi ze interesséieren, fir si auszebilden, fir net nëmmen an der Arméi, mä och an anere Beruffer, déi konnex sinn zur Arméi, wierklech gutt auszebilden. Da musse mer och déi heite Konditioune schafen, fir och wierklech dann déi Formatioun ze kréien, déi ausgebilt Leit ze kréien, mat deene Bedéngungen, déi mer sichen, a fir eben d'Arméi nach méi attraktiv ze maache fir eis Jugend dobaussen, fir d'Bevölkerung. Dëst also…

(Interruption)

Här Goerens, jo?

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Schneider, datt den Här Goerens Iech eng Fro stellt?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt och soen, et ass besser, mir bilde selwer aus, wéi datt den Här Müntefering eis der muss schécken.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Bon, ech mengen, bis elo krute mer déi nach ëmmer selwer ausgebilt. Mir wäerte selbstverständlech och an där Richtung virufueren, an do ginn ech Iech och ganz Recht, datt mer eis Zaldote wäerten ausbilden, awer och virun allem ausbilde fir déi aner Carrièren, déi dorun hänken. Ech mengen, och dat ass virun allem dee wichtege Message, deen erauszeginn ass, an do wou mer jo och eng ganz Rei Leit brauchen, fir ze hëllefen. Dat anert ass u sech ëmmer eis Asazmissiounen, fir déi mer eis Leit formëieren. Dësen éischten...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mir brauchen och net ze fäerten, well vun do un, dass mer d'Arméi hunn,…

(Interruption)

…ass kee preisesche Panzer…

M. le Président.- Här Jaerling, wëllt Der dem Här Schneider eng Fro stellen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wollt just soen, mir brauchen net ze fäerten…

M. le Président.- Da musst Der awer eng Fro stellen, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Vun do un, dass mer eis Arméi hunn, ass kee preisesche Panzer méi iwwert d'Musel gefuer.

(Interruption)

M. le Président.- Här Schneider, fuert elo viru mat Ärer Interventioun!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech kommen zu menge Konklusiounen, soss sinn ech ëmmer nach ze laang herno mat menger Ried. Ech wollt nach eng Kéier soen, datt mir fannen, datt effektiv de Schrëtt, fir de Renouveau vun der Caserne Grand-Duc Jean hei ze maachen, ee richtege Schrëtt ass. Mir begréissen dat als LSAP, an duerfir géif ech och a mengem perséinlechen, mä och am Numm vun eiser Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem wichtegen an noutwendege Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wollt an e puer kuerze Wierder fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech wollt och direkt matdeelen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Mir denken a groussen Zich datselwecht wéi meng Virriedner, dat heescht, datt et eigentlech schued ass, datt et esou laang huet missen daueren, bis mer endlech hei ufänken, iwwer eng Restrukturéierung an eng Sanéierung zum Deel ze schwätze vun dem Härebierg.

Mir hunn och festgestallt, datt doriwwer eraus och déi ganz einfach gängeg Maintenance net ëmmer stattfonnt huet déi lescht Joren, wann net Jorzéngten, douewen, an d'Fro stellt sech einfach, ob net vläicht déi Leit um Härebierg net vun där richteger noutwendeger Lobby profitéiert hunn déi lescht Joren a Jorzéngten, fir datt vläicht souwuel d'Maintenance wéi och elo d'Erneierung an déi Projeten, déi mer elo hei stëmmen, esou spéit komm sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. An dann ass leschten agedroene Riedner den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Rapporteur e grousse Merci, datt en ons dee wichtege Projet virgestallt huet, deen déi éischt Etapp duerstellt vu fënnef weideren Etappen, Investitiounsetappen an d'Infrastrukture vun der Lëtzebuerger Arméi.

Effektiv geet dee ganze Werdegang, déi ganz Problematik op d'Joren 1990 zréck, wann ech dem Rapporteur säi Bericht noliesen. 2002 gouf e Bureau d'études chargéiert, fir d'Restaurationsproblematik unzegoen, an deen huet dann dunn e Rapport ofginn am Juli 2003.

Do hate mer all geduecht, datt déi Regierung, déi 2004 ugetratt ass, du géif déi Problematik ugoen an datt do eppes géif geschéien. Mä et ass eréischt Mëtt 2006, wou iergendeppes Klenges geschitt ass. Et kann een en fait elo frou sinn, datt dank der Kris dee Projet elo op eng Kéier eng Urgence kritt huet.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob vläicht net an der Vergaangenheet, an dat ass wéinstens ons Meenung, déi falsch Prioritéite waren.

Well wou sinn d'Sue gestach gi vun der Arméi? An e Fliger - den A400M.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do sinn d'Suen aus der Reserv gaangen, anstatt se hei an d'Infrastrukturen ze stiechen.

Jiddwer Minister hëlt natierlech déi Prioritéiten, déi e fir richteg fënnt. Mir hunn ëmmer derfir plädéiert, datt ee sollt an d'Gebailechkeeten, an d'Renovatioun an an d'Sécherheet och vun den Infrastrukturen, vun de Ween an esou weider investéieren, an dat prioritär.

Dat gesot, si mer natierlech iwwert de Fong d'accord, datt et op dee Wee geet, well mer dat elo scho laang Jore gefrot hunn.

Ech wollt just un den Här Rapporteur respektiv un den Här Bauteminister eng Fro stellen, wat den Text selwer ugeet vun deem, wat mer elo stëmmen. Do gëtt gesot, datt déi 18,7 Milliounen Euro baséieren op dem Konstruktiounspräis vum 1. Oktober 2007. Elo si mer am Abrëll 2009. Ech huelen also éischter un, datt et do eng Augmentatioun gëtt, déi zimlech konsequent misst si vun deem Präis, dee mer elo stëmmen.

Ech wonnere mech ëmmer, datt mer an de Projeten net en aktualiséierte Montant virgesinn op dee leschten, dee bekannt ass vun deenen Accords, vun deene Prix à la construction, well et nämlech interessant wier ze wëssen, wat dann dee Montant wier, deen effektiv elo zur Debatt an zum Vote steet, op den heitegen Dag, wann een dat kéint gewuer ginn.

Ech ginn zou, et ass vläicht eng technesch Fro. Duerfir sinn ech gäre bereet, dat dann an engem spéidere Courrier vläicht gewuer ze ginn. Mä dat gesot nach eng Kéier ass d'ADR mat deem Projet d'accord, well et enger laangjähreger Fuerderung vun ons entgéintkënnt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Mir hunn zwee Ministeren hei. Wie fir d'éischt? Den Här Bauteminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Villmools Merci. Ech soe selbstverständlech och dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. En huet, wéi üblech, alles geschriwwen, alles gesot, wat huet misse sinn.

Dat Zweet, dat ass, wat ech wollt soen, e puer Remarquen, déi hei gemaach gi sinn. Éischtens hunn den Här Henckes an den Här Etgen vun deenen Datume geschwat a vun der Durée vun deem Projet.

Ech muss soen, datt an deene leschte Jore vill un deem Projet hei geschafft ginn ass an datt een net ka soen, wéi d'ADR, datt dee Projet hei elo e Projet wär, deen entstane wär virun der Kris. Mir schaffen un dem Développement vun deem Projet säit ronn zwee Joer, fir en esou wäit an der Exekutioun ze kréien, wéi en elo ass.

Dir musst wëssen, datt deen a fënnef Etappe gemaach gëtt, datt mer haaptsächlech och déi ganz Embauung vun den techneschen Infrastrukturen… Datt et net e Projet ass, deen evident ass, fir dat op esou engem risege Site wéi dem Härebierg ze maachen.

Et ass also kee Projet, deen aus der Kris entstanen ass. Et ass e Projet, deen entstanen ass aus der Aarbecht vun deene leschte Joren. Deen awer, muss ech soen, par rapport zum Audit vun 2002 wierklech geännert ass, aus deem ganz einfache Grond, well an Zwëschenzäit eng Arméireform geschitt ass. A well och aus där Arméireform eraus an och aus der Aart a Weis eraus, wéi d'Arméi am Alldeeglechen elo fonctionnéiert, villes anescht ass wéi virun der Reform. A selbstverständlech och, well mer deen heite Projet un d'Besoinen, déi heiteg Besoinë vun der heiteger Arméi ugepasst hunn.

A sech geet dat elo gutt zesummen, datt mer aus deenen zwou Reformen, Strukturreform vun der Arméi plus Reform vun dem ganzen Härebierg, kënnen eppes Gemeinsames fir déi nächst Jore maachen.

Ech wëll och nach op eng Remarque agoen, déi de Conseil d'État gemaach huet. Dat ass déi vun dem sougenanntene Saucissonnage. Ech hunn dat schonn an der Kommissioun erklärt. Mir maachen hei e Projet a fënnef Etappen. Fir mech ass dat logesch a sënnvoll a gëtt et keen anere Wee, wéi en esou ze maachen, wa mer ebe wëllen déi finanziell Volumen, déi hei um Spill stinn, och am Grapp behalen. Wa mer wëllen déi finanziell Envergure kënnen aschätzen, musse mer dat schéi propper Etapp pro Etapp maachen, musse mer dat duerchféieren, ee Projet, een Deel dovunner nom aneren. Dat erlaabt eis an enger finanzieller Garantie dat Ganzt ofzeweckelen.

Fir mech war et wichteg, datt d'Chamber an der éischter Etapp en Iwwerbléck iwwert de ganze Projet kéint kréien an an enger zweeter Etapp dann déi detailléiert finanziell Envergure, wou ee jiddwer Etapp selbstverständlech matgedeelt kritt.

Den Här Etgen huet gefrot, dat misst elo alles schnell goen. Här Etgen, am vorauseilenden Gehorsam, wéi dat bei der Arméi ëmmer ass, hu mer schonn e Gesetzesprojet déposéiert. An zwar déi zweet Etapp, déi läit schonn an der Chamber fir den Hall logistique a wäert och kënnen aviséiert ginn, ech denken elo net virun de Wahle gestëmmt ginn, mä awer zumindest aviséiert ginn, esou datt se direkt prett ass fir gestëmmt ze ginn, dann, wann d'Chamber am Oktober erëm ufänkt.

Et war eng Fro gestallt ginn iwwert d'Strooss, wou mer do dru sinn. Dir wësst, datt d'Ubannung un d'N7, Här Kaes, dann nëmme ka geschéien, wann dat, wat mer de Contournement Nord vun Dikrech nennen, gebaut gëtt. Do musst Der wëssen, datt mer deen an de PST tel quel dragesat hunn. Datt dat also e Projet ass, deen am Kader vun deem Programm, deen an deenen nächste Jore soll gebaut ginn, och eng Kéier wäert op d'Lee kommen.

Dat ass den État vun der Prozedur fir déi do Strooss. Et ass net déi éischt Prioritéit, mä et ass eng vun deene Prioritéiten hannendrun.

An déi lescht Fro, déi gestallt ginn ass, dat war déi vum Präis. Här Henckes, Dir wësst, datt mer all Kéier bei all Gesetz déi do Diskussioun hunn, ob mer den Index dra stoe loosse vun där Zäit, wou den Dépôt gemaach gëtt, oder ob mer eng Adaptatioun maachen. De Conseil d'État freet dat all Kéier.

D'Kommissioun huet ee fir allemol viru véier Joer décidéiert, datt mer ëmmer deen Index

dra stoe loossen, deen deen Dag deen ass, wou den Dépôt gemaach gëtt, an net dauernd wiessele ginn, well dat iwwerhaapt kee Sënn huet.

Ech kann Iech elo och haut net soen, wat de genaue Präis ass. Mä dee genaue Präis, dee kann ech Iech awer innerhalb vun deenen nächsten dräi Minutte soen, wann ech den Index, deen haut valabel ass, gesot kréien. Mä dat kënnt Der awer och innerhalb vu fënnef Sekonnen op der Rechemaschinn ausrechnen. Dat ass kee Geheimnis fir dat erauszefannen. Mä ech kann Iech en awer offiziell matdeelen op den heitegen Index ëmgerechent.

Mä ech mengen, déi Aart a Weis, déi mer hei gemeinsam fonnt hunn, ass eng transparent Aart a Weis fir mam Präis ëmzegoen an erlaabt eis och iwwer e Bau, deen iwwer Joren dauert, och vun der Evolutioun vun de Präisser Rechnung ze droen.

Dat waren déi puer Wierder, déi ech wollt soen.

Ech soen all deenen, déi de Projet hei ënnerstëtzen, villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci dem Bauteminister. An dann nach den Arméiminister.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dräi Serië vu ganz kuerz Remarquë maachen, net ouni dem Rapporteur an de Virriedner Merci gesot ze hu fir déi ganz komplett Explikatiounen.

Éischtens complétéiert dee Projet hei de Reformexercice, wat d'Arméi ubelaangt, aus dëser Legislatur, andeem et déi éischt Phas duerstellt vun der leschter Etapp vun där Reform. D'Virriedner sinn all op déi nächst Etappen agaangen, wat d'Konstruktioun an d'Renovatioun ubelaangt. De Minister Wiseler huet zu Recht gesot, datt deen zweeten Deel och scho praktesch fäerdeg ass. Déi aner Deeler vun der Reform sinn och ugeschwat ginn hei, nämlech dat grousst Gesetz aus dem Dezember 2007, wou mer d'Manéier, wéi mer d'Missioune wouerhuelen, nei gewiichten a wou mer den Akzent op d'Rekonversioun setzen.

Zweetens dat anert Gesetz aus dem Dezember 2007 iwwert d'Acquisitiounen an dat Gesetz, dat mer virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, iwwert dat, wat d'Gewerkschaften ëmmer d'Iwwerstonneproblematik genannt hunn a wat d'Regierung ëmmer genannt huet d'Récupératiounen an d'Kompensatiounen.

Dat ass also e Ganzt. An ech sinn dann och dankbar, datt dee Projet hei nach kann an dëser Legislatur gestëmmt ginn.

Zweet Serie vu Remarquen. Dat sinn dräi ganz kuerzer. Dem Här Kaes wollt ech soen, datt, vu datt mer keng Munitioune verbëtzen, keng Freedesalve ofgeschoss wäert ginn um Härebierg den Owend.

Dem Här Etgen wollt ech nach eng Kéier soen, datt e souwuel de Schéissstand wéi den Dépôt de munitions an all aner Installatioune vun der Arméi op simple demande ka visitéiere kommen.

Den Här Henckes huet mech haut e bëssen enttäuscht, well en nämlech net gesot huet, datt hien eigentlech fir den Antonov ass an net fir den A400M. Je suis un peu resté sur ma faim dës Kéier, Här Henckes. Normalerweis hutt Der eis hei ëmmer d'Méritë vum Antonov gelueft.

Mä, Här Henckes, mä, Här Henckes…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir wësst dat nach ëmmer, dofir brauch ech un dat net méi ze erënneren.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Här Henckes, och wann dat Ganzt e laangfristegen Effort ass, deen een net vun engem Dag op deen anere mécht, an déi Projeten hei brauchen eben Zäit, da wollt ech Iech awer soen, datt, wann Der sot, datt dat sech accéléréiert huet am Ufank vum Joer 2006, da kann ech Iech jo do net Onrecht ginn. Wéi Der wësst, sinn ech am Februar 2006 Défenseminister ginn.

(Interruption)

Ofschléissend, lescht Remarque, wollt ech Merci soe fir deen ökumeneschen Appui un d'Arméi hei an der Chamber. Ech mengen, dee Projet hei konnt och zustane kommen nëmmen duerch déi exzellent Zesummenaarbecht mam Bauteminister. De President vun der aussepolitescher Kommissioun huet mat Recht virun zwou Wochen um Härebierg drop higewisen, datt mer Schratt fir Schratt an Hand an Hand hei geschafft hunn, fir all déi Aspekter vun där Reform op de Wee ze bréngen an och zum Ofschloss ze bréngen.

Här President vun der Kommissioun, ech hunn de Moie bei der Promesse, wou Der leider wéinst aneren Obligatiounen net konnt derbäi sinn, vu menger Säit aus och gesot, datt d'Regierung dat géif deelen, wat Der um Härebierg gesot hutt, a sech och géif félicitéieren iwwert déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer hate wat déi Reform ubelaangt an déi och gemaach huet, datt mer konnte vun Ufank 2006 bis elo awer trotzdeem all déi essenziell Aspekter op den Instanzewee schécken an déi meescht dovunner och ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dann och dem Arméiminister Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5952.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration.

De Projet de loi 5952 ass ugeholl gi mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Norbert Haupert), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Fabienne Gaul), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesinn den 28., 29. an den 30. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss. Ech wollt Iech och nach drop hiweisen, datt d'Presidentekonferenz de Moien décidéiert huet, datt d'Chamber eng Woch méi laang wäert tagen, esou datt déi lescht Sitzunge vun dëser Legislatur den 12., 13. a 14. Mee wäerte sinn. Merci.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

Mardi, 28 avril 2009

SÉANCE 44

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Xavier Bettel*

4. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
- *M. le Président*

5. Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine
- *M. Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (dépôt d'une documentation)*

6. 5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5824 - Projet de loi ayant pour objet
A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;
B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;
C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et
D) de modifier
a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et
b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant
a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,
b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et
c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Lucien Clement, M. Carlo Wagner, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe:

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 21.04.2009

6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.04.2009

6033 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Albanie

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 24.04.2009

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 27.04.2009

3) À Berlin au Reichstag a eu lieu le 2 avril dernier un colloque de l'Assemblée de l'UEO sur «La coopération civilo-militaire en matière de gestion de crise». Y ont pris part pour le compte de la Chambre des Députés, le Président de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée de l'UEO, M. Marcel Glesener, et les membres Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert.

2 6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 23. Abrëll 2009 huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de révision de la Constitution N°6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution vum honorabelen Här Meyers ausgeschwat.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir dës Proposition als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun och vum 23. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Fir d'éischt maache mer d'Nominatioun vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI; duerno de Projet de loi 5828, eng Direktiv iwwert de Groupement européen de coopération territoriale; duerno e Projet de loi iwwert d'Sécherheet an den Zich an ee Projet de loi iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport. Duerno hu mer de Projet Décharge Muertendall vum SIGRE, a schlussendlech nach eng Direktiv iwwert d'Sanktiounen am Beräich vum Import an Export vu geféierleche chemesche Gidder.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi ass deen éischte Projet de loi dee vun den Autoroutes de l'information; duerno e Projet de loi iwwert den Accès vun der Police an der IGP zu perséinlechen Donnéeën; duerno e Projet de loi iwwert d'Informatik bei der Douane. Véierte Punkt ass e Projet de loi iwwert d'Verstäerke vun de Strukture vun der Douanesdirektioun. Fënnefte Projet ass een iwwert d'Ofschafe vun der Duebelbesteierung tëschent Lëtzebuerg an den Arabeschen Emiraten. A schlussendlech ass de leschte Punkt e Projet de loi iwwert d'Ofschafe vun der Duebelbesteierung tëschent Lëtzebuerg an Aserbaidschan.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance; duerno de Projet de loi iwwert d'Maison de soins zu Vianden; dann de Projet de loi iwwert de Cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, a schlussendlech als leschte Punkt de Projet de loi iwwert d'Personal vun der Krankekeess.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, entschëllegt, wann ech elo fir d'drëtt op dës Affär zréckkommen, mä ech hat de 24. September 2008 eng Question parlementaire un den Här Frieden gestallt iwwer en Text, dee mer dës Woch nees stëmmen - dowéinst erlaben ech mer, elo d'Wuert ze froen -, de Projet de loi 5986. Den Här Minister ass deemools iwwert d'Chamber hiergefall, an dunn hunn ech einfach gefrot, fir verschidden Informatiounen ze kréien.

Et sinn elo siwe Méint hier, Här President. Ech hunn dräimol gefrot, eng Äntwert ze kréie vum Här Justizminister. Et geet net, no baussen d'Chamber wëllen ze kritiséiere wéinst engem Gesetz, an dann duerno awer net wëlle Rechenschaft ofzeginn, wann eng Fro gestallt gëtt.

Et si siwe Méint hier, ech fannen dat net korrekt vum Här Justizminister. Ech hu virun enger Stonn nach um Greffe hei nogefrot. Déi Fro ass nach ëmmer net beäntwert ginn. Ech fannen et net korrekt vun engem Justizminister, siwe Méint ze brauchen, fir op eng Fro ze äntwerten.

M. le Président.- Här Bettel, ech kann lech versécheren, dass ech nach haut bei engem zoustännege Minister intervenéieren, fir dass Ár Fro beäntwert gëtt, an der Regierung nach eng Kéier rappeléieren, dass se d'Froe vun Deputéierten a räsonnabelen Délaien, normalerweis no onsem Reglement, mä wann dat eng Kéier net geet, dann awer a räsonnabelen Délaien ze beäntwerten huet.

Mir hunn den Ordre du jour ugeholl esou, wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet. Et sinn och nach zwou Questions urgentes, déi kënne beäntwert ginn am Laf vun der Woch. Et ass eng vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Grippe porcine. Dat maache mer elo no der Nominatioun vum Kommissär fir d'SNCI. An dann ass nach eng weider vum honorabelen Här Bausch un den Här Krecké, do versiche mer mam Minister ze kucken, wéini dass et him méiglech ass, fir an d'Chamber ze kommen, fir op déi Fro ze äntwerten.

4. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement

Fir d'éischt komme mer awer elo zur Nominatioun vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI, esou wéi dat am Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert

d'Schafe vun der Société nationale de Crédit et d'Investissement an an den Artikelen 140 an 153 vum Chambersreglement festgehalen ass.

D'Kandidatelëscht ass un all Deputéierte verdeelt ginn a läit Iech vir. Laut Artikel 148 vun eisem Reglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, dass dës Nominatioun duerch eng absolut Majoritéit erfollegt. Déi ongülteg an déi wäiss Ziedelen zielen net. Vum drëtten Tour u geet déi relativ Majoritéit duer. Hei huelen nëmmen déi zwee Kandidaten deel, déi am Tour virdrun déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmegläichheet kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Op engem gültegen Ziedel däerf nëmmen een eenzegen Numm ugekräizt ginn a soss näischt aneschters. Am Chambersreglement gëtt de Vote par procuration net ernimmt. Et gëtt also nëmme perséinlech ofgestëmmt.

Vote

Deelt elo, wann ech gelift, d'Wahlziedelen aus, an da maache mer den Appel nominal.

Ass de Vote ofgeschloss, dass mer kënnen zum Appel nominal kommen?

Mir hunn zwee Huissieren. Voilà, da fänke mer un.

Appel nominal

Mir hunn e Resultat. Den Här Wies huet 32 Stëmme kritt, déi absolut Majoritéit also, an ass domadder als Commissaire aux comptes vun der SNCI fir déi nächst dräi Joer ernannt.

D'Resultat vum Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	46
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	45
Absolut Majoritéit:	

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

M. Pierre Krier	5
M. Romain Thillens	8
M. Patrick Wies	32

Mir intercaléieren d'Question urgente vum honorabelen Här Bëttel iwwert d'Grippe porcine. Här Bëttel, Dir kënnt Är Fro stellen, den Här Minister äntwert.

5. Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Déi lescht 48 Stonne si selbstverständlech d'Noriichten iwwert d'Schwéngsgripp alarmant gewiescht. Haut de Moien hu mer matgedeelt kritt, dass d'OMS décidéiert huet, d'Alertestuf vun dräi op véier vu sechs eropzesetzen, mä déi meescht Leit dobausse wëssen net ganz genau, wat dat mat sech bréngt. Déi meescht Leit héieren, dass déi éischt Fäll an Europa sinn an dass a Mexiko Leit un dëser Gripp gestuerwe sinn. Dowéinst, gëschter Owend huet de Minister zwar, muss ee jo soen, op der Televisioun och schonn eng Rëtsch vun Informatioune ginn.

Mä meng prezis Froe sinn, wéi eng Mesures de précaution zu Lëtzebuerg kënne geholl ginn, fir de Risque ze minimiséieren, fir dass esou eng Gripp Irruptioun mécht.

Wéi eng Recommandatioun soll een de Leit am Fong ginn, fir de Risiko vun enger Infektioun ze reduzéieren?

An dann nach, et ass och gesot ginn, dass en Donneschdeg jo eng extraordinär Sitzung sollt si vun de Gesondheetsministeren aus der EU. Ech ka mer virstellen, dass dat selbstverständlech och Diskussioune musse sinn, mä: Wat wäert d'Haltung vun eiser Regierung sinn, fir och op europäeschem Niveau vis-à-vis vun der Grippe porcine ze agéieren?

Här President, ech soen Iech Merci, dass och d'Urgence unerkannt ginn ass. Ech mengen, et ass eng wichteg Fro, déi och ganz, ganz vill Leit interesséiert. Ech soen dem Minister och Merci, dass en direkt schonn hei ass, fir eis Äntwerten ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Mars Di Bartolomeo, Gesondheetsminister, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol festgestallt, dass d'Problematik ëm déi sougenannte Schwéngsgripp oder - besser - mexikanesch Gripp eis net onvirbereet trëfft. Duerch reell oder potenziell Krise wéi de SARS oder säit 2005 déi potenziell Vullegripp ass Lëtzebuerg gutt opgestallt, fir op esou eng Situatioun zu reagéieren. D'Reflexer sinn do, an d'Kontakter - national wéi international - goufen opgebaut.

Mä vläicht der Rei no. Fir d'éischt emol e kuerzen Iwwerbléck iwwert d'Situatioun um Terrain. Fait ass, dass e méi oder manner neie Virus, den H1N1, a Mexiko opgetratt ass a sech net nëmme vun Déier op Mënsch, mä och, an dat ass aneschtes wéi bei der Vullegripp, vu Mënsch zu Mënsch iwwerdréit. Dat ass ee vun deenen elo confirméierte Faiten.

Et sinn eng Rei vu Fäll a Mexiko, dorënner och déidlech Fäll, opgetratt. Geneet Zuelematerial gëtt et net. Et gëtt eng Kéier vu méi wéi 100 Fäll geschwat, eng Kéier vu manner wéi 100 Fäll. Et gëtt eng Kéier vu 50 oder 80 Doudesfäll geschwat. D'OMS ass an hire Schätzunge vill méi virsiichteg, well keng kontrolléiert oder validéiert Donnéeën do sinn. Duerfir sinn am Moment Équipë vun der OMS op der Plaz. Ech mengen, et muss een ofwaarden, bis se hir Konklusioune gezunn hunn.

Dat heescht also, aus Mexiko komme relativ widderspréchlech Informatiounen. Fakt ass, dass an den USA an a Kanada och eng Rei vu Fäll opgetruede sinn a bis haut keen déidleche Fall derbäi war. D'Krankheet ass an den USA, a Kanada an och elo an deenen eenzelne Fäll, déi ausserhalb vum amerikanesche Raum opgetruede sinn, vill méi glimpflech verlaf. Et si bis haut keng Doudesfäll ze vermellen. An deenen dote Regiounen ass d'Krankheet éischter verlaf wéi eng bekannte Gripp, also ouni dee letalen Effekt.

Eenzel Fäll sinn an der Zwëschenzäit och an der EU opgetaucht. Eenzelner si confirméiert ginn, anerer sinn net confirméiert ginn.

D'OMS huet zum Enn vun der Woch fir d'éischt e mëttlere Risiko festgehalen, huet dee Risiko awer liicht opgestuuft elo zënter gëschter vun der Stuf dräi op d'Stuf véier. D'Experten zu Genf soen, et ass éischter no dräi wéi no fënnef, mä Fait ass, dass eigentlech déi Risikoastufung méi a Konkordanz gesat ginn ass mat deenen Aussoen, déi an der Öffentlechkeet gemaach gi sinn.

Et kann een also kloer soen, dass et e Risiko laut OMS gëtt fir eng Pandemie, mä et op där anerer Säit Chancë gëtt, fir net an déi dote Situatioun eranzekommen. Dat heescht, et ass een an enger Situatioun, wou een net all d'Detailer huet. Déi nächst Deeg wäerte wichteg sinn, well déi wäerten erlaben, fir anzeschätzen, wéi aggressiv dee Virus a Wierklechkeet ass, wéi effikass déi antiviral Medikamenter - Dir kennt se - Tamiflu, Relenza wierken a wéi se de Virus a Grenze kënnen halen, wéi awer och, wéi schnell de Virus sech ka verbreeden.

Nodeem éischt Warnunge vun der OMS Enn der Woch erausgaange sinn, hunn eis Responsabel vun der Santé a ronderëm gutt an effikass geschafft zesumme mam Ausseministère, zesumme mam Transportministère, Experten a Vertrieder vun eisem Gesondheetswiesen, och an enkem Kontakt mam Laboratoire national de santé, well et hie wäert sinn - wa sengerliewe Verdachtsmomenter géifen zu Lëtzebuerg optauchen -, deen d'Tester misst iwwerhuelen, fir festzestellen: Ass et eng Warnung, déi zu Recht kënnt, oder ass et falschen Alarm?

E Samschdegowend ass en éischte Communiqué vun der Santé erausgaange mat deenen Informatiounen, déi mer bis dohin haten, mat Virsiichtsmoossnamen un d'Adress vun der allgemenger Populatioun, awer och vun de Reesenden. E Méindeg hu mer méi kloer, méi detailléiert Informatiounen un déi Reesend, un d'Voyageuren erausginn. Mir ware mat Frankräich dat éischt Land an Europa, dat geroden huet, wann et net onbedéngt noutwendeg wär, Mexiko bei Reesen ze meiden. Mir mengen, dass dat net ze héich gegraff ass, dass do de Principe de précaution gëllt. Et si keng ähnlech Empfehlunge bis elo gemaach fir den amerikanesche Raum.

Mir hunn zesumme mat de Responsabele vum Findel Informatiounspanneauen um Findel wéi sengerzäit bei der Gefor vun der Vullegripp installéiert, wou mer déi Leit, déi reesen, déi fortfléien, informéieren, wat fir eng Virsiichtsmoosname se solle respektéieren. An déi, déi erëmkommen aus engem Gebitt, wou de Virus opgetaucht ass, op wat dass se sollen oppassen, ganz kuerz résuméiert, an deenen éischten Deeg oppassen op d'Signaler, déi vum Kierper kommen. A wa Symptomer optauchen, déi grippeähnlech sinn, da solle se bei hiren Dokter goen oder se solle sech beim 112 mellen.

Ech géif dem President vläicht ee vun deene Panneauen iwwerginn, wéi se am Moment um Findel ze fanne sinn.

Mir hunn an der Zwëschenzäit d'Dokteren informéiert iwwert déi Prozeduren, déi, am Fall, wou - an ech ënnersträichen, am Fall, wou - deen net do ass, ze beuechten ass, Informatiounen un d'Spideeler. En veilleuse ass de Service national fir d'infektiös Krankheeten, mat un der Spëtzt ganz gutt Experten.

Den Owend kënnt d'Cellule zesummen, déi sengerzäit agesat ginn ass am Zesummenhang mat der sougenannter Vullegripp, wou all Administratiounen, déi betraff sinn, dra vertruede sinn. Mir hunn an der Zwëschenzäit e Briefing fir d'Leit vum 112 gemaach, wa Froen op se zoukommen, an eis Servicer sti schnell an effikass mat Informatiounen zur Verfügung.

Mir hunn och décidéiert, obwuel dass déi saisonal Gripp am Moment amgaang ass auszelafen, eise sougenannte Sentinelle-System bäizebehalen. Dat ass e Réseau vun de Generalisten, déi jeeweileg Grippeaktivitéit melden, a wann eng Grippeaktivitéit sech weist, se un d'Santé weiderginn, fir dass mer kënnen dorop reagéieren.

Zënter dem Weekend, zënter dem Samschdeg fannen doriwwer eraus deeglech Télefonskonferenze vun eise Responsabele mat de Kolleege vun de 27 an de Responsabele vun der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, an dem ECDC - dat ass deen europäeschen Zentrum, deen zënter 2005 fonctionnéiert fir ustiechend Krankheeten - statt, fir déi lescht Informatiounen auszetauschen.

D'Prozeduren an engem Fall vun enger méi grousser Grippeepidemie sinn hei zu Lëtzebuerg zënter geraumer Zäit opgestallt am Rahme vun engem Grippeplang. Zu deene Preparatioune gehéieren eis Stocke vun antivirale Medikamenter. Dir kennt se ënnert dem Begréff Tamiflu a Relenza. A bei deene Stocke gehéiere mer zu deene puer Länner mat deenen héchste Stocken. Mir hunn e Prozentsaz ofgedeckt, deen ni bis elo vun enger Pandemie erreecht ginn ass, esou dass ee kann no bausse soen, wann et da sollt kommen, an et sinn am Moment keng Signaler do, dass et virun der Dier steet, dann hätte mer genuch Medikamenter, fir jiddwereen, deen eventuell krank géif ginn, kënnen ze traitéieren. Doriwwer eraus hu mer och e ganz grousse Stock vu Masken ugeluecht.

Den nächsten Donneschdeg wäert hei um Kierchbierg de Gesondheetsministerrot zesummentreffen, fir sech mat der Situatioun ausenanerzesetzen. E brauch net elo unzefänken, fir sech ze konzertéieren. Zënter enger Rei vu Jore gi mer dervun aus, dass d'Gesondheetsministeren, och wann d'Gesondheet net zu deene Beräicher gehéiert, wou Europa eng oder d'EU eng ausgeprägte Verantwortung huet, dass mer eis konzertéieren. An dass mer, wuelwëssend, dass esou Krankheeten net virun eise Grenzen Halt maachen, och grenziwwerschreidend déi dote Preparatioun maachen.

Fazit zum jëtzegen Zäitpunkt: Mir hunn a klengen Équipen zënter e Freideg dat gemaach, wat ze maache war. De Message eraus, ganz kloer, et gëtt am Moment wierklech kee Grond zur Panik. D'OMS huet och kloer matgedeelt, dass dee Virus sech net iwwert d'Iessen, besonnesch net iwwert d'Iesse vu gekachtem Schwéngefleesch iwwerdréit.

Ech mengen, dat ass ee Fakt, deen een awer muss eranhuelen. Et ass eng Krankheet, déi sech iwwerdréit, wéi d'Gripp sech iwwerdréit, dat heescht duerch déi kleng Drëpsen, déi ee beim Houschten oder beim Néitzen oder beim Handreechen oder beim Drécken, ech weess net wat, iwwerdréit, an dofir mengen ech, wann een an d'Ausland geet, soll een déi elementar Hygiènesmoossname respektéieren.

Ech wollt hei op dëser Tribün net berouegen. Just Fakten op den Dësch leeën. Mär weisen eng erhéichten Opmierksamkeet, eng erhéichte Vigilance. A mer wäerten de Leit jiddwer Zäit an a regelméissegen Oftänn en Update maache vun der Situatioun, wann néideg mat Communiquéen oder, wann et méi akut géif ginn, iwwer aner Kommunikatiounsméiglechkeeten.

Ech soen Iech Merci, Här President, dass Der mer Zäit gelooss hutt fir deen Iwwerbléck ze maachen, fir eng realistesch Duerstellung ze maache vu Risiken a Chancen, déi am Moment op eiser Säit stinn.

Merci villmools.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den éischte Projet, dee mer haut wëllen diskutéieren, ass d'Direktiv iwwert de Groupement européen de coopération territoriale. D'Wuert huet elo zu dësem Projet de Rapporteur, den honorabelen Här Gilles Roth. An et ass ageschriwwen als Riednerin d'Madame Mutsch mat 15 Minutten. An den Här Etgen.

6. 5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5828 ënnersträicht, wéi komplizéiert et heiansdo ass, europäescht Recht an nationaalt Recht ëmzesetzen.

De Gesetzesprojet huet zum Zweck, hei zu Lëtzebuerg déi néideg legal Rumm ze schafen, fir e sougenannte Groupement européen de coopération territoriale, besser bekannt ënnert senger Ofkierzung GECT ze schafen.

D'Organisatioun an d'Funktiounsweis vun engem GECT ass eigentlech duerch en europäescht Reglement vum 5. Juli 2006 geregelt. Dëst géif déi ganz Saach u sech séier einfach maachen, well en europäescht Reglement an de Memberstate prinzipiell direkt unzewenden ass. D'Schwieregkeet bestoung an dësem konkrete Fall awer doran, dass d'Reglement selwer op verschidde Punkten de Memberstaten een Ermiessungsspillraum léisst. Iwwert d'Aart a Weis, wéi dësen Ermiessungsspillraum sollt genotzt ginn, hu sech d'Geeschter tëschent Regierung a Statsrot gescheet.

No enger Rei vun ugereegte Schréftwiessel tëschent Regierung a Statsrot iwwert d'Grondausriichtung vun dem Gesetzesprojet, gouf den urspréngleche Regierungstext fundamental amendéiert. Et ass dat och d'Ursaach, dass de Projet de loi, dee sech op siwen Artikele beschränkt, ronn anerhalleft Joer, nodeems en déposéiert gouf, elo zur Ofstëmmung kënnt.

Här President, e Groupement européen de coopération territoriale, e GECT, huet als Zil, déi grenziwwerschreidend regional Zesummenaarbecht ze förderen. De GECT huet als Virdeel, eng eege Personnalité juridique ze hunn. E GECT kann esou Immobilië kafen a verkafen, e kann eegent Personal beschäftegen. D'Membere vun engem GECT kënne prinzipiell souwuel Staten, Regiounen, Gemengen oder all aner öffentlech Entitéite sinn.

De Virdeel läit doran, dass öffentlech Institutiounen an Etablissementer aus verschiddene Länner sech an engem GECT kënnen zesummendinn, ouni dass doduerch muss een internationale Statevertrag gemaach ginn, deen dann och nach vun de jeeweilegen nationale Parlamenter muss ofgeseent ginn. Eenzeg Bedéngung ass déi, dass d'Memberstaten als solch hiert Averständnis ginn, wann eng öffentlech Institutioun aus hirem Land Member vun engem GECT gëtt.

Een aneren Avantage ass deen, dass e GECT europäesch Fördergelder direkt ka kréien, déi da vun dem GECT fir e konkrete Projet genotzt kënne ginn. Dëst ass net ze vernoléissegen. Och hei zu Lëtzebuerg kënne mir iwwert dee Wee Suen aus de Bréisseler Strukturfonge wéi dem Interreg-Programm kréien.

An der Praxis huelen déi öffentlech Institutiounen, déi sech an engem GECT wëllen zesummeschléissen, et sinn dat zum Beispill Gemengen oder Gemengesyndikater aus zwee Nopeschlänner, d'Initiativ fir dat ze maachen. Si schaffen eng Konventioun aus, déi festleet, wat fir eng Missiounen de GECT huet, wéi d'Direktiounsorganer vun dem GECT sech zesummesetzen a fonctionnéieren, no wat fir enge Regelen d'Décisioune geholl ginn, no wat fir enge Modali-

téiten d'Personal agestallt a geféiert gëtt, wat de finanzielle Bäitrag vun de Memberen ass, grad wéi hir Responsabilitéiten, wann eppes schifleeft.

D'Missioun vun dem GECT ass dobäi ëmmer am Interessi vun der wirtschaftlecher an der sozialer Kohesioun. D'Konte vun dem GECT mussen duerfir no enger jährlecher Kontabilitéit gefouert ginn. Si ënnerleien och dem Contrôle vun deem Land, wou de GECT säi Sëtz huet.

Här President, fir déi grenziwwerschreidend Kooperatioun gëtt et am internationale Recht bis elo eng europäesch Kaderkonventioun. Et ass déi sougenannte Convention-cadre vu Madrid, déi eist Land am Joer 1982 schonns ratifizéiert huet. Dernieft gëtt et och de sougenannten „Karlsruher Vertrag", deen am Joer '96 tëschent Däitschland, Frankräich, der Schwäiz a Lëtzebuerg ënnerschriwwe gouf.

Dës Accorden hunn awer an der Praxis net de grousse Succès kannt. Si ware vläicht ze ëmständlech an der konkreter Ëmsetzung um Terrain. Dat eenzegt Beispill vun engem grenziwwerschreidenden Zesummeschloss mat Lëtzebuerger Bedeelegung op Basis vun dem „Karlsruher Vertrag" ass den „Zweckverband Internationales Sport-, Kultur- und Freizeitzentrum Ralingen-Rosport" aus de Joren 2005 an 2006.

Här President, wéi uganks gesot, kläert de Gesetzesprojet zousätzlech zu dem europäesche Reglement eng Rei vu Froen aus spezifesch Lëtzebuerger Siicht. Sou gesäit de Projet de loi vir, dass souwuel de Lëtzebuerger Stat, d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, aner öffentlech Etablissementer, déi am Industrie- oder Handelsberäich täteg sinn, a wou de Stat oder d'Gemengen eng majoritär Bedeelegung hunn, grad wéi Zesummeschlëss vun deene viregten Entitéite kënne Member vun engem GECT sinn. Si kënne souwuel Member vun engem GECT sinn, dee säi Sëtz hei am Land huet, grad wéi an engem GECT, deen an engem aneren EU-Memberstat usässeg ass.

Dës Lëscht vu potenzielle Memberen ass op Virschlag vun dem Statsrot wëllentlech breetgehale ginn, fir e Maximum vu Méiglechkeeten ze ginn, iwwert de GECT grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ze maachen.

De Gesetzesprojet preziséiert och, dass d'Décisioun fir engem GECT bäizetriede vun de gesetzlechen Organer vun de jeeweilege Membere muss geholl ginn. Bei enger Gemeng ass dat de Gemengerot a bei engem Gemengesyndikat säi Comité.

Den Text hält fest, dass et de Regierungsmember ass, dee fir d'Landesplanung zoustänneg ass, deem muss matgedeelt ginn, wann ee wëllt Member vun engem GECT ginn. Den zoustännege Minister muss dann am Virfeld de Projet vun de Statuten an der Konventioun vun dem GECT kréien.

Déi definitiv Autorisatioun, fir kënne Member vun engem GECT ze ginn, ënnerläit bei eis am Land engem Arrêté grand-ducal, dee muss op Avis vun dem Statsrot geholl ginn.

De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass all Ëmännerung an de Statuten oder der Konventioun, déi d'Zesummenaarbecht an dem GECT regelt, duerch en Arrêté grand-ducal approuvéiert muss ginn.

Dës formell Approbatioun ass virgesinn, fir dass eng Kontroll do ass, wat eng öffentlech Institutioun oder en öffentlech rechtlecht Etablissement engagéiert. Zum Beispill kënnt eng Bedeelegung vun enger Gemeng, engem Gemengesyndikat oder soss engem Établissement public refuséiert ginn, wann esou eng Bedeelegung net am Intérêt général wär oder géint d'öffentlech Uerdnung géif verstousse respektiv net am Aklang mat dem europäesche Recht wär. Dëst zielt fir eng Bedeelegung an engem GECT, deen hei am Land usässeg ass oder deen am Ausland säi Sëtz huet.

De Gesetzesprojet gesäit schliesslech nach vir, dass d'Konte vun engem GECT, dee säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet, duerch déi Lëtzebuerger Cour des Comptes kontrolléiert ginn.

Här President, a senge verschiddenen Avisen hat de Statsrot nach eng Rei vu Froen opgeworf, op déi de schréftleche Rapport méi am Detail ageet. E puer siefen der just erausgepickt.

Op d'Fro vun der Responsabilitéit vun de Membere vun engem GECT bei finanzielle Problemer huet d'Kommissioun op d'Gesetzgebung vun den Nopeschlänner wéi Frankräich an der Belsch verwisen, déi och keng spezifesch Regelunge virgesinn. Et gouf an deem Kontext och rappeléiert, dass d'Membere vun engem GECT lauter öffentlech Institutioune sinn.

De Statsrot wollt och eng Opléisungsprozedur fir de GECT an d'Gesetz aschreiwen. D'Kommissioun huet hei drop verwisen, dass dës Prozedur an de Statute vun engem GECT verankert gëtt, déi jo vun der Regierung approuvéiert musse ginn.

Schliesslech hat de Conseil d'État nach de Virschlag gemaach, fir d'Statute vun dem GECT an dem Handelsregëster anzedroen. Hei huet d'Kommissioun zréckbehalen, dass opgrond vun eiser interner Législatioun dës Akte schonns an dem Mémorial A musse publizéiert ginn.

Wat schliesslech d'Fro vun dem Statut vun dem Personal vun engem GECT ugeet, esou lëscht de schréftleche Rapport déi verschidde Méiglechkeeten op. De GECT, dee säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet, ass eisem Gesetz no eng Personne morale de droit public. D'Personal kann also no dem Statut vun der Fonction publique rekrutéiert ginn. An deem Fall geschitt d'Astellung no de Kritären, wéi se fir Stats- a Gemengefonctionnairen oder Employéë gülteg sinn. Den Detail vun den Astellungsdécisioune respektiv -gehälter muss an de Statute vun dem GECT ageschriwwe ginn.

E GECT kann awer och d'Leit ënnert dem Regime vun dem Salarié astellen. D'Astellungs- an d'Gehaltsmodalitéite mussen dann och an d'Statuten ageschriwwe ginn.

En Détachement vu Fonctionnairen oder Beamte vun enger Lëtzebuerger Entitéit, déi Member vun engem auslännesche GECT ass, un dëse GECT ass och méiglech. An dësem Fall spillen dann ähnlech Regelen, wéi se am Statsbeamtestatut bei engem Détachement op eng international Institutioun virgesi sinn.

Här President, dat waren a kuerzen Zich déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojet, deen elo d'Schafe vun engem GECT hei zu Lëtzebuerg respektiv d'Bedeelegung vun enger Lëtzebuerger Entitéit an engem GECT, dee säi Sëtz am Ausland huet, virgesinn. Et ass e wichtegt Instrument an enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht, besonnesch am Kader vun der Groussregioun.

Eng éischt konkret Applicatioun kënnt bei eis am Land mat engem GECT ginn am Kader vun dem Aménagement vun dem Site op Belval, wou laanscht déi franséisch Grenz eenzel Deeler vu franséischen Nopeschgemengen drënner falen.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen unanime vun der Intérieurskommissioun ugeholl gouf an dee recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de GECT, en europäesche Verbond fir territorial Zesummenaarbecht, soll virun allem een neien Ustouss gi fir dës territorial Zesummenaarbecht. Als neit Instrument soll en eng Impulswierkung op déi öffentlech-rechtlech Territorial-Kierperschaften ausüben. De GECT ass duerch ee communautairet Reglement an d'Welt gesat ginn, an opgrond vum „self-executing" Charakter vun esou Reglementer läit dat eigentlecht juristescht Statut fest, an et läit just un den eenzelne Memberlänner fir d'Spillregele festzeleeën.

De Rapporteur Gilles Roth huet eis dat op eng exzellent Manéier a sengem schréftleche Rapport wéi och a sengem méndleche Virtrag duergeluecht, an ech wëll him duerfir félicitéieren an ausdrécklech Merci soen.

Ech mengen, ech brauch déi Wéinegst heibanne vun enger Verdéiwung vum europäeschen Integratiounsprozess ze iwwerzeegen. Bremsklotz ware ganz oft déi bestehend Gouvernanceléisungen, déi de Bedürfnisser net ugepasst waren. Déi transregional Zesummenaarbecht war e ganz opwändege Pabeiertiger. Ëmmer erëm gouf et Problemer bei der Gestioun vun Interreg-Projete géintiwwer de verschiddenen a verschiddensten nationale Gesetzgebungen.

Och d'Groupements européens d'intérêt économique ware keng Äntwert fir Problemer ze léisen, well se ze vill op kommerziell Aktivitéiten orientéiert sinn. De GECT ass eng Äntwert. De GECT ass e méi staarke Partner géintiwwer de regionalen, nationalen an europäeschen Autoritéiten an huet virun allem eng besser Visibilitéit.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt déi territorial Dimensioun an der Zukunft an der europäescher Kohesiounspolitik eng méi staark Roll spille muss. Déi regional Zesummenaarbecht huet schonn eng grouss Plusvalue bruecht. De GECT kann dës Plus-valuen nach substanziell no uewe schrauwen, besonnesch bei der Léisung vu Problemer, déi a wirtschaftlecher, sozialer, kultureller an ökologescher Hisiicht vun zentraler Bedeitung sinn.

Firwat? Well et direkt dem Acquis communautaire entspréngt an doduerch et méi effikass an dynamesch mécht, wéi déi klassesch Kooperatiounsinstrumenter. Domadder wëll ech beileiwen net soen, datt d'bestehend Kooperatiounsinstrumenter sollen ofgeschaf ginn oder parallell Strukturen opgebaut musse ginn. Neen, de GECT bitt eng Alternativ fir transeuropäesch territorial Zesummenaarbecht, well e beim Ausschaffen a beim Ëmsetze vun europäesche Politiken zu engem méi offenen, demokratieschen an transparente Regéieren an Europa bäidréit.

Mir hunn elo de GECT an et gëllt elo d'Notzung vum GECT bekannt ze maachen. Ech wëll dofir en Appel un d'Regierung maachen, well mir brauchen elo Mobiliséierungs- a Kommunikatiounsinitiativen, fir d'Instrument GECT ze propagéieren. Et gëllt elo d'Méiglechkeeten opzeweisen, fir grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent lokalen an europäesche Kollektivitéiten optimal notzen ze kënnen.

Wa mer vu Kooperatioun um regionalen Niveau schwätzen, kommen ech net derlaanscht ze soen, datt dës Kooperatioun duerch ee bessert horizontaalt Zesummeschaffen tëschent deene verschiddene Ministèren hei am Land ufänkt, eréischt dann däerfe mer ee Bléck no vir an d'Groussregioun werfen.

De GECT bitt eis elo d'Méiglechkeet, déi vill gutt Iddien, déi et am Kader vun der Groussregioun gëtt, virunzedreiwen. Hei hu mer eis allze oft wéinst prozeduralem Geplänkels laanscht konkret Kooperatiounen diskutéiert. Mir hunn elo eng Ausried manner, an elo geet et einfach dorëms, ob mer de politesche Wëllen hunn, aus der Groussregioun och dat ze maachen, wat mer soen. Abee, ech si gespaant, ob elo eng „GECT-omanie" ausbrécht.

Wann d'Zukunft vun Europa an de Regioune läit, wat ech mer duerchaus virstelle kann, da musse mer och de politesche Wëllen opbréngen a richteg konkret ginn, fir Europa de Leit méi no ze bréngen. Et ass un der Politik, de Kader ze schafen, datt dat Europa vun de Regioune Realitéit gëtt. Da gëtt nämlech och Europa bei de Leit Realitéit. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmt natierlech dëse Projet an der Hoffnung, datt e fir neie Wand an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht suergt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet elo d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de GECT gouf also duerch en europäescht Reglement vum 5. Juli 2006 an d'Liewe geruff. Wéi et hei elo scho vu menge Virriedner gesot ginn ass, sinn eigentlech EU-Reglementer direkt applizéierbar a brauchen u sech guer net an nationaalt Recht transposéiert ze ginn. Dëst Reglement definéiert de juristesche Statut an d'Gestioun vum GECT. Dëse Gesetzesprojet complétéiert also am Fong d'EU-Reglement, andeems verschidden Dispositioune preziséiert ginn.

Zum Inhalt elo: Dëse Projet erméiglecht de lokalen a regionalen Autoritéiten eng nei Struktur, eben de Groupement européen de coopération territoriale, GECT genannt, fir kënne grenziwwerschreidend besser zesummenzeschaffen. Besonnesch fir Gemengen, déi un de Grenze vun eisem Land ugesiedelt sinn, gëtt de GECT, awer net nëmme fir si, eng ganz wichteg an nëtzlech Innovatioun.

D'Bedeitung vun de Gemenge bei der Entwécklung a Gestaltung vum nationalen a regionale Raum gëtt haut net méi contestéiert a kritt ëmmer méi Unerkennung. Dëse Projet de loi ënnersträicht dës Entwécklung. Koordinéiert a concertéiert Aktiounen tëschent Partner um interkommunalen a regionale Plang spillen heibäi eng ganz wichteg Roll. Nieft de festgeluechtene Modalitéiten, déi am EU-Reglement sinn, gëtt de Fonctionnement vum GECT an Zukunft duerch eng Konventioun tëschent de concernéierten Acteure geregelt.

Op Basis vun dëser Konventioun ginn dann d'Statuten, also d'Décisiounsprozeduren, d'Décisiounsorganer, d'Unzuel vun de Représentanten an den Décisiounsorganer, d'Gestioun vum Personal, d'finanziell Bedeelegung vun de verschiddene Memberen, d'Responsabilitéiten an esou weider festgeluecht. Fir all déi Dispositiounen, déi net am EU-Reglement detailléiert sinn, ënnerläit de GECT dem nationale Recht vun deem Land, wou säi Siège dee Moment ass. De GECT ass deemno eng Plattform fir grenziwwerschreidend lokal a regional Zesummenaarbecht, déi vill Virdeeler a Vereinfachungen um administrativen a prozedurale Plang mat sech bréngt.

Éischtens, e GECT brauch kee bilateralen oder multilateralen a vun den nationale Parlamenter ratifizéierten Accord als legal Basis. D'Regierung muss just, ënner Guillemeten, „au préalable" hiren Accord via Arrêté grand-ducal ginn, fir dass zum Beispill eng Gemeng oder e Gemengesyndikat ka Member vun esou engem GECT ginn. Par rapport zum Ist-Zoustand bréngt dat vill méi Flexibilitéit mat sech. De Stat selwer kann iwwregens och an engem GECT partizipéieren, genee wéi och aner Organismes de droit public.

Zweetens, am Géigendeel zu anere Strukturen, déi esou eng Zesummenaarbecht an der Vergaangenheet géréiert hunn, kritt de GECT eng richteg Personnalité juridique, wat et zum Beispill erméiglecht, Immobilien ze erwerben, Personal anzestellen oder och juristesch virzegoen.

An drëttens, ee GECT kann direkt vun europäesche Fongen, also zum Beispill dem Fonds européen de développement régional, finanziell ënnerstëtzt ginn. Gelder kënnen also schnell, direkt an onkomplizéiert a grenziwwerschreidend Projete fléissen.

Am Résumé, de GECT wäert et deemno erméiglechen, verschidde legislativ an administrativ Hürden net mussen ze goen, déi momentan d'Realisatioun vu grenziwwerschreidende Projeten oft schwéierfälleg bis bal onméiglech maachen. Grenziwwerschreidend Projeten, déi déi sozial a wirtschaftlech Kohesioun solle stäerken, kënnen also duerch a mam GECT méi effikass a méi schnell geplangt, finanzéiert an och ëmgesat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, schonn ier dëse Gesetzesprojet vum Innenminister deponéiert gouf, also de 17. Januar 2008, si Viraarbechten am Süde vum Land ënnert dem Impuls vun Esch, Suessem, Schëffleng a Monnerech entaméiert ginn. Dës Gemengen hu sech mat hiren aacht franséischen Nopeschgemengen, déi an der Communauté de Communes du Pays Haut/Val d'Alzette CCPHVA regruppéiert sinn, zesummegedoen, fir zesummen eben e gemeinsame GECT op d'Been ze setzen.

Den 19. Mäerz 2007 hunn d'Buergermeeschtere vun de genannte Gemengen eng entspriechend Absichtserklärung ënnerschriwwen, mam Beschloss, déi gemeinsam Zesummenaarbecht opzebauen an ze förderen. Dëst mam Bléck op d'Wuel an den Notze vun hire Bierger, awer och am Hibléck op d'Frontalieren, déi dagdeeglech eis Grenze passéieren. An deene leschten zwee Joer ass weider un der Schafung vun engem GECT tëschent deenen opgezielte Gemenge gefeilt ginn, och am Kontakt mat de Responsabele vum Ministère de l'Aménagement du Territoire vum Intérieur.

Déi véier Südgemengen an hir Partnergemengen op franséischer Säit hunn e grenziwwerschreidende Gemengerot an d'Liewe geruff. Et goufen eng ganz Rei Domänen opgelëscht an thematiséiert, an deenen de GECT konkret Projete realiséiere kënnt, zum Beispill d'Ausschaffe vun engem Plan de développement de la région transfrontalière, oder och Froe vun der Mobilitéit a vum öffentlechen Transport, déi vun Ufank u prioritär waren. D'Froe vum Logement, d'Revaloriséierung vum Site Belval an och vum Site Belval op franséischer Säit, mat Micheville zesummen, an esou weider an esou fort.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ëmmer wann een Neiland betrëtt, an dëst ass Neiland fir de Stat a fir d'Gemengen hei am Land, da ginn Diskussioune gefouert a Froe gestallt, déi musse beäntwert ginn am Zesummenhang mam Kräfteverhältnis tëschent Stat a Gemengen, fir de Fall wou de Stat an eng Struktur mat eraklëmmt, am Zesummenhang mam Rôle a mat der Souveränitéit vun de Gemengeréit, oder och am Zesummenhang mat de

juristeschen, finanziellen a personellen Engagementer, déi grenziwwerschreidend ze huele sinn.

Fazit: Éischtens, de GECT ass e gutt an nëtzlecht Instrument, fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op eng innovativ a professionell Aart a Weis virunzedreiwen an iwwer konkret Projeten ëmzesetzen. Zweetens, et muss een, wéi bei alle Projeten, mat deenen ee bereet ass, nei Weeër anzeschloen, matenee schwätzen a Problemer, wa se do sinn a wou se sinn, aus dem Wee raumen.

Eis Fraktioun, Här President, ass iwwerzeegt, dass beim GECT déi positiv Aspekter bäi Wäitem iwwerweien an dass en eng eemoleg Chance ass, fir eng nei a vill verspriechend Etapp vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun ze entamëieren. Duerfir kann ech, mat engem ofschléissende Merci un de Rapporteur vum Projet, Iech den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet elo d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de GECT oder och nach EVTZ am däitsche Sproochgebrauch, Europäischer Verbund Territorialer Zusammenarbeit, ass eng Initiativ vun der Kommissioun, a sécherlech ass den Hannergedanken, deen den Här Etgen opgeworf huet, dee vun enger territorialer Kohesioun an Europa. Déi territorial Kohesioun wäert en Objektiv gi vun Europa, vun der EU, wann de Lissabonner Vertrag a Kraaft wäert trieden, wat jo sécherlech net méi wäert ze laang daueren.

An ech si frou hei ee grousse Konsensus fonnt ze hunn, eng grouss Iwwerzeegung, dass de GECT eng besser juristesch Basis fir d'Zesummenaarbecht - déi et an Europa gëtt iwwert d'Grenzen ewech -, e bessert Instrument ass wéi dat, wat mer elo de Moment hunn a wat scho laang am Gebrauch ass. D'Stéchwierder ware bis elo ëmmer, si si gefall, d'europäesch Kaderkonventioun vu Madrid, den Accord oder de Vertrag vu Karlsruhe, oder och nach de Benelux-Vertrag. Si waren am Fong geholl déi grouss, géif ech soen, international Stateverträg, déi dat Ganzt geregelt hunn. Hannendrun hung dann ëmmer entweder d'Formatioun vun engem Syndikat oder awer enger A.s.b.l., fir eben déi Objektiver ze realiséieren, déi ee sech ginn huet.

Objektiver, déi sech hei am Land kéinten esou résuméiere mat Kläranlagen op der Our, mat engem Syndikat - dee schonn ugeschwat ginn ass vum Gilles Roth, vum Rapporteur, deem ech och Merci wëll soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz exhaustiv a ganz ausféierlech war -, also de Syndikat Rosport-Ralingen fir eng Sportshal, dann d'Pompjeeskonventiounen zwëschent Mompech an hiren däitschen Nopere respektiv zu Reisduerf, a last but not least och nach de PED am Dräilännereck, do ëm Péiteng, wat och eng A.s.b.l. ass.

Dat sinn also Zesummenaarbechten, déi haut existéieren, an et muss ee ganz kloer soen, de GECT ass e groussen Avantage, well fir d'Alleréischt emol - dat ass a mengen Ae ganz wichteg - kënne State wierklech un esou engem Gremium deelhuelen, wat haut net de Fall war, a grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wat kleng ass, wou awer verschidde Kompetenze just beim Stat sinn a vläicht net bei de Gemenge sinn, a wou et an anere Länner jo nach Zwëschestrukture gëtt wéi Regiounen, Departementer oder Sproochgemeinschaften.

Hei ass also d'Kompetenz beim Stat oder bei der Gemeng. Also ass et flott a wichteg, dass de Stat sech da kann engagéieren an iwwert d'Grenzen eraus mat den anere Partner zesummen eppes ënnerhuelen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss ervirsträichen.

Wat ganz wichteg ass, mengen ech, dat ass, dass dee gréissten Deel vun de Regelen, déi applicabel sinn an engem GECT, déi ginn am Fong geholl selwer iwwer e Règlement communautaire geregelt. Si si relativ prezis, ech géif soen zimlech prezis an och detailléiert. Si sinn uniform fir all Member. Dat ass wichteg, dat ass Transparenz, an nëmmen dat Recht vum eenzelne Stat spillt bei verschiddenen Dispositiounen, wat och scho gesot ginn ass. Dat Recht spillt am Fong geholl wou de Siège ass. Wann de Siège a Frankräich ass, spillt en anert lokaalt Recht, wéi wann en zu Lëtzebuerg ass.

Wat ganz wichteg ass, a wat een zum Beispill bei A.s.b.l.en net huet, dat ass, dass de Mechanismus vum Contrôle vum GECT direkt iwwer e Reglement fixéiert gëtt, an deen existéiert. Eng A.s.b.l. zum Beispill: Ech kënnt mer schwéier virstellen, dass e Stat oder e Land kéint Member ginn an enger A.s.b.l. An engem GECT kann en et awer ginn.

Mir hunn natierlech e ganze Koup A.s.b.l.en an eisem Land, am Beräich vun der Kultur, vum Tourismus oder och vum Sozialen, mä do ass sécherlech kee Contrôle vun der Tutelle, et ass keng Hierarchie do, wéi se am Fong geholl an der Verfassung festgehale ginn ass oder festgehalen ass. Duerfir ass et scho gutt, dass et esou an déi hei Richtung geet. D'Cour des Comptes vu Lëtzebuerg an och d'Cour des Comptes aus Frankräich, déi schreiwen ähnlech, loosse mer soen, déi hunn eng ähnlech Approche wéi déi, déi ech elo hei vertrieden, an zwar déi, dass ee sollt öffentlech Administratiounen net an A.s.b.l.e setzen, mä éischter dann iwwert de Wee vun engem GECT fueren.

De GECT huet nach e ganz grousse Virdeel, dat ass, dass een e kann ausbauen. Et ass e bësse wéi e Kostüm: Wann ee bäihëlt oder wëllt bäihuelen, da kann een e vergréisseren. Dat geet mat deemselwechten Instrument. Dat ass sécherlech eppes Guddes, dat ass evolutiv. Et ass e weidere groussen Avantage, an, wat en och nach huet, wat aner Strukture vläicht net hunn, en huet och nach e Pouvoir adjudicateur, wat och eng gutt Saach ass.

Last but not least ass nach en Aspekt, deen haut nach net ugeschwat ginn ass, deen awer och ganz wichteg ass, wann een an der Regioun zesummeschafft, dat ass d'„gouvernance multiniveaux", wéi se dat nennen. Dat heescht, et huet een ebe verschidde Partner, verschidden Niveauen, déi musse mateneen diskutéieren. An hei gëtt de GECT eis eben eng Méiglechkeet, fir op engem Niveau sech ze begéinen an do dann zesummen ze diskutéieren. A mengen Aen ass dat en ideaalt Instrument, fir Politik an der Groussregioun oder an de Regiounen ze maachen.

Wann een och do kuckt, wat et elo de Moment vu GECTe gëtt an Europa - ech hunn do nogekuckt bei dem Comité des Régions, déi hunn e Register iwwert d'GECT-Strukturen, deen ee kann um Site Internet nokucken -, deen éischte GECT, dee gegrënnt gouf, dat war an der Regioun Lille-Courtrai-Tournai. Dat ass ee GECT, deen ähnlech soll fonctionnéiere wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg wëlle kreéieren an der Groussregioun. Da gëtt et zwou Strukturen zwëschent Spuenien a Portugal, et gëtt zwou Strukturen zwëschent Ungarn an der Slowakei, et gëtt eng aner Struktur nach zwëschent der Belsch a Frankräich, am Mëttelmierraum gëtt et eng Struktur zwëschent Spuenien a Frankräich.

Et gëtt souguer e Statennetz op Basis vun engem GECT mat néng Staten. Dat ass also schonn eppes relativ Grousses, wat anscheinend ganz gutt fonctionnéiert a ganz stabel ass. Néng Staten hat ech gesot: EU-State si Griichenland, Zypern, Italien a Frankräich, an Net-EU-Staten Türkei, Serbien, Albanien, Israel a Palästina. Déi bréngen et also fäerdeg, zesummenzeschaffen, wat eng flott Approche ass.

Gradesou, géif ech bal soen, ass dee wichtegste GECT, dee bis elo gegrënnt ginn ass, dee vum Hôpital de Cerdagne. Dat ass eng Struktur zwëschent Frankräich a Spuenien, eng gemeinsam Gestioun, an déi wier net méiglech gewiescht ouni GECT. Dir gesitt also, dëse Projet de loi, deen haut hei soll gestëmmt ginn, dee gëtt eis dann d'Méiglechkeet, eben dësen an eisem nationale juristesche Regime ze applizéieren.

Et ass en technescht Gesetz. Personalfroe si flexibel. Ech hunn et scho gesot, Gemengen, Stat, Privat, alles ka matenee fonctionnéieren. D'Fonds structurels, déi fir déi nächst Period 2007-2013 verduebelt goufen, notamment am Beräich vum Interreg, déi kënnen iwwert dëst Instrument verdeelt ginn, an d'Reaffektatioun mécht sech sécherlech méi liicht iwwer e sougenannte GECT wéi vläicht iwwer e Stat.

Dir gesitt also, hei ass eppes Positives, wat sech haut hei deet, an ech géif gären zum Schluss de Jan Olbrycht, de Rapporteur vum Europaparlament, zitéieren, deen, wéi de Vote vum Règlement communautaire virgeholl ginn ass, deen dëse GECT da kreéiert, Folgendes gesot huet: «Le GECT est un nouvel instrument, qui doit encore trouver sa place dans le cadre juridique de chaque État membre. Ce processus n'est ni rapide, ni simple, mais les bénéfices à attendre devraient largement dépasser les investissements engagés pour les produire.» Dir gesitt also, wann een déi ganz Saach hei proaktiv ugeet, eng proaktiv Approche huet, dann ass dat sécherlech eng Chance fir eist Land an och eng Chance fir eis Regioun.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir hunn domat dëse Projet ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Jo, da stëmmt nach, Här Klein!

(Interruptions)

Also, Här Klein, wa mer Är Stëmm dann nach derbäizielen, dann ass de Projet de loi 5828 ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dem Här Mehlen seng och nach. Domat ass de Projet da mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5824 iwwert d'Sécherheet an den Zich. Den honorabelen Här Schreiner ass hei Rapporteur. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger, Braz a Gibéryen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

7. 5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass de Weltdag vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbechtsplaz, a gläichzäiteg den internationalen an europäeschen Aktiounsdag vun de Gewerkschafte fir d'Sécherheet op der Eisebunn. Et trëfft sech also gutt, dass mer och haut hei an der Chamber iwwert d'Sécherheet op der Eisebunn an am öffentlechen Transport schwätzen, an dat gläich am Kader vun zwee verschiddene Gesetzesprojeten.

D'Eisebunn ass dat sécherst Transportmëttel iwwerhaapt. D'Sécherheet - an do souwuel d'Betribssécherheet wéi och d'Aarbechtssécherheet - ass eng Grondviraussetzung fir hir Attraktivitéit, an duerfir musse mer alles drusetzen, fir déi Sécherheet stänneg ofzesécheren a wa méiglech auszebauen.

Den éischte Gesetzesprojet, deen ech Iech wëll am Numm vun der Transportkommissioun hei rapportéieren, ass de Projet de loi 5824 iwwert d'Schafe vun enger neier Eisebunnsverwaltung, mat deem mer d'europäesch Direktiv 2004/49 elo vollstänneg an nationaalt Recht ëmsetzen.

Dës Direktiv ass Bestanddeel vum sougenannten zweete Paquet ferroviaire an huet zum Zil, d'Sécherheetsbestëmmungen op den europäeschen Eisebunnen ze harmoniséieren. Zum Deel gouf dës Direktiv schonn ëmgesat iwwert d'Gesetz vum 8. Mäerz 2002 iwwert d'Enquêtes techniques am Fall vun Accidenter oder schwéierwiegende Virfäll an de Beräicher vun der ziviler Loftfahrt an der Eisebunn, an och iwwer e Règlement grand-ducal vum 6. Juni 2003 an dësem Beräich.

Allerdéngs huet bei där Ëmsetzung nach ëmmer ee Volet gefeelt, obwuel d'Direktiv schonn den 30. Abrëll 2006 hätt sollen transposéiert sinn. Mir hunn also zimlech genau dräi Joer Verspéidung. Mat der Kreatioun vun der Administration des Chemins de Fer, enger um juristeschen, organisationellen an décisionnellë Plang onofhängeger Instanz, déi sech mat alle Froe vun der Sécherheet am Eisebunnsberäich befaasst an och de Relais spillt tëschent de verschiddenen Opérateuren an dem Gestionnaire vun der Schinneninfrastruktur, schléisse mer dann elo definitiv de Krees. Mir hunn dann déi Direktiv och komplett ëmgesat.

Här President, wéi ech scho gesot hunn, dës Direktiv 2004/49 ass Bestanddeel vum sougenannten zweete Paquet ferroviaire. De Projet de loi steet also generell am Kontext vun der europawäiter Liberaliséierung bei den Eisebunnen.

Et sief drun erënnert, dass d'Europäesch Kommissioun grondsätzlech der Meenung ass, dass den Transport iwwert d'Schinn méi konkurrenzfäeg ka si vis-à-vis vun aneren Transportmëttelen, virun allem vis-à-vis vum Stroossentransport, wann déi traditionell staatlech Monopole gebrach ginn an de Schinneverkéier op ass fir d'Konkurrenz. Zënter dem Ufank vun den 90er Jore gouf den Transport iwwert d'Schinn dofir schrëttweis liberaliséiert, ouni dass awer d'Theorie vun der Kommissioun bis haut déi vun hir erhofften Objektiver erreecht hätt.

Eng éischt Etapp war de sougenannten éischte Paquet ferroviaire, deen aus dräi Direktive bestanen huet, déi den Accès zum gesamten europäesche Gidderverkéiersnetz geregelt hunn, eng Harmoniséierung vun de Bestëmmungen iwwert d'Lizenzen, déi all Eisebunnsgesellschaft muss virweisen, erbäigefouert huet, an e prezisen an transparente Kader geschaf huet, wat d'Allocatioun vun de Capacitéiten op der Schinneninfrastruktur an hir Tarificatioun ugeet, fir op déi Manéier en équitabelen an net diskriminatoreschen Accès ze garantéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Prioritéit haten also dobäi Prinzipien, déi d'Wettbewerbsverzerrunge sollte verhënneren an e fairen Zougank zum Schinnennetz fir all Konkurrente sollte sécherstellen, wat sech an der Verdeelung vun de Sillonen an der Tarificatioun erëmspigelt.

Den éischte Paquet ferroviaire huet awer wéineg un de Sécherheetsbestëmmunge geännert. Dat huet sech dann am zweete Paquet ferroviaire, deen den 23. Januar

2002 vun der Europäescher Kommissioun presentéiert gouf, geännert. Och wann et hei nach ëmmer primär ëm d'Liberaliséierung am Beräich vum Fret an ëm d'Interopérabilitéit vum Schinnennetz goung, si komplementar zu de Moossnamen aus dem éischte Paquet elo och d'Regelen, wat d'Sécherheet ugeet, esou adaptéiert ginn, dass se an engem eenheetleche Marché vun der Eisebunn kënne fonctionnéieren.

Et bleift e Fait, dass an Europa, souwuel um technesche wéi och um juristesche Plang, ganz ënnerschiddlech Systemer bestinn an dass all Land traditionell aner Virschréften hat an huet, wat zum Beispill d'Homologatioun vum Matériel roulant oder och d'Zertifikatioun vum Personal selwer ugeet.

D'Zil vun der Direktiv 2004/49, déi mer dann, wéi gesot, haut definitiv an dat nationaalt Recht wëllen ëmsetzen, ass et deemno, d'Sécherheet beim schinnegebonnenen Transport weider ze verstäerken a gläichzäiteg transparent an harmoniséiert Prozeduren ze schafen, fir dëst och ze garantéieren.

Si gesäit deemno ënner anerem eng Prozedur vir, fir d'Sécherheetszertifikaten ze verginn, déi all Gesellschaft muss hunn, fir an der Europäescher Unioun kënnen d'Zich iwerhaapt fueren ze loossen. Derniewent muss awer och all eenzel Eisebunnsgesellschaft, déi d'Schinneninfrastruktur wëllt benotzen, hiren eegene Sécherheetssystem opbauen. Soss kann zum Beispill dësen Zertifikat net ausgestallt ginn. Datselwecht gëllt dann och fir den Agrément de sécurité, deen de Gestionnaire vun der Infrastruktur vun dëser onofhängeger Sécherheetsinstanz ausgehändegt kritt.

Den Objektiv ass also, héich Sécherheetsstandarden ze erreechen. Duerfir muss all Eisebunnsgesellschaft, déi de Lëtzebuerger Réseau fiert, déiselwecht Sécherheetsbestëmmungen erfëllen.

All Land muss, wéi gesot, eng onofhängeg national Autoritéit designéieren, déi dat iwerwaacht, genausou wéi en Organismus kreéieren, deen am Fall vun Accidenter oder schwéierwiegende Sécherheetsvirfäll d'Enquêtë mécht, wat mir jo och hei zu Lëtzebuerg scho gemaach hunn.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et deemno, d'Sécherheet bei der Eisebunn am Aklang mat den europäeschen Normen ze verbesseren.

E wichtege Volet vun där Ëmsetzung a vun dësem Projet de loi betrëfft awer och eng Partie vun organisatoresche Froen. Esou gëtt zum Beispill d'Roll vun deene verschiddenen Acteure vill méi prezis a ganz kloer definéiert. Dobäi gëtt kloergestallt eigentlech, wéi sech an Zukunft d'Responsabilitéit fir d'Anhale vun de Sécherheetsnormen téschent der Entreprise, dem Opérateur also, deen d'Zich fiert, deen d'Zich bedreift, an dem Gestionnaire vum Réseau, deen also fir d'Schinneninfrastruktur zoustänneg ass, verdeelt.

Si si gemeinsam gefuerdert, e System fir d'Gestioun vun der Sécherheet opzebauen, deen den europäeschen Normen entsprécht. D'Autorité nationale an deene jeeweilege Länner muss dann de reglementäre Kader setzen an déi zwee aner Acteuren eigentlech dann iwwerwaachen.

D'Direktiv verlaangt, dass dat d'Aufgab vun enger onofhängeger Entitéit muss sinn, fir esou d'Anhalen an d'kontinuéierlecht Verbessere vun de Sécherheetsstandarden ze garantéieren.

De Projet de loi proposéiert dofir dës Virgaben iwwert d'Schafe vun enger Administration des Chemins de Fer ze erfëllen, enger staatlecher Verwaltung, déi direkt dem Transportminister ënnersteet, esou wéi dat och zum Beispill scho bei der Direction de l'Aviation civile de Fall ass.

D'Administratioun, déi gëtt geleet vun engem Direkter a kritt entspriechend spezialiséiert Personal zur Hand, vu dass et sech hei ëm eng ganz technesch Matière handelt, wou ganz vill technescht Wëssen an och Know-how verlaangt ass, fir dat kënnen och dagdeeglech an der Praxis ëmzesetzen an ze applizéieren. Am Projet virgesi sinn: sechs Leit fir de reglementäre Volet, sechs Leit fir de Volet vun den Autorisatiounen, véier fir d'Zertifizéierung an d'Vergi vum Agrément un déi jeeweileg Entreprisë respektiv un de Gestionnaire vum Réseau an zwou Persounen, déi sech ëm administrativ Aufgabe këmmeren.

Dat ass eigentlech, wann een all déi Missioune kuckt, déi dëser Verwaltung elo zoufalen, ganz sécher näischt ze vill. Et ass awer sécher eng richteg Zuel, fir emol unzekommen an dann ze kucken, wou een am Laf vun der Zäit hikënnt, wann déi Missioune méi prezis cadréiert sinn. Et sinn op alle Fall ganz villfälteg Aufgaben, och wichteg Aufgaben, well et hei ëm d'Sécherheet geet, déi déi nei Verwaltung ze erfëllen huet an déi vun deem Personal musse bewältegt kënne ginn.

Dobäi muss ee wëssen, wa mer vum Personal schwätzen, dass en Deel vun de Funktiounen, déi der neier Administratioun iwwerdroe ginn, am Moment nach vun den CFL an hirer Roll als Gestionnaire vum Réseau erfëllt ginn. Zu Lëtzebuerg bedeit dat, dass déi eenzeg Leit, déi eigentlech d'Fachkenntnisser an d'Erfahrung hunn, déi ee brauch, fir dës Aufgaben ze erfëllen, am Moment just bei den CFL schaffen.

D'Auteure vum Projet de loi haten dofir am Ufank proposéiert, dass dës Leit kéinten un déi nei Administratioun détachéiert ginn, wou se géifen hëllefe weider Leit dann anzeschaffen; also d'Basiswëssen emol an déi nei Verwaltung eranzebréngen, fir ze démarréieren. Déi Leit hätten da par après de Choix gehat, fir no enger gewëssener Zäit eng Décisioun kënnen ze huelen, ob se wéilte bei der Verwaltung bleiwen oder erëm bei d'CFL-Gesellschaft zréckgoen.

De Statsrot huet dat awer ofgelehnt mam Argument, dass dës Leit dann awer net onofhängeg vis-à-vis vum Gestionnaire vum Réseau wieren, well se jo vun dohier kéimen, an dass d'Administratioun eigentlech juristesch liicht op deem Punkt dann ze attackéiere wier.

An der Transportkommissioun hu mer op deen Awand vum Statsrot och reagéiert an och dunn de Minister gefrot, d'EU-Kommissioun ëm hiren Avis an dëser Saach ze froen. Dat ass och geschitt. Mir kruten erkläert, dass d'Europäesch Kommissioun prinzipiell op déi strikt Onofhängegkeet géif halen, mä dass si eigentlech awer och Verständnis derfir hätt, dass zu Lëtzebuerg esou spezialiséiert Personal net einfach esou um fräie Marché disponibel wier.

Si ass deemno, no deene Reflexiounen, déi se gemaach huet, an an deem Courrier, dee mer kritt hunn, dermat d'accord, dass déi nei Administratioun also d'Leit vun den CFL, déi deen Job haut maachen, iwwerhëlt. Si schléisst awer aus, dass dëst Personal erëm zréck bei säin aktuelle Patron ka goen.

An der Transportkommissioun ware mer der Meenung, dass ee mat dëser Léisung kéint liewen, zemools dat betreffend Personal - an dat hu mer an de Projet de loi och extra ageschriwwen - säi Statut behält a seng aarbechtsrechtlech Konditiounen déiselwecht bleiwe wéi dat beim viregte Patron de Fall war. Eigentlech war dat och déi eenzeg méiglech Kompromëssléisung, déi och vum Statsrot respektiv vun der Europäescher Kommissioun akzeptéiert gi wier.

Et bleift just ze hoffen, dass genuch Leit, déi haut deen Job bei den CFL maachen, sech bereet erklären, an déi nei Verwaltung eriwerzewiesselen, fir dass och d'Konditioune geschaf sinn, fir dass déi Verwaltung och ka gutt outilléiert démarréieren.

Wat elo d'Répartitioun vun de Sillonen an d'Tarificatioun fir d'Schinnennetz ugeet, dat ass en anere Punkt. Dës Aufgaben, déi gi jo am Moment nach vun der sougenannter Cellule «accès réseau» innerhalb der Communauté des Transports wouergeholl. Déi ginn un déi nei Administration des Chemins de Fer och transferéiert; wat jo och Sënn mécht a logesch ass. An der Praxis heescht dat och, dass déi véier Leit, déi elo fir déi Cellule «accès réseau» schaffen, och dann an déi nei Administratioun tel quel iwwerholl wäerte ginn.

Da wëll ech och ofschléissend nach soen, dass finanziell gesinn den Impakt vun deem neie Gesetz eigentlech relativ limitéiert ass. E beschränkt sech op déi reng Fonctionnementskäschte vun där neier Administratioun.

Ech wëll ganz zum Schluss vläicht nach eng kleng perséinlech Remarque maachen, déi ech, mengen ech, awer och kéint am Numm vun der Chamber maachen. Ech hunn d'éinescht gesot, dass d'Sécherheet eng Conditio sine qua non ass fir eng attraktiv Eisebunn an en attraktiven öffentlechen Transport. Mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv passe mer eis elo den europäesche Virgaben an dësem Beräich un.

Et ass awer wichteg, dass mer och weider hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgaben an deem Beräich maachen. Dofir wëll ech einfach en Appel maachen, och just haut op dem Dag iwwert d'Sécherheet op der Eisebunn, un de Gestionnaire vun der Infrastruktur an un d'Opérateuren, fir an dësem liberaliséierten Ëmfeld, wou mer evoluéieren, keng Moossnamen ze ergräifen, weder um techneschen nach um personelle Plang, déi dës Sécherheet a Fro stellen. Nëmmen esou kënne mer eis Objektiver an deem Beräich erreechen.

Ech wëll dann d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an hoffen, dass déi aner Fraktiounen dat och maachen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ufanks den 90er Joren an Europa d'Liberaliséierungsbestriewungen am Beräich vun der Eisebunn ugaange sinn, war a ville Länner d'Begeeschterung net grouss. Esou och net hei zu Lëtzebuerg. D'Haaptzil vun der EU-Kommissioun war et, d'Monopoler vun den nationalen Eisebunnsbedreiwer opzebriechen an extern Konkurrenz zouzeloossen. Dës Bestriewunge waren Objet vum éischte Paquet ferroviaire.

Fir d'Liberaliséierung an d'Schafe vun engem europäeschen Eisebunnsraum ze beschleunegen, huet d'Kommissioun ufanks 2002 en zweeten Eisebunnspackage virgeluecht. Och wa meeschtens nëmmen iwwert déi negativ Auswierkunge vun der Liberaliséierung geschwat gouf - an dat sinn der ganz vill -, esou huet den zweete Paquet ferroviaire, wéi iwwregens och schonns deen éischten, eng Rei vu Begleetmoossnamen ëmfaasst am Hibléck op d'Sécherheet an d'technesch Aspekter, wat sécherlech ze begréisse war.

D'Zil dovunner ass d'Harmoniséierung vun den nationale Sécherheetsbestëmmungen. Des Weidere soll d'Aféiere vun neien nationale Sécherheetsbestëmmungen op e Mindestmooss beschränkt ginn. D'Interopérabilitéit vun den Eisebunnssystemer, déi jo eng méiglechst optimal technesch Harmoniséierung zielt, ass e weidere Punkt vum Package. Fir d'Sécherheet an d'Interopérabilitéit ze iwwerwaachen, ass d'europäesch Eisebunnsagentur gegrënnt ginn.

Här President, de Projet de loi 5824 setzt d'Direktiv 2004/49 iwwert d'Sécherheet am Eisebunnsverkéier an nationaalt Recht ëm. Et handelt sech hei ëm eng vun dräi Direktiven aus dem zweete Paquet ferroviaire, déi schonns den 30. Abrëll 2004 a Kraaft getrueden ass.

D'Haaptzil vun dëser Direktiv ass d'Eisebunnssécherheet duerch onageschränkten Transparenz a Bezuch op déi bestehend Sécherheetsvirschréften ze verbesseren. Duerfir gëtt e Verfahre fir d'Ausstelle vun de Sécherheetsbestëmmunge festgeluecht, iwwert déi all Eisebunnsentreprise muss verfügen, déi am europäesche Schinnennetz wëllt Zich bedreiwen.

Et handelt sech heibäi ëm sougenannte Sécherheetszertifikater, déi obligatoresch fir den Zougank musse sinn, fir an engem Memberstat vun der EU kënnen en Eisebunnsbetrib ze bedreiwen. Haut ass et esou, dass nach vill Länner hir eegen national Sécherheetsbestëmmungen hunn. Dat ass ganz kloer eng Barrière an der Entwécklung vun engem eenheetlechen europäeschen Eisebunnssystem. D'Zil muss et sinn, dass, wann een an engem Land eng Sécherheetsbeschäinegung kritt huet, déi och fir déi aner Länner valabel ass a vice versa.

Ausserdeem gëtt et och Sënn vun enger méi héijer Sécherheet, méi eng grouss Prozedur ze hunn, dass mer iwwerall déiselwecht Sécherheet an alleguerten déiselwecht technesch Viraussetzungen hunn, dass et net all Kéiers zu Schwieregkeete kënnt. Hei ass et elo d'Sécherheetsbestëmmung; mir wëssen awer och nach, dass et Ënnerscheeder gëtt an de Stroumaarten an esou weider an esou fort. Mir kommen nëmme weider, wa mer et fäerdeg bréngen, an der ganzer Europäescher Unioun déiselwecht Schinnebreet, déiselwecht Stroumversuergung an och déiselwecht Sécherheetsbestëmmungen ze hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, op all Aspekt aus der Direktiv anzegoen an all eenzel Dispositioun ervirzesträichen, dat géif elo vill ze vill wäit féieren. Ech wëll dem Roland Schreiner Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Duerch dës Direktiv gi mer awer och gezwongen - an ech betounen, „gezwongen" -, eng Administration des Chemins de Fer ze grënnen, déi dem Transportministère ënnerläit. D'Fonctiounen, déi dës Administratioun soll ausüben - de Roland Schreiner huet se erkläert -, ginn de Moment nach vun den CFL assuréiert. Duerch déi europäesch Gesetzgebung muss et awer elo zur Trennung kommen.

Mir si frou, dass déi Ausglidderung net zu Laaschte vum Personal geet. Leit, déi mat ausgeglliddert ginn, behalen nämlech hire Statut. Fir dass déi Administratioun hiren deelweis neie Missioune kann nogoen, ass och virgesinn, neit Personal anzestellen. Et handelt sech hei ëm ganz héich qualifizéiert Personal, wat elo do ass respektiv och wat muss agestallt ginn.

Ech wollt an dësem Kontext drun erënneren, dass et fir meng Fraktioun wichteg ass, fir dass mer weiderhin op motivéiert a gutt qualifizéiert Personal bei der Eisebunn kënnen zréckgräifen. Ob et elo d'CFL, de Gestionnaire vun den Infrastrukturen oder déi nei Administration des Chemins de Fer ass, nëmme mat guddem Personal kënne mir an Zukunft d'Sécherheet vun der Lëtzebuerger Eisebunn an hire Clientë weider garantéieren a kontinuéierlech ausbauen.

Dofir wëll ech och den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech hoffen, dass mer domat e Bäitrag zu der Sécherheet am europäeschen Eisebunnsréseau geleescht hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht. Wéi schonns e puermol gesot, hu mer et hei mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem zweete Paquet ferroviaire ze dinn, wou et méi spezifesch inhaltlech ëm de Volet vun der Sécherheet geet, dee jo e ganz wichtegen ass.

Mir wäerten haut de Mëtteg och nach an engem anere Projet - ech mengen, e steet als nächsten hei an der Rei - iwwer aner Aspekter vun der Sécherheet schwätzen. Hei bei dësem Projet geet et haaptsächlech ëm d'Sécherheet vum Transportmëttel Zuch, also en tant que tel als Fortbewegungsmëttel. Dat ass e ganz wichtegen Aspekt am Beräich vum öffentlechen Transport, well et ass jo och eng Basisverflichtung, déi een engem Utilisateur muss kënnen ubidden, och aus Ursaache vu Responsabilitéit.

Et ass awer och e ganz wichtegen Aspekt a puncto Attraktivitéit vum öffentlechen Transport, dee mer jo alleguerten och wëllen hei zu Lëtzebuerg förderen. Mir wësse jo, datt mer och hei zu Lëtzebuerg net verschount bleiwe vun deem engen oder aneren Incident. Ech mengen, jiddwereen huet wuel och nach deen trageschen Accident vun Zoufftgen an Erënnerung.

Mir ënnerstëtzen also kloer d'Absichte vun der Direktiv, déi als Zil huet, d'Sécherheet vun der Eisebunn ze verbesseren, souwuel am europäesche Kontext wéi awer och hei zu Lëtzebuerg selwer.

Niewent dem Aspekt vun der Sécherheet gëtt et dann awer och nach mat deem virleienden Text e puer aner europäesch Virgaben a puncto Répartition des sillons. Ech hu versicht, do eng lëtzebuergesch Iwwersetzung ze fannen an op eemol hunn ech et opginn. Dunn hunn ech geduecht: Huel einfach dee franséischen Term. Den Ëmweltminister, dee weess da vläicht herno besser, wéi een dat kann am Fachjargon nennen, och als fréieren Eisebunner.

Da sinn aner EU-Dispositiounen am Beräich vun der Tarificatioun, déi och dann hei ëmgesat ginn.

Bon, déi lescht Punkte si virun allem am Sënn vum oppenen europäesche Marché ze gesinn a solle kloerstellen, datt all Entreprise, déi am Ferroviaire aktiv ass an de Sécherheetszertifikaten oder -normen entsprécht, kann op de Lëtzebuerger Réseau kommen an do och kënnen net diskriminatoresch Regele fir d'Tariffer virfannen. Ech wëll awer weider net op deen Aspekt agoen.

Et ass och esou, bis elo huet jo d'CFL, eis national Eisebunnsgesellschaft, all déi Fonctiounen an enger juristescher an organisationeller Unitéit wouergeholl, mä et ass kloer, datt mer also opgrond vun der Direktiv net méi kënnen esou an Zukunft weiderfueren, datt dat net méiglech ass. De Projet de loi huet duerfir eng nei Richtung ageschloen, fir déi verschidde Missiounen op

verschidde respektiv onofhängeg Organismen ze iwwerdroen. Eng Approche, déi och, mengen ech, vun der Eisebunnstripartite 2005 guttgeheescht ginn ass.

Duerfir gëtt also hei elo eng nei Verwaltung, eng nei Administration des Chemins de Fer geschaf, déi als staatlecht Organ déi néideg Onofhängegkeet zum Gestionnaire a Bedreiwer vum Zuchréseau soll hunn. Déi Verwaltung iwwerhëlt also souwuel Aufgabe vun der Sécherheet wéi awer dann och d'Verdeelung vun de Sillonen an och déi ganz Gestioun vun der Tarificatioun.

Déi eng oder aner hu sech gefrot - och de Statsrot -, ob dat noutwendeg gewiescht wier, fir dofir extra eng ganz nei Verwaltung op d'Been ze setzen, an ob dat net zum Beispill hätt kënnen direkt an den Transportministère integréiert ginn ënner Form vu Kommissariater. Si hu sech och gefrot - de Statsrot -, ob d'Tarificatioun net zum Beispill kéint am Beräich vum IRL ugesiedelt ginn oder deem iwwerdroe kéint ginn.

Ech mengen, vu datt et hei jo awer wierklech ëm verwaltungstechnesch Aspekter geet, kënne mer awer och déi Démarche vum Législateur deelen an déi Logik, wéi mer dat och an aneren Départementer hunn. Hei sinn et jo wierklech ganz spezifesch technesch Aspekter, déi hei musse géréiert ginn.

En anere Punkt, dee méi speziell diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, war dee vum Personal fir dës Verwaltung. Sécherlech wëllt hei keen en administrative Waasserkapp opbauen. Et brauch een awer fir déi Verwaltung héich qualifizéiert an erfuere Leit, déi d'Praxis kennen, déi d'Praxis genee kennen, an dat sinn nun eemol d'Leit, déi do bei den CFL schaffen, déi sech bis elo ëm déi Dossiere gekëmmert hunn an och déi néideg Kompetenze matbréngen.

Duerfir ass et och kloer, datt déi nei Verwaltung muss kënnen op déi Leit zréckgräifen. Duerfir ass et och richteg an eisen Aen, datt d'Agente vun den CFL bei déi nei Verwaltung kënnen elo eriwwerwiesselen, et kënnen, och solle wa méiglech eriwwerwiesselen, datt se awer op där anerer Säit och net dierfen an hirer berufflecher Carrière désavantagéiert ginn. Och dozou war an der Kommissioun e Konsens ze fannen.

Um Ufank war virgesinn, fir datt déi Leit eventuell kéinte spéiderhin eng Kéier zréckwiesselen, zréck bei d'CFL, mä an där Logik vun der Direktiv, wou och eng absolut Neutralitéit vun dësem Organismus respektiv vun de Leit, déi do bei där neier Administratioun schaffe wäerten, verlaangt ass, ass dat du letztendlech net zréckbehale ginn.

Wa mer insgesamt déi Approche a Struktur vun enger Verwaltung kënnen deelen, wéilt ech dann nach eng Kéier kuerz och op d'Aufgaben oder déi grouss Missiounen a Problemer am Kontext vun der Sécherheet zréckkommen.

Eng adequat Administratioun hunn, dat ass en Ufank, dat ass e wichtegen Ufank, mä dat geet eleng net duer, fir d'Sécherheet an d'Praxis ëmzesetzen. Dat bréngt mech zum Punkt vun dem reglementäre Kader vun der Sécurité ferroviaire. Dat ass jo eent vun deene wichtegsten Uleiesse vun deem Projet de loi.

Zum enge musse mer kucken, datt mer innerhalb vun eisem lëtzebuergeschen Eisebunnsréseau déi héchstméiglech Standarden ustriewen. Si mussen och homogen um ganze Réseau sinn, och wann zum Beispill aner Bedreiwer dës Infrastrukture benotzen.

An der Logik vun der europäescher Direktiv misst op där anerer Säit awer och eng perfekt Ofstëmmung mat de Standarden an deenen anere Länner a besonnesch mat eisen direkten Nopeschlänner Frankräich, Belsch an Däitschland ugestrieft a garantéiert ginn. Dat ass jo besonnesch wichteg, well mer e klengt Land sinn an och e klenge Réseau hunn a well mer virun allem ganz vill Verbindunge mat deene verschiddenen, net nëmme mat enger, mä mat deene verschiddene Grenzregiounen hunn. An do gëtt et, dat wësse mer alleguerten zum Deel, nach aner Standarden, aner - ech soen emol - Technologien am Beräich vun der Sécherheet, wat sécherlech net deem Ganzen dénglech ass.

Ech wëll dorun erënneren, datt 2006 e Protokoll ënnerschriwwe ginn ass zwëschent der EU-Kommissioun an dem europäeschen Eisebunnssecteur, deen eng progressiv Aféierung vum ERTMS, dem „European Rail Traffic Management System", als Objektiv huet, dat wëllt heeschen en eenheetleche Signalisatiounssystem op allen Zich. Effektiv hate mer deemools, ech soen elo 2006 - wéi ech nogesicht hunn, hunn ech dat erëmfonnt mat deenen Datumen a vläicht ass et do schonn déi eng oder aner Evolutioun ginn -, nach ronn 20 verschidde Systemer am Beräich vun der Sécherheet an Europa fonctionnéieren. Ech hoffen, datt et haut e bësse besser ginn ass, mä vläicht kann de Minister herno do Opschloss ginn.

Och waren dofir am Budget vun der Kommissioun 250 Milliounen Euro virgesinn, fir do déi eng oder aner Adaptatioun, eng méi homogen Kultur am Beräich vun der Sécherheet op eise Schinnen an Europa kënnen ze realiséieren.

Duerfir och meng konkret Froen zum Schluss un de Minister doriwwer, wéi wäit mer mat der Ëmstellung op esou e System hei zu Lëtzebuerg sinn. Striewe mer deen effektiv un oder gi mer awer en anere Wee?

An och, inwiefern hu mer hei zu Lëtzebuerg eventuell do vun deem europäesche Budget vun deenen 250 Milliounen an iergendenger Hisiicht scho profitéiert oder dorobber zréckgegraff?

Ech wier frou, wann de Minister do kéint dann op déi Froe kuerz Äntwerte ginn.

Zum Schluss wëll ech awer dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet eraginn, mat der Erwaardung, datt mer hei dann och effektiv Jalonë geluecht hunn, fir eng effikass Sécherheet op eise Schinne kënnen ëmzesetzen, an datt mer ni méi an Zukunft wäerten en Zoufftgen hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Da géife mer den honorabelen Här Braz lauschteren.

Den Här Braz ass net do. Dann ass den Tour um Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll et vun eiser Säit aus ganz kuerz maachen. Ech wëll dem Kolleeg Roland Schreiner Merci soe fir säin explizite Rapport. Ech mengen, nodeems de Kolleeg Schreiner hei dëse Projet an allen Detailer wierklech gutt virgestallt huet, bleift net méi vill dozou ze soen. Dat, wat nach ze soe war, hu meng Virriedner gemaach, sou datt mer eis kënne kuerzfaassen, an ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun brëngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Da lauschtere mer den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och Félicitatiounen un de Rapporteur fir den explizite Rapport. Nodeem dass déi Experten hei virdrun, déi jo alleguerten all Dag mam Zuch fueren, dat Meescht gesot hunn, wëll ech mech da ganz kuerzfaassen.

Ech kennen de Problem an den Zich, well ech zimlech oft mam Zuch fueren. Ech kennen och de Problem, wéi déi Leit, d'Kontrolleren, an den Zich mussen oppassen an ëmmer méi Angscht kréien, fir do matzefueren, a sech och versichen ofzesécheren. Ech fannen et och ganz positiv, dass elo effektiv eng legal Ofsécherung kënnt.

Mä ech stelle mer just déi eng oder déi aner Fro, rechtlech Fro. Dat ass, ob et wierklech an der Zoustännegkeet vun engem Ministère läit, fir kënnen d'Leit ze suspendéieren, dass se net méi däerfe mam Zuch fueren, oder ob do net eis Geriichter zoustänneg sinn.

Ech mengen, den Här Minister soll…

(Interruptions)

Une voix.- Dat ass deen nächste Projet.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Sinn ech schonn ze wäit?

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Da kommen ech nach eng Kéier erëm.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Et ass also nëmmen opgeschubt. Da kënnt den Här Transportminister Lucien Lux un d'Rei.

(Hilarité)

Une voix.- Du has zwar dee richtege Minister getraff, awer dat war och alles.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert zum Projet.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou vill vu Sécherheet elo geschwat ginn, dass dat do wierklech ze entschëllegen ass.

Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, fir kuerz virun allem der Kommissioun an hirem President a Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, et kann een net soen, dass mer schnell geschafft hunn, well de Retard, dee mer geholl hunn, dach relativ grouss ass. Mir sinn allerdéngs net eleng an deem Boot.

Mir si jo och zum Deel an deem Fall hei e bësse bewosst Retardatairen, well mer all déi Joren an der Fro vun der Liberaliséierung eng Attitüd ageholl hunn, déi dach awer eng Attitüd - wéi soll ee soen? - eng skeptesch war, zum Deel och eng, déi an deenen eenzelne Conseilen och all Kéier versicht huet, besonnesch während eiser Présidence dorop hinzeweisen, dass dach net alles Gold ass, wat glänzt, an dass deen Défi vun der Kommissioun vun der Liberaliséierung, deen déi grouss Verheißung géif bedeite fir d'Eisebunnen, déi d'Parts de marché fir d'Eisebunn par rapport zu der Strooss ganz däitlech géif änneren, net ëmmer esou gelaf ass.

Ech ka mech dorun erënneren, dass mer an der Présidence vun der Kommissioun oft verlaangt hunn, dach awer emol mat de Memberlänner eng seriö Evaluatioun ze maache vum Bilan vun der Liberaliséierung. Géint esou een Exercice huet sech d'Kommissioun allerdéngs all Kéier verwiert. Si huet zwar selwer Bilanë virgeluecht, déi awer all Kéier - mengen ech - dann och e bëssen - loosse mer soen - gefierft ware vun den Auteuren, déi natierlech déi ganz Liberaliséierung als eppes dohinnergestallt hunn, wat éischter favorabel wär fir d'Entwécklung vun den Eisebunnen.

Elo kann een näischt dergéint hunn, dass mer schaffen un engem europäeschen Netz. Déi dräi Virriedner hu jo och däitlech gemaach, dass dat eng vun de Froen ass, un déi ee muss erugoen: gemeinsam Sécherheetssystemer, gemeinsame Management vun deene Systemer - wéi de leschte Riedner et nach eng Kéier gesot huet -, gemeinsam och ze kucken, dass déi technesch Donnéeë stëmmen a puncto Stroum an an allen anere Punkten, déi fir d'Eisebunn wichteg sinn.

Ech mengen, dass mer an der Tripartite - an doriwwer hu mer jo e puermol hei diskutéiert - d'Geleeënheet fonnt hunn, fir e gudden Équiliber ze fannen tëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet, fir déi Öffnung vun de Schinnennetzer matzemaachen. D'CFL-Cargo ass jo ouni Zweifel och e Succès, och wann ech mer bewosst sinn, an dat ass déi aner Säit vun der Medail, dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung ass, fir dee Wiessel ze maachen engersäits an der Fro vun de Statute vun deene Leit, déi do schaffen, mä och, dass ee muss oppassen, dass een net an eng total Privatisiérungslogik an deementspriechend och Profitlogik erakënnt, well een da ganz gär e Bradage mécht vu Sécherheetssystemer. Ech mengen, dat wëlle mer net hunn.

Mir sinn hei ganz pragmatesch drugaangen. Den Här Berger huet nach eng Kéier dorop higewisen, dass déi Décisioun, an d'Richtung vun enger Verwaltung ze goen, och deem entsprécht, wat mer am Tripartitesaccord zréckbehalen hunn, wou mer jo och de Choix ILR oder aner Choixen diskutéiert hunn, déi awer net zréckbehalen hunn. Ech mengen, dass déi pragmatesch Attitüd, déi mer elo geholl hu vis-à-vis vum Personal, och eng gutt ass, fir ze setzen op d'Kompetenz, op d'Erfahrung vun deene Leit vun der Bunn, mat deem klengen aschneidenden Element, deen d'Kommissioun eis eben duerch d'Indépendance octroyéiert huet, fir dass eben den Aller vun deene Leit méiglech ass, mä keen Aller-retour méiglech ass. Vu dass de Statut an all déi aner Saachen awer kloer bleiwen, mengen ech, ass dat u sech kee Problem.

Ech wéilt just nach op ee Punkt hiweisen. Mir hu gesot, den éischte Paquet ferroviaire, den zweete Paquet ferroviaire wär elo ofgeschloss. Ech mengen, et sollt ee sech elo och lues a lues preparéieren op eng Ronn, déi ee muss dréinen iwwert den drëtte Paquet ferroviaire. Ech mengen, mir hu jo do zwee Joer en Ausstand kritt, bis 2012. Ech denken awer, dass et am spéiden Hierscht vun dësem Joer d'Geleeënheet soll sinn, fir zesumme mat allen Acteuren dann och ze kucken, wéi een un dat doten erugeet, fréi genuch, fir dass een net elo onbedéngt waart bis den allerleschte Moment, fir sech Gedanken ze maachen.

Et gëtt um Niveau vun den CFL Diskussioune scho mat de Partneren an den Netzer ronderëm, fir ze kucken, wat fir eng Initiativen ee gemeinsam kéint huelen. Dat ass mat Däitschland zum Beispill de Fall. Mä ech mengen, och déi politesch Diskussioun sollt ee fréi genuch huelen.

Ech wëll zum Schluss och nach dem Här Berger soen, dass ech engersäits nokucken, wou mer an der Ëmsetzung vun dem Systemmanagement dru sinn. Mir hunn elo keng Zuelen, fir him kënnen ze nennen, wat d'Bedeelegung vun den CFL ubelaangt. Mä ech wäert him déi noreechen.

Bei der Fro vun der Répartition des sillons ass mer näischt Besseres agefall wéi Verdeelung vu Streckendeeler, wann dat duergeet als lëtzebuergesch Iwwersetzung. Ech mengen, dat ass alles dat, wat ech do fonnt hunn.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dann d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5824. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5824[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. Fin du vote. De Projet de loi 5824 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

(Interruption)

Domadder ass en da mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an och kenger Enthalung ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zum Projet de loi 5710 iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roland Schreiner. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger, den Här Gibéryen...

Une voix.- An den Här Jaerling.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- …an den Här Jaerling. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

8. 5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5710, dee mer haut - ech hunn et d'éinescht scho gesot - um Weltdag vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht an um internationalen Aktiounsdag fir d'Sécherheet op der Eisebunn hei diskutéieren, an deen ech lech am Numm vun der Transportkommissioun hei wëll rapportéieren, soll dozou bäidroen, fir e ganz gravé Problem, deen an eiser Gesellschaft schonn zënter Jore besteet an zusehends schlëmmer gëtt an deen och a besonnesch am öffentlechen Transport zum Ausdrock kënnt, an de Grëff ze kréien.

Ëmmer erëm musse mer Noriichten zur Kenntnis huele vun Aggressiounen op Reesender am öffentlechen Transport, oder dass e Buschauffer oder e Member vum Zuchbegleetpersonal an der Ausübung vu sengem Beruff iwwerfall a verletzt gëtt.

Ufank Abrëll gouf e Buschauffer zu Saulnes bei Lonkech regelrecht an en Hannerhalt gelackelt an ouni ersiichtleche Grond brutal iwwerfall. Physesch Attacken, bei deenen d'Personal vun öffentlechen Transportmëttele verletzt gëtt, sinn awer nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg. Heefeg gi se beleidegt oder bedroht, ouni dergéint eppes kënne konkret ze ënnerhuelen.

De Risiko erhéicht sech, wa se hir Aarbecht maachen, andeem se probéieren, eenzel Usagere vum öffentlechen Transport dovun ze iwwerzeegen, sech u grondleeënd Regelen ze halen. Dozou gehéiert, dass an öffentlechen Transportmëttelen net däerf gefëmmt ginn oder dass een d'Sëtzer net opschlitzen däerf oder dass een net iwwert der Fahrt zur Belüftungsklapp däerf erausklammen, fir um Daach vum Bus ze surfen. Fäll, déi et alleguer scho gi sinn an déi méi heefeg sinn, wéi een et an der Zeitung ka liesen a wéi ee géif mengen.

Schonn zënter dem 1. Januar 2005 gi Statistiken iwwer physesch a verbal Attacken a Vandalismus an öffentlechen Transportmëttele gefouert. Et gëtt Formulären, déi d'Personal soll ausfëllen, wann et esou e Virfall wëllt mellen.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire Enn 2006 hat den Transportminister erkläert, dass dës Formulären an der Praxis haaptsächlech vum CFL-Personal ausgefëllt ginn, seele vun TICE-, AVL- oder RGTR-Personal.

Deene Statistiken no respektiv den Donnéeë vun der Police no géif de Problem och net méi schlëmm ginn. Beim Personal selwer schéngt d'Perceptioun awer an der Realitéit eng ganz aner ze sinn. Dat beweist also, dass d'Donkelziffer vill méi héich ass, wéi d'Statistiken dat ausweisen, wann een deem ka Glawe schenken, wat d'Personal engem erzielt. Zumindest goung dat aus enger Ëmfro ervir, déi deemools vun enger Gewerkschaft bei hire Memberen zu deem Thema gemaach ginn ass, woubäi een allerdéngs muss soen, dass dobäi och Taxichauffere befrot goufen.

Do hate 65% vun deene Gefrote geäntwert, si wiere schonn eng Kéier vun engem Client agresséiert ginn. Een Drëttel vun hinne gouf Affer vu kierperlecher Gewalt; 90% hu sech schonn emol Beleidegungen oder Drohunge misse gefale loossen; 40% goufe schonn emol beklaut; 69% hu Problemer mat Vandalismus erlieft. Et gesäit een also, dass dat Prozentzuele sinn, déi immens héich sinn an déi ganz alarmant sinn a fir Besuergnis musse suergen.

Interessanterweis haten awer dräi Véierel vun de Betraffenen net d'Gefill, dass hire Patron hinne géif de Réck stäipen. 64% hunn déi Virfäll net gemellt, an ongeféier déiselwecht Zuel vu Betraffenen hunn deemools de Formulär vum Ministère iwwerhaapt net kannt. Et kann een natierlech hoffen, dass zumindest dës lescht Situatioun sech entre-temps verbessert huet. Mä et bleift, dass et sécher eng Donkelziffer bei Fäll vun Aggressiounen a Vandalismus gëtt an dass de Problem méi grouss ass, wéi d'Statistiken dat ausweisen.

Dat ass och d'Zeeche vun enger gewëssener Resignatioun an dëser Fro beim Personal, dat d'Gefill wierklech net lassgëtt, net wierklech eppes kënne géint esou Problemer ze maachen, an net genuch geschützt géint esou Akten ass. An der Ëmfro deemools haten déi Betraffen och virun allem méi repressiv Moyenë gefuerdert, fir kënne wierksam géint dee Fléau do virzegoen. Méi streng Strofe fir Vandalen a Gewalttäter, méi Kontrollen a méi Polizeipräsenz waren d'Aussoen, déi deemools an der Ëmfro am Vierdergrond stoungen.

Eent ass op alle Fall kloer: Wa mer wëllen en attraktiven öffentlechen Transport organiséieren, da musse mer e virun allem och am Intérêt vun den Usageren an och am Intérêt vum Personal sécuriséieren.

De Projet de loi, dee mer elo haut hei virleien hunn, probéiert wéinstens zum Deel, an an engem ganz grousse Mooss, mengen ech, eng Verbesserung vun der Situatioun erbäizefréieren. Och wann een natierlech weess, dass et an der Praxis ganz schwéier ass, Gewalttätegkeeten oder aner Forme vun onsozialem Verhalen ze verhënneren. Dat ass net nëmme wichteg, fir d'Sécherheet an d'Aarbechtskonditioune vum Personal am öffentlechen Transport ze garantéieren, mä och fir de Confort fir all d'Utilisateuren ze erhalen an esou d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport héichzehalen.

D'Sécherheet an den öffentlechen Transportmëttel gëtt am Moment nach iwwer eng Rei vu Gesetzer geregelt, déi der Situatioun an der Praxis net méi gerecht ginn. Dozou gehéieren d'Gesetz vun 1859 iwwert d'Police des chemins de fer, d'Gesetz vun 1965 iwwert den Transport routier oder och méi rezent d'Gesetz vun 2004 iwwert den öffentlechen Transport.

Zum Deel widdersprieche sech och verschidden Dispositioune vun deene verschiddenen Texter. Zum Deel enthale si och Lacunen, déi et net méiglech maachen, de Problem effikass unzegoen. Sou falen zum Beispill den TICE an den AVL net an de Champ d'application vum Gesetz vun 2004. Et sinn an deem Gesetz awer och keng Sanktioune virgesinn, wann ee sech zum Beispill weigert, sech auszeweisen. Sou dass déi Mesuren, déi am Gesetz vun 2004 stinn, an der Praxis eigentlech net wierklech gräifen.

Dat neit Gesetz, wat mer haut hei elo solle stëmmen, soll déi bestehend Dispositiounen aus deene verschiddene Gesetzer harmoniséieren, Ongereimtheeten ofschafen a Mängel behiewen, déi an der Praxis derfir suergen, dass een ongestrooft dervukënnt, wann een d'Personal vun öffentleche Verkéiersmëttelen agresséiert oder muttwëlleg Schued mécht, deen d'Öffentlechkeet zesummegerechent all Joers ganz vill Sue kascht.

Dat neit Gesetz soll fir e korrekt Behuelen a Sécherheet an allen öffentlechen Transportmëttelen hei am Land suergen. Dat Gesetz gëllt awer net nëmmen am Zuch oder am Bus, mä et gëllt och an de Garen an op deene verschiddene Busarrêten, déi mer am Land aménagéiert hunn.

Um Niveau vum Personal selwer mécht de Projet de loi en Ënnerscheed tëschent zwou Kategorien, an zwar de sougenanntenen, wéi et am Gesetz steet, Agents de service an den Agents agréés.

Als Agent de service sinn all déi Leit bezeechent, déi am wäitste Sënn vum Wuert am öffentlechen Transport beschäftegt sinn, wéi zum Beispill d'Buschaufferen, d'Kontrolleren, d'Zuchbegleeder, d'Personal an de Guicheten oder déi, déi fir d'Uerdnung an d'Sécherheet an dësem Beräich ze suergen hunn, an déi och susceptibel si fir souwuel Affer wéi och Zeie vun engem Incident am öffentlechen Transport ze ginn.

Dat ass also e ganz weide Begrëff, deen e groussen Deel vum Personal, dat beschäftegt ass an engem vun deenen Entreprisen, aschléisst. Déi Agenten hu jidderzäit d'Recht, d'Leit opzefuerderen, sech un d'Gesetz respektiv u spezifesch Regelen ze halen. An och wann et net ausdrécklech am Gesetz steet, hu si och natierlech d'Recht, d'Billjeeë vun de Leit, déi jo e Kontrakt tëschent dem Usager an dem Opérateur, der Entreprise duerstellen, ze kontrolléieren.

De Statsrot hat an dësem Kontext kloergestallt, dass dat net misst eigentlech am Gesetz stoen, well dat zu den normale Bedéngunge gehéiert an der Relatioun tëschent dem Client vum öffentlechen Transport an der respektiver Transportgesellschaft. D'Agents de service hunn d'Recht, d'Leit, déi sech net un d'Regelen halen, opzefuerderen, de Bus oder den Zuch ze verloossen oder sech fernzehalen. Dat fir eng Dauer vu bis zu zwou Stonnen.

Niewent den Agents de service, déi also éischter limitéiert Attributiounen hunn, ginn et dann awer och nach déi sougenannten Agents agréés. Dat ass Personal, dat ënnert dem öffentleche Statut schafft, eng spezial Formatioun muss maachen an en Eed muss ofleeën, fir kënnen den Agrément vum Ministère, fir déi Roll kënnen ze spillen, ze kréien. Si hu genausou wéi d'Beamte vun der Police an och der Douane d'Recht, am Kader vun dësem Gesetz de Leit hir Identitéit ze iwwerpréiwen. D'Attributioune ginn also e Stéck méi wäit, wéi dat bei deenen aneren Agenten de Fall ass.

Et bleift awer, dass och an Zukunft just d'Beamte vun der Police an der Douane d'Leit kënne forcéieren, e Bus, en Zuch, eng Gare oder en Arrêt ze verloossen. Allerdéngs sinn och géint déi Leit Sanktioune virgesinn, déi engem Rappel à l'ordre vum Beamten net wëlle Rechnung droen a sech weigeren, aus dem Bus oder dem Zuch ze klammen. An onofhängeg dovunner, wat fir een Agent den Usager opfuerdert, de Bus oder den Zuch ze verloossen, kann et bis zu 250 Euro kaschten, wann ee sech net drun hält an der Opfuerderung net nokënnt.

Déiselwecht Strof gëllt fir een, deen engem agréémierten Agent, deen dozou habilitéiert ass, net d'Carte d'identité wëllt weisen oder sech net wëllt ausweisen.

An eenzelne Fäll kann och de Minister e Verbuet ausschwätze fir déi Utilisateuren, déi besonnesch negativ opgefall sinn. Dee Verbuet, den öffentlechen Transport ze benotzen, ka bis zu engem Joer daueren a gëtt vum Minister vu Fall zu Fall festgeluecht. Den Utilisateur huet natierlech do och d'Recht, fir seng Deklaratiounen dozou ofzeginn. Wie sech net un dëst Verbuet hält, riskéiert eng Geldstrof da vu bis zu 500 Euro.

Bei méi klenge Virfäll kann d'Strof direkt iwwert den Avertissement taxé geregelt ginn, wann de Schëllegen asiichteg ass. D'Police mécht dogéint e Procès-verbal, wann et ëm méi seriö Virfäll wéi zum Beispill Kierperverletzung geet, oder de Schëllege sech weigert, den Avertissement taxé ze bezuelen oder net an den Délaie bezilt, oder och wann de Beschëllegte mannerjähreg ass.

Op Wonsch vum Statsrot hu missen eng Rei Adaptatiounen un deem initialen Text gemaach ginn, fir juristesch kohärent ze sinn. Dozou zielt och en ausdréckleche Verweis op d'Gesetz vun 1912 iwwert de Jugendschutz.

Et ass e Fait, dass de Vandalismus an den öffentlechen Transportmëttel, och eng Rei vu méi klengen Uerdnungswiddregkeeten zum Deel vu Jugendlechen ausgeet, déi nach mannerjähreg sinn. Dat gëtt nach verstäerkt doduerch, dass Mannerjähreger kee Führerschäin hunn an zum Deel méi staark den öffentlechen Transport benotze wéi aner Leit, wéi Erwuessener zum Beispill.

Et ass also wichteg sécherzestellen, dass och am Fall vun enger Infraktioun am Kader vun dësem Gesetz Mannerjähreger net op déiselwecht Manéier responsabel kënne gemaach gi wéi Erwuessener, an dat am Accord mam Jugendschutzgesetz.

Nieft dësem Punkt war de Statsrot dann och nach virun allem besuergt, dass d'Rollen an d'Aufgaben tëschent der Police, der Douane an deenen zwou verschiddenen Zorte vun Agente misste kloer getrennt an definéiert sinn. D'Transportkommissioun huet hei d'Proposen an d'Recommandatioune vum Statsrot dann och wäitgehend ugeholl an am Gesetz festgehalen.

Voilà, Här President, ech mengen domadder hätt ech alles beschriwwen, wat am Gesetz steet a wat zu deem Gesetz ze soen ass. Am Résumé wëll ech soen, dass mer mat dësem Projet de loi d'Viraussetzunge schafen, fir eisen öffentlechen Transport souwuel fir d'Benotzer wéi fir d'Personal méi sécher ze maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Instrumenter, déi mer hei schafen, wesentlech zu enger Verbesserung vun där momentan onhaltbarer Situatioun wäerte féieren. An deem Sënn solle mer dann och vläicht higoen an no engem Joer Ulafzäit e Bilan zéien a kucken, ob a wéi déi verschidde Moossnamen, déi hei elo iwwert d'Gesetz virgeschriwwe ginn, an der Praxis gräifen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wier frou, Här President, wann dëse Projet de loi d'Zoustëmmung vun alle Fraktioune fanne kéint. Ech ginn op alle Fall am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, wou mer eis beschäftegen, geet ëm d'Sécherheet vun de Passagéier a vum Personal an den Zich an an de Bussen. Net méi spéit wéi haut de Moien hunn d'Transportgewerkschafte manifestéiert op der Gare a si hunn nach eng Kéier drun erënnert, dass muss Stopp si mat der Gewalt géint d'Personal an den Zich an och an de Bussen.

Ech mengen, et ass wichteg, dass dofir dee Projet komm ass, an de Roland Schreiner, deem ech wëll Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, ass och op déi eenzel Positiounen agaangen.

Mä et geet net elo eleng duer, dass mer e Strofekatalog verabschieden an dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech ze wieren. Et ass awer och wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen - an do weess ech, dass et schwéier ass fir deen eenzelne Busfuerer oder Zuchführer fir ze soen -, dass mer et fäerdeg bréngen, dass d'Leit emol erëm méi ziviliséiert sinn an dass de Vandalismus, souwuel géint d'Material wéi och géint d'Personal a géint de Passagéier, Einhalt gebuede kritt.

An do mengen ech, dat ass eng Aufgab, déi net onbedéngt eleng op den Transportunternehmer bleift, an och net, wa mer elo de verschiddenen Agenten d'Méiglechkeet ginn, do anzeschreiten.

Mä do ass och nach ëmmer de Besoin an d'Hëllef vun der Police, vun de Sécherheetskräfte gefuerdert, an do spillt och d'Éducatioun am Allgemengen eng ganz grouss Roll, well wa verschidde Leit déi elementar Regelen net méi kennen, wéi ee sech behëlt, an dass ee Material, wat engem net gehéiert, net däerf futtimaachen, sou wäerte mer dat och net eleng mat dësem Projet de loi kënne réckgängeg maachen.

Och wann ze begréissen ass, dass no engem Joer soll eng Analys gemaach ginn. Mä domadder ass et nach net onbedéngt ëmmer an de Käpp ukomm, well et wäerten och nach ëmmer där Hallefstaarker do sinn, déi mengen, dass et herno och nach e Ranking gëtt, wien dann am meeschten erwëscht ginn ass a wien am meeschte gestrooft ginn ass.

Et ass och wichteg, an de Roland Schreiner huet et ënnerstrach gehat, mir wëssen, wat alles vu Vandalismus geschitt an deene Betriber vum öffentlech-rechtlechen Déngscht, ob dat elo TICE ass, ob dat Busser vun der Stad Lëtzebuerg sinn, ob dat den Zuch ass oder ob dat bei den CFL-Bussen ass. Mä bei deem, wat am private Beräich lass ass, iwwert déi Betriber, déi iwwer RGTR mat dem Ministère konventionéiert sinn, wat fir eng Akten do alles geschéien, dass do d'Chaufferen oft méi zréckhalend sinn, fir déi Meldungen an déi Plainten ze maachen, well do och nach aner Ängschte verbonne sinn.

Dofir wär et och wichteg, dass de Minister och géif do mat de Bedreiwer aus dem Privatsecteur Récksprooch huelen, dass et och wichteg ass, dass och an deene Bussen déi Saachen all zur Uwendung kommen, wa se fir den RGTR ënnerwee sinn, well och déi Chaufferen hunn heiansdo Angschtgefiller an déi hunn heiansdo och oft Angscht dat ze mellen oder sech ze wieren, well se da fäerten, dass och Répercussioune vun hirer Säit aus, vun hirem Patron kënne gemaach ginn.

Mä mir mussen alleguerten zesummen dergéint virgoen, fir deene kriminelle Leit, déi do an deenen Zich an an deene Bussen dee Vandalismus bedreiwen, och Einhalt ze bidden. An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Elo kënnt den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, musse mer méi Offere schafen, musse mer besser Horairen hunn, a geméinlech gëtt och drop higewisen, datt mer mussen och méi e grousse Confort an eisem öffentlechen Transport hunn. Deem kann een nëmmen zoustëmmen. Zum Confort an de Bussen an an den Zich gehéiert sécher och, datt de Passagéier an och d'Personal sech a Sécherheet fillen, a Sécherheet kënne reesen, net agresséiert ginn an datt och eben d'Personal mat där néideger Autoritéit ka seng Aarbecht maachen.

Och Lëtzebuerg ass keng Insel an och hei am Land héiert een déi eng oder aner Kéier vun Aggressiounen, Iwwerfäll oder soss verbal oder physesch Belästegungen am Zuch an am Bus. Bon, et liest een net ëmmer vun esou Zwëschefäll an der Press, mä et muss een awer wëssen, datt vläicht net vun all esou Incidentë bericht gëtt. An ouni elo wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen an dat elo vläicht ze vill héichzespillen, muss een awer einfach wëssen, datt mer och hei zu Lëtzebuerg déi eng oder aner där Fäll hunn.

Déi Phenomeener si sécherlech an anere Länner méi gravéierend. Besonnesch a Frankräich kenne mer dat jo, wou an de leschte Joren dat eng relativ grouss Envergure kritt huet, besonnesch am Metro, wou et och dann zum Deel zu ganz brutalen Aggressioune kënnt. An dat huet jo och dann zum Deel zu Streike vum Personal gefouert, dat huet och zu ganz spezifesche Mesuren do gefouert, Reaktiounen, wéi datt dann natierlech eng verstäerkt Präsenz vu regelrechte Patrouillë vun de Forces de l'ordre am Zuch ass, datt Kameraen installéiert gi sinn an esou weider.

Hei zu Lëtzebuerg kéint ee soen, datt vläicht ëm d'Joer 2005 e gewëssenen Héichpunkt erreecht war respektiv datt do méi där Fäll ze verzeechne waren, wouropshi jo dunn och de Comité „Sécurité dans les transports" eng Rei Propositioune gemaach huet, déi dann och an dem Projet de loi hei schlussendlech hiren Nidderschlag fonnt hunn, vun deenen Aggressiounen, ob et elo verbaler sinn, wat, mengen ech, dee gréissten Deel vun deenen Aggressiounen ass, mä déi awer och kënne physesch sinn.

Do sinn zum engen d'Leit, also d'Reesender oder d'Passagéier, concernéiert, mä ganz oft, oder besonnesch oft d'Personal, haaptsächlech d'Kontrolleren an d'Chaufferen, well déi jo mussen oder sollen intervenéieren, wann en anere Passagéier belästegt gëtt oder wann eben ee sech net esou behëlt, wéi e soll, wann e säin Ticket net huet an esou weider.

Et ass kloer, datt dat och eng Aufgab ass vum Stat, fir sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir all d'Leit ze schütze viru Gewalt, ob dat am öffentlechen Transport ass oder op anere Plazen.

Wéi wëlle mer dann elo hei zu Lëtzebuerg dee spezifesche Problem ugoen? Bon, mir gi sécherlech net esou wäit, an dat ass och richteg, wéi eis franséisch Noperen, wou jo eben, wéi ech gesot hunn, dee Problem eng ganz aner Envergure huet.

Bei deem virleiende Projet hei zu Lëtzebuerg ginn emol op där enger Säit d'Regelen harmoniséiert, déi scho kënnen ugewannt ginn. Mir hunn also an der Vergaangenheet schonn déi eng oder aner Dispositioune gehat. Elo soll dat da bei all den Opérateuren ugewannt ginn; CFL, RGTR, TICE an d'Autobussen aus der Stad Lëtzebuerg. Mir betrieden also hei net komplett Neiland.

Och wann den Akzent hei bei dësem Gesetzesprojet éischter op Repressioun geluecht ass, soll een awer net vergiessen, trotzdeem, datt een och weiderhi soll all Moyenë vun der Preventioun ausschöpfen, dat heescht Sensibilisatiounscampagnë lancéieren, op där anerer Säit och bei der Ausbildung vum Personal, besonnesch a Richtung Konfliktmanagement kucken, do déi eng oder aner Coursen ze ginn.

D'Agents de service, dat heescht d'Chaufferen an d'Kontrolleren, déi de Gros vum Personal jo ausmaachen, sollen also hei - wéi soll ech soen? - méi Pouvoir kréien, oder et gëtt preziséiert, datt se d'Recht hunn, en Delinquent, e Störenfried, egal wéi mer se wëllen nennen, opzefuerderen, sech uerdentlech ze behuelen, oder se och kënnen ze expulséieren aus dem öffentlechen Transport.

Ech muss och hei soen: Ech ka mer virstellen, datt an der Vergaangenheet dat net aneschters war, wéinstens an der Praxis, datt do och déi Leit intervenéiert sinn an datt eben dann och do schonn dat konnt ugewannt ginn. Andeems mer also elo awer dat expressis verbis an e Gesetz aschreiwen, dem Personal dat Recht ginn, solle se méi Autoritéit kréien, sech och formal kënnen op déi Autoritéit beruffen, fir datt se da kënne méi respektéiert ginn, wat natierlech awer herno muss um Terrain dann nach sech beweisen. Zumools well jo awer och am Endeffekt am Gesetz keng prezis, kloer Oplëschtung ass vun all deenen Injonctiounen, déi se kënne maachen.

Sécherlech wäert et och am Eeschtfall, souwuel an der Vergaangenheet wéi och an Zukunft, nach ëmmer dat Bescht sinn, wa wierklech e schlëmme Virfall ass, datt een do awer direkt d'Police rifft, fir datt déi kënnen intervenéieren.

Bon, de Projet gesäit och vir, datt dann Agents agréés d'Recht kënne kréien, fir d'Leit opzefuerderen, sech auszeweisen, oder se eben och dann aus dem Zuch oder Bus ze setzen. Hei bleiwen e puer Froenzeechen opstoen: Wéi sollen déi Agenten da genau agesat ginn? Wéi vill sollen der zum Asaz kommen?

Well ech wëll hei nämlech eng Klamer opmaachen: Mir hunn an anere Kontexter vun enger Reform vun den Agents municipaux scho geschwat, datt déi solle méi Kompetenze kréien, an en Argument, wat jo ëmmer do invoquéiert ginn ass, fir datt déi Reform net virukënnt, ass dat, datt eben hei net soll eng zweet Police, eng gewësse Police soll opgebaut oder kreéiert ginn. Da muss een also kucken, wann dat also do en Argument ass, firwat dat net hei en Argument war, well mer jo hei awer dann éischter an déi Richtung ginn, Agenten ze kreéieren, déi e gewëssenen, géif ech emol soen, Pouvoir de police hunn.

Och de Statsrot huet dorobber higewisen, datt et hei zu verschiddene juristeschen Inkohärenze ka kommen. Bon, dat gesot, ech mengen d'Ziler hei si sécherlech löblech, an d'Praxis muss eben dann nach weisen, ob mer déi Ziler och kënnen erreechen.

De Rapporteur, deem ech nach net Merci gesot hat fir seng gutt Aarbecht, da wëll ech dat och nach maachen, huet och virgeschloen, fir eben dann no engem Joer de Bilan ze maachen. An ech mengen, mir kënnen dat natierlech och ënnerstëtzen, an ech wéilt hei och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet erabréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Da kënnt den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Roland Schreiner, wéi scho bei deem Projet virdrun, Merci soen. Ech mengen, hien huet als Fachmann vum Secteur, kann ee roueg soen, hei de Rapporteur ervirbruecht. An deem, wat e souwuel am schréftleche wéi mëndleche Rapport gemaach huet, ass am Prinzip och näischt bäizefügen, wat direkt de Projet ubelaangt.

Dee Projet, dee mer hei maachen, geet ëm d'Sécherheet am öffentlechen Transport. An et ass scho richteg, datt mer deen och grad verbanne mat deem Dag, dem Weltdag vun der Sécherheet op den Aarbechtsplazen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass elo leider traureg, datt mer e gesellschaftleche Problem hunn, deen ëmmer méi ëm sech gräift, wou mer Attacke feststellen. Net nëmmen an öffentleche Gebaier, net nëmmen am öffentlechen Transport, mä am Alldeeglechen, mengen ech, héiere mer aus den Noriichten, datt mer Attacken tëschent Jugendlechen oder anere Leit kréien, déi leider zouhuelen, och an eiser Gesellschaft.

Et ass also e Gesellschaftsproblem, dee mer hunn, wou mer eis alleguer mussen de Kapp zerbriechen, wat een net eleng, mengen ech, däerf op déi Problemer limitéieren, déi mer hei am öffentlechen Transport hunn.

Et sinn Attacken an dësem Zesummenhang, déi éischtens a Richtung Vandalismus ginn, datt vill Saachen onnëtz futti gemaach ginn. Et sinn awer net nëmme verbal Attacken, mä et sinn och kierperlech Attacken. Ech mengen, dat hëlt leider zou, an do si mer alleguer gefuerdert.

Et ass sécherlech schwéier fir déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, fir d'Zuchpersonal. Ech denken och a virun allem un d'Chauffeuren, déi mat de Bussen ënnerwee sinn, déi dacks eleng sinn am Bus mat Leit, wou se sech da schwéier mussen doen, fir sech do kënnen ze wieren, an nach vill méi engem grousse Risiko an enger Gefor ausgesat sinn, wéi wa méi Leit derbäi sinn a méi Personal derbäi ass.

Virun allem déi, déi oft nuets ënnerwee sinn, an déi, wéi gesot, eleng ënnerwee sinn. Do muss ee wahrscheinlech och eng Kéier dozou kommen, datt ee muss bei de Buschauffeur eng zweet Persoun, wa mer et net an de Gréff kréien, bäiginn, fir hir Sécherheet och nuets ze garantéieren. Wat traureg wier, mä ech mengen, mir hunn awer och eng Verflichtung, fir eben de Leit, déi an deem Secteur schaffen, eng Garantie op hir perséinlech Sécherheet ze ginn.

D'Gefor ass awer net nëmme wat d'Personal ubelaangt, et gëtt se och vis-à-vis vun deenen anere Passagéier. Ech mengen, mir alleguer si bestrieft, fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, fir e méi interessant ze maachen, an an deene leschte Joren ass jo och d'Zuel vun de Leit, déi den öffentlechen Transport benotzen, relativ rapid an d'Luucht gaangen. Ech mengen, mir sinn all bestrieft, fir och an deenen nächste Joren déi Zuel nach weider auszebauen.

Esou ee Faktor wéi deen heiten, en Onsécherheetsfaktor fir déi Leit, déi matfueren, d'Passagéier, ass natierlech e Réckschlag an där Richtung. Ech mengen, fir all Mënsch, dee mam öffentlechen Transport fiert, hu mer eng verdammte Flicht, ze versichen him e Maximum u Sécherheet ze ginn, dem Personal an dem Passagéier, dee mat dem öffentlechen Transport matfiert. Well wa mer dat net realiséieren, an dat héiert een och heiansdo vu verschiddene Leit, déi soen: „Ech fueren net méi mam Zuch, well ech fäerten, well ech do ebe verbal oder physesch attackéiert ginn." Duerfir ass et eis verdammte Flicht, fir de Leit eben déi Garantie ze ginn.

Et ass net einfach, ebe well dat sech net op eng kuerz Plaz limitéiert. En Zuch ka grouss sinn, et sinn d'Garen, et si Bussen, et ass also eng riseg Fläch, wou déi Attacken do kënne méiglech sinn, a fir dat wierklech flächendeckend kënnen ze kontrolléieren, ass keng einfach Saach. An och, wann esou Situatiounen antrieden, wësse mer, datt dat net einfach ass, well déi Leit, déi jo an där doter Phas sinn, si jo net bequem, a wa se verbal Attacke maachen, wa se physesch Attacke maachen, wa se Vandalismus maachen, da si se selbstverständlech och an där Atmosphär fir géint déi Leit virzegoen, déi dann e Recht hunn, fir ze kontrolléieren a fir Uerdnung an dem öffentlechen Transport ze suergen.

Duerfir ass dat heite Gesetz eiser Meenung no e gutt Gesetz, well et an déi richteg Richtung geet, fir eben deene Leit, deenen Agents de service méi eng gesetzlech Basis ze ginn, fir datt do ka reagéiert ginn, agéiert ginn, och wa mer wëssen, datt mat dësem Gesetz sécherlech net alles wäert zu 100% wichteg sinn. Wichteg ass awer och, datt d'Personal, wat do ass, richteg geschoult gëtt.

Et ass net einfach, fir mat Leit, déi an enger Situatioun sinn, wou se ebe Vandalismus maachen, wou se d'Leit attackéieren, fir mat deene Gesellen ëmzegoen. Dat ass net esou einfach. Duerfir mengen ech ass et och wichteg, datt dat Personal, wat mer do asetzen, richteg geschoult gëtt, wéi een an esou Situatioune mat deenen ëmgeet. An et ass och wichteg, datt mer genuch Leit an deem Beräich hunn, fir ebe fir Uerdnung an dem öffentlechen Transport ze suergen.

Dat gesot, Här President, géif ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem Gesetz bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Virdru wollt ech emol eng Kéier schnell sinn, elo ass dat och nach schifgaangen, mä ech wëll awer d'Wichtegkeet vun dësem Projet och begréissen.

Ech wëll awer, wéi ech scho virdru gesot hunn, och e puer rechtlech Bedenken abréngen, ob et effektiv den Agent agréé - et gëtt nämlech en Ënnerscheed zwëschent Pabeiere kontrolléieren an een aus dem Zuch eraussetzen -, wou ech einfach der Meenung sinn, dass dat awer éischter misst der Police hir Aufgab bleiwen.

Éischtens emol, well déi Leit net dofir geschoult sinn, esou dass ech awer éischter géif mengen, dass misst drop zréckgegraff ginn, wann et Konfliktsituatioune gëtt, dass awer d'Police soll direkt ageschalt ginn, fir dass déi déi Beamte schützen, well se net geschoult si fir esou Situatiounen entgéintzewierken.

Et bleift awer nach eng Fro op, an dat ass déi vun den Iwwerwaachungskameraen. Déi Fro bleift op, ob een déi net awer soll geziilt asetzen an den Zich, an de Bussen, besonnesch wat de Vandalismus ubelaangt. Well wa Vandalismus geschitt, da geschitt dat heemlech, da geschitt dat jo net öffentlech. Wann do Iwwerwaachungskamerae sinn, fir déi Situatiounen ze iwwerwaachen, a selbstverständlech däerfen déi dann nëmmen agesat ginn am Fall wou eng Infraktioun geschitt, däerfe se nëmme gekuckt ginn. Si däerfen awer net fir aner Zwecker benotzt ginn.

Ech mengen, et ass ëmmer eng Problemdiskussioun, wann ee vun Iwwerwaachungskamerae schwätzt. Mä hei, wann een all Dag mam Zuch fiert, da gesäit een, wat fir en deiert Material een do zur Verfügung gestallt kritt, an dass dat Material awer soll respektéiert ginn. Ech mengen, et gëtt wierklech komfortabel Zich, déi mer elo am Moment hunn, besonnesch déi nei, déi mer elo bäikritt hunn, och wann d'Dieren heiansdo net op an zou ginn, mä dat ass en technesche Problem.

An deen anere Problem, vun deem mer schwätzen, vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaze bei der Bunn an och beim öffentlechen Transport, esou wëll ech awer och vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaze vun deene Leit schwätzen, déi mam Zuch fueren. Well do ass nämlech e Problem, dass et ëmmer méi oft virkënnt, dass d'Zich ze spéit fortfueren, ze spéit ukommen, dass da Leit ze spéit op hir Aarbecht kommen, an dass dat ka Konsequenze kréien och op hir Aarbechtsplazen.

Ech mengen, do missten awer och méi Effortë gemaach ginn, wat d'Pünktlechkeet vun den Zich ubelaangt. Et misst sech och iwwerluecht ginn, vu Säite vun der Regierung, dass, wann d'Leit ze spéit op hir Aarbecht kommen, se da missten entschiedegt ginn, grad wéi an anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland oder an der Belsch, wou et Méiglechkeete gëtt, fir déi Leit ze entschiedegen, wa se ze spéit op hir Aarbecht kommen. Oder zumindest eng Méiglechkeet schafen, dass se kënnen an de Garen en Zertifikat kréien, wann d'Zich ze spéit kommen, wann et net hir Schold ass. Ech mengen, dat wier och schonn e Schrëtt an d'Richtung vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaze vun de Leit, déi mat den Zich fueren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Remarquen zu deem, wat nach virdrun an deem Débat iwwert dat Gesetz zur Grënnung vun der Administration des Chemins de Fer gesot ginn ass. De Kolleeg Eugène Berger hat mech gefrot gehat am Zesummenhang mam Systemmanagement. An der Tëschenzäit hunn ech mech schlaugemaach, dass dee Management sech aus zwee Deeler zesummesetzt.

Do ass dann een Deel, dee méi berühmten ETCS-Sécherheetssystem, mat derbäi, an och een Deel, deen iwwer Mobiltëlefone geet. Bei deenen zwee Beräicher ass d'Lëtzebuerger Eisebunn natierlech mat derbäi. Am ETCS, wou eise Budget bei 23 Milliounen Euro läit, kréie mer aus deem Kuch, deen do zu Bréissel läit, 50% vu Bréissel bäigeluecht. Ech mengen, dat ass eng Äntwert nach op eng Fro vu virdrun.

Zu dësem Projet hei wëll ech zwee Mercië soen, engersäits un de Kolleeg Roland Schreiner fir seng Aarbecht hei, awer virun allem och un d'Sozialpartner, déi am Rumm vun engem Groupe de travail am Ministère laang un dëser Aarbecht matgehollef hunn an och hir Meenung do abruecht hunn. Souwuel d'CFL selwer wéi och d'Gewerkschaften an hir Delegéierten, déi um Terrain am beschte wëssen a mat spieren, wéi grouss de Problem oft ass.

Et ass wichteg haut nach eng Kéier ze soen, dass engersäits den öffentlechen Transport natierlech iwwerall op der Welt e bëssen deen Nimbus huet vun enger ganz populärer Plaz, mat allem, wat dat u Positivem, u Convivialitéit an u sozialem Liewe mat sech bréngt. Mä natierlech generéiert en och vill vun de Problemer, déi an eiser Gesellschaft u sozialer Ausgrenzung an u ganz anere Problemer sinn.

Ech mengen, dass mer zwee Messagë musse gläichzäiteg soen. Deen een ass deen, dass den öffentlechen Transport keng „zone de non-droit" däerf sinn an däerf ginn, an dass mer alles musse maache fir

déi Leit, déi do schaffen, ob et Zuchbegleeder sinn, ob et Mécanicienen, Chauffeuren oder wat ëmmer sinn, dass mer mat alle Méiglechkeeten, déi mer hunn, hannert hinne musse stoen, fir dass se kënnen an uerdentleche Konditiounen, ouni brauchen Angscht ze hunn, hir Aarbecht verriichten.

Gläichzäiteg ass natierlech besonnesch a Krisenzäiten, déi mer kennen, Augmentatioun vu Chômage, och ze soen, dass mer gläichzäiteg och eng Politik am breede Sënn musse maachen, fir sozial Ausgrenzungen ze verhënneren. An do, mengen ech, dat muss een hei de Mëtteg soen, ass den öffentlechen Transport weder schëlleg un all deene Problemer, déi mer dobausse kennen an der Gesellschaft, nach ass en outilléiert fir dorobber, op all déi Froen, am Horizontale gekuckt, eng Äntwert kënnen ze ginn.

Do ass d'Famill gefuerdert, do ass d'Schoul gefuerdert. Do sinn, mengen ech, ganz vill Acteure gefuerdert, a virun allem ass gefuerdert, och am soziale Beräich, eng Politik, déi verhënnert, dass et Isolatioun gëtt, an dass et Leit gëtt, déi wierklech ganz grouss Problemer mat ronderëmschleefen a sech dann op eng Aart a Weis austoben, déi net akzeptabel ass, a wou dëst Gesetz a sengem Mooss och Méiglechkeete gëtt, Moyenë gëtt, fir dorobber kënnen ze äntwerten. Och wann ee weess - an ech mengen, dat ass bal vun all Riedner gesot ginn -, dass och esou e Gesetz, och Paragraphe mat Sécherheet net wäerte wéi e Coup de baguette magique all Problemer aus de Féiss bréngen. Dofir, mengen ech, ass vill méi néideg.

Ech wëll och nach ee Punkt soen, fir op déi lescht Joren zréckzekucken. Wa mer an e puer Woche wäerten déi nei Kontrakter ënnerschreiwe mat der Eisebunn als Stat fir e Contrat de service public fir déi nächst Joren, da mengen ech, dass ee vun de wichtege Punkte wäert dee sinn, och festzestellen, dass déi Politik, déi mer gemengt hunn déi richteg ze sinn, fir iwwerall d'Personal vun de Garen a vun de Quaien an aus den Zich éischter zréckzezéien an eng Eisebunn oder iwwerhaapt en öffentlechen Transport dohinnerzestellen, dee kee Gesiicht huet, definitiv net déi richteg Politik war.

Ech mengen, dass et an deenen neie Kontrakter noutwendeg ass, dass mer net nëmme mussen déi grouss infrastrukturell Investitioune kucken, mä dass mer och eng grouss Suerg an deenen nächste Jore musse ginn, ech géif bal soen, der Feinmotorik, andeem mer derfir suergen, dass an de Garen, op de Quaien et Leit gëtt, déi net nëmmen dofir do si fir Billjeeën ze kontrolléieren oder fir Recht an Uerdnung ze suergen, mä déi einfach och Service-Provider, wéi dat haut op Lëtzebuergesch heescht, sinn, fir de Leit ze hëllefen, d'Leit ze informéieren, ze beroden, hinnen e Gefill vu Sécherheet ze ginn.

Ech mengen, dat sinn déi beschte Kameraen. Kamerae si vläicht noutwendeg, an dat maache mer jo och op der Eisebunn, souwuel an den Zich wéi op de Quaien. Mä déi beschte Kamerae sinn déi Leit, déi dorëmmer präsent sinn an déi kënnen hëllefen d'Attraktivitéit och nach ze verbesseren. Et ass jiddefalls, mengen ech, dee Wee, dee mer musse maachen.

Ech wëll zum Schluss just nach soen, dass mer an der Fro vun de Verbueten haut déi Méiglechkeet jo schonn hunn, fir een aus dem öffentlechen Transport - wéi soll ech soen - erauszekomplimentéieren duerch en offizielle Verbuet. Ech wëll soen, dass ech an dëser Legislaturperiod Gott sei Dank nëmmen eng Kéier vun där Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn. Mä déi Méiglechkeet brauch een. Wann hannendru keng Sanktioun besteet, da sinn déi Leit um Terrain och relativ schlecht drun. Wa se net mat enger gewëssener Autoritéit, och mat der Autoritéit vun der Sanktioun kënnen optrieden, dann hëlleft dat net ganz vill.

Zweetens wëll ech soen, ech hat et schonn ugedeit: Mir praktizéieren op der Eisebunn natierlech och d'Iwwerwaachungskameraen an den Zich an och dobaussen. Dat huet iwwregens dozou gefouert, dass bei deem ganz schlëmmen an dramateschen Incident, dee mer op der Héicht vun Hollerech haten - bei deem Ugréff vun enger Persoun am Zuch mat Feier -, zwar den Incident net verhënnert ginn ass, leider Gottes, mä dass awer d'Kamerae wéinstens derfir gesuergt hunn, dass d'Enquête relativ einfach war, well déi Biller och ganz genau retracéiert hunn, wat am Zuch geschitt ass. Mir hunn natierlech derfir gesuergt, och op der Eisebunn, dass déi Kamerae mat allen Autorisatiounen, wéi se vu staatlecher Säit gefuerdert sinn, och ausgeriicht sinn.

Zu dem leschte Punkt, déi Bemierkung vum Här Jaerling, wëll ech soen, dass d'Eisebunn grouss Effortë mécht bei der Ponctualitéit. Ech wäert him déi lescht Zuele ginn, well mir loossen eis nämlech do vun enger onofhängeger Institutioun kontrolléieren a mir kréien och periodesch doriwwer eng Zensur ausgestallt. Déi Zensur gesäit am Verglach - dat ass net onbedéngt gesot, dass mer dann nach ganz gutt sinn -, mä am Verglach zu deenen aneren Opérateuren an den Nopeschlänner sti mer do mat engem héijen Undeel vun Zich, déi pünktlech fueren. Mä, wéi gesot, et muss den Usproch sinn, fir all Dag derfir ze suergen.

Et féiert natierlech dozou, dass - wann ee kuckt an deene leschte Joren, wéi vill Zich a wéi vill Takt derbäikomm sinn, wéi vill och um Niveau vu Fracht derbäikomm ass bei der CFL-Cargo - mer en Netz hunn, wat vu Joer zu Joer méi belaascht ass a wat deementspriechend natierlech och bei deem klengsten Incident dozou féiert, dass hannendrun eng Kettereaktioun dozou féiert, dass mer Onpünktlechkeete kréien. Dat muss ee verhënneren.

Virun allem probéiere mer mat deem Gesetz hei e Stéck vu Sécherheet an den öffentlechen Transport eranzekréien. De Roland Schreiner huet am Ufank zu Recht gesot - ech mengen, domat soll een och ophalen -, den Usagere solle mer soen, dass den öffentlechen Transport sécher ass an dass se roueg an a Rou kënnen dovu Gebrauch maachen. D'Tatsaach - den Här Gybérien huet et ugedeit gehat -, dass mer an deene leschte véier Joer jo d'Zuel vun den Usageren ëm 20% an d'Luucht gesat hunn, weist, dass dat Vertrauen och do ass, an dorunner solle mer schaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. Et feelt nach ee Vote. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss. De Projet de loi 5710 ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet de loi iwwert de SIGRE. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Negri. Ageschriwwe sinn: den Här Clement, den Här Wagner, den Här Kox an den Här Mehlen.

www.chd.lu

9. 5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, SIGRE steet fir Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach. De SIGRE verschafft also den Haushaltsmüll, de Sperrmüll an ähnleche Müll vu 25 Gemengen aus dem Oste vum Land op der Décharge am sougenannte Muertendall, direkt niewent der Autobunn vun der Stad Lëtzebuerg op Waasserbëlleg, un der Sortie Fluessweller, a läit op dem gemeinsamen Terrain vun de Gemenge Betzder a Gréiwemaacher.

Den Objet vum Gesetz vun haut ass, dem Offallsyndikat SIGRE 9.207.607 Euro staatlech Subsiden aus dem Fonds pour la protection de l'environnement zoukommen ze loossen. De Moment brauche mer nach ab engem Montant vu méi wéi 7,5 Milliounen Euro e Gesetz, fir Statsgelder ze dépenséieren. Ab der nächster Woch wäert dëse Montant jo op 40 Milliounen an d'Luucht goen, wa mer dat entspriechend Gesetz behandelen.

Här President, éier ech op den Detail vum Projet de loi vun haut iwwert de SIGRE ze schwätze kommen, wëll ech fir d'éischt op déi allgemeng Hausmüll/Offall-Situatioun hei zu Lëtzebuerg agoen. D'Gestioun vum Haushaltsmüll ass am Gesetz vum 17. Juni 1994 geregelt. D'Haaptobjektiver sinn: éischtens, d'Preventioun an d'Reduktioun vu Müll, zweetens, d'Valoriséierung vu Müll duerch Recycling, an drëttens, d'Eliminatioun vun deem Müll, deen net méi ka valoriséiert ginn.

Dëse leschten drëtte Punkt vun der Eliminatioun vum Reschthausmüll geschitt hei zu Lëtzebuerg an dräi interkommunale Syndikater: éischtens d'SIDOR-Verbrennungsanlag zu Leideleng, zweetens de SIDEC, en interkommunale Syndikat vu 55 Gemengen aus der Regioun Dikrech, Ettelbréck a Colmar-Bierg mat der Décharge um Fridhaff bei Dikrech, an drëttens dann de SIGRE.

Den neie SIDOR-Projet de loi hate mer jo den 30. Abrëll 2008 hei an der Chamber gestëmmt.

De SIDEC fonctionnéiert mat enger mechanescher Virbehandlung, a seng maximal Exploitatioun ka bis zum Joer 2020 goen. Hei gëtt, zesumme mam Ëmweltminister, no aneren Eliminatiounsméiglechkeete gesicht. Ervirsträiche wëll ech déi gutt Zesummenaarbecht ënnert deenen dräi Syndikater, déi sech géigesäiteg hëllefe bei Enkpäss.

Här President, den Offallsyndikat SIGRE am Muertendall ass den 28. Februar 1974 iwwer en Arrêté grand-ducal instituéiert ginn an ass den 1. Januar 1979 a Betrib gaangen. De SIGRE sammelt hautdësdags de Müll vu 25 Gemengen am Oste vum Land. Dat sinn: Bech, Bäerdref, Betzder, Biwer, Bus, Biermereng, Konsdref, Duelem, Iechternach, Fluessweller, Gréiwemaacher, Jonglënster, Lellgen, Manternach, Mäertert, Mompech, Mondorf, Réimech, Rouspert, Schengen, Stadbriedemes, Waldbëlleg, Waldbriedemes, Wellesteen a Wuermeldeng.

D'Décharge vum Muertendall ass vun 1979 bis 1991 vum SIGRE-Syndikat géréiert an exploitéiert ginn. Den Offall ass um natierleche Buedem ofgelagert ginn, nodeems dass den Terrain ofgeholzt gi war an de gudde Buedem décapéiert gouf.

Et gëtt estiméiert, dass bis 1991 350.000 m³ Hausmüll, Sperrmüll an Déchet-inerten um SIGRE deponéiert goufen. Am Dezember 1991 ass et zu engem Brand op der Deponie Muertendall komm, an d'Gemeng Betzder huet d'Deponie zoumaache gelooss. 1992 ass de Betrib erëm deemools deelweis opgeholl ginn. Tëschent 1992 an 2003 sinn am Ganzen 289.808 Tonne Müll um SIGRE deponéiert ginn.

De SIGRE huet hautdësdags eng maximal Opnahmecapacitéit u Müll vu 40.000 Tonne pro Joer opgrond vu sengen technesche Méiglechkeeten. Opgrond vu Berechnunge vum respektiven Ingenieursbüro läit de Gesamtvolumen, deen nach um SIGRE an Zukunft deponéiert ka ginn, bei 1.201.000 m³. Wann een dervun ausgeet, dass 25.000 Tonnen Offall an Zukunft an der Moyenne pro Joer ufalen, da kënnt een nom Bureau d'études, deen eng Moyenne vu 26.100 Tonne pro Joer estiméiert huet, op weider 46 Joer Exploitatiounsjoren.

Wann een des Weideren dervun ausgeet, dass an Zukunft nach méi recycléiert ka ginn an domat manner Offall ze traitéieren ass, da kann een de Moment vun enger prévisibler Exploitatiounszäit am Muertendall vun nach méi wéi 50 Joer, also bis zum Joer 2060 ausgoen. Dat ass nach ganz laang, an domat ass et vu grousser Importenz, dass elo déi richteg technesch an administrativ Mesurë geholl ginn, fir dass dës Perspektiv och esou kann agehale ginn.

De Site Muertendall huet eng Gesamtfäch vu 14,05 ha, wouvun 11,10 ha fir déi direkt Offalloflagerung zur Verfügung stinn. D'Décharge ass opgebaut op enger Basisofdichtungsmass, kombinéiert mat engem separate Kollekterofwaassersystem fir Schmotzwaasser a Reewaasser.

D'Décharge ass ausserdeem mat Gascapteuren équipéiert, fir de Gas, dee sech duerch de Stockage iwwerenee vum Offall bilt, ze récupéréieren. Hei ass säit Ufank 2009 e BHKW, e Blockheizkraaftwierk a Betrib, dat et erlaabt, de récupéréierte Gas a Stroum an Hëtzt ëmzesetzen an domat d'Bürosgebaier vum SIGRE ze hëtzen.

Här President, déi technesch Basisplanifikatioun vun der Décharge um SIGRE huet am Joer 1993 dräi Bauphasë virgesinn, déi folgend waren:

Éischtens, fir d'éischt soll eng Buedemdigue gebaut ginn, fir d'Décharge ze begrenzen. Déi fréier Décharge gëtt relogéiert an d'Assise vun der neier Décharge reprofiléiert an ofgedicht. Des Weidere soll d'Réceptioun vun de Camionen an den Transbordement fir d'Ofluede vum Material op déi heiteg Plaz kommen. Entspriechend administrativ Gebailechkeete sollen och gebaut ginn.

Zweetens, de SIGRE gëtt duerno an zwou Etappen erweidert, wouzou dee ganze Rescht vum Müll vun der aler Anlag fachgerecht matverschafft gëtt. Hei ass als Soubassement eng zwee Meter déck Couche aus prétraitéiertem a gemuelenem Offall als Ofdichtung virgesi ginn.

Drëttens, eng drëtt Erweiderungsphas begräift ënner anerem de Bau vun engem Drainageréseau, déi entspriechend Ofdichtungstechniken an de Bau vu Verbindungsweeër.

Den Transbordement vun de Camionen déngt derzou, d'Camionen alleguer ze entlueden a sämtlech Materialien ze triéieren. Domat kënnt och kee Camion méi direkt op d'Décharge, wou een net ëmmer weess, wat e gelueden huet. D'Transbordementsanlag ass am Joer 2001 a Betrib geholl ginn.

Dat knaschtegt Sammelwaasser vun der Décharge leeft an eng speziell Perkolatiounskläranlag, déi am Joer 2005 a Betrib geholl ginn ass. D'Reewaasser, wou een dervun ausgeet, dass et verschmotzt ass, leeft an d'Kanalisatioun vum Potaaschbierg Richtung Gréiwemaacher. Dat net verschmotzte Reewaasser gëtt an d'Grousswëschbaach ofgeleet.

De SIGRE huet och eng Statioun, fir d'Kollekt vu recycléierbare Stoffer unzehuelen, wéi Bëtonsoffäll, Grünschnitt, verschidden Hëlzer, Schrott, Kartong a Pabeier, Glas, al Pneuen an esou weider. Säit 2007 ginn och d'Déchete vun der SuperDrecksKëscht agesammelt.

Um SIGRE fonctionnéiert och säit 2005 eng Kompostéierungsanlag, wou de Grünschnitt op enger Fläch vu 5.300 m² opbereet gëtt. Nachholbedarf besteet awer beim Asammele vum biodégradabelen Hausmüll, wou nach keng Strukture bestinn. Dëst muss kuerzfristeg nogeholl ginn. Well dat, wat bei anere Kompostéierungsanlagen hei am Land fonctionnéiert, muss och beim SIGRE kënnen organiséiert ginn.

A fir voll éligibel ze sinn, fir Subsiden ze kréien aus dem Fonds de la protection de l'environnement gehéiert d'Asammele vum Hausmüll dozou. Mir ginn dervun aus, dass dee Message och ëmgesat gëtt.

Här President, elo zu de Käschten. De Gesamtpräis vun den elo grad beschriwwenen techneschen Anlage beleeft sech op 36.830.482,82 Euro. Dobäi muss een ënnerscheeden zwëschent den Aarbechten, déi scho virun dem Dépôt vum Projet de loi vun haut, also vun 1993 bis 2007 realiséiert gi sinn, déi sech op 29.939.265,99 Euro belafen, mat dem Ariichte vun der Décharge, der Kläranlag an esou weider.

Derbäi kommen dann déi méi aktuell Aarbechte vun 2008 an déi bis 2010 solle realiséiert ginn. Dat sinn déi lescht ugesprachen Extensioun an Installatioun fir d'Valorisatioun vum Gas mat Blockheizkraaftwierk, fir Stroum an Hëtzt ze produzéieren. Dës rezent Käschte belafe sech op 6.891.162,83 Euro.

Am Prinzip subsidiéiert de Stat esou d'Ëmweltprojete mat 25% aus dem Fonds pour la protection de l'environnement nom Gesetz vum 31. Mee 1999. D'Viraussetzung ass allerdéngs, dass dës Käschte virun den Aarbechte vum Ëmweltminister genehmegt gi sinn. Obschonn dat net de Fall ass fir d'Aarbechten tëschent 1993 an 2007, esou bestinn awer étofféiert Tracen iwwert d'Richtegkeet vun dëse Fraisen.

Och eng entspriechend Proposition de loi gouf den 20. Abrëll 1999 vum Kolleeg Carlo Wagner deponéiert, déi awer den 20. Juni 2000 vun der Chamber erëm zréckgezu gouf.

(Interruption)

Dësen Dossier huet scho fir vill kontrovers Diskussioune gesuergt. Dofir huet d'Ëmweltkommissioun vun der Chamber déi gutt a sachlech Propositioun vum Statsrot iwwert de Wee vun engem Amendement ugeholl, an zwar dee ganzen Invest vun 1993 bis 2010 mat 25% trotzdeem ze subsidiéieren, an zwar en dérogation zum Artikel 5, de Paragraphen 2 an 9 nom Gesetz vum 31. Mee 1999. De Gesamtmontant vum Statssubsid vu 25% beleeft sech domat op 9.207.607 Euro.

Heimat géif ech all implizéiert Acteuren, déi vu fréier a vun haut, bieden, an aller Sachlechkeet déi nei Erausfuerderunge fir d'Zukunft vum SIGRE unzegoen am Sënn vun enger nohalteger Offallpolitik.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Clement.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dann awer och dem Rapporteur, dem Här Roger Negri, Merci soe fir säi schréftleche wéi och mëndleche Rapport, deen en hei ofgeliwwert huet. Obwuel ech dann awer net Member an där Kommissioun sinn, wëll ech dach awer soen, datt ech als Kommunalpolitiker elo säit 22 Joer, sief dat als Schäffen oder als Conseiller, mat der Deponie Muertendall ze dinn hunn. Dat wollt ech eigentlech nëmme soen zur Informatioun, well normalerweis jo déi Leit schwätzen, déi an enger Kommissioun dra sinn.

Här President, et kënnt net esou dacks vir, datt mer hei an der Chamber iwwer e Sujet schwätzen, deen eis zwar alleguerten an eisem Alldag betréfft, iwwert dee sech déi Meescht awer wuel relativ wéineg Kappzerbrieches dobausse maachen. Wie schwätzt scho gären iwwer Investitiounen, déi op engem Dreckstipp solle gemaach ginn? Wie schwätzt iwwerhaapt gären iwwer Dreck? A wie schwätzt iwwerhaapt gären iwwer Knascht? An dach gehéiert awer béides zu eisem Liewen, well eben de Mënsch all Dag Produiten, déi en net méi wëllt oder déi en net méi ka gebrauchen, ewechgehäit oder wëllt lassginn.

An enger Welt vun iwwer sechs Milliarde Mënsche kommen do all eenzelnen Dag onvirstellbar grouss Quantitéite vun Dreck zesummen. Iwwerduerchschnëttlech vill Offall produzéieren dobäi virun allem déi sougenannten industrialiséiert Länner, déi am Verglach zu net esou wirtschaftlech staark entwéckelte Länner mat vill méi Awunner, mä och vill manner Wuelstand, onmoosseg vill méi Dreck produzéieren.

Och Lëtzebuerg ass do sécherlech keng Ausnahm, an dach huet sech awer am Laf vun de leschte Jorzéngten an dësem Dossier villes gedoen. Et ass schonns e gewëssene Mentalitéitswiessel bei de Leit ze beobachten. Am Géigesaz zu fréier geheien ëmmer méi Leit net einfach ouni sech grouss Gedanken driwwer ze maachen hiren Dreck an d'Poubelle a produzéieren duerno ongehemmt weider Offall.

Ëmmer méi Leit ass et net egal, wat si ewechgeheien a wat duerno mat hirem Dreck geschitt, well se sech awer mëttlerweil bewosst sinn, datt enorm Quantitéite vun Dreck souwuel fir de Mënsch wéi och fir seng Ëmwelt eng grouss Belaaschtung duerstellen. Dofir versichen der vill, fir manner Dreck ze maache respektiv hiren Offall ze recycléieren. Dëse Mentalitéitswiessel ass zum groussen Deel d'Resultat vun enger voluntaristescher Politik, déi vum Stat a besonnesch awer vun de Gemengen am Beräich vun der Ëmwelt an der Offallwirtschaft am Laf vun deene leschte Jorzéngten da gemaach ginn ass.

Esou këmmere sech hei am Land net manner wéi néng interkommunal Gemengesyndikater ëm d'Gestioun vum Dreck, deen all Dag da produzéiert gëtt. Dobäi fonctionnéiere si no der Grondphilosophie vun der Offallwirtschaft, déi 1994 gesetzlech verankert ginn ass an aus folgende Prinzipien dann och besteet: Preventioun, Reduktioun, Valorisatioun an Entsuergung vun all méiglechem Offall.

Als Éischt sinn deemno Effortë gemaach ginn, fir esou vill wéi méiglech Offall dann och ze vermeiden. Doduerjer ass d'Quantitéit vum Offall schonn emol an enger éischter Phas erofgaangen. Den Offall, deen nach iwwreg bleift an net ze vermeiden ass, gëtt entweder, souwäit et nëmme méiglech ass, recycléiert an nees brauchbar gemaach oder respektiv zerstéiert an definitiv dann och entsuergt.

D'Entsuergung vum Offall geschitt hei zu Lëtzebuerg duerch dräi grouss Anlagen, vun deenen d'Deponie Muertendall, ëm déi et bei deem virleiende Gesetzesprojet geet, eng dervun ass. Dës Deponie gëtt vum Gemengesyndikat SIGRE bedriwwen, deen déi 25 Gemengen aus den Ostkantone vereent. Et ass also d'Entsuergungsanlag vum a fir den Oste vum Land. De SIGRE - an de Rapporteur huet dat scho gesot - steet deemno fir Syndicat intercommunal vun de Kantone Gréiwemaacher, Réimech an Iechternach.

Op dem Site vun der Deponie Muertendall goufen 2007 vum SIGRE en Total vu 26.400 Tonnen Offall géréiert respektiv och entsuergt. Ronn 22.000 Tonne kommen dervunner awer nëmme vum SIGRE-Territoire. De Rescht staamt aus intersyndikaler Zesummenaarbecht.

De Site Muertendall ass säit Januar 1979 a Betrib, während de SIGRE selwer als Syndikat schonns 1974 gegrënnt ginn ass. Deemools gouf festgehalen, dass op där neier Zentraldeponie net méi wéi 300.000 m³ Offall dierfte gelagert ginn. Dat heescht, si war am Prinzip gutt fir zéng Joer.

Tëschent 1981 an 1991 sinn awer am Ganzen 350.000 m³ um Dreckstipp Muertendall zesummekomm, wat derzou gefouert huet, datt d'Deponie vum Betzder Schäfferot, op deem sengem Terrain de Site zum gréissten Deel läit, zougemaach ginn ass. Ausserdeem war et am Dezember 1991 zu engem Brand op der Deponie komm; wat allerdéngs net d'Haaptursaach war, firwat de Site zougemaach gouf, wéi et ëmmer nees dorëmmer behaapt ginn ass. En ass zougemaach ginn, well déi autoriséiert Gesamtcapacitéit wäit iwwerschratt ginn ass.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, eng sëlleche vun Iech erënnere sech wuel genee, grad wéi ech selwer, nach ganz gutt un déi grouss Diskussiounen iwwert d'Zukunft vun der Deponie Muertendall, déi no dem Zoumaache vun der Anlag dann entstane sinn. Esou gouf deemools vu verschiddene Säite gefuerdert, datt d'Deponie definitiv soll zougemaach ginn, well sech déi Verantwortlech vum SIGRE net un déi deemoleg Gesetzgebung gehalen hätten an am Muertendall geféierlech Produitë gelagert hätten.

Déi Responsabel vum SIGRE hu sech deemools resolut géint dës Virwërf gewiert. A fir en Ëmbau a fir en Ausbau vun der Deponie hu si sech dann och staarkgemaach. D'Deponie Muertendall ass dann och den 3. Mee 1993 nees als Tëschelager a mat provisoreschen Installatiounen opgemaach ginn.

Do virdrun, am Januar 1992, hat de SIGRE bei engem anere Gemengesyndikat, dee sech ëm d'Lagerung an d'Entsuergung vun Offall këmmert, dem SIDEC, eng Demande gemaach, fir an der Nout de SIGRE-Sperrmüll ofgeholl ze kréien, soulaang déi nei Anlag net provisoresch a Betrib geholl ka ginn.

Ech gesinn, den Här Bodry laacht. Dee weess dat nach.

Direkt 14 Deeg no der Demande vum SIGRE, fir temporär gehollef ze kréien, huet de SIDEC mat engem Refus op dës Demande geäntwert.

Am Mäerz 1993 huet de SIGRE dunn nach eemol eng Demande un de SIDEC geriicht, fir vun hinne gehollef ze kréien, souguer mat der Offer, déi ugeliwwert Mengen an zwee bis dräi Joer erëm zréckzehuelen. Mä och do krute si e kategoresche Refus vun de Verantwortleche vum SIDEC.

An der Tëschenzäit haten déi Verantwortlech vum SIGRE dann décidéiert, d'Deponie Muertendall awer ganz ze sanéieren an och ze erweideren. Dee Projet hu si am Dezember 1993 bei der Verwaltung agereecht. Gläichzäiteg hate se e regionaalt Offallwirtschaftskonzept ausgeschafft, dat vun den zoustännege Ministèren an Administratiounen dann och akzeptéiert gouf.

Dëst neit Konzept huet niewent der Sanéierung an der Erweiderung vun der Deponie Muertendall eng ganz Rei Offallvermeidungsmesurë wéi eng besser Trennung a Sortéierung vum Sperrmüll, eng getrennten Usammlung vu Pabeier, Glas an ale Kleeder duerch d'Opstelle vu Containeren an de Gemengen, d'Schafung vun enger neier Kompostanlag an de Bau vun engem Recyclinghaff virgesinn.

Den Ausbau an déi 100%eg Sanéierung selwer ass zënter 1993 an e puer Etappe geschitt. Esou gouf d'Capacitéit vun der Deponie eropgesat, eng Ëmluedungsplaz gouf ageriicht, de Buedem an den Ënnergrond vun der Deponie ofgedicht an eng provisoresch Anlag fir d'Opfänkung an d'Réckvereenegung vum Sickerwaasser gebaut. Derniewent koumen nach Gebaier fir d'Administratioun an d'technesch Installatiounen derbäi.

Duerch all dës Investitiounen, Transformatiounen an Erweiderungen huet sech d'Deponie Muertendall am Laf vun de leschte Joren zu enger moderner Deponie entwéckelt, déi alle gesetzlechen Oplagen dann och entsprécht. Et ass dat gréissten Ëmweltbauwierk, wat bis elo am Oste vum Land geschafe gouf.

Bis dato hunn all déi Investitioune ronn 30 Milliounen Euro kascht. Déi Responsabel vum SIGRE gi sech awer net mat där Streck, déi si bis elo gemaach hunn, zefridden. Esou wéi d'Konzept dat virgesäit, gëtt d'Anlag jee no dem Bedarf a weideren Etappen ausgebaut an och verbessert. Esou ass eng Vergréisserung vun der Deponie vun Haushaltsoffall oder assimiléiertem Haushaltsoffall, eng Erweiderung vun der Kläranlag an de Bau vun enger Anlag fir d'Opfänken an d'Valorisatioun vun den Offallgase geplangt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Dat Ganzt géif da ronn 6,9 Milliounen Euro kaschten an d'Capacitéit vun der Deponie op 1.201.000 m³ eropsetzen, wat fir déi nächst 46 Joer - de Rapporteur huet gesot: déi nächst 50 Joer; ech si gär mat em d'accord - dann och géif duergoen.

Ze soe wär nach, datt vun deene 14,05 Hektar, déi de Site Muertendall haut grouss ass, dee gréissten Deel, nämlech 9,3 Hektar, op dem Terrain vun der Gemeng Betzder leien. Dofir och der Gemeng Betzder an all deenen anere concernéierte Gemengen e grousse Merci, well si stellen hei en Terrain gratis zur Verfügung, kréien och keng Recettë fir deen Terrain, an dat zum Wuel vun all deenen anere Gemengen aus dem Osten a selbstverständlech och fir déi Leit, déi am Oste wunnen.

Kuerz awer nach e bëssen zum Enstoe vun der Deponie selwer. Nodeems de ganze Projet vum deemolegen Député-maire vu Greiwemaacher, dem Här Jean-Pierre Urwald, op d'Schinn gesat gouf, war et och hien, deen 1974 deen éischte President vum Syndikat gouf. Dat allerdéngs nëmme fir zwee Joer, bis 1976, wou en du vum Roger Lenert ofgeléist gouf. De Roger Lenert, dee mat vill Gescheck, mat vill Engagement dunn och 30 Joer, bis 2006, un der Spëtzt vum SIGRE stoung.

Hie war keen Einfachen, mä ech denken awer, hie war all Zäit en dach faire Diskussiounspartner, wann et ëm d'Diskussiounen iwwert d'Deponie oder d'Offallwirtschaft goung oder wann et - besser gesot, ënner Gänseféisercher -, ëm „seng Deponie" goung. Ech denken, dat kënnen all déi Leit bezeien, déi an dësem Dossier mat him ze doen haten, egal ob dat Ministeren, Beamten, Buergermeeschteren, Schäffen oder Conseillere vun deene jeeweilege Gemenge waren, datt dat deem entsprécht.

Ëmmer erëm hu sech dann awer Leit vu baussen zu Wuert gemellt a wollten d'Deponie u sech schlechtrieden oder d'Gestioun an d'Konzept vun der Deponie bemängelen an a Fro stellen. Et soll souguer Leit gi sinn, déi zur Zäit vum groussen Deponiebrand 1991 net onfrou doriwwer waren a sech an hiren Theorien dann och bestätegt gefillt hunn. Theorien, déi eng schlecht Gestioun an e mangelhaft Konzept sollte bestätegen. Schlagzeile wéi „SIGRE-Milliounen an e Faass ouni Buedem", en Diskussiounsowend zu Fluesweller mat der Iwwerschréft „Brand auf der Müllkippe in Flaxweiler" waren esou au fur et à mesure op der Dagesuerdnung. Dat war déi Zäit, wou dës Leit nach selwer un e Konzept ouni Deponie gegleeft hunn a gemengt hunn, datt dat esou eleng mat Preventioun, Reduktioun a Valorisatioun fonctionnéiere kéint oder géif.

Dat, Här President, ass natierlech, soen ech och, eng luewenswäert Approche gewiescht. Mä et ass bis haut net Realitéit ginn an deemno beim Wonschdenken och bliwwen. Déi Leit, déi zu deem Zäitpunkt sech dofir breetgemaach hunn, sinn haut zu engem groussen Deel net méi do, an hiert Konzept huet sech bis haut, esou erstrebenswäert et och ass, an der Praxis als net realisabel erwisen. Mä dat gëllt net nëmme fir de SIGRE, dat gëllt och fir déi aner Syndikater. Et huet laang gedauert, bis de SIGRE zu deem ginn ass, wat en haut ass. Ze vill laang, géif ech soen.

Ech wëll hei mat Sécherheet dofir kengem d'Schold zouweisen a si souwuel als Kommunalpolitiker wéi och als Ostdeputéierten hei am Parlament frou, datt de SIGRE elo op engem ganz héijen Niveau ukomm ass, wat d'Offallgestioun ugeet, an dat als europäesch Modelldeponie.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech soen all deene Verantwortlechen, vum Jemp Urwald un iwwert de Roger Lenert bis zu deem heitege President, dem Här Lamy, mat hire jeeweilege Comitéë Merci, datt et dozou komm ass. Net ze vergiessen och déi jeeweileg Ressortministere mat hire Beamten. Ende gut, alles gut. All dat villt Schaffen, all negativ an all positiv Kritik hu gewëssermoossen zum Gelénge vun dësem grousse Projet awer bäigedroen.

Duerfir hunn ech hei nach eng Ausso vun 2003 vun der deemoleger Députée-maire Maggy Nagel vu Mondorf, an dat op der Journée des bourgmestres zu Mondorf. Si huet gesot: „Am Bezierk Osten hunn ech festgestallt, datt do nach vill wäiss Plazen op där Kaart sinn. Et gëtt anscheinend esou diskret do recycléiert, datt dat bis haut nach keen an der Stad gemierkt huet."

Här President, de virleiende Gesetzesprojet betréfft awer net nëmmen d'Bedeelegung vum Stat un der Finanzéierung vu Projeten, déi fir déi nächsten zwee Joer um Site Muertendall virgesi sinn, mä och fir déi Projeten, déi tëschent 1993 an 2007 realiséiert goufen. De virleiende Gesetzesprojet soll et dem Stat deemno erméiglechen, fir sech un all Investissementer ze bedeelegen, déi op der Deponie Muertendall bis elo gemaach gi si respektiv a kuerzer Zäit nach wäerten do realiséiert ginn.

Laut dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Schafung vun dem Ëmweltschutzfong kann de Stat bis 25% vun deem globalen Investissement iwwerhuelen. Am Fall vun der Deponie Muertendall wieren dat 9.207.607,21 Euro, vun am Ganze 36.830.000 an e puer Zerquëtschtener. Well déi staatlech Bedeelegung iwwer 7,5 Milliounen Euro läit, musse mer duerfir als Chamber haut eisen Accord ginn oder och net ginn.

Ech perséinlech kann dësem Projet nëmmen zoustëmmen, well en ass net nëmme fir den Oste vum Land wichteg, mä wäit doriwwer eraus, an dat wäert d'Zukunft weisen. De SIGRE huet nämlech an de leschte Joren eng Virreiderroll am Beräich vun der Offallwirtschaft iwwerholl. Esou sief just dorun erënnert, datt de SIGRE bis dato dat eenzegt Offallgestiounssyndikat ass, dat e regionaalt Offallwirtschaftskonzept 1992 ausgeschafft huet, an datt d'Deponie Muertendall déi eenzeg hei zu Lëtzebuerg ass, déi zu honnert Prozent sanéiert gouf, während aner Deponien einfach zougedeckt gi sinn.

Duerfir kann d'CSV-Fraktioun där finanzieller Bedeelegung vum Stat um Ausbau an der Moderniséierung vun der Deponie Muertendall, déi an de leschte Jore gemaach gouf a weider och nach gemaach wäert ginn, och nëmmen zoustëmmen.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech dann nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Clement. Deen nächste Riedner ass den Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Offallwirtschaft huet sech an deene leschte Jorzéngten zu engem regelrechte Wirtschaftssecteur entwéckelt. Effektiv a modern Offallwirtschaft leescht, esou paradoxal wéi dat och den éischte Moment ka kléngen, e wichtege Bäitrag zum Ëmwelt- a Klimaschutz, an d'Potenzialer op dësem Domän sinn och nach laang net ausgeschöpft. Aus enger sougenannten „end-of-pipe"-Wirtschaft nom Motto „Aus den Augen, aus dem Sinn" ass eng Ressourcëwirtschaft ginn, déi Produktiouns- a Konsumiwerreschter als Quell fir nei wirtschaftlech Aktivitéiten notzt.

Grad elo an där weltwäiter Wirtschaftskris kann eng effikass an effizient Entsorgungs- a Recyclingwirtschaft zu engem wichtege Standuertvirdeel ginn. Grad elo an där Kris ass et wichteg, dass de Stat awer och déi Entreprisen ënnerstëtzt, déi an dësem Beräich investéieren, fir méi staark a méi zukunftsorientéiert aus der Kris erauszekommen.

De globale Bedarf u Ressourcen, och u Sekundärressourcen, also deene Ressourcen, déi een aus dem Recyclingprozess gewënnt, wäert trotz dem momentane konjunkturellen Ofschwong mëttel- a laangfristeg klammen. Mat enger nees steigender Nofro wäerte selbstverständlech och d'Präisser dann an d'Luucht goen, och déi vun de Sekundärressourcen. Dës Ressourcen aus dem Offall einfach ewechzegeheien, wäert an Zukunft kee sech méi leeschte kënnen.

Madame Presidentin, dass eis modern Gesellschaft hautdësdags vill - Verschiddener soen, vill ze vill - Dreck produzéiert, ass eng Tatsaach, déi sech och mat deene modernsten a performantesten technesche Mëttelen net ewechrationaliséiere léisst.

Dat kann awer net bedeiten, dass mer de Kapp an de Sand musse stiechen oder einfach virun deem Problem kapituléieren. Mir sinn au contraire dozou opgefuerdert, dee Problem konsequent unzegoen. Am Joer 2000 gouf de Plan national de gestion des déchets opgestallt. An deem Plang war virgesinn, dass bis 2005 d'Quantitéit vu produzéiertem Offall pro Awunner ëm 30%, Referenzjoer 1999, sollt reduzéiert ginn. Hei sinn an deene leschte Jore grouss Effortë gemaach ginn. An dës Efforten haten och Succès. Net nëmmen, dass Ëmfroe mëttlerweil weisen, dass d'Populatioun an hirem Offallverhalen dee wichtege perséinleche Bäitrag zum Ëmweltschutz erkennt, mä d'Ziler vum Plan national de gestion des déchets konnten och gréisstendeels erreecht ginn, zumindest am Beräich vun Haushaltsoffäll.

Ech wëll dëst mat e puer Zuelen ënnermaueren. Am Joer 1997 goufen op d'Décharge Muertendall ronn 35.000 Tonnen Haushaltsoffall geliwwert. Ech schwätze vun den Déchets ménagers et assimilés. 2007 waren et der nach 26.400, dat heescht e Réckgank vun ëmmerhi 25%. Landeswäit gekuckt ass d'Quantitéit vun Dreck pro Awunner och erofgaangen: vu 461 Kilo am Joer 1997 op 382 Kilo am Joer 2007. Dëst si ganz positiv Zuelen. Mä mir däerfen eis awer net ze vill op dëse Lorbeeren ausraschten. Insgesamt gekuckt klëmmt d'Produktioun vun Offall hei zu Lëtzebuerg. Dëst ass ënner anerem zréckzeféieren op déi staark Wirtschafts- a Bevölkerungsentwécklung aus deene leschte Joren.

Madame Presidentin, mat deem virleienden Text ginn eng Rei vu Projeten an Aarbechten um Site vun der Deponie Muertendall realiséiert respektiv si realiséiert ginn. Ech sinn net an den Detail vun deenen eenzelnen Aarbechten agaangen. Dat huet de Rapporteur schonn ausféierlech gemaach a sengen Explikatiounen, a sengem Fong ass praktesch näischt bäizefügen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei begréisst et ausdrécklech, dass mat dësem Projet de loi d'Décharge vum SIGRE op deen neiste Stand gehuewe gëtt. Nëmmen esou ka se hei an Zukunft e wichtege Bäitrag leeschten, wann et ëm d'Erhalen an de Schutz vun eiser Ëmwelt geet.

Ofschléissend, Madame Presidentin, wëll ech selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Negri, awer och félicitéiere fir säin exzellenten an detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et wäert wuel keen iwwerraschen, dass d'Demokratesch Partei deen heite Projet de loi wäert stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner ass den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll fir d'éischt och dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftleche wéi mëndleche Rapport. No deene méi geschichtlechen Ausblécker vu menge Virriedner bleift do u sech net méi vill bäizefügen, wëssend, dass jo eng Rei Polemiken an deene leschte Joren oder Jorzéngten doriwwer gefouert gi sinn.

Ech wënsche mir fir d'Zukunft vläicht eng besser Zesummenaarbecht - oder nach eng besser Zesummenaarbecht - vun deenen dräi Offallsyndikater an hoffen, dass an deem Müllberäich u sech méi proaktiv no vir gekuckt gëtt, well effektiv sinn et wäertvoll Ressourcen, déi op vill Aart a Weise kënne genotzt ginn, an duerfir sinn ech frou, dass och elo déi Gemengen aus dem Osten dann zu deene Gelder erëm kommen a wierklech eng proaktiv Offallwirtschaft kënne maachen.

Duerfir bréngen ech den Accord nach eng Kéier vun der grénger Fraktioun eran, an ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame President. Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wunnen zwar och an deem Streech, mä ech hunn ni an enger Gemeng Verantwortung gedroen,…

(Interruptions diverses)

…fille mech duerfir vläicht e bësse méi fräi, fir hei dat ze soen, wat ech als Member vun der Ëmweltkommissioun ze soen hunn.

(Interruptions diverses)

Ech hat eng Kéier e bëssen eng offiziell oder inoffiziell Visite do gemaach; dat hat fir Schlagzeile gesuergt; et war och vläicht net esou falsch.

Madame President, de Rapporteur, deem ech och wëll Merci soe fir säi Rapport, huet ugefaange mam Hiwäis op d'Offallgesetz vum 17. Juni 1994. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi mer dat Gesetz hei diskutéiert hunn. Dat, wat mer deemools festgehalen hunn, ass och haut nach richteg, och wann dat Gesetz an Tëschenzäit op eenzelne Punkten ofgeännert ginn ass. Et si véier Prinzipien, an zwar an engem gewëssenen Ordre de priorité, festgehale ginn: d'Preventioun, d'Reduktioun, d'Valorisatioun an d'Eliminatioun, woubäi ganz kloer d'Eliminatioun zum Schluss kënnt, dat heescht, wann een all dat anert ausgeschloss huet.

Wa mer vu Preventioun schwätzen - do hunn d'Syndikater sécher net schrecklech vill Afloss drop -, da muss ee ganz allgemeng feststellen, datt nach onmoosseg vill muttwëlles Emballagen an der Commercialisatioun gebraucht ginn, wou ee sech heiansdo freet: Muss dat do da wierklech sinn? Vläicht wär et och net verkéiert, emol ze iwwerleeën, wéi een e bëssen op e méi verstännege Modus bei verschiddene Saachen zréck kéint kommen. Heiansdo ass den Emballage jo dräimol méi wéi dat, wat dran ass. Dat als allgemeng Remarque.

Dann d'Valorisatioun. Do sinn déi lescht Jore vill Efforten ënnerholl ginn. Dat weisen d'Chifferen och, datt mer do virukomm sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Valorisatioun fonctionnéiert relativ gutt bei Pabeier, Glas, enger ganzer Partie Kunststoffemballagen. Ech mengen, d'Metaller gi souwisou gréisstendeels och vun anere Leit agesammelt. Och beim Holz ass relativ vill Valorisatioun do. Mä et geet nach enorm vill op den Tipp. An dat ass eppes, wat eis awer grondsätzlech stéiert, wann ee gesäit, datt - a mir haten eng Kéier mat deene Responsabele Rieds an enger Réunioun - bal 50% vun deem, wat do ofgetippt gëtt, an dat stellt jo och im Nachhinein e bëssen d'Problematik duer, organeschen Offall ass, dee per se net roueg ass. Wann dee bis ofgelagert ass, da fänkt en un ze schaffen, fänkt en un ze gären. Et gëtt Sickerwaasser, et gëtt Gasen an esou weider.

Mir mengen, datt an enger Zäit, wou d'Energiewirtschaft immens wichteg ass, a wann een déi Quantitéiten do gesäit, wann ee sech dat dann nach emol ëmrechent, et sinn awer wahnsinneg Quantitéiten un organeschem Offall, deen een eigentlech misst kënne valoriséieren.

Ech héieren elo déi, déi enger anerer Meenung sinn oder d'Schwieregkeete gesinn, soen: „Do ass awer ganz vill Holz oder holzaartegen Offall derbäi. Dee léisst sech net gutt vergären. Da muss een dat erëm sonner trennen."

Här President, ech kann Iech soen, datt ech selwer scho virun enger ganzer Rei Joren a Süddäitschland, an zwar zu Sonthofen, eng grouss Anlag besicht hunn, déi mech eigentlech beandrockt huet vun hirem Konzept hier, well do, zwar mat relativ villem Opwand, awer de ganzen organeschen Offall vun de Ménagen agesammelt gëtt, besonnesch an de Summerméint zweemol an der Woch, soss gëtt et gär relativ vill Sténkerei, an et gëtt och alles vergäert.

Dat setzt natierlech viraus, datt et virdrun esou verschafft gëtt, datt et duerch d'Vergärungsanlag geet, ouni datt do gréisser Problemer entstinn, mä dat ass haut technesch léisbar. An nodeem datt d'energetesch Ausbeut geschitt ass duerch Biogasanlagen - a si hunn dräi oder véier relativ schwéier Motoren dostoen, déi en permanence dréinen -, dann erfollegt hannendrop d'Entwässerung an duerno e Compostage an enger Anlag, déi ech jiddwerengem - ech weess net, ob se haut nach esou schéin ass wéi deemools - géif recommandéieren eng Kéier besichen ze goen. Si ass ganz agehaust, et richt een näischt, et héiert een näischt. Et ass wierklech eng ganz flott Saach, an, wéi gesot, den Avantage ass, datt de Maximum energetesch ausgenotzt gëtt iwwert d'Vergärung.

Dobäi entsteet eng Reduktioun vun der Trockenmass ëm ronn 30%, wat jo och schonn net onwesentlech ass, an et kënnt hannendrun en exzellente Kompost eraus. Selbstverständlech huet een ëmmer Vermëschungen, mä si hunn et ganz elegant geléist, datt dat scho kontrolléiert gëtt, datt näischt mat erageet, wat net dora gehéiert.

Um Tipp zu Fluessweller ass vill investéiert ginn, dat huet och misse geschéien im Nachhinein. Ech mengen, mir sinn domat d'accord, datt een dat, wat virdrun do ofgelagert war, erëm ëmgelagert huet, an datt een dat Ganzt ofgedicht huet, datt een och d'Sickerwaasser opfänkt, datt dat gerengegt gëtt. Ech mengen, dat kann ee jo alles net réckgängeg maachen. Et ware jo och aner Zäiten.

Mä mir mussen no vir kucken, a wa mer dann dat Ganzt nom Prinzip vun der Nohaltegkeet kucken - wann ech mech gutt erënneren, Här Minister, hutt Der elo ganz rezent eng ganz Partie, eng Onmass, an zwar esou vill Theesen a Parameteren an d'Welt gesat, datt ee bal dronke gëtt -, wann een hei d'Prinzipië vun der Nohaltegkeet korrekt géif applizéieren, da géif ech awer woen ze behaapten, datt mer misste kucken, aus där Logik vum Deponéieren an Zoudecken erauszekommen. An ech sinn iwwerzeegt, datt et haut awer Technike gëtt, déi eis dat géifen erlaben. Wann et déi Technike gëtt, da misste mer et maachen. Da kënnt et net sinn, datt de Lëtzebuerger Stat nach Geld zur Verfügung stellt, fir da weider esou virunzefueren.

De Recyclage, hunn ech gesot, funktionéiert - do, wou en organiséiert ass - relativ gutt beim Glas, beim Pabeier, wéi gesot och beim Holz, wann een och gesäit, wéi eenzel Betriber, déi sech dora spezialiséiert hunn, haut awer enorm Quantitéiten Holz recycléieren, déi dann och an d'energetesch Verwäertung ginn.

Den Haaptproblem bleift d'Organik, déi misste mer erauskréien, an da bleiwen d'Kunststoffer nach. Dat ass awer eppes, wat mer net gefält, well vun de Leit erwaart gëtt, datt se awer relativ intelligent eng Trennung maachen, woubäi d'Leit heiansdo iwerfuerdert sinn.

Woufir gi mer net op de Wee, datt mer probéieren, d'Kunststoffer alleguer zesummenzehuelen an dann en Triage hannendrun duerch Maschinnen oder duerch Leit oder wéi och ëmmer maachen ze loossen, do, wou wierklech Spezialisten um Wierk sinn?

Menger Meenung no kënnt een dann op e Wee kommen - herno ass een ëmmer frou, wann een eng Décharge huet fir Saachen, wou ee wierklech net anescht kann -, wou een awer wierklech op den absolute Minimum reduzéiert kritt. An da wäre mer absolut an der Logik vun eisem Gesetz vun 1994.

Dat gesot, Här President, doen ech mech éierlech gesot e bësse schwéier, fir ze soen: „Mir hëllefen dat do matfinanzéieren." Vu datt den Oste mer awer un d'Häerz gewuess ass a sech bis do vill geplot ginn ass, ginn ech da mäin Accord dozou. Mä ech géif dem Här Minister awer wäermstens recommandéieren, wann en dann - wat ech net hoffen - nom 7. Juni nach eng Kéier déi schwéier Charge do muss op seng Schëlleren huelen - mir wënschen em jo all Gutts -, datt, wann en dann awer misst, wann et dann awer de Wonsch vum Wieler wär, datt en déi schwéier Charge do nach fënnef Joer sollt virundroen, e sech dann e bësse géif beméien, datt mer aus der Deponieslogik géifen erauskommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Här Minister Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech kann et ganz kuerz de Mëtteg maachen, fir engersäits alle Riedner Merci ze soe fir deen Apport, dee se an dëser Diskussioun bruecht hunn, souwuel wat de Fong ubelaangt wéi och den Historique. Et ass mer eréischt bewosst ginn, wéi vill Vergaangenheetsbewältegung hei an deem Dossier dran ass. A munches war sécherlech net ganz einfach an deene leschte Joren.

Dofir wéilt ech mech deene Wierder uschléissen, déi de Président-rapporteur, eise Kolleeg Roger Negri, hat, fir engersäits ze soen, dass et - wéi huet e gesot, ganz diplomatesch? - „étofféiert Tracen" gëtt, déi drop hiweisen, dass de Stat, dass déi jeeweileg Regierungen an deene leschte Joren ëmmer wëlles haten, fir e staatlechen Apport zu deenen Investitiounen ze ginn. An ech mengen, mir konnten an den Archiver vun der Ëmweltverwaltung genuch där Tracë fannen, Rapporten, PVe vu Kommissiounssëtzungen, Bréiwer an esou virun, déi gewisen hunn, dass de Stat säin Undeel ëmmer wollt honoréieren. An dass mer dat haut maachen, mengen ech, ass och eng gutt Saach.

Déi zweet Bemierkung ass, dass et mir grad wéi him um Häerz läit, fir all deene Responsabelen aus deene leschte Joren, deene vun haut an deene vu gëschter a vu virgëschter, um Niveau vum SIGRE Merci ze soe fir hiren Asaz, dee se all déi Joren haten. An ech wéilt an dee Merci awer och ganz ausdrécklech déi Responsabel vun der Ëmweltverwaltung mat aschléissen, déi sécherlech ganz entscheedend dozou bäigedroen hunn, dass mer haut kënne feststellen, all Riedner, dass d'Offallpolitik vun deene leschte Joren eng erfollegräich Politik war, dass d'Resultater och deementspriechend sinn, an dass sech der ganz vill aus den Nopeschlänner heihinner ukucke komm sinn, wat mer an deene leschte Joren an deene successive Regierunge gemaach hunn. An ech mengen, dat ass och deene Responsabele vun der Ëmweltverwaltung ze verdanken, déi ëmmer gepusht hunn, dass mer, wa mer ee Schrëtt ofgeschloss hunn, deen nächste schonn erëm attackéiert hunn.

A wann e puer Riedner hei geschwat hu vun der energetescher Notzung, zum Beispill, vun de Gasen, da muss ech soen, dat si jo Investitiounen, déi mer op ville Plazen, ech erënneren un de Minettekompost, erënneren un d'SIDOR, attackéiert hunn. Op ville Plazen, mengen ech, hu mer dee Step do jo schonn attackéiert an deene leschte Joren duerch Investitiounen.

An ech mengen, dass de Kolleeg Mehlen Recht huet, fir ze soen, dass do een neie Sprong ze maachen ass, ee qualitative Sprong ze maachen ass. En Donneschdeg de Moien an der Kommissioun erhoffen ech mer, dass sécherlech dat Buch, wat wierklech grouss geroden ass, mä, mengen ech, wou vill Wichteges drasteet a wou och en Ausbléck gemaach gëtt, wéi mer aus där „success story" vun deene leschte Jore kënnen austrieden a kënnen derfir suergen, dass mer weiderkommen.

Ech denken och, dass ee vun de wesentleche Punkten dee wäert sinn, wéi mer et fäerdeg bréngen, déi dräi Syndikater dozou ze kréien, fir wierklech méi wéi jee nach un engem Dësch ze sëtzen an ze kucken, sech complémentaire ze hëllefen, wéi mer et fäerdeg bréngen, fir dee Wee vun der Reduktioun, vun der Valorisatioun, vun de Recyclagemoossnamen, vun de getrennte Sammlungen, déi mer an deenen eenzelnen Uertschafte maachen, wéi mer déi ganz Po-

litik weiderkréien; a wéi mer dann och nach vläicht zwou Saache kënne fäerdeg bréngen, déi eng um europäesche Plang, fir derfir ze suergen, dass mer à la source et fäerdeg bréngen, Offäll ze vermeiden - ech mengen, dat wär déi wichtegst, mä do ass de communautairë Kader och gefuerdert, fir dat fäerdeg ze bréngen -, a wéi mer zweetens an enger Etüd, déi mer viru kuerzem gemaach hunn, dee sougenannten „littering", wéi mer et fäerdeg bréngen och derfir ze suergen, dass all deen Offall ofhëlt, dee sech leider Gottes ëmmer méi besonnesch do, wou dann an de Gemengen och Taxesystemer ausgeschafft gi sinn, déi de Verursaacherprinzip mat beinhalten, wéi et jo richtegerweis am Esprit an och an dem Buschtaf vum Gesetz virgesinn ass, dass mer op eise Stroosseränner ëmmer méi Problemer hunn. Ech mengen, och dat do ass eng Aufgab, déi mer ze attackéieren hunn. An ech mengen, mir hunn do scho Partneren am A, mat deene mer op deem Niveau och eppes kënne schaffen.

Ech wollt domadder schléisse fir de Responsabele vum SIGRE Merci ze soen, dem aktuelle President, dem Här Lamy, deen eis viru kuerzem eng ganz interessant Visite gemaach huet, wou mer konnte feststellen, dass gutt geschafft gëtt, dass gutt geschafft ginn ass an dass sécherlech och an Zukunft de SIGRE wéi all déi aner Syndikater zesumme mam Stat hir Aarbecht gutt wäerte maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

De Vote ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 5933 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Direktiv iwwert d'Sanktiounen am Beräich vum Import an Export vu geféierleche chemesche Gidder. D'Wuert huet hei och de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

10. 5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vun haut setzt déi sougenannte Konventioun vu Rotterdam ëm iwwert d'Prozeduren, déi ze respektéiere sinn am internationalen Handel, wat verschidde chemesch Produkter a geféierlech Pestiziden ugeet.

Hei gëllt de Prinzip, dass dës Produiten nëmme vun engem Land an dat anert transportéiert dierfe ginn, wann dat Land, wat esou Stoffer ophëlt, och virdrun informéiert gouf a seng ausdrécklech Genehmegung dozou ginn huet.

Domat gëtt dat europäescht Reglement 689 vun 2008, vum 17. Juni 2008 also, iwwert den Import an den Export vu geféierleche chemesche Stoffer a Lëtzebuerger Recht ëmgesat. D'Konventioun vu Rotterdam gouf, wéi gesot, den 11. September 1998 ënnerschriwwen a baséiert um PIC-Prinzip („prior informed consent"), oder CIP (consentement informé préalable).

De fundamentale Prinzip ass déi vorhereg Genehmegung, wou all d'Wëssen iwwert d'Geféierlechkeet vu chemesche Stoffer an aller Transparenz iwwermëttelt gi muss.

D'CIP-Prozedur gesäit genau Dispositioune vir, wéi d'Informatioune weidergeleet musse ginn am Intérêt vun der Gesondheet vum Mënsch an der Ëmwelt.

D'Konventioun applizéiert sech op déi verbuede chemesch Produkter an op extrem geféierlech Pestiziden, also Schädlingsbekämpfungsmëttel, am Agrarberäich. De Moment ënnerleie méi wéi 30 chemesch Produkter der CIP-Prozedur.

Verschidde Produiten ënnerleien allerdéngs net der CIP-Prozedur. Dat sinn: 1. Betäubungsmëttel an Psychotropen, 2. radioaktiv Materialien, 3. Offäll, 4. pharmazeutesch Produiten, 5. chemesch Waffen, 6. chemesch Produiten, déi als Additiven an der Alimentatioun agesat ginn, 7. Ernährungsmëttel an 8. Produiten, déi a ganz klenge Quantitéiten an der Recherche oder fir de perséinleche Gebrauch gebraucht ginn.

Här President, no der Konventioun vu Rotterdam muss all Land seng responsabel kompetent Autoritéit bestëmmen. Zu Lëtzebuerg ass dat den Ëmweltminister, deen offizielle Korrespondent fir d'Ëmsetze vun der Konventioun vu Rotterdam gëtt fir d'Notificatioun vu geféierleche chemesche Produkter.

D'Konventioun vu Rotterdam setzt och eng international Konferenz an, fir d'Koordinatioun ënnert de Länner ze assuréieren. Dodrënner fonctionnéiert e Comité d'études, fir d'Analys an d'Evaluatioun vun de respektive chemesche Produkter ze maachen.

En internationaalt Sekretariat assuréiert d'Koordinatioun an déi administrativ Tâchen. D'Länner informéieren d'internationaalt Sekretariat iwwer all reglementaresch Mesuren, déi se op hirem Territoire geholl hu fir déi verschidde chemesch Stoffer respektiv Pestiziden.

Fir extrem geféierlech Pestizide besti spezial Dispositiounen. Hei gëtt virun allem de reduzéierte Moyenë vun den Entwécklungs- a Schwellelänner Rechnung gedroen, déi d'Hëllef an d'Wësse vun den industrialiséierte Länner an Usproch huele kënnen, fir e chemescht Produkt op déi respektiv Lëscht ze kréien. De Comité mécht duerno eng Recommandatioun, an d'Konferenz vun de Länner hëlt dann eng definitiv Décisioun. Et kann och décidéiert ginn, dass e Produit erëm vun der Lëscht erofgeholl gëtt.

All Land muss duerno preziséieren, ob et säin Accord gëtt oder net, fir dass dat respektiivt chemescht Produkt op säin Territoire däerf importéiert ginn. Hei kënnen och Restriktioune vun de Länner verlaangt ginn. Des Weidere kann e Land an enger Ufanksphas och just nëmmen eng provisoresch Importgenehmegung ginn.

All Land, wat e geféierlecht chemescht Produkt exportéiert, muss selbstverständlech d'Décisiounen an d'Konditioune vun dem Importland respektéieren. Den Export vun engem chemesche Produkt an e Land, wat keng oder nëmmen eng provisoresch Äntwert fir dat Produkt ginn huet, ass verbueden. All exportéiert chemescht Produkt vun der Rotterdamer Konventiounslëscht muss dem jeeweilege Land eng Notification d'exportation schécken, an dat Land, an dat dëst chemescht Produkt importéiert gouf, muss en Accusé de réception dovunner erëm zréckschécken.

Et geet am Endeffekt dorëm, fir fir den Échange vu Renseignementer ënnert de Länner ze suergen, souwuel um wëssenschaftlechen, techneschen, ökonomeschen a juristesche Plang, déi der Rotterdamer Konventioun fir geféierlech chemesch Stoffer ënnerleien.

Här President, d'europäescht Reglement 689/2008 ëmfaasst, op Basis vun der Konventioun vu Rotterdam, folgend Grondprinzipien a geet awer och doriwwer eraus, wou d'Haaptpunkte folgend sinn:

Éischtens, allgemeng gëllen d'Regele fir all Pestiziden a chemesch Stoffer am industrielle Beräich, nom Prinzip vum Recht op d'Exportatioun, eréischt nodeems eng Genehmegung vum Importland do ass. Zweetens, iwwert d'Rotterdamer Konventioun eraus gëllt an der Europäescher Unioun d'Applicatioun och bei Stoffer, déi am Verdacht stinn, sech an d'Loft ze dégagéieren, en fonction vun hirem Uwendungsberäich. Esou Stoffer däerfen op kee Fall exportéiert ginn.

Drëttens, d'Notification d'exportation gëllt fir all Länner vun der Drëtter Welt, ob dës d'Rotterdamer Konventioun ënnerschriwwen hunn oder net. Dëst ass ganz wichteg, well an dësem Domän déi gréissten Abusë geschitt sinn. Duerfir ginn hei och ganz detailléiert Informatiounen iwwert déi entsprechend Liewensdauer bei adequater Handhabung gefuerdert. Véiertens, d'europäesch Communautéit ass gehale fir d'ganz EU ze décidéieren, wat fir chemesch Stoffer der Rotterdamer Konventioun ënnerleie mussen.

Fënneftens, d'europäesch Memberstaten an d'Exportateure mussen iwwert d'Décisioune vun den Importlänner informéiert ginn, an d'Exportlänner mussen dës Décisiounen och selbstverständlech respektéieren. Sechstens, d'Europäesch Kommissioun féiert eng entspriechend Datebank fir d'Applicatioun innerhalb vun den EU-Staten.

Siwentens, d'EU-Memberstate chargéieren d'Kontrollautoritéiten, notamment d'Douanesautoritéiten, déi verschidde chemesch Stoffer op Basis vun engem spezielle Codesystem ze kontrolléieren, deen an der Déclaration d'exportation direkt op d'Konformitéit oder net schléisse léisst. A leschtens, aachtens, d'europäescht Reglement huet domat als Zil, d'Responsabilitéite souwéi d'Kooperatioun an déi géigesäiteg Hëllef ënnert den EU-Länner ze encouragéieren.

Här President, zu Lëtzebuerg ass, wéi gesot, den Ëmweltminister d'Autorité nationale, deen zoustänneg ass fir d'Ëmsetze vun der Konventioun vu Rotterdam. Mat abezu ginn d'Kompetenze vun den Aarbechts-, Gesondheets-, Agrar- a Finanzministèren.

Genau wéi beim REACH-Registréierungsgesetz iwwert déi normal chemesch Stoffer, dat mer hei an der Chamber virun engem Mount, de 17. Mäerz 2009, gestëmmt hunn, sinn niewent de Fonctionnairë vun der Douane an der Ëmweltverwaltung och d'Membere vun der Police grand-ducale verstäerkt mat abezunn, fir Kontrolle sur place ze maachen an do déi néideg Mesuren ze huelen. Genau och wéi bei REACH kréien déi agréiert Ëmweltorganisatioune Klorecht viru Geriicht.

Här President, mat folgenden dräi rezente legislativen Dokumenter - an zwar éischtens mam Projet de loi 5957 vun haut, wat den Import/Export vu geféierleche chemesche Stoffer a Pestizide reglementéiert, zweetens mat dem entspriechende Règlement grand-ducal 5969, deen den Accord vun der Conférence des Présidents vun der Chamber den 19. Mäerz 2009 kritt huet, an drëttens, zu gudder Lescht, mat dem REACH-Projet de loi 5819 vum 17. Mäerz 2009 iwwert d'Registréierung, d'Evaluatioun an d'Autorisatioun vun 30.000 chemesche Stoffer innerhalb vun der Europäescher Unioun -, mat dësen dräi legislativen Texter also huet Lëtzebuerg am Beräich vun der Erfaassung vu geféierleche chemesche Stoffer seng legislativ Aarbecht gemaach, wéi se bis elo vu Bréissel gefuerdert ass.

Domat sinn d'Viraussetzunge geschaf, dass um Terrain keng Gefore fir d'Gesondheet vum Mënsch an der Ëmwelt entstinn, an déi gëllt et och elo vun allen Acteuren ze respektéieren.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass mat dësem Projet de loi 5957 vun haut sämtlech EU-Direktiven am Ëmweltberäich, déi bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod ëmzesetze si vun der Chamber, a Lëtzebuerger Recht transposéiert gi sinn. Och wann ëmmer beklot gëtt, dass Lëtzebuerg allgemeng hannendran ass mat der Ëmsetzung vun EU-Direktiven, esou ass dat net de Fall am Ëmweltberäich. Heifir nach eng Kéier e Merci un eisen Ëmweltminister Lucien Lux a seng Mataarbechter, un all d'Membere vun der Ëmweltkommissioun an un de Statsrot.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Oberweis huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem honorabelen Här Roger Negri Merci ze soe fir dee flotte mëndlechen an och de schréftleche Rapport, dee mer virgeluecht kritt hunn.

Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm e Gesetzesprojet, ëm eng weider Direktivëmsetzung, déi awer dës Kéier vun dem Europäesche Parlament an dem Europäesche Conseil iwwert den Import an den Export vu geféierleche Chemikalien ausgeschafft ginn ass.

Dës Direktiv berout op e puer Elementer, vun deenen ech der awer nëmmen zwee wëll hei erauspicken. Schonn 2003 hunn d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil de Rotterdamer Kompromëss iwwert den Export an den Import vu bestëmmte geféierleche Chemikalien an d'Liewe geruff.

Awer den Europäesche Geriichtshaff huet a sengem Uerteel vum 10. Januar 2006 d'Direktiv 304 aus dem Joer 2003 fir net zoulässeg erkläert, well déi nëmmen den Artikel 175 aus dem Europäeschen Traité zréckbehalen huet. Dat héicht Geriicht wollt awer, dass och den Artikel 135 aus dem Europäeschen Traité zur Applicatioun sollt kommen. D'Geriicht huet dunn awer zréckbehalen, dass déi deemoleg Direktiv esou laang applizéiert däerft ginn, bis eng nei géif virleien.

Déi eenzel Memberstate mussen all Mesuren ergräifen, déi déi mënschlech Gesondheet an d'Ëmwelt streng protegéieren. Virun allem mussen all déi Chemikalien, déi Kriibs ervirruffen, d'Ierfgutt beschiedegen oder d'Fertilitéit reduzéieren, vum Maart geholl ginn. Dat sinn déi sougenannten CMR-Kritären, woubäi den C fir Carcinogen, den M fir Mutagen an den R fir Reproduktiounstoxitéit steet.

Notamment beim Export vu geféierleche Chemikalien, déi selwer an der Europäescher Unioun verbuede sinn oder fir déi streng Oplage gëllen, muss méi streng reglementéiert ginn. All dës geféierlech Chemikalien, déi an der Europäescher Unioun als Planzeschutzmëttel oder Pestiziden oder Industriechemikalië verbuede sinn, sollen och net méi an den Export kommen. D'Europäesch Unioun wëllt hei eng Virreiderroll iwwerhuelen.

Wann awer Länner déi Chemikalien asetze wëllen an domat hir Matbierger an hir Ëmwelt belaaschten, da muss eng Notifikatioun ausgestallt ginn, déi eben op déi Geforen opmierksam mécht. Op alle Fall gëtt verlaangt, dass den Exporteur an och den Importeur all Informatiounen iwwert d'Menge vun dëse gehandelte Produkter matdeele muss. Well nëmmen esou kann ee sécherstellen, dass déi méiglech Auswierkunge kontrolléiert kënne ginn.

D'Direktiv geet nach weider, well si verlaangt, dass déi Chemikalien, déi an der Unioun scho verbuede sinn, nëmmen dann an e Land exportéiert dierfe ginn, wann och do d'Zoustëmmung virläit. Fir d'Länner vun der OCDE kënnen dann ënner bestëmmte Bedéngungen Ausnahmeregele gëllen. Mä wéi seet e Spréchwuert schonn: Vertrauen ass gutt, awer d'Kontroll ass besser. Duerfir kann et a muss et zu regelméissege Kontrolle kommen.

Fir net egal wat iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun ze exportéieren, mussen all d'Chemikalien e Stempel mat der Haltbarkeetsdauer kréien, notamment déi, déi mir an d'Entwécklungsländer exportéieren. Et ass duerfir wichteg, dass et zu engem enken, konkreten Informatiounsaustausch an enger gemeinsamer Responsabilitéit kënnt. Virun allem sollt alles an d'Wee geleet ginn, dass an den Entwécklungsländer déi néideg Strukture geschafe ginn, fir dass och bei hinnen, wann duer dann ebe

Chemikalien exportéiert ginn, näischt zu Onwee gemaach gëtt.

Duerfir invitéiert d'Europäesch Kommissioun déi eenzel Memberstaten, op direktem oder indirektem Wee den ONGen all Hëllef unzebidden, well déi sinn et jo, déi am nooste bei der ländlecher Bevölkerung stinn. Op dës Manéier ginn an den Entwécklungslänner och Mënschen ausgebilt, déi dann an der Zukunft dës wichteg Aufgaben iwwerhuele kënnen.

Well et zu enger seriöer Iwwerwaachung um Terrain komme muss, sinn d'EU-Memberstaten opgefuerdert, e Rapport un d'Europäesch Kommissioun a regelméissegen Ofstänn anzereechen. Dee gëtt dann un d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil weidergereecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi europäesch Direktiv erlaabt et engem eenzelne Memberstat, souguer eng Chemikalië ze verbidden oder méi strenge Bedéngungen ze ënnerwerfen. Dee Memberstat muss awer der Europäescher Kommissioun en Dossier virleeën, an dann hunn déi aner Länner véier Wochen Zäit, fir hir Meenung dozou ze soen.

Et gëtt och verlaangt, dass d'Europäesch Kommissioun de Memberstaten all wëssenschaftlech, technesch, wirtschaftlech a juristesch Informatioune muss ginn, déi si am Ëmgang mat de Chemikalië mussen hunn; ënner anerem toxikologesch a sécherheetsrelevant Indikatiounen.

Wann ee sech d'Lëschten an der Annex ukuckt, déi mer matkritt hu beim Gesetzesprojet, huet ee festgestallt, dass et mëttlerweil awer schonn 150 exportrelevant Substanze gëtt. D'Lëscht vun de Chemikalien, déi ënnert déi ugeschwaten „PIC" fallen, ëmfaasst der 70. An et gëtt een erschreckt ze liesen: Ënnert d'Lëscht vun deene Chemikalien, déi net importéiert dierfe ginn, fale der zéng, an dorënner nach ëmmer den DDT, obschonn deen an der Drëtter Welt nach ëmmer am Asaz ass.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech kuerz nach op eng rezent Etüd agoen, déi vun der europäescher Agence fir d'Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz erstallt ginn ass. Et geet an där Etüd ëm d'Präsenz vu chemesche Produkter, déi an der Industrie, an der Landwirtschaft, am Spidolswiesen, am Bau an a ville Kleng- a Mëttelbetriber agesat ginn.

No där Etüd ginn ongefëier 74.000 Doudesfäll, déi mat der Aarbechtsplaz liéiert sinn, op den Asaz vun de gefëierleche Substanzen am Joer 2007 zréckgefëiert. Ronn 15% vun den europäeschen Aarbechter soen, dass si e Véierel vun hirer Aarbechtszäit mat chemesche Produkter hantéiere mussen. Iwwer 10% hu gesot, dass si gëfteg Dämp mussen anootmen, an och Stëbser.

De Rapport, dee vun 49 Experten aus 21 europäesche Länner erstallt ginn ass, kënnt zur Konklusioun, dass grad d'Nanopartikelen un der Spëtzt vun dëse gefëierleche Substanze leien. Folleg sinn ouni Zweifel d'Allergië vun der Haut an d'Opkomme vum Kriibs. Notamment sinn et d'Aarbechter, déi am Beräich vun den Déchete schaffen am Bau, an de Botzentreprisen, an de Soinsinfirmieren, déi dëse Krankheeten am meeschten ausgesat sinn.

Grad am Zesummenhang mat dësem Gesetzesprojet iwwert déi chemesch Substanze mécht et Sënn, op dës Etüd mat dem Titel „Prévisions des experts sur les risques chimiques émergents" hinzeweisen. Duerch dëse Gesetzesprojet kréien d'Bierger all déi néideg Informatiounen aus dem Beräich vun de chemesche Substanzen. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass si déi néideg Informatiounen och dann zougänglech gemaach kréien a se och benotze kënnen.

Domadder bréngen ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Hei geet et jo ëm d'Ëmsetzung vun der Konventioun vu Rotterdam, déi als Objet huet, den Handel vu chemesche Produiten ze légiféréiere respektiv kloer Regelen opzesetzen an adequat Kontrollen ze garantéieren.

Dat heescht am Endeffekt och, datt hei soll de Mënsch an d'Ëmwelt geschützt ginn. Dat sinn Ziler, déi mir kënne mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Duerfir wëlle mer och dann den Accord hei vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen, dee jo am Endeffekt dann d'Ëmsetzung vun der Konventioun iwwer en europäescht Reglement ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Dann huet den Här Minister Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, ech wëll zum Projet näischt méi soen, well de Rapporteur, den Här Negri, huet dat op eng exzellent a ganz detailléiert Aart a Weis gemaach.

Ech kommen awer net derlaanscht, um Schluss vun der Legislaturperiod a bei deem leschte Projet, dee mer méiglecherweis zu deem Beräich wäerte stëmmen, der Chamber a virun allem der Ëmweltkommissioun Merci ze soe fir déi lescht Bemierkung, déi den Här Negri gemaach huet, nämlech fir festzestellen, dass mer effektiv mat deem heite Projet all déi Direktiven, déi am Moment mussen ëmgesat sinn, och ëmsetzen.

Ech mengen, dat war eng exzellent Aarbecht, déi mat der Ëmweltkommissioun an hirem President gemaach ginn ass. A mir hunn, mengen ech, fir d'Ëmweltrecht a virun allem och fir d'Klorecht vun de Bierger hei eng exzellent legislativ Aarbecht an deene leschte Jore gemaach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da stëmme mer elo nach iwwert dëse leschte Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaang. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5957 ass mat 53 Jo-Stëmmen ugeholl, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Michel Wolter), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Weiler), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Ali Kaes), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut. Den nächste Rendez-vous ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

SÉANCE 45

Mercredi, 29 avril 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Alexandre Krieps*

2. 5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roland Schreiner, M. Félix Braz, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:
- du Code d'instruction criminelle, et
- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

et

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel (5767), M. Laurent Mosar (5799)*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Gutt, dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer direkt...

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Här President!

M. le Président.- Pardon!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech géif gären eng Proposition de loi déposéieren.

M. le Président.- Da kritt Dir d'Wuert, fir dat ze maachen, Här Krieps.

1. Dépôt d'une proposition de loi

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Ech ginn effektiv elo gewuer, dass et relativ spéit an der Legislatur ass,…

(Hilarité)

…mä dat hei huet mat dem préelektoralen Aktivismus guer näischt ze doen.

Plusieurs voix.- Ouh? Oh!

(Interruption)

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech wollt just eng steierlech Gerechtegkeet erëm hierstelle loossen, an zwar déi vu bestuete Koppelen, déi keng Kanner hunn an déi hir Successiounssteiere bezuele mussen, par contre déi, déi Steieren hunn, keng Steiere bezuelen, Taxen…

Une voix.- Kanner!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- …déi Kanner hunn. An dat fir e puer Ursaachen. Mir hunn zwar Fräibeträg vun 38.000 Euro, mä et ass awer net gerecht an enger Zäit hautdësdags, wou am éischte Mariage scho méi wéi e Fënneftel vun de Leit keng Kanner méi hunn aus biologeschen Ursaachen oder aus Choix, awer ëmmer méi Leit bestuet ginn an zweeter Noce oder drëttem Bestietnis, an déi trotz de Progrèsë vun der Pharmakologie keng Kanner méi kréien, och am drëtte Bestietnis.

Ech wär frou, wann déi Steiergerechtegkeet géif hiergestallt ginn. An och d'Kannerkréien oder net, ech mengen, d'Gesetzgebung huet jo keng procréativ Incitatioune méi - soll se net hunn! Dat emfannen ech als eng onheemlech Ongerechtegkeet, a meng Partei och.

Ech mengen, wann ee wëllt d'Leit incitéieren, Kanner ze maachen, da gëtt et aner Moyenë wéi iwwer Steierweeër.

(Interruptions)

Zumools wou ons Nopeschlänner - Italien 2001, Frankräich 2007 - déi Législatioune schonn adaptéiert hunn. Ech viséieren hei net Koppele wéi Onassis-Kennedy, mä ech mengen, wa mer ons international wëlle placéieren, solle mer déi Taxatiounen ofschafen.

Ech ginn dem President meng Propositioun. Hei ass se.

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Ech leeden déi Propositioun do an déi normal parlamentaresch Prozedure weider.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Autoroutes de l'information. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem wichtege Projet, den honorabelen Här Lucien Thiel.

2. 5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, honorabele President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, et gëtt an dëse Krisenzäiten, an deene sech déi rout Minusmilliarden uechtert d'Welt nëmmen esou iwwerschloen, Gott sei Dank och nach positiv Chifferen. Zum Beispill déi zwou Billiounen, also déi 2.000 Milliarden Euro, déi entretemps am Secteur vun der Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie ëmgesat ginn. E Secteur, deen am Moment, wou iwwerall iwwer negative Wuesstum gejéimert gëtt, ëm 4% all Joer wiisst.

4% Wuesstum! Dat seet eis zu Lëtzebuerg dach iergendeppes. Oder hu mer vläicht scho vergiess, datt mer eigentlech ëm grad déi 4% an der Moyenne mat eiser eegener Wirtschaft wuesse sollten, déi elo leider éischter deen anere Wee geet?

Wien also deem Wuesstumsréckgank entgéintwierke wëllt, deen neierdéngs op 6% bei eisem wichtegsten Handelspartner déisäits vun der Musel geschat gëtt an deen och bei eis an déiselwecht Direktioun dierft goen, deen deet gutt dorun, wann hie probéiert, och e bëssen däers ICT, am Kloertext „information and communication technology", a sengem Wirtschaftsportefeuille ze hunn.

Mir hunn däers Gott sei Dank. Well mir e bësse méi fréi wéi déi aner mat eiser Législatioun an den e-commerce ageklomme sinn - dat sinn ëmmerhi schonn zéng Joer hier - a well mir och nach dank eisem gebremste Steierappetit deen niddregsten TVA-Taux an der Unioun hunn, hu mir e puer vun deenen „big players" aus deem Beräich op Lëtzebuerg gezunn, a mat hinnen och e puer 100 Millioune Steieren a leider och d'Roserei vun eenzelnen Noperen, déi eis elo virrechnen, wat hinnen un TVA verluer geet. Si wëssen allerdéngs nach net, datt dat 2015 soll anescht ginn.

Elo ass et awer mam e-commerce-Geschäft genee wéi fréier mat der Eisebunn oder duerno mam Auto: Mat enger Lokomotiv an engem Motorgefier eleng kënnt een net wäit, wann ee keng Schinnen a keng Stroossen huet. Och den elektroneschen Datefloss brauch seng Autobunnen, fir vun engem Punkt op deen aneren ze kommen. Ouni déi Verbindungen, sief et elo per Glasfiberkabel oder iwwer Satellit, géif et haut nach keen Online a keen Internet ginn. Dat géif vläicht almoudesch Nostalgiker freeën, awer et géif all déi Milliounen a Milliounen aner Matmënschen an d'Steenzäit vun der Wëssensgesellschaft zréckwerfen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Allerdéngs hippt mäi Vergläich mam Stroosseverkéier e bëssen. Bei deem dauert et jorelaang, a bei eis vläicht heiansdo nach e bësse méi laang, bis d'Autobunne fäerdeg sinn. Esou vill Zäit hu mer bei de virtuellen Autobunnen, deenen, iwwert déi den Datefloss geet, net. Do wuessen d'Besoinë méi séier, wéi ee kucke kann, well op där enger Säit de Volume vun deem Ugebuet u Wëssen an aneren Informatiounen an engem verrécktenen Tempo wiisst, a well op där anerer Säit d'Qualitéitsusprécher un déi iwwerdroe Biller an Téin ëmmer méi Kilo-, Mega-, Giga- an Terabyte verlaangen.

Wien do net mathale kann, deen ass ganz séier aus dem Geschäft. A grad dat kënne mir Lëtzebuerger eis net leeschte wéinst eiser enormer Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftssecteur an eisem entspriechend grousse Besoin un ekonomescher Diversifikatioun.

Well eis Regierung dat mat Zäiten erkannt an hirem Kommunikatiounsminister fräi Hand gelooss huet, sti mir haut net allze schlecht, fir net ze soe relativ gutt do. Fir net missen dem Privat- an dem Paraprivatsecteur, zu deem jo eis Post gehéiert, mat hire Businesspläng an hire Rentabilitéitszwäng déi ganz Responsabilitéit fir d'Transmissiounsréseauen ze iwwerloossen, huet d'Regierung selwer eng Gesellschaft gegrënnt. Déi heescht Luxconnect a gëtt do agesat, wou et fir déi aner Entreprisë manner interessant ass, déi sech léiwer op déi déck Clientë wéi zum Beispill op d'Banke konzentréieren.

Well déi Responsabel d'Explosioun vun der Demande un Transmissiounscapacitéite gesinn hu kommen, hu si souzesoe prophylaktesch op den Ausbau vun de Réseaue gedréckt an nieft de privaten Datanœuden oder -kniet um Wandhaff, zu Keel an deemnächst och am Drosbach-Center op der Cloche d'Or eng eege Plattform, dës Kéier zu Beetebuerg, ageriicht, déi dann elo och nach e Bridderchen an der Géigend vu Miersch kréie soll. Dat kascht natierlech Suen, genausou wéi déi verschidde Konnexioune mat den internationalen Netzer vun den Datenautobunnen, mat deene mir elo iwwer eng hallef Dose Knietpunkte verbonne sinn.

Mä d'Regierung hält net fir näischt dorop, Damp hannert déi Geschicht ze maachen an nach méi séier wéi geplangt de Luxconnect-Réseau, deen elo geschwënn operationell gëtt, weider auszebauen. Duerfir gëtt elo déi Finanzéierungspaus gestrach, déi nom Initialinvest vun 30 Milliounen am Joer 2008 fir de lafenden Exercice virgesi war, an déi Investissementer, déi fir 2010 an duerno geplangt waren, ginn elo virgezunn.

Mat dësem Gesetz gëtt de Stat autoriséiert, schonn an dësem Joer 30 Milliounen an an deenen zwee Joer duerno nach eng Kéier 35 Milliounen Euro an de Luxconnect-Réseau ze stiechen. Dat ass net nëmmen néideg, wa mir den Uschloss - hei am dueble Sënn vum Wuert - un d'Informatiounszäitalter net verpassen an déi sëlleche Konsumenten, dat heescht hautdësdags quasi jiddwereen, net am Ree stoe loosse wëllen. Mir géifen och nach déi bluttnoutwendeg Diversifizéierung vun eiser Ekonomie op d'Spill setzen, wa mir net permanent um leschte Stand vun den Dateréseaue wieren.

Elo trëfft et sech dann awer duebel gutt, well déi virgezunnen Infrastrukturaarbechten och nach horgenau an de Konjunkturpak vun der Regierung passen, dee jo zu engem gudden Deel aus virgezunnene Bauan Erneierungsaarbechte besteet. Dat

nennt een da wuel zwou Mécke mat engem Schlag fänken.

Logescherweis hätt domat dëst Gesetz och an déi Konjunkturpakserie gepasst, déi mir déi iwwernächst Woch hei als wierdegen a symbolträchtegen Ofschloss vun dëser Legislatur op der Lee hunn. Mä deen zoustännege Minister war, wéi esou dacks, eng Grëtz ze séier mat sengem Projet, an duerfir ass hien haut schonn un der Rei - souzesoen hors série. Mä gediert, Här Minister, wat gemaach ass, ass gemaach!

Une voix.- Ganz richteg!

Une autre voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, duerfir proposéiert dann och Är Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun Iech, an der Chamber dem Projet Äre Segen ze ginn. Dee vun der CSV-Fraktioun huet en op alle Fall elo schonn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Sinn nach Kolleegen, déi d'Wuert froen? Den Här Berger huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, awer ausféierleche Bericht. De legislative Prozess war hei bei dem virleienden Text bal esou séier wéi den Datentransfert op de Breetbandleitungen. En ass déposéiert ginn den 20. Februar 2009, an haut, den 28. Abrëll 2009, gëtt e schonn hei an der Chamber - huelen ech un - gestëmmt. Ech mengen och, haut de Mëtteg kënne mer ganz schnell dee Projet evakuéieren. Dat hänkt vläicht domadder zesummen, datt dat reng formal gesinn nëmmen zéng Artikele sinn, mä derhannert verstoppt sech awer dann e ganz wichtege Projet, e ganz wichtegen Dossier, well hei geet et ëm de Beräich vun de modernen digitale Kommunikatiounsmëttel - Stéchwuert Internet.

Konkret sollen also hei Suen débloquéiert ginn, fir eng besser Connectivitéit vu Lëtzebuerg un déi international Breetbandréseaue kënnen ze assuréieren.

Déi Dépensen, déi hei mat deem Text verbonne sinn oder mat deenen Aarbechten, sinn awer immens wichteg an eisen Aen, fir eben d'Entwécklung vum Internet an de Kommunikatiounstechnologien hei zu Lëtzebuerg weider ze förderen. Besonnesch sinn dat jo Secteuren, déi och wichteg si fir de Standuert Lëtzebuerg.

De Rapporteur huet och scho gesot, wat fir eng Zommen do dëst Joer respektiv an den nächste Jore sollen débloquéiert ginn: 30 Milliounen, duerno nach zweemol 35 Milliounen. Haaptsächlech sinn dat Investissementer an Infrastrukturaarbechten. Zum enge sinn dat dann déi Glasfiberleitungen, fir kënne méi grouss Volumë vun Donnéeë méi schnell ze iwwerdroen. Et si Verbesserunge vu Leitunge respektiv ginn nei Leitunge geluecht, wou mer och gesot kruten, datt déi géifen dann och zum groussen Deel laanscht bestehend aner Autobunnen oder soss Kommunikatiounslinne vum öffentlechen Transport geluecht ginn. An zum aneren ass dat awer och, datt do verschidden - wéi een dat nennt - Centres d'hébergement oder Datenzentren realiséiert gi sinn.

Ech mengen, et ass absolut wichteg, datt déi nei technesch Méiglechkeeten an Internetapplikatiounen hei verbessert ginn, well souwuel d'Administratiounen, d'Entreprisen, awer och virun allem d'Privathaushalter ëmmer méi e grousse Besoin hu fir eng Breetbandkonnexioun. Wann ee weess, datt haut ganz vill, zum Beispill am ganzen Domän You Tube utiliséiert gëtt; wann ee weess, datt Videokonferenzen, all déi - ech soen emol - Applikatiounen, déi mer alleguerte kennen, regelméisseg gebraucht ginn, da brauch een einfach och déi noutwendeg technologesch Moyenen.

Fir d'DP ass et och ganz onerlässlech, datt de Stat massiv an esou e Beräich mat groussem Zukunfts- a Wuesstumspotenzial investéiert, wéi gesot, wann een eben d'Croissance vum Informatiounsaustausch via Internet an deene leschte Jore kuckt, an datt een also och dann heimadder Jalonë setzt fir d'Zukunft.

Urspréinglech - dat ass och scho gesot ginn - sollten dës Aarbechten, dës Investissementer eréischt 2010 gemaach ginn. Am Kader vun der Kris a vun dem Konjunkturpak vu verschiddene Mesurë si se also elo virgezu ginn, a mir kënnen dat och nëmmen ënnerstëtzen.

Ier ech den Accord vu menger Fraktioun hei dann och wäert abréngen, wëll ech nach eng kleng Remarque maachen: Oprond vun där klenger Taille vu Lëtzebuerg a vum lëtzebuergesche Marché ass et eiser Meenung no och wichteg, datt eng fair Konkurrenzsituatioun geschaf gëtt, fir eben dann och am Endeffekt esou vill wéi méiglech attraktiv Präisser fir d'Entreprisen, d'Privatclienten hei kënnen ze garantéieren. Duerfir sollten nieft Luxconnect an EPT, deenen hir Kompetenz an och hir Vivacitéit mer net wëllen a Fro stellen, awer och net aner Privatopérateuren vu vireran hei vun dësem Business écartéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den honorabelen Här Schreiner huet d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Och just fir dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Thiel, Merci ze soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Hie selwer wéi och mäin direkte Virriedner hunn hei déi wesentlechst Aspekter vun dem Projet de loi scho kommentéiert. Ech mengen awer och soen ze kënnen am Numm vun eiser Fraktioun, dass mer eis, mengen ech, alleguerten eens sinn, dass dat hei, och wann et e klengt Gesetz ass, e ganz wichtegt Gesetz ass fir eist Land a fir eis Ekonomie.

Et ass einfach eng Realitéit, dass, wa mer eise Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wëllen attraktiv halen an nach weider ausbauen, mer och mussen a sollen interessant bleiwe fir Entreprisen, déi am Beräich vum Commerce électronique täteg sinn. E Beräich, deen onwahrscheinlech schnellieweg ass an onheemlech Zukunftsperspektive virweise kann.

Fir eist Land ass et duerfir wichteg, och an deem Secteur top ze sinn, top ze bleiwen och an der Zukunft, an dass mer eis esou opstellen, fir eisen Entreprisen en Ëmfeld unzebidden, an deem si hir Aktivitéiten an deem Beräich voll kënnen entfalen.

Ech wëll net op all déi Investitiounen agoen, déi hei virgesi sinn. De Rapporteur huet déi in extenso gesot. Och dass se zum sougenannten Antikrisepak, deen d'Regierung déi lescht Méint geschnürt huet, gehéieren. Investitiounen, déi sech also konsequent och an déi antizyklesch Politik vun dëser Regierungskoalitioun aschreiwen an och natierlech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun fannen.

Et ass gesot ginn, am Dezember 2006 hu mer hei an der Chamber dem Projet Luxconnect gréng Luucht ginn. Deemools huet dëse Gesetzesprojet dem Stat d'Méiglechkeet ginn, am Kader vun enger privatrechtlecher Firma mat öffentlechem Kapital an engem Domän anzegräifen, wou de Privatsecteur bis elo ontäteg war, nämlech d'Ubanne vu Lëtzebuerg un déi grouss Datebunnen an Europa.

Säitdeem ass ganz vill geschitt an dësem schnellliewege Business. Wat d'Connectivitéit vu Lëtzebuerg ugeet, also wat den Uschloss un déi grouss international Datenautobunnen ugeet, gehéiere mir mëttlerweil zum Top vun Europa. Dëst ënner anerem och, well d'Post vill Milliounen Euro och an hir Infrastrukturen investéiert huet. Ech denken do zum Beispill un de Projet „TERALINK" an de Projet „Fiber to home", deen de Glasfaserréseau weider ausbaut.

Et ass gesot ginn: E performanten Uschloss un d'elektronesch Datenautobunn ass e Wirtschaftsfacteur, deen ëmmer méi wichteg gëtt. Et stäerkt d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. Duerfir sinn och déi geplangten Investitioune wichteg a richteg, an d'Erfolleger bleiwen, wéi d'Praxis et eis weist, jo och net aus.

Sou zum Beispill huet d'lescht Joer Rakuten Inc., eng grouss Internetfirma aus Japan, Lëtzebuerg als hiren europäeschen „Headquarter" ausgewielt. An d'Ukënnegung vum Wirtschaftsminister, dass RealNetworks, en anere grousse Player am e-commerce, op Lëtzebuerg kënnt a vun hei aus seng europäesch Aktivitéite steiere wäert, schwätzt fir de Standuert Lëtzebuerg. RealNetworks wäert sech am e-Business am Resilience Centre um Wandhaff nidderloossen. Dat ass och de Verdéngscht, mengen ech, vun eiser Post, déi jo Haaptaktionär och vun där Sociétéit ass.

Niewebäi bemierkt gouf dëse Center och d'lescht Joer vum Brancheverband broad group als beschten Datenzentrumsopérateur 2008 vun Europa ausgezeechent.

D'Gesetz vun 2006 dréit also seng Friichten. Dat ass och gutt esou, well d'Finanz- a Wirtschaftskris féiert ons kloer virun Aen, wéi riskant et ass, säi Wuelstand ze vill op een ekonomescht Standbeen ze verlagereren. Mir mussen an Zukunft eis Investitiounen an anere Beräicher stäerken, mir mussen ons weider wirtschaftlech diversifizéieren, esou, wéi och d'parlamentaresch Krisekommissioun an hirem Ofschlossrapport dat festgehalen huet. e-commerce ass sécherlech ee Volet vun eiser Diversifikatiounspolitik; anerer mussen nokomme respektiv weider ausgebaut ginn.

Dëse Projet de loi ass also wichteg, well et an der Logik ass an an der Kontinuitéit vum Gesetz vun 2006, wat d'Ëmfeld schaaft, wat mer brauchen als Lëtzebuerger Land, fir kuerzfristeg op deem schnellliewege Marché vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië kompetitiv ze bleiwen. An dat letztendlech am Intérêt vun alle Consommateuren, ëm déi et schlussendlech geet an déi vun dëser Entwécklung solle profitéieren.

An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll just och fir de Kolleeg Claude Adam d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet bréngen. Ech ginn net méi op dat an, wat schonn alles gesot ginn ass. Dat ass eng Politik vun dëser Regierung, déi déi gréng Fraktioun permanent a konstant ënnerstëtzt. Duerfir si mer och frou, fir dëse Projet haut kënnen ze stëmmen.

M. le Président.- Den Här Minister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dräi, véier Remarquen zu den Diskussiounen hei haut ze maachen. Fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur an deene verschiddene Virriedner Merci soe fir déi Duerstellung vum Projet, wat eng adequat Duerstellung vum Projet ass. Ech sinn och frou, ze héieren, datt dee Projet Zoustëmmung op alle Bänke fënnt.

Den Här Schreiner huet zu Recht dorop higewisen, datt och d'Post eng exzellent Aarbecht mécht. Dat, wat d'Post mécht, a wat Luxconnect mécht, ass complémentaire.

Den Här Berger huet zu Recht op d'Initiative vum Privatsecteur au-delà vun der Post a vu Luxconnect higewisen. Och dat ass complémentaire par rapport zu Luxconnect. Alles dat mécht, datt mer haut kënne soen, datt déi Infrastrukturen, déi mer hunn, kompetitiv Infrastrukture sinn.

Den Här Braz huet gesot, datt déi gréng Fraktioun dee Projet hei vun Ufank un ënnerstëtzt. Ech erënnere mech, datt den Här Braz deemools e puer Froe gestallt huet, mä e war awer mat der Zilsetzung vum Projet deemools d'accord.

Speziell frou sinn ech allerdéngs iwwert d'Ausso vum Här Berger, well nämlech deemools den Henri Grethen déi éischte Kéier beim Projet zwar d'Zilsetzung ënnerstëtzt huet, mä, wat de Wee ubelaangt, vun Nodenklechkeet, Sproochlosegkeet an net ganz gesonde Weeër geschwat huet. Ech mengen, mir hunn dat dann och, contrairement zum Här Braz, haut kloergestallt. An ech si frou, datt mer an engem wichtege Projet fir d'Zukunft vum Land hei an déi nämlecht Richtung zéien.

Här President, eng zousätzlech Remarque nach, wann Der erlaabt. Dee Projet hei ass och wichteg fir de Konsument. Fir eis alleguerten. Well et nämlech dorëm geet, fir ëmmer nei Méiglechkeeten opzemaachen, nei Méiglechkeeten, déi mer wëllen notzen: d'Televisioun iwwert den Internet, nei Méiglechkeeten iwwert den Internet. Och dofir brauche mer Breetband. Duerfir steet dee Projet hei net nëmmen am Zeeche vun der Kompetitivitéit, net nëmmen am Zeeche vun der Konjunktur, mä och am Zeeche vum Konsument.

An, Här President - dat ass meng lescht Remarque -, wann ech vum Ëmfeld schwätzen, da baue mer elo Datenzentre weider a mer verleeën Infrastruktur an de Buedem. Fir awer kënnen eng Politik ze maachen am Beräich vun den Telekommunikatiounen, brauche mer och Frequenzen. A well ech weess, datt d'Chamber aktiv déi europäesch Politik verfollegt, notamment ënnert dem Impuls vum President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Här Fayot, géif ech menger Missioun net gerecht ginn, wann ech Iech net géif doriwwer informéieren, datt de Moien an engem vun deene wichtegsten Dossiere fir Lëtzebuerg, wat Europa ubelaangt, en Accord konnt fonnt ginn tëschent dem Europaparlament, tëschent der Kommissioun an dem Conseil.

Gëschter Owend war am Dossier Paquet Télécoms, wat en extrem wichtegen Dossier ass fir Lëtzebuerg, dee leschten Trilog. Dat, wat an deem Trilog décidéiert ginn ass, ass de Moie vum Coreper, dat heescht vun de Vertrieder vun de Ministeren zu Bréissel, guttgeheescht ginn. Sou datt contrairement zu deem, wat een déi lescht Deeg konnt mengen, dee wichtegen Dossier fir Lëtzebuerg nach konnt zu engem gudden Ofschloss bruecht ginn.

Wat d'Prozedur ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, datt nom Trilog gëschter - dat heescht, d'Parlament, d'Kommissioun an de Ministeschrot vertrueden duerch d'tschechesch Présidence - de Moien d'Vertrieder vun de Ministeren zu Bréissel den Text guttgeheescht hunn, datt formaltechnesch et nach an d'Plénière geet d'nächst Woch. Mä vu datt de Problem geléist ass am Trilog, an ausser et géif nach e franco-franséische Problem optauchen, ass dovunner auszegoen, datt mat enger iwwerwältegender Majoritéit d'Parlament och wäert dat guttheeschen d'nächst Woch.

Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Wat heescht deen Accord fir Lëtzebuerg? Dat heescht dräi Saache fir Lëtzebuerg.

Dat Éischt ass dat hei: Dee Paquet Télécoms wäert d'Investissementer an d'Konkurrenz stimuléieren. Europa gëtt also méi konkurrenzfäeg am Beräich vun den Telekommunikatiounen. Dat huet en Effet op d'Präisser. Dat huet also e positiven Effet fir d'Konsumenten, nieft all deene Punkten, wou de Konsumenten hir Rechter weider gestäerkt ginn. Dat ass also och gutt fir Lëtzebuerg.

Zweetens ass et esou, datt mer méi eng no Concertatioun kréien op europäeschem Niveau, och iwwer e gemeinsame Verbund vun den europäesche Régulateuren, mä mir kréie kee bürokratescht Organ. Dat war wichteg fir Lëtzebuerg, datt mer net géifen eng zolidd bürokratesch Couche dropleeën, mä datt mer eng liicht Struktur kréichen.

Deen drëtten a leschte Punkt ass wahrscheinlech - net nëmme wahrscheinlech, mä mat ganz grousser Sécherheet - dee wichtegste fir Lëtzebuerg: Iwwert de Wee vun deem neie Paquet Télécoms konnt séchergestallt ginn, datt d'Frequenzen net vereuropeaniséiert ginn. D'Frequenze bleiwen also eng national Kompetenz. Mir behalen also am Beräich vun de Frequenzen dee Spillraum, deen et eis erlaabt huet an deene leschte Jorzéngten, Politik ze maachen am Mediëberäich, am Télécomsberäich. D'SES konnte mer opbauen, well mer dee Gestaltungsspillraum haten. Mir hunn eis ëmmer dergéint gewiert, datt mer dee Gestaltungsspillraum géife verléieren.

Ech ka soen haut: Mission accomplie. Mir behalen dee Gestaltungsspillraum am Beräich vun de Frequenzen, an zesumme mat Luxconnect an deenen aneren Initiativen erlaabt dat eis, och an deenen nächste Jore Lëtzebuerg nach als Mediëstanduert, als Télécomsstanduert ze positionéieren.

Här President, ech mengen, déi Noriicht war et derwäert, datt ech se hei der Chamber direkt haut iwwerbruecht hunn.

Ech mengen, datt ech laang net méi doru gegleeft hunn, well ech hunn ëmmer mech virsiichteg ausgedréckt a gesot: Mir gesinn d'Zillinn, mä ech sinn net sécher, ob mer se iwwerschreiden. Haut hu mer se iwwerschratt. Et ass nach déi eng oder aner Formalitéit ze klären. Dat si kleng Formalitéiten, well ech net wëll dem Parlament do virgräifen, mä dee Vote an der Plénière wäert awer e positive Vote sinn. Nom Trilogaccord - Présidence, Kommissioun a Parlament - steet deem Paquet Télécoms näischt méi am Wee, sou datt do och en décke Brocken aus dem Wee geschafft ginn ass an engem Lëtzebuerger an an engem europäesche Sënn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5996 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Nee-Stëmm, ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5996 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert den Accès vun der Police an der IGP zu perséinlechen Donnéeën. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Roth.

3. 5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5986 regelt den Zougang vun de Justizautoritéiten, der Police an der Polizeiinspektioun zu verschiddenen Datebanken, déi vun aneren öffentleche Verwaltungen an Établissements publics gefouert ginn.

Dëse Gesetzesprojet mag vu senger Matière hier an engem éischten Uschäin vun enger méi technescher Natur sinn. Deem ass awer net esou. Am Contraire. Et geet ëm eise Rechtsstat an dobäi méi genee ëm den delikaten Équiliber tëschent enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung engersäits an dem Schutz vun de Grondfräiheeten, de Grondrechter an am Speziellen der Privatsphär vum Bierger op där anerer Säit.

Dass d'Sich no deem richtegen Équiliber do net einfach ass, gëtt doduerch verdäitlecht, dass déi Debatt, déi mer haut féieren, an der Substanz scho viru ronn zéng Méint, den 9. Juli 2008, an dësem Haus stattfonnt huet. Am Kloertext betrëfft de Gesetzesprojet vun haut eng Rei Nobesserungen zu dem Gesetz vum 22. Juli 2008, dat zënterhier den Zougang vun de Justiz- a Polizeiautoritéiten zu verschiddenen Datebanke regelt.

Här President, d'Kriminalitéit hëlt ëmmer nei Formen un, heiheem an am Ausland. Si ass grenziwwerschreidend. Fir eng effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit, an dat am allgemengen Interessi vun der Sécherheet vum Bierger, brauche Justiz a Polizei ugepasste Moyenen.

Zu de Mëttele vun enger effikasser Verbriechensbekämpfung zielt och en Zougang zu den néidegen Informatiounsquellen. Dësen Zougang zur Informatioun ass am Prinzip legitiméiert, wann e fir d'Verbriechensbekämpfung noutwendeg ass. Hie muss a sengem Ausmooss do ophalen, wou de Schutz vun der Privatsphär Virrang huet.

D'Madame Flesch hat bei der Debatt zum Gesetz vum Juli 2008, wat mir haut nobesseren, ganz trëfteg dem Statsminister seng Ried zur Lag vun der Natioun aus dem Joer 2007 zitéiert, dee sot: „Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab."

Här President, d'Nobesserunge vun dem Gesetz vun 2008 hu sech als néideg erwisen. D'Gesetz vum Juli 2008 gouf deemools eestëmmeg vun der Chamber gestëmmt. Et huet ouni Zweifel de Mérite, dass et ee legale Kader gesat huet, fir den Zougang vu Justiz a Polizei op d'Datebanken ze regelen. Déi ganz Schwieregkeet besteet an dësem Domän doran, an engem generelle Gesetzestext e gesellschaftspoliteschen Équiliber tëschent Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun der Privatsphär ze garantéieren, deen awer och an der Praxis déi ganz Bandbreet vu Fäll, déi sech op dësem Gebitt kënne stellen, ëmfaasst.

Et huet sech grad an der Praxis erwisen, dass d'Gesetz vum Juli 2008 nëmme mat onverhältnismëissegem Opwand u perséinellen, finanziellen an technesche Méttelen ëmgesat ka ginn. D'Ëmännerungen, déi de Gesetzesprojet 5986 virgesäit, stellen d'Zil vun dem Gesetz vun 2008 net a Fro. D'Mëttele fir eng effikass Kriminalitéitsbekämpfung géifen der Praxis méi ugepasst. De Schutz vun de Grondfräiheeten an de Grondrechter vun dem Eenzelne soll dobäi awer geséchert bleiwen.

Konkret gi folgend Ëmännerunge virgeholl:

De Moment huet um Niveau vun de Justizautoritéite just de Procureur d'État eleng Zougang zu Datebanken, déi vun anere staatleche Verwaltungen an Établissements publics gefouert ginn. Am Speziellen handelt et sech, wéi am Gesetz ageschriwwen, hei ëm: den allgemenge Persouneregister; d'Fichiere vun den Affiliatioune bei der Sécurité sociale, dat heescht bei wiem den Assuré schafft - d'Donnéeën, déi d'Gesondheet betreffen, sinn express ausgeschloss -; d'Fichiere vun den Asylbewerber, den Auslänner an deene Leit, déi e Visa ufroen; d'Fichiere vun den Handelsermächtegungen; deene vun de Führerschäiner grad wéi de Register vun den Autosplacken; d'Fichiere vun der TVA an de Wafferegister.

Den Ëmkrees vun de Persounen, déi Zougang zu dësen Datebanken hunn, gëtt elo erweidert. Nieft dem Procureur d'État soll elo och de Procureur général Zougang zu dëse Fichiere kréien. De Procureur général ass zoustänneg ënner anerem fir de Strofvollzuch. Dee brauch dofir ënner anerem Informatiounen iwwert déi aktuell Adress vun de betraffene Leit.

Och d'Membere vun dem Parquet, also d'Substituten, kréien elo Zougang zu deene Fichieren. Si brauchen dat, fir d'Geriichtsvirluedung ze preparéieren, besonnesch fir déi richteg Adress vun der Persoun ze fannen, déi viru Geriicht sollt zitéiert ginn.

Schliesslech kréie verschidde Leit vun dem Geriichtspersonal Zougang zu de Fichieren. Et si si, déi an der Praxis mat deenen administrativen Aarbechte betraut sinn. Fir den Zougang zu den Datebanken ze kréien, musse si dofir awer nominativ vum Procureur général respektiv dem Procureur d'État ermächtegt ginn.

Keen Zougang kritt d'Geriichtspersonal zu de Fichiere vun den TVA-Immatrikulatiounen.

Här President, deen an der Öffentlechkeet sécherlech meescht diskutéierte Punkt am Virfeld vun dësem Gesetzesprojet ass dee vun dem Zougang vun de Polizeiautoritéiten zu den Datebanke gewiescht. Den aktuellen Text aus dem Juli 2008 gesäit e limitéierten Zougang eleng fir d'Officiers de police judiciaire vir. Dës Restriktioun huet awer an der Praxis zu ville Schwieregkeete gefouert. D'Police war staark behënnert, fir hiren Aufgaben effikass kënnen nozegoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Am September 2008, also beim Akraaftriede vun dem aktuelle Gesetz, sinn d'Consultatioune vun de Fichieren ëm 37% erofgaangen. Eng Rei vu Recherchë konnten net méi gemaach ginn. D'Polizeiaarbecht huet dorënner gelidden. Déi sougenannten Agents de police judiciaire - an der Ofkierzung APJ - hunn op Basis vun der aktueller Gesetzgebung nämlech keen Zougang zu den Datebanke gehat. An der Regel sinn et awer si, déi d'administrativ Aarbechten an d'Iwwerpréiwung fir d'Officiers de police judiciaire maachen.

D'Officiers de police judiciaire sollen hirersäits am Interessi vun der allgemenger Sécherheet hir Aarbecht op dem Terrain kënne maachen. D'Bezeechnung „Officier de police judiciaire" oder OPJ ass net gläichzesetze mat de Leit aus der Offizéieschcarrière vun der Police.

Op ronn 1.500 Polizeibeamte ginn et de Moment ronn 580 Agents de police judiciaire. Déi 500 nei Polizeibeamten, déi an den nächste Jore wäerten agestallt ginn, sinn am Ufank vun hirer Carrière Agents de police judiciaire. D'Differenz vun engem OPJ an engem APJ ass duerfir net eng vu Studien, der Formatioun oder anere Fäegkeeten. Si läit intern an der Police an engem Passageexamen, deen no sechs Joer Déngschtzäit gemaach gëtt an eng Formatioun ofschléisst, déi op d'Missioune vun engem Officier de police judiciaire virbereet.

Am Interessi vun enger méi effizienter Verbriechensbekämpfung sollen duerfir d'Agents de police judiciaire elo och Zougang zu den Datebanke kréien. Well d'Kriminalitéitsbekämpfung an deene leschte Joren ëmmer nei Formen ugeholl huet, ass eng ganz Rei vun Zivilpersonal bei der Polizei beschäftegt, wéi Ekonomisten, Ingenieuren, Informatiker an anerer méi. Dës Leit kënnen an Zukunft och Accès zu den eenzelnen Datebanke kréien. Si mussen awer dozou namentlech vun dem Minister, dee fir d'Polizei zoustänneg ass, autoriséiert ginn.

Schliesslech kréie mat dem Gesetzesprojet och de Generalinspekter vun der Police, d'Membere vun dem Cadre supérieur, d'Polizeiinspekteren an d'Zivilpersonal aus der iweschter Verwaltungscarrière vun der Polizeiinspektioun Zougang zu den Datebanken.

Här President, de Persounekrees vun der Justiz a Polizei zu den eenzelnen Datebanke gëtt erweidert. D'Mindesthéchstmooss vun op d'mannst zwee Joer Prisong, mat där en Tatbestand muss beluecht sinn, fir eng Consultatioun kënnen ze maachen, gëtt ofgeschaaft. An der Praxis ass doduerch bis elo den Zougréff op d'Datebanke staark ageschränkt.

Mat Ausnahm vun enger Fahrerflucht war eng effikass Poursuite bei bal allen anere Verkéiersdelikten net méiglech. Datselwecht zielt bei Kläppereien, enger Bedrohung géint Privatbesëtz, verschidde Forme vun Hehlerei, engem Abandon de famille an enger ganzer Rei vun aneren Infractiounen.

Ee praktescht Beispill ass dat vun engem Brigang, deen op enger Tankstell de Bensin net bezilt, a wou de Pompist d'Autosnummer notéiert. Eng Consultatioun vun dem Fichier vun den Autosplacken ass mat dem aktuelle Gesetz vun 2008 de Moment weder duerch d'Police nach duerch de Parquet méiglech, well op der Grivèlerie d'essence - esou heescht dës Infractioun - eng maximal Prisongsstrof vu manner wéi zwee Joer steet. Fir d'Consultatioun vun dem Autosfichier kënnen ze maachen, hätt da missen extra den Untersuchungsriichter gefrot ginn.

D'Aschränkung fir den Zougang vun den Dateien duerch déi aktuell Mindesthéchststrof vun zwee Joer behënnert och déi international Justiz- a Polizeizesummenaarbecht. Op Basis vun dem sougenannte Prümer Vertrag, deen no der Eifelstad benannt ass, ass eng grenziwwerschreidend automatesch Consultatioun vun den Autosnummeren erlaabt.

Auslännesch Policen hunn esou a verschiddene Fäll eng Asiicht op de Fichiere vun de Lëtzebuerger Autosplacken, während an deemselwechte Fall dat fir Lëtzebuerger Polizisten net méiglech ass. Gradesou cocasse ass, dass eis Polizisten Asiicht op auslännesch Fichieren hunn, wou se op Basis vun dem aktuelle Gesetz an deeneselwechte Fäll Lëtzebuerger Placken net dierfte kucken. Fir enger auslännescher Demande op Rechtshëllef kënnen nozekommen, missten dann déi néideg Démarchë gemaach ginn, fir dass de Fichier op Basis vun engem Mandat vun dem Untersuchungsriichter zougänglech wier.

Här President, am Interessi vun enger praxisorientéierter Verbriechensbekämpfung gëtt, wéi virdru beschriwwen, de Persounekrees vun de Justizautoritéiten an der Polizei, déi Zougréff op d'Datebanken hunn, vergréissert. D'Mindesthéchststrof fir déi Tatbestänn, wou d'Fichiere kënne gekuckt ginn, fält ewech. De Schutz vun der Privatsphär vun dem Bierger bleift awer garantéiert.

De Gesetzesprojet ënnerwerft dofir den Zougang op d'Datebanke verschiddene Konditiounen:

1., d'Consultatioun vun enger Datebank duerch eng Persoun, déi dozou ermächtegt ass, kann nëmme geschéien, wann dës hir perséinlech Identitéitsnummer ugëtt;

2., deen informatesche System vun der Datebank muss garantéieren, dass während enger Period vun dräi Joer nogekuckt ka ginn, wie wéini wéi eng Date gekuckt huet an zu wellechem Zweck;

3., d'Daten, déi gekuckt ginn, mussen en direkte Bezuch mat dem Tatbestand hunn, fir deen d'Consultatioun gemaach gouf, a

4., et däerfen am Sënn vun der Verhältnismëissegkeet nëmmen déi Donnéeë gekuckt ginn, déi absolut noutwendeg sinn.

Privat Consultatiounen däerf et keng ginn. Den Zougréff op Donnéeën aus private Grënn ass opgrond vun dem Dateschutzgesetz mat enger Prisongsstrof vu fënnef Joer beluecht.

De Gesetzesprojet ännert um Niveau vun dem prakteschen Zougréff op Datebanken dat bestehend Gesetz aus dem Joer 2008 deemno op zwou Plazen ëm.

Bis elo huet deejéinegen, deen eng Datebank consultéiert huet, misse seng perséinlech Identitéitsnummer uginn, grad wéi d'Nummer vun dem Dossier. An hei dréckt de Schong an der Praxis. Bei Geriichtsprozedure gëtt et wuel kee Problem, fir eng Nummer vun dem Dossier unzeginn, well déi Dossiersnummer effektiv besteet. Dëst ass awer net de Fall all Kéiers dann, wann et drëm geet, ee rengen Tatbestand festzestellen, zum Beispill eng Autosnummer nozesichen, wann ee falsch geparkt huet.

Hei gëtt dat bestehend Gesetz ëmgeännert, andeems deejéinegen, deen eng Datebank kuckt, nach ëmmer seng Identifikatiounsnummer muss uginn, awer net méi d'Nummer vun dem Dossier. Fir dem Dateschutz awer gerecht ze ginn - an dat ass nei -, muss den Datesystem während dräi Joer stockéieren, wie wat fir eng Donnéeë gekuckt huet, fir dass d'Ursaach, also d'Motiv vun der Consultatioun kann nopréifbar bleiwen. De Kontrollmechanismus geschitt also net méi virun der Consultatioun, mä duerno a ka während dräi Joer novollzu ginn.

De Gesetzesprojet gesäit an deemselwechte Sënn ausdrécklech vir, dass déi national Dateschutzkommissioun den Zougang vun der Police zu den Datebanke kontrolléiert. Si muss heiriwwer all Joers e spezielle Bericht un den zoustännege Minister maachen, deen dann eng Kopie och un d'Chamber weiderleet.

Här President, de Statsrot huet a sengem Avis déi praktesch Noutwendegkeet vun enger Upassung vun dem Gesetz vum 22. Juli 2008 novollzunn. Hien hätt kee Problem mat der Erweiderung vun dem Persounekrees, deen Zougang op d'Datebanke kritt. De Statsrot huet an deem Kontext awer d'Noutwendegkeet a Fro gestallt, fir verschiddene Leit vum Zivilpersonal vun der Police an der Inspection générale de la Police dësen Accès ze ginn.

Mat dem Ewechfale vun der Mindesthéchststrof vun zwee Joer vun den Tatbestänn, fir déi d'Datebanke kënne consultéiert ginn, hätt de Statsrot och kee Problem, well an der Contrepartie de Schutz vun der Privatsphär duerch e strikte Kontrollmechanismus vun dem Datenzougang garantéiert wier.

Här President, déi lëtzebuergesch Mënscherechtskommissioun grad wéi déi national Dateschutzkommissioun hunn och en Avis zu dësem Gesetzesprojet gemaach. Dësen Avis ass méi oder manner kritesch ausgefall. Béid Avisë begréissen, dass dës delikat Matière duerch e Gesetz geregelt gëtt. Béid Avisen hu sech mat der Fro vun engem effikasse Contrôle vun de Consultatiounen auserneegesat. Si hunn drop insistéiert, dass am Aklang mam Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun d'Date gekuckt kënne ginn, wann dat opgrond vun der Verbriechensbekämpfung strikt noutwendeg ass.

Fir dem Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet an dësem Domän nozekommen, plädéiert souwuel d'Mënscherechtskommissioun wéi d'Dateschutzkommissioun fir eng regelrecht Kultur vun dem Respekt vun der Privatsphär an dem Dateschutz. Dës Recommandatioun gouf och vun de Membere vun der Commission juridique gedeelt.

Dëst soll am Konkreten iwwer eng Schulung an eng permanent Weiderbildung an der Polizei geschéien. Och misst op dem operativen Niveau vun der Hierarchie aus gepréift ginn, dass déi gesetzlech Bestëmmungen, déi den Zougang zu den Datebanke regelen, strikt agehale ginn.

D'Mënscherechtskommissioun recommandéiert an deem Sënn, dass déi gängeg Praxis wéi d'Féiere vun engem sougenannte Journal des incidents, wou bei der Police all Consultatioun muss ageschriwwe ginn, an dem Gesetz opgefouert gëtt.

Béid Kommissiounen hätte kee Problem domat, dass de Kritär vun der Mindesthéchststrof, fir Donnéeën ze kucken, fale gelooss ginn ass. Déi zwou Kommissiounen hu sech awer dergéint ausgesprach, dass d'Zivilpersonal vun der Police en Zougang zu den Datebanken hätt.

Här President, ee leschte Punkt am Gesetzesprojet ass deen, dass eng legal Basis geschaf gëtt, fir Fangerofdréck a Fotoen am Kader vun enger sougenannter Enquête préliminaire oder der Instruction préparatoire unzeuerdnen, an dass dës och spéider kënne vun der Police fir d'Preventioun, d'Recherche an d'Feststelle vu Strofdote genotzt ginn. Fangerofdréck a Fotoe kënnen dobäi ni ënner Zwang geholl ginn. Fangerofdréck a Fotoe kënnen nëmmen op Unuerdnung vun dem Procureur oder engem Untersuchungsriichter gemaach ginn. Dat zielt och bei engem „flagrant délit".

Här President, et ass also elo den zweeten Ulaf, fir an engem ganz sensibelen Domän vum Schutz vun der Privatsphär dee richtegen Équiliber ze fannen tëschent engersäits engem begrenzt néidegen Zougrëff vu Police- a Justizautoritéiten op d'Datebanken am Sënn vun enger effikasser Verbriechensbekämpfung, an anerersäits dem Schutz vun de Grondfräiheeten an de Grondrechter vun dem Bierger.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen an der Commission juridique eestëmmeg ugeholl gouf an dee recommandéiert dëse Projet ze stëmmen. Ech wëll ofschléissend de Membere vun der Commission juridique, de Vertrieder vun dem Justizministère, de Magistraten an de Vertrieder vun der Police Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht bei der Ausaarbechtung vun dësem definitive Gesetzesprojet.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung zu dësem net ganz einfache Gesetzesprojet vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndleche Rapport. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem Gilles Roth, villmools Merci soen an him félicitéiere fir säin exzellente Rapport, desto méi, dass hien hei am Fong en Zuch huet missen huelen, dee schonn a Bewegung wor. Wéi hien et selwer gesot huet, ass dëse Projet d'Suite vun engem éischte Projet, dee mer am Juli 2008 gestëmmt haten a bei deem de Patrick Santer Rapporteur wor.

Selbstverständlech woren déi zwou Saache ganz enk matenee verbonnen. Hien huet et fäerdeg bruecht, an enger ganz komplizéierter Matière en detailléierten, fouilléierte Rapport ze maachen, deen deem Rechnung dréit, wat an der juristescher Kommissioun diskutéiert ginn ass, deen och deem Rechnung dréit, wat an den Avisë vum Conseil d'État a vun anere consultéierte Gremië festgehale ginn ass. Et ass en exzellente Rapport, an ech soen him villmools Merci derfir.

Här President, ech ka leider dem Justizminister net déiselwecht Komplimenter maachen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech kennen de Justizminister. Normalerweis ass et e responsabelen a ganz korrekte Politiker, mä e schéngt mer bei dëser Affär d'Nerve verluer ze hunn.

(Interruption)

Woufir soen ech dat?

Ech ginn zréck op den Originalprojet 5563, deen zum Gesetz vum 22. Juli 2008 goung. Den Original, deen éischte Worf vun deem Projet, dee mer kruten, wor, wéi oft bei de Projeten, déi aus dem Ministère de la Justice kommen, e bësse - fir net ze soen, e bësse vill - liberticide.

Dat ass en Avis, dee mer an der Commission juridique alleguerte gedeelt hunn. A mir hunn an der Commission juridique versicht, e besseren Équiliber erauszeschielen tëschent Kampf géint d'Kriminalitéit engersäits a Respekt vun de Mënscherechter anerersäits. Deen Exercice an der Commission juridique huet net stattfonnt am loftleere Raum, mä en présence ëmmer vu Vertrieder vun dem Ministère de la Justice. E Vertrieder, deen - wat ech ganz sécher weess - sengem Minister Rapport gemaach huet iwwert d'Aarbechten, déi do gelaf sinn.

En passant wéilt ech drun erënneren, dass déi gréng Fraktioun a mir vun Ufank un an deenen Diskussiounen dovir gewarnt hunn, eng Solutioun unzehuelen, déi e Seuil de peine géif virgesinn, well mer virausgesinn hunn, dass dat géif zu Schwieregkeete féieren. Mä dat sollt ower net sinn. De Seuil de peine ass an dat Gesetz vum Juli 2008 agesat ginn a wor dann dunn och Ursaach vu gewëssenen Difficultéiten.

Den Text, dee gestëmmt ginn ass an deen zum Gesetz vum 22. Juli gouf, ass hei an der Chamber den 9. Juli gestëmmt ginn. An et ass vläicht derwäert ze kucken, wat de Minister deemools zu deem Text gesot huet. Ech zitéieren:

„Fir d'éischt selbstverständlech e grousse Merci un de President vun der Commission juridique, de Patrick Santer, zu dësem Projet (…), deen déi Zilsetzung, déi d'Regierung an dësem Projet hat, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt huet an déi hien och an d'Aarbecht vun der Commission juridique abruecht huet, wat eng wesentlech Hëllef war, fir datt déi Regierungstexter och géifen zum Vote hei kommen.

Dat Zweet,…" - et ass nach ëmmer de Minister, dee schwätzt - „…dat ass, datt fir mech ëmmer Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat zesumme ginn. (…)

Wann den Text fundamental geännert hätt, dann hätt d'Regierung gesot: Mir wëllen deen Text do net, mir zéien en zréck, stëmmt en net. Ech fannen, deen Text hei dréit der Finalitéit Rechnung, déi d'Regierung hat. (…)

(…) dësen Text iwwert den Accès vun den Officiers de police judiciaire a vun de Riichteren zu verschiddenen Datebanke geet mat enger ganz breeder Zoustëmmung duerch dëst Parlament.

Dat ass eng grouss Satisfaktioun fir mech (…)." Enn vum Zitat.

Här President, kuerz duerno huet et sech ower erwisen, dass deen Text vum 22. Juli 2008 zu Uwendungsschwieregkeete gefouert huet; de Rapporteur ass drop agaangen. D'Poliziste woren an hire Possibilités d'intervention esou limitéiert, dass se net konnten hir Aarbecht esou maachen, wéi et huet misse sinn. Ech mengen, dat huet jiddwereen erkannt.

Mä wann dann am September beim Patronatsfest vun der Polizei de Justizminister gemengt huet missen ze soen, déi Schwieregkeete kéime wéinst deenen Ännerungen, déi d'Chamber ageféiert hat, dann ass dat, erlaabt mer d'Wuert, derniewent. Dann ass dat schlechte Stil.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech wëll an deem Zesummenhang och un d'Question parlementaire N°2866 vu mengem Kolleeg Xavier Bettel erënneren, dee prezis déi Problematik ugesprach huet, an déi gestallt ginn ass de 24. September 2008. Déi Fro ass nach ëmmer net beäntwert, obschonn d'Délaie wäit, wäit iwwerschratt sinn, an obschonn de Greffe mer gesot huet, et wier verschiddentlech bei der Regierung intervenéiert ginn, fir dass eng Äntwert soll op déi Fro bruecht ginn.

Ech gesi vläicht doranner en Zeeche vun dem schlechte Gewësse vum Minister am Zesummenhang mat deenen Evenementer. Ech wëll awer dem Minister soen, dass mäi Kolleeg Xavier Bettel drop insistéiert, dass en eng Äntwert kritt op déi schréftlech Fro, déi en de 24. September 2008 gestallt huet. Et ass spéit, mä et ass vläicht nach net ze spéit.

Här President, vu d'Schwieregkeete bei der Uwendung vum Gesetz vum Juli 2008 ware Chamber a Regierung sech eens, dass et misst schnell zu enger Nobesserung kommen. Déi diskutéiere mer haut. Wéi de Conseil d'État, wéi d'Commission consultative des droits de l'Homme, wéi d'Commission nationale de protection des données, si mir als DP besuergt gewiescht iwwert d'Extensioun vum Perimeter vun de Leit, déi Accès kréien un d'Datebanke mat perséinlechen Donnéeën, a besonnesch iwwert d'Extensioun, déi iwwert d'Magistraten, d'OPJen an d'APJen erausgeet un administratiivt Personal vun der Justice an Zivilpersonal vun der Polizei.

Mir si besuergt, net well mer deene Leit net trauen, mä mir si besuergt doriwwer, well onst Gesetz iwwert den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeën net méi zäitgemëiss ass. Dat huet de Kommunikatiounsminister an Äntwerten op parlamentaresch Froen, déi ech him gestallt hunn, perséinlech unerkannt a gesot, et géif dru geschafft ginn, fir dat Gesetz op méi e moderne Stand ze bréngen. Mä mir sinn och besuergt, well d'administrativ Praxis iwwert de Respekt vu perséinlechen Donnéeën an onsem Lëtzebuerger Land an deem Beräich ons net rigouréis genuch erschéngt.

An ech ginn Iech e Beispill, Här President: Bei engem Appel de cotisation vun engem Sportclub, deen ech viru kuerzem kritt hunn, krut ech eng Memberskaart matgeliwwert, an op där Memberskaart stoung mäi Matricule vun der Sécurité sociale a mäi Matricule fiscal, dee jo deeselwechten ass. Dat war bestëmmt net schlecht gemengt, mä et ass awer Besuergnis erregend, dass esou Saache kënnen hei geschéien, a weist drop hin, dass eng laxistesch Praxis besteet an der Utilisatioun vun de perséinlechen Donnéeën.

An, wéi gesot, de Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet dat selwer unerkannt an huet gesot, et géif en Aarbechtsgrupp un enger Reform vun deem Gesetz schaffen. De Justizminister ka mer net soen, wou mer do dru sinn, mä ech géif awer de Wonsch äusseren, dass mer do kënne virumaachen an dass mer, souwuel um legislative Plang wéi och um technologesche Plang, déi Fortschrëtter maachen, déi an anere Länner scho geschitt sinn an déi et erlaben, e méi seriöe Respekt virun de perséinlechen Donnéeë vun de Bierger ze assuréieren.

Här President, trotz där Suerg wäerte mir als DP-Fraktioun deen Text stëmmen, well mer der Meenung sinn, dass d'Police muss kënnen hir Aarbecht verriichten, a well de Vertrieder vum Ministère ons an der Kommissioun gesot huet, mir kéimen am Fong op de Statu quo ante zréck vu virum 22. Juli 2008. Mir géifen also net iwwert den Accès u Fichieren erausgoen, deen d'Police ënnert deene viregte legale Bestëmmungen hat.

Mir sinn awer der Meenung, Här President, dass d'Regierung muss derfir suergen, dass deen néidegen Équiliber tëschent öffentlecher Sécherheet engersäits an individuelle Fräiheeten anerersäits respektéiert gëtt, dass eng effikass Kontroll vun der Consultatioun vun de perséinleche Fichiere muss séchergestallt ginn, dass innovativ technologesch Solutioune mussen ageféiert ginn, fir eng juristesch einwandfrei Gestioun vun de Consultatiounsméiglechkeeten ze garantéieren, an och dass e Code de bonne pratique an der Polizei duerchzeféieren ass, a selbstverständlech dass, wa sollen Abusë festgestallt ginn, déi dann effektiv sanktionéiert ginn.

Dofir, Här President, bréngen ech eng Motioun an, déi ënnerschriwwen ass vun alle Fraktiounen, déi an dësem Parlament vertruede sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales et portant modification du Code d'instruction criminelle, de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire;

- considérant les difficultés d'application apparues, notamment dans le contexte des infractions à la législation relative à la circulation routière;

- constatant que ces difficultés résultent en particulier de la fixation d'un seuil de gravité correspondant à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement;

- considérant qu'il s'avère difficile de conférer une qualification précise à des faits au stade précoce d'une enquête et approuvant par conséquent que la référence à un seuil de peine soit abandonnée;

- constatant que le projet de loi sous rubrique prévoit l'extension de l'accès informatique direct aux fichiers de données à caractère personnel au personnel de l'administration judiciaire et au personnel administratif de la police;

- soucieuse de voir la confidentialité de ces informations garantie et d'éviter des abus;

- insistant sur le fait qu'un contrôle efficace de ces consultations doit être assuré, notamment au niveau du motif, de la traçabilité et de l'identification des personnes ayant procédé à la consultation;

- se félicitant que la durée de conservation des données de retraçage soit désormais limitée à trois ans;

- regrettant qu'actuellement les programmes informatiques des fichiers concernés ne permettent pas la saisie de l'identifiant numérique des faits, ni du motif de la consultation;

- rappelant la nécessité de trouver un juste équilibre entre la lutte contre la criminalité et le respect des droits de l'Homme;

- se référant à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales,

invite le Gouvernement à

- veiller au maintien du juste équilibre entre sécurité et respect des libertés individuelles;

- instituer un contrôle efficace des consultations des fichiers à caractère personnel au niveau opérationnel et une formation du personnel de la police fondée sur la culture du respect des droits fondamentaux;

- mettre en place, dans un délai approprié, des solutions technologiques modernes destinées à éviter les risques d'abus et notamment un système informatique permettant de retracer le respect des conditions légales, c'est-à-dire du principe de proportionnalité et du lien direct des données consultées avec les faits ayant motivé la consultation;

- encourager le respect des bonnes pratiques au sein de la Police et sanctionner les abus éventuels.

(s.) Colette Flesch, Alex Bodry, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Paul-Henri Meyers.

Ënnert deene Virzeechen, Här President, bréngen ech den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech hoffen, dass déi Motioun, déi jo vun alle Fraktiounen a vun der Sensibilité ADR gedroen ass, deen néidegen Appui och an dëser Chamber fënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dem ausféierleche Rapport vum Här Roth, souwuel schréftlech wéi och mëndlech, an no den Ausféierunge vun der Madame Flesch, mengen ech, kann ee sech a muss ee sech als drëtte Riedner hei kuerz halen, wat deen heite Projet ugeet.

E Projet allerdéngs, wollt ech soen, vun enger gewësser Importenz, well en eng wichteg a kriddelech Fro gläichzäiteg probéiert op eng nei Manéier ze traitéieren, an zwar den Zougang vun eenzelne Membere vu Polizei- oder Justizverwaltungen zu den öffentlechen Datebanken. Et handelt sech eigentlech ëm eng Aschränkung vum Prinzip vum Schutz vun der Privatsphär a vum Schutz vu private perséinlechen Donnéeën.

Dat ass nach wie vor de Prinzip. Ech mengen, et ass wichteg, dat hei an Erënnerung ze ruffen. Mir sinn also hei an engem Domän, wou de Gesetzgeber Ausnahmen zouléisst a wou de Gesetzgeber dann och muss de richtege legalen a prozedurale Kader setzen, ënnert deenen eng Ausnahmebestëmmung zu deem allgemenge Schutzprinzip ka fonctionnéieren.

Déi éischte Kéier ass eis dat nëmme bedéngt gelongen. Et war net de grousse Worf, well eng Rei vu praktesche Schwieregkeete bei der Ëmsetzung net beduecht

gi waren an eisen Aarbechten. Duerfir hoffen ech, dass dat Spréchwuert „Jamais deux sans trois“ hei net wäert spillen, an dass deen zweete Versuch, dee mer hei maachen, dann och dee richtegen ass.

An dësem Fall hu sech jo och all interesséiert Parteien zu Wuert gemellt, ob dat d'Polizeigewerkschaft ass, déi mer och bei eis an der Kommissioun empfaangen hunn, mat ganz nëtzleche Renseignementer, déi se eis konnte ginn, vun der Praxis aus gekuckt, ob dat d'Direktioun vun der Police ass, ob dat de Parquet war, ob dat och de Conseil d'État ass, dee sech nach eng Kéier och intensiv mat där heiter Fro beschäftegt huet - wéi och beim éischte Projet schonn e ganz fouilléierten Avis vum Statsrot do war -, an et ass eigentlech dee Wee, deen de Statsrot gezeechent hat a sengem Avis, deen d'Kommissioun zu engem groussen Deel matgaangen ass an deen elo zu praktesche Schwieregkeete gefouert huet, wat den noutwendegen Zougréff vun eenzelnen Donnéeën ob Datebanken ugeet.

Hei gëtt also definitiv geregelt, wien Zougang huet zu deenen öffentlechen Datebanken, zu wat fir engen Datebanken dat de Fall ass, ënner wat fir engen Hypotheesen deen Zougang do méiglech ass an och ënner wat fir enge prozedurale Konditiounen dat Ganzt kann oflafen.

Wéi schonn d'Virriedner drop higewisen hunn, ass dat Ganzt hei eng Fro vun Ofweien, vu Gewiichte vun, an eisen Aen, gläichwäertege Prinzipien, gläichwäertege Rechter a Fräiheeten. Op där enger Säit d'Recht op Sécherheet, wat fir eis e primordiaalt Mënscherecht ass, an op där anerer Säit d'Recht op de Schutz vu sengem Privatliewen, d'Recht op de Schutz och vu senge perséinlechen Donnéeën.

Et ass evident, dass d'Polizei, d'Justiz, och eenzel Verwaltungsdeeler mussen, fir hir Aarbecht kënnen uerdentlech duerchzeféieren, kënnen ënner gewësse Bedéngungen en Zougréff op öffentlech Datebanken hunn. Et muss gewährleescht ginn, dass se zumindest mat gläiche Waffe kënne par rapport zu de Kriminelle virgoen. Et kann net esou sinn, dass fir déi Kriminell näischt gëllt, alles méiglech ass, op där anerer Säit awer d'Polizei an d'Justiz iwwer laang Prozeduren eigentlech net schnell genuch kënne reagéieren.

Mir mussen also do erëm déi zwou Saachen zesummeféieren a garantéieren, dass u sech d'öffentlech Muecht zumindest iwwert déiselwecht - et wier jo besser, wa se nach méi Moyenen hätt - Mëttele verfügt wéi anerersäits déi Leit, déi dat zur Verfügung hunn, déi géint eis Strofgesetzer verstoussen.

E Problem, dee sech ëmmer stellt, sech gestallt huet a wahrscheinlech och mat deem neien Text sech wäert stellen, ass dee vu méigleche Mëssbräich. Dat ass ni zu 100% auszeschléissen. Awer och de Problem vun enger gewësser Disproportionalitéit, déi bestoe kann tëschent dem Moyen, dee mer hei asetzen, dat heescht den Zougréff op perséinlech Daten, an dem Zil, wat eigentlech verfollegt gëtt mat deem Instrument. Et muss also gekuckt ginn, dass dat a geuerdnete Bunne leeft, dass de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet respektéiert gëtt.

Mir sinn der Meenung, dass, wann een deen Text do kuckt, dat grosso modo gelongen ass, an dass mer mat deem heiten Text eigentlech eng akzeptabel Gewiichtung maache vun deenen zwee Grondprinzipien, déi ech virdrun opgezielt hunn: d'Recht op d'Sécherheet an d'Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën.

Et ass kloer, dass heimadder d'Polizeiorganer, d'Justizorganer kee Blankoscheck ausgestallt kréien, kee Fräifahrtschäin ausgestallt kréien, fir egal wat ze maachen, mä et muss ëmmer en direkte Lien bestoen tëschent hirer polizeilecher Aarbecht an dem Zougréff op déi Datebank. Et kann net esou sinn, och wann dat emol heiansdo virkënnt - mä dat kënnt och an aner Statsverwaltunge vir -, et muss verhënnert ginn, dass et zu esou Situatioune kënnt, dass emol a privaten Ugeleeënheeten esou ee Réckgréff op esou Datebanke gemaach gëtt.

Ech kann aus menger elo scho méi aler Erfahrung als fréiere Minister vun der Force publique berichten, dass esou Fäll effektiv virkomm sinn, a wa se Kenntnis dovun haten, da sinn natierlech och intern am Corps déi néideg disziplinaresch Moossname geholl ginn, fir esou e Feelverhalen ze strofen an domadder och derfir ze suergen, dass an Zukunft esou Feeltrëtter net méi virkommen.

Wat wichteg ass, an do ginn ech der Madame Flesch vollkomme Recht, dat ass, dass mer iwwert deen heiten Domän vun der Polizei a vun de Justizorganer eraus - well et si ganz vill Deeler vun der Verwaltung, och vun der dezentraler Verwaltung, déi en Accès op eenzel Datebanken hunn, dee vill manner strikt reglementaresch agëenkt ass wéi dat hei de Fall ass - hei zu Lëtzebuerg lues a lues an eng Kultur vum Dateschutz erakomme mussen.

Dat ass leider op grousse Strecken hei am Land net de Fall. Mir hunn net déi Kultur wéi an eenzelnen anere Länner, a skandinavesche Länner zum Beispill, wou eng ganz aner Approche zu där doten Thematik besteet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Mir mussen eng Kultur vum Dateschutz entwéckelen, an dat geet, wéi gesot, wäit iwwert deen enke Beräich hei vun der Polizei respektiv dem Parquet eraus.

Wat geschitt zum Beispill all Joer beim Recensement fiscal? Ënner wat fir enge Bedéngunge vu Confidentialitéit gi praktesch eigentlech déi Recensementer duerchgefouert? Do kann ee sech ganz vill Froe stellen.

Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass eng nächst Regierung sech géif méi intensiv mat där Problematik beschäftegen, fir effektiv transversal ze kucken, wou d'Schwaachstellen an eisem System dra sinn, wat den Dateschutz ugeet an der praktescher Ausféierung vun deem Ganzen, a probéieren also do och méi kloer ze reglementéieren, méi kloer d'Grenzen an de Kader ze setzen, fir dass en fait d'Privatsphär geschützt bleift, do, wou et wierklech néideg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat eigentlech mat deem heiten neien Text geschitt ass, dat ass e Retour op d'Situatioun ex ante. Et ass e Retour op d'Situatioun wéi mer se eigentlech virum Gesetz vun 2008 grosso modo kannt hunn. Ech ka mech net erënneren, dass während Joren do lamentéiert gi wier, dass mer ze wäit gaange wieren, wat den Zougréff op Datebanken ugeet. Dat ass awer e System, deen, mengen ech, vläicht net zu 100%, mä awer zu engem héije Prozentsaz zur Zefriddenheet vun alle Concernéierte fonctionnéiert huet. An hei gëtt eigentlech e Schratt gemaach, fir erëm eng Kéier op déi ursprénglech Situatioun zréckzekommen.

Et soll een hei d'Polizei net verdäiwelen. Si sinn net besser, mä sinn awer och net méi vulnérabel oder méi Tentatiounen ausgesat wéi anerer. An duerfir mengen ech, dass et richteg ass, dass mer deen heite Schratt maachen, dass mer eng Korrektioun maache vun deem, wat d'Chamber hei décidéiert huet.

D'Chamber huet dat décidéiert - dat wëll ech awer och hei ënnersträichen, wat d'Madame Flesch och am Numm vun hirer Fraktioun gesot huet -, awer ëmmer am Kader vun den Aarbechten an der Kommissioun, ëmmer andeems u sech och Regierungsvertrieder bei deenen Aarbechte mat derbäi waren, a grosso modo och opgrond vun där Spur, där Richtung, déi vum Conseil d'État a sengen Avisen ausgewise ginn ass. Esou dass ech mengen, dass mer hei kee graffe Feeler gemaach hunn.

Nach muss een agestoen, dass mer e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss hu mat deene Regelen, déi mer eis ginn hunn. Mir sinn haut, mengen ech, bal eestëmmeg, vläicht souguer eestëmmeg, fir eng Correction de tir hei duerchzeféieren, déi selbstverständlech och vu menger Fraktioun matgedroe gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun fir d'Alleréischt dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport, dee mëndleche wéi och dee schréftlechen, an och Merci soen dofir, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, dëst Gesetz nach virum Enn vun der Legislatur ze votéieren, well et wier effektiv net gutt gewiescht, wann déi Situatioun, déi geschaf ginn ass, ze laang perduréiert hätt.

Meng Virriedner hu scho ganz villes gesot, notamment d'Madame Flesch, duerfir kann ech mech méi kuerz halen an nach eng Kéier déi gréng Positioun rappeléieren, déi mer och beim Vote vun deem Gesetz hei schonn duergeluecht hunn, wat mer haut elo op eenzelne Punkte wëllen amendéieren.

Dat Gesetz, nodeems et en vigueur war, huet jo an der Öffentlechkeet fir eng Rei Diskussiounen a Commentairë gesuergt. Den allgemengen Tenor war jo, dass do eng Pann passéiert war. Et ass e bësse lächerlech gemaach ginn. Dozou huet och dem Minister seng Ausso bäigedroen, wou en d'Verantwortung komplett wollt vu sech weisen.

Dat ass eigentlech schued, well d'Gesetz, wat mer gemaach hunn, an och, wéi den Här Bodry et genannt huet, de Fait, dass mer e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, war net d'Resultat vu wéinegen Iwwerleeungen. Et war éischter de Contraire. Et war de Contraire, well mir hunn am Fong probéiert an der Kommissioun eppes ze maachen, wat mer an deene leschte fënnef Joer ganz oft hu misse maachen, nämlech bei Texter vun der Regierung ze probéieren en aneren, e besseren Équiliber ze fannen tëschent dem Besoin un Effikassitéit vum Sécherheetsapparat, au sens large du terme, an dem gutt ofgewieenen, ponderéierte Respekt vun de Mënscherechter.

Mir hunn op enger Rei vu Gesetzestexter, vu Projets de loi an de leschte fënnef Joer parlamentaresch Amendementer gemaach, fir en aneren Équiliber wéi deen, deen d'Regierung proposéiert huet, ze erreechen. Mir hunn dat an aller Regel esou wäit och erreecht, dass et och trotzdeem fir d'Regierung nach an der Rei war a mir als Parlament gemengt hunn, mir hätten domadder korrekt Gesetzer gemaach.

Dat war och zum Deel bei komplizéierte Matièren: déi Datebanken, déi mer geschaf hunn am Beräich vun de Genanalysen zum Beispill. Eng komplizéiert Matière, wou mer wierklech am Parlament eng Aarbecht gemaach hunn, déi zu engem, wéi mir fannen, einwandfreie Gesetz gefouert huet, wouriwwer mer frou waren.

Déi Pann, wéi se an der Öffentlechkeet duergestallt ginn ass, war also sécher am Resultat mat engem Feeler behaft, mä et war awer net, well d'Chamber sech dat Gesetz do net seriö genuch ugekuckt hat. Et war, wéi gesot, de Contraire.

D'Chamber huet wierklech probéiert, duerch eng Rei vun Ännerungen an deem Text e Gesetz erauszekréien, wat engersäits der Police et géif erlaben, hir Aarbecht ze maachen. Dat hu mer jo net ganz erreecht. Do hu mer zum Deel iwwert d'Zil erausgeschoss. Wat awer anerersäits dozou géif bäidroen, eng ganz Rei vu Rechter besser ze respektéieren an den Ae vun der Chamber. An duerfir war ech och net ganz glécklech iwwert déi Aart a Weis, wéi dat an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass. Et war net just eng Pann. Et war net Inkompetenz oder onseriö gemaachten Aarbecht. D'Suerg war eng ganz wichteg, nämlech déi vum Respekt vun de Mënscherechter.

Ass d'Police de Feind vun de Mënscherechter? Neen! D'Police verfollegt duerch hir Aarbecht selwer jo och d'Protektioun vu Mënscherechter. De Schutz vum eegene Liewen, vum eegene Besëtz, och dat si Grondrechter, déi d'Bierger hunn. An d'Police ass jo am Prinzip duerch hir Aarbecht do, fir Biergerinnen a Bierger zu eenzelne vun hire Grondrechter ze verhëllefen.

Den Équiliber, dee muss fonnt ginn, ass awer deen, dass d'Police beim Verfollege vum Respekt vun engem Grondrecht net en anert Grondrecht géif riskéieren ze heurtéieren. Dat ass deen Équiliber, dee mer probéiert hunn. Deen Équiliber ass an de leschte Joren net ëmmer einfach gewiescht, well mer eng Rei vu Gesetzer hunn zënter 2001, déi ënnert dem Impuls an dem Drock an dem Androck vun deem, wat zu New York den 11. September geschitt war, hiren Nidderschlag fonnt hunn, hannert dem Stéchwuert vum Terrorismus oder vun der grousser Kriminalitéit.

Mir hunn awer oft festgestallt, dass hannert dem Argument vun der grousser Kriminalitéit oder vum Terrorismus, wat also éischter exzeptionell Saache sinn, Artikelen an eise Code pénal sollten Anzuch fannen, déi dann awer de portée générale gewiescht wieren, mat hiren exzeptionelle Moyenen, déi se géifen der Polizei zur Verfügung stellen.

Mir hunn an der Kommissioun am Fong ëmmer probéiert ze soen, da komm mir beschreiwen d'Situatioun esou, komm mir maachen déi Texter och esou, dass déi exzeptionell Ausléiser och zu nëmmen exzeptionelle Léisunge kënne féieren an net zu neie generelle Léisungen. Dat war eigentlech an engem Saz beschriwwen, wat d'Kommissioun oft probéiert huet, aus där Ausnahm net eng nei Regel vun der Polizeiaarbecht ze maachen, mä dass ee soll bei aussergewéinleche Situatiounen och aussergewéinlech Léisungen nëmme kënne bréngen.

Dat hei war eent vun deene Gesetzer, wou mer dat probéiert hunn, wéi gesot op eng Aart a Weis, dass eis et op engem Punkt net ganz geroden ass. Dee Punkt war an der Haaptsaach dee vum Seuil de peine, an d'Madame Flesch huet scho rappeléiert, et war net déi liberal Fraktioun, et war och net déi gréng Fraktioun, déi sech dofir ausgeschwat huet.

Mir hunn, wéi an anere Gesetzer och, éischter derfir plädéiert, déi Strofdote mam Numm ze nennen, ëm déi et geet. Do koum ëmmer dann den Awand: Jo, mä wa mer dat maachen, datt gëtt a) eng laang Lëscht a b) mir kënnen de Risiko lafen, déi eng oder aner Strofdot ze verléieren.

Dat ass sécher richteg. Mä wa mer et net iergendwann eng Kéier awer fir d'éischte Kéier maachen, ass dat doten Argument déi nächst 150 Joer nach richteg. Sou dass mer eiser Meenung no awer eng Kéier missten dee Schratt do maachen an tatsächlech op eng Lëscht vun de Strofdoten iwwergoen, op d'Gefor hin, dass eng vergiess géif ginn.

Dat kann een nach ëmmer rattrapéieren; la preuve: Genau dat maache mer haut, dass mer e Gesetz probéieren ze rattrapéieren, wou mer gemierkt hunn, dass e klenge Feeler dra war.

Duerfir, mir hätte léiwer, mir géifen déi Strofdote kënnen erwähnen, op déi déi méi exzeptionell Mesurë kënnen zoutreffen, an dann hätte mer manner Schwieregkeete gehat.

Dat war net d'Meenung vun der Majoritéit, déi léiwer dee Seuil de peine agesat huet, deen haut zu Problemer féiert, allerdéngs mat der expliziter Ënnerstëtzung an am Accord vum Minister, dee jo, wéi gesot, dunn awer net méi vill wollt mat deem Problem ze di gehat hunn, wat - ech fannen - bedauerlech war.

Dat steet eis eigentlech och net gutt zu Gesiicht, wéi Der dat deemools gemaach hutt. Et wär besser gewiescht, mir hätten alleguerte gesot, dat do Gesetz hu mer zesumme gemaach, et ass eis all zesummen eppes schifgaang, elo behiewe mer dat, esou séier wéi mer kënnen, och nees alleguerten zesummen. Dat hätt mir perséinlech besser gefall, grad op där Plaz, wou Der deemools déi Deklaratioune gemaach hutt. Mä gutt, dat ass elo geschitt, an d'Parlament probéiert dann awer, dee Problem aus der Welt ze schafen.

DÉI GRÉNG haten am Fong dräi Saachen, déi eis wichteg waren an deem Gesetz, wou jo d'Agente vun der Police Zougréff kréien zu méi Datebanken. Aner Leit am Stat hunn och Zougréff zu deenen eenzelnen Datebanken, allerdéngs net an där gebündelter Form wéi d'Police. Duerfir huet dat schonn eng aner Qualitéit, wéi nëmmen de Verweis op aner Verwaltungen ze maachen.

Eis ass et drëms gaangen, d'Fro vum Perimeter méi kloer kënnen ofzestiechen. Dat hu mer. Eis ass et drëms gaangen, dass ee permanent eng Traçabilitéit ka maachen, well mir hu jo an eisem Dateschutzgesetz de Prinzip vum Contrôle a posteriori. Mir si jo net an enger Logik zu Lëtzebuerg am Dateschutzgesetz, dass ee misst virdrun ëm Erlaabnis froen, ier een eppes däerf maachen. Mir hunn déi ëmgedréinte Logik. Jiddwereen huet d'Recht, déi technesch Méiglechkeeten, déi en huet, ze notzen. Mä wann e beim Gebrauch dovunner e Feeler mécht, muss en och herno kënnen dofir riichtstoen.

Et ass eng aner Logik. Dat huet effektiv mat Kultur ze dinn am Beräich vum Dateschutz. D'Gesetzer eleng kënnen dat net garantéieren. D'Technik ass esou rapid, esou vaste, esou enorm, dass eng Kontrollinstanz guer keng Chance hätt, fir virum Won ze probéieren ze lafen.

Duerfir muss et noutgedrongen eng Saach gi vu Kultur, wéi mer zu Lëtzebuerg alleguerten, eenzel, am Betrib, op der Aarbecht, doheem an och an de Veräiner mat deene Saachen ëmginn. A wann ee sech da schlecht comportéiert, ma da muss een do zur Verantwortung kënne gezu ginn, à condition, dass et da retraçabel ass.

Duerfir war ee vun de Punkten, déi eis wichteg waren an där Logik vum Lëtzebuerger Dateschutzgesetz, dass ee permanent kann novollzéien, wien, wéini, fir wéi een Dossier Zougang zu wéi enger Datebank hat, dass ee kéint, le cas échéant, nodréiglech engem virweisen: Du bass do a Saache kucke gaangen, ob deenen s de eigentlech guer net geschafft hues. Dat häss du net dierfen. Dat muss du elo wann ech gelift erklären, a wann s de keng gutt Erklärung hues, muss de och dofir sanktionéiert ginn.

Dat ass normal, wann dann déi Traçabilitéit méiglech ass.

An deen drëtte wichtege Punkt fir déi gréng Fraktioun war d'Proportionalitéit, dass ee

wierklech, wann een engem vill Muecht gëtt, vill Méiglechkeete gëtt, da gehéiert awer dozou onbedéngt d'Engagement an d'Garantie, dass ëmmer nëmmen esou vill dovunner agesat gëtt, wéi een och tatsächlech brauch. Et ass e Prinzip aus der Mënscherechtskonventioun, dee vun der Proportionalitéit.

Duerfir, wann den Här Bodry seet, mir wären elo grosso modo zréckkomm op d'Situatioun ex ante, vu virun deem Gesetz, dat ass net ganz richteg. Dat mag beim Perimeter wouer sinn. Dat mag beim Seuil de peine wouer sinn. Et ass awer sécher net wouer bei de Punkte vun der Traçabilitéit a vun der Proportionalitéit, well do ass en Amendement, deen déi gréng Fraktioun selwer redigéiert huet an der Kommissioun, ugeholl ginn.

Deen Amendement, deen Text ass och haut nach ëmmer am Gesetz. Dat war also net deen, dee Schwieregkeete geschafen huet. Deen Text huet iwwerlieft no eiser Modifikatioun vum Text, an deen Text bréngt eben déi Stéchwierder do, de Mechanismus wéi ee muss kënne retracéieren, wie wéini wat gemaach huet, an déi Notioun vun der Proportionalitéit an den Text eran. Dat stoung virdrun net am Text virun 2008. An déi zwou Notioune vun der Traçabilitéit a vun der Proportionalitéit sinn awer wichteg Notiounen.

Duerfir mengen ech, mir kommen net ganz op déi Situatioun vu virdrun zréck. Mir kommen trotzdeem och mat dëser Modifikatioun op eng aner, wéi mir fanne verbessert Situatioun, wéi mer se virdrun haten.

Dat gesot, bréngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a géif grad wéi d'Madame Flesch hoffen, dass mer déi Motioun, déi mer zesummen déposéiert hunn, kéinten eestëmmeg am Parlament unhuelen, fir och do nach eng Kéier d'Richtung ze weisen, wéi an deenen nächste Wochen a Méint d'Diskussioune solle lafen. An dann hoffe mer, dass mer domadder en Instrument geschafen hunn, wat elo dann definitiv den Équiliber hierstellt tëschent polizeilecher Effikassitéit an anerersäits awer dem noutwendege Respekt vun anere Grondrechter vun de Biergerinnen an de Bierger.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Henckes ass de leschte Riedner.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu éischt meng Remerciementer och un de Rapporteur, den Här Gilles Roth, dee sech hei huet missen a ganz kuerzer Zäit an eng ganz komplex Matière aschaffen an e Rapport virleeën, dee mat ganz vill Sensibilitéit huet misse redigéiert ginn, well et effektiv dorëmmer geet, fir zwee u sech heiansdo kontradiktoresch Prinzipien op een Nenner ze bréngen.

Op där enger Säit geet et dorëmmer, fir d'Aarbecht vun der Police méi effikass ze gestalten, fir ze kucken, datt een net duerch exzessiv administrativ Aarbechten d'Enquêtë retardéiert oder komplizéiert mécht. An et geet och dorëmmer, datt ee muss bei esou engem Gesetz Garantië virgesinn am Gesetz, an och an der Praxis, fir datt keng Abusen an Données nominatives kënne consultéiert ginn an och net iergendwéi public gemaach ginn, déi iwwerhaapt näischt mat enger Enquête policière oder de justice ze dinn hunn.

Deen Équiliber ass net ëmmer einfach, well e beweegt sech éischtens also um juristesche Punkt, mä herno och nach an der Ëmsetzung.

Une voix.- Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, sou wéi de Rapporteur an och d'Madame Flesch et virdru gesot hunn, datt mer en Équiliber fonnt hunn, an ech hoffen och, datt, wa mer elo déi administrativ Aarbechte vun der Police erliichteren, dann awer och de Ministère, de Policeminister higeet a kuckt, fir méi Leit um Terrain ze hunn. Well et gesäit een nämlech, datt bei der Policeadministratioun ganz vill Leit elo an deen administrative Waasserkapp, wéi en oft genannt gëtt, vun der Police gestach gi sinn, datt do ganz vill investéiert ginn ass, mä datt op de Kommissariater et u Leit gefeelt huet.

Ech wëll nuren drop hiweisen, datt op der Gare d'Kriminalitéit ganz staark gestiegen ass, mä d'Zuel vun de Polizisten, déi am Kommissariat sinn, ass déiselwecht bliwwen, an zu engem gegebenen Ablack wor et souguer ee manner wéi virgesinn, sou datt déi ganz preventiv Aarbecht, déi muss um Terrain gemaach ginn, net méi ka gemaach ginn a just nure méi ka repressiv agéiert ginn.

Dofir hoffen ech, datt mer also och duerch esou Mesurë wéi dat elei méi Leit, méi Polizisten nees erëm um Terrain kréien, anstatt datt se sech mussen op administrativ Aarbechte konzentréieren.

Déi Problematik, déi mer haut diskutéieren, do ass een Deel dovu schonn duerch d'Gesetz vum 22. Juli 2008 opgeworf ginn. An do musse mer haut nees erëm eng Ännerung virhuelen. Wann ech mech gutt erënneren, dann huet de Justizminister op dem Patronatsfest vun der Police hei d'ganz Schold un d'Commission juridique ginn. A wann ech mech och nach… Ech menge mech awer ze erënneren, datt deen Text, deen incriminéiert gi war, net dee war, deen d'Justizkommissioun geännert hat, mä datt dat den Originaltext war vun der Regierung. Den Här Minister ka mech herno vläicht berichtegen, mä ech mengen, datt, wann ee selwer en Text ausschafft, da soll een och derzou stoen. D'autant plus, datt Der déi ganz Aarbecht vun der Kommissioun jo och herno guttgeheescht hutt.

Wat ech och bemängelt hunn, dat ass, datt deen Dialog tëschent Justizministère, Justizminister a Policeminister hätt och missen op deem Punkt stattfannen. Well ech mengen, wann een esou Schwieregkeete gesäit a wa schonn esou en Dialog néideg ass, da gesäit ee jo awer och, datt et noutwendeg ass, datt op där enger Säit déi praktesch Ausféierungsbestëmmungen och vun der Police kënne kontrolléiert ginn an datt dat och an ons Debatte soll kënnen afléissen.

Da stellt sech awer nach ee praktesche Problem. Dat ass, ech froen de Justizminister, ob et méiglech ass, elo schonn ze retracéieren, wien am Informatiksystem eng Consultatioun freet. Ech hunn d'Impressioun, datt dat net ëmmer méiglech ass. Sauf, wann et Enquêtë sinn, déi vum Untersuchungsriichter ordonnéiert gi sinn. Mä datt bei normale Consultatiounen dat och misst gemaach ginn.

Dofir wollt ech och soen, datt d'ADR wäert déi Motioun matstëmmen, mir hu se jo och mat ënnerschriwwen, déi fuerdert, datt den Informatiksystem och esou adaptéiert gëtt, datt sech dëst Gesetz och praktesch realiséiere léisst.

Dofir, mengen ech, sinn alleguerten déi Donnéeën, wann dat praktesch realiséiert gëtt, ass dat alles an der Rei. Da komme mer zu engem gudde Kompromëss tëschent der Aart a Weis, wéi mer dëst Gesetz ausleeën a wéi mer et och ausféieren.

Dat gesot, wollt ech also den Accord och vun der ADR-Fraktioun ginn. Well ech mengen, et ass e wichtegt Gesetz. A mir kënne jo och net zouloossen, datt mer op eng Kéier an där Situatioun sinn, datt lëtzebuergesch Poliziste verschidden Donnéeën net kënne consultéieren, déi hir auslännesch Kolleege kéinte consultéieren. Ech mengen, dat wier d'Absurditéit selwer. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Grupp zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn ëmmer gesot, an ech sinn hir dankbar, der Madame Flesch, datt se dat hei rappeléiert huet, datt déi dräi grouss Kritären, no deenen ech an deene leschte fënnef Joer Politik vun der Justiz a vun der banneschter Sécherheet gemaach hunn, sech orientéiert hunn an de Wierder Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat.

Dat ass a bleift meng Leitlinn vum politeschen Handelen an deene Beräicher. An dat war richteg fir all déi Projeten, déi mer virdru gemaach hunn. Dat ass richteg fir dee Projet vun haut, deen op e puer Punkte preziséiert gëtt par rapport zu deem, wat mer déi leschte Kéier gemaach haten.

Elo kann ee sech stonnelaang doriwwer opreegen, wie wat a wéi engem Moment geschriwwen hätt. An dat gehéiert och héchstwahrscheinlech derzou, zur politescher Debatt.

Meng Remarquen, déi jo hei anscheinend zu gréisster Opreegung gefouert hunn, déi ware par rapport zu engem Projet de loi, deen d'Regierung an der Chamber déposéiert huet. A wann d'Chamber dee Projet de loi deemools esou gestëmmt hätt, wéi d'Regierung en déposéiert hat, da wär et net zu deene Schwieregkeete komm.

Une voix.- Dat ass net wouer, Här Minister!

(Interruptions)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Dee Problem, deen Text, deen d'Regierung erabruecht huet, hätt net zu deene Schwieregkeete gefouert. Mä wann en Text praktesch Applikatiounsschwieregkeete mat sech zitt, da fannen ech ass et net dat Schrecklechst op der Welt, datt een da versicht, déi duerno erauszehuelen.

Elo kann ee sech doriwwer stonnelaang opreegen. Fir mech zielt eppes, an dat bleift fir mech wichteg. Dat ass, datt d'Police an d'Justiz Mëttelen hunn, fir kënnen hir Aarbecht uerdentlech ze maachen.

A wa mer haut e Land hunn, wat besser dosteet wéi seng Nopeschlänner an Terme vu Sécherheet, wa mer haut e Land hunn, wou d'Opklärungsquot och an deene leschte Joren eropgaangen ass, dann ass dat, well mer der Police an der Justiz déi gesetzlech, déi mënschlech, déi Zuel vun de Leit an déi budgetär Mëttele ginn hunn, fir hir Aarbecht ze maachen. Dat ass schlussendlech dat, op dat et ukënnt. An ech stelle fest, datt dat weder an der Debatt vun 2008 nach an där Debatt vun haut contestéiert ginn ass.

Mir hu méi Leit um Terrain wéi mer der fréier haten. Mir hunn extra Moossname geholl, soen ech dem Här Henckes, fir datt méi Leit um Terrain sinn. Mir hunn zousätzlech Patrouillen agefouert, mir hunn d'Kommissariater ausgebaut. Dat ass e Prozess, deen ech ugeleiert hunn, deen zënter zwee Joer leeft an deen och an deenen nächste Jore muss weidergoen. Et sief dann, et géif een eng politesch Décisioun huelen, déi net en ligne wär mat deem, wat ech an deene leschte Joren an d'Wee geleet hunn.

D'Sécherheet ass e Grondrecht, op deem vill anerer baséieren. Da muss ee selbstverständlech e richtegen Équiliber fannen. Deen Équiliber, dee gesäit deen een heiansdo méi op der Sécherheet, deen anere méi op der Fräiheet. Dofir sinn déi Sätz, fir ze soen, et brauch een Équiliber tëschent Sécherheet a Fräiheet - doriwwer hu mer iwwregens schonn heibanne geschwat - liicht gesot, mä am konkrete Fall ass dat eng subjektiv Appréciatioun.

Ech mengen och an deelen d'Meenung vum Här Bodry, datt mer mussen dem Dateschutz eng grouss Attentioun bäimoossen. Ech géif allerdéngs deem just bäifügen, datt dat a mengen Aen net nëmmen zielt fir de Secteur public, mä datt dat zu engem ganz groussen Deel och gehéiert zum Dateschutz am Privatsecteur. Well ech sinn erstaunt, wéi vill privat Donnéeën d'Leit all méiglechen Entreprisë ginn, déi hinnen all Zorte vu Kaarten offréieren, wéi vill Donnéeë se an den Internet eraginn.

Dat reegt mech vill méi op, wéi wann een e puer Donnéeën der Sécurité sociale oder der Justiz oder der Police muss ginn. Well bei deenen Organer, an och an dësem Gesetz, ginn et x Garantien, datt et net kann oder net liicht kann zu Abusë kommen, well et och eng Autorité de contrôle gëtt, déi och regelméisseg e Bericht mécht, deen och d'Chamber kritt, fir ze kucken, wat do geschitt ass a wie mat wéi engem Motiv consultéiert huet.

Dofir mengen ech, datt dat Gesetz vum leschte Joer kee schlecht Gesetz war, datt den Text vun der Regierung en fait net zu deene Schwieregkeete gefouert hätt. Datt ech mech net deem Text opposéiert hunn, deen d'Chamber deemools gemaach huet, dat ass vläicht, well ech ze vill fein an ze vill gutt mat der Commission juridique vun dëser Chamber fueren.

Dat empêchéiert net, datt deen een oder deen aneren emol eng aner Meenung huet. Dat ass esou an der Demokratie an dat soll och esou bleiwen.

Mä ech mengen, d'Garantië waren am éischten Text, d'Garantië sinn am zweeten Text, an eng Rei technesch Problemer, déi um Terrain komm sinn, déi si verbessert ginn. An dofir, mengen ech, ass et e gudden Text, dee jo och hei schéngt breet Zoustëmmung ze fannen.

Zu där Question parlementaire…

Une voix.- Ah!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- …wollt ech soen, Här President, datt ech vum Här Bettel bal all Woch eng Question parlementaire kréien. Datt dann doduerch heiansdo eng ënnerwee verluer geet,…

(Interruption)

…dann ass dat sécherlech vu mir e gravë Feeler. Mä ech hu mer emol den Datum vun där Question parlementaire ugekuckt, dat war Enn September 2008. An Dir kënnt Iech vläicht erënneren, wat Enn September 2008 hei am Land lass war. Dat ass keng Excuse, dat ass just eng Erklärung, déi ech mer ginn, wat do derzwëschent alles geschitt ass. Dat war also...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat war wéi Der zwou Stonne bei der Police waart, moies op der Sitzung, dat war deen Dag. Ass et dat, wat Der mengt?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech schwätze vun deenen Deeg.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, Dir hutt elo esou laang op eng Äntwert gewaart, da gitt dem Minister elo d'Chance, fir d'Äntwert ze ginn.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Voilà!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt also dem Här Bettel soen, datt ech em gäre mëndlech a mënschlech a schréftlech op déi Fro hei äntwerten. Wann en net fënnt, datt déi Äntwerten hei schonn duerginn, déi ech haut ginn hunn. Nämlech, datt dee Seuil de peine do net am initiale Projet steet, datt ech mech an der Chamber… Net, datt ech dat ni eng gutt Iddi fonnt hunn, mä datt dat eng Reaktioun war op eng Rei Avisen, déi komm sinn, déi gesot hunn, dee Projet géif ze wäit goen. An doduerch ass esou eng Iddi akomm, déi net am Projet vun der Regierung war, an ech mengen och, datt et gutt ass, datt dat erëm haut erauskënnt.

Dat Zweet, dat ass, datt ech anscheinend gesot hunn, an dat fannen ech nach ëmmer gutt,…

(Hilarité)

…datt ech dat dat Normaalst vun der Welt géif fannen, wann am Parlament en Text amendéiert gëtt. Ech kann dem Här Bettel soen, datt ech dat nach ëmmer normal fannen. Hie freet mech, ob ech meng Meenung geännert hunn: Ech hu meng Meenung net geännert.

Iwwert d'Lëscht vun Infractiounen - eng Fro, déi jo hei den Här Braz gestallt huet: Ech fannen dat keng gutt Technique législative, fir iwwerall esou Lëschte vun Infractiounen ze maachen. Ech gesinn, zu wat dat ka féieren. Ech mengen, déi Lëschte sinn ëmmer onkomplett, an et ass einfach schlecht Technique législative, well mir hunn déi Diskussioun och ganz oft am Code pénal, ob mer do ganz Lëschten opféieren oder net. Mä wann d'Parlament enger anerer Meenung ass, da muss et do eng aner Meenung hunn; fir mech ass dat als Jurist keng gutt Method, fir virzeféieren.

An de leschten Deel vun der Fro war, ob ech esou Restriktioune géif schlecht fannen. Ech weess net genee, wat fir eng Restriktioune gemengt waren, mä ech mengen, datt Dateschutz wichteg ass. Ech féieren dat och gären nach eng Kéier schréftlech aus, wann dat noutwendeg wär.

Zu där Motioun, déi d'Madame…

(Interruption)

M. le Président.- Mä Dir sidd jo ganz zefridden, gesinn ech, Här Bettel, dann hat et sech jo rentéiert fir ze waarden.

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...zefridden, mä siwe Méint, also dat doten hätt och kënnen éischter geäntwert ginn.

M. le Président.- Et ass jo elo an der Rei. D'Fro ass elo beäntwert, Här Minister, an domadder ass dee Punkt ofgeschloss.

(Interruptions)

Da lauschtert elo no, wann ech gelift!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Zu där Motioun, déi d'Madame Flesch zesumme mat allen anere Parteien abruecht huet, muss ech soen, datt ech déi am Numm vun där aktueller Regierung kann unhuelen. Si adresséiert sech un déi, déi aus de Wahle vum 7. Juni ervirgeet. Mä mam Inhalt sinn ech an dëser an an där nächster Regierung, sollt ech dra sinn, ganz d'accord.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaangen. D'perséinlech Stëmme fir d'éischt. Vote par procuration. Et feelt nach ee Vote.

(Brouhaha)

Gutt, da schléisse mer awer elo of.

De Projet de loi 5986 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen zur Motioun vun der honorabeler Madame Flesch. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech gesinn, dass dat d'Unanimitéit mécht.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Projet de loi iwwert d'Informatik bei der Douane. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert. Ageschriwwe sinn den Här Meisch an den Här Fayot.

(Brouhaha général)

4. 5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV) rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Vote vum Projet 5880 verfügt d'Regierung iwwer eng finanziell Enveloppe vun 29,6 Milliounen Euro fir d'Realisatioun vum Projet „paperless" Douane a Commerce, dat heescht en Ofwéckele vun den Douanesformalitéiten am grenziwwerschreidende Wuerentransport ouni Paperassen.

Dëse Projet reit sech an d'Beméiunge vun der Regierung an, fir de Bierger, awer och besonnesch de Betriber hir administrativ Aarbechten esou wäit wéi méiglech ze vereinfachen a se zu engem groussen Deel vu lästege Paperassen ze entlaaschten, wat hinne vill Aarbecht an domadder vill Suen erspuert.

Derniewent soll de System d'Organisatioun vun den Douaneskontrolle méi effikass gestalten, fir esou d'Frauden, déi organiséiert Kriminalitéit an awer och den Terrorisme besser bekämpfen ze kënnen, an doduerch déi finanziell Intérêtë vun de Länner ze assuréieren, d'Gesondheet vun de Leit an de Schutz vun der Ëmwelt ze assuréieren.

De Projet soll sech iwwer eng Rei vu Joren erstrecken a bis 2014 ofgeschloss sinn. An Zukunft soll et also méiglech ginn, datt bei der Importatioun vu Wueren aus engem EU-Stat…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…déi Donnéeën, déi am Exportland elektronesch enregistréiert ginn, direkt an d'Land vum Importateur weidergereecht ginn, ouni datt deen erëm bei sech am Land eng nei Deklaratioun maache muss.

Soubal d'Wueren am Ausland ofgefäerdegt sinn, ginn d'Formalitéiten elektronesch an d'Destinatiounsland weidergereecht a si beim Client ukomm, ier d'Wueren iwwerhaapt geliwwert sinn.

Och soll et engem Exportateur an Zukunft méiglech sinn, eng Déclaration sommaire entrée et sortie un all Grenzposten an der EU, déi säi Wuerentransport passéiere muss, weiderzeleeden, fir esou d'Offäerdege vun dem Transport op deenen eenzelne Posten ze assuréieren a méi expeditiv ze gestalten.

Anerersäits solle sämtlech Reglementer vun allen europäesche Länner, déi am grenziwwerschreidende Wuerentransport verlaangt ginn, elektronesch ofluedbar ginn, sou datt eng Exportfirma net méi déi verschidde Verwaltungen am Ausland kontaktéiere muss, fir den einwandfräien Oflaf vun engem Export ze garantéieren.

E Guichet unique soll an all Land geschaf ginn, deen de Betriber erlaabt, eng eenzeg Kéier all Informatiounen, déi vun deene verschidde Verwaltungen a Relatioun mat de grenziwwerschreidende Wuerentransporter verlaangt ginn, elektronesch festzeschreiwen, déi dann un déi eenzel Administratioune weidergeleet ginn. Eng wesentlech Vereinfachung fir d'Betriber, déi am Import-Export-Geschäft täteg sinn.

Mat dësem Projet erfëlle mer och d'Obligatiounen, déi iwwer europäesch Décisiounen am Kader vun der Lissabon-Strategie un eis erugedroe gi sinn, an zwar d'Décisioun vum Joer 2003 iwwert d'Informatioune vum Floss an der Kontroll vun de Wueren, déi den Accisen ënnerleien; d'Décisioune vum Joer 2004 iwwert d'Interopérabilitéit vun den europäeschen Administratiounen, a schlussendlech d'Décisioun aus dem leschte Joer, dem Joer 2008, iwwer eng „paperless" Douane a Commerce.

D'Avantagë vun dësem Projet sinn evident: fir de Commerçant méi e schnelle Wuerefloss, administrativ Vereinfachung an domat Käschtenerspuernësser; Accès un e Portail unique; besser Informatiounen iwwer Internet; méi loyal Konkurrenz, well d'Fraudë besser an de Grëff geholl kënne ginn; fir d'Verwaltung méi Zäit fir d'eigentlech Kontroll vum Wuerefloss, an domat eng besser Kontroll iwwert d'Anzéie vun den Douanesan den Accisërechter; méi eng grouss Sécherheet iwwert d'Donnéeë vum Wuereverkéier, déi den Accisen ënnerleien; méi e korrekt Erhiewe vun den Douanes- an Accisërechter; méi eng effikass Kontroll duerch eng besser Gestioun vun de cibléierte Risquen, a wéineger Archiven an domadder eng bësser Aarbechtsraumandeelung.

Den urspréngleche Text hat eng Enveloppe vu 24 Milliounen Euro fir déi véier verschidden Etappe vun der Realisatioun vum Projet bis d'Joer 2010 virgesinn. D'Kommissioun war awer der Meenung, et sollt ee gläich eng Enveloppe fir de gesamte Projet virgesinn, an zwar bis de Projet ofgeschloss ass am Joer 2014, sou datt d'Kommissioun proposéiert huet, de Kredit op 29.658.000 Euro eropzesetzen.

De Conseil d'État an déi verschidde Beruffschamberen hunn en Avis favorable zum Projet ginn. D'Kommissioun huet mäi Rapport eestëmmeg ugeholl a schléit dem Plenum vir, de Projet de loi esou ze stëmmen, wéi en hei virläit.

Ech bréngen domadder d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Norbert Haupert, dem Rapporteur, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen op d'Komplexitéit vun dësem Projet higewisen huet, deen och dorop higewisen huet, firwat een a Richtung vun enger Douane ouni Pabeier higeet: Well et méi einfach ass, well et méi effikass ka sinn, well mer net nëmmen doduerjer Ressourcen a Form vu Pabeier spueren, mä well mer virun allem eng aner Aarbechtsorganisatioun an enger Verwaltung kënne kréien, déi dozou féiert, datt d'Verwaltung aneschters, besser, méi performant ka fonctionnéieren.

Mir hoffen awer och, datt d'Verwaltung doduerjer am Kontakt mat den Entreprisë méi effikass a méi kulant ka fonctionnéieren, datt et also och zu enger Aarbechtserliichterung op där anerer Säit vun de Betriber wäert kommen.

Dëse Projet huet op där enger Säit e Käschtepunkt, an et ass gutt, datt et e Gesamtkäschtepunkt gëtt fir d'Ëmsetzung vun deem Projet, datt d'Chamber och weess, wann déi éischt Schrëtt gemaach sinn, wat et bis zum leschte Schrëtt da kascht mat deenen 29,6 Millioune bis an d'Joer 2014.

Opgrond vun deem, wat hei erkläert ginn ass, wat och schonn am schréftleche Rapport virgedroe war, kann d'Demokratesch Partei an eis Fraktioun dësem Projet nëmmen zoustëmmen.

Et wär interessant natierlech, wann eng Verwaltung wéi déi doten ouni Pabeier kéint fonctionnéieren, fir och ze kucken, wéi ee Schrëtt fir Schrëtt op aner Verwaltunge kéint de Prinzip vun der Verwaltung ouni Pabeier ausweiden an ëmsetzen, fir datt mer och do nei Organisatiounsstrukture kéinte kréien, déi méi Effikassitéit kéinten assuréieren a gläichzäiteg och ressourcëschounend kéinte virgoen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Wëllt soss nach een d'Wuert hunn?

Wann dat net de Fall ass, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Ee Moment nach, mir hunn e Problem hei zu menger lénker Säit.

(Hilarité)

Här Bettel, da sot emol, déi Kolleegen, déi nach do sinn, déi solle wann ech gelift endlech kommen.

(Interruptions diverses)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaangen. Vote par procuration.

(Brouhaha général)

Mä et ass kee Problem, Dir braucht nëmmen heibannen ze bleiwen.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5880 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet iwwert d'Verstäerke vun de Strukture vun der Douanesdirektioun. Hei ass de Rapporteur och den honorabelen Här Haupert. Dir hutt direkt d'Wuert, Här Haupert.

5. 5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Rapport de la Commission des Finances et du Budget.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet 5901 schléisst d'Beméiunge vun der Regierung of, fir de Fiskaladministratiounen déi néideg Strukturen ze verschafen, fir hire wichtegen Aufgaben op nationalem an internationalem Plang gerecht ze ginn. An där Optik hu mer an deene leschte Jore verschidde Gesetzer gestëmmt iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung an dem Enregistrement souwéi dat wichtegt Gesetz iwwert den Austausch vun den Informatiounen tëschent deene verschidde Fiskalverwaltungen an dësen Administratioune mat anere Verwaltungen aus dem Stat.

D'Zil vun dësem Projet ass en duebelt: éischtens, d'Strukture vun der Douanesverwaltung esou ze gestalten, fir déi komplex Aufgaben, déi op nationalem Plang a besonnesch am Kontext vun der Europäescher Unioun u si erugedroe ginn, optimal ze assuréieren, an zweetens eng Harmonisatioun an de Strukture vun deenen dräi Fiskalverwaltungen - dat heescht der Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douanesverwaltung - erbäizeféieren.

An deem Sënn gesäit de Projet d'Kreatioun vu Poste vun zwee Directeurs adjoints an der Carrière supérieure vun der Douanesverwaltung vir, déi am Grad 16 vun der Carrière administrative vun der Statsverwaltung agestuuft ginn. Bis elo war den Directeur adjoint vun der Douane am Grad 14 vun der Carrière moyenne aklasséiert. Mat dëser Dispositioun gëtt d'Douanesverwaltung op deeselwechten Niveau wéi d'Steierverwaltung an den Enregistrement gesat.

Des Weidere gesäit de Projet d'Aféiere vun enger Filière informatique an deenen zwou ieweschte Carrièrë vun der Verwaltung vir, déi de Projet „paperless" Douane, dee mer elo grad hei gestëmmt hunn, optimal begleede sollen.

Derniewent gesäit de Projet d'Kreatioun vun zwou neien Divisiounen an der Verwaltungsstruktur vun der Douane vir, an zwar eng Division technique de l'information et de la communication am Sënn vun enger erweiderter Informatisatioun vun der Douane, an eng Division des relations internationales, fir der erweiderter Roll vun der Verwaltung um europäesche Plang Rechnung ze droen.

Des Weidere soll iwwert de Projet d'Méiglechkeet vun der Kreatioun vu Postes hors cadre an der Carrière moyenne vun der Douanesverwaltung geschaf ginn, fir der Verwaltung méi Flexibilitéit bei der Promotioun vun hire Beamten an der Besetzung vu wichtege Posten ze verschafen.

De Statsrot huet mat e puer Remarquen en Avis favorable zu dësem Projet ofginn. D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet mam Averständnis vun der Regierung eng Rei vun Amendementer zum Projet proposéiert. Esou huet d'Kommissioun zum Beispill virgeschloen, d'Division du contentieux, des enquêtes et recherches op Division contentieux et coopération ëmzedeefen.

De Conseil d'État huet déi Ännerung begréisst, well se méi eng kloer Distinctioun tëschent de Servicer, déi sech engersäits mam Contentieux an anerersäits mat den Enquêtë befaassen, mécht.

D'Kommissioun huet dem Statsrot seng Propos vun enger Vereinfachung vum Paragraph 2 vum éischten Artikel net gefollegt, well soss all Fonctionnairë vun der Douanesverwaltung an Zukunft hätte misse vum Grand-Duc genannt ginn, well en Deel vun den Ernennunge ginn haut vum Minister virgeholl. Duerfir huet d'Kommissioun och gemengt, net där Ännerung vum Statsrot nozekommen, an de Statsrot huet och a sengem Avis complémentaire Verständnis fir d'Situatioun vun der Kommissioun geholl.

D'Kommissioun huet de Rapport esou, wéi ech e virgeluecht hat, och eestëmmeg ugeholl a schléit dem Plenum vir, fir de Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit.

Ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Wa kee méi eppes bäizeflécken huet deenen ausféierleche Remarquë vum Rapporteur, da kéime mer zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5901 ass och mat der Stëmm vum Här Etgen ugeholl,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Michel Wolter), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider (par M. Jean-Pierre Klein) et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Mir kommen zu der Duebelbesteierung vu Lëtzebuerg mat den Arabeschen Emiraten a mat Aserbaidschan. Den Här Thiel ass déi éischte Kéier Rapporteur, den Här Mosar duerno, an da maache mer d'Diskussioun.

Une voix.- Okay.

M. le Président.- Mir huelen déi zwee Projete mateneen an d'Diskussioun…

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- …no den zwee Rapporteuren. Den Här Thiel huet d'Wuert.

6. 5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi N°5767

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dat Duebelbesteierungsofkommes oder eigentlech - méi richteg - dat Netduebelbesteierungsofkommes, dat eis Chamber haut ofseene soll, ass dat 53., dat eist Land mat engem anere Land ofschléisst.

De Partner op där anerer Säit ass net een, mä et sinn der eigentlech siwen, well et handelt sech ëm eng Federatioun vu siwe weiderhin autonome Scheichtümer um Arabesche Golf, déi sech 1971 zu de Vereenegten Arabeschen Emirater zesummegeschloss hunn a säithier ënnert dem Zepter vun engem ieweschte Rot fonctionnéieren, deen aus deene siwe Scheiche besteet.

Obwuel déi offiziell Haaptstad Abu Dhabi ass, wou och déi gemeinsam Zentralbank ugesiedelt ass a wou d'Sue konzentréiert sinn, ass et awer Dubai, dat am meeschte vu sech schwätzen deet.

Dem Scheich Maktoum seng Airline Emirates, déi jiddweree kennt, huet d'Ambitioun, den „number one" op der Welt ze ginn, a si ass och déi éischt, déi mat dem Airbus 380 opgetrompt huet. Zu Dubai steet och deen deiersten Hotel vun der Welt, de Burj al-Arab, an et gëtt do gebaut, datt d'Fatzen ewechfueren.

Allerdéngs ass dee Glanz an der Wüst mat der Zäit elo eppes méi blatzeg ginn, well d'Clienten aus dem Westen net méi esou gutt bei Keess si wéi fréier. Et gesäit souguer esou aus, wéi wann déi aner Scheichen dovu profitéiere wéilten, fir zu hirem Kolleeg vun Dubai opzeschléissen.

Nodeem dee seng Palmeninsel mat de Millionärsvillaen an d'Mier gepraff a seng eege Schipist - „indoor" natierlech - a Betrib geholl huet, plangt elo den Emir vun Abu Dhabi och esou eng Insel, déi dann „d'Pärel" heescht, a setzt sech, amplaz vun enger Schipist, fir 83 Milliounen Dollar elo eng Filial vum Paräisser Louvre a säi Sand.

Une voix.- Et ass den Näid, deen do matschafft!

(Hilarité)

Une autre voix.- Genau!

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Wéi gesot, an der Golfregioun a virun allem an deene siwen Emirater fluppt et weider, trotz der Kris.

Och wann hir Bourssen ëm déi 160 Milliarden Dollar an deene leschte Méint verbroden hunn, sinn d'Golfstaten nach ëmmer déi Boomregioun vun der Welt. Eleng d'Emirater hunn 2007 genee 63 Milliarden Dollar mat hirem Uelech geloust. Deemools louch de Barrel-Duerchschnëttspräis bei 70 Dollar. Dat Joer duerno war e souguer op 100 Dollar geklommen. An domat kënnt Der Iech dann och ausrechnen, wat lescht Joer an d'Keess koum.

Kee Wonner, datt do d'Emirater am Geld schwammen, mat Ausnahm allerdéngs vun Dubai, dat keen Uelech méi huet an duerfir säin eegene Boom op Puff finanzéiere muss, allerdéngs mam Geld vum Kolleeg vun Abu Dhabi.

D'Statsfongen am Golf, inklusiv déi vu Saudi-Arabien allerdéngs, géréiere ronn 1.200 Milliarden Dollar, an déi vun Abu Dhabi eleng, d'Abu Dhabi Investment Authority ass mat 875 Milliarden Dollar deen décksten op der ganzer Welt.

Hei dreeme jo och verschidde Leit vu souveräne Fongen. Abee, da musse mer emol kucken, wéi vill där Milliarde mir géifen zesummekréien.

Mat deene Sue léisst sech natierlech eppes ufänken. Domat kann ee Flughäfen, Hotellen a Marinaen en masse bauen. Am Moment si Projete fir ëmmerhin 2.300 Milliarden Dollar an den Emiraten am Bau.

Oder et kann een duerch d'Welt shoppe goen a sech zum Beispill, wéi dat virun e puer Woche geschitt ass, emol einfach esou 10% vum Kapital vu Mercedes-Benz ënnert den Nol räissen.

Eiser neier arabescher Braut feelt et deemno net un Attraktivitéit. Jiddefalls geet et duer, fir vun deene fréiere räiche Länner ëmgaachelt ze ginn, deenen et am Moment manner gutt geet an déi duerfir schaarf op de Scheichen hir Sue sinn. Dobäi waren et net emol mir, déi dohinner freie gaange sinn, mä et waren d'Emiren, déi bei eis komm sinn.

D'Scheichen haten 1996 gefrot, fir en Duebelbesteierungsofkommes mat eis ofzeschléissen. Mä mir waren deemools net ganz presséiert, net ganz waarm, ënner anerem, well de Steiersystem vun den Emiraten, deen an der Diplomatesprooch mat deem elegante Begréff „Fiscalité légère" ëmschriwwe gëtt, d'Begeeschterung vun eisen Autoritéite gebremst huet.

Wéi et sech awer mat der Zäit erausgestallt huet, datt een nach ewell Geschäfter mat den Emirate maache kéint an datt en Duebelbesteierungsofkommes sech eleng scho wéinst eiser Cargolux méi wéi bezuelt maache géif, déi dacks en Zwëschestopp am Golf mécht - wéi Der wësst -, wa se an de Fernen Oste flitt, du si mer awer op de Goût komm an hu schliesslech Enn November 2005 am Kader vun enger Wirtschaftsmissioun zu Dubai de Protokoll iwwer en Duebelbesteierungsofkommes ënnerschriwwen.

Den Accord ass nom übleche Muster gestréckt mat ville Renvoien op de Modell vun der OCDE, mat detailléierte Regele fir d'Besteierung vun deenen diversen Akommesquellen, souwuel fir d'Privatleit wéi fir d'Entreprisen, an - ganz wichteg fir d'Cargolux - mat engem réckwierkenden Effet op d'Joer 2000.

Souguer eis Holdingen, déi systematesch bei den Duebelbesteierungsofkommes ausgeklamert gi sinn, well si jo iwwerhaapt kenger Kierperschaftssteier bei eis ënnerleien, hunn d'Emiraten toleréiert. Dat wäert eis allerdéngs net vill notzen, well d'Bréisseler Kommissioun huet eis jo gezwongen, eis Holdinge bis Enn 2010 ofzeschafen, well no engem hallwe Jorhonnert festgestallt gi war, datt d'Holdinge vun 1929 net konform zum EU-Recht wieren.

Wéi ëmmer ass och bei dësem 53. Accord déi Bestëmmung aus dem Artikel 26 vum OCDE-Modell ausgeklamert ginn, déi en Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltunge virgesäit. Et däerf een net vergiessen, datt d'Konventioun schliesslech méi wéi dräi Joer virun deem fatalen 13. Mäerz 2009 ofgeschloss gouf, wou Lëtzebuerg sech mat enger Rëtsch anere Länner dem Drock vun deene Groussen huet misse béien a sech dozou bereet erkläre missen, an Zukunft Informatioune fir steierlech Zwecker auszetauschen.

Duerfir steet och elo an dësem Accord nach näischt vun deem Informatiounsaustausch, deen an Zukunft feste Bestanddeel vun esou Konventioune wäert ginn. Dat ass och de Grond, firwat déi Duebelbesteierungskonventiounen, déi et scho gëtt, elo wäerten nogebessert ginn. D'Verhandlungen an deem Sënn si jo scho mat Amerika gefouert an och vum Minister Frieden virun e puer Deeg ofgeschloss ginn. A mat Däitschland a mat Frankräich si se, souwäit wéi ech weess, ugelaf.

Och mat den Emirater soll elo en ähnlechen Accord fonnt ginn an dann nach virum Enn vum Joer un dës Konventioun drugepecht ginn. Mir musse jo esou séier wéi méiglech mat enger Dosen anere Länner eens iwwer en Zousaz zu den Duebelbesteierungsaccordë ginn, well eréischt dann, wa mir mat hirer zwielef Länner en Échange d'informations veraccordéiert hunn, da verschwanne mir vun där berüchtegter groer Lëscht vun de soi-disant Steierparadäiser, op déi deemnächst jo ganz schaarf vun deene Grousse geschoss soll ginn.

Et ass eng delikat an eng kriddelech Aarbecht, déi elo op eis Responsabel zoukënnt. Well hannert där weltwäiter Konjunkturkris vum Ament verstoppt sech fir eist klengt Land net méi an net manner wéi eng Existenzkris, well mir esou staark ofhängeg grad vun deem Secteur sinn, deen elo esou massiv ënner Beschoss geréit. Déi Kris musse mir - Wahlen hin, Walen hier - esou séier wéi méiglech an de Gréff kréien, well soss kéinte mir emol schwéieren Zäiten entgéintgoen.

Här President, d'Finanzkommissioun ass der Meenung, et géife genuch Grënn, fir grad elo dëser Konventioun zouzestëmmen - dat, trotz hirem gewëssermoosse provisoresche Charakter.

Ech däerf soen, datt och d'CSV-Fraktioun där Meenung ass. Fir de Rescht ass ze hoffen, datt et eiser Regierung an deenen nächste Wochen a Méint geléngt, hir friem Kolleegen ze iwwerzeegen, datt si um Holzwee sinn, wa si mengen, et misst een elo vun der Krisesituatioun profitéieren, fir de Mënsch endlech total duerchsiichteg ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Mosar mécht dann de Rapport zu Aserbaidschan.

(Interruptions)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi N°5799

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mäi Rapport wäert e bësselche méi dréche gi wéi dem Kolleeg Thiel säin, well ech kann Iech net mat Palmeninselen, Luxushotelen a Schipisten déngen. Dofir awer e bësselche mat Uelech a Gas.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Duebelbesteierungsofkommes mat Aserbaidschan läit an der Linn vun deenen aneren Duebelbesteierungsofkommen an notamment deem vun Dubai, dee jo virdru vu mengem Kolleeg Lucien Thiel extensiv virgestallt ginn ass. Ech brauch a wëll also net méi an den Detail vun dësem Duebelbesteierungsofkommes agoen, wat de leschte 16. Juni 2006 zu Baku ënnerschriwwe ginn ass.

E Wuert vläicht zu der Republik Aserbaidschan, dat eng vun deenen opstriewende Republiken aus der ehemoleger Sowjetunioun ass. D'aserbaidschanesch Wirtschaft gëtt dominéiert duerch de Pëtrol an de Gas. Et ass dann och d'Exploitatioun vum Pëtrol am Kaspesche Mier, déi 70% vun den Exportatioune vun dëser Republik duerstellt. Am Joer 2003 sinn insgesamt d'Pëtrolsreserven op siwe Milliarde Barrel geschätzt ginn, wat am Ganzen 0,6% vun de Weltreserven ausmécht.

Och d'Gasreserven am Land sinn äusserst importent, wat dann och Aserbaidschan erlaabt, seng strategesch Situatioun auszebauen, andeem et de Gasmonopol vu Russland a Fro stellt.

Aserbaidschan huet duerfir eng reell Importenz net nëmme fir d'Europäesch Unioun, mä och fir Lëtzebuerg, well duerch déi enorm Pëtrols- a Gasreserven eng Alternativ zu Russland besteet.

Här President, wat sinn elo déi wesentlech Punkte vun dësem Duebelbesteierungsofkommes? Dëst Ofkommes inspiréiert sech, wéi dat och scho virdru vum Kolleeg Thiel gesot ginn ass, haaptsächlech um OCDE-Modell, mä gesäit awer och eng Rei Spezifissitéite vir, déi eiser Steiergesetzgebung Rechnung droen.

Ee Punkt, op deen ech awer kuerz wëll agoen, well e sech ënnerscheet par rapport zu aneren Duebelbesteierungsofkommen, och deem vun Dubai, ass, datt an dësem Ofkommes d'Pensioune vu physesche Persounen an deem Land besteiert ginn, wou de Bénéficiaire säi Wunnsëtz huet. Dës Dispositioun ass zwar konform par rapport zum OCDE-Modell, mä derogéiert awer zu der üblecher Praxis, déi bis elo an aneren Duebelbesteierungsofkomme suivéiert ginn ass.

Dëst huet dann och zu enger Kritik vum Statsrot gefouert, deen d'Regierung a sengem Avis opgefuerdert huet, an Zukunft erëm déi traditionell Dispositioune virzegesinn, nämlech déi, datt d'Pensiounen do besteiert ginn, wou se och ausbezuelt ginn.

Allerdéngs muss een hei awer och nach eng Kéier preziséieren, datt déiselwecht Dispositioun, wéi se elo hei an dëser Konventioun festgeschriwwe gëtt, och an enger Rei, zwar nëmmen enger ganz limitéierter Zuel vun Duebelbesteierungsofkomme virkënnt, wéi zum Beispill an deem mat Däitschland.

E leschte Punkt, op deen ech dann nach ganz kuerz wollt agoen, ass deen, dann och contrairement zu deem, wat ëmmer erëm an Duebelbesteierungsofkomme festgehale gëtt, nämlech datt d'Holdingen net an de Champ d'application falen, hei op spezielle Wonsch vun der aserescher Regierung erausgeholl ginn ass, dat heescht, datt an dësem ganz konkrete Fall déi Holdingsgesellschaften an dëse Champ d'application falen.

Heizou wéilt ech allerdéngs betounen, datt dës Dispositioun keng allze laang Liewensdauer méi wäert hunn, well jo bekannterweis den Holdingsregime d'nächst Joer den 31. Dezember definitiv wäert auslafen an et no deem Datum also keng Holdingsgesellschafte méi hei am Land wäerte ginn.

Dat gesot, Här President, géif ech Iech ëm Är Zoustëmmung zu dësem Projet bieden a mam gudde Beispill virgoen, andeem ech den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert elo.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wollt selbstverständlech dem Här Mosar an och dem Här Haupert villmools Merci soe fir hir... souwéi dem Här Thiel, entschëllegt, fir hir Rapporten. Selbstverständlech och dem Här Haupert, deen extra vu Stroossbuerg erëmkomm ass, fir de Mëtteg hei ze officiéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wollt awer trotzdeem am Kader vun dësen Duebelbesteierungsofkommes, a well mer d'Chance hunn, den zoustännege Minister bei ons ze hunn, eng Fro stellen. Mir hu jo ganz vill där Duebelbesteierungsofkommes. Ech hunn hei gelies am Exposé des motifs oder an den Explicatioune vum Rapporteur, dass mer der iwwer 50 hunn. Mir si jo amgaangen, et ass gesot gi mat Amerika, en neit Ofkommes ze maachen, och mat Frankräich an Däitschland.

Do wollt ech froen, no där Décisioun vun der Regierung vum 13. Mäerz 2009, fir eben déi OCDE-Dispositioune mat eranzehuelen an ze respektéieren. Dat geet jo eigentlech net esou wäit wéi dat, wat d'Europäesch Unioun wëllt, wat den Här Kovács wëllt maachen. A wa mer mat Frankräich an Däitschland négociéieren, ass natierlech d'offiziell Positioun vun der Regierung, esou wéi ech dat verstan hunn, fir op dem Niveau OCDE ze bleiwen.

Ech wollt de Minister elo net froen, fir aus deenen Négociatiounen, wa se schonn ugefaangen hunn, Geheimnisser unzeginn, mä ons seng Appréciatioun ze ginn, ob déi Négociatiounen, besonnesch mat den europäesche Länner, a sengen Ae liicht oder vläicht méi schwéier ginn à la lumière vun deenen Entwécklungen an der Europäescher Unioun.

Ons Suerg ass jo sécher, dass mer schnell aus där groer Lëscht erauskommen, dass mer also schnell och déi Dosen nei Duebelbesteierungsofkomme kréien. Mä nach wär et interessant ze wëssen, wéi schwiereg dat politesch gëtt. Menger Usiicht no gëtt dat net ganz einfach, étant donné och déi ganz Finanzkris an déi Développementer ronderëm. Ech wär awer frou, wann den Här Minister ons do kéint rassuréieren.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. De President vun der Chambre de Commerce Aserbaidschan-Lëtzebuerg huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Ech wollt just nure feststellen: Deen Accord géint d'Duebelbesteierung vun Dubai, deen datéiert vun 2005. Dee mat Aserbaidschan, deen datéiert vun 2006, an ech hoffen, datt an Zukunft d'Prozeduren e bësselche méi séier ginn, well soulaang wéi esou Accorden net zustane komm sinn, geet déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht och e bësselche méi lues.

Mir wëssen, datt, ech si ganz frou effektiv, Här President, datt ech als President vun der Chambre de Commerce Lëtzebuerg-Aserbaidschan, déi hei zwee Mann Personal beschäftegt, datt mer wëlles hunn, déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht auszeweiten, net nuren op d'Cargolux an op siwen aner Gesellschaften, déi schonn do schaffen, an datt et dofir absolut noutwendeg war, datt dëse Projet de loi elo gestëmmt gëtt.

An deem Kontext, wou dat och diskutéiert gëtt, hoffen ech och, datt d'Regierung d'une façon générale, wat de Secret bancaire ugeet an déi nei Accorden, déi do diskutéiert ginn, datt een do verschidden Aussoen héiert iwwert d'Aart a Weis, wéi elo déi Konventiounen, déi Doppelbesteuerungsofkommessen, wéi déi sollen ausgesinn.

Ech hat et esou geduecht ze verstoen, et misst wéinstens eng Indicatioun do si vun iergendenger Fraude fiscale. Anscheinend soll dat elo méi wäit goen. Dofir benotzen ech och d'Geleeënheet fir de Minister ze froen, wéi sech elo déi Négociatiounen duerstellen. Mä, nach eng Kéier, wëll ech den Accord zu dësen zwee Projete ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech géif gären de Rapporteure Merci soe fir déi Aarbecht, déi se hei gemaach hunn, grad wéi alle Kolleegen, déi zu dëse Projeten intervenéiert hunn.

All Kéiers dann, wa mer en neit Duebelbesteierungsofkommes ofschléissen, ass dat gutt fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land, well et eise Betriber erlaabt, Geschäfter an der Welt ze maachen, ouni datt déi Revenuen, déi se dorauser kréien, zweemol besteiert ginn. Duerfir musse mer onbedéngt weiderfueren, eist Netz vun Duebelbesteierungsofkommes weider auszebauen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Duerfir wäerte mer och schonn d'nächst Woch e weidert Duebelbesteierungsofkommes mat dësem geographesche Raum oder mat deem geographesche Raum, vun deem den Här Thiel geschwat huet, ofschléissen, nämlech den nächste Mëttwoch ënnerschreiwe mer en Duebelbesteierungsofkommes mam Bahrain.

A mir hu wëlles, wéi gesot, dat weider ze maachen, well eis Betriber brauche Méiglechkeeten, fir an der ganzer Welt kënnen ze operéiere respektiv déi Betriber, déi vun do kommen, datt mer déi och kënnen unzéien op Lëtzebuerg. Dat ass noutwendeg, wa mer wëllen, datt eist Land weider eng international ekonomesch gutt entwéckelt Plaz bleift, an déi brauche mer erëm, fir datt d'Liewensqualitéit hei am Land weider kann erhale bleiwen a besser ginn.

Eng zweet Remarque betrëfft de Fait, datt dës Accorden nach net, ech ënnersträichen, nach net an allen Dispositiounen dem OECD-Modell-Accord, an notamment deem Punkt iwwert den Échange d'informations sur demande Rechnung droen.

Ech hunn d'Rapporteuren ausdrécklech dozou héieren, datt d'Finanzkommissioun d'accord ass, datt, soubal déi Négociatioune stattfonnt hunn, dann och dës Accordë mat ofgeännert ginn.

Et ass esou, datt mir mat den Arabeschen Emirater doriwwer geschwat hunn, an och d'Arabesch Emirater d'accord sinn, datt mer déi Ofännerung do maachen. Mä si hunn och an hirem Parlament, héchstwahrscheinlech e bëssen en anert Parlament wéi dat hei, deen Accord schonn approuvéiert an där dote Form, an datt si duerfir soen: Approuvéiert Dir och fir d'éischt den Text, an da maache mer en Échange de lettres, andeem mer deen Artikel 26(5) iwwert den Échange sur demande drabauen.

Mir hunn also den Accord politique fir dat ze maachen. Ech wëll och hei ausdrécklech soen, datt dës Accorden also net géifen en Ofwäichen duerstelle vun där Décisioun, déi d'Regierung den 13. Mäerz geholl huet, fir an Zukunft den OECD-Modell ofzeschléissen.

Et ass d'Intentioun vun der Regierung, déi muss awer vun där nächster Regierung confirméiert ginn, fir all déi Duebelbesteierungsofkommes, déi mer elo nei négociéieren, respektiv dat sinn oft bestehend Accorden, wou mer just en Amendement derzou maachen, duerch ee Gesetz an der Chamber approuvéieren ze loossen. Net also zwielef oder 15 Gesetzer ze maachen, mä nodeem mer eng ganz Rei négociéiert hätten, ass eis Iddi, ee Gesetzesprojet ze maachen, wou dann d'Chamber kéint all déi Amendementen zu bestehenden Duebelbesteierungsofkommesse maachen. Wéi gesot, Décisioun, déi déi nächst Regierung muss, wa bis dohinner all déi Accorden négociéiert sinn, confirméieren.

Drëttens wëll ech hei nach eng Kéier soen, datt mir zënter dem Joer 2000 soen, datt mir op de Wee vun dem Informatiounsaustausch higinn, wann och déi aner Länner dat maachen. D'Tatsaach, datt d'Schwäiz, Éisträich, Singapur, Hongkong an anerer dat gemaach hunn, erhält eis déi noutwendeg Konkurrenzfäegkeet, déi mer op eiser Finanzplaz brauchen. Duerfir gesinn ech och net duerch déi Décisioun d'Finanzplaz an hirer Entwécklung a Fro gestallt.

Eis stéiert och manner déi gro Lëscht, déi jo just rappeléiert, wat d'Regierunge selwer gesot hunn, wéi d'Kritären, no deenen déi wäiss Lëscht zustane komm ass. D'Tatsaach, datt een, wéi hei de Mëtteg och rappeléiert, muss zwielef Duebelbesteierungsofkommes hunn no OECD-Modell, fir op där wäisser Lëscht ze sinn, géif ech mer erlaben, mat allem Respekt fir international Organisatiounen, als lächerlech ze beschreiwen. Firwat net néng oder 13 oder 15?

D'Kritäre sinn déi, déi opgestallt gi sinn, déi net d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung fannen. Mir huele se zur Kenntnis a mir wäerte se uwenden, mä mir hätte gären - an och dat drécke mer der OECD nach eng Kéier an dësen Deeg aus -, datt esou Kritären no de Regele vun der OECD, also am Konsensus definéiert ginn, an net vun e puer Staten, déi déi definéieren.

Ceci étant dit, wäerte mer méi wéi zwielef Duebelbesteierungsofkommen ofschléissen, déi deem dote gerecht ginn. Well éischtens, wéi gesot, contestéiere mir de Chiffer zwielef, an zweetens musse mer och mat méi Länner - an an der Europäescher Unioun si jo scho vill méi wéi zwielef Länner - op deen dote Wee goen. Déi Verhandlunge si schwiereg.

Ech hu bewosst déi éischt Verhandlunge mat Amerika gefouert a bewosst se zu engem groussen Deel selwer gefouert. Firwat? Well Amerika ass dee gréisste Member am G20. An Amerika ass en duebele Risiko fir Lëtzebuerg gewiescht, nämlech engersäits de G20, an anerersäits eng Rei eesäiteg Lëschten, déi am amerikanesche Senat an am Representantenhaus zirkuléieren, op deene Lëtzebuerg steet. A verschiddener vun deene Proposition-de-loien, déi droen och den Numm vum aktuellen amerikanesche President.

Et war mer kloer bei mengem éischte Besuch zu Washington virun e puer Wochen, datt, wa mir net hei géife bougéieren, déi eesäiteg Lëschte géifen am Parlament, och encouragéiert duerch d'Finanzkris, relativ schnell a Realitéit, also a Gesetzesform ëmgesat ginn. Duerfir hu mer déi Verhandlunge gefouert.

Deen Accord steet an de grousse Linnen an deen Accord gëtt der Lëtzebuerger Regierung Satisfaktioun. Den Accord kann nach net formal ënnerschriwwe ginn, bis verschidden intern Prozeduren an Amerika fäerdeg sinn. Ech hu mam President vun der Finanzkommissioun ofgemaach, datt mer Mëtt Mee, bis dohinner wäerten déi Prozeduren dann ofgeschloss sinn, d'Finanzkommissioun am Detail iwwert deen Accord informéieren. Dee Moment gëtt en och dann ënnerschriwwen.

Deen Accord gëtt eis Satisfaktioun an deen Accord wäert och e gudde Modell sinn, fir mat anere Staten ze verhandelen. Et geet an deenen Accorden notamment ëm d'Prezisioun, déi muss erfëllt si bei deenen Demanden, déi kommen. Et geet ëm d'Fro, ob esou Accordë réckwierkend sinn oder net.

Duerfir muss ech lech soen, datt déi Négociatioune schwiereg sinn. Déi si besonnesch schwiereg no enger éischter Ronn vun Négociatiounen, déi stattfonnt hu mat Däitschland, wou eng Rei Revendicatiounen op den Dësch komm sinn, déi fir Lëtzebuerg net akzeptabel sinn. Also muss doriwwer diskutéiert ginn.

Mir si mat de Fransousen an Négociatioun. Mir hunn e Freideg zu Washington och ofgemaach, fir och mat der Schwäiz a mat Éisträich esou Accorden ze maachen. Dat sinn och Membere vun der OECD. Mir hunn Demandë kritt vun enger ganzer Rei vun aneren EU-Staten, mä mir kënnen net alles mateneen négociéieren. Wa mer der awer bis dräi, véier fäerdeg hunn a wann déi plus ou moins d'nämlecht ausgesinn, da gëtt et vill méi einfach, fir déi aner duerno ze négociéieren.

De Kommissär Kovács, zoustänneg fir Steieren an der Europäescher Unioun, huet an deene leschte Méint eng Rei Propositioune gemaach - déi schéngt en och gëschter op enger Pressekonferenz nach eng Kéier erkläert ze hunn -, déi an eisen Aen iwwert dat erausginn, wat d'OECD verlaangt.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net mat deem, esou wéi mer dat bis haut verstanen hunn, d'accord. Wann ech virsiichteg sinn a mengen Aussoen, dann ass dat, well ech dat net direkt vum Kommissär Kovács héieren hunn, mä datt de Kommissär Kovács den nächsten Dënschdeg am ECOFIN dat, wat e gëschter der Press gesot huet, wëllt de Ministere presentéieren.

Et ass also eréischt no där Presentatioun am Conseil vun de Finanzministeren, wou d'Lëtzebuerger Regierung sech wäert zu deene Propositiounen ausschwätzen, well mer se dann eréischt am Detail kennen. Mä mir mengen et wär net gutt, datt ee fir d'éischt am G20 an an der OECD e gewëssene Standard definéiert an dann dräi Wochen duerno erëm eppes aneschters an der Europäescher Unioun mécht. Dat wäert op de Widderstand vu Lëtzebuerg stoussen.

Woubäi ech awer hei wëll rappeléieren, datt schonn 2000 an 2003 bei der Zënsrichtlinn déi iwwergrouss Majoritéit vun EU-Staten am Fong fir den automateschen Informatiounsaustausch war. Et ass also och näischt, wat elo op där doter Fro ganz nei ass. Déi meescht Länner si fir den automateschen Informatiounsaustausch. Mä am G20 OECD ass jo am Fong den Informatiounsaustausch sur demande als Kritär fixéiert.

Mir suivéieren dat also ganz no. Mir wäerte weider elo intensiivst Verhandlungen an deenen nächste Woche mat enger Rei State féieren, fir esou schnell wéi méiglech op eng 15 Duebelbesteierungsofkommen ze kommen. Dat geet awer ganz sécher bis an den Hierscht eran. Also ass et och d'Aufgab vun där Regierung, déi aus de Wahle vum 7. Juni erausgeet. An déi Debatten an der Europäescher Unioun, déi wäerte schwieregst ginn. Och déi fänken elo eréischt un, mä ech spieren, datt en extremen Drock ass, fir déi esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen.

Et ass e Conseil de 5. Mee. Dee Conseil vun de Finanzministeren, deen duerno ass, ass am Juni, an da kommen der nach duerno. Mä ech spiere vun allen Informatiounen, déi ech hunn, datt déi aner Länner nach wëllen dëst Joer mat där Fro ofschléissen. Mir mengen, datt déi Positioun, déi mer bis elo vertrueden hunn, déi mer den 13. Mee gemaach hunn am Kontext vun der OECD, eis Limite an deene Verhandlunge muss sinn, an datt d'Kommissioun och deem muss Rechnung droen.

Mä d'Kommissioun ass jo net hei deen, deen décidéiert en fin de compte. Et ass de Conseil vun de Finanzministeren. Am Conseil vun de Finanzministere si 27 Länner, ass Unanimitéit. Mä mir mussen also do eis Argumenter virbréngen a mir musse kämpfe fir déi Positioun, déi, ech mengen, bis elo hei am Parlament op eng breet Zoustëmmung - et war Unanimitéit - gestouss ass. Duerfir, mengen ech, ass et och noutwendeg, datt mer no deem Conseil ECOFIN vum Mee och d'Finanzkommissioun informéieren an och versichen, fir esou wäit wéi dat méiglech ass gemeinsam Vuen zu Lëtzebuerg op där schwiereger Fro do och weiderhin ze halen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen an deem sensibelen Dossier.

Mir kommen elo zum Vote vum Accord mat fir d'éischt den Arabeschen Emirater.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5767 et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5767 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Lydia Mutsch), Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Alexandre Krieps), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da stëmme mer of iwwert de Projet mat Aserbaidschan.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5799 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5799 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), M. Fernand Diederich (par M. Marc Angel), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jean-Pierre Klein) et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Alexandre Krieps), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps et Claude Meisch;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Merci un de Vertrieder vun der ADR.

Domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Den nächste Rendez-vous ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)

Jeudi, 30 avril 2009

SÉANCE 46

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling (dépôt d'une motion), Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Motion 1: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

2. Dépôt d'un projet de loi

- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

3. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

- *M. Robert Mehlen*

4. 5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

- *Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et
2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
3. du Code de la sécurité sociale

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Romain Schneider*
- *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Den éischte Punkt um Ordre du jour haut de Mëtteg ass de Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance. De Rapporteur ass den honorabelen Här Diederich an et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, den Här Berger, den Här Fayot, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Diederich.

1. 5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass den 23. Dezember 2008 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. Avisë sinn erakomm vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. An dräi Sitzungen ass de Projet virgestallt an diskutéiert ginn.

Den Avis vum Statsrot datéiert op den 31. Mäerz. An der Sitzung vum 2. Abrëll huet d'Kommissioun eng Rei Amendementen adoptéiert. Den Avis complémentaire vum Statsrot vum 21. Abrëll ass den 23. Abrëll vun der Kommissioun aviséiert ginn. An där Sitzung ass och dëse Projet de rapport ugeholl ginn.

Den Objet vum Gesetzesprojet besteet doranner, eng legal Basis ze schafe fir d'Ëmsetzung vun enger neier Unterrechtsstruktur fir all déi Schüler, déi wéinst schouleschem Mësserfolleg, wéinst Mangel un der Motivatioun oder well se de falsche Choix getraff hu bei der schoulescher oder berufflecher Orientatioun, oder an traditionelle Klasse vum Secondaire oder vum Secondaire technique décrochéiert hunn, mat dem Zil, hinnen eng zweet Bildungschance ze offréieren.

Den Ursprong vun der École de la deuxième chance geet op d'Joer 1995 zréck, wou d'Europäesch Kommissioun ee Wäissbuch iwwer Erzéiung a Bildung adoptéiert huet mam Titel: «Enseigner et apprendre: vers la société cognitive».

Ee vun den Objektiver war de Kampf géint d'Exklusioun, an an deem Kader ass den experimentelle Projet vun den Écoles de la deuxième chance proposéiert ginn, fir deene jonke Leit nei Méiglechkeeten an Opportunitéiten ze bidden, déi net iwwert déi néideg Qualifikatiounen a Kompetenze verfügen, fir hir Formatioun weiderzefréieren oder sech an d'Beruffsliewen ze integréieren.

Hei zu Lëtzebuerg besteet d'Iddi vun enger École de la deuxième chance zwar scho méi laang, mä aus verschiddene Grënn konnt kee konkrete Projet presentéiert ginn. Schonn 1999 ass am Kader vun enger parlamentarescher Missioun ee Rapport erstallt gi vum aktuelle Statsrot René Kollwelter, deen och während fënnef Joer an der École de la deuxième chance zu Marseille responsabel war fir d'Relatioune vun der Schoul mat den Entreprisen.

Op dëse Rapport hin ass folgende Passus an d'Regierungserklärung vun 1999 ageschriwwe ginn: «de faire des efforts particuliers afin de mettre en place une véritable offre d'école de la deuxième chance».

Et huet awer missen d'Regierungserklärung vun 2004 ofgewaart ginn, fir d'Iddi nei ze relancéieren, an elo um Schluss vun der Legislaturperiod kann dat entspriechend Gesetz gestëmmt ginn. Ech wëll an dësem Zesummenhang awer och un eise regrettéierte Kolleeg Marc Zanussi erënneren, deem dëse Sujet ganz besonnesch um Häerz louch an dee sech deementspriechend staark investéiert huet.

Mir stellen haut fest, datt d'Offer, wat d'Formatioun vun de Jugendlechen a jonken Erwuessenen ubelaangt, déi als Décrocheuren ugesi ginn, net duergeet an d'Noutwendegkeet vun enger méi breeder an diversifiéierter Offer besteet, esou wéi et an enger Etüd iwwert den Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg confirméiert gëtt. Dës Etüd „Le décrochage scolaire au Luxembourg" vum Ministère de l'Éducation nationale aus dem Schouljoer 2006/2007 befaasst sech mat deene Schüler, déi déi Lëtzebuerger Schoulen ouni Ofschlossdiplom verloossen an ënnert hinne mat deene Jonken, déi als Décrocheurs scolaires gëllen, dat heescht, déi sech net an eng aner Schoul oder an eng aner Formatioun aschreiwen.

Den Taux de décrochage ass zwar déi lescht Joren erofgaang, wat drop zréckzeféieren ass, datt de Ministère de Kampf géint d'schoulesch Exklusioun zu enger vu senge Prioritéiten zielt. Dëse Réckgank ass op d'Schafung vun neie Méiglechkeete fir d'Schüler mat Schwieregkeeten zréckzeféieren, wéi zum Beispill d'Classes relais souwéi déi systematesch Begleedung vun de betraffene jonke Leit duerch d'Action locale pour jeunes.

An trotzdeem sinn all Joer méi wéi 300 Jonker vum Décrochage scolaire betraff a lafen de Risiko, ausgeschloss oder marginaliséiert ze ginn. Fir dës Leit bitt d'École de la deuxième chance een neit pedagogescht Angebot, mat dem Zil, hinnen zu enger Qualifikatioun an enger Beschäftegung ze verhëllefen.

Wat ass elo d'Konzept vun der Schoul? D'Schoul funktionéiert am Kader vum Enseignement postprimaire an adresséiert sech prinzipiell un déi jonk Leit, Schoulofbriecher tëschent 16 a 24 Joer abegraff.

D'Objektiv besteet doranner, déi Jonk dozou ze bréngen, déi néideg Confiance a Motivatioun ze fannen, fir een neie Schoulparcours unzefänken an déi allgemeng praktesch a sozial Kompetenzen ze entwéckelen, déi et hinnen erlaben, erëm an déi traditionell Klasse vum Secondaire oder Secondaire technique opgeholl ze ginn, an

eng Léier ze goen oder eng Plaz um Aarbechtsmaart ze fannen.

D'Admissioun vun de Jonken, déi sech an d'Schoul wëllen aschreiwen, geschitt duerch den Direkter vun der Schoul a Concertatioun mam Service vun der Action locale pour jeunes a mam Direkter vun deem Lycée, wou de Schüler ageschriwwe war oder eventuell dem Centre national de la Formation professionnelle continue.

Et fënnt een individuellt Gespréich statt mam Schüler iwwert säi perséinlechen a beruffleche Projet. Et gëtt ee Bilan mat der Evaluatioun vu senge Kompetenze gemaach. An tëschent dem Schüler an der Schoul gëtt e pedagogesche Kontrakt ofgeschloss, an deem d'Rechter an d'Flichten an d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht festgehale ginn.

D'pedagogesch Offer berout op der Basis vun engem individualiséierte Programm, dee fir all Schüler ausgeschafft gëtt op Basis vun engem perséinlechen a beruffleche Projet.

Sou wéi am Gesetz iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle, gëtt den Unterrecht och a Form vu Modulen organiséiert, wat et all Schüler erlaabt, no senge Léiercapacitéite virun ze goen. D'Dauer vum Parcours an de Léierrhythmus variéiere no de Besoinë vum Schüler, mä sinn op zwee Joer begrenzt. De Minister kann dës Dauer ëm sechs Méint verlängeren, am Fall vun enger motivéierter Demande.

Fir dat pedagogescht Konzept ëmzesetzen, gesäit de Projet de loi d'Zesummesetzung vu pedagogesche pluridisziplinären Équipë vir, mat Enseignanten, Formateuren, Psychologen an Experten aus dem Beruffssecteur, déi dee Jonke betreien.

D'Missioun vun dëser Équipe besteet doranner, dat richtegt pedagogescht Konzept ze definéieren, genausou wéi déi individualiséiert Formatiounspläng an d'Evaluatioun vun den Acquisen, d'Organisatioun an de Suivi vun de Stagen am beruffleche Milieu souwéi d'Kollaboratioun mat den Elteren, déi och am Conseil d'éducation vun der Schoul vertruede sinn.

D'pedagogesch Équipe bestëmmt aus hire Membere fir jidder Apprenant een Tuteur, deen de pedagogesche Suivi an der Schoul an am Betrib assuréiert.

De Statsrot begréisst de Projet de loi a weist drop hin, datt e scho säit Längerem op d'Nécessitéit vun esou enger Struktur higewisen huet. Hien ass awer och der Meenung, datt déi grouss Heterogenitéit vun de Schüler, de breede Fächer vun deenen, déi concernéiert sinn, mat ganz ënnerschiddleche Formatiounsniveauen, eng Rei Problemer kéint duerstellen. Mir bedaueren och, datt niewent dem Ministère de l'Éducation nationale net och de Ministère du Travail als Träger figuréiert. Dëst eventuell a Form vun engem Établissement public, fir domat eng gréisser Korrelatioun tëschent der Formatioun an dem Aarbechtsmaart hierzestellen.

D'Schoul huet als Missioun, niewent dem allgemengen a prakteschen Unterrecht een integréierte soziopedagogeschen Encadrement ze garantéiere fir déi Jonk, déi am Projet de loi Apprenantë genannt ginn a fir déi mindestens zweemol d'Joer eng Admissioun stattfënnt.

Den Enseignement général kann a folgenden Domäner ugebuede ginn: déi mëndlech a schréftlech Kommunikatioun an de Sprooche Franséisch, Däitsch, Englesch a Lëtzebuergesch; Mathematik a Rechnen; Éducation à la culture et à la citoyenneté; Informatiounstechnologien; Sport- a Gesondheetserzéiung. De prakteschen Deel begräift den Apprentissage am Atelier vun der Schoul souwéi Stagen an der Beruffswelt. De prakteschen Domän kann an deene verschiddene Beruffssecteuren organiséiert ginn.

Fir den Avis d'orientation ze formuléieren oder eng Décisioun op deem Plang ze huelen, fonctionnéiert d'Équipe pédagogique zesumme mam Direkter als Conseil de classe. Ee Vertrieder vun der Action locale pour jeunes hëlt mat berodender Stëmm um Klasserot deel. Fir all Jonke gëtt ee Portfolio erstallt, opgrond vun deem d'Avis d'orientation an d'Zertifikater erstallt ginn.

Spéitstens um Schluss vun all Semester stellt de Conseil de classe fest, awéiwäit de Schüler déi ugestriefte Kompetenzen erreecht, fir d'Formatioun mat Succès viru kënnen ze féieren. Spéitstens um Schluss vum Parcours oder en cours de route, wann de Schüler dat freet, léisst de Klasserot sech vun engem externen Enseignant assistéieren, deen iwwert déi néideg Experienz verfügt, fir eng vu folgenden Décisiounen ze huelen.

Den Apprenant gëtt an eng bestëmmte Klass vum Enseignement secondaire oder vum Secondaire technique ugeholl. Hie gëtt orientéiert an eng Iwwerganksformatioun fir an d'aktiivt Liewen, déi organiséiert gëtt am Centre national de Formation professionnelle continue. Oder drëttens, hie gëtt an d'aktiivt Liewen orientéiert. An deem Fall këmmert sech d'Action locale pour jeunes ëm den Apprenant, fir en an den Aarbechtsmaart ze integréieren.

Déi Jonk, déi wéinstens 18 Joer al sinn, wa se aus der Schoul erauskommen, kënne sech fir all Bildungswee aschreiwen, deen am Kader vun der Erwuessenebildung ugebuede gëtt.

Nodeem se d'Schoul verlooss hunn, ginn d'Apprenantë während zwee Joer vun der pedagogescher Équipe an Zesummenaarbecht mat der Action locale pour jeunes begleet. Formatiounsstagen an deem beruffleche Milieu si feste Bestanddeel vun der Formatioun.

Während der Dauer vum Stage ass de Statut vum Apprenant dee vum Apprenant stagiaire. Tëschent der Schoul, dem Apprenant an dem Vertrieder vun der Entreprise gëtt ee Contrat de stage de formation ënnerschriwwen, dee Folgendes festhält: d'Objektiver an d'Modalitéite vum Stage de formation, virun allem d'Aktivitéite vum Stagiaire; d'Konditiounen, an deenen den Encadrement assuréiert gëtt duerch d'Schloul respektiv d'Entreprise; d'Modalitéiten, wéi de Stage evalueiert gëtt.

Stagë kënne ganz oder deelweis während de Vakanzzäite stattfannen. D'Apprenantë kënnen an de Genoss komme vun der Aide à la formation, vun der Prime de formation a vun der Indemnité de formation, wéi se am Gesetz vum 16. Mäerz 2007 iwwert d'Organisatioun vun de Coursë vun der Formation professionnelle am Centre national de Formation professionnelle continue virgesi sinn.

Schüler, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn, kënne logéiert ginn no enger Konventioun mat engem organiséierten Träger, deen dozou autoriséiert ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir iwwert d'Beruffsfeld an iwwert de Profil vun den eenzelnen Aarbechtsplazen am Bild ze sinn, léisst d'Schoul sech fir all Beruffssecteur duerch en Expert aus der Wirtschaftswelt beroden. Hien hëlt un den Aarbechte vun den Équipen deel, versicht Entreprisen ze fannen, fir d'Apprenanten an de Stage ze schécken, a versicht déi beruffleche Aglidderung ze ënnerstëtze vun deene Jonken, déi an d'aktiivt Liewen orientéiert ginn.

Et gëtt ee Comité geschaf, deen als Missioun huet all Orientatiounsaktivitéite vun de Schüler, fir se an d'Aarbechtswelt ze begleeden. Hie begräift den Direkter vun der Schoul als President, Vertrieder vum Aarbechtsminister, Vertrieder vum Minister, dee fir d'Jugend an de Service volontaire zoustänneg ass, an ee Vertrieder vun der Action locale pour jeunes.

D'Schoul ass autoriséiert, ee Projet vun internationaler Kooperatioun auszeschaffe mat auslännesche Schoulen, déi ähnlech Missiounen hunn.

Methodologesch Begleedung, d'Evaluatioun vun der Qualitéit vun der Formatioun souwéi d'Formatioun vum Personnel enseignant et éducatif gi vum SCRIPT assuréiert. D'Schoul ass op wéinstens zéng Stonnen am Dag während fënnef Deeg an der Woch a si fonctionnéiert als Service de l'État à gestion séparée.

D'Personal vun der Schoul ka Fonctionnairen, Chargés de cours a Chargés d'éducation begräifen. D'Regierung gëtt autoriséiert, fir de Fonctionnement vun der Schoul folgend Personal anzestellen: en Direkter, een Directeur adjoint, ee Professeur de lettres, ee Professeur de sciences, ee Mathematiksproff, ee Proff an der Éducation physique, ee Proff an der Éducation artistique, zwee Formateurs d'adultes am Enseignement théorique, zwee Formateurs d'adultes am Enseignement technique, néng Schoulmeeschteren, néng Maîtres d'enseignement technique, néng Formateurs d'adultes am Enseignement pratique, ee Psycholog, e Pedagog, sechs Éducateurs gradués, zwee Éducateuren, een Informatiker, ee Redakter, een Expéditionnaire an zwee Statsaarbechter mat CATP.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'École vun der deuxième chance ass eng Nécessitéit. Si ass eng Chance fir vill Jonker an engem wichtege Moment vun hirem Liewen, wou hir Entwécklung eng irréversibel Tournure kéint huelen. Si stellt eng Plus-value duer, wat déi pedagogesch Offer betrëfft. Si ass awer och een Défi fir all déi Partner, déi responsabel Instanzen, déi Intervenanten, déi an enker Kollaboratioun derfir musse suergen, datt d'Gesetz wierksam ëmgesat gëtt, am Intérêt vun all deenen, deenen et soll eng supplementar Chance bidden.

Ech wëll Merci soen all deenen, déi matgehollef hunn, datt mer d'Gesetz séier duerch d'Prozedure konnte bréngen an nach an dëser Legislaturperiod kënne stëmmen; dem Statsrot, de Vertrieder vum Ministère, de Kolleeginnen a Kolleegen aus der parlamentarescher Kommissioun an der Madame Cocard vum Greffe.

Ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Françoise Hetto-Gaasch. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, villmools Merci soe fir säi komplette mëndlechen an och schréftleche Rapport.

De Gesetzesprojet 5975, iwwert dee mer haut hei ofstëmme sollen, steet an der Logik vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Éducatioun an d'Formatioun aus dem Joer 1995, där hir Objektiver an d'Lissabon-Strategie aus dem Joer 2000 integréiert goufen.

Deemools gouf sech dat ambitiéist Zil gesat, bannent Europa d'Zuel vun deene Jonken, déi d'Schoul ze fréi ouni Ofschloss verloossen, bis 2010 ëm d'Halschecht ze reduzéieren.

De Gesetzesprojet 5975 huet als Zil, eng Schoul vun der zweeter Chance ze schafen, déi sech an der Haaptsaach u Schüler tëschent 16 a 24 Joer adresséiert, déi den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique ouni Qualifikatioun verlooss hunn an och keng Méiglechkeet méi hunn, an deene Schoule virunzekommen.

D'Schoul vun der zweeter Chance kann een u sech op hallwem Wee tëschent der initialer schoulescher Formatioun an dem Aarbechtsmaart gesinn. Dëser neier innovativer Schoulstruktur hir wesentlech Missioun besteet doranner, een allgemengen a prakteschen Unterrecht op d'Been ze stellen an en integréierte soziopedagogeschen Encadrement vun de Schüler unzebidden.

Wat sinn elo d'Objektiver vun dësem Gesetzesprojet? Abee, déijéineg, déi d'Schoul ofgebrach hunn, mussen et erméiglecht kréien, e bestëmmte Bildungswee anzeschloe respektiv op den Aarbechtsmaart integréiert ze ginn.

Doriwwer eraus gi mat dësem Gesetzesprojet déi jonk Leit viséiert, déi eréischt zënter kuerzer Zäit an eisem Land sinn a keng Chance hunn an eisem traditionelle Schoulsystem mat virunzekommen. Rieds ass vun de sougenannte Primo-arrivants. Dës Jonk kënnen iwwregens eng Dispens vum zoustännege Minister kréien, wa si méi al wéi 24 Joer sinn a sech trotzdeem an dëser Schoul fit fir den Aarbechtsmaart wëlle maachen.

Interessant ass an deem Kontext, dass an der Schoul vun der zweeter Chance zweemol am Joer Admissioune gemaach ginn. Dës Mesure erlaabt, dass ee Jonken net e ganzt Joer laang muss waarden, fir eng schoulesch Ausbildung ze kréien.

Ënnert dem Strëch gesinn ass d'École de la deuxième chance also eng Transitiounsphas fir dee Schüler, dee sech hei déi Kompetenzen uneegne kann, fir entweder nees Fouss am konventionelle Schoulsystem ze faassen oder awer fir eng Schoul ze fannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass hei zu Lëtzebuerg praktesch 10% vun de Schüler all Joer d'Schoul ofbriechen an domat ouni en Diplom oder eng Qualifikatioun dostinn, dat ass eng batter Realitéit. Eppes, wat ee besonnesch gutt och op der Gemeng ka feststellen, wann ee gesäit, wéi vill Demandë vu jonke Mënschen, déi eng Plaz sichen, op engem sengem Büro landen, allerdéngs vu jonke Mënschen, déi keen Ofschloss opweises hunn, dass also ee vun zéng Schüler d'Bengele bei d'Tromm gehäit.

Dat steet eisem Land schlecht zu Gesiicht, wann ee bedenkt, dass mir mat dat Land sinn, wat am meeschte Geld a säin Éducatiounssystem investéiert. Doriwwer eraus ass et de Bewäis, dass de lëtzebuergesche Schoulsystem eng ganz Partie vu Lacunen huet, déi et heescht esou séier wéi nëmme méiglech ze behiewen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sidd Der och net vun der Schoulreform iwwerzeegt, Madame Hetto?

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Vun der neier Schoulreform sinn ech ganz iwwerzeegt, Här Mehlen.

Den Décrochage scolaire ass dat trauregt Resultat vun engem Mangel un Effikassitéit vun eiser Schoul. Duerfir musse mir all Hiewelen a Bewegung setzen, fir de Schouloffbroch ze vermeiden, zumools wann ee bedenkt, dass d'Haaptursaach, firwat Jonker am Chômage landen, ebe grad d'Tatsaach ass, dass se entweder guer kee Schouloffschloss hunn oder awer schlecht Diplomer, sou dass hinnen déi Kompetenze feelen, déi dobaussen um Aarbechtsmaart gefrot sinn.

Selbstverständlech huet grad dës Regierung schonn eng ganz Partie Mesurë geholl, wéi zum Beispill en neit Primärschoulsgesetz gestëmmt.

Här Mehlen, elo misst Dir nolauschteren!

D'Beruffsausbildung huet se reforméiert, d'Formation continue verbessert, d'Beschäftegungsmesurë fir déi jonk Chômeure reforméiert, an dach mussen awer nach eng ganz Partie weider Mesurë geholl ginn, fir virun allem d'Ursaache vun dem Schouloffbroch ze bekämpfen.

Wann een elo kuckt, wat déi heefegst Ursaache vum Décrochage scolaire sinn, déi déi Jonk selwer uginn, da stellt ee fest, dass éischtens 30% keen Aarbechtskontrakt kritt hunn; zweetens, 25% sech net motivéiert fillen; drëttens, 20% hu perséinlech Ursaachen uginn; weider 20% sech falsch oder schlecht orientéiert fillen, a 15% hunn an der Schoul en Échec erlieft.

Wat elo déi éischt Ursaach ubelaangt, sou wëll ech op dëser Plaz e ganz waarmen Appel un d'Betriber maachen, ouni déi et net méiglech ass, an dësem Dossier virunzekommen. Et musse méi Stageplaze geschaf ginn, fir dass déi Jonk eng reell Chance kréien, fir sech Kenntnisser a Kompetenzen unzëeegnen.

Duerfir ass et och ze begréissen, dass mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet geschaf gëtt, Experten aus dem Wirtschaftsberäich mat bäizehuelen, deenen hir Missioun doranner besteet, de Lien tëschent de Betriber an de Schüler ze maachen, fir an den eenzelne Beruffssparte Stageplazen ze organiséieren an ze kucken, dass de Contenu vun deem, wat dee Jonke soll léieren, och wierklech deem entsprécht, wat an deenen eenzelnen Domäner gefrot gëtt.

Wat déi zweet Ursaach vum Décrochage scolaire ubelaangt, nämlech de Mangel u Motivatioun, esou schéngt eis wichteg, den Elteren hire Rôle hei ze analyséieren. Mir kënnen als CSV den Auteure vun dësem Projet de loi nëmme félicitéieren, dass si iwwert dëst Gesetz d'Eltere méi staark mat abannen an och responsabiliséiere wëllen - an dat och, wann de Schüler méi al wéi 18 ass -, sief et iwwert d'Charte scolaire, déi vun der Schoul, den Elteren an de Schüler ënnerschriwwe gëtt, sief et iwwert de Portfolio, wou d'Eltere sech kënnen e Bild maache vun deem, wat hiren Nowuess fäerdeg bréngt, sief et iwwert d'Participatioun vun den Elteren an der Formation continue, sief et iwwer cibléiert Informatioun, an - an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn -, sief et iwwert de perséinleche Kontakt, mam Objektiv, eng richteg Vertrauensbasis hierzestellen, wou géigesäitege Respekt grousgeschriwwe gëtt.

Dernieft mussen d'Schüler sech awer och selwer abréngen a weisen, dass se motivéiert sinn, vun dëser zweeter Chance ze profitéieren. Iwwer e Kontrakt verflichte si sech duerfir, an deenen zwee Joer aktiv matzeschaffen an hir Rechter a Flichten ze respektéieren, zu deenen ënner anerem d'Pünktlechkeet an d'Aart a Weis, wéi se sech presentéieren, gehéieren. De perséinleche Wëlle vun deem Jonken, aus dëser Situatioun erauszekommen a vun alle Moyenen ze profitéieren, déi him zur Verfügung gestallt ginn, ass eng essenziell Konditioun fir ze réusséieren.

Wat elo déi perséinlech Ursaache vum Décrochage scolaire betrëfft, esou ass et esou, dass an den allermeeschte Fäll dee jonke

Mënsch net nëmme mat engem Problem konfrontéiert ass, mä dass gläich e puer Facteuren dozou bäigedroen hunn, dass hien an enger Sakgaass gelant ass: d'Delinquenz, en défavorabelt sozioekonomescht Émfeld, eng onstabel familiär Situatioun, Verhalensproblemer an esou weider.

Aus dësen Ursaache gëtt fir all Schüler en individualiséierte Schoulparcours festgeluecht a bei allen Démarchë gi si vu qualifizéiertem Personal begleet a beroden. De Schüler soll selwer säi Wee erausfannen a sech an de Léierprozess engagéieren. Positiv Verstäerkung an d'Unerkenne vu senge Kompetenzen hëllefen him, säi Selbstvertrauen opzebauen. Den Tutorat vun all Schüler ass e Schlësselelement fir seng schoulesch Réussite. D'Schaffen a klenge Gruppen ass am selwechte Kontext ze begréissen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dernieft huet d'École de la deuxième chance awer och d'Méiglechkeet, Leit ze rekrutéieren, déi net zur Équipe pédagogique gehéieren, mä fir spezifesch Interventioune kënnen agesat ginn.

Wat déi véiert Ursaach vum Décrochage scolaire aus der Siicht vun deene Jonken ubelaangt, nämlech eng falsch Orientatioun, esou kann och hei d'Zesummenaarbecht mam Expert aus der Ekonomie dozou bäidroen, dass de Schüler säi Wee fënnt. D'Relatioun mam professionelle Secteur erlaabt et dem Schüler, de Choix vun der Formatioun auszeschaffen, ze verfeinere respektiv ze confirméieren.

Allerdéngs muss een hei awer och festhalen, dass d'Orientatioun u sech schonn an de jonke Joren dacks falsch leeft an dass am Kader vun enger Reform vum Secondaire de Volet Orientatioun onbedéngt muss op de Leescht geholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Haaptprioritéit vun der École de la deuxième chance muss, wéi gesot, entweder d'Integratioun um Aarbechtsmaart sinn, oder déi Jonk mussen esou motivéiert ginn, dass se nees bereet sinn, en neien Ulaf an engem Lycée ze huelen.

Luewenswäert um virleiende Projet de loi ass ausserdeem déi enk Kollaboratioun mat der ALJ, déi och spéider beim Suivi eng wichteg Roll wäert spillen an déi an deene leschte Jore konnt beweisen, dass ënner anerem duerch hir Interventioun um Terrain d'Zuel vun de Schoulofbriecher an de leschte Jore konnt erofgoen. Vu 17% am Joer 2003/2004 op 9,4% am Joer 2006/2007.

Weider positiv Elementer vun dësem Gesetzesprojet sinn de Fait, dass d'École de la deuxième chance kann a soll mat auslännesche Schoulen zesummeschaffen; de Fait, dass d'Qualitéit vun der Schoul vum SCRIPT evaluéiert gëtt, an de Fait, dass Jonker, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn - esou, wéi de Rapporteur et och gesot huet - , d'Méiglechkeet kréien, an agréémierten oder konventionéierten Haiser ënnerdaach ze kommen. Fréier oder spéider muss ee souwisou doriwwer nodenken, ob en Internat net en Atout wier, fir den Encadrement vun dëse jonke Leit ze optiméieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer zum Schluss och e puer Iwwerleeungen afléisse loossen, opgrond vun den Informatiounen, déi mer gëschter um Colloque kritt hunn, wou déi Responsabel vun der École de la deuxième chance vu Marseille eis konnten aus hiren Erfahrungen erzielen.

Et dierf net sinn, dass déi Jonk d'Gefill kréien, vun enger Schoulstruktur an eng aner verfracht ze ginn. Dohier ass et eminent wichteg, dass d'schoulescht Émfeld deementspriechend gestalt gëtt an dass eng aktiv Pedagogie ugestrieft gëtt.

D'Réussite vum Projet hänkt enk domat zesummen, wéi intensiv mat de Betriber zesummegeschafft gëtt. D'Betriber mussen deen néidege Versteesdemech fir dës jonk Mënschen opbréngen a wëssen, dass si et mat engem schwierege Public ze dinn hunn.

All Jonke muss déi Zäit kréien, déi hie brauch, fir säin individualiséierte Parcours ze organiséieren. Alleguerten d'Acteuren, d'Équipes pluridisciplinaires, d'Tuteuren, d'Patronë musse sech permanent concertéieren, fir dee jonke Mënsch zesummen ze begleeden a sech iwwer hien auszetauschen.

Dee jonke Mënsch muss kënnen eng Relatioun mat sengem Tuteur opbauen, während dem ganze Parcours an doriwwer eraus, spéider beim Suivi. Dernieft wier et wënschenswäert, wann dëse Projet seng Friichten dréit, fir weider Antennen op anere Plazen am Land ze schafen an eventuell och esou e Projet fir Leit unzebidden, déi schonn e gutt Stéck méi al wéi 24 Joer sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut e Projet de loi iwwert d'École de la deuxième chance diskutéieren, esou wéilt ech dat ënner enger Viraussetzung maachen, an zwar där, datt dësen Text, deen d'Chamber dëse Mëtteg wäert stëmmen, soll e Verfallsdatum hunn, esou, wéi am Buttek och op de Produitë steet: „Date limite d'utilisation".

Dëst Gesetz an dës Schoul vun der zweeter Chance sollen eng begrenzten Dauer hunn an iergendeng Kéier, an net ze wäiter Zukunft hoffentlech, erëm iwwerflësseg sinn.

Firwat?

Well dës Schoul solle mer erëm esou schnell wéi méiglech net méi misse brauchen, andeems datt mer d'Schoul vun der éischter Chance, also eis aktuell Schoulen, esou reforméieren a gestalten, datt do jiddwer Schüler, egal wat seng Fäegkeete sinn, wat säi Schoulchoix war, säin Ofschloss kann erreechen an eng normal Schoulcarrière ka maachen an en Ofschloss do ka kréien.

Dat heescht also, datt mer an eise reguläre Schoulen, fir se emol esou ze nennen, am Classique an am Technique den Enseignement esou gestalten, datt méi individualiséiert op d'Schüler agaange gëtt, a jiddwereen esou förderen a forderen, datt en do ka bestoen an déi néideg Kompetenze kann erreechen.

Wa mer dat fäerdeg bréngen, da brauche mer dës Schoul vun der zweeter Chance, déi eng Noutléisung ass an och op eng gewëssen Aart a Weis en deelweisen Échec an eng Hëlleflosegkeet vun eisem aktuelle Schoulsystem reflektéiert, hoffentlech an Zukunft net méi.

Mir sinn awer nach net do ukomm, mir wëssen dat, d'Zuelen an d'Statistike weisen dat. Hei zu Lëtzebuerg hu mer ronn 10% vun de Schüler, déi an deene verschiddenen Ordres d'enseignement hir Schoul ofbriechen - décrochéieren, wéi mer soen. Dat waren 2006/2007 ronn 300 jonk Mënschen, déi dat gemaach hunn, déi fanne mer dann an anere Statistiken erëm: beim Chômage ouni Aarbecht, an och ouni eng Chance op eng Aarbecht, well se keen Ofschloss hunn.

An dësen Zäiten, wou den Aarbechtsmarché och ëmmer méi schwéier gëtt, si si et, déi do am allerschlechteste gestallt sinn an déi praktesch guer keng Zukunftsperspektiven hunn.

Mir sinn duerfir gefuerdert, fir dëse Mënschen eng zweet Chance ze ginn, ze bidden, an all Efforten ze maachen, fir datt mer se ebe kënnen an déi normal Schoulen zréckintegréieren.

Sécherlech kascht dat zousätzlech Effortë fir de Stat, Personalefforten, och finanziell Efforten. Mä ech mengen, déi Sue sinn awer gutt investéiert, well mer dann hei laangfristeg awer kënnen de Mënschen, jonke Mënschen eng Perspektiv op e Beruffsliewe ginn, hinnen dozou verhëllefen, datt mer se net ofhängeg maache vu staatleche soziale Mesuren, déi am Endeffekt d'Gesellschaft an de Stat méi deier kaschten.

Et ass och ganz einfach eng Aufgab an eng Flicht vum Stat, onofhängeg vun de Käschten an den Efforten, déi ee muss maachen, déi Schwächsten an eise Schoulen optimal ze ënnerstëtzen an hinnen eng Chance ze ginn.

Konkret heescht also dëse Projet, datt mer elo eng Schoul fir ronn 300 Schüler, potenziell Schüler, hei op d'Bee stellen, déi eng ganz besonnesch Ënnerstëtzung brauchen, fir datt mer se ebe kënnen an déi normal Schoulen zréck wa méiglech integréieren, dohinner zréckféieren.

Här President, wann ee vun enger Schoul vun der zweeter Chance schwätzt, da komme mer och net derlaanscht, fir iwwert de Choix vun deem Konzept ze schwätzen, well et gëtt verschidde Solutiounen, verschidde Modeller, déi sech ugebueden hätten.

Ech muss soen, datt ech awer e bësse bedaueren, datt mer net am Virfeld, an der Chamberskommissioun haaptsächlech, méi ausgiebeg iwwert déi verschidden Optioune fir eng Schoul vun der zweeter Chance diskutéiert hunn, de Pro an de Kontra vun deem engen oder anere Modell do besser ofgewieen hunn.

Eréischt gëschter - meng Virriednerin huet et gesot - war e Colloque zu deem Sujet, e ganz interessante Colloque, wou ech leider net dee ganze Mëtteg konnt derbäi sinn, well mer jo och hei an der Chamber Aarbechten haten, wou zum Beispill iwwert d'Erfahrung vun enger Schoul vun der zweeter Chance vu Marseille geschwat ginn ass. Gëschter ware schonn d'Rapporten an och d'Aarbechten an der Kommissioun ofgeschloss, an dat war dann awer vläicht e bësse Moutarde après dîner.

Ech hat och eng Kéier an der Kommissioun, kann ech mech erënneren, gefrot, fir déi eng oder aner Informatiounen oder Bilane vun den Experienzen aus anere Länner ze kréien, wat awer keen immens groussen Echo fonnt huet.

Ech wëll net soen, datt elo aner Modeller onbedéngt besser, méi pertinent si wéi deen, dee mir elo hei diskutéieren, haaptsächlech och, wann een de Lëtzebuerger Kontext kuckt. Ech wëll awer soen, datt et awer vläicht opschlossräich gewiescht wier an den Aarbechten, fir méi intensiv déi eng oder aner Modeller ze analyséieren.

Da stellen ech och fest, datt e fréiere Mataarbechter vun der École de la deuxième chance zu Marseille, den Här René Kollwelter, 2005 e Rapport ofginn huet. Dat waren 121 Säite mat enger Rei vu Recommandatiounen. Do war och souguer eng Propos fir e fäerdege Projet de loi dran. Hien hat do ënner anerem en Établissement public proposéiert mat enger anerer Ausriichtung, déi méi wierklech e berufflechen Ofschloss viséiert hätt.

Ech stellen einfach nëmme fest, datt dëse Rapport…

(Interruption)

…op alle Fall keng - Madame Ministesch, Här President -, dëse Rapport huet op alle Fall keng parlamentaresch Suitë fonnt, dee vun 2005, an en ass emol net zitéiert am Rapport vun der Kommissioun, en ass och emol net zitéiert am Exposé des motifs vum Gesetz.

Ech stellen dat einfach fest a wonnere mech e bëssen, datt do kee Pipcheswiertche vun deem Rapport vun 120 Säiten hei an deenen Aarbechten iergendwéi och nëmmen Afloss pour mémoire fonnt huet.

D'Éducatiounsministesch, déi huet e Modell proposéiert, dee sech um Konzept vun enger Schoul am klassesche Sënn orientéiert an och ënnert der exklusiver Tutelle dann ass vun der Éducatioun. Dat huet och vläicht e bëssen domadder ze dinn, datt d'Ministesch wollt dee Projet bei sech behalen, wat ech verstinn, wat ech och kann ënnerstëtzen, datt et also net hei soll sinn, datt dat en Aspekt gi wär vum Aarbechtsminister zum Beispill, wann et méi orientéiert gewiescht wär exklusiv op eng Formation professionnelle.

D'Haaptzil ass et och net hei - géif ech mengen -, fir den Décrocheuren en Ofschloss zum Beispill an enger berufflecher Ausbildung ze bidden oder se systematesch op den Aarbechtsmarché ze bréngen, mä d'Grondiddi ass déi, fir dës Schüler erëm zréck an d'Schoulen ze kréien, do, wou se décrochéiert hunn, fir dann an dëse Schoulen hiren Ofschloss kënnen ze maachen. Ech géif dat e bëssen esou vergläichen, dëse Modell vun enger Schoul vun der zweeter Chance, mat enger Intensivstatioun, dat heescht, wou do Patiente krank gi sinn, déi wierklech héich akut krank oder blesséiert sinn, an datt also d'Zil ass, datt ee se erëm vun der Intensivstatioun zréck an déi normal Better kritt respektiv also dann och déi normal Schoulen zréckkritt.

Ech hu scho gesot, et kann een dës Démarche verstoen, och novollzéien. Et muss een awer och wëssen, op där anerer Säit, datt de Gros vun deene Schüler an esou enger Schoul kaum wäerten zum Beispill an e klassesche Lycée zréckkommen, an datt déi meescht awer wäerte versichen, an eng berufflech Ausbildung ze kommen.

Dat heescht also, wa mer och hei de Bléck haaptsächlech ënnert dem Bléckwénkel hu vun der Schoul, muss ee wëssen oder musse mer eis bewosst sinn, datt muss e staarke Lien mat der Beruffswelt an den Entreprisë garantéiert sinn. Um Pabeier schéngt dat emol de Fall ze sinn.

D'Schoul, wéi se elo am Projet de loi proposéiert gëtt, adresséiert sech un Décrocheuren, déi tëschent 16 a 24 Joer al sinn. Dat läit och an der Logik, datt et eng Schoul ass, well mir hu jo och eréischt viru kuerzem e Gesetzesprojet hei gestëmmt, wou d'Obligation scolaire bei 16 Joer ophält. Wa mer also net während een, zwee Joer oder e puer Joer dann déi Décrocheure wëllen einfach sech selwer iwwerloossen, ass et normal, datt ee seet, da komm, mer kucken dann direkt eng Struktur ze hunn, wa se spéitstens do décrochéiert hunn, fir datt mer dann do direkt wa se 16 Joer hunn, kënnen hinnen eng Méiglechkeet ginn, fir se kënnen opzefänken.

Dat ass also e wichtegen Ënnerscheed tëschent deene verschiddene Modellen, wéi zum Beispill a Frankräich. Gëschter ass do gesot ginn, datt a Frankräich bei hiren Écoles de la deuxième chance besser Experienze gemaach gi si mat jonke Mënschen, déi méi al waren, datt si am Fong geholl sech éischter e bëssen dergéint striewen, fir déi ganz Jonk ab 16 ze huelen. Dat ass eng aner Philosophie. Bei hinnen ass et wierklech d'Beruffsaglidderung, déi pur Beruffsaglidderung, déi do am Vierdergrond steet, a si hunn och praktesch 85% vun deenen, déi dohinner kommen, do, fir konkret en Job ze sichen, esou datt dat also manner an enger Philosophie vun der Schoul ass.

Den Haaptakzent vun dëser Schoul vun der zweeter Chance, dee mer haut de Mëtteg hei diskutéieren, läit also op engem individualiséierten Unterrecht fir all d'Schüler, wat sécherlech déi richteg Approche ass. Mir plädéiere jo insgesamt fir méi e perséinlechen Unterrecht, wou jiddweree ka méi individuell gefördert ginn. Dat ass besonnesch hei bei dëse Schüler immens wichteg, well mer jo wierklech am Fong lauter komplizéiert Eenzelfäll hunn, wou wierklech muss ganz individuell mat hinne geschafft ginn. Duerfir ass och dann de modulären Unterrecht virgesinn, wéi mer dat och schonn am Projet vun der Formation professionnelle ageschriwwen hunn. Dat bedeit och, datt een da besser kann op d'Rythmë vun de Schüler agoen an och en fonction vun do dann hire Programm gestalten.

D'Gesetz gesäit vir, datt ee ka maximal zwee Joer an där Schoul sinn. Dat schéngt och an der Rei ze sinn a mengen Aen, well ee sech jo awer sollt wierklech och zäitlech Objektiver setzen. Et soll elo net de Fall sinn, datt et en Daueropenthalt gëtt, datt déi Schüler während Jore géifen doran zirkuléieren, ouni awer do och e Projet ze hunn, e konkrete Projet, fir erëm an déi aner Filièren ze goen.

D'Formatioun begräift Modulë mat och méi theoretesche Matièren, Sproochen, Mathematik, Éducation à la citoyenneté. Dat ass sécherlech en Aspekt, déi Éducation à la citoyenneté, deen awer och muss praxisorientéiert sinn. Dat däerf net nëmmen theoretesch vermëttelt ginn, well dat jo och e wichtegen Aspekt bei deene Schüler ass, déi mer do hunn. Well bei ville Schüler, déi mer hei wäerten an där Schoul erëmfannen, ass jo eng vun den Haaptursaache vun dem Décrochage déi, datt se eben net méi - géif ech soen - och déi sozial Kompetenzen zum Deel ronnkréien. Dat si Schüler, déi et net méi fäerdeg bruecht hunn, fir all Dag mat Zäit opzestoen, fir mat Zäit an der Schoul sinn, déi et net méi fäerdeg bruecht hunn, fir sech ze organiséieren, e bëssen ze léieren, ze schaffen. An der Schoul vun der zweeter Chance musse mer also kucken, datt se dat erëm léieren a se och dozou motivéieren.

Et muss een och wëssen, datt déi Schüler zum Deel aus méi komplizéierte Verhältnisser - fir dat emol esou ze soen - kommen, an datt also duerfir och d'Sozialkompetenzvermëttlung muss e wichtegen Aspekt an där Schoul, an där Formatioun sinn.

Niewent den theoretesche Modulen ass et awer och dann immens wichteg - ech hunn et scho virdrun erwähnt -, datt d'Schüler d'Méiglechkeete kréien, fir Stagen an de Betriber ze maachen, well jo awer de Gros wahrscheinlech herno, sief datt se nach eng Kéier zréck an eng Schoul ginn, eng berufflech, handwierklech Ausbildung ustriewen oder do e Beruff da wäerte sichen.

An ech mengen, dat ass och en Challenge fir déi Responsabel vun der Schoul, fir do fir all Schüler eng Solutioun ze fannen. Et ass ze hoffen, datt den Optimismus, dee mer hei vu Säit vum Ministère an der Kommissioun vermëttelt kruten, sech och an der Praxis wäert bestätegen.

Mir hu gesinn, och gëschter um Colloque war do eng Diskussioun, wou gesot ginn ass, datt heiansdo a Frankräich zum Beispill do e gewësse Konkurrenzdenke besteet

mat anere Gremien, déi och an deem Beräich aktiv sinn, fir zum Beispill Stagen ze vermëttelen. Ech hunn dat op alle Fall gëschter an der oppener Diskussioun e bëssen esou verstan gehat.

Hei zu Lëtzebuerg kéint ee soen: Et ass keng Konkurrenz. Wann déi Schüler souwisou an der normaler Schoul wären, wou se géifen eng Formation professionnelle maachen, misst een hinnen och e Stage fannen. Also ass et net op där enger Plaz, mä op där anerer Plaz.

Et läit och op der Hand, datt d'Evaluatioun vun dëse Schüler méi differenzéiert an anescht muss sinn, wéi dat haut nach zum gréissten Deel an de klassesche Schoulen ass. Et ass och grad déi klassesch Bewäertung, déi sech bei deenen Décrocheuren net bewäert huet respektiv och ganz oft demotivant war.

D'Gesetz gesäit hei e Portfolio vir mat perséinlechen Aarbechten an dann och mat engem Bulletin vum Régent. Et ass jo opgrond dann och vun deem Portfolio, wou net herno en Diplom, eng Zensur ausgestallt gëtt. Mä opgrond vun deem Portfolio kann da gesot ginn: Jo, mir kënnen dee Schüler do nees zréck an déi Schoul, an déi Klass schécken, wou en eng Kéier décrochéiert huet. Am Idealfall soll dat jo och praktesch carrément déi Klass sinn, wou e virdrun eng Kéier war.

Vu datt hei e ganz individualiséierten Unterrecht gehale gëtt, muss een natierlech och, fir datt déi spezifesch pedagogesch Konzepter zum Droe kommen, spezialiséiert pedagogesch Équipen hunn. Dat ass och hei virgesinn: Enseignanten, Formateuren, Leit aus der Beruffswelt op där enger Säit, an dann awer - ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen - ass et och ebe wichteg: déi Sozialaarbecht mat de Schüler. Dofir brauche mer och hei Éducateuren a Psychologen, déi dëse Volet kënnen ofdecken.

Eng Gefor gesinn ech awer och hei bei dësem Projet. Dat ass déi, datt mer herno haaptsächlech Schüler hunn an dëser École de la deuxième chance, déi hire Parcours am Préparatoire ugefaangen hunn an déi do net déi néideg Förderung kruten. D'Statistike weisen och elo, dat d'Décrocheuren haaptsächlech aus deem Beräich oder aus deene Schoule kommen. An et dierf net sinn, datt herno am Fong geholl d'École de la deuxième chance just eng Suite ass vun deenen, déi am Préparatoire waren an déi dann eben do net weiderkomm sinn.

Ofschléissend, Här President, schéngt mer een Aspekt aus dem Projet besonnesch wichteg ze sinn, deen een och herno an der Praxis onbedéngt muss kucken do ëmgesat ze kréien, och wann dat e bësse vag am Text formuléiert ass. Dat ass dee vun der Implikatioun vun den Elteren.

Et ass ganz oft e ganz kloere Lien ze maache mat der Aart a Weis, wéi d'Eltere sech ëm hir Kanner këmmeren a méi spezifesch sech ëm deenen hir Schoulcarrière këmmeren, wann een da gesäit, wat fir ee Parcours déi jonk Mënsche maachen. Wat den Intérêt an d'Matbeméie vun den Eltere méi grouss ass, wat d'Chancë fir en erfollegräichen Ofschloss, en erfollegräiche Parcours an der Schoul, egal wat fir een Ordre d'enseignement et ass, méi grouss sinn, an och ëmgedréint.

Wann ee Curriculume kuckt ebe vun deene ville Schoulofbriecher, da gesäit een, datt ganz oft och d'Elteren hirersäits do décrochéiert haten an hirer Missioun. Et ass also wichteg, datt d'Elteren och mat agebonne ginn an déi Démarche vun der École de la deuxième chance.

Den Text bleift relativ vag. Et geet Rieds op där enger Säit, datt d'Elteren de Bulletin vun de Schüler kréien - bon, soulaang se keng 18 Joer hunn; wa se 18 Joer hunn, da brauch dat och net méi de Fall ze sinn - an datt och d'Elteren am Conseil d'éducation vertruede sinn. Et hätt ee sech vläicht hei kënnen nach aner Weeër ausdenken, fir dann awer d'Elteren e bësse méi intensiv do mat anzebannen.

Här President, dës Remarquë gemaach an och dem Rapporteur - wat ech jo am Ufank net gemaach hunn - Merci gesot fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt mer och gefuerdert sinn, nach verstäerkt den Akzent op eng adequat a performant Bildung an Ausbildung an der Schoul vun der éischter Chance ze leeën, an der Hoffnung, datt mer dëse Projet esou schnell wéi méiglech erëm kënnen an d'Archive vun der Schoulpolitik zréckleeën.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Diederich, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht zu dësem wichtege Projet iwwer eng École de la deuxième chance. Och hunn ech fonnt, dass déi Diskussioun, wéi se bis elo stattfonnt huet, souwuel vun der Säit vun der CSV wéi och vun der DP, eng interessant a seriö Diskussioun war.

Här President, ech muss säit e puer Deeg all Dag laanscht Affichë vu politesche Parteie goen. Dat ass jo och en Exercice vun der Demokratie.

Une voix.- Do soll ee stoe bleiwen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Do kucken ech dann och ëmmer eng Affiche. Do steet dann drop: „Nei Weeër stoppe Bildungschaos".

Une autre voix.- Jo, jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An da ginn ech mäi Wee, well ech dat jo zu Fouss maachen, an dat geet mer dann am Kapp ronderëm.

(Interruptions)

Ech setze mech…

M. le Président.- Här Fayot, loosst Iech net irritéieren! Bleift bei Ärer Linn!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech setze mech dann net nëmme mat der Syntax vun deem Saz auserneen.

(Interruptions)

De Sujet, dat ass „nei Weeër". An da kënnt e Verb, wou ech net richteg weess, wat et genee heescht. „Stoppen" ka jo munches heeschen. An da kënnt den „Bildungschaos". An da kënnt Der verstoen, dass ech op d'mannst fënnef Minutte brauch, bis ech iwwert d'Nei Bréck sinn, bis ech dee Saz bannendran erëm verschafft hunn.

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et gëtt mat der Zäit net besser, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech… Ah, den Här Wagner seet, et géif mat der Zäit net besser goen. Da sinn ech gespaant op déi nächst Affichë vun där Partei. Mä wéi gesot, Spaass bäisäit, mech interesséiert, dass do de Bildungschaos ugeschwat gëtt an dass och nei Weeër versprach ginn, fir wat ëmmer mat deem Bildungschaos ze maachen.

Da froen ech mech natierlech: Wou ass de Chaos? A wat ass Chaos iwwerhaapt an der Schoul?

Ech menge kënnen ze soen, dass mer an de leschte Joren an dëser Legislatur sécher en Opbroch vun der Schoulpolitik haten, wéi mer e seelen an all deene Joren a Jorzéngten haten, déi ech a menger Carrière als Enseignant an och als Politiker matgemaach hunn; dat heescht souwuel vun ënne vum Terrain wéi och vun uewen erof.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …et wär virdrun net vill geschitt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An ech hunn…

Här Mehlen, Dir sidd jo Ären erzéiungspolitesche Spriecher. Dir kënnt jo dann herno och op déi Problemer do agoen.

Wat ech constatéiert hunn hei an dëser Chamber, net nëmmen an deene leschten Deeg: Mir hu virun e puer Deeg den Uewergrad vum Neie Lycée mat 59 Stëmme vu 60 hei ugeholl. Also Unanimitéit fir eng Schoul, déi am Ufank belächelt ginn ass an als Zirkusschoul dohinnergestallt ginn ass. Et ass elo allgemenge Konsens. Ech hunn dem Här Berger...

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et war keng Unanimitéit!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech hunn dat do gesot. Ech hu gesot, 59 vu 60.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dir hutt gesot: mat enger grousser Unanimitéit.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Grouss Unanimitéit ass, wann et Unanimitéit ass.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, quasi…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Vu dass Der Är Syntax och kuckt, da kucken ech d'Logik. Unanimitéit, dat sinn der…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Dir hutt jo net derfir gestëmmt. Dat ass jo och allgemeng bekannt, Madame Brasseur.

Ech wëll och soen, dass déi Diskussioun elo iwwert déi École de la deuxième chance eigentlech eng interessant Diskussioun ass, well se jo och erkenne léisst, dass do eng relativ grouss Iwwereneestëmmung iwwert dëse Projet ass.

An ech muss och constatéieren, dass am Fong geholl déi Ausriichtung vun der Schoulpolitik, op jidde Fall wat d'öffentlech Schoul ugeet, vun deene leschte Joren, an de groussen Zich bal an alle Parteiprogrammer och iwwerholl gëtt. Ech ginn e puer Stéchwierder einfach. Zum Beispill:

- d'Nécessitéit, fir de Schoulen Autonomie ze ginn, fir dass se vun ënnen erop och duerch hir eegen Dynamik Saache kënnen entwéckelen;

- eng méiglechst grouss Participatioun vun den Enseignanten um Terrain;

- natierlech och d'Partnerschaft vun den Elteren, fir iwwerhaapt déi participativ Strukturen - net déi Strukture vun uewen no ënnen, net vum Direkter erof op d'Basis, mä déi participativ Strukturen -, déi et an der Schoul soll ginn, fir d'Erneierung, d'Innovatioun an der Schoul virunzebréngen;

- och déi Iddi vun der Differenzéierung vun der Schoul opgrond vun der Heterogenitéit vun de Kanner an der Schoul;

- de Kompetenzunterrecht, dat heescht, de Kanner ze weisen, wéi ee sech Wëssen uneegent, net einfach d'Wëssen an en Triichter maachen, mä wéi ee sech d'Wëssen uneegent;

- all Kand och méiglechst vill Chancen ze ginn, an doduerch dann och jiddwer Kand en Ofschloss ze erméiglechen.

Dat sinn déi grouss Linnen trotzdeem vum enger Politik, déi hei net an der Lëtzebuerger politescher Klass a Fro gestallt ginn. Ech freeë mech doriwwer an dofir kann ech op jidde Fall dee komesche Saz vun de Weeër, déi solle Bildungschaos stoppen, net novollzéien.

Ech mengen trotzdeem, dass et an dëser Schoul och nach ëmmer noutwendeg ass, fir Pilotprojeten ze maachen. Grosso modo ass jo d'Schoulpolitik an deene leschte Joren op zwou Schinne gefuer: engersäits natierlech grouss Kadergesetzer, déi mer am Januar hei ofgestëmmt hunn - Beruffsausbildung, Reform vum Gesetz vun 1912 -, an op där anerer Säit d'Schinn vun de Pilotprojeten, den Neie Lycée, Eis Schoul, Bac international a Schoulen an aner Initiativen. Ech wëll se net alleguerten opzielen.

Dat ass sécher och de Fall fir déi École de la deuxième chance, déi hei soll gemaach ginn. Déi École de la deuxième chance… Ech wëll net widderhuelen, wat d'Madame Hetto an och den Här Berger exzellent hei gesot hunn, selbstverständlech och de Rapporteur.

Den Décrochage scolaire, dee besteet. En ass zwar erofgaang zu Lëtzebuerg dank deenen Initiativen, déi an deene leschte Joren am Ministère geholl gi sinn. Mir haten 2003 bis 2004 17,2% Décrochage, an 2006 bis 2007 ass en erofgaang bis 9,4%. Et bleift…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Wann ech Iech stéieren, Dir Hären, dann entschëllegt mech. Dann halen ech op, da kënnt Dir viruschwätzen.

Déi...

(Interruption)

Hutt Der Iech zu Wuert gemellt, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, ech hu just gesot…

Une voix.- Hie sicht no enger Heemecht, Här Fayot.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ma da probéiert emol, ob en eng Chance bei Iech huet.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- An der Schoul géif ee soen, wann d'Kanner net oppassen, et wier dem Prof seng Schold.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Här Fayot, fuert wann ech gelift weider!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat géif ech mer awer net bidde loossen.

Plusieurs voix.- Jo!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Gira, d'Madame Brasseur war eng Kéier Minister a si muss et jo da wëssen.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Déi Gréng si ganz antiautoritär erzunn. Dat ass kee Wonner.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Fayot, fuert wann ech gelift weider!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Firwat den Décrochage scolaire bekämpfen? Mä well den Décrochage scolaire am Fong geholl eng Form vun Exklusioun ass. Am Wäissbuch vun der Kommissioun vun 1995 ass och d'Exklusioun ugeschwat ginn, déi muss bekämpft ginn an enger Société de connaissances. Just eben an enger Société de connaissances, wou d'Bildungsstandarden ëmmer méi héich ginn, ass et wierklech eng radikal Form vun Exklusioun, wann een an der Schoul net matkënnt oder wann d'Schoul et net jiddwerengem erlaabt, esou wäit wéi méiglech matzekommen. Dofir mengen ech schonn, dass dëse Projet wichteg ass, fir déi Form vun Exklusioun ze bekämpfen.

Sécher sinn ech och d'accord mat deem, wat gesot ginn ass. Eng École de la deuxième chance muss eppes aneschters si wéi eng sougenannt normal Schoul. Iwwert d'Methoden an d'Ausriichtung vun esou enger École de la deuxième chance si vill Diskussioune gefouert ginn. Déi sinn hei och rappeléiert ginn.

Déi Iddien, déi och zum Deel zum Beispill 1998 scho vum René Kollwelter an enger Mission parlementaire duergeluecht gi sinn, dat sinn net déi eenzeg. Wann ee kuckt, a Frankräich gëtt et eng ganz Federatioun vun Écoles de la deuxième chance. Et gëtt innovativ Schoulen, déi sech intensiv domat ofginn, fir Kanner, déi wierklech échouéiert hunn, erëmzekréien. Dat ass also keng nei Diskussioun. A jiddwereen, dee sech fir Schoul interesséiert, deen huet déi Diskussioun och am Laf vun de Jore matgemaach.

Et si sécher iwwert dee Projet hei Diskussioune gefouert ginn. Ech hunn och déi Kritiken an den Avisë vun de Chambres professionnelles gekuckt. An déi Kritiken, déi sinn och zum Deel pertinent. Eppes muss ech allerdéngs soen: Ech hunn den Här Berger hei gehéiert ze monéieren, dass et besser gewiescht wär, et hätt een en Établissement public domat gemaach. Hat ech dat falsch verstan?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wëll just kloerstellen: Ech hu virdru gesot, datt et verschidde Modeller géif ginn. Den Här Kollwelter hat a sengem Rapport dat proposéiert. Dat hunn ech nëmmen zitéiert. Ech hunn elo net derfir plädéiert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt et net kritiséiert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wollt einfach nëmme soen, datt et verschidde Modeller gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, well soss hätt ech missen do eppes anescht formuléieren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen. Ech wollt dat awer kloerstellen, wann den Här Fayot dat vläicht falsch verstanen huet.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Okay. Neen, ech hat da geduecht, Dir hätt gesot, et wär besser gewiescht, et hätt een en Établissement public gemaach. Dat hutt Der net gesot, esou dass ech dann natierlech net brauch dorobber zréckzekommen.

Sécher ass et och interessant, fir dee ganzen Opbau vun där Schoul ze kucken, dee jo extrem komplex ass. An ech muss éierlech soen, do hunn ech dann e bëssen Nostalgie gehat, well ech emol eeler Schoulmeeschteren, oder Schoulmeeschteren, vun deenen déi meescht schonn dout sinn, awer kannt hunn.

Ech denken un ee wéi de René Grégorius, ech denken un ee wéi de François Frisch, ech denken un ee wéi de René Schmitt. Alleguerten déi Schoulmeeschteren, déi sief et an der Oberprimärschoul waren, sief et a schwierege Schoulen hei an der Congrégatiounsgaass an déi eigentlech alles dat selwer gemaach hunn, wat an dëse Strukture

gemaach gëtt. Dat heescht, déi d'Kanner begleet hu bis an hiert Beruffsliewen an déi se nach an hirem Beruffsliewe suivéiert hunn, bei se gaange sinn a mat hinnen déi Aarbechte gemaach hunn.

An dunn hunn ech mer geduecht: Solle mer dann net esou Personalitéite fannen, fir dat ze maachen? Brauche mer dann déi wierklech ganz komplex Strukturen, wou och ganz vill Intervenantë sinn, déi sech mat de Kanner mussen ofginn?

An ech hunn da geduecht: Déi Nostalgie ass awer vläicht e bëssen iwwerdriwwen, well d'Problemer vun haut si vläicht awer nach méi villschichteg, wéi se vläicht virun - loosse mer soen - 40, 50 Joer waren.

Mir hunn natierlech sozial Problemer. Mir hu Familljeproblemer, well et Famillje sinn, déi einfach net méi zesummenhalen. Mir hunn och Problemer ganz einfach vum Projet de vie, dass d'Kanner, dass Jugendlecher net méi wëssen, wou se eraus solle kommen, wat se iwwerhaapt mat hirem Liewe solle maachen. Dat ass jo dat Allerschlëmmst, wat ee ka fannen. Mir hu reng kierperlech Problemer. Mir hu sexuell Problemer. Mir hunn Drogeproblemer; Problemer vu Gewalt, mat deenen een net fäerdeg gëtt.

Esou dass ech mengen, dass et scho berechtegt ass, dass een eng ganz Partie Spezialiste muss hunn, déi och zesumme musse schaffen. A wesentlech ass, dass déi Spezialisten net jiddweree säi Pré carré mécht, mä dass jiddwereen zesummeschafft, dass dat also Équipë ginn, zu deenen d'Kanner och Vertraue kënne kréien a mat deene se dann zesumme schaffen.

Dat waren, Här President, déi puer Wuert, déi ech wollt soen. Ech mengen, hei ass e groussen Défi, deen an där Schoul do läit. An et ass sécher, dass et och wäert Problemer ginn, fir deen Défi direkt richteg unzepaken. Mir brauchen hei wierklech gutt Spezialisten, engagéiert Spezialisten. Mir brauche Leit, déi pedagogesch innovativ kënnen un d'Kanner erugoen a mat de Kanner eppes maachen.

Mir brauchen also keng nei Schoul, mä mir brauchen eppes komplett aneschters, an deem d'Kanner en neie Start kënnen huelen, d'Jugendlecher en neie Start kënne maachen. An där Hisiicht op jidde Fall muss ech d'Regierung félicitéieren, dass se dee Schrëtt gemaach huet. An ech hoffen, dass mer op deem Wee och e Resultat géint d'Exklusioun fäerdeg bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 5975 schafe mer haut eng École de la deuxième chance. Den honorabele Rapporteur Fernand Diederich huet ausféierlech de Projet a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport beschriwwen. An duerfir soen ech him Merci.

Eng alleréischt an allerwichtegst Fro, déi mer eis bei dësem Projet gestallt hunn, ass natierlech déi heiten: Brauche mer wierklech eng École de la deuxième chance? Well wa mer eng École de la deuxième chance schafen, da gesti mer jo an, datt mir eng ganz Rei Jonker hunn, déi an eisem Schoulsystem net kënne bestoen.

Wier et net méi richteg, méi sënnvoll, all eis Kräften op de bestehende Schoulsystem ze konzentréieren? D'Schoul als Chance fir all Kand an all jonke Mënsch ze betruechten? D'Schoul als System auszebauen, deen net just selektionéiert, mä deen et erméiglecht, all eenzelt Kand, all eenzelne Jugendlechen a senger Perséinlechkeet eescht ze huelen? En do ofzehuelen, wou en ass, hien ze förderen an op sengem Wee zu engem autonomen, engagéierten, kriteschen a gebilten Erwuessenen ze begleeden?

Eigentlech ass et erstaunlech, datt mir grad zu dësem Zäitpunkt, nach zum Schluss vun enger Legislaturperiod, dëst Gesetz diskutéieren a stëmmen. Mir haten am Ufank vun dëser Legislaturperiod sporadesch eng École de la deuxième chance ugeschwat, an de Message war dunn ëmmer: Komm, mir investéieren an d'Schoul insgesamt. Komm, mir schaffen drop hin, datt mer vu virera keng Décrochages scolaires kréien, datt eise Schoulsystem manner Verléierer produzéiert, déi mer da mat vill Méi an ouni Garantie op Succès mussen erëm siche goen an an d'Schoul integréieren.

Mir hu jo eng Rei Mesuren an dëser Legislaturperiod gemeinsam geholl. Ech denken un d'Gesetz iwwert d'Verlängerung vun der Schoulflicht op 16 Joer. Mir konnten als Gréng dat Gesetz leider net matstëmmen, well zwee Artikelen drastinn, déi näischt dra verluer haten.

Mir haten awer bei der Diskussioun a beim Vote kloer zum Ausdrock bruecht, datt mir mat der Verlängerung vun der Schoulflicht averstan wären. An dat besonnesch, well am Artikel 12 festgehale gouf, datt mir géife begleedend Moossnamen aféieren, mat deene mir wéilte sécherstellen, datt mer eist Zil „manner jugendlech Schoulofbriecher" och kéinten erreechen.

Am Artikel 22 vun dësem Gesetz, wat eréischt de Januar dëst Joer gestëmmt ginn ass, gouf och festgehalen, datt mir nach fir dëst Schouljoer 20 Éducateurs gradués géifen astellen an dann och nach all Joers zéng weider Éducateurs gradués; bis d'Schouljoer 2012/13 wieren dat nach eng Kéier 40 esou qualifizéiert Leit.

Mir sinn als Gréng iwwerzeegt dervun, datt et absolut richteg ass, méiglechst fréi d'Kanner ze förderen, datt ee qualitativ héichwäertegen Encadrement besonnesch vun eise klenge Kanner eis eng ganz Rei mënschleche Misär erspuere léisst. Suen, déi mir an d'Preventioun investéieren, bréngen och ëmmer méi Zënsen, wéi Suen, mat deene mer probéieren eventuell Entgleisungen erëm riichtzebéien.

D'École de la deuxième chance ass keen Argument, fir op eng Reform vum Secondaire ze verzichten. Mir brauchen am Secondaire eng national Strategie, fir déi vereenzelt gutt Initiativen ze koordinéieren an ze verallgemengeren.

Et muss also séchergestallt ginn, datt d'Schoul vun der zweeter Chance net ka mëssbraucht ginn als Solution de facilité vum reschtleche Schoulsystem. Nom Motto: Mir kënnen näischt mat deem do ufänken, mir ginn et op, mä et gëtt jo nach d'Schoul vun der zweeter Chance.

Et wier an eisen Aen eng Katastroph, wann d'Zuele vun den Décrocheurs scolaires, déi an der leschter Zäit jo liicht erofgaange sinn, duerch de Fait, datt mer esou eng Schoul opmaachen, erëm géifen an d'Luucht goen.

Am zweete Kapitel vum Exposé des motifs vun dësem Gesetz ginn dann och elo déi Décrocheurs scolaires als Zilgrupp vun dëser neier Schoul festgehalen. An dës Zilgrupp gëtt och hei beschriwwen. Ech ginn elo net méi op d'Detailer a vun dëser Beschreiwung - meng Virriedner haten dat gemaach -; erënneren awer un zwee Punkten, déi hei ze liese sinn:

1. D'Statistike soen, datt de Prozentsaz vun de Schoulofbriecher vun 2003 bis 2007 kontinuéierlech erofgaangen ass.

2. Eng vun den Ursaachen, déi vun de Schüler selwer ugefouert gëtt, firwat datt si mat der Schoul ofgebrach hunn, ass ee schlechte Choix vun der Formatioun respektiv eng schlecht Orientatioun.

Zu de Statistike kann ee méi allgemeng bemierken, datt mer eis nach ëmmer schwéierdinn, konkret an och vergläichbar Zuelen op den Dësch ze kréien. Dat ass wahrscheinlech drop zréckzeféieren, datt mir ganz spéit mat statisteschen Erhiewungen ugefaang hunn an net kënnen op eng Traditioun a vill Erfahrung an deem Beräich zréckgräifen.

An den 90er Jore sinn et zu Lëtzebuerg wierklech nach guer keng Zuelen iwwer eis Schüler ginn. Sécher ass hei schonns villes geschitt an deene leschte Joren. Zënter der Madame Brasseur hu mer ewell iwwerhaapt Zuelen, an och an dëser Legislatur ass d'Bestandsopnahm vun Donnéeë verbessert ginn.

An awer kënne mer d'Bemierkung vun der Chambre des Fonctionnaires deelen, wéi se an hirem Rapport steet: «La Chambre est stupéfaite que, pour un projet de loi d'une telle envergure, on fournisse des données aussi fragmentaires.»

Och de Statsrot bemängelt, datt mer keng Feinanalys kënne maache mat deem statistesche Material, wat mer hunn. Och gëschter um Colloque iwwert d'École de la deuxième chance am ECG, wou schonn haut e puermol dervu geschwat ginn ass, ass festgestallt ginn, datt mir zum Beispill guer keng Donnéeën hunn iwwer jonk Erwuessener vun 20 Joer an driwwer, déi awer och Zilgrupp vun dësem Gesetz sinn.

Mä wéi schonns gesot, d'Zuel vun de Schoulofbriecher ass erofgaang, a mir ware fir d'lescht bei engem optimisteschen Zeenario vun ongeféier 10% Ofbriecher vun engem Jorgank; wat der nach ëmmer vill ze vill sinn, mä wat awer eng Verbesserung duerstellt.

Zu den Ursaachen: Wann eng 20% vun de Schoulofbriecher soen, si wiere schlecht orientéiert ginn, an eng weider 25%, si wieren net méi motivéiert, wat jo net ausschliesslech eng Fro vun Orientatioun ass, awer trotzdeem steet eng falsch oder schlecht Orientatioun och ëmmer a Relatioun mat der Motivatioun, da muss et och erlaabt sinn ze froen, ob et net aner, eventuell méi effikass Mesurë gëtt, fir op de Phenomeen vum Décrochage scolaire ze reagéieren, wéi eng Schoul vun der zweeter Chance.

An ech kommen dann och op déi Kritik vun der grénger Fraktioun um Gesetz vun der Reform vun der Formation professionnelle, dat den 18. November 2008 an der Chamber votéiert gouf, zréck. De Statsrot hat do proposéiert, d'Kapitel iwwert d'Orientation scolaire erauszehuelen. Net, well et net wichteg wier, mä grad just well et ganz wichteg wier an eigentlech en eegent Gesetz géif verdéngen.

D'Viviane Loschetter hat bei där Debatt am Numm vun der grénger Fraktioun gesot, datt esou e Gesetz iwwert d'Orientation scolaire et professionnelle eigentlech virun all aner Gesetz an der Bildungspolitik misst geschaf ginn, besonnesch virun all aner Gesetz, dat de Postprimaire u sech betrëfft.

Mir brauchen eng ministèreiwwergräifend Orientéierungspolitik zu Lëtzebuerg. Mir denken - an ech zitéieren d'Viviane Loschetter vun deem Débat -, datt et Zäit ass, all Instanze ronderëm de Jugendlechen ze regruppéieren, op enger konvivialer an accessibeler, flotter Plaz fir d'Jugendlech. Ee Genre „Guichet unique", wou notamment d'Action locale pour jeunes, de Conseil à l'apprentissage, d'Antenne vun de Beruffschamberen hir Plaz hätten; wat dann och eng effektiv Vernetzung a Kollaboratioun géif erlaaben.

Dës regional organiséiert Plaze garantéieren ee kompetenten a pluridisziplinären Encadrement vum Jugendlechen. Een Encadrement, dee souwuel d'Schoul wéi och d'Aarbechtswelt gutt kennt. Een Encadrement, deen de Jugendlechen op sengem Wee an der Élaboratioun vu sengem éischte Projet de vie begleet an ënnerstëtzt.

Mir debattéieren haut iwwer eng Schoul vun der zweeter Chance. Mir hunn awer nach net all Méiglechkeete vun der Schoul insgesamt ausgeschafft.

Ganz gutt hu mir och déi Aussoe vun der Directrice vum ECG gëschter um Colloque gefall. Si huet de Succès vun hiren „Jeunes adultes"-Klasse virun allem esou erklärt: Mir këmmeren eis ëm eis Schüler aus dëse Klassen. Si kréien een Encadrement wéi an enger Famill. Mir probéieren hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, datt si an hiren éischte Prüfunge ganz gutt Notë kréien. Gutt Prüfunge wierke Wonner, wat d'Motivatioun vun de Schüler betrëfft.

Dës Klasse vun de Jeunes adultes kéint ee schonn als „École de la deuxième chance"-Klasse bezeechnen. Hei sinn allerdéngs d'schoulesch Ufuerderunge ganz héich, et gëtt jo schliesslech op ee Bac higeschafft.

D'Schoul vun der zweeter Chance adresséiert sech u Jonker tëschent 16 a 24 Joer. D'Décisioun, fir just Jonker bis 24 Joer opzehuelen, schéngt eis net ganz logesch. An dem Gesetz iwwer Aide à l'enfance et à la famille zum Beispill definéiere mer de Jeune adulte als Mënsch tëschent 18 a 27 Joer. An eisen Ae wier et richteg gewiescht, déi 25- a 26-Jähreg net hei auszeschléissen. A Frankräich hu se zum Deel vill méi eng grouss Öffnung, wat d'Altersspart ugeet. Mä déi franséisch École de la deuxième chance ass net direkt vergläichbar mat eiser. Déi Schoulen hu sech quasi géint hire Ministère de l'Éducation nationale duerchsetze missen. Hei ass et de Ministère de l'Éducation nationale selwer, deen dës Schoul an d'Liewe rifft.

Mir kënne mat den Altersbeschränkungen an dëser Startphas liewen. Eng Erweideerung ass jo nach ëmmer denkbar, wa se sech dann als sënnvoll sollt erweisen.

Da gëtt och nach d'Fro opgeworf, ob d'Organisatioun vun dëser Schoul net ze vill schoulesch wier. Dat heescht, net ze vill no un deem System, wou déi concernéiert Zilgrupp jo schonns een heftegen Échec erlieft huet.

Mir si mat der Zilsetzung, wéi se am Artikel 2 festgehale gouf, an zwar, datt d'Schüler erëm an den Enseignement secondaire oder an den Enseignement secondaire technique sollen zréckgefouert ginn, averstan. Mir mengen, datt et kee Sënn géif maachen, wann an dëser Schoul nei Diplomer géifen erfonnt an ausgestallt ginn.

Mir fannen et och korrekt, datt d'Insertion professionnelle soll gefördert ginn, respektiv de Wee fir d'Erwuessenebildung opgemaach soll ginn.

Bedenken hu mer nach ëmmer mam Artikel 28, wou lapidar festgehale gëtt, datt all Dispositiounen, déi d'Disziplin an d'Uerdnung an der Schoul regelen, déiselwecht sinn, déi an de Lycéeë wäerte gëllen.

Mir hate Bedenken, well mir et jo hei an där Schoul mat Schüler ze dinn hunn, déi schonns eng Kéier méi oder manner grouss Problemer mat eisem Schoulsystem haten. Mir wëssen och, datt vill vun deene Jonken, déi mer hei wëllen erreechen, schonns e mouvementéierten CV hunn.

Datt mir och an dëser Schoul eng ganz Rei strikt Regele brauchen, schéngt fir eis evident. An der Chamberskommissioun gouf mer versécher, déi Dispositiounen an de Lycéeë kéinte vun de jeeweilegen Direktioune ganz flexibel gehandhaabt ginn. Dat ass an eisen Aen och onbedéngt néideg.

Et ass evident, datt dës Schoul Hëllef aus der Industrie an nach méi aus dem Handwierk brauch, fir kënnen déi Stagen unzebidden, déi hire Schüler et erméiglechen, Fouss an der Aarbechtswelt ze faassen. Déiselwecht Hëllef brauche mer och schonns bei der Ëmsetzung vun der Reform vun der Formation professionnelle. Hei wäert d'Zukunft relativ schnell weisen, ob déi Hëllef a Solidaritéit aus der Aarbechtswelt grouss genuch ka sinn.

An der Schoul zu Marseille, déi och ëm munches méi grouss ass wéi déi Schoul, déi mir hei plangen, geet Rieds vun 2.000 Entreprisen an Associatiounen, déi Partner vun dëser Schoul sinn, an déi meescht Hëllef kënnt - et wonnert eis net - aus klengen a ganz klenge Betriber.

Gutt gefält eis dat Kapitel iwwert de pedagogesche Kader, dee bei dësem Gesetz fir dës Schoul gesat gëtt. Gutt gefält eis, datt vun Ufank un op d'Équipe pluridisciplinaire an Zesummenaarbecht mat wëssenschaftlechen Instituter gesat gëtt.

D'Missioune vun der Équipe pédagogique ginn och opgezielt. Si si villsäiteg a verlaangen och d'Iwwerhuele vu Responsabilitéit.

Fir datt bei deene ville Mataarbechter a bei deene ville Responsabilitéiten awer alles gutt fonctionnéiert, gëtt et och ee Chef hiérarchique vun der Schoul, een Direkter, dee vun engem Adjoint assistéiert gëtt. A wann dat net duergeet, dann däerfen och nach Attachés à la direction genannt ginn.

Gutt gefält eis och de pedagogesche Konzept: Een individuelle Programm, modularen Unterrecht a Portfolio soll et deene Jugendlechen erlaben, hire schoulesche Rhythmus ze fannen. Zwee Joer Zäit huet de Schüler, fir de Wee erëm zréck an eng Schoul, eng Beruffsausbildung oder ee Beruff ze fannen.

Gutt gefält eis och dat Kapitel am Exposé des motifs, wou iwwer Zesummenaarbecht mat den Eltere geschwat gëtt. Mir mengen awer, datt déi Remarquen hei - eng gutt Informatioun fir d'Elteren, ee perséinlechen Accueil an d'Schafe vun engem Klima vum Vertrauen - nach vill méi fir all Secondairesschoulen aus dem ganze Land misste gëlle wéi fir d'École de la deuxième chance. Wann dat alles nämlech net geschitt ass, ier déi Jonk 16 Joer al gi sinn, dann dierft et ganz schwiereg ginn, fir d'Eltere vu 16- bis 24-Jähregen nach zum Beispill fir Weiderbildungscoursen ze begeeschteren.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, och wa mir net ganz richteg verstinn, firwat mer déi École de la deuxième chance grad elo nach solle stëmmen, elo, wou mer nach net wëssen, wat déi Mesuren, déi mer ergraff hunn an déi ech virdru beschriwwen hunn, am Positive kënne bewierken, grad elo, wou déi lescht Statistiken éischt Erfolleger am Kampf géint den Décrochage kënne vermelden, sou wëll ech awer den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Och 10% Décrochage scolaire sinn net akzeptabel, a wann och eng École de la deuxième chance keen Allheilmittel ass, esou kann dës Struktur, wa se da richteg genotzt gëtt, hire positive Bäitrag bréngen.

Mir fannen, dass de Projet de loi 5975 genuch Spillraum léisst, fir eng weider positiv Mesure am Bildungsberäich kënnen ze ginn. Dat klappt allerdéngs nëmmen, wa mir et fäerdeg bréngen, datt all Acteuren am schouleschen Ëmfeld méi enk a méi systematesch wéi bis elo zesummeschaffen. Soss riskéiere mer eng Situatioun ze kréien, wou Schüler vu Pontius op Pilatus reese respektiv vun enger Schoul bei déi aner, vun enger Berodungsstell bei déi nächst, ouni déi gebrauchten Ënnerstëtzung ze fannen.

Dat klappt och nëmmen, wann dës Schoul vun der zweeter Chance eng kleng Schoul bleift. Ech weess net, ob ech den Optimismus vum Här Berger kann deelen, datt ee Verfallsdatum soll dropstoen, mä et schéngt mer evident, datt dat muss eng kleng Schoul bleiwen, eng flexibel Struktur, wa méiglech mat dezentralen Antennen. A mir sinn och der Meenung, datt ee klengt Internat hei muss schnell matgebaut ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, beim État de la nation viru véier Joer huet den Här Statsminister hei ganz haart beklot, datt all Joer 1.200 Jonker hei zu Lëtzebuerg aus dem Schoulbetrib géife verschwannen, an et wéisst een eigentlech net esou richteg, wou se géifen hikommen. An en huet dat deemools opgedeelt. En Deel, deen an d'Ausland géif nach a Schoule goen. En Deel, deen iergendwou eng Aarbecht fonnt hätt an zum Mindestloun do géif schaffen oder och nach vläicht fir manner. Awer 300, vun deene mer net wéissten, wou se géife bleiwen, déi einfach wéi vum Äerdbuedem verschléckt wären.

Deeselwechte Statsminister huet zwee Joer virdru sech batter hei driwwer beklot, datt mer an eiser Schoulpopulatioun, déi, déi erauskéimen, 10% funktionell Analphabeten hätten.

Ech mengen, dat seet scho genuch iwwert d'Noutwendegkeet fir eppes ze ënnerhuelen, fir op d'mannst deenen ze hëllefen, déi am aktuelle Schoulbetrib ënnert d'Rieder gerode sinn; woubäi ech der Schoul net wëll an alle Fäll d'Schold dorunner ginn.

Mir héieren elo positiv Signaler, d'Zuel vun den Décrocheure wär erofgaange vu 17 op ronn 9%, 10%, mä et bleiwen der 300 pro Joer, déi décrochéieren, déi virun der Zäit ophalen, déi d'Flemm hunn, déi keen Iddi méi hunn, déi demotivéiert sinn.

Ech wëll eng Klammer opmaachen an d'Fro hannendru stellen, wa mer eise Schoulsystem kucken: Wéi gesäit et da mat deenen aus, déi et dann trotz allem bis un d'Enn packen? Wat sinn eis Diplomer nach wäert, wann ee gesäit, wéi vill Kompensatiounen datt mer agefouert hunn, fir de Schüler et ze erliichteren, fir iergendwéi derduerch ze kommen? An ech hänken d'Fro hannendrun: Da frot emol d'Patronen, wéi d'Realitéit dobaussen ausgesäit.

Ech gesi bei mir an der Géigend, datt d'Gemenge sech immens schwéierdoen, fir nach qualifizéiert Personal ze fanne fir an hire Sekretariater, well praktesch kee méi duerch, oder ganz, ganz rar nach een duerch déi Exame kënnt. Mä dat ass en aneren Aspekt. Dee betrëfft sécher net de Sujet vun haut, mä e muss an deem Zesummenhang erwähnt ginn.

D'Schoul vun der zweeter Chance ass e Reparaturbetrib. E Reparaturbertib fir dat, wat an der „École de la première chance" alles schifgelaf ass. D'Schafung vun esou enger Schoul ass den Aveu fir d'Versoe vun der Schoulpolitik vun deene leschte Joren.

Une voix.- Ah sou?!!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- An et misst een eigentlech en Notaire beméien, deen hei géif e Constat par aveu vun der Faillite vun der viregter an der aktueller Schoulpolitik maachen.

Dat, obschonn eis Schoul pro Kapp zweeanenhalleft Mol méi kascht wéi d'Moyenne vun der OCDE.

Et muss een och wëssen, datt mer zousätzlech 4.000 bis 5.000 Kanner haaptsächlech an der Belsch a Schoulen hunn, wou d'Eltere bezuelen, a wou déi Kanner, wéi mer wëssen, meeschtens do ganz gutt encadréiert sinn an déi do erëm ophuelen an heiansdo oder meeschtens mat enger Qualifikatioun erëm zréckkommen.

Här President, mir sinn iwwerzeegt - an et ass net fir d'éischt wou mer dat soen -, datt déi Schoulgesetzer, déi mer an der Lescht gestëmmt hunn, et net géife bréngen. Ech hat d'éinescht d'Impressioun bei der Sprecherin vun der CSV, datt d'Madame Hetto an hir Partei och därselwechter Meenung wären, op jidde Fall huet et esou geklongen. Si huet zwar gemengt, wéi ech se interpelléiert hat, si wär zwar iwwerzeegt, datt dat alles tipptopp wär. Mä si huet geschwat vun all deem, wat sech nach an der Schoul misst verbesseren.

Mir wëssen, den Här Fayot huet dervu geschwat, an dat ass sécher e ganz schwierege Phenomeen vun eiser Zäit, datt villes an eise Familljen net méi esou fonctionnéiert wéi fréier, oder op d'mannst net esou, wéi ee sech et géif wënschen, am Intérêt vun de Kanner, datt et sollt sinn.

Psychologen an Neurologen, a wéi se och all heeschen, si sech driwwer eens, datt de gudde familiären Encadrement fir den Développement vum Kand, fir seng Motivatioun an herno och fir den Erfolleg immens wichteg ass. Déi dräi éischt Joer, gëtt gesot, wäre souguer ganz décisiv.

Do muss ech soen, datt déi aktuell Politik vun der Regierung een zum Widdersproch regelrecht erausfuerdert, wann ëmmer erëm gesot gëtt, et misste méi Frae schaffe goen. Mir wësse jo, wat domat gemengt ass.

Wa mer elo gesinn, datt déi, déi schaffe ginn, dobäi ënnerstëtzt ginn, an déi, déi hir Beruffstätegkeet ënnerbriechen, fir sech intensiv ëm hir Kanner ze bekëmmeren, am Ree stoe gelooss ginn, da kann een d'Welt eigentlech net verstoen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Si gi gestrooft, wa se gäre bei de Kanner bleiwen?

M. le Président.- Här Braz, stellt Är Fro haart, wann ech gelift!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hunn net gesot, gestrooft. Dir hat net richteg nogelauschtert. Ech hat gesot, si géifen am Ree stoe gelooss ginn.

Effektiv gi se net gläich behandelt. Den Här Fayot huet zu Recht hei drop higewisen, datt et schwiereg Situatioune gëtt. Et gëtt ganz vill elengerzéiend Mammen, a wa se musse schaffe goen, obscho se gäre géife bei hire Kanner bleiwen, well hir Erzéiungstätegkeet näischt wäert ass, da muss een dat ganz haart kritiséieren. Et kann net sinn, datt eng Erzéiungstätegkeet, déi als Beruff ausgeübt gëtt, a wat fir enger öffentlecher Struktur och ëmmer, och als Beruff unerkannt ass, an déi Erzéiungstätegkeet, déi sech am familiäre Kader vollzéit, net considéréiert gëtt.

Här President, ech schwätzen aus Erfahrungen aus mengem eegene familiären Ëmfeld. Ech kënnt Iech dräi ganz konkret Fäll nennen, well ech se och gutt kennen, déi ganz sécher am Échec gelant wieren, méiglecherweis am Décrochage - wéi mer dat op gutt Lëtzebuergesch nennen -, wann hir Mammen net doheem gewiescht wieren, fir se an der Riicht ze halen a fir hinne virunzehëllefen. Wou d'Mammen deelweis vun deene Services de guidance gesot kritt hunn, si solle kucke se iergendwou, ech weess net a wat fir engem Betrib, ënnerzebréngen, well et hätt kee Wäert.

Ech kann Iech soen, datt déi dräi konkret Fäll hir Universitéite mat Erfolleg ofgeschloss hunn an haut a gudde beruffleche Positioune sinn. Dat wier ouni den Asaz vun deene Mamme ganz sécher net de Fall gewiescht.

Ech sinn net deen Eenzegen, deen dat hei seet. Mir solle seriö driwwer nodenken, wat dat eent eis kascht, net nëmmen un Échec fir déi Leit, déi dovu betraff sinn, mä eis Gesellschaft, wann et da schifgeet, a wat dat anert kascht, wa mer deenen, déi dat wéinstens wëlle maachen, déi materiell Méiglechkeet ginn, fir sech méi intensiv ëm hir Kanner ze këmmeren.

Här President, mir si jo der Meenung, datt déi Schoulreformen zum Échec condamnéiert sinn, an ech freeë mech driwwer, datt d'CSV sech elo zu Wuert gemellt huet, well mer besonnesch am Grondschoulbetrib vun Ufank un, dat heescht scho Précoce, Spillschoul a Primärschoul gutt fonctionnéierend Strukture brauchen, mat engem Direkter un der Spëtzt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Den Direkter léist alles.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Den Direkter léist net alles, Här Fayot. Ech froe mech just, woufir datt mer Direkteren an de Lycéeën hunn, well da kënnte mer eis déi jo héchstwahrscheinlech spueren. Ech wëll lech just…

(Interruptions)

Mir brauche staark Direkteren, Personalitéiten, déi souwuel op där enger Säit wéi op där aner Säit intervenéieren, wann eppes net fonctionnéiert. An am Intérêt vun eise Kanner musse mer fréi usetzen.

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt et international Kannerrechter gëtt. D'Kanner décidéieren net, a wat fir enger Famill datt se gebuer ginn. Mä et gëtt Kannerrechter, universell Kannerrechter, déi eis als Stat dozou opfuerderen a quasi zwéngen, eis deene Kanner unzehuelen, déi net deen Encadrement doheem hunn, dee se eigentlech missten hunn.

Ech wollt nämlech soen, ech kennen och aner Fäll. Kanner, déi net méi an net manner domm a gescheit ware wéi déi aner, déi eleng duerch hiert familiäert Ëmfeld ënnergaange sinn an haut an enger onméiglecher Situatioun sinn, ouni Perspektiv, jeemools an engem Beruff ënnerdaach ze kommen. Nëmme just dorop hin.

Dofir ass dee Punkt esou wichteg. Dofir ass et esou wichteg, datt mer an der Grondschoul Leit hunn, déi bäizäit intervenéieren a kucken, déi Defiziter, déi do sinn, ofzestellen, an da muss alt do intervenéiert ginn, wou muss intervenéiert ginn. Mä d'Kand als solcht muss am Mëttelpunkt stoen. Hatt huet seng individuell Rechter, an dofir si mir responsabel.

D'Flemm an der Schoul ass e Risenthema. Wa keng Flemm wier, wann eng grouss Motivatioun wier, da bräichte mer haut net heiriwwer ze diskutéieren. Madame Minister, Dir wësst, datt dat an der PIRLS-Etüd zum Virschäi komm ass, datt kaum e Land ass an deem ganzen Untersuchungsraum, wou d'Flemm an der Schoul, an zwar bei allen Acteuren, esou grouss ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

Do musse mer eis jo dann awer d'Fro stellen: Wat leeft do schif? Ech ka mer net virstellen, datt all Mënsch vu sech aus soll demotivéiert sinn. Mä et weist, datt eis Strukturen net richteg sinn, an datt de Wuerm iergendwou anescht stécht wéi bei den Interlocuteuren, wou sécher eng ganz Partie dach awer Freed hätt Schoul ze halen, an och Freed hätt ze léieren, wann ech dat op d'Schüler iwwerdroen.

De Rapporteur, Här President, huet eis haut de Contenu vum Gesetz am Detail erkläert. Ech wëll dofir drop verzichten, op Eenzelheeten anzegoen. Et hätt ee sécher dat eent oder dat anert anescht kënnen upaken. Op een elo en Établissement public zesumme mat de berufflechen Acteuren, mam Beruffsmilieu hätt solle maachen oder net, doriwwer kann een diskutéieren. Dat, wat zielt, dat ass, datt déi Struktur herno fonctionnéiert an datt se och wierklech gutt mam berufflechen Ëmfeld zesummeschafft. Mir hoffen, datt dat dann de Fall ass.

Et ass schlëmm, Här President, datt mer dëse Reparaturbetrib elo mussen an d'Welt setzen. Mir sinn iwwerzeegt, datt et angesichts dessen, wat mer hunn - well et muss ee jo och déi a Considératioun zéien, déi aus aneren Ursaachen zwar a Mesures d'emploi sinn, mä wou mer och ganz grouss Schwieregkeeten hunn, se um Aarbechtsmaart ënnerzebréngen, soss wiere se nämlech net do -, datt dat hei eng Drëps Waasser op e gliddege Steen ass. Et ass den Aveu fir d'Versoe vun der Schoulpolitik.

Mir wäerten de Projet trotzdeem stëmmen, an der Hoffnung, datt et geléngt, e klengen Deel vun deenen erëmzefëschen, déi zum Affer vun enger verfeeltener Familljen-, Jugend- a Schoulpolitik gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. De leschte Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Félicitatiounen och un den Här Rapporteur. Ech mengen, iwwer gesetzlech Weeër Mënschen eng Chance respektiv eng zweet Chance ze ginn, dat si mat déi nobelst Gesetzer, déi een hei an dëser Chamber ka stëmmen. A bei dësem Gesetz besonnesch Mënschen, déi de Wee an eng secondaire Weiderbildung net ageschloen oder erëm verlooss hunn, eng zweet Méiglechkeet ze ginn, dëst nozehuelen, ass dofir nëmmen ze begréissen.

Eng gutt Ausbildung ass haut nun emol, wéi allgemeng behaapt gëtt, eng zousätzlech Ausgangsbasis fir en Job ze fannen. Esou gëtt emol op jiddwer Fall allgemeng behaapt, wann ee keen adequat Mëttel fënnt, fir de Leit en Job ze verschafen, an de Chômage ëmmer méi klëmmt.

Wann och eng gutt Éucatioun kann dozou bäidroen, méi séier en Job ze fannen, esou sinn awer haut trotzdeem d'Konditiounen um Aarbechtsmaart anescht wéi déi, déi mir zu eiser Zäit kannt hunn. Si si vill méi haart, well se méi leeschtungsorientéiert sinn, an d'Diplomer net an alle Beräicher méi d'Haaptastellungsgrënn sinn, an dat besonnesch am Privatsektor.

Oft muss och een Héichdiplomëierte seng Déngschter fir e bradéierte Salaire zur Verfügung stellen, wann e gären en Job hätt, well d'Konkurrenz um Aarbechtsmaart aus der Groussregioun ze vill staarken Afloss op d'Paien hei am Land huet an ëmmer méi kritt. Et brauch een nëmme bei der ADEM nozefroen, wéi vill diplomëiert Demandeurs d'emploi do ageschriwwe sinn, an dat iwwer länger Zäit.

Et wier un der Zäit och emol gesetzlech Mindestléin festzeleeë fir Leit, déi sech d'Méi maachen, sech weiderzebilde respektiv auszebilden. Mindestléin, déi gestaffelt op deenen eenzelnen Diplomer berouen. Och fir d'Diplomer vu Leit, déi sech weiderbilden, muss et eng finanziell Unerkennung ginn, well gutt ausgebilte Mataarbechter bréngen dem Betrib eng Plus-value, déi awer net vun de Betriber no hirem Wäert valoriséiert gëtt, an domadder de Betriber… Et ginn awer ëmmer méi Betriber, déi déi Plus-value, déi d'Diplomer bréngen, awer net no hirer effektiver Valeur wëllen honoréieren, ebe well déi effektiv Valeur bradéiert gëtt duerch ëmmer méi niddreg Déngschtleeschtungsugebueder.

Här President, eng zweet Chance fir jiddwereen: Jo! A souguer eng drëtt, wann et muss sinn. Mä hunn d'Mënschen hei am Land dann alleguer déiselwecht Chance? Hunn all d'Elteren déiselwecht Méiglechkeet, fir hir Kanner an eng secondaire Éducatioun ze schécken? Zum Beispill Eltere mat méi Kanner, déi dräi oder véier Kanner mussen erzéien, hunn déi déiselwecht Chance? Oder Klengverdénger, vläicht mat och nëmmen engem Kand?

D'Éducatioun am Primaire ass gratis, wann een de Minerval aus verschiddene Gemengen ausklammert. Am Secondaire kascht d'Éducatioun awer vill Geld. D'Eltere mussen all Schoulmaterial op hir Käschten uschafen a kënnen net ëmmer déi optimal Saachen uschafen, déi de Schüler brauch. Ëmmer méi Eltere kënnen dës finanziell Laascht net droen, an dat kann de Grond sinn, fir dass d'Kanner net an eng zweet Éducatiounsphas erageschéckt ginn, mä versichen en Job ze fannen, fir d'Famill ze ënnerstëtzen oder sech esou séier wéi méiglech selwer finanziell ofzesécheren.

Et gëtt also Kanner, déi net déiselwecht Chance hu wéi anerer, an dat däerf et an eisem Land net ginn. Mir ginn zum Beispill finanziell Ënnerstëtzung fir Unisstudenten, mä fir d'éischt muss e Student emol de Wee duerch de Secondaire packen, a wann deen duerch finanziell Contraintë verbaut gëtt, dann ass Schluss.

Duerfir, Här President, wëll ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, och fir d'Ausbildung am Secondaire eng Léierentschiedegung ze schafen, fir dass all d'Elteren déiselwecht Chance kréien, hir Kanner an eng secondaire Éducatioun ze schécken, an domadder och all jonke Mënsch déiselwecht Chancen op eng optimal Éducatioun kritt, an dass kengem de Wee op d'Uni schonn am Secondaire wéinst finanzielle Contraintë ka verbaut ginn.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- beméit, fir datt all Mënsch déiselwecht Chance kritt op eng gutt Éducatioun;

- sech bewosst, datt d'Éducatioun am techneschen a klassesche Sekundarunterrecht mat vill Käschte verbonnen ass fir d'Eltere vun de Schüler, an datt dëst Ursaach kënnt sinn, fir datt deen een oder anere Schüler vu manner bemëttelten Eltere sech no der Schoulflicht net kann, respektiv net wëllt weiderbilden;

- kloerstellend, datt et op kee Fall däerf sinn, datt finanziell Contrainten engem Mënsch de Wee zu enger optimaler Éducatioun verbauen;

- iwwerzeegt, datt eng finanziell Hëllef motivéierend ka sinn, souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Elteren, eng Weiderbildung am Secondaire anzegoen, genausou wéi dat bei der staatlecher Ënnerstëtzung fir d'Unisstudien de Fall ass;

fuerdert d'Regierung op,

- budgetär Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir op Basis vu solidarescher Staffelung vu Léierbäihëllefen och am techneschen an am klassesche Sekundarunterrecht Chancëgläichheet ze schafen;

- Méiglechkeeten ze erfaassen, ob een net och kënnt niewent dem Beschäftegungsfong e solidaresch gespeisten Éducatiounsfong schafen.

(s) Aly Jaerling, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Ech hoffen, dass déi Motioun, déi ech hei deponéiert hunn, am Interessi vun all deenen, déi duerch finanziell Ursaache keng Chance hunn, an de Secondaire ze kommen, ugeholl gëtt.

Ech soen Iech dofir schonn am Viraus Merci.

M. le Président.- Déi Motioun, déi den Här Jaerling agereecht huet, dréit Ënnerschréften, mä keng Nimm. Dir hutt fënnef Ënnerschréften, déi Leit musse sech dann ze erkenne ginn.

D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Unterrechtsministerin Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur, dem Bim Diederich, Merci soe fir säi Rapport. Ech wëll och all menge Virriedner Merci soen.

Et hänkt dovun of, vu wéi enger Säit ech et kucken, mä da géif ech soen, eigentlech gëtt et grousse Konsens iwwer Schoulpolitik, iwwer differenzéierten Unterrecht, eng individualiséiert Pedagogik, d'Wichtegkeet d'Kanner ze motivéieren, hinnen de Sënn vum Léieren ze ginn. Dat si jo genau d'Ecksteener, d'Grondsteener, op deenen d'Reforme vun der Grondschoul, vun der Formation professionnelle opgebaut sinn, esou dass ech mech doriwwer ka freeën.

Ech hat och net geduecht, dass mer an der Diskussioun ronderëm d'École de la deuxième chance d'Geleeënheet hätten, iwwert d'Betreiung an d'Prise en charge vun deene klenge Kanner ze diskutéieren, mä all Entrée ass wëllkomm. Ech mengen dat confirméiert, dass mer d'Wichtegkeet vun deenen éischte Joren an der Schoul ënnersträichen. Et ass do, wou de Grondsteen geluecht gëtt fir eng erfollegräich Schoulcarrière, an et ass do, wou mer jo verstäerkt wëllen d'Mëttelen asetzen.

Ech war elo e bëssen erstaunt, hei eng Diskussioun ze kréien, wou ech gemengt hat, déi wier wierklech aus engem anere Jorhonnert - et ass ee jo net méi esou jonk, a mir hunn dat jo alles matgemaach -, déi Diskussioun iwwert déi beruffstäteg Fraen an déi net beruffstäteg Fraen, ob een do muss da wierklech eng Rivalitéit opbauen. Ech hätt wierklech geduecht, mir hätten...

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dir schéngt guer näischt verstanen ze hunn, Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech hunn awer an deenen 30 Joer, wou ech elo politesch aktiv sinn, immens vill geléiert, an ech hunn och geléiert, dass ech d'Chance hat fir kënnen ëmmer beruffstäteg ze sinn, well soss wier et mer a mengem Liewen heiansdo ganz schwéier ergaangen. An ech hunn och geléiert, dass ech mech net culpabiliséiere loossen, wat d'Erzéiung vu menge Kanner ugeet.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Huet een dat behaapt?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Neen, mä dat ass ëmmer déi Ënnerstellung, wa gesot gëtt, d'Fra...

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat ass Är Ënnerstellung. Ganz genee.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir hat jo d'Wuert. Madame Minister, développéiert Är Iddi!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, ech wollt just hei… Ech hunn dem Här Mehlen gedëlleg nogelauschtert, obschonns ganz vill Saache mer béis op de Stréch gaange sinn, an ech géif mer erwaarden, dass ech dann och elo däerf hei fënnef Wierder soen iwwer eppes, wat mer ganz vill um Häerz läit.

(Interruption)

Merci. Dat ass dach net mënscheméiglech, dass ech déi Autorisatioun hei kréien.

(Hilarité)

Ech wëll soen, dass een an der Politik muss de Leit de Choix ginn, fir hiert Liewen esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg fannen. Ech wëll awer och soen, dass ech jiddefalls d'Aufgab vun enger Regierung, oder esou wéi ech d'Aufgab gesinn, dass eng Regierung, e Stat och d'Flicht huet, fir deene Leit, déi méi Ënnerstëtzung brauchen, se ze ginn, besonnesch wann et ëm e Sujet geet wéi d'Schoul.

A wa mer soen, déi éischt Joren an der Erzéiung, an der Entwécklung vun de Kanner sinn immens wichteg, dann ass et fir mech eng Prioritéit, fir déi Infrastrukturen ze bidden, dass Kanner, déi net d'Chance hunn, an enger intakter Famill op d'Welt ze kommen, Kanner, déi net d'Chance hunn, sech hir Elteren erauszesiche mat enger héijer Bildung a mat engem héije Schouloffschloss, déi also eigentlech a ganz schwéiere Konditioune grouss ginn, dass mer deenen d'Méiglechkeet ginn, an Infrastrukturen an enger qualitativ héijer Prise en charge encadréiert ze ginn.

Ech begéine Schoulen, Kanner, Enseignanten, déi mir soen, dass mer Kanner an d'Schoule kréien, an d'Spillschoul, déi iwwerhaapt net kënne schwätzen. An da weess ech, dass d'Aufgab vun der Schoul jo natierlech riseg grouss ass. Dat ass jo bal net ze packe fir eng Schoul, fir mat deene Kanner… Also hu mer d'Flicht, renforcéiert Infrastrukturen a Prise en charge zur Verfügung ze stelle fir déi Kanner - an et gëtt der vill, an et gëtt der ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg -, fir dass mer deenen dee beschte Start an d'Liewen erméiglechen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir mengen ech, dass dës Regierung genau richteg läit, wa se déi Politik mécht, fir d'Prise en charge, d'Structures d'accueil fir kleng Kanner esou grouss wéi méiglech zougänglech ze maachen, also qualitativ esou héich ze développéiere wéi et méiglech ass, an ech loosse mech och do net eppes anescht beléieren. Et ass net esou, dass déi aner Leit doduerch gestrooft ginn, wann een engem eppes, wat bluttnéideg ass fir d'Zukunft vum Land, fir d'Zukunft vun de Kanner, zur Verfügung stellt.

Da wollt ech nach ee Wuert soen iwwer en anere Punkt, deen hei opgeworf ginn ass, an dat ass d'Flemm an der Schoul. Et ass richteg, dass mer feststellen, dass mer eng grouss Demotivatioun hunn. Wat d'Kanner, déi Jugendlech méi al ginn, wat se manner motivéiert sinn an der Schoul. Dat ass och net e Phenomeen, deen ausschliesslech Lëtzebuerg betrëfft. Dat ass awer a ville Länner esou, an ech mengen, dass mer dofir musse géigereagéieren, an dat si jo all déi Reformen, déi amgaange sinn, fir dat ze maachen.

Déi Fro, déi ech mer stellen, dat ass… also déi ech gestallt kréien, dat ass: Firwat elo de Projet vun der École de la deuxième chance? De Sujet ass jo net nei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, et ass rappeléiert ginn, dass schonn 1998 de René Kollwelter e Rapport parlementaire zu deem Sujet gemaach huet, an ech muss soen, dass ech haut mat enger gewësser Nostalgie un de Marc Zanussi denken, dee sech sécher haut gefreet hätt, wann en derbäi gewiescht wier bei dëser Diskussioun. Hien hat dëse Sujet ëmmer als eng vu sengen Haaptprioritéiten a senger politescher Aktivitéit.

Ech hu mech selwer schwéier domat gedoen, fir e Projet vun der École de la deuxième chance op den Instanzewee ze ginn, aus deenen Iwwerleeungen, déi hei gefouert gi sinn, dass mer gesot hunn, am Fong muss all Schoul eng Schoul vun der Chance sinn, net nëmmen eng Schoul vun der deuxième chance, dass mer eng Pedagogie vun der Chance brauchen, all Kand seng Chance ginn. Dat si jo Beméiungen, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn iwwert d'Reformen am Schoulsystem.

Mir hunn och eng grouss Mobilisatioun fäerdeg bruecht am Ministère mat der ALJ, déi sech immens beméit huet, fir d'Leit sichen ze goen, ze mobiliséieren. Mir hunn d'Classes jeunes adultes am ECG, wou Jonker, déi opgehalen hunn, kënnen einfach op Dossier erëm zréck an d'Schoul kommen. Mir hunn am Februar 2007 e Gesetz gestëmmt iwwert d'Classes COIP, d'Classes d'orientation et d'insertion professionnelles, fir déi, déi d'Kompetenzen net hunn, fir an den Apprentissage ze goen, opzefänken.

Mat all deenen Efforten hu mer et dann och fäerdeg bruecht fir den Taux de décrochage erofzesetzen. Ech mengen, dat ass e Resultat. Mir sinn nach ëmmer op 10%, wat héich ass. Wann ech awer ronderëm kucken an Europa… Dat ass jo e Chiffer, deen a ganz Europa erhuewe gëtt, dee vum Décrochage, an all Land deet sech schwéier domat, all Land, och d'Belsch, wou mer...

Mir kommen eigentlech mam Taux de décrochage net richteg erof, trotz deene villen Efforten, an dofir hunn ech gemengt, da wier et derwäert awer och nach een Instrument derbäizesetzen, an dat ass dann eent vun der École de la deuxième chance, wat en Instrument ass, wat an anere Länner seng Preuvë gemaach huet.

Dat ass och net en Allheelmëttel. Dat ass een Instrument, fir den Décrochage scolaire an den Échec scolaire ze bekämpfen, niewent all deene villen aneren, well ech weess, dass et immens vill Schoule gëtt, déi ganz grouss Effortë maachen, fir eben déi Prise en charge individuell, differenzéiert, dat Këmmeren ëm d'Kanner, fir se sozial a pedagogesch ze begleeden.

Wéi gesot, et ware vill Diskussiounen a vill Viraarbecht. Dee Rapport, deen de René Kollwelter gemaach hat, wou hien effektiv proposéiert hat, en Établissement public aus där École de la deuxième chance ze maachen, hunn ech direkt eliminéiert, well ech geduecht hunn, domadder bräicht ech net bis an d'Regierung an an d'Chamber ze kommen, well déi viregt Regierung jo en Accord ofgeschloss hat mat der CGFP, wou gesot ginn ass, et gi keng Établissements publics méi gemaach, wou kann en öffentleche Service gemaach ginn. Do hunn ech geduecht: „Da brauchs de guer net domadder unzefänken."

Duerfir verstinn ech net, dass just vun der DP elo déi Froen do opgeworf ginn. Mir maachen eng Schoul an der Schoul wéi eng aner Schoul. Dat ass den Ënnerscheed mat den Écoles de la deuxième chance a Frankräich. Dat heescht net, dass mer net zesummeschaffe mat deenen anere Ministèren. Dat gëtt e Comité d'accompagnement, wou de Ministère du Travail an e Vertrieder vum Ministère de la Jeunesse dra vertruede sinn, fir ze weisen, dass dat eng gemeinsam Aktioun ass, wou mer esou vill méi méiglech Kräfte musse bündelen, fir weiderzekommen. Sou dass ech mengen, dass mer eis do richteg opgestallt hunn.

Ech mengen, zum Projet vun der École de la deuxième chance hu meng Virriedner esou gutt geschwat. D'Zil ass et selbstverständlech, déi Jonk, déi kommen, entweder an d'Schoul zréckzeorientéieren oder op den Aarbechtsmaart. Dat sinn zwou Sorties favorables, positives aus där Struktur.

Mir hunn och eng Zäit diskutéiert, wat dee richtegen Alter ass, fir déi Jonk an där Schoul opzehuelen. Mir hunn optéiert, fir ze soen, soubal wéi d'Schoulflicht eriwwer ass.

Ech mengen awer, dass mer eis alleguerte bewosst sinn, dass et wichteg ass, dass d'Démarche, fir an eng École de la deuxième chance ze kommen, vun deene Jonken ausgeet. Et huet kee Wäert, een an esou eng Schoul ze forcéieren. Dee muss sech selwer mobiliséieren a motivéieren a wëssen, dass en eng Chance kritt, fir säi Liewen nei ze organiséieren, sech eng Struktur ze ginn, sech e Projet de vie ze ginn, an dass dat kee Wäert huet, wann ee just voller Flemm an der Schoul opgehalen huet. Ech mengen, dass een do en Temps de réflexion brauch, fir sech dohinner op dee Wee ze maachen.

Ech soen emol Merci fir dee breede Konsens hei fir dat Gesetz. Ech denken, dass mer geschwë kënnen ufänken, dass mer d'Infrastrukturen och hunn, fir an där École de la deuxième chance unzefänken. Mir haten domat gerechent am Joer 2010, also net elo d'Rentrée 2009, mä am Joer 2010.

Ech wënschen deenen zukünftege Responsabele vun där Schoul, all deene Leit, déi sech do engagéieren, an hiert Engagement muss grouss sinn - dat ass eng Aarbecht, déi eng grouss Force de caractère an eng grouss Mobilisatioun bedeit -, ech hoffen, dass se deenen Erwaardungen, déi hei ausgedréckt sinn, gerecht ginn, an dass mer domadder een Instrument méi schafe fir d'Insertioun, fir e gelongene Parcours vun deene Jonken, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat ass et derwäert, an all Steen, deen eng Kontributioun dozou kann droen, deen ass derwäert. Merci.

Ech wollt nach ee Wuert soen zur Motioun. Ech hu se zwar nach ëmmer net gesinn. Also, éischtens hu mer e Service, deen Aidë ka gi fir Schüler, déi an de Lycéeë sinn. Hei an der École de la deuxième chance ass och e System vun Aidë virgesinn, sou dass ech jiddefalls elo net gesinn, firwat mer elo eng Motioun misste stëmmen zu deem dote Sujet.

Duerfir géif ech der Chamber soen, si soll soen, dat wär eigentlech de Moment net opportun. Wa mer gesinn, dass déi Aiden, déi mer hunn, net géifen duergoen. Ech wëll och soen, dass déi Subsiden, déi mir ausdeele fir Élèvë vu Familljen, déi net genuch Revenuen hunn, dass dee Montant substanziell an d'Luucht gesat ginn ass, an dass mir do grouss Effortë maachen, fir de Familljen ze hëllefen.

Duerfir géif ech mengen, mir sollten déi Motioun do net unhuelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci. Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. Vote par procuration. Et feelt nach ee Vote.

(Interruptions et hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

Madame Minister, Äre Projet ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Christine Doerner), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Fernand Etgen), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi vum honorabelen Här Jaerling déposéiert ginn ass, déi hir fënnef Ënnerschréften huet. Kënne par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Assentiment)

Jo, da maache mer dat esou. Wie fir déi Motioun ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Une voix.- Déi ganz Fraktioun!

M. le Président.- Ech gesinn, den Här Jaerling ass allein auf weiter Flur.

Wien ass dergéint? Déi Gréng?

(Interruption)

Dir enthaalt Iech.

(Brouhaha)

An déi Liberal och.

Une voix.- Déi Rout-Wäiss-Blo och.

M. le Président.- Ech hat gemengt, ech hätt en negative Vote gesi gehat, mä dat wollt Enthalung heeschen.

(Brouhaha)

Domat - et deet mer leed, Här Jaerling - ass Är Motioun awer trotz allem gudde Wëlle vu ville Säiten ofgelehnt.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Projet. Dat ass deen iwwert d'Maison de soins zu Veianen.

Fir d'éischt huet d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs d'Wuert, fir den Dépôt vun engem Projet de loi, huelen ech un.

2. Dépôt d'un projet de loi

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, de Grand-Duc huet mech autoriséiert, en neie Projet de loi iwwert d'Maison de soins an déi aner Servicer beim Haus vun der Alzheimer zu Ierpeldeng ze déposéieren.

Merci.

- Projet de loi N°6038 portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

M. le Président.- Ech ginn der Madame Minister Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen an déi parlamentaresch Prozedure geet.

Dann huet den honorabelen Här Mehlen d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert. Här Schaaf, gedëllegt Iech nach ee Moment.

3. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, et ass och nëmme fir en Dépôt ze maachen.

Gëschter ware Baueren hei an der Stad fir hir Suerg ze manifestéieren doriwwer, datt de Mëllechpräis extrem wäit ofgesackt ass an datt dee ganze Secteur de Moment keng Perspektive gesäit - och op länger Siicht. Si sinn der Meenung, datt d'Politik soll sech kloer positionéieren, ob een do op enger liberaler Schinn soll virufueren an dat lafe loosse mam Risque, datt eng ganz Partie Betriber d'Baach erofginn, oder ob ee soll am Kader vun der Gemeinsamer Agrarpolitik intervenéiere fir ze kucken, fir de Quotesystem, dee jo awer nach en place ass, ze utiliséieren, fir de Mëllechmaart erëm e bëssen an d'Gläichgewiicht ze kréien an doduerch och fir méi stabil Mëllechpräisser ze suergen.

Dat ass méi oder wéineger de Contenu vu menger Motioun. Ech hu se eleng ënnerschriwwen. Se ka jo ausgedeelt ginn. Ech denken, se wäert d'nächst Woch dann zur Diskussioun kommen, dann huet jiddwereen Zäit doriwwer nozedenken, ob e se wëllt ënnerstëtzen oder net.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant un fort déséquilibre sur le marché européen du lait, ayant pour conséquence une forte chute des prix payés aux producteurs;

- estimant qu'à l'heure actuelle aucune normalisation du marché laitier et par conséquent aucun redressement du prix au producteur n'est en vue;

- considérant que cette situation risque de mettre en péril le secteur du lait qui est l'un des piliers principaux de l'agriculture luxembourgeoise;

- estimant qu'il est aberrant de produire un surplus de lait à l'aide de soja importé, dont les conditions de production sont très souvent contraires aux critères du développement durable et de la protection de la nature, et d'exporter cette quantité surproduite à l'aide de subventions d'exportation;

- estimant que cette politique d'exportation subventionnée sur le marché mondial risque de déstabiliser davantage la situation des producteurs dans les pays tiers;

- considérant qu'il y a lieu de stabiliser le secteur laitier dans une perspective de prix agricoles justes et de développement durable;

- considérant que le régime des quotas laitiers actuellement en vigueur devrait être utilisé comme instrument de régulation de la production;

invite le Ministre de l'Agriculture

à œuvrer au niveau européen:

- à courte échéance, pour une politique de stabilisation du secteur laitier par une application plus rigide du système des quotas laitiers en place marchés;

- à longue échéance, pour la mise en place d'un système flexible de quotas permettant un monitoring de la production laitière européenne orientée aux besoins réels de la consommation.

(s.) Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Mir hunn d'nächst Woch zwee Projeten um Ordre du jour betreffend d'Ënnerstëtzung vun der Landwirtschaft. Ech denken, datt dat e gudde Kader wär, fir déi Motioun hei ze diskutéieren an och ofzestëmmen.

Den honorabelen Här Schaaf ass Rapporteur vum Projet iwwert d'Maison de soins vu Veianen an huet deementspriechend elo d'Wuert.

4. 5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet, dee mer elo diskutéieren, erlaabt et dem Stat via dem Fong vun den Infrastructures sociofamiliales sech un de Baukäschte vun enger neier Maison de soins zu Veianen ze bedeelegen.

Dës Bedeelegung geschitt am Respekt an am Kader vun den Dispositioune vum ASFT-Gesetz an opgrond vun enger Konventioun tëschent dem Stat an dem Établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées», oder besser bekannt ënnert dem Numm Servior.

Dës Konventioun ass de 6. Mee 2008 ënnerschriwwe ginn an hält e Gesamtkäschtepunkt vum Projet vun 18,2 Milliounen Euro fest. De Stat iwwerhëlt dovunner 70%. Beim aktuelle Bauindex sinn dat maximal 12.910.935,23 Euro ganz genau - virausgesat de Projet gëtt haut gestëmmt.

Mat deem Gesetzesprojet 5985, deen den 29. Januar déposéiert, den 31. Mäerz vum Statsrot aviséiert an an der Familljekommissioun diskutéiert ginn ass, gëtt d'Chamber ebe gréng Luucht fir de Finanzement vun deem neie Fleegeheem an der Stad Veianen. Dat neit Haus vun insgesamt 72 Better entsteet op engem Site vun der fréierer Aktivitéitszon vun der Firma Electrolux an der Entrée vun der Uertschaft Veianen.

Néideg ginn ass dëse Bau net direkt wéinst der Noutwendegkeet, zousätzlech Better fir fleegebedürfteg eeler Matbierger an der Regioun ze schafen, mä virun allem wéinst der absoluter Noutwendegkeet déi aktuell Raimlechkeeten an den zwee bestehende Veianener Haiser duerch en Neibau deels direkt ze ersetzen.

De Moment huet Servior zu Veianen en Altersheim am Zentrum vun der Uertschaft. Dëst Haus mat 42 Better am alen Trinitanerklouschter erfëllt net méi an allen Zëmmeren d'Bedingunge vu Sécherheet, Komfort an och vu Gestiounspraxis, déi haut néideg sinn.

Trotz ville Verbesserungen am Haus ass et net méiglech, dëst Haus zukunftsfäeg ze maachen op eben dësem Site. Wann dat neit Haus, iwwert dat mer haut schwätzen, an e puer Joer fäerdeg ass, da gëtt Servior och dëst Altersheim am Stadzentrum op.

Dat anert Haus ass de sougenannte Sanatorium, e Fleegeheem mat ronn 100 Better um Bierg ausserhalb vun der Stad Veianen. Och dëst Haus erfëllt net méi all déi néideg Bedingungen, déi un en Haus gestallt ginn, fir de modernen Ufuerderunge vun der Geriatrie gerecht ze ginn. Et ass grouss, et huet ganz vill Raum, läit awer isoléiert op engem schéine Plateau an ass ofgeschnidde vum soziale Liewen. Jee nodeem wéi déi gesellschaftlech Entwécklung weidergeet an d'Besoinë vun der Ënnerbréngung an der Zukunft sinn, gëtt de Sanatorium mëttelfristeg sécher nach gebraucht. À long terme wäert och dëst Haus, wéi den Exposé des motifs et ausseet, eemol ersat musse ginn.

D'Entwécklung an der Altersversuergung geet haut aner Weeër wéi viru Jorzéngten. Dat neit Haus zu Veianen weist duerch säi Konzept op dës Elementer hin, an ech wëll der e puer ernimmen.

Éischtens emol ass festzestellen, datt dat neit Haus e Fleegeheem a kee CIPA gëtt. D'Tendenz am Land ass déi, dass méi Fleegeplaze gebraucht ginn, well d'Leit méi laang doheem bleiwen, duerch kompetent Fleegeservicer doheem ëmsuergt sinn, an eréischt dann an eng Altersstruktur ginn, wann dëst gesondheetlech noutwendeg gëtt.

Mir hunn an der Regioun eng Rei CIPAen a manner Maisons de soins, duerfir dëse Choix. Déi nei Tendenz, déi Servior elo promouvéiert, ass och déi, fir dem Besoin vum Wunnen am Alter duerch sougenannten Appartements encadrés nozekommen, e Puzzlesteck, dat dacks nach feelt an der Rei vun den Offere fir Wunnen am héijen Alter.

Zweet Element: Den Akzent vun der Aarbecht an den Institutioune fir eeler Leit geet a Richtung vun enger globaler Prise en charge a vun engem Angebot vun Aktivatioun an Erhale vun der maximaler Autonomie. Dëst bedingt awer en anert architektonescht Konzept, aner Raim an aner Ofleef am Haus.

Dat neit Haus ënnerscheet eng Privatzon fir Bewunner - dat ass dee Beräich vun den Zëmmeren, 72 Zëmmer zu jee 18 pro Stack -, déi zweet Zon am Haus ass eng semi-publique - eng Plaz, wou sech d'Bewunner mat de Visiteuren an Invitéé begéinen -, an eng drëtt Zon, eng sougenannt öffentlech Zon, déi Plaz am Haus um Rez-de-chaussée, déi d'Geleeënheet gëtt zum Austausch mat alle Leit, déi an dat Haus kommen an do eng Roll erfëllt vu quasi enger öffentlecher Plaz vum soziale Liewen a vum Austausch.

Weiderhi kënnt an dëst Haus och e Groupe sociogérontologique, andeem sech an engem geschützte Beräich Mënsche mat altersspezifesche geeschtegen Aschränkunge bannen am Haus an och baussen an engem Parc kënne bewegen an den Dag verbréngen.

En anert Element nach: Dat neit Fleegeheem gëtt op engem neie Site gebaut. Et handelt sech ëm en Terrain vun der fréierer Electrolux. Dësen Terrain gehéiert der Gemeng Veianen a gëtt iwwer e Bail Servior zur Verfügung gestallt. Dësen Terrain läit an engem Wunngebitt. Niewent d'Fleegeheem kënnt och nach en Akafszentrum an domat soziaalt Liewen dohinner, Bewegung an Ofwiesslung an deen Eck vun der Uertschaft.

Och dësen Échange an dës Interaktioun tëschent de Bewunner an hirem Ëmfeld ass wichteg an Deel vum moderne Verständnis vu Gérontologie. Schliesslech beinhalt de Bau nach Raim fir Kinésitherapie, Ergotherapie, Animatioun, Cafeteria, Entréeshal, Restaurant an all déi néideg technesch a Personalraim. Dat neit Haus gëtt an Terrasseform gebaut an engem liichten Hang, deen et erlaabt, en ënnerierdesche Parking virzegesinn, a verdeelt seng Funktioune wéi gesot op véier Stäck.

De Statsrot huet a sengem Avis d'Fro opgeworf, wéi de landeswäite Bedarf ausgesäit an op wéi eng Statistik oder Donnéeë sech dëse Projet berifft, fir dëst Haus als noutwendeg unzegesinn.

Et bleift dorop nach eemol ze soen, dass mat dësem Projet d'Zuel vun de Better laangfristeg net erhéicht gëtt, dofir awer d'Qualitéit vun der Ënnerbréngung wesentlech verbessert gëtt. Och wann de Sanatorium nach eng Zäit viru sech huet an als Puffer oder Noutfallënnerbréngung muncht Leed am akute Fall kann opfänken, esou wäert och dëst Haus laangfristeg anescht ze orientéiere sinn. Dat muss een an deem Moment a virun deem Hannergrond vun deem Moment a vun de Besoinë gesinn.

Et sief awer och gesot, dass mer zu Lëtzebuerg an de leschte Joren effektiv eng ganz Rei nei Haiser oder Vergréisserunge gebaut hunn. Eis Familljeministerin huet e positive Bilan opweises mat alle Projeten. Eleng am Norde sinn et Réiden, Wolz, Clierf, Ëlwen, Dikrech, Ettelbréck an elo och Veianen, déi nei Infrastrukture kritt hunn oder se am Bau hunn.

Fir de Bedarf vun Alters- a Fleegeheemsbetter festzestellen, geet et awer och net duer, sech un enger europäescher Vergläichstatistik ze orientéieren, well dat géif jo heeschen, dass mer d'Prozentzuelen aus dem Ausland géifen dohinnerstellen als déi Zuelen, déi den Optimum géifen duerstellen. Eis Zuele leie méi héich.

Mir kennen aus der Vergaangenheet awer d'Suerg vu Mangel u Better, u laange Waardelëschten a souguer um Wunnen a privaten Altersheimer am noen Ausland. Dat ass haut net méi néideg, dank den enormen Efforten déi gemaach gi si vun allen Acteuren an dësem Beräich. De Bedarf muss sech dem Besoin upassen, an dee wäert net séier erofgoen, well eben och mëttelfristeg déi gebuertsstaark Nokrichsgeneratioune lues a lues an den Alter kommen.

De Statsrot recommandéiert da weider, en Energieaudit bei Neibauten ze maachen, fir sécherzestellen, dass de Stat och déi beschten Technik bezilt. Dëst Haus ass esou geplangt, dass et dräifach Verglasung kritt, Lüftung mat Wärmerückgewinnung, Dimmere vun de Luuchten, Bewegungsmelder, Fotovoltaik um Daach, Reewaassernotzung an eng performant thermesch Isolatioun. Hei huet Servior d'Zeeche vun der Zäit voll a ganz erkannt, respektéiert a gesicht, den Énergieverbrauch niddreg ze halen.

Dëse Projet ass also richteg a wichteg. Hie verbessert d'Wunnengskonditioune vun de betraffene Leit, garantéiert Sécherheet a Komfort, an erlaabt et, aus klenge Raimlechkeeten an nei zäitgeméiss Raim ze plënneren, déi den Usprëch vun de Mënsche gerecht ginn. Als Illustratioun vun deenen Usprëch, déi jo och eis Usprëch sinn, wa mir eemol do era plënneren, kann een indikativ den Internetuschloss an all Zëmmer ernimmen.

Mir bleift just alle bedeelegte Merci ze soe fir déi Méi, déi si an dëse Projet gestach hunn: der Gemeng Veianen, der Familljeministerin an hire Mataarbechter, dem Établissement public Servior, an alle Büroen an Ingenieuren, déi schonn heirunner geschafft hunn; a mir bleift den Accord ze gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Etgen...

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- ...wëllt zu dësem Projet och schwätzen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem virleiende Projet de loi soll et dem Stat erméiglecht ginn, fir sech finanziell um Bau vun enger neier Maison de soins zu Veianen ze bedeelegen.

De Bau vun esou enger neier moderner, zäitgeméisser Struktur ass dringend néideg. De Moment gëtt et zu Veianen en Alters- an e Fleegeheem. D'Altersheim ass vereelst a läit matzen am historesche Kär vu Veianen; een Ëmbau ass duerfir net méiglech.

D'Demokratesch Partei begréisst ausdrécklech d'Schafe vun engem neie Fleegeheiem zu Veianen. Veianen ass schonn eleng opgrond vu senger Lag hier exzellent derfir gëeegent. D'historescht Dierfchen am Éislek zeechent sech duerch eng héich Liewensqualitéit, eng intakt Natur a performant Infrastrukturen aus. Duerch de Bau vun der neier Maison de soins gëtt och de Rôle vu Veianen als CDA weider gestäerkt an ënnerstrach.

D'Fro, déi sech an dësem Kontext stellt, ass déi vun der Notzung vun den ale Gebaier. Gëtt et do scho konkret Pläng? Ass do scho mat de Responsabele vun der Veianer Gemeng Kontakt opgeholl ginn? Soll de Sanatorium virun a Betrib bleiwen oder als Puffer déngen, wéi de Rapporteur Jean-Paul Schaaf suggeréiert huet? Dëst si Froen, déi ee bei aller Euphorie fir de virleiende Projet net däerf aus den Ae verléieren.

Här President, mir wëssen, datt eis Gesellschaft ëmmer méi al gëtt. Et ass effektiv esou, datt d'Leit ëmmer méi al ginn, datt d'Alterspyramid op der Kopp steet an datt mir haut 4-mol méi Leit iwwer 65 Joer hunn, wéi dat nach virun 100 Joer de Fall war. Dat huet dozou gefouert, datt mer eng ganz Rei vu Waardelëschten hunn an eise Strukturen, fir eeler Leit opzehuelen, sief et an eise CIPAen, sief et an de Maisons de soins uechtert d'Land.

De Fait, datt mir am Duerchschnëtt ëmmer méi al ginn, huet dozou gefouert, datt zu engem gewëssen Zäitpunkt ganz vill eeler Leit hu missen an d'Ausland op Strukturen zréckgräifen, wat mat Sécherheet keng glécklech Situatioun ass. Mä och innerhalb vun eisem dach klenge Land hu vill Leit missen an eng aner Regioun goen, wou se nach ofgeschnidde ware vun hirem normalen Encadrement vun deene Leit, déi se kannt hunn, vun hirer Famill, an och dëst ass eng Entwécklung, déi alles aneschters wéi begréissenswäert ass.

Duerfir ass et ze begréissen, datt dësen Nohuelbedarf zu engem ganz groussen Deel an deene leschte Joren duerch verschidden nei Infrastrukturen oder awer och Vergréisserung vu bestehenden Infrastrukturen opgeschafft ginn ass.

Mä an Zukunft wäert den Trend vun der klammender Liewenserwaardung selbst-

verständlech net ofhuelen. Au contraire, den techneschen an de medezinesche Fortschrëtt wäerten dësen Trend nach weider verstäerken. Sou wäerten dann an deene kommende Joren héchstwahrscheinlech nach eng Rei vun Transformatiounen a Realisatiounen an dësem Beräich op den Instanzewee bruecht misse ginn.

D'Efforten am Beräich vun de CIPAen oder de Maisons de soins musse konsequent virugefouert ginn. Dës Efforte wäerte mir als Demokratesch Partei och an Zukunft ganz kloer ënnerstëtzen.

Här President, wann an der Chamber iwwer esou Projete wéi dee Virleiende geschwat gëtt, da geet et meeschtens ëm de Bauteprojet, dat heescht ëm d'Infrastrukturen, déi geschafe ginn. D'Infrastrukturen eleng sinn a kënnen awer nëmmen een Element an der Betreiung vun eelere Leit duerstellen.

Mir brauchen, wat d'Betreiung vun eelere Mënschen ubelaangt, ee ganze Mix u Mesuren. Dat sinn op där enger Säit Infrastrukturen, dat sinn awer parallell derzou och Servicer an Hëllefleeschtunge fir d'Leit doheem. Soulaang d'Leit doheem eleng oder an der Famill kënne betreit ginn an doheem eleng eegestänneg hiert Liewe kënne féieren, solle mer dat och als eng vun de Pisten opzeechnen, deene mer sollen nogoen an déi mer solle méiglech maachen.

Gläichzäiteg wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, datt Projete wéi deen, iwwert dee mer elo grad diskutéieren, awer och aner Servicer, déi ugebuede ginn, sécherlech derzou bäidroen, datt ëmmer méi Leit hei am Land hire Liewensowend an Dignitéit kënne verbréngen. Dat ass eppes, mengen ech, wat vu jiddwerengem hei am Haus nëmme ka begréisst ginn.

Här President souwäit ech dat konnt novollzéien, hate mer hei am Haus ëmmer Unanimitéit bei Projete wéi deem vun haut. Dëst, well jiddweree vun der Noutwendegkeet vun esou Institutiounen iwwerzeegt war an ass. Mir sollten awer selbstverständlech, wéi virdru scho gesot, virufueren ze kucken, wat an deene Servicer wéi d'Aide à domicile, wéi Betreit Wunnen, wéi Seniorewunngemeinschaft nach ka gemaach ginn, fir d'Liewe vun deenen eelere Leit, déi emol méi oder och manner op Hëllef ugewise sinn, méi einfach a méi liewenswäert ze maachen.

Mir sollte kucken, fir parallell zum Opbau vu modernen a performante Strukturen dës Hëllef weiderzeentwéckelen, virun auszebauen an och vun de Kenntnisser ze profitéieren, déi et an deem Domän am Ausland gëtt.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Jean-Paul Schaaf, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Schneider, wann ech gelift.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif ufänke mat deem, mat deem de Fernand Etgen opgehalen huet, a fir d'éischt dem Rapporteur, dem Jean-Paul Schaaf, e grousse Merci soe fir säi schrëftlechen a virun allem och säi mëndleche Rapport, wou en net nëmmen op d'Gebai u sech, mä awer och op d'Philosophie vun der Betreiung an dëser Maison de soins zu Veianen agaang ass.

Déi nei Maison de soins, déi also op dem Terrain vun der fréierer Electrolux - op engem Deel dervun - zu Veianen wäert stoe kommen, ass ee weidere Schrëtt, e weidere Puzzle, mengen ech, an der Kreatioun vun Haiser an der Betreiung vun eeleren, vu kranke Leit. Et ass vill an deene leschte Jore geschitt. De Jean-Paul Schaaf an och de Fernand Etgen hunn eng Rei vun dëse Projeten opgezielt.

Dat ass och gutt esou, well mir alleguer wëssen aus dem Familljekrees, awer och aus dem noen Ëmfeld, datt mer ganz dacks d'Situatioun haten, datt d'Leit op eemol séier hu missen aus der Klinik eraus an hu missen an d'Fleeg goen, an da ganz dacks souguer hu missen am Ausland eng Plaz sichen. Dat sinn net ganz agréabel Momenter. Ech hu se selwer erlieft, dofir weess ech wouvun ech schwätzen.

Dofir ass et gutt, datt an deene leschte Joren honnerte vu Better kreéiert goufen, fir eng korrekt, eng gutt Fleeg ze maachen, an an engems, mengen ech och, an d'Zukunft gekuckt gëtt an och déi Prise en charge adéquate niewent enger gewësser Autonomie, déi soll bestoe bleiwen, sech an deenen neien Haiser erëmfënnt. Och dat fënnt sech an deem neien Haus hei zu Veianen erëm, wou 72 Better an derniewent och e Foyer du jour vun zwielef Leit wäert entstoen, fir also eng gutt Betreiung och am ieweschten Deel vum Norde vum Land ze garantéieren an nei Plazen ze aménagéieren.

De Käschtepunkt dervun, wou de Stat jo 70% dréit, dee sech fir de Stat also op ongefeier 12,9 Milliounen Euro beleeft, ass ee Käschtepunkt, dee gutt investéiert ass an d'Betreiung vun eisen eelere Leit.

Déi Froen, déi opgeheit sinn, erlaabe mir och zum Schluss ze kommen, well dat Meescht, wat den techneschen Volet ubetrëfft, säitens vum Rapporteur gesot ginn ass. Et sinn déi zwou Froen effektiv:

Éischtens: Wat geschitt ma deem fréiere Klouschter a Veianen selwer?

An dann zweetens eng Fro, op déi allerdéngs schonn de Jean-Paul Schaaf selwer geäntwert huet: Wat geschitt mat de Raimlechkeeten um sougenannte Sanatorium? Do mengen ech kann an Zukunft, wéi gesot, nach e bëssen eng Reserv gehale ginn, fir also och nach wierklech e Puffer ze hunn, wa wierklech an Zukunft dréngend Fäll gebraucht ginn.

Mä et kéint een eventuell eng éischt Äntwert, wa se do läit, op virun allem déi éischt Fro stellen, wat mat deene Raimlechkeeten am fréiere Klouschter a Veianen selwer geschitt.

Soss derbäi ze soen, mengen ech: Et ass esou, datt dëse Projet, wéi och all déi aner Projeten, déi am Kader vun der Kreatioun vu Fleegebetter geleescht goufen, vun eiser Fraktioun, der LSAP, ënnerstëtzt gëtt an dofir och eisen Accord wäert fannen.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs, Responsabel fir de Projet iwwert d'Maison de soins vu Veianen, huet elo d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat geet jo hei mat 200 à l'heure. Ech géif wëlle fir d'éischt hei dem Jean-Paul Schaaf e grousse Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen e gemaach huet an deen och dofir all deenen anere Riedner a mir selwer et méi einfach mécht a mir net brauchen nach laang eng Kéier alles vu vir bis hannen ze erklären. Dat wor esou explizit.

Ech denke virun allem, datt et haut fir d'Stad Veianen a fir hir Awunner…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…eng grouss Freed ass, datt se wëssen, datt dee Projet gestëmmt gouf. Mir haten d'Geleeënheet e virun engem Mount oder sechs Wochen zu Veianen ze presentéieren, a wou eng ganz grouss Demande do war vun de Leit, fir kënnen do eranzekommen, wou mer awer gesot hunn: Elo ass et emol eréischt en Avant-projet an elo muss fir d'éischt nach de Projet gestëmmt ginn, da muss e gebaut ginn, an da kënnt Der eréischt erakommen. Et ass also net fir iwwermuer, wou een elo kann zu Veianen an déi nei Maison de soins goen.

E ganz schéine Projet, wann een e gesäit, an Dir hutt en an Ärem Dossier dran. A wou mer wierklech och ëmmer erëm bei all deenen neie Projeten, déi kommen, ob dat Servior ass oder ob dat déi aner Träger sinn, kucken, datt och deenen neisten Erkenntnisser selbstverständlech och aus dem Ausland Rechnung gedroe gëtt, wat d'Innenleben ubelaangt. An do ass et ewell richteg, wat den Här Etgen gesot hat, datt et net nëmmen duergeet, datt een d'Maueren huet, mä datt een och muss kucke wat bannendra geschitt, an datt et och net nëmmen duergeet, fir Haiser ze bauen, mä datt een och muss déi Servicer, déi niewendrun alleguer bestinn, kucken.

Wann ee gesäit wivill Autoen duerch d'Lëtzebuerger Land fuere vun all deene Servicer, vun Hëllef Doheem, vun HELP a vun all deenen Organisatiounen, da gesäit een, datt sech do och Enormes gedoen huet an deene leschte Joren, a wou een och wierklech e Changement an der Mentalitéit vu de Leit gesäit, déi éischter nach wëllen an deenen nächste Joren an enger Zwëschenetapp an ee Logement encadré goen an duerno dann éischter an eng Maison de soins, wéi dat an deene vergaange Joren de Fall war.

Dofir mussen och alleguerten déi Servicer mat ausgebaut ginn an och mat ënnerstëtzt ginn. Ech denken, datt mer, souwäit wéi dat an eise Méiglechkeete war, an deene leschte Joren deem Rechnung gedroen hunn. Mir hunn zu Lëtzebuerg méi Better elo ewell, prozentual gesinn, wéi soss iergendee Land der huet. Mir hunn awer nach ëmmer méi Nofro. Dat erkläert sech natierlech dorauser, datt mer op där enger Säit eng generéis Assurance dépendance hunn, op där anerer Säit och den Acceuil gérontologique, fir déi Leit, déi sech et net kënne leeschten, fir an esou Haiser kënnen ze goe mat hirer Pensioun. Vun do, mengen ech, datt dat och richteg ass, datt mer eis alleguerten déi Méiglechkeeten opgemaach hunn.

Ech denken awer och, datt dat, wat ronderëm ass - an dofir sinn ech och frou, datt de Buergermeeschter vu Wolz elo grad geschwat huet -, dass mer och amgaang sinn en neie Club senior zu Wolz ze grënnen, d'nächst Joer hiert grousst schéint neit Haus wäert opgoen an domadder wierklech…

De Jean-Paul Schaff huet déi opgezielt, déi do uewen am Norde sinn, mä iwwert d'Land hu mer dat selbstverständlech gemaach. Et ass net nëmmen am Norden, wou esou vill där Haiser gebaut si ginn, mä si si generell iwwert d'Lëtzebuerger Land. Dofir héiert Der och haut net méi déi Kritiken, déi et virun enger Rei vu Jore goufen, wa Leit op eng Plaz gewaart hunn.

Op déi Froen, wat mat deenen zwee aneren Haiser géif geschéien, ass déi éischt wat dat Haus ass, wat ëmmer nach de Sanatorium heescht. Do ass et esou, datt mer, wéi gesot, et jo nach déi nächst Joren net brauchen, well dat anert Haus och net fäerdeg ass, mä awer och dann duerno kucke wéi wäit datt een dat nach virun dofir ka gebrauchen.

Wat de CIPA am Zentrum vu Veianen ubelaangt, soubal wéi mer woussten, datt mer hei op deen heite Wee géife goen, hu mer der Domäneverwaltung - well dat si si, deenen déi Haiser gehéieren; et ass net Servior, deem dat Haus gehéiert, mä dem Stat, wou et gehéiert - gemellt, datt mer dat Haus an absehbarer Zäit net méi géife brauchen an datt elo gekuckt gëtt, wat kann dra kommen op touristeschem, op kulturellem oder op wéi engem Plang. Mä op jidde Fall ass et ganz kloer, datt dat net méi ka virun dann nach genotzt ginn als Centre intégré, well et awer haut net méi deene Konditiounen entsprécht vu Komfort, déi mer mëttlerweil gewinnt sinn an deene verschiddenen Haiser.

Ech wëll awer just soen, datt d'Maueren - an dat ass hei gesot ginn - net alles ausmaachen. Mir hunn eng ganz Partie vu Leit, déi an Zwëschenzäit emol kënne jo oder wiesselen. Fréier duerft een dat jo net. Wann een dann an engem Haus war, huet ee mussen do bleiwen. Haut kann een och wiesselen à l'intérieur vun deene verschiddenen Haiser vu Servior. An ech mierke ganz dacks, datt Leit, déi op Veianen kommen, och wa se aus der Stad sinn oder wa se vun Esch sinn, nach d'Méiglechkeet géife kréien, fir kënne méi no bäi ze kommen, dat net wëllen, well se sech esou gutt do spieren a well se fannen, datt se esou gutt do versuergt sinn, datt se léiwer géifen do bleiwen, och wann dat fir hir Familljen heiansdo méi kompliziéert ass.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech wierklech jiddwerengem wëlle Merci soen, dee gehollef huet derzou bäidroen, datt mer och dee Projet elo nach hei gestëmmt kréien. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dat en hëlleft och deene Leit vu Veianen an do aus der Ëmgéigend, dass se kënnen ënnert deeneselwechte gudde Konditiounen opgeholl gi wéi anerer.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen zur Ofstëmmung. De Vote fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Madame Minister, Äre Projet ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Thiel), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Marc Spautz), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Nancy Arendt), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass deen iwwert de Cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Clement, an deen huet och elo d'Wuert.

5. 5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir adaptéiere mat dësem Gesetzestext, deen de Mëttelstandsminister Fernand Boden den 28. Januar 2009 hei an der Chamber déposéiert huet, d'Kadergesetz fir de Lëtzebuerger Mëttelstand aus dem Joer 2004, an dat op zwee prezise Punkten.

Agangs wëll ech awer ënnersträichen, datt dat Kadergesetz eng ganz grouss Wichtegkeet huet fir de Lëtzebuerger Mëttelstand, well et deene Kleng- a Mëttelbetriber et méiglech mécht, fir sech permanent der technescher an der wirtschaftlecher Entwécklung unzepassen, an deemno och fir méi konkurrenzfäeg ze gi respektiv méi konkurrenzfäeg ze bleiwen, hei zu Lëtzebuerg, awer och an der Groussregioun.

Konkret geet et am virleienden Text drëms d'Artikelen 2 a 7 aus dem 2004er Gesetz ofzeänneren. Ech erënneren drun, datt den aktuellen Artikel 2 d'Bäihellefe fir korporell an net korporell Investissementer, wéi zum Beispill Breveten a Lizenzen, virgesäit. D'Intensité brute maximale vun den Hëllefe läit momentan bei 7,5% fir Kleng- a Mëttelbetriber a bei 15% fir déi kleng Betriber.

Duerch de virleiende Gesetzestext ginn d'Plaffonge vun dësen Hëllefen an d'Luucht geschraufft op maximal 10% fir PMEen, an op 20% fir déi kleng Betriber. Et handelt sech heibäi ëm eng dach substanziell Hausse, déi sécherlech positiv Auswierkungen op d'Grënnung an d'Weiderentwécklung, zur Produktivitéit vun eise Kleng- a Mëttelbetriber wäert hunn. Et ass och e wichtegt Zeeche säitens der Regierung un d'Betriber, fir dach awer weider ze investéieren, fir weider ze moderniséieren, virun allem an Zäite vun enger wirtschaftlecher Schiflag, esou wéi mer se haut kennen.

Här President, et gëtt och eng Zäit no der Kris, an dann hunn déi Betriber d'Nues vir, déi kee Stëllstand haten an déi och weider investéiert haten, an dofir dann och besser opgestallt sinn, wann et drop ukënnt. Stëllstand ass gläichzestelle mat engem gewësse Réckschrëtt.

Deen aneren Artikel, deen ofgeännert ginn ass, wéi ech schonns virdru gesot hunn, ass

den Artikel 7. Mat him gouf am Joer 2004 en neie Regime vun Aiden agefouert, deen um Plan communautaire Regime vun de Minimis genannt gëtt. Dat ass e Regime vun Hëllefen, déi kënnen accordéiert ginn, fir Investissementer vun Entreprisen, déi net ënnert déi aner Kritäre vum 2000er Gesetz falen; ënnert der Konditioun awer, datt dës Hëllefen net méi héich wéi 100.000 Euro iwwer dräi Joer sinn. Duerch de virleiende Gesetzestext gëtt dëse Plaffong vun dësen Hëllefe verduebelt: vun 100.000 op 200.000 Euro.

All dës Adaptatiounen no uewe konnt d'Regierung awer net mir näischt, dir näischt décidéieren. Se sinn nëmme méiglech ginn, well d'Europäesch Kommissioun déi deementspriechend Reglementer dann och virdrun ugepasst hat. Esou konnten duerch d'Reglement 800/2008 vum 6. August 2008 maximal Tauxe fir korporell an net korporell Investissementer eropgesat ginn. D'Verdueblung vum Plaffong beim Régime d'aide de minimis ass duerch d'Reglement 1998/2006 vum 15. Dezember erméiglecht ginn.

De Käschtepunkt vun dësen Adaptatioune beleeft sech fir den Exercice 2009 op 10.850.000 Euro. Par rapport zu 2008 ass dat eng Steigerung vun 1,150 Milliounen Euro. Op laang Siicht gekuckt, gëtt trotz der aktueller Kris mat enger jährlecher Hausse vum Käschtepunkt vun 2 Milliounen Euro gerechent.

Ech hoffen, Här President, vu datt dës Chiffere sech op Donnéeën aus deene vergaangene Jore baséieren, datt dës Suen dann och opgebraucht ginn. Wier dat de Fall - an dat, Här President, wär mäi Wonsch -, da kënne mer all trotz allem méi optimistesch an d'Zukunft kucken.

Nach ee Wuert zu den Avisë vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. Si begréissen alle béid de virleiende Gesetzestext a si sécher, datt d'Erhéijung vun de verschiddene Bäihëllefe sech favorabel op d'Kreatioun, den Développement an d'Produktivitéit vun eisen Entreprisen auswierke wäert.

Des Weidere si si der Meenung, datt iwwert dëse Wee och séchergestallt gëtt, datt d'Kompetitivitéit par rapport zum Ausland dann och erhale bleift. Si wënsche sech par contre, dass zukünfteg Haussen net méi iwwert de beschwéierleche Wee vun engem Projet de loi ëmgesat ginn, mä a Form vun deem Règlement grand-ducal.

Dës Approche allerdéngs, Här President, gëtt par contre guer net vum Statsrot gedeelt, deen a sengem Avis d'Auteure vum Projet de loi félicitéiert, dass se den Observatiounen aus sengem Avis vun 2004 Rechnung gedroen hunn, andeems se virgesinn hunn, déi betraffen Artikelen am Gesetz selwer unzepassen. Ech wëll drun erënneren, datt de Statsrot am Kader vum Projet de loi 5148 eng Opposition formelle ausgeschwat hat, well deemools virgesi war, datt maximal Bäihëllefen iwwer Règlement grand-ducal kéinten ugepasst ginn.

Ausser enger Faute de frappe an enger neier Formulatioun vum Article unique hat de Statsrot keng weider Beanstandung zum Projet de loi ze maachen, a gëtt deemno och säin Accord zu deenen zwou Modifikatioune vum Kadergesetz fir de Lëtzebuerger Mëttelstand aus dem Joer 2004; genee wéi dat d'CSV dann och mécht.

Ech hoffen och heibannen op eng breet Zoustëmmung fir dëse Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Etgen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleienden Text gëtt de Kader fir d'Hëllefe fir Kleng- a Mëttelbetriber ofgeännert respektiv d'Tauxe ginn eropgesat. D'Demokratesch Partei begréisst dëse Projet ausdrécklech.

Grad elo a wirtschaftlech schwieregen Zäiten ass et wichteg, den Entreprisë verstäerkt Ureizer ze ginn, fir ze investéieren. Wie grad elo an der Kris investéiert, dee wäert no der Kris besser do stoe wéi virun der Kris. Dëst, an doranner besteet heibanne Konsens, muss d'Haaptzil vun eiser Anti-Krise-Politik sinn, nämlech datt eist Land, eis Wirtschaft, eis Betriber aus dëser Kris gestäerkt eraus ginn. Nëmme wa mir dëst Zil erreechen, hu mer eng erfollegräich Anti-Krise-Politik gemaach. Alles aneschters wär méi wéi fatal fir d'Zukunft vun eisem Land.

De Rapporteur ass a sengem mëndleche Virtrag en détail op déi eenzel Aspekter vum Projet de loi agaangen. Et ass duerfir net néideg nach eng Kéier drop anzegoen. Ech wëll just kuerz umierken, datt d'Richtung vum Projet an eisen Aen absolut richteg ass. Et ass richteg, datt d'Fördertauxe bei Investitiounen an déi minimal Beträg fir déi Entreprisen, déi net de Kritären entspriechen, eropgesat ginn. Heimat gi mer den Entreprisen eng wierklech Opportunitéit, fir ze investéieren.

D'Eropsetze vun den Tauxen ass noutwendeg, well och kleng a mëttelgrouss Betriber haut oft grouss Montantë mussen opbréngen, wa si wëllen an d'Zukunft vun hirem Betrib investéieren. An deem Sënn ass et richteg, datt eng Upassung vun de Kritäre vun 2001 virgeholl gëtt.

Här President, ech wëll kuerz op d'Wichtegkeet vun de Kleng- a Mëttelbetriber fir eis Ekonomie agoen. Vun ongeféier 28.000 zu Lëtzebuerg ugesiedelte Betriber falen der ronn 20.000 ënnert de Begréff Kleng- a Mëttelbetriber. Dat si ronn 71% vun der aktiver Bevölkerung. Vun 220.000 Leit schaffen der ronn 150.000 an dëse Betriber, knapp 68%.

Dës puer Zuelen ënnersträichen, datt de Mëttelstand mat Ofstand dee wichtegste Pilier vun eiser Wirtschaft duerstellt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt dëse Secteur ee Kader virfënnt, an deem hie kann evoluéieren an an deem hie konkurrenzfäeg bleift.

Obwuel, wéi schonns ugedeit, de Secteur vum Mëttelstand extrem wichteg fir eis Ekonomie ass, gouf en dach vun dëser Regierung oft genuch am Ree stoe gelooss. Bis haut ass nach net vill vun den Entfesselungskënschte vum zoustännege Minister um Terrain bei den Entreprisen ukomm.

(Interruption et brouhaha)

Wat fir eng Bedeitung dem Mëttelstand net nëmme fir eis Wirtschaft, mä allgemeng zougeschriwwe gëtt, gesäit een, wann ee sech beispillsweis um Niveau vun der Europäescher Unioun ëmkuckt.

D'EU huet an hirer Lissabon-Strategie ee ganz grousse Volet, dee speziell op de Mëttelstand ausgeriicht ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Aus guddem Grond! Ronn 99% vun allen europäesche Betriber si Kleng- a Mëttelbetriber. Si beschäftege ronn 75 Millioune Leit. Dës kleng a mëttelgrouss Betriber sinn also déi eigentlech Gigante vun der europäescher Wirtschaft.

An den USA hu se virun e puer Joer aus ähnlechen Iwwerleeungen an Erkenntnisser eraus den „small business act" an d'Liewe geruff. Ee legislative Kader, mat deem virun allem déi Kleng- a Mëttelbetriber sollte geziilt ënnerstëtzt ginn. Zum Beispill bei öffentlechen Ausschreiwungen.

(Interruption)

Här President, d'DP plädéiert net nëmme fir eng Politik, déi der Wichtegkeet vum Mëttelstand Rechnung dréit, mä déi virun allem den Effort an den Engagement vun dëse Leit honoréiert, déi ee groussen Deel zu eisem Wuelstand an deem staarke Wirtschaftswuesstum aus deene leschte Jore bäigedroen hunn.

D'DP ass fest dervun iwwerzeegt, datt de Mëttelstand och an Zukunft ee wichtege Pilier vun eiser Ekonomie wäert bleiwen an datt grad de Mëttelstand déi Plaz ass, wou hei am Land nach vill Aarbechtsplaze geschaf kënne ginn. An et ass och de Mëttelstand, wou Fuerschung, Recherche an Innovatioun groussgeschriwwe ginn.

Et ass un der Politik fir ee Kader ze schafen, deen et dem Mëttelstand erlaabt, dës Ziler ëmzesetzen. Net d'Politik schaaft d'Aarbechtsplazen, mä d'Betriber. An dofir ass et fir d'Demokratesch Partei kloer, datt mir eisen Entreprisen, a ganz besonnesch deene klengen a mëttelstännegen Entreprisen, een Ëmfeld musse bidden, dat hinnen et erlaabt, sech optimal ze entfalen an dat si an hirer Entwécklung ënnerstëtzt.

Et ass am Mëttelstand wou déi meeschten Aarbechtsplaze geschaf ginn. Eleng an deene leschten zéng Joer ronn 40.000. Et ass de Mëttelstand, deen innovéiert an ausbilt an esou eiser Jugend eng geséchert berufflech Perspektiv bitt.

(Interruption)

Et ass de Mëttelstand, dee sech oft...

M. le Président.- Ech géif bieden eisem Här Etgen nozelauschtere bei sengen Ausféierungen!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et ass de Mëttelstand, dee sech oft als kriseresistent erweist an och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäite stabil bleift. Wann och oft zum Präis vun immensen Efforte vun deene Betraffenen, vun de Patronen an hire Mataarbechter.

D'DP ass dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent, op d'Zukunft ausgeriichte Mëttelstandspolitik och d'Chancë muss notzen, déi sech am Beräich vun den Ëmwelttechnologië bidden. An dësem Beräich sinn niewent sécheren Aarbechtsplazen och exzellent Wuesstumschancen ze erwaarden.

D'Efforte vum Wirtschaftsministère mussen een neien Élan kréien an an ee Gesamtkonzept zesumme mat dem Mëttelstands-, dem Landwirtschafts-, dem Héichschoul- an dem Ëmweltministère agebett ginn.

Dernieft ass d'Demokratesch Partei dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent Albausanéierung an ee Programm fir méi energieeffizient Bauen oder alternativ Heiz- an Energiequellen, kombinéiert mat neie moderne Finanzéierungsinstrumenter kann dozou bäidroen, d'Existenz...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif awer bieden! Mir sinn hei net an enger Poterstuff an och net an enger Télefonskabinn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Villmools Merci, Här President.

...kann dozou bäidroen, d'Existenz vum Lëtzebuerger Mëttelstand mëttelfristeg ofzesécheren.

Dës Virschléi an Iddië wäerten net nëmmen d'Optragslag vu ville mëttelstännegen Entreprisen iwwert d'Jore positiv beaflossen, mä och bestehend Aarbechtsplaze sécheren an derzou bäidroen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, ech wëll awer net nëmmen de Minister fir seng passiv Haltung kritiséieren, mä villméi all deene félicitéieren, déi de Schrëtt an d'Eegestännegkeet gewot hunn an nach woe wäerten.

Ech wëll deene mäi Respekt ausdrécken, déi de Courage fonnt hunn, eng eegen Entreprise op d'Been ze setzen an déi Dag fir Dag hire Mann oder hir Fra um Terrain stinn.

D'Patrone vun de Kleng- a Mëttelbetriber si Leit, déi sech mat hirem eegene Kapital, oft och mat anere Familljememberen zesummen, ganz staark engagéiere fir Aarbechtsplazen ze schafen a fir esou ee Bäitrag zu eisem Wuelstand ze leeschten.

Fir dësen Asaz verdénge si eis Unerkennung an eise volle Respekt. Si hätten et verdéngt, datt d'Politik sech ëm si an hir Entreprisë géif këmmeren, datt si hinne géif ee Kader schafen, an deem si zesumme mat hire Betriber an hire Mataarbechter kéinten evoluéieren.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, awer nach Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a säin detailléierte mëndleche Rapport an den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Jo, d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert.

Nodeem de Rapporteur an och mäi Virriedner schonn dat meescht gesot hunn an op all Detail agaange sinn, wéilt ech just nach kuerz e puer Remarquë maachen. An zwar, datt et an der aktueller Wirtschaftskris besonnesch wichteg ass, datt och Kleng- a Mëttelbetriber weider ënnert d'Äerm gegraff kréien. An den nationale Législateur, mir also, sollen d'Méiglechkeeten, wou d'EU am Beräich vun de Bäihëllefen nach opléisst, och ausnotzen.

An dofir ass et och gutt, dass och an der Loi-cadre vun 2004 iwwert d'Classes moyennes d'Tauxen un de reglementaresche Kader vun der EU ugepasst goufen. Laut Fiche financière mécht dat mëttelfristeg ëmmerhi ronn 2 Milliounen Euro pro Joer zousätzlech aus fir Kleng-, mä awer och Mëttelbetriber aus dem Handwierk.

All Betrib, all Aarbechtsplaz an all Léierstell, wou op déi Manéier kënnen ofgeséchert ginn oder nei geschaf och ginn, si méi wéi gutt investéiert Geld. Soulaang wéi d'Konkurrenz doduerch natierlech net iwwert d'Moosse verfälscht gëtt.

Et sief awer och drun erënnert, datt de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké dëse Schratt schonn am leschte Joer mam Gesetzesprojet 5910 gemaach huet, deen d'Gesetz vum 27. Juli '93 iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Diversifikatioun ofgeännert huet. An dat Gesetz hu mer dann d'lescht Joer den 19. November och hei an der Chamber scho gestëmmt.

Et sief awer och drun erënnert, dass mer am Kader vum Anti-Krise-Pak och nach eng Kéier zwee Gesetzer wäerten hei an d'Chamber kréien, fir speziell deenen Entreprisen ze hëllefen, déi eben duerch d'Kris Problemer kritt hunn, notamment fir Kreditter ze kréien. An ee Gesetz, wat de gesamte Bäihëlleferegime am Beräich vun der Fuerschung, der Entwécklung, mä awer och der Innovatioun reforméiert.

Ech soen dat hei, well all déi Gesetzer op d'mannst zwou Gemeinsamkeeten hunn: Se baséieren éischtens all op den Artikelen 87 an 88 vum Traité vun der Europäescher Gemeinschaft, mä virun allem hu se ee gemeinsame Beréierungspunkt, an dat sinn d'Anticumulbestëmmungen duerch déi assuréiert gëtt, dass ee Betrib, och wann e vu verschiddene Bäihëllefe profitéiert, ënnert dem Strich net iwwert d'Limitë kënnt wou d'EU festgesat huet.

An dat gesot, géif ech profitéiere fir den Accord ze gi vun der sozialistescher Fraktioun, natierlech net ouni dem Rapporteur Merci ze soe fir seng exzellent Aarbecht an Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Wëllt nach soss een d'Wuert huelen? Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn, wann een déi lescht Zuele vum Statec kuckt, hei zu Lëtzebuerg eng 26.600 Betriber. Dovunner hunn der 150 iwwer 250 Mataarbechter, 1.800 ënner 50, zwëschen 10 a 50, 5.000 manner wéi 10 an 11.600 sinn ouni Mataarbechter.

(Dérangement dû à des interférences sonores)

D'PMEe stellen…

M. le Président.- Ech hat geduecht, mir hätten d'Télefonen ausgeschalt, well ech gesot hat, datt mer hei net an enger Télefonskabinn sinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- D'PMEe stelle 60,5% vun deene Leit duer, déi am private Secteur schaffen. Et ass dofir wichteg, datt een eng konsequent Politik am Intérêt vum Mëttelstand mécht, well hien ass deen, deen déi meeschten Aarbechtsplaze schaaft, während d'Groussindustrie haaptsächlech an dësem Ablack Aarbechtsplazen ofschaaft.

Et ass och vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi ganz treffenden a prezise Bericht, deen huet och drop higewisen, datt de Conseil d'État sech dergéint ausgeschwat huet, datt iwwer e Règlement grand-ducal dee Montant, dee mer haut diskutéieren, datt dee kann adaptéiert ginn iwwert dee Wee.

Do muss ee sech heiansdo froen, wou eng gewësse Logik beim Conseil d'État ass, well en erlaabt datselwecht, datt zum Beispill bei de Marchés publics, fir ze wëssen, wat fir eng Marchéë kënnen oder mussen um europäeschen Niveau ausgeschriwwe ginn, dat geschitt regelméisseg iwwer Règlement grand-ducal, an dat mam Accord vum Statsrot. Ech mengen, do wär et heiansdo gutt, wa si géifen e bësse matenaner schwätzen.

Datselwecht géif ech och der Regierung un d'Häerz leeën. Fir mech gesinn ech, vläicht sinn ech do e bëssen naiv do dran, mä ech mengen awer, datt eng Regierung sollt eng kohärent Politik maachen a kucken, egal wat fir e Ministère et ass, fir derfir ze suergen, datt een déi Kleng- a Mëttelbetriber ënnerstëtzt.

Or ech sinn awer elo, ech hunn awer elo héieren, datt de Ministère des Affaires étrangères wëlles huet elo fir eng Réglementatioun erauszeginn, e Gesetz erauszeginn, datt an Zukunft d'Passfotoen nure méi solle gemaach gi vun de Gemengen an net méi vu private Fotografen.

Plusieurs voix.- Aaahh!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An dofir wollt ech elo d'Regierung froen, wat et domadder ze dinn huet, well dat ass wierklech eng Aart a Weis wéi ee géint Kleng- a Mëttelbetriber virgeet. An dofir ass et wichteg, datt dann awer och eng Kohärenz an der Regierungspolitik geschitt an datt op jiddwer Fall dee Projet do fale gelooss gëtt.

Une voix.- Sou ass et!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat ass nämlech dat, wat ee misst maachen.

Wat de Gesetzesprojet selwer ugeet hei, do ass et evident, datt mer just nuren e Reglement vun der Europäescher Kommissioun haut ëmsetzen.

Et ass interessant, datt elo bis 200.000 Euro, dat gëtt als de minimis ugesinn, wann e Subsid ausgedeelt gëtt. Dat ass en zimlech héije Montant, an et ass en fait eng Adaptation indicière, wann een esou kënnt soen, un dee Montant, dee virdru bestanen huet. En ass net aus der Kris entstanen, mä et ass eng normal Adaptatioun.

A wann de Minister mer dat ka soen, wollt ech just nure froen: Wéi vill Betriber profitéiere vun esou Moossnamen, déi hei also als de minimis ugesi gëtt?

Dat gesot wollt ech awer den Accord vun der ADR-Grupp zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den honorabelen Här Jaerling als leschte Riedner.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech mengen, e Projet, dee Mëttel- a Klengbetriber soll ënnerstëtzen, dee kann een och nëmme vun hei aus ënnerstëtzen.

Jiddweree vun eis alleguer huet awer an deene leschten Deeg e ganze Pak Bréiwer kritt vu Mataarbechter aus Fotostudioen, déi draschreiwen: Hunn ech am Hierscht nach eng Aarbecht?

An dat ass dorophin hinzeféieren, dass effektiv d'Regierung wëlles huet, d'Ofliichte vun de Passfotoen, déi elo vun de Fotostudioen exzellent ausgefouert gi sinn, de Gemengen ze iwwerdroen an domadder de Fotostudioen awer eng kloer Existenzbedréiung mat an d'Haus bréngt. Well Passfotoen ass, wann ech richteg informéiert sinn, iwwer 30% vum Budget, also vum Bilan vun de Fotostudioen, an et ass einfach onverständlech, wisou dass esou Moossname geholl ginn, wou ganz kloer gewosst ass, dass Fotostudioen domadder eng Rei vun hinnen awer wäerte Faillite maachen.

An ech gesinn et och ganz kloer, ëmmer, et ass ganz oft schonn hei geschwat gi vu Concurrence déloyale, an elo ass et hei d'Concurrence déloyale, déi vum Stat aus vis-à-vis vu Mëttel- a Klengbetriber gemaach gëtt, an dat ass einfach onverantwortlech.

An ech hu schonn den 21. dëses Mounts eng Question parlementaire un déi zoustänneg Ministere geriicht, fir Kloerheet ze kréien, ob dat dann och elo esou ass, wat dobausse gemengt gëtt. Ob et effektiv esou ass, dass d'Passfotoen net méi vun de Fotostudioe gemaach ginn, mä vun de Gemengen.

Mä, esou wéi de Minister mer elo net nolauschtert, wäert en och de Fotostudioen net nolauschteren!

(Interruption)

Sou dass déi Leit nach wäerte laang mussen op eng Äntwert waarden, mä op jidde Fall...

(Interruption)

Wann ech gelift? Gelift?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dir musst deem responsabele Minister dat soen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also ech… Also dat do héieren ech jo elo scho länger hei, vun dass ech hei sinn.

Une voix.- Ma ja!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Regierung huet eng kollektiv Responsabilitéit.

(Brouhaha)

An d'Regierung berifft sech jo ëmmer kollektiv op hire Koalitiounsprogramm, wann iergendeppes schifgeet. Also schiebt elo net hei d'Verantwortung vun deem, wat der do verbrach hutt, vun engem Minister op deen aneren. Där sidd grad esou verantwortlech als Mëttlestandsminister wéi deen anere Minister.

(Interruptions diverses)

Also versicht elo net hei d'Verantwortung op en aneren ze schieben, well Dir hutt och déi Fro vu mir den 21. gestallt kritt, an dann äntwert mer wann ech gelift drop.

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst lech un d'Chamber adresséieren.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech huelen un, dass…

(Hilarité)

Jo, den Här Minister huet sech jo och u mech adresséiert.

(Interruptions)

Bon, op jidde Fall, ech kann lech just eent soen, also am Interesse vun all deene Leit, déi eis Deputéierten elo déi Bréiwer geschriwwen hunn an de leschten Deeg, an ech froen…

M. le Président.- Här Jaerling, et deet mer leed, mä Är Riedezäit ass ofgelaf.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Nach zwou Sekonnen, Här President, an den Här Minister huet mech dauernd ënnerbrach.

(Hilarité et interruption)

An ech wëll just soen, ech hoffen, dass déi Bréiwer, déi awer elo déi Leit aus de Fotostudioen un eis geriicht hunn, dass déi net ongehéiert bleiwen an dass d'Regierung agesäit, dass se do eng Feelentscheedung getraff huet, déi se ëmmer nach ka réckgängeg maachen. Nach ass et Zäit.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Gutt. Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet ass jo grouss Eestëmmegkeet.

D'Regierung war eens hei, d'Beruffschambere sinn d'accord dermat, de Statsrot ass d'accord dermat, hei an der Chamber ass grouss Eestëmmegkeet, ech kann dat nëmme begréissen.

Bei dëser Debatt ass erëm eng Kéier d'Wichtegkeet vun de Klengen- a Mëttelbetriber ervirgestrach ginn. Ech kann dat och nëmmen ënnersträichen. Ech mengen, mir hunn dat oft genuch gesot, datt se d'Réckgrat si vun eiser Wirtschaft; et sinn déi, déi am éischten erëm et fäerdegbréngen, wann de Motor un d'Stocke kënnt, fir deen erëm un d'Rullen ze bréngen.

Si si bedeelegt un der Formatioun vu jonke Leit, a besonnesch, wann déi nächst Leit aus der Schoul kommen, wäerte se eng wichteg Aufgab kréie fir mat derfir ze suergen, datt déi kënnen eng Formatioun ugebuede kréien, an ech sinn iwwerzeegt, datt se och hir Verantwortung do wäerten iwwerhuelen.

Si sinn déi, an et ass och hei zu Recht gesot ginn, déi bei Wäitem am meeschten Aarbechtsplaze schafen.

Dat geet awer nëmmen, dat wëll ech och soen, wann d'Ëmfeld stëmmt. A wann hei gesot gëtt, de Minister, dee géif net vill maachen derfir, do kann ech nëmme soen, datt dat Ëmfeld huet misse gestëmmt hunn, soss wär dat do alles net geschitt, wat mer elo opgezielt hunn a wat Dir och mat Recht opgezielt hutt.

Mir hunn also hei e favorabelt Ëmfeld geschafen als Regierung an eis Betriber hunn dovunner profitéiert. An ech mengen, dat soll och esou weidergoen.

Ech wëll nëmme just soen, datt mer ënner anerem e Plan d'action PME, deen drëtten, an d'Wee geleet hunn; hu mer hei an der Chamber diskutéiert; huet allgemeng Zoustëmmung fonnt vun den zoustännege Beruffskreesser. All déi Moossnamen, déi do virgesi ginn, déi ginn och ëmgesat an doduerch gëtt de Kader nach weider verbessert.

Ech sinn iwwerzeegt, datt och an engem anere Fall, wou den Här Etgen dervu geschwat huet, datt do gutt Aarbecht geleescht ginn ass, an zwar am Beräich vun der Vereinfachung vun der administrativer Vereinfachung, wat d'Betriber ubelaangt.

Ech hat gëschter eng Pressekonferenz, a bei der Pressekonferenz hu mer an enger Brochure virgestallt, wat alles vun deene Moossnamen, déi d'Betriber gäre gehat hätten, am Laf vun de leschte Jore gemaach ginn ass.

Bei der Pressekonferenz war net eleng d'Regierung do, do waren och Vertrieder do vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. Déi hunn alle béid gesot, datt nach a kenger Regierung d'Prioritéit esou staark op Vereinfachung vun der administrativer Belaaschtung vun de Betriber gestallt ginn ass wéi an dëser Regierung. Datt se dat géifen ënnerstëtzen a stäipen, datt elo Neel mat Käpp géife gemaach ginn, an datt mer um richtege Wee wären. An datt se géifen hoffen a wënschen, datt et an där nämlechter Richtung géif virugoe mat deem nämlechten Élan.

Dat heescht also, datt d'Betriber, och wann Eenzelner ëmmer nees soe bei hinne wier nach näischt ukomm dovun, datt awer déi, déi matschaffen do an där Plattform vun dem Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises, an dat si wichteg Vertrieder vun de Betriber, datt déi gesinn, datt do zolidd Aarbecht geleescht ginn ass, an datt dat, wat alt ëmmer nees hei ënnerstallt gëtt, do wier iwwerhaapt näischt geschitt, datt dat net wouer ass.

Mir hunn d'ailleurs hei an der Chamber den Entfesselungsplang fir Betriber diskutéiert. Ech hunn lech och gesot, wat alles do vu Moossname gemaach ginn ass. Dat war virun zwee Joer, an an deene leschten zwee Joer ass ganz villes weider geschitt. Dat e bëssen als Äntwert zu deem, wat deen een oder deen aneren hei als Reproche un de Mëttelstandsminister gesot huet.

Ech sinn awer, fir op de Projet zréckzekommen, d'accord mat all deenen déi soen, datt dëse Projet wichteg ass, datt en zum richtege Moment kënnt. Mir wëssen, datt eng Rei vu Betriber Problemer hunn duerch d'Wirtschaftskris, datt et dofir wichteg ass, fir Betriber elo ze encouragéiere fir ze investéieren, an datt déi Betriber déi investéieren, wann d'Kris eriwwer ass, an dat wäert jo kommen, besser opgestallt si fir dann eng Relance ze kréien. Ech sinn iwwerzeegt, datt, esou wéi et gesot ginn ass, déi Kleng- a Mëttelbetriber déi sinn, déi am meeschten dozou bäidroen, datt déi Relance dann och e staarken Élan ka kréien.

Et ass och hei gesot ginn, ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt déi Bäihëlleftauxen, déi mer elo festgehalen hunn, datt dat déi maximal Tauxe sinn déi vun der EU erlaabt sinn, ouni datt ee muss bei der EU dat notifizéieren. Déi Tauxe sinn, an et ass gesot ginn, ëm en Drëttel an d'Luucht gehuewe ginn. Dat ass relativ vill, a bei der Minimis-Regel ass de Maximalbetrag verduebelt ginn.

Den Här Henckes huet gefrot, ob ech kënnt soe wéi vill Betriber vun der Minimis-Regel kéinte profitéieren. Dat sinn der ganz wéineg, wëll ech soen, well mir e breede Kader hu vu Bäihëllefe fir Kleng- a Mëttelbetriber, an déi Minimis-Regel gëtt nëmmen applizéiert, wa Betriber aus deem Kader do erausfalen. Dat heescht, dat si Betriber déi entweder ze grouss sinn, oder déi Saache maachen déi net direkt éligibel sinn. Dat sinn der also ganz wéineg. Duerfir ass dat net dee wichtegste Punkt, mä wichteg ass, datt d'Taux d'aides ëm en Drëttel an d'Luucht gehuewe ginn. Dat encouragéiert d'Betriber fir ze investéieren.

Et ass och gesot ginn, datt dat géif e Käschtepunkt ausmaache vu ronn zwou Milliounen Euro. Mir hunn am Budget 2009 1.150.000 scho virgesi gehat, well mer gemengt hunn, dat kéint ëm dës Zäit a Kraaft trieden. Dat misst also duergoe fir dëst Joer. Am normale Regime wäert dat zwou Milliounen Euro Bäihëllefen zousätzlech ausmaachen.

Ech sinn och der Meenung, datt déi zwou Milliounen Euro och ausbezuelt wäerte ginn, well mer gesinn - Gott sei Dank, géif ech soen -, datt d'Betriber weiderhi bereet sinn ze investéieren. Déi Kleng- a Mëttelbetriber maachen dat. 2008 hunn déi Kleng- a Mëttelbetriber 128 Milliounen Euro investéiert. Dat sinn der e gutt Stéck weider wéi dat 2007 de Fall war.

De Moie war nach eng Réunioun vun der SNCI, wou och gekuckt ginn ass: Wéi ass et dann elo an den éischte Méint vun 2009 gaangen? An do gesäit een, datt och an den éischte Méint vun 2009 relativ vill vun de Kleng- a Mëttelbetriber investéiert ginn ass. Dat heescht also, et ass nach Vertrauen do, an ech mengen dëst Gesetz wäert hinnen nach méi Courage gi fir ze investéieren a fir also och, wéi gesot, prett ze si fir en neien Élan an en neie Start.

Dann hu mer och versicht am Kader vun den Anti-Krise-Moossnamen, fir de Betriber e bëssen entgéintzekommen. Heiansdo gi Bäihëllefen an Tranchen ausbezuelt, wann Zënssubventiounen derbäi sinn. Mir hunn am Budget och zwou Milliounen Euro virgesinn, fir kënnen dëst Joer 2009 zwou Tranchen, heiansdo souguer dräi Tranchë beieneen ze bezuelen, fir eventuell Liquiditéitsproblemer vu Betriber kënnen esou ze iwerwannen an hinnen do ze hëllefen.

Dat heescht, d'Regierung huet scho proaktiv versicht fir de Betriber elo entgéintzekommen, datt se net a Schwieregkeete kommen, an d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch wäert jo och nach iwwer all déi Moossnamen diskutéiert gi vun dem Plan de conjoncture, wou versicht gëtt och besonnesch de Betriber aus dem Bausecteur, dee jo och hei ugeschwat ginn ass, fir deenen ze hëllefen iwwer öffentlech Opträg, déi beschleunegt ginn, déi virgezu ginn, déi an engem grousse Mooss duerchgezu ginn, fir hinnen esou ze hëllefen, datt d'Optragslag korrekt an uerdentlech bleift a se net musse Leit entloossen, mä datt se kënne weider aktiv schaffen an och Leit beschäftegen.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci all deenen, déi hei dëse Projet ënnerstëtzt hunn, an ech hoffen, datt, wéi dee Projet virdrun, deen hei och eng Eestëmmegkeet hei an der Chamber fënnt.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi, Här Minister Boden, ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Norbert Haupert), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet de loi 5925 iwwert d'Personal vun de Krankekeesen. De Rapporteur huet elo d'Wuert, dat ass den honorabelen Här Schneider.

6. 5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss vun dësem Dag hu mer nach e relativ technesche Projet, deen hei presentéiert gëtt.

De Projet 5925, deen déposéiert gouf den 2. Oktober 2008 an der Chamber hei, wou de 29. Januar déi zoustänneg Chamberskommissioun mech als Rapporteur bestëmmt huet. Mir hunn eng éischte Kéier iwwert dëse Projet de loi gekuckt, an do goufen eng Rei Amendementer gemaach, op déi ech kuerz wëll agoen. Den Avis complémentaire vum Statsrot hu mer dunn den 2. Abrëll 2009 kritt, an dëse Rapport gouf den 23. Abrëll 2009 unanime vun der Chamberskommissioun akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi? Den Objet ass esou, datt dëse Projet de loi Modifikatioune virgesäit fir de Kader vum Personal vun der Cellule d'Évaluation an d'Orientation vun der IGSS duerch d'Fonctioun vum Médecin directeur a vun der Carrière vum Infirmier gradué ze erhéijen, opgrond vum Volume vun den Dossieren en matière vun der Fleegeversécherung, déi effektiv dës Adaptatiounen néideg gemaach hunn.

Engersäits, wéi gesot, wat de Médecin directeur betrëfft, an awer och wat virun allem d'Qualitéit vun de Servicer an och déi nei Aufgabeberäicher, déi op d'Personal zoukomm sinn, déi op d'Assurance dépendance zoukomm sinn, wat d'Bénéficiaires d'aide an awer och de soins betrëfft, op där anerer Säit. Doduerch also d'Zousazschafung vum Personnel qualifié, an dat duerch eben d'Kreatioun vum Infirmier gradué an dësem Kader.

Déi véier Amendements parlementaires, déi zousätzlech gemaach goufen, nodeem de Projet de loi déposéiert war - an ech ginn nach eng Kéier kuerz driwwer -, si virun allem Amendementer technescher Natur gewiescht.

Deen éischten ass dee fir den Intitulé vum Projet de loi ze complétéieren, dat duerch Dispositioune vum Code de la sécurité sociale.

Dat zweet Amendement huet den Artikel 2 complétéiert. Hei war et esou, datt d'Termë vum „Médecin-conseil" an déi vum „Médecin-chef de division" verwiesselt gi waren. Och hei gouf eng Rectificatioun gemaach.

Den Amendement dräi inseréiert en neien Artikel 3, an dat virun allem hiwierkend, datt de Statut unique eng Rei vu Changementer gemaach huet an der Compositioun vun de Prestations familiales, awer och vum Conseil arbitral vun den Assurances sociales, awer och vum Conseil supérieur vun den Assurances sociales. Deem gouf am Amendement dräi du Rechnung gedroen.

Den Amendement véier huet Bezuch op den Effet vun dësem Gesetz, awer och virun allem vun enger Rei vun Artikelen aus dësem Gesetz. Hei hu missen Erreurs matérielles erausgeholl ginn, déi eben d'Entrée en vigueur vun eenzelnen Artikelen aus dem Gesetz par rapport och erëm eng Kéier zum Gesetz vum Statut unique kloergestallt hunn.

Wat déi eenzel Avise vun de Chambere betrëfft an och déi vum Statsrot, den Avis complémentaire, hunn d'Chamberen engersäits drop higewisen, datt se d'Kreatioun vun der Carrière vum Infirmier gradué begréissen, an hunn, wat d'Kreatioun vum Grade supérieur vun de Médecins-chefs de division ugeet, eng Rei Froen opgeworf, op déi mer och an der Kommissioun agaange sinn.

Den Avis complémentaire säitens vum Statsrot ass esou gewiescht, datt déi véier Amendementer vun him konnten d'Approbatioun fannen, esou datt mer och an der Chamberskommissioun konnten dëse Projet de rapport à l'unanimité unhuelen, an ech géif an deem Sënn dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass mer alleguerte kënnen de Konklusioune vum Rapporteur suivéieren, an ech soen him am Numm vun Iech alleguerte Merci fir säi Rapport. Ech géif proposéieren, dass mer zum Vote kéimen. Den Här Minister Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wollt just soen, datt ech hei de Gesondheetsminister wëll entschëllegen, deen e wichtege Conseil um Kierchbierg huet iwwert d'Schwéngsgripp, an datt ech natierlech a sengem Numm hei och frou sinn, datt dëse Projet eestëmmeg gestëmmt gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Boden. Da komme mer elo zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Norbert Haupert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Romain Schneider), Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Eugène Berger (par Mme Colette Flesch), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Mir gesinn eis d'nächst Woch erëm, dënschdes, mëttwochs moies, mëttwochs mëttes, donneschdes moies an donneschdes mëttes. Dir kënnt Iech op eng chargéiert Woch gefaasst maachen. Vill Courage bis dohinner!

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.22 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 43, 44, 45 et 46

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée» pages 508-512

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant
- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;
- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;
- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;
- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance pages 512-515

Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg pages 515-516

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport pages 516-517

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi page 517

Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation page 517

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 517-520

Communications page 521

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution page 521

Ordre du jour page 521

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement pages 521-522

Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine page 522

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) pages 522-524

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;
B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;
C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et
D) de modifier
a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et
b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 524-526

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant
a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,
b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et
c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 527-529

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE pages 529-532

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux pages 532-533

Dépôt d'une proposition de loi page 534

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information pages 534-536

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:
- du Code d'instruction criminelle, et
- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 536-540

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce page 540

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises pages 540-541

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

et

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006 pages 541-543

5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance pages 543-549

Dépôt d'un projet de loi page 550

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen page 550

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden pages 550-551

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes pages 551-553

5925 - Projet de loi portant modification:
1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et
2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
3. du Code de la sécurité sociale page 554

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3258	Raymond Weydert	Évaluation des incidences des plans d'aménagement général sur l'environnement
3279	Aly Jaerling	Crassier du Site Terres Rouges
3292	Marc Spautz	Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette (LHCE)
3322	Claudia Dall'Agnol	Aide au logement

Question 3258 (26.3.2009) de **M. Raymond Weydert** *(CSV)* concernant l'**évaluation des incidences des plans d'aménagement général sur l'environnement:**

D'après la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain du 19 juillet 2004, chaque commune est obligée d'élaborer pour 2010 un plan d'aménagement général. Entre-temps, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement contraint les communes en outre à soumettre leur plan d'aménagement général à une évaluation environnementale avant de pouvoir obtenir l'accord du Ministre de l'Intérieur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'indiquer les répercussions que la loi du 22 mai 2008 précitée aura sur les plans d'aménagement général qui ont d'ores et déjà été avalisés par le Ministre de l'Intérieur?

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'indiquer les bureaux d'études au Luxembourg qui sont agréés à réaliser les évaluations environnementales?

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'informer des retards auxquels les communes doivent éventuellement s'attendre à cause de ces évaluations environnementales?

Réponse commune (3.6.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

ad 1) L'article 4 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que l'évaluation environnementale des plans ou programmes est à effectuer pendant leur élaboration et avant qu'ils ne soient adoptés ou soumis à la procédure législative ou réglementaire.

S'agissant de la mise à jour du plan d'aménagement général d'une commune, l'évaluation environnementale est intégrée dans le cadre de la procédure d'adoption telle que prévue par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

À l'heure actuelle, un seul plan d'aménagement général a été avalisé par les soins du Ministre de l'Intérieur, en l'occurrence celui de la commune d'Esch/Sûre, et ceci avant l'application de la loi du 22 mai 2008.

Aussi, nous tenons à souligner qu'en date du 30 mars 2009 la circulaire ministérielle N° 2779 a été envoyée par l'intermédiaire de Messieurs les Commissaires de district aux administrations communales les informant, d'une part, des dispositions de la loi du 22 mai 2008 et, d'autre part, des obligations à respecter par les communes.

ad 2) Une liste préliminaire des bureaux d'études, agréés à réaliser une évaluation des incidences environnementales, sera publiée par le Ministère de l'Environnement début juin 2009. Cette liste sera complétée au fur et à mesure que d'autres bureaux bénéficieront de l'agrément du Ministère.

ad 3) L'obligation d'effectuer une évaluation environnementale ne devrait en principe induire aucun retard de la procédure d'adoption, étant donné que l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales pourra avoir lieu dans le délai pendant lequel la Commission d'aménagement est susceptible de rendre son avis par rapport au projet de PAG soumis.

Par ailleurs, la consultation du public relative au rapport sur les incidences environnementales se déroulera parallèlement à l'enquête publique du PAG en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée, n'impliquant de ce fait aucun autre délai supplémentaire.

Finalement, nous renvoyons à la circulaire ministérielle N° 2779 du 30 mars 2009 adressée aux communes et leur indiquant les démarches à suivre dans le cadre de l'application des dispositions de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dans le cadre de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration et de la mise à jour d'un plan d'aménagement général.

Question 3279 (5.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **crassier du Site Terres Rouges:**

Bis elo leie weder Pläng nach Previsioune vir, wat mam Crassier op dem Site Terres Rouges soll geschéien.

Et ass awer esou, datt de Crassier op franséischer Säit vun Arcelor-Mittal staark ofgebaut gëtt, esou datt et net méi laang wäert dauere bis och op Lëtzebuerger Säit ofgeraumt gëtt.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Ass der Regierung bekannt, datt vu franséischer Säit aus de Crassier vum Site Terres Rouges massiv ofgeraumt gëtt?

2) Wa jo, wéisou a firwat?

3) Wat sinn d'Pläng respektiv d'Iddie vun der Regierung, fir de Crassier um Site Terres Rouges ze réaménagéieren?

Réponse commune (29.5.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den Här Deputéierte wëllt wëssen, ob et besonnesch Grënn fir de staarken Ofbau vum Crassier Terres Rouges op franséischer Säit ginn. Deem ass laut den Informatioune vun der Regierung net esou, well et sech heibäi ëm eng ganz normal, wann och intensiv, reng kommerziell Aktivitéit handelt op engem vun deene leschten nach interessante Crassiere wat d'Weiderverwendung vum Material betrëfft.

Da wëllt den Här Deputéierte wëssen, ob et Pläng oder Iddie vun der Regierung, fir de Crassier ze réaménagéiere gëtt. Hei ginn et nach keng prezis Pläng, mä d'Regierung ass gewëllt d'Planung fir dës wichteg a grenziwwergräifend Friche zesumme mat alle lëtzebuergeschen a franséischen territorialen Autoritéite gemeinsam unzegoen. Dofir, ënner anerem, beméit si sech mat alle lëtzebuergeschen a franséischen territorialen Autoritéiten en «Groupement Européen de Coopération Territoriale» (GECT) ronderëm Esch/Uelzecht ze bilden, deen en ugebruechte Kader fir dës wichteg grenziwwergräifend Zesummenaarbecht géif bilden.

Question 3292 (14.4.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette (LHCE):**

Depuis plusieurs années les capacités d'accueil du bâtiment du LHCE, sis rue Jean-Pierre Michels à Esch/Alzette ont atteint leurs limites et les infrastructures ne correspondent plus aux besoins des élèves et des enseignants. En outre, on doit constater que le bâtiment se trouve dans un état de vétusté avancé.

En juillet 2008, les Ministres concernés avaient annoncé qu'il ne sera pas uniquement procédé à la rénovation de la piscine et du restaurant scolaire, mais également à la rénovation globale du Lycée Hubert Clément.

Comme le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a déjà finalisé le programme de construction détaillé en juillet 2008 et au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Où en sont les études nécessaires et quand est-ce que l'étude de faisabilité sera clôturée et pourra être soumise à la commission d'analyse critique?

- Quand des bureaux d'architectes et d'ingénieurs seront-ils chargés d'élaborer l'avant-projet sommaire et, ensuite, l'avant-projet détaillé?

- Quand un projet de loi pourra-t-il être déposé à la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que la modernisation du LHCE soit d'une absolue nécessité et par conséquent doive être impérativement considérée comme prioritaire?

- Pour quelles raisons la rénovation, la modernisation et l'extension du LHCE déjà promises à la communauté scolaire en 1997 et faisant l'objet d'une décision prise lors d'un Conseil de Gouvernement le 9 juillet 1999 ne figurent-elles pas parmi les projets qui seront réalisés dans le cadre des investissements supplémentaires du plan de conjoncture du Gouvernement?

Réponse (29.5.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il y a lieu de préciser que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a transmis en date du 29 juillet 2008 le programme de construction définitif pour le réaménagement et l'agrandissement du Lycée Hubert Clément (LHCE) à Esch/Alzette.

Dans un premier temps, l'Administration des Bâtiments publics a fait élaborer un levé complet du bâtiment afin de disposer des plans «comme construit» («as built»).

Par la suite, un bureau d'architectes a été chargé de réaliser une étude de faisabilité en vue d'analyser les différentes possibilités d'intégrer ce programme de construction supplémentaire sur le site très exigu du LHCE existant, d'aménager un ensemble cohérent et fonctionnel, d'examiner les contraintes réglementaires et constructives et d'évaluer l'enveloppe budgétaire. L'étude de faisabilité fera également état des solutions indispensables pour la réalisation du chantier ce qui, pour un lycée en activité, n'est pas évident.

L'étude en question sera terminée fin juillet 2009.

Dès approbation de l'étude de faisabilité et du programme de construction par le Ministère des Travaux publics, suite à l'avis de la Commission d'analyse critique, la maîtrise d'œuvre pourra lancer les études d'avant-projet (sommaire et détaillée).

En ce qui concerne la désignation des bureaux d'architectes et d'ingénieurs, il échet de préciser qu'un appel de candidatures global pour des projets de rénovation et d'extension de moyenne et de grande envergure a été lancé en avril 2009. Les offres remises sont en cours d'analyse et l'un des candidats retenus sera chargé d'une mission de maîtrise d'œuvre pour le LHCE.

La question relative au dépôt d'un projet de loi à la Chambre des Députés dépendra du montant du devis estimatif de ce projet. En effet, au vu du projet de loi N°6011, votée en date du 13 mai dernier et publiée prochainement, qui augmente le seuil d'une loi d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'infrastructure à 40 millions d'euros, il est probable que le vote d'une loi ne sera plus nécessaire en l'occurrence, alors que l'on estime que le montant de ce projet se situera en dessous de ce seuil.

Le projet du LHCE est considéré comme urgent. Il ne figure pas sur la liste des investissements supplémentaires prévus dans le cadre du plan de conjoncture du Gouvernement, parce qu'il figure sur la liste des projets déjà initialement prévus avant l'établissement de la liste des projets supplémentaires.

Question 3322 (6.5.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**aide au logement:**

Selon les dispositions de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'octroi d'aides à la pierre est soumis entre autres à des critères de surface d'habitation.

Ainsi, les maisons unifamiliales doivent disposer d'une surface utile d'habitation de 65 m² au moins et de 140 m² au plus; pour les appartements, la fourchette se situe entre 52 m² et 120 m². Ces surfaces peuvent être augmentées de 16 m² pour tout enfant à charge à partir du 3e, et de 20 m² pour tout ascendant vivant dans le ménage.

Si, d'une part, il est parfaitement compréhensible que la réglementation prévoit des seuils maxima au-dessus desquels des aides ne sont plus octroyées, et si, d'autre part, il est vrai que les maisons d'une surface habitable de moins de 65 m² sont probablement très rares voire inexistantes, la situation est toute autre pour les appartements.

En effet, en appliquant le critère minimum de 52 m² aux appartements, il en résulte que les acquéreurs d'un petit appartement ou d'un studio ne pourront bénéficier des aides à la pierre introduites par la loi de 1979.

Ceci étant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelle raison le règlement grand-ducal de 1983 prévoit-il des seuils minima en dessous desquels un logement n'est pas éligible aux subventions étatiques? Comment les seuils de 52 m² respectivement de 65 m² se calculent et se justifient-ils?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que compte tenu du fait que les prix sur le marché de l'immobilier ont connu une très forte progression depuis le début des années 1990, que le nombre de ménages unipersonnels est en constante croissance, et que la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme prône la densification du bâti, il serait opportun d'abaisser, voire d'abolir entièrement les seuils minima en question?

Réponse (26.5.2009) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des seuils minima en dessous desquels un logement n'est pas éligible pour l'octroi d'aides au logement, afin de mettre les acquéreurs potentiels à l'abri de prix (par m² de surface habitable) trop élevés, cachés derrière un prix global semblant intéressant.

En effet, le prix par m² de surface habitable varie fortement en fonction de la surface totale. Un studio très petit coûte en général beaucoup plus cher par m² qu'un appartement spacieux.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a lieu de noter que l'évolution sur le marché immobilier ne coïncide pas avec l'évolution de la taille des ménages. En effet, le nombre des ménages unipersonnels est toujours croissant, alors que la surface des appartements augmente de 1,8% par année, pour arriver à une moyenne de 86 m² en 2003.

À cet effet, il y a lieu de renvoyer au chapitre 3 «Besondere Herausforderungen an die Wohnbaupolitik» de la «Wohnungsbedarfsprognose 2001-2021».

Pour tenir cependant compte de l'évolution de la taille des ménages, il est prévu d'abaisser par une modification du règlement grand-ducal précité du 23 juillet 1983 le seuil minimum d'un appartement subventionnable de 52 m² à 45 m².

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

www.chd.lu q175

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

47e	séance, mardi	5 mai 2009
48e	séance, mercredi	6 mai 2009
49e	séance, mercredi	6 mai 2009

➤ Séance plénière Parlement Benelux

Mères porteuses, énergie et liaisons ferroviaires

Le traité instituant l'Union économique Benelux modifié par le traité signé le 17 juin 2008 à La Haye qui doit encore être ratifié, apporte également quelques modifications à sa branche parlementaire, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. Les membres du Conseil Benelux ont décidé de soumettre une série de propositions aux trois gouvernements en vue de la modification de la Convention relative au Conseil Benelux visant essentiellement à son renforcement par rapport au Comité des ministres. Ainsi, il est proposé que les membres du Conseil Benelux puissent interpeller les ministres compétents sur des questions politiques importantes d'un intérêt commun; le texte prévoit un délai de réponse de deux mois à une question écrite ou une recommandation, passé ce délai, les ministres devront répondre lors de la prochaine séance; la majorité des 2/3 pour l'adoption d'une recommandation ne sera plus requise, la majorité absolue sera suffisante à condition que la majorité des membres soit présente et que chaque délégation nationale soit représentée.

Rapprochement

En matière d'extension de la coopération entre le Benelux et la Rhénanie du Nord-Westphalie, le rapporteur M. Schinkelshoek (Pays-Bas) a souligné dans son intervention que l'approfondissement de la coopération devrait continuer sans toutefois étendre le territoire du Benelux. La coopération sera principalement axée sur l'environnement, l'énergie et une approche commune pour combattre le chômage. Certains députés ont proposé une coopération axée sur les mêmes principes avec les départements français voisins.

Lors de la session précédente le Conseil Benelux avait adopté une recommandation sur la maternité de substitution à des fins commerciales s'appuyant sur un cas concret où des Néerlandais ont cherché une mère porteuse en Belgique. Étant donné l'absence d'une législation en la matière en Belgique, la recommandation demandait à ce que le législateur belge agisse le plus vite possible et interdise cette pratique. Le Ministre de la Justice belge, M. de Clerck, a confirmé qu'en Belgique une loi interdisant cette pratique n'existait pas, mais que le dépôt d'une proposition de loi relative à l'accouchement dans la discrétion pourrait y remédier. M. de Clerck a déclaré qu'il appartenait maintenant au Parlement belge d'agir. Même si la question de réglementer ou d'interdire la maternité de substitution ne faisait pas l'unanimité, les intervenants étaient d'accord pour dire qu'une maternité de substitution à des fins commerciales devrait être interdite.

Énergie

Les députés ont alors procédé à un état des lieux des travaux du Forum pentalatéral et de Plate-forme gazière qui regroupe à côté des pays du Benelux, la France et l'Allemagne et qui a pour objectif l'amélioration de la coopération entre toutes les parties concernées en vue de la création d'un marché régional de l'électricité en Europe du Nord-Ouest, comme étape intermédiaire vers un marché européen unique de l'électricité. Aux yeux de M. Oberweis (Luxembourg) et de M. Verwilghen (Belgique), le Benelux pourrait étendre la coopération en matière énergétique aux pays avec lesquels il entretient déjà une coopération plus étroite comme les États baltes ou les États Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) pour essayer de résoudre le problème de l'approvisionnement. Ils ont rappelé les objectifs fixés par l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique, notamment la réduction des gaz à effet de serre de 20%, l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 20%, et l'augmentation de 20% de l'efficacité énergétique.

Après avoir pris connaissance d'un rapport sur les progrès dans le dossier de la candidature commune de la Belgique et des Pays-Bas en vue de l'organisation de la Coupe du Monde 2018, les membres du Conseil Benelux ont adopté trois recommandations à l'unanimité. La première lance un appel aux gouvernements belge et néerlandais de signer au plus vite le traité sur les transports en ambulance, la deuxième et la troisième concernent le domaine de l'enseignement et plus particulièrement la mobilité des étudiants et des salariés dans les métiers techniques. La recommandation demande aux trois gouvernements de faire le point sur la mobilité, la reconnaissance des diplômes et la mobilité de travail. Dans la deuxième recommandation, le Conseil Benelux demande à ce que les trois gouvernements procèdent à la comparaison des critères de formation et d'établissement dans les métiers techniques, de fixer des minimums de formation afin de permettre une plus grande mobilité et d'harmoniser les critères d'établissement.

(suite page 2)



La délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis (2e de droite) se composait de M. Roger Negri, Vice-président du Conseil Benelux (à gauche), Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz (à droite), membres effectifs, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés (2e de gauche).

➤ Auszeechnungen



Um Virowend vun Nationalfeierdag huet de Premierminister Jean-Claude Juncker aktuell a fréier Memberen aus der Chamber an aus dem Europaparlament ausgezeechent.

Ordre de la Couronne de Chêne

Grand-Officier: Lucien Weiler.

Commandeur: Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Jean-Pierre Koepp, Lydia Mutsch.

Officier: Xavier Bettel, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Claude Meisch, Marco Schank, Claude Turmes.

Ordre de Mérite

Grand-Officier: Ben Fayot, Jos Scheuer.

Commandeur: Lucien Clement, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Laurent Mosar.

Officier: Claude Adam, Marc Angel, Félix Braz, Claudia Dall'Agnol, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes, Henri Kox, Viviane Loschetter, Martine Stein-Mergen, Jean-Paul Schaaf, Romain Schneider, Roland Schreiner, Vera Spautz.

Bei där Geleeënheet gouf och mam Alain Bosseler, Premier huissier dirigeant, e Fonctionnaire vum Greffe décoréiert; hie krut d'Médaille Vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

DANS CE NUMÉRO

Réaction aux déclarations de M. Steinbrück p. 568

Harcèlement obsessionnel («Stalking») p. 582

Protection des victimes p. 585

Sommaire des séances publiques Nos 47-49 p. 598

Sommaire des questions parlementaires p. Q176

➤ Réunion d'anciens parlementaires

Le Bureau de l'Association européenne des anciens parlementaires – association présidée depuis mars 2008 par le Luxembourgeois Camille Dimmer – s'est réuni le 19 juin à la Chambre des Députés. Les anciens parlementaires ont abordé un certain nombre de points d'ordre interne et organisationnel. Ils se sont également penchés sur un sujet de l'actualité politique: le résultat des élections européennes. Dans ce contexte, c'est surtout le taux élevé d'abstention, «signe d'une inquiétante désaffectation des citoyens européens», qui a retenu leur attention. Au cours de la discussion, un participant a cependant souligné que la faiblesse du taux était essentiellement due au désintérêt des électeurs dans les douze nouveaux pays membres de l'UE. Il a constaté que dans les quinze anciens pays, la participation avait même augmenté de 2 à 3%.



Anciens députés luxembourgeois



Le Président de l'Association européenne des anciens parlementaires, M. Camille Dimmer

Retenons encore que le Bureau a entendu un exposé du Ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget Luc Frieden sur «la crise financière et le Luxembourg» et qu'en 2010 le colloque biannuel de l'association, qui aura lieu à Kiev en Ukraine, sera placé sous le thème des politiques de migrations.

L'Association européenne des anciens parlementaires a été fondée en 1987 par les associations d'anciens parlementaires belge, allemande, française et italienne. Le Luxembourg l'a rejointe en 2003. L'Association est ouverte à toutes les associations nationales des pays membres du Conseil de l'Europe. À ce jour, 18 associations nationales ainsi que l'association des anciens membres du Parlement européen y ont adhéré.

➤ Séance plénière Parlement Benelux

(suite de la page 1)

Liaisons ferroviaires

Suite à l'adoption d'une recommandation sur les dossiers infrastructurels transfrontaliers lors de la dernière session plénière, le ministre des transports belge, M. Vanackere, a tenu à rappeler que du côté belge et du coté néerlandais tout était mis en œuvre pour que la mise en service du TGV Sud reliant Bruxelles à Amsterdam se fasse au mois de décembre.

La recommandation adoptée demandait également l'amélioration de la ligne classique Bruxelles-Luxembourg. M. Vanackere a souligné que de nombreux travaux étaient nécessaires pour porter la vitesse sur cette ligne à 160km/h et réduire le temps de parcours de 20 minutes. La ligne doit rester en service durant les travaux, ce qui prolongera les travaux jusqu'à la fin 2014. M. Lebrun (Belgique) a indiqué que certaines voix s'élevaient en France pour réinstaurer la ligne Dinant-Givet, ce qui pourrait entrer en concurrence avec des projets belges. M. Negri (Luxembourg) a rappelé l'importance de Bettembourg et de Lorry-Rail, qui est la première autoroute ferroviaire de plaine à longue distance en Europe, et qu'en contournant le Luxembourg, cette ligne nuirait au développement du Lorry-Rail. Aux yeux de M. Oberweis, la vitesse sur la ligne Liège-Luxembourg est comparable à celle du temps des diligences et mériterait également plus d'attention.

Des délégations de l'Assemblée balte ont également assisté aux deux journées de débats.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Navigation aérienne

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Le projet de loi sous objet prévoit la modification à plusieurs égards de la législation concernant la navigation aérienne.

Un certain nombre de dispositions a pour objet d'actualiser des textes ayant trait à l'aviation nationale, soit en raison de l'évolution technique, soit en raison de l'harmonisation au niveau européen. Le projet de loi prévoit également

- les principes légaux quant à l'accès à la profession de pilote et donc la création de licences professionnelles luxembourgeoises du personnel de conduite d'avion et d'hélicoptère ainsi que quant à la validité des licences et qualifications afférentes. En effet, l'aviation civile luxembourgeoise ne connaît que le seul régime des licences de pilote privé et ne dispose pas d'un système aboutissant à la délivrance de licences luxembourgeoises de pilote professionnel ou pilote de ligne, mais recourt à la validation des licences étrangères en reposant sur les structures implantées dans les autres pays;

- une dérogation à la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues en énonçant la possibilité pour le Gouvernement de reprendre en droit national interne les règles techniques en matière aéronautique émises au niveau international, en utilisant à cet effet l'anglais usuellement retenu en la matière;

- un certain nombre de dispositions qui ont pour objet de pallier aux lacunes et carences mises à jour par des audits et inspections effectués par la Commission européenne et par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale en matière de sûreté et de sécurité aériennes.

Suite aux remarques en partie très critiques que le Conseil d'État avait formulées dans son avis du 22 mars 2005, le texte initial du projet de loi a dû être remanié. À part l'article 2 concernant l'ancienne administration de l'Aéroport, qui a été supprimé en vertu de la loi du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne, toutes les dispositions du texte initial se retrouvent dans le texte remanié, mais la plupart d'entre elles ont été modifiées, soit à la demande du Conseil d'État, soit pour tenir compte de l'évolution dans le secteur.

L'adoption de ce projet de loi revêt d'une certaine urgence étant donné que, d'une part, le Comité National de Sûreté de l'Aviation Civile a rappelé l'importance que revêt l'adoption du projet de loi pour la conformité du Luxembourg avec les exigences européennes et internationales en matière de sécurité aérienne et que, d'autre part, le projet de loi en question contient de nombreuses dispositions visant à pallier aux lacunes et carences mises à jour en 2006 et 2007 lors des audits et inspections de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et de la Commission Européenne en matière de sûreté aérienne.

En effet, le projet de loi sous rubrique transpose différentes directives, voire assure la mise en œuvre au niveau national de différents règlements européens, notamment la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2003 concernant les comptes rendus d'événements dans l'aviation civile, le règlement (CE) N°1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite et le règlement (CE) N°785/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relatif aux exigences en matière d'assurance applicables aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 14.01.2004
Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):
11.05.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 5 juin 2009.
Mémorial A 2009, N°146, page 2024

Marchés publics

5655 - Projet de loi sur les marchés publics

À l'instar de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics, les dispositions purement nationales se retrouvent dans le livre I du projet de loi. Quelques modifications ponctuelles ont dû être apportées au texte de loi du 30 juin 2003, ce notamment en raison des dispositions des directives qui intéressent tous les marchés, et de la jurisprudence récente de la Cour constitutionnelle et des juridictions administratives.

Les grands principes établis par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics restent naturellement en vigueur. Il s'agit des principes relatifs à la transparence des procédures, l'égalité de traitement des participants, le recours à la concurrence, la gestion judicieuse des deniers publics, la prise en compte des aspects environnementaux et la promotion du développement durable.

En sus il convient de mentionner les principes directeurs des nouvelles directives en matière de marchés publics, que le projet de loi sous rubrique vise à transposer.

Les textes communautaires ont été simplifiés et clarifiés de sorte que les marchés publics sont désormais régis par deux directives. Cette simplification se répercute évidemment sur le projet de loi sous rubrique.

Les procédures de passation des marchés publics ont été modernisées et adaptées aux besoins de plus en plus variés des pouvoirs adjudicateurs. Ainsi la procédure du dialogue compétitif et les accords-cadres sont deux nouvelles procédures par lesquelles des marchés publics peuvent être attribués.

En plus, les directives définissent comment les pouvoirs adjudicateurs peuvent contribuer à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable tout en leur garantissant la possibilité d'obtenir pour leurs marchés le meilleur rapport qualité/prix. La dimension sociale dans les marchés publics est également renforcée.

Une autre priorité est l'importance donnée à la technologie électronique. En effet, l'évolution des technologies de l'information a révolutionné les attentes et les pratiques de ces dernières années. Les nouvelles directives comprennent des adaptations importantes à la technologie électronique tout en veillant à maintenir en place les procédures existantes.

Toutes ces améliorations et précisions contenues dans les deux directives 2004/17/CE et 2004/18/CE sont transposées par le présent projet de loi et le projet de règlement d'exécution.

Finalement le projet de loi sous rubrique tient encore compte du fait que le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

17.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.04.2009	
30.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2009

Droit des sociétés

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du travail

Le projet de loi sous examen a pour objet la transposition en droit national d'une série d'instruments juridiques européens, à savoir plus précisément:

1) la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (ci-après la directive 2005/56/CE),

2) la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital et de la directive (ci-après la directive 2006/68/CE), et

3) la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et les directives 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes (ci-après la directive 2007/63/CE).

Ce faisant, il entend modifier tant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales que le Code du travail.

Il échet de décrire brièvement les directives en question avant de voir quelles sont les conséquences que la transposition de ces directives entraîne au niveau du droit national.

1. La directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux

Une coopération et un regroupement entre sociétés de capitaux d'États membres différents sont nécessaires. Cependant, les sociétés de capitaux éprouvent de nombreuses difficultés, au niveau législatif et administratif au sein de la Communauté, à réaliser des fusions transfrontalières entre elles. Il est donc nécessaire, pour assurer l'achèvement et le fonctionnement du marché intérieur, de prévoir des dispositions communautaires en vue de faciliter la réalisation de telles fusions transfrontalières entre sociétés de capitaux de différents types relevant de législations d'États membres différents.

C'est précisément le but de la directive 2005/56/CE sous rubrique. Celle-ci propose un cadre législatif simplifié. Cette directive, qui est considérée comme constituant un pas important dans les efforts de l'Union européenne pour faire avancer la stratégie de Lisbonne, vise à identifier la loi applicable en cas de fusion à chacune des sociétés qui fusionnent. Selon le régime établi par la directive, une fois la nouvelle entité issue de la fusion créée, une seule législation s'applique, à savoir celle de l'État membre où elle a son siège.

La directive 2005/56/CE s'applique aux fusions de sociétés de capitaux constituées en conformité avec la législation d'un État membre, ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de la Communauté et si deux d'entre elles au moins relèvent de la législation d'États membres différents. Les sociétés dont l'objet est le placement collectif de valeurs mobilières (OPCVM) sont cependant exclues de son champ d'application. Par ailleurs, les États membres peuvent décider de ne pas appliquer la directive aux fusions transfrontalières auxquelles participe une société coopérative, même lorsque celle-ci entre dans la catégorie de société à capitaux. À noter dans ce contexte que le Luxembourg n'a pas pris une telle option.

Les organes de direction ou d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent doivent établir un projet commun de fusion transfrontalière. La directive définit une liste de douze éléments devant obligatoirement figurer dans ce projet qui doit être publié, selon les modalités prévues par la législation de chaque État membre conformément à la directive sur la publicité des sociétés de capitaux (directive 68/151/CEE), au moins un mois avant la réunion de l'assemblée générale qui doit se prononcer à ce sujet.

Selon ladite directive, l'organe de direction ou d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent établit un rapport à l'intention des associés expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la fusion transfrontalière et expliquant les conséquences de cette fusion transfrontalière pour les associés, les créanciers et les salariés. Le rapport est mis à la disposition des associés et des représentants du personnel ou, s'il n'en existe pas, des salariés eux-mêmes au plus tard un mois avant la date de l'assemblée générale. Un rapport d'expert indépendant est établi pour analyser la fusion. Ce rapport n'est pas nécessaire si tous les associés de chacune des sociétés participant à la fusion en décident ainsi. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent se prononce sur l'approbation du projet commun de fusion transfrontalière sur base du rapport sur le projet de fusion et du rapport d'expert.

Chaque État membre désigne l'autorité compétente pour contrôler la légalité de la fusion transfrontalière pour la partie de la procédure relative à chacune des sociétés qui fusionnent et qui relèvent de sa législation nationale. Cette autorité délivre un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion.

D'après la directive sous examen, chaque État membre désigne l'autorité compétente pour contrôler la légalité de la fusion transfrontalière pour la partie de la procédure relative à la réalisation de la fusion transfrontalière et, le cas échéant, à la constitution d'une nouvelle société issue de la fusion transfrontalière lorsque la société issue de la fusion transfrontalière relève de sa législation nationale. L'autorité en question contrôle en particulier que les sociétés qui fusionnent ont approuvé le projet commun de fusion transfrontalière dans les mêmes termes et, le cas échéant, que les modalités relatives à la participation des travailleurs ont été fixées conformément aux dispositions de la directive.

La législation de l'État membre dont relève la société issue de la fusion transfrontalière détermine la date à laquelle la fusion prend effet, ainsi que les modalités de publicité de la fusion dans le registre public.

Les fusions transfrontalières entraînent plusieurs effets. Ainsi, p.ex. les sociétés absorbées, ou les sociétés qui fusionnent, cessent d'exister; l'ensemble du patrimoine actif et passif des sociétés concernées par la fusion est transféré à la nouvelle entité; les associations des sociétés concernées deviennent associées de la nouvelle entité.

En ce qui concerne les droits de participation des travailleurs, il échet de noter que le principe général veut que la législation nationale régissant la société issue de la fusion transfrontalière soit d'application. À titre d'exception, les principes et les modalités relatifs à la participation des travailleurs, fixés par le règlement et la directive sur la société européenne respectivement la directive complétant le statut de la société européenne, sont d'application dans certaines conditions.

2. la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital et de la directive

La directive sous rubrique a pour objet de faciliter et de simplifier le rassemblement de capitaux et la restructuration de l'actionnariat dans les sociétés anonymes.

Certains aspects du système, établi par la deuxième directive en matière de *«droit des sociétés»* quant aux garanties minimales accordées aux actionnaires et aux créanciers lors de la constitution de sociétés anonymes ou de modification par ces sociétés de leur capital social, ayant été jugés trop rigides et coûteux, des modifications ont été proposées, notamment en 1999 par le groupe SLIM (Simpler Legislation for the Internal Market - simplification de la législation du marché intérieur) et en 2002 par le Groupe de haut niveau d'experts en droit des sociétés établi par la Commission européenne.

La directive met en œuvre certaines de ces recommandations portant, notamment, sur l'émission d'actions en contrepartie d'apports en nature et l'acquisition par une société de ses propres actions. En outre, les règles actuelles relatives à l'assistance financière qu'une société peut fournir à un tiers en vue de l'acquisition de ses actions sont assouplies.

La directive permet aux États membres, à certaines conditions, de dispenser les sociétés de certaines obligations spécifiques en matière de communication d'informations et de faciliter la restructuration de l'actionnariat. À cet égard, dans l'esprit de la tradition de libéralisme économique qui caractérise le droit luxembourgeois des sociétés, le présent projet de loi a adopté une approche très libérale quant aux options offertes aux États membres. Enfin, la directive prévoit également des garanties harmonisées pour les créanciers dans le contexte d'une réduction du capital.

3. la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et les directives 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes

La directive 2007/63/CE permet, dans le cadre d'opérations de fusion ou scission purement nationales, un assouplissement de la procédure de contrôle du projet de fusion par des experts indépendants si l'ensemble des actionnaires conviennent que le rapport des experts indépendants sur le projet de fusion n'est pas nécessaire, à l'instar de ce que prévoit la directive 2005/56/CE.

4. Modifications résultant de la transposition des trois directives précitées

La transposition des trois directives précitées nécessitent, mais seulement en partie, des modifications de la législation actuelle en la matière.

En effet, il échet de relever que la directive 2005/56/CE a déjà été partiellement transposée en droit national, à savoir par la loi du 23 mars 2007 modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société unipersonnelle permettant expressément les fusions transfrontalières.

Elle a été aussi transposée par la loi du 23 mars 2007 portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales qui vise à assurer la sécurité juridique de l'opération de fusions transfrontalières par le biais des mesures suivantes: 1) réduction de la période de prescription de l'action en nullité de l'opération une fois que celle-ci a été réalisée, 2) introduction du point de vue procédural, d'une disposition prévoyant que le notaire luxembourgeois actant la fusion (en cas de fusion par absorption par une société luxembourgeoise d'une société de droit étranger) peut se fonder sur un certificat probant émis par une autorité ou un notaire de droit étranger attestant que les procédures nationales requises ont été respectées en ce qui concerne la société étrangère absorbée et que le projet de fusion soumis à l'approbation des actionnaires de la société étrangère est bien identique au projet soumis aux actionnaires de la société absorbante luxembourgeoise et 3) détermination du point de départ des effets de la fusion à l'égard des actionnaires et des tiers.

La transposition de cette directive n'étant pas complète, il échet d'en opérer la finalisation. C'est précisément le but du projet de loi sous rubrique. Il en est ainsi des articles relatifs au champ d'application, au projet commun de fusion transfrontalière, aux exigences en matière de publication ou encore à la notification sans délai par le registre de commerce et des sociétés au registre auprès duquel chacune des sociétés qui fusionne est tenue de procéder au dépôt des actes de la prise d'effet de la fusion transfrontalière.

À noter encore que les dispositions de la directive précitée relatives au volet participation des travailleurs sont transposées dans une nouvelle section 4 du chapitre VI du Titre II du Livre IV du Code du Travail.

À noter in fine qu'au projet de loi est annexé un tableau de transposition des directives 2005/56/CE, 2006/68/CE et 2007/63/CE et que le commentaire des articles signale pour chaque article quelle disposition de quelle directive est ainsi transposée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008
Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

01.04.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 10 juin 2009

Mémorial A 2009, N°151, page 2268

Assistance judiciaire pour mineurs

5848 - Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Le projet de loi sous rubrique entend modifier la législation en matière d'assistance judiciaire afin d'assurer à tout mineur confronté à une procédure judiciaire le concernant le droit de se faire assister par un avocat, et ce indépendamment de la situation de fortune de ses parents ou des personnes qui vivent en communauté domestique avec le mineur.

Ce faisant, le projet de loi matérialise les déclarations faites par le Premier Ministre dans son discours sur l'état de la Nation du 9 mai 2007. En commentant la situation de détresse dans laquelle se trouvent de nombreux enfants, le Premier Ministre avait indiqué, lors du discours précité, que le Gouvernement envisageait la mise à disposition systématique d'un avocat pour les mineurs concernés. Les honoraires d'avocat seraient assumés par l'État, qui pourrait, toutefois réclamer ultérieurement le remboursement des coûts de cette assistance aux parents, si leur situation matérielle le permet.

Le projet de loi tient également compte des conclusions de la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» émises lors du débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg qui s'est tenu à Chambre des Députés en novembre 2003. Celle-ci avait plaidé en faveur de la mise en place d'une assistance obligatoire dans tous les cas où l'intérêt du mineur l'exige, c.-à-d. dans les affaires graves. Une telle représentation participerait, aux yeux de la Commission spéciale, à la défense des droits de l'enfant. À noter, pour être complet, que la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit, en son article 18, que la désignation d'un avocat a lieu, outre le cas où un mineur se voit imputer des faits constituant une infraction pénale et du chef desquels une mesure de garde provisoire a été prise à son encontre, dans tous les autres cas lorsque l'intérêt du mineur le commande. Cette formulation a semblé toutefois trop vague et générale et ne pose pas le principe d'une représentation obligatoire par un avocat du mineur.

Il échet encore de relever dans ce contexte que l'assistance du mineur par un avocat constitue une revendication de «l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)» selon lequel la neutralité et la présomption d'indépendance de l'avocat ne sont pas garanties si un parent doit couvrir les honoraires de l'avocat de son enfant.

Le projet de loi vise également à modifier certaines dispositions du Code civil, afin d'assurer aux mineurs le droit d'être entendus dans toute procédure qui les concerne et afin qu'un administrateur ad hoc puisse être désigné par la juridiction saisie en cas d'opposition d'intérêts entre le mineur et ses représentants légaux, en principe ses parents, ou son administrateur légal. Il est ainsi également tenu compte des recommandations du Comité des Droits de l'Enfant, institué au sein des Nations Unies en application de l'article 43 de la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, telles que formulées en 2005 dans le cadre de l'examen du rapport présenté par le Luxembourg en application de l'article 44 de cette Convention. Le Comité des Droits de l'Enfant avait recommandé à l'État luxembourgeois *«de poursuivre ses efforts visant à promouvoir et à œuvrer (…) dans le cadre des procédures judiciaires et administratives, au respect de l'opinion de l'enfant et à sa participation dans tous les domaines qui ont un effet sur lui, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Convention»* des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant.

Il est rappelé dans ce contexte que ledit article 12 de la Convention précitée dispose: *«1. Les États parties garantissent à l'enfant, qui est capable de discernement, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité; 2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.»*

À noter encore que la reconnaissance du droit de l'enfant à être entendu, sans autre restriction que sa capacité de discernement, dans les procédures qui le concernent, figure également dans le Règlement communautaire N° 2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale. Selon ce Règlement, l'enfant doit avoir la possibilité d'être entendu, à moins qu'une audition ne soit inappropriée eu égard à son âge ou à son degré de maturité.

En créant un droit autonome en matière d'assistance judiciaire en faveur des mineurs et ce indépendamment de toutes considération de ressources de l'entourage des mineurs ainsi qu'en reconnaissant aux mineurs le droit effectif d'être entendus dans toute procédure les concernant, le projet de loi sous rubrique vient renforcer les droits des enfants.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

18.02.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009
Loi du 5 juin 2009.
Mémorial A 2009, N°134, page 1889

BTS / enseignement supérieur

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

L'objet du texte sous rubrique est de compléter la réforme de l'enseignement universitaire et supérieur luxembourgeois, réforme entamée par la mise en vigueur de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Il vise, d'une part, à accorder une nouvelle assise légale au brevet de technicien supérieur qui sanctionne un cycle d'études d'une durée de deux ans et, d'autre autre part, à régler par le biais de l'accréditation, les conditions préalables à l'établissement au Luxembourg d'organismes d'enseignement supérieur publics et privés, luxembourgeois et étrangers et dispensant un enseignement universitaire qui conduit à la délivrance d'un diplôme.

Le domaine de la formation est devenu fort important au Luxembourg ces dernières années, de sorte qu'il importe de réglementer les critères et les modalités d'organisation de formations d'enseignement supérieur au Luxembourg. En effet, l'évolution économique dynamique des dernières années - freinée brusquement par la crise financière et économique - marquée par une augmentation continue de l'emploi, en particulier au niveau des postes hautement qualifiés, tout comme la création de l'Université du Luxembourg, n'ont pas manqué d'attirer l'intérêt d'universités et établissements d'enseignement supérieur étrangers.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

25.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Qualification et formation des chauffeurs professionnels

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi sous rubrique vise un double objectif:

- transposer la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs;

- s'inscrire dans le cadre du programme gouvernemental de lutte contre l'insécurité routière par lequel le Gouvernement entend «combattre avec fermeté le fléau des accidents de la route en renforçant de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière».

La directive précitée vise à introduire, de façon harmonisée, une obligation de qualification et de formation pour tous les chauffeurs professionnels. Il s'agit notamment de professionnaliser le secteur du transport routier et de sensibiliser chaque conducteur à la sécurité. Ainsi, la directive prévoit que les conducteurs devront obligatoirement suivre des qualifications initiales d'une durée respectivement de 140 ou de 280 heures, ainsi que des stages périodiques d'une durée totale de trente-cinq heures par période de cinq ans pour mettre à jour leurs connaissances et leur savoir-faire. Elle détaille en outre de façon explicite que cette formation devra comprendre des séances théoriques et pratiques couvrant, entre autres, la conduite sûre, les économies de carburant et les mesures d'arrimage de la charge.

Conformément aux objectifs de la directive en question d'améliorer la sécurité routière, le projet de loi sous rubrique fait abstraction de l'option de la qualification initiale comportant uniquement des examens sans la nécessité de suivre des cours de formation. Par conséquent, le projet de loi entend introduire le système de la qualification initiale comportant à la fois la fréquentation de cours et des examens.

Il est également laissé à la discrétion des États membres le choix d'introduire un système de qualification initiale accélérée, notamment pour les candidats plus âgés et pour ceux qui optent pour des véhicules de poids et de dimensions moindres. Cette option est reprise par le présent projet de loi puisqu'il est à prévoir que de nombreux candidats vont recourir à cette qualification initiale accélérée qui ne représente en termes de durée que la moitié d'heures à fréquenter par rapport à la qualification initiale.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

24.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
23.03.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État et adoption d'amendements
27.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Sécurité routière

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Le projet de loi sous rubrique doit être mis en relation avec la loi du 18 septembre 2007 ayant modifié la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circula-

tion sur toutes les voies publiques et qui s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière. Il s'est avéré depuis lors que certaines dispositions introduites dans ce contexte sont difficilement praticables. Par ce projet il est proposé de remédier à cette situation.

Les modifications apportées à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques visent principalement les dispositions suivantes relatives

1. au **taux d'alcoolémie** pour les personnes en service urgent;
2. au **dépistage de drogues**;
3. aux **compétences des juges** en matière d'interdiction de conduire.

Deux autres modifications concernent l'article 179 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement.

1. La loi précitée du 18 septembre 2007 a abaissé, pour toute une série de conducteurs, le **taux limite d'alcoolémie** de 0,5 à 0,2 g par litre de sang (ou de 0,25 à 0,10 mg par litre d'air expiré), parmi lesquels les conducteurs de véhicules en service urgent. Or, suite à la mise en œuvre de cette disposition, les auteurs du projet de loi en viennent à la conclusion que les volontaires, qui ne sont pas à considérer comme des chauffeurs professionnels et qui se trouvent 24 sur 24 heures en service de permanence pendant toute l'année, ne peuvent être soumis à un taux généralisé de 0,2 g d'alcool par litre de sang. Partant, le projet de loi prévoit de dispenser les volontaires des services de secours qui ne sont pas en période de stage du taux de 0,2 g/l (0,10 mg par litre d'air expiré), qui seront donc de nouveau alignés sur le régime général (respectivement 0,5 g/l et 0,25 mg/l).

2. En outre, le projet de loi procède à une refonte des dispositions liées au **dépistage des drogues**. Si les tests de la salive et de la sueur permettant un dépistage rapide n'ont pas encore été applicables jusqu'à présent pour des raisons pratiques, le projet de loi souhaite parer à certaines déficiences de l'ancien texte. Il s'agit notamment de reprendre une proposition de texte du Laboratoire National de Santé visant à remplacer le texte proposé à l'époque par le Conseil d'État concernant le dépistage de substances illicites dans le sang. Le projet de loi se propose encore d'alléger les procédures à observer par la police grand-ducale lors des contrôles routiers servant à détecter la conduite sous influence de substances illégales. Elle procédera en premier lieu à un examen comportemental et ensuite, si ce test est concluant, à un test de la salive ou de la sueur. Seulement si ce test est à son tour concluant, le conducteur devra se soumettre à une prise de sang.

3. Par ailleurs, il s'est avéré dans la pratique courante des affaires judiciaires que la **compétence des juges** de limiter en cas d'une interdiction de conduire la conduite d'un véhicule à certains trajets ou à certains jours de la semaine comportait un élément important pour assurer la qualité de vie des contrevenants. Par conséquent, il est proposé de réintroduire la modulation de l'interdiction de conduire laissée à l'appréciation du juge dans des cas particulièrement graves; il s'agit des hypothèses de l'ivresse au volant, de la conduite sous l'emprise des drogues, de la récidive en matière de délit de grande vitesse, du défaut d'assurance et de la non-observation d'une interdiction de conduire judiciaire ou d'un retrait administratif du permis de conduire. En outre, le texte proposé prévoit d'abroger l'application ferme pendant le premier mois de toute interdiction de conduire prononcée qui porte sur une durée égale ou supérieure à six mois.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

02.02.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements
03.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

«Stalking»

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

1. L'incrimination du harcèlement obsessionnel

Le projet de loi vise à incriminer la pratique du harcèlement obsessionnel, désigné plus communément par le terme anglais «stalking». Comme l'a relevé le Conseil d'État dans son avis du 17 février 2009, le terme «stalking» est emprunté du jargon de la chasse et signifie littéralement s'approcher à pas feutré.

Le Département fédéral de l'intérieur, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Service de lutte contre la violence de la Confédération suisse définit dans sa feuille d'information 10 «Stalking: Harcèlement obsessionnel» l'harcèlement obsessionnel comme suit:

- le fait de persécuter et de harceler une personne à dessein et de façon réitérée, menaçant ainsi son intégrité physique ou psychique et lui faisant du tort directement, indirectement, à court ou à long terme,

- le harcèlement obsessionnel englobe des faits de gravité très différente qui peuvent aller d'une recherche insistante d'attention jusqu'au terrorisme psychologique durable.

2. Les personnes qui harcèlent, leurs buts et motifs

Malgré que les auteurs du harcèlement obsessionnel, communément appelés les «stalkers», appartiennent en majorité au sexe masculin, toutes les constellations auteur-victime sont possibles, à savoir: homme-femme, femme-homme, homme-homme, femme-femme.

Le plus souvent, il s'agit, quant à l'auteur, de soupirants éconduits ou de partenaires faisant face à une rupture amoureuse. Il est plus rare que l'auteur n'est pas connu de la victime ou appartient à son entourage personnel ou professionnel, mais agit dans un complet anonymat. L'auteur peut aussi être un voisin, un collègue de travail, un fan ou un client de la personne concernée.

Le harcèlement obsessionnel vise la plupart du temps à obtenir de la victime davantage d'attention ou de proximité ou à modifier son comportement (comme la reprise de l'ancienne relation, le retrait du licenciement prononcé).

Un *mobbing* sur le lieu de travail peut se transformer en harcèlement obsessionnel, même longtemps après que la victime ait quitté l'entreprise. La vengeance constitue parfois un autre motif. Le harcèlement obsessionnel a pour but essentiel de causer des dommages psychiques ou psychosociaux.

La Commission juridique estime utile que le rapport d'activité annuel de la Police grand-ducale mentionne expressis verbis le nombre des plaintes reçues pour harcèlement obsessionnel.

3. Droit comparé

La plupart des pays industriels répriment, soit par le biais de dispositions légales spécifiques, soit par l'incrimination de certains comportements, le harcèlement.

En Suisse, le harcèlement obsessionnel n'est pas une infraction en tant que telle. Il peut néanmoins être réprimé pénalement dans sa globalité ou à travers certains comportements constituant le harcèlement.

La France ne s'est pour le moment pas encore dotée de loi spécifique sur le «stalking» et fonctionne pour le moment selon le modèle suisse en le réprimant à travers certains comportements constituant le harcèlement.

L'Allemagne a introduit par une loi du 31 mars 2007 un article 238 au «Strafgesetzbuch» concernant le phénomène du «stalking» qui le définit de façon très précise en énumérant une liste des comportements qui tombent sous cette qualification.

Le législateur belge a introduit un article 442bis dans son Code pénal qui laisse une grande marge d'appréciation au juge.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner) et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

11.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1889

Administration de la Nature et des Forêts

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Le projet de loi 5934 a pour but de restructurer l'Administration des eaux et forêts et d'adapter son rôle aux défis actuels en matière de gestion et de protection de la nature et des ressources naturelles. La réorganisation proposée se fixe les objectifs suivants:

- confirmer la mission de l'administration comme principal instrument de mise en œuvre de la politique de la gestion et de la protection de la nature et des ressources naturelles;

- améliorer la mise en œuvre sur le terrain en assurant la cohérence des structures depuis la direction jusqu'au niveau local pour toutes les missions;

- renforcer la communication et le service au public en dotant l'administration d'une dénomination et des structures en adéquation avec sa mission.

Pour atteindre ces objectifs, les principes généraux suivants ont été appliqués pour la conception de la réorganisation:

- un cadre de taille similaire au cadre actuel, mais mieux adapté aux missions de l'administration;

- des entités comprenant un personnel suffisant pour assurer un service continu;

- des structures cohérentes assurant des liens hiérarchiques et fonctionnels efficaces à tous les niveaux;

- l'introduction des notions de qualité et de service au client.

L'application de ces principes aux objectifs précités ont conduit aux principaux changements suivants de l'organisation de l'administration:

- la fusion au niveau opérationnel de l'ensemble des missions. Ceci permet la création d'entités de taille plus importante en terme de personnel pour augmenter la flexibilité de ce personnel face aux diverses missions et permet de stimuler la communication interne et l'échange du savoir-faire;

- le renforcement du personnel au niveau régional et local;

- la spécialisation au niveau central des missions en fonction du milieu concerné.

Ceci garantit une meilleure conceptualisation par des experts et une relation plus aisée avec les autres organismes et acteurs spécialisés au niveau national et international;

- le renforcement des fonctions dirigeantes pour permettre une meilleure coordination entre les services en charge de la conceptualisation et ceux en charge de l'exécution sur le terrain;

- la création d'une nouvelle entité des relations publiques;

- une nouvelle dénomination pour l'administration qui est le reflet de ses missions.

L'administration est chargée des trois catégories de missions suivantes:

- la protection, la conservation, la gestion, le suivi et l'étude de la nature et des ressources naturelles;

- la gestion forestière durable, c.-à-d. économique, écologique et sociale, des forêts soumises au régime forestier ainsi que la protection, l'étude et l'amélioration du milieu forestier en général;

- la protection, l'étude et la gestion durable des ressources cynégétiques.

À côté de ces missions principales, l'administration se trouve de plus en plus au cœur d'enjeux directement liés au bien-être et à la qualité de la vie de la population. Dans cette optique, l'administration est confrontée à des nouveaux grands défis, tels que:

- la sensibilisation, l'information et l'éducation du public;

- la contribution au bien-être et à la qualité de vie de la population, grâce au maintien et à l'amélioration des fonctions récréatives et aux services écologiques assurés par le milieu naturel;

- la contribution à la politique énergétique et l'atténuation du changement climatique et de ses effets, grâce à l'utilisation des ressources naturelles renouvelables, notamment le bois;

- l'adaptation du milieu naturel et plus particulièrement des forêts au changement climatique;

- la contribution à la maîtrise des espèces invasives végétales et animales, grâce au monitoring et à la gestion active.

L'impact budgétaire annuel de la réorganisation est estimé à 2.830.000,00 euros. Ce coût résulte des décisions suivantes:

- la révision du calcul des frais de gestion et leur répartition entre les propriétaires de forêts publiques (1.500.000,00 euros);

- le renforcement du cadre du personnel (1.330.000,00 euros). Le coût des 36 personnes supplémentaires est calculé sur base des salaires en début de carrière.

Chambre des Députés LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):
23.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 5 juin 2009
Mémorial A 2009, N°142, page 1976

Établissements de crédit

5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Le projet de loi a pour objet de transposer, en ce qui concerne les établissements de crédit, la directive 2006/46/CE modifiant les directives concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, les comptes consolidés, les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance.

La transposition est effectuée moyennant une adaptation de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit.

Le projet sous rubrique constitue une deuxième étape dans la transposition de la directive 2006/46/ CE, étant donné que pour le secteur des assurances la loi du 5 décembre 2007 a déjà transposé la directive en question. Un projet de loi couvrant les sociétés commerciales complètera la transposition de la directive précitée.

La directive 2006/46/ CE a pour objectif de faciliter l'investissement transfrontalier, d'améliorer la comparabilité des états financiers et des rapports de gestion dans toute l'Union européenne et de renforcer la confiance du public envers ces publications par l'insertion d'informations spécifiques, de meilleure qualité et au contenu cohérent.

Elle introduit plusieurs modifications par rapport à la législation actuelle.

D'abord, elle vise à rendre plus transparentes les transactions avec les parties liées, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS), en imposant l'obligation de publicité non seulement entre un établissement de crédit mère et ses filiales, mais aussi vers d'autres types de parties liées, comme les principaux dirigeants et les conjoints des membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance. Cette règle a pour but d'imposer aux établissements de crédit n'appliquant pas les normes comptables internationales les mêmes contraintes que celles pesant sur les établissements de crédit appliquant ces normes.

La directive impose ensuite à chaque établissement de crédit de produire dans l'annexe aux comptes annuels ou aux comptes consolidés une information exhaustive sur ses opérations non inscrites au bilan, lorsque les risques ou avantages découlant de ces opérations dites «hors bilan» sont significatifs et dans la mesure où la divulgation de ces risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'établissement de crédit.

Par ailleurs, la directive renforce la gouvernance d'entreprise. Désormais, les établissements de crédit dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé, c'est-à-dire cotés à la bourse, et qui ont leur siège statutaire dans la Communauté sont tenus de publier une déclaration annuelle sur le gouvernement d'entreprise.

Le texte impose également des règles plus strictes et plus claires en matière de responsabilité des organes d'administration, de gestion et de surveillance de l'établissement de crédit en matière comptable, afin de contribuer à la lutte contre la fraude et de renforcer la confiance du public en ce qui concerne l'établissement et la publication des comptes annuels, du rapport de gestion ainsi que l'établissement des comptes consolidés et des informations non financières essentielles.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):
30.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°133, page 1882

CIPA Belval

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées par la commune de Sanem à Belval.

Les travaux dont il s'agit d'autoriser le financement par l'État sont ceux prévus dans la convention signée entre l'État luxembourgeois et la commune de Sanem en date du 14 décembre 2006. Cette convention prévoit la réalisation d'un centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 120 lits avec un centre psychogériatrique sur le site de Belval-Ouest.

Le centre intégré projeté fonctionnera sur un concept de prise en charge présentant les caractéristiques suivantes:

- le maintien respectivement la réhabilitation des capacités des pensionnaires devant leur permettre de mener une vie autonome seront promus;

- l'intégration des membres de la famille des pensionnaires dans la prise en charge de ces derniers sera favorisée;

- la prise en charge des pensionnaires sera adaptée à leur état de santé.

Le futur centre intégré sera un élément constitutif de la zone d'habitation du site des friches industrielles à Belval-Ouest.

Le financement du projet est assuré par la commune de Sanem à laquelle l'État accorde une participation financière à raison de 80% pour la construction du centre, alors que le projet répond à un besoin urgent tant au plan régional que national.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.10.2008
Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank) et de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):
01.04.2009 Désignation d'un rapporteur
06.04.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 28 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°130, page 1782

Centre de rétention

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

L'objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet la création et l'organisation du Centre de rétention dont la construction a été autorisée par une loi du 24 août 2007 et qui est destiné à servir d'établissement approprié au sens des dispositions afférentes de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ainsi que de structure fermée au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Le concept du Centre

Le but est d'accueillir d'une façon humaine et dans le respect intégral de leurs droits fondamentaux et de leur dignité les personnes faisant l'objet d'une mesure de placement.

Les retenus

Le Centre accueille deux populations distinctes:

- les étrangers qui lors d'un contrôle de police sont détectés comme étant en séjour irrégulier au pays ou qui sont connus pour être en séjour irrégulier au pays et

- les demandeurs d'asile qui soit sont placés afin de ne pas compromettre leur transfert dans l'État membre de l'Union européenne responsable du traitement de la demande (règlement Dublin II), soit sont déboutés de leur demande d'asile et refusent de quitter le Luxembourg.

Les personnes retenues ne sont pas des criminels de droit commun, mais leur situation administrative irrégulière appelle leur éloignement du territoire national.

Une attention particulière est accordée à la situation des personnes vulnérables, à savoir les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle.

L'organisation structurelle du Centre

Le Centre est divisé en plusieurs unités dont une bénéficiant de mesures de sécurité et de surveillance accrues spécifiquement réservée aux retenus ayant un comportement à risque. Les retenus de sexe opposé sont séparés sauf en ce qui concerne les couples mariés et les partenaires au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Les personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge placées au Centre en vue de leur éloignement séjournent dans une unité distincte qui leur est réservée. La durée de leur placement n'excède pas 72 heures.

L'organisation fonctionnelle du Centre

Le retenu fait l'objet d'une fouille corporelle réalisée dans le respect de la dignité humaine par au moins deux agents du Centre du même sexe que lui. Les effets personnels et bagages du retenu sont fouillés et inventoriés en sa présence.

Dans les 24 heures suivant son admission au Centre, le retenu est examiné par un médecin.

Les retenus ne peuvent pas être soumis à une obligation de travail. Ils peuvent toutefois effectuer de menus travaux d'entretien. Le Centre propose en outre des activités intellectuelles, artistiques, culturelles, éducatives, formatrices, récréatives et spirituelles.

Le retenu accède librement pendant la journée à l'espace sécurisé en plein air de l'unité dans laquelle il séjourne et peut correspondre librement par courrier postal, par téléphone, par télécopie ou par courrier électronique.

Un règlement grand-ducal établit un relevé des actes et omissions des retenus majeurs peuvent donner lieu à une sanction disciplinaire. La sanction est proportionnée à la nature et à la gravité de l'infraction et fait l'objet d'une décision écrite indiquant les voies et les délais de recours.

Les agents du Centre

Pour pouvoir œuvrer utilement et efficacement dans l'intérêt des retenus, il est essentiel de recourir à des spécialistes de divers horizons. Il importe que le Centre dispose d'un personnel multilingue et d'origines ethniques et culturelles diverses pour encadrer les retenus et les assister dans leurs préoccupations quotidiennes. Il est également nécessaire de pouvoir recourir à un personnel en nombre suffisant pour pouvoir assurer un encadrement psychosocial digne de ce nom.

Les agents du Centre doivent, en toute circonstance, se conduire et accomplir leur tâche de telle manière que leur exemple ait une bonne influence sur les retenus et suscite leur respect.

Toute violence et toute voie de fait à l'égard des retenus est défendue. La contrainte n'est autorisée qu'afin d'empêcher un retenu de porter préjudice à lui-même ou à autrui ou de causer des dégâts, mais en aucun cas, l'application des moyens de contrainte ne doit être prolongée au-delà du temps strictement nécessaire pour vaincre la résistance du retenu.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

01.12.2008	Désignation d'un rapporteur
02.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et de l'avis du Collectif réfugiés
09.04.2009	Amendements de la commission
29.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 28 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°119, page 1708

Non double imposition

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Le projet de loi sous rubrique approuve la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008.

Suite à des pourparlers qui ont duré plus de quinze ans, la Convention visée sous rubrique a pu être signée en juin 2008. La signature de la Convention s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris par le Gouvernement en vue de compléter son réseau de conventions fiscales qui constitue un élément indispensable tant pour la diversification des relations économiques internationales que pour la place financière.

Lors de la signature de la Convention, les États contractants sont convenus de l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations du moment que le Luxembourg s'engage à un échange d'informations selon le nouveau modèle OCDE (2005) avec un État membre de l'Union européenne. Aussi le fait que le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans ses relations bilatérales dans le cadre d'une Convention n'entraînera-t-il pas d'amendement ultérieur au présent accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

23.04.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°137, page 1912

Eaux usées de la Moselle supérieure

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Le projet de loi sous revue autorise le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités de la Moselle supérieure. La dépense est à charge des crédits du Fonds pour la gestion de l'eau.

Le projet prévoit de collecter les eaux usées produites dans les communes luxembourgeoises de Schengen, Wellenstein et Remich et de la commune allemande de Perl-Nennig et de les acheminer en dessous de la Moselle vers le zoning industriel de Perl-Besch en Allemagne, où une station de dépollution commune sera construite.

La construction de la nouvelle station d'épuration est nécessaire pour répondre aux exigences de la réglementation européenne qui impose aux agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.11.2008

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

19.02.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.05.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loterie Nationale

5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

1. Objet du projet de loi

L'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte (ci-après l'Œuvre) et la Loterie Nationale occupent depuis leur création en 1944 respectivement 1945 un rôle de premier ordre dans l'organisation de la solidarité au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif initial de l'Œuvre, de venir en aide aux victimes de la Seconde Guerre mondiale, a depuis été complété par de nouvelles missions dans l'intérêt général identifiées au cours des décennies par son conseil d'administration. La traditionnelle Loterie Nationale consistant en un tirage mensuel a été supplantée par les billets à grattage et, plus récemment, des loteries d'envergure européenne. Le cadre légal et réglementaire dans lequel évoluent tant l'Œuvre que la Loterie Nationale est par contre resté largement inchangé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Avec la diminution progressive des interventions en faveur des victimes de la guerre, l'Œuvre a été chargée d'autres missions, notamment celles de participer au financement des activités des bureaux de bienfaisance communaux, du Fonds National de Solidarité et d'Œuvres sociales et philanthropiques.

À l'origine de l'initiative d'une refonte des textes légaux encadrant l'Œuvre et la Loterie Nationale se trouve l'Œuvre elle-même. Les réflexions de son comité de gérance portaient en particulier sur deux aspects.

Le premier concernait le conflit potentiel entre deux missions attribuées à l'Œuvre par les „arrêtés-lois" de 1944 et 1945, en l'occurrence celle d'opérateur de jeux de loterie et celle de régulateur du marché luxembourgeois des loteries.

Le second aspect visait la définition des missions de l'Œuvre. La mission initiale, de venir en aide aux victimes de la guerre 1940-1945, n'est aujourd'hui, par la force des choses, plus qu'une activité marginale. La mission de dispensateur de fonds aux œuvres caritatives, culturelles, sportives et autres n'est en même temps que sommairement définie dans les arrêtés précités de 1944 et 1945. En même temps émergent de nouveaux besoins et de nouveaux acteurs qui devraient pouvoir entrer dans le champ d'action de l'Œuvre.

À ces deux réflexions s'est ajoutée la question de la conjugaison des dispositions de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto avec les activités de la Loterie Nationale, à partir du moment où cette dernière a élargi la gamme des jeux offerts et où elle a, par ailleurs, repris le rôle de mandataire à Luxembourg d'un opérateur de loto allemand.

2. Les principaux changements apportés

a) Le statut

Le statut de l'Œuvre en tant qu'établissement public placé sous la tutelle du Premier Ministre est confirmé. Tout en maintenant et en confirmant les missions antérieures de l'Œuvre, le projet lui donne la possibilité de soutenir d'une façon générale les organismes œuvrant dans le domaine de la protection sociale et des organismes œuvrant au niveau national dans les domaines de la culture, du sport et de l'environnement.

b) Les missions

Les missions et moyens d'action de l'Œuvre sont actualisés et complétés afin de permettre à l'Œuvre de maintenir un champ d'action large tout en lui assurant de nouveaux outils permettant d'identifier d'éventuels nouveaux besoins d'intérêt général. Le conseil d'administration continue en même temps à disposer d'une large marge d'appréciation dans la mise en œuvre de ces moyens d'action.

c) Abandon de la compétence de régulateur du marché luxembourgeois des loteries

La continuité avec les attributions et le fonctionnement actuels de l'Œuvre a par contre été abandonnée en ce qui concerne la compétence de régulateur du marché luxembourgeois des loteries accordée à l'Œuvre. Le règlement grand-ducal du 26 août 2005 l'avait déjà relativisée en remplaçant l'«avis conforme» de l'Œuvre pour toute autorisation d'une loterie publique dont la valeur des billets à émettre dépasserait un certain seuil par un simple avis consultatif. Eu égard au droit de la concurrence et à l'évolution du droit communautaire, il ne paraît plus concevable de continuer à faire intervenir un opérateur établi dans la décision d'autoriser ou non une nouvelle loterie. L'abandon de ces attributions rejoint les réflexions de l'Œuvre elle-même, qui estimait qu'elles comportaient le risque de porter préjudice à sa mission d'opérateur de loteries dans l'intérêt général.

d) Le statut fiscal

Sur le plan fiscal, il est précisé que la Loterie Nationale en tant qu'opérateur de jeux est exempte de la taxe sur le loto tout en y restant soumise en tant que mandataire à Luxembourg d'autres opérateurs de jeux.

La loi modifie également la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu afin de permettre la déductibilité de l'impôt des dons en espèces faits à ladite Œuvre.

e) Obligations de transparence et de soutien de la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard

L'opérateur de la Loterie Nationale est tenu d'informer clairement le public des chances réelles de gain pour chaque type de produit proposé.

La loi impose qu'il organise des campagnes d'information sur les risques économiques, sociaux et psychologiques liés à la dépendance au jeu.

Finalement, le législateur lui impose de collaborer avec les autorités compétentes et les diverses associations œuvrant dans le secteur à une politique active et coordonnée de prévention et d'assistance en matière de dépendance au jeu.

f) Intégration des principes et des objectifs de la loi modifiée du 15 février 1882 sur les loteries dans la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Il est proposé, afin de simplifier le cadre légal des jeux de hasard, d'intégrer les principes et objectifs poursuivis par la loi modifiée du 15 février 1882 sur les loteries dans la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives dans le projet de loi.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.11.2008

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

22.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 22 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°120, page 1714

Droit successoral agricole

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Le présent projet de loi vise à apporter deux modifications ponctuelles aux dispositions légales en matière de droit successoral agricole. Ces modifications s'imposent suite à deux arrêts de la Cour constitutionnelle.

Le premier arrêt conclut à la contrariété à la Constitution d'une disposition de l'article 832-4 du Code civil en matière de partage successoral agricole et le second à l'inconstitutionnalité d'une disposition de l'article 10 de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):

22.01.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2009

Loi du 26 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°128, page 1768

Infrastructure ferroviaire

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Ce projet de loi permet la construction d'un pont métallique de type WARREN à quatre travées qui franchit un grand nombre de voies ferrées à proximité de la gare de Luxembourg. Sa portée est de 119 m. Ce pont remplacera le viaduc actuel, sur la rue d'Alsace qui donne sur un lotissement du quartier de Gasperich.

Le coût est estimé à 19,25 millions d'euros (au niveau de l'indice des prix à la construction valable au 1er avril 2008).

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

03.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.04.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1888

Benelux

5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration

signés à La Haye, le 17 juin 2008

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Traité qui révise le Traité instituant l'Union économique Benelux venant à échéance le 31 octobre 2010, ainsi que le Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux et la Déclaration.

Dans un souci de préserver l'acquis du Traité et afin de conférer une nouvelle dynamique à la coopération bénéluxienne, les Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois ont décidé d'amender le Traité instituant l'Union économique Benelux.

Le nouveau Traité remplit quatre objectifs essentiels: la préservation de l'acquis du Traité de 1958, la redynamisation du Benelux et la coopération entre les trois partenaires, la réaffirmation de la vocation européenne du Benelux et le renforcement de la dimension externe du Benelux.

Le Traité comporte huit parties, dont des dispositions fondamentales qui définissent les principes et les objectifs de l'Union, qui traitent des institutions de l'Union, de leur organisation ou encore des relations extérieures de l'Union. Les objectifs fondamentaux de l'Union Benelux, à savoir la coopération entre les signataires visant au développement continu de l'Union économique, au développement durable et à la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures. Ces objectifs sont mis en œuvre par le biais d'un programme de travail commun pluriannuel qui en définit les priorités.

Les institutions de l'Union Benelux sont le Comité des Ministres Benelux, le Conseil Benelux, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, la Cour de Justice Benelux et le Secrétariat général Benelux.

Le Protocole sur les privilèges et immunités définit les privilèges et immunités à accorder par le pays hôte à l'Union Benelux et qui correspondent aux privilèges et immunités diplomatiques usuels (inviolabilité des locaux, des archives et des communications, immunité juridictionnelle et fiscale).

La Déclaration jointe au Traité détaille les aspects organisationnels, à savoir le programme de travail commun, la présidence du Comité des Ministres, la représentation au Conseil, le coordonnateur national, l'accord de siège et le budget.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

30.03.2009 Désignation d'un rapporteur

20.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 4 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°139, page 1942

Soutien au développement rural

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Vers la fin de l'année 2008 un accord politique sur le «bilan de santé» de la politique agricole commune a été conclu par le Conseil des Ministres de l'Agriculture et de la Pêche.

Suite à la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole, il est par ailleurs proposé de modifier par le projet de loi sous rubrique les dispositions légales actuelles concernant le régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles.

Il est rappelé dans ce contexte que la réforme a introduit le paiement unique à la surface également pour les surfaces viticoles de la Moselle luxembourgeoise à partir de l'année 2010.

D'autres modifications ponctuelles s'imposent par l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique.

En résumé, le projet de loi poursuit un quadruple but:

- il adapte les instruments d'intervention publics en place en vue de la restructuration du secteur laitier;

- il améliore les conditions d'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs;

- il prévoit des modifications dans le domaine des aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles;

- il procède à certaines modifications ponctuelles de la législation en vigueur rendues nécessaires par l'introduction du statut unique.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Président: M. Marcel Oberweis):

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2009

Loi du 28 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°124, page 1752

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Mardi, 5 mai 2009

SÉANCE 47

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. François Bausch, M. Robert Mehlen*

4. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling
- *M. Aly Jaerling*

5. 6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Romain Schneider, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
1) l'article 832-4 du code civil;
2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Romain Schneider, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et aux quotas laitiers
- *Exposé: M. Robert Mehlen*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Henri Kox, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (à qui M. Robert Mehlen répond), M. Charles Goerens, M. Robert Mehlen*
- *Vote (motion modifiée rejetée)*

8. 5655 - Projet de loi sur les marchés publics
- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Jos Scheuer, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

9. 6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Camille Gira*
- *Vote sur la résolution de la Commission des Comptes (adoptée)*

10. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes
et
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes
- *Votes sur les résolutions (adoptées)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sitzung ass op.

Ech wëll den Här Minister Boden froen, ob d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen huet?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech wëll folgend Matdeelungen un d'Chamber maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe:

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 28.04.2009

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Dépôt: M. Alexandre Krieps, le 29.04.2009

6037 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 30.04.2009

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.04.2009

6039 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions du Code civil

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.05.2009

2. 6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 30. Abrëll 2009 huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi vum honorabelen Här Krieps, wat ech virdrun ernimmt hunn, iwwert den Droit de succession bei Koppelen ouni Kanner.

Schléisst d'Chamber sech der Propositioun vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Merci, Här Fayot. Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 30. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen - an ech géif lech bieden, gutt opzepassen, well et ass substanziell -:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt e Projet de loi, wat eng Ofännerung vum Agrargesetz ass; dann de Projet de loi iwwert den Travail agricole, de Rendement agricole an alles dat, wat mat där Problematik zesummenhänkt, déi substanziell ass; an de Projet de loi iwwert d'Marchés publics. A schlussendlech diskutéiere mer haut och nach d'Chamberskonte vum Joer 2007.

Da fänke mer muer de Moien um néng Auer u mat engem Projet de loi iwwert d'Nationallotterie, duerno en Ofkommes mat Indien iwwert d'Duebelbesteierung, an dann d'Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi proposéiert d'Presidentekonferenz fir d'éischt e Projet de loi iwwert d'Iwwerwaachung an d'Infiltratiouun duerch d'Police; dann e Projet de loi iwwert d'Assistance judiciaire vu Mannerjähregen. Den nächste Punkt ass e Projet iwwert den Harcèlement obsessionnel; duerno de Projet de loi 5156A souwéi d'Proposition de loi 4839 iwwert den Droit des victimes d'infractions pénales; duerno de Projet de loi, wat eng Direktiv ass, iwwert d'Comptes annuels de certaines formes de sociétés; duerno eng Ëmsetzung vun Direktiven am Beräich vun de Sociétés commerciales; e Projet iwwert d'Navigation aérienne; dann e Projet de loi iwwert d'Chauffeurs professionnels; e Projet de loi iwwer Alkohol an Drogen hannert dem Steier. Den zéngte Punkt ass e Projet de loi iwwert de Bau vun enger Bréck bei Gaasperech. An als leschte Punkt muer hu mer de Projet de loi, wat d'Schafe vun enger Administration de la nature et des forêts betrëfft.

En Donneschdeg de Moien, ebenfalls moies um néng Auer, de Projet de loi iwwert d'Stréibommen; e Projet de loi iwwert den Traité Benelux; duerno de Projet de loi iwwert d'Aide sociale, gefollegt vum Projet iwwert de Bau vun engem Centre intégré pour personnes âgées zu Belval.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi: d'Kläranlag an de Museldgemengen; duerno d'Fusioun vun de Gemenge Klierf, Hengescht a Munzen; de Projet de loi iwwert de Centre de rétention; iwwert de Brevet de technicien supérieur; an e Projet de loi iwwert d'Unerkennung vu professionelle Qualifikatiounen. Als sechste Punkt hu mer den Institut national des langues. Punkt siwen: de Projet de loi, eng Direktiv iwwert d'Propriété intellectuelle. Den aachte Punkt: den Ännerungsvirschlag 5864 vun eisem Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi; dann den Ännerungsvirschlag vun eisem Chambersreglement iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent der Chamber an der Regierung an der Europapolitik; a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Schoulcampus zu Miersch.

Ech wollt Iech drop opmierksam maachen, dass et e puer Ännerunge goufen tëschent dem Ordre du jour, wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, an deem, wéi ech en elo virgedroen hunn, an déi Iech och schréftlech zoukomme gelooss gi sinn. De Projet de loi iwwert de Compte général vum Exercice 2007 huet misse vum Ordre du jour geholl ginn, well de Rapport nach net fäerdeg ass. De Projet de loi, déi Direktiv iwwert d'Comptes annuels vu verschiddene Sociétéiten, huet nach missen evakuéiert ginn. En ass also esou nach derbäikomm. An et goufen nach eng Rei vun Agencementer, wat d'Reiefolleg vun de Projeten ubelaangt.

Et läit eng Demande vir fir eng Ännerung vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. D'Madame Flesch huet mech drop opmierksam gemaach, dass d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2006 nach misst zum Vote bruecht ginn. Mir géifen dat direkt no de Chamberskonten op den Ordre du jour vun haut de Mëtteg setzen.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungsvirschléi averstanen?

Den honorabelen Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, meng Fraktioun huet selbstverständlech näischt géint alles dat, wat elo schonn an där laanger Lëscht vun Iech virgelies ginn ass. Mir géife just wëllen nach eppes derbäi proposéieren, wann net eppes an deenen nächsten Deeg geschitt, fir dat ze évitéieren: an zwar d'Beäntwerte vu Question-parlementairen.

Meng Fraktioun huet nach eng ganz Serie vu Question-parlementairen, déi ausstinn. Dovu sinn der dräi vum Mount Januar, dat heescht, véier bis fënnef Méint hier, zwou vum Mount Februar, véier vum Mount Mäerz an nach eng Kéier dräi vum Mount Abrëll, wou den Délai och entre-temps scho virun engem Mount ofgelaf ass.

Ech géif Iech wierklech bieden, Här President, bei der Regierung ze intervenéieren, datt all déi Froen do bis d'nächst Woch en Dënschdeg beäntwert ginn. Ansonsten, meng Fraktioun wäert vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir an der leschter Woch soss déi - wivill sinn et der insgesamt? - véier, sechs, zéng, 13 Question-parlementairen hei op den Ordre du jour ze setzen. Dann hätte mer gär déi 13 hei um Ordre du jour vun de Regierungsmembere beäntwert.

Also wéi gesot, dat wär vu menger Fraktioun aus en Appel un Iech, Här President. Ech ginn dervun aus, datt meng Fraktioun net déi eenzeg an deem Fall ass, an datt wahrscheinlech souguer all d'Fraktiounen an dësem Parlament betraff sinn. Duerfir, d'Regierung soll wann ech gelift net nëmmen hir wuelgemengte Pressekonferenzen ofhalen am Moment, déi der elo dräi den Dag entretemps sinn, mä och op eis Froen äntwerten.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Ech wäert selbstverständlech bei der Regierung intervenéieren, dass dat esou geschitt. De toute façon hu mer vun der Verwaltung aus e Bréif preparéiert un d'Regierung, dass all d'Question-parlementairen, déi gestallt gi sinn an dëser Legislatur, fir den Dag, wou dës Chamber opgeléist gëtt, vun der Regierung beäntwert musse sinn. De Respekt vun der Regierung par rapport zum Parlament gebitt dat.

Ech denken, dass de Gros vun deene Froen, déi Der elo alleguerten opgezielt hutt, fir d'nächst Woch beäntwert sinn. Et muss ee gesinn, wéi eng Problemer sech stellen. Et sinn och verschidde Froen, wou d'Délaien un d'Regierung verlängert gi waren. Mä en tout cas halen ech drop, dass d'Regierung déi Froen alleguerte beäntwert, déi vun den Deputéierte gestallt gi sinn, ier mer hei auserneeginn.

(Interruption)

Jo? Den Här Mehlen huet d'Wuert, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech hat d'lescht Woch eng Motioun hei erabruecht, déi nëmme meng Ënnerschréft hat. Ech hat gesot, ech géif se oploosse fir anerer, déi dat eventuell wéilte mat droen. Dat ass indépendamment vun deenen zwee Projeten, déi mer de Mëtteg diskutéieren. Dir hat zwar gemengt, et wär eng gutt Geleeënheet, fir dat da bei där Geleeënheet matzehuelen.

Duerfir ass meng Demande, deemno wéi d'Situatioun ass, datt een dat dann och nach géif op den Ordre du jour geholl kréien.

M. le Président.- Här Mehlen, ech kucke mer dat nach eng Kéier un. Mä ech denken, dass dat ze maachen ass.

Den Här Jaerling kritt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

4. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. D'lescht Woch hu mer e Gesetz hei gestëmmt, fir d'mëttelstänneg Betriber an dëse Krisenzäiten ze ënnerstëtzen. Elo ass et awer a Kontradiktioun zu deem Gesetz, a wat mer elo scho bal zwee Méint wëssen, datt d'Regierung geplangt huet am Fong déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofliichten ze loossen an dann déi deene professionelle Fotografen ewechzehuelen, wat eng ganz Rei vu Fotostudioen an d'Précaritéit bréngt a wat och eng ganz Rei Aarbechtsplazen a Gefor bréngt. Et wäerten der esou ëm déi honnert sinn.

An ech mengen, all Member vun der Chamber heibannen huet Bréiwer kritt vun deene Leit, déi Angscht hunn, dass se am Hierscht, wann dat doten elo wierklech a Kraaft trëtt, keng Aarbecht méi hunn. Dofir wëll ech an deem Sënn hei eng Motioun deponéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, déi Décisioun, déi se do geholl huet, fir déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofliichten ze loossen, zréckzezéien an de professionelle Fotografen déi Aufgab ze iwerloossen.

Motion

D'Volleksvertriederkummer

- huet mam Gesetz 5975, dat den 30.4.2009 gestëmmt gouf, Méiglechkeete geschafen, fir de Mëttelstand an dëse schwéiere Krisenzäiten ze ënnerstëtzen;

- fënnt et dofir onverständlech, datt d'Regierung a Kontradiktioun zu deem Gesetz décidéiert huet, de Gemengen d'Ofliichte vu biometresche Passbiller ze iwwerdroen;

- gesäit an dëser Mesure eng Prekariséierung vun de professionelle Fotostudioen a Fotografen an hire Mataarbechter;

- ass sech bewosst, datt d'Fotostudioe vill investéiert hunn, fir kënnen dem Besoin vum biometreschen Ofliichte vu Passbiller gerecht ze ginn;

- ass informéiert, datt d'Ofliichte vu Passbiller eng substanziell Recette fir Fotostudioen duerstellt;

- stellt zudeem och fest, datt dem Stat an dëse finanziell prekären Zäiten zousätzlech finanziell Laaschten operluecht ginn, fir Apparaten unzeschafen, fir biometresch Passbiller ofzeliichten;

- fënnt et dofir méi opportun, datt de Fotostudioen an hire Fotografen, déi d'Ofliichte vu Passbiller bis elo op eng professionell Aart a Weis bewierkstellegt hunn, dës Missioun soll erhale bleiwen;

fuerdert d'Regierung op,

- hir Décisioun, de Gemengen d'Aufgab vum Ofliichte vu biometresche Passbiller ze iwwerdroen, ze annulléieren an de professionelle Fotostudioen an de Fotografen dës Aufgab ze iwwerloossen.

(s.) Aly Jaerling, Claude Adam, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Conférence des Présidents schwätzt sech iwwert déi Motioun hei aus, an da kënnt déi wahrscheinlech d'nächst Woch op den Ordre du jour.

Ech géif proposéieren, déi Motioun, déi den Här Mehlen déposéiert hat iwwer eng Politik vu Stabilisatioun am Méllechsecteur, dass mer déi géifen huelen haut de Mëtteg no der Debatt vun deenen zwee Agrarprojeten, déi mer hei hunn. Den Här Minister kritt déi Motioun nach eng Kéier. Ech denken, dass Der se hutt. An dann, wann Der domat d'accord sidd, huele mer déi no der Debatt iwwert déi zwee Projeten, déi mer elo hunn.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6002, wat eng Ofännerung vum Agrargesetz ass. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Oberweis. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Goerens, den Här Schneider an den Här Kox. Den Här Marcel Oberweis huet elo d'Wuert.

5. 6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris sti permanent am Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen. Och wann d'Suerg ëm d'Erhalung vun den Aarbechtsplazen eis ëmdreift, esou dierfe mir net de Primärsecteur aus eiser Wirtschaft - d'Landwirtschaft - vergiessen. Si gëtt vun der Wirtschaftskris staark gebeidelt a si leit doriwwer eraus nach ëmmer ënnert den Auswierkunge vun den héijen Äerduelechpräisser aus dem Joer 2008. An de leschte Wochen hunn d'Baueren op hir grave Situatioun higewisen. Si, déi Brout, Fleesch a Méllech liwweren.

Dee virleiende Gesetzestext ass ee vun deene Gesetzesprojeten, déi an der Rumm vun der Lutte géint d'Wirtschaftskris op den Instanzewee geschéckt si ginn. Dierf ech am Zesummenhang mat dësem Gesetzesprojet drun erënneren, dass d'Europäesch Kommissioun den 20. November 2007 eng Propositioun ënnerbreet huet, mat där den „health check" verbessert sollt ginn?

Den 20. Mee 2008 sinn d'Modalitéiten an d'Verbesserungen dem Agrarconseil virgeluecht ginn, déi am Agrarconseil um Enn vum leschte Joer zréckbehale goufen. Mat dësem Accord gëtt erlaabt, déi finanziell Hëllefe fir d'Entwécklung vum ländleche Raum ze verstäerken. Niewent dem Méllechsecteur sollen am Speziellen d'Hëllefen un déi jonk Baueren erhéicht ginn.

Dierf ech drop hiweisen, dass no den Ënnerlage vun Eurostat d'lëtzebuergesch Landwirtschaft e Réckgank vum Duerchschnëttsakommes vun 12,5% am leschte Joer erlidden huet? De Réckgank louch am Duerchschnëtt an Europa bei 3,5%.

De virleiende Gesetzesprojet ass den 10. Mäerz dëst Joer hei an der Chamber vun dem Landwirtschaftsministère déposéiert ginn. Schonn de 26. Mäerz ass an der zoustänneger Kommissioun eng éischt Lecture vum Text gemaach ginn, an ech sinn zum Rapporteur genannt ginn. De Statsrot huet säin Avis den 28. Abrëll erageréecht, deen an der Sitzung vum 30. Abrëll och analyséiert ginn ass. An de Rapport gouf dunn och ugeholl.

De Gesetzesprojet verfollegt véier Voleten: Éischtens, mir ginn eis déi öffentlech Interventiounsinstrumenter, fir de Méllechsecteur ze stäipen; de jonke Bauere wëlle mir entgéintkommen andeem mir d'Konditioune bei de finanziellen Hëllefe fir d'Installatioun vun hiren Häff verbesseren; och sollen déi Hëllefe bei der Rekonversioun vun de Wéngerte modifizéiert ginn; an da sollen nach verschidde Modifikatiounen duerch d'Aféierung vun dem Statut unique virgeholl ginn.

An hirem Avis huet d'Chambre d'Agriculture besonnesch op d'Problematik vun de Méllechquoten higewisen. Well déi bis zum Joer 2015 ofgeschaaft musse sinn, solle mir haut schonn driwwer nodenken, eise Baueren déi néideg finanziell Hëllefen ze ginn, fir sech op deen Challenge virzebereeden.

A sengem Avis huet sech de Statsrot och mat de Méllechquote beschäftegt. En huet drop higewisen, dass et grad déi Bauerebetriber sinn, déi sech der Méllechproduktioun verschriwwen hunn, déi ganz besonnesch leiden ënnert dëser Problematik. Hie recommandéiert duerfir, alles an d'Wee ze leeden, fir eisem Land eng performant Landwirtschaft ze erhalen. Et muss aliichten, dass mir eis fir eng méi effikass a konsequent Förderung vun den Agrarprodukter hei aus dem Land an aus der Groussregioun asetze mussen. Mä do musse mir och d'Konsumente mat invitéieren.

Ech wëll elo vläicht an e puer Wierder op déi wichtegst Artikele vum Gesetzesprojet agoen.

Den Artikel 1 behandelt d'Auswierkunge vun dem Statut unique an der Landwirtschaft, well d'Krankekeess an d'Pensiounskeess aus der Landwirtschaft sinn an déi nei Gesondheetskeess respektiv an déi nei national Pensiounskeess integréiert ginn. Déi gëlteg Kritäre bis dato vun der Affiliatioun sinn net méi applikabel.

A well een an der Landwirtschaft tëschent dem Agriculteur à titre principal an dem Agriculteur à titre accessoire ënnerscheet, ass festgehale ginn, dass déi Aarbechtszäit, déi een ausser der normaler Bauerenaarbecht verbréngt, 20 Stonne pro Woch net iwwerschreiden dierf. Dës Zäit dierf op alle Fall net d'Halschent vun der effektiver Aarbechtszäit vun dem Exploitant iwwerschreiden. De Statsrot huet et net esou gesinn, mä d'Chamberskommissioun ass awer bei dem virleiende Gesetzestext bliwwen.

Den Artikel 2 gesäit vir, dass d'Exklusioun vun den Hëllefe fir eng méi héich Méllechproduktioun, déi iwwert dem Seuil vun den accordéierte Méllechquote louch an déi an dem Artikel 3 vun dem Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008 ausgeschloss goufen, net méi ze justifiéiere sinn. Dat ass an der Suite vun dem Agrarconseil vun dem 18. bis 20. November d'lescht Joer, an deem festgehale gouf, dass eben d'Méllechquote bis 2015 auslafe sollen. All EU-Memberstat soll elo Mesuren ergräifen, fir de ländleche Raum nach méi ze développéieren.

Den Artikel 4 ass ganz sympathesch, well hie sech mat deene jonke Bauere beschäftegt. D'Plaffonge vun den Hëllefe bei der Installatioun gi vun aktuell 55.000 Euro op 70.000 Euro eropgehuewen. Des Weidere gëtt och d'Prime d'installation vu 25.000 op 30.000 Euro erhéicht.

Well et och an der Landwirtschaft net ouni eng gutt éischt Ausbildung, op déi eng permanent Weiderbildung grefféiert gëtt, geet, läit et op der Hand, dass all déi, déi sech weiderbilden, och belount musse ginn. D'Prime de formation agricole gëtt duerfir vu 5.000 Euro bis op 10.000 Euro eropgehuewen. Esou kann e jonke Bauer mat deem Diplom vun dem Technicien agricole 7.500 Euro kréien; deejéinegen awer, deen de Meeschterbréif virweise kann, souguer 10.000 Euro. Och de Plaffong vun den Zënsbonificatiounen am Zesummenhang mat Investitiounen um Bauerenhaff gëtt vu 25.000 Euro op 30.000 Euro eropgesat.

Den Artikel 5 weist drop hin, dass am Artikel 10 vun dem momentanen Agrargesetz d'Prime d'installation pro Exploitatioun op 15.000 Euro fixéiert gëtt. Domat kann ee soen: De Plaffong vun allen zousätzlechen Hëllefe kann deemno fir e jonke Bauer bei der éischter Installatioun bis zu 70.000 Euro bedroen.

Den Artikel 7 traitéiert de Wäibau an d'Wéngerten, an dat an der Suite vun der neier Wäimaartorganisatioun. Bei der Restrukturéierung oder der Rekonversioun vun de Wéngerte kann eng finanziell Hëllef vu maximal 12.000 Euro pro Hektar ausbezuelt ginn.

Am Artikel 9 gëtt drop higewisen, dass den 1. Januar vun dësem Joer als Stéchdatum fir d'Ausbezuele vun den Hëllefen zréckbehale ginn ass. Dat fir d'Landwirtschaft an och fir de Wäibau. An der Chamberskommissioun ass och matgedeelt ginn, dass keng Demande aus der Landwirtschaft an aus dem Wäibau aus de Joren 2007 an 2008 virun dem 1. Januar dëst Joer ënnerschriwwe ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, Madame Statssekretärin, no dësen Ausféierungen zum virleiende Gesetzesprojet gëtt kloer, dass mir och dem liewenswichtege Primärsecteur - eiser Landwirtschaft - eng Rei vu finanziellen Hëllefen zougestoe mussen. Doduerch maache mir eis Betriber fit, performant, effikass, konkurrenzfäeg an à la longue och iwwerliewensfäeg. Nëmme wann hei dynamesch Mënsche schaffen, da kann de Bauerestand eng Zukunft hunn.

Et muss dem Verbraucher awer erkläert ginn, dass dës Hëllefen dem Bauer et erlaben, nei a modern Infrastrukturen opzebauen, fir esou déi héich Qualitéit vu senge Produkter ze garantéieren. Et sinn déi Produkter, déi de Verbraucher gären a sengem Glas oder op sengem Teller gesäit.

Als leschte Punkt wëll ech och dann d'Roll vun de Landwirten ervirhiewen, well duerch de Fläiss an d'Fachwësse vun eise Baueren erhale si déi schéin a gewuesse Landschaften an doriwwer eraus och eis Biodiversitéit.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung gëtt, bréngen ech schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt just d'Wuert ergräife fir den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn. Ech wëll soen, datt déi puer Verbesserungen, déi den Här Oberweis elo hei exposéiert huet, a mat deene mir och d'accord sinn, doudsécher ze begréisse sinn. Si wäerten awer net duergoen, fir déi schwiereg Zäit, an där d'Landwirtschaft elo dran ass, a fir all déi Problemer ze léisen. Si kënne se héchstens atténuéieren.

Compte tenu dovunner, wollt ech nach eng Kéier betounen, datt mir dat do matgedroen hunn, esou wéi mer dat och an der Kommissiounssitzung zum Ausdrock bruecht hunn.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi, deen exzellent virgestallt gouf vum Marcel Oberweis, souwuel schréftlech wéi och mëndlech, ass op den Objet vun dësem Gesetz agaang, dee sech résuméiere léisst, wéi de Marcel Oberweis et richteg erkläert huet, a véier Punkten.

Den éischte Punkt, d'Interventiounsméiglechkeeten an der Méllechproduktioun. Den zweeten, d'Bäihëllefe fir d'Jongbaueren. Deen drëtten, d'Bäihëllefen am Wäibau. An dee véierten, d'Modifikatioun am Bezuch op de Statut unique, wéi mer dat bei enger Rei vu Projets de loi an der leschter Zäit haten.

De Marcel Oberweis ass drop agaangen an deenen eenzelne Remarquen, duerfir géif ech mech drop beschränken, fir déi eenzel Mesuren eng Kéier kuerz ze beliichten a selbstverständlech drop anzegoen, datt dëse Projet de loi sech och areit, wéi et richteg gesot gouf, an déi ganz Mesures anticrise, déi de Moment an eiser Wirtschaftskris dobaussen ze behandele sinn, a wou et wichteg ass, datt mer och an dësem Sektor, am Sektor vun der Landwirtschaft an am Sektor vum Bauer déi richteg Mesurë geholl hunn, fir se elo grad ze ënnerstëtzen.

Et gouf grad nach gesot, datt virun allem d'Landwirtschaft de Moment net gutt drun ass, an datt ee ganz dacks dorëmmer héiert, wann een dobaussen ass, mat de Bauere schwätzt, datt et effektiv néideg ass, datt Bäihëllefe kommen. Esou wéi dat jo bis elo och ëmmer de Fall war, an esou wéi mer jo 2008 am neien Agrargesetz eng Rei vu Punkte virgesinn haten, an dës Punkten... Am Prinzip complémentéiert dëse Projet de loi dëst Agrargesetz.

D'Landwirtschaft ass, an ech mengen, däers si mer eis all bewosst, ee wichtege Bestanddeel vun eiser Vollekswirtschaft. Si ass de Garant fir eng gutt Produktioun vu gesonden an héichwäertegen Nahrungsmëttelen hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun. Duerfir sinn esou Aktiounen, déi gestart goufen an där leschter Zäit, wéi zum Beispill „Esou schmaacht Lëtzebuerg", och ganz gutt. Mir mussen awer oppassen, datt mer op där anerer Säit och Produzente fannen, déi dës héichwäerteg Produkter produzéieren.

Dat fanne mer de Moment an der Landwirtschaft. Mä mir gesinn awer och dobäi, datt ëmmer méi Betriber ewechstierwen, datt ëmmer méi Betriber net méi iwwerholl ginn, an duerfir och d'Zuel vun de Betriber an deene leschte Joren zréckgaangen ass. Duerfir sinn och de Mëtteg déi Bäihëllefen, déi mer maachen, net eng Drëps op e waarme Steen, mä et sinn effektiv konkret Primen, virun allem fir d'Jongbaueren, fir den Nowuess, deen heimat ka gestäerkt ginn.

D'Baueren, mengen ech wësse mer awer, mussen, an dat ass bedéngt, datt an dëser Zäit virun allem ganz vill muss investéiert ginn engersäits an Infrastrukturen, awer och a Maschinnen. Wat virun allem awer och d'Aarbecht net erliichtert, dat sinn déi eenzel Genehmegungsprozeduren, déi ëmmer méi schwéierfälleg ginn. Hei musse mer kucken - a mir si jo och amgaangen an der Regierung Léisungen ze fannen -, datt déi Genehmegunge méi einfach kënne goen.

Ech géif mengen, datt een och an dësem Sektor d'Propos ka maachen, datt mer virun allem de Bauer mussen entlaaschte vun där ganzer Bürokratie, an och hei Guichet-uniquen an deenen eenzelne Regioune schafen, wou séier op enger Plaz d'Informatiounen, d'Berodung un de Bauer, un de Produzent kann eriwwerkommen.

De Beruff Bauer, mengen ech, verlaangt hautdësdags vill. E verlaangt net nëmmen ee physeschen Asaz, e verlaangt net nëmmen handwierklech Tätegkeet, mä e verlaangt virun allem och e groussen Know-how, deen och an der Bürosaarbecht virugeet. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer och hei op eng gutt Schoul, an dësem Fall d'Ackerbauschoul zu Ettelbréck, kënnen zréckgräifen, déi d'Leit, déi d'Jongbauere virun allem exzellent ausbilt an, mengen ech, och mat der Zäit matgaangen ass fir nei Beruffer auszebilden, fir se nei op de Beruff an op d'Défien hautdësdags virzebereeden.

Generell ass et awer och un eis alleguer dobaussen ze notzen, datt d'Mentalitéit vun der Bevölkerung changéiert, datt mer effektiv vill méi op d'Produkter vun heiheem setzen, datt mer de Renouveau vun de Produkter aus eisem Land an de Vierdergrond stellen. Duerfir d'Sensibiliséierung mat der Aktioun, déi ech genannt hunn, mä och d'Sensibiliséierung an de Gemengen, an doduerch verbonnen an de Schoulen, an de Kantinen, datt mer effektiv do Produkter aus eiser Regioun benotzen. An och d'Iddi vun der Biolandwirtschaft virundreiwen. Och hei kann eng Nischepolitik entstoen.

Esou wéi mer och mussen Iwwerleeunge maachen, fir nei Recetten ze kreéieren, dat virun allem duerch d'erneierbar Energien, an doduerch och Diversifizéierungsméiglechkeete fir eis Bauere kënne schafen. Op där anerer Säit awer och d'Dépensë probéieren ze senken. An hei, mengen ech, virun allem beim Waassergesetz hu mer driwwer geschwat, datt ee soll de Waasserpräis, virun allem fir d'Baueren, adaptéieren an an enger gemoossener Rumm soll loossen.

E puer Wierder nach zu de Mëllechquoten, déi hei ugeschwat goufen. Ech menge mir wëssen, datt d'Bauere selbstverständlech, a virun allem d'Mëllechproduzenten, beonrouegt sinn iwwert d'Präisser, déi de Moment um Marché sinn, déi de Moment esou ëm déi 25 Cents leien, wou ëmmer geschwat gouf, datt 40 Cents käschtendeckend kënnte sinn. Och hei gouf opgrond vun dësem Projet de loi, selbstverständlech op europäeschem Niveau, probéiert Efforten ze maachen.

Mir gesinn awer, datt d'Betriber, d'Mëllechbaueren zréckginn, datt se an den Zuelen och virun allem zréckginn, an datt d'Iwwerliewe vun hinne wierklech eng Fro duerstellt, wou se sech ganz vill Gedanken de Moment doriwwer maachen. Mir wëssen awer, datt ganz kloer europawäit Léisungen hei musse geholl ginn. An duerfir musse mer och viru kucken, um europäeschen Niveau déi richteg Positiounen anzehuelen an och déi richteg Léisungen ze fannen.

Selbstverständlech gëtt et hei kuerzfristeg a mëttelfristeg Léisungen. Kuerzfristeg, mengen ech, ass et wichteg, datt een de Bierg vu Mëllech, deen de Moment do besteet, probéiert ofzebauen. Awer mëttelfristeg heescht et, datt ee muss kucke Léisungen ze fannen, wou effektiv och flexibel Quoten erëm kënnte spillen. Ech weess, datt dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg kann décidéiert ginn, datt mer um europäeschen Niveau musse Léisunge fannen. Mä wa mer gesinn, datt och Länner wéi Däitschland, wéi Frankräich grouss Problemer heimat hunn, misst ee kucken an Zukunft och Alliéierter ze fannen, fir och vläicht op dëse Piste kënne virunzeschaffen.

Zum Schluss géif ech soen, datt dëse Projet de loi wichteg nei Wäerter fir eis Landwirtschaft duerstellt. Virun allem ass d'Landwirtschaft de Garant fir gutt an héichwäerteg Produkter hei zu Lëtzebuerg. Si ass derniewent awer och de Garant fir en nohaltegen Naturschutz, wou mer kënne stolz drop sinn, datt mer Leit um Terrain hunn, déi deen och an der Praxis kënnen uwenden.

Ech soen Iech an deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren, an ech géif och de Sukkurs vun eiser Fraktioun hei ginn an och mäi perséinlechen, an duerfir géife mer dëse Projet de loi och ganz gäre stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den honorabelen Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll et dann e bëssche méi kuerz maachen. Ech wollt dem Rapporteur awer nach Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Och mir ënnerstëtzen hei déi Instrumenter, zweifelen awer, wéi den Här Goerens dat richteg gesot huet virdrun, ob dat heiten déi richteg Instrumenter sinn, fir d'Landwirtschaft aus der Kris ze féieren. Ech denken, dat heite geet bäi Wäitem net duer, fir an eisen Aen, aus eiser Siicht eng nohalteg an zukunftsfäeg Landwirtschaft opzebauen.

Ech ginn awer trotzdeem mäin Accord mat fir dëst Gesetz.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Landwirtschaftsminister... Ah, pardon, entschëllegt, Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech war ugemellt, wollt ech just hei soen.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut eng Ofännerung vum aktuellen Agrargesetz, eng Partie Verbesserungen. Wéi gesot, ech wëll och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soe fir dat, wat hien hei un Erklärungen ofginn huet. Ech wëll awer gläichzäiteg mäi fundamentalen Désaccord hei zum Ausdrock bréngen iwwert déi Approche, déi an deem Ganzen draläit.

Soulaang wéi ech mech zréckerënnere kann, gëtt iwwer Restrukturatioun, iwwer Verbesserung vun der Rentabilitéit, iwwer Verstäerkung vun der Konkurrenzfäegkeet vun der Landwirtschaft hei am Land geschwat. Dat hei geet jo och an déiselwecht Richtung, wann een de Mëllechsektor zum Beispill kuckt, wou da solle méi héich Investissementer méiglech sinn, iwwert dat eraus, wat d'Mëllechquot am Prinzip autoriséiert, fir op d'Zukunft virzebereeden.

Wann een déi ganz Entwécklung an der Vergaangenheet verfollegt: Natierlech hu mer haut, mat deenen Agrargesetzer vun der Vergaangenheet, eng Landwirtschaft, déi relativ modern ass, déi funktionell ass, déi och mat engem héije Produktivitéitsgrad produzéiert. An trotzdeem muss ee feststellen, datt mer an engem Däiwelskrees dra sinn, datt dee Gesundschrumpfungsprozess, dee sengerzäit vum EU-Kommissär Mansholt dekretéiert gi war, zu engem Iwwerschrumpfungsprozess féiert, an deem Mooss, datt een haut wierklech muss fäerten, datt mer herno net méi Bauerebetriber genuch hunn, fir d'Land flächendeckend kënnen ze bewirtschaften. Dat ass eng onglécklech Entwécklung.

Ech hunn eng Kéier e Fachvirtrag héieren, wou ee gesot huet: Kuckt emol, wéi mer ugefaangen hu mat där Agrarpolitik, dunn hat en Duerchschnëttsbetrib zéng Kéi. Du sinn déi modern Maschinne komm, du ass gesot ginn: „Jo, mat zéng Kéi ka jo kee méi iwwerliewen. Jiddweree misst der op d'mannst 20 hunn." Do huet all Mënsch gesot: „Dat ass richteg. Mat zéng Kéi, dat geet net méi duer." Wéi mer dunn d'Betriber bis op deem Niveau haten, dunn huet et geheescht: „Jo, wat sinn 20 Kéi schonn? Et mussen der 40 sinn." Dunn ass dann deen nächste Schrëtt komm. Wéi de Standard 40 bis erreecht war, du war dat erëm näischt, dunn hunn et der missen 80 sinn. Elo si mer bei e puer honnert. Et freet ee sech, wou dat soll ophéieren.

Et ass eng grondsätzlech Fro vu Philosophie, vun Agrarpolitik, ob mer nach Betriber wëllen, déi op Basis vu Familljebetriber funktionéieren, quitte, datt mer haut schonn op Hëllefskräften ugewise si respektiv datt villes iwwert de Maschinenring, Gott sei Dank, ofgeweckelt gëtt. Mä et stellt ee fest, datt an de Betriber ëmmer méi Murks entsteet, datt vill, souguer gutt situéiert Betriber, déi och an der Struktur gutt sinn, haut kee Successeur méi fannen, well déi jonk Leit net méi bereet sinn, dee Murks do matzemaachen.

Ech mengen, do muss een ufänken, fundamental d'Approche an d'Ausriichtung vun der europäescher Agrarpolitik a Fro ze stellen. Et ass eng Diskussioun, déi besonnesch an dësem Moment, wou mer gesinn, datt eng Partie Mäert total um Buedem leien, a wou ganz vill Bauerebetriber ëm hir Existenz fäerten, wann net geschwënn eppes geschitt, wierklech seriö muss driwwer nogeduecht ginn. Ech mengen, Här Oberweis, ech géif Iech gutt genuch kennen, datt mer eis op deem Terrain géifen erëmfannen, datt mer net sollen d'Liberaliséierung à outrance dreiwen.

Ech ginn e Beispill wat d'Mëllechproduktioun ubelaangt: Ass et net verréckt, datt mer mat Hëllef vun Importsoja - wou an Drëtt-Welt-Länner deelweis d'Natur zuschane gemaach gëtt, fir nach méi Soja ze produzéieren - hei Mëllech produzéieren, 20% méi Mëllech produzéieren an der EU wéi mer der brauchen, dann erëm mat Steiergelder probéieren déi Mëllech iergendwéi um Weltmaart ofzesetzen, dann erëm an der Drëtter Welt mat deem Surplus Misär uriichten?

Duerfir wëll ech hei am Numm vu menger Partei soen, datt mir eng ganz aner Opfaassung vun Agrarpolitik hunn, datt mer absolut der Meenung sinn, datt ee misst - an dat ass och de Géigestand vun där Motioun, wou ech hoffen, datt mer kënnen e Wuert driwwer verléieren -, datt ee wierklech muss op eng Steierung erauskommen, an datt och de Bauereberuff fir déi jonk Leit, déi an hire Betriber sinn, iergendwéi awer nach muss och vun der mënschlecher Säit, vun der Säit vun der Aarbechtsbelaaschtung hier erträglech bleiwen.

Dat Zweet ass, datt fir déi jonk Baueren d'Primen erhéicht ginn, wa se de Betrib iwwerhuelen. Grondsätzlech ass dat eng gutt Saach. Ech mengen, mir freeën eis ëmmer dann, wann ee jonke Mënsch am Betrib weiderfiert oder wann en an en anere Betrib erageet, fir dee weiderzefféieren. De Rapporteur huet gesot, wéi, a wat fir engem Mooss de Plaffong ugehuewe gëtt. Dat ass eppes, wat ee vum Grondsaz hier ka begréissen, mä do stécht och déiselwecht Approche dran.

Ech muss éierlech soen, mech huet et iwwer all déi Jore gestéiert, datt mer an der Politik probéiert hunn, mat alle Mëttelen déi jonk Leit ze lackelen, fir dach an d'Betriber eranzegoen. Well et ass och eng Politik vu lackelen, vun een dozou ze bréngen, fir dee Beruff ze ergräifen, och wann en da vläicht net gradesou dovun iwwerzeegt ass.

Et ass e Köder, deen déi jonk Leit, well meeschtens mam Generatiounswiessel vill investéiert gëtt, an d'Verschëldung erandreift. A mer wëssen, wéi et ass: Wann ee bis eng Kéier do drastécht, dann hänkt ee fir de Rescht vu sengem Liewen dran, dann ass ee forcéiert weiderzemaachen, och wann een iergendwann eng Kéier fënnt, datt dat net dat Richtegt war.

Duerfir géif ech et och méi richteg fannen, mir hätten eng Agrarpolitik, déi eis Betriber dauerhaft an eng Situation de revenu géif setzen, datt se sech normal kéinte finanzéieren an normal kéinte fonctionnéieren, an net esou, wierklech op Däiwel komm eraus, op all méiglech Zorte vun Hëllefen ugewise wieren.

D'Situatioun ass awer aktuell leider esou an der europäescher Communautéit, wéi se ass. Ech sinn awer trotzdeem der Meenung, datt Lëtzebuerg säi Standpunkt soll däitlech maachen a mat aller Konsequenz vertrieden. Op jidde Fall vum Grondsaz hier kënne mir déi Agrarpolitik net matdroen. Well d'Situatioun awer ass, wéi se ass, wäerte mer dëse Projet matstëmmen.

En allerlescht Wuert, Här President. Hei sinn eng Partie Ännerungen am bestehenden Agrargesetz. Mäi Wonsch wier, wann dat zur Publikatioun kënnt, well mam Text vum Gesetz selwer ka keen eppes ufänken, datt d'Regierung soll derfir suergen, datt en neien Texte coordonné vum gesamten Agrargesetz do hannendru mat am Mémorial géif publizéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt emol Merci all deenen, déi hei un dësem Projet matgeschafft hunn, déi en approuvéiert hunn, an och hei dem Rapporteur.

Ech mengen, et ass jo eng Eestëmmegkeet iwwert déi Moossnamen, déi an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn. Ech wëll och soen, datt dat hei eng Verbesserung ass vum aktuellen, vum bestehenden Agrargesetz. Dat bestehend Agrargesetz - ech mengen, domat ass och jiddwereen d'accord - setzt e ganz favorabele Kader, fir datt d'Bauere kënnen déi nei Erausfuerderungen, déi op se zoukommen, beschtens meeschteren.

Ech muss och soen, datt mer feststellen, datt d'Baueren nach un d'Zukunft gleewen. Et si ganz vill Investitioune getätegt ginn. Mir hunn iwwer 1.410 Demandë fir Investitioune schonn approuvéiert. Dat mécht eng Bäihëllef vu ronn 35,6 Milliounen Euro, déi also an deenen zwee Joer elo approuvéiert gi sinn. Et gesäit een also, datt se weider investéieren. Mir wëllen dat och encouragéieren, an dëse Projet soll och dozou bäidroen.

Mir wëssen natierlech, datt d'Wirtschaftskris och bei der Landwirtschaft ukomm ass, datt se Auswierkungen huet op d'Landwirtschaft, dat ass jo hei ënnerstrach ginn, besonnesch op d'Präisser am Mëllechsecteur. Duerfir ass et wichteg, datt mer just och an dësem Moment eng Rei vu Verbesserunge vum Agrargesetz op den Instanzewee ginn hunn, déi haut solle gestëmmt ginn. Ech sinn d'accord domat, datt déi do Moossnamen eleng net duerginn, mä et gi jo eng ganz Rei vu begleedende Moossname parallell nach gemaach. Ech wëll do och e puer Wuert herno dozou soen.

Et ass hei e puermol ganz positiv ervirgestrach ginn, datt déi Bäihëllefe fir jonk Baueren an d'Luucht gehuewe ginn, vu 55.000 op 70.000 Euro. Dat ass en Encouragement, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Ech mengen net, Här Mehlen, datt déi dote Sue géifen een, deen net wëllt Bauer ginn, dovun iwerzeege fir wëlle Bauer ze ginn. Dat mengen ech net. Mä déijéineg, déi et wëlle ginn, sollen eng Starthëllef kréien, déi substanziell ass an déi ebe soll, wéi gesot, dem jonke Bauer an der éischter Etapp virunhëllefen.

Et ass hei och begréisst ginn, datt mer et differenzéiert maachen, jee no der Formatioun vum Jonken, deen de Betrib wëllt iwwerhuelen. Ech mengen, dat wier och e wichtegt Signal fir jonk Leit, déi wëllen e Bauerebetrib iwwerhuelen, datt se sollen hir Formatioun iwwert de Minimum eraus weider pousséieren. Déijéineg, déi méi wéi e CATP agricole gemaach hunn, déi also en Technikerdiplom gemaach hunn, kréie 7.500 Euro weider wéi déi aner. An deen, deen e Meeschterdiplom gemaach huet oder deen eng Fachhéichschoul gemaach huet am landwirtschaftleche Beräich, dee kritt 10.000 Euro weider wéi déi aner, déi dat net gemaach hunn. Dat, fir d'jonk Leit ze encouragéieren, déi Formatioun do weider ze pousséieren an och domadder méi Chancen ze hunn, fir e Betrib kënnen erfollegräich ze féieren.

Et ass och hei drop higewise gi vum Här Rapporteur, datt am Kader vum Gesondheetscheck confirméiert ginn ass - an ech wëll och soen: „confirméiert ginn ass" -, datt 2015 d'Quoten auslafen, ofgeschaaft ginn. Déi Décisioun, datt d'Quote géifen 2015 auslafen, déi ass schonns 2003 geholl ginn. Et ass déi Kéier confirméiert ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Agrarkommissarin jo hei an der Chamber mat zwou Kommissioune vun der Chamber zesummekomm ass, datt se ganz kloer an onzweifelhaft duergeluecht huet, datt si net drun denke géif, fir ënner iergendenger Form e Quotesystem weiderlafen ze loossen no 2015, datt ee muss domat rechnen, datt dann de Quotesystem wierklech ausleeft, an datt een alles muss maachen, fir eis Baueren dorobber ze preparéieren, wat no der Zäit vun 2015 soll kommen, fir datt se wierklech gutt dorobber virbereet sinn.

Ech mengen, Investitiounen, Moderniséierung an hirem Betrib, déi droen dozou bäi. Et ass meng Meenung och, datt 2010, well da muss d'europäesch Kommissioun e Rapport virleeën iwwert d'Situatioun am Mëllechsecteur, datt dann och déi begleedend Moossnamen zréckbehale ginn, déi nach musse bäikommen, déi mer och schonn deelweis virgeschloen haten. Mir wäerten eis asetzen, datt esou begleedend Moossname kommen, fir den Iwwergank esou harmonesch wéi méiglech ze maache fir d'Zäit no de Quoten.

Hei am Gesetzesprojet ass virgesinn, datt mer, well d'Quote jo ofgeschaaft ginn, elo schonns de Baueren erlaben, wa se wëllen an de Mellëchstall investéieren, datt se déi Investitioune méi grouss virgesi wéi déi Quot, déi se selwer elo hunn, datt se sech also kënnen op d'Quotenofschafung preparéieren. Dat war bis elo net méiglech. Duerfir ass dat hei e weidere Schrëtt an d'Richtung, fir d'Mëllechbetriber, déi wëllen investéieren, ze encouragéieren, dat och ze maachen an och d'Zukunft esou besser ze preparéieren.

En drëtte Punkt, deen am Gesetz festgehalen ass, dat ass dee vum Wäibau. Dir wësst, datt mer eng europäesch Wäibaureform haten, datt mer et do fäerdeg bruecht hunn, datt déi traditionell önologesch Verfahre kënne bäibehale ginn. Mir hunn et och fäer-

deg bruecht, datt am Kader vun der Ëmstrukturéierung vun de Suen, déi fir de Wäibau ausgi ginn, all Land eng gewëssen Enveloppe nationale kritt. Déi Enveloppe nationale wëlle mir komplett investéieren an de sougenannte Paiement unique, deen elo nëmme fir d'Bauere besteet, datt och d'Wënzer dee kréien. Am Joer 2012 maachen dat ronn 587.000 Euro pro Joer aus. Do kritt also all Wënzer - rechne mer - ongeféier 500 Euro pro Hektar als Prime dann zur Verfügung gestallt, wann e sech un d'Konditioune vun der Konditionalitéit hält.

Mir hätten och an dem Kader vun där Enveloppe kënnen déi Ëmstrukturéierungsmoossname maachen. Mir hu gesot: „Neen, mir wëllen déi integral investéieren an de Paiement direct." Am Agrargesetz gesi mer elo vir, datt déi Ëmstrukturéierungsmoossnamen, déi och wichteg sinn, national finanzéiert ginn. Dat mécht pro Joer esou ronn 100.000 Euro aus. Och dat ass wichteg, datt mer permanent e Renouvellement an eise Wéngerte kréien, datt Cépagen dohinner gesat ginn, déi vum Client gewënscht ginn, datt anerer, déi net méi esou der Nofro vum Client entspriechen, ebe verschwannen, an datt an de Wéngerten och méi modern a besser ka geschafft ginn.

Zousätzlech zu deene Moossnamen, déi hei am Projet virgesi sinn, wëll ech soen, datt och eng Rei vun anere Moossname an d'Wee geleet gi sinn. Besonnesch, fir dem Mëllechsecteur, wou jo Problemer sinn, iwwert dës schwiereg Zäit ewechzehëllefen. Do ass zum Beispill virgesinn, datt d'Fettkorrektur vun dëser Campagne un halbéiert gëtt.

D'Fettkorrektur halbéieren, dovunner profitéiert am meeschte Lëtzebuerg - an e puer aner Länner nach. D'Belsch, Éisträich an Irland - mengen ech - profitéieren och nach e bëssen dovun. Mä d'Fettkorrektur ass eng Pénalisatioun bis elo gewiescht fir d'Lëtzebuerger Baueren. Duerfir si mer Demandeur gewiescht, fir déi ze halbéieren. Dat heescht, datt d'Lëtzebuerger Bauere kënnen an dësem Quotejoer 7,2 Millioune Kilogramm méi sträichen, ouni brauchen ee Frang Strof ze bezuelen.

An ech mengen, déijéineg, déi verlaangen, datt dat soll ausgesat oder ofgeschaf ginn, schueden domadder de Lëtzebuerger Baueren, well se musse vill méi Strof bezuelen, wéi dat de Fall ass, wann déi Fettkorrektur kann halbéiert ginn. Och dat mécht e relativ substanzielle Montant aus, deen do de Lëtzebuerger Baueren erspuert gëtt.

Mir wäerten herno och am Kader vun der Motioun nach e bëssen op déi Quoteproblematik zréckkommen. Mir kënnen nach doriwwer diskutéieren.

Mir hunn och virgesinn, datt d'Landschaftsfleegeprime erhéicht gëtt, och am Kader vun den neien Défien, well do eng Rei vun Oplage gemaach ginn, déi ëmweltbewosst sinn. Do gesi mer vir, datt dee méi héije Plaffong net op 50 ha begrenzt ass, mä op 90 ha eropgesat gëtt. 90 ha ass haut déi Duerchschnëttsgréisst vun den Testbetriber, déi hir Kontabilitéit maache loossen. Dat heescht, mir sinn do gewuess, do sinn ech d'accord domat, d'Betriber si méi grouss ginn. Den Duerchschnëtt ass also 90 ha vun den Testbetriber.

Dat sinn awer nach ëmmer Familljebetriber, Här Mehlen, an ech mengen net, datt mir hei zu Lëtzebuerg an d'Richtung amgaang sinn ze goen, fir industriell Betriber ze kréien. Mir hunn nach typesch Lëtzebuerger Familljebetriber. Déi Betriber hu misse méi grouss ginn, fir kënnen en uerdentleche Revenu ze erwirtschaften. Mä mat 90 ha ass ee keng Industrie, do ass een nach e Familljebetrib. Mir wëllen eben, wéi gesot, deem Familljebetrib do Rechnung droen an déi héich Bäihëllef op 90 ha eropschrauwen. Dat mécht och e Montant aus vu 515.000 Euro pro Joer, dee besonnesch elo an dëser schwiereger Zäit d'Baueren dann och weider kréien, net nëmmen dëst Joer, mä och déi Joren duerno.

Dann hu mer virgesinn, fir eng Rei vun Aktiounen ze maachen - eng ass schonn ernimmt ginn -, fir de Mëllechkonsum unzereegen. Et ass, mengen ech, och wichteg, well mir hei zu Lëtzebuerg europawäit en ënnerduerchschnëttleche Konsum vu Mëllechprodukter hunn. Duerfir ass et wichteg, datt mer opmierksam maachen op de Wäert vun der Mëllech, datt mer d'Leit encouragéieren, Mëllech ze drénken, datt mer och, wéi gesot - an den Appel ass jo och gemaach gi vum Här Oberweis ,- dem Konsument wëlle bäibréngen, datt mir Qualitéitsprodukter hei hunn am Mëllechberäich, datt de Konsument och muss bereet sinn, vläicht e bësselche méi Suen dofir op den Dësch ze leeën.

Duerfir ënnerstëtze mer déi Aktioun vun der Landwirtschaftskammer a vun aneren, „Esou schmaacht Lëtzebuerg", fir drop hinzeweisen, datt d'Lëtzebuerger Produkter wäertvoll sinn, datt se besonnesch an der Restauration collective solle méi staark agesat ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hunn eng Campagne gemaach mat der Luxlait iwwert dräi Joer, fir de Mëllechkonsum unzereegen. Dir gesitt eng ganz Rei vu Publicitéiten iwwert de Mëllechkonsum, iwwert de Wäert vun der Mëllech. Zesummen hu mer dat, wéi gesot, an och mat EU-Gelder mat der Luxlait gemaach. Mir hunn eng Campagne gemaach, fir d'Schoulmëllech ze promouvéieren. 20.000 Kanner profitéieren haut vun der Schoulmëllech. Dat gëtt national finanzéiert. Mir hunn eng Campagne gemaach, fir Mëllechprodukter u ganz Aarmer auszedeelen. Och dat ass eng Campagne, déi ausgedehnt ginn ass.

Dir gesitt also, et gi schonn eng ganz Rei Effortë gemaach, fir de Mëllechkonsum op d'mannst hei am Land unzereegen an ze versichen, d'Produkter esou gutt wéi méiglech op de Maart ze kréien, dat zu räsonnabele Präisser - dat wëll ech och soen -, well hei zu Lëtzebuerg gesäit een, datt d'Präisser nach e bësse méi héich sinn, wéi dat an anere Länner de Fall ass, well mer et ebe gutt valoriséieren, well mer och versichen, fir déi Produkter hei esou gutt wéi méiglech un de Mann ze kréien.

Dann hu mer och ebe wéinst der Kris elo kierzlech e Reglement op de Wee ginn, fir de Wäert vun de Jetonen ze erhéijen. Dir wësst jo, et kritt een e Jeton pro Hektar, deen een huet, an dofir kritt een e gewëssene Montant, wann een d'Konditionalitéit anhält. Dee Montant vum Jeton gëtt ëm 2,5 Euro an d'Luucht gesat. Och dat mécht 300.000 Euro aus, déi mer also de Baueren zur Verfügung stellen elo an dëser Zäit, déi se also méi als Akommes hunn.

An deem Kader wëll ech iwwerhaapt soen, datt déi Reformen, déi gemaach gi sinn, wat déi direkt Bäihëllefen ubelaangt, ebe just solle geduecht sinn, fir de Baueren iwwer schwiereg Zäiten ewechzehëllefen.

Dir wësst, datt déi direkt Bäihëllefen ofgekoppelt si vum Präis, ofgekoppelt si vun der Produktioun. Et ass eng Bäihëllef, déi de Bauer kritt, well e gewësse Kritären a Konditiounen erfëllt. Déi direkt Bäihëllef mécht hei am Land e Montant aus vun 32,6 Milliounen Euro, dat war et d'lescht Joer. Dat geet erop bis op 36 Milliounen Euro. En Duerchschnëttsbetrib also, deen 90 ha huet, kritt ronn 25.000 Euro direkt Bäihëllef. Dat ass also eng Bäihëllef, op déi een ziele kann. Dat ass en Akommes, deen een huet, deen net vun de Präisser ofhänkt. Wann d'Präisser erofginn, mécht dat méi e grousse Montant vun engem sengem Revenu aus.

Dat ass also e wichtegt Element vun de Reformen, déi gemaach gi sinn, datt och a schwieregen Zäiten d'Baueren en Deel vun hirem Akommes geséchert hunn, fir hinnen iwwert déi Problemer do ewechzehëllefen.

Ech sinn d'accord domat, datt derniewent awer nach mussen aner Moossname kommen. E wichtege Problem schéngt mir, deen ugepaakt muss ginn an der nächster Period, wann d'PAC soll reforméiert ginn, dat ass, datt doduerch, datt d'Produktioun méi op de Marché orientéiert ginn ass, méi eng grouss Volatilitéit vun de Präisser kënnt.

Also, mengen ech, misst een niewent deem, wat d'Kommissioun scho mécht, fir de Maart ze entlaaschten, higoen an eng Assurance aféieren, fir déi Präisvolatilitéit ofzefiederen. Eng Assurance, wou dann zum Beispill de Stat oder d'Communautéit géifen d'Halschent dovu bäileeën, wéi dat och bei anere Problemer de Fall ass.

Dir gesitt also, mir maache schonn Efforten, fir de Baueren an dëser schwiereger Zäit ze hëllefen. Ech mengen, dëst Gesetz dréit och e gewëssene Bäitrag dozou bäi.

Ech soen also, wéi gesot, nach eng Kéier deene Merci, déi dat ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Häre, zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Et feelen nach zwee Voten.

De Vote ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6002 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6002 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Clement), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum zweeten Agrarprojet vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwert den Travail agricole. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Clement. Ageschriwwe sinn: d'Häre Goerens, Schneider, Kox a Mehlen - grad wéi virdrun. Här Clement, Dir hutt elo d'Wuert.

6. 5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, de virleiende Gesetzestext beschäftegt sech mam landwirtschaftlechen Ierfschaftsgesetz. Konkret geet et do ëm zwou punktuell Modifikatioune vun deem Gesetz, déi mer virhuele mussen, well d'Verfassungsgeriicht zwee Uerteeler gesprach huet, déi festhalen, datt verschidde Punkten net verfassungskonform sinn. Den éischten Arrêté betrëfft eng Dispositioun vum Artikel 832-4 vum Code civil. Deen zweete concernéiert eng Dispositioun vum Artikel 10 vum Gesetz vum 9. Juni 1964 iwwert den Travail agricole à salaire différé.

Här President, nom leschte Weltkrich war et eng vun de Suergen an der Landwirtschaft, Betriber als eng Unitéit, als ee Ganzt zesummenzehalen an net bei all Generatiounswiessel ze morceléieren. Aus dëser Suerg eraus ass dat sougenannte Landwirtschaftsierfschaftsgesetz vum 9. Juli 1969 entstanen. D'Haaptpunkte vun dësem Gesetz sinn op där enger Säit, datt eng zäitlech begrenzten Indivisioun ka forcéiert ginn, an op där anerer Säit d'Attribution préférentielle vum Betrib no deem sougenannten Ertragswäert.

D'Gesetz huet awer deemools eng Konditioun gesat, ënnert där e Betrib engem méi jonke Bauer ka préférentiel zouerkannt ginn. Do ass d'Notioun vun der Unité économique viable an d'Spill komm, déi wéinst den Interpretatiounsschwieregkeeten awer eréischt am Gesetz vum 4. Juli 1989 méi genee definéiert ginn ass. De Betrib huet misse grouss a performant genuch sinn, fir datt en op sech eleng gestallt och liewensfäeg ass. Dat heescht, de Betrib huet missen eng Struktur hunn, déi et där Bauerefamill erméiglecht, fir och kënnen dovunner ze liewen.

Dëst Gesetz huet zu den allgemenge Prinzipien vum Ierfschaftsgesetz, wéi et am Code civil virgesinn ass, gefouert. Et ass mat dësem Gesetz e spezifesche Régime succursale fir d'Landwirtschaft agefouert ginn.

Dëse Regime hat dann en duebelt Zil. Éischtens sollten d'Landwirtschaftsbetriber als eegestänneg Produktiounsunitéiten erhale bleiwen, an zweetens kruten déi Leit, déi bereet waren, de Betrib ze iwwerhuelen, et erméiglecht, dat dann och a finanziell tragbare Konditioune kënnen ze maachen.

Wat elo dat zweet Zil ugeet, esou gesäit den Artikel 832-4 vum Code civil vir, datt, wann den Attributaire préférentiel an engem gewëssenen Délai décidéiert, alles oder Deeler vun den Immeubles agricoles ze verkafen, déi en nom sougenannten Ertragswäert zougesprach krut, da muss den Attributaire préférentiel aus Grënn vun der Gerechtegkeet tëschent de Materben de Gewënn, dat heescht d'Plus-value vun dësem Verkaf, mat all senge Gesëschter deelen.

Et ass ënner anerem op dësem Punkt, wou d'Verfassungsgeriicht seet, datt den Text net konform zu der Verfassung ass. Genee gesot geet et ëm de Fait, datt dat aktuellt Gesetz de Partage supplémentaire just am Fall vun engem Verkaf vun dësen Immobilië virgesäit. Aner Situatiounen, wou de Partage supplémentaire och nach kënnt spillen, wéi zum Beispill bei Aliénatiounen, Désaffectatiounen, si vun deem Gesetz net virgesinn.

D'Konditiounen, ënnert deenen de Partage supplémentaire am Moment applizéiert gëtt, schafen dem Verfassungsgeriicht no eng Ongläichheet tëschent dem Bénéficiaire vun dësen Attributions agricoles a vu senge Gesëschter.

Dës Situatioun ass net konform zum Artikel 10 vun eiser Verfassung, deen de Prinzip vun der Gläichheet tëschent de Bierger virum Gesetz festleet. Fir de Partage agricole konform zum Artikel 10 vun der Verfassung ze maachen, gëtt den Uwendungsberäich vum Artikel 832-4 vum Code civil ausgeweit.

De Partage supplémentaire limitéiert sech net nëmme méi op den eenzege Fall, oder besser gesot, op déi eenzeg Hypothees vum Verkaf vun den Immeublen. E couvréiert an Zukunft och déi Fäll, wou den Attributaire - éischtens - alles oder Deeler vun den Immeubles agricoles, dat heescht Länereien, à titre onéreux et à titre gratuit cédéiert, an - zweetens -, wann e Parzelle fir net landwirtschaftlech Zwecker exploitéiert oder exploitéiere léisst, e muss also d'Parzelle selwer bewirtschaften, an zwar och zu landwirtschaftlechen Zwecker, an - drëttens -, wa se vun Drëtte fir net landwirtschaftlech Zwecker verwent ginn, an - véiertens -, wa se verpacht ginn. Entsteet elo an all dëse Fäll eng Plus-value, kënnt et zu engem Partage supplémentaire.

Ausserdeem gëtt nach preziséiert, wann d'Parzelle mat enger Soulte getosch ginn a wann den Attibutaire dës Parzelle fir landwirtschaftlech Zwecker weiderhi benotzt, dann ass dës Soulte, déi jo eng Plus-value duerstellt, och Géigestand vun deem Partage supplémentaire.

Et gëtt des Weideren och vun der Situatioun profitéiert, fir en Délai unique fir all méiglech Dispositiounen anzeféieren. Dësen Délai, während deem esou e Partage supplémentaire muss duerchgefouert ginn, gëtt mat dësem Gesetz op 25 Joer festgeluecht.

Ausserdeem gëtt festgehalen, datt déi Dispositiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, net spillen am Fall vum Partage oder vun der Donation en ligne directe bei engem Remembrement oder bei engem Tausch ouni Soulte, wann déi getauschten Terraine weiderhin zu landwirtschaftlechen Zwecker vum Bauer selwer exploitéiert ginn. Ginn dës Terrainen net méi zu landwirtschaftlechen Zwecker genotzt, steet selbstverständlech deen zousätzleche Partage un.

D'Landwirtschaftskummer hat an hirem Avis ee Fall opgezeechent vun engem Aussiedlerhaff, dat heescht eraus aus dem elterleche Betrib, deen den aktive Bauer zu engem préférentiellë Präis krut, an eng Zone verte. Wann d'Plus-value, déi beim Verkaf realiséiert gëtt, vum Betrib erëm integral an deen neie Betrib an der Zone verte investéiert gëtt, dann ass d'Landwirtschaftskummer där Meenung, datt d'Méiglechkeet vun engem Partage supplémentaire misst ausgeschloss ginn.

De Statsrot hat och kee Problem mat esou enger Dispositioun an huet souguer deementspriechend eng Proposition de texte ge-

maach. D'Kommissioun huet dës Propositioun awer net kënnen unhuelen, well se juristesch gesinn net prezis genuch war an et sécherlech zu groussen Interpretatiounsschwieregkeete komm wär.

Duerch de proposéierten Text vum Conseil d'État wär et nämlech méiglech gewiescht, déi Dispositiounen, déi de Partage supplémentaire betreffen, einfach ze ëmgoen. Dat allerdéngs, denken ech, ass jo sécherlech net d'Zil gewiescht vun där elo eis virleiender Reform. Domadder hätte mer des Weideren erëm op en Neits riskéiert, beim Verwaltungsgeriicht veruerteelt ze ginn. Aus dëse Grënn huet d'Kommissioun dunn och décidéiert, den initialen Text vum Artikel 1 bäizehalen an net de supplémentairen Text vum Conseil d'État unzehuelen.

Här President, den Artikel 2 vum virleiende Gesetzestext betrëfft d'Modifikatioun vum Artikel 10 vum Gesetz vum 9. Juni 1964 iwwert den Travail agricole à salaire différé. Laut dësem Gesetz hunn all Nokomme respektiv Kanner vun deem Bauer, legal oder adoptéiert, ab dem Alter vun 18 Joer d'Urecht op e Salaire différé, wa se haaptberufflech op d'mannst während engem Joer am elterleche Betrib matgehollef hu schaffen.

Dat Ganzt kréie se natierlech nëmmen, wa se keng Pai, also keng Rémunératioun krute respektiv wa se weder um reelle Benefiss oder un der Perte vum Betrib bedeelegt waren. De Salaire différé gëtt nëmmen iwwer zéng Joer bezuelt, och wann déi betraffe Persoun elo méi laang am Betrib matgehollef huet schaffen.

Wann et sech ëm eng Schenkung respektiv eng Deelung handelt, da gëtt de Salaire différé, dee mat berechent gëtt, vun deem Datum u réckwierkend berechent. De Salaire différé bedréit am Prinzip d'Halschent vum jährlechen Akommes vun engem Salarié, deen um Haff schafft, deen do schlofe kann an deen och do am Kascht ass. Dëse Montant gëtt all Joer duerch de Landwirtschaftsminister adaptéiert oder nei festgeluecht.

Dat aalt Gesetz hat eng Retroaktivitéit vu fënnef Joer virgesi fir déi Leit, wou d'Deelung schonn ofgeschloss war. Dës Limitatioun vu fënnef Joer gouf vum Verfassungsgeriicht sanktionéiert, well se och verfassungswiddreg war. De Problem gëtt elo aus der Welt geschaf, andeems d'Auer vun der Retroaktivitéit och op elo zéng Joer gehuewe gëtt.

Här President, nieft enger Remarque d'ordre rédactionnel hat de Statsrot awer weider keng Beanstandung zum Text ze maachen an approuvéiert deemno och dëse Gesetzestext. Och d'Landwirtschaftskummer begréisst global gesinn déi nei Dispositiounen.

Duerfir, Här President, bieden ech d'Chamber, dëst Gesetz an där virleiender Form och ze stëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a brénge selbstverständlech den Accord och vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, mir droen déi Dispositiounen do mat. Ech wëll allerdéngs bemierken, datt dat, wat den Här Clement do explizéiert huet à propos vum Partage supplémentaire, Uwendung fënnt am Fall, wou e Betrib am Duerf verkaaft gëtt, fir en auszesiedelen. Am Fall, wou déi Suen integral reinvestéiert ginn, misst een am Fong kënnen do de Partage supplémentaire op der Säit loossen.

Ech weess, aus wat fir enge Grënn dat Gesetz muss gestëmmt ginn. Duerfir droe mer et och mat. Ech wollt awer hei betounen, datt mer awer en Intérêt drun hunn, datt mer an Zukunft déi do Dispositioun preziséieren, an zwar esou och an deem Sënn wéi den Här Rapporteur et erklärt huet, fir kënnen awer méi konform ze gi mat der reeller Situatioun, déi sech um Terrain stellt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Schneider, wann ech gelift.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech géif mech de Wierder vum Charles Goerens uschléissen. Ech mengen, an der Kommissioun hu mer déi dote Problematik duerchdiskutéiert a sinn och dem Rot vun der Regierung suivéiert, fir an déi heite Richtung ze goen.

Ech géif dat an deem Sënn soen an och den Accord gi vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi, an dann och eben an Zukunft kucken, datt mer hei déi Saach propper geregelt kréichen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Kox, wann ech gelift.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Et ass erëm alles gesot. Ech brénge den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Den Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, e puer Wuert trotz allem. Merci un de Rapporteur. Ech mengen, mir wëssen, datt de Moment, wou de Betrib vun enger Generatioun op déi aner iwwerdroe gëtt, an enger Bauerefamill oder an enger Wënzerfamill ëmmer e wichtegen an e schwéiere Moment ass. Duerfir war et richteg, datt am Code civil speziell Dispositiounen agebaut gi sinn, fir deejéinegen, deen de Betrib iwwerhëlt, op eng gewësse Manéier ze schützen, fir beim Iwwerhuele vum Betrib d'Valeur de rendement an net d'Valeur vénale ze erméiglechen.

Elo sinn, wéi de Rapporteur dat richteg duergeluecht huet, Problemer entstanen, well d'Verfassungsgeriicht d'Gläichbehandlung vun de Geschwëster a verschiddene spezielle Fäll a Fro gestallt gesinn huet. Duerfir droe mir dat hei am Prinzip och mat.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt et ëmmer méi schwiereg gëtt, an deem Mooss, wat d'Terrainen dobaussen am fräie Verkaf méi Wäert kréien, wat d'Schwieregkeet oder d'Akzeptanz bei de Geschwëster, déi vum Betrib fort ginn, ëmmer manner grouss ass, an datt een duerfir wierklech muss iwwerleeën.

Soulaang wéi dat hält, ass et jo gutt. Ech ka mech erënneren, Här President: Dir selwer viru laanger Zäit an den honorabelen Här Georges Margue haten emol eng Kéier eng Initiativ geholl, fir och deene Situatioune méi Rechnung ze droen, ganz besonnesch wou Bauterrainen am Spill sinn, wou no engem Oflaf vun engem gewëssenen Délai dat ouni Partage supplémentaire ka verkaaft ginn; wat dann natierlech an der Famill ganz schwiereg Situatioune schaaft.

Ech soen dat, well vun der Landwirtschaftskammer scho méi laang verlaangt gëtt, datt ee sech soll iwwerleeën e speziellen Typus vu landwirtschaftlecher Gesellschaft ze schafen, vläicht als Alternativ zum aktuelle Modell, deen et och géif erlaben, de Betrib als Entité viable ze erhalen, deemjéinegen, deen de Betrib iwwerhëlt, awer ouni grouss finanziell Chargen d'Recht zouzegestoen, de Betrib weiderzebedreiwen, quitte, datt de Betrib an enger Form vu gesécherter Copropriétéit kéint viru bestoe bleiwen.

Da muss een natierlech sécherstellen, datt d'Geschwëster am Fong geholl Urecht hunn op eng reglementéiert Pacht an och soss praktesch ni kënne verlaangen, datt iergendeppes do misst an de Verkaf kommen. Ech wollt dat hei soen.

Et wär sech jiddefalls ze iwwerleeën an der nächster Legislaturperiod sech emol Gedanken doriwwer ze maachen. Et ass eng Fuerderung, déi iwwregens d'Chambre d'Agriculture scho länger Zäit opgestallt huet.

Dat gesot, wëll ech hei och den Accord vun eisem Grupp matbréngen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et kuerz maachen, obschonn et hei ëm eng wichteg Problematik geet. Ech sinn also frou, datt dee spezifesche Regime fir d'Landwirtschaft beim Partage, dee wesentlech ass fir eng Betribsiwwernahm ënner gënschtege Konditiounen, hei net a Fro gestallt ginn ass; am Contraire.

Och d'Verfassungsgeriicht huet de Prinzip vun der virrangeger Zouweisung zum Wäert vum landwirtschaftlechen Ertragswäert beim Partage net a Fro gestallt. Et huet dee souguer approuvéiert, guttgeheescht. Dat Eenzegt, wat et a Fro gestallt huet, dat waren d'Konditiounen, ënnert deenen de Partage supplémentaire ka fonctionnéieren. An dofir ass et wichteg, mengen ech, datt mer schnell versichen eng Verfassungsconformitéit ze kréien, datt dëse Projet also elo schnell kann hei gestëmmt ginn. An ech mengen, ech hu jo och gemierkt, datt doriwwer Eestëmmegkeet besteet.

Et ass eng Fro opgeworf gi vum Rapporteur, dem Lucien Clement, deem ech Merci soe fir säi Rapport, an och vum Charles Goerens. Dat ass, datt an engem spezifesche Fall d'Landwirtschaftskammer gefrot huet, ob een net kéint do eng Derogatioun maachen zu dem Partage supplémentaire.

An dat ass de Fall, wou e Betrib, deen am Duerf implantéiert ass, datt dee soll transféiert ginn an d'Gréngzon - dat ass mat gréisseren Investitioune verbonnen -, an datt een do kéint déi Suen, déi ee kritt duerch de Verkaf vun dem Betrib, vum Haff am Duerf, notzen, fir ze investéieren an der Gréngzon, wou da jo och héich Investitioune musse getätegt ginn.

Ech mengen, a priori ass dat iwwerleeënswäert. Et muss ee just en Text fannen, deen och just dat erëmgëtt. De Statsrot huet eng Propositioun vun engem Text gemaach, déi awer wierklech méi wäit geet. De Lucien Clement huet drop higewisen, datt ee mat deem Text vum Statsrot hätt kënnen de Partage supplémentaire praktesch ëmgoen.

Am Rapport sinn eng ganz Rei vun Argumenter virgestallt ginn. Et kéint een der nach e puer derbäifügen. Zum Beispill seet de Statsrot net, a wat fir enger Zäit ee muss erëm reinvestéieren. De Statsrot seet och, et misst ee reinvestéieren; dat heescht, do muss ee fir d'éischt verkaaft hunn an dann déi Suen investéieren. Heiansdo gëtt et awer och ëmgedréint gemaach, well een emol fir d'éischt eppes opriicht oder keeft an dann eréischt ka verkafen. Dat wär zum Beispill ausgeschloss.

Jee, et sinn eng ganz Rei vu Froen, déi sech nach stellen. An et besteet jo eng Kommissioun tëschent dem Justizministère an dem Landwirtschaftsministère, deen dësen Text ausgeschafft huet. Ech mengen, mir ginn deem als Optrag, fir dat do nach eng Kéier ze iwwerkucken an ze iwwerleeën, ob een net bei enger nächster Geleeënheet kann dann och där Demande hei Rechnung droen.

Pour le reste soen ech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5958 ass, Här Minister Boden, eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zur Motioun, déi den Här Mehlen déposéiert huet. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

7. Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et aux quotas laitiers

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech kann et och relativ kuerz maachen, well mer et schonn deelweis bei deem éischte Projet ugesprach hunn.

D'lescht Woch waren d'Mëllechbaueren hei an der Stad a si hunn op hir Noutsituatioun opmierksam gemaach. Fir déijéineg, déi sech fir déi Situatioun interesséieren, ass gewosst, datt et, nodeem datt d'Mëllechpräisser eng Kéier iwwer e puer Méint ganz staark an d'Luucht geschoss waren, duerno an de Keller gaangen ass an datt et de Moment wierklech dramatesch ass.

Deelweis ginn an Europa nëmme méi 20 Cent - dat sinn aacht där aler Frang - pro Liter bezuelt. Et ass onméiglech, datt een do nach eng rentabel Produktioun ka bedreiwen. Wann dat elo nëmme kuerzfristeg wär, da kéint ee soen: Okay, jiddweree muss eng Kéier duerch esou een Dall derduerch an da kompenséiert dat sech erëm. Et ass de Moment awer iwwerhaapt keng Aussiicht, datt et sollt besser ginn. An et si wierklech vill Betriber, déi ufänken un hirer Zukunft ze zweifelen an déi och wierklech Zukunftsangscht hunn.

De Problem kënnt dohier, datt um Weltmaart insgesamt Mëllech ze vill ass, datt awer och Europa, d'europäesch Communautéit, minimum 20% ze vill produzéiert. Dir wësst, Här President, datt mer vun 1984 un e Mëllechquotesystem hei hunn, deen eigentlech ni esou richteg fonctionnéiert huet, well ëmmer d'Quoten eropgesat gi sinn, amplaz datt ee se benotzt hätt, fir de Marché ze stabiliséieren.

Et ass och esou, datt dat an der Landwirtschaft anescht praktesch net geet, well een eng Villzuel vu Betriber huet. Et ass net wéi an der Stolindustrie, wou effektiv déi puer grouss Stolproduzente sech kënnen entweder ofschwätzen oder fir sech décidéieren, hir Produktioun erofzeschrauwen. Wann hei den eenzelne Bauer dat mécht, da schuet e sech selwer an et kënnt näischt derbäi eraus.

Duerfir hunn ech déi Motioun hei erabruecht, datt mer sollten eis fundamental driwwer ausschwätzen, a wat fir eng Richtung datt et sollt goen. Mir wëssen, datt mer hei vu Lëtzebuerg aus d'Welt net verännert kréien, och d'Politik vun der europäescher Communautéit net eleng bestëmme kënnen. Mä de Minimum, wat ee vun eiser Regierung ka verlaangen, dat ass, datt se sech awer zu Bréissel derfir asetzt, datt an dëser Situatioun, wou d'Mëllechbaueren a ganz Europa extrem Nout leiden, Initiative geholl ginn. Soss brauche mer d'europäesch Communautéit net, da brauche mer och keng Europäesch Kommissioun.

D'Agrarkommissärin, déi hei war, huet effektiv entre-temps zouginn, datt se sech gëiert huet, datt se d'Situatioun falsch ageschat hat an datt et ganz anescht komm ass, wéi si sech et erwaart hat. Et kann awer net sinn, datt mer d'Mëllechbetriber an dëser Situatioun einfach eleng loossen a soen: Ach, moderniséiert lech, baut nach méi grouss, investéiert nach méi. An da kucke mer, iergendwann eng Kéier wäerte mer jo erauskommen. Esou kann ee jo awer keng Politik maachen! Esou kann een de Leit net hir berufflech Perspektiven huelen!

Duerfir hunn ech probéiert, an dëser Motioun ze soen, à courte échéance soll ee probéieren, den aktuelle Mëllechquotesystem, dee jo do ass, well mer eréischt am Ufank vun engem Mëllechjoer stinn - dat fänkt den 1. Abrëll un - a jiddweree seng Mëllechproduktioun steiere kann, soll d'Europäesch Kommissioun derzou higoen a kuerzfristeg eng ganz rigid Applikatioun vum Mëllchquotesystem dekretéieren, datt d'Produktioun zréckgefuer gëtt. An zwar, jiddweree soll sech u seng Quoten halen. Et soll och keng Mëllech méi ofgeholl ginn, déi iwwerstrach ass.

Laangfristeg soll ee sech iwwerleeën, ob déi Richtung a Liberalisatioun, esou wéi se elo virgezeechent ass, net awer déi falsch

ass. Här Minister Boden: D'accord, datt eng Beschlusslag virläit. Näischt hënnert eis als Lëtzebuerger drun, fir derfir ze kämpfen, fir an eng aner Richtung ze goen. Dat, wou et sech elo drop hibeweegt, ass a kengem sengem Intérêt.

Natierlech freet de Konsument sech driwwer, wann en niddreg Präisser huet. Et kann awer och net sinn, datt mer mat esou niddrege Präisser fueren, datt eng Produktioun total onrentabel ass an dat mat kënstlechen, mat héije Subventiounen an der Riicht halen, wou herno och d'Akzeptanz beim Steierzueler oder beim Konsument net méi existéiert. Duerfir géif ech Iech bieden, fir dës Motioun ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Motioun hei kann eisen Accord fannen, wann den Här Mehlen bereet ass, en Zousaz ze akzeptéieren.

Ech wollt awer kuerz Stellung huelen zu sengen zwee Tireten am Dispositif vun där Motioun, wou en engersäits hiweist op d'Noutwendegkeet, fir kuerzfristeg eppes ze maachen, fir d'Produktioun ze maîtriséieren. Dat entsprécht am Fong dem Bon sens. All Secteur, dee méi produzéiert, wéi e kann ofsetzen, leit ënner falende Präisser, an dat setzt natierlech d'Rentabilitéit vun de Betriber a Fro.

Laangfristeg schléit e vir, fir e System vu méi flexibele Quotaen amplaz ze setzen. Elo kenne mer effektiv, wéi den Auteur vun der Motioun gesot huet, d'Beschlusslag vun der Europäescher Unioun. Ech ka mer awer och net virstellen, datt d'Europäesch Kommissioun déi Situatioun, wéi se elo ausgesäit, wann déi soll perduréieren, reaktiounslos hinhëlt. Dat kann ech mer wierklech net virstellen. Dee Moment misst een natierlech erëm eng Kéier déi Décisiounen, déi elo geholl gi sinn, op de Métier huelen.

Elo soll ee se awer och drop virbereeden, datt dat eventuell net duerchgeet. Dass de Minister net deen ass, deen um laangen Hiewel hei sëtzt, wëll ech ganz kloer considéréieren. Et ass d'Kommissioun. Déi muss e Virschlag maachen, an dee ka jo nëmme just ëmgeworf ginn, wa sämtlech 27 Memberstate bereet sinn, der Kommissioun hir Propositiounen ze amendéieren.

Ech wollt am Fong virschloen, fir op laang Siicht aner Instrumenter an der Hand ze hunn, de Minister ze invitéieren: «à élaborer en étroite coopération avec les représentants des producteurs de lait une stratégie permettant au secteur laitier de mieux résister aux aléas du marché dès 2015».

Ech wollt Iech och soen, wat sech derhannert verbiergt. Et kann ee sech effektiv eng Partie Moossnamen afale loossen, souwuel um europäesche wéi och um nationale Plang, fir déi Produktiounszyklen do ze atténuéieren, besonnesch dann, wa se ganz héich sinn a riskéieren terribel héich Präisverfäll no sech ze zéien.

Do gëtt et doudsécher Mesuren um fiskalesche Plang, déi ee muss évoquéieren. Do gëtt et och Moyenen um Niveau vun der Rentabilitéit, déi ee kann an d'Wee leeden. Jiddefalls, mengen ech, kënne mer, wann déi Moossnamen, déi den Här Mehlen virschléit, net géife berücksichtegt ginn, well Lëtzebuerg dat net géif wëllen oder well déi aner dat net géife wëllen, dat net reaktiounslos hinhuelen, wéi gesot.

Duerfir wollt ech à titre subsidiaire dat hannendrusetzen. Wann den Här Mehlen d'accord ass, da kënne mer déi Motioun matdroen.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Freet nach een d'Wuert?

Den Här Kox, wann ech gelift.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo, och ganz kuerz zu der Motioun. Also, a sech deele mer d'Considératioune vum Här Mehlen. Och mir sinn der Iwwerzeegung, dass déi exzessiv Méllechproduktioun, déi mer de Moment hunn, baséierend op Importer aus Drëttlänner, net de richtege Wee ka sinn, dass mer sécherlech an dëser Situatioun de Bauere mussen entgéintkommen, fir hinnen an där Krisesituatioun ze hëllefen.

Duerch den Zousaz, deen och elo den Här Goerens gesot huet, dass ee längerfristeg probéiert ze kucken, fir dat ofzefiederen, dass déi Volatilitéit, déi de Moment do ass um Präis, opgefaange gëtt.

Et ka jo wuel net sinn, dass mer Liberaliséierung op engem Secteur elo aféieren, wou mer am Bankesystem gemierkt hunn, dass eng total Liberaliséierung an eng falsch Richtung gefouert huet, an dass mer do erëm ufänken ze reguléieren. Also musse mer och kucken hei eng längerfristeg Ausriichtung opzeriichten.

Aus eiser Siicht ass et ganz kloer, dass e fundamentaalt Ëmdenke muss kommen, an dat hin zu méi enger nohalteger Landwirtschaft. Ech mengen, déi Landwirtschaft, déi mer de Moment hei bedreiwen, ass aus eiser Siicht net esou nohalteg, wéi se deels hei duergestallt gëtt. Dofir ënnerstëtze mer trotzdeem dës Motioun, fir och an dëser Krisesituatioun de Bauere kënnen entgéintzekommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu schonn a menger Interventioun virdru bei der Motivatioun vum Agrargesetz drop higewisen, datt mer wëssen, datt de Moment d'Landwirtschaft a besonnesch de Mëllechsecteur an enger ganz schwiereger Situatioun ass, weltwäit, europawäit, an och hei zu Lëtzebuerg, datt mer alles musse maachen, fir aus där Kris méiglechst gutt a méiglechst schnell erauszekommen.

Ech hunn eréischt eng Rei vu Moossname virgeluecht an erklärt, déi mer hei am Land gemaach hunn, fir de Mëllechsecteur an och d'Landwirtschaft insgesamt ze stäerken. Ech mengen, den Här Mehlen huet erëm eng Kéier esou tëschent den Zeile gesot, datt d'Augmentatioun vun de Quote schold un allem wär. Dat ass net de Fall, wëll ech nach eng Kéier soen. Ech hunn dat schonn zweemol op Question-parlementairen och geäntwert.

Do sinn Analyse gemaach ginn. Am Joer 2008/2009 ass manner gestrach gi wéi an deem Joer virdrun, europawäit. Just net hei zu Lëtzebuerg. Europawäit ass manner gestrach ginn. Wa mer elo de Moment kucken, ass d'Produktioun 1% manner, wéi dat dat Joer virdrun de Fall war, obschonn d'Quoten ëm 2,5% an d'Luucht gaange sinn.

An an deem Joer virdrun, do waren d'Präisser ganz héich. An et gëtt elo manner produzéiert. Da kann also net d'Quotenerhéijung schold dorunner sinn. Wat de Problem ass, an dat seet eendeiteg all Analys, dat ass d'Problematik vun der Weltwirtschaftskris.

D'Weltwirtschaftskris huet derzou gefouert, datt d'Nofro no Méllechprodukter drastesch erofgaangen ass, hei an Europa an och weltwäit. Eng ganz Rei vun Entreprisen, déi soss Méllech verschafft hunn an hirer Produktioun, huelen elo Alternativen. Déi verschaffen net méi d'Méllech.

Also, et ass eng Situatioun do, wou d'Demande drastesch erofgaangen ass, an d'Quote sinn net erhéicht ginn, mä si sinn erofgaangen; fir dat och nach eng Kéier kloerzestellen.

Et muss een natierlech alles maachen - domat sinn ech d'accord -, datt mer deen Enkpass, deen de Moment besteet, aus der Welt schafen. Ech hunn drop higewisen, datt d'Kommissioun eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff huet, fir ze versichen de Maart ze entlaaschten. Dat ass net einfach, mä si hunn éischtens emol d'Interventioun agefouert; ganz staark agefouert.

Et si vill a grouss Menge vum Maart geholl ginn. Si sinn an d'Interventioun komm zu Präisser, déi akzeptabel waren - loosse mer esou soen -, déi fixéiert waren. D'Interventioun geet och nach virun, fir nach weider Quantitéite vum Maart ze huelen. D'privat Lagerhaltung, also d'Bäihëllef fir eng privat Lagerhaltung ass vum 1. Januar un agefouert ginn, fir datt d'Leit kënnen déi privat Lagerung maachen, fir och esou d'Méllechprodukter vum Maart ze halen.

D'Exportrestitutioune sinn agefouert ginn. Dat gëtt jo och heiansdo kritiséiert. Mä ech muss soen, datt et esou gemaach ginn ass, datt opgepasst ginn ass, datt de Weltpräis net erreecht ginn ass, datt en driwwer bliwwen ass. Dat heescht, mir hu versicht Efforten ze maachen, datt net aarm Drëttlänner géifen ënner eisen Exportrestitutiounen, déi nëmmen zäitweileg an temporär agesat ginn, leiden.

Woufir ass dat gemaach ginn? Mä well den Export komplett zesummegebrach ass, och duerch de staarken Euro par rapport zum Dollar. Dat heescht, wa mer den Export wëllen ukuerbelen, muss een onbedéngt eppes maachen, datt kann erëm exportéiert ginn. Den Här Mehlen huet selwer gesot: „Dat mécht e grousse Montant aus." Dat sinn, ech wëll net soen 20% vun der Produktioun, mä 10 bis 12% vun der Produktioun, déi ginn an den Export. Et muss een also alles maachen, datt den Export erëm ugereegt gëtt. Dofir sinn déi Moossnamen ergraff ginn.

Ech sinn net d'accord mam Här Mehlen, datt een auf weiter Flur keng Besserung géif gesinn. Dach! De Präisverfall no ënnen ass opgehale ginn. An et gesäit een Unzeeche weltwäit an deelweis och hei an Europa, datt de Präis net méi weider erofgeet, mä datt Unzeechen do sinn, datt de Maart duerch déi Moossnamen do alleguer e bësse méi stabiliséiert ginn ass, an datt déi Tendenz no ënne misst gebremst a gebrach ginn. D'Kommissioun huet versprach, déi Instrumenter do weiderhin anzesetzen, fir Efforten ze maachen, datt erëm méi e räsonnabele Präis kënnt.

Ech si mat jiddwerengem d'accord, dee seet: „De Bauer muss kënnen e räsonnabele Präis kréie fir déi Mëllech, déi e produzéiert, soss mécht dat Ganzt kee Sënn." Ech hunn awer och drop higewisen, datt Moossname bestinn, begleitend Moossnamen, fir d'Akommes vum Bauer iergendwéi awer besser ofzesécheren, wéi dat bei anere Secteuren de Fall ass, déi och ënnert der Kris ze leiden hunn.

Elo zu de Moossnamen, déi den Här Mehlen proposéiert. Ech weess net, ob den Här Goerens an den Här Kox, déi dat jo ënnerstëtzen, dat richteg verstanen hunn, well den Här Mehlen huet dat net erklärt, wat e gären hätt. Hie seet, et misst een eng rigid Applikatioun maache vum Quotesystem. Wat heescht dat?

Ech weess, wat et heescht. Dat heescht, déi Fettkorrektur, déi elo halbéiert soll ginn, emol fir e Joer ausser Kraaft setzen. Dat heescht, déi Lëtzebuerger Baueren, déi dierfte 7,2 Milliounе Kilo méi produzéieren, ouni gestrooft ze ginn, déi dierften dat elo emol net maachen, mat dem Risiko, datt se zwou oder dräi Milliounen Euro méi Strof musse bezuelen, wéi dat de Fall wär, wann déi Fettkorrektur géif bestoe bleiwen.

E seet dat och net prezis, mä et ass jo gemengt, well dat gefrot gëtt vun aneren, datt déi sougenannt Freimeng, déi besteet, misst ofgeschaf ginn. Dat heescht, e Bauer, deen ee Kilo Méllech méi produzéiert wéi déi Quot, déi en huet, misst direkt eng Strof bezuelen. An dat och, wa landeswäit d'Quot ënnerstrach gi wär. Dat heescht, d'Bauere mussen eng Strof bezuelen, obscho mer landeswäit eventuell eis Quot net iwwerstrach hätten. Do sinn d'Baueren ëmmer radikal gewiescht. Sot eng Kéier genee, wat Der mengt mat där rigider Applikatioun vun de Quoten.

Ech wëll Iech e puer Beispiller ginn. Am Joer 2007/2008 hu mir bezuelt u Quotestrof 541.108 Euro. Dat, well mer d'Freimeng konnten notzen. Wa mer déi Freimeng net hätte kënnen notzen, dann hätt fënnefmol méi, 3.169.000 Euro hätte misse Strof bezuelt ginn. En fait hunn 178 Producteure Strof bezuelt. Wann d'Freimeng net utiliséiert gi wär, dann hätte 550 Méllechbauere missen eng Strof bezuelen. Fir Iech nëmmen ze erklären, wat dat bedeit, déi rigid Applikatioun vun dem Méllechquotesystem.

Am Joer 2008/2009, an dësem Joer, huet d'Luxlait 7,5% Freimeng, huet d'Ekabe 8,8% Freimeng, huet d'Procola 6,2% Freimeng. Wann Dir en duerchschnëttleche Betrib huelt, dee kann also 20.000 Kilo méi sträichen, ouni bestrooft ze ginn, well anerer ënnersträichen. Wa mer dat net méi erlaben, pénaliséiere mer nach just d'Lëtzebuerger Baueren.

Wie bezilt eng Quotestrof? Dat ass Lëtzebuerg, et ass Éisträich an et ass Holland an dësem Joer. Lëtzebuerg ass ëmmer derbäi. Déi aner Länner hu kee Problem mat der Halbéierung vun der Fettquot. Duerfir froen déi Däitsch dat jo och, well si net drënner ze leiden hunn. Mä d'Lëtzebuerger mussen dorënner leiden. Dat ass dat, wat Dir am Fong hei frot. An d'Lëtzebuerger Baueren dierften eng ronn zéng Milliounе Kilo manner sträichen, wann dat géif applizéiert ginn, esou wéi dat hei steet.

Déi zweet Saach...

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, entschëllegt. Mä et ass awer eng...

M. le Président.- Jo, ech verstinn Iech och, well et eng Problematik ass, déi wierklech de Moment villen um Häerz läit. Ech sinn och ganz d'accord, dass den Här Mehlen oder den Här Goerens nach eng Kéier d'Wuert kréien, well et gi vill Leit, déi dobaussen op Explikatioune waarden. Duerfir, mengen ech, sollte mer hei d'Reglement net gradesou stramm applizéieren.

Här Minister, Dir musst Iech zwar elo kuerzfaassen, mä fuert awer weider.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Beim zweeten Deel, déi flexibel Mengesteierung: Dann hu jo d'Bauere keng Planungssécherheet méi. Et gëtt ëmmer gefrot, datt d'Bauere solle Planungssécherheet hunn. All Joer gëtt dann d'Meng changéiert. A wa mer dat géifen elo dëst Joer applizéieren? Den Här Mehlen huet selwer gesot: Et gëtt 10 oder 20% ze vill produzéiert.

Wat wär also d'Konsequenz vun der Applikatioun vun deem, wat e freet, déi flexibel Mengesteierung? Elo missten 10% Quote gestrach ginn. Dat heescht, all zéngt Kou misst geschluecht ginn. All zéngt Kou misst geschluecht ginn, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wa mer do bei 40 Cent géife goen, da wär de Problem geléist, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo. A wat soen dann d'Fleeschbaueren, wann elo op eemol all zéngt Kou hei an Europa op de Maart kënnt? Da geet de Fleeschpräis awer drastesch erof. Da gëtt dat eng Katastroph fir déi Baueren. Also ech mengen, et muss een och e bësse räsonnabel sinn a versichen awer och dat, wat ee wëllt soen, eng Kéier ze erklären.

Ech weess net, wéi déi flexibel Mengesteierung soll fonctionnéieren. Wien décidéiert se dann? Ass et de Stat, dee muss décidéieren? Sinn et d'Bauere selwer, déi sollen décidéieren? Stellt Iech emol vir, mir géifen elo soen, all zéngt Kou muss geschluecht ginn. Da wär awer d'Land wierklech ze kleng, fir dat ze maachen!

Da kënnt derbäi, datt am Fong jo keen ee forcéiert fir 100% vu senger Quot auszeschäffen. A ville Länner gëtt dat guer net gemaach. Also, wann do Accordë sinn tëschent de Produzenten an der Molkerei, da kënne se sech op eng Produktioun limitéieren. Dat ass ënnert dem aktuelle System ganz gutt méiglech. Duerfir mengen ech, kann een dat, wat verschidde Leit gären hätten, ënnert dem aktuelle System maachen, an do ass kee Problem derbäi.

Also, ech menge schonn, datt et wichteg ass, datt mer versichen awer räsonnabel ze kucken, datt een och agesäit a weess, datt europawäit - an d'Kommissärin huet dat och elo nach eng Kéier gesot, datt si net drun denkt fir erëm e Quotesystem anzeféieren -, datt een net de Bauere wëllt e falscht Signal ginn, mä datt een hinne seet: „Mä mir mussen elo alles maachen, fir Iech op 2015 an duerno ze preparéieren."

Wat den Här Goerens gesot huet, wann dat den eenzegen Dispositif wär, sinn ech ganz d'accord domat, datt mer mat de Bauere sollen zesummekommen, eng Strategie entwéckelen: Wéi kënne mer eis beschtens hei am Land op no 2015 preparéieren? Dat hu mer schonn e puermol mat hinnen duerchdiskutéiert. Ech sinn och gäre bereet, fir dat nach eng Kéier ze maachen. Mä déi zwou Dispositiounen, déi den Här Mehlen hei freet, dat wär menger Meenung no eng Katastroph fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Bauere géifen op d'Strooss goen, wann dat géif duerchgezu ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst wierklech zum Ofschloss kommen! Voilà. Gutt, dann huet den Här Mehlen nach eng Kéier d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech mengen och, datt ech nach Riedezäit hat, well normalerweis huet den Auteur fënnef Minutten, a bei mir ass d'Luucht scho bei zwou an eng hallef ugaangen. Ech wëll awer just soen, Här Minister, Dir maacht eng total falsch Interpretatioun. Hei steet: «invite le Ministre de l'Agriculture à œuvrer au niveau européen». An dat ass dat Entscheedend.

Et geet hei drëm - net eleng ëm d'Lëtzebuerger Baueren, well déi kënnen den europäesche Méllechmaart net retten -, datt um europäeschen Niveau à ce stade gesot gëtt, wéinstens emol, datt dat Kompenséiere soll ophéieren. Well et ass nämlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. An Däitsch-

land gëtt enorm profitéiert vun deem Kompenséieren, quitte, datt - an do hutt Dir net ganz Onrecht - de Moment d'Produktioun e bësselchen ënnert där läit vum leschte Joer. Mä et ass strukturell ze vill um Maart. De Sträit ënnert de Baueren ass jo deen, datt déi Allermeescht awer gären hätten, datt soll manner produzéiert ginn an datt doduerch de Präis sech soll erhuelen. Dorëm geet et a wierklech ëm näischt anescht.

An dat anert, à longue échéance... Ech probéieren et méiglechst kuerz ze maachen. Selbstverständlech muss d'europäesch Communautéit dat net reglementéieren, mä si kënnt de juristesche Kader stelle fir e System wéi en a Kanada existéiert, wou dann d'Bauerenorganisatioune mam Handel, mam Consommateur solle festleeën, wéi vill an engem Mëllechjoer soll gestrach ginn. An dat soll flexibel sinn. Ee Joer kann et 100 sinn, d'Joer duerno kann et 95 sinn, an deemno wéi de Maart et hiergëtt, kann et 105 sinn. Mä datt een eng flexibel Steierung erabréngt, an datt de Maart am Équiliber ass, well de Problem ass wierklech déi strukturell Surproductioun.

A gleeft mer et, déi meescht Mëllechbauere wiere frou, wa muer géif 10% manner gestrach ginn an hire Präis wier an der Rei. Well dee Wee, an deem mer elo dra sinn, féiert riicht an d'Sakgaass, an d'Gefor ass wierklech, datt et sech och an engem Joer nach net redresséiert huet. Et ass eng eenzeg Katastroph.

Här President, ech wollt kuerz sinn, duerfir halen ech elo op.

M. le Président.- Den Här Goerens huet d'Wuert elo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt nach eng Kéier prezisieren, datt mer et mat engem Iwwerschoss ze doen hunn, deen och vun der Kommissioun nach encouragéiert gëtt doduerch, datt d'Quoten nach an d'Luucht gesat ginn.

Elo maachen ech dem Minister kee Virworf, wann hien den éischten an den zweeten Dispositif vum Här Mehlen net kann duerchzéien, well ech weess, a wat fir enger Situatioun hien am Ministerrot zu Bréissel ass, vu d'Méchanismes décisionnels, déi virgesinn, datt d'Kommissioun e Virschlagsrecht huet, an datt dat nëmme kann ëmgeworf ginn, wann déi 27 Memberstaten unanimement dergéint sinn. Esou datt d'Kommissioun bis elo Recht hat.

Wann d'Kommissioun hir Attitüd net ännert, da kann een dem Här Boden kee Virworf maachen, datt hien dat do net duerchkritt. Duerfir à titre subsidiaire...

Une voix.- Hie kann et awer probéieren.

M. Charles Goerens *(DP).*- Hie kann et probéieren. Voilà, et ass jo dat, wat am Dispositif gefrot gëtt. An ech hunn ausdrécklech „à titre subsidiaire" derbäigesat, de Minister opgefuerdert, wann deen éischten an deen zweete Punkt näischt ginn, an et kritt een déi strukturell Iwwerproduktioun net ramenéiert op den Niveau vum Konsum an der Europäescher Unioun, fir sech dann eng Strategie afalen ze loossen, déi en étroite collaboration mat der Professioun gemaach gëtt, fir d'Aléae vum Marché ze attenuéieren.

M. le Président.- Also den Ajout, deen den Här Goerens proposéiert, ass folgenden: «à élaborer, à titre subsidiaire et en étroite coopération avec les représentants des producteurs de lait, une stratégie permettant au secteur laitier de mieux résister aux aléas du marché dès 2015».

Den Här Mehlen huet och nach proposéiert fir am éischten Tiret de leschten Term ze sträichen. Deen ass elo hei duerchgestrach. Ech kann net méi liesen, wéi e war.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- «marchés», dat war hänke bliwwen an der Textveraarbechtung.

M. le Président.- «des quotas laitiers en place» ass den Text. Voilà, dat ass den Text, iwwert deen elo ofgestëmmt gëtt.

Ech denken, dass de Vote électronique gefrot ass?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

De Vote ass amgaangen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech muss mech enthalen, ech hunn nach ëmmer näischt verstanen.

M. le Président.- Gutt, mir huelen Akt dovunner, Här Jaerling.

De Vote ass elo ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée avec 37 voix contre, 22 pour et 1 abstention.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par M. Norbert Haupert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz (par M. Lucien Weiler), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Marcel Glesener.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Gesetz iwwert d'Marchés publics. Rapporteur ass hei och den honorabelen Här Lucien Clement. D'Madame Brasseur, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Henckes sinn ageschriwwen. Den Här Clement huet elo d'Wuert.

8. 5655 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo a kuerzen Zich dat neit Marchés-publics-Gesetz vir. Et ass e Gesetz, dat schonns am Dezember 2006 vum Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, déposéiert ginn ass. Am Laf vun de Méint duerno sinn eng Hällewull vun Avisë vun deene verschiddenen Institutiounen dozou erakomm.

Ech wäert awer elo net weider dorobber agoen, well ech dat a mengem schréftleche Rapport en long et en large gemaach hunn. Dowéinst verweisen ech ebe grad op dëse Rapport, falls Dir wëllt wëssen, wat zu deem virleiende Projet dann och vun deenen eenzelne Chambere gesot ginn ass. Just zum Statsrot sengem Avis oder, besser gesot, sengen Avisen, déi op den 31. Mäerz an den 28. Abrëll vun dësem Joer datéieren, wäert ech herno awer nach e puer Wuert soen.

Här President, erlaabt mer, datt ech Iech, éier ech zum Contenu vum Projet kommen oder dorobber aginn, nach kuerz exposéieren, wéi den Oflaf vun den Aarbechten an der Bautekommissioun war. De 17. Dezember 2007 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. Nodeems mir schonns ufanks 2008 de Projet eng éischte Kéier an der Kommissioun duerchdiskutéiert hunn, huet et awer bis zu de Sitzunge vum 15. a 16. Abrëll 2009 gedauert, bis mer an der Bautekommissioun nach eng Kéier iwwert de Projet selwer an iwwert den Avis vum Statsrot an iwwert déi aner Avisen dann diskutéiert hunn.

De 16. Abrëll hu mer eng Rei vun Amendementer ugeholl, déi dunn och un de Statsrot geschéckt gi sinn. Virdrun hat och schonns d'Regierung verschidden Amendementer un de Statsrot geschéckt. De Conseil d'État sengersäits huet den 28. Abrëll 2009 säin Avis complémentaire zu dësen Amendementer ofginn.

Den 30. Abrëll huet d'Chamberskommissioun dësen Avis analyséiert a gläichzäiteg och de Rapport ugeholl. De Projet huet eng gewëssen Urgence, dofir och déi relativ schnell Prozedur elo zum Schluss. Lëtzebuerg ass nämlech schonns condamnéiert vun der Europäescher Kommissioun, well mir d'Direktiv nach net ëmgesat hunn. Esou vill zum Oflaf vun den Aarbechte vun der Chamberskommissioun. Elo awer zum Contenu selwer.

Déi öffentlech Ausschreiwunge sinn de Moment duerch d'Loi modifiée vum 30. Juni 2003 geregelt. Dëst Gesetz ass an dräi Livrë ënnerdeelt. Éischtens, de Livre eent mat den Dispositions générales. Zweetens, de Livre zwee an dräi setzen europäesch Direktiven zu de Marchés publics an nationaalt Recht ëm. U sech ass d'2003er Gesetz eng koordinéiert a moderniséiert Versioun vum Marchés-publics-Gesetz vum 4. Abrëll vun 1974 gewiescht. Et gëtt och nach e Règlement d'exécution vun 2003, op dat ech op dëser Plaz awer net wëll agoen. Mir haten dat alleguerten zur Dispositioun.

Säit 2003 huet sech awer schonns erëm vill gedoen, esou datt mer elo séier mussen nozéien, fir mat den Ufuerderungen op EU-Niveau kënne matzehalen. Dir wësst alleguerten, an ech hunn dat scho virdrun ugedeit, datt d'Netanhalen an deenen zäitlechen Délaie vum virleiende Projet Lëtzebuerg ganz vill Suen, ganz vill Geld kascht. Notamment musse mer d'Direktiven 2004/18/CE an 2004/17/CE vum Europaparlament a vum Conseil ëmsetzen, déi allen zwou Prozedure vun de Marchés publics als Objet hunn.

De virleiende Projet wéi och d'Reglement, dat dozou gehéiert, wäerten déiselwecht Struktur wéi d'Texter vun 2003 behalen, an och un de grousse Prinzipië vun dësem Text gëtt net weider geréselt. Nieft e puer Neierunge ginn éischter punktuell Modifikatioune virgeholl, et gi Prozedure méi transparent gemaach, et ginn Texter vereinfacht a clarifiéiert. D'Procédures de passation vun den öffentlechen Ausschreiwunge gi moderniséiert an den heitege Besoinen ugepasst.

Zudeem definéieren déi grad genannten Direktiven, wéi de Pouvoir adjudicateur kann Aspekter vun Ëmweltschutz an nohalteger Entwécklung berücksichtegen. Dëst ass e ganz wichtege Punkt an dësem Gesetz, iwwert deen ech dofir och nach e puer Wuert wëll verléieren.

Mat deem neien Text ass et méiglech, datt net nëmmen de Präis den Haaptkritär vun der Vergab vun engem Marché ass, mä eben och ëmwelttechnesch an Nohaltegkeetsaspekter mat a Rechnung gezu kënne ginn. Dat spillt zum Beispill eng Roll, wann et ëm d'Kantin oder d'Iessen an de Klinike geet, dat do gebraucht gëtt. Et ass jo definitiv méi sënnvoll a logesch, datt een zum Beispill Joghurt oder Mëllechproduiten, Fleesch oder Uebst kritt, déi hei aus der Regioun sinn, amplaz vun engem méi bëllege Produit, deen awer dofir schonns uechtert d'hallef Welt transportéiert oder geflu ginn ass.

Mat dësem Projet kënne vill Marchés publics méi sënnvoll attribuéiert ginn. D'Chambre d'Agriculture hat an hirem Avis extra heirobber higewisen, a si hunn och Recht, wa se dorobber hiweisen. Jiddefalls ass et elo méiglech, datt déi öffentlech Hand, wann de politesche Wëllen dofir do ass, esou Qualitéits-, Sozial- a Nohaltegkeetskritären an hir Ausschreiwunge mat erabréngt. Fir dëse Kritären och kënne Rechnung ze droen, muss een dann och net méi deem bëllegsten Anbieter den Zouschlag ginn.

Och kann esou ee Marché iwwer en Accord-cadre ofgeschloss ginn, dat heescht, et ass ee sech eens iwwert de Präis, iwwert d'Qualitéit vun de Wueren, mä et leet ee sech net onbedéngt fest iwwert d'Quantitéit, déi muss zu verschiddenen Datume geliwwert ginn. Dat geschitt dann au fur et à mesure, esou wéi se grad gebraucht ginn. Dofir misste sech déi lokal a regional Liewensmëttelproduzenten awer op enger Plattform zesummefannen, fir datt si ëmmer en mesure sinn, fir déi esou gebrauchte Produkter och zur Zäit, oder besser gesot, zu där Zäit kënnen ze liwweren, wou se da gebraucht ginn.

Et geet einfach net duer, datt mir ëmmer erëm Qualitéitslabelen hei zu Lëtzebuerg schafen, nei Lastenhefter ausschaffen, a mir ënnerloossen et gläichzäiteg fir eis déi néideg Moyenen ze ginn, datt dës Qualitéitsprodukter och Agank fannen an déi öffentlech Kantinen, Altersheemer oder Spideeler oder an aner öffentlech Institutiounen.

Här President, ech wëll an deem Kontext dann och eng Motioun hei déposéieren. Déi Motioun huet zwou Ënnerschréfte vun de Majoritéitsparteien. Wann awer nach aner Fraktioune wëlle mat ënnerschreiwen, ass dat hinnen iwwerlooss.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 4 de la loi sur les marchés publics arrête que «lors de la passation des marchés publics, il soit tenu compte des aspects et des problèmes liés à l'environnement et à la promotion du développement durable»,

invite le Gouvernement

- à tenir compte de ces critères dans le cadre des services de restauration collective en donnant la possibilité d'intégrer également les produits du terroir luxembourgeois, voire de la Grande Région.

(s.) Lucien Clement, Anne Brasseur, Jacques-Yves Henckes, Marcel Sauber, Jos Scheuer.

E weidere Schwéierpunkt vum Text läit op den elektroneschen Technologien, déi souwuel d'Ausschreiwungsprozedure wéi d'Prozeduren, fir den Devis eranzeschécken, vereinfachen an och verschnellere wäerten.

Dir gesitt, all déi grad opgezielte Mesurë wäerten dozou bäidroen, datt de virleiende Projet duerch Vereinfachung a Verschnellerung vun de Prozeduren och am Geescht vun deem Konjunkturpak, fir d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen, steet.

An dësem Projet gëtt jo den Text vum Projet de loi 6010, deen Deel och vum Krisepackage war, iwwerholl. Doduerch, datt mir elo haut dat hei Gesetz iwwert d'Marchés publics kënnen unhuelen, gëtt den Text vum Projet de loi 6010 iwwerflësseg a kann deemno och zréckgezu ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir awer, déi wichtegst Neierunge vum Text kuerz virzestellen. Mir hunn do op där enger Säit d'Procédure restreinte an d'Procédure négociée. Am Geescht vun der Vereinfachung, fir öffentlech Gelder ze investéieren an domat d'Wirtschaft unzekuerbelen, gesäit de virleiende Projet dës zwou Prozedure vir, op déi ouni Publication d'avis an ouni extra Motivatioun kann zréckgegraff ginn, an dat bei Ausschreiwunge bis 14.000 Euro, Valeur 100 vum Indice du prix à la consommation op den 1. Januar 1948, wat haut ongefëier 103.650 Euro sinn.

Bei Ausschreiwunge sans publication d'avis an där Gréisstenuerdnung vu 55.000 bis 103.650 Euro mussen awer op d'mannst dräi Kandidate kontaktéiert ginn, fir eng Procédure restreinte oder eng Procédure négociée kënnen ze entaméieren.

Laut deem neien Text ass et esou, datt fir Marchés publics, déi net iwwert de Seuil vu 55.000 Euro eraus ginn, guer keng Formalitéite méi erfuerdert sinn. D'Méiglechkeet, op dës vereinfacht Prozeduren zréckzegräifen, ouni eng komplett Ausschreiwung ze organiséieren, erlaabt et, méi séier Investissementer ze lancéieren, soulaang se ënnert deem - wéi ech gesot hunn - aktualiséierte Seuil vun 103.650 Euro respektiv ënnert dem Seuil vu 55.000 Euro bleiwen.

De Pouvoir adjudicateur, also den Optraggeber, kann des Weideren entweder déi Offer mat deem niddregste Präis unhuelen oder awer d'Offre économiquement la plus avantageuse. Och heifir setzt deen neien Text d'Modalitéiten an d'Kritäre fest. D'Bewäertung respektiv déi prozentual Pondératioun vun dëse Kritäre mussen awer am Virfeld an dem Cahier des charges festgehale ginn.

Deen neien Text gesäit dann och d'Méiglechkeet vir, fir déi Opérateuren ze bestrofen, déi sech net un d'Spillregele gehalen hunn, andeems ee se vun zukünftegen öffentlechen Ausschreiwungen ausschléisse kann. Dat ka geschéie fir maximal eng Dauer vun zwee Joer an och nëmme fir Projeten, déi een an deeselwechten Optraggeber dann och betreffen. Bei Onregelméissegkeeten huet de Pouvoir adjudicateur och d'Recht, fir e Vertrag opzeléisen, ze résiliéieren.

E weidere wichtegen Aspekt, an ech hat et schonn uklénge gelooss, ass d'Matabezéie vun den elektroneschen Technologien. Um Site vum Bauteministère kann een elo schonn dës enorm Prozedursvereinfachung fannen. Déi elektronesch Technologië ginn elo mat den traditionelle Moyens de communication gläichgesat, sou datt alles vill

méi séier a vill méi einfach ka goen. En Internetportail vun de Marchés publics - ech hunn et elo grad ugedeit - ass installéiert ginn innerhalb dem Ministère des Travaux publics, op deem d'Avis de publication vun de Marchés publics esou, wéi mir se bis elo aus den Zeitunge kennen, kënne publizéiert ginn.

Ech denken, ech brauch kengem heibannen a scho guer kengem dobaussen aus dësem Secteur selwer dës Virdeeler ze erklären. Ech denken och, datt dës Mesure, déi u sech nëmmen eng vu villen ass, wesentlech dozou bäidréit, déi administrativ Chargen ze reduzéieren, an datt se alleguerten déi Lige strooft, déi ëmmer erëm vun dëser Tribün aus probéieren, d'Land gleewe wëllen dinn, dës Regierung hätt näischt a puncto Ofbau vun administrative Chargen ënnerholl.

Ech gi gären zou, datt nach munches ze maache bleift an deem Dossier. Mä ech kann net akzeptéieren, wa gesot gëtt, et wier näischt elei ënnerholl ginn.

Här President, den Text, iwwert deen…

(Interruption)

Wien dat seet, Madame? Ma dat war d'lescht Woch nach op der Tribün den Här Etgen. Deen ass elo net hei. Deen huet en long et en large doriwwer referéiert, datt d'Regierung näischt gemaach hätt fir den Ofbau vun den administrative Chargen.

(Interruptions)

Gelift? Jo, grad deen Dag, wou en och nach dat Buch heemgeschéckt kritt huet vu 74 Säiten oder 75 Säiten, wou all déi Saachen drastinn, déi ofgebaut gi sinn.

(Interruptions)

Jo. Enfin!

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et steet awer näischt am Buch, dat ass de Problem!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Hutt Dir et gelies? Da waart Der jo séier fäerdeg.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Et ass komplizéiert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et stoung net vill dran.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Also, Här President, den Text, iwwert dee mer elo gläich…

(Interruption)

…ofstëmme wäerten, adaptéiert och d'Prozedure fir d'Passation vun de Marchés publics. Dat ass éischtens den Dialogue compétitif. Och heibäi handelt et sech ëm eng spezial Prozedur, déi verschidde Gemeinsamkeete mat der Procédure restreinte an der Procédure négociée huet.

Beim Dialogue compétitif si bei der Procédure restreinte awer Verhandlungen iwwer sämtlech Aspekter vun der Ausschreiwung erlaabt, wougéint bei der Procédure négociée d'Verhandlunge sech just op eng bestëmmte Phas am Laf vun der Prozedur konzentréieren.

Dësen Dialog ass virun allem dann interessant, wann et ëm extrem komplex Projete geet, bei deenen de Pouvoir adjudicateur am Virfeld guer net weess, wat fir eng technesch, finanziell oder juristesch Leeschtunge gebraucht ginn. Et ass also eng flexibel Prozedur, bei där souwuel d'Konkurrenz respektéiert gëtt an awer och de Besoin, verschidden Detailer vun der Realisatioun mat verschiddene Kandidaten ze beschwätzen, wou dat dann och erfëllt ka ginn.

Zweetens, den Accord-cadre. Beim Accord-cadre vergëtt den Optraggeber de Marché no klassesche Prozeduren an no objektive Kritäre wéi Qualitéit, Präis oder Quantitéit.

Et gëtt awer net onbedéngt nëmmen eng oder just eng Offer ausgewielt. Zum Schluss vun dëser éischter Phas kann de Marché entweder just un een Opérateur attribuéiert ginn oder awer u méi Opérateuren. D'Gesetz léisst déi Méiglechkeeten alleguerten op. Si mussen awer alleguerten d'Konditioune vum Accord-cadre iwwert déi ganz Dauer respektéieren.

Bei dëser Prozedur fënnt also no enger éischter Phas eng Remise en concurrence statt vun deenen Opérateuren, déi zréckbehale gi sinn. Dës kënnen elo hir Offertë bäibehalen oder awer no hire Méiglechkeeten hir Offer nach eng Kéier verbesseren.

Drëttens hu mer d'Centrales d'achat. Laut dem virleienden Text kënne verschidden Optraggeber sech zesummendoen, fir hir Akeef ze zentraliséieren. Heibäi musse selbstverständlech d'Prozedure vun de Marchés publics, wéi se am Gesetz virgesi sinn, respektéiert ginn. Duerch esou Centrales d'achat dierft et an Zukunft méiglech sinn, verschidde Produiten, well se dann a méi grousser Quantitéiten akaaft ginn, dann och zu engem bessere Präis kënnen anzekafen.

Här President, erlaabt mer nach e puer Umierkungen zum Contenu vum Gesetz. De Livre dräi vum neie Gesetz enthält verschidden Dispositiounen, déi spezifesch si fir d'Marchés publics an de Secteure vum Waasser, der Energie, dem Transport an de Postservicer. Dogéint gëtt de Secteur vun den Telekommunikatiounen net méi am Livre dräi opgefouert a fält deemno ënnert déi allgemeng Regele vun de Marchés publics.

Des Weidere gëtt d'Terminologie an eiser nationaler Législatioun där vun den Direktiven ugepasst. Dir hutt scho virdru gemierkt, ech hunn net méi vu Marchés oder Soumissioune geschwat, mä nëmme nach vu Procédure négociée oder Procédure restreinte oder Procédure ouverte. Dir kënnt dat alles gär nach méi am Detail a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Ofschléissend awer nach e puer Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft fënnt et richteg, datt dat aalt Gesetz integral duerch dat neit Gesetz ersat gëtt. Doduerch bleift d'Kohärenz vun der Législatioun vun de Marchés publics erhalen, an eng kloer Linn ass erkennbar do, wat den Text dann och wesentlech méi lisibel mécht oder hält.

Ech wëll Iech awer elo net verheemlechen, datt de Statsrot och e puer Problemer mam initialen Text hat, a mir duerfir, wéi ech schonn am Ufank vu menger Ried gesot hunn, e puer Amendementer an der Kommissioun hu misse formuléieren.

Also, a sengem éischten Avis hat de Statsrot véier Oppositions formelles formuléiert, wouropshi verschidde Passagen am Text dann och gestrach oder reformuléiert gi sinn. Wat dat elo genau war, do verweisen ech och op mäi schréftleche Rapport, do fannt Der déi Textpassagen alleguerten. Et bleift awer ze soen, datt mir dem Statsrot seng Oppositioune konnten aus dem Wee raumen an elo dëse Projet esou zur Ofstëmmung brénge kënnen.

Här President, dat elei ass en extrem wichtegt Gesetz, fir datt hei am Land weiderhi kënnen Investissementer vu méi klenger oder méi grousser Envergure realiséiert ginn, an dat méi einfach - géif ech soen - wéi virdrun, virun allem och méi séier wéi virdrun, a mat engem gehéirege Pak manner administrativem Opwand wéi bis elo.

Duerfir bieden ech d'Chamber, dëse Projet an där elo virleiender Versioun och ze stëmmen.

Ier ech elo d'Riednerpult verloossen, wëll ech awer nach de Responsable vum Ministère selwer Merci soen, grad wéi de Beamten hei aus der Chamber an och aus der CSV-Fraktioun fir déi Hëllef beim Ausschaffe vu mengem Rapport. Et war e komplexen an techneschen Dossier mat bal 100 Artikelen, a wann een do net vun deenen néidegen Experten épauléiert gëtt, ass dat awer trotzdeem e ganz schwieregt Unterfangen.

Ech soen Iech alleguerte Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt, a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem heite Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Déi honorabel Madame Anne Brasseur huet elo d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, ech schléisse mech selbstverständlech de Mercië vum Rapporteur un, an ech drécken dann och nach mäi Merci vis-à-vis vum Rapporteur aus, deen eng gutt Aarbecht hei gemaach huet als Rapporteur, mä deen dat och an der Kommissioun exzellent mécht.

Erlaabt mir, Här President, eng Virbemierkung ze maachen zum Text, an zwar zum Artikel 3, Paragraph 3. Ech hat virdru mam Rapporteur doriwwer geschwat. An deem Text, deen eis am Rapport virläit - an dat ass jo och deen Text, deen d'Chamber hei stëmmt -, schéngt mer e Wuert ze feelen. Ech wollt d'Chamber dorop opmierksam maachen. An zwar steet an deem Text, deen ech a mengen Ënnerlagen hunn - an ech zitéieren: «La „concession de travaux publics" un contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché public de travaux». Ech mengen, do feelt dat Wuert „est", well et geet hei ëm Definitiounen. Et kann awer sinn, dass an engem aneren Text vläicht en aneren Term dostoung, mä deen hunn ech net erëmfonnt.

Op jidde Fall geet dee Saz net op, an ech mengen, wa mer hei Texter stëmmen, Här President, da muss den Text awer richteg a komplett sinn. Ech wollt Iech just dorop opmierksam maachen, dass dat nogekuckt gëtt.

Här President, no där...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Datselwecht steet beim Artikel 55-2 A.

M. le Président.- Mir kucken dat, mir kontrolléieren dat elo direkt, fir dass d'Chamber herno en Text stëmmt, dee Kapp a Fouss huet. Merci, Madame Brasseur, fir Är Opmierksamkeet.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Häre, et huet elo fënnef Joer gedauert, bis mer déi Direktiv vun 2004 iwwert d'Marchés publics konnten ëmsetzen. Déi Direktiv ass vum 31. Mäerz 2004, an alt do hu mer ons nees schwéiergedinn. Déi nächst Regierung muss awer mat Sécherheet do d'Prozeduren op de Leescht huelen, fir ze kucken, dass mer déi Direktive vill méi séier kënnen ëmsetzen. Dëst ëmsou méi, well d'Gesetz vun 2003 jo awer an der Applikatioun Onzoulänglechkeeten hat, an déi betraffe Milieuen - d'Handwierksbetriber, d'Entrepreneuren, d'Commercen - hu jo och dorop opmierksam gemaach.

Ech si frou, dass den Här Boden, dee jo en enormen Entfesselungsprogramm hei méi wéi eng Kéier annoncéiert hat, elo ënnerstëtzt ginn ass vum Här Wiseler, an dass den Här Wiseler als Minister vun den Travaux publics deen hei Projet déposéiert huet, an dass mer elo duerch dëse Projet an duerch d'Applikatioun vun der Direktiv zu Simplificatioune kënne kommen.

Et si bei dësem Projet fënnef Haaptprinzipië bei der Attributioun vum Marché public. Deen éischten ass dee vun der Transparenz; deen zweeten dee vun der Gläichbehandlung vun alle Bedeelegten; deen drëtten ass, dass d'Spill vun der Konkurrenz mat abezu muss ginn; dee véierten, dass gutt mat de Steiergelder, mat den öffentleche Gelder ëmgaange gëtt; an dee fënneften ass, dass d'Émweltkritären och musse mat berücksichtegt ginn. Mat deene Prinzipië kann ee selbstverständlech d'accord sinn. D'Procédure ass a bleift, egal wéi mer se hei simplifiéieren, awer komplizéiert.

Duerfir, Här President, musse mer wierklech derfir suergen, dass déi Kleng- a Mëttelbetriber à même sinn, hei all déi Procéduren awer ze respektéieren.

Aus der Praxis vun der Gemeng weess ech, an et sinn nach vill Kommunalpolitiker heibannen, déi dat och wëssen, wéi oft heiansdo ee muss écartéiert ginn, well d'Procédure net respektéiert ginn ass. Dat ass da kee schlechte Wëllen oder keng Inkompetenz, mä d'Procédurë sinn nun eemol komplizéiert.

Wann dëst Gesetz elo d'application gëtt, da géif ech déi betraffe Ministèren, an zwar de Ministère des Travaux publics an de Ministère des Classes moyennes, bieden, zesumme mat de Chambres professionnelles, dat heescht, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, ze kucken, wéi een d'Betriber besser ka preparéieren, fir dass hinnen net Feeler an der Procédure ënnerlafen. Well et ass och net am Intérêt vum Steierzueler, dass Procéduresfeeler virkommen, well ganz oft muss dee Bëllegsten écartéiert ginn, well iergende Certificat oder soss eppes vergiess ginn ass. Duerfir muss een dorop pochen, dass d'Formatioun vun de Betriber hei awer gemaach gëtt.

Et handelt sech ëmmerhi bei deene Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg ëm 20.000 Betriber mat 150.000 Beschäftegten, also en enorme Poids an onser Ekonomie. Mir mussen deenen hëllefen, dass se et fäerdeg bréngen, déi Prozeduren esou ze respektéieren.

Wat ech bemängele bei all deenen Texter, déi mer hunn, an dat ass kee Virworf un eng Regierung, mä dat ass, dass mer ons ëmmer méi a Procéduren awer verstrécken a verhedderen. Et gëtt ëmmer méi Prozesser, et gëtt ëmmer méi Reklamatioune géint Procéduren, an da muss een écartéiert ginn. D'Administratioune mussen op den Dibbelchen oppassen, well soss huet een direkt e Recours.

Ech zitéieren hei eng Architektin vun der Stad Lëtzebuerg. Si huet mir gesot: „Et ass dach net normal, datt ech nëmme méi nach 10% Architektur ka maachen an 90% Droit a Procéduren."

Do weess ech net, wéi mer zesummen doraus erauskommen, mä mir mussen ons awer bewosst sinn, dass mer ons am Fong vill ze vill do operleeën, an dass een, och wann déi Procéduren hei vereinfacht ginn, am Fong dozou misst kommen, déi nach ze vereinfachen. Dat ass awer ganz schwiereg, wann een déi fënnef Kritäre vun der Transparenz, vun der Gläichbehandlung, vum Spill vun der Konkurrenz, vum gudden Ëmgang mat de Steiersuen a vun den Ëmweltkritären och wëllt berücksichtegen.

Mä duerfir nach eng Kéier: Déi nächst Regierung muss wierklech, de Minister vun den Travaux publics an de Minister vun de Classes moyennes zesumme mat de Chambres professionnelles, kucken, dass d'Betriber beschtméiglech preparéiert ginn, net dass se écartéiert gi wéinst prozedurale Feeler.

Dann, wat de Projet selwer ubelaangt, wëll ech net an den Detail drop agoen. De Rapporteur huet dat gemaach. Mir hunn erliichtert Procéduren. Mir hunn éischtens elo d'Procédure, dass ouni Formalitéit bis 55.000 Euro Marchéë kënnen attribuéiert ginn, dass dräi Offere musse gefrot gi fir Marchéen tëschent 55.000 an 103.650 Euro, an dass iwwer 103.650 Euro d'Publicitéit obligatoire ass. Dat ass fir d'öffentlech Hand, ob dat Gemenge sinn, ob dat Établissements publics sinn, ob dat de Stat ass, jo sécherlech eng Erliichterung. Dat accéléréiert d'Procédure, wat an dëser Zäit vu schwierege wirtschaftlechen Donnéeë bestëmmt wichteg ass, dass mer méi séier kënnen déi Marchéen attribuéieren.

Et ass och eng nei Terminologie am Text. Dat fannen ech dat mannst Komplizéiertst. D'Soumission publique heescht elo Procédure ouverte, d'Soumission restreinte heescht Procédure restreinte, an de Marché négocié heescht Procédure négociée. Ech mengen, doru kënne mer ons relativ séier winnen.

Den Dialogue compétitif an den Accord-cadre - de Rapporteur huet dat explizéiert, esou dass ech net méi dorop wäert agoen. An och den Zougrëff op d'Informatiounstechnologien, wat wierklech eng Erliichterung ass.

Ech begréissen, dass mer hei elo méi kloer Texter hunn iwwert d'Exklusioun, well et ass net normal, wann een als Optraggeber, dat heescht als Verwalter vun den öffentleche Gelder gesäit, dass ëmmer deeselwechte Betrib dee bëllegsten ass, an dass een dann duerno mat deem Betrib enorm Schwieregkeeten huet, well e sech net un d'Präisser hält, well ee mat him muss dauernd streiden. Dat kënnt da bis zu Procédurë viru Geriicht, an da bei deem nächste Marché muss een erëm op deeselwechten zréckgräifen, wou ee weess, dass et erëm vu vir ugeet. Dass do d'öffentlech Hand eng Prozedur kann hunn, fir een ze excluéieren, schéngt mer ganz gutt ze sinn. Natierlech däerf dat net abusif sinn. Et si jo och dofir Restriktiounen am Text agebaut, an d'Commission des soumissions muss jo och do an d'Bild gesat ginn.

Wat ech och bei dësem Projet wichteg fannen, dat sinn déi zéng Kritäre vun den Attributioune bei engem Marché, déi festgehale gi sinn. Et ass also net nëmme méi de Präis, mä et sinn aner Kritären, déi nommément opgefouert sinn am Gesetz. An dat sinn der zéng: 1. dat ass d'Qualitéit; 2. de Präis; 3. den technesche Wäert; 4. d'Ästhetik an d'Funktionalitéit; 5. Émweltconsidératiounen; 6. de sozialen Aspekt; 7. de Gebrauchspräis; 8. d'Rentabilitéit; 9. de Service après-vente, an 10. d'Exekutioun oder d'Liwwerungsdélaien.

Dës zéng Kritäre kënnen agebaut ginn, mussen awer net agebaut ginn. Si kënne pondéréiert ginn oder der Wichtegkeet no gestaffelt ginn. Et schéngt… Et ass wierklech gutt, dass mer dat elo esou kloer am Text hunn, well et ass net eleng de Präis, deen ausschlaggebend ass. Well déi bëllegsten ass jo net ëmmer déi beschten Offer. Dat muss natierlech ganz kloer am Cahier des charges preziséiert ginn.

Och ass erëm eng Dispositioun an dësem Text iwwert d'Preferenz, déi een engem lokalen Ubidder ka ginn, wat och eng positiv Saach ass. An zwar, ee lokalen Ubidder däerf net méi wéi 5% méi deier si wéi dee präisgënschtegsten. Da kann een de Lokalubidder och virzéien, wat och ze begréissen ass.

Als Konklusioun, Här President, géif ech soen, dass mer hei e Gesetz, e Projet de loi virleien hunn, deen am Intérêt ass vum Steierzueler, deen am Intérêt ass vun de Betriber, also vun onser Ekonomie, deen am Intérêt ass vun den öffentleche Verwaltungen. Ech hoffen, dass déi Zilsetzungen awer, déi mer ons gesat hunn, och dat erfëllen, deenen Intérête gerecht ginn, déi mer mengen dass an dësem Text géife stiechen.

Dofir muss ee kucke bei der Applikatioun vum Gesetz, natierlech a Konformitéit mat der Direktiv, wéi dat sech an der Praxis auswierkt. A wa Schwieregkeeten do sinn, da misst déi nächst Regierung sech awer do engagéieren, fir eng Evaluatioun ze maachen, an net sechs Joer waarden, bis den Text adaptéiert gëtt. Do musse mer eng néideg Souplesse hunn.

Nach ee Wuert zu der Motioun, déi den Här Clement eragereecht huet, wou e freet, dass ee bei de Services vun der Restauration collective kann op Produitë vun nobäi zréckgräifen. Wann ech den Text verstinn, da kann een dat jo maachen ënnert der Dispositioun vun deene lokale Betriber, well een do jo awer schonn eng gewësse Preferenz kann hunn. Mä et geet vläicht besser, wa mer déi Motioun maachen. Effektiv soll een d'Produits du terroir favoriséieren, net nëmme wéinst der Gesondheet, mä awer och wéinst deene Betriber, déi hei usässeg sinn. An dofir géif ech och d'Ënnerschréft vu menger Fraktioun ganz gäre bréngen.

No deenen Observatiounen, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun an der Hoffnung, dass dat Gesetz hei an der Applikatioun dat och bréngt, wat et um Pabeier versprécht.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Scheuer, wann ech gelift.

M. Jos Scheuer (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer am Joer 2003 dat neit Gesetz zu de Marchés publics diskutéiert hunn, do waren dat ganz laang a ganz haart a ganz intensiv Diskussiounen, déi derzou gefouert hunn, dass mer d'Gesetz vun 1974 reforméiert hunn. Dat war schonn eng grouss Aarbecht, an dat Gesetz vun 2003 ass e wichtegt Reformgesetz gewiescht.

Mir hunn diskutéiert zum Beispill iwwert de Sënn, fir déi bëllegst Offer missen ze huelen. Mir hunn de Rapport Präis-Qualitéit diskutéiert. Mir hunn iwwer all méiglech Ausnahme geschwat, déi een zu deenen zwee grousse Prinzipië misst uwennen oder kéint uwennen. A mir hunn iwwert d'Differenzéierung fir eenzel Secteuren och geschwat.

D'Madame Brasseur hat och zu Recht d'Prozeduren ugeschwat an iwwert déi penibel Situatioun, an déi ee kënnt, wann opgrond vu Prozeduren da Leit, Submittenten eliminéiert ginn. Déi Prozeduren, déi ëmmer gepréift ginn, net nëmmen an enger Gemeng, net nëmmen an de Services techniques, mä déi awer och gepréift gi vun de Submittente selwer. Do besteet eng Rivalitéit, wou penibel opgepasst gëtt, datt jiddwereen no deeneselwechte Kritäre bemooss gëtt.

An ech mengen och, datt mer am Beräich vun de Prozedure par rapport zu 1974 am Gesetz vun 2003 Fortschrëtter gemaach hunn. Dat Gesetz ass deponéiert gi vum Minister fir d'Travaux publics. Et hätt och kënnen en anere Minister sinn. Mä Fait ass, datt de Minister vun den Travaux publics zoustänneg ass fir d'Marchés-publics-Gesetzer.

Ech muss hei och de Beamten e Kompliment maachen. Si betreien dee ganze Secteur. Si sinn och zoustänneg fir déi ominéis Kommissioun, déi fir de Marchés-publics-Secteur scho liewenswichteg ass, am richtege Sënn vum Wuert.

Ech soen och dem Rapporteur Merci, deen en exzellente schréftleche Rapport virgeluecht huet an och e gudde mëndleche Rapport gemaach huet, an all deene Kolleegen, déi an deene Sëtzungen, déi mer haten, mat diskutéiert hunn.

Just e puer Wuert zu deene wichtegsten Neierungen, a mengen Aen, déi an deem dote Gesetz stinn.

Fir d'éischt d'Procédure négociée, datt elo de Choix besteet, fir niewent der finanziell beschter Offer och nach déi Offer ze huelen, déi wirtschaftlech déi bescht ass. An een, dee vill Ausschreiwunge gemaach huet, dee weess, wéi wichteg zum Beispill den Entretien ass, wann iergendwou gebaut gëtt, wéi wichteg och d'Liewensdauer ass, déi déi eenzel Materialien hunn, etc. Och dat gëtt elo dem Submittent vill méi Flexibilitéit, vill méi Souplesse, wéi dat virdrun de Fall war.

Zweetens, nach eppes, wat mer am Joer 2003 nach net konnten esou virausgesinn, wat awer och an déi Richtung geet, déi d'Madame Brasseur ugeschwat huet. Nämlech d'Informatiséierung vun de Prozedure bei den öffentlechen Ausschreiwungen. Déi muss et elo méiglech maachen - an esou ass et gewënscht -, datt déi Prozedure méi liicht ze duerchkucke sinn. Datt déi, déi Offere maachen, méi liicht sech informéiere kënnen. Domadder gëtt dann och d'Feelerquell erofgesat. Eng Vereinfachung vu Prozeduren, déi ëmmer penibel bleiwen a Recherchë mat sech zéien, déi och ëmmer penibel sinn.

Drëttens dann, och wëll ech erwähnen, datt mer eng ganz Serie vu Prozeduren upassen oder Prozeduren, déi nei an d'Gesetz eragesat ginn. Dat, wat mer am Joer 2003 och schonn ugeschwat haten als eppes, wat géif feelen, mä wou mer um Terrain da kucken, wat eis feelt; nämlech den Dialogue compétitif tëschent de Parteien, dee munches aus de Féiss raume kann, éier et zum Accord kënnt.

Dann den Accord-Kader, dee vum Rapporteur exzellent duergestallt ginn ass. Wou een och soll erwähnen, datt de Marché u méi Submittente ka verdeelt ginn, datt d'Operatioune kënnen opgedeelt ginn, an och de Fait, datt een elo Akafszentrale bilde kann.

Interessant bei dësem Gesetz ass och, datt vill Avisen erakomm sinn an datt déi Avisen och global positiv sinn. Mir setze jo zwou Direktiven ëm. Et huet relativ laang Zäit gebraucht; vun 2004 bis elo. D'Avisë vun de Chambere si positiv. Ech kucken dat emol aus dem Bléckwénkel vum Syvicol, deen ee wichtege Saz schreift, nämlech méi Flexibilitéit an d'Bild matzebréngen.

Dann - dat steet och am Rapport - soen déi eenzel Chamberen, datt dat Gesetz hei sech situéiert um Hannergrond vun der Wirtschaftskris an en vue vun all deene Mesuren, déi am Kader vum sougenannte Konjunkturplang getraff ginn. Et ass en technescht Gesetz, awer net nëmmen en technescht Gesetz. Et ass och e Gesetz, wat a Rapport steet mat der Wirtschaftskris a wat e Secteur beliewe kann, an och vläicht net d'administrativ Prozeduren entfessele kann, mä awer trotzdeem munches erliichtert.

Natierlech stëmme mir och déi Motioun, déi den Här Clement abruecht huet an déi ech mat ënnerschriwwen hunn. Eng Motioun, déi och weist, datt dat hei iwwert dat erausgeet, wat just am Travaux-publics-Secteur leeft a bei de Gemenge leeft, wa Bauprojeten ustinn, mä dat ass e Beräich, dee gräift an d'ganzt Wirtschaftsliewe vu Lëtzebuerg an. Domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert zu dësem Projet?

Den Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht, well en eng etlech Introductiounen hei ginn huet. Mä ech wëll awer och direkt soen, datt mer ons bei dësem Projet wäerten enthalen, well de Projet de loi eng etlech Saachen enthält um juristesche Plang, mat deene mer net kënnen d'accord sinn, respektiv wou et Feeler ginn. Dat ergëtt sech deelweis aus de Prozeduren. Ech wäert herno nach méi am Detail op déi ganz Saachen do agoen.

Mä et ass awer e wichtegt Gesetz iwwert de Prinzip, well beim Stat all Joer 350 bis 400 Soumissiounen erauskommen; eng 80 bis 100 Marchés négociés pro Joer. Bei de Gemenge schéngt et datselwecht ze sinn. An et schwätzt een dovunner, datt 16% vum PIB, dat heescht eng ronn 9 Milliarden Euro, all Joer iwwert d'Marché-publicen un d'Betriber verdeelt ginn an an d'Ekonomie afléissen. D'Travaux publics maachen eng 45% aus vun de Montanten, d'Fournitürë 40% an d'Servicer 15%. Et ass net näischt.

Wat eis feelt, Här Minister, dat wär e Site Internet, wou sämtlech Marché-publice vum Land, och déi vun de Gemengen, kéinte sech zesummefannen a wou ee kéint do och verschidde Statistiken noliesen, wou ee verschidden Informatioune kéint kréien, wat wou wéi doruechter leeft. Dat schéngt mer een Deel vun der Informatioun ze sinn, déi ganz nëtzlech wär. An ech weess, Dir hutt do esou e Site Internet. Et wär also gutt, wann een dee kéint e bëssen auswäiten an zousätzlech Informatiounen an dat Ganzt erabréngen, well et ass an deem Sënn e ganz wichtegt Gesetz, speziell fir d'Handwierk an de Commerce.

Wat d'Form ugeet, esou muss ee soen, datt mer endlech higaange sinn, souwuel ënnert der viregter Regierung wéi ënnert dëser Regierung, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics ze änneren iwwert d'Gesetzer. An de Joren 1994, 1996 wor do eng aner Method. Do ass d'Regierung higaangen a si huet déi Direktiven ëmgeännert, also an onst Recht agefouert, iwwer Règlements grand-ducaux. Dee System ass net deen allerbeschten, well doduerjer eng etlech Iertëmer an och Imprécisiounen an d'Texter drakommen. Et ass besser, wann dat heiten alles iwwert de Wee vun der Chamber geet. A waméiglech soll ee sech och Zäit loossen.

Mä ech mengen, dës Gesetzgebung ass vun iergendengem Fluch belueden. Mä dat lescht Gesetz ass gestëmmt ginn am September 2003, wann ech mech gutt erënneren, an datselwecht Joer, am Juli 2003, hat d'Europaparlament schonn an zweeter Lecture déi Direktive gestëmmt, déi mer haut ëmsetzen. Just nuren, fir lech ze soen, datt deen Décalage do ass.

Da muss een och soen, dass de Conseil d'État sech hei - d'Regierung hat de Projet de loi relativ an eenegermoosse mat Zäiten erabruecht - nach ganz vill Zäit gelooss huet. Dat hei ass net gutt, well een deen Ablack eng Dualitéit vu Gesetzgebungen huet; dat eent um nationale Plang. An déi europäesch Gesetzgebung spillt awer mat eran, ouni dass se awer iergendwéi an eist Nationalrecht ëmgesat ginn ass, an engem Text dosteet, mä awer ass se d'application.

Da stellt sech an dëser Fro awer och nach eppes Wichteges. Dat ass de Règlement grand-ducal. Ouni Règlement grand-ducal kann ee mat dësem Gesetz näischt ufänken. Dofir wollt ech d'Regierung froen, ob se scho vläicht héieren huet, wéini de Conseil d'État wëlles hätt de Règlement grand-ducal ze aviséieren, well soss bleift dat Gesetz hei nees erëm Lettre morte.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, wa mer an deem Gesetz hei e Règlement grand-ducal hunn, fannen ech, datt déi Aart a Weis, wéi de Règlement grand-ducal ausgeschafft ass, net déi allerbeschten ass. Woufir? Well mer keng Mesure d'exécution dran hunn, mä ganz oft Dispositioune vum Gesetz mat dran hunn. An dat ass net déi allerbeschte Lecture.

Déi aner Saach, wou een eng Kéier misst dem Conseil d'État eng Fro stellen, ass iwwert d'Adaptatioun vun de Montanten, déi an dësem Gesetz stinn an déi periodesch vun der Commission européenne décidéiert ginn. Déi geschéien hei iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux oder anere Moyenë souguer nach. Mä mir hunn awer kierzlech och en Avis foudroyant vum Statsrot gelies, wou e gesot huet, esou Montantë missten iwwert d'Gesetz goen. Dat wor bei der Gesetzgebung de minimis, déi mer d'lescht Woch décidéiert hunn. Och do wär et heiansdo emol gutt, wann de Conseil d'État eng Linn géif an dat Ganzt mat erabréngen, well et gëtt eng etlech Schwieregkeeten dodran.

Zum Fong selwer an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, esou ass, mengen ech, eppes wichteg. Dat sinn, géif ech soen, aacht Punkten, op déi ech wëll agoen.

Dat eent ass den Achat public. Dee muss méi grouss gemaach gi fir ons PMEen. Dat gëtt méiglech duerch dëst Gesetz iwwert d'Méiglechkeet, fir Loten ze schafen. Dat heescht, datt een e gréisseren Objet kann an e puer Loten opdeelen an deen Ablack un e puer Entreprisë verginn.

Wat mer awer feelt an dësem Gesetz, mä wat kann an engem anere Gesetz nokommen, dat ass d'Sous-traitance besser ze schützen. Et ass an där Welt, wou mer liewen, esou, datt ganz oft ganz grouss Entreprisen e gréissere Marché kréien, a si sous-traitéieren. An do misst eis Gesetzgebung iwwert d'Sous-traitance e bëssen de moderne Kritären ugepasst ginn, notamment fir et de Sous-traitanten ze erlaben, bal déiselwecht Rechter ze kréie wéi d'Soumissionnairen, well soss, wann déi Gesellschaft a Schwieregkeete kënnt oder wa Streidereien tëschent dem Sous-traitant an dem Soumissionnaire entstinn, dann ass déi Situatioun net onbedéngt geregelt. Ech wär dofir och frou gewiescht, wann d'Regierung kënnt op dee Wee goen.

Dann, wichteg ass:

- d'Transparenz an de Prozeduren;

- d'Sécurité juridique fir Stat a Gemeng;

- méi Effikassitéit duerch nei Technologien am Gebitt vun der Informatioun an der Kommunikatioun. Dat schéngt vum Prinzip hier an dësen Direktiven, déi elo ëmgesat ginn, zréckbehale ginn ze sinn;

- méi eng einfach Législatioun. Do muss ech soen: Dat ass net de Fall an dat ass och ee vun de Bedenken, déi mer hei bei dësem Gesetz hunn. Woufir? De Prinzip, wéi mir e gesinn, ass, datt mer eng eenzeg Gesetzgebung hätte fir déi national an déi europäesch Marchéen an datt déi eenzeg Differenz déi wär vun der Publikatioun vun de Marchéen um europäeschen oder um Weltplang, jee nodeem wéi héich de Montant ass.

Wann ee vu Simplification administrative fir d'Betriber schwätzt, an och fir d'Gemengen, fir de Stat: Wann een eng eenheetlech Prozedur huet, ass dat méi einfach, wéi wann een all Kéiers muss kucken, op wat fir ee Montant wat sech bezitt a wou ee sech da muss amüséieren.

Dann hätt ee sech och verschidde Saache wéi déi, déi mer elo hei hunn - déi Definitiounen, wou d'Madame Brasseur virdru mat Recht drop higewisen huet, wou mer se an engem Artikel hunn an an engem zweeten Artikel och nach eng Kéier haargenau déiselwecht hunn, dann hätt ee sech dat kënne spueren, an déi nuren an engem Artikel an op enger Plaz gehat, dann hätt een et wéinstens do richteg gehat.

Deen anere Punkt, deen ons wichteg schéngt, ass natierlech, datt ee vun deenen Environnements- a Sozialklauselen, Konditiounen a Kritäre ka profitéieren. Ech bedauere just, datt hei déi vum Commerce équitable net mat zréckbehale gi sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, déi besteet. Do gëtt et eng Kommunikatioun vun der Commission européenne, déi et och méiglech gewiescht wier, hei ënner verschiddene Kritären, fir verschidde Produitë kënnen ze respektéieren.

Wat hei nei ass a wat wichteg ass, ass, datt déi Kritären elo mussen hierarchiséiert ginn. Dat ass dat, wat nei ass. Virdru war dat an deem Gesetz net de Fall. Elo musse se hierarchiséiert ginn, an eng Pondératioun muss geschéien.

Wat ech awer an dësem Gesetz dann nees erëm bemängelen, ass, datt déi Environnements- a Sozialkritäre fir déi normal Marchépublice spillen, um nationale Plang an um europäesche Plang, mä si spillen net fir déi Marché-publicen en matière vun Transport, vun Energie a vu Waasser an esou weider, well do an deem Artikel stinn déi Environnementskritären net dran.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech mengen, dat war vläicht e bësselche séier gaangen, mä et gesäit een nees eng Kéier: Wann ee Prinzipië festhält, ass et besser, et hält ee se fest fir sämtlech Livren, an net se limitéieren op deen éischten an deen zweeten. Do gesitt Der heiansdo, datt d'Technique législative och schwiereg ass, an et ass heiansdo besser... Mä ech hoffen awer, wa mer nach e puer Direktiven ëmzesetzen hunn, an och bei der Sous-traitance vläicht eppes änneren, datt mer dann d'Geleeënheet huelen, fir dee Problem do mat ze léisen.

En anere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vun der Sprooch. Wann een hei d'Sproochegesetzgebung huet, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, da kënnen elo d'Soumissions publiques an dräi Sprooche gemaach ginn, franséisch, däitsch a lëtzebuergesch. Et ka souguer esou sinn, datt e Soumissionnaire ka froen, datt en den Dossier Soumission iwwersat kritt. Ech wëll jiddweree just nuren drop hiweisen, wat dat kënnt gegebenenfalls fir Amüsementer a fir Fraisë bréngen. Ech géif also och do d'Regierung bieden, datt mer ons mussen awer vläicht - grad wéi mer dat op aner Gebidder hunn - verschidde Kritäre ginn, wéi mer déi Sproochkonditiounen do kéinte regelen.

En anere Punkt, mat deem mer net d'accord sinn, ass, datt de Fonds du Logement nees eng Extrawurscht gebrode kritt am Artikel 20, grad wéi déi A.s.b.l.en, déi iwwer 50% subventionéiert gi vum Stat. Déi brauche sech och net de Soumissions publiques ze ënnerwerfen. Mir fannen dat net gutt. Dat ass eng relativ ongesond Situatioun.

En anere Punkt ass dee vun der Commission des soumissions. Déi bleift ënnert den Uerdere vum jeeweilege Bauteminister. Dat ass net gutt. Dat widderspréicht och enger europäescher Kommunikatioun vum 11. Mäerz 1998, déi déi europäesch Regierungen opgefuerdert huet, datt déi Commissions des soumissions sollten alleguerten onofhängeg si vun deenen eenzelne Regie-

rungen a Ministèren, fir justement eng gewësse Neutralitéit kënnen erbäizebréngen. Dat ass hei net de Fall.

Da muss een e puer Froen nach stellen. Ech wëll déi just nure kuerz nach ernimmen.

De Pouvoir adjudicateur ass ons Zentralbank. Ass dat e Pouvoir adjudicateur oder net? An anere Gesetzgebunge gëtt d'Zentralbank ernimmt, spezifesch, well déi e Statut particulier huet. Dat ass hei och e bësselchen onkloer.

Da bedaueren ech, datt d'Entreprisen an d'Sociétés, déi an de konsolidéierte Joreskonte vun Entreprisë stinn, déi öffentlecht Kapital hunn, net hei dem Soumissiounsgesetz ënnerworf sinn. Dat schéngt mer och en Oubli ze sinn.

Dann, bei deem drëtte Buch geet et ëm Entités adjudicatrices. Ech hu gekuckt, fir eng Definitioun vun den Entités adjudicatrices ze fannen. Ech hu keng fonnt. Do steet just nach eng Kéier „Pouvoirs adjudicateurs". Et ass zwar méi oder wéineger datselwecht, mä ech mengen och, datt et hei e bësselche séier gaangen ass, an datt een hätt missen esou eng Definitioun awer an ons Gesetzgebung mat erabréngen.

Dann hunn ech e Problem mam Artikel dräi 1.a), wou gesot gëtt, datt d'Marché-publice musse par écrit gemaach ginn. Ech muss mech do wonneren, well mer hu par ailleurs elo elektronesch Moyenë virgesinn, d'Enchères électroniques, système d'acquisition dynamique. An do ass alles virgesinn, mä keen Écrit. Elo kann ee vläicht soen, datt eng Signature électronique och eppes bréngt, mä et ass nach ëmmer keen Écrit. Duerfir mengen ech, datt mer och hei misste vläicht nach eng Kéier kucken, fir méi prezis op déi Saach do anzegoen. Ech fäerte soss, wann et eng Kéier zu Streidereien a Recoursë kënnt, datt deen Ablack e Soumissionnaire sech kéint domadder amüséieren.

Am Artikel dräi 13. geet Rieds vun engem Vocabulaire vun de Marché-publicen, an e verweist op e Reglement vun 2002. Mä dat Reglement ass awer de 16. Dezember 2003 geännert ginn. Duerfir mengen ech, datt et och besser gewiescht wier, wann ee gesot hätt „tel que modifié", dann hätt een och deenen eenzelne Modifikatioune kënne Rechnung droen.

Da feelen am Gesetz déi europäesch Normen, déi musse respektéiert gi bei de Soumissions publiques. Ech ziele se net all op, well et ass eng ganz Abberzuel vu verschiddenen Technologien, also vu verschiddenen Normen, déi festgehale sinn.

D'Procédure ouverte schéngt mer och relativ, dat heescht, déi normal Soumissioun schéngt mer net genügend definéiert ze sinn. D'Soumission sur performance ass och net notéiert.

Bref, et ginn hei an dësem Gesetz eng etlech Saachen, wou ech d'Regierung wierklech géif bieden, respektiv de Successeur, deen dat an der nächster Legislatur wäert maachen - vläicht ass et och deeselwechten, on se succède parfois à soi-même -, awer ze kucke fir do Léisungen ze fannen, fir éischtens e Marchés-publics-Gesetz ze hunn, wou ee fir déi national an déi europäesch Marché-publicen déiselwecht Gesetzgebung huet, wou just nuren eng Differenz ass mat der Publikatioun, wat staark Vereinfachunge fir d'PMEen an d'Verwaltungen an d'Gemenge wäert mat sech zéien.

Dat Zweet ass, datt mer d'Règlements grand-ducaux wierklech nuren an der Exekutioun gesinn, an datt mer net do wichteg Dispositiounen dran hunn, déi besser an e Gesetz komm wieren.

Dat Drëtt, wat néideg ass, ass, datt mer verschidden Texter vläicht preziséieren, vläicht revidéieren.

A last but not least wier et gutt, wa mer e Site Internet hätten, deen e bësselche méi Informatioune géif ginn, an och déi Marché-publicen, déi um europäesche respektiv um kommunalen Niveau ausgeschriwwe ginn, datt een déi och do kéint méi liicht fannen, wéi dat elo de Fall ass.

Dat gesot, si mir also d'accord fir déi Direktiv hei ëmzesetzen. Mä vu datt mer e puer juristesch, technesch - loosse mer et esou nennen - Préoccupatioune bei dësem Gesetz hunn, wäerte mer ons aus deene Grënn enthalen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rapporteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech hu fonnt, datt mer an dësem Dossier, wat e wichtegen Dossier ass fir d'Regierung respektiv fir all déi Aarbechten, déi och vun de Gemengen exekutéiert ginn, gutt a schnell eng komplizéiert Aarbecht konnte gemeinsam maachen.

Ech sinn och frou, datt mer haut deen Text hei hunn, well deen Text huet, wéi gesot, ganz vill Virbereedungsaarbecht kascht. Deen huet och eng enorm Zuel u Réunioune mat alle Partner bruecht, fir e bis op dee Punkt ze kréien, datt mer en elo hei kënne stëmmen. Dat ass wierklech eng grouss Erliichterung fir all déi, déi dorunner geschafft hunn.

Ech wëll eng Rei Explikatioune ginn, déi och virdru beim Här Henckes ugeklonge sinn, firwat déi Direktiv elo eréischt kënnt. Dir wësst - an den Här Henckes huet et gesot -, wéi mer 2003 deen Text gestëmmt hunn, war déi nächst Direktiv, déi mer dann elo hei ëmsetzen, zu engem Deel schonn an der Diskussioun an ass e puer Méint drop gestëmmt ginn. Den Text vun 2003 sengerzäit huet schonn eng ganz Rei vun deene Punkten, déi sengerzäit an der Diskussioun waren, dat heescht, déi an der Direktiv vun 2004 eréischt komm sinn, mat integréiert.

Hei si mer an enger Matière, wou et awer enorm wichteg ass - an ech mengen, all d'Riedner hunn dat gesot -, datt mer eng Sécurité juridique brauchen. Et war also extrem schwéier, nodeem datt mer den Text 2003 haten, nodeem datt esou e komplizéierten Text vu sämtleche Betriber awer muss ëmgesat ginn, fir da schonn 2004 erëm hinzegoen, andeem mer guer keng Erfahrung domat haten, fir schonn erëm alles op d'Kopp ze geheien.

Et war also wichteg, an dat war och esou mat deenen eenzelne Partner, mat de Betriber, de Chamberen ofgeschwat, datt mer awer géife probéieren op deene wesentleche Punkten emol e wéineg Erfahrung ze kréien, deelweis och eng Jurisprudenz ze kréien, well et si schonn eng Rei Prozesser op deem alen Text gelaf, déi eis am Fong gewisen hunn, wou Schwächte wiere respektiv wou den Text kéint esou ouni Problem applizéiert ginn.

E puer Joer, dat heescht 2005, 2006, sinn also déi Aarbechten hei richteg ugaangen, an déi hunn och am Ministère eng ganz Zäit gebraucht, well mer och drop gehalen hunn, datt ebe just déi Aarbechten hei net géifen am Ministère eenzeg an eleng gemaach ginn, mä datt mer mat deene Beruffschamberen, mat deenen eenzelne Vertriedunge vun den Entreprisen och géife regelméisseg zesummekommen, fir Punkt pro Punkt, Artikel pro Artikel duerchzekucken, mat der Chambre des Métiers, mat der Chambre de Commerce; an ech soen hinnen hei villmools Merci fir déi Kollaboratioun, well dat war vill Aarbecht.

Et geet jo net nëmmen drëm, datt d'Administratioun, de Stat oder d'Gemengen déi Gesetzgebung hei uerdentlech kënnen applizéieren. Et geet och drëm, datt d'Betriber se kënnen uerdentlech applizéieren, an datt mer net an e Gewulls hei erakommen, mä datt mer, déi eng Säit an déi aner Säit vun deem Spill hei, uerdentlech eens ginn a schnell virukommen. Dat ass och wat der Madame Brasseur hir grouss Suerg ass, déi si hei expriméiert huet. Duerfir huet deen Text e wéineg méi Zäit gebraucht, well mer mat de Betriber wollte kucken, datt et och fir si en Text géif ginn, dee kéint applizéiert ginn.

Mir hunn den Dépôt 2006 gemaach, Enn 2006. Mir hu virun e puer Wochen den Avis vum Conseil d'État eréischt kritt, duerfir konnten déi Aarbechten an der Chambreskommissioun net méi schnell weidergoen, wéi dat elo de Fall ass. Et war awer och wichteg, hei d'Expertise vum Conseil d'État ze hunn. De Conseil d'État, deen eis d'ailleurs och op deenen haaptsächleche Punkte confirméiert huet, éischtens, datt mer konform zu der Direktiv wieren, an zweetens, datt eng gutt legislativ Aarbecht hei gemaach gi wier.

Weiderhin ass et esou, datt ech effektiv muss soen, datt dee Gesetzestext, dee mer haut stëmmen, nëmme komplett ass, wann e kann ëmgesat gi mam Règlement grand-ducal d'application. Ech weess net genau, wéini de Conseil d'État elo mat deem Avis kënnt. Ech ginn awer dovunner aus, datt de groussen Drock och elo vum Conseil d'État an deenen nächsten Deeg wäert fort sinn, esou datt an deenen nächste Woche kann en Avis vun deem Règlement grand-ducal hoffentlech da kommen, an datt mer déi zwee gemeinsam kënne publizéieren an an d'Realitéit ëmsetzen. Deen ee brauch deen aneren, fir kënnen ze fonctionnéieren.

Dat Eenzegt, wat positiv an deenen Délaien elo war, war, datt mer d'Méiglechkeet haten, am Fong ee vun deene Punkten, déi mer wollten ëmsetzen am Kader vum Paquet socio-économique - an zwar d'Eropsetze vun de Seuilë fir déi Marchéen op 14.000 Euro Index gebonnen, dat heescht 103.000 Euro reell -, kënnen an dëse Gesetzestext direkt mat ze integréieren. E Gesetzestext, wou se och hi passen, a wat dann den Text 6010, dee mer an deem Paquet socio-économique mat ofginn hunn, am Fong iwwerflëssig mécht, well all déi Saachen an dësem Text hei integréiert gi sinn.

Wichteg fir mech an deem Text ass, datt mer fir d'Procédure restreinte négociée elo kënnen aner Seuilen asetzen: 55.000 iwwer Gré à gré, a bis zu 103.000 mat enger Rei Offeren, déi dann déi eenzel Pouvoirs adjudicateurs musse froen. Dat geet sécherlech méi schnell, ass méi effikass a bréngt eis am Bau zolidd no vir. Wichteg ass, datt mer och elo relativ kloer an däitlech definéiert hunn, datt aner Kritäre kënnen hei matspillen, wéi d'Délais de livraison, wéi d'Qualitéit, wéi den Développement durable, den Environnement, den Aspect social, an dat steet explicitement am Text.

Duerfir sinn och all déi Saachen, déi mer kënnen dorënner lafe loossen, an Zukunft méiglech. Déi Kritäre vun dem Développement durable, Här Henckes - ech mengen, Dir hutt se genannt -, kënne mer, esou wéi den Text elo formuléiert ass, mat als ee Kritär froen, wann et dann drëm geet, eng Soumissioun oder eng Procédure hei ze maachen. Dat ass also elo juristesch ofgedeckt, dat ass och juristesch méiglech.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir kënnen och hei mat deenen neien Technologië schaffen. Dat schéngt mer wichteg ze sinn. Et ass virdru gesot ginn, datt mer effektiv elo schonn e Site vu Marchés publics hunn, deen och relativ gutt fonctionnéiert, dee vu staatlechen Administratioune benotzt gëtt, quasiment vun alle staatlechen Administratioune konsequent benotzt gëtt, och vun enger ganzer Rei haaptsächlech grousse Gemenge konsequent benotzt gëtt.

Wat mer net drop hunn, dat ass richteg, dat sinn elo einstweilen déi Statistiken, well mer se och vun der Benotzung vu méi klengen Entités adjudicatrices nach net alleguer drop hunn, an duerfir eis Statistiken och net aussagekräfteg wieren, well se net komplett wieren. Dat ass awer en Aspekt, wou Der musst wëssen, datt mer wierklech ganz zolidd, notamment am eGovernment, weider dru schaffen.

Do muss ech awer och soen, déi nächst Etapp ass eng ganz schwéier Etapp, well et haaptsächlech an den elektronesche Marchéen drëm geet, datt se, wa mer se als eenzege Wee hunn, wéi e Marché ka gemaach ginn, och op all Etapp esou ofgeséchert sinn. Dir musst also kënnen elektronesch d'Erausgi vun dem Cahier des charges assuréieren. Dat geet schonn haut.

Mä wann Der dann och wëllt assuréieren, datt dat, wat d'Entreprise lech elektronesch kann zréckschécken, bis den Datum selwer, wou d'Soumissioun opgemaach gëtt, och muss secret sinn, an Der och elektronesch musst kënne garantéieren, datt et secret ass, datt Der och bei all Réckfro, déi d'Entreprise jo d'Méiglechkeet an d'Autorisatioun huet ze maachen, déi och kënnt elektronesch da maachen, wou Der all Kéier musst nochecken, ëm wéi vill Auer dat geschitt ass, ob jiddweree se kritt huet, an dat och elektronesch noweisbar muss sinn, ass dat éischtens vun der Informatik hier e ganz schwierege Prozess, mä dee kréie mer nach ouni Problem an de Gréff.

Mä vum Juristeschen hier, datt et och hiebund stichfest ass, datt déi elektronesch Soumissiounen och zur selwechter Zäit elektronesch opgemaach ginn, an datt d'Opmaachen och ka bei den Entreprisen, net sur place, mä bei den Entreprisë selwer gekuckt ginn, ass dat net esou evident, an do si mer wierklech amgaangen zolidd drun ze schaffen.

En aneren Aspekt, dee fir mech wichteg ass, ass dee vum Dialogue compétitif. Dat gëtt eis, an et gëtt de Gemengen, eng ganz Rei nei Méiglechkeeten, fir Prozeduren unzegoen. Et gëtt eis déi Méiglechkeet, datt mer, wa mer net d'Méiglechkeet hunn, e Cahier des charges esou kloer ze definéieren, wéi zum Beispill wa mer e PPP maachen, wou et net evident ass - wann s de wëlls iwwer 20, 25 Joer den Entretien beschreiwen, dann ass et net evident, dat schonn elo an engem Cahier des charges virauszegesinn -, wou een also kann an engem Dialogue compétitif, wou ee ka mat den Entreprisen dialoguéieren, wat bis elo an der normaler Prozedur net méiglech ass, wat dann awer an dem gesetzleche Kader eng Normalitéit gëtt. Dat ass fir mech eng ganz flott an eng ganz wichteg Prozedur, wéi ee grouss, komplizéiert Chantiere kann an Zukunft ugoen, an déi eis och vill weiderhëlleft.

Den Accord-cadre ass d'selwecht: Wa mer d'Méiglechkeeten hunn, auszeschreiwen am Accord-cadre, erspuert dat eis eng ganz Rei kleng Ausschreiwungen an et gëtt eis d'Méiglechkeet, auszeschreiwen an dee Moment ofzeruffen, iwwert de Laf vun de Méint, wa mer Aarbechte brauchen an och domat zu engem Deel besser Urgencen ofzedecken.

Mir hunn och eng speziell Notioun hei dran iwwert déi Servicen an déi Associatiounen, déi mat handicapéierte Persoune schaffen, wou mer kënne Marchéé reservéiere fir deen Typ vun Entreprisen. Dat ass net fir d'Entreprises sociales no der europäescher Direktiv méiglech gewiescht, mä et ass awer fir d'Entreprisen, déi Travail protégé maachen, méiglech. Duerfir hu mer an all deene Livren déi do Prozedure mat dran iwwerholl.

Wat d'Madame Brasseur gesot huet, wat och fir mech wichteg ass, a wat eis säit 2003, well mer en Uerteel haten, dat eis Procédure d'exclusion als anticonstitutionnelle considéréiert huet: Hei hu mer elo eng Base légale, déi mer bis elo net haten, wou mer kënnen déi Procédure d'exclusion an d'exclusion temporaire an - mir hunn et elo an d'Gesetz nach derbäigeschriwwen - d'Résiliatioun vun enger ganzer Rei vun esou Marchéé maachen, dann, wa ganz kloer Feeler bei der Entreprise sinn. Dat hëlleft souwuel de Gemenge wéi et dem Stat hëlleft, wa se mat Entreprisen ze dinn hunn, déi einfach net seriö sinn. Ech hoffen, datt mer dat esou mann wéi méiglech brauchen, mä ech si sécher, datt mer et déi eng oder déi aner Kéier brauchen.

Déi Motioun, déi erabruecht ginn ass vum Här Clement, mengen ech ass eng, déi een duerchaus ka matdroen. Et muss een natierlech ëmmer kucken, datt ee seng Soumissioun esou formuléiert, datt se konform ass zu der Gesetzgebung. Op jidde Fall d'Produits du terroir soll een net aus esou Soumissiounen ausschléissen an d'Formulatioun esou maachen, datt se deem entsprécht, wat ee wëllt.

Den Här Henckes huet eng Rei Saachen iwwert de Conseil d'État gesot. Ech muss soen, datt ech am grousse Ganzen iwwert den Avis vum Conseil d'État ganz zefridde sinn, well en op där enger Säit juristesch eis confirméiert, datt de richtege Wee hei gaange ginn ass, an op där anerer Säit also eng ganz Rei Remarquë gemaach ginn, déi den Text schlussendlech wesentlech verbessert hunn.

Et ass nach ee Punkt opbliwwe gewiescht, op deen ech awer wëll agoen, well och deen Avis, dee mer haut nach nogeschéckt krute vun der Chambre de Commerce, eng Remarque doriwwer mécht, deen doranner besteet, datt mer beim Artikel 85, dat heescht, do, wou de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach hätt, där Opposition formelle net Rechnung gedroen hätten, an déi nach ëmmer géif am Text stoen.

Dat ass net richteg esou. De Conseil d'État huet déi Remarque gemaach, well hie keen Amendement op den Artikel 85 vun der Chamberskommissioun krut. E krut awer keen Amendement, well mer direkt an der Chamberskommissioun décidéiert haten, datt mer d'Suggestioune vum Conseil d'État tel quel géifen direkt unhuelen, an domat d'Opposition formelle op déi Aart a Weis vidéieren a guer keen Amendement hu bräichen ze maachen. Dat heescht, déi duebel Opposition formelle ass mat där éischter Reaktioun vun der Chamber op Basis vum Artikel 85, denken ech, vidéiert gewiescht.

Et ass mer och evident, datt déi Erreur matérielle, déi d'Madame Brasseur signaléiert huet, wou eis den „est" feelt am Text, selbstverständlech richteg ass. Deen ass iergendwou ewechgerutscht an deene quasiment 100 Säiten, déi mer hei haten.

Wat de Fonds du Logement ugeet, ech mengen, dat ass och vum Här Henckes hei ervirgestrach ginn. Mir hunn hei an der Chamberskommissioun och doriwwer geschwat. Mir haten 2003 eng zolidd Diskussioun doriwwer. An dësem Text ass, wat de Fonds du Logement ugeet, näischt geännert ginn, a mir hunn déiselwecht Prinzipië bäibehale wéi soss.

Da war nach eng Remarque iwwert d'Commission des soumissions gemaach ginn. Elo muss ee wëssen, datt déi Commission des soumissions ënnert der administrativer Tutelle vun dem Ministère des Travaux publics

fonctionnéiert, datt ech awer ëmmer dorop gehalen hunn, datt déi Independenz, déi déi Commission des soumissions muss hunn, och bewahrt ass, datt ech och dohin e President genannt hunn, deen net Fonctionnaire vun den Travaux publics ass, deen och a ganzer Independenz kann déi Aarbecht maachen, datt ech dovunner ausginn, datt d'Chambren op där anerer Säit dat och maachen, déi och Représentanten do hunn. Dat Eenzegt, wat de Ministère des Travaux publics haaptsächlech mécht, ass d'Sekretariat dovunner - déi materiell Aarbecht.

Ech hunn och elo an deene leschte fënnef Joer kee Moment esou Kritiken héieren, déi an deene Jore virdrun alt heiansdo waren, datt d'Commission des soumissions net hir Independenz agehalen hätt. Ech hu keng eng Kéier esou eng Kritik héieren, an ech fannen, datt déi Leit menger Appréciatioun no gutt hir Aarbecht maachen.

Da kommen ech nach eng Kéier op déi puer Saachen, déi den Här Henckes gesot huet. Deen éischte Prinzip, datt Dir sot, et géif ee méi eng einfach Législatioun kënne maachen.

Jo, et kéint een alles an d'Gesetz schreiwen, et kéint een alles an d'Reglement schreiwen. Mir hunn déi hei Opdeelung gewielt, well mer déi grouss Prinzipië wollten am Gesetz stoen hunn, eis an der Applikatioun awer méi Flexibilitéit am Reglement ginn. Dat obligéiert natierlech d'Leit, an deenen zwee Texter ze liesen.

Mir hunn och déi dräi Livres gemaach, obwuel Dir sot, et wär besser alles an engem Livre gewiescht. Elo hu mer verschiddentlech Saache répétitiv. Mä eis huet et och geschéngt, oder 2003 deene Leit, déi den Text gemaach hunn, dat wär méi sënnvoll, well d'Leit dann, déi an engem Livre schaffen, alles an deem Livre zesummen hätten an net missten hin an hier goe fir dat eent oder dat anert.

Ech kann Är Reflexioun suivéieren, mä ech soen Iech souwisou: Bei där Quantitéit vu Saachen, déi mer an dësem Text hunn, ass et esou oder esou schwéier, inklusiv fir Juristen, dat alles ze integréieren an dat alles präsent ze hunn. Do muss een ëmmer mat den Texter schaffen. Mir hunn hei eng Forme de présentation gewielt, wou mir mengen, datt se gutt wär. Ech verstinn, datt een anerer Meenung ka sinn, mä ech hoffen, datt dat elo klappt, an ech mengen och, datt et klappt.

Da sot Der, datt mer eng Referenz falsch gemaach hätten op Basis vun enger Direktiv. Do muss ech soen, datt mer eis hei um Text un d'Grondreglement referéiert hunn, wat en Text vun 2002 ass, datt et richteg ass, datt d'Kommissioun deen Text do regelméisseg, all sechs Méint oder all Joer, modifizéiert, mä op Basis vum Grondreglement, op dat ee sech da ka referéieren, wat modifizéiert ass, sou datt et legal, mengen ech, okay ass, wa mer dat esou maachen.

Dat Zweet ass déi Geschicht vun den Entité-adjudicatricen, wou Der vun den Definitioune geschwat hutt. Ech hunn dat elo nach eng Kéier an där kuerzer Zäit, wou ech hat, probéiert nozekucken.

Wann Der kuckt, steet an dem Artikel eng Definitioun, also steet am Chapitre, dat intituléiert ass «Entités adjudicatrices», eng Definitioun vum Pouvoir adjudicateur dran. Wann Der awer dann den Artikel 56-2 kuckt, gesitt Der, datt et esou definéiert ass, datt d'Entité adjudicatrice de Pouvoir adjudicateur ka sinn. De Pouvoir adjudicateur ass definéiert mat Stat, Gemengen oder Kollektivitéiten, Associations de collectivités locales. Mä da gëtt gesot, d'Entité adjudicatrice kann de Pouvoir adjudicateur sinn oder d'Entreprise publique, déi Adjudicatiounen op Basis vun den Artikele 57 bis 61 mécht, wat also zwou verschidden Definitioune vun der Entitéit an dem Pouvoir sinn. Sou ass et op jidde Fall am Text gemengt.

Wat dann de Livre dräi ugeet, wou Der sot, datt déi ekologesch, déi environnemental Saachen net méi am Livre dräi zréckbehale sinn - dat ass richteg an och net richteg. Et ass richteg, dat hutt Der gutt gelies, datt et net am Livre dräi drasteet tel quel. Well de Livre dräi och esou, wéi en hei figuréiert, d'Transposition exacte vun der Direktiv ass, a mer net wollten, sous risque, fir duerno eng falsch Ëmsetzung reprochéiert ze kréien, dat anescht dohinner schreiwen.

Par contre mengen ech, datt een awer muss higoen an och de Livre eent liesen. Dat ass deelweis, wat Der eis reprochéiert, datt een a verschiddene Livres muss liesen. Mä wann een dat hei mécht, gesäit een, datt déi Notioun vun Ëmwelt och fir de Livre dräi applikabel ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Domat halen ech dann op. Just déi lescht Remarque hei: Wann Der nämlech den Artikel 1 liest, da liest Der do, datt…

(Coups de cloche de la Présidence)

…«sans préjudice des dispositions spécifiques prévues aux livres II et III», also ouni dat, wat spezifesch an de Livres II et III ass, déi Dispositioune vum Livre I «applicables à tous les marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs» sinn.

Dat heescht, alles dat, wat uginn ass a wat net anescht am Livre dräi steet vun de Principes généraux, déi sinn also valabel fir déi dräi Livren. A bei de Principes généraux steet am Artikel 4, datt d'Adjudicateuren «veillent à ce que lors de la passation des marchés publics, il soit tenu compte des aspects et des problèmes liés à l'environnement et à la promotion du développement durable», wat also och dee Moment applikabel ass a mengen Ae fir de Livre dräi.

Dann Är lescht Remarque, wou ech wollt probéieren drop ze äntwerten, quitte, datt ech mengen, datt se u sech näischt mat deem hei Text ze dinn huet, dat ass déi vun de Sous-traitanten.

Fir mech ass et wichteg, datt an dësem Text, wa mer Marchéen ausschreiwen, et fir de Pouvoir adjudicateur ëmmer kloer ass, datt déi Sous-traitantë mussen definéiert sinn, datt se musse gemellt sinn, an datt mir als Pouvoir adjudicateur oder als Entité adjudicatrice musse wëssen, wie wou schafft, datt mer och kënnen déi Kontroll korrekt maachen, ob dee Chantier uerdentlech ofsetzt.

Wat awer elo tëschent dem Soumissionnaire an dem Sous-traitant als Lien juridique besteet, ass awer net onbedéngt de Problem vun dem Pouvoir adjudicateur. Dee muss just wëssen, datt e Lien besteet. Wéi dee Lien en définitive awer genau ausgesäit, mengen ech, muss vläicht geregelt ginn, mä net hei onbedéngt an engem Soumissiounstext geregelt ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …e speziellt Gesetz iwwert d'Sous-traitance.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, gutt, mä dat huet awer elo näischt mat dësem Text en fin de compte ze dinn.

An de Schluss, dat Lescht, dat ass, wat Der gesot hutt iwwert d'Contrats par écrit. Hei huet de Conseil d'État, mengen ech, effektiv eis den Term „par écrit" bäigefügt, mä dat empêchéiert awer net, datt d'Marchés publics an der Prozedur vum Marché duerchaus kënnen elektronesch gemaach ginn, datt de Kontrakt, deen awer do e Contrat soll sinn, datt deen awer par écrit muss gemaach ginn. Dat ass awer nach eppes anescht. Wann dee muss par écrit gemaach ginn, kann d'Procédure vum Marché awer duerchaus eng aner Form nach ëmmer huelen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir déi Gedold, mat där Der mer nogelauschtert hutt bis zum Schluss.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet, woubäi ech nach eng Kéier wëll soen, dass op der Säit 24 am Artikel 33 hannert den Termen „la concession de travaux publics" dat klengt Wuert „est" bäigefléckt gëtt. Mir hunn dem Statsrot dat an engem Bréif matgedeelt a gesot, dass et sech hei ëm eng Modification rédactionnelle handelt, well einfach dat klengt Wuert do verluer gaang ass.

Mir stëmmen dann also of iwwert deen Text esou, wéi en elo proposéiert ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Et feelt nach ee Vote. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5655 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5655 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Christine Doerner), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen).

Se sont abstenus: MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun, déi den honorabelen Här Clement déposéiert huet. De Moment huet se dräi Ënnerschrëften, well d'Madame Brasseur gesot huet, si géif se mat ënnerschreiwen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu se och mat ënnerschriwwen.

M. le Président.- Dann hu mer der véier.

(Interruption)

An den Här Sauber ënnerschreift mat. Da sinn et der fënnef.

Kënne mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da sidd Der gebieden, d'Hand ze hiewen, déi domat d'accord sinn.

Ech gesinn, dass dat d'Unanimitéit ass. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. Den honorabelen Här Camille Gira ass Rapporteur a presentéiert eis d'Konten.

9. 6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission des Comptes

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf Iech am Numm vun der Kontekommissioun ganz kuerz de Rapport zum Exercice 2007 presentéieren.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren, et ass nach net ganz laang hier, dass mer hei den Exercice 2006 presentéiert hunn. Mir hate gesot, mir géife probéieren, alles ze maachen, dass mer nach virun de Wahlen den Exercice 2007 iwwert d'Bühn kréichen. Dat ass de Fall, dat ass awer net der Kontekommissioun hire Mérite. Dat ass de Mérite vum Büro, vum Greffe, vun de Leit aus dem Service Comptabilité. Duerfir wéilt ech deenen alleguerten hei ganz häerzlech Merci soen, dass dat elo méiglech war. Mäi generelle Merci och fir déi exzellent Aarbecht, déi se d'ganzt Joer maachen, an zousätzlech der Madame Biasini fir hir wäertvoll Hëllef fir d'Ausschaffe vun dësem Rapport.

Ech wäert mech och, well awer guer näischt Aussergewéinleches beim Exercice 2007 ze mellen ass a well Der alleguerten eng ganz elle Woch virun Iech hutt, wierklech op de strikte Minimum hei limitéieren, fir Iech ze soen, dass Der am Bilan gesitt, dass mer en Aktiv an e Passiv vu 16,5 Milliounen Euro hunn, dass aus de Comptes des revenus et charges erausgeet, dass mer 1,8 Millioune Benefiss an der Chamber gemaach hunn 2007.

Mir haten eng Dotatioun aus dem Statsbudget vu 26,6 Millioune kritt. Wann Der d'Tableaue vergläicht, déi generell Tableauen, den Exercice 2006/2007, da gesitt Der, dass eng Augmentatioun vu 6,25% do erëmzefannen ass tëschent dem Exercice 2006 an 2007.

Et ass evident, dass och d'Chamber dem Index ënnerläit, och dem Accord salarial, an dass do eng ganz Rei Dépensen automatesch an d'Luucht ginn.

Ech kann awer gradesou fir den Exercice 2007 dat soen, wat ech fir den Exercice 2006 scho gesot hat, dass hei an der Chamber och emol probéiert gëtt, eng ganz virsiichteg Politik ze maachen, dass mer probéieren, net all d'Kreditter voll auszeschöpfen. Sou ass et och, dass eigentlech d'Dépensë 5,3% manner héich sinn, wéi eigentlech derfir d'Kreditter am Budget virgesi waren.

Ganz kuerz eng Kéier duerch déi eenzel Rubrike gaangen: Bei den Deputéierten ass et virun allem den Accord salarial mat der Prime vun 0,7% fir jiddwereen um Enn vum Joer, deen zu Buch läit. Bei der Rubrik B, Institutions parlementaires internationales, sinn 78.000 Euro manner erausgaangen. Et waren also manner Déplacementer international.

Bei de Groupes politiques ass e bësse méi eng wesentlech Augmentatioun. Dat kënnt doduerch, dass de Büro décidéiert hat, all Fraktioun en Attaché zouzegestoen, dee sech géif spezialiséieren, fir sech méi anzeklinken an d'EU-Politik.

Elo ass et Iech selwer iwwerlooss, de Jugement ze maachen an de Bilan, ob mat deem zousätzleche Personal eis dat gelongen ass. Ech mengen, dee Bilan ass deelweis op anere Plaze gemaach ginn, an déi nächst Chamber muss sech sécher nach eng Kéier intensiv mat där Problematik beschäftegen.

Bei der Rubrik D ass et evident, dass och eist Personal natierlech déi Prime vun 0,7% kritt huet. Ech kann ëmmer erëm nëmme widderhuelen, dass mer nëmme 56 Leit insgesamt, mat allem Drum und Dran, wann een esou salopp däerf soen, hei schaffen hunn. Dat ass eigentlech wéineg. Et kann een ëmmer nëmme widderhuelen, dass mer domadder awer capabel sinn, eng exzellent Aarbecht iwwert d'ganzt Joer ze maachen.

Bei der Administratioun fält op, dass mer e gudde Batz méi hunn. Do ass awer eng ganz einfach Erklärung. Do si praktesch 900.000 Euro am Beräich informatique Rechnunge gewiescht vun Aarbechten, déi am Joer 2006 exekutéiert si ginn, awer eréischt méi spéit erakomm sinn.

A bei der leschter Rubrik, dem Compte rendu, vu ronn enger Millioun, ass praktesch keng Differenz zu deem, wat am Joer virdru geschitt ass.

Voilà, dat ass en Total vu Fraisë vu 25,3 Milliounen. Dir hutt gesi bei de Konklusiounen, dass de Réviseur d'entreprises bestätegt, dass alles korrekt hei ofgaangen ass.

Sou dass ech zum Schluss eigentlech nëmme kéint recommandéieren, dat ze maachen, wat d'Kontekommissioun gemaach huet, nämlech déi Konte fir gutt ze befannen, se ze approuvéieren an de President ze bieden, se mam Rapport un d'Cour des Comptes ze schécken, fir dass se do kënnen enregistréiert ginn. An ech géif Iech domat bieden, déi Resolutioun mat mir och ze stëmmen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà, ech soen dem Här Gira Merci fir säi Rapport. Ech gesinn, dass deen d'Zoustëmmung hei vum Haus fënnt. An duerfir stëmme mer elo opgrond vum Artikel 164 vum Chambersreglement of iwwert déi Resolutioun vun der Kontekommissioun, déi dee Wortlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2007 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Ass d'Chamber d'accord, fir par main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Jo, dat ass de Fall.

Vote

Ech gesinn, dass déi Resolutioun d'Unanimitéit mécht, an ech wäert dann der Cour des Comptes déi zoukomme loossen.

10. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

et

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn nach zwee Voten ze maachen iwwer zwou Resolutiounen, wat d'Konte vun der Cour des Comptes ubelaangt, an zwar d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Joer 2006 an d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Joer 2007.

Kënne mer direkt doriwwer ofstëmmen? Fir d'éischt d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes vum Joer 2006.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de sa réunion du 27 avril 2009,

approuve

les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes.

[1] Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Robert Mehlen, Roger Negri.

Kënne mer dat och par main levée maachen?

(Assentiment)

Vote

Voilà. Ech gesinn och, dass dat d'Unanimitéit mécht.

An dann d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes, wat d'Joer 2007 ubelaangt. Dat maache mer och par main levée.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante das comptes annuels[1]»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de sa réunion du 27 avril 2009,

approuve

les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes.

[1] Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Robert Mehlen, Roger Negri.

Vote

Och do hu mer eng Unanimitéit. Ech soen lech Merci.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Mir gesinn eis muer de Moien um néng Auer zréck fir dee chargéierten Ordre du jour, dee mer eis ginn hunn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.58 heures)

SÉANCE 48

Mercredi, 6 mai 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
- *M. Charles Goerens*

2. 5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale
- *Exposé: M. Charles Goerens*
- *Discussion générale: M. François Bausch, M. Michel Wolter, M. Ben Fayot, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Charles Goerens, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote (résolution adoptée)*

4. 5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)
- *Rapport de la Commission des Pétitions: M. Camille Gira*
- *Débat: M. Raymond Weydert, Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Err (répond à Mme Anne Brasseur), M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Den Här Goerens huet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

1. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Déi Resolutioun hei ass eng Reaktioun op d'Propose vum Peer Steinbrück, den däitsche Finanzminister, gëschter à propos vun der Transparence fiscale, wou e Lëtzebuerg mat Burkina Faso vergläicht.

Ech fannen, déi Propose sinn inadmissibel. Dat ëmsou méi, wéi d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Däitschland sech säit 1945 permanent verbessert hunn, se hunn exemplaresche Charakter. Et ass wierklech net noutwendeg, fir esou Écart-de-langagen ze praktizéieren.

Ech wollt och duerfir d'Chamber invitéieren, fir eng ganz ferm Désapprobatioun an d'Veruerteelung vun deene Proposen do auszespriechen, an och lech ze bieden, dem President vum Bundestag déi Resolutioun ze iwwerreechen.

Résolution

La Chambre,

- considérant les récentes déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale;

- rappelant que ces propos portent atteinte au caractère exemplaire des relations qui se sont développées entre la République Fédérale d'Allemagne et le Luxembourg depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale;

- condamne sans réserves les écarts de langage du Ministre Peer Steinbrück ainsi que l'absence de considération dont il a fait preuve à l'endroit du Burkina Faso;

invite son Président

- à transmettre la présente résolution au Président du Bundestag.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Aly Jaerling, Robert Mehlen, Michel Wolter.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Mir kucken, wéini dass mer déi Resolutioun do debattéieren an zur Ofstëmmung bréngen.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Da komme mer direkt zum éischte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass deen iwwert d'Nationallotterie. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Doerner.

2. 5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, och Œuvre genannt, oder an Abréviatioun ONS, an eis Nationallotterie si säit 65 Joer ganz enk matenee verbonnen.

Wouhier kënnt dat? Am Dezember 1944 war d'Rundstedt-Offensiv eng grouss Katastroph fir den Norde vun eisem Land. Vill Familljen hu misse fortlafen an dat Wéinegst, wat se nach haten, zréckloossen. Wéi se heemkoumen, louch an hiren Dierfer kee Stee méi op deem aneren; hir Häff, hir Haiser waren eng eenzeg Ruin, Leed, Aarmut an Trauer grouss.

De Süde vum Land huet direkt Hëllef organiséiert. Awer och eis Grande-Duchesse Charlotte war an hirem Exil déif betraff vun dësen Zoustänn. Direkt huet si d'Initiativ ergraff, dem Lëtzebuerger Vollek massiv ze hëllefen. An esou ass de 25. Dezember 1944 zu London duerch en Arrêté grand-ducal d'Œuvre Nationale de Secours an d'Liewe gehoff ginn. Et ass eng öffentlech Institutioun, déi dat exklusiivt Recht huet, Gelder fir Krichsaffer ze sammelen, an dat duerch Spenden a Lotterien.

No deenen éischten öffentlechen Opriff, en Don ze maachen, wollt awer d'Œuvre net weider d'Lëtzebuerger Bevölkerung ëm Sue bieden. Dofir ass 1945 d'Nationallotterie gegrënnt ginn. An d'Œuvre konnt ouni Probleemer hir Hëllefswierker weiderféieren.

Säit der Zéiung vun der éischter Tranche de la résistance ass dat néidegst Geld agespillt ginn, fir de Krichsaffer an de Mannerbemëttelte säitdeem ze hëllefen, a säitdeem huet d'Œuvre eng ganz besonnesch Bedeitung an der Organisatioun vun eiser nationaler Solidaritéit.

Dëse Projet de loi, dee mir haut solle stëmmen, wëllt elo de gesetzleche Kader vun dësen zwou Institutioune klären an op den neieste Stand bréngen. Den éischten Artikel qualifizéiert elo definitiv an ausdrécklech d'Œuvre als en öffentlech-rechtlechen Etablissement mat enger Personnalité juridique, eng Onofhängegkeet finanziell, awer si steet ënnert der Tutelle, ënnert der Opsiicht vum Stat.

D'Gestioun gëtt gemaach vun engem Verwaltungsrot. Dee besteet aus mindestens aacht Administrateuren, déi vun der Regierung genannt ginn. De Mandat ass honorifique, ass éierenamtlech a gëtt net rémunéréiert.

D'Œuvre gëtt géréiert no den zivilrechtleche Formen a Methoden, an hir Kontabilitéit gëtt kommerziell gehalen a muss selbstverständlech dofir vun engem Réviseur d'entreprises all Joer kontrolléiert ginn.

Well d'Œuvre ënnert der Tutelle vun eisem Statsminister steet, ënnerleien zum Beispill d'Schwéierpunkte vun hirer Politik, hire Budget, awer och d'Donen an d'„Leg"en, déi iwwer 30.000 Euro leien, brauchen d'Approbatioun vun eisem Statsminister.

Dëse Projet aktualiséiert a complétéiert och d'Aufgaben. Dat wëllt soen, hir Haaptmissioun läit nach ëmmer dran, a si louch vun Ufank un dran, fir de Krichsaffer eng monatlech Rent auszebezuelen. Mä déi, déi schwéier am Krich gelidden hunn, ginn ëmmer manner. Dofir geet en Deel vun dëse Recetten u karitativ, sozial, ökologesch, sportlech Wierker.

En aneren Deel vun de Recettë geet un d'Sozialbüroe vun de Gemengen an och un den nationale Solidaritéitsfong. Awer och d'Monument vun der Grënnerin, eiser Grande-Duchesse Charlotte op der Place Clairefontaine, ass zum Deel vun der Œuvre finanzéiert ginn, a schlussendlech läit den Haaptpunkt vun der ONS an der Organisatioun an an der Gestioun vun eiser Nationallotterie.

Säit der Grënnung huet d'Œuvre als eenzeg Institutioun de Monopol an d'Recht, op lëtzebuergeschem Buedem Lotterien ze organiséiere respektiv zouzeloossen. Vun 1952 u bis 1997 sinn all Mount Tiragen organiséiert ginn, Milliarde Frange konnten agespillt ginn.

Mä och e Stéck Lëtzebuerger Kultur ass ontrennbar mat der Nationallotterie verbonnen. All déi, déi am Lëtzebuerger Variétéliewe Rang an Numm haten, si jorelaang mat der Nationallotterie duerch d'Land gereest an hunn d'Publikum begeeschtert. Ech denken un d'Colette an de Fernand,…

(Interruptions)

…u Museker, un eng ganz Vague vu Komiker, Zauberer, Humoristen, awer och Contorsionnistinnë wéi d'Mariette Werckx, awer och Turnerinne wéi d'Madame Flesch Yvi.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Si hu fir eng éischtklasseg Ënnerhalung gesuergt.

Un den Affichëconcoursen hu gutt Moler an Illustrateure matgemaach, an haut sinn déi Plakater vu grousser artistescher Valeur.

Mä d'Zäiten ännere sech, och fir d'Glécksspiller, an d'Rubbellouse sinn agefouert ginn an der Gamme vum „Top a Flott", dem Festival de la Chance, a méi rezent sinn och Lotterië mat europäescher Envergure organiséiert ginn.

Dofir gesäit den Artikel 9 vun dësem Projet vir, dass d'Loterie nationale kompetent ass, éischtens, fir all Forme vu Lotterie- a Sportswetten ze organiséieren, zweetens, fir en Distributiounsréseau vun alle Forme vu Lotterien a Sportswetten ze bedreiwen. Zum Beispill ass d'Loterie nationale den Opérateur vum däitsche Lotto. An de Sportstotto kann hei zu Lëtzebuerg aktiv ginn, ënnert der Bedéngung, dass en Deel vum Nettogewënn un d'Œuvre fléisst.

Mä och fir d'Deontologie dréit d'ONS eng sozial Verantwortung, dat wëllt soen deontologesch, a muss de Client iwwert déi reell Chancë vun deene verschiddenen Type vu Spiller informéieren, eng Opklärungscampagne iwwert déi ekonomesch, sozial, psychologesch Risike vu Spillsucht lancéieren an an Zesummenaarbecht mat diversen Associatiounen eng aktiv a koordinéiert Preventioun an Hëllef bei der Ofhängegkeet beim Spill maachen, wat d'Ofhängegkeet beim Spill ausmécht.

Schlussendlech gi mam Artikel 10 vum Projet déi grouss Prinzipien an Objektiver vun deem ale Lotteriegesetz vun 1882 am Gesetz iwwert d'Glécksspiller, wat elo 1977 erauskomm ass, integréiert. Dat wëllt soen, mir kënnen d'Gesetz vun 1882 abrogéieren.

Fir eng besser Lisibilitéit vum Projet ginn ausgeschloss vun de Glécksspiller d'Jeux concours an d'Tombolas publicitaires. An och d'Spiller organiséiert vun der Loterie nationale falen net ënnert d'Gesetz vun 1977. Dat wëllt soen, si brauche keng Autorisatioun vum Ministère de la Justice.

Par contre wëllt d'Œuvre hir Reguléierungsfonctioun um Lotteriesmaart, wou se bis elo de Monopol hat, net weiderféieren. An dat opgrond vun europäeschen Direktiven iwwert d'Libre concurrence. Domadder verschwënnt och d'Regulatioun, déi regulativ Roll verschwënnt aus dem Projet de loi.

Zu allerlescht ass den Artikel 8 iwwert déi steierlech Dispositiounen ze erwähnen. Fir d'alleréischt bezilt d'Œuvre keng Steieren a keng Taxen, weder un d'Gemengen nach un de Stat, à l'exception wat Lottotaxe betrëfft.

D'Akten zugonschte vun der Œuvre sinn dispenséiert fir Droits d'enregistrement ze bezuelen an och d'Geldspende si steierlech ofzesetzen. Fir méi Detailer verweisen ech op d'Travaux parlementaires, op de Rapport, mä awer haaptsächlech op déi gutt Avisen, déi geschriwwe gi si vun der Chambre des Fonctionnaires publics, vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés.

Well d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte e Symbol vum nationale Solidaritéitswiesen hei zu Lëtzebuerg ass, bieden ech d'Chamber, dëst Gesetz ze stëmmen, well dëst Gesetz derzou bäidréit, fir deem Hëllefswierk en neie Cadre, en aktuelle Cadre juridique ze ginn.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. D'Wuert huet déi honorabel Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, déi se an enger Rekordzäit iwwert d'Bühn bruecht huet. Mä an der Chamber ass et wéi beim Sport: D'Rekorder daueren oft net laang. De Rekord vun der Madame Doerner vun de Moie gëtt doudsécher muer de Moie gebrach,…

(Hilarité)

…wa mer de Projet 5895 diskutéieren. Do geet et nämlech nach méi séier, an et ass méi e komplizéierten Text.

Här President, wann et net hätt missen esou schnell goen, hätte mer vläicht nach kënnen deen een oder deen anere Schéinheetsfeeler aus dësem Gesetz eraushuelen. Ech mengen, et wär awer net dramatesch, a mir wäerten als DP-Fraktioun dee Projet stëmmen.

Dee Projet ersetzt am Fong d'Arrêtés granducaux vun 1944 an 1945 a gëtt der Loterie nationale an der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte eng - wéi soll ech soen? - méi klassesch Base légale a wäert dann och eng Partie Schwieregkeeten, déi an der Lescht opgetaucht sinn, aus dem Wee raumen.

Här President, ech hunn zu deem Gesetz nëmmen eng Observatioun an eng Fro. D'Bemierkung ass déi folgend: Mir begréissen d'Dispositioune vum Artikel 9, Paragraph 2, déi der Œuvre an der Lotterie gewësse Responsabilitéiten iwwerdroen - d'Responsabilitéit, de Public kloer ze informéieren, wat d'Chancë vu Gewënn si fir all Produit, dee proposéiert ass, Informatiounscampagnen ze organiséieren iwwert déi wirtschaftlech, sozial a psychologesch Risquen, déi entstinn, wann een dépendant gëtt vum Spill, a mat den Autoritéiten an den zoustännegen Associatiounen, déi op deem Gebitt täteg sinn, ze kooperéieren, fir eng aktiv a koordinéiert Preventiounspolitik op d'Been ze bréngen.

Ech mengen, dat huet d'Loterie nationale souwisou ëmmer gemaach. Si war ëmmer an „responsible citizen". Mä ech mengen, dass dat do elo an d'Gesetz ageschriwwe gëtt, ass wichteg an dréit och zu engem Deel jiddefalls de Suerge vun der Familljekommissioun Rechnung, déi sech iwwert d'Risike vum Zubito verschiddentlech ënnerhalen huet a gemengt huet, et missten do gewësse Mesurë geholl ginn. Déi do Dispositioune ginn an dee Wee.

Et bleift zwar nach e Problem iwwert d'Interpretatioun vun engem Artikel vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977, mä ech mengen, dee Problem konnt net am Kader vun dësem Gesetz geléist ginn.

D'Fro, Här President, wennt sech un d'Regierung. An zwar ass et déi folgend: D'Rapportrice huet dorop higewisen, dass d'Regulatiounskompetenz vun der Œuvre als Régulateur vum Lëtzebuerger Marché vun de Lotterien, déi d'Œuvre bis elo hat, abandonnéiert gëtt. Dat ass och gutt an dat ass och richteg, well d'Œuvre nationale, déi d'Mamm ass vun enger Lotterie, ka jo net gläichzäiteg als Régulateur operéieren.

D'Fro, déi awer opbleift, an dat ass déi, déi ech der Regierung wëll stellen, ass: Wien ass dann elo de Régulateur vum Marché vun der Lotterien, wann d'Œuvre et net méi ass? Wie gëtt amplaz vun der Œuvre gesat, fir fir d'Regulatioun vum Marché ze suergen?

Déi zwou Bemierkunge gemaach, Här President, géif ech nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun confirméiere fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, och e grousse Merci un d'Rapportrice fir hir schréftlech a mëndlech Aarbecht. Si huet alles genau erkläert, ech wäert duerfir net méi dorop agoen.

Mir si frou als LSAP, dass de Statut juridique elo geregelt ass. Och déi Dispositions fiscales sinn eng gutt Saach. D'Tutelle ass geregelt. Mir hunn also e Lifting gemaach vun enger Gesetzgebung, déi iwwer 60 Joer al ass. Dat ass eng gutt Saach, a besonnesch wichteg fir eis war och, dass déi Trennung vun Opérateur a Régulateur elo besteet.

Dëst Gesetz ass op d'Demande komm vun der Lotterie an der Œuvre selwer, déi no enger längerer Reflexioun sech zwou Froe gestallt hunn, a mat dësem Gesetz hu se déi zwou Froen och beäntwert. Dat war engersäits d'Missioun an anerersäits déi Trennung vun Opérateur a Régulateur.

Niewent der Œuvre an der Lotterie hunn awer och nach eng ganz aner Rëtsch Leit sech Froe gestallt an Iwwerleeunge gemaach an hu gefuerdert, dass vläicht d'Gesetz vun 1977, wat d'Madame Flesch virdrun zitéiert huet, och misst iwwerduecht ginn.

Ech wollt do hiweisen op déi Aarbecht, déi vill Deputéierten, Fraktioune gemaach hunn am Kader vun der Familljekommissioun mat der Santé a mat der Commission juridique zesummen. Mir haten hei eng Heure d'actualité, déi vun der CSV aberuff gi war, vun der Madame Stein am Mee 2007. Do huet de Minister eis gesot, mir sollen innerhalb vun der Chamber nodenken, wéi een déi Problemer vum Zubito an och vu Spillsucht kéint regelen.

D'Madame Stein hat deemools och gefrot, ob et net eng gutt Iddi wär, eng Commission nationale iwwert d'Jeux de hasard anzesetzen. Dat ass eng Fro, déi nach op ass, op déi mer och nach keng Äntwert fonnt hunn an un där mer an deenen nächste fënnef Joer vläicht musse schaffen.

An de Chamberskommissiounen hu mer d'Vertrieder vun der Œuvre a vun der Lotterie empfaangen. An enger anerer Sitzung hate mer och d'Vertrieder vun den Organisatiounen, déi sech ëm d'Opfer vun der Spillsucht bekëmmeren. Dat war ganz interessant. Mir hunn engersäits iwwert déi irrational Säit geschwat - de Besoin vum Mënsch, fir ze spillen -, an op där anerer Säit ass jo eng rational Finalitéit do, de Soutien vun den Associatiounen a sozialen Organisatiounen.

Mir hunn eis Suerge gemaach, dass op där enger Säit Leit gehollef kréien an op där anerer Säit Leit vill Sue verléieren, ob dat eng gutt Saach wär.

Mir sinn do och gebiede gi vum President vun der Chamber, et ass all Fraktioun opgeruff ginn, sech schréftlech auszeschwätzen iwwert d'Nécessitéit, d'Gesetz vun 1977 ze iwwerdenken. Do huet och all Partei eng Äntwert ginn.

Ech wëll kuerz nach eng Kéier soen, firwat et fir eis Sozialiste wichteg wär, nach eng Kéier méi am Detail d'77er Gesetz ze änneren: Éischtens, well nach ëmmer déi Onkloerheeten am Artikel 3 bestinn, wou et déi Interpretatiounsschwieregkeete gëtt; zweetens wëlle mer och de Jugendschutz vläicht integréiert kréien, dass et en Âge légal gëtt - 18 Joer -, fir kënnen déi Spiller ze maachen, an dréttens muss ee vläicht och nodenken, am Intitulé vun deem 77er Gesetz geet nach ëmmer vu Sportswette Rieds, mëttlerweil ginn och Wette gemaach a ganz aneren Domäner wéi dem Sport. Och dat misst ee vläicht considéréieren.

Ech wëll nach eppes ervirsträichen. Et ass gutt, dass et nach ëmmer de Monopol vun de staatleche Lotterië gëtt. Dir wësst, dass am Kader vun der Direktiv «Service» um europäesche Plang dee Monopol sollt opgehuewe ginn. Ech fannen et gutt, dass vill Länner, an dorënner och Lëtzebuerg, an dofir e Merci un déi Leit, déi eis an Europa vertrieden, dass se et fäerdeg bruecht hunn, zesumme mat dem „lobbying group" vun den „European Lotteries" - dat ass den Daachverband vun deenen nationale Lotterien, dass se gesot hunn, dass et kee Sënn mécht, d'«libre prestation de services» anzeféieren an engem Domän, wou den Ordre public esou eng wichteg Roll spillt.

An och d'europäescht Geriicht um Kierchberg invoquéiert justement ëmmer den Ordre public, fir dës Monopoler ze validéieren. Duerfir, déi Notioun vun Ordre public ass an deem ganzen Domän vum Spillen eng wichteg Saach.

Dëst Gesetz, wéi gesot, regelt elo eng Demande - déi vun der Lotterie a vun der Œuvre -, fir hire Statut besser ze maachen, och hir Missioune méi kloer ze definéieren.

D'Madame Flesch huet och deen Artikel 9 zitéiert, wou se eng Missioun kréien, ze informéieren, ze warnen. Dat maache se scho mat där Campagne «Pour que le jeu reste un jeu» oder «Fixez vos limites». Dat steet och op all Billjee drop. Dat misst nach verstäerkt ginn.

Et wär och vläicht gutt gewiescht, wa mer hei am Artikel 9 nach derbäigesat hätten, dass Associatioune wéi anonym Glécksspiller solle finanzéiert ginn. Dat kënne mer dann nohuelen, wa mer nach eng Kéier déi Aarbechten, déi mer ugefaangen hunn, déi mer bal fäerdeg gemaach hunn, an der Familljekommissioun an där nächster Legislatur weiderféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll just fir déi gréng Fraktioun der Madame Doerner Merci soe fir hire mëndlechen an och proppere schréftleche Rapport. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dësen Text, mä, wéi de Kolleeg Angel et och elo scho gemaach huet, weise mer och dorop hin, dass eng Rei Froen nach op eng Äntwert waarden.

Et gëtt Problemer wéi d'Spillsucht, an et gëtt och do eng Rei Froen hei am Parlament ze diskutéieren an ze beäntwerten. Dat war net den Objet vun dësem Text. Dësen Text ass an eisen Aen och, esou wéi mer en elo zum Vote kréien, kohärent, a mir ënnerstëtzen en och duerfir, mä wéi gesot net ouni dorop hinzeweisen, dass nach eng Rei Aarbecht hei awer opsteet.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Et ass net e Problem mat dësem Gesetz, wou ech hunn, mä et ass dee battere Bäigeschmaach, deen am Fong dat Gesetz huet, well et am Fong d'Méiglechkeet schaaft, mam Misär vu ville Leit Geld ze verdéngen.

Och, wann dat Geld do geholl gëtt, fir sozial Zwecker oder fir aner gutt Zwecker ze ënnerstëtzen, esou bleift awer nach ëmmer de Bäigeschmaach, dass, wann een op där enger Säit wëllt Guddes maachen, an op där anerer Säit dann d'Suen do hëlt, wou riskéiert gëtt, duerch déi Mesuren, déi do sinn, duerch déi Spillméiglechkeeten, déi do sinn, vill Misär ze schafen, dann awer e battere Bäigeschmaach bleift. Den Här Angel huet et schonn ugeschwat.

Ech spriechen do besonnesch dat Spill Zubito un, an ech spriechen och den Artikel 3 u vum Gesetz vum 20. am Fréileng 1977, wou einfach Kloerheet muss geschaf ginn, well dat Gesetz ass fir mech kloer, an ech hunn dat och geschriwwen. Et ass fir mech kloer: Et dierfen a kengem öffentleche Lokal Spiller stoen, wou direkt Geld ausbezuelt

gëtt. Dat war de Sënn vum Gesetz vun 1977, an dee Sënn an och déi Philosophie als Prinzip, déi ginn am Fong elo mam Afëiere vum Zubito violéiert. Et deet mer leed.

Ech kann Iech soen - ech si vill an der Öffentlechkeet -, wat fir e Misär dat Spill do mat sech bréngt. Et wär héich Zäit, awer wierklech allerhéchst Zäit, dass mer do géifen agräifen an déi Spiller verbidden.

Et misst een emol elo eng Analys maachen, wéi vill Misär d'Spillen hei am Land iwwerhaapt mat sech bréngt. Et misst een och emol mat deenen Organisatiounen ëmmer erëm Récksprooch huelen. Do gëtt et Organisatioune vun anonyme Spiller, déi genau datselwecht soen, an déi musse gehéiert ginn, well déi si jo net vun Dommheet gegrënnt ginn. Ech mengen, déi si gegrënnt ginn, well do wierklech vill Misär ass. Ëmmer, wann esou eng Initiativ sech aus der Bevölkerung eraus grënnt, fir ze hëllefen, dann ass et sécher, dann ass de Misär schonn do an da gëtt et héich Zäit, dass do gesuergt gëtt, fir do eppes ze änneren.

Duerfir soen ech, och, wann et ass, fir gutt Zwecker ze ënnerstëtzen, bleift ëmmer dee battere Bäigeschmaach, dass d'Suen do vum Misär vu ville Leit geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Merci och vun der Säit vun der Regierung un d'Rapportrice, d'Madame Doerner, fir déi Rapporten hei. Merci awer och, géif ech gären am Numm vun der Regierung soen, der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, déi während Joren a Jorzéngte mat all deene Leit, déi sech do engagéiert hunn, eng exzeptionell gutt Aarbecht gemaach hunn, vun deene ganz vill Leit profitéiert hunn.

Dat Gesetz hei, dat ass eis ganz bewosst, ass kee Gesetz iwwert d'Spillen en général, kee Gesetz iwwert d'Problemer, déi d'Lotterië kënnen no sech zéien oder esou Spiller wéi déi, déi hei genannt gi sinn, mä et setzt awer trotzdeem e klore Kader.

Ech deelen d'Meenung och, déi hei vum Här Angel gesot ginn ass, wou en déi Positioun ënnerstëtzt huet, déi ëmmer déi och vun der Regierung war, datt fir d'Spiller, fir d'Lotterie, fir d'Casinoen net d'Regele vum fräie Maart einfach spillen, mä datt dat e Gebitt ass, wou et muss kloer Rahmenbedingunge ginn, an datt déi ëmmer mussen Autorisatiounen ënnerleien, och fir Problemer wéi déi vun der Spillsucht eenegermoossen am Grëff ze behalen.

Woubäi ech zu där Problematik wëll soen, datt ech net mengen, datt d'Gesetz all déi Problemer ka léisen, mä datt do och ganz vill am Beräich läit vun der Responsabilitéit vun deenen, déi esou Spiller op de Maart bréngen, respektiv och enger ganzer Rei Initiativen, déi och gemaach gi vun der Loterie nationale, vum Casino, fir ze évitéieren, bei deene Leit, wou besonnesch Problemer sinn, datt déi weider an hir Sucht, also och an hir Krankheet sech verdéiwen.

Ech mengen net, datt de Gesetzgeber all déi Problemer ka léisen, woubäi ech gäre bereet sinn als Justizminister, dee fir eng Rei Lotterien zoustänneg ass, déi net ënnert d'Kompetenz vun der Loterie nationale falen, fir ze kucken, datt dat net ausufert.

Ech mengen och, datt een dat regelméisseg muss iwwerkucken. Dat ass en Débat, deen ni fäerdeg ass. Et komme jo ëmmer erëm nei Spiller op de Maart, an duerfir sinn ech gäre bereet, och zesumme mat der Chamber déi Problematik do ze kucken.

Dëst Gesetz, wéi gesot, huet zum Zil, d'Œuvre an hiren Aufgaben ze moderniséieren, ze preziséieren. Duerfir sinn ech frou hei festzestellen, datt dee Projet, deen d'Regierung abruecht huet, eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi…

(Interruption)

Pardon. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech hat eng prezis Fro un d'Regierung gestallt, wien elo de Régulateur de marché ass.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- De Justizminister. Mat Ausnahm vun deene Spiller, déi vun der Loterie nationale an hirem Conseil autoriséiert ginn. Well d'Loterie nationale ënnert der Tutelle vum Statsminister war a bleift, brauch ee keng zweet Autorisatioun. Mä aner Spiller iwwer e gewëssene Montant ginn autoriséiert vum Justizminister.

M. le Président.- Voilà, mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5955 ass mat 56 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Laurent Mosar (par M. Norbert Haupert), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kënnen d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Goerens déposéiert huet, direkt huelen. Pardon. Jo. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

3. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vum däitsche Finanzminister wësse mer, datt en, wann en iwwer gewëssen Theme schwätzt, mat wéineg Précautions oratoires auskënnt.

Elo gëtt et e puer Manéieren, fir Divergenzen auszedroen iwwer een an datselwecht Thema. Bis elo hate mer ëmmer d'Méiglechkeet, am europäesche Rahmen déi Problemer unzeschwätzen, sämtlech Länner vun Ufank un derbäi sinn ze loossen, datt jiddweree konnt seng Meenung expriméieren, an dat ass normalerweis zu engem Kompromëss komm.

Et gëtt eng zweet Manéier, fir sech mat deene Problemer auserneenzesetzen, dat ass op onfair Mëttelen zréckzegräifen an déi och nach begleede vun enger Degradatioun an der Wuertwahl, déi der Léisung vun Dossieren net förderlech ass.

Drëttens, dat, wat den Här Steinbrück gesot huet, andeems en d'Transparence fiscale vun eisem Land an och vun anere mat där vu Burkina Faso vergläicht, kann och net reaktiounslos higeholl ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Ech hat selwer duerch verschidde Funktiounen, Här President, d'Méiglechkeet, mam Finanzminister vu Burkina Faso ze schwätzen, och mam Ausseminister vun deemselwechte Land. Ech kann Iech soen, datt ech bei deenen ni déi Écarts de langage konnt percevéieren, déi mer elo gëschter erëm eng Kéier vum Peer Steinbrück héieren hunn. Ech géif éischter soen, datt et eng Source vun Inspiratioun wär fir gutt Behuelen am Ëmgang mat Anersdenkenden an och mat Vertrieder vun anere Länner, déi een am Gespréich mat de Vertrieder vu Burkina Faso kënnt fannen.

Ech fannen och, datt et net vertrietbar ass, vu d'Relatiounen, déi zäitweileg ganz delikat waren tëschent der Bundesrepublik Däitschland a Lëtzebuerg, mä déi sech op eng exemplaresch Manéier entwéckelt hunn, muttwëlleg Sensibilitéiten an eisem Land ze heurtéieren. Dat ass net noutwendeg.

Hei gëtt erëm eng Kéier appeléiert u Sentimenter, déi hir Originë fannen an enger Zäit, wou Lëtzebuerg an Däitschland wierklech näischt méi gemeinsam haten a wou mer ganz vill ënnert Däitschland gelidden hunn.

Mir freeën eis net doriwwer, mä mir stelle fest, datt leider déi Sensibilitéite sech onwahrscheinlech heurtéiert fillen, an dat mierkt een an de Gespréicher mat praktesch alle Leit, déi een hei am Land begéint.

Mir fannen duerfir, datt déi Manéier, fir sech mat Lëtzebuerg auserneenzesetzen, an op déi den Här Steinbrück zréckgegraff huet, blessant ass, erofsetzend, iwwerflëssteg, muttwëlleg, an datt se absolut näischt bäidréit zu dem noutwendegen Zesummenhalen, wat mer onbedéngt brauchen, fir an där Krisesituatioun, an där mer an Europa dra sinn, weiderzekommen.

Gewëss, a Virwahlzäiten ass et net anormal, datt gewëssen Aussoe méi pointéiert artikuléiert ginn. Dat entschëllegt awer beileiwen net alles, a scho guer net déi Écarts de langage, op déi ech mech hei beruff hunn. Duerfir ass dës Resolutioun, déi vun de Vertrieder vun alle Sensibilitéiten hei am Haus gedroe gëtt, och am Dispositiv dorop aus, fir déi Praktiken do ze veruerteelen ouni Reserven.

Ech hat Iech invitéiert, Här President, fir och Ärem Homologue vum Bundestag déi Resolutioun hei ze iwwermëttelen. Ech géif Iech bieden - dat hat ech net an der Resolutioun verfaasst -, Dir sollt datselwecht maache mam President vun der Assemblée parlementaire vun Ouagadougou.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Goerens a senger Fraktioun félicitéiere fir déi Initiativ, déi se hei geholl hunn. Ech mengen effektiv, datt dat absolut berechtegt ass.

Här President, meng Fraktioun weess och, wat et heescht, Wahlkampf mussen ze féieren. Mir wësse jo och, datt an Däitschland net nëmmen Europawahle sinn, mä och am September Bundestagswahle sinn. Mir stelle fest, datt an der Bundesrepublik Däitschland déi Wahle mat zimlech haarde Bandagen do gefouert ginn. Dat entschëllegt awer net, datt all Mëttelen entre-temps bei verschiddene Leit recht sinn, fir dee Wahlkampf ze féieren.

Et entschëllegt scho guer net, datt ee kleng europäesch Länner benotzt fir seng innenpolitesch Zwecker. Kleng europäesch Länner, déi éischtens emol bäi Wäitem manner Méiglechkeeten hunn, fir sech ze wieren an esou engem Stil wéi deem doten, an esou enger Ausenanersetzung wéi där doten op europäeschem Niveau.

Et entschëllegt nach manner, datt och elo net nëmme méi kleng europäesch Länner benotzt gi fir innenpolitesch Wahlkampfzwecker, mä carrément déi äermste Länner vun der Welt genotzt ginn, fir op d'Géigner ze schloen. Ech muss soen, dat ass e Stil, deen ass wierklech net immens - loosse mer soen: gutt.

Wéi gesot, et geet hei reng ëm innenpolitesch Ziler an Däitschland, déi heimadder bezweckt ginn, mat där Kraftmeierei, déi do zum Ausdrock bruecht gëtt.

Ech muss och soen, datt dat, wat eis extrem beonrouegt, dat ass, datt mer mengen, datt den Här Steinmeier sech net bewosst ass, dass en der europäescher Iddi onheemlech schuet…

Une voix.- Den Här Steinbrück!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Steinbrück - pardon - schuet onheemlech der Iddi vun der Europäescher Unioun. Well dat doten, dat schwätzt sech jo erëm an allen europäesche Länner, a virun allem kleng Länner fille sech ëmmer méi an den Eck gedréckt vun deene grousse Länner. Ech mengen net, datt dat dozou bäidréit, datt méi Verständnis opkënnt fir d'Verdéiwung vun der Europäescher Unioun. Wéi gesot, dat ass wierklech äusserst bedauerlech.

Ech fannen et och absolut berechtegt, datt mer hei als Parlament endlech dorobber reagéieren. Mir hoffen, datt déi Resolutioun hei wierklech eestëmmeg ugeholl gëtt an datt de President deementspriechend dee Bréif do soll schécken.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun stellt sech total hannert déi Resolutioun, déi de Kolleeg Goerens am Numm vun der DP hei hannerluecht huet an déi mer och mat ënnerstëtzen.

Ech hat d'Geleeënheet, am Kader vum Débat vum État de la nation ze soen, dass Europa nëmme ka fonctionnéieren, wann et am Ausgläich tëschent deene groussen an deene klenge Länner fonctionnéiert, wann dee Geescht, dee bis virun enger net allze laanger Zäit an Europa véhiculéiert ginn ass duerch eng ganz Rei vu Politiker - vum Helmut Kohl, vum François Mitterrand an aneren -, déi ëmmer dorop erpicht waren, och ze probéieren, d'Meenung vun deene méi klenge Länner op d'mannst nozelauschteren an och bereet waren, Kompromësser ze maachen, wann dee bleift.

Et stellt ee leider fest, besonnesch an deene leschte Méint, dass ëmmer Politiker aus sougenannte grousse Länner eng Rei vun Écarts de langage maachen, déi - wéi et vu mengem Virriedner, dem François Bausch, gesot ginn ass - dem europäeschen Zesummenhalt net déngen.

Dat Europa brauch Zesummenhalt. Grad just a Krisenzäite muss et beweisen, dass et gëeent ass. Et sinn, mengen ech, net nëmmen Écarts de langage, mä et ass System, besonnesch bei deem Minister, iwwert dee mer eis haut hei ënnerhalen, well et jo net fir d'éischt ass. Et ass elo fir d'drëtt oder fir d'véiert innerhalb vu kuerzer Zäit, wou déiselwecht Persoun, an dat ass jo net deen allerklengsten am Rang vun den däitsche Politiker, sech mat anere Länner huet an op eng Aart a Weis iwwert déi Länner schwätzt, déi einfach all Form vu Respekt och par rapport zu deene Länner vermësse léisst.

Et ass awer net deen Eenzegen. Wann ech kucken, wat vun der franséischer Säit an deene leschte Wochen och deelweis komm ass, och vun enger Rei vu ganz héichgestallte Politiker, esou stellt ee fest, dass och vun där Säit aus ëmmer manner opgepasst gëtt an ëmmer manner Rücksicht geholl gëtt op d'Meenung an op d'Gefiller vun aneren.

Dat ass de Grond, firwat mir als Partei, als Fraktioun déi Resolutioun hei ënnerstëtzen, an der Hoffnung, dass d'Leit sech bewosst ginn, dass, wann een ausschléisst, wann een ausgrenzt, wann een aner Leit un de Pranger stellt, ee riskéiert, iergendwann eng Kéier datselwecht mat sech selwer geschéien ze gesinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, selbstverständlech hu mer déi Initiativ vum Här Goerens matgedroen, fir géint déi Deklaratioun vum Här Steinbrück ze protestéieren.

Et ass hei schonn duergestallt ginn, dass en anere Wand an Europa bléist, deen och dorop zréckzefëieren ass, dass Europa net méi esou fonctionnéiert, wéi et soll, dat heescht an enger partnerschaftlecher Zesummenaarbecht. Déi partnerschaftlech Zesummenaarbecht ass duerch zwee grouss Länner ganz besonnesch och mat Hëllef vu Groussbritannien a Fro gestallt ginn. D'Madame Merkel gradesou gutt wéi den Här Sarkozy hunn dorop gehalen, hu mat anere Partner am G20 dorop gehalen, dass verschidde Länner op eng gro Lëscht kéimen, déi, contrairement zu deenen Ofmaachungen, déi virdru getraff gi waren an net agehale gi sinn, sollte gebrandmarkt ginn.

Dat ass sécher fir e Land wéi Lëtzebuerg, mä och - an dat bedaueren ech e bëssen, dass dat net op dëser Resolutioun ass - Länner wéi d'Belsch an Éisträich am Fong geholl net akzeptabel. Déi Deklaratioune vum Här Steinbrück, déi concernéieren net nëmme Lëtzebuerg, mä och d'Belsch an Éisträich an deem Verglach, deen e mat Burkina Faso gemaach huet.

Dat ass, wat mer hei brandmarken. Wa mer gären eng Europäesch Unioun hätten, déi anstänneg Finanzregulatioune géint d'Kris kann afëieren, da muss dat partnerschaftlech, gemeinsam gemaach ginn.

Duerfir begréissen ech och, dass d'Lëtzebuerger Regierung an deem Conseil ECOFIN ons Positioun ganz kloer duergestallt huet, déi de Minister Frieden jo d'lescht Woch och nach eng Kéier hei an dëser Chamber preziséiert huet.

Wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net akzeptabel, dass d'Représentantë vu grousse Länner, ob et Finanzministere sinn, Statspresidenten oder Kanzler, wien ëmmer, Länner aus der Europäescher Unioun brandmarken, well se net deem follege genee, wat si wëllen. Duerfir ass dës Resolutioun sécher och e Mëttel, fir onser Indignatioun Ausdrock ze ginn.

Ech muss allerdéngs awer och derbäifügen, dass ee sech an der Chamber muss iwwerleeën, wéi oft een dat mécht. Ech mengen, dat do mécht een net x-mol. Dat mécht een eemol, an et kann een net all Kéiers déi Saachen esou héichspillen, well et ass trotzdeem ee Parlament, eng Chamber, déi sech un en anert Parlament wennt. Wa mer dat eng Kéier maachen, huet dat bestëmmt eng gewëssen Effikassitéit. Mä wa mer et x-mol maachen, huet et keng.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Duerfir fanne mer dat hei richteg. Mir sollen ons awer iwwerleeën, wéi mer an onser weiderer Strategie iwwert déi Zesummenaarbecht an Europa mat anere Länner, och an onse bilateralen Zesummenaarbechte virginn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Mehlen huet d'Wuert elo.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir droe selbstverständlech déi Resolutioun och mat. Ech ka mech nëmmen deene Wierder vu menge Virriedner uschléissen.

Et schéngt sech hei haaptsächlech ëm Wahlkampf ze handelen, ëm - zum Deel - en Oflenkungsmanöver. Mir wëssen, datt déi däitsch Finanze sech a kengem gudden Zoustand befannen, datt Däitschland en enorm héijen Undeel vu sengem Budget muss fir de Scholdendéngscht opbréngen. Dat si Feeler, déi si bei sech selwer ze sichen hunn. Si probéieren elo am Wahlkampf, d'Schold op aner Länner, an da woufir net och op e klengen Noper, dee sech net esou gutt wiere kann, ofzewälzen.

Wat mech och stéiert, dat ass, datt hei Burkina Faso als Knëppel geholl gëtt, fir op Lëtzebuerg dropzeschloen, wat och e Manktum u Feinfühlegkeet vis-à-vis vu Länner, déi vläicht an hirer Entwécklung nach net esou wäit si wéi mir, erkenne léisst.

Ech kann net hei referéieren iwwert d'Transparenz vun der Fiskalitéit a Burkina Faso. Op jidde Fall, mengen ech, hätt den Här Steinbrück sech dat do renglech kënne spueren.

Et weist eng Geeschteshaltung, déi net gutt ass an enger Europäescher Unioun, déi op Solidaritéit opgebaut ass, wou een deen anere soll a muss respektéieren, egal wéi grouss en ass, egal wéi kleng en ass, egal wéi laang e scho Member vun där Europäescher Unioun ass. Lëtzebuerg ass ee vun de Grënnerstaten. Ech mengen, mir hunn ëmmer Solidaritéit gewisen a mir hunn dat do wierklech net verdéngt gehat.

Et weist awer och, datt eng nei Generatioun amgaangen ass ze kommen, déi deelweis net méi dat Geschichtsbewosstsein schéngt ze hunn, wat ee sech géif wënschen. Vläicht kéint een dem Här Steinbrück e Lëtzebuerger Geschichtsbuch schécken, datt en a méi rouege Momenter sech emol e bëssen iwwert dat informéiert, wat eis Relatiounen an der Zäit waren a wéi Lëtzebuerg ënnert Däitschland an der Zäit ze leiden hat.

Ech hu mech awer och gefrot, ob net déi leschte Kéier, wéi déi Ugréff scho waren, d'Lëtzebuerger Regierung net och méi däitlech hätt kënne reagéieren, esou, wéi zum Beispill d'Schwäizer Regierung et gemaach huet, an zwar den däitsche Botschafter abestellen an him ganz klipp a kloer soen, datt dat doten en inakzeptabele Comportement ass.

Duerfir, ech deelen och dat, wat den Här Fayot seet, et kann een dat net all Kéiers maachen. Mä et wär och gutt, wann um Niveau vun der Regierung entspriechend géif reagéiert ginn.

Selbstverständlech droe mir dat hei mat.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech mengen, déi Frechheeten, déi vis-à-vis vun eisem Land do vu sech gi sinn, dat erënnert esou e bëssen un e Buch vun engem éisträichesche Moler aus den 30er Joren. Deen huet mat deeneselwechte Methoden operéiert.

Ech mengen, wa mer och mussen higoen a kucken iwwer ëmmer méi Dialog ze versichen, d'Problemer elo an dësem Moment an an Zukunft ze léisen, esou ass et awer kloer, dass mer eis vu kengem Frechheete brauche gefalen ze loossen an dass mer et och net dierfen zouloossen, dass Frechheete vis-à-vis vun anere Länner vu sech gi ginn, besonnesch vun där anerer Säit vun der Musel.

Duerfir ass déi Resolutioun, déi hei haut deponéiert ginn ass, déi eenzeg richteg Äntwert op dat, wat do geschitt ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Här President, ech wollt just als Äntwert op dem Här Fayot seng Interventioun soen, datt et richteg ass, datt een net soll ze dacks op dat Instrument hei zréckgräifen.

Fir mech ass et och eppes Eemoleges, an et muss eng ganz massiv Riposte kommen. Et gesäit jo wuel esou aus, wéi wann d'Chamber dat hei géif eestëmmeg matdroen. Ech mengen, et ka jiddwereen dozou bäidroen, datt et besser geet. Deen Alleréischten, deen dat ka maachen, ass den Här Steinbrück. Wann en déi Äusserungen do net méi répétéiert, wann en net méi récidivéiert an deemselwechte Sënn, da ginn och zukünfteg Stellungnahmen iwwerflëssig.

M. le Président.- Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, mir sinn eis ganz bewosst, datt et eng Resolutioun ass, wou d'Chamber sech ausdréckt an d'Regierung net direkt zu eppes opgefuerdert gëtt. Trotzdeem ass dat hei e Virgang - dat, wat gëschter geschitt ass mam Finanzminister Steinbrück -, deen och vu Regierungssäit aus e Kommentar néideg mécht.

Ech wëll fir d'éischt preziséieren, datt den Här Steinbrück déi Remarque, ëm déi et hei geet, wou e gesot huet, hie géif op eng Sitzung am Juni d'Schwäiz, Éisträich, Lëtzebuerg a Ouagadougou invitéieren, an all anerer, datt en déi net gemaach huet an dem Conseil vun de Finanzministere selwer, well den Här Steinbrück war dee Moment, wou dee wichtegen Dossier vun de Steieren am Conseil diskutéiert ginn ass, wou d'Kommissioun fir Lëtzebuerg inakzeptabel Propositioune gemaach huet iwwert d'Bonne gouvernance fiscale, guer net am Sall vum Finanzministerconseil. Et wär also besser gewiescht, den Här Steinbrück wär dee Moment am Conseil gewiescht, en hätt sech iwwert dee Sujet ausgeschwat, deen do zur Diskussioun war.

Den Här Steinbrück schéngt déi Aussoe virun der Press gemaach ze hunn, wat awer allerdéngs guer näischt der Gravitéit an der Inakzeptabilitéit vun deenen Aussoen ewechhëlt.

D'Regierung condamnéiert déi, wéi ähnlech Aussoen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, op d'Schäerfst. Mir hätte gären, datt eist Land respektéiert gëtt wéi aner Länner och, an duerfir ass dat heiten eng inakzeptabel Frechheet fir Lëtzebuerg. Mä et ass virun allem, mengen ech och, eng inakzeptabel Frechheet fir Afrika a fir all d'Afrikaner, well et jo am Fong eng erofloossend Remarque ass fir d'Afrikaner, déi esou e bëssen Zweet-Klass-Leit wären, an déi eis dann a sengem État d'esprit an déi nämlecht zweet Klass setzt, zesummen iwwregens mat der Schwäiz a mat Éisträich.

Dat ass einfach net hinnehmbar, och wann ech awer weess - a mir hunn dat och gëschter am Gespréich um Rand vum Conseil matkritt -, datt all Kéiers, wann den Här Steinbrück esou Remarquë mécht, hie bei sengen Unhänger an Däitschland an op senge Parteikongresser ganz gutt ukënnt. Sou datt en also och no dëser Resolutioun héchstwahrscheinlech sech e wéineg gebremst fillt a sengen inakzeptabele Remarquen.

Zum Inhalt géif ech nach gären ee Saz och hei derbäifügen. Et geet en fait, an dat war an deem Kontext, wou den Här Steinbrück geschwat huet, ëm eng Sitzung, déi den däitsche Finanzminister Steinbrück zesumme mam franséische Budgetsminister Woerth wëllt am Juni zu Berlin aruffen als Nofolgesitzung vun enger Sitzung, déi d'lescht Joer am Oktober zu Paräis stattfonnt huet.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt Lëtzebuerg un där Sitzung net deelgeholl huet, no Concertatioun mat anere Länner, dont Éisträich an d'Schwäiz - aus zwee Grënn.

Éischtens, well et eng Sitzung ass, un där net eng Organisatioun, där mir ugehéieren, Organisateur war. Et war eng Sitzung, déi am Gebai vun der OCDE stattfonnt huet, wou awer net all d'OCDE-Memberen invitéiert gi sinn.

Zweetens ass et keng Sitzung gewiescht vun der Europäescher Unioun. Mir diskutéiere Steierfroen an der Unioun a mir diskutéiere Steierfroen an der OCDE, an net op Invitatioun, op Diktat vu Frankräich an Däitschland, déi eis convoquéieren op eng Sitzung op Paräis.

Déi zweet Ursaach, firwat mer net dohinner gaange sinn, war, datt et eng Sitzung war, déi fir zwou Stonne geplangt war, wou d'Konklusioune vun der Sitzung scho virdru festgeschriwwe waren, wou eng Rei Saachen drastoungen, mat deene mir net d'accord waren, a wou et just dorëm gaangen ass, datt Däitschland a Frankräich op enger Pressekonferenz konnte soen, wat hir Meenung zum Steierdossier war.

Däitschland wëllt elo eng Folgekonferenz vun där Sitzung vum Oktober maachen, an déi Sitzung hu se geplangt fir den 23. Juni 2009 zu Berlin. D'Lëtzebuerger Regierung, a besonnesch de Statsminister an ech selwer, deen an dësem Dossier jo concernéiert ass, sinn der Meenung, datt d'Plaz vun de Ministeren, an ech géif soen och d'Plaz vun den Deputéierten, op eisem Nationalfeierdag am Lëtzebuerger Land ass, fir un deene Feierlechkeeten deelzehuelen, déi eisen Nationalfeierdag ausmaachen.

Mir hunn also duerfir net d'Intentioun, als Ministeren op deem Dag op Berlin ze fueren. Mir sinn awer der Meenung, datt, vu datt et sech ëm e wichtegen Dossier handelt, a vu datt och schéngen déi aner Länner, wéi d'Schwäiz an Éisträich, un där Sitzung deelzehuelen, mer un där Sitzung deelhuelen um Niveau vun héije Fonctionnairë respektiv Ambassadeuren, fir eis an déi Debatt mat anzeklicken, woubäi ech awer nach eng Kéier kloer an däitlech wëll soen, et ass keng Sitzung, déi befugt ass, iergendeng Décisioun ze huelen, well dat kann eleng d'Europäesch Unioun.

Do hu mer schwiereg Debatten, an ech kann lech soen, gëschter war fir Lëtzebuerg en désagréabelen Dag am Conseil, well d'Europäesch Kommissioun mengt, si hätt de Wand an de Segelen a kënnt elo d'Kalenneren an d'Inhalter no dem G20 an der OCDE accéléréieren.

Mir ginn also dohinner, fir ze weisen, datt mer an dee Sujet eis wëllen abannen, mä d'Diskussiounen an d'Décisioun huele mer an der Europäescher Unioun, wou am Dossier vun der Fiskalitéit Eestëmmegkeet ass. Mir wëssen, datt eis Positioun minoritär ass. Dat heescht awer net automatesch, datt eis Meenung falsch ass.

Déi Resolutioun hei fënnt d'total Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung. Mir brauchen net ze akzeptéieren, datt d'Ministere vun engem Nopeschland eis op déi doten Aart a Weis blesséieren. Et ass blessant fir all d'Afrikaner, et ass blessant fir Lëtzebuerg, a mir wäerten och op eiser Säit op appropriéiert Aart a Weis dorobber reagéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Kënne mer par main levée ofstëmmen? Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech mengen, dass et wichteg ass an deem heite Moment, fir och ze dokumentéieren, dass d'Lëtzebuerger Parlament à l'unanimité vu senge 60 Memberen d'Resolutioun vum Här Goerens ënnerstëtzt.

M. le Président.- Jo, da stëmme mer par appel nominal of. Ech wär awer frou, wann Der da géift alleguer d'Prokuratiounen huelen, dass mer och op den Totalchiffer komme vun de Membere vum Parlament.

Vote

De Vote ass amgaang. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ech wäert dem Wonsch vun der Chamber nokommen a mengen Homologuen aus Däitschland a Burkina Faso dës Resolutioun iwwermëttelen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Projet de loi. Dat ass deen iwwert d'Duebelbesteierung mat Indien. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

4. 5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir bleiwe beim Sujet, an ech fäerten, mir bleiwen nach relativ laang Zäit beim Sujet, well dat, wat ënnerwee ass, dat léisst een näischt Guddes vermudden.

Dat Duebelbesteierungsofkommes, dat mir haut op der Lee hunn, huet scho bal historesch Zich. Et ass net nëmmen eng Konventioun tëschent engem vun deene klengste Länner vun der Welt an deem zweetgréissten, ëmmerhin iwwer eng Milliard Awunner. Et ass net nëmmen en Accord, fir dee mir geschloe 16 Joer gebraucht hunn, bis hien ënnerdaach war; och dat ass wuel e Rekord. An et ass net nëmmen e Steieraccord mat enger vun de féierende Wirtschaftsnatioune vun der Welt vu muer, déi an deenen dräi leschte Joren ëm 9% an der Moyenne gewuess ass an déi am Moment matzen an der Kris nach ëmmer iwwer 5% Wuesstum huet.

Historesch gëtt dëst Duebelbesteierungsofkommes - et ass dat 55., dat eist Land ofgeschloss huet - fir eis wuel aus deem Grond, datt et, deemno wéi een d'Saach kuckt, dat lescht a sengem Genre oder dat éischt vun enger neier Serie ass.

Dat huet op där enger Säit och eppes domat ze dinn, datt mir esou laang dru gekoschtert hunn, an op där anerer Säit, datt entre-temps a steierlecher Hisiicht eppes geschitt ass, dat eisen Accordë mat deenen anere Länner eng aner Nues gëtt.

Et geet, Dir hutt et geroden a mir hu jo elo scho genuch driwwer geschwat, ëm den Informatiounsaustausch a Steiersaachen, géint dee mir eis esou laang gestrieft hunn an dee mir schliesslech, genee wéi eis Konkurrenten och, hu missen akzeptéieren.

Et ware virun allem zwee Grënn, firwat déi Verhandlunge mat Indien esou laang geschleeft hunn. Deen éischten huet domat zesummegehaang, datt Indien bis elo seng Duebelbesteierungsofkommes no engem Modell vun der UNO gestréckt huet an net no deem vun der OCDE.

Bis elo huet sech déi gréissten Demokratie vun der Welt eben éischter zu den Entwécklungslänner gezielt, iwwert déi d'Vereent Natioune jo bekanntlech d'Hand halen, an net zu den Industrienatiounen, déi sech an der OCDE zesummegeschloss hunn.

Dat wäert sech awer wuel geschwënn ännéren. Am G20, där autodeklaréierter Weltregierung, déi elo kierzlech mat de sougenannte Steierparadäiser zimlech rabiat Schlittschong gefuer ass, sëtzen d'Inder op alle Fall elo schonn.

Deen zweete Grond, firwat et esou laang gedauert huet, hänkt mat deem éischten zesummen. Déi sougenannt Duebelbesteierungsofkommes dénge bekanntlech zwee Zwecker. Éischtens verhënnere si, datt Akommes an Ëmsätz, déi an engem frieme Land gemaach ginn, do an dann och nach eng Kéier an der Heemecht vum Fournisseur besteiert ginn. Deen aneren Zweck ass deen ze verhënneren, datt dat Ëmgekéiert geschitt an datt bei Revenuen aus engem anere Land iwwerhaapt keng Steiere bezuelt oder carrément gestréppt ginn.

Et ass jo aus deem zweete Grond, datt an der Regel an den Duebelbesteierungsaccorden d'Zesummenaarbecht tëschent de Steierverwaltunge geregelt gëtt, fir déi mir Lëtzebuerger bis elo allerdéngs, wéinst eisem Bankgeheimnis, net ganz waarm waren.

Dorunner an och un den Ënnerscheeder tëschent dem UNO- a dem OCDE-Modell hu sech d'Inder gestéiert. An dofir kruten d'Verhandlungen, déi Lëtzebuerg ëmmerhi schonn 1992 ugefrot hat, och keen esou ee richtege Wach. Eréischt wéi d'Lëtzebuerger Säit sech mat enger spezieller Klausel d'accord erkläert huet, déi den Inder d'Dier fir en Informatiounsaustausch opgemaach huet, konnten d'Verhandlunge schliesslech ofgeschloss an den Accord virun engem Joer zu Nei Delhi ënnerschriwwe ginn.

Wat déi eenzel Dispositioune vun der Konventioun ubelaangt, sinn déi meescht e Kompromëss tëschent deem, wat de Modell vun der UNO, an deem, wat d'OCDE proposéiert. Nëmmen ee Beispill: Den UNO-Modell, deen drop ausgeriicht ass, déi ekonomesch manner gutt gestiwwelt Länner ze protegéieren, ass méi fir eng Besteierung am Zilland. De Modell vun der OCDE favoriséiert éischter d'Ursprongsland. Fir do d'Bir an der Mëtt duerchzeschneiden, gouf am Fall vun Indien décidéiert, datt d'Ursprongsland nëmmen héchstens 10% op den Dividenden an den Zënsrevenuen als Steieren abehale kéint an datt de Rescht dem Destinatiounsland zeguttkënnt. Nëmmen an Ausnahmefäll gëtt d'Besteierung integral am Wunnland gemaach.

Vläicht kënne mir vu Gléck soen, datt dësen Accord schonn d'lescht Joer ënnerschriwwe ginn ass, well an der Tëschenzäit ass d'politesch Stëmmung an Indien liicht ëmgeschloen. Déi rietsnational Oppositiounspartei, déi hirersäits vun 2000 bis 2004 regéiert hat, an déi nom 16. Mee, dat heescht no de Wahlen, déi am Ablack an Indien lafen, erëm un de Pouvoir komme wëllt, huet d'Steierflucht zu hirem grousse Wahlkampfthema gemaach an de Wieler versprach, déi Suen, déi hir Landsleit uechtert d'Welt an de sougenannte Steierparadäiser verstoppt hunn - et geet Rieds vu 500 bis 1.400 Milliarden Dollar -, mat alle Mëttelen erëm heemzehuelen. Zu deene Mëttele gehéiert wuel och den Informatiounsaustausch, dee mir bis elo ëmmer refuséiert haten an zu deem mir eis elo vum G20 breetschloe gelooss hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Wuel steet och nach an dësem Accord déi Restriktioun par rapport zum OCDE-Modell, mat där eisem Bankgeheimnis Rechnung gedroe gëtt. Mä d'Inder, déi alt schonn esou hir Erfahrunge mat Offshorezentre wéi zum Beispill der Insel Mauritius gemaach hunn, hunn net labber gelooss, bis si en Zousazprotokoll zum Ofkommes duerchgedréckt haten, an deem klipp a kloer steet, datt am Fall, wou Lëtzebuerg mat engem EU-Land en Informatiounsaustausch veraccordéiere géif, dann déiselwecht Regel och fir Indien ze gëllen hätt. An anere Wierder, wa mir muer mat Frankräich oder Däitschland en Informatiounsaustausch ofmaachen, wat jo esou wäit net méi aus de Féiss läit, dann däerf och den indesche Fisk déi Informatioune vun eiser Steierverwaltung verlaangen.

An deem zimlech onfaire Spill, Här President, dat säit dem G20-Sommet zu London mat eis a mat anere Finanzplaze gespillt gëtt, ass dësen Accord domat eng Jokerkaart ginn. Schliesslech ass een, wéisou och ëmmer, laut der OCDE kee Steierparadäis méi, wann ee mat zwielef Länner en Accord iwwert den Informatiounsaustausch ofgeschloss huet. An et ass een domat aus der Schosslinn vun de Sarkozyen, Steinbrücken an anere Steierparadäisjeeër.

Et geet also duer, wa mir elo nach zéng där Accorden ofschléissen - Amerika ass jo esou gutt wéi gelaf, wann ech dat richteg verstanen hunn, Här Minister; Frankräich an Däitschland sinn an der Maach -, a schonn hätte mir et iwwerstanen. Mat wéi enge Laangzäitblessen, steet allerdéngs op engem anere Blat.

Och wann de Statsrot e bedenkleche Précédent an deem Zousazprotokoll gesäit, deen automatesch den Informatiounsaustausch fir Indien bäifléckt, wa mir elo op dee Wee och mat anere Länner ginn, mengt Är Finanzkommissioun, Här President, dat géif kaum nach bei deenen nächste Verhandlunge stéieren. Dofir proposéiert d'Kommissioun der Chamber, den Accord mat Indien inklusiv dem Zousazprotokoll ze approuvéieren.

Där Meenung ass d'CSV-Fraktioun och, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet déi honorabel Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll den Accord vun der DP-Fraktioun och zu dësem Projet de loi ginn. Ech mengen, de Rapporteur, deen huet all d'Facetten dovu beliicht, mä ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass bei deene vun der OCDE gefuerderten zwielef Accorden et net verständlech ass, wéi se op déi Zuel vun zwielef koum. Déi ass néierens soss festgeschriwwen. Dat ass einfach en Hasard gewiescht.

Firwat hu se déi Dosen Accorden do virgeschriwwen? Ass et, well eng Partie Länner, déi verschidden anere Länner net genehm sinn, nach net dodru waren, dass se dat Spill, dat schrecklecht Spill gedriwwen hunn?

Ech gesinn elo, dass mer mat deem hei Accord da kënnen an d'Richtung goen, fir weider Accorden dann duerno ofzeschléissen, an dass mer dann déi magesch Zuel vun där Dose relativ schnell kënnen erfëllen. Mä nach eng Kéier wéi gesot, dat ass eppes, wat einfach imposéiert ginn ass, an et weess een nach net, am Numm vu wat a vu wiem.

Mä no deene Remarquen awer wëll ech den Accord vu menger Fraktioun selbstverständlech zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Negri hat d'Wuert nach gefrot.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi. Villmools Merci.

M. le Président.- Gutt, dann huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, dëst ass e wichtegen Accord fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, well en eist grousst Netz vun Duebelbesteierungsofkommessen erweidert.

Duerfir mengen ech, ass den Haaptpunkt vun dësem Accord en fait, fir der Lëtzebuerger Ekonomie en général, der Lëtzebuerger Finanzplaz eng nei zousätzlech Chance ze ginn, well Indien ass eent vun deene groussen neie Länner, an deene sech enorm vill Méiglechkeete vu wirtschaftlecher Entwécklung bidden, an do ass et gutt a wichteg, datt Lëtzebuerg e Fouss an der Dier huet.

Duerfir hu mer an deene leschte Joren eng Rei Promotiounsreesen an dat Land gemaach, well mer gesinn, datt dat e Land ass mat enger enormer Populatioun, mat engem enorme Potenzial fir Entwécklung, a wa mer en Duebelbesteierungsofkommes hunn, da gëtt dat eisen Entreprisen, eiser Finanzplaz vill nei Méiglechkeeten. Mir hu gesinn, och bei enger Visite, déi ech do virun zwee Joer gemaach hunn, datt och notamment fir d'Lëtzebuerger Fongenindustrie e groussen Intérêt an deem Land ass. Dat ass déi grouss Chance, an duerfir musse mer weiderfueren, Duebelbesteierungsofkommessen ze maachen.

Ech géif gären dem Här Thiel Merci soe fir säi Rapport, géif awer am Kontext vun dem Informatiounsaustausch déi eng oder aner Remarque derbäisetzen. Mir hunn den Informatiounsaustausch op Ufro wëlles, zesumme mat anere Länner, mat deene mer a Konkurrenz sinn, an eist Duebelbesteierungsofkommes anzebauen. Dat ass den OCDE-Modell. Mir contestéieren déi Ziffer zwielef, an duerfir kann ech der Madame Brasseur soen, datt mir och méi wéi zwielef där Accordë maachen, wann dat de Standard international ass.

Duerfir akzeptéiere mir och net déi Ziffer zwielef. Et ass héchstwahrscheinlech, datt een een Accord pro Mount ka maachen an an engem Joer se duerch huet. Déi Ziffer zwielef ass eng Kéier an engem Aarbechtsgrupp vun der OCDE als e räsonnabele Chiffer ugesi ginn, fir ze évitéieren, datt e Land mat engem Land esou en Accord mécht an da seet, mir sinn OCDE-konform.

Mir wäerten eng 15 bis 20 där Accorden négociéiere mat deene Länner, wou mer en direkten ekonomeschen Intérêt hunn oder wou mer wëllen nei Méiglechkeete maachen.

Ech hunn Iech d'lescht Kéier gesot, datt mer no sinn un engem Accord, dat heescht d'Prinzipien alleguerten arrêtéiert hunn, mat Amerika. Deen Accord muss an deenen nächsten Deeg ënnerschriwwe ginn.

Ech hu gëschter um Rand vum Conseil vun de Finanzministeren zu Bréissel och d'Négociatioune mat Frankräich kënne finaliséieren. Och deen Accord kann also geschwënn ënnerschriwwe ginn.

Mat Däitschland schéngt dat ganz schwiereg, voire onméiglech an direkter Zukunft ze sinn, well do eng ganz Rei zousätzlech Revendicatiounen op den Dësch kommen, déi also méi Zäit brauchen a sécherlech net kënne virun dem Oktober/November ofgeschloss ginn, sou datt mer also do mussen nach méi Zäit domat verbréngen.

Elo no dëser Chamberssitzung ënnerschreiwe mer en Accord mam Bahrain, wat eis och an der Golfregioun zousätzlech Méiglechkeete vun Entwécklung gëtt. Och dat ass wichteg fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Lëtzebuerger Finanzplaz, sou datt, wa mer déi Négociatioun intensiv an deenen nächste Wochen a Méint weiderféieren, kucken all Kéiers: Wat sinn eis richteg Intérêten, wéi formuléiere mer déi Ufro a spezifesche Fäll? - dann ass dat och eng nei Chance fir Lëtzebuerg.

Mir hu schonn zu Feira 2000 gesot - et ass also näischt, wat eréischt nom G20 komm ass: Wann och déi aner Länner den Informatiounsaustausch op Ufro maachen, da gi mir och an déi Richtung. An duerfir hu mer och gëschter am Conseil ECOFIN gesot: Wann dat den internationale Standard ass, da muss deen iwwerall ugewannt ginn, och an der Europäescher Unioun. Net méi an net manner, mä virun allem och net méi. Dat war eis Positioun gëschter, déi net déi vun der Kommissioun war.

Ech sinn awer frou, datt dësen Duebelbesteierungsofkommes och d'Zoustëmmung vun der Chamber fënnt. Wéi gesot, et ass eng Chance, an dat ass dat Wichtegst hei dobäi, datt mer mat Indien méi ekonomesch Relatiounen hunn.

Den Informatiounsaustausch op Ufro kënnt - esou, wéi den Här Rapporteur dat och erkläert huet - hei indirekt eran. Wa mer zum Beispill dee mat Frankräich ofmaachen, da kënnt deen herno iwwert d'Clause de la nation la plus favorisée och an dësen Accord eran. Dat ass awer absolut kee Problem, dat schuet net der Finanzplaz. Der Finanzplaz notzt et, datt mer en Duebelbesteierungsofkommes mat Indien hunn esou wéi aneren Industriebetriber oder Fluggesellschaften, fir déi den indesche Marché enorm Chancë bitt. Grad an der Kris gëllt et, dem Land nei Chancen ze ginn, an Duebelbesteierungsofkommesse sinn Instrumenter, fir datt mer eise Betriber méi Entwécklungsméiglechkeete ginn.

Duerfir soen ech der Chamber Merci fir déi Zoustëmmung, déi se wëllt dëser Konventioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5948 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5948 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Lydie Err), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Rapport d'activité vum Médiateur. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Weydert, d'Madame Brasseur, d'Madame Err an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, fir eis de Rapport vun der Petitiounskommissioun ze maachen, den honorabelen Här Camille Gira.

5. 5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf dëse Rapport hei presentéieren am Numm vun der Petitiounskommissioun, déi sech jo an der Tëschenzäit als Ulafstell fir de Médiateur an dësem héijen Haus entwéckelt huet.

Bekanntlech gesäit d'Gesetz vum 22. August 2003 vir, dass de Médiateur all Joer e Rapport un d'Chamber reecht. Den Här Fischbach huet dat fir d'Period vum 1. Oktober 2007 bis den 30. September 2008 den 30. Oktober 2008 gemaach.

Dir wësst och, dass d'Presidentekonferenz décidéiert huet, dass éischtens d'Chamber soll all Joer sech mat deem Rapport beschäftegen, an dass u sech am Prinzip d'Petitiounskommissioun den Optrag kritt huet, fir dësen Débat d'orientation ze preparéieren.

Dir kënnt Iech nach vläicht erënneren, dass mer deen Exercice eng éischte Kéier am Detail d'lescht Joer am Abrëll gemaach hunn, méi prezis den 22. Abrëll 2008. Et war kloer, do hu mer zréckgekuckt iwwert d'Ufäng vun dëser neier Institutioun. Mir hu véier Rapporten ënnert d'Lupp geholl. Ech menge kënnen ze behaapten, dass mer e

ganz gudden Débat haten, deen och relativ déif gaangen ass, och relativ breet war, a wou och eng ganz Rei positiv Konklusioune gezu si ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mir hunn awer och dunn direkt, wëll ech betounen, als Petitiounskommissioun net opgehale mat der Evaluatioun vun där Aarbecht, mä mir hu probéiert, och e Suivi ze ginn, deenen Debatten, intern an der Kommissioun. Notamment hate mer awer och de 25. Juni 2008 eng Réunioun zesumme mam Médiateur, fir eng Evaluatioun vun deenen Debatten ze maachen.

Et ass evident, dat kann ech elo scho soen, dass natierlech haut déi Diskussioun net wäert esou déif goen, net esou breet. Et ass nëmmen een Exercice vergaangen, a mir kënne jo net all Joer erëm datselwecht hei verzielen. Sou vill schrecklech Neies ass net geschitt.

Mir waren awer ganz kloer der Meenung, dass mer solle beim Prinzip bleiwen, dass mer all Joer sollen en Débat d'orientation maachen an awer kucken, wat da vum Médiateur opgeworf ginn ass, a wéi souwuel - mengen ech - d'Regierung wéi mir selwer awer och mat deenen Donnéeën ëmgaange sinn.

Ech wëll och nach eng Kéier preziséieren, dass och während dem Joer eigentlech d'Petitiounskommissioun regelméisseg sech mat der Aarbecht vum Médiateur beschäftegt, nämlech wann en nei Recommandatiounen erausgëtt. Mir kréien déi d'office vum President zougestallt. Entweder beschäftege mer eis selwer domat, wa mer mengen, mir wäre kompetent. Wann dat net de Fall ass, dann adresséiere mer dës Recommandatiounen un déi sektoriell Kommissioune respektiv hake mer no enger gewëssener Zäit no bei deene jeeweilege Regierungsmemberen, fir ze kucken, ob dann och e bësse Stullgank geschitt.

Ech mengen, elo scho kënne virop ze soen, dass an der Tëschenzäit d'Relatiounen tëschent dem Médiateur an der Chamber ganz gutt rodéiert sinn. Souwuel déi formal wéi déi informell Kontrakter fonctionnéieren exzellent. Ech mengen, dat Vertrauen ass geschaf ginn, a virun allem - dorëms geet et jo - huet een dat Gefill, dass duerch déi gutt Zesummenaarbecht eigentlech och an enger ganzer Rei Dossiere konnt eppes Positives fir d'Bierger an d'Biergerinne vum Land, an ëm déi geet et jo schlussendlech, bei där ganzer Kollaboratioun erreecht ginn.

Just e puer Zuelen, fir an d'Debatt ze werfen. An där Period, déi hei ofgedeckt gëtt, also 1. Oktober 2007 bis 30. September, sinn net manner wéi 925 Reklamatiounen erakomm, vun deenen an Tëschenzäit 722 Dossiere clôturéiert sinn, deementspriechend der nach 203 opstinn.

Nodeem mir d'lescht Joer eis mat insgesamt 28 Recommandatiounen, déi bis dohinner vum Médiateur gemaach gi waren, intensiv beschäftegt haten, huet den Här Fischbach d'lescht Joer net manner wéi néng neier och erausginn.

Ech wëll se kuerz nach eng Kéier erwähnen, fir awer och ze weisen, wéi villfälteg eigentlech d'Gebitt ass, wou Doléancen un de Médiateur erugedroe ginn a wou en awer och probéiert, nei Weeër ze weisen, dass Saache sech änneren.

D'Recommandatioun 29 handelt ëm d'Carte d'assignation vun den Demandeurs d'emploi, wou regelméisseg Problemer opgetaucht sinn. An dann, bei der Recommandatioun 30 geet ëm e Virschlag, fir eng nei Verdeelung vun de Kompetenzen am Beräich vun der Exekutioun vu Peinen, déi mat Fräiheetsentzuch verbonne sinn. D'Recommandatioun 31 geet iwwert d'Rectificatioun an den Akte vum État civil vun den Transsexuellen. Eng Recommandatioun N°32 beschäftegt sech mat der Aschreiwung vun de Leit am Registre de la population. Da war e punktuellen technesche Problem opgetaucht bei der Notifikatioun vum Congé parental consécutif op e Congé de maternité.

D'Recommandatioun 34 ass dann e ganz aneren - wéi soll ech soen? - Domän, och eng aner Envergure, do geet et ëm net manner wéi e Code de bonne conduite administrative. D'Recommandatioun 35 geet ëm eng Diskriminatioun vun den Enfants naturels par rapport zu de legitime Kanner am Kontext vu Familljenzoulagen. D'Recommandatioun 36 - ech mengen, do wëssen all déi, déi hei Gemengepolitik maachen, dass déi absolut pertinent ass - geet ëm déi ganz Problematik vun den Dierwiechteren. Mir musse kucken, dass mer do eng Kéier eng ganz seriö Diskussioun féieren, fir dass um Terrain do esou munches ännert. A schlussendlech nach d'Recommandatioun 37, do geet et ëm d'Zurverfügungstelle vun Noutlogementer vu Gemengen, wann Noutsituatioune kommen.

Déi Panoplie, wéi ech gesot hunn, weist eleng, wéi villfälteg op där enger Säit d'Doléancë vun de Bierger a Biergerinne sinn, awer och wéi villfälteg d'Tätegkeet vum Médiateur ass, weist awer och, dass et ka goe vu ganz punktuellen technesche Problemer, déi entstane sinn, well vläicht bei enger Aféierung vun neie Gesetzer, neie Prozeduren dann awer iergendwou e klengen Detail iwwersi ginn ass, wéi awer och zu méi fundamentalen Iwwerleeungen, wann ech un d'Recommandatioun 34 denken, wou et ëm e Code de bonne conduite administrative geet. Dat ass wierklech eng grondleeënd Recommandatioun, wou et dorëm geet, wéi d'Verwaltunge sollen insgesamt mat hire Clienten ëmgoen.

Mir hunn am Ufank vun den Iwwerleeunge fir dësen Débat eis gefrot: Wat solle mer dann dëst Joer diskutéieren?

Elo war et esou, dass ee ganz grousse Beräich an och eng vun de Prioritéite vum Médiateur an deem Rapport d'Arbeitsamt war. Ech mengen, dat ass keen Zoufall. Mir hunn insgesamt an och an dësem Haus an deene leschte Jore ganz vill iwwert déi Verwaltung diskutéiert. Mir waren eis eens, dass mer selbstverständlech déi zoustänneg Kommissioun ëm e Rapport pour avis géife froen. Mir waren eis awer och eens, dass et net kéint sinn, dass dësen Débat d'orientation sech exklusiv iwwert dee Sujet géif résuméieren.

Éischtens hu mir als Petitiounskommissioun net déi Kompetenz, an och ass et evident, wann de Médiateur vu Joer zu Joer probéiert, deen een oder anere Schwéierpunkt ze setzen, kann et jo och net sinn, dass mer hei eis mat engem exklusiven Thema géife beschäftegen.

Mir hunn dunn, no enger Rei Diskussiounen innerhalb vun der Kommissioun, décidéiert, eigentlech eng duebel Démarche ze maachen, op där enger Säit nieft der Commission du Travail et de l'Emploi awer och nach eng Rei aner Kommissiounen unzeschreiwen, wou awer och pertinent Sujeten a Recommandatioune vum Médiateur opgeworf gi waren - also Travail et Emploi, Affaires étrangères, Affaires intérieures, Classes moyennes, Environnement, Famille, Finances et Budget, juridique a Santé et Sécurité sociale -, fir e Rapport pour avis vun deene Kommissiounen ze kréien.

Mir hunn awer och gesot, mir maachen awer och selwer nach eng Kéier de Point zesumme mam Médiateur iwwert déi Motioun, déi mer gestëmmt haten d'lescht Joer zum Schluss vun dëser Debatt, wou eng Rei Recommandatiounen notamment erwähnt gi waren, fir ze kucken, dass do vläicht e bësse méi Drock géif gemaach ginn.

Éischte Punkt: den Apport vun deenen anere Kommissiounen. Ech ginn net an den Detail do an. Mir hunn déi integral an de Rapport integréiert. Een, deen eng Kéier wëllt noliese goen, dee fënnt am Detail, wat déi eenzel Kommissiounen do geschriwwen hunn.

Ech muss datselwecht soe wéi d'lescht Joer: All Respekt fir déi Aarbecht, déi an deenen eenzelne Kommissioune gemaach ginn ass, wou am Detail gekuckt ginn ass, éischtens, wat de Médiateur geschriwwen huet a sengem Rapport, wéi eng Recommandatiounen en erausginn huet, mä virun allem ass och e ganz flotte Suivi an eenzelne Kommissioune gemaach gi par rapport zu deenen Diskussiounen, déi an deene Jore virdru waren, an och zu deene Punkten, déi eventuell an deene Jore virdrun opgeworf gi sinn.

Ech kommen e bëssen exemplaresch vläicht bei der Ëmweltkommissioun dorop zréck, wou jo dat Joer virdrun am Rapport vum Médiateur den Ëmweltministère e bëssen - wéi soll ech soen? - schlecht ewechkomm war, wann ech dat emol esou salopp däerf soen.

Ech mengen, d'Ëmweltkommissioun huet sech zesumme mam Minister ganz vill Aarbecht gemaach a ganz vill Méi, fir do e Suivi ze ginn.

Well de Rapport pour avis vun der Commission du Travail et de l'Emploi wierklech ganz detailléiert war, hu mer doraus en extraen Document parlementaire gemaach, well et derwäert ass, deen och esou ze publizéieren. Ech ginn net nach eng Kéier an den Detail dorop an. Do ass jo an Tëschenzäit ganz villes geschitt. D'Reform vum Arbeitsamt, mengen ech, ass jo keen eidelt Wuert méi.

Bei der Commission des Affaires étrangères ass et eng Geschicht vu Kommunikatioun, wou d'Kommissioun och dem Här Fischbach seng Suerg deelt, dass ee vläicht e besseren Accueil mécht vun de Leit. Dat si Leit, déi bei eis kommen, Immigranten, déi scho Schwieregkeeten hunn, dass een do wierklech den Accueil vun de Leit besser organiséiert.

An der Intérieurskommissioun hu mer eis beschäftegt mat där Problematik, déi opgeworf ginn ass vum Här Fischbach an der Recommandatioun 32, an och do, mengen ech, kënnen all déi Leit heibannen, déi e kommunaalt politescht Mandat hunn, bestätegen, dass do Handlungsbedarf ass, déi ganz Problematik mat dem Aschreiwen oder Netaschreiwen an de Registre de la population kombinéiert mat den Zonen am Bebauungsplang. Mir hunn och do schonn eng Réunioun organiséiert gehat mam Innenminister, well mer ganz frou sinn, dass an der Tëschenzäit zwee Projets de loi eigentlech déposéiert sinn - eng Kéier den 5949 an den 5950 - iwwert déi ganz Problematik, wou mer dat Gefill hate schonn no enger éischter Sitzung, dass zumindest d'Basis geluecht ass, dass mer endlech eng Kéier déi Problematik do an de Gréff kréien.

Ech ginn net an den Detail vun deene Projets de loi, dozou kréie mer nach, oder déi nächst Chamber kritt do nach genuch Geleeënheet, dat ze maachen. Mä do geet Rieds vun engem provisoresche Register, wou Leit kënnen ageschriwwe ginn, wou d'Gemeng mengt, dass wuel eng Rei Problemer sinn, mä wou da bannent enger gewëssener Zäit d'Situatioun esou oder esou muss gekläert ginn. Ech mengen, do gesäit een, dass eppes bougéiert.

An déi zweet Problematik, déi ëmmer erëm optaucht, och bei Reklamatiounen un de Médiateur, ass natierlech dat neit Gesetz vun 2004, wou een awer och muss soen, dass ganz vill Reklamatiounen net berechtegt sinn, well Leit awer och vläicht Schwieregkeeten hunn, dat Gesetz richteg ze interpretéieren. Mä och do sinn, zum Beispill wat d'Interpretatioun iwwert d'Indemnité compensatoire ubelaangt, an Tëschenzäit jo och Saache geschitt a preziséiert ginn, notamment am Gesetz iwwert d'Promotion de l'habitat et création d'un pacte logement.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ass notamment mat Satisfaktioun festgestallt ginn, dass opgrond vum Awierke vun där Kommissioun zesumme mam Här Fischbach a mat der Petitiounskommissioun dee leidege Problem vun der Berechnung vum Loyer an de Mietwunnengen, notamment vum Fonds du logement gekläert ginn ass. Ech weess net, ob duerno schonn en Echo komm ass, ob déi Schwieregkeeten um Terrain sech definitiv geluecht hunn? Op jidde Fall huet een duerno näischt méi héieren.

An dem Département des Classes moyennes stellt een och fest, dass probéiert gëtt, wa Betriber sech wëllen nei etabléieren, dass do d'Rapiditéit, an där den Dossier beäntwert gëtt, sech wesentlech verbessert huet. Hei geet Rieds vu 17 Deeg; och wann den Délai visé siwen Deeg ass. Mä ech mengen, wann ee bannent 17 Deeg seng Äntwerten huet, dann ass dat schonn net schlecht. An notamment, mengen ech, dass awer ëmmerhin den Département des Classes moyennes eng Certificatioun ISO kritt huet, wat awer och certifiéiert, dass do Effortë gemaach ginn.

Dann d'Commission de l'Environnement; vläicht ganz kuerz awer déi dräi Sujeten opgegraff. Ech hu gesot, dass dat Joer virdrun den Här Fischbach do eng Rei Saache relativ an d'Fënster gesat hat. Ee ganz leidege Problem war dee vun den Aides financières. Eng typesch Geschicht: Eng Regierung geet hin, stëmmt nei Aidë fir Leit a gëtt sech dann awer d'Moyenen net, haaptsächlech d'Moyens de personnel, fir dass déi Aiden och kënnen an engem verstännegen Zäitraum ausbezuelt ginn.

Dir kennt déi Problematik vun Demanden, déi laang dolouchen. Mir haten awer och technesch Diskussiounen, notamment iwwer d'Fotovoltaikanlagen, déi tëschent 2001 an 2004 opgeriicht si ginn. Mir krute vum Ëmweltminister bestätegt, dass déi Dossieren an Tëschenzäit alleguerten esou oder esou evakuéiert sinn. Dat freet eis.

Mir kruten awer och gesot, dass, well all dräi Joer déi Reglementer nei gemaach gi sinn, eng 900 Leit praktesch tëschent zwee gefall waren an theoretesch keng Prime méi zegutt gehat hätten, dass do och elo en Effort gemaach ginn ass an dass déi Leit awer alleguerten hiert Geld kréien. A virun allem ware mer ganz frou, dass den Ëmweltminister eis gesot huet, dass en net manner wéi néng nei Leit konnt astellen, fir déi ganz Subsiden am Alternativenergieberäich kënnen auszebezuelen. Dat war eng gutt Noriicht fir eis.

Et geet net duer, Subsiden ze stëmmen, et geet net duer, d'Leit ze sensibiliséieren. Wann da bekannt gëtt am Land, dass dat dräi Éiwegkeeten dauert, bis ee seng Sue kritt, dann hu ganz vill Leit schonn d'Flemm, fir iwwerhaapt unzefänken. Duerfir si mer frou, dass hei awer d'Regierung sech déi néideg Moyenë gëtt, fir dat do ze maachen.

En zweete Sujet, dat ass vläicht e bësse méi e komplizéierten. Do geet et ëm d'Baugenehmegung an der Zone verte. Dat ass en Thema, wat praktesch exklusiv d'Landwirtschaft interesséiert. Do gëtt et vläicht méi schwiereg, definitiv Léisungen ze fannen.

Natierlech ass de Fait, ze jugéieren, ob elo en Aussiedlerstall en Agréff an de Paysage, an d'Natur ass… Do bleift… Och wann den Ëmweltministère sech an Tëschenzäit eng Cellule d'évaluation ginn huet, och wann do probéiert gëtt no kloere Kritären ze schaffen, mengen ech, si mer eis eens, dass nach ëmmer e gewëssenen Arbitraire bleift.

Ech muss awer och soen, et muss awer och nach zu de Kompetenze vu Ministere gehéieren, dass ee selwer awer och ka jugéieren, ob dat dann elo en Agréff an d'Natur ass oder net. Soss bräichte mer jo eigentlech keng Politiker. Wann alles kéint um Niveau vun de Fonctionnairen décidéiert ginn, da géife mer eis jo selwer iwwerflëssteg maachen. Dat wëlle mer jo éischtens net, an zweetens mengen ech, dass dat och net gutt fir eis Gesellschaft wär, wa mer just nach vu Fonctionnairë géife regéiert ginn.

Een ähnleche Problem wéi am Ëmweltministère mam Personal existéiert bekannterweis zënter éiweg an der Caisse des allocations familiales. Mir krute vun der Familljekommissioun geschriwwen, dass anscheinend d'Familljeministesch 25 Posten zougestane kritt huet.

Ech weess awer net… Vläicht kann een aus der Familljekommissioun eis de leschte Stand soen. Ech hat méi schlecht Noriichten héieren, dass dat awer nach ëmmer net en place wier. Wann dat awer esou sollt sinn, da wiere mer frou, dass och hoffentlech endlech dee leidege Problem aus der Welt geschaf ginn ass.

Voilà! Dat e bëssen exemplaresch zu deem, wat d'Kommissiounen eis geschriwwen hunn, fir Iech awer ze weisen, wéi konsequent hei an der Chamber de Kritike vum Médiateur, de Recommandatioune Rechnung gedroe gëtt, an dass d'Kommissiounen awer regelméisseg nohaken, wa se d'Gefill hunn, dass do wichteg Problemer sinn.

Ech wëll awer och betounen, dass op där anerer Säit vun alle Ministeren a Ministeschen awer och, mengen ech, an Tëschenzäit erkannt ginn ass, dass et eigentlech falsch ass, allergesch - wann ech emol esou däerf soen - op Recommandatioune vum Médiateur ze reagéieren, mä dass et heiansdo souguer kann eng grouss Hëllef sinn, wann een notamment zum Beispill méi Leit wëllt hunn.

Mir hu leider - muss ech soen - keng Prise de position kritt vun der Finanzkommissioun a vun der Commission juridique. Mir hunn awer ganz grousst Verständnis. Wann ee weess, wat déi zwou Kommissiounen an deene leschte puer Méint un Aarbecht hei ze bewältegen haten, dann hu mer vollt Verständnis.

Nach kuerz, ier ech zur Konklusioun kommen, de Bilan vun deene Recommandatiounen, déi mer d'lescht Joer an der Motioun notamment erwähnt haten. Och dat ass duerchweegs positiv. Bei deenen, déi transposéiert ginn, wëll ech no Récksprooch och mam Médiateur soen, dass een eng weider derbäi ka setzen, nämlech déi vun der ADEM.

D'Recommandatioun 22 ass an Tëschenzäit och erfëllt, esou dass mer der do am Ganze sechs hunn. Zwou sinn der amgaangen ëmgesat ze ginn, an 19 ass nach Aarbecht. Dat sinn emol éischtens déi néng, déi de Médiateur d'lescht Joer gemaach huet. Et ass kloer, dass do nach net iwwerall alles konnt ëmgesat ginn. Da sinn eng Rei anerer, déi wierklech net esou einfach sinn, wou dat eent oder dat anert Gesetz muss gemaach ginn.

Mir gesinn eigentlech elo kaum eng, wou eng Opposition de principe vun der Regierung do ass. Esou dass een och do sécher ka sinn, dass mer d'nächst Joer bestëmmt eng Rei Recommandatioune kënnen ofhaken.

Ech komme schonn zu de Konklusiounen, bei deenen et Iech, nodeem wat ech Iech bis elo gesot hunn, sécherlech net wäert iwwerraschen, dass déi duerchweegs positiv sinn; no eenzelnen Ulaf- an Ufanksschwieregkeeten, mengen ech, déi awer ganz normal waren. Wann een an d'Statsgefüge eng nei Institutioun erabréngt, dat suergt ëmmer fir Wellen. Dat suergt fir eng Rei Reiwungen am Ufank.

Mir mengen awer, dass an Tëschenzäit de Médiateur eng ganz héich Crédibilitéit bei der Populatioun huet an awer och bei deenen eenzelnen Institutiounen an dass d'Relatioune souwuel mat der Chamber selbstverständlech, mä awer och mam Exécutif ganz gutt sinn. An et huet een dat Gefill, dass mer an deene Relatiounen op enger Vitesse de croisière ukomm sinn. Mir félicitéieren dem Médiateur an all Acteuren, dass déi nei Institutioun hir Plaz fonnt huet an en neien Équiliber fonnt ginn ass tëschent deenen eenzelnen Institutiounen.

Mir félicitéieren och - an dat ass jo glafwierdeg aus dem Mond vun engem Oppositiounspolitiker - d'Regierung, dass se konsequent awer och de Recommandatioune vum Médiateur nogeet a probéiert esou séier wéi méiglech am Intérêt vun de Bierger a Biergerinnen eppes ëmzesetzen.

Mä och do mengen ech kënnen ze soen: Schlussendlech kënnt dat jo och deene responsabele Ministeren a Ministeschen zegutt. Ech mengen net, dass d'Familljeministesch en Intérêt drun huet, dass d'Leit wochelaang probéieren an d'Caisse d'allocations familiales ze telefonéieren an emol net duerchkommen. Et ass och an hirem Intérêt, dass d'Leit duerchkommen.

E klenge Bémol, dat ass déi ganz Problematik en relation mat eiser Juristerei.

Mir stellen éischtens fest, dass do vläicht deen eenzege Beräich ass, wou d'Harmonie tëschent dem Médiateur an deenen, déi concernéiert sinn, nach net esou honnertprozenteg ass. Doduerch, dass och elo d'Commission juridique ganz vill aner Aarbecht ze dinn huet, konnt se sech eigentlech och net méi intensiv mat de Recommandatiounen 21/9 a 27 beschäftegen, wou et eng Kéier ëm de Conseil supérieur de la Justice geet an awer och ëm d'Vitesse, mat där eng Rei Prozesser ofgeréckelt ginn.

Mir bedaueren dat e bëssen, wéi gesot. Et gëtt Erklärungen. Duerfir géife mer als Konklusioun awer soen, dass, wann déi nei Chamber bis constituéiert ass, déi nei Petitiounskommissioun an déi nei Commission de la Justice, da soll een awer zesumme mam Médiateur kucken, dass mer och an deem dote Beräich weiderkommen an dass déi Recommandatiounen, déi absolut pertinent sinn, zu engem gudden Ofschloss kommen.

Och dat ass wichteg fir d'Glafwierdegkeet vun engem Stat. Et geet net duer, dass d'Regierung transparent ass a gutt fonctionnéiert an d'Chamber transparent ass a gutt fonctionnéiert, och d'Relatioune vun de Bierger a Biergerinne mat de Geriichter mussen novollzéibar sinn. A keen am Lëtzebuerger Stat huet Intérêt, dass och do nëmmen dat Gefill kann opkommen, dass do eppes net transparent an net séier genuch géif virugoen. Duerfir, mengen ech, ass dat déi Konklusioun, déi mer zéien, dass déi nächst Chamber sech soll intensiv mat där Problematik do beschäftegen.

Ech wëll ofschléissend vun der Geleeënheet profitéieren, fir Merci ze soen. Merci dem Här Fischbach fir déi exzellent Zesummenaarbecht mat der Chamber insgesamt, mä speziell mat der Petitiounskommissioun.

Ech wéilt awer och vun der Geleeënheet profitéieren, well et sécherlech déi lescht Interventioun ass vun der Petitiounskommissioun an dëser Legislatur, fir als President ganz häerzlech Merci ze soen all deene Memberen aus där Kommissioun.

Et ass jo e bëssen eng speziell Situatioun, wann een aus der Oppositioun eng Présidence iwwer eng Kommissioun ze féieren huet, wou ee keng Majoritéit zu senger Verfügung huet. Ech ka confirméieren, dass souwuel am Ëmgank mat de Petitiounen, déi mir direkt kritt hu vun de Leit, wéi jo awer och mat de Recommandatioune vu Médiateure parteiiwwergräifend gutt Zesummenaarbecht existéiert huet. Mir haten nëmmen een Zil: am Intérêt vun der Bierger a Biergerinnen ze schaffen.

Eng kleng perséinlech Bemierkung: Vläicht wär et gutt, wa mer, wéi an anere Chamberen, méi oft vläicht géifen ee vun der Oppositioun President vun där enger oder anerer Kommissioun maachen. Vläicht géif do och des Öfteren dat klassescht Spill tëschent Majoritéit an Oppositioun manner zum Virschäi kommen. Dat als ofschléissend perséinlech Bemierkung.

Merci, Här President. Merci, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert kritt elo den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, wann ech gelift.

Débat

M. Raymond Weydert *(CSV)*.- Jo. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Camille Gira, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a méndleche Rapport.

Den Exercice vun haut geet op eng Initiativ zréck vun der Conférence des Présidents. Déi hat décidéiert, datt d'Chamber all Joer sechs Méint no der Veröffentlechung vum Médiateur sengem Rapport eng Orientéierungsdebatt organiséiere soll. An de Rapporteur huet schonn drop higewisen, datt dëst déi zweete Kéier ass, datt mir als Chamber esou eng Orientéierungsdebatt vum Médiateur sengem Rapport organiséieren.

Dobäi handelt et sech beim aktuelle Rapport awer mëttlerweil ëm insgesamt véier Bilanen, déi de Médiateur zënter der Schafung vun der Instanz duerch d'Gesetz vum 22. August 2003 gemaach huet. A wann ee sech dee Rapport vum Médiateur ukuckt, dann ass een ëmmer nees iwwert de Volume vun deem Dokument beandrockt, a besonnesch iwwert déi Villfalt un Themen, déi doranner behandelt ginn.

Et ass e Querschnëtt vun de Problemer a Suerge vun de Leit, déi dës un de Médiateur am Laf vun engem Joer erugedroen hunn. De Rapporteur huet d'Zuel och scho genannt: Am Joer 2007/2008 sinn et eng 925 Biergerinnen a Bierger aus dësem Land, déi sech beim Médiateur iwwer verschidde staatlech a Gemengeverwaltunge beschwéiert hunn.

Ech wëll drun erënneren, datt dem Médiateur seng Haaptaufgab net dora besteet, fir de Verwaltunge Scholdzouweisungen ze maachen oder Mësstraue géintiwwer hinnen auszedrécken, mä fir d'Relatiounen tëschent de Bierger an den eenzelne Verwaltungen ze verbesseren. De Médiateur fungéiert dobäi als neutral Vermëttlungsinstanz, déi versicht en objektive Bléck ze maachen op déi Problemfäll, déi him virgeluecht ginn, fir da schliesslech eng Léisung derfir ze fannen.

Datt dëst keng einfach Aufgab ass an ee sech dobäi permanent op engem schmuele Grad beweegt, dat schéngt méi wéi kloer ze sinn. Datt de lëtzebuergesche Médiateur, den Här Marc Fischbach, dësen héijen Erwaardunge gerecht gëtt, huet sech an de leschte Joren däitlech gewisen. Säin Engagement spigelt sech och an den detailléierte Rapporten zréck. Rapporten, déi besonnesch fir eis als Volleksvertrieder vu groussem Virdeel sinn, well si zousätzlech Elementer enthalen, déi eis et erlaben, eis en nach méi preziist Bild dovunner ze maachen, wou genee de Schong beim Bierger a sengem alldeegleche Kontakt mat de staatlechen a Gemengeninstanzen dréckt.

Well de Rapport vum Médiateur esou vill Themen ofdeckt, hat d'Petitiounskommissioun schonn d'lescht Joer décidéiert, op eng pragmatesch Léisung zréckzegräifen, andeems als Virbereedung zu dëser Debatt déi eenzel parlamentaresch Kommissiounen zu Rot gezu ginn. Esou kréie si déi Recommandatioune vum Médiateur geschéckt, déi an hir respektiv Kompetenze falen. An aus den Äntwerte vun de parlamentaresche Fachkommissioune sinn dann an der Petitiounskommissioun d'Schlussfolgerunge gezu ginn.

Här President, ech wëll mech net zu all Recommandatioun äusseren, déi de Médiateur a sengem Rapport un d'Adress vu bestëmmten Administratioune gemaach huet. Éischtens gouf dat scho vun deenen eenzelne parlamentaresche Kommissioune gemaach, an zweetens géif dat och de Kader vun dëser Debatt sprengen.

Allgemeng gesi léisst sech och feststellen, datt schonn eng ganz Rëtsch Recommandatiounen, déi de Médiateur gemaach huet, mëttlerweil vun der Regierung ëmgesat goufen oder ëmgesat wäerte ginn. Ech wëll mech duerfir nëmme mat deem engen oder anere Kritikpunkt an zwou vun deenen neie Recommandatioune vum Médiateur befaassen, wuelwëssend, datt d'lescht Joer schonn déi 28 éischt Recommandatioune vum aktuelle Rapport diskutéiert gi sinn.

Als Éischt géif ech gär op d'Recommandatioun N°29 vum Médiateur agoen. Dës Recommandatioun betrëfft d'ADEM, a méi genee de System vun den Assignatiounen. De Médiateur kritiséiert an deem Kontext, datt et net richteg vun der ADEM wär, fir am Fall, wou een Aarbechtslosen net op seng Assignatioun reagéiert huet, direkt säi Chômagegeld ze blockéieren.

De Médiateur ass nämlech der Meenung, datt een eng Netäntwert op eng Assignatioun net direkt mat enger Aarbechtsverweigerung gläichstelle kënnt. Dat huet d'ADEM nämlech gemaach, an doriwwer hu sech eng Rei Leit beim Médiateur beschwéiert an als Erklärung uginn, datt d'Assignatioun ni bei hinnen doheem ukomm wär, obwuel si déi Kéiere virdrun ëmmer drop reagéiert hunn.

Fir an Zukunft ähnlech Situatiounen ze verhënneren, hat de Médiateur dem Aarbechtsminister virgeschloen, datt d'ADEM d'Prozedur vun den Assignatiounen ännere soll, andeems d'Assignatioun an engem zouene Bréif per Recommandé an Avis de réception vun der Post verschéckt gëtt a gläichzäiteg eng Kopie vun der Assignatioun a Form vun engem einfache Bréif un den Destinataire geschéckt gëtt.

An enger éischter Stellungnahm hat den Aarbechtsminister der Recommandatioun vum Médiateur nach net Rechnung gedroen, well e sech der Meenung vun der ADEM-Direktioun ugeschloss hat, déi fonnt huet, datt den aktuelle System genuch Garantië géif liwweren, fir datt d'Assignatioun och bei engem Demandeur d'emploi doheem ukéim. Mëttlerweil huet den Aarbechtsminister awer de Virschlag vum Médiateur, fir d'Assignatioun gläichzäiteg zweemol ze verschécken, an de Gesetzesprojet zur Reform vun der ADEM mat agebaut an an engems décidéiert, fir de System vun den Assignatioune lues awer sécher ofzebauen.

Iwwerhaapt iwwerhëlt dee Gesetzesprojet, deen de 27. Mäerz vun der Regierung ugeholl gouf an nach an der Chamber déposéiert wäert ginn, eng ganz Rei vu Virschléi, déi de Médiateur schonn d'lescht Joer der ADEM gemaach hat. Esou wäert déi geplangte Reform dem Aarbechtsamt weider Moyenë ginn, fir en individuellen Encadrement vun den Aarbechtslosen ze erméiglechen.

Doriwwer eraus ass am Gesetzesprojet virgesinn, datt zum Beispill all déi Persounen, déi um Aarbechtsmaart direkt mat den Aarbechtslosen an de Patronen zesummeschaffen, alleguerten an engem eenzege Service regruppéiert ginn. An da sollen niewent de bestehende lokalen Agencë vum Aarbechtsamt nach weider Agencen um regionalen Niveau geschaf ginn. Ausserdem wäert innerhalb vun der Aarbechtsverwaltung eng Schlichtungsstell geschaf ginn, fir datt méiglech Konflikter tëschent de Verwaltungen an den Demandeurs d'emploi kënne geléist ginn.

D'Reform gesäit och vir, datt, wéi ech dat scho virdrun erwähnt hunn, d'Praxis vun den Assignatioune progressiv ofgeschaf wäert ginn, fir enger méi staark personaliséierter Vermëttlung Plaz ze maachen.

Déi nei Beschäftegungsagence wäert schliesslech och méi finanziell Moyenë kréien, déi et erlabe wäerten, fir méi Personal a virun allem méi Placeuren anzestellen. Placeuren, déi an Zukunft eng verbessert an eng un de spezifesche Besoinë vun der Aarbechtsvermëttlung orientéiert Ausbildung kréie wäerten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt also, datt sech am Dossier Aarbechtsvermëttlung villes gedoen huet respektiv sech nach villes wäert doen. Jo, et gëtt nach eng Rei Problemer bei der ADEM, mä wéi ech dat schonn elo grad exposéiert hunn, sinn déi mëttlerweil behuewen oder si wäerte mam neie Gesetz iwwert d'Reform vun der ADEM behuewe ginn.

Ausserdeem soll op dëser Plaz och emol eng Kéier drop higewise ginn, datt et evident ass, datt grad d'ADEM eng vun deene Verwaltungen ass, wou relativ vill Plaintë beim Médiateur um Dësch landen, well et éischtens dausende vu Leit sinn, déi all Dag mat der Verwaltung a Kontakt stinn, an zweetens d'ADEM grad eng Verwaltung ass, déi sech mat engem ganz delikate soziale Phenomeen, deen de Chômage nun eemol ass, auserneesetze muss.

Et handelt sech also ëm eng Aufgab, bei där ganz vill Fangerspëtzegefill gefrot ass. Wat net ëmmer evident ass, besonnesch wann ee bedenkt, mat wat fir enge Situatiounen d'Mataarbechter vun der ADEM all Dag konfrontéiert sinn. Dës Aufgabe ginn awer haut schonn, wéi de Médiateur a sengem Rapport och ausdrécklech schreift, vun den ADEMs-Mataarbechter mat ganz vill perséinlechem Engagement gemaach a wäerten an Zukunft duerch dat neit Gesetz an déi doranner enthale verstäerkten Ausbildung vum Personal nach besser kënne gemaach ginn. Dovunner sinn ech jiddefalls iwwerzeegt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an enger Noutsituatioun befanne sech awer net nëmmen déijéineg, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn, mä och déijéineg, déi duerch en trageschen Tëschefall den Daach iwwert dem Kapp verluer hunn. An den Här Rapporteur huet och schonn dorop higewisen, d'Recommandatioun N°37 vum Médiateur, wou sech mat der Schafung vun Noutënnerkunften an de Gemengen auserneegesat gëtt.

Am Joer 2007/2008 hunn nämlech eng Rei Leit, déi hir Wunneng verluer hunn a sech dowéinst an enger onbequemer Noutsituatioun befannen, sech beim Médiateur beschwéiert, datt si an de Gemengen, wou si wunnen, keng Noutënnerkunft zur Verfügung gestallt kréien.

Datt et sech hei fir déi betraffe Persounen ëm eng besonnesch dramatesch a penibel Liewenssituatioun handelt, schéngt jiddwerengem anzeliichten. Datt verschidde Gemengen hiren Awunner an esou enger Situatioun awer net weiderhëllefe kënnen, steet engem modernen a räiche Stat wéi Lëtzebuerg sécherlech net gutt zu Gesiicht. Dofir appeléiert de Médiateur a sengem Rapport un d'Regierung, fir um Niveau vun de Gemenge respektiv um interkommunale Plang d'Schafung vun Noutënnerkunften ze förderen.

Gläichzäiteg geet vum Médiateur awer och den Appel un d'Gemengen, fir sech genuch Noutënnerkunften zouzeleeën, fir datt si deene Leit, déi sech an enger Noutsituatioun befannen, op d'mannst fir eng Iwwergankszäit eng würdeg Ersatzwunneng mat engem minimale Komfort kënnen zur Verfügung stellen.

An deem Kontext sief drun erënnert, datt net méi spéit wéi dës Woch nees eng Famill am Éislek zu Uewerwampech haart vum Schicksal getraff ginn ass, wéi hiert Haus komplett ofgebrannt ass.

Et handelt sech beim Médiateur senger Recommandatioun sécherlech ëm eenzel Fäll, mä déi si vu besonnescher Dramatik. Déi betraffe Leit erwaarde sech vun hirer Gemeng zu Recht Hëllef.

Datt awer net all kleng Gemeng e puer Noutwunnenge ka virweisen, huet och eppes mat hirer Gréisst an hire finanzielle Mëttelen ze dinn. Duerfir soll am Kader vun der Territorialreform gekuckt ginn, wann d'Gemengelandschafte reforméiert ginn, fir do dat am Bléck ze halen.

Här President, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wollt ech nach kuerz op e puer Kritikpunkte vum Médiateur senger Säit agoen, déi schonn d'lescht Joer opgeworf gi sinn.

Esou gouf de Médiateur 2007/2008 ënner anerem och mat Reklamatioune befaasst, déi d'Gemengeprozedur vun de PAGen duerch déi betraffe Ministèrë betreffen. Sou hu sech eng sëlleche Leit iwwert déi laangwiereg a schwiereg Approbatiounsprozedur beklot. Kritiséiert gouf virun allem, datt et net kloer wier, wéini datt den Ëmweltministère bei enger PAG-Prozedur ëm Rot gefrot misst ginn a wéini net. Doduerjer sinn d'Prozeduren, déi u sech schonn an de Gemengen ugeholl gi sinn, nees eng Kéier blockéiert ginn.

D'Haaptkritik adresséiert sech also virun allem un de Kommunikatiounsdefizit, deen tëschent dem Innen- an Ëmweltministère besteet. An och wann dës Kritik vun de Verantwortleche vum Ëmweltministère relativéiert gëtt, sou sief awer drop higewisen, datt aus dem Médiateur sengem Rapport kloer ervirgeet, datt déi parlamentaresch Ëmweltkommissioun därselwechter Meenung ass, datt déi aktuell Genehmegungsprozedur ze schwéierfälleg ass.

Fir dës Situatioun ze verbesseren, gëtt virgeschloen, datt d'Gesetz vläicht méi kloer formuléiert muss ginn, wéini den Ëmweltminister bei der Genehmegungsprozedur vun engem PAG vum Innenminister kann ageschalt ginn. D'Ëmweltkommissioun begréisst dowéinst den Dépôt vum Gesetzesprojet, deen den Aménagement communal vum 19. Juli 2004 ännere wäert an domadder fir eng méi kloer a vereinfacht Genehmegungsprozedur suerge muss.

Als Gemengeverantwortleche kann ech mech där Recommandatioun vum Médiateur a vun der parlamentarescher Kommissioun nëmmen uschléissen, well et fir d'Entwécklung vun de Gemengen an domadder vum Land vu gréisster Bedeitung ass, datt déi allgemeng Bebauungspläng esou séier wéi méiglech fäerdeg ginn.

Här President, onbedéngt ofgeschloss gi muss dann a mengen Aen awer och en aneren Dossier, op deen de Médiateur a sengem Rapport och hiweist an dee mir als Buergermeeschter vun der Gemeng Nidderaanwen besonnesch um Häerz läit, nämlech den Dossier vum Fligeraccident vum 6. November 2002.

Och an dësem Fall huet de Médiateur sech beschwéiert, datt den Dossier esou laang schleefe gelooss géif. Esou insistéiert de Médiateur dann och a sengem Rapport dodrop, datt d'Instruktioun vun deem Dossier definitiv méi séier iwwert d'Bühn goe soll, fir dat dann, am Sënn vun de Famillje vun den Affer, an de beschten Délaien ofzeschléissen.

Leider muss ee feststellen, datt sech an deem Dossier bis dato nach net allze vill gedoen huet, sou datt et héich Zäit gëtt, fir endlech Neel mat Käpp ze maachen.

Där Zort Neel wäerten awer par contre bei der Caisse nationale des allocations familiales gemaach ginn. De Rapporteur huet schonn dodrop higewisen, datt do d'Haaptkritik vu Säite vum Médiateur déi ass, datt do ni een op den Télefon géif goen an d'Leit wéinst chroneschem Personalmangel gezwonge sinn, fir sech während de Bürosstonnen op de Siège vun der Keess ze déplacéieren, wou si dann déi eng oder aner Stonn waarde mussen.

Et ass kloer, datt dat net esou geet an dat och net esou ka virugoen. E Mënsch, deen eng Fro un eng Verwaltung huet, muss déi anescht kënne stellen a beäntwert kréien, wéi doduerch, datt e bei e Beamten an de Büro fiert.

De Problem ass bekannt a sollt deemnächst enger Léisung zougefouert ginn. D'Kannergeldkeess brauch méi Leit, a si soll se och kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et stellt ee fest, datt dem Médiateur seng Aarbecht mëttlerweil an deene verschiddenste politesche Beräicher jo schonn eng ganz Rei Steng an d'Rulle bruecht huet, mä datt awer gläichzäiteg nach eng ganz Rei vu Recommandatioune vum Médiateur net vun den zoustännegen Instanze berücksichtegt ginn.

Et bleift also nach eng ganz Stéck Iwwerzeegungsaarbecht vum Médiateur senger Säit hier ze leeschten, an dach ass hie fir vill Bierger an eng sëllechen Administratiounen zu enger Ulafstell ginn, wou si sech hiwenden, fir konkret Schwieregkeeten am Ëmgank mateneen aus der Welt ze schafen.

Nach gëtt net op alles gelauschtert, wat hie seet, an dach schonn op villes méi, wéi dat virun der Existenz vum Médiateur de Fall war. Ech, fir mäin Deel, wëll dem Médiateur, dem Här Marc Fischbach, mat senge Mataarbechter Merci soe fir déi Aarbecht, déi si an deene leschte Jore geleescht hunn, an hinnen un d'Häerz leeën: Fuert esou weider!

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Weydert. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dëst ass den zweeten Débat, dee mer féieren hei an der Chamber iwwert de Rapport vum Médiateur. Wann ech drun denken, wéi beim éischte Rapport d'Opreegung grouss war, a wann ee kuckt, wéi schwiereg d'Verhältnis tëschent verschiddene Ministeren an dem Médiateur war säit der Kreatioun vun der Institutioun vum Médiateur, da muss ee soen, dass sech munches geännert huet, a Gott sei Dank geännert huet, a wierklech munches verbessert huet.

D'Institutioun vum Médiateur ass jo am Ufank mat Skepsis gekuckt ginn: Wat soll dat ginn? Mä ech mengen, de But dovun ass jo, dass de Bierger vis-à-vis vun der Verwaltung net eleng gelooss gëtt. De Verwaltungsapparat gëtt ëmmer méi komplizéiert, well de Stat och ëmmer méi Missiounen erfëllt, well mer eng Reglementatioun hunn, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt, an déi, déi tëschent déi Rieder geroden als Bierger, déi wësse weder aus nach an. Dofir ass et gutt, dass eng Plaz geschaf ginn ass, wou de Bierger sech ka wenden, fir ze kucken, dass säin Dossier deblockéiert gëtt.

Am Ufank war d'Opreegung grouss, an de Rapporteur huet elo grad gesot, et wieren allergesch Reaktioune gewiescht. Ech ka mech erënneren, dass de Minister vum Logement, dat Mannst, wat ee ka soen: „He was not amused", fir d'Kinnigin vun England ze zitéieren, well hien huet et als Atteinte personnelle emfonnt, well Reklamatiounen do ware wéinst der Fixatioun vum Loyer, wou d'Bierger sech benodeelegt fonnt hunn.

An ech ka mech erënneren un eng Sitzung, déi mer haten, fir deen Dossier ze deblockéieren. Dat war eng Sitzung, déi war och net flott fir d'Deputéierten. Et war wierklech bal esou, wéi wa mer do géife verschidde Leit accuséieren, an dat Eenzegt, wat mir wollten, dat ass, dass déi Instrumenter, déi mer hunn, applizéiert ginn, an dass deene Leit, éischtens, nogelauschtert gëtt - well mir haten d'Impressioun, dass dat net ëmmer de Fall war -, an dass, zweetens, eng Léisung fir d'Leit fonnt gëtt. Säithier huet Gott sei Dank dat Ganzt sech calméiert.

Et ass och an de Medien elo anescht opgefaasst. Ech ka mech erënneren, déi éischt Deklaratioune vum Médiateur ware mediatesch enorm grouss opgezunn. An et ass mir e bësse virkomm, wéi wann de Médiateur eng aner Zort vun Nol op de Kapp wier, wou eng ganz Partie Problemer opgeworf gi sinn a wou da gesot ginn ass, deemno, Affaire à suivre!

Entre-temps gesäit een awer un der Evolutioun och vun deene Rapporte vu Joer zu Joer, dass d'Situatioun sech wierklech verbessert huet an dass dat Ganzt méi strukturéiert ginn ass an dass mer elo op eng Vitesse de croisière komm sinn.

D'Ministeren hunn och zum Deel hir Hausaufgabe gemaach, wann och nach net ganz. D'Chiffere vun 2008 soen ons, dass et 925 Reklamatioune gi sinn. Do sinn der 203 nach net ofgeschloss. Verständlech kann dat sinn, well et si verschidden Dossieren äusserst komplizéiert, mä dat sinn ëmmerhin 22%, déi net konnten ofgeschloss ginn.

Vun deene 722 ofgeschlossenen Dossiere konnten 200 eng komplett Léisung fannen, dat sinn 31%. Dat heescht also, dass mer do um gudde Wee sinn, dass awer Dossiere kënne positiv ofgeschloss ginn.

Eleng déi Zuele weisen, dass d'Institutioun vum Médiateur méi wéi justifiéiert ass. Mir haten d'lescht Joer ons mat verschiddene Punkte méi laang auserneegesat. Dat war mam Minister vum Logement wéinst den Aiden, wéinst den Délaie vun den Äntwerten, an dat huet sech effektiv verbessert.

Beim Ministère de l'Environnement war et a bleift et d'Bauen an enger Gréngzon. Mäi Virriedner ass jo méi am Detail dorop agaangen, sou dass ech dat net muss maachen.

Et ass awer wichteg, dass d'Leit wëssen, wa se den Dossier eraginn, wou se dru sinn, ob den Dossier komplett ass, a wéi verfuer gëtt, net dass een d'Gefill huet, dass et wierklech à la tête du client geet.

Beim Ministère du Travail war d'Kritik jo wierklech à l'adresse vun der ADEM ganz grouss, an do war den Aarbechtsminister, den Här Biltgen, och deemools ganz opgereegt. Mä d'ADEM, endlech beweegt sech eppes, a mir sinn nach net um Enn vum Tunnel. Besonnesch, wann ee leider muss feststellen, dass d'Zuel elo vun de Chômeuren an d'Luucht geet, an déi musse jo awer adequat Äntwerte bei der Administration de l'emploi kréien.

Dann de Ministre des Classes moyennes, do ware jo enorm Retarden, wat d'Handelsermächtegungen ubelaangt. Am Rapport steet, dass 2.000 Appels téléphoniques den Dag do eragaang sinn. Wann ech dat awer liesen, da stëmmt eppes net an där ganzer Struktur, well wa Bierger esou vill musse reklaméieren, da gesäit een, dass au départ schonn eppes falsch ass.

Dann ass et net de Standard téléphonique eleng, deen d'Léisung ka bréngen, mä et muss am Virfeld eng Léisung bruecht ginn. An och bei dem Erdeele vun den Handelsermächtegungen huet zum Gléck dat sech verbessert. Besonnesch jo elo an de Krisenzäite musse mer derfir suergen, dass een, dee sech nach wëllt etabléieren, dat esou séier wéi méiglech ka maachen.

An da bei der Justice, déi Lenteuren, och mäi Virriedner huet déi hei ugeschwat. Dat ass eppes, wou mer mussen zesumme mat de Geriichter kucken, wéi dat ass, quitte d'Onofhängegkeet vun de Geriichter. Mir sollen als Pouvoir, weder den Exécutif nach de Législateur sollen do interféréieren, mä mir mussen awer kucken, dass fir de Justiciable en Délai raisonnable do erauskënnt.

Vun de Recommandatioune vum Médiateur sinn der 19 nach net transposéiert ginn, sou dass déi nächst Regierung eng ganz Rei vun Aufgaben nach ze maachen huet. Ech wëll der just erausgräifen. Dat ass d'Recommandatioun 21 iwwert d'Schafung vun engem Conseil supérieur de la Justice. Ech hoffen, dass déi nächst Regierung dat awer ugeet.

Dann d'Recommandatioun 24 iwwert d'Kannergeldkeess, déi wierklech iwwerfuerdert ass mat Demanden. An et ass ee Minister hei, dee Rapport, dee mer maachen, wennt sech jo net direkt un d'Regierung. Et sinn d'Recommandatiounen un d'Regierung. Mä vläicht well et de Minister vun der Fonction publique ass, kann en ons awer eng Äntwert ginn, ob dann déi Kannergeldkeess elo de Renforcement vum Personal kritt oder net. Well et ware jo, wéi de Rapporteur dat ervirgestrach huet a senger Interventioun, Zweifel opkomm. Dat muss awer onbedéngt geschéien, dee Renforcement, well soss d'Leit net d'Méiglechkeet hunn, iwwerhaapt telefonesch un déi Administratioun ze kommen, fir de Problem vum Kannergeld ze léisen. An dat si just déi Leit, déi op Kannergeld ugewise sinn. Vläicht kann de Minister vun der Fonction publique der Chamber doriwwer Opschloss ginn.

Dann ass et d'Recommandatioun 34 iwwert de Code de bonne conduite vun den Administratiounen. Dat ass eng gutt Recommandatioun vum Médiateur. Do si jo och Pisten opgezeechent ginn. Et ass awer net esou einfach, déi ëmzesetzen, däers sinn ech mer bewosst.

Ech wollt soen, dass mer an der Stad Lëtzebuerg amgaang sinn, eng Charte interne och auszeschaffe fir eis Mataarbechter. Dat muss een och mat de Mataarbechter maachen. Well wann dat net vun deene gedroe gëtt, dann huet dat Ganzt wierklech kee Sënn. Et soll am Intérêt si vum Bierger, et soll am Intérêt si vun de Clienten, vun den Administratiounen. De Bierger, dee muss wéi e Client vun der Administratioun och behandelt ginn, an ech wär frou ze héieren, ob et Viraarbechte scho gëtt fir dee Code de bonne conduite. Dat wollt ech nach als Remarque maachen zu deene Recommandatiounen, déi net transposéiert sinn.

Ech wollt och hei, Här President, eng Propositioun widderhuele vun der Demokratescher Partei. Mir sinn der Meenung, dass mer missten d'Institutioun vum Médiateur schafe fir onst Schoulwiesen.

An de Schoule gëtt et ganz vill Problemer. Et gëtt ganz vill Litigen. Et gëtt zwar Instanzen. Leider gëtt et och an Zukunft keen Direkter an der Primärschoul, well dat net esou festgehale ginn ass am Gesetz, wat mir bedaueren. Et gëtt och den Inspekter, an dem Postprimaire gëtt et Direkteren, mä et gëtt Litigen tëschent Schüler, Enseignanten, tëschent Elteren.

An der Schoul, do kommen Tensiounen op. D'Leit, déi wëllen net onbedéngt direkt domat an d'Schoul goen, well se mengen, dat kréich dann eng Répercussioun fir hir Kanner. Dat kënnt och heiansdo vir, an dofir wier et gutt, wann e Médiateursposte géif geschaf ginn, extra fir Schoulfroen. Dat ass eppes, wat enorm wichteg ass. Well et si ganz vill Leit, déi fille sech och do, trotz all deene Stellen, déi et gëtt, déi fille sech do eleng gelooss.

Wat de Rôle vum Médiateur ubelaangt, sou ass et och wichteg, dass mer an de Gemenge Prozeduren hunn, wéi de Bierger seng Reklamatioune ka virbréngen. An do huet d'Stad Lëtzebuerg säit dräi Joer e System ageféiert, wou all Bierger kann all dënschdes moies tëschent aacht an néng bei de Schäfferot kommen, bei e Member vum Schäfferot, ouni virdrun ugemellt ze sinn, ouni en extrat Uleies ze hunn, ouni dass muss en Dossier preparéiert ginn, an da gëtt e gehéiert, an da gëtt no sengem Uleies gekuckt. Dat ka si fir en Trottoir ze begradegen oder et kënne méi komplex Problemer sinn, Problemer, déi se mat der Administratioun hunn, esou dass an der Stad Lëtzebuerg de ganze Schäfferot d'Fonctioun vum Médiateur iwwerhëlt, an ech ginn dovun aus, dass dat an anere Gemengen och ähnlech ass.

Zum Ofschloss, Här President, wollt ech soen, dass mer als Demokratesch Partei mat Satisfaktioun, wéi déi aner Parteien och, feststellen, dass enorm Progrèsë gemaach gi sinn. Dat ass zréckzefëieren op déi exzellent Aarbecht vum Médiateur mat senge Collaborateuren. Ech wëll och dem President vun der Kommissioun a Rapporteur vun dësem Rapport, dem Camille Gira, e ganz grousse Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer an der Kommissioun hunn.

Et war hei eng Regel, dass de President vun der Petitiounskommissioun ee vun der Oppositioun war. Et ass elo den Här Gira. Et war d'Madame Err. Ech war et och emol. An ech mengen, dat ass och gutt esou, an do solle mer, iwwert d'Parteigrenzen eraus, Léisunge fannen am Intérêt vum Bierger, well et ass schliesslech fir de Bierger wou mer all zesummen hei sinn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech direkt am Ufank Mercië lass ginn, déi ech heiansdo vergiessen, wann ech mer se zum Schluss loossen: un de Médiateur fir d'éischt, un eise President vun der Kommissioun, un d'Sekretariat vun der Kommissioun an un d'Kolleegen.

Ech kann dat nëmme bestätegen, an dat, mengen ech, confirméiert dat, wat eise President an och d'Madame Brasseur, dat heescht d'Oppositiounsvertrieder, hei gesot hunn, dass an där Kommissioun do absolut net ofgestëmmt gëtt an net diskutéiert gëtt no Parteiinteressen, mä no deem, wat jiddwer Member fir sech fënnt dass de virrangegen Intérêt vum Bierger ass. Ech denken, dass dat gutt ass.

Vun do bis ze soen, dass d'Oppositioun misst nach méi Kommissioune presidéieren, ass eng aner Saach. Dat kënnt eventuell och ze vill des Gudde ginn, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Waart emol bis den 8. Juni, Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Mir hu jo schonn zwou Kommissiounen, an ech denken, dass déi sech particulièrement gutt prêtéieren. De Wieler décidéiert dat sécherlech méi wéi mir, gell. Mä mir hunn zwou Kommissiounen, déi vun Oppositiounspolitiker presidéiert ginn, an zwar net nëmmen d'Petitiounskommissioun, mä och d'Exécution-budgétaires-Kommissioun, an ech mengen, dass dat zwou ganz wichteg Kommissioune sinn, wou de Contrôle parlementaire essenziell ass.

Et gëtt eng drëtt, wou en essenziell wier, mä déi mer leider net hunn, obschonn ech dat ëmmer erëm reklaméiert hunn. Mir bräichten an eisem Parlament, wéi an all normalem Parlament, wat sech respektéiert, eng Kommissioun vun de Mënscherechter. Esou eng Kommissioun misst och, mengen ech, vun engem Oppositiounspolitiker presidéiert ginn, einfach fir no bausse parteipolitesch Neutralitéit ze demonstréieren, déi een an esou Froe wéi an deenen an der Petitiounskommissioun natierlech muss praktizéieren.

De Médiateur a säi Bericht si wichteg ginn am Oflaf vun eisen demokrateschen Institutiounen, an ech sinn ee vun deenen, déi sech ganz besonnesch doriwwer freeën, well ech mer abilden, dass de Médiateur zréckgeet op eng Initiativ, eng Gesetzesinitiativ vu mir, déi zwar net war, fir e Médiateur anzeféieren, mä fir en Ombudsmann.

An där leschter Debatt hunn ech hei probéiert ze weisen, dass dat, wat d'Regierung wollt, effektiv eppes aneschters war, mä dass am Laf vun der Zäit d'Fonctioune vum Médiateur, dee sech leider vun Ufank un Ombudsmann genannt huet, awer sech esou entwéckelt hunn, dass hien haut säin Titel, säi selwer ginnen Titel eigentlech mat Recht dréit, well hien entre-temps aner Kompetenze kritt huet, déi sech an den Aktivitéitsberäich vun engem Ombudsmann nom skandinavesche Modell erabréngen. Dat weist, dass et net ëmmer nëmmen dat ass, wat um Pabeier steet, wat eng Fonctioun ausmécht, dass d'Fonctioune sech mat der Zäit a mat der Praxis entwéckelen, an ech denken, dass dat gutt esou ass.

Ier ech et vergiessen, dat riskéieren ech nämlech och, wann ech et wëll zum Schluss halen, zwou Remarquen zu deem, wat d'Madame Brasseur fir d'DP hei gesot huet. Éischtens mengt si, oder mengt d'DP, et wier gutt, an der Schoul och e Médiateur anzeféieren, fir de Leit ze hëllefen, hir Konflikter, hir Onrouen, hiren Informatiounsbedarf opzefëllen zwëschent den Elteren, dem Schoulpersonal an de Kanner.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech ginn hir sécherlech Recht, wa se seet, do wier e Besoin fir esou eng Plaz, fir de Leit ze hëllefen, an deem Dschungel, deen heiansdo an de Formalitéiten, an de Reglementer an esou weider ass, de Wee ze fan-

nen. Ech denken awer, dass et an där Fonctioun do e Moyen gëtt, dee vill besser misst si wéi eng nei Fonctioun schafen, déi vun engem Schoulmédiateur: d'Schoulmédiatioun zum Flichtfach an de Schoulen ze maachen.

D'Schoulmédiatioun, dat heescht virun allem net nëmme fir den Elteren ze hëllefen, mä virun allem fir d'Kanner vu klengem un dorun ze winnen, wéi se solle mat Konflikter ëmgoen - déi natierlech am deegleche Liewen, an zwar net nëmme vun de Kanner, mä och vun Erwuessenen ëmmer erëm virkommen -, fir op eng friddlech an eng dezent Aart a Weis un déi Problemer erunzegoen, amplaz, wéi et leider oft de Fall ass, einfach fir de léiwe Fridden déi Onzefriddenheeten oder Problemer ënnert den Teppech ze kieren, mat dem Risiko, se eventuell méi grouss erëmkommen ze gesinn.

Dofir denken ech, dass den Ustouss, den Denkustouss vun der DP scho richteg ass. Ech wëll awer hei en nom personnel soen - well mir hunn natierlech iwwer esou Saachen net diskutéiert -, dass et a mengen Aen an der Schoul net onbedéngt ëm de Médiateur geet, mä virun allem ëm d'Schoulmédiatioun, wou d'Kanner mat agebonne wieren.

M. le Président.- Madame Err, erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Brasseur?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Gären.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech si frou, dass d'Madame Err dat opgegraff huet. Si seet, si géif hei an hirem perséinlechen Numm schwätzen, well si hätten an der Partei net driwwer geschwat. Ech wollt just der Madame Err soen, dass déi viregt Regierung an engem Projet de loi d'Schafe vun der Institutioun vun engem Médiateur an de Schoulen hat, an dass dës Regierung ënner enger LSAP-Ministerin och dat zréckgezunn huet, dee Projet de loi, an och net an deenen neie Projets de loi ersat huet, esou dass ech dovun ausginn, dass d'LSAP am Ganzen, an d'CSV dann och net mat der Schafung dovun d'accord ass. Mä ech hoffen, dass déi nei Regierung déi Iddi awer nach eng Kéier opgräift.

M. le Président.- Wéi war dann Är Fro, Madame Brasseur?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Uff, ech leie richteg, Här President.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Scheuer, hutt Dir eng Fro? Et ass net fir elo Commentairen hei ze maachen, et ass un der Madame Err, fir hei hir Iddi...

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just…

M. le Président.- Neen, also, ech mengen, Här Scheuer, d'Madame Err kann dat och. Si äntwert der Madame Brasseur elo.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech wollt just froen, ob net gewosst ass, datt am Gesetz iwwert den Enseignement fondamental d'Funktioun vum Médiateur drasteet?

M. le Président.- Dat ass eng Fro, dat do.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ech denken och...

M. le Président.- U wien adresséiert se sech, Här Scheuer?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Un d'Schoulministesch, an déi ass net hei. Ech mengen, da fuere mer weider, Här President.

M. le Président.- Très bien. Dir hutt ganz Recht, Madame Err, fuert roueg weider!

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ofgesinn dovunner ass et evident, dass d'Médiatioun als Instrument an de Schoule scho villfach existéiert, an dass et dofir am Fong net onbedéngt muss an engem Gesetz stoen. Et ass am Fong eng Form vun „bonnes pratiques", déi all Gemenge kënnt interesséieren, déi hiert Schoulwiese wëlle méi demokratesch, méi ugepasst un d'Gegebenheete vun eiser Gesellschaft bréngen.

D'Opportunitéit vun der Debatt, an engem Moment wéi dësen hei, wollt ech ee Moment kuerz uschielen. Et ass kloer, dass e Rapport annuel nëmmen dann e Sënn mécht, wann en öffentlech diskutéiert gëtt. Dat ass iwwerhaapt keng Fro. D'Fro ass iwwert d'Opportunitéit, a mengen Aen, fir zu dësem Moment, dat heescht e puer Woche virun de Wahlen, e Bericht ze kommentéieren an am Fong - normalerweis mécht een dat jiddefalls - eng Virausschau op dat nächst Joer ze maachen.

Dobäi ass jiddwer Eenzelnen, deen haut hei steet, net sécher, ob e mat der Entwécklung vun der Institutioun oder mam Rapport d'activité vum Médiateur nach eng Kéier gefuerdert ass op dëser Tribün Stellung ze huelen. Dofir einfach vläicht eng Suggestioun oder eng Fro an de Raum gestallt, ob een dee Moment, wou de Rapport vum Médiateur an d'Virwahlperiod fält, net sollt probéieren, d'Diskussioun vun deem Rapport wéinstens uganks des Joers ze maachen, fir dass d'Leit, déi zum Rapport schwätzen, net d'Impressioun hunn, si géifen am Fong hei just elo eng Stilübung maachen.

Zwou Remarquen oder dräi nach, ier ech zu de Recommandatioune vum Médiateur selwer kommen: Mir haten an der Institutiounskommissioun Diskussiounen, ob de Médiateur soll en tant que tel an d'Verfassung ageschriwwe ginn, gradesou wéi ob de Conseil supérieur de la Magistrature och soll do agedroe ginn.

Op déi éischt Fro hu mer geäntwert ganz am Ufank vun der Legislatur, dat heescht, wou mer am Fong nach net wossten, wat aus der Institutioun géif ginn. A mir si leider, obscho mer eréischt virun engem Mount definitiv déi Diskussiounen iwwert d'Verfassungsreform ofgeschloss hunn, net méi op déi Fro zréckkomm, well do ware mer schonn e ganzt Stéck méi gescheit wéi dee Moment, wou mer fir d'éischt driwwer diskutéiert hunn.

Duerfir ass et och elo schwiereg, eng Motivatioun ze ginn. Ech mengen net, dass an der Institutiounskommissioun, wéi se bis elo existéiert huet, eng prinzipiell Oppositioun op deem Punkt bestanen hätt. Mä et ass just gesot ginn, d'Iwwerleeung war déi: Loosse mer emol kucken, wat draus gëtt, an da fanne mer och, an dat ass manner evident, d'Plaz, wou mer de Médiateur kéinten an eis Institutiounen eraschreiwen, an och d'Manéier, wéi.

Bon, ech denken, dass dat Partie remise ass, well wéi Der alleguerten entre-temps wësst, ass eng global Verfassungsreform vun der Institutiounskommissioun ënnert der Presidentschaft vum Paul-Henri Meyers ausgeschafft ginn, déi elo am Fong hire Wee eréischt ufänkt. Ech denken, dass bestëmmt am Laf vun den Avisen, déi dozou komme wäerten an der nächster Zäit, déi Fro erëm aktuell gëtt, an dat, wat elo nach net drasteet, ka sécherlech nach drakommen.

Eng aner Diskussioun war déi vum Conseil supérieur de la Magistrature. Do ass et manner evident, ob e soll an d'Verfassung, mä kloer ass et op jiddwer Fall, firwat mir et net dra proposéiert hunn: Well mer kee Gesetz driwwer hunn. An do si mer am Fong bei engem e bësselche méi wonne Punkt, an ech kommen dann direkt op de Fong vum Rapporteur, vum Médiateur sengem Bericht.

Mir hunn déi Recommandatioun iwwert de Conseil de la Magistrature d'lescht Joer schonn diskutéiert. Eigentlech war, souwäit wéi ech mech erënneren, an ech hunn déi Debatte vum leschte Joer eng Kéier kuerz iwwerflunn, kee Mënsch a keng Partei hei am Haus dergéint. Et gëtt wuel Divergenzen, wie soll doranner kommen, wien déi Leit, déi Membere soll nennen, wat genau d'Fonctiounen, d'Mandater, etc. solle sinn. Iwwert de Prinzip a sech ass awer allerdéngs keng Diskussioun.

An do, Här President, hu mir alleguerten an der Kommissioun am Fong net dat gemaach, wat mer d'lescht Joer an enger Resolutioun an der Chamber hei bei därselwechter Geleeënheet proposéiert hunn. Mir hunn nämlech eppes proposéiert, wat menger Meenung no immens wichteg wier, och fir d'Opwäertung vum Parlament, an zwar hu mer gesot, mir hätte gären, wëssend, dass d'Regierung amgaang ass sech Gedanken iwwert dee Conseil de la Magistrature ze maachen, eng Debatt an der Chamber, wou all Parteie kéinten am Detail hir Virstellungen an d'Explikatioune vun hire Virstellungen, firwat se et esou an net aneschters wëllen, sollen an enger grousser Debatt öffentlech hei virleeën, fir dass d'Regierung herno weess, op wat fir ee Wee se soll goen.

Elo kann ee soen, dat ass net onbedéngt noutwendeg, well wann de Regierungsprojet den Deputéierten net passt, dann hu se jo nach ëmmer d'Geleeënheet, iwwer Amendementer hir Vuen ze probéieren duerchzesetzen. Ech denken awer, dass dat heiten e Problem ass, deen esou wichteg ass, well et ee vun eisen Haaptpouvoiren am Stat betrëfft, dass ee sollt probéieren e méiglechst grousse Konsens ze schafen. An zwar vun Ufank un, amplaz et herno iwwert de Wee vun den Amendementer op jiddwer Fall no baussen ausgesinn ze loossen, wéi wann do e Kompetenzgerangel wier zwëschent der Regierung an dem Parlament.

Op esou wichtege Froen, denken ech, huet esou eng Oppositioun kee Sënn, esou dass ech géif dorobber zréckkommen an da mäi Wonsch un déi nächst Chamber riichten, dee Virsaz, dee mir eis d'lescht Joer geholl hunn an dee mer am Fong elo net gepackt hunn - ech denken och, dass duerch d'Kris e ganze Koup Aarbechten, déi mer eis virgeholl haten, zweetrangeg gi sinn, mä ech denken, dass et fir esou eng wichteg Fro net ze spéit ass -, dass dat soll nogeholl ginn, dass d'Chamber soll, an all Fraktioun an all Partei an all eenzelne Member an deem neien Haus dann hir Meenung soen, fir dass d'Regierung ka probéieren e méiglechst grousse Konsens vun Ufank un ze fannen.

Da kommen ech awer zréck op eng Remarque vum Médiateur, déi mer particulièrement pertinent schéngt. Déi steet op der Säit 94 an ass nach ëmmer zum Conseil de la Magistrature. Do seet de Médiateur: Wa fir Ursaachen, déi him selwer net aliichten - mir iwwregens och net -, de Ministère vun der Justice dee Conseil net wëllt weiderbréngen, an ech liesen elo, amplaz en op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen: «Le médiateur estime qu'il serait pour le moins indiqué de prévoir des modalités de recrutement des magistrats sur base de critères autrement plus transparents et plus pertinents que ceux du système actuel.»

Ech denken, dass dat e wichtege Punkt ass. An ech denken emol net, dass een dofir muss e Gesetz maachen. Wann de Médiateur vun haut, dee fréier selwer Justizminister war, dat heite seet, da weess hie méi wéi mir, dass et noutwendeg ass an dass et evident ass, dass et net duergeet, dass d'Magistraten a virun allem d'Leit vum Parquet no objektive Kritäre genannt ginn, mä dass d'Objektivitéit vun deene Kritären och dobausse muss novollzéibar sinn. An dat war bis elo, Här Minister, fir déi, déi net direkt domat befaasst sinn, ni de Fall.

Wann ee bei de Magistraten a bei deene vun der Magistrature assise à peu près konnt novollzéien, dass et Kompetenzkritäre waren an och Alterskritären, dat heescht Anciennetéitskritären, déi zesummekomm sinn, esou war dat bei de Leit vum Parquet net de Fall. A wann een als Jurist oder och als Netjurist d'Relatioune vum Parquet mam Justizminister weess, dann ass et noutwendeg fir eng Demokratie, fir dat Versteesdemech no baussen ze vermëttelen, dass och d'Nominatioun vu Leit vum Parquet, besonnesch de Procureur général an de Procureur d'État, muss kënnen dobaussen novollzéibar sinn.

Ech denken, dass dat eng Urgence ass, déi näischt mam Gesetz ze dinn huet an déi en attendant, well deen transitoirë Regime, an deem mer dra si bis mer de Conseil hunn, riskéiert mat allem gudde Wëllen nach eng Zäitchen ze daueren. Et ass eng grouss Urgence, an ech géif duerfir deen heitegen an deen nächste Justizminister vun hei aus wierklech opfuerderen, dëser méi wéi berechtegter Recommandatioun provisorescher Natur - en attendant de Conseil - vum Médiateur stattzeginn.

Ech wollt dann nach op e puer Recommandatiounen zréckkommen, déi de Médiateur gemaach huet, an als éischte wollt ech den „Guide des bonnes pratiques" uschwätzen. Ech freeë mech, dass net nëmmen d'Fonctioun, déi ginn ass, déi ech eigentlech wollt aféieren, déi vun engem Ombudsmann par rapport zum Médiateur, mä och, dass déi Suggestioun, déi ech d'lescht Joer op dëser Tribün gemaach hunn, net an daf Ouere gefall ass, an dass, nodeem déi Suggestioun bis um Dësch louch, mir dëst Joer e ganzen „Code des bonnes pratiques" virleien hunn.

Ech denken, dass dat eng grouss Aarbecht ass. Dem Médiateur muss ee Merci soe fir déi Aarbecht, déi eigentlech net zu de primären Tâchë gehéiert, déi d'Gesetz him assignéiert huet, déi ouni Zweifel awer utile ass, mä wou vläicht Froe sech stellen, déi misste gekläert ginn, wéi: Wat ass d'Natur vun deem Dokument? Do ass sécherlech dee Minister, deen hei ass, un éischter Plaz interesséiert eis Opklärung ze ginn.

Wéi ass et mat der Base légale a wat gedenkt d'Regierung mat där wichteger Aarbecht vum Médiateur op dësem Punkt ze maachen? Well et ass jo kloer, dass iergendwou dat doten eng reglementär Aarbecht ass. Et kënnt souguer op eng legislativ Aarbecht eraus, jee nodeem wat fir ee Charakter dee Code duerno soll kréien.

Dee Code kéint natierlech och an e Gesetz afléissen, an dee Moment hätte mer am Fong institutionell e ganz wichtege Moment doduerjer, dass et dee Moment kloer wier, dass déi Initiative législative, déi ech a mengem Text dran hat, an déi am Text vun der Regierung net iwwerholl ginn ass, an der Praxis sech awer entwéckelt huet, esou dass ech mech am Fong bestätegt fille mat deene Virstellungen, déi ech hat, ier mer d'Gesetz haten. Well och wann d'Gesetz meng Propositiounen net iwwerholl huet, esou schéngt et esou ze sinn, dass an der Praxis sech dat dach esou entwéckelt, wéi ech dat proposéiert hat. Duerfir, Här Minister, wier ech lech dankbar fir eng Ébauche vun enger Äntwert op déi Fro.

Eng zweet Recommandatioun, op déi ech wollt kuerz agoen, ass déi vun den Experten. Et ass eng vun deene Propositioune vum Médiateur, déi net esou gutt ukomm ass, weder an der Kommissioun nach bei den Autorités judiciaires, an trotzdeem huet se munches fir sech. Et kënnt een eventuell awer och déi Iddi do zréckbehalen a se aneschters awéckelen.

Ech erlabe mer, an dat passéiert engem, wann een an den Alter kënnt, sech heiansdo selwer ze zitéieren, dass ech virun engem Joer gesot hat… Ech probéieren et op e Minimum ze reduzéieren, Här President.

M. le Président.- Fuert emol duer, Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Mir hunn e Problem mat Expertisen a mat Auditen am Land. Mir sinn e klengt Land, an dann, wa mer en Audit externe maachen, hu mer ganz oft Leit aus dem Ausland, oder wéi och ëmmer ass et net kloer, dass déi Leit, déi chargéiert ginn, prezis vun engem Minister, fir ee Gesetz ze evaluéieren, wéi et mat där hirer Impartialité totale ass par rapport zum Optraggeber vun engem Expert donné. Dat ass an der Praxis esou.

Ech wëll domadder kengem eppes ënnerschubsen. Ech wëll just nach eng Kéier ee vu menge Parteikolleegen zitéieren, deen awer haut net méi hei am Haus sëtzt, mä deen et selwer misst wëssen. Hien huet ëmmer gesot: „So mir, wien en Expert chargéiert a bezilt, an ech soen dir, wat erauskënnt."

Dat ass net gutt, net, wann et ëm d'Evaluatioun vu Gesetzer oder vu Praxisse geet. Et ass och net gutt, wann een Experten um Geriicht huet, déi ëmmer déiselwecht sinn, déi sech net erneieren, deenen hir Kompetenzen net geleeëntlech evaluéiert ginn.

Duerfir wollt ech nach eng Kéier zréckkommen op eng Iddi, déi ech schonn eng Kéier hei exposéiert hat an engem anere Kader, an zwar déi vun enger Cellule d'évaluation um Stat. Wa mer eng kleng Cellule d'évaluation hätte mat Leit, déi op verschiddene Punkte kéinten Expert si fir Auditen, Evaluatioune vu Gesetzer, vu Praxissen, fir Calculen oder wat och ëmmer, dann hätte mer Leit mat engem feste Statut, déi kengem musse gefalen, fir déi nächst Kéier nach eng Aarbecht ze kréien, an déi op déi Aart a Weis sécherlech och censéiert wieren, hiert Bescht ze ginn, hiert bescht Wëssen ze ginn, ouni dass se e Risiko hunn, fir en nächsten Optrag ze kréien.

Och dat, mengen ech, schéngt mer eppes ze sinn, wat wichteg ass, well mer brauchen, och, wa mer d'Experten net all am Land hunn, déi mer brauchen, sécherlech e Basisstack vun Experten, net nëmmen um Geriicht, mä och fir eis Administratiounen a Législatiounen. Ech denken, dass et derwäert wär, besonnesch an dësen Zäiten nei Aarbechtsplazen ze schafen, andeem mer géife probéieren, Neel mat Käpp ze maachen a Saachen ze maachen, déi fir villes kéinte gutt sinn.

D'Dierwiechterkäschten - ech kann de Médiateur net méi wéi ënnerstëtze bei deem, wat e seet. Et ass inakzeptabel, dass fir kleng Créancen Exekutiounskäschte vun Dierwiechtere gemaach ginn, déi méi héich si wéi den Enjeu vun deene Suen, déi sollen agedriwwe ginn. Dat ass absolut net ze diskutéieren um Prinzip.

Wann de Médiateur awer elo ënner anerem d'Defiskalisatioun vun de Frais d'expertise vun den Dierwiechtere proposéiert, da mag dat zwar richteg sinn, mä menger Meenung no geréit et net déi richteg Leit, well déi, déi am meeschten ënnert den Dierwiechterkäschte leiden, dat sinn déi Leit, déi keng

Steiere bezuelen, an déi hätten am Fong vun esou enger Mesure näischt.

Ech froe mech, Här Minister, a leider musst Der déi Fro sécherlech un Äre Kolleeg vun der Justiz oder Ären zukünftege Kolleeg vun der zukünfteger Regierung weiderginn, fir ze froen, ob een den Indépendantstatus vun den Dierwiechteren onbedéngt muss bäibehalen.

Ech weess, dass mir an engem Aarbechtsgrupp an der LSAP, fir de Wahlprogramm auszeschaffen, vill Leit haten - an do waren derbäi: Juriste vun alle Kategorien, Fonctionnairen, Riichteren, Leit vum Parquet, Affekoten, Deputéierten, etc. -, déi der Meenung waren, dat wär e Beruff, deen een eigentlech kéint och sech ënner enger anerer Form virstellen, wéi iwwregens och dee vum Notaire. Ech denken, dass dat eng Iwwerleeung ass, déi ee kéint weiderspannen.

En nächste Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun de private Failliten. Et ass an enkem Zesummenhang ze gesi mat den Insolvabilitéiten an de Frais d'exécution vun den Dierwiechteren. Ëmmer méi Leit geroden, besonnesch a Krisenzäiten, a finanziell Schwieregkeeten, well se iwwerschéllt sinn a well se sech virun deene ville Créancieren, déi se hunn, net méi kënnen erwieren.

Ech weess, dass e Projet iwwert de Surendettement a privat Failliten ënnerwee ass. Ech wär frou, wa mer eis géifen druginn, dee Projet esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber ze kréien, well domadder besonnesch an dësen Zäite verschiddene Leit kéint gehollef ginn, aus enger schrecklecher Patsch erauszekommen.

D'Kannergeldkeess ass ugeschwat ginn. Ech wëll duerfir kee Wuert méi dozou soen.

D'Logements d'urgence, mengen ech, si bis de Moment nach schlecht ewechkomm bei där Diskussioun. Ee Wuert, an ech schwätzen do sécherlech och am Intérêt vun alle Responsabelen an de Gemengen, déi responsabel si fir d'Sozialpolitik an Hëllef fir déi Leit, déi finanziell Schwieregkeeten hunn: Et kann net sinn, dass an engem Land wéi deem heiten et u Plaze feelt, wou Leit kënnen d'urgence provisoresch a kuerzfristeg ënnerbruecht ginn, wa se, aus wat fir engen Ursaache vun Insolvabilitéit och ëmmer, aus hirer Wunneng erausgesat ginn.

Dir wësst - an de President vum Syvicol, dee weess et an duebeler Qualitéit -, wéi schnell et op eemol ka goen, wann een de Loyer net méi ka bezuelen, dass ee seng Miwwelen eng Kéier, wann ee vun de Kommissiounen erëmkënnt, um Trottoir erëmfënnt an dann net méi weess, wou ee mat senger Famill soll higoen.

Et kann net sinn, dass et zu Lëtzebuerg do keng Plaze gëtt, wou déi Leit provisoresch vun de Gemengen, temporär wéi gesot, och kënnen ënnerbruecht ginn.

Ech wëll dann nach e leschte Punkt uschwätzen, an zwar dee vun de Prisongen. D'Prisongspolitik ass eng Politik, déi net nëmme mir, mä der LSAP als Partei ganz um Häerz läit.

Ech erënnere just dorun, dass den aktuelle Regime zréckgeet op de Robert Krieps an dass de Médiateur e wichtege Punkt ugeschwat huet, andeem e proposéiert, e Juge de l'application des peines ze maachen. Ech ka mech, an och den Aarbechtsgrupp aus der LSAP ka sech där Meenung uschléissen.

Mir sinn eis net eens iwwer all déi Detailer, déi de Médiateur proposéiert, mä och hei gëtt et eng Urgence, wou ech frou wär, dass et géif weidergoen a schnell an d'Praxis kéint ëmgesat ginn, dass Disziplinarprozeduren, déi während der Exekutioun vun enger Prisongsstrof kommen, e kontradiktoresche Charakter musse kréien. Wann dat bis agefouert ass, da si mer net méi presséiert, fir déi aner Prozeduren direkt mat ze regléieren, mä et kann net sinn, dass een, dee condamnéiert ass, doduerjer am Fong säi Matsproocherecht verléiert, well mer keen Droit de recours virgesinn en matière disciplinaire. Dat gëllt besonnesch fir Leit mat laange Strofen, déi doduerjer gradesou vill kënne leide wéi duerch hir Haaptstrof.

Eng allerlescht Remarque, an da kommen ech zum Schluss: Ech freeë mech, an ech hoffen, dass ech d'Geleeënheet kréien, op dëser Tribün deen nächste Rapport annuel vum Médiateur mat kënnen ze diskutéieren an op seng eege Suggestiounen anzegoen, déi zu dësem Rapport nach net gehéieren, well se am Laf vun dësem Joer gebuer sinn, an zwar iwwert d'Médiation en milieu hospitalier.

Dat gehéiert leider net zum Bericht vum leschte Joer, dat gehéiert zu deem nächste Joer, well et dëst Joer am Fong an d'Welt gesat ginn ass. Ech hoffen, dass ech ka mam heitege Médiateur an enger nächster Legislatur iwwert dëse speziellen Aspekt weiderdiskutéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err.

(Interruption)

Jo, déi Hoffnung, déi Der zum Ausdrock bruecht hutt, déi hege méi Leit heibannen. Ech mengen, dat ass och legitim.

Den honorabelen Här Mehlen huet elo d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen, iwwert d'Noutwendegkeet an d'Nëtzlechkeet vun der Institutioun vum Ombudsmann brauche mer net méi laang ze diskutéieren, déi ass entretemps bewisen. Seng Rapporte weisen eis ëmmer erëm, wéi noutwendeg et ass, datt mer de Fonctionnement vun eise Ministèren, Verwaltungen, awer och um Gemengenniveau iwwerpréiwen an entspriechend Verbesserungen am Intérêt vun de Bierger virbréngen.

Et kommen Défaillancen am Service public vu verschiddenster Natur zum Virschäin. Ech wëll virop eng allgemeng Considératioun stellen. Dat ass déi, datt et fir de Fonctionnement vun engem Stat, fir d'Akzeptanz vun engem Stat immens wichteg ass, datt eng gutt Relatioun tëschent dem Stat sengen Administratiounen, de Gemengen an dem Bierger besteet.

De Respekt vum Bierger vis-à-vis vum Stat kann nëmmen dann zum Droe kommen, wann och de Stat vis-à-vis vun de Bierger deen néidege Respekt erkenne léisst.

Här President, de Médiateur gëtt senger Roll als Lëtzebuerger Knoutermann - ech fannen dat en immens flotten Ausdrock - gerecht. Dat Kompliment muss een him ausspriechen, well all Kéiers dann, wann en heihinner an d'Chamber kënnt, fir säi Rapport virzedroen, da schwätzt en e ganz däitleche Langage, an dat ass och gutt esou.

D'Ursaache si ganz dacks, wa mer vu staatlechen Administratioune schwätzen - ech wäert mech a menger kuerzer Interventioun dorop limitéieren -, e Manktem un Accessibilitéit, un Hëllefsbereetschaft, Déngschtleeschtungsbereetschaft, un Transparenz, awer och u Rapiditéit an der Ofwécklung vun den Affären.

D'Réforme administrative ass hei am Land en Dauerbrenner, soulaang wéi ech mech kann zréckerënneren. D'Politik mécht permanent Efforten, fir Prozeduren ze vereinfachen a fir se ze straffen.

Mä ech widderhuelen do eppes, wat ech scho méi dacks vun dëser Plaz aus gesot hunn: All Reformen, déi mer maachen um legislative Plang, um reglementaresche Plang, kommen net zum Droen, wann d'Acteuren um Terrain, wann d'Beamten, déi domadder concernéiert sinn, net matspillen.

Duerfir ass an eisen Aen, an den Ae vun der ADR d'Recommandatioun 34 - a wéi gesot, ech wäert mech dorop limitéieren - iwwert d'Aféierung vun engem Code de bonne conduite eng ganz zentral a ganz wichteg Recommandatioun.

De Médiateur mécht eng ganz Partie Propositiounen doran, déi engem, wann ee se liest, normalerweis als selbstverständlech virkommen. Ech huelen déi dräi Kapitele ganz kuerz duerch.

Dat Éischt - dat ass eigentlech de Kapitel dräi a sengem Rapport oder a senger Recommandatioun - geet iwwert d'Accessibilitéit, den Accueil an den Devoir d'information. Mä mir wëssen, datt sech do nach net ganz villes geännert huet. D'Accessibilitéit vum Service, ech mengen, wann do geschriwwe gëtt, datt de Beamte wierklech muss während deene Stonnen, wou dat indiquéiert ass, zur Verfügung stoen, datt e muss accessibel sinn, da mengt ee jo, dat misst eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn. Mä mir sinn, mir wëssen dat och, am Moment nach wäit dovun ewech.

D'Frëndlechkeet an d'Hëllefsbereetschaft, wann ee Problemer an engem Dossier huet, fir engem virunzehëllefen esou, wéi dat an engem gudden Déngschtleeschtungsbetrib ass, dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn. Datt een déi zoustänneg Persoun identifizéiere kann, datt ee weess, déi Persoun ass fir mäin Dossier zoustänneg, misst eng Selbstverständlechkeet sinn.

Dat Kapitel duerno, d'Instruktioun vum Dossier, datt een en Accusé de réception kritt. Wéi dacks héiert een, datt iwwerhaapt keng Réckmeldung kënnt. Och dat, mengen ech, misst eng Selbstverständlechkeet ginn. Datt ee weess, wien de Responsabelen ass. Datt den Dossier, wann en un déi falsch Adress gaangen ass, automatesch weidergereecht gëtt, datt en net einfach zréckgeschéckt gëtt mat der Remarque, et ass halt un déi falsch Adress gaangen. Sou misst de Service public fonctionnéieren.

Wann en Dossier net komplett ass, datt een dann eng prezis Informatioun doriwwer kritt, wat ee muss ënnerhuelen, fir e komplett ze maachen. Datt d'Sprooch respektéiert gëtt, déi ee gebraucht. Datt en Délai raisonnable muss agehale gi vun dräi Méint. Mir hate gëschter Owend nach d'Diskussioun doriwwer, ob een da wierklech soll op de Wee goen, datt, wann no dräi Deeg keng Äntwert kënnt,…

(Interruption)

…no dräi Méint keng Äntwert kënnt, datt dann dat soll esou considéréiert ginn, wéi wann déi Demande accordéiert wär.

Datt dee Berteffende sech soll kënnen explizéiere virun der Prise de décision, wann en dat freet. Datt Drëtt, wa se betraff sinn, déi vläicht keng Ahnung dovun hunn, doriwwer informéiert ginn.

Dann d'Prise de décision selwer: Selbstverständlech muss déi geholl ginn am Respekt vum Prinzip vun der Legalitéit, och vun der Gläichheet - datt ee wéi deen aneren d'selwecht behandelt gëtt -, der Proportionalitéit. Datt d'Kritären objektiv sinn. Datt d'Motivatioun vun der Décisioun kloer an däitlech zum Droe kënnt. Datt, wann en Iertum passéiert ass, een deen Iertum zougëtt an net probéiert, en ze vertuschen. Datt e redresséiert gëtt an datt och eng Entschëllegung ausgesprach gëtt.

D'Obligatioun fanne mer doran erëm, fir dem Médiateur all Dokumenter zoukommen ze loossen, déi hien als néideg ugesäit. Och dat, géif ech mengen, misst eng Selbstverständlechkeet sinn. Ech ginn emol dovun aus, datt et net ëmmer de Fall war, wann dat dann elo esou drasteet.

Här President, mir mussen hei als ADR eist Bedaueren zum Ausdrock bréngen, datt d'Regierung nach net op dës Recommandatioun reagéiert huet. Mir wëllen awer och soen, datt de Code de bonne conduite eent ass, d'Duerchsetzung dovunner an der Praxis en anert. Wéi een dat wëllt maachen, ech mengen, do musse mer eis Gedanken doriwwer maachen.

Mir si jiddefalls ganz derfir, datt dat do emol eng Kéier an eng reglementaresch Form gefaasst gëtt. An da muss ee sech effektiv Moyenen afale loossen, datt dat dann och wierklech zum Droe kënnt.

Ech erënneren dorun - et ass och net fir d'éischte Kéier vun dëser Plaz aus -, datt de Statsminister Jean-Claude Juncker an enger Debatt, déi mer 1999 hei haten no der Affär vun den Dysfonctionnementer an der Santé, sech batter - an ech géif e gär hei zitéieren, wann ech Zäit hätt -, batter doriwwer beklot huet, datt d'Regierungsmembere kee Moyen hätten, zouzegräifen op Statsdénger, déi hirer Aarbecht net esou nokommen, wéi dat ze wënsche wär.

En huet hei wierklech bal Krokodilstréine gekrasch, datt kee Moyen wär, an en huet reklaméiert, et misst e Ministergesetz kommen, wat d'Responsabilitéite géif festleeën, datt de Minister net all Kéier kéint opgehaange ginn, wann d'Beamten eppes falsch gemaach hunn, mä op där anerer Säit, datt de Minister awer och eng Méiglechkeet huet, fir ze intervenéieren, wann eppes net esou fonctionnéiert, wéi et sollt.

Ech hunn e virun e puer Méint hei an enger Question orale dorop ugesprach - dat si jo elo ëmmerhin zéng Joer hier -, an en huet mer gesot, hie geséich no reiflecher Iwwerleeung keng Méiglechkeet, fir esou e Ministergesetz eranzebréngen, well e wierklech net wéisst, wéi en dat sollt upaken.

Ech stellen dann do fest, d'Kapitulatioun vun dem aktuelle Statsminister a vläicht dann och vu senger ganzer Regierung virun deem Problem.

Ech wëll awer och soen, datt d'Politik muss mam gudde Beispill virgoen. Et kann een net vun de Statsdénger verlaangen, datt se optimal fonctionnéieren esou, wéi mir eis an d'Leit dobausse sech et alleguer wënschen, wa mir net selwer als Politiker mam gudde Beispill virginn.

Ech kommen dobäi bei d'Nominatioun vu Leit op führende Poste bei Stat a Gemeng, an zwar no objektiv novollzéibare Kritären - dat ass jo och eppes, wat hei zum Virschäi kënnt -, an net no Parteikaart. Et muss objektiv sinn, déi Décisioun, an et muss transparent sinn, woufir se esou geholl ginn ass.

Mir hunn elo grad vun der Madame Err héieren ähnlech Wierder, wat d'Nominatioun vu Magistraten ubelaangt.

Ech erënneren hei dorun, datt mer hei an der Chamber e ganz miserabelt Exempel presentéiert kritt hunn, wou e fréiere Kolleeg, deen hei souz, seng Nominatioun als Direkter vun enger Schoul schonn hat, sécher an der Täsch hat, an dunn dee Posten eréischt öffentlech ausgeschriwwe ginn ass, wat zu engem öffentleche Protest vun de Proffen aus där Schoul gefouert huet. Dat kann een an den Zeitungen noliese vun där Zäit.

Sou kann et net sinn! Da kënne mer net vun de Beamte verlaangen, datt si selwer sollen optimal fonctionnéieren.

Genausou schlëmm war et, datt hei e Projet de loi erabruecht ginn ass oder an engem Projet de loi Bestëmmunge festgeschriwwe gi sinn, fir engem anere politesche Personnage eng Direkteschplaz zouzeschousteren, fir déi en net d'Qualifikatioun hat. Och dat kann net sinn!

Ech wëll hei dorun erënneren, datt fäegt Führungspersonal an de staatlechen Administratiounen déi alleréischt Viraussetzung ass, fir datt et gutt fonctionnéiere kann. Datt déi Leit kompetent sinn, datt se capabel sinn, mam gudde Beispill virzegoen, dat ass dat Alleréischt, wann een e Betrib wëllt gutt féieren. Datt e gutt Betribsklima muss do sinn, datt deen eng staark Personalitéit ass, déi och capabel ass, hir Leit ze luewen, wa se eng Aarbecht gutt maachen. Luewen ass en immens wichtegt Element doran. An datt se och capabel ass, Verbesserungsvirschléi, déi vun ënnen erop kommen, unzehuelen.

Den Hans Leyendecker, deen an Däitschland e ganz renomméierte Mann ass, wat d'Recherche vu Korruptioun ubelaangt, seet, datt de Postenschacher no Parteibuch déi schlëmmste Form vu Korruptioun an engem Stat ass an och déi schlëmmste Form, an där een de Stat schiedege kann.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier rappeléieren: D'Politik muss fir d'alleréischt mam gudde Beispill virgoen, ier se vun de Beamte verlaangt, datt si d'selwecht solle fonctionnéieren.

Ech wëll ofschléissend, Här President, dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht a mech senge Wierder uschléissen, wou e gesot huet, datt d'Oppositioun eigentlech méi dacks sollt Presidentschafte vu Kommissiounen iwwerhuelen. Dat géif och vläicht zu méi enger grousser Onofhängegkeet vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung bäidroen.

Ech soen Iech domadder Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Dem Rapporteur och Merci fir säin ausféierleche Rapport, an ech mengen, och de Kolleegen alleguer virdrun, déi all déi Themen ugeschwat hunn, déi ech am Fong elo hei an zwou Minutten hätt missen iwwert d'Bühn bréngen. Ech hätt dat zwar gepackt, mä bon, ech soen hinnen awer Merci, dass se dat a menger Plaz gemaach hunn.

Ech wëll just kuerz soen: Wann iwwerall, wéi dat beim Médiateur de Fall ass, an der Regierung an och an den Institutiounen dee richtege Mann op der richteger Plaz wier, ech mengen, da bräichte mer eis an dësem Land keng Gedanke méi ze maachen an da wier déi Diskussioun hei och iwwerflësseg.

Ech wëll just nach bäifügen, mir hunn een nationale Médiateur, mä menger Usiicht no huet jo dat Instrument sech bewährt, an et wär net schlecht, wann een dat kéint och eventuell um Gemengeplang weider ausbauen, awer net esou, dass d'Médiateuren da Leit aus dem Schäfferot sinn, mä och dat missten dann do neutral Leit sinn, wou d'Leit am Fong fräi, esou wéi se dat beim nationale Médiateur maachen, kéinten hir Suergen hindroen, ouni Angscht ze hunn, dass se iergendwéi Répercussiounen…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Dat wier eng gutt Plaz fir Iech, Médiateur!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Neen, ech sinn net objektiv genuch. Do muss een…

M. le Président.- Här Haupert, provozéiert elo net!

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Do muss een Takt a Fäigefill hunn, an ech si jo awer éischter e bëssen als Ruppi bekannt. Also, ech wär vläicht do net dee richtege Mann.

(Interruptions)

Une voix.- Dir hutt eng schlecht Meenung vun Iech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, ech kenne mech vu klengem un, duerfir kann ech jo awer eng Meenung iwwer mech äusseren, gell.

Ech géif op jidde Fall soen, dass awer dat Instrument, wat jo awer hei vu jiddwerengem guttgeheescht gëtt, gutt fonctionnéiert. Dat ass nëmmen ze begréissen, an ech hoffen, dass dat och an Zukunft weider esou wäert fonctionnéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Debatt ofgeschloss.

Ier ech dem Här Minister Wiseler d'Wuert ginn, wollt ech vun dëser Plaz aus dem Médiateur, dem Här Marc Fischbach, Merci soen, dass en dëst Joer wéi all déi aner Joren dorop gehalen huet, fir eisen Debatten hei bäizewunnen. Dat weist, wéi en héije Stellewäert hien der Meenung vun der Chamber zoumoosst, an och de Stellewäert, deen hien de Relatiounen tëschent der Chamber a senger Institutioun bäimoosst.

Nach enger Kéier Merci, Här Médiateur!

Dann huet den Här Minister Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ganz kuerz, Här President. Ech wëll just soen, datt ech frou sinn, datt iwwert d'Parteien eraus hei dem Médiateur eng exzellent Aarbecht zougeschriwwe gëtt.

Ech soen och Merci fir déi Aarbecht, déi an der Petitiounskommissioun respektiv an anere Kommissiounen op eng ganz konstruktiv Aart a Weis gemaach ginn ass.

Et si vill Recommandatiounen ausgeschwat ginn. Et sinn der vill bei Iech hei an der Chamber diskutéiert ginn. Et sinn der och vill vun der Regierung schonn ëmgesat ginn. Eng Rei sinn der nach net ëmgesat ginn. Do ass amgaangen, dru geschafft ze ginn.

Eng Rei sinn nach net ëmgesat ginn, well de Problem zwar schonn erkannt ginn ass, mä well heiansdo aner Weeër gesicht ginn, fir dem Problem bäizekommen. Anerer, well technesch Schwieregkeete bei der Ëmsetzung sinn.

Ech wëll och mengersäits bäifügen, iwwert déi Relatiounen, déi ech konnt säit enger Rei Jore mam Médiateur hunn, well ech als Fonction-publique-s-Minister selwer direkt concernéiert si fir en Deel vun deene Recommandatiounen, datt mer ëmmer eng gutt Zesummenaarbecht haten an exzellent Relatioune konnte mam Médiateur hunn.

Ech wëll och keng weider Remarque maachen iwwert deen Débat d'orientation hei vun der Chamber. Just op zwee Punkte kuerz eng Äntwert ginn, well ech direkt gefrot gi si respektiv dorop ugesprach gi sinn.

Dat Éischt, dat ass déi Fro, déi d'Madame Brasseur iwwert d'Caisse nationale des prestations familiales an d'Personalbesetzung ugeschwat huet. Dofir ass kloer d'Ausso ze ginn, dat selbstverständlech d'CNPF déi Renforcementer wäert kréien, fir déi d'Regierung sech engagéiert huet, datt et awer net dorëm geet, fir x Posten einfach bei enger Administratioun esou bäizesetzen, mä datt e grousst Renversement vun enger Administratioun och eng ganz Rei Organisatiounsfroe stellt, eng ganz Rei Rekrutementsfroen, eng ganz Rei Ausbildungsfroe stellt, déi et gëllt ze léisen, fir dee Rekrutement an déi zousätzlech Ausstattung vun där Administratioun och effikass ze maachen. Einfach esou Leit bäizesetzen, huet kee Sënn. Et muss ee se do bäisetzen, wou d'Administratioun se brauch, an et muss een déi richteg bäisetzen, fir datt d'Administratioun och kann effikass weiderschaffen. Dat si mer amgaang ze maachen.

Zweet Fro, déi vun der Madame Brasseur respektiv och vun anere Kolleegen ugeschwat gi war, dat ass déi vum Code de bonne conduite. De Médiateur huet do en exzellente Code de bonne conduite mat enger ganzer Rei vu Prinzipië geschriwwen. An der Fonction publique am Haus ass dat och mat ganz vill Suergfalt Punkt pro Punkt gekuckt ginn.

Mir sinn zu zwou Konklusioune komm. Éischtens, datt quasiment sämtlech Punkten, déi do drastinn, selbstverständlech mussen zu enger Léisung kommen a selbstverständlech mussen och ëmgesat ginn an engem Pabeier, datt mer awer déi Ëmsetzung vläicht besser hätten net an engem Code de bonne conduite mat all deene verschiddene Recommandatiounen ze maachen, well hei geet et ëm Recommandatiounen, déi souwuel d'Accessibilitéit, den Accueil, den Devoir d'information wéi d'Instruktioun vun den Dossiere wéi deontologesch Froe wéi aner Froe vum Fonctionnement vun der Regierung uginn, sou datt mer dat a verschiddene Weeër uginn.

Deen éischten, dat ass dee vun der Hierstellung vun engem Code de déontologie. Dee Code de déontologie mat all deene Froen, wat deontologesch Froe sinn, wäert och wahrscheinlech en anere Stellewäert kréie juristesch gesinn, well e sech kann ophänken op dem Statut vum Fonctionnaire, an deem Moment eng Explikatioun vum Statut hunn an och eng Obligatioun huet, fir musse respektéiert ze ginn, well en eng Base légale duerch de Statut ka kréien.

Do hate mer net méi spéit wéi de 6. Abrëll an der Commission de l'exécution budgétaire schonn eng länger Diskussioun iwwer e puer wesentlech Punkten, déi an dee Code de déontologie mussen drakommen.

Ech wëll Iech just soen, datt eng ganz Rei Froen och do net ganz evident sinn, well se juristesch Konsequenze kënnen hunn, déi mer ugefaangen hu mat der Chamber ze diskutéieren.

Déi zweet Aart a Weis, wéi eng Rei aner Punkte vun deem Code de bonne conduite kënnen eriwwergeholl ginn, dat ass d'Ausschaffe vu Chartes d'accueil fir déi eenzel Administratiounen. Mir mengen, datt et e Grondsockel vu Prinzipië gëtt, déi beim Accueil vu jiddwer Administratioun selbstverständlech musse respektéiert ginn, mä datt et do hannendrun och nach eng Rei Punkte gëtt, déi vun Administratioun zu Administratioun verschidde kënne sinn. Verschidden Administratiounen, well hir Instruktiounsdélaie méi kuerz sinn, kënne soen, mir äntwerten a 14 Deeg. Verschidden Administratioune mussen awer en Délai vun zwee, dräi Méint kënnen hunn.

Duerfir menge mer, datt et méi sënnvoll wär, an dat hu mer amgaang mat verschiddenen Administratiounen - et ass elo eng, déi esou wäit ass, fir fäerdeg ze ginn -, fir e Beispill vun enger Charte d'accueil hinzesetzen, wou et kloer ass, wat fir eng Rechter de Bierger huet, wat fir eng Obligatiounen d'Administratioun par rapport zum Bierger huet.

Op deenen zwee groussen Deeler, mengen ech, datt mer 90 bis 95 Punkte vun deenen eenzelnen, déi am Code vum Médiateur opgezielt sinn, kënnen op eng effikass Aart a Weis ëmsetzen, an dorëms geet et jo.

Ech soen dem Médiateur Merci fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Mir hate schonn eng Rei Diskussiounen doriwwer. Ech fannen, datt dat heiten elo e gudde Wee ass, fir dat an d'Realitéit ëmgesat ze kréien.

Dat waren déi puer Punkten, déi ech wollt nach als Prezisioun elo dobäi bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien ukomm. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.46 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

SÉANCE 49

Mercredi, 6 mai 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président: M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

- *M. Aly Jaerling*

2. 5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'un amendement), M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Amendement 1: M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

et

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et
- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission juridique (5156A): M. Laurent Mosar*
- *Rapport de la Commission juridique (4839): M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: Mme Christine Doerner, Mme Colette Flesch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Retrait du rôle de la proposition de loi N°4839: M. le Président, M. Alex Bodry*

6. 5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,
- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;
- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification
- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
- du Code du Travail

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

9. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jean-Pierre Koepp, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

10. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,
- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et
- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*

11. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

12. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung ass nach net do, also ka se eis och keng Matdeelunge maachen. Mä den Här Jaerling wëllt eis eng Matdeelung maachen. Duerfir kritt hien och elo d'Wuert.

Här Halsdorf, huet d'Regierung der Chamber...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- D'Regierung huet näischt ze vermelden, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner. Mir sinn dat an der Zwëschenzäit och gewinnt, an duerfir huet den Här Jaerling elo d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Et ass elo näischt Neies.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert!

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, d'lescht Woch hat ech eng Motioun eragereecht, fir eng Lehrentschiedegung am Secondaire technique a classique anzeféieren. Well déi hei jo ofgelehnt ginn ass a well ech awer der Meenung sinn, dass jiddweree muss déiselwecht Chancen hunn, fir këmne seng Kanner an de Secondaire ze schécken, a well an eiser Verfassung drasteet, dass den obligatoresche Primärunterrecht gratis ass, wëll ech dann hei den Artikel 23 vun eiser Verfassung esou ëmänneren, andeem dass ech draschreiwe loossen, dass och d'Instruktioun am Secondaire technique a classique an d'Formation continue sollen an Zukunft gratis sinn, fir dass all Schüler an all Elteren déiselwecht Chance hunn, fir hir Kanner kënnen an de Secondaire ze schécken.

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun där Proposition de loi, déi an déi parlamentaresch Prozedure geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum éischte Punkt vun eisem chargéierten Ordre du jour vun haut de Mëtteg an haut den Owend. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Iwwerwaachung an d'Infiltratioun duerch d'Police. Den honorabelen Här Roth ass de Rapporteur. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein an den Här Henckes.

Den Här Gilles Roth huet elo d'Wuert, fir de Rapport ze maachen.

2. 5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5588 schaaft hei am Land eng gesetzlech Rumm fir d'polizeilech Iwwerwaachung an d'verdeckt Ermëttlung. D'Noutwendegkeet, fir ze légiféréieren, drängt sech op. D'Kriminalitéit, besonnesch d'organiséiert Verbriechen, hëlt ëmmer nei Formen un. Si hält och net virun de Landesgrenze stall. Justiz a Polizei brauchen dofir ugepassten Ermëttlungsmethoden.

Polizeilech Iwwerwaachung a verdeckten Ermëttlung sinn net nei, si sinn och net onbekannt bei eis am Land. Mat dem Gesetzesprojet lafen dës Operatiounen elo net méi an engem juristesche Vakuum of. D'Iwwerwaachung an d'verdeckt Ermëttlung ginn ënnert de respektive Begréffer „Observation" an „Infiltration" an de Code d'instruction criminelle ageschriwwen. Doduerch gëtt déi néideg Rechtssécherheet geschaf.

Ee legale Kader spillt am Interessi vun der allgemenger Sécherheet. En ass awer och am Sënn vun engem wuelverstanene Schutz vun der Privatsphär an de Rechter vun dem Droit de la défense. An dësem Beräich ass d'Sich no deem richtegen Équiliber tëschent effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun de Mënscherechter vun deem eenzelne Bierger en delikaten Exercice.

Et ass dat sécherlech och d'Ursaach, firwat de Gesetzesprojet bal dräi Joer gebraucht huet, nodeems en déposéiert gouf, fir haut zur Ofstëmmung an de Plenum ze kommen. D'Commission juridique huet sech an där Zäit a ronn enger Dose Sitzunge mat dësem Gesetzesprojet ausenanergesat an den ursprëngleche Regierungstext gläich e puermol amendéiert.

De Gesetzestext, deen elo zur Ofstëmmung kënnt, gouf no enger ganzer Rei vu gutt dokumentéierten Avisë vu verschiddene Geriichtsautoritéiten an och dem Affekotebarreau zesummegestallt. De Statsrot huet a sengen dräi Avisen op ville Plaze konkret Textvirschléi gemaach.

Den Text moosst sech sécherlech net un, perfekt ze sinn. Et gouf versicht, praktesch Contraintë vun enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun de Rechter vum eenzelne Bierger ënner een Hutt ze bréngen.

Här President, an der Substanz wäert eis Gesetzgebung an dësem sensibelen Domän an Zukunft sech enk un d'Reglementatioune vun eisen Nopeschlänner ulehnen. Fir d'Iwwerwaachung ass den Text vun der belscher Gesetzgebung inspiréiert, bei der verdeckter Ermëttlung war dat franséischt Recht d'Virlag.

All dëst huet de Virdeel, dass eis Geriichter an Zweifelsfäll kënnen op d'Erfahrenswäerter an d'Rechtspriechung vun eisen Nopere zréckgräifen. Ähnlech Gesetzgebunge bedeiten och en Avantage am Kontext vun der internationaler Rechtshëllef. An der Praxis wäert dat wuel den Haaptberäich sinn, wou dës zwou Ermëttlungsmethoden zum Asaz kommen.

Här President, mat dem Gesetzesprojet gëtt déi systematesch Iwwerwaachung vu Personnen, Géigestänn, Plazen oder Evenementer reglementéiert. Eng systematesch Iwwerwaachung gëtt et an dem Gesetzesprojet an dräi Fäll:

- éischtens, wann d'Iwwerwaachung méi wéi fënnef Deeg hannerenaner dauert oder wa si méi wéi fënnef Deeg laang verdeelt op engem Mount dauert;

- zweetens, wann d'Iwwerwaachung mat sougenannten technesche Mëttele gemaach gëtt. Esou en technescht Mëttel ass en Apparat oder eng Installatioun, déi Signaler kann detektéieren, se opzeechnen, se weiderleeden, wéi zum Beispill eng Videokamera oder e Metalldetekter. Ginn dogéint Stëmme mat engem Mikro opgezeechent oder Télefoner ofgelauschtert, muss respektiv déi duerfir speziell Prozedur agehale ginn, déi am Code d'instruction criminelle fir d'Iwwerwaachung vun Telekommunikatioune virgesinn ass.

Dëst bedeit an der Praxis, dass e Fotoapparat, eng Videokamera een technescht Mëttel am Sënn vun dësem Gesetzesprojet ass, datt dat am Kader vun enger Iwwerwaachungsprozedur erlaabt ass. Wann d'Kamera awer zousätzlech een dréibare Mikro huet, da muss d'Prozedur fir d'Iwwerwaachung och nach d'Bestëmmunge vun den Télefonsécouten zousätzlech respektéieren. Dëst praktescht Beispill ënnersträicht, datt net liichtfankeg mat dem Schutz vun der Privatsphär ëmgaange ginn ass.

- Eng systematesch Iwwerwaachung am Sënn vun dem Gesetzesprojet läit schliesslech an engem drëtte Fall nach vir, wa se am Kader vun enger internationaler Rechtshëllef op Ufro aus dem Ausland oder mat Bedeelegung vun auslännesche Poliziste gemaach gëtt.

Et gëtt deemno dräi generell Fäll, wou eng Iwwerwaachung kann ugeuerdnet ginn. Et gëtt och dräi Formen, wéi eng Iwwerwaachung am Sënn vum dem Gesetzesprojet ka gemaach ginn:

- Déi éischt Form ass déi einfach Iwwerwaachung. Si ka vun dem Procureur d'État oder dem Untersuchungsriichter ordonnéiert ginn. Dës einfach Iwwerwaachung däerf da gemaach ginn, wa se am Kader vun der Ermëttlung néideg ass, well aner Ermëttlungsmoossnamen net wierksam sinn, zum Beispill wéinst der spezieller Natur vun den Tatbestänn.

- Deen zweeten Typ vun Iwwerwaachung ass déi mat Hëllef vun technesche Mëttelen. Si ka vum Procureur oder dem Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn. D'Konditioun ass heifir nees déi, dass déi normal Ermëttlungsmoossnamen net duerginn; zousätzlech mussen et schwéier Indizië ginn, dass op dem Tatbestand, deen ermëttelt sollt ginn, eng maximal Prisongsstrof vun op d'mannst engem Joer drop steet.

- Eng drëtt Form vun Iwwerwaachung ass déi mat technesche Mëttele vu private Plaze wéi d'Wunneng oder d'Aarbechtsplaz. Esou eng Iwwerwaachung kann nëmme vum Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn, wa grave Indizië bestinn, dass den Tatbestand, deen ermëttelt gëtt, mat enger Prisongsstrof vun op d'mannst véier Joer sanktionéiert gëtt. Schliesslech kann och nach de Procureur général eng einfach Iwwerwaachung oder eng Iwwerwaachung mat technesche Mëttelen unuerdnen. Dëst geet am Fall, wou eng Persoun sech der Exekutioun vun enger Strof entzunn huet.

Här President, eng Iwwerwaachung muss schréftlech ugeuerdnet ginn. Dës Décisioun muss och motivéiert sinn an eng ganz Rei vu Bestëmmungen enthalen. An der Décisioun muss zum Beispill den Numm oder d'Beschreiwung vun der Persoun, déi iwwerwaacht soll ginn, drastoen, grad wéi d'Plaz oder d'Evenementer, déi sollen iwwerwaacht ginn. D'Décisioun muss och zréckbehalen, firwat déi Iwwerwaachung gemaach gëtt, wéi se soll gemaach ginn an ob technesch Mëttele kënnen agesat ginn.

D'Autorisatioun, fir eng Iwwerwaachung ze maachen, däerf net méi laang wéi ee Mount gi ginn. All dës Mentioune musse schréftlech an der Décisioun drastoen. Wann dëst net de Fall ass, dann ass d'Iwwerwaachung ongëlteg. An engem Noutfall kann d'Entscheedung, eng Persoun iwwerwaachen ze loossen, schliesslech mëndlech geholl ginn, quitte, dass se am kierzesten Délai da muss schréftlech bestätegt ginn.

D'Iwwerwaachung gëtt am Prinzip vun engem Officier de police judiciaire ausgeféiert. Dëse Beamte muss och e schréftleche Bericht iwwer seng Missioun maachen. Eng Delegatioun un en Agent de police judiciaire, deen ënnert der Direktioun vun dësem OPJ agéiert, ass awer méiglech.

D'Iwwerwaachung, Här President, gëtt also an Zukunft ganz strikt an dem Code d'instruction criminelle geregelt. Et ass eng Ausnahmeprozedur. Si kann dann ordonnéiert ginn, wann aner Ermëttlungsmoossnamen net gräifen. Eng Iwwerwaachung kann nëmme vun der Justiz ugefrot ginn. D'technesch Mëttelen, déi bei enger Iwwerwaachung kënnen agesat ginn, si strikt an dem Gesetzesprojet geschriwwen. Och d'Décisioun, fir eng Iwwerwaachung unzeuerdnen, ënnerläit strikte Konditiounen.

Mat all deem soll séchergestallt ginn, dass d'Rechtméissegkeet vun dëser Ermëttlungsprozedur kann nogepréift ginn. Den Agréff an d'Privatsphär vun dem Bierger soll op de Minimum reduzéiert ginn, deen néideg ass fir eng effikass Verbriechensbekämpfung.

Här President, nieft der Iwwerwaachung schaaft de Gesetzesprojet eng legal Rumm fir d'verdeckt Ermëttlung. Dëst gëtt ënnert der franséischer Bezeechnung „Infiltration" an de Code d'instruction criminelle ageschriwwen. De verdeckten Ermëttler gëtt sech als en aneren aus wéi deen, deen en a Wierklechkeet ass. Hie versicht esou engem Täter méi no ze kommen, géint dee schwéier Indizië bestinn, dass en eng schwéier kriminell Handlung begaangen huet.

D'Strofdoten, bei deenen op eng verdeckt Ermëttlung kann zréckgegraff ginn, si limitativ an dem Gesetzesprojet opgelëscht. Eng verdeckt Ermëttlung ass an zwielef verschiddene Fäll méiglech. Dozou gehéieren: Ugréff géint d'Statssécherheet; den Terrorismus an d'Finanzéierung vun dem Terrorismus; de Mënschenhandel; d'Zuhälterei; d'Wäisswäsche vu Suen; Falschgeld; Bestiechung; kriminell Organisatiounen, déi am Waffeberäich, am Drogenhandel, Schutzgelderpressung täteg sinn; Schleiserbande vun Auslänner, grad wéi d'Entféierung vu Mannerjähregen.

D'Verdeckt Ermëttlung ass eng Ausnahmeprozedur. Si ennerläit ganz strikte Konditiounen. Si kann nëmme vun engem Procureur d'État oder vun engem Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn, deen da selwer d'Kontroll dovunner muss maachen. Eng verdeckt Ermëttlung kann nëmme gemaach ginn, wann aner Ermëttlungsmethoden net duerginn an d'Enquête oder d'Instruktioun dëst verlaangen.

Den Optrag vun der verdeckter Ermëttlung muss schréftlech gemaach ginn. D'Entscheedung vum Procureur d'État oder dem Untersuchungsriichter, fir op dës Ermëttlungstechnik zréckzegräifen, muss speziell motivéiert ginn. D'Tatbestänn, déi dës Prozedur rechtfertegen, mussen opgelëscht ginn, grad wéi den Numm vun dem Officier de police judiciaire, ënnert deem senger Responsabilitéit dës Moossnam geschitt. D'Dauer vun der Operatioun muss och festgeluecht ginn. Si däerf am Prinzip net méi laang wéi véier Méint sinn. Si kann awer verlängert ginn.

De verdeckten Ermëttler muss e Lëtzebuerger Officier de police judiciaire sinn. Eng verdeckt Ermëttlung kann hei am Land awer och vun engem auslänneschen Agent gemaach ginn, wann dësen a sengem Land habilitéiert ass, esou eng Ermëttlungsmesure duerchzeféieren. An dësem Fall agéiert den auslänneschen Agent ënnert der Verantwortung vun engem Lëtzebuerger Officier de police judiciaire, deen déi ganz Operatioun da koordinéiert.

De verdeckten Ermëttler kann a senger Missioun op ee falschen Numm zréckgräifen. A wann et noutwendeg ass, däerf de verdeckten Ermëttler a senger Missioun eng Rei vu Strofdote maachen, ouni dofir strofrechtlech haftbar ze sinn. Dës Stroffräiheet zielt och fir Handlungen, déi de verdeckten Ermëttler no senger Missioun muss maachen, fir sech aus der Operatioun kënnen zréckzezéien, ouni dobäi seng eege Sécherheet op d'Spill ze setzen.

Nom Oflaf vun der Missioun zielt dat da fir eng maximal Zäitspan vu véier Méint, déi eemol verlängert ka ginn. Den Officier de police judiciaire, ënnert deem senger Verantwortung d'verdeckt Ermëttlung leeft, kann eleng als Zeien iwwer seng Operatioun gehéiert ginn.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit hei vir, dass de Beschëllegten, deen duerch déi verdeckt Ermëttlung direkt belaascht gëtt, eng Géintiwwerstellung tëschent him an dem verdeckten Ermëttler kann ufroen. Bei dëser Géintiwwerstellung gëtt een technesche Dispositif agesat, fir dass de Beschëllegten oder säin Affekot de verdeckten Ermëttler als Zeie kënnen héieren an him op Distanz duerfir këmne Froe stellen, ouni dass se him begéinen.

D'Stëmm vun dem verdeckten Ermëttler gëtt technesch dann esou verännert, dass d'Identitéit vun dem verdeckten Ermëttler net opflitt. D'Froen, déi un de verdeckten Ermëttler gestallt gi bei der Géintiwwerstellung, däerfen och net zum Zweck hunn, fir dass e seng reell Identitéit muss präisginn. Alles dat ass néideg, fir de verdeckten Ermëttler ze schützen.

Dës Protektioun ass néideg, well mir bewegen eis hei am Kontext vun der Schwéierkriminalitéit. Dofir gesäit de Gesetzesprojet och ausdrécklech vir, dass deejéinegen, deen engem verdeckten Ermëttler seng Identitéit präisgëtt, dofir mat enger Prisongsstrof vu bis zu fënnef Joer belaangt ka ginn. Wann dat zur Konsequenz huet, dass de verdeckten Ermëttler bedroht gëtt, da stinn dorops bis zu zéng Joer Prisong. An der Contrepartie ass eng Veruerteelung vun engem Beschëllegten eleng opgrond vun den Aussoe vun engem Ermëttler net méiglech.

Här President, déi prinzipiell Fro, ob e verdeckten Ermëttler däerf ugehéiert ginn an ënner wat fir enge Konditiounen, ass politesch ouni Zweifel den ëmstriddenste Punkt an dësem Gesetzesprojet. Dat ass iwwregens net nëmme bei eis de Fall. Et ass dat de generelle Problem vun dem…

(Coups de cloche de la Présidence)

…Équiliber tëschent engersäits enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an dem Schutz vun der Persoun vun dem verdeckten Ermëttler, mä gradesou op där anerer Säit d'Recht vun dem Beschëllegten op e fairen a kontradiktoresch gefouerte Prozess, an dobäi ageschloss de Respekt vu senge Verteidegungsrechter.

Iwwert dëse Punkt gouf och vill an der Commission juridique diskutéiert an den Text e puermol amendéiert. Am ursprëngleche Regierungstext war den Text aus dem franséische Code de procédure pénale iwwert d'Unhéierung vum verdeckten Ermëttler iwwerholl.

De Statsrot hat heizou an engem éischten Avis am Mee 2007 eng Opposition formelle gemaach. De Statsrot huet hei wuel d'Noutwendegkeet agesinn, fir de verdeckten Ermëttler ze schützen, andeems seng reell Identitéit muss verschwiege ginn. D'Méiglechkeet fir de verdeckten Ermëttler, ënner enger falscher Identitéit auszesoen, an dass dobäi seng Stëmm géif verännert ginn, huet de Statsrot zur Meenung verleet, dass doduerch e Präzedenzfall vun Témoignage anonyme an eiser Gesetzgebung geschaf kéint ginn.

D'Commission juridique huet doropshin de Regierungstext amendéiert. Si huet sech dobäi un der belscher Gesetzgebung inspiréiert, fir d'Konfrontatioun vum Beschëllegten an dem verdeckten Ermëttler ze regelen.

An engem zweeten Avis huet de Statsrot doropshi kritiséiert, dass et net gutt wier, an esou engem sensibelen Domän Elementer vu franséischer a belscher Gesetzgebung mateneen ze verbannen. De Statsrot huet

och verschidden Inkohärenzen am Text opgelëscht.

De Procureur d'État huet och en Avis zu dem Gesetzestext gemaach. Hie bestätegt doran, dass zënter 1986 a ganzer dräi Fäll op d'verdeckt Ermëttlung hei am Land zréckgegraff gouf. Bei engem Fall wier souguer e Recours bei den Europäesche Mënschegeriichtshaff zu Stroossbuerg gemaach ginn. Dëse Recours wier awer als irrecevabel zréckgewise ginn, wat géif ënnersträichen, dass d'Lëtzebuerger Autoritéiten deemools am Aklang mat der Europäescher Mënscherechtskonventioun gehandelt hätten.

De Procureur huet och drop higewisen, dass aner EU-Memberstate Gesetzgebungen hunn, déi eng Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler virgesinn.

D'Madame Juge d'instruction directeur huet och en Avis zum Gesetzesprojet ofginn. Si verweist, dass duerch zwou UNO-Konventiounen, an zwar d'UNO-Konventioun iwwert d'Korruptioun aus dem Joer 2003 an d'UNO-Konventioun iwwert déi grenziwwerschreidend organiséiert Kriminalitéit aus dem Joer 2000, eist Land sech engagéiert huet, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir verdeckt Ermëttlunge kënnen ze maachen.

D'Chefuntersuchungsriichterin huet schliesslech geschriwwen, dass et sech bei der Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler ëm en Témoignage à statut particulier an net ëm e klasseschen Témoignage anonyme géif handelen. De Procureur général huet schliesslech a sengem Avis am Kontext vun der Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler och vun engem Témoignage à statut particulier geschwat.

De Procureur général huet eng Analys vun der Jurisprudenz vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff gemaach iwwert den Témoignage anonyme en général. Souguer den Témoignage anonyme ass deemno no Stroossbuerg net verbueden, wann d'Prozedur déi néideg Garantië fir de Schutz vun der Verteidegung gëtt. Dozou zielt eng Interventioun vun dem Riichter während dem Interrogatoire vun Zeien an eng direkt Konfrontatioun vun den Zeie mat dem Beschëllegten, och wann technesch Mëttelen agesat ginn, fir d'Anonymat vum Zeien ze garantéieren.

Schliesslech verlaangt d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg, dass den Témoignage anonyme net dat eenzegt Belaaschtungselement an dem Prozess duerstellt. De Procureur général stellt fest, dass souwuel de belsche Gesetzgeber wéi de franséische Gesetzgeber an de Joren 2003 an 2004 d'verdeckt Ermëttlung agefouert hunn. Déi zwou Législatiounen droen der Jurisprudenz vu Stroossbuerg Rechnung.

De Procureur général schléit dann och vir, fir déi franséisch Bestëmmung iwwert d'verdeckt Ermëttlung hei am Land ze iwwerhuelen. Dëst huet d'Commission juridique an enger leschter Serie vun Amendementer uganks dëst Joer gemaach. Dës goufen och eng leschte Kéier vum Conseil d'État aviséiert. De Statsrot huet keng Opposition formelle méi zum leschten Text gemaach, obschonns dee praktesch identesch mat dem ursprüngleche Regierungstext op dësem Punkt ass.

Här President, dëse ganze legislative Prozess beweist, dass d'Commission juridique et sech net einfach mat dëser däreger Fro gemaach huet. De Choix fir de franséischen Text ass opgrond vun enge sëllechen Avisen zréckbehale ginn. Et ass e pragmatesche Choix. En huet de Mérite, dass eis Geriichter sech op déi franséisch Jurisprudenz am Fall vu Schwieregkeete kënne référéieren.

Här President, opgrond vun de verschiddene Contraintë gëtt et sécherlech keng Idealléisung, fir an dësem sensibelen Domän den Équiliber tëschent effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun den Droits de la défense sécherzestellen. Mir schafen awer mat dësem Gesetzesprojet e legale Kader fir dës zwou Ermëttlungsmethoden, op déi an Ausnahmefäll zréckgegraff ka ginn. Et gëtt Rechtssécherheet geschaf. D'Commission juridique recommandéiert deemno och, mat enger Majoritéit dëse Rapport ze stëmmen an d'Gesetz deemno och. Ech gi fir mäin Deel dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Flesch ageschriwwen.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, wann ech onsen Ordre du jour kucken, da mengen ech, mir hätten elo den éischten Akt vum Festival Gilles Roth de Mëtteg.

(Hilarité)

An ech wëll onsem Kolleeg, dem Gilles Roth, villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport, deen e gemaach huet hei an engem awer wierklech ganz komplizéierte Projet, ganz ëmstriddene Projet, dee laang um Dësch louch, dee mer vill en long, en large et en diagonale an der Commission juridique diskutéiert hunn.

Et kënnt derbäi, dass den Här Roth och nach den Zuch en cours de route huet missen huelen, well au départ wor de Patrick Santer Rapporteur. An ech muss soen, a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport huet den Här Roth wierklech eng super Analys gemaach vum Projet, vun de Bestëmmungen, vun dem Hin an Hier tëschent der Commission juridique an dem Conseil d'État, vun den Iwwerleeunge vun der Commission juridique, d'Analys vun de verschiddene Rapporten an Avisen, déi hei gemaach si ginn. An ech mengen, en huet och wesentlech derzou bäigedroen, dass zu verschiddene komplizéierte Problemen effektiv Solutioune konnte fonnt ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass d'Diskussioun an der Kommissioun eng ganz offe wor an dass eng ganz Partie Suggestioune vun der Oppositioun Afloss fonnt hunn an deem Projet. An ech mengen, de Projet, esou wéi en elo virun ons läit, ass besser wéi deen, dee mer au départ haten, wéi mer mat der Diskussioun ugefaangen hunn.

Här President, ech wëll mech op e puer ganz kuerz Remarquë limitéieren, well effektiv de Rapporteur am Detail op d'Dispositioune vum Projet agaangen ass an ech mengen, et féiert zu näischt, wann ech dat elo erëm soll répétéieren.

Fir d'Alleréischt géif ech wëllen ënnersträichen, dass et mer wichteg schéngt, dass mer effektiv souwuel bei der Observatioun wéi och bei der Infiltratioun e Cadre juridique schafen.

Mir wëssen, dass an der Vergaangenheet schonn Observatiounen an Infiltratiounen, zwar wéineg, an ech kommen duerno drop zréck, duerchexercéiert gi sinn, mä dat wor an engem Vide juridique. Dat ass ni gutt. De Procureur d'État a sengem Avis, deen de Rapporteur och schonn zitéiert huet, den Här Robert Biever, sträicht ervir, dass mir am Fong dat eenzegt Land sinn an der Union européenne, wat dozou keng Gesetzgebung huet. Also, et ass scho richteg, dass mer elo hei légiféréieren.

D'Commission juridique huet bei der Observatioun sech d'accord erkläert, dass d'Observation policière, dass mer do d'Solutioun vum Seuil de la peine sollen applizéieren. Mä huet awer gemengt, dass bei der Infiltratioun ee misst eng Lëscht opstelle vun den Infraktiounen, fir déi eng Observatioun, pardon, eng Infiltration policière kann ordonnéiert ginn. Dat schéngt ons eng wichteg Saach, a mir wëllen dat, mir haten dat gefrot, a mir sinn och frou, dass dat an d'Gesetz erakomm ass.

De Rapporteur huet och drop higewisen, dass wahrscheinlech d'Modalitéite vum Unhéiere vum Agent infiltré dee Punkt ass, deen zu deene gréissten an heftegsten Diskussiounen an der Kommissioun an och bei den Instanzen, déi en Avis zu dësem Projet ofginn hunn, geféiert huet.

De Conseil d'État hat dowéinst eng Opposition formelle gemaach zum ganze Kapitel 7 vum Projet de loi. Déi Opposition formelle schéngt elo opgehuewen ze sinn. Mä nach mengen ech sinn d'Argumenter, déi de Conseil d'État ugeféiert huet, net vun der Hand ze weisen.

De Conseil de l'ordre fir säin Deel huet sech ganz kloer géint déi Modalitéiten ausgesprach vun der Auditioun vum Agent infiltré. Woufir dat? Souwuel beim Conseil d'État wéi och beim Conseil de l'ordre, well gesot gëtt, iwwert dee Biais gëtt eng Modalitéit vun Témoignage anonyme agefouert, obwuel d'Regierung gesot hat, am Zesummenhang vun engem anere Projet, dee mer och nach haut wäerten diskutéieren an deen entretemps scindéiert ginn ass a wou den Témoignage anonyme sollt geregelt ginn, wou gesot ginn ass, d'Regierung huet gesot, mir ginn net un déi Affär erun, mir leeën dat op Äis a mir kucken, wat spéider kann eng Kéier domadder geschéien.

Souwuel de Conseil d'État wéi de Conseil de l'ordre fäerten, dass duerch d'Institutioun vun deene Mechanisme vum Témoignage, wéi en hei virgesinn ass, den Témoignage anonyme ageféiert gëtt an doduerjer e Präzedenzfaktor kéint ginn.

Zu dem Témoignage anonyme wéilt ech och ervirsträichen, wat de Rapporteur gesot huet, dass no der Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme den Témoignage anonyme vun der Cour akzeptéiert ass, à condition, dass véier Elementer respektéiert ginn.

Éischtens, et däerf net deen eenzege Bewäis sinn. Den Témoignage anonyme däerf net deen eenzege Bewäis sinn. Zweetens muss e Riichter kënnen intervenéieren, fir d'Crédibilitéit vun den Témoinen ze vérifiéieren. Drëttens, d'Défense muss kënnen d'Deklaratioune vum Témoin anonyme a Fro stellen. A véiertens, et däerf keng Provocation policière am Kontext vu der Affär, déi zum Témoignage anonyme geféiert huet, stattfonnt hunn.

Ënnert deene Virzeechen huet d'Cour européenne des droits de l'Homme am Arrêt Dorsen an am Arrêt Van Mechelen gesot, kann een dat zouloossen, an d'Gesetzestexter, déi de Moment a Frankräich an a Belgien bestinn, a mir hunn ons jo fir den Text vum Artikel, deen hei proposéiert ass, inspiréiert vun der belscher Législatioun, droen deene Konditioune Rechnung. Dat ass jo och hei de Fall. An ech mengen, et misst een och kënnen ervirsträichen, dass d'Infiltratiounen eppes sinn, wat rar ass.

De Procureur d'État schreift a sengem Avis, säit '86 sinn et der zu Lëtzebuerg dräi ginn. Si si schwéier duerchzeféieren a si sinn an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ganz besonnesch schwéier duerchzeféieren, well jo jiddweree jiddweree kennt. Also musse mir mat auslänneschen Agente verfueren. A mir wëssen och, dass et net einfach ass, auslännesch Agenten ze fannen, déi sech bereet erklären, bei esou enger Infiltratioun matzemaachen.

Mir verstinn also d'Suerg vun der Polizei a vun der Instance judiciaire, déi soen, mer mussen e Moyen fannen, dass dem Témoin, dem Agent infiltré seng Anonymitéit respektéiert gëtt.

Ech mengen och, dass déi Modalitéiten, déi hei proposéiert sinn, wuel eng technesch Hürd duerstellen, mä et kann een awer net soen, dass et eng Violatioun vum Principe du contradictoire ass, wann esou verfuer gëtt. Et sinn also hei eng ganz Partie Précautioune geholl ginn.

Ech sinn en long et en large, Här President, op déi Fro agaangen, well dat mir schéngt eng vun de Kärfroen am Kontext vun dësem Gesetz ze sinn. An ech weess och, dass meng Kolleegen an der leschter Regierung de Projet de loi iwwert den Témoignage anonyme matgedroen hunn.

Nach muss ech soen, dass deen Aspect vum Projet de loi deen ass, deen ons am meeschte préoccupéiert. An deemools, wou d'Regierung gesot huet, mir leeën den Témoignage anonyme de Moment op d'Säit, froe mir ons och, ob een da soll iwwert dëse Biais en Témoignage aféieren, un statut particulier, wéi de Rapporteur gesot huet, mä deen awer beim Conseil d'État, beim Conseil de l'ordre déi gréisste Suergen ervirbruecht huet. Dat ass och d'Ursaach, Här President, fir wéinst dem Risque vu Präzedenzfall, deen dat do duerstellt, dass mir ons wäerte beim Vote vun dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng Rapporten an dësem sensible Beräich.

Dëse Projet de loi schaaft eng legal Basis fir zwee nei Instrumenter ze schafen, op déi d'Justice an d'Police kënnen zréckgräifen am Kampf géint déi organiséiert Verbriechen an den Terrorismus; et sinn dat d'Observatiouns- an d'Infiltratiounsmissiounen.

Infiltratiounsmissioune kléngt den éischte Moment abenteuerlech, mä méi wéi eng Kéier scho konnten duerch esou Aktioune schwéier kriminell Banden an Terroristen d'Handwierk geluecht ginn. Heiansdo ass et dat eenzegt effikasst Instrument fir géint déi organiséiert Verbrieche virzegoen.

Duerch dëse Projet de loi gëtt e Vide juridique aus der Welt geschaf an e kënnt engem reelle Besoin vun der Justiz an de Polizeiautoritéiten no.

An der Commission juridique ass laang un dësem Projet de loi geschafft ginn. Vill Avisen dozou louche vir. Vill Instanze sinn ugehéiert ginn, déi sech zu Wuert gemellt hunn. Vill Bemierkungen an Ureegunge si matgedeelt ginn. Domat konnt d'Kommissioun de Pro an de Contra géinteneen ofweien, ier se eng Décisioun getraff huet.

De Leitfuedem an den Iwwerleeunge war et ëmmer, fir en Équiliber ze fannen zwëschent Effikassitéit a Rechtssécherheet. Effikassitéit an deem Sënn, dass Observatiouns- an Infiltratiounsmissiounen den néidegen Handlungsspillraum mussen hunn, fir erfollegräich kënnen ofzelafen. Rechtssécherheet, op där anerer Säit, fir net ze riskéieren, dass esou Operatiounen deelweis ouni rechtlech Grondlag duerchgezu ginn.

Dat ass net einfach an net evident. Zumools bei Infiltratiounsoperatiounen, wou en Agent sech kann u kriminellen Aktioune bedeelegen, ouni sech duerfir selwer strofrechtlech schëlleg ze maachen, muss eng gewësse Rechtssécherheet bestoen.

D'Commission juridique huet duerfir eng ganz Rei Regelen opgestallt, wéini datt esou Infiltratiounsoperatiounen iwwerhaapt méiglech si respektiv wéi se mussen oflafen. Engersäits mussen all aner Ermëttlungsmoyenen épuiséiert si respektiv sech als inopérabel erweisen. Et musse seriö Indizië bestoen, wat déi konkret Infraktioune bei de Verdächtegen ubelaangt.

Anerersäits huet d'Commission juridique eng Lëscht vun zwielef Infraktiounen opgestallt, wéini datt et zu esou Infiltratioune ka kommen. Dorënner falen zum Beispill den Terrorismus, de Mënschenhandel, den Drogenhandel an d'Geldwäscherei. Dës zwou Konditioune limitéiere schonn d'Uwendungsgebitt vun Infiltratiounsmissiounen. Procureur respektiv Untersuchungsriichter mussen esou Operatiounen och speziell motivéieren an d'Faiten oplëschten, déi esou eng Operatioun rechtfertegen.

Ee vun de Punkten, dee fir am meeschten Diskussiounsstoff gesuergt huet, ass den Témoignage anonyme gewiescht vun den Agenten, déi d'Infiltratiounsoperatioun duerchféieren. De Statsrot huet duerfir ursprünglech eng Opposition formelle op deem ganze Volet Infiltratioun ageluecht, well den Témoignage anonyme a sengen Ae géint den Droit de la défense verstéisst an och géint aner Rechtsprinzipien.

Doropshin goufe verschidde prozedural Dispositioune preziséiert. Mat där exzeptioneller Solutioun, wat den Témoignage anonyme ubelaangt, kann een d'accord sinn.

Et muss ee bedenken, datt domat den Témoignage anonyme net generaliséiert gëtt. E geschitt ausnahmsweis a spezifeschen, prezis opgeluechtene Fäll, am Kader vun Infiltratiounsoperatiounen. Et dierf een net vergiessen, wéi enge Risike sech en infiltréierten Agent aussetzt, wann e seng richteg Identitéit bekannt géif ginn. Méi wéi eng Kéier si schonn am Ausland Agenten Affer vun esou Operatioune ginn.

Den Témoignage anonyme eleng geet och net duer fir den Inculpéierten ze veruerteelen. Aner Bewäiser musse bestoe fir d'Veruerteelung vun engem Ugekloten.

Wichteg ass et, dass an Zukunft dës nei Mëttele géint d'organiséiert Kriminalitéit an den Terrorismus an engem legale Kader verlafen. Dat ass am Interessi vun der Bekämpfung vun deene schwéiere Verbriechen, an d'Rechter vun der Verteidegung bleiwe garantéiert. Duerfir gi mer als Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den Här Braz huet als nächste Riedner d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt och fir déi gréng Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Roth, Merci soe fir säi Rapport, deen, wéi scho gesot, d'autant plus Mériten huet, well en en cours de route an dësen awer relativ techneschen a komplizéierten Dossier agesprongen ass.

Mat dësem Gesetz gëtt eng Gesetzeslacune combléiert. Dat kenne mer och scho vun anere Gesetzer an ähnlecher Matière. Wéi mer dat Gesetz gemaach hunn iwwert d'DNA-Datebänken, hu mer am Fong datselwecht gemaach. Och do hu mer e Gesetz wëlle schafen, fir Saachen ze legaliséieren, déi et scho gi sinn, déi et gi sinn, well se noutwendeg sinn, déi awer ouni Base légale stattfonnt hunn, a mir hu beim DNA-Gesetz, wéi mer fannen, e ganz gutt Gesetz gemaach, wat DÉI GRÉNG och konnte matdroen.

Hei geschitt datselwecht. Och hei gi mer op de Wee, enger Matière eng Base légale ze ginn, déi bis elo ouni Base légale fonctionnéiert huet. Och wann et nëmmen a rare Fäll fonctionnéiert huet, an dat soll jo am Prinzip och de Fall bleiwen.

Dat hei ass kee Gesetz, fir d'Application générale - am Sënn vun, dass et oft géif ugewannt ginn - ze ginn. Dat hei ass e Gesetz, wat soll weiderhin op rare Fäll kënnen applizéiert ginn, fir déi Verbriechen, déi et noutwendeg maachen.

Et ass och esou, dass déi Lëtzebuerger Agenten, déi fir dës Zort Interventiounen a Fro kommen, och an Zukunft wäerte rar bleiwen. Mir hunn an der Vergaangenheet schonn och op auslännesch Agenten zréckgegraff. Dat huet och domat ze dinn, dass Lëtzebuerg relativ kleng ass an dass een déi Leit, déi an dëser Matière kënnen agesat ginn, riskéiert relativ séier och ze kennen. A méi grousse Länner ass dat méi liicht. Zu Lëtzebuerg ass et mat Sécherheet net liicht, e verstoppten Agent a méi Affäre kënnen onverbrannt anzesetzen. Dat ass net liicht, esou dass mer och an dëser Matière an Zukunft weiderhi wäerten, en cas de besoin, op auslännesch Agente mussen zréckgräifen.

Et ass scho vu mengem Virriedner, dem Här Klein, gesot ginn, wat am Vierdergrond stoung. Et war engersäits d'Effikassitéit vun deene Mesures policières ze garantéieren, wa se da mussen ugewannt ginn, anerersäits Rechtssécherheet duerch déi Base légale ze schafen. Dass also jiddweree weess, op wat e sech aléisst a wat d'Konsequenze fir e kënne sinn.

Eppes Drëttes géif ech awer gären derbäihänken. Et ass och drëms gaangen, an all de Fäll d'Droits de la défense am Prinzip vum Respekt vun der Présomption d'innocence ze respektéieren. Och dat ass ee vun de Punkte gewiescht, deen an der Kommissioun, mengen ech, bei ganz villen am Kapp war, wa mer déi heite schwiereg Matière diskutéiert hunn.

Zwou Neiegkeete ginn also agefouert: engersäits d'Observatioun, anerersäits d'Infiltratioun. Fir dat eent, d'Observatioun, hu mer e Seuil de peine virgesinn, fir dat anert hu mer - bei der Infiltratioun also - eng Lëscht virgesinn. An ech wëll just eng Woch zréckkommen an de Justizminister drun erënneren, dee mer nach virun enger Woch gesot huet, e géif fannen, dass eng Liste des infractions eng schlecht Technique législative wär. Dat war an engem anere Gesetzestext.

Ech si frou, dass de Minister haut, eng Woch méi spéit, seng Zoustëmmung engem Text ka ginn als Regierung, déi ganz wuel eng Liste des infractions dran huet. Dat hei ass also e Beispill, dat weist, dass et duerchaus Matièrë gëtt, Här Minister, wou eng Liste des infractions ka Sënn maachen. Et ass also näischt, wat ee muss grondsätzlech reniéieren, wéi Der et nach virun enger Woch gemaach hutt.

Hei, mengen ech, mécht et Sënn, dass mer déi Saachen do limitativement opgelëscht hunn. Woufir? Well mer dat jo och schonn an de leschte fënnef Joer bei enger Rei anere Gesetzer haten, dass mer Mesuren an Instrumenter aféieren, déi sollen op Ausnahmefäll ugewannt ginn, wou awer an der parlamentarescher Kommissioun dee Feinschliff gemaach ginn ass, dee schlussendlech och sécherstellt, dass et effektiv begrenzt a limitéiert bleift op déi dote Fäll.

Dat ass dat, wat mer och mat dësem Gesetz an der Kommissioun gemaach hunn, an doduerch, dass mer déi Lëscht opgestallt hunn, wollte mer sécherstellen, dass déi heite Méthodes policières effektiv och nëmmen an deenen Ausnahmefäll ugewannt ginn, wou se ubruecht sinn, wou se also am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit Sënn maachen. Dass also net mat Methode geschafft gëtt fir kleng Delikter oder Verbriechen, déi eigentlech an engem Rechtsstat, wou de Prinzip vun der Proportionalitéit ëmmer soll gëllen, net dierften op der Dagesuerdnung sinn. Mir mengen, mat dësem Text, wéi mer en elo formuléiert hunn, erreeche mer dat doten Zil, dass mer also déi Méthodes policières do zur Uwendung komme loossen, wou se tatsächlech eng Plus-value géife brëngen.

Problematesch ass awer dee Volet, dee ronderëm den Témoignage anonyme oder dat Reschtstéck Témoignage anonyme bleift. Den initiale Gesetzestext war jo méi kohärent, wann och méi contestabel, mä war méi kohärent, well en huet engersäits de Prinzip vum Témoignage anonyme agefouert, an en huet och an dëser Matière dann e Recht oder eng Applikatioun dovunner drageloss. De Prinzip war jo gekläert am initialen Text, an dëst war eng vun den Applikatiounen. Dat war zumindest kohärent.

Opgrond vun enger Rei vu Kritiken ass deen ee Volet erausgeholl ginn, woubäi den Témoignage anonyme per se jo net vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff contestéiert gëtt. Dat hunn eenzel Virriedner scho gesot. Wann eng Rei Garantien do sinn, ass et rechtens, opgrond vun der Konventioun, fir och Témoignages anonymes ze maachen. Dat, wat mer elo nach am Gesetz Rescht hu vum Témoignage anonyme, ass jo am Fong d'Auditioun vum Agent infiltré, déi no enger Rei vu Kritäre muss geschéien, an dat werft eng Rei Froen op.

Och wa mir als gréng Fraktioun eis mam Témoignage anonyme net kënnen ufrënden, well et, och wann et en effikasst Instrument ass, vläicht awer och dee liichtste Wee ass, fir enger komplizéierter Kriminalitéit wëlle bäizekommen. Trotzdeem hu mer deemools der Regierung an der Commission juridique gesot, wéi se dee Volet erausgeholl huet, dass mer doriwwer wuel frou wieren, dass mer et awer géife bedaueren, dass d'Regierung sech net beméit hätt, eng Alternativ dozou ze élaboréieren.

Well et bleift, dass et eng Rei vu Crimë gëtt, notamment am Crime organisé, wou et effektiv ganz schwiereg ass, mat deenen normale Methoden zu Resultater ze kommen. De Crime organisé ass mindestens esou gutt organiséiert wéi d'Justiz a wéi d'Police. An et bleift, dass et extrem schwiereg ass, am Beräich vum Mënschenhandel, vum Waffenhandel, vum Drogenhandel an aner Formen nach e Lach an déi Mauer gebuert ze kréien, duerch dat ee kann erakucken.

D'Regierung hat jo probéiert mam Témoignage anonyme eng Äntwert ze brëngen op déi dote spezifesch Problematik. Eng Äntwert, déi mir, wéi vill anerer, net als déi richteg ugesinn hunn, mä wou mer awer nach ëmmer der Meenung sinn, dass et eng Äntwert brauch. Ech hunn de Minister deemools - dat läit jo elo schonn eng Weilchen zréck, déi Scissioun vum Projet - an der Kommissioun och opgefuerdert: Wann Der dat dote maacht - wat, mengen ech, déi meescht Leit begréisst hunn -, schafft awer eng Alternativ dozou aus. Et ass schwiereg, däers si mer eis bewosst. Mä déi Froen, op déi et eng Äntwert sollt gi mat Ärem Témoignage anonyme, sinn awer nach ëmmer gestallt, a mir brauchen nach ëmmer Äntwerten op déi dote Froe ronderëm bestëmmte Forme vum Crime organisé.

Duerfir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalen, well dat lescht Stéck Témoignage anonyme, oder dat klengt Stéck Témoignage anonyme, wat mer elo nach dran hunn, esou verständlech et och ass - well deen Agent infiltré natierlech net kann, wéi all aner Zeien, vun A bis Z considéréiert ginn -, dat fënnt awer elo op engem Hannergrond statt, deen et net méi gëtt.

De Prinzip, déi prinzipiell Fro, déi grouss Fro, déi hannendrustoung, bleift gestallt, a mir hu keng Äntwert dorop. Mir ginn elo just nach esou eng Reschtäntwert, déi am Fong keen Hannergrond méi huet. Dat ass de Grond, firwat mir als gréng Fraktioun mengen, dass d'Froen net alleguer beäntwert sinn, dass mer eis och duerfir bei där doter Fro wëllen enthalen.

Woubäi mer awer nach eng Kéier wëllen énnersträichen, dass déi Fro vun der Lutte géint de Crime organisé net vollstänneg beäntwert ass, an dass an där nächster Mandatsperiod déi nächst Regierung an déi nächst Chamber sech musse beméien, eng Alternativäntwert op den Témoignage anonyme ze ginn, ob dat ass mat Zeieschutzprogrammer oder wat et nach alles fir Instrumenter gëtt, déi och alleguerten an engem klenge Land net ganz liicht ëmzesetze sinn. Do musse mer zesummen driwwer nodenken, well déi Fro ass gestallt an d'Äntwert steet am Moment do nach ëmmer aus.

Dat gesot, stëmme mer och net géint dëse Projet, well mer mengen, dass e par ailleurs ganz kohärent ass an och vill Input vun der Kommissioun konnt geliwwert ginn, esou dass mer mengen, dass deen Text par ailleurs e gudden Text ass, mä wéinst där doter grondsätzlecher Iwwerleeung wäerte mer eis beim Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, datt, wann ee wëllt verschidde Krimineller virun d'Geriichter brëngen, da muss een heiansdo op nei Techniken zréckgräifen, fir kënnen déi Leit viru Geriicht ze brëngen. Ee vun deene Moyenen, dat ass dee vun der Infiltratioun, dat heescht wéi gesot, datt en Agent, entweder e privaten oder e Polizist, sech kann an e Réseau infiltréieren.

Wann een e puer Beispiller hei zu Lëtzebuerg kuckt, déi an der Diskussioun waren, war dat haaptsächlech um Gebitt vum Drogenhandel, wou ech aus menger beruffleche Erfahrung weess, datt eng Zivilpersoun sech an de Réseau integréiert hat, datt se do verschidden Identitéiten, falsch Identitéiten, falsch Pabeieren opgedeckt huet, an datt doduerch dann eng ganz Abberzuel vu Persoune konnt herno verhaft ginn. Woufir? Well falsch Identitéiten dohierter gelaf sinn an doduerch d'Aarbecht vun de Polizisten erschwéiert ginn ass.

Mir haten och ee Fall, deen och ganz vill an der Press diskutéiert ginn ass, dat war wéi de Responsabele vun der Police judiciaire, vum Drogendezernat vun der Police judiciaire selwer am Drogenhandel war, well en Heroin a Kokain saiséiert huet, dann awer nëmmen een Deel ofgeliwwert huet an deen aneren Deel da selwer mat déckem Profit verkaaft huet. Do ass et evident, datt et huet missen zu enger Infiltratioun kommen, wou en auslännesche Policeagent sech mat deem Offizéier do a Kontakt gesat huet, a lues a lues konnt dann dee ganze Mechanismus opgedeckt ginn.

Et ass also eng Method, déi absolut wichteg ass bei schwéierer Kriminalitéit a bei enger Kriminalitéit, wou meeschtens e puer Leit implizéiert sinn. Dat ass natierlech beim Terrorismus, dat ass beim Proxénétismus, dat ass bei der Korruptioun, beim Blanchiment, beim Kampf géint illegal Immigratioun, bei der Entféierung vu Mannerjähregen, fir nëmmen déi Beispiller ze nennen. Do gesäit een, datt et ganz schwéier Infraktioune sinn, déi duerch dëst Gesetz viséiert sinn, a wou mir och mengen, datt déi Infraktioune wierklech eng Infiltratioun kënne bedéngen an datt se do kënnen noutwendeg sinn.

Eng Fro, déi natierlech an deem Kontext ëmmer gestallt gëtt, dat ass déi, ob deen Agent, dee Polizist, dee sech esou infiltréiert, ob dee kann da verschidde kriminell Dote maachen. D'Äntwert ass ganz kloer. Als Coauteur oder als Kompliz oder och wéinst Hehlerei kënnt en theoretesch belaangt ginn. Dat ass net méiglech duerch d'Gesetz. Dat gëtt ausgeschloss, well et ass jo evident, datt en iergendwéi aktiv muss ginn.

Wat ons wichteg schéngt - an dat huet den Här Rapporteur, den Här Gilles Roth, deem ech wëll félicitéiere fir säi gudde Bericht, awer och ervirgestrach -, datt eppes net ka méiglech sinn, an dat ass, datt de Polizist selwer kënnt aktiv eng Infraktioun bei enger Persoun provozéieren. Dat ass eng wichteg Differenz, déi ee muss maachen, well bei der Infiltratioun am amerikanesche Recht esou eppes zum Beispill awer méiglech ass. Dat ass eppes, wat mir hei zu Lëtzebuerg an dëser Gesetzgebung wëllen évitéieren.

Dann ass natierlech d'Problematik vum Témoignage, vun der Zeienausso vun deem Agent an der Diskussioun. Et ginn e puer Hypotheesen, déi een do muss gesinn. Dat eent ass, datt de Polizist, deen als Agent sech infiltréiert huet, Kontakt huet mat deene Kriminellen, datt dee seng Identitéit révéléiert. Dat ass méiglech deen Ablack, wou zum Beispill alleguerten déi Leit vun engem Réseau konnte festgeholl ginn a keng weider Schwieregkeete bestinn. Deen Ablack, bien entendu, ass seng Zeienausso och absolut bindend, an déi geet eleng duer.

Wann awer elo aus Sécherheetsgrënn, well déi Persoun, deen Agent, dee sech infiltréiert huet, vläicht nach muss e puer Méint weiderschaffen, well verschidde Leit aus dem Réseau net konnte verhaft ginn, dann ass et evident, datt ee muss nach weider d'Protektioun fir deen Zeien do virgesinn. Duerfir hu mer och Verständnis dofir, datt een hei eng spezifesch Reglementatioun virgesäit, fir deen Zeien do ze schützen, andeem seng Anonymitéit, seng reell Identitéit, andeem déi verheemlecht gëtt. Dat heescht, e kënnt zum Beispill aussoen ënnert deem Numm, wou e sech infiltréiert huet, mä ouni seng reell Identitéit.

Hie kann och eng Ausso maachen doduerjer, datt een en zwar net gesäit, mä datt en awer ka vun den Affekoten an och vum Beschëllegten oder de Beschëllegte gehéiert ginn. Mä an deem Fall geet awer déi Zeienausso net duer. Et mussen zousätzlech nach aner Bewäiser ginn. An dat schéngt ons eppes ze sinn, wat wichteg ass, datt esou eng Zeienausso natierlech muss duerch aner Bewäiser erhäert ginn, datt een also do méi Rechtssécherheet huet.

Et ass also eng relativ komplex Matière, a mir mengen, datt mer et hei mat enger Situatioun ze dinn hunn, wou eng spezifesch Zeienaussoprozedur virgesinn ass, déi also näischt, oder net däerft mat engem Témoignage anonyme ze... d'Liaisoun misst gemaach ginn. Duerfir wëll ech och nach eng Kéier kloer folgend Attitüd vun der ADR aus festhalen zu dësem Projet.

Mir sinn als ADR prinzipiell géint d'anonym Zeienausso. Mir mengen, datt mer mat dësem Gesetz eng Gesetzgebung geschafen hunn, oder wëlle schafen, déi eng spezifesch Zeieprotektioun virgesäit. Mir bedaueren, datt keng generell Zeieprotektioun virgesinn ass an anere Gesetzgebungen. Dat ass eppes, wat bei ons feelt. Mir mengen awer, mir fäerten awer, mir trauen dëser Regierung net, datt se net e positive Vote zum Gesetz kënnt ausleeën als eng éischt Initiativ en faveur vun dem Témoignage anonyme. Duerfir wäerte mer ons bei dëser Gesetzgebung enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, dëst ass am Fong e Projet de loi, deen de Rechtsstat verstäerkt. E verstäerkt de Rechtsstat, well en eng Rei Aktivitéiten, déi Gott sei Dank seele stattfannen, an eng kloer Rumm setzt, datt d'Police an d'Justiz net an engem rechtsfräie Raum schaffen, mä datt ganz kloer definéiert ass, a wéi enge Situatiounen, bei wéi enge Strofdote se wat däerfe maachen. Duerfir ass dëst e Gesetz, wat positiv ass fir d'Entwécklung vun eisem Rechtsstat.

Ech sinn dem honorabelen Här Roth dankbar fir all déi Erklärungen, déi Entwécklungen, déi hien hei de Mëtteg nach eng Kéier am Detail virgestallt huet, an op déi ech dofir net brauch zréckzegoen. Dëst ass net e Gesetz, wat aus der Theorie eraus entstanen ass, mä et ass entstanen, well mer der Meenung waren, datt um Terrain bei Polizei a Justiz e Besoin wier, an datt um gesetzgeberesche Plang d'Noutwendegkeet besteet, wann e Besoin um Terrain ass, fir deem dann och e gesetzleche Kader ze ginn.

Ech hunn aus dëser Debatt vun haut am Fong just zwou Remarquen nach ze kommentéieren. Dat eent, dat ass déi Remarque, déi den Här Braz gemaach huet, datt an dësem Gesetz eng Oplëschtung vu Strofdote wier, woubäi ech mech d'lescht Woch anscheinend géint esou eng Oplëschtung ausgeschwat hätt an engem anere Kontext. Meng Meenung huet par rapport zur leschter Woch net geännert, wëll ech dem Här Braz soen.

Als Jurist, a vun engem Standpunkt vun der Technique législative, fannen ech dat nach ëmmer schlecht, well herno kritt een eis Coden net méi gelies, wann een eng Ribambelle vun Opzielungen huet. Duerfir fannen ech et besser, et hëlt een eng Strofdot an et definéiert een eng Peine, wou een d'Gravitéit vun enger Strofdot festleet, fir ze kucken - par rapport zu där Strofdot, där Gravitéit vu Strofdot -, datt een eppes ka maachen oder net.

Ech weess awer, datt dat an der Chamber anescht gesi gëtt. Ech wëll Iech just soen, datt, wann Der a 15 Joer de Code pénal liest an Der maacht iwwerall esou Oplëschtungen derbäi, da gëtt dat en totalen Duerjerneen, an et kann een dat net méi liesen an et feelen ëmmer erëm Saachen dobäi, well et komme jo och Strofdoten no. Duerfir wollt ech also dem Här Braz soen: Meng Meenung ass och haut nach, datt dat hei keng gutt Technique législative ass, mä datt et eng Äntwert ass op eng Suerg, déi d'Chamber huet, déi ech och verstinn, fir datt ee ganz kloer ofgrenzt, a wéi enge Fäll ee wat ka maachen. Mä als Jurist fannen ech et net gutt, an duerfir wäerte mer och keng esou Texter proposéieren, sollte mer der nach ze proposéiere kréien.

Dat Zweet sinn déi Remarquen iwwert déi Anonymitéit, déi dee verdeckten Ermëttler soll kréien. Wann ech richteg verstanen hunn, enthält sech d'DP aus genee där opposéierter Ursaach wéi DÉI GRÉNG zu dësem selwechte Punkt. Fir déi eng geet et ze wäit, an déi aner, nämlech DÉI GRÉNG, déi soen: Do feelt nach e Stéck vum Zeieschutz.

Ech wëll Iech hei nach eng Kéier soen, datt ech an där viregter Regierung, wou ech och Justizminister war, déi Problematik vum Zeieschutz e puermol vu Justiz- a Polizeiautoritéite virgeluecht kritt hunn a gesot hunn: Do ass e reelle Problem, wa Leit aussoen a

Fäll, wou hiert Liewen duerno a Gefor steet. An et ass duerfir, wou mer deemools déi Propositioun gemaach hunn.

Mä erënnert Iech un deen Tollé général, deen dat ginn ass, oft vu Leit, déi sech net am Detail mat konkrete Fäll auserneegesat hunn. Dorobberhin huet dës Regierung décidéiert, am Ufank wéi se komm ass, datt mer déi diesbezüglech Dispositiounen, déi dee Moment an der Chamber scho louchen, net géife weiderdreiwen. Ech soen Iech awer gradesou kloer, datt mir trotz Sichen an dëse Jore keen adequate System fonnt hunn.

Et gëtt net siwe Méiglechkeeten, fir d'Anonymitéit vu Leit, déi an enger gewëssener Situatioun eppes aussoen, kënnen ze schützen. An duerfir hu mer keng nei Propositiounen an deem Sënn gemaach, an ech gesinn och net, wéi een déi géif maachen.

Den Här Braz huet zu Recht op d'Gréisst vun eisem Land higewisen. Ech mengen, datt dat ee vun deenen Haaptproblemer ass, déi een huet. Et ass méi einfach an Amerika ee vun New York op Los Angeles ze schécken an en anere Pass an en aneren Numm ze ginn, wéi dat vun der Stad bis op Maarnech ze maachen. Duerfir mengen ech, datt mer op deem Punkt net richteg weiderkomm sinn.

Hei huele mer jo nëmmen eng ganz spezifesch Kategorie vu Leit, déi nëmmen ënner ganz exzeptionelle Situatiounen intervenéieren. Ech weisen och nach eng Kéier drop hin - mir hunn dat awer och 2003 gesot, mä dat wollt deemools keen héieren -, datt den Témoignage anonyme net als solche meng Zoustëmmung fënnt. E fënnt meng Zoustëmmung nëmmen dann, wann en ënner deenen dräi ganz strikte Konditiounen agefouert gëtt, wéi en och an der Jurisprudenz vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff festgeluecht ass, an datt een notamment och aner Preuvë brauch, datt keng Condamnatioun eleng kann op deen Témoignage opgebaut ginn, an datt och den Affekot ëmmer Méiglechkeete muss hunn, nach Froen ze stellen.

Mä nach eng Kéier, et ass net d'Intentioun vun dëser Regierung, fir an där dote Matière eng Gesetzgebung ze maachen. Mir hu kee richtegt Instrument fonnt, an duerfir hätt och am Fong kënnen d'ADR dëst Gesetz stëmmen. Well ech kann Iech soen, Här Henckes, dëser Regierung hiert Mandat leeft, esou ass dat an der Demokratie, aus, an d'Chamber kënnt nëmmen nach eng Woch zesummen. Et ass also hei net, datt dës Regierung nach kéint nei Projets de loi erabréngen, déi kënnen an dëser Legislatur gestëmmt ginn.

Ech mengen, datt dëst e Gesetz ass, wat misst déi breet Zoustëmmung vun dësem Haus kréien, well et e wichtegt Instrument ass, datt mer am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit, an datt mer an der Opklärungsquot, déi sech verbessert huet, och weider eis nach kënne verbesseren. Duerfir wëll ech déi konstruktiv Suggestiounen, och vun deenen, déi sech hei enthalen, där nächster Regierung mat op de Wee ginn. Et wäert ganz schwéier ginn, och fir eng nächst Regierung, am Zeieschutz en Instrument ze fannen, wat jiddwerengem Satisfaktioun gëtt.

Mä näischt maachen ass keng Léisung. Hei maache mer eppes, wat net e Précédent ass fir eppes aneschters, hei ass eppes kloer Limitéiertes. Mä de Problem vu schwierege Prozesser, graver Kriminalitéit, wou Zeienaussoe gemaach ginn, wou duerno d'Liewe vun deene Leit a Fro gestallt ass, bleift eng Problematik, wou ech frou wär, wann och déi nächst Chamber vläicht nach eng Kéier géif verschidden Texter zréckkucken, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn. Dat ass net den Objet vun haut. Ech hunn deemools gesot, datt ech net mordicus un deem Text festhalen. Un dësem halen ech fest, well et ass wichteg fir d'Police an d'Justiz, effikass kënnen um Terrain ze schaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dëse Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha général)

Et feelen nach zwee Voten. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5588 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner (par M. Paul Helminger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass deen iwwert d'Assistance judiciaire vu Mannerjähregen. Och hei ass den honorabelen Här Roth de Rapporteur an huet elo d'Wuert.

3. 5848 - Projet de loi portant modification : 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil ; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 5848 kritt all mannerjähregt Kand e Recht, fir an enger Geriichtsprozedur, wou et dran implizéiert ass, vum Stat en Affekot bezuelt ze kréien.

Dëst Recht zielt fir all Kand, onofhängeg vun de Verméigensverhältnisser vu sengen Elteren. De Stat bezilt d'Affekotekäschten. Hie kann awer d'Sue bei den Elteren duerno zréckfroen, virausgesat, si hunn dofir déi néideg finanziell Mëttelen.

An der Praxis gëtt d'Décisioun fir d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschte vum Bâtonnier vun den Affekote geholl. Well d'Elteren gegebenenfalls dës Käschte spéider mussen un de Stat zréckbezuelen, kréie si d'Décisioun vun dem Bâtonnier matgedeelt. Si kënne bannent zéng Deeg dergéint e Recours bei dem Conseil de discipline vun dem Affekotebarreau maachen. Ass d'Décisioun vun dem Bâtonnier rechtskräfteg, dann ass d'Enregistrementsverwaltung dofir zoustänneg, fir spéider d'Käschte bei den Elteren zréckzefroen.

Dozou eng Rei vu Prezisiounen. Éischtens: Dëse Gesetzesprojet regelt d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschte vun engem mannerjährege Kand, an net dat eigentlecht Recht op en Affekot. D'Recht op en Affekot, jo souguer d'Flicht, fir an enger Rei vu Fäll engem mannerjährege Kand en Affekot ze nennen, ass am Jugendschutzgesetz säit 1995 verankert. Et spillt bei Strofverfahre grad wéi an anere Prozeduren, all Kéiers, wann d'Interessi vun dem mannerjährege Kand dat verlaangt.

Zweetens, bis elo konnten d'Affekotekäschte vun engem Kand opgrond vun dem Affekotegesetz och schonns vun dem Stat bezuelt ginn. De Problem bestoung awer doran, dass déi sougenannten Assistance judiciaire, also d'Iwwerhuelen duerch de Stat alt ofgelehnt gouf, wann d'Elteren déi néideg finanziell Mëttelen haten. Mat dem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, huet d'Kand elo en eegestännegt Recht, fir säin Affekot vum Stat bezuelt ze kréien, an dat onofhängeg vun de Verméigensverhältnisser vun den Elteren.

Dës nei Bestëmmung gouf vun dem Statsminister an der Erklärung zur Lag vun der Natioun vum 9. Mee 2007 ugekënnegt. Si fousst derniewent och op enger Recommandatioun vun dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand.

Drëttens, d'Affekotekäschte vun dem Kand wäerte vun dem Stat gedroe ginn all Kéiers, wann et sech ëm eng Geriichtsprozedur virun den zivile Geriichter handelt. De staatlech bezuelte Rechtsbäistand spillt also net bei aussergeriichtleche Verfahren oder Verwaltungsverfahren.

De Statsrot wollt hei méi wäit goen an d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschten duerch de Stat och op aussergeriichtlech Verfahre grad wéi administrativ Prozesser ausdehnen.

D'Commission juridique huet awer op dësem Punkt um ursprüngleche Regierungstext festgehal, mat dem Argument, dass dat eegestännegt Recht fir e Kand, seng Affekotekäschte vun dem Stat bezuelt ze kréien, virun allem do muss spillen, wou d'Interesse vun dem Kand an Oppositioun stinn zu den Interesse vu sengen Elteren. Do, wou keen direkten Interessekonflikt mat den Eltere besteet, verhënnert déi bestehend Gesetzgebung net, dass d'Elteren als gesetzlech Vertrieder vun hirem Kand gegebenenfalls eng Assistance judiciaire, also ee vum Stat bezuelte Rechtsbäistand ufroen, wa si selwer dofir net déi néideg finanziell Mëttelen hunn.

Véiertens, d'Commission juridique huet op Recommandatioun vun dem Statsrot den ursprüngleche Regierungstext geännert, andeem se zréckbehalen huet, fir dass am Fall, wou de Stat dem Kand seng Affekotekäschte bezilt, béid Eltere géigeniwwer dem Stat solidaresch gehale sinn, fir dës Suen zréckzebezuelen. De Stat ka sech also souwuel un d'Mamm wéi un de Papp wennen, déi da musse fir dëst Zréckbezuelen opkommen. An deem Sënn huet och d'Commission juridique de Regierungstext amendéiert.

Här President, de Gesetzesprojet 5848 gesäit weider eng Rei vun Ännerunge vun eenzelne Bestëmmungen aus dem Code civil an dem Code de procédure civile vir. Den Artikel 388-1 aus dem Code civil gëtt an deem Sënn geännert, dass an Zukunft all Kand, wat fäeg ass, seng Meenung ze äusseren, also seng sougenannte Capacité de discernement huet, muss an enger Prozedur gehéiert ginn, all Kéiers, wann et dat freet. Bis elo konnt de Riichter dës Unhéierung oflehnen duerch eng speziell motivéiert Décisioun.

D'Unhéierung vun dem Kand muss duerch de Riichter selwer geschéien. Hie kann an Zukunft dës Unhéierung nëmme méi an Ausnahmefäll un Drëttpersounen delegéieren, wéi zum Beispill e Kannerpsycholog. D'Unhéierung duerch de Riichter selwer gëtt deemno d'Regel, an d'Unhéierung duerch eng Drëttpersoun gëtt d'Ausnahm. Wann de Riichter d'Kand net selwer héiert, muss en an Zukunft dofir eng speziell Décisioun huelen, déi am Interessi vun dem Kand motivéiert ass.

D'Recht vun dem Kand, fir ugehéiert ze ginn, huet als Géigepart och dat Recht, ofzelehnen. Dëst gëtt elo ausdrécklech an de Code civil ageschriwwen. Mä am Fall, wou e Kand net wëllt gehéiert ginn, behält de Riichter awer d'Méiglechkeet, fir iwwert dëse Refus ze befannen an d'Kand opzefuerderen, fir virun him auszesoen.

Mat dësen neie Bestëmmungen dréit eis Gesetzgebung der UNO-Kannerrechtskonventioun besser Rechnung. D'Kannerrechtskonventioun gesäit nämlech vir, dass all Kand muss an all geriichtlecher oder administrativer Prozedur, déi et betrëfft, kënne seng Meenung äusseren.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet gi weiderhin eng Rei vu Prezisiounen an de Code civil ageschriwwen, déi sécherstellen, datt all Kéiers, wou d'Interesse vun dem Kand am Konflikt sti mat deene vu senge legale Vertrieder oder Verwalter, d'Kand e sougenannten Administrateur ad hoc gestallt kritt, fir seng Interesse ze verdeedegen.

Esou Interessekonflikter kënnen an der Praxis zum Beispill bei Scheedungsfäll oder lerfschaften optrieden. Hei kritt d'Kand dann en Administrateur ad hoc genannt, wat meeschtens en Affekot ass. D'Ernennung vun dem Administrateur ad hoc kann op Ufro vun dem Kand, dem Riichter, dee mat dem Fall befaasst ass, oder duerch d'Statsanwaltschaft geschéien.

Schliesslech sträicht dëse Gesetzesprojet zwee Paragraphe vun dem Artikel 1046 aus dem neie Code de procédure civile. Dës Bestëmmungen hu bis elo d'Prozedur geregelt, wann eng Ufro vun engem Kand, fir vum Riichter gehéiert ze ginn, ofgelehnt ginn ass. Mä well dës Unhéierung vun elo un net méi kann ofgelehnt ginn, ginn déi bestehend Prozedurbestëmmungen iwwerflësseg an duerfir ofgeschaaft.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen eestëmmeg an der Commission juridique ugeholl gouf an deen der Chamber recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, och hei wéilt ech dem Rapporteur, dem Här Gilles Roth, Merci soe fir e ganz ausféierleche Rapport. Et geet also hei dorëm, de Kanner eng Assistance judiciaire ze ginn, wa se mussen a geriichtleche Prozeduren erschéngen, egal wat d'Situation de fortune vun hiren Elteren ass.

Ech muss Iech éierlech soen, meng éischt Reaktioun, wéi ech dee Projet gesinn hunn, war ze soen: Woufir sollen d'Elteren, déi d'Moyenen hunn, net dozou ugehale ginn, esou eng Assistance judiciaire ze bezuelen?

Ech hunn awer duerno Kenntnis geholl vum Avis vun der Commission spéciale Jeunesse en détresse bei dem Débat d'orientation 2003 an notamment och vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, déi d'Suerg haten, dass, wann d'Eltere géifen d'Prozedur bezuelen, d'Présomptioun vun Neutralitéit an Indépendance vum Affekot vläicht net voll a ganz gi wär. Ech hu mech dunn der Attitüd ralliéiert, déi dësem Projet zugronn läit.

Mir hunn an der Commission juridique iwwert déi do Fro diskutéiert, a mäi Kolleeg, de Xavier Bettel, hat och do suggéréiert, dass ee vläicht kéint virgesinn, dass am Arrêt, dee vum Riichter bei esou enger Affär gesprach gëtt, de Montant vun de Käschten an d'Décisioun, ob d'Eltere sollen oder net sollen d'Käschte bezuelen, kéinten agebaut ginn. Alles dat, fir ze verhënneren, dass Leit, déi am Fong kéinten esou eng Prozedur bezuelen, géife versichen, sech hirer Responsabilitéit ze entzéien.

Dat ass och net vun der Commission juridique zréckbehale ginn, a mir hunn den Text vun der Regierung akzeptéiert esou, wéi en elo virläit, an esou, wéi de Rapporteur en hei op dëser Tribün elo nach eng Kéier explizéiert huet.

Ech wär awer frou, wann de Minister ons an deem Zesummenhang kéint d'Assurance ginn, dass effektiv d'Regierung wäert derfir suergen, dass déi Bestëmmungen, déi virgesinn, dass den Enregistrement duerno ka bei den Elteren de Remboursement vun deene Frais judiciaires beantragen, dass dat och effektiv applizéiert gëtt. Ech ginn dovun aus, dass dat soll esou sinn. Cela va sans doute sans dire, mais ça va peut-être mieux en le disant.

Här President, dat Gesetz hei ass am Fong och d'Suite vun enger Partie vun internationalen an europäeschen Décisiounen, bei deenen am Intérêt vum Schutz vum Kand esou Prozedure recommandéiert si wéi dat, wat mer elo amgaang sinn hei ze maachen. Ech erwähnen an deem Zesummenhang d'Recommandatioune vum Comité des droits de l'enfant an den Nations unies. Déi Recommandatioune sinn d'Konsequenz vum Artikel 43 vun der Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Ech erwähnen de Règlement communautaire N°2201 aus dem Joer 2003. Dat sinn alles international Texter, déi an déi Richtung ginn, wéi dëst Gesetz elo Dispositiounen an onst Recht transposéiert.

Mir wäerten also als DP-Fraktioun dëse Projet stëmmen. An ech wëll nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Rapport.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci

och dem Rapporteur fir dëse Rapport. Zil vun der Politik muss et sinn, déi néideg Rahmebedéngungen ze schafen, fir dass Kanner a Jugendlecher zu selbstännegen a verantwortungsvolle Bierger eruwuesse kënnen. Eng Bildungspolitik, wou d'Kand am Mëttelpunkt steet, wou jiddwer Kand no sengen eegene Fäegkeete sech entwéckelen an entfale kann, eng sozial Familljepolitik, déi flächendeckend a gutt sozioéducativ Betreiungsstrukturen ubitt, sinn nëmmen e puer Elementer, déi an dësem Kontext eng wichteg Roll spillen an déi de Stat muss förderen.

Nieft bildungs- a sozialpoliteschen Impulser muss de Stat awer virun allem garantéieren, dass Mannerjähreger, falls se mat der Justiz a Kontakt kommen, hir Rechter och wierklech kënnen an Usproch huelen. International Konventiounen an national Gesetzestexter, déi d'Rechter vun de Mannerjährege schützen a stäerken, musse respektéiert ginn. Kannerrechter dierfen net nëmmen um Pabeier stoen, mä si mussen an der Praxis och garantéiert sinn. Dat ass leider Gottes net ëmmer de Fall.

Den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand - ORK -, dee säit 2002 besteet, mécht eng ganz gutt Aarbecht a setzt sech onermiddlech fir d'Rechter vun de Kanner an. Den ORK huet sech och am Kader vun dësem Projet de loi méi wéi eng Kéier zu Wuert gemellt. Säit Jore mécht en dorop opmierksam, dass mir hei zu Lëtzebuerg kee sougenannte Kanneraffekot hunn. Den ORK weist zu Recht dorop hin, dass d'Neutralitéit an d'Onofhängegkeet vum Affekot net d'office garantéiert sinn am Fall, wou d'Elteren d'Affekotskäschten iwwerhuelen.

Wann d'Kanner oder Jugendlecher mam Gesetz a Kontakt kommen an enger Affär, wou se direkt implizéiert sinn, do musse se d'Recht op en Affekot hunn, onofhängeg vun de finanzielle Ressourcë vun den Elteren. Dat ass ee ganz wichtege Prinzip, deen duerch dëse Gesetzesprojet an eiser Législatioun verankert gëtt. De Stat iwwerhëlt an enger éischter Phas d'Affekotekäschten, behält sech awer d'Recht vir, déi ugefale Käschte vun den Elteren zréckzefroen, falls d'finanziell Situatioun et erlaabt.

Mir hunn an der Commission juridique décidéiert, dass d'Eltere solidaresch fir d'Restitutioun vun den Affekotekäschte musse riichtstoen.

Duerch dëse Projet de loi ginn d'Rechter vun de Kanner also weider gestäerkt an ausgebaut. Sou mussen zum Beispill och d'Riichteren e Kand unhéieren, wann dat dem Wëlle vum Mineur entsprécht an hien dat och explizit beim Riichter ufreet. De Riichter ka sech net méi doriwwer ewechsetzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Domadder komme mer och enger Opfuerderung vum Comité des droits de l'enfant vun der UNO no, déi Lëtzebuerg encouragéiert, weider Efforten ze maachen, wat d'Matbestëmmungsrecht vun de Kanner ugeet esou, wéi et am Artikel 12 vun der UNO-Kannerrechtskonventioun steet.

Ech wollt op ee spezifesche Punkt kuerz agoen, dee fir méi Diskussioun gesuergt huet, an zwar d'Fro, a wat fir enge Fäll de Rechtsbäistand fir Mannerjähreger dann elo garantéiert ass, a wéini net.

De Statsrot an den ORK hunn an dësem Kontext eng ganz kloer Positioun geholl. Béid fuerderen, dass de Rechtsbäistand sech net nëmmen op Geriichtsverfahre bezitt, wou d'Kand direkt involvéiert ass. Si fuerderen, dass de Rechtsbäistand bei aussergeriichtlechen a bei geriichtleche Verfahren, wou Kanner nëmmen indirekt dovunner betraff sinn, och assuréiert soll sinn.

An der Commission juridique si mer de Fuerderunge vum Statsrot a vum ORK awer net nokomm. D'Kommissioun huet à l'unanimité décidéiert esou, wéi et am Regierungstext och virgesinn ass, et beim Rechtsbäistand fir Kanner, déi direkt an enger Justizprozedur implizéiert sinn, ze beloossen. Mir mengen, dass domadder de gréissten Deel vun de Fäll ofgedeckt ka ginn an dass d'Gesetz säin Zil och domadder erreeche wäert.

Mir sinn der Meenung, dass d'Kanner nëmmen dann de Rechtsbäistand vun engem Affekot wierklech brauche bei Prozesser, wou manifestement en Interessekonflikt tëschent dem Kand a sengen Eltere respektiv sengem Représentant légal besteet.

Wa mir de Champ d'application vun der Rechtshëllef doriwwer eraus ausdehnen, lafe mer Gefor, dass dëst Gesetz mëssbraucht gëtt fir all méiglech Prozesser, och do, wou et am Fong guer net direkt ëm d'Interesse vum Kand geet a wou d'Kand net implizéiert ass.

Näischt verhënnert, no enger gewëssener Zäit e Bilan ze zéien an d'Uwendungsgebitt vun der Rechtshëllef fir Mannerjähreger auszedehnen, wann et sech sollt als sënnvoll an noutwendeg erweisen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henckes.

(Interruption)

Jo, ech muss soen, Här Braz, Är Fraktioun ass fir kee Projet haut de Mëtteg hei geschriwwen, net fir een eenzegen.

(Interruption)

Jo, et ass keen ageschriwwen.

(Interruption)

Gutt, dann huet den Här Braz fir d'éischt d'Wuert, Här Henckes.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just ee Saz. Ech mengen, mir hunn haut eelef Projeten, an déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt de Projet, deelt alles, wat d'Virriedner gesot hunn. Ech brauch duerfir dat net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Mir soen Iech Merci, dass mer d'Wuert awer esou kuerz konnte kréien.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och meng Félicitatiounen a Remerciementer un de Rapporteur. Et ass hei e gutt Gesetz, wat mer prinzipiell och begréissen.

Ech wollt awer nach op eng Problematik agoen, déi aus dem Artikel 1 ervirgeet, wou d'Konditioune gesat ginn, ënnert deenen e Mannerjährege kann eng finanziell Hëllef fir de Remboursement vun den Affekotekäschte kréien. Do steet an deem Artikel, datt dat nure méiglech wär deen Ablack, wou eng Procédure judiciaire engagéiert, dat heescht, wou eng geriichtlech Instanz ugefouert wär.

Ech mengen awer, an ech weess och, datt den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand och schéngt där Meenung ze sinn, datt dat awer e besse restriktiv ass. An de Conseil d'État, de Statsrot, huet och mat Recht dorop higewisen, datt et, niewent den eegentlechen Instanzen, wou Elteren a Kanner viru Geriicht viru Sträit stinn, awer och Fäll gëtt, wou zum Beispill an der Médiatioun d'Méiglechkeet misst bestoen, datt deen Ablack dem Kand en Affekot ka gestallt ginn.

Et gëtt där Saachen eng etlech, an dofir wollt ech en Amendement erabréngen zu dësem Gesetzesprojet, deen déi Formuléierung iwwerhëlt, déi de Conseil d'État gemaach hat, fir justement déi Restriktioun, fir nuren Affekotekäschten a Geriichtskäschten ze rembourséieren, wann e Sträit viru Geriicht géif bestoen, datt mer dat och sollten zum Beispill op d'Médiatioun ausweiden.

Amendement

Art. 1er.- 1. Après le cinquième alinéa du paragraphe (1) est introduit un alinéa nouveau rédigé comme suit:

«Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé au mineur d'âge indépendamment de la situation de ressources des parents ou des personnes qui vivent en communauté avec le mineur.»

(s.) Jacques-Yves Henckes, Colette Flesch, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Dat schéngt mer eng positiv Ännerung ze sinn. Dofir géif ech och d'Chamber bieden, fir dat ze stëmmen. Mä à la rigueur kënne mer och mat deem ablacklechen Text liewen. Mä dat Eent wier manifestement eng Verbesserung.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ganz kuerz. Merci och hei dem Här Roth. Ech mengen, et ass e Projet, deen d'Kannerrechter zu Lëtzebuerg verstäerkt. De Statsminister huet am Numm vun der Regierung an der Erklärung zur Lag vun der Natioun am Joer 2007 dëse Projet ugekënnegt. An dat, wat ugekënnegt ass, dat huet dës Regierung och gemaach. Duerfir hu mer schnell duerno dëse Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn.

Et ass, wéi hei rappeléiert ginn ass, och eng Fuerderung, net nëmmen, mä och eng Fuerderung vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand. An et ass gutt, datt mer hei eis Gesetzgebung ausgedehnt hunn. Woubäi een nach ëmmer kann hoffen, datt de Gros vun de Problemer net virum Geriicht a mat Affekote muss geléist ginn, mä datt een dat op engem anere Wee ka maachen an datt d'Kanner net ze oft musse viru Geriichter kommen, och net mat Affekoten.

Nun ass et awer esou, datt heiansdo esou Prozesser eben an deem Sënn stattfannen. An duerfir, mengen ech, ass dat heiten eng zousätzlech Garantie, fir datt d'Kannerrechter adequat geschützt ginn.

Ech wëll der Madame Flesch méi als Budgetsminister wéi als Justizminister soen, datt et mer evident schéngt, datt mer beim Enregistrement wäerten ëmmer derfir suergen, datt déi Sue le cas échéant an deene Fäll, wou dat geet, kënnen erëm agedriwwe ginn. Duerfir ass déi Dispositioun an dësen Text gesat ginn.

Et ass net um Stat, fir dat alles ze bezuelen. Et ass um Stat, fir dat ze bezuelen, wann et anescht net fonctionnéiert, oder och fir et virzebezuelen. Duerfir wäert dat eng Dispositioun sinn, déi an där nächster Regierung besonnesch vun deenen, déi fir d'Statskeess zoustänneg wäerte sinn, muss suivéiert ginn. Mä nach ëmmer muss de Justizminister d'Prozedur déclenchéieren.

D'Gesetzer sinn do, fir ugewannt ze ginn. Hei ass e gutt Gesetz. An ech soen der Chamber Merci fir hir breet Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Plusieurs voix.- Den Amendement nach.

M. le Président.- Pardon. Jo, den Amendement fir d'éischt.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt iwwert den Amendement of vum Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wier frou, wann ech vun der Regierung kéint eng Stellungnahm kréien, well et schéngt mer awer eng nëtzlech Prezisioun ze sinn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- E läit am ronnen Dossier.

M. le Président.- Et ass alles e bëssselche séier gaangen. Här Henckes, Dir hutt et jo och däitlech exposéiert. Ech hunn dem Minister den Text zoukomme gelooss.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, jo. Här President, ech wollt just nure soen, datt dat den Text ass, deen de Conseil d'État proposéiert hat. Also, dat heescht, en ass also aviséiert. An et wier just deen Text, dee mer géifen iwwerhuelen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, et ass mir esou, wéi wann an der Kommissioun iwwert déi dote Problematik des Laangen an des Breede geschwat gi wier, net opgrond vun engem formellen Amendement, mä datt mer deen Amendement an där Form och… Ech mengen, dat war och net… Ech kann net fir d'Chamber schwätzen. Mä iwwert déi Problematik, wéi d'Assistance judiciaire soll organiséiert ginn, doriwwer ass diskutéiert ginn, an deen Text, deen hei der Commission juridique virgeluecht ass, dat ass deen Text, deen d'Zoustëmmung vun der Regierung fënnt. An deen Amendement fënnt a contrario net d'Zoustëmmung vun der Regierung.

M. le Président.- Très bien.

Sou! Mir stëmmen elo iwwert den Amendement of.

Vote

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 13 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Norbert Haupert), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir stëmmen dann iwwert dee ganze Projet de loi of, an där vun der Kommissioun a vum Rapporteur proposéierter Versioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5848 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour: den Harcèlement obsessionnel. An eng drëtte Kéier ass den Här Gilles Roth Rapporteur. Ech bieden hien, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

4. 5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir…

(Interruption)

Entschëllegt.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, bei esou vill Rapporten do kann ee sech emol eng Kéier am Text iren. Dat ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Amstand, et wier emol net opgefall.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat wier allerdéngs fir d'Chamber méi schlëmm gewiescht, net fir den Här Roth. Sou, Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Entschëllegt, ech hat dee falschen Text.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Gesetzesprojet 5907 gëtt de sougenannte Stalking zu Lëtzebuerg…

Une voix.- Aaahhh!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- …eng Strofdot. Dat Wuert „stalking" staamt aus dem englesche Juegdjargon a bedeit do esou vill wéi „onbemierkt oder heemlech sech erunzeschläichen". Op Däitsch schwätzt ee vun enger „Nachstellung"; am Franséische vun engem „Harcèlement obsessionnel".

Wéi den Titel vun dësem Gesetzesprojet et seet, ass et ënnert dem Begréff vun dem Harcèlement obsessionnel, wou d'Strofdot vum Stalking bei eis elo an de Code pénal, eist Strofgesetzbuch, ageschriwwe gëtt. Bei dem Wuert „Harcèlement obsessionnel" mag vläicht deen een oder deen anere schmunzelen. Déi Leit, déi vun engem sougenannte Stalker nogestallt kréien, sinn awer an hirer perséinlecher Fräiheet, jo souguer an hirer physescher oder psychescher Integritéit staark beanträchtegt.

D'Affer fille sech belästegt duerch fortwährend Tëlefonsuriff, E-Mailen, SMSen, Bréiwer, déi se vun dem Stalker iwwer Wochen a Méint, heiansdo Jore kréien. Den Täter scheit oft net dervun zréck, sengem Affer direkt ze begéinen, em nozegoen, et ze observéieren, Cadeauen ze schécken. A verschiddene Fäll agresséiert e säin Affer oder säi Besëtz. Dëst féiert beim Affer zu Stress an Angschtzoustänn, souguer zu Depressiounen, wat d'Affer alt derzou beweegt, seng ganz Liewensweis mussen ëmzestellen.

Här President, Statistiken aus angelsächsesche Länner, wou de Stalking als Strofdot schonn zënter 1990 besteet, hu festgestallt, dass 12% vun de betraffene Leit an hirem Liewe schonns eng Kéier Affer vun engem Stalking waren. Prinzipiell sinn all Konstellatioune vun Täter/Affer méiglech: Mann zu Fra, Fra zu Mann, Mann zu Mann respektiv Fra zu Fra.

Dräi Véierel vun den Täter sinn an der Regel Männer. 80% vun den Affer si Fraen. An der Halschent vun de Fäll hat den Täter eng fréier Bezéiung zu sengem Affer, déi an d'Bréch gaangen ass. Doriwwer eraus kënnt den Täter meeschtens aus dem perséinlechen Ëmfeld vun dem Affer: esou en Noper, en Aarbechtskolleeg, e Client. Et ass méi seelen, dass d'Affer den Täter net kennt. Hei sinn d'Affer virun allem Leit, déi an der Öffentlechkeet stinn: Sportler, Museker, Politiker, Televisiounsanimateuren.

Här President, an Amerika, England, Kanada, Australien gëtt de Stalking, wéi gesot, schonns zënter den 90er Jore strofrechtlech verfollegt. An Däitschland verbitt e Gesetz aus dem Joer 2007 dee sougenannte Phenomeen vun der „Nachstellung". An der Schwäiz an a Frankräich gëtt et keng Strofbestëmmung fir de Stalking. Esou e Behuele kann awer duerch aner Gesetzesbestëmmunge strofrechtlech belaangt ginn. An der Belsch gëtt et zënter '98 ee speziellen Artikel an dem Code pénal iwwert den Harcèlement obsessionnel.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, huet sech enk un dem belschen Text inspiréiert. De Stalking gëtt als Artikel 442bis an eist Strofgesetzbuch ageschriwwen. Déi nei Strofdot heescht Harcèlement obsessionnel. Et mécht sech demno schëlleg deejéinegen, deen duerch säi Verhalen eng aner Persoun widderhuelt bedrängt, si also harceléiert, obschonns e wousst oder hätt misse wëssen, dass dës Persoun sech staark an hirer Rou beanträchtegt fillt. Op dëser Strofdot steet eng Prisongsstrof vu 15 Deeg bis zwee Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro.

D'Strofdot vun dem Harcèlement obsessionnel, wéi se elo offiziel bei eis bei dem Code pénal heescht, ass ginn, wann zwou Konditioune festgestallt sinn: ee materiellen Tatbestand an e moraleschte Element.

De materiellen Tatbestand setzt vun dem Täter e Verhale viraus, dass en d'Affer a senger Rou, senger Privatsphär stéiert. Dësen Tatbestand ass wëllentlech wäit gefächert, fir eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Verhalen ze ëmfaassen. Den Ermiessensspillraum vun dem Tatbestand ass also grouss. Et gëtt deemno net eng konkret Handlung viséiert, mä eng Hällewull vu Behuelen. Dëst ka vu Bréiwer, Tëlefonsuriff, SMSen, E-Mailen iwwer Cadeauen, engem nospionéiere bis zu verbalen Aggressiounen oder souguer handgräiflechen Ugréff op d'Affer oder säi Besëtz goen.

Den Text gesäit awer vir, dass d'Affer widderhuelt, also de façon répétée - wéi et geschriwwe steet - muss belästegt ginn. Eng eenzel Handlung geet also net duer. Mä et muss net ëmmer déiselwescht Handlung, zum Beispill systematesch SMSe sinn. Den Text inspiréiert sech un dem däitsche Recht, wou vun enger beharrlecher Nachstellung Rieds geet.

Bei dem moraleschen Element vun der Strofdot geet et ëm d'Fro, ob den Täter wousst oder hätt misse wëssen, dass en duerch säi Verhalen dem Affer geschuet huet. Bei der Appréciatioun gëtt am konkrete Fall dann d'Referenz geholl op dat sougenannt Verhale vun engem Bon père de famille. Dat moralescht Element ass an deem Sënn wichteg, well de renge materiellen Tatbestand, wéi zum Beispill SMSe schécken oder E-Maile schécken, eleng oft duerchaus legal ass.

Schliesslech gesäit den Text vir, dass d'Strofdot nëmme ka verfollegt ginn, wann eng Plainte virläit. D'Affer vun der Strofdot muss also selwer d'Initiativ huelen, fir d'Verfolgung anzeleeden. De Parquet kann net selwer aktiv ginn. D'Ursach fir eng Plainte vun dem Affer ass déi, dass d'Verfolgung vun der Strofdot am Interessi vun dem Affer soll geschéien. Op dësem Punkt wäicht de Gesetzesvirschlag vun dem belsche Code pénal of, wou d'Poursuiten och op Initiativ vun dem Parquet kënnen ageleet ginn.

Mä wa bis eng Kéier eng Plainte déposéiert ass, kann d'Affer d'Prozedur net méi stoppen. De Parquet décidéiert dann eleng, wat mat der Affär geschitt. D'Commission juridique huet de Regierungstext an deem Sënn amendéiert, dass d'Plainte vun dem Affer selwer, sengem legale Vertrieder oder engem Ayant droit ka gemaach ginn. Den Text gëtt hei op den Artikel 10 vun dem Gesetz vun dem 11. August '82 iwwert de Schutz vun der Privatsphär alignéiert.

Et sief zum Schluss nach gesot, dass d'Commission juridique engem Virschlag vun dem Statsrot net nokomm ass, fir den Artikel 6 aus dem virgenannte Gesetz vun '82 iwwert de Schutz vun der Privatsphär ofzeschafen. Dës Bestëmmung bestrooft deejéinegen, dee wëssentlech eng Persoun mat widderhuelten Tëlefonsuriff oder anere Messagë belästegt huet.

D'Commission juridique war hei der Meenung, dass dës Gesetzesbestëmmung eng konkret Handlung bestrooft, wouriwwer de Gesetzesvirschlag iwwert den Harcèlement obsessionnel vill méi breet ass, an dass et esou zu kenge Konflikter tëschent deenen zwou Bestëmmunge ka kommen.

De Statsrot hat schliesslech nach virgeschloen, fir d'Wuert „obsessionnel" an der Iwwerschréft vun der neier Strofbestëmmung ze sträichen. D'Commission juridique ass deem net nokomm, well dës Strofdot sech kloer vun dem Harcèlement sexuel oder dem Harcèlement moral ofgrenzt. D'Commission juridique huet de Virschlag ugeholl, deen am Kader vun den Diskussioune vun dem Projet de loi gemaach gouf, nämlech et als Circonstance aggravante unzegesinn, wann den Harcèlement obsessionnel duerch en Täter geschitt, dee bei dem Affer gewunnt oder geschafft huet.

Här President, mat dem Gesetzesprojet gëtt elo eng nei Strofdot an eise Code pénal agefouert. Mir hunn also elo an eiser Gesetzgebung Bestëmmungen an dem Code du Travail an am Statsbeamtestatut, déi den Harcèlement sexuel a moral op der Aarbecht verbidden. Derniewent bestrofen zwee Gesetzer aus de Joren 2006 an 2007 den Harcèlement an allen Domäner, all Kéiers, wann e Verhale vun enger Persoun virläit, dat enger anerer Persoun hir Dignitéit blesséiert an eng verbueden Diskriminatioun duerstellt.

Här President, d'Commission juridique huet de schréftleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet eestëmmeg ugeholl a recommandéiert dëse Projet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass am Prinzip den Här Bettel agedroen, mä ech mengen, d'Madame Flesch ersetzt den Här Bettel. Dann huet d'Madame Flesch elo d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Ech probéieren den Här Bettel ze ersetzen esou gutt wéi et geet.

(Interruption)

Ech wëll hei nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soen. Ech mengen, en huet a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport alles zu deem gesot, wat muss zu dësem Gesetz gesot ginn. Ech wäert mech also dorop beschränken, den Accord vun onser Fraktioun ze ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci, déi den Här Bëttel exzellent ersat huet. Als nächst Riednerin ass dann d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech och dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht, an natierlech och säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt dann awer ufänke mat engem kuerze Réckbléck, wéi et iwwerhaapt zum Projet de loi koum.

2006 schonns, nodeems ech Chiffer aus der Belsch fonnt hat, déi dovu geschwat hunn, datt bei hinnen am Land massiv d'Zuel vun de Stalking-Affer an d'Luucht gaangen ass. Si hu vu fënnefmol méi Fäll an enger Rei vu Jore geschwat, a si hunn eigentlech nëmmen déi gezielt, déi och Plainte bei der Police gefouert hunn.

Dunn hunn ech eng Question parlementaire un de Minister gestallt, wéi et dann hei am Land mam Stalking wär. An ech krut geäntwert, datt mer keng Chifferen hätten an datt mer géife waarden, fir ze légiféréieren, wa mer géife gesinn, wat sech an eisen Nopeschlänner géif doen.

Ech hunn du méi spéit e bëssen nogehaakt, well och Däitschland légiféréiert hat mëttlerweil. Dat huet de Virriedner jo och scho gesot. Schlussendlech ass et awer dem Procureur Robert Biever ze verdanken, deen a sengem Rapport annuel 2007 eng Recommandatioun mécht, wat de Stalking ubelaangt ze légiféréieren. Am Juli d'lescht Joer gouf dunn endlech de Projet de loi hei an der Chamber deponéiert.

Dass et wichteg ass, esou e Gesetz ze hunn, dat weisen d'Chifferen, wéi zum Beispill déi aus der Belsch, déi ech jo scho kuerz ugeschnidden hunn, déi dramatesch an d'Luucht gaange sinn zënter eben dem Anti-Stalking-Gesetz. Dat kléngt elo cocasse, mä et ass net esou, datt duerch d'Gesetz et méi Delikter gëtt. Mä et ass esou, datt elo déi Betraffe wëssen: Et ass e Gesetz do an et kann eppes gemaach ginn. Et kann hinne gehollef ginn. Si ginn net einfach nëmme méi vun der Police fortgeschéckt. Si hunn also elo de Courage a si féieren och Plainte.

Ausserdeem weist ee mat esou engem Gesetz och dem Affer, datt dat, wat him geschitt, Onrecht ass, an datt et net d'Affer ass, wat schëlleg ass, well dat Gefill kréie se leider nach vill ze vill dacks vermëttelt, mä datt et den Täter ass, dee sech eppes zuschëlle komme gelooss huet.

Natierlech ass et och wichteg, datt jiddweree weess, datt esou e Behuele strofbar ass. Dat wierkt - esou hoffen zumindest d'Spezialisten zum Thema Stalking - preventiv an hält Leit dovunner of, aner Leit ze belästegen.

Wie gëtt elo zum Stalker? Also, generell kéint ee soen, datt jiddweree vun eis heibannen zum Stalker kéint ginn. Zumools, well - an de Rapporteur sot et - och nach meeschtens d'Männer et sinn, déi stalken.

(Interruption)

Ech probéieren Iech hei net ze stalken. Ech probéiere just mäin Discours zu Enn ze bréngen, wann Der erlaabt.

Dat beweisen d'Chifferen aus den eenzelne Länner, Här Jaerling, datt et meeschtens Männer sinn. Ech hunn een erausgepickt, nämlech deen aus eisem Nopeschland Däitschland. Firwat? Ma well dat kulturell net esou ënnerschiddlech ass vun eisem, an datt een eben domat kann dovunner ausgoen, datt d'Chifferen hei am Land net vill anescht sinn.

An zwar sinn no de statistesche Berechnungen an eisem Nopeschland vun aktuell gestalkte Persounen, déi bei zirka enger hallwer Millioun leien, der ëmmerhin 80% weiblech.

Wann een elo weess, datt nëmme ronn 20% an Däitschland iwwerhaapt Plainte féieren, da weess een och, wéi héich d'Donkelziffer ass. Datt déi enorm ass. An an eisem Nopeschland gi se och dovunner aus, datt 12% vun hirer Populatioun wéinstens eemol an hirem ganze Liewe gestalkt ginn.

Elo kann een natierlech driwwer diskutéieren, wou Stalking ugeet oder wat Stalking ass. Abee, e fänkt domat un, wou eng Persoun sech belästegt fillt an net méi hire gewinntene Rhythmus oder hire Liewensstil kann oprechterhalen.

Och do e puer Chiffren aus Däitschland: 73% vun den Affer veränneren hiert Verhalen am Alldag, 17% plënneren a 5% wiessele souguer d'Aarbecht.

Kommt, mir huelen einfach emol e puer Beispiller, oder och nach zwee. Eng Fra kënnt owes heem, mécht d'Luucht an d'Musek un a beweegt sech fräi an hirer Wunneng. Nodeems se elo gestalkt gëtt, mécht se, wa se heemkënnt, emol fir d'éischt d'Rolllueden erof. Se mécht och eventuell keng Musek méi un. Fir datt de Stalker net gesäit, datt se dobannen ass. Elo kann ee jo soen, datt se eigentlech vun Ufank un hätt sollen hir Rolllueden erofmaachen an datt et sech ëm eng Klengegkeet handelt. Dat ass dann och leider d'Reaktioun, déi vill Affer nach ëmmer ze héiere kréien. An et gëtt dann ebe weiderhin esou gemaach, wéi wa si schëlleg wären, an net den Täter.

Kommt, mir huelen nach en anert Beispill. Dir hutt eng Duechter, déi Duechter huet 20 Joer, geet an de Supermarché a gëtt do am Rayon ganz fein vun engem gläichaltrege Mann ugeschwat, dee freet, op se keng Loscht huet, e Kaffi mat em drénken ze goen. Är Duechter seet neen. Doropshin dee jonke Mann: Ma mir kënne jo och eng Pizza iesse goen. D'Duechter seet nach ëmmer neen, an dee jonke Mann ëmmer nach ganz fein a manéierlech: Ma da kommt, ech lueden Iech a fir e Weekend op Knokke.

Elo ass dat ganz individuell, wéi déi jonk Fra reagéiert. Gereizt, se laacht, se rëselt de Kapp oder geet einfach weider. An déi Situatioun, déi kann dann och individuell als flirte beuerteelt ginn. Deen aneren, dee seet, fir hie wär et vläicht penetrant.

Wann Är Duechter elo heemkënnt, da laacht Der vläicht gemeinsam an der Famill driwwer. Mä wat wär awer, wann den Dag drop ënnert dem Wischer vun hirem Auto eng Rous héing mat enger Kaart, wou dann dropstéing: Wëlls de nach ëmmer net mat mir Kaffi drénke goen? Den Dag drop géif et bei Iech schellen an et kéim e Cadeau un. Dann ass ee vläicht nëmme genervt oder et muss ee sech awer och froen: Wéi kënnt deen do u meng Adress? Ass dee mer nogaangen? Lauert dee mer op? Wouhier weess dee mäin Numm?

An d'Reaktioune vum Stalking-Affer, déi sinn dann och genausou individuell wéi déi Situatiounen, wou ech elo beschriwwen hunn. Kappwéi, Mowéi, Angschtstéierungen, wat awer net driwwer ewech soll täuschen, datt, laut erëm eng Kéier eisen däitschen Nopperen hir Chifferen, all fënneft Affer opgrond vu psychesche Problemer muss krankgeschriwwe ginn an datt et souguer zur Aarbechtsonfäegkeet, also zum krankheetshalber Pensionéiertgi ka kommen. An och de Suizid ass bei den Affer, leider, géif ech soen, verbreet.

Fir erëm eemol den däitschen Taux ze nennen, hei gi 24% vun den Affer wéinst gesondheetleche Problemer bei den Dokter respektiv bei en Therapeut.

Ech sot Iech virdrun, jiddwereen, och jiddweree vun eis kann zum Stalker ginn. Et ginn eng Rei Recherchë gemaach, wat den typesche Stalker eigentlech ausmécht. Mä et huet sech net vill erausfanne gelooss. Et geet een dovunner aus, datt net all Stalker psychesch oder psychologesch Problemer huet.

Nach eng Kéier Chifferen aus dem Nopeschland, déi soen, datt eigentlech nëmme 5% vun de Stalker psychesch krank sinn an nëmmen 10% bezéiungsgestéiert oder narzisstesch. Dat ass eigentlech e ganz klenge Prozentsaz vun hinnen all.

Och fir d'Affer awer gëllt, datt jiddweree ka gestalkt ginn, wann och, wéi ech schonns virdru sot, d'Chiffre weisen, datt et an der Majoritéit Frae sinn, déi gestalkt ginn, a Männer, déi stalken.

Et ass och laut allen internationale Statistiken, déi ech fonnt hunn, esou, datt et ganz oft den Expartner oder en ofgewisene Ve-

rehrer ass, dee stalkt. Op der zweeter Plaz awer, an dowéinst weist sech erëm, firwat jiddweree kann Affer ginn, sinn déi Leit, déi mat Clienten, Patienten a Kontakt kommen an ebe vun deene gestalkt ginn. Dat heescht d'Dokteren, Guichetsbeamten, Affekoten an esou weider. Nëmmen 10% kennen hire Stalker guer net. An dat ass da meeschtens de Fall, wa mer erëm an den Noriichten oder op der Tëlee héieren, datt e Politiker oder e Star belästegt ginn ass.

Mä mat deene Chifferen, déi ech Iech elo genannt hunn, do gesäit ee méi wéi däitlech, datt et bäi Wäitem net bei de Politker respektiv bei de Staren ophéiert. A souguer bei de Staren ass et net ëmmer deen, dee belästegt gëtt, deen all d'Folge vum Stalking ze droe kritt. Als Beispill de Stalker vum Jodie Foster, der Filmschauspillerin, dat war den Attentäter vum Ronald Reagan. E wollt mat der Dot där Schauspillerin imponéieren, an hei weist sech och erëm, wéi fatal et ka sinn, wann een d'Drohungen net eescht hélt. Wat an dësem Fall geschitt ass. Well den Täter seng Dot via Bréif un d'Schauspillerin am Viraus ugekënnegt hat.

Experten no drohe 34,6% vun de Stalker mat kierperlecher Gewalt an 30,4% ëmmerhi setzen hir Drohungen dann och ëm, an dat geet bis zu Mord, och hei zu Lëtzebuerg. Wann Der Iech un de Prozess ëm de Mord, deen 2006 zu Bierschbech geschitt ass, erënnert, deen Enn d'lescht Joer viru Geriicht koum, do gouf erausfonnt, datt d'Affer, dës Kéier war et e Mann, net manner wéi 400 Stalkinguriff kritt huet. Dat konnt Der an der Press noliesen, ier et iwwerhaapt zum Mord koum.

D'Amerikaner ginn dovunner aus, datt bei all fënnefte Stalkingfall och Gewalt am Spill ass. Datt een déi Drohungen also ëmmer soll eescht huelen, dorop ass d'Police hei am Land och virbereet, a si si mëttlerweil geschoult, wéi ee mat deene Situatioune soll ëmgoen.

Et ass och esou, datt, wann no deenen éischte Belästegungen e Polizist bei de Stalker heemgeet an deem seet, datt seng Dote kriminell sinn, an datt se wëssen, datt hien och déi Persoun ass, déi stalkt, eng ganz grouss Zuel vun de Stalker ophält. Allerdéngs huet sech och gewisen, datt sech des Öfteren déi Stalker ganz einfach en anert Affer sichen.

Och um Affer ass et awer vun Ufank un, eng ganz kloer an däitlech Sprooch ze schwätzen, nämlech Nee soen, soubal wéi méiglech an eben och soubal wéi néideg Hëllef sichen. Hëllef, déi wéi gesot d'Police bidde kann, mä och vill aner sozial Servicer oder och de Wäisse Rank wësse mëttlerweil, wat an esou Fäll ze maachen ass.

Virun allem well Stalking net nëmmen esou eng Iwwergangserscheinung ass, wou een unhélt, datt se no e puer Deeg oder no e puermol, datt een ugeruff huet, ophält.

Den däitschen „Weißer Ring", deen huet Statistiken, déi mat der däitscher Police och iwwereneeklappen, an déi hunn erausfonnt, datt Stalking am Duerchschnëtt 28 Méint laang unhält. Also iwwer zwee Joer, wou d'Persounen, op gutt Lëtzebuergesch gesot, emmerdéiert ginn.

Wéi gesot, Stalking ass näischt Neits, et huet just elo en Numm an d'Affer traue sech sech ze outen an Hëllef ze sichen, wa se terroriséiert respektiv belästegt ginn. Stalking kascht och net nëmmen d'Gesondheet vun den Affer, wou ech virdru jo schonn drop agaange sinn, mä et kascht och puert Geld. Laut enger Etüd an Amerika aus dem Joer 2005 hätt Stalking den US-État 1,2 Milliarden Dollar kascht duerch Krankmeldungen oder medezinesch Behandlung. Op Däitschland héichgerechent wären dat 340 Milliounen Euro. A wann et géife Chiffere fir Lëtzebuerg ginn, da wär sécherlech deen Aha-Effekt an der Bevölkerung, awer och an der Politik grouss gewiescht. Voilà.

Fazit bleift, menger Meenung no, festzehalen, datt mer hei zu Lëtzebuerg richteg leien de Mëtteg, dat Gesetz ze stëmmen, datt awer och musse fir Lëtzebuerg Chifferen op den Dësch, datt et muss Behandlungskonzepter ginn hei am Land fir de Stalker an datt et och muss eng nach méi verstäerkt Zesummenaarbecht tëschent der Police, dem Parquet, der Psychiatrie an och de psychosoziale Berodungsstelle ginn, fir datt Stalking och als Stalking erkannt gëtt, soubal wéi méiglech, an datt déi Leit och gehollef kréien, ier d'Kand am Pëtz läit.

Domat ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. An als nächste Riedner hu mer den Här Braz, dee sech agedroen huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wann ee bei dësem Projet iergendeppes ze bemängelen hätt, da wier et héchstens, dass de Projet eréischt am Laf vum Joer 2008 déposéiert ginn ass, wou aner Länner scho méi laang eng Législatioun hunn. Mir mengen awer, dass een hei sollt d'Regierung félicitéieren dofir, dass se de Projet déposéiert huet, an dass mer deen Text och esou séier duerch d'Instanze kritt hu wéi Statsrot a Chamber, well mer halen dëse Projet fir e ganz wichtegen.

D'Explikatioune vun der Madame Dall'Agnol hu kloergemaach, wéi wichteg dës Matière ass fir déi Leit, déi d'Ongléck hätten, bei esou enger Persoun ze vill Intérêt ze provozéieren. An dofir menge mer, dass et absolut utile ass, dass Lëtzebuerg elo déi dote Gesetzgebung kritt.

Deeselwechte Phenomeen féiert bei deenen enge Leit net dozou, datt se sech belästegt fillen, well et gëtt Leit, déi dat kënnen handelen, déi och déi Leit kënne konfrontéieren a se och selwer an de Grëff kréien.

Dat ass awer bei villen net de Fall, well op där anerer Säit oft eng Rücksichtslosegkeet an eng Insistenz an eng Hartnäckegkeet virfonnt gëtt, déi iergendwann eng Kéier och déi stäerksten Nerven un hir Limitë bréngt, a spéitstens vun do u gëtt deene Leit hiert Liewe carrément zur Häll. Dat däerf ënner kengen Ëmstänn toleréiert ginn an et muss och beim Stat eng Äntwert dofir ginn.

Déi Äntwert muss awer eng duebel sinn. Et muss déi Äntwert sinn, déi mer haut hei an d'Gesetz schreiwen an déi mer mat dësem Gesetz haut schafe fir Lëtzebuerg, nämlech déi, dass ee ka bei der Justiz oder bei der Police dergéint kloen. Dass een also Hëllef kritt vu policièren Instanzen an dass een Hëllef kritt vu judiciairen Instanzen.

Mir hunn awer och unhand vun den Zuelen, déi de Mëtteg duergeluecht gi sinn, jo och gesinn, dass déi Leit sech oft kennen. Et si meeschtens Männer, déi Täter sinn, et si meeschtens Fraen, déi Affer sinn. Et sinn net ëmmer Männer, déi Täter sinn, et sinn net ëmmer Fraen, déi Affer sinn. Ganz, ganz oft kennen déi Leit sech awer. An dat weist och op ongeléiste relationell Problemer hin. Dofir ass et wichteg, dass als zweet Äntwert, nieft deem, wat mer haut maachen, och tatsächlech d'Bewosstsäin bei enger ganzer Rei vun Acteure muss fir dës Problematik geschäerft ginn, fir dass et och eng aner Behandlung gëtt an en anere Suivi gëtt fir déi dote Fäll vu Problemer.

Et muss och kënne mat der Strengt vum Gesetz gehandhaabt ginn. Et muss awer och probéiert ginn, mat aneren Instrumenter dee Problem ze léisen. Deene meeschten ass gehollef, wann déi duerchschnëttlech Dauer manner wéi 28 Méint doduerch dauert, dass ee konnt geziilt deene Leit entgéinttrieden, well dat ass bei dëser Matière eigentlech de Fin mot.

An aller Regel maachen déi Leit et just mat deenen, déi sech net dergéint wieren. Si maachen et just mat deenen, déi sech et bidde loossen, déi net klipp a kloer soen: „Neen!", a sech dann och hëllefe loossen an doduerch d'Moyenë kréien, fir kloer bei dëse Leit kënne sech ze wieren.

Dëst Gesetz ass e Bäitrag do derzou. Dofir wäert och déi gréng Fraktioun mat Sécherheet dëst Gesetz stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an en etlechen europäesche Länner gëtt doriwwer diskutéiert, ob ee soll oder ob een net soll esou e Gesetz wéi dat vum Stalking oder vun den Nostellungen an déi national Gesetzgebungen abréngen.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill d'Schwäiz esou eng Debatt hat an décidéiert huet, just keng strofrechtlech Poursuitë virzegesinn, mä nuren zivilrechtlech.

Et ass och esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg net vill Statistiken hunn, fir net ze soen, datt mer guer keng hunn. Dofir muss een da kucken, wéi et am Ausland ass, d'autant plus, wou mer eng däitsch Gesetzgebung iwwerhuelen, méi oder wéineger iwwersat, richteg iwwersat, an datt mer och da sollten emol kucke goen, wéi et an Däitschland mat deem Text do steet.

Do gesäit een, datt ongeféier nuren 10% vun de Plainten, déi gemaach ginn, effektiv eng Sanktioun kréien. Dat ass absolut wéineg. Woufir ass dat? Ma well et ganz einfach ganz schwéier ass, fir de Bewäis um strofrechtleche Plang ze brénge vun deem, wat hei soll bestrooft ginn.

Eng Persoun, en Täter hätt misse wëssen, oder wosst, datt en duerch seng Aktioune géif d'Rou vun där Persoun stéieren. Domadder kann ee villes interpretéieren. Et kann een zum Beispill à l'extrême souguer fannen, datt d'Wieler an dësen Zäiten, wou se vun de Parteie ganz vill Propagandamaterial zougeschéckt kréien, Affichen a Spoten an d'Televisioun, dass richteg en Harcèlement obsessionnel vis-à-vis vum Wieler gemaach gëtt.

(Interruption)

Dat schéngt mer eng Debatt ze sinn; wann een d'Formuléierung just hei kuckt, kéint et dat doten och beinhalten.

Dofir muss ee soen, datt… Ech fäerten, datt déi Gesetzgebung hei wäert net vill zum Droe kommen. Mir hunn och dofir an der Commission juridique mat Recht drop gehalen, datt déi aner Infraktioun, déi an deeselwechte Sënn geet, dat ass déi, wann een oft Télefonsuriff oder SMSe schéckt, beispillsweis, datt dat liicht ze beweisen ass an datt een do kann deen Ablack eng Strof virgesinn. Dat besteet also nach weider an do ass dat och absolut richteg.

Mä bei deem aneren ass dat relativ komplex. An ech fäerten, datt mer mat esou Gesetzgebungen ëmmer méi strofrechtlech Saache virgesinn, datt ganz vill Plaintë kommen, datt Leit hanneno déi Plaintë maachen einfach just nure fir engem aneren ze schueden. Bref, hei schéngt och ganz vill Dénonciatioun a Plainte calomnieuse kënne virauszegesi sinn.

Mir mengen also, datt dat Gesetz hei net vill bréngt, an dofir wäerte mer ons och enthalen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Oi, oi, oi, oi, oi!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an dann ass nach den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech si frou, dass d'Madame Dall'Agnol awer zouginn huet, dass et och Männer ginn, déi harceléiert ginn. Well ech kenne nämlech och Fraen, déi kënne ganz schéi gehässeg ginn. Mä ech wëll awer soen, dass Männer an der Regel e ganz doucë Charakter hunn, bis zu deem Moment, wou se eben op déi falsch Fra falen, hä. Mä dat ass awer… Dat muss awer net onbedéngt sinn.

(Brouhaha)

Ech wëll awer bei deem Gesetz hei vläicht soen, dass mer awer mussen e bëssen oppassen, wéi wäit dass dat ka goen. Well et gëtt Leit, déi fille sech schonn harceléiert, wann ee sech zwee Deeg hannereneen am Bus niewent se setzt. Ech mengen, et gëtt och Leit, déi iwwerempfindlech sinn. Jo, wann ech mech niewent se setzen, da fille se sech souguer erdréckt, gell.

Mä ech mengen, et gëtt Leit, déi och empfindlech sinn, an et ass vläicht awer e bësse wéi den Här Henckes gesot huet, dass et awer kann zu Exzesse féieren, wou d'Geriichter mat Saache belaascht ginn, déi awer wierklech och aner Saachen ze dinn hunn.

Mä ech hunn awer eng konkret Fro un den zoustännegen Här Minister. Ech mengen, et ass lech jo net onbekannt, dass ech systematesch harceléiert gi vun engem Journalist, an elo stellt sech hei d'Fro: Fält dat dann ënnert dat Gesetz hei oder gehéiert dat zum fräie Journalismus?

Dat ass eng Fro. Ech mengen, ech hunn Iech schonn e puermol déi Fro gestallt. Dir wësst dorop keng Äntwert. Dir sot, Dir géift esou Zeitungen net liesen.

Mä fir mech ass et awer eng Fro, net nëmme fir mech, mä et si jo nach aner Leit, déi systematesch harceléiert ginn, duerch den Dreck gezu ginn, an do stellt sech elo d'Fro hei: Wéi gëtt dat gehandhaabt, wann do an deem Sënn eng Plainte kënnt opgrond vun deem Gesetz hei? Oder kann ee sech do nach als Journalist hannert der fräier Berichterstattung verstoppen? - Wat fir mech scho laang keng fräi Berichterstattung méi ass, wat dee betreffende Journalist mécht, wann et iwwerhaapt e Journalist ass. Ech géif em déi Qualifikatioun schonn hei emol direkt offiziell ofspriechen, och wann ech net dat Recht dozou hunn.

Mä ech mengen, dat ass eng Fro, an ech géif mengen, dass dat awer interessant wär, ob een déi Persoun vläicht am Kader vun dësem Gesetz kéint e bësse bremsen, fir awer Leit géint esou Harcèlementer ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ganz kuerz nëmmen. Ech mengen, fir d'Affer vum Stalking ass dat hei e Gesetz, wat sécherlech net all Problemer léist, well een de Phenomeen domadder net kann aus der Welt schafen. Mä et ass awer hoffentlech eng gutt zousätzlech Hëllef, fir datt och de Gesetzgeber der Justiz an der Police d'Instrument gëtt, fir beim Täter méi ze maachen.

Et ass jo net esou, wéi wa mer virdru guer näischt gehat hätten. Well verschidde Gesetzer, wéi iwwert de Schutz vun der Privatsphär, iwwert d'Protektioun vun der Vie privée, hunn och haut schonn Handhabe ginn. Mä dat hei ass eng méi kloer Handhab. Et ass e Phenomeen, dee mer an den 90er Joren, oder…, jo, an deene leschte Joren an de Gesetzgebungen och am Ausland spezifesch fonnt hu fir de Stalker, an dofir mengen ech ass et gutt, datt mer eis an d'Rei vun deenen europäesche rezente Gesetzesännerungen agereit hunn.

Nach eng Kéier, mengen ech, dat ginn eng Rei Dispositiounen, déi dann an der Hand si vum Parquet, fir ze kucken, wat en domadder mécht, jee no de Faiten, gradesou wéi an där Fro, déi elo grad den Här Jaerling gestallt huet. Ech mengen a priori, datt déi hei Dispositiounen net op déi vun him beschriwwe Fäll zoutreffen. Mä et ass ëmmer um Parquet ze kucken, jee no prezise Faiten, wat ënner wat fält.

Mä ech soen nach eng Kéier, datt de Schutz vum Privatliewe muss vu jiddwerengem respektéiert ginn, ënnerschiddlech no der Situatioun, an där sech eng besonnesch Persoun befënnt. Bei enger öffentlecher Persoun ass dat anescht wéi bei enger Privatpersoun, mä sécherlech ka keen engem säi Liewe fundamental duerch en ëmmer erëm widderhuelend Comportement onméiglech maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ass d'Zil vun dëser Gesetzgebung géint de Stalking. Duerfir och d'Iwwerschréft vum Harcèlement obsessionnel. Ech weess, datt dat och net am Text steet, mä fir ze weisen, datt dat eppes ass, wat een op eng kontinuéierlech, dérangeant Aart a Weis muss maachen. Ech mengen et wier gutt, wa mer fir d'Affer vum Stalking dës zousätzlech Handhab an eis Gesetzgebung, also an eise Code pénal géifen aschreiwen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5907. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5907[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht.

De Projet de loi 5907 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5907 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Christine Doerner), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner

et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Wëllt nach ee virdru seng Abstentioun begrënnen? Neen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 5156A souwéi zur Proposition de loi 4839 iwwert den Droit des victimes d'infractions pénales. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Doerner, d'Madame Flesch, den Här Henckes an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Duerno kënnt den Auteur vun der Proposition de loi, den Här Alex Bodry.

5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et

- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°5156A

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, «dans la plupart des cultures on est coupable d'être une victime». Dëst Zitat vum Boris Cyrulnik aus dem Courrier vun der UNESCO vum November 2001 beschreift eigentlech op eng androcksvoll Manéier d'Astellung vun der Gesellschaft vis-à-vis vun den Affer.

Et ass dann och d'politesch Volontéit, fir genau géint déi Astellung virzegoen, déi d'Affer culpabiliséiert anstatt ze encadréieren, déi zu der Kaderdécisioun vun 2001 vun der EU-Kommissioun an zu enger Rei vun Affer-schutzgesetzgebungen an eisen Nopeschlänner gefouert huet. Och hei zu Lëtzebuerg huet et laang gedauert, ier et zu engem Projet de loi komm ass, deen a sech eigentlech zréckgeet op d'Regierungserklärung vun der viregter Regierung vum August 1999.

No där Regierungserklärung ass eigentlech net vill geschitt, bis dann eise Kolleeg Alex Bodry am Joer 2001 seng Gesetzesproposition deponéiert huet, an de Statsminister a senger Erklärung zur Lag vun der Natioun vun 2001 e Gesetzesprojet an Aussiicht gestallt huet, deen dann och 2003 deponéiert ginn ass. Haut, zéng Joer no där éischter Regierungserklärung a sechs Joer nodeem de Projet de loi deponéiert ginn ass, hunn ech dann elo de Plëséier, Iech mäi Rapport zu deem Projet de loi ze maachen.

Ech wëll dann aleedend zwou allgemeng Observatioune maachen, ier ech zum Projet selwer kommen. Éischtens, als Rapporteur fannen ech et net normal, datt e Projet de loi sech sechs Joer an der parlamentarescher Prozedur befënnt, ier en da schlussendlech zur Diskussioun an zur Ofstëmmung an de Plenum kënnt. Sécherlech gëtt et eng Rei vu plausiblen Erklärungen, firwat et bis haut gedauert huet, ier dëse wichtege Gesellschaftsprojet endlech zur Diskussioun kënnt.

Eng vun deenen Erklärungen ass sécherlech déi gewiescht, datt besonnesch de Statsrot Problemer mat dem Volet Zeieschutz hat. Duerfir kann ech allerdéngs net novollzéien, datt, nodeem d'Regierung décidéiert hat, dëse Volet aus dem Projet erauszehuelen, et dann nach méi wéi dräi Joer gedauert huet, ier de Statsrot schlussendlech säin Avis zu dësem ofgespecktene Projet ginn huet. Duerch dës fir mech onakzeptabel Retarden um Niveau vun der parlamentarescher Aarbecht konnten an deene leschte Jore vill Affer vun deem fir si eminent wichtege Gesetz leider net profitéieren.

Zweet Observatioun, Här President: Dëse Projet de loi ass och a senger ofgespecktener Versioun nach op vill Widdersproch an Oppositioun, net nëmme beim Statsrot, mä och um Niveau vun der Magistratur gestouss. Och wann eng ganz Rei vu Kritiken, déi souwuel aus de Kreesser vun der Magistratur wéi vum Statsrot virbruecht gi sinn, sécherlech berechtegt sinn, esou huet een dach d'Impressioun, datt dëse Projet eigentlech a grousse Kreesser vun der Magistratur zumindest net gewënscht ass. Dëst bedaueren ech, well et jo eigentlech an dësem Projet nëmmen drëm geet, dem Affer eng Rei vu Rechter zouzegestoen, déi bis elo dem Täter virbehale sinn, ausser d'Affer huet sech da Partie civile constituéiert.

Ech wëll och heizou an Erënnerung ruffen, datt et an eisen direkten Nopeschlänner schonn zënter enger Rei vu Joren en Affer-schutzgesetz gëtt, esou datt mir an dësem Beräich relativ hannendrun hänken. Et ass och fir déi zoustänneg Kommissioun a fir mech besonnesch wichteg gewiescht, datt mat dësem Gesetz an Zukunft all Affer e regelrechte Statut kritt, wat jo ee vun deene Punkte war, dee staark contestéiert ginn ass an deene virgenanntenen Avisen.

Heibäi geet et virun allem ëm eng moralesch Unerkennung vum Affer, dat bis elo oft d'Gefill hat, datt dem Täter seng Rechter besser geschützt wiere wéi seng eegen. An ech wëll hei den Auteur Michel Reinette zitéieren, dee gesot huet: «Quand on est victime, on a toujours l'impression d'être coupable.» Dëst Zitat beschreift op eng einfach awer andrénglech Aart a Weis, wéi ganz vill Affer sech no enger Strofdot, déi un hinne begaange ginn ass, fillen.

Mir haten an der zoustänneger Kommissioun eng Entrevue mat deene concernéierten Associatiounen an hire Vertrieder, an déi hunn eis nach eng Kéier bestätegt, wéi wichteg esou eng moralesch Unerkennung fir d'Affer ass. Unerkennung, déi him erlaabt, dat Verbriechen a seng Konsequenze fir seng Persoun besser ze verschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zum Projet selwer kommen, erlaabt mer awer nach ganz schnell e puer Mercië lasszeginn. Fir d'Alleréischt natierlech un d'Kolleeginnen a Kolleegen aus der zoustänneger Justizkommissioun, déi op eng äusserst konstruktiv Aart a Weis un dësem Projet matdiskutéiert a geschafft hunn, awer och ganz besonnesch un den Auteur vun der Gesetzespropositioun, de Kolleeg Alex Bodry. Derniewent wëll ech awer och de Sekretär vun eiser Kommissioun net vergiessen, de Laurent Besch, deen zesumme mat der Mataarbechterin vun der CSV-Fraktioun, der Madame Rangan, eng formidabel Aarbecht geleescht huet. An de Merci wëll ech natierlech och d'Mataarbechterinne vum Justizministère mat aschléissen.

Wat fir mech awer déi gréisste Satisfaktioun ass bei dësem Projet, ass, datt e wahrscheinlech herno wäert eestëmmeg vun dësem Haus gestëmmt ginn, an dat trotz deenen deelweis äusserst kriteschen Avisen, vun deenen ech virdru geschwat hunn. Ech wëll mech a mengen Ausféierungen op déi wesentlech Punkte vun dësem Projet beschränken. Fir den Detail verweisen ech wéi ëmmer op mäi schréftleche Rapport.

Ufänke wëll ech, andeem ech nach eng Kéier drun erënneren, datt nom Avis vum Statsrot d'Kommissioun décidéiert huet, de Projet de loi nach eng Kéier an zwee ze splécken: deen éischten Deel, dee mer haut diskutéieren, de Volet Afferschutz, an dann deen zweeten Deel iwwert den Zeieschutz, deen an engem separate Projet an der nächster Legislaturperiod wäert diskutéiert an dann och hoffentlech gestëmmt wäert ginn.

Wa mer eis an der zoustänneger Kommissioun fir dëse Schrëtt entscheed hunn, ass dat haaptsächlech aus der Iwwerleeung eraus gewiescht, op jidde Fall dee fir eis wichtegste Volet vum Projet, nämlech den Afferschutz, nach an dëser Legislaturperiod gestëmmt ze kréien. Wa mer net esou verfuer wieren, hätte mer iwwerhaapt kee Projet de loi méi gestëmmt, well ganz besonnesch am Volet Zeieschutz de Statsrot eng ganz Rei vu formellen Oppositioune soulevéiert hat, iwwert déi mer eis net esou einfach hätte kënnen ewechsetzen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier ënnersträichen, datt op enger Rei vun Dispositiounen, an ech mengen, datt ech och do am Numm vun alle Kolleegen aus der Kommissioun schwätzen, mer léiwer e Schrëtt méi wäit gaange wieren, wéi dat an der Endversioun elo de Fall ass. Allerdéngs hätt dat da bedeit, datt mer dëse Projet net méi, oder zumindest net definitiv méi hätte kënnen an dëser Legislaturperiod stëmmen. Mä well awer esou vill positiv Elementer am Interessi vun den Affer sech am Projet erëmfannen, ware mer eis eigentlech alleguerten eens, fir e bësselche Waasser an eise Wäin ze schëdden, an ech muss och agestoen, datt de Projet insgesamt doduerch sécherlech net méi schlecht, mä au contraire vläicht och méi kohärent ginn ass.

Déi zwee wesentlech Punkten, wou mer déi heftegst Ausenanersetzunge mam Statsrot haten, sinn op där enger Säit de Statut vum Affer, an dann d'Méiglechkeet, e Recours géint Klassementsdécisioune vum Parquet anzeleeën. Ech hunn et aleedend scho gesot gehat, mir hunn am Projet de Statut vum Affer zréckbehalen a mir hunn eis a sech heifir net op de Regierungstext, mä op déi belsch Législatioun, déi sougenannten „loi Franchimont" baséiert, déi schonn 1998 an der Belsch agefouert ginn ass an déi eigentlech dozou geféiert huet, datt d'Procédure pénale souwuel um Niveau vun der Informatioun wéi der Instruktioun wesentlech verbessert ginn ass.

Mat dësem Gesetz gëtt also de Statut vum Affer consacréiert, dat heescht, datt d'Affer als solches unerkannt gëtt. Domat ginn natierlech dann automatesch d'Konsequenze vun enger Infraktioun op d'physesch a psychesch Gesondheet vum Affer och unerkannt. De Statut vum Affer unerkennen, heescht awer och, d'Affer an de Mëttelpunkt vun enger Prise en charge stellen, op déi et e Recht huet. E Recht, dat op där enger Säit dorop erausleeft, datt et a senger Affär gehéiert gëtt a gläichzäiteg informéiert gëtt iwwert déi Suiten, déi de Parquet senger Plainte wäert ginn.

An Zukunft wäert et also esou sinn, datt all Mënsch, deen iergendwéi e Schued erlidden huet duerch eng Strofdot, den Afferstatut accordéiert kritt. Et geet duer, wann d'Affer eng Plainte an deem Sënn déposéiert. Dës Plainte ka vum Affer selwer oder vu sengem Affekot gemaach ginn.

Ech wëll och heizou ënnersträichen, datt mer duerch déi Unerkennung vum Statut eis och der europäescher Législatioun elo upassen, déi jo scho säit enger Rei vu Joren déi doten Evolutioun anticipéiert huet, dat och ënnert dem Drock vun deene villen Associatiounen, déi sech d'Verdeedegung vun de Rechter vun den Affer op de Fändel geschriwwen hunn.

Wat sinn elo déi Rechter, déi an Zukunft am Gesetz verankert ginn?

Fir d'éischt huet d'Affer d'Recht fir iwwerhaapt emol gewuer ze ginn, wat mat senger Plainte geschitt, wat bis elo jo net de Fall war, ausser d'Affer huet sech Partie civile constituéiert. An deem Kontext ass awer déi gréissten Neierung déi, datt an Zukunft d'Klassementsdécisioun muss motivéiert ginn an och d'Affer heiriwwer muss informéiert ginn. Ech sinn iwwerzeegt, datt dëst e wesentleche Fortschrëtt am Interessi vun der Verdeedegung vun de Rechter vun den Affer ass, well bis elo jo dës Affer weder gewuer gi sinn, wat mat hirer Plainte geschitt ass, nach iwwert d'Motiver vun enger Klassementsdécisioun ënnerriicht gi sinn.

Mir haten eng länger Diskussioun heiriwwer an der Kommissioun, mä mir waren eis eigentlech alleguerten eens, datt déi Décisiounen e Minimum vu Motivatioun missten hunn, och wann dat sécherlech mat zousätzlecher Aarbecht fir de Parquet wäert verbonne sinn. Fir mech ass awer d'Obligatioun, fir an Zukunft d'Klassementsdécisiounen ze motivéieren, ee vun den Häerzstécker vun dësem Projet. Doriwwer eraus wollte mer eng Rekursméiglechkeet géint déi Klassementsdécisioun vum Affer virgesinn. Allerdéngs huet op dësem Punkt de Statsrot seng formell Oppositioun net zréckgezunn, esou datt, wa mer bei eisem ursprünglechen Text bliwwe wieren, et net méi zu engem definitive Vote an dëser Legislaturperiod komm wier, wéi ech och scho virdru gesot hunn.

Mir hunn eis also dofir entscheed, fir déi Kompromisspropositioun vum Statsrot unzehuelen, déi dann elo virgesäit, datt d'Affer kann am Fall vun engem Klassement vu senger Affär sech un de Procureur général wenden, fir datt dee selwer de Procureur uweist, op d'Klassementsdécisioun le cas échéant zréckzekommen an d'Affär virunzeféieren. Dëst ass also eng Zort vu Recours gracieux, déi d'Affer an Zukunft wäert géint déi Klassementsdécisiounen hunn.

Dëst ass sécherlech net dat, wat mer eis eigentlech alleguerte virgestallt haten. Nach ass et awer eng wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun. Ech wëll heizou allerdéngs betounen, datt elo schonn de Code d'instruction criminelle d'Méiglechkeet virgesäit, datt en Affer, iwwert de Wee vun enger Citation directe, ka säin Täter virum Strofgeriicht belaangen, an un där Prozedur gëtt jo och duerch dëst Gesetz a sech näischt geännert.

Dëse Punkt ass wahrscheinlech deen ëmstriddenste vum Projet de loi gewiescht, an ech kann Iech versécheren, Här President, datt mer eis et an der Kommissioun net einfach gemaach hunn. Fir eis ass et absolut virrangeg gewiescht, fir nach onbedéngt en definitiivt Gesetz virum Enn vun dëser Legislaturperiod ze stëmmen, an duerfir si mer dann och schlussendlech mat der Textpropositioun vum Statsrot averstane gewiescht.

Derniewent gesäit de Projet dann och vir, datt d'Affer an Zukunft d'Recht huet, verschidden Dokumenter iwwermëttelt ze kréien, an hei natierlech an éischter Linn d'Kopie vu senger Plainte. Och op dësem Punkt hate mer länger Diskussiounen, manner iwwert de Prinzip, wéi iwwert d'Ausféierungsbestëmmungen, well mer an der Kommissioun eigentlech der Meenung waren, d'Affer misst den Dag selwer, wou et seng Plainte formuléiert huet, och heivunner eng Kopie kréien.

Ganz besonnesch de Parquet hat awer Bedenken, well en der Meenung ass, datt dëst a verschiddene Situatioune schwiereg wier, ganz besonnesch, wann déi Plainte net um Parquet oder um Policebüro selwer gemaach gëtt, mä zum Beispill direkt op der Plaz, wou d'Strofdot passéiert ass. Fir dëse Bedenke Rechnung ze droen, hu mer dann awer d'Méiglechkeet vun enger Derogatioun virgesinn, awer nëmmen dann, wann déi materiell Situatioun et net erlaabt, kann de Parquet och d'Kopie vun der Plainte eréischt e puer Deeg méi spéit un d'Affer verschécken.

Niewent dem Recht, direkt eng Kopie vu senger Plainte ze kréien, muss och an Zukunft d'Affer direkt iwwer seng Rechter an d'Méiglechkeeten, déi et huet, vun deenen zoustännege Servicer, souwuel um Niveau vun der Police wéi vum Parquet, informéiert ginn. D'Affer huet d'Méiglechkeet, sech direkt eng Assistance judiciaire unzefroen, an et huet, wann et kenger vun deenen zu Lëtzebuerg geschwatene Sprooche mächteg ass, och d'Recht op en Interpret.

All dës Rechter schénge mer komplett an der Logik vum Afferschutz ze leien, wann ee weess, datt elo schonn am Kader vum Code d'instruction criminelle den Täter genau déi dote Rechter huet. Och bei dëser Neierung sinn ech mer bewosst, datt do vill an zousätzlech Aarbecht, besonnesch op eis Policebeamten, wäert zoukommen. Ech géif dofir en Appel un de Justizminister riichten, fir esou schnell wéi méiglech nom Akraaftriede vum Gesetz déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Formatioun vun deene Polizisten ze verbesseren, déi an Zukunft

d'Plaintë vun den Affer mussen entgéinthuelen. An deem Kontext stellt sech dann natierlech och d'Fro, ob déi Servicer um Niveau vun den Effektiver net missten opgestockt ginn.

En anere wichtege Punkt, Här President, ass deen, datt d'Europäesch Mënscherechtskommissioun an hiren Dispositioune virgesäit, datt all Mënsch d'Recht huet, datt säi Prozess an engem räsonnabelen Délai kann iwwert d'Bühn goen. Duerfir gesäit dann och dëse Projet vir, datt de Procureur an Zukunft dem Agent oder dem Officier de police judiciaire kann Délaie fixéieren, an deene si hir Enquêtë mussen ausféieren. Dësen Délai kann dann och, wann et sech sollt als noutwendeg erausstellen, verlängert ginn.

Derbäi kënnt, datt an Zukunft den Untersuchungsriichter, wann e sech an der Onméiglechkeet befënnt, fir selwer all Acte d'instruction ze maachen, dëst och kann iwwer eng Commission rogatoire un d'Officiers de police judiciaire viruginn, déi da selwer dës Akte mussen exekutéieren. Och dëst ass eng Moossnam, déi sécherlech zur Accélératioun vun de Prozedure féiert.

Wann ech bei de Prozedure sinn, dann erlaabt mer och nach derbäizefügen, datt an Zukunft bei Mannerjähregen a ganz spezielle Strofdote wéi Entféierung, Prostitutioun, sexuell Aggressiounen dëse Mannerjähregen hir Ausso kann enregistréiert ginn. Dësen Enregistrement wäert dann och d'Regel ginn, mat der Ausnahm, datt et net zu esou enger Opnahm kënnt, wann de Mannerjähregen oder säi legale Vertrieder dëst express refuséiert.

Här President, ech wëll dann nach op zwou lescht Neierungen agoen, déi dësen Text festschreift. Fir d'éischt, datt déi Persoun, déi Affer vun engem Verbriechen an Zukunft gëtt, wou den Täter entweder onbekannt bleift oder insolvabel ass, kann an Zukunft entschiedegt gi vum Stat bis zu engem Plaffong vun 125.000 Euro. Bis elo war dëse Plaffong op 65.000 Euro festgeluecht, sou datt et hei praktesch zu enger Verduebelung kënnt.

Lescht wesentlech Neierung ass déi, datt bei verschiddene Verbrieche géint Mannerjähreger d'Verjährungsfrist eréischt ufänkt ze lafe vun der Groussjähregkeet vum Affer u respektiv, wann d'Affer géif duerch déi Strofdot verstierwen, vum Dag vu sengem Doud un.

Et ass nämlech gewosst, datt ganz besonnesch bei sexuellen Aggressiounen u Mannerjähregen dës Affer déi Dot am Ufank net ëmmer wëllen zur Kenntnis huelen an eréischt oft vill méi spéit gewëllt sinn, eng Plainte ze maachen, a ganz oft eréischt, wa se groussjähreg sinn.

Duerfir si mir och der Iwwerzeegung, datt dëst eng wichteg Neierung am Interessi ganz besonnesch vu Mannerjähregen ass.

Här President, wat elo d'Akraafttriede vum Gesetz betrëfft, si mer der Suggestioun vum Statsrot entgéintkomm, fir deene verschiddenen Administratiounen um Niveau vun der Justiz an der Police genuch Zäit ze ginn, fir datt se sech och kënne mat deenen neien Dispositioune vertraut maachen, sou datt dat Gesetz eréischt wäert deen nächsten 1. Januar a Kraaft trieden.

Dat gesot, si mir eis awer an der Kommissioun eens, datt elo esou schnell wéi méiglech de Justizministère soll eng Informatiounsbroschür ausschaffen, déi op eng méiglechst einfach Aart a Weis de Leit dobaussen erkläert, wat an Zukunft hir Rechter sinn, wa se Affer vun engem Verbrieche ginn.

Dëst Gesetz ass nämlech eent, wat all Bierger kann direkt oder indirekt betreffen, well jiddwereen am Laf vu sengem Liewen eng Kéier Affer vun enger Strofdot ka ginn. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt jiddweree weess, wat an Zukunft seng Rechter sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, kommen ech och schonn zu menger Konklusioun. Dëse Projet de loi setzt eist Land net nëmmen op de leschte Stand vun der europäescher Législatioun a puncto Afferschutz, mä mat dësem Gesetz kritt dann an Zukunft all Affer eng Rei vu Rechter, déi virdru just dem Täter virbehale waren, wann d'Affer sech net selwer Partie civile constituéiert huet.

Och wann dëse Projet sécherlech net perfekt ass an deem engen oder anere vun eis op deem engen oder deem anere Punkt net honnert Prozent Satisfaktioun gëtt, esou stellt en dach e wesentlechen a fundamentale Schrëtt a Richtung vun der Verbesserung vun de Rechter vun den Affer duer.

Mat der Ofstëmmung iwwert dëse Projet ass allerdéngs d'Missioun vun der Chamber nach net zu Enn, mä déi nächst Chamber muss sech nach mat deem anere Volet vum Projet befaassen, nämlech dem Zeieschutz a ganz besonnesch der Problematik vun anonymen Zeienaussoen.

D'Diskussioun iwwert dëse Volet wäert sécherlech méi komplizéiert a méi hefteg ginn, well et hei ëm de Respekt vun zwee wesentleche Prinzipië geet: dem Schutz vum Zeien, ganz besonnesch, wat seng physesch Sécherheet ugeet; op där anerer Säit awer och d'Recht vun der Verteidegung, mat allen Zeien direkt konfrontéiert ze ginn a se och kënnen direkt ze befroen. Fir hei den Équiliber tëschent zwee fundamentale Rechter ze fannen, wäert sécherlech net einfach ginn. Nach sinn ech awer iwwerzeegt, datt déi nächst juristesch Kommissioun et och an dësem quokelegen Dossier wäert fäerdeg bréngen, eng exzellent legislativ Aarbecht ofzeleeën.

Ganz zum Schluss, Här President, erlaabt mer dann awer och nach, e Merci ze soen un all déi Associatiounen, déi sech elo säit Joren, wann net Jorzéngte fir den Afferschutz op all sengen Niveauen asetzen an ouni deenen hiert Engagement et wahrscheinlech net zu dësem Gesetzesprojet komm wär, an ouni deenen hiren alldeeglechen Asaz vill Affer et nach vill méi schwéier hätten, sech Gehéier ze verschafen.

Ech géif dann och ofschléisse mat engem Zitat vum Charles Issaoui, deen am Columbia Forum 1970 folgend Feststellung gemaach huet: «La plupart des gens attendent d'avoir mal aux dents pour aller chez le dentiste. La plupart des sociétés attendent d'être dérangées par les victimes pour entreprendre des efforts.»

Wann dann haut schlussendlech e Gesetz iwwert den Afferschutz gestëmmt gëtt, ass dat net nëmmen, mä dach zu engem groussen Deel de Mérite vun all deene Leit, déi sech iwwer Jore fir e seriöe Statut vum Affer an eiser Gesellschaft agesat hunn an déi ëmmer erëm d'Politik virun hir Verantwortung an dësem Dossier gesat hunn.

Ech géif dann och wënschen, datt dëse Projet déi Unanimitéit an dësem Haus kritt, déi sech an der Kommissioun ugekënnegt huet, a géif Iech dofir am Viraus e grousse Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Da kënnt den Auteur vun der Proposition de loi 4839, den honorabelen Här Bodry, un d'Rei. Här Bodry, wann ech gelift.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi N°4839

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng seele Satisfaktioun als Deputéierten, dass een däerf bei engem ofschléissende Vote zu engem Gesetzestext als Auteur vun enger Proposition de loi och seng Propos nach eng Kéier virstellen. Dat ass an deem heite Fall méiglech, well gutt Deeler vun den Iddien, déi a menger Proposition de loi dra waren, hei iwwerholl gi sinn och an der Regierungspropositioun an och Nidderschlag fannen an deem definitiven Text, deen d'Kommissioun hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung proposéiert huet.

Déi Gesetzespropositioun iwwert d'Verbesserung vun de Rechter vun den Affer hunn ech viru knapp aacht Joer hei an der Chamber deponéiert gehat. Si hat sengerzäit dräi Ziler: éischtens, d'Verbesserung vum Accueil a vun den Hëllefe fir d'Affer; zweetens, den Zougank zu de Strofdossieren an d'Informatioune vun den Affer iwwert de Verlaf vun enger Instruktioun, an drëttens d'Verbesserung vun der Entschiedegung vu gewëssen Affer.

Ausgangspunkt vu menger deemoleger parlamentarescher Initiativ vun 2001 war eigentlech d'Feststellung, dass an de Lëtzebuerger Strofprozessregelen de Geschiedegten, d'Affer eigentlech nëmmen ongenügend berücksichtegt gëtt. D'Affer huet bis dato zu Lëtzebuerg keen eegentlech rechtleche Statut. Eis Prozessregele sinn eigentlech op d'Uklo an op de verdächtegten Täter ausgeriicht. Dem Affer gëtt, mat der Ausnahm vum Fall, wou et zu enger Constitution de partie civile kënnt, wéineg prozedural Beuechtung geschenkt.

Dat gëllt virun allem fir den Zougank zum Dossier. E festgeschriwwent Recht op Informatioun besteet bis dato net fir en Affer hei zu Lëtzebuerg, och wann et awer eng Praxis gëtt vum Parquet, fir gewëssen Informatiounen och un aner Parteie weiderzereechen.

Schonn an enger Motioun vum 11. Mee 2000 hat d'Chamber opgrond vun enger Interpellatioun, déi ech deemools gemaach hat iwwert d'Justice pénale, eestëmmeg d'Regierung opgefuerdert, fir eng Verbesserung vun der rechtlecher Stellung vun de Victimen duerchzeféieren. A wéi annerhalleft Joer no där Motioun do déi viregt Regierung nach ëmmer kee Projet de loi deponéiert hat, hunn ech selwer d'Initiativ geholl a probéiert, esou en Text an déi legislativ Prozedur eranzeginn.

Ech hu mech haaptsächlech inspiréiert gehat um belsche Gesetz vum 12. Mäerz 1988, der sougenannter „loi Franchimont", wéi och vun eenzelne franséischen a Schwäizer Texter, déi alleguerten am Virfeld schonn d'Rechter vun den Affer eropgesat haten.

Meng Proposition de loi huet sech also haaptsächlech dorop ausgeriicht, fir de Code d'instruction criminelle ofzeännere respektiv fir punktuell Ofännerungen um Code pénal respektiv um Gesetz vum 12. Mäerz 1984 iwwert d'Entschiedegung vu verschidden Affer ze maachen.

Déi viregt Regierung haut 20 Méint méi spéit no mengem Dépôt, also am Mee 2003, hire Gesetzesprojet zum selwechten Thema an der Chamber erabruecht. E Gesetzesprojet, deen natierlech méi breet ausgeriicht war wéi meng Proposition de loi, wou awer d'Zilsetzunge ganz ähnlech waren.

Et war awer esou, dass deemools d'Regierung relativ schnell schonn huet missen een Deel vun hirem ursprüngleche Projet oftrennen. Dat war deen Deel iwwert d'anonym Zeienaussoen, wou opgrond vun de relativ heftege Reaktioune vun der Politik, mä haaptsächlech awer och aus dem Justizmilieu décidéiert gi war vum Justizminister, fir deen dote Projet lasszetrennen, fir dass kann deen aneren, deen iwwert den Afferschutz, eigentlech zügeg virugoen.

Et ass awer net zügeg virugaangen. Dat war dann do net méi d'Schold vun enger Regierung, dat war och net d'Schold vun der Chamber, déi sech ëmmer erëm fir deen dote Projet interesséiert huet, mä de Grond louch u sech haaptsächlech un negative Reaktioune vu ganz ville Justizorganer, déi hir Avisen zu Proposition de loi a Projet de loi eragereecht hunn.

Och de Statsrot huet sech, wahrscheinlech opgrond vun där negativer Grondhaltung vum Justizapparat - wann ech dat däerf esou soen -, zu eenzelnen Neierungen, déi proposéiert waren, ganz, ganz vill Zäit gelooss, ier en da schlussendlech en Avis virgeluecht huet - en Avis, deen och da ganz kritesch zu eenzelnen Aspekter vun der Proposition de loi respektiv vum Projet de loi war.

D'Aarbechten an der Kommissioun, dat wëll ech betounen - dat gëllt fir praktesch sämtlech Projeten, déi mer an dëser Period an der juristescher Kommissioun duerchgaangen hunn -, hu mer am Fong virgeholl mat deem néidege Seriö, awer och mam Wëllen, fir virunzekommen an och praktesch en Text herno ze hunn, deen och ka schnell ëmgesat ginn, deen also och wierklech praticabel ass an der praktescher Auswäertung.

Lëtzebuerg - dat wëll ech soen - betrëtt hei kee juristescht Neiland. Et gëtt eng ganz Partie vu Länner, déi scho méi laang deen dote Schrëtt gemaach hunn, dee mer elo maachen an deen eigentlech och keng Revolutioun duerstellt, well et Iddië sinn, déi och an enger ganzer Rei vun internationalen Texter verankert gi sinn, Texter op där enger Säit vum Conseil de l'Europe, wou et eng ganz Rëtsch vun Texter gëtt, Recommandatioune gëtt, Resolutioune gëtt vum Europarot zu deemselwechten Thema, awer och eng Kaderdécisioun vum Europäesche Conseil vum 15. Mäerz 2001 iwwert de Statut vun den Affer bei Strofverfahren.

Ech hätt mer perséinlech gewënscht, dass mer op deem engen oder anere Punkt hätte kënnen e Schrëtt méi wäit goe wéi dat, wat mer schlussendlech gemeinsam festgehale hunn. Mä dat hätt sécherlech zu gréissere Komplikatiounen an de Prozedure gefouert an dat hätt et onméiglech gemaach, dass mer elo en Text nach virun Ofschloss vun dëser Mandatsperiod an der Chamber hei hätte kënnen definitiv diskutéieren an och ofstëmmen.

Duerfir och d'Erkenntnis, dass et besser ass, vläicht e bësse manner wäit ze goen, mä dofir awer méi schnell virunzekommen.

Et ass awer och ganz kloer, dass fir mech selwer an och fir meng Partei dat Gesetz hei kee Schlussstréch zitt ënner eng legislativ Entwécklung, wat den Afferschutz ugeet. Och am Ausland geet déi Entwécklung steg weider. A se geet ëmmer erëm a Richtung, fir de Geschiedegte vu Strofdote méi Rechter zouzegestoen am Virfeld an och während engem Prozess an och nom Prozess. Dat ass e Volet, iwwert deen een och nach eng Kéier muss hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun féieren.

Dëst Gesetz leet eng Rei vu minimale Regele vir, déi awer, wann ee se zesummenhëlt, duerchaus engem regelrechte Statut vum Affer gläichkommen. Mä et ass richteg, et ass de wesentleche Punkt, d'Affer kritt ewell d'Recht, fir iwwer all décisiv Etappe vun enger Strofinstruktioun informéiert ze ginn.

Et ass awer diskutabel, ob een dat dote Recht net hätt sollen och op d'Uerteel selwer ausdehnen. Zu Lëtzebuerg ass elo net virgesinn, och an deem heiten Text, dass een zum Beispill automatesch eng Kopie vum Uerteel zougestallt kritt, wou ee selwer als Geschiedegte mat an deem Dossier implizéiert war. Och ass net virgesinn, dass de Geschiedegten an iergendenger Form mat implizéiert ass herno an de Strofvollzuch. Et gëtt Länner, déi deen dote Schratt scho gemaach hunn, déi do méi wäit gaange sinn. Do sollt ee vläicht nach eng Kéier kucken, wéi an der Praxis an deene Länner d'Erfahrunge ware mat esou Systemer, an dann iwerleeën, ob een net och an enger zweeter Phas eng Ausweitung vun de Rechter vun de Geschiedegten, vun den Affer an deenen eenzelne Strofdossieren nach ka virhuelen.

Op jidde Fall mengen ech, dass déi nächst Regierung gutt berode wär, nach eng Kéier op méi rezent international Texter ze kucken, wéi eng Recommandatioun a Resolutioun aus dem Joer 2006 vum Europarot an deem doten Domän, deem de Regierungsrot och nach net Rechung gedroen huet, well deen Text hei ass schonn 2003 an der Chamber deponéiert ginn. Do sinn nach eng Rei vun zousätzlechen Ouverturen ugedeit, déi ee ka maachen, fir nach eng Kéier dat Statut vum Geschiedegten nach méi staark ze maachen, wéi dat elo schonn duerch déi heiten Texter geschitt.

Ech wollt och nach e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge maachen. Ëm wat geet et eigentlech bei deem Afferstatut?

Ech mengen, et geet dorëm, fir en duebelt Zil ze erreechen. Op där enger Säit geet et ëm de Schutz vum Affer, op där anerer Säit awer och ëm d'Bedeelegung, ëm d'Participatioun vum Affer an engem Dossier, deen hien direkt eppes ugeet, well hien deen direkt Geschiedegten ass vun enger Strofdot.

Et ass natierlech net einfach, international eng Harmoniséierung vun deene Regelen ze kréien, well et völleg verschidde Strofsystemer gëtt, Rechtssystemer gëtt an Europa, déi zum Deel inkompatibel sinn ee mat deem aneren. Duerfir wäert ëmmer an deem heiten Domän eng relativ large Marge d'appréciation bestoen an deenen eenzelne Staten. An déi Marge, déi eis als Lëtzebuerger Stat, als Lëtzebuerger Chamber zousteet an deem dote Beräich, sollte mer och an deenen nächste Jore weider notzen.

Mir hunn dovunner ofgesinn, obwuel dat och ëmmer erëm gefrot gëtt, och an der Doctrine gefrot gëtt, fir eng legal Definitioun vum Affer ze maachen. An der Belsch ass dat gemaach ginn. A Frankräich gëtt et och esou an der Introduktioun vum Code d'instruction criminelle de Versuch vun enger Definitioun. Mir hunn dat si gelooss opgrond vun Awänn, déi och de Statsrot op deem dote Punkt gemaach huet. Sou dass zu Lëtzebuerg nach ëmmer sech hei op d'Jurisprudenz ka referéiert ginn, déi awer natierlech no an no och esou eng Definitioun vun där Notioun erausgeschafft huet.

Déi Fro, déi sech awer sécherlech wäert stellen, op déi mer och mussen eng Äntwert fannen - an aus där Fro do, oder villméi aus där Äntwert ergi sech eng Rei vu Konsequenzen, wat den Afferstatut ugeet -, ass déi Fro, ob d'Erëmguttmaachung sech ausschliesslech op eng finanziell Entschiedegung beschränkt oder ob net och d'Verueerteelung vum Täter een Deel vun där Erëmguttmaachung fir d'Affer ass.

An der klassescher Theorie, wéi se och sech haut an eise Regelen erëmspillt, gëllt nëmmen dat eent. Et ass u sech net d'Affer, wat an iergendenger Form matzeschwätzen huet an der Verfolgung vun enger Strofdot, déi ugesi gëtt ausschliesslech als Atteinte à l'ordre public, an net als eng Atteinte à des intérêts privés.

Et gëtt awer Länner, déi deen dote Schratt gemaach hunn an déi am Fong d'Erëmguttmaachung och gesinn deelweis als eng Fro,

déi och mat der Veruerteelung vum Täter ze doen huet. Doraus ergi sech natierlech eng Rei vu Konsequenzen, wat herno d'Rechter vum Geschiedegte sinn, wat eng pénal Instruktioun ugeet.

Déi Iddi, dass d'Affer och méi eng aktiv Roll soll spillen, dass mer a Richtung Ausgläich tëschent Affer an Täter musse kommen, dat ass am Fong och erëmgespigelt an der Iddi vun der Médiatioun. D'Médiatioun ass jo de Versuch, fir déi zwou Parteie beieneenzebréngen, fir en Ausgläich an iergendenger Form och ze fannen tëschent deenen zwou Parteien. Hei huet also schonn d'Affer vill méi eng aktiv Roll, wéi dat an engem klassesche Strofprozess oder bei klassesche Strofprozessregelen de Fall ass. Dat ass eigentlech eng gutt Saach. A mir mengen, et sollt een an deem dote Sënn och nach weider Iwwerleeungen an Zukunft ustellen.

Et ass awer scho positiv, sécherlech, och wann d'Affer net beim Strofmooss direkt awierkt an och am Strofvollzuch eigentlech bis elo guer keng Roll zu Lëtzebuerg huet, dass awer kloergestallt ass, dass d'Geriicht bei der Festleeung vun der Strof schonn d'Situatioun vum Affer kuckt a schonn och muss kucken, dass d'Entschiedegung vum Affer e wichtege Punkt ass, dass dee gekuckt gëtt. An och bei der Libération conditionnelle ass dat e wichtegen Aspekt, dee muss vum Riichter gekuckt ginn, wann en eng Décisioun hëlt iwwer eng fréizäiteg Entloossung vun engem Veruerteelten.

Ganz zefridde si mer als LSAP doriwwer, dass eng laang Fuerderung vun eis elo och hei iwwerholl ginn ass, fir eng Verbesserung nach duerchzeféiere vun der staatlecher Afferentschiedegung, déi, mengen ech, hir Preuven hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, och wann net schrecklech vill Leit dovunner Gebrauch maachen.

Dat si keng riseg Zommen, déi eigentlech och do verdeelt ginn. Ech froe mech, ob do d'Informatioun un déi Betraffen déi ass, wéi se eigentlech misst sinn. Ech géif mengen - aus dem Gefill eraus einfach -, dass eigentlech méi Leit missten awer an dee Beräich vun deene Leit fannen, déi theoretesch kéinten en Usproch op eng staatlech Entschiedegung kréien, well eben den Täter zahlungsonfäeg ass oder well den Täter, wat jo ëmmer nach oft virkënnt, net bekannt ass. A wa keng aner Assurance oder eppes opkënnt, da kann ee sech jo da bannent engem gewëssenen Délai, wann een e Schued hat, ënner gewëssene Konditiounen un déi staatlech wennen.

Ech froe mech, wéi gesot, ob do d'Informatioun esou ass, dass jiddwereen, deen an deem dote Fall ass, och wierklech vun där Méiglechkeet do Gebrauch mécht, déi zënter 1984 - Lëtzebuerg war deemools ee vun den éischte Länner, déi esou e System haten - ënnert dem Robert Krieps agefouert ginn ass, ob also jiddweree vun där Geleeënheit hei och Gebrauch mécht.

Positiv ass och ouni Zweifel, dass d'Zivilpartei beim Strofprozess och prinzipiell en Urecht op eng Prozedurentschiedegung kritt. Ech muss soen, do hat eist Geriicht dunn eng e bëssen - a mengen Aen - contestabel Interpretatioun gemaach. Si hu gesot, d'Indemnité de procédure, déi an all Zivilprozess ka vum Geriicht verhaange ginn, wa se mengt, dass et ongerecht wär, dass déi Partei, déi eigentlech gewënnt, muss en Deel vun anere Käschten nach mat iwwerhuele wéi d'Affekotskäschten, dass d'Geriichter gesot hunn: „Neen, dat do steet am Nouveau code de procédure civile an et steet net am Code d'instruction criminelle, an esou kann och bei enger Zivilklo virum Strofriichter de Strofriichter déi Indemnité de procédure net ginn." Dat ass déi gängeg Interpretatioun, och vun den ieweschte Geriichter hei bestätegt entre-temps.

Duerfir ass et, mengen ech, wichteg, dass mer dat korrigéieren an dass, wann et sech ëm Zivilkloen am Kader vun engem Strofprozess handelt, déi d'selwecht behandelt ginn, wéi wann déi Zivilklo virun engem Zivilgeriicht virgedroe gi wär, an dass et méiglech ass also, dass do d'Affer en Deel vun den Affekotskäschten iwwer eng Indemnité forfaitaire kann eigentlech op d'Géigepartei ofwälzen. Dat ass, mengen ech, e ganz nëtzleche Complément, deen an deem Projet hei steet.

Eng Iddi, déi ech nach a menger Proposition de loi hat vun 2001, war och eng Verstäerkung vum SCAS, de Service also vum Parquet, dee sech ënner anerem och mat der Betreiung vun den Affer befaasst. Mir hunn och déi Vertriederin an eisen Aarbechten an der Kommissioun gehéiert.

Et sinn 1,5 Poste vu Psychologe momentan besat. Dat schéngt a priori relativ wéineg ze sinn; ech muss et soen. Si hunn zwar net haart genuch geruff, fir eng grouss Opstockung ze kréien, mä - muss ech soen - an der Envergure trotzdeem vun der Problematik schéngt mer dat awer den absolute Minimum ze sinn.

Et wär sécherlech och nëtzlech, wann de Stat, d'Regierung, géif drun denken, fir weiderhin déi dote Servicer mat genügend Personal ze versinn. Wéi et och wichteg ass, dass een iwwert d'Konventioun och d'Aarbecht vu gemengnëtzlechen Organisatiounen ënnerstëtzt, déi am Beräich Hëllef a Berodung fir Affer täteg sinn. Dat sinn der eng ganz Partie. Hei gëtt zum Deel eng immens wäertvoll an zu engem gudden Deel och eng bénévole Aarbecht geleescht. Et ass och wichteg, dass do eng staatlech Unerkennung fir d'Aarbecht vun deenen Associatioune kënnt.

Interessant - dat wëll ech och soen - schéngt mer eng Suggestioun ze sinn, déi vun der Association des victimes de la route an eiser Kommissioun gemaach ginn ass, déi op eng Rei vun auslännesche Législatiounen higewisen hunn a gesot hunn, dass et a Frankräich, an Däitschland, an der Belsch scho méi laang Regele gëtt, déi am Fong garantéieren, dass sougenannte vulnérabel Persounen am Strooseverkéier bei engem Accident en absolut Recht op Indemnisatioun hunn; dass also d'Scholdfro bei deenen net gekuckt gëtt. Dat gëllt fir Kanner, dat gëllt fir eeler Leit, déi also do e Recht op Entschiedegung hunn.

Dat gëtt et an anere Länner. Ech weess, dass den Assurancësecteur net freedeg ass iwwer esou Bestëmmungen. Nach mengen ech, dass mer an der nächster Mandatsperiod sollten als Chamber och op déi dote Fro agoen a kucken do eng Regelung ze fannen, déi et méiglech mécht, fir esou besonnesch vulnérabel Persounen zu de Gruppen, déi e spezielle Statut bei der Entschiedegung bei Verkéiersaccidenter hunn, zoukommen ze loossen. Dat ass op jidde Fall och e Punkt, dee mir an eisem Wahlprogramm festgehalen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass, also wann ech den Text kucken, wéi en elo virläit, eng Rei vu wesentlechen Elementer, och vu mengem Gesetzesvirschlag vun 2001, en Nidderschlag fonnt hunn an deem Text, deen elo hei vun der Chamber proposéiert ginn ass an deen de Rapporteur, den Här Mosar, hei virgedroen huet.

Ech mengen, dass effektiv eng ganz Rëtsch vu Neierungen dra sinn, déi e Fortschrëtt duerstellen, besonnesch wat déi Fro vun der Klasséierung vun den Dossieren ugeet. Ech wëll nach eng Kéier soen: Dat ass jo kee Seltenheetsfall. Ech mengen, déi Leit, déi an der Commission juridique an der Vergaangenheet ëmmer derbäi waren, well mer déi eenzel Dossiere vun den Naturalisatioune gekuckt hunn: Mir hu festgestallt, wivill Procès-verbaux vun der Gendarmerie eigentlech ouni Suite bliwwe sinn, a wou mer och op Nofro meeschtens gesot kritt hunn, dass et eigentlech net zu engem Prozess komm ass an deenen eenzelne Fäll.

Dat gëtt nach bestätegt duerch d'Lecture vun deem leschte Rapport d'activité vum Ministère de la Justice, wou ech draus liesen, dass am Justizjoer 2007/2008 vum Parquet Dikrech knapp 1.800 Affäre klasséiert gi sinn, an am Parquet Lëtzebuerg waren et der bal 5.500. Et sinn also iwwer 7.000 Affären, déi an engem Joer klasséiert gi sinn.

Ech weess, dass den Här Frieden eng Kéier virun e puer Joer gemengt hat, et däerft eigentlech a korrektionellen Dossieren net zu Klassementsdécisioune kommen. D'Praxis beweist, dass sech dat net duerchzéie léisst, dass et oft sécherlech gutt Grënn gëtt, fir ze klasséieren.

Nach ass et awer wichteg, dass déi Leit, déi direkt mat där Affär ze dinn haten, notamment déi Geschiedegt, awer gewuer ginn, dass klasséiert gëtt, a virun allem och gewuer ginn, firwat dass klasséiert gëtt. Dat ass immens wichteg. An Zukunft ass et jo och esou, dass och kloergemaach gëtt, wann d'Leit mat där Klassementsdécisioun net d'accord sinn, dass se sech fir d'éischt emol kënnen un de Procureur général riichten, fir nach eng Kéier vläicht eng aner Décisioun vum Parquet ze kréien. Respektiv si mussen dann iwwer eng Constitution de partie civile oder eng Citation directe probéieren dann hiert Recht op dem direkte Wee virun de Strofgeriichter ze kréien.

Wat wichteg ass, dat ass, dass et hei ëmmer méi kloer gëtt, dass en Affer an engem Strofdossier méi ass wéi en einfachen Zeien, e reng passive Sujet an esou engem Dossier. Eis Strofprozessregel war bis elo ausschliesslech täterorientéiert. An Zukunft gëtt se e bësse méi afferorientéiert. An dat ass, mengen ech, richteg esou. Mir kommen och domadder dem Zil e bësse méi no, eist Justizwiesen nach e Stéck méi transparent, méi demokratesch an och méi zougänglech ze maachen.

Dat hei ass eng éischt, eng wichteg Etapp, wat den Afferschutz ugeet. Et wäerten nach aner Etappe mussen nokommen. Ech drécken heimadder och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem heiten Text aus.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Da kënnt als éischt Riednerin d'Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi e Land am Spannungsfeld vun engem Strofprozess déi widderstriewend Interesse vum Affer déi eng Säit a vum Täter déi aner Säit ofgrenzt, ass e Barometer vu senger rechtlecher a vu senger politescher Kultur. De Bierger erwaart no enger Strofdot eng Reaktioun vum Stat respektiv vum Täter. Dat wëllt soen: D'Victime huet emotionell a materiell Erwaardungen. Et wëllt verstoen, wat geschitt ass. Et wëllt matschwätzen. Et wëllt sech matdeelen. Et wëllt informéiert ginn an informéiert bleiwen.

Et erwaart selbstverständlech, dass den Auteur verfollegt a bestrooft gëtt. Net, well et sech wëllt rächen. Neen, well et am Fong geholl wëllt den Deuil mat där Attack maachen, mat deem, wat em geschitt ass, a selbstverständlech och aus Solidaritéit, fir aner potenziell Victimen ze schütze virum présuméierten Täter. De Beschëllegten déi aner Säit huet selbstverständlech an der Regel ëmmer den Intérêt, sech géint déi Scholdvirwërf ze verteidegen.

Bis elo ass am Prozess selwer d'Victime éischter lénks leie gelooss ginn. Et muss een awer soen, an deene leschten 20 Joer ass awer sougutt international wéi national eng Tendenz ëmmer méi steigend ginn, déi zu enger afferorientéierter Politik gefouert huet. Ech denken do haaptsächlech un Associatioune wéi de Wäisse Rank, wéi d'Aide aux victimes de la route, déi villen Affer op eng schnell, gutt an och ganz onbürokratesch Aart a Weis hëllefen.

Ech denken, wéi elo just den honorabelen Här Bodry gesot huet, un dat staatlecht Afferentschiedegungsgesetz vun 1984. Selbstverständlech zielt och derzou d'Médiation pénale an och de Service d'aide aux victimes vum Parquet général, de SCAS.

Ech muss awer derbäi soen, dass et awer och den Afloss vun der Fraepolitik ass, dass méi Opmierksamkeet op d'Affer geriicht ginn ass. An dat zënter enger ganzer Rei vu Joren. Mir brauche just ze denken un d'Fraenhaiser, un d'Gesetz iwwert d'häuslech Gewalt, wou och d'Affer scho geschützt gëtt duerch dat Gesetz vun der Violence domestique, an zwar op eng ganz extraordinär an exceptionnel Aart a Weis, a selbstverständlech un dat ganz rezent Gesetz iwwert d'Protection des victimes de la traîte des êtres humains, wou d'honorabel Madame Duval Rapportrice war viru 14 Deeg.

Mä niewent enger finanzieller a schützender Hëllef brauch d'Affer seng eegen unerkannte Plaz am Strofprozess selwer. Dofir kritt et elo, wéi dat elo virgefouert ginn ass vun deenen zwee Rapporteuren, eng ganz Rei vun Informatiounsrechter an och Schutzrechter. Dat wëllt soen: Seng Stellung vis-à-vis vun der Polizei a vis-à-vis vun dem Riichter gëtt verstäerkt, d'Affer gëtt seriö geholl an et brauch am Fong geholl..., et gëtt em e bëssen déi Angscht geholl, fir sech an e Prozess eranzemëschen.

Zum Schluss wëll ech félicitéieren den honorabelen Häre Laurent Mosar an Alex Bodry fir hiert Engagement, fir hir Ausdauer a fir hir exzellent Aarbecht an dësem Projet. Well duerch dësen neie Projet, wéi ganz rezent e bedeitende belsche Penalist gesot huet, niewent der Présomption d'innocence schafe mer och elo eng Présomption de victime.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Dann huet d'Wuert d'Madame Flesch. D'Madame Flesch war elo just nach hei. Dann…

(Interruption)

Do ass d'Madame Flesch.

(Interruption)

Kee Problem.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, an d'Proposition de loi, déi den Här Bodry déposéiert hat, hunn am Fong datselwecht Zil. An ech géif soen, dass d'Proposition de loi vum Här Bodry, déi 2001 déposéiert ginn ass, sécherlech de Mérite huet, dass se d'Regierung derzou bruecht huet, 2003 de Projet de loi ze déposéieren.

Mir wësse jo, wéi déi Saache ginn. Ganz oft muss fir d'éischt eng Proposition de loi kommen, fir dass dann d'Regierung e Projet de loi ausschafft, wat am Fong datselwecht Zil huet. An ech mengen, déi Aarbecht hei war ganz positiv, well, wéi de Rapporteur et gesot huet, et ass an der Commission juridique op deen een an op deen aneren Text zréckgegraff ginn. Mir hunn och, mengen ech, en definitiven Text hei virleien, deen dat Bescht ass, wat mer dëse Moment an deem Beräich kënnen erreechen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet de Mérite vum Rapporteur ganz besonnesch ervirsträichen. Wa mer nämlech haut kënnen iwwert dee Projet de loi ofstëmmen, dann ass et, well hie sech net ginn huet. Meng Virriedner hu schonn drop higewisen, op wat fir Resistenze mer gestouss si bei den Instances judiciaires mat deem Projet; wat och derzou gefouert huet, dass de Conseil d'État sech Zäit gelooss huet, fir säin Avis ze ginn.

Et ass de Rapporteur, deen dunn dorop gedrängt huet, dass mer onbedéngt misste virumaachen a kucke Léisungen ze fannen, fir d'Opposition formelle vum Statsrot ze surmontéieren a fir kënnen nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod dëse wichtegen Text ze stëmmen. Ech mengen, et ass eng ganz gutt Saach, dass mer dat elo hei kënne maachen. Ech wëll em dofir fir säin Asaz an och fir déi vill Léisungen, déi e proposéiert huet, Merci soen.

Ëm wat geet et hei? Et ass scho gesot ginn. Et geet drëm, der Victime e Statut ze ginn a Schutz ze offréieren, Zougank zu dem Dossier an eng Informatioun tout au long vun der Prozedur.

Et ass och scho gesot ginn, dass de Projet de loi verschiddene Recommandatioune vum Conseil de l'Europe Rechnung dréit, an och enger Décision-cadre vun der Europäescher Unioun aus dem Joer 2001. Also, mir beschreiden hei keen neien Terrain. Aner Länner hu scho Gesetzgebungen an deem Zesummenhang. Et ass och Zäit, dass mer esou en Text hei kréien.

E Statut, do kann ee sech froen: woufir? An: Ass dat esou wichteg? Or, d'Associatioune vun de Victimen an déi Leit, déi berufflech an deem Secteur täteg sinn, hunn alleguerten drop insistéiert, wéi wichteg et fir en Affer ass, e Statut ze hunn, also eng Berechtegung, fir an esou engem Strofverfahre kënnen opzetrieden.

Da mengen ech ass eppes ganz Wichteges an dësem Projet gemaach ginn: D'Aart a Weis, wéi d'Affer sech kann zu Wuert mellen, ass am Fong eng ganz einfach. Dat geet iwwert den Dépôt vun enger Plainte. An et gëtt nach weider gesot, dass d'Repressivautoritéite vun Ufank un d'Obligatioun hunn, d'Affer opmierksam ze maachen, wat seng Méiglechkeete sinn.

An ech mengen, dat ass e wesentleche Punkt an dësem Projet, dass déi Prozedur fir d'Affer esou einfach wéi méiglech gehale gëtt, geneesou wéi et wichteg ass, wat duerno an der Prozedur virgesinn ass, dass d'Affer tout au long vun der Prozedur informéiert gëtt, dass d'Affer eng Kopie vu senger Plainte direkt kritt.

Mir hu laang missen an der Kommissioun driwwer diskutéieren, an den Här Mosar huet drop higewisen. Et freet ee sech, wéisou. An der Belsch, zum Beispill, ass et an alle Fäll esou, dass, wann een eng Plainte mécht, kritt een direkt, op der Dot eng Kopie vu senger Plainte. Dat huet geschéngt hei op oniwwerwindlech Schwieregkeeten ze stoussen.

Bon, mir hunn awer do elo e Moyen fonnt. Entweder kritt d'Victime d'Kopie vu senger Plainte direkt, oder, wann dat net méiglech ass, wann dat an der Nuecht geschitt ass an et ass kee Computer disponibel an esou weider, da muss awer déi Kopie bannent engem Mount un d'Affer verschéckt ginn. Ech fannen, dat ass och eng ganz wichteg Saach.

Et ass och wichteg - dat ass hei och scho gesot ginn, mä ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen -, dass, wann de Procureur décidéiert, eng Affär ze klasséieren, da muss d'Victime gewuer ginn, woufir. A si

huet d'Recht da beim Procureur général virzespriechen, fir ze froen, dass deen de Procureur enjoignéiert dach eng Suite ze ginn.

De Rapporteur huet drop higewisen, dass dat ee Punkt wor, wou mer mam Conseil d'État bis zum Schluss Difficultéiten haten. Mä schliesslech huet de Conseil d'État, mengen ech, selwer ons de Wee proposéiert, wéi mer aus där Difficultéit erauskommen. Anstatt do eng Institutionalisatioun vun där Prozedur virzegesinn, ass et elo einfach nëmmen eng Informatioun. D'Haaptsaach ass, dass d'Victime gewuer gëtt, wat geschitt.

De Projet gesäit och vir, dass bei Mineuren, wann déi Victime sinn, dass do en Enregistrement sonore oder audiovisuel zur Regel gëtt. Dat schéngt mer och eng gutt Saach.

Ech wëll, Här President, net op all déi Punkten agoen, op déi souwuel de Rapporteur wéi den Auteur vun der Proposition de loi am Detail agaange sinn. Ech wëll awer drop hiweisen, dass den Auteur vun der Proposition de loi a sengem Text eng Bemierkung gemaach huet, déi mer terribel wichteg schéngt.

En huet gesot: Et ass wichteg, dass mer légiféréieren, mä dat geet net duer. Fir dass dat do, déi Reform, wierklech den Impakt kritt, dee mer ons alleguerte wënschen, muss och um Terrain ganz vill Aarbecht geleescht ginn, souwuel vun den Organes judiciaires wéi och vun all deenen, déi sech fir de Schutz vun den Affer asetzen.

Et mussen also mënschlech a materiell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass dat do Gesetz effektiv kann op déi Aart a Weis ëmgesat ginn, wéi mir ons et alleguerten an der Commission juridique virgestallt hunn. Et muss also de politesche Wëllen do sinn op allen Niveauen, dass d'Victime eng Prioritéit huet.

Här President, de Rapporteur huet a senge Schlussbemierkungen nach drun erënnert, dass de Projet de loi am Fong en Deel ass vun engem méi grousse Projet, dee vun der viregter Regierung déposéiert ginn ass. Deen Deel iwwert de Schutz vun den Temoinen a vun Témoignages anonymes, deen ass zréckgestallt ginn. Dat ass schonn en long et en large diskutéiert gi beim éischte Projet de loi, dee mer de Mëtteg diskutéiert a gestëmmt hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géif mech dem Wonsch vum Här Mosar wëllen uschléissen. Dës Regierung huet gesot: Dee Projet ass vum Dësch. Dee Wonsch ass respektéiert ginn. Nach mengen ech, muss déi nächst Chamber an déi nächst Regierung sech erëm eng Kéier dësem Problem unhuelen. Ech géif wënschen, dass dann d'Diskussioun kann an aller Serenitéit gefouert ginn an zu engem gudden Enn gefouert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ofschléissend, Här President, wäerte mir selbstverständlech dee Projet stëmmen an droen domadder zu där Unanimitéit bäi, déi sech de Rapporteur gewënscht huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Félix Braz huet elo d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun ausdrécklech dem Rapporteur an och dem Här Alex Bodry, dem Auteur vun der Proposition de loi, Merci soen. Dem Rapporteur, well en effektiv och perséinlech derfir gesuergt huet, dass mer dee Projet nach virum Enn vun dëser Legislatur kënne stëmmen, och wann deen Text net honnert Prozent d'Meenung vun der Kommissioun erëmgëtt.

Ech mengen, et war eng Majoritéit an der Kommissioun, fir nach op deem engen oder aneren oder haapsächlech op deem enge Punkt den Text nach e bëssen anescht ze maachen. Mir wollten awer net deen Text net zur Ofstëmmung brénge virum Enn vun dëser Legislatur. Duerfir hu mer dee Kompromëss mam Statsrot gemaach. E Kompromëss, deen ech awer fir akzeptabel halen, och fir déi gréng Fraktioun.

Dem Här Bodry wëlle mer Merci soen, well den Här Bodry och duerch seng Initiativ vun enger Proposition de loi maassgeblech dorunner bedeelegt ass, dass deen Dossier och un d'Rulle komm ass. Mir hunn dat bei anere Matièren och schonn erlieft, dass do d'Parlament sech e bëssen emanzipéiert huet an deene leschte puer Joer, dass d'Parlament méi Initiativen hëlt. An ech mengen, et feelt net méi allze vill u Selbstvertraue fir d'Parlament, fir dass mer dat och nach méi konsequent an den nächste Jore maachen…

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- …an dass mer an Zukunft och an deene Fäll, wou et eng Proposition de loi gëtt, wou d'Regierung dann - wéi soll ech soen? - e Géigeprojet de loi mécht oder e komplementare Projet de loi mécht, nawell an der Haaptsaach op eiser Basis solle weiderschaffen an de Projet de loi vun der Regierung als eng très utile a fouilléiert Aarbecht, als Hëllef zu eiser Aarbecht solle considéréieren.

Ech mengen, dass d'Parlament dat roueg heiansdo sollt maachen. Et ass keng Geréngschätzung vun der Aarbecht vun der Regierung, mä et ass einfach, mengen ech, méi en Héichhale vun der Aarbecht vum Parlament. Dat hei ass am Fong e gutt Beispill, wat awer nach ka verbessert ginn an den nächste Joren. Dofir ausdrécklech dem Här Bodry vun eiser Säit aus och Merci, well dat hei ënnert dem Stréch fir eis awer e Beispill ass vu gudder parlamentarescher Aarbecht, wat mer haut hei diskutéieren.

Et héiert ee jo oft dee Saz, dass Täter méi Rechter hu wéi Affer. Dat héiert een net nëmmen zu Lëtzebuerg, dat héiert een och an anere Länner. Mir mengen net, dass dat onbedéngt de Fall ass, dass Täter, oder présuméiert Täter, well bis zur Veruerteelung sinn et nëmme présuméiert Täter, ze vill Rechter hätten. Dat sinn normal Rechter vun der Défense an d'Présomption d'innocence, déi bréngt dat mat sech, dass een do ganz virsiichteg ass a Leit net an hire Rechter beschneit, wat quasi enger Virveruerteelung géif gläichkommen.

Trotzdeem ass et esou, dass d'Affer effektiv an tatsächlech net genuch Rechter an net genuch beschriwwe Rechter zu Lëtzebuerg bis haut hunn. Soss bräichte mer dee Projet de loi haut net zur Ofstëmmung ze bréngen, wann an där doter Matière näischt ze verbessere wier.

Et ass awer munches ze verbesseren, an déi gréng Fraktioun ass och dofir bereet, dësen Text haut matzestëmmen, well mir halen deen Text fir e ganz akzeptabele Kompromëss a fir eng ganz däitlech Verbesserung aus der Vue vun den Affer vu Strofdoten.

Ech ginn net an den Detail an, dat hunn déi zwee Rapporteure scho gemaach; wëll just dräi, véier Punkten ënnersträichen, déi fir déi gréng Fraktioun wierklech besonnesch wichteg sinn.

Et ass natierlech engersäits de Fait, dass d'Affer vu Strofdoten e Statut kréien. Deenen engen ass net genuch an deem Statut, deenen anere war scho bal ze vill an deem Statut. Mä zumindest gëtt et elo e Statut, deen déi Rechter och kloer beschreift. An ech mengen, dass dat eleng deene Leit och e Stéck Réconfort an Halt virun allem ka ginn, besonnesch an deenen éischte Momenter, wou se Affer sinn, an an deenen éischte Wochen a Méint, wou se mat der Prozedur ze di kréien.

Dofir si mer der Meenung, dass dee Statut alles anescht ass wéi e Luxus, dass dat eng absolut Noutwendegkeet ass, besonnesch fir déi Leit, déi net esou doheem sinn an deene Prozeduren, besonnesch fir déi Leit, déi net gewinnt sinn, mat Juristen, mat Magistraten ze dinn ze hunn. Déi sinn ënnert dem Schock vun där Dot, déi hinnen ugedoe ginn ass, ganz oft och nach komplett ausgeliwwert virun der Prozedur, an dofir menge mir, dass déi Verbesserungen, déi mer haut bréngen, doduerch, dass mer se an dee Statut aschreiwen, ganz ville Leit wäerte ganz konkret a ganz wäertvoll Hëllefstellung ginn.

Wichteg ass den Zougank zum Dossier. D'Informatioun während der ganzer Prozedur hätt jo am Fong missen eng Evidenz sinn. Mä dee Bléck, deen den Här Bodry scho beschriwwen huet, dee bis elo täterorientéiert war, geet eiser Meenung no och ganz zu Recht eriwwer och e bëssen op d'Rücksichtsnahm op d'Affer; eng noutwendeg Entwécklung fir eis hei zu Lëtzebuerg.

Dass déi Leit eng Plainte kréien, eng Kopie kréien - pardon - vun hirer Plainte, soubal se se maachen, ass fir eis och e ganz wichtege Punkt. Doriwwer hu mer eis an der Kommissioun laang missen ënnerhalen. Et war, wéi et geschéngt huet, ee Moment bal onméiglech, fir esou en élémentairë Geste kënnen ze maachen. Et war e bëssen d'Angscht, notamment bei de Forces de l'ordre, dass se kéinten am Alldag un där Exigenz hei scheiteren, well se net ëmmer, notamment wa se eng Plainte dobausse mussen ophuelen, direkt matériellement à même sinn, déi Kopie auszestellen.

Dat hu mer diskutéiert. A mir hunn awer, wéi mer mengen, e ganz akzeptabele Kompromëss fonnt. D'Regel ass a gëtt elo ganz kloer déi, dass een direkt nom Dépôt vun der Plainte eng Kopie kritt. Dat ass keng Ausnahm, dat ass elo eng Regel, an d'Regel wäert och an den allermeeschte Fäll musse geschéien, soss ass et keng Regel.

Mä selbstverständlech do, wou et materiell net méiglech ass, wierklech materiell onméiglech ass, ass et bien entendu dann och net noutwendeg, där Exigenz direkt nozekommen, an et kann ee während den nächste véier Wochen déi Kopie de Leit nach noschécken. Mä wichteg ass, dass déi allermeeschte Leit se direkt kréien an dass all déi aner Leit se och kréie bannent engem räsonnabelen Délai. D'Police huet eis och bestätegt, dass se mat deem Text do an der Praxis keng Schwieregkeete kritt an dass awer d'Finalitéit dovunner och erreecht gëtt.

Däitlech Verbesserungen och bei de Klassementer, ganz wichteg. Den Här Bodry huet och do rezent Zuele genannt. Et ass keen Epiphenomeen an der Lëtzebuerger Justiz. Et gëtt ganz vill Klassementer. An dass och do d'Leit Verbesserungen zougestane kréien, schéngt eis och absolut wesentlech ze sinn. All anere Kompromëss wär fir eis net akzeptabel gewiescht.

Deen, dee mer elo fonnt hunn an der Kommissioun, fir och dem Statsrot Rechnung ze droen, ass nach en akzeptabele Kompromëss, well en der Haaptfinalitéit aus der Vue vum Affer awer nach ëmmer gerecht gëtt. Ouni dee Kompromëss hätte mer wierklech gemengt, dass hei e wesentleche Punkt am Statut gefeelt hätt an e wär vu senger Substanz awer e bësse vidéiert gewiescht.

Ganz wichtege Punkt och nach, dee leschten, dee mer wëllen ënnersträichen, ass, dass et och bei de Mineuren an Zukunft soll d'Regel sinn, dass op Enregistrementer zréckgegraff gëtt. Och dat hale mer fir e Fortschrëtt. D'Regel muss Ausnahme kennen, do si mer eis eens, mä dass dat doten awer d'Regel ass, ass e ganz reelle Fortschrëtt fir déi dote besonnesch fragiliséiert Victimë vu Strofdoten.

Klenge Bléck no vir; well mer awer mam Vote vun dësem Text net alles geklärt hunn: Éischtens emol musse mer derfir suergen, dass deen Text och um Terrain ëmgesat gëtt. Dat heescht, dass bei der Police grand-ducale, bei all den Agenten, egal op wéi enger Schicht dass se schaffen, egal a wéi enger Regioun dass se schaffen, dësen Text och d'Realitéit muss ginn.

Do ass also e ganz seriöen Informatiounseffort vun der Regierung ze liwweren un d'Adress vun der Police grand-ducale, fir dass et an Zukunft esou ass, dass och déi Leit, wa se zum Beispill hir Plainte maachen, effektiv eng Kopie kréien. Well et ass net dovun auszegoen, dass d'Affer vun de Strofdoten an aller Regel dës Dispositioun wäerte kennen. Dee Moment wou se Affer gi vun enger Strofdot, wann dann also net d'Police déi ass, déi derfir suergt, d'Leit a Kenntnis ze setze vun hirem Recht, dee Moment selwer, wou d'Plainte déposéiert gëtt, da wäert et a ville Fäll esou sinn, dass d'Leit d'Kopie vun hirer Plainte net froen.

Dofir, d'Police spillt hei e ganz wichtege Rôle, och als Déngscht dee Moment un der Victime, fir dass dëst Gesetz ka Realitéit ginn.

D'personell Moyenen, notamment beim SCAS, hu mer och schonn op anere Plazen a bei anere Projete gesot, musse verbessert ginn. Ech wëll dat haut net weider développéieren.

Lescht Stéchwuert, dat, wat ech awer virdru schonn développéiert hat vum Zeieschutz, wou mer och… Ech mengen, dass déi nächst Regierung gefuerdert ass, fir ze probéieren hir Äntwerten ze ginn, déi zilführend sinn, vläicht awer anerer si wéi déi, déi d'Regierung ufänglech an dësem Kontext proposéiert hat.

An allerlescht Stéchwuert, wat de Virschlag betrëfft vum AVR, déi och bei den eenzelne Fraktioune passéiert sinn. Och mir mengen als gréng Fraktioun, grad wéi déi sozialistesch Kolleegen, dass dee spezielle Statut bei der Indemniséierung vu Leit, déi besonnesch vulnérabel sinn, eng Reflexioun wäert ass, a mir sinn der Meenung, dass an der nächster Legislatur et och misst méiglech sinn, bei deem dote Punkt zu engem Ofschloss am Parlament ze kommen.

Dat ass eng nëtzlech Preziséierung an eisen Aen, well grad bei deenen doten Affer, menge mer, muss d'Indemniséierung dat éischt Resultat sinn. Iwwert de Rescht kann dann duerno nach diskutéiert ginn. Mä en attendant muss et ganz einfach, ganz rapid zu enger Indemniséierung kommen.

Dat gesot, bréngt déi gréng Fraktioun och hir Zoustëmmung zu dësem Projet an, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un de Rapporteur an un den Här Bodry.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, datt mer haut d'Geleeënheet hunn, fir eng Proposition de loi vun engem Deputéierten, en l'espèce vum Här Bodry, ze diskutéieren, wou ech och Merci soen, datt hien d'Initiativ hat, fir d'éischt, fir déi Problematik vun den Zeien opzebréngen iwwert de Wee vun enger Proposition de loi.

Ech wëll och dem Rapporteur zum Gesetzesprojet, dem Här Mosar, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht, well mir hunn haut e wichtegt Gesetz ze stëmmen, wou et absolut noutwendeg ass, datt mer eng Reform duerchhuelen.

Woufir? Well jiddweree weess, deen eng Kéier eng Plainte gemaach huet, datt, wann en d'Plainte ofgemaach huet, de Polizist huet dat aktéiert, dann héiert een näischt méi an et weess een näischt méi, wat domadder geschitt. Wann een dann no enger gewësser Zäit vläicht als Zeie geruff gëtt oder esou, dann ass et vläicht nach gutt.

Mä ganz oft mécht een eng Plainte, da waart een ee Joer oder zwee oder e puer an da freet een eng Kéier, wat mat der Plainte geschitt ass. An da gëtt een da gewuer, ma si ass klasséiert ginn. Et wor just keen informéiert ginn. Et konnt ee kee Recours maachen. Et ass einfach klasséiert ginn. Woufir? Dat weess keen. Keng Motivatioun, näischt.

Dat ass eppes, wat äusserst frustrant ass. An dofir ass et scho richteg, datt mer elo op de Wee ginn, datt éischtens deen, deen eng Plainte féiert, eng Kopie vu senger Plainte an de Grapp kritt. Datt en och deen Ablack weess, datt déi Plainte dann net an der Tëschenzäit redaktionell geännert ginn ass. En huet also direkt en Dokument, wat dat alles kloer festleet.

(Interruption)

Dat Zweet ass, datt et wichteg ass, datt mer och, also d'Victime oder de Plaignant, datt deen eng Informatioun kritt, wat mat senger Plainte geschitt an datt e verschidde Rechter an deem Sënn zougestane kritt.

Dat ass fir ons eppes äusserst Wichteges. An dofir wollt ech och no deene villen Explikatiounen, souwuel vum Rapporteur wéi vum Auteur vun der Proposition de loi, just mech domadder begnügen, fir den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Mir huelen dann Akt dovunner an ech ginn dann dem Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, meng Satisfaktioun ass en fait grouss, datt mer mat dësem Projet de loi all déi grouss Chantieren, déi ech mer gesetzgeberesch an deenen zwou Legislaturperiode virgeholl hunn, datt déi kënnen op en Enn goen.

Ech muss soen, datt dëse Projet zu deene ganz wichtege gehéiert, dee mer 1999 an der Regierungserklärung stoen haten. D'Regierungserklärung also vun der viregter Regierung, an där den Afferschutz e wesentleche Punkt war a wou iwwert d'Joren am Fong jiddweree sech zu der Wichtegkeet vun deem Sujet bekannt huet an och vill ënnerschiddlech Wahlprogrammen dëst zu engem Sujet gemaach hunn.

Ech hat awer bal, muss ech soen, dëse Projet fir dës Legislaturperiod schonn opginn, well ech mer geduecht hunn: De Projet ass 2003 déposéiert ginn, mir sinn 2009, ech weess net, ob en nach kënnt. Ech sinn awer duerfir extrem frou, datt dëse grousse Chantier, dank och dem Asaz vun dem Rapporteur, dem Här Mosar, hei zu engem Enn komm ass.

Ech muss och soen, an ech huele vläicht dës Geleeënheet vun dësem Projet, dee mer extrem um Häerz läit an deen hei in extenso diskutéiert ginn ass, fir ze soen, datt ech déi gutt Zesummenaarbecht tëschent der Commission juridique a mir als Justizminister an deenen zwou Legislaturperioden extrem ze schätze weess. Ech hunn et ni als

e Problem emfonnt, wann d'Chamber eppes geännert huet u Gesetzesprojeten, och wann dat heiansdo gefeiert ginn ass wéi e Réckschrëtt oder Récktrëtt vu Positioune vun der Regierung.

Ech mengen, datt et eng extrem kompetent Commission juridique och an dëser Legislaturperiod war an datt et grousse Plëséier gemaach huet, un esou engem Text wéi och un dësem mat der Kommissioun ze schaffen. Ech huelen dat hei stellvertriedend fir vill aner Texter.

An deem Sënn war och sécherlech d'Proposition de loi vum Här Bodry e ganz utilet Instrument. Mir hunn eis op ganz ville Punkten iwwerschnidden. Ech mengen net, datt et esou ass, datt d'Regierung en Text dohinner setzt, fir géint en Text vun enger Proposition de loi ze stoen. Esou hunn ech dat ni verspuert.

Den Här Braz, dee jo sichtlech wëllt am nächste Parlament sëtzen an net an der nächster Regierung, huet gesot, mir mussen an där nächster Chamber dëst an dat maachen. Ech mengen, datt béid Instrumenter…

(Interruption)

Neen, Dir hutt et op Iech bezunn.

(Interruptions)

Ech sinn der Meenung, datt d'Regierung prinzipiell eng Initiativroll ze spillen huet, mä datt selbstverständlech der Verfassung no och aus dem Parlament kënnen Initiative kommen an datt, wann déi dat nämlecht Zil hunn, dann ass dat extrem gutt.

Ech sinn op jidde Fall frou fir all déi Leit, déi als Affer vun dësem Gesetz kënne profitéieren. Afferschutz ass eppes Wichteges. Dëst Gesetz muss natierlech vun der Police an der Justiz applizéiert ginn. Dat wäert och net einfach ginn. Dat wäert och net vun haut op muer goen. An ech mengen, dat hei ass typesch e Gesetz, wou een och vläicht muss no e puer Joer kucken, wéi dat sech dann an der Praxis ausdehnt.

Dat wäert eng ganz Rei Ëmstellunge mat sech zéie bei dem Comportement vun der Behandlung vun esou Dossieren. Mä grondsätzlech muss ech soen, datt déi grouss Zilsetzung, déi mer eis ginn hate bei deem Projet de loi an déi, wéi gesot, op grousse Strecken a bei den Haaptprinzipien deckungsgläich ass mat der Proposition de loi Bodry, datt déi sech am Endtext erëmfannen.

An duerfir kann ech ausser mengem Dank fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass, nëmme mäi Merci derbäisetzen, fir datt dee Projet hei eng Unanimitéit um Enn vun dëser Legislaturperiod fënnt.

Et ass eng grouss perséinlech Satisfaktioun. Net well ech an deenen zwou Legislaturperiode Justizminister war, mä well dat hei zu deene ganz grousse Gesetzer gehéiert vun der gesellschaftlecher Organisatioun. Dat ass och Gesellschaftspolitik, wann ee sech drëm bekëmmert, wéi d'Leit, a besonnesch d'Affer, virum Geriicht behandelt ginn.

A wann ech déi dräi Gesetzer zesummesetzen, déi mer de Mëtteg gemaach hunn, nämlech dat vun dem Stalking, wou et och ëm Affer geet, dat ëm d'Affekoten, déi d'Kanner a Prozesser zur Säit gestallt kréien, an dëst generell vum Afferschutz, dann hu mer haut Wesentleches gemaach, fir d'Justiz weider ze moderniséieren a biergerfrëndlech an afferfrëndlech ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5156A ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés de la proposition de loi N°4839

Ech wollt den Här Bodry froen, ob en dermat averstanen ass, dass seng Propositioun mat dësem Projet elo als evakuéiert ka considéréiert ginn?

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Selbstverständlech!

M. le Président.- Très bien. Da komme mer, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5936, wou den honorabelen Här Thiel Rapporteur ass. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, zur vorgerückter Stunde kann ech Iech net veriwwelen, wann elo Är Andacht noléisst. Däers zemools, well dee Projet, ëm deen et hei geet, sech zimlech technesch ugesäit a wou net jiddweree schaarf drop ass, sech mat de Kontabilitéitsregele vun de Banken erëmzeklappen, ëm déi et sech hei dréit.

An dach geet dat Ganzt och eis heibannen eppes un. Well ëmmerhi kritt d'Politik e Stéck Schold un där Finanzkris ugehaangen, well si d'Acteuren aus der Bankewelt net genuch an der Gitt gehalen hätt an hinnen net méi op d'Fangere gekuckt hätt.

Woumat mer beim Thema vun der Reguléierung an der Opsiicht vum Finanzsecteur wieren, déi fir déi eng ze wäit geet a fir déi aner net wäit genuch.

Woubäi am Moment natierlech déi éischter Recht kréien, déi mengen, duerch méi streng Regelen hätt dee ganze Misär mat der Finanz- a Wirtschaftskris kënnen évitéiert ginn.

Grad well d'Bréisseler Kommissioun deemools schonn der Meenung war, et kéint een net genuch reguléieren - awer där Meenung ass Bréissel jo normalerweis ëmmer -, hat si virun dräi Joer eng Direktiv iwwert d'Opstellung an d'Presentatioun vun de Firmekonten am Finanzsecteur ausgeschafft, déi derzou bäidroe soll, déi Kontabilitéit och fir den Netspezialist e bëssche méi transparent a verständlech ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Wien ass Bréissel, Här Thiel?

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dat ass d'Kommissioun.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- A wien ass dat?

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass och d'Madame Reding.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech schwätzen net hei vun der Madame Reding. Ech schwätzen hei vun der ganzer Kommissioun.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Bréissel. Wien ass Bréissel?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Mir hunn näischt domat ze dinn.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo, wann Dir net wësst, wat ee mat Bréissel hautdësdags mengt, da kann ech Iech…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Wien ass Bréissel?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, mä Dir maacht, wéi wa mir näischt domat ze dinn hätten, Här Thiel, oder Dir näischt domat ze dinn hätt. Dir hutt och eppes domat ze dinn.

(Interruptions)

Dir braucht eis keng Nohëllefstonn ze ginn, mä sot d'Saachen, wéi se sinn!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Mä dat ass d'Kommissioun! Dat wësst Der jo awer!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Majo, mä mir hunn awer eppes domat ze dinn, oder net?!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Déi Direktiv 46 vun 2006 vun der Kommissioun, ëm där hir Ëmsetzung et haut geet, ass eigentlech en Triptyque, well si befaasst sech souwuel mat de Banke wéi mat den Assurancen a mat deenen aneren Entreprisë vum Finanzsecteur.

Well awer den Assurancëvolet schonn Enn 2007 bei eis ëmgesat ginn ass, a well déi aner Entreprisen nach hiert eegent Gesetz kréie sollen, geet et haut nëmmen ëm d'Konte vun de Banken.

Nieft enger Rëtsch technescher Modifikatiounen um Gesetz vun 1992, op deem d'Kontasféierung vun de Banke baséiert, dréit et sech an dësem Gesetz ëm dräi Haaptpunkten.

Fir d'éischt geet et dorëm, de gesetzleche Kader fir d'Betribskonta am Finanzsecteur un déi nei international Kontasnormen IAS, International Accounting Standards, Här Bausch, an IFRS, International Financial Reporting Standards, unzepassen, déi amgaang sinn, sech als Weltnorm duerchzesetzen, och wann der drënner sinn, déi nach e bëssche Kappzerbrieches maachen.

Esou ass zum Beispill den Artikel 39 vun den IAS-Bestëmmungen e gehéirege Problem, well hie virschreift, datt eng Entreprise hir Aktiva, dat heescht ënner anerem hiren Immobiliëbesëtz an hire Finanzportefeuille, mat hirem aktuelle Maartwäert amplaz hirem Acquisitiounspräis, minus d'Ofschreiwung natierlech, an de Bilan schreiwe muss.

Dat ass eng Obligatioun, déi wuel logesch, awer trotzdeem net räsonnabel ass, well si a Kombinatioun mat der Trimesterbilanzéierung dozou féiere kann, datt duerch d'Bourssenentwécklung zum Beispill eng an déiselwecht Entreprise bannent dräi Méint d'Halschent vun hirem Wäert verléieren oder awer derbäigewanne kéint. Déi Dispositioun gëtt net fir näischt als eng vun den Ursaache vun der Finanzkris ugesinn, an dat zemools, well si geiereg Manager dozou verféiert huet, op kuerzfristeg Benefisser hinzeschaffen, fir domat hir eege Bonussen opzeblosen.

Dëse sougenannten „fair value"-Prinzip, dat heescht d'Bilanzéierung vun den Aktiva zu hirem jeeweilege Maartwäert, ass a bleift e Problem, och dofir, well hien nieft senge schlechten och seng gutt Säiten huet an dofir net einfach ze verdamen ass. Jiddefalls ass et net ausgeschloss, datt am Kader vun der Reorganisatioun vun de Finanzmäert, mat där sech de G20 beschäftege soll, déi Dispositioun nach eng Kéier iwwerschafft gëtt. Dat war iwwregens och de Grond, firwat am Dezember d'Besteierung op Basis vum IFRS aus dem Steierpak erausgeholl ginn ass, dee mir deemools hei gestëmmt hunn.

Dëse Schéinheetsfeeler soll awer d'Virdeeler vun der Direktiv net verstoppen. Een dovun ass deen, datt si mat dem onsënnegen Hors-bilan-Cirque opzeraume versicht, deen eng ganz Rëtsch vu Finanzaktivitéite laanscht d'Bilane schleist an domat bewierkt, datt wesentlech Bestanddeeler vun den Aktivitéiten an den Engagementer vun enger Bank einfach net am Bilan opdauchen. Natierlech entsteet doduerch e grondfalscht Bild vun der Betribssituatioun. Wann awer schonn déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, dozou bäidroe soll, datt d'Bilanen e getreit Situatiounsbild vun den Entreprisë ginn, dat och international vergläichbar soll sinn - well dorëm geet et och -, da muss dat Bild och a jiddwer Hisiicht der Realitéit entspriechen.

Dat zweet Zil vun der Direktiv bezitt sech wuel nëmmen op déi Entreprisen, déi op der Bourse cotéiert sinn, kann awer och fir all déi aner vun Interessi sinn. Et geet hei ëm déi sougenannt „gouvernance d'entreprise", déi no enger Rëtsch Finanzskandaler à la Enron, Parmalat an esou weider säit e puer Joer zur Regel ginn ass. Dës Direktiv preziséiert d'Regele vun der Gouvernance d'entreprise fir d'Banken a leet am Detail fest, wéi déi Gouvernance ze fonctionnéieren huet.

Der Vollständegkeet hallwer sief nach erwähnt, datt eng Bank sech esou enger Autodisziplin net onbedéngt ënnerzéie muss, wa se dofir e plausible Grond ufëiere kann. Allerdéngs déngt hir dat nëmmen, déngt hir déi Hannerdier am Gesetz net vill, wa si cotéiert ass, well d'Bourssen een nëmmen dann akzeptéieren, wann een eng „corporate governance" opzeweisen huet.

Dat drëtt a lescht Zil vun der Direktiv viséiert de Management an d'Kontrollorganer vun den Entreprisen a virun allem deenen hir Responsabilitéit, wat déi korrekt Duerstellung no bausse vun all deem ugeet, wat elo grad explizéiert ginn ass. D'Direktiounsorganer musse kollektiv gruedstoen dofir, datt souwuel d'Konte wéi d'Gouvernanceregelen total transparent, dat heescht verständlech fir de Public sinn.

Schliesslech geet et bei dëser Direktiv an alleréischter Hisiicht dorëm, d'Vertraue vum Client a vum Investisseur an d'Banken ze stäerken. An dat ass jo hautdësdags net grad vu Muttwëll. Duerfir huet d'Finanzkommissioun och kee Problem domat, der Chamber de Vote vun dësem Gesetz ze recommandéieren. D'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun huet et jiddefalls, a mäi Merci fir d'Nolauschteren hutt Dir och.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Net nëmme vun Ärer Säit un eis e Merci, mä och vun eis alleguerten un Iech. Et ass mer signaléiert ginn, dass d'Fraktiounen alleguerten d'Ausféierunge vum Rapporteur appréciéiert hunn a mat him d'accord sinn, mat senge Konklusiounen a mat deem, wat hie proposéiert. D'Regierung huet mer datselwescht signaléiert, an deementspriechend géif ech soen, dass mer direkt zum Vote kënnte kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5936 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5936 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia

Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Projet ass deen iwwert d'Ëmsetzung vun Direktiven am Beräich vun de Sociétés commerciales. Déi honorabel Madame Doerner huet fir d'véierte Kéier haut d'Wuert, an ech géif si bieden, eis de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

7. 5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du Travail

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet soll d'Operatioune vu grenziwwerschreidende Fusioune vu Kapitalgesellschafte vereinfachen an huet als Zil, dräi Direktiven deelweis ëmzesetzen, an zwar an eist nationaalt Recht. Doduerch, duerch déi Ëmsetzung, gëtt eist Gesetz vun 1915 iwwert d'Gesellschafte geännert, mä och eisen Droit du travail. Ier ech elo op déi wesentlech Ännerungen ze schwätze kommen, déi effektiv bei eis am Code des sociétés respektiv am Code du Travail kommen, géif ech gär déi verschidden Direktive kuerz beschreiwen.

Bei den europäesche Kapitalgesellschafte besteet de Besoin vun Harmonisatioun, wéi iwwerall, mä haaptsächlech vu Kooperatioun a Reorganisatioun. Am Hibléck op eng Fusioun tëschent verschiddene Gesellschaften a verschiddenen EU-Länner stéisst ee schnell op rechtlech an administrativ Problemer, déi eng Fusioun kënnen erschwéieren. Eng communautär Regelung ass dofir noutwendeg, déi d'Zil huet, grenziwwerschreidend Fusioune vu Gesellschaften, déi alleguerte verschiddenen Texter, Rechtssystemer ënnerleien, ze vereinfachen. Esou eng Regelung géif zu engem korrekte Fonctionnement vum Bannemaart bäidroen.

An dëst ass genee den Objet vun der éischter Direktiv, déi vum 26. Oktober 2005. Dës Direktiv gesäit ënner anerem vir, dass, jee no dem festgesatene System, déi nei Entitéit, déi duerch déi Fusioun vun deenen zwou verschiddene Gesellschaften entstanen ass, enger eenzeger Legislatur soll ënnerleien, an zwar där vun deem Land, wou dës Entitéit hire Sëtz géif etabléieren.

Dës Richtlinn applizéiert sech op Fusioune vu Kapitalgesellschaften, déi nom Recht vun engem Memberstat gegrënnt gi sinn an déi hire Sëtz, hir Haaptverwaltung oder awer hir Haaptnidderloossung an der EU hunn, an esou wäit wéi zwou Gesellschaften op d'mannst dem Recht vu verschiddene Memberstate géifen ënnerleien. Dobäi muss nach gesot ginn, dass d'Memberstate beschléisse kënnen, wann eng Fusioun gemaach gëtt, wou eng Kooperativgesellschaft géif deelhuelen, dass do kënnt aneschters regléiert ginn. Lëtzebuerg huet sech awer net fir dës Optioun entscheed.

D'Direktioun an d'Verwaltungsorganer vun all Gesellschaft, déi fusionéieren, sollen elo no der Direktiv vun 2005 e gemeinsame Fusiounsplang erstellen. Dëse Plang soll verschidde Mentiounen enthalen. D'Direktiv huet der zwielef identifizéiert, déi an dësem Plang mussen drastoen. De Plang soll mindestens ee Mount virun der Assemblée générale, déi iwwert déi Fusioun géif décidéieren, publizéiert ginn.

D'Direktiv gesäit awer och nach vir, dass de Conseil de direction an d'administration vun all eenzelner Gesellschaft, déi fusionéiert, e Bericht soll erstellen. Dëse Bericht ass fir d'Aktionäre bestëmmt. Hei ginn déi juristesch, mä och déi wirtschaftlech Aspekter vun der grenziwwerschreidender Fusioun beliicht op d'Konsequenze vun der Fusioun, awer och op d'Konsquenze vun de Salariéen, wou déi opmierksam gemaach ginn. Dëse Bericht soll spéitstens erëm eng Kéier e Mount virun der Assemblée générale den Aktionären an de Vertrieder vun de Salariéë respektiv de Salariéë selwer zougänglech sinn.

Och d'Erstellung vun engem Rapport vun engem onofhängegen Expert ass virgesinn. Dëse Rapport ass geduecht fir d'Fusiounen ze analyséieren, ass awer net noutwendeg, wann all Aktionären aus enger Gesellschaft - déi selbstverständlech och un där Fusioun deelhuelen - dorobber géife verzichten. D'Assemblée générale vun all Gesellschaft, déi fusionéiert, décidéiert iwwert d'Zoustëmmung vum gemeinsame Fusiounsplang, an dëst op Basis vum Rapport iwwert de Fusiounsprojet an den Experterapport.

All Memberstat nominéiert selbstverständlech och déi zoustänneg Autoritéit, déi kompetent ass, fir d'Rechtméissegkeet, also d'Legalitéit vun där Fusioun ze kontrolléieren. Et geet hei ëm d'Rechtméissegkeet vun der Prozedur, déi d'Gesellschafte betreffen, déi senger Législatioun ënnerleien. Dës Autoritéit zertifiéiert, dass d'Fusioun rechtméisseg erfollegt ass. All Memberstat nominéiert och déi zoustänneg Autoritéit, déi d'Legalitéit vun der Fusioun kontrolléiert, dat heescht op deen Deel, dee sech op d'Prozedur vun der Fusioun respektiv op d'Konstitutioun vun enger neier Gesellschaft bezitt. An dat, falls déi nei Gesellschaft, déi aus der Fusioun wäert ervirgoen, senger Législatioun wäert ënnerleien.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, wéini déi grenziwwerschreidend Fusioun wierksam gëtt. Dat gëtt vum nationale Recht vum Memberstat bestëmmt, deem déi nei Entitéit ënnerläit.

D'grenziwwerschreidend Fusioune brénge bestëmmte Konsequenze mat sech. D'Gesellschaften, déi absorbéiert gi sinn oder déi fusionéiert hunn, éischtens, existéieren net méi. Dat gesamten Aktiv- a Passivvermëije vun deene betraffene Gesellschaften ass op déi nei Gesellschaft iwwerdroe ginn.

Wat d'Matbestëmmungsrecht vun de Salariéen ugeet, esou ass ervirzehiewen, dass am Prinzip hei déi national Législatioun déi nei Gesellschaft, déi aus där Fusioun entsprongen ass, reglementéiert. Déi fënnt hei Uwendung. Ausnahmsweis kënnen d'Regelen iwwert d'Participatioun vun de Salariéen, déi am Kader vum Reglement a vun der Direktiv vun der europäescher Gesellschaft fixéiert sinn, sech hei applizéieren.

Déi zweet Direktiv, déi de virleiende Gesetzestext ëmsetzt, an zwar d'Direktiv vum 6. September 2006, huet als Zil, d'Usammlung vu Kapital an d'Restrukturatioun vum Aktionariat ze vereinfachen. Déi Direktiv gëtt och „Direktiv slim" genannt.

(Interruption et hilarité)

Déi Europäesch Kommissioun...

Une voix.- Si mer nach an den Délaien, Madame?

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Bei där heiter: Jo.

...déi zweet Direktiv am Kader vum Gesellschaftsrecht agefouert huet, moderniséiert a vereinfacht misst ginn. Dëst soll zu enger gréisserer Leeschtungs- a Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber féieren, ouni dass d'Aktionären oder d'Créancieren, eventuell Créancieren, dorënner géife leiden. D'Memberstate kënnen no der Direktiv, ënner verschiddene Konditiounen, d'Gesellschafte vu verschiddene Verflichtungen entlaaschten. D'Direktiv gesäit och harmoniséiert Garantië fir d'Créanciere vir am Kontext wann d'Kapital géif reduzéiert ginn.

Dann hu mer d'Direktiv vum 13. November 2007, déi erlaabt, am Kader vun nationale Fusiouns- a Scissiounsoperatiounen d'Kontrollprozedur vum Fusiounsplang vun engem onofhängegen Expert opzelockeren, wann all d'Aktionären d'accord sinn, dass de Rapport vum Expert net noutwendeg ass.

Här President, d'Ëmsetzung vun deenen dräi Direktiven, vun deene mer elo just geschwat hunn, erfuerdert nëmmen deelweis Modifikatiounen an eiser Gesetzgebung. Firwat? Well d'Direktiv vun 2005 ass nämlech scho vum honorabele Patrick Santer am Mäerz 2007 ëmgesat ginn.

(Interruption)

Dat eent huet ënner anerem d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Kapitalgesellschaften, awer och d'Gesetz iwwert d'Société européenne ëmgeännert. Dat anert huet verschidde spezifesch Dispositioune vum Gesetz vun 1915 ëmgeännert.

Et geet hei drëms, d'juristesch Sécherheet vun de Fusiounsoperatiounen ze garantéieren, ënner anerem duerch d'Reduktioun vun der Verjährungsperiod vun der Action en nullité vun enger Fusioun. Zweetens, d'Aféierung vun enger Dispositioun, no där de lëtzebuergeschen Notär, deen d'Fusioun aktéiert huet, sech op en Zertifikat baséieren däerf, deen en auslänneschen Notär him ginn huet oder awer eng aner Autoritéit dat ausgestallt huet an deen attestéiert, dass déi national Formalitéite respektéiert gi sinn. Dann hu mer d'Determinatioun, drëttens, vum Moment wou d'Fusioun den Aktionären an den Tiersë kann opposéiert ginn.

Vu dass déi Transpositiounen net komplett si vun allen Direktiven, ass et noutwendeg, déi national Gesetzgebung nees ze modifizéieren an ze adaptéieren. An dat geschitt elo am Kader vun dësem Projet. Ouni wëllen elo an den Detail ze goen, well dat alles e bësschen technesch ass, erlaaben ech mer awer déi eng oder aner Ofännerung ganz kuerz ervirzehiewen.

Éischtens, esou brauch een an Zukunft, wann den Directoire oder de Verwaltungsorgan dat esou décidéiert huet, kee Rapport vun engem Expert méi, wann et sech ëm Rapporten handelt wéi Wäertpabeiere vu cotéierte Gesellschaften. Zweetens, d'Gültegkeet vun der Autorisatioun vun enger Gesellschaft, hiren eegene Rachat vun Aktien ze maachen, ass op fënnef Joer fixéiert ginn, an et gëtt keng Limite méi wat de Capital souscrit ugeet. Drëttens, eng Gesellschaft kann, ënner bestëmmte Konditiounen, elo selwer eng finanziell Hëllef oder e Prêt accordéieren, dee vun engem Drëtte gebraucht gëtt, fir d'Aktië vun der Gesellschaft opzekafen.

Do derbäi kënnt, dass zënter dem Gesetz vum 23. Mäerz 2007 d'Fusioune mat Gesellschaften oder Groupementer souguer aus Drëttlandstaten erlaabt sinn. De virleiende Projet preziséiert, dass auslännesch Gesellschafte sech hirer Gesetzgebung konformëiere mussen. D'Konditiounen, souwuel vun den nationalen an de grenziwwerschreidende Fusioune si gréisstendeels uniformiséiert ginn, e puer Ënnerscheeder wäerten nach ëmmer bleiwen.

Den Notär ass déi kompetent Autoritéit, fir d'Legalitéit vun de Fusiounsoperatiounen ze kontrolléieren, zumindest fir d'Deeler vun der Prozedur, déi sech op d'Gesellschafte bezéien, déi dem Lëtzebuerger Regime ënnerleien. Dee Moment, wou d'Fusioun engem Drëtten opposéiert ka ginn, ass och ganz kloer preziséiert. Dat ass d'Publikatioun vun de Procès-verbaux vun den Assembléeën, déi d'Fusioun décidéiert, respektiv vun engem Zertifikat vum Notär.

Et gëtt aner Regele fir d'Fusioune par absorption vun auslännesche Gesellschaften. Wat ganz wichteg ass, dass d'Fro vum Transfert vun de Rechter an d'Obligatioune vun den Aarbechtskontrakter, déi existéieren, och gekläert ass.

Elo komme mer scho bal zum Schluss. Opgrond vun engem detailléierten, exzellenten Avis vum Conseil d'État, huet eis Kommissioun eng Rei vu Redressementer an Upassunge gemaach, esou wéi dee Projet elo hei virläit. Ech wollt awer ganz kuerz op den Avis vun der Chambre de Commerce agoen. An engem ganz gewëssenhaft ausgeschafften Avis bedauert d'Chambre de Commerce, dass d'Direktiv iwwert d'grenziwwerschreidend Fusiounen net nom Prinzip gefuer ass: «toute la directive et rien que la directive».

Effektiv gëllen no dësem Projet déi nämlecht Regelen iwwert d'Verschmelzung an d'Spaltung vu Kapitalgesellschaften aus verschiddenen EU-Memberstaten, déi och fir Fusioune mat Gesellschaften ausserhalb vun der Unioun gëllen. Wat ass hei den Hannergrond? Dir erënnert Iech, dass am Virfeld vun den Diskussiounen ëm d'Société européenne ëmmer erëm drop higewise ginn ass, dass hei net nëmmen d'Gesellschaftsrecht, mä och d'Aarbechtsrecht, d'Sécherheet, alles wat d'Sécherheet vum Aarbechtsrecht betrëfft, ausdrécklech geregelt musse ginn. Duerfir ass dem Reglement iwwert d'Société européenne och eng Direktiv iwwert den Droit du Travail richteg ugepecht ginn.

Och bei enger Fusioun geet et net nëmmen ëm eng puer intellektuell, abstrakt Applikatioun vu Gesellschaftsrecht, mä et geet och ëm konkret Acquisen, et geet ëm d'Koordinéierung vun Aarbechtsrechter, déi iwwerholl musse ginn, déi mat exportéiert ginn. An et ass d'Uleies vun eiser Regierung, dëse Rechtsschutz anzebanne bei alle Fusioune vu Gesellschaften, net nëmmen à l'intérieur, mä och à l'extérieur vun der EU.

Fazit: Nëmmen esou kënnen héich problematesch aarbechtsrechtlech Fäll bei all Zort vu Verschmelzungen a Spaltungen évitéiert ginn. Fir den Detail géif ech mech rapportéieren op d'Travaux préparatoires. Am Numm vun der Kommissioun géif ech Iech bieden, dëse Projet ze stëmmen, an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Ech ginn dovun aus, dass keen heibanne sech wëllt mat hir uleeën iwwert d'Diskussioun vun deem Projet hei, well ech wëll hir wierklech „Chapeau" soe fir hire Rapport, mat deenen doten Detailer a mat där Technik, déi dee Projet mat sech brëngt, an dofir hir e grousse Merci vun eis alleguerten. Ech ginn dovun aus, dass mer kënnen iwwert dee Projet ofstëmmen. D'Regierung ass och domat d'accord, dass mer kënnen elo doriwwer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5829 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger,

Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet iwwert d'Navigation aérienne. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

8. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5273 iwwert d'Navigation aérienne, deen ech d'Éier hunn, Iech am Numm vun der Transportkommissioun haut ze rapportéieren, huet eigentlech schonn eng ganz laang Geschicht a gouf deemzufolleg och am Laf vun der Zäit staark verännert.

Déposéiert gouf de Projet scho virun iwwer fënnef Joer de 14. Januar 2004, also nach ënnert der viregter Regierung. De Projet de loi befaasst sech mat der Sécherheet um Flughafen an eisem nationale Flugwiesen am wäiteste Sënn vum Wuert.

Et geet ëm d'Perceptioun vun Taxen a Redevancen. Et geet ëm den Accès zum Flughafen. Et geet ëm d'Definitioun vun den Trajectoires d'approche et de décolage. Et geet ëm d'Opstelle vu Sécherheetspläng, de Konsum vun Alkohol an Drogen an der Enceinte vum Flughafen an esou weider.

D'Zil ass a war et, e puer Gesetzestexter, déi d'Navigation aérienne betreffen, un d'Realitéit vun haut unzepassen - virun allem um technesche Plang - an awer och gläichzäiteg d'europäesch Normen an deem Beräich vollstänneg ëmzesetzen.

Do besteet och dréngenden Handlungsbedarf, wann ee bedenkt, dass dat wichtegst Gesetz iwwert d'Navigation aérienne, dat haut nach a Kraaft ass, zréckgeet op d'Joer 1948. Den zivile Flugverkéier vun deemools ass awer - ech mengen, dat wësse mer alleguerten - ganz sécher net méi mat deem vun haut ze vergläichen.

Et muss ee soen, dass de Secteur och an deene leschte Jore ganz schnell evoluéiert huet, sou dass de Gesetzesprojet e puermol en cours de route huet missen amendéiert ginn. Wéi schnell nei Besoinë sech bemierkbar gemaach hunn, weist sech eleng dorun, dass schonn e puer Wochen nom Dépôt vum Projet de loi, an zwar den 9. Februar 2004, en Amendement gouvernemental nokomm ass, well sech d'Geleeënheet gebueden huet, fir de System vum Ausstelle vun de Lizenze fir d'Piloten zousätzlech am Gesetz festzeschreiwen.

Et koum ausserdeem eng kleng Ännerung derbäi, déi et erlaabt, als Derogatioun vun eisem Sproocheregime international Virschrëften op Englesch kënnen ze veröffentlechen. Am Flugverkéier ass engersäits Englesch déi international unerkannte Sprooch, fir sech ze verstännegen, an anerersäits géif ee riskéieren, juristesch Problemer ze schafen, wann een dës komplizéiert Texter op Franséisch iwwersetzt, well um Enn jo dach déi international unerkannten englesch Versioun déi ass, déi dann ausschlaggebend ass.

Eng komplett iwwerschafften Textversioun vum Projet de loi louch der Chamberskommissioun awer eréischt de 16. August 2007 vir. Et hat och e puer Ursaachen, firwat den Text huet misse remaniéiert ginn a firwat et esou laang gedauert huet. Éischtens hat de Statsrot a sengem éischten Avis dozou vum 22. Mäerz 2005 eng ganz Rei substanziell a kritesch Remarquë gemaach, deenen huet misse Rechnung gedroe ginn. An en huet ausserdeem gefrot, fir och dem Projet de loi eng ganz aner Struktur ze ginn.

Zweetens huet och den initialen Text, also dee vun 2004, e puer nei Dispositiounen erabruecht, déi zum Beispill och d'Administration de l'Aéroport betraff hunn. Wou deen neien Text virgeluecht gouf, war et awer scho kloer, dass dës Administratioun an där Form, wéi mer se kannt hunn aus der Vergaangenheet, net kéint bestoe bleiwen.

Dir wësst alleguerten, dass mer am Dezember 2007 jo eng nei Administration de la navigation aérienne kreéiert hunn iwwer Gesetz, déi dann déi fréier Flughafeverwaltung ofgeléist huet. An dëst Gesetz sinn dann och all déi néideg Ännerungen agefloss, fir d'Gestioun vun eisem Flughafe kompatibel ze maache mat de Regele vum europäesche Ciel unique.

Ofgesi vun den Dispositiounen iwwert d'Administration de l'Aéroport sinn awer all Elementer aus dem initialen Text och an déi aktuell Versioun iwwerholl ginn, allerdéngs wéi gesot och oft a staark ofgeännerter Form.

Et sinn awer och vill nei Dispositiounen an de Projet de loi 5273 erakomm. Si betreffen, wéi ech scho gesot hunn, gréisstendeels alleguerten d'Sécherheet um Flughafen.

Dir erënnert lech, dass an de Joren 2006 an 2007 verschidden Inspektioune vun der OACI, der Organisation de l'Aviation Civile Internationale, an och d'EU-Kommissioun effektiv eng Rei vu Mängel bei eise Sécherheetsmesuren um Flughafe festgestallt haten, wat eis jo während e puer Woche seriö Problemer och gemaach huet. An deem Kader sinn dann och e puer vun den zousätzleche Bestëmmungen ze gesinn, déi an dësem Projet de loi elo erageholl gi sinn.

Et besteet duerfir och eng gewëssen Urgence, well mer nach ëmmer net ganz konform mat dem europäesche Recht sinn, soulaang dëse Projet net ëmgesat ass.

Ech hu gesot, de 16. August 2007 gouf do déi remaniéiert Versioun déposéiert. Bis zum Avis complémentaire vum Statsrot huet et awer dunn nach eng Zäit gedauert. An zwar huet eréischt den 3. Mäerz vun dësem Joer, also gutt annerhalleft Joer duerno, de Statsrot seng Analys vum neien Text virgeluecht. Et ass, wann een d'Komplexitéit vum Sujet och bedenkt, net verwonnerlech, dass och hei dat punktuell huet nach eng Kéier missen nogebessert ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Transportkommissioun huet deemno nach zweemol Amendementer gemaach, ier de Statsrot mat allen Dispositiounen a Formulatiounen averstane konnt sinn.

Den Text, esou, wéi mer en dann haut hei diskutéieren an ofstëmmen, gesäit u sech da Modifikatioune vun dräi verschiddene Gesetzer vir. Als Éischt wier dat dat modifizéiert Gesetz, wou ech éinescht schonn dovu geschwat hunn, vum 31. Januar 1948 iwwert d'Reglementéierung vun der Navigation aérienne. Dëst Gesetz gouf am Laf vun der Zäit e puermol liicht ugepasst, mä net um Fong geännert, wat schonn e bëssen erstaunlech ass an engem Domän, dee sech an deene leschte 60 Joer esou enorm verännert huet.

Esou gëtt et ënner anerem eng Ännerung um Niveau vun den Definitiounen an och vum Champ d'application vum Gesetz, wat d'Aéronefs d'État ugeet, déi bis elo net dorënner gefall sinn. 1948 war effektiv net virgesinn, dass de Stat eventuell e Fliger oder en Helikopter kéint ausserhalb vum militäresche Beräich hunn. Haut ass dat awer zum Beispill mam Polizeihelikopter de Fall. An déi deele sech jo awer och de Flugraum mat den zivile Fligeren, sou dass do schonn eleng aus Sécherheetsgrënn eng Reglementatioun muss bestoen.

Ugepasst gouf och d'Bestëmmung iwwert d'Autoriséierung fir auslännesch Militärfligeren, fir hei ze landen oder iwwert d'Lëtzebuerger Hoheitsgebitt ze fléien.

Eng Rei aner Ännerunge betreffen dann och d'Redevancen oder d'Taxen, déi vun den Opérateuren, de jeeweilege Fluggesellschaften, am Kader vun der Exploitatioun vun eisem Flughafen ze bezuele sinn, wat sech och zum Deel doraus ergëtt, dass déi verschidde Servicer, déi um Flughafe geleescht ginn, no deenen neien EU-Regele méi transparent hu missen organiséiert ginn an zum Deel och solle käschtendeckend fonctionnéieren.

Wéi scho virdru gesot, kommen och nei Bestëmmungen an d'Gesetz vun 1948 iwwert d'Ausstellen, de Retrait, de Refus vun de Lizenze fir d'Piloten oder d'Restriktiounen, déi domat verbonne sinn. Sou gëtt ganz genee festgeluecht, ënner wat fir Bedéngungen een eng Pilotelizenz kritt respektiv wéi ee se kann nees verléieren.

Bis elo sinn esou Froen iwwer groussherzoglecht Reglement geregelt ginn, mä aus Grënn vun der rechtlecher Sécherheet an och, fir dem Artikel 11 vun der Constitutioun gerecht ze ginn, ass et besser a méi richteg, dës Dispositiounen an d'Gesetz mat eranzehuelen.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer herno ofstëmmen, féiert ausserdeem nei Sanktiounen am Zesummenhang mat der Sécherheet um Flughafen an a viséiert do speziell déi Leit, déi duerch hiert Verhalen d'Sécherheet a Gefor bréngen. Sou gi Virschrëften iwwert d'Persounekontrollen an deene verschiddenen Zonen um Flughafe respektiv och d'Kontrolle vu Gepäck oder vu Gefierer, déi an Zone mat beschränktem Accès erafueren, op dës Manéier renforcéiert.

Da sinn och Sanktioune virgesi fir Leit, déi d'Kommunikatiounen um Flughafe stéieren, déi Kommunikatiounen, déi eigentlech fir de Flugverkéier reservéiert sinn.

Ganz nei Bestëmmunge gëtt et dann, wat d'Sécherheetsproblemer a Relatioun mam Konsum vum Alkohol respektiv vun den Drogen an der Enceinte vum Flughafen ugeet. D'Iddi war et, fir sech dobäi méiglechst staark u Bestëmmungen ze orientéieren, déi am Code de la route fir de Stroosseverkéier bestinn, zumindest wat d'Prozedure vum Dépistage vun den Drogen ugeet. Dat war natierlech net ganz einfach, well grad dës Bestëmmunge fir de Stroosseverkéier zënter dem Dépôt vum Projet de loi 5273 souguer zweemol geännert hunn.

An der Praxis ass den Dépistage vun illegalen Drogen eben net esou einfach wéi vläicht en Alkoholtest. Mir gesinn dat herno och nach am Kader vun engem anere Projet de loi, dee mer herno diskutéieren am Kader vun der Verkéierssécherheet op der Strooss. Wichteg war virun allem och, dass d'Piloten zu all Moment kënnen ouni Virwarnung op Drogen oder Alkohol getest ginn.

Net all Sanktiounen, déi de Projet de loi virgesäit, stinn an direkter Relatioun mat der Sécherheet. Fir d'éischte Kéier sollen och déi responsabel Fluggesellschafte respektiv hir Pilote kënne bestrooft ginn, wa se sech net un déi virgeschriwwen Trajectoirë beim Lande respektiv beim Starten halen.

Et muss een dozou soen, dass den europäesche Loftraum 2001 nei opgedeelt gouf, fir seng Effizienz ze verbesseren. Dobäi hunn och missen d'Trajectoiren hei zu Lëtzebuerg ugepasst ginn, an dorop haten eigentlech eis Autoritéiten net direkt vill Afloss. Et gouf awer dorop opgepasst, an dat ass och gutt esou, dass esou mann wéi méiglech vun deenen Trajectoiren iwwer Wunngebidder solle féieren.

Do derniewent gëtt et awer, an dat wësse mer, ëmmer erëm vun den Awunner vun deene betraffene Gemenge ronderëm de Findel och Kloen. Zum Beispill iwwert d'Sportfligerei, déi zu Übungszwecker Start- a Landemanöver duerchféiert. Och dës Trajectoirë sinn esou festgeluecht, dass d'Leit, déi an deem Gebitt wunnen, net méi Kaméidi ausgesat si wéi onbedéngt néideg.

D'Bekämpfung vum Kaméidi ass jo och an der Tëschenzäit, mengen ech, e ganz wichtegt Zil vun der Regierung. Zu de Mesurë gehéiert ënner anerem och, dass de Kaméidi soll esou wäit wéi méiglech un der Quell verhënnert ginn. Um Flughafe bedeit dat zum Beispill, dass d'Fligere sech mussen un d'Trajectoiren halen, dass et Strofe gëtt, wa Pilote sech net un dës Trajectoiren an un dës Virgaben halen.

Den zweeten Artikel vum Projet de loi ännert d'Gesetz vum 19. Mee 1999 of. Dat ass d'Gesetz, dat den Accès zum Marché vun der Assistance en escale um Findel regelt, dat Regelen opstellt am Beräich vun der Sûreté vun der ziviler Aviatioun, an och dat d'Direction de l'aviation civile geschafen huet. Dës Modifikatioune sinn eng direkt Suite vum europäesche Reglement 2320/2002, dat gemeinsam Regelen agefouert huet fir d'Sûreté am Beräich vun der ziviler Aviatioun. A Kraaft getrueden ass dëst Reglement schonn den 19. Januar 2003.

D'Haaptelement dovunner ass en nationale Sécherheetsprogramm, dee garantéiert, dass déi gemeinsam Normen an der ganzer Europäescher Unioun ugewannt musse ginn. Am Gesetz vun 1999 ass esou e Sécherheetsprogramm och scho virgesinn. Et huet sech awer bei den internationalen Inspektioune vun 2006 respektiv 2007 eraus-gestallt, dass dës Bestëmmungen net géifen duergoen, fir déi nei international Regelen och lückenlos kënnen unzewennen. Dat neit Gesetz schléisst elo dës Lücken also och um Niveau vun eiser Législatioun an deem Beräich.

Dann den drëtten Artikel vun dësem Projet de loi gesäit nach Modifikatioune vir vum Gesetz vum 26. Juli 2002 iwwert d'Iwwerwaachung an d'Exploitatioun vum Lëtzebuerger Flughafen an iwwert d'Konstruktioun vun enger neier Aérogare. Et handelt sech hei net ëm fundamental Ännerunge vum Text, mä ëm kleng Upassungen, déi néideg sinn, fir mat den Ännerungen an deenen anere Gesetzestexter dann erëm kohärent ze bleiwen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mat dësem Projet de loi moderniséiere mer fundamental eis Reglementatioun am nationale Flugwiesen a ginn och gläichzäiteg eisen europäeschen Obligatiounen domadder gerecht.

An deem Sënn wier ech frou, wann all d'Fraktiounen dësem Rapport kéinten hir Zoustëmmung ginn. Ech wëll dat op alle Fall am Numm vun der LSAP-Fraktioun heimadder maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deenen Ausféierunge vum Rapporteur, vum Roland Schreiner, dee mëndlech wéi och schréftlech op all déi Problemer higewisen huet, wëll ech am Fong just nach zwou Saachen ergänzen.

Mir wëllen awer och vun dëser Plaz vun der Geleeënheet profitéieren, all deene Comitéen, déi mer do gesinn hunn, Merci ze soen. Wéi mer iwwert dee Projet de loi hei geschwat hunn, dee jo schonn eng laang Durée huet - de Roland Schreiner huet dorop higewisen -, hate mer och déi eenzel Entrevuë mat de Beruffsorganisatiounen, wou déi Leit eis emol um Terrain konnten och erklären, well et, wéi oft bei esou engem techneschen Dossier, deen d'Sécherheet ubelaangt, och wichteg war fir eis, dat alles ze kennen.

Duerfir wëll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, all deene Leit Merci ze soen, net nëmmen dem Rapporteur an dem Ministère, mä och deene Leit, déi um Flughafe schaffen, fir hir Mathëllef, dass mer och domadder besser konnte verstoen, wat de Besoin a wat d'Importenz vun dësem Projet ass.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert och versichen, mech kuerz ze halen. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hei geet et ëm eng Rei Adaptatiounen an Neierungen, déi d'Loftfahrt betreffen. Hien huet déi en détail erkläert. Dat sinn och zum Deel ganz komplex Matièren.

Vläicht awer eng Remarque zur Form: Et wier vläicht interessant oder méi iwwersiichtlech gewiescht, wann een hätt ënner iergendenger Form an de parlamentareschen Dokumenter och en Text coordonné kënnen derbäileeën, well hei jo zum Deel och Gesetzartikele vu verschidde Gesetzer ëmgeännert gi sinn, dann hätt dat vläicht deenen Novicë respektiv deene Leit, déi net esou an där Matière dra sinn, e bësselche gehollef. Mä dat soll awer elo keen Ofstréch si vun deem gudde Rapport.

Ech wëll zwee, dräi Punkte ganz kuerz ervirsträichen. Zum engen ass dat eppes, wat

wierklech och eng Neierung ass, dat ass d'Aféierung vun enger lëtzebuergescher Pilotelizenz fir professionell Piloten, déi op Linieflich fléien, wat also eng wichteg Neierung duerstellt, well bis elo hu Lëtzebuerger, déi eng Pilotelizenz wollten hunn, normalerweis missen op auslännescher zréckgräifen, déi dann hei oder am Ausland dat maachen. Ech mengen, datselwecht gëllt och fir d'Aiguilleurs du ciel, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zum anere wéilt ech och ervirsträichen, datt eng Rei Mesuren agefouert ginn, déi d'Sécuritéit betreffen, déi sech och opgedrängt hunn opgrond vun Inspektioune vun der EU-Kommissioun a vun der OACI. Do waren eng Rei Mängel festgestallt ginn. Et ass jo och schonn esou, datt och elo virum Vote hei vun dësem Projet de loi do eng Rei Mesuren ergraff gi sinn, fir deem ze remédiéieren. Also, et ass wierklech kloer, dat ass e wichtegen Aspekt, well Lëtzebuerg ass jo awer en internationale Flughafen a bei der Sécherheet dierfen do wierklech keng Lacunen entstoen, souwuel wat den Accès an de Fligere selwer wéi och dee ganzen Areal um Buedem vum Flughafen ugeet.

Dat ass am Intérêt vun de Passagéier, awer och am Intérêt vum Image vum Standuert Lëtzebuerg, well bekanntlech ass et jo och esou, datt de Flughafen eng vun deenen éischten Dieren ass, wann d'Auslänner heihinner komme respektiv och ganz oft wa Geschäftsleit heihinner kommen.

Dat gesot, nach eng lescht Remarque, dat ass déi vun den Trajectoirë vum Landen a Starte vun de Fligeren. Déi Couloirë si jo an Zesummenaarbecht mat internationale Gremien ofgeschwat an opgestallt ginn. Et wier och wierklech elo wichteg, datt déi géifen agehale ginn. Et sinn och Reglementer virgesi ginn, fir eventuell do Strofe mussen ze bezuelen, wann dat net de Fall ass. Et ass ze hoffen, dass op alle Fall op déi Aart a Weis dann och déi Couloiren agehale ginn, well dat jo am Endeffekt och am Intérêt ass vun der Liewensqualitéit vun den Awunner ronderëm dat Areal vum Flughafen, well et jo hei haaptsächlech och ëm dee ganzen Dossier vun der Kaméidisbelästegung geet.

Dat ass eng ganz Problematik, wou ee vill méi wäit kéint aushuelen. Ech wëll dat awer elo haut den Owend net maachen, mä mir sollen awer deen Dossier och net aus den Ae verléieren. Mir wäerte sécherlech, oder d'Chamber wäert an Zukunft och nach iwwert déi Problematik hei schwätzen.

Dës puer Remarquë gemaach, wéilt ech och den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

Une voix.- Den Här Braz!

M. le Président.- Den Här Braz ass vir. Här Braz, Dir sidd net ageschriwwen. Entschëllegt!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Henckes kann awer stoe bleiwen, well ech si gradesou kuerz wéi den Här Spautz. Déi gréng Fraktioun gëtt hir Zoustëmmung zu dësem Projet, net ouni dem Här Schreiner Merci gesot ze hu fir säi Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Da kritt elo den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Mercien un de Rapporteur fir dat Gesetz, wat mer haut sollen an och wäerte stëmmen. Ech gesi just, datt de Projet de loi de 14. Januar 2004 déposéiert ginn ass. Et gesäit een, datt d'Gestioun e bësselche schwiereg wor an datt munches dorunner geännert ginn ass an hin an hier gefuer ginn ass.

Dat bedeit natierlech, datt et awer och wichteg ass, datt mer endlech déi Direktiv ëmsetzen. Déi datéiert vun 2003. Dat ass also och, mengen ech, eppes, wat misst an Zukunft sech verbesseren. Dat ass, datt mer Direktive méi séier ëmsetzen. Am Laf vun der leschter Woch a vun dëser Woch an och an deenen nächsten Deeg ginn elo massiv nach Direktiven ëmgesat, wou et ganz, ganz laang gedauert huet. Ech mengen, do musse mer aner Weeër goen, well dat heiten ass eng Rechtsonsécherheet a munche Fäll; well vill vun deenen Direktive si schonn d'application um europäesche Plang, ouni datt mir se hei ëmgesat hunn.

Da muss een natierlech awer och nach - an dat wor meng Iddi haut och - iwwert d'Trajectoires d'approche et de décollage des aéronefs schwätzen; dat heescht, wéi d'Fluglinnen an d'Landelinnen, d'Lignes d'atterrissage an de décollage vun de Fligere sinn. Mir wëssen alleguerten, datt déi bestehend Aart a Weis fir ze lande baséiert op zimlech alen historeschen - kéint ech bal soen - Fluglinnen. Déi baséieren och dorobber, datt mer Fligeren haten, déi net konnten ofbremsen. Doduerjer si se relativ niddreg erageflunn iwwert den Haiser, da fréi gelant an dann hu se sech auslafe gelooss.

Et schéngt es esou ze sinn, datt awer eng Etüd vu Cargolux Boeing gemaach ginn ass - Här Minister, ech hat Iech schonn e puermol doriwwer interpelléiert -, datt et méiglech ass, fir déi Fluglinnen ze änneren, fir méi héich unzesetzen, wann ee lant, fir an der Mëtt vun der Pist ze landen, a fir deen Ablack d'Motorbremsen anzesetzen, fir da méi kuerzfristeg ze landen.

Dat hätt als Resultat, datt een eng Reduktioun vum Kaméidi fir d'Awunner ëm 50% kéint erbäiféieren. Mir wor du gesot ginn, Här Minister, an enger Question parlementaire, datt dat net méiglech wär, well déi Pist, déi hätt e Bockel an dofir géif dat net goen.

Ech hu mech dunn awer renseignéiert mat der Zäit, ob et dann net awer géif goen. An dunn ass mer gesot gi vun der Direktioun vum Flughafen, datt et méiglech ass, well elo schonn e gudden Deel vu Fligeren esou lande mat där Approche, déi méi héich ass. Dat ass also technesch méiglech. Et si just verschidde Fligeren, méi almoudesch Modellen, déi kënnen dat net.

Dofir mengen ech, Här Minister, wier et awer ubruecht, fir nach eng Kéier déi Problematik do ze kucken a fir vläicht iwwert de Wee vun Taxen déi Fligeren, déi Gesellschaften ze encouragéieren, fir dee Wee vun der Cargolux Boeing-Etüd ze notzen, an déi, déi deen net notzen, fir déi méi schwéier ze taxéieren. Dat wier och eng Incitatioun, fir eventuell méi nei a méi modern Fligeren, déi manner Kaméidi a manner Ëmweltverschmotzung maachen, och erbäizeféieren. Dofir nach eng Kéier mäi Wonsch un d'Regierung, fir op dee Wee do ze goen.

Dann ass mer och gesot ginn, datt am Ëmweltministère - an ech huelen un, datt den Transportminister heiansdo mam Ëmweltminister schwätzt, wat de Flughafen ugeet - eng Étude publique bis den 30. Abrëll 2009 am Lafe war iwwert deen neie Plan d'occupation des sols, mengen ech, also iwwert déi ganz Reglementatioun vum Flughafen. Ech wollt do froen, wat déi Enquête publique bis elo erginn huet, well d'Awunner hu sech anscheinend doriwwer opgereegt, datt si bei där Enquête publique net d'Recht haten, fir d'Wuert ze ergräifen.

Da sinn och eng etlech Kritike komm bei der Commission consultative aéroportuaire, wéi dat heescht. Déi Kommissioun soll en fait erméiglechen, datt en Dialog tëschent den Awunner an alleguerten den Interessenten ëm de Flughafe geschitt. Mä déi Kommissioun schéngt anscheinend nure méi um Pabeier ze sinn an eng Activité crépusculaire ze hunn.

Dofir wier et awer och interessant, Här Minister, ob Der net der Meenung wäert, datt just an engem Ablack, wou sech ganz vill Problemer stelle vun Ëmwelt, vu Kaméidi, datt een awer esou eng Kommissioun misst e bësse méi aktivéieren.

Déi Informatiounen, déi Diskussiounen, déi Froen, déi ech haut opwerfen, sinn déi, déi mer déi ganzen Zäit elo gestallt kréien. Fir déi, déi an de Géigende vun Hamm a Bouneweg, Houwald an esou weider Leit kennen: D'Interesseveräiner sinn dorun interesséiert. An et gesäit een, datt do nach munchen onzefriddene Bierger ass, well Verschiddenes sech net beweegt, well een notamment déi Etüd vu Cargolux Boeing net a Realitéit ëmsetzt.

Dat gesot awer, ass et noutwendeg, datt mer déi Gesetzgebung, dee Gesetzesprojet, esou wéi den Här Rapporteur en elo virgestallt huet, sollen unhuelen. Mir sinn och domadder d'accord. An d'ADR wäert also dëst Gesetz stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Merci virun allem dem President-Rapporteur fir déi Aarbecht, déi effektiv eng Zäit gedauert huet wéinst neien Agencementer, déi den Text jo praktesch nei gestalt hunn, an déi Diskussiounen, déi mer innerhalb vun der Kommissioun haten.

Ech mengen, bei deene Bemierkungen, déi gemaach gi sinn, wëll ech just agoen op déi lescht, déi vum Här Henckes gemaach gi sinn, pêle-mêle.

D'Commission aéroportuaire, dovunner sinn ech net selwer Member. Dofir weess ech net, wéini dass déi lescht Sëtzung war. Ech wäert mech awer informéieren iwwert d'Aart a Weis wéi déi Kommissioun schafft.

Bei där zweeter Fro sinn ech mer net sécher. Wann et sech ëm d'Enquête publique handelt beim POS, kann ech Iech keng Informatioun ginn, well déi ënnerläit der Kompetenz vum Minister vum Aménagement du Territoire. Wann et awer d'Enquête publique wär iwwert d'Plan-d'actionen iwwert de Kaméidi, ech mengen…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- De Kaméidi, jo.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Wann et déi sinn... Dir hat gesot, POS…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- De Plan d'action vum Kaméidi.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- De Plan d'action vum Kaméidi, do kann ech just soen, dass an der Enquête publique eng Réunioun fir all betraffen Awunner zu Sandweiler - wa meng Erënnerunge gutt sinn - stattfonnt huet, un där och, mengen ech, bal 100 Leit deelgeholl hunn, fir mat de Responsabele vum Ministère a vun allen Autoritéite vum Findel iwwert de Plan d'action ze diskutéieren.

An natierlech sinn och déi eenzel Gemengeréit am Rumm vun där Enquête amgaangen, hir Avisen zu deem Plan d'action ze verfaassen an dem Ministère zouzestellen. Dat ass an dësen Deeg amgaangen ze geschéien. An ech mengen, dass d'Gemengeréit dat och - sécherlech och dee Stater, natierlech, virun allem - da wäerte maachen, scho gemaach hunn oder amgaange sinn, et ze maachen.

Mä jiddefalls huet eng öffentlech Informatiounsversammlung an d'Méiglechkeet doriwwer ze schwätzen och stattfonnt, grad wéi natierlech och all interesséierte Bierger bei der Gemeng sech den Dossier kann ufroen an och do seng Stellungnahme kann eraginn. Den Dossier ass iwwregens och um Internet op eisem Site, och selwer de Projet de plan d'action, mat alle Méiglechkeeten, och do Remarquen derzou ze maachen, drop virgesinn.

Zu der Fro vun den Trajectoirë wëll ech soen, dass meng lescht Informatioun iwwert d'Etüd vun der Cargolux nach ëmmer déi ass, déi ech Iech schonn eng Kéier ginn hunn, wat d'Boss ubelaangt, déi eis Pist huet. Ech sinn awer gäre bereet, wann et do nei Elementer sollt ginn, fir déi dann och nach eng Kéier ze kucken.

Dir sot, et géif der ginn. Ech wäert dat da kontrolléieren a wéilt awer nach eng Kéier soen, dass am Projet de loi, dee mer wäerte stëmmen, deen Dir wäert stëmmen, pardon, dass do jo am Artikel 24bis och virgesinn ass, eng Tax anzeféieren, fir déi ze sanktionéieren, déi d'Trajectoiren, déi festgeluecht sinn, verletzen, déi sech net dorunner halen. Ech mengen, dat ass och en neie Moment. Virdrun hate mer esou eng Sanktiounsméiglechkeet net. Dat gëtt dann och eng Méiglechkeet, fir wierklech ze sanktionéieren, wann ee sech un déi Trajectoiren, déi fixéiert sinn, och net hält.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Projet. Et ass de Projet de loi 5905 iwwert d'Chauffeurs professionnels. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger an den Här Braz - ginn ech dovun aus -, an dann den Här Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

9. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Suessem niewent der Kronospan an der Zone d'activités Gadderscheier entsteht mat dësem Gesetz e Centre de formation fir Beruffschauffeuren. D'Aféierung vun enger Formation obligatoire et continue fir Beruffschauffeure wäert den Transportsecteur nohalteg an entscheedend veränneren. Bei ville Chauffeuren an och a ville Betriber ännert d'Gesetz vun haut villes fir hir Ausbildung, an domat och fir hire Beruff a fir hir Zukunft.

Als Introduktioun sief och gesot - an dat ass mer dat Allerwichtegst -, dass et sech bei dësem Projet de loi ëm d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet op onse Stroossen handelt. Do derniewent gët et och nach vill aner Considératiounen, déi d'Europäesch Kommissioun dozou bruecht huet, am Joer 2001 dës Direktiv ze proposéieren.

Mir hunn déi lescht Joren eng Rei vu Gesetzer gestëmmt, déi alleguer dozou bäigedroen hunn, Lëtzebuerg zum Spëtzereider an der Reduktioun vun de Verkéiersdoudecher ze maachen. Als eenzegt EU-Land hu mer 50% manner Verkéiersaffer wéi nach am Joer 2001.

Et ass keen Zoufall, dass mer zënter dem Bestoe vun den offizielle Statistiken nach ni esou wéineg Verkéiersdoudecher ze bekloen haten. Ech erënneren dobäi nëmmen un d'Aféierung vum Retrait immédiat vum Führerschäin oder un d'Ofsenkung vum Alkoholtaux op 0,5 Promille. Mat anere Wierder: Dëse Projet de loi reit sech nahtlos an de Package vu Mesuren an, déi nach méi Sécherheet op eise Stroosse brénge sollen, an domat och d'Unzuel vun den Doudechen a Schwéierverletzte reduzéiere sollen.

D'Formatioun, op déi ech gläich en détail wäert ze schwätze kommen, ass awer méi wéi e Gesetz fir d'Sécherheet op eise Stroossen. Dëst Gesetz wäert virun allem och eng Opwäertung fir den Transportsecteur bewierken, an domat eng direkt Auswierkung op d'Aarbechtskonditioune vun de Beruffschauffeuren hunn.

Wann et bis elo duerchgaangen ass, fir dierfe mat engem Bus vun oft méi wéi 20 Meter mat iwwer 50 Passagéier oder op engem Camion vun oft iwwer 26 Tonnen a mat Vitessë bis zu 90 Stonnekilometer ze fueren, fir en Titulaire vun engem Führerschäin vun der Kategorie D oder C, esou wäert dat an Zukunft net méi eleng duergoen. Et ass scho verwonnerlech, wéi wéineg Qualifikatioun een huet misse matbréngen, fir esou e verantwortungsvollen an aarbechtsintensive Métier vum Beruffschauffeur auszeféieren.

Endlech soll duerch dëst Gesetz eng Professionaliséierung vum Transportsecteur erreecht ginn, déi fir eis Ekonomie a fir eis Politik esou wichteg ass. Zum enge sinn eis Transportfirmen, déi wäit iwwer eis Grenzen eraus aktiv sinn, op gutt ausgebilten a responsabel Chauffeuren ugewisen; zum anere wäerten och Beruffschauffeuren, ob se beim TICE, beim städtesche Bus, dem AVL, bei der CFL oder de private Busentreprisë fueren, iwwer eng praktesch an theoretesch Formatioun verfügen.

Här President, wéi eng Elementer sollen duerch dës Formatioun awer vermëttelt ginn? Am Vierdergronn steet natierlech d'Législation routière, ob dat d'Rechter a Flichten op der Strooss betrëfft, de Fonctionnement vum Tachygraphe oder eben de Prinzip vun de Fuer- a Rouzäiten. Do derniewent sollen awer och d'Technike vum Arrimage vermëttelt ginn.

Ee weidere Flichtdeel vun der Formatioun ass en Éischt-Hëllefs-Cours an Notiounen iwwer eng Vermeidung vu Konflikter, e sougenannte Cours vu Konfliktmanagement. Hei gëtt zum Beispill e klengen Tunnel gebaut, deen op deenen zwou Säite ganz zougemaach ka ginn an dann ënner Damp gesat ka ginn. Dobäi sollen dann d'Chauffeure léieren, wéi een an esou enger Situatioun kann domadder ëmgoen an och wéi een dee Stress, deen engem do perséinlech entsteht, ka mat sech selwer behandelen.

De Projet de loi knäppt awer och u weider Aktiounen an Aktualitéitsthemen un, fir déi mer eis an deene leschte Jore staarkgemaach hunn. Esou ass ee vun deenen Haaptpiliere vun der zukünfteger Formatioun d'Bäibrénge vun enger effizienter a spuersamer Fuertechnik. Dës Kenntnisser sollen et dem Chauffeur erlaben, fir vill méi ekonomesch ze fuere wéi an der Vergaangenheet.

Ech brauch wuel kaum ze betounen, dass dësen Text och domat zwar e bescheide-

nen, awer e wichtege Bäitrag am Kampf géint de Klimawandel duerstellt. Wéi Dir gesitt, sinn d'Facetten an d'Auswierkunge vun dësem Text méi komplex a méi bedeitend, wéi déi knapps Dosen Artikelen et à première vue vermute loossen.

Här President, wéi ech schonn ugangs erwähnt hunn, berout de Projet de loi op enger Direktiv 2003/59/CE, déi 2003 zu Bréissel ugeholl ginn ass an déi schonn 2006 hätt sollen an d'Nationalrecht ëmgesat ginn. Sécher, mir hu Retard, wat d'Transpositioun vun dëser Direktiv betrëfft, mä mir mussen ons awer net dowéinst schummen.

D'Regierung huet effektiv eng gutt Zäit gebraucht, fir e schlëssegt Konzept ze presentéieren. Mä duerfir huet dëst Konzept de Virdeel, dass et am Aklang ass mat de Sozialpartner ausgeschafft ginn ze sinn, an och op zumindest zwee bedeitende Punkten, nämlech dem Finanzement an der Organisatioun vun der Formatioun, eng typesch Lëtzebuerger Léisung presentéiert.

Wat gesinn awer eigentlech déi Qualification initiale, beziehungsweis déi Formation continue vir, vun där an dësem Projet de loi Rieds geet? A wéi eng Beruffschauffeure sinn dovunner betraff?

Éischtens, de Champ d'application vum Gesetz. Et sinn all déi Beruffschauffeure concernéiert, déi am Besëtz vun engem Führerschäin vun der Kategorie D, also fir Busser, oder C, fir Camionen also, sinn; onofhängeg wéini si de Führerschäin gemaach hunn, onofhängeg dovun aus wéi engem Land se kommen oder a wéi engem EU-Land si ugestallt sinn.

Allerdéngs gesäit dat zukünftegt Gesetz awer eng Partie Exceptioune vir, an dat virun allem fir déi Persounen, déi bei der Police, bei der Arméi, oder am Rettungswiesen täteg sinn. Do doniewent sinn awer och déi Persoune vun der Formatioun ausgeholl, déi Gefierer vun enger Vitesse vu manner wéi 45 Stonnekilometer steieren, wéi zum Beispill d'Baueren.

Ausserdeem ass all Persoun net duerch d'Gesetz betraff, déi zwar am Besëtz vun engem C- oder D-Führerschäin ass, mä d'Aktivitéit als Chauffeur net berufflech ausübt, oder wou d'Fueren net d'Haaptaktivitéit vu sengem Métier duerstellt. Ech erkläre mech.

Eng Persoun, déi e Camionsführerschäin huet a bei der Renovatioun vu sengem Haus sech e Camion lount, fir säi Material ze transportéieren, ënnerläit net dësem Gesetz. Datselwecht zielt fir e Steemetzer, dee bei engem Entrepreneur schafft an e Busführerschäin huet, dee moies mat den Aarbechter mam Bus op de Chantier fiert, anschliessend do selwer während aacht Stonnen als Steemetzer schafft, an dann erëm mat sengen Aarbechter an de Betrib zréckfiert. Natierlech wäert et Grenzfäll ginn, mä ech mengen, an engem Zweifelsfall soll dee betreffende Chauffeur ganz einfach eng Ausbildung maachen.

Zweete Punkt: Qualification initiale a Formation continue. Fir déi Leit, déi mussen esou eng Formatioun maachen, gesäit d'Gesetz Folgendes vir: All Persoun, déi bis zu der Entrée en vigueur vun dësem Gesetzestext Titulaire vun dem Führerschäin vun der Kategorie C oder D ass, muss all fënnef Joer eng Weiderbildung - formation continue genannt - vu 35 Stonnen absolvéieren. All déi aner Persounen, déi also nom Akraafttriede vum Gesetz eréischt de prakteschen Exame vum Bus- oder Camionsführerschäin maachen, mussen, fir dierfen de Beruff als Chauffeur auszeüben, nach eng Qualifikatioun initiale vun 280, beziehungsweis 140 Stonnen absolvéieren.

De Projet de loi gesäit och eng Qualification initiale accélérée fir déi Leit vir, déi e gewëssenen Alter erreecht hunn an domat net mussen déi 280 Stonne Formatioun duerchlafen.

Déi Leit, déi méi jonk wéi 21 Joer sinn an awer gäre wëllen en décke Camionsführerschäin maachen oder gäre wëllen onbeschränkt Persounentransport fueren, musse kënnen, fir dee Beruff auszeüben, eng Formatioun vun 280 Stonnen absolvéieren.

Drëtte Punkt, de Finanzement an d'Konstruktioun vun engem Centre de formation. D'Fro stellt sech natierlech: Wou soll déi Formatioun organiséiert ginn? A wie soll dës Formatioun iwwerhaapt bezuelen?

Hei wäre mer bei där typesch Lëtzebuerger Léisung, déi ech aganks erwähnt hunn. Wéi eis awer vun den Acteuren um Terrain versécher ginn ass, esou ass no villen Diskussiounen a Réunioune mat de Sozialpartner festgehale ginn, dass zu Suessem niewent der Kronospan e Centre de formation pour conducteurs professionnels soll entstoen, ähnlech deem wéi zu Colmar-Bierg am Kader vun der Formation complémentaire.

De Standuert Suessem bitt an dësem Fall exzellent Bedingungen, nämlech ass de Site direkt un d'Collectrice du Sud ugebonnen an ass do derniewent - an dat ass e grousse Virdeel - och a Statsbesëtz.

Entgéint ville Meenungen bréngt dëse Site awer Avantagë fir d'Gemeng Suessem mat sech. Well zum enge war dësen Terrain fir Industriezwecker virgesinn an och esou klasséiert, an zum anere wäert d'Fueropkomme vu Camionen oder anere Gefierer bis zu 80% ënnert dem Verkéiersopkomme leien, deen d'Recyma - déi Firma, déi elo do ass - verursaacht huet, déi am Pafewee do läit.

Des Weidere soll an dësem Ausbildungszentrum e Verkéiersgaart integréiert ginn, deen dann de Kanner vun der Suessemer Gemeng soll zuguttkommen.

An der Praxis wäert dat dann esou ausgesinn, dass d'Formatioun ronn véier Deeg zu Suessem stattfënnt an een Dag zu Colmar-Bierg, wou d'Formatiounstester mat der Waasserberieselungsanlag gemaach ginn. Dëst aus technesche Grënn, well dofir d'Pist eng relativ staark Pente muss hunn, déi zu Suessem aus topographesche Grënn nëmme schwéier méiglech ze realiséiere wär an och zousätzlech héich Käschte generéiert hätt, bei enger relativ schwaacher Gesamtauslaaschtung fir Suessem a fir Colmar-Bierg.

Wat elo de Finanzement vun der Formation continue, beziehungsweis vun der Qualification initiale betrëfft, esou ass eng Léisung fonnt ginn, déi am Intérêt vun de betreffende Chauffeure steet. Hei konnt eng gutt Léisung fonnt ginn, wou een an dësem Fall wierklech vun enger Plus-value op der ganzer Linn fir déi nei Bus- a Camionschauffeure ka schwätzen, déi Dag fir Dag e schwieregen Job maachen.

Entweder si se am öffentlechen Transport täteg a musse sech niewent der Gefor op der Strooss nach munches gefale loossen, oder si schaffen als Camionschauffeuren an engem Beräich, deen internationale Wettbewerbskonditiounen ausgesat ass, déi alles anescht wéi gemitterlech sinn.

Duerfir sinn ech frou, dass dës Chauffeuren an Zukunft eng Formatioun kréien, ouni mussen een Euro dofir ze bezuelen, beziehungsweis ouni dass een Dag Congé dofir dropgeet. Während d'Käschte vun der Qualification initiale integral vum Stat solle gedroe ginn, esou sollen d'Fraisë vun der Formation continue zu engem Drëttel vum Stat an zu zwee Drëttel vum Patronat gedroe ginn.

Véierten a leschte Punkt: Concertatioun a Konsens zwëschent alle concernéierten Acteuren.

Ech wëll heimat och all de Sozialpartner vun dëser Plaz Merci soen, dass si dësen Accord mat droen. An dësem Kontext wëll ech och op déi Aktivitéiten hiweisen, déi si an der Vergaangenheet schonns vun onsen Transporteuren oder Busentreprisen am Beräich vun der Formatioun geleescht hunn a weider leeschten.

Esou hunn déi meescht Betriber hire Leit periodesch e Fahrtraining an och Weiderbildung offréiert, deen zwar net esou komplett ass, wéi en elo virgesinn ass, mä ëmmerhin war dat den Ufank.

Dës Ausbildung gëtt also elo harmoniséiert a verstäerkt an och virun allem internationale Kritären ugepasst. Duerfir och d'Konstruktioun vun engem fuschneien Ausbildungszentrum zu Suessem. Dëse Fuerzentrum soll vum Centre de formation pour conducteurs zu Colmar-Bierg gebaut an och bedriwwe ginn. D'Käschten, déi de Stat fir d'Erriichtung vun dësem Centre dréit, wäerte sech op 6,5 Milliounen Euro belafen.

Wat elo d'Ausféierungsbestëmmunge betrëfft, souwuel wat den Inhalt vun der Formatioun, den Déroulement, den Examen oder de Fonctionnement vum Centre de formation betrëfft, esou sinn d'Detailer an zwee Règlements grand-ducaux festgeluecht.

Och sief gesot, esou wéi mer vu verschiddene Säite vermëttelt ginn ass, hunn d'Sozialpartner hei aktiv matgeschafft, ob dat de Contenu vun der Formatioun oder eben de Fonctionnement vum Centre de formation betrëfft.

Eng Kommissioun, déi sech aus Représentantë vun de betreffende Ministèren an de Beruffschamberen zesummesetzt, soll den Transportminister beim Oflaf vun der Formatioun beroden an d'Pläng fir d'Organisatioun vun der Formatioun ausschaffen. Domat ass garantéiert, dass déi interesséiert Acteuren, d'Gewerkschaften an och d'Patronat och hei hiert Matsproocherecht hunn. Dëse Prinzip assuréiert, dass eng Formatioun ugebuede gëtt, vun där jiddweree kann och profitéieren. Eng Win-Win-Situatioun fir all déi Bedeelegt.

Här President, ënnerstrach gëtt d'Richtegkeet vun dësem Konzept duerch déi verschidden Avisë vun deenen eenzelne Beruffschamberen, déi alleguer duerchweegs positiv sinn.

Ähnleches zielt och fir den Avis vum Statsrot, dee prinzipiell all déi Dispositioune vum Projet guttgehalen huet.

Eis Aarbecht an der Transportkommissioun ënnersträicht och eise Konsens zu dëser wichteger Formatioun. Konstruktiv hu mir den Text amendéiert, fir op där enger Säit dem Statsrot senge Considératioune Rechnung ze droen a fir op där anerer Säit den Text vun der Regierung nozebesseren.

Ofschléissend wëll ech nach eng Kéier betounen, wéi wichteg d'Formatioun fir méi Verkéierssécherheet a fir d'Carrière vum Beruffschauffeur ass. Et ass elo um zukünftegen Exploitant vum Centre de formation, fir ze suergen, dass d'Coursen esou schnell wéi méiglech kënnen ufänken, fir dass an absehbarer Zukunft ausschliesslech Chauffeuren ënnerwee sinn, déi souwuel theoretesch wéi praktesch all fënnef Joer weidergebilt ginn.

Här President, als Konklusioun, a fir zum Schluss ze kommen, sinn ech an dësem Sënn optimistesch, dass mer eise Wee vun enger weiderer Reduktioun vun den Affer am Verkéier fortsetze kënnen.

Gläichzäiteg stellt dëse Projet de loi awer och niewent der Gesetzgebung iwwert d'Fuer- a Rouzäiten oder d'Sécherheet am öffentlechen Transport e weidert Puzzlesteck duer, fir d'Professioun vum Beruffschauffeur méi sozial a méi sécher ze maachen.

Zu gudder Lescht kann een dës Formatioun och als Instrument fir eng weider Reduktioun vun eisen CO_2-Emissioune gesinn. D'Sécherheet, d'Gerechtegkeet an den Ëmweltschutz sinn domat an engem Projet de loi verbonnen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, de grousse Gewënner haut de Mëtteg sinn d'Beruffschauffeuren, an et ass d'Sécherheet am Stroossentransport, ob dat Camionen sinn oder Busser. An duerfir kann ech och selbstverständlech d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dem Rapporteur Merci soen. En huet déi wichtegst Elementer hei erkläert.

Hei geet et och ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, mä virun allem muss een hei an éischter Hinsicht op d'Zilsetzunge vun deem Projet de loi respektiv där Direktiv hiweisen. An dat ass hei, d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren, andeems mer och eng adequat Aus- a Weiderbildung vun de Bus- a Camionschauffeuren hei kënnen organiséieren a reglementéieren.

Dat soll also méi eng grouss Verkéierssécherheet brëngen, wat mir wierklech kënnen als DP mat zwou Hänn ënnerschreiwen an ënnerstëtzen, well, wéi d'Statistike weisen, sinn nämlech an de leschte Joren hei och negativ Tendenze festzestellen. Op där enger Säit hu mer et esou, datt am allgemengen Trafic positiv Zuelen ze verzeechne sinn. Dat heescht, datt do d'Accidenter zréckginn. Mä awer, souwäit ech dat och an Dokumenter konnt feststellen, hunn d'Accidenter mat Camionen a Camionnetten ëm 35% an de leschte Joren zougeholl.

En aneren Aspekt, deen ech och nach ganz kuerz wéilt ervirsträichen, dat ass dee vun der Formatioun, wou hei och verbrauchsniddregt Fuerverhalen oder wou och déi Elementer mat abruecht ginn, wat sécherlech wichteg a sënnvoll ass, besonnesch am Hibléck op de Klimaschutz.

An dann ass och hei an dësem Gesetz jo dann de Centre de formation, deen hei an d'Liewe geruff gëtt, dee soll op Suessem kommen.

Mir haten haut de Mëtteg scho virum Vote eng - Wéi soll ech et soen? - eng éischt Aféierung an der Mëttesstonn respektiv eng éischt Presentatioun vum Projet, eng Virstellung vum Terrain, deen do virgesinn ass. Ech mengen, wat do wichteg ass, dat ass, datt do och en Accord fonnt ginn ass mat der responsabeler, mat der zoustänneger Gemeng Suessem, déi jo an der leschter Zäit déi eng oder aner national Projete krut an do net ëmmer vläicht - wéi soll ech soen? - d'Schlagsahn vun den nationale Projete vläicht krut.

Mä do ass en Accord fonnt ginn, an ech wëll och virun allem ervirsträichen, datt d'Nuisancen fir d'Anrainer, fir d'Awunner vun där Gemeng versicht gi sinn, esou déif wéi méiglech ze halen. Et ass souwuel dat, wat den eventuelle Kaméidi géif ubelaangen, wéi och dann zousätzlechen Trafic.

Et ass och erkläert ginn, datt hei am Fong geholl den Trafic wäert ofhuelen, well déi Leit, déi do an d'Formatioun kommen, déi kommen net mat hire Camionen oder mat hire Bussen, déi komme mat hirem Privatwon, an da sinn do Gefierer um Terrain, déi se da benotzen, fir hir Coursen ze maachen. Dat ass da sécherlech och en interessant an en - wéi soll ech soen? - gutt Element doranner.

Déi puer Remarquë gemaach, wëll ech awer och den Accord hei zu deem Projet abréngen, wou virun allem d'Verkéierssécherheet am Vierdergronn steet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, dat bësschen, wat nach net gesot gi war vum Rapporteur, huet den Här Berger elo gesot. Duerfir bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Duerno ass den Här Henckes ageschriwwen. Den Här Henckes ass net do. Den Här Koepp huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, ech wëll am Numm vun der ADR-Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Ech kann zwar net grad mat allem d'accord si vis-à-vis vun de Chauffeuren.

Dach, ech war dat selwer. Mä d''Patrone wäerte jo net ze frou domat sinn, well dat Meescht kënnt jo op si duer.

Mä ech ginn awer am Numm vun der Fraktioun eis Zoustëmmung zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Koepp. D'Regierung huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi ganz detailléierte Rapport. Merci virun allem der Gemeng Suessem an hire Responsabele fir déi couragéis politesch Attitüd a konstruktiv Attitüd, déi se an deem Dossier haten. Merci och de Sozialpartner, virun allem och den Entreprisen, déi en Deel hei matfinanzéieren.

Dem Här Koepp wëll ech allerdéngs soen, dass de gréissten Deel vun dem Invest an och vun de Fraisen, déi duerno vun der Formatioun generéiert ginn, vum Stat gedroe ginn. Nach ëmmer un éischter Stell ass dat deen, deen am meeschte wäert droen. Mä trotz allem hunn d'Sozialpartner och hei eng positiv Roll gespillt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass och dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Projet, an dat ass de Projet 5968 iwwert de Bau vun enger Bréck bei Gaasperech.

(Interruptions)

Et huet sech...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Et geet ëm d'Verkéierssécherheet, net ëm den öffentleche Verkéier

(Interruption)

Une autre voix.- 5906!

M. le Président.- De Projet 5906.

(Interruption)

Deen ass verschwonnen.

(Interruption)

De Projet 5906 iwwer Alkohol an Drogen hannert dem Steier. D'Wuert huet dann de Rapporteur, den honorabelen Här Roland Schreiner.

10. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Verkéierssécherheet war elo grad en Thema. D'Verkéierssécherheet bleift och an dësem Projet de loi en Thema.

Dofir, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi ass de 25. Juli 2008 vum Transportminister déposéiert ginn. En huet als Objektiv, d'Gesetz vum 18. September 2007 iwwert d'Verkéierssécherheet op e puer Punkten ze modifizéiere respektiv ze preziséieren, notamment wat d'Bestëmmungen ugeet iwwert den Taux d'alcoolémie fir d'Leit, déi an engem Rettungsdéngscht täteg sinn, an iwwert den Dépistage vun den Droge beim Autofueren. Doniewent preziséiert en och verschidden Dispositioune betreffend d'Kompetenze vun de Riichtere beim Erdeele vun engem Fuerverbuet.

Här President, d'Gesetz vun 2007 hat zum Zil, duerch eng Rei vun neie Moossnamen d'Sécherheet op eise Stroossen däitlech ze verbesseren. Et reit sech an d'Strategie vun der Europäescher Unioun aus dem Joer 2003 an, fir d'Zuel vun de Verkéierdoudeche bis zum Joer 2010 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

All Joer stierwen op den europäesche Stroosse méi wéi 40.000 Mënschen; 1,6 Milioune ginn duerch Verkéiersaccidenter blesséiert oder droen zum Deel bleiwend Kierperschied dovun. 90 bis 95% vun dësen Accidenter sinn op mënschlecht Versoen zréckzeféieren a kéinten deemno verhënnert ginn.

Dës Zuele sinn erschreckend a maachen däitlech, wéi noutwendeg a wéi dréngend Handlungsbedarf besteet an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. Dat trotz alle Verbesserungen, déi an deene leschte Joren um Niveau vun der Technik vun den Autoen erreecht goufen an déi och e Bäitrag zur Verbesserung vun der Sécherheet am Verkéier duerstellen. An och trotz der positiver Entwécklung, déi mer an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg, grad hei zu Lëtzebuerg, matgemaach hunn. Wa mer gesinn, dass d'Zuel vun de Verkéiersdoudechen - et ass éinescht scho gesot ginn - bei eis zënter 2001 ëm 50% erofgaangen ass, an d'Zuel vun de Schwéierblesséierten an deemselwechten Zäitraum souguer ëm 69%.

Dee gréisste Risikofacteur ass a bleift awer nach ëmmer de Mënsch selwer, de Chauffeur also. An d'Statistiken erginn, dass déi meescht Accidenter aus ze héijer Vitesse, staarkem Alkoholkonsum an neierdéngs och Fueren ënner Afloss vun Droge resultéieren.

Duerfir huet de Projet de loi oder besser d'Gesetz vun 2007, op dat ech éinescht Referenz scho gemaach hunn, och e puer Piste verfollegt, nämlech déi, méi eng effikass Penaliséierung vun de Chauffeure bei besonnesche Verstéiss géint d'Verkéiersuerdnung, dann d'Erofsetze vum erlaabten Taux d'alcoolémie an drëttens d'Aféiere vun Tester, déi et erméiglechen, d'Fueren ënner Afloss vun Droge méi systematesch ze détectéieren an ze bestrofen.

An der Praxis huet sech awer ganz séier erausgestallt, dass d'Applikatioun vun eenzelne Mesuren aus dësem Gesetz problematesch ass, an dëse Projet de loi soll duerfir dës Problemer hëllefen aus der Welt ze schafen.

D'Gesetz vun 2007 huet fir eng Rei vu Chauffeuren, wéi déi, déi am Stage sinn zum Beispill, oder och Beruffschauffeuren, den erlaabten Alkoholtaux op 0,2 Promille erofgesat. Dorënner sinn och d'Chauffeure vun de Rettungsdéngschter, Ambulanzen a Pompjeesgefierer gefall.

Et ass awer gewosst, dass de gréissten Deel vun dëse Chauffeure sech am Kader vun engem Voluntariat an den Déngscht vun eiser Gesellschaft stellen, 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 am Joer quasi mussen op Opruff bereetstoen an duerfir net onbedéngt kënne mat Beruffschauffere verglach ginn an och net mat deene gläichgestallt kënne ginn.

An deem Sënn redresséiert dann och dëse Gesetzesprojet dës Moossnamen an alignéiert den erlaabten Alkoholtaux fir déi fräiwëlleg Mataarbechter vun de Rettungsdéngschter op de Régime général, dat heescht, erëm op 0,5 Promille; virausgesat, si ënnerleien net den Dispositioune vun deene Leit, déi am Stage sinn.

Ech wëll awer och nach derbäi soen, dass de Statsrot heimadder Problemer hat a Schwieregkeeten hat ze verstoen, dass eng Rei vu Chauffeuren aus dem Rettungswiesen elo a sengen Ae méi favorabel géife behandelt gi wéi anerer.

Ech mengen awer, dass mer mat dëser Mesure hei eisem Voluntariat hei am Land a speziell deene Leit, déi Dag a Nuecht ënnerwee sinn op den Ambulanzen an de Pompjeesween, hei e ganz groussen Déngscht awer erweisen.

En anere Volet vun dësem Projet de loi betrëfft den Dépistage vun den Drogen. De Konsum vun illegalen Drogen ass e Fléau vun eiser Gesellschaft, dat wësse mer, dee sech leider och ëmmer méi verbreet, haaptsächlech bei deene jonke Leit. An et ass evident, dass dee Phenomeen och säin negativen Impakt op d'Verkéierssécherheet huet. Dat ëmsou méi, wéi sech ganz oft Drogen- an Alkoholkonsum och nach matenee vermëschen.

Statistiken aus Frankräich hunn erginn, dass de Pourcentage vu Chauffeuren, déi an e wierklechen Accident verwéckelt sinn an ënnert der Emprise vu Stupéfiants fueren, bei 15 bis 20% läit. D'Europäesch Kommissioun geet dovun aus, dass, wann net dréngend Moossnamen an deem Beräich ergraff ginn, à terme méi Accidenter aus Drogekonsum wéi aus Alkoholkonsum kéinte resultéieren.

D'Gesetz vum September 2007 huet duerfir och prezis déi Substanzen definéiert, déi am Kader vun engem Dépistage getest ginn. Ech wëll dorun erënneren, dass dat déi meescht verbreeten illegal Droge sinn, wéi THCen, also alles, wat mer ënnert dem Begréff vu Cannabis verstinn, dann d'Amphetaminen, wéi zum Beispill Ecstasy a Kokain, oder och d'Opiaten, also Heroin, Morphium oder Kokain. Dann huet dat Gesetz och definéiert, wéi een Test beim Dépistage vun den Drogen ausschlaggebend ass, an et huet och de Seuil definéiert, ab wéini ee kéint dovun ausgoen, dass de betraffene Chauffeur net méi fahrtüchteg ass, well en ënnert dem Afloss vun Droge steet.

An der Praxis sollt sech awer dann doraus erginn, dass d'Police, oder sollt et dann esou ausgesinn, dass d'Police op Ordonnance vum Procureur oder bei manifesten Unzeechen, déi festgestallt ginn, un éischter Stell emol en Test sollt maachen, bei deem de Spaut oder de Schweess sollt analyséiert ginn. A wann deen dann erweise géif, dass de Chauffeur eng vun deenen definéierte Substanze consomméiert hätt, da géif eng Bluttanalys gemaach ginn, fir festzestellen, ob eng vun deene Substanzen am Blutt dran ass oder och net.

Dës Prozedur beinhalt awer eng Rei vu juristeschen Ongewëssheeten, esou dass d'Auteure vum Projet de loi an och d'Kommissioun, en accord mam Statsrot, eng nei Prozedur definéiert hunn, déi eigentlech dräi Etappe begräift, woubäi déi nächstfolgend Etapp nëmmen däerf entaméiert ginn, wann déi vu virdrun och positiv war.

Et geet un, an dat ass déi éischt Etapp, mat dem Feststelle vun äusserlechen Unzeechen, déi e Verdacht opkomme loossen, mëttels enger Batterie vu standardiséierten Tester. Déi Déroulementer, d'Kritärë vun deenen Tester ginn iwwer Règlement grandducal definéiert. Wann déi Tester da positiv sinn, kënnt dann als zweet Etapp den Test an d'Analys vum Spaut oder dem Schweess, an eréischt dann, wann och deen Test positiv ass, muss de Chauffeur sech enger Bluttprouf ënnerzéien.

Mat dëser méi preziser Prozedur, déi op engem duebele Contrôle jo da berout, menge mer, dass mer all Risque d'arbitraire eliminéiert kréien a verhënneren, dass zum Beispill eng Persoun sech enger Bluttprouf muss ënnerzéien, wa se nëmmen, zum Beispill, Medikamenter geholl huet, well se krank ass.

Wichteg ass och ze soen, dass d'Agente vun der Police grand-ducale, déi déi Tester mussen duerchféieren, eng speziell an appropriéiert Formatioun kréien, grad wéi dat och an der Belsch, zum Beispill, haut de Fall ass. Ech wëll och nach derbäi soen, dass déi Method vun de standardiséierten Tester mat groussem Erfolleg an der Belsch an an Däitschland applizéiert gëtt. Si erlaabt virun allem, déi reell Influenz vun illegale Substanzen ze détectéieren an esou d'Zuel vun de Leit, déi sech ouni Justifikatioun engem Spaut- oder Schweesstest mussen ënnerzéien, op e strikte Minimum ze begrenzen.

En drëtte Volet an e leschte Volet, mat deem sech dëse Gesetzesprojet beschäftegt, ass d'Fuerverbuet, dat vun den zoustännege Riichteren ausgeschwat gëtt. D'Gesetz vun 2007 hat do eng zimlech rigid Ausleeung virgeschriwwen, nom Motto: „Fuerverbuet ass gläich Fuerverbuet", an dat an alle Fäll an ouni Ausnahm. Et huet sech awer an der couranter Praxis bei der Justiz erausgestallt, dass d'Méiglechkeet fir d'Riichteren, d'Fuerverbuet op verschidden Trajeten oder verschidden Deeg an der Woch ze limitéieren, awer Sënn gemaach huet, net zulescht och, fir d'Liewensqualitéit vun deene betraffene Chauffeuren ze garantéieren.

De Gesetzesprojet vun haut proposéiert deemzufolleg, d'Modulatioun vum Fuerverbuet erëm anzeféieren, an déi der Appréciatioun vum Riichter ze iwwerloossen, déi dee vu Fall zu Fall ka festleeën opgrond vun der Gravitéit vum Vergehen, esou zum Beispill bei Alkohol um Steier, Fueren ënner Afloss vun Drogen, der Récidive beim Délit de grande vitesse, Défaut d'assurance an Netbeuechte vun engem ausgesprachene Fuerverbuet respektiv och dem administrative Retrait vum Führerschäin.

De Riichter kritt also heimadder méi Spillraum, fir d'Fuerverbuetsstrofen ofzeschwächen, esou zum Beispill fir dem betraffene Chauffeur de Führerschäin ze loossen, fir op d'Aarbecht ze fueren. Eng Praxis an eng Méiglechkeet, vun där jo och an der Vergaangenheet, ënnert der viregter Gesetzgebung, ganz vill Gebrauch gemaach ginn ass.

Da schaaft dëse Gesetzesprojet déi Bestëmmung of, dass am Fall, wou e Fuerverbuet vu mindestens sechs Méint ausgeschwat gëtt, zumindest deen éischte Mount net mat Sursis ka verhaange ginn. Dat ass an Zukunft elo erëm méiglech.

Voilà, Här President, ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Rapport. Ech hunn d'Impressioun, ech maache ganz vill Leit e grousse Plëséier.

M. le Président.- Dir hätt nach véier Minutten zegutt, Här Schreiner.

(Interruptions)

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Jo, elo wier ech jo scho fäerdeg, wann Der mech elo net ënnerbrach hätt. Fir alles dat, wat ech dann elo net méi konnt soen oder net méi ka soen oder scho bal mech net méi trauen ze soen, verweisen ech dann op den…

(Interruption)

Merci, Här Huss.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir alles dat, wat ech elo net konnt soen oder net méi däerf soen oder mech net méi trauen ze soen, verweisen ech op de schréftleche Rapport, deen Iech virläit. Ech mengen awer, dass mer mat dësem Projet de loi d'Gesetz vum 18. September 2007 esou komplettéiert a preziséiert hunn, dass dee ganzen Dispositif vu Moossnamen, deen d'Sécherheet op eise Stroossen däitlech soll verbesseren, och wierklech an der Zukunft ka gräifen, am Sënn vun all deem, wat mer eis an Zukunft jo och op eise Stroossen da vu Verbesserungen erhoffen.

Ech hoffen, dass all d'Fraktiounen dat och esou gesinn. D'LSAP-Fraktioun gesäit dat esou, an ech ginn duerfir och am Numm vun hir d'Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Kaes huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt emol dem Rapporteur, dem honorabelen Här Schreiner, villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dee Projet, iwwert dee mer haut hei schwätzen, huet an der Öffentlechkeet net déiselwecht Brisanz a Resonanz wéi d'Gesetz vun 2007, wéi mer eben d'Promillegrenz vun 0,8 op 0,5 Promille erofgesat hunn.

An deem ganze Pak vu Moossnamen hu mer deemools och fir déi fräiwëlleg Services de secours, nämlech d'Pompjeeën an d'Protection civile, de Grenzwäert op 0,2 Promille erofgesat. Mir waren eis deemools a sech net de Konsequenze vun dëser Décisioun bewosst. Ech wëll elo op dëser Plaz net fir d'x-te Kéier op d'Diskussioune vum Alkohol- an Drogekonsum am Stroosseverkéier agoen. Mir alleguerte wëssen, wat fir eng schlëmm Konsequenzen dat kann hunn, a jiddwereen heibannen an dobausse misst wëssen, wéi ee sech u sech ze verhalen an ze behuelen huet.

Mat alle Campagnen, déi ëmmer erëm lancéiert ginn, an der Opklärung, déi stattfënnt, muss all Chauffeur wëssen, a wéi enger grousser Verantwortung hie steet, wann hie sech hannert d'Steierrad vun engem Gefier setzt. Et muss een awer ëmmer bedenken, datt déi Leit, déi bei de Pompjeeën oder bei der Protection civile aktiv sinn, dat net haaptberufflech maachen, mä Bénévoler sinn. Leit, déi e ganz groussen Deel vun hirer Fräizäit investéieren, fir en Déngscht un der Allgemengheet ze leeschten.

Wéi grad scho gesot, wëll ech ganz kloer differenzéieren zwëschent engem professionelle Chauffeur, zum Beispill vun engem schwéiere Camion, an engem Fräiwëllegen, deen aktiv ass. Fir professionell Chauffeuren ass den Taux vun 0,2 Promille novollzéibar, well se eng sëlleche Stonnen all Dag op der Strooss ënnerwee sinn a vun hinnen nach emol eng aner Konzentratiounsleeschtung gefuerdert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut schwätze mer, wéi gesot, just vun deene Leit an eiser Bevölkerung, a leider Gottes gëtt et der ëmmer manner, déi sech fräiwëlleg zur Verfügung stellen, fir aneren an enger Noutsituatioun ze hëllefen. Ouni den Asaz vun eise fräiwëllege Pompjeeën oder vun der Protection civile wiere scho vill Haiser ofgebrannt oder Verletzter net zur Zäit an d'Spidol bruecht ginn. Natierlech muss een, wann een a senger Fräizäit esou enger éierevoller Aufgab nogeet, och wëssen, wéi eng Verantwortung ee fir sech, mä awer och virun allem fir anerer huet, an deementspriechend responsabel agéieren, wann een am Verkéier ënnerwee ass.

Trotzdeem sinn all dës Leit Fräiwëlleger, déi och nach eng Famill an e Liewen niewent hirer Aktivitéit an de Pompjeeën an an der Protection civile hunn. Solle si net och emol een oder zwee Béiercher oder e gudde Patt Miseler Wäin bei engem gudden Iessen drénken, an duerno trotzdeem nach däerfen op den Asaz fueren, wa se gebraucht ginn? Mir schwätzen hei vu Leit, déi de ganzen Dag schaffe ginn a sech an hirer Fräizäit dofir opopferen, fir eis all ze hëllefen, wann et verlaangt ass.

Ech weess, „opopferen" ass u sech e staarke Begréff, mä ech géif emol gäre gesinn, wéi schlecht mer dru wieren, wa mer si alleguerten net hätten. Et ass schonn eng ganz besonnesch Motivatioun an e staarke Wëllen, ze hëllefen, verlaangt, fir datt een niewent senger Aarbecht, éischtens, a Formatioune geet, fir den néidegen Know-how ze hu vum Rettungswiesen a fir dat ze léieren, an zweetens, sech permanent, och wann et dräi Auer an der Nuecht ass, bereet hält, fir wann een op en Asaz geruff gëtt. Mat 0,2 bis 0,5 Promille ass ee weder voll nach soss eppes, an et soll ee folglech och nach däerfen en Asaz fueren.

Mir hu schonn enorm Problemer am Bénévolat, esou zum Beispill am Ambulanzendéngscht, wou et net evident ass, zu alle Stonnen d'Ambulanzen iwwert d'ganzt Land ze besetzen, a mir sollen eis net mat esou enger niddreger Limite selwer beschneiden an deenen Déngschter, déi mer esou néideg an esou dréngend brauchen. Ech mengen, den Innenminister kéint eis hei e Liddche sangen. Ech mengen, jiddweree vun eis weess, wéi wichteg de Bénévolat an dësem Beräich ass, an duerfir ass et wichteg, datt mer dëse Fräiwëllegen zougestinn, datt se och emol e Pättchen däerfen drénken an trotzdeem hiren Tätegkeete kënnen nogoen, well se no deem engen oder, beschtefalls natierlech, zweete Pättchen nach absolut dozou amstand sinn.

Ech wëll awer zum Schluss vu menger Interventioun all menge Kolleeginnen a Kolleegen am Pompjeeswiese respektiv an der

Protection civile, wou ech u sech stolz sinn, zu hinnen ze gehéieren, soen, datt mer, wa mer wëllen hëllefen, eis zu all Moment responsabel musse behuelen, well nëmmen, wa mer sécher a gesond op d'Asazplaz kommen an och erëm zréck an de Bau, kënne mer u sech eiser Aufgab beschtméiglech gerecht ginn.

An deem Sënn soen ech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Regierung an och den Transportminister an de leschte Joren och Projeten der Chamber virgeluecht huet, déi net bis an déi leschte Konsequenz ausgeduecht waren, dat ass d'Ursaach, firwat mer haut de Mëtteg nach eng Kéier hei Zäit verléieren, och fir e Projet op de Leescht ze huelen. Well, wa mer hei dee Projet de loi diskutéieren, da musse mer wëssen, datt mer hei en Text, deen eréischt 2007 an der Chamber gestëmmt gi war, op de Leescht huelen, well hei eng Rei Onzoulänglechkeete sech an der Praxis erwisen hunn.

Och wann d'Ofsiichte vun deem Text déi waren, fir méi eng grouss Verkéierssécherheet unzestriewen an domadder och keen e Problem hat an och huet, huet sech eben an der Praxis dobaussen um Terrain schnell erwisen, datt verschidde Mesuren, déi de Minister an den Text geschriwwen hat, guer net an der Praxis praktikabel waren oder awer zu Schwieregkeete bei verschiddene betraffene Leit oder Secteure gefouert hunn.

Dëst war zum engen déi Dispositioun, wat den erlaabten Alkoholpegel vu 0,5 Promille am Blutt ubelaangt huet. Et war 2007 ageschriwwe ginn, datt déi fräiwëlleg Pompjeeën, Ambulancieren, Secouristen d'office ënnert de Regime vun engem professionelle Chauffeur aklasséiert géife ginn, wou de Pegel jo verständlecherweis méi niddreg fixéiert gouf op 0,2 Promille. Dat huet awer dunn an der Praxis mat sech bruecht, datt déi concernéiert Leit demotivéiert goufen oder och net méi interesséiert waren, fir dann nach fräiwëlleg am Déngscht vun der Allgemengheet ze schaffen.

Dat sinn och sécherlech net déi Leit, et soll ee keng Karikaturen zeechnen, déi grad wa se am Standby sinn oder eventuell och an der Situatioun sinn, wou se kënne geruff ginn, grad da géife mat Virléift vill drénken. Ech mengen, dat si Leit, déi duerch d'Bank dat seriö a gewëssenhaft maachen an hire fräiwëllegen Engagement och esou wëllen ausféieren. Mä déi wollten awer einfach net dofir engem potenzielle Risiko ausgesat sinn, fir eppes gestrooft ze ginn, wou se am Normalen, wa se net fräiwëlleg ënnerwee gewiescht wieren, net gestrooft gi wieren. Vill wollten aus där Ursaach duerfir net méi da prett stoe bei de fräiwëllege Secouristen a Pompjeeën, a mir brauchen awer déi Leit nach wie vor hei. D'Ëmännerung vun dësem Gesetz huet sech opgedrängt, esou datt mer do net eng Rei Leit verluer hätten, déi mer eben awer hei zu Lëtzebuerg och nach brauchen.

Bon, gradesou ass och eng zweet Mesure aus dem Gesetz vun 2007, déi vun de Kontrolle vum Drogegebrauch um Steier, déi sech an der Praxis och als net praktikabel erwisen huet. D'Experten hu schnell dorobber higewisen, datt déi Prozeduren, Methoden, déi Tester net an der Praxis ëmzesetze waren. Do hu sech eng Rei praktesch Schwieregkeeten ergi mat deenen Tester.

Ech wëll elo net op déi ganz Problematik agoen. Deemools waren och eng Rei öffentlech Diskussiounen, Leit hu sech zu Wuert gemellt, fir eben do déi eenzel Schwieregkeeten ze retracéieren, an eben och bis haut sinn déi Artikelen aus dem Gesetz vun 2007 Lettre morte bliwwen, well an der Praxis keng där Tester duerchgefouert ginn, well eben do eng Rei Schwaachpunkte waren.

En drëtte Punkt betrëfft dee vun den Dispositioune vum Führerschäinentzuch, méi spezifesch am Kontext vun der Aarbecht. Do wollt am Fong geholl mäi Fraktiounskolleeg, de Xavier Bettel, och dozou schwätzen - ech wëll hien entschëllegen, hien ass krank a läit haut am Bett -, well hien och do déi eng oder aner Fäll aus senger Praxis hat. Nëmme fir awer dann ze soen, datt also virun 2007 e Riichter konnt festleeën, datt een och bei engem Führerschäinentzuch kéint awer de Permis benotzen oder eng Autorisatioun hätt, fir kënnen op d'Aarbecht ze fueren.

Du war dat ganz limitéiert oder ganz restriktiv am 2007er Gesetz ageschriwwe ginn, wat awer fir verschidde Leit do wierklech enorm Schwieregkeete bruecht huet, déi praktesch net méi konnten op hir Aarbecht kommen oder wierklech materiell an aner Problemer bruecht huet, déi riskéiert hunn, wierklech an de Chômage ze kommen. Et ass also och hei Remedur geschaf ginn, an déi Dispositioune sinn also redresséiert ginn, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, deem ech och nach hei wëllt Merci soe fir säi Bericht.

Ech mengen, déi Remarquë gemaach, géif ech awer dann den Accord vu menger Fraktioun zu deene verschiddenen Ännerungen abréngen an och begréissen, datt déi Schwaachpunkten aus dem Gesetz vun 2007 domadder nogebessert gi sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt déi Ännerungen, déi proposéiert ginn, och. Et kann ee sécher doriwwer diskutéieren, iwwert d'Justifikatioun vun deenen Eenzelnen. Mir hunn do total Adhésioun bei verschiddenen an e bësse manner Adhésioun bei aneren. Mä trotzdeem wëlle mer de Projet ënnerstëtzen an awer och gläichzäiteg soen – och, wa mer dat Gesetz vun 2007 elo e bësschen ofänneren, da soll awer an eisen Aen de Message trotzdeem net dee sinn, deen haut aus dem Sall erausgeet -, dass iergendeppes soll geännert hunn un der Politik vun dëser Regierung, wat d'Lutte fir d'Verkéierssécherheet betrëfft.

Mir hu wierklech virun e puer Joer mat deem neie Gesetz, wat dem Minister jo och vill Kritiken abruecht huet, net vun eiser Säit, mir hunn de Minister an där doter Schinn während der ganzer Legislaturperiod ënnerstëtzt, well mer wierklech der Meenung sinn, dass all Verkéiersaffer en Affer ze vill ass, dass d'Mënscheliewen déi éischt Prioritéit muss sinn, de Schutz vum Mënscheliewen déi éischt Prioritéit muss sinn op den öffentleche Stroossen, an dass et dofir ee fir allemol muss kloer sinn, dass Leit, déi sech beim Autofueren esou behuelen, dass se anerer a Gefor bréngen, dass dat net méi toleréiert gëtt.

Dat si keng Kavaléiersdelikter, dat ass näischt, wouriwwer ee laache kann. Dat ass net ee Patt ze vill, et ass einfach eng komplett irresponsabel Haltung, eng komplett irresponsabel Attitüd, wann ee sech esou hannert dem Lenkrad behëlt. Duerfir si mer d'accord, fir d'Upassungen ze maachen. Mä et soll awer an eisen Ae keen Zweifel dorunner bestoen, dass ee Verkéierssécherheet net fir näischt kritt. Et muss ee sech mat deene beschäftegen, déi sech einfach net wëllen esou behuelen, dass anere Leit hiert Liewe respektéiert gëtt. An duerfir wäerte mer och déi nächst Regierung, wa se déi dote Politik wëllt weiderféieren, als gréng Fraktioun weiderhin ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert elo.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, d'Gesetz fënnt och den Accord vun der ADR. Ech wollt just dorop hiweisen, datt déi zwou Modifikatiounen, wat den Taux d'alcoolémie ugeet an d'Compétence des juges, datt dat eng néideg Adaptatioun ass, fir de Realitéite vum Terrain entgéintzekommen. Notamment ass et richteg, datt d'Riichteren d'Méiglechkeet kréien, fir verschidden Adaptatiounen, wat de Retrait vum Permis ugeet, duerchzezéien.

Mir bleiwe relativ skeptesch fir net ze soen opposéiert zur Iddi, datt mer all Kéier elo vun 0,8 op 0,5 erofgaange sinn, a mir bedaueren och déi Aart a Weis, wéi am Ablack d'Police heiansdo systematesch Kontrollen duerchzitt, wou et zu regelrechte Verkéiersstauen heiansdo ka kommen, well dat relativ laang Zäit dauert fir...

Ech mengen, do misst ee kucken, ech hoffe wéinstens, datt d'Police vläicht do méi Arrangementer fënnt, datt et net zu esou laange Staue kënnt. Dat ass net an der Rei.

Deen anere Punkt, deen ugeet, dee wichteg ass an onsen Aen, ass awer dee vum Dépistage vun den Drogen.

Do war et esou, Här President, datt mer eng Gesetzgebung haten, mä déi war net applikabel. Woufir war se net applikabel? Well mer vergiess haten, dat a Relatioun ze setzen, déi Drogen, déi fonnt ginn, fir ze soen, datt dat a Relatioun misst si mam Blutt. Duerfir sinn ech da frou, datt mer elo hei en Text fonnt hunn, wou da vum Taux sérique Rieds geet, deen ee muss hunn, fir datt effektiv eng Repressioun ka gemaach ginn. Well bis elo war et esou, datt se Leit fonnt hunn, déi souguer Heroin oder Marihuana am Auto haten, déi och zouginn hunn, datt se sech eng Sprëtz gemaach haten, mä déi konnten net sanktionéiert ginn, well d'Gesetzgebung net adequat war.

Duerfir, mengen ech, ass dat heiten eng absolut nëtzlech Prezisioun, déi hei gemaach gëtt, quitte datt ech och d'Impressioun hunn, datt de Ministère awer gutt berode wär, fir dem Parquet vläicht ze soen, wat den Taux sérique genau duerstellt. Dat ass d'Blutt minus de Plasma, wann ech dat richteg verstanen hunn. Mä et ass net onbedéngt à la connaissance vun all Polizist, wat genau dat ass a wéi dat Ganzt muss goen.

Mä dann nach eng Kéier gesot den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Debatt iwwert dëse Projet ofgeschloss. Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Bau vun enger Bréck zu Gaasperech. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

Op Wonsch vun Iech alleguerte géif ech jiddweree bieden, deen ageschriwwen ass, sech u seng Riedezäit ze halen.

(Interruptions et hilarité)

Den Här Negri huet d'Wuert.

11. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi aktuell Stroossebréck an der rue d'Alsace zu Hollerech iwwert d'Eisebunn muss dréngend erneiert ginn. Dës Stroossebréck verbënnt hei an der Stad Lëtzebuerg de Quartier Hollerech vun der rue d'Alsace bei der Entreprise Paul Wurth iwwert d'Eisebunnsgleiser bis an d'rue de la Déportation Richtung Quartier Sauerwiss.

Dës Stroossebréck ass am Joer 1901 iwwert d'Eisebunnsgleiser gebaut ginn. Ënnert där Bréck verlafe vill Eisebunnsstrecken: éischtens d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten Richtung Arel, zweetens d'Streck vu Lëtzebuerg op Péiteng an dréttens d'Verbindung vun Hollerech aus deenen zwou Richtunge Klengbetten a Péiteng iwwert de sougenannten Triage vu Lëtzebuerg, do, wou elo doniewent d'lescht Woch deen éischten Deel vun deem schéinen neie Centre de maintenance a Betrib geholl ginn ass a vu wou aus et a Richtung Eisebunnsstreck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg weiderféiert.

All dës dräi elo genannten Eisebunnsstrecke kräize sech ënnereneen duerch Wäichen, an dat zimlech genau ënnert där an dësem Gesetz viséierter Stroossebréck. Ausserdeem ass dës Stroossebréck duerch dräi Mëttelpiliere gedroe ginn. Dat hat als Nodeel, dass d'Gleistracéierunge relativ komplex waren, fir do dolaanscht ze kommen. Duerfir ass scho relativ fréi de Passage à niveau oder - wéi mer dat am Lëtzebuerger Sproochgebrauch nennen - d'Barrière suppriméiert ginn an duerch eng fir déi Zäit hei zu Lëtzebuerg relativ spektakulär Bréck ersat ginn.

Déi Bréck vum Typ Warren ass souzesoe vum Noper, der Entreprise Paul Wurth, gebaut ginn. D'Bréck ass vun der Statik hir eng sougenannte Fachwierkbréck. Dat erkennt een un de Stolverbänn, déi iwwert där Strooss d'Stabilitéit vun der Bréck garantéiert hunn an de Stroossebelag quasi an der Luucht gehalen hunn. Paul Wurth huet déi Bréck an der Schmelz zu Déifferdeng baue gelooss, well Paul Wurth zu där Zäit niewent dem Betrib zu Hollerech och nach d'Gestioun vun der Déifferdenger Schmelz assuréiert huet.

Et ass iwwregens och zu där Zäit, wou d'Déifferdenger Schmelz fir d'Lizenz vun deem weltbekannte Grey-Träger fir Déifferdeng mat den Amerikaner verhandelt huet.

D'Bréck ass och nach doduerch ganz speziell, well se net aus gewalzten Trägeren assembléiert ginn ass, mä fir d'éischt stole Putteren zesummegesat goufen, déi aus Flaacheisen, Wénkeleisen an U-Profiler assembléiert gi waren, an dat duerch dausende vu Nitten. Dëst war eng riseg Aarbecht a ganz aarbechtsintensiv a wär hautdësdags aus Käschtegrënn net méi ze bezuelen. Mä dës Method ass gewielt ginn, fir Stol ze spueren, well déi Zäit d'Aarbechtsstonne vis-à-vis vum Stolverbrauch méi käschtegënschteg waren. Hautdësdags ass et just ëmgedréint.

Well déi Bréck, déi fir déi Zäit hei zu Lëtzebuerg och relativ héich war, an aus - tëschent Guillemets - „däischterem" Stol a relativ imposant war, ass se am Sproochgebrauch „d'Schwaarz Bréck" genannt ginn.

Eng ähnlech Bréck mat manner Spannwäit ass e bësse méi wäit och iwwert d'Eisebunn am Millewee gebaut ginn an duerfir „d'Zwillingsbréck" genannt ginn, an, zur Anekdot och heiansdo oder dowéinst matenee verwiesselt ginn. Esou wäit zur Geschicht vun dëser Bréck.

Här President, déi nei Bréck gëtt eng ganz modern a schéi Bréck vum Typ „bowstring", esou ähnlech wéi déi Bréck, déi virun e puer Joer iwwert d'Autobunn bei der Cloche d'Or gebaut ginn ass.

Déi nei Bréck huet eng Spannwäit vun 119 m a brauch keng Zwëschepiliere méi, wat jo och d'Charakteristik vun engem sougenannten „bowstring" ass. D'Bréck kritt eng Stroossebreet vun zweemol 3,25 m. Op deenen zwou Säite kommen en Trottoir vu jeeweils 2 m Breet, an do doniewent…

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Negri bieden.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President.

An do doniewent och op deenen zwou Säite komme Vëlospiste vu jeeweils 1,5 m Breet.

Dat mécht eng Gesamtbreet vum Ouvrage vun 13,50 m, wat scho ganz impressionnant ass.

Ënnert der Bréck bleift eng „lichte Höhe", also e Fräiraum, bis op d'Uewerkantschinn vu 6,5 m amplaz deenen elo 4,94 m.

(Interruption)

Jo.

Domat gëtt et och méiglech, eng normal Stroumleitungshéicht, am Fachjargon „Caténaire", ze realiséieren. Bei där aktueller Bréck huet sengerzäit, wéi d'Eisebunnsstrecken elektrifizéiert goufen - well, wéi déi Bréck ufanks 1900 gebaut ginn ass, huet nach keen un elektresch gedriwwen Zich denke kënnen -, d'Caténaire also missen duerch eng opwändeg Technik no ënne gezu ginn, fir ënnert der Bréck erduerchzekommen. Dobäi huet e spezielle Schutz un der Bréck missen ubruecht gi géint d'Electrocutioun.

Erschwéierend koum och nach dozou, dass d'Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg no franséischem Muster huet misse mat 25.000 V Wiesselstroum, an d'Streck vu Klengbetten Richtung Arel op Lëtzebuerg an an den Triage Lëtzebuerg mat 3.000 V Gläichstroum hu missen équipéiert ginn. Dobäi hunn déi zwou Stroumaarte grad wéi d'Eisebunnslinne misse gekräizt ginn, wat technesch ganz komplizéiert ass, well de Wiesselstroum an de Gläichstroum sech awer och guer net matenee verdroen. Duerch déi méi héich a méi breet Bréck mussen natierlech och d'Appuie vun der Bréck ronderëm ugepasst ginn.

Dir gesitt, dat gëtt e relativ opwändege Projet a kascht duerfir och 19.250.000 Euro. De Projet gëtt finanzéiert vum Fonds du rail nom Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen, wou all gréisser Eisebunnsprojeten, déi iwwert der Grenz vu 7,5 Milliounen Euro leien, au fur et à mesure, also no an no, bei jeeweils neie Projeten zousätzlech an dëst Gesetz ageschriwwe ginn, an domat d'Gesetz vum 10. Mee 1995 all Kéiers amendéiert gëtt.

Den neien „bowstring" iwwert d'Eisebunn an der rue d'Alsace gëtt elo als Projet Nummer 24 an dat grad genannte Gesetz ageschriwwe mat engem Montant vun 19.250.000 Euro, baséiert um Index vum 1. Abrëll 2008 mat der Valeur vu 666,12 Punkten.

An deem Kontext vläicht just eng Umierkung: Wa mer d'nächst Woch de Montant vu 7,5 op 40 Milliounen hiewen, wou e Projet e Gesetz hei an der Chamber brauch, sollt ee

vläicht iwwerleeën, ob dann an Zukunft net och fir all Eisebunnsprojet e separat Gesetz erstallt soll ginn, wat fir eng besser Transparenz suerge géif, well mer sollte bestehend Gesetzer net permanent op dës Manéier ëmänneren. Da brauch dat Gesetz, wann all déi 24 ageschriwwe Projeten hoffentlech geschwë realiséiert sinn, och net méi amendéiert ze ginn.

Här President, duerch déi nei, schéin a breet „bowstring"-Bréck mat béidsäitegen Trottoiren a Vëlospisten tëschent Hollerech-Gare an dem Quartier Gaasperech-Sauerwiss gëtt net nëmmen en dréngend erneierungsbedürftegen Ouvrage d'art realiséiert, mä och zugläich d'Liewensqualitéit zwëschent dëse Quartiere fir e puer dausend Leit verbessert.

A wann een un déi flott nei Gare périphérique denkt, déi eisen Transportminister Lucien Lux gëschter virgestallt huet, déi net wäit vun dësem Projet zu Gaasperech gebaut gëtt a Richtung op Klengbetten, Arel an op Péiteng a spéider op déi nei Streck op Esch an op d'Uni Esch, dann hëlt d'Liewensqualitéit, wat fir besser Mobilitéit duerch e performanten öffentlechen Transport steet, nach weider zou.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass dat esou am Detail mat alle Finessen de Rapport presentéiert war. Merci, Här Negri, dofir, dass déi aner Fraktiounen deem kaum nach…

(Interruption)

Une voix.- Do kënnt Der näischt méi soen!

M. le Président.- Also, Här Braz, wann Dir nach eppes dozou fannt, fir derbäizeflécken, dann hutt Dir elo d'Wuert.

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, net zum Projet, Här President. Ech mengen, et ass awer dee leschte Projet vum Här Transportminister an där Eegenschaft fir dës Mandatsperiod.

Ech wollt just dem Transportminister am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soe fir déi fair Zesummenaarbecht, déi mer hate während deene fënnef Joer. Den Här Transportminister hat jo och keng schrecklech einfach Dossiere mat Momenter. Notamment alles dat, wat ronderëm d'Thema Verkéierssécherheet gaangen ass.

Et gouf eng ganz Rei europäesch Direktive mat Liberalisiérungen ëmzesetzen, bei der Bunn an och ronderëm de Flughafen, wat politesch ganz schwiereg Dossiere waren. Ech mengen, dass de Minister Lux déi Dossieren do, déi wierklech net evident waren, an eisen Ae korrekt gemeeschtert huet, och wa mer tëschenduerch déi eng oder aner Ausenanersetzung haten.

Ech wollt dem Minister just soen, dass mer déi Kollaboratioun och an der Kommissioun als gréng Fraktioun ganz konstruktiv a flott fonnt hunn. Mir sinn notamment iwwer europäesch Dossiere virbildlech informéiert ginn. Dat ass net an all de Kommissiounen de Fall vun de Ministeren. Duerfir, wa mer och déi eng oder aner Kéier net enger Meenung waren, déi eng oder déi aner Kéier vläicht méi en haart Wuert gefall ass, vun eiser Säit aus wollt ech Iech soen, dass dat ni perséinlech gemengt war.

Mir fannen, dass Der dat bei dësen Dossiere korrekt gemaach hutt.

(Interruptions)

M. le Président.- Also, ech soen dem Här Braz Merci fir déi Interventioun. Ech denken, dat, wat den Här Braz ausgedréckt huet, ass dat, wat déi écrasant Majoritéit vun dësem Parlament denkt vun der Aarbecht vum Minister.

(Brouhaha et hilarité)

Voilà. Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Diskussioun…

Den Här Minister wëllt nach eppes dozou soen - natierlech.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech wéilt just an engem Saz déi Meenung vum Här Braz gären zréckginn a Merci soe fir eng virbildlech Zesummenaarbecht an där Kommissioun a fir déi Aarbecht, déi mer geleescht hunn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dëse Projet och ofgeschloss.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer, an dat erfreet Iech wahrscheinlech alleguerten, zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass deen iwwert d'Schafe vun enger Administration de la nature et des forêts.

(Interruption)

D'Wuert huet elo de Rapporteur, an dat ass och an dësem Fall den honorabelen Här Negri.

12. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Administration de la nature et des forêts: Esou heescht mat der Reform vun der Administration des eaux et forêts, oder am Sproochgebrauch d'Forstverwaltung, mat dem Projet de loi 5934 vun haut un. De Projet de loi 5934, deen de 15. Oktober 2008 vum Ëmweltminister deponéiert gouf, gesäit eng Reform vir, an där déi aktuell Forstverwaltung hiren neie Missiounen an Défië méi gerecht gëtt. An zwar gëtt mam Gesetz vun haut d'Forstverwaltung och nach Naturschutzverwaltung.

Mä loosse mer emol e Bléck zréckgeheien op d'Evolutioun an der Zäit vun der Forstverwaltung, fir domat Sënn an Zweck vun der Reform zu enger neier Natur- a Forstverwaltung besser kënnen nozevollzéien.

Déi aktuell Administration des eaux et forêts ass eng vun deenen eelste Verwaltungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. De Statsrot ass a sengem Avis op d'Originë vun dëser Verwaltung agaangen an ass dobäi bis op d'Joer 1791 zréckgaang. Och den Exposé des motifs zum Projet de loi geet op d'Geschicht vun der Administration des eaux et forêts an. Dat ass net nëmmen historesch interessant, mä et weist virun allem och, wéi staark d'Missioune vun dëser Verwaltung am Laf vun de Jorzéngte geännert hunn.

Am 19. Jorhonnert huet dee gréisste Problem am Erhale vun de Bëscher an am enormen Holzverbrauch bestanen, dee virun allem op d'Industrialiséierung zréckzefiéieren ass. D'Eisen- a Glasindustrie war am Opschwong an huet onheemlech Quantitéite vun Holzkuele verbraucht, sou dass Mesuren hu missen ergraff ginn, fir d'Ressourcë vun eise Bëscher ze schützen. Am Laf vum 20. Jorhonnert waren et virun allem d'Intensivéierung vun der Landwirtschaft an d'demographesch Entwécklung, déi d'Ofholze vun de Bëscher mat sech bruecht hunn.

Stoung am Ufank virun allem d'Forstwirtschaft am Mëttelpunkt an domat d'Suerg, dass laangfristeg genuch Holz zur Verfügung stéing, esou ass am 20. Jorhonnert ëmmer méi de Schutz vum Bësch als Ökosystem an d'Erhale vun der Biodiversitéit an de Vierdergrond gerëckelt.

Um Enn vum 20. Jorhonnert huet d'Forstverwaltung ëmmer méi dës Aufgab kritt, well ee sech bewosst ginn ass, dass et net nëmmen duergeet, d'Aktivitéiten ze verbidden oder anzeschränken, déi de Bësch zerstéieren, mä dass aktiv Mesurë geholl an ergraff musse ginn, fir ökologesch Ziler ze erreechen. Parallell dozou huet d'Fräizäitverhale vun de Leit sech staark verännert, sou dass de Bësch als gréng Long och ëmmer méi eng Roll als Noerhuelungsgebitt erfëllt.

Zënter e puer Joer mutéiert an ännert dës Approche elo erëm. An Zäiten, wou déi fossil Energië knapp ginn, gëtt d'Holz als erneierbaren Energieträger erëm méi interessant. Et gëtt deemno ëmmer méi komplex Aufgaben, fir am Bësch éischtens den nohaltegen Naturschutz, zweetens déi récréativ Roll als Noerhuelungsgebitt, drëttens de Bedarf un Terrain a véiertens de Bedarf un Holz fir erneierbar Energien, fir also déi véier genannte Besoinen an e Gläichgewiicht ze bréngen an ze behalen.

Här President, de Wandel am Laf vun der Geschicht spigelt sech och an deene verschiddene legislativen Texter erëm. Eng éischte Kéier krut d'Forstverwaltung méi generell Aufgaben am Beräich vum Naturschutz iwwert d'Gesetz vum 29. Juli 1965 zum Erhale vun der Natur an den natierleche Ressourcen. De 4. Juli 1973 gouf d'Gesetz iwwert d'Forstverwaltung vun 1909 esou iwwerschafft, dass dës nei Aufgab besser konnt an där bestehender Struktur ausgefouert ginn. Deemools ass en eegestännege Service fir den Naturschutz innerhalb vun der Forstverwaltung geschafe ginn.

Déi nächst Reform koum 1989, wou niewent dem zentrale Service fir d'Conservation de la nature dräi regional Servicer gegrënnt goufen, an der Hoffnung, den Naturschutzziler esou méi no ze kommen.

Zënterhier huet sech villes am Beräich vum Naturschutz gedoen hei zu Lëtzebuerg, awer och um internationalen Niveau.

Esou hu mer zu Lëtzebuerg zënter dem 19. Januar 2004 en neit Gesetz iwwert de Schutz vun der Natur, dat virun allem eng Basis fir d'Natura-2000-Schutzzone festleet. Kärpunkt vum Gesetz vun 2004 war de Schutz vun dem bedrohte Liewensraum an eiser Kulturlandschaft ze verankeren.

Mëtt 2005 gouf en Observatoire geschafen, fir d'Zesummenaarbecht tëschent allen Acteuren an dësem Beräich ze erliichteren.

Am selwechte Joer 2005 gouf och den éischte Programme forestier national arrêtéiert, deen d'Ziler vun der Forstwirtschaft fir déi nächst Joren definéiert huet an de Prinzip vun der Nohaltegkeet an hire Mëttelpunkt gestallt huet.

2007 gouf den éischten nationalen Naturschutzplang festgehalen, deen en detailléierten Aktiounsplang beinhalt.

Am Endeffekt besteet hautdësdags eng wichteg Aufgab vun der Forstverwaltung doran, an eisem Land éischtens den Natur an de Landschaftsschutz ze garantéieren an zweetens de Verloscht vu Planzen- an Déierenaarten an domadder de verbonnene Verloscht vu bedrohte Liewensraim ze stoppen.

Här President, 34% vum Lëtzebuerger Land bestinn hautdësdags aus Bëscher. 47% vun de Bëscher sinn an öffentlecher Hand. Wann een déi rezent 1.500 Hektar aus dem Gréngewald a Kolmer-Bierg derbäihëlt, sinn dat am Ganzen 41.000 Hektar Bësch. Domat sinn 53% vun der Bëscher hei zu Lëtzebuerg a Privatbesëtz; dat si 47.000 Hektar Bësch. Vun deenen öffentleche 47% Bëscher gehéieren der 32,9% de Gemengen, 13% dem Stat an 1,1% de verschiddenen Établissements publics.

Am Beräich vun der Forstwirtschaft assuréiert d'Forstverwaltung also d'Gestioun vun deene virgenannten 41.000 Hektar öffentleche Bësch. Am Naturschutzberäich géréiert d'Forstverwaltung ausserdem 44.730 Hektar am Kader vun Natura 2000 an en plus 30 Réserves naturelles. Fir de Public iwwert dës Naturschutzprojeten informéieren ze kënnen, assuréiert se och nach d'Gestioun vu véier Centres d'accueil.

Do derniewent bekëmmert sech d'Forstverwaltung och ëm 420 Juegdsyndikater mat ronn 600 Juegdlousen. De Budget vun der Forstverwaltung beleeft sech op ëm déi 36 Milliounen Euro pro Joer. Bei der Forstverwaltung schaffen am Ganzen 386 Leit: 136 Fonctionnairen an Employéën an 285 Statsaarbechter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eleng aus dëser Opzielung geet ervir, dass d'Aufgaben, mat deenen d'Forstverwaltung hautdësdags konfrontéiert ass, ganz komplex sinn an nëmmen dann erfollegräich ëmgesat kënne ginn, wann d'Strukture vun der Verwaltung un hir heiteg Missiounen adaptéiert ginn a wa se genuch Personal a Moyenë kréien, fir hir Aarbecht och dann duerchféieren ze kënnen.

D'Forstverwaltung gouf dofir auditéiert. An et huet sech effektiv erausgestallt, dass d'Organisatioun vun der Forstverwaltung hire Missioune mat den aktuelle Moyenen net méi ka gerecht ginn. Et gouf ënner anerem festgestallt, dass et Inkohärenze gëtt, wat d'Strukturen engersäits vun den zentrale Servicer an anerersäits vun de lokale Servicer betreffen.

E gréissere Problem huet den Audit och bei der Kommunikatioun an der Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Servicer festgestallt, an dat besonnesch tëschent dem zentrale Service an de Leit um Terrain.

Wat gebraucht gëtt, ass awer eng kloer Linn, fir dass ouni intern Hindernisser Projeten a Programmer kënnen ausgeschafft, geplangt an um Terrain ëmgesat ginn.

Derbäi kënnt, dass 2004 d'Administration de la gestion de l'eau geschafe gouf, esou dass ee vun deenen zwee Aufgabeberäicher - d'Waasser - vun der Administration des eaux et forêts an de Ministère de l'Intérieur ausgelagert gouf. Och dëser Entwécklung muss den neie Projet wäitméiglechst Rechnung droen. Aus der Administration des eaux et forêts gëtt deemno elo eng Administration de la nature et des forêts.

De Projet de loi, deen hei virläit, probéiert eng Äntwert op dës Erausfuerderungen ze ginn. En hält folgend Ziler fest:

Éischtens, déi nei Verwaltung gëtt verstäerkt als wichtegst Element fir d'Emsetzung vun de Politiken am Beräich vum Naturschutz an der Gestioun vun den natierleche Ressourcen;

zweetens, eng Verbesserung vun de Verwaltungsstukturen, esou dass e reibungslosen Oflaf vun der Konzeptioun bis zur Ëmsetzung um Terrain dank enger gudder Zesummenaarbecht vun de Servicer méiglech ass, an

drëttens, d'Verwaltung muss och d'Moyenë kréien, fir besser kënnen no baussen ze communiquéieren, fir dass d'Leit, an domat d'Öffentlechkeet, besser informéiert ginn.

Konkret gesäit de Projet de loi deemno vir, dass um Terrain an de regionale Servicer an an de lokale Servicer déi zwou Missioune souwuel vum Ëmweltschutz als och vun der Forstwirtschaft zesummegefouert ginn. Domat ginn dës Servicer méi grouss an zugläich méi flexibel, fir d'Personal ganz cibléiert, also geziilt anzesetzen.

D'Kommunikatioun tëschent de Leit soll och doduerch verbessert ginn. D'Servicer um Terrain kréie konsequenterweis awer och zousätzlecht Personal. Am zentrale Service gëtt d'Spezialiséierung virugedriwwen, well d'Experten an deene verschiddene Beräicher besser a méi effizient hir Konzepter ausschaffe kënnen an och eng besser Relatioun zu aneren Experten am Ausland opbaue kënnen. Well e groussen Deel vun den Décisiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg ëmsetze mussen, um internationalen Niveau getraff ginn, besonnesch um Niveau vun der Europäescher Unioun, musse mer op EU-Niveau dofir gutt vertruede sinn.

D'Fonctions dirigeantes gi verstäerkt, fir dass d'Koordinatioun tëschent de Servicer, déi d'Konzepter ausschaffen, an deenen, déi se um Terrain ëmsetze mussen, besser klappt. Ausserdeem gëtt eng nei Entitéit geschafen, déi sech ëm d'Relations publiques këmmert.

Déi nei Verwaltung ass an Zukunft fir dräi Haaptberäicher zoustänneg: éischtens, den Naturschutz an den Erhalt vun natierleche Ressourcen; zweetens, d'Missiounen am Kader vun der nohalteger Forstwirtschaft, an drëttens, d'Missiounen am Beräich vun der Gestioun vum Wëld.

Här President, de Statsrot hat just eng Rei méi punktuell Remarquë gemaach, deenen d'Ëmweltkommissioun gréisstendeels Rechnung gedroen huet. Eng dovunner huet d'Missioune vun der Verwaltung betraff. Am initiale Projet de loi war virgesinn, dass déi nei Verwaltung och Kompetenzen am Beräich vun der Fëscherei behält. Woubäi de Statsrot drop verwisen huet, dass dës Kompetenzen elo eigentlech bei der Waasserwirtschaftsverwaltung leien an een dat dofir aus dem Projet de loi sträiche misst.

D'Ëmweltkommissioun huet awer zréckbehalen, dass, och wann d'Fëscherei grondsätzlech eng Kompetenz vun der Waasserwirtschaftsverwaltung ass, d'Servicer vun der neier Natur- a Forstverwaltung um Terrain zur Iwwerwaachung vun der Fëscherei bäidroe sollen. Dëst opgrond vu ganz konstruktive Consultatioune mat allen implizéierten Acteuren, dem Ëmweltminister Lucien Lux, der Waasserwirtschaftsverwaltung, der Direktioun vun der Forstverwaltung an och der Associatioun vun de Fierschter. Hinnen all wëll ech Merci soen, op der Sich no dëser räsonnabeler a pragmatescher Léisung. An esou ass et och elo am Artikel 2 festgeschriwwen.

M. le Président.- Här Negri, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Här President, ech hätt nach fir zwou Minutten.

(Interruption)

Merci, Här President.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Här Jaerling! Loosse mer kucken, dass mer hei an Dezenz den Dag ofgeschloss kréien.

Här Negri, zwou Minutten.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Zur gudder Lescht mussen och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass déi nei Verwaltung all hir Missiounen erfëlle kann.

Der Rechnung no, déi de Ministère am Kader vum Dépôt vum Gesetzesprojet opgestallt huet, géifen duerch dëse Projet de loi zousätzlech Käschten entstoe vu ronn 2.830.000 Milliounen Euro, wouvun net grad d'Halschent Personalkäschte sinn.

Dobäi ass virgesinn, dass niewent dem Direkter dësem zwee Directeurs adjoints ënnerstallt ginn, wou ee sech ëm déi zentral Servicer bekëmmert, déi haaptsächlech d'Konzepter ausschaffen, den zweeten Directeur adjoint assuréiert d'Koordinatioun vun den Aussestellen, déi dës Konzepter an der Praxis dobaussen um Terrain ëmsetzen.

Et ass eng Viraussetzung, dass déi zwee Directeurs adjoints Hand an Hand als Team zesummeschaffe mussen an dann och kloer ënnerenee koordinéiert Décisiounen un hir Leit viruginn.

Gesamt gesinn geschitt eng Opstockung u Personal vu plus 36 Leit an der neier Natur a Forstverwaltung. Dovunner een Ingenieur mat der Qualifikatioun als Master en sciences naturelles, well an der Hierarchie jo en zweeten Directeur adjoint derbäikënnt.

Et ass geplangt, vun deenen zousätzleche 36 Leit 21 Fierschter an deenen nächste Joren anzestellen. Mat dëser Reorganisatioun kënne sech an den Aussestellen um Terrain zéng Leit ëm den Naturschutz an ëm d'Forstwirtschaft bekëmmeren.

Um lokalen Niveau bleift de Revéierprinzip bestoen, deen op der territorialer Kompetenz berout. Domat bleift d'Kontinuitéit garantéiert an domat de Fierschteren et erlaabt, déi jo hir gutt Connaissance locale hunn, also an hirem Revéier kënneg sinn, d'Interventiounen an d'Evolutiounen am Bësch suivéieren ze kënnen an dann och deementspriechend agräifen, agéieren a reagéieren ze kënnen.

Dat legislatiivt Haaptinstrument, fir dës Aarbechte maachen ze kënnen, muss dobäi d'Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ginn a sinn. An deem Esprit ass d'Ëmweltkommissioun der Meenung, dass dat Kadergesetz vun der Natur- a Forstverwaltung, esou wéi et elo virläit, dësen neien Défië ka gerecht ginn an dobäi virun allem den Naturschutz nohalteg stäerke wäert.

Här President, ganz zum Schluss: Et ass mer eng besonnesch Éier gewiescht, zum Schluss vun dëser Legislaturperiod am Optrag vun der Ëmweltkommissioun dëst wichtegt Gesetz iwwert d'Reform vun der aktueller Forstverwaltung zu där neier Natur- a Forstverwaltung rapportéieren ze kënnen. Domat verbannen ech als President vun der Ëmweltkommissioun e grousse Merci un d'Membere vun der Ëmweltkommissioun fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht. Doran aschléisse wëll ech natierlech och déi exemplaresch Zesummenaarbecht mat eisem Ressortminister, dem Ëmweltminister Lucien Lux.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- E grousse Merci geet och un eis…

M. le Président.- Pardon. Entschëllegt, Här Negri, ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

Ech wollt Iech elo scho Merci soen. Kommt awer elo definitiv zum Schluss.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- E grousse Merci geet och un eis Kommissiounssekretärin, d'Madame Rachel Moris, fir hir exzellent an expeditiv Aarbecht. Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci fir säin detailléierte Bericht. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Oberweis gefrot.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer just am Ufank dem Roger Negri, dem honorabelen Deputéierten hei Merci ze soe fir dann de leschte Rapport, deen e gemaach huet an dëser Funktioun, mëndlech wéi schréftlech.

Ech hat mer e puer Saachen opgeschriwwen, mä no deem, wat de Roger Negri gesot huet, kann ech dat ganz kuerz maachen. An ech weess och, dass d'Leit iergendwann nach gären aner Saachen haut den Owend wëlle maachen.

Duerch d'Kreatioun vum Waasserwirtschaftsamt, dat sech am Spezielle mat dem Waasser a senge sëllechen Niewefelder auserneesetzt, war et jo eng logesch Suite, d'Opspléckung vun der aktueller Verwaltung vun den Eaux et Forêts an zwou Verwaltunge mat hire respektive Kompetenzberäicher an d'Wee ze leeden.

An de vergaangene fënnef Joer ass hei an der Chamber vill iwwert d'Biodiversitéit an iwwert d'Protektioun vun onse Liewensressourcë Buedem, Waasser a Loft geschwat ginn.

D'Politik ass sech eens, haut nach méi wéi viru fënnef Joer, dass déi nohalteg Entwécklung e Must fir ons Gesellschaft muss ginn. En aval wäert déi nei Verwaltung vun der Natur an de Bëscher ons déi Weeër weisen, wéi mir déi Entwécklung dann elo ëmsetze sollen.

Notamment d'Bëscher si fir ons liewenswichteg, banne si dach de Kuelendioxid, dee fir den Dreiwhauseffekt responsabel ass, a liwweren ons de Sauerstoff fir ze liewen.

Wann ee bedenkt, dass zwielef Milliounen Hektar Bëscher pro Joer vun der Landkaart verschwannen, da kann ee sech gutt virstellen, wellech Liewensqualitéit ons Kanner a Kandskanner enges Daags wäerten hunn.

An enger Etüd, déi ech gelies hunn iwwert d'Koexistenz vun Déieren a Planzen an onse Bëscher, ass gesot ginn, dass do, wou eben déi meescht Bamzorten existéieren, eng grouss Biodiversitéit ass. Dofir kann een nëmmen deene Leit Merci soen, déi mëttlerweil amgaang sinn, d'Nolebëscher duerch Bëscher mat Lafbeem ze ersetzen.

E Wuert zu der Verwaltung nach.

Duerch déi pyramidal Struktur, wéi ech se gesinn hunn, vun der neier Verwaltung vun der Natur an de Bëscher, vun uewe bis ënnen op den Terrain, kann een dervun ausgoen, dass déi eenzel Aufgaben, déi de Rapporteur opgezielt huet, bis an de leschten Detail vun de villen Acteuren um Terrain duerchgeféiert ginn.

Net nëmme gëtt Wäert drop geluecht, dass déi eenzel Naturreservater protegéiert ginn, mä, doriwwer eraus, och ons Bëscher musse vill méi nohalteg bewirtschaft ginn. An ech denken, et ass och wäertvoll, duerch munch Interreg-Projeten och bis an d'Groussregioun eranzegoen.

Vergiesse mer och net, dass ons Bëscher ëmmer méi engem grousse Stress ausgesat sinn. Dat net nëmme wéinst dem Klimawiessel, neen, mä och duerch déi sëllechen Aktivitéiten, déi mir Mënschen doranner bréngen. Ech denken hei am Speziellen un déi nowuessend Biomass Holz, déi mir erauszéien, fir eben ons fossil Energien ze ersetzen.

Fir dass awer keng dauerhaft Schied an onse Bëscher an an der Natur entstinn, gëtt déi nei Verwaltung mat där Kontrollaufgab befaasst.

Derniewent huet d'Waasserwirtschaftsamt déi wichteg Aufgab kritt, all ons Gewässer ze protegéieren. Mä - et ass elo grad gesot gi vum honorabele Rapporteur -: Et gëtt zwëschent dem Waasserwirtschaftsamt an der neier Verwaltung eng Schnëttstell, dat ass d'Fëscherei. De Rapporteur ass drop agaangen. Ech erspueren Iech dat hei.

Dofir gesot, no deene Wierder hei bréngen ech den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soe Merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, alles geet zum Schluss vun der Legislatur elo e bësselche méi schnell, ze schnell. Den Débat iwwert d'Forstverwaltung ass e wichtegen, an et hätt ee sech sécherlech kënnen e bësselche méi Zäit loosse fir dësen Débat. Elo geet de Projet ënner an der Lawin vun all deenen 30, 40 Projeten, an dat ass sécherlech net ganz flott. Dat ass elo och kee Reproche un déi wéineg Deputéiert, déi nach hei sinn. Mir hunn alleguerten aner Verflichtungen. Nëmme fir ze soen, datt deen Débat hei sécherlech méi grouss Opmierksamkeet verdéngt hätt.

Op all gudde Sonndesriede gëtt geschwat vun der Wichtegkeet vum Naturschutz, vun der Biodiversitéit, vun der Ëmwelt. A wa mer dann hei konkret eis an der Chamber domat befaassen, da leeë mer dat dann esou, datt awer net genuch Zäit bleift, fir hei en uerdentlechen a flotten Débat ze féieren.

M. le Président.- Jo, Här Berger, ech muss soen, dass all d'Fraktiounen zesummen deen Ordre du jour hei festgeluecht hunn. Do war Är Fraktioun och derbäi.

M. Eugène Berger *(DP).*- Sécherlech, Här President, ass eis Fraktioun och an deenen Diskussiounen derbäi. Mä si huet awer do net d'Majoritéit vun de Stëmmen, well soss wär vläicht eppes aneschters derbäi erauskomm. Mä dat ass awer elo kee Reproche. Et ass einfach eng allgemeng Remarque gewiescht.

Här President, mir wëllen haut den Owend enger vun deenen eelste Verwaltungen hei aus dem Land e Facelifting ginn, well d'Forstverwaltung, wéi se am Sproochgebrauch genannt gëtt, staamt vun 1840. Si ass also scho bal 170 Joer al. Hir Kreatioun deemools stoung och a Relatioun mat deem, wat een haut allgemengerhand och géif Naturschutz nennen.

An der Mëtt vum 19. Jorhonnert huet d'Land eng éischt Well vun der Industrialiséierung hei erlieft. An déi Aktivitéiten hu vill, ganz vill Holz an de Bëscher gebraucht. Dat huet och deemools e staarken Drock op de Bësch bruecht. D'Autoritéiten hunn och deemools hir Responsabilitéit geholl, fir dës Gefor fir de Bësch an domat och d'Gefor fir d'Natur an de Gréff ze kréien.

D'Missioune vun der Verwaltung hunn u sech näischt un Aktualitéit verluer. Au contraire, et sinn nach eng Rei aner Aspekter am Beräich Natur, déi haut och staark ënner Drock stinn, derbäikomm. Dat sinn: oppe Landschaften, d'Waasser, d'Espècen, d'Planzen, d'Déieren; all déi Elementer a Komponenten, déi een allgemengerhand eben ënnert dem Term vun Natur ka résuméieren.

Am Laf vun de Jorzéngten, oder et kann ee scho bal soe Jorhonnerte sinn d'Défien zum Deel awer och neier ginn, d'Missioune méi villfälteg. Duerfir ass och schonn an der Vergaangenheet d'Verwaltung punktuell reforméiert ginn, fir den Erausfuerderunge vum modernen Naturschutz besser gerecht ze ginn. Déi lescht Reform war 1989, wann ech mech elo net an den Datumen iren.

Säit den Direktive vu Bréissel, ënner anerem d'Habitat-Direktiv an och dem neien Naturschutzgesetz vun 2004, sinn nach nei an zousätzlech Aufgaben a Kompetenzen op d'Verwaltung geluecht ginn. Stéchwierder sinn hei: Ëmsetzung Natura 2000, Plan national de la protection de la nature oder och nach de Programme forestier national.

Et huet sech also opgedrängt, d'Verwaltung op de Leescht ze huelen. Deem virausgaang waren och zwee Auditen, dee vu Baseler an och dee vun Études et formations, deen ech a menger deemoleger Funktioun als Statssekretär d'Éier hat an Optrag ze ginn.

An der Suite sinn dunn éischt Iwwerleeungen an der Forstverwaltung gefouert ginn, fir d'Recommandatioune vum Audit an d'Realitéit ëmzesetzen. D'Philosophie war dobäi déi, datt d'Beamten net sollte vu virera virun e Fait accompli gestallt ginn, mä mat hinnen zesumme sollt an Etappen déi Reform ugaang ginn. An ech ka feststellen, datt dee Prozess vum Direkter mat vill Gefill an och vill Kompetenz weidergedriwwe ginn ass. Domat konnten dann och d'Basë fir de Projet de loi geluecht ginn.

Duerfir kann ech och an de ganz grousse Linnen an och a villen Detailer d'Reform guttheesche mat där Verwaltung, déi net nëmmen elo en neien Numm kritt, wou d'Natur un éischter Stell steet, och wa mer den Term Naturschutz vläicht nach besser gefall hätt - ech mengen, dat war och souguer eng Propositioun deemools vum Audit -, mä wou och d'Aufgaben am Beräich Naturschutz méi kloer definéiert ginn an déi noutwendeg strukturell Reforme vun der Verwaltung och Agank fonnt hunn.

Ouni elo an d'Detailer vun där neier Struktur vun der Natur- a Bëschverwaltung anzegoen, wëll ech eng Ëmännerung ervirhiewen, déi um Terrain awer besonnesch wichteg ass, och am Sënn vun der Ganzheetlechkeet vum Naturschutz.

An der Vergaangenheet ass nämlech ëmmer eng Distinctioun gemaach ginn op administrativem Niveau tëschent Bësch an Natur, wéi wann de Bësch net géif richteg zur Natur gehéieren. Dat hat och sécherlech domadder ze dinn, datt zum Deel d'ministeriell Kompetenze laang Joren ënner anerem beim Landwirtschaftsminister waren, wat d'Gestioun vum Bësch ubelaangt huet, respektiv ass jo och nach de Landwirtschaftsminister zoustänneg oder war och souguer zum Deel d'Autoritéit iwwert d'Verwaltung.

U sech war dat eng absurd Situatioun, déi elo berengegt ginn ass. Dat ass eng gutt Saach. Well et liicht jo jiddwerengem an, datt de Bësch e wichtegen Deel vun der Natur ass an duerfir och vun der Saach hier zum Naturschutz gehéiert.

Duerfir gesäit elo d'Reform hei och eng Zesummeleeung vun de regionalen a lokale Verwaltungsstelle vir, vun de Cantonnementer, déi bis elo getrennt fir de Bësch zoustänneg waren, an den Arrondissementer, déi exklusiv fir den Naturschutz, dat wëllt soen d'oppe Landschaften zoustänneg waren.

Dat ass eent vun den Häerzstécker vun dëser Reform, datt eng gemeinsam Ulafstell, eng gemeinsam Verwaltungsstruktur fir d'Natur an de Bësch geschaf ginn ass. Sécherlech bleiwen och nach speziell Aufgabe spezifesch fir de Bësch, zum Beispill d'Gestioun vun den öffentleche Bëscher, mä si ginn awer ënnert dem Bléckwénkel vum Gesetz vun 2004 gesat. Dëst huet sech och vun dem europäesche Kontext einfach opgedrängt, well jo eng Rei Natura 2000-Zone grouss Arealer vu Bëscher beinhalten.

Et ass e wichtegen Usaz, mä méi konsequent wier et awer gewiescht, wann ee wierklech all Aspekter vum Bësch, och all déi aner Aspekter vun der Natur, ënner ee ministeriellen Hutt geholl hätt an och aner Aspekter vun der Natur an d'Verwaltung erabruecht hätt. Dat ass manifestement eng Schwaachstell vun dëser Verwaltungsreform.

D'Zil hätt et misse sinn, wéi gesot, fir all d'Aspekter vun der Natur an dem Naturschutz ofzedecken, mä hei feele weiderhin nach e puer Stécker am Puzzle oder wéinstens ee wichtegt Stéck am Puzzle. Dat ass ënner anerem: Hei an deem Gesetz feelt d'Waasser bal ganz an deem Projet. Et ass souguer aus dem Titel vun der Verwaltung erausgeholl ginn.

Wesentlech bleift nach elo de Fierschter, datt se dierfen erëm eng Kéier déi net esou flott Aufgab vu Kontrolle maachen, wou se dann erëm eng Kéier déi Missioun hunn, wat oft an der Vergaangenheet de Fall ass, wou se da sanktionéieren. Si dierfen also nach Kontrolle bei der Fëscherei maachen.

Soss si guer keng Missiounen an Aufgaben, wat d'Waasser betrëfft, am Gesetz virgesinn. Wéi wann d'Waasser am Fong geholl näischt mam Naturschutz ze dinn hätt. Dat ass vun der Saach hier net logesch a kohärent. Hei ass d'Geleeënheet verpasst ginn, fir erëm d'Waasser dohinner ze setzen, wou et gehéiert, nämlech bei den Naturschutz.

Hei ass jo och den Audit net suivéiert ginn. Deen hat nämlech och recommandéiert a gesot, datt wierklech alles, wat Naturschutz ass - oppe Landschaften, Bësch, Waasser-, ënner enger Verwaltung an ënner enger ministerieller Tutelle sollt stoen.

Ech weess, all Partei freet dat regelméisseg an hire Wahlprogrammer. Och 2009 ass dat erëm de Fall. Wann ee kuckt, ech war och zesumme mam Ëmweltminister an anere Vertrieder vun de Fraktiounen op enger Table ronde, wou dat och erëm vu praktesch all de Präsenten, ausser dem Vertrieder vun der CSV, gesot ginn ass.

Wann een elo véier Woche virun de Wahlen dann hei d'Gesetz erabréngt, da kann ech froen, ob ee sech dann net Zäit gelooss hätt, vu datt jo eng Rei Parteie soen, d'Waasser misst an den Environnement kommen, datt och herno eventuell eng nei Regierung dat direkt an dës Verwaltungsreform hätt kënne mat erapaken.

Duerfir bedaueren ech och e bëssen, datt dat elo dann hei esou um leschte Stëppel geschitt, well een do dann och vläicht eng Chance verpasst huet, an datt mer am Hierscht mussen erëm eng Kéier dëse Projet op de Leescht huelen, fir d'Waasser dann och mat eranzeschreiwen.

En attendant kréie mer dann eng Verwaltung, déi also net optimal all d'Kompetenze vum Naturberäich regruppéiert, déi awer sécherlech, muss ee soen, e Fortschrëtt bedeit um Terrain, well elo besser d'Aarbechte kënne koordinéiert ginn. Mir hunn hei en einfacht Kadergesetz, wat den Auditeur och recommandéiert hat. D'juristesch Base, déi mer elo hunn, setzt och an der Praxis d'Konditiounen, fir datt do eben déi Verwaltungsaarbecht besser ka gemaach ginn, och d'konzeptuell Aarbecht ka besser gemaach ginn.

Wat elo de groussen Défi ass, dat muss ee kucken, wéi een dann elo déi Texter hei an

der Praxis ëmsetzt, wéi d'Verwaltung elo dann deen Défi ophëlt, fir dann och um Terrain kënnen en effizienten Naturschutz ze maachen. E wichtegen Aspekt ass och dee fir d'Verwaltung, datt se soll ewechkomme vun där Missioun, wéi se esou oft gesi ginn ass, datt se eben nëmme kontrolléiert, sanktionéiert.

Dat waren déi haaptsächlech Aufgaben an der Vergaangenheet. Dat huet dann och leider heiansdo derzou gefouert, datt se dann déi positiv Aktiounen um Terrain net konnte maachen, an do dann aner Leit oder Syndikater oder aner Acteuren um Gemengeniveau, zum Beispill, d'Heft an d'Hand geholl hunn, an datt dann eben déi net esou flott Missiounen der Verwaltung iwwerlooss gi sinn.

Et ass also wierklech ze wënschen, datt och elo d'Verwaltung ka verstäerkt e konzeptuelle Partner ginn am Naturschutz. Ech weess och, déi meescht Beamten, fir net ze soe bal alleguerten an der Verwaltung wëllen do mathëllefen. Do sinn och schonn an der Vergaangenheet eng Rei Initiative geholl ginn. Mä duerfir brauche se och déi néideg Moyenen. Si brauchen dat néidegt Personal an déi néideg Strukturen, déi se awer elo hei dann domadder kréien.

Eng aner Remarque, déi ech awer och nach wéilt hei maachen an déi an der Vergaangenheet och fir vill Konflikter mat de Bierger gesuergt huet, an déi och sécherlech an dem Kontext vun der Kris a vun all deene Mesuren, déi mer do huelen, kéint gesi ginn, a wou och ganz oft dann herno de Schwaarze Péiter op d'Verwaltung gefall ass: Dat ass déi vum Handling vun den Naturschutzautorisatiounen. Dat ass jo och e wichtegen Deel vun där Verwaltung.

Et ware Problemer zum Deel, datt do grouss Délaien alt emol ze vermelle waren. Mä mat méi Personal, mat zesummegeluechte Kompetenze kéint dat jo da besser goen.

Mä do muss een natierlech derfir suergen, dat dës Demanden exklusiv vun der zoustänneger Verwaltung an hire Mataarbechter solle gemaach ginn. Si sinn d'Spezialisten, souwuel d'Fierschtere wéi d'Uewerfierschteren, d'Biologen an esou weider.

An da geet et net, Här Minister, wéi dat an de leschte fënnef Joer de Fall war, datt e Redakter aus dem Ministère systematesch par dépassement de compétences dat lescht Wuert bei ville kontroversen Dossieren hat. Domadder sinn d'Verwaltung an hir Beamte carrément entmündegt ginn. Domat muss Schluss sinn. Déi integral Prozedur vun den Naturschutzautorisatioune muss an déi nei Verwaltung erageluecht ginn. Si sollen och duerfir e Jurist kréien, dat ass jo och virgesinn, fir datt se dann och kënnen déi Froen am Kontext vun den Autorisatioune behandelen.

Eng aner Remarque betrëfft déi vun der Carrière vun de Fierschteren. Ech mengen, déi verschidde Fraktiounen hate jo och Visitë vun der Associatioun, wou se och hir Problematik duergeluecht hunn. Et ass ganz sécher, datt de Beruff vum Fierschter e ganz komplexen a schwéiere Beruff ass, datt se och nei Formatiounen hunn. Et muss een onbedéngt bei de Verhandlungen, déi ustinn, dann, wann d'Etüd dann endlech eng Kéier op den Dësch kënnt - dat muss also déi nächst Regierung maachen -, wann do déi gesamt Verhandlungen iwwer nei Carrièren, iwwer Gehälter gefouert ginn, muss onbedéngt och do déi Problematik vun de Fierschter seriö an Ugrëff geholl ginn.

Här President, mir wäerten dëse Projet de loi stëmmen, well en an déi richteg Richtung geet. D'Chamber wäert awer sécherlech och nach an Zukunft missen nobesseren, besonnesch fir awer enges Daags eng komplett integrativ Verwaltung am Beräich Naturschutz ze kréien, déi wierklech all Kompetenze fir all Elementer vum Naturschutz huet, an dorënner gehéiert och d'Waasser.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Braz huet d'Wuert nach gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt just am Numm vum verhënnerte Kolleeg Camille Gira d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen. Ech erspueren Iech eng manner kompetent Ried ze halen, wéi de Kolleeg Camille se hätt kënnen halen. Duerfir just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, fir d'éischt wëll ech soen, dass all d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Forstverwaltung fir hiren Asaz verdéngen, dass mer nach eng Kéier aus dem Suedel gaange sinn, fir déi Reform hei nach an dëser Legislaturperiod ze stëmmen, déi d'Forstverwaltung wäert stäerken, déi se wäert quantitativ stäerken, mä virun allem och qualitativ wäert stäerken. An dofir wëll ech der Kommissioun an hirem President Merci soen.

Eng zweet Remarque - laanscht déi kommen ech net -, dat ass déi, dass ech an aller Kollegialitéit wëll soen, dass heibannen am Sall nëmmen een ass, deen där Regierung ugehéiert huet, déi der Forstverwaltung d'Waasser ewechgeholl huet: Dat ass den Här Berger. Duerfir ass schonn e bësse Culot verlaangt, fir sech dohinner ze stellen an ze maachen, wéi wann en deen Eenzege wär heibannen, deen derfir géif suergen, dass déi wichteg Kompetenz erëm zréck géif kommen, wou se higehéiert, nämlech an d'Forstverwaltung.

Jiddefalls hätt ech an dëser Legislaturperiod, wann d'Geleeënheet gewiescht wär, net zougelooss als Ëmweltminister, dass d'Forstverwaltung ëm déi wichteg Kompetenz beraubt gi wär.

(Interruption)

Duerfir ginn ech d'Hoffnung net op, dass mer an de Koalitiounsverhandlungen, wann d'Geleeënheet ass, fir dat ze maachen, eis dofir asetzen, dass d'Kompetenz vum Waasser erëm dohinner kënnt, wou se higehéiert, nämlech an den Ëmweltministère a virun allem och an déi nei Natur- a Forstverwaltung.

M. le Président.- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Da si mer eis jo eens do.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun engem ganz laangen Dag, deen haut de Moien um néng Auer ugefaangen huet an haut den Owend bal um néng ophält, ukomm.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Gedold a fir Är Mataarbecht. Mir gesinn eis muer de Moien nees um néng Auer zréck, fir dee leschten Dag vun dëser Woch unzegoen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.26 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 47, 48 et 49

Communications page 555

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004 page 555

Ordre du jour pages 555-556

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 556

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pages 556-558

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
1) l'article 832-4 du code civil;
2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé pages 558-559

Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et quotas laitiers pages 559-561

5655 - Projet de loi sur les marchés publics pages 561-565

6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007 page 565

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes
et
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes page 566

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 566

5955 - Projet de loi relative à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pages 566-568

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale pages 568-569

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008 pages 569-570

5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) pages 570-576

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 578

5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle pages 578-581

5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile pages 581-582

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel pages 582-585

5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
- du Code d'instruction criminelle;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse
et
4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification
- du Code d'instruction criminelle;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et
- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 585-589

5936 - Projet de loi
- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,
- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit pages 589-590

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:
- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;
- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification
- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
- du Code du Travail pages 590-591

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;
3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare pages 591-592

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet
1. le développement et la diversification économiques, et
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 592-593

5906 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,
- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et
- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement pages 594-595

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 595-596

5934 - Projet de loi portant
a) création de l'administration de la Nature et des Forêts
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts pages 596-598

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3287	Claude Adam	Visites scolaires du parc de découverte d'une laiterie luxembourgeoise
3290	Claudia Dall'Agnol	Avantages liés à l'ancienneté de service en cas de maladie prolongée
3298	Marcel Oberweis	Risques auxquels sont soumis les travailleurs exposés aux poussières de bois
3302 cf. 3303 et 3338	Xavier Bettel	Photos pour les passeports biométriques
3303 cf. 3302 et 3338	Aly Jaerling	Photos pour passeport biométrique
3304	Fernand Etgen	Certificat de performance énergétique
3317	Aly Jaerling	Formation continue
3321	Marc Angel	Création d'un Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI)
3325	Claudia Dall'Agnol	Chèques-services accueil
3328	Roland Schreiner	Projet d'aménagement général
3329	Sylvie Andrich-Duval	Officialisation d'un nouveau traitement à l'attention des personnes atteintes de Parkinson
3334	Aly Jaerling	eSanté
3338 cf. 3302 et 3303	Aly Jaerling	Photos pour passeports biométriques

Question 3287 (8.4.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **visites scolaires du parc de découverte d'une laiterie luxembourgeoise:**

Dans le cadre d'un reportage télévisé sur le site de la nouvelle laiterie Luxlait, il a été expliqué que l'entreprise avait également imaginé un autre débouché pour son usine en y associant un parc de découverte et de loisirs lié au lait. Cette initiative «pédagogique» fait partie de la nouvelle stratégie de communication de la laiterie luxembourgeoise. L'entreprise miserait sur près de 70.000 visiteurs par an venant essentiellement du Luxembourg et de la Grande Région. De nombreuses classes du primaire y sont également attendues, l'entrée serait d'ailleurs financée par le Ministère de l'Éducation nationale (MEN).

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des réponses aux questions suivantes:

- L'information comme quoi le Ministère de l'Éducation nationale financerait le prix d'entrée des classes qui viendraient visiter l'usine est-elle correcte?

Dans l'affirmative:

- À travers quel accord cette initiative est-elle possible? Madame la Ministre peut-elle me donner des précisions sur le concept ou le programme pédagogique conclu avec cette laiterie?

- Est-ce que d'autres organismes ou structures (organisations, entreprises, associations, fermes pédagogiques, etc.) proposant également des visites pédagogiques pourront dorénavant compter sur le soutien financier du MEN?

- Sachant que les enfants sont une cible très prisée des professionnels du marketing, étant donné qu'ils sont souvent initiateurs de certains achats ou encore parce qu'ils restent assez longtemps attachés à une marque, n'est-il pas curieux que le MEN subventionne finalement une partie de la stratégie de communication ou de fidélisation d'une marque?

- Le MEN ne devrait-il pas prendre une initiative afin de réglementer les notions de publicité, sponsoring ou marketing dans le cadre des activités scolaires à et en dehors de l'école?

Réponse (12.6.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je n'ai connaissance d'aucune convention ou accord entre la laiterie Luxlait et mon département portant sur des visites de classes.

Question 3290 (7.4.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **avantages liés à l'ancienneté de service en cas de maladie prolongée:**

Suite à l'introduction du statut unique par la loi du 13 mai 2008, il paraît qu'en cas de maladie prolongée, les salariés n'ont plus droit aux avantages liés à l'ancienneté de service.

En effet, selon l'ancien article 10 du Code des assurances sociales (CAS) «l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée par référence à la rémunération brute que l'assuré aurait gagnée en cas de continuation du travail pendant le congé de maladie». Ainsi, un salarié conservait tous les avantages liés à son ancienneté. S'il avait eu droit à un avancement à une date déterminée, il y aurait eu droit également en cas de maladie prolongée.

Or, l'article 10 du Code de la Sécurité sociale, en vigueur depuis le 1er janvier 2009, prévoit que «l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de l'assiette cotisable définie aux articles 34 et 39 relatifs aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail». L'indemnité pécuniaire étant calculée dorénavant sur base de l'assiette cotisable déterminée au début de son incapacité de travail, le salarié ne peut apparemment plus profiter des avantages liés à son ancienneté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'implication de ces modifications et de leurs conséquences pour les salariés?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces changements sont justifiés? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

Réponse (24.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Si l'ancien article 10 du Code des assurances sociales établissait le principe que l'indemnité pécuniaire était calculée par référence à la rémunération brute que l'assuré aurait gagnée en cas de continuation de la rémunération, l'article 10 nouveau du Code de la Sécurité sociale renvoie désormais à l'assiette cotisable, correspondant à la rémunération de base ainsi qu'aux compléments et accessoires à condition qu'ils soient payés mensuellement en espèces. L'article 10 précise encore que sont portés en compte séparément

1) la rémunération de base la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse;

2) la moyenne des compléments et accessoires de la rémunération qui font partie des assiettes des douze mois de calendrier précédant le mois antérieur à la survenance de l'incapacité de travail; si cette période de référence n'est pas entièrement couverte par une activité soumise à l'assurance, la moyenne est calculée sur base des mois de calendrier entièrement couverts.

Cette modification dans le calcul de l'indemnité pécuniaire, qui ne tient plus compte des augmentations de la rémunération pouvant intervenir au cours de la période d'indemnisation à charge de la Caisse Nationale de Santé, reflète l'accord intervenu entre les partenaires sociaux au moment de la mise en place du statut unique et a conduit à l'harmonisation du droit de la sécurité sociale et du droit du travail.

Question 3298 (20.4.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **risques auxquels sont soumis les travailleurs exposés aux poussières de bois:**

Le bois, bien qu'étant un matériau naturel, n'est pas inoffensif. Les dépôts répétés dans l'organisme des poussières de bois produites lors de la transformation du bois, comme par exemple le ponçage, peuvent être responsables d'allergies, de lésions de la peau ou des muqueuses voire d'autres pathologies plus ou moins sévères dont le cancer des cavités nasales et sinusiennes. Ainsi, en France en 2007, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés a estimé que les poussières de bois étaient à l'origine de 87 maladies professionnelles reconnues.

L'Inspection du Travail et le Ministère de l'Agriculture français ont visité plus de 3.100 établissements l'année dernière. Il ressort de ces visites que la réglementation relative à la prévention du risque cancérogène des poussières de bois est insuffisamment appliquée dans les entreprises. L'évaluation des risques et la vérification des équipements d'aspiration ne semblent pas non plus être assez pris en compte, alors que la valeur limite d'exposition professionnelle contraignante n'est que rarement contrôlée.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de la Santé, à savoir:

1. Qu'en est-il de la situation au Luxembourg? Combien de personnes sont exposées aux poussières de bois et partant aux risques y liés?

2. Combien de maladies professionnelles sont reconnues au Luxembourg comme ayant pour origine les poussières de bois?

3. Quelle est la réglementation en la matière au Luxembourg?

4. Y a-t-il lieu de renforcer la réglementation en vigueur ou bien est-elle, de l'avis du Gouvernement, suffisante?

5. L'application de la réglementation existante est-elle contrôlée régulièrement? Dans l'affirmative, par qui et combien de fois par an? Ces contrôles sont-ils suffisants?

6. Quelles sont les conclusions que ces contrôles permettent de tirer au niveau de l'efficacité de la législation en vigueur, de son application et respect dans la pratique respectivement au niveau des contrôles proprement dits?

Réponse (9.6.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les poussières survenant à l'occasion de travaux sur le bois (chêne, hêtre, bois exotiques) peuvent se déposer dans les poumons et entraîner des inflammations au niveau du nez et des voies respiratoires supérieures et inférieures. Ces inflammations peuvent entraîner une rhinite chronique, de l'asthme et au pire un cancer des sinus.

L'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) considère dans son guide de sécurité qu'il y a risque de cancer dans les entreprises spécialisées, où les travaux impliquent pour un seul poste de travail, du chêne et du hêtre constituant plus de 30% du volume total du bois traité.

Le cancer des sinus peut être reconnu en tant que maladie professionnelle par l'AAA, sous certaines conditions, et il est cité sous le code 42.03 «Adénocarcinome des cavités et des fosses nasales dû au poussières des bois» dans le Tableau officiel des maladies professionnelles.

Réponse ad question N°1

Au Luxembourg 3900 salariés (dont 414 femmes) sont occupés dans des entreprises travaillant et transformant du bois; 15% de ces travailleurs sont exposés directement aux risques d'inhalation.

À côté il ne faut pas oublier que des entreprises d'autres secteurs peuvent occuper également certains salariés à des travaux de transformation du bois.

Réponse ad question N°2

Au cours des cinq dernières années l'Association d'Assurance contre les Accidents a reconnu conformément au code 42.03 du tableau des maladies professionnelles un adénocarcinome des fosses nasales par an; pour 2008 un cas est en cours d'instruction.

Réponse ad question N°3

Compte tenu du risque de cancérisation suite à une longue exposition professionnelle aux poussières de bois, la concentration maximum admissible sur le lieu du travail est réglementée par les dispositions du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Ce règlement prévoit une limite d'exposition professionnelle de 2 mg/m³ sur une période de référence de huit heures de travail et précise que si les poussières de bois durs sont mélangées à d'autres poussières de bois, la valeur limite de 2 mg/m³ sur une période de référence de huit heures de travail s'applique à toutes les poussières de bois présentes dans le mélange.

Cette limite d'exposition est identique à celle appliquée en Allemagne et est plus sévère que la limite d'exposition européenne qui est de 5 mg/m³.

En effet la limite de 2 mg/m³ correspond à la limite d'immiscions de nombreux appareils et machines utilisés typiquement dans l'industrie du bois (ainsi la norme allemande TRGS 553 relative aux poussières de bois contient une liste de machines et travaux respectant la limite préconisée) de sorte à ce que la limite de 2 mg/m³ est parfaitement acceptable pour les menuisiers et autres artisans travaillant le bois.

Réponse ad question N°4

La réglementation est à l'heure actuelle adaptée et suffisante.

Réponse ad question N°5

L'application de la réglementation en vigueur est contrôlée lors des visites dans les établissements concernés par les agents de l'Inspection du Travail et des Mines et ceux de l'Association d'Assurance contre les Accidents.

Ces visites ne peuvent pas être effectuées régulièrement à l'heure actuelle.

D'autre part, les examens périodiques prévus par les dispositions en matière de santé au travail sont l'occasion pour le médecin du travail pour effectuer un contrôle approfondi des sinus des personnes exposées.

Réponse ad question N°6

Les visites effectuées montrent que les problèmes d'application sont comparables aux problèmes rencontrés en France.

Question 3302 (21.4.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **photos pour les passeports biométriques:**

Dans le cadre de l'introduction des passeports biométriques conformément aux dispositions d'un règlement européen, il est prévu que les administrations communales prennent désormais les photos nécessaires en vue de l'émission du passeport. Cette mesure risque de provoquer des pertes de revenus estimées à 50% pour les photographes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que dans ce contexte des discussions avec l'association des photographes professionnelles ont déjà été menées? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de ces discussions?

Question 3303 (21.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **photos pour passeport biométrique:**

Ab dem Broochmount 2009 soll de Service fir Demandë fir Päss anzereechen an de Gemenge reorganiséiert ginn.

Ab 2011 sollen dës Servicer iwwer regional Passbüroen organiséiert ginn.

D'Gemengeservicer sollen dofir mat sophistikéiertem Fotosmaterial équipéiert ginn, fir biometresch Fotoe kënnen ze maachen.

Dës Mesure provozéiert menger Usiicht no zwee grouss Problemer:

Éischtens kascht dat de Stat an d'Gemengen en Heedegeld, an zweetens riskéiert dat d'Faillite vun enger Rei vun professionelle Fotografen a Studioen, déi bis elo déi Fotoe gemaach hunn, a sech dofir schonn dat biometrescht Fotomaterial ugeschaaft hunn, fir dem Besoin vun de Passbüroe gerecht ze ginn.

A wirtschaftlech prekären Zäite wéi haut ass et net ubruecht ze riskéieren, datt nach méi Betriber zoumaachen.

Och ass déi Mesure, wa se soll antrieden, eng onverantwortlech deloyal Konkurrenz géint déi mëttelstänneg Betriber, déi bis elo déi biometresch Fotografie professionell a gutt erleedegt hunn!

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat gedenkt d'Regierung genau am Kader vun der Ausstellung vu biomtresche Päss an Identitéitskaarten an de Gemengeservicer ze änneren?

2) Stëmmt et, datt d'Gemenge solle mat biometreschem Fotomaterial ausgestatt ginn, fir selwer kënne Passfotoen ze maachen?

3) Ass d'Regierung sech bewosst, datt vill Fotostudioe sech esou Material ugeschaaft hunn, fir der Demande vun de Passbüroe gerecht ze ginn, an elo riskéiere Faillite ze goen?

4) Den 2. am Lenz huet d'Federatioun vun de professionelle Fotografen den zoustännege Ministeren hir Bedenke matgedeelt, a bis elo nach keng Äntwert kritt, wéisou?

Question 3338 (14.5.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **photos pour passeports biométriques:**

D'Chamber hat fir den 13. Mee 2009 déi zoustänneg Ministere gebiede sech dem Parlament ze stellen, fir Opklärung ze ginn, wéi d'Regierung gedenkt d'Problemer vun de professionnelle Fotografen am Kontext mam Iwwwerdroe vum Ofliichte vun de biometresche Passbiller un d'Gemengen ze léisen.

Des Weidere sollt d'Regierung Opklärung ginn iwwert déi Entrevue, déi se mat der Federatioun vun de professionelle Fotografen deeselwechten 13. Mee 2009 hat.

Kee vun deene betraffene Ministèrë war present an den Här Mëttelstandsminister, dee jo eigentlech betraff ass, wann et ëm mëttelstänneg Betriber geet, huet d'Chamber verlooss ouni Stellung ze huelen!

Den Här Aarbechtsminister huet a voller Onkenntnis vun der Saach, der Chamber am Numm vun der Regierung matgedeelt, datt et de Bierger géif fräi bleiwen, awer bei e professionelle Fotograf ze goen.

Op eng Rei Froen an deem Kontext huet den Här Aarbechtsminister net geäntwert!

Den 28. am Broochmount soll awer déi ganz Prozedur bei de Gemengen ulafen. D'Regierung huet dat néidegt Material scho bestallt an eng Rei Gemenge si schonn amgaang d'Apparaten ze installéieren, fir biometresch Passbiller ze maachen.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren, well d'Chamber net méi taagt, d'Deputéierten awer e Recht op Opklärung hunn, besonnesch wann de Risiko besteet, datt eng Rei Betriber mussen zoumaachen, an ëm déi honnert Aarbechtsplazen a Gefor sinn, mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat fir eng Konklusioune sinn aus den Diskussioune mat der Federatioun vun de professionelle Fotografen erauskomm?

2) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi professionel Fotostudioen a Fotografen, deenen hir Betriber a Gefor geroden, ze ënnerstëtzen?

3) Wéisou zitt d'Regierung hir Décisioun déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofliichten ze loossen net zréck, dat am Interessi vum Erhalt vun de betraffenen Aarbechtsplazen?

4) Wéisou ass, obwuel dat vun der respektiver EU-Direktiv guer net verlaangt gëtt, d'Ofliichte vu biometresche Passbiller de Gemengen iwwerdroe ginn, wou dach aner Länner déi Aufgab bei de professionelle Fotografe gelooss hunn?

Wann d'Regierung hir Décisioun net zréckzitt, stelle sech eng Rei Zousazfroen:

5) Wat ass de Käschtepunkt vun all deenen Apparaten, déi gebraucht ginn, fir biometresch Passbiller ofzeliichten a se de Gemengen zur Verfügung ze stellen?

6) Ass eng Ausschreiwung gemaach gi fir déi Apparaten unzeschafen?

7) Wivill Personal, respektiv esouguer zousätzlecht Personal, ass noutwendeg fir déi Apparaten ze bedéngen?

8) Wat fir eng Formatioun mussen déi betraffe Beamte maachen, a wat ass de présuméierte Käschtepunkt vun der Formatioun?

9) Wéi verhält déi Virgoensweis, onqualifizéiert Personal mat Aufgaben ze befaassen, sech vis-à-vis vun der aktueller Gesetzgebung, opgrond vun där een e CATP muss hunn, fir duerfen am Beräich Fotografie aktiv ze ginn?

10) Wéisou ass d'Chamber, respektiv déi zoustänneg Chamberskommissioun, net vu virop iwwert d'Absichte vun der Regierung informéiert ginn, fir d'Ofliichte vu Passbiller vun de Gemenge maachen ze loossen?

11) Wat kascht d'Ofliichte vu biometresche Passbiller de Bierger bei de Gemengen, oder ass dat gratis?

12) Wann et gratis ass, ass dat net als eng flagrant concurrence déloyale vis-à-vis vun de professionelle Fotostudioen a Fotografen unzegesinn, mat der fataler Konsequenz vu Betribsschléissungen?

Réponse (26.6.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Les questions parlementaires N°3302, N°3303 et N°3338 de Messieurs les Députés Bettel et Jaerling me permettront de faire, ci-après, le point au sujet des passeports biométriques.

Il me semble utile de rappeler, en premier lieu, quel est le principal enjeu ici.

L'introduction du passeport biométrique de la deuxième génération a surtout pour but de combattre le terrorisme, en particulier celui qui a pour cible le trafic aérien. Le recours à des technologies nouvelles et sûres contribuera à rendre les passeports infalsifiables. Il en résultera une sécurité renforcée du transport international aérien dans son ensemble ainsi qu'un confort de voyage accru pour tous les voyageurs dans la mesure où les nouveaux passeports occasionneront beaucoup moins de tracas lors du passage d'une frontière internationale.

La sécurisation des titres de voyage a, par ailleurs, une base légale. Le règlement CE 2252/2004 du Conseil de l'Union européenne, adopté le 13 décembre 2004, enjoint les États membres de mettre à disposition de leurs citoyens les passeports biométriques de la deuxième génération, à partir du 28 juin 2009.

L'une des principales caractéristiques des technologies nouvelles utilisées dans la confection de ce passeport réside dans l'utilisation d'une puce électronique qui contient les empreintes digitales et la photo de son détenteur. L'incorporation de la signature électronique sera également rendue possible grâce à la nouvelle technologie.

La question qui s'est posée aux administrations concernées au Luxembourg, comme à celles des autres pays de l'UE, a été celle de savoir par quel biais assurer la saisie des photos, des empreintes digitales et des signatures. Je rappelle que le règlement laisse aux États membres l'entière liberté de choix quant à la façon d'organiser la saisie des données biométriques.

Pour éviter aux citoyens luxembourgeois des déplacements inutiles, voire répétés, il a été décidé par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Justice, qu'à l'avenir toutes les communes pourront, à côté du Bureau des passeports, visas et légalisations, saisir les demandes d'obtention en vue du passeport biométrique.

En vue «d'établir un lien fiable entre le détenteur légitime du passeport et le document lui-même» - ce sont les termes du règlement communautaire précité -, il a été décidé en outre d'utiliser un programme informatique, assorti d'un équipement technique, qui permet à l'agent de la commune de réaliser en une seule opération, rapidement et simplement, la saisie de la photo d'identité, des empreintes digitales et de la signature.

Le Bureau des passeports, visas et légalisations à Luxembourg-ville est équipé pour traiter également les photos d'identité biométriques réalisées par des photographes de métier. Par conséquent, les personnes ayant besoin d'un passeport nouveau peuvent s'adresser soit à leur commune de résidence, soit au Bureau des passeports, en fonction du type de photo qu'elles préfèrent.

Quant à la façon dont nos partenaires européens comptent mettre en œuvre le règlement, la Belgique, l'Allemagne et la France, mais également la Pologne, l'Estonie et Malte ont opté, comme le Luxembourg, pour un dispositif qui, pour l'instant, laisse le choix au citoyen.

Pas moins de sept pays (Danemark, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède et République tchèque) ont totalement exclu le recours aux photographes professionnels, alors qu'en Espagne et aux Pays-Bas les citoyens sont autorisés à présenter des photos qu'ils ont réalisées eux-mêmes ou par un équipement type «photomaton». Seuls trois pays, l'Irlande, la Grèce et l'Italie, font exclusivement appel aux photographes professionnels.

En France, les personnes qui ont fait réaliser la photo d'identité par un photographe professionnel, bénéficient d'une réduction symbolique de un euro sur le prix du passeport (qui passe de 89 à 88 euros). Nous n'avons pas connaissance de modifications de tarifs des passeports biométriques dans d'autres pays en fonction de la provenance des photos d'identité.

Il ressort de ce qui précède que l'approche choisie par le Gouvernement luxembourgeois n'a rien de particulier. Ce sont, au contraire, les pays n'envisageant, pour le moment, que l'utilisation de photos réalisées par des photographes de métier, qui font figure d'exception.

Concernant l'aspect financier, il faut savoir que les équipements installés dans les communes et le Bureau des passeports qui permettent la saisie des trois données que sont la photo, les empreintes digitales et la signature, forment un ensemble indissociable facturé en une seule somme. En moyenne 2.766,21 euros ont été dépensés en 2009, par commune, pour un équipement qui sera utilisé pendant plusieurs années. Par ailleurs, la possibilité de déposer les demandes pour l'obtention du passeport biométrique directement en commune n'engendra pas une augmentation de la charge de travail nécessitant le recrutement d'agents supplémentaires. Comme je l'ai indiqué plus en avant, le dépôt de la demande et la saisie des informations nécessaires est simple, rapide et sécurisé. La personne qui en assumera la responsabilité auprès de la commune a bénéficié d'une formation gratuite préalable.

Pour conclure, je tenais à réaffirmer qu'à aucun moment le Gouvernement, dans le cadre de la mise en place du dispositif des passeports numériques de la deuxième génération, n'a cherché à porter atteinte à un quelconque corps de métier.

Répondant aux craintes soulevées par un certain nombre de photographes, le secrétaire général du MAEI a, sur mon instruction, reçu une délégation conduite par le président de la fédération des photographes professionnels du Grand-Duché de Luxembourg, le 13 mai passé. À l'issue de cette réunion, il a été convenu que le projet prévu pour la réalisation des nouveaux passeports biométriques sera mis en place tel que prévu afin d'être prêt le 28 juin prochain. À l'automne de cette année, après quelques mois de fonctionnement de ce dispositif, il sera procédé, avec les représentants des photographes professionnels, à une évaluation exacte de l'évolution de la demande de photos d'identité réalisées par eux. Si un préjudice, susceptible de porter un tort grave à la profession et causé directement par ce nouveau système de traitement des demandes de passeports biométriques était constaté, des discussions seront entamées aussitôt pour déterminer les mesures de correction nécessaires.

En dernier lieu, je voudrais rappeler que les seuls passeports concernés par le nouvel équipement sont ceux qui arrivent à échéance après le 28 juin, ce qui représente quelque 10.000 unités pour le second semestre 2009. Depuis l'année 2000 la moyenne annuelle de passeports délivrés se situe à 21.606 unités. De même convient-il de souligner que des photos d'identité professionnelles restent exigibles pour les nombreuses autres formalités administratives, à commencer par les cartes d'identité et les permis de conduire.

Question 3304 (21.4.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **certificat de performance énergétique:**

En date du 1er janvier 2010 l'établissement d'un certificat de performance énergétique deviendra obligatoire. Il me revient toutefois que la mise en pratique de cette disposition cause certaines difficultés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel moment du processus de vente un certificat de performance énergétique doit-il être établi? Un tel certificat doit-il d'ores et déjà exister au moment de la signature du compromis de vente?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si un notaire saurait conclure un acte de vente en l'absence d'un certificat de performance énergétique dans les cas où celui-ci est obligatoire? L'absence du certificat, outre des sanctions pénales, est-elle susceptible d'engendrer des conséquences concernant la validité de l'acte?

Réponse (25.6.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen concernant l'établissement d'un certificat de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la vente d'un bâtiment d'habitation, le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation différencie dans son article 11 suivant la consultation et la communication du certificat de performance énergétique.

À partir du 31 décembre 2009, un acheteur intéressé doit pouvoir consulter le certificat de performance énergétique du bâtiment d'habitation qui est destiné à être vendu. Il est donc clair qu'à partir de cette date, le certificat de performance énergétique doit exister au moment de la signature d'un compromis. Suivant le texte réglementaire, la communication de l'original du certificat de performance énergétique doit intervenir sans délai au moment où le changement de propriétaire devient effectif.

Sans vouloir me prononcer sur la pratique des notaires ni leur prescrire des lignes directrices, j'estime que le libellé du texte réglementaire permet certes le contrôle de la communication du certificat de performance énergétique par les notaires, mais ne les oblige pas à le faire.

Question 3317 (28.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **formation continue:**

Mir stiechen an enger Wirtschaftskris an hu richtegerweis erkannt, dass mer eis op d'Bee setze mussen, fir eis Zukunft ze sécheren.

An der Ried iwwert d'Lag vun der Natioun huet den Här Stats- a Premierminister vun der Wichtegkeet vun der Fuerschung an der Éducatioun hei zu Lëtzebuerg geschwat.

An och an Aussicht gestallt, dass der Recherche hir Mëttelen op heitegem Niveau bleiwe sollen, fir eben der Erreechung vum Zil ze déngen eist Land op eng gutt Zukunft no der Kris virbereeden ze hëllefen, dann, wa sécherlech d'Parametere vum Wirtschafts- a Kompetitivitéitsmodell an Europa an der Welt evoluéiert hunn a mer vill méi wéi bis elo eis Fäegkeeten a Kompetenzen ënner Beweis stelle mussen.

D'Aus- an d'Fortbildung hu ganz kloer eng herausragend Roll ze spillen, fir dës noutwendeg a fir Lëtzebuerg unabdéngbar Bewegung vum Ausbau vun eisen eegene Fäegkeeten a Kompetenzen ze bewierkstellegen.

Awer och am Sënn vum Opbau vun neien an dynamesche Kompetenzzentren, déi eis zukünfteg Entwécklung als Wirtschaftsstanduert op engem héijen Niveau massiv a positiv beaflossen, doduerch datt se neit Wëssen ervirbréngen

an och ökonomesch valoriséieren hëllefen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et am öffentlechen Déngscht, souwéi an de Beräicher, déi dem öffentleche Secteur zouzerechne sinn, wéi och d'Uni, déi öffentlech Fuerschungszentren, d'Schoulen, an esou weider, haut, an als Reaktioun op d'Kris, geziilte Programmer fir Leit aus dëse Betriber a Formation continue ze schécken, fir méi Kompetenzen opzebauen a bestehend Wëssen ze erweideren?

2) Si mer haut verstäerkt drunn, fir eis eege Leit weider opzebauen, amplaz ausgebilte Spezialisten aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze drainéieren?

3) Si mer drunn, déi eege Leit, déi mer mat Boursen a Subsidie während hiren Unisstudie massiv mat Steiergelder ënnerstëtzt hunn, och elo an deene Sphären, wou eis Zukunft ugeduecht, modelliséiert a gestalt gëtt, produktiv zum Asaz ze bréngen?

4) Ginn eenzel Mataarbechter am öffentleche Secteur geziilt an individuell gefördert am Sënn vun «Investing in People»?

5) Gëtt et individuell Entwécklungspläng, déi dorobber viséieren, fir eenzel Mataarbechter no hirem Talent, hirer Erfahrung an hirer Motivatioun fir de Betrib mëttel- a laangfristeg opzebauen, andeems dës Mataarbechter a Formatioun geschéckt ginn an och duerno iwwer een individuell zougeschniddene Carrièreplang befördert ginn?

6) Wéi gëtt an öffentleche Beräicher drop geuecht, dass Talenter net verschlass ginn, onbeuecht bleiwen, eventuell virhande Kompetenzen, déi wichteg si fir d'Zukunft vun eisem Land, net brooch leie gelooss ginn, well zum Beispill d'Hierarchie dës Kompetenzen net gesäit, vläicht net wouer wëllt hunn, se net a Betruecht wëllt zéien, well se eventuell eng Konkurrenz kënnte ginn, an enger Aarbechtswelt, déi permanent wandelt a wou Bewegung misst sinn, awer net ëmmer gewollt gëtt?

7) Kann d'Regierung eventuell mat konkreten Daten an Informatiounen déngen, fir ze weise wéi beim Stat an den assimiléierte staatlechen Institutiounen d'Kompetenzen an d'Fäegkeete vun der Zukunft gefördert ginn?

8) Gëtt et Moossnamen, déi de Minister fir öffentlech Betriber, déi ënner senger Tutelle stinn, huele kann, wann et sech géif erausstellen, dass dës öffentlech Institutioune sech der Virbereedung vun der Zukunft duerch Erunzille vun neie Kompetenzen a Fäegkeete verweigere géifen?

9) Gëtt et e Programm mat konkreten Evaluatiounsindikatoren, esou wéi engem eegene Label (zum Beispill «Investor in People») an dem ugeschwate breede Beräich vum öffentlechen Déngscht, deen all déi Betriber auszeechent an ausdrécklech honoréiert, déi op konsequent an innovativ Aart a Weis a Mënschen, hir Talenter, Fäegkeeten a Kompetenzen investéieren?

Réponse commune (4.6.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Aus der Siicht vum Ministère vun der Fonction publique ass, wat d'Weiderbildung vum Personal aus dem öffentleche Secteur ugeet, ze soen, datt den Institut National d'Administration Publique (INAP) säit 1983 systematesch d'Ausbildung an d'Weiderbildung vum staatleche Personal, an zanter 2000 och vum Gemengepersonal, assuréiert.

Dem Institut säin Aktiounsfeld begräift awer net d'Formatioun vum Schoulpersonal, déi vum Erzéiungsministère organiséiert gëtt, an och net d'Formatioun vun der Magistratur, déi vum Justizministère gemaach gëtt.

D'Grondausbilung während der Stagezäit am Institut touchéiert all administrativ an technesch Carrièren an huet eng ënnerschiddlech Dauer jee no Typ vu Carrière.

Dës Grondausbildung viséiert eng Aféierung vun de Stagiairen an d'Lëtzebuerger Verwaltungskultur a vermëttelt Basisnotiounen iwwer Verwaltungsorganisatioun, Verwaltungsrecht, Beamterecht, Finanzrecht, Ëmgang mam Bierger, Sproochentechnik (Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch) an esou weider. Doriwwer eraus kritt och all Stagiaire eng spezifesch Formatioun a sengem direkten Aarbechtsgebitt.

De Stagiaire muss, fir definitiv kënnen ugestallt ze ginn, een Examen an alle Matièren ofleeën a packen.

Am Kader vun der Weiderbildung, offréiert den INAP all Joer eng 600 Formatiounen an deenen ënnerschiddlechsten Domänen, wéi Organisatioun, Kommunikatioun, Empfang an Ëmgang mam Bierger, perséinlech Entwécklung, néi Technologien, Europa an Internationales, souwéi eng ganz Rei vun technesch ausgeriichte Formatiounen.

Säit 2003 erstellt den INAP zesumme mat deene Verwaltungen, déi et wëllen, e prezise Formatiounsplang, dee spezifesch ausgeriicht ass op de spezielle Formatiounsbedarf vun der Verwaltung a vun de Leit, déi an dëser Verwaltung schaffen. Dës Virgehensweis erméiglecht eng vill méi prezis a kohärent Upassung vun de Formatiounen un den direkte Bedarf vun de Verwaltungen, a féiert domadder zu enger méi konsequenter Entwécklung vun de perséinlechen a professionnelle Kompetenze vun den Agenten.

An dësem Zesummenhang proposéiert den INAP och säit dem Joer 2007 sougenannt «cycles de compétences», déi et dem eenzelne Beamte méiglech maachen, iwwer eng Rei vun zesummenhängenden an openaner opbauende Formatiounen, sech an engem bestëmmten Domän ze perfektionéieren.

A folgende Kompetenzfelder gi bis elo Formatiounen ugebueden:

- Öffentleche Management
- Organisatiounsentwécklung
- Projectmanagement
- Empfangs- an Télefonsdéngscht
- Personalgestioun
- Finanzgestioun
- Chancëgläichheet
- Europäesch Politiken
- Nei Technologien
- Ausbildung vun interne Formateuren.

An den nächste Jore wäerten nach aner Kompetenzfelder dobäi kommen.

Den Institut forméiert all Joer eng 250 Stagiairen an organiséiert Weiderbildungscoursen, un deenen am Duerchschnëtt 7.000 Leit all Joer deelhuelen.

Question 3321 (5.5.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **création d'un Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI):**

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg prévoit la création d'un Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI).

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si cette structure a déjà été mise en place? Dans la négative, à quel stade en sont les préparatifs et quand l'OLAI sera-t-il opérationnel?

- Madame la Ministre a-t-elle consulté des organismes externes, tels que le Conseil national pour étrangers ou les associations pour étrangers, au sujet de la mise en place de l'OLAI?

Réponse (24.6.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg prévoit dans son article 3 la création de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration, en abrégé OLAI.

Ladite loi est entrée en vigueur le 1er juin 2009.

Le nouvel Office vient d'ouvrir ses portes à sa nouvelle adresse:

7-9, avenue Victor Hugo
L-1750 Luxembourg
Téléphone: 247-85700 (réception)
http://www.olai.public.lu

Dans le cadre de l'élaboration de ladite loi, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a consulté la société civile et bon nombre d'organismes externes, dont notamment le Conseil national pour étrangers.

Dans son avis du 27 mai 2008, le Conseil national pour étrangers n'a pas formulé de remarques quant à la mise en place de l'OLAI.

Question 3325 (8.5.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **chèques-services accueil:**

L'article 4 du règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil» prévoit différentes sortes de «prestataires du chèque-service accueil». À part les maisons relais, crèches, foyers de jour, internats sociofamiliaux et assistants parentaux, ainsi que les activités de vacances reconnues par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, sont mentionnés également «les institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, les écoles de sport et les services de formation informelle au niveau associatif reconnus à cette fin par leur ministre de tutelle respectif». D'après les informations fournies par le biais d'une brochure éditée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'accueil éducatif fourni par les prestataires appartenant à cette dernière catégorie sera couvert par le système de chèque-service accueil à partir du 1er septembre 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que ces prestataires - institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, écoles de sport et les services de formation informelle au niveau associatif - ont été contactés et informés en vue de cette deuxième étape de l'introduction des «chèques-services accueil»? Si oui, à quel niveau se situe le contact?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait utile de définir plus succinctement les prestataires susmentionnés? Est-ce que les écoles de musique privées et les prestataires privés de cours de sport tombent sous le champ d'application du système du «chèque-service accueil»?

Réponse (19.6.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

À partir du 1er septembre 2009, le réseau des prestataires du «chèque-service accueil» (CSA) est étendu aux institutions d'enseignement musical dans le secteur communal ainsi qu'aux services d'animation et de formation sportives au niveau associatif.

Dans une première phase, ces nouveaux prestataires ont une mission subsidiaire. Conformément aux stipulations du règlement grand-ducal du 13 février 2009, pour bénéficier des avantages du CSA, l'accueil dans une institution d'enseignement musical ou dans un service d'animation et de formation sportives ne peut pas être cumulé avec l'encadrement dans une maison relais (MRE), un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

L'exception vaut au niveau des enfants exposés au risque de pauvreté, c'est-à-dire les enfants vivant dans des ménages bénéficiaires du revenu minimum garanti ou des enfants identifiés comme tels par les administrations communales.

1) Dans le domaine de l'enseignement musical et artistique, pour l'année scolaire 2009/2010, le groupe des prestataires reconnus dans le cadre du CSA se limite aux seules institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, conformément aux dispositions des loi et règlement et telles qu'elles sont reconnues à cette fin par le Ministère de la Culture. La liste des prestataires reconnus dans le cadre du CSA est publiée (www.cheque-service.lu).

La participation de l'État, dans le cadre du CSA, est définie en fonction des modalités suivantes:

- Exception faite pour les enfants exposés au risque de pauvreté, elle ne peut être cumulée avec une participation aux frais d'accueil éducatif dans une MRE, un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

- Pour l'année scolaire 2009/2010, le montant maximal annuel est de 810 euros. Ce montant est fixé en fonction des critères suivants: 36 semaines d'enseignement musical par année scolaire, trois heures d'accueil éducatif gratuit par semaine, 7,50 euros de frais de fonctionnement par enfant et par heure d'accueil dans une MRE.

- La participation effective a deux seuils: le montant de 810 euros ne peut être dépassé; le montant ne peut être supérieur au minerval demandé aux parents pour l'année scolaire en cours. Dans le cadre du CSA, la participation de l'État peut considérer l'inscription parallèle d'un même enfant dans plusieurs institutions d'enseignement musical, sans que le plafond de 810 euros ne puisse être dépassé.

- La participation est versée aux parents à la fin de l'année scolaire 2009/2010. Au cas où les parents doivent changer d'option au cours de l'année scolaire et inscrire leur enfant dans une structure d'accueil éducatif, le montant de la participation aux frais d'inscription dans l'institution d'enseignement musical est proportionnel au temps pour lequel l'option est prise.

2) Dans le domaine de l'animation et de la formation sportives au niveau associatif, pour l'année scolaire 2009/2010, le groupe des prestataires reconnus dans le cadre du CSA se limite aux seules associations suivantes:

- demande formelle de l'association auprès du département ministériel des Sports,

- adhésion de l'association à une fédération sportive agréée par le département ministériel des Sports,

- organisation, au bénéfice de leurs membres de moins de 13 ans, d'activités d'animation et de formation sportives pendant au moins 30 semaines par an et pour une durée annuelle d'au moins 108 heures; les activités sont organisées sous la supervision directe d'un animateur faisant valoir une formation sportive et pédagogique formellement reconnue par l'École Nationale d'Éducation Physique et des Sports (ENEPS).

La liste des prestataires reconnus dans le cadre du CSA est publiée (www.cheque-service.lu).

La participation de l'État, dans le cadre du CSA, est définie en fonction des modalités suivantes:

- Exception faite pour les enfants exposés au risque de pauvreté, elle ne peut être cumulée avec une participation aux frais d'accueil éducatif dans une MRE, un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

- Pour l'année scolaire 2009/2010, le montant maximal annuel par service reconnu est de 405 euros. Ce montant est fixé en fonction des critères suivants: 36 semaines d'animation et de formation sportive par année scolaire, trois heures d'accueil éducatif gratuit par semaine, 7,50 euros de frais de fonctionnement par enfant et par heure d'accueil dans une MRE, 50% de ce montant.

- Dans le cadre du CSA, la participation de l'État peut considérer l'inscription parallèle d'un même enfant dans plusieurs services d'animation et de formation sportive, sans que le plafond de 810 euros ne puisse être dépassé. Au cas où les parents doivent changer d'option au cours de l'année scolaire et inscrire leur enfant dans une structure d'accueil éducatif, le montant de la participation aux frais d'inscription dans le/s service/s est proportionnel au temps pour lequel l'option est prise.

Ces dispositions ont été arrêtées en concertation avec les ministres compétents ayant dans leurs attributions respectives la culture et les sports. Les ministres se sont chargés, chacun dans son domaine de compétence, d'informer les prestataires et de préciser avec eux les modalités d'exécution. Les trois ministères impliqués organiseront, avant les vacances d'été, une campagne commune d'information au bénéfice des familles intéressées.

Question 3328 (12.5.2009) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **projet d'aménagement général:**

En date du 30 mars 2009, Monsieur le Ministre a fait parvenir aux communes une circulaire concernant la mise à jour des plans d'aménagement général (PAG). Cette circulaire attire l'attention des communes sur l'article 2 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement qui exige que tout projet d'aménagement général soit soumis à une évaluation environnementale pendant sa phase d'élaboration et préalablement à son adoption.

La circulaire souligne encore que «la mise en œuvre de l'évaluation environnementale précitée ne constitue pas une étape engendrant des délais supplémentaires dans la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement général. Les obligations d'ordre procédural résultant de l'application de la loi du 22 mai 2008 y seront complètement intégrées».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que la loi du 22 mai 2008 prévoit l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales et une procédure de consultation du public avant l'adoption des plans et programmes visés, j'aimerais savoir si le vote provisoire du conseil communal, prévu à l'article 11 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, est à considérer comme «adoption» dans le sens de la loi de 2008. Dans l'affirmative, il est à noter que

la procédure d'adoption d'un PAG prévoit une consultation du public après le vote provisoire du conseil communal. Est-ce qu'il faudra dès lors organiser deux consultations consécutives du public?

- Pour éviter le double emploi, le rapport sur les incidences environnementales devrait avoir recours aux données élaborées dans le cadre de l'étude préparatoire. Comment est-il possible d'éviter des délais supplémentaires entre la réalisation de l'étude préparatoire et le vote provisoire du PAG si l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales et la consultation du public doivent être intégrées à ce stade de la procédure?

- Qu'en est-il des PAG de la nouvelle génération - donc réalisés sur base des dispositions de la loi modifiée de 2004 - qui ont déjà fait l'objet d'un vote provisoire de la part du conseil communal? Est-ce qu'il est prévu de réaliser une évaluation «ex-post» pour ces PAG?

- La directive 2001/42/CE est d'application directe depuis le 21 juillet 2004, date à laquelle la directive aurait dû être transposée en droit national au plus tard. Selon l'article 13, 3. de la directive, l'obligation de l'évaluation environnementale prévue à l'article 4, paragraphe 1 «s'applique aux plans et programmes dont le premier acte préparatoire formel est postérieur à la date visée au paragraphe 1 (le 21 juillet 2004). Les plans et programmes dont le premier acte préparatoire est antérieur à cette date et qui sont adoptés ou présentés plus de vingt-quatre mois après cette date sont soumis à l'obligation prévue à l'article 4, paragraphe 1, à moins que les États membres ne décident au cas par cas que cela n'est pas possible et n'informent le public de cette décision». Quelles sont les conséquences de cette disposition pour les PAG des communes dont la procédure d'adoption était en cours à cette date, respectivement entre le 21 juillet 2004 et la date de l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008?

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008 précitée, combien de conseils communaux ont voté un PAG? Est-ce que les autorités communales concernées ont été informées par la commission d'aménagement qu'elles devaient soumettre le PAG à une évaluation environnementale avant ce vote?

- Quelles sont les raisons du délai qu'on peut constater entre l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008 et la circulaire du 30 mars 2009?

- La circulaire ne dit rien sur les modifications ponctuelles des PAG. Est-ce qu'elles doivent être soumises à une évaluation environnementale?

Réponse (19.6.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

ad 1) L'article 4 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que l'évaluation environnementale des plans ou programmes est à effectuer pendant leur élaboration et avant qu'ils ne soient adoptés ou soumis à la procédure législative ou réglementaire.

L'évaluation environnementale précitée est, en raison des ces dispositions, intégrée dans le cadre de la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement général (PAG.) d'une commune, telle que prévue par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

En ce qui concerne les plans d'aménagement général dont la procédure d'adoption n'a pas encore été entamée par la saisine de la commission d'aménagement, le rapport sur les incidences environnementales - en tant que première étape de l'évaluation environnementale - devra constituer une partie intégrante du dossier soumis à la consultation du public, laquelle est consécutive au vote provisoire du projet de plan d'aménagement général par le conseil communal.

Est à considérer comme acte d'adoption par une autorité conformément aux dispositions de la loi du 22 mai 2008 précitée, le vote définitif du projet d'aménagement général par le conseil communal.

En effet, le vote définitif par le conseil communal met en vigueur le projet d'aménagement général, alors que le vote provisoire n'implique comme seul effet d'interdire tous travaux contraires au projet pendant la phase de transition.

Il résulte de ce qui précède que l'unique consultation du public prévue par la loi du 22 mai 2008 précitée a bien lieu préalablement au vote définitif du conseil communal portant approbation du projet d'aménagement général.

ad 2) Étant donné que, d'une part, le rapport sur les incidences environnementales est à élaborer préalablement à la saisine de la commission d'aménagement et consécutivement à l'achèvement de l'étude préparatoire et que, d'autre part, la consultation du public se déroule entre le vote provisoire et le vote définitif du conseil communal, la procédure d'évaluation environnementale d'un projet d'aménagement général ne génère aucun délai supplémentaire au cours de la procédure d'adoption d'un PAG.

ad 3 et 4) La directive 2001/42/CE est effectivement d'application directe depuis le 21 juillet 2004.

Ainsi, tout projet d'aménagement général dont le premier acte préparatoire est postérieur à la date du 21 juillet 2004 est d'office soumis à l'obligation d'une évaluation environnementale stratégique.

Partant, cette disposition concerne tous les PAG dont la procédure d'approbation est régie par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

S'agissant de projets d'aménagement général dont la procédure a été entamée avant l'entrée en vigueur de la loi, il y a lieu d'adopter une approche pragmatique respectant par ailleurs l'esprit et le texte de la directive.

Lesdits projets d'aménagement général sont en effet fondés sur une étude préparatoire qui a procédé à une analyse des développements urbanistiques projetés par la commune par rapport aux objectifs de conservation de la nature et du paysage et ces projets d'aménagement général ont été dûment avisés par la commission d'aménagement dans laquelle siège un représentant du Ministère de l'Environnement.

Toutes les communes ayant entamé la procédure d'approbation après la mise en vigueur de la loi du 22 mai 2008, les projets d'aménagement général seront soumis à l'obligation d'effectuer une évaluation environnementale de leur projet de PAG.

ad 5) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 mal 2008 précitée, six communes ont procédé à l'adoption provisoire d'un projet d'aménagement général, trois d'entre elles ont procédé au vote définitif et un seul PAG a fait l'objet d'une approbation par le Ministre de l'Intérieur.

ad 6) La circulaire du 30 mars 2009 relative à l'évaluation environnementale des PAG a été rédigée suite au constat que les communes ayant entamé la procédure d'adoption de leur PAG n'ont pas pris en compte les dispositions de la loi du 22 mai 2008.

Elle avait par conséquent comme objet de rappeler aux communes les obligations leur incombant en vertu de ces dispositions légales.

ad 7) Les modifications ponctuelles des plans d'aménagement général ne sont pas visées par les dispositions de l'article 2.2. de la loi du 22 mai 2008 précitée imposant d'office une évaluation environnementale. Elles sont toutefois concernées par les dispositions de l'article 2.3. qui dispose que: «les plans et programmes ... qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local et des modifications mineures des plans et programmes visés au paragraphe 2 ne sont obligatoirement soumis à une l'évaluation environnementale que lorsque l'autorité responsable du plan ou programme estime, le Ministre (de l'Environnement) entendu en son avis, qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement».

En tout état de cause, seules les extensions majeures du périmètre d'agglomération ou celles susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement naturel ou le paysage et qui, par conséquent, auront une incidence sur le développement durable du territoire communal seront soumises à l'obligation d'une évaluation environnementale.

Question 3329 (12.5.2009) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**officialisation d'un nouveau traitement à l'attention des personnes atteintes de Parkinson:**

Ces dernières ont aujourd'hui la possibilité de pallier au manque de la substance dopamine au niveau du cerveau par des médicaments de substitution.

D'après les informations tirées d'un journal médical, il vient d'être développé un nouveau type de médicament qui est administré sous forme d'un patch cutané. Il contient la substance substitutive Rotigotine qui peut ainsi être libérée de façon continue pendant 24 heures. Dans un stade précoce, les personnes touchées par la maladie de Parkinson peuvent utiliser ce nouveau médicament sans l'administration supplémentaire de la substance L-Dopa, un acide aminé proche de la dopamine. Ce nouveau traitement facilite visiblement la vie quotidienne et améliore la qualité de vie des patients concernés. Or, il se trouve que le nouveau médicament n'est pas distribué au Luxembourg tandis que dans nos pays voisins, comme l'Allemagne, il est officiellement reconnu.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ce médicament n'est pas officialisé au Luxembourg? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la diffusion de cette nouvelle substance pourrait améliorer sensiblement la qualité de vie des patients en cause?

Réponse (15.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le médicament auquel se réfère l'honorable Parlementaire, qui contient la substance active Rotigotine, dispose au Luxembourg d'une autorisation de mise sur le marché sous la dénomination de Neupro (Rotigotine D.C.I.)

En date du 18 août 2006 une demande d'inscription du médicament Neupro (Rotigotine D.C.I.) dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie a été introduite auprès de l'ancienne Union des Caisses de Maladie par la société Prophac pour le compte de la société allemande Schwarz Pharma. Pendant la phase de l'instruction du dossier, la société Schwarz a été rachetée par la société belge UCB Pharma.

La société UCB a été contactée à plusieurs reprises par l'UCM pour des renseignements relatifs à la structure de prix, au titulaire de l'AMM et au circuit d'approvisionnement. N'ayant pas eu de réponse de la part de la société UCB, la Caisse Nationale de Santé a finalement procédé à la clôture du dossier de demande de prise en charge en date du 20 janvier 2009.

Dans les conditions données le médicament bien qu'enregistré au Luxembourg, n'y est pas commercialisé en fait. D'après mes informations la société belge qui distribue le médicament connaîtrait des difficultés pour approvisionner le marché européen.

D'autres pays que le Luxembourg seraient confrontés au même problème.

Question 3334 (12.5.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**eSanté:**

Lëtzebuerg gesäit an der Entwécklung vun engem eegenen a performante Standuert vu Gesondheetstechnologien eng wirtschaftlech Nisch, déi et an deenen nächste Jore gëllt auszefëllen.

Säit geraumer Zäit ass den Internet-Site vum Gesondheetsministère grondop erneiert.

Wann een duerch d'Säite vun dësem Site, wéi och vun dem assoziéierte Portail de la Santé, bliedert, da fält op, datt d'Thema eSanté net duergestallt ze si schéngt.

Eleng op den iwwer 1.500 Säite vun dem Site vum Ministère schéngt de Sujet net eng Kéier grondleegend ugeschwat ze ginn.

Kann deen zoustännege Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Kann den Här Minister dës Impressioune bestätegen?

2) Oder gëtt et dach awer op dem Site Informatiounen iwwert den nationale Programm eSanté?

3) Ass zum Beispill dat wichtegt Dokument «Plan d'Action eSanté» aus dem Joer 2006 op dem Site vun deem Ministère ze fannen?

4) Ass den Här Minister net der Meenung, dass esou een Dokument genausou op eisem Ministères-Internet-Site sollt ze fanne sinn, fir all interesséiert Bierger, wéi dat och an anere Länner de Fall ass? (Als Beispill d'Schwäiz: www.bag.admin.ch «Strategie eHealth» mat Zwëscherapporter sou wéi se ugefall sinn oder Éisterräich, http://ehi.adv.at/ (ehealth Initiative Oesterreich eHI).

5) Ass geplangt an der Zukunft een Internet-Site opzemaachen, fir allen interesséierte Parteien (Gesondheetsdéngschtleeschter, Wirtschaft, Professionneller a Spezialisten, Associatiounen, Bierger, Konsumenten a Patienten) den Iwwerbléck iwwert dat ze erméiglechen, wat sech a Saachen eSanté deet, an dat, wat op eis an dëser Hisiicht duerkënnt?

6) Wéi ass et ze erklären, dass hei zu Lëtzebuerg den Informatiounsfloss a Saachen eSanté esou «opaque» bleift?

7) Steet esou eng Ugangsweis net am krasse Widdersproch mat eise wirtschaftlechen Interessen, fir aus de Gesondheetstechnologien een neit ökonomescht Standbeen ze schafen?

8) Läit et eventuell dorunner, dass bei eis schonns alles a Saachen eSanté realiséiert ass (an näischt Neies méi ze verziele wier) oder awer hu mer op dësem Gebitt nach net allze vill ze kommunizéieren?

9) Wéi e Matsproochrecht kréien d'Patientevertrieder zu Lëtzebuerg an der Gestaltung vun der eSanté Strategie an hirer Emsetzung?

10) Wéi kënnen des Vertriedungen haut schonns informéieren an um Lafenden halen iwwert dat, wat sech an dësem wichtegen Dossier fir d'Patienterechter deet?

Réponse (15.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

An den Äntwerten op déi parlamentaresch Ufro N°2850 vum honorabelen Deputéierten iwwert de Stellewäert vun eSanté an der Moderniséierungsstrategie vum nationale Gesondheetswiesen an op seng Ufro N°3139 iwwert den nationale Plang am Beräich vun de Gesondheetstechnologie si schonns eng Rei Froen zu den ugesprachene Beräicher beäntwert ginn *(cf. compte rendu N°3/2008-2009 et N°12/2008-2009)*.

D'Regierung ass beméit d'Ëmsetzung vun dëse Pläng schrëttweis, transparent, an am Dialog mat de Professionellen an de Patienten unzegoen.

An der Informatiouns «Newsletter» Insight SantéSécu, Nummer 3/2008, goufen déi grouss Zich vum nationalen eSanté Plang virgestallt. An der Nummer 2/2009 gouf de Portail Santé an och de «Carnet Radiologique» méi am Detail beliicht. Dës Publikatioune si fräi verfügbar: http://.:www.mss.public.lu/publications/infoletter/index.html.

Och um Portail Santé ass eng Rubrik iwwert den nationalen eSanté Plang ageriicht ginn: http://www.sante.public.lu/fr/systeme-sante/programme-esante/index.html. Op dëser Säit kritt jiddwer Bierger weider Informatiounen.

Ënner anerem ass den «Plan d'action eSanté» aus dem Joer 2006 hei verfügbar.

Dës Beméiungen am Sënn vun där vum honorabelen Deputéierte gefuerderter Transparenz ginn och an Zukunft weidergefouert.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi

- *M. Aly Jaerling*

2. 5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,
- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et
- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958
- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux
- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, Mme Colette Flesch, Mme Vera Spautz, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Pierre Klein*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 8.59 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Fir d'éischt hu mer de Projet de loi 5981 iwwert d'Streebommen. Et sief dorop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Dréttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an dass de Vote par procuration net erlaabt ass bei dësem Projet.

D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här...

(Interruption)

Oh, pardon, Här Fayot, den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

1. Dépôt d'une proposition de loi

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Et gëtt vun eise Salariéen ëmmer méi Qualifikatioun verlaangt, ëmmer méi Qualifikatioun fir eng Aarbecht.

M. le Président.- Entschëllegt, et geet ëm den Dépôt, net ëm den Exposé.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech muss jo awer erklären, ëm wat et geet.

M. le Président.- Jo, mä da maacht et kuerz!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech wollt et jo kuerz maachen.

M. le Président.- Jo, mä Dépôt ass Dépôt, an net…

Mä Dir hutt awer d'Recht, fir dat elo ze maachen, mä maacht et, wann ech gelift, kuerz.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Maja, da passt elo emol op, wéi séier dass dat geet.

Här President, ech maachen hei den Dépôt vun enger Proposition de loi, fir e Mindestloun anzeféieren och fir déi qualifizéiert Diplomer, déi iwwert dem Secondaire technique leien. Dat heescht, fir Diplomer vun héijere Studien, wéi zum Beispill Technikum oder Meeschterprüfung an och Unistudien.

Well d'Qualifikatioun hei am Land ëmmer méi gefrot gëtt a well duerch de Loundumping ëmmer méi Qualifikatioun zu manner Loun ugebuede gëtt a mer Loundumping kréien, wëll ech dat verhënnere mat dem Dépôt vun dëser Loi, fir dass gesetzlech Mindestléin agefouert ginn och fir méi héich Diplomer. Voilà.

6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, dat war kuerz a prezis.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Do sidd Der paff, hein!

M. le Président.- Déi Proposition de loi hei geet an déi legislativ Prozedur.

De Projet de loi iwwert d'Streebommen. Den honorabelen Här Ben Fayot huet d'Wuert als Rapporteur.

(Interruption et brouhaha)

2. 5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur*.- Här President, virun e puer Woche war e Mann bei mir um Büro, Apdikter vu Beruff, Familljepapp mat Kanner. Hie war iergendwann am Fréijoer 2008 sonndes mat senger Fra a senge Kanner op e Picknick. D'Kanner hu ronderëm op der Wiss gespillt, wéi op eemol e fierchterleche Knall lassgaangen ass. Ee vun de Bouwe louch do a sengem Blutt - dout!

Dat war natierlech net zu Lëtzebuerg, dat war am Libanon. Fir déi libanesesch Familljen ass eng Welt zesummegebrach. Dee Klenge war op eng kleng Bomm getratt, déi dorëmmer louch. Dat heescht, op eng vun deene Streebommen, déi am Krich vun 2007 zwëschent Israel an der Hizbollah aus dem Libanon vun Israel agesat goufen. Mat deene Streebommen hat Israel deemools grouss Streecher vum Südlibanon iwwerdeckt an op Jore geféierlech gemaach, well eng ganz Partie vun Elementer vun deene Bommen net explodéieren, fir Joren dorëmmer leien, an déi kleng Bommen explodéieren dann, wann een dorop trëppelt.

Dir wësst och, dass vill Lëtzebuerger Démineuren am Kader vun der FINUL och am Libanon täteg waren.

Här President, Streebomme gëtt et säit dem Zweete Weltkrich. Si si säithier perfektionéiert ginn. Et gëtt Milliounen där Waffen uechtert d'ganz Welt. Den éischte Produzent, mä natierlech net deen eenzegen, sinn d'USA. Et gëtt gesot, si hätten zwëschent 700 an 800 Milliounen där Streebommen. Et kënnen der bis zu enger Milliard sinn. An nëmmen 0,00004% enthalen e Système d'autodestruction. D'USA hunn déi Waffen do massiv agesat 1991 am Irak an och 2003 am Irak, an och op anere Krichsschauplätz, gradesou gutt wéi aner Natiounen.

Ech ginn hei als Rapporteur net elo am Detail op déi sougenannte Qualitéite vun deene Streebommen an. Ech wëll mech an der Haaptsaach op déi humanitär Risquë konzentréieren, déi doranner leien.

De Gebrauch vun deene Waffen enthält e grousse Risque fir d'Zivilbevölkerung an d'zivil Infrastrukture wéi och ganz einfach d'Bëscher, d'Felder, d'Wisen an alles, wat et an engem Land gëtt, well d'Bombes à sous-munitions, sougenannt Streebommen also, explodéieren, wa se gepucht ginn op haart Ziler, mä net esou oft op méi mëllen, dat heescht op Wisen, op Waasser, op Bëscher. Do kënne se also leie bleiwen, ouni ze explodéieren, ausser, wa just een dorop trëppelt oder wann eppes Haardes dogéint kënnt, wéi ech scho gesot hunn. Déi

Streebomme kënnen och net désamorcéiert ginn, dat heescht, den Zünder kann net erausgeholl ginn. Si mussen also zur Explosioun bruecht ginn.

Et gëtt also Länner, wou déi agesat ginn, an déi Länner leide laang ënnert deene Folgen. Et ass ganz schwéier, ze soen, wéi vill Victimë bis elo vun deene Streebomme concernéiert waren. Handicap International, eng ONG, déi sech ganz intensiv mat deene Streebommen ofginn huet, seet, dass déi Streebommen do Regioune polluéiere mat ongefeier 400 Milliounen Awunner. Säit 1973 goufen ëm 14.000 Affer gezielt. D'Donkelziffer ass héchstwahrscheinlech vill méi héich. Et gëtt geschätzt ëm 56.000. 98% vun den Affer dobäi sinn Zivilpersounen, a 40% dovunner si Jugendlecher, dat heescht Kanner. Dat sinn also Kanner, déi iergendwou anzwousch spillen an dann ënnert deene Streebomme stierwen oder staark mutiléiert ginn.

Et gëtt sécher, Här President, vill geféierlech Iwwerreschter aus Kricher, mä d'Streebommen hunn e ganz héijen humanitäre Risque. Si sinn och en plus onprezis, hunn eng geréng Fiabilitéit. Besonnesch, wa se laang stockéiert sinn, verléiere se un Explosiounskraaft, bleiwen awer trotzdeem ëmmer geféierlech. D'Aktioun vun den ONGe war also nëmme berechtegt.

Ech wollt dorun erënneren, dass mer och hei an der Chamber eng parlamentaresch Vergaangenheet op deem Punkt hunn. D'Belsch war dat éischt Land, wat e Gesetz gemaach huet, fir déi Streebommen ze verbidden - bei sech natierlech. Et ass e Gesetz, wat nom belsche Sénateur Philippe Mahoux benannt gëtt, vum 18. Mee 2006. A Frankräich ass am Joer 2008, de 24. Mee 2008, deklaréiert ginn, dass se géifen d'Roquetten M-26 zréckzéien, déi mat esou Streebommemunitioun fonctionnéiert hunn.

Hei zu Lëtzebuerg hat ech am August 2006 eng Question parlementaire un d'Regierung iwwert déi Fro gestallt. Den 12. Oktober 2006 huet de Charles Goerens eng Motioun déposéiert, déi och à l'unanimité vun der Chamber ugeholl ginn ass. De 13. Dezember 2007 huet d'Regierung e Projet de loi 5821 déposéiert, fir alles, wat mat Streebommen, all Aktivitéiten, déi mat Streebommen ze dinn hunn, zu Lëtzebuerg ze verbidden.

Ech wëll soen, dass et selbstverständlech zu Lëtzebuerg keng Stocke vu Streebomme gëtt. Et gëtt allerdéngs e puer Exemplären, déi kënnt Der zu Dikrech an de Kasäre kucken. Déi gi gebraucht, fir d'Démineuren ze formëieren. Dat si verschidden Zorten Exemplären, déi also zu reng friddlechen Zwecker gebraucht ginn.

An der Zwëschenzäit sinn awer, also 2007, 2008, Aarbechten am Kader vum Oslo-Prozess ugaangen. Et muss ee soen, dass de Problem vun de Streebommen och am Kader vum Protokoll 5, dee mat de Reschter vu Krichsexplosifen ze dinn huet, traitéiert ginn ass. Et huet sech awer erwisen, dass dee Protokoll 5 net elo duergaangen ass, fir sech mat de Streebommen ofzeginn.

Duerfir hunn dann am Februar 2007 40 Länner, ënnert deenen och Lëtzebuerg, sech zesummegesat, fir 2008 en Traité auszeschaffen, deen d'Streebomme géif ënnersoen. Den 29. Mee 2008 hunn 111 Länner zu Dublin en Text ugeholl, fir d'Streebommen ze verbidden. Ënnert deene Länner waren allerdéngs weder d'Vereenegt Staten nach Russland nach China nach Indien, Israel, Pakistan, Nordkorea an den Iran. Dir gesitt do eng schéi Brochette vun interessante Länner. Den Traité oder déi Konventioun ass den 3. Dezember 2008 zu Oslo ënnerschriwwe gi vun 106 Länner, dovunner och Lëtzebuerg.

Ech wëll och soen, dass d'Konventioun u sech an onsem Projet de loi, dee mer de Moie fir d'Ratifikatioun virleien hunn, natierlech enthalen ass. An d'Regierung huet nach dräi Artikelen derbäigefügt, déi méi spezifesch och fir Lëtzebuerg interessant sinn, insbesondere d'Fro vum Finanzement, déi och schonn am Projet de loi vun der Regierung selwer dra war, dass also och zu Lëtzebuerg als Finanzplaz keng Streebomme solle finanzéiert ginn, besonnesch och net Elementer, déi zu der Fabrikatioun vu Streebomme kënne féieren.

Selbstverständlech soll dat Verbuet - an dat gëtt express am Gesetz ënnerstrach - och Stécker concernéieren, déi fir Streebomme kënne gebraucht ginn. Also alles, wat Elementer, Piècen, Transformatiounen an esou weider ugeet, déi an déi Streebommen eraginn, sinn natierlech och verbueden. Et gëtt och Sanktiounen dergéint.

Här President, mir sinn dat siwent Land, wat dës Konventioun ratifizéiert, no Éisträich, dem Vatikan, Irland, Laos, Norwegen a Sierra Leone. Ons Ambitioun war - dat hat den Här Ausseminister gesot -, eent vun den éischte Länner ze sinn, déi déi Konventioun do géife ratifizéieren. Dat Zil hu mer, mengen ech, erreecht. Dat siwent vun 106 ass kee schlechte Score. Et wär besser gewiescht, wa mer dat éischt gewiescht wären. Dat war awer net dran.

Vläicht nach ee Problem, deen ech wollt hei ënnersträichen, deen och vill diskutéiert ginn ass: Et ass kloer, dass mer hei an dëser Konventioun vill Länner hunn, mä awer och eng Partie Länner net dra sinn, mat deene mer Bündnisser hunn. Et sinn eng Partie Länner, déi zum Beispill an der NATO sinn, déi dës Konventioun net bis elo ënnerschriwwen hunn. Do stelle sech natierlech eng Partie Froen iwwert d'Relatiounen zwëschent deene Länner, déi dee Vertrag hei ënnerschreiwen, an deene Länner, déi en net ënnerschriwwen hunn, wat de Gebrauch vun de Streebommen ugeet.

Et gëtt ganz besonnesch den Artikel 21 ervirzehiewen, an deem ganz kloer gesot gëtt, dass dat Verbuet, wat am Artikel 1 vun der Konventioun niddergeschriwwen ass, universal ass. Mä den Artikel 21-3 erlaabt awer eng militäresch Zesummenaarbecht vu Vertragsstate mat Netvertragsstaten, zum Beispill fir ons, déi jo an der NATO sinn.

Den Artikel 21-4 seet, wat verbuede Verhaltensweisen nom Vertrag sinn, et gëtt eng Partie vun deene verbuedene Verhaltensweisen un. D'Interpretatioun vun deem Artikel 21-4 kann een dohinner maachen, dass ee seet: Dee Katalog do ass keen definitive Katalog.

Dat heescht, Tätegkeeten, déi net ausdrécklech erwähnt sinn an der Konventioun an domat also net explizit verbuede sinn; si se erlaabt oder net? D'Interpretatioun, fir ze soen, dass dee Katalog do keen ofschléissende Katalog ass, mä nëmmen e beispillhafte Katalog, léisst also och Spillraum op, fir weider Verbueder ze gesinn.

Ech wëll och dobäi soen, dass Island bei der Ratifizéierung eng Erklärung ofginn huet, fir ze soen, dass déi Opzielung vun den Interdictiounen, déi am Artikel 21-4 vun der Konventioun dra sinn, beispillhaft ass an net ofschléissend. Dat heescht, dass dee Katalog jee no der Natur vun den Aktivitéite kann ausgedehnt ginn.

Dann, ofschléissend, Här President, huet de Conseil d'État festgehalen, dass an der Konventioun gesot gëtt, dass Amendementen zu där Konventioun kënne mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Staten, déi déi Konventioun ënnerschriwwen hunn, elo ugeholl ginn, a well dat also eng Dévolution de pouvoirs souverains ass, huet de Statsrot festgehalen, dass dës Konventioun misst mat enger konstitutioneller Majoritéit ugeholl ginn.

Dat waren, Här President, déi puer Remarquen, déi ech zu dësem wichtege Projet wëll maachen. Et ass eng wichteg international Konventioun, wou Lëtzebuerg jo och mat deelgeholl huet un där Prise de conscience. Ech erënneren dorun, dass all Joer och Handicap International op der Place d'Armes eng grouss Aktioun start, fir d'Leit dobaussen ze sensibiliséiere fir déi Problemer, déi eben déi Waffen do enthalen.

Ech fannen et also encourageant, dass d'international Communautéit esou eng Konventioun fäerdeg bruecht huet, mat där enger oder anerer Imperfectioun selbstverständlech nach. Mä et ass trotzdeem awer nach e grousse Schrëtt weider am Verbuet vun de Streebommen.

Et ass ze hoffen, dass zum Beispill e Land wéi d'USA, wat jo elo en neie Kurs féiert an der internationaler Politik, enges Daags och déi Konventioun akzeptéiert an akzeptéiert, fir sech vun deem risege Stock vun déidleche Waffen do ze trennen, déi wéi gesot an der Haaptsaach d'Zivilbevölkerung elo touchéieren.

Dat gesot, Här President, wollt ech selbstverständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Mosar huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet iwwert d'Approbatioun vun der Konventioun vun Oslo zum Verbuet vu Streebommen ass ee vun deene Projeten, déi mir och perséinlech noginn an deenen ech eng ganz besonnesch Bedeitung zoumoossen.

Well ech mech an de leschte Joren e bësselche méi intensiv mat der Problematik vu Streebommen an ähnleche Waffesystemer befaasst hunn, weess ech, wat fir e Leed ganz besonnesch fir d'Zivilbevölkerunge vun dëser Zort vu Waffen ausgeet.

Ufänke wëll ech awer meng Interventioun, andeem ech fir d'Alleréischt dem Rapporteur Ben Fayot fir seng exzellent schréftlech a mëndlech Rapporte Merci soen, deem seng perséinlech Sensibilitéit fir dës Problematik ech och an deene leschte Jore kennen a schätze geléiert hunn.

Ech sinn dann och zesumme mam Rapporteur frou, datt mer dëse Projet, dee sécherlech an den heitegen Zäiten net wäert eng absolut Prioritéit an de Medien hunn, awer nach virum Enn vun der Legislaturperiod kënnen unhuelen an domadder bäidroen, fir vläicht an Zukunft manner Leed duerch dës Zort vu Waffen op d'Zivilbevölkerungen ze bréngen.

De Rapporteur huet et schonn ënnerstrach: Et geet hei ëm eng Zort vu Waffen, deenen hir Particularitéit dora besteet, datt se net nëmme besonnesch geféierlech sinn, mä och net einfach ze neutraliséiere sinn, well déi eenzeg Manéier, fir se ze entsuergen, ass iwwer eng Explosioun, déi da provozéiert gëtt. A well dëst eng ganz geféierlech Aart a Weis ass, fir ze entsuergen, hunn dann och an der Vergaangenheet schonn eng Rei vun Démineure vun de Vereenegten Natiounen hiert d'Liewen dobäi gelooss.

Wat den Impakt vun den Accidenter, déi duerch dës Zort vu Waffe provozéiert ginn, ugeet, hunn ech scho virdrun ënnerstrach, dass dës haaptsächlech d'Zivilbevölkerungen touchéieren. Datt esou Accidenter eng ganz Rei vun tragesche Konsequenzen hunn, läit op der Hand. Dës gi vum soziale Käschtepunkt vun der Prise en charge vun den Affer iwwert d'Onméiglechkeet vun deene concernéierte Bevölkerungen, erëm an hir Regiounen zréckzekéieren, a schlussendlech si se och eng Brems fir den Erëmopbau vun den Infrastrukturen an iwwerhaapt de wirtschaftleche Wuesstum an deene betraffene Regiounen.

D'Diskussioun iwwert dës Streebommen ass dann och während laanger Zäit e kontroverst Thema gewiescht op der internationaler Zeen, well eng ganz Rei vu Länner net bereet waren - an iwwregens och nach net bereet sinn -, e Schrëtt a Richtung vun engem komplette Verbuet vun där Zort vu Waffen ze goen.

Och haut ass et esou, datt dës Konventioun vun Oslo, déi mer duerch dëse Gesetzesprojet sollen approuvéieren, nach ëmmer vun enger Rei vu Länner net ënnerschriwwe ginn ass. Et pas des moindres, wann ech kucken, datt déi gréisste Länner vun der Welt - d'Vereenegt Staten, Russland, China, Indien, Iran, Israel a Pakistan, fir nëmmen déi ze nennen - bis elo nach ëmmer leider Gottes net bereet waren, hir Ënnerschréft ënnert dës Konventioun ze setzen.

Ech setzen allerdéngs eng grouss Hoffnung an d'Obama-Administratioun, datt, wéi an enger Rei vun anere kriddelechen Dossieren, och hei wäert an Zukunft eng Bereetschaft bestoen, a Richtung vun engem Verbuet vun esou Waffen ze goen, well soulaang déi gréisste Länner vun eisem Planéit net mat ënnerschreiwen, ass dach déi praktesch Wierkung vun esou enger Konventioun relativ begrenzt.

Här President, ech wëll hei net op den Historique vun dësem Projet respektiv vun der Konventioun vun Oslo agoen. De Rapporteur huet dat op eng ganz detailléiert an akribesch Manéier gemaach.

Ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'lëtzebuergesch Regierung eigentlech net dorop gewaart huet, bis et zur Ënnerschréft vun der Osloer Konventioun komm ass, mä scho virdrun e Gesetzesprojet deponéiert huet an eigentlech eréischt duerno décidéiert huet, dësen eréischt ofstëmmen ze loossen, nodeem d'Konventioun ënnerschriwwe wier. Dëst beweist dann och d'Sensibilitéit, déi d'Regierung dësem Dossier iwwer Joren accordéiert huet, an ech géif och duerfir am Numm vu menger Fraktioun hir eis Unerkennung dofir soen.

Här President, erlaabt mer awer, zu dëser gesamter Problematik nach zwou Bemierkungen ze maachen: Éischtens, fir ganz besonnesch deenen Associatiounen, déi sech säit Jore fir de Verbuet vun esou Streebommen asetzen, vun dëser Plaz aus e grousse Merci auszedrécken. Do denken ech natierlech haaptsächlech an éischter Linn un Handicap International, déi eng formidabel Lobbyaarbecht am Interessi vun der Saach mécht, och ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg, an déi sécherlech e grousse Mérite um Zustanekomme vun der Konventioun vun Oslo huet.

Eng zweet Bemierkung gëllt dem Verbuet vun der Finanzéierung vun esou Streebommen, dat formell an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass. Ech sinn dann och ganz besonnesch frou, datt hei de Statsrot dës Dispositioun positiv aviséiert huet, well ech ka mech nach dorun erënneren, datt virun nach net esou laanger Zäit am Kontext vun der Reform vum Waffegesetz den deemolege Statsrot sech a sengem Avis kategoresch géint all Verbuet vum Finanzement vum Waffenhandel ausgeschwat huet.

Ech géif och hei de Wonsch widderhuelen, fir datt déi nächst Regierung an déi nächst Chamber am Kontext vun der Iwwerschaffung vum Waffegesetz a Richtung vun engem méi generaliséierte Verbuet vum Finanzement vum Handel vun enger Rei vu ganz besonnesch eeklege Waffe géif goen.

Ech sinn nämlech iwwerzeegt, Här President, datt et eiser Finanz- a Bankeplaz gutt géif zu Gesiicht stoen, ganz besonnesch an deenen turbulenten Zäiten, an deene mer liewen, wa mer eng Gesetzgebung hätten, déi kloer géif soen, datt de Finanzement vu verschiddene Waffen oder Waffesystemer net kéint iwwer lëtzebuergesch Finanzinstituter finanzéiert ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, datt de Gros d'ailleurs vun dësen Transaktiounen iwwert déi Bankeplazen ofgewéckelt gëtt, deenen hir Regierunge Lëtzebuerg an aner Länner op eng gro Lëscht gesat hunn.

Et wär emol interessant, Dir Dammen an Dir Hären, wa vläicht d'OCDE géif eng gro Lëscht vun deene Länner maachen, deenen hir Bankeplazen hiert Geld haaptsächlech mat Waffentransaktioune géife verdéngen. Do géif sécherlech en anert Resultat erauskomme wéi bei där groer Lëscht, déi elo iwwert d'Paradis fiscaux opgestallt ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss wëll ech am Numm vu menger Fraktioun dann nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Approbatioun vun der Konventioun vun Oslo en éischten, awer eminent wichtege Schrëtt a Richtung Verbuet vu Streebommen ass.

Allerdéngs, an ech hunn et virdru schonn ënnerstrach, geet et mat dësem Schrëtt net duer. Mä mir mussen alles ënnerhuelen, fir datt mer op déi Konventioun och nach nach d'Ënnerschréft vun deene ganz grousse Länner wéi de Vereenegte Staten, Russland a China kréien. Well nëmmen da wäerte mer eis definitiv a Richtung vun enger Welt bewegen, wou et keng esou Waffesystemer wéi Streebomme méi wäert ginn.

Ech géif schléisse mat engem Zitat vum Plutarch, dee gesot huet: «Le temps des armes n'est pas celui des lois.» Mat deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, drécken ech d'Hoffnung aus, datt mer e bësse manner Waffen an domat e bësse méi Fridden an eis Welt kréien.

An deem Sënn géif ech dann elo d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war tentéiert, fir unzefänke mam Saz: „Was lange währt, wird endlich gut." Dee Saz wier awer e bëssen ongerecht, well et ass méi séier gaangen, wéi mer gemengt haten. Et ass méi séier gaangen, wéi mer gemengt haten, wéi mer déi Motioun hei an der Chamber gestëmmt hu virun e puer Joer, well an der Zwëschenzäit den Oslo-Prozess komm ass.

Ech froe mech, ob mer haut awer esou wäit wieren, wéi mer sinn, wann deen Oslo-Prozess net komm wier. Duerfir wollt ech a mengen éischte Bemierkungen deene Merci soen, déi Pionéieraarbecht an dësem Domän gemaach hunn. Dat ass ouni Zweifel d'Société civile, an un der Spëtzt Handicap International.

Zweetens, mengen ech, muss een awer och déi Pionéierroll vum belsche Stat ervirsträichen. Et sinn nämlech d'Belsch, déi à l'origine si vun deem ganze Prozess vum Verbuet vun de Streebommen, well d'Belsch et fäerdeg bruecht hunn, op enger Toile de fond, déi awer wierklech méi schwiereg ass wéi eis, e Gesetz ze stëmmen, wat

d'Produktioun an de Verkaf vu Streebomme verbitt. Ech soen, et ass schwiereg gewiescht bei hinnen, well si selwer Produktiounsanlagen hunn, fir esou Waffen ze maachen. Doduerch hu se dann och e Kräiz gemaach iwwert deen doten Deel vun hirer Industrie, an dat ass natierlech deem Land ganz héich unzerechnen.

Mir stëmmen deem selbstverständlech zou, well mer jo och mat à l'origine si vun deem ganze Prozess hei am Land. Ech mengen, datt dee Geste, dee mer deemools gemaach hunn, andeems mer d'Regierung opgefuerdert hunn, fir op de Wee ze goe vum Verbuet vun de Streebommen hei am Land, an der deemoleger Intentioun dee war, fir d'Belsch net eleng dostoen ze loossen a fir progressiv nei Alliéierter ze fannen an deem dote Prozess.

Den Osloer Prozess huet natierlech elo en Avantage, datt mer zu méi sinn, fir et ze maachen, mä et bleift awer nach enorm vill ze maachen. Et ass enorm vill ze maachen, well d'Vereenegt Staten, China a Russland an och nach anerer net bereet sinn, fir mat op dee Wee ze goen. Dat ass net gutt. D'Loft muss méi dënn gemaach gi ronderëm déi, natierlech duerch politesch Iwwerzeegungsaarbecht, awer och duerch Drock, dee vun ënne kënnt. Ech mengen, do solle mer och deenen, déi Drock vun ënne maachen, all Ënnerstëtzung ginn, fir esou wäit ze kommen.

Dat, wat een natierlech stéiert, sinn déi Klauselen, déi mer hu misse mat an d'Gesetz ophuelen, fir iwwerhaapt kënnen der Lëtzebuerger Regierung ze erlaben, op dee Wee ze goen. Mir wëssen, datt mer an deene militäreschen Aufgaben, déi mer gemeinsam maache mat deenen aneren Alliéierten, Partenairen hunn, déi dat net esou gesi wéi mir. Ënner anerem d'Amerikaner. An Afghanistan si Streebommen agesat ginn. Mir si mat den Amerikaner zesummen do.

Nodeem d'ISAF an déi militäresch Aktioun vun den Amerikaner matenee verschmolt gi sinn, si mer nach méi no mat hinnen do militäresch op engem Niveau erëmzefannen. Sou datt awer nach esou e Brin d'ambivalence an deem ganze Gebare vu Lëtzebuerg drableift, a vun deenen, déi am Oslo-Prozess matmaachen.

Déi Ambivalenz besteet doranner, datt een engersäits sech eng Veste blanche certifiéiere léisst duerch dëst Gesetz, an op där anerer Säit, datt een awer Alliéierter toleréiert a gemeinsame militäreschen Aktiounen, déi nach ëmmer sech dem Prinzip vum Verbuet vun der Produktioun an dem Asaz vu Streewaffen net verschriwwen hunn. Dat ass a bleift soulaang gênant, bis et eriwwer ass domadder. Mir hoffen, datt ënnert dem Impuls vum nei gewielte President an de Vereenegte Staten dat do definitiv der Vergaangenheet wäert ugehéieren an nächster Zukunft.

Ech wollt natierlech dem Rapporteur Merci soen, dee fidèlement erëmbruecht huet, wat mer an der Kommissioun gemaach hunn, an och fir säin Asaz an deem doten Domän.

Ech wollt ofschléissend eng Remarque maachen iwwert déi allgemeng Situatioun, déi jo bekanntlech eis all Dag erëm léiert op en Neits, datt déi meescht Konflikter net mat militäresche Mëttelen ze léise sinn. Woubäi mer och net sollen esou blauäugeg sinn a mengen, mir kéinten ouni militäreschen Asaz auskommen.

An do wollt ech och de Realitéitssënn an de Pragmatismus vun de Leit vun Handicap International ervirsträichen, mat deene mer doriwwer geschwat hunn, déi sech och bewosst sinn, datt et leider Situatioune gëtt an der Welt, wou een net ouni militäresch Asätz auskënnt. Ech denken, do, wou Génociden amgaange sinn, do, wou intern Konflikter esou staark sinn, wou eventuell aner Arméien zur Hëllef geruff gi mam Accord vun de Regierungen op der Plaz. Dat si scho penibel genuch Geschichten. A besonnesch schlëmm ass et do, wou Génociden oder gréisser Mënscherechtsverletzunge passéieren an engem Land mat der Complicitéit vun der Regierung.

Do hu mer de Choix tëschent dem Droit an der Compassion. Wann et nëmmen d'Compassion ass, dann hu mer deenen net vill ze bidden. Dat geet net duer do, wann ee mat enger Schubkar a mat enger Schëpp an esou e Land fiert. Do muss een och… Et deet mer leed, do muss een och nach d'Waffesystemer kënnen asetzen. Dat muss net dat sinn, wat mer haut verbidden, mä do gëtt et eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten, fir ze intervenéieren.

Duerfir, ech fannen, et kënnt een am wäitsten, wann ee pragmatesch a realistesch un d'Saachen erugeet. Ech war wierklech marquéiert vun deene Gespréicher, déi ech och am Virfeld mat de Responsabele vun Handicap International an där Hisiicht hat.

Déi lescht Remarque, déi ech wollt maachen, wëssend, datt mer déi meescht Konflikter net mat militäresche Mëttele kënne léisen an datt se héchstens de leschte Recours sinn, nodeem alleguer déi aner virdru probéiert goufen an net duergaange sinn, fir engem Konflikt en Enn ze setzen, dat ass, datt mer virun enger Partie Échéancë stinn, wou een nach net vill mierkt kommen.

Ech denken zum Beispill un d'Verlängerung an un d'Revisioun vum Traité de non-prolifération nucléaire, wou och vläicht d'Europäesch Unioun méi eng aktiv Roll hätt kënne spillen, fir dee Prozess weiderzekréien. Déi Échéance ass 2010. Do steet villes um Spill. Wann déi grouss Länner, déi och hei net bereet sinn, elo schonn dem Oslo-Prozess bäizetrieden, net à même sinn, hir Arsenaler ze reduzéieren, dann ass d'Chance relativ kleng, datt d'Mëttelpuissancen datselwecht maachen. An da besteet leider och nach ëmmer d'Aussiicht, datt Klenger sech wëllen d'Atombommen uneegnen.

Dat wär net gutt. Duerfir ass dës Debatt och vläicht gutt gewiescht, fir déi écrasant Responsabilitéit erëm eng Kéier ervirzesträiche vun deene grousse Puissancen. Dat nëmme just niewebäi bemierkt. Op där Toile de fond de misère économique, déi elo alleguer eis Ekonomien heemsichen, wär et vläicht eng Reflexioun wäert, fir an dee Sënn ze goen, wéi en elo grad skizzéiert gouf; a wär et nëmmen, fir d'Suen op där Plaz anzesetzen, wou se méi sënnvoll kënnen zur Konfliktbewältegung bäidroen an zur Preventioun vun neie Konflikter.

Dat gesot, wollt ech och ënnersträichen, datt meng Partei selbstverständlech eestëmmeg deen heite Gesetzesprojet matdréit.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Braz huet elo d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun als Alleréischt der Regierung Merci soen, déi Hiert derzou bäigedroen huet, dass mer dee Projet ganz séier nach an och um Enn vun dëser Legislaturperiod konnten an d'Chamber bréngen. Dat war en allgemenge Wonsch, dass mer dat géifen hikréien. De Projet war beim Dépôt eng Kéier kuerz verschwonn, well keen esou richteg wousst, wou en an de Mäandere vun der Verwaltung stieche bliwwe war, mä dat huet um Resultat näischt geännert. Mir kréien dat awer haut mam Vote hin.

Et ass eng gutt Saach, well ech mengen, dass et wichteg ass, och fir d'Regierung, mä och fir Lëtzebuerg, dass mer zu deene Länner gehéieren, déi grad an dëser Matière erëm eng Kéier musse mathëllefen de Wee ze weisen. Mir sinn net déi, déi Waffe produzéieren, mir sinn net déi, déi Waffen asetzen, mir sinn och net déi, déi derfir plädéieren, datt se agesat ginn, mä mir mussen also déi sinn, déi de Contraire maachen a probéiere mam Beispill virzegoen; a wat éischter, wat besser. Dat maache mer haut mam Vote.

Wéi all Waffe sti se stellvertriedend fir ganz vill Misär, egal wou an der Welt, wou se agesat ginn. An dat hei sinn net déi eenzeg Waffen, déi grujelech sinn. Dat hei sinn net déi eenzeg Waffen, déi onendlecht Leed an onendleche Misär verbreeden a verbreeden hëllefen. Mä déi heiten hunn nach eppes méi wéi déi aner. Dat sinn déi Waffen, déi de Krich nach weiderféieren, wann de Krich am Fong eriwwer soll sinn.

Wann ee mengt, dass ee Fridden huet, an et leien nach ëmmer Stréibommen, da weess een, dass de Krich nach laang Nowierkungen huet, wat e souwisou huet op anere Pläng, mä hei och nach um Plang vun de Waffen. A verschäerfend kënnt nach derbäi, dass een déi heite Waffen net kann entschäerfen, mä dass ee se muss, fir se inoffensiv ze maachen, explodéiere loossen.

Info Handicap, déi ganz vill Mériten dorunner hunn, wann et déi Konventioun haut gëtt, schwätze vu ronn 400 Millioune Leit, déi weltwäit betraff sinn dovun, déi an enger Regioun liewen, wou se op Schratt an Tratt, am dueble Sënn vum Wuert, mussen domadder rechnen, datt se kënnen op eng Stréibomm trëppelen, an dat an net manner wéi 24 Länner vun dësem Planéit.

Lëtzebuerg ass betraff iwwert déi Situatioun, duerch dat mënschlecht Leed, ëm dat et hei geet, an awer och, well Lëtzebuerg jo grad eng Spezialiséierung huet am Déminage. Eis Armél huet eng vun hire Plusvaluen, wa se an der Welt eng Hand upeekt, grad am Déminage. An dat ass e weidere Grond, firwat mer zu Lëtzebuerg vläicht méi speziell och nach vun dëser Konventioun betraff sinn an eis vläicht nach méi konkret wéi anerer eppes heirënner kënne virstellen.

Lëtzebuerg bréngt elo als siwent Land seng Zoustëmmung. Mä mir sinn eis alleguerten eens - eenzel Virriedner hunn dat och scho gesot -, dass dat heiten natierlech nëmme säi Sënn a seng Wierkung in fine kann hunn, wann och alleguerten déi Länner matmaachen, déi déi Stréibommen och benotzen. An do sinn nach ganz vill Widderstänn ze iwwerwannen; Stéchwuert USA, Stéchwuert Russland, China an anerer nach.

Zwee Regreten awer vun eiser Säit.

Den éischte Regret ass dee vum Finanzement. Do sinn eiser Meenung no och nach effektiv weider Diskussiounen ze féieren a méi Kloerheet ze schafen. Déi Formulatioun, déi mer an dësem Gesetz schlussendlech zréckbehalen hunn zum Finanzement, wou mer jo déi - jo, et muss ee bal soen - Aschränkung dragesat hu vun der Connaissance de cause, ass net onproblematesch. Si ass net onproblematesch.

Bien entendu kann ee kee fir eppes strofen, deen déi Aktioun net bewosst an aktiv gemaach huet. Dat ass sécher richteg, an dee Prinzip ass och ganz vill wäert. Anerersäits hu mer an anere Gesetzer, an notamment nach gëschter Mëtteg an engem Gesetz, eng aner Formule gehat, déi vläicht besser gewiescht wär, déi net nëmme schwätzt vun der Connaissance de cause, mä déi hannendrunhänkt: „ou qui aurait dû avoir connaissance de cause".

Dat ass eng zweet a weider Notioun, déi vläicht hei méi prezis de Rahme vun der Impunitéit hätt kënnen ofstiechen. Soit, d'Gesetz geet haut elo esou duerch, mä d'Diskussioun op deem dote Punkt vun der Responsabilitéit beim Finanzement ass an den Ae vun der grénger Fraktioun net ofgeschloss.

Den zweete Regret, mä do ass ee sécher net derlaanscht komm, ass déi Fro vun der Interopérabilité. Dat kann ee bedaueren, well et jo awer eng Brèche ass am Verbuet. Anerersäits, wann een déi Brèche net kritt hätt, hätt ee riskéiert zu kengem Ofschloss ze kommen. Esou dass een do leider muss e Choix treffen, deen een net gären trëfft, an et muss een dann nolens volens akzeptéieren, dass d'Konventioun ënnert där doter Form ënnerschriwwe gëtt vun deenen, déi gudde Wëllens sinn - an hei emol eng Kéier an engem positive Sënn d'Koalitioun vun de Wëllegen. Där heiter géife mir eis der méi oft wënschen.

Dat gesot, wëll ech awer och dem Rapporteur, dem Här Fayot, nach Merci soen, dee sech och perséinlech, mengen ech, derfir agesat huet, dass mer déi Konventioun nach virum Enn vun der Legislatur konnte stëmmen. Duerfir Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Handicap International kann haut frou sinn. Si sinn e Friddensnobelpräis gewiescht 1997. Si si Cofondateur vun der Campagne internationale pour interdire les mines. An haut wäerte mer och hei zu Lëtzebuerg eent vun deene Länner sinn, wat déi Konventioun vun Oslo géint d'Streebommen ënnerschreift… also net ënnerschriwwen huet, mä haaptsächlech elo wäert d'Gesetz an den Traité stëmmen.

Et muss een hei awer och festhalen, datt bedauerlecherweis alleguerten déi Länner, déi Streebomme produzéieren, finanzéieren a souguer gebrauchen, leider net bei de Signataires derbäi sinn. Dat huet eng gewësse Logik, mä et ass awer och onzefridde stellend. Mä ech hoffen, datt déi Konventioun, wa se elo allgemeng ratifizéiert gëtt vun de Signataires, awer och no bausse wäert en Impakt hunn a verschidde Länner dann derzou bréngen, fir och déi Konventioun ze ënnerschreiwen a sech dorunner ze halen.

Leider muss een awer och festhalen, datt et nach vill aner Munitioune gëtt, déi geféierlech sinn, déi och géint d'Zivilbevölkerung kënne gebraucht ginn - dat ass DIME, dat ass de Phosphor; wéi mer dat kierzlech gesinn hunn -, déi gradesou geféierlech sinn, aner Reaktiounen hunn.

Et muss een also hoffen, datt elo net, wann d'Verbuet vu Streebommen duerchgesat gëtt lues a lues, dann aner Waffe gebraucht ginn, fir och kënne géint d'Zivilbevölkerung agesat ze gi respektiv déi d'Zivilbevölkerung staark kënne benodeelegen.

Da muss een och ervirsträichen, datt natierlech duerch de Krich et eng etlech Handicapéierter uerchtert d'Welt gëtt. Eng Persoun vun zéng, wann een den Donnéeë vun Handicap International gleewe kann, ass handicapéiert an der Welt. Dat maachen eng 650 Millioune Leit.

Deene muss een natierlech och hëllefen. Do gëtt et eng Konventioun vun den Nations unies fir d'Promotioun vun de Rechter vun den handicapéierte Persounen. Déi ass ënnerschriwwe ginn am Dezember 2006. Mir wären och do frou, wann net dës Regierung, mä déi nächst Regierung och kéint den diesbezügleche Projet de loi déposéieren, fir datt mer och déi Konventioun hei kéinte stëmmen.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn an och dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, villmools Merci soen, well hien huet ons d'Aarbecht ganz liicht gemaach an onse Commentairen duerch säin Exposé, deen en hei gehalen huet, an dee schréftlechen Exposé, deen e gemaach huet.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling nach kuerz.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ëmmer wann et ëm Diskussiounen ëm d'Waffenindustrie geet, da kéint een am Fong all Kéiers dat Lidd ustëmmen: „I hope, I hope." Well all Kéiers, wa mer hei esou Diskussioune féieren, da schwätze mer driwwer: Elo musse mer awer hoffen, dass d'Amerikaner dat doten och matmaachen, oder allerguer déi, déi Waffen hierstellen, dat do och matmaachen.

Ech sinn einfach der Meenung, dass et net duergeet, dass mer ëmmer heihinner kommen an hoffen. Ech sinn der Meenung, dass mer sollen deen néidegen Drock maachen, och vun der EU aus deen néidegen Drock maachen, dass déi mussen endlech mat deene Waffen, mat deene Streebommen do ophalen, an dass och muss gekuckt ginn, dass endlech iwwerhaapt d'Waffenindustrie zur Vernunft kënnt.

De Problem ass natierlech esou, dass d'Waffenindustrie a besonnesch an deene grousse Länner wéi Amerika e risege Potenzial duerstellt, eng riseg Lobby huet, a wou déi meescht amerikanesch Presidenten och nach vun där Lobby ofhänken. Dat soll een och emol eng Kéier hei soen.

Ech géif mech schwéier wonneren, wann de President Obama aus Amerika elo do iergendwéi kéint eppes anescht maachen. Och deen ass ënnert dem Drock vun där Lobby. An och dee wäert net vill do kënnen ëmrappen.

Et kann een ëmmer hoffen. Ma da kommt, mir hoffen net nëmmen, mä kommt, mer ginn awer vun europäescher Säit aus a mer maachen endlech deen néidegen Drock, dass dat do weltwäit ophéiert an dass och d'Waffenindustrie endlech weltwäit méi zweetrangeg gëtt.

Well ouni Waffenindustrie an ouni Waffen hu mer e séchere Fridden. Mä mat der Waffenindustrie, egal wéi kleng se ass, ass ëmmer d'Gefor vun engem Krich ginn an och ëmmer d'Gefor vu geféierleche Waffe ginn. Duerfir solle mer vun Europa aus wierklech deen néidegen Drock maachen, dass dat endlech ophéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och dem Ben Fayot Merci soe fir seng gutt Aarbecht, déi en hei geleescht huet, an alle Fraktiounen, déi och hei geschwat hunn. Ech mengen, et huet een hei gesinn, dass déi Interferenz am Intérêt vun der Chamber, an den Här Goerens huet dat jo mat der Motioun - ech mengen, dat war 2006 - ugeleiert, ganz gutt geklappt huet, an dass mer haut hei stinn an als eent vun deenen éischte Länner kënnen dat ratifizéieren, wat mer als Regierung ënnerschriwwen hunn zu Oslo.

Der wësst, dass 45 Länner de Pionéier waren am Februar 2007 am Osloer Prozess. An eent vun de Mandater, dat mer haten als Regierung, war jo net nëmmen ze kucken, dass mer zu Lëtzebuerg esou wéi an der Belsch e Gesetz géifen ausschaffen an der Regierung, mä dass mer och géifen - an dat war deen zweete Punkt, a fir mech dee wichtegsten - alles maachen, fir den internationale Prozess mat ze encouragéieren an do matzemaachen.

Nun, déi Osloer Deklaratioun ass ënnerschriwwe ginn Enn 2008, wéi mer wëssen. A vläicht muss ech e wéineg méi technesch ginn, fir awer ze soen, dass déi inakzeptabel humanitär Konsequenzen, déi verursaacht ginn duerch déi Streebommen, solle verbuede ginn.

Et huet méi wéi ee Joer gedauert, ier mer zu Dublin deemools den Duerchbroch kritt hunn. Dat ass kuerz, wann ee bedenkt zum Beispill wéi laang dass den Ottawa-Prozess gedauert huet. Et ass een ambitiéisen Text entstanen an et si 94 Länner, déi ënnerschriwwen hunn.

D'Definitioun och nach eng Kéier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Streebomm. Si ass am Artikel 2 no ganz, ganz villen Diskussioune festgehale ginn. An et ass eigentlech déi Definitioun, déi vum Här Kellenberger och proposéiert gouf: déi zillos a flächendeckend eng grouss Zuel vun net fiable Sous-munitioune verstreeën. Dës Waffe sinn elo komplett verbueden. Betraff sinn 90% vun alle Bombes à sous-munitions, déi sech, zum Beispill, an de franséischen, an den däitschen, an den hollänneschen an an de briteschen Arsenaler befannen.

An ech mengen, wat den Här Jaerling gesot huet an nach aner Kolleegen heibannen, ech mengen, den Här Henckes och: Et ass net esou, dass mer als Europa net eis Responsabilitéit iwwerholl hunn. Et gëtt risen, rise Stocken an deene Länner, déi ech elo genannt hunn, virun allem an Däitschland, an England, an Holland. An déi hunn alleguerte sech engagéiert, fir déi Stocke futti ze maachen.

Et ass also, wa mer eis elo fokusséiere selbstverständlech op Länner… Mir hu Pakistan net genannt a mir hunn Indien net genannt, mä mir hunn eis op Amerika, Russland, China fokusséiert. Dat stëmmt, mä loosse mer awer och dee konkrete Schrëtt positiv bewäerten, dee gemaach ginn ass vun den europäesche Länner.

Nun, d'Société civile - a jiddwereen huet dat gesot - huet eng historesch Roll hei gespillt. Ech wëll awer och soen, dass d'Erwaardunge vun den ONGe ganz positiv waren. D'Cluster Munition Coalition, dat ass den Daachverband vun Handicap International a vun Human Rights Watch an amnesty international, huet an engem Communiqué gesot, dass d'Konventioun staark Dispositiounen hätt, dass kee Loophole, also kee Schlupflach dran ass, an Ausnahmen oder Transitiounsperioden dra sinn, mat selbstverständlech de Restriktiounen, déi mer jo och alleguerten hei schonn ënnerstrach hunn.

Wat nach erlaabt ass - loosst mech dat och soen -, an dat Wuert „erlaabt" ass jo äusserst zynesch, wann ee vu Bomme schwätzt, ass, dass an deene BASMen, déi elo nach erlaabt sinn - wéi gesot, ënner Gänseféisercher - nëmmen zéng Sous-munitiounen däerfen dra sinn. Bis elo waren dat der heiansdo honnerten.

Ech hat selwer d'Chance, am Laos ze sinn, wou mer als Lëtzebuerg bei OXO waren. Dat ass eng ONG, déi sech wierklech hiergëtt, fir nom Vietnamkrich am Laos zum Beispill ze déminéieren. Wann ee gesäit, dass déi Sous-munitiounen do, déi Bombien, dat sinn der wéi Tennisbäll nëmmen esou grouss. An déi kënnen en onheemleche Schued maachen.

Ech mengen, den Här Fayot huet hei e Beispill ginn, wat ganz émouvant war. Mä dat ass d'Resultat dovun. An haut an deene Länner vum Vietnamkrich stierwen nach honnerte vu Kanner am Joer, déi eben deene Geforen do ausgesat sinn.

Bon, ausserdeem muss all eenzel Sous-munitioun mat enger automatescher Autodestructioun elo verbonne sinn, an all eenzel Sous-munitioun muss iwwer véier Kilo weien. Bis elo waren dat och nëmmen e puer honnert Gramm.

Elo kënnt dee Punkt - an den Här Braz, den Här Fayot, och den Här Mosar haten dat ugeschnidden - vun der Interopérabilitéit. Mir musse wëssen, dass mer zum Beispill als Lëtzebuerg jo an Afghanistan zu Kabul um Flughafe sinn. Do gëtt et Länner, déi hunn déi Konventioun hei net ënnerschriwwen. Et ass net nëmmen Amerika, Russland a China. Et sinn och e puer europäesch Länner, zum Beispill Finnland.

Finnland huet net ënnerschriwwen, well et seet: Mir mussen nach ëmmer déi Streebomme benotzen, fir eis Grenz mat Russland ofzesécheren. Bon, dat ass elo eng Responsabilitéit vun de Finnen. Mä mir schaffen zesummen, zum Beispill um Flughafen zu Kabul, mat Finnland.

(Interruption)

Wann déi Dispositioun vum Artikel 21 vun der Interopérabilitéit net dra wär, da géif Lëtzebuerg sech juristesch strofbar maachen, wann et géif zum Beispill mat engem Land, wat net ënnerschriwwen hätt, zesummen an Afghanistan operéieren. Duerfir ass et onméiglech, fir op d'Interopérabilitéit ze verzichten.

De Ben Fayot huet dat och gesot mat der NATO. Selbstverständlech gëtt et och nach Länner an der NATO - dat hu mer jo scho gesot -, déi net do derbäi sinn.

Elo wëll ech Iech awer och nach e Wuert soen iwwert d'Obligatiounen, déi mer hu mat där Ënnerschréft. Et ass vläicht hei de Mueren net esou gesot ginn, mä mir mussen elo och als Lëtzebuerger Land, wa mer hei ratifizéiert hunn an der Chamber, Promotioun maache mam Zil vun der Universalisatioun. Dat heescht, mir mussen déi Länner, déi nach net ënnerschriwwen hunn, opfuerderen, fir matzemaachen.

All déi Staten, déi ënnerschriwwen hunn, musse sech engagéieren, all deene Staten, déi der Konventioun net bäitrieden, matzedeelen, dass se eng Obligatioun hunn am Kader vun der Konventioun, an och mir mussen déi Obligatioun respektéieren. Et ass fir d'Netmembere vum Asaz vu BASM ze découragéieren. An drëttens och, dass mir eis engagéieren, dat steet jo kloer dran, weder ze produzéieren, ze kafen, ze stockéieren an och se anzesetzen.

An drëttens e Punkt och nach, dee vläicht méi genereller Natur ass, mä awer och wichteg hei ass, well en och am Ottawa-Accord dran ass; dat ass d'Hëllef vun de Victimë vu Streebommen. All Signatairë vun där Konventioun sinn obligéiert, deene Leit, déi duerch Streebomme verletzt goufen, ze hëllefen, fir hiert Liewen ënnert de beschtméiglechen Ëmstänn kënne weiderzefëieren. Dat ass eng Hëllef, déi ass ganz prezis beschriwwen am Accord a geet och méi wäit, praktesch méi wäit wéi dat, wat an der Anti-Minen-Konventioun vun Ottawa virgesinn ass.

Dann als Lescht wëll ech och soen, dass keng Transitiounsperiod dran ass. Dat ass äusserst rar an esou grousse Konventiounen. Wann 30 Länner ratifizéiert hunn, dann trëtt déi Konventioun hei a Kraaft. Dir hutt et gesot: Et si bis elo sechs Länner, déi ratifizéiert hunn. Ech hoffen, dass um Enn vum Joer et der wierklech 30 sinn, scho vläicht souguer éischter.

Dat ass op jidde Fall d'Zil, an ech wëll nach eng Kéier och soen, dass déi Konventioun vun Oslo en général vun allen ONGen, vum

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

Generalsekretär vun der UNO an och vum President vum Internationale Roude Kräiz guttgeheescht ginn ass. An ech wëll och heifir op jidde Fall, ech hunn dat jo erlieft mat Handicap International Lëtzebuerg, déi kritesch, mä ganz konstruktiv matgehollef hunn, dass mer esou wäit komm sinn, och e grousse Merci soen.

Déi Konventioun ass den 3. Dezember vu 94 Länner ënnerschriwwe ginn zu Oslo. Fir mech perséinlech war et ee vun deenen émouvantste Momenter an deene fënnef Joer, wou ech konnt dem Land elo déngen als Ausseminister, well et huet ee wierklech do gesinn, an ech war och begleet vu Leit, déi ebe wëssen, wat eng Streebomm ass, wat se kann um eegene Kierper fir Schied uriichten, an ech mengen, et waren déi Schwäizer Handicap International an och déi belsch, déi derbäi waren, well eis Organisatioun konnt net direkt vertruede sinn. Dat war wierklech eppes, wat hänke bleift a wat a mengem Kapp och stieche bleift. An dass mer eis asetzen, fir deene Leit ze hëllefen an och fir Leit ze erspueren, dass se esou Misär kréien, ass schonn, mengen ech, eppes, firwat mer eigentlech Politik maachen.

Sou, elo nach vläicht ee lescht Wuert, wann Der wëllt, Här President, zu där Geschicht vun der Finanzéierung. Mir haten dat an d'Gesetz geschriwwen. Ech verstinn eigentlech net richteg, dass d'Finanzéierung net gefuerdert ginn ass. Déi Finanzéierung war ni een Thema an der Osloer Diskussioun. Och net zu Dublin. A si ass och eigentlech net vun den ONGe richteg no vir gedréckt ginn, ausser hei zu Lëtzebuerg, wou mer dat gemaach hunn, wou mer eis och mat Handicap International Lëtzebuerg driwwer ënnerhalen hunn.

Mir hunn dee Punkt gemaach. Ech mengen, den Här Mosar huet dat ganz gutt hei gesot, an och den Här Braz: Wann dat nach ka verbessert ginn, da sollte mer dat maachen. Ech mengen, do hëllefe mer eiser Bankeplaz méi, wéi mer hir schueden, wa mer déi Exceptiounen do drasetzen.

Voilà, Här President, ech soen Iech villmools Merci an ech sinn iwwerzeegt, dass mer haut wäerten elo alleguerte fir déi Konventioun stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir kommen dann direkt zum Vote vun dëser Konventioun, dat heescht dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dir wësst, dass de Vote par procuration net erlaabt ass. Voilà. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5981 ass eestëmmeg ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun enger Rei vu Projeten, déi gëschter aus verständleche Grënn net méi konnten ofgestëmmt ginn.

(Interruption)

De Mikro ass awer un. Also, da ginn ech mer Méi.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir kommen zur Ofstëmmung vun enger Rei vu Projeten, déi, wéi gesot, gëschter net konnten ofgestëmmt ginn.

3. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite)

Mir fänken u mam Projet de loi 5273 iwwert d'Navigation aérienne.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5273 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech hu fir den Här Krieps par procuration ofgestëmmt an do ass mäin Apparat erëm blann ginn, wéi dat gëschter geschitt ass. Ech wär dankbar, wann ee géif no deem Apparat kucken.

(Interruption)

M. le Président.- Mir versichen, esou schnell wéi méiglech ze operéieren. Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech hunn en ähnleche Problem. Mäin ass nach e bësse méi komplizéiert. Ech hat de Choix tëschent dräi Kolleegen, an dunn ass mäin Apparat blann ginn.

(Hilarité)

Ech hat emol net...

M. le Président.- Ech weess net, ob et eppes mat de Kolleegen ze doen hat.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Bei mir ass et net bis zur enker Selektioun komm, Här President.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Entschëllegt, Här President.

(Hilarité)

Schreift mech och op bei déi wou Pech haten!

(Hilarité)

M. le Président.- Also, ech froe mech, ob bei der liberaler Fraktioun nach eppes fonctionnéiert haut de Moien.

(Interruptions)

Also, op jidde Fall ass de Projet eestëmmeg ugeholl bei kenger Géigestëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5273 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5905 iwwert d'Chauffeurs professionnels.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration.

(Hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Madame Flesch, war e Problem? Madame Flesch, weider kee Problem?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Kee Problem.

M. le Président.- De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5905 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite)

Dann de Projet de loi 5906 iwwert den Alkohol an d'Drogen hannert dem Steier.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaang. Vote par procuration.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5968, de Bau vun der Bréck vu Gaasperech, wou den honorabelen Här Negri eis gëschter de Rapport gemaach huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5968 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la nature et des forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite)

An da komme mer zum leschte Projet. Dat ass dee vun der Schafung vun der Administration de la nature et des forêts.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och de Projet de loi 5934 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

An ech denken, dass och hei d'Chamber d'Dispens gëtt?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dat ass de Projet de loi 5970 iwwert de Benelux-Traité. De Rapporteur ass den honorabelen Här Angel an deen huet elo d'Wuert fir de Rapport ze maachen.

8. 5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Här Botschafter, d'Benelux ass virun allem an Europa ville Leit bekannt als e Musterbeispill vun enger gelongener regionaler Zesummenaarbecht. De Grond dofir ass ënner anerem, dass d'Zesummenaarbecht tëschent Holland, der Belsch a Lëtzebuerg schonn eng ganz laang Traditioun huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Benelux ass bekannt an Europa als Virreider am Domän vun der wirtschaftlecher Integratioun. D'Benelux-State si Membere vun der éischter Stonn och vun dëser Europäescher Unioun.

D'Benelux ass och bekannt als Innovateur, dee vill Politiken an Europa un d'Rulle bruecht huet. D'Benelux ass bekannt als Laboratoire, deen oft e Schrëtt viraus war, deen nei Iddien hat, déi duerno a méi engem breede Krees vu Länner ëmgesat konnte ginn.

Schonn eleng dofir ass et wichteg, d'Benelux weiderliewen ze loossen, mä souguer d'Benelux ze revitaliséieren an ze redynamiséieren. Dëst ass dann och d'Haaptzil vum Traité, deen haut hei an der Chamber ratifizéiert gëtt. Deen alen Traité leeft den 31. Oktober 2010 aus. En ass 1960 a Kraaft getrueden, mat enger Dauer vu 50 Joer.

D'Kooperatioun am Kader vun der Benelux huet awer net eréischt viru 50 Joer ugefaangen. Ofgesi vun der Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an der Belsch am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise hunn d'Benelux-Länner schonn an den 30er Joren zesummegeschafft.

De richtegen Ulaf fir eng Kooperatioun tëschent Holland, der Belsch a Lëtzebuerg gouf awer an der Zäit vum Zweete Weltkrich geholl. 1943 gouf zu London den Accord monétaire ënnerschriwwen, an 1944 dunn d'Convention douanière tëschent deenen dräi Länner.

D'Kooperatioun tëschent deenen dräi Länner huet sech tëschent 1948 an 1958 permanent intensivéiert. 1949 gouf den Accord de préunion économique ugeholl, 1953 e Protokoll iwwert d'Koordinatioun vun de Wirtschafts- a Sozialpolitiken an 1954 en Accord iwwert d'Zirkulatioun vum Kapital.

Den 3. Februar 1948 gouf dunn den «Traité instituant l'Union économique Benelux» ënnerschriwwen, deen 1960 a Kraaft getrueden ass. An hien hat d'Zirkulatioun vun de Persounen, Wueren, Kapital an Déngschtleeschtungen zum Zil. En Zil, wat iwwregens och am Traité de Rome drastoung, deen ee Mount méi fréi ënnerschriwwe gouf wéi den éischte Benelux-Traité.

Déi véier Grondfräiheete stoungen dunn och an de 60er Joren am Mëttelpunkt vun de Benelux-Aktivitéiten, mä no an no huet dës Kooperatioun sech verbreedert. D'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, zum Beispill an de Beräicher Landesplanung, Ëmweltschutz, Energie, Tourismus an och d'Zesummenaarbecht an de Beräicher Justiz an Affaires intérieures hunn ëmmer méi eng grouss Plaz ageholl. An der Tëschenzäit gouf och den institutionelle Kader weiderentwéckelt duerch d'Schafung vum Benelux-Parlament duerch eng Konventioun aus dem Joer 1955 a vun der Cour de Justice Benelux, déi säit 1974 aktiv ass.

Erlaabt mer eng Klammer opzemaachen; ech hunn d'Benelux-Parlament ugeschwat: Lëtzebuerg hat d'Présidence an de Joren 2007 bis 2008; de Roger Negri war e gudde President. Hien huet et fäerdeg bruecht, dass hei all eis Ministeren an d'Plenarsitzunge komm sinn an den Deputéierten aus deenen dräi Länner Ried an Äntwert stoungen. Hien huet et och fäerdeg bruecht, méi inhaltlech a politesch Diskussiounen ze féieren. Och vill ass diskutéiert ginn iwwert deen neien Traité. D'Benelux-Parlament huet och hei säin Input ginn, an ech mengen, och de Marcel Oberweis, dee President ass vun der Lëtzebuerger Delegatioun vum Benelux-Parlament, a vill aner Kolleegen hunn do matgehollef.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Zréck awer elo erëm op d'Themen, déi d'Beräicher vun der Benelux-Aarbecht bestëmmt hunn. Dës Zesummenaarbecht, wéi grad gesot, ass am Laf vun der Zäit iwwert den Traité erausgaang. Dat louch ënner anerem och un der verstäerkter Aktivitéit vun der europäescher Communautéit, déi jo och an déi nämlecht Richtung vun der wirtschaftlecher Unioun geschafft huet.

Doduerch huet déi Entwécklung derzou bäigedroen, dass d'Benelux hir Aktivitéiten diversifizéiert huet, sech also dem verännerten Ëmfeld ugepasst huet, ouni dass elo den Traité geännert gouf.

An der Mëtt vun den 90er Joren huet de Comité des ministres op Basis vun engem Rapport vun engem Comité des Sages beschloss, dass sech d'Aktivitéite vun der Benelux ronderëm eng Rei Beräicher konzentréiere sollten. An et waren dat: 1. d'politesch Kooperatioun an d'Concertatioun bei europäesche Problemer; 2. déi grenziwwerschreidend Kooperatioun; 3. de Marché intérieur an d'wirtschaftlech Kooperatioun; 4. Kultur, Fuerschung, Bildung a Formatioun; 5. d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen a 6. Informatioun, Publikatiounen a Statistik.

D'Kooperatioun vun der Benelux war an de leschte 50 Joer ganz variéiert an esou ausgedehnt, dass et wierklech ze wäit géif féieren, wann ech dat am Detail opzielen.

D'Benelux huet et an där Zäit ëmmer erëm fäerdeg bruecht, hirer Virreiderroll gerecht ze ginn. Dat war net nëmmen an der Vergaangenheet de Fall, mä och zum Beispill wat d'Schengen- an d'Senning-Kooperatioun betrëfft.

Mä et gëtt och ganz rezent Beispiller, fir dat ze beleeën. A titre d'exemple, stellvertriedend fir all déi aner nennen ech den Euro Contrôle Route, bei deem et drëms geet fir d'Kontroll vum Transport routier ze verbesseren an esou fir méi Sécherheet op eise Stroossen ze suergen. Mëttlerweil si 14 Memberstaten a sechs Observateure mat derbäi. A bei der Revisioun vun der Direktiv 2006/22, déi Enn Januar proposéiert gouf, huet d'Europäesch Kommissioun sech ganz wesentlech op d'Viraarbechte vum Euro Contrôle Route gestäipt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

En anere Volet vun der Zesummenaarbecht betrëfft déi politesch Kooperatioun.

D'politesch Kooperatioun geschitt op fräiwëlleger Basis. Si ass net duerch den Traité virgeschriwwen. D'Benelux-Staten hunn zum Beispill regelméisseg gemeinsam Positiounen no bausse bezunn. Sief et a schrëftlecher Form, wéi zum Beispill duerch déi bekannte Benelux-Memoranden, oder sief et einfach nëmmen, dass sech am Kader vun der Aarbecht an internationalen Organisatiounen ofgestëmmt gouf.

Dës Kooperatioun hat an der Vergaangenheet munche Succès. Mat hire gemeinsame Positiounspabeieren hunn déi dräi Länner et oft fäerdeg bruecht, hir Intérêten op e gemeinsamen Nenner ze bréngen a se domat an Europa och ze verdeedegen.

Am Virfeld vun den EU-Sommete versichen d'Benelux-Staten hir Positiounen ze koordinéieren. Si entwéckele gemeinsam Standpunkten an tauschen Informatiounen aus. Et besteet och e stännege Kontakt tëschent de Représentantë vun den eenzelne Länner am COREPER. D'Benelux-State concertéiere sech och iwwer méiglech Kandidaturen a verschiddenen Organer an Agencë vun der UNO.

Mä am Kader vun der politescher Kooperatioun gouf et och manner aktiv Phasen a Réckschléi. Ech denken dobäi un de Sträit iwwert d'Successioun vum Jacques Delors als President vun der Europäescher Kommissioun oder un d'Verhandlunge vum Traité de Nice, bei deem et ëm d'Sëtzverdeelung am Europäesche Ministerrot goung, an awer och un d'Fro vun enger militärescher Participatioun am Irak.

D'politesch Kooperatioun huet natierlech ëmmer am beschte funktionéiert, wann d'Divergenzen tëschent de Länner geréng waren oder wann et drëms goung, Kräften ze bündelen.

Eng réusséiert politesch Kooperatioun wäert och an Zukunft net ëmmer einfach sinn, mä deen neien Traité soll dofir deen néidegen Impuls ginn, fir dass an Zukunft erëm méi regelméisseg a konsequent an déi Richtung geschafft gëtt. Am Kontext vun enger Europäescher Unioun mat 27 Memberstaten ass dat esou wichteg wéi nach ni virdrun.

Den neien Traité ass de 17. Juni 2008 ënnerschriwwe ginn. Den Traité ass fir eng onbestëmmten Zäit ofgeschloss ginn an e kënnt mat nëmme 40 Artikelen aus. En ass also méi kuerz wéi säi Virgänger mat 100 Artikelen.

Den Traité soll d'Kooperatioun vun de Benelux-Länner redynamiséieren an hir nei Impulser ginn. E soll d'europäesch Vocatioun vun der Benelux ënnersträichen an déi extern Dimensioun stäerken. Fir dat ze erreechen, goufen d'Haaptzilsetzunge vun der Benelux reformuléiert an en neien Aarbechtskader gouf geschaf.

Den Traité definéiert dräi grouss Kooperatiounsberäicher: 1. d'Weiderentwécklung vun der wirtschaftlecher Unioun an d'Ëmsetze vun enger gemeinsamer Politik, wat d'wirtschaftlech Relatioune mat Drëttstaten ubelaangt; 2. den Développement durable an 3. d'Zesummenaarbecht an de Beräicher Justice an Affaires intérieures.

Dës Upassung ass néideg ginn, well se der aktueller Zesummenaarbecht vun der Benelux Rechnung dréit an och genuch Raum fir déi zukünfteg Entwécklung léisst. Wéi virdru gesot, war dat bei deem alen Traité bäi Wäitem net méi de Fall.

D'Formulatioun vun den Ziler am neien Traité ass iwwerdeems gutt gewielt, well se eng sënnvoll Zilrichtung ugëtt an och flexibel genuch ass, fir op Erausfuerderunge vun der Zukunft reagéieren ze kënnen. Konsequenterweis schwätze mer also elo och net méi vun enger Union économique Benelux, mä einfach vun der Unioun Benelux.

Méi konkret gëtt et da mat deenen neie gemeinsamen Aarbechtsprogrammen, enger wesentlecher Neierung vun dësem neien Traité. Si definéieren d'Prioritéite vun der Zesummenaarbecht innerhalb vun deenen dräi Ziler.

Et handelt sech hei och ëm e flexibelt an dynamescht Instrument, dat regelméisseg iwwerpréift an, wann néideg, och adaptéiert ka ginn.

D'Kooperatioun vun der Benelux kann esou och op déi aktuell Problemer agoen, déi méi kuerzfristeg optauche kënnen.

Den éischte gemeinsamen Aarbechtsprogramm, deen d'Joren 2009 bis 2012 ofdeckt, ass iwwregens scho vum Comité des ministres adoptéiert ginn, an derniewent gëtt et nach e jährleche Plan de travail.

E weidere Changement betrëfft d'Vereinfachung vun de Strukturen. Den Traité gesäit fënnef Institutioune vir: de Comité des ministres Benelux, de Conseil Benelux, d'Benelux-Parlament, d'Cour de Justice Benelux an d'Generalsekretariat.

De Comité des minstres bleift d'Haaptdécisiounsorgan vun der Benelux a muss sech elo nëmme méi eng Kéier am Joer treffen. Seng Zesummesetzung ass méi flexibel ginn. Den Traité schreift vir, dass all Land op d'mannst mat engem Minister muss vertruede sinn.

D'Zesummesetzung vum Comité kann awer variéieren, jee nodeems wat fir eng Politikberäicher um Ordre du jour stinn.

De Fonctionnement vum Benelux-Parlament a vun der Cour de Justice ginn duerch den Traité net verännert. De Collège arbitral gehéiert net méi zu den Institutioune vun der Benelux. Hien ass ni zesummekomm, notamment well d'Benelux jo eng Cour de Justice 1974 krut. Och de Conseil consultatif économique et social, deen net gutt fonctionnéiert huet, an dee rigidë System vu Kommissiounen a Spezialkommissioune stinn net méi am Traité.

En anert wichtegt Element betrëfft d'Aussendimensioun vun der Benelux. Den Traité gesäit d'Kooperatioun mat anere Staten oder mat aneren Entitéiten ausdrécklech vir. D'Benelux kann an deem Zesummenhang och Traitéen ofschléissen. E gutt Beispill fir esou eng Kooperatioun ass déi rezent Zesummenaarbecht mat Nordrhein-Westfalen. Am Dezember vum leschte Joer hunn d'Regierungschefe vun de Benelux-Länner an de Ministerpresident vun Nordrhein-Westfalen eng politesch Deklaratioun ënnerschriwwen, déi d'Zesummenaarbecht tëschent dëse Partner weider verdéiwe soll.

An deem Instrument stécht nach ganz vill Potenzial, well esou Kooperatioune bidde sech och fir aner Regiounen am däitschen an am franséische Grenzgebitt un. Duerch dës Kooperatioune kann d'Benelux mat hire Partner duerch eng gemeinsam Approche spezifesch Léisungsweeër fir gemeinsam Problemer aschloen.

En aneren Deel vun den Aussebezéiunge betrëfft d'Relatioune mat aneren iwwerregionalen Zesummeschlëss oder Organisatiounen. Zum Beispill treffe sech d'Benelux-State regelméisseg mat den dräi baltesche Staten um Niveau vun den Ausseministeren. Déi Form vu Concertatioun gouf et an der Zäit och emol mat de Visegrád-Staten.

Et ass awer hei ze bemierken, dass dës Concertatioun mat anere regionalen Organisatiounen an den Domän vun der politescher Kooperatioun fält. Den Traité huet d'politesch Kooperatioun net institutionaliséiert, an ech mengen, dat ass och gutt esou. Wann ee gesäit, wéi séier d'politesch Discoursë sech an engem Land kënnen änneren, dann ass dat och gutt esou, dass een net zu dëser Kooperatioun gezwongen ass.

Den neien Traité an d'Diskussioune vun de leschte Joren iwwert d'Roll vun der Benelux sollen awer trotzdeem Ulass sinn, fir d'politesch Kooperatioun erëm ze verstäerken. Dat ass wichteg, well de Pouvoir vun deenen dräi Länner, relativ gesinn, duerch d'Erweiderung vun der EU erofgaangen ass. An der Europäescher Unioun vun haut ass et néideg, fir sech séier op den Dossieren ze positionéieren, am beschten zesumme mat anere Partner, déi déiselwecht Iddien hunn.

Duerch seng laang Zesummenaarbecht huet d'Benelux Virdeeler par rapport zu anere Länner oder regionale Kooperatiounsorganisatiounen. Eng aner Entwécklung, déi dës politesch Kooperatioun méi wichteg mécht, sinn d'Concertatioune vun de grousse Memberstaten, déi ëmmer méi oft an der Lescht am Virfeld vun den Décisiounen am Conseil geschéien. An dësem Sënn begréisse mir och d'Décisioun vun den dräi Ausseministere vun de Benelux-Länner, déi sech engagéiert hunn, sech och am Ufank vun all Présidence vun der EU ze gesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Traité ass déi richteg Äntwert, fir d'Zesummenaarbecht vun de Benelux-Staten ze regelen. En ass op laang Dauer ausgeriicht. E berücksichtegt déi laangjähreg Erfahrung vun der Benelux-Kooperatioun an e gëtt der Benelux-Zesummenaarbecht nei Impulser. Den Traité schaaft e Kader, dee genuch Flexibilitéit bitt, mä och Ziler definéiert. Hien erlaabt et, dat Erreechtent ze konsolidéieren, a mécht Dieren op fir d'Zesummenaarbecht an neie Beräicher. E liwwert iwwerdeems e stabile Kader an déi néideg Instrumenter, fir d'Benelux-Zesummenaarbecht ze förderen an och ze revitaliséieren. An deenen nächste Jore gëllt et, dëse Kader ze notzen an och dëse Kader mat Liewen ze fëllen.

Ech wollt nach bemierken, dass mir als Lëtzebuerg dat éischt Partnerland vun deenen dräi sinn, déi dësen Traité ratifizéieren, an ech hoffen, dass mer mat dësem Vote en Zeeche ginn un eis Kolleegen an der Belsch an an Holland.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marc Angel Merci, an als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem Rapporteur Marc Angel Merci ze soe fir säi schréftlechen an och elo mëndlech virgedroene Rapport. A senger Ried ass hien op déi wichtegst Eckpunkte vun dem Traité agaangen. Ech wëll nach just e puer Wuert bäihänken hei an der Kooperatioun Benelux.

Déi grouss Fro, déi sech am Joer 2008 gestallt huet, war déi: Solle mer den Traité virufueren, oder solle mer en ophalen? Et ware Kräften, där enger an där anerer, um Wierk. Sollt een d'Kooperatioun weidermaachen? Wéi gesot, et ass net ganz kloer erauskomm, mä iergendwann ass awer gemierkt ginn, dass de Pro, fir virunzefueren, iwwerweit. Däerf ech drun erënneren, dass dës Diskussiounen intensiv während der Lëtzebuerger Présidence vun dem Benelux-Parlament an de Joren 2007 an 2008 gefouert goufen? Ons Vertrieder aus der Chamber hei hunn do eng ganz gutt Aarbecht geleescht.

Fir d'Regierungen aus den dräi Länner Holland, Belsch a Lëtzebuerg war et awer vun Ufank u kloer, dass si de Benelux-Traité weiderféiere wollten. Si hunn awer ze verstoe ginn, dass si den Traité aus dem Joer 1958, deen den 1. November 1960 a Kraaft getrueden ass, nei orientéiere wollten. De Benelux-Traité sollt zu engem performanten Outil fir d'Aarbechten am 21. Jorhonnert ëmgestréckt ginn. Hie sollt eng nei Dynamik an déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht bréngen.

Dëst Zil ass fir d'Zukunft vun der Kooperatioun bäi Wäitem méi wichteg wéi déi historesch Missioun vun der Benelux, déi aus enger wirtschaftlecher Integratioun an der Schafung vun engem gemeinsame Maart bestanen huet. An dat war zu enger Zäit, wou d'Europäesch Unioun nach an der Wéi louch. An de 50er Joren, besser gesot an de 50 Joer vu senger Existenz sinn niewent de wirtschaftlechen Interessen nei Beräicher, ënner anerem den Ausbau vun de reellen a virtuellen Infrastrukturen, d'Landesplanung, d'Energieversuergung an den Ëmweltschutz wéi och den Tourismus derbäikomm. Doriwwer eraus sinn an der jéngster Vergaangenheet d'Beräicher Justiz an Affaires intérieures ëmmer méi wichteg ginn.

D'Ausaarbechtung vun deem neie Benelux-Traité war dofir och vum décidéierte Wëlle gedroen, dass sech net méi haaptsächlech op déi wirtschaftlech Aspekter sollt konzentréiert ginn. Dofir sollt och den Numm vun der Zesummenaarbecht tëschent den dräi Länner geännert ginn, an zwar „Benelux-Unioun", an net méi „Benelux-Wirtschaftsunioun", well jo aner Gebidder och mat bäikomm sinn. Et gëtt gewënscht, dass déi dräi Benelux-Länner weiderhin, obscho si am Verglach zu anere Memberstaten zu de Kleng- a Mëttelstate gehéieren, eng Virreiderroll bannent der Europäescher Unioun spille sollen an doriwwer eraus déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op verschiddene Sujete verdéiwe sollen.

Deen neie Benelux-Traité reit sech esou an d'Logik vun deem alen Traité an. Duerch den Traité, dee si bënnt, kënne si am Virfeld vun den europäesche Conseilen hir Positioun diskutéieren a mateneen ofstëmmen, fir méi Gehéier bei de Groussen ze fannen. Dat ass grad elo, an där schwiereger Zäit vu wirtschaftlecher Instabilitéit, wichteg, well een d'Gefill net lass gëtt, dass déi grouss Länner an der Europäescher Unioun sech zesummendoen, fir Europa no hire Visiounen nei ze uerdnen. Duerfir ass et wichteg, dass d'Benelux duerch concertéiert Aktiounen op der europäescher Bühn op sech opmierksam mécht, an dat zum Notze vu senge 25 Milliounen Awunner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, an der Zukunft bleiwen eng ganz Rei vu politesch relevante Beräicher bestoen, an deenen d'Gewiicht vun der Europäescher Unioun net esou ausgeprägt ass. No dem Subsidiaritéitsprinzip sollen op dem Niveau vun der Benelux déi Aarbechte gemaach ginn, no bei de Bierger, déi méi en direkten, grenziwwerschreidende Charakter droen.

Ech denken hei am Speziellen un déi grenziwwerschreidend Aspekter vun der Landesplanung, dem Tourismus, de grenziwwerschreidenden Naturparken, der Notzung vun erneierbaren Energien an der Zesummenaarbecht vun der Polizei, notamment am Beräich vun der Drogebekämpfung. Hei huet d'Benelux schonn eng Virreiderroll iwwerholl a kann als Beispill fir anerer déngen.

Am Programm vun der Benelux fir d'Joren 2009 bis 2012 sinn dräi Kärberäicher ausgewise ginn: de Bannemaart an d'Wirtschaftsunioun, déi nohalteg Entwécklung, d'Justiz an d'Affaires intérieures. Notamment den Aménagement du Territoire an d'Energieversuergung wéi och déi sozial Kohesioun stelle weider wichteg Elementer an dësen dräi Beräicher duer.

Et soll hei awer och op déi gutt Zesummenaarbecht mat den dräi Länner aus dem Baltikum higewise ginn, mat deene mer an de leschte Joren eng ganz intensiv Kooperatioun haten, ënner anerem an de Beräicher Bekämpfung vum Mënschenhandel, der Energieversuergung, der Drogeproblematik an dem Ëmweltschutz.

Mat de véier Visegrád-Staten hate mer keng esou eng gutt Kooperatioun. Do sinn déi Saachen net esou richteg virukomm. Wann et de Fall wier, da géif ee vläicht dovunner ausgoe kënnen, dass dräi Benelux-Staten, véier Visegrád-Staten an déi dräi baltesch State gemeinsam e flotte Kär kéinten duerstellen. Et ass nach e Wee fir déi nächst Joren.

Dass d'Benelux e liewegt politescht Element ass, beweisen d'Ufroe vun anere Regiounen a Länner an der Europäescher Unioun, fir mat ons zesummenzeschaffen. Esou läit, zum Beispill, de Wonsch vun dem däitsche Bundesland Nordrhein-Westfalen vir, dat sech gären un d'Benelux uschléisse wëllt. Deeselwechte Wonsch gëtt och vun der franséischer Regioun Picardie geäussert. Souguer am Rumm vun der Groussregioun gëtt et Leit, déi sech Gedanke maachen, d'Groussregioun an d'Benelux gemeinsam schaffen ze doen op verschiddene Sujeten. Mir schwätzen da scho vun „Benelux plus".

Zum Ofschloss wëll ech eng Konklusioun zéien: D'Benelux kritt mat dësem neien Traité eng nei Orientéierung, déi hir nei Aufgabe bréngt an domadder nei Chancen. Un ons ass et elo, d'Matbiergerinnen an d'Matbierger op dës politesch Entitéit hinzeweisen an hinnen déi Chancen a Méiglechkeeten ze erklären.

A well d'CSV an der Benelux eng wichteg politesch Stäip vun der Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun gesäit, kann ech och nëmmen hiren Accord zu dësem Benelux-Traité erabréngen a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och dem Rapporteur Merci soen, fir den Débat ageleet ze hunn iwwert d'Benelux, grad wéi mengem Virriedner. Ech hunn zwar liicht d'Gefill, wéi wann hei eng Verherrlechung gemaach gëtt vun där Benelux. Gewëss, d'Benelux huet an der Vergaangenheet eng ganz Partie positiv Elementer à son actif ze setzen. Ech denken do haaptsächlech un déi Impulsgeberfunktioun vun der Benelux-Assemblée, wou jo eng Partie Lëtzebuerger sech gutt geschloen hunn, déi deenen Débaten och déi néideg Dignitéit verliehen hunn an déi enger ganzer Partie Parlamentarier d'Méiglechkeet ginn hunn, mat de Ministeren aus deenen dräi Länner a Kontakt ze kommen.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, an enger Zäit, wou mer an Europa an engem Désordre institutionnel sinn, wat d'Benelux kann dozou bäidroen - dat ass menger Meenung no d'Kärfro -, fir deen Désordre institutionnel ze atténuéiere respektiv erëm aus der Welt ze kréien. Dat schéngt mer d'Kärfro ze sinn, déi an dëser Debatt muss ugeschnidde ginn.

D'Verherrlechung: Gutt, et kann ee positivéieren, mä et gëtt awer och eng Partie Schietsäiten. Zum Beispill, ganz rezent hunn ech d'Gefill, datt an enger ganzer Partie Dossieren d'Benelux net mat hirem ganze Potenzial geschafft huet. Ech denken zum Beispill un eng Partie Positiounen, wou mer keng Eenegkeet kréien.

An der Siègefro vum Europaparlament, déi de Moment net akut ass, hu mer ni eng Eenegung fonnt, weder mat de Belsch nach mat eisen hollännesche Partenairen. Ech hunn och d'Gefill, datt déi rezent Bankekris och net e Musterbeispill war vun engem gudde Fonctionnéiere vun der Benelux als politesche Forum. Ech hu bis haut nach keng richteg an zefridde stellend Äntwert kritt iwwert de Rôle, deen ënner anerem d'hollännesch Zentralbank gespillt huet beim Anhalen, beim Zréckhale vun de Reserve vun der AMRO-Bank.

Wann do déi Liquiditéiten der Bank Fortis hätte kënnen zougefouert ginn, hunn ech d'Gefill, hätt vläicht d'Kris, wann net prévenéiert, awer zumindest kënnen atténuéiert ginn. Mir hunn ni Äntwerte kritt op déi dote Froen. Ech wollt se awer trotzdeem nach eng Kéier opwerfen, fir och ze beweisen, datt, wann ee fir d'Pertinenz vun esou engem Gremium oder vun esou enger Institutioun wéi der Benelux schwätzt, een deen awer och da muss a méi kritesche Phase kënnen uruffen, gebrauchen, fir eben d'Partenairë méi no beieneen ze bréngen.

D'Vocatioun, déi d'Benelux huet, ass natierlech enorm grouss. Ech hu vum Désordre institutionnel geschwat. Do kënnt d'Benelux elo erëm eng Kéier Pionéieraarbecht leeschten a soen: Dat, wat elo zum Beispill Éisträich a Lëtzebuerg rezent passéiert ass, an déi Manéier, wéi déi, déi net zu deene ganz grousse Länner gehéieren, systematesch écartéiert gi bei gewëssenen Dossieren, sinn Experienzen, déi hunn der elo emol zwee ganz direkt gespuert, mä et sinn awer nach 20 bis 23 Länner, déi och kënnen an déi dote Situatioun kommen.

Wann een e G4 kreéiert an der Europäescher Unioun, da kreéiert een automatesch och e G23. De G4 sinn déi, déi mengen, si wiere beruff fir d'Wuel vun dräi Véierel vun der Mënschheet mat ze entscheeden. An de G23 sinn déi, déi spieren, datt se bei deem Décisiounsprozess net derbäi sinn. Esou eppes ass inakzeptabel. Ech hu bis haut nach keng Prise de bec héiere vum Benelux-Conseil, dee sech an där Hisiicht manifestéiert hätt.

Ech mengen, et wier déck Zäit, datt géif ugefaange ginn, eng strukturéiert Diskussioun ze féieren, wéi een dee Schued, dee bis elo scho geschitt ass, ka lues a lues reduzéieren a verhënneren, fir datt an Zukunft dat do net nach eng Kéier passéiert, fir datt de Benelux-Conseil och kann an Zukunft eng Quell vun Inspiratioun gi vun anere Länner, déi sech sichen an déi Kooperatioune wëllen erreechen zu zwee, dräi, véier Länner.

Et ass geschwat gi vun de baltesche Republiken, déi sech am Ufank vun der Benelux inspiréiere gelooss hunn, fir déi éischt Kooperatiounen an d'Wee ze leeden. Dat ass ganz positiv. Datselwecht gëllt och fir de Maghreb. Dat ass och an der Rei. Mä fir datt d'Benelux och dat Beispill, déi beispillhaft Funktioun ka virun ausféieren, muss se selwer eng Kéier mat sech ganz seriö zu Kouer goen, en Examen de conscience maachen a kucken, wat hir Strategie ass, fir an Zukunft an deem méi schwieregen internationalen Ëmfeld eppes ze bewegen.

Dat gesot, si mer selbstverständlech der Meenung, datt deen Text hei eis Zoustëmmung ka kréien. An ech géif och eise Kolleegen alleguer hei an der Chamber wënschen - déi eng exzellent Aarbecht maachen an deem Benelux-Conseil, woubäi „exzellent" nach vill ze vill schwaach ass, fir dat auszedrécken, wat ech emfannen, wann ech doriwwer schwätzen -, datt déi déi Impulser kënne weiderdroen, déi mir an deem méi bescheidene Rahmen heibannen zum Ausdrock bruecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt och selbstverständlech dem Rapporteur Merci soe fir seng gutt Aarbecht. Ech hunn dat an der Kommissioun gesinn, wéi intensiv hie sech domat ofginn huet. Ech wollt selbstverständlech och emol all deene Kolleegen heibanne Merci soen, déi an der Benelux täteg waren, am Benelux-Parlament, dem Roger Negri, dem President. Dat ass wierklech eng wichteg Aarbecht, déi net ëmmer richteg unerkannt gëtt, an ech wollt dat hei awer trotzdeem maachen.

Dann, Här President, just eppes Politesches, well ech keen esou grousse Spezialist vun der Benelux sinn. Déi Saachen, déi mer déi lescht Zäit hu missen zu Lëtzebuerg héiere vu groussen Noperen, déi Prozeduren, déi grouss Nopere mat anere grousse Länner ageleet hunn, fir méi kleng a mëttel Länner an Europa an d'Knéien ze kréien, weisen, dass déi laang Geschicht, déi Europa huet, nach net zu Enn ass. An déi laang Geschicht ass geprägt duerch de Wëlle vu grousse Länner, déi vill kleng a mëttel Länner, déi et an Europa gëtt, ze dominéieren, op déi eng oder aner Manéier. Dat ass an der Vergaangenheet heiansdo militäresch geschitt, dat gëtt elo méi diplomatesch oder iwwer aner Methode gemaach.

Duerfir wëll ech drun erënneren, dass d'Benelux, oder déi Zesummenaarbecht vun der Belsch mat Lëtzebuerg a mat Holland, och eng al Geschicht ass. Dat ass déi al Geschicht an den 30er Joren, wou kleng Länner probéiert hunn, sech géint deen Imperialismus, engersäits vun

Däitschland an anerersäits och vu Frankräich, ze wieren, fir also en Anker ze fannen, fir e bësse méi grouss ze sinn an duerch d'Zesummenaarbecht dann och deenen d'Stir kënnen ze bidden. Dat schéngt mer eppes ze sinn, wat bei der Benelux misst erhale bleiwen, also dee politesche Wëllen, zesummenzeschaffen.

Selbstverständlech, dat Konkret, dat Alldeeglecht ass wichteg, mä de politesche Wëlle muss do sinn. Deen ass leider net ëmmer do, an dat hu mer gesinn. Während dem Konvent ass probéiert ginn, trotzdeem e bësse méi politesch ze sinn, mä an deene leschte Joren an och an deene leschten Deeg ass dat net de Fall. Ech fanne schonn, dass d'Benelux méi politesch misst ginn, fir déi Roll, déi se huet, fir dräi kleng Länner an Europa zesummenzeschweessen an hinnen och méi politesche Poids an Europa ze ginn, wéi se dee vläicht eenzel hunn.

D'Benelux ass net iergendeppes; d'Benelux ass an dem Häerz vun Europa. D'Häerz vun Europa ass eben och tëschent Däitschland a Frankräich. Duerfir fannen ech d'Benelux esou wichteg, och fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg, a mir sollen ons also och weider doranner engagéieren.

Dat gesot, selbstverständlech si mer als Fraktioun mat deem Traité do d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. D'Benelux an d'Benelux-Kooperatioun ware während ganz laange Joren an am Fong och Jorzéngten e bëssen e Virbild an Europa fir d'Aart a Weis, wéi ee kéint zesummeschaffen tëschent europäesche Länner.

Et ass och duerfir keen Zoufall, dass grad d'Benelux sech mat de baltesche Republiken an enger méi enker Kooperatioun haut erëmfënnt, well och do nom Zesummebroch vun der Mauer a vun der Sowjetunioun no Beispiller gesicht ginn ass, wéi ee kéint Noperschaften an heiansdo och Feindschaften an der Zesummenaarbecht iwwerwannen. Fir déi Länner war d'Benelux e Beispill, wou ech net weess, wat hir Konklusioune sinn, déi se doraus konnten zéien. Mä Fakt ass: Si schaffen zesummen haut an enger enker Kooperatioun an inspiréiere sech haut nach ëmmer un der Benelux. Si sinn, zum Beispill, bei all de Plénières-Sitzunge vum Benelux-Parlament als Invités präsent a bedeelege sech och un deenen dote Sitzungen.

De Benelux-Traité muss awer erneiert ginn, well e juristesch ausleeft den 31. Oktober vum nächste Joer, no 50 Joer, an ech mengen awer och, well de Benelux-Traité vu sengem Contenu hier och ausgelaf ass oder amgaangen ass, auszelafen.

Ech wëll grad wéi de Kolleeg Charles Goerens d'Benelux net idealiséieren, mä ech mengen awer, dass d'Benelux laang Zäit e Rôle gespillt huet als juristesche Laboratoire, wann een esou wëllt, vun der europäescher Konstruktioun - e Rôle awer, dee se lues a lues verluer huet. Duerch déi ëmmer méi verstäerkten europäesch Integratioun ass deen dote Rôle vun der Benelux lues, mä sécher an den Hannergrond geréckelt an de leschten zwee Jorzéngten. Dat ass net schlecht, well mer jo eppes amplaz kritt hunn, wat duerchaus positiv ass. Dat bréngt awer déi, déi an der Benelux sinn, dozou, sech d'Fro mussen ze stellen, wéi eng Zort Kooperatioun mer dann an Zukunft ustriewen.

Nëmmen eng Verlängerung ze maache vum auslafende Benelux-Traité wär keng Äntwert gewiescht. Wuel ass de Wëllen do bei deenen dräi, fir weider zesummenzeschaffen, mä et konnt net op där Basis weidergemaach ginn, op där an de leschte 50 Joer zesummegeschafft ginn ass, well ganz einfach d'Realitéit vun der europäescher Konstruktioun d'Benelux vun engem groussen Deel vun hirer Substanz ganz einfach vidéiert huet. D'Realitéit huet de Benelux-Traité iwwerholl.

Duerfir war et noutwendeg, net nëmmen e juristesch auslafenden Traité ze erneieren, mä et war noutwendeg an ubruecht, deen Traité vu sengem Contenu hier ze erneieren.

Mir mengen als gréng Partei, dass een dem Benelux-Konstrukt nach ëmmer op deem Punkt wéi an der Vergaangenheet e politesche Rôle awer misst ginn, och um Niveau vun der Europäescher Unioun, manner als legale Laboratoire, awer nach ëmmer als e Grupp vu Länner, déi politesch zesummeschaffen.

Dat klappt am Moment net perfekt. Dat klappt am Moment net esou, wéi mer eis et géife wënschen. Mir hu Schwieregkeete gehat, wéi de Kolleeg Goerens schonn ugeschnidden huet. Mir haten anerer ronderëm d'Approbatioun vum Traité constitutionnel, wou mer jo alles anescht wéi aus engem Mond geschwat hunn.

Dir hutt jo all nach an Erënnerung, dass d'Hollänner den Traité via Referendum contrairement zu eis verworf haten. Dat war net näischt fir dräi Länner, déi gewinnt sinn, enk zesummenzeschaffen an e Stéck Virbild a Motor ze si fir anerer oder Beispill ze si fir anerer an der europäescher Konstruktioun. Dat war méi wéi seriöe Couac. Dat war awer net deen eenzegen an de leschte Joren.

Mir haten eis als gréng Fraktioun, zum Beispill, och gewënscht, dass ronderëm dee G20 do och anerer sech méi bemierkbar gemaach hätten, fir ze soen, dass dat net geet. Elo wësse mer och, dass d'Diplomatie net ëmmer an den Zeitungen, an der Öffentlechkeet stattfënnt, mä si fënnt awer och net ëmmer net an der Öffentlechkeet statt. An dat heite wär eng Geleeënheet gewiescht, fir sech méi bemierkbar ze maachen a kloer ze soen, dass dat doten un d'Grondlage geet vun der europäescher Konstruktioun an ënner kengen Ëmstänn kann akzeptéiert ginn a sech och net däerf widderhuelen.

Duerfir menge mer, dass um Niveau vun der Benelux, wann de politesche Wëllen nach ëmmer do ass, fir zesummenzeschaffen, et an den nächste Joren éischter och an enger méi konkreter Zesummenaarbecht sech misst bemierkbar maachen. Wéi gesot, manner dee Rôle vum legale Laboratoire, mä méi e praktesche Rôle am Alldag.

Dat maache mer zum Deel a souguer ganz gutt um Niveau vun der Coopération policière. Do gëtt et eng Abberzuel vun Initiative fir eng Coopération policière an der Benelux. Doriwwer gëtt et jo och en Traité. Et gëtt och den Traité vu Prüm, deen deelweis domat offiérft. Mir hunn eng ganz Rei praktesch Beispiller vu Kooperatioun tëschent deene Länner an de leschte Jore gehat, wat ganz sënnvoll Exercicë sinn, déi och do den Nationalstat iwwerwannen an am Fong eng gemeinsam Äntwert ginn op e Problem, dee jiddweree bei sech punktuell kann hunn. Dat ass eng wäertvoll Saach.

Mir kënnen eis awer genausou virstellen, dass ee méi praktesch kann zesummeschaffen a méi konkret kann zesummeschaffen am Beräich vun der Ëmweltpolitik oder och vun Elementer vu Mobilitéitspolitik respektiv vu Landesplanung. Dat si ganz konkret Terrainen, wou mer wëssen, dass mer d'Problemer komplett deelen, well mer wëssen, dass mer alleguerten iwwer wéineg Territoire verfügen, d'Belsch nach manner wéi mir, an d'Hollänner nach vill manner wéi d'Belsch a wéi mir. Mir mussen also enk gestache Planunge maachen op engem Territoire, dee sech op knapps 200 Kilometer Loftlinn regruppéiert. A wa mer do net zesummeschaffen am prakteschen Alldag vu Planungen, vun Eisebunnsschinnen, vun Stroosseprojeten, vu Kanalprojeten an anerer nach, an och am Ëmweltberäich, dann, mengen ech, hu mer eng Chance verpasst.

Dat wär an eisen Aen de méi konkrete Volet an den nächste Joren, éischter dat, wou d'Benelux nees kéint komplett hire Rôle erfëllen, eng reell Plus-value bréngen an tatsächlech och zu praktesche Resultater féieren, déi Kéier um Terrain a manner an den europäeschen Texter.

E bësse méi skeptesch si mer awer, wat d'Initiativ betrëfft, déi virun net allze laang geholl ginn ass tëschent der Benelux an Nordrhein-Westfalen. Do hu mer gemëschte Gefiller. Et ass absolut noutwendeg an ubruecht, dass hei an der Regierung zesummegeschafft gëtt mat den Nopeschregiounen an engem europäeschen an euroregionale Geescht, och mat Frankräich a mat anere Regiounen nach.

Allerdéngs, déi institutionell Vermëschung, déi mer maachen, wann engersäits State mat - an dësem Fall - engem Bundesland Accorden ofschléissen, do sinn ech net sécher, dass dat op all den Niveauen nëmme Plus-valuë bréngt. Duerfir, mir sinn net géint deen Accord, deen huet duerchaus eng Rei vu praktesche Virdeeler, déi mir zu Lëtzebuerg manner spiere wéi do an där doter Géigend, wou se méi zum Droe kommen, mä mir sinn awer der Meenung, dass d'Benelux net soll sech wéi e Verbond vu Regioune behuelen an net wéi e Verbond vu Regiounen optrieden, mä et ass an der éischter Linn nach ëmmer e Verbond vu Staten, dee ka Kooperatioune maachen.

Mä mir mengen net, dass een déi doten institutionell Form vu Kooperatioun och ze vill soll idealiséieren. Do gëtt et och Saachen, déi net dofir schwätzen. Dat soll ee vläicht mat aneren Instrumenter eiser Meenung no och méi zielführend vläicht probéieren unzestriewen. Déi do Vermëschung huet net nëmme Guddes.

Mä dat gesot, brénge mir eis Zoustëmmung fir den neie Benelux-Vertrag, well mer mengen a gleewe fest dorun, dass déi Benelux-Kooperatioun nach ëmmer eng exzellent Zukunft huet. Dass se eng exzellent Vergaangenheet huet, hu mer gesinn, mä hir gehéiert och d'Zukunft.

Mir freeën eis mat eise belschen an hollännesche Partner, nach méi enk an den nächste Jore kënnen zesummenzeschaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och ganz kuerz vu menger Säit. De Premier an ech, mir hunn de 17. Juni 2008 den neien Traité Benelux ënnerschriwwen.

Ech mengen, am Numm vun der Regierung däerf ech soen, dass mer frou sinn, dass d'Chamber esou séier geschafft huet, dass den Här Angel sech esou hannendrugesat huet, an en och net nëmmen e gudde Rapport gemaach huet an eng gutt Aarbecht gemaach huet, an awer och déi ganz Kommissioun, déi matgehollef huet.

Ech géif vläicht op e puer Remarquen agoen, déi hei gemaach gi sinn, och vläicht méi eng realistesch-kritesch vum Charles Goerens, a probéieren dann awer vläicht, dat Institutionellt, wat mer net däerfe vergiessen, eng Kéier an de Vierdergrond ze stellen.

Ech mengen, Dir wësst, dass déi dräi Regierunge jo wéi gesot hätte kënne soen: „Gutt, 50 Joer Benelux, et geet elo duer, institutionell brauche mer näischt méi bäizefügen." Ech mengen, dat wier e schlecht Zeeche gewiescht, well mer wëlle jo och alleguerten déi Acquisen, déi mer an der Vergaangenheet opgebaut hunn, mat eran an d'Zukunft huelen a virun allem och weisen, dass mir déi Virreiderroll, déi mer gespillt hunn, och an Zukunft wäerte behalen.

An ech soen nëmmen ee Wuert: Dat sinn déi véier Fräiheeten, déi véier Fräiheeten, déi elo d'Basis sinn an Europa. Déi véier Fräiheeten hunn an der Benelux bestanen, ier se an der Europäescher Unioun bestanen hunn.

Ech wëll och soen, dass mer wierklech jo probéiert hunn an d'Benelux-Parlament, wat och jo hei zu Lëtzebuerg mat getaagt huet - ech war d'leschte Kéier eng Kéier hei, wou de Roger Negri presidéiert huet a wou och de Marcel Oberweis eng ganz aktiv Roll gespillt huet -, an anerer hu sech och hei agesat, fir dass mer déi nei Créneauen, wéi zum Beispill an der Wirtschaft, d'nohalteg Entwécklung, d'Justiz, d'Affaires intérieures, vill grouss Projeten, och am Transport an esou weider, dass mer déi am Benelux-Rahme wëllen traitéieren.

Wat dee politeschen Aspekt ugeet, wëll ech jo hei kloer sinn, well ech jo all Dag erliewen, wéi politesch d'Benelux matenee fonctionnéiert. Mir kommen als Ausseministere regelméisseg zënter dem Enn vun eiser Présidence zesummen, virun all Conseil „Affaires générales", a wann ech hei...

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat war virdrun och.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Mä et war eng Zäit ënnerbrach, Madame Flesch, et war eng Zäit ënnerbrach. Et huet net méi bestanen, an no eiser Présidence hu mer erëm ugefaangen.

Do kucke mer ëmmer, ech géif soen, an 90% vun de Fäll vun Initiativen, déi mer huelen oder vu Reaktiounen, déi mer ofginn, si mer eis eens.

Mä mir sinn eis net iwwerall eens. Dat musst Der och verstoen. Et sinn dräi Länner, mä et sinn och dräi politesch Familljen, déi zum Beispill d'Ausseministere stellen: déi Liberal an der Belsch, déi Chrëschtlech-Sozial an Holland an dann hei zu Lëtzebuerg d'Sozialisten. Et ass net, dass déi politesch Trennung do elo all Kéiers d'Ursaach ass, wa mer Divergenzen hunn, mä et ass esou, dass mer zum Beispill eng Divergenz hunn, eng fundamental Divergenz, wéi mer mam Balkan sollen ëmgoen. D'hollännesch Säit an déi belsch Säit hunn eng aner Approche, wéi mir se hunn, wéi ee mat Serbien soll ëmgoen. Dat ass evident. Dat weess all Mënsch. Et gëtt och eng aner Sensibilitéit, fir mam Moyen-Orient ëmzegoen an deenen dräi Länner.

Et deet mer och leed, dass am Durban-Prozess, wou d'Belsch jo eng Virreiderroll gespillt hunn - si hunn d'Koordinatioun gemaach - a mir Lëtzebuerger komplett op där Linn waren, d'Kolleegen an Holland do, vläicht och duerch d'Geschicht bedéngt, eng aner Positioun haten.

Dat ass awer näischt Negatives, wat ech soen. Dat ass eben dee politesche Prozess, wou mer dra sinn. Awer den Här Goerens huet scho Recht: Wa mer institutionell d'Benelux als eppes dohinnerstellen, wou mer alles kënne léisen a wou mer ëmmer eng gemeinsam Positioun hunn, dat wier komplett falsch.

Mä trotzdeem: D'baltesch Länner zum Beispill inspiréiere sech gären un eis. Virun e puer Deeg ware mer zesummen, déi dräi Benelux-Ministere mat deenen dräi baltesche Ausseministeren, zu Veianen. Et gesäit een, dass et awer do eng ganz grouss Demande gëtt, fir e wéineg ze léieren, wéi mir dat gemaach hunn, wéi mer an der Benelux evoluéiert hunn. Well d'Kooperatioun tëschent de baltesche Staten zum Beispill ass op ville Gebidder null. Déi gëtt et net do.

Zum Beispill, och eleng, dass mir vertruede si vun de belsche Konsulater oder vun den hollänneschen Ambassaden, wat jo scho ganz laang besteet - ganz, ganz laang. Scho virum Krich ass et dat jo ginn.

(Interruption)

Voilà, d'19. Jorhonnert. No de Russe sinn d'Hollänner komm, déi eis vertrueden hunn. Mä ech mengen awer, dass dat zum Beispill Punkte sinn, déi een am Gespréich mierkt, dass se scho staark interesséiert sinn, wéi een hir Kooperatioun kéint verdéiwen.

Ech wëll nach vläicht ee Punkt soen, dee wichteg ass: D'Benelux ass keen Zwerg. An ech versiche just, mat dräi Chifferen lech dat ze soen. Politesch si mer net déi Stäerkst. Mä wa mer politesch am Conseil oder am Conseil européen zesumme Stellung bezéien, ass dat méi, wéi wann déi dräi Länner eenzel dat géife maachen. Mä ech kann lech soen: D'Benelux ass, wann een de PIB zesummerechent, déi sechst Force an der Europäescher Unioun. Si kënnt also direkt no deenen dräi Groussen, an no Italien a Spuenien ass d'Benelux.

Mir sinn an der Europäescher Unioun, wat de Commerce extérieur ugeet, un zweeter Plaz. Mir sinn un zweeter Plaz. No Däitschland kënnt d'Benelux. Um Niveau mondial si mer, wat de PIB ugeet, als Benelux déi 15. A wat de Commerce extérieur ugeet um Weltniveau si mer déi Drëtt. Dat heescht, no Amerika, no Däitschland, kënnt d'Benelux.

Dat si vläicht Chifferen, déi een net esou am Kapp huet, mä do gesitt Der, dass, wa mer och iwwert d'Benelux-Parlament schwätzen heibannen oder iwwert d'Kooperatioun an der Benelux, dat ass net nëmmen eng Additioun vun deenen dräi Länner. Dat stellt schonn eng Entitéit duer, déi jo ekonomesch ganz staark - wann een addéiert, selbstverständlech - an der Welt Gewiicht huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Vizepremierminister an Ausseminister Jean Asselborn Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 5970 ass ugeholl gi mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5970 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred

Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale. Et si schonn ageschriwwen: den Här Schaaf, d'Madame Flesch, d'Madame Spautz, d'Madame Loschetter, den Här Mehlen an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

9. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Haut schreiwe mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Stéck Sozialgeschicht hei zu Lëtzebuerg. Eng net méi un déi heiteg Zäiten ugepasste Gesetzgebung aus dem 19. Jorhonnert gëtt ausser Kraaft gesat. Et handelt sech méi speziell ëm déi kinneklech-groussherzoglech Bestëmmung, en Arrêté vum 11. Dezember 1846, deen d'Reorganisatioun an d'Reglementatioun vun de Wueltätegkeetsbüroe virhélt, an ëm d'Gesetz vum 28. Mee 1897 iwwert de sougenannten Domicile de secours. Et gëtt héich Zäit, obschonn de Législateur dat schonn 1938 ouni Succès probéiert hat, dass eis Gesetzgebung un d'Realitéite vun haut ugepasst gëtt, wéi dat schonn an eisen Nopeschlänner de Fall ass, an dass och elo zu Lëtzebuerg en elementaart Recht op Sozialhëllef agefouert gëtt.

Ëmsou méi dréngend ass et, well mer am Moment duerch eng schlëmm Finanz- a Wirtschaftskris ginn, wéi mer se an deene leschten 30 Joer net méi kannt hunn. An esou enger Phas, déi nach eng Zäitche wäert daueren, komme vill méi Leit, déi duerch d'Ëmstänn vun dëser Kris nach méi fragiliséiert ginn, a schlecht Dicher a wäerten op Sozialhëllef ugewise sinn.

Fir friddlech virun zesummenzeliewen an déi sozial Kohesioun am Land ze erhalen, brauche mer onbedéngt modern an un d'21. Jorhonnert ugepasste Moossnamen, fir d'Sozialhëllef hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Um Plang vun der Sozialpolitik goufen am leschte Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg eng etlech Gesetzesinitiative geholl. Dëst sinn alles wichteg Moossname géint d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung, déi sech awer op nationalem Plang ofgespillt hunn. Et ass elo absolut dréngend, fir d'Sozialhëllef och op lokalem, also kommunalem Niveau nei ze regelen.

Et sinn d'Gemengen, déi no beim Bierger sinn an déi domat beschtens placéiert sinn, fir de Mënschen an Nout an hirem direkten Ëmfeld déi néideg Hëllef zoukommen ze loossen iwwer eng Vernetzung vun den Hëllefsservicer um lokalen Niveau.

Villes huet sech geännert an deem leschte Jorhonnert. D'Aarmut huet en neit Gesiicht kritt a gesäit also net méi aus wéi fréier. D'Leit si mat vill verschiddene soziale Problemer konfrontéiert. Trotz eisem héije Wuelstand sinn awer och eng Rei Leit duerch d'Masche vum Filet gefall.

Et sinn net méi onbedéngt Leit, déi biedele ginn, Honger leiden a keen Daach méi iwwert dem Kapp hunn, mä Persounen, déi an enger fragiler familiärer, gesondheetlecher an Aarbechtssituatioun sinn. Konsumente mat wéineg Kafkraaft, deenen et u sozialen a kulturelle Kompetenze feelt an déi net seelen an d'Iwwerverschëldung ofgerutscht sinn.

Egal wéi, et ass e Fait, dass d'Aarmut en Däiwelskrees ass, aus deem ee schwéier nees erauskënnt. Duerfir brauche mir modern Instrumenter, déi un d'Besoinë vun de Leit ugepasst sinn an déi et erméiglechen, där neier Aarmut mat hire ville verschiddene Gesiichter ze begéinen, fir déi néideg Léisungen erbäizeféieren.

Och elo gëtt et schonn eng ganz Rei Gemengen, déi an hiren Offices sociaux oder an anere weidere soziale Servicer eng exzellent professionell Sozialaarbecht leeschten. Mä déi aktuell gesetzlech Dispositioune ginn awer oft anescht vu Gemeng zu Gemeng applizéiert, an net all Gemeng konnt sech bis elo och e professionelle Service ginn, dee fir dës Missiounen zoustänneg war. Noutsituatioune goufen en bon père de famille geregelt, wat leider net ëmmer duergeet, och wann d'Hëllef gutt gemengt ass. Déi betraffe Leit fille sech nämlech dobäi net wuel, mä éischter erniddregt an dëser Situatioun.

D'Gemengenentitéite selwer hu sech och verännert am Laf vun der Zäit, gradesou wéi dass d'Déplacementer vun enger Gemeng zur anerer och haut vill méi einfach a schnell sinn.

D'Kaderbedéngunge mussen also ugepasst ginn, an déiselwecht Konditiounen a Kritäre solle fir all Gemenge gëllen, fir wierksam a virun allem gerecht géint d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung zu Lëtzebuerg ze kämpfen, an dat an aller Dignitéit fir déi Mënschen, déi betraff sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptelementer vum virleiende Gesetzesprojet si folgend:

1. d'Aféierung vun engem Recht op Sozialhëllef. Jiddwereen, dee sech zu Lëtzebuerg ophält, huet d'Recht op Sozialhëllef, déi him et erméigleche soll, e mënschewierdegt Liewen ze féieren. Duerch d'Aféiere vun dësem formelle Recht fillen déi betraffe Leit sech manner ofgestempelt a si sinn net méi willkürlechen oder souguer erniddregenden Décisiounen ausgesat. D'Gesetz gesäit och verschidden Ausnahme vir. Wat och nei a ganz wichteg ass, ass, dass deen, deen d'Hëllef freet, elo d'Recht kritt, e Recours géint déi gehollen Décisiounen an d'Wee ze leeden.

2. de globalen a kohärente Charakter vun der Sozialhëllef. Bei der Ëmsetzung vun der sozialer Hëllef gëtt de Mënsch als e Ganzt gekuckt, mat all senge Problemer a Facetten. Hei gëtt op eng sozial Begleedung vun der Persoun an Nout gesat, wou selbstverständlech déi materiell Hëllef an eng Noutwunneng derzou gehéieren, mä déi awer nëmmen en Deel vun engem globale Suivi duerstellen. Esou gëtt d'Autonomie vun de Persounen a Famillje gefördert an eng sozial Ausgrenzung verhënnert.

D'Hëllef ass subsidiaresch zu deene bestehende soziale Rechter, an den Zougank zu deenen anere gesetzlech verankerte soziale Moossname gëtt erméiglecht, wann zum Beispill de Client un e spezialiséierte Service weiderorientéiert gëtt. Dat ass och eng Manéier, fir engem virunzehëllefen.

3. En drëtt wichtegt Element ass, dass déi Sozialhëllef op kommunalem Niveau verankert bleift. Andeems d'Sozialhëllef am Kader vun de Gemenge bleift, gëtt dem Wonsch vun de Gemenge Rechnung gedroen, fir d'Kompetenz op deem Gebitt ze behalen. Et erméiglecht och, grouss strukturell Changementer ze évitéieren an déi ganz engagéiert Aarbecht vu munche Gemengen am soziale Beräich ze respektéieren. Dës Hëllef op nationalem Niveau ze zentraliséieren, géif kee Sënn maachen an en onmoossegen Opwand bei der Ëmsetzung verlaangen.

4. ginn d'Strukturen an de Fonctionnement vun den Office-sociauxen ugepasst. D'Terminologie „Office social" ass bäibehale ginn, well se gutt agebiergert ass. Den Office social bleift weiderhin als öffentlech Ariichtung mat enger juristescher Personalitéit bestoen a fonctionnéiert och ënnert der Responsabilitéit vun der Gemeng.

D'Zuel vun den Office-sociauxe gëtt awer reduzéiert. All Gemeng vun op d'mannst 6.000 Awunner schaaft en Office social oder trëtt, wa se dat décidéiert, zesumme mat anere Gemengen engem gemeinsamen Office social bäi. D'Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner musse sech hirersäits mat enger oder méi Gemenge regruppéieren, fir op eng Mindestbevölkerung vu 6.000 Awunner ze kommen an esou e gemeinsamen Office social duerzestellen, deen ënnert d'Opsiicht vun där Gemeng, déi den Haaptsëtz kritt, gesat gëtt.

Déi Masse critique vu 6.000 Awunner stellt e räsonnabele Kompromëss duer, fir eng optimal Gestioun vun den neie Strukturen ze garantéieren an d'kommunal Autonomie esou wäit wéi et méiglech ass ze respektéieren. Esou gëtt e vergläichbare Qualitéitsservice am ganze Land ugebueden, deen no genuch beim Bierger ass.

5. Dat fënneft Haaptelement ass, dass de Bénéficiaire vun der Sozialhëllef mat responsabiliséiert gëtt. Als Géigeleeschtung zu där Hëllef huet den Office social d'Recht, fir eng aktiv Mataarbecht vum Betraffenen u sengem Hëllefsprojet ze verlaangen, deen zum Zil huet, fir seng Autonomie nees hierzestellen.

6. gëtt dann och de Fonctionnement vum Office social nei geregelt. Den Office social kritt e Verwaltungsrot, deen zoustänneg ass fir déi administrativ, finanziell a Personalgestioun. Urgent Décisiounen iwwert d'Hëllefsmoossname sinn och méiglech. De Buergermeeschter oder e Member vum Schäfferot kënnen un de Sitzunge vum Verwaltungsrot mat berodender Stëmm deelhuelen, wa si dat fir néideg fannen.

All Office social muss d'Matwierke vun op d'mannst engem Assistant social oder Assistant d'hygiène sociale a sengem Service fir Sozialaarbecht garantéieren. En huet dräi Méiglechkeeten, fir dëst ze realiséieren: entweder duerch eegent ugestalltent Personal oder duerch eng Konventioun mat engem net staatlechen Träger, deen d'Experienz op deem Gebitt huet an dee säi qualifizéiert Personal duerfir zur Verfügung stellt, oder awer duerch eng Kombinatioun vun deenen zwou Zorte Personal.

Och gëtt den Double emploi évitéiert, well de Gesetzestext virgesäit, dass enger Persoun, déi an enger Institutioun opgeholl gëtt, hir Openthaltsgemeng an där Gemeng bleift, wou se hiren offizielle Wunnsëtz huet.

D'Beruffsgeheimnis huet en héije Stellewäert bei deem virleiende Gesetzesprojet. Jiddwereen, dee sensibel Donnéeën am Kader vun den Aktivitéite vum Office social gewuer gëtt, muss sech un de Secret professionnel halen.

E weidert Haaptelement ass dann d'Verdeelung vun de finanzielle Chargen. Och wa gewëss finanziell Schwankunge vu Gemeng zu Gemeng festgestallt ginn, muss eng gerecht Verdeelung vun der finanzieller Belaaschtung tëschent dem Stat an de Gemenge virgeholl ginn. Et ass virgesinn, dass de Stat an d'Gemeng de jährlechen Defizit zu gläichen Deeler finanzéieren, ënnert der Konditioun, dass d'Quote-part vum sozioprofessionelle Personal eng op 6.000 Awunner a vum administrative Personal en hallwe Posten op 6.000 Awunner net iwwerschreit. Dee gläiche Prinzip gëllt fir d'Indemnitéite vum President an d'Jetons de présence vun de Verwaltungsrotmemberen.

Am Fall vun engem gemeinsamen Office social ginn d'Undeeler vun de Gemenge prorata zu hirer Bevölkerung fixéiert. Déi urgent humanitär Hëllefsmoossname ginn zu 100% zu Laaschte vum Stat.

All dës finanziell Bestëmmungen an déi partnerschaftlech Zesummenaarbecht ginn an enger Konventioun geregelt, déi d'Gemeng mat deem zoustännege Ministère, an dësem Fall dem Familljeministère, mat der oder de Gemengen ofschléisst. Wat doriwwer erausgeet, wéi Immobiliëkäschten, zousätzlech sozial Projeten oder d'Engagement vun zousätzlechem Personal, gëtt an engem extra Accord festgehalen.

Ervirzehiewe bleift nach, dass d'Personal vun de jëtzegen Office-sociauxe beim Transfert säi Statut an d'Kontrakter gradesou wéi all seng Rechter an Avantagë wäert behalen.

Nun zu de Préliminairë vum Gesetzesprojet. De Projet de loi N°5830 ass vun der Familljeministesch Madame Marie-Josée Jacobs den 22. Januar 2008 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs an e Kommentar vun deene jeeweilegen Artikele bäi.

Et koumen Avisen zum Gesetzesprojet era vun der Handelskummer, der Privatbeamtekummer, der Aarbechterkummer, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Handwierkerkummer, der nationaler Associatioun vun den Assistantsociauxen, Assistants d'hygiène sociale an Infirmiers gradués souwéi vun der konsultativer Kommissioun vun de Mënscherechter.

Der Vollständegkeet hallwer ass ervirzehiewen, dass nach aner Gremien drop gehalen hunn, hir Meenung matzedeelen. Et sinn dëst: de Gemengesyndikat Syvicol, d'Stied Lëtzebuerg an Esch-Uelzecht, d'Entente vun de Verwalter vun de Centres d'accueil EGCA, d'Lëtzebuerger Rout Kräiz an d'Associatioun ATD Quart Monde.

Den Avis vum Statsrot koum den 3. Februar 2009 eran, an en zousätzlechen Avis elo den 28. Abrëll.

An der Réunioun vun der Familljekommissioun vum 20. Mäerz 2008 gouf de Gesetzesprojet de Membere vun där Kommissioun virgestallt, an ech gouf als Rapportrice gestëmmt. Well de virleiende Gesetzesprojet awer e groussen Impakt op d'Gemengen hei am Land huet, gouf décidéiert, dass vun do un och d'Kommissioun vum Intérieur an der Landesplanung soll un de parlamentareschen Aarbechte bedeelegt ginn. Dat war de Fall den 20. Mee an den 9. Juli 2008.

D'Regierung huet dunn den 19. September 2008 Amendementer pour avis un de Statsrot adresséiert. Déi zwou Kommissioune sinn nach den 1. Abrëll an de 6. Abrëll 2009 zesummekomm, fir den Avis vum Statsrot ze analyséieren. Bei där Geleeënheet goufen eng Serie parlamentaresch Amendementer adoptéiert, déi dunn dem Statsrot den 10. Abrëll pour avis weidergereecht goufen. An der Réunioun vum 21. Abrëll hunn déi zwou Kommissiounen nach en Amendement ugeholl, an ech hunn de Projet vum schréftleche Rapport presentéiert.

Den 28. Abrëll ass dunn den Avis complémentaire vum Statsrot komm, an dee gouf an der Réunioun vum 30. Abrëll vun den zwou Kommissiounen analyséiert. Schlussendlech gouf den definitive Rapport de 5. Mee 2009 majoritär ugeholl. D'Kommissiounen hunn décidéiert, dee vun hinnen amendéierte Projet de loi engem éischte Vote ze ënnerbreeden, trotz der verbliwener Opposition formelle vum Statsrot. Ech wäert nach spéider a mengen Ausféierungen dorop zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all déi offiziell Avisë stinn der virleiender Gesetzesinitiativ positiv géigeniwwer. D'Privatbeamtekummer, d'Aarbechterkummer an d'Statsbeamtekummer begréisse besonnesch d'Aféierung vun engem Recht op Sozialhëllef, och wa se dat gäre méi prezis definéiert hätten.

D'Handelskummer, d'Privatbeamtekummer an d'Aarbechterkummer beschäftege sech och mam Regroupement vun de Gemengen. An och zum Statut vum Personal vum künftegen Office social goufen Iwwerleeunge gemaach. Déi Interesséiert bieden ech, an dësen zimlech detailléierten an deelweis och kriteschen Dokumenter nozeliese fir weider Informatiounen.

Wat seet de Statsrot zu deem Gesetzesvirschlag a wéi sinn déi parlamentaresch Aarbechten en fonction dovunner verlaf? Am Prinzip ass de Statsrot mat der Schafung vun engem Recht op Sozialhëllef hei zu Lëtzebuerg averstanen. Mä en huet dräi Opposition-formellen ausgeschwat. An zwar déi folgend:

Déi éischt bezitt sech op de virgesinnene forcéierte Regroupement vun de Gemenge gemäss enger Awunnerzuel vu 6.000. De Statsrot invoquéiert de Prinzip vun der kommunaler Autonomie, dee confirméiert gouf vun der europäescher Charta vun der kommunaler Autonomie, déi zu Stroossbuerg de 15. Oktober 1985 ënnerschriwwen an duerch d'Gesetz vum 18. Mäerz 1989 approuvéiert gouf.

Weider wär de Prinzip vun der kommunaler Autonomie consacréiert duerch den Artikel 107(1) vun der Constitutioun. D'Initiativ, fir sech ze regruppéieren, misst imperativ vun de Gemenge selwer ausgoen, déi eleng iwwert hir Organisatiounsform ze bestëmmen hätten.

Da schléit de Statsrot vir, dass déi Gemengen, déi sech wéilte regruppéieren, dat ënnert der Form vun engem Gemengesyndikat maache kéinten, deem säi gesetzleche Kader duerch d'Gesetz vum 23. Februar 2001 ginn ass. Fir dann en Office social vun enger eenzeger Gemeng organiséiert ze kréien, schléit déi héich Kierperschaft vir, fir en zousätzleche spezifesche gesetzleche Kader am Gemengegesetz vun 1988 anzeféieren an en Établissement public communal do ze schafen, deem en da seng Organisatioun a säi Fonctionnement regelt.

Dëse gesetzleche Kader kéint esou an der Zukunft och fir aner Missioune vun de Gemenge gëllen. D'Kommissiounen hunn awer festgehalen, dass dës Opposition formelle net gerechtfertegt wier, an dat aus méi Ursaachen.

Et ass fonnt ginn, den Artikel 107 vun der Constitutioun misst a senger Integralitéit gekuckt ginn. De Paragraph 5 vun deem Artikel seet nämlech, dass d'Gesetz géif d'Kompositioun, d'Organisatioun an d'Attributioune vun de kommunalen Organer regléieren. De Gesetzgeber kann also iwwer e speziaalt Gesetz d'Kompetenze vun der Gemeng regelen.

Och den Artikel 3 vun der europäescher Charta iwwert d'kommunal Autonomie misst méi genee gekuckt ginn. Do gëtt déi kommunal Autonomie beschriwwen als d'Recht an d'Capacitéit vun de lokale Kollektivitéiten, fir e groussen Deel vun den öffentlechen Affären ënnert hirer eegener Responsabilitéit ze verwalten an ze regelen, mä am Kader vum Gesetz.

Zousätzlech muss een den Artikel 108bis vun der Constitutioun a Betruecht zéien, dee seet, dass d'Schafung vun Établissements publics, déi d'zivil Personalitéit hunn, formell dem Gesetz iwwerlooss ass, wou och d'Organisatioun an den Objet dovu bestëmmt ginn. D'Gemenge wieren also eigentlech net befugt, fir öffentlech-rechtlech Ariichtungen ze constituéieren.

Aus dësen Ursaachen hunn déi zwou parlamentaresch Kommissiounen déi Objektioun vun der Netkonformitéit zu der Constitutioun vum virleienden Text net opgegraff an hunn décidéiert, de System, dee vun der Regierung proposéiert gouf, bäizebehalen, wat se dem Statsrot och matgedeelt hunn.

A sengem komplementaren Avis awer erkennt de Statsrot dës Argumentatioun net un an insistéiert op de Prinzip vun der Autonomie communale, déi de Gemengen d'Fräiheet géif loossen, sech esou ze regruppéieren oder och net, wéi si dat wéilten.

Weider verweist en op d'Virbereedungsaarbechte vum deemolege Gesetzestext, deen den Artikel 108bis vun der Constitutioun aféiert, wou sech eigentlech net op d'Établissements publics communaux bezu gi wier.

D'Kommissiounen hunn awer, wéi scho gesot, décidéiert, dee vun hinnen amendéierte Projet de loi trotzdeem engem éischte Vote ze ënnerbreeden, ofgesi vun der verbliwwener Opposition formelle vum Statsrot. D'Aarbecht vun den Office-sociauxe soll nämlech effikass organiséiert ginn an op eng koordinéiert Aart a Weis hei am Land stattfannen. Ausserdeem ass fonnt ginn, dass dat aktuellt Ëmfeld vu Kris et géif dréngend verlaangen, fir en ugepasstent legaalt Instrument am Beräich vun der sozialer Hëllef ze hunn.

Déi zweet Opposition formelle koum beim Artikel 23, deen d'finanziell Bedeelegung vum Stat a vun de Gemenge regelt. De Statsrot kritiséiert, dass déi virgeschloen Approche riskéiert zu enger manner héijer staatlecher Zouwendung fir d'Gemengen ze féieren, wéi dat bis elo de Fall wier.

Weider notéiert en, dass d'Prozedur an de Kalenner, no deem d'Budgeten an d'Konte vun den Office-sociauxe sollen approuvéiert ginn, d'Gemengen zu enger Virfinanzéierung forcéieren, während engem oder souguer zwee Budgetsexercicen.

Ausserdeem hieft en ervir, dass de virgesinnene staatleche System net de groussen Differenzen tëschent de Gemengen am Beräich vum Indigénat Rechnung dréit, an dass och aner Kritäre wéi den demographesche Faktor hätte kënnen a Betruecht gezu ginn. Doropshi proposéiert de Statsrot eng nei finanziell Opdeelung vun de Käschten.

De Stat soll och d'Finanzéierunge garantéieren ënnert der Form vu monatlechen Acompten. Déi héich Kierperschaft ënnersträicht nach, au vu dass d'Gemenge sech zu engem groussen Undeel un de Käschte vun hiren Office-sociauxe bedeelegen, et net duergeet, dass den Office social der Gemeng just säi Projet de budget virleet. Den Artikel 107 vun der Constitutioun géif verlaangen, dass d'Gemengen d'Finanzverwaltung vun deenen Office-sociauxe misste kënne kontrolléieren. Fir de Fall, wou dat esou géif stoe bleiwen, kéint de Statsrot keng Dispens vum zweete constitutionnelë Vote ginn.

Déi zwou Kommissiounen hunn doropshin décidéiert, den Artikel ëmzeformuléieren. Si hunn iewel de Statsrot net suivéiert, wat d'Spillregele vun der finanzieller Bedeelegung ugeet, an dat aus verschiddenen Ursaachen.

Entgéint dem Statsrot senger Meenung, d'Gemenge kéimen elo finanziell méi schlecht ewech, ass ënnerstrach ginn, dass déi staatlech Bedeelegung sech op zousätzlech Ausgaben ausweit, wéi d'Secoursen un d'Leit, d'Verwaltungskäschte vum Office, d'administratiivt Personal, d'Indemnitéiten an d'Jetons de présence.

Ervirzehiewen ass, dass fir de Moment d'Gehälterkäschte vum eegene Personal vum Office social net vum Stat zréckbezuelt ginn. Hei koum et zu enger animéierter Diskussioun an der Kommissioun, well et kéint sinn, dass déi méi kleng Gemenge riskéieren, méi schlecht ewechzekomme wéi déi grouss. Rechnunge sinn iwwerhaapt ganz schwéier, well d'Situatioun sech vu Gemeng zu Gemeng anescht presentéiert.

Et muss awer nach gesot ginn, dass d'Gemengen elo vun aller finanzieller Bedeelegung un de Placementskäschte vu Persounen an Institutioune wäerten entbonne ginn. Doriwwer eraus ginn d'Auslandsplacementer de Gemengen am Moment guer net verrechent.

D'Kommissiounen hunn och nach dem Statsrot seng Propos iwwerholl, fir en 100%ege Remboursement vun den humanitären Hëllefe virzegesinn.

Da gouf proposéiert, de Paragraph 3 ëmzeänneren an de System vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat iwwert de Wee vu Konventiounen ze regelen, well domat de Problem vun der Virfinanzéierung duerch d'Gemengen aus der Welt geschaf wier. De System vun de Konventiounen, déi de Stat schonn zënter Jore mat villen öffentlechen a privaten Träger ofschléisst, huet seng Preuvë gemaach, souwuel wat d'Finanze wéi wat d'Zesummespill vun de Partner ubelaangt.

Dann déi drëtt Opposition formelle. Den initialen Artikel 24 huet eng Virmundschaft vun den zwee implizéierte Ministèrë par rapport zu den Office-sociauxe virgesinn: engersäits dem Familljeministère an anerersäits dem Innenministère. Hei huet de Statsrot insistéiert an ervirgestrach, dass am Kader vun der kommunaler Autonomie d'Gemenge missten d'Organisatioun an d'Koordinatioun vum soziale Bäistand duerch d'Schafung vun Office-sociauxe selwer an d'Hand huelen, a si géife jo och e substanziellen Deel vum Defizit iwwerhuelen.

Déi zwou Kommissiounen hu festgestallt, dass d'Lecture vun deem Artikel eleng effektiv den Androck géif ervirruffen, wéi wann de Stat sech dat do wéilt ënnert den Nol rappen. Dat war awer kengersäits d'Intentioun vum Gesetzgeber. Vu d'Ëmformuléierung vum leschte Paragraph vum Artikel 23 an déi souwisou am Gemengegesetz vun 1988 verankert Roll vum Innenministère par rapport zu de Gemengen, gouf dunn décidéiert, den Artikel ze sträichen, esou wéi de Statsrot dat gefrot hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach weider Kommentaren zum Avis vum Statsrot an de parlamentareschen Aarbechte maachen. Déi zwou Kommissiounen hunn op anere Punkten dem Statsrot seng Remarquen a Suggestioune suivéiert an och eegen Amendementer zréckbehalen. Ech wëll vun deene Punkten der just e puer erauspicken, well dat géif soss ze wäit féieren. Fir weider Detailer bieden ech déi Interesséiert, a mengem schréftleche Rapport nozeschloen, wou e ganz detailléierte Commentaire des articles virzefannen ass.

Wat d'Objektiver an d'Definitioun vun der sozialer Hëllef ubelaangt, esou hu sech déi zwou Kommissioune gréisstendeels dem Statsrot ralliéiert. Dës ass elo net méi op éischt Hëllefsmoossname reduzéiert, mä et geet ëm eng méi global a ganzheetlech Approche zu der Persoun an Nout, déi soll kënnen e mënschewierdegt Liewe féieren an déi och solle méi längerfristeg kënne begleet ginn.

Och de virgesinnene Solidaritéitskontrakt mat Rechter a Flichten, dee sollt mat der Persoun an Nout ofgeschloss ginn, ass opgrond vum Statsrot senge Bedenke fale gelooss ginn. An et ass dunn an engem spéideren Artikel, dem Artikel 7, op eng aktiv Bedeelegung an eng Responsabilisatioun vun de Betraffene Wäert geluecht ginn.

No längeren Diskussioune gouf décidéiert, dass den Office social eng öffentlech-rechtlech Ariichtung gëtt, déi ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge fält an déi net privatrechtlech gefouert gëtt. E parlamentareschen Amendement huet nach präziséiert, dass d'Successioun vun engem opgeléistenen Office social, am Fall wou e sech als eenzelnen Office social constituéiert, net un d'Gemeng fält.

Wat dann d'Beschreiwung vun de Missioune vun engem Office social am Artikel 7 ubelaangt, esou hunn déi zwou Kommissiounen déi méi prezis a méi detailléiert Beschreiwung vum Statsrot iwwerholl.

Den Artikel 19 gouf ëmformuléiert, fir kloerzestellen, dass de Verwaltungsrot säi Service ka selwer organiséieren, wat d'Personal ubelaangt. No längerer Diskussioun ass och do festgehale ginn, dass den Office social dräi verschidde Méiglechkeeten huet, fir op professionellt Personal zréckzegräifen, wéi ech et am Ufank beschriwwen hunn.

Duerch en Amendement gouf dann nach eng Definitioun vun de Waasserkäschte bäigefügt.

Och kënne laut neiem Artikel 31 elo Secoursë vum Office social no enger méi vereinfachter Prozedur zréckgefrot ginn.

Schlussendlech soll dat elo hoffentlech gläich fir d'éischt gestëmmtent Gesetz den 1. Januar 2010 a Kraaft trieden, bis op déi Dispositiounen, déi d'Astellung vun zousätzlechem Personal beim Familljeministère virgesinn. Sou hunn d'Gemengen déi néideg Zäit, fir sech op dës wichteg Sozialreform virzebereeden, déi sécherlech d'sozial Landschaft hei zu Lëtzebuerg wäert veränneren a virun allem e ganz gutt Stéck wäert verbesseren am Sënn vun deene Leit, déi op déi Hëllef ugewise sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen. Un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe, déi hei zimlech gefuerdert waren, virun allem d'Madame Marianne Weycker an hiren Assistent, a besonnesch dem Här Generalsekretär Claude Frieseisen Merci fir säin Engagement an dësem Dossier.

E weidere Merci geet un d'Mataarbechter aus der Fraktioun wéi och d'Madame Familljeministesch an hir Beamten.

Besonnesch wëll ech déi konstruktiv Ambiance ervirhiewen, déi tëschent de Membere vun den zwou Kommissioune bestanen huet, och wann d'Diskussiounen emol hëtzeg waren. An der Saach war ee sech am Fong eens, wann och net ëmmer iwwert de Wee fir dohin ze kommen.

Duerfir wäert de Vote och nëmme bal unanime sinn. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Sylvie Andrich fir deen net einfache Rapport, dat huet een héieren, Merci soen a gläichzäiteg eis Félicitatiounen zum Ausdrock bréngen. Net manner wéi 55 Säiten huet dee schréftleche Rapport, an och dee mëndleche war vun enger, mengen ech, grousser Qualitéit. Virun allem huet hatt ëmmer de klore Kapp behalen an all deenen Diskussiounen, déi mer haten, an ëmmer erëm eis alleguerten op d'Schinn zréckbruecht vun der Diskussioun. Duerfir, Sylvie, mäi grousse Respekt hei vun dëser Plaz.

Wat maache mer haut? Mir reforméieren haut d'Office-sociauxen. Mir stellen domadder d'Sozialaarbecht vun de Gemengen op eng nei Basis a ginn der biergernoer Sozialhëllef nei Bedéngungen. An eigentlech ass et och esou, an dorëm geet et, dass mer de Mënschen, déi Ënnerstëtzung brauchen, och mat dësem Projet nei Rechter ginn.

Dat ass jo Grond genuch fir emol eng Kéier ze hannerfroen, wat een dann eigentlech dorënner versteet, wann ee vu Sozialhëllef schwätzt, wat domadder gemengt ass, wat fir eng Konsequenzen et huet a wat fir eng Auswierkungen an der Praxis.

D'Sozialaarbecht definéiert sech an éischter Linn duerch d'Formuléierung vun hirem Zil, manner duerch d'Formuléierung vun hire Moyenen. An engem Saz géif ech et esou résuméieren: D'Sozialaarbecht huet zum Zil, Mënschen, déi ëm Hëllef froen, professionell ze ënnerstëtzen, fir dass si progressiv d'Maîtrise vun de Relatiounen, déi se hunn, erëmkréien.

Et kléngt e bësse komplizéiert, ass awer eigentlech relativ einfach.

Den Objet vun der Sozialaarbecht sinn all déi net zefridde stellend Relatiounen, déi d'Mënsche mat hiren Ëmwelten, am Pluriel, hunn. Indikativ kann dat eng Relatioun mat Geld sinn, eng mam Alkohol, eng mam Liewenspartner, eng mat de Kanner, mat der Schoul, mat der Justiz an esou weider an esou fort.

Et geet drëm, de Mënschen ze hëllefen, Meeschter ze ginn iwwert déi Relatiounen, fir eben en autonoomt an ausgeglachent Liewe kënnen ze féieren. An et geet drëm, sech selwer als Sozialaarbechter oder als Service iwwerflëssig ze maachen, esou dass de Client vun der Sozialaarbecht erëm eleng am Liewen eens gëtt a säi perséinleche Liewensprojet ka realiséieren.

D'Sozialaarbecht ass do dernieft also gehalen, och konkret Léisungen op konkret Problemer ze fannen an unzebidden.

De soziale Service, an dësem Fall de Service vum Office social, huet ee gesamtgesellschaftlechen Optrag, fir d'Solidaritéit tëschent de Mënsche professionell ze organiséieren an esou och fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft ze suergen.

Mir brauche kompetent sozial Servicer, fir de Mënschen d'Sécherheet ze ginn, dass dës Gesellschaft si net hirem Schicksal iwwerléisst, wa si eemol Hëllef néideg hunn. Déi Hëllef ass entweder materiell, an dacks ass dat den Ausléiser, fir iwwerhaapt Hëllef froen ze goen, oder et ass eng Berodung, eng administrativ Hëllef, e Bäistand, eng Vermëttlung an esou weider.

Dëst Gesetz huet den Usproch, fir iwwerall am Land déiselwecht Leeschtunge sécherzestellen a méiglecherweis och unzebidden. Den Exposé des motifs vum Gesetz an och de Rapport ginn op déi Tatsaach an, dass et net iwwerall am Land déiselwecht Äntwerten op déiselwecht sozial Problemer gëtt, an dass net all Bierger déiselwecht Konditiounen an déiselwecht Prozedure begéint; kuerz: also net iwwerall am Land haut déiselwecht Hëllef kritt.

Mam virleiende Projet huet eis Ministerin sech engem däregen Dossier ugeholl, an et muss een hir félicitéiere fir hire Courage an hir Tenacitéit an där Saach. Dat ass en ausgeglachenen Text, dee vill diskutéiert ginn ass. Ënner anerem och am Syvicol, an deenen zwou Kommissiounen, dann awer och an de Majoritéitsfraktiounen. Schliesslech ass e Kompromësstext erauskomm, dee menger Lecture no ee ganz gudden Text ass.

Zënter 1792, esou fanne mer et am Exposé jo erëm, wou dëst Land iwwert d'Bureaux de bienfaisance verfügt, sinn d'Gemenge gehalen, fir sech de soziale Problemer vun hiren Awunner unzehuelen. Allerdéngs maache se dat, wéi gesot, jo net ëmmer all mat därselwechter Begeeschterung.

An der Kommissioun huet den Här Gira sech drëm gesuergt, dass d'Sozialaarbecht nëmmen dann zu enger lokaler Prioritéit vun de Gemengeverantwortleche géif ginn, wann de Schäfferot oder de Buergermeeschter selwer och Member am Office social wier. Et ass eng Vue, déi ech net deelen. Well wann dat esou wier, da bräichte mer haut dat Gesetz net, dann hätten an deene leschten 160 Joer all d'Gemengen am Land Zäit gehat, fir op hirem lokale Plang hiren Office social mat kohärente Strukturen, Opträg a Moyenen esou ze équipéieren, dass dat eng reell Prioritéit wier haut fir alleguerten d'Leit.

Dat ass op enger Rei vu Plazen och geschitt. Dat ass awer net iwwerall geschitt an och net iwwerall am selwechte Mooss.

Eng Gesellschaft zeechent sech als eng kohärent Liewensgemeinschaft aus, wann d'Solidaritéit do hir Plaz huet, wann d'Mënsche sech kënnen drop verloossen, dass se eben net verlooss sinn, wa se eemol Hëllef brauchen. Si brauchen also niewent de juristesche Rechter och sozial Rechter.

Mir hunn an de Jorzéngten e sëllechen nei Leeschtunge geschaf: de Fonds national de solidarité, de Service national d'action sociale, den RMG, d'Fleegeversécherung, eng Heizungszoulag, Kannergeld, de Congé parental, Chômage, d'Onfallversécherung an esou weider an esou fort. Et kann ee se net all opzielen. All déi Servicer sinn Déngschtleeschtungen a sinn och Rechter, déi domadder verbonne sinn. An haut gëtt elo eben hei och e Recht op Sozialhëllef geschaf. Dat ass nei an dat ass gutt esou.

Dat Gesetz hei professionaliséiert awer och d'Sozialhëllef. Duerfir gëtt et eng Rei gutt

Grënn, fir mat deenen, déi ëm Hëllef froen, zesummen e Bilan ze maachen, eng komplett an eng gutt Analys vun hirer Situatioun, fir emol ofzeklären, wat hir reell Demande ass, wéi hir sozial Rechter dostinn, wéi eng spezialiséiert Servicer hinnen nach kënnen hëllefen, wat fir eng Leeschtunge vu Stat a Gesellschaft si an Usproch kënnen huelen an ënner wéi enge Konditiounen. Alles dat verlaangt e grousst Fachwëssen iwwer eis Sozialgesetzgebung engersäits an och awer eng gutt Ausbildung an eng gutt sozial Methodik op där anerer Säit.

An der Sozialaarbecht entsteet dernieft tëschent dem Client vum Service an dem Professionellen eng Relatioun. An nëmmen, wann déi Relatioun op eng gutt Vertrauensbasis opbaut, da kann och de Prozess zu engem Succès féieren.

Duerfir ass de Secret professionnel vu grousser Wichtegkeet an d'Vertraulechkeet vun den Donnéeë muss garantéiert sinn.

Den Artikel 21 verweist duerfir all d'Membere vum Office social op de Secret professionnel am Ëmgank mat den Donnéeën, déi am Kader vu senger Missioun erhuewe ginn.

Et ass och ënner anerem dofir, wou et aus menger Siicht problematesch ass, dem Statsrot senger Propos gerecht ze ginn, d'Office-sociauxen iwwert de Wee vu Syndikaten ze organiséieren. Laut Syndikatsgesetz vum 23. Februar 2001 sinn all Sitzungen öffentlech, grad wéi bei engem Gemengerot. Am Prinzip kann een also nolauschtere kommen, wann iwwer sozial Problemer vun de Matbierger diskutéiert an entscheed gëtt.

Dat ass esou onméiglech a widdersprécht all deontologeschem Prinzip. Et dierft kee Sozialaarbechter - e géif sech strofbar maachen - Detailer aus senger sozialer Enquête matdeelen. Am Fall vun engem Syndikat misst da schonns ëmmer e Huis clos ausgeruff ginn, deen d'Majoritéit jo kéint décidéieren, deen awer net d'office d'Regel ass. A souguer wann e Huis clos do ass, kann all Gemengerotsmember virun der Sitzung den Dossier liese goen a sech souguer Kopië maachen.

Mech erstaunt awer och, dass de Conseil d'État zwee verschidde Weeër proposéiert: den Établissement public, wann eng Gemeng eleng bleift, awer keen Établissement public, wa se net eleng bleift, mä dann e Syndikat. An där Logik hätte mer zwee Modeller, zwou gesetzlech Basen, eemol Privatpersounen an engem Conseil d'administration, an eemol gewielte Lokalpolitiker am Comité vun engem Syndikat.

No dëse kuerzen Ausféierunge wëll ech awer am Résumé e puer Punkten ervirsträichen, déi mer besonnesch an deem Gesetz hei wichteg sinn.

Éischtens emol sinn d'Ënnerscheeder vun der sozialer Hëllef an Noutsituatiounen tëschent de Gemengen, esou wéi se haut bestinn, net an der Rei. Gemeinsam Regelen, Konditiounen a Prozedure si schonn noutwendeg, fir eng Cohésion sociale am Land a fir och e Gefill vu sozialer Gerechtegkeet wouerzemaachen.

Zweetens ass et esou, dass, an ech hunn et gesot, d'Komplexitéit vun de soziale Regelen an eiser Gesetzgebung esou ass, dass se no enger professioneller Prise en charge verlaangt. Et muss séchergestallt ginn, dass d'Leit zu hire Rechter kommen. An dofir ass et och néideg, dass se richteg a kompetent beroden a begleet sinn.

Drëttens, d'Äntwert op e soziale Problem ass net ëmmer eng reng finanziell. Den Office social vun der Zukunft kritt eng aner Vue vun de Saachen, wann all Demande duerch eng Enquête sociale geklärt a preziséiert gëtt.

D'Aarbecht vum Office social kann nei Äntwerte fannen, eng Zort Kontrakt mat de Leit maachen, Initiativen huelen um Gemengeplang, déi iwwert den Eenzelfall erausginn. Dofir ass et wichteg a richteg, d'Sozialaarbecht ze professionaliséieren.

Dat, an dat schéngt mer awer och e wichtegen Aspekt ze sinn, geet awer nëmmen, wa mer d'Office-sociauxen zesummeleeën. Et muss eng sougenannte Masse critique definéiert ginn, déi e Poste vun engem Sozialaarbechter rechtfertegt. Déi Definitioun ass elo bei 6.000 Awunner festgeluecht ginn.

De Statsrot opposéiert sech jo hei, well mer de Gemengen eppes imposéieren an esou d'Autonomie communale net respektéieren. Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn, a wann et de Gesetzgeber ass, deen eleng d'Fonctioune vun der Gemeng regelt, da muss och dëse Gesetzgeber kënnen an dësem Fall d'Konditioune vun der Ausféierung vun de Gemengemissioune regelen.

Fënneftens ass et esou, dass d'Professionaliséierung och eng Diversifizéierung vun der sozialer Hëllef erlaabt. Et geet eben net nëmmen ëm punktuell Geldleeschtungen. Et kënne ganz verschidde sënnvoll Aktioune festgeluecht ginn, déi der eenzelner Persoun, der Famill, de Kanner an esou weider wichteg sinn, um Wee vun enger besserer gesellschaftlecher Integratioun.

Et ass wichteg, ze soen, dass d'Sozialaarbecht haut an der Methodik dacks op eng kontraktuell Aart a Weis gefouert gëtt an zu Resultater féiert. Dëst Gesetz gesäit dat och expressis verbis vir. Do ginn eben net méi nëmmen eesäiteg Leeschtunge verginn. Do kënnen Ofmaachunge getraff gi mam Zil, wéi ech dat aganks gesot hunn, déi maximal Autonomie vun de Leit ze erreechen an ze stäerken, andeems si dann och selwer mat Acteur am Hëllefsprozess sinn a musse sinn.

Schliesslech schaaft dat Gesetz eben ee Recht op Sozialhëllef. De Mënsch huet dann e Recht, Hëllef ze froen. E kann net ouni Begrënnung ofgewise ginn an en huet och e Recoursrecht.

1986 ass zu Lëtzebuerg den RMG agefouert ginn, an dat war fir d'éischte Kéier, dass esou e Recht agefouert ginn ass. Haut dehne mer dat aus op ee generellt Recht, wat een huet, an d'Gesetz gesäit och eng Rei prezis Leeschtunge vir, limitéiert sech do op Energieversuergung, Waasserversuergung, Zougank zu Kommunikatiounsmëttel an och souguer zu kultureller Participatioun.

Dass den Office social en Établissement public mat engem Verwaltungsrot gëtt, ass aus eiser Vue eng gutt Léisung. Ech sinn och aus eegener lokaler Erfahrung net der Meenung, dass et wichteg ass, dass nëmme gewielte Vertrieder an esou engem Gremium sinn.

Ech denken éischter, dass et gutt ass, wann ee motivéiert a kompetent Leit aus der Gemeng fënnt, an där gëtt et, déi sech mat der Gestioun vun esou engem Optrag kënne befaassen.

Ech mengen, dass et gutt Argumenter gëtt, dat eben net de gewielte Vertrieder ze reservéieren, mä hei och anere Leit eng Responsabilitéit ze ginn. Déi maachen dat mat vill Asaz, well se net wéi de Schäfferot duerch vill aner Aufgaben hin an hier gerappt sinn a well se och net am Hannerkapp vun all Hëllefsdécisioun de budgetären Impakt op d'Gemengefinanzen hunn. Do dernieft ka selbstverständlech de Buergermeeschter jo bei all Sitzung derbäi sinn.

Niewent dëse Betruechtungen nach e puer ofschléissend Bemierkungen zum Optrag vun den Office-sociauxen an der sozialer Landschaft vun eisem Land.

D'Office-sociauxe kréien déi kloer Missioun, den Awunner wierdeg Liewensbedéngungen ze garantéieren. An den Office social gëtt an alle Fäll den Uspriechpartner vun den Awunner.

Dat war elo net onbedéngt esou. Elo hu sech de Service social de proximité vun der Croix-Rouge an den Office social dës Aufgab vun der sougenannter éischter Linn gedeelt. Am Land zesumme sinn dat ronn 45 Poste vun Assistants sociaux.

Mat deem neie Gesetz kréie mer ee Poste pro 6.000 Awunner. Wa mer also héichrechnen, kéime mer op maximal 80 Posten am Land. Dee Status quo vun der aktueller professioneller Decken an deem dote Beräich wier erreecht, wa mer ee Poste pro 10.000 Awunner hätten.

Et kommen also eng ganz Rei zousätzlech Poste bäi. Déi wäerte sécher no an no vun den Office-sociauxen entweder direkt agestallt ginn oder iwwer eng Konventioun mat engem sozialen Déngschtleeschter, engem soziale Service geschafe ginn.

Wann dann elo déi Office-sociauxe méi Moyenë kréien, da kann d'Aarbecht, déi permanent zouhëlt, och besser gemaach ginn. Dass dat néideg ass, brauch ech net ze erklären; ech mengen, dat deelt jiddwereen heibannen.

Et ass och fir d'éischt, dass mat dësem Gesetz eng Regel fir Personalentwécklungen am soziale Secteur direkt och un d'Bevölkerungsentwécklung gebonne gëtt, also keng direkt Fro méi vu Posten a Budgetsverhandlungen ass. Och dat ass e groussen Avantage: D'Qualitéit vun de Leeschtunge bleift eis erhalen, och wann d'Awunnerzuele sech veränneren an zouhuelen.

Den Office social stellt déi éischt Linn duer, also déi éischt Ulafstell. Awer den Office social mécht sécher net alles selwer. An der zweeter Linn hu mer am Land flächendeckend Servicer, déi iwwer Konventioune mam Stat verfügen. Dës Servicer stellen déi logesch Suite duer vun der Betreiung duerch den Office social. Et si souwuel spezialiséiert Servicer a ganz verschiddene Beräicher, wéi där, déi eng Laangzäitbetreiung vu Leit a Famillje leeschten.

Dës Servicer maache sech bei der Lecture vum Text Suergen, well hei keng strikt Limitatioun vum Optrag vun den Office-sociauxen drasteet an eng Laangzäitbetreiung och do kéint gemaach ginn. Ech gesinn dat net esou als eng grouss Gefor, well wann den Office social géif décidéieren, dat ze maachen, wat e kéint, dann ass e ganz séier um Enn vu senger Disponibilitéit ukomm a senger éischter Missioun riskéiert en dann, net méi kënne gerecht ze ginn.

Par contre ass den Office social vun der Zukunft gutt beroden, fir lokal spezifesch Projeten ze entwéckelen, déi am preventive Beräich, am sougenannten Travail social communautaire hir Wierkung kënnen hunn. Dat kënne ganz verschidde Beräicher sinn, wou een d'Suergen an d'Brennpunkte spiert an der Gemeng.

Den Office social vun der Zukunft, duerch seng Positioun un der éischter Linn, spillt also eng wichteg Roll vun Informatioun, Berodung, Koordinatioun a Vermëttlung. Den „case management" wäert mat Sécherheet eng vun de Methode sinn, déi d'Sozialaarbecht vun den Office-sociauxe wäert charakteriséieren.

Dëse Projet de loi ass mat Sécherheet e Quantesprong, an ech erënnere mech u meng Zäit als Sozialaarbechter, wéi ech ugefaangen hunn 1990. Dunn ass schonn dovunner Rieds gaangen, dass d'Office-sociauxe misste reforméiert ginn, an haart driwwer nogeduecht ginn op enger Rei vu Plazen. Ech wëll elo net soen, wou iwwerall.

D'Gemenge musse sech mat dësem Projet nei organiséieren, mussen nei Strukture schafen, an och déi nei Office-sociauxe musse sech organiséieren, sech Regele ginn, Kollaboratiounen opbauen, Personal rekrutéieren.

Déi bestehend sozial Servicer am Land musse sech dëse Gegebenheeten upassen a sech eben och an déi Kollaboratiouns- a Kooperatiounsprozesser aklénken.

Awer virun allem d'Leit am Land, déi wierklech Problemer hunn an eng biegerno, professionell, kompetent a konkret Hëllef brauchen, dat sinn déi Éischt, déi dëst Gesetz begréisse wäerten. Mir sollten dofir deene ville positive Punkten, déi dëse Projet huet, alleguerten zoustëmmen, andeem mer dëst Gesetz och stëmmen, wouvunner ech ausginn. Op alle Fall wäert d'CSV dat esou maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schaaf Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir d'éischt, mengen ech, misst ech mat enger Déclaration d'intérêt ufänken. Ech si Presidentin vum Office social vun der Stad Lëtzebuerg an et ass evident, dass ech an dëser Diskussioun d'Intérêten an d'Suerge vun deem Office social net konnt vergiessen. Nach hunn ech versicht, méi e wäite Brëll unzedoen an d'Problematik insgesamt ze gesinn.

Här President, wéi mer fir d'lescht iwwert d'Offices sociaux hei an der Chamber geschwat hunn, am Kader vun enger Interpellatioun vum Här Adam iwwert d'Aarmut den 1. Februar 2007, huet d'Madame Minister vun der Familljen ofschléissend gemengt, de Gesetzesprojet zur Reform vun den Offices sociaux wier um gudde Wee. Si huet awer weider och gemengt, an ech zitéieren: „Ob en dann esou wëllkomm hei ass, wéi de Mëtteg jiddwereen et gefrot huet, dat ass dann nach eng aner Fro." Enn vum Zitat. Si wosst deemools jo schonn, wat am Projet géif stoen.

Mä nach, Här President, woen ech ze behaapten, dass d'Madame Minister sech net dee Stuerm erwaart hat, deen hei an der Chamber lassgaangen ass, wéi de Projet déposéiert ginn ass. An dee Stuerm war net eng Konfrontatioun Majoritéit-Oppositioun, mä et war den Opstand vun de Gemengepäpp an -mammen, déi d'Realitéiten um Terrain kennen, à l'égard vun deene Leit an de Ministèren, hannert de Schreifdëscher, déi perfekt Léisunge sichen, déi awer duerno a Wierklechkeet och zu Schwieregkeete kënne féieren. Och, mengen ech, huet 2007 d'Madame Minister wahrscheinlech sech net kënne virstellen, dass mer vum Conseil d'État deen Avis kréichen, dee mer entre-temps kritt hunn.

Här President, wéi de Projet bis déposéiert war, hate mer du laang an hefteg Diskussiounen an deenen zwou Kommissioune vun der Familljen a vum Intérieur, déi sech mam Projet befaasst hunn. Mir hate laang an ausféierlech Diskussiounen, mä déi Diskussiounen hunn zum Schluss awer misse ganz zügeg gefouert ginn, well den Avis vum Conseil d'État relativ spéit komm ass, a well mer dunn hu misse ganz schnell fäerdeg ginn, well jo d'Majoritéit wollt zu engem Vote komme virum Enn vun dëser Legislaturperiod, och wann dat nëmme wäert, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, en éischte Vote sinn, vu dass déi fundamental Opposition formelle vum Conseil d'État oprechterhale ginn ass.

Här President, d'Regierung huet am Laf vun deenen Diskussiounen eng ganz Partie Amendementer gemaach, fir déi mer dankbar sinn. D'Kommissioun huet eng Partie Virschléi vum Conseil d'État ugeholl. Dat war och eng gutt Saach. An d'Kommissioun huet och deen een oder deen aneren zousätzlechen Amendement gemaach. Dat alles huet dozou gefouert, dass mer elo en Text virun ons leien hunn, deen onser Meenung no besser ass wéi deen, dee mer am Ufank haten. An dat ass och en Text, dee mir wäerte stëmmen, och wann ech nach op deen een oder deen anere Punkt wäert agoen, wou mer mengen, dass een nach ka Verbesserungen abréngen. Mä ech kommen duerno dorobber zréck.

Ech wëll, Här President, der Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, villmools Merci soe fir hir Ouverture d'esprit an deenen Diskussiounen, fir hir Oppenheet à l'égard vun den Amendementer vun der Oppositioun, fir hiren exzellente Bericht a fir déi vill Aarbecht, déi se an dee Bericht oder an déi zwee Berichter, de mëndlechen an de schréftlechen, investéiert huet.

An deem Projet, dee mer elo virleien hunn, sinn onser Meenung no fënnef ganz wesentlech Punkten. An dat si vläicht aner Punkten oder deelweis aner Punkte wéi déi, déi d'Madame Andrich-Duval als déi wesentlech Punkte considéréiert huet.

Dat Éischt, an do si mer ons eens, d'Rapportrice an ech, dat ass, dass hei e Recht geschafe gëtt op Sozialhëllef op Gemengeplang. Dat, wat bis elo net de Fall war. Et gëtt also elo e Recht, an dat ass onser Meenung no eng ganz wichteg Saach.

Well et e Recht gëtt - dat ass deen zweete Punkt -, gëtt et och en Droit de recours. Wann e Bierger d'Gefill huet, dass hie säi Recht net kritt, da kann hie bei déi sozial Instanze säi Recht akloe goen. Bei déi sozial Geriichtsbarkeeten, misst ech soen.

Deen drëtte Punkt, deen ons wichteg schéngt, dat ass, dass déi nei Repartitioun vun der Charge financière zu enger méi grousser Kontributioun vum Stat wäert féieren, contrairement zu deem, wat de Conseil d'État gemengt huet, an dat huet d'Rapportrice och ënnerstrach.

Dee véierte Punkt ass d'Suppressioun vun der Notioun vum „Domicile de secours", mat all deenen onsägleche Schwieregkeeten, déi dat fir d'Gemenge mat sech bruecht huet. Mir hunn do missen Texter applizéieren, déi 200 Joer oder méi al waren, déi also mat enger Gesellschaft sech befaasst hunn, déi guer net méi déi war, déi mir elo haut kennen. A mir kennen alleguerten déi cocasse Situatiounen oder déi schwiereg Situatiounen, déi mer ëmmer erëmfonnt hunn, wann een huet missen en Domicile de secours vun engem Enfant naturel festleeën, wou d'Mamm vill geplënnert war. Dat war eng absolut obskur Wëssenschaft. Also, dass déi Notioun, den Domicile de secours, ofgeschaaft gëtt, schéngt mir och e ganz wichtege Fortschrëtt.

Schliesslech, an dat ass wahrscheinlech bal dee wichtegste Punkt: De Projet féiert e flächendeckende System vu Sozialhëllef iwwert d'ganzt Land an - e soll dat op jidde Fall maachen -, e System, deen alle Bierger équivalent sozial Déngschter zouséchert. Dat ass och vun alle Spriecher bis elo hei ënnerstrach ginn an onser Meenung no och e ganz wichtege Punkt.

Här President, ech kommen dann elo zu enger Serie vu Modifikatiounen, déi am Kader vun de parlamentareschen Aarbechten hei um Projet virgeholl gi sinn an déi onser Meenung no eng Beräicherung,

eng Verbesserung si par rapport zum Originaltext.

Am Artikel 2, wou et ëm den Objectif vun der Aide sociale geet, hu mer den Text vum Conseil d'État iwwerholl, deen e breet gefächerten Text ass, aus deem spezifesch Referenzen op d'Natur vun der Hëllef, déi soll geleescht ginn, erausgeholl ginn, an notamment spezifesch Referenzen op de Logement.

Den Offices sociaux eng Obligatioun ze ginn, mat engem Rekursrecht e Logement ze assuréieren, hätt d'Gemengen an d'Offices sociaux virun Erausfuerderunge gestallt, déi se einfach net hätte kënne meeschteren. An duerfir schéngt et ons richteg, dass déi prezis Referenz erausgeholl ginn ass. Ech wëll dorop hiweisen, en passant, dass am Text vun der Verfassungsrevisioun, déi den Här Paul-Henri Meyers virun e puer Deeg déposéiert huet, beim Stat eng Obligation de moyens geschafe gëtt, fir fir de Logement ze suergen. Eng Obligation de moyens, mais non de fin. Et ass also net vergiess ginn, mä et ass an där absoluter Form, wéi et au départ hei virgesi war, net méi an onsem Text. An ech mengen, dat wäert och derfir suergen, dass mer eng ganz Partie vun de Schwieregkeeten, déi mer gefaart hunn, net wäerten um Gemengeplang an um Plang vun den Offices sociaux an Zukunft begéinen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass am Artikel 7 vum Gesetz selbstverständlech eng Obligatioun, eng Referenz steet op den Hébergement am Fall vun enger Urgence. Dat ass eppes, wat d'Gemenge gutt kennen a wat se scho laang applizéieren. Ech mengen net, dass dat wäert zu gréissere Problemer féieren, an ech fannen et och gutt, dass déi Referenz am Artikel 7 gemaach gëtt.

Da wëll ech e Wuert soen zum Artikel 5. Do geet et ëm den Office social en tant que tel. Do steet am Alinea zwee: „L'office social est un établissement public doté de la personnalité juridique." Am ursprünglechen Text stoung dann och dran: „...et géré dans les formes et selon les méthodes du droit privé". Dat huet hei an der Chamber zu vill Onrou gefouert an - wéi soll ech soen? - huet menger Meenung no op enger gewëssener Konfusioun berout tëschent engersäits dem Féiere vun enger Comptabilité commerciale an anerersäits enger Gestioun „dans les formes et selon les méthodes du droit privé". Mir sinn also frou, dass deen Deel vum Saz gestrach ginn ass an dass déi Kontradiktioun, tëschent engem Établissement public engersäits an dem private Secteur anerersäits, hei erausgeholl ginn ass.

Dann e Wuert zum Artikel 6, deen och en Artikel war, dee fir ganz vill Diskussioune gesuergt huet. Mir sinn dankbar, dass fir den Office social, deen enger eenzeger Gemeng ënnerläit, de Patrimoine vun deem alen Office social direkt op deen neien Office social eriwwergeet, ouni den Détour zréck un d'Gemeng an erëm vun der Gemeng zréck un den neien Office social. Dat hätt nëmmen zousätzlech administrativ Schwieregkeete bruecht, awer am Fong näischt un der Saach geännert. Et ass also eng gutt Saach, mengen ech, dass deen Amendement vun der Regierung…, neen, vun der Kommissioun akzeptéiert ginn ass, an dass mer dat dann agesat hunn.

Et ass awer och en Amendement vun der Regierung beim Artikel 6 derbäikomm, dee menger Meenung no ganz wichteg ass, an dat ass de Paragraph 8, wou virgesinn ass, dass bei deenen Operatiounen, wou de Patrimoine oder d'Chargë vun engem Office social, wann et e fusionéierten Office ass, zréck un d'Gemenge geet, sämtlech Fraisen, déi géifen entstoen, ewechfalen. Et kann ee sech nämlech net virstellen, dass dann d'Gemeng hätt missen Droits de succession bezuelen, a Gott weess wat fir aner Chargen nach, fir eng Operatioun, déi am Fong eng administrativ Operatioun ass. Also ass et och gutt, dass dee Paragraph 8 derbäikomm ass. Et bleift menger Meenung no nach ee klenge Problem, an ech wäert duerno dorop zréckkommen, mä menger Meenung no ass dat keen esou wesentleche Problem méi.

Dann e Wuert zum Artikel 9. Den Artikel 9 gesäit vir, dass den Office seng Aufgabe soll exerzéieren „suivant les méthodes de travail social les mieux adaptées". Am Originaltext war och nach virgesinn, „am Respekt vun ideologeschen, philosopheschen a reliéise Convictiounen". Et ass gefaart ginn, dass dat kéint mëssinterpretéiert ginn an zu Schwieregkeete féieren, an deen Zousaz ass gestrach ginn. Ech mengen och, dat ass eng gutt Saach.

Artikel 19 dann, Alinea zwee: Do hate mer e Problem ee Moment iwwert déi Amendementer, déi komm sinn an dann erëm ëmgestëmmt gi sinn. Et huet ee Moment ausgesinn, wéi wa mer wéilten eng Obligatioun virgesinn, dass all Office social muss vun engem Assistant social dirigéiert ginn. Or, mir wëssen, dass dat an de Gemengen, zemools an de grousse Gemengen, net de Fall ass, an den Artikel 19, Alinea zwee ass an deem Sënn ofgeännert ginn. Och dofir wéilt ech der Kommissioun an dem Rapporteur Merci soen.

Dann den Artikel 23 „Prise en charge, à parts égales, du déficit par l'État et les communes". Et ass schonn drop higewise ginn: Domadder gëtt menger Meenung no d'Zouwendung vum Stat un d'Hëllef, déi um Gemengeplang ausbezuelt gëtt, net méi kleng, mä se gëtt méi grouss, an ech mengen, dofir sollen all d'Gemengen dankbar sinn.

Dann ass de fréieren Artikel 24 ofgeschaaft ginn. Deen huet eng duebel Tutelle virgesinn, vum Ministère de l'Aide sociale engersäits a vum Ministère de l'Intérieur anerersäits. Deen Artikel ass ganz gestrach ginn, an ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

Éischtens schéngt mer dat Wuert „Tutelle" net méi zäitgemäiss. Et gëtt am Gemengegesetz elo vu Kontroll geschwat, an net méi vun Tutelle. Dat war am 19. Jorhonnert, do huet ee vun Tutelle geschwat. An et huet och all Gemengeresponsabel Suerge bereet, dass elo sollt eng duebel Tutelle sinn, eng vum Ministère de l'Aide sociale an eng vum Ministère de l'Intérieur.

D'Kontroll vum Ministère de l'Intérieur ass souwisou ginn iwwert de Biais, dass d'Offices sociaux ënnert der Responsabilitéit vun de Gemenge bleiwen, a compte tenu och vu gewësse Bestëmmungen, déi am Gesetz sinn. Anerersäits ass fir alles dat, wat d'Aide sociale betrëfft a wat an den Hänn vum Ministère de la Famille et de l'Aide sociale läit, souwisou och geséchert, dass dee Ministère d'haute main iwwert d'Aktivitéite behält, ouni awer dass ee muss op eng Tutelle zréckgräifen.

Dat wieren déi Punkten, Här President, wou mir frou sinn, dass konnten am Laf vun den Diskussioune Solutioune fonnt ginn, vun deene mer mengen, dass se dozou bäidroen, dass bei der Applicatioun vum Gesetz keng Problemer entstinn, an dass mer och am Sënn vun engem gudde Fonctionnéiere vun den Office-sociauxe gehandelt hunn.

Nun eng Partie Punkten, wou ech mengen, dass vläicht dach nach Handlungsbedarf ass. Den éischten a wichtegste Punkt ass déi konstitutionell Ausenanersetzung tëschent dem Conseil d'État engersäits an der Chamber anerersäits, op déi d'Madame Rapportrice jo en détail agaangen ass. Ech mengen, et wier derwäert, dass déi nächst Chamber dat ganzt Gebitt, dee ganze Froekomplex ënnert d'Lupp hëlt a kuckt, ob net do e Besoin besteet, dass mer légiféréieren, dass mer verschidden Ambiguïtéiten aus der Welt schafen, an dass mer Texter kréien, déi kloer an däitlech uwendbar sinn, ouni dass esou Diskussiounen an Zukunft weider opkommen.

Weider sinn ech och der Meenung, an deemselwechten Zesummenhang, dass déi nächst Chamber sech sollt iwwerleeën, ob et net derwäert ass, net am Kader vun dësem Gesetz, mä am Kader vun engem separate Gesetz, déi Suggestiounen opzegräifen, déi de Conseil d'Etat gemaach huet iwwert d'Schafe vun Établissements publics communaux. Mä awer dann net nëmme bei den Offices sociaux, mä insgesamt d'Froe vun den Établissements publics communaux. Dat kann an anere Gebidder och ganz interessant sinn. Ech mengen, de Conseil d'État huet do eng relativ einfach Method proposéiert, an et wier derwäert, dass déi nächst Chamber an déi nächst Regierung sech dat géifen ukucken.

Drëttens mengen ech, an deemselwechten Zesummenhang - an dat hunn déi Kolleege gesot, déi gemengt hunn, si kéinten en définitive dëse Projet dach net matdroen - wier et och derwäert, dass een d'Propositioun vum Conseil d'État iwwert d'Syndicats de communes nach eng Kéier kuckt. Dat ass eppes, wat besteet a fonctionnéiert.

D'Suerg vun onse grénge Kolleege war, dass deen heiten Text vläicht fir d'Landgemengen e gréissere Problem duerstellt, méi wéi dat de Fall ass an de grousse Gemengen. Ech mengen och, et wier derwäert, dass een an enger nächster Etapp, à tête reposée et en toute sérénité, doriwwer nach eng Kéier nodenkt. Dat zu deene méi grondsätzleche Saachen.

Dann e puer spezifesch Punkten, wou mir an der Zäitspan, déi mer haten zum Schluss, fir den Text fäerdeg ze maachen, vläicht keng Zäit méi haten, am Detail drop anzegoen. Do kommen ech zréck op den Artikel 6, deen ech schonn erwähnt hunn, an op d'Léisung, déi festgehale ginn ass am Paragraph 1 an am Paragraph 8.

Wat bestoe bleift, menger Meenung no, ass, dass bei där Transmission de patrimoine eng Transcription cadastrale nach muss gemaach ginn. Dat heescht, de Kadaster muss ëmgeschriwwe ginn, vu dass jo en anere Propriétaire vun deem Patrimoine entsteet. Ech mengen net, dass mer dat an dësem Text nach kënnen, dass mer nach iergendeppes solle virhuelen. Ech soe just, et misst een, vu dass et jo eng éischt Liesung ass, sech virun der zweeter Liesung doriwwer nach genee Informatioune sichen a kucken, ob e Problem ass, wat ech mengen, a wann et e Problem ass, wéi een dat da ka léisen.

Dat Zweet, wat mir schéngt vläicht e Problem kënnen ze stellen, ass bei esou fusionéierte Gemengen, déi also ënner 6.000 Awunner sinn an déi musse fusionéieren, fir en Office social commun ze schafen. Do ass am Paragraph 2 vum Artikel 2 virgesinn, dass deen Office social commun dann ënnert der Surveillance vun der Commune-siège steet. Dat heescht, déi aner Gemengen, déi awer en Deel si vun deem fusionéierten Office, hu mat der Surveillance guer näischt méi ze dinn. Dat schéngt mir och e Problem kënnen ze sinn, an et wier derwäert, dass een dat virun enger zweeter Liesung nach eng Kéier géif kucken.

Den nächste Punkt ass een, dee vill diskutéiert ginn ass. Et ass also keen neie Punkt. Dat ass am Artikel 12 d'Incompatibilitéit fir d'Buergermeeschteren an d'Schäffen, fir kënnen am Conseil d'administration vun deem Établissement public ze siégéieren. Ech kann aus eegener Erfahrung soen, dass den Office social vun der Stad Lëtzebuerg schonn en Établissement public ass, säit Jorhonnerten, an dass d'Buergermeeschteren an d'Schäffen dra siégéiert hunn, an dass dat net zum Schued vum Office social war.

Mä wéi gesot, dat ass eng Fro, déi ass laang a breet diskutéiert ginn. D'Majoritéit huet sech festgeluecht op déi dote Formel. Nach sinn ech der Meenung, dass een dat vläicht nach eng Kéier misst kucken.

Ech wëll nach dorop hiweisen, dass dee Problem vun de Buergermeeschteren a vun de Schäffe mir och schéngt méi e sensibele Problem ze si fir déi kleng Landgemengen, wéi fir déi grouss Gemengen. Déi grouss Gemengen, déi ginn och mat där doter Formel ouni Weideres eens. Mä ech mengen, an de Landgemengen - an dat war en Argument, wat mer vill an de Kommissiounen héieren hunn - kann dat vläicht zu engem Problem féieren.

Dann den Artikel 13. Dat ass en neie Problem. Den Artikel 13 gesäit vir am éischten Tiret, dass, wann et en Office social ass, deen enger eenzelner Gemeng ënnersteet, dann de Gemengerot d'Membere vum Conseil d'administration nennt, an dass déi Nominatioun stattfënnt duerch de Conseil communal, nodeem en Appel public aux candidatures ausgeschriwwe ginn ass, deen op d'mannst 15 Deeg virun der Réunioun vum Conseil communal muss publizéiert sinn.

Verschidde Leit froe sech, ob den Appel public wierklech déi beschte Léisungsméiglechkeet ass, fir zu deenen Nominatiounen ze kommen, well mer wësse jo, wéi et duerno zu den Nominatioune kënnt bei engem Vote am Conseil communal.

Zweetens schéngt mir den Délai vu 15 Deeg vill ze kuerz. Wann dat do soll uerdentlech gemaach ginn an et soll uerdentlech iwwert d'Bühn goen, da geet deen Délai vu 15 Deeg net duer. Ech weess, dass am Text steet „au moins quinze jours", mä ech mengen, et misst een do e bësse méi e laangen Délai virgesinn.

En nächste Punkt, do sprangen ech direkt op den Artikel 28: Do hunn ech zwar keng Léisung virzeschloen, mä ech hunn awer Suergen. Do geet et ëm d'Waasser an d'Énergie domestique. Do gëtt geschwat beim Waasser: «la quantité suffisante à de l'eau destinée à la consommation humaine pour ses besoins personnels au niveau de l'alimentation et de l'hygiène».

Bei der Énergie domestique gëtt gesot: «toute forme d'énergie délivrée par un réseau public ou privé ou par des fournitures d'énergies stockables au domicile de la personne concernée, notamment l'électricité, le gaz, le fuel domestique, le charbon et ses dérivés, le bois ainsi que toute forme d'énergie pouvant être utilisée à des fins domestiques».

Et gëtt keng Referenz gemaach hei op e Règlement grand-ducal. Et weess een net, wat eng Quantité suffisante ass. Ech fäerten, dass déi Dispositiounen zu Problemer an zu Streidereie féieren, dass d'Leit vläicht eppes aneschters dorënner versti wéi dat, wat gemengt ass, an dass duerno d'Offices sociaux sech mussen erëmschloen, fir ze kucken, do zu Léisungen ze kommen.

D'Offices sociaux hunn elo scho Schwieregkeete mat deenen Dispositiounen, déi mer an den Texter geschriwwen hu vum Gas a vun der Elektrizitéit.

(Interruption)

Jo! Dat do sollt dat jo gutt maachen. Ech froe mech just, ob mer mat Begréffer wéi „en quantité suffisante", déi net novollzéibar sinn, also déi net exakt quantifiable sinn, do net a Schwieregkeete kommen.

Beim Mindestloun oder, loosse mer soen, beim RMG ass de Montant prezis, bekannt a quantifiable. Bei enger Liwwerung vun „accès à de l'eau pour ses besoins personnels en quantité suffisante" gesinn ech eng Marge d'appréciation, déi kann zu Schwieregkeete féieren.

Vläicht iren ech mech, an ech hoffen et, mä vläicht ass dat och eppes, wou een an Zukunft eng Kéier, och opgrond vläicht vun der Erfahrung, déi mer mat der Applikatioun vun deem Text kréien, sollt dorop zréckkommen.

Dann, Här President, e Wuert zum Artikel 31. Do geet et ëm d'Restitution de l'aide fournie. Do ass d'Kommissioun higaangen an huet aus enger Obligatioun eng Facultéit gemaach. Den Office social ka reklaméieren, dass déi Ënnerstëtzung, déi en engem gewährt huet, zréckbezuelt gëtt, wann an där Period, wou déi Persoun dovu bénéficiéiert huet, se Ressourcë kritt huet aus iergendenger Ursaach, déi am Fong d'Aide als net méi noutwendeg erwisen hätt.

Et gëtt ähnlech Bestëmmunge beim Fonds national de solidarité. Mä de Fonds national de solidarité huet d'Possibilitéit, ze vérifiéieren, wéinstens bei de Steieren, wéi d'Situation de fortune vun enger Persoun ass. D'Offices sociaux hunn dat net. An et kann ee jo och kaum unhuelen, dass een, deen en Héritage gemaach huet oder an der Lotterie gewonnen huet, da bei den Office social kënnt a seet: „Ech hunn elo vun Iech Hëllef kritt, ech kommen Iech dat gär erëmbezuelen." Also, dat do gëtt eng Bestëmmung, déi fir d'Offices sociaux e bësse schwiereg ze applizéieren ass. Och do muss ee vläicht kucken, wéi d'Erfahrung sech entwéckelt an ob een do vläicht enges Daags muss nobesseren.

Dann ee Wuert zu den Dispositions transitoires. Den Artikel 34 gesäit vir: «Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers de l'office social sont pris en charge par l'office qui le remplace.» An da gëtt gesot, dass se hire Statut, hire Rang an esou weider behalen. Or, a verschiddene grousse Gemenge sinn d'Leit, déi sech ëm den Office social këmmeren, Fonctionnaires communaux net vum Office social, mä vun der Gemeng. Duerfir froen ech mech, ob de Saz vum Artikel 34 duergeet, fir deene Problemer bäizekommen.

Schliesslech, Här President, an dat ass mäi leschte Problem, dat ass den Artikel 38. Den Datum vun der Entrée en vigueur ass schonn eng Kéier geännert ginn, an deen Datum ass zréckverluecht ginn op den 1. Januar 2010. Or, wa mer elo eréischt zu engem éischte Vote kommen a wann déi nächst Chamber muss den zweete Vote maachen, froen ech mech wierklech, ob dann den Datum vum 1. Januar 2010 nach ze halen ass.

Besonnesch am Zesummenhang mat der Fusioun vun deenen Offices sociaux, déi muss ënnert de Gemengen diskutéiert an duerchgesat ginn. Et bleiwen am Fong dräi Méint dann am Joer 2009. Do froen ech mech wierklech, ob et dann nach duergeet. Ech mengen net, dass mer haut nach sollen hei eppes dorun änneren. Mä ech mengen, wann den Text erëmkënnt, ass dat sécherlech eng Iwwerleeung, déi muss ugestallt ginn.

Här President, dat waren déi puer Punkten, déi ech hei wollt opwerfen. Ech hu virdru scho gesot, dass mer géifen dee Projet stëmmen. Meng Bemierkunge waren am Fong nëmmen eng Indikatioun, wat ee vläicht nach muss an Zukunft maachen, fir

en Text ze kréien, wou een net onnéidegerweis an deen een oder an deen anere Problem fält.

Ech wéilt hei nëmmen nach eng Kéier soen, dass ons Fraktioun wäert dee Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Vera Spautz agedroen. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut an engem éischte Vote iwwer e Projet of, dee fir eng grouss Unzuel vu Leit eng wichteg Bedeitung huet: d'Reform vum Office social oder der Aide sociale.

Wéi esou oft bei grousse Gesetzesännerungen a wéi et och schonn hei gesot ginn ass, ass och hei iwwert dëse Gesetzesprojet laang, kontrovers an oft zimlech hefteg an den zoustännege Chamberskommissiounen an awer och op villen anere Plazen an an anere Gremien diskutéiert ginn.

Dëse Gesetzesprojet iwwert d'Aide sociale ass dann och e Kompromëss vu villen ënnerschiddleche Meenungen an Approchë vun der Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg. An der Familljen- an Intérieurskommissioun ware mer eis awer bal alleguerten eens, dass mer dëse Projet elo nach virun de Wahlen déi éischte Kéier an d'Chamber bréngen, an dëst ganz besonnesch um Hannergrond vun der aktueller Kris, déi och elo hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

Mat dësem Projet setze mer e politescht Signal, woubäi ech betoune wëll, dass d'Reform vun der Aide sociale haut net eleng wéinst der Kris op der Dagesuerdnung steet. Dës Reform ass scho ganz laang iwwerfälleg.

Ech wëll och net op alleguer d'Ännerungen agoen, déi gemaach gi sinn am positiven oder am negative Sënn. Eng ganz Rei Kolleeginnen a Kolleegen hunn dat scho viru mir gemaach.

Fir mech ass awer ee vun den allerwichtegste Punkten an deem Gesetz d'Recht op Sozialhëllef. Et ass schonn iergendwéi paradox, dass mir an engem Land, wat iwwer eng dach zimlech ausgeprägte Sozialgesetzgebung verfügt a sech als een, wann net dee Sozialstat gesäit, awer trotzdeem grouss Mängel hu bei der Bekämpfung vun Aarmut a soziale Benodeelegungen.

Dëse Gesetzesprojet gesäit dann och vir, dass all d'Bierger e Recht hunn op Grondversuergung, dat heescht Gesondheetsversuergung, Iessen, Kleeder, Wunnen, Mobilitéit, Energie a Waasserversuergung.

Et muss ee sech awer parallell dozou och d'Fro stellen, oder verschidde Gemengen hei am Land musse sech d'Fro gefale loossen, firwat si net schonn, ier dëst Gesetz elo soll gestëmmt ginn, an hire Gemengen aktiv a preventiv virgaange sinn.

Sou schreift d'ANASIG, d'Association nationale des assistantes sociales, an hirem Avis iwwert dëse Projet de loi: «Le projet de loi mettra ainsi fin à l'inégalité de traitement entre les personnes résidant dans une commune soucieuse de développer une politique d'aide sociale et celles résidant dans une commune sans vision quant aux mesures sociales.»

An d'Commission consultative des droits de l'Homme schreift an hirem Avis: «L'existence d'un droit et l'accès à un droit sont deux choses bien différentes. Jusque-là, le Luxembourg ne connaissait pas le droit à l'aide sociale, mais la pratique de certains Offices sociaux permettait un accès rapide, efficace et non bureaucratique à des secours financiers ou autres. Ainsi est-il pratique courante à la Ville de Luxembourg et à Esch-sur-Alzette que des secours financiers sont accordés dans deux, trois jours.»

A weider schreift d'Kommissioun: «…qu'elle ne peut que saluer la création d'Offices sociaux dans les communes qui n'en avaient pas jusque-là».

D'Gemeng Lëtzebuerg an och d'Gemeng Esch hunn dann an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier ze héiere kritt, dass déi zwou gréisst Gemengen am Land dofir do wären, sech ëm d'Sozialpolitik ze bekëmmeren, an deenen anere Gemenge géif et keng esou Problemer ginn, oder si wären net esou grave. Et ass awer och eng Tatsaach, dass eng Rei Awunner aus anere Gemengen, wou et keen Office social oder keng Antenn vun der Croix-Rouge gëtt, sech einfach net trauen, bei hire Buergermeeschter ze goen oder hir Buergermeeschtesch, fir ëm Hëllef ze froen. Déi eng sinn an der Vergaangenheet zimlech paternalistesch mat den Ufroe vun de Leit ëmgaangen oder hunn déi sougenannten Almosepolitik bedriwwen. Anerer haten oder wollte ganz einfach keng Léisung fanne fir de Leit hire Problem.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op e weidere Punkt vun dem Projet de loi agoen. Wéi scho gesot, funktionéieren d'Gemenge Lëtzebuerg an Esch mat eegenen Offices sociaux. Derniewent gëtt et awer nach d'Croix-Rouge oder d'Ligue, déi zum Beispill zu Esch an enger Konventioun mat der Sozialaarbecht um Terrain agebonne sinn. An et gëtt déi Servicer och op ënnerschiddlechen anere Plazen, wou si fir méi Gemenge Permanencë maachen oder gemaach hu bis elo.

An där ursprünglecher Fassung vun dësem Projet de loi haten d'Auteuren - de Ministère de la Famille an de Ministère de l'intérieur - dann och virgesinn, nëmmen een Assistant social respektiv een Assistant d'hygiène sociale pro 10.000 Awunner ze bezuelen. Op Drock vun der LSAP an dem Syvicol ass dëse Chiffer awer op 6.000 Awunner erofgesat ginn, well et soss net méiglech gewiescht wär, eng seriö Sozialaarbecht ze realiséieren.

Ausserdeem gëtt et opgrond vun den Ënnerschiddlechkeeten an de soziale Gegebenheeten an der Gemeng - a mir hu ganz oft dat Beispill an der Kommissioun genannt Nidderaanwen, déi anscheinend ee Sozialfall hunn, par rapport zu Esch oder der Stad -, do geet et scho bal an deene grousse Gemenge mat engem Posten Assistant social op 6.000 Awunner net méi duer, fir anstänneg Suivië vun de Clienten am Office social ze maachen.

Als Beispill wéilt ech grad just den Escher Office social nennen. 2007 hate mir um Escher Office social 1.160 Clientë mat ongefeier 4.000 Visiten. 2008 waren et schonn 1.213 Clientë mat 4.422 Visiten. An 2009 sinn et der op den Dag vun haut, a mir sinn nach net an der Halschent vum Joer ukomm - mir sinn Ufank Mee -, 737 Clientë mat 1.898 Visiten, an dat wäert haut voll gi mat 2.000 Visiten. Mir sinn nach net an der Halschent vum Joer, an ech nennen hei net déi Chiffere vun deene Clienten, déi derniewent nach behandelt gi vun der Croix-Rouge oder der Ligue an där Konventioun, wou mer dra sinn, déi zousätzlech nach derbäikommen.

Dës Zuele sinn, mengen ech, Bewäis genuch dofir, wéi wichteg d'Reform vum Office social oder vun der Aide sociale ass. Et geet hei och virun allem dorëm, dass all Gemeng endlech hir Verantwortung iwwerhëlt.

Eng weider absolut Noutwendegkeet an iwwerfälleg Reform ass déi vun dem Domicile de secours aus dem Joer 1897, op deen ech net méi wäert agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten an deenen zwou Kommissioune scho bal eng leidlech Diskussioun iwwert d'Autonomie vun de Gemengen, dëst am Zesummenhang mat dem Statut, deen déi nei oder och déi nei al Servicer kréie sollen. Ech wäert net am Detail dorop agoen. Mäi Kolleeg, de Jean-Pierre Klein, wäert dat maachen.

Mir hu laang awer doriwwer debattéiert, wéi den Organisatiounsstatut vun de Gemengen ënner 6.000 Awunner soll sinn, ob et en Établissement public oder e Gemengesyndikat soll sinn, wou déi méi kleng Gemenge sech sollen zesummeschléissen, a wéi den Ëmgang soll si mat bestehende Servicer wéi dem Centre médico-social, der Ligue oder der Croix-Rouge an aneren.

(Interruption)

Och wann ech vereenzelt Argumenter vun de Kolleeginnen a Kolleegen an de Gemenge verstinn, an ech huelen elo emol - den Här Gira ass net heibannen, leider - d'Beispill vum Här Gira an der Gemeng Biekerech ervir, esou wëll ech awer wierklech emol ënnersträichen a betounen, dass d'Sozialpolitik vun enger Gemeng, egal wéi grouss oder kleng se ass, dach net vun dësem Gesetz hei ofhängeg ass.

D'Sozialpolitik gëtt dach net eleng vum Office social gemaach. Si sinn déi, déi um Schluss vun där ganzer Kette stinn, a ganz oft, wa virdrun alles versot huet.

A wou steet dann, dass d'Gemenge bis elo net hunn däerfen en eegenen Office social aféieren oder en Assistant social oder eng Assistante sociale astellen?

D'Gemengenautonomie huet dat nach ëmmer erlaabt, och an der Vergaangenheet. Et gëtt Südgemengen, déi hunn en Ëmweltamt geschafen, do hate mer emol nach guer keen Ëmweltministère hei zu Lëtzebuerg.

D'Gemeng Esch huet als éischt vum Land niewent dem Office social e Service du développement social geschafe viru sechs Joer. Oder, fir nach eng Kéier op d'Gemeng Biekerech zréckzekommen: Do ass e Chancëgläichheetsservice oder en Genderhaus an där Gemeng geschafe ginn, obwuel keng 6.000 Awunner an där Gemeng sinn, mä well de politesche Wëlle vun dem Här Gira dozou bestanen huet.

Ouni Problemer hätten déi Gemengen och kënnen am Beräich vun der Sozialpolitik aktiv ginn an en Office social aféieren oder wéi gesot en Assistant social astellen. Keen huet hinnen dat bis haut verbueden.

Ech fokusséiere mech elo op den Här Gira, obwuel en net heibannen ass, well e Member an där Kommissioun ass an un den Diskussioune vun dësem Projet hei bedeelegt war. Mä meng Kritik adresséiert sech an deem Beräich do och un aner Gemengemammen an -pappen, déi anere Parteien ugehéieren, sougutt deene vun der DP, vun der CSV an och vu menger eegener Partei.

(Interruption)

Et ass a bleift d'Thema vun de politesche Prioritéiten, déi ee sech an enger Gemeng setze wëllt.

Ech wëll och op den Débat iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg zréckkommen, dee mer den 1. Februar 2007 hei an der Chamber haten.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu deem Zäitpunkt deemools wousst nach keen heibannen, dass mer et annerhalleft Joer duerno mat enger Wirtschafts- a Finanzkris ze di géife kréien, vun där mir elo nach ëmmer net d'Auswierkunge kennen.

Mir hunn awer schonn deemools beim Débat iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg festgestallt, dass scho virun där Kris eng ganz Rei Leit sozial benodeelegt sinn a waren an och deemools schonn duerch verschidde Rastere gefall sinn, wou Gesetzer net méi gegraff hunn.

Den Aarmutsrisiko, deen 2003 hei zu Lëtzebuerg bei 11,5% louch, ass 2005 op 13% geklommen. Wéi ass en elo? Wéi vill Leit falen elo duerch a wäerten nach duerch all Raster falen?

(Brouhaha général)

Et interesséiert vläicht net jiddwereen deen Débat, awer...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech mengen, et ass ee wichtege Projet de loi. Ech géif Iech wierklech bieden, e bësselche méi opzepassen!

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- …an deem Débat ass natierlech och vun der Reform vum Office social geschwat ginn, an dass se sollt séier kommen.

Mä Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonns gesot, mir däerfen net de Feeler maachen an dovunner ausgoen, dass mat dësem Gesetz an Zukunft all eis Problemer geléist wieren. Ech hunn hei vun dëser Plaz aus schonns e puermol gesot, dass et wichteg wier, verschidden Themen an Diskussioune vernetzt ze féieren. D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet fuerderen e vernetzt Denken an Handelen. Well si betreffe Politikfelder wéi de Chômage, Iwwerverschëldung, Wunnengspolitik a Wunnengsnout, Steieren- an Taxëpolitik, Bildungs- a Schoulpolitik, Familljepolitik a villes méi.

An deem Gesetzesprojet iwwert d'Aide sociale steet zum Beispill och dran, dass et an Zukunft e Recht op Wunne gëtt. Meng Kolleegin, d'Madame Flesch, ass schonn dorop agaangen.

Ech wëll hei just nach eng Kéier un déi heroesch Diskussiounen erënneren, déi mir am Zesummenhang mat dem Pacte Logement heibanne gefouert hunn an an de Kommissioune gefouert hunn. An dëst ganz spezifesch ronderëm déi 10%-Klausel, an där virgesinn ass, dass bei groussen zukünftege Bauprojeten 10% fir de soziale Wunnengsbau musse virgesi sinn.

Nodeems dat neit Mietsgesetz jo net dat bréngt, wat de Wunnengsminister de Leit versprach huet, spëtzt sech d'Situatioun bei de Mietwunnenge weider zou. Et gëtt der net genuch a si sinn ze deier. D'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch, och wa se ni ganz aktuell sinn. Esou steet am Rapport d'activité vum Ministère du Logement aus dem Joer 2008, dass d'Präisser vun de Loyere fir d'Haiser 2008 zwar stabil bliwwe sinn, fir d'Appartementer si se op ee Joer gekuckt nach ëm 1,4% an d'Luucht gaangen.

Elo schonn ass et extrem schwéier, mat ronn 1.200 Euro RMG, 1.500 Euro Mindestrent oder 1.700 Euro Mindestloun e würdegt Ënnerdaach ze fannen. Wann ee weess, dass d'Wohnungsbedarfsprognos, déi de Ministère du Logement an Optrag ginn hat, an enger vun hire Konklusioune schreift, dass Lëtzebuerg bis d'Joer 2021 ronn 69.000 Wunnenge méi brauch - dat sinn der 3.400 pro Joer -, da froen ech mech net nëmmen, wou all déi Leit solle wunne goen, mä ech froe mech och, wéi hirem neie Recht op Wunne soll an Zukunft iwwerhaapt Rechnung gedroe ginn.

Elo schonn hëlt d'Zuel vun de Leit, déi a Cafészëmmere musse wunne goen, ëmmer méi zou fir deier Suen, wou Leit e Schwaarzmaart niewendru bedreiwen op d'Käschte vun aarme Leit. Dat heescht, niewent deem normale Wunnengsmaart gëtt et en aneren, en zweeten, dee sech ëmmer méi entwéckelt, a wou d'Leit, Famillje mat Kanner, oft ënner mënschenonwürdege Bedéngunge liewe mussen. An och dat ass eng Realitéit, mat där mer als Gemenge gefuerdert sinn. A mir an de Gemenge mussen drop reagéieren. Awer net nëmme mir!

Dëst ass och d'Schold vun enger total weltfriemer Wunnengspolitik oder - loosse mer soen - landesfriemer Wunnengspolitik, déi leider vum zoustännege Minister an de leschte Jorzéngte gemaach ginn ass. De Ball läit net eleng bei de Gemengen. Och um nationale Plang musse preventiv Moossnamen dëse Projet de loi begleeden.

Verschidde Gemengen hunn awer schonns Initiativen a Moossnamen an d'Weeër geleet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat dann och wëllt, op ënnerschiddlechen Niveaue Projeten ze entwéckelen, déi engersäits preventiv sinn an anerersäits Leit hëllefen, déi aus hirer Nout net méi eleng erauskommen.

Beim Débat iwwert d'Aarmut hate mer heibannen och schonn d'Diskussioun driwwer. Ech wëll der zwee nennen. D'Gemenge kënnen zum Beispill am Beräich vum soziale Wunnengsbau ganz däitlech Akzenter setzen. Si kënne Projete mat dem Fonds du Logement zesumme realiséieren, mä si kënnen och selwer nach Gemengewunnengen oder Haiser fir hir eege sozial benodeelegt Bierger zur Verfügung stellen oder se verlounen, esou wéi d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch et mécht.

D'Gemenge sollte Konventioune mat Organisatiounen ofschléissen, wéi zum Beispill der Stëmm vun der Strooss, der Jugend- an Drogenhëllef, dem Réseau Psy, Nuetsfoyeren oder anerer, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisatioune kënnen hir Leit oder hir Clienten drasetzen an déi dann och an hirem Alldag begleeden oder de Suivi maachen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hëllefe vill. Um private Wunnengsmaart hunn déi Organisatioune keng Chance, dezente Wunnraum zu abordabele Präisser a Loyeren ze fanne fir hir Leit.

Aarmut, Précaritéit, sozial Benodeelegung an Isolatioun sinn Themen, mat deene mir eis permanent beschäftege mussen; net nëmmen elo an der Kris an net nëmme bei der Diskussioun ëm dëse Projet de loi.

An dem Rapport vun der Stëmm vun der Strooss, deem leschten, ass geschriwwen, dass si dee leschte Wanter, 2008/2009, 37.094 Iessen un defavoriséiert Leit verdeelt hunn an hiren Antennen hei an der Stad an zu Esch. Hei an der Stad sinn 977 Persoune bei hinne passéiert; zu Esch waren et der 697 am Wanter. Zu Esch si 15,2% manner wéi 25 Joer al. D'Stëmm vun der Strooss huet 65 Nationalitéite betreit. Dovunner waren awer ëmmerhin nach 42% Lëtzebuerger.

An ech wëll op eng weider bedenklech Situatioun agoen. Am leschte Comité de conjoncture vum 22. Abrëll dëst Joer sinn déi nei Zuele vun de Chômeure presentéiert ginn. Et sinn der 12.860; dat mécht 5,5%. A wa mir déi Leit dann nach mat bäizielen, déi an enger Mesure pour l'emploi dra sinn, da sinn et insgesamt 15.840 Leit mat engem Taux vu 6,8%, déi am Chômage sinn.

Enn Mäerz hu vun deene Leit 6.514 eng komplett Chômage-Indemnitéit kritt; dat heescht, 80% vun hirem leschte Gehalt. Wéi gesot, nëmme 6.514 Leit hunn eng Chômage-Indemnitéit kritt, an net, wéi oft geduecht gëtt, alleguerten d'Chômeure kréien déi. Par rapport zum Mount Mäerz

vum leschte Joer ass dat eng Steigerung vum Chômage vun 38,2%.

Wat d'Kuerzaarbecht betrëfft, sinn et 9.992, also bal 10.000, Persounen, déi kuerz schaffe mussen, vun am Ganze 16.700 Persounen aus de betraffene Betriber. Och déi kréien nëmmen 80%, ausser si huelen un enger Formatioun deel, da ginn et 90%.

Kolleeginnen a Kolleegen, och dat ass eng batter Realitéit, mat där mer konfrontéiert sinn, an déi sech, souwäit et elo ausgesäit, an deenen nächste Méint nach wäert zouspëtzen. Dat si Mënschen, Mammen, Pappen, Kanner, fir déi mir als Politiker eng Verantwortung hunn, an dat iwwer all Parteigrenzen ewech, zesumme mat de gesellschaftleche Kräften an de Sozialpartner.

Kolleeginnen a Kolleegen, et wier nach esou munches iwwert dëse Projet de loi vun der Aide sociale ze soen, an et kéint ee selbstverständlech och nach déi eng oder aner Verbesserung drabréngen. D'Diskussiounen iwwert d'Form vun deenen neien Offices sociaux, ob Syndicat intercommunal oder Établissement public oder wéi och ëmmer, sinn och net definitiv ofgeschloss a wäerten an anere Gremië weidergoen. Den definitive Vote zu dësem Gesetz wäert eréischt am Hierscht oder um Enn vum Joer stattfannen.

D'Preparatiounen, fir dëst Gesetz am nächste Joer ëmzesetzen, lafen awer schonns. An dat ass och gutt esou. Mä et ass a bleift eng Tatsaach, dass mer esou séier wéi méiglech reagéiere mussen op d'Krisesituatioun, wou mer elo dra sinn, an op dat, wat nach op eis zoukënnt.

Ech mengen, mat engem Gesetz iwwert d'Reform vun der Aide sociale an engem neie Recht op Hëllef ass en éischte positive Schrëtt gemaach ginn elo. Jiddwereen, all Gemeng am Land, muss seng Verantwortung iwwerhuelen, fir de Leit, déi betraff sinn, hiert zukünftegt Recht op Sozialhëllef ze garantéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'nächst Joer, 2010, ass dat europäescht Joer vun der Aarmut. Ech hoffen, dass et net e Joer vun Aarmut gëtt am wierkleche Sënn vum Wuert. Mir sollten esou séier wéi méiglech all Mesuren ënnerhuelen, fir de Leit, déi duerch dës Kris onverschëllt an eng prekär Situatioun geroden, séier an effikass Hëllef zoukommen ze loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wëll ech der Rapportrice vum Gesetz, der Madame Sylvie Andrich-Duval, Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. E Merci och un all déi Leit, Organisatiounen a Chamberen, déi mat hirem Avis zu dësem Projet de loi mat bäigedroen hunn, dass en an engem méi positive Sënn konnt verännert a verbessert ginn.

Perséinlech läit mer awer um Häerz, am Numm fir all d'Beamte vun de Ministèren, an ech mengen, ech kann dat awer och fir alleguerten d'Membere vun deenen zwou Kommissioune maachen, dem Här Claude Vandivinit fir säi groussen Engagement, seng Gedold a seng Rou, déi hie mat eis hat a munch heftege Sitzungen, e grousse Merci ze soen.

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Hien ass aus gesondheetleche Grënn leider net méi an der Schlussphas bei den Diskussiounen elo derbäi gewiescht. Mir wëllen him, mengen ech, am Numm vun Iech all, vun hei aus alles Guddes fir seng Zukunft wënschen.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Vera Spautz Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir iwwert d'Aide sociale an iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg ze schwätzen, géif et wahrscheinlech mat engem Modell 2 guer net hei duergoen. Duerfir erlaabt mir, mech op e puer prinzipiell Remarquen ze limitéieren, wat dëse Projet de loi ubelaangt.

Déi gréng Fraktioun huet - an dat ass schonn hei ugeklongen - méi wéi gemëschte Gefiller bei dësem Projet de loi. Dee Projet, dee mir elo solle stëmmen, ass mat Sécherheet eng Politik, déi absolut muss um legislative Plang frësch iwwerduecht ginn. An am Rapport schreift och d'Madame Rapportrice, där ech iwwregens e ganz décke Merci ausriichte fir hire schréftleche Rapport, awer och elo fir hire mëndleche Rapport, op eng dach awer liicht naiv Manéier an engem Saz, datt dëse Projet de loi als Zil huet, de System vun der Protection sociale ze moderniséieren.

Ech denken, d'Madame Andrich gëtt mir och Recht, wann ech soen, datt een en Arrêté royal-grand-ducal aus dem Joer 1846 an e Gesetz aus dem Joer 1897 wuel guer net méi ka moderniséieren. Mir sinn éischter der Meenung, datt mer iwwerhaapt mussen e Vide, dee säit Joren, voire Jorzéngte besteet, mat Inhalt fëllen.

Et geet also an dësem Projet de loi drëms, fir iwwerhaapt emol eng Sozialpolitik um Gemengenniveau ze definéieren, d'Relatioun tëschent de Gemengen an dem Stat festzehalen an d'Missioune vu jiddwerengem dodra kloerzestellen. Et geet awer och drëms, fir ze definéieren, wat iwwerhaapt Aide sociale ass a wéini een dann och Urecht huet op d'Aide sociale.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Am Rapport gëtt och zouginn, datt onse System zu Lëtzebuerg, eent vun de räichste Länner an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus, en archaesche System ass. «Il est plus que temps de mettre notre dispositif législatif au diapason avec les réalités sociales», schreift d'Rapportrice. An deem stëmme mer zu 101% zou a froen ons eigentlech, firwat dëst net scho laang eng Prioritéit war vun der jorzéngtenaler CSV-Sozial- a Familljepolitik.

Mir verstinn och duerfir net, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, firwat eréischt am Joer 2008 e Projet de loi déposéiert ginn ass. Mir Gréng op alle Fall fillen ons onwuel, e wichtegen an noutwendege Projet de loi elo dach awer hallefhäerzeg an engem éischte Vote ze stëmmen, obwuel mer - an ech kommen herno nach drop zréck - eng konsistent Opposition formelle vum Statsrot nach ëmmer virleien hunn. Esou eng Virgoensweis fanne mir e bëssen onwürdeg fir esou e wichtege Projet.

Mir waren ons och alleguerte queesch duerch d'Fraktiounen eens, datt dëse Worf vun haut net dee beschten ass an och net deen definitiven ass. Jo, ech denken…

(Interruption)

An der Kommissioun ware mer ons alleguerten eens, queesch duerch d'Fraktiounen - ech widderhuelen nach eng Kéier -, datt dee Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, net vläicht elo dee beschten ass an op alle Fall net deen definitiven ass, an datt mer wäerte missen an engem zweete Vote, souwisou schonn duerch d'Opposition formelle, nach eng Kéier an d'Chamber kommen, an datt mer da sollen…

(Interruption)

…vun där Geleeënheet profitéieren, fir vläicht déi eng oder déi aner Saach nach heidran ze verfeineren. An ech denken, datt meng Virriedner a Virriednerinnen, och vun de Majoritéitsparteien, dat och schonn hei gesot hunn. Déi eng wëllen e bësse méi, déi aner e bësse manner nach dra verfeineren.

Natierlech ass et dann och delikat, wann ee muss engersäits soen, datt mir dës Législatioun onbedéngt esou séier wéi méiglech brauchen; an net wéinst der Wirtschaftskris. Well ech denken, datt dat Argument vun der Wirtschaftskris eigentlech keent dierft sinn, fir eng Aide sociale ze institutionaliséieren an ze regléieren hei an dësem Land, op Gemengenniveau.

Mir brauchen et also esou séier wéi méiglech, a mir wëllen och net de Bremser sinn. Mä et ass gradesou respektlos virun all deene Concernéierte vun der Aide sociale, engersäits déi, déi dra schaffen, an anerersäits och déi, déi dovunner Gebrauch maachen, wann een eng Saach produzéiert, déi net fäerdeg ficeléiert ass, well ee sech awer net déi noutwendeg Zäit nach duerfir wollt ginn. A wann ech schwätze vun noutwendeger Zäit, da schwätzen ech net vu Joren, mä vu vläicht e puer Méint. Déi hätte kënne wahrscheinlech dëse Projet de loi...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Madame Loschetter, dee Projet war annerhalleft Joer an der Aarbecht. Wann en dann nach net fäerdeg ass, da froen ech mech, ob et wierklech doru geleeën huet.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen nach drop zréck. De Projet de loi ass virun engem Joer déposéiert ginn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Am Januar 2008.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Genau, virun engem Joer.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass annerhalleft Joer.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo. En ass substanziell jo och scho geännert ginn. En ass och zweemol duerch de Conseil d'État gaangen.

Et bleiwen nach eng Rutsch Froen onbeäntwert. Ech denken, dat ass och schonn hei gesot ginn. An dofir denke mir, datt mer déi noutwendeg Zäit ons nach hätte kënnen huelen, fir och déi do Äntwerten ze ginn.

Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt d'Ministesch an hir Regierung kee Kreepchen hannert dëse Projet de loi kënne maachen; e Kreepchen, deen heescht: ofgehaakt. Mir sinn der Meenung, datt hei d'Missioun vun der Regierung net accomplie ass.

Dëst zu der Virgoensweis vun den Aarbechte vun dësem Projet de loi. An elo nach kuerz e puer Wuert zum Inhalt.

E wichtegen Akzent ass an der Sozialpolitik gesat gi mat dësem Projet de loi, well elo all Bierger an all Biergerin e Recht kritt op Sozialhëllef. Dat ass vu jiddwerengem scho gesot ginn an dat wëll ech och am Numm vun der grénger Fraktioun hei nach eng Kéier ënnersträichen. Dat ass eng Approche, déi aner Länner, notamment och d'Nopeschländer, schonn ageholl hunn, an déi mir och elo hei zu Lëtzebuerg kréien.

Dës Approche definéiert dann och déi ganz Philosophie vun deem Projet de loi. D'Definitioun vun Aarmut kritt doduerch eng realpolitesch Nues. Aarm ass net méi eleng den Heeschemann oder den Obdaachlosen. Aarm oder gefährdet sinn haut: Kanner, notamment aus monoparentale Familljen; Kanner, déi keen Zougank zur Kultur hunn; Kanner, déi keng uerdentlech Ernährung hunn an déi sech schonn an hirem klengen Alter hir Gesondheet definitiv beschiedegen. Aarm sinn déi, déi aus der Gesellschaft ausgeschloss sinn oder ginn, well hir Reaktioun dorop fir si oder fir anerer geféierlech ka ginn.

Duerfir gesi mir och an de Missioune vun deem neien Office social eng ganz kloer preventiv Missioun. D'Politique sociale an d'Politique sociétale, d'Gesellschaftspolitik, ginn do Hand an Hand. Et ass ze verstoen, denken ech, als eng éducativ a pedagogesch Mesure, fir ze verhënneren, datt e Bierger oder eng Biergerin ausgeschloss gëtt an duerno ausgeschloss ass vun enger Gesellschaft.

Mir hunn haut Méiglechkeeten, op Analysen a Recherchen zréckzegräifen, déi ons Unhaltspunkte ginn iwwert d'Aarmut an enger Gesellschaft respektiv iwwert d'Aarmut vun enger Gesellschaft. Mir hunn haut e professionelle Réseau vun Institutiounen, déi am soziale Secteur schaffen, a brauchen eigentlech net méi op déi chrëschtlech Nächsteléift vun den Uerdensschwësteren zréckzegräifen.

A mir hunn haut Gemengen, deenen hir Missioun wäit iwwert d'Mole vun Zebrasträifen op der Strooss erausgeet. D'Gemenge sinn déi, wéi et gutt am Rapport beschriwwen ass, déi déi Instanz duerstellen, déi am nooste beim Bierger a bei der Biergerin ass, déi d'Kanner praktesch alleguerte kennen, well se do an d'Schoul ginn.

An dëst sinn, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an onsen Aen déi wichteg Instanzen, déi sech esou matenee mussen organiséieren, datt d'sozial Hëllefstellung do ukënnt, wou se muss a mat der noutwendeger Urgence, déi oft gefuerdert gëtt. Um Stat, un der Regierung ass et, de Relais tëscht de Gemengen, de Sozialinstitutiounen an den Erkenntnisser esou ze gestalten, datt et fonctionnéiert. An dës Philosophie gehéiert dann och e kloren Transfert vun de reng finanziellen Hëllefstellungen eriwwer op Déngschtleeschtungen, professionelle Suivi, materiell Leeschtungen an esou weider.

Dës Mesurë sinn alleguerten am Projet de loi virgesinn. Mir fannen dat gutt, mir fannen dat wichteg a mir fannen dat noutwendeg. Mir hätten et och begréisst, wann den Term „Office social" duerch méi e flotten, vläicht positiven Term ersat gi wär, wéi „Maison des citoyens" oder „Biergerhaus" oder „en Haus fir jiddereen", wou och eng Persoun, déi an akute Schwieregkeeten ass, sech nach zougehéiereg fillt. D'Zäite vum Aarmebüro, wéi den Office social oft genannt ginn ass, sinn definitiv eriwwer.

Mir hunn och ons grouss Bedenke par rapport zu deene Persounen, déi net kënnen déi Hëllefstellung beim neien Office social fannen, virun allem déi auslännesch Schüler, Schülerinnen, Studenten a Studentinnen. Dat fanne mir net zäitgeméiss an och net ubruecht, an Zäiten, wou mer notamment wëllen ons Uni promouvéieren a wëssen, wivill Studentinnen a Studenten et schwéier hunn, sech finanziell duerchzeschloen, trotz verschiddene Méiglechkeeten an anere Gesetzer. D'autant plus, datt ons Législatioun fir e Studentenjob nach ëmmer an onsen Aen zumindest zimlech restriktiv ass. Verschidde Studenten a Studentinne musse munchmol op traureg Aktiounen zréckgräifen, fir notamment hire Loyer ze bezuelen.

Mir kënnen ons och absolut net - an et ass scho vu menge Virgänger a Virgängerinne gesot ginn; ech widderhuelen et also - d'accord erkläre mam Fait, datt an dem Conseil d'administration weder e Buergermeeschter nach Schäffe kënne genannt ginn. An onsen Aen ass et eng total Verkennung vun der Realitéit um Terrain.

Et sinn, egal ob an deene gréissere Stied, mä virun allem an deene klengste Gemengen dach ëmmer de Buergermeeschter an déi politesch Responsabel, déi ugeschwat ginn, déi gefrot ginn, déi ënner Drock stinn, wann et drëms geet, enger Urgence sociale nozekommen. Dëst ass och vu ville Gemengepolitiker an deenen zoustännege Kommissiounen e puermol ënnerstrach ginn, fënnt awer en daaft Ouer bei der Ministesch a bei hire Fonctionnairen.

Une voix.- A beim Conseil d'État.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- A beim Conseil d'État.

(Interruption)

Mir kënnen och guer net domadder liewen, datt d'Gemengen imposéiert kréien éischtens, wéi se sech mussen zesummendinn, an zweetens, déi Form, déi se mussen anhuelen, fir zesummen ze schaffen, à savoir d'Obligatioun, sech eben an engem Établissement public de droit privé ze regruppéieren.

De Conseil d'État gesäit dat och mat äusserster Skepsis - ech denken, déi Diskussioun steet nach effektiv aus - an e weist och mam Fanger genau dohin, nämlech op déi Aschränkung vun der Autonomie communale, an zitéiert dobäi notamment den Artikel 107(1) vun der Verfassung. Dës Virgoensweis, seet en, ass verfassungswiddreg. Dofir bestätegt dann och an onsen Aen op eng richteg Manéier de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire déi Opposition formelle.

De Conseil d'État versteet och net, firwat de Gemengen zousätzlech zu der Méiglechkeet, en Établissement public ze schafen, och nach aner Méiglechkeete gi ginn, zum Beispill sech a Syndikater ze organiséieren.

Dat alles, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass an onsen Aen nach net bis zum Schluss duerchduecht a wäert alle Leit, de Politikerinnen a Politiker, de Leit, déi am soziale Secteur schaffen, vill Kappzerbrieches kaschten. Kappzerbrieches, deen net noutwendeg gewiescht wär an dee kontraproduktiv ass.

Mir kommen net vun där Iddi lass, datt de Stat, sprich de Familljeministère seng Kompetenze bis déif an de Gemengenterrain verbreet huet a weider verbreet, an datt d'Gemenge riskéiere muer eventuell just nach eng Exekutiv vun engem Familljeministère a Saache Familljepolitik a Sozialpolitik ze ginn. Mir stellen ons als Gréng eng aner Form vu Gesellschaftsorganisatioun vir.

Dofir, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir dësem Projet de loi net ons Zoustëmmung am éischte Vote ginn a wäerten ons och dofir enthalen.

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech relativ kuerz faassen zu dësem Projet an un éischter Stell awer der Kolleegin Madame Sylvie Andrich-Duval Merci soe fir hire wierklech detailléierte Rapport, dee si eis hei mëndlech virgestallt huet, an awer och virun allem de schréftleche Rapport.

Dat hei ass fir eis, mengen ech, fir eist Land, e ganz wichtege Projet. Et ass en néidege Projet, dee mer leider mussen elo ënner engem gewëssenen Zäitdrock stëmmen, well mer vill Zäit verluer hunn. Ech wëll do keng Bemierkunge maachen, duerch wien datt déi Zäit verluer gaangen ass. Ech mengen, mir hunn de Projet annerhalleft Joer hei an der Chamber, an esou wéi eben eis Prozedure sinn tëschent Parlament, Regierung a Statsrot, ass et nun eemol zu där Situatioun komm, datt dëse Projet dann eben elo am leschte Moment hei zur Diskussioun an zum Vote kënnt.

Eis schéngt et awer wichteg ze sinn, datt dëse Projet nach an dëser Legislaturperiod gestëmmt gëtt, fir datt e kann a Kraaft triede fir den 1. Januar d'nächst Joer, och wa mer eng Opposition formelle hunn an domadder de Risiko lafen, datt mer no der Summervakanz dëse Vote dann eben nach eng zweete Kéier musse maachen, fir datt d'Gesetz kann a Kraaft trieden.

Et ass awer wichteg, datt mer dëse Projet stëmmen, well mer jo feststellen aus der Vergaangenheet, datt déi Strukturen, déi mer hei am Land haten an deem do Domän, iwwerlieft waren an datt se virun allem vun enger Gemeng op déi aner Gemengen aneschters praktizéiert si ginn. Et ass och sécher, datt de Besoin an där enger oder an där anerer Gemeng ganz aneschters ass.

Et ass kloer, datt mer vill Landgemengen haten, déi déi Problemer do wéineg kannt hunn oder guer net kannt hunn, datt de Gemengesekretär den Office social niewelaanscht gemaach huet. Wann ee Fall komm ass, dann ass deen ebe geregelt ginn, onkomplizéiert a séier. Mä mir wëssen awer och, datt mer gréisser Gemengen hunn, wou de Problem, wou d'Demande no Hëllef enorm grouss ass, an datt déi Gemengen do och vill gefuerdert waren an deem Sënn.

Duerfir, datt mer eng national Regelung kréien, an déi an engem gewëssene Solidaritéitsgefill all d'Gemenge mat agebonne sinn, fanne mir, ass eng richteg Entwécklung, déi mer maachen. Et kann net sinn, datt Gemenge sinn, déi méi där Problemfäll do hunn opgrond vun hirer geographescher Lag, opgrond vun hirer Gréisst, an datt déi finanziell a materiell méi missten engagéiert si wéi aner Gemengen, déi vläicht eng aner Zesummesetzung vun hiren Awunner hunn, a wou d'Demande an déi dote Richtung vill méi kleng ass.

Hei, mengen ech, si mer als Land gefuerdert, fir datt all Mënsch, egal wou en hei lieft an eisem Land, muss déi adequat Ënnerstëtzung kréien, déi e brauch. An duerfir si mer och dermat averstanen, datt dat heiten eng gewësse Solidaritéit gëtt.

Ech schwätze ganz kloer aus Erfahrung. Ech war laang Buergermeeschter vun enger klenger Gemeng, déi iwwer 30 Joer praktesch den Office social net gebraucht huet. D'fräi Nuechten, déi d'Veräiner ugefrot hunn, sinn an d'Caisse vum Office social gaangen. Dat ass duergaangen, fir dee ganzen Office social ze finanzéieren, an da konnten d'Membere vum Office social souguer nach eng Kéier d'Joer dovun iesse goen.

Dat war einfach, well d'Zesummesetze vun där Gemeng eng Gemeng war, wou lauter Appartementer a Lotissementer gebaut si ginn, a Leit, déi dohinner wunne ginn, dat sinn an der Regel keng Leit, déi duerno op d'Gemeng kommen, fir Hëllef ze sichen. Dir hutt awer aner Gemengen, déi aner Strukturen hunn, déi da vill méi där Leit vun där Kategorie hunn. Duerfir mengen ech, ass et och wichteg, datt eng Gemeng, déi net direkt där Leit bei sech huet, awer am Kader vun enger nationaler Solidaritéit muss hëllefen, fir deem Problem do ze begéinen, och wat d'Organisatioun an d'Finanzéierung ugeet.

Mir sinn an engem Land - dat ass och schonn de Moien hei gesot ginn -, wou an deene leschte Méint a Joren d'Demande no där Hëllef do rapid ugeklommen ass, punktuell oder plazeweis am Land gesinn. An dat bedeit dann och, datt mer musse reagéieren. Mir kënnen eis net hanner prozeduralem Geplänkels oder Ursaache verstoppen, fir esou e Projet net ze stëmmen, well domadder géife mer am Fong erreechen, datt mer déi betraffe Leit géifen treffen. Duerfir ass et scho wichteg, datt dee Projet hei gestëmmt gëtt, och wann en net, wéi dat bei verschiddene Virriedner hei zum Ausdrock komm ass, an allen Detailer perfekt vläicht mag sinn oder déi eng oder déi aner Fro sech stellt.

Sécher ass esou eng Reform wéi déi heiten - a mir hu jo schonn an der Vergaangenheet esou Reformen hei am Land duerchgezunn, wou och kee wousst, wou een herno bei der praktescher Uwendung do nach eventuell op Problemer géif stoussen -, an dat mag och bei dësem Projet vläicht bei der praktescher Ëmsetzung de Fall sinn. Dann, mengen ech, si mer als Parlament grouss an al genuch, wann eben e Besoin géif punktuell bestoen, datt misst nogebessert ginn. Dat Parlament hält wuel de 7. Juni op, mä et kënnt duerno erëm en anert Parlament, an och déi, déi dann hei sëtzen, wäerten à même sinn, wann ebe muss nogebessert ginn, fir dann ebe punktuell nozebesseren.

Wat wichteg ass bei esou enger Reorganisatioun, a virun allem bei deene Leit, déi hei concernéiert sinn, dat ass, datt mer Prozedure maachen, déi net ze wäit vun de Bierger ewech ginn. An duerfir, mengen ech, musse mer och kucken, wa mer Strukturen opbauen: D'Ulafstell vun de Leit wäert nach ëmmer d'Gemeng sinn. Mir kënnen also d'Gemengen net ze vill ausschléissen aus der Prozedur, mä mir mussen ëmmer kucken, datt mer esou no wéi méiglech bei de Bierger bleiwen, an och an deenen heite Fäll esou onkomplizéiert an der Praxis virgoen.

Deene Leit, déi op deem Terrain do schaffen, brauche mer dat net ze soen. Déi hunn an der Vergaangenheet bewisen, datt se dat kënnen. A wann dacks Problemer waren, da louch et net un deene Leit um Terrain, déi d'Dossiere behandelt hunn. Loosse mer éierlech sinn, da war et awer ganz dacks um Niveau vun de Gemengen, déi vläicht, déi eng méi oder déi aner manner, retizent ware fir déi Leit, déi dann op d'Gemeng komm si mat den Dossieren, wou dann dacks d'Gemengen am Fong déi waren, déi gebremst hunn.

Wou vläicht an deene Gemengen, an ech schwätzen elo emol méi vun deene klenge Gemengen, wou et awer keng fest Strukture gi sinn, wou dann entweder ee Politiker responsabel war, oder en Office social war, wou am Fong keng oder deelweis keng Kommunalpolitiker mat dra waren - wou ganz dacks nëmmen een Eenzelne gefrot ginn ass, oder décidéiert ginn ass -, esou datt mer dann net eng generell Approche zum Problem haten, mä ganz dacks eng Approche haten, wat dann eben där eenzelner Persoun hir war, an dat ass och net gutt. Ech mengen, et ass scho gutt, datt mer eis eng national Struktur ginn, datt mer Kritäre ginn, déi transparent sinn, déi novollzéibar sinn, a wou all Mënsch, egal wou en am Land wunnt a lieft, ka vun deeneselwechte Méiglechkeete Gebrauch maachen.

Wéi gesot, Madame Presidentin, dat hei ass eiser Meenung no dofir e gudden an e wichtege Projet. Et kënnt een nach villes dozou soen, mä ech mengen, meng Virriedner hu praktesch all déi Suergen a Problemer, déi een an dësem Projet kann zur Diskussioun stellen, hei opgefouert. Et huet och kee Wäert, fir datt een dat des Laangen an des Breeden dann nach eng Kéier hei widderhëlt.

Mir sinn an der Mëttesstonn - et ass net schued, Här Scheuer, a bestëmmt deet et lech am mannste leed, wann et séier geet -, an ech géif dofir nach eng Kéier Merci soen an ech géif d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem fir eis wichtege Projet bréngen.

Mme le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, an dësem Projet de loi huet de Conseil d'État eng gutt Analys gemaach iwwert de Stand vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. An iwwert d'Entwécklung vum Bäistand un deene Bedürftegen huet en och eng ganz gutt Analys gemaach. En huet ugefaange mat den internationalen Texter an dëser Perspektiv - iwwert d'Aféierung vum Fonds national de solidarité, dem RMG mat senge sëlleche Modifikatiounen am Laf vun der Zäit -, en huet do wierklech alles gekuckt an och op déi auslännesch Auteuren higewisen.

Hien huet déi zitéiert, an hir Doctrine, wat ganz bedeitend Auteure sinn, an hie stellt opgrond vun all deem, opgrond vun deem Inventar, deen hie gemaach huet, fest, dass eis ural Texter verbesserungsbedürfteg sinn. En neie Geescht muss an deen neien Text, an déi nei Aktioun vun den Offices sociaux eran. Dat ënnersträicht en och a sengem Avis, an d'Regierung huet integral den Text, deen de Conseil d'État virgeschloen huet, iwwerholl am Artikel 7, dee souwisou d'Vuë vun der Regierung ënnermauert.

Virun allem, ier mer un d'Aide sociale kommen, sollen all aner Hëllefen épuiséiert ginn, an an deem Sënn mussen d'Leit informéiert, guidéiert an assistéiert ginn, fir ze wëssen, wouhinner se sech solle wennen, wat fir Méiglechkeete se hunn, fir kënne gehollef ze kréien, wann et noutwendeg ass. Problemer sollen un der Wuerzel gepaakt ginn, fir dans la mesure du possible keng Nout opkommen ze loossen. Eng Begleedung vun eventuellen Hëllefsbedürftegen organiséieren, fir net an de Misär oder souguer un de Rand vun der Gesellschaft ze geroden.

Als leschte Moyen soll eng Hëllef en nature oder en espèces stattfannen, déi da vum Service d'aide sociale accordéiert gëtt. Dat gëtt eng nobel Missioun fir déi reorganiséiert Offices sociaux, wouranner musse motivéiert an engagéiert Leit funktionéieren. Dorop kënnt et un, op eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun, eng Plus-value par rapport zu der jëtzeger Institutioun. Ech géif soen, dat kann een aus dem Esprit vum Gesetz schléissen, dass, wa Leit do um Wierk sinn, déi wierklech motivéiert sinn, déi engagéiert sinn, da kréie mer d'Objektiver vun dëser Gesetzgebung am Intérêt vun deenen, déi et brauchen, duerchgesat.

Wat elo d'Ausféierung vun deene Missiounen ubelaangt: Bis elo hate mer en Office social, deen och als Établissement public sous la surveillance des communes considéréiert ginn ass. Seng Base légale war am Arrêté royal-grand-ducal vun 1846 festgehalen. Den Domicile de secours vun enger Persoun berout op engem Gesetz vun 1897.

Also alles Bestëmmungen, déi ural sinn an déi aktualiséiert musse ginn. Iwwert d'Modifikatioun vun dësen Instrumenter gëtt schonn iwwer 30 Joer geschwat. Säit ech am Gemengesektor täteg sinn, gëtt doriwwer geschwat. Dat ass scho vill méi laang. An deem Projet de loi, deen hei zur Diskussioun steet, hu mer weider en Office social, deen en Établissement public ass, deen ënnert der Surveillance vun de Gemenge funktionéiert.

De Projet de loi verankert - an dat kann een net oft genuch soen, et ass scho vun de Kolleeginnen a Kolleege Virriedner hei gesot ginn - d'Recht op Hëllef fir déi, déi se noutwendeg hunn, mam Corollaire, dass am Fall vun engem Refus déi betreffend Persoun kann hiert Recht bei de sozialen Tribunäl akloen. Also Rechtsweeër ginn opgemaach, wat bis elo net de Fall war. Do sinn oft am Arbiträren Décisioune geholl ginn, wou kee Moyen dergéint bestanen huet, fir sech dergéint ze wieren.

De Service fir de Benotzer gëtt méi professionell fir all Gemengen organiséiert. Regional Strukturen erlabe méi Effikassitéit. D'Bestëmmungen iwwert den Domicile de secours vun 1897 ginn tout court zu Recht ofgeschaaft. Et ass elo eriwwer mat dem eventuelle Gespills tëschent Gemengen, eng där anerer duerch Bezuele vun Hëllefen de Client à charge ze loossen. D'Madame Flesch huet et an hirer Interventioun gesot, a mir wëssen och, wéi schwéier et oft war, fir den Domicile de secours vun deem engen oder aneren ze ermëttelen.

Wat d'Exekutioun vun dësem Service betrëfft, wollt de Statsrot d'Autonomie communale spille loossen, an engem alternative Choix: entweder e Syndicat intercommunal fir Gemengen, déi sech wëlle regruppéieren a méi effikass schaffen, also ënnert deenen aktuelle Bestëmmunge vum Gemengesyndikatsgesetz, oder iwwer en Établissement public communal fir déi Gemengen, déi sech an der Lag fannen, fir eleng gutt ze funktionéieren.

En Établissement public communal, wou de Statsrot e legale Kader, e System proposéiert hat, deen a mengen Aen awer juristesch net am Aklang, net kompatibel ass mam Artikel 108bis vun eiser Verfassung, an et ass och schonn dorobber higewise ginn. Ëmmerhi wier d'Autonomie communale, egal a wat fir engem System, beschränkt ginn.

D'Autonomie communale ass näischt Absolutes. Si muss sech ëmmer bewegen am Kader vun de Gesetzer, vun der Constitutioun. Dat ass och eng Virschrëft, eng Feststellung, déi gemaach ginn ass. Eng Definitioun iwwert d'Autonomie communale gesäit dat vir an der Charta, déi Lëtzebuerg och ënnerschriwwen huet: déi europäesch Charta iwwert d'Autonomie communale.

Also hätt, nom Choix vun de Gemengen, deen Office social kënne funktionéieren iwwert d'Gesetz vun de Gemengesyndikater, wat an eisen Ae jiddefalls och verbesserungsbedürfteg ass, oder en Établissement public communal, esou wéi de Statsrot dat proposéiert huet, an d'Gemengen hätten dat da missen entscheeden.

Mir hätte bei engem méigleche Choix zweeërlee, also verschidden Hëllefsstelle geschaf, wéi zum Beispill en Établissement public communal - wou de Conseil d'administration op ass fir all Bierger, déi d'Konditiounen, fir e Gemengerot ze sinn, mussen erfëllen - oder e Syndicat intercommunal, wou de Comitésmember muss e Gewielte sinn. Dat kann et jo net sinn. Mir kënnen net op zwou Schinnen hei fonctionnéieren.

Deen heitege System, den Établissement public placé sous la surveillance des communes, ass kloer a schaaft Strukturen, déi fir all Gemeng oder regruppéiert Gemenge gülteg sinn. Am Kader vum Gesetz huet dës Institutioun eng Bewegungsfräiheet; déi ka sech do bewegen, ka sech Mëttele ginn, ka sech Personal ginn, ka sech Instrumenter ginn, fir hir Missioun, fir hir Objektiver esou gutt ënnert deene beschte Konditioune wéi méiglech duerchzeféieren.

De Buergermeeschter oder d'Schäffe kënnen net Member sinn. Dat ass a mengen Aen normal, wou se jo d'Surveillance vum Établissement public direkt ausüben. De Buergermeeschter respektiv säin Delegéierte kënnen awer mat berodender Stëmm de Réunioune vum Conseil d'administration bäiwunnen an esou hire Bäitrag am Intérêt vun der Institutioun leeschten.

Ech géif mengen, an der Diskussioun iwwert dee Projet de loi hei an der Kommissioun hu mer et jo fäerdeg bruecht, fir d'Tutelle - wou mer jo deen Ausdrock, dee mer net méi gär héieren, guer net gär héieren, an deen och net méi berechtegt ass, mir wëlle jo och keng Tutelle, keng Bevormundschaftung méi -, fir do den Intérieur an de Ministère de la Famille erauszehuelen, a mir hunn nach just d'Surveillance vun der Gemeng, wou jo awer de Buergermeeschter an d'Schäffen am meeschten zoustänneg sinn, an da kënne se net zur gläicher Zäit Acteur sinn an och nach hiren eegene Kontroller oder Surveillant sinn.

Wa bei der Ausübung vun hirer Missioun am Kader vun dësem Gesetz sech Inélégancë weisen, an der Praxis - bei der praktescher Ëmsetzung wäerte sécherlech Problemer begéint ginn -, da wäerten experimentéiert Fonctionnairen oder aner Experten en place sinn, fir Léisungen ze fannen. Grave Obstaclë kéinte gegebenenfalls, wéi bei all Gesetz, duerch Ofännerungen aus der Welt geschaaft ginn. Ech zweifelen awer, dass sech hei sollte ganz wesentlech Obstaclë virfannen, déi net iwwerwëndlech wieren.

Dat hei ass erëm e Beispill, muss ech awer soen, dat weist, dass et besser gewiescht wier, bei der Ausschaffung vun der neier Législatioun d'Praktiker vum Terrain vun Ufank u mat anzebannen. Dat wier der Institutioun zum Gudde komm. Iwwregens ass dat mat Erfolleg bei der Ausschaffung vun der Reglementatioun vun de Chèquesservices esou gemaach ginn, an do hutt Dir beispillhaft agéiert, Madame Minister, an Dir hutt och gesinn, wat fir e Resultat Dir hat a wat fir e Succès, wat fir en Erfolleg Dir mat där Reglementatioun do hat, wéi dat dunn esou gelënd bei de Gemenge konnt ëmgesat ginn. Dat ass eng Fuerderung vum Syvicol. Et geet do net ëm de Prestige vum Syvicol, fir kënnen derbäi ze sinn, mä et ass am Intérêt vun der Saach, am Intérêt vum Administré, ëm deem säi Wuel, ëm deem seng Qualité de vie et jo schliesslech geet.

Alles an allem géif ech soen, dass dëst Gesetz e soziale Cachet huet, an enger Zäit, wou sech wäerte méi Fäll weisen, wou mer musse méi Fäll op deem Niveau behandelen, wou d'Hëllef wäert méi heefeg ginn. Dat hei ass e gutt Instrument, fir deene Leit do Satisfaktioun ze ginn, déi an der Nout sinn, a fir hinnen aus der Nout erauszehëllefen. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Gemengen et notzen, fir deenen Objektiver nozekommen. Si besetzen et mat deene beschtgëeegente Leit a Personal, am Sënn vun der sozialer Verbesserung, am Sënn vun der Solidaritéit a besonnesch och vum sozialen Zesummenhalt.

Ech soen lech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Klein. Domadder si mer um Enn vun der Riednerlëscht, an d'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëlle fir d'éischt der Madame Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, e grousse Merci soe fir hiren explizite mëndlechen a schréftleche

Rapport, an och den Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf, entschëllegen, dee jo net als Ministre de tutelle, well mer dat jo net méi gären héieren, hei ass, mä awer trotzdeem Responsabilitéit fir d'Gemengen huet. Hie kann haut de Moien net hei derbäi sinn.

Selbstverständlech sinn ech e bësselche verdrësslech driwwer, datt mer haut eréischt hei en éischte Vote kënnen huelen, well ech mengen, datt et wichteg gewiescht wier, datt mer hätte kënnen dat Gesetz definitiv stëmmen. Ech kann och net domadder liewen a mech net domadder ufrënnen, fir ze soen, dat wier alles ze séier gaangen, wann een annerhalleft Joer Zäit huet. Gitt emol eng Kéier an aner Parlamenter kucken, a wéi vill Zäit do Gesetzer gestëmmt ginn. Do ass et an dräi Wochen. Wann een do engem Mënsch erkläre geet, datt mir annerhalleft Joer, zwee, dräi Joer Zäit brauchen, fir e Gesetz ze stëmmen, soen déi: „Ma wat maacht Der dann nëmmen?" Also déi, déi e bësselche méi Auslandserfahrung hunn, déi wëssen dat.

Ech weess och, datt hei, deemno ëm wat et geet, et och duerchaus méiglech ass, datt Gesetzer kënnen an Zäit vu 14 Deeg oder dräi Woche gestëmmt ginn. Duerfir hätt ech mer am Fong emol gewënscht, mer wieren och hei zu engem definitive Vote komm. Mä jiddweree muss dann och domadder liewen.

Et mécht mer manner Suergen, well mer eben d'Mise en vigueur op den 1. Januar 2010 hunn, a well dat eis awer erlaabt elo virunzeschaffen, och wann et en éischte Vote ass, well ech och der Meenung sinn, datt no de Wahlen awer wahrscheinlech eng Partie vun deene Parteien, déi haut hei vertruede waren, och dann nach wäerten hei sinn. Ob dat dann aner Deputéierte sinn an aner Regierungsmemberen, dat ass jo dann dem Wieler iwwerlooss. Mä ech denken awer, datt domadder net alles wäert änneren, besonnesch well mer awer e grousse Konsens hu fir dat Gesetz, a mat Ausnahm vun deene Grénge all déi aner Parteie mat deem Projet de loi hei esou d'accord sinn.

Ech sinn och all deene Leit ganz dankbar, déi an deene Kommissiounen do waren, an deene ville Kommissiounen, déi mer haten, wou et och heiansdo e bësselche méi stiermesch hiergaangen ass. Mä wann een aus dem Norde kënnt, da packt een déi Stierm besser. Et muss een ëmmer wëssen, ob et engem méi wäert ass, datt Stuerm ass, an datt dat, wat erauskënnt, da méi wäert ass. Ech si ferm iwwerzeegt, datt, wéi op esou ville Plazen…

De Jhempi Klein huet gesot, dat wier jo alles esou gutt gaange mat de Chèquesservices. Ech weess mech och do nach u Momenter ze erënneren, wou et der laanscht d'Läpper gouf, mä wéi gesot, wann een eppes wëllt maachen, da muss een dat mat a Kaf huelen. Fir esou déi „Gutt-Wieder-Leit" do ze sinn, dat ass jo vläicht schéin, mä domadder änner awer net vill an der Gesellschaft an och net an engem Land. Duerfir sinn ech dankbar, datt mer trotzdeem elo konnten derzou kommen, fir en éischte Vote hei ze kréie mat esou enger grousser Majoritéit.

Ech géif wierklech wëllen och Iech, Madame Presidentin, e grousse Merci soen, och fir déi Propositiounen an déi eenzel Punkten, déi nach opstinn, oder déi een nach kann duerchaus esou gesinn oder och kann aneschters gesinn. Ech mengen net, datt hei mat Sturheet weder vu menger Säit nach vu menge Fonctionnairen aus virgaange ginn ass, mä et muss een heiansdo gesinn, datt et awer Saache sinn, déi, wann ee se ewell ännere geet, dann och net méi zäitgeméiss sinn, an datt een dann och sech soll duerno konforméieren.

An deene leschte Joren ass och mat deem sécher vereelste Gesetz iwwert d'Aide sociale nach vill Sozialhëllef gemaach ginn, an ech sinn absolut do d'accord mat dem Vera Spautz, wat seet, et war näischt wat bis elo verhënnert huet, fir a sengem Syndicat intercommunal d'Aide sociale derbäizeschreiwen. Dat wier ganz gutt gaangen. Et hätt keen een do kënnen ophalen, well néierewou steet, datt eppes, wat net an engem Gesetz ass, net däerf gemaach ginn. Mä, wann et et an engem Gesetz gëtt, da muss et selbstverständlech gemaach ginn.

Duerfir verstinn ech do och deen Acharnement net, fir ze soen, dat hätt elo alles awer missen an enger anerer Form vu Gemengesystem kommen, wou ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, datt mer et endlech ëmgesat kréien. An ech wëll och wierklech kuerz, well mer awer alleguerten, déi eng vläicht e bësse méi, déi aner e bësse manner, hongreg sinn an erëm um hallwer dräi mussen hei untrieden, e puer Elementer soen, déi mer awer wichteg sinn.

Dat ass virun allem och d'Recht, wat geschaf gëtt, eppes, wou mer vis-à-vis vun anere Länner sécher elo hannendra waren, a wierklech deene sozial schwaache Familljen domadder méi eng grouss Chance ginn, op gesellschaftlechem, op schouleschem an op berufflechem Wee ze réusséieren.

An eent vun deene Beispiller, déi mer och net an der Aide sociale dran haten, mä déi mer awer och an deem… Och ënner anerem an dem Interessi vun deene Leit si jo zum Beispill och d'Chèque-servicer, déi mer justement agefouert hunn, fir ze verhënneren, well ëmmer erëm gesot gëtt: D'Aarmut ass eppes, wat ierflech ass, fir deene Kanner eng besser Chance ze ginn, fir kënnen an der Schoul mat virunzekommen, doduerch, datt se besser encadréiert sinn, doduerch, datt se mëttes e Mëttegiesse kréien, doduerch, datt een do ass, deen hinnen hëlleft hir Hausaufgabe maachen an esou virun.

Dofir ass et wichteg, datt mer e Recht schafen, datt mer och déi Hëllefen upassen an datt mer do och op méi en allgemenge Kader gaange si wéi dat, wat am Ufank virgesi war. Mä datt mer soen: D'Hëllef muss ugepasst sinn un d'Situatioun vun där betraffener Persoun. Mä niewent där Hëllef, déi an dësem Gesetz dran ass, ka se sech selbstverständlech nach cumuléiere mat aneren Hëllefen, déi mer bis elo och haten.

Jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg lieft an deen net iwwer en anere Statut ofgeséchert ass, deen da rechtméisseg hei zu Lëtzebuerg ass, ka vun dësen Hëllefe profitéieren.

Mir sinn effektiv op de Wee gaange vun deenen ursprünglechen 10.000 op 6.000 Awunner erof. An am Fong war d'Beispill, wat elo den Här Gibéryen ginn hat, fir ze soen: Bei eis an der Gemeng war dat néideg, den Ausgangspunkt, firwat datt mer am Ufank gesot hunn: Mir ginn op 10.000, well mer da gesinn, datt et wierklech ganz ënnerschiddlech ass, an datt mer ëmmer am Projet dran haten, datt mer awer e Puffer hätten, fir ze soen: An deene Gemengen, wou ee weess, datt méi Schwieregkeete sinn, kann een also och zousätzlech - an dat steet jo elo nach dran - méi Personal astellen.

Dat kënne mer zesummen, de Ministère mat der Gemeng, aushandelen, fir ze soen: Ma hei si wierklech méi Leit, déi dovunner musse profitéiere kënnen, wéi dat op anere Plazen de Fall ass. Vun dohier denken ech och, datt mer deem och virgebaut haten. Mä awer, wann dat sech haut op 6.000 da besser maache léisst: desto besser.

D'Aufgabe vum Service sinn der sécher, déi ganz mannigfalteg sinn: Interventiounen ze assuréieren, déi mat den Objektiver vun dësem Gesetz verbonne sinn, wéi den Accueil, wéi d'Sozialdiagnos ze maachen, an d'Prise en charge vum Demandeur, d'Kollaboratioun vun alle Persounen, Servicer an d'Autoritéiten, déi mat Leit a Schwieregkeeten ze dinn hunn, fir dauerhaft ze koordinéieren a koordinéiert Aktiounen zesummen ze maachen.

An ech mengen, datt dat ee vun deene wichtege Punkten ass, well mer ganz dacks an der Vergaangenheet och gesinn hunn, datt Leit an deem enge Service waren, deen ee Service awer net wousst, datt se och ewell bei deem anere waren, oder awer vun deem engen zu deem anere geschéckt gi sinn. Ech hoffen, datt mer iwwert déi nei Ausriichtung hei och do méi Koordinatioun dohinner kréien.

Mir hunn zu Lëtzebuerg enorm vill Servicer, an heiansdo soen ech: Zu Lëtzebuerg gëtt een eigentlech verfollegt von der Wiege bis zur Bahre mat iergendengem Sozialservice, deen hanner engem ass. Mä dat, wat eis ganz dacks feelt, ass eben déi Vernetzung, déi mer och hei an deenen heiten Aufgabe brauchen.

Wéi gesot, d'Preventioun ass net nëmmen an deem heite Gesetz, mä dat hätt een an dat kann een zu all Zäit maachen. Ech denken och, datt dat e wichtegt Element ass, fir eben d'Ausgeschlossenheet ze bekämpfen, an déi awer eng ganz Partie Leit riskéieren ze goe bei deene Regruppéierungen.

Ech ginn elo net, Madame Presidentin, op all déi Froen an, wat d'Gemengen ubelaangt, well et éischtens, den Domän vu mengem Kolleeg, dem Jean-Marie Halsdorf, ass, an zweetens och, well dat en long et en large hei diskutéiert ginn ass aus deene verschiddene Perspektiven eraus. An ech verstinn dat.

Jiddweree vun eis hëlt jo d'Argumenter vum Conseil d'État, wa se eis an de Krom passen, an en hëlt se net, wa se engem net dra passen. Mir sinn eben esou, an esou ass dat och mat anere Saachen. Dofir denken ech, datt also och bis den Oktober, wann dann dat Gesetz nach eng Kéier kann hei op de Leescht geholl ginn, d'Leit sech nach eng Kéier sollen doriwwer ausmaachen, ob dat déi dote Philosophie bleift, oder ob et eng aner gëtt.

Flott ass jo awer, datt ee wierklech eng professionell Hëllef ugebuede kritt - an dat ass och vun alle Riedner a Riednerinnen hei gesot ginn -, déi d'selwecht ass am Lëtzebuerger Land, déi wierklech dann awer och vun deene Professionelle gemaach gëtt an net ofhänkt vun dem Wëssen oder Kënne vu wierklech gutt intentionnéierte Leit, déi ëmmer sech do bereet erklären hunn, fir déi Aufgaben ze maachen, an domadder dann awer och, wann eng Gemeng net grouss genuch ass, kënnen an enger anerer Gemeng, wou se mat derzou gehéieren, Consultatioune gehale ginn. Et ass also net nëmmen an engem eenzege Lokal an enger Gemeng, wou däerfen déi Permanencen ofgehale ginn.

Fir mech ass et och wichteg, datt all Persoun, ob se Mineur oder Majeur ass, wäert hir Referenzgemeng behalen, wa se an eng sozial oder an eng médico-social Institutioun agewise gëtt. An ech denken, Madame Presidentin, wann Der mer erlaabt: Dir wësst, firwat dat Gesetz laang net geännert gouf. Et war e fréiere Kolleeg vun eis - de Georges Margue, fir en net ze nennen -, deen ëmmer ganz vill Angscht hat, wa mer iwwert dee Projet geschwat hunn. Well deen ass jo ëmmer erëm komm, och bei Regierungskoalitiounen, fir ze soen: Eng Kéier muss deen Office social geännert ginn.

An dann huet de Georges Margue ëmmer gesot: Mir sinn domadder net d'accord - da war hien d'Stad Lëtzebuerg -, well da kréie mir se alleguerten an d'Stad. An dofir war ëmmer och a wéi enger Gemeng datt ee wier a wien da géif zoustänneg fir ee bleiwen - also esou eppes -, wat ëmmer eng wichteg Roll gespillt huet.

Ech hoffen, datt duerch deen Artikel 8, dee mer elo hunn, dat dann elo domadder geregelt ass, an d'Gemengen net méi nach mussen engem… Ech hunn dat elo virun net allze laanger Zäit nach erlieft, datt ee komm ass, dee gesot huet: Ech bezuelen dann elo de Loyer. Wann s du elo an déi nächst Gemeng plënners fir dräi Méint, da sinn ech sécher, datt ech der lass sinn. Dat war jo e bësselchen… An déi Leit, déi dra schaffen, déi wëssen, wéi dat fonctionnéiert. Esou kann et jo och net goen.

Wichteg ass fir mech selbstverständlech och, datt den Office seng Aarbecht mécht no deene Methoden, déi am beschte sinn an déi och am Respekt vun all deene Leit, déi ebe bei se kommen, muss gemaach ginn.

De Secret professionnel ass fir mech evident. Dofir sinn ech och nach ëmmer éischter der Meenung, datt een op deem System, dee mer elo proposéiert hunn, soll bleiwen. Well et ka jo net sinn, datt iergendwou um Béierdësch op eemol erzielt gëtt: Ma dee war elo do an dee kritt elo dëst oder dee kritt elo dat. Dofir steet och am Gesetz dran, datt dat net nëmmen en Delikt wier, mä datt et wierklech awer da vum Code pénal bestrooft gëtt. Wou ech denken, datt dat dann och hëlleft, datt Leit éischter de Mond zouhalen.

Wichteg ass selbstverständlech och de Finanzement, wou mer da 50% jährlech den Defizit iwwerhuele vun de Sozialhëllefen, als Stat, an och vun de Funktiounskäschten, dem Personal, an och de Jetonen. A wéi gesot, wann en Defizit bleift bei Personal, bei Gebaier oder bei anere Projeten, da kann ee sécher mam Accord vum Ministère och do gehollef kréien, wou dat dann och zu 50% erëm iwwerholl gëtt.

Wann een ee Recht schaaft, dann ass et kloer, datt een och e Recours muss schafen. An och dat ass eng wichteg Neierung, déi agefouert gouf, datt een da kann op de Conseil arbitral respektiv op de Conseil supérieur dat akloe goen.

Wann een an enger Gemeng Leit huet, déi net do wunnen an déi eigentlech net ënnert d'Hëllefe géife falen, da kann een ëmmer e Secours humanitaire kréien, fir eben op deem prezise Punkt dann deene Leit ze hëllefen. Déi Hëllef ka selbstverständlech nëmme vu kuerzer Zäit sinn.

Ech weess net, wéi dat mat deem Recht op dee Minimum vun Energie geet. D'Waasser war souwisou eppes, wat ëmmer virdrun ageschloss ginn ass, well ëmmer gesot gouf: Wéinst de Feiergefore kann ee kengem d'Waasser ofspäre goen. Dofir, denken ech, ass dat eppes, wat een effektiv och beim Hëtze muss kucken.

Dat hänkt natierlech och vu ville Saachen of. Wann een en Haus huet, wou et vir eran an hannen eraus zéit, dann ass et wahrscheinlech méi schwiereg, fir ze soen: Hei, du däerfs nëmme mat esou vill Unitéiten auskommen, wéi wann s du an engem Gebai bass, wat gutt isoléiert ass, wou awer heiansdo besonnesch déi hei Clientë wahrscheinlech net gefrot ginn, well se da keng aner Méiglechkeet dofir hunn. Mä wéi gesot, ech si ganz gäre bereet, fir och an der Zukunft ze kucken, ob déi eng oder déi aner Punkte sech esou oder aneschters ausgewierkt hunn; d'selwecht wéi och mam Zréckbezuele vun den Hëllefen.

Ganz dacks ass et natierlech esou, datt déi Leit, déi bei den Office social kommen, och op anere Plaze sinn, notamment och beim Fong sinn. A wann da Leit do géifen Ierfschafte maachen oder géifen an der Lotterie gewannen, wat jo heiansdo virkënnt a wat jo gutt a schéi fir se ass, datt een dann och eventuell kéint déi Suen zréckfroen.

Et ass also eng Kann-Bestëmmung, esou wéi et eigentlech beim Fong och ass. Et ass net eng Muss-Bestëmmung, a wou mer eis alleguerten, mengen ech, heibannen och net d'Illusioun maachen, datt elo dat de grousse Rush wäert sinn, fir de Statsbudget an deenen nächste Joren ze sanéieren; déi Suen, déi mer kënnen erëmfroe goen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll wierklech jiddwerengem e ganz grousse Merci soen, deen eis gehollef huet op deene verschiddene Plazen, datt mer wéinstens dee Gesetzesprojet haut eng éischte Kéier gestëmmt kréien. Ech wëll och all deene Leit, déi an den Offices sociaux do iwwert d'Land verbreet bis elo geschafft hunn, déi hiert Bescht do gemaach hunn, Merci soen. Si ginn domadder, wann dat Gesetz bis a Kraaft ass, eigentlech ersatzlos ofgeschaaft.

Ech weess, datt der eng ganz Partie frou sinn, well se ebe soen: Mir sinn haut deem doten alles net méi gewuess. Mir kréien esou vill Demanden, mat deene mer net eens ginn. Esou datt ech denken, datt do och déi professionell Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi bis haut an deene verschiddene Servicer geschafft hunn, dat och an der Zukunft wäerte maachen. Och hinne gehéiert eise grousse Merci an eis Unerkennung.

Ech géif och vun dëser Geleeënheet profitéieren, esou wéi d'Vera Spautz et gemaach huet, mengem Mataarbechter, dem Claude Vandivinit, ze wënschen, datt en erëm geschwënn in alter Frische täteg ass an eis kann hëllefen dat heite Gesetz dann an der Realitéit ëmzesetzen.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Ministerin.

Domadder si mer um Enn vun onser Sitzung vun haut de Moien. De Vote souwéi d'Diskussioun vum Projet 5937 iwwert de CIPA zu Bieles fannen haut de Mëtteg statt. Mir fänken dann um hallwer dräi erëm un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 13.10 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux

- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement*

4. 5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement*

5. 5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Fred Sunnen*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, M. Henri Kox*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Marco Schank*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Camille Gira, M. Jean-Pierre Koepp*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale,

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3) la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

8. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;
- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Ben Fayot*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Fred Sunnen*

10. Projet de loi 5876 (suite)

- *Dispense du second vote constitutionnel*

11. Projet de loi 5921 (suite)

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (suite): M. Fred Sunnen*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur, M. Félix Braz*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

12. 5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: Mme Fabienne Gaul, M. Eugène Berger, M. Félix Braz*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

13. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données
- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Henri Kox, M. John Castegnaro*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

14. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, M. Henri Kox*
- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass dee vum Bau vun engem Centre intégré pour personnes âgées zu Belval. Rapportrice ass hei déi honorabel Madame Arendt. Et sinn ageschriwwen: den Här Berger an d'Madame Dall'Agnol. D'Madame Rapportrice, d'Madame Arendt, huet elo d'Wuert.

1. 5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dëst Gesetz haut stëmmen, erlabe mer domadder dem Stat, sech um Finanzement vun engem Centre intégré ze bedeelegen, dee sech de Besoinë vun den eelere Mënschen upasst an deen an de schéine Süde vum Land soll kommen,…

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- …an zwar op Belval an der Gemeng Suessem.

Et ass op dem historesche Site vu Belval, op de Frichen, wou elo 120 Better West-Belval entstinn, a wou an der zukünfteger Strooss mat deem schéinen, natierlechen Numm „An der Botterwiss" wäerten eis Pensionären hiert neit Heem fannen, wa se dann an de CIPA vu Bieles eraplënneren. Hei ass wierklech e formidabele Projet vu Versuergung a Betreiung vun eelere Matbierger, deen - an ech wëll dat haut net vergiessen ze ernimmen - ënnert der Féierung vum fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem, dem Fred Sunnen, initiéiert ginn ass,…

Plusieurs voix.- Ah! Oh!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- …an deen nach ëmmer säin Häerz méi schnell schloe léisst, wann ee vun dësem zukünftege Projet schwätzt.

Här President, de Centre intégré baséiert sech op folgend Konzepter:

Éischtens, fir déi Pensionären, déi nach onofhängeg sinn, ass d'Objektiv éischter dat vum Oprechterhale respektiv enger Rehabilitatioun vun hire Capacitéiten, fir datt se hiert Liewe méiglechst autonom weiderféiere kënnen.

Zweetens wäert versicht ginn, de Pensionären hir Familljemembere méiglechst gutt mat anzebannen an ze integréieren.

An drëttens wäert eng besser adaptéiert individuell Prise en charge stattfannen, déi sech dem Gesondheetszoustand vum jeeweilege Senior wäert upassen oder sech duerno ausriichten. Fir déi Senioren, déi an hirem alldeegleche Liewen nach relativ gutt eleng eens ginn, wäert versicht ginn, d'Autonomie vun de Pensionären esou laang wéi méiglech ze erhalen iwwert de Wee vun enger diversifizéierter Offer vu ganz verschiddenen Aktivitéiten. Duerfir ass de Site och esou optimal um Belval. Heirobber wäert ech nach e bësse méi spéit agoen.

Fir déi Pensionären, déi manner autonom sinn, ass am neie CIPA zu Belval e Service de psychogériatrie virgesi mat enger Capacitéit vun 20 Better. Dëse Service garantéiert den demente Leit en adequaten Encadrement souwuel dagsiwwer wéi och an der Nuecht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dëst Konzept baséiert sech op d'Method Virginia Henderson, wou onheemlech vill Wäert op hir eege Capacitéit geluecht gëtt, fir nach selwer eens ze ginn.

Et gëtt virun allem op d'Bäibehalen an d'Oprechterhale vun aktuelle Kompetenzen, jo souguer vläicht op d'Zréckgewanne vu fréiere Fäegkeete Wäert geluecht, fir e méiglechst laangt autonoomt Liewe kënne weiderzefëieren.

Dësen neien Zentrum wäert sech awer och op déi Mënsche konzentréieren, déi Schwieregkeete mam Erkenne vu Saachen hunn; Mënschen, déi Verhalensproblemer opweisen, déi op hir Senilitéit zréckzefëiere sinn, a wou dann éischter eng méi psychobiographesch Approche genotzt gëtt no der Manéier Erwin Böhm - eng Method, déi probéiert, de Pensionären hiert Erlieftent, dat, wat se also matgemaach hunn an hirem Liewen, hir Biographie, ze benotzen.

Well et kann ee sech jo virstellen, datt vläicht eng Bauerefra, eng Fra, déi op engem Bauerenhaff grouss ginn ass, trotzdeem en anert Erlieftent hat wéi vläicht eng Madame, déi mat engem Bankdirekter bestuet ginn ass, an da gëtt sech extra ugepasst, well déi zwee verschidde Stiler trotzdeem ganz verschidde waren, an do gëtt probéiert, méiglechst no un hir Biographie erunzekommen.

(Interruption)

Här Goerens?

(Interruption)

Déi Unitéit besteet ausserdeem nach aus enger therapeutescher Kichen, diverse sanitären Installatiounen an nach engem wonnerschéine Park, deen extra un d'Bedürfnisser vun de betraffene Senioren ugepasst ass.

Och fir déi Mënschen, déi um Stierwe leien, ass an dësem neie CIPA eng Begleedung assuréiert, déi och dem Mënsch erlaabt, an Dignitéit an a Präsenz vu senger Famill säi leschte Wee ze goen an dëst esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech flott un dësem neie CIPA ass, ass, datt en en Element vun der Wunnzon vum Site Belval wäert ginn.

De Plan d'aménagement vum Site Belval baséiert sech op dräi Achsen. Déi éischt Achs gesäit d'Integratioun vu den historesche Elementer vir; déi zweet Achs gesäit déi verschidden ekonomesch, administrativ, schoulesch Aktivitéite vir, während déi drëtt Achs e Konstruktiounsprojet vu ronn 7.000 Wunnengen um Site festleet. De CIPA ass Deel vun engem neie Wunnengsquartier, deen tëschent der Square Mile an der Agglomeratioun vu Belval wäert leien.

D'Iddi, déi hannert der Schafung vum CIPA zu Belval stécht, ass éischter, eng Struktur ze schafe mat engem résidentiellë Charakter wéi eng richteg Institutioun. Dëst entsprécht och ëmmer méi de Fuerderunge vun de Pensionären. Si wëlle betreit wunnen, awer och ouni d'Gefill ze hunn, an engem Altersheem, an enger geschlossener Institutioun ze wunnen.

De CIPA Belval entsprécht honnertprozenteg…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…de Fuerderungen, an déi zukünfteg Bewunner wäerte kënne vun alle Facilitéiten, déi sech um Site ubidden, zum Beispill Kino, Geschäfter, Restauranten, Galeries marchandes, Bibliothéik, profitéieren an dëst och nach ganz no um Site vun der Uni, wou ech elo net denken, datt eis Pensionäre wëlles hunn, op eemol erëm Studenten ze ginn,…

(Interruptions)

…mä wou et awer vläicht méiglech ass, den Enkel erëmzebegéinen, an och dat fannen ech e ganz flotten Zeenario.

D'Insertioun vum neie Bieleser Centre intégré an enger Wunnzon ass wesentlech, well et einfach de sozialen Austausch tëschent senge Pensionären an deenen aneren Awunner um Site fördert. En plus bënnt e sech och nach immens gutt an den natierleche Kader vum Site an, mat vill Grëngs, vill Natur ronderëm a mat engem klenge Wee laanscht eng kleng Bächelchen, wou d'Leit kënne spadséiere goen a sech treffen, mateneen e bësse poteren a sech begéinen.

Et ass vill Wäert geluecht ginn op déi funktionell Organisatioun vum CIPA. Et geet net nëmmen dorëm, en neie CIPA ze schafen an esou iwwer zousätzlech Better ze verfügen, mä eng praktesch a funktionell Struktur ze realiséieren. D'Zëmmere vun de Pensionäre si ganz komfortabel ageriicht, bestinn aus enger Entrée, engem Buedzëmmer, an d'eigentlecht Zëmmer ass och relativ grouss. De Wunnraum an d'Fleegeservicer kommen op den éischten an zweete Stack a sinn esou organiséiert, datt fir all Grupp dës Servicer einfach a schnell kënnen agräifen an och einfach ze fanne sinn.

Den Haaptzougank ass um Rez-de-chaussée, wou ee mat ganz grousse Fënsteren d'Entrée esou gestalt huet, datt vill Luucht erakënnt, an dat Ganzt och ouni Trapen. Et ass e Restaurant do, et ass e Bistro virgesi mat enger grousser Terrass mat Vue op déi südlech Säit vun der Baach, wou een am Summer bestëmmt schéi Momenter zesummen, mä awer och vläicht mat der Famill a mat Frënn ka genéissen.

De Park an déi wichteg Treffpunkte sinn also esou geduecht a geluecht, datt se all no bei der klenger Baach leien oder bei der Natur leien, wou d'Leit also vill Méiglechkeeten hunn, fir an engem schéinen Naturkader sech ze begéinen.

Vill Wäert ass och op déi extern Ariichtung geluecht ginn. Den Zougank zum CIPA ass en oppenen Zougank ouni Barrière. Et ginn iwwerall Beem geplanzt, déi géint d'Sonn solle schützen, mä och gläichzäiteg als Transitioun zur Strooss sollen déngen.

Et ass hei bei dësem Projet och vill Wäert op den energeteschen an ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Et gëllt - wéi bei all anerem neie Projet, wou mer maachen -, modern, energiebewosst an ëmweltfrëndlech ze bauen.

Wat déi verschidden architektonesch an technesch Aspekter vum Projet uginn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport wéi och op de Gesetzesprojet selwer a virun allem op d'Pläng, déi um Projet jo annexéiert sinn.

Här President, duerch de virleiende Gesetzesprojet gëtt de Stat autoriséiert, fir sech finanziell un de Käschte vun der Schafung vum neie CIPA zu Belval ze bedeelegen, esou, wéi dat an der Konventioun steet, déi tëschent dem Stat an der Gemeng Suessem schonn de 14. Dezember 2006 ënnerschriwwe gouf. No dëser Konventioun läit d'Participatioun vum Stat bei 80% vun de Baukäschten.

D'Montanten, déi an der Konventioun stinn, sinn am Kader vum virleiende Gesetzesprojet aktualiséiert ginn. Mir hunn an der Familljekommissioun de Bäitrag vun der staatlecher finanzieller Bedeelegung nei adaptéiert. Dëse läit elo bei 24.592.257,57 Milliounen Euro. Dëse Betrag ass op Basis vun dem leschte bekannten a publizéierte Bauindex vum 1. Oktober 2008 gerechent ginn.

A sengem Avis vum 31. Mäerz 2009 huet sech de Statsrot gefrot, ob et net ubruecht wär, d'Offer an d'Demande vun esou Betreiungsméiglechkeete fir Senioren an Zukunft besser ze vergläichen an ze analyséieren, fir sécherzestellen, wou déi richteg Besoinë leien, well een ëmmer méi feststellt, dat déi allermeescht Mënschen, wa se d'Chance dann och hunn, al ze ginn, léiwer an hirem eegenen Heem bleiwen an do vun de Fleegeservicer profitéieren, wéi wa se sech an eng Institutioun bewegen.

E berechtegte Gedankenzuch ass dat vum Statsrot, dee wahrscheinlech och d'Realitéit erëmspigelt, well d'Altersmoyenne vun de Pensionären, wa se an en Altersheem kommen, läit ëm déi 80 Joer, an dat ass effektiv wesentlech méi spéit, wéi dat nach virun zéng oder 15 Joer de Fall war.

Et ass och e Fait, datt d'Proportioun vun de Leit, déi un Demenz oder Alzheimer leiden, och zouhëlt. Vun dohier wäerten d'Besoinen u spezifesche Strukturen awer nach ëmmer grouss bleiwen, virun allem, fir deen dote Volet ze decken.

D'CIPAen droen dësen Ëmstänn dann och Rechnung, virun allem déi, déi mer a leschter Zäit gestëmmt hunn. Si bidden ëmmer méi e spezialiséierten Encadrement fir dement Leit un. Et ass net auszeschléissen, datt laangfristeg d'CIPAe sech op dement oder senil Leit wäerte spezialiséieren, sou datt de Gros vun hire Better an der Zukunft wahrscheinlech vum Service de psychogériatrie wäert an Usproch geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, perséinlech wënschen ech mer - an ech denken, ech kéint fir eis alleguerten heibanne schwätzen -, datt, wa mer och esou grouss a finanziell gewiichteg Gebaier stëmmen, mer ni vergiesse wäerten, wéi wichteg net nëmmen d'Infrastruktur ass, mä virun allem, wéi ee bannendra mat de Leit ëmgeet, déi do betreit ginn. Well dat schéinste Gebai verléiert schnell u Glanz a Prächtegkeet, wann net dorobber opgepasst gëtt, datt mat Léift a mat Hëllefsbereetschaft eis Bomecher a Bopecher net nëmme vun engagéierten a gutt forméierte Mënsche betreit ginn, mä virun allem vu Leit betreit ginn, déi en Häerz hunn.

Ech wär frou, wann dëse flotte Projet aus dem Minette grouss Zoustëmmung heibanne kéint fannen,…

Une voix.- Ah!

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- …well en huet selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Berger ass elo drun.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och fir d'éischt der Rapportrice aus dem Süde Merci soe fir dee gudden an ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht. Do ass jo ganz vill gesot ginn. Mir bleift just e puer Remarquen ze maachen.

Ënner anerem wëll ech awer och nach eng Kéier rappeléieren, datt hei mat deem virleiende Projet de loi elo et dem Stat erméiglecht gëtt, fir sech finanziell um Bau vun engem Centre intégré zu Bieles op de Frichen ze bedeelegen. De Bau vun esou enger Struktur grad op dem Site vun de Frichen ass ze begréissen, well en dann och d'Dynamik vum Développement vun dësem Site ënnersträicht.

En ënnersträicht och, datt op de Frichen net nëmme Schoul, Uni, Recherche, Commerce a soss Aktivitéite sinn, mä och hei d'Wunnen an d'Liewen hir Plaz wäerten hunn, an och, datt bei deem Wunnen a Liewen net nëmme jonk Mënschen do da solle sinn, mä datt hei och wierklech e generatiounsiwwergräifende Projet insgesamt op deem Site wäert entstoen, wou jiddwereen, egal wat fir en Alter en huet, seng Plaz wäert hunn.

Et ass och effektiv esou, datt eis Gesellschaft insgesamt ëmmer méi al gëtt, datt d'Alterspyramid op der Kopp steet, datt mer haut véiermol méi Leit hunn iwwer 65 Joer, wéi dat nach virun 100 Joer de Fall war.

Dat huet dozou gefouert, datt mer och an der Vergaangenheet eng Rei Waardelëschten...

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet! Ech wëll och soen, dass d'Chamber keng Kantin ass!

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President.

M. le Président.- Här Berger, fuert weider!

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat huet dozou gefouert, datt mer also eng Rei Waardelëschten haten an datt mer also weiderhi gefuerdert sinn, fir Strukturen ze bauen, an duerfir ass dat hei dann also och ee Puzzlesteck an deem Ganzen.

Dat huet jo natierlech och an der Vergaangenheet dozou gefouert, datt dann d'Leit alt déi eng oder aner Kéier an d'Ausland op Strukturen zréckgegraff hunn, wat sécherlech net déi beschte Solutioun war.

An Zukunft wäert sécherlech den Trend och weidergoen. Mir hunn zwar keng prezis Statistiken, Zuelen do. Dat hat och de Statsrot a sengem Avis gesot. Et ass vläicht gutt, fir eng Kéier do dat och um Dësch leien ze hunn. Mä egal wéi wësse mer, datt mer musse konsequent weiderfueren, a meng Fraktioun wäert sécherlech och an Zukunft all déi Projete kloer ënnerstëtzen.

D'Infrastrukturen, dat ass een Element - dat ass scho gesot ginn -, an d'Betreiung vun de Leit an den Infrastrukturen op där enger Säit ass en anert Element. Mir brauchen, wat d'Betreiung vun de Mënschen an de Strukturen ubelaangt, och do e flotte Mix vu Mesuren. D'Rapportrice ass och schonn agaangen op verschidde Methoden. Et steet och am Rapport vun der Virginia-Henderson-Method.

Ech sinn elo kee Spezialist, muss ech soen, mä do gëtt et jo och nach d'Method Joyce Travelbee, Kübler an esou weider. Egal wat dat elo an der Theorie heescht, ech mengen, an der Praxis muss et esou sinn, datt do eng perfekt Betreiung vun de Mënschen ass, wou jiddweree sech och nach do kann esou wäit wéi méiglech

realiséieren an och esou wäit wéi méiglech kann aktiv am Liewe sinn.

Mir kënnen awer och feststellen, datt ëmmer méi Leit also rüsteg bleiwen, al ginn, an datt der och ganz vill oder ëmmer méi wëllen doheem bleiwen, soulaang wéi dat nëmme méiglech ass. Duerfir musse mer natierlech och net vergiessen, datt een och an deem Beräich soll ganz vill Effortë maachen, do Servicer erméiglechen, wéi zum Beispill Aide à domicile, betreit Wunnen, Seniorewunngemeinschaften. Och esou Saache mussen an Zukunft parallell zu den Infrastrukture verstäerkt opgebaut ginn, verstäerkt gefördert ginn.

Här President, ech komme schonn zum Schluss. Eng lescht Remarque ass déi, datt mer och hei bei deem Gebai - et ass jo eng generell Beschreiwung am Projet de loi derbäi - solle wierklech oppassen, datt mer déi leschte Standarden hunn a puncto energetescher Bauweis, well mer jo och wëllen, datt de Stat an d'Gemengen hei eng Virreiderroll spillen. Ech hoffen, datt dat dann och an dësem Projet wäert de Fall sinn.

Dat gesot, kann ech awer och hei mat zwou Hänn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Madame Dall'Agnol huet elo d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci der Rapportrice Nancy Arendt fir hire wéi ëmmer ganz exzellente Rapport, deen et mir dann och erlaabt, mech haut de Mëtteg hei ganz kuerzzefaassen, wat Der sécher och alleguerte begréisst.

Ech wéilt awer fir d'LSAP-Fraktioun nach eng Kéier kuerz eraussträichen, wéi wichteg et ass, an Zukunft all déi CIPAen esou ze konzipéiere wéi deen heiten, nämlech matzen dran, matzen dran do, wou d'Liewe sech ofspillt.

Belval wäert, wann et bis fäerdeg ass, natierlech lieweg sinn: Geschäfter, Wunnengen, Kino, Studenten - alles dat gouf scho vu menge Virriedner opgezielt -, déi wäerte sech hei begéinen. An hei dobäi stoussen dann eben déi eeler Leit aus dësem CIPA.

Hinne gëtt dëst dann och d'Geleeënheet, wa se net méi doheem wunnen, trotzdeem nach kënnen un allem, wat eng Stad an eng Gemeng ze bidden huet, deelzehuelen, um sozialen, um kulturelle Liewen dovunner ze profitéieren, hei notamment ebe vun de Gemenge Suessem an der Stad Esch.

A ville CIPAe ginn d'Leit jo gutt encadréiert respektiv och animéiert, mä ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt et och am Alter näischt méi Schéines gëtt, wéi selwer kënnen ze décidéieren, wéini ee wat wëllt maachen. Natierlech nëmmen dann, wann d'Gesondheet et erlaabt, a genau dat erlaabt eis dann och dëse Projet, dee mer och herno, hoffen ech, unanime wäerte stëmmen.

Eraussträiche wéilt ech awer och nach, datt d'Bewunner bis zum Schluss kënnen an dësem CIPA bleiwen, an datt derfir gesuergt gëtt, datt se, wann hir Zäit komm ass, optimal encadréiert ginn, fir hiert Liewensenn ouni Péng a virun allem an Dignitéit kënnen ze erliewen, an dëst, wann et méiglech ass, och zesumme mat hirer Famill.

Voilà, domat ginn ech schonn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Madame Minister, d'Madame Jacobs.

Et geet haut de Mëtteg méi séier wéi haut de Moien.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech hat anscheinend dee schlechten Numéro gezunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen ufänken, fir der Madame Nancy Kemp-Arendt ze félicitéieren a Merci ze soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen et mir och elo erlaabt, fir dat hei méi séier ze maachen.

Ech géif mech och wëllen hire Wierder uschléisse vis-à-vis vun eisem Kolleeg, dem Deputéierte Fred Sunnen, dee ganz wäitsiichteg deemools war mat sengem Schäffen- a Gemengerot, fir ze décidéieren, dee bestehende Centre intégré dem Stat ze verkafen, fir dora Studentelogementer ze maachen, an duerno dann op enger anerer Plaz en neie Centre intégré ze bauen, sou datt Leit, déi do an deem Haus sinn, während där Zäit net duerch Bauaarbechte geplot ginn. Ech géif selbstverständlech och dem Här Sunnen wënschen, datt en nach fir d'éischt op d'Uni géif goen, ier en an de Centre intégré géif goen.

(Hilarité)

An ech denken, all déi aner Kolleegen, wa se elo ophalen, datt se sech dann och nei Beschäftegunge sichen, sënnvoll Beschäftegunge sichen, fir datt se och méiglechst laang nach valid bleiwen.

Här President, mir hunn haut hei all déi Chifferen héieren, déi d'Madame Nancy Kemp-Arendt genannt huet, an ech géif nach eng Kéier wëllen dorobber opmierksam maachen - well ëmmer erëm gesot gëtt, mir géifen op där enger Säit d'Suen zur Fënster erausgeheien, a se wieren net richteg ugewandt -, datt et da vläicht gutt wier awer emol zur Kenntnis ze huelen, datt e Projet wéi deen heite mat iwwer 30 Milliounen Euro, wat ëmmerhin 1,2 Milliarden där aler Lëtzebuerger Frangen ausmécht, awer e ganz erkleckleche Montant ass, a wou jiddwereen heibannen, esou wéi dat normalerweis de Fall ass, domat d'accord ass, datt mer esou Institutiounen hunn, ee sech awer och muss bewosst sinn, datt dat selbstverständlech säi Präis huet.

Ech géif och wëllen, well déi leschte Kéier dat och gefrot ginn ass, soen, datt mer de Moment 32 Centres intégrés hu mat enger Capacitéit vun 3.455 Better, 16 Maisons de soins mat...

(Interruptions)

M. le Président.- Däerf ech dann, wann ech gelift, ëm Opmierksamkeet biede fir d'Madame Minister? Ech weess net, wat haut de Mëtteg ass, mä et ass ganz schwiereg hei uewe Rieden ze halen, wann an engem Stéck esou e Kaméidi ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ee vun de Grënn ka vläicht sinn, dass et eng onméiglech Atmosphär ass, an där mer hei musse schaffen. Ech gesinn hei entre-temps 40 Kolleegen, déi de Paltong mussen ausdoen, fir iwwerhaapt heibannen nach kënnen ze tagen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- 41.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt et just an aller Frëndschaft eng Kéier soen, dass et Saache sinn, déi och mateneen eppes kënnen ze dinn hunn, an notamment déi Aart a Weis wéi mer hei mussen tagen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Wolter, Dir wësst, dass d'Analys vun dëse Raimlechkeeten de Moment vun deene spezialiséierten Experte vun der Regierung gemaach gëtt.

Sou, elo fiert d'Madame Jacobs weider.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President.

Ech wëll soen, datt mer am Moment am Ganzen 4.899 Better hu fir déi Persounen iwwer 65 Joer, déi hei a Fro kënne kommen. Mir hunn zousätzlech néng Projete vun Neibaute respektiv vun Extensiounen, wat nach eng Kéier 500 zousätzlech Better sinn, zu Clierf an dem Home Saint-François, awer och am Syndicat intercommunal. Ech denken, datt dat alleguer meng Kolleegen do uewen interesséiert, déi awer wéinst engem anere Punkt de Mëtteg hei sinn.

Dann awer och zu Dikrech d'A.s.b.l. Claire, Gréiwemaacher, Heeschdrëf, Sacré-Cœur, Clinique Sainte-Elisabeth, déi ëmgebaut gouf oder nei gebaut gouf, zu Péiteng an zu Wolz, wou e ganz schéinen a grousse Projet amgaang ass. Dann nach aacht supplémentaire Projeten, déi am Bau sinn, mat 700 zousätzleche Better, a wou Dir och gesitt, datt dat iwwert d'ganzt Land verspreet ass: Dat ass zu Bäerbuerg, Konter, Dikrech, Hamm, den Hospice civil, de Centre du Rahm, Déifferdeng, Rëmeleng a Veianen.

Dat mécht dann hanneno en Total vu 6.000 Better aus, an domadder si mer an Europa Spëtzereider och am Pourcentage vu Better, déi fir eeler Leit zur Verfügung stinn. Ech denken, datt dat eppes domat ze dinn huet, datt mer zu Lëtzebuerg, éischtens, eng generéis Assurance-dépendance hunn, déi ville Leit et erlaabt, fir an esou Haiser ze goen.

Dat Zweet ass, datt mer och den Accueil gérontologique hu fir déi Leit, déi net kënnen hire Pensiounspräis bezuelen. Wa mer iwwert d'Grenzen eraus kucke ginn, da gesi mer ganz dacks, datt do Familljen an där zweeter an an där drëtter Generatioun entweder verschëllt sinn, well ee vun hiren Elteren oder Grousselteren an esou engem Haus war respektiv well se do dra sinn. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg bis elo ni gewollt, an duerfir denken ech och, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

Ech sinn awer och absolut domat d'accord, sougutt mat der Rapportrice wéi och mat deenen aneren Orateuren, déi gesot hunn: „Mir kënnen eng Kéier vill Suen zur Verfügung stellen, fir schéi Gebaier opzeriichten, fir och zweckméisseg Gebaier opzeriichten, mä dat Wichtegst, wat nach ëmmer an deene Gebaier ass, dat ass, datt d'Leit do net nëmme versuergt sinn, mä datt wierklech och vill Aktivitéite mat hinnen do gemaach ginn, wierklech och esou, an där Verfassung wéi se sinn." Dat ass zënter wéinstens zéng Joer och d'Politik vum Ministère, fir ze soen: „Ee Mënsch, deen eng Kéier an esou en Haus kënnt, dee bleift och do soulaang wéi e lieft." Mir ginn en net méi nach eng Kéier vun esou engem Centre intégré an eng Maison de soins plënneren, well dat och fir déi Persoun net evident ass.

Mir sinn an deene leschte Joren amgaang ze kucken, wat nei Besoinë sinn, a mer mierken, datt eng ganz Partie vun neie Wënsch och bei de Leit sinn, a wa mir eis alleguerten an déi Situatioun setzen, dann, denken ech, hu mir erëm aner Usprëch, wa mer bis an deen Alter kommen, wéi déi Leit, déi elo do sinn, respektiv nach déi Generatiounen, déi virauser do waren. Duerfir gi mer verstäerkt och op de Wee vun de Logements encadrés, wou dann d'Leit selbstverständlech awer nëmmen zu enger gewëssener Zäit an eng gewësse Längt kënnen dobleiwen an duerno dann op déi heiten Infrastrukture wäerten zréckgräifen.

Datselwecht zielt och fir de Maintien à domicile. Mir haten dës Woch eng gemeinsam Pressekonferenz mat HELP, Här President, déi eben do eng Studië gemaach haten iwwert d'Zefriddenheet vun hire Memberen, 900 Leit, déi do schaffen - bei aneren Träger sinn et der nach eng Partie weider. Esou datt een och gesäit, datt niewent dem Maintien, niewent den Institutiounen och ganz villes geschitt an dem Maintien à domicile, an datt och do muss sécher-gestallt ginn, niewent der Fleeg, datt och all déi aner Servicer ugebuede ginn, fir datt een ebe méiglechst laang ka gutt doheem bleiwen. Net nëmmen doheem bleiwen, mä wierklech och méiglechst laang gutt kann do liewen, well sougutt wéi mir dat Recht fir eis akloen, ass et kloer, datt och déi Leit, déi am Alter sinn, dat och kënne maachen.

Dat gesot, Här President, soen ech jiddwerengem Merci, deen deem Projet hei eng positiv Stëmm wäert ginn, a mir si frou, datt mer dat och elo nach virun dem Enn vun der Legislaturperiod kënne maachen, fir datt och déi Aarbechten zügeg op der Plaz kënne virugoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

De Projet de loi 5937 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5937 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale, wou mer d'Diskussioun haut de Moien ofgeschloss hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5830 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Une voix.- Neen.

M. le Président.- D'Majoritéit huet et awer esou décidéiert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mir hu keng Dispens vum zweete Vote, well mer eng Opposition formelle hunn. Et ass eng éischt Lecture.

Une voix.- Eng éischt Lecture. Mir kënnen awer d'Dispens ginn.

M. le Président.- Mir kënnen awer d'Dispens froen. Jo, mä dat ass jo eng aner Fro. Ech hunn d'Chamber gefrot, ob se d'Dispens vum zweete Vote gëtt. D'Majoritéit vun der Chamber décidéiert dat esou, dann ass et esou décidéiert.

(Interruptions)

Ob dat Iech gefält oder net, d'Majoritéit huet d'Dispens ginn. Voilà, wat de Statsrot décidéiert, dat gesi mer da spéider.

(Interruptions)

Dat ass net auszeschléissen. Mä op jidde Fall ass de Moment elo emol esou décidéiert.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu der Propositioun iwwert d'Modifikatioun vum Reglement. Mir hunn zwou verschidde Propositiounen. Déi eng Kéier ass den Här Gibéryen deen, deen eis d'Propositioune vun der Kommissioun virleet, an déi Kéier drop den Här Fayot. Fir d'éischt ass et um Här Gibéryen, an ech géif ëm Är Opmierksamkeet bieden. Et geet nämlech ëm eist internt Reglement.

3. 5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi den Här President et gesot huet, geet et hei ëm eist internt Reglement. D'Reglementskommissioun huet sech mat de Prozedure befaasst, wat d'Propositions de loi ubelaangt.

Dir wësst alleguer, datt déi aktuell Prozeduren, déi mer hunn, relativ komplizéiert sinn a relativ vill Etappen hunn, an d'Konsequenzen dovu sinn, datt am Fong déi Propositions de loi, déi vun eis eenzelnen Deputéierte gemaach ginn, ganz selten déi legislativ Prozedur wäerten duerchlafen. Mir hunn dofir versicht, a mir hunn dat eestëmmeg an der Kommissioun gemaach, fir eng nei Prozedur der Chamber hei ze proposéieren.

Ech erspueren Iech, nach eng Kéier déi al Prozedur ze rappeléieren, mä ech wëll just a kuerzen Zich déi nei Prozedur virstellen. Anerefalls géif ech och mengen, datt mer ze vill géifen duerjerneekommen.

Et bleift selbstverständlech e Recht vun all Deputéierten, ëmmer eng Proposition de loi kënnen auszeschaffen an ze déposéieren. Déi Proposition de loi gëtt um Büro vun der Chamber déposéiert, an d'Chamber, an dat ass dann en éischte Schratt, décidéiert dann iwwert d'Recevabilitéit vun där Proposition de loi op Propositioun vun der Presidentekonferenz hin.

Wat mer am Artikel 58 vun eisem Reglement gestrach hunn: Fréier, oder bis elo, hu mer ëmmer gekuckt bei der Recevabilitéit, ob déi Proposition de loi net géif géint den Ordre public oder d'Bonnes mœurs verstoussen. Well dat awer eng Definitioun ass, oder e Kritär ass, dee schwéier ze definéiere wier an nach vill méi schwéier ze kontrolléieren ass, huet d'Kommissioun proposéiert, fir dat aus eisem Reglement ze sträichen a just nach iwwert d'Recevabilitéit, wat also da méi eng Formsaach gëtt, déi d'Chamber mécht, ze décidéieren.

Wann d'Chamber se recevabel erkläert, gëtt se un d'Regierung geschéckt, déi da ka bannent dräi Méint en Avis ofginn, an d'Presidentekonferenz iwwerweist se an déi zoustänneg Kommissioun. Déi zoustänneg Kommissioun muss déi Proposition de loi dann op den Ordre du jour huelen, a bannent engem Délai vu 60 Deeg no dem Dépôt kënnt déi Proposition de loi dann hei an d'Chamber.

Et ass also e ganz wesentlech neie Punkt, dat heescht, datt all Proposition de loi nom Dépôt bannent 60 Deeg muss op den Ordre du jour vun der Chamber kommen, wou dann driwwer diskutéiert gëtt, iwwert d'Poursuite vun der Prozedur. Dobäi gëtt se virgestallt vum Auteur, an déi eenzel Parteie kënne Stellung dozou huelen, an da gëtt iwwert d'Poursuite vun der Prozedur décidéiert.

Wann d'Chamber décidéiert, där Proposition de loi eng Suite ze ginn, da geet se erëm un d'Presidentekonferenz zréck, déi se dann erëm un déi zoustänneg Kommissioun verweist. Se geet dann awer och un de Conseil d'État weider, a se geet dann awer och op där anerer Säit, an dat ass och nei, vun der Chamber aus direkt un d'Chambres professionnelles weider.

Wann d'Chamber géif décidéieren, där Proposition de loi keng Suite ze ginn, da gëtt se klasséiert a se gëtt einfach vum Rôle geholl. Et kann och an enger Sessioun eng Proposition de loi, déi rejetéiert ginn ass, an därselwechter Legislaturperiod och keng zweete Kéier méi frësch déposéiert ginn.

Wann déi Kommissioun e Rapport mécht iwwert déi Proposition de loi, an déi Proposition de loi hätt Konsequenzen, wat d'Statsfinanzen ubelaangt, entweder datt se géif zousätzlech Dépensë géréieren oder datt d'Recettë géifen erofgoen, da muss an deem Rapport festgehale ginn, wéi déi Ännerungen, wat de Statsbudget ubelaangt, géifen ausgeglach ginn.

Eng Proposition de loi kann och zréckgezu gi vun engem Deputéierte virun dem éischte Vote, wat d'Poursuite vun der Procédure législative ubelaangt. Duerno kann hie se net méi zréckzéien. Datselwecht zielt och fir Deputéierter, déi net méi an der Chamber sinn. Do kënnen d'Groupes politiques oder d'Groupes techniques, wou den Auteur vun der Proposition de loi Member dra war zum Zäitpunkt wéi en den Dépôt gemaach huet, a wann en net méi Member ass, da kann dee Groupe politique oder d'Sensibilité politique dann och déi Proposition de loi zréckzéien.

Dann hu mer nach en anere Punkt gemaach, Här President, dat ass d'Disposition transitoire, wou mer am Fong soen: Fir mat deem neie System elo unzekommen, gi sämtlech Propositions de loi deen Ableck, wou dat neit Reglement en vigueur trëtt, an dat ass déi éischt Sitzung vun der neier Chamberssessioun - well mer der Meenung waren, et sollt ee mat der neier Prozedur an der nächster Legislatur ufänken, also deen Ableck, wou dat Reglement a Kraaft trëtt, déi éischt Sitzung vun der neier Legislaturperiod -, ginn am Fong all Propositions de loi, déi bis zu deem Zäitpunkt déposéiert gi sinn, vum Rôle geholl, à l'exception vun deenen, déi an der Aarbecht sinn, wou schonn eng Prozedur en cours ass.

Duerfir ginn dann och vum Büro vun der Chamber aus all d'Kommissioune gefrot, ob si Propositions de loi hunn, un deene se schaffen, déi also an der Prozedur sinn. Déi bleiwen dann an der Prozedur, an all déi aner Propositions de loi ginn d'office vum Rôle gestrach. Déi kënnen dann awer vun Deputéierten erëm nei erabruecht ginn, wa se déi gären an déi nei Prozedur eran hätten.

Dat ass kuerz résuméiert déi nei Propositioun, déi mer als Reglementskommissioun maachen. Déi huet also zum Zweck, datt mer méi eng kloer Prozedur kréien, a se huet virun allem zum Zweck, datt bannent sechs Méint no dem Dépôt all Proposition de loi heibannen eng Kéier diskutéiert gëtt, an datt d'Chamber dann décidéiert, ob se där Proposition de loi eng Suite gëtt oder keng Suite gëtt.

Dat ass de wesentleche Punkt, an ech géif mengen, datt dat awer eng Opwäertung vun eiser parlamentarescher Aarbecht heibanne wier. An ech géif dofir och, am Numm vun der Kommissioun, Iech alleguer recommandéieren, dëser Änneruing vun eisem Reglement zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Madame Flesch huet elo d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ganz kuerz: Mir schléissen ons där Propositioun un, déi an der Commission du Règlement diskutéiert ginn ass. Ech mengen, heimadder ass d'Prozedur allégéiert a gëtt awer och dem Auteur vun der Proposition de loi d'Geleeënheet ze gesinn, dass seng Propositioun weidergeet.

Onse Souci haut wéi gëscht bleift, dass d'Fro vun der Recevabilitéit, déi jo vun der Conférence des Présidents tranchéiert gëtt, net soll eng Guillotine sinn. De Fait, dass mer d'Referenz aux bonnes mœurs a vum Ordre public sträichen, ännert näischt dorunner. Et däerf net sinn, dass d'Questioun vun der Recevabilitéit zu enger Guillotine gëtt.

(Interruption)

Jo, jo, sur proposition vun der Presidentekonferenz. Mat där allégéierter Prozedur kënne mir d'accord sinn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Wëllt nach een d'Wuert dozou ergräifen? Wann dat net de Fall ass, da stëmme mer driwwer of.

Vote sur la proposition de modification du Règlement

De Vote fänkt un. Vote par procuration. Mengt Der, de Statsrot géif d'Dispens ginn? De Vote ass ofgeschloss.

D'Propositioun 5864 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

A voté non: Mme Marie-Josée Frank.

Mir kommen dann zu dem zweete Volet, dat ass deen, wou den Här Fayot de Rapporteur vun der Kommissioun ass. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

4. 5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Rapport de la Commission du Règlement

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President,...

M. le Président.- Här Sunnen, et gëtt heibannen ofgestëmmt. Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- ...et handelt sech och hei ëm en Zousaz zu eisem interne Reglement.

Här President, d'Chamber huet an deene leschte Joren décidéiert, sech méi staark an d'europäesch Politik ze implizéieren. Dir wësst, dat hu mer säit 2003 gemaach. A besonnesch säit dem Referendum vum 10. Juli 2005 war et den Deputéierte kloer, dass een och misst probéieren Europa de Bierger méi no ze bréngen an doduerch och an der Chamber sech méi ëm europäesch Froen ze bekëmmeren.

Säithier hu mer an dëser Chamber eng wichteg Aarbecht gemaach a ville Kommissiounen. Dir wësst och, dass mer vun der Europäescher Kommissioun als Chamber direkt alleguerten déi Texter kréien, déi aus der Kommissioun kommen. Vill Kommissiounen hunn dorobber geschafft an hunn interessant Diskussiounen doriwwer gehalen.

Mir wësse jo, dass mer an dem institutionelle Gefüge vun Europa zwee Législateuren hunn. Dat eent, dat ass d'Europaparlament, dann dat anert, dat ass de Conseil des Ministres. Also ass ons Lëtzebuerger Regierung mat deenen anere Regierunge vun deenen anere 26 Länner de Législateur an Europa, an et ass d'Roll vun engem nationale Parlament, also vun onser Chamber, fir dee Législateur, also deen nationale Législateur, och ze begleede respektiv ze kontrolléieren, wann dat noutwendeg ass. Dat ass deen een Aspekt.

Deen aneren Aspekt ass: Souwuel am Traité vun Amsterdam wéi och an deem vu Lissabon kréien d'national Parlamenter eng Opwäertung. Dir wësst, dass et do zwee Protokolle gëtt iwwert d'Rolle vun den nationale Parlamenter am europäesche Gefüge, an och iwwert de Contrôle vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit vun europäeschen Texter. Déi Roll bedéngt natierlech, dass d'Chamber, déi verschidde Kommissiounen, sech mat deenen europäeschen Texter ofginn.

Dir wësst och, dass mer d'Méiglechkeet kréien, duerch den Traité vu Lissabon, innerhalb vun aacht Wochen als Chamber en Avis motivé zu enger Proposition de directive anzebréngen, wa mer mat eppes net d'accord sinn. Dat sinn also alles nei Mëttelen, déi d'national Parlamenter kréien.

Fir déi Aktivitéit, déi Aarbecht, déi mer als Chamber maachen, ze ënnermaueren, an och ze kucken, wat fir Mëttele mer dofir kënnen asetzen, hu mer mat der Regierung en Aide-mémoire ausgehandelt, fir ze kucken, wat fir Hëllefstellungen d'Regierung der Chamber ka gi respektiv wat d'Roll vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung ass.

Deen Aide-mémoire huet och d'Approbatioun vun dem Regierungsrot fonnt. Mir wollten deen, fir dass dat och méi präsent ass, als en Aide-mémoire an onst Reglement aschreiwen, fir dann eben och kloerzemaachen, wat Regierung a Chamber zesummen do kënne maachen.

Dir wësst, dass mer och en Artikel 168 am Reglement hunn, dee liicht ofgeännert gëtt, well mer jo net méi vun der Regierung déi europäesch Texter kréien, mä - wéi ech éinescht gesot hunn - direkt vun der Europäescher Kommissioun alles kréien.

An deem Aide-mémoire - ech wëll just sechs Punkte ganz kuerz ervirsträichen - geet et elo fir d'éischt drëm, vun der Regierung Noten ze kréien; also, schonn déi Viraarbechten, déi d'Regierung bei sech mécht, wann zum Beispill Direktive kommen, fir dass d'Chamber déi och kritt. Well et geet jo drëm, fir bei deene Virschléi vun Direktive ganz en amont, also ganz am Ufanksstadium als Chamber schonn derbäi ze sinn - well wann een dat herno zum Schluss mécht, da weess een, dass een näischt méi kann ännere -, also Noten ze kréien, déi an der Regierung ausgeschafft ginn, fir d'Konsequenze vun europäeschen Texter ze erkennen.

Dat Zweet ass natierlech, fir Regierungsmemberen, och Fonctionnairen, déi an europäesche Gremië schaffen, an d'Kommissioune vun der Chamber ze kréien, fir déi ze héieren.

Dat Drëtt ass selbstverständlech och, fir dann, wann e Conseil européen ass oder e Conseil des Ministres, fir am Virfeld oder och duerno Exposéë vun de Ministeren iwwert de Verlaf vun deenen Aktivitéiten ze kréien.

Dat Véiert ass, fir dee Rapport, deen d'Regierung all Joer mécht iwwert d'Europapolitik, dee mer och hei an den Aide-mémoire gesat hunn, virgestallt ze kréien an zugläich och de Rapport vun der Regierung iwwert d'Transpositioun vun Direktiven; wat mer iwwregens net méi spéit wéi nächste Méindeg an der Europakommissioun maachen.

Da selbstverständlech, wann eng Conférence intergouvernementale kënnt, wann also Traitéë geännert ginn, da muss d'Chamber esou wäit wéi méiglech mat implizéiert ginn, muss d'Regierung der Chamber Informatioune ginn. Ech wëll och derbäi soen, dass jo och am Traité vu Lissabon nach ëmmer d'Iddi vum Konvent virgesinn ass, an dass mer dann an där Iddi, mengen ech, hei déi Kollaboratioun mat der Chamber gesinn.

Schliesslech de leschte Punkt, de sechste Punkt. Wichteg ass, wa mer Informatioune vun der Regierung kréien iwwer hir Verhandlungspositioun, iwwert déi Prioritéiten, déi se setzen, dass mer als Chamber gradesou gutt wéi d'Regierung d'Confidentialitéit ginn, dass dat also och ënner ons bleift, wann et sech besonnesch ëm schwiereg Verhandlungen iwwer national - Interessen handelt.

Dat ass also dat, wat grosso modo an deem Aide-mémoire drasteet. Ech menge schonn, dass dat fir déi zukünfteg Chamber, wéi dat och an der Vergaangenheet scho war, e wichtege Leitfuedem ass. Et ass net, dass dat hei elo absolut nei ass. Villes vun deem, wat an deem Aide-mémoire steet, ass scho praktizéiert ginn. Wichteg awer ass et, dass et formaliséiert gëtt an dass mer et an onsem Reglement stoen hunn, fir dass also och déi zukünfteg Deputéierten an deenen eenzelne Kommissioune sech dorunner kënnen halen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Wëllt nach een eppes derbäifügen? Den Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ganz kuerz, fir am Kader vun dëser Debatt drun ze erënneren, datt d'national Parlamenter am Fong méi Rechter hunn am

europäeschen Integratiounsprozess, wéi et hinnen oft bewosst ass. Den Här Fayot huet elo nach un eng Partie Prerogativen, déi d'national Parlamenter hunn, erënnert.

Ech wëll nëmme just soen, datt mir déi sinn, déi Traitéë ratifizéieren. Mir sinn déi, déi d'Erweiderunge ratifizéieren. Mir sinn déi, déi kënnen an engem fréie Stadium Texter analyséieren.

Ech wollt och do… Déi Regierung hei, déi ass elo eriwwer, grad wéi och déi Regierung virdrun an och déi Regierung virun där. Déi hunn et allen dräi versäumt, fir eis endlech eppes ze ginn, wat mer scho laang reklaméiert hunn, nämlech eng Note explicative bei all Text, deen d'Chamber pour avis soumettéiert kritt.

Déi Note explicative brauch keng Literatur ze sinn. Et geet duer mat enger hallwer Säit, wou mer engersäits den Enjeu européen an op där anerer Säit den Intérêt national mentionnéiert kréien. Da wësse mer schonn, wéi mer eis mussen orientéieren, fir an der Analys vun deenen Texter weiderzekommen.

Dat si bestëmmt keng 50 Dokumenter, déi d'Joer wichteg sinn, mä vläicht eng hallef Dosen, déi awer fir Lëtzebuerg eng enorm Importenz hunn. Dat géif eis wesentlech d'Aarbecht erliichteren, wa mer dat direkt am Ufank, wou mer d'Texter fir d'éischt gesinn, vun der Regierung matgedeelt kriten.

Dat dierft jo och net esou schwéier sinn. Well am Virfeld vum Dépôt vun enger Proposition de texte vu Bréissel ginn et Diskussiounen an Aarbechtsgruppe respektiv am COREPER. D'Regierung kritt jo och Noten, dann dierft et och net schwéier sinn, datt d'Chamber deeselwechte Wëssensstand kritt. An ech mengen, et wier och gutt, esou wéi haut och d'Milieux professionnels sech interesséiere fir déi do Saachen, datt d'Chambres professionnelles am Fong, déi dann och fir Avis gefrot gi bei engem Dokument, um selwechte Wëssensstand wieren.

Ech wollt och dat begréissen, wat an dëser Legislaturperiod un Aarbechte gemaach ginn ass a puncto Aviséiere vun europäeschen Texter. An ech wollt och do dem Rapporteur an och dem President vun der Commission des Affaires étrangères, dem Ben Fayot, wierklech - dat soll keen eidelt Kompliment sinn; ech hätt net gär, datt en et esou géif opfaassen - Merci soen am Numm vun alle Kolleege fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet. Wa mer haut nach net esou wäit sinn, wéi mer eis dat alleguerte gewënscht haten, ass et doudsécher net seng Schold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Mir kommen elo zur Ofstëmmung…

(Interruption)

Den honorabelen Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt just soen, datt d'ADR natierlech mat där Propositioun hei d'accord ass, mä datt mer awer och wëllen drop hiweisen, datt verschidden Ausféierunge vun deem Gesetz awer missten och an onser Verfassung stoen: d'Relatioune vis-à-vis vun der Chamber a vun der Regierung. Dofir hu mer eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert.

Mir sinn och der Meenung, datt et wichteg ass, datt déi Relatiounen, wa verschidden Traitéë geännert ginn, wann Élargissementer virgesi ginn, datt een och do Méiglechkeete virgesäit, fir den Dialog mat der Populatioun ze schafen. Dofir si mer also mat deem Text hei d'accord, mä mir maachen awer verschidde Reserven, datt dat heiten ons net wäit genuch geet, well een heiansdo gesäit, datt dat eent oder dat anert net esou klappt. An dofir hätte mer gäre méi verfassungsrechtlech Rechter, notamment fir d'Oppositioun, also fir eng Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Henckes.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur la proposition de modification du Règlement

Vote par procuration.

Huet et geklappt, Här Etgen?

(Interruption)

Neen, et feelen nach zwee Voten. Elo nach een.

Den Text ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement 5979 est adoptée à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als nächste Punkt op eisem Ordre du jour de Projet de loi 5953 iwwer eng Kläranlag an de Muselsgemengen. Dee Projet dauert wahrscheinlech ongefëier eppes weider wéi eng hallef Stonn. An duerno kënnt de Projet vun der Fusioun vun de Gemenge Clierf, Heischent a Munzen. Also, eppes weider wéi eng hallef Stonn. De Rapporteur huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Sunnen.

5. 5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haalt Iech gutt un, elo kënnt meng zweetlescht Ried hei an dësem héijen Haus. Och wann ech jo bekanntlech am allerdéifste Süden doheem sinn, esou läit mir dëse Projet vun der Kläranlag op der Musel awer um Häerz. An dat, well ech familiär Wuerzelen an deem Eck vum Ländchen hunn.

Komme mer elo zum Text, iwwert dee mer geschwë wäerten ofstëmmen.

De Projet, deen et der Regierung erlaabt, sech un der Finanzéierung vun den Aarbechte un enger Kläranlag op der Uewermusel ze bedeelegen, ass de 7. November 2008 vum Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Den 3. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. An dësem Avis - dorop wäert ech nach spéiderhin zréckkommen - huet déi héich Kierperschaft eng ganz Rei vu Kritike formuléiert.

An der Réunioun vum 19. Februar 2009 sinn ech vun der Intérieurskommissioun zum Rapporteur vun dësem Projet ernannt ginn. De Minister huet eis an der Sëtzung och de Projet en détail virgestallt, a mir hunn den Avis vum Statsrot analyséiert. No dëser Réunioun an no Vue vun de Kritike vum Statsrot, huet d'Regierung den Text amendéiert, andeems de ganze Projet reformuléiert a reorganiséiert gouf. Dës Kéier war den Text och vun Tableauen a Pläng begleet.

De 5. Mee 2009 - ech ka mech nach un deem Dag erënneren, wéi wann et virgëscht gewiescht wär - huet de Statsrot du säin Avis complémentaire zum amendéierten Text ofginn. Net méi spéit wéi de 6. Mee 2009 huet d'Intérieurskommissioun dësen Avis analyséiert an de virleiende Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech elo op de Contenu vun dësem Gesetzesprojet iwwerginn. Wéi scho gesot, erlaabt dësen Text et der Lëtzebuerger Regierung, sech um Finanzement vun den Aarbechte fir d'Klärung vum Ofwaasser vun den Dierfer un der Uewermusel ze bedeelegen. D'Dépense geet aus dem Waasserwirtschaftsfong.

De Projet gesäit vir, d'Ofwaasser aus de Gemenge Schengen, Wellesteen a Réimech ze sammelen a se ënnert der Musel duerch Richtung Industriezon Perl-Besch an Däitschland ze leeden, wou dann eng gemeinsam Kläranlag gebaut gëtt mat der Bedeelegung vun der Gemeng Perl. Dës Kläranlag ass noutwendeg, fir enger europäescher Reglementatioun nozekommen, déi den Agglomeratioune mat méi wéi 2.000 Awunnergläichwäerter op d'mannst e biologeschen Traitement vum Ofwaasser operleet. Am Moment gëtt nach alles méi oder manner direkt an onbehandelt an engem Égouts-System an d'Musel geleet.

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, erlaabt mir, datt ech kuerz de Kontext ëmräissen, an deem dës Anlag entsteet. Ech wäert lech elo op dëser Plaz kee Virtrag iwwert de Floss Musel halen. Ech denken, Dir kennt all déi wichteg Facteuren. Ech wëll éischter op d'Situatioun vun der Épuratioun vum Waasser hei am Land, a méi speziell op der Musel agoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Zu Lëtzebuerg sinn 90% vun den Haushalter un eng öffentlech biologesch Kläranlag ugeschloss, vun deenen et der am ganzen 111 op eisem Territoire gëtt. Vun deenen aneren 10% si 5% un eng mechanesch Kläranlag ugeschloss, a 5% vun eiser Bevölkerung huet guer keng Kläranlag, an dat haaptsächlech an der Muselgéigend.

Fir datt de Grand-Duché d'Objektiver vun der europäescher Waasserkaderdirektiv, déi mir jo eréischt am Dezember 2008 an nationaalt Recht ëmgesat hunn, erreeche kann, musse mir eis am Domän vun der Waasserwirtschaft weider fir de Bau respektiv d'Moderniséierung vu Kläranlagen asetzen.

D'Ofwaasser - wéi scho gesot - leeft ongekläert an d'Musel. Et kënnt engersäits vun den Haushalter an anerersäits vun de kommerziellen an touristeschen Aktivitéiten a selbstverständlech och aus dem Wäibau. Fréier sinn d'Ofwässer duerch de Pouvoir auto-épurateur, also d'Selbstreinegungskraaft vun der Musel, méi oder manner gutt verquësst ginn.

Am Moment ass et awer esou, datt duerch d'Efforten, déi a Frankräich an an Däitschland gemaach goufen, an de leschte Joren et zu enger besserer Waasserqualitéit vun der Musel komm ass. Heiduerch huet de Fait, datt mir ongekläert Ofwaasser an d'Musel kéieren, natierlech en direkten negativen Impakt op d'Waasserqualitéit.

Heiwéinst a wéinst der Direktiv 91/271, déi - wéi scho gesot - virschreift, datt Agglomeratioune mat méi wéi 2.000 Awunnergläichwäerter op d'mannst e biologeschen Traitement vum Ofwaasser virgesinn, ass de Bau vun dëser Kläranlag néideg. En vue vun dëser Situatioun hunn déi Verantwortlech vun de Lëtzebuerger Gemenge Réimech, Wellesteen a Schengen déi däitsch Gemeng Perl an den Entsorgungsverband Saar kontaktéiert, fir zesummen d'Dépollutioun vun der Uewermusel unzegoen. Well vun Ufank u gewosst war, datt et schwiereg wär, op der Lëtzebuerger Säit e Site ze fannen, gouf d'Décisioun geholl, déi zukünfteg international Kläranlag op der däitscher Säit an der Industriezon Perl-Besch ze bauen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn Iech elo e kuerzen Aperçu technique vum Projet, verweisen awer fir d'Detailer op mäi schréftleche Rapport, den Exposé des motifs an och op den Dossier vun den Amendementer. Do ass alles ganz genau explizéiert.

Den Évacuatiounsréseau ass op der Lëtzebuerger Säit fir d'Dierfer Schengen, Rëmerschen, Wëntreng, Schwéidsbengen, Bech-Maacher, Wellesteen an d'Stad Réimech. Op der däitscher Säit ginn Nennig, Besch, Perl, Oberperl a Sehndorf un d'Anlag ugeschloss.

D'Kläranlag huet eng Capacitéit vun 23.000 Awunnergläichwäerter. Dovunner sinn der 15.610 fir d'Lëtzebuerger Gemenge reservéiert. Dës Capacitéit ass esou festgeluecht ginn, datt och der zukünfteger Entwécklung vun der Populatioun an den ekonomeschen Aktivitéite Rechnung gedroen ass. Vum techneschen Aspekt hier gesinn, gesäit de Projet vir, d'Ofwaasser vun deene verschiddene Lokalitéiten ze sammelen a se ënnert der Musel erduerch op Perl-Besch an d'Kläranlag ze leeden.

Well déi ganz bestehend Kanalisatiounen der vum Type mixte sinn, dat heescht, souwuel Ofwaasser wéi och Reewaasser véhiculéieren, musse se mat Opfangbecken équipéiert ginn. Heifir ginn op der Lëtzebuerger Säit zwielef Iwwerlafbecken tëscht Schengen a Réimech gebaut.

D'Évacuatioun vum Waasser gëtt op enger Längt vun eelef Kilometer vun der franséischer Grenz bis op Réimech duerch e Pompelsystem garantéiert. Fënnef Pompelstatioune si virgesinn: jeeweils eng zu Schengen, Rëmerschen, Wëntreng, Bech-Maacher a Réimech. Duerno gëtt d'Ofwaasser iwwer eng Sechs-Pompel-Statioun op der Héicht vu Schwéidsbengen, méi genee beim Camping vu Schwéidsbengen, duerch e Kanalsystem ënnert dem Muselbett erduerch a Richtung Kläranlag geschéckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem dach méi ustrengenden an dréchenen, techneschen Deel, kommen ech elo zu deem, wat eis am meeschten interesséiert, dem finanziellen Impakt vun där ganzer Geschicht hei.

Insgesamt kascht d'Mise en place vun der Kläranlag de Lëtzebuerger Stat 43.250.000 Euro. Dëse Montant bleift an der Enveloppe budgétaire, esou wéi et an der Programmation pluriannuelle vum Waasserwirtschaftsfong virgesi war. Et muss een allerdéngs soen, datt d'Estimatioune vun de Phasen 2 an 3 selbstverständlech nach net esou prezis si wéi fir déi éischt Phas. Dës enorm Ausgabe ginn a si schonn an enger éischter Etapp vun de concernéierte Gemenge virfinanzéiert ginn, déi dann awer aus dem Waasserwirtschaftsfong remboursëiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech zum Schluss nach kuerz op d'Aarbecht vum Statsrot an der Chamberskommissioun aginn. De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng Rei Froen opgeworf, op déi ech elo net weider agoe wëll. Et sief awer gesot, datt déi héich Kierperschaft sech fir d'Opspléckung vum Projet an e puer Phasen ausgeschwat hat fir dat, wat de finanziellen Engagement vum Stat ugeet.

Ausserdeem huet de Statsrot bedauert, datt am Projet keng detailléiert Pläng ze fanne waren. An der Chamberskommissioun hu mir laang a kritesch iwwert den Dossier diskutéiert, an d'Regierung huet doropshin en amendéierten Text bei de Statsrot geschéckt, an deem si villen Observatioune Rechnung gedroen huet, notamment dat, wat mat der Opspléckung ze doen huet. De Statsrot war am Groussen a Ganze mat den Ännerungen zefridden an huet säin Accord zum Text ginn.

Här President, ech denken, datt och Dir mat alle Kolleeginnen a Kolleegen heibannen no mengem Exposé d'Noutwendegkeet vun dëser Kläranlag erkannt hutt. Duerfir bieden ech Iech, der Regierung fräi Hand ze ginn an d'Erlaabnis ze ginn, hiren Deel vun der Finanzéierung vun der Kläranlag un der Musel ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Sunnen Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Sunnen, félicitéiere fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. En huet dat mat deem - wat ech géif nennen - fir hien übleche Brio gemaach, an et huet ee richteg erausgespuert, dass e mat Stolz zënter kuerzem neie Miseler ass. Wëllkomm op der Musel, Här Rapporteur!

(Interruptions)

Den Här Rapporteur war esou prezis, dass ech wëll verzichten, hei op weider Detailer anzegoen, an och wëll Répetitiounen évitéieren, well mer hei haut de Mëtteg

ënner Zäitdrock sinn, well awer och op där anerer Säit, muss ech soen, ganz vill Frënn douewen aus dem Norde mat Ongedold op hire Projet de loi waarden.

Ech wëll just awer dorun erënneren, dass mat deem heite Projet, wou mir als Demokratesch Partei terribel begréissen, mir awer och bedaueren, dass en esou spéit komm ass an dass heimadder awer héchstens oder kaum een Drëttel vun der Musel sanéiert ass. Iwwert zwee Drëttel vun der Musel kennen nach keng Kläranlagen. Dat ass déi ganz ënnescht Musel. Mir an der Demokratescher Partei hoffen also, dass endlech och dee Projet géif sprochräif ginn, an dass dee kéint an der nächster Legislaturperiod esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber goen.

Dat gesot, wëllt selbstverständlech d'Demokratesch Partei hiren Accord zu dësem ganz flotte Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et interruptions)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et elo esou wäit. Den Här Sunnen, den neie Miseler, kann net méi esou fëschen, wéi en dat fréier gemaach huet am léifsten, wéi en am meeschte Fësch gefaangen huet, an do wou en am meeschte Fësch gefaangen huet, nämlech am dréiwe Waasser.

(Brouhaha général)

Wann een nämlech Fësch fänke wëllt, da geet ee sech dohinner setzen, wou d'Waasser am dréifsten ass, an dat ass do, wou d'Égouten erakommen.

Här Sunnen, Dir wësst dat. Dat ass elo eriwwer a fënnef Joer, op d'mannst op der Uewermusel. Da musst Der Iech technesch e bësse verbesseren. Da fänkt Der vläicht uewen nach e Fësch.

Op jidde Fall ass elo...

M. Carlo Wagner *(DP).*- Da wësse mer, firwat dass Dir geplënnert sidd!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Op jidde Fall gëtt elo d'Uewermusel sanéiert. Et bleift awer de Problem vun dem Rescht vun der Musel. Zwee Drëttel sinn nach net sanéiert heimadder.

Ech froen dann och den Här Minister, wéi et ass mat de Kläranlagen op der Ënnermusel, virun allem am Beräich vu Waasserbëlleg, Gréiwemaacher. Déi Kläranlag soll jo kommen an de Mäerterter Hafen um Territoire vun der Gréiwemaacher Gemeng op eng Plaz, wou een net esou glécklech ass doriwwer, nämlech an eng Zone économique.

Et muss een, fir d'Wourecht ze soen, awer och feststellen, datt beim Plange vun de Kläranlagen ëmmer d'Wéngerte Prioritéit hate virun der Sanéierung vun der Musel. Dat ass esou. Egal wéi d'Qualitéit vum Wéngertareal war an ass, eng Kläranlag konnt net dohinner gebaut ginn. Elo si mer frou, datt trotz deem Mangel u Plaz, dee besteet, gebaut soll ginn op der Ënnermusel. Eng Fro: Huele mer och déi däitsch Säit mat? Et ass eng gutt Saach, datt mer Accordë fonnt hu mat eisen Noperen.

(Brouhaha général)

Domadder gi mer ganz ville Schwieregkeeten op der Lëtzebuerger Säit, och politesche Schwieregkeeten, aus de Féiss. Mir hunn dat fäerdeg bruecht fir d'éischt an de 70er Joren zu Iechternach, fir en däitschlëtzebuergesche Syndikat ze maachen. Duerno ass et zu Rousport gemaach ginn. Duerno ass et zu Mompech gemaach ginn. Elo maache mer dat och op der Musel.

Vläicht komme mer derlaanscht, fir et op der Ënnermusel ze maachen.

(Interruption)

Mir hunn d'Karlsruher Accordë benotzt, fir op eng effikass Aart a Weis a séier kënne grenziwwerschreidend zesummenzeschaffen.

Ech wollt dann nach eng Fro stellen am Zesummenhang mat dëser Kläranlag fir den Haff Réimech. Et ass evident, datt d'Spëtzenzäiten op der Musel an der Belaaschtung vun der Kläranlag entstinn, wann déi héchste wirtschaftlech Aktivitéit op der Musel ass, an dat ass an deem Moment, wou d'Drauwe gelies ginn. Doraus ergi sech dann och Konsequenze fir d'Wënzerbetriber, déi a bestëmmten Zäite jo ganz vill Waasser notzen. Déi do Kläranlag weist jo vum Konzept hier, datt derfir gesuergt gëtt, datt eng Virklärung stattfënnt an deene berühmte Bassins de rétention. Ech ginn dovun aus, datt dat déiselwecht sinn, déi op Däitsch RÜB heeschen.

D'Fro ass: Wat fir eng Konsequenzen huet dat fir d'Wënzerbetriber? Dat ass jo am Virfeld och vill diskutéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Projet, op deen hu mer während Joren an, ech géif soen, während Jorzéngte gewaart. Dat ass eng gutt Saach. Dat ass den Ufank, dat ass wierklech den Ufank fir ee Schwaachpunkt am Lëtzebuerger Ökosystem ze behiewen. Et ass schonn e bëssen esou, mir hunn eis misse schummen, am Verhältnis souguer zu de Fransousen an och am Verhältnis zu den Däitschen.

Ech wënschen dem Här Sunnen dann och Chance, wann en elo probéiert, a méi propperem Waasser e Fësch ze fänken. Ech hoffen, datt d'Musel dann iwwert déi ganz Lëtzebuerger Streck och méi propper gëtt.

Här Goerens, wann de President et erlaabt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt froen, ob den Här Steinbrück sech och finanziell mat doru bedeelegt.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech weess net. Ech weess net, ob et den Här Steinbrück ass, deen sech bedeelegt. Ech mengen, et ass deen net. Ech mengen net.

(Hilarité)

Ech mengen net. Ech mengen, et ass d'Land…

(Interruptions)

Ech mengen, et ass d'Saarland, wat mat dora klëmmt. D'Saarland, awer net den Här Steinbrück.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Ass dat e Sozialist?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech wollt mech awer och elo de Mëtteg hei kuerz halen. Ech kéint jo laang a wäit a breet iwwert déi Kläranlag hei diskutéieren. Ech wëll awer fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport, souwuel schréftlech wéi mëndlech.

Ech wëll awer zwee, dräi Detailer nach weiderginn hei zu där Kläranlag. Et ass virdru gesot ginn, si géif eréischt a fënnef Joer a Betrib goen. D'Gemengen hunn effektiv hei schonn e bësse virgeschafft. Et ass net méi spéit wéi am Hierscht, wou dës Kläranlag schonn a Betrib geet. Duerfir war d'Urgence aus Gemengesiicht ganz grouss, well d'Gemengen eng ganz Rei finanziell Virleeschtunge gemaach hunn. Net méi wéi siwe Milliounen huet d'Gemeng Réimech elo mëttlerweil fir déi Kläranlag virfinanzéiert.

Duerfir sinn ech frou am Numm vun deenen dräi Gemenge Schengen, Wellesteen a Réimech, dass dëst Gesetz elo nach hei an dëser Legislaturperiod ka gestëmmt ginn.

Virdrun ass gesot ginn, ob den Här Steinbrück dann och sech géif bedeelegen. Dat ass net den Här Steinbrück, mä et ass den EVS, dat ass den Entsorgungsverein aus dem Saarland, an dee bedeelegt sech natierlech un der Kläranlag à raison vun hirer Part vu 40%. Dat sinn am ganze fënnef Milliounen.

Duerfir, ech maachen et kuerz, ech soen Iech villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung vun der Kläranlag. An net méi spéit wéi d'nächst Joer kënne mer dann erëm drasprangen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Ech hat zwar elo nach hei als Riedner den Här Robert Mehlen agedroen, mä vu datt den Här Mehlen net do ass, géif ech direkt d'Wuert ginn un den Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

(Brouhaha général)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nun, well d'Chamber esou schnell an dësem Fall geschafft huet, war et méiglech, dass de Fred Sunnen haut da konnt seng zweetlescht Ried hei als Rapporteur vun dësem Projet de loi halen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass och an deem Sënn remarquabel, well hien och derbäi war, wéi d'Grondsteeleeung zu Pärel war. Hien huet do also am Fong geholl scho verstanen, dass hien also sollt dëse Projet zu Enn féieren. E Projet, deen u sech a mengen Aen iergendwéi - géif ech soen - e Meilesteen ass hei an der Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Iwwerhaapt géif ech mer erlaben, ze soen, der Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg steet d'Zuel néng gutt, well 1999 huet d'Regierung décidéiert am Kader vum Budgetsgesetz, fir de Gemengen 90% bäizeginn, wa se Kläranlage bauen, well mer wierklech e grousse Retard haten an deem Beräich am Kader vun der Europäescher Unioun.

An elo, zéng Joer méi spéit, nees eng Kéier am Joer 2009, brénge mer et fäerdeg, mengen ech, nach dëst Joer, dass d'Musel definitiv an de Kläranlagenzäitalter erakënnt.

Et ass esou, dass dëse Projet jo vun 43,25 Milliounen d'Ënnermusel soll da klären. Vum Projet vun der Uewermusel, deen de Jos Scheuer ugeschwat huet, do kann ech him och matdeelen, dass mer do esou wäit sinn, dass dës Woch en Dënschdeg e Comité d'accompagnement war, dass de Projet elo all intern Instanzen duerchgaangen ass, dass e mat gréisster Wahrscheinlechkeet am nächste Regierungsrot muer an aacht Deeg, also de 15. Mee, wäert ugeholl ginn, an da kann en och an der Chamber déposéiert ginn.

Ech ginn dovun aus, dass en an der nächster Legislaturperiod, dat wär jo dann am Hierscht, scho ka gestëmmt ginn. Sou dass wierklech am Joer 2009 mer et fäerdeg bruecht hunn, wierklech op der Musel net nëmmen no der Kanalisatioun dann och d'Kläranlagenzäitalter alauden ze loossen. Dat ass eng Geschicht, déi, ech fannen, ee soll ervirsträichen. An dat weist och, dass d'Iddi, fir am Joer 2004 eng Waasserwirtschaftsverwaltung an d'Liewen ze ruffen, Friichte bruecht huet.

Ech hunn och nokucke gelooss, wéi et mat den Investissementer gaangen ass am Ofwaasserberäich. Ech soen Iech, dass an dëser Legislaturperiod, also vun 2004 bis 2009, am Ganzen 218,27 Milliounen Euro am Ofwaasserberäich iwwer e Fong bezuelt gi sinn. Dat ass en décke Batz Suen, an et wäerten der nach vill mussen investéiert ginn, wa mer eis wëllen en phase brénge mat der Waasserrahmenrichtlinie, déi jo virgesäit fir 2050, ekologesch a chemesch propper Gewässer ze kréien.

Just fir ze vergläichen: An där Period virdrun, zwëschent 2004 an 1999, do goufen 117,27 Milliounen investéiert, an an der Period vun 1994 bis 1999 87,58 Milliounen. Wann ech dat also da kucken, da stellen ech fest, dass an deenen zéng Joer, ier mer d'Verwaltung haten, 204 Milliounen investéiert goufen. Säit mer d'Verwaltung hunn, goufen 218 Milliounen investéiert, wat kloer beweist, dass mer zu Lëtzebuerg amgaange sinn, am Waasserberäich, a besonnesch am Ofwaasserberäich, an eng modern Waasserpolitik mat enger biologescher Klärung, dass mer do wierklech - wéi géif ech soen? - am 21. Jorhonnert ukomm sinn.

Mir wäerten och an Zukunft musse weider investéieren. Déi Investissementer sinn och gutt an dëser Zäit, well och de Waasserberäich bréngt eppes am Fong geholl fir d'Relance économique an dëse schwieregen Zäiten, well meeschtens kënnen och Lëtzebuerger lokal Betriber eng Hand mat upaken, wann investéiert gëtt am Ofwaasserberäich. Dat hunn ech an de leschten Deeg op e puer Plazen hei am Land erlieft, wou Kläranlagen ageweit si gi respektiv RÜBen ageweit gi sinn an esou weider. Dat heescht, am Ofwaasserberäich gëtt vill Geld vun de Gemengepappen an - mammen investéiert, wat ee soll ervirsträichen a wat och da sécherlech dozou féiere wäert, dass den Effet crise sech am Fong geholl da manner bemierkbar mécht.

Ech hu gesot, dass mer nach vill Sue mussen an den nächste Joren investéieren - iwwer 500 Milliounen Euro. Déi kënnen net eleng mat budgetäre Mëttele bruecht ginn. Do wäert och musse gekuckt ginn, am Fong geholl aner Modellen, auslännesch Modellen zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Do stellen ech mer vir, dass an deenen nächste Joren och Gelder musse fléissen, an der Zesummenaarbecht, géif ech soen, mat der BEI, fir an dësem Beräich hei ze finanzéieren.

Dat gesot, géif ech mer wënschen, dass och an den nächste Jore weider massiv vun de Gemengen investéiert gëtt. D'Gemenge behale laut neiem Waassergesetz nach ëmmer de Lead, a besonnesch d'Gemengesyndikater. Déi meescht vun hinnen, déi grouss - SIDEN zum Beispill, oder SIDERO -, déi gëtt et elo säit 15 Joer, an ech wëll dovu profitéieren, all deene Leit, déi am Waasserberäich eng Hand mat upaken, Merci ze soe fir den Asaz am Interessi vu proppere Gewässer hei zu Lëtzebuerg.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dëse Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5953 ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet de loi iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Clierf, Heischent a Munzen.

Plusieurs voix.- Hengescht!

M. le Président.- Clierf, Hengescht a Munzen. Den honorabelen Här Marco Schank ass hei de Rapporteur an huet elo d'Wuert.

Neen, Heischent huele mer do net mat derbäi.

6. 5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi, dee mer haut virleien hunn hei an der Chamber, ass dee vun der Fusioun vun dräi ländleche Gemengen aus dem héijen Norden, notamment Clierf, Hengescht a Munzen. Déi Zesummeleeung vun deenen dräi Gemenge geschitt och am Kontext vum Artikel 2 vun der Verfassung respektiv vum Artikel 2 vum Gemengegesetz a féiert dann zur Schafung vun enger neier Gemeng, enger Gemeng, déi wäert den Numm Clierf droen, an enger Gemeng, déi wäert iwwer 4.000 Awunner hunn. Op den Dag prezis haut hunn déi dräi Gemenge 4.229 Awunnerinnen an Awunner.

An dësem Sënn huet den Innenminister dee virleienden Text och de 17. Februar 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis den 21. Abrëll dëst Joer ginn, an en Dag méi spéit an eiser Kommissiouns-

sitzung vun den Affaires intérieures ass de Rapporteur bestëmmt ginn. An därselwechter Sëtzung hu mer och den Avis vum Statsrot analyséiert. De Rapport ass den 28. Abrëll 2009 ugeholl ginn.

Déi geplangte Fusioun ass, Dir Dammen an Dir Hären, net de Produit vun engem Zoufall, mä d'Resultat vu laanger Zesummenaarbecht vun deenen dräi Gemengen. Déi dräi Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen hu schonn 1990 e Gemengesyndikat kreéiert, fir eng gemeinsam Schoul an e Sportszentrum ze bauen an duerno och ze bedreiwen. Déi positiv Erfahrunge während deene ville Joren hunn am Fong dozou gefouert, datt se schonn am Joer 2002 vis-à-vis vum Innenminister, deemools dem Här Wolter, fir eng méi enk Zesummenaarbecht sech staarkgemaach hunn, an déi gestäerkte Kollaboratioun huet dann och schliesslech e puer Joer méi spéit dozou gefouert, datt déi dräi Schäfferéit 2006, de 4. Mee, dem Innenminister e Bréif gemaach hunn, an deem si hir Absicht däitlech gemaach hunn, fir ze fusionéieren.

Doropshi gouf zesumme mam Innenminister en Investitiounsprogramm op d'Bee gesat, deen am Kader vun der Fusioun soll ëmgesat ginn. Derniewent, wéi dat üblech ass, gouf och en Informatiounsdokument fir hir Biergerinnen a Bierger erstallt, wou dann och de Fusiounsprojet virgestallt gouf. Dësen ass de 25. September 2008 während enger öffentlecher Sitzung den Awunnerinnen an Awunner aus deenen dräi Gemengen am Detail presentéiert ginn, an dat och a Präsenz vum Innenminister, deen d'Ënnerstëtzung vun der Regierung an deem Fall deen Dag och zougesot huet.

Geméiss dem Artikel 5 vun der Europäescher Charta iwwert déi lokal Autonomie aus dem Joer 1985 hunn déi dräi Gemengen dann och den 12. Oktober 2008 e Referendum organiséiert, an dee Referendum ass och zugonschte vun där Fusioun ausgaangen.

D'Gemengeréit vu Clierf, Hengescht a Munzen hunn duerno op Basis vun deem positive Referendum sech definitiv fir déi geplangte Fusioun ausgeschwat an Enn 2008 enger Konventioun zougestëmmt, fir d'Fusioun kënnen definitiv ëmzesetzen.

Déi Konventioun gouf schliesslech vun de concernéierte Regierungsmemberen de 16. Januar 2009 ënnerschriwwen. Domadder ass de Wee fräi ginn, fir d'Fusioun a Form vun engem Gesetzesprojet an d'Chamber ze bréngen, ee Projet, dee mer dann och haut debattéieren an ofstëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, no deem Historique vläicht just kuerz e puer Inhalter zu där Fusioun virzestellen. De Projet de loi preziséiert, wat déi wesentlech Detailer sinn, zum Beispill de Montant vum finanzielle Bäitrag vun dem Stat. E setzt d'Infrastrukturprojete fest, déi prioritär sollen ëmgesat ginn. E regelt d'Situatioun vun den Offices sociaux, bestëmmt d'Zesummesetzung vun de Schäffen- a Gemengeréit während enger Iwwergangsphas, an deem Fall vun zwou Amtszäite bis 2023, an enthält och Bestëmmungen iwwert d'Rechter vum Gemengepersonal vun deenen dräi Gemengen.

Wat d'Zesummesetzung vun de Gemengenorganer ugeet, gouf festgehalen, datt deen neie Schäfferot no de Gemengewahle vum 9. Oktober 2011 während zwou Amtszäiten ee Buergermeeschter an dräi Schäffe wäert zielen. D'Fusioun vun deenen dräi Gemenge wäert dann och duerno, no deene Wahlen, rechtsgülteg ginn, also dann, wann deen neie Gemengerot Enn 2011 zesummekënnt, den 1. Januar 2012.

D'Zuel vun de Schäffe wäert no der integraler Neiwiel vun de Gemengeréit am Joer 2023 da vun dräi erëm op zwee erofgoen. Virdrun zielt de Gemengerot iwwregens 13 Vertriederinnen a Vertrieder, notamment fënnef aus der fréierer Gemeng Clierf, véier aus der fréierer Gemeng Munzen a véier aus der fréierer Gemeng Hengescht. An no de Wahle vun 2023 gëtt dann och d'Zuel vun de Conseillere gemäss dem Gemengegesetz ugepasst.

De Stat ënnerstëtzt dëse Mariage, wann ech dat emol esou däerf nennen, esou wäit dat och fir aner Fusioune bis elo de Fall war, mat 2.500 Euro pro Awunner. Dës Zomm gëtt dann an Tranchë verséiert, an zwar vum 1. Januar 2012 un iwwer eng Lafzäit vun zéng Joer. Do kënnen och Avancë bezuelt gi vun deem Moment un, wou dëse Projet de loi en vigueur trëtt.

Wéi ech schonn erwähnt hunn, enthält dee Projet de loi och eng Partie Infrastrukturaarbechten, déi prioritär realiséiert ginn. Ech ziele se kuerz op: de Bau vun enger Maison relais nieft dem Schoulzentrum zu Reiler, de Bau vun enger Hal fir déi technesch Gemengeservicer, d'Astandsetzung vum Drénkwaasserréseau, d'Renovéiere vun de Kläranlage vun Ischpelt, Wäicherdang, Meecher, Rueder a Clierf, de Bau vun engem Indoor-Fräizäitzentrum an d'Aménagéiere vun enger regionaler Aktivitéitszon.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach eemol drop insistéieren, datt déi geplangte Fusioun tëschent deenen dräi Gemengen en exzellent Beispill ass fir eng fräiwëlleg Fusioun, well dës Fusioun vun de Gemengeréit initiéiert gouf an och de Gros vun der Bevölkerung hanner sech huet, wéi de positive Referendum vum leschte Joer dat däitlech weist. Domat ass dës Fusioun och absolut an der Grondphilosophie vun der Spezialkommissioun, vum Rapport vun der Kommissioun fir d'territorial Reorganisatioun vu Lëtzebuerg, déi sech an hirem Rapport den 19. Juni 2008 staarkgemaach huet fir eng méi staark Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, dat Ganzt op fräiwëlleger Basis.

Et sief och op dëser Plaz drun erënnert, datt d'Spezialkommissioun an hirem Rapport, deen iwwregens ouni Géigestëmm deemools ugeholl gouf, gesot huet, datt d'Fusioun tëschent de Gemengen explizit vun der Regierung ënnerstëtzt an encadréiert gëtt, fir datt eist Land an der Zukunft Gemenge kritt, déi déi noutwendeg kritesch Mass och hunn, fir capabel ze sinn, hire Biergerinnen a Bierger déiselwecht Déngschtleeschtungen ze offréieren an effikass administrativ, technesch, schoulesch, sozial Déngschtleeschtungen unzebidden.

D'Zil vun där Réforme territoriale, loosst mech dee Saz nach soen, ass eigentlech, datt mer am 21. Jorhonnert no an no Gemenge kréien, déi kloer Missiounen a Kompetenzen hunn, méi revendicativ sinn, méi effizient kënne schaffen, mat méi Subsidiaritéit, dat Ganzt begleet vun enger Reform vun de Gemengefinanzen.

Fir méi Gemengen zu enger fräiwëlleger Fusioun ze encouragéieren, huet den Innenminister dann och tëschent Januar a Mäerz 2009, zesumme mam President vum Syvicol, en Tierchen duerch d'Land gemaach, an dës Démarche hat als Zil, zesumme mat de Gemengevertriederinnen an -vertrieder och déi grouss Linne vun der territorialer Reorganisatioun ze diskutéieren an hinnen déi proposéiert Gemengelandschaft virzestellen. Zënterhier sinn et och schonn eng Partie Gespréicher ginn, wat ee regelméisseg och aus Artikele vu Rapporte vu Gemengerotssëtzunge kann erausliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fusioun vun de Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen gëtt och vum Statsrot a sengem Avis vum 21. Abrëll 2009 positiv aviséiert. Den entspriechende Rapport gouf vun der Kommissioun vun den Affaires Intérieures an der Sëtzung vum 22. Abrëll ugeholl, an domat steet de Projet haut zur Debatt respektiv zur Zoustëmmung. Am Enn wollt ech nach am Numm vun der Kommissioun deenen dräi Gemenge fir hir Fusiounsinitiativ félicitéieren, a gläichzäiteg meng Kolleeginnen a Kolleege bieden, dësem Projet zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Etgen ass den éischten ageschriwwene Riedner. Pardon? Neen, neen, den Här Kaes. Den Här Kaes ass fir d'éischt ageschriwwen. Leider figuréiert Dir net op der Lëscht hei, mä d'CSV ass ëmmer als éischte Riedner.

(Interruptions et hilarité)

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Ech géif dat emol relativ roueg ugoen.

(Interruption)

M. le Président.- Richteg, Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer gläich am Ufank dem Kolleeg Marco Schank villmools Merci ze soe fir deen detailléierten an och interessante mëndlechen a schréftleche Rapport. Da wëll ech dat, wat hien zum Schluss gemaach huet, direkt och am Ufank maachen an deenen dräi Gemengen an alle Vertrieder, déi mer jo ganz zahlreich um Balkon hunn, félicitéiere fir dee Courage, an déi do Richtung ze goen.

Ech mengen et ass ganz wichteg, datt alleguerten d'Gemengen, déi wierklech eng Zuel vun Awunner hunn, déi méi modeste ass, driwwer nodenken, fir an déi do Richtung ze goen an domadder a sech eng aner an eng besser Situatioun kréien, fir op d'Wënsch vun hire Bierger an op d'Aufgaben, déi se hunn, an Zukunft besser kënnen ze reagéieren.

Ech muss soen, ech war derbäi, wéi am Joer 2000 den deemolegen Innenminister Michel Wolter an den Norde komm ass, a besonnesch an d'Regioun vun der Our, fir de Gemengen ze soen, datt et un der Zäit wier, grad an där Regioun. Hie wollt déi Regioun e wéineg als Pilotprojet huelen, fir ze soen, datt ee misst ëmdenken, datt ee misst eng bestëmmte Reorganisatioun maachen an der Gemengelandschaft, fir kënnen, wéi gesot, Gemengen ze schafen, déi dach awer en anere Stellewäert hätten, wéi dat Gemengen hunn, déi 200, 300 a 400 oder 800 Awunner hunn.

De Michel Wolter huet deemools eng Ausso gemaach, déi ech hei wëll widderhuelen. Hien huet gesot: „Hei, kuckt emol, Dir zesummen an der Regioun stellt awunnerméisseg manner duer wéi d'Stad Diddeleng. Wann Dir gären hätt, datt Dir besser gerüst sidd, fir all deene Problemer, déi an Zukunft op lech zoukommen, ze begéinen, a wann Dir gäre besser Gehéier fannt op all deene Plazen, déi dofir néideg sinn, da musst Dir lech reorganiséieren an da musst Dir lech aneschters an der Regioun organiséieren."

Deemools war relativ wéineg Resonanz, mä et waren effektiv zwou Gemengen, déi de Courage haten, an déi Richtung ze goen an déi direkt beim Michel Wolter - dat heescht, wou de Michel Wolter net op daf Ouere gestouss ass. Dat waren deemools d'Gemenge Furen a Baastenduerf, wat jo och no 2000...

(Interruption)

Jo, et waren déi nun eben, déi de Courage fir d'éischt haten, an déi Richtung ze goen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wéi ass et mat Bettel?

M. le Président.- Ech géif lech awer bieden, hei den Här Kaes seng Ausféierungen an aller Rou maachen ze loossen, Här Bettel!

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Iwwregens, esou eng Uertschaft hu mer och an där Gemeng.

Et ass also esou, datt dat déi éischt Fusioun war no 2000, an eng nächst war geschwënn hannendrun, dat war déi vu Kautebaach a Wëlwerwolz, déi sech zur Gemeng Kiischpelt zesummegedoen hunn. An domadder war a sech emol erëm e bësse Rou an deem Dossier.

Virun allem ass et esou gewiescht, an dat kann ech mech ganz gutt erënneren, datt och a Réunioune vum Syvicol - an ech war do an enger derbäi, wou ganz negativ iwwert d'Fusioune geschwat ginn ass -, wou zum Beispill e Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi gutt 200 Awunner huet, déi awer haut amgaangen ass, ganz konkret doriwwer ze diskutéieren, mat zwou aneren ze fusionéieren, gesot huet, hie mat senger Gréisst kënnt am beschte senge Bierger optimal Servicer leeschten.

Bon, den deemolege Minister Michel Wolter huet sech och net bëire gelooss an ass weidergefuer mat Diskussiounen an der Regioun, iwwert d'Regioun eraus, mä war zum Beispill och de 5. Mee an der Stauseegemeng zesumme mat Wanseler a Bauschelt, fir och mat deenen dräi Gemengen doriwwer ze schwätzen. Hien hat deemools och scho Gespréicher mat deenen dräi Gemengen, wéi gesot, wou mer haut iwwert d'Fusioun wäerten ofstëmmen. Deemools waren d'Diskussioune méi schwiereg. Duerfir ass et ëmsou erfreelecher, datt mer haut kënnen iwwert déi Fusioun ofstëmmen.

Mä et ass awer ganz kloer esou, datt deeselwechte Michel Wolter, deen deemools, wéi gesot, als Minister déi ganz Saach initiéiert huet, u sech d'Diskussioun iwwer Fusioune wierklech op den Dësch bruecht huet, an et war a sech esou, datt hien a senger Funktioun als Parlamentarier an als President vun der Commission du réaménagement du territoire dann awer och eng entscheedend Roll gespillt huet, fir dann awer och haut weider un där ganzer Diskussioun vun der Reorganisatioun vun der Gemengelandschaft mat ze diskutéieren.

Ech wëll...

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et ass en nohaltege Minister, den Här Wolter.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Ech wëll duerfir soen, datt awer och deen heitege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, dat ganzt Wierk weidergefouert huet, fir et emol esou ze soen. Hien hat zwar eppes versicht, wou ech mengen - an dat soen ech a mengem perséinlechen Numm -, datt et gutt ass, datt dat awer vum Dësch ass, dat ass déi sougenannte Communauté des communes.

Ech perséinlech sinn der Meenung, et soll ee keng hallef Saache maachen, et soll een Neel mat Käpp maachen. An Neel mat Käpp ass fir mech, datt een eng Fusioun mécht an net nach Tëschenetappen aschalt, wéi dat an der Vergaangenheet am Kader och vun enger ganzer Rei vu Syndikater de Fall war, déi zustane komm sinn, well vläicht och de Courage net do war, fir a Richtung Fusiounen ze goen.

Ech mengen, de Rapporteur huet scho virdru gesot, datt en Tour duerch d'Land gemaach ginn ass, fir mat de Gemengen ze schwätzen, an den Här Minister huet ëmmer erëm gesot: „Mäi Message ass op positiv Ouere gestouss." An datt dat de Fall ass, mengen ech, gesäit ee schonn eleng dorun, datt et mëttlerweil, nodeem datt déi negativ Diskussioun op eemol verstommt ass an eng positiv Diskussioun komm ass, esou ass, datt an allen Ecken iwwer Fusioune geschwat gëtt.

Wéi gesot, hei ass déi drëtt, déi elo konkret gëtt. Et ginn Diskussiounen iwwer Housen, Konstem an Houschent gefouert. Et ginn Diskussiounen, wéi gesot, iwwer Heischent, Néngsen an Esch/Sauer gefouert, an ech kéint esou weiderfueren. Et ginn Diskussiounen zu Miedernach mat Iermsdref gefouert. Et waren elo déi lescht Deeg nach anerer, positiv Diskussiounen, déi an Zeitungen ze fanne waren. Dat beweist, datt eng bestëmmten Opbrochstëmmung do ass, fir wierklech an déi Richtung ze goen a fir wierklech, wéi gesot, do Neel mat Käpp ze maachen.

Wéi ech deemools hei zur Fusioun Tandel geschwat hunn, do hunn ech gesot: „Fir mech ass et kloer, wann een et net selwer fäerdeg bréngt, seng Schoulorganisatioun an alles dat, wat domadder zesummenhänkt, a senger eegener Gemeng ze organiséieren, a wann een dofir d'Zesummenaarbecht mat anere Gemenge brauch, dann ass een a mengen Ae ganz kloer ze kleng, fir als eegestänneg Gemeng ze fonctionnéieren, an dann ass dat en Zeechen, datt ee muss iwwer eng aner Form nodenken."

Ech wëll och ganz kloer soen, datt esou eng Fusioun engem einfach aner Méiglechkeete gëtt, säi ganzen administrativen an techneschen Apparat aneschters ze organiséieren, besser ze organiséieren, mat anere Qualifikatiounen, esou datt een op all déi zousätzlech Froen, déi op eng Gemeng haut zoukommen, an all déi zousätzlech Aufgaben, déi eng Gemeng huet, besser a méi effikass ka reagéieren.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt am Kader vun där Fusioun, wou mer haut ofstëmmen, d'Uertschaft Clierf mat Hengescht a Munzen, datt Clierf jo en CDA ass - en CDA, deen awer, well Clierf eben an deem Dall läit, vläicht net déiselwecht Méiglechkeeten huet, fir sech ze erweideren -, et also immens wichteg an immens gutt ass, datt doduerch, datt ee sech als dräi Gemengen zesummendeet an ee sech déi Situatioun schaaft, datt d'Erweiderung an der Regioun, d'Erweiderung an der Gemeng ganz sécher méi einfach ass an och méi effikass ka geschéien.

A wann ee Clierf hélt - Clierf, wou jo décidéiert ass, a wat immens gutt ass, datt an deen Eck e Lycée kënnt -, da kritt Clierf eng weider Importenz, eng weider zousätzlech Importenz, wou och wäerten zousätzlech Leit an deen Eck kommen. Domadder brauch een also méi Terrain. Dofir brauch een eng Rei zousätzlech Méiglechkeeten, wou d'Leit sech kënnen néierloossen, an dat ass vill méi einfach ze gestalten, wann een dat an där neier Gréisst vu Gemeng ka maachen, wéi wa jiddwer eenzel vun deenen dräi Gemengen dat géif maachen.

Da wëll ech och soen, datt niewent deenen 2.500 Euro a sech déi dräi Gemengen och nach eng Kéier zousätzlech subventionéiert ginn iwwert de Pacte Logement. De Moment ass et esou, datt déi eng oder déi aner vun hinnen et net fäerdeg bréngt, dee Kritär ze erfëlle vu mindestens 30 zousätzlechen Awunner pro Joer, wat jo dozou féiert, datt een dann an deem Joer a sech vum Pacte Logement net ka profitéieren.

Wann déi dräi Gemenge sech zesummendoen, dann ass dat keen Thema. Da wäerte se och iwwert dee Wee ganz sécher zesumme vill méi finanziell Moyenen ebe vum Stat iwwert de Pacte Logement kréien, wéi dat de Fall wär, wa se géifen als dräi getrennte Gemenge fonctionnéieren.

Et kéint een elo nach vill Punkten opzielen an deem ganze Beräich, mä ech mengen, dat géif ze wäit féieren.

Erlaabt mer awer eppes ze soen, wat fir mech eppes ass, wat mer an Zukunft awer missten eng Kéier op de Leescht huelen: Dat ass a sech d'Gréisst. Dat si jo alles Gemengen, oder grad hei Clierf mat Hengescht, mat Munzen als Fusiounsgemeng, ass eng Gemeng, déi hanneno an de Proporzsystem kënnt. Dat heescht also, datt dann no Parteie gewielt gëtt.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat eng Gréissenuerdnung ass, wou et gutt ass, wann dat direkt a Proporzwahlen iwwergeet, oder ob een net vläicht driwwer sollt nodenken, an enger éischter Phas, an enger Iwwergangsphas, dat am Majorzsystem ze loossen an zu engem spéideren Zäitpunkt eventuell an de Proporzsystem iwwerzegoen, oder datt ee carrément driwwer nodenkt, ob een net de Seuil eropsetzt an eventuell op e Seuil tëschent wéinstens 5.000 a 6.000 Habitantë geet, Bierger geet, ier ee wierklech an de Proporzsystem fält.

Well et ass net evident, wann ee jorzéngtelaang am Majorzsystem war, a wann dann all déi zousätzlech Erausfuerderungen op een zoukommen als Fusiounsgemeng, wann een dann och nach gläichzäiteg de Wahlsystem an deem Sënn ännert, da muss dat net onbedéngt positiv sinn. Duerfir ass et vläicht awer derwäert, fir iwwert dee Punkt nach eng Kéier nozedenken, wéi een dat an Zukunft vläicht aneschters kéint handhaben.

Dat gesot, kommen ech zum Schluss.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech wëll nach eng Kéier de Responsabele vun deenen dräi Gemenge mat un der Spëtzt hiren dräi Buergermeeschteren, dem Yves Arend, dem Emile Eicher an dem Raymond Thielen, félicitéiere fir hire Courage an hinnen „bonne chance" fir d'Zukunft wënschen. Ech géif dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Et ass elo um honorabelen Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi fräiwëlleg Fusioun vun de Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen huet hiren Ursprong 1990 fonnt mat der Grënnung vum interkommunale Schoulsyndikat fir de Bau an d'Verwaltung vun der regionaler Primärschoul zu Reiler. Si ass also d'Resultat vun enger bal 20-jähreger enker Kooperatioun, ass och net vun haut op muer geschitt, eng laang Concertatioun, e geziilt Zesummeschaffen, eng notzbréngend Partnerschaft an deene verschiddenste Gebidder, esou zum Beispill och am interkommunale Syndikat SICLER, am Naturpark Our an esou weider, wou déi dräi Gemengen déiselwecht Interesse vertrueden hunn.

De Wee, deen zu dëser Fusioun gefouert huet, déi staark Akzeptanz an der Bevölkerung, weist eis, datt Fusiounen net däerfen opgezwonge ginn, mä datt se mussen an de Käpp vun de Leit wuessen. Léiwer eng fräiwëlleg Fusioun mat enger Wahléchéance méi spéit, wéi onzefridden, ondécidéiert Partner mat Zwang beieneebréngen.

Dës Fusioun weist eis awer och, datt et falsch ass, fir deene klenge Gemengen de Geldkrunn zouzedréinen a se esou ze forcéieren ze fusionéieren. An der DP hale mir et mam Bibelsproch: „Deine guten Taten sollen freiwillig und nicht erzwungen sein."

(Interruptions diverses)

D'DP seet jo zu fräiwëllege Fusiounen a begréisst duerfir ausdrécklech dës Fusioun.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wat hei gefält, ass, datt d'Gemengen ouni Zwang, ouni Drock, fräiwëlleg a voller Iwwerzeegung dës Fusioun op d'Schinne gesat hunn a selwer d'Richtung, den Tempo an d'Zil virginn hunn.

Mat de respektive Buergermeeschteren, Schäffen a Conseilleren, besonnesch awer mat där respektabler Majoritéit vun der Populatioun vun deenen dräi Gemengen, déi am Referendum „Jo" zu dëser Fusioun gesot hunn, freeën ech mech mat hinnen, datt si dëse Schratt gemaach hunn.

Ech wëll alle Bedeelegten ausdrécklech félicitéiere fir déi flott Manéier, wéi si dee laange Wee zesumme gaange sinn. Erlaabt mer besonnesch den engagéierten Engagement vun alle Schoulsyndikatspresidenten a Syndikatsmemberen, awer och allen aneren interkommunale Syndikatsmembere besonnesch ervirzehiewen. Si konnten an all deene Joren, wou se gutt Aarbecht geleescht hunn, net vun engem Congé politique profitéieren.

Och déi respektiv Gemengemandataren hu während zwee Jorzéngte vill Fräizäit a Kooperationsbestriewungen investéiert. Hir exzellent Pionéieraarbecht weist eis awer och, datt et een absolut politesch falscht Signal wär, déi kleng Gemenge bei der Upassung vum Congé politique regelrecht am Ree stoen ze loossen. Ongezielt bleiwe se, déi vill Stonnen, déi an de Fusiounsprozess investéiert goufen.

Et ass och net de Mérite vun e puer Eenzelnen; et ass de Verdéngscht vu schrecklech villen Intervenanten. Och dat däerfe mer haut net vergiessen. Och dat soll eis eng Léier si fir all déi Fusiounen, déi mer nach virun eis hunn.

Mat enger gewëssener Satisfaktioun stelle mer fest, datt et nawell vill a richteg verstanene Bénévolat am Gemengeliewe gëtt. Mat därselwechter Satisfaktioun wëll ech ausdrécklech begréissen, datt vill vun deenen Intervenanten drop gehalen hunn, dëser Debatt live bäizewunnen.

Här President, dës Fusioun ass awer nach keen Happyend. All Bedeelegt hunn Erwaardungen, Wënsch an Usprëch, déi elo mussen erfëllt ginn. An hei wëll ech deenen dräi Schäfferéit ausdrécklech félicitéiere fir déi flott Broschür, déi se erausginn hunn. Dës Broschür ass gläichermoosse Bestandsopnahm, Informatioun, Fuerderungskatalog, Ausbléck, jo souguer Visioun an d'Zukunft. An heibäi leien d'Erwaardungen net nëmmen op de Gemengenattributiounen.

Den Investitiounsprogramm begräift och Projeten, déi staatlechersäits musse realiséiert ginn. Et sinn dëst Projeten, déi vu vitaler Bedeitung fir déi nei fusionéiert Gemeng sinn. Erlaabt mer de Clierfer Lycée, d'Ëmgehungsstrooss vun Hengescht an d'Verbindung tëschent der N7 an der N18 ze zitéieren.

Och staatlech Investitiounen an d'Tourismusbranche vun där fusionéierter Gemeng si fir déi nei fusionéiert Gemeng vu grousser Bedeitung, fir hir Roll als uspriechenden a variéierten Tourismuszentrum wouerzehuelen. Mat deene bestehenden Attraktioune wéi d'Expo Family of Man, d'Schlass, d'Abtei, d'Muséeën zu Clierf, den Domaine Robbesscheier zu Munzen, de Cornelyshaff zu Hengescht a villen aneren Atouten, den Dräilännereck mat enger eenzegaarteger Natur, huet dësen Eck jo schonn esou munches ze bidden.

Här President, dës Fusioun soll Clierf awer virun allem a senger Roll als CDA, als Centre de développement et d'attraction stäerken. Ouni Fusioun hätt déi al Gemeng Clierf net dat néidegt Réckgrat gehat, déi Usprëch, déi un dee regionalen Zentrum gestallt ginn, ze erfëllen, an dat an deene verschiddenste Beräicher. An och hei ass et de Wonsch, datt déi Erwaardungen, déi un d'Regierung gestallt ginn, kënnen erfëllt ginn. Eng Fusioun ass net nëmmen d'Saach vum Innenminister, et ass d'Saach vun der ganzer Regierung.

Här President, dat Wichtegst am Stat sinn awer d'Gemengen. An dat Wichtegst an de Gemenge sinn d'Bierger. Bei enger Fusioun gëllt et virun allem dësen demokratesche Grondsaz ze verwierklechen. Eng staark Gemeng ass Garant fir e staarke Service public, fir gesteigert Liewensqualitéit, fir ekonomesche Wuesstem, fir Wuelstand. Wie Proximitéit zum Bierger a Subsidiaritéit eescht hëlt, muss d'Gemengewiese vun ënne stäerken. De Service um Bierger ass ee Service de proximité a muss ee Service de proximité bleiwen. Et ass an dësem Sënn ze begréissen, datt Antenne vun der Gemengeverwaltung an de fréiere Gemengenhaiser zu Hengescht an zu Munze bestoe bleiwen.

„Zesummeféieren, wat zesumme gehéiert", war ee vu ville Leitsprëch bei den Diskussiounen ëm eng Territorialreform. Ech menge fräi behaapten ze kënnen, datt d'Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen zesummegehéieren. Dës Fusioun ass zënter Laangem, oder besser gesot zënter 1978 déi éischt, déi eng Rei kleng Gemengen an eng mëttelgrouss zesummeféiert. Mat bal 4.300 Awunner erfëllt déi nei fusionéiert Gemeng nämlech d'Objektiv, wat sech vun enger Territorialreform erwaart gëtt.

Ausdrécklech begréisse wëll ech och, datt an enger Iwwergangszäit vun zwielef Joer de Majorzwahlsystem bäibehale gëtt, an esou de schläichenden Demokratiedefizit, dee mer leider musse feststellen, net zousätzlech gefördert gëtt. Mat deene proposéierten Investitioune gëtt déi nei Gemeng Clierf hirem Rôle als modernen an effikasse Serviceprovider gerecht, fir déi vun de Biergerinnen a Bierger professionell gefrote Leeschtunge beschtens ze erfëllen.

Mir bleift just nach de Wonsch auszedrécken, datt dës Fusioun de Bierger eng echt Plus-value soll bréngen. Ech sinn dovunner iwwerzeegt, well dank dichtegem Gemengepersonal wäert déi nei Gemeng à même sinn, gutt organiséiert a biergerfrëndlech orientéiert Servicer unzebidden.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Marco Schank, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och säin engagéierte mëndleche Rapport an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert elo.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur Marco Schank fir säi Rapport, dee beschtens placéiert war, fir de Rapport hei ze maachen, well hie jo elo raimlech gesinn no bei deenen Operatiounen do war.

Dëse Projet de loi gesäit d'Fusioun vir vun dräi Gemengen am ländleche Raum: Clierf, Hengescht a Munzen. Dräi Gemenge verschmëlzen zu enger Gemeng, déi sech wäert Clierf nennen; den Numm vun där aktueller gréisster Gemeng, wat d'Awunnerzuel ubelaangt.

Mat dësen Eckwäerter vun der Awunnerzuel a vun der Fläch wäert déi nei Gemeng, wéi gesot, den Numm Clierf kréien. An déi nei Gemeng Clierf wäert der Virstellung vun der Landesplanung entspriechen. Si erreecht d'Masse critique vun 3.000 Awunner, déi an d'Previsioune vun der Réforme territoriale passt. D'Réorganisation territoriale, déi sech fir d'21. Jorhonnert staark Gemenge wënscht, besonnesch an dësen Zäiten.

D'Réorganisation territoriale gesäit vir, dass dem Bierger soll iwwerall am Land eng diversifizéiert a qualitativ héichwäerteg Offer vun öffentleche Servicer ugebuede ginn. Do dernieft sollt hie kënnen drop zielen, dass dës Servicer op eng méiglechst effikass an effizient Aart a Weis organiséiert sinn.

Déi Gemenge sollten och e staarkt Gewiicht duerstelle géigeniwwert dem Pouvoir central, fir de berechtegten Usprëch vun den Awunner gerecht ze ginn, also fir Gemengen ze schafen, déi hire Bierger eng optimal Liewensqualitéit amstand sinn ze bidden.

An de 70er Jore si véier Gemengefusioune realiséiert ginn, dovunner dräi am Norden an eng am Oste vun eisem Land. Du war et laang roueg ëm d'Fusioun, an an de Joren 2004 an 2005 hu mer weider zwee Fusiounsgesetzer hei an der Chamber gestëmmt ënnert dem jëtzegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf, dee jo, säitdeem den Här Innenminister Wolter net méi do ass, do d'Relève geholl huet an dee sech fir déi Fusiounen elo agesat huet.

Une voix.- Richteg, Här Klein.

(Interruption)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Elo am Norden eng weider Gemengefusioun am ländleche Raum, déi konkret ass. An et sinn der nach an der Diskussioun.

Dës positiv Beispiller deiten drop hin, dass nach aner Gemengeresponsabel incitéiert ginn, fir iwwer hir Gemengegrenzen eraus ze denken, am Sënn vun enger weiderer Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun hire Bierger ze handelen iwwert de Wee vun enger préalabeler Coopération renforcée. D'Fusioun, déi mer haut hei wäerte stëmmen, ass d'Resultat vun esou enger laanger Coopération renforcée tëschent deenen dräi Gemengen, an zwar ganz besonnesch am Schoulberäich. Eng Zesummenaarbecht, déi duerno awer ausgedehnt ginn ass. Eng verstänneg Astellung.

Et kommen d'Gemengewahlen 1999. D'Schäfferéit, déi aus deenen dräi Gemengen ervirgaange sinn, hunn aus der enker Zesummenaarbecht d'Plus-value vun enger eventueller Fusioun erkannt. D'Gespréicher an déi Richtung si lassgaangen, Communautés de communes sinn an Erwägung gezu ginn, d'Coopération renforcée ass weidergaangen an och zréckbehale ginn an ass an Délibération concordante vun deenen dräi Gemenge festgehale ginn. Eng wichteg Viretapp um Wee vun enger konkreter Fusioun.

Parallell hu sech d'Gemengeréit vun deenen dräi Gemenge getraff an en vue vun enger Fusioun diskutéiert. E bestännegen Dialog a Kontakt ware wichteg an hu finalement zu deementspriechende Gespréicher mat der Regierung a mam Innenminister gefouert. Et gouf ausgehandelt, wat fir Resultater dass d'Fusioun sollt bréngen um strukturellen, um infrastrukturelle Plang. An dat gouf an enger Preparatioun vu Konventioun festgehalen.

D'Gemengeresponsabel hunn de Fusiounsprojet „bottom up" ausgeschafft. Si hunn et fäerdeg bruecht, fir der Bevölkerung d'Plusvalue vun der Operatioun ze erklären a bäizebréngen. Dat huet sech am Resultat vum obligatoresche Referendum an deenen dräi Gemengen erëmgespigelt. Am Virfeld vun deem Referendum sinn erfollegräich Opklärungsversammlungen organiséiert ginn, wou Innenminister a Buergermeeschteren den interesséierte Bierger Ried an Äntwert stoungen.

No deem positive Referendum zu dëser Gemengefusioun hunn dunn déi dräi Gemengen definitiv fir d'Fusioun gestëmmt. An enger Konventioun, an der definitiver Konventioun sinn Iwwergangsbestëmmunge festgehale ginn, wat d'Gemengepersonal ubelaangt, dass d'Droit-acquisen garantéiert waren; wat de Wahlsystem ubelaangt, fir an der nächster Zäit, an enger Iwwergangszäit. Dat ass e Problem gewiescht, dee mer ëmmer nees erëmbegéint hunn, wéi mer iwwer Land gaange sinn, wou d'Réorganisation territoriale beschwat ginn ass, dass do Retizenze ware fir de Passage vum Majorzsystem an de Proporzsystem. Dat ass elo hei an enger Iwwergangszäit geregelt ginn.

Den interkommunale Schoulsyndikat, deen am Fong jo den Ursprong vun dësem Resultat ass, deen den Ausléiser war, fir d'Fusiounsgespréicher an d'Wee ze leeden, fir d'Coopération renforcée auszedehnen, kann elo opgeléist ginn. Deen huet seng Missioun erfëllt, a seng Infrastrukture ginn an déi nei Gemeng integréiert. Deementspriechend gëtt och säi Personal vun der neier Gemeng iwwerholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz gëtt eng weider Gemengefusioun perfekt, eng fräiwëlleg Gemengefusioun, wéi se wënschenswäert a mustergülteg vun ënnen erop gewuess ass, iwwer: Coopération renforcée, permanenten Dialog tëschent Schäffen a Gemengeréit, Informatiounen a Sensibilisatioun vun der Populatioun, Unerkennung vun der Plus-value an engem Referendum, Festhale vu konkrete Moossnamen an enger Konventioun tëschent der Regierung an de Gemengen.

Ech ginn dervun aus, dass vill Gemengen dësem Beispill wäerte folgen; besonnesch an der heiteger Zäit, wou Zesummenaarbecht a gemeinsam Servicer ubruecht sinn, besonnesch och am Intérêt vun de Gemengefinanzen.

Félicitatiounen un déi agebonne Gemengeverantwortlech aus deenen dräi Gemenge Munzen, Hengescht a Clierf fir hir verantwortlech Haltung, an och deenen, déi fréier un där Operatioun bedeelegt waren.

Domadder géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den honorabelen Här Camille Gira huet elo d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt ganz gären d'Geleeënheet vun dëser Fusioun mam Schopf geholl, wann ech et emol esou däerf soen, fir en allgemenge Bilan iwwert déi Territorialreform ze maachen, iwwert déi mer ganz vill an dësem Haus debattéiert an och geschafft hunn. Do wier nämlech och villes ze soen, net nëmme Positives, aus der Siicht vun der grénger Fraktioun. Mä wann ech bedenken, dass mer de Mëtteg nach sollen aacht verschidde Projet-de-loien hei diskutéieren an ofstëmmen, da fäerten ech, dass Der mech géift stengegen, wann ech elo hei Dräiviérelstonn zu deem Thema géif schwätzen.

Duerfir ganz kuerz e puer Bemierkungen. E puer Bemierkungen zur Fusioun selwer. Déi Gréng ënnerschreiwen dës Fusioun mat zwou Hänn. Firwat? Well et eng Fusioun ass,

déi Sënn mécht. E mëttelgrousst Mëttelzentrum mat zwou klenge Gemengen. Ech mengen, dat ass eng Plus-value fir jiddwereen. Do huet jiddwereen eppes dervun.

Ech kennen aner Fusiounspläng op der Kaart vum Innenministère, déi kee Sënn maachen. Ech mengen, dass et kee Sënn mécht, wann een zwou gläichwäerteg Gemengen zum Beispill, déi relativ autonom kënne funktionéieren, wëllt fusionéieren, just fir ze fusionéieren. Déi hei mécht Sënn; do huet jiddwereen eng Plus-value.

Mir ënnerschreiwen dës Fusioun, well se vun ënnen opgebaut ginn ass, an net an der Stad op engem Büro theoretesch fixéiert ginn ass. A mir ënnerstëtze se, well ëmmerhin 20 Joer exzellent Zesummenaarbecht dëser Fusioun virausgaange sinn. Fir eis ass dat déi beschte Konditioun, dass dës Fusioun och nohalteg wäert sinn an och wäert funktionéieren.

Zu de Fusioune selwer allgemeng ass jo gesot ginn eng Remarque vum Här Kaes, déi ech deelen. Et spiert ee jo hei, wann zwou Gemengen, dräi Gemengen higinn a wëllen zwielef Joer waarden, ier se bis an de Proporzsystem iwwerginn, dann huet dat seng Ursaachen. An deene ganzen Diskussiounen iwwert d'Fusiounen héiert een deen dote Kritikpunkt ganz oft.

Wann ee sech och emol eng Kéier d'Méi mécht an et rechent een aus, besonnesch mat deem héijen Auslännerundeel, dee mer an eise Landgemengen an der Tëschenzäit och hunn, an et hëlt een nach déi ewech, déi keng 18 Joer hunn, an et géif een emol dervunner ausgoen, dass an esou enger Gemeng vun 3.000 missten oder sollten déi fënnef Parteien, déi hei vertruede sinn, eng komplett Lëscht vun 13 Kandidatinnen a Kandidaten zesummekréien - ech hat emol eng Kéier graff gerechent -, dann hätt ee 5% vun der Populatioun, déi Kandidat a Kandidatin sinn.

Dat erkläert ganz einfach de Problem. An duerfir wéilt ech den Innenminister bei dëser Geleeënheet froen: An der Versammlung zu Réiden hat e sech bereet erklärt, iwwert deen do Punkt nozedenken, och mat senge Regierungskolleegen ze schwätzen, ob een dann net sollt allgemeng de Seuil fir de Proporz op 5.000 hiewen, quitte, dass ee selbstverständlech deene Gemengen, déi elo do dertëschent sinn, soll transitoire Bestëmmunge loossen; wéi ass et domadder? Vläicht géif esou eng Erhéijung och eenzel Fusiounsgespréicher dobausse méi einfach maachen.

Da wéilt ech awer dervir warnen, fir ze vill flächeméisseg grouss Gemengen ze maachen. Ech mengen, et mécht kee Sënn, riseg Gemengen ze maache mat wéineg Populatioun. Do riskéiert een déi Effikassitéit, déi ee gewënnt vläicht op administrativem Plang, ze verléieren um technesche Plang. Wa Gemengenaarbechter stonnelaang um Trakter verbréngen, fir all déi eenzel Uertschaften ze bréngen, dann huet ee schlussendlech och näischt Positives geschafft.

Dann awer allgemeng zur Territorialreform. Ech hunn e bëssen dat Gefill, wéi wa geschwënn d'Meenung opkënnt, wa mer bis 2017 nëmme méi Gemenge vun 3.000 Awunner hätten, da wär de Problem zu Lëtzebuerg geléist.

Éischtens ass dat net wouer fir déi Gemenge selwer. Och eng Gemeng vun 3.000 oder 4.000 Leit huet hir Problemer net all geléist. Déi huet nach ëmmer keng Schwämm, déi huet net onbedéngt en Architekt, déi huet och vläicht net onbedéngt eng Museksschoul. Dat gesi mer an der Nordstad, wéi vill Problemer si domat hunn.

Duerfir sinn éischtens nach ganz vill Iwwerleeungen ze féieren, an dat vermëssen ech ganz staark, muss ech soen, an deene ganzen Diskussiounen. Et schwätzt praktesch kee méi vum regionalen Niveau. Dat bedaueren ech.

A wat hu mer geschafft, wa mer dee lokalen Niveau punktuell gestäerkt hunn, wa mer awer eventuell eng Schwächung vum regionale Plang kréien? Mir sinn der Meenung, dass och am ländleche Raum eng ganz Rei Problemer mussen an nëmme kënnen um regionale Plang geléist ginn. Duerfir musse mer ganz seriö doriwwer nodenken.

Mä ech sinn der Meenung als Gréng, wa mer net endlech de regionale Fong kréien, grad an dëse schwieregen Zäiten, wou souwuel déi staatlech Budgete wéi déi kommunal méi kleng ginn, musse mer eis öffentlech Gelder nach méi effikass asetzen, an do kann een net mat der Strenz iwwert d'Land fueren a lénks a riets all méiglech Infrastrukture gläichméisseg ënnerstëtzen. Da misst eist Geld prioritär deene Projeten zeguttkommen, déi och wierklech eng regional Bedeitung hunn.

An da mengen ech awer, dass fir de Rescht et ganz roueg ginn ass iwwert d'Kooperatioun an deene méi städtesche Beräicher. Mir als Gréng sinn iwwerzeegt, déi grouss Problemer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn - Wunnengsbau, Mobilitéit, Aarbechtsplazeverdeelung -, déi ginn net an deene ländleche Gemenge geléist. Och net an deene Gemengen, wann déi iwwer 3.000 Leit hunn. Weder Biekerech nach déi nei Gemeng Clierf oder d'Gemeng Tandel wäerten d'Mobilitéitsproblemer oder d'Wunnengsbauproblemer zu Lëtzebuerg léisen. Neen, déi Problemer mussen an a ronderëm d'Stad geléist ginn, déi musse ronderëm de städtesche Raum am Süde geléist ginn an déi mussen an der Nordstad geléist ginn.

An do hunn ech awer dat Gefill, dass ausser Studien net alles geschitt ass an deene leschte Joren - mat der Ausnahm vläicht vu Belval, dat ass richteg. Wann ech déi lescht Statistike vum IVL gesinn a feststellen, dass am Norden zum Beispill, awer exakt déi dräi Gemengen, déi eigentlech missten am meeschte wuessen - Ettelbréck, Dikrech a Wolz -, genau déi sinn, déi ënnerduerchschnëttlech wuessen - déi leien emol net an der Moyenne, méi déi wuesse knapp nach -, da froen ech Iech, Dir Dammen an Dir Häre vun der Majoritéit: Wéi kréie mer dee Problem an de Gréff?

Dat ass net d'Léisung, wann déi ländlech Gemengen nach ëmmer weiderhi méi grouss wuessen. Duerfir mengen ech, dass mer mussen oppassen, dass mer net mengen, esou positiv och déi Bewegung, déi elo amgaang ass, ass, wann een d'Zeitung och liest, vun deene Fusioune lénks a riets, mir fannen déi, déi vum selwen entstinn, ganz sënnvoll, mä et muss ee sech net der Illusioun higinn, dass een domat d'Mobilitéit, de Wunnengsbau an aner Problemer vu Lëtzebuerg geléist huet. Dozou bedarf et engem ganz staarken Effort, engem ganz staarke landesplanereschen Effort an dem städtesche Raum.

An do wäerten och déi nei Plans sectoriels, wann déi net nach méi staark Instrumenter zur Verfügung setzen, fir déi grouss Problemer ze léisen, da fäerte mir, dass mer do éischter an där aler Tendenz weiderfueren, dass do manner Leit wunnen, méi Aarbechtsplaze geschaf ginn, méi Verkéier produzéiert gëtt. Do ass fir déi nächst Regierung ganz vill Aarbecht.

Duerfir, ofschléissend, wäerte mer eisen Accord zu dëser Fusioun bréngen, well se absolut sënnvoll ass, well se eiser Meenung no zukunftsträchteg ass, mä fir de Rescht stinn nach ganz vill Problemer fir déi nächst Regierung op.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Zum Ofschloss vun der Debatt kritt de Jean-Pierre Koepp d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass hei zu dësem Projet jo alles esou wäit gesot. Ech soen dem Marco Schank nach Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An da félicitéieren ech awer och deenen dräi Gemenge vun douewen aus dem Éislek, oder vun eis aus dem Éislek, vu Munzen, Hengescht a Clierf, fir datt se de Courage haten, sech zesummenzeschléissen. Also, all Respekt!

Als eenzegen Deputéierten an niewent der Ministerin aus dem Clierfer Kanton - dat mécht mer eng grouss Éier - géif ech nach wëllen, datt nach verschidde Gemengen aus menger Noperschaft deeselwechte Courage hätten, fir sech zesummenzeschléissen.

Domat ginn ech och den Accord vun eiser ADR zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Koepp. Dann huet zum Ofschloss vun der Debatt d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

(Interruption)

Ech denken, Här Goerens, dass dat Iech net entgaange war.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech erënnere mech nach gutt un d'Biergerversammlung zu Clierf virum Referendum, wou d'Biergerinnen an d'Bierger vu Munzen, Clierf an Hengescht wierklech - wéi géif ech soen? - gespaant dosouzen a nogelauschtert hunn, wéi d'Gemengepolitiker an och de Minister hinnen Erklärunge ginn hunn zu dëser Fusioun.

Mir haten eng kontrovers Diskussioun, an et huet ee wierklech gespuert, dass d'Leit am Fong geholl Interessen hate fir dat, wat an hirer Gemeng geschitt. Si wollten - dovunner sinn ech och iwwerzeegt - informéiert ginn, an ech sinn iwwerzeegt, wann een d'Leit gutt informéiert, da stinn d'Leit zu enger Fusioun oder zu enger, op d'mannst an enger éischter Etapp, Coopération renforcée.

Et geet dorëm, fir de Mehrwäert duerzestellen, an dat ass an dësem Fall gutt geschitt, well et Sënn gemaach huet, well déi Politiker, déi Buergermeeschtere vun deenen dräi Gemenge mat hirem Schäffen- a Gemengerot wierklech gutt Aarbecht geleescht hunn. Duerfir war et evident, dass dës Fusioun konnt stattfannen. Déi éischt Fusioun, déi deem Konzept entsprécht, wat an de leschte puer Joer diskutéiert ginn ass.

Et ass och keen Zoufall, soen ech ëmmer, dass am Fong geholl bei Ëmfroen eng grouss Majoritéit vun eise Bierger d'accord sinn, fir staark Gemengen ze kréien duerch Fusiounen. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat d'Politiker sech sollte mierken: D'Leit hätte gäre staark Gemengen.

A staark Gemengen heescht am Fong geholl net nëmme staark am Sënn, dass se déi Aufgabestellungen, déi se hunn, kënne léisen, mä staark heescht och, an dat wëll ech dem Här Gira soen, dass ee kann den Erausfuerderunge vun der Landesplanung, déi wierklech komplex sinn, déi integrativ sinn, dass een déi ka mathalen an dass een déi ka mat da begleeden.

Et muss ee wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer just de Stat an d'Gemengen. Dat, wat de Stat net mécht, dat mussen d'Gemenge maachen. Dat ass eenzegaarteg, well all eis Nopeschlänner hu méi Niveauen, wou Décisioune geholl ginn, wou Responsabilitéite verdeelt sinn.

Duerfir ass et och wichteg, dass ee weess, dass d'Gemeng hei zu Lëtzebuerg en anere Stellewäert huet wéi an eisen Nopeschlänner.

Kloer ass, dass all Bierger d'Recht huet op déiselwecht Basisservicer, egal wou en am Land wunnt. Dat huet eise Statsminister da jo och beim viregten État de la nation heibanne gesot, an dat war och dat, wat eis dozou gefeiert huet, am Fong geholl, dee Wee ze goen, dee mer an deene leschte Jore gaange sinn an deen zu där Fusioun, déi dann och hei mat deem Projet de loi besigelt gëtt haut, gefeiert huet.

Ech ka mer erlaben, ze soen: Clierf, Munzen an Hengescht sinn am Fong geholl hirer Zäit viraus. Wéi ech Innenminister gi sinn 2004, hat ech am Regierungsprogramm stoen, mir sollten eist Land am Fong geholl, eis Gemengen, esou gestalten, dass se den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert kéinte standhalen. Duerfir hat ech jo dee Concept intégratif fir eng territorial an administrativ Reform am Joer 2005 virgestallt, an ech muss soen, dass zesumme mat der Spezialkommissioun aus der Chamber mer do gutt Aarbecht geleescht hunn iwwer e puer Joer, an dass et duerfir méiglech war, eben déi Sortie ze kréien, déi mer elo haten, eng gemeinsam Démarche, de Minister zesumme mam Syvicol, duerch d'Land bei d'Gemengen, fir ebe se ze iwwerzeegen, fir sech ze reorganiséieren duerch eng Coopération renforcée, déi soll an eng Fusioun féieren.

An déi Kartographie an de Schema, dee mer do presentéiert hunn deenen eenzelne Gemengen, mengen ech, huet bei ville Politiker Uklang fonnt. Och d'Konzept, wat mer benotzt hunn, wat scho mäi Virgänger benotzt hat a wat ech weider benotzt hunn, mengen ech, dat huet seng Friichte gedroen.

D'Gemengen Tandel a Keespelt, dat ware keng komplett Fusiounen, well do ëmmer een ofgesprongen ass. Bei Baastenduerf wollten déi Veianer net matmaachen, a bei Keespelt déi Eschduerfer net. Hei hu mer am Fong geholl eng Fusioun kritt vu méi wéi 3.000 Leit am ländleche Raum, déi dann och ideal ass, fir eben an den nächste Jore gutt ze fonctionnéieren.

Eist Konzept huet gutt fonctionnéiert oder fonctionnéiert gutt, well et am Fong geholl en „tailor-made"-Konzept ass. Mir schaffen op d'Mooss. Et ass e bësse wéi e Kostüm, deen een undeet. Wann ee méi grouss gëtt, wann ee méi déck gëtt, kann een de Kostüm e bësse méi grouss schneideren. Et ass dat, wat wichteg ass. A si si fräiwëlleg.

Ech mengen, dat ass dee groussen Ënnerscheed zu deem, wat an de 70er Jore geschitt ass, wat de Jean-Pierre Klein ugeschwat huet als President vum Syvicol, wou de Minister Wohlfart och wollt eng global Strategie hu fir d'ganzt Land, déi leider awer du gescheitert ass, well se ze global war. An doraus hu mer geléiert.

Duerfir: D'Zil kann nëmme sinn, och an där nächster, ënnert der nächster Regierung, méi grouss a méi staark a méi autonom Gemengen ze kréien, eben op Basis vun deenen 3.000 Awunner, fir dass se sech ebe kënnen an dem administrative Beräich, am Finanzberäich an am techneschen Déngscht besser organiséieren.

Duerfir de Prinzip vun deenen 2.500 Leit, an duerfir dann och déi - wéi géif ech soen? - Konventioun an och dat Gesetz, dat dann haut an hei gestëmmt gëtt.

All déi Joren hunn ech ëmmer versicht, sachlech virzegoen, net polemesch virzegoen, an ech fannen esou Aussoe wéi déi vum Här Etgen, de klenge Gemengen de Geldkrunn zouzedréinen, e bësse bëlleg.

Ech fannen, et sollt een hei wierklech de Bierger an de Mëttelpunkt stellen, d'Aarbecht, déi d'Gemeng fir de Bierger ze maachen huet, an de Mëttelpunkt stellen. Dat ass dat, wat fir mech ganz wichteg ass, an net polemesch virgoen.

Duerfir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir emol fir d'éischt dem Rapporteur Merci ze soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, awer och Merci ze soen deene Politiker aus deene concernéierte Gemengen. Si sinn iwwer hire Schiet gesprongen, d'Kierchtuermpolitik hu se lénks leie gelooss, géif ech bal soen, a si hunn hire Bierger an hire Biergerinnen e virbildlecht Behuele gewisen. Duerfir si mir haut dann hei, fir déi Fusioun do ze besigelen iwwer e Gesetzesprojet.

Et ass keen Zoufall, dass grad am ländleche Raum an am Norde vum Land esou virbildlech gehandelt gëtt, well déi Gespréicher, déi ugeklonge sinn haut schonn, an d'Diskussioune fanne justement am Norde vum Land statt. Do si ganz vill Gemengen, déi agesinn hunn, dass se mussen un engem Strang zéien, dass se am Fong geholl musse versichen, sech ze positionéiere fir d'Zukunft am 21. Jorhonnert.

Ech soen et kloer an däitlech: Fir mech ass d'Fusioun den Instrument de choix. D'Coopération renforcée ass de Minimum, deen ee muss maachen. Ech kann net verstoen, ech soen dat ganz kloer, ech bedaueren et souguer, dass verschidde Gemengepolitiker net iwwert de Rand vun hirer Gemeng kënne kucken nom Motto: „Wat haut geet, dat geet och muer." Dat fannen ech keng gutt Approche.

Ech si gespaant, wann ech elo an den nächste Woche wäert de Rapport kënne maachen, den allgemenge Bilan vun deem, wat elo an deenen eenzelne Gemengen, déi ugeschriwwe goufen am Kader vun der Tournée vun der Kartographie, fir do ze kucken, wéi dann déi eenzel Gemenge sech décidéiert hunn.

Eppes ass fir mech kloer: Mir sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren, well mer hunn am Fong geholl eng Stëmmung hei am Land, déi eng Opbrochstëmmung ass, fir an eng Richtung ze goe vu staarke Gemengen. Mä ech si gespaant, fir am Detail ze kucken, wat dann elo soll an där nächster Legislaturperiod geschéien.

Ech op d'mannst hunn et fäerdeg bruecht, esou wäit ze kommen, dass déi nächst Regierung kann Décisiounen huelen, muss Décisiounen huelen, wou fir mech Froe wéi de Proporzsystem, fir déi elo schonn opzewerfen, oder iwwert de Congé politique, deen iwwerzebewäerten, d'Kontroll vun de Gemengefinanzen, dat wäert alles diskutéiert ginn, mä dat muss in globo diskutéiert ginn, wa mer kloer wëssen, wou et higeet.

Wou et higeet, dat weess kee genau heibannen. Ech weess, dass eng Kris plötzlech agetrueden ass, mat där mer haut alleguerten ze kämpfen hunn. Ech géif jiddweree bieden, d'Aen opzemaachen, och a senger Gemeng, an ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, wéi eng Moyenen een huet a wéi eng Moyenen een net huet.

Duerfir géif ech et nëmmen normal fannen, wa géif op d'mannst all concernéiert Gemeng eng Stäerkten- a Schwächtenanalys maachen, fir ze kucken: Wat ass d'Stäerkt, wa mer eng Kéier zesummeschaffen? Wat sinn d'Schwächten? Dass se op d'mannst weess, wann et eng Kéier méi enk gëtt - an dann ass et net, well d'Regierung de Krunn zougedréint huet, mä well einfach d'Circonstancen déi sinn -, dass een da prett

ass. Well ech weess, wéi et dann nees geet. Da gëtt nees gejaut: „D'Regierung gëtt eis keng Suen." - An hei an do.

Ech wëll kloer an däitlech haut an hei soen: D'Gemenge sollten hir Responsabilitéit huelen a sech positionéieren, fir dee Wee ze goen, deen d'Regierung hinne virgewisen huet, op engem, géif ech soen, fräiwëllegen Niveau, an net, wéi ëmmer an de Raum gestallt gëtt, mat Pressiounsmëttelen.

Fir mech ass et kloer: Dës Fusioun, wou haut d'Gesetz gestëmmt gëtt, ass op d'mannst e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet vun der Fusioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5994 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Applaudissements)

Voilà, bei aller Zefriddenheet iwwert de Vote, dee jo augenscheinlech ass, musse mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet 5947 iwwert de Centre de rétention. Den honorabelen Här Angel ass de Rapporteur. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein-Mergen, den Här Bëttel, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

7. 5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Centre de rétention fir Mënschen, déi sech illegal hei am Land ophalen, war e Punkt, dee sech am Joer 2004 d'CSV an d'LSAP an hire Koalitiounsaccord ageschriwwen hunn. Et war nämlech wichteg, endlech eng separat Struktur zum Prisong ze schafen.

Bis elo ginn déi Leit, déi a Rétentioun sinn, zu Schraasseg am Prisong am Bloc P2 ënnerbruecht.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mat dëser Décisioun gëtt de Kritike Rechnung gedroen, dass d'Retenuen am Prisong sinn. D'Gesetz vum 24. August 2007 gëtt dem Bau vun esou engem Centre de rétention déi legal Basis. D'Aarbechte vum Bau sinn och drop an drun, unzefänken.

Dës Regierung huet am Laf vun de leschte Joren zwee wichteg Gesetzer ervirbruecht, déi mir och hei gestëmmt hunn an och laang diskutéiert hunn. Dat éischt ass dat sougenanntent Asylgesetz vum 5. Mee 2006, an dat zweet ass d'Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008. Dës zwee Gesetzer sinn och d'legal Basis fir d'Rétentioun. Haut stëmme mer also e Gesetz iwwert d'Kreatioun an d'Organisatioun vum Centre de rétention.

Ech wollt perséinlech dem Minister Nicolas Schmit villmools Merci soen, dass hien d'Organisatioun vum Centre de rétention net nëmmen duerch e Règlement grand-ducal geregelt huet, mä dass hien eis e Projet de loi virgeluecht huet.

D'aussepolitesch Kommissioun, déi jo och fir d'Froe vun der Immigratioun zoustänneg ass, huet sech säit der Diskussioun iwwert d'Asylgesetz och scho mat der Fro vun engem Centre de rétention auserneegesat.

Mat der Ënnerstëtzung vun eisem President, dem Ben Fayot, a vum Minister Schmit hu mir als Kommissioun am Joer 2006 och zwou Visiten an der Schwäiz gemaach, fir eis do zwee Centres de rétention unzekucken.

Gutt un dëse Visitë war, dass mir vu Vertrieder vum Immigratiounsministère, vu Leit vu Bâtiments publics, Architekten an och Vertrieder vun den ONGe begleet waren. Mir waren op Zürich an op Genève an hunn do zwee ganz verschidde Konzepter gesinn.

De Centre vun Zürich huet eis allgemeng net zougesot, well eis souwuel d'architektonescht Konzept wéi d'Organisatioun oder - besser gesot - d'Ausriichtung oder d'Philosophie net gefall hunn. Et war wéi en Héichsécherheetstrakt an engem Prisong, wat d'Architektur an d'Organisatioun ugeet.

Genève war vum Bau a vum Konzept total verschidden. Mir sinn zu Genève mat de Retenuen zesummekomm, well si sech do an hiren Unitéite fräi bewege kënnen. Et huet een hei eng gutt a roueg Ambiance virfonnt, grad de Contraire vun deem, wat mer zu Zürich gesinn hunn.

Eis Kommissioun ass och zweemol mat der Kommissioun vun den Travaux publics zesummekomm, a mir konnten do eis Impressioune vun eisen Experienzen zu Genève deelen a beim Bauprojet matdiskutéieren.

Ech muss soen, dass kee behaapte kann, de Projet vum Centre de rétention wär iwwert de Knéi gebrach. Neen, et ass e Projet, wou d'Chamber vun Ufank u mat abezu war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut Immigratiounsgesetz kann eng Persoun, déi sech illegal hei am Lang ophält, a Rétentioun kommen. An der Regel handelt et sech ëm Leit, déi ouni gülteg Pabeieren oder ouni gülteg Openthaltsgenehmegungen hei am Land sinn. Dës Leit ginn a Rétentioun placéiert, fir dann an Urgence Reesdokumenter, déi en Éoignement erlaben, ze erstellen.

D'Immigratiounsgesetz gesäit eng Durée de rétention vun engem Mount vir. Dës Durée kann dräimol vum Minister verlängert ginn. Dat sinn also am schlëmmste Fall véier Méint maximum.

Laut Asylgesetz kann en Demandeur de protection internationale a véier Fäll a Rétentioun gesat ginn. Éischtens de Fall, wou den Demandeur de protection internationale seng Asyldemande nëmme mat dem Zil gemaach huet, fir en Éloignement ze verhënneren, well hie sech hei illegal ophält. Zweetens, wann den Demandeur refuséiert, mat den Autoritéiten ze kooperéieren, wann et ëm d'Feststelle geet vu senger Identitéit an och vu sengem Itinéraire de voyage. Drëttens, déi Fäll vun Demandeuren, déi ënner eng Procédure accélérée falen. A véiertens, wann de Placement an d'Rétentioun noutwendeg ginn, fir dass den Transfert vum Demandeur laut dem Dublin-2-Reglement net compromettéiert gëtt.

Et ass eng Tatsaach, dass déi Demandeurs d'asile, déi bis elo bei eis hei a Rétentioun waren, quasi nëmmen därer waren, déi ënnert dee sougenanntenen Dublin-Transfert gefall sinn.

Wat d'Durée de rétention ubelaangt, déi d'Asylgesetz virgesäit, sinn dat dräi Méint, déi à titre exceptionnel vum Minister all Kéier fir eng Durée maximale vun dräi Méint ka verlängert ginn. Et sinn also am Maximum zwielef Méint. Dat heite sinn d'Délaien, déi vum Gesetz festgeluecht goufen. An der Praxis ass et awer d'Zil, fir d'Rétentioun esou kuerz wéi méiglech ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, hei awer ervirzesträichen, dass mam Ausland an och mat der Direktiv Retour verglach eis Délaie kuerz sinn, an dat ass och gutt esou. Mir leien hei menger Meenung no vill besser wéi aner europäesch Länner.

Zum Projet iwwert d'Kreatioun an d'Organisatioun vum Centre de rétention kann ee résuméieren a soen: „Un centre d'orientation humaniste". Dëst ass och d'Iwwerschrëft vun engem Kapitel a mengem schrëftleche Rapport. Et ass wuel e Centre fermé, mä den Haaptfacteur vum humanistesche Konzept ass d'Haaptsaach, dass d'Retenuë keng Leit sinn, déi e Verbrieche begaangen hunn. Si si just illegal op eisem Territoire. Et ass duerfir enorm wichteg, d'Mënschewürd an och déi fundamental Rechter a Fräiheete vun de Retenuen ze respektéieren. Et ass wichteg, d'Restriktioune vun den individuelle Fräiheeten op e strikte Minimum ze beschränken. An et ass och wichteg, d'Retenuen ze informéieren a si iwwer hir Rechter opzeklären.

Dëse Projet ënnerstäicht och d'Wichtegkeet vun der psychosozialer Ënnerstëtzung vun de Retenuen, an derniewent och e gudde juristeschen a medezineschen Encadrement. Dëse Projet weist och nach op d'Wichtegkeet vun de Fräizäitméiglechkeeten hin, an och den Agencement vun de Raim no spezifesche Besoinë fënnt an dësem Projet Nidderschlag.

Retenuë si Leit an enger schwéierer, schwiereger Liewenslag, duerfir ass déi psychesch a sozial Ënnerstëtzung jo och den Haaptpilier vun dësem Projet. Bei dësem Projet gëtt eng individualiséiert Prise en charge vun enger pluridisziplinärer a multikultureller Équipe an de Vierdergrond gestallt. Ech si frou, dass d'Auteure vum Projet sech um Modell vu Genève an och un Experienzen aus de skandinavesche Länner orientéiert hunn.

De Projet de loi ass a siwe Kapitelen opgedeelt an en zielt 32 Artikelen. Dat éischt Kapitel mam Titel „Dispositions générales" beinhaltet zum groussen Deel dat, wat ech elo grad iwwert de Concept humaniste erkläert hunn.

Dat zweet Kapitel geet iwwert déi strukturell Organisatioun a seet, dass de Centre a verschidden Unitéite mat verschiddene Sécherheetsmoossnamen agedeelt ass. Persounen oder Familljen, déi vun engem Mineur begleet ginn, séjournéieren an enger extra dofir ausgeriichtener Unitéit an däerfen och net méi wéi 72 Stonnen a Rétentioun gehale ginn.

Dat drëtt Kapitel handelt iwwert d'Organisation fonctionnelle, an do wollt ech iwwert den Artikel siwen aus deem Kapitel soen, dass mer dat als Kommissioun amendéiert hunn an e Punkt 2 bäigesat hunn iwwert déi sougenannten „Personnes vulnérables". An ech zitéieren dat, do steet dann: «Une attention particulière est accordée à la situation des personnes vulnérables, à savoir les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, psychique ou sexuelle.» Fin de citation. Mat dësem wichtegen Amendement hu mer virun allem och der Haaptkritik vun der Mënscherechtskommissioun Rechnung gedroen.

Dat véiert Kapitel handelt iwwert de Cadre vum Personal. Ech hunn deen Aspekt scho kuerz ugeschwat a kommen herno kuerz drop zréck, Här President, wann ech Iech eng Motioun iwwerreechen.

Duerno ass d'Kapitel fënnef iwwert d'Dispositions budgétaires et financières, d'Kapitel sechs iwwert d'Dispositions modificatives an d'Kapitel siwe ganz kuerz iwwert den Intitulé abrégé. Dat kënnt Dir am schréftleche Rapport noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn niewent dem Statsrot nach dräi aner Avisë kritt. Ech wëll all deene Leit Merci soen, déi un deem Projet matgeschafft hunn, Merci soe fir hiren Interessi an Asaz. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet Kritiken ausgeschwat, wat déi vill Kompetenzen ugeet, déi dëse Projet de loi dem Direkter vum Centre zougesteet. De Statsrot hat ähnlech Bedenken, an d'Kommissioun huet jo hei och munches amendéiert.

Interessant war awer och, mengen ech, den Avis vum Collectif réfugiés, dem Lëtzebuerger Flüchtlingsrot. Si hunn iwwregens och vill positiv Aspekter vun dësem Projet ënnerstrach. Haaptkritik war awer vun hinnen, dass an dem Projet näischt iwwert d'Mineurs non accompagnés steet.

Mir hunn an der Kommissioun och dee Punkt e puermol ugeschwat, an déi Responsabel vum Ministère an och de Minister hunn eis gesot, dass et effektiv theoretesch d'Méiglechkeet gëtt, opgrond vun eise Gesetzer also besteet, mä dass si dat als reng theoretesch ugesinn. Den Här Fari Khabirpour, deen als Direkter virgesinn ass, a säin Adjoint, den Här Vincent Sybertz, an och de Minister Nicolas Schmit hunn eis verséchert, dass si keng Mineurs non accompagnés a Rétentioun setzen. Fir d'Mineurë gëtt et aner Mesures de placement, zum Beispill an engem Foyer fir Jonker.

Och d'Mënscherechtskommissioun begréisst an hirem Avis d'Orientatioun vum Projet de loi, mä och si inquiétéiere sech ëm de Pouvoir vum Direkter. Hiren Haaptkritikpunkt war d'Fro vun de sougenannten „Personnes vulnérables", an ech hunn Iech dat jo virdru schonn erkläert, dass mer dat mam Artikel 7 amendéiert hunn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis vum 31. Mäerz 2009 zwou Oppositions formelles ausgeschwat. Eng dovunner war zum Beispill, dass den Direkter däerf e Régime de détention spécifique fir verschidden Unitéite fixéieren. Domadder ware si net d'accord. Mir hunn deenen zwou Oppositions formelles mat eisen zéng Amendementer vun der Kommissioun selbstverständlech Rechnung gedroen.

Insgesamt huet d'Kommissioun, nieft den Amendementer, eng ganz Rei vun Textpropositioune vum Statsrot iwwerholl. Den 10. Abrëll hu mir an engem Courrier un de Statsrot all dës Ännerunge matgedeelt, a mir hunn him och nach e koordinéierten Text derbäigeluecht. Mir krute ganz schnell eng positiv Äntwert. De Statsrot huet säi positiven Avis complémentaire de 25. Abrëll 2009 ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech ufanks gesot, dass d'Bauaarbechten drop an dru sinn unzefänken. D'Capacitéit, déi ursprünglech fir 120 Leit virgesi war, ass op 87 Plaze reduzéiert ginn. Aus verschiddene klengere Lokaler si grouss Raim entstane fir d'Gemeinschaftsaktivitéiten an de Sport, déi jo an dësem Projet iwwert d'Organisatioun vum Centre eng grouss Roll spillen.

Erlaabt mer nach den Artikel 12 unzeschwätzen, dee seet, dass d'Retenuen net kënnen zu enger Obligation de travail forcéiert ginn. Si kënnen awer, an ech zitéieren «dans les conditions à fixer par le directeur (...), effectuer des menus travaux d'entretien pour lesquels un montant à déterminer par règlement grand-ducal leur est mis en compte». Dëse Montant däerf awer och net fënnef Euro d'Stonn iwwerschreiden.

Zum Ofschloss, Här President, wëll ech Iech dann och eng Motioun iwwerreechen, déi souwuel d'CSV, d'LSAP, d'DP, DÉI GRÉNG an d'ADR ënnerschriwwen hunn.

M. le Président.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a été largement impliquée dans les discussions sur la création, le fonctionnement et l'organisation d'un Centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière;

- considérant que la loi du 24 août 2007 autorise la construction du Centre de rétention et que les travaux y relatifs débuteront sous peu;

- considérant que le projet de loi N°5947 portant création et organisation du Centre de rétention prévoit dans son article 27 l'engagement, par dépassement des limites fixées dans la loi du 19 décembre 2008

concernant le budget des recettes et des depenses de l'État pour l'exercice 2009, de 29 agents pour les besoins du Centre de rétention;

- considérant l'importance essentielle que revêt la qualité du personnel dans l'optique de l'orientation humaniste du Centre telle que définie dans le projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention;

- soulignant la nécessité de disposer d'agents spécialement formés à l'encadrement des personnes placées en rétention administrative dans le Centre et compte tenu des délais nécessaires pour assurer la formation de ces agents;

invite le Gouvernement

- d'initier dans les meilleurs délais possibles la procédure de recrutement des agents du Centre de rétention aux fins de pouvoir procéder à la formation des agents concernés, pour que le Centre puisse être entièrement opérationnel dès l'achèvement de sa construction.

(s) Marc Angel, Xavier Bettel, Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Henri Kox.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- An där Motioun ginn ech nach an de Considéranten drop an, dass mer eis als Kommissioun laang mat deem Projet hei auserneegesat hunn. Ech rappeléieren d'Base légale fir de Bau vum Projet an och d'Gesetzer, déi d'Rétentioun erlaben. Ech ënnersträichen och besonnesch déi Importenz, wat d'Qualitéit vum Personal ubelaangt, dat mer brauchen, fir déi Optik, déi Conception humaniste duerchzeféieren. Duerfir soulignéieren ech och nach an de Considérantë vun der Motioun, dass déi Leit musse speziell forméiert ginn, fir dat Encadrement, esou wéi mir et wëllen, kënnen ze maachen.

Mir invitéieren dann - all déi, déi d'Motioun ënnerschriwwen hunn - d'Regierung, dass se esou séier wéi méiglech kann ufänke mat de Prozedure fir de Rekrutement vun deenen Agenten, fir dass se kënnen och forméiert ginn, a fir dass, wann de Centre, d'Gebai fäerdeg ass, en och kann direkt operationell ginn.

Här President, ech war de leschte Méindeg de Bloc P2 vum Prisong besichtegen. Dat ass jo dee Bloc, wou am Moment d'Retenuë sinn. Ech sinn do ganz gutt empfaang gi vun der Direktioun an och vum Personal, an ech konnt feststellen,…

(Interruptions)

…dass ech do keng Situatioun virfonnt hunn, wéi mer se zu Zürich gesinn hunn, vun Aggressivitéit, vun Onrou, mä et ass roueg vir sech gaangen. Ech mengen, säit deem Feier, dat mer do hate virun zwee Joer, sinn do enorm Effortë gemaach ginn, souwuel vun der Direktioun, mä och vum Personal. An et ass och wichteg, dass déi Leit, déi den Immigratiounsminister agestallt huet, fir sech ëm dëse Projet de loi ze këmmeren an och fir sech ëm de Centre de rétention ze këmmeren, a besonnesch den Här Vincent Sybertz, dass hie ganz vill präsent ass an deem Bloc P2 a vill mat deene Leit schwätzt, fir si deelweis och ze iwwerzeegen, op e Retour semi-volontaire zréckzegräifen.

Dat ass eng Praxis, déi ech begréissen. Do ginn d'Leit, ouni zwee Polizisten, ouni dass déi mussen am Fliger matfléien. Ech mengen, si kréien och dofir bis zu 500 Euro. Dat gëtt de Stat méi bëlleg, wéi wann zwee Agente vun der Police matgeschéckt ginn. Ech fannen dat wierklech eng gutt Praxis, an den Avantage ass och, dass d'Retenuen an hirem Heemechtsland als fräi Mënschen ukommen.

Natierlech ass déi Zomm vu 500 Euro méi kleng wéi déi vun 1.190 Euro fir e Retour totalement volontaire. De Retour volontaire leeft iwwert de Ministère de la Famille, an d'Rétentioun iwwert den Immigratiounsministère. Ech wollt do eng perséinlech Remarque maachen an en Appel un déi Leit, déi nom 7. Juni un de Koalitiounsverhandlungen deelhuelen, dëser net logescher Aarbechtsopdeelung endlech en Enn ze setzen.

Ech wollt dann och nach eng Rei Mercië soen: Der Madame Isabelle Barra, d'Sekretärin vun eiser Kommissioun, déi mat hirer Fläissaarbecht eis Aarbecht erliichtert huet. Si huet eis formidabel Tableaue gemaach. E Merci geet och un de Marc Thiltgen vun eiser Fraktioun, an awer och un d'Leit vum Immigratiounsministère, den Här Fari Khabirpour an den Här Vincent Sybertz.

Ech erlabe mer awer nach, well dat hei meng lescht Ried ass op dëser Tribün an dëser Legislaturperiod, eng kleng Remarque: Nodeems mer hei fënnef Joer, ënner anere ganz ville Sujeten, vill iwwer Asyl, Immigratioun an elo haut de Centre de rétention geschwat hunn, wëll ech emol drun erënneren, wat fir eng Valeur eise Lëtzebuerger Pass huet.

Mir hei zu Lëtzebuerg an och all aner Europäer huelen de Pass aus dem Tirang, wa mer op d'Rees ginn. Mir vergiessen awer, dass dee Pass och heescht, dass et e Land gëtt, wou mer doheem sinn, dass et e Land gëtt, wou mer wëllkomm sinn, an dass et e Land gëtt, dat eis wëllt a wou mer kënne sécher a gutt liewen. Net all Mënschen op dëser Welt hunn déi Chance wéi mir Europäer, op engem demokrateschen a räiche Kontinent ze liewen, wou Rechtsstaatlechkeet groussgeschriwwe gëtt a wou mer eis fräi iwwert d'Grenze bewege kënnen.

Dat alles gesot, soen ech Iech all Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der LSAP zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Dann ass als éischt Riednerin ageschriwwen d'Madame Stein-Mergen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, deem ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport vum Kolleeg Marc Angel, fir dee mer him am Numm vun der CSV-Fraktioun wëlle Merci soen, kann ee just nach e puer Remarquë bäiflécke fir déi wesentlech Aspekter, déi ons an dësem Gesetz interesséieren.

Et ass fir ons eminent wesentlech, dass an der Zukunft d'Mises à dispo oder d'Mesuren, wéi se zu Schraasseg genannt ginn, vun de Prévenuen an den Détenuë getrennt ginn. An zwar ass dat nach méi wichteg, wéi d'Détenuen an d'Prévenuen ze trennen, obwuel all déi Leit, déi Kontakt mat deene Milieuen hunn, och mat Ongedold dorop waarden. Mä dee Projet ass op engem anere Ministère an och um gudde Wee.

Et gëtt vill am Rapport an an den Avisë vu mënschlecher Dignitéit geschwat. Et ass och wichteg, mä ech wéilt awer emol drop hiweisen als Acteur um Terrain, an ech géif drop wëllen insistéieren, dass och bis elo, an nach fir déi Zäit bis de Findel fäerdeg ass, och fir déi aner Kategorië vun Insassen zu Schraasseg all Effortë gemaach ginn, fir hir mënschlech Dignitéit ze gewährleeschten, ze respektéieren an ze schützen. Och zu Schraasseg an elo ginn déi kulturell, ethnesch, reliéis a philosophesch Spezifisitéite vun deene Persoune respektéiert.

Déi wichtegst Ursaach, dass de Projet soll virugoen, ass villméi, dass déi Persounen, déi ënner eng vun deenen am Gesetz genannte Mesurë falen, besser raimlech vun deenen anere Kategorië Persounen zu Schraasseg getrennt ginn, an awer och, dass se vun anere Professionellen en charge geholl ginn, wéi dat zu Schraasseg de Fall ass. Ech mengen domat net onbedéngt oder net nëmmen eng aner Kategorie vu Professionellen, mä wierklech aner Persounen, well déi, déi dagdeeglech mat méi oder wéineger schwéiere Verbriecher ze dinn hunn, den Ënnerscheed vläicht net ëmmer kënne maachen. Net jiddwereen ass amstand, deen iwwer laang Joren, iwwer Méint an iwwer Joren ze maachen.

Ech wëll awer och hei soen, dass et der Direktioun vum Prisong gelongen ass, eng Équipe op de Bloc P2 ze setzen, déi deen Ënnerscheed ganz gutt kennt an déi sech bewosst ass, mat wiem se et ze dinn huet. D'Équipe vum Bloc P2 mat hirem Chef Jerry Fischer ass mat vill Engagement an an enker Zesummenaarbecht mat de Servicer vum Immigratiounsministère, mam Här Vincent Sybertz, scho säit enger ganzer Zäit amgaangen, dësen Ënnerscheed ze festegen. Dofir droe mir wuel déi Motioun mat, déi Dir an der Kommissioun décidéiert hutt, mä ech géif awer wëlle soen, dass déi Saach scho souwisou um Lafe wier.

De Succès vun deenen an dësem Gesetz préconiséierte Moossname steet a fält nämlech mat deene Kontakten, déi tëschent de Mesuren an deem encadréierende Personal bestinn, mat deem géigesäitege Respekt, mat deem si matenaner ëmginn, mat deem Engagement an där Iwwerzeegung, déi si fir hir Aufgab matbréngen. Et ass natierlech och besser, d'Retenuë raimlech vun deenen anere méi ze trennen, well si léieren och net ëmmer nëmme gutt Saachen zu Schraasseg.

Mir hunn hei zu Schraasseg och e Beispill vu positiver Diskriminatioun, nämlech déi vun de Fraen. Si kommen de Moment net dohinner, well et am Bloc F net méiglech ass, si raimlech ze trenne vun deenen aneren. Leider wäert dës „Ongläichbehandlung", tëschent Guillemeten, dann och en Enn hunn, wann de Findel bis fäerdeg ass. Deen Environnement, deen um Findel wäert geschafe ginn, ass sécher méi gëeegent derfir, déi Betraffen ze iwwerzeegen, de Wee an de Fliger unzetrieden. Dozou bäidroe wäert den Accueil, dee si do kréien, an deen éischte Moment ass oft dee wichtegsten, an och dee psychosozialen Encadrement, dee virgesinn ass.

Erauszesträichen ass sécher och d'Méiglechkeet, dass déi ONGen, déi sech scho méi laang op eng exemplaresch Aart a Weis ëm d'Retenuë këmmeren - d'Retenuen erënnert mech nach ëmmer u meng Schoulzäit, mä ech mengen natierlech déi Leit, déi an der Mise à disposition an zu Schraasseg sinn -, méi en einfachen Accès wäerten an de Centre hunn, well d'Sécherheetsmoossnamen, déi zu Schraasseg erfuerdert sinn, net am selwechte Mooss um Findel néideg sinn an dofir och net virgesi sinn.

En anere wichtegen Aspekt vun der Ënnerbréngung um Findel ass dee vun der Beschäftegung. Et ass jo esou, dass een dann, wann een dagaus dagan op engem Prisongsblock ronderëm hänkt a sech net wierklech beschäftegt kritt, méi einfach op domm Gedanke kënnt, wéi Matratzen a Brand stiechen oder Kläppereien organiséieren. Streidereien tëschent Persounen oder verschiddenen Ethnië sinn esou de Moment, wann zwar net alldeeglech, leider awer dach net ëmmer ze verhënneren. Hei wäert et also wichteg sinn, dass innerhalb vum neie Centre d'Sträithinn kënnen op deenen ënnerschiddlechen Unitéite getrennt respektiv verdeelt ginn.

Aus ähnlechen Ursaache gëtt et momentan eng Kategorie Retenuen am Prisong, also am CPL, déi net op de P2 kommen, nämlech déi, déi hir Strof ofgesiess hunn an déi vum Statut vum Détenu zréck an dee vun der Mesure de placement kommen. Dës Leit hunn nämlech oft eng Aarbecht, an dat geet de Moment um P2 net, an och eng Rei aner Facilitéiten, esou wéi all Dag Sport, wou se net gär wëllten drop verzichten. Op den Dag vu gëscht waren et der dräi, déi net um P2 waren, déi léiwer op deenen anere Bléck bei de Strofgefaangene bliwwe sinn, wat jo awer op eng Gesamtzuel vun aacht Mesuren net näischt ass. Dofir wäert och um Findel Wäert geluecht ginn op d'Beschäftegung vun den Insassen. Et gëtt Projeten an Infrastrukturen, ënner anerem op sportlechem a kulturellem Plang.

D'CSV mécht sech natierlech och Suergen ëm d'Kärstéck vun deem Gesetz. Ons Suerg dréit ëm déi Sécherheet, déi mer um Findel brauchen, ouni a Konflikt ze komme mam Respekt vun der Fräiheet an de Rechter vun dëse Mënschen. Dat heescht, wéi wäit muss een d'Restriktioune vun der Fräiheet a Kaf huelen, ouni ze vill u Sécherheet opzeginn? Dat ass dee Spagat, deen et gëllt fäerdeg ze bréngen. Et wäert sécher net ganz ouni Restriktioune goen, de Rapporteur huet et scho gesot, mä ech mengen, déi Formulatioun, wéi se an der virleiender Versioun am Artikel 3 proposéiert ass, ass déi richteg.

De Findel brauch a sengem Fonctionnement eng Rei Regelen, un déi déi betraffe Persoune sech missten halen, an zwar esou wäit wéi si selwer musse geschützt ginn, wéi d'Personal, dat si encadréiert, muss geschützt ginn, an dass se net däerfen d'Material, dat hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, détérioréieren, esou wéi alt emol heiansdo eng Zell am Prisong demoléiert gëtt, ouni dass kéinten Disziplinarmoossname geholl ginn.

De Conseil d'État huet a sengem Avis complémentaire vum 28. Abrëll nach eemol kritiséiert, dass et schwammeg géif bleiwen, wat fir Verhale sollen, mussen oder kënnen zu esou Moossname féieren. De Projet de règlement grand-ducal, dee mer gëschter vun de Servicer vum Ministère zougestallt kruten, fixéiert awer elo eng Rei vun deene Regelen, un déi d'Insasse sech ze halen hunn, an där hiert Netanhale kéint zu esou Disziplinarmoossname féieren.

D'CSV-Fraktioun ass och hei der Meenung, dass d'Uwendung vun dëse Moossname steet a fält mat der Kompositioun, der Qualitéit an dem Engagement vum Personal. Dofir sollt een där neier Équipe elo emol eng Chance ginn, fir sech mat dëse Regelen ausenanerzesetzen, a gegebenenfalls kann een esou e Reglement, dat, mengen ech, och nach net definitiv ass, erëm op de Leescht huelen, wann dat néideg ass.

Dat proposéiert Reglement regelt den deeglechen Oflaf vum Liewen am Centre de rétention, d'Detailer, vun Dag zu Dag, och wann et där Deeg net vill sinn, an et fanne sech hei eng Rei Avantagen op déi aktuell Séjouren am Prisong: méi einfach Visiten, méi einfachen Accès zur Kommunikatioun, eng méi korrekt Privatsphär, en Zesummebleiwe vun de Familljen net ze vergiessen. Am Reglement sinn eng Rei Detailer, déi een nach vläicht mat den zukünftege Verantwortlechen an deene verschiddenen Domänen eemol misst diskutéieren. Souwäit ech weess, ass dat och virgesinn.

Eng lescht Remarque betrëfft de personelle Kader, dee virgesinn ass. En ass grousszügeg ugeluecht, an et wäert hei awer och wichteg sinn, d'Sécherheetspersonal an d'Gardienen net ze kuerz kommen ze loossen. Och dat ass eng Suerg vun de Betraffenen. Ech erkläre mech.

Ech hat virdrun erzielt, dass et eng Rei vun Détenuë gëtt, déi iergendwann zu Mesurë ginn, wa se hir Strof ofgesiess hunn. Et gëtt leider op där anerer Säit awer och ëmmer erëm an Eenzelfäll Mesuren, déi entlooss ginn, an dann herno fir d'éischt als Prévenu, dann als Détenu erëmkommen, well si am Kontakt mat hiren neie Kolleegen Tricke geléiert hunn, fir méi schnell zu Geld ze kommen, wéi dat an der Legalitéit méiglech ass.

D'Populatioun ass duerch d'Bank, mä eben net ëmmer, harmlos. An da muss een deene Leit nogelauschtert hunn, fir ze wëssen, wat Verschiddener vun hinne schonn alles hu missen dréien, fir aus deene Länner, wou se hierkommen, aus Afrika, aus Brasilien, iwwerhaapt bis an Europa ze kommen.

Dat betrëfft déi, déi hire Pass iergendwou ënnerwee aus dem Zuch oder dem Schëff geschmass hunn, déi, déi vu sech behaapten, si wäre Mineuren an dofir emol fir d'éischt mussen eng medezinesch Prozedur duerchlafen, fir hire Knachenalter festzestellen. Et betrëfft virun allem d'Dubliner, net déi Band, déi an Irland relativ bekannt ass, mä déi, déi, wéi de Marc Angel gesot huet, nom Dublin-2-Ofkommen, fir déi hei bei ons en anert Land an der Europäescher Communautéit zoustänneg ass an déi esou relativ séier och erëm kënnen an dat Land zréckbruecht ginn.

Si stelle souwisou d'Majoritéit vun de Mesuren a si sinn och déi, déi méi schwéier ze iwwerzeege sinn, erëm dohin zréckzegoen, wéi déi Leit, déi erëm an hiert eegent Land rapatriéiert kënne ginn.

Mir sinn also als CSV-Fraktioun der Meenung, dass, wann ee Land sech Moyenë gëtt, a si sinn net onbeträchtlech, eng Rei vu Leit a gewësse Situatiounen enger administrativer Rétentioun zouzeféieren, dass dann awer och déi Moyenë mussen opbruecht ginn, fir si do ze behalen, soss kann ee sech dat nämlech spueren.

Aus dësem Grond muss wuel fir dee psychosozialen Encadrement gesuergt ginn, mä awer och fir d'Iwwerwaachung vun der Anlag an de Schutz vun deenen aneren Insasse respektiv vun dem Personal, an zwar duerch genügend Gardienen an eng Ofsécherung vun, zum Beispill, Transporten duerch d'Police. All aner sozioprofessionell Kategorien, an ech géif elo déi medezinesch a paramedezinesch mat aberechnen, sinn net gëeegent, beruff oder befugt, esou eng Roll ze iwwerhuelen.

Et solle souwisou nëmmen esou Leit an d'Rétentioun kommen, an dat ass och esou virgesinn, wou eng reell Chance besteet, dass si a kuerzen Délaie kënnen zréckgefouert ginn. Et handelt sech kloer net ëm eng Beugehaft; dat gëtt och elo esou gehandhaabt, an déi allermeescht Mesurë sinn och haut d'accord mat hirer Zréckféierung. Dat gëtt illustréiert duerch eng Durée moyenne de séjour vun ongeféier engem Mount.

D'CSV-Fraktioun begréisst also am Résumé dëst Gesetz, wat dem Bauprojet Findel dat néidegt Liewe gëtt. Dofir ginn ech hei och den Accord vun onser Fraktioun. Mir wënschen zum Schluss där neier Équipe, déi dëse Projet wäert animéieren an encadréieren, an déi jo scho méi laang an de Virbereedungsaarbechten ass, eng gutt Händchen a vill Satisfaktioun bei hirer Aufgab.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. No dësen zwee Rapporte brauch ech jo net nach eng Kéier an den Detail ze goen. Ech wëll awer just hei verschidde Punkte soulevéieren.

Den éischten ass, ech si jo bekannt fir, wa mer eppes net passt, da soen ech et. Mä wann eppes Guddes gemaach gëtt, fannen ech, dass een et och soll soulevéieren.

Ech muss lech soen haut, dass mäi Luef fir de Minister Schmit hei en éierleche Luef ass. Wann ee gesäit, wéi dëse Centre de rétention gebaut gëtt, da kann ee sech freeën. A wann een de Résumé gesäit, dee mir gemaach kritt hunn iwwert d'Retenuen, wou drasteet: «Le centre accueille deux populations distinctes: les étrangers qui lors d'un contrôle de police sont détectés comme étant en séjour irrégulier au pays ou qui sont connus pour être en séjour irrégulier au pays et» - déi Zweet - «les demandeurs d'asile qui soit sont placés afin de ne pas compromettre leur transfert dans un État membre de l'Union européenne responsable du traitement de la demande, soit sont déboutés de leur demande d'asile et refusent de quitter le Luxembourg.»

(Interruption)

Här President, bis haut… Dat dote sinn déi zwee Kritäre vun deene Leit, déi do an dee Centre de rétention kommen.

Sinn dat Krimineller? Sinn dat Leit, déi verdéngt hunn, an e Prisong ze kommen? Sinn dat Leit, déi hanner Barreauen dee ganzen Dag mussen agespaart sinn? Sinn dat Leit, déi mat Handschelle mussen traitéiert ginn?

Esou ass bis haut d'Immigratiounspolitik an d'Politik vun den Déboutéierten hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An dat geet net.

Ech muss lech soen, dass et en anere Stil ass, deen den Här Schmit huet, wéi de Prédécesseur, de Minister Frieden. An ech ka mech nëmmen driwwer freeën. Déi Leit hunn näischt aneschters gemaach, wéi vläicht net déi richteg Pabeieren ze hunn, net dee richtege Statut, an engem Land ze sinn, wou se dann eben déboutéiert gi sinn, mais ça n'en fait toujours pas des criminels.

An haut ass vun, ech kéint bal soen, „wishful thinking" hei vum Rapporteur gesot ginn, dass elo gläich géif ugefaange gi mat bauen. Ech hunn dat schonn héiere viru Jore mat Dräibur, dat géif och elo gläich ugefaange gi mat bauen. Ech gesi just, dass Dräibur haut nach ëmmer net op ass an dass d'Mineuren nach ëmmer am Prisong sinn.

(Interruptions)

Ech soe just, dass d'Mineuren haut nach ëmmer am Prisong sinn, Madame Buergermeeschtesch. Déi sinn nach ëmmer am Prisong. An et ass net déi Plaz am Prisong. An ech gesinn, dass haut déboutéiert Demandeurs d'asile och nach ëmmer am Prisong sinn. An dat ass net déi Plaz fir déi Leit.

Ech hu virdru gesot, ech géif Luef ginn, wann e méritéiert wier. Dowéinst hunn ech dat gemaach. Dofir eng kleng Klammer, well leider, Dir héiert et och nach u menger Stëmm, wor ech krank, a gëschter hätt ech och gären zum Stalkingsgesetz geschwat, fir och ze soen, ech hätt gären dozou eppes gesot an dem Claudia Dall'Agnol Merci gesot fir déi ganz Initiativen, déi et an deem dote Sujet geholl huet.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Bettel, Äre Message ass ukomm. Kommt elo nees bei de Projet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Zum Projet hei, Här President, muss ech lech soen, dass et wichteg ass, dass och d'Majoritéit awer en oppent Ouer huet fir d'Oppositioun.

Ech muss lech soen, dass an deem heiten Text de President Fayot an och de Minister Schmit bewisen hunn, dass Iddien, déi d'Oppositioun proposéiert huet, gutt waren an och déi ugeholl hunn. An dat huet den Här Goerens a mech selbstverständlech vill gefreet. Ob dat ass iwwert d'Traitement, wéi dat Ganzt sollt ginn, iwwert d'Droits vun der Défense an iwwert d'Prozedur, wéi déi Leit dohannen och traitéiert ginn.

Ech muss lech soen, et si verschidde Saachen. Hei geet et iwwert d'Organisation structurelle, iwwert d'Organisation fonctionnelle an d'Agente vum Centre.

Fir d'éischt iwwert d'Organisation structurelle: Hei ass et immens wichteg, dass d'Koppelen och kënnen als Koppel do sinn. Wann ee jo gesäit, am Prisong gëtt et dat jo och nach net. Do gëtt et och kee Raum, wou ee kann eng méi intim Relatioun hunn. Dat heescht, wann Der dräi Méint als Koppel agespaart gitt. Hei huet een awer d'Méiglechkeet, als Koppel och nach zesummenzeliewen. Am Prisong haut gëtt et dat selbstverständlech net. Mä et dierf een och net. Zum Beispill eng Relation sexuelle am Prisong ass haut net méiglech hei; et ass en Tabuthema. Ech weess, dass ganz vill Leit da wäerten hei sech opreegen, wann een esou Sujeten upeekt. Mä dat ass och wichteg, dass een, wann een als Koppel do ass, och dierf als Koppel weider liewen.

De Pacs ass unerkannt ginn. Mir wollten als Kommissioun am Ufank e bësse méi wäit goen, well d'Kritäre vum Pacs hei zu Lëtzebuerg jo zimlech restriktiv sinn, mä dat hu mer och net duerchkritt.

Iwwert d'Prozedur, wéi d'Leit erakommen a wéi d'Aktivitéite gemaach ginn, kann een och nëmme luewen, dass déi Leit fräiwëlleg kënnen eng Aarbecht huelen, fir dann och e puer Sou ze verdéngen. An et ass och virun allem e Respekt vis-à-vis vum Mënsch do, vis-à-vis vu sengen Traditiounen, vis-à-vis vu senger Relioun, vis-à-vis vu sengen Habituden. An dat ass och eppes, wat hautdësdags op jidde Fall net garantéiert ka ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An da schlussendlech, Här President, iwwert d'Agente vum Centre. Mir hunn och dës Motioun ënnerschriwwen. A mir wiere frou, wann de Minister och kéint d'budgetär Moyenë kréien, fir d'Personal anzestellen, fir dass, soubal wann dee Centre opgeet, och d'Personal déi richteg Formatioun huet a kann dann och ufänke mat schaffen.

Wéi gesot, Här President, et ass net üblech, dass jo hei vun der Oppositioun Luef kënnt. Wann e Luef kënnt, da soll et och justifiéiert sinn. An ech mengen, dat heiten ass fir mech e Projet de loi, deen an déi richteg Richtung geet.

Ech hu just virdru gesot, dass nach näischt gebaut ass. Et soll ugefaange gi mat bauen, do si mer ganz averstanen. Mä dee richtegen Dag, wou mer eis kënne freeën, dat ass, wann haut an deem räiche Lëtzebuerg kee Mineur méi an deem Prisong ass a keen Demandeur, deen déboutéiert ginn ass vun enger Demande d'asile.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir wäerten och dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann huet den honorabelen Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Déi Leit, ëm déi et bei dësem Projet de loi geet, si Leit, déi am Moment an zënter laange Joren - net individuell, mä déi dote Kategorie vu Leit - am Centre pénitentiaire zu Schraasseg sëtzen. Dat geschitt zënter 1972 opgrond vun der Loi Schaus vun der Mise à disposition du Gouvernement. Mä zënter '72 stoung och an deem Gesetz, dass se missten an engem Lieu approprié ënnerbruecht ginn. Mat „Lieu approprié" konnt am Gesetz net de Prisong gemengt sinn, well dann hätt een dat e Prisong genannt. Deen Term kenne mer an anere Gesetzer, dofir konnt et net de Prisong gewiescht sinn, dee gemengt war deemools an der Loi Schaus.

Trotzdeem ass dee Lieu approprié vun der Loi Schaus vun 1972 bis haut am Joer 2009 nach ëmmer näischt anescht hei zu Lëtzebuerg wéi de Prisong zu Schraasseg. Zënter 37 Joer ass e Lieu approprié fir eng Rétention administrative zu Lëtzebuerg de Prisong. Do, wou Leit sëtzen, déi e Verbrieche begaangen hunn.

Déi Leit hei, déi am Fong just ënner eng Kategorie vu Gesetzer falen, déi mat der Awanderung ze dinn hunn, déi Leit hu par ailleurs an aller Regel näischt verbrach, kengem eppes gedoen. Si gi just um Enn vun hire Prozeduren aus dem Land ausgewisen. An zënter 37 Joer späre mer déi dote Leit ënner Konditiounen zu Schraasseg an, déi näischt ze dinn hu mat deem, wat een deene Leit ka virwerfen.

De Centre de rétention hu mir als Gréng och dofir matgestëmmt. Mir haten eng Rei vu Bedenken, mä mir hunn trotzdeem gesot, dass et wichteg wier, dass et eng Struktur géif ginn, eng aner wéi de Prisong hei zu Lëtzebuerg, déi och en aneren Traitement vun deene Leit géif an Zukunft erlaben.

Mir hate bemängelt deemools an der Haaptsaach zwou, dräi Saachen.

Déi éischt war, dass mer d'Gréisst bemängelt hunn, well mer gesot hunn: „An eiser Logik ass de Centre de rétention, laanscht dee mer net ganz kënne kommen, well soss bleift eis just de Prisong; dat wollte mer och net méi hunn. Et muss awer kloer sinn, dass et d'Ultima ratio ass." Mir mussen eis un deenen inspiréieren, déi et fäerdeg bréngen an där doter Matière, fir d'Politik esou ze organiséieren, dass se mat engem strikte Minimum vu Rétentioun eens ginn.

Mir waren eis mat der zoustänneger Kommissioun, de Minister hat eis do bei deene Reesen och begleet, zwee Beispiller an d'Schwäiz ukucken; eent op Genève an eent op Zürich. Dat Züricher war e gutt Beispill dofir, wéi een et net soll maachen. Dat Genèver Beispill war e gutt Beispill dofir, wéi een et soll maachen.

Mir hunn och duerno, an dat huet de Minister och mat ënnerstëtzt, eis ugelehnt un dat, wat zu Genève gemaach gëtt. Mir hunn och mat deene Leit selwer Kontakt gehat, fir eis un hinne kënnen ze inspiréieren, well déi et effektiv fäerdeg bréngen, mat engem Minimum nëmme vu Rétentioun an där doter Matière hir Politik an hir Gesetzer applizéiert ze gesinn.

Dofir war dee Projet eis ze grouss. Eis Suerg war: Bei där doter Gréisst vu Projet induzéiert dat och eng gewëssen Utilisatioun. Wann een déi Strukture bis huet an och déi Leit bis huet, jo gutt, dann, dans le doute, benotzt ee se vläicht och heiansdo do, wou ee se soss vläicht net benotzt hätt. Ouni iergendengem wëllen eppes ze ënnerstellen, kann een et awer net vun der Hand weisen, dass déi dote Gefor besteet.

Dofir si mer frou elo ze constatéieren, dass, wat d'Gréisst vum Centre betrëfft, d'Regierung zënter dem Vote vum Projet e bëssen zréckgeschrauft huet, d'Capacitéite reduzéiert huet. Dat läit an der Logik vun eiser Kritik beim Vote vum Projet. Dofir kënne mer dat nëmme begréissen.

Gläichzäiteg begréisse mer och, dass d'Zuel vu Leit, déi do soll schaffen, eropgesat gëtt, fir wierklech eng seriö Betreiung à tous les niveaux et sous tous les points de vue kënnen ze garantéieren.

Woubäi mer och do awer déiselwecht Remarque wëlle soen: Och wa mer d'Gréisst reduzéiert hunn, an och wa mer elo genuch Personal hunn, fir dat anstänneg ze maachen, muss et dobäi bleiwen, dass d'Aspären am Centre de rétention no aller Méiglechkeet muss évitéiert ginn. Et muss all aner Variant épuiséiert ginn, ier ee seet: „Do ass definitiv keng aner Léisung méiglech. Déi dote Leit ginn eben an de Centre de retention."

An da muss dat och nach fir esou eng kuerz Zäit wéi nëmme méiglech sinn, wann een d'Rétentioun mécht, an dann och nach ënner Konditiounen, déi esou mënschewierdeg wéi méiglech solle sinn.

Dat ass déi Approche, déi DÉI GRÉNG verteidegt hunn. Dofir menge mer och, dass d'Entwécklung elo e bëssen an eis Richtung geet. Mä mir mussen duerno an der Praxis ofwaarden, wéi sech dee Projet do definitiv wäert entwéckelen.

Ee Punkt, dee fir eis wichteg war, dat war dat, wat mer elo mam Gesetz haut maachen, dass mer eng ganz Rei vun de Regele vum Centre net nëmmen an e Règlement grand-ducal oder en Arrêté ministériel géifen aschreiwen. Dat war eng breet gedeelte Meenung, dass ee sollt e Gesetz maachen iwwert d'Notzung vum Centre, net nëmme fir de Bau vum Centre, wéi mer et gemaach hunn, mä och iwwert d'Notzung selwer vum Centre. Dass also déi Regelen an aller Transparenz am Parlament sollte kënnen diskutéiert ginn an dass déi Regelen net nëmmen um Niveau vun der Exécutive sollten etabléiert ginn.

Där Iddi huet och de Minister sech verschriwwen an en huet och e Projet op de Wee bruecht, dee mer haut hei zur Ofstëmmung hunn. An dofir, mengen ech, och vun eiser Säit e Merci un de Minister Schmit, dass mer deen dote Wee gewielt hunn, an net de Wee nëmme vum Arrêté oder vum Règlement grand-ducal.

Ee weidere Punkt, deen eis wichteg ass, dee mam Gesetz net definitiv an endgülteg beäntwert gëtt: Mir sinn der Meenung, dass Kanner, Mineuren näischt do verluer hunn, non accompagné oder accompagné. Dat hu mer an där Konsequenz net am Gesetz beschriwwen. Mir hoffen, dass d'Praxis et awer da wäert maachen, dass mer probéieren, wierklech vun deem Grondprinzip do net ofzeréckelen, dass Kanner net agespaart gehéieren. Erwuessener och net. Et ass och bei hinnen d'Ultima ratio.

Mä besonnesch bei Mineure muss dat ganz einfach d'Politik sinn, zu där et keng Ausnahm sollt ginn. Mineure gehéieren net agespaart, och net an engem Centre de rétention, dee modern wier an dee géif no moderne Regele funktionéieren.

Mir halen et och fir wichteg, dass do am Alldag vun deem Centre no Méiglechkeet eng gewëssen Oppenheet an Toleranz muss gëllen. Wat eis guer net iwwerzeegt huet, dat war dee Modell vun Zürich, dee mer besiche waren, well deen drop gebaut huet, dass een alles misst vuneneen trennen, dass een de Leit all Initiativ praktesch misst ofhuelen an dass ee misst bestëmmte Gruppe vu Leit onbedéngt vuneneen ewech gehale kréien, Leit mat verschiddene reliéisen Hannergrënn, ethneschen Hannergrënn an esou weider konsequent ze trennen.

Mir halen et éischter mat deem Modell, dee mer zu Genève gesinn hunn, déi de Contraire gesot hunn, déi gesot hunn: „Déi Leit, fir déi Zäit, déi se hei verbréngen, sinn en Deel vun enger Communautéit, der Communautéit vum Centre, an all déi Leit sollen Hiert dozou bäidroen, dass eng bestëmmten Atmosphär an Ambiance an deem Centre virherrscht."

Dat heescht, zu Genève ginn déi Leit guer net cloisonnéiert an do ginn déi Leit och guer net déresponsabiliséiert. D'Leit mussen am Centre wéi Mënsche behandelt ginn a sech selwer och een deen anere wéi Mënsche behandelen, an dofir gi se och net vuneneë getrennt, mä si ginn am Alldag matenaner konfrontéiert a si mussen am Alldag matenaner eens ginn.

Si däerfen och dofir selwer kachen. Do kréie se net dräimol den Dag en lesse geliwwert, mä si mussen oder si dierfe sech selwer kachen, dat, wat si gären iessen, wëssend, dass dann do Messeren am Spill sinn, wa gekacht gëtt. Do sinn zu Genève déiselwecht Ängschten diskutéiert gi virdrun. D'Gefor vun Iwwergréffer, vu Panikreaktiounen, vu Kuerzschlussreaktiounen.

D'Praxis vu Genève weist awer, dass et funktionéiert. Wann een d'Leit wéi Mënsche behandelt a wann ee se wéi Mënsche respektéiert, da behuele se sech och wéi Mënschen. Genève féiert dat vir. An dat ass dee Modell, dee mir och gären hätten. Eng Oppenheet an eng géigesäiteg Mënschlechkeet am Centre, déi einfach den Alldag soll sinn, an dofir ass e besonnescht Aemierk och op de Rekrutement ze geheien.

Mir hunn eng Motioun, déi duerno zur Ofstëmmung kënnt, déi mir och ënnerstëtzen, fir méiglechst fréi mat deem Rekrutement unzefänken, fir dass déi Leit och, ier se déi éischte Kéier do musse schaffen, Zäit haten, sech och mat där fir si neier Welt ofzeginn.

Mä et ass och wichteg, dass mer gutt oppassen, wie mer huelen. Net just wéi een Diplom dass se hunn, dat gehéiert dozou, mä wéi ee Parcours se och haten. Ech hunn nach genee am Ouer d'Wierder vum Direkter vu Genève, dee gesot huet: „Ech hunn no aller Méiglechkeet probéiert, d'Leit net ze rekrutéieren, déi aus dem Milieu carcéral komm sinn. Et ass e schwierege Milieu. Et ass en aneren Ëmgang hei verlaangt."

An en huet virun allem och gesot: „Ech hu probéiert, Leit ze rekrutéieren, déi an hirer eegener Biographie och emol schonn eng Kéier e Broch haten. Ech hu probéiert, Leit ze évitéieren, déi lineär duerch d'Liewe komm sinn, déi ni eng Schwieregkeet begéint hunn, deenen ni eppes schifgaang ass, déi ëmmer nëmme Succès haten, well déi kee Verständnis développéiere fir Leit, déi selwer Brëch an hirer Biographie hunn, déi Leit, déi am Centre eventuell herno endegen."

Dofir huet den Direkter gesot, dat ass e wichtege Punkt gewiescht, an e wär vu ville Säiten ënner Drock gesat ginn, fir awer anescht ze rekrutéieren. En hätt sech missen ëmmer nees do dergéint wieren, an en huet wierklech opgepasst, Leit ze rekrutéieren, déi selwer verstinn, wann engem Mënsch eppes net riicht geréit, dass en dofir Verständnes huet an net just Mépris oder Iwwerleeënheet dee Moment emfënnt, mä dass een déi Leit wierklech ka verstoen, wa se e Broch haten.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- An dat soll beim Rekrutement onbedéngt och hei zu Lëtzebuerg, och wann en da soll fréi ufänken, berücksichtegt ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass am Centre d'Visiten, d'Kontakter esou breet wéi

nëmme méiglech sollen erlaabt sinn. Dat ass wichteg. Et ass och esou ugeduecht. Mä mir ënnersträichen dat ausdrécklech, dass mer eis dat esou virstellen.

Eng Kritik, déi vun enger Rei Leit formuléiert gi war, dat war dee ville Pouvoir, deen den Direkter a säin Adjoint solle kréien. Mir wëssen, wien Direkter soll ginn. Et ass eng Persoun, ech mengen, déi an der Kommissioun op eng breet Zoustëmmung trëfft, déi e Kredit huet u Vertraue bei de Membere vun der Kommissioun. Mä natierlech ass et besser, wann ee Reglementer huet, déi och onofhängeg vun der Persoun all Garantië bidden.

Mir hunn an der Kommissioun och dofir zumindest eng Voix de recours geschaf, contrairement zum initialen Text, virum Verwaltungsgeriicht, fir do och e bësse méi e kontradiktorescht Element eranzekréien. Mä deen dote Punkt ass mat Sécherheet een, deen ee ganz enk muss suivéieren, a wou mer relativ fréi sollen als Chamber mat der Regierung zesummen e Bilan maachen a kucken, wéi grad deen dote Punkt sech entwéckelt, ob tatsächlech am Alldag dee ville Pouvoir iwwert déi Leit, deen d'Direktioun huet, sech bewährt oder net.

An nach eng Kéier: Domat wëll ech näischt gesot hunn iwwert déi Persoun, déi designéiert ass, fir Direkter ze ginn, déi och eist Vertrauen huet. Mä et stëmmt, dass se zimlech breetgestache Pouvoiren huet. An dat soll een enk am A behalen an och bilanzéieren.

Dat gesot, brénge mir als Gréng eis Zoustëmmung zu dësem Text opgrond vun deenen dote Grënn. Mir wënschen all deenen, déi am Centre ze schaffe kréien, eng glécklech an och eng mënschlech Hand, a mir bréngen och schonn eis Zoustëmmung zu der Motioun.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een décidéiert huet, e Centre de rétention ze bauen, ass et natierlech och ganz logesch, datt een dann awer och muss d'Personal rekrutéieren an déi ganz Organisatioun vun esou engem Centre de rétention duerchzéien, wat jo och hei de Sënn an Zweck vum Gesetz ass. Ech wollt dem Rapporteur, dem Marc Angel, villmools Merci soen. En huet ons hei eng ganz gutt Introduktioun ginn.

Wourëmmer geet et hei? Ganz einfach, mir sinn an enger Situatioun, wou elo en Demandeur d'asile entweder am Prisong ka sëtzen, oder e kann an enger privater Wunneng iergendwou sinn, mä e kann awer fräi zirkuléieren, oder e muss iergendwéi an en Heim oder soss erakommen, wou et em manifestement awer à tout moment méiglech ass fortzegoen, deen Ablack, wou en zum Beispill misst de force a säin Heemechtsland zréckbruecht ginn, wann eng Décision judiciaire an deem Sënn virläit.

Mir sëtzen do also an enger Situatioun, déi net gutt ass, déi net kloer ass. Dofir ass et scho richteg, datt mer elo op de Wee vun engem Centre de rétention ginn, wou éischtens déi Leit drakommen, déi hei irrégulaire am Land liewen oder sinn, oder déi een als solch fënnt an deem Kontext. An et geet och ëm d'Demandeurs d'asile, déi entweder mussen op Basis vun Dublin nees erëm an dat Land zréckgefouert ginn, wou se fir d'éischt an der Europäescher Unioun erakomm sinn, respektiv déi, déi vun enger Demande d'asile déboutéiert gi sinn an déi mussen nees erëm zréckgefouert ginn an hiert Heemechtsland.

Wat déi Leit ugeet, déi en séjour irrégulier sinn - wéi een dat nennt; dat heescht illegal Immigranten -, do wëll ech an deem Kontext awer nach e klenge Problem opwerfen, deen u mech ugedroe ginn ass a wou ech mengen, datt ee misst verhënneren, datt dat eng Ausweidung kritt.

Ganz vill Leit aus Drëttlänner froen, fir hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. An do dauert et da relativ laang, bis se eng Autorisation de séjour et de travail kréien. Dat huet anscheinend e bësse mat dem Computer oder mat der Software ze dinn. Dofir wollt ech froen, ob do schonn eng Méiglechkeet oder Fortschrëtter sinn, datt dat net ze laang dauert.

Woufir? Well souguer wa Renouvellementer musse kommen, dann ass et och evident, datt dat och eng Zäitchen dauert. An et kann net sinn, datt, wann een déi Demande de renouvellement e bëssen ze spéit oder kuerzfristeg eraginn huet, en deen Ablack aus dem Fichier vun de Persounen, déi hei zu Lëtzebuerg offiziell däerfe wunnen, automatesch erausflitt an datt en dann en séjour irrégulier ass. Ech mengen, dofir wier et noutwendeg, datt mer op jidde Fall do esou Erreurs de parcours missten évitéieren, well dat wier verhängnisvoll fir alleguerten déi Leit, déi betraff sinn, mä och jee nodeem wien et ka sinn.

Da stellt sech och nach an deem Kontext vun den Demandeurs d'asile eng Problematik, wou ech och gär wéisst, wéi de Minister déi wëllt léisen. Mir hunn eng etlech Leit, déi Demandeurs d'asile woren, oder Leit, déi aus Drëttlänner kommen an déi hei zu Lëtzebuerg eng Peine criminelle ofgesiess hunn, an déi missten normalerweis an hiert Heemechtsland nees zréckgefëiert ginn. Well déi awer net kënnen zréckgefouert ginn, well hiert Heemechtsland se net wëllt, sëtze se elo pour le moment am Prisong nach an der Situatioun.

Ech huelen un, normalerweis wa se hir Strof ofgesiess hunn, gehéiere se net méi an de Prisong, a si missten am Prinzip deen Ablack an de Centre de rétention kommen. Et gëtt eng aner Méiglechkeet, déi am Ausland bei esou Fäll gebraucht gëtt. Dat ass déi, datt se e Bracelet électronique kréien.

Dofir wollt ech froen, wéi d'Regierung esou Problematike wëllt ugoen, ob et net méiglech ass, datt ee kéint versichen, fir au niveau européen Accorden ze fannen, fir Persounen, déi an esou Situatioune sinn, iwwer europäesch Accorden de réadmission, déi et gëtt, nees erëm awer an hir Heemechtslänner zréckzeféieren. Well et kann awer net esou sinn, datt Leit, déi hei zu Lëtzebuerg condamnéiert gi sinn, déi eng Strof ofgesiess hunn, déi missten normalerweis expulséiert ginn, awer hei am Land bleiwen an datt mer deenen net méi lass kënne ginn.

Da stellt sech am Kontext vum Centre de rétention awer och eng Problematik vun de Mineuren. Mir hunn zweeërlee Zorte Mineuren:

déi, déi effektiv Mineur sinn, wou ee ganz visiblement gesäit, datt et Jonker sinn ënner 18 Joer. Do menge mer, datt déi awer missten an dem Centre de rétention bleiwen, wou se eleng sinn, ouni hir Elteren, bien entendu, fir wéinstens en Encadrement ze hunn. Wa se do keen Encadrement hunn, wou kënne se dann hikommen? Dat ass eng Problematik, déi nach onkloer ass.

An da gëtt et déi falsch Mineuren. Dat heescht, déi Leit, déi eng 25, 30 Joer al sinn, an déi, ouni mat der Wimper ze zucken, behaapten, si wieren elo 15 oder 16 Joer al. Ech huelen un, datt Der déi éischter awer géift am Centre de rétention loossen.

Dat gesot, muss een also begréissen, datt mer elo e Projet de loi hunn, deen dee Centre de rétention organiséiert. Den Direkter kritt déi Pouvoiren, déi néideg sinn, fir dee Betrib do ze féieren; wat och néideg ass, well et wäert net onbedéngt einfach sinn.

Mir mussen elo séier virukommen. Ech hoffen, datt déi Motioun, déi mer elo stëmmen an déi d'ADR och matdréit, der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Personal ze rekrutéieren. Nach hoffen ech, Här Minister, datt Der net Personal rekrutéiert hutt an datt de Bau dann nach net fäerdeg ass. Dofir wier et gutt, datt mer do vläicht e puer Informatioune kéinte kréien, ob do eng Concordance oder eng Visioun ass, wéini de Bau effektiv kann a Betrib geholl ginn en vue vun der Evolutioun vun den Dossieren.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll emol fir d'éischt, wéi dat esou Usus ass, dem Rapporteur villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech wëll natierlech och all deenen aneren Orateuren, der Madame Stein, dem Här Bettel, dem Här Braz an och Iech, Merci soe fir Är Commentairen a besonnesch natierlech fir déi Ënnerstëtzung, déi vun alle Fraktiounen ausgeet.

Ech muss soen, datt dat mech besonnesch erfreet, esou wéi ech dat schonn eemol konnt soe beim Gesetz iwwert d'Libre circulation an d'Immigratioun, wou hei Eestëmmegkeet fonnt ginn ass. Esou ass et och ganz positiv, datt zu deem heite Projet d'Chamber sech eestëmmeg dofir kann ausschwätzen.

Dat weist, datt et op engem essenziellen Dossier, deem vun der Immigratioun, trotz allem nach large Gemeinsamkeeten hei an dësem Haus, an ech hoffen dann och dobaussen am Lëtzebuerger Land gëtt. D'Lëtzebuerger Land kéint sech och keng aner Optioun leeschten, muss ech soen, wéi déi, eng oppen, tolerant Attitüd géigeniwwer vun dem Sujet vun der Immigratioun ze hunn.

Et ass gesot ginn, firwat mer e Centre de rétention brauchen. Mir si jorelaang international kritiséiert, condamnéiert ginn, well mer Leit an e Prisong gesat hunn, déi u sech näischt an engem klassesche Prisong verluer hunn. Ech muss awer derbäifügen - wat, wann ech mech gutt erënneren, d'Madame Stein scho gesot huet -: Dat heescht net, datt een domat automatesch eng Kritik un deene Leit mécht, déi am Prisong am berühmte Block P2 hir Responsabilitéiten iwwert déi lescht Joren exekutéiert hunn.

Déi hu sech vill Méi ginn, oft ënner schwierege Konditiounen. Mir haten eemol en dramatesche Problem, wou och e Mënscheliewe verluer gaangen ass. Mä fir déi Leit, déi bis ewell an och nach virun e puer Méint a vläicht duerno mat anere Funktiounen am Centre de rétention schaffen, muss ech och Merci soen a soen, datt si hir Aarbecht gutt gemaach hu bis ewell, an ech och dovun iwwerzeegt sinn, datt si déi Aarbecht wäerte weider gutt maachen.

Mir hunn 2007 décidéiert, fir dee Centre ze bauen. Deemools koum d'Demande, datt mer déi Organisatioun vun deem Centre sollten iwwer e Gesetz maachen. Ech hunn och verstan, datt dëst dee richtege Wee wier. E Gesetz gëtt ons Rechtssécherheet, gëtt ons méi Transparenz, erlaabt ons besser, d'Rechter an d'Flichte vun deenen, déi do trotz allem agespaart sinn, ze definéieren, mä och vun deenen, déi déi Fonctioun hu mat deene Leit ze schaffen. Also, ech mengen, datt mer dee richtege Choix geholl hunn, fir dat iwwer e Gesetz ze maachen, dat heescht mat der Approbatioun vun der Chamber.

Iwwert den Esprit vun deem Centre ass vill scho geschwat ginn; d'Inspiratiounen. A mir hate jo och säit dem Ufank d'Chamber - mä net nëmmen d'Chamber, och eng Rei ONGen - un der Elaboratioun vun deem Projet associéiert. An ech mengen, et ass och vläicht dofir, datt mer kënnen haut dee Projet unanime verabschieden.

D'Inspiratioun ass déi, datt et do ëm Leit geet, déi näischt verbrach hunn. An ech wëll dann direkt dem Här Henckes soen: Een, dee seng Peine ofgesat huet, dat heescht, een, deen am Prisong war, well en iergendeng gestiicht hat, an domat seng Peine ofgesat huet, egal seng Originen, ob et en Illegalen ass oder net, hien huet seng Peine ofgesat an en huet dann natierlech och d'Recht am Prinzip, op fräie Fouss ze kommen.

Wann et sech natierlech ëm illegal Leit handelt, da muss probéiert ginn emol éischtens, an dat maache mer mat vill Efforten, soulaang wéi en nach am normale Prisong ass, scho seng Pabeieren an d'Rei ze kréien, datt e kann heemgoen, ier eigentlech seng Peine ofgelaf ass.

Mir hunn och do e System mam Parquet, dee bedeit, datt d'Leit souguer eng gewësse Remise de peine kënnte kréien, net fir all Déliten oder Crimen - besonnesch net Crimen -, fir eben éischter kënnen heemzegoen, wa se d'accord sinn, volontairement heemzegoen. Sécher ass, datt een, deen illegal ass, nodeem en och eventuell am Prisong souz, maximal ka véier Méint an de Centre de rétention goen.

Mä den Esprit vun deem Centre de rétention ass emol éischtens ee vun engem Accompagnement psychosocial; dat heescht ze probéieren deene Leit kloerzemaachen, wat net einfach oder ganz oft net einfach ass, datt se zwar näischt verbrach hunn, mä datt se net d'Méiglechkeet oder d'Recht hunn, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen oder iergendwou anescht am Prinzip an Europa. Dat ass eng schwéier Aufgab, fir all deene Persounen, déi ganz oft alles op d'Spill gesat hunn, fir grad an Europa ze kommen, dat nozebréngen.

Mä ech muss soen, datt an deene leschte Méint déi nei Équipe, déi mer hunn, déi also och un der Preparatioun vun deem Centre de rétention do e wesentlechen Undeel huet, et fäerdeg bréngt, Leit ze iwwerzeegen, volontairement, wat dat och ëmmer heescht, oder quasi volontairement heemzegoen.

Mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch Leit, déi an de Nigeria zréckgaange sinn ouni Problem, déi akzeptéiert hunn, datt eben d'Méiglechkeet, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, net gi wär. Si hunn akzeptéiert, roueg an och mat där Ënnerstëtzung, déi schonn hei mentionnéiert ginn ass, heemzegoen.

Dat ass de Wee, dee mer probéieren. Dat heescht, net e Wee, fir d'Leit ënner Contrainte ze setzen, mä mat deene Leit ze schaffen an ze probéiere se ze iwwerzeegen; wat eng schwéier Iwwerzeegungsaarbecht ass, déi vun deenen, déi déi Aarbecht maachen, vill Investissement, vill Gedold och, géif ech soen, verlaangt. Mä mir hunn déi éischt Resultater, an déi ganz Équipe am P2 elo scho bréngt et fäerdeg, dat mat engem relative Succès ze realiséieren.

Ech géif hei deen Esprit esou qualifizéieren, wéi e franséische Philosoph, de Michel Foucault, emol eng Kéier gesot huet: D'Maturitéit vun enger Demokratie a vun enger Gesellschaft miesst sech ënner anerem och dorun, wéi eng Gesellschaft mat deenen ëmgeet, déi se aspäert, deene se eigentlech d'Fräiheet hëlt. Dat trëfft natierlech allgemeng fir e Prisong zou, mä dat trëfft och besonnesch, géif ech gär soen, fir déi hei Leit zou, deenen trotz allem d'Fräiheet geholl gëtt, och wa se zwëschent deene Maueren, wou se dann agespaart sinn, méi Fräiheeten hunn, wéi dat notamment am Prisong de Fall ass; fir déi verstänneg Grënn, iwwert déi scho vill gesot ginn ass.

Ech ka just hei ee Saz zitéiere vum Flüchtlingsrot, deen ech völleg adoptéieren, deen an engem vu sengen Avisë seet: «(…) la rétention de personnes constitue un acte grave qu'il faut aborder avec soin et précaution. (…) On ne devrait recourir aux mesures de rétention qu'en cas de stricte nécessité.»

Et bien, et ass ganz sécher, datt net all… An ech sinn ëmmer iwwerrascht, wann een heiansdo esou kéint mengen, mir géifen elo all Demandeur d'asile an e Centre de rétention wëlle setzen. Keen Demandeur d'asile a priori, ausser déi Kategorie, déi an dem Asylgesetz virgesinn ass, gëtt an de Centre de rétention gesat; ausser ausserguewéinlech Zoustänn.

Firwat? Mä soulaang een Demandeur d'asile ass, huet een d'Recht, um Lëtzebuerger Territoire ze sinn. Et ass dee Moment, wou een net méi Demandeur d'asile ass, wou een opgefuerdert ginn ass heemzegoen, datt een eigentlech säi Statut verluer huet an domat och da muss kollaboréieren, fir heemzegoen.

Ech brauch näischt iwwert d'Dignité humaine ze soen. Et ass alles gesot iwwert d'Mënscherechter. Et ass een zentraalt Uleies, d'Mënscherechter an deem Centre ze respektéieren. Dat ass, mengen ech, och een Element, wou mer als Lëtzebuerg, als Lëtzebuerger Gesellschaft weisen, wéi eng Maturitéit mer hunn.

Ee Wuert iwwert d'Mineuren. Éischtens seet dee Projet de loi hei ganz kloer, datt d'Mineurs effektiv accompagnés - dat heescht d'Familljen; a mir denken do u ganz spezifesch Fäll - net méi wéi 72 Stonne kënnen an deem Centre de rétention zréckbehale ginn. Do geet et haaptsächlech ëm déi Retouren, wou Familljen zréck an hiert Land gefouert ginn, déi momentan um Findel am AIDA zréckbehale ginn, an da wäerten an der Zukunft an deem Centre de rétention mussen e puer Stonnen oder eventuell en Dag oder zwee waarden, bis dann de Retour organiséiert ass. Mä och do soen ech direkt: Ech hoffen, datt et der ëmmer manner gëtt, well ech jo grad drop bauen, datt et soll iwwer Retour volontaire goen an net iwwert déi do Formel vu Retouren.

Mä déi Mineurs non accompagnés kommen am Prinzip iwwerhaapt net an de Centre de rétention, well d'Gesetz iwwert d'Libre circulation an d'Immigratioun a sengem Artikel 103, Alinea 2, kloer seet, datt de Mineur soll op e Lieu approprié kommen. Mir fannen also déi berühmten Expressioun erëm. Mä et ass ganz kloer: Wa mer gemengt hätten, datt dee Lieu approprié de Centre de rétention wier, dann hätte mer drageschriwwen, „au centre de rétention". Mir hu geschriwwen: „au lieu approprié". Dat heescht, mir mussen elo kucken, fir fir déi relativ rar Fäll vu Mineurs non accompagnés mat Foyeren eng Konventioun ze maachen, fir datt déi Mineuren an esou Foyere kënnen opgeholl ginn.

Wat nun e Mineur ubelaangt, ech mengen, dat ass e bësse wéi mam Enceinte-Sinn. Entweder ass ee Mineur, oder et ass een et net. Also, et gëtt d'Méiglechkeet, fir ze kucken - d'Madame Stein huet dat jo gesot -, ob een nu Mineur ass. Do gëtt et Tester, medezinesch Tester, fir dat erauszefannen.

Et ass also net jiddwerengem erlaabt, och wann e schonn 28 Joer huet, och wann e vläicht net esou grouss ass, ze soe ganz einfach, e wier Mineur. Ech mengen, dat ass eng Geschicht, déi ee relativ séier kann opdecken.

Nun iwwert den Direkter: Ech mengen net, datt den Direkter do ze vill Pouvoir huet. Den Direkter huet eng zentral Funktioun, fir datt dee Centre an deem Esprit funktionéiert, wéi et am Gesetz virgesinn ass. Hien ass en Animateur, mä en ass natierlech och do, fir fir Uerdnung ze suergen.

Et ass ganz kloer, datt de Problem vun der Sécuritéit een ass, deen een net kann einfach vergiessen. Well wann d'Insécuritéit oder iergendwellech aner Débordementer iwwerhand géifen huelen, da wier dat eigentlech d'Enn vun engem Centre de rétention, deen drop baut, datt et a friddlecher a kooperativer Manéier do vir sech geet. Duerfir ass natierlech de Pendant vun där offener Approche d'Sécuritéitsapproche. Duerfir muss och derfir gesuergt ginn, datt déi Sécuritéit absolut assuréiert ass.

Voilà. Ech mengen, ech soen lech fir all dee Luef, deen ech net eleng, oder ech net vill, verdéngen, mä besonnesch all déi Leit, déi ganz Équipe, déi do un deem Projet geschafft huet, fir all déi Leit, déi elo schonn op deene Plaze schaffen, Merci.

Ech hoffen, datt deen Esprit, deen an deem Gesetz steet, net nëmmen Esprit bleift, mä och an d'Praxis kann iwwerdroe ginn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Une voix.- D'Motioun!

Une autre voix.- D'Motioun ass okay.

M. le Président.- Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5947 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5947 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi den honorabelen Här Angel déposéiert huet, ass vum Här Schmit ugeholl ginn. Ech denken, dass mer kënne par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord dermat?

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert de Brevet de technicien supérieur. Hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Oberweis. Et sinn ageschriwwe bis elo: d'Madame Brasseur, den Här Fayot an den Här Mehlen. De Rapporteur, den Här Marcel Oberweis, huet elo d'Wuert.

(Brouhaha général)

Ech géif ëm Opmierksamkeet fir de Rapporteur bieden!

8. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, et ass op dëser Plaz schonn dacks gesot ginn, dass d'Wëssen e wichtegt Element fir den Opschwong an der aktueller Wirtschaftskris duerstellt. Et ass och gewosst, dass d'Lissabon-Strategie sech zum Zil gesat hat, d'Europäesch Unioun zum dynameschste Wirtschaftspeiler an der Welt, an dat bis 2010, opzebauen. Och wann dat leider net de Fall wäert sinn, dann dierfe mir awer net dee But aus den Ae verléieren.

Wann den Opschwong kënnt, an dee kënnt sécherlech, da brauche mir déi Leit, déi iwwert dat néidegt Wësse verfügen, fir mat unzepaken. De virleiende Gesetzesprojet stellt en Element vun dëser Wëssens- a Bildungsstrategie duer, well mat him de Brevet de technicien supérieur, de sougenannte BTS, en neit Element vun der Héichschoulausbildung gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Derniewent sollen och déi Modalitéite festgeluecht ginn, duerch déi nei Formatiounen am Héichschoulberäich op privater a staatlecher Basis hei am Land ugebuede ginn.

De virleiende Gesetzesprojet ass den 28. Abrëll 2008 hei an der Chamber vum Héichschoulminister déposéiert ginn. Eng éischt Lecture vum Text ass schonn den 29. Abrëll 2008 an enger Jointe tëschent de Kommissiounen Héichschoul an Travail duerchgefouert ginn.

Dass et e wichtege Gesetzesprojet ass, beweisen déi verschidden Avisë vun de Chambres professionnelles, deenen hir berechtegt Iwwerleeungen a Propositiounen en aval an de Gesetzesprojet agefloss sinn. De Statsrot huet säin Avis den 3. Mäerz dëst Joer eragereecht. An enger weiderer Sitzung ass de Gesetzesprojet mat allen Avisen diskutéiert ginn, an d'Kommissioun huet mech zum Rapporteur genannt. Den 21. Abrëll dëst Joer ass den Avis complémentaire vum Statsrot erakomm, deen den 22. examinéiert gouf. Finalement ass de Projet de rapport den 29. Abrëll eestëmmeg ugeholl ginn.

Dëse Gesetzesprojet iwwert de BTS stellt, wéi ech schonn ugedeit hunn, en neit Element vun dem Héichschoulwiesen duer, dat jo selwer duerch d'Kreatioun vun der Universitéit vu Lëtzebuerg am Joer 2003 eng ganz nei Dimensioun kritt huet.

An de leschte Jore konnt ee feststellen, dass et opgrond vun der gudder, exzellenter wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land zu engem héije Besoin u qualifizéierte Mataarbechter komm ass. Niewent de sëlleche Bachelor-Diplomer - dorënner versteet een Héichschoulstudië vun dräi oder véier Joer - goufen och eng ganz Rei vu Master-Diplomer ausgeschafft. Dat sinn am Regelfall Héichschoulstudien, déi sech op de Bachelor drop grefféieren a maximal zwee Joer daueren. An da kann de Student, wann e wëllt, och nach seng Dokteraarbecht maachen, déi normalerweis dräi Joer dauert.

Mir bewegen eis also deemno mam Héichschoulwiesen an dem Prozess vu Bologna, an deen ass am Joer 1999, also virun zéng Joer, an d'Liewe geruff ginn. An der Bologna-Konferenz vu Bergen am Joer 2005 ass festgehale ginn, dass et zur Kreatioun vun intermédiairen Diplomer an de Bachelor-Carrièrë kéint kommen. De BTS stellt esou en Typ duer: en Héichschoulstudium de type court, awer mat enger professioneller Ausriichtung a mat enger Dauer vu maximal zwee Joer.

Ech hu schonn dorop higewisen, dass eis Wëssensgesellschaft Mënsche brauch mat engem oppene Geescht, mat vill Motivatioun, mat Fantasie an net zulescht mat vill Bëss, fir eppes ze bewegen. Op alle Fall musse mir eis haut agestoen, dass et net méi duergeet, ze soen: „Ech décrochéieren en Diplom, an da sinn ech roueg fir mäi ganzt Liewen." Au contraire. Mir mussen haut ëmmer méi dovunner ausgoen, dass deen Eenzelnen duerch seng permanent Weiderbildung ëmmer weider wëllt eropkommen, well wien hei stoe bleift, dee fält zréck.

Sou dierf ech hei mat e bëssen Houfert dorun erënneren, dass 15 Meeschteren, déi 2001 op dem deemolegen IST ugefaangen hunn, hiren Diplôme industriel ze maachen, no sechs Joer erauskomm sinn an den Diplom vum Ingénieur industriel décrochéiert hunn. Fir mech eng formidabel Leeschtung vu Mënschen, déi gewosst hunn a gewëllt waren, hiert Stéck op der Sozialleeder eropzeklammen.

Elo da vläicht kuerz déi wichtegst Punkten aus dem Gesetzesprojet.

Éischtens, et handelt sech ëm Héichschoulstudië vun zwee Joer mat enger professioneller Finalitéit. Deemno sollen d'Diplomanden op dem Aarbechtsmaart vermëttelt ginn.

Zweetens, den Diplom vum BTS kann een duerch Études à plein temps am Lycée kréien, woubäi nach da Stagen an den Entreprisë mat enger Dauer vun 228 Stonnen derbäikommen. Domat sollen déi theoretesch Connaissancë vun der Schoul am Betrib verdéift ginn. Wichteg ass op alle Fall, dass en Tutorat agefouert gëtt. Dat heescht, de Student gëtt während deenen zwee Joer vu senge Professere begleet.

Drëttens, obschonn et sech ëm Héichschouletüden handelt - et ass faszinéierend, wat ech elo soen -, kënnen déi Etüden och an dem Lycée classique an technique duerchgefouert ginn, an d'Studenten oder d'Studentinne kréie fir hir Coursen, déi se ofgeluecht hunn, europäesch Punkten, dat sinn déi ECTS-Punkten.

Et ass och festgehale ginn, dass de BTS-Diplom mat maximal 120 Punkten an a bestëmmte Fäll mat 135 ECTS-Punkte belount ka ginn.

Véierte Punkt: Den Accès zu de BTS-Etüde gëtt kloer geregelt. D'Studenten, déi en Diplom vun enger Terminale aus dem Lycée technique oder aus dem Lycée classique virweisen, hunn en direkten Accès. Weider déi Studenten, déi en Techniciensdiplom hunn. Déijéineg, déi aus dem Ausland kommen an en ähnlechen Diplom virweisen, déi kënnen dat och maachen, mä do muss dann nach den Diplom valoriséiert ginn.

D'Etüde ginn nom Modèle en alternance ugebueden. Dat heescht, et ginn och Studenten zougelooss, déi am Betrib schaffen an awer da fir speziell Coursen an d'Schoul erëm zréckkommen - an de Lycée, an deem Fall. Hir Beruffspraxis - ganz interessant! - kann och no Evaluatioun mat ECTS-Punkte belount ginn.

Vläicht e Wermutstropfen, awer dat ass normal: Aachte Punkt, d'Aschreiffraisë fir d'Etüde vum BTS bedroe ronn 72 Euro pro Semester bei Index 100.

Et muss awer dorop higewise ginn, dass hei en Numerus clausus agefouert gëtt. Firwat? Well een dovun aus muss goen, dass vill jonk Leit dee Wee wëlle goen. Da sollen déi agereechten Dossiere vum Student valoriséiert an dann am Ufank déi Bescht geholl ginn.

(Interruption)

Et huet jo kee Sënn, engem jonke Mënsch esou eppes virzegaukelen, kënnen op de BTS ze goen an e misst Chrëschtdag erëm heemgoen. Dat wär jo da schued.

Well dës BTS-Etüde jo net als eng reng Weiderbeschäftegung an de Lycéeën ugesinn dierfe ginn, muss kloer definéiert ginn, an dat an enker Kooperatioun mat de Wirtschaftspartneren a mam Héichschoulministère, wat fir eng BTS niewent den aktuellen nach ugebuede kënne ginn.

An duerfir gëtt e Comité vun aacht Memberen agesat, dee sech mat der Ausaarbechtung vun de Programmer beschäftegt.

Déi unerkannte BTS-Etüden daueren awer nëmme fënnef Joer. Da muss et zu enger Iwwerpréiwung kommen. Wann da festgestallt gëtt, dass dee BTS net méi an der Wirtschaft gebraucht gëtt, da muss en erëm ewechgeholl ginn. Bis elo leie schonn Demandë vir aus de Beräicher vun der Industrie, vum Commerce, der Landwirtschaft, dem Handwierk, de Gesondheetsservicer, der Konscht an dem Design.

Wéi schonn ugedeit, ginn am zweeten Deel vum virleiende Gesetzesprojet déi Modalitéite festgeluecht, déi nei Formatiounen am Héichschoulberäich op der privater oder staatlecher Basis hei am Land erlaben.

Et gëtt schonn eng Rei vun Etablissementer, entre autres d'Sacred Heart University oder d'Chambre des Employés privés an der Kooperatioun mat der Uni vun Nanzeg an dem Centre de recherches public Henri Tudor, déi esou Héichschouldiplomer ausschaffen, déi och gutt ugeholl gi vum Maart. Well et awer an der Vergaangenheet heiansdo Problemer gouf mat esou Diplomer, muss elo ganz kloer am Gesetzesprojet dat légiféréiert ginn.

Dat ass den Titre III: Hei ginn d'Modalitéite beschriwwen, no deenen dës Héichschoulformatiounen zougelooss kënne ginn. Duerfir gëtt eng Agence gegrënnt, déi vu fënnef Membere besat gëtt, deenen hir Aufgab dora besteet, dass si dann déi Accréditatiounen an dës Formatiounen duerchkucken.

Dierf ech dorop hiweisen, dass dës Accréditatioun nëmme fënnef Joer dauert? Déi kann awer dann tacitement weidergefouert ginn, ëmmer erëm fënnef Joer.

De Statsrot hat drëm gebieden, dass den Titre III vun den Titres I an II vum Gesetzesprojet getrennt soll ginn. Mä no Diskussiounen an der Chamberskommissioun hu mer awer gemengt, dat sollt net de Fall sinn.

Ech komme schonn zum Schluss. Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech dorop hiweisen, dass an dräi Lycéeën elo schonn dëser Etüden ugebuede ginn an normalerweis zwee Joer daueren. Engersäits am Lycée Technique des Arts et Métiers an de Formatiounen Animateur de dessins animés an Opérateur prépresse. Dëst Schouljoer sinn do 17 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 14 am zweete Joer. Anerersäits ginn am Lycée Technique École de Commerce et de Gestion dräi Formatiounen ugebueden: de Marketing, d'Kontabilitéit an d'Sekretariat. Dëst Joer si 76 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 67 schonn am zweete Joer. Dann am Lycée Technique pour Professions de Santé, déi hu fënnef Formatiounen, entre autres den Infirmier an der Pédiatrie an den Infirmier an der Psychiatrie. Dëst Joer sinn 39 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 24 am zweete Joer.

Ech hu schonn dorop higewisen, dass d'Wirtschaftspartner enk agebonne musse ginn, well dës BTSe jo, wéi gesot, op den Aarbechtsmaart preparéiere sollen. Eng rezent Etüd vun der FEDIL huet gewisen, dass si am BTS e wëllkommenen Diplom gesinn, a fir si dat e Stéck ass vun engem Héichschoulniveau op dem Aarbechtsmaart. No hirer Etüd konnt ee liesen, dass an der Verwaltung, der Gestioun an am Commerce ronn 18% vun de Salariéen e BTS-Diplom hunn, géigeniwwer 6,7% an technesche Beräicher an nëmme 4% an der industrieller Produktioun.

Dass de BTS eng Zukunft huet, beweisen d'Gespréicher, déi elo schonn tëschent Professeren aus de Lycéeën an der Wirtschaft lafen, fir nei BTSen an d'Liewen ze ruffen, déi dann an der Rentrée 2010 opgestallt kënne ginn. Do sinn der - ech hunn nogefrot - am Bauberäich, am Speziellen an der nohalteger Entwécklung an am Baumanagement, weider an der Telekommunikatiounswelt, der Automatiséierungstechnik an der Mechatronik.

Mäi leschte Punkt soll op déi Chance hiweisen, déi de Student mat dem BTS och nach ka kréien - och, wann dat sécherlech d'Ausnahm wäert sinn. Och wann dëse BTS eng professionell Ausriichtung fir den

Aarbechtsmaart huet, dierfe mer net verkennen, dass et sécherlech, ech hoffen, ëmmer e puer Studente gëtt, déi da mat deem BTS-Diplom den Opbroch maache wäerten a sech mat hiren ECTS-Punkten de Wee fräi schëppe wäerten, fir op de Bachelorstudium vun der Universitéit hinzegoen. Eng formidabel Chance u sech, fir engem jonke Mënsch ze soen, wann en an eng Septième eraklëmmt dëst Joer, fir hien dann iwwert dee gesamte Lycée iwwert de BTS op d'Uni an de Bachelor ze schécken.

Ech denken, dat ass eng geliefte Chance, an déi soll een awer net aus den Ae verléieren, notamment duerch déi permanent Weiderbildung, déi mer hautdësdags ëmmer méi froen. Ech denken, dass et eng Chance ass, op der sozialer Leeder eropzeklammen, déi jo menger Meenung no no uewen onbegrenzt oppen ass. Mat dësem Gesetzesprojet proposéiere mir eng formidabel Chance, notamment um Bac plus zwee Joer.

No dësen Ausféierungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wëll ech dann den Accord vu menger Fraktioun erabréngen. Ech soe Merci, an ech hoffen, dass dëse Gesetzesprojet eng breet Zoustëmmung kritt, well et jo e Stéck ass vun der Wëssensgesellschaft an der Strategie vu Lissabon.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. No deem prezise Rapport vum Här Oberweis, dee jo als Ingenieur och vun der Formatioun hier gewinnt ass, ganz prezis ze sinn, brauch een net méi an den Detail vum Projet anzegoen.

Ech géif just e puer Bemierkunge wëlle maachen. Dëse Projet huet zwee Ziler. Dat eent ass, de Brevet de technicien supérieur ze organiséieren. An dat zweet Zil ass, fir verschidden Instituten zouzeloossen, fir Formatiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze organiséieren. Dat kënne privat Organisme sinn oder öffentlech Organismen, dat kënne lëtzebuergesch oder auslännesch Organisme sinn.

Den Här Oberweis huet et ugeschnidden, dass de Conseil d'État gesot huet, dat hätt ee sollen an engem getrennte Projet de loi traitéieren. D'DP ass och där Meenung, dass et besser gewiescht wier, mir hätten zwee getrennte Projets de loi gehat, well d'Organisatioun vum BTS jo awer net forcément eppes ze dinn huet mam Nidderloossungsrecht vun Organismen, déi Formatiounen offréieren, well déi Formatioune gi jo iwwert déi vum BTS eraus. Vun der Technique législative hier hätte mer léiwer gehat, et wieren zwee Projete gewiescht. D'Majoritéit huet sech anescht entschloss. Mä ech mengen, dat ass awer keen Empêchement, fir dass mer deem Projet kënnen zoustëmmen.

Dann no där Remarque zu der Form wollt ech eng Remarque zum Contenu maachen. Dee BTS reit sech an an déi nei Logik vun der Formatioun am Processus de Bologne, dass mer de Bachelor hunn, wat dräi Joer sinn, an da fënnef Joer de Master, mä da kann een och Études de cycle court maachen, an dat ass de BTS mat Bac + 2.

Mir gesinn, dass dat engem reelle Besoin entsprécht, engem Besoin, souwuel, wat d'Studente selwer ubelaangt, vum Intérêt hier, mä awer och engem Besoin vun der Wirtschaft. An dat ass besonnesch an dësen Zäite jo awer enorm wichteg, dass mer Formatiounen ubidden, déi och an der Wirtschaft gefrot sinn. Et muss een dofir mat der Organisatioun vun deene BTSen ëmmer ganz soupel sinn, well nämlech eng ganz rapid Evolutioun ka kommen an de Besoinen, déi sech dobaussen erginn.

Ech huelen d'Beispill vum Mechatroniker. Viru Jore wousst keen, wat e Mechatroniker wier, an am Joer 2003, mengen ech, ass d'Formatioun vun engem CATP als Mechatroniker agefouert ginn. Mechatroniker, dat ass am Fong Mécanicien, déi maachen Informatik, déi maachen Elektronik, well een an de Steierungsprozesser all déi Formatioune muss hunn. Elo gëtt dat méi spezialiséiert, esou dass een och am Niveau driwwer, nämlech am BTS, e Mechatroniker brauch.

En anert Beispill ass dat vum Mediëgestalter. Déi Leit, déi Entreprisen haten an deem Domän gefrot, si hätte gär Leit, déi op deem Niveau ausgebilt sinn. Duerfir muss ëmmer eng Wiesselwierkung sinn tëschent deenen, déi déi Formatiounen organiséieren, an der Industrie, a mir mussen et fäerdeg bréngen, ganz séier ze reagéieren.

Et ass awer schwiereg a mengen Aen, Här President, well mer hei à cheval sinn tëschent dem Secondaire an dem Supérieur. Et ass ganz kloer en Enseignement supérieur, well et kënnt nom Bac, an et ass och als solchen definéiert an ageschriwwen, mä et gëtt awer organiséiert an duerchgeféiert an de Lycéeën, an et kënnt ënnert d'Autoritéit vun de Lycéesdirekteren. Ech hoffe jo, dass et do net zu Kompetenzschwieregkeete kënnt, well dat wier schued, do géif ganz vill Energie dropgoen, an dat wier net am Intérêt vun där Formatioun.

Ee Punkt, deen ech nach wollt uschneiden, Här President, ass dee vun där Formatioun, déi et bis elo scho ginn ass, mä déi mer elo awer nach méi kloer definéieren a strukturéieren, wéi dat sech duerno areit, wann d'Fonction publique op déi Leit zréckgräift. Mir hunn hei d'Experienz gemaach mat deene Leit, déi am IST waren, am Institut supérieur de technologie, deenen hir Etüden am Fong ni an der Fonction publique als solches unerkannt gi sinn. Hei schafe mer elo, oder restrukturéiere mer wierklech eng nei Formatioun, déi vum BTS.

Mir wëssen, wann de Stat rekrutéiert, an e wäert an Zukunft awer och genee wéi d'Industrie kënnen op déi Leit hei zréckgräifen, da muss een och do eng Léisung fannen, wéi een och eng Léisung muss fanne fir dee ganze Bologna-Prozess am Kader vun der Fonction publique. An duerfir muss déi nächst Regierung, wa se dann dee schwieregen Dossier ugeet, net nëmmen de Problem vum Bachelor a vum Master regelen, mä och vun deem Bac + 2, nämlech dem Cycle court, dem BTS, well soss kréie mer direkt do en Ongläichgewiicht. Et ass net dës Regierung, déi dat hei ka maachen, mä dat hei däerf awer an der Organisatioun vun der Fonction publique - an et ass jo gesot ginn, dass dat restrukturéiert gëtt, déi ganz Gehälterstruktur - net vergiess ginn.

No deene puer Remarquen, Här President, wollt ech dann den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Brasseur Merci fir hir Interventioun. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur och Merci soe fir seng Aarbecht un dësem interessante Projet, deen de Minister vum Enseignement supérieur virgeluecht huet. Dee BTS, deen hei organiséiert gëtt, ass sécher eng Demande vun der Wirtschaft. Eng Formation courte vun zwee Joer nom Bac ass fir verschidde Secteuren interessant. Dat werft natierlech eng Partie Problemer op - d'Madame Brasseur huet schonn een dovunner opgeworf -, nämlech wéi och déi Formatiounen do, wann där Leit am öffentleche Secteur gebraucht ginn, aklasséiert ginn.

Mech interesséiert virun allem ee Problem, Här President, an dat ass: déi Décisiounen, déi mer huelen, fir ëmmer nei BTSen ze kreéieren. Et gëtt jo do e Comité vun aacht Leit, déi solle sech doriwwer beugen, gradesou gutt wéi deen anere Volet vum Projet, nämlech fir Privatinstituter ze erlaben, fir Formations supérieures ze dispenséieren.

De Conseil d'État huet do eng interessant Remarque gemaach, déi ech eigentlech deelen, dat ass, dass een elo zu Lëtzebuerg e Paysage huet vun Héichschoulen, also vun Enseignement supérieur, deen aus der Uni besteet, deen aus CRPe besteet. Elo kënnt dat hei derbäi, a mir mussen oppassen, dass dat net op eemol oniwwersiichtlech gëtt, besonnesch fir d'Utilisateuren. De Conseil d'État huet bemierkt, dass een hätt kënnen d'Uni mat erabréngen, och ënner anerem fir ze kucken, wat fir BTSen ee mécht, an och wat fir aner privat Formatiounen ee mécht. Bon, dat ass elo net zréckbehale ginn.

Deen Dispositif, deen hei ass, deen ass en eegenen Dispositif à part, mä an Zukunft wier et sécher gutt, wann déi Leit vum Ministère de l'Enseignement supérieur sech Gedanke géife maachen, wéi dat eent an dat anert gräift, och fir Passerellen. Well wann een zum Beispill e Cycle court gemaach huet an et ass engem duerno de Goût komm, fir méi laang Etüden ze maachen, wéi dat zum Beispill op der Uni da méiglech ass. Dat sinn also Iwwerleeungen, déi ee bei dësem Projet ka maachen.

Selbstverständlech si mer mat deem d'accord, wat hei gemaach gëtt. Ech mengen, mir hunn hei en éischte Schrëtt gemaach. Mir mussen och an der nächster Legislatur, an och emol à un certain moment, dat evaluéieren a kucken, wéi dat sech mat dem Rescht vun onsem Enseignement supérieur agencéiert a wéi et sech am beschte kann développéieren.

Dat gesot, Här President, si mir selbstverständlech als LSAP-Fraktioun mat deem Projet hei komplett d'accord.

M. le Président.- Ech soen dann och dem Här Fayot Merci. Dann hunn ech hei nach am Prinzip den Här Mehlen agedroen. Mä ech gesinn, den Här Mehlen ass nach ëmmer net agelaf. Duerno hunn ech keen agedroene Riedner méi, esou datt eigentlech elo d'Rei un der Regierung wier. Ech gesinn awer och den Héichschoulminister net, esou datt ech da géif proposéieren, mir géife mam Ofstëmmen ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi

De Vote fänkt un. Fin du vote.

De Projet de loi 5876 ass ugeholl gi mat 52 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koepp) et Jean-Pierre Koepp.

Mir géifen duerno och elo kee Vote méi maachen. Mir fueren elo viru mam Ordre du jour, esou wéi e virgesinn ass, an d'Votë ginn dann alleguerten d'nächst Woch geholl.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5921 iwwert d'Unerkennung vu professionelle Qualifikatiounen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madame Brasseur, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

9. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2005/36 an d'nationaalt Recht ofstëmmen. Hannert dëser Nummer steet d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen innerhalb vun der Europäescher Unioun.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Am Groussen a Ganze geet et dorëm, dass Persounen, déi hir Beruffsausbildung an engem EU-Memberstat gemaach hunn, Zougank zu deemselwechte Beruff...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Sunnen nozelauschteren!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- …Zougank zu deemselwechte Beruff an all aner Memberstat kréien an deen och do ausübe kënnen. An dësem Sënn huet den

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Héichschoulminister de virleienden Text den 19. September 2008 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis...

M. le Président.- Här Sunnen, géift Dir just ee Moment ënnerbriechen? Et ass vergiess gi fir d'Dispens vum zweete Vote ze froe beim leschte Projet.

10. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech ginn dovun aus, datt Der se gitt?

(Assentiment)

Merci. Dat ass aktéiert.

Här Sunnen, dann hutt Dir nees d'Wuert.

11. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 3. Mäerz 2008 ofginn. Vun de Beruffschamberen huet d'Chambre des Métiers sech de 16. Mäerz zu Wuert gemellt an en detailléierten a kritesche Rapport eragereecht. An der parlamentarescher Héichschoulkommissioun vum 25. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vum Gesetzesprojet genannt. An därselwechter Réunioun hunn d'Membere vun der Héichschoulkommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert.

De Statsrot hat nämlech eng Rei Ännerungsvirschléi gemaach a beim Artikel 31 vum ursprünglechen Text souguer mat enger Opposition formelle gedreet. Dat ass d'Ursaach, dass mir eis an der Sitzung vum 2. Abrëll beroden hunn a schlussendlech eng Partie Amendementer ugeholl hunn, déi den Awänn vum Conseil d'État an deene vun der Chambre des Métiers entgéintkomm sinn, an déi mer den 3. Abrëll un de Statsrot erageschéckt hunn. Ech kommen herno nach op dës Avisen zréck.

Den 22. Abrëll hu mer schliesslech den Avis complémentaire vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl, deen déi héich Kierperschaft den 21. Abrëll un d'Chamber geriicht hat. De Conseil d'État huet sech an deem Avis mat den Amendementer averstane gewisen, an d'Héichschoulkommissioun huet doropshin dëse Rapport an der Sëtzung vum 29. Abrëll ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, een Zil vun der Europäescher Vereenegung ass et, en eenheetleche Wirtschaftsraum ze schafen. An der Logik vun esou engem groussen, eenheetlechen europäesche Bannemaart ass dann och déi europawäit Unerkennung vun den Diplomer ze gesinn. Dobäi gouf sech op zwou Approchë baséiert: eng sektoriell Unerkennung no Beruffer, an eng horizontal géigesäiteg Unerkennung vun den Diplomer, déi fir den Zougank zu deenen eenzelne Beruffer verlaangt ginn.

Wat déi sektoriell Unerkennung ugeet, do ass et esou, dass et eng automatesch Unerkennung fir déi Beruffer gëtt, bei deenen d'Ausbildung duerch d'gemeinschaftlecht Recht harmoniséiert gouf. An deem Fall huet all Bierger vun der Europäescher Unioun, dee seng Beruffsausbildung a seng Beruffserfahrung an engem Memberstat gemaach huet, d'Recht fir säi Beruff an engem anere Memberland auszeüben, ouni dass datjéinegt Land déi Ausbildung an déi Erfahrung beuerteelen oder contestéieren däerf.

D'Direktiv festegt u sech d'Praxis, esou wéi se virun 2005 funktionéiert huet. Den Ënnerscheed ass deen, dass déi gülteg Regelen elo alleguerten an engem eenzegen Text zesummegefaasst sinn, mä dass si awer net - bis op e puer kleng Ännerungen - vum Inhalt hier änneren. D'Direktiv faasst insgesamt 15 Direktiven zesummen, déi dräi méi allgemeng zu de Beruffsdiplomer an déi zwielef spezifesch sektoriell Direktiven, déi fir d'Architekten, d'Dokteren, d'Apdikter, d'Déierendokteren, d'Zänndokteren an d'Infirmierë gëllen.

D'Direktiv gëllt dann och fir all Bierger aus engem Memberstat, dee säi Beruff an engem anere Land wéi sengem Heemechtsland ausübe wëllt, sief et als Salarié oder och als Indépendant. Ausserdeem mécht d'Direktiv den Ënnerscheed tëschent fräier Déngschtleeschtung a fräier Niderloossung. Dobäi baséiert si sech op folgend Kriterien, déi vum Europäesche Geriichtshaff festgehale goufen: d'Dauer, d'Heefegkeet, d'Regelméissegkeet an d'Kontinuitéit vun der Leeschtung.

Wat déi fräi Déngschtleeschtung ugeet, do gëtt vun der Direktiv festgehalen, dass u sech all Bierger vun der EU, dee legal an engem EU-Stat lieft, d'Recht huet an engem anere Memberstat fir eng bestëmmten Zäit seng Déngschter ënner sengem ursprüngleche Beruffstitel unzebidden, ouni dobäi eng Unerkennung vu senger Qualifikatioun unzefroen. Allerdéngs muss déijéineg Persoun iwwer zwee Joer Beruffserfahrung verfügen, am Fall wou hire Beruff an deem anere Stat net geregelt ass.

E Memberstat ka vun enger Persoun, déi vu bausse kënnt an an deem Land hir Déngschter ubidde wëllt, virun der alleréischter Prestatioun eng Deklaratioun verlaangen, déi all Joer erneiert muss ginn an déi Informatiounen iwwert dem Prestataire seng Assurancen, seng Nationalitéit, seng legal Niderloossungsbescheinegung a seng berufflech Qualifikatioune gëtt.

Fir Gesondheetsberuffer a Beruffer vun der öffentlecher Sécherheet, déi net vun enger automatescher Unerkennung profitéieren, kann en EU-Memberstat am Virfeld vun enger Déngschtleeschtung dem Prestataire seng berufflech Qualifikatiounen iwwerpréiwen, dat Ganzt awer am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit. Fir weider Detailer zum Prinzip vun der fräier Déngschtleeschtung verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Wat elo déi sougenannte fräi Niderloossung betrëfft, do ass et esou, dass déi zum Droe kënnt, wann eng Persoun sech an engem aneren EU-Memberstat néierloosse wëllt, fir do eng stabil berufflech Aktivitéit auszeüben. An deem Kontext gëtt u sech de Regime vun der allgemenger Qualifikatiounsunerkennung applizéiert. Dëse Regime betrëfft all déi Beruffer, déi net spezifeschen Unerkennungsregelen ënnerleien. Dobäi baséiert sech dee Regime op de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung, dat heescht, dass eng Persoun e Beruff an engem aneren EU-Memberstat ausübe kann, wa se noweist, dass si an hirem Heemechtsland dee Beruff och ausüben däerf.

Allerdéngs setzt den allgemenge géigesäitegen Unerkennungsregime net esou ouni Weideres eventuell Kompensatiounsmesuren ausser Kraaft, déi zum Beispill da vun engem Land gefrot kënne ginn, wann et tëschent der Beruffsausbildung, déi an deem Land verlaangt gëtt, an der Beruffsausbildung, déi eng Persoun huet, déi sech an deem Land néierloosse wëllt, substanziell Ënnerscheeder gëtt. An dësem Fall kann ee Land ënner anerem en Upassungsstage oder awer eng Épreuve d'aptitude verlaangen.

Wann an engem EU-Memberstat, wou eng Persoun sech néierloosse wëllt, den Zougank oder d'Ausübe vun engem Beruff geregelt ass, da kritt déi Persoun nëmmen dann en Zougank dozou, wa si iwwer eng Beruffsausbildung verfügt, déi op d'mannst gläichgestallt ass mat dem Niveau, deen direkt ënnert dem Ausbildungsniveau läit, deen d'Awunner vun deem EU-Land mussen hunn, fir deeselwechte Beruff auszeüben.

Wann elo awer am Heemechtsland vun der Persoun, déi sech gäre berufflech an engem aneren EU-Stat néierloosse wëllt, den Zougank an d'Ausübung vun engem Beruff net geregelt ass, da muss déijéineg Persoun, fir an deem aneren EU-Stat schaffen ze kënnen, niewent hirem Diplom iwwer op d'mannst zwee Joer Beruffserfahrung verfügen, an dat innerhalb vun deene leschten zéng Joer.

D'Direktiv ënnerscheet tëschent fënnef verschiddene beruffleche Qualifikatiounsniveauen, an zwar éischtens d'Attestatioun vum Heemechtsland, dass eng Persoun op d'mannst eng allgemeng Primaire- oder Secondairesausbildung huet, oder awer, dass si eng Ausbildung gemaach huet, déi net mat engem Diplom ofgeschloss gëtt, oder och nach e spezifeschen Examen ouni préalabel Ausbildung. Eng Beruffserfahrung vun dräi Joer ass och valabel.

Zweetens, en Zertifikat, deen enger Ausbildung am Secondairesunterrecht entsprécht, entweder an enger technescher, berufflecher oder enger allgemenger Ausriichtung, ergänzt duerch e berufflechen Zyklus. Drëttens, een Diplom vun engem postsecondairen Unterrecht, deen op d'mannst ee Joer gedauert huet. Véiertens, en Héichschoul- oder en Universitéitsdiplom tëschent dräi a véier Joer. Fënneftens, en Héichschoul- an Universitéitsdiplom vun op d'mannst véier Joer.

En EU-Memberstat kann awer d'Unerkennung vun Diplomer vu bestëmmte Kompensatiounsmesuren ofhängeg maachen, zum Beispill eng Épreuve d'aptitude oder en Upassungsstage. Dëst ass a folgenden dräi Situatiounen de Fall: Éischtens, wann d'Ausbildung op d'mannst ee Joer méi kuerz ass wéi an deem Land, wou e sech néierloosse wëllt; zweetens, wann d'Ausbildungen am Heemechtsland an am Land, an deem e sech néierloosse wëllt, substanziell verschidde sinn; an drëttens, wann de Beruff, deen een an engem anere Land ausübe wëllt, bestëmmt berufflech Aktivitéiten huet, déi am Heemechtsland net zum Beruff gehéieren. Deen Ënnerscheed féiert dann derzou, dass eng zousätzlech Ausbildung gemaach muss ginn.

De virleiende Gesetzestext gesäit allerdéngs vir, dass déi national an europäesch Beruffsvereenegunge sech a gemeinsame Plattformen zesummeschléisse kënnen, fir d'Ënnerscheeder ofzebauen, déi tëschent deenen eenzelne beruffleche Qualifikatioune bestinn. Dës Plattforme sollen et erméiglechen, dass all déi Persounen, déi hire Beruff gären an engem aneren EU-Memberstat ausübe wëllen, dëst och erlaabt kréien, ouni dass si sech Kompensatiounsmesuren ënnerwerfe mussen. Enn 2010 wäert d'Europäesch Kommissioun dem Europaparlament an dem Conseil e Rapport iwwer Direktiv mat de gemeinsame Plattforme virstellen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet wäert all Artikele vun der Direktiv 2005/36 an d'nationaalt Recht ëmsetzen, ausser deenen, déi fréier sektoriell Direktiven iwwer besonnesch Gesondheetsberuffer betreffen. Dës Direktive mussen net all nei ëmgesat ginn, well den aktuelle Regime jo net wierklech geännert gëtt.

D'Ännerungen an d'Upassungen, déi ze maache sinn, ginn hei zu Lëtzebuerg vun zwee Gesetzer ëmgesat; eent, dat déi méi generell, an eent, dat déi méi sektoriell Ännerungen an Adaptatioune betrëfft.

Wat déi berufflech Qualifikatioune vun den Affekoten ugeet, sou sief drun erënnert, dass d'Chamber den 18. Dezember 2008 en Eegegesetz dozou gestëmmt huet.

Zum Schluss wëll ech nach just e puer Wuert zu deenen zwee méi kriteschen Avisë soen, déi ech am Ufank schonn zitéiert hat. Dat ass dee vum Statsrot an anerersäits dee vun der Chambre des Métiers.

D'Chambre des Métiers hat e ganz detailléierten Avis eraginn, wou si virun allem kritiséiert huet, dass de Gesetzesprojet ze vill onprezis, onkohärent an onkomplett wier. An engems huet d'Chambre des Métiers awer och zouginn, dass den Text vun der Direktiv selwer net ganz einfach an op ville Plazen ongenee bliwwen ass.

De Statsrot fir säin Deel hat eng Rei punktuell Ännerunge virgeschloen a virun allem, wéi ech scho gesot hunn, beim Artikel 31 eng Opposition formelle ausgeschwat. Et geet ëm deen Artikel, deen de Montant vum Droit de timbre, deen ee bei enger Demande, fir seng berufflech Qualifikatioun unerkannt ze kréien, bezuele muss, vun engem groussherzogleche Reglement festleeë wollt. Dat wier, der héijer Kierperschaft no, contraire zum Artikel 99 vun der Verfassung.

D'parlamentaresch Héichschoulkommissioun huet doropshin eng Rei Amendementer ugeholl, fir dem Statsrot an ënner anerem och der Chambre des Métiers hire Kritike Rechnung ze droen.

An engem Avis complémentaire huet de Statsrot sech dann och mat dem virleienden amendéierte Gesetzesprojet averstan gewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Säit. Erlaabt mir nach zum Schluss all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet bedeelegt waren.

Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, dat hei geet ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv. Mäi Kolleeg, de Fred Sunnen, huet a sengem exzellente Rapport op déi Problemer higewisen, déi et gi sinn, wou virun allem eng Beruffschamber Saache beanstant huet, genausou wéi de Statsrot. Och deene Punkten ass Rechnung gedroe ginn.

Et ass wichteg, grad an enger Zäit, wéi mer de Moment sinn, mat deene Problemer, déi mer um Marché de l'emploi kennen, dass et fäerdeg bruecht gëtt, dass mer Diplomer grenziwwerschreidend innerhalb der Europäescher Unioun an och innerhalb dem Europäesche Wirtschaftsraum unerkennen. An dofir ass et och selbstverständlech, dass ech am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Fred Sunnen nach eng Kéier villmools Merci soen an d'Zoustëmmung ginn zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Déi nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir d'éischt am Numm vun der DP-Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm dem Rapporteur, dem Här Sunnen, e ganz grousse Merci soe fir dee Rapport, deen en hei gemaach huet. Mä mäi Merci, dee beschränkt sech awer net op dëse Rapport. Ech géif dem Här Sunnen Merci soe fir all déi Aarbecht, déi e gemaach huet, elo a senger Carrière als Deputéierten, well wann ech richteg verstan hunn, ass dat hei déi lescht Ried, déi den Här Sunnen op dëser Tribün als Deputéierte gehalen huet.

Ech géif em Merci soe fir deen Engagement. E war President vun der Kulturkommissioun an, ech mengen, mir haten do eng ganz gutt Kollaboratioun iwwert déi Joren, quitte, dass mer Meenungsverschiddenheeten haten, mä en huet déi Kommissioun wierklech mat ganz vill Gedold a ganz vill Fangerspëtzegefill geleet, an dofir e ganz grousse Merci.

D'Méritë vum Här Sunnen, dass e wierklech dee Projet Esch/Belval weidergedriwwen

huet an dass en elo zum Schluss vu senger politescher Carrière d'Konkretisatioun och nach konnt hei erliewen, wéi och um Terrain vu senger Gemeng, wou e laangjähreg Buergermeeschter ass, ass bestëmmt eng enorm Satisfaktioun. An ech muss Iech soen, Här President, ech géif jiddwerengem vun ons heibanne wënschen, esou mat der politescher Carrière opzehalen, wéi den Här Sunnen dat mécht, op esou engem Succès.

Op jidde Fall a mengem Numm, am Numm vun der DP-Fraktioun, villmools Merci dem Fred Sunnen fir all déi Aarbecht a bonne chance a vill Freed an der wuelverdéngter Pensioun!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Da wollt ech, Här President, ee Wuert zu deem Projet de loi soen, deen d'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2005 ass iwwert d'Reconnaissance vun den Titren an den Diplomen.

Mir hunn den Dépôt vum Gesetz vun 2008 gehat; och do huet et also dräi Joer gedauert, bis de Projet de loi déposéiert ginn ass. Mä et ass en technesch komplizéierte Projet. A wann ech kucken, dass een huet misse fäerdeg bréngen, an enger Direktiv all d'Memberlänner zesummenzebréngen, wou all Land seng Kultur, seng Geschicht hat vum Développement vu senger ganzer Ausbildung, vun all sengen Titren, vun all senge Formatiounen, fir dat op e gemeinsamen Nenner ze bréngen, esou ass dat net einfach, an esou komplizéiert sinn dann och d'Ausféierungsbestëmmungen duerno. An ech kéint mer virstellen, dass an der Applikatioun vun deem Gesetz duerno nach munch Hicken dra sinn, wann ee Cas particuliers da kuckt.

Mä hei zu Lëtzebuerg komme mer vu wäit hier. Den Här Fayot ass elo leider net hei. Ech mengen, hien ass deen Eenzegen heibannen, ech menge mam Här Helminger a mam Paul-Henri Meyers, déi d'Collation des grades nach gemaach hunn.

D'Collation des grades, déi '68 ofgeschaf ginn ass, d'Collation des grades, déi méi jénger Kolleege wëssen net, wat dat bedeit huet. Do huet ee fir d'Médecine, fir Droitsstudien a fir Lettersstudien hei fir d'éischt de Cours supérieur gemaach, an dann ass een an d'Ausland op d'Uni gaang, mä d'Diplomen huet een all missen hei maachen, fir habilitéiert ze ginn, duerno de Beruff hei kënnen ze exercéieren.

An dat war, hunn ech mer vu Kolleege soe gelooss, an déi, déi dat matgemaach hunn, wëssen dat, guer net esou einfach. Sengerzäit ass gesot ginn: „Si ginn e ganzt Joer an d'Vakanz op Aix, an da komme se heihin a si maache just dann d'Examen hei." Mä dat war awer net esou einfach.

Aus där Iwwerleeung ewechzekommen, fir dann Diplomen unzeerkennen aus dem Ausland an hei dann an deene Beruffer ze exercéieren, bis elo zu der Direktiv, dat ass natierlech en enorm wäite Wee, an et sinn nach haut Leit, an ech weess dat, déi di sech schwéier. Da kann ech mer virstellen, dass an anere Länner, wou se och hir eege Prozeduren haten, mat hiren Instituts de formation, mat hiren Universitéiten, dass déi sech och schwéierdinn. Mä ech mengen, dat hei ass awer e positiven Aspekt vun Europa, wou mer konkret awer kënnen Europa praktizéieren.

Et muss een awer och betounen, dass d'Reconnaissance vun engem Diplom net gläichzesetzen ass mat engem Accès à l'emploi. Dat gëtt oft verwiesselt. Wann een en Diplôme reconnu huet, dann ass een employabel an da kann ee sech mat deem Diplôme requis och op e Poste mellen, mä et muss een awer net onbedéngt dee Poste kréien, well dat gëtt et néierens, net am Privatsecteur an och net an der Fonction publique. Mä ech mengen, do ass oft Konfusioun awer, déi virherrscht.

Et gëtt och an der Praxis onwahrscheinlech Beispiller, déi zu Schwieregkeete kënne féieren, an ech wéilt just ee Beispill zitéieren: Dat ass e Marokkaner, dee seng Secondairesstudien am Maroc gemaach huet, huet dann e marokkanesche Bac, geet a Frankräich, gëtt do zougelooss fir Medezinsstudien ze maachen, mécht do all seng Medezinsstudien, schléisst do of mat all deenen Diplomen, déi ee brauch, fir de Métier vum Dokter ze exercéieren a Frankräich. Dee wëllt dann op Lëtzebuerg schaffe kommen, da gëtt gesot: „Dat geet awer net", well de Premièresexamen, deen en huet, dat ass kee Premièresexamen, dee Lëtzebuerg unerkennt.

Well, ech mengen, dat ass de Processus oder den Accord de Lisbonne sengerzäit gewiescht, wou Länner adhéréiert hunn, wou d'Reconnaissance mutuelle vun de Premièresdiplome war. De Maroc huet deem net adhéréiert. Frankräich awer hat ëmmer en Accord bilatéral mat alle Maghrebstaten, fir de Bac unzeerkennen, esou dass en a Frankräich konnt exercéieren, wat awer en EU-Land ass, mä awer net zu Lëtzebuerg, well en do dee Lëtzebuerger Bac net hätt.

Mengen Informatiounen no ass dat do awer och elo entre-temps geregelt, a Gott sei Dank geregelt ginn, mä et ass fir ze weisen, wéi komplizéiert déi Procéduren awer sinn.

Wann et ëm Leit geet, an ech mengen, mir kréien och nach heiansdo Cas de figures, wéi mer net wëssen, wéi mer se solle léisen; ech wëll Iech nach ee Beispill ginn: Do handelt et sech och ëm een, deen net an der EU ass, mä ëm en Iraner. En Iraner, deen e Baccalauréat am Iran hat, kënnt op Lëtzebuerg. Dee Baccalauréat kann zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, well en de Flüchtlingsstatut hat, an dat ass gemäss der Konventioun vu Genève vun 1951 dann unerkannt.

Deen huet awer seng Reconnaissance vu sengem Diplom ni gefrot, well en et net gebraucht huet. Du gëtt deen Iraner Lëtzebuerger, do huet en duerno d'Reconnaissance vum Bac gebraucht, an du freet en un, d'Reconnaissance ze kréien, do ass gesot ginn: „Ah neen, dee Bac kënne mer net unerkennen, well mam Iran hu mer kee bilateraalt Ofkommes an déi falen och net ënnert d'international Bestëmmungen."

Dat huet elo net direkt mat der Direktiv eppes ze dinn, mä fir ze soen, a wellech Cas de figures compliqués ee ka kommen, wat fir déi betraffe Leit awer, deen Eenzelnen, eng ganz Existenz ka bedeiten. Dofir wäert an der Applikatioun vun dëser Direktiv, an der Applikatioun vun onser Gesetzgebung nach vläicht deen een oder deen anere Problem optauchen.

Do kann ech nëmmen der Regierung, oder der nächster Regierung, déi dat Gesetz dann hei ze applizéiere kritt, e Wonsch mat op de Wee ginn, wann ech dat däerf, an der Applikatioun wierklech soupel ze sinn, well et geet hei ëm déi eenzel Leit, déi jo Qualifikatiounen awer hunn. A wann do Cas de figures sech ginn, déi schwiereg ze léise sinn, dass een dat awer en faveur vun deem Diplomiéierte soll maachen.

No deene Remarquen, Här President, wëll ech dann den Accord vun der Fraktioun vun der DP bréngen an zum Ofschloss nach eng Kéier dem Här Sunnen alles Guddes wënschen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den Här Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. De Kolleeg Claude Adam ass de Mëtteg leider verhënnert. En huet mech awer gebieden, a sengem Numm d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ze bréngen. En huet mech och gebieden, och e puer Wuert un den Här Sunnen ze riichten, fir Merci ze soen.

Ech mengen, d'Madame Brasseur huet dat op eng ganz flott a sympathesch Aart a Weis gemaach. Ech wollt just dofir am Här Adam sengem Numm an am Numm vun der grénger Fraktioun eis deene Wënsch do uschléissen. An och perséinlech wäert ech dem Här Sunnen säin Humor vermëssen. Mä vläicht gesäit ee sech jo nach dobaussen a kann een nach déi eng oder aner Kéier vläicht mateneen e bësse laachen.

M. le Président.- Den Här Sunnen freet d'Wuert.

(Négation)

Merci, Här Sunnen.

(Hilarité)

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President. Ech wollt der Chamber Merci soen, dass mer de Mëtteg zwee wichteg Projete gestëmmt kréien, déi net nëmme wichteg si fir d'Héichschoul, well deen zweete Projet vum Här Sunnen geet iwwer Héichschoulproblematik eraus.

Déi zwee Projete sinn extrem wichteg. Deen een, deen den Här Oberweis, deem ech och wëll Merci soen, virgestallt huet, well mer elo e Kader kréie fir alles, wat zu Lëtzebuerg Héichschoul ass. Elo hu mer d'Héichschoullandschaft definitiv gesetzlech verankert.

Deen zweete Projet ass vill méi e komplizéierten, deen den Här Sunnen hei virgestallt huet, well et do eigentlech ëm de Corollaire zur sougenannter Bolkestein-Direktiv geet. Et geet drëm, fir Libre prestation de services an Europa ze maachen a fir ze kucken, wann ee sech hei etabléiert oder heihinner eppes ubidde kënnt, wat déi Qualifikatioune sinn, déi ee muss hunn.

Déi zwee Projeten hunn eng Bedeitung, déi vill méi wäit erausgeet. Ech wëll an deem Sënn och der Madame Brasseur Merci soe fir déi Iwwerleeungen, déi se hei gemaach huet zu deenen zwee Projeten. Well d'Madame Brasseur ass op d'Problemer vu Gehälter beim Stat komm. Wa mer de Bologna-Prozess beim Stat wëllen uwenden, da geet et net eleng duer, fir ze soen: „Wou klasséiere mer de Bachelor oder de BTS?" Da musse mer iwwert déi ganz Philosophie „lifelong learning" schwätzen. Da musse mer och iwwer en Dokter schwätzen. An da kann een net méi einfach soen: „Mir hunn en Diplom, an da bass de an där Carrière, an da bleifs de éiweg an där Carrière."

Bologna ëmsetze beim Stat ass eng ganz grouss Aufgab, an et ass net esou einfach. An et geet net eleng duer, fir Carrièren nei iergendwéi anzestufen, well, an da si mer op deem zweete Projet hei, mer net méi an där Welt liewen, wou den Diplom gläichzäiteg den Accès zu der Professioun war. Dat ass an Zukunft getrennt. Mir liewen einfach an enger anerer Gesellschaft.

Eng Fro, déi d'Madame Brasseur opgeworf hat, déi mat dem Premièresdiplom, dat ass nach net definitiv fäerdeg, well den Avis vum Statsrot nach feelt. Mä mir hunn am Kader vun dësem Projet och Reglementer op den Instanzewee ginn, mat dem Schoulministère, mat der Fonction publique a mat dem Héichschoulministère, fir eng ganz Partie Saachen ze harmoniséieren. Mir sinn effektiv der Meenung, dass, wann een en Dokteschdiplom huet a wann ee par ailleurs alles erfëllt, fir Dokter kënnen zu Lëtzebuerg ze sinn, een dann net soll soen: „Mä du hues keng Première, déi där Lëtzebuerger gläichgestallt ass." An där Welt kënne mer net méi liewen. Dat wäerte mer och dann esou maachen.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dir Dammen, Dir Häre, ech hunn eigentlech soss näischt derbäizefügen, well souwuel de Marcel Oberweis virdrun an de Fred Sunnen elo et esou detailléiert gemaach hunn, dass näischt méi derbäizefügen ass. An Dir hutt nach vill Aarbecht den Owend.

Ech wëll och just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soen, dee geschwat huet, dem Marcel Oberweis vu virdrun a virun allem natierlech dem Fred Sunnen. Net nëmmen, an ech schléisse mech do der Madame Brasseur un, wéinst dem Rapport vun elo, mä wéinst där ganzer Aarbecht, déi de Fred Sunnen während fënnef Joer als President vun där zoustänneger Kommissioun mat eis gemaach huet. Eise ganze Programm vun der Regierung, wat Héichschoul a wat Fuerschung ubelaangt, hu mer duerch. Mir hunn all déi Projete gestëmmt, déi mer wollten hunn.

Dat war net ëmmer einfach. Besonnesch déi lescht Wochen hu mer missen alleguer, och d'Membere vun der Kommissioun, sech alleguer e bëssen drécken an esou weider. Och dat ass awer ganz flott, muss ech soen, als Minister, wann ee kann zréckkucken an et seet een: „Alles, wat mer eraginn hu vu Projeten, dat hu mer och vun der Chamber gestëmmt kritt." Dat deet engem gutt, perséinlech. Et ass eng gutt Saach fir d'Land.

Dofir och dem Fred Sunnen Merci fir alles, wat en, net nëmmen, mä virun allem an de leschte fënnef Joer hei an dëser Chamber geleescht huet. Mir wäerten en doudsécher nach op der Uni zu Esch erëmbegéinen a senger definitiver politescher Pensioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Domat wier d'Diskussioun vun dësem Projet de loi ofgeschloss. Mir kéimen dann zu deem nächste Projet de loi, de Projet de loi 5884 iwwert den Institut national des langues. Do ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur ass schonn op der Tribün. Ech géif deem dann elo direkt d'Wuert ginn.

12. 5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Madame Presidentin. De Centre de langues gëtt also elo den Institut des langues.

Fir d'éischt e puer Zuelen, déi dokumentéiere sollen, wéi de Centre de langues evaluéiert huet am Laf vun der Zäit. En ass 1991 gesetzlech gegrënnt ginn. En huet säi Statut légal kritt. 1990 hate mer 700 Leit, déi a Coursë gaange sinn, déi sech ageschriwwen haten; 2007 waren et der 8.096. Et waren 120 Nationalitéiten, an de Betrib ass gelaf vun 8 Auer moies bis 9 Auer owes. Dat Schouljoer 2008/2009 sinn am éischte Semester 3.993 Studenten ageschriwwen. Dat heescht, och dëst Joer wäert déiselwecht Zuel wéi 2007 erreecht ginn. An de Lëtzebuergesch-Coursë sinn der 673 ageschriwwen an d'Examen. A vläicht eng Kéier sollt bemierkt ginn, datt den Taux de réussite an deenen Examen net 100% ass, mä sech ëm 70% apendelt vun deenen, déi sech dem Exame gestallt hunn.

Zesummegefaasst: D'Geschicht vum Centre de langues ass eng Geschicht vum Erfolleg. Hei soll een dann och onbedéngt Komplimenter maachen un d'Direktioun, déi am Laf vun der Zäit aus där Schoul dat gemaach huet, wat se fir de Moment ass. Komplimenter un d'Enseignanten, Komplimenter un d'Direktioun, déi och organisatoresch déi do Evolutioun méiglech gemaach huet, trotz alle Schwieregkeeten, déi bestanen hunn an déi nach ëmmer Bestand hunn.

Et ass eng Erfollegsgeschicht. Firwat? Éischtens, well et eng noutwendeg Institutioun zu Lëtzebuerg ass. Si ass noutwendeg opgrond vun eiser Demographie. An zweetens ass se noutwendeg, well d'Demande do war an d'Demande do ass, a mer op déi Demande konnte mat enger entspriechender Offer reagéieren.

Déi Demande muss ee gesinn um Hannergrond vun der gesellschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg, awer och um Hannergrond vun der wirtschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg. Awer mir sollten och déi Demande gesinn als Resultat vun eiser Gesetzgebung, als Resultat vun der Législatioun, déi am Laf vun der Zäit etabléiert ginn ass, an opgrond vun der gesellschaftlecher Situatioun zu Lëtzebuerg.

Vläicht sollt een trotzdeem emol eng Kéier d'Gesetzer opzielen, déi awer hei am Spill sinn. Erënnert lech un d'Gesetz vun der Immigratioun, d'Gesetz vun der Integratioun, d'Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit an d'Gesetz och vum Congé linguistique. Alles dat huet Répercussiounen op d'Demande no Lëtzebuergesch-Coursen an no Coursen am Sproocheberäich.

E puer Wuert zum Historique an zu den Aarbechten an der Chamber. Den Dépôt vum Gesetz ass gemaach ginn den 23. Mee 2008. Mir hunn de leschten Avis vum Conseil, vum Statsrot kritt den 21. Abrëll 2009. A mir hunn de Rapport ugeholl den 29. Abrëll 2009.

Zum Projet elo. Ech huelen net all Artikel Artikel pro Artikel auserneen. Ech stellen et net duer. Et sinn 22 Artikelen, déi opgedeelt sinn a siwe Kapitelen. Ech faasse gär d'Akzenter vun dësem Gesetz zesummen.

Éischtens, de Centre de langues gëtt also elo den Institut national des langues. Zweetens, deen Institut kritt dann eng administrativ Struktur, eng zolidd Struktur, fir net nëmmen ze existéieren an ze reagéieren, mä fir sech och kënne weiderzeentwéckelen. Déi Struktur ass dann de Missioune vum Institut ugepasst.

Wéi gesäit se aus? Traditionell: éischtens, en Direkter; zweetens, d'Directeurs adjoints, déi kënne genannt ginn, an drëttens kënnen dann och nach Attachés à la direction genannt ginn. Elo weess ech net, Madame Minister, wéi et ass, mä an dësem Fall kann den Direkter souwuel d'Directeurs adjoints wéi och d'Attachés proposéieren. Ass dat och esou an anere Gebaier? - Mä dat nëmmen niewebäi.

Et gëtt dann e Comité consultatif geschaf. Dee Comité consultatif gëtt vum Minister genannt. Et schéngt mer wichteg ze sinn, fir ze weisen, wéi deen Institut awer och an d'Lëtzebuerger Landschaft eragepasst gëtt. An deem Comité consultatif sinn als Memberen d'Vertrieder vum Conseil économique et social, vun der Uni Lëtzebuerg, wéi iwwregens d'Uni Lëtzebuerg permanent a verschiddenen Artikelen a Kapitele mat eraspillt an de Fonctionnement oder besser an d'Evaluatioun, an d'Fortsetzung vun den Aarbechte vum Institut.

De Conseil national pour étrangers ass dran, an de Conseil permanent de la langue luxembourgeoise. An anere Wierder: Dee Comité schafft net en vase clos, mä en ass op, op d'Force vive vu Lëtzebuerg.

Wichteg ass och an dësem Kontext, datt eng Évaluation externe vun der Qualitéit vum Enseignement virgesinn ass. Dee Betrib funktionéiert also och net ouni Evaluatioun. Dat, wat mer virgesinn hunn am Enseignement fondamental, muss par la force des choses awer dann och gëlle bis op den héchsten Niveau vum Enseignement, och fir dee fir d'Adulten.

Dat ass d'Basis also fir d'Organisatioun vum Institut.

E Wuert dann zum Personal; net zu den Enseignanten. Esou vill Leit a Funktioune gi genannt, datt den Institut autonom funktionéiere kann:

Attachéen an der Carrière supérieure vun der Verwaltung; dann technescht Personal, well jo hei vill Technik gebraucht gëtt: Ingénieurs techniciens, Bibliothécaires-documentalistes. An der Carrière moyenne sinn déi.

An der Carrière inférieure dann dat Üblecht: Handwierker, Portieren a Garçons de salle, an dann natierlech och Fonctionnairë fir d'Verwaltungsaarbecht. Dir fannt dat am Kapitel 3, Artikel 9, 10 an 11.

Déi organisatoresch Struktur ass also och de Missioune vum Institut ugepasst ginn. Deen Institut kann also och organisatoresch op genuch Personal zréckgräifen.

Da ganz wichteg fir mech: Wat sinn d'Missioune vun deem Institut? A firwat déi trotzdeem opwändeg Organisatiounsstrukturen?

Éischtens, den INL organiséiert Sproochecoursë fir Erwuessener. An déi Nofro ass grouss; ech hunn dat scho gesot. Dir wësst, zum Beispill, datt d'Lëtzebuergesch-Kenntnisser elo zur Flicht ginn, wann ee wëllt d'Nationalitéit kréien.

Zweetens, ganz wichteg virun allem ass, datt d'Sprooch an d'Léiere vun enger Sprooch net eleng der Kenntnis vun der Sprooch déngt, mä datt en anert gesellschaftlecht Zil hannendru steet. Een, dee Lëtzebuergesch léiert, soll och Kenntnis vum Land kréien, soll och Kenntnis vun de Leit kréien. D'Sprooch ass a bleift e Vehikel vun der Kultur, e Vehikel vun der Zivilisatioun.

Am Artikel 2 gëtt den Institut chargéiert, fir am Intérêt vun der Cohésion sociale ze schaffen. Deen Term ass fir mech e Schlësselbegréff. D'Missioun vum Institut ass, fir en Échange culturel ze favoriséieren. Den Institut huet also eng gesellschaftlech Missioun an deem multikulturellen a polyglotte Lëtzebuerg. Dat ass och eng eminent politesch Missioun, déi dësen Institut huet. Dofir verweisen ech nach eng Kéier och op dee Comité consultatif.

Déi drëtt Missioun dann: Den Enseignement ass keen Enseignement à vue, e Pilotage à vue; e bësse Scoutismus, wéi mer dat ëmmer gemaach hunn am Enseignement pour adultes. Neen, en huet Programmer, en huet Methoden, an zwar funktionéieren déi no internationalen Normen, déi am Cadre européen commun de référence pour les langues festgehale sinn. Lëtzebuergesch soll och dodra figuréieren, wann et als Friemsprooch enseignéiert gëtt.

Véiertens. Eng véiert Missioun ergëtt sech logesch aus der drëtter. Den Institut ass den offiziellen Zentrum, fir de Succès an Exame fir Friemsproochen ze certifiéieren. Dës Certifiéierung ass e Mëttel, en Instrument, fir op internationalem Plang eng Sécherheet oder méi Sécherheet - ech wëll et net ze vill kategoresch ausdrécken - an der Bewäertung vu Sproochekenntisser ze schafen, vu Kenntnisser an alle Sproochen, déi do geléiert ginn. Wichteg ass och, datt jiddweree sech déi Certifiéierung ufroe kann a sech dann och Teste stelle kann, ob en am Institut war oder net am Institut.

Fënneft Missioun dann: Den Institut baut dann zesumme mat der Uni Lëtzebuerg - hei hu mer nees d'Zesummegräife vun deenen zwee Instituter - e Référentiel op fir de Friemsproochenunterrecht bei Erwuessenen. E Référentiel, deen och da vun aneren Organisatioune benotzt gi kann. An anere Wierder: Hei gëtt eng Dokumentatioun geschaf, hei gëtt e Wësse geschaf, op dat och aner Enseignanten zréckgräife kënnen. Dat ass eng ganz, ganz wichteg Missioun vun deem Institut.

Déi sechst Missioun gëtt normalerweis ënnerschätzt: Alphabetiséierung a Cours en littératie. Ech hunn et iwwersat mat: Coursen, fir schreiwen a liesen ze léieren. Déi Coursen adresséiere sech un Erwuessener. Hei gëtt eng Grauzone couvréiert, iwwert déi mer normalerweis net schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Kader hëlt d'Lëtzebuerger Sprooch eng wichteg Plaz an, an ech wollt trotzdeem e bëssen drop agoen, just well eben ëmmer nees a besonnesch an där Wahlcampagne a Virwahlcampagne dat héichgespillt gëtt, a well all méiglech Gefiller domadder verbonne ginn. Ech wollt och doduerch, datt ech et maachen, weisen, datt mir an der Chamber an och déi politesch Instanzen net nëmmen elo, mä scho laang virdrun awer d'Wichtegkeet vun dem Lëtzebuergeschen als Deel vun der Lëtzebuerger Identitéit - soen ech - erkannt haten.

Ech hat an der Introductioun schonn drop higewisen, wéi d'Lëtzebuerger Sprooch sech affirméiert huet. Schonn 1994 sinn iwwregens am Centre de langues Tester an Examen ofgehal ginn. An den CLL war an den Institut bleift Member vun der internationaler Organisatioun, déi d'Kritäre fir Sproochenunterrecht, -niveauen an -examen ausschafft. Domadder ass also eng Garantie ginn, datt déi Coursen, an dësem Fall och d'Lëtzebuergesch-Coursen, an de Schoulbicher natierlech internationale Standarden entspriechen.

Den Institut huet och elo als Charge, fir déi Tester ofzehale fir déi Leit, déi d'Nationalitéit wëlle kréien.

Ee Wuert zu de Kompetenzen, déi mussen erreecht ginn, well mer do ëmmer mat Buschtawen a mat Bezeechnungen operéieren, ënnert deenen d'Leit sech näischt oder nëmme schwéier eppes virstelle kënnen. Et muss een hinnen erklären hei op der Tribün: Den Niveau B1 am mëndleche Sproochverständnis an den Niveau A2 am aktive Sproochgebrauch ginn ugestrieft. An d'Diplomer, déi ausgestallt ginn um Institut, reeche vum Niveau A2 bis zu C1.

An drëttens, nach eng Remarque am Kontext Lëtzebuergesch: Den Institut offréiert dann didaktesch Coursen am Lëtzebuergesche fir Leit, déi Lëtzebuergesch wëllen enseignéieren, an déi Coursë ginn net nëmme fir Lëtzebuerger opgemaach, mä och fir Leit aus der Grande Région. Mir hu jo gesot kritt, datt och do eng Demande do wär.

Den Diplom „Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" heescht dann elo „Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur". Den Institut mat der Uni bereet d'Leit op dësen Certificat vir an hält d'Examen of.

Wat gëtt geléiert? Éischtens, d'Elementer vun der Sprooch, Orthographie, Linguistik, etc., mä awer och - ech widderhuelen et - d'lëtzebuergesch Geschicht, d'lëtzebuergesch Kultur, d'Strukture bref vum Land. Et ass och e Cours de civilisation, deen do offréiert gëtt. A mat dësem Certificat dierf een dann enseignéieren.

De fënneften Aspekt fënnt sech jo och schonn am Titel erëm. Et gëtt mat dësem Gesetz e Professorat an der Lëtzebuerger Sprooch geschaf. De Professer vum Lëtzebuergesche kritt e Statut wéi seng Kolleegen, déi am Secondaire Schoul halen. De Professer am Lëtzebuergesche muss och déiselwecht Studië maachen; Studien en littérature. Déi Professere bereeden dann op den Certificat vir, vun deem mer geschwat hunn.

Wéi geet et? Wéi gëtt ee Professer am Lëtzebuergeschen? Virbedéngung ass e Bachelor-Diplom a Sproochen a Literatur, an duerno e Master-Diplom an der Lëtzebuerger Sprooch a Literatur, gefollegt da vun engem Stage pédagogique, esou wéi dat fir déi aner Kolleegen aus dem Enseignement secondaire gëllt.

De Statsrot hat e puer interessant Remarquen zu deem Projet gemaach. Fir d'éischt hat e gesot, datt een e Lycée sollt schafen, a keen Institut. E wollt do eng parallell Struktur schafen. D'Kommissioun war anerer Meenung. Den Institut huet vill méi eng breet gefächert Missioun an och eng Struktur wéi d'Lycéeën.

Zweetens hat e widderhuelt op d'Rolleverdeelung vum Institut an der Uni Lëtzebuerg higewise bei der Ausbildung vun den Enseignanten. E wollt verhënneren an huet och verhënnert, datt den Institut en Héichschoulstudium géif offréieren an Enseignanten ausbilden, déi vun der Uni sollen ausgebilt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gesot, datt den Institut des langues eng Äntwert ass op eng Demande, déi existéiert. Eng Demande, déi ëmmer weider zouhëlt; mat grousser Wahrscheinlechkeet zouhëlt. An et deet mer e bësse leed, datt dat äusserst wichtegt Gesetz, wat och den Ofschloss ass vun enger laanger Aarbecht an der Schoulkommissioun, op déi Aart a Weis huet missen duergestallt ginn an och wahrscheinlech an der Presentatioun no baussen esou ënnergeet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Éischten agedroene Riedner ass d'Madame Fabienne Gaul. Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Fabienne Gaul *(CSV).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir d'éischt dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Jos Scheuer, villmools Merci ze soe fir säin ausféierleche schréftleche souwuel wéi mëndleche Rapport. Ech wëll awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, dem Jos Scheuer Merci ze soe fir déi Kompetenz an déi roueg Hand, mat där hien dës Éducatiounskommissioun geleet huet, an där ech d'Chance hat, vum 10. Februar un derbäi ze sinn.

Dëse Projet de loi gouf, wéi scho gesot, den 23. Mee 2008 vun der Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres déposéiert a betrëfft den aktuelle Centre de langues, deen un de Limitë vu sengem Wierken ukomm ass. Et ass net méi méiglech, d'Offer ze erweideren. An och e Plazmangel mécht et onméiglech, weider Interessenten unzehuelen. Et kéint een also op eng Manéier soen, dass de Centre de langues en Affer vu sengem eegene Succès ginn ass. An et geet elo drëm, d'Situatioun der aktueller Demande unzepassen.

Wann ee bedenkt, dass d'Zuel vun den Inscriptioune vu 700 am Joer 1996 op 8.096 fir d'Joer 2007 eropgaang ass, da versteet ee ganz gutt, dass de Centre de langues um Enn vu senge Capacitéiten ukomm ass. Déi meescht gefrote Sprooch am Centre de langues ass Franséisch, gefollegt vu Lëtzebuergesch, Englesch an Däitsch.

D'Lëtzebuergesch-Departement huet an deene leschte Joren awer eng ëmmer méi grouss Bedeitung kritt. Dës Situatioun ass eng logesch Suite vum Wandel vun eiser Gesellschaft. Ëmmer méi auslännesch Matbierger komme bei eis an d'Land wunnen a schaffen, a si wëllen oder mussen eis Sprooch fir hir Aarbechtsplaz léieren oder fir besser duerch den Alldag ze kommen.

D'lëtzebuergesch Sprooch ass elo zu engem wichtegen Integratiounsfacteur ginn. Et muss deemno Suerg gedroe ginn, dass d'lëtzebuergesch Sprooch mat deem néidege Professionalismus enseignéiert gëtt. Et sief dobäi bemierkt, dass d'Enseignanten am Lëtzebuergeschen net op sougenannte Manuels de référence aus dem Ausland kënnen zréckgräifen, mä si selwer sinn à l'origine vun deene Manuelen.

Am Kontext vum Erlaange vun der Lëtzebuerger Nationalitéit kritt den Institut national des langues elo och eng weider essenziell Aufgab derbäi. An zwar ginn hei d'Examen ofgehal, déi et engem erlaben, déi lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien. Den Niveau, deen am Orale muss erreecht ginn, ass den Niveau B1, an am Verständnes muss een den Niveau A2 erreecht hunn. An dësem Kontext gëtt och den Diplom Lëtzebuergesch als Friemsprooch geschaf.

Dëse Projet de loi schreift sech also an an eng ganz Rei vu Beméiungen, déi der lëtzebuergescher Sprooch méi Bedeitung zoukomme loossen. D'Gesetz vum Congé linguistique war an deem Domän e ganz wichtege Schrëtt, deen et den auslännesche Matbierger méi einfach mécht, eis Sprooch ze léieren. Et weess jiddwereen, dass et sech besser zesummelieft, wa jiddwereen déiselwecht Sprooch schwätzt.

An do, wou et net méiglech ass, se schonn als Kand duerch d'Schoul ze integréieren, do bitt de Centre de langues dës Méiglechkeet.

Eng grouss Neierung vun dësem Projet de loi ass d'Schafe vun der Fonctioun vum Professeur de langue luxembourgeoise, natierlech a Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg. An dësem Zesummenhang gëtt och de Certificat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur agefouert. Ech ginn net méi op déi Qualifikatiounen an, déi ee brauch, fir Professeur de langue luxembourgeoise ze ginn, well den Här Rapporteur dat schonn ausféierlech duergestallt hat.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, niewent der Wichtegkeet, déi d'Lëtzebuerger Sprooch erlaangt, droen och d'Erweiderung vun der Europäescher

Unioun an déi domadder verbonnen aner Nationalitéiten, déi an eist Land kommen, dozou bäi, dass ëmmer méi Leit u Sproochecoursen interesséiert sinn, wat jo och der Lissabon-Strategie entsprécht. Esou wäerten an Zukunft och ëmmer nees nei Sproochen derbäikommen.

All dës nei Erausfuerderunge maachen dëse Projet de loi N°5884 héich noutwendeg. Hie gëtt dem Centre de langues, dee vun elo un Institut national des langues heescht, déi néideg Autonomie, déi et méiglech mécht, méi flexibel a méi rational ze schaffen. D'Direktioun gëtt der Gréisst an der Wichtegkeet vum Institut ugepasst. Och d'Personal muss dréngend opgestockt ginn. Sou kann endlech dee laang ersehnte Bibliothekär agestallt ginn, souwéi och Informatiker an Techniciens en informatique, déi dréngend gebraucht ginn.

Am Moment bréngen nämlech schonn een oder zwee méi laang Congés de maladie alles op d'Kopp, an et gëtt schwiereg, den alldeegleche Fonctionnement ze assuréieren. Eng Opstockung vu Personal ass also net vu Muttwëll, mä au contraire batter néideg. Op déi Manéier ass och vläicht eng Kéier dorun ze denken, nach aner Antennen hei am Land niewent Miersch opzebauen.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng aner Eenzegaartegkeet vum Centre de langues ass och d'Heterogenitéit vun den Apprenanten. Do begéint den Affekot dem Metzler an den Direkter der Caissière, an dat vun deene verschiddensten Nationalitéiten a Milieuen. Esou côtoyéiere sech am Centre de langues regelméisseg 127 verschidden Nationalitéiten an an der Annex zu Miersch sinn et der 51. Et schléisse sech hei also och wäertvoll gesellschaftlech Kontakter, wat wäit iwwert d'Léiere vun enger Sprooch erausgeet.

Den Institut national des langues gëtt awer och den offizielle Centre de certification, wat d'Sproochentester an d'Examen ubelaangt. Dofir mussen d'Examen den internationale Kritären ugepasst ginn, fir dass de Sproochenniveau, deen erreecht gëtt, op internationaler Ebene deeselwechte Wäert huet. Et kann awer net alles aus dem Ausland iwwerholl ginn, mä ganz villes muss op Lëtzebuerg a seng speziell Situatioun ugepasst ginn. An dës Upassunge verlaangen nach vill Aarbecht.

De virleiende Projet de loi N°5884 mécht also net nëmmen aus dem Centre de langues den Institut national des langues, mä gëtt virun allem der lëtzebuergescher Sprooch e ganz neie Stellewäert.

Sou stoung an engem Artikel am „Jeudi" den 19. Mäerz 2009, dass et sech bei dësem Projet de loi ëm e wichtegt Changement handelt, an zwar, ech zitéieren: «Un changement qui revêt une importance de premier ordre, puisque l'INL devient incontournable en matière de langue luxembourgeoise.» Et handelt sech also hei ëm e sënnvolle Projet, deen endlech dem INL d'Méiglechkeet gëtt, seng Offer der aktueller Demande unzepassen.

Et bleift mir elo näischt anescht méi, wéi Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren, an ech bréngen dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet mat.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Gaul Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och dem Jos Scheuer als Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech wéilt him och speziell Merci soe fir säi leschte Bericht als Member vun der Éducatiounskommissioun. Ech muss och soen, hien ass scho 25 Joer, wann ech dat richteg gerechent hunn, hei an der Chamber dobäi gewiescht. E war och e bëssen de groussen Oubli vun der Ried zu der Lag vun der Natioun vum Premier, an ech wéilt duerfir hei nach eng Kéier vun dëser Plaz aus och als Member vun där Kommissioun an dem annerhallwe leschte Joer him mäi Merci ausschwätze fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet.

Mir waren eis do schonn net ëmmer eens an alle Froen, mä en huet awer eng ganz gutt an intensiv Aarbecht gemaach, an dat verdéngt och wierklech Unerkennung.

Ech wënschen him och dann all Erfolleg a senger nächster Statioun, déi jo hoffentlech dann zu Stroossbuerg wäert sinn.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här Berger, vläicht hunn ech Talent, fir mech während 25 Joer vergiessen ze loossen. Dozou gehéiert Talent.

M. Eugène Berger *(DP).*- Madame Presidentin, an de leschte Joren ass eng Institutioun, déi 1991 ganz kleng ugefaangen huet, gewuess a gewuess a passt haut net méi an hir Kannerschong. Rieds geet hei vum Centre de langues. D'Zuelen an d'Statistiken ënnersträichen de Succès vun deem Centre. Ech ginn elo net méi op all déi Zuelen an. Et ass hei schonn zu spéider Stonn, mir hunn nach alleguerte Verflichtungen. Ech mengen, och do hat de Rapporteur en détail dat hei explizéiert.

De Centre de langues war jo am Ufank en Unhängsel vun der Erwuessenenausbildung an huet also dann am Laf vun de Joren duerch säi Succès och en Eegeliewen entwéckelt, an eng Reform huet sech jo dann och regelrecht opgedrängt.

Fir déi verschidden Angeboter a Coursen an dat Personal, dat ëmmer méi zahlreich ginn ass, kënnen ze géréieren a besser ze organiséieren, war et kloer, datt de Centre méi Autonomie gebraucht huet an datt en dann och elo en eegestännege Statut kritt. Domadder kann een dann och d'Base leeën, fir datt den Institut sech an Zukunft och nach ka weider développéieren.

D'Missioun an d'Aufgabe vum Institut si villfälteg. Och hei hu meng Virriedner scho ganz vill dat explizéiert. Ech wäert also och net méi dorop agoen.

Ech mengen, eng vun den Haaptaufgaben ass och schonn ënnerstrach ginn. Ech wéilt et awer och nach eng Kéier maachen. Eng vun deene grousse Missioune vum Institut ass op alle Fall déi, datt et soll e Referenzinstitut gi fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Dat heescht, si hunn also Lëtzebuergesch-Coursen, déi se ubidden. Si halen och d'Examen of fir Tester fir d'lëtzebuergesch Sprooch fir déi Leit, déi dann d'lëtzebuergesch Nationalitéit wëllen ufroen, an, wat jo och eng wichteg Missioun dann ass, ass, datt se all de sëlleche Leit oder de ville Leit, déi an de Gemengen oder op anere Plaze Coursen halen, och dann deen Diplom offréieren, ubidden, fir déi Formatioun kënnen ze maachen: den Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur.

Als Lescht: Och hei am Projet de loi nach eng Kéier kuerz pour mémoire ass eben dat neit Element, datt mer elo och dann hei zu Lëtzebuerg e Professer fir Lëtzebuergesch kréien. Do ass jo och schonn erkläert ginn, datt déi Formatioun awer dann och muss Bachelor plus Master absolvéieren.

Iwwert déi technesch - fir et emol eng Kéier esou ze soen - Considératioun eraus wéilt ech awer och eng méi allgemeng Remarque ebe maachen, an zwar besonnesch déi, datt mat der Kreatioun vum INL e weidere wichtege Bausteen geluecht ginn ass am Kontext vun den Effortë fir eis national Sprooch an eben dann och fir d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger hei zu Lëtzebuerg.

A villen Diskussiounen, a ville Froen, och an enger Rei Gesetzer geet jo Rieds, ass d'Fro vun der Nationalitéit, ob dat elo d'Gesetz vun der Nationalitéit ass, wou och d'lëtzebuergesch Sprooch e wichtegt Element ass, ob dat d'Froen, d'Diskussioune si bei der Sprooch an der Schoul, am Précoce, ob dat d'Froe si bei der Formatioun, an de Betriber, Congé linguistique an esou weider, ëmmer gëtt ganz zu Recht op d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch higewisen, déi soll verbannen, integréieren an net dividéieren an ausschléissen.

Dat verflicht eis also och op där anerer Säit, fir all Efforten ze maachen, fir deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wëlle liewen, schaffen a sech och iwwert d'Sprooch integréieren, déi beschtméiglech Offeren unzebidden, eis Sprooch eben da kënnen ze léieren.

Et muss een och soen, datt mer hei net bei null ufänken. Ech mengen, och de Rapporteur huet dat scho gesot, well jo dann heiansdo och Leit am Virwahlkampf dat Thema wëllen ausschluechten, mä effektiv sinn an der Vergaangenheet hei schonn och zu Lëtzebuerg vill Effortë gemaach ginn an deem Beräich. Och déi lescht Zuelen aus der Etüd Baleine vum Fernand Fehlen weisen dat jo, datt Lëtzebuergesch awer ëmmer méi Succès huet, och bei den auslännesche Matbierger, datt et och méi geschriwwe gëtt, och bei eise Kanner, sief datt dat nach zum Deel SMS oder E-Mail sinn, mä awer d'Lëtzebuerger Sprooch gëtt och méi geschriwwen.

Och opgrond vun där Etüd, wou ech elo net d'Detailer wäert hei explizéieren, geet ervir, datt eben déi auslännesch Matbierger och ëmmer méi interesséiert sinn an och ëmmer méi d'Lëtzebuergescht gebrauchen. Mä dat ass eng positiv Tendenz, déi muss weider gefördert ginn.

An deem Sënn ass dann och en INL hei e ganz wichtege Pilier. Ech wëll och duerfir hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet erabréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll am Numm vum verhënnerte Kolleeg Claude Adam d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet bréngen, net awer ouni virdrun och a sengem Numm dem Här Scheuer Merci gesot ze hu fir seng Aarbecht als President vun der zoustänneger Kommissioun. Ech wënschen him dann och alles Guddes a sengen nächste politeschen Ausenanersetzungen an Ambitiounen.

De Centre de langues, wéi en de Moment nach heescht, soll jo ëmgewandelt ginn an den Institut national des langues. Sënn an Zweck dovunner ass am Fong, besser outilléiert ze sinn, fir an Zukunft als seng éischt Missioun d'Lëtzebuerger Sprooch méi Leit kënne bäizebréngen.

Fir dass dat méiglech gëtt, kritt den Institut national des langues eng renforcéiert Autonomie, fir dass e sech ka méi onofhängeg, méi séier, méi flexibel entwéckelen, an och gläichzäiteg besser ka reagéieren op Changementer an eiser Demographie, fir seng Coursë méi rapid a méi zilorientéiert kënnen unzepassen.

Dëst Gesetz erlaabt, dat, wat mer als Acquis hu vum Centre de langues, kënnen ze konsolidéieren a gläichzäiteg och am Kader vun enger Professionaliséierung kënnen ze entwéckelen. D'Haaptmissioune vum Institut national des langues bleiwen als Alleréischt d'Fäegkeet, fir erwuessene Leit Lëtzebuergesch-Coursë kënnen ze dispenséieren. Et gëtt och den offiziellen Zenter, fir Zertifikatiounen ze maache fir Tester an international Examen an auslänneschen a frieme Sproochen. Et soll awer och e Centre de ressources sinn, fir am didaktesche Beräich vum Sproochenenseignement kënnen ze déngen, an e soll och Alphabetiséierungscoursë kënnen ubidden. Dat si seng véier Haaptmissiounen.

Dat Ganzt fënnt statt op engem Hannergrond hei zu Lëtzebuerg, wou jo an der öffentlecher Ausenanersetzung d'Lëtzebuerger Sprooch méi eng grouss Bedeitung kritt huet an de leschte Joren. Mat Momenter kritt een d'Gefill, dass eenzel Protagoniste wëllen eng Duerstellung maachen, wéi wann déi Lëtzebuerger Sprooch de Moment um Réckzuch wier, wéi wa se fragiliséiert wier.

Dobäi ass jo awer näischt anescht de Fall wéi de Contraire do dervun. Der Lëtzebuerger Sprooch geet et eigentlech immens gutt. A glécklecherweis gëtt et Leit wéi de Fernand Fehlen, déi sech an de leschte Wochen a Méint och öffentlech méi mat deem Thema beschäftegt hunn, fir verschidden Impressiounen, déi ee konnt kréien och duerch international Etüden, ze redresséieren, fir kloerzemaachen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch am Fong nach ni esou lieweg war wéi grad elo, dass nach ni esou vill Leit en chiffres absolus Lëtzebuergesch geschwat hu wéi grad elo, an dass Lëtzebuergesch besonnesch am geschriwwene Beräich net nëmme fir SMSen, mä am geschriwwene Beräich och an de Publikatioune fir Artikelen, fir Bicher, fir Publizitéit gebraucht ginn ass oder gebraucht gëtt wéi grad an dësem Moment.

Der Lëtzebuerger Sprooch geet et also ganz gutt. Et ass eng lieweg Sprooch, et ass eng dynamesch Sprooch, déi en chiffres absolus no weltwäite Standarde gekuckt natierlech vu wéineg Leit geschwat gëtt, mä d'Zuel geet erop, an d'Benotzung vun der Sprooch ass méi grouss wéi fréier.

Duerfir soll een och déi Ëmwandlungen, déi de Centre de langues elo matmécht, net gesinn als en Opriichte vu Waffen, fir e Rempart hierzestellen, fir eppes ze verteidegen, wat bedrot wier. Et ass just de Contraire. Et ass en Instrument, wat soll flexibiliséiert ginn, fir kënnen déi positiv Entwécklung, an där d'Sprooch sech befënnt, fir kënnen déi positiv Entwécklung, an där d'Land sech och befënnt, ze begleeden a Schratt ze hale mat där méi grousser Demande. Et ass en dynamesche Prozess, e positive Prozess, an duerfir soll een dat och esou an eisen Ae gesinn, an duerfir ënnerstëtze mer och dëst Gesetz.

Mir haten nach eenzel Kritiken um Zougank zum Statut vum Professer vun der Lëtzebuerger Sprooch. Déi Kritike wëlle mer net nach eng Kéier elo opwiermen, déi sinn an der Kommissioun duergeluecht ginn. D'Resultat hu mer am Text.

Mir fannen, dass dat, an engem Wuert awer résuméiert, relativ konservativ geregelt ginn ass. Mä soit. Mir kucken, wéi dat sech entwéckelt. Et ass eng Neierung. Kommt, mir ginn der Saach och eng Chance, an dann zéie mer Bilan do dervun, grad wéi mer och sollen an eisen Aen e Bilan zéien a relativ noer Zukunft vun deenen Examen an Tester, déi elo d'Kandidate mussen ofleeën am Kader vun der Abiergerungsprozedur.

Mir hate jo do als gréng Fraktioun relativ staark Retizenzen, wat de verlaangten Niveau betrëfft, well mer fäerten, dass dat wäert riskéieren, d'Nationalitéitegesetz an der Substanz ze ënnerhielechen, dass also wéineg Leit et wäerten dee Moment packen. Och do solle mer dat also am A behalen an e Bilan dovunner zéien an eventuell le cas échéant dee Constat redresséieren.

Dat gesot, bréngen ech, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Mme le Président.- Merci, Här Braz. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir de Rapport. Et ass dee leschten, deen e mécht a senger Qualitéit als President vun der Kommissioun vun der Éducation nationale. Ech wollt him och Merci soe fir déi fënnef Joer Zesummenaarbecht, wou mer gutt geschafft hunn a méi wéi 20 Projeten duerch d'Kommissioun an d'Plénière bruecht hunn. Ech mengen, dass dat e Resultat ass, wat sech ka weisen.

Merci, Här Rapporteur, a bonne Chance fir Är weider Aktivitéiten.

(Interruptions et hilarité)

Dat Gesetz, wat elo der Chamber virläit, huet, wéi de Rapporteur gesot huet, siwe Kapitelen, mä eigentlech sinn et zwee verschidden Themen. Dat eent ass den Institut national des langues, an dat anert ass de Professeur de luxembourgeois. Den Institut national des langues gëtt de Successeur vum Centre de langues, an den Akzent läit natierlech op Institut des langues. Den Institut des langues, fannen ech, ass eng formidabel Institutioun, esou wéi de Centre de langues et war, well do vill Sproochen a Leit mat alle Sproochen zesumme Coursen hunn.

D'Missioune vun deem neien Institut gi vergréissert. Si bleiwen eng Plaz, wou Sproochen enseignéiert ginn, wou dann also och en Échange zwësche Sproochen a Kulture soll stattfannen. Si sollen, an dat ass nei, didaktesch Ressourcen entwéckele fir den Enseignement vu Sprooche fir Adulten. Eppes, wat ëmmer méi noutwendeg gëtt. An dann hu se natierlech ëmmer d'Missioun vun der Alphabetisatioun, wou mer eigentlech gehofft haten eng Kéier, déi Missioune bräicht ee fir Adulten net méi ze erfëllen, a wou mer awer gesinn, dass et och haut ëmmer noutwendeg ass, Coursë vun Alphabetisatioun unzebidden.

Dann ass de Centre, den neien Institut national des langues, e Centre de certification fir Sproochen an och fir d'Lëtzebuergescht. Dat sinn eigentlech Missiounen, déi de Centre de langues elo schonn hat, déi mer awer elo vill méi institutionaliséieren.

Ech mengen, do ass et dann derwäert, e Wuert iwwert d'Plaz vum Lëtzebuergeschen am Institut national des langues ze soen. All déi Diplomer, déi de Centre de langues an deene Joren elo verginn huet, ginn eigentlech elo nei kalibréiert, wann ech dat däerf esou soen. Dat heescht, si ginn esou organiséiert, wéi aner Sproochen hir Tester organiséieren. Alleguerte baséiere se op dem Cadre commun européen de référence vun de Sproochen.

Ech géif soen, dass d'Lëtzebuergescht doduerjer, dass déi Tester elo eigentlech europäesch unerkannte Standarden erreechen, dass et eng Maturitéit vun der Sprooch ass, déi mer domadder dokumentéieren. Ech denken, dass dat e qualitative

Sprong ass an der Entwécklung vun der Geschicht vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Derniewent stellt den Institut national des langues een Zertifikat aus, deen heescht Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur. Dat ass also net Lëtzebuergesch als Friemsprooch wéi déi aner Tester, mä dat ass wierklech fir Leit, déi wëlle Lëtzebuergesch enseignéieren. Net also Leit, déi an enger akademescher Carrière sinn, mä mir wëssen, dass eng immens Demande ass vu Gemengen, vun A.s.b.l.en zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus, fir Lëtzebuergesch-Coursen ze offréieren. Mir hätten natierlech gär, dass mer do och eng Qualitéit kënnen ubidden. Duerfir soll den Institut national des langues zesumme mat der Uni Lëtzebuerg Coursen offréiere fir Leit, déi elo net e Master maachen am Lëtzebuergeschen, mä déi gären e Label de qualité hätte vun hirer Qualifikatioun, dass déi an A.s.b.l.en, a Gemengen an iwwert d'Grenzen eraus kënne Lëtzebuergesch-Coursen offréieren.

Dann ass profitéiert ginn, fir an dëst Gesetz eppes dranzesetzen, wat eigentlech näischt mam Institut national des langues ze dinn huet, an dat ass d'Kreatioun vun engem Professer vum Lëtzebuergeschen. Mir hu Professeurs de langues Däitsch, Franséisch, Englesch, Italienesch an esou weider, mir haten ni e Professer fir d'Lëtzebuergescht. Dee gëtt duerch dëst Gesetz geschaf. Et ass also logesch, dass en op deemselwechte Schema opgebaut ass wéi déi aner Professeren. Et ass een, deen also iwwert de Concours rekrutéiert gëtt an an eng Carrière E7 kënnt.

Ech wëll just soen, dass et awer en Novum, eng Innovatioun ass an net konservativ par rapport zu deenen anere Professeren, déi rekrutéiert ginn, well dat hei ass deen éischten, deen dann no Bologna-Designatioune rekrutéiert gëtt, well an eisen aktuellen Texter hu mer nach ëmmer stoen, dass een, fir Professer ze ginn an der Carrière E7, e Cycle complet vu véier Joer Studië muss hunn. Do ass zwar e Projet déposéiert, fir dass dat soll no Bologna ëmgeännert ginn. Vu dass de Professeur de luxembourgeois elo nei geschaf gëtt, gëtt dat direkt een neie Professer mat Master.

Dat sinn also déi zwee Volete vun deem wichtege Gesetz, wat effektiv fir de Centre de langues eng wichteg Etapp ass a senger Geschicht. Ech denken dat ass de Bewäis vum Succès vun all deene Leit, déi an all deene Joren do geschafft hunn, dass mer elo e Quantesprong maachen an em en neien Numm, méi eng grouss Autonomie an eng nei Struktur ginn. Duerfir wollt ech der jëtzeger Responsabel, mä och all deenen, déi virdru waren an dat opgebaut hunn, villmools Merci soen an hinnen awer och wënschen, dass se déi héich Erwaardungen, déi a si gestallt ginn, dann och kënnen erfëllen.

Ech wollt nach ee Wuert soen, well esou vill iwwert d'Examen am Lëtzebuergesche geschwat ginn ass, déi elo gemaach ginn am Kader vum Nationalitéitegesetz. Bis elo waren dräi Séancë vun deenen Examen. An all Séance waren ongeféier 100 Leit, déi sech ageschriwwen hunn. Muer ass déi véiert Séance. An am Juli sinn direkt véier Deeg Examen, well eng ganz grouss Demande ass fir Leit, déi déi Exame wëlle maachen, fir d'Duebel- oder d'Nationalitéit ze kréien. Dat ass also och e Bewäis, dass de jëtzege Centre de langues an den zukünftegen Institut national des langues vill Aarbecht huet an e groussen Zoufloss.

Duerfir soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Unanimitéit, dass dat Gesetz hei, vläicht net haut, awer dann d'nächst Woch ka gestëmmt ginn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Delvaux. Domat ass d'Diskussioun vun dësem Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Institut des langues ofgeschloss, a mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Do geet et ëm de Projet de loi 5895 iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv 2004/48 iwwert de Respekt vun den Droits de propriété intellectuelle. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jos Scheuer. Et sinn agedroen als Riedner: den Här Spautz an den Här Kox. Ech weess net, wie sech soss nach wëllt androen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

13. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Madame Presidentin. Et sinn nach e puer Leit hei, an ech hoffen, datt zum Schluss vum Rapport der net manner hei sinn. Dir Dammen an Dir Hären, et ginn esou Saachen, déi verfollegen een, ech wëll net grad vu Cauchemar schwätzen, mä et ass trotzdeem bal e Cauchemar. Am Joer 1992 hunn de jëtzege Wirtschaftsminister an ech e Gesetz gemaach, wat mer haut ëmänneren.

Déi Aarbecht, déi mer bis elo gemaach hunn, war autrement méi agréabel wéi déi, déi am Joer 1992 gemaach ginn ass. An ech soen dem Wirtschaftsminister duerfir Merci an ech soen dem Här Kaufhold och Merci fir déi Aarbecht, déi hien an dësem Kontext geleescht huet. Mir haten deemools en „Monsieur brevet", et kann een net soen, „Monsieur licence" an deem Fall, mä ech mengen, duerch dat hei Gesetz hätt hie sech deen Titel verdéngt. Merci och dem Chambersgreffe, dee vill heizou bäigedroen huet.

Firwat ass dat, firwat déi Mercien, a firwat dat Virspill? Wann ee sech mat Breveten ofgëtt, mat Lizenzen, wann ee sech ofgëtt mam Schutz vun intellektuelle Gidder, dann ass dat ëmmer eng immens dréche Matière, et ass eng ganz spezialiséiert, technesch Matière. Et läit an der Natur vun der Saach, datt an deem Beräich näischt einfach ass, et ass alles komplex.

Wat gëtt mam Projet 5895 bezweckt? Majo, mir setzen d'Direktiv 2004/48 ëm, déi zënter dem 29. Abrëll 2004 a Kraaft ass. D'Ëmsetzen hätt misse bis zum Februar 2006 geschéien. Mir hunn awer - ech wëll dat elo ewell soen, ech kommen nach drop zréck - den Avis vum Statsrot den 28. Abrëll 2009 kritt. D'Haaptobjektiv vun dëser Gesetzgebung besteet doranner, fir an den eenzelnen EU-Länner d'Législatioun ze harmoniséieren, fir se méi no beieneen ze féieren. D'Harmoniséierung also vun der Législatioun, déi sech op d'Propriété intellectuelle bezitt.

De Schutz vun der Propriété intellectuelle ass ouni Zweifel en Element och vum Succès vun der europäescher Zesummenaarbecht. D'Propriété intellectuelle ass en Instrument, fir d'Kreativitéit an d'Innovatioun um europäesche Plang wierklech ze förderen. Et ass en absolut noutwendegt Instrument, fir d'Propriété intellectuelle ze schützen, dofir. Ech kann elo net am Detail op dee schréftleche Rapport agoen an ech wëll en och net hei widderhuelen, mä ech maachen e puer punktuell Remarquen dozou.

Fir d'éischt nach eng Kéier eng Remarque zur Ëmsetzung vun där Direktiv. Dat, well ee soe kann, a well dat ëmmer neess widderholl gëtt, et wier d'Schold vun de Lëtzebuerger, wann eng Direktiv net esou séier ëmgesat ginn ass, wéi dat hätt misse sinn. Effektiv ass den Délai ofgelaf. Lëtzebuerg ass veruerteelt ginn den 21. Februar 2008. Ech hat Iech gesot, wéini de Statsrot säin Avis ofginn huet. D'Mise en demeure leeft nach bis den 23. Mee 2009. Also huet dat hei Gesetz ënner engem enormen Zäitdrock missen op den Instanzewee bruecht ginn an och duerch d'Chamber kommen.

Mir schaffen, zweetens, net nëmmen ënnert dem Drock, dem Zäitdrock, dee mer duerch eis Prozeduren hunn, mä mir schaffen an dësem Domän och a Koordinatioun mat de Belsch a mat de Franzousen, déi allerdéngs scho méi fréi ëmgesat hunn. Dës Zesummenaarbecht féiert mech zu enger zweeter Remarque, déi ech maache wëll an déi och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. D'Kommissioun huet nämlech festgestallt, datt d'Terminologie an de Gesetzestexter an dësem Domän net uniform ass, ergo och net eendeiteg ass.

Zweetens ass bemierkt ginn, datt d'Kompetenze vun de Geriichter am Kontext vum Schutz vun der Propriété intellectuelle och net kloer definéiert sinn. Dowéinst huet d'Kommissioun net décidéiert, mä do huet d'Kommissioun gefrot, datt d'Regierung den Droit de la propriété intellectuelle codifizéiere soll, fir méiglech Widdersprëch ze eliminéieren an, ech zitéieren: «de rendre le droit de la propriété intellectuelle à nouveau lisible pour le commun des mortels».

Mech stéiert just nëmmen eent doran: „lisible" jo, mä „le commun des mortels", zu deenen zielen ech mech och, awer ech mengen, ech wier iwwerfuerdert. Ech kënnt mer awer virstellen, datt net jiddwereen heibannen déi Meenung deelt. Et ass op jidde Fall a mengen Aen eng gewoten Opfuerderung. Mäi Gott, da musse mer kucken, wéi lisibel dat gëtt, wa mer codifizéieren.

Dat heite Gesetz modifizéiert elo zwee Gesetzer, déi zu Lëtzebuerg existéieren. Fir d'éischt dat vum 18. Abrëll 2001, an dat Gesetz vum 20. Juli 1992, wat eng fuerchtbar schwéier Gebuert war. Net ëmgesat ginn d'Artikelen eent bis véier, a sechs bis 14 vun der Direktiv, dat brauche mer net. Interessant a wichteg ass awer och eng Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun, dat ass d'Deklaratioun 2005/295, an där déi Domänen opgezielt sinn, op déi sech de Begréff „Propriété intellectuelle" applizéiert. Déi kann een noliesen.

Et sinn der am Ganzen eelef. Mä déi Propriétéiten, déi Propriétés intellectuelles, déi opgezielt sinn, sinn net limitativ, dat heescht, do mierkt Der schonn, datt dee Sektor am Floss ass an datt ëmmer Neies derbäikomme kann, an och bestëmmt Domänen wahrscheinlech nach méi differenzéiert musse gekuckt ginn, wéi dat fir de Moment de Fall ass. Ech denken un de Beräich vun der Informatik.

Schlësselbegréff fir d'Verständnis vun der Portée vun der Direktiv ass sécher de Begréff „des contrefaçons à des fins commerciales". An dat muss een... Et ass relativ schwéier ze iwwersetzen, fannen ech. Wann een zum Beispill elo vum Computer e Lidd erofluet an dat da lauschtert, dann ass dat keng „contrefaçon à des fins commerciales", fält also net ënnert de Verbuet, deen an dësem Gesetz ausgeschwat gëtt. Hei geet et ganz kloer ëm d'Bestrofe vu Geschäfter, déi mat geknäipte Produkter gemaach ginn; „contrefaire" heescht jo „ouni Erlaabnis eppes nomaachen".

Den Text dann am Résumé, ganz kuerz, just d'Kapitelen. Am éischte Kapitel ginn déi Domänen definéiert, op déi sech den Droit de propriété intellectuelle bezitt, an da gëtt och definéiert, wat en Acte ass, ech zitéieren „un acte perpétré à l'échelle commerciale". Do steet eben dat dran, wat ech scho virdru gesot hunn, an do steet och e klenge Saz dran, dee wahrscheinlech awer och de Riichter vill Spillraum léisst, wann da geklot gëtt: Persoune ginn net bestrooft, déi „agissant de bonne foi". Voilà.

D'Kapitel zwee bezitt sech op d'Artikelen zwee bis 14. Déi beinhalten dann d'Modifikatioun vum Gesetz vum 18. Abrëll 2001, an do hu mer virun allem diskutéiert iwwert d'Ofännerung vum Artikel 74 a vum Artikel 75 an iwwert d'Missioune vun den zoustännege Geriichter, déi d'Héicht vun de Strofe kënne festleeën.

Vläicht generell nach eppes, wat mer net vum Statsrot iwwerholl hunn: De Statsrot hat proposéiert, fir den Term „Tribunal" dranzesetzen. Mir hunn dat fale gelooss a gesot „Juridiction". Mir hunn den Term „Juridiction" geholl, fir den Term „Tribunal" ze ersetzen, well am Fong den Term „Juridiction" als Générique ugesi gëtt vun allen Tribunauxen, déi duerno méiglech sinn. Ass eng Cour och en Tribunal, etc.? Fir do erauszekommen, hu mer de Générique „Juridiction" geholl.

D'drëtt Kapitel dann, Artikel 15 bis Artikel 21. Do gëtt d'Gesetz vum 20. Juli 1992 ëmgeännert, an do gëtt et eng wichteg Ajoute, déi do bäikomm ass. Et ass ganz schwéier, eng Iwwersetzung ze fannen dofir: Am Fall vun enger bewisener Fälschung muss op d'mannst déi Zomm bezuelt ginn, déi bei enger legaler Benotzung als Benefiss erauskomm wier. Dat ass e Minimum, deen erreecht gi muss. Also et gëtt net eng illimitéiert Strof an de Raum gesat.

D'Kapitel véier bezitt sech op d'Artikelen 22 bis 30. Hei ginn d'Procédures judiciaires opgezielt an d'Rechter an d'Kompetenze vun de Geriichter. An dësem Fall kënnt ee soen: d'Rechter an d'Flichte vun de Geriichter.

Am fënnefte Kapitel gëtt prezis gesot, datt den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg als éischt Instanz bei Recoursë géint eng Veruerteelung wéinst Verstéiss géint dat Gesetz, géint de Reglement Nummer sechs, zoustänneg ass, an d'Cour d'appel ass dann och d'Instance d'appel.

Voilà, dat zu dësem Gesetz. Dat war mäi politesche Schwanegesang. Ech hätt mer en am Fong méi schéi virgestallt an der Chamber, an op eng méi einfach, méi volkstümlech, verständlech Aart a Weis. Mä dës Aarbecht war wéi 1992 kee Cauchemar, a wann ee schonn an der Chamber ass a wann ee Gesetzer mécht, da muss een och déi Aarbechte maachen, déi ufalen. Dat ass esou. Op Latäin géif ee soen: Dura lex, sed lex.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Rapporteur. Éischten agedroene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Propriété intellectuelle an d'Breveten, wou de Rapporteur, de Jos Scheuer, elo grad hei d'Gesetz virgestallt huet, dat ass d'Direktiv

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

vun 2004. En huet och drop higewisen, dass et d'Ëmännerung vum Gesetz ass vun 2001 respektiv vun 1992. Menges Wëssens, Här Minister, si mer elo déi Lescht an der Europäescher Unioun, déi déi Direktiv ëmsetzen. Mä et war awer och eng schwéier an eng komplizéiert Aarbecht, an de Kolleeg Jos Scheuer huet jo och nach eng Kéier ënnerstrach, wéi schwiereg et war bei där Matière, déi alles aneschters wéi einfach ass.

Et ass eng héich technesch Matière, an duerfir dem Jos Scheuer Merci fir deen exzellente Rapport, wéi ech jo awer och wëll dovu profitéieren, fir Merci ze soe fir all déi Aarbecht, déi hie gemaach huet an der Wirtschaftskommissioun, an him dann „bonne chance" wënschen an der Wirtschaftskommissioun zu Stroossbuerg.

Ech mengen awer och, dass se wichteg ass, d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, an dass dat fir d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg eng grouss Bedeitung huet. Grad elo, an där Situatioun, wou mer eis elo befannen, ass et duerfir och wichteg, dass Lëtzebuerg déi Direktiv ëmsetzt, well eis dat och kann hëllefen, wa mer erëm eng Kéier d'Kris iwwerwonnen hunn, fir dass mer dann och do preparéiert sinn, fir och an deene Secteure kënne mat derbäi ze sinn. Domadder ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Spautz. Den Här Kox huet elo d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Majo, ech wëll mech deene Wierder vum Här Spautz uschléissen an dem Här Scheuer Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. En ass ausféierlech virdrun drop zréckkomm.

Ech wollt just op zwee Punkten agoen, déi eis wichteg schéngen. Dat Éischt ass déi Kodifizéierung, wou mer als Kommissioun festgestallt hunn, dass mer awer ganz vill Gesetzer hunn, déi de Brevet an och d'Propriété intellectuelle schützen, an dass et wichteg ass, dass een dat e bëssen an eng Linn kritt, well vun dräi Juriste kritt een da véier Äntwerten, an et kënnt een dann net richteg eraus.

Den zweete Volet ass en aneren, ganz wichtegen aus grénger Siicht. Dat war, dass de Verstouss géint d'Propriété intellectuelle op perséinlechem oder privatem Wee doheem net direkt ka strofrechtlech verfollegt ginn. Dat war eis wichteg, dass dat och an dësem Gesetz ausdrécklech nach eng Kéier ernimmt gëtt.

De Statsrot hat jo gemengt dat wëllen ze sträichen. D'Kommissioun huet awer drop gehalen, dat dran ze loossen, well et och op de Verweis vun der Direktiv ass. Ech mengen, et ass de Considérant 14 vun der Direktiv, deen explizit dorobber ageet, an aus eiser Siicht war et ganz wichteg, dat an dësem Gesetz festzehalen.

Duerfir nach eng Kéier dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Bericht, an ech ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Kox. Dann huet den Här Castegnaro d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Madame President, Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wéilt dem Rapporteur Merci soen. Hien huet et blendend fäerdeg bruecht, an där komplexer, komplizéierter Matière e flotte mëndleche Rapport hei ofzeginn, deen e bësse méi einfach a verständlech ass wéi dee schréftlechen. Mä béides ass noutwendeg, wann ee sech an där Matière e bësse wëllt erëmfannen. Hien huet och bis op 1992 ausgeholl, fir eis kloerzemaachen, wéi komplex d'Matière ass, a wéi laang et dann eben och gedauert huet, a wéi mer da schlussendlech ënner Drock gerode sinn, fir dann zwar als Lescht, mä ëmmerhin nach esou just dat doten ze ratifizéieren.

Et ass jo och dat, wat gëllt, an et ass och gutt, an dat hunn d'Virriedner jo gesot, dass een domat net nëmmen eng Direktiv ëmsetzt, mä dass een och eng legal Basis elo geschafen huet, déi all déi Problemer, déi sech aus där Matière erginn, eben elo behandelt respektiv d'Méiglechkeete schaaft do virzegoen, wou muss virgaange ginn. Natierlech ginn ech den Accord och vun eiser Partei.

Mä ech wëll och profitéieren, fir dem Kolleeg Jos Scheuer, dem honorabelen, Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht an dëser an och an anere Kommissiounen. Et ass haut och erëm eng Kéier vill iwwer Schoul geschwat ginn. Ech mengen, do si besonnesch an dëser Legislatur Meilesteng gesat ginn, an dorun ass hien och net onschëlleg. An esou gesinn, Jos, honorabelen, en décke Merci och vun denge Kolleeginnen a Kolleegen an „bonne chance" an deem Match, deen elo virun Dir läit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Castegnaro. An domat hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Madame Presidentin, erlaabt mir, fir een, deen e laange Compagnon de route ass vum Jos Scheuer hei an där Chamber, och e bëssen Nostalgie ze hunn, dass hien elo geet. Besonnesch huet hie Referenz geholl op deen Episod vun 1992. Dat war eppes, wat ech duerno net méi erlieft hunn. Mir hu méintelaang dee Projet de loi ëmgeschriwwen, mä méintelaang, an all Komma!

Sengerzäit, déi Beamten oder dee Beamten, mat deem mer ze dinn haten, war wäit ewech vun de Kompetenze vun deem, wat mer haut hunn. Haut kënnt Der Iech op Leit stäipen, déi wierklech eng Kompetenz doranner hunn. Deemools war dat net esou, a mir hunn et ëmgeschriwwen an haten och au départ keng Ahnung. Mä domat war een definitiv, mengen ech, qualifizéiert, fir duerno all Kéiers d'Brevetsgesetz kënnen ëmzeänneren, dann, wann et noutwendeg war.

Also, Jos, dat hues de gutt gemeeschtert, an ech muss soen: „Och an dësem Projet hues de dat erëm gemaach." An der Chamber geet hei eppes verluer, si si sech es nach net bewosst, well si mussen elo ee sichen, deen d'Propriété intellectuelle weiderhin héichhält.

Neen, et ass eng Matière, wou mer heiansdo driwwer laachen, well se sou komplizéiert ass. Mä et ass eng ganz eescht Matière, well se baséiert jo awer trotzdeem op der Iddi, dass, wann ee muer wëllt méi Fuerschung, wann ee muer méi Innovatioun wëllt hunn, da muss een och d'Instrumenter ginn, fir dass een dat, wat een doranner stécht vu Suen, a wat do erauskënnt, och ka schützen. Soss gëtt et kee Sënn.

Duerfir si mer och fiskalesch higaangen, hu fir d'Propriété intellectuelle eng ganz Rei Saache virgesinn, fir dat unzekuerbelen. Wann ee seet: „Mir ginn a Richtung Fuerschung", dann ass dat ee Saz, mä da muss een direkt hannendru soen: „Da wëlle mer awer och déi noutwendeg Moossnamen huelen, fir dat, wat mer do erausfannen, och gebührend ze schützen."

Firwat ass et e Problem, fir esou eppes ëmzesetzen hei zu Lëtzebuerg? Mä wann Der dat an Däitschland fir 80 Millioune Leit ëmsetzt, dann ass et genau déiselwecht Aarbecht wéi hei an dësem Parlament. Et ass grad wéi mat de Steiergesetzer, et ass grad déiselwecht Aarbecht, egal zu wéi vill dass een ass. Mä just, dass een net d'Zuel vu Beamten huet, déi et an Däitschland oder a Frankräich op esou Dossiere gëtt. An duerfir komme mer heiansdo an de Retard.

Mä all déi, déi sech e bësse Suerge gemaach hunn, op wéi vill Retard; am Wirtschaftsministère ass déi Fuerderung…, déi fuerderen ech op ze kucken, wéi vill Retard 2004 war, wéi ech dohinner komm sinn. Ech kann Iech matdeelen, dass mer mat deem heite Gesetz elo kee Retard méi bei näischt hunn. Sou dass och déi lescht Konklusiounen, déi mer muer an der Regierung kucken, dass ech déi ka korrigéieren deementspriechend. Ech si frou, well et ass net ëmmer de Mérite vun engem Minister, wann ee fäerdeg bréngt, esou Direktiven ëmzesetzen. Ech hunn ebe gutt Leit dodrop an dat war meng Chance.

Fir de Rescht, Madame Presidentin, ass alles gesot. Ech géif soen, ech hunn eng kleng Erfahrung mat der Kodifizéierung elo gemaach, wat de Code de la consommation ubelaangt. Ech hat gehofft, dee géif nach duerchgoen. Dee war um Ordre du jour vum Conseil d'État de leschten Dënschdeg. En ass urplötzlech erofgeholl ginn an ass elo um Ordre du jour den 19. Ech wollt d'Chamber froen, ob se extra zesummekënnt, selbstverständlech, fir de Code de la consommation ze kucken.

Mä ech wollt dem Här Kox soen, dass ech ganz sensibel sinn, fir dat ze maachen. Ech si mer es bewosst, mä mir mussen eis just eens ginn. Entweder maache mer eng Kodifizéierung, wou mer soen: „Mir maache se à droit constant. Mir kucke just d'Inkohärenzen erauszehuelen", an dat ass wierklech dat, wat ech géif proposéieren. A mir fänken net un, de Code bei null frësch ze schreiwen. Well wann een dat mécht, da soen ech Iech: „Dat dauert 30 Joer." An do kennen ech nëmmen ee Minister, deen dat gutt packt, deen et 30 Joer packt.

(Hilarité)

Duerfir, dat packt awer soss keen.

Duerfir, kommt mir huelen eis eppes vir, wat een och décemment an enger Period ka maachen, déi déi fënnef Joer begräift. A beim Code de la consommation hunn ech gemierkt, dass, wann ee souguer mat villen externen Experte schafft, et nach knapps duergeet. Et ass elo op eng, zwou Wochen nach net duergaangen.

Ech hoffen, dass dat awer an der nächster Legislaturperiod hei déi Chamber ka versichen duerchzekréien. Duerfir, ech sinn dermat d'accord, dat ze maachen, mä kommt mir ginn eis eens, à droit constant, just d'Inkohärenzen an d'Inkonsequenzen opgrond vun der Zerstückelung erauszehuelen, mä net alles frësch schreiwen, well dann huele mer eis eppes vir, wou mer wahrscheinlech d'Lat esou héich leeën, dass mer alleguerten drënner erduerch ginn.

E lescht Wuert. Ech mengen, mir hu Rechnung gedroen dem Souci - an ech mengen, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sinn och net frou dodriwwer -, dass mer den Effet commercial extra ervirgestrach hunn, dass mer net ufänken, eng Juegd ze maachen, wéi dat elo e bëssen de Fall ass a Frankräich. Loosse mer net iwwerdreiwen.

Ech mengen, mir hunn hei eng Approche geholl, déi verstänneg ass, a wann eng kommerziell Notzung ass, da soll et och bestrooft ginn. Mä mir sollen net eppes opféieren, wann elo ee sengem Cousin eppes eriwwergëtt, wat en erofgelueden huet. A Lëtzebuerg hu mer ëmmer probéiert, verstänneg an esou Saachen ze sinn. An ech sinn och frou, dass mer an der Kommissioun dee Wee gaange sinn.

Nach eng Kéier, wéi gesot, Merci der Kommissioun, déi déi vill Aarbecht hei gemaach huet, an dem Lex Kaufhold a senge Leit. A fir de Rescht sinn ech frou, wa mer dat hei dann elo iwwert d'Bühn hunn, well dann hu mer dee leschte Projet, wou ech e bëssen hannendra sinn, wat d'Direktiven ubelaangt, hanneru mer.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Minister. Domat wär d'Diskussioun vun dësem Projet de loi ofgeschloss. An da komme mer zu deem leschte Projet de loi haut um Ordre du jour. Dat ass deen iwwert d'Realisatioun vum Campus scolaire zu Miersch fir den Neie Lycée a fir de Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Den Här Clement ass Rapporteur an ech ginn dem Här Clement d'Wuert.

14. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Merci, Madame Presidentin. Dee Projet de loi iwwert de Bau vun deem Schoulcampus zu Miersch beim Agrozenter, iwwert dee mir haut ofstëmme sollen - mä mir wäerten dat awer net maachen, an dat aus deene bekannte Grënn -, ass u sech kee geméinleche Bauprojet, wéi mer se bis elo ëmmer haten, mä deen éischten, deen ënnert der Prozedur vun engem PPP, engem sougenannten „private public partnership" wäert realiséiert ginn.

Duerch dee PPP schléisst de Stat e Kontrakt mat engem private Promoteur respektiv Bauträger of, deen domadder souwuel fir d'Konzeptioun, d'Realisatioun, de Finanzement an d'Exploitatioun vum Campus Miersch responsabel gëtt.

An dësem Sënn huet de Bauteminister de virleienden Text den 12. Februar 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 5. Mee 2009 ofginn. An der parlamentaresche Bautekommissioun vum 26. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vum Gesetzesprojet genannt. An der Sëtzung vum 5. Mee goufe souwuel dëse Gesetzesprojet, den Avis vum Statsrot an de schréftleche Rapport vum Rapporteur ugeholl.

Wat d'Prozedur ugeet, goung alles, dat muss ech zouginn, e bësselche séier. Mä ech gesinn dëse Projet, och wann e keng sechsdausender Nummer huet, dach awer als e Projet, dee sech ouni Problem an den Antikrisepak areie léisst. Dofir och d'Urgence an der Prozedur vun dësem Projet. Ech wollt dat awer soen, firwat dat alles esou séier gaang ass.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Elo ass et erëm „Här President". Elo muss ech Uecht doen, net dass ech deen elo vernennen.

D'Iddi, fir den technesche Lycée fir d'Erzéiungs- a Sozialberuffer souwéi den Neie Lycée ënnert der Form vun engem PPP ze bauen, ass vum Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun den 2. Mee 2006 ugekënnegt ginn. Ufanks 2007 ass dunn eng Étude de faisabilité an eng Étude économique ausgeschafft ginn, där hir Konklusioune mir den 19. respektiv de 26. Juni an der Finanz- a Bautekommissioun dann och presentéiert kruten. De 6. Juli huet de Regierungsrot dunn décidéiert, de Bau vun dem Campus Miersch iwwert de Wee vun engem PPP auszeschreiwen.

D'Chamber huet hir Zoustëmmung zu dëser neier Prozedur duerch eng Motioun ginn, déi den 12. Juli 2007 ofgestëmmt ginn ass, esou dass deen éischten Appel de candidature den 28. August 2007 och konnt lancéiert ginn.

Dräi Groupementer sinn an den zweeten Tour komm. An déi definitiv Offer gouf den 3. Oktober 2008 agereecht. Den Zouschlag kritt schliesslech dee Groupement, deen déi wirtschaftlechst Offer agereecht huet oder hat.

Den definitiven Zouschlag kann awer eréischt geschéien, nodeems d'Gesetz hei ofgestëmmt gouf an domat de Bauteminister dann och autoriséiert gëtt, fir den Zouschlag zu dësem Bauprojet ze ginn.

Well et deen éischte Projet vun dëser Aart ass, wëll ech eng Kéier kuerz op d'Avantagë vun deem öffentlech-private Partenariat agoen.

1. Als Éischt sief awer emol drun erënnert, dass eng vun de Missioune vum Stat ënner anerem déi ass, d'Gebaier vun öffentlechem Interessi, esou wéi, zum Beispill, d'Schoulen oder d'Spideeler, dass en déi muss bauen. Dat huet de Stat an der Vergaangenheet ëmmer an Eegeregie gemaach. An Zukunft soll awer, wann d'Konklusiounen aus dësem Projet dann och positiv ausfalen, vläicht méi verstäerkt oder méi dacks op privat Partner zréckgegraff ginn. Duerch e PPP léisst de Stat also öffentlech Gebaier vu privaten Entreprisë bauen a ka se duerno dann och benotzen.

D'Virdeeler vun esou enger Partnerschaft, denken ech, sinn emol déi heiten: 1. E PPP erméiglecht et, méi séier an, mir denken an hoffen och, méi bëlleg ze bauen. Ausserdeem si privat Entreprisen oft méi dynamesch a vläicht méi kreativ wéi de Stat selwer, well eng privat Firma einfach mat dach aneren Décisiounsweeër ze dinn huet. Décisiounsweeër, déi an der Regel och méi kuerz a méi séier dierfte sinn.

2. Am Kader vun engem PPP gëtt de Prefinanzement, d'Konzeptioun an de Bau vun engem Projet vun engem eenzege Groupement iwwerholl, deen dann och fir d'Exploitatioun an d'Gestioun vun der Infrastruktur fir déi nächst 25 Joer responsabel zeechne muss. Haut läit d'Responsabilitéit an d'Qualitéit vum Produit oder vun där geleeschtener Aarbecht bei zwee respektiv zéng Joer.

3. Déi privat Firma, déi jo während 25 Joer zréckbezuelt gëtt, huet all Interessi, fir eng gutt Qualitéit vum Bau a vun den techneschen Installatiounen ze suergen. An zwar op d'mannst esou laang, bis hire Kontrakt, dat heescht 25 Joer, ofleeft. Ausserdeem erméiglechen am Kontrakt festgehale Strofen an e Bonus-Malus-System, dass de Stat als Benotzer e permanenten Entretien an en optimale Fonctionnement vu sengen Infrastrukture garantéiert kritt.

4. Well de Stat beim Bau vun engem PPP-Projet keng finanziell Garantien hannerleet, ass de Finanzgroupement, dee mat der privater Entreprise zesummeschafft, ge-

zwongen, déi finanziell Ofmaachungen genee och ze iwwerpréiwen.

Am Groussen a Ganzen huet eng Virstudië erginn, dass de virleiende Projet e finanzielle Virdeel vu 6,5 bis 10% kann hu par rapport zu der traditioneller Realisatioun duerch de Stat selwer. Mä d'Analyse exacte kënne mir eréischt no der Fäerdegstellung vum Bau selwer, also Enn 2011 oder ufanks 2012 maachen.

Wat elo déi genee Bestëmmunge vum privat-öffentleche Kontrakt fir de Bau vum Campus Miersch ugeet, do sief just kuerz op folgend wichteg Punkten dann higewisen:

1. Den Terrain, deen de Stat zu Miersch kaaft huet, bleift am Besëtz vum Stat selwer, gëtt der privater Entreprise awer gratis während der Dauer vum Kontrakt zur Verfügung gestallt.

2. De Kontrakt trëtt mam Datum vun der Ënnerschréft a Kraaft an hält den 31. Dezember 2036 op.

3. Déi privat Entreprise, déi den Optrag kritt, huet oder kritt huet, muss d'Risike vun der Belaaschtung an der Pollutioun vum Buedem zu Miersch bis zu engem Montant vun 2,5 Milliounen Euro selwer droen, wann eppes contaminéiert ass. Alles, wat iwwert dëse Chiffer ewechgeet, gëtt vum Stat iwwerholl.

4. Déi privat Entreprise verflicht sech, de Bau komplett ofzeschléissen.

5. Als Qualitéitsstandard vum Bau vun deenen zwee Lycéeën ass de Réidener Lycée als Referenz geholl ginn.

6. Déi zwee Lycéeë musse spéitstens 30 Méint nom Ofschloss vum Kontrakt fäerdeg sinn. Dee fréistméiglechen Datum gouf dunn op de 15. Dezember 2011 festgeluecht. Gëtt de Bau vun deenen zwee Lycéeë méi spéit fäerdeg, da muss am Prinzip eng Strof bezuelt ginn. D'Lycéeën, wéi gesot, nëmmen e puer vun de Bestëmmungen, déi am Kontrakt selwer dann enthale sinn.

Här President, souwuel den technesche Lycée fir Erzéiungs- a Sozialberuffer souwéi och den Neie Lycée brauchen nei Infrastrukturen, dat awer aus verschiddene Grënn. Deen éischten, well e fir de Moment op zwee verschidde Siten am Land opgespléckt ass an d'Schülerzuele permanent an d'Luucht ginn. Deen Neie Lycée, well deen zu Hollerech einfach ze kleng gëtt an och provisoresch ageriicht ass a well seng zukünfteg Ausriichtung virgesäit, e kompletten Zyklus bis Première unzebidden. Fir d'Detailer an dat pedagogescht Konzept vun deenen zwee Lycéeë verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a selbstverständlech och op de Projet initial.

Ech wollt awer dat heite soen: Wann deen neie Schoulcampus zu Miersch bis fäerdeg ass, da wäerten an dësem Campus, deen direkt niewent dem Agrozenter an direkt niewent der Mierscher Gare läit, eng 1.600 Schüler eng Plaz dra fannen. Op jiddwer Fall ass deen nei Site optimal un den öffentleche Stroossen- a Schinneréseau ugebonnen.

Esou kënnen d'Schoulbussen iwwert den CR 138 bei d'Lycéeë kommen, während d'Zich dann op der Gare zu Miersch ukommen. Ausserdeem gouf den zukünftege Schoulcampus esou geplangt, dass en engem liewegen, oppene Komplex entsprécht, deen op engem an deemselwechte Site schoulesch, sportlech, kënschtlerech Aktivitéiten erméiglecht an och Wunnraum a Form vun engem Internat mat ubitt.

Déi architektonesch Konzeptioun vum Campus baséiert sech dann och op déi neiesten energetesch Konzepter an op de Respekt vun der Emwelt an der Topographie vum Terrain. Gläichzäiteg gouf opgepasst, deenen zwee Lycéeën eng spezifesch Identitéit ze ginn.

Innovativ um Projet ass, dass déi zwee Gebaier duerch eng gemeinsam Entrée matenee verbonne sinn. Déi Entrée besteet aus engem grousse gliesenen Hall, deen d'Gebai horizontal a vertikal an zwee deelt. Dëse gemeinsamen Hall ass d'Kärstéck vum neie Campus, well op där enger Säit den Accès zu de gemeinsamen Infrastrukturen, déi et do gëtt vun deenen zwee Lycéeën, ass, an op där anerer Säit fir déi zwee Gebaier awer eng Trennung kloer sichtbar gemaach gëtt. Och gi Materialien aus verschiddene Faarwe benotzt, fir déi zwee Gebaier vuneneen dann och kënnen ze trennen.

Nach ee Wuert zum Finanzement: De ganze Projet, deen eng 215 Milliounen Euro wäert kaschten, gëtt jo vun deem Groupement, dat den Zouschlag kritt, virfinanzéiert an de Stat bezilt da während 25 Joer déi Suen zréck. Pi mol Daume kann ee soen, dass de Campus Miersch de Stat eng zwielef Milliounen Euro d'Joer kaschte wäert. Dës zwielef Millioune setze sech zu engem Deel aus enger Indemnité de réalisation vun zwou Milliounen - ech loossen déi hannert dem Koma elo ewech - pro Trimester, ergo aacht Millioune pro Joer zesummen. Deen aneren Deel ass d'Indemnisation d'exploitation, déi bedréit op d'Joer héichgerechent 3,7 Milliounen Euro. Déi beinhalt all Käschte fir den Entretien, d'Renovatiouns- an d'Entretiensaarbechten, d'Botze vun de Gebaier, den Offall an och nach d'Ersetze vum informatesche Material.

De Stat allerdéngs bezilt integral d'Waasser, de Stroum an d'Heizkäschten. Am Projet de loi ass nëmmen eng Estimatioun vun dësen dräi Chargë gemaach ginn. Well een déi jo net kann am Virfeld maachen. Esou wäit si mer nach net.

Och ass nach ze erwähnen de Fait, dass de Stat d'TVA vum Bau iwwerhëlt an och remboursëiert. Dat ass an engem Paiement unique virgesi vu 17,1 Milliounen an dat fréistens zum 15. Dezember 2011, wann de Bau fäerdeg ass. Och behält de Stat d'Recht, fir e Remboursement partiel oder ganz e Remboursement anticipé kënne virzehuelen.

De Statsrot ass net géint dee virleiende Projet de loi, mä huet a sengem Avis eng ganz Herd vu Froen zum PPP opgeworf. Notamment zu den Avantagë vun deem PPP par rapport zu der traditioneller Virgehensweis vum Stat bei Bauprojeten.

Ech wëll dës Froen elo net alleguerten opwerfen, mä am Résumé kann ee soen, dass de Statsrot der Meenung ass, dass vill vun den ernimmten Avantagen éischter Hypotheese sinn, déi an der Praxis nach mussen nogewise ginn. Dofir gesäit de Statsrot de Bau vum Campus Miersch als eng éischt Experienz an dësem Beräich un, wou d'Zukunft muss weisen, ob ee bei spéidere Bauprojete méi intensiv dëse Wee kann aschloen.

Och wann de Statsrot dëse Projet approuvéiert, esou hätt en dach léiwer gesinn, dass net nëmmen einfach d'Avantagë vun deem PPP ogezielt gi wieren, mä et zu enger méi detailléierter Analys vun de Virdeeler an den eventuelle Schwaachpunkte vun dësem neie Finanzéierungsinstrument fir staatlech Infrastrukture komm wier. Ausserdeem hätt e sech och eng Étude comparative tëschent dem PPP an dem traditionelle Finanzéierungssystem vu Bauprojete gewënscht. De Conseil d'État insistéiert dofir, dass déi zoustänneg staatlech Instanzen zu gegebener Zäit och Konklusiounen aus dësem Projet zéie sollen.

Zu verschiddenen Artikele vum Gesetzestext hat de Statsrot verschidde Remarquë gemaach an nei Textpropositioune gemaach, déi mir an der Bautekommissioun alleguerten ugeholl hunn, bis op déi Remarque, dass mir bei dësem Projet sollen eng Referenz op dat neit Marchés-publics-Gesetz maachen, wat mer elo dës Woch eréischt gestëmmt hunn. Dat geet awer net. Well mir hunn dat Gesetz wuel dës Woch gestëmmt, mä et ass awer nach net am Mémorial publizéiert an deemno och nach net rechtskräfteg, esou dass mer déi Remarque do net konnten unhuelen.

Och hu mir an der Kommissioun enger Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen, déi e beim Artikel 2 ausgesprach huet. De Rapport hu mir dann och gëschter Mëtteg unanime an der Chamberskommissioun ugeholl. An ech hoffen, dass de Projet och eng breet Zoustëmmung elei an der Chamber kréie wäert.

Zum Schluss wollt ech nach soen, dass de PPP fir d'CSV en interessant Instrument fir d'zukünfteg Bauteprojeten duerstelle kann. Virun allem, well mer an den nächste Jore quasiment vläicht gezwonge sinn, do ze spueren, wou et méiglech ass, an do, wou mer Méiglechkeeten hunn, an dofir méi genee mussen analyséieren, wou a wéi mer kënne vläicht Suen ausginn.

Ech kéint mer zum Beispill virstellen, dat wëll ech dann als Schluss soen, dass deen a leschter Zäit erëm e bësselche méi zitéierten Tram ënnert der Form vun engem PPP-Projet kéint gebaut ginn oder kéint realiséiert ginn, wat u sech vläicht vun Interessi wär fir jiddwereen, fir déi heiteg Generatioun, well e jo dann disponibel ass fir déi an och fir déi zukünfteg Generatioun. An déi zwou Generatioune kéinten deemno hëllefen deen Tram bezuelen. Ech mengen, dat wär jo och sécherlech net esou falsch gekuckt.

An dësem Sënn ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun oder vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech alleguerten nach Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, haut kann ee sech freeë fir Miersch an déi ganz Regioun, well Miersch gëtt elo e Schoulzentrum, wat eng gutt Saach ass, well mer d'Schoullandschaft diversifiéieren. Ech erënneren un de Plan sectoriel «Lycées», deen awer net alles virgesinn huet. An do muss ee mat deene Plans sectoriels virsiichteg ëmgoen, well et kann een net alles esou plangen.

Well fir eng Schoul ze bauen, gehéiert méi derzou, wéi e Plang, deen theoretesch développéiert ginn ass, wou een dann erausfënnt, wou d'Kanner hierkommen, wou se am beschte wieren, wéi et am beschten un den öffentlechen Transport ugebonnen ass, mä et muss een och nach d'Terrainen

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

hunn. An hei huet sech d'Opportunitéit Gott sei Dank erginn, dass Terrainen zur Verfügung stinn, fir zu Miersch déi zwee Lycéeën do ze bauen.

Mä nieft deenen zwee Lycéeën - den Neie Lycée an de Lycée technique pour professions éducatives et sociales - ass jo och nach eng Annex vum Lycée classique vun Dikrech zu Miersch, an et sinn och nach Coursë vum Centre des langues emol eng Zäitchen do ofgehale ginn. Sou dass Miersch wierklech net nëmme geographesch gutt geleeën ass tëschent der Stad an der Nordstad, mä dass et och doduerch elo en Zentrum gëtt, dee sech weider kann développéieren, well en déi Schoulaktivitéiten huet.

Ech muss soen, dass ech mech fir déi ganz Regioun do freeën, fir de Buergermeeschter Abbes Henkel an all déi Gemengen, déi ronderëm sinn. Mir hu jo och eng Nopeschgemeng, déi hei representéiert ass duerch hire Buergermeeschter, mä deen hei a senger Qualitéit als Deputéierte sëtzt.

Wann ee vu PPP schwätzt, da musse mer ons awer iwwer eent am Klore sinn: Et ass keen Allheelmëttel. Do ass dann e Privaten, dee Sue virstreckt, an et muss een dat natierlech och rembourséieren. Dat heescht, et gëtt net fir näischt. De PPP ass net, dass mer elo fir näischt géife bauen. Sécherlech ass et net d'un coup, wou et de Budget belaascht, mä et gëtt iwwer Joren e Loyer bezuelt.

An et ass och en anere Modus, well och Fonctionnementskäschte mat beinhalt sinn, wou ganz kloer opgelëscht ass, wat fir den Investisseur ass a wat anerersäits fir den Occupant ass; dat heescht, fir d'öffentlech Hand. Mä et muss ee sech awer bewosst sinn, dass dat och e Präis huet an dass dat onse jährleche Budget all Joer wäert belaaschten. Et kann een dat Instrument och net onendlech strapazéieren. Ech mengen, däers muss ee sech awer bewosst sinn. An ech mengen, dat ass sech jo och jiddwereen heibanne bewosst.

Wa mer iwwert dee Wee fueren - an d'DP ass mat deem Wee d'accord -, dann ass et, well mer duerch déi Prozeduren, déi mer hunn, déi laangwiereg a laangfristeg sinn, dass e privaten Investisseur sécherlech méi séier ka bauen, méi rapid ka bauen. Allerdéngs, de Cahier des charges ass guer net einfach opzestellen, besonnesch wann et eng éischte Kéier ass, wéi dee Wee, dee mer hei ginn, well ee muss op alles oppassen, a virun allem op eent: Dat ass op d'Qualitéit.

Et mécht ee beim PPP e Projet, deen eng gewëssen Durée huet, mä da muss een awer och als futur propriétaire sécher sinn, dass, nodeem déi Lafzäit dann ofgelaf ass, dann d'Qualitéit vun deem Gebai och nach stëmmt. Dofir ass d'Begleede vun esou engem Objet, ob dat eng Schoul ass oder en aneren Objet, och net esou einfach. Do ginn ech dervun aus, dass se am Ministère des Travaux publics sech Instrumenter ginn, fir dat do ze begleeden, well dat ass eng ganz nei Aufgab, déi an deem Kader op ons Administratioun duer wäert kommen.

Mir hunn am Moment nach keng Expertise dodran, keen Know-how dodran. Ech mengen, et soll een et probéieren. Dofir wäerte mir als DP dat do och stëmmen, mä awer genee oppassen.

Et gëtt ëmmer vun Evaluatioun geschwat. Ech weess net, wat een hei soll evaluéieren, well mir kënne jo net bis zum Oflaf vun der Lafzäit waarden, bis mer da Konklusiounen zéien oder ons Nofollegkonklusiounen zéien, ob et dann e richtege Schrëtt war oder net. Mä et muss ee kucke während elo der Bauphas, wéi dat leeft, wat do genee geschitt, dat genee am A halen, fir dann eventuell bei engem nächste PPP fir en nächsten Objet do den Tir ze rectifiéieren an de Cahier des charges méi ze preziséieren.

Mat deene puer Remarquen, Här President, géif ech dann den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen, dem Rapporteur Merci soen, deen och President ass vun der Travaux-publics-Kommissioun. Den Här Clement hält net op, mä ech wollt em awer Merci soe fir déi Présidence, déi en déi lescht fënnef Joer hei gemaach huet, well ech mengen, mir hunn och gutt an där Kommissioun zesummegeschafft.

Ech hoffen, dass dat, wat dann d'nächst Woch ofgestëmmt gëtt, wierklech eng nei Dynamik oder en neie Wee bréngt an déi Aart a Weis, wéi de Stat kann an Zukunft seng Infrastrukturen nach komplettéieren. Zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier soen, dass ech wierklech frou si fir Miersch an d'Regioun, dass dat elo e Campus scolaire gëtt.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Da kritt den honorabelen Här Diederich d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleegen, déi et nach ausgehalen hunn zu esou spéider Stonn, ech wollt éischtens emol Merci soen dem Rapporteur. Dee mécht mer et einfach, datt ech ka ganz kuerz sinn. Awer och him Merci fir deen detailléierte Rapport, souwuel mëndlech a besonnesch och schréftlech, wou alles dran ass, wat de PPP ubelaangt, wat och d'Finanzen ubelaangt.

Ech wëll och Merci soen der Madame Brasseur, menger Virriednerin, fir datt se sech freet mat eis awer och aus der Stad eraus op Miersch, fir eben déi Entwécklungen, déi um Plang vun de Schoulen zu Miersch stattfannen. Ech ka mer awer elo net gutt verknäifen, fir net och e Wuert iwwert d'Géigend ze soen, déi ech awer och e bësse kennen.

Déi zwee Lycéeë vu ronn 1.600 Schüler, wéi scho gesot ginn ass, déi um Mierscher Campus implantéiert wäerte ginn, charakteriséiere sech doduerch, datt se eng eemoleg Offer och duerstellen an deem Sënn, datt se nëmmen eemol an där Form am Land bestinn; wéi zum Beispill och de Lycée hôtelier zu Dikrech an och de Lycée agricole zu Ettelbréck.

Wann also d'Schüler aus deenen zwee Lycéeën aus alle Géigende vum Land kommen, ass déi zentral geographesch Lag vu grousser Wichtegkeet. De Campus Miersch läit effektiv an der Mëtt vum Land. Wann ee weess, datt viru kuerzem - an der Zeitung war et op alle Fall dokumentéiert - de genaue Mëttelpunkt op ronn zwee Kilometer am Pettener Bësch festgeluecht ginn ass.

No der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss ass de Site um Stroossewee gutt ze erreechen. Hie läit och direkt un der Eisebunnslinn Lëtzebuerg-Ettelbréck, no bei der Gare, no beim Zentrum, awer net direkt am Kontakt mam Wunngebitt. De Schoultransport gëtt och mat Bussen assuréiert; et ass jo drop higewise ginn. D'Gare routière läit no bei der Haaptentrée vun deenen zwee Lycéeën an erméiglecht also och een einfachen a sécheren Accès.

Wichteg ass och drop hinzeweisen, datt dëse Projet dem Gedanke vun der Dezentraliséierung Rechnung dréit, woumat mer eis meeschtens an der Praxis ganz schwéierdinn. No der Kreatioun vum Uelzechtlycée zu Dummeldeng, deen eng Rei Schüler nördlech vun der Haaptstad kann opfänken, a mat der Annex Miersch vum Lycée classique Dikrech, dee scho länger Zäit zu Miersch fonctionnéiert, wäert d'Implantatioun vun deenen zwee Lycéeën de Flux vum Trafic Richtung Haaptstad reduzéieren, wat besonnesch an de Spëtzestonne fir eng Erliichterung ka suergen.

Interessant ass am Projet och, datt Synergië méiglech sinn, souwuel an der Energieversuergung, awer och zum Beispill d'gemeinsam Notzung vun enger Rei vun Infrastrukturen, besonnesch wann ee weess, datt am Neie Lycée, deen als Ganzdaagsschoul fonctionnéiert, zousätzlech Aktivitéiten ugebuede ginn, déi och iwwert déi noutwendeg Raimlechkeeten a Plaz fir Aussenanlage musse kënne verfügen. Dëst betrëfft zum Beispill d'gemeinsam Notzung vu Spezialsäll, vu Säll fir handwierklech Aktivitéiten, fir Musek, fir audiovisuelle Montage an Dréckerei, eng Kichen, eng Bibliothéik, en Amphitheater, Schoulrestauranten, eng Sportshal an een Internat.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet vum Campus Miersch stellt eng interessant, innovativ Initiativ duer, déi eng Beräicherung vun der Schoullandschaft an domat och vum ganze soziale Liewen am Kantonalhaaptuert, och als Centre d'attractivité haut bekannt, tëschent der Haaptstad an der Nordstad ass. Ech hoffen, datt dëse Projet zügeg wäert virugoen an datt mer mat deem neie Modell, wéi virgesinn, d'Aarbechte kënnen an engem Zäitraum vun 30 Méint ofschléissen.

Um Schluss ginn ech dann den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Da kritt als leschten Diskussiounsriedner den Här Kox d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll mech fir d'éischt deene Virriedner all uschléissen, déi gesot hunn, dass et wichteg ass, dass de Kanton Miersch och dee Lycée dann elo kritt. Ech schwätzen net elo als - wéi soll ech soen? - Lokalpatriot, mä als Papp vun enger Duechter, déi am Neie Lycée ass. An ech si frou, dass déi Schoul endlech dann och hire Lycée kritt an et ass och wichteg, dee Lycée weider esou auszebauen.

Ech wollt awer op zwee Punkten zréckkommen, well dat virdrun an der Ried vum Rapporteur exzellent och duergestallt ginn ass. Dat ass awer déi Geschicht mam PPP. Effektiv däerf ee sech do net ze vill erwaarden an et muss ee sech ganz virsiichteg do eruntaaschten. Et ass och gutt, dass mer elo e Modell do probéieren, dass mer dat och probéieren ëmzesetzen.

Selwer hate mer jo am Kanton Réimech e bëssen diskutéiert, esou e Projet zum Beispill zu Mondorf ze maachen, fir eng regional Schwämm ze maachen. Ech muss awer soen, dass mer op Gemengenebene do relativ schlecht opgestallt sinn, fir esou eppes unzegoen, well et dach juristesch net esou evident ass, fir souwuel den Invest wéi och de Fonctionnement an enger Kéier alles ze iwwerkucken.

D'Madame Brasseur huet virdru munech Bedenke scho gesot - ech ka mech deenen nëmmen uschléissen -, wann e Privé derbäi ass. Et ass jo kloer, dass dee Privé dat net aus Frieden, Freude, Eierkuchen mécht, mä éischter och fir eng Rendite ze hunn, an dass déi Rendite natierlech och an engem gewëssene Mooss muss sinn. An ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass d'Regierung dat eng Kéier probéiert.

Ech sinn och frou, dass den Här Clement virdun esou positiv nach awer zum Tram geschwat huet. Et waren op eemol Bedenken opkomm bei eis an der Fraktioun.

(Interruption)

Ech hoffen, dass d'CSV weiderhi prioritär zum Tram steet, a wann de Modell PPP e Modell soll ginn an och d'Méiglechkeet opléisst, fir an déi Richtung ze goen, hutt Der sécherlech eis Ënnerstëtzung. Mä et muss effektiv gekuckt ginn, ob et net en fin de compte méi deier gëtt fir de Stat wéi et a sech bréngt. Sécherlech, de Bau gëtt beschleunegt, awer ob et finanziell och fir eis opgeet, dat muss een dann nach gesinn. Mä mir brénge selbstverständlech dann d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Da kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll a sech mech uschléissen un déi Remerciementer, déi den Här Rapporteur scho krut fir déi extrem schnell Aarbecht, déi e gemaach huet, an och selbstverständlech der Kommissioun. Et ass emol nach net virkomm, datt esou schnell hei geschafft ginn ass. Mä ech muss awer soen, datt et extrem wichteg ass, well mer einfach mat deem Projet hei musse virukommen.

En net an dëser Legislaturperiod stëmmen, hätt geheescht, datt mer an dem Bau véier, fënnef Méint bis en halleft Joer verluer hätten. Wann Der wësst, wéi noutwendeg mer awer all Infrastrukturen do brauchen, ass et schonn eng gutt Saach, datt mer hei d'Méiglechkeet hunn, fir virun dem Ofschloss vun dëser Legislaturperiod deen heite Projet ze maachen.

Da wollt ech net iwwert den Inhalt vun deene Gebaier schwätzen; dat ass alles am Detail gesot ginn. Vläicht awer e puer Wuert iwwert déi Remarquen, déi zum PPP hei gemaach sinn. Well et effektiv fir den Travaux-publics-Ministère respektiv fir de Finanzministère déi grouss Erausfuerderung war, mat enger Aart a Weis un e Bau erunzegoen, wéi mer se bis elo nach ni haten.

Déi éischt Remarque, déi ech wëll dozou maachen, dat ass, datt wahrscheinlech déi schwieregst Phas elo hanner eis ass. An ech muss soen: Dat war eng schwiereg Phas. Ech verstinn och d'Gemengen, wa se eng Kéier probéiert hunn, op dee Wee ze goen, well se awer - wann ech mech däerf esou ausdrécken - vläicht net esou équipéiert si wéi de Stat. Et ass souwuel technesch wéi juristesch net einfach. Et war och fir de Stat net einfach, fir deen hei Wee esou ze kréien, datt mer e vun allen Obstaclen ewech krut hunn.

Mir hunn zesumme mat der Éducation nationale, mat de Finanzen, den Travaux publics eis beschte Leit dorobber gesat, a mir hunn och niewendrun nach e Cabinet d'audite geholl plus en Affekotebüro, fir eis ze conseilléieren, datt mer kee Feeler maachen. Well dat Wesentlechst, dat ass, datt mer an dëser Etapp e Kontrakt hunn, dee sécher ass, dee kloer ass an dee baukloer ass fir 25 Joer, well mer all déi Fäll musse virgesinn, déi kënnen an deenen nächste 25 Joer opkommen; fir also eng kloer an eng propper Relatioun mat enger Firma ze hunn, déi eis erlaabt, ouni Sträit dat dann och korrekt hinzekréien.

Ech mengen, mir hätten dat gepackt. Mä déi nächst 25 Joer wäerten eis dat weisen. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque, dat ass déi, datt jo net onbedéngt just de Choix vum PPP eng Fro vun der Finanzéierung war. Dat och, mä awer sécherlech sinn et aner Argumenter ginn, déi fir eis wesentlech waren.

Dat éischt Argument, wat fir mech wesentlech war, dat ass, datt dat hei a sech awer elo e Wee ass, deen eis och d'Administratioun, elo wou mer esou wäit sinn, wäert entlaaschten. Mir hunn eng Soumissioun gemaach oder sinn eng Prozedur elo gaangen, wou mer ee Kontrakt maachen. Iwwert déi ganz Bauzäit brauche mer elo keng öffentlech Ausschreiwung méi ze maachen, well déi tout inclus ass.

Dat heescht, datt d'Administratioun vill manner belaascht ass. A wann Der wësst, wat fir ee risege Programm mat deem ganze Paquet socio-économique, deen nach derbäikomm ass, se souwisou schonn hat, dann ass dat fir mech och e wesentlecht Element, datt mer hei manner belaascht sinn.

Dat zweet Argument, dat ass, datt mer méi schnell an och méi bëlleg wollte schaffen. Ech kommen duerno nach kuerz dorop zréck.

An dat drëtt, dat ass, datt mer och 25 Joer eis net méi brauchen an deem Mooss ëm den Entretien ze bekëmmeren; vläicht de Suivi dovunner maachen. Mä vu datt et tout

inclus ass, ass och déi Aarbecht fir d'Administratioun gespuert. An den Entretien vun esou Gebaier ze maachen, dat ass näischt Evidentes. Dat brauch och e groussen Engagement.

Deen hei Kontrakt, déi hei PPPs-Prozedur ass am Fong am ale Gesetz nach gemaach ginn. Gëschter hu mer en neit Gesetz gestëmmt. Dat heescht, datt mer hei no der Procédure négociée geschafft hunn an eis och op déi Artikele beruff hunn, déi am Soumissiounstext sech op déi négociéiert Prozedur baséieren.

Wa mer an deenen nächste Méint nach esou e Projet géifen ufänken… Am neien Text, deen Der gëschter gestëmmt hutt iwwert d'Marchés publics, hu mer eng nei Prozedur, déi Dialogue compétitif heescht, déi och méi kloer dorop higeschnidden ass, déi eis erlaabt, wahrscheinlech déi ganz Prozedur nach anescht, nach besser ze cernéieren, wéi et elo an där aler war. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque. Ech weess net, ob Der Iech erënnere kënnt. Virun enger Rei Méint, wéi mer heimat ugefaangen hunn, mengen ech, hunn eng Rei Deputéierten, Fraktioune Bréiwer kritt, och vun de Représentantë vun den Entreprisen, fir ze soen: Mä passt op, esou e PPP, deen Der maacht, dat ka jo geféierlech ginn, well do kënnen net onbedéngt Lëtzebuerger Entreprisen hei op der Säit gelooss ginn. Juristesch ass dat richteg; wéi bei all Soumission publique ass dat par ailleurs richteg.

Mir stellen awer elo fest, datt am Nachhinein duerch dee ganze Marché, esou wéi en ofgelaf ass, dat net de Fall ass, datt déi Konsortiumen, déi hei matgemaach hunn, sech zu engem groussen Deel aus Lëtzebuerger Betriber zesummestellen. Mir hate par ailleurs och eng Klausel an der Soumissioun, déi am Fong déi Konsortiume begënschtegt huet bis zu engem gewëssenen Deel - dat war och schéi propper an dem Soumissiounstext esou agepaakt -, wa se mat petites et moyennes entreprises geschafft hunn. Ech hunn dat am Prinzip och e richtege Wee fonnt.

Elo déi wichtegst Fro: Si mer méi schnell? Si mer méi bëlleg? D'Äntwert ass schwéier. Esou wéi d'Rechnungen haut sinn, kann een dovunner ausgoen, datt mer zwësche 6,5% an 10% iwwert déi 25 Joer méi bëlleg sinn. Dat soen emol d'Experten. Mä ech soen awer och kloer: Mir hunn nach net gebaut; Punkt Nummer eent.

A Punkt Nummer zwee sinn och déi Rechnungen, wat et eis da kascht hätt, wa mer et anescht gebaut hätten. Natierlech ëmmer eppes, wat mat Virsiicht ze genéissen ass. Mir hunn eis hei op Experienzwäerter baséiert. Ech kommen zu deem Resultat. Ech schwätzen et virsiichteg un, mä ech hunn awer keen anert, fir Iech ze presentéieren. Op jidde Fall kann ee soen, datt et sécher net méi deier ass, a wahrscheinlech e wéineg méi bëlleg. Mä et spuert eis keng 30, keng 40, keng 50%. Dat muss een och wëssen.

Ass et méi schnell? Och eng Fro, déi ee ka stellen. Et ass och schwéier, déi elo ze beäntwerten, well elo si mer emol um Gesetz. Mir hunn et jo nach net gebaut. Mä wann ee kuckt, wéi d'Prozedure waren, an et gesäit een, datt awer 2006 de Premierminister am État de la nation déi Iddi lancéiert huet, datt mer Enn 2006 e Consultant emol agestallt hunn, fir ze kucken, wéi en général kéint esou e PPP ausgesinn, an datt mer schlussendlech am Juli 2007 eng Décisioun fir en Appel d'offre geholl hunn, esou stelle mer awer fest, datt mer heimat bis zum Gesetz mat enger Prozedur vun zwee an engem hallwe Joer ze dinn hunn, déi awer normalerweis bei klassesche Prozedure mindestens en halleft Joer, wann net méi, méi laang ass.

Mir sinn elo scho weider wéi mer normalerweis wären, wou mer d'Gesetz stëmmen, well mer elo schonn déi ganz Soumissiounsprozedur fäerdeg hunn. Et ass ausgeschriwwen. Mir kënnen de Kontrakt evaluéieren, an de Bau kann elo scho lassgoen, wou mer normalerweis no engem Gesetz eréicht d'Dossier-de-soumissionen, d'Ausschreiwunge maachen an da lassfueren.

Wann ech da kucken, wéini de Kontrakt seet, datt de Bau soll fäerdeg sinn - Dezember 2011 -, esou komme mer do op eng Zomm vu fënnef Joer, wann dann alles esou klappt, wéi et virgesinn ass. Wat awer komparativ e relativ gutt Resultat ass, fir de Bau hei fäerdeg ze kréien. Mir hu vill geschafft, fir d'Délaien erofzekréien an deene leschte Méint bei Bâtiments publics. Mir hu se och erofkritt, vun duerchschnëttlech wou d'Gebaier alt néng, zéng Joer gebraucht hunn - verschiddener méi - op sechs, siwe Joer alt. Hei si mer bei engem Resultat vu fënnef Joer, wou alles geet. Esou datt een do och net d'Zäit kann halbéieren, mä awer trotzdeem eng gutt Zäit wahrscheinlech ka gewannen.

Et kann ee keen definitive Bilan zéien. Den intermédiairë Bilan - esou wéi an der Schoulpolitik; de Bilan intermédiaire -, dee mer haut kënnen zéien, ass awer, mengen ech, bis elo positiv. Dofir sinn ech frou, datt mer déi Experienz hei gewot hunn an datt mer kënne weiderfueren. Den definitive Bilan géif ech gär an dräi Joer zéien, oder en aneren a menger Plaz dann zéien.

Voilà! Dat waren déi puer Saachen, déi ech wollt dozou soen. Nach eng Kéier Merci all deene Leit, déi gehollef hunn, datt mer esou schnell op deen heite Wee konnte goen, an all de Fraktiounen, déi de Projet ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da si mer um Schluss vun der Sëtzung ukomm. Ech soen den eelef Kolleegen och villmools Merci, déi eisern um Stull sëtze bliwwe sinn. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 12. an den 13. vun dësem Mount. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech matgedeelt.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.32 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 50 et 51

Dépôt d'une proposition de loi page 599

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008 pages 599-603

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite) page 603

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite) page 603

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite) page 603

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite) pages 603-604

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite) page 604

5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008 pages 604-607

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 607-614

pages 617-618

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux pages 616-617

5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi page 618

5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne pages 618-619

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure pages 619-620

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen pages 620-624

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pages 624-628

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur pages 628-629

page 630

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles pages 629-631

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 631-634

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 634-635

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé pages 635-638

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

52e séance, mardi 12 mai 2009
53e séance, mercredi 13 mai 2009

Une année parlementaire bien remplie

Le Parlement luxembourgeois s'est réuni 53 fois entre octobre 2008 et mai 2009. Ces réunions publiques ne sauraient se tenir sans le travail derrière les coulisses souvent méconnu.

Il a cependant fallu non moins de 631 réunions de commissions pour préparer et organiser ces séances, discuter et finaliser les projets et propositions de loi et évacuer des questions diverses qui tiennent aux autres obligations de la Chambre.

Cette session a notamment vu la mise en place d'une Commission spéciale «Crise économique et financière» suite aux événements sur les marchés mondiaux.

Au niveau du travail législatif, on peut relever l'évacuation de 126 projets de loi dont un seul (le projet de loi 5696 créant le «Pacte logement») a dû passer au second vote constitutionnel. Alors que dix propositions de loi ont été déposées, la Chambre en a voté deux, à savoir la proposition de loi 4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide et la proposition de loi 4839 renforçant les droits des victimes d'infractions évacuée avec le projet de loi sur la protection des victimes.

La Constitution a subi une modification ponctuelle au niveau de son article 34 en attendant une révision plus globale. Le Grand-Duc



ne dispose dorénavant plus que du seul droit de promulguer les lois, le droit de les sanctionner a disparu du texte de la loi fondamentale. La proposition de révision de la Constitution porte sur une modification plus générale et un nouvel ordonnancement de la loi fondamentale luxembourgeoise.

Le glas a sonné pour les demandes de naturalisations (165 en 2008-2009) qui ne devront dorénavant plus passer par la Chambre des Députés. Selon la nouvelle procédure, les décisions sont prises par le Ministre de la Justice, qui peut accorder ou refuser la nationalité luxembourgeoise. Seulement pour les dossiers à évacuer dans le cadre d'une procédure spéciale qui ne s'appliquera que très rarement, la décision de naturalisation est prise par la Chambre des Députés.

La fonction de contrôle du Parlement vis-à-vis du Gouvernement s'articule e. a. à travers les questions au Gouvernement (4 heures et 41 minutes en séance publique), questions parlementaires (441 posées en 2008-2009), questions avec débat (4 en 2008-2009), questions urgentes (23), interpellations (6, par exemple sur les transports, la bibliothèque nationale ou les grossesses et avortements chez les jeunes) ou heures d'actualité (p.ex. sur le plan hospitalier ou le futur de la compagnie aérienne nationale).

Les discussions concernant le futur du pays sont plutôt articulées au cours de débats d'orientation, dont il y en a eu 5 en 2008-2009. Les sujets portaient e.a. sur la crise économique, la situation des personnes handicapées ou le rapport du Médiateur.

Sur demande du Gouvernement, le Plan national pour l'innovation et le plein emploi a été discuté en séance publique. Lors de la session 2008-2009, il y a eu six déclarations gouvernementales, concernant e.a. l'état de la nation, la politique étrangère et européenne ou encore la politique de coopération et d'action humanitaire. Le Gouvernement a demandé la parole sur la crise économique et financière, ainsi que sur la situation à Gaza.

DANS CE NUMÉRO

Langue luxembourgeoise p. 644

Relance économique p. 640

Chômage partiel p. 661

Sommaire des séances publiques Nos 52 et 53 p. 667

NOUVELLES LOIS

Langue luxembourgeoise

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

et portant modification

a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

1. Une autonomie renforcée pour le nouvel Institut national des langues

Le projet de loi vise tout d'abord à donner à l'Institut national des langues (INL), successeur du CLL actuel, l'autonomie dont il a tant besoin pour pouvoir se développer et réagir de manière flexible et rapide aux changements démographiques du pays. En même temps, il établit une structure administrative avec une direction adaptée à la taille de l'établissement et à l'envergure de ses missions. À travers les possibilités nouvellement créées au niveau du recrutement de personnel, le projet de loi permet de consolider l'existant et de développer et de professionnaliser les différents services.

2. Les principales missions de l'INL:

- offrir des cours de formation en langues vivantes,

- être le Centre officiel de certification pour les tests et examens internationaux en langues étrangères,

- servir de centre de ressources pour la didactique des langues,

- offrir des cours d'alphabétisation et de littératie.

Une place importante est accordée à la langue luxembourgeoise. Le projet de loi consolidera et élargira le rôle de référence en matière de langue luxembourgeoise jusqu'à présent assumé par le CLL. Le CLL a en effet joué un rôle de pionnier en matière de didactique du luxembourgeois: il a assumé la responsabilité pour l'élaboration, l'évaluation et la certification des différents niveaux des examens de luxembourgeois.

Le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise. Les conditions de recrutement et de stage sont identiques à celles prévues pour le professorat en général. Les candidats devront être détenteurs d'un bachelor en langues et littérature et d'un master en langue et littérature luxembourgeoises et passer par le stage pédagogique.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

16.09.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24.09.2008	Examen du texte du projet de loi
01.10.2008	
11.03.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.03.2009	
29.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 22 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°112, page 1638

Propriété intellectuelle

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le projet de loi 5895 vise à transposer la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle.

L'objectif de cette directive est de rapprocher les législations des États membres en matière de propriété intellectuelle afin d'assurer un niveau de protection élevé, équivalent et homogène de la propriété intellectuelle dans le marché intérieur. Les disparités encore importantes en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle nuisent au bon fonctionnement du marché intérieur.

Tandis que certaines dispositions du droit national satisfont déjà aux exigences de la directive, comme la protection de la dénomination sociale et le nom commercial, l'action en cessation ayant trait à l'utilisation abusive d'un nom commercial et l'action en changement de dénomination sociale, d'autres moyens prévus par la directive ont été transposés par la modification, en date du 1er février 2007, de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, qui régit le droit des marques et des dessins et modèles au Luxembourg.

Certains moyens prévus par la directive existent déjà en droit luxembourgeois mais doivent être adaptés aux dispositions de la directive et/ou être étendus à tous les droits de propriété intellectuelle. Le présent projet de loi vise par conséquent à prévoir les mesures et procédures fixées par la directive pour combattre les atteintes à tous les droits de propriété intellectuelle. Cette transposition se fait par la modification des textes légaux suivants:

1. la loi du 18 avril 2001 sur les doits d'auteur, les droits voisins et les bases de données,

2. la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention.

Vu le peu de jurisprudence en la matière, le présent projet de loi prévoit la désignation du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en tant que tribunal des dessins ou modèles communautaires avec compétence exclusive pour les deux arrondissements de Luxembourg et de Diekirch et avec juridiction sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

23.10.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
30.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 22 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°117, page 1684

Reconnaissance des qualifications professionnelles

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national plusieurs dispositions de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. La réforme fut engagée par la Commission européenne pour contribuer à la flexibilité des marchés du travail par la voie d'une plus grande automaticité dans la reconnaissance des qualifications et d'une simplification des procédures administratives.

De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un État membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre État membre avec les mêmes droits que les nationaux.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

25.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Analyse des amendements
22.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 19 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°156, page 2310

Campus scolaire de Mersch

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

À l'occasion du discours sur l'état de la nation du 2 mai 2006 le lancement d'un projet-pilote de partenariat public-privé comprenant la conception du Neie Lycée et du lycée technique pour professions éducatives et sociales sur les terrains acquis par l'État à Mersch a été annoncé. Il a été précisé à ce sujet que les infrastructures à ériger doivent nécessairement respecter les mêmes normes de qualité que les projets traditionnels et s'inscrire dans une stratégie de développement durable.

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à conclure un contrat de projet pour la conception, la réalisation, le financement et l'exploitation du campus scolaire Mersch, comprenant le Neie Lycée et le lycée technique pour professions éducatives et sociales, avec le candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

À l'heure actuelle le lycée technique pour professions éducatives et sociales se trouve réparti sur deux sites, à savoir Livange et Mersch (structure provisoire) tandis que le Neie Lycée a ouvert ses portes en septembre 2005 dans des infrastructures provisoires construites sur le site de Paul Wurth S.A. à Luxembourg-Hollerich.

Le contrat de partenariat permet à l'État de confier à une entreprise privée la mission globale de financer, de concevoir (tout ou partie), de construire, de maintenir et de gérer des ouvrages ou des équipements publics et services concourant aux missions de service public de l'administration, dans un cadre de longue durée et contre un paiement effectué par la personne publique et étalé dans le temps.

Il a pour but d'optimiser les performances respectives des secteurs public et privé pour réaliser dans les meilleurs délais et conditions les projets qui présentent pour la collectivité un caractère d'urgence ou de complexité: hôpitaux, écoles ou autres infrastructures publiques.

En cas d'un projet réalisé par un partenariat public-privé, un des avantages consiste notamment en la réalisation de l'objet par un seul groupement qui est de surcroît responsable pendant toute la période d'exploitation, en l'occurrence 25 ans à partir de la réception de l'ouvrage, de la bonne gestion des infrastructures. Ainsi, l'on évite, d'une part, la répartition des responsabilités parmi une multitude d'entreprises et d'autre part, la limitation de la responsabilité à dix respectivement à deux ans (garanties décennales et biennales).

En outre, le groupement qui est tenu de préfinancer les bâtiments lui remboursés pendant la période d'amortissement de 25 ans, est obligé de recourir à une qualité d'exécution en matière des installations techniques et de la construction permettant de garantir un bon état des ouvrages jusqu'à l'expiration du contrat.

Au vu d'un mécanisme de pénalités conventionnelles et d'un système de bonus/malus s'appliquant en cas de vices, de malformations ou de dysfonctionnements dans l'exploitation, l'utilisateur bénéficie de la garantie d'un entretien permanent des ouvrages et de leur fonctionnement optimal.

Étant donné l'absence de garanties financières quelconques de l'État, l'établissement financier faisant partie du groupement préfinançant ce projet, veillera sans doute de près au respect de ces conditions au motif en particulier de la possibilité d'une réduction de la rémunération du groupement en cas de prestation défectueuse.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

26.03.2009	Désignation d'un rapporteur
06.05.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009

Loi du 29 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°126, page 1760

Fusion des communes Clervaux, Heinerscheid et Munshausen

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Le projet de loi sous rubrique détermine les modalités de la fusion des communes de Clervaux, Heinerscheid et Munshausen en une nouvelle commune de Clervaux, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

La Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» s'est exprimée dans son rapport du 19 juin 2008 clairement en faveur d'un renforcement de la coopération communale et souligne qu'elle soutient les fusions entre communes réalisées sur une base volontaire. La fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen est l'exemple parfait d'une telle fusion volontaire, comme l'initiative est venue des conseils communaux des communes intéressées et la population a été consultée par voie de référendum.

Le projet de loi précise le montant de la contribution financière de l'État, définit les projets d'infrastructure à réaliser prioritairement, règle la situation des offices sociaux, détermine la composition du collège échevinal et du conseil communal pendant une période transitoire allant jusqu'à 2023 et comporte des dispositions concernant les droits du personnel communal.

En ce qui concerne la composition des organes communaux, le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprendra, après les élections communales du 9 octobre 2011, un bourgmestre et trois échevins.

Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023. Le conseil communal de la nouvelle commune se composera de treize conseillers. Le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.

À l'instar des subventions étatiques payées à l'occasion des fusions qui se sont faites dans le passé, le projet de loi fixe ensuite la subvention étatique à 2.500 euros par habitant. Le montant sera liquidé par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1er

janvier 2012 à charge du Fonds pour la réforme communale.

Le projet de loi énumère finalement les projets d'infrastructure qui devront être financés prioritairement avec l'aide étatique.

La fusion est censée devenir effective à la fin de l'année 2011 selon le moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil communal, sinon le 1er janvier 2012 au plus tard.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009
Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
(Président: M. Marco Schank):

22.04.2009	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 28 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°125, page 1756

Relance économique I

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Confrontées à une détérioration des perspectives de croissance économique sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les institutions communautaires ont réagi par une série d'initiatives, notamment le «Plan européen pour la relance économique» présenté par la Commission européenne le 26 novembre 2008.

La Commission européenne considère qu'au-delà des mesures d'urgence pour garantir la stabilité financière, la crise actuelle exige des réponses exceptionnelles. Elle redoute en effet les conséquences d'un assèchement du marché du crédit sur les entreprises, même saines, qui risquent de ne plus pouvoir accéder aux sources de financement dont elles ont besoin.

Face à ce constat, la Commission a arrêté le 17 décembre 2008 un cadre temporaire dotant les États membres de possibilités supplémentaires pour lutter contre les effets du resserrement du crédit sur l'économie réelle. La Commission considère que certaines catégories d'aides d'État peuvent être justifiées pour une période limitée pour remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre, sur le fondement de l'article 87 (3), point b) du Traité CE.

La présente loi en projet s'inscrit dans ce cadre temporaire présenté par la Commission. Elle permet à l'État d'octroyer, sur la base d'un régime d'aides autorisé, des aides forfaitaires dont le montant est limité à un maximum de 500.000 euros par entreprise, sans devoir notifier les mesures d'aides individuelles.

Ce régime temporaire d'aide fait partie d'un effort plus général de mise en place de nouveaux instruments et régimes de soutien aux entreprises en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Ce dispositif d'intervention vise notamment les entreprises qui, par leur appartenance sectorielle, leur potentiel technologique et d'innovation, leur ouverture sur les marchés internationaux ou leur rôle économique régional, sont susceptibles d'avoir une influence structurante sur l'économie nationale ou régionale, voire une influence motrice sur le développement économique.

L'évaluation de l'impact financier des mesures prévues par le présent projet de loi part de l'hypothèse que 30 à 60 entreprises feront appel à ce régime temporaire d'aide, de sorte que la dépense maximale à prévoir serait de l'ordre de 15 à 30 millions d'euros, répartie sur deux exercices budgétaires (2009 et 2010).

Concernant l'impact financier pouvant résulter de l'appel de garanties accordées dans le cadre du régime en question, le projet de loi crée un nouvel article budgétaire doté d'un million d'euros en 2009 (crédit non limitatif). Le montant total des garanties que l'État peut octroyer s'élève à 500 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

26.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
23.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1732

RDI

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi relatif à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (intitulé abrégé) fait partie des projets de loi déposés le 11 mars 2009 à la Chambre des Députés dans le cadre du «Plan de conjoncture du Gouvernement». Le projet témoigne de la volonté de «préparer l'après-crise».

Ce projet de loi doit permettre à l'économie luxembourgeoise de sortir renforcée de la crise en misant sur le savoir-faire et l'innovation.

Se fondant sur des mécanismes de soutien existants en matière de recherche et de développement, le projet de loi étend le nombre de régimes d'aides à la recherche et au développement. Il introduit ainsi des régimes spécifiques pour les études de faisabilité technique à réaliser préalablement au lancement d'un projet d'innovation, pour la protection de la propriété intellectuelle (régime dédié aux petites et moyennes entreprises) de même que pour la création de jeunes entreprises innovantes. Les aides couvriront dorénavant aussi, outre les innovations de produits, les innovations de procédé et d'organisation, de même que les services de conseil en innovation auxquels une entreprise recourt.

S'agissant d'aides d'État et donc d'un domaine strictement encadré par le droit communautaire, le projet de loi épuise notamment les marges de manœuvre établies par le nouvel encadrement communautaire 2006/C323 établi par la Commission européenne.

Le projet prévoit en outre d'étendre les missions de Luxinnovation. Le projet de loi prévoit finalement la création d'un fonds spécial de financement dédié à la recherche et au développement. Le nouveau cadre de promotion de la recherche, du développement et de l'innovation aura un impact significatif sur les soutiens étatiques aux efforts d'innovation des entreprises avec une hausse des dépenses de plus de 30 pour cent à plus de 30 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

19.03.2009	Examen du texte du projet de loi
26.03.2009	Désignation d'un rapporteur
23.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1730

Relance économique II

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Le projet de loi sous objet permet à l'État d'octroyer des garanties au bénéfice des entreprises afin de faciliter leur accès au crédit et à des conditions plus favorables que celles prévalant sur les marchés de capitaux.

Ce régime temporaire d'intervention fait partie d'un effort plus général de mise en place de nouveaux instruments et régimes de soutien aux entreprises en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale. Il s'inscrit dans le cadre communautaire temporaire dotant les États membres de possibilités supplémentaires pour lutter contre les effets du resserrement du crédit sur l'économie réelle, arrêté par la Commission européenne le 17 décembre 2008.

Ce projet de loi vise notamment les entreprises qui, par leur appartenance sectorielle, leur potentiel technologique et d'innovation, leur ouverture sur les marchés internationaux ou leur rôle économique régional, sont susceptibles d'avoir une influence structurante sur l'économie nationale ou régionale, voire une influence motrice sur le développement économique.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

26.03.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
02.04.2009	Continuation de l'examen des articles
23.04.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009
Loi du 5 juin 2009.
Mémorial A 2009, N°150, page 2256

Chômage partiel

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

La loi du 17 février 2009 portant 1) modification de l'article L. 511-12 du Code du travail; 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail, que le présent projet de loi propose de modifier se situait déjà dans le contexte plus large des mesures prises par le Gouvernement pour éliminer ou du moins tempérer les effets de la crise financière et économique sur l'emploi. À cet effet, cette loi avait introduit deux dérogations temporaires pour 2009, dérogations que le présent projet étend à l'année 2010.

En premier lieu, l'article 3 de la loi du 17 février 2009 a instauré le principe de la période de référence annuelle dans le cadre de l'application du régime de chômage partiel de source conjoncturelle. Par conséquent, le texte permet aux entreprises appar-

tenant à l'une des branches d'activité désignées par le Gouvernement, sur avis du Comité de conjoncture, pour être éligibles au bénéfice des subventions prévues à l'article L. 511-3 du Code du Travail, d'adapter le nombre de jours chômés mensuellement à la gravité de la situation économique tout au long de l'année, sans dépasser en fin d'année le nombre de jours chômés correspondant à cinquante pour cent de la durée légale ou conventionnelle du temps de travail des salariés normalement presté au cours de six mois de l'année concernée.

Le point 2 de l'article unique du projet de loi 6006 a pour objet de prolonger cette dérogation aux articles L. 511-5 et L. 511-7 du Code du Travail à l'année 2010. Par ailleurs, le Gouvernement disposera également de la latitude nécessaire pour étendre la période de chômage partiel sur les années 2009 et 2010, selon les contraintes économiques et sociales.

L'article 2 de la loi du 17 février 2009 prévoit, par dérogation à l'article L. 511-12 du Code de Travail, le remboursement intégral par l'État de l'indemnité de compensation, aussi bien dans le cadre du chômage de source conjoncturelle que dans le cadre du chômage de source structurelle, à condition dans cette dernière hypothèse, qu'un plan de maintien dans l'emploi ait été conclu et approuvé par le Ministère du Travail.

Le point 1 de l'article unique du présent projet de loi prolonge cette dérogation, que la loi du 17 février 2009 a limitée à l'année 2009, à l'année 2010.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Marcel Glesener):
24.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
28.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):
21.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 13.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1736

Fonds des routes

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Afin de faire face à la crise économique qui touche actuellement le Luxembourg et le monde entier, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics. Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance de l'économie, l'État doit se doter des moyens nécessaires. Un de ces moyens consiste à se doter de moyens de financement moins rigides et donc plus flexibles.

Dans le «plan de conjoncture» développé par le Gouvernement, le projet de loi sous avis a pour but d'accélérer les investissements de l'État dans le domaine de la voirie normale dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises du secteur de la construction, en réalisant dès maintenant des travaux prévus pour l'ensemble de la période de 2009 à 2010.

Sont visés à la fois des chantiers de grande voirie, «pour lesquels le Parlement a déjà donné son accord de principe», et des infrastructures de voirie normale s'adressant davantage à l'offre des petites et moyennes entreprises du secteur de la construction. L'objectif gouvernemental est précisément de modifier le système de financement des projets de voirie normale, qui manque de flexibilité au regard de l'urgence, née de la crise, de procéder à l'ensemble des chantiers de relance.

Le projet sous rubrique adapte la loi relative au fonds des routes en ce sens qu'elle permet désormais la prise en charge des dépenses relatives à la construction de routes nationales et l'entretien des routes nationales et des chemins repris. Cet élargissement vise également la construction et la réfection des pistes cyclables nationales, ainsi que l'aménagement de couloirs pour bus avec leurs dispositifs de signalisation, de plateformes intermodales et de gares routières.

Pour l'exercice budgétaire 2009, les projets de la voirie normale suivront soit la procédure normale de l'exécution du budget (réalisation des projets connus vers la fin de l'année 2008 à charge des crédits prévus dans la loi budgétaire pour 2009), soit seront réalisés par le truchement du Fonds des routes (projets nouvellement identifiés et devant être réalisés dans le contexte de la relance économique). À partir de l'exercice 2010, ce parallélisme disparaîtra, puisque la réalisation de tous les projets de la voirie normale sera alors reprise par le Fonds des routes.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):
26.03.2009 Désignation d'un rapporteur
15.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1737

Simplification administrative I

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Afin de faire face à la crise économique qui touche actuellement le Luxembourg et le monde entier, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de conjoncture visant notamment à créer un environnement administratif favorable à l'activité économique. Le projet de loi sous rubrique s'inscrit précisément dans l'ensemble des mesures retenues par le Gouvernement afin de faciliter l'activité des entreprises. Il vise à modifier la législation relative aux procédures et instruments d'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement en vue d'une simplification administrative.

Quatre lois règlent actuellement l'évaluation environnementale de projets routiers et ferroviaires. Outre de procéder à des retouches ponctuelles tant de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, que de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le texte émargé a pour vocation de remplacer l'acte de transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, à savoir la loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires. Il s'agit principalement

- d'éviter les doubles emplois avec la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Il faut savoir que le Luxembourg a opté dès le départ pour une transposition fractionnée de la directive 97/11/CE, les dispositions afférentes se trouvant éparpillées sur plusieurs lois et règlements différents. À l'époque, le législateur luxembourgeois avait décidé d'aller plus loin que les exigences de la directive en question et avait mis en place une procédure plus complexe en matière de projets routiers en prévoyant l'élaboration de deux notices d'impact ainsi que d'une étude d'impact comparative. La loi du 13 mars 2007 avait, en fait, pour vocation, en l'absence d'une transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, d'assurer également la prise en considération des aspects liés à une planification générale des infrastructures de transport. Or, entre-temps, la directive 2001/42/CE a été transposée par la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Il convient dès lors de simplifier les procédures et d'éviter les doubles emplois en la matière en prévoyant un partage clair entre le volet de la planification plus générale dont l'évaluation sera désormais assurée dans le cadre de la loi du 22 mai 2008 précitée et celui de la planification détaillée qui fera l'objet de l'évaluation retenue par le présent texte.

- de remplacer l'évaluation au cas par cas par l'introduction de critères de référence précis

La directive 97/11/CE donnant aux États membres le choix entre l'examen cas par cas et la fixation de seuils ou de critères, la loi du 13 mars 2007 susmentionnée avait privilégié la première possibilité à la différence des législations de nombreux pays et avait prévu la mise en place d'un comité interministériel pour procéder à cet examen. Étant donné que les expériences récentes ont révélé des inconvénients majeurs à cette façon de procéder à savoir un rallongement des délais du processus d'autorisation, une appréciation subjective des projets à soumettre à une telle évaluation et la difficulté d'atteindre un consensus dans la décision, une réforme du texte s'impose. Le présent projet se propose dès lors de remplacer l'évaluation au cas par cas par l'introduction de critères de référence précis sur base desquels les projets d'infrastructure de transport feront l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Ces critères seront à fixer par règlement grand-ducal.

- d'écourter les délais de procédure

Il s'agit en l'occurrence d'introduire un délai de trois mois dans lequel les autorités compétentes doivent émettre un avis sur les informations fournies par le maître de l'ouvrage et d'adopter une nouvelle approche en matière de mesures compensatoires permettant d'éviter que le Gouvernement en Conseil ne soit saisi à deux reprises comme c'est le cas actuellement sous l'emprise de la loi du 13 mars 2007 précitée.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):
26.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi
30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
06.05.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Roger Negri):
06.05.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1738

Simplification administrative II

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme dans les démarches administratives, notamment en ce qui concerne les régimes d'autorisations. Cette démarche s'inscrit dans la politique gouvernementale de simplification administrative tant en faveur des citoyens que des entreprises.

Par ailleurs, la loi en projet étend entre autres les dispositions de l'article 5, paragraphe 3

de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, dite directive «services», à des domaines non couverts par cette directive.

Force est de constater que l'obligation de fournir une copie certifiée conforme constitue une charge administrative, voire financière, démesurée. En effet, une copie certifiée conforme n'apporte guère de valeur ajoutée par rapport à une copie simple, étant donné qu'elle ne fournit aucun renseignement quant à l'authenticité et la véracité du document original.

Par ailleurs, la copie certifiée conforme constitue un obstacle important au traitement par voie électronique des formalités administratives et par conséquent à la création d'un guichet unique virtuel permettant de simplifier de façon substantielle l'accès électronique aux guichets administratifs des ministères et administrations publiques.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
(Président: M. Lucien Thiel):
05.05.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2009

Modification du Budget 2009

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

En vue de faire face à la crise économique qui touche actuellement notre pays, le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics, et ceci notamment dans l'intérêt du secteur de la construction.

Cette tentative de relance se concrétise par un avancement dans la mise en œuvre du programme de construction ainsi que par un décalage vers l'avant d'un nombre aussi élevé que possible de petits projets initialement prévus pour les exercices subséquents.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance dans le secteur du bâtiment, le présent projet de loi envisage de modifier les articles 26 (Fonds d'investissements publics) et 29 (Fonds des routes) de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

La modification susmentionnée est la suite logique de la modification de l'article 80 (1) c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État qui porte le seuil pour les réalisations de projets d'infrastructure au profit de l'État de 7.500.000 euros à 40.000.000 euros (cf. projet de loi N° 6011A). En conséquence bon nombre de projets prévus par le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics et du fonds des routes ne nécessitent dorénavant plus le vote, par la Chambre des Députés, d'une loi spéciale d'autorisation, indispensable jusqu'à maintenant pour les projets d'investissement dépassant le seuil de 7.500.000 euros.

C'est la raison pour laquelle des projets, dont le montant d'investissement se situe entre 7,5 et 40 millions d'euros et qui étaient en attente d'une loi spéciale tout en étant prêts à être mis en adjudication, sont ajoutés aux articles 26 respectivement 29 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

Par ailleurs, suite à la modification de l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (cf. projet de loi N° 6007) qui autorise désormais l'imputation à charge des crédits du fonds des routes de la réalisation de projets d'infrastructures du domaine de la voirie normale, l'article 29 est complété de projets de la voirie normale pouvant être entamés en sus de ceux dont la réalisation est prévue par les crédits budgétaires du budget en capital du Ministère des Travaux publics.

Étant donné que les nouveaux articles 26 et 29 autorisent le Gouvernement à réaliser un nombre plus important de projets par rapport à ceux autorisés par la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009, le volume des investissements va augmenter de 278.560.000 euros. Il convient de noter toutefois que les projets en question s'étalent sur plusieurs exercices de sorte que les dépenses d'investissement pour l'exercice 2009 ne vont pas croître dans la même proportion. Il faut remarquer par ailleurs qu'étant donné que les investissements visés par les articles 26 et 29 de la loi sur le budget de l'exercice 2009 sont financés par le biais des fonds spéciaux d'investissements, les dépenses supplémentaires prévues pour 2009 n'affecteront pas le total des dépenses du budget en exécution.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.03.2009
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
31.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
16.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1742

Accélération de la mise en chantier

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État

Le présent projet de loi fait partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros. En ce qui concerne le paragraphe (2) de l'article 80, la valeur «503,26» de l'indice des prix annuel à la construction est remplacée par la valeur «669,88» qui correspond à l'indice annuel des prix à la construction de l'année 2008.

En pratique, il s'est avéré que les seuils actuellement applicables sont relativement bas en ce qui concerne les projets de construction. L'on peut estimer que chaque nouvelle construction d'envergure moyenne de l'État nécessite le vote d'une loi d'autorisation, et même maintes rénovations et réhabilitations de constructions doivent passer par la procédure législative.

Il convient de noter par ailleurs que toutes les dépenses de l'État figurent déjà dans les lois annuelles concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État, que ce soit dans le corps de texte lui-même ou dans les annexes sous forme de tableaux pluriannuels, et font donc l'objet d'une autorisation par le biais de ces lois.

Il est partant indiqué de prévoir les lois spéciales de financement uniquement pour des dépenses de très grande envergure (par exemple la construction d'un lycée), qui doivent évidemment faire l'objet de discussions approfondies.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.04.2009
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
31.03.2009 Désignation d'un rapporteur
16.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1744

Protection des dépôts bancaires

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans sa partie relative à la protection des dépôts bancaires.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il est prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts. Ces changements ont pour objet de préserver la confiance du public dans les banques et dans le filet de sécurité en place au Luxembourg.

Ils visent en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

Les nouvelles dispositions prévues à l'article unique peuvent être résumées de la façon suivante:

- le principe de la coassurance des déposants - faculté prévue par la directive 94/19/CE - est abrogé, puisque non appliqué dans la pratique au Luxembourg;

- les obligations d'informations des établissements de crédit vis-à-vis des clients sont renforcées. Ainsi, les banques seront tenues de fournir automatiquement aux clients des informations de base sur le système de garantie des dépôts dont ils sont membres et, sur demande, des informations supplémentaires telles que les conditions d'indemnisation ou encore les formalités à remplir pour être indemnisés;

- l'obligation de coopération entre systèmes de garantie des dépôts est introduite pour le cas où une succursale d'un établissement de crédit de droit luxembourgeois établie dans un autre État aurait adhéré au système de garantie des dépôts de l'État membre d'accueil en vue de compléter la couverture offerte aux déposants.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.04.2009
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
30.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2009
Loi du 29 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°122, page 1744

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

Mardi, 12 mai 2009

SÉANCE 52

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mme Colette Flesch*

2. 6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Aly Jaerling*

5. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
- *M. Xavier Bettel*

6. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique
- *Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: M. Michel Wolter, Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Marcel Sauber intervient)*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Marcel Sauber, Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot*

7. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:
- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données
- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche
3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, Mme Colette Flesch, M. Henri Kox*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique (suite)
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

13. 6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement
2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
- *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Camille Gira*
- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

15. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération
- *Exposé: M. Félix Braz*

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques
- *Exposé: M. Aly Jaerling*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Interruption)

Här Minister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President. Mir hu keng Matdeelung ze maachen.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Regierung folgend Matdeelung ze maachen:

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Op de Bréif, deen ech virun aacht Deeg un d'Regierung geschriwwen hunn, wou ech se gebieden hunn, endlech op déi lescht Questions parlementaires ze äntwerten, respektiv déi, déi schonn zënter laanger Zäit net beäntwert sinn, ass eng ganz spärlech Äntwert komm. An deem Sënn, wou ganz wéineg Froe beäntwert gi sinn an déi aner net.

Ech géif déi Häre Ministere bieden, Äre Kolleegen den eindringleche Wonsch vun der Chamber matzehuelen, dass de Respekt vis-à-vis vun den Deputéierte verlaangt, dass um Enn vun der Legislaturperiod all Questions parlementaires beäntwert sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dervun aus, dass déi Häre Ministeren hire Kolleegen dat ausriichten, an ech ginn och dervun aus, dass de Respekt verlaangt, dass all Froe bis zum Enn vun der Period beäntwert sinn.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech wäert dat maachen. An ech sinn och bereet, déi Fro, déi nach opsteet vu mir, ze beäntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess nämlech, dass keng opsteet.

M. le Président.- Ech hu Vertrauen, dass Der Wuert haalt. Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, am Zesummenhang mat deem, wat Der elo gesot hutt, wëll ech awer festhalen, dass, soulaang d'Sessioun vun der Chamber net zougemaach ass, d'Chamber nach ëmmer besteet an an Aktivitéit ass.

Näischt verhënnert also, dass nach zousätzlech parlamentaresch Froe kënnen un d'Regierung geriicht ginn. A mäi Wonsch wär dann, dass se och nach virun de Wahle kéinte beäntwert ginn.

M. le Président.- Dat ass ganz richteg, Madame Flesch, wat Der sot. De Problem ass natierlech deen, dass d'Regierung e gewëssenen Délai huet an dass een net weess, wéini dass déi lescht Froen erakommen an ob d'Regierung sech dann un den Délai hält, well d'Chamber jo awer iergendwann opgeléist wäert ginn. Mä Äre Wonsch, Madame Flesch, ass selbstverständlech an deem, wat ech gesot hunn, mat abegraff.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. D'Voten, déi vun der leschter Woch nach nozehuele sinn, maache mer no der Diskussioun vun deem éischte Projet, deen op eisem Odre du jour steet.

Virdrun hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de révision de la Constitution et la proposition de loi suivantes ont été déposées au Greffe:

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 06.05.2009

6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 07.05.2009

2. 6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 7. Mee 2009 huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision ausgeschwat. Et ass d'Propositioun 6040, vun där ech just geschwat hunn, vum honorabelen Här Jaerling.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, schléit d'Presidentekonferenz Iech folgende modifizéierten Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg diskutéiere mer fir d'éischt de Projet de loi iwwert de Régime temporaire d'aide au redressement économique an de Projet de loi iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, zesummen an enger Diskussioun. Duerno de Projet de loi iwwert d'Recherche. Duerno deen iwwert d'Grande voirie. Dann de Projet de loi iwwert den Impakt vun Infrastrukturen op d'Natur. Als fënnefte Punkt haut de Mëtteg hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Kooperatioun an de Klimawandel. Zu gudder Lescht hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling iwwert déi biometresch Passbiller.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi fänke mer u mam Projet de loi iwwert d'Ofschafe vun der Copie certifiée conforme. Duerno hu mer eng Ofännerung vum Budgetsgesetz um Ordre du jour. Dann de Projet de loi 6011A, wat eng Ofännerung ass vun der Statskontabilitéit, dann e Projet de loi iwwert de Finanzsecteur a schlussendlech - als leschte Projet vun dëser Legislaturperiod - de Projet de loi 6006, wat eng Ofännerung vum Code du Travail ass, deen ons den honorabelen Här Kaes wäert presentéieren.

D'Wuert huet elo den Här Jaerling fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

4. Dépôt d'une proposition de loi

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll hei eng Proposition de loi déposéieren, déi d'Gesetz vum 24. Dezember 1990 iwwert d'Préretraite esou ëmännert, dass d'Pensiounskeesen net méi zur Finanzéierung vun der Préretraite ajustement bäidroen an dass déi Suen, déi vun deemools un aus de Keese geholl ginn, mussen zréckbezuelt ginn.

6042 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Är Propositioun geet an déi parlamentaresch Prozeduren. Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

5. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wëll...

M. le Président.- Här Bettel, däerf ech wëssen, ëm wat et geet?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Dépôt vun enger Motioun. Ech maachen den Dépôt vun enger Motioun, Här President.

Nämlech, ech mengen, déi Jonk Gréng hunn et och schonn haut an der Zeitung jo gesot, gëschter per Communiqué: Nodeem eng grouss Partei „Juncker on Tour" ugekënnegt huet, hu mer festgestallt, dass och den Här Biltgen on Tour ass. Et sinn eng ganz Rëtsch vu Wahlcampagnen, déi organiséiert ginn, an Informatiounscampagnë vun der Regierung. Et si verschidde Campagnen, déi souguer Projete betreffen, déi...

M. le Président.- Här Bettel, entschëllegt. Ech hunn Iech d'Wuert gi fir den Dépôt vun enger Motioun,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma ech maachen den Dépôt…

M. le Président.- …net fir den Exposé vun enger Motioun. Déposéiert Är Motioun!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech maachen den Dépôt dann hei.

Här President, et si véier Ënnerschrëften drop: den Här Jaerling, den Här Gibéryen, den Här Braz an ech selwer. Wann ee vun de Majoritéitsdeputéierten awer och der Meenung ass, dass d'Politiker näischt an enger Schoul ze dinn hunn, iwwert de Prétexte oder virun de Wahlen, solle se dat och ënnerschreiwen. Soss fannen ech doudsécher nach aner Deputéierter, déi esou eng Situatioun awer doudsécher net mat toleréieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- constatant les différentes campagnes d'information organisées par le Gouvernement à quelques semaines des élections;

- constatant que certaines de ces campagnes concernent des projets de loi ayant été adoptés il y a plusieurs années;

- constatant que certaines de ces campagnes sont organisées dans des établissements scolaires alors que les organisations politiques de jeunes se sont vues refuser d'organiser des tables rondes au sein des mêmes établissements;

invite les membres du Gouvernement

- cesser tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne préélectorale.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Gast Gibéryen, Aly Jaerling.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Mir gesinn, wéini dass mer déi Motioun do diskutéiere wäerten.

Mir kommen dann zu deenen éischten zwee Projete vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg: de Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique an de Projet de loi fir e Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Déi zwee Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. Den honorabelen Här Castegnaro huet elo d'Wuert als Rapporteur.

Den Här Castegnaro mécht an enger Interventioun de Rapport vun deenen zwee Projeten. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

6. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, och aus Zäitgrënn soll et ee Rapport fir zwee Gesetzesprojete sinn, déi sech wéi en Ee deem aneren a villen Hinsichte gläichen. D'Differenz läit dra beim 6003, dass mer vun Aide temporaire schwätzen a beim 6004 vu Garantie temporaire. Ech wäert am Detail dorop zréckkommen.

Den Hannergrond vun deenen zwee Gesetzer respektiv vun deenen zéng sougenannte Krisegesetzer, déi mer haut a muer behandelen, ass déi dramatesch Entwécklung, déi duerch d'Finanz- an d'Wirtschaftskris provozéiert ginn ass, an déi, an dat huet sech jo bewisen, an deene leschte Méint sech ganz staark negativ op den Aarbechtsmaart auswierkt. A vu d'Intensitéit vun där Kris, riskéiere mer natierlech eng sozial Kris, jo eng Katastroph ze kréien, besonnesch dann, wann de Chômage zu Lëtzebuerg, an Europa a weltwäit ausser Kontroll geréit.

Ech wëll kee längeren Historique maachen iwwert d'Ausléiser vun där internationaler Finanzkris duerch déi sougenannten „subprime"-Kreditter, déi awer als Folleg haten, dass ganz Banke bankrott gaange sinn oder faillite gaange sinn, an den USA, mä och doriwwer eraus, an dass an der Folleg dovun ëmmer nach d'Banke Problemer hunn, och ënnereneen, dass Geld léinen ënnert hinne weiderhi schwéier bleift an dass d'Geld verléinen ëmmer nach deier ass.

Mir wëssen, dass d'Staten alleguer vill Milliarden Euro oder Dollar a Bankerettungsaktiounen investéiert hunn; och hei zu Lëtzebuerg ass dat jo passéiert an déi sougenannte systemesch Banken. Net fir de Manager oder den Actionnairen ze hëllefen, mä fir e Flächebrand vun negativen Auswierkungen ze verhënneren, déi och hei zu Lëtzebuerg als Folleg eng Beschäftegungskris gehat hätten, well eben duerch den Zesummebroch vun deenen zwou bekannte Banken Zahlungsonfäegkeet a ville Betriber entstan wier, mat deene Konsequenzen op d'Mëttel- a Klengbetriber, déi ech ugedeit hunn.

Déi staatlech Hëllefen do, awer och de Konjunkturpak vun der Regierung an aner Moossnamen, déi an der Tëschenzäit getraff gi sinn, sollen net nëmmen e positiven Afloss op d'Beschäftegung hunn, mä sollen och d'Kafkraaft erhalen, sollen iwwer eng niddreg Zënspolitik, wéi se vun der Europäescher Zentralbank jo bedriwwe gëtt, hëllefen, d'Saachen ze riichten. Mir hoffen et a mir gleewen och drun, a mir denken an handelen duerfir och positiv. Trotz oder wéinst der Situatioun duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris, déi jo bekannterweis déi gréisst ass, déi mer zënter Jorzéngte kennen.

Déi weltwäit Rezessioun bréngt en Abroch vum Produit intérieur brut, deen no der EU-Kommissioun minus 4% dëst Joer an der EU wäert bedroen, bei Lëtzebuerg minus 3% ugesiedelt gëtt, woubäi de Wirtschaftsminister et eigentlech nach e bësse méi negativ gesäit. Da wësse mer, dass och den Aarbechtsmaart ganz kloer Zeeche vun där Kris dréit. Mir hu ronn 13.000 Mënschen ouni Aarbecht. Mir hunn der ronn 10.000, déi a Kuerzaarbecht sinn. Mir hunn der iwwer 3.000, déi an deene sougenannte Beschäftegungsinitiativen, also och a prekärer Situatioun sinn. A mir wëssen, dass et wuel e liichte Wuesstum um Aarbechtsmaart nach dëst Joer vun 1,4 an d'nächst Joer vun 0,6 soll ginn, mä ëmmerhin, et stinn d'Zeechen éischter op Stuerm.

Och weess een, dass d'finanziell Situatioun vum Stat duerch déi Situatioun leide wäert an amgaang ass ze leiden, dass den Defizit 2009 sech bei 1,6% wäert usiedelen, bei ronn 3% fir d'nächst Joer, an d'Pessimisten eigentlech dervun ausginn, dass d'Joer 2011 nach méi en dramatesche Réckgank vun den Einnahme beim Stat wäert kennen.

Déi Saachen a vill anerer sinn den Hannergrond respektiv vun deene sougenannte Krisegesetzer, déi mer elo diskutéieren an an deenen zwee Deeg och ofstëmmen.

D'Haaptaufgab vun der Regierung a vum Parlament muss et sinn, géint d'Rezessioun virzegoen, mat dem Schwéierpunkt, an ech widderhuelen et ëmmer erëm, d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen, mä och eng sozial Kris ze verhënneren an d'Kafkraaft an d'sozial Ofsécherung vun de Mënschen an dësem Land ze halen, jo och ze verbesseren. Besonnesch denken ech do u geziilten, selektiv Moossnamen, déi sech am Beräich vun der Administration de l'emploi an hire Leeschtunge mussen opdrängen.

Zu de Projets de loi 6003 a 6004 sief nach eng Kéier gesot, dass déi zwee, wéi déi aacht aner, déi zur Diskussioun stinn, e Bestanddeel si vun engem Moossnamepak, deen d'Regierung de 6. Mäerz an dësem Joer décidéiert huet, fir d'Relance vun der Konjunktur respektiv fir d'Ofsécherung vu Betriber a Beschäftegung ze erméiglechen. Déi Moossnamen, déi mer hei diskutéieren an ofstëmmen, droen d'Handschrëft vu ganz villen Acteuren.

Och dat soll een ënnersträichen. D'Regierung huet se verfaasst, mä d'Krisekommissioun vun dësem Parlament huet während Méint ganz vill drop geschafft a virbereet, mä och d'Sozialpartner hu getrennt an an der Tripartite Hiert derzou bäigedroen, a schlussendlech hunn och d'Beruffschamberen e wichtegen Undeel um Zustanekomme vun deene Gesetzesprojeten.

Et ass méisseg, haut laang driwwer ze diskutéieren, wou d'Scholdfro vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskris läit. Mir liewen dermat, mä et sollt een awer drop hiweisen an ënnersträichen, dass sech fundamental Änerungen an eisem System opdrängen an dass deen Neoliberalismus, wéi mer e kannt hunn, an dee wëlle Kapitalismus, wéi e sech entwéckelt huet, e Rigel musse virgeschubst kréien an nei Regele musse fonnt ginn.

Dat gesot, geet et elo drëm, konkret Moossnamen ze treffen. Mir maachen et. De Projet de loi 6003 a 6004, wou den Dépôt an der Chamber den 11. Mäerz gemaach ginn ass a wou d'Chambres professionnelles, eng no där anerer, de 16. Mäerz d'Fonctionnairen, den 20. Mäerz d'Chambre des Métiers et de Commerce, den 2. Abrëll d'Chambre des Salariés, sech insgesamt dermat ausenanergesat hunn, kritesch, awer positiv a konstruktiv.

De 26. Mäerz huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech zum Rapporteur fir déi zwee Projets de loi ernannt an huet awer och schonn deeselwechten Dag punktuell Amendementer un deene virleienden Texter virgeholl.

De Conseil d'État huet säin Avis oder seng Avisen zu deenen amendéierten Texter den 21. Abrëll eraginn. Mat enger Opposition formelle am Artikel 13 géint e Virschlag, deen am Projet de loi stoung, no deem virgesi war, dass d'Verlängerung vun deene Moossname per Règlement grand-ducal hätt kënne virgeholl ginn, op d'mannst zweemol e Joer. Mä de Statsrot ass sech do selwer trei bliwwe mat deem klasseschen Hiwäis, dass déi Matière nëmmen dem Parlament virbehalen ass, mä - an dat ass eng Neierung, déi ee muss ervirsträichen - mat enger flexibeler Approche déi Kéier, wahrscheinlech och krisebedéngt, awer ze begréissen, dass een och iwwert d'Budgetsgesetz kéint eng Verlängerung virhuelen.

Déi insgesamt flexibel an och positiv Approche vum Conseil d'État soll een ervirsträichen. Et soll een awer och, wann dat erlaabt ass, de Conseil d'État félicitéieren.

Och si hu sech ganz vill Méi ginn, mat dem Tempo matzehalen, fir dass mer an der Lag sinn, dës Deeg déi Gesetzer ofzehandelen.

Ech wëll awer net verstoppen, dass et am Conseil d'État en Avis séparé gouf, deen, wann een e liest, d'Handschrëft vun engem oder méi echten Neoliberaler oder „alter Haudegen", wéi een dat géif formuléieren, dréit, déi ouni Rücksicht op Verloschter hir Meenung do vertrueden hunn, dont acte.

Déi zwee Rapporten, déi d'Kommissioun schlussendlech guttgeheescht huet, dat war den 30. Abrëll, an déi sinn Iech och zougestallt ginn.

Wat ass den Inhalt vun de Projets de loi 6003 a 6004? Wat sinn d'Gemeinsamkeeten an d'Differenzen? Ech soen nach eng Kéier: Déi Projete schreiwe sech an an de wirtschaftlechen a soziale Kontext vum Moment. Hiert Zil ass et, de Betriber, déi aus deene Grënn, déi mer kennen, Schwieregkeeten hunn, déi néideg Kreditter zoukommen ze loossen, fir finanziell Enkpäss ze iwwerbrécken a fir nei Investitioune virzehuelen an den Zougank zu neiem Kapital ze erliichteren, sief et duerch eben direkt Hëllefen, sief et duerch staatlech Garantien. Wichteg ass derbäi ervirzesträichen, dass dat awer nëmme méiglech ass, nodeem déi Betriber all aner Moyenen ausgeschöpft hunn, ouni Chance an deem Fall, an dass ee muss soen, dass dat, wat mer haut ofstëmmen, eng sougenannte leschte Chance duerstellt.

Et muss een och ënnersträichen, dass béid Texter, an dat ass e wichtegen Hiwäis, op enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vum 17. Dezember 2008 berouen, déi den EU-Bäihëlleferegime temporär erweidert, fir kënne géint d'Kris virzegoen. An domat huet och d'Kommissioun, trotz alle Kritiken, déi mer oft hunn, bewisen, dass och si krisebedéngt schnell reagéiere kann, a besonnesch an enger Matière, wou d'EU-Direktiven de Spillraum vun den Nationalstaten eigentlech ganz enk ageschränkt hunn an dass mer also hei eng Ouverture kritt hunn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass all bestehend Hëllefen domat net verschwannen, mä weider genotzt kënne ginn.

Wat gesinn déi Projets de loi vir? De Projet 6003 schaaft eng rechtlech Grondlag, déi et dem Wirtschaftsminister erlaabt, bestëmmte Betriber eng direkt Kapitalsprëtz vu bis zu enger hallwer Millioun Euro ze ginn. Deen anere Projet, de 6004, gesäit vir, dass de Stat d'Garantië fir Betribskreditter iwwerhuele kann. Déi Garantie ka bis zu 90% vum Solde restant dû ofdecken, maximal dach bei enger Lounmass vum Joer 2008.

A béide Fäll - an ech hunn dat gesot - mussen d'Betriber noweisen, dass se alles ënnerholl hu virdrun, fir zu Geld ze kommen. An et ass och net esou, an ech mengen, dat sollt een hei kloer an däitlech soen: Déi Betriber sinn net an engem État de faillite, mä déi Betriber, déi op normalem Wee keng Sue méi kréien, sollen iwwert déi Hëllefen ebe Geld kréien, fir ze verhënneren, dass een d'Kand herno aus dem Pëtz fësche muss. Et soll hei derfir gesuergt ginn, dass d'Kand guer net an dee Pëtz do erafält.

Da muss een och ënnersträichen, dass d'Betriber, fir an de Genoss vun deene Bäihëllefen oder Garantien ze kommen, e strukturéierenden Afloss op d'Lëtzebuerger Ekonomie mussen hunn. Et gëtt Kritäre wéi d'Zougehéieregkeet zu bestëmmte Wirtschaftssecteuren, wéi d'Innovatiounspotenzial, wéi d'international Ausriichtung, wéi d'regional Bedeitung, an am Fall, wou d'Garantie genotzt gëtt, d'Notéierung, dat heescht den „credit rating", deen och do mat erugezu gëtt.

Den zoustännege Minister gëtt also autoriséiert, dat ze maachen, mä e muss all néideg Informatiounen iwwert d'Entreprise, déi eng Demande mécht, eranhuelen, fir d'Rechtméissegkeet vum Antrag ze beuerteelen. Déi Betriber mussen hiren Antrag an engem kompletten Dossier motivéieren. An Dir gesitt och an deene Projets de loi eng Annex 1 an 2, wou eng Rei vu Regele festgeschriwwe ginn.

Da soll een ervirsträichen, dass déi Dossieren zéng Joer laang versuergt ginn, fir am Fall der Fälle préiwen ze kënnen, ob e Betrib sengem Engagement net nokomm ass oder bei der Untragstellung falsch Angabe gemaach huet. Ech erënneren drun, dass d'Garantie eng Lafdauer vun zéng Joer kann hunn.

A Fro komme Betriber, déi iwwer eng Autorisation d'établissement verfügen an déi Geschäftsaktivitéiten op dem Lëtzebuerger Territoire ausüben. Allerdéngs, an dat ass eng weider wichteg Konditioun, däerfen déi Betriber net scho virum 1. Juli 2008 a Schwieregkeete gestach hunn. Domat soll verhënnert ginn, dass d'Betriber vun där Moossnam profitéieren, deenen hir Problemer mat der Kris näischt ze dinn hunn.

Während d'Gesetz 6004, dat iwwert d'Statsgarantie, d'Banken an d'Versécherungen als Notznéisser ausschléisst, oder méi prezis gesot all Betriber, déi der Opsiicht vun der CSSF respektiv dem Commissariat aux assurances ënnerstinn, schränkt de Projet de loi 6003 de Krees vun de Bénéficiairë weider an.

Hei sinn och landwirtschaftlech Betriber a bestëmmte Betriber aus der weiderveraarbechtender Industrie ausgeschloss wéi och de Kuelebiergbau, wann een déi Kommunikatioun vun der Kommissioun liest. Et muss een awer dobäi ervirsträichen, dass et jo nieft deem heiten nach aner Hëllefsprogrammer an Ënnerstëtzungsprogrammer gëtt, déi do kënne spillen.

Wéi an alle Gesetzer, déi Bäihëllefen aféieren, gesinn och d'Projekter 6003 a 6004 Anticumulbestëmmunge vir, fir ze verhënneren, dass déi Bäihëllefen an der Somme e gewëssenen Niveau iwwerschreiden an dat zu deloyaler Konkurrenz kéint féieren.

Ausserdeem kann d'Gewährung vun enger Bäihëllef oder vun enger Garantie un zousätzlech Konditioune geknäppt ginn, wéi zum Beispill d'Réckbezuele vun de Bäihëllefen. D'Bedéngungen, fir déi Hëllefen ze kréien, oder d'Garantie, kënnen a sollten an enger Vereinbarung tëschent dem Stat an dem Betrib festgehale ginn. Ech gesinn dat wéi e Code de déontologie.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis gefuerdert, dass de Wirtschaftsminister, deen de Betriber gewëssen Zousoe mécht, verflicht misst sinn, ganz besonnesch den Thema Maintien dans l'emploi ze fuerderen. Mä vu dass d'Betriber ganz verschidde Situatioune kënnen hunn, huet eis Kommissioun dervun ofgesinn, dat dote prezis an engem Text ze formuléieren. Mä mir ginn awer dervun aus, an ech och, dass an deenen Diskussiounen dat zu den Oplage gehéiere wäert, déi de Minister un déi spezifesch Betriber mécht, wou dat sech opdrängt.

Wann e Betrib senge Verflichtungen net nokënnt, virzäiteg oder fräiwëlleg de Betrib astellt oder sech d'Bäihëllefen duerch falsch Angaben erschlach huet, kann de Stat en Deel oder déi gesamt Hëllef zréckfuerderen. Och gesäit den Text, déi béid Texter, penal Sanktioune vir, wann déi Responsabel vun de Betriber déi Bäihëllefe mëssbräichlech beantragen oder bewosst falsch Angabe gemaach hunn oder Informatiounen zréckbehalen hunn, wat dann e klore Bedruch wier.

Déi Moossname lafen elo emol bis den 31. Dezember 2010. Sollt sech da weisen, dass déi Kris nach undauert an dass et fir d'Betriber weiderhi schwiereg bleift, fir vun de Banke Kreditter ze kréien, da kënnen déi béid Gesetzer och verlängert ginn; wou allerdéngs d'Konditioun erëm déi ass, d'Europäesch Kommissioun muss do erëm eng Kéier Feu vert ginn.

Ech erënneren nach eng Kéier, wat ech am Ufank gesot hunn, dass de Minister dat iwwer Règlement grand-ducal wollt maachen, de Statsrot dat formell ofgelehnt huet, mä de Statsrot fir eng Kéier gesot huet, et kéint een am Budgetsgesetz 2011 dat da regelen. En ass also do vu senger Praxis ofgewäicht - an deem Fall awer ze begréissen.

Zum budgetären Aspekt soll gesot ginn, dass déi Bäihëllefe vum 6003 am Rahme vun de verfügbare budgetäre Mëttel ausbezuelt ginn. D'Regierung beziffert dee Käschtepunkt op 15 bis 30 Milliounen Euro op zwee Jore verdeelt, dat ass awer an der Limite vu Crédits budgétaires disponibles.

D'Garantiesomme, déi de Stat am 6004 iwwerhëlt, ass op eng hallef Milliard Euro begrenzt. Déi hallef Milliard kann een och aneschters formuléieren. Dat wier wéi wann ee Betrib alles géif kréien, dee ronn dann 10.000 Leit beschäftegt, déi eng Lounmass, all eenzel Mataarbechter, vu 50.000 Euro hunn, da géif een op déi Zomm do stoussen. Dat ass also schonn e beträchtleche Betrag, deen net gutt iwwereneestëmmt mat där enger Millioun awer net limitative Budgetsartikel, dee virgesinn ass.

Am Bezuch op de Projet 6004, d'Garantiegesetz, huet d'Chambre des Métiers virgeschloen, am nächste Budgetsgesetz en neie Kredit anzeschreiwen, fir d'Verloschter vun der Mutualité de Cautionnement, déi et am Handwierk an am Handel gëtt, opzefänke respektiv hir Kapitalbasis ze stäerken. Domat kéinten eigentlech méi Petites et moyennes entreprises gehollef kréie wéi mat deem Garantieregime, dee mer haut votéieren. D'Wirtschaftskommissioun sollt dëse Virschlag an hiren nächsten Aarbechten a bei der Opstellung vum Budget 2010 berücksichtegen.

Ofschléissend sief nach drop higewisen, dass an e puer Avisen d'Fro opgeworf ginn ass, ob mat deene staatlechen Hëllefen net genee déi Betriber ënnerstëtzt oder künstlech um Liewe géife gehale ginn, déi an der Vergaangenheet schlecht gewirtschaft hunn, an déi gesond Betriber näischt kréien. Dozou ass ze soen, dass et net d'Absicht ass vum Législateur, fir schlecht geféiert Betriber ze retten, mä dass et drëm geet, Betriber ze hëllefen, déi duerch d'Kris - an nëmmen duerch d'Kris - Problemer kritt hunn - Problemer, Kreditter ze kréien -, déi se ouni Kris ouni Weideres hätte kënne kréien. Dat heescht, déi béid Gesetzer gesi jo duerfir de Stéchdatum vum 1. Juli 2008 vir a schränken domat de Krees vun de Bénéficiairen eigentlech grob an.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss e puer Iwwerleeungen. Och déi béid Gesetzer sollen derzou bäidroen, fir Betriber iwwert déi Duuschtstreck, déi mer mat der Kris erliewen, ewechzekréien an derzou bäidroen, dass se fit sinn, wann d'Reprise erëm do ass.

Deeselwechte Prinzip gëllt jo beim 6006, dee muer hei zur Debatt steet, wou et ëm de Chômage partiel an dem Maintien dans l'emploi geet, wou déi Notioun vu Formatioun ganz vill Bedeitung kritt. Mä dat ass: Wéi bei de Betriber ass et do, bei de Salariéen derfir suergen, dass souwuel de Betrib wéi seng Salariéë fit a prett sinn, fir mat der Relance no der Kris kënnen dem mat Sécherheet méi staarke Konkurrenzkampf erfollegräich ze begéinen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass et an där Vereinbarung, déi et tëschent dem Minister an de Betriber soll ginn - déi Konditiounen, wann ee wëllt, wéini se da Sue kréien, dee sougenannte Code de déontologie, wéi ech dat formuléieren, ouni dass e festgeschriwwen ass -, eng Rei vu Regele muss ginn.

Et soll ee wëssen, de 6003 an de 6004 hëllefen net nëmmen de Betriber, och de Salariéen. Si hëllefen awer och de Manager, de Patronen an den Actionnairen. Si kréien Hëllefen, wat d'Geld vun der Allgemengheet ass, a si mussen, wa se déi Hëllef beantragen, och déi néideg Bescheidenheet un den Dag leeë bei hiren eegenen Usprëch. Och dat ass eng Fro vu Glaubwürdegkeet an eng Fro vu Vertrauensbildung. An do denken ech drun, dass keng Tantièmen ausbezuelt ginn,…

Une voix.- Très bien!

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- …dass keng Dividenden ausbezuelt ginn, dass Bonien an aner Saachen net bezuelt ginn. Ech mengen, dass dat derzou géif gehéieren.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll all deene Merci soen, déi mat där Rapiditéit, wou mer geschafft hunn, derzou bäigedroen hunn, dass mer déi zwee Projets de loi hei haut kënne presentéieren.

Déi Schnellegkeet, déi Flexibilitéit an déi Reaktiounsfäegkeet maache Mutt, maache Courage an enger Zäit, wou alles schwiereg ass. An ech mengen, dat wier awer eng wesentlech Viraussetzung, well ee beweise kann, dass een d'Erausfuerderung, déi d'Kris un ee stellt, ka meeschteren, wann de Wëllen an d'Energie duerfir do ass. An hei geet et ëm d'Interesse vum Land an ëm d'Interesse vun de Bierger an dësem Land.

D'LSAP stëmmt natierlech déi Gesetzer, an ech soen en décke Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Loosse mer zum Schluss net gehässeg sinn.

(Hilarité)

Här Wolter, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen haut a muer eng ganz Rei vu Projeten, déi dobaussen ënnert dem Konjunkturpak bekannt sinn. Lassgeléist vun deenen zwee Projeten, déi mer elo hei diskutéieren, wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun e puer Remarquen iwwert de ganze Pak maachen.

Mir sinn am September/Oktober vum leschte Joer weltwäit an eng Situatioun geroden, wou, ausgeléist vun enger Bankekris, mer an eng Kris vun der Weltwirtschaft gerode sinn, an déi eenzel Länner, dozou gehéiert och Lëtzebuerg, sinn am Fong erausgefuerdert gewiescht, fir Äntwerten ze fannen op hir spezifesch Situatioun.

De Konjunkturpak, deen haut hei virläit, deen am Fong d'Ëmschreiwung oder d'Iwwersetzung vun deem Deel ass, deen de legislative Wee vum Konjunkturpak muss goen, ass d'Äntwert vun eis, vu Lëtzebuerg, vun der Lëtzebuerger Regierung, mä, ech hunn d'Impressioun, wäit doriwwer eraus, op déi Kris.

Et ass e Konjunkturpak, an dat muss een ëmmer an ëmmer an ëmmer nees widderhuelen, et ass kee strukturelle Pak.

Et ass e Pak, deen et soll erlaben, iwwert d'Joren 2009 an 2010 ewechzekommen, an der Hoffnung, dass sech d'Weltwirtschaft, an domat och d'Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg, an deenen nächsten zwielef bis 24 Méint erhëlt, an deen et soll erlaben, en duebelt Zil ze ereechen: Zum engen, dass mer da Betriber hunn, déi nach gutt dostinn an déi no der Kris weider kënnen an der internationaler Konkurrenz bestoen; an zweetens, dass déi Betriber no der Kris och kënnen op déi Leit zréckgräifen, déi se virun der Kris haten. Net an eng Situatioun ze komme vun „hire and fire", vun elo kuerzfristege Reaktiounen, wou Leit aus der Aarbecht géifen erausgeholl ginn, déi dann duerch anerer, ganz oft no zwielef oder 24 Méint nees missten ersat ginn.

Et ass eng Äntwert, déi e ganz zolitte Montant och beinhalt. Well mir schwätzen hei iwwer e Pak, deen 1,2 Milliarden Euro beinhalt. Et ass interessant ze gesinn, dass déi 1,2 Milliarden Euro zimlech genau deem Montant och entspriechen, deen duerch d'Tripartite am Joer 2006, och opgrond vun Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber haten, am am Oktober an November 2005, wou an der Tripartite Mesurë geholl si ginn, déi ee graff iwwer 400 Millioune pro Joer ka bezifferen, sou dass mer iwwert d'Joren 2006, 2007 an 2008 eise Budget entlaascht hunn iwwer praktesch exakt dee Montant, dee mer elo 2009 an 2010 kënnen an eis Wirtschaft an an eis Aarbechtsplazen dann eraschéissen.

Och dat ass net vum selwe gaangen, mä et ass d'Konsequenz vun enger Politik, déi iwwer laang Joren a Jorzéngten zu Lëtzebuerg erfollegräich duerchgezu ginn ass, nämlech ze kucken, wa méiglech a gudde wirtschaftlechen Zäite Suen op d'Säit ze leeën, déi een da ka benotze fir wann et wirtschaftlech manner gutt geet, fir se dann an de Circuit ze injectéieren.

Dass mer dat gemaach hunn, dat bréngt och mat sech, dass mer haut net an enger Situatioun sinn, wou mir schonn am éischten Trimester vun 2009 oder am zweeten Trimester vun 2009 musse reagéieren, wéi verschidden aner Länner dat gemaach hunn an deene leschte Wochen. Ech schwätzen net emol vun den Islänner, ech schwätze vun Irland, ech schwätze vun Ungarn, ech schwätze vu Griichenland, wat zum Deel Länner och waren, besonnesch am Fall vu Griichenland, déi ëmmer traditionell eng héich Verschëldungspolitik gemaach hunn um Niveau vun hirem Statsbudget. Eng héich Verschëldungspolitik, déi et da selbstverständlech mat sech bréngt, dass, wann ee wierklech seriö getraff gëtt, een dann d'Ressourcen net méi huet, d'Méiglechkeeten net méi huet, fir antizyklesch Politik ze maachen, sou wéi mir se hei kéinte maachen.

D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt deemno mat zwou Hänn dee ganze Pak, deen hei vun der Regierung ficeléiert ginn ass, esou wéi de Rapporteur et gesot huet, am Zesummespill mat enger Rei oder mat villen aneren, der Spezialkommissioun an der Chamber, de Sozialpartner an och de Beruffschamberen, déi eng Rei vun Inputen eraginn hunn, fir dee Pak hei esou ze ficeléieren, wéi en haut ass.

Zu de Projeten 6003 a 6004 wéilt ech fir d'éischt dem John Castegnaro, dem Rapporteur, Merci soe fir souwuel seng schrëftlech wéi och säi mëndlech ganz engagéierte Rapport, sou wéi mer dat vun him kennen. Hie war esou komplett, dass ee quasi zu deenen zwee Projeten näischt brauch derbäizefeieren.

D'Zilsetzungen huet e ganz kloer definéiert, déi an deene Projeten do verfollegt ginn. En

huet op d'Contrainten higewisen, en huet op d'Erausfuerderungen higewisen. En huet och drop higewisen, wat alles muss gemaach ginn, sou dass ech mech kéint drop limitéieren, eng Remarque am Numm vun eiser Fraktioun, déi en och a sengem Rapport bruecht huet, nach eng Kéier erauszebréngen.

An dat ass déi, dass mer definitiv der Meenung sinn, dass déi Propositioun vun der Wirtschaftskommissioun vun der Chamber, nämlech am Projet de budget fir d'Joer 2010 zwou Positiounen anzesetzen, am Intérêt vun de klengen an de Mëttelbetriber, à savoir d'Prise en charge vun de Verloschter vun de Mutualitéite vum Handel an dem Handwierk zum engen an zum aneren och d'Kapitaldotatiounen en faveur vun deenen zwou Mutualitéiten, dass mer déi kloer an däitlech ënnerstëtzen, well mer och an där ganzer Krisebekämpfung der Meenung sinn, dass een déi Kleng- an déi Mëttelbetriber net däerf vergiessen. Well déi Kleng- an déi Mëttelbetriber zu Lëtzebuerg eng grouss Traditioun hunn, och eben am Schafen an am Erhale vun Aarbechtsplazen.

An deem Sënn géif ech zu deenen zwee Projeten och den Accord vun eiser Fraktioun wëlle ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, de Rapporteur huet hei säi Bericht ofgeschloss, andeem en all deene Merci gesot huet, déi an deem Kontext vun - wéi soll ech soen? - Rapiditéit a Flexibilitéit derzou bäigedroen hunn, dass dee Projet de loi, déi zwee Projets de loi hei kéinten an dem gegebenen Zäitraum virun d'Chamber kommen.

Et sief mir erlaabt, Här President, dem Rapporteur Merci ze soen, dass hien…

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …seng Rapporten zu deenen zwee Projeten, souwuel déi schréftlech wéi och dee mëndlechen, fäerdeg gestallt huet, dass mer konnten effektiv dës Woch déi zwee Projete stëmmen.

Wéi den Här Wolter virdru gesot huet, ass de Rapporteur am Detail op all déi Problemer agaangen, déi déi zwee Projete stellen, an och op déi Konditiounen, déi d'Regierung gestallt huet, fir dass déi Aide an déi Garantie, déi an de Projeten 6003 a 6004 virgesi sinn, kënnen attribuéiert ginn. Ech wëll also och net den Exercice maachen, dat alles nach eng Kéier ze répétéieren, mä ech wëll mech nëmmen op e puer allgemeng Remarquë beschränken.

Déi zwee Projeten - deen een iwwert d'Bäihëllefen, deen aneren iwwer eng Garantie - stelle sech an de Kader vun enger Situatioun, mat där mer elo konfrontéiert sinn an déi déiselwecht ass fir de 6003 wéi fir de 6004.

Engersäits musse mer ons beschäftege mat der Krisis, mat där mer konfrontéiert sinn a mat där d'Entreprisë konfrontéiert sinn, an anerersäits musse mer wëssen, dass am Domän vun de staatleche Bäihëllefe mir zu Lëtzebuerg wéi all d'Memberstaten nëmme kënnen handelen am Kader vun der communautairer Gesetzgebung a mat deene Limiten, déi dee Kader virgesäit.

Nun ass et esou, dass d'Kommissioun de 17. Dezember 2008 eng Décisioun ugeholl huet, déi eng gewësse Flexibilitéit an dee Kontext vun de staatleche Bäihëllefen introduzéiert huet an zousätzlech Méiglechkeete geschafen huet, ënnert deenen d'Länner kënnen hiren Entreprisen zur Säit stoen.

De Grondprinzip ass, dass gewësse Bäihëllefen, déi normalerweis verbuede wären, kënne justifiéiert gi während enger beschränkter Zäit, fir deene ganz gravë Perturbatiounen, där ons Ekonomie ausgesat ass, ze remédiéieren an dëser ebe Period vu Krisis.

Ech wëll direkt am Numm vun der DP-Fraktioun soen, dass mir déi Mesuren, déi hei virgeschloe sinn an de Projete 6003 a 6004, ënnerstëtzen.

D'Dispositifen, déi hei virgesi sinn, a se sinn ähnlech an deem engen an an deem anere Fall, bezéie sech op Entreprisen, déi entweder duerch dee Secteur, an deem se täteg sinn, duerch hiren technologeschen an innovative Potenzial, duerch hir Ouverture à l'égard vun internationale Mäert, oder dee Rôle, dee se an der regionaler oder nationaler Entwécklung hunn, eng strukturant Influenz op ons national oder regional Ekonomie kënnen hunn.

Déi Kritären, déi dem Minister oder de Ministeren - dem Minister am 6003, deenen zwee Ministeren am 6004 - hir Aktioun aschreift an an engem gewësse Mooss aschränkt, bréngt zwou Beruffschamberen, notamment d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Salariés, déi zwar déi Moossnamen hei bejoen, awer derzou ze fäerten, dass se kéinten e perturbatoreschen oder en antikonkurrenziellen Impakt hunn, dee sech maassgeblech negativ à l'égard vun de klengen a Mëttelbetriber géif ausdrécken.

De Conseil d'État huet sech och d'Fro gestallt, ob an Terme vun Équitéit a vu gudder Allocatioun vun den öffentleche Gelder net e Risiko besteet, dass déi Bäihëllefen an déi Garantien, déi hei proposéiert sinn, haaptsächlech un déi Betriber ginn, déi schlecht dru sinn, anstatt deenen ze hëllefen, déi gutt drop sinn an déi sech vill Méi ginn, fir gutt drop ze bleiwen.

De Rapporteur ass op dee Problem agaangen. An ech mengen, et muss ee feststellen engersäits, dass déi Gesetzgebung, déi mir elo hei décidéieren, sech éischtens muss afügen an de communautairë Kader. An e ganzen Deel vun de Komplikatiounen a vun den Exigenzen, deene mer ons hei musse beugen, stamen eben aus der communautairer Gesetzgebung hier. Dat ka sécherlech derzou féieren, dass d'Zuel vun de Betriber, déi vun dëse Mesurë kënne profitéieren, relativ beschränkt bleift.

A vu d'Komplikatioun vun de Mesuren, déi hei virgesi sinn, a vun de Konditiounen, deenen ee sech muss ënnerwerfen, kéint et och wuel sinn, dass et fir déi grouss Betriber méi einfach ass, deem Rechnung ze droen, wéi fir déi Kleng- a Mëttelbetriber. Mä nach eng Kéier wëll ech hei soen: Dat ass net, well mir déi Problemer oder déi Hürden an ons Gesetzgebung wollten abauen, mä dann ass dat awer eng Konsequenz vun deem gemeinschaftleche Kader, an dee mir ons mussen afügen.

Ech géif weider derzou soen an notamment zu de Préoccupatioune vum Conseil d'État, dass ee muss ënnersträichen, dass am Fong hei virgesinn ass, dass nëmmen déi Betriber kënne vun deene Bäihëllefen a Garantië profitéieren, wa se virum 1. Juli 2008 net a Schwieregkeete woren. Dat heescht, et sinn net, wéi d'Chambre des Salariés et fäert, d'Betriber, déi amgaang si faillite ze goen, dat heescht, et sinn net d'Betriber, déi schlecht géréiert sinn, mä et si Betriber, déi normal fonctionnéiert hunn an déi op eemol wéinst der Kris op Kreditschwieregkeete stoussen an deenen ee muss an dësen Zäite kënnen entgéintkommen.

Här President, am Zesummenhang mam Projet 6004 huet de Rapporteur schonn drop higewisen, dass d'Chambre des Métiers an hirem Avis vum 20. Mäerz 2009 derfir plädéiert huet, dass ee sollt eppes Zousätzleches am Kader vum Budgetsgesetz 2010 maachen, an zwar e Crédit non limitatif virgesinn, deen eng Participation temporaire géif kënne virgesinn, fir d'Verloschter ze decken, déi d'Mutualitéiten aus dem Artisanat an dem Commerce erfueren, an déi aus der Couverture also vun de Perten entstinn, déi op deene Cautionnementer accordéiert sinn. Si schloen also vir, et soll een am Budget 2010 eng Dotation spécifique, e Fonds de garantie zu deem Zweck virgesinn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum selwechten Dag sech den Iwwerleeunge vun der Chambre des Métiers ralliéiert. A wéi de Rapporteur gesot huet, huet d'Ekonomieskommissioun dat och matgedroen an déi Suggestioun mat an hire Rapport iwwerholl.

Här President, dat ass d'Ursaach, woufir ech am Numm vun der DP-Fraktioun géif wëllen eng Motioun déposéieren, wou mer d'Regierung invitéieren, dat Néidegt ze ënnerhuelen am Kader vum Budgetsgesetz 2010, fir dass d'Regierung, egal wat se nom 7. Juni ass, déi Suerg vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce an déi Suerg vun der Ekonomieskommissioun vun dëser Chamber net vergësst, an dass effektiv am Kader vum Budgetsgesetz 2010 där Suerg Rechnung gedroe gëtt.

Déi Motioun, Här President, ass ënnerschriwwe vu menge Kolleege Claude Meisch, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens a vu mir selwer. Mä selbstverständlech, wann aner Kolleege sech wëllen där Motioun uschléissen, si se wëllkomm. Mir si souguer bereet, véier Nimm zréckzezéien, fir dass véier aner Leit dat kënne mat ënnerschreiwen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis de la Chambre des Métiers du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle plaide pour la réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes subies sur les cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce;

- considérant l'avis de la Chambre de Commerce du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle se range à l'avis de la Chambre des Métiers sur ce point;

- considérant le rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports du 30 avril 2009 par lequel la Commission retient ladite suggestion qui serait à considérer lors de l'établissement de la prochaine loi budgétaire;

- notant qu'une telle participation étatique pourrait constituer une réponse politique adaptée aux considérations des PME luxembourgeoises opérant sur les marchés régionaux et locaux et dépendant souvent des capacités de développement résiduelles de l'industrie, fortement touchée par la crise économique actuelle;

invite le Gouvernement

- à inscrire dans le projet de loi budgétaire 2010 un nouvel article à caractère non limitatif, introduisant un «fonds de garantie» bénéficiant d'une dotation substantielle temporaire permettant de réaliser les dotations en capital de couverture et le remboursement partiel des pertes subies par les mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce.

(s.) Colette Flesch, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens, Claude Meisch.

Ënnert deene Virzeechen, Här President, si mir bereet, déi zwee Projeten ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Ech zéie mech zréck fir den Här Kaes.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Bon, meng Virriedner sinn des Wäiten an des Breeden op déi zwee Projeten agaangen. Ech wëll dofir dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an ech bréngen dofir den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

(Interruption)

Jo. Ech géif jiddweree bieden, dee wëllt d'Wuert ergräifen, sech anzeschreiwen. Här Henckes, wann ech gelift.

Une voix.- Et ass erëm Chaos bei der ADR.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou, datt d'Europäesch Kommissioun de 17. Dezember 2008 d'Weiche gestallt huet, fir datt mer haut déi zwee Gesetzer kënnen an onser Chamber diskutéieren a stëmmen. Et muss ee festhalen, datt an deem Projet 6003, wou et ëm d'Hëllefe geet bis 500.000 Euro pro Betrib, datt dat eng wichteg Hëllef ass, haaptsächlech fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi kënne viséiert sinn. Mä et stelle sech awer an deem Kontext e puer Froen.

Esou steet am Artikel 2, Paragraph 1: «Le Ministre peut octroyer des aides.» Dat bedeit also, datt de Minister, souguer wann e Betrib all d'Konditiounen erfëllt, fir kënnen eng Hëllef ze kréien, deen Ablack awer déi Hëllef net muss ginn. Dat schéngt relativ arbiträr kënnen ze sinn. Dofir wär ech nawell frou, wann de Minister ons e puer Erläuterunge kënnt ginn, wéi en dee Saz do ausdäitscht. Et ass notamment vill vun Transparenz Rieds gaang an dem Gesetzesprojet, dofir wär déi Prezisioun do absolut noutwendeg.

Dann ass och kloer festgehale ginn, datt mer net sollten enger Entreprise hëllefen, déi souwisou failliteverdächteg wär. Dat schéngt och eng positiv Saach ze sinn.

D'Regierung schwätzt dovunner, datt eng 30 bis 60 Betriber kéinte vun där Hëllef do profitéieren. Dat mécht also eng Dépense vu 15 bis 30 Milliounen Euro, déi an dësem Budget respektiv an deem vun 2010 misste figuréieren. Dofir wollt ech och de Minister froen, ob en diesbezügleche Montant am Budget 2009 figuréiert respektiv ob ee kann op en anere Budgetsartikel zréckgräifen, fir déi Suen och effektiv un d'Betriber auszebezuelen.

Dann ass och d'Suerg gewiescht vun der Chambre des Salariés, ob net sollte Konditioune fixéiert ginn am Gesetz respektiv an den Négociatioune mam Stat, wat d'Personal ugeet, ob dann och eng Garantie do wär, datt d'Personal géif seng Aarbechtsplaz behalen.

Den Dirigeant: Do mengen ech och, datt vun alle Säite gesot ginn ass, datt et net esou kéint sinn, datt an engem Betrib, deen eng Hëllef kritt, dann ee vun den Dirigeantë kéint e substanzielle Bonus ausbezuelt kréie fir déi Period, wou déi Hëllef soll elo intervenéieren.

Zu deenen zwee Punkte wär ech frou, wann de Minister ons kéint déi Explicatioune widderhuelen, déi en ons an der Kommissioun ginn huet, well et ass awer wichteg, datt mer zu alleguerten deene Froen, déi diskutéiert ginn dobaussen, och öffentlech kënnen hei eng Stellungnahm vun der Regierung kréien.

Dat gesot, ass natierlech mat deenen zwee Gesetzer, déi mer haut diskutéieren a solle stëmmen, nach munches net gemaach. Déi nächst Regierung kritt ganz vill Aarbecht, souwuel wat d'Banken, d'PMEen an d'Industrie ugeet, fir ons Ekonomie, ons Bankeplaz nees erëm op Vordermann ze bréngen, fir datt mer, wann d'Reprise sech bemierkbar mécht, ons Entreprisen och kompetitiv an déi nei Wirtschaftsentwécklung kënnen influenzéieren.

Dat gesot, wëll ech och dem Rapporteur, dem John Castegnaro, villmools Merci soe fir säi Rapport, deen e mat ganz vill Enthusiasmus hei virgedroen huet. Et war och ganz vill Aarbecht vun em erfuerdert, fir an esou kuerzer Zäit esou e komplizéierte Rapport zustan ze bréngen.

Dat gesot, wëll ech soen, datt d'ADR hir Zoustëmmung zu deenen zwee Gesetzesprojete bréngt.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Eise Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké, huet elo d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Dat héieren ech gär. Merci, Här President, fir de Possessivpronomen.

(Hilarité)

Ech soen awer net nëmmen Iech Merci, ech soen och alle Leit, déi hei involvéiert waren, Merci. Mir hunn emol eng Kéier erëm eppes fäerdeg bruecht, wat mer oft virgeworf kréien net capabel ze sinn, nämlech schnell ze reagéieren. Hei huet wierklech an der ganzer Chaîne vun der legislativer Aarbecht jiddweree ganz schnell reagéiert an ass och mat ganz vill guddem Wëllen drun erugaang.

Ech soe selbstverständlech besonnesch der Wirtschaftskommissioun erëm eng Kéier Merci, déi hei eng exzellent Viraarbecht gemaach huet mat menge Leit. De Rapporteur, mengen ech, huet och déi noutwendeg Detailer an deen noutwendege Seriö an der Explikatioun erabruecht.

E Wuert awer vläicht zum Kader vun deem Ganzen.

Dat Éischt ass, mir hu ganz fréi, wéi déi Kris ugaangen ass, probéiert direkt drop ze reagéieren, wéi d'Kommissioun higaangen ass a gesot huet: Mir änneren den Encadrement vun den Aiden. Mir hunn direkt Leit beoptraagt, Projeten auszeschaffen, déi elo deem Rechnung droen, wat d'Kommissioun méiglech mécht. Do waren nämlech eng ganz Rei Saachen, déi mir net méi an eisen Instrumenter haten oder net méi an där Envergure haten; notamment déi vun de Garantien. D'Garantien hate mir an där Form net méi. Duerfir ass dat e Projet, dee ganz nei ass.

Firwat hu mer déi Aiden do geholl? De Rapporteur huet et ugedeit. Et ass éischtens, dass mer musse Mesurë fannen, fir d'Kris ofzefiederen, an zweetens, dass mer Mesurë fannen, wou mer strukturell eis Wirtschaft anescht dohinnerstellen. Den Här Wolter huet virdru gesot, dat wäre keng strukturell Moossnamen. Et ass wouer, dat hei si keng. Mä awer dee Projet, deen

duerno kënnt, reit sech an an déi Projeten, déi awer strukturell eppes un eiser Wirtschaft wäerten änneren.

Wéi si mer drun erugaang? Mir hu gekuckt déi Secteure vun Handel, Handwierk an de Bau haaptsächlech: Wéi kënne mer deem hëllefen? Dat si jo Secteuren, wou mir eng Aart Bannemaart hunn oder zumindest an der Groussregioun kënnen eppes maachen. Dee Support hu mer bruecht iwwert d'Kafkraaft, déi mer gestäerkt hu säit dem 1. Januar, an iwwer all déi Subsiden, déi mer zur Verfügung gestallt hunn, fir ze kucken, dass d'Renovatioun vun eise Gebaier, haaptsächlech am Beräich vun de private Wunnengen, ugekuerbelt gëtt.

De Minister, zoustänneg fir d'öffentlech Bauten, huet e ganze Programm dohinnergeluecht zesumme mam Transportminister, wou se eben iwwert d'öffentlech Investissementer probéiert hunn, deene Secteuren déi noutwendeg Aarbecht zur Verfügung ze stellen, déi vläicht am privaten Deel net méi disponibel waren.

Déi Industrien oder déi Betriber, déi am Exportberäich schaffen, waren déi, déi eis déi meeschte Suerge gemaach hunn, well mer do eisen Afloss op de Redémarrage nun definitiv net am Gréff haten. Mir sinn dofir higaangen an hunn d'Kuerzzäitaarbecht, déi souwuel dem Betrib wéi och de Leit hëlleft, méi flexibel gemaach. Dir wäert jo muer als Chamber och nach eng Kéier iwwert dat Gesetz kucken.

Dat Zweet ass: Mir hunn déi do zwee Punkten ervirgestrach, nämlech eng direkt Hëllef, a mir hu probéiert eben de Kader vun der Kommissioun exakt anzehalen. Fir do net onnëtz Schwieregkeeten eropzebeschwieren, hu mer deen exakt agehalen, a mir hunn d'Méiglechkeet vun der direkter temporärer Hëllef ageschriwwen, grad wéi mer d'Garantie agefouert hunn, déi et, wéi gesot, bis dohinner net ginn ass.

Mir hunn derniewent awer nach eng Rei Mesurë geholl. Ech erënneren drun, dass mer den Ducroire anescht ausgestatt hunn. Den Ducroire, deen am Fong geholl soll versichen ze kompenséieren do, wou elo am Moment eng Rei Assurancen, wat den Export ubelaangt, net méi privat funktionéieren, mä dass se do am Numm vum Stat dat maachen. Mir hunn um Niveau vun der SNCI eng ganz Rei Mesurë geholl, fir och entgéintzewierken.

Dir hutt d'Explikatioune vum Rapporteur héieren. Ech mengen, et ass ganz essenziell, dass een de Leit hei seet, dass hei elo net all Betrib, dee mengt, en hätt elo ee Moment e klenge Problem, hei laanscht geet - wéi ee seet - an an d'Keess geet. Hei muss ee scho weisen, dass een éischtens e Betrib ass, deen eng gewësse Valeur an eng gewëssen Importenz duerstellt. Et muss ee weisen, dass een all Effortë selwer vu senger Säit gemaach huet. Et muss ee weisen, dass een och net a Konkurrenz onnëtzerweis mat anere Betriber ass, esou dass do Schwieregkeete kënnen opdauchen.

Et gëtt also eng schwiereg Aufgab an e schwierege Balanceakt, fir hei net konkurrenzverzerrend virzegoen an och net, fir mat der Géisskan virzegoen. Duerfir hunn ech och e Grupp en place gesat, deen ass scho säit e puer Wochen en place, deen herno dem Minister soll u sech den Avis ofginn, wat ze ënnerstëtzen ass a wat net ze ënnerstëtzen ass.

Dir hutt gefrot, fir dass d'Mutualité de Cautionnement vum Handel a vum Handwierk, där hir Verloschter iwwer e Kredit vum nächste Joer u sollen och ofgedeckt ginn. Ech hunn am Prinzip kee Problem domadder. Mir musse just wëssen, dass, wa mer am Kader vun den Aidë bleiwen, och déi do mussen am Kader vun den Aidë bleiwen.

Dat heescht, ech hunn och kee Problem, wa mer eis hei géifen eens ginn, dass mer esou e Kredit aschreiwen. Mir mussen awer wëssen, dass och déi sech deene Regele mussen ënnerwerfen. Ech menge souguer, si kënnten eng Hëllef sinn. Administrativ - wëll ech soen - kënne se eng Hëllef sinn, well si eng Rei Problemer mat ganz klenge Betriber méi schnell vläicht kënnte léise wéi mir um Niveau vum Wirtschaftsministère.

Duerfir wär et eng Hëllef, déi ech gesinn. Mä mir mussen d'Konditioune vun der Stee genau definéieren, well si musse sech un déiselwecht Regelen halen, wéi mir dat maachen. Da kënne mir iwwert dee Wee och eng Ënnerstëtzung ginn. Ech hunn also kee Problem domadder. A wann ech richteg verstanen hunn, ass dat do jo net nëmmen eng Démarche vun der DP-Fraktioun gewiescht, mä do ass an der Kommissioun eng Unanimitéit gewiescht, souwäit ech dat gesinn.

Den Här Sauber, mengen ech, wollt eppes soen.

M. le Président.- Här Sauber, wann ech gelift.

(Interruption)

Ass et eng Fro oder eng Ried?

(Interruptions)

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Vläicht eng kuerz Bemierkung do derzou, zu der Propositioun vun der Motioun, wann Der erlaabt. Ech géif nach gären dat eent oder dat anert derbäifügen, datt se komplett ass an esou verstan an deem Charakter, wéi de Minister et elo explizéiert huet.

An zwar, wat an der Motioun e bëssen ënnergaangen ass, Madame Flesch, dat sinn déi zwee Voleten. Et sinn zwou Saachen, déi viséiert sinn. Dat eent ass d'Couverture des pertes an dat Zweet ass d'Dotation en capital vun deenen zwou Mutualitéiten. Sou. An der Motioun ass nëmmen eng, déi esou richteg zum Droe kënnt.

Wann Der d'accord wäert, da géif ech proposéieren, datt mer verschidde Saache géife complétéieren. An zwar am éischten Alinea, do géif ech derbäischreiwen direkt: «ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements». Wann een dat do géif derbäischreiwen, wou dann am zweeten Alinea forcément de Pluriel kéim, am drëtten Alinea och, an am drëtten Alinea och, do ass et Loi budgétaire, «la loi budgétaire». Do feelt d'Gesetz. „Loi", dat Wuert feelt.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Also ech muss soen, Här Sauber, mir sinn de Moment net am Kontext vun dem Libellé vun der Motioun. Et ass ganz schéin. Ech géif lech proposéieren, gitt ons Är schréftlech Proposition de modification erop. Den Här Minister muss jo op d'Motioun an hirer Globalitéit kënnen äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Kee Problem, ech hu se hei. Si ass handgeschriwwen.

M. le Président.- Très bien. Dann herno bei der Diskussioun vun der Motioun erkläert Der nach eng Kéier, wéi et ze verstoen ass.

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- D'accord.

M. le Président.- Här Krecké, et ass elo un lech fir weiderzefueren.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Merci, Här President. Also, ech hu just gesot, dass ech kee Problem hätt mat enger ähnlech gelagerter Motioun, well ech och gesinn hunn, wat am Rapport doriwwer steet, an dass déi nächst Regierung an déi Richtung ka goen. Virausgesat, wéi gesot, déiselwecht Regele ginn agehalen, hunn ech domadder kee Problem.

Et sinn hei Diskussiounen eropkomm iwwert d'Ausmooss vun de budgetären Implikatiounen. Ech muss lech soen, et ass natierlech ganz schwéier, dat hei anzeschätzen, sou wéi bei mir ëmmer déi Artikele mat enger fënnef vir, d'Budgetsartikelen, schwéier anzeschätze sinn. Dat sinn déi Hëllefsartikele beim Invest, déi mir hunn. Do weess ech och ni, wat op eis zoukënnt, an dofir sinn dat ëmmer Crédits non limitatifs. An dofir muss een och déi Zuelen, déi hei ageschriwwe sinn, mat där noutwendeger Virsiicht huelen.

Mir probéieren dat mat deene Kritären, déi mer definéiert hunn, wou mer jo probéiert hunn, dat Ganzt awer kloer anzëengen, esou ze gestalten, dass dat gerecht geschitt. Dass dat geschitt esou, dass net Konkurrenzverzerrunge sinn. Dass dat geschitt esou, dass keen Unfug geschitt, an dass mer dann am Respekt awer vun deem, wat mer budgetär wëllen och spéider erreechen, nämlech kucken, deen Defizit, op dee mer lasssteieren, dass mer deen an de Limitë behalen, selbstverständlech.

Duerfir, Här President, ech ka keng absolut Garantie fir déi Zuele ginn, déi hei ageschriwwe ginn. Ech wëll drop verweisen op déi Fro, déi gestallt ginn ass, dass… Op där enger Säit gëtt et schonn e Budgetsartikel. Dat ass dee vun den Aiden, deen hu mer schonn. Dee gëtt also ausgeweit an der Méiglechkeet, dass et elo 500.000 ass. Wat d'Garantien ubelaangt, steet am Gesetz eng extra Dispositioun, déi een Artikel am Budget bäifügt.

Esou wäit, Här President, vu menger Säit dozou. Deen zweete Volet, net d'Kris ofhiewen, mä d'Betriber anescht opstellen, anescht orientéieren, wëll ech beim nächste Projet erläuteren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun deenen zwee Projeten.

(Interruption)

Fir d'éischt maache mer, Här Sauber, de Vote vun de Projeten.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6003 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Et geet elo fir d'éischt ëm de Projet 6003. Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6003 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

(Interruption)

Mir kontrolléieren dat. Op jidde Fall ass de Projet eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6003 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6004 et dispense du second vote constitutionnel

Mir stëmmen dann iwwert de Projet 6004 of, wann d'Technik esou wäit ass, an elo ass et esou wäit. Vote par procuration.

(Interruptions)

Sidd Der um Enn, Här Etgen?

(Interruption)

De Vote ass och hei ofgeschloss.

De Projet de loi 6004 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi mer an der Zwëschenzäit kruten, mat de Korrekture vum honorabelen Här Sauber. Här Sauber, ass nach eppes bäizefügen?

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Här President, also déi Motioun, déi resultéiert jo am Fong logescherweis aus dem Accord unanime wou mer haten an der Kommissioun, fir och en faveur méi spezifesch vun deene Kleng- a Mëttelbetriber eng Mooss-nam ze huelen, andeems datt déi Organisatiounen, déi do bestinn, déi zwou Mutualitéiten, déi jo am Fong Selbsthilfeorganer sinn, fir déi weider ze ënnerstëtzen, datt déi Betriber do och iwwert d'Hürde besser kommen.

Sou datt mir déi Motioun do begréissen. Mir géifen allerdéngs gären déi zwee Volete kucken.

Et ass elo ee Volet hei ugeschriwwen, wann een deen éischte Paragraph kuckt, do geet et ëm d'«réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes (…)». Et ass net eleng d'Couverture des pertes, sou datt ech géif de Saz hanne fäerdeg maachen: «ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements».

Wa mer do d'accord wären, da wäre mer do schonn ofgehaakt.

Da gëtt et forcément am zweeten Alinea e Pluriel, wou Einzahl elo steet; am drëtten Alinea och. Am drëtten Alinea feelt dat Wuert „loi" bei „la loi budgétaire".

An am véierten Alinea géif ech proposéieren, well dat e bëssen en Nogeschmaach huet: «dépendant souvent des capacités de développement résiduelles de l'industrie». Ech géif do proposéieren, „résiduelles" ze sträichen, well dat näischt derzou bäidréit, mä et ass pejorativ vis-à-vis vun deene Betriber. Si maachen net onbedéngt e Marché résiduel, si maachen effektiv e Marché.

An da kéim een op d'Invitatioun un d'Regierung: «à inscrire dans le projet de loi budgétaire (…) deux nouveaux articles à caractère non limitatif, l'un introduisant un „fonds de garantie" (…)» - an esou virun - «et l'autre le remboursement partiel des pertes subies (…).»

Ech mengen, da kënne mir déi Motioun do mat ënnerschreiwen. Dann ass absolut kee Problem an et entsprécht och deem, wat an der Kommissioun zréckbehale ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Ech ginn dervun aus, dass jiddwereen déi Modifikatioune verstanen huet, déi den Här Sauber virgedroen huet.

(Interruptions)

Oder verlaangt een, dass mer fir d'éischt de korrigéierten Text virleeën?

(Interruption)

Fir d'éischt de korrigéierten Text, an da stëmme mer iwwert d'Motioun of. Den Text gëtt dann an Uerdnung bruecht. E gëtt ausgedeelt.

(Interruptions)

Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, einfach fir ze soen, dass ech absolut d'Propositioune vum Här Sauber wéilt akzeptéieren. Si schénge mer an der Logik vun den Iwwerleeunge vun der Kommissioun ze sinn.

De Sënn vun der Motioun wor einfach, an engem Text festzehalen, wat mer bäileefeg an engem Rapport haten, fir dass och bei

där nächster Budgetsdebatt dat do net vergiess gëtt.

Merci, Här President.

M. le Président.- Gutt. Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just signaléiere mat onsem Accord zu där Motioun, dass mer selbstverständlech och bereet si fir mat ze ënnerschreiwen, wann dat vun der DP aus gewënscht gëtt. De John Castegnaro…

M. le Président.- Gutt. Mä et gëtt eréischt iwwert d'Motioun ofgestëmmt, wann den Deputéierten och den definitiven Text virläit.

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer net, wéi wa mer elo fäerdeg wäre mat votéieren. Mir votéieren elo eng Partie Projeten, déi nach nozehuele sinn.

7. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est: a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b) de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant: a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Projet 5921 iwwert d'Unerkennung vun de professionelle Qualifikatiounen. D'Ofstëmme fänkt un. Et ass de Projet de loi 5921. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5921 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Ech héieren, dass dat eng grouss Majoritéit ass. Dann ass et esou décidéiert.

8. 5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification: a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen zu dem Vote vum Projet de loi 5884 iwwert den Institut national des langues. Och hei ass de Vote amgaang. Perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5895, eng Direktiv iwwert d'Propriété intellectuelle.

(Interruption)

Dofir hunn ech dat och vun der Motioun virdru gesot. Ganz richteg, Madame Flesch.

(Interruption)

Jo. De Vote ass och hei eestëmmeg: 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

10. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

An da komme mer zum Vote vum Projet de loi 5991 iwwert de Bau vun engem Schoulcampus zu Miersch. De Vote ass amgaang. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Nach eng Kéier 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir hu scho laang hannereneen net méi esou vill Unanimitéit hei an der Chamber gesi gehat.

(Interruption et hilarité)

Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 6005 iwwert d'Recherche. Rapporteur ass den honorabelen Här Alex Bodry. Ageschriwwe sinn: den Här Oberweis, d'Madame Flesch an den Här Kox. Här Bodry, d'Tribün ass fir lech.

11. 6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg geet konsequent a Richtung Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun. Dëse Gesetzesprojet huet zum Zil, duerch verstäerkt Hëllefen an e verbessert Encadrement d'Betriber zu Lëtzebuerg méi innovativ ze maachen.

An dësem Konjunkturprogramm vun der Regierung stäerkt also dëst Gesetz déi nohalteg an déi laangfristeg Dimensioun vun der Wirtschafts- a vun der Betribspolitik hei zu Lëtzebuerg.

Hei dréit et sech also net ëm eng schnell, temporär Reaktioun op d'Kris an d'Rezessioun, mä villméi ëm eng Verstäerkung vun engem vun de Grondpiliere vun der Weiderentwécklung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Duerch méi Fuerschung, duerch innovativ Produkter, Procédéen an Aarbechtsorganisatioune sicht eist Land Schrëtt ze hale mat den Erausfuerderunge vun enger globaliséierter Wirtschaft an enger Neiverdeelung vun den ökonomeschen Aktivitéiten.

Lëtzebuerg brauch niewent modernen Déngschtleeschtungsbetriber och e produktive Secteur; Betriber, déi Produkter mat héijem Méiwäert hierstellen, transforméieren a verdreiwen. Nëmme Secteuren an Entreprisen, déi systematesch op Innovatioun setzen, déi modernsten Techniken a Methoden asetzen, wäerte sech op Dauer géintiwwer der Konkurrenz behaapte kënnen. Lëtzebuerg brauch also e regelrechten Innovatiounspakt ronderëm eis Uni, ronderëm d'Centres de recherche an d'Betriber. Net vun ongefeier gëtt duerch dëse Gesetzesprojet de GIE Luxinnovation zu engem wierksame Relais fir innovativ Betriber ausgebaut.

Et wär sécherlech och ubruecht, dass grouss öffentlech Betriber, an och Betriber

mat staarker staatlecher Bedeelegung, nach méi eng Virreiderroll géifen iwwerhuelen an als Motor fir d'Innovatioun an d'Entwécklung géifen aktiv ginn.

Iwwregens muss och d'Lëtzebuerger Finanzwirtschaft weider op Innovatioun setzen. Innovatioun ass a sämtleche Secteuren noutwendeg. Den Know-how fir dës Weiderentwécklung ass sécher do. An dat wëssenschaftlecht Ëmfeld, fir dës Potenzialausschöpfung ze optimiséieren, ass amgaang geschaf ze ginn.

Wichteg bleift et derfir ze suergen, dass bei der Ausbildung vun de Kanner, mä awer och bei der Weiderbildung vun den Erwuessenen dëse stännegen Ëmbroch an der Wirtschaft och berücksichtegt gëtt. Grad ronderëm d'Uni Lëtzebuerg loosse sech interessant Projeten entwécklen, déi dem Land an der Privatwirtschaft vu groussem Notze kënne sinn.

D'Promotioun vu Fuerschung an Innovatioun huet also manner mat purem Krisemanagement ze dinn, mä hëlleft der Lëtzebuerger Wirtschaft, sech nei a méi breet opzestellen. D'Zäit no der Kris ass d'Zilrichtung vun dësem Gesetzesprojet.

Dëse Projet schreift sech och an déi sougenannte Lissabon-Strategie an, déi d'Ambitioun huet, bis 2010 aus Europa déi dynameschst Wëssensgesellschaft vun der Welt ze maachen, déi dauerhaft nohaltege Wuesstum an Aarbechtsplaze soll schafen. Mat dësem Gesetz kënnt also Lëtzebuerg och e Stéck weider bei der nationaler Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie fir Wuesstum a Beschäftegung.

Bei de mikroökonomesche Reformen an deem Lissabon-Strategie-Pabeier, fir d'Wuesstumspotenzial auszeschöpfen, kënnt dem Ausbau vun der Fuerschungs- a vun der Entwécklungsaktivitéit eng Prioritéit zou.

Offiziellt Zil vun der Regierung ass et, d'öffentlech Kreditter fir Fuerschung mëttelfristeg op 1% vum PIB eropzesetzen; 3% am Total, öffentlech a privat, solle fir Fuerschung investéiert ginn.

Ëmmerhin, dat muss ee soen, huet sech dëse staatlechen Effort fir Recherche an Développement zënter 2004, also an deene leschte fënnef Joer, verdräifacht. Weider Schrëtt wäerten néideg sinn. Zënter 2008 besteet och en ieweschte Comité fir Recherche an Innovatioun, deen der nationaler Politik an deem Beräich nei Impulser an zousätzlech Kohärenz soll bréngen. Strategesch Partnerschafte mat auslänneschen Instituter sinn opgebaut ginn. Hëllefstellung fir Fuerschungszentren a Betriber, fir bei europäesche Fuerschungsprogrammer matzemaachen, si weider interessant Regierungsinitiative gewiescht.

Dëse Gesetzesprojet betrëfft praktesch ausschliesslech d'staatlech Hëllefe fir Privatbetriber; Hëllefen, déi, wéi all Statshëllefe fir Betriber, europäesch strikt reglementéiert sinn. De Prinzip bei Aides d'État ass deen, dass se verbuede sinn, dat wéinst Regele vum Bannemaart a vun der Konkurrenz. Nëmmen an Ausnahmefäll si se méiglech. An de Beräich Fuerschung, Développement an Innovatioun ass ee vun deene Beräicher, wou se och op communautairem Plang virgeluecht sinn a wou de Kader definéiert gëtt fir sämtlech EU-Memberstaten.

An dësem Fall sinn déi communautaire Bestëmmunge relativ large, souwuel wat de Krees vun de Bénéficiairen ugeet wéi och wat d'Héicht vun de méiglechen öffentleche Subventiounen ubelaangt.

D'Regierung huet d'Optioun zréckbehalen, déi Méiglechkeete vun öffentleche Bäihëllefe fir Fuerschung an Innovatioun zu 100% auszeschöpfen. De Stat wäert hei e Maximum vu legalen Hëllefe leeschte kënnen. D'Betriber zu Lëtzebuerg wäerten also voll kënne vun deem Secours vum Stat profitéieren. Esou kënnt och den Incitatiounsmechanismus, fir ze innovéieren, deen dem europäeschen Encadrement zu Grond läit, vollstänneg zur Geltung.

D'Chamberskommissioun deelt dës Aschätzung vun der Regierung a fuerdert se op, d'Kenntnis iwwert déi nei Hëllefe bei de Betriber ze gewährleeschten. Hei muss Informatiouns- a Sensibiliséierungsaarbecht geleescht ginn, net nëmme vun der Regierung, mä selbstverständlech och vun de Beruffschamberen an anere Patronatsorganisatiounen, déi an deene Secteuren täteg sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et ass och als positiv ervirzeträichen, dass duerch dëse Gesetzesprojet och d'administrativ Prozedure solle vereinfacht a verkierzt ginn. Onnéideg konsultativ Prozedure ginn ofgeschaaft. D'Behandlung vun den Anträg muss seriö, mä awer och zügeg kënnen ofgewéckelt ginn. Fir e perfekten Traitement vun de Betribsdossieren ze garantéieren, musse parallell dozou och déi noutwendeg materiell, personell a finanziell Viraussetzunge geschafe ginn; d'Regierung wäert derfir suergen.

Zënter dem 1. Januar 2007 gëllen déi nei communautaire Regelen. Si solle bis Enn 2013 weider bestoe bleiwen.

Erlaabt mer, e kuerze Bléck no hannen ze werfen. Den Ufank vun enger regelrechter Fuerschungspolitik zu Lëtzebuerg ass relativ rezent. Et fält op, dass den Ufank ze situéieren ass am Ufank vun den 80er Joren aus dem leschte Jorhonnert, also praktesch knapp 30 Joer al ass.

Éischt Budgetskreditter fir Fuerschung, nei Interventiounsméiglechkeete fir d'SNCI an deem dote Beräich an d'Grënnung vu Luxinnovation kennzeechnen déi Ufanksperiod vum Ufank a vun der Mëtt den 80er Joren. An et ass sécherlech keen Zoufall, dass déi Efforten deemools gemaach si gi vun der Politik an engem Beräich, wou d'Lëtzebuerger Wirtschaft an enger Kris war. Et war d'Zäit vun der Stolkris hei zu Lëtzebuerg. An deemools ass sech och Gedanke gemaach ginn, wéi ee kéint aus där Kris erauskommen a wéi ee sech kéint anescht opstellen an deene Joren no der Kris. Sou dass déi Perioden duerchaus vergläichbar sinn, d'Period vun haut an déi, déi mer am Ufank vun den 80er Joren hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

An och deemools ass also probéiert ginn, Viraussetzungen ze schafen zu engem neien Départ vun der Lëtzebuerger Ökonomie. An do kënnt dann der Fuerschung, dem Développement an der Innovatioun natierlech eng grouss Bedeitung zou.

Iwwert d'Joren '90 bis haut sinn zousätzlech Instrumenter an Uräizer fir Fuerschung an Innovatioun geschafe ginn, net nëmmen natierlech wat d'Betriber ugeet, mä och wat d'öffentlech Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Wat elo den Detail vun dem Gesetzesprojet ubelaangt, wëll ech hei net ze déif goen, well dat u sech an den eenzelne schréftlechen Dokumenter vun der legislativer Prozedur nozeliesen ass. Ech wëll mech also hei a mengem mëndleche Rapport op déi wesentlech Neierunge konzentréieren, déi sech aus dem Regierungsprojet erginn.

Een Deel dovun ergëtt sech aus dem Ausschöpfe vun den neie communautairë Regelen, den Encadrement 2006/C323, deen aacht Joer Gültegkeet huet, vum 1. Januar 2007 bis Enn 2013. En aneren Deel allerdéngs vun deem heiten Text sinn d'spezifesch national Moossnamen: Et sinn dat d'Bestëmmunge ronderëm Luxinnovation, där hir Aktivitéiten eng gesetzlech Basis kréien a sollen ausgedehnt ginn. Schliesslech gesäit de Gesetzesprojet och d'Schafung vun engem staatleche Finanzéierungsfong fir Recherche, Entwécklung an Innovatioun vir.

Opgrond vun deem kriteschen Avis vum Statsrot an enger verännerter Rechtslag, wat déi legislativ Prozedure bei finanziellen Engagementer vum Stat ugeet, huet d'Regierung sech d'accord erkläert, eng vun den Neierungen - déi am urspréngleche Projet virgesi waren an déi an engem Kapitel zesummegefaasst waren - aus dem Text ze sträichen: d'Schafung vun enger Gesellschaft, déi déi dagdeeglech Gestioun vun de Strukture fir innovativ Betriber wéi Ecostart oder wéi Technoport Schlassgoart sollen iwwerhuelen. Déi diesbezüglech Artikele sinn aus dem Text erausgeholl ginn. Et gëtt méiglech, do eng Léisung ze fannen, ouni mussen op e Gesetz zréckzegräifen.

Opgrond och vun enger Rëtsch vu formellen Oppositioune vum Statsrot, sinn an der Kommissioun déi deementspriechend Amendementer zum Regierungstext formuléiert ginn. An no engem zousätzlechen Avis vum Statsrot ass et gelongen, an eisen Aen, Textformulatiounen ze fannen, déi et däerften erméiglechen, vum Statsrot d'Dispens vum zweete Verfassungsvote fir dëse Gesetzestext ze kréien.

Ech kommen net derlaanscht als Rapporteur, eng prinzipiell an och méi kritesch Bemierkung ze maachen, wat d'Verfassungsawänn vum Statsrot zu deem heite spezifesche Projet ugeet. Wann een den Avis vum Statsrot liest, da stellt ee fest, dass se sech ausschliesslech ronderëm de Respekt vum Artikel 103 dréinen, deen dann am Zesummespill mam Artikel 32 vun der Verfassung ze liesen an ze interpretéieren ass. Ech liesen hei kuerz, wat am Artikel 103 vun der Verfassung steet: «Aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.»

D'Kommissioun huet deen direkte Lien vun deem dote Verfassungstext mat eisem Text hei, wou et ausschliesslech ëm Hëllefe fir d'Betriber geet, net richteg saiséiert. An och haut weess ech eigentlech net, wou de Statsrot do déi Verbindung vun deem Artikel 103 mat där Matière mécht, déi mer hei an deem heite Gesetzestext ze traitéieren hunn.

Ech hunn och keng Jurisprudenz fonnt ronderëm den Artikel 103, déi mer vun iergendwelcher Hëllef gewiescht wier, fir deen heite Problem ze léisen. Esou dass ech muss bedaueren, dass mer leider ënnert deem Zäitdrock, ënnert deem mer stoungen, net d'Méiglechkeet haten, méi eng déif Debatt mam Statsrot iwwert d'Opportunitéit vun där Opposition formelle op deem heite Verfassungsartikel ze féieren.

D'Kommissioun hätt verstanen, wann de Statsrot eng Referenz gemaach hätt op den Artikel 11, wou Rieds geet vun der Liberté du commerce et de l'industrie, an dee seet, dass Restriktiounen zu där Fräiheet do nëmmen iwwer Gesetz kënne gemaach ginn. Ech mengen awer, dass och dee Verglach schwéier gewiescht wier, well et sech hei jo net ëm Restriktiounen handelt par rapport zur Handelsfräiheet, mä éischter ëm eng Incitatioun, ëm Subventiounen handelt, déi jo éischter e Plus duerstellen a keng Restriktioun duerstelle par rapport zu enger allgemenger Fräiheet, déi vun der Verfassung garantéiert ass.

Et bleift, dass mer also hei eng Diskussioun net zu Enn gefouert hunn, déi mer awer missten op enger anerer Plaz zu Enn féieren. Ech géif och hei proposéieren - dat ass vläicht eng Aufgab, där sech déi nächst Commission des Institutions hei kënnt unhuelen -, dass mer eng allgemeng Diskussioun vläicht sollten eng Kéier féiere mam Statsrot iwwer eng Rei vun transversale juristesche Problemer, Verfassungsproblemer, déi een a ville Gesetzestexter erëmfënnt, a wou et wichteg wier, eng kloer Positioun erausgeschielt ze kréien, och wat d'Haltung vum Statsrot ugeet.

Bei deem heite Fall ass nämlech passéiert, dass genee deeselwechten Text, deen d'Chamber hei 2008 schonn an engem Gesetz gestëmmt huet, ouni dass de Conseil d'État eng Bemierkung dozou ze maachen hat, elo vum Conseil d'État mat enger Opposition formelle beluecht ginn ass. Dat ass eigentlech net normal. Dat dréit net zu grousser Rechtssécherheet bäi. Et wier also wichteg, dass mer bei deenen heite Verfassungsfroe vläicht géifen als Parlament eng Diskussioun mam Statsrot féieren, fir ze kucken, dass mer do op eng kloer Linn erakommen, wat d'Interpretatioun vun eenzelne Verfassungstexter ugeet, fir dass mer esou Diskussioune wéi hei an Zukunft vläicht net méi bräichten ze féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport nach op e puer aner interessant Elementer vun deem Gesetz hei agoen. D'Betriber kréie Bäihëllefen ënner zwou Formen. Et sinn déi zwou klassesch Formen, déi mer och aus anere Gesetzer kennen: entweder a Form vu Kapitalzoulag oder als Zënsbonifikatioun.

Besonnesch ervirzeträichen ass, dass an Zukunft méi eng breet Plaz der Förderung vun der Innovatioun zouerkannt gëtt. Also net nëmmen d'Fuerschung an d'Entwécklung, mä och de Beräich vun der Innovatioun gëtt hei besonnesch ervirgestrach an deem neien Hëllefsmechanismus, deen elo iwwert dëst Gesetz an d'nationaalt Recht iwwerholl gëtt. An dat gëllt besonnesch fir déi kleng an déi mëttel Betriber. D'Innovatioun an de Procédéen, mä awer och an der Organisatioun vum Service gëtt neierdéngs speziell gefördert. Hëllefe fir Innovatiounsberodung an och Begleedung si méiglech, grad wéi den temporären Détachement vun héich qualifizéiertem Personal an e Betrib méiglech ass an och finanziell ka vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Nei sinn och déi Subventiounsméiglechkeete bei technesche Machbarkeetsstudië virun enger Industrierecherche an enger experimenteller Entwécklung. Fir d'PMEe ginn et speziell Hëllefen, fir all Efforten ze maachen, fir den Erhalt a fir och de Schutz herno vun hire Breveten. Fir kleng, innovant Betriber kann et eng Subventioun bis zu enger Millioun Euro ginn. Investissementer a sougenannten Innovatiounspôlë ginn och speziell gefördert.

Et geet also hei ganz kloer drëm, fir eng generell Innovatiounsdémarche vun de Betriber ze ënnerstëtzen an ze incitéieren. Vun den Hëllefe fir national Kooperatioun kënnen, niewent de Betriber, och öffentlech Recherchezentre profitéieren, wann et sech also ëm eng national Kooperatioun handelt.

Déi zweet Serie vun Neierunge betrëfft d'Agence Luxinnovation. Hir Aktivitéite ginn ausgedehnt an op eng nei gesetzlech Grondlag gestallt. Hei schaffen de Stat an d'Acteuren aus der Wirtschaft zesummen. Luxinnovation soll och en Deel vun där administrativer Aarbecht iwwerhuelen, déi sech aus deem neien Hëllefsregime ergëtt.

Schliesslech ginn iwwert dëst Gesetz, ab dem 1. Januar 2009, d'Kreditter fir d'Benotzer am Beräich Fuerschung an Innovatioun gebündelt, déi Statskreditter also am Budget, an an engem neie staatleche Fong, dem Innovatiounsfong, zesummegedroen. Dësen neie staatleche Fong, deen ënnert der duebler Verantwortung vum Wirtschafts- a vum Finanzminister steet, erméiglecht et, öffentlech Gelder fir innovativ Projete méi geziilt anzesetzen, ouni duerch d'Regel vun der Annualitéit vum Budget agëengt ze sinn. Et brauchen also keng Gelder ze verfalen, wa se um Enn vum Joer, vum Budgetsjoer net gebraucht gi sinn, an eng pluriannuell Planung vervollstännegt deen neie Finanzéierungssystem.

D'Regierung geet an hirer Aschätzung dovun aus, dass dëse Gesetzesprojet e jährleche finanziellen Impakt vun 29 bis 35 Milliounen Euro an de Joren 2010 bis 2012 wäert hunn. Dës Sue si gutt ugeluecht. Et ass ze hoffen, dass deen zousätzleche finanziellen Effort vun der öffentlecher Hand vun de Betriber och genotzt gëtt, fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun virunzebréngen. Et ass dat d'Viraussetzung dofir, dass d'Lëtzebuerger Wirtschaft sech kann nei opstellen an och Aarbechtsplazen ofgesécher an neier kënne geschaf ginn.

Ech wëll ervirsträichen, dass dee Rapport hei eestëmmeg an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun ugeholl ginn ass, an als President vun där Kommissioun wëll ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir sämtleche Memberen en décke Merci ze soe fir déi Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren - souguer dem Här Kox soen ech Merci fir déi Zesummenaarbecht -, a virun allem awer och fir dat Versteesdemech, wat d'Dréngleechkeet vun dësem Projet ugeet. Zum Schluss erlaabt Der mer och nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text anzebréngen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci fir säi Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem Här Rapporteur Alex Bodry Merci ze soe fir dee schréftleche Rapport, deen étofféiert war, a säi mëndleche Rapport, deen hei déi Haaptelementer zréckbruecht huet.

D'Globalisatioun an en déif gräifende Wiessel vun eiser Wirtschaft, déi haut manner op d'Industrie, mä méi op den Déngschtleeschtunge berout, sinn d'Haaptelementer vun dem virleiende Gesetzesprojet. Mat him wëlle mir eis fir déi nei Défië vun dem 21. Jorhonnert opstellen. A well mir selwer hei am Land keng aner Ressourcen hu wéi eis Matière grise, musse mir an engem erhéichte Mooss an eng gutt Ausbildung vun eiser Jugend investéieren.

Déi, déi eng Aarbecht hunn, musse mir duerch eng adequat Weiderbildung fit halen, fir net duerch de raue Wand vun der Globaliséierung ëmgeblosen ze ginn. A fir déi, déi keng Aarbecht hunn, musse mir alles ënnerhuelen, fir si ze motivéieren an ze ënnerstëtzen, eventuell ëmzeschoulen, fir si erëm op den Aarbechtsmaart zréckzebréngen.

De virleiende Gesetzesprojet reit sech duerfir an déi Gesetzesprojeten an, déi d'Regierung virgeluecht huet, fir op déi aktuell Wirtschaftskris ze reagéieren. Déi finanziell Hëllefen, déi an d'Wee geleet ginn, sollen et eise Betriber erlaben, sech fit ze maachen, notamment elo, awer nach vill méi, wann d'Kris eriwwer ass.

Dann heescht et sech ze positionéieren, hei am Land, an der Groussregioun, awer och an Europa, fir eng Rei vu Betriber, fir weider op der Weltbühn matzehalen. Et ass gewosst: An der globaliséierter Welt hänken de Wuesstem, d'Kompetitivitéit, déi sozial Kohesioun an d'Liewensqualitéit staark vun der Innovatiounskraaft vun engem Land, awer och vun der Solidaritéit of.

E Bléck zréck: 1981 geet an d'Geschicht an, well an deem Joer huet déi deemoleg Regierung hir Strategie vun der Promotioun fir d'Fuerschung virgeluecht. Jo, d'Fuerschung an d'Innovatioun si wichteg Elementer vun der Entwécklung, an dat an der Industrie, de Kleng- a Mëttelbetriber an och an den Déngschtleeschtungsservicer. D'Schafung vun der Luxinnovation am Joer 1984 an de Centres de recherche publics am Joer 1987 ware weider wichteg Etappen op dem Fuerschungspad. Am Joer 1999 ass den nationale Fong fir d'Fuerschung am öffentleche Sektor an d'Liewe geruff ginn. Als den Héichpunkt kann een d'Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 gesinn. Mat hiren dräi Fakultéiten ass si den idealen Uspriechpartner fir d'Partenairen aus der Wirtschaft.

Dat sinn e puer Beispiller, déi de Wëlle vun der Lëtzebuerger Politik erëmspigelen, fir eist Land mat engem uerdentlechen Innovatiounssystem ze étofféieren. Et kann een nach d'Gesetz vum 14. Mee 1986 zitéieren, mat deem deemools d'Gesetz vum 28. Juli 1973 ëmgeännert gouf. Mat deem Gesetz gouf déi éischt legal Basis fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Fuerschung an der Entwécklung geluecht. Méi rezent, d'Gesetz vum 30. Juni 2004, dat ënner anerem e spezifeschen Hëllefsregime fir d'Fuerschung, d'Entwécklung an d'Innovatioun kreéiert huet.

Ech wëll nach op zwou relativ nei Strukturen opmierksam maachen. A mengen Ae spille si eng immens wichteg Roll, virun allem fir jonk, innovativ Betriber. Den Technoport Schlassgoart, deen zënter 1998 zu Esch/Uelzecht existéiert, an den Ecostart zu Féiz, deen zënter 2001 vum Wirtschaftsministère géréiert gëtt. Alle béid si se am Süde vun eisem Land opgebaut ginn. Eng gutt Saach, wann ee weess, dass d'Fakultéit vun de Wëssenschaften an déi zwee CRPen, de Gabriel Lippmann an den Henri Tudor, och an deem Eck vum Land usässeg sinn.

Dat ausgemaachtent Zil vun dësen zwou Strukturen ass et, d'Schafung vun innovative Betriber zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Zu de rezenten Initiative kann een och d'Allianz fir d'Innovatioun zitéieren, déi kleng a mëttelstänneg Betriber incitéiere soll, sech an den Innovatiounsprogrammer ze engagéieren, déi och finanziell vum Stat ënnerstëtzt ginn. Zum Dackste kënne si och an den europäesche Fuerschungsprojete mat agebonne ginn.

Nei Technologien oder Produktiounsprozesser souwéi innovativ Wirtschaftsstrategië sinn elo méi wéi jee gefrot. Ech ënnersträichen et mat zwou Hänn. An der Innovatioun läit de Schlëssel vun der nohalteger Entwécklung vun eisem Land. Fir dass et awer geléngt, brauche mir eng concertéiert Aktioun tëschent der Universitéit, dem Fonds national de la recherche, dem Héichschoulministère an dem Wirtschaftsministère, den CRPen an och de Wirtschaftspartner. Derniewent brauche mir och nach d'Luxinnovation, déi elo zënter 25 Joer dëse wichtegen Ëmdenk- an Ëmlenkprozess mat vill Erfolleg begleet.

Däerf ech drun erënneren, dass mir an dëser Legislaturperiod d'Investitiounen an der Fuerschung vun 72 Milliounen Euro op elo 215 Milliounen eropgehuewen hunn? Dass den Innovatiounsprozess op Toure kënnt, beweist entre autres, dass sech de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation den 20. Abrëll mat der Ausriichtung vun der Fuerschung fir déi kommend Jore beschäftegt huet. E wichtege Punkt huet ouni Zweifel déi nei geplangte Cité des Sciences op Belval ageholl. Grad hei soll et zu engem liewegen Échange vu Gedanken, Iddien, Technologien tëschent de Fuerscher, de Professeren an de Studente kommen.

Dës Plaz muss sech zu engem dynameschen Think-Tank entwéckelen, vu wou, wéi e Leuchttuerm, nei Ausblécker komme sollen. De Comité huet déi folgend Fuerschungsachse festgehalen: den Traitement vun de Surfacen, d'Nanotechnologien, d'Waasser, d'Biotechnologien, d'Gesondheet, d'Sozialwëssenschaften an d'Humanwëssenschaften. Mir kommen awer net derlaanscht, och den Ëmwelttechnologien dee Stellewäert ze ginn, dee si verdéngen.

Hei am Land hu mir eng Rei vun Entreprisen, déi sech am Automobilsektor ervirgedoen hunn. Si sinn awer staark haut vun der Wirtschaftskris gebeidelt ginn. Vergiesse mer awer net, dass sech d'Zäit vun deem mat Äerduelechprodukter gedriwwenen Auto lues awer sécher op hiert Enn zoubeweegt. Net fir näischt hu sech aner Länner schonn op nei Weeër agestallt: Si entwéckelen den Hybridauto an den Elektroauto. An dësem Beräich vun der durabler Mobilitéit musse mir eis och opstellen, andeem mir eis zum Beispill fir de Bau vun neie Batterien, de Lithium-Ionen-Batterien, oder de Brennstoffzellen erabréngen.

Ech wëll och op all déi wäertvoll Aarbechten hiweisen, déi gemaach ginn, fir de schläichende Konsequenze vum Klimawiessel ze begéinen. Hu mir eis net op eise Fändel geschriwwen, dass mir alles an d'Weeër leeden, fir d'Energieeffizienz staark unzehiewen, an dat an alle Sektore vun der Wirtschaft? Doriwwer eraus wëlle mir déi erneierbar Energien heiheem an och an der Europäescher Unioun vill méi staark notzen. Mir sollen eis an dësem Innovatiounsprozess och eis Ëmweltengagementer virun Aen halen, duerch déi mir déi kuelestoffaarm Gesellschaft opbaue wëllen.

D'Wirtschaftskris ass ouni Zweifel eng Chance fir eis Ëmwelt an de Klimaschutz. Mat der Reduzéierung vun der Ofhängegkeet vun de fossilen Energien, e formidabelt Gebitt fir d'Fuerschung, kënnte mir eis besser aus dem Kyoto-Protokoll léisen. Firwat pushe mir net méi d'Innovatioun vun der Notzung vun der Sonnenenergie, an dat am Zesummenhang mat de Plus-Energie-Siedlungen, oder vun der dezentraler Energieversuergung?

Ech denken, déi nei Regierung wäert do nei Akzenter musse leeën. Mir mussen deemno op déi ökologesch Fro eng ökonomesch Äntwert ginn. A mir mussen en ökonomeschen Défi op eng ökologesch Manéier meeschteren. Si mir eis kloer, wéi vill nei an durabel Aarbechtsplazen, ausgehend vun dësem Prozess, kreéiert kënnte ginn?

Fir eng Millioun Euro, net vill, déi zum Beispill am Beräich vun der Albausanéierung agesat kënnte ginn, schafe mir durablement 20 Aarbechtsplazen. An dat sinn déi, déi mir zum Deel deene Mënsche mat enger gerénger Qualifikatioun ubidde kënnen, mat der Chance, dass si duerch eng performant Weiderbildung hir sozial Leeder eropklamme kënnen.

Ech wëll op dëser Plaz awer drop opmierksam maachen, dass d'Europäesch Unioun sech een neit Instrument fir d'Innovatioun ginn huet, an dat duerch d'Kreatioun vun dem Europäeschen Institut vun der Technologie. An dozou sinn déi sougenannte Communautés vum Wëssen an der Innovatioun geschafe ginn. Si sollen als Partner tëschent den Universitéiten, de Fuerschungszentren, dem Héichschoulsektor an de Betriber wierken.

Ech wëll hei kloer ënnersträichen: Wann d'Fuerschung an d'Innovatioun méi no mat der Politik schafft, da kënnt et zu wäertvolle Synergien, an da kann een hoffen, dass dës Wirtschaftskris gemeeschtert ka ginn, ouni awer dass ze vill Kollateralschied bei de Mënschen hannerlooss ginn. Well nach ëmmer ass d'Wirtschaft do, fir de Mënschen ze déngen.

Net fir näischt stellt d'Fuerschung um europäeschen Niveau eng Prioritéit duer, esou wéi d'Schafung vum „Espace européen de la recherche" duerch d'Europäesch Unioun am Joer 2000. Dat beweist, zënter dem Sommet vu Barcelona am Joer 2002 sinn d'Objektiver vun der Europäescher Unioun, wat d'Fuerschungs- an d'Entwécklungspolitik ugeet, vill méi staark preziséiert ginn. Dat beweisen déi performant europäesch Fuerschungsprogrammer, wéi net zulescht den aktuellen FP7.

Et ass festgeluecht ginn, dass all EU-Land seng Investissementer op 3% vum PIB bis zum Joer 2010 eropsetze soll. Lëtzebuerg läit hei liicht ënnert der europäescher Moyenne, wat d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun ugeet. Zumindest, wat d'Investissementer vum öffentleche Secteur ugeet. D'Saach gesäit e bësse besser am Beräich vun de private Betriber aus. Do leie mir iwwert der europäescher Moyenne.

Et muss deemno alles ënnerholl ginn, dass mir elo an der Kris vun der Brems op de Gaspedall ganz fest drécken. Et geet net duer awer, d'Innovatioun grousszeschreiwen an e legale Kader ze schafen, duerch deen d'Innovatioun an d'Fuerschung promouvéiert ginn. D'Promotiounsinstrumenter vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun musse regelméisseg adaptéiert ginn, an zwar un d'Besoinë vun der Wirtschaft.

Dëse Gesetzesprojet gesäit als Éischt eng Reform vum Hëllefssystem vir. Eng nei europäesch Rumm fir staatlech Subside bei der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun ass den 1. Januar 2007 a Kraaft getrueden. D'Memberstate kréien doduerch méi Méiglechkeeten, fir ze intervenéieren, ënner anerem, fir déi jonk innovativ Betriber finanziell ze ënnerstëtzen, notamment fir d'Kooperatioun iwwert de Wee vun Innovatiounspôlen ze promouvéieren.

Et geet hei virun allem dorëm, fir déi Kleng- a Mëttelbetriber ze incitéieren, op d'Berodungsservicer an der Innovatioun zréckzegräifen. De Stat kann elo maximal 100% an net méi just 75% vun de Käschten an dësem Beräich iwwerhuelen. Dëst Instrument ass sécherlech interessant fir Lëtzebuerg, mä et ass net ganz perfekt nach. Den Autonomiekritär limitéiert vill ze staark de Beräich vun de Betriber, déi der Definitioun vun enger PME entspriechen.

Wat d'Subside fir den zäitlechen Détachement vu qualifizéiertem Personal ugeet, esou sinn d'Konditioune fir dat a Fro kommend Personal vun engem grousse Betrib oder vun engem Fuerschungsinstitut vill ze bürokratesch. D'Tatsaach, dass déi europäesch Rumm nëmmen en zäitlechen Détachement virgesäit, ass och net begréissenswäert. Et mécht sécher méi Sënn fir Lëtzebuerg, keen zäitlech begrenzten Transfert vu Kompetenzen ze förderen, an dat egal wéi grouss oder kleng d'Betriber sinn, déi a Fro kommen.

Den Hëllefssystem, esou wéi en am Kader vum Gesetz vum 27. Juli 1993 festgesat ginn ass, bleift bestoen. De virleiende Gesetzestext awer adaptéiert just dëse Kader un d'Exigenze vun der europäescher Rumm. E féiert, entre autres, dräi nei Hëllefsinstrumenter an: e spezifesche Regime fir d'Hëllefen am Kader vun der Protektioun vun den Droits de propriété industrielle vun de PMEen; e spezielle Regime am Kader vun de Studien iwwert déi technesch Machbarkeet; an e Regime, fir d'Schafung vu jonken innovative Betriber ze ënnerstëtzen, an dat - wéi gesot scho vum honorabelen Alex Body - bis zu enger Millioun.

De Projet gesäit och Ënnerstëtzunge vir, déi mat der technescher Berodung ze dinn hunn. Hie geet deemno iwwer eng einfach Adaptatioun vun den Texter eraus. Den neien Text incitéiert nei innovativ Démarchen, och wat d'Organisatioun vum Betrib oder sengen Aktivitéiten ugeet. En dréit domadder allen Aspekter vun der Innovatioun déi noutwendeg Rechnung.

De Gesetzesprojet weist am éischte Schwéierpunkt spezifesch Hëllefssystemer aus, fir déi national Kooperatioun am Beräich vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun ze ënnerstëtzen.

Och eng wichteg an eng längst fälleg Saach: Dee ganzen Entscheedungsprozess gëtt vereinfacht. Esou gëtt an Zukunft manner Zäit mat Formalitéite verluer. D'Ministèrë wäerten an Zukunft net mussen am Noutfall op den Avis vun der Commission consultative interministérielle waarden, ier se eng Décisioun treffen. Si brauchen net méi déi betreffend Spezialkommissioun mat engem Avis ze befaassen.

Den zweete Schwéierpunkt vum virleienden Text ass d'Schafung vun enger legaler Basis fir d'Aktivitéite vun der Luxinnovation. Déi generell Missioune vun där Agence ginn heimat confirméiert a preziséiert, ënner anerem am Kontext vun den neien, spezifeschen Hëllefsregimer, déi agefouert ginn. Op der Fréijoersfoire dëst Joer feiert d'Luxinnovation eng Semaine vun der Kreatioun an der Innovatioun mat villen Atelieren. Domat soll de grousse Publikum op déi faszinéierend Welt vun der Recherche opmierksam gemaach ginn.

Den drëtten Objet vum Gesetzesprojet dréit sech ëm de Finanzement vun de Promotiounsinstrumenter am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun. De Stat gëtt autoriséiert, e spezielle Fong ze schafen, de Fonds vun der Promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé, kuerz: Innovatiounsfong. Dëse Fong soll déi verschidden Hëllefssystemer, Kooperatiounsprojeten oder -programmer an déi verschidde Missiounen, déi d'Luxinnovation zougesprach kritt, finanzéieren.

Et ass wichteg, esou ee Fong ze schafen. D'Praxis beweist, dass vill Projete mat Verspéidung duerchgefouert ginn. De Finanzement vun den Hëllefsmoossnamen iwwert de Wee vun engem Fong erlaabt et och, d'Nodeeler vun engem Finanzement iwwert de Statsbudget auszegläichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wa mir eis déi laangfristeg Visioun vun dem virleiende Gesetzesprojet ukucken, da kann ee sech virstellen, dass sech vill jonk Lëtzebuerger fir dëse faszinéierende Wee am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun begeeschtere kënnen.

Dierf ech dorun erënneren, dass de Science-club vun der Universitéit Lëtzebuerg hei schonn eng gutt Viraarbecht geleescht huet? D'Aktioun RoboTEC Sud an der Zesummenaarbecht vun dem Pro Sud soll de Jonken de Wee weisen, sech fir d'Technik an d'Wëssenschaften ze interesséieren. Heimat solle si invitéiert ginn, hiert Wëssen ze hannerfroen an, wa méiglech, mat vill Dynamik an Engagement no vir ze kucken.

Ech wëll gäre meng Ried mat esou engem Saz ophalen an dës Kéier un de Philosoph Laozi erënneren. Hien huet gesot: „Deen, deen ëmmer an den Trëtt vun deem virdrun trëppelt, kann ni iwwerhuelen."

Mat dem virleiende Gesetzesprojet stelle mir deemno d'Weiche fir eng zukunftsorientéiert Fuerschungs- an Entwécklungspolitik hei am Land. Esou kënne mir eist Land fir de gewënschten Opschwong fit maachen, an dat Ganzt nom Motto: Wa mir an der Fuerschung an an der Innovatioun spueren, da verspille mir e Stéck vun eiser Zukunft.

D'CSV wäert sech duerfir an dësem wichtege Prozess mat vill Nodrock engagéieren. Duerfir ass et net verwonnerlech, dass ech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet erabréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och hei wëll ech dem Rapporteur Merci soen, deen an enger ganz kuerzer Zäit huet musse säi Rapport fäerdeg stellen a souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Bericht op déi eenzel Punkten agaangen ass, déi d'Spezifissitéit vun dësem Gesetz maachen.

Wéi hien et schonn ervirgestrach huet, ass dat elei eigentlech keen Deel vum Konjunkturpak am Sënn, dass et net temporär Moossname sinn oder spezifesch Moossnamen, fir der Krisis ze begéinen. Et ass au contraire eng Iwwerschaffung vun onser Gesetzgebung iwwert d'Recherche, den Développement an Innovatioun. Et ass en Text, dee wahrscheinlech scho laang an der Preparatioun war, deen elo fäerdeg ginn ass, an dee Gott sei Dank elo ka mat an déi Diskussioun erakommen, fir dass mer - wéi soll ech soen? - an engem gewëssene Sënn d'Après-crise virbereeden, an dat ass jo och schonn am Rapport vum Här Bodry gesot ginn.

Et geet hei eigentlech dorëm, déi Marge de manœuvre voll auszenotzen, déi d'Décisioun vun der Kommissioun vun 2006 dozou gefouert huet, dass de Stat kann en matière de recherche et d'innovation eppes méi maachen, wéi dat bis elo de Fall war. Ech fannen, dass et och eng gutt Saach ass, dass mer higinn an déi Marge de manœuvre voll ausnotzen, hoffentlech am Intérêt vun onse Betriber an dëser schwéierer Zäit.

Et geet hei dorëm, d'Promotiounsinstrumenter vum RDI ze entwéckelen an ze adaptéieren op déi nei Erfuerdernisser. Et geet dorëm, de Régime d'aide fir d'Recherche an d'Innovatioun ze reformuléieren, ze komplettéieren. Et geet dorëm, der Agence Luxinnovation eng nei Base légale ze ginn oder eng Base légale ze ginn, fir hir och ze erméiglechen, hir Missioune weider auszebauen.

Ech wëll hei dorop hiweisen, dass dat deem entsprécht, wat d'OCDE sengerzäit an hirer Etüd gesot huet, déi se iwwert d'Recherche zu Lëtzebuerg presentéiert huet, an ech wëll hei och hiweisen op dat, wat meng Kolleegin, d'Anne Brasseur, an der Debatt vum 20. Juni 2006 an deem Zesummenhang gesot huet am Kader vum Débat d'orientation iwwert d'Uni an iwwert d'Politik vun Innovatioun a Recherche.

Et sinn also dräi Ziler, déi hei viséiert sinn, an da muss een och nach festhalen, dass am Fong au départ am Projet nach e véierte Punkt war, dat war d'Schafe vun engem Établissement de droit privé pour la gestion des infrastructures et services d'accueil et d'encadrement de nouvelles entreprises innovantes. Dat ass am Fong hei gaangen iwwer en Etablissement, wat soll déi zwee Centren Ecostart an Technoport Schlassgoart géréieren oder ënnerstëtzen. Dat huet missen abandonnéiert gi wéinst der Oppo-

sition formelle vum Conseil d'État a wéinst der Oppositioun vun der Chambre de Commerce, mä haaptsächlech wéinst der Opposition formelle vum Conseil d'État.

Ech mengen, d'Kommissioun hat och Recht, ze soen: „Kommt, mir insistéieren net dorop, kommt, mir kucken, dass mer elo dat Gesetz iwwert d'Bühn kréien."

Mä da kënnt d'Fro: Wat geschitt, wat wëllt - an dat ass d'Fro, déi ech un de Minister riichten - d'Regierung maachen, oder wat gedenkt d'Regierung ze maachen am Zesummenhang mat de Centren Ecostart an Technoport Schlassgoart elo, wou dat, wat am ursprüngleche Kader vum Gesetz proposéiert wor, huet missen op der Streck bleiwen?

Dat ass am Fong déi eenzeg Fro, déi ech wollt am Zesummenhang mat deem Projet stellen.

Mir sinn an der DP der Meenung, dass et eng gutt Saach ass, dass mer déi nei Handlungsmargen, déi d'Kommissiounsdécisioun ons gëtt, voll ausüben, a mir wëllen och onbedéngt dee Projet stëmmen. Mir mengen, dass dat eleng vläicht net duergeet, fir d'Effetë vun der Kris zu Lëtzebuerg ze bekämpfen, mä et ass jiddefalls ee Steen an deem Édifice, dee mer mussen opriichten, fir zesummen ze versichen, déi Kris ze bewältegen.

Domadder ginn ech also den Accord vun der DP zu deem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport Merci soen, e Rapport, deen d'Wichtegkeet an d'Bedeitung vun der Recherche an der Innovatioun ervirgestrach huet. Villes, wat geschriwwen a gesot gouf, kënne mir matdroen an och mat ënnerschreiwen.

U sech ass dëst Gesetz, esou wéi meng Virriedner och schonns gesot hunn, net direkt e Krisegesetz. Et ass kee Gesetz, dat Instrumenter an Hëllefstellungen ubitt, déi kuerzfristeg agesat kënne ginn, fir Betriber bei der momentaner schwiereger Lag kënnen ze entlaaschten.

Et ass éischter e Gesetz, an dat ass schonn e puermol virdru gesot ginn, dat sech mat der Après-crise beschäftegt. Sou wéi vum Rapporteur am schréftleche Rapport festgehale gouf, ass Lëtzebuerg bekanntlech e ressourcenaarmt Land, e Land, wat ëmmer manner produzéierend Wirtschaftssecteuren opweist, e Land, wat sech ëmmer méi an Nische spezialiséiere muss - Nischen, déi éischter op d'Uwendung vu Wësse baséiere wéi op groussaartegem Ressourcenëmsaz -, e Land, wat ëmmer méi vun enger industrieller Wirtschaft zu enger Wëssensgesellschaft mutéiert.

Ech wëll duerfir net méi op déi verschidden Instrumenter an Hëllefstellunge vun dësem Gesetz agoen, mä éischter Pisten opweisen, wou aus Siicht vun de Gréngen d'Richtung vun der Recherche an der Innovatioun muss higoen.

D'Auswierkungen an d'Heftegkeet vun dëser Kris gi jo bekanntlech mat der Kris vun 1929 verglach. Och d'Instrumenter vun deemools gi benotzt, fir d'Auswierkunge vun dëser Kris kënnen ze begrenzen. De staatlechen Interventionismus gëtt neierdéngs net méi als Hindernis fir d'Wirtschaft ugesinn, mä grad elo als Retter an der Nout regelrecht gefuerdert. En „new deal" huet viru bal 100 Joer d'Ronn deemools gemaach, en „new deal" mat staatlechen Hëllefstellungen, fir aus där Kris erauszemarschéieren.

Den „new deal" vun deemools ze widderhuelen, gräift aus Siicht vun de Gréngen awer ze kuerz. Et hëlleft vläicht kuerzfristeg iwwert déi schlëmmsten Auswierkunge vun der Kris, mécht awer blann fir längerfristeg Auswierkungen.

En „new deal" kann duerfir nëmmen aus Siicht vun de Gréngen en „green new deal" sinn. Gréng aus deem Grond, datt mer grad elo méi verstäerkt op Ekotechnologië setze mussen, déi eisem Usproch vun enger Wëssensgesellschaft am 21. Jorhonnert och gerecht ginn.

Déi momentan Kris verdeckt nämlech eng aner Kris, eng Kris, déi an hirem Ausmooss gradesou schlëmm, wann net nach méi schlëmm Auswierkunge wäert kréien. Déi Kris ass keng, déi brutal vun engem Joer op dat anert kënnt, mä si kënnt schläichend bestëmmt, awer dofir konsequent.

D'Klimakris ass net vum Dësch, si ass och net geléist, si gëtt just gären elo vergiess. Eng Vergesslechkeet, déi awer fatal ka sinn. Duerfir kann den Auswee aus deenen zwou Krisen aus grénger Siicht nëmmen en „green new deal" bedeiten, eng massiv Offensiv an Ekotechnologien, nohalteg Transportsystemer, flächespuerend an energiespuerend Wunnformen, Liewensmëttelproduktioun am Aklang mat der Natur, fir nëmmen déi ze ernimmen.

Dëst muss d'Prioritéit vun der Politik elo sinn. Dëst sinn d'Prioritéiten, déi duerch dëst Gesetz mussen Ënnerstëtzung fannen. D'Ausriichtung vun der Fuerschung an der Innovatioun muss ganz kloer nohalteg ginn. Déi Betriber, vu kleng bis ganz grouss, déi dëst erkannt hunn, sinn d'Gewënner vu muer. Déi Fuerderunge ginn haut net nëmme méi vun de Grénge gestallt. Et si keng gréng Spënnereie méi, mä haart…

(Interruption)

…wirtschaftlech Realitéit.

Grad d'Zesummespill vun Ekologie an Ekonomie ass de Schlëssel fir d'Zukunft. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war an der „Wirtschaftswoche" - bekanntlech keng gréng Parteizeitung - ze liesen: „Grün aus der Krise."

D'Schlësseltechnologië vun der Zukunft sinn déi gréng Technologien. Et sinn net nëmmen d'Technologië vu muer, mä och d'Aarbechtsplaze vu muer. E Saz aus dem Bericht vun der „Wirtschaftswoche" als Illustratioun: „Gemessen an Jobs ist die Umweltindustrie schon heute die deutsche Leitindustrie." Haut schaffen an Däitschland scho méi Leit an den Ëmwelttechnologië wéi zum Beispill an der Autosindustrie, mat knapp 1,2 Millioune vis-à-vis vu 760.000, an d'Zukunft gesäit nach vill méi roseg aus.

D'Ekotechnologië sinn d'Jobmotore vun der Zukunft. Während zum Beispill an Däitschland d'Aarbechtsplazen an der Autosindustrie oder dem klassesche Maschinnebau stagnéieren, verduebele sech d'Zuele vun den Aarbechtsplazen an de gréngen Technologien bis 2020. D'Boombranchë sinn dobäi: Energieeffizienz, nohalteg Waasserwirtschaft, nohalteg Mobilitéit, nohalteg Energieerzeugung, Ressourcen- a Materialeffizienz respektiv Kreeslafwirtschaft.

Beräicher also, déi och e klengt Land kann a muss ugoen, oder mir kënnen a mussen an Energieeffizienz, nohalteg Mobilitéit an esou weider nach ganz vill ënnerhuelen. D'Politik muss deemno d'Rahmebedingungen esou gestalten, datt déi Ausriichtung och kann ausgefouert ginn. Dëst Gesetz ass bei richteger Uwendung e weidert wichtegt Puzzlesteck.

Leider huet dës Regierung laang gebraucht, fir dës Branchen als Zukunftschance ze erkennen. Besonnesch d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen duerch Ekotechnologië gouf deels verschlof. Eng verpasste Chance. Den Zickzackkurs an der Förderung vun den erneierbaren Energië vun dëser Regierung iwwert dës Legislaturperiod ass e gutt Beispill.

Just e puer Beispiller, wou mir als Gréng eng Spezialförderung geséichen: d'Stolindustrie op energieeffizient Baue spezialiséieren - eleng d'Gebaier si fir 40% vum Energieverbrauch an der EU verantwortlech -; d'Investitiounen an energieeffizient Gebaier kënnen eleng an den USA an Europa 2 bis 3,5 Millioune gréng Jobs schafen. Den Auto vun der Zukunft mat de Stécker aus Lëtzebuerg: D'Autosindustrie beschäftegt haut iwwer 10.000 Leit zu Lëtzebuerg. Nohalteg Investitiounen an Elektromobilitéit muss an eisen Ae geziilt ënnerstëtzt ginn. E grénge Buedem fir d'Handwierk- an d'Baubranchen. D'Klima- an Energiepolitik schaaft a séchert Aarbecht. Haut ziele mer scho méi wéi 2.000 Betriber an deem Beräich, mat iwwer 30.000 Aarbechtsplazen. Och déi kleng a mëttelstänneg Betriber mussen ugehale ginn, an nei Gebidder ze innovéieren an ze fuerschen. Net all Betrib ass dozou fäeg. Mä déi, déi de Wee unhuelen, musse konsequent a proaktiv gestäerkt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Ekologie contra Ekonomie: Dëse Géigesaz war eemol. Mëttlerweil leeë sech ëmmer méi Betriber nei Instrumentarien op, datt Ëmweltschutz a Klimaschutz systematesch mat Aspuerunge verbonne ginn. Si hunn erkannt, wéi vill spuersamen Ëmgank mat Ressourcen hir Kompetitivitéit stäerkt, esou de parlamentaresche Statssekretär aus dem Bundeswirtschaftsministère, nozeliesen an der „Wirtschaftswoche" vun der leschter Woch.

Duerfir ass et grad elo wichteg, an d'Innovatioun an an d'Recherche vun den Ekotechnologien ze investéieren. Dëst Gesetz schaaft déi néideg Rahmebedingungen. Ech bréngen duerfir elo schonn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Ech hunn elo keen agedroene Riedner méi, sou datt elo d'Regierung d'Wuert kritt. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen nach eng Kéier Merci fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vum Rapporteur a vun der Kommissioun. Ech mengen, et wier zwar och noutwendeg - de Rapporteur huet et och ugedeit -, dass ee mam Conseil d'État e klärend Gespréich mécht.

Et ass ganz schwéier, d'Doctrine nach eng Kéier kloer erauszesträichen, déi e sech ginn huet, well en awer vläicht, ënnert dem Drock och elo, deen een oder anere Richtungswiessel vollzunn huet. Et misst een dat kloerstellen.

Och déi Geschicht am Allgemenge mat deene Règlements d'exécution. Et kann een net elo all Kéiers Risiko lafen, dass een eng Opposition formelle huet an dann erëm alles muss hannen zréckféieren. Ech mengen, et muss een dat Gespréich eng Kéier féiere mam Conseil d'État, fir Kloerheet ze kréien.

Ech wëll och drop hiweisen - et ass elo e puermol gesot ginn: Dat hei ass kee Kriseninstrument. Ech ënnerscheeden u sech zwëschent deenen Instrumenter, déi een an der Kris gebraucht, fir d'Effeten ofzefiederen. Dat ass e Volet, deen ech virdrun iwwert d'Kuerzzäitaarbecht, iwwert déi Aide temporaire, iwwert d'Garantien an Ähnleches genannt hunn.

Da gëtt et e Volet, deen awer fir mech zur Krisebekämpfung gehéiert, mä deen net do ass, fir d'Kriseneffeten ofzefiederen, mä deen do ass, fir déi Zäit ze notzen, eis Wirtschaft an eis Betriber ëmzeorientéieren, déi Zäit auszenotzen, se anescht opzestellen, méi innovativ Prozesser, Produkter a Servicer kënnen ze bréngen.

Mir hunn an der Regierung u sech eng Opdeelung, dass den Här Biltgen déi öffentlech Fuerschung betreit an ech déi privat. Déi Zesummenaarbecht, esou wéi mer se elo an deene leschte Joren entwéckelt hunn, ass och exzellent gewiescht. Dat ass en Anenanergräife gewiescht, dat mat sech bréngt, mengen ech, dass mer op béide Säiten déi noutwendeg Effeten och elo scho gesinn.

Beim Projet hei bedaueren ech e bëssen - mä dat ass e bëssen op eiser Säit, wou de Problem ass -, dass mer deen zweete Projet net och kënne matstëmmen. Dat ass e Projet, deen déi ganz Ausriichtung a Richtung méi ëmweltschounend Moossnamen an de Betriber, méi energiespuerend Moossnamen an de Betriber virgesäit. Deen hunn ech leider mat menge Servicer net éischter fäerdeg kritt. Dee geet eréischt an d'Prozedur den nächste Freideg um Niveau vun der Regierung.

Mä dat ass u sech e Ganzt: dee Projet hei, dee sech éischter mat Fuerschung, Innovatioun ofgëtt, an deen aneren éischter direkt mat Hëllefstellungen, wann een audelà geet vun deem, wat erfuerdert ass an de Beräicher Ëmweltschutz an Energiespueren. Duerfir ass dat hei e Pak, deen zur Kris gehéiert, mä dee gehéiert dozou, fir d'Betriber ze reorientéieren. An duerfir muss et elo sinn, wou mer déi Instrumenter hunn, an net eréischt an zwee Joer.

Et sinn eng Rei aner Punkten, déi ech och esou gesinn, déi vläicht éischter de Stat an d'Gemengen uginn, mä haaptsächlech de Stat, fir ze kucken, dass mer och déi noutwendeg Instrumenter schafen, fir dass no der Kris mer méi einfach virukommen.

Duerfir gëllt dee Plan sectoriel, dee mer virgeluecht hunn an deen elo a seng Prozedur muss goen. Dozou gehéiert d'Opstellung vu Luxinnovation op eng aner Aart a Weis, wéi dat de Moment de Fall ass. Luxinnovation soll sech wierklech konzentréieren elo op déi Beräicher, wou mer am Moment Schwächten hunn.

Déi gréisste Schwächt gesi mer bei der - wéi soll ech soen? - Kompositioun vun deenen, déi Fuerschung bedreiwen um Niveau vun de Betriber, well dat haaptsächlech nëmmen e puer, an zwar nëmme grouss Betriber sinn, déi dat maachen.

Ech mengen, d'Luxinnnovation kritt als Haaptaufgab elo emol, fir ze kucken, all déi PMEen och dofir ze interesséieren, och ze incitéieren, dee Wee ze goen. Si kritt och Instrumenter, fir dat méi schmackhaft ze maachen, dass se Hëllefstellunge kréien, wann ee sech Experte bäihëlt, wa Leit zäitweileg agestallt ginn.

Derniewent probéiere mir jo, déi Infrastrukturen, Här President, esou auszebauen, dass eis Betriber vun den Infrastrukturen hier besser opgestallt si wéi an den Nopeschlänner. Dozou gehéiert alles, wat mer maachen am Glasfaserberäich, an den Datenzentren. LuxTrust gehéiert dozou. Den Ausbau vum öffentlechen Transport ass e wichtege Punkt, well mir mussen déi Leit, déi hei schaffen, op hir Aarbechtsplaz kréien. An alles, wat natierlech och d'Energieinfrastrukturen, d'Sécherheet vum Approvisionnement ubelaangt, d'Kompetitivitéit vun den Energiepräisser, d'Aart a Weis, wéi mer eis Energie beschafen an nächster Zäit, all déi Saache gehéiere fir mech dozou, fir dass eis Betriber eng besser Chance hunn no där Kris wéi virdrun.

Derniewent, mengen ech - ech ginn net dorop an - kënnt dee ganze Volet Formatioun, Ëmorientéierung, ganz aner Ausriichtung vun eiser Beruffsausbildung, well mer aner Beruffsbiller brauche wéi déi, déi mer bis elo haten, Vereinfachung vun de Prozeduren, an da ganz konsequent hin op déi dräi Aktiounspläng schaffen, déi do heeschen: Logistik, Ekotechnologien, Gesondheetstechnologien.

Ech hunn domat d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien net genannt, well déi sinn u sech en Instrument fir déi aner. Déi sinn net e Secteur per se, mä déi sinn ëmmer nëmmen en Instrument, fir aner Saachen ze développéieren, an duerfir musse mer dorop e besonneschen Akzent leeën.

Et ass de Wonsch gewiescht, dass eng Préinformatioun gemaach gëtt iwwert dat, wat mer hei haut wäerte beschléissen. Dat geschitt iwwert déi Kanäl, déi mer bis elo haten.

Den Ënnerscheed mat deem, wat mer an deenen zwee Projete virdrun haten, ass deen, dass et net einfach e Subsid gëtt, deen ee kritt, a wou ee just seet: „Ech maachen eppes." Hei muss ee genau spezifizéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass also projektbezunn, wou dat hei sech ofspillt. Wann een e Projet huet, muss een deen erareechen no gewësse Prinzipien. Et gëtt analyséiert an da jugéiert, wéi déi Hëllefstellung ka sinn, déi sech doraus ergëtt.

D'Madame Flesch huet zu Recht drop higewisen, dass mer probéiert hunn, och déi Incubateuren, et sinn der zwee zu Féiz, et kënnt elo een op Belval, an et ass dee vun Technoport Schlassgoart. Et kënnt elo nach een donidden an de Süden am Beräich vun de Gesondheetstechnologien, méiglecherweis souguer zwee kommen der, an déi mussen iergendwéi zesummegeluecht ginn, wat d'Gestioun ubelaangt. Dat ass net eng Aarbecht vun engem Ministère, vu Ministerialbeamten.

Dobäi hat ech dat gutt gemengt, fir deem eng Base légale ze ginn, fir en Organismus ze schafen. Et kann ee soen, en Établissement public, am Moment kënne mer dat net maachen, well do e Contentieux nach ass. Duerfir mengen ech, dass ee sech elo muss no där heiter Operatioun zesummesetzen, entweder e GIE maachen oder sech eng S.A.-Participatioun verschafen, zesummen och mam Tudor, dem CRP Tudor, deem de Schlassgoart jo gehéiert, an deen dat erabréngt an déi nei Entitéit, grad wéi de Stat seng Infrastrukturen do mat erabréngt, an dann eng anstänneg Gestioun do virgesäit. Dat ass net méi d'Aarbecht vun de Ministèren.

Et muss ee se och méi no erubréngen un dat, wat zu Lëtzebuerg, menger Meenung no, an deem Beräich hei am meeschte feelt: Dat ass d'Risikokapital. Mir schwätze vill dovun, mä mir hu kee richtegt Risikokapital hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir probéieren ech och, eenzel Fongen opzesetze mat Hëllef vun auslännesche Gruppéierungen, fir emol Erfahrung doranner ze kréien a fir dat och méi no un d'Incubateuren erunzebréngen, zumindest an der Gestioun an am Choix vun de Projeten.

Ech mengen, dat hei ass en interessant Instrument, wat ech awer gesinn als eent vun den Elementer, fir ze versichen, an där Krisenzäit eis Betriber anescht opzestellen.

Et ass nëmmen d'Qualitéit, et ass nëmmen den innovativen Element, wat mat sech bréngt, dass déi Betriber besser opgestallt sinn.

Sécherlech wäerte mer och dat, wat den Här Kox gesot huet, déi Secteuren, déi hien ugeschwat huet, ganz besonnesch probéieren ze développéieren. Et ass net grad esou einfach, wéi hien dat duergestallt huet, mä d'Richtung ass awer absolut ze ënnerstëtzen. Ech ginn him do vollkomme Recht. En zitt och de Krees vun den Aarbechtsplazen heiansdo ganz grouss, och vun den Zuele vun de Betriber. Mir hunn der 188 erausfonnt hei zu Lëtzebuerg. An eisen Aen, no Definitiounen, déi mer aus auslänneschen Dokumenter hunn, hu mer ronn 188 där Betriber.

Dir gesitt der vill méi. Et kann een am Fong geholl dee ganzen Artisanat, wann een et esou wëllt, derbäihuelen, mä dat hänkt also just dovun of, wéi een de Krees zitt. Duerfir, mir hunn eis eng Rei Definitioune ginn. Duerfir solle mer net iwwer Chiffere streiden. Et ass eng Saach vun der Definitioun. Mä en huet ganz Recht, d'Richtung geet bei d'Gesondheetstechnologien, d'Richtung geet bei ëmweltschounend Technologien an a Richtung vun energiespuerend Technologien.

Mir wäerte probéieren dat iwwer en ähnleche Wee, wéi mer et bei de Gesondheetstechnologië gemaach hunn, ze kréien a probéieren ee grousse propperen Acteur, vläicht zwee/dräi ze kréien, dass mer e bëssen en Zuchpäerd kréien an där ganzer Saach, dass mer och dobausse relativ schnell e bësse méi bekannt ginn. Well aus eegener Kraaft, esou wéi an de Gesondheetstechnologien, brénge mer dat net esou schnell fäerdeg.

Duerfir, ech weess net, ob et eis geléngt, dee Schrëtt nach eng Kéier ze maachen, esou wéi mer en och an de Gesondheetstechnologië gemaach hunn, mä sécherlech sinn dat do déi Secteuren, op déi ganz besonnesch mussen Akzenter geluecht ginn, och wa mer all déi aner net vernoléissegen. D'Sortie an d'Gesondheet vun eiser Wirtschaft wäert muer doranner bestoen, dass mer méi verschiddenaarteg Aktivitéiten hunn, méi verschiddenaarteg Secteuren hunn, domat eng Risikominderung hunn, wann et engem Secteur emol méi schlecht geet.

Bon, mir sëtzen elo an enger Situatioun, wou quasi all Secteur ufänkt, Schwieregkeeten ze hunn; och dee vun den Ekotechnologien. Och dee gëtt net verschount. Elo hunn ech gesinn: 1.900 Plaze ginn ofgebaut an esou engem Betrib an Dänemark. Also, et soll een och net maachen, wéi wann d'Ekotechnologien elo immun wäre géint d'Problemer, déi et an der Wirtschaft gëtt. Duerfir muss een awer kucken, dass een déi Diversifikatioun weiderdreift.

Deen Term, deen ass och gebraucht ginn. Ech mengen, mir mussen nach eng Kéier méi verstäerkt an déi Richtung schaffen. Duerfir, Här President, sinn ech frou, dass et och eng breet Zoustëmmung gëtt, fir déi Iddi vu Fuerschung an Innovatioun um Niveau vun de Betriber esou ze ënnerstëtzen, wéi et hei am Gesetz virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6005 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

12. 6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique (suite)

Motion 1

Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen och elo of iwwert d'Motioun, déi déposéiert gi war vun der honorabeler Madame Flesch am Kader vum Projet de loi 6004. Déi Motioun gëtt jo gedroen - wann ech dat richteg gesinn - vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis de la Chambre des Métiers du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle plaide pour la réinscription dans la loi budgétaire d'une participation étatique temporaire à la couverture des pertes subies sur les cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce ainsi que la dotation en capital de couverture des cautionnements;

- considérant l'avis de la Chambre de Commerce du 20 mars 2009 par lequel cette chambre professionnelle se range à l'avis de la Chambre des Métiers sur ces points;

- considérant le rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports du 30 avril 2009 par lequel la Commission retient lesdites suggestions qui seraient à considérer lors de l'établissement de la prochaine loi budgétaire;

- notant qu'une telle participation étatique pourrait constituer une réponse politique adaptée et adéquate aux considérations des PME luxembourgeoises opérant sur les marchés régionaux et locaux et dépendant souvent des capacités de développement de l'industrie, fortement touchée par la crise économique actuelle;

invite le Gouvernement

- à inscrire dans le projet de loi budgétaire 2010 deux nouveaux articles à caractère non limitatif, l'un introduisant un «fonds de garantie» bénéficiant d'une dotation substantielle temporaire permettant de réaliser les dotations en capital de couverture et l'autre le remboursement partiel des pertes subies par les mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce.

(s.) Colette Flesch, John Castegnaro, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Henri Kox, Marcel Sauber.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass Eestëmmegkeet.

D'Diskussioun vum Projet de loi 6007 iwwert d'Kreatioun vun der Grande voirie de communication et d'un fonds des routes hu mer als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. Den honorabelen Här Clement ass hei de Rapporteur. Et sinn ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Diederich an d'Madame Loschetter. Här Clement, wann Der eis wëllt Äre Rapport respektiv de Rapport vun der Kommissioun virdroen.

13. 6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, de Gesetzesprojet 6007 gehéiert wéi all déi aner Projeten, déi mer dës Woch hei an der Chamber diskutéieren, zum sougenannten Antikrise-Package, deen d'Regierung deponéiert huet, fir der aktueller Wirtschaftskris entgéintzewierken. De virleiende Gesetzesprojet huet als Zil, fir verschidden Investissementer am Stroossebau méi séier a méi flexibel realiséieren ze kënnen.

Dat Ganzt ass ze gesinn an der Intentioun vun der Regierung, fir en Deel vun de geplangte Chantieren op 2009 respektiv op 2010 virzezéien an esou besonnesch de mëttelstännege Bauentreprisen hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. Dobäi handelt et sech ëm grouss Stroossebauprojeten, zu deenen d'Chamber schonns hire prinzipiellen Accord ginn hat, a gläichzäiteg ëm ganz normal Projeten, déi dann och vun deene méi klengen oder mëttlere Betriber kënnen oder solle realiséiert ginn.

D'Zil vun der Regierung ass et, fir mat dësem Gesetzesprojet d'Finanzéierung an d'Realisatioun vun de Stroossebauprojete méi flexibel ze gestalten. An dësem Sënn huet de Bauteminister de virleienden Text den 11. Mäerz 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 31. Mäerz 2009 ofginn. An der Bautekommissioun gouf ech dann zum Rapporteur de 26. Mäerz genannt. An der Réunioun vum 15. Abrëll hunn d'Membere vun der Bautekommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, an den 23. Abrëll war et du méiglech, dëse Rapport an der Bautekommissioun unzehuelen.

Här President, de Gesetzesprojet 2007 iwwert de Fonds des routes passt d'Gesetz an deem Sënn un, datt et an Zukunft méiglech ass, fir d'Ausgaben, déi fir de Bau vun nationale Stroossen, fir d'Ënnerhalung vun dësen, wéi och fir de Bau an den Ënnerhalt vun de Chemins repris gebraucht ginn, iwwert de Stroossefong kënnen ze bezuelen, ouni datt dofir an Zukunft en extrae Budgetsartikel, wéi mer dat bis elo kannt hunn, virgesi muss sinn.

De Gesetzesprojet erlaabt et awer och, fir an Zukunft de Bau an d'Astandsetzung vu Vëlospisten a Busspuren iwwert dëse Wee ze finanzéieren. Fir d'Budgetsjoer 2009 wäert fir déi normal Stroossebauprojeten entweder nach déi bis elo üblech Budgetsausféierungsprozedur benotzt ginn - dat heescht also, datt si ënnert d'Budgetsgesetz 2009 falen - oder awer si wäerten iwwert de Stroossefong finanzéiert kënne ginn. Dat Lescht gëllt da fir déi Projeten, déi zäitlech virgezu gi sinn. Vun 2010 u wäert dës parallell Finanzéierung awer verschwannen, well dann alleguerten d'Stroossebauprojeten iwwert de Fonds des routes lafe wäerten.

An deem Kontext kreéiert dee virleiende Gesetzesprojet e Gestiounscomité, esou wéi dat bei anere staatleche Fongen oft de Fall ass. Esou e Comité huet dann awer och d'Verantwortung fir eng gesond an eng rationell Notzung vun dem Fong senge finanzielle Moyenen. An deem Comité wäert dann nieft Leit aus dem Bauteministère och en Delegéierte vum Budgetsminister sëtzen, fir datt eng finanziell a wirtschaftlech Analys vun der Gestioun vum Fong och assuréiert ass. Dëse Comité wäert awer net iwwert d'Opportunitéit vu Stroossebauprojeten befannen.

De Gesetzesprojet ännert dann och nach den Artikel 16 vun der Loi modifiée vum 16. August 1967 an deem Sënn ëm, datt net nëmmen d'Realisatioun vu grousse Stroossebauprojeten iwwert de Fonds des routes bezuelt ka ginn, mä och nach aner méi grouss oder méi kleng Projeten. Ech hunn der ewell e puer genannt, mä se sinn alleguerten - an Dir kënnt et och noliesen - am Projet de loi an am Rapport vun der Kommissioun opgezielt.

Des Weideren zeechent de Projet de loi op, iwwer wat fir eng Weeër de Fonds des routes gespeist ka ginn. Et sinn dat déi normal Budgetsdotatiounen; et kann iwwer Emprunt geschéien; et kann iwwert d'Recettë vum Verkaf vun Immeubles geschéien; souwéi Remboursementer vun anere Länner, mat deene Lëtzebuerg gemeinsam Projeten huet, wéi zum Beispill Brécke bauen oder de Bau vun enger Autobunn.

Nach ee Wuert, Här President, zum Statsrot sengem Avis. Déi héich Kierperschaft kann d'Logik vun den Auteure vum Projet ganz gutt novollzéien, freet sech just, firwat een heibäi net méi wäit geet. Entweder sollten an den Ae vum Statsrot Moossnamen, déi elo an der Krisesituatioun geholl ginn, eng zäitlech Limite gesat kréien, oder awer, wann een de Gesamtkader als ze schwéierfälleg an ze vill onflexibel ugesäit, wéi dat dann och am Projet beschriwwen ass, fir den Alldaagsgebrauch sollten d'Budgetsprozeduren allgemeng iwwerduecht ginn.

Fir de Statsrot huet de Contenu vun dëser Législatioun näischt oder net direkt eppes mat der wiesselnder ekonomescher Lag ze dinn. E gesäit och zum Deel eng Kontrovers doranner, well op där enger Säit probéiert gëtt, den Assainissement vum Finanzsecteur mat méi Kontrollen ze realiséieren oder ze bewerkstellegen, an op där anerer Säit an dem Domän vum Stroossebau manner Kontrolle sollen agefouert ginn.

Och huet de Statsrot dorobber bestan, datt de Bau vu Plates-formes intermodales an de Bau vu Gares routières an engem extraen Tiret am Gesetz opgefouert sollte ginn. Deem si mer an der Bautekommissioun dann och nokomm. Net suivéiert hu mer de Conseil d'État, dee proposéiert hat, den Intitulé ze änneren.

Wat elo d'Avisë vun deenen eenzelne Chamberen ugeet, esou si se alleguerte positiv ausgefall, esou datt dëse Projet de loi eng breet Zoustëmmung vun där Säit kritt huet.

Här President, erlaabt mer nach zum Schluss all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet bedeelegt waren. Et konnt mat enger grousser Rapiditéit an der Kommissioun geschafft ginn. Ech soen lech alleguerten awer och nach Merci fir d'Nolauschteren, brénge selbstverständlech den Accord vun der CSV, an ech denken, datt dee Projet de loi eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber kréie wäert.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Etgen huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleienden Text läit ee weidert Puzzlestéck vun der Regierung hirem sougenannten Antikrise-Paquet um Dësch. E Paquet vu Mesuren, deen eis et soll erlaben, d'Konsequenze vun där aktueller weltwäiter Wirtschaftskris besser ofzefiederen.

Prinzipiell ass géint d'Objektiv vun dësem Text näischt anzewenden. D'Panoplie vun de Projeten, déi iwwert de Fonds des routes kënne finanzéiert ginn, an déi den Accord de principe vun der Chamber hunn, gëtt méi grouss gemaach. Dëst kann derzou bäidroen, datt déi öffentlech Investitioune méi séier kënne getätegt ginn, wat da virun allem de Kleng- a Mëttelbetriber hir Commandëbicher soll fëllen, fir datt se net ze vill staark ënnert dem wirtschaftlechen Ofschwong solle leiden. Mat dësem Projet de loi soll de Stat méi eng grouss Flexibilitéit kréien, wann et ëm zukünfteg Investitiounen am Stroossebau geet.

Här President, jiddwer Bierger huet e Recht op Mobilitéit. D'Mobilitéit ass hautdësdags awer zu engem grousse Käschtepunkt, an zwar souwuel fir deen Eenzelne wéi och fir déi öffentlech Hand ginn. De Ruff no ëmmer neien, fir d'Mobilitéit bestëmmten Infrastrukture bedéngt och grouss öffentlech Investitiounen. Investitiounen an d'Mobilitéit mussen duerfir besonnesch virum Hannergrond vun enger nohalteger Entwécklung getätegt ginn.

Wann een iwwer öffentlech Investitiounen an d'Verbesserung vun der Mobilitéit schwätzt, wann een iwwer eng sougenannten antizyklesch Politik schwätzt, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, wéi dës Fongen an deenen nächste Jore sollen alimentéiert ginn. Wéi solle mir bei falende Recetten eis Investitiounen héich halen, eis Investitiounsfonge speisen, wa wesentlech manner Suen an d'Statskeese gespullt ginn? Wéi wëlle mer deen héijen Investitiounsvolumen oprechterhalen, wat jo grad a wirtschaftlech schwieregen Zäite wichteg ass, ouni musse

Scholden ze maachen an domadder déi zukünfteg Generatiounen ze belaaschten?

Dës Kris wäert net muer eriwwer sinn; net emol dee gréissten Optimist gleeft nach un ee séiert Enn vun der Kris. An anere Wierder, mir wäerten nach e puer Joer mat der Kris an hire Konsequenzen ze kämpfen hunn. Dëst wäerte Jore sinn, wou déi öffentlech Hand, wa se dat da wëllt, hir Ausgabe wäert missen op engem héijen Niveau halen, an dat bei parallell schrumpfenden oder stagnéierende Recetten. Datt dës Rechung op Dauer net kann opgoen, weess jiddwereen.

Wat si méiglech Zeenarien, déi an deem Kontext kënnen op eis duerkommen? Hir Zuel ass roseméineg kleng. Et gëtt am Prinzip nëmmen dräi Méiglechkeeten: Entweder d'Fonge sinn iergendwann eidel an d'Investitioune vum Stat ginn erofgeschrauft; oder awer de Stat verschëllt sech, fir säin Investitiounsniveau kënnen oprechtzeerhalen; oder awer - an dat gouf jo schonn heibanne vu verschiddene Parteien ugedeit - d'Steiere ginn eropgesat.

Dëst sinn an eisen Aen allen dräi keng wierklech Léisungen. A gudde Joren ass et nämlech verpasst ginn, de Finanzement vun den Investitiounsfongen op eng stabil finanziell Basis ze stellen. Au contraire, mat Recetten, deenen hir Volatilitéit jiddwerengem, dee mat der Matière vertraut ass, bekannt sinn, goufen dës Fonge gespeist. Mam Resultat, datt mer elo a schwieregen Zäiten net wierklech wëssen, wéi mer an där Fro an Zukunft nohalteg sollen a kënne weiderfueren.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, awer nach Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Diederich huet d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ganz kuerz. Mir begréissen natierlech déi Mesuren, déi an dësem Projet de loi am Kader vun der Relance économique geholl ginn an op déi de Rapporteur am Detail agaangen ass. Ech wollt em Merci soen och fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Wichteg ass an dësem Kontext eng méi direkt a flexibel Realisatioun vun noutwendegen Aarbechten op Nationalstroossen an de Chemins repris, besonnesch an deem Fall, wou d'Stroossen an engem schlechten Zoustand waren an wou et oft ze laang gedauert huet, bis mat der Réfectioun konnt ugefaange ginn.

Wat d'Vëlospisten ubelaangt - erlaabt mer do eng Remarque ze maachen -, do limitéiert sech de Gesetzesprojet op Pisten aus dem Réseau national, wéi se am Gesetz vun 1999 virgesi sinn. Sécher mussen an deem Kader nach eenzel Tronçone fäerdeg gestallt ginn, mä et ass awer och schonn e puermol drop higewise ginn, datt et opportun wier, eng Rei perpendiculaire Verbindungsstécker zum nationale Réseau ze schafen, fir eng Optiméierung vum Netz ze erreechen. Ech wier frou, wa mat dësem Plang eng Rei Verbesserungen och kéinte geschéien.

An deem Sënn wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi brëngen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Madame Loschetter, wann ech gelift.

(Interruptions)

Une voix.- Merci, Här Diederich!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Mä ech mengen, Dir schwätzt no mir, oder? Gitt mer eng Chance!

(Interruption)

Ah, okay, et ass gutt.

M. le Président.- Neen, Dir waart net agedroen. Et ass kee Problem. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Jo. Merci, Här President. Ech wëll mech och ganz kuerzfaassen an am Numm vun der grénger Fraktioun Iech an zwee Sätz erklären, firwat mir dat Gesetz net kënne stëmmen, firwat mir géint dat Gesetz musse stëmmen.

(Brouhaha)

Ech denken, datt et zimlech relevant ass, datt mer eigentlech hei net nëmmen en Antikrisegesetz stëmmen; déi Iddi, déi schwieft, denken ech, scho méi laang, wéi d'Kris ons iwwerfall huet, fir dat hei ze adaptéieren. An de Rapporteur huet et och selwer gesot.

Mir hätten ons nach averstane kënnen erkläre mat esou enger Moossnam, wat de Redressement vun de Stroossen ubelaangt, a mir gleewen och net esou richteg, datt dee Wee, deen hei agaange ginn ass, datt do net och notamment d'Opportunitéit vu Konstruktioune vu Stroossen iwwert dee Biais décidéiert gëtt. De Fait, datt de Fonds des routes geschafe gëtt, ass jo awer och e Wee, deen erlaabt, Décisiounen, notamment budgetärer, ze huelen, déi net méi mussen hei au cas le cas vun den Deputéierten an der Chamber gestëmmt ginn; an dat ass fir ons e Punkt, deen net admissibel ass.

Mir sinn och der Meenung, datt eigentlech hätt missen eng grondlegend Reform gemaach ginn, an notamment steet dat jo och a verschiddene Wahlprogrammer. Dofir versti mer nach manner, firwat dëse Projet de loi elo esou gestëmmt gëtt.

Eigentlech misst ee jo dee Wee, dee mer elo hunn, nämlech dee vun den Travaux publics, an d'Ponts et Chaussées, déi am Fong geholl eng Landesplanung maachen, andeem se décidéieren, wou Stroosse gebaut ginn, an net nëmme wou, mä och nach wéi se gebaut ginn, an an Zukunft décidéiere se och nach, mat wéi enge Moyenen, mat wéi enge Sue se gebaut ginn.

Mir hätten ons virgestallt, wéi verschidden aner Parteien och, datt een eigentlech misst dat Ganzt restrukturéieren, mat allem Respekt fir den Travaux-publics-Minister. Mä eigentlech, wat mir brauchen, dat ass e Landesplanungsministère mat engem Mobilitéitsministère zesummen, a genau déi Saachen, déi hei elo iwwert dat Gesetz frësch definéiert ginn, hätte missen hir Plaz an deem nei ze schafende Ministère fannen. E steet a verschiddene Wahlprogrammer. E steet scho laang an dem Wahlprogramm vun deene Gréngen.

Mir ginn also d'Hoffnung net op, datt mer dat hei, déi Gaffe hei, déi gemaach gëtt, nach iergendwann eng Kéier redresséiert kréien. An domadder muss ech dann och soen, datt mer géint dat Gesetz wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert elo.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vu mir aus oder vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci. En huet eis gesot, ëm wat et geet.

Mir kënne vum Grondsaz hier dee Projet de loi hei matdroen. Et ass haaptsächlech e Projet, dee finanztechnesch Adaptatioune mat sech bréngt, huet relativ wéineg Afloss op d'eigentlech Ausféierung vun deem, wat dobausse soll gebaut ginn. Et ass eng finanztechnesch Adaptatioun, déi een och an der Logik kann novollzéien.

Ob de Finanzement vun deene Projeten, wat méi kleng Projete sinn, elo iwwert de Fonds des routes leeft oder ob se als eenzel Projeten an der Annex zum Budget opgefouert sinn, ännert am Prinzip net ganz vill un der Saach. Well mer sinn eis bewosst, datt, wa mer de Budget hei diskutéieren, all Kéiers meeschtens nëmmen iwwert déi grouss Linne vun der Finanzpolitik am Stat diskutéiert gëtt, awer am Géigesaz zu deem, wat anscheinend fréier an dësem Haus hei üblech war, net méi iwwer all eenzelne Streckenabschnëtt vu Stroossebau beim Budget diskutéiert gëtt.

Dat géif dann awer mat sech bréngen, Här President, datt mer eis vläicht an eise Kommissiounsaarbechten e bëssen aner Aarbechtsweise géifen zouleeën. Et wär och vun eiser Säit aus de Wonsch, datt zum Beispill d'Bautekommissioun vun der Chamber, besonnesch an Zäiten, wou d'Geld knapp ass a wou mer wierklech all Euro mussen ëmdréinen, dat wäert an Zukunft esou sinn, méi géif mat erugezu ginn, wat och Projete vu méi klengen Enverguren ubelaangt. Datt d'Chamber wierklech do mat agebonne gëtt, datt mer net hei der Regierung e Blankoscheck ausstellen, datt se, ech soen elo emol egal wat dobausse ka maachen.

Et wär och, an ech beruffe mech do op eppes, wat mir bei dëse Wahle fir d'Zukunft ganz staark propagéieren, noutwendeg, datt eis Cour des Comptes géif ëmgebaut ginn, datt se vill méi och bei der Exekutioun vun de Projete géif drop kucken, datt, wa mer scho Projete realiséieren, déi och den Accord vun der Chamber hei hunn, datt och do d'Ham net an der Mëllech gekacht gëtt. A wann een an d'Vergaangenheet zréckkuckt, och nach Projeten, déi de Moment realiséiert ginn, muss ee soen, datt mer heiansdo vill ze vill deier baue fir den Zweck, deen am Fong geholl viséiert ass.

Här Minister, ech hunn elo ganz rezent nach bei der Sortie vu Waasserbëlleg Richtung lechternach gesinn, mat wat fir engem Opwand datt mer do bauen, fir eng Strooss e bësse méi breet ze maachen an eng Vëlospist derbäi ze arrangéieren. A wann ee bis op Bur dorobber fiert, da gesäit een, datt an Zäiten, wou mer vill Geld haten, op där Streck enorm deier gebaut ginn ass. Et hätt ee wierklech mat vill, vill manner Opwand deeselwechten Zweck kënnen erreechen.

Mir mengen, datt de Punkt erreecht ass, datt mer eis dat an Zukunft net méi kënnen erlaben. Datt mer solle gutt bauen, datt mer solle Qualitéit bauen, datt mer sollen dauerhaft bauen, datt mer net herno mussen dauernd hannendru flécke goen, mä datt mer net sollen d'Ham an der Mëllech kachen, wéi dat ganz dacks an der Vergaangenheet de Fall war.

Am Autobunnsbau ass et leider an der Vergaangenheet och datselwecht ginn. Dofir dränge mir drop, datt an der nächster Legislaturperiod an där Bezéiung d'Cour des Comptes reforméiert gëtt, datt se och do kann de Fanger op d'Wonn leeën an de Politiker soen, wa se an engem oder an deem anere Fall iwwerdriwwen hunn.

Dat gesot, mir wäerten trotzdeem dësem Projet, deen en Deel duerstellt vun enger Strategie fir méi flexibel ze sinn, fir méi séier kënnen ze reagéieren, fir eise Betriber ouni groussen Opwand kënnen Aarbecht a schwéieren Zäiten ze verschafen, d'Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir déi gutt an déi schnell Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Et ass a sech vum Inhalt alles erklärt ginn. Ech ginn och net weider dorobber an. E puer Saache wëll ech soen op Basis vun deene Remarquen, déi elo am Laf vun der Diskussioun gemaach gi sinn.

Déi éischt Fro, déi ech wëll beäntweten: Firwat dat Gesetz hei? Dat ass kloer, et gëtt am Fong zwee Grënn. Deen éischte Grond ass, datt mer am Paquet socio-économique ganz einfach eng Rei Projeten 2009 méi op de Wee bréngen, wéi der initialement virgesi waren, an datt mer mussen e Finanzwee fannen. Dat ass am Fong deen allereinfachste Grond.

Mir hunn also eng Méiglechkeet misse fannen, wéi mer déi Projeten, déi elo supplementar 2009 schonn ugefaang ginn an deelweis realiséiert gi sinn, wéi mer déi kënnen einfach bezuelen. An ee vun de Weeër, fir et ze maachen, dat war sech déi Finanzen iwwert de Fonds des routes huelen ze goen, wou mer d'Méiglechkeeten hunn, fir dat ze maachen. Dat ass deen einfachsten, direkte Grond gewiescht.

An da kënnt en aneren, en zweete Grond hannendrun, dee fir mech awer gradesou wichteg ass: Wa mer dat scho maachen a mir kreéieren eis d'Méiglechkeet, wat mer bis elo net haten, Route-nationalen an CRen iwwert de Fonds des routes ze bezuelen, da muss een och eng grondsätzlech Reflexioun maachen, fir am Fong ze froen, ob dee Wee net richteg ass, fir dat ze maachen.

A fir eis ass et a sech ganz kloer gewiescht, datt de Fait, fir déi Stroossen, Route-nationalen an CRen iwwert de Fonds des routes ze bezuelen, ganz einfach e groussen Avantage gëtt, net an deem Sënn, datt mer manner transparent sinn an der Chamber, net méi géife weisen - do kommen ech nach drop zréck -, mä ganz einfach well et eis erlaabt, aus der Annualisatioun vum Budget erauszekommen.

Mir wëssen alleguer, datt eng Strooss sech normalerweis net an engem Joer baut. Mir wëssen alleguer, datt och mer musse kucken, iwwert d'Joren eraus déi Sue virzegesinn, fir esou e Projet ze realiséieren.

De Fonds des routes huet den Avantage, datt en eis vun der Annualisatioun détachéiert an datt a sech net d'Administratioun muss um Enn vum Joer all Kéiers ganz genau kucken, wat dann dat Joer ausgi gëtt, wou se net onbedéngt genau weess, wéi schnell jiddwer eenzelne Chantier da virugeet. Dat ass a sech de Grond, firwat déi hei Projeten an de Fonds des routes ageschriwwe ginn. Dat ass de Grond, an et ass keen anere Grond.

Ech mengen, d'Madame Loschetter huet virdrun eng Rei Saache genannt. Ech verstinn, datt een déi nennt am Kader vun dësem Kontext. Mä ech wëll awer trotzdeem dësen Text hisetzen, wou ech mengen, datt e gehéiert. Ee Grond fir 2009 kënnen dat ze bezuelen, wat mer méi maachen. Et ass eng politesch Ausso: Mir maache méi. Zweete Grond: Firwat hale mer et méi laang wéi 2009? Mä well mer mengen, datt et eng Flexibilitéitsfro ass, ganz einfach, fir op de Projete besser weiderzekommen.

Op dem Här Diederech seng Ausso, firwat mer d'Vëlospisten net dragesat hunn, déi Zwëschestécker, déi eis nach feelen: Ech wëll soen, mir hunn emol d'Vëlospisten dragesat, well mer wichteg fannen, wa mer d'Stroossen iwwert dee Wee maachen, datt mer d'Vëlospisten d'selwecht traitéieren, datt mer do also och virukommen.

Firwat hu mer déi Zwëschestécker net dragesat? Mä well mer momentan, well den Text iwwert d'Pistes cyclables nach net erneiert ginn ass, guer net d'Erlaabnis hunn, déi ze bauen. Ech setzen also net eppes an de Fonds des routes momentan dran, wat ech momentan nach net däerf bauen.

Wa mer deen Text eng Kéier ëmännere géifen, an d'Chamber wär dee Moment d'accord, fir deen Typ vu Vëlospiste mat dranzesetzen, géif e selbstverständlech och kënnen iwwert de Fonds des routes gemaach ginn. Mä haut eben net, dofir steet et net dran.

Zweet Ausso, déi ech wëll maachen, dat ass, datt mer am Fong genau deeselwechten Exercice schonn 2007 eng Kéier gemaach hunn, ouni datt am Fong vill driwwer diskutéiert ginn ass. An zwar hu mer 2007 e Fong geschaf, dee Fonds d'entretien et de rénovation heescht. E Fong, deen am Héichbau geschaf ginn ass mat därselwechter Zilsetzung. Ganz einfach als Zilsetzung, datt mer aus der Annualisatioun vum Budget erauskommen, fir eis iwwer Chantieren, iwwer Bauten, déi méi wéi ee Joer daueren, eng gewësse Flexibilitéit ze ginn, awer och d'Méiglechkeet, deene Chantieren hiren eegene Baurhythmus ze ginn, ouni en un de Joresrhythmus vum Budget, wou en net drapasst, missen unzepassen.

2007 hu mer dat am Budget gemaach. Do war keng Diskussioun. Do huet och jiddwereen dat akzeptéiert. An ech muss och soen, datt déi Erfahrung, déi mer elo an deenen zwee Joer gemaach hunn, eng positiv Erfahrung ass an datt ech am Fong frou sinn, datt dat esou gutt klappt.

Da krute mer eng Rei Saache virgeworf elo vun der Madame Loschetter, mä och scho vum Mouvement écologique respektiv der Natur- a Vulleschutzliga, déi, mengen ech, allen Deputéierten e Bréif zoukomme gelooss huet. Ech wëll dozou just och e puer Remarquë maachen.

Et gëtt eis virgeworf, datt d'Chamber hei elo manner Kompetenzen hätt respektiv eppes ewechgeholl géif kréien, datt d'Regierung eppes méi géif kréien. Ech gesinn dat zwar wierklech net. Hei geet et ëm Projeten, haaptsächlech, wou d'Chamber nach ni eenzel an individuell driwwer diskutéiert huet. D'Chamber huet bis elo e Gesamtmontant kritt iwwert d'CRen, d'Chemins repris, an d'Route-nationalen, wou eng Lëscht hannendru stoung, wou eng laang Opzielung vun deene Projete war, déi geduecht war unzegoen. Déi Lëscht hat awer keng Valeur légale, war just à titre exemplatif hannendrun.

Elo gëtt dat eriwwergeholl an de Fong. A genau déiselwecht Lëscht steet elo net méi am Budget éischten Deel, mä am Budget zweeten Deel, do wou mer iwwert d'Fonds pluriannuels schwätzen.

Also ass et genau déiselwecht Transparenz, genau déiselwecht Indikatiounen, déi hei ugi ginn. Do changéiert a sech strictement näischt, ausser datt et op enger anerer Plaz steet.

Wann een iwwert de Kompetenzberäich vun der Chamber schwätzt, dann ass dat Gesetz, wat mer muer diskutéieren, vläicht eng aner Valeur. Do wou mer diskutéieren, ob mer vun zéng Milliounen op 40 Millioune kënnen eropgoen ouni Autorisation individuelle vun der Chamber. Do kann ee sech déi Fro stellen. Do hu mer och laang an der Commission de l'Exécution budgétaire driwwer geschwat, ob mer et géife maachen a wéi eng Begleitmoossname mer géifen huelen, fir esou e Schrëtt ze goen. Ech menge ganz éierlech, datt déi Fro sech hei net an deem Mooss stellt.

An da gëtt och gesot, datt d'Ponts et Chaussées elo méi ze soen hätten, wat de Stroossebau ugeet. Do soen ech awer ganz kloer: „Dat ass awer net richteg." Deen, deen hei décidéiert, wat fir eng Stroosse wéini wou gebaut ginn, dat ass, wann et ëm grouss Stroosse geet, selbstverständlech d'Chamber, wa se d'Finanzéierung erlaabt, an dat ass, wann et ëm kleng Projete geet, den Travaux-publics-Minister respektiv de Regierungsrot, deen déi Kompetenzen huet. Datt Ponts et Chaussées se duerno baut an datt Ponts et Chaussées kann eng Rei Propositioune maachen, dat ass normal a richteg. D'Décisioune gi vun deenen zoustännege politeschen Instanze virdrun an an Zukunft och nach geholl.

Par contre dat, wat ech gär gehat hätt, dat ass, datt mer dee Fonds des routes, deen net elo nei geschaf gëtt, mä dee scho jorelaang existéiert, dee kritt elo just eng zousätzlech Kompetenz derbäi, datt mer dee Fonds des routes, datt mer do e Comité derbäisetzen. Elo kréie mer vum Mouvement écologique gesot, datt dee Comité jo elo géif bestëmmen, wat an der Bautepolitik geschitt. Dat ass awer net d'Zilsetzung.

Ech hätt gär dee Comité gehat zesumme mam Budgetsminister, well dee Comité mer hëlleft duerch de Fait, datt mer zwee Leit vu Ponts et Chaussées, zwee vum Ministère an och Leit, ee vun der Inspection générale des finances, drasëtzen hunn, well e mer ganz einfach hëlleft, e regelméissege Contrôle ze maachen iwwert déi Bewegungen, déi am Fonds des routes finanzieller Natur geschéien. An dat ass fir mech wichteg.

Ech hu säit fënnef Joer probéiert, nu wierklech Rigueur an d'Gestioun vun deene Projeten, déi mer maachen, eranzekréien. An hei ass fir mech eenzeg an eleng en zousätzlecht Mëttel, fir am Kader vum Fonds des routes, dee méi Kompetenze kritt, déi Rigueur och kënne weiderzeféieren. Dat ass d'Zilsetzung dervun an et ass och esou, wéi et an d'Realitéit ëmgesat gëtt. Fir dat, wat den Här Mehlen engem virwerft, fir heiansdo Ham an der Mëllech ze kachen, an Zukunft ze évitéieren.

Ech si mat där Remarque d'accord, datt sécherlech d'Zäiten nach ni do waren an an Zukunft sécher net och do sinn, fir dat ze maachen. Mä ech menge just, dat hei ass e Mëttel, wat eis kann déi Gestioun an déi Rigueur financière vun deem Fonds des routes besser hëllefen och nach an Zukunft an de Grëff ze kréien. An dat ass d'Zilsetzung vun deem Fong.

D'Zilsetzung ass also en résumé ganz einfach, kuerzfristeg 2009 eis de Finanzement vun zousätzleche Projeten ze erlaben, laangfristeg a mëttelfristeg méi flexibel ze sinn an trotzdeem eng besser Kontroll ze hunn. Et deet mir elo leed, datt déi gréng Fraktioun dat net matstëmmt, well ech mengen, dat hei hätt se ganz roueg kënne matstëmmen.

Merci all deenen, déi dee Projet hei positiv gesinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6007 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Raymond Weydert), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun de Projeten, déi mer haut um Ordre du jour hunn, dat ass de 6008 iwwert den Impakt vun Infrastrukturen op d'Natur. Rapporteur ass hei d'Madame Andrich. Ageschriwwe sinn: den Här Etgen, den Här Schreiner an den Här Gira.

14. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de virleiende Gesetzesprojet gehéiert wéi déi aner Projeten, déi mer elo just behandelt hunn, zum Konjunkturplang, deen d'Regierung ugeholl huet, fir e gënschtegt administratiivt Ëmfeld fir déi wirtschaftlech Aktivitéit ze schafen. D'Aktivitéite vun den Entreprisë solle gefördert ginn duerch d'Ersetze vum Gesetz, dat d'Prozeduren an d'Instrumenter zur Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vu verschiddenen öffentlechen a private Projete regelt, an dat am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung.

Nun zu de Préliminairë vum Projet. De Projet de loi N°6008 ass vum Premierminister Jean-Claude Juncker den 11. Mäerz 2009 hei an der Chamber déposéiert ginn. Folgend Beruffskummeren hunn en Avis eraginn: d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Handwierker- an d'Handelskummer, d'Salariatskummer an d'Landwirtschaftskummer. An der Bautekommissioun vum 26. Mäerz 2009 gouf ech als Rapportrice bestëmmt.

An der Sitzung vum 15. Abrëll goufen zwee Amendementer ugeholl, déi direkt un de Statsrot pour avis weidergeleet gi sinn. Den Avis vum Statsrot koum dann den 28. Abrëll eran. D'Bautekommissioun huet den Text vum Projet an den Avis vum Statsrot zesumme mat der Ëmweltkommissioun an der Sitzung vum 30. Abrëll analyséiert. De schréftleche Rapport gouf schliesslech de 6. Mee ugeholl. Och hat de Mouvement écologique eng Stellungnahm zum Projet de loi erageschéckt, op déi während de parlamentareschen Aarbechten agaange ginn ass.

Ëm wat geet et an deem virleiende Gesetzestext?

Et handelt sech ëm d'Direktiv 97/11 vum Conseil vum 3. Mäerz 1997, déi hirersäits Ännerungen aféiert un der Direktiv 85/337, déi d'Evaluatioun vum Impakt vu verschiddenen öffentleche Projeten a private Projeten am Beräich vun den Transportinfrastrukturen op d'Ëmwelt betrëfft. Déi Direktiv gouf a Lëtzebuerger Recht ëmgesat duerch d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007, wou ech d'Éier hat, och Rapportrice ze sinn.

Et ass néideg dëst Gesetz duerch dee virleiende Gesetzesprojet ze ersetzen, fir en Double emploi mat deene Gesetzer ze évitéieren, déi de Moment d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vun Transportinfrastrukture wéi Stroossen a Schinnebau regelen. Gradesou sollen d'Evaluatioun vereinfacht an d'Prozedure gestrafft ginn. Lëtzebuerg hat jo optéiert fir eng fractionnéiert Ëmsetzung vun der Direktiv 97/11, esou dass déi Dispositiounen a verschiddene Gesetzer a Reglementer verspreet sinn. Fir déi Detailer verweisen ech op mäi Rapport zum deemolegen initiale Gesetzestext.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Double emploi soll also évitéiert ginn. Am Fong geet d'Gesetz vum Mäerz 2007 méi wäit wéi dat d'Direktiv verlaangt huet, well virgesinn ass, zwou Impaktnotizen an eng Impaktetüd, déi déi verschidde Variante vun engem Projet vergläicht, ze erstellen. Zum deemolegen Zäitpunkt war eng aner europäesch Direktiv nach net an d'Lëtzebuerger Recht ëmgesat, an zwar d'Direktiv 2001/42 vum Europaparlament a vum Conseil vum 27. Juni 2001, déi d'Evaluatioun vun den Inzidenze vu verschiddene Pläng a Programmer op d'Ëmwelt betrëfft. Duerfir huet d'Gesetz vun 2007 och d'Aspekter vun enger méi genereller Planung vun den Transportinfrastrukturen ofgedeckt.

Entre-temps ass awer déi genannten Direktiv ëmgesat ginn duerch d'Gesetz vum 22. Mee 2008, dat d'Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt vu verschiddene Pläng a Programmer betrëfft. Duerfir sollen elo d'Prozedure vereinfacht ginn, an en Double emploi am Kader vum 2007er an 2008er Gesetz verhënnert ginn. Et gëtt elo kloer getrennt zwëschent der genereller Planung, déi ënner eng automatesch Evaluatioun fält duerch d'Gesetz vun 2008, an där detailléierter Planung, déi vun dem virleiende Gesetzesprojet geregelt soll ginn, déi jo d'Gesetz vun 2007 ersetzt. Et gëtt dann och spezifizéiert, dass e Projet, dee schonns eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt mat Consultatioun vun der Öffentlechkeet hannert sech huet, keng Genehmegung méi brauch iwwert d'Naturschutzgesetz vun 2004.

An engems gëtt d'Gesetz vun 2008 am Artikel zwee, Paragraph fënnef nach ergänzt. De Règlement grand-ducal, deen do soll déi Pläng a Programmer bestëmmen, déi vun deem Gesetz evaluéiert ginn, gëtt erweidert duerch d'Bestëmme vun de Modalitéite vun där Evaluatioun, well déi Pläng a Programmer esou verschiddener Natur sinn, dass och d'Modalitéiten, no deenen evaluéiert gëtt, musse kënnen ugepasst ginn.

Zweetens gëtt am virleiende Gesetzesprojet dann och d'Prozedur, déi zu enger Evaluatioun féiert, vereinfacht. Am Gesetz vun 2007 gëtt preziséiert, dass laut Direktiv 97/11 bei verschiddene Projeten Impaktstudien obligatoresch sinn. Bei anere Projete mussen d'Memberlänner eng Kontrollprozedur applizéieren, fir erauszeschielen, ob eng Impaktstudië muss gemaach ginn oder net. Bis elo ass dës Evaluatioun hei zu Lëtzebuerg vu Fall zu Fall erfollegt.

Et huet sech awer erausgestallt, dass deen interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee vun der Regierung duerch e groussherzogleche Reglement vum 24. August 2007 geschaf gouf, fir en Avis ofzeginn, wéi eng Projeten elo missten evaluéiert ginn, net den Erwaardungen entsprach huet. Dës éischter subjektiv Diskussioune ware laangwiereg, well d'Membere vum Comité öfters verschiddener Meenung waren, an d'Genehmegungsdélaien hu sech an d'Längt gezunn.

Duerfir ass et néideg, déi Evaluatioun Fall pro Fall ze ersetzen duerch d'Aféiere vu prezise Referenzkritären, opgrond vun deenen dann dës Décisiounen elo geholl ginn. Laut Artikel dräi ginn déi Kritären dann elo an engem groussherzogleche Reglement festgehalen. D'Direktiv 97/11 léisst d'Memberlänner nämlech fräi doranner, ob Plaffongen oder Kritäre festgesat ginn, oder ob dat ka Fall pro Fall analyséiert ginn. D'Behaaptung vum Mouvement écologique, d'Regierung hätt d'Direktiv 97/11 net respektéiert duerch d'Fixéiere vu Kritären, stëmmt also net.

Drëttens sollen dann nach verschidde Prozedursmodalitéite gestrafft ginn. Fir d'Genehmegungsprozedur vum Artikel sechs ze verkierzen, sollen déi kompetent Autoritéiten, also verschidde Ministèren, elo hiren Avis zu den Informatiounen, déi de Bauhär liwwert, innerhalb vun dräi Méint ofginn. Wann dat net de Fall ass, kann den Dossier einfach weidergereecht ginn.

Aus enger Suerg vun Harmoniséierung eraus gëtt dann och elo proposéiert, dësen Délai am Naturschutzgesetz vun 2004 anzeféieren, duerch en neien Artikel 57bis. Elo muss de Minister seng Décisiounen huelen dräi Méint nodeems den Dossier komplett ass. Wann d'Demande net komplett ass, soll deen, deen d'Genehmegung ufreet, an engem verstännegen Délai, also engem Délai raisonnable, doriwwer informéiert ginn.

Duerch den Artikel aacht vum virleiende Gesetzestext gëtt dann nach eng nei Approche agefouert, fir iwwert déi kompensatoresch Moossnamen ze befannen, esou dass de Regierungsrot elo net méi zweemol domadder befaasst gëtt, wéi dat elo am Gesetz vun 2007 de Fall ass. All dës Ännerunge maachen eng komplett Neifaassung vum Gesetz vun 2007 néideg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo nach zu de verschiddenen Avisen, ier ech op dem Statsrot säin Avis an déi parlamentaresch Aarbechten aginn.

D'Handwierkerkummer bedauert fir d'éischt an hirem Avis, dass d'Regierung net prioritär nach aner Moossnamen aus hirem Konjunkturplang ëmgesat huet, fir e gënschtegt administratiivt Ëmfeld ze schafen. Da begréisst se, gradesou wéi d'Handelskummer, dass d'Regierung méi eng integrativ Approche gewielt huet am Beräich vun de Genehmegungsprozeduren, an déi Approche Fall pro Fall ersat huet duerch eng Serie vu Kritären. Et gëtt awer bedauert, dass déi Prozeduren am virleiende Beräich net an engem eenzege Gesetzestext regruppéiert goufen.

D'Salariatskummer hirersäits freet sech, ob et wënschenswäert wier, fir déi komparativ an detailléiert Impaktstudien ze sträichen, ob een dat wéinst der Krisis net hätt emol iwwerganksméisseg kënne maachen. Si bedauert och, dass déi prezis Referenzkritären, déi sollen am Règlement grand-ducal fixéiert ginn, hir net virlouchen, esou dass se et schwiereg hat ze beuerteelen, ob de Projet Verbesserunge géif erbäiféieren oder net.

D'Landwirtschaftskummer fënnt dann, dass de virleiende Gesetzesprojet hir Problemer am Beräich vun de Genehmegunge vu landwirtschaftleche Konstruktiounen an enger Gréngzon net géif léisen.

De Statsrot sengersäits begréisst d'Effortë vun der Regierung, fir eng administrativ Vereinfachung erbäizeféieren, och wann en déi Dispositiounen iwwert d'Evaluatioun am Ëmweltberäich am léifsten an engem eenzegen Text gesinn hätt. Vun der legislativer Technik hier proposéiert de Statsrot awer, d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 ze modifizéieren an net ganz frësch ze schreiwen. D'Bautekommissioun konnt déi Propos awer net suivéieren, well den Text soss komplett onliesbar géif ginn duerch d'Ëmschreiwen an d'Sträiche vun deene villen Artikelen. Esou ass d'Virlag vun der Regierung bäibehale ginn.

Zum Titel vum Gesetz huet de Statsrot zu der initialer Textpropos vun der Regierung bemierkt, dass déi Passagen, wou déi sougenannte Fonds-des-routes- a Fonds-du-rail-Gesetzer solle modifizéiert ginn, net bräichte widderholl ze ginn, well si duerch d'Gesetz vun 2007 ëmgeännert bleiwen, och wann dat Gesetz elo ausser Kraaft gesat gëtt. D'Kommissioun huet dunn déi Referenzen am Titel gestrach, an dofir sinn déi diesbezüglech Passagen och am Artikel 16 gestrach ginn.

Am Artikel dräi, wou de Règlement grand-ducal mat de Kritäre soll agefouert ginn, huet de Statsrot eng Textännerung virgeschloen, fir den Artikel méi prezis ze formuléieren, an zwar amplaz, ech zitéieren: «déterminera les projets devant faire l'objet d'une évaluation» ze schreiwen: «fixe les critères sur base desquels les projets d'infrastructure de transports font l'objet d'une évaluation». D'Bautekommissioun huet dës Textännerung ugeholl.

Zu deem Artikel koum et an der Kommissioun vun den öffentleche Bauten an der

Ëmwelt zu enger längerer Diskussioun, well déi Kritären net virlouchen. Den Här Minister huet dunn de Kommissiounsmemberen den Text vum Reglement, deen och scho vum Statsrot aviséiert war, an der Sitzung zur Verfügung gestallt. D'Kommissiounsmemberen hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass dës objektiv Kritären zimlech streng wieren.

Trotzdeem kéint et virkommen, dass e Projet Inzidenzen op d'Ëmwelt hätt, ouni dass d'Kritäre géifen zu enger Evaluatioun vun den Inzidenzen zwéngen. Duerfir huet de Bauteminister sech averstanen erkläert, e supplementare Kritär an d'Reglement ze setzen, wou de Bauhär oder d'Regierung kënnt eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Ëmwelt virhuelen, am Fall wou verschidden europäesch Normen net agehale géifen, wéi zum Beispill wat de Geräischpegel ubelaangt, oder wat d'Loftqualitéit ugeet. Domat gëtt och enger Suerg vum Mouvement écologique Rechnung gedroen. Mä och wa Stroossebau- oder Schinnebauprojeten net ënnert d'Kritäre géife falen, esou spillt nach ëmmer d'Naturschutzgesetz vun 2004, wat d'Genehmegungsprozeduren ubelaangt.

Da koum beim Artikel véier, deen d'Informatioune bestëmmt, déi musse fir d'Evaluatioun geliwwert ginn, d'Diskussioun op, wéi elo déi verschidde Variante vun engem Projet evaluéiert géife ginn, a besonnesch déi sougenannten Nullvariant. Do gesäit d'Gesetz vum 22. Mee 2008 a senger méi globaler Approche eng fundamental Iwwerleeung zu der Opportunitéit vun engem Projet vir.

Doranner fléisst och eng komparativ Analys vun de Varianten an, gradesou wéi eng Evaluatioun vum Rapport Präis/Effikassitéit. Do dernieft erlaabt de sektoriellen Transportplang, deen ënnert d'Gesetz vun 2008 fält, deene meeschte vun deenen Elementer Rechnung ze droen. Doriwwer eraus muss de Bauhär, och laut Artikel véier vum virleiende Gesetzesprojet, déi Haaptsubstitutiounsléisunge virzeechnen. Ausserdeem kann de Regierungsrot, deen d'Décisioun jo iwwert déi zréckbehale Variant hélt, nach ëmmer fir d'Nullvariant optéieren.

Beim Artikel aacht vum virleiende Gesetzestext gëtt jo eng nei Approche agefouert, fir iwwert déi kompensatoresch Moossnamen ze befannen. Si sollen elo direkt an engem Duerchgank vum Regierungsrot fixéiert ginn, ouni nach eng Kéier iwwert den Ëmweltminister ze goen.

Hei huet de Mouvement écologique gemengt, den Ëmweltminister géif zu Onrecht Kompetenzen ewechgeholl kréien. Et ass awer esou, dass de Regierungsrot d'Envergure vun de kompensatoresche Moossnamen am Kader vun der finanzieller Enveloppe vun de Finanzéierungsgesetzer soll festleeën, an dass den Ëmweltminister zu engem spéideren Zäitpunkt, am Artikel néng, souwisou d'Detailer an d'Natur vun de Moossname fixéiert, déi en dann erëm eng Kéier dem Regierungsrot zum Accord virleet.

De Statsrot hat bei dësem Artikel virgeschloen, fir d'Décisioune vum Regierungsrot iwwert d'Envergure vun de kompensatoresche Moossnamen duerch e groussherzoglecht Reglement ze encadréieren, wou d'Richtlinnen an d'Natur vun de Moossnamen definéiert ginn. De Bauteminister selwer sténg esou enger Léisung positiv géigeniwwer, mä den Ëmweltminister, gradesou wéi de Mouvement écologique, zéien et vir, fir dat am Kader vun dem Naturschutzgesetz vun 2004 ze regelen. Esou huet d'Kommissioun dovun ofgesinn, fir e Règlement grand-ducal virzegesinn.

Zu den Artikelen néng an zéng hat d'Bautekommissioun Amendementer verfaasst, déi ouni Problem vum Statsrot akzeptéiert goufen. An deenen Artikele stoung, dass déi kompensatoresch Moossname gradesou wéi d'Notzungs- an d'Bedreiwerkonditioune vum mënschlechen an natierlechen Ëmfeld iwwer e ministerielle Reglement géife bestëmmt ginn. Or, op fréier Avisë vum Statsrot hin ass et net méiglech, de Membere vun der Regierung direkt iwwert d'Gesetz ze erlaben, fir ministeriell Reglementer ze huelen. Dat ass e Pouvoir, deen dem Grand-Duc zousteet. D'Bautekommissioun huet dunn décidéiert, fir all Referenz op e Règlement ministériel ze sträichen.

Dann huet de Mouvement écologique och zu Onrecht gemengt, d'Rekursméiglechkeet vun den Ëmweltorganisatioune wier gestrach ginn. Den Artikel 15 gesäit awer ganz kloer e Recours en annulation beim administrative Geriicht fir Ëmweltorganisatioune vir. Et ass just logescherweis de Recours ewechgefall géint d'Décisioun vun der Regierung, fir keng Evaluatioun ze maachen, well de Règlement grand-ducal duerch d'Kritären dat jo elo regelt.

Da bleift nach eng Opposition formelle vum Statsrot ze kommentéieren, zum Ausserkraaftsetze vun engem Règlement grand-ducal duerch den Artikel 17 vum virleiende Gesetzesprojet. Vu dass dat net geet, huet d'Kommissioun dunn décidéiert, dës Formulatioun ze sträichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister a seng Fonctionnairen, déi ganz entgéintkommend waren an dësem Dossier, deen éischter technesch ass. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. Den éischte Riedner ass den Här Etgen. Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken ee Merci un d'Rapportrice, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval, fir hiren detailléierte schréftlechen an interessante mëndleche Rapport. Am Virfeld vum Vote vun deem virleienden Text war d'Opreegung grouss. Et huet geheescht, datt mat dësem Gesetz de Bierger hiert Asprochrecht géif massiv ageschränkt ginn, datt d'Ekonomie nees absolut Virfahrt virun der Ekologie géif kréien.

Dës Opreegung huet sech am Endeffekt awer als Stuerm am Waasserglas entpuppt, well dës opgebauschte Schreckenszeenarien net berechtegt sinn an och net wäerten antrieden. Als Beispill wëll ech den Artikel dräi aus dem entspriechende Projet de règlement grand-ducal zitéieren, hei heescht et: «Sur proposition du Ministère de l'Environnement, le Gouvernement en conseil peut décider de soumettre un projet (...) à une évaluation d'incidences si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables.» An anere Wierder: Un den aktuelle Méiglechkeete vum Ëmweltminister als Affekot vun der Natur ännert sech näischt.

Dëst däerf awer net dozou féieren, datt, wéi et an der Vergaangenheet alt emol de Fall war, Projeten duerch den Ëmweltminister verschleeft gi sinn. Au contraire, och den Ëmweltministère muss sech senger Roll bei der Vereinfachung vun de Prozedure bewosst ginn an däerf net méi nëmmen als Bremser optrieden. Nëmmen da kann dëse Projet och dee vun der Regierung beabsichtegte Succès hunn.

Här President, „simplification administrative" a Verkierzung respektiv Vereinfachung vun de Prozeduren, Schluss mam prozedurale Wirrwarr si gär an heefeg gebrauchte Stéchwierder am Kader vun der Bekämpfung vun der aktueller Wirtschaftskris. Et ass richteg, datt méi einfach a méi séier Prozeduren eppes dozou kënne bäidroen, datt déi negativ Effekter vun dëser Kris e bësse manner dramatesch ausfalen.

D'Fro, déi ee sech an dësem Zesummenhang awer muss stellen, ass: Firwat huet et missen zu enger weltwäiter Wirtschaftskris kommen, éier d'Regierung op dësem Plang wierklech aktiv ginn ass? Firwat gouf esou laang gewaart? Firwat goufen dës Mesuren net éischter, a wirtschaftlech gudden Zäiten op den Instanzewee bruecht? Lëtzebuerg géif elo sécherlech besser dostoen an hätt sécherlech net gradesou een haarde Kampf géint d'Konsequenze vun der Kris ze féieren.

Och wann elo am Kader vun deem sougenannten Antikrisepaquet éischt Schrëtt a puncto Vereinfachung vun de Prozedure gemaach goufen, bleift awer nach esou munches ze dinn. D'DP wäert sech op alle Fall, och an Zukunft, an deem doten Dossier engagéieren an zum Beispill sech derfir asetzen, datt de Prinzip wäert konsequent do agefouert ginn, wou dëst méiglech ass.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hat eng Demande un de Kommissiounspresident geriicht, fir d'Vertrieder vun der UEL an d'Kommissioun ze ruffen, fir mat hinnen den Impakt respektiv d'Vir- an d'Nodeeler vun deem virleienden Text ze diskutéieren.

Dës Demande ass awer vun der Majoritéit an der Kommissioun verworf ginn, well dëse Projet onbedéngt nach huet missen dës Woch duerchgebaatscht ginn. Mir bedaueren et, datt et net zu dëser Entrevue komm ass. An esou engem Gespréich hätt ee sécherlech da kënnen un deem dote Projet feilen. Et ass, wéi gesot, leider net dozou komm.

Zum Schluss, Här President, well mir kloer fir eng Vereinfachung vu de Prozeduren antrieden a fir eng Reduzéierung vun den administrative Chargen, déi eis Entreprisë belaaschten, wëll ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt och vu menger Säit e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Sylvie Andrich, fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, deen och ganz detailléiert war. Ech mengen, si ass op déi eenzel Elementer vum Projet de loi agaangen.

Fir net alles ze widderhuelen, wëll ech mer dann dat och erspueren, nach eng Kéier alles ze widderhuelen. Duerfir wëll ech éischter vläicht e puer méi allgemeng Remarquen an e bësse méi engem generelle Kontext zu dëse Modifikatioune vun deene verschiddene Prozedure maachen.

Den Ulass zu dësem Projet ass jo d'Wirtschaftskris an dee Konjunkturpak, dee mer haut a muer diskutéieren. Et si jo ënnerschiddlech Mesurë virgesinn, déi d'Relance vun der Ekonomie méi einfach maache sollen. Dobäi solle virun allem onnëtz administrativ Hürden esou wäit wéi méiglech ofgebaut ginn.

Ech leeën do besonnesch d'Betounung op d'Wuert „onnëtz", well déi meescht administrativ Prozedure si jo net fir näischt do. Si erfëllen alleguerten e bestëmmten Zweck, och wann een heiansdo d'Gefill net lassgëtt, dass mer eis a ville Prozedure ganz oft verstrécken a selwer verfänken.

D'Zil vun enger Simplification administrative ass deemno net, einfach e puer onbequem Virschréften ofzeschafen, mä ze iwwerpréiwen, ob een den Zweck, deen ee mat enger bestëmmter Prozedur verfollege wëllt, net op méi eng einfach Manéier kann erreechen.

Genau dat soll iwwert de Projet de loi 6008, dee mer hei diskutéieren, jo geschéien. D'Prozeduren, déi an de Gesetzer vun 2007 respektiv 2008 virgesi goufen, wat den Impakt vu bestëmmte Pläng a Projeten op d'Ëmwelt ugeet, iwwerschneide sech zum Deel a sinn effektiv oft net ganz kohärent. Dat soll jo dann elo geännert ginn am Sënn vun der Saach.

Dës Mesure bréngt kuerzfristeg sécher eng Erliichterung um administrative Plang, mä et wäert sécher net déi lescht Modifikatioun an dësem Beräich sinn. Vill anerer wäerten an deenen nächste Joren nach musse kommen, fir dass mer nach méi effizient kënne schaffen, an duerfir si mer eiser Meenung no de Moment éischter an enger Transitiounsphas.

Här President, dës Regierung hat sech bekanntlech zum Zil gesat, an der Zukunft besser ze plangen: Réorganisation territoriale, Plans sectoriels, Nohaltegkeetskritäre wéi Ëmweltimpakt, Energieeffizienz an esou weider solle systematesch bei alle grousse Projete berücksichtegt ginn.

(Interruptions)

Gläichzäiteg soll awer och d'Matsproocherecht vun der interesséierter Öffentlechkeet verbessert ginn. Dat ass jo och am Sënn vun der Aarhus-Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn. Virun allem wëlle mer awer och e Wee fannen, d'Décisiounen op eng méi transparent Manéier ze treffen, wou jiddwereen am Virfeld seng Argumenter mat abrénge kann, an der Hoffnung, dass sech am Géigenzuch vläicht dann och den Nimby-Effekt, deen eis oft nach vill Zäit an och Sträit an och Geld kascht, reduzéiert.

Besser, méi demokratesch a méi transparent plangen, fir herno qualitativ héichwäerteg Projete kënnen ze realiséieren, déi op eng méiglechst grouss Akzeptanz stoussen, ass awer net ganz einfach an entsprécht virun allem net ganz eisen Traditiounen.

Mir hate bis elo ganz oft d'Tendenz, zum Beispill, laang iwwert d'Opportunitéit an iwwert de Site vun engem Projet ze streiden, bis de Besoin op eemol esou dréngend ginn ass, dass awer ee Konzept sech op eemol konnt duerchsetzen. Dann huet et op eemol ganz schnell misse goen, esou dass ganz oft eréischt bei der Realisatioun vun engem Projet d'Mängel opgetratt sinn an ersiichtlech gi sinn. Zum Deel sinn dat jo och d'Ursaachen, firwat mer och bei Bauprojeten oft an enger relativ spéider Phas nobesseren hu missen, wat dann zu deene bekannte budgetäre Rallongë gefouert huet.

Wéi schwéier mer eis dinn, Konzepter auszehandelen, déi méi e generelle Charakter hunn an trotzdeem verbindlech sinn, gesäit een och bei der Landesplanung, bei der Réorganisation territoriale, bei de Plans sectoriels an och nach deenen net existéierende Regionalpläng.

Wat d'Ëmweltstudien an d'Participatioun vum Public ugeet, ass d'EU eis jo mat hiren Direktiven eigentlech zevirkomm. Mir hu se eng no där anerer ëmgesat, net nëmmen, well mer jo dat hu misse maachen, mä och, well mer d'Ziler vun dësen Direktive fir richteg halen. Dat ass jo och de Grond, firwat mer beim Gesetz vun 2007 eigentlech iwwert dat erausgaange waren, wat déi betreffend Direktiv virgeschriwwen huet.

An der Praxis stelle mer awer fest, dass déi Aart a Weis, wéi mer verschidden EU-Virschréften ëmgesat hunn, net gutt fonctionnéiert. A kuerzer Zäit sinn ëmmer erëm nei Prozeduren agefouert ginn, déi sech zum Deel iwwerschneiden, zum Deel widderspriechen. Dat gëllt net nëmme fir Stroosseprojeten, fir Eisebunnsprojeten, dat gëllt och fir d'Gesetz iwwert den Aménagement communal, wou jo elo erëm eng nei Fassung déposéiert ass, an dat wäert sech och erëm weisen, wann déi verschidde Plans sectoriels ëmgesat solle ginn.

Mir sinn traditionell an enger Logik, dass alles ka realiséiert ginn, wat net ausdrécklech verbueden ass. An där Logik mussen all Kritären, déi mer an Zukunft bei eise Projete wëlle berücksichtegen, strikt am Gesetz verankert ginn: den Naturschutz, den Denkmalschutz, de Schutz vun de Landschaften, de Schutz virum Kaméidi, de Schutz vun de Ressourcen. All Interessen, déi net am Gesetz verankert sinn, riskéieren dobäi ze kuerz ze kommen. Dat hu mer jo gutt beim Projet och zu Wickreng zum Beispill gesinn. Obwuel jiddwereen do d'accord war, dass dëse Projet net IVL-konform ass, gouf et eigentlech keng direkt Handhab, fir de Projet ofzelehnen.

Vum Prinzip hier ass dat richteg, well mir wëlle jo Genehmegungsprozeduren, déi transparent an net willkürlech sinn. Mir ännere jo och duerfir d'Gesetz vun 2007 dann an deem Sënn of.

Grondsätzlech, mengen ech, brauche mer awer an deenen Diskussiounen e Mentalitéitswandel. Mir brauchen eng Kultur, an där d'Kritären, déi musse berücksichtegt ginn, net als lästeg Contrainte gesi ginn, mä als eng Selbstverständlechkeet. Mir musse léieren, Léisungen an engem faire Dialog auszehandelen, wou all Säit bereet ass, och deenen aneren hir Interessen ze berücksichtegen.

Soulaang all Lücken am Gesetz vun deenen enge genotzt ginn, fir ouni Rücksicht op Ëmweltinteresse schnell a méiglechst bëlleg ze bauen, oder vun deenen aneren, fir all Projet aus éischter privaten Interessen ze verhënneren, soulaang kréie mer net wierklech eng Simplification administrative. Da geet all Gesetzesännerung entweder op deem engen oder op deenen aneren hir Käschten.

Et ass also virauszegesinn, dass am Beräich vun de Genehmegungsprozeduren nach vill Modifikatioune musse kommen, bis um gesetzlechen Niveau och e Gläichgewiicht fonnt ass, dat alle wichtegen Interesse Rechnung dréit, dat d'Participatioun vun de Bierger an d'Interessevertriedunge systematesch ënnerstëtzt an trotzdeem d'Prozeduren net iwwerméisseg laang gi léisst. Ganz ofgesinn dovunner, dass mer eis ëmmer am Kader vum EU-Recht bewegen an och hei d'Virschréften evoluéieren.

A wa sech bis dohinner e puer Gewunnechten an Haltunge grad bei den Administratioune geännert hunn, gëtt et vläicht och méiglech, eng richteg konsequent Reform vun de Prozeduren duerchzefëieren, déi ressortiwwergräifend fonctionnéiert.

An dëser Transitiounsphas, an där mer eis also fir eis Begréffer befannen, wäert et elo wichteg sinn, dass d'Kommunikatioun tëschent de Verwaltungen, deene Responsabele vun de Projeten an der Öffentlechkeet gutt fonctionnéiert.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wa sech oft eppes ännert, mussen elo all déi Betraffe schnell dovun a Kenntnis gesat ginn. An der Verwaltung muss jiddweree mat den Informatiounen um leschte Stand sinn, fir Konfusioun ze verhënneren. Dat zum allgemenge Kontext.

An engem Wuert: Bei dem Projet de loi, deen eis hei virläit, si mer als LSAP der Meenung, dass et sech ëm e klengen, awer wichtege Projet handelt, dee vill Änneerungen, wichteg Ännerunge beinhalt, déi a Verbindung mam Règlement grand-ducal iwwert d'Referenzkritäre sollen derfir suergen, dass d'Zil vun der Ëmweltevaluatioun an der Praxis op eng kohärent an effizient, mä och transparent Manéier ka realiséiert ginn, an dass d'Positioun vum Ëmweltminister, speziell och, wat d'Mesures compensatoires ugeet, gestäerkt muss ginn.

Mir sinn duerfir och net der Meenung, dass domadder d'Rücksicht op d'Ëmweltaspekter bei der Realisatioun vu Projeten an Zukunft méi kleng gëtt. Dat däerf et jo och net sinn, an duerfir stëmmt meng Fraktioun dësem Projet zou.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech virstellen, dass déi Gréng hellhöreg ginn, wann et heescht, d'Impaktstudiendirektiv géif ofgeännert ginn an d'Prozedure solle vereinfacht ginn. An ech mengen, mir hunn eng Rei gutt Grënn derzou.

Ech muss vläicht dorun erënneren, dass Lëtzebuerg net manner wéi 20 Joer gebraucht huet, ier et dës Direktiv, déi vun 1985 eigentlech staamt, korrekt ëmgesat huet.

Ech wëll och nach eng Kéier dorun erënneren, dass, wa mer zu Helleng nach ëmmer e Stéck Autobunn hunn, wat net gebaut ass, dat net deene Propriétairen hir Schold ass, deenen deen Terrain gehéiert, mä engem fréiere Bauteminister, deen eben 20 Joer et fäerdeg bruecht huet, dass mer déi Impaktstudiendirektiv net korrekt ëmgesat hunn.

Mir sinn och hellhöreg ginn, well mer net gesinn hunn, wat dat Gesetz hei mat der aktueller Wirtschaftskris ze dinn huet. Muss ech dorun erënneren, dass dat hei Gesetz nëmme gëllt fir dem Stat seng Projete selwer am Beräich Stroossebau, Aviatioun an Eisebunn respektiv Tram?

Ech huele jo un, dass mer eis hei alleguerten eens sinn, dass, wann den Tram bis elo net gebaut ass, dat näischt mam Gesetz vun 2007, och näischt mat deem vun 2008 ze dinn huet, mä virun allem, well keng vun deene viregte Regierunge bis elo capabel war, dem Land eng kloer Visioun iwwert d'Mobilitéit vum 21. Jorhonnert ze ginn, respektiv vum Duebelspill vu besonnesch enger Partei. An dat hu mer jo elo erëm an deene leschten Deeg ganz kloer an däitlech hei gewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Ursaachen, firwat dass mer op enger ganzer Rei Projeten net weiderkommen. Déi Gréng sinn net d'accord, dass elo op eemol d'Nimbyen vu lénks a vu riets sollen duergestallt ginn, wéi wann déi déi Responsabel wieren, dass mer do net weiderkommen.

Mir hunn eis de Projet intensiv ugekuckt. Mir hunn och d'Explikatioune vum responsabele Minister héieren. Mir waren du ganz e bësse berouegt, muss ech ganz éierlech soen. Mir gleewen och deem heitegen Travaux-publics-Minister, dass en net wëllt do eng Rei Saachen ausser Kraaft setzen.

Mir behalen awer prinzipiell Problemer mat deem Gesetz. Mir verstinn et nach haut net, dass dee Projet de loi do iwwerhaapt an d'Kompetenz vum Travaux-publics-Minister gehéiert. Et geet hei éminemment ëm Emwelt. Dat seet den Titre, an ech huele jo un, dass mer eis net kéinte virstellen, dass de Wirtschaftsminister responsabel wär, fir d'Kommodos-Genehmegungen auszeginn, oder de Landwirtschaftsminister fir d'Baugenehmegungen ausserhalb vum Perimeter. Duerfir versti mer nach ëmmer net, firwat den Travaux-publics-Minister iwwerhaapt mat där ganzer Prozedur hei ze dinn huet.

Ech sinn och, a mir sinn als Gréng ëmmer erëm iwwerrascht, dass, wann et ëm aner Dossiere geet, déi jeeweileg Ministeren zu deem hellege Prinzip stinn an dorop pochen a soen: „Ma, ech hu meng Responsabilitéiten ze huelen, ech si kompetent fir deen do Beräich, an do loossen ech mer net draschwätzen." An d'Beispill Wickreng ass hei zitéiert ginn.

Wat mengt Der, wat den Här Boden Feier gespaut hätt, wann en hätt misse mat deem Projet an de Regierungsrot goen an den Accord vum ganze Regierungsrot kréien?

Do spillt op eemol déi eenzel Kompetenz vun deenen eenzelne Ministeren. Mir stelle just fest, komescherweis ëmmer erëm, wann et ëm Ëmwelt geet, da gëtt éischter, da gëtt ganz séier gesot: „Neen, dat do kënne mer net dem Ëmweltminister eleng iwwerloossen. Dat do muss dee ganze Regierungsrot décidéieren." Mir sinn der Meenung, dass dat dee beschte Bewäis ass, dass nach ëmmer d'Ëmwelt net deen néidege Stellewäert kritt huet.

Ech wëll och dem Här Etgen äntwerten, dass ech net verstinn, wat dat hei mat Réforme administrative ze dinn huet an iwwerhaapt mat Entreprisen. Hei geet et exklusiv ëm Projeten, wou entweder de Stat selwer oder parastaatlech Institutioune wéi d'Eisebunn responsabel sinn. Heimat hëllefe mer kenger Entreprise, wa mer dee Projet de loi hei stëmmen.

Mir hunn och keng satisfaisant Äntwert kritt, ob dat hei dann iergende Projet elo an der Kris géif weiderbréngen. Wann ech de Minister richteg verstan hunn, huet en eis gesot, dass bis elo iwwerhaapt nach kee Projet an déi Prozedur vum Gesetz vun 2007 gaangen ass. Ech zweifelen och dorun, dass mer scho genuch Erfahrung iwwert dat Gesetz vun 2008 hunn, sou dass mer eigentlech hei keen Handlungsbedarf hunn.

Wann ech Iech dann och nach soen, dass mer nach eng Rei Bedenke mat der Lëscht am Règlement grand-ducal selwer hunn, da kënnt Der verstoen, dass mer zwar net géint dëse Projet stëmmen, well de Minister eis eng Rei Bedenken aus dem Wee geraumt huet, mä dass awer genuch Bedenken eisersäits bleiwen.

Mir gesinn net an, firwat bei engem Sportsflughafen - an dat ass méi wéi e Sportsflughafen, wann ech eng Pist vun 2.000 m ka bauen, do ka souguer e 737 starten ouni Problem - keng Impaktstudiendirektiv soll applizéiert ginn. Dat kënne mer net verstoen.

Et kann een och nach iwwert d'Längt vun eenzelne Stroossen diskutéieren. Ech fanne schonn, dass de Mouvement écologique net ganz Onrecht huet: Wa mer an engem klenge Land sinn, wou d'Zersiedlung relativ wäit fortgeschratt ass, ass et sécherlech en Ënnerscheed, ob ech mat zéng Kilometer duerch de Gréngewald fueren, oder ob ech an engem risege Flächeland wéi a Frankräich eng Strooss vun zéng Kilometer bauen. Ech menge schonn, dass dat en Ënnerscheed ass.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen net, dass hei eng Oprou néideg ass an och e Stuerm, mä eis prinzipiell Bedenken, déi mer 2007 geäussert hunn, bleiwen awer zu engem groussen Deel bestoen. Notamment, dass mer der Meenung sinn, dass déi ganz Prozedur soll vun A bis Z an d'Hand vum Ëmweltminister kommen.

Duerfir géife mir eis enthale bei dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. E puer Wuert och zu dësem Text. Ech fänke selbstverständlech un, andeem ech der Madame Andrich Merci soe fir hire Rapport. Si war extrem komplett, sou dass ech wierklech net brauch op d'Detailer anzegoen, just wéi virdrun och op e puer Remarquen, déi elo gemaach gi sinn.

Déi eischt Fro, déi gestallt och ginn ass, dat ass: Mir hunn hei en Text vun 2007, deen déi Direktiv ëmgesat huet, dee mer relativ kuerzfristeg duerno schonn erëm änneren. Duerfir stellt sech d'Fro: firwat?

Mä et huet am Prinzip, niewent dem Fait, datt mer elo an enger Situatioun sinn, wou d'Kris eis opdrängt, datt mer Gesetzer an Texter maachen, wou eis Délaie kënne méi kuerz sinn, an ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zréck, sech och festgestallt, datt an deene leschte Joren eng Rei Saachen och an deene ganze Prozeduren anescht gi sinn.

Mir hunn 2008 en Text gestëmmt iwwert d'Inzidenze vun de Plans et programmes op d'Ëmwelt, deen eng ganz Rei aner nei parallell Prozedure mat erabruecht huet op där enger Säit. A mir hunn och säit 2007 eng Rei Erfahrunge mat deem aktuelle Gesetzestext gemaach. Elo kann ee soen, dat geet net duer. Mä ech gesinn awer och intern an den Travaux publics respektiv och déi aner Ministèren, wat d'Problematik do war. Ech soe just duerno nach e puer Wuert doriwwer. Dat waren also zwee Punkten, déi eis och zousätzlech nach beweegt hunn, op dësem Punkt eis nach ze änneren.

Ëm wat geet et? Et geet u sech dorëm, déi Autorisatiounsprozedure méi schnell ze maachen, méi einfach ze maachen, an ech géif souguer hannendrusoen, vu mengem Gesiichtspunkt aus méi transparent ze maachen.

D'Zil war sécherlech net, datt mer hei manner Impaktstudië wéilte maachen, respektiv war d'Zil och net, manner öffentlech Informatioun ze maachen. D'Zil war och net, manner Asproochrecht ze ginn oder d'Asproochrecht méi kleng ze maachen, wéi dat op där enger oder op där anerer Plaz alt gesot ginn ass. Au contraire, dat Ganzt soll méi einfach a méi transparent duerch dësen Text gemaach ginn.

Wéi war et bis elo? Mä bis elo war et esou, datt mer eng Rei Projeten, Stroossebau-, mä och Schinnebauprojeten haten - well et däerf een net vergiessen, datt déi och heidrënner falen -, déi par définition vun der Direktiv aus de toute façon dorënner gefall sinn, an all déi aner, do ass eng Kommissioun, déi agesat gi war zwëschent verschiddene Ministèren, déi eng Décisioun vun der Regierung virbereet huet, an déi gekuckt huet, wou dann Impakt op d'Ëmwelt kéint sinn, an déi dann eng Propositioun gemaach huet, ob e Projet oder net sollt ënnert déi grouss Prozedur vun eisem Gesetz falen, oder ob déi méi kleng Prozedur sollt ugewannt ginn, wou een da méi schnell kéint virukommen.

Déi hunn d'Décisioun an déi Propositioune gemaach ouni am Fong prezis Kritären. Erausgestallt huet sech, wann ee schwätzt mat all deene Leit, déi an der Kommissioun waren, datt déi Diskussiounen och ganz schwiereg, ganz laangwiereg a ganz oft subjektiv Diskussioune waren, well eis Kritären net prezis genuch waren.

Wann den Här Gira seet: „Mir wëssen net, wou d'Zäit elo an de Projete verluer ginn ass", ass et précisément do, wou eng ganz Rei Zäit verluer ginn ass, wou eng ganz Rei Studië gefrot gi sinn, wou eng ganz Rei Diskussioune gefouert ginn, well déi Leit sech och mat Recht, an dat verstinn ech jo och, heiansdo schwéiergedoen hunn, fir eng Décisioun ouni objektiv Kritären ze huelen, wou si d'Responsabilitéit - quitte, datt d'Regierung se do geholl huet, mä zumindest vun hirem Avis - matgedroen hunn. Dat war net einfach.

Sou datt ech do och de Besoin manifestement gespuert hunn, fir Zäit ze spueren a fir déi ganz Diskussioun och ze objektivéieren, datt ee besser hätt, op eng aner Prozedur ëmzesteigen.

D'Direktiv, esou wéi se ass, gesäit jo am Fong zwee Type vu Prozedure vir: Dat eent ass d'Analys au cas par cas. Dat ass dat, wat mer am Gesetz vun 2007 haten. Déi aner Prozedur ass déi sur base de critères fixés par chaque État membre - seet d'Direktiv. Dat ass déi, op déi mer elo an dësem Projet ëmklammen. Déi zwee Weeër si méiglech.

Duerfir, wann op där enger oder op där anerer Plaz reprochéiert gëtt, dee Gesetzesprojet hei wär net direktivkonform, esou hu mer hei d'Méiglechkeet, fir ze wielen deen een oder deen anere Wee. D'Konformitéit zu der Direktiv ass a mengen Ae ganz kloer a gëtt eis och a ganz däitleche Wierder vum Conseil d'État confirméiert.

D'Regierung mengt also, datt mer mat deem heiten Text méi Kloerheet erabréngen, well mer kloer an däitlech Kritären dohinnersetzen, déi definitiv sinn, déi preziséiert sinn, a wou dee Moment och net kënne contestéiert ginn op deem eenzelne Projet, well entweder fält en ënnert d'Kritären oder e fält net ënnert d'Kritären. Dat Reglement ass och zur Informatioun der Chamberskommissioun zur Verfügung gestallt ginn.

Ech muss soen, mir hunn hei Kritäre geholl, déi am Verglach mat aneren europäesche Länner awer relativ strikt sinn. Ech mengen, do brauch ee sech net ze schummen, och wann een dat als Ëmweltpolitiker ugeet, well mir hunn hei wierklech seriö, korrekt Kritäre geholl, och verglach mat anere Länner.

Déi Kritäre bréngen et da souguer mat sech, an dat wëll ech awer als Prezisioun do soen, datt eng Rei Projeten, wou déi Kommissioun eis gesot hat, datt se net onbedéngt géifen ënnert déi grouss Prozedur falen, wa mer dësen Text an Applikatioun hunn, ouni Diskussioun wäerten dorënner falen, dat heescht, zu engem Deel souguer déi Impaktstudië bei verschiddene Projeten obligatoresch maachen, wou se et beim alen Text net waren.

Bei dësem Text ass et a mengen Ae kloer, datt déi Verbreedung, déi eventuell - loosse mer et dann esou soen - Verbreedung vun enger Autobunn A3, A6 op zweemol dräi Pisten, datt déi ënnert dësen Text wäert falen, an datt do déi grouss Prozedur vun den Impaktstudië muss gemaach ginn, wat net nécessairement de Fall gewiescht wär ënnert deem aneren Text.

Duerfir mengen ech, datt, wann een duerch den Ëmweltbrëll kuckt, mer och hei näischt Negatives maachen. Mir schafe kloer Kritären, d'Méiglechkeet, méi schnell ze ginn, mä dat ass awer och net eppes, wat mam Ëmweltbrëll verdaamt ass. Ech mengen éischter souguer, datt et méi propper ass, well et méi kloer ass.

Wéi gi mer elo mat de Stroosseprojeten ëm? Et gëtt jo gesot: „Elo feelen eng Rei Analysméiglechkeeten." Mä et muss een deen Text hei an dem Kontext vun anere Prozeduren an anere Gesetzestexter gesinn, wou en elo kloer sech ofgrenzt a wou d'Saachen däitlech ginn.

Ech zielen dat kuerz eng Kéier op, an dat ass och alles, wat ech wollt dozou soen. Mir musse kucken a wëssen, datt mer elo déi ganz Hierstellung vum Plan sectoriel «Transports» hunn. De Plan sectoriel «Transports» ass u sech geduecht, fir d'Kohärenz vu sämtleche Projeten ze kucken an enger Logik mat enger Analys iwwer eise ganze Stroosseréseau. E soll och beim Bau vun enger eenzelner Strooss da kucken déi Influenz, déi deen op de Rescht vum Stroosseréseau huet, an doropshi soll d'Strooss an deem ganze Konzept festgehale ginn.

Dann hu mer d'Gesetz vun 2008 iwwert d'Inzidenze vu Pläng a Programmer op d'Ëmwelt. Do gëtt jo de Plan sectoriel «Transports», dee vu sengem Inhalt hier e Projet ass, deen haaptsächlech sech ëm Mobilitéit, Stroossebau a Schinnebau bekëmmert, analyséiert op d'Ëmweltproblematik am Kader vum Gesetz vun 2008. Sou datt een niewent dem Fait, datt een d'Logik vun der Mobilitéit kuckt, och nach eng Kéier iwwert dat do Gesetz vun 2008 eng Ëmweltanalys gemaach kritt. Sou datt mer do awer kënne soen, datt d'Globalitéit vun dem Impakt an deenen Analyse gekuckt ginn ass.

An da komme mer op déi eenzel Projeten, wou mer e puer Méiglechkeeten hunn. Déi éischt Méiglechkeet ass, datt se carrément iwwert déi nei Kritären ënnert dës Prozedur falen. An dann ass et jo kloer, wat fir eng Studien, wat fir eng Impaktstudië musse gemaach ginn a wéi een doduerchgeet. Ech mengen, déi Prozedur hei ass transparent, déi mécht all Öffentlechkeetsaarbecht, déi muss gemaach ginn, an déi gesäit och vir am Artikel 15, dass d'Ëmweltbewegungen, wa se dat da wëllen, kënnen Asproch dorop erhiewen.

Dee véierte Punkt ass fir déi, déi net drënnerfalen no de Kritären. Déi falen dann zréck ënnert d'Naturschutzgesetz. Do ass et am Kader vum Artikel 12 vum Naturschutzgesetz, wou da selbstverständlech den Ëmweltminister och ka soen, wann en dat dann als opportun jugéiert - an duerfir mengen ech wierklech net, datt dem Ëmweltminister hei iergendwou e Pouvoir ewechgeholl ginn ass, well all déi Stroossen, déi net drënnerfalen, falen automatesch ënnert d'Naturschutzgesetz -, wat fir eng Studien hie gär hätt, ier hie seng Autorisatioun gëtt an ier hien d'Konditioune festsetzt, ënnert deenen déi Strooss ka gebaut ginn. Sou datt mer do awer fir all Projet a mengen Aen eng kloer Prozedur hunn, déi däitlech ass, entweder déi eng oder déi aner. Et ass kloer, wat fir eng wou fält. All déi Prozeduren decken déi verschidden Aspekter of.

Et war een Aspekt, wat mer och ageliicht huet,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…dee vläicht net esou honnert Prozent ofgedeckt gi war. Dat waren déi Projeten, déi e speziellen Impakt op den Environnement humain haten, dann, wa Loftverschmotzung, Kaméidi an Ähnleches do war.

Den Här Gira huet virdrun de Sportsflughafe genannt. Doriwwer hate mer eng Diskussioun, och mam Mouvement écologique. Dat huet mer och en fin de compte ageliicht. An duerfir sinn ech och d'accord, fir dann zesumme mam Transportminister, zesumme mam Ëmweltminister der Regierung deen Zousaz am Reglement ze proposéieren, dee seet, wann een dann dovunner kann ausgoen, datt d'Kritäre vun der Loftverschmotzung respektiv vum Kaméidi iwwerschratt ginn, datt den Ëmweltminister - den Ëmweltminister! - kann der Regierung proposéieren, fir awer déi grouss Prozedur mat Impaktstudien ze maachen, datt mer och deen do Problem ofgeséchert hunn an op eng propper Aart a Weis geléist hunn.

Dann ass et ganz kloer, datt bei engem Sportsflughafen, wann den Ëmweltminister dat dann ënner senger Kompetenz décidéiert, datt déi grouss Prozedur och kann, muss gemaach ginn, och wann en net automatesch ënnert d'Kritäre fält.

Dat huet ageliicht, an duerfir ware mer och d'accord, fir dat an de Règlement granducal mat ze iwwerhuelen. Dir hutt par ailleurs schonn eng Propositioun doleien, un där mer nach e puer „Fine-tuningen" musse maachen.

Dat waren déi Saachen, déi ech elo nach hei wollt dozou soen. Ech wëll nach eng Kéier der Rapportrice Merci soe fir eng technesch schwiereg Aarbecht, déi se a ganz kuerzer Zäit huet misse maachen.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, well deen Text hei souwuel den Ëmweltminister wéi den Transportminister, well de Schinnebau hei dran ass, och betrëfft, fir deenen zwee, fir deene Ministere mat deenen zwou Tutellen, respektiv deenen zwee Beamten oder deene Beamten, déi sech an deem engen an an deem anere Ministère dorëm bekëmmert hunn, villmools Merci ze soe fir hir Kollaboratioun. Mir hunn hei gemeinsam, mengen ech, e gudde Projet gemaach, fir weiderzekommen, a Merci fir d'Ënnerstëtzung och.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6008 ofgeschloss. Muer gëtt dann iwwert de Projet ofgestëmmt.

Mir kommen dann zu zwou Motiounen. Ech proposéieren, datt déi zwou Motiounen diskutéiert ginn, datt awer net elo ofgestëmmt gëtt, mä muer. D'Zäite fir d'Presentatioun an d'Diskussioun vun de Motioune si jeeweils fënnef Minutte fir d'Fraktiounen an zwou Minutte fir d'ADR respektiv fir den Här Jaerling.

(Interruptions)

D'Regierung huet da fënnef Minutten. Déi éischt Motioun ass vum Här Félix Braz iwwert d'Kooperatioun an de Klimawandel. Här Braz, Dir presentéiert se.

15. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz sinn, well déi heite Motioun ass en fait scho presentéiert ginn hei an der Plénière am Kader vun der Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik de 25. Mäerz. Et ass just esou, dass den zoustännege Minister, den Här Schiltz, dee Moment net konnt op déi heite Motioun äntwerten, well e sech nach wollt mat senge Ministeschkolleege concertéieren. Duerfir hu mer d'Motioun deemools net zum Vote gestallt. Mä si misst am Fong elo vun der Regierung beäntwert ginn, ob se dann après reflexion d'accord sinn, d'Motioun unzehuelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Si hate jo elo bal zwee Méint Zäit, fir déi Concertatioun ze maachen. Mir mussen als Chamber am Fong op déi Äntwert vun der Regierung waarden, fir de Vote kënnen ze huelen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Wie wëllt d'Wuert nach dozou hunn?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ass d'Regierung?

(Interruptions)

D'Regierung ass net do!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Gutt. Freet soss kee méi d'Wuert zu där Motioun?

Dann ass domat d'Debatt iwwert dës Motioun ofgeschloss. Mir kommen zur Motioun vum honorabelen Här Jaerling.

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Merci, Här President. Ech verstinn einfach net, firwat dass mer net haut kënnen ofstëmmen hei, well mer en nombre sinn. Mä dann halen ech awer drop, dass mer muer de Mëtteg déi Motioun hei an dem Här Braz seng direkt um Ufank vun der Sitzung ofstëmme loossen, well dann huelen ech mer och d'Recht, muer de Mëtteg spadséieren ze goen.

M. le Président.- Also, Här Jaerling, d'Motioune ginn haut diskutéiert a muer de Mëtteg ofgestëmmt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Jo, ech hunn dat matkritt. Ech hunn dat matkritt. Ech verstinn et awer net. Et gëtt jo villes, wat ech net verstinn.

M. le Président.- Mir waren eis eens, dass zum Schluss vun der Legislaturperiod, well eng Partie Leit scho wéinst Wahlverflichtungen net méi kënnen hei sinn, dass mer dann d'Votë géifen een aneren Dag maachen. Esou einfach ass dat.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Ah!

M. le Président.- Ech mengen, dat ass jo verständlech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- A wien ass „mir"? Dir sot „mir".

M. le Président.- D'Presidentekonferenz.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Dir waart dat. Ah!

M. Charles Goerens *(DP).*- ...aus Fairness vis-à-vis vun de Kolleege solle mer dat och esou handhaben. De President huet do ganz Recht, fannen ech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Ah sou. Bon.

M. le Président.- Gutt, Här Jaerling. Da sot elo, wat Der ze soen hutt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Wéini hutt Dir net Recht?

Ma et geet hei ëm eng Motioun, déi jo schonn ugeschwat ginn ass. An et geet hei ëm eng Rei Betriber, Fotostudien, déi opgrond vun enger Décisioun vun der Regierung a grouss Schwieregkeete geroden, well décidéiert ginn ass, opgrond vun enger europäescher Direktiv, fir elo d'Ofliichte vu biometresche Päss an de Gemenge maachen ze loossen.

Déi Direktiv, ëm déi et sech handelt, déi seet awer a kengem vun hiren Texter, dass missten déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofgeliicht sinn. An anere Länner, och vun eisen Nopeschlänner wéi d'Belsch, Frankräich an Däitschland, déi ginn och net op dee Wee, déi loossen och biometresch Passbiller nach ëmmer vu professionelle Fotografe maachen.

Wann een elo an dësen Zäite Betriber gesäit, déi a Schwieregkeete geroden duerch déi konjunkturell Réckgänk, dann hu mer jo Gesetzer gestëmmt, fir deenen ze hëllefen. Mä wann awer elo hei wéi an dësem Fall op eng flagrant Feelentscheedung vun der Regierung zeg Betriber a Schwieregkeete kommen an honnerte vun hire Mataarbechter eventuell am Hierscht...

(Interruption)

Jo, d'Gewerkschafte ginn och hirer Wee. Da schwätzen ech alt an hirem Numm virun. Wann awer elo...

M. le Président.- Här Jaerling, da bleift beim Thema, well Är Zäit ass schonn ofgelaf.

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Här President, meng Zäit ass nach net ofgelaf.

M. le Président.- Är Riedezäit ass ofgelaf.

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Ma och emol nach net.

(Hilarité)

M. le Président.- Wéisou dann net?

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Ech hu fënnef Minutten zegutt fir d'Presentatioun vun der Motioun.

(Interruption)

M. le Président.- Dir hutt zwou Minutten Zäit. Gutt, Här Jaerling, kommt, exposéiert elo...

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Dir ënnerbriecht mech dauernd.

M. le Président.- Neen, Dir haalt lech ëmmer mat anere Saachen op. Bleift bei Ärer Motioun a beim Contenu!

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Ech wëll just hei kloer soen: Hei handelt et sech ëm eng kloer Feelentscheedung vun der Regierung, déi honnert Aarbechtsplazen a Fro stellt an déi och eng Rei Betriber a Fro stellt, déi héchstwahrscheinlech dann deemnächst faillite maachen.

A well mer jo awer hei elo den 30. am Fréileng e Gesetz gestëmmt hunn, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, besonnesch mëttelstänneg Betriber, déi a Schwieregkeete sinn, sinn ech einfach der Meenung, dass déi Décisioun vun der Regierung muss zréckgezu ginn an dass déi Décisioun muss annulléiert ginn, déi seet, dass de Gemengen déi biometresch Passbiller sollen iwwerdroe ginn.

Eng aner Fro, déi sech stellt, dat ass, dass d'Regierung schonn anscheinend esou wäit gaangen ass, dass se schonn déi Apparate bestallt huet, fir an de Gemengen opzestellen, esou dass einfach d'Fro sech stellt, wann elo d'Regierung op Opfuerderung vun der Chamber hei hir Décisioun zréckstellt, dann hu mer do och nach e finanzielle Schued, deen einfach net ze vertrieden ass. An dofir froen ech d'Kolleegen aus der Chamber hei, dass se dës Motioun solle matdroen an d'Regierung sollen opfuerderen, dass se hir Décisioun zréckstellt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den honorabelen Här Fayot huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt zu dëser Motioun e puer Saache soen. Mir sinn a Präsenz vun der Elaboratioun vun de biometresche Päss zu Lëtzebuerg. An dee Procédé, dee gebraucht gëtt, fir déi biometresch Päss ze maachen, ass opgrond vun engem europäesche Reglement, wat den 28. Juni 2009 soll a Kraaft trieden, vun engem Aarbechtsgrupp vu véier Ministèren ausgeschafft ginn. Véier Ministèren, déi heivunner concernéiert sinn: de Ministère vun den Affaires étrangères, deen eben de Passbüro ënnert sech huet, de Justizministère, de Ministère de l'intérieur an de Ministère vun der Fonction publique.

Deen Aarbechtsgrupp huet déi Prozeduren ausgeschafft an opgrond dovunner sinn dann och déi Apparate fir d'Gemenge bestallt ginn, déi zum Deel och schonn an de Gemenge sinn, oder en instance fir dohinner ze komme sinn, an och d'Formatioun vum Gemengepersonal, fir déi Apparaten ze bedéngen, ass elo ausgeschafft.

All Gemeng kritt also esou en Apparat fir déi Fangerofdréck, also Empreintes digitales, engersäits, an anerersäits d'Foto vun deem, deen e Pass wëllt, opzehuelen. Dat gëtt e Maximum vu Sécurité juridique, well et jo muss kloer sinn, dass dat Bild bei dee Fangerofdrock muss passen.

Zweetens gëtt et natierlech och fir den Utilisateur e gewëssene Komfort, well den Utilisateur op déi Manéier zwou Saache beienee ka maachen an net nëmmen engersäits de Fangerofdrock op enger Plaz an dann d'Foto op där anerer Säit.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dann drëttens ass et och natierlech en Avantage vu Präis, a véiertens ass et sécher eng Simplification administrative, well d'Bierger kënnen an hir Gemenge goen, an déi Empreinten an déi Foto, déi do geholl ginn ass, kënnen digital an de Passbüro geschéckt ginn, wou se dann och applizéiert ginn. Dat ass also d'Prozedur, déi festgehale ginn ass.

Sécher weess d'Regierung, a si huet dat scho vun 2006 un, wéi dat hei intern an der Regierung ausgeschafft ginn ass, vun deene wirtschaftleche Problemer, déi fir d'Fotografe kënnen entstoen. Deemools, gëtt mer gesot, waren och Kontakter mat de Fotografe geholl ginn. Et ass e Bréif geschriwwe ginn. Déi Kontakter sinn awer allerdéngs net zustane komm, kommen elo allerdéngs muer zustanen. Muer, den 13. Mee, solle Fotografen am Ausseministère empfaange ginn, fir ze kucken, wat ee ka maachen, fir hinnen ze hëllefen.

Ech wëll och soen, dass et sech hei bei dësem Procédé exklusiv ëm Päss handelt. Et handelt sech net ëm alleguerten déi aner Pièces d'identité, déi och mat Fotoe bestückt sinn. Dat heescht, dat ass en Deel vum Marché, deen net heivunner tranchéiert gëtt. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet, huet den Ausseminister mer expressément gesot, dass hien dann alles géif maachen, fir de Fotografen esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen, dass et op kee Fall eng Obligatioun wär, fir d'Foto op der Gemeng ze huelen, mä dass een déi Foto och ka bei dem Fotograf maachen. Dass also déi Fräiheet weider besteet. Dat ass vu senger Säit aus déi Assurance, déi hie ginn huet, well d'Regierung sech bewosst ass, wat dat fir eng Partie Leit an deene Fotosgeschäfter respektiv an deene Fotosinstallatioune ka mat sech bréngen.

Dat waren déi puer Explicatiounen, déi ech wollt ginn, mä ech well nach eng Kéier drop insistéieren, dass dat hei awer och am Intérêt vum Utilisateur ass, fir den Accès zum Pass an déi Formalitéite vum Pass esou einfach wéi méiglech ze maachen. Et ass natierlech och e Souci, fir de Fotografen esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen, also déi zwou Saache mateneen ze verbannen, an dofir kënne mir op jidde Fall, meng Fraktioun, dës Motioun net matstëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert. Duerno den Här Bettel.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes hat d'lescht Woch schonn hei am Kader vun den Debatten drop higewisen, datt mer och erstaunt waren iwwert déi Démarche, déi vun der Regierung do gemaach ginn ass, fir datt eben elo sollten déi Fotoen do um Niveau vun de Gemenge gemaach ginn.

Ech mengen, wa mer hei vill diskutéieren, meng Virriedner hunn dat och scho gesot, datt virun allem d'mëttelstänneg Betriber, d'Handwierksbetriber sollen ënnerstëtzt ginn, an da gi mer opgrond vu politeschen Décisiounen hin a mir huelen e groussen Deel vun hirem Maart ewech, dann ass dat sécher a Contradictioun vun all deem, wat mer an de leschten Deeg a Wochen heibannen diskutéiert hunn.

Et ass och sécher, an dat ass jo och schued, datt kee vun der Regierung hei ass, wa mer iwwert déi heite Fro debattéieren.

Et ass och sécher, datt, wann d'Gemengen dat dote géife maachen, datt d'Gemengen da wäerten Taxen erëm afféieren, an datt dann d'Leit awer herno mussen déi Fotoen och op dem Niveau vun de Gemenge bezuelen, sécherlech vun enger Gemeng zu där anerer Gemeng eng aner Tax, déi dofir gefrot gëtt, als ob mer keng Unanimitéiten ënnert de Gemenge kréien, mä datt all Gemeng wäert herno froe wat se wëllt. Verschidde Leit wénken elo Nee mam Kapp. Mä esou wéi ech d'Gemenge kennen, a virun allem wann d'Zäiten elo méi schlecht ginn, dann ass dem Afallsräichtum keng Grenze méi gesat, fir eben Taxen och do anzeféieren.

Et stellt sech awer fir mech en anere Problem, Här President, an zwar hu mer eng Gesetzgebung hei, déi verlaangt, datt, wann ee Fotoe mécht, ee muss dat geléiert hunn, datt ee muss en CATP hunn a souguer datt ee muss, wann een dat bedreift, eng Meeschterprüfung hunn.

Ech hat net méi spéit wéi viru 14 Deeg eng Persoun bei mir um Büro, déi ee Geschäft huet, dee Fotoapparater verkeeft, deen am Ausland all Diplomer gemaach huet, déi e Fotograf ka maachen am Ausland, an dee vum Lëtzebuerger Minister keng Autorisatioun kritt huet, fir a sengem Geschäft Fotoen ze maachen, well en hei zu Lëtzebuerg keen CATP gemaach huet als Fotograf. Deen huet dat refuséiert kritt. Deen däerf emol keng Passfotoen a sengem Geschäft maachen. Obschonn en eng ganz Rëtsch vun unerkannten Diplomer aus dem Ausland huet, huet en et refuséiert kritt, mat

dem Argument, en hätt hei zu Lëtzebuerg keng Schoulen, keen CATP gemaach an en huet keng Autorisatioun kritt.

Elo stellen ech mer d'Fro…

(Interruption)

Elo stellen ech mer d'Fro…

En huet keng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister kritt hei zu Lëtzebuerg mat deem doten Argument. Ech hunn dat och schréftlech gesinn.

Elo stellen ech mer d'Fro, wéi dann d'Kritären elo vun der Regierung si vis-à-vis vun deenen 116 Gemengen, ob déi kënne Fotoen ouni Diplom maachen.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen lech Merci. Ech si ganz frou, déi Informatioun vum Här Fayot gehat ze hunn, dass muer den Här Asselborn zesumme mat de Fotografe kënnt, mä et ass e bësse spéit. Ech hunn och eng Question parlementaire gestallt. Et wier opportun gewiescht, wann een esou Décisiounen hëlt, dass een au départ en amont vun esou enger Décisioun mat dem Corps professionnel zesummekënnt, wann ee mat esou vill Répercussions financières fir déi Corps professionnels ze rechnen huet.

Muer ass déi Entrevue, kréie mer gesot. Et ass traureg, dass guer kee vun der Regierung et fir néideg fënnt fir bei eis ze sinn, och wann nach Sitzung ass. Ech hoffen, dass muer dann ee géif kommen, an ech géif proposéieren, wann den Här Jaerling averstan wier, dass mer muer dann ee vun der Regierung héieren, dass do de Rapport gemaach gëtt, wéi déi Réunioun verlaf ass mat de Fotografen, an dann en connaissance de cause zu dëser Motioun sollen ofstëmmen.

Mir sollen hei eng Motioun ofstëmmen a muer wësse mer net, wat d'Regierung décidéiert. Ech fannen et just kee gudde Stil, dass een elo virun de Fait accompli gesat gëtt an ouni mat den Organisations professionnelles ze schwätzen.

Dofir wier dat d'Propositioun, déi ech am Numm vun der Demokratescher Partei géif hei maachen, fir muer beim Vote d'Positioun vun der Regierung ze huelen an dann eréischt ofzestëmmen. Mä ech hoffen, dass muer selbstverständlech, Här President, ee vun dëser Regierung och Zäit huet fir bei eis ze kommen.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Mir haten décidéiert, datt mer déi Motioun hei géifen diskutéieren, d'Diskussioun haut ofschléissen a muer de Vote huelen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Virum Vote misst awer ee vun der Regierung soen, wat hir Positioun ass. Ech weess net, wéini déi Sitzung ass am Ausseministère, mä et wier awer net schlecht, informéiert ze sinn.

(Interruption)

M. le Président.- Wéi ass d'Positioun dozou?

Une voix.- Ma mir géifen nach gär d'Stellung vun der Regierung héieren.

Une autre voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt. Souwisou ass de Vote vun der Motioun eréischt muer. Mir kucken, wann déi zoustänneg Regierungsmemberen do sinn, datt déi da muer heihinner kommen an ons soen, was Sache ist.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.46 heures)

SÉANCE 53

Mercredi, 13 mai 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Aly Jaerling*

3. 6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Jean-Pierre Klein*
- *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Ordre du jour
- *M. Aly Jaerling*

5. 6008 - Projet de loi portant
1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement
2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération (suite)
- *Vote (motion rejetée)*

7. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)
- *Mme Colette Flesch, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

8. Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale
- *Exposé: M. Xavier Bettel*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert, M. Carlo Wagner, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling*
- *Vote (motion rejetée)*
- *M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

9. 6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Camille Gira*
- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (dépôt d'une motion et d'une résolution), M. Roger Negri, M. Robert Mehlen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

11. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Roger Negri*
- *M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

12. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

14. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*

15. 6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant
1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail
2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Fernand Etgen, M. John Castegnaro, M. Aly Jaerling*
- *M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)
- *M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi (M. Aly Jaerling intervient)*
- *Vote (motion adoptée)*

17. Discours de fin de législature de M. le Président
- *M. le Président - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Sitzung vun dëser Legislaturperiod ass op.

Ech wëll den Här Minister Boden froen, ob en am Numm vun der Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen huet?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hunn eng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen.

Du 27 au 30 avril 2009 s'est tenue à Strasbourg la 2e partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Marcel Glesener, et les membres suppléants, Mme Anne Brasseur, et MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, le rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme sur le projet de protocole N°14bis a la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (suite a la non-entrée en vigueur du Protocole N°14 et ses répercussions négatives sur le fonctionnement de la Cour - 100.000 affaires en suspens avec tendance croissante - ce protocole additionnel permettra à des formations de juge unique de reconnaître des requêtes irrecevables [actuellement traitées par des comités de trois juges] et d'étendre en outre la compétence du comité de trois juges au traitement des requêtes bien fondées et des affaires répétitives [actuellement soumises à une formation de sept juges]) et le rapport de la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) sur le respect des obligations et engagements de la Serbie, élaboré par M. Charles Goerens en sa qualite de co-rapporteur.

Plusieurs invités de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour, à savoir Mme Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, M. José Luis Rodríguez Zapatero, President du Gouvernement de l'Espagne, M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et M. Miguel Ángel Martinatos, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne en sa qualité de Président de Comité des Ministres de l'Assemblée parlementaire.

L'Assemblée parlementaire a adopte neuf résolutions, cinq recommandations et un avis (cf. copies jointes).

La 3e partie de session de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra a Strasbourg du 22 au 26 juin 2009. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra a Ljubljana, les 28 et 29 mai 2009.

Mir huelen dann deen éischte Projet, deen haut de Mëtteg…

(Interruption)

…op eisem Ordre du jour steet.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, fir en Dépôt ze maachen.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll haut nach eng Proposition de loi deponéieren, fir d'Gesetz vun der Réinsertion professionnelle an deem Sënn ëmzeänneren, dass d'Indemnité d'attente net méi vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt, well et eng Beschäftegungsmesure ass, an dass och déi Leit iwwer 50 Joer, déi an der Indemnité d'attente sinn, net méi brauchen all 14 Deeg bei d'Arbeitsamt ze pilgeren, well jo souwisou gewosst ass, dass keen hinnen eng Aarbecht sicht.

- 6044 - Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Déi Propositioun geet an déi legislativ Prozedur.

Mir huelen den éischte Projet, deen haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour steet. Dat ass de 6012 iwwert d'Ofschafe vun der Copie certifiée conforme. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

3. 6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee leschten Dag gëtt mat dësem Projet elo d'Dose vun de Gesetzer vum sougenannte Krisepak vollgemaach.

Et ass kee weltbewegende Projet. Seng Bedeitung ass plus ou moins proportional zur Längt vu sengem Text, an deen huet genau siwe Reien. An dach wäert dëst Gesetz vu villen appréciéiert ginn a vläicht méi en déiwen Androck hannerloosse wéi muncht säitelaangt Gesetz mat politeschem Déifgang. Well et hëlleft enger lästeger Obligatioun of, iwwert déi scho jiddweree vun eis sech emol méi oder manner fatzeg geiergert huet.

Et kann ee sech effektiv froen, firwat déi Virschrëft iwwerhaapt gutt ass, datt d'Kopie vun engem Original muss extra certifiéiert ginn. Dat hat nach vläicht e Sënn esou laang déi Kopië mat der Hand gemaach gi sinn an de Kopist ouni Weideres hätt kënne vum Original ofwäichen. Mä am Zäitalter vun der Fotokopie sinn esou Fälschunge praktesch ausgeschloss, well d'Technik sech net dofir hiergëtt.

Souguer wann eng Kopie aus wéi engem Grond och ëmmer dem Original net entsprieche géif, wier nach laang net garantéiert, datt déi Amtspersoun, déi de Certificat ausstellt, d'Fälschung iwwerhaapt mierkt, well dee Fonctionnaire sëtzt jo net mat engem Vergréisserungsglas do a mécht och keng sophistiquéiert Schrëft- a Pabeieranalysen, ier hie säin Imprimatur op d'Kopie stempelt.

Eng räsonnabel Verhältnisméiglechkeet tëscht der Certificatioun vu Kopien an dem Opwand, deen déi Prozedur besonnesch fir de Bierger an och fir d'Entreprisë bedeit, gëtt et deemno net. Dës Obligatioun passt einfach net méi an eis Zäit a scho guer net an dat ëmmer erëmt Bestriewen no administrativer Vereinfachung.

Et kënnt nach derbäi, datt mir mat deem Certificatiounszwang iwwer Kräiz mat där neier Directive Services leie géifen, déi d'Certificatioun vun enger Kopie carrément verbitt, well si zu deene Formalitéite gehéiere géif, déi - wéi et heescht - wéint hirer exzessiver Lourdeur en Handicap fir d'Nidderloossungsfräiheet an d'Kreatioun vun neien Entreprisen am Serviceberäich duerstellen.

Déi Direktiv soll deemnächst - dat heescht wuel am Hierscht, géif ech unhuelen - vun dësem Haus ëmgesat ginn. De Projet läit säit engem gudde Mount um Dësch vun der Chamber. Ech mengen, en dréit d'Nummer 6022.

Et war also net allze schwéier den Accord vun alle Säite fir dëse Projet ze kréien. Trotzdeem hat de Statsrot en Hoer an der Zopp fonnt, wann allerdéngs en éischter formaalt a kee prinzipiellt: Well de Projet virgesinn huet, datt an allen - an elo zitéieren ech - „an alle legislativen a reglementareschen Dispositiounen d'Certifikatiounsobligatioun ofgeschaf gi soll", huet de Statsrot doranner e Verstouss géint d'Normenhierarchie gesinn, well hei Gesetz a Reglement an der Wäerteskala vermëscht ginn. Duerfir gouf et d'rout Kaart vum Conseil d'État a Form vun enger Opposition formelle.

Där Oppositioun huet d'Chamberskommissioun domat Rechnung gedroen, dass si am Text déi legislativ an administrativ Dispositiounen ersat huet duerch de Begréff „toute procédure administrative". De Statsrot hat dat och esou virgeschloen.

Déi aner Suggestioun vum Statsrot, dat Gesetz an d'Gesetz vum Dezember 1978 iwwert d'Procédure administrative non contentieuse anzebauen, gouf par contre net vun der Kommissioun zréckbehalen, mä dat war och nëmmen eng Suggestioun vum Statsrot, deen och domat liewe kann, datt d'Ofschafung vun der Copie certifiée conforme hiert eege Gesetz kritt.

Ech kéint mir virstellen, datt jiddweree heibanne sech deem Gesetzesprojet, wéi en elo um Dësch läit, uschléisse kann. Ech ginn alt emol den Accord vun der CSV-Fraktioun. Dat ass emol e gudden Ufank.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, mä prezise Bericht. Ech mengen, deem ass net méi vill derbäizefügen. Ech mengen, hei ass jiddweree frou doriwwer, datt mer hei an de Sënn och vun der Simplificatioun administrative ginn. All Bierger hat sécherlech scho Situatiounen, datt en huet missen e puer Démarchen, e puer Weeër maachen, fir dann einfach kënnen eng Kopie ofzeginn. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. An deem Sënn kënne mer also och dee Projet hei mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Duerfir géif ech och den Accord vu menger Fraktioun hei abréngen.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Jo, Här President, och dem Rapporteur Merci fir säin Opstreech, deen en eis ginn huet an dësem Projet de loi. Ech mengen, et ass eng gutt Saach dat hei. Et ass am Interessi vun der Vereinfachung vun der Procédure administrative. Déi fréier Prozedur huet guer näischt ausgesot iwwert d'Konformitéit vun der Kopie, iwwert d'Authentizitéit vun der Kopie zum Original an och scho guer net iwwert d'Richtegkeet vum Contenu vum Original.

Duerfir gi mir och zu dësem Projet de loi eisen Accord.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den Här Gira huet d'Wuert.

(Interruption)

Dann huet den Här Minister Fernand Boden d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Merci, Här President,...

(Interruption)

…ech begréissen dat. Effektiv ass et kee laangen Text, mä e schaaft, wéi den Här Rapporteur zu Recht gesot huet, eng lästeg Obligatioun of. En erméiglecht och an d'Richtung vun dem Guichet unique virtuel ze goen, dee jo déi administrativ Formalitéite soll wesentlech erliichteren. Ech mengen, jiddwereen ass d'accord domat.

Et gesäit een och, datt de Wee vun der Simplification administrative net ëmmer en einfachen ass. Fir esou ee Projet wéi deen heiten, fir d'Ofschafung vun enger Copie certifiée conforme brauch een en extraat Gesetz.

Dir wäert festgestallt hunn an all deene Propositiounen, déi gemaach gi sinn, fir déi administrativ Erliichterungen erbäizeféieren, muss ee ganz, ganz vill Gesetzer änneren. Ech wëll just soen, datt jo och am Kader vum Plan de crise dës Woch eng ganz Rei vu Gesetzer gestëmmt gi sinn, déi wesentlech Vereinfachunge bréngen, besonnesch um Plang vun och dem Bauen. Ënner anerem gëtt d'Gesetzgebung iwwert den Naturschutz ëmgeännert. Ënner anerem gëtt och - an dee Projet de loi konnt leider elo net méi gestëmmt ginn - eng wesentlech Vereinfachung gemaach vun de Prozeduren, fir d'Wunnengen ze plangen an och ze bauen.

Dir gesitt also, datt ganz vill Projeten ënnerwee sinn, déi an déi Richtung do solle goen.

Ech wëll och ofschléissend soen, datt jo oft kritiséiert gëtt, et géif net genuch an der Simplification administrative gemaach ginn. Ech wëll just soen, datt dee Comité national, dee geschaf ginn ass, wou d'Entreprisë mat dra sinn, wou se kënnen hir Doléancë presentéieren, datt dee ganz gutt Aarbecht geleescht huet, datt vill Effortë gemaach gi si fir Neel mat Käpp ze maachen, fir laangfristeg Akzenter ze setzen, fir déi Prozedure wesentlech ze vereinfachen, an datt vun deene Projeten, déi an deem Entfesselungsplang waren, déi wäitaus gréisst Majoritéit scho realiséiert ginn ass. Dat hei ass, wéi gesot, eng weider Etapp an déi Richtung.

Ech hoffen, datt och an nächster Zäit déi administrativ Vereinfachung eng wesentlech Prioritéit wäert bleiwen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt mer laangfristeg kënnen och do gutt Resultater kréien. Also Merci nach eng Kéier fir d'Approbatioun vun dësem Projet. Et gesäit ee jo, datt jiddweree mat dësem Projet och d'accord ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6012 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet...

(Interruption)

Här Jaerling?

4. Ordre du jour

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, gëschter ass de Wonsch hei ausgedréckt ginn, dass d'Regierung soll Stellung huelen zu där Motioun iwwert d'Fotografen.

Ech wëll wëssen, ob d'Regierung dann hei Stellung hélt - virdrun, ier mer déi Motioun ofstëmmen - oder net a wéini dass mer déi Motioun ofstëmmen.

5. 6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

M. le Président.- Här Jaerling, wann Der dem President eng Chance gitt, ech wollt just zu deenen Theme kommen.

Ech wollt elo emol proposéieren, dass mer fir d'éischt géifen ofstëmmen iwwert de Projet de loi 6008, den Impakt vun den Infrastrukturen op d'Natur.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Ee Moment nach bis d'Elektronik souwäit ass. Voilà. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6008 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

M. Jean Huss (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération (suite)

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Motioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Lutte géint de Changement climatique an d'Kooperatioun; eng Motioun, déi gëschter diskutéiert ginn ass.

(Interruption)

Jo, also bei Motiounen: D'Chamber ass souverän fir Motiounen ofzestëmmen oder net, ob mir eng Stellungnahm vun der Regierung hunn oder net. Mir hunn déi Motioun gëschter diskutéiert. Mir stëmmen elo driwwer of.

Vote

De Vote fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

7. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

Dann hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Photos d'identité biométriques. Do war gëschter gefrot ginn, ob d'Regierung nach géif Stellung huelen. Et ass mer signaléiert ginn, den zoustännege Minister, den Här Ausseminister Asselborn, ass am Ausland.

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- Deementspriechend, mir hu jo d'Motioun diskutéiert, géif ech da proposéieren…

D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mir hu bestëmmt alleguerte Verständnis derfir, wann den Ausseminister am Ausland ass, dass en net kann hei sinn. Nach besteet d'Regierung och nach aus anere Ministeren. D'Regierung misst kënnen zu där Fro, déi e puer Ministèrë concernéiert, net nëmmen den Ausseminister, mä dee vum Intérieur an dee vun der Fonction publique, zu där Affär Stellung huelen. An alle Parlamenter...

M. le Président.- Ech géif bieden, emol der Madame Flesch nozelauschteren.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, an alle Parlamenter vun der Welt, wann den zoustännege Minister net kann do sinn, da gëtt en ersat duerch e Kolleeg, dee vun him gebrieft ginn ass an dee fir hie ka Stellung huelen. Duerfir gëtt et zum Beispill an deene meeschte Regierunge Secrétaires d'État aux relations avec le parlement oder Ministres aux relations. Déi kënnen an déi sollen un de Sitzunge vun der Chamber deelhuelen an do de Point de vue vun der Regierung zum Ausdrock bréngen.

Wéi gesot, mat allem Verständnis, dass den Här Asselborn net kann hei sinn: Ee Member vun der Regierung misst awer kënnen am Numm vun der Regierung zu där doter Problematik Stellung huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Deementspriechend froen ech, Madame Flesch, d'Regierung, déi vertrueden ass duerch zwee Ministeren, ob ee wëllt hei fir den Här Asselborn Stellung huelen.

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, also...

M. le Président.- Wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, ech kann net hei am Numm vum Här Asselborn schwätzen, wann e mer net den Optrag ginn huet, fir dat ze maachen, mä ech wousst och net, datt déi Motioun géif elo diskutéiert ginn. Ech mengen, et ass de Mëtteg um dräi Auer eng Réuniouun am Ausseministère mat den zoustännege Leit, mat de Pressefotografen, mat de Fotografen.

Duerfir denken ech, datt eventuell no där Réuniouun vläicht e Vertrieder vun dem Ausseminister heihinnerkënnt, fir da kënnen dozou Stellung ze bezéien. Dir wëllt natierlech ofstëmmen; ech weess net am Viraus, wat an där Réuniouun do erauskomm ass, mä ech mengen, den Här Asselborn huet scho ganz kloer seng Positioun hei erkläert.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Hei ni!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, et war gëschter, wann ech mech richteg erënneren, gesot ginn, dass mer géifen déi Réuniouun am Ausseministère ofwaarden, fir ze gesinn, wat als Resultat dann aus där Entrevue erauskomm ass.

Wann et de Wonsch vun der Chamber ass, da stëmme mer déi Motioun um Enn vun der Sitzung of. Vläicht hu mer bis dohinner iergendwellech Nouvellen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

Dann hu mer nach d'Motioun, déi den honorabelen Här Bettel gëschter erabruecht hat. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

8. Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Si ass nach net ausgedeelt ginn, Här President.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Si ass ausgedeelt, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Et huet kee se kritt.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Dir waart net ëmmer hei, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Ech war gëschter hei, Här Haupert…

M. le Président.- Also, Här Bettel, wann Är eege Fraktiounskolleege soen, si hätte se kritt, da ginn ech dervun aus, datt dat, wat d'Verwaltung mer seet, stëmmt. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Här President, ech wollt lech just soen, ech sinn zimlech iwwerrascht gewiescht, an ech mengen, déi Jonk Gréng hunn dat och an engem Communiqué gemaach, iwwert d'Manéier, wéi den Här Biltgen elo duerch d'Schoule pilgert, fir do entre autres, an ech zitéieren d'„Wort", iwwert de 5611 Explikatiounen ze ginn.

Wéi de 5611 gestëmmt ginn ass, hat kee vun der Regierung Zäit fir mat deene Jonk ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Duerfir hate mer déi jonk Leit op der Strooss.

Haut - an et ass zoufällegerweis, Här President, kuerz virun de Wahlen - fënnt den Här Biltgen Zäit fir mat deene jonke Leit iwwert de 5611 schwätzen ze goen. A wann ech liesen, Här President: „Arbeitsminister François Biltgen wird für weitere Diskussionsrunden mit Schülern am 14. Mai im Lycée classique in Diekirch und im Lycée technique in Ettelbrück, am 19. Mai im Mamer Lycée, am 20. Mai in der Saint-Georges International School und am 2. Juli in der International School Luxembourg zu Gast sein."

Wéi ass dat, dass e Minister esou kuerz virun de Wahlen nach duerch Lycéeë geet, fir ze erklären, wéi seng Politik ass?

Une voix.- Dat ass einfach Mëssbrauch!

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- A virun allem, Här President, firwat hält dat da virum 7. Juni just op? Firwat mécht en da keng nom 7. Juni - den 9., 10.?

Ech fannen dës Manéier net korrekt. D'Politik soll sech aus de Schoulen halen. De Minister hätt Zäit gehat, fir dat op anere Plazen ze organiséieren, wéi mat de Schoulen duerchzegoen. Déi Organisatiouun hat e selwer gefrot, fir kënnen duerch d'Schoulen ze goen. Dat war décken Zirkus a vun der Ministesch refuséiert ginn. Elo hu se duerch d'CGJL d'Méiglechkeet kritt, en Débat contradictoire ze maache mat all de Parteien.

Et geet net hei, dass déi stäerkste Partei aus dem Land sech an d'Lycéeën invitéiert an do unilatéralement hir Politik verdeedegt. Dat mécht een net, an duerfir géif ech d'Chamber invitéieren, dës Motioun ze stëmmen an ze froen, fir dass d'Regierungsmemberen net méi an de Lycéeën intervenéieren, elo bis no de Wahlen, well dëst ass net korrekt vis-à-vis vum Wieler a vis-à-vis vun dëser Chamber.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Haupert huet d'Wuert gefrot.

Une voix.- Et gëtt Zäit, dass dat do ophéiert. Sauerei!

Une autre voix.- Op dem Steierzueler seng Käschten!

(Interruptions)

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, ech wollt am Fong geholl zu där Motioun hei Stellung huelen, fir ze évitéieren, datt d'Chamber sech an der leschter Sitzung vun dëser Legislatur och nach lächerlech mécht.

Ech wollt mech erklären: Den Här Bettel huet jo den Här Biltgen hei ernimmt, den Här Biltgen, deen zënter zwee Joer mat engem wichtege Gesetz - dat heescht, d'Gesetz iwwert d'Beschäftegungsmoossnamen - an déi Schoulen, déi en invitéieren, geet, fir deene Jugendlechen déi Moossnamen ze erklären. Et ass also…

(Interruption)

Et handelt sech ëm eng Campagne, ëm eng Campagne d'information...

M. le Président.- Här Henckes!

Une voix.- Jo, ech weess, Dir hutt keng Direkteren. Duerfir ka kee vun Ärer Partei eis do alueden.

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et si Parteidirekteren, ah sou!

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

Une voix.- Gutt, datt mer dat eng Kéier gesot kréien.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här Giberyen, Dir sidd och hei, Dir sidd och concernéiert. Duerfir lauschtert emol gutt no, Här Gibéryen.

(Brouhaha général et interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech géif dach hei bieden.

(Interruptions diverses)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här Bettel, lauschtert no, Här Bettel. Ech hunn lech jo och nogelauschert. Dir sidd net oft hei, awer wann Der hei sidd, hutt Der de Bak ëmmer op.

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

(Brouhaha général)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Duerfir hätt ech léiwer, Dir géift elo emol hei nolauschteren.

Une voix.- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Den Här Haupert gëtt nervös, Här President.

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech wëll lech eng Fro stellen, Här Haupert. Selbstverständlech wëll ech awer net an deeneselwechten Terme schwätzen, wéi Dir elo grad gebraucht hutt. Ech fannen, dat ass net würdeg fir dat Haus hei. Mä meng Fro ass: Fannt Dir et normal, dass zwee Joer nom Vote eng Campagne d'information leeft?

Une voix.- Jo.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ass dat Gesetz dann esou konfus oder wat?

Ech mengen, et soll een informéieren haaptsächlech, direkt virdrun oder direkt duerno. Mä zwee Joer duerno, dat schéngt mir effectivement ganz komesch ze sinn.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Mä ech mengen, et ass…

(Interruption)

Här President, et si wichteg Moossnamen an et kommen all Joer erëm Kanner aus der Schoul, dofir mussen déi och informéiert ginn. Här Wagner, gitt mer Zäit, datt ech mech hei erklären, well soss op eemol ass meng Zäit ofgelaf.

Den Här Bettel seet och a sengem Considérant, datt et sech ëm „différentes campagnes d'information" handelt. Da seet en awer a sengem Dispositif, invitéiert en d'Regierung, fir den „Activisme électoral" ze ënnerbannen.

(Interruption)

Dat heescht, mir fuerderen d'Regierung op, eppes net méi ze maachen, wat d'Regierung jo guer net mécht; well et si jo Campagnes d'information,…

Plusieurs voix.- Oooohhh!

(Brouhaha)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- …an dann invitéiere mer se „tout activisme électoral" ze ënnerbannen.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, fir datt den Här Bettel sech net lächerlech mécht…

Plusieurs voix.- Oooohhh!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- …an déi Leit, déi hei mat ënnerschriwwen hunn, géif ech e bieden déi Motioun hei zréckzezéien. Wann dat net de Fall ass, misste mir dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Abee jo!

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech muss leider soen, datt den Här Haupert elo wierklech eng Chance verpasst hat, fir vläicht eng Kéier keen Optrëtt hei an der Chamber ze maachen,…

(Hilarité)

…obscho seng Ausso, datt d'Schouldirekteren enger Partei géife gehéieren, awer...

(Interruption)

Neen, Dir hutt gefrot: Hutt Dir an der Partei, hutt Dir dann nach keng?

Dir hutt keng. Domadder sot Dir jo, datt déi, déi an der Regierung sinn, datt déi Direkteren hunn. An et ass jo och näischt Neies. Mir wëssen dat jo, et sinn der souguer vun hei aus der Chamber aus, déi hate schonn demissionéiert, ier se Direkter genannt si ginn an engem Lycée, well se sécher waren, datt se déi kriten.

Also, Dir hutt am Fong kee Geheimnis verroden. Dir hutt am Fong confirméiert, dat wat d'ganzt Land seet, an dat wat mir och als Partei soen, datt dat ee Stéck ass, wann eise Schoulsystem esou schwaach ass, well mer net ëmmer déi beschte Leit un d'Spëtzt vun de Schoule setzen, mä - vun lech aus gesinn - déi mat där beschter oder där richteger Parteikaart ginn un d'Spëtzt gesat.

(Brouhaha)

An dat ass dat, wat elo hei confirméiert ginn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann ass et net ze schued gewiescht, Här President, datt mer nach een Dag drugehaangen hunn oder zwee, fir datt mer dat awer och elo nach eng Kéier esou kuerz virun de Wahle vun der CSV hei confirméiert kréien.

(Hilarité)

Mir musse soen, datt mer och schockéiert waren, wéi mer dat doten héieren hunn, datt elo, esou kuerz virun de Wahlen, Ministeren - et ass zwar Oktavezäit -, mä datt déi och elo nach an d'Schoule pilgere ginn.

(Hilarité)

Dat, musse mer awer soen, dat hu mer awer wierklech elo e staarkt Stéck fonnt. Et ass e Mëssbrauch gewiescht. Et ass e Mëssbrauch vum politesche Pouvoir. An d'Fairness vun de Parteie virun de Wahlen, mengen ech, hätt missen derzou féieren, datt ee Minister vu sech aus gesot hätt, déi Zäit virun de Wahle ginn ech net an eng Schoul Virträg halen. Dat wär dat mannst, wat een hätt kënne vun engem Minister verlaangen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann en der Meenung gewiescht wär, et wier nach en Erklärungsbedarf do, dann hätt e jo awer bestëmmt och ee Fonctionnaire fonnt, deen en hätt kënnen dann an déi Schoul schécken an deen als Fonctionnaire dohinner gaange wär, déi d'Gesetz erklären an déi Froen, déi gestallt wiere ginn, beäntwerten. Awer als Minister virun de Wahle vun engem Lycée, als Kandidat, als Parteipresident, a virun de Wahle vun engem Lycée an deem aneren ze bleiwen, dat ass onwürdeg vun enger Partei, déi jo mengt, si hätt et net néideg.

Anscheinend, Här President, schéngt d'CSV awer lues a lues nervös ze ginn, well fir op esou Manéieren zréckzegräifen, dat ass enger Partei a Politiker onwürdeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et waren déi Jonk Gréng, déi e Communiqué dozou erausginn hunn, a mir als méi eeler Gréng géifen dann och hei dozou Stellung huelen an domadder och erklären, firwat mer déi Motioun vum Här Bettel ënnerstëtzen.

Virun eppes ongefëier zwee Joer, hate mer hei méi oder manner hefteg Debatten iwwert de Projet de loi 5611, notamment och iwwert dee Volet vun de Mesuren, déi virun allem déi jonk Leit eppes uginn. Ech ka mech och erënneren, datt zu deem Zäitpunkt och schonn de Minister, wéi hien da gemengt huet ze soen, den Dialog mat de Schüler a Schülerinne gesicht huet, an do och mat deene Schüler a Schülerinnen accompagnéiert vu senge Fonctionnairen duerch verschidde Lycéesgebaier getrëppelt ass.

Dat hu mer déi Zäit och net glécklech fonnt. Net, datt mer et net gerechtfäerdegt fonnt hunn, datt e Minister wëllt säi Projet de loi erklären. Néanmoins hätte mer gemengt, deemools schonn, datt en dat hätt missen op enger neutraler Plaz maachen, wou jiddereen dann hätt kënne kommen oder net, wann en dat dann och gewollt hätt, an iwwregens d'Elteren dee Moment dann och.

Sou. Zwee Joer duerno gesi mir awer nu wierklech net an, firwat e Minister nach ëmmer muss iwwert e Gesetz informéieren, wou hie selwer am Fong geholl sech hätt missen informéiere loossen, andeem e vläicht sech hätt missen eng Evaluatioun, e Bilan virleeë loossen. A wann hien e Bilan vun deem Projet 5611 - iwwregens e Bilan, eng Evaluatioun, déi mir hei zesumme gefrot hunn, a wou mer och gesot kritt hunn, mir géifen déi selwer och hei an der Chamber presentéiert kréien -, wann en dann e Bilan, eng Evaluatioun gehat hätt, ech denken, dann hätt dat ons alleguerten interesséiert, wat dann déi Evaluatioun vun deene Mesuren aus dem Projet de loi 5611 fir déi Jugendlech, déi eng Aarbecht sichen, wat dat beinhalt hätt.

Deem ass awer net de Fall. Et läit weder eng Evaluatioun vir, nach e Bilan vir. An ech denken, dat et e Mëssbrauch ass an eng Respektlosegkeet vum Jugendlechen, vum Schüler a vun der Schülerin,…

(Brouhaha)

…elo zwou Woche virun de Wahlen an e Lycée ze goen a mat engem Projet de loi wëllen d'Leit informéieren, dee schonn zwee Joer en vigueur ass a wou mer net wëssen, wou en déi Jugendlech hiféiert, ausser an eng Sakgaass.

Mir fannen dat onerhéiert an dofir biede mir och all ons Kolleegen heibannen, déi Motioun mat ze ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Jaerling.

Une voix.- Et verstéisst souguer kéint de Jugendschutz.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir representéiert leider net déi gréisste Fraktioun hei am Haus. Duerfir kënnt Der och net ëmmer fir d'éischt d'Wuert hunn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Awer déi schwéiersten!

Här President, ech gesinn dat Ganzt do e bësse méi cool, well ech hunn hei de Verdacht, wéi wann hei Verschiddener sech schéin an de Knéi geschoss hätten.

Une voix.- Ouh?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- An ech erënneren emol drun, 2005, do hu mer virum Referendum vum Traité constitutionnel, do ass genau datselwecht geschitt, wat elo geschitt ass. Dat heescht, do si verschidde Parteien, déi hunn hir Partei...

(Interruptions)

All zesummen, Déi hunn hir Partei - net als Chamber, well domadder war ech net d'accord -, déi hunn hir Parteizaldoten an d'Lycéeë geschéckt fir de Schüler eng Gehirwäsch ze maachen. Et huet awer guer näischt gedingt, well 62% vun de Schüler hu géint deen Traité gestëmmt.

An ech maache mer och dofir elo keng Gedanken. Déi, déi elo an déi Lycéeë gaange sinn, déi kréien d'Schüler och net iwwerzeegt. Well d'Schüler falen net op all Tricken eran, an dat hu mer beim Traité constitutionnel gesinn.

A mir hunn och gesinn, wéi wéineg Respekt dass Der virum Vote vun 62% vun deene jonke Wieler hutt, well Der hutt den Traité constitutionnel awer gestëmmt, an den Traité vu Lissabon duerno och nach gestëmmt, ouni d'Schüler iwwerhaapt ze froen.

An ech froe mech, wat Der hei sou eng opféiert. Ech maache mer guer keng Angscht, well och den Här Biltgen, dee kritt d'Schüler net erageluecht.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, d'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zum Vote iwwert d'Motioun.

Vote

Ech denken, de Vote électronique ass verlaangt. De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 33 voix contre, 23 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer et Romain Schneider.

S'est abstenu: M. Roland Schreiner.

Une voix.- Abee jo!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Interruption)

Här Minister Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, ech sinn elo grad informéiert ginn, datt den Här Minister Biltgen um Wee ass fir hei an d'Chamber, fir selwer och dozou Stellung ze zéien. Ech war gëschter zoufälleg bei enger Pressekonferenz derbäi, wou en erkläert huet, ëm wat et géif goe bei den Diskussiounen, déi en hätt mat de Schüler.

Mir maachen eis alleguer Suergen, datt ganz vill Schüler, déi elo aus der Schoul erauskommen, riskéiere keng Aarbechtsplaz ze fannen, datt een...

(Brouhaha)

Ech wëll lech just soen, keng Aarbechtsplaz fannen, datt en iwwert déi Problematik mat de Schüler diskutéiert. Net op seng Demande hinn, mä op d'Demande vun de Schoulen hin.

Dat heescht, gitt dem Här Biltgen vläicht, wann en heihinner kënnt, d'Chance...

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass gutt, dass den Här Frieden dem Här Biltgen ugeruff huet, dass e soll séier heihinner kommen.

M. le Président.- Här Bettel, et sinn net déi, déi am haartsten heibanne schwätzen an am haartste jäitzen, déi ëmmer Recht hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dofir, ech géif bieden, den Här Wagner huet virdru vun der Dignitéit geschwat, datt een dat géif e bësselche respektéieren, och an där leschter Sitzung, déi mer hei hunn.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech géif awer bieden, datt den Här Biltgen d'Wuert géif kréien, wann e géif heihinner kommen, fir dozou Stellung ze bezéien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Si ass elo schonn ofgelehnt!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also...

Une voix.- … 60-mol Parole après ministre, dat ass kee Problem!

(Brouhaha)

M. le Président.- Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt.

(Brouhaha)

Also, ech mierken awer, datt d'Nervositéit hei virun de Wahlen…

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- …leider an der leschter Sitzung elo Iwwerhand hélt. Mir hunn elo mat Serenitéit déi lescht Wochen d'Débaten hei gemaach. Ech wär frou, wa mer géifen an därselwechter Serenitéit déi lescht Sitzung hei iwwert d'Ronne kréien.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Dir hutt jo „Hilarité", Här President.

M. le Président.- Iwwert dat, wat ech gesot hunn?

La même voix.- Neen.

M. le Président.- Très bien. De Projet de loi 6009, d'Ofännerung vum Budgetsgesetz. Den honorabelen Här Haupert ass hei Rapporteur. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

9. 6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6009 amendéiert d'Artikele 26 iwwert de Fonds d'investissment public an 29 iwwert de Fonds des routes vum Budgetsgesetz fir d'Joer 2009.

Déi zwee Artikele lëschten déi Bauteprojeten op, déi d'Regierung iwwert d'Investissementsfonge finanzéiere kann an déi keng gesetzlech Autorisatioun vun der Chamber bedingen.

Dëse Projet ass eng vun deene Moossnamen, déi d'Regierung am Kader vum Konjunkturpak proposéiert, fir déi ekonomesch Aktivitéit bei eis am Land op Trapp ze halen. En zitt eng Rei vu Bauteprojete vir, déi d'Regierung eréischt fir déi kommend Jore geplangt hat an déi opgrond vun zwou anere Gesetzesmodifikatiounen, déi mer gëschter gestëmmt respektiv haut nach wäerte stëmmen, an déi zwou Lëschten nogedroe kënne ginn.

Et handelt sech ëm de Projet 6007, dee vu mengem Kolleeg Lucien Clement hei virgedroe gouf an deen der Regierung erlaabt, verschidde Stroosseprojeten, preziséiert „Projets du domaine de la voirie normale", och iwwert de Fonds des routes ze finanzéieren. Bis elo hunn déi Projeten am Kader vum normale Budget misse realiséiert ginn.

Anerersäits handelt et sech ëm de Projet 6011A, deen de Kolleeg Laurent Mosar elo gläich wäert hei presentéieren an deen de Seuil fir d'Realisatioun vun Infrastrukturprojete fir de Stat, iwwert deen e speziaalt Gesetz muss gestëmmt ginn, vu 7,5 Milliounen op 40 Milliounen eropsetzt.

Dës zwou Modifikatiounen erméiglechen der Regierung déi Projeten, déi sprochräif sinn a wéinst der Héicht vun dem Investissement respektiv dem Charakter vun der Stroosseninfrakstruktur net konnten an déi Strooss agedroe ginn, elo an déi Lescht nozeschéissen.

D'Budgetsenveloppe fir déi nogedroe Projeten ze finanzéieren, beleeft sech op eng Gesamtzomm vun 278.560.000 Euro. Dës Enveloppe affektéiert de Gesamtbetrag vun den Ausgabe vum Budget fir d'Joer 2009 net, well d'Projete jo iwwert de spezifeschen Investissementsfong finanzéiert ginn.

Et sief och nach ervirzehiewen, datt déi 278 Milliounen net all dëst Joer verbraucht ginn, well déi meescht vun deene Projete sech jo iwwert e puer Joer erstrecken.

D'Beruffschamberen an de Statsrot hunn de Projet favorabel aviséiert. De 16. Abrëll huet d'Chamberskommissioun mäi Rapport ugeholl a si proposéiert der Chamber de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech bréngen och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den éischten agedroene Riedner ass den Här Berger.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei de Rapport héieren. Dozou ass näischt weider bäizefügen. Mir géifen och als DP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech sinn och mandatéiert fir am Numm vun eiser Fraktioun eisen Accord zu deem dote Projet ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Wëllt soss nach een d'Wuert huelen? Jo, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wollt ganz kuerz Stellung huelen am Numm vun der grénger Fraktioun, am Numm awer och vum Fränz Bausch, dee leider haut net kann hei sinn, deen déi Projeten eigentlech an der Finanzkommissioun suivéiert huet. An eigentlech wëll ech déi zwee nächst Projete matenee behandelen, well ech hätt et eigentlech och méi logesch fonnt, wa mer fir d'éischt de 6011A gestëmmt hätten, well dat jo eigentlech eréischt erméiglecht déi Projeten, déi mer elo beim 6009 op déi Lëscht huelen, op déi Lëscht ze huelen. Wa mer dat eent Gesetz net stëmmen, dann ass de Vote iwwert dat, wat mer elo maachen, eigentlech iwwerflëssig.

Bon, elo kéint een, d'selwecht wéi ech gëscht gesot hunn, dass mer natierlech hellhöreg ginn als Gréng, wann een iwwert d'Impaktstudie wëllt ännere goen, kéint een och hellhöreg ginn a soen, elo wëllt eng Regierung de Contôle parlementaire iwwert eng Rei Projete verklengeren, andeems ee ganz einfach de Seuil, ab deem e Gesetz muss gemaach ginn, héicht. An esou wéi ech gëscht gesot hunn, dass mer bei der Impaktstudiedirektiv „gebranntes Kind" sinn, wéinst engem gewëssenen, relativ bekannte fréiere Bauteminister, si mer an deem hei Domän vläicht nach méi „gebranntes Kind", a grad och wéinst deemselwechte relativ bekannte fréiere Bauteminister.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Eng Rei vun Iech kënne sech nach vläicht erënneren, dass mir als Gréng am Kader vun der Kommissioun „Dysfonctionnementer an dem Santésministère" notamment déi hei Problematik och opgeworf hate fir de Bauteministère deemools.

Mir haten nogewisen, dass iwwert de Fonds des routes d'Surveillance vun den Autobunnen a Milliounenhéichte géif verdeelt ginn, ouni Ausschreiwung an ouni dass d'Chamber jeemools iwwert déi ganz Ausgaben hei e Gesetz gemaach huet. An notamment hat ech och perséinlech eng Kéier opgeworf, dass de Bauteminister amgaang wär, de CITA iwwer normal Kreditter vum Fonds des routes ze finanzéieren, ouni dass e Gesetz do komm ass.

Dunn hunn ech mer eng Kéier op engem Face à face op der Televisioun vun deem deemolege Bauteminister misse soe loossen, déi Gréng géife vill Brach verzielen. Bon, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wann ech nodréiglech kucken, wat dee CITA kascht huet a wat en eis bréngt, nämlech just gewuer ze ginn, dass mer am Stau stinn, wa mer dra stinn, da géif ech deem deemolege Bauteminister déi Geschicht mam ville Brach ziele ganz gären zréckginn a soen: Ech mengen, dee Bauteminister huet vill Mëscht gebaut.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wann een awer elo gesäit, dass deen heitege Bauteminister, zënter dass en do ass, a vläicht ass och eng vun den Ursaachen am ënnerschiddleche Virgoen déi, dass deen heitege Bauteminister eng gewëssen Experienz an der Chamber hat par rapport zu deem, vun deem ech elo déi ganzen Zäit geschwat hunn, dat mierkt een duerch d'Bänk praktesch bei alle Leit, déi mol hei op der Chambersbänk souzen, déi hunn, wa se mol eng Kéier d'Säite wiesselen, meeschtens méi Verständnis fir dat héicht Haus hei. An dat kann ee wierklech dem Här Wiseler soen, dass zënter dass hien de Ministère iwwerholl huet, en alles dru setzt, fir souwuel en amont wéi en aval eng gutt Kooperatioun mat der Chamber anzegoen, fir Transparenz ze suergen, an dass een hei ëmmer kann novollzéien, wat an deem Ministère, dee sécherlech net deen ass, deen am mannste Sue verbrot hei am Land, geschitt.

Une autre voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir wëssen dat ze appréciéieren. An nodeems dann och an deem heite Fall, an ech schwätzen eigentlech elo vum Gesetz 6011, gesot ginn ass, dass, wa mer de Seuil vu siwen an en halleft op 40 erop héijen, wat jo net näischt ass, derfir gesuergt gëtt, dass éischtens selbstverständlech déi Projeten alleguerten an enger Motioun erakommen an dass do dernieft awer och - dat wat eben nei ass - all Fraktioun kann e Vote séparé froe fir deen eenzelnen oder deen anere Projet, fir och ganz kloer ze dokumentéieren, dass mir net d'accord sinn, dass déi Suen an eenzel Projete ginn, mengen ech, kann ech fir déi zwee Projeten hei am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord bréngen an hoffen, dass déi Transparenz, déi vun dësem Bauteminister ugefaange ginn ass, vun deem nächsten oder där nächster, wien ëmmer et ass, weidergefouert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Mehlen huet d'Wuert. Den Här Mehlen verzicht, da kritt d'Regierung d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Vläicht just zu deem éischte Projet, deen zweete kënnt jo am Prinzip eréischt duerno, wëll ech soen, datt dat hei effektiv de Complément ass zu deem, wat mer gëschter gestëmmt hunn. Wa mer gëschter d'Méiglechkeet hunn am Fonds des routes eng Rei CRe respektiv Routes-nationalen iwwert de Fonds des routes ze huelen, ass dat hei de Complément, mat deem eis d'Chamber Autorisatioun gëtt fir déi Projeten op de Stroossen, respektiv eng Rei anerer am Héichbau ze maachen.

Déi meescht Projeten, déi, déi méi deier sinn, si souwisou schonn an enger éischter Etapp virun engem hallwe Joer oder engem Joer an der Chamber duerchdiskutéiert ginn. Esou dass ech am Fong frou sinn, fir emol fir deen éischte Projet provisoresch Merci ze soen. An och Merci dem Här Gira fir déi léif Wierder. Une fois n'est pas coutume.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6009. Den Text steet am Document parlementaire 6009[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. Fin du vote.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen; keen Neen a keng Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6009 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 6011A, eng Ofännerung vun der Statskontabilitéit. Och hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet dann de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, wann ech gelift.

10. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dëse Projet reit sech an dee Krisepak an, dee vun der Regierung geholl ginn ass, fir d'Konsequenze vun der Finanz-a Wirtschaftskris ze bekämpfen a fir de Standuert Lëtzebuerg fit ze maache fir d'Zäit no der Kris. Ursprünglech hat dëse Projet zwee Artikelen. Deen een, deen de Seuil budgétaire betrëfft; an deen zweeten, deen de System vun der Garantie des dépots nei regelt. Wat dësen zweete Volet betrëfft, ass jo entre-temps e separate Projet déposéiert ginn, deen Iech an e puer Minutte vu mengem honorabele Kolleeg Lucien Thiel wäert virgestallt ginn.

Fir elo op deen éischten an eenzegen Artikel vun dësem Projet de loi anzegoen, erlaabt mer nach eng Kéier Iech kuerz an Erënnerung ze ruffen, datt et a sech den Artikel 99 vun eiser Verfassung ass, dee regelt, ënner wat fir enge Konditiounen de Stat kann eng Propriétéit kafen oder verkafen. Doduerch, datt d'Constituante vun 1868 dem Pouvoir législatif wollt e Maximum vu Prérogativë ginn, ass fir esou eng Transaktioun a sech de Prinzip vun der Noutwendegkeet vun engem Spezialgesetz zréckbehale ginn.

Mat der Revisioun vun der Verfassung vum 16. Juni 1989 ass eng Ausnahm zu dësem Prinzip virgesi ginn an deem Sënn, datt iwwer e bestëmmtene Montant eraus eng Limite festgeluecht ginn ass, iwwert déi eraus e Spezialgesetz vun der Chamber gestëmmt muss ginn, fir d'Regierung ze autoriséieren de Stat ze engagéieren.

Déi Limite, déi deemols festgeluecht gi war, ass 7,5 Milliounen Euro fir all Kaf oder Verkaf vun engem Terrain oder engem Immeubel. Dës Limite ass allerdéngs 15 Milliounen Euro, wann déi Transaktioun iwwer eng Stee realiséiert gëtt. Dës Limite ass säitdeem net méi ugepasst ginn a si entsprécht a sech engem Index vu 503,26 Punkten. Am leschte Joer ass dëse Bauindex op 669,88 Punkten an d'Luucht gaangen, wat dann och derzou geféiert huet, datt déi Limite net méi ugepasst oder zäitgeméiss war.

Wann een haut nämlech d'Situatioun an der Realitéit analyséiert, stellt ee fest, datt schonn eng ganz Rei vu Renovatiounsprojete vu staatleche Gebaier dës Limite largement iwwerschreiden. Eng Upassung vun dëser Bugdetslimite war also scho längstens iwwerfälleg. D'Regierung huet awer gezéckt dës éischter scho virzehuelen.

D'Wirtschaftskris huet dann elo derzou gefouert, datt d'Regierung am Kontext vum Krisepak eng substanziell Erhéijung vun dëser Limite proposéiert, fir d'Realisatioun vun Infrastrukturprojeten ze accéléréieren an domadder och dem Bausecteur ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Projet gesäit also elo vir, datt d'Limite vu 7,5 op 40 Milliounen Euro eropgesat gëtt. An och wann dëse Montant sécherlech eng méi wéi Verfënneffachung vum aktuelle Betrag bedeit, schéngt déi mer dach méi wéi justifiéiert ze sinn.

Allerdéngs - an do deelen ech d'Meenung vum Statsrot - geet et net duer, datt mer elo

haut nëmmen dës Budgetslimite an d'Luucht setzen, fir datt an Zukunft d'Projete méi schnell kënne realiséiert ginn. Ech wëll elo haut an hei net méi op déi ganz Diskussioun agoen, déi mer och schonn an der Krisekommissioun gefouert hunn, mä sécherlech ass allerdéngs och nach d'Vereinfachung vun den administrative Prozeduren deen aneren absolut noutwendege Corrolaire zum Eropsetze vun der Budgetslimite. Nämlech nëmme wa mer dës zwou Konditiounen erfëllen, wäerte mer och an Zukunft déi gesaten Objektiver erreechen an domadder d'Projete méi schnell exekutéiert kréien.

Mir sinn eis dann och eens gewiescht, souwuel an der Finanzkommissioun wéi och an der Budgetskontrollkommissioun, datt d'Chamber weider eng Kontrollmissioun misst behalen, wat déi Projete betrëfft, déi iwwer 10 Milliounen Euro eraus ginn. Dës Kontroll soll ex ante, wéi dat bis elo och de Fall war, vun der Bautekommissioun virgeholl ginn. Doniewent soll dann awer och nach ex post all sechs Méint de Bilan financier vun deene groussen Infrastrukturprojete vum zoustännege Minister an der Budgetskontrollkommissioun presentéiert ginn.

Dofir wäert och an e puer Minutte meng honorabel Kolleegin d'Madame Flesch, hires Zeeche Presidentin vun der Budgetskontrollkommissioun, souwuel eng Resolutioun wéi och eng Motioun hei déposéieren, déi nach eng Kéier déi grouss Prinzipie vun dëser Kontrollsprozedur wäert beinhalten. Erlaabt mir dofir awer, nach eng Kéier ganz kuerz déi wichtegst Etappe vun dëser Prozedur duerzeleeën.

Éischtens wäert, wéi dat bis elo och de Fall war, zum 30. Juni vun all Joer de Bauteminister der Bautekommissioun eng Lëscht vu prioritäre Projete virleeën, déi mindestens e Käschtepunkt vun 10 Milliounen Euro wäerten ausmaachen. An dëser Lëscht ginn all d'Projeten opgelëscht vun deene verschiddene Ministèrë mat Ausnahm vun deene Projeten, wou de Stat iwwert de Wee vun engem Subventionnement intervenéiert.

Zweetens wäert d'Bautekommissioun dës Lëscht examinéieren an duerno en Avis ausschaffen, deen dann och am Plenum hei wäert diskutéiert ginn a wou och deene verschidden Avise wäert Rechung gedroe ginn. Dës Debatt soll am Prinzip déi zweet Woch Oktober spéitstens dann och stattfannen.

Drëttens, während den Debatte wäert d'Chamber all Projete vun dëser Lëscht examinéieren. An déi Projeten eraussichen, wou se wëllt eventuell iwwert de Wee vun enger Motioun hiren Accord de principe ginn. Op d'Demande vu fënnef Députéierte mindestens kann och iwwer all eenzelne Projet iwwert de Wee vun enger separater Motioun ofgestëmmt ginn. Déi entgülteg Lëscht, déi da vun der Chamber ugeholl gëtt, wäert am Budgetsprojet als eenzelnen Artikel figuréieren an domadder och de Bauteminister autoriséieren, déi néideg Fraisë fir d'Etüden zu dëse Projeten ze engagéieren.

Véiertens, fir all Projet iwwer 40 Milliounen Euro muss de Bauteminister e Projet de loi ausschaffen, an dat op Base vun engem detailléierten Avant-projet.

Fënneftens, all sechs Méint presentéiert de Bauteminister an der Budgetskontrollkommissioun e Bilan financier vun deene groussen Infrastrukturprojeten.

Sechstens, all wesentleche Changement vum Programm nom Vote vun engem Projet muss nach eng Kéier vun der Chamber examinéiert ginn.

Siwentens a leschte Punkt, wann et zu engem Dépassement vu 5% kënnt, muss vun der Regierung en neie Projet de loi ausgeschafft an déposéiert ginn. Bei allen Dépassementer ënner 5% muss eng Autorisatioun am Kader vum Budget erfollegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Prinzipie mussen also elo an eisem interne Chamberreglement integréiert ginn. Un déi huet sech dann an Zukunft souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber ze halen. Ech kommen och domadder schonn zum Schluss.

Dëse Projet, wéi all déi aner, déi mer gëschter an haut wäerten hei diskutéieren a stëmmen, ass e wichtege Steen vun deem Mosaik, dee mer brauchen; net nëmmen, fir d'Konsequenze vun der Wirtschafts- a Finanzkris op eise Standuert ze bekämpfen, mä awer och haaptsächlech, fir eist Land an eis Wirtschaft fit ze maache fir d'Zäit no der Kris.

Ech mengen, datt et och wichteg ass, datt déi nächst Chamber spéitstens no engem Joer eng Zwëschebilanz vun all dëse Mesurë wäert maachen, fir och ze analyséiere wou eventuell muss nogebessert ginn a wou eventuell nach zousätzlech Akzenter musse gesat ginn.

Dat gesot, géif ech dann och heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Erlaabt mer awer, well et dee leschte Projet ass, dee mer och elo hei um Niveau vun der Finanzkommissioun haten - herno kënnt nach den Här Thiel -, datt ech och nach a menger Qualitéit als President de Membere vun der Finanzkommissioun Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer iwwer fënnef Joer an där Kommissioun haten. Ech muss soen, dat war eng ganz flott Ambiance an Atmosphär. Mir hunn och do eng ganz exzellent Aarbecht gemaach. Wéi gesot, vun dëser Plaz all Kolleeginnen a Kolleegen e ganz grousse Merci.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Da kritt d'Madame Flesch d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun an enger Resolutioun, déi se am Numm vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an am Numm vun der Finanzkommissioun déposéiert. Madame Flesch, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Uschléissend un de Rapport vum honorabelen Här Mosar wëll ech ënnersträichen, dass obschonn d'Commission de l'exécution du contrôle budgétaire net saiséiert wor mat deem Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, se awer gemengt huet sech misse Gedanken ze maachen iwwert d'parlamentaresch Kontroll vun den Dépensen a vun der Exécution budgétaire an engem Moment, wou de Seuil, fir deen e Projet de loi muss déposéiert ginn, vu 7,5 respektiv 10 Milliounen Euro op 40 Milliounen erhuewe gëtt, wat jo awer eng substanziell Erhéijung ass.

D'Commission du contrôle budgétaire wollt sech deene Propositioune vun der Regierung an dësen Zäiten net opposéieren, mä huet gemengt, dass een awer misst an enger Form oder där anerer eng parlamentaresch Kontroll virgesinn. Ech wëll der Finanzkommissioun Merci soen, dass déi sech onse Suergen ugeschloss huet.

Fir déi parlamentaresch Kontroll an d'Wierk ze setzen, huet d'Commission de l'exécution budgétaire sech inspiréiert u Prozeduren, déi den 3. Abrëll an den 10. Juli 2006 scho festgehale gi wore bei groussen Infrastrukturprojeten, souwuel bei den Travaux publics wéi och bei den Infrastructures ferroviaires. Déi Prozedure fonctionnéiere säit 2006, mengen ech, zur Satisfaktioun vun der Regierung a vun der Chamber.

En accord mam Minister vun den Travaux publics a mam Ministre des Transports hunn dunn d'Commission du contrôle de l'exécution budgétaire an d'Commission des Finances der Chamber proposéiert déi Prozedure liicht ze modifiéieren, fir se un den aktuelle Stand ze adaptéieren a fir der jëtzeger Situatioun Rechnung ze droen.

Ech wëll hei ausdrécklech dem Travaux-publiques-Minister an dem Transportminister fir hiren Accord Merci soen. Dat ass an enger ganz flotter Diskussioun iwwert d'Bühn gaangen. Elo geet et drëm déi Prozeduren ze approuvéieren. Den Här Mosar ass schonn am Detail drop agaange wéi déi Prozedur, souwuel bei den Travaux publics wéi och bei den Infrastructures ferroviaires, also beim Ministère des Transports, soll ausgesinn.

Ech wëll vläicht kuerz ervirsträiche wat d'Ännerunge sinn am Text, deen Iech elo virläit, par rapport zu den Texter, déi 2006 adoptéiert gi woren. Selbstverständlech ass de Seuil vu 7,5 op 10 Milliounen eropgesat ginn. Et ass och virgesi ginn - an dat ass eng Neierung -, dass wann d'Chamber déi Lëscht vun de prioritäre Projete festhält am Kader vun enger Motioun, dass da kann e separate Vote iwwer ee bestëmmte Projet geholl ginn, wa fënnef Deputéierten au moins dat froen. Dat wor bis elo net virgesinn.

Et ass eng nei Dispositioun agebaut ginn, déi eng Praxis consacréiert, déi den Travaux-publics-Minister luewenswäerterweis ageféiert huet an déi doranner besteet, dass en all sechs Méint bei d'Commission de l'exécution budgétaire kënnt, fir Rapport ze maachen iwwert de Finanzbilan vun der Realisatioun vun de grousse Projets d'infrastructure.

Da schliesslech - lescht Ännerung -: Bis elo woren déi zwou Prozeduren einfach vun der Commission de l'exécution budgétaire décidéiert. Elo gëtt proposéiert, datt se sollen als solch vun der Chamber a Plenarsitzung approuvéiert ginn an datt se sollen an d'Reglement vun der Chamber incorporéiert ginn.

Dat, Här President, ass den Objet vun där Resolutioun, déi, ech mengen, scho misst an Ären Hänn sinn an déi ënnerschriwwen ass vun den honorabelen Häre Bausch, Fayot, Mehlen, Mosar a vu mir selwer.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'adoption du projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiee du 8 juin 1999 qui porte le seuil audessus duquel doit être autorisé par une loi toute aliénation d'une propriété immobilière appartenant à l'État, toute acquisition par l'État d'une propriété immobilière, toute réalisation au profit de l'État d'un projet d'infrastructure ou d'un bâtiment, et encore tout autre engagement financier, y compris les garanties de l'État, de 7.500.000 a 40.000.000 euros;

- considérant le bien-fondé en cette période de crise économique du souci de simplifier les procédures pour permettre à l'État de hâter la réalisation de projets d'envergure et d'encourager ainsi l'activité économique;

- considérant, toutefois, la nécessité d'assurer un contrôle parlementaire adéquat et du choix des priorités en matière de projets d'infrastructure et de la réalisation de ces projets;

- considérant l'adoption de versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dans les domaines des travaux publics et des infrastructures ferroviaires par la Commission du Contrôle de l'Execution budgetaire le 20 avril 2009, en accord avec les Ministres concernés;

- approuve les procédures ainsi mises au point et reprises en annexe;

- invite la Commission du Règlement à veiller a l'incorporation desdites procédures au Règlement de la Chambre des Députés.

(s.) Colette Flesch, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Laurent Mosar.

Déiselwecht Signatairen hunn och op Wonsch vun deenen zwou parlamentaresche Kommissiounen eng Motioun agereecht. Déi riicht sech natierlech un d'Regierung. An déi invitéiert d'Regierung derfir ze suergen an der Zukunft, dass déi Prozeduren, esou wéi se hei festgeluecht sinn, mutatis mutandis vun alle ministériellen Departementer ugewant ginn, bei de Projets d'infrastructure, déi susceptibel sinn e Käschtepunkt vu wéinstens zéng Milliounen ze erreechen.

Dat ass - dat wëll ech hei net verheemlechen - d'Konsequenz vun enger laanger Debatt, déi mer an der Budgetskontrollkommissioun haten iwwert de Projet „Musée de la Forteresse" a wou mer all der Meenung woren, dass een an Zukunft esou Situatioune sollt évitéieren. Dofir de Wonsch un d'Regierung, dass an Zukunft déi Prozedur och ugewant gëtt, esou wéi se sech fir déi eenzel Ministèren applizéiert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'adoption du projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 et portant le seuil prévu audit article de 7.500.000 à 40.000.000 euros;

- considérant l'adoption par la Chambre des Députés de versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure mises au point en accord avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports;

invite le Gouvernement

- à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10.000.000 euros.

(s.) Colette Flesch, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Laurent Mosar.

Här President, domadder wéilt ech meng Interventioun ofschléissen. Mä ech wéilt awer och nach am Numm vun der DP-Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Mosar, Merci soe fir déi Rapporten, déi en zum Projet de loi 6011A virgedroen huet. An ech wëll och den Accord vun onser Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Dann huet nach d'Wuert gefrot zum Projet de loi den Här Roger Negri. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Laurent Mosar, Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll him och Merci soen als President vun der Finanzkommissioun fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer do haten.

Den ekonomeschen a finanzielle Kontext hunn d'Virriedner gëschter an haut in extenso duergestallt. An notamment de Kolleeg John Castegnaro, deem gëschter als éischte Riedner d'Missioun zoukomm ass an der Serie vu Gesetzer zum Konjunkturprogramm fir d'Relance vun eiser Ekonomie den Optakt ze maachen. Heibäi goufen d'Finanz- an d'Wirtschaftskris mat hire Konsequenzen duergestallt an op de grousse Risque vu Chômage a soziale Spannungen higewisen, an domat de Réckgang vun de Steierrecettë fir de Stat an doraus d'Budgetsdefiziter generéieren.

D'Politik huet schnell reagéiert an hir Verantwortung iwwerholl, souwuel op internationalem, europäeschem an nationalem Niveau. Zilstrebeg si Mesuren ergraff gi fir d'Kris anzedämmen, d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an d'sozial Auswierkungen ofzefierderen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, de Projet de loi 6011A vun haut ass een Deel vun deene Mesuren, duerch déi d'Konjunktur soll relancéiert ginn, an domat och d'Beschäftegung ofgesécher soll ginn no deem Plan de conjoncture, deen d'Regierung de 6. Mäerz 2009 virgeluecht huet.

D'Regierung proposéiert der Chamber an dësem Projet de loi de Seuil fir grouss finanziell Engagementer vum Stat, déi duerch d'Gesetz autoriséiert musse ginn, vu 7,5 op 40 Milliounen Euro unzehiewen; woubäi ee soe muss, dass déi 7,5 Milliounen Euro duerch d'Upassung un de Bauindex schonn op 10 Milliounen Euro an d'Luucht gaange sinn.

D'Regierung ass der Meenung, dass si doduerch méi séier kleng a mëttel Bauprojete realiséiere kann, well dee Wee duerch d'legislativ Instanzen dann ewechfält, an dat och dat probat Mëttel ass fir d'Konjunktur ze relancéieren, d'Beschäftegung ofzesécheren a last but not least duerch d'Verbesserung vun den Infrastrukturen eist Land op d'Zukunft virzebereeden an domat d'Kompetitivitéit an d'Liewensqualitéit ze verbesseren.

Här President, trotzdeem wëll ech bemierken - an de Statsrot huet a sengem Avis menger Meenung no mat Recht och drop higewisen -, dass d'Retarden an och d'Dépassementer, déi mer an der Vergaangenheet bei bal all gréissere Bauprojete kannt hunn, wuel kaum op d'legislativ Prozeduren zréckzeféiere sinn. Deemno wäert sech elo erausstelle mussen, ob dann an Zukunft, mat deem neie Seuil vu 40 Milliounen Euro der Chamber e Gesetz virgeluecht muss ginn, déi Problemer alleguer wäerte geléist sinn.

An der Finanz- a Budgetskontrollkommissioun si mir eis absolut bewosst gewiescht, dass d'Chamber mat der Unhiewung vun dësem Seuil e wichtegt Kontrollinstrument deelweis aus der Hand gëtt.

Loosst eis wann ech gelift net vergiessen, dass d'Budgetskontroll eng vun deenen zentrale Kompetenze vun all Parlament an enger Demokratie ass. Mir hunn dowéinst no enger alternativer Prozedur gesicht fir sécherzestellen, dass d'Chamber d'Kontroll iwwert d'Opportunitéit vu Projeten net verléiert an dofir am Viraus agebonne bleift, wann d'Décision de principe geholl gëtt, fir dësen oder dee Projet ze realiséieren.

Déi Prozedur, déi mir elo festgehalen hunn, an déi och an eist internt Chambersreglement stoe kënnt, inspiréiert sech un där Prozedur, déi mer virun dräi Joer fir déi Grands projets d'infrastructure agefouert hunn.

Ervirsträiche wëll ech hei besonnesch, dass déi nei Prozedur fënnef Deputéierten d'Méiglechkeet gëtt, eng Motioun anzereechen, fir iwwer en eenzelne Projet ofstëmmen ze loossen. Domat ass der Chamber d'Méiglechkeet ginn, ee vun der Regierung virgeluechtene Package vu Projeten net in globo akzeptéieren ze mussen, mä deen een oder deen anere Projet iwwert dëse Wee ze hannerfroen.

Ech hoffen, dass och déi zukünfteg Regierungen hirem Engagement en bonne et due forme nokommen an d'Chamber regelméisseg ëmfaassend a virun allem prezis iwwert de Stand vun de Projeten informéieren, wa se feststellen, dass e Projet riskéiert, aus dem Rudder ze lafen.

Doriwwer eraus stellt sech awer och op en Neits d'Fro, wéi laang d'Chamber nach gedenkt wichteg Pouvoiren ofzeginn, fir dann duerno iwwert de Wee vun ëmmer neien Ersatzprozeduren ze versichen, awer erëm d'Kontroll iwwert d'Regierungsaarbecht auszeüben.

D'Fro stellt sech deemno och, ob et net un der Zäit wär - an ech mengen, et wär elo wierklech un der Zäit - fir eis gesamt Budgetsapproche ze hannerfroen an ze veränneren.

Wéi solle mer an Zukunft eise Budget opstellen? Wat ass d'Roll vun der Chamber a wat ass d'Roll vun der Regierung? Wéi kënne mer méi effikass schaffen, eis Budgetsperformance verbesseren a mat deem Gescheck och Geld aspueren, ouni d'Leeschtungen aschränken ze mussen?

Här President, dat sinn déi Froen, déi ech den 18. Mäerz 2009 versicht hu mam Dépôt vu menger Proposition de loi ze beäntwerten, andeems ech virgeschloen hunn, zu Lëtzebuerg eng zilorientéiert Reform vun eiser Bugetsarchitektur a Budgetsprozedur nom Modell vun der franséischer LOLF anzeféieren.

Duerch dës Reform géif eis Chamber erëm däitlech u Pouvoir gewannen a mir géifen eis generell an net nëmmen als punktuellen Ersatz d'Instrumenter ginn, fir de Budget no Effizienzkritären opzestellen, ze exekutéieren an an engem permanente Prozess och ze evaluéieren an ze kontrolléieren.

Ech hoffen, dass d'Regierung déi Proposition de loi positiv aviséiert an an der nächster Legislaturperiod schnell op dësem Wee weiderkënnt am Sënn an am Intérêt vum Bierger, fir méi Transparenz an am Endeffekt fir méi Demokratie.

Domat ginn ech den Accord vu menger LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen.

Pardon, den Här Mehlen huet nach d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Artikel 99 vun der Constitutioun huet et a sech. Mer begéinen e ganz dacks an eise Kommissiounsaarbechten erëm. Dann hu mer ëmmer erëm animéiert Diskussiounen doriwwer, wéi een dem Geescht vun deem, wat do an deem Artikel 99 steet, wat e Finanzartikel ass, kéint gerecht ginn.

Et steet zu Recht am Rapport - wou ech dem Rapporteur bei dëser Geleeënheet och wëll Merci soen -, datt d'Pappe vun der Constitutioun 1868 der Chamber wollte Prérogativen araumen, fir all gréissere Projet duerch Spezialgesetz ze autoriséieren, datt d'Regierung net kéint gréisser Projeten, gréisser Acquisitiounen, och gréisser Dépensen tout court soll kënne maachen, ouni datt d'Chamber am eenzelne Fall hir Approbatioun dozou ginn hätt.

Mir mengen, datt dee Prinzip nach wie vor richteg wär. An d'Diskussioun geet jo haut am Fong geholl och haaptsächlech ëm d'Héicht vun deem, wou dann déi Loi spéciale soll noutwendeg sinn.

Déi 7,5 Milliounen, déi mer de Moment am Gesetz stoen hunn, sinn d'Ëmsetzung vun deenen 300 Millioune vu virdrun - 300 Millioune Frang. Dat soll elo op 40 Milliounen eropgesat ginn. Et gëtt eis gesot, wa mer d'Adaptatioun géife maache vun der Geldentwäertung, da wäre mer bei zéng Milliounen. Dat heescht, mer maachen hei eng Vervéierfachung vun deem, wat mer virdrun haten.

Elo kann ee soen, dat ass eng Noutwendegkeet an dëser Zäit. Et ass jo och d'Haaptargument, datt mer méi séier virukommen. Mir weisen awer dorop hin, datt 40 Milliounen, och wann dat no net vill kléngt - fir déi, déi nach gewinnt sinn, a Frangen ze denken: Dat sinn 1,6 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Dat ass net näischt. Dat ass enorm vill Geld, besonnesch an Zäiten, wou es net vill an de Statskeesen ass, an déi wäerten eis an deenen nächste Joren net erspuert bleiwen.

Här President, an der Vergaangenheet sinn, ouni datt d'Chamber gefrot ginn ass, vill Dommheete geschitt an et ass vill Geld hei am Land verschwent ginn. Ech hunn dat virun e puer Deeg schonn hei op der Tribün gesot.

De Kolleeg vun deene Gréngen, Camille Gira, huet elo grad de CITA-System ernimmt: Deen ass esou ugelaf, deen ass op eng Kéier ausgeufert. Mir iergeren eis haut, wann een dat kritesch kuckt. Mir sinn haut bei dräi där aler Milliarden. Et ass schrecklech vill Geld, wat et kascht huet. Et kascht nach all Dag, an et bréngt iwwerhaapt näischt, effektiv.

Ech huelen eng aner Geschicht. Dat ass den e-go-Billjee, deen och esou ugekéiert ginn ass. Dee sollt dräi an eng hallef Millioun Euro kaschten, wéi et ugaangen ass. „Oh, wéi gesot, et ass e Projet-pilote. Mir kucken emol, wéi dat sech da weiderentwéckelt."

De fréiere Minister Grethen huet eis an der Kommissioun gesot, op eng Kéier hätt en en Devis virgeluecht kritt vu 7,46 oder 7,47 Milliounen, an e sot: „Bei mir si sämtlech rout Luuchten ugaangen, wéi ech de Montant gesinn hunn." Dat heescht, et ass probéiert gi fir et nach ënnert dem Montant ze halen - deene 7,5 -, wou muss e Gesetz gestëmmt ginn.

Dir wësst alleguer, wéi d'Spillchen ausgaangen ass. D'Chamber huet, well mer de Seuil vu 7,5 nach haten, leider, muss ech soen, mir hunn et jo net gestëmmt, der Regierung Feu vert ginn, fir deen onsënnege Projet do, dee fuerchtbar deier ass an näischt bréngt, weiderzeféieren.

Elo si mer an der Noperschaft vun 19 Milliounen Euro, dat heescht 750 Milliounen där aler Frang, fir näischt ze hunn, a wann dann nach een, ouni datt en en e-go-Billjee huet, wëllt mam Zuch oder mam Tram fueren, da muss awer een do sinn, deen him kann där aler Billjeeën ee verkafen. Ech huele jo net un, datt dee refuséiert kritt, fir kënne mam öffentlechen Transport ze fueren.

Nëmme fir dat ze soen: Et ass ganz séier eppes ugefaangen an et leeft aus dem Rudder an dann herno brauch kee Rechenschaft ofzeleeën. Et ass awer eng Barrière, wann eng Regierung muss kommen an e Projet de loi deponéieren a sech dann och nach hei der öffentlecher Diskussioun stellen, woufir datt dat da kromm gelaf ass. Am anere Fall wësse mer jo, wéi et geet: Da bleift awer villes an de Kommissiounen hänken.

Här President, mir hu Verständnis derfir, datt elo hei gemengt gëtt, mir missten dee Montant eropsetzen, fir datt et méi séier géif goen. Mir wëllen och, a mir hunn dat jo mat ënnerschriwwen, ënnersträichen, datt villes sech gebessert huet an der Kommissioun, am Suivi vun de Projeten, an der Preparatioun vun de Projeten, wou d'Chamber schonn eng Autorisation préalable gëtt.

Mäi Virriedner huet d'éinescht de Minister Wiseler gelueft, datt en esou kooperativ mat der Chamber géif schaffen.

Wie weess dann, ob mer déi nächste Kéier de Minister Wiseler nach hei hunn an ob deen nächste Minister dann erëm esou kooperativ ass?

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mir fanne jiddefalls, datt d'Chamber net muttwëlleg sollt Prérogativen aus den Hänn ginn, déi se bis elo huet. Déi Gesetzer, déi mer hei fir d'Realisatioun vu Projete stëmmen, si reng Finanzéierungsgesetzer. Ech mengen, mir wëssen et alleguer. Si hunn an der Regel dräi Artikelen. A mir wëssen, wéi séier datt hei eppes duerch d'Chamber geet, wann et séier muss goen. Ech mengen, mir hunn et dëser Deeg erëm erlieft.

Dat heescht, och näischt schwätzt dergéint, datt mer dee Seuil e bëssen eropsetzen. Mir wären och d'accord, datt een dat ëm 50% géif maachen. Dat heescht déi aktualiséiert 10 Milliounen op 15 Milliounen eropgesat hätt. Mir sinn awer net d'accord, fir bis op 40 Milliounen ze goen.

Dat ass wierklech eng Vervéierfachung vun deem, wat bis elo war, an duerfir kënne mir dësem Projet d'Zoustëmmung net ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Minister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, ech wëll och hei villmools Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi zu deem hei Projet komm ass. Wéi gesot, dat ass dee leschten Deel an där ganzer Serie vu Projeten, fir d'Baute méi séier, méi effikass, méi transparent ze maachen. Mir hunn elo dee ganze Pak bal ënner Dach und Fach. Dat hei ass en extrem wichtegen. Net awer, datt et dee Projet ass, deen eis elo eleng hëlleft, méi schnell weiderzekommen. Duerfir hu mer jo och nach déi aner Projete gemaach. Hei sinn dräi, véier, fënnef Etappen an enger Prozedur, déi sech uneneereien, wou mer bei all Etapp zwee, dräi, véier Méint kënne gewannen. Wann een dat zesummenzielt, gi mer hei gemeinsam méi schnell a méi effikass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zweetens, dat, wat och an deene Motiounen, Resolutioune vun der Chamber hei gesot ginn ass, an déi selbstverständlech, wat d'Motioun ugeet, vun der Regierung kënnen akzeptéiert ginn - an d'Resolutioun hu me jo zu engem Deel gemeinsam diskutéiert -, ass et och esou, datt d'Chamber vun hire Kontrollprérogativë keng verléiert. Mir gi just en anere Wee, wou mer déi Kontroll do exercéieren.

Fir mech ass wichteg, dass d'Chamber hir Kontroll hält, datt d'Chamber d'Kontroll vun der Opportunitéit huet, wou se ka matschwätzen. Datt d'Chamber ganz am Laf vun der Realisatioun vun engem Projet all Kéier d'Méiglechkeet huet, fir och ze kontrolléieren, wou mer dru sinn, schéngt mer eng absolut Normalitéit. Mat deene Prozeduren, déi mer eis hei ginn hunn, garantéiere mer dat.

Ech soen de Rapporteure vun deenen zwee Projete villmools Merci fir déi Aarbecht, an lech och fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président - Dir Dammen an Dir Hären, solle mer den nächste Projet och elo nach direkt huelen, an da maache mer de Vote iwwert déi zwee plus d'Motioun an d'Resolutioun?

(Assentiment)

Voilà, dann huele mer den 6011B iwwert de Finanzsecteur. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel.

11. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister: Wien A seet, muss och B soen. De Laurent Mosar huet den A-Deel vun deem Projet, iwwregens, dem Laurent Mosar, deem mir als President vun der Finanzkommissioun an am Numm vun de Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci däerfe soe fir seng dynamesch Presidentschaft, heiansdo hektesch, mä awer ëmmer op Fortkommes beduecht.

(Interruptions)

An ech hunn dann elo d'Éier, de B ze maachen, a wann ech elo explizéieren, ëm wat et an der B-Versioun geet, da verstitt Der, firwat de Statsrot dorop gehalen huet, fir den A vum B hei an dësem Gesetz ze trennen. Déi zwou Saachen hunn effektiv glat guer näischt mateneen ze dinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann eng Bank Faillite geet, wéi dat ufanks den 90er Joren de Fall bei eis mat der berühmter a berüchtegter BCCI war, oder wann enger Bank hir Insolvenz festgestallt gëtt, wéi dat virun e puer Méint mat der Lëtzebuerger Filial vun der islännescher Kaupthing-Bank passéiert ass, dann hunn d'Clientë vun där Bank en Usproch op Schuedenersatz. Dat Recht gëtt et säit 1989 op eiser Finanzplaz, am Ufank op der Basis vun enger fräiwëlleger Associatioun vun de Banken, duerno opgrond vun zwee Gesetzer, dat eent vun 1997, dat anert vum Joer 2000, mat deenen déi zwou europäesch Direktiven a Lëtzebuerger Recht ëmgesat goufen, déi d'Garantie vun de Bankdépôtë souzesoe consacréiert hunn.

Am Ufank vun dësem Joer koum dann eng drëtt Direktiv derbäi, an ëm där hir Ëmsetzung geet et haut. D'Entschiedegung vun de BCCI-Clienten - dat waren der ronn 2.300 zu Lëtzebuerg - gouf deemools nach ouni gesetzleche Kader vun der Association pour la garantie de dépôt, ofgekierzt AGDL, opgrond vun där hire Statuten ofgewéckelt. Gutt 1.600 BCCI-Clienten haten hir Usprëch gemellt a waren och indemniséiert ginn. Au fur et à mesure wéi d'Clientë sech gemellt hunn, goufen d'Entschiedegungen an d'Tranchen - et waren der insgesamt sechs - ausbezuelt. D'Banke kruten all Kéier eng Rechnung vun der AGDL an hunn au prorata vun der Héicht vun den Dépôtë vun hire private Clientë misse bezuelen.

Am Contraire zu anere Länner, wéi zum Beispill Däitschland, hu mir kee Fong, deen no an no vun de Banke gefiddert gi wär, mä e sougenannten Ex-post-System. Op dee konnte sech d'Banken allerdéngs doduerch astellen, datt si am Laf vun de Jore Provisiounen an hirem Bilan gebilt hunn, fir esou fir den Eeschtfall preparéiert ze sinn. Neierdéngs ass esou eng Provisioun souguer Virschrëft.

Bei der Ëmsetzung vun deenen zwou éischten Direktive gouf d'1993er Bankegesetz esou ofgeännert, dass et den Acteure virgeschriwwen huet, jiddweree vun hinne misst engem Garantiesystem ugehéieren - et gouf allerdéngs nëmmen een, do war et einfach -, an dee System misst de Clienten am Eeschtfall da bis zu enger Héicht vun 20.000 Euro Verloschter ersetzen.

Mat der Finanzkris d'lescht Joer ass och d'Dépôtgarantie erëm en Thema ginn, well op eemol d'Gefor vu Bankfaillitë ganz konkret ginn ass. Zu Bréissel an der Bréisseler Kommissioun hu se festgestallt, datt déi meescht Länner weiderhin um Minimum vun 20.000 Euro gekluddert hunn, obwuel d'Kontebestänner an der Tëschenzäit jo däitlech gewuess waren.

Op där anerer Säit war d'Meenung opkomm, datt deen Délai, bannent deem d'Clientë mussen entschiedegt ginn, mat dräi Méint vill ze vill laang wär. Duerfir huet d'Bréisseler Kommissioun eng nei Direktiv erausginn, déi net nëmmen de Mindestsaz vun der Entschiedegung eropgesat huet - an enger éischter Etapp ware 50.000, duerno 100.000 Euro virgesinn -, mä an engems och den Délai fir d'Ausbezuele vun dräi Méint op dräi Deeg erofgesat huet.

Wéi dat an der Praxis soll fonctionnéieren, kann allerdéngs nach kee soen. Mir hunn deemools fir d'BCCI annerhalleft Joer gebraucht.

Well Lëtzebuerg entre-temps, Här President, béis an d'Gespréich gerode war duerch d'Insolvenz vun der Kaupthing Lëtzebuerg, där hir meescht Clienten duerch d'Acquisitioun vun der Belscher Robeco-Bank an der Belsch souzen, war eis Regierung der Meenung, et misst een der Renommée vun eiser Plaz zuléift déi Etapp vu 50.000 direkt iwwersprangen a gläich op 100.000 Euro goen.

Dee Montant geet anscheinend duer, fir an der europäescher Moyenne - well soss gëtt et keng Chifferen - gutt 90% vun de Clientsdépôten total ofzedecken. Fir d'Kaupthing-Clientë koum déi Décisioun, déi aus Zäitgrënn nach séier an den 2009er Budget gepaakt gouf, allerdéngs ze spéit. Si goufen nach nom ale Modell, dat heescht bis maximal 20.000 Euro, vun der AGDL indemniséiert.

Doduerch, datt d'Garantie scho vum 1. Januar un dëst Joer op 100.000 festgeluecht ass, bleiwen eis haut eigentlech nëmme méi zwou Dispositioune vun der Direktiv ëmzesetzen, an zwar déi, datt d'Banken hir Clienten nach besser wéi bis elo iwwert d'Bestëmmunge vun der Garantie an d'Bild setze mussen an datt déi eenzel Garantiesystemer, grenziwwerschreidend Systemer oder Fongen, jee nodeem, grenziwwerschreidend zesummeschaffe mussen, wann am Fall vun enger auslännescher Néierloossung d'Garantie vun der Mamm duerch déi méi favorabel vum Gaaschtland nach géif ergänzt ginn.

Den eigentleche Problem vun der Lëtzebuerger Dépôtgarantie, nämlech deen, wien dat Ganzt bezuele soll, ass domadder awer nach laang net geléist. D'Regierung wollt déi Léisung der CSSF zouschousteren, ass awer domat op eng formell Oppositioun beim Statsrot gestouss. Dat huet dann zur Folleg, datt et mat dësem Gesetz elo nach net wäert gedoe sinn.

De Problem ass deen, datt elo de Montant vun der Garantie ëm dat Fënneffacht erop-

gesat ginn ass an datt doduerch d'Rechnung fir eis Banken am Eeschtfall vläicht net ëm dat Fënneffacht, mä awer gär ëm dat Zwee- bis Dräifacht klamme géif.

Den Hoken dobäi ass, datt éischtens d'AGDL-Statuten d'Bedeelegung vun den eenzelne Banken op 5% vun hiren Eegemëttel limitéiert - e Plaffong, dee bei 100.000 Euro maximal fir jiddwer Client séier erreecht ass - an datt zweetens bei deem Montant en Accident vun enger och nëmme mëttelgrousser Bank schonn duergéif, fir déi Banke vun der Plaz mat an d'Faillite ze rappen, déi am meeschten Dépôten hunn - an déi kennt Der.

Et ass evident, dat ënnert deenen Ëmstänn deen alen AGDL-System et net méi brénge kann. Duerfir gëtt iwwerluecht, ob een dee private Modell net duerch en öffentleche Fong ersetze soll, un deem wuel d'Banke weiderhi bedeelegt wären, mä an deem de Stat d'Roll vum sougenannten „lender of last resort" iwwerhuele misst, dat heescht deen, deen um Enn d'Lach stoppe muss.

Esou eppes Ähnleches haten d'Auteure vun dësem Projet och vir, mä datt dat soll esou ouni Weideres der CSSF iwwerlooss ginn, huet dem Statsrot net gefall, wéi gesot, deen hei constitutionnel Problemer gesinn huet a sech dofir queesch geluecht huet.

Eigentlech hätte mer domat dat, wat ee sou schéin nennt e Vide juridique. Well esou laang mir kee Gesetz hunn, dat eisen ale Garantiesystem duerch en neie Garantiefong ersetzt, si mir nach am AGDL-System. Deen nun awer, wéi mir elo grad gesinn hunn, e weidere Bankecrash bei eis net verdaue géif.

Mä de Statsrot huet séier eng Léisung bei Hand gehat. Wann dat géif passéieren, huet hien a sengem Avis gemengt, da kéint een nach ëmmer op den Artikel 32(4) vun der Verfassung zréckgräifen. Deen Artikel beseet ganz einfach, datt am Fall vun enger internationaler Kris - enger internationaler Kris - de Grand-Duc Dréinglechkeetsreglementer huele kann. Domat wäre mer op d'mannst provisoresch aus dem Schneider.

Un där neier Regierung wäert et awer da sinn, de Problem definitiv mat engem Gesetz ze léisen, dat da wuel d'Laascht op zwou Schëllere verdeele wäert: déi vun de Banken op där enger, an déi vum Stat op där anerer Säit.

En attendant empfehlt Är Finanz- a Budgetskommissioun der Chamber, Här President, dëst Iwwergangsgesetz ze stëmmen, mat deem mir wéinstens einstweilen eisen europäeschen Obligatiounen nokommen.

Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech alleguer, haut fir d'lescht, op d'mannst an dëser Legislatur, Merci fir Äert méi oder wéineger andächtegt Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, esou wéi en exposéiert ginn ass elo vum Lucien Thiel, deem ech iwwregens Merci soen, stellt en noutwendege Schrëtt duer a Richtung Consolidatioun vum Vertrauen an d'Finanzplaz. Och wann dee Schrëtt net komplett ass aus deene Grënn, déi en elo grad gesot huet, musse mer dat hei awer virhuelen, souguer wann am Eeschtfall, wat keen hofft, den Artikel 32(4) vun der Verfassung misst beméit ginn, fir eben déi Moossname kënnen ze huelen iwwert de Regierungswee, déi dee Moment noutwendeg wieren.

Mir fannen, et ass gutt, datt mer dat nach elo maachen, well den Image vu Lëtzebuerg ass jo net onbedéngt besser ginn an der Vergaangenheet, an der rezenter Vergaangenheet, doduerch, datt mer net esou héich Dépôte garantéiert hunn, wéi dat an anere Länner de Fall war. Mir maachen also hei och eppes fir den Image vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, där hir Importenz mer doudsécher net brauchen hei zousätzlech ze ënnersträichen.

Ech géif och de Wonsch ausdrécken, datt déi aner Nobesserungen um Gesetz sou séier wéi méiglech kënne kommen, fir datt mer aus enger Situatioun erauskommen, déi aus der Siicht vun der Chamber, déi och ëmmer muss op hir Prérogativë beduecht sinn, diskutabel ass. Sech beruffen op Ausnahmesituatiounen ass noutwendeg, mä wann een dat kann évitéieren, da soll een dat esou séier wéi méiglech no den nächste Wahlen an een anert Gesetz agéissen.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. An ech wollt mech och de Mercien uschléissen, déi virdrun expriméiert goufen un d'Adress vun de Rapporteuren. An ech mengen, déi Finanzkommissioun, där ech laang Zäit ugehéiert hunn, déi huet eng ganz interessant Aarbecht gemaach an et ass ëmmer op engem Niveau diskutéiert ginn, wou d'Gespréichskanäl ëmmer offe waren. Ech wollt jiddefalls all deene Kolleegen, déi an där Kommissioun waren, wéi grad déi och heibannen an der Chamber, mat deenen ech laang zesummegeschafft hunn, Merci soen. Dat war eng ganz flott Zäit an déi wäert mer doudsécher an Zukunft feelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo d'Regierung. Pardon, den honorabelen Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll och dem honorabele Kolleeg Lucien Thiel Merci soe fir seng zwee Rapporten, dee mëndlechen an dee schréftlechen. Mir als LSAP wëlle virun allem ënnerstëtze seng Ausso, dass nach en definitiivt Gesetz an der nächster Legislaturperiod soll ausgeschafft ginn. Domadder gi mer och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech wëll hei nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun dëser ganzer Problematik ronderëm d'Garantie de dépôt hiweisen. A besonnesch op deen éischte Volet, deen zënter den 1. Januar 2009 a Kraaft ass an dee mer duerch d'Bugetsgesetz a Kraaft gesat hunn, nämlech datt den Niveau vun den Dépôte pro Client, pro Bank op 100.000 Euro zu Lëtzebuerg fixéiert ginn ass. Mir waren a mir sinn domadder op deem nämlechten Niveau wéi déi Finanzzentren, mat deene mer a Konkurrenz sinn. Dat ass e wichtege Punkt.

Heimadder maache mer nëmmen e klenge Schrëtt weider, mä et bleift eis Intentioun, an ech kann och d'Chamber do rassuréieren, mir hunn déi Aarbechten iwwert e ganz neie Garantie-de-dépôt-System scho relativ wäit gefiert. Ech wäert och an deenen nächste Wochen, onofhängeg vun deenen Datumen, déi ustinn, déi Aarbechte weiderféieren. Déi si komplex an déi wäerten net liicht zu engem Konsensus féieren, well et drëm geet: „Wéi setzt een e System op, deen, wann e muss antrieden, och déi Suen zur Dispositioun huet an déi ka schnell ausbezuelen?"

De System huet geklappt an der Vergaangenheet an deene Fäll, wou en huet misse spillen. Ech hätt och gären, datt en an der Zukunft klappt.

Ech mengen a bleiwen der Meenung, onofhängeg vun där Opposition formelle vum Statsrot, datt d'CSSF dat richtegt Organ als Iwwerwaachungsbehörde vun der Finanzplaz ass. Déi muss esou e System iwwerkucken, esou e System organiséieren, an datt dee System, wéi en haut besteet, net méi den Ufuerderungen, déi kënne gestallt ginn an enger Krisesituatioun, gerecht ginn.

Duerfir mengen ech, datt de Wee, fir dat bei d'CSSF ze leeden, e richtege wär. Iwwert d'juristesch Formen, wéi een dat mécht, doriwwer kann een diskutéieren. Mä dat gëtt d'Aufgab vum nächste Parlament. Mä ech wëll soen, datt dës Regierung, esou laang wéi se am Amt ass, un deem Projet weider wäert schaffen an datt déi nächst do e Projet wäert ierwen, dee schonn zu 90% fäerdeg ass, wa se dann am Juni oder Juli an d'Amt kënnt.

Domat géif ech wëlle Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, déi dëse Projet hei kritt. Merci och dem Rapporteur Lucien Thiel. Merci awer och all de Kolleege vun der Finanzkommissioun, dem President Laurent Mosar, déi op eng ganz effikass Aart a Weis mat eis, déi zoustänneg waren an dëse Jore fir d'Finanzplaz, déi op eng ganz effikass Aart a Weis dës Projete schnell iwwert d'Bühn bruecht hunn.

Et gëtt oft gesot, Lëtzebuerg wär net schnell. Grad am Beräich vun der Finanzplaz hu mer iwwert all déi Jore gewisen, datt mer séier Gesetzgebunge kënne maachen. An dat huet vill zu der staarker Entwécklung vun där Finanzplaz an deene leschte Jore bäigedroen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

12. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Mir stëmmen elo of. Fir d'éischt iwwert de Projet de loi 6011A, d'Ofännerung vun der Statskontabilitéit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ee Moment nach. Voilà. D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

13. 6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet 6011B iwwert de Finanzsecteur.

Vote sur l'ensemble du projet de loi

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

14. 6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État (suite)

Mir hunn dann nach d'Resolutioun an d'Motioun, déi d'Madame Flesch déposéiert huet.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun, déi ass vun alle Gruppen a Sensibilitéiten ënnerschriwwen. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass déi ekrasant Majoritéit. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Résolution 1

D'Resolutioun kënne mer och par main levée ofstëmmen.

Vote

Ech bieden ëm Handzeechen.

Och hei ass et eng ganz grouss Majoritéit, déi mat där Resolutioun d'accord ass.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod. Et ass d'Ofännerung vum Code du Travail an den honorabelen Här Ali Kaes ass hei de Rapporteur.

15. 6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, ass eben, wéi de President dat scho gesot huet, de leschte Projet an der Legislaturperiod, awer och de leschte Projet vum Krisepackage vun der Regierung an ännert a sech fir déi zweete Kéier innerhalb vun nëmmen e puer Méint de legale Kader vum Chômage partiel of.

Ech wëll a sech drun erënneren, dass mer déi deementspriechend Gesetzgebung eréischt de 17. Februar vun dësem Joer als Antikrisemoossnam séier un d'Realitéit an d'Besoinë vum jëtzegen Aarbechtsmaart ugepasst hunn.

Um Enn vum leschte Joer hunn ëmmer méi Betriber Problemer kritt. Och méi grouss Betriber waren derbäi an hunn op Kuerzaarbecht zréckgegraff. 2009 huet sech a sech dës Situatioun nach zougespëtzt. Dëst huet, wéi schonns gesot, zu där éischter Adaptatioun vun der Gesetzgebung iwwert d'Kuerzaabecht gefouert.

Här President, a Krisenzäite wéi dësen ännert d'Situatioun um Aarbechtsmaart vill méi séier wéi et eis léif ass. Mir musse feststellen, dass d'Zuel vun de Betriber mat Schwieregkeeten net nëmme weider zouhëlt, mä datt dat neit Instrument „Kuerzaarbecht" a sech net duergeet, fir an den nächste Méint an dëse Betriber d'Entloossungen ze verhënneren.

Fir de Mee hunn 147 Betriber beim Konjunkturcomité eng Demande gemaach fir kënne kuerz ze schaffen, 119 sinn accordéiert ginn. Betraff sinn hei ronn 10.000 Leit. Den Aarbechtsminister geet awer dervun aus, dass sech d'Zuel vu Kuerzaarbechter an deenen nächste Méint an dëse Gréisstenuerdnunge wäert apendelen.

Här President, dës 10.000 Salariéen an hir Famille musse kucken, dass se mat manner Akommes iwwert d'Ronne kommen. Gläichzäiteg muss een awer och soen, dass dës 10.000 schaffend Leit dank dem Chômage partiel net entlooss ginn. De Chômage partiel ass jo e Mëttel, fir kuerz- respektiv mëttelfristeg d'Aarbechtsplazen ze halen. E verhënnert, dass et zu Entloossungen aus konjunkturelle Grënn hei am Land kënnt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass och wichteg, nach eng Kéier ze rappeléieren, dass déi Betriber, déi Kuerzaarbecht aus konjunkturelle Grënn accordéiert kréien, a sech keng Entloossunge virhuelen däerfen. Kuerzaarbecht ass am Interesse vun eise Betriber an awer och am Interesse vun hire Beschäftegten.

Mir duerfen awer derbäi net vergiessen, datt d'Kuerzaarbecht fir vill Leit, obwuel et eng Hëllef ass, e groussen Akommesverloscht duerstellt an et duerfir och keng Solutioun à long terme kann duerstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net nach eng Kéier am Detail déi Dispositioune rappeléieren, déi mer duerch d'Gesetz vum 17. Februar 2009 ëmgeännert hunn. Dat kënnt Der a sech am exzellente schréftleche Rapport vu mengem Fraktiounskolleeg a perséinleche Kolleeg, dem Marc Spautz noliesen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Just fir de Rappel: Den Artikel 2 vun dësem Gesetz gesäit vir, dass och bei strukturelle Problemer fir d'Joer 2009 déi éischt 16 Stonne vun der Kuerzaarbecht vum Stat iwwerholl ginn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…ënnert der Konditioun, dass e Plan de maintien dans l'emploi am Betrib ofgehandelt gëtt. Dës Dispositioun gëllt mam virleiende Projet de loi och fir d'Joer 2010.

(Brouhaha)

En anere Punkt betrëfft den Artikel 3 vum Gesetz vum 17. Februar.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif awer bieden hei, wann ech gelift. E wéineg Gedold nach!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- An dësem Artikel gouf d'Referenzperiod fir de Chômage partiel am Joer 2009 op zwielef Méint festgeluecht an d'Limite vu 50% vun der gesamter Aarbechtszäit pro Mount konnt a sech iwwerschratt ginn a bis zu 100% goen. Dat heescht, et konnt een e ganze Mount laang am Chômage partiel sinn, wat vu verschiddene Betriber dann och an Usproch geholl ginn ass. De Maximum vu Kuerzaarbecht pro Joer ass awer op d'Zäit vun dräi Méint begrenzt ginn, konnt awer op déi zwielef Méint zu ënnerschiddleche Prozentsätz geholl ginn. Dëst huet bei de Betriber méi Flexibilitéit eben am Fall vun der Kuerzaarbecht mat sech bruecht.

Den Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, gesäit éischtens vir, déi méi grouss Flexibilitéit dann och op 2010 auszedehnen, an zweetens fir 2009 an 2010 déi dräi Méint Chômage partiel pro Joer op maximum sechs Méint vun der gesamter jährlecher Aarbechtszäit ze erhéijen.

D'Ausweidung vun de grad genannten Dispositiounen op d'Joer 2010 ass e ganz wichtegt a staarkt Signal un all eis Betriber, well mer hinnen domadder kloer vermëttelen, dass mer hinnen an deene schwieregen Zäiten de Réck stäipen, bis eben d'Konjunktur erëm d'Kéier kritt.

Dës zousätzlech Mesure vun de sechs Méint kascht de Stat zousätzlech ronn 10 Milliounen Euro pro Mount mat der Zuel vu Leit, déi haut vun der Kuerzaarbecht betraff sinn.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat si vill Suen. Mä ouni d'Instrument vun der Kuerzaarbecht géif de Stat nach vill méi Problemer kréien, an dat net nëmmen um finanzielle Plang; och d'sozial Kohesioun géif sécherlech Rëss kréien.

En drëtten neie Punkt, deen an dësem Projet de loi virgesi war, ass vum Statsrot a sengem Avis vum 31. Mäerz 2009 gekippt ginn. Konkret sollt d'Regierung mam Avis vum Comité de conjoncture d'Méiglechkeet kréien, séier déi temporaire Limite vun der Kuerzaarbecht am Fall vu konjunkturelle Problemer auszedehnen an unzepassen, wann d'Situatioun an der Wirtschaft sech nach géif verschlechteren. Doduerch hätt d'Regierung sech e Moyen ginn, fir während de Joren 2009 an 2010 d'Period vun der Indemnisatioun vun der Kuerzaarbecht iwwert déi sechs Méint eraus auszeweiden.

De Statsrot huet sech dogéint formell opposéiert, well dës Dispositioun a sech géint d'Verfassung verstéisst. Op där anerer Säit versteet de Statsrot awer d'Suerg vun der Regierung a proposéiert dofir, am Artikel 3 de Passus „correspondant à six mois de l'année en cours" ze sträichen. D'Eraushuele vun der Referenz vun de sechs Méint gëtt der Regierung deen néidege Spillraum, fir d'Period vun der Kuerzaarbecht an de Joren 2009 an 2010 esou unzepassen, wéi déi ekonomesch a sozial Gegebenheeten dat ebe verlaangen. D'Beschäftegungskommissioun vun der Chamber huet a senger Sëtzung vum 28. Abrëll 2009 selbstverständlech d'Propositioun vum Statsrot ugeholl.

De Projet gouf och vu véier Beruffskummere positiv aviséiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet gouf unanime an der Chamberkommissioun ugeholl an ech si frou, datt mer an der leschter Ligne droite dëse Projet nach gestëmmt kréien, mat all deenen anere Projeten, fir der Kris ze begéinen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mer mat dësem Gesetz ville Betriber an hire Mataarbechter entscheedend hëllefen, fir duerch den Tunnel vun der Kris ze kommen, a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den honorabelen Här Marc Spautz huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, léif Frënn, d'Ännerung vum Artikel 511-12 vum Code du Travail, wou den Ali Kaes elo grad ënnerstrach huet, ass e wichtegt an eng ganz wichteg Gesetzesännerung grad elo an der Kris, wou mer gëschter an haut jo déi eenzel Moossname vun den eenzelne Packagen ëmsetzen.

Iwwer 10.000 Leit sinn de Moment an der Kuerzaarbecht an dofir ass et och wichteg, an et ass ze fäerten, dass der nach méi wéi 10.000 wäerten derbäikommen. An et ass awer wichteg, dass mer déi Leit a Beschäftegung behalen. Et däerf een awer gläichzäiteg och net vergiessen, dass et fir déi Leit heiansdo ganz schwiereg ass, wa se nëmmen nach 80% vun hirem Salaire kréien. Den Ali Kaes huet déi Ännerungen eng Kéier ënnerstrach. Mä et ass awer och wichteg, an et gëtt een ëmmer erëm gefrot: „D'Regierung huet dach deklaréiert: Wou sinn déi 90%?" An: „Déi stinn a kengem Gesetz."

An déi kënnen och a kengem Gesetz stoen, well déi 90%, déi ginn iwwer Reglement festgehalen, mat der Formatioun, an dofir ass et och wichteg, dat eng Kéier ze ënnersträichen, dass dat net d'Gesetz ass, dat dat festhält, d'Héicht, mä dass dat e Règlement grand-ducal ass, dat festhält, dass et déi 90% ginn.

An et ass och gläichzäiteg wichteg, wa mer schwätze vun där Formatioun, dass och an där Formatioun, wou déi 90% da geschëlt sinn, dass mer och do all Hiewel a Bewegung setzen, dass mer deene Leit, deenen 10.000, déi et de Moment sinn, och eng Formatioun kënnen ubidden. Awer net eng Formatioun, nëmmen der Formatioun wegen, mä dass mer eng Formatioun deene Leit kënne ginn, fir dass se méi Chancen hunn, duerno um Aarbechtsmaart, wann d'Relance kënnt, fir duerno eng Chance ze hunn, um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen. Dofir wollt ech mer nach eng Kéier erlaben, dat kuerz ze ënnersträichen.

Et muss een och ënnersträichen, dass bei der Kuerzaarbecht festgestallt gëtt, dass heiansdo a verschidden Deeldivisioune vu Betriber Kuerzaarbecht gemaach gëtt, wou do Leit heemgeschéckt ginn, an da kënnt et awer zu Transferten, fir déi Aarbecht ze maache vun deene Leit, déi soss an der Kuerzaarbecht sinn. Dass dat och net geet... Ech mengen dofir wier et gutt, wann de Minister dee Message och nach eng Kéier géif soen - dass wann een an engem Betrib, an enger Firma Kuerzaarbecht mécht, an engem Service deen d'Autorisatioun dofir kritt huet, dass een dann herno net kann, wann een déi Leit heemgeschéckt huet, anerer aus dem Betrib huele fir déi Aarbecht ze maachen,- dass dat net geet an dass dat och net korrekt ass.

An idem ass et, dass Betriber déi zwee, dräi Méint a Kuerzaarbecht waren, elo op eemol erëm Produktioun kritt hunn an dann op Interimsfirmen zréckgräifen, dass dat net seriö ass, mä dass een do den Appel muss maache vun dëser Säit aus, dass déi da vläicht mat deene Betriber, déi a Kuerzaarbecht sinn, schwätze fir e Prêt temporaire de main-d'œuvre ze maachen an net op auslännesch Interimsfirmen zréckgräifen.

Ech mengen, dass et wichteg wier, dass och dat nach eng Kéier ënnerstrach gëtt, éischtens, dat vun deenen 90% bei der Formatioun, dass dat net am Gesetz steet mä an engem Règlement grand-ducal, an dass awer och, zweetens, déi Kontrolle misste gemaach ginn.

Ech wëll awer dann och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem President vun der Beschäftegungskommissioun Merci ze soe fir déi fënnef Joer wou ech elo d'Chance hat derbäi ze sinn - et sinn aner Kolleegen déi méi laang derbäi sinn -, an och dem Vizepresident, dat eent ass de John Castegnaro

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu

an dat anert de Marcel Glesener, fir deen Asatz dee se bruecht hunn, fir dass mer konnten all déi Projeten nach an deenen Délaien duerchkréien. Ech wënschen deenen zwee vun dëser Plaz aus „bonne chance“. Si zwee hunn d'Décisioun geholl vu sech aus doheem ze bleiwen, an da loosse mer emol kucken, Rendez-vous de 7. Juni, wie vun eis dann nach hei ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Ali Kaes, Merci soe fir deen detailléierte schréftlechen an informative mëndleche Rapport, deen hien zu dësem Projet de loi gemaach huet. Et gëtt zu Recht gesot, datt aussergewéinlech Situatiounen aussergewéinlech Reaktioune verlaangen. Dëst gëllt a ville Beräicher, mä virun allem awer och an der Politik.

Mir sinn, an dat wäert kee wëlle bestreiden, de Moment an enger fir Lëtzebuerg méi wéi aussergewéinlecher Situatioun. No jorelaangem wirtschaftleche Wuesstem mat deels Tauxen, mat deene mir un der Spëtzt vum Wuesstem an Europa louchen, ass déi global Finanz- a Wirtschaftskris och zu Lëtzebuerg, an domadder um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ukomm. Et stinn eis wirtschaftlech schwiereg Zäiten an d'Haus. Vu Wuesstem ass net méi ze schwätzen. De Chômage wäert op fir Lëtzebuerg onbekannten Ausmoosse klammen, an d'Vertraue vun de Leit an eis Ekonomie, an eise Wirtschaftssystem leit dorënner.

An deene kommende Jore wäert et drëm goen, fir fir all Aarbechtsplaz ze kämpfen. Dëst wäert net ëmmer einfach sinn, och well verschidden Entreprisen dës Kris wäerten ausnotzen, fir Personal ofzebauen. Et mussen dofir all Moyenen aktivéiert ginn, fir den „worst case“ fir déi Betraffen ze verhënneren. Hei ka Lëtzebuerg ënner Beweis stellen, ob seng Kriseninstrumenter esou Situatioune gewuess sinn, oder awer ob ee se net muss punktuell adaptéieren, esou wéi dat an dësem Fall, iwwregens schonn eng zweete Kéier, mam Chômage partiel geschitt.

Här President, rezent Ëmfroen hu gewisen, datt d'Wirtschaftskris an hir Konsequenzen de Moment dee wichtegste Sujet fir vill Leit duerstellt. Et ass net verwonnerlech, datt an dësen Zäite sech vill Leit Suergen ëm hir Aarbechtsplaz maachen. Dës Angscht sëtzt déif, ganz déif, bei ville Familljen. De Chômage, dee bis elo net onbedéngt ee Problem vun der Mëttelschicht war, riskéiert elo och dës Deeler vun eiser Gesellschaft ze treffen.

De leschten Zuele vum Konjunkturcomité no waren am Mäerz 12.860 Leit zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht. Dëst sinn iwwer 35% méi wéi am Mäerz 2008. 119 Betriber kruten d'Kuerzaarbecht accordéiert, wat d'Zuel vun de Leit, déi vun dëser Mesure betraff sinn, op knapp 10.000 klamme gedoen huet. 10.000 Leit déi kuerzschaffen, dat sinn 10.000 Familljen déi mat manner Akommes mussen auskommen, déi musse spueren, déi manner konsuméieren, déi vläicht de Prêt op hiert Haus net kënnen zréckbezuelen. Dëst sinn Zuelen, wéi mer se zu Lëtzebuerg quasi nach ni kannt hunn, an och net dozou bäidroe wäerten d'Vertraue vun de Leit an hir Zukunft ze verstäerken.

Här President, am Februar huet den LCGB-President, dee jo iwwregens och Kandidat fir d'CSV bei de Chamberwahlen ass, gemengt, datt Lëtzebuerg kee richtege Krisemanager hätt. Dës Aschätzung kënne mer duerchaus deelen. Amplaz d'Warnunge vun der Ausweitung vun der Finanzkris op d'Realwirtschaft eescht ze huelen, huet d'Regierung, mat un hirer Spëtzt de Premierminister, méintelaang esou gemaach wéi wann d'Kris Lëtzebuerg net géif erfaassen. Wéi dëst dunn awer de Fall war, gouf séier een Antikrisepaquet zesummegeschoustert, deen dësen Numm awer nëmmen deelweis verdéngt, well en zu engem groussen Deel Mesuren enthält iwwert déi scho jorelaang diskutéiert gëtt, respektiv déi scho laang virun der Kris hätte kënnen ëmgesat ginn.

Här President, wann een de Prognose vu verschiddenen internationalen Organisatiounen däerf gleewen, dann hu mer d'Pointe vum Chômage nach laang net erreecht a wäerte musse mat 16 bis 17.000 Chômeure rechnen. Zuelen, wéi mer se nach ni virdru kannt hunn.

Mat deem virleiende Projet soll d'Indemnitéit vun der Kuerzaarbecht vun 80 op 90% eropgesat ginn. Dëst ass eng Mesure, déi mir als Demokratesch Partei ausdrécklech begréissen. Et ass richteg an dësem Fall op eng Weiderbildung vun de Leit ze setzen. Eist iewescht Zil muss et sinn, fir no der Kris besser do ze stoe wéi virdrun. Mir mussen alles dru setzen, datt d'Employabilitéit vun de Leit no der Kris besser ass wéi virdrun, well mer wëssen, datt den niddrege Formatiounsniveau ee vun den Haaptproblemer um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ass. D'Weiderbildung vun de Leit an den Entreprisen ass dobäi ee wichtegt Stéck vum Puzzle.

Och wa mir dës Mesuren, wéi gesot, richteg fannen an och ënnerstëtzen, esou bleiwen dach awer an eisen Aen eng Rei vu Froen op: Wéini sollen déi concernéiert Leit forméiert ginn? A wat fir engen Institutiounen a vu wat fir engem Personal? Wat fir eng Formatioune kënnen, sollen a wäerten ugebuede ginn? Kënne mer déi néideg Formatiounen iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg ubidden?

Mir wëssen, datt scho virun der Kris eis Ausa Weiderbildungscapacitéiten oft genuch un hir Grenze gestouss sinn. Et ass schéin a gutt d'Indemnitéit vun der Kuerzaarbecht am Fall vun enger Formatioun eropzesetzen, mä domadder ass an däerf et awer net eriwwer sinn. Wann een esou eng Mesure hélt, muss een och derfir suergen, datt een de Kader schaaft, datt dës Mesuren och an d'Realitéit kënnen ëmgesat ginn. An hei ass et, wou eiser Meenung no d'Kromm an der Heck läit. Mir sinn hei méi wéi skeptesch, datt ee groussen Deel vun de concernéierte Leit wierklech vun dëser Mesure ka profitéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ännert näischt drun, datt mer a wichtege Betriber vum Wirtschaftsliewen d'Kris mat Kuerzaarbecht mussen iwwerbrécken. Léiwer Kuerzaarbecht wéi iwwerhaapt keng Aarbecht. Et ass jiddefalls eng intelligent Approche fir d'Leit an de Betriber ze loossen. Esou kënnen d'Betriber, wann d'Ekonomie sech erholl huet, direkt nees mat erfuerenem, gutt ausgebiltem a qualifizéiertem Personal duerchstarten a méi schnell reagéiere wéi eng eventuell auslännesch Konkurrenz.

Här President, och wa vill Leit sech Suergen ëm hir Aarbechtsplaz maachen, ass et dach awer esou, datt de Gros vun der Bevölkerung bis elo nach kaum direkt vun der Kris betraff ass. Déi Leit awer, déi zum Beispill op der Goodyear oder bei DuPont oder an engem anere concernéierte Betrib schaffen a vun der Kuerzaarbecht direkt betraff sinn, spiere wat et heescht, datt mir wirtschaftlech turbulent Zäiten duerchliewen.

Akommesverloschter vu 500 Euro stécht een net einfach esou ewech. Et deet wéi, wann dës Suen um Enn vum Mount feelen. Dës Leit hunn Angscht virun der Précaritéit. Vill vun deene betraffene Leit sinn de Moment a kenger beneidenswäerter Situatioun. Besonnesch déi, déi eréischt an deene leschte Joren an en eegent Heem investéiert hunn, an dat mat wéineg Eegekapital, meeschtens enk gerechent wat d'Mensualitéiten ubelaangt. Hei kënnen och falend Zënstauxen net an alle Situatiounen zu enger Entlaaschtung féieren.

D'Situatioun op der Goodyear trëfft den Norden, a besonnesch den Nordstadraum. D'Goodyear ass hei dee gréissten Arbeitgeber an de Gros vun de Leit, déi an engem Salariatsverhältnis sinn, hunn hir Schaff op der Goodyear. Alles wat ech iwwert d'Goodyear gesot hunn, trëfft natierlech och op déi méi wéi 100 aner Betriber mat knapp 10.000 concernéierte Salariéen zou, déi de Moment gezwonge sinn op d'Instrument vun der Kuerzaarbecht zréckzegräifen.

Här President, d'Politik, a besonnesch d'Politik an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg kann net alles maachen, fir d'Effete vun enger weltwäiter Kris ofzefiederen. Dat däerf eis awer net dovunner ofhalen, fir alles, wat d'Politik an dëse Krisenzäite ka maachen, an d'Weeër ze leeden. D'Demokratesch Partei ass sech dëser Verantwortung bewosst. Aus deem Grond wäert meng Fraktioun och hiren Accord zu deem virleienden Text ginn.

Ofschléissend wëll ech och nach am Numm vun der DP-Fraktioun dem Kolleeg Marcel Glesener Merci soe fir déi flott, agréabel, konstruktiv an dynamesch Aart a Weis, wéi hien d'Sëtzunge vun eiser Kommissioun geleet huet. Déiselwecht Wënsch vu Merci ginn natierlech och un de Vizepresident vun der Kommissioun, de John Castegnaro.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Den Ofschloss!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Da kriit den honorabelen Här John Castegnaro d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass seng lescht Ried. Ech wëll domat Är Gedold haut eng leschte Kéier beanspruchen a strapazéieren a versichen, fir eng Kéier méi kuerz ze sinn, wat mer awer bal ni geléngt, wat ech selwer zouginn.

Ech wëll awer direkt dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass ausféierlech op déi Ännerungen agaangen, déi mer mat deem Projet de loi do virhuelen an déi sech opdrängen opgrond vun der Situatioun um Aarbechtsmaart an an der Ekonomie, esou wéi se vu menge Virriedner de Mëtten hei schonn ëmschriwwe ginn ass.

Ech wëll just drun erënneren, dass ech de 17. Februar, wéi mer d'Debatt iwwert deen éischte Projet de loi haten, a menger Interventioun gesot hunn, datt ech et eigentlech net géif gutt fannen, dass mer et op e Joer géife beschränken, mä et direkt hätt sollte fir méi laang virgesi ginn. Mä gutt, besser spéit wéi ni.

Une voix.- Ech hunn lech awer nogelauschtert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Merci. An ech géif soen, dee positiven Effet ass, dass mer elo konnte vun enger gewëssener Erfahrung profitéieren a mer duerfir an deem neie Projet de loi - an dat begréisse mer - konnten nei Saache mat abannen, déi mat Sécherheet souwuel de Betriber wéi de Mënschen, déi betraff sinn, entgéintkommen.

Ech wëll elo scho profitéieren, fir Merci fir d'Mercien ze soen dem Kolleeg Marc Spautz, och dem Fernand Etgen fir déi léif Wierder. Ech selwer wëll och de Marcel Glesener net vergiessen a meng Unerkennung ausschwätzen. Ech mengen, mir hu jorzéngtelaang zesumme geschafft. Mir hunn och hei fënnef Joer gehat, wou mer et fäerdeg bruecht hu gutt eens ze ginn.

Ech wëll just nach eng Kéier och drop hiweisen, obwuel et elo zënter gëschter oft widderholl ginn ass an och schonn de Mëtten, wat fir eng Bedeitung vill vun deene Gesetzer fir d'Betriber a besonnesch fir déi Beschäftegt an de Betriber hunn.

Ech wëll den Akzent elo speziell op deen Deel Formatioun leeën, Fräistellung duerch Chômage partiel engersäits, an déi Fräistellung sënnvoll notze fir eng Weiderbildung oder eng Ausbildung. Dat ass gutt fir déi Betraffen. Dat ass och gutt fir d'Betriber. Et ass drop higewise ginn, an et ass och gëschter gesot ginn, dass bei enger Reprise dat mat Sécherheet e gudden Investissement ass, dee jiddwerengem zegutt kënnt.

Ech wëll awer och ënnersträichen - nach eng Kéier ënnersträichen -, dass een net vergiesse soll, dass mer mat deene Mesuren hei natierlech d'Leit an der Aarbecht behalen, statt deen einfache Wee vun der Entloossung ze goen. Mä et muss ee soen, an et däerf een net vergiessen, dass déi Formel hei, déi ouni Zweifel déi besser ass, verbonnen ass mat engem Verloscht un Akommes, an dass e Verloscht un Akommes fir vill Leit och bedeit e Verloscht u Kafkraaft an e Verloscht u Liewensqualitéit, wou se ageschränkt ginn; wat mat Sécherheet zur Belaaschtung vun de betraffene Famillje wäert féieren.

Däerf ech drun erënneren, dass meng Partei, d'LSAP, an enger Pressekonferenz den 10. Mäerz dëst Joer de Virschlag ënnerbreet hat, dass ee sollt op 100% goen, do wou Formatiounen ugebuede ginn, an op 90% fir déi, déi dat net géife maachen. Dat ass net zréckbehale ginn.

Mä, a mäi Frënd a Kolleeg de Marc Spautz huet dat hei de Mëtte gesot - an ech wëll dat ënnersträichen -, dass et iwwer e Règlement grand-ducal duerchaus méiglech ass, déi positiv Veränneru virzehuelen. Ech hunn dat bal wéi eng Ënnerstëtzung emfonnt, dass en deen Hiweis ausdrécklech de Mëtte gemaach huet. An ech géif mer wënschen, dass en op oppen Ouere fält, wann ee weess, dass ebe Leit hei awer Akommesverloschter hunn, déi mat der Zäit ëmmer méi héich ginn, well d'Moyenne vun de Paien, op deenen de Chômage partiel berechent gëtt, erofgeet, also et ëmmer méi e groussen Akommesverloscht gëtt.

Ech wëll awer och eindringlech drop hiweisen, dass all Betraffenen - Mann oder Fra -, deen an de Chômage partiel geréit, en Usproch op Formatioun huet an hu muss, an dass en also an deem Sënn och muss mobiliséiert ginn, fir dass dat noutwendegt Ugebuet u Formatiounen zur Verfügung steet an dass mer fir jiddwereen en Ausbildungsträger am Betrib oder ausserhalb vum Betrib fannen, dass mer also sécherstellen, dass mer net nëmmen eppes an e Gesetz an a Reglementer schreiwen, mä dass et och an der Praxis kann ëmgesat ginn.

An dann hätt ech eng Fro un den Aarbechts- a Beschäftegungsminister, dee jo Gestionnaire vun deem Ganzen ass: Wann déi, déi da wëllen eng Formatioun maachen, déi Geleeënheet awer net kréien, well se keng Méiglechkeet fannen, kee Formateur fannen, ginn déi da penaliséiert, bleiwen déi dann op den 80% hänken, obwuel se wollten an domat hätte kënnen 90% kréien? Do wär de Wonsch, deen awer vun enger grousszügeger Ausleeung vun engem Auswee, fir deene Leit entgéintzekommen. Si si jo net schëlleg am Endeffekt, wa se d'Formatioun net kréien, obwuel se se eigentlech wollte maachen.

Wann ech da scho bei där Pressekonferenz vum 10. Mäerz sinn, wëll ech drop hiweisen, dass meng Partei och drop higewisen huet, dass d'Leeschtunge vun der ADEM missten an den nächste Méint net nëmmen erhale ginn an der Héicht an an der Zäit, mä dass ee sech muss dru gi se ze iwwerpréifen op selektiv Verbesserungen, jo Erhéijungen a Verlängerungen, fir deem ze begéinen, wat de Mëtten hei besonnesch vu mengem Virriedner ugedeit ginn ass, dass mer do an eng Katastroph kéinten erageroden.

Bon, eng Beschäftegungskatastroph, Kolleeginnen a Kolleegen, ka sech net um Bockel vun deenen, déi am mannste schëlleg un esou enger Katastroph sinn, ausdroen. Dat géif bedeiten, dass et zu ëmmer méi sozialen Härtefäll géif kommen, an dat ass jo net am Sënn vun eis alleguer. Ech géif et aneschters wëlle formuléieren: Mir hate finanziell Mëttel, fir Banken ze retten, mir hu finanziell Mëttel zur Verfügung, fir Betriber ze ënnerstëtzen, a mir missten och genügend finanziell Mëttel hunn, fir ze verhënneren, dass mer an esou eng sozial Situatioun vun Härtefäll duerch Chômage bedéngt géifen erageroden.

Mat Sécherheet, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et esou, dass dat nächst Parlament - an dat ass scho geschwënn - virrangeg d'grondleegend Reform vun der ADEM muss virhuelen. Well wa mer d'Gefor vun der Massenaarbechtslosegkeet haut un d'Mauer molen an e Risiko an deem Sënn och besteet, a wann de Chômage partiel weider zouhëlt, a wa Mesurë wéi de Maintien dans l'emploi, wat eng gutt Mesure erëm ass, weider zouhuelen, da muss déi ADEM an och de Ministère an der Lag sinn, fir dat optimal ze géréieren am Interessi vun de Betraffenen.

Ech soen et och duerfir an alles, wat ech virdru gesot hunn, dass et jo och ëm d'sozial Eenheet an dësem Land geet. Well méi Chômage, méi Chômage partiel, méi Précaritéit, manner Kafkraaft, alles dat, léif Frënn, provozéiert jo och Negatives, provozéiert Broutneid, provozéiert, dass mer a Situatioune kéinte geroden, wou déi, déi Aarbecht hunn, Sträit kréie mat deenen, déi keng hunn, oder ëmgedréint, provozéiert Situatioune wou de Privatsecteur, deen net déi Garantien huet wéi den öffentleche Secteur unenee kéinte geroden, provozéiert Situatioune vu Friemefeindlechkeet, vu Rassenhaass à la rigueur tëschent deenen, déi hunn an net hunn, a kéint dozou féieren, dass Lëtzebuerger, Net-Lëtzebuerger a Frontaliere géifen uneneegeroden. Dat géif e Gruef an eis Gesellschaft schëppen, dee mer guer net sollen entstoe loossen. Ëmsou méi, léif Frënn, well mer Jorzéngte gebraucht hunn, fir Grief, déi bestanen hunn, zouzeschëppen, zouzetippen.

An duerfir hu Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, an déi sougenannte Krisegesetzer, déi mer an deene leschte Stonne gestëmmt hunn, schonn hire Sënn. Et geet jo dorëm, weider ze mobiliséieren, all Kräften, all finanziell Mëttel ze mobiliséieren, mam Virrang un d'Mënschlechkeet. Well hannert all deem am Endeffekt ëmmer nëmme Mënsche stinn, déi, obwuel net schëlleg, awer déi sinn, déi am stäerkste betraff sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et wier e Wonsch, deen ech wéilt äusseren - an erlaabt mer, fir dat ze soen: Mir mussen alles doru setzen, fir dass dee Modell Lëtzebuerg, iwwert dee mer houfreg sinn, eis erhale bleift. Mir mussen alles doru setzen, dass mer an dësem Land weiderhin en éierlechen an intensive Sozialdialog behalen. Dat ass net ëmmer einfach. Do gëtt et Héichten an Déiften. Mä de Wëlle muss do sinn, fir zesummen ze schwätzen, fir zesumme Léisungen ze fannen.

Eng Stäerkt vun dësem klenge Land, léif Frënn, an dat ass an aneren Zesummenhäng och schonn hei op der Tribün gesot ginn, ass déi vun deem Dialog, ass déi vun deem Modell, dee mer hunn. Mir sollten ni vergiessen, dass ganz vill Leit am Ausland eis fir eis Aart a Weis beneiden, eis fir eise Modell beneiden a frou wieren, eppes Ähnleches ze hunn.

Mir kënnen eis an dësem Land keng Beschäftegungs- a keng Sozialkatastroph leeschten. Mir hunn, an ech wëll et ëmmer erëm soen, vill Moyenen, fir dës ze verhënneren.

Schlussendlech hu mer besonnesch eng Stäerkt - deen, vun deem mer ëmmer bewisen hunn, dass e fonctionnéiert -, de gesonde Mënscheverstand an och déi national Solidaritéit.

Erlaabt mer, Här President, zum Schluss Merci ze soe fir fënnef interessant Joren an dësem Haus an och am Ëmfeld vun dësem Haus. Et war net ëmmer einfach, et war souguer heiansdo ganz schwiereg, an ech verstoppen net, fir en - naja - en agefleeschtene Syndikalist mat Sécherheet net esou onbedéngt einfach, sech an d'Disziplin…

(Hilarité et interruption)

…vun der Politik a vun de Regele vun esou engem Haus anzegewinnen,…

(Interruption)

…mä, wann ee selwer disziplinéiert war a fir Disziplin gesuergt huet, da fält et engem net schwéier, nozelauschteren an net ze ënnerbriechen.

(Hilarité)

Et fält engem net schwéier, dat matzedroen, wat dann awer d'Majoritéit respektiv d'Koalitiouns- a Regierungsprogrammer décidéiert hunn, och wann een dann op d'Zänn muss bäissen oft a wann een heiansdo muss zréckstiechen, wann ee gesäit, dass et ëm villes, ëm dat Ganzt geet.

Léif Frënn, erlaabt mer ervirzesträichen, dass ech houfreg sinn, u Reforme wéi dem Code du Travail deelgeholl ze hunn. Ech hunn als jonke Gewerkschaftler hei jorzéngtelaang als Gewerkschaftler bal all Ried ugefaangen, dass mer d'Codificatioun vum Aarbechtsrecht misste kréien.

Ganz houfreg iwwert de Statut unique. Fir een, deen d'Einheitsgewerkschaft ëmmer nach wëllt realiséieren, ass de Statut unique eng formidabel Viraussetzung.

Houfreg och doriwwer, un der ITM-Reform matgeschafft ze hunn, un de Schoulgesetzer, un der Beruffsausbildung, um 5144, obwuel mer d'Économie solidaire - d'Base légale - nach ëmmer feelt, déi haut méi wéi jee wichteg ass, mä den 5144 ka scho munches bewegen.

An un anere wichtege Gesetzer, déi dëst Parlament unanime oder nom Spill vun der Majoritéit an der Oppositioun gestëmmt huet, mä déi ëmmer - an dat soen ech och -, ëmmer am Interessi vun dësem Land a vu senge Leit waren.

Et gëtt een ëm vill Erfahrunge méi räich, wann een hei sëtzt. Et gëtt een net méi domm. Am Contraire.

(Interruption)

An ech wëll eppes anescht ervirsträichen, perséinlech. Et kritt ee ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen, déi een esou net kannt huet, déi een dann hei kenne léiert, mä et kritt een och nei Frënn dobäi hei am Héijen Haus, mä och ëm dat Héicht Haus erëm: Mataarbechter, déi hei déi immens vill Aarbecht leeschten an immens Gentillesse un den Dag leeën an der Chamber, an der Fraktioun an anerwäerts. Alles dat war et wäert, et matgelieft ze hunn.

Ech wëll Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht; ech wëll Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech weess, dass dat net ëmmer einfach fält, besonnesch, wann een eng haart Stëmm huet. Mä déi huet een an déi kritt een och net geännert. Mä den Avantage vun der haarder Stëmm ass, dass Der ëmmer gutt nolauschtert. An dat ass eleng derwäert, dass déi, déi manner haart schwätzen, sech fir déi nächst Sessioun Coursë ginn, fir déi haart Stëmm dann och ze kréien.

Ech wëll all deenen, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Kandidatin a Kandidat sinn, dat Bescht wënschen, a wëll all deenen, déi décidéiert hunn, Pensionär ze ginn, och bonne chance wënschen. Mir hunn et alleguer verdéngt.

Merci alleguer.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Domadder si mer um Enn vun den Diskussiounen.

(Interruption)

Ah, pardon, d'Wuert huet elo den Här Jaerling.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dir wäert awer keng Abschiedsried halen?!

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Gira, ech muss lech enttäuschen: Ech kommen erëm.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn näischt dergéint.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, erlaabt mer awer och, engem gudde President an engem gudde Vizepresident, awer besonnesch zwee grousse Gewerkschaftler Merci ze soen, dass ech d'Éier konnt hunn, mat hinne während deene fënnef Joer zesummenzeschaffen.

Ech mengen, mir waren an der Vergaangenheet als Gewerkschaftler net ëmmer enger Meenung, mä hei war dat ni de Fall an hei hu mer ëmmer zesumme versicht, dat Bescht fir d'Salariéen erauszeschloen.

Merci och dem Här Rapporteur fir dat Gesetz hei, well ech mengen, all Gesetz wat bäidréit zur Ofsécherung elo an dësen Zäite vum Personal, awer och vun de Betriber, ass e wichtegt Gesetz, an duerfir kann een dat nëmmen ënnerstëtzen.

Ech hoffen, dass d'Regierung oder d'Regierungsvertrieder haut mat de Fotografen, wou mer nach ëmmer net wëssen, wéi et mat deenen hirem Schicksal steet, och nach eng Léisung fannen, déi jiddwerengem Zefriddenheet gëtt a wou mer net elo an enger nächster Zukunft nach eng Kéier erëm mussen ëm 100 Aarbechtsplaze baangen.

Erlaabt mer awer ofschléissend nach mat Bedaueren hei zur Kenntnis ze huelen, dass awer d'Aussoe vun zwee preiseschen Tutebattien zu méi Gespréichsstoff hei am Land suerge wéi d'Suergen ëm déi schaffend Leit hei am Land.

A leider wëll ech och nach bedaueren, dass do och nach Spëtzepolitiker hei am Land mat schold dru sinn. Ech hoffen, ech hoffe ganz staark, dass nom 7. am Broochmount déi kollektiv Responsabilitéit erëm iwwerhand kritt, déi mer brauchen, fir gemeinsam dës Kris kënnen ze meeschteren, egal wien an der nächster Chamber hei sëtzt.

Ech soen lech op jidde Fall och Merci vu menger Säit aus fir déi gutt Zesummenaarbecht, awer och ganz besonnesch Merci dem Personal hei aus dem Haus, ouni dat ech ganz oft do gestanen hätt wéi dee leschte Fësch.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre… Här President, sot mer just, wéi vill Minutten ech hunn. Ech brauch der.

M. le Président.- Dir hutt eng Véierelstonn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech brauch der, well ech wollt e puer Saachen hei soen, déi ech net d'Geleeënheet hat, an der Chamberskommissioun ze soen, well mer d'Chamberskommissioun elo net méi konnten zesummeruffen.

Nämlech wollt ech, nodeem ech hei e bëssen iwwert d'Gesetz geschwat hunn, schwätzen iwwert déi Diskussioun, déi mer mat de Sozialpartner haten déi lescht Woch an eiser Beschäftegungsréunioun. Well mer do un enger ganzer Partie Froe schaffen - ech komme vum Schaffen aus dem Schoulministère heihinner -, déi Äntwerte solle ginn op eng ganz Partie Froen, déi Verschiddener vun lech elo hei opgeworf hunn. An ech mengen, et wär scho richteg, dass ech d'Chamber hei géif informéieren - wat ech eben net konnt maachen, wat ech normalerweis an der Chamberskommissioun gemaach hunn.

Elo wëll ech fir d'éischt ufänken, an der Chamberskommissioun Merci soe fir déi fënnef Joer gutt Aarbecht. Ech fänke beim President un, deen et fäerdeg bruecht huet, dass mer bal all Dënschdeg zesummekoumen, och fäerdeg bruecht huet, dass mer an enger immens flotter kollegialer Atmosphär geschafft hunn.

E President eleng kann dat net. Wann d'Memberen net wëlle mat esou schaffen, da geet et net. Jiddwereen huet hei matgeschafft. An ech kommen nach op d'Memberen zréck. Mä dem President emol en éischte Merci, fir dass mer wierklech e risege Programm bewältegt hunn am Aarbechtsrecht an an der Beschäftegungspolitik. An all Kéiers wann et erëm brenzleg gouf, an dat war et oft, hu mer eis stënterlech zesummegesat a mir hu versicht auszediskutéieren.

E Merci dem President an en Äddi, well en ophält. Natierlech geet dee Merci an deen Äddi och un de Vizepresident, de John Castegnaro. Et ass jo esou, dass ech souwuel de Marcel Glesener wéi de John Castegnaro net nëmmen als Deputéierte kennegeléiert hunn, mä eigentlech nach vill méi als Gewerkschaftler virdrun, an ech muss soen, dass ech wierklech eng grouss Frëndschaft mat deenen zwee hunn. An et deet mer leed, dass Der net méi derbäi sidd.

Ech hunn och doudsécher mat lech ëmmer gestridden an Dir mat mir. An déi Leit, déi mengen, ech hätt méi mam John Castegnaro gestridden, well en OGB-L-President gewiescht wär, wéi mam Marcel Glesener, well en LCGB-President war, déi leie falsch. Well e gudde Gewerkschaftler, dee streit ëmmer mat jiddwerengem. An dofir erreecht en och ganz vill.

An op där anerer Säit, an dat ass dat, wat mer an der Kommissioun gefall huet, mat der Zesummenaarbecht geet et ëmmer drëm fir eppes ze erreechen. An dofir geet mäi Merci iwwert de Marcel Glesener an de John Castegnaro un all d'Membere vun där Kommissioun, vun der Majoritéit op d'Oppositioun. Well eigentlech dee Geescht, deen de President an de Vizepresident hate vun der Kommissioun, war och de Geescht vun alle Memberen. Et ass oft hefteg gaang. Et ass awer och vill gelaacht ginn. An am Endeffekt ass ëmmer versicht ginn, sou vill wéi méiglech Konsens ze hunn, fir eppes Uerdentleches ze maachen dobausse fir d'Leit.

An dofir soen ech, regrettéieren ech déi Kommissioun, déi ech hat, well et war immens flott mat där Kommissioun zesummenzeschaffen. Déi zwee Memberen, déi eis sécher verloossen - déi aner hoffen ech jo, dass ech se all erëmgesinn, wierklech all -, mä dem Marcel Glesener an dem John Castegnaro villmools Merci an, well ech se kennen a well ech weess, dass se nach ganz vill aner Aktivitéiten hunn, déi mech och wäerte betreffen, ass et keen Äddi, mä et ass… Jo, mir gesinn eis erëm. An op anere Plazen. An déi all och erëm eng Kéier eppes mat Beschäftegungspolitik ze dinn hunn.

De Projet de loi, dee mer haut hunn, sinn ech ganz frou, dass dat dee leschten ass vun dëser Legislaturperiod, well e wäert alauden déi éischt Projeten, déi mer an der nächster Legislaturperiod wäerte kréien. Mir sinn net fäerdeg, iwwer Beschäftegungspolitik ze schwätzen. Nun ass virdrun d'Fro opgeworf ginn: Hu mer Krisemanagement an der Beschäftegungspolitik?

Mir hunn et. Mir hunn et gehat a well mer zënter Joren - et ass net nëmmen dës Regierung -, mä zënter Jore versicht hunn, eis virzebereeden, hu mer zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht, dass mer, obwuel mer méi Leit hunn, a wesentlech méi Leit hunn, déi keng Schaff méi hunn, manner héich de Chômage hunn, wéi se am Ausland hunn; an dat si puer Ursaachen, déi een awer do muss huelen.

Éischt Ursaach ass déi, dass mer zu Lëtzebuerg eist Aarbechtsrecht net dereguléiert hunn. Ëmmer ass, net nëmmen an Europa, och vun der OCDE, och heiansdo heibannen, net heibannen, mä méi vun de Patronatsdéngen, och heinansdo heibanne gefuerdert ginn, mir sollen d'Aarbechtsrecht flexibiliséieren, manner Kënnegungsschutz.

Mir hunn an Europa mat dat haartsten, onflexibelst Aarbechtsrecht. Doduerch hu mer manner Chômage. Mir hunn 1% Leit méi kritt vun November op Januar. Woufir? Ma well dat haaptsächlech Aarbechtsverträg waren, déi Zäitverträg waren, déi ofgelaf sinn. An enger Kris ginn Zäitverträg net méi verlängert. Et gëtt net onbedéngt entlooss.

A Spuenien hu se 17% Chômage, well 40% Zäitverträg do sinn. Doduerch, dass mer zu Lëtzebuerg den onbefréste Vertrag, den CDI als Prinzip stoe gelooss hunn a 95% CDI hunn, hu mer zu Lëtzebuerg och manner Entloossungen elo.

Zweetens hu mer duerch d'Kuerzaarbecht - an dat si Gesetzer, déi ginn zréck bis an d'70er Joren -, hu mer duerch d'Kuerzaarbecht verhënnert, dass 10.000 weider Aarbechtsplazen um Spill stinn. Et ass richteg, dass déi Leit, déi betraff sinn, manner verdingen. Si schaffen och manner, si verdinge manner. An do gesäit een, dass een oft gäre géif méi schaffe fir méi ze verdingen, an net manner schaffe fir manner ze verdingen. Och dat soll ee mol a sengem Kapp sech iwwerleeën.

An dann hu mer 2006, op dee Punkt wollt ech nach eng Kéier zréckkommen, hei dat berüchtegt Gesetz 5611 gestëmmt, wou mer d'Beschäftegungspläng gemaach hunn. Wou Patronat a Gewerkschaften net frou waren, mä wou mer et elo fäerdegbréngen, dass déi Betriber, déi restrukturéieren - dat heescht, déi net d'Aarbechtsplazen all kënne garantéieren -, dass déi net Sozialpläng maachen, wou d'Leit wuel Sue kréien, mä hir Schaff lass sinn, mä wou se mat der staatlecher Ënnerstëtzung kucken, fir deene Leit nach Perspektiven ze ginn.

An dat bréngt mech zu engem wesentleche Punkt vun der Kuerzaarbecht zu der Formatioun, deen, an de Marc Spautz huet dat richteg gesot, net am Gesetz verankert ass, mä am Reglement.

Iwwregens muss ech hei direkt mol mech entschëllegen. Ech hu vergiess, dem Här Kaes Merci ze soe fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, mä ech gi jo dovunner aus, Här Kaes, dass mer eis nach gesinn; da brauch ech lech elo nach net definitiv Äddi a Merci ze soen.

Den Här Spautz huet Recht. 90% stinn net dran. Dat ass awer e wesentleche Punkt vun eise Reflexiounen. Woufir?

Déi Saach mat der Formatioun, déi ass net nei. Déi steet zënter de 70er Joren am Gesetz, dass eigentlech sollt Formatioun gemaach ginn. Net fir 90% ze kréien, mä fir 80% ze kréien. Dat ass ni geschitt aus ville Grënn.

D'Betriber waren net interesséiert, d'Leit waren net interesséiert an et war natierlech esou, dass d'Kuerzaarbecht och nëmme während enger kuerzer Zäit duerchgefouert gouf. Elo hu mer Betriber, déi musse wahrscheinlech Kuerzaarbecht fueren, néng an zéng. An dat si laang Zäiten. An da musse mer wëssen, dass wann d'Reprise kënnt no der Kris, dass mer da Leit musse besser forméiert hunn.

Et ginn dräi Zorte vu Leit, déi elo an der Kris Problemer hunn. Déi éischt sinn déi - an dat sinn déi, déi am Chômage conjoncturel sinn - wou de Betrib se brauch, wou awer de Betrib och muss méi produktiv ginn a wou dann de Betrib soll déi Zäit notzen, fir déi Leit besser op de Betrib virzebereeden. An dofir wäerte mer - ech kommen eben aus där Réunioun aus dem Éducatiounsministère, wou mer déi ganz Formatiounssaachen diskutéieren -, wäerten all déi Betriber, déi Chômage conjoncturel hunn, wäerte mer do versichen, fir iwwer Plans de formation dat ze maachen.

Déi meescht hunn e Plan de formation. Déi, déi kee Plan de formation hunn, déi démarchéiere mer. Do wou de Betrib seet, ech hale meng Leit, ech brauch net ze restrukturéieren, ma do sollen d'Leit am Betrib forméiert ginn, fir am Betrib selwer méi produktiv ze ginn. Well wann et unzitt an d'Leit hate sou laang kuerz geschafft, jo, da sti se schlecht do an da riskéiere se, wann et unzitt, hir Schaff ze verléieren.

Zweet Kategorie vu Leit, dat sinn déi Leit, déi net kënnen am Betrib gehale ginn. Déi musse Formatioun maache fir eng besser Chance um Aarbechtsmaart ze hunn. An dat geschitt zum Beispill op Beschäftegungspläng. An och do ass et ganz kloer, dass mer wëllen de Leit och e Recht ginn, eng individuell Formatioun ze maachen. Wann ee seet: „Lauschter, ech wëll elo d'Kuerzaarbechtszäit benotze fir mech besser produktiv ze maachen, fir an en anere Betrib da schaffen ze goen." Ma da muss en dat maachen, well doduerch huet ee méi Chance.

Drëtt Kategorie vu Leit, dat sinn déi, déi keng Schaff méi hunn an déi och musse

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

besser ausgebilt ginn. Op déi Kategorie kommen ech nach eng Kéier zréck.

Eis Politik, déi mer elo musse maachen an der Krisenzäit, ass net an éischter Linn eng Politik vu sozialer a passiver Ofsécherung. Dat muss sinn. Mir däerfe keng Sozialkris kréien. Mä fir ze mengen, nëmmen iwwer sozial Ofsécherung hätte mer de Krise-problem bewältegt, ass falsch, well déi Leit fueren ewech wann et besser geet.

Dat heescht, eisen éischte Souci soll sinn, d'Leit besser ze qualifizéieren, fir dass se no der Kris och d'Chance hunn, hir Schaff ze behalen oder eng nei ze kréien. An dofir hu mer e ganze Plang. Dee wäerte mer mat de Sozialpartner elo déi nächst oder iwwer-nächst Woch - soubal ech erëm zréck sinn -, mat der Madame Delvaux maache mer do e Rendez-vous mat de Sozialpartner, wou mer hinnen dat alles virschloen.

Mä wichteg ass, dass mer Formatioun ubidden. An d'90% ass net fir eis dat wichtegst. 90% ass fir eis normal, dass wann een d'Halschecht vun der Zäit net schafft an dofir u sech schafft, dass dat muss méi belount ginn, wéi wann en näischt schafft an doheem kniwwelt oder sou. Soen ech och, dass ech dofir och Problemer hunn op 100% ze goen, well ech ëmmer der Meenung sinn, dass een net däerf an enger Formatioun datselwecht kréien, wéi een no der Formatioun op senger Schaff kritt. Dat ass een Argument.

Et ass richteg, wat de John Castegnaro gesot huet, dass d'Leit à la longue mat hirer Base erofginn, an dofir hu mer och d'Base frësch gekuckt. Well deemno wéi ee virdrun Iwwerstonne gefuer ass an esou weider, riskéiert ee wierklech net 80 oder 90% vu sengem normale leschte Loun ze hunn, mä een, dee vill drënner war. Dofir hu mer och un där Base geschafft aus deem dote Gronn, deen den Här Castegnaro zu Recht gesot huet.

An da musse mer eis virbereeden op dat, wat kann am Hierscht kommen. D'Europäesch Kommissioun seet: zu Lëtzebuerg Chômage 2009 5,9%; 2010 7%. 7% hate mer ni, 7% war dat zweetbescht Resultat an Europa.

Woufir? Majo, well mer eng Partie Saache gemaach hunn. Mir haten awer e Problem. Gréisste Problem sinn déi Jonk, déi vun der Schoul kommen. An dofir hu mer an eise Réunioune mat de Sozialpartner gesot, mir preparéieren elo e ganze Pak, deen déi nei Regierung, ween ëmmer se ass, kann eventuell mat der Chamber schonn am Juli/August, wa musse Gesetzer geännert ginn, stëmmen, fir dass een net op eemol am Hierscht e Problem huet.

D'Meenunge ginn auserneen, ob et e grousse Problem fir déi Jonk gëtt oder net. Zurzäit sinn déi Jonk eigentlech net esou betraff, mä et ka kommen. Dofir muss een dat elo maachen. An dofir si mer amgaangen eng ganz Partie Pisten ze hunn. Wat kann ee maachen, virun allem, fir déi Netqualifizéiert ze qualifizéieren? Dräi Véirel vun de Jonken, déi ageschriwwe sinn, sinn net qualifizéiert. Respektiv wann elo wierklech géife Qualifizéierter op den Aarbechtsmaart kommen, déi bis elo ëmmer déck Chancen haten, eng ze fannen, déi wéinst der Kris keng géife fannen, muss ee kucken, wéi een dat och do sënnvoll ugeet.

An dat ass e wesentleche Punkt, dee mer, wéi gesot, de Mëtten op enger anerer Plaz amgaange sinn unzediskutéieren a wou mer wëlle mat de Sozialpartner an deenen nächste Wochen nach zesummekommen, fir dass, egal wat de 7. Juni geschitt, déi Leit, déi nom 7. Juni matenee verhandelen, e Pak fannen, dee se da kënnen ëmsetzen; dass net am Hierscht géif eng Katastroph kommen.

Well wann eis jonk Leit total veronséchert wären a keng Chance méi gesi fir d'Zukunft, da géife se ophalen ze léieren. Dann ass eng sozial Ofsécherung net dat, wat hinnen hëlleft. Mir mussen hinne Perspektive bidden. Mir musse se also ausbilden, ausbilden, ausbilden. An dat si mer amgaangen ze maachen.

Dat bréngt mech derzou fir zum Schluss, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e puer Wuert ze soen awer zu där Debatt, déi Der hat, wou ech leider net konnt hei sinn; well ech et net wousst, well ech gären eng Partie Explikatioune ginn hätt, well se och an dësem Kader ze gesi sinn. Ech wël déi Explikatioune gi woufir ech an d'Lycéeë ginn a wéi ech an d'Lycéeë ginn, well ech mengen, dass och do zum Deel falsch Meenungen herrschen opgrond vun Zeitungsartikelen. Duerfir wollt ech e puer Explikatioune ginn.

Et gëtt dobausse behaapt, ech géif elo d'5611-Diskussioun maachen; wat falsch ass. Dat Gesetz ass gestëmmt an ech schwätzen net méi driwwer.

(Interruption)

Neen, ech schwätzen net méi driwwer.

Am Kader vun där Debatt si Reprochë komm, dass gesot ginn ass: Lauschtert, et muss ee méi mat de Schüler an de Studente schwätzen. Ech hunn och an dëser Chamber deemools gesot: Déi Lektioun huelen ech mer zu Häerz. An ech si bereet do, wou e Lycée mech invitéiert, an dee Lycée ze goen.

An zënter dräi Joer schreiwen ech am Hierscht e Bréif un all Lycée, fir ze soen: Dir hutt Schüler, déi ginn eng Kéier op den Aarbechtsmaart an déi hu Froen zum Aarbechtsmaart. Wann Dir gär hätt, dass ech kommen, da kommen ech. Dat ass fräiwëlleg fir all Lycée. Ech ginn zënter dräi Joer regelméisseg an d'Lycéeën. Ech schwätzen iwwert den Aarbechtsmaart. Respektiv en anere Wonsch, deen ech gär hätt, dat ass, dass net ech d'Debatt virginn, mä dass de Lycée an am beschte Fall d'Schüler d'Debatt virginn, an dass d'Schüler hir Froe stellen.

Nun ass et esou, dass ech am léifste géif am éischten Trimester goen. Do ass awer nach vill Organisatoresches, wat net ass. Esou dass ech an déi meeschte Lycéeën zum Schluss vum zweeten Trimester a meeschtens, esou war dat och d'lescht Joer, an der éischter Halschecht vum drëtten Trimester ginn. De Bréif gëtt am Hierscht geschéckt an d'Invitatioune kommen, wa se kommen.

Woufir elo? Éischtens, well elo d'Schüler méi no zum Aarbechtsmaart sinn; zweetens, well no der Päischtvakanz déi eng an den Exame sëtzen a guer net méi an d'Schoul kommen; an anerer an der Prüfungszäit si vum drëtten Trimester.

Elo muss ech soen, dass ech natierlech, wann Argumenter kommen a soen: „Kann do net Indoktrinatioun gemaach ginn?", da soen: Dat kann natierlech ëmmer geschéien. Ech soen nach eng Kéier: Ech hätt gären, dass d'Schüler d'Debatt féieren. An ech muss lech soen, dass se... D'Debatt ass jo komm, well eng... Ech huele jo ni d'Press mat, well ech einfach gären d'Gespréich mat de Schüler hätt. Et geet mir net ëm Reklamm, mä et geet ëm d'Déngen.

D'Europaschoul, déi huet d'Press geruff an do war eng Foto an der Zeitung. Dorophin ass eng Debatt komm. Elo gëtt gesot: Ass do net Indoktrinatioun? Ech mengen net, well ech hunn an all deenen Debatten, déi ech an deene leschte Wochen hat, festgestallt, dass eis Schüler mündeg Schüler sinn. Déi géife scho feststellen, wann ech do wéilt ënnerschwelleg iergendeppes Parteipolitesches maachen.

Ech kréie mëttlerweil - an dat beweist, wéi d'Schüler och interesséiert sinn um Aarbechtsmaart - ganz kritesch a ganz intelligent Froe gestallt iwwert d'Zukunft vum Aarbechtsmaart. Et ass an deem Sënn, wou ech déi Invitatiounen akzeptéiert hunn. Wann d'Chamber der Meenung wär, ech soll dat net maachen, da maachen ech dat net. Déi Zäit hätt ech méi, fir e Wahlkampf ze maachen. Mä ech soen, dass dat heiten näischt Neies ass. Et ass eppes, wat ech hei am Haus ugekënnegt hunn a wat ech bis elo nach all Joer zënter dräi Joer op där doter Aart a Weis maachen.

Ech wollt dat hei zur Explikatioun ginn. Wéi gesot, et huet mer leed gedoen, dass ech net éischter wousst, dass déi Debatt wär, well ech léiwer an der Debatt selwer déi Explikatioun ginn hätt.

M. le Président.- Här Minister, den Här Bettel wëllt nach eng Fro stellen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ma jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Minister Biltgen just froen - ech hunn nämlech am Zeitungsartikel jo gelies, dass et sechs bis siwe Sitzungen elo gi virun de Wahlen, wou en an d'Lycéeë geet -, wivill där Sitzungen d'lescht Joer waren an d'Joer virdrun.

M. François Biltgen, *Ministre de du Travail et de l'Emploi.*- Also, an der Regel an deenen zwee leschte Joren esou iwwert den Daum gepeilt - ech kann lech awer d'Lëscht ginn - sinn ech an zwielef bis 14 Gebaier gaangen. Ech war dëst Joer schonn an op d'mannst enger hallwer Dosen och virdrun. Dat huet sech vum zweeten Trimester bis elo gestreckt. Dat ass all Joer.

Et sinn emol Lycéeën, déi hu mech ëmmer geholl. Et sinn aner Lycéeën, déi hu mech emol eng Kéier geholl, dat anert Joer net geholl. Wéi gesot, jiddweree kritt deeselwechte Standardbréif. Deen ass och an der Éducation nationale. Also, et ass net, dass et eng Saach wär, déi net gemellt wär.

Ech ginn lech Recht, Här Bettel, dass et elo e bësse blöd ass, dass et elo erauskënnt, dass dat scho komesch ausgeet. Do wollt ech d'Explikatioun ginn, dass dat heiten eppes ass, wat ech all Joer maachen. D'lescht Joer huet keen drun Ustouss geholl. Et waren och scho Lycéeën, déi an der Vergaangenheet emol eng Foto bruecht hunn. Déi meescht brénge keng.

Dës Kéier, dass natierlech an der Wahlcampagne dann esou eng Foto an en Artikel kënnt, verstinn ech, Här Bettel, dass Der do berechtegt Froe stellt. Dofir wollt ech och versichen lech hei eng uerdentlech Äntwert ze ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soen dem Här Minister och Merci. Mä et ass just, well nom 2. Juni an nom 7. Juni keng Sitzunge méi sinn, mä d'Schoul jo awer e bësse méi laang dauert, dass ee sech d'Fro gestallt huet, firwat een dat net hätt kënnen dës Kéier no de Wahle maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, Här Bettel, ech wär schrecklech frou, wann ech kéint no de Wahle goen. Ech mengen, et ass och deen een oder aneren - een hunn ech am Kapp -, dee mech no de Wahle wollt ruffen, well ech och am Kapp hunn, dass dee gesot huet: léiwer duerno. Déi meescht Lycéeën hunn aus organisatoresche Grënn virun de Wahle virgezunn.

Ech hunn net den Datum virginn - ech soen dat nach eng Kéier -, well ech muss soen, mat deem, wat ech als Kris hunn a wat ech da leider och als Parteipresident vun Aarbecht hunn, sinn ech frou iwwer all Stonn, déi ech méi hunn. Mä wann ech de Lycéeën en Angebot maachen, dann huelen ech et un an dat ass einfach mam Sekretariat ofgemaach.

Ech wäert awer och, Här Bettel - ech gi muer nach an zwee Lycéeën; dass dat och ganz kloer ass -, dès l'ingrès de Lycéeën och dat soen, dass hei eng Debatt war an dass een do e Cartes sur table mécht. Ech wäert wierklech hei net wëllen iergendwéi e Kapital draus schloen, mä einfach de Schüler d'Geleeënheet ginn elo a Krisenzäiten hir Froen zum Aarbechtsmaart ze stellen. An ech wäert versichen, esou gutt wéi méiglech drop ze äntwerten.

Sou! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot, sinn ech frou, dass mer haut e wichtegt Gesetz stëmmen, wou mer ville Leit am Land e bëssen Zukunftsperspektiv ginn; obwuel, och wann een eng sécher Plaz huet an der Kuerzaarbecht, ee sech awer Suerge mécht. An ech mengen, dofir ass et gutt, dass d'Chamber just mat dësem Gesetz hir Legislaturperiod ofschléisst.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod, de 6006 iwwert d'Ofännerung vum Code du Travail.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Voilà! De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6006 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou décidéiert.

16. Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques (suite)

Dann hu mer nach d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling.

(Interruption)

Jo. Mir sollte jo nach Réckmeldung kréien, wat déi Réunioun am Ausseministère erginn huet. Ass een à même der Chamber doriwwer Opschloss ze ginn? Den Här Minister Biltgen, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo. Merci, Här President. Ech sinn dëst Joer net méi Parlamentsminister fir fënnef Joer, mä ech spillen da Parlamentsminister, well ech dee leschte Projet hat. Den Här Asselborn an den Här Schmit hu mech gebieden, an hirem Numm ze soen, dass eng Réunioun haut stattfonnt huet - dat wësst Der -, dass direkt, wou d'Fotografen hir Suergen ugemellt hunn, den Ausseministère an déi zwee Ausseministere bereet ware mat hinnen zesummenzekommen.

Déi Réunioun huet haut am Ausseministère stattfonnt an d'Resultat ass folgend, dass wéinst all deene Grënn, déi Der kennt, nämlech dass den 28. Juni - och fir déi Leit, déi zum Beispill an Amerika ginn - de System muss do sinn, dee System an de Gemengen ëmgesat gëtt, well soss kréien d'Leit e Problem. Allerdéngs ass d'Regierung hei bereet, fir ze kucken, dass mer d'Liberté de choix och an Zukunft garantéieren.

Dat heescht och, dass an Zukunft gekuckt gëtt wat den Impakt ass. Dat heescht, soubal elo de System do ass um 28. Juni, gëtt den Impakt gekuckt, wat dat eent an dat anert ass. Da wär den Ausseministère bereet, fir a verschiddene Gemengen zum Beispill e Scanner ze installéieren, dass déi Leit, déi vum Fotograf kommen, do kéinten hir Foto gescannt kréien an der Gemeng, fir dass dat och do géif fonctionnéieren.

(Interruption)

Ech wëll do soen, ech mengen, dass… Dir hat selwer d'Diskussioun, wéi d'Fotografen…

(Interruption)

…et gemierkt hunn. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass den Ausseministère direkt hei Kontakt opgeholl huet a versicht eng Léisung ze fannen. Ech mengen och, dass déi dote Léisung a beidersäitegem Einvernehmen fonnt ginn ass an dass och an Zukunft weider gekuckt gëtt, dass hei net d'Fotografen elo op eemol géifen hiren Nährbuedem verléieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann…

Jo, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Bon, Här President, ech mengen, dat do kann ech awer esou net akzeptéieren. Well dat do ass datselwecht, wéi wann s de de Fësch op där enger Säit ubaaks oder op där anerer Säit, gebak gëtt en ëmmer.

Hei hätte mer awer elo emol gär kloer: Wat bezuelen d'Leit, wa se an d'Gemenge ginn. Wa se do näischt bezuelen, dann ass dat do, wat elo gemaach gëtt, eng kloer Concurrence déloyale, wou mer ganz genau wëssen, dass kee méi bei d'Fotografe geet.

Zweetens, mir wëssen hei an der Chamber net: Wat hunn déi Apparater kascht? Wou si se kaaft ginn? An esou weider. Wéi ass et mat der Formatioun vun deem Personal?

Den Här Gibéryen huet hei gesot, dass zum Beispill ee Fotograf hei am Land keng Autorisatioun kritt huet, fir Fotoen ze maachen, well e kee CATP huet. Wat fir eng Formatioun ass dat? Kritt dann elo dat Gemengepersonal alleguerten e CATP, wa se déi Formatioun do matmaachen? An esou weider.

Also, et sinn eng ganz Rei Froen, déi hei iwwerhaapt nach net gekläert ginn. An et ass einfach bedauerlech, dass mer elo esou eng banal Äntwert kréien, mat där kee Mënsch eppes kann ufänken.

M. le Président.- Bon, op jidde Fall stëmme mer elo of iwwert déi Motioun.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

Da fänkt de Vote un. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

17. Discours de fin de législature de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut fir d'Lescht an dësem Sall an an dëser Kompositioun zesummen. Déi nächst Chamber, déi no de Wahle vum 7. Juni zesummekënnt, wäert, egal wéi de Verdikt vum Wieler ass, en anert Gesiicht, wéinstens zum Deel, hunn.

Enger Rei vu Kolleegen, deene soe mer haut Awuer hei, net well mer wéissten oder géifen denken, dass se net géifen erëmgewielt ginn, mä well se selwer décidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen. Ech ka mer virstellen, dass dëst fir si e ganz bewegende Moment ass, déi lescht Minutten, wou se hei an der Lëtzebuerger Chamber siégéieren.

Mir soe fir d'éischt emol provisoresch zwee Kolleegen Äddi, déi scho laang hei sinn, déi d'nationalpolitesch Bühn verloossen, well et se op Stroossbuerg zitt.

Et ass dat fir d'éischt de Jos Scheuer. Ee Mann, deen elo bal 25 Joer an dëser Chamber ass, dee mech méi wéi eng Kéier heiuewe vertrueden huet an net nëmmen heiuewen oder och huet misse vertrieden. Hien huet dat ëmmer zu eiser vollster Zefriddenheet gemaach.

Mä de fréiere Buergermeeschter vun Iechternach a Professer huet während engem Véirelsjorhonnert an dësem Parlament a ville Beräicher seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt. An dat virun allem natierlech an deene Beräicher, déi him nolouchen. Dat war d'Schoul- an d'Beruffsausbildung. D'Reform vum Schoulgesetz war ee vun de leschte groussen Dossieren, déi de Jos Scheuer hei an der Chamber gemaach huet. En Dossier, deen e mat Kompetenz, Engagement, mä virun allem mat vill Begeeschterung zu engem gudden Enn gefouert huet. Ech ka mer seng Satisfaktioun virstellen, dass dat esou gegléckt ass.

Mir wäerten de Vizepresident Jos Scheuer heibanne vermëssen a mir wënschen him vill Succès bei sengen europäeschen Ambitiounen.

Déiselwecht europäesch Ambitiounen, déi huet de Charles Goerens a wäert dofir der nächster Chamber net méi ugehéieren. Aussepolitik, an dobäi virun allem Europa- a Kooperatiounspolitik stounge bei him während deenen 20 Joer, wou en hei am Haus war, op der éischter Agenda, gradesou wéi d'Uleiesse vun der Landwirtschaft, vun der Ëmwelt. Alles Beräicher, an deenen hie seng Kompetenz ënner Bewäis gestallt huet.

De Charles Goerens - mir wëssen - ass e leidenschaftlechen Europäer. An dofir wäert hie seng Saach an Europa gutt maachen. Well ech hu kee Grond drun ze zweifelen, dass de Wieler hien an Europa schéckt.

Fënnef aner Kolleegen zéien haut e Schlussstréch ënner eng Etapp vun hirem Liewen, eng méi oder manner laang Aktivitéit an dësem Haus.

Fir d'éischt de Jean-Pierre Koepp, den Doyen hei aus dem Parlament. E ganz léiwe Mënsch, deen an dësem Joer, an dësem Abrëll seng 75 Joer gefeiert huet. Hie war 20 Joer hei an der Chamber. Hien ass e ganz diskrete Mënsch. Hien huet heibannen ni déi grouss Téin ugeschloen, mä en huet sech ëmmer zu Wuert gemellt, wann et drëm gaang ass, fir d'Uleiessen an d'Suerge vun de Mënschen dobaussen am Land, well e war ganz no. Säin Ouer war bei de Mënschen a bei de Suerge vum Alldag vun hinnen. Hien huet sech zu Wuert gemellt, wann en dat fir noutwendeg emfonnt huet. Hien huet eng gutt Roll fir d'Leit an dësem Parlament gespillt. Dofir wënsche mer him eng schéi Pensioun a vill Spaass bei sengen Hobbyen.

Een aneren, deen eis no 20 Joer verléisst, ass de Marcel Glesener. Jo, de Marcel Glesener huet zwee Häerzer: eent, wat fir d'Gewerkschaftswelt schléit a geschloen huet, an eent fir d'Politik. Als Politiker wollt de Gewerkschaftler Glesener d'Fuerderungen a gesellschaftspolitesch Virstellunge vun de Gewerkschaften an der Politik ëmsetzen; wat net ëmmer ouni Kompromësser ze realiséiere war. Mä ech muss soen, hien hat geméinlech eng gutt Hand bei dem Organiséiere vu Kompromësser.

De Mindestloun, d'Renten an d'Pensiouen, d'PAN-Gesetz, d'Fleegeversécherung, d'Reform vum Kollektivvertragsgesetz, Eenheetsstatut: Dat sinn nëmmen e puer vun den Etappen op dem politesche Wee vum Marcel Glesener, e Gewerkschaftler a Politiker, dee sech ëm d'Mënsche verdéngt gemaach huet. Dofir: Merci, Här Glesener, an all Guddes!

Een anere Kolleeg, deen d'Chamber verléisst, den Noper vum Marcel Glesener hei an der Chamber, de Fred Sunnen, de fréiere Buergermeeschter vu Suessem, huet sech virop fir modern Südgemengen agesat. Virun allem d'Industriebrooche louchen him um Häerz a waren eng richteg Erausfuerderung fir hien. Als Éierendirekter vum Lycée technique vu Bouneweg war en u Bildung an un Erzéiung interesséiert; wichteg Pilieren, wou e sech ëmmer zu Wuert gemellt huet, grad wéi wat och d'ganz Problematik Uni Lëtzebuerg ubelaangt.

Dofir, Merci fir deen Asaz an all deene Beräicher, wou Der aktiv waart, Här Sunnen, an all Guddes fir d'Pensioun!

De Marcel Sauber verléisst d'Chamber och. Vum Fëschmaart iwwer Walfer op de Krautmaart, esou kéint een u sech seng Carrière résuméieren. 18 Joer laang war e Member vum Statsrot, dovunner zwee Joer President. An dat huet seng Spuren hannerlooss. Och seng Erfahrungen als Buergermeeschter vu Walfer, als Direkter vun der Fédération des Artisans a säi Mandat am Conseil économique et social hu seng Aarbecht hei an der Chamber geprägt. Eis beschte Wënsch begleeden de Marcel Sauber a senger Pensioun.

An da schlussendlech dee Fënneften am Bond: de John Castegnaro. Hie war nëmmen eng Legislatur hei an der Chamber, mä hien huet während deene fënnef Joer seng Aarbecht als Parlamentarier mat därselwechter Energie, mat därselwechter Iwwerzeegung a mat därselwechter Kompetenz gemaach, wéi e virdru während Jorzéngte sech als Gewerkschaftspresident engagéiert huet.

Wie seng engagéiert Ried virdrun nogelauschtert huet, deen huet e bësse gespuert, dass… - ech hat op alle Fall d'Impressioun, wéi wann et e bëssen e politescht Testament wär, wat en hei hannerluecht huet. Neen, et ass eng Ried, an déi mer nach heiansdo kënne puiséiere goen an deene kriteschen Zäiten, déi op eis duerkommen.

De John Castegnaro, dat war e Liewen am Asaz fir déi aner, an der Responsabilitéit fir d'Cause publique am Allgemengen. Ech wëll him mäi Respekt a mäi Merci ausdrécken an him soen: Hien huet sech grad wéi déi aner verdéngt gemaach ëm eist Land.

Eis beschte Wënsch, léif Frënn, begleeden alleguerten déi siwe Kolleegen, déi an der nächster Chamber net méi derbäi sinn.

(Applaudissements)

Mir hunn am Laf vun dëser Legislatur scho sechs Kolleegen Awuer gesot. Ech wëll se just kuerz op dëser Plaz ernimmen. Et war den Niki Bettendorf, ganz laang an der Chamber, de François Maroldt, den Emile Calmes, den Henri Grethen, d'Marie-Thérèse Gantenbein an de Patrick Santer. Si alleguerten hunn, deen een op déi eng, deen aneren op déi aner Manéier, hir Spuren hei hannerlooss. Och hinne wënsche mer op hirem weidere Liewensparcours all Guddes.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislaturperiod 2004-2009 geet op en Enn. Mir hunn eis Aarbecht gemaach, oder wéinstens versicht se no beschtem Wëssen a Gewëssen ze maachen: am Ufank vun der Legislaturperiod an der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun, bis elo zum Schluss duerch eist Beméies, souwuel eisen eegene Bäitrag a puncto Wirtschafts- a Finanzkris ze leeschte wéi duerch déi parlamentaresch Begleedung vun den Initiative vun der Regierung.

Zwëschenduerch iwwert déi fënnef Joer résuméiert sech eis Aarbecht - wann Der mer dat erlaabt - an dräi oder véier Zuelen:

2.577-mol sinn d'Deputéierten a Kommissiounssitzungen zesummekomm, wou déi eigentlech parlamentaresch Aarbecht sech jo ofspillt. Mir hunn 260 öffentlech Sitzunge gehat. Et si 496 Projets de loi gestëmmt ginn, 38 Propositions de loi déposéiert, 16 Propositions de révision vun der Verfassung déposéiert ginn; dovunner goufen der zéng gestëmmt. Mir hu 77 Debatte gefouert, a 56 Heures d'actualité, während deene mer iwwert d'Problemer an d'Défien, déi sech dem Land stellen, geschwat hunn.

D'Schoulreform, de Statut unique, de Pacte Logement, d'Euthanasiegesetz, d'duebel Nationalitéit, dat neit Immigratiounsgesetz, d'Änneronge vun der Verfassung: Et sinn dat nëmmen e puer vun de Schwéierpunkter vun där Legislaturperiod, déi elo op en Enn geet.

D'Chamber ass och hirer Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Regierung gerecht ginn. Dat an deenen zoustännege Chamberskommissiounen, mä awer och duerch net manner wéi 3.335 parlamentaresch Ufroen.

Erlaabt mer awer och nach, op e puer spezifesch Momenter vun dëser Period anzegoen.

Ech wëll erënneren un dee feierleche Moment wéi de Grand-Duc no de leschte Wahlen an enger ganz würdeger Zeremonie hei d'Chamber opgemaach huet.

Et goufen duerno manner schéi Momenter, wéi mer un déi Leit geduecht hunn, déi dësem Haus nostoungen, déi an dësem Haus waren, mä déi eis verlooss hunn. Dat war d'Nelly Stein an dat war de Marc Zanussi. Ech erënneren un d'Trauerfeierlechkeeten, wéi d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte gestuerwen ass, an och un déi fir den Éierestatsminister Gaston Thorn.

Mir haten historesch Momenter mat dem Referendum iwwert déi Europäesch Verfassung a mat dem Engagement, deem aussergewéinlechen Engagement vun der Chamber am Kader vun dësem Referendum. En Engagement, an deem d'Chamber ganz nei Weeër gaangen ass.

D'Parlament huet seng international Verflichtunge wouergeholl während dëse fënnef Joer. Mir hate Besuch vun allen héijen europäesche Politiker, vum Kommissiounspresident iwwer eng ganz Rei vu Kommissären. Mir hu Besuch gehat vu Parlamentspresidenten, Premierministeren, Ministeren, Ausseministeren aus der ganzer Welt, déi mer hei an der Chamber empfaangen hunn.

Mir hunn och eis Aufgabe gemaach. Mir waren a China. Mir waren an der Mongolei, a Bulgarien, a Malta, an Däitschland an op villen anere Plazen. Ech mengen, mir hätten eis Aarbecht och op deem Niveau op eng korrekt Aart a Weis gemaach.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Erlaabt mer zum Schluss e puer Wuert vu Merci ze adresséieren, fir d'éischt un d'Personal hei vun der Chamber mat un der Spëtzt dem Generalsekretär Claude Frieseisen, mat den Adjoints, der Madame Barra an dem Benoît Reiter.

Ech wëll am Numm vun Iech alleguerten hinnen a fir si stellvertriedend dem ganze Personal vun der Chamber e wierklech häerzlechen a waarme Merci soe fir vill a gutt Aarbecht während dëse Joren. En onermiddlechen Asaz, deen eis alleguerten et vill méi einfach gemaach huet, eis Aarbecht ze maachen.

Merci un d'Mataarbechter vun de Fraktiounen, déi et net ëmmer einfach mat eis alleguerten hunn; un déi parlamentaresch Press, déi ons hëlleft, d'Aktivitéite vun der Chamber no baussen ze bréngen; d'Sécherheetspersonal, an net zulescht, Här Minister, un d'Regierung fir hir Zesummenaarbecht, fir d'Disponibilitéit.

Mir hunn heiansdo matenee gestridden, awer ëmmer gestridden am gudde Sënn. An ech mengen, wa mer ënnert dem Stréch de Bilan maachen: D'Zesummenaarbecht an d'Zesummespill tëschent Parlament a Regierung, dat huet gutt geklappt an deene fënnef Joer. Och dofir der Regierung de Merci!

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn den nächste 7. Juni Rendez-vous mam Wieler. Et ass dee grousse Rendez-vous an där klenger Lëtzebuerger Demokratie vum Land a senge Leit mat de Politiker. An et ass ee Rendez-vous, dee stattfënnt an engem Moment, an deem eist Land, an doriwwer eraus Europa an d'ganz Welt, an enger Situatioun ass, wéi se bis elo kee vun eis alleguerten heibanne kannt huet, materlieft huet, an déi meeschte Wieler, déi de 7. Juni wiele ginn, och net.

D'Mënschen dobausse sinn zum Deel veronséchert. A si erwaarde vun der Politik weder Sträit nach Polemik an och keng Scholdzouweisung. Mä si erwaarden, an dat zu Recht, dass mer déi Weeër a Pisten opzeechnen, vun deene mer kënnen unhuelen, dass se d'Land a seng Mënschen ouni ze vill Schréipsen an ouni ze vill Blessuren aus der Kris erausféieren.

D'Chamber an iwwer si eraus d'Politik am Allgemengen hunn - an ech wëll dat ënnersträichen; esou emfannen ech dat wéinstens - an deene leschte Méint a Wochen, zënter dem Ausbau vun der Kris eng aussergewéinlech responsabel Haltung un den Dag geluecht. Net de Sträit, net déi zougespëtzten Ausenanersetzungen tëschent de Parteie stoungen op der Agenda, mä et war op alle politesche Borden, bei aller natierlecher Differenz, déi et gëtt, a speziell an engem Wahlkampf, d'Suerg ëm d'Wuel vum Land a senge Mënschen, déi am Vierdergrond stoung a steet.

Dat war gutt esou; dat ass richteg esou; dat spieren d'Mënschen dobaussen och esou, an dat huet der Kredibilitéit vun der Politik an deene leschte Wochen a Méint richteg gutt gedoen. Dofir ass mäin Appel un eis alleguerten, an deene leschten dräi Woche virun de Wahlen, bei allen natierlechen Divergenzen a bei den Noutwendegkeete vun engem Wahlkampf, déi Serenitéit bäizebehalen, déi mer an deene leschte Méint ënner Bewäis gestallt hunn an déi den Eescht vun der Situatioun verlaangt.

Ofschléissend wënschen ech jiddwerengem vun Iech alleguerten an doriwwer eraus Äre Kolleegen op de Lëschte vill Asaz, vill Ausdauer a vill Iwwerzeegungskraaft an deene leschte 25 Deeg, déi bleiwe bis zu de Wahlen, an doriwwer eraus all deenen, déi bei dëse Wahle wäerte gewielt ginn, elo am Virauser schonn eng glécklech Hand an dësem Haus.

Ech soen Iech Merci, an ech schléissen domadder déi lescht Sitzung vun dëser Legislaturperiod 2004-2009, net ouni awer dem Här Minister Biltgen am Numm vun der Regierung nach eng Kéier d'Wuert ze ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Am Numm vun der Regierung wëll ech Iech, Här President, an de 60 Kolleeginnen a Kolleege Merci soe fir déi Aarbecht, déi an deene fënnef Joer geleescht gouf. Jiddwereen huet hei versicht, säi Bescht ze ginn, ob Majoritéit oder Oppositioun.

Vill vun deenen Diskussiounen, déi hei waren, hunn zu gudde Resultater gefouert. A grad wéi Dir wëll ech dorop hiweisen, wéi mer et an deene leschte Woche fäerdeg bruecht hunn, op alle Bänken ze kucke séier a gutt ze schaffen. Jiddweree wär vläicht elo léiwer nach am Wahlkampf, mä jiddweree war hei bereet, nach eng Woch drunzehänken, fir gutt Gesetzer ze maache fir Land a Leit. Ech mengen, dat soll woen. Jiddwereen heibannen huet dee Mérite.

An Iech, Här President, och Merci fir déi Aart a Weis, wéi Der dës Chamber gefouert hutt. Dir waart den Här vun der Zäit, de Meeschter vun der Auer. Wéi mer op Lëtzebuergesch soen: Dir waart streng, mä gerecht. Ech hunn Iech oft als streng emfonnt.

(Hilarité)

Elo mat engem gewëssene Recul soen ech: Hie war awer gerecht. An ech mengen, och Iech ass ze verdanken, dass mer an dëser Chamber heiansdo emol méi hëtzeg waren, mä meeschtens gutt a fruchtbar Diskussiounen haten. Dofir och Iech an all Äre Mataarbechter villmools Merci fir Är Aarbecht. Dir hutt och e grousse Mérite, fir dass mer gutt zesummegeschafft hunn.

An all deene Kolleegen, déi ophalen: bonne chance! An deene Kolleegen, déi, wei ech, nach eng Kéier probéieren erëm derbäi ze sinn: Och bonne chance! Ech wäert jiddweree vermëssen, deen net méi wäert derbäi sinn.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Bonne chance Iech alleguerten!

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.20 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 52 et 53

Communications pages 639-640

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution page 640

Ordre du jour page 640

Dépôt d'une proposition de loi page 640

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 640

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

et

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique pages 640-644
page 648

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite) page 644

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)
page 644

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite) page 644

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite) page 644

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
pages 644-648

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
pages 648-650

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 650-653

Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération page 653
page 656

Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques pages 653-654
page 656
pages 665-666

Communication page 655

Dépôt d'une proposition de loi page 655

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original pages 655-656

Ordre du jour page 656

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite) page 656

Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale pages 656-658

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 page 658

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État pages 658-660
page 661
page 661

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 660-661
page 661

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 661-665

Discours de fin de législature de M. le Président pages 666-667

TABLE ANALYTIQUE 2008-2009

Compte rendu N°1

Session ordinaire 2007-2008

Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député page 1

Clôture de la session ordinaire 2007-2008 et ouverture de la session ordinaire 2008-2009 page 1

Session ordinaire 2008-2009

Composition du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général page 1

Composition des commissions parlementaires page 1

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 1

Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp page 2

Ordre du jour page 2

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier et débat pages 2-9

Compte rendu N°2

Ordre du jour page 10

Communications pages 10-11

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 11-12

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution - Second vote constitutionnel page 12

5842 - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant

- les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 12-15

5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise pages 15-29

5698B - Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques pages 29-30

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Second vote constitutionnel pages 30-33

Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010) pages 34-43

Compte rendu N°3

Dépôt de trois projets de loi page 46

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi page 46

Communications pages 46-47

Ordre du jour page 47

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie, suivie d'un débat pages 52-55

5805 - Projet de loi portant modification du Code du Travail pages 56-58

Communication page 58

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le nouveau plan hospitalier pages 58-61

Ordre du jour page 61

5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg pages 61-63

Prise de position du Parlement luxembourgeois page 65

Dépôt d'une proposition de loi page 65

Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 65-75

5818 - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive pages 75-76

Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la Bibliothèque nationale pages 76-81

Compte rendu N°4

Communications page 83

5944 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution;

5945 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et

5946 - Proposition de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière page 83

Ordre du jour page 84

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique page 84

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire pages 87-92

5825 - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg pages 92-98

Communications page 98

Ordre du jour pages 98-99

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 99

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 99-103

Résolution de M. Charles Goerens relative à l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique pages 103-104

5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail pages 104-113

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 114-122

5752 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006;

5753 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

et

5841 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007 page 122

5910 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 122-123

Compte rendu N°5

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch page 124

Ordre du jour page 124

5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille pages 124-126 pages 129-135

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi pages 127-129

Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter page 135

5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil page 136

5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétes; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes pages 136-137

5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers page 137

5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes page 137

Communications page 138

5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire page 138

Ordre du jour page 138

Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens page 138

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* pages 138-141

- *Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances* pages 142-145

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget* pages 145-148

- *Discussion générale* pages 156-166

Dépôt d'un projet de révision de la Constitution page 145

Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009 pages 148-150

5855 - Projet de loi

a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 150-151

Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés page 151

Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne pages 151-153

Séance de questions et de réponses:

- Question posée par le groupe parlementaire CSV page 153

- Question posée par le groupe parlementaire LSAP pages 153-154

- Question posée par le groupe parlementaire DP page 154

- Question posée par le groupe parlementaire DÉI GRÉNG page 154

- Question posée par la sensibilité politique ADR pages 154-156

- Question posée par un député indépendant page 155

Communications page 156

Ordre du jour page 156

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 156

Dépôt d'une proposition de loi page 156

Compte rendu N°6

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

- *Discussion générale (suite)* pages 167-179 pages 179-181

5862 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hongkong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hongkong, le 2 novembre 2007 pages 181-182

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg

et

5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval pages 182-188

5695 - Projet de loi relative à l'eau modifiant

1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures,

4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés,

5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant: 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 pages 189-202

Institution et composition de la Commission spéciale «Crise économique et financière» page 202

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 202-208

Dépôt d'un projet de loi page 208

Compte rendu N°7

Communications page 209

Ordre du jour pages 209-210

Résolution de M. Jacques-Yves Henckes relative au report du vote sur la proposition de loi N°4909 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 210-212

5913 - Projet de loi

- portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

- portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

- modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

et

5924 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances;

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif pages 212-221

5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite) page 221

Motion de Mme Viviane Loschetter relative au ralliement contre le principe de dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire au niveau du Conseil pages 221-222

5870 - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public pages 223-224
page 226

5889 Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire pages 224-226

5911 - Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Schanghai pages 226-228

5757 - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);

- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale pages 228-229

5902 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international pages 229-230

5768 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

et

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale pages 230-231

5941 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

et

5839 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;

5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg pages 231-238

5859 - Projet de loi portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national pages 238-243

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 243-248

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide pages 248-256

Compte rendu N°8

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (suite) pages 257-267

5725 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie pages 267-268

5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif pages 268-271

5943 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9. du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 271-273

Discours de fin d'année de M. le Président page 273

Communications page 274

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales page 274

Ordre du jour page 274

5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental pages 274-289

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental pages 289-294

Compte rendu N°9

4909 - Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

- Rectificatif du discours de Mme Marie-Josée Frank (CSV) remplaçant celui publié à la page 261 du Compte rendu N°8/2008-2009 page 295

5758 - Projet de loi relative à l'obligation scolaire pages 295-297
pages 298-300
pages 300-301

5760 - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental page 297
page 300

5759 - Proiet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental page 300

5847 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation;

2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 301-305

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation à Gaza, suivie d'un débat pages 306-310

5144 - Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant:

1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau

2. l'article 631-2 du Code du Travail pages 310-318

5973 - Projet de loi

1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 318-320

5886 - Projet de loi portant

1. introduction d'un congé linguistique

2. modification du Code du travail

3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche pages 320-324

5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 324-325

Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen page 325

Communications page 326

Ordre du jour page 326

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul page 327

Composition des commissions parlementaires page 327

5903 - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants

c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 331-332

5962 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

et

5963 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008 pages 333-335

5961 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise con-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Table analytique

cernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008 pages 335-336

5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat page 336

5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,

(1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie, le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle pages 336-339

5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits pages 339-340

5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique pages 340-341

5989 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006 pages 341-342

Compte rendu N°10

Communications page 343

Ordre du jour page 343

5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle pages 343-350

Communication page 350

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss pages 350-351

Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques pages 351-361

5853 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;

2. modification du Code du travail pages 361-362

5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 362-363

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports» pages 363-375

Communications page 376

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député page 376

Ordre du jour page 376

5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

et

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 pages 380-381

5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003 page 381

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 381-382

5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques pages 382-384

Hommage à M. Patrick Santer page 384

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution pages 385-387

5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007 pages 387-388

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007 page 388

Compte rendu N°11

Communications page 389

Rôle des affaires page 389

Ordre du jour pages 389-390

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert pages 390-391

Composition des commissions parlementaires et des délégations internationales pages 391-392

Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées pages 392-399

5819 - Projet de loi

a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses pages 399-404

page 413

Dépôt d'une proposition de loi page 405

Interpellation de M. Alexandre Krieps sur les grossesses chez les jeunes filles et les avortements pages 405-413

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE pages 414-416

5909 - Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant

1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer

2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer pages 416-419

5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux pages 419-423

Compte rendu N°12

Communications page 424

Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député page 424

6016 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des Finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée) page 424

Ordre du jour pages 424-425

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 425

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie pages 426-428

5874 - Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile pages 428-433

5912 - Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'État pages 433-435

5927 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord» pages 435-439

Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire suivie d'un débat pages 439-450

pages 450-453

Dépôt d'une proposition de loi page 450

5938 - Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde page 453

Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation pages 453-464

Compte rendu N°13

Débat d'orientation N°5977 au sujet de la crise économique et financière pages 465-485

Communications page 486

6020 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

6025 - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

et

6029 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution page 486

Ordre du jour page 486

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 486

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 486-492

Débat sur l'état de la nation pages 492-507

Compte rendu N°14

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée» pages 508-512

5881B - Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance pages 512-515

5940 - Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport pages 516-517

Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi et définissant les droits des chômeurs en fonction de leurs efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi page 517

Motion de M. Jean Huss relative à la participation à la Journée internationale contre

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation page 517

5952 - Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 517-520

Communications page 521

6030 - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution page 521

Ordre du jour page 521

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement pages 521-522

5828 - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) pages 522-524

5824 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 524-526

5710 - Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant

a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer,

b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et

c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 527-529

5933 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE pages 529-532

5957 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux pages 532-533

Dépôt d'une proposition de loi page 534

5996 - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information pages 534-536

5986 - Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 536-540

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce page 540

5901 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises pages 540-541

5767 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

et

5799 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006 pages 541-543

5975 - Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance pages 543-549

Dépôt d'un projet de loi page 550

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen page 550

5985 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Vianden pages 550-551

5984 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes pages 551-553

5925 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

3. du Code de la sécurité sociale page 554

Compte rendu N°15

Communications page 555

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004 page 555

Ordre du jour pages 555-556

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling page 556

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pages 556-558

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé pages 558-559

Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et quotas laitiers pages 559-561

5655 - Projet de loi sur les marchés publics pages 561-565

6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007 page 565

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

et

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes page 566

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 566

5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pages 566-568

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale pages 568-569

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008 pages 569-570

5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) pages 570-576

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 578

5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle pages 578-581

5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile pages 581-582

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel pages 582-585

5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

et

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et

- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 585-589

5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit pages 589-590

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du Travail pages 590-591

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare pages 591-592

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 592-594

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement pages 594-595

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 595-596

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts pages 596-598

Compte rendu N°16

Dépôt d'une proposition de loi page 599

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008 pages 599-603

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite) page 603

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite) page 603

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite) page 603

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite) pages 603-604

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite) page 604

5970 - Projet de loi portant approbation

Table analytique

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008 pages 604-607

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 607-614 pages 617-618

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux pages 616-617

5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi page 618

5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne pages 618-619

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure pages 619-620

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen pages 620-624

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pages 624-628

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur pages 628-629 page 630

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles pages 629-630 pages 630-631

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 631-634

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 634-635

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé pages 635-638

Compte rendu N°17

Communications pages 639-640

6040 - Proposition de loi visant à réviser la Constitution page 640

Ordre du jour page 640

Dépôt d'une proposition de loi page 640

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 640

6003 - Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

et

6004 - Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique pages 640-644 page 648

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite) page 644

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite) page 644

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite) page 644

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé (suite) page 644

6005 - Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 644-648

6007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 648-650

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 650-653

Motion de M. Félix Braz relative à la lutte contre le changement climatique et à la coopération page 653 page 656

Motion de M. Aly Jaerling relative aux photos d'identité biométriques pages 653-654 page 656 pages 665-666

Communication page 655

Dépôt d'une proposition de loi page 655

6012 - Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original pages 655-656

Ordre du jour page 656

6008 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (suite) page 656

Motion de M. Xavier Bettel relative à la cessation de tout activisme électoral au sein des établissements scolaires pendant la campagne électorale pages 656-658

6009 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 page 658

6011A - Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État pages 658-660 page 661 page 661

6011B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 660-661 page 661

6006 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail pages 661-665

Discours de fin de législature de M. le Président pages 666-667

Heures de questions au Gouvernement:

Compre rendu N°3

- Question N°279 du 21 octobre 2008 de M. Marco Schank relative à l'état d'avancement du projet du lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 49

- Question N°280 du 20 octobre 2008 de M. Eugène Berger relative aux dispositions dans le statut du personnel des CFL réglant la procédure pour les prochaines élections sociales, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49

- Question N°281 du 20 octobre 2008 de M. Romain Schneider relative à l'introduction d'une loi-cadre relative au compte épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 49

- Question N°282 du 20 octobre 2008 de M. Claude Adam relative à l'organisation des cours du soir, notamment des conditions d'admissibilité des élèves à l'examen pratique du CATP, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 50

- Question N°283 du 21 octobre 2008 de M. Gilles Roth relative à l'avant-projet de loi sur les communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 50-51

- Question N°284 du 21 octobre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la création d'un «Marketingboard» dans le secteur de la viande, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 51

- Question N°285 du 20 octobre 2008 de M. Roger Negri relative à la lutte contre l'ostéoporose dans le cadre de la journée mondiale de l'ostéoporose du 21 octobre 2008, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 51-52

- Question N°286 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative à la Convention N°94 de l'Organisation Internationale du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50

- Question N°287 du 21 octobre 2008 de M. Alex Bodry relative à la construction d'un nouvel échangeur à la sortie Burange de la Collectrice du Sud à Dudelange, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 52

- Question N°288 du 21 octobre 2008 de Mme Viviane Loschetter relative aux projets gouvernementaux concernant une réforme de la législation relative à l'adoption, adressé à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 52

- Question N°289 du 21 octobre 2008 de M. Gast Gibéryen relative à la nomination d'une nouvelle direction à la Chambre du Travail, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 50

Compre rendu N°4

- Question N°290 du 11 novembre 2008 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative au projet d'une Cité du cinéma à Dudelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 84

- Question N°291 du 11 novembre 2008 de M. Claude Meisch relative aux actions en justice contre la reprise de la Banque Fortis par la Banque BNP-Paribas intentées par les actionnaires du groupe Fortis, adressée à M. le Ministre des Finances page 84

- Question N°292 du 7 novembre 2008 de M. Ben Fayot relative aux implications de l'élection d'un nouveau Président des États-Unis pour les grands problèmes de la politique internationale, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 84-85

- Question N°293 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'élaboration d'une loi concernant les Ministres, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État page 85

- Question N°294 du 10 novembre 2008 de M. Roger Negri relative à l'accident grave autoroutier survenu dans la nuit du 1er novembre 2008, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 85-86

- Question N°295 du 10 novembre 2008 de M. Xavier Bettel relative au subventionnement des organisations politiques pour jeunes, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 86

- Question N°296 du 11 novembre 2008 de M. Robert Mehlen relative à la distribution contrôlée d'héroïne dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 86-87

- Question N°297 du 11 novembre 2008 de M. Charles Goerens relative au non-remboursement de frais d'ambulance pour des ressortissants luxembourgeois dans certains pays de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 86

Compre rendu N°9

- Question N°298 du 10 février 2009 de Mme Martine Stein-Mergen relative aux véhicules publicitaires circulant sur la voie publique et entravant la fluidité du trafic, adressée à M. le Ministre des Transports pages 327-328

- Question N°299 du 9 février 2009 de M. Fernand Etgen relative au plan sectoriel «Zone d'activités économiques», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 328

- Question N°300 du 6 février 2009 de M. Fernand Diederich relative à l'introduction

Table analytique

de chèques-services à partir du 1er mars prochain, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 328

- Question N°301 du 9 février 2009 de M. François Bausch relative à des mesures de ralentissement de la circulation dans la zone de récréation de la forêt du Bambësch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 328-329

- Question N°302 du 10 février 2009 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la population du cormoran au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 329

- Question N°303 du 10 février 2009 de M. Robert Mehlen relative aux alentours du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 329

- Question N°304 du 6 février 2009 de M. Romain Schneider relative à la situation de l'assurance dépendance et plus particulièrement sur le volet relatif aux maisons de retraite et de soins, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 329-330

- Question N°305 du 10 février 2009 de Mme Marie-Josée Frank relative aux maisons médicales et notamment d'une extension de l'offre vers la région Est du Grand-Duché, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

et

- Question N°306 du 10 février 2009 de M. Henri Kox relative au fonctionnement des Maisons médicales et particulièrement en ce qui concerne la couverture des régions rurales, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 330

Compre rendu N°10

- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 376-377

- Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 377

- Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 377

- Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbierg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 377

- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 378

- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 378

- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 378-379

- Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

- Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 379-380

- Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice page 379

- Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 380

Questions avec débat:

Question avec débat N°37 de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Adam au sujet d'une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg pages 55-56

Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments pages 81-82

- Question avec débat N°39 de Mme Vera Spautz au sujet du fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales pages 63-64

Question avec débat N°41 de M. Félix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg page 419

Question avec débat N°43 de M. Marco Schank au sujet des problèmes de la circulation lors de la période hivernale pages 425-426

Questions urgentes:

Question urgente N°2897 de M. Claude Adam relative aux dégâts apparus lors des projets de rénovation de l'îlot A page 11

Question urgente N°2912 de M. Claude Meisch relative au secret bancaire pages 47-49

Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear pages 126-127

Question urgente N°3024 de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la reprise de la banque Kaupthing Luxembourg page 182

Question urgente N°3089 de M. Félix Braz relative à la campagne d'information pour les ressortissants des pays membres de l'Union européenne concernant l'inscription sur les listes électorales en vue des élections européennes en juin 2009 page 324

Question urgente N°3226 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la garantie bancaire page 392

Question urgente N°3242 de M. Xavier Bettel relative aux chèques-services - demandeurs d'asile page 428

Question urgente N°3309 de M. Fernand Etgen relative aux cas d'oreillons au Luxembourg pages 515-516

Question urgente N°3315 de M. Xavier Bettel relative à la grippe porcine page 522

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°2908 de M. Eugène Berger relative au système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes pages 330-331

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) pages 43-45

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

www.chd.lu